Chamberblietchen

2006-2007

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2006-2007

Document	Contenu	Page
	Rapport Activite	3
CR n°1	Séances n°1, 2, 3	35
CR n°2	Séances n°4	95
CR n°3	Séances n°5, 6, 7	143
CR n°4	Séances n°8, 9, 10, 11	207
CR n°5	Séances n°12, 13, 14	263
CR n°6	Séances n°15, 16, 17, 18	319
CR n°7	Séances n°19, 20, 21	383
CR n°8	Séances n°22, 23	435
CR n°9	Séances n°24, 25, 26	475
CR n°10	Séances n°27	523
CR n°11	Séances n°28, 29, 30	551
CR n°12	Séances n°31, 32, 33	595
CR n°13	Séances n°34, 35	627
CR n°14	Séances n°36, 37, 38, 39	667
CR n°15	Séances n°40, 41, 42	723
CR n°16	Séances n°43, 44, 45, 46	779
CR n°17	Séances n°47, 48, 49	835
	Verbatim_50_20071009	903

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Rapport d'activité de la session parlementaire 2005-2006



L'année parlementaire 2005 / 2006

51 séances publiques. 162,50 heures de débats en plénière. 83 projets de loi évacués. Plus de 500 réunions de commissions. 679 questions parlementaires (écrites) adressées aux membres du Gouvernement - sans parler des 8 heures de question au Gouvernement en séance publique avec leurs 69 questions, des 19 questions urgentes, des 5 questions avec débat ; des interpellations, des débats d'orientation et de consultation …

Ces quelques chiffres-clé de la session 2005/2006 seront développés - parmi tous les autres - dans le présent rapport d'activité qui fournit un compte rendu détaillé des travaux parlementaires depuis l'ouverture de la session 2005/2006 le 11 octobre 2005 jusqu'à sa clôture le 10 octobre 2006.

Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés

Session 2005-2006

CSV	24 députés
LSAP	14 députés
DP	10 députés
Déi Gréng	7 députés
ADR	4 députés
Indépendant	1 député

Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés par circonscription électorale

Députés de la Circonscription du Sud	Appartenance politique
ANDRICH-DUVAL Sylvie	CSV
ARENDT Nancy	CSV
BODRY Alex	LSAP
BRAZ Felix	Déi Gréng
CASTEGNARO John	LSAP
DALL'AGNOL Claudia	LSAP
DOERNER Christine	CSV
ERR Lydie	LSAP
GIBERYEN Gaston	ADR
GLESENER Marcel	CSV
GRETHEN Henri	DP
HAUPERT Norbert	CSV
HUSS Jean	Déi Gréng
JAERLING Aly	Indépendant
MAROLDT François	CSV
MEISCH Claude	DP
MUTSCH Lydia	LSAP
NEGRI Roger	LSAP
SCHREINER Roland	LSAP
SPAUTZ Marc	CSV
SPAUTZ Vera	LSAP
SUNNEN Fred	CSV
WOLTER Michel	CSV
TOTAL: 23 députés	9 CSV 8 LSAP 2 Déi Gréng 2 DP 1 ADR 1 Indépendant

Députés de la circonscription du Centre	Appartenance politique
ADAM Claude	Déi Gréng
ANGEL Marc	LSAP
BAUSCH François	Déi Gréng
BETTEL Xavier	DP
BETTENDORF Niki	DP
BRASSEUR Anne	DP
DIEDERICH Fernand	LSAP
FAYOT Ben	LSAP
FLESCH Colette	DP
GANTENBEIN-KOULLEN Marie-Thérèse	CSV
HELMINGER Paul	DP
HENCKES Jacques-Yves	ADR
KLEIN Jean-Pierre	LSAP
LOSCHETTER Viviane	Déi Gréng
MEYERS Paul-Henri	CSV
MOSAR Laurent	CSV
OBERWEIS Marcel	CSV
SANTER Patrick	CSV
SAUBER Marcel	CSV
STEIN-MERGEN Martine	CSV
THIEL Lucien	CSV
TOTAL: 21 députés	8 CSV 5 DP 4 LSAP 3 Déi Gréng 1 ADR

Députés de la Circonscription du Nord	Appartenance politique
CALMES Emile	DP
GIRA Camille	Déi Gréng
GOERENS Charles	DP
KAES Ali	CSV
KOEPP Jean-Pierre	ADR
SCHAAF Jean-Paul	CSV
SCHANK Marco	CSV
SCHNEIDER Romain	LSAP
WEILER Lucien	CSV
TOTAL: 9 députés	4 CSV 2 DP 1 Déi Gréng 1 LSAP 1 ADR



Députés de la Circonscription de l'Est	Appartenance politique
CLEMENT Lucien	CSV
FRANK Marie-Josée	CSV
HETTO-GAASCH Françoise	CSV
KOX Henri	Déi Gréng
MEHLEN Robert	ADR
SCHEUER Jos	LSAP
WAGNER Carlo	DP
TOTAL: 7 députés	3 CSV 1 Déi Gréng 1 DP 1 LSAP 1 ADR

	2002	2003	2004	2005	2006
Professions indépendantes	**25**	**28**	**28**	**23**	**23**
avocat / notaire	12	11	11	7	7
médecin / vétérinaire / pharmacien	3	2	2	1	1
commerçant / industriel / indépendant / artisan	4(2)	4(2)	4(2)	11(1)	11(1)
agriculteur / viticulteur	1	1	1	2	2
sans profession et autres (p.ex: TII)	5	10	10	2	2
Salariés secteur privé	**12**	**10**	**10**	**11**	**11**
ouvrier	0	0	0	0	0
syndicaliste	4(1)	2(1)	2(1)	2	2
journaliste	2	1	1	0	0
ingénieur	0	0	0	0	0
autres employés	6	7(1)	7(1)	9(3)	9(3)
Salariés secteur public	**23**	**22**	**22**	**26**	**26**
ouvrier de l'Etat	0	0	0	0	0
agent CFL	2	2	2	4	4
agent secteur parastatal	0	0	0	0	0
agent secteur communal	5	5	5	0	0
fonctionnaire	16(2)	15(1)	15(1)	22(1)	22(1)
TOTAL	**60**	**60**	**60**	**60**	**60**

(*) = nombre de retraités dans le total

L'organisation de la Chambre des Députés

Le fonctionnement de la Chambre est réglé par un certain nombre de dispositions contenues dans la Constitution et dans la loi électorale ainsi que par le Règlement intérieur, élaboré par la Chambre elle-même.

Une session ordinaire est la période d'un an pendant laquelle la Chambre des Députés se réunit. Elle débute le deuxième mardi du mois d'octobre et se clôture le deuxième mardi d'octobre de l'année suivante. Chaque législature comporte, en principe, cinq sessions ordinaires. Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet et qui est, en général, le Premier Ministre.

Au début de chaque législature, la Chambre institue, pour organiser ses travaux, son Bureau, une commission nommée Conférence des Présidents.

Le Président de la Chambre

Les fonctions du Président de la Chambre des Députés sont de représenter la Chambre, de maintenir l'ordre, de faire observer le règlement, de juger de la recevabilité en la forme des textes, des motions et autres propositions, d'accorder la parole, de poser les questions et de les mettre aux voix, d'annoncer le résultat des votes et des scrutins, de prononcer les décisions de la Chambre, de porter la parole en son nom et conformément à son vœu.

Les Vice-Présidents de la Chambre exercent les mêmes attributions que le Président, lorsqu'ils le remplacent. A défaut de Président et de Vice-Présidents, le député le plus âgé - le Doyen d'âge - préside la Chambre.

Le Bureau

L'article 7 du Règlement interne de la Chambre des Députés dispose que:

«Art. 7.- (1) Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international. Il décide de la composition des délégations, sauf en ce qui concerne celles aux assemblées internationales.

(2) Le Bureau règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes, à l'exception de l'ordre du jour de la Chambre qui est de la compétence de la Conférence des Présidents.

(3) Le Bureau s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend toutes les décisions relatives à l'organisation et à la discipline du personnel.

(4) Le Bureau peut confier à un ou plusieurs de ses membres des tâches générales ou particulières relevant de la compétence du Bureau. En même temps sont fixées les modalités d'exécution de ces tâches.»

Le Bureau de la Chambre s'est réuni dix-neuf fois au cours de la session 2005-2006.

Le Bureau s'est composé comme suit: M. Lucien Weiler, Président; MM Jos Scheuer, Niki Bettendorf et Laurent Mosar, Vice-Présidents; MM. Michel Wolter, Ben Fayot, Henri Grethen, François Bausch, Robert Mehlen, Lucien Clement et Alex Bodry, membres; M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.

Monsieur Niki Bettendorf, Vice-Président de la Chambre des Députés, renonçant à son mandat de député avec effet au 9 octobre 2006, les membres du Bureau proposent en leur réunion du 18 septembre 2006 de lui conférer l'honorariat de ses fonctions.

D'après les missions qui lui sont conférées par le Règlement interne, le Bureau a représenté la Chambre des Députés dans le cadre de visites parlementaires et gouvernementales.

Ainsi le Bureau a reçu en visite officielle:

Monsieur Svetozar Marovic, Président de la République de Serbie et Monténégro (18.10.2005)

Monsieur Janez Jansa, Premier Ministre de la République de Slovénie (19.10.2005)



Monsieur Anton Tabone, Président de la Chambre des Députés de la République de Malte (14.11.2005)

Une délégation du groupe d'amitié interparlementaire Koweït-Luxembourg du Majles Al-Ummah (Assemblée Nationale) de l'Etat du Koweït (26.04.2006)

Monsieur Paavo Lipponen, Président du parlement de la République de Finlande (01.09.2006)

Une délégation du Bureau a été reçue en visite officielle à l'Assemblée nationale de la République de Slovénie du 9 au 11 mai 2006 sur invitation de son Président, Monsieur France Cukjati.

En leur réunion du 13 février 2006 les membres du Bureau se sont vus présenter la synthèse du rapport sur les élections législatives et européennes en 2004. L'étude a été réalisée par l'Unité de Recherche interdisciplinaire sur le Luxembourg de l'Université du Luxembourg et contient une analyse historique et sociologique des institutions et des acteurs politiques ainsi qu'une étude qualitative des stratégies des acteurs du système politique au début et pendant la campagne électorale. Elle renseigne également sur l'offre médiatique lors de la campagne électorale et étudie le comportement de l'électorat.

La Conférence des Présidents

La Conférence des Présidents se compose de: M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés et des Présidents des groupes politiques MM. Michel Wolter, Ben Fayot, Henri Grethen et M. François Bausch. M. Gast Gibéryen a adhéré à la Conférence des Présidents jusqu'au 1er mai 2006, date à laquelle l'ADR a perdu le statut de groupe politique à la suite de la décision de M. Aly Jaerling d'assurer son mandat parlementaire en qualité de député indépendant.

Au cours de la session 2005-2006, les Présidents des groupes politiques se sont réunis 24 fois pour régler les questions administratives de la Chambre, pour décider des questions relatives à l'organisation de ses travaux et pour proposer l'ordre du jour des séances publiques.

Pour ce qui est du déroulement des séances publiques, la Conférence des Présidents s'est vouée particulièrement au volet du temps de parole, ceci dans le souci de préserver un équilibre entre le rapporteur, les orateurs mandatés et le Gouvernement.

Enfin, elle a émis un avis sur 25 projets de règlement grand-ducal dont elle était saisie.

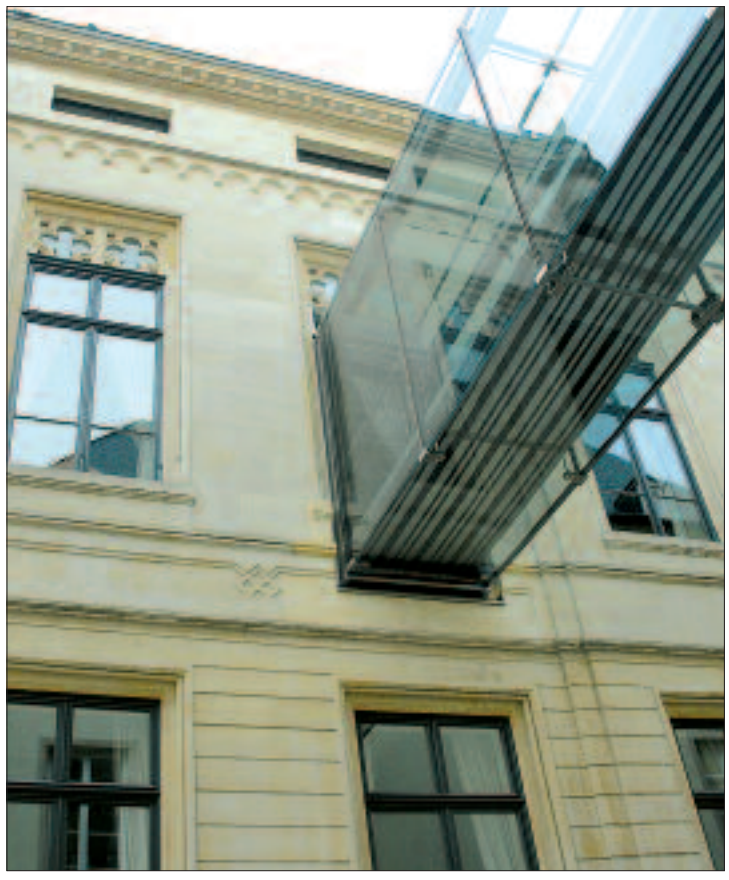
Les commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales

Pour faciliter et pour rationaliser ses travaux parlementaires, la Chambre institue des commissions réglementaires, des commissions permanentes et des commissions spéciales dont elle fixe le nombre, la dénomination et les attributions. Au sein des commissions il est tenu compte de la représentation proportionnelle des groupes politiques.

Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi, les amendements et motions que le Président de la Chambre leur renvoie. Elles ont le droit de présenter elles-mêmes des propositions et des amendements. Elles ont également pour mission de préparer des débats, d'organiser des auditions publiques et non publiques ainsi que des visites et de poursuivre toute activité rentrant dans le cadre de leurs attributions.

Les commissions s'occupent en outre des dossiers européens qui concernent leur domaine de compétence.

Les travaux parlementaires en commission sont non public.



Liste alphabétique des Commissions parlementaires

Commissions réglementaires

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

Commission des Pétitions

Commission du Règlement

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Commission de l'Environnement

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Commission des Finances et du Budget

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Commission juridique

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Commission des Transports

Commission du Travail et de l'Emploi

Commission des Travaux publics

Commissions spéciales

Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg»

Synthèse des travaux des commissions parlementaires

Commissions réglementaires

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

Président: Grethen Henri (DP)
Vice-Présidents: Wolter Michel (CSV)
Bodry Alex (LSAP)

Membres:
CSV: Clement Lucien, Haupert Norbert, Mosar Laurent
LSAP: Castegnaro John, Fayot Ben
DP: Flesch Colette
Déi Gréng: Bausch François
ADR: Mehlen Robert

Au cours de la session parlementaire 2005-2006, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes s'est réunie à 25 reprises.

Monsieur le Ministre des Travaux publics est venu présenter aux membres de la Commission le bilan financier des grands chantiers de l'Etat en date du 29 mai 2006. Auparavant, la Commission a consacré encore plusieurs réunions à la finalisation de nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure. Cette nouvelle procédure devrait permettre d'éviter à l'avenir les dépassements nombreux et systématiques des budgets alloués aux différents projets de construction d'infrastructures par l'Etat. Sa conception a tenu compte des propositions des différents groupes parlementaires et Monsieur le Ministre des Travaux publics y a également participé. En date du 6 février 2006, M. Frank Reimen est venu proposer que cette procédure soit également appliquée aux projets d'infrastructure ferroviaire. Le 13 mars 2006, la Commission a examiné l'avis du service juridique de la Chambre des Députés au sujet de la nouvelle procédure. Elle a retenu la version définitive de la nouvelle procédure le 3 avril 2006 et l'a ensuite communiquée au ministère des Travaux publics et au ministère des Transports. Au cours de la réunion du 10 juillet 2006, le texte de la procédure a été adaptée aux projets d'infrastructure ferroviaire.

Le 14 novembre 2005, la Commission a entendu les représentants de la SNCI qui se proposait d'émettre un bon d'épargne à capital croissant avec la garantie de l'Etat. Au cours de la réunion du 19 décembre 2005, la Commission a été informée du fait que la SNCI a décidé de ne pas lancer cette opération.

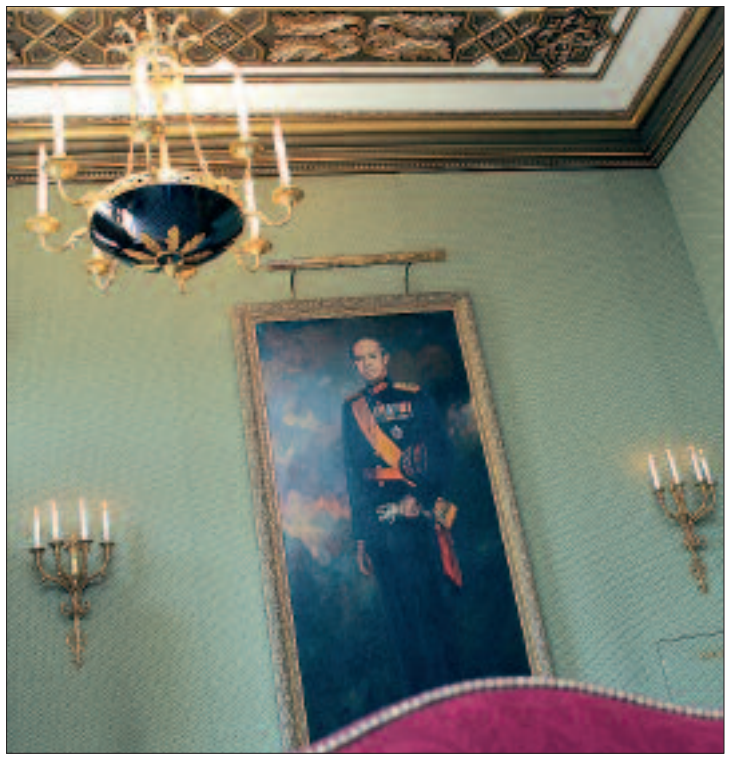
Les 5 et 19 décembre 2005, Monsieur le ministre des Travaux publics est venu informer la Commission au sujet de l'adaptation du programme de construction du Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg d'une part et de l'extension du bâtiment Konrad Adenauer d'autre part.

Le 9 janvier 2006, Monsieur le ministre des Travaux publics a informé les membres de la Commission de l'état d'avancement des travaux et des nouvelles contraintes concernant la réalisation de la liaison Micheville.

Le 20 février 2006, la Commission a assisté à une entrevue avec des représentants du ministère des Finances au sujet de la surveillance budgétaire au niveau de l'Union européenne dans le cadre du Pacte de Stabilité et de Croissance et des implications pour la politique budgétaire luxembourgeoise.

Monsieur le ministre des Travaux publics a présenté l'évolution de la situation concernant l'autoroute de la Sarre le 24 avril 2006.





En date du 15 mai 2006, Monsieur le ministre du Trésor et du Budget a présenté à la Commission à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes (et à la Commission des Finances et du Budget) les recettes et les dépenses de l'Etat du premier trimestre 2006.

Ensemble avec la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes ont procédé à un échange de vues avec une délégation de la Commission du Contrôle budgétaire du Parlement de Lituanie le 16 mai 2006.

Monsieur le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a présenté l'évolution du programme « eGovernment » aux membres de la Commission en date du 26 juin 2006.

La Commission (avec la Commission des Finances et du Budget) a eu une entrevue avec une délégation de la Commission des Finances du Parlement finlandais le 7 septembre 2006. Elle a également assisté à un échange de vues avec des représentants de la Commission du Contrôle budgétaire du Parlement de Slovénie en date du 21 septembre 2006.

Au cours de cette session parlementaire, la Commission a également approuvé les comptes annuels 2004 de la Chambre des Députés.

Rapports spéciaux de la Cour des Comptes:

La Cour des comptes a procédé à la présentation de son rapport spécial relatif à la mise en œuvre du contrat de gestion de l'infrastructure ferroviaire entre l'Etat et les CFL au cours de la réunion du 14 février 2005. La Commission avait adressé plusieurs questions au Ministère des Transports afin de s'assurer que, comme il l'avait annoncé dans sa réponse à la Cour, les recommandations de cette dernière ont bien été mises en pratique. La Commission a finalement adopté un projet de rapport au cours de la réunion du 5 décembre 2005 (rapporteur: M. John Castegnaro).

Le rapport spécial de la Cour des Comptes sur le contrôle de l'exécution des sixième et septième programmes quinquennaux d'équipement de l'infrastructure touristique a été présenté aux membres de la Commission en date du 3 octobre 2005. Suite à une entrevue avec Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 7 novembre 2005, la Commission a adopté un projet de rapport le 23 janvier 2006 (rapporteur: M. Lucien Clement).

La Cour des Comptes a présenté à la Commission ses rapports spéciaux sur les établissements publics soumis à un contrôle annuel 2002 et 2003 le 7 novembre 2005. Le projet de rapport a été adopté le 24 avril 2006 après que la Commission ait procédé à l'examen de rapports intermédiaires pendant plusieurs réunions et assisté à une entrevue avec M. Gillen, Président du Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau du Kirchberg le 27 mars 2006.

La Cour des Comptes a présenté à la Commission son rapport spécial sur le remboursement de la TVA en matière de logement le 25 novembre 2004. L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a donné ses explications au sujet des constatations de la Cour lors de la réunion du 28 février 2005. Après réception de nouvelles données, la Commission a adopté son rapport le 10 juillet 2006 (rapporteur: M. Alex Bodry).

Le rapport spécial de la Cour des Comptes portant sur le Fonds de la protection de l'Environnement a été présenté à la Commission le 21 novembre 2005. Un échange de vues avec Monsieur le ministre de l'Environnement a eu lieu le 23 janvier 2006. Le projet de rapport relatif à ce rapport spécial a été adopté au cours de la réunion du 2 octobre 2006 (rapporteur: M. Roger Negri).

La Cour des comptes a présenté son rapport spécial concernant les programmes quinquennaux d'équipement sportif et le Fonds d'équipement sportif national le 12 juin 2006. Monsieur le ministre des Sports a procédé à un échange de vues avec les membres de la Commission le 24 juillet 2006. Un projet de rapport sera adopté au cours de la prochaine séance parlementaire.

Projets de loi:

Le projet de loi 5350 portant règlement du compte général de l'exercice 2003 a été examiné, avec l'avis de la Cour des Comptes, le 13 décembre 2004 (rapporteur: Mme Colette Flesch). L'avis du Conseil d'Etat y relatif a été examiné le 21 novembre 2005 et le projet de rapport adopté le 5 décembre 2005.

La Commission s'est vue présenter par la Cour des Comptes son rapport relatif au projet de loi 5488 portant règlement du compte général de l'exercice 2004 le 19 décembre 2005 (rapporteur: M. Robert Mehlen). L'avis du Conseil d'Etat a été publié en date du 2 mai 2006. Le projet de rapport a été discuté au cours de la réunion du 2 octobre 2006.

Les membres de la Commission ont assisté à la présentation du projet de loi 5591 portant règlement du compte général de l'exercice 2005 par Monsieur le ministre du Trésor et du Budget le 20 juin 2006.

Commission des Pétitions



Président: Gira Camille (Déi Gréng)
Vice-Présidents: Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse (CSV)
Err Lydie (LSAP)

Membres:

CSV:	Doerner Christine, Santer Patrick, Schank Marco
LSAP:	Diederich Fernand, Spautz Vera
DP:	Bettel Xavier, Brasseur Anne
ADR:	Koepp Jean-Pierre

Au cours de la session parlementaire 2005-2006, la Commission des Pétitions s'est réunie à sept reprises.

Au cours de sa réunion du 08 mars 2006, la Commission a examiné la recommandation 20-2006 du Médiateur, recommandation formulée suite au dépôt de la pétition n° 267 concernant la demande de réforme du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998. Dans le même ordre d'idées, elle a procédé à un échange de vues général sur la procédure à adopter face aux recommandations émanant des services du Médiateur. Elle a, par ailleurs, examiné la pétition n°269 contre la transposition de la Directive 98/44/CE.
Au cours de la réunion jointe du 16 mars 2006 avec la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, il a été, une nouvelle fois, procédé à l'examen de la recommandation du Médiateur 20-2006 mentionnée ci-dessus.

Au cours de la réunion du 06 avril 2006, les membres de la Commission ont continué leur échange de vues sur une procédure générale à adopter face aux recommandations émanant du service du Médiateur, puis ils ont procédé à un débat sur l'opportunité de l'éventuelle révision des articles 27 et 67 de la Constitution.

Lors de la réunion du 27 avril 2006, les membres de la Commission ont eu un échange de vues avec M. le Médiateur.

Au cours de la réunion du 15 juin 2006, il a été débattu sur les conclusions à tirer suite à la réunion avec M. le Médiateur. Les membres de la Commission ont ensuite examiné la réponse de M. le Ministre des Transports concernant la pétition n° 254 contre les nuisances émises par le terrain d'aviation de Noertrange, puis ils ont examiné une nouvelle pétition: la pétition n°271 contre l'instruction ministérielle du 15 février 2006 concernant l'inscription en classe de 3e de l'enseignement secondaire.

Au cours de la réunion du 13 juillet 2006, les membres de la Commission ont examiné la pétition n°272 concernant l'exiguïté des infrastructures au Lycée technique d'Ettelbruck et ont décidé d'effectuer une visite des lieux pour se faire une idée plus précise de la situation. Cette visite a eu lieu le 27 septembre 2006.

Commission du Règlement

Président: Gibéryen Gast (ADR)
Vice-Présidents: Santer Patrick (CSV)
Angel Marc (LSAP)
Membres:
CSV: Andrich-Duval Sylvie, Glesener Marcel, Wolter Michel
LSAP: Fayot Ben, Schreiner Roland
DP: Bettel Xavier, Flesch Colette
Déi Gréng: Bausch François

Au cours de la session 2005 - 2006, la Commission du Règlement s'est réunie à trois reprises pour examiner différentes propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés. Ces modifications seront finalisées et soumises au vote de la Chambre durant la session 2006 - 2007.



Commissions permanentes

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural



Président: Oberweis Marcel (CSV)
Vice-Présidents: Schneider Romain (LSAP)
Goerens Charles (DP)

Membres:
CSV: Clement Lucien, Frank Marie-Josée, Schaaf Jean-Paul
LSAP: Klein Jean-Pierre, Scheuer Jos
DP: Wagner Carlo
Déi Gréng: Kox Henri
ADR : Mehlen Robert

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a analysé, lors de la session 2005-2006, les projets de loi suivants:

4673B - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée par la loi du 24 mai 1998

5380 - Projet de loi portant réglementation du commerce des semences et plants et concernant la mise en culture de semences et plants génétiquement modifiés

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a eu des échanges de vues concernant le Plan de Développement rural et à l'article 17 de la loi du 18 août 1990 modifiant l'alinéa 1er de l'article 12 de la loi modifiée du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles avec les associations suivantes:

- Greenpeace;
- Veräin fir biologesch-dynamesch Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl;
- Vereenegung fir biologeschen Landbau Lëtzebuerg asbl;
- Lëtzebuerger Baurejugend et Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer.

Deux échanges de vues ont eu lieu avec Monsieur le Ministre Fernand Boden, Monsieur le Ministre Jean-Louis Schiltz et avec Monsieur le Ministre Nicolas Schmit, sur la Sixième Conférence ministérielle de l'OMC (Hong Kong, 13-18 décembre 2005).

La commission a en outre reçu des explications de M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sur la fusion SEG et FHL en une nouvelle société coopérative dénommée Convis.

La commission a eu un échange de vues avec un représentant du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sur la "Stratégie Nationale du Grand-Duché de Luxembourg pour la période de programmation du développement rural 2007-2013". Dans le même contexte, le Gouvernement a présenté le Plan de développement rural 2007-2013 aux membres de la commission. L'Administration des Services Techniques de l'Agriculture a présenté dans ses locaux le programme GIS (Geographisches Informations System).

Par ailleurs, la commission a rencontré les représentants de la Chambre Professionnelle des Agriculteurs, Viticulteurs et Horticulteurs Luxembourgeois en vue de la préparation de la nouvelle loi agraire, et a reçu des explications sur l'agriculture et l'environnement naturel ainsi que sur la formation et le nouveau Centre de compétences

La commission a visité des terrains, situés sur le territoire de la commune de Betzdorf, devant faire l'objet d'une mesure de renaturation de la Syre. Elle a aussi visité des infrastructures du Département Environnement et Agro-biotechnologies du Centre de Recherche public Gabriel Lippmann.

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Président: Bodry Alex (LSAP)
Vice-Présidents: Sauber Marcel (CSV)
Flesch Colette (DP)

Membres:
CSV: Hetto-Gaasch Françoise, Schank Marco, Spautz Marc
LSAP: Castegnaro John, Scheuer Jos
DP: Grethen Henri (remplaçant: Brasseur Anne pour le volet Sports)
Déi Gréng: Kox Henri (remplaçant: Huss Jean pour le volet Sports)
ADR: Mehlen Robert (remplaçant: Koepp Jean-Pierre pour le volet Sports)

La Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports a évacué, lors de la session 2005-2006, les projets de loi suivants:

5175 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention contre le dopage, ouvert à la signature, à Varsovie, le 12 septembre 2002;

5537 - Projet de loi portant a) approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005; b) modification de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport;

5307 - Projet de loi relative à la sécurité générale des produits;

5380 - Projet de loi portant réglementation du commerce des semences et plants et concernant la mise en culture de semences et plants génétiquement modifiés;

5509 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie;

5474 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005;

5430 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002;

Le projet de loi 4673B portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée par la loi du 24 mai 1998 a été analysé en commission.

Un échange de vues a eu lieu avec M. le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur sur l'organisation du marché de l'électricité et du gaz naturel (deux avant-projets de loi portant transposition de directives européennes) et sur la performance énergétique des bâtiments d'habitation (avant-projet de règlement grand-ducal portant transposition d'une directive européenne).

Deux autres échanges de vues ont eu lieu avec M. le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur sur les projets d'extension des capacités de stockage de pétrole au Luxembourg et sur l'offre publique d'achat de Mittal-Steel sur Arcelor.

La commission a en outre analysé les propositions de directive sur la libéralisation des services et « Reach ».
Le Gouvernement a présenté le deuxième Plan National d'Allocation des Quotas en commission. Au courant de la session 2005-2006, la commission a organisé les travaux dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne et du débat d'orientation sur la politique énergétique du Luxembourg.



Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Président: Scheuer Jos (LSAP)
Vice-Présidents: Maroldt François (CSV)
Brasseur Anne (DP)

Membres:
CSV: Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse, Hetto-Gaasch Françoise, Sunnen Fred
LSAP: Castegnaro John, Diederich Fernand
DP: Meisch Claude
Déi Gréng: Adam Claude (remplaçante: Loschetter Viviane pour le volet Formation professionnelle)
ADR: Henckes Jacques-Yves



1) Débats et sujets généraux

Après avoir désigné, le 6 décembre 2005, un nouveau vice-président, suite au décès inopiné de Mme Nelly Stein (CSV), les membres de la commission ont eu une entrevue avec Mme la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle sur l'enseignement et la situation linguistique . Une étude a été préparée par des chercheurs du Centre d'études sur la situation des jeunes en Europe (CESIJE - http://www.cesije.lu) sur demande du MENFP. Elle a pour but de tracer la «Sociologie de l'enseignement des langues dans un environnement multilingue» en vue de l'élaboration du profil des politiques linguistiques éducatives luxembourgeoises.

Le 20 décembre 2005, la commission a poursuivi ses travaux par une entrevue avec des représentants ministériels sur l'échec scolaire et un échange de vues relatif à l'étude sur l'apport des cours de/en langue maternelle à la réussite des élèves portugais.

L'échec scolaire et les conditions qui pourraient aider les jeunes dans leur apprentissage ont fait l'objet de plusieurs réunions et entrevues de l'année 2006, à commencer, en janvier, avec la continuation des discussions sur les raisons des nombreux échecs scolaires étant à l'origine de la sortie de l'école de plusieurs centaines de jeunes qui se retrouvent sans qualification ni diplôme . L'échange de vues a été poursuivi le 14 mars 2006.

Lors de la réunion du 17 janvier 2006, les membres de la commission ont entendu le rapport pour 2005 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (www.ork.lu et http://www.ork.lu/PDFs/rapport2005.pdf). La présentation portait surtout sur les enfants et jeunes en situation de détresse et sur l'échec scolaire. Elle a été suivie d'un échange de vues avec des membres de l'organisation de défense des droits des enfants.

Le projet de loi portant sur l'organisation d'un lycée fonctionnant en journées continues avait été voté avant les vacances d'été de 2005 (doc- parl 5434). Après deux trimestres, le groupe DP a demandé à ce que la commission parlementaire se renseigne sur sa mise en place et sur le fonctionnement du «Neie Lycée». L'échange de vues avec les représentants gouvernementaux et le directeur du Neie Lycée a eu lieu le 14 février 2006.

Lors de la réunion du 28 mars 2006, les membres de la commission du Travail et de l'Emploi se sont joints aux membres de la commission de l'Education nationale pour une présentation et un échange de vues relatif au projet de règlement grand-ducal déterminant les conditions dans lesquelles les demandeurs ont accès à la formation prévue à l'article 14 de la loi du ... relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

La réunion du 06 juillet 2006 fut en grande partie consacrée à la présentation des conclusions de l'étude sur la motricité des élèves luxembourgeois. http://www.script.lu/documentation/publication_studie_gesundheit_leistungsfaehigkeit.phtml

2) Travaux législatifs

Le projet de loi 5328 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS), déposé en 2004, avait déjà été instruit au cours de trois réunions au mois de mai et juin 2005. Les travaux parlementaires ont seulement pu continuer au mois de mai 2006, suite à l'émission par le Conseil d'Etat d'un avis complémentaire relatif à une série d'amendements gouvernementaux. Le projet de rapport a été présenté et adopté le 13 juin 2006 et le projet de loi a pu être voté en juillet.

Le projet de loi 5328 s'inscrit dans la ligne d'action du programme gouvernemental de 1999 qui avait préconisé une réforme du Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires et un recentrage sur son activité première qui est la prise en charge psychologique des élèves et leur orientation, afin de répondre aux développements survenus depuis sa création par la loi du 1er avril 1987.

Les dispositions prévues confirment notamment que le CPOS a pour mission essentielle de chaperonner les acteurs concernés par l'orientation des élèves de l'enseignement secondaire.

Les idées clés du projet:
- Le CPOS est l'organe responsable directement devant le Ministre de l'Education pour la coordination, l'évaluation et la mise en œuvre des actions générales en matière d'orientation arrêtées par le ministre. Les Services de Psychologie et d'Orientation Scolaires (SPOS) sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du CPOS, alors que le directeur de l'établissement scolaire dispose de l'autorité administrative sur le service établi en son établissement. Cette double autorité sur les SPOS doit assurer la mise en œuvre d'une politique d'orientation cohérente sur le plan national et appliquée dans le fonctionnement des établissements particuliers.
- Le projet prévoit encore de renforcer la collaboration entre les différents organismes compétents pour l'orientation professionnelle par le biais de la commission nationale d'information et d'orientation.
- De même, le projet de loi renforce le dispositif de prise en charge des jeunes en situation psychique précaire.
- En ce qui concerne l'information relative au cursus professionnel et universitaire, celle-ci étant du ressort des services du Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES), ainsi que des organes ayant l'information scolaire et professionnelle dans leurs attributions, le Centre proposera essentiellement des conseils en orientation scolaire et professionnelle.
- Le nouveau service de médiation est appelé à anticiper des actions en justice mettant en cause les autorités scolaires avec les élèves respectivement les parents d'élèves suite à des désaccords au niveau scolaire.

Le projet de loi 5561 autorise le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international. Le projet de loi sous rubrique fut déposé le 24 mars 2006. La commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a entamé ses travaux le 29 juin 2006 en désignant M. Fernand Diederich rapporteur du projet de loi sous rubrique. L'examen du texte et l'analyse de l'avis du Conseil d'Etat du 20 juin 2006 ont eu lieu au cours de la même réunion. Le rapport fut présenté et adopté lors de la réunion du 6 juillet 2006.

D'après l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique quelque 150 jeunes âgés de 12 à 15 ans, en provenance de tous les pays, arrivent chaque année au Luxembourg et demandent à être scolarisés en fonction de leurs capacités intellectuelles. L'accès aux études secondaires classiques leur reste souvent fermé, alors qu'ils possèdent parfaitement les capacités intellectuelles pour suivre des études de ce niveau. Cependant, il leur est souvent difficile d'acquérir dans un laps de temps court des compétences élevées en français, ils n'arrivent pas à maîtriser en sus la langue allemande au même niveau que leurs camarades qui sont passés par l'école primaire luxembourgeoise.

Il est encore souligné que parmi les possibilités mises à l'étude en vue d'améliorer l'efficacité de l'école luxembourgeoise et d'augmenter ainsi le succès scolaire de tous les étudiants, la création de classes préparant au baccalauréat international a été proposée par le Gouvernement dans le projet initial comme étant la solution la plus pragmatique pour introduire, ceci dans un cadre limité à un établissement, des classes internationales d'enseignement secondaire, où le français est la langue véhiculaire pendant toute la durée de la formation. On notera enfin que cette option concrétise également l'objectif d'élargir les possibilités d'un enseignement alternatif au sein de l'école publique, tel que préconisé dans le programme gouvernemental.

Dans ce sens, la création d'une possibilité pour ces enfants de suivre des études secondaires dans l'école publique luxembourgeoise représente une contribution au maintien de l'attractivité du site économique luxembourgeois, mais au-delà aussi et surtout une contribution à l'égalité des chances pour des enfants dont les parents n'ont pas les moyens de payer le minerval exigé par des écoles privées.

Au mois de mai 2006, la commission parlementaire a entamé les travaux relatifs au projet de loi 5337 portant création d'un congé individuel de formation et modifiant la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation, en désignant un rapporteur et en procédant à un premier examen du texte et de l'avis du Conseil d'Etat.

La commission a consacré plusieurs réunions à ce projet (22 mai 2006, 13 juin 2006 et 6 juillet 2006). Suite à un examen détaillé de l'avis du Conseil d'Etat, elle a discuté et adopté une série d'amendements qui ont été envoyés à la Haute Corporation pour avis, en juillet 2006.

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Président: Sunnen Fred (CSV)
Vice-Présidents: Fayot Ben (LSAP)
Flesch Colette (DP)

Membres:
CSV: Oberweis Marcel, Stein-Mergen Martine, Thiel Lucien
LSAP: Dall'Agnol Claudia, Mutsch Lydia
DP: Brasseur Anne
Déi Gréng: Adam Claude (remplaçants: Huss Jean pour le volet Recherche, Loschetter Viviane pour le volet Culture)
ADR: Henckes Jacques-Yves (remplaçant : Mehlen Robert pour le volet Culture)



Les travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture étaient largement dominés par des thèmes en relation avec la mise en place de la nouvelle Université du Luxembourg.

Suite au décès du premier recteur, M. Tavenas, son successeur, M. Rolf Tarrach a trouvé le temps pour une entrevue avec la commission parlementaire le 7 novembre 2005.

Le 25 novembre 2005, les membres de la commission ont entendu une première fois deux représentants de l'OCDE en mission au Luxembourg. L'échange de vues a porté sur l'étude tendant à évaluer le système luxembourgeois de la recherche et de l'innovation.

Suite à une demande du groupe parlementaire DP du 19 janvier 2006 et une motion du groupe parlementaire «Déi Gréng» du 1er février 2006, la commission parlementaire a eu un échange de vues avec le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur le choix du Gouvernement relatif à l'implantation des différentes facultés de l'Université du Luxembourg. Le Gouvernement a finalisé les plans et projets concernant les facultés et le site d'Esch-Belval au cours des mois de mars et avril 2006.

Le 24 avril 2006 M. le Ministre de la Culture a présenté aux membres de la commission parlementaire les plans d'implantation de la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication ainsi que de la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Education sur la terrasse des hauts fourneaux. Le 17 mai 2006, la commission a visité ces sites d'implantation sur la friche de Belval-Ouest.

Au cours des mêmes entrevues du mois d'avril et du mois de mai 2006, M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a présenté le plan de développement quadriennal de l'Université du Luxembourg.

Le 13 février 2006, la commission a donné suite à une demande du groupe parlementaire «Déi Gréng» relative à l'organisation d'une visite des annexes de la Bibliothèque nationale. Le 13 février 2006, la commission a procédé à la visite de la Bibliothèque Nationale (bd. F.D. Roosevelt) et d'une de ses annexes, située au Bd du Prince Henri. Au mois de mars 2006, les membres de la commission ont visité les deux annexes de la Bibliothèque nationale situées au Kirchberg. Au mois d'avril a eu lieu un échange de vues avec le Ministre de la Culture suite aux visites des différents locaux de la Bibliothèque nationale.

Evacuation de projets de loi

En décembre 2005, la commission a examiné le projet de loi 5478 portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003. Suite à la discussion et l'adoption du rapport, le projet fut voté le 22 décembre 2005.

Au cours de la réunion du 23 mars 2006 furent entamés les travaux relatifs au projet de loi 5461 portant approbation de l'Accord sur la promotion, la fourniture et l'utilisation des systèmes de navigation par satellites de GALILEO et du GPS et les applications associées, signé à Dromoland Castle, Co. Clare, le 26 juin 2004 et de son Annexe, du projet de loi 5462 portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres et l'Etat d'Israël, signé à Bruxelles, le 13 juillet 2004 et du projet de loi 5479 portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) - GALILEO entre la Communauté européenne et ses Etats membres et la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 30 octobre 2003.

Ces trois projets furent évacués conjointement en séance publique au mois de mai 2006.

Le projet de loi 5532 portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cap-Vert dans les domaines de l'éducation, de la culture et des sciences, signé à Praïa, le 20 novembre 1998 a également été examiné lors de deux réunions de la commission parlementaire et a pu être évacué en mai 2006.

Autre sujet de discussion

Au cours de sa réunion du 4 avril 2006, la commission a procédé à un échange de vues avec M. Robert Garcia, coordinateur de l'année de la culture 2007, au sujet des préparatifs en cours, ceci suite à la demande du groupe parlementaire du POSL du 1er mars 2006.



Commission de l'Environnement

Président: Negri Roger (LSAP)
Vice-Présidents: Oberweis Marcel (CSV)
Gira Camille (Déi Gréng)

Membres:
CSV: Schaaf Jean-Paul, Schank Marco, Stein-Mergen Martine
LSAP: Angel Marc, Schneider Romain
DP: Calmes Emile, Goerens Charles
ADR: Mehlen Robert

Lors de la session parlementaire 2005-2006, la Commission de l'Environnement s'est réunie à 24 occasions.

Au cours de la réunion du 20 octobre 2005, la Commission a examiné et adopté quatre projets de rapport, relatifs aux projets de loi:

5044 - concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction;
5217 - concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement;
5445 - portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003;
5459 - modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Au cours de la réunion du 30 janvier 2006, elle a examiné les projets de loi:
5507 - autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec - l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et - la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC) ;
5508 - modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

5510 - relatif aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004; - établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre - créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; - modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Elle a désigné M. Romain Schneider comme rapporteur du premier projet et M. Roger Negri comme rapporteur des deux suivants. Elle a examiné les trois textes ainsi que les avis respectifs du Conseil d'Etat. Par ailleurs, les membres de la Commission ont procédé à un échange de vues en vue de l'organisation d'un débat d'orientation sur la chasse.

Lors de la réunion du 01 février 2006, la Commission de l'Environnement a organisé une entrevue avec des représentants de l'Action Solidarité Tiers Monde et deux experts d'Amérique latine au sujet des problèmes environnementaux liés à la production pétrolière

Au cours de la réunion du 08 février 2006, la Commission a effectué une visite du SIDEC dans la cadre de l'examen du projet de loi 5507 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement

mécanique et la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC).

Le 09 février 2006, la Commission a adopté les projets de rapport relatifs aux projets de loi 5507 et 5510 mentionnés ci-dessus. Elle a par ailleurs examiné une série d'amendements au projet de loi 5508 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Pour finir, la Commission a désigné M. Romain Schneider comme rapporteur du débat d'orientation sur la chasse et a poursuivi son échange de vues concernant l'organisation des travaux y relatifs.

Le 06 mars 2006, toujours dans le cadre de ce débat d'orientation, la Commission a procédé à un échange de vues avec des fonctionnaires de l'Administration des Eaux et Forêts. Elle a ensuite poursuivi l'examen d'une série d'amendements au projet de loi 5508 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Elle a enfin eu un échange de vues sur la procédure à adopter pour traiter les dossiers européens.

En date du 09 mars 2006, conjointement avec la Commission du Travail et de l'Emploi, la Commission de l'Environnement a procédé à un échange de vues avec des représentants gouvernementaux au sujet de la demande du groupe parlementaire Déi Gréng de recevoir la liste des établissements qui tombent sous le catalogue de la Directive «Seveso».

Le 22 mars, elle a continué l'examen d'une série d'amendements au projet de loi 5508 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Elle a par ailleurs poursuivi la préparation du débat d'orientation sur la chasse puis procédé à un échange de vues sur la procédure à adopter pour traiter les dossiers européens.

Au cours de la réunion du 24 avril 2006, la Commission s'est vue présenter une étude sur le potentiel luxembourgeois en matière de réduction des émissions de CO2. Par ailleurs, elle a nommé M. Monsieur Marc Angel comme rapporteur du projet de loi 5206 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit et entamé l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat. En dernier lieu, la Commission a continué ses travaux préparatoires au débat d'orientation sur la chasse.

En date du 27 avril 2006, la Commission de l'Environnement a, avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports, procédé à un échange de vues concernant la préparation d'un débat d'orientation sur la politique énergétique du Luxembourg. Ces travaux se sont poursuivis en date des 11 mai et 18 mai 2006.

Le 08 mai 2006, la Commission a examiné une série d'amendements au projet 5206 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit. Dans le cadre de la préparation du débat d'orientation sur la chasse, elle a élaboré un cahier des charges concernant la réalisation d'une étude comparative du droit européen de la chasse. Pour finir, elle a désigné M. Marc Angel comme rapporteur du projet de loi 5513 portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000 et a procédé à l'examen du projet et de l'avis du Conseil d'Etat.

En date du 10 mai 2006, la Commission de l'Environnement et la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ont effectué une visite des terrains situés sur le territoire de la commune de Betzdorf, devant faire l'objet d'une mesure de renaturation de la Syre.

Au cours de la réunion du 01 juin 2006, la Commission a procédé à un échange de vues avec Mme Sylvie Andrich-Duval, Rapportrice du projet de loi 5198 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ; 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée ; 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée. La Commission a ensuite adopté le projet de rapport relatif au projet de loi 5513 portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000. Ensuite, la commission a désigné M. Roger Negri comme Rapporteur du projet de loi 5453 modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, puis a examiné le texte du projet et l'avis du Conseil d'Etat.





Le 19 juin 2006, conjointement avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports, la Commission de l'Environnement s'est vue présenter le deuxième Plan National d'Allocation des Quotas (PNAQ). Les deux commissions ont ensuite procédé à un échange de vues à ce sujet, échange de vues qui s'est poursuivi le 04 juillet 2006.

Au cours de la réunion du 20 juin 2006, la commission parlementaire a poursuivi l'examen du projet 5453 modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et de l'avis du Conseil d'Etat y afférent. Elle a adopté une série d'amendements.

Lors de la réunion du 29 juin 2006, elle a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5206 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit. Elle a également procédé à un bref échange de vues quant à l'opportunité d'un retrait éventuel du projet de loi 3938 complétant la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles du rôle des affaires de la Chambre des Députés.

Le 04 juillet 2006, la Commission de l'Environnement a adopté le rapport relatif au projet de loi 5206 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit.

Au cours de la réunion du 11 juillet 2006, elle a procédé à un échange de vues concernant les détails pratiques de l'étude à élaborer dans le cadre du débat d'orientation sur la chasse.

En date du 20 juillet, la Commission de l'Environnement et la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ont procédé à un échange de vues avec les deux ministres concernés au sujet des projets de remembrement.

Le 20 septembre 2006, la Commission de l'Environnement a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5508 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Elle a ensuite examiné le projet de loi 5446 portant approbation du deuxième Amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, adopté à la troisième réunion des Parties à la Convention, tenue à Cavtat (Croatie) du 1er au 4 juin 2004 (Décision III/7) ainsi que l'avis du Conseil d'Etat y relatif. Pour finir, elle a désigné M. Roger Negri comme rapporteur du projet de loi 5582 portant approbation de l'Amendement à la Convention, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005, puis a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat.

En date du 25 septembre, la commission parlementaire a effectué une visite du CRP Henri Tudor et du CRTE.

Le 4 octobre 2006, la commission a procédé à un échange de vues concernant les détails pratiques de l'étude à élaborer dans le cadre du débat d'orientation sur la chasse. Elle a ensuite adopté les projets de rapport relatifs aux projets 5508 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets et 5582 portant approbation de l'Amendement à la Convention, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005.

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Président: Frank Marie-Josée (CSV)
Vice-Présidents: Dall'Agnol Claudia (LSAP)
Meisch Claude (DP)
(sauf pour le volet Egalité des chances)

Membres:
CSV: Andrich-Duval Sylvie, Arendt Nancy, Schaaf Jean-Paul
LSAP: Angel Marc (remplaçante: Err Lydie pour le volet Egalité de chances), Diederich Fernand (pour les volets Famille et Jeunesse), Spautz Vera (pour le volet Egalité des chances)
DP: Bettel Xavier, Grethen Henri (pour le volet Egalité des chances)
Déi Gréng: Adam Claude (remplaçante: Loschetter Viviane pour le volet Egalité des chances)
ADR: Jaerling Aly

Dans cadre de la nouvelle procédure législative relative à l'optimisation du suivi financier des grands projets, la commission a rendu son avis quant aux projets la concernant.

La commission a continué les travaux relatifs au projet de loi 5161 portant modification 1. de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; 2. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; 3. de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel; 4. du Code du Travail (Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf) et a examiné divers amendements gouvernementaux. Elle a également adopté des amendements parlementaires.

Elle a eu un échange de vues avec des représentants de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand dans le contexte de la présentation du rapport 2005 de l'ORK.

La commission a examiné le projet de loi 5012 portant approbation de la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000 (Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank), voté à la Chambre



des Députés le 11 octobre 2006.

La commission a également instruit le projet de loi 5517 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval).

Elle a eu, en outre, un échange de vues au sujet de la philosophie des maisons relais, demandé par le groupe parlementaire «Déi Gréng».

Elle a encore examiné, en réunion jointe avec la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le projet de loi 5337 portant création d'un congé individuel de formation et modifiant la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation (Rapporteur: M. Jos Scheuer).

En réunion jointe avec la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, elle s'est vue présentées les conclusions du Comité interministériel institué en matière d'individualisation des droits de pension.

La commission a entamé la discussion sur le rapport quinquennal concernant la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement.

En ce qui concerne le volet «Egalité des chances»:

La commission a reçu des explications sur l'élaboration d'un plan d'action national d'égalité par le Ministère de l'Egalité des chances. En collaboration avec ce dernier, elle a organisé un séminaire CEDAW (Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women) et du Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes.

Sur invitation du Ministère de l'Egalité des chances, la commission a accueilli le Gender Team Dr. Anne Roesgen et Dr. Ronald Schulz, qui ont assuré une séance de formation sur le thème suivant: «La mise en œuvre du gendermainstreaming» - Terminologie, application dans les textes législatifs.

Le Ministère de l'Egalité des chances a également offert à la commission, en réunion jointe avec la Commission des Finances et du Budget, un exposé par le Dr. Gabriele Michalitsch (Wirtschaftsuniversität Wien) sur le thème: «Grundlagen von Gender Budgeting».

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Président: Thiel Lucien (CSV)
Vice-Présidents: Diederich Fernand (LSAP)
Bettendorf Niki (DP)

Membres:
CSV: Maroldt François, Meyers Paul-Henri, Santer Patrick
LSAP: Klein Jean-Pierre, Schreiner Roland
DP: Grethen Henri
Déi Gréng: Adam Claude (remplaçant: Braz Felix pour le volet Media et Communications)
ADR: Gibéryen Gast

Lors de la session parlementaire 2005-2006, la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications s'est réunie à 12 occasions.

En ce qui concerne le volet «Fonction publique et Réforme administrative», les travaux de la Commission peuvent être résumés de la façon suivante:

Au cours de sa réunion du 18 octobre 2005, la Commission a examiné le texte du projet de loi 5149 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'Etat, ainsi que de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat y afférent. En ce qui concerne les projets 5485 et 5486 modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, la commission parlementaire a désigné M. Paul-Henri Meyers comme rapporteur des deux projets et a examiné les textes ainsi que l'avis commun du Conseil d'Etat.

Au cours de la réunion du 27 octobre 2005, la Commission a poursuivi et achevé ses travaux concernant le projet de loi 5149 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'Etat, en adoptant le projet de rapport y afférent. Par ailleurs, la Commission a poursuivi ses travaux concernant les projets 5485 et 5486, travaux qu'elle a continué lors de sa réunion du 08 décembre 2005. Puis, en date du 13 décembre 2005, elle a adopté le projet de rapport y relatif.

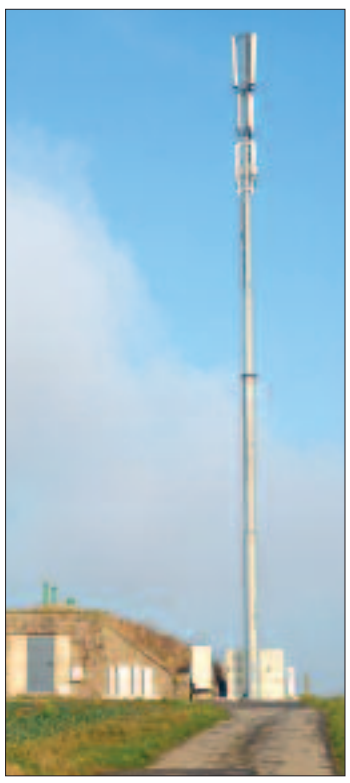
Lors de la réunion du 08 février 2006, la Commission a entamé ses travaux concernant le projet de loi 5524 relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC, en nommant M. Paul-Henri Meyers rapporteur du projet et en procédant à l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat. La Commission a, lors de la réunion du 23 février 2006, adopté le projet de rapport concernant ce projet de loi.

Au cours de la réunion du 20 juin 2006, la Commission a examiné, dans le cadre du projet de loi 5533 relatif à la lutte antitabac, une proposition d'amendement ayant pour objet d'insérer une disposition modificative de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

Au cours de la réunion du 05 juillet 2006, la Commission a nommé M. Paul-Henri Meyers rapporteur du projet de loi 5583 modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat. Elle a ensuite examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. Puis, au cours de sa réunion du 27 septembre, elle a poursuivi l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat et a examiné des amendements gouvernementaux au projet.

En ce qui concerne le volet «Media et Communications», les travaux de la Commission peuvent être résumés de la façon suivante:

Au cours de sa réunion du 11 septembre 2006, la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications a examiné le projet de loi 5598 sur la construction d'autoroutes de l'information et a procédé à



un échange de vues avec M. le Ministre délégué aux Communications à ce sujet.

Le 22 septembre 2006, la commission parlementaire a procédé à un échange de vues avec Madame Viviane Reding, Commissaire européenne chargée de la société de l'information et des médias, sur la politique de la Commission européenne dans le domaine des médias et de la société de l'information.

Au cours de sa réunion du 9 octobre 2006, la Commission a procédé à un échange de vues avec Monsieur le Directeur général de l'Entreprise des Postes & Télécommunications sur les projets envisagés par les P&T concernant les réseaux téléphoniques et de télédistribution, ainsi que l'accès Internet. Elle a, par ailleurs nommés MM. Patrick Santer et François Maroldt respectivement rapporteurs des projets de loi:
5316 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 8 novembre 2001,
5499 - Projet de loi portant approbation - de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe ainsi que de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe, signées à Genève le 22 décembre 1992, telles qu'amendées par les Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Kyoto, le 14 octobre 1994, Minneapolis, le 6 novembre 1998 et Marrakech, le 18 octobre 2002; - des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence des plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève 1992) et des Conférences des plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Kyoto (1994), de Minneapolis (1998) et de Marrakech (2002).

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Président: Mutsch Lydia (LSAP)
Vice-Présidents: Stein-Mergen Martine (CSV)
Bettendorf Niki (DP)

Membres:
CSV: Arendt Nancy, Frank Marie-Josée, Meyers Paul-Henri
LSAP: Dall'Agnol Claudia, Schneider Romain
DP: Wagner Carlo
Déi Gréng: Huss Jean (remplaçant: Bausch François pour le volet Sécurité sociale)
ADR: Jaerling Aly



Au cours de la session 2005/2006, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, sous la présidence de Mme Lydia Mutsch, a traité les points suivants:

Dans la réunion du 10 novembre 2005, la commission a désigné Mme Lydia Mutsch comme rapportrice du projet de loi 5146 modifiant différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance et elle a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 17 novembre 2005, la commission a eu un échange de vues avec une délégation de la COPAS et elle a continué à examiner le projet de loi ainsi que l'avis du Conseil d'Etat. La commission a adopté des amendements parlementaires au cours de sa réunion du 24 novembre 2005. La commission a procédé, dans sa réunion du 15 décembre 2005, à l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat avant d'adopter le rapport établi par Mme Lydia Mutsch.

Dans la réunion du 17 novembre 2005, M. le Ministre de la Santé a encore donné des explications sur le dispositif mis en place au plan national et européen en prévision d'une éventuelle pandémie de grippe aviaire.

Dans sa réunion du 12 janvier 2006, la commission a désigné Mme Lydia Mutsch comme rapportrice du projet de loi 5448 relatif aux tissus et cellules humains utilisés à des fins thérapeutiques et scientifiques. Dans cette même réunion, les experts gouvernementaux ont présenté le projet de loi. Dans sa réunion du 4 mai 2006, la commission a entendu les explications et une prise de position du Gouvernement au sujet de l'avis du Conseil d'Etat.

Dans sa réunion du 18 janvier 2006, la commission a eu un échange de vues avec l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes sur des sujets d'actualité en matière de politique de la santé.

Le Ministre de la Santé a présenté dans la réunion du 26 janvier 2006 le bilan technique de la période de couverture 1999 - 2005 du régime général de pension.

Dans cette même réunion du 26 janvier 2006, la commission a désigné Mme Lydia Mutsch comme rapportrice du projet de loi 5528 portant approbation de la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine, ouverte à la signature, à Oviedo, le 4 avril 1997 ainsi que des Protocoles additionnels et la commission a examiné le projet de loi.

Dans sa réunion du 9 février 2006, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a désigné Mme Lydia Mutsch comme rapportrice du projet de loi 5533 relatif à la lutte antitabac. Le projet de loi a été présenté à la commission par M. le Ministre de la Santé et la commission a procédé à un large échange de vues. Dans ses réunions du 18 mai 2006 et des 15 et 22 juin 2006, la commission a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat ainsi que des propositions d'amendements introduites par les groupes politiques «Déi Gréng», DP et ADR. Dans sa réunion du 15 juin 2006, la commission a également eu un échange de vues avec M. le Ministre de la Santé et M. le Ministre du Travail et de l'Emploi sur la problématique du tabagisme passif sur le lieu de travail. Dans sa réunion du 5 juillet 2006, la commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat avant d'adopter le rapport établi par la présidente-rapportrice Mme Lydia Mutsch.

Dans sa réunion du 9 mars 2006, M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale M. Mars di Bartolomeo a donné des explications sur l'état actuel d'avancement des principaux dossiers européens de la Santé et de la Sécurité sociale.

Dans cette même réunion du 9 mars 2006, la commission a désigné Mme Claudia Dall'Agnol comme rapportrice du projet de loi 5543 portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de seize ans et elle a examiné le projet de loi.

Dans sa réunion du 17 mars 2006, la commission a eu une entrevue avec M. le Député Jean Leonetti, président et rapporteur à l'Assemblée nationale de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie.

Dans une réunion jointe de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et de la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances, le 15 juin 2006, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Egalité des chances et M. Mars di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, ont présenté les conclusions du Comité interministériel institué en matière d'individualisation des droits de pension.

Dans sa réunion du 13 juillet 2006, la commission a entendu les explications de M. le Ministre de la Santé Mars di Bartolomeo sur l'évaluation des risques sanitaires liés aux proliférations de Legionella dans l'eau des tours aéroréfrigérantes de la Centrale nucléaire de Cattenom.

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Président: Schank Marco (CSV)
Vice-Présidents: Klein Jean-Pierre (LSAP)
Helminger Paul (DP)

Membres:
CSV: Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse, Maroldt François, Sunnen Fred
LSAP: Diederich Fernand, Mutsch Lydia
DP: Calmes Emile
Déi Gréng: Gira Camille
ADR: Jaerling Aly

La Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire a commencé la session 2005-2006 par le projet de loi 5484 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg (Rapportrice: Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen), voté à la Chambre des Députés le 8 décembre 2005.

Elle a discuté de la procédure à suivre sur la proposition de loi 5005 visant à modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures.

Elle a examiné le projet de loi 5493 portant fixation du cadre du personnel du service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant: a) modification de la loi du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale; b) organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (Rapporteur: M. François Maroldt), voté à la Chambre des Députés le 2 février 2006.

Elle a également examiné le projet de loi 5378 portant approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la Convention du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptés par les Parties à la Convention le 28 novembre 2003 (Rapporteur: M. Marco Schank), voté à la Chambre des Députés le 2 février 2006.

La commission a suivi une demande du groupe parlementaire «Déi Gréng» au sujet des nouvelles priorités du Gouvernement en matière de projets d'investissement pour les années 2006 et 2007, plus précisément quant aux répercussions éventuelles de ces décisions sur la politique d'investissement des communes. Par ailleurs, le groupe des Verts souhaitait obtenir des informations concernant la perspective des recettes en matière d'impôt commercial communal.

Dans le cadre de son bilan intermédiaire sur la démarche de mise en œuvre de l' «IVL», la commission a notamment discuté sur les plans sectoriels «Transports», «Zones d'activités économiques», «Logement» et «Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers».

Les travaux de la commission ont abouti dans le débat de consultation 5547 sur la mise en œuvre de l'IVL (Integratives Verkehrs- und Landesplanungskonzept) (Rapporteur: M. Marco Schank), qui a eu lieu le 18 mai 2006 à la Chambre des Députés.

Suite à une demande du groupe politique «Déi Gréng», la commission a examiné, en ce qui concerne le Fonds communal de dotation financière, la recette effective pour l'année 2005 et la perspective de moins-values substantielles pour les communes.
Sur demande du groupe parlementaire DP, la commission a eu un échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire au sujet de la démission du président de la commission d'aménagement au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

La commission a instruit le projet de loi 5548 portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et 2. de la loi communale du 13 décembre 1988 (Rapporteur: M. Fred Sunnen), voté à la Chambre des Députés le 13 juillet 2006.

Elle a encore instruit le projet de loi 5565 portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen (Rapporteur: M. Marco Schank), voté à la Chambre des Députés le 13 juillet 2006.

Elle a en outre examiné le projet de loi 5521 portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002 (Rapporteur: M. François Maroldt), voté à la Chambre des Députés le 13 juillet 2006.



Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président: Fayot Ben (LSAP)
Vice-Présidents: Glesener Marcel (CSV)
Goerens Charles (DP)

Membres:
CSV: Arendt Nancy, Haupert Norbert, Mosar Laurent
LSAP: Angel Marc, Err Lydie
DP: Bettel Xavier (pour les volets Défense, Coopération et Immigration)
Helminger Paul (pour les volets Affaires étrangères et Affaires européennes)
Déi Gréng: Bausch François (remplaçants: Braz Felix pour le volet Immigration, Huss Jean pour le volet Coopération)
ADR: Henckes Jacques-Yves (remplaçant: Koepp Jean-Pierre pour le volet Défense)



Au courant de la session ordinaire 2005 / 2006, les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration se sont réunis à 51 reprises. Leurs travaux étaient dominés par des thèmes aussi variés que le projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, la situation au Proche-Orient, les négociations dans le cadre de l'Organisation mondiale du Commerce, ou encore l'analyse de propositions législatives européennes et la transposition des directives européennes en droit luxembourgeois. A relever que les membres luxembourgeois du Parlement européen sont activement impliqués dans les débats et informent régulièrement sur la position du Parlement européen.

Affaires étrangères

Travaux législatifs

Dans le volet «affaires étrangères», la commission a élaboré des rapports concernant les douze projets de loi suivants:

- projet de loi 5325 portant approbation du Protocole n° 12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, fait à Rome, le 4 novembre 2000
- projet de loi 5422 portant approbation du Protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, ouvert à la signature, à Vilnius, le 3 mai 2002
- projet de loi 5431 portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002
- projet de loi 5463 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général, signé à Bruxelles, le 22 novembre 2004
- projet de loi 5475 portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001
- projet de loi 5505 portant approbation de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée à New York, le 14 décembre 1973
- projet de loi 5506 portant approbation de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles de détection, faite à Montréal, le 1er mars 1991
- projet de loi 5512 portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004
- projet de loi 5515 portant approbation du Traité d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne (intitulé abrégé)
- projet de loi 5531 portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004
- projet de loi 5536 portant approbation de la Convention relative à l'adhésion (des dix nouveaux Etats membres de l'Union européenne) à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes, signée à Luxembourg, le 14 avril 2005 (intitulé abrégé)
- projet de loi 5564 portant approbation de la Convention, signée à Senningen, le 20 janvier 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la Convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la Convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest, signées le 6 mai 2004 à Esch-Belval et à Metz

Entretiens dans le cadre des visites officielles à la Chambre des Députés

Au courant de la session ordinaire 2005 – 2006, les membres de la commission ont rencontré les délégations respectivement les responsables politiques suivants:

- 18 octobre 2005 - M. Svetozar Marovic, Président de la République de Serbie et Monténégro (réunion jointe avec le Bureau de la Chambre des Députés)
- 19 octobre 2005 – M. Janez Jansa, Premier Ministre de la République de Slovénie (réunion jointe avec le Bureau de la Chambre des Députés)
- 14 novembre 2005 – M. Anton Tabone, Président de la Chambre des Députés de la République de Malte, accompagné d'une délégation parlementaire (réunion jointe avec le Bureau de la Chambre des Députés)
- 13 février 2006 – M. Nicolae Vlad Popa, sénateur roumain
- 14 février 2006 – délégation de la Commission constitutionnelle et juridique de la Chambre des Députés de la République tchèque
- 26 avril 2006 – délégation du groupe d'amitié interparlementaire Koweït-Luxembourg du Majles Al-Ummah (Assemblée nationale) de l'Etat du Koweït
- 16 mai 2006 – délégation de la Commission du contrôle budgétaire du Parlement de Lituanie
- 1er juin 2006 – délégation de la Commission des Affaires étrangères du Parlement de Bulgarie
- 13 juin 2006 – visite d'une délégation de la République démocratique du Congo
- 29 juin 2006 – M. Aldo Ajello, Représentant spécial de l'Union européenne dans la région des Grands Lacs africains
- 1er septembre 2006 – M. Paavo Lipponen, Président du Parlement de la République de Finlande (réunion jointe avec le Bureau de la Chambre des Députés)
- 9 octobre 2006 – M. James T. Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM)

Visites en retour

Lors de la session ordinaire 2005 - 2006, les membres de la commission ont effectué deux visites en retour, la première auprès de leurs homologues russes et la deuxième auprès de leurs homologues macédoniens.

Ainsi, une délégation de la commission s'est rendue à Skopje au mois de mars 2006, sur invitation de l'Assemblée nationale macédonienne. Les parlementaires luxembourgeois ont procédé à un échange de vues avec les membres de la Commission des Affaires européennes, les membres de la Commission de la Défense et de la Sécurité ainsi qu'avec les membres de la Commission de la politique étrangère. La délégation a également rencontré le Président de l'Assemblée nationale, la Ministre des Affaires étrangères, la Vice-Présidente du Gouvernement chargée de l'intégration européenne et de l'assistance étrangère, ainsi que des représentants de la Chambre de Commerce.

En avril 2006, une autre délégation de la commission s'est rendue à Moscou sur invitation du Conseil de la Fédération russe et de la Douma. Les députés ont notamment eu un échange de vues avec une délégation de la Commission des Affaires étrangères de la Douma respectivement avec leurs homologues du Conseil de la Fédération. Au cours de leur séjour, les parlementaires ont également rencontré le conseiller du Président Poutine pour les relations internationales et le Président de la Douma d'Etat de Moscou.

Autres travaux

En date du 24 octobre 2005, une délégation de la commission a accueilli Mme Rebiya Kadeer, appartenant à la minorité chinoise des Ouïghours, et des représentants d'Amnesty International Luxembourg.

Le 7 novembre 2005, la commission a analysé le projet de loi 5500 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2006, en organisant entre autres un échange de vues avec le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.

Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a informé les membres de la commission en date du 17 novembre 2005 sur le résultat d'une visite au Nigeria.

En date du 28 novembre 2005, les membres de la commission ont discuté avec un spécialiste de la Commission européenne sur les négociations au sein de l'Organisation mondiale du Commerce et la préparation de la Sixième Conférence ministérielle de l'OMC. Le 5 décembre 2005, la commission a procédé ensemble avec les membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural à un échange de

vues avec le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, avec le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire ainsi qu'avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration sur la Sixième Conférence ministérielle de l'OMC. Les ministres ont par ailleurs rencontré les membres en date du 16 janvier 2006 pour donner des précisions sur les résultats de ladite conférence.

La commission a procédé le 6 février 2006 à un échange de vues sur la déclaration du Ministre des Affaires étrangères sur les vols allégués du CIA par l'aéroport du Luxembourg et en date du 6 mars 2006, les parlementaires ont discuté sur une résolution concernant le camp de Guantanamo.

Le 15 mai 2006, les membres ont eu un échange de vues sur un courrier de l'ASTM (Action Solidarité Tiers Monde) concernant la situation aux Philippines.

L'Agence des Droits fondamentaux de l'Union européenne était à l'ordre du jour d'une réunion du 10 juillet 2006.

Les réunions du 19 juillet, 2 et 28 août et 25 septembre 2006 étaient consacrées à la situation au Proche-Orient. Le Ministre des Affaires étrangères a tenu informés les membres de la commission sur les développements du conflit et a donné des explications notamment sur les efforts diplomatiques de la communauté internationale, le rapatriement des ressortissants européens ainsi que sur la résolution 1701 et la mise en place de la FINUL. Le Ministre de la Défense a également donné des précisions sur la participation luxembourgeoise.

Affaires européennes

La transposition des directives en droit luxembourgeois était à l'ordre du jour d'un échange de vues avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration en date du 24 octobre 2005. La même question a été abordée lors des réunions des 6 et 13 février, 29 mai et 9 octobre 2006.

En date du 14 novembre 2005, la commission a discuté sur le programme législatif et de travail de la Commission européenne pour 2006.

Au cours de la réunion du 28 novembre 2005, les membres de la commission ont analysé le Plan D (Démocratie, Dialogue, Débat) de la Commission européenne.

Le 19 décembre 2005, les membres de la commission ont procédé ensemble avec les membres de la Commission des Finances et du Budget à un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration sur les résultats de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005, et plus particulièrement sur les perspectives financières 2007-2013.

Lors de la réunion du 23 janvier 2006, la commission a procédé à un échange de vues sur la stratégie européenne de la Chambre des Députés et s'est informée sur les réflexions du gouvernement sur le plan D (Démocratie, Dialogue, Débat) de la Commission européenne.

En date du 30 janvier 2006, les membres ont commencé la mise en œuvre de la stratégie européenne de la Chambre des Députés. La commission assure un rôle de coordination en analysant les listes des documents européens classifiés en «documents A» (documents sans intérêt particulier d'un point de vue politique ou économique) et en «documents B» (documents méritant un examen plus détaillé), listes préparées par le greffe. Elle étudie aussi les documents B qui sont dans sa compétence.

Le Président de la délégation auprès de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) a informé en date du 6 mars 2006 sur le résultat de la réunion des Présidents des délégations.

Les 13 mars et 3 avril 2006, les membres de la commission ont organisé une réunion jointe avec la Commission du Travail et de l'Emploi sur l'éventuelle prolongation de la période transitoire pour les travailleurs des nouveaux Etats membres.

En date du 27 mars 2006 était inscrit à l'ordre du jour un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères sur la réunion du Conseil européen des 23 et 24 mars ainsi que sur le processus d'élargissement de l'Union européenne aux pays du Balkan.

Les membres ont analysé la contribution française pour des améliorations institutionnelles à partir du cadre des traités existants en date du 15 mai 2006. Lors de la même réunion, les députés ont discuté sur la question du siège de diverses institutions européennes.

En date du 29 mai 2006, la délégation auprès de la COSAC a présenté le bilan de la XXXV[e] COSAC qui s'est déroulée à Vienne, les 22 et 23 mai 2006.

Les réunions des 12 et 26 juin 2006 étaient consacrées au débat constitutionnel en Europe.

Le 19 juin 2006, le Ministre des Affaires étrangères a informé la commission sur les résultats de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 juin 2006.

Lors de sa réunion du 10 juillet 2006, la commission a analysé le livre vert de la Commission européenne concernant l'initiative européenne en matière de transparence.

En date du 17 juillet 2006, les membres ont été informés sur les conclusions de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne qui s'est déroulée les 30 juin et 1er juillet 2006 à Copenhague. Lors de la même réunion, les députés ont discuté sur le développement des relations entre le Parlement européen et les Parlements nationaux.

Le 18 septembre 2006, la commission a écouté le compte rendu de la réunion des Présidents des délégations auprès de la COSAC, qui s'est déroulée le 11 septembre 2006 à Helsinki et a préparé une visite de Mme Margot Wallström, Vice-Présidente de la Commission européenne en charge des relations institutionnelles et de la stratégie de communication.

Le 25 septembre 2006, la commission a eu un échange de vues sur un questionnaire de la COSAC et le 9 octobre 2006, les membres ont rencontré la représentante permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne.

Défense

Travaux législatifs

Le 17 novembre 2005 et le 6 mars 2006, les membres ont discuté sur les suites à réserver au projet de loi 5400.

Avis de la commission sur la participation luxembourgeoise à certaines opérations de maintien de la paix

Consultée sur base de la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix, la commission a donné son avis sur la participation luxembourgeoise à plusieurs opérations de maintien de la paix, et notamment à la mission EUBAM Rafah, aux missions d'observation électorale en Biélorussie, en Ukraine et dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et lors du référendum sur l'indépendance du Monténégro, à la prolongation de la mission ISAF en Afghanistan, à la participation à la mission EUSEC en République démocratique du Congo et à la participation à la FINUL au Liban.

Coopération

Le 20 février 2006, le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire a présenté le rapport annuel 2004 de la coopération luxembourgeoise au développement. Lors de la même réunion, la commission a procédé à un échange de vues avec une délégation de Lux-Development et avec une délégation du Cercle de Coopération des ONG.

Le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire est venu en commission le 19 juin 2006 pour discuter sur les enjeux et l'état actuel des accords de partenariat économique ainsi que sur l'audit organisationnel de la Direction de la Coopération au Développement.

Autres travaux

En date du 21 novembre 2005, les membres de la commission ont procédé à un échange de vues sur le rapport d'activités 2004 du Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants. Les parlementaires se sont particulièrement intéressés aux projets qui visent la coopération au développement.

Immigration

Travaux législatifs

Le projet de loi 5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection et la proposition de loi 5302 modifiant la loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile ont été analysées lors des réunions des 17 et 24 octobre 2005, 28 et 30 novembre 2005, 13 mars 2006 et 3 avril 2006.

La commission a en outre entamé l'examen des deux projets de loi suivants:

- projet de loi 5572 portant

1. transposition
- de la directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers;
- de la directive 2001/51/CE du Conseil du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985;
- de la directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers;
- de la directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers.

2. modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant
1. l'entrée et le séjour des étrangers;
2. le contrôle médical des étrangers;
3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

- projet de loi 5577 portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Confédération suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et du Protocole d'application, signés à Berne, le 12 décembre 2003

Visite de deux centres de rétention

Dans le contexte de la construction d'un centre de rétention au Luxembourg, une délégation de la commission a visité en janvier 2006 le centre de rétention de Zurich (Ausschaffungsgefängnis) et en date du 26 juin 2006 l'établissement concordataire de détention administrative de Frambois (Genève).

Autres travaux

En date du 19 octobre 2005, une délégation de la commission a rencontré des représentants du Comité des Demandeurs d'Asile Africains Engagés.

La réunion du 16 mai 2006 était consacrée à un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration sur le conflit entre mandat d'arrêt, demande d'extradition et demande d'asile.



Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement



Président: Haupert Norbert (CSV)
Vice-Présidents: Spautz Vera (LSAP), Grethen Henri (DP)

Membres:
CSV: Clement Lucien, Hetto-Gaasch Françoise, Sauber Marcel
LSAP: Dall'Agnol Claudia, Scheuer Jos
DP: Calmes Emile
Déi Gréng: Kox Henri
ADR: Koepp Jean-Pierre (remplaçant: Henckes Jacques-Yves pour le volet Logement)

16.11.2005: Examen de l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5216 sur le bail à usage d'habitation principale

1.12.2005: Examen de l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5216 sur le bail à usage d'habitation principale (suite)

16.3.2006: Examen de la recommandation du Médiateur concernant le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 ayant trait au Fonds du Logement (réunion jointe avec la Commission des Pétitions)

10.5.2006: Présentation des nouvelles mesures en faveur du logement par le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

3.7.2006: Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 5534 portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans et examen du projet de loi; examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5216 sur le bail à usage d'habitation principale

5.7.2006: Examen de l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5534 portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans ainsi que présentation et adoption d'un projet de rapport.

Commission des Finances et du Budget

Président: Mosar Laurent (CSV)
Vice-Présidents: Mutsch Lydia (LSAP)
Goerens Charles (DP)

Membres:
CSV: Haupert Norbert, Thiel Lucien, Wolter Michel
LSAP: Fayot Ben, Negri Roger
DP: Meisch Claude
Déi Gréng: Bausch François
ADR: Gibéryen Gast (remplaçant: Henckes Jacques-Yves pour le volet Place financière)

Au cours de la session parlementaire 2005-2006, la Commission s'est réunie à 50 reprises (contre 28 l'année précédente).

Les travaux de la Commission des Finances et du Budget sont traditionnellement rythmés par le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat.

Budget 2006:

Le rapporteur du budget pour 2006, M. Roger Negri, a été nommé le 14 septembre 2005. L'examen du projet de budget pour 2006 (document parlementaire 5500) a débuté le 20 octobre 2005 et s'est terminé par l'adoption du rapport complémentaire de la Commission en date du 7 décembre 2005.

En tout, la Commission a consacré 11 réunions à l'examen du budget au cours de la session 2005-2006 (elle y avait consacré 7 réunions au cours de l'année précédente). Au cours de ces réunions, la Commission a entendu l'Administration des Contributions directes, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et l'Administration des Douanes et Accises au sujet de l'évolution des recettes de l'Etat. Le 31 octobre 2005, la Commission a eu une entrevue avec Messieurs le Ministre des Travaux publics et le Ministre des Transports au sujet des projets infrastructurels de l'Etat qui ont fait l'objet d'un moratoire décidé par le gouvernement, ainsi que sur les projets d'investissements dont la réalisation n'est pas tenue en suspens. Le STATEC a présenté les dernières prévisions économiques à la Commission le 9 novembre 2005 et la Commission a également entendu la Banque Centrale au sujet des dispositions de la loi budgétaire pour l'exercice 2005. Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget, ainsi que Monsieur le Directeur de l'Inspection Générale des Finances ont présenté le programme pluriannuel des dépenses au cours de la réunion du 10 novembre 2005. La Commission a examiné l'avis de la Cour des Comptes au cours de sa réunion du 18 novembre 2005. Le 22 novembre 2005, la Commission a eu une entrevue avec Monsieur le Ministre de l'Environnement sur le budget de son département et adopté un amendement.

Visites et échanges de vues:

En date du 14 septembre 2005, la Commission des Finances et du Budget, a procédé à un échange de vues avec Monsieur Alain Lamassoure, Membre du Parlement européen, sur la question des ressources propres de l'Union Européenne.

Le bilan des activités de l'année 2005 de la SNCI a été présenté aux membres de la Commission le 28 mars 2006.

Le 25 avril 2006, les membres de la Commission ont participé à une journée d'information organisée par la Banque Centrale du Luxembourg notamment au sujet de la politique monétaire et de la stabilité financière.

En date du 15 mai 2006, Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget a présenté à la Commission des Finances et du Budget (et à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes) les recettes et les dépenses de l'Etat du premier trimestre 2006.

Dans le cadre de la présidence autrichienne, Monsieur Laurent Mosar, Président de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés de Luxembourg, a participé à une conférence qui a eu lieu à Vienne le 29 mai 2006 et réunissant les présidents des Commissions des Finances des 25 parlements nationaux de l'UE. La conférence avait pour thèmes principaux le maintien de la concurrence fiscale au sein de l'UE ainsi que la lutte contre la fraude fiscale.

La Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse a invité les membres de la Commission des Finances et du Budget à participer à un exposé sur le «gender budgeting» le 14 juin 2006.

MM. Charles Goerens et Roger Negri ont participé à la réunion des Commissions des Finances des parlements nationaux de l'Union européenne qui a eu lieu à Bruxelles le 21 juin 2006 au sujet des ressources propres de l'Union européenne, de l'incidence des nouvelles perspec-



tives financières 2007-2013 sur les budgets des Etats membres et les priorités pour le budget de 2007.

Les membres de la Commission ont participé à une visite de la Banque Centrale Européenne (BCE) en date du 6 juillet 2006. Après avoir assisté à des présentations concernant la politique et les moyens de communication mis en œuvre par la BCE et les moyens de recherche dont dispose la BCE, ils ont pu suivre une conférence de presse donnée par Monsieur Jean-Claude Trichet, Président de la BCE. La visite s'est clôturée par une entrevue avec Monsieur Trichet.

Le 11 juillet 2006, la Commission a assisté à une entrevue avec Monsieur le ministre du Trésor et du Budget au sujet de la législation en matière de holdings 1929.

La Commission (avec la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes) a eu une entrevue avec une délégation de la Commission des Finances du Parlement finlandais le 7 septembre 2006. Elle a également assisté à un échange de vues avec des représentants de la Commission du Contrôle budgétaire du Parlement de Slovénie en date du 21 septembre 2006.

Autres projets de loi traités:

Parmi les projets de loi les plus importants de cette session parlementaire figure le projet de loi 5540 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition ayant pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2004/25/CE concernant les offres publiques d'acquisition (OPA). Cette transposition devait être accomplie au plus tard le 20 mai 2006 et a suscité beaucoup d'intérêt au niveau international vu le projet d'OPA de Mittal sur Arcelor.

Après avoir examiné le projet de loi, l'avis du Conseil d'Etat ainsi que les avis de diverses parties au cours de trois réunions, la Commission des Finances et du Budget a décidé de déposer des amendements au projet de loi en date du 22 mars 2006 (rapporteur: M. Laurent Mosar). Les amendements de la Commission concernant le renforcement de l'implication des représentants du personnel dans la réaction d'une société visée à une offre, la différenciation des seuils pour le déclenchement des mécanismes du retrait et du rachat obligatoires ainsi que la non-applicabilité des sanctions pénales prévues par la loi à des démarches effectuées par un offrant avant l'entrée en vigueur de la loi ont recueilli l'assentiment du Conseil d'Etat – tout comme celui, extrêmement médiatisé, portant sur la définition de la liquidité des titres de l'offrant. La Commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat le 6 avril 2006 et adopté le projet de rapport du projet de loi le 27 avril 2006.

Le projet de loi 5504 portant 1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; 2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques; 3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu a fait l'objet de trois réunions de la Commission des Finances et du Budget (rapporteur: M. Lucien Thiel). Après avoir soumis des amendements au Conseil d'Etat, la Commission a adopté le projet de rapport en date du 19 décembre 2006. La nouvelle loi constitue une mise en pratique des annonces des gouvernements précédent et actuel qui avaient pour but de promouvoir une solution pragmatique d'imposition des intérêts, non seulement pour les non-résidents, mais également pour les résidents. L'introduction d'une retenue à la source libératoire de 10% sur les intérêts payés au Luxembourg s'inscrit donc, d'une part, dans la foulée de la retenue à la source pour les non-résidents, introduite en application de la directive européenne sur la fiscalité de l'épargne. D'autre part, elle met fin au traitement fiscal désavantageux des résidents par rapport aux non-résidents.

Le projet de loi 5429 relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition (…) transpose les mesures communautaires introduisant dans l'Union européenne les normes comptables internationales IAS/IFRS. La nouvelle loi actualise la loi sur les comptes des établissements de crédit en fonction des pratiques comptables modernes, tout en veillant à maintenir une certaine souplesse afin de permettre une compatibilité avec de futurs changements, notamment en ce qui concerne les IAS. Par ailleurs, la présente loi complète d'ores et déjà les informations à publier dans l'annexe des comptes publiés des établissements de crédit en transposant anticipativement un article de la proposition de directive concernant le contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés. La Commission a examiné le contenu du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat au cours d'une réunion du 12 janvier 2006; le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 9 février 2006.

Le projet de loi 5487 relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg – à la 14e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement – à la 8e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement avait pour objet d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'Association Internationale de Développement et du Fonds Asiatique de Développement. La contribution luxembourgeoise à la 14e reconstitution des ressources de l'AID s'élève à 28,83 millions d'euros et s'opère par l'émission de trois bons du trésor de 9.610.000 euros chacun, répartis sur les années budgétaires 2006, 2007 et 2008. Le montant de la participation luxembourgeoise au Fonds Asiatique de Développement est fixé à 2.925.819 euros. Cette contribution s'opère par l'émission de quatre bons du trésor de 731.455 euros chacun, répartis sur les années 2005, 2006, 2007 et 2008. Le projet de rapport relatif à ce projet de loi (rapporteur: M. Laurent Mosar) a été adopté le 9 février 2006.



Le projet de loi 5489 sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances (…) a fait l'objet de deux réunions de la Commission. La nouvelle loi a pour objet de transposer dans la législation nationale les mesures communautaires en matière d'assurances introduisant dans l'Union européenne les normes comptables internationales IAS/IFRS. Elle actualise la loi sur les comptes des établissements d'assurance et de réassurance en fonction des pratiques comptables modernes, tout en veillant à maintenir une certaine souplesse afin de permettre une compatibilité avec de futurs changements, notamment en ce qui concerne les IAS. Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 7 mars 2006.

Le projet de rapport relatif au projet de loi 5415 relative aux abus de marché a été adopté le 14 mars 2006 (rapporteur: M. Lucien Thiel). Cette loi a pour objet de transposer dans la législation nationale les mesures communautaires en matière de lutte contre les abus de marché. Le champ d'application du projet de loi est large puisqu'il concerne toute personne physique ou morale ayant accès au marché et tout instrument financier admis à la négociation sur un marché réglementé ou pour lequel une procédure d'admission est en cours. La Commission a adopté des amendements au projet de loi en date du 12 janvier 2006 et examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat au cours de sa réunion du 14 mars 2006.

Le projet de rapport relatif au projet de loi 5558 portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales (rapporteur: M. Norbert Haupert) a été adopté au cours de la réunion du 13 juin 2006. Dans le cadre de ce projet de loi, la Commission a organisé une entrevue avec Monsieur le ministre des Finances au sujet de la modernisation des administrations fiscales qui a eu lieu le 5 juillet 2006. La nouvelle loi a pour objet de doter les administrations fiscales d'un organe de gestion répondant aux besoins d'une administration moderne fonctionnant sur base d'une direction collégiale. Elle renforce également la collaboration entre les trois administrations fiscales en vue d'une amélioration dans la lutte contre la fraude fiscale, d'un recouvrement plus efficace des créances fiscales et d'une simplification des procédures administratives par l'élimination des doubles emplois.

Le projet de loi 5580 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant(…) transpose dans notre législation un premier paquet de mesures retenues dans l'avis du Comité de Coordination tripartite du 28 avril 2006 destinées à assurer l'équilibre des finances de l'Etat et à augmenter la compétitivité de notre économie. Afin de limiter les effets de l'inflation élevée, le Gouvernement a proposé à la Chambre des Députés de fixer l'application des tranches indiciaires pour la période 2006-2009 à respectivement décembre 2006, janvier 2008 et janvier 2009 (avec quelques précisions supplémentaires). Il propose ensuite de neutraliser du point de vue de l'échelle mobile des salaires les taxes et accises prélevées sur certains biens pour être affectées à des objectifs écologiques ou de santé publique. Finalement, la nouvelle loi prévoit l'abrogation du système d'indexation actuel de sorte que les différentes prestations familiales et l'indemnité de congé parental sont désormais fixées à leur valeur nominale. La même démarche est adoptée pour empêcher la progression automatique du montant du forfait d'éducation. Le projet de rapport de ce projet de loi a été adopté le 22 juin 2006 (rapporteur: M. Norbert Hauepert).

Le contenu du projet de loi 5520 relative à la surveillance des conglomérats financiers (…) ainsi que l'avis du Conseil d'Etat ont fait l'objet de la réunion du 19 juillet 2006. Le rapporteur, M. Lucien Thiel, a présenté son rapport au cours de la réunion du 12 septembre 2006, date de l'adoption du rapport.

Le projet de loi 5389 portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs (…) et l'avis du Conseil d'Etat ont été examinés par la Commission le 19 juillet 2006. Le projet de rapport a été adopté au cours de la réunion du 19 septembre 2006 (rapporteur: M. Lucien Thiel).

Au cours de chaque session parlementaire, la commission examine et adopte un certain nombre de projets de loi relatifs à la fiscalité. Parmi ces projets figure le projet de loi 5492 portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et des valeurs et de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 dont le projet de rapport a été adopté le 12 septembre 2006, ainsi que le projet de loi 5503 portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des Etats membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs. L'objectif de la directive 2004/56/CE est d'améliorer la coopération entre les autorités compétentes des administrations fiscales des États membres, d'abréger la durée des procédures à suivre en cas de demande d'assistance pour accélérer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et pour clarifier certains points de l'ancienne directive controversés à l'étranger.

Quelques conventions tendant à éviter les doubles impositions entre le Luxembourg et d'autres pays (projet de loi 5460 entre le Grand-Duché et la Lettonie, 5473 entre le Grand-Duché et la Lituanie, 5497 entre le Grand-Duché et Israël, 5498 entre le Grand-Duché et les dix Etats membres entrés dans l'Union européenne en 2004) ont également reçu l'aval de la Commission des Finances et du Budget.

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président: Meyers Paul-Henri (CSV)
Vice-Présidents: Bodry Alex (LSAP)
Flesch Colette (DP)

Membres:
CSV: Doerner Christine, Santer Patrick, Sauber Marcel
LSAP: Err Lydie, Negri Roger
DP: Helminger Paul
Déi Gréng: Braz Felix
ADR: Henckes Jacques-Yves

1. Débats et sujets généraux

a) Echange de vues sur le principe de la séparation des dates des élections législatives et européennes et de procéder à une analyse des éventuels problèmes constitutionnels qui pourraient se poser dans ce cas

Il s'agit avant tout de résoudre les problèmes suivants:

1. la tenue simultanée des élections législatives et européennes, ainsi que la question des doubles candidatures;
2. la revalorisation du débat politique sur les thèmes européens.

La commission constate, quant au premier point, qu'une simple séparation dans le temps des deux scrutins ne produit pas nécessairement les effets escomptés. Or, le risque d'une longue campagne électorale avec certains effets paralysants est réel et la double candidature reste toujours possible (p.ex. un membre du Gouvernement peut se porter candidat au scrutin européen). Une autre critique susceptible d'émerger est l'aspect financier quant à la tenue de deux scrutins espacés dans le temps.

Quant au deuxième point, la commission estime qu'on ne peut parler d'un débat purement européen, alors que l'échelon européen a toujours des implications sur le plan de la politique nationale. Le vœu de sensibiliser l'électorat quant aux dossiers européens passe par une discussion ciblée au sein de la Chambre des Députés ce qui demande un effort supplémentaire à fournir par l'ensemble des députés.

Il existe un consensus (i) à réduire de 12 à 6 le nombre des candidats pour les élections européennes et (ii) à œuvrer dans l'intérêt de l'électeur afin que les doubles candidatures ne soient plus possibles à l'avenir.

La commission fait état d'un problème constitutionnel, à savoir celui de prévoir la dissolution du Parlement avant l'échéance de la période législative d'une manière autre que par l'intervention du Grand-Duc (article 114 de la Constitution), comme le critère de l'urgence politique n'est pas donné dans l'hypothèse projetée.

b) Echange de vues sur une éventuelle révision constitutionnelle de l'article 37 de la Constitution

La commission, estimant qu'une transposition accélérée des actes communautaires s'impose, a décidé de faire parvenir un courrier au Président de la Chambre des Députés, informant ce dernier que la commission est d'accord pour continuer les discussions nécessaires et invitant le Gouvernement, s'il entend s'engager dans cette voie, à élaborer un projet de loi détaillant l'agencement, dont notamment le rôle institutionnel du pouvoir législatif, et les modalités de cette procédure de transposition des actes communautaires accélérée.

Il existe des matières qui intéressent davantage le pouvoir législatif que d'autre. Ainsi, il faut que cette procédure de transposition des actes communautaires accélérée contienne un mécanisme, modulant l'intervention du pouvoir législatif pour telle ou telle matière.

Les membres de la commission rappellent que le Gouvernement dispose, en fonction de la matière, d'une option, estime de prévoir un système analogue en faveur de la Chambre des Députés.

La commission est d'avis qu'il faudrait prévoir un délai, calculé à partir de la publication de l'acte communautaire dans le JOCE, endéans lequel le Gouvernement est obligé de déposer le projet de loi afférent. Il considère que le Gouvernement, participant par l'intermédiaire de ses représentants dans les différents groupes de travail et d'experts au niveau de l'Union européenne à l'élaboration d'un acte communautaire, dispose déjà d'un certain nombre d'informations lui permettant d'entamer de manière plus tôt la rédaction d'un projet de loi

c) Visite de travail d'une délégation de la Commission des lois constitutionnelles et de la législation de la Chambre des Députés de la République tchèque (réunion jointe de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et la Commission juridique)

Cette visite de travail s'inscrit dans la quête des membres de la commission tchèque d'approfondir le fonctionnement de la Chambre des Députés.

d) Echange de vues avec des membres du Conseil permanent de la langue luxembourgeoise sur l'opportunité d'introduire le luxembourgeois comme langue nationale dans la Constitution luxembourgeoise

Le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise est d'avis qu'il est important de mentionner dans la Constitution luxembourgeoise le luxembourgeois comme langue nationale. Aux termes de l'article 29 de la Constitution luxembourgeoise «La loi réglera l'emploi des langues en matière administrative et judiciaire.». C'est la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues qui dispose en son article 1er que «La langue nationale des Luxembourgeois est le luxembourgeois.».

Or, de l'avis du Conseil permanent de la langue luxembourgeoise, cette formulation est non sans équivoque, dans la mesure où à peu près 40% des résidants sont des non luxembourgeois.

Le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise plaide également pour l'introduction dans la Constitution luxembourgeoise d'un article dont la formulation a été reprise de l'article II-81 de la Constitution européenne et libellé comme suit: «Est interdite toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.». Comme le Luxembourg se caractérise par la multitude des nations, races et langues, cet article indiquerait que tous ses habitants jouissent au même titre de la protection de l'Etat.

Il est proposé d'insérer dans la Constitution luxembourgeoise un article 2bis libellé comme suit:

«Art. 2bis.

La langue du Grand-Duché de Luxembourg est le luxembourgeois.

Les langues luxembourgeoise, française et allemande sont les langues administratives et judiciaires.»

Il est affirmé que l'inscription du régime linguistique dans la Constitution luxembourgeoise rendra une modification de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, voire l'adoption d'une nouvelle loi sur le régime des langues inévitable. En ce qui concerne la deuxième proposition de texte du Conseil permanent de la langue luxembourgeoise concernant l'interdiction de toute discrimination, l'orateur est d'avis qu'il faut également discuter du statut des langues parlées par les minorités présentes au Luxembourg, par exemple le portugais. De même, il ne faut pas oublier l'impact des différentes conventions internationales signées et ratifiées par le Luxembourg et par lesquelles il s'est formellement engagé à éliminer toute forme de discrimination en raison de la langue.

Les membres de la commission soulignent qu'il importe d'identifier au préalable les éventuelles conséquences juridiques qui découleront de l'inscription de la langue luxembourgeoise dans la Constitution luxembourgeoise, norme juridique supérieure. Constatant l'absence d'une majorité qualifiée au sein de la commission permettant de progresser dans les discussions sur l'inscription de la langue luxembourgeoise dans la Constitution, il est décidé d'y revenir au courant du mois d'octobre 2006.

e) Echange de vues sur la problématique de l'expropriation pour cause d'utilité publique

f) Echange de vues en relation avec la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure décidée par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes au cours de sa réunion du 20 juin 2005

g) Echange de vues au sujet de la recommandation du Médiateur d'instituer un Conseil supérieur de la Justice

La commission décide d'aborder ce point dans une réunion jointe avec la Commission juridique dans le cadre du débat d'orientation sur la sécurité intérieure au Luxembourg sous le point «Institutions», où le volet administratif et matériel de la Justice en général sera examiné.

2. Travaux législatifs

a) 4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers)

4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers)

Premier vote: 16 février 2006

Second vote: 17 mai 2006

Loi du 1er juin 2006 (Mémorial A 2006, n° 100, page 1.826)

Comme dans notre loi fondamentale les articles 68, prévoyant l'irresponsabilité du député, et 69, traitant de l'inviolabilité du député, portent dans leur ensemble sur les deux volets de ce que l'on qualifie d'immunité parlementaire, on a attendu que la procédure législative relative à l'article 69 soit arrivée à un stade permettant de présenter en séance publique les propositions de révision des deux articles précités.

L'article 68 consacre le premier volet de l'immunité parlementaire, à savoir l'irresponsabilité du député dans l'exercice de ses fonctions, le second volet en étant l'inviolabilité, relevant de l'article 69.

L'irresponsabilité parlementaire soustrait le député à toute action judiciaire tant civile que pénale



pour les opinions et votes émis dans l'exercice de ses fonctions.

b) 5458 - Projet de loi portant modification de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat (Rapporteur: M: Paul-Henri Meyers)

Dans son avis du 23 décembre 2005, le Conseil d'Etat formule trois observations:

1. il y est souligné que le projet de loi sous rubrique ne procède pas à une réforme en profondeur du Conseil d'Etat, mais se limite à proposer un premier train de mesures consistant en l'augmentation du nombre de ses membres de 21 à 27 unités,
2. la Haute Corporation estime qu'il y a lieu de se pencher sur la question d'un renforcement parallèle quant à l'organisation administrative et structurelle. Elle propose de recruter un bibliothécaire-documentaliste et de renforcer le cadre supérieur pour en porter le nombre de trois à quatre agents,
3. le Conseil d'Etat propose, à des fins de fidélisation de son personnel, d'instituer au profit des carrières moyenne et supérieure une prime de formation, à l'instar des administrations fiscales.

Il est d'avis qu'il serait essentiel de disposer au préalable de précisions sur le deuxième train de mesures envisagé par le Gouvernement.

Les membres de la commission estiment qu'il y a lieu de se pencher sur le rôle futur que devra assumer le Conseil d'Etat; s'agira-t-il d'une sorte de deuxième chambre ou au contraire d'une espèce de prolongation du pouvoir exécutif?

Constatant l'existence parmi les groupes politiques représentés au sein de la commission de la volonté d'entamer des discussions approfondies sur le rôle institutionnel futur du Conseil d'Etat, la commission conclut qu'il n'y actuellement pas lieu à poursuivre l'examen du projet de loi sous rubrique.

c) 3923B - Proposition de révision de l'article 11, paragraphe (2) de la Constitution (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers)

Premier vote: 16 mars 2006

Second vote: 21 juin 2006

Loi du 13 juillet 2006 (Mémorial A 2006, n° 124, page 2.140)

Comme l'inscription de l'égalité entre femmes et hommes à l'article 11 de la Constitution doit être considérée comme urgente, la commission propose que la Chambre des Députés adopte, et ce sans disposer de l'avis afférent de la Haute Corporation, l'article 11, paragraphe (2) dans la teneur suivante:

«(2) Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs.

L'Etat veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

Les membres de la commission soulignent le caractère autonome du paragraphe précité par rapport aux autres paragraphes de l'article 11 de la Constitution, notamment le paragraphe (3).

d) 3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1er de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers)

e) 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution (Auteur: M: Paul-Henri Meyers)

Dans aucun autre Etat européen, l'intervention du pouvoir législatif est prévue en matière de naturalisation.

Les décisions en matière de naturalisation prises par la Chambre des Députés en vertu de l'article 10, paragraphe (1), après un délibéré à huis clos, sont considérées comme relevant du pouvoir législatif souverain et ne peuvent être assimilées à des décisions administratives, encore qu'en «l'occurrence, le pouvoir législatif ne fait œuvre générale et impersonnelle, mais particulière et personnelle; il remplit aussi une mission d'administration» (Francis Delpéré: Droit constitutionnel, tome I, deuxième édition, page 137).

Les décisions de naturalisation prises dans la forme et selon la procédure actuellement prévues ne donnent pas entièrement satisfaction aux exigences juridiques et aux normes fixant les garanties des citoyens de voir traiter leurs dossiers par une instance de recours impartiale et indépendante.

Si les décisions de naturalisation sont comparables ou assimilables à des décisions administratives, il est préférable qu'elles soient prises par le pouvoir exécutif sur la base d'une loi fixant, dans la mesure du possible, les conditions et modalités précises et permettant au demandeur de s'adresser, en cas de refus, à une instance juridictionnelle pour voir réexaminer sa demande.

Pour la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle cette approche, répondant mieux à une conception juridique moderne des droits du citoyen, permet de donner à la législation sur la nationalité plus de cohérence, alors que toutes les autres décisions en matière de nationalité sont prises par décision ministérielle et peuvent faire l'objet d'un recours devant les tribunaux civils.

Comme l'article 9 de la Constitution énonce d'une façon générale que «La qualité de Luxembourgeois s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi civile […]», il ne parait pas nécessaire de réserver à l'article 10 un libellé modifié.

L'abrogation de l'article 10 de la Constitution doit aller de pair avec une modification de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise. Cette loi doit fixer la procédure administrative à respecter en cas de naturalisation et prévoir, le cas échéant, des dispositions transitoires.

f) 5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution (Auteur: M. Paul-Henri Meyers)

L'article précité, inscrit dans le chapitre II relatif aux libertés publiques et aux droits fondamentaux, consacre le droit de propriété comme un droit fondamental. Ce droit est cependant susceptible d'une dérogation importante motivée par l'utilité publique. Cette disposition invariablement inscrite dans la Constitution luxembourgeoise depuis 1848 n'a jamais été considérée comme un droit absolu. Des lois successives ont admis la possibilité de l'expropriation et habilité les pouvoirs publics à engager les procédures pour obtenir les immeubles indispensables à la réalisation d'un objet d'intérêt général.

D'une façon générale on constate que dans le passé la législation en matière d'expropriation visait à ménager à la fois les intérêts privés et l'intérêt général Dans l'élaboration de la proposition de révision de l'article 16 de la Constitution, la Commission a comparé également la situation au Luxembourg avec les mécanismes de l'indemnisation en cas d'expropriation appliqués en Belgique et en France dont les dispositions constitutionnelles sont identiques à l'article 16 de la Constitution luxembourgeoise.

Tant la Cour d'arbitrage belge que le Conseil constitutionnel français interprètent ces textes d'une façon moins sévère que la Cour constitutionnelle luxembourgeoise alors que ces juridictions admettent, en matière d'expropriation, la possibilité d'un transfert de propriété sans que l'exproprié ait été indemnisé préalablement d'une façon complète.

Le texte proposé pour compléter l'article 16 de la Constitution rétablit dans une large mesure la situation juridique ayant existé avant les arrêts précités de la Cour constitutionnelle. Le texte, tout en garantissant le droit fondamental de la propriété privée doit permettre aux pouvoirs publics d'avoir recours à l'expropriation pour cause d'utilité publique et de mener la procédure à terme dans un délai raisonnable.

g) 5436 - Proposition de révision des articles 9, 51 (7), 52 et 53 de la Constitution (Auteur: M. Félix Braz)

Il s'agit de réagencer la Constitution afin qu'il soit permis de définir l'électorat appelé à participer à un référendum organisé sur base de l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution dans le sens de le rendre accessible aux étrangers communautaires résidant au Luxembourg. La voie proposée n'est pas exclusive, mais il s'agit, entre autres, de faire avancer les discussions à ce sujet.

La présente proposition de révision a pour but de modifier et de préciser le dispositif constitutionnel afin de permettre à l'avenir au législateur de définir le corps électoral appelé à participer aux différents scrutins électoraux et référendaires, soit dans une loi ordinaire, soit dans une loi spéciale.

Commission des Transports

Président:	Schreiner Roland (LSAP)	
Vice-Présidents:	Spautz Marc (CSV)	
	Braz Felix (Déi Gréng)	
Membres:	CSV:	Kaes Ali, Schaaf Jean-Paul, Schank Marco
	LSAP:	Angel Marc, Negri Roger
	DP:	Grethen Henri, Helminger Paul
	ADR:	Koepp Jean-Pierre



La Commission des Transports a évacué, lors de la session 2005-2006, les projets de loi suivants:

5530 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Vilnius, le 3 juin 1999, portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), du 9 mai 1980;

5529 - Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire b) la loi du 28 mars 1997 1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2° approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL); 3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'Etat à l'égard des CFL et 4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics;

5465 - Projet de loi modifiant la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics) la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

5182 - Projet de loi portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève, le 26 mai 2000

La Commission parlementaire a en outre eu des entrevues avec M. le Ministre des Transports sur l'aviation civile luxembourgeoise, les conclusions de la Tripartite «Chemins de Fer», les rôles futurs respectifs des autorités aéroportuaires, le projet Eurocaprail et avec les représentants des syndicats FNCTTFEL-Landesverband et FCPT-Syprolux.

M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Transports ont présenté les travaux de transformation de l'échangeur Bricherhaff au Kirchberg.

La Commission a aussi examiné la liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration au Ministère des Transports.

Les conclusions du groupe de travail «Etat/Ville de Luxembourg» relatives à la mise en œuvre du système «train tram/Train urbain» ont été présentées aux membres de la commission. La motion de M. Felix Braz sur le trafic cycliste a été analysée en commission le 24 avril 2005.

En ce qui concerne les dossiers européens, la commission a été informée dans plusieurs réunions par M. le Ministre des Transports sur les dossiers figurant à l'ordre du jour du Conseil européen Transport.



Commission des Travaux publics



Président: Clement Lucien (CSV)
Vice-Présidents: Scheuer Jos (LSAP)
Calmes Emile (DP)

Membres:
CSV: Andrich-Duval Sylvie, Kaes Ali, Sauber Marcel
LSAP: Diederich Fernand, Schreiner Roland
DP: Brasseur Anne
Déi Gréng: Loschetter Viviane
ADR: Mehlen Robert

9.1.2006: Entrevue avec le Ministre des Travaux publics au sujet a) de l'adaptation du programme de construction du Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg b) des constructions en faveur des institutions européennes

8.3.2006: Examen de la demande du groupe Déi Gréng au sujet des futurs projets routiers

5.5.2006: Désignation d'un rapporteur pour les projets de loi 5198 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée et 5551 relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg; examen des projets de loi ainsi que des avis du Conseil d'Etat

12.5.2006 Présentation et adoption du projet de rapport concernant le projet de loi 5551 relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg; examen du projet de loi 5198 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée et de l'avis du Conseil d'Etat (suite)

17.5.2006: Visite des sites d'implantation de la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication ainsi que de la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Education sur la terrasse des hauts fourneaux sur la friche de Belval-Ouest (ensemble avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture)

22.5.2006: Examen du projet de loi 5198 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée et de l'avis du Conseil d'Etat (suite)

1.6.2006: Examen du projet de loi 5198 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée et de l'avis du Conseil d'Etat (suite)

13.6.2006: Visite du Musée d'art moderne Grand-Duc Jean à Luxembourg-Kirchberg (ensemble avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture)

6.9.2006: Nouvelle procédure concernant l'optimisation du suivi financier des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat: examen de la liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration au Ministère des Travaux publics en vue de leur approbation par la Chambre des Députés

14.9.2006: Nouvelle procédure concernant l'optimisation du suivi financier des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat: examen de la liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration au Ministère des Travaux publics en vue de leur approbation par la Chambre des Députés (suite)

20.9.2006: Nouvelle procédure concernant l'optimisation du suivi financier des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat: examen de la liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration au Ministère des Travaux publics en vue de leur approbation par la Chambre des Députés (suite)

Commission du Travail et de l'Emploi

Président: Glesener Marcel (CSV)
Vice-Présidents: Castegnaro John (LSAP), Bettendorf Niki (DP)

Membres:
CSV: Kaes Ali, Spautz Marc, Wolter Michel
LSAP: Schneider Romain, Spautz Vera
DP: Calmes Emile
Déi Gréng: Loschetter Viviane
ADR: Jaerling Aly

Au cours de la session 2005/2006, la Commission du Travail et de l'Emploi, sous la présidence de M. Marcel Glesener, a traité les points suivants:

Dans sa réunion du 23 novembre 2005, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, a informé la Commission du Travail et de l'Emploi sur la situation actuelle du chômage et a présenté ensuite un aperçu général des pistes de réflexion à poursuivre en matière de lutte contre le chômage.

Dans sa réunion du 11 janvier 2006, la commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5386 1. complétant la transposition de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail; 2. modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés; 3. modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie; 4. modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail. Dans cette même réunion, la commission a adopté une deuxième série d'amendements parlementaires à ce projet. Dans sa réunion du 8 mars, la commission a examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat et a adopté une nouvelle série d'amendements parlementaires avant d'examiner le troisième avis complémentaire du Conseil et d'adopter le rapport établi par le rapporteur M. Ali Kaes.

Dans la réunion du 11 janvier 2006, la Commission du Travail et de l'Emploi a encore désigné M. Ali Kaes comme rapporteur du projet de loi 5501 modifiant 1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet; 2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi. Dans cette même réunion, la commission a examiné le projet de loi. Dans ses réunions des 2 et 23 mai 2006, la commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat. La commission a adopté des amendements parlementaires dans sa réunion du 27 juin 2006. Elle a examiné l'avis complémentaire du Conseil et a adopté le rapport établi par le rapporteur M. Ali Kaes dans sa réunion du 7 juillet 2006.

Dans la réunion du 11 janvier 2006, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a fait le point sur les principaux dossiers européens discutés lors du Conseil européen des Affaires sociales du 8 décembre 2005. Dans la réunion du 8 mars, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi, a donné des explications concernant l'ordre du jour du prochain Conseil européen des Affaires sociales. Dans la réunion du 28 mars 2006, M. le Ministre a résumé l'état d'avancement de la procédure de transposition des directives européennes. Dans la réunion du 20 juin 2006, le Ministre du Travail et de l'Emploi a donné des explications conernant les résultats du Conseil européen «Emploi et Affaires sociales» du 1er juin 2006.

Dans sa réunion du 1er février 2006, la commission a eu un échange de vues avec M. David



Grubb, expert chargé auprès de l'OCDE de la réalisation de l'audit sur l'Administration de l'Emploi.

Dans sa réunion du 23 février 2006, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a présenté le nouveau bulletin de l'emploi.

Dans cette même réunion du 23 février 2006, la Commission du Travail et de l'Emploi a désigné son président M. Marcel Glesener comme rapporteur du projet de loi 5435 1. complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et 2. modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes et elle a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. La commission a continué l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat le 14 mars 2006. Dans ses réunions du 28 mars et du 4 avril 2006, la commission a adopté des amendements parlementaires. La commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat dans sa réunion du 27 juin 2006 avant d'adopter le rapport établi par le président-rapporteur Marcel Glesener dans sa réunion du 4 avril 2006.

Dans une réunion jointe du 9 mars 2006, la Commission de l'Environnement et la Commission du Travail et de l'Emploi ont eu un échange de vues avec des représentants gouvernementaux au sujet de la liste des établissements qui tombent sous le catalogue de la Directive «SEVESO», suite à la demande du groupe parlementaire Déi Gréng.

Dans des réunions jointes du 13 mars 2006 et du 3 avril 2006 la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de la Défense et de la Commission du Travail et de l'Emploi ont eu un échange de vues relatif à la libre circulation des travailleurs sur une éventuelle prolongation de la période transitoire pour les travailleurs des nouveaux Etats membres et ont analysé plusieurs règlements grand-ducaux concernant le projet de loi 5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

Dans une réunion jointe du 28 mars 2006, la Commission du Travail et de l'Emploi et la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, ont un échange de vues sur le projet de règlement grand-ducal déterminant les conditions dans lesquelles les demandeurs d'asile ont accès à la formation prévue à l'article 14 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Dans sa réunion du 30 mars 2006, la Commission du Travail et de l'Emploi a eu un échange de vues avec M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, sur la situation économique et industrielle actuelle et l'évolution par rapport à l'emploi.

Dans sa réunion du 4 avril 2006, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a présenté le rapport d'activités 2005 de l'Administration de l'Emploi à la commission.

M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a présenté les conclusions du Comité de coordination tripartite - volet Emploi - à la commission dans la réunion du 9 mai 2006.

Dans sa réunion du 16 mai 2006, la commission a examiné le projet de loi 5518 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées; 4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum ainsi que l'avis y relatif du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 23 mai 2006, la commission a continué avec l'examen des articles et elle a adopté des amendements parlementaires.

Dans ses réunions des 13 et 20 juin 2006, la Commission du Travail et de l'Emploi a examiné le projet de loi 5346 portant introduction d'un Code du Travail et le projet de loi 5420 portant abrogation des lois codifiées au sein du Code du travail ainsi que l'avis du Conseil d'Etat, avant d'adopter dans sa réunion du 4 juillet 2006 le rapport établi par le rapporteur M. Marc Spautz.

Dans sa réunion du 20 juin 2006, la commission a présenté une proposition d'amendement au projet de loi 5533 relatif à la lutte antitabac ayant pour objet d'y insérer un article II nouveau reprenant les dispositions de protection antitabac sur le lieu de travail figurant au projet de loi 5241 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail.

Dans sa réunion du 11 juillet 2006, le CEPS/INSTEAD a présenté son étude «Evaluation de l'efficacité des mesures pour l'emploi» à la Commission du Travail et de l'Emploi.

Dans sa réunion du 19 septembre 2006, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a présenté l'état actuel d'avancement des projets de loi actuellement pendants devant la Commission du Travail et de l'Emploi.

Dans sa réunion du 27 septembre 2006, la commission a désigné M. Marc Spautz comme rapporteur du projet de loi 5559 portant transposition de la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier.

Dans la réunion du 27 septembre 2006, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a encore présenté la version amendée du projet de loi 5144 relatif à la lutte contre le chômage social.

Commission juridique



Président: Santer Patrick (CSV)
Vice-Présidents: Err Lydie (LSAP)
Bettel Xavier (DP)

Membres:
CSV: Doerner Christine, Meyers Paul-Henri, Mosar Laurent
LSAP: Bodry Alex, Klein Jean-Pierre
DP: Flesch Colette
Déi Gréng: Braz Felix
ADR: Henckes Jacques-Yves

1. Travaux législatifs

a) 5356 - Projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle (Rapportrice: Mme Christine Doerner)

Le projet de loi sous rubrique a été examiné par la Commission juridique les 18 et 25 janvier, 22 mars, 10, 17 mai et 31 mai 2006.

Le projet de loi a été voté le 28 juin 2006.

b) 5352 - Projet de loi concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle, modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales

La Commission juridique a examiné le projet de loi sous rubrique lors des réunions du 1, 8 et 22 février, 8 et 15 mars, 21 juin et 5 juillet 2006.

Le projet de loi a été voté le 12 juillet 2006.

c) 5405 - Projet de loi portant approbation 1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles, le 30 novembre 2000, 2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles, le 28 novembre 2002 et 3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles, le 27 novembre 2003 (Rapporteur: M. Patrick Santer)

La Commission juridique a examiné le projet de loi sous rubrique lors de la réunion du 1er février 2006.

Le projet de loi a été voté le 16 février 2006.

d) 5412 Projet de loi sur les équipes communes d'enquête (Rapporteur: M. Patrick Santer)

La commission juridique a examiné le projet de loi dans ses réunions du 9 novembre 2005 et du 1 février 2006.

Le projet de loi a été voté le 16 février 2006.

e) 5354 - Projet de loi portant 1. introduction notamment de l'instruction simplifiée, du contrôle judiciaire et réglementant les nullités de la procédure d'enquête, 2. modification de différents articles du Code d'instruction criminelle, et 3. abrogation de différentes lois spéciales (Rapportrice: Mme Christine Doerner)

La commission a examiné le projet de loi dans ses réunions des 26 octobre 2005 et 7 décembre 2005 et du 18 janvier 2006.

Le projet de loi a été voté le 31 janvier 2006.

f) 4843 Projet de loi relatif au nom patronymique des enfants (Rapporteur : M. Laurent Mosar)
3873 - Proposition de loi instaurant le libre choix du nom patronymique des enfants (Auteure: Mme Lydie Err)

5106 Proposition de loi relative aux prénoms des enfants (Auteur : M. Laurent Mosar)

La commission a examiné le projet de loi sous rubrique, ainsi que les deux propositions de loi dans ses réunions du 26 octobre, du 30 novembre 2005.

La proposition de loi n°5106 a été intégrée dans le projet de loi n° 4843.

La proposition de loi n°3873 n'a pas été intégrée dans le projet de loi, de sorte qu'il a fait l'objet d'un projet de rapport distinct adopté lors de la réunion du 13 décembre 2005.

La loi a été votée le 15 décembre 2005.

g) 5576 - Projet de loi permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 28,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers).

La commission a examiné le projet de loi sous rubrique dans ses réunions des 28 juin et 20 septembre 2006.

Le projet de loi a été voté le 12 juillet 2006.

h) 5439 - Projet de loi concernant la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et portant modification de certaines dispositions du code pénal et du code d'instruction criminelle (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers)

La commission a examiné le projet de loi sous rubrique dans ses réunions du 28 juin, 5 juillet et 20 septembre 2006.

i) 5562 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (Rapporteur: M. Patrick Santer)

La commission a examiné le projet de loi dans sa réunion du 20 septembre 2006.

2. Débats et sujets généraux

a) Débat d'orientation sur la sécurité intérieure au Luxembourg (5511) sur base d'un rapport à élaborer au sein de la Commission juridique

Dix réunions ont été consacrées pendant la session parlementaire 2005-2006 au débat d'orientation sous rubrique. Les travaux ont débuté par l'organisation d'entrevues non publiques avec les acteurs concernés, à savoir des représentants de la Police grand-ducale, des autorités judiciaires (procureur d'Etat près du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg,

parquet général, juge d'instruction directeur), des représentants du Conseil de l'Ordre des Avocats de Luxembourg, du SCAS, du SAV, du Centre de Médiation, de la Jugend-an Drogenhëllef, du Procureur général, de l'établissement pénitentiaire de Schrassig et de l'Info Prison asbl en date du 22 janvier 2006, ainsi qu'avec des représentants de la Direction des Douanes et Accises lors d'une réunion ultérieure. En date du 24 mai 2006, les membres de la Commission juridique ont visité les locaux des services de la Police judiciaire.

La Commission juridique a dressé une liste des points - regroupés sous les volets intitulés respectivement «police», «justice» et «exécution des peines» - devant être examinés en commission, dont le premier volet a déjà fait l'objet d'une discussion en réunion.

La continuation des discussions sur les deuxième et troisième volets, y inclus les visites auprès des établissements et services concernés, est prévue pour la session parlementaire 2006-2007.
b) Discussion et analyse des recommandations de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (l'ORK) dans le domaine relevant de la compétence des deux commissions (réunion jointe de la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse et de la Commission juridique)
Les commissions parlementaires ayant été invitées par le Président de la Chambre des Députés à analyser les recommandations de l'ORK contenues dans son rapport pour l'année 2005, la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse a pris l'initiative d'inviter les membres de la Commission juridique à une réunion jointe en date du 21 février 2006 aux fins d'en discuter les aspects la concernant.

c) Echange de vues avec Monsieur le Ministre de la Justice quant aux témoignages repris dans la presse luxembourgeoise au sujet de l'attentat à la bombe commis il y a vingt ans contre les installations de radionavigation à l'aéroport de Luxembourg

M. le Ministre, ainsi que le Procureur d'Etat auprès du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, ont donné les informations nécessaires sur l'état d'avancement de l'enquête judiciaire relative à la série d'attentats à la bombe ayant secoué le Luxembourg pendant les années 1985 et 1986.

d) Visite de travail d'une délégation de la Commission constitutionnelle et juridique de la Chambre des Députés du Parlement de la République tchèque (réunion jointe de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle)

Cette visite de travail s'inscrit dans la quête des membres de la commission tchèque d'approfondir le fonctionnement de la Chambre des Députés.

Commissions spéciales

«Réorganisation territoriale du Luxembourg»

Président: Wolter Michel (CSV)
Vice-Présidents: Bodry Alex (LSAP) ,Meisch Claude (DP)

Membres:		
	CSV:	Clement Lucien, Meyers Paul-Henri, Schank Marco,
	LSAP:	Klein Jean-Pierre, Mutsch Lydia
	DP:	Calmes Emile
	Déi Gréng:	Gira Camille
	ADR:	Gibéryen Gast

Au sujet de la définition et de la répartition des missions et compétences entre l'Etat et les communes, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a exposé la position du Gouvernement à la commission.

Elle a également eu un échange de vues avec les représentants du SYVICOL pour connaître la position de celui-ci.

En outre, elle a examiné les prises de position des différents groupes et sensibilité politiques.

La commission a eu un échange de vues avec la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle sur l'organisation future de l'enseignement préscolaire et primaire sous l'angle d'un éventuel transfert de compétences en matière d'organisation scolaire, de nomination du personnel et du financement de ce dernier et des répercussions de ces modifications sur le système éducatif.

La commission a poursuivi ses travaux par une analyse des zones d'activités économiques sous tous leurs aspects.

Plus spécialement, elle a étudié la répartition des compétences entre l'Etat et les communes :

- dans les domaines de la prévention et de la gestion des déchets, et de la gestion forestière;
- en matière d'enseignement et d'enseignement musical;
- dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables;
- dans le domaine du transport public;
- en matière de politique de l'eau;
- dans les domaines des structures pour jeunes, des structures pour personnes âgées, de l'encadrement social des citoyens et de l'encadrement scolaire;
- en matière d'infrastructures dans le domaine du sport, de la culture, du tourisme, du troisième âge, des enfants et de la jeunesse.



Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Délégation

La délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) s'est composé pendant la session 2005-2006 de: M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Député, Président de la délégation et Vice-Président du CPI; M. Ali Kaes, Président de la Commission 4 «Environnement et Agriculture»; M. Xavier Bettel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Aly Jaerling, M. François Maroldt et M. Romain Schneider, membres effectifs; M. Gast Gibéryen, M. Henri Grethen, M. Marcel Oberweis, M. Roland Schreiner, Mme Vera Spautz et M. Lucien Thiel, membres suppléants.

Historique

Le Conseil Parlementaire Interrégional a été créé le 17 février 1986 à Metz. Il est l'assemblée parlementaire consultative de la Grande Région Sar/Lor/Lux/Rhénanie-Palatinat/Wallonie et se compose des présidents de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, du Landtag de Rhénanie-Palatinat, du Landtag de la Sarre, du Conseil Régional de Lorraine et du Conseil Régional Wallon, qui y siègent de droit, et de six membres de chacune des cinq assemblées, désignés par elles.
Les missions sont:

- de promouvoir le rôle économique, social et culturel de la Grande Région par une étroite collaboration transfrontalière entre les régions;
- de contribuer à terme au développement d'une perspective de coopération transfrontalière dans les domaines qui sont de la compétence normative de chacune des régions.

Le 30 juin 2006, le Conseil Parlementaire Interrégional s'est aggrandi en acceptant comme nouveaux membres le Parlement de la Communauté française de Belgique et le Parlement de la Communauté germanophone de Belgique. Le nombre de délégués par Région a été apporté à 10. Les changements y respectifs de la délégation luxembourgeoise sont mis en pratique pour la session 2006-2007.

Activités

Les six commissions du Conseil Parlementaire Interrégional (Affaires économiques; Affaires sociales; Transports et Communications; Environnement et Agriculture; Enseignement, Formation, Recherche et Culture; Sécurité intérieure, Protection civile et Services de Secours) élaborent des recommandations qui sont ensuite discutées et adoptées par l'assemblée plénière du CPI.

L'assemblée plénière du 13 janvier 2006 à Mayence s'est penché notamment sur le développement de la Maison de la Grande Région et a adopté une recommandation en faveur de l'élaboration d'un concept de fonctionnement par les exécutifs de la Grande Région. L'édition d'une carte routière de la Grande Région informant sur les attractions touristiques, le bilan du programme d'action communautaire Comenius visant à promouvoir les partenariats entre établissements scolaires ainsi que la coordination transfrontalière des mesures de sécurité et de protection contre les catastrophes ont fait l'objet de trois autres recommandations adoptés le 13 janvier 2006.

Le 20e anniversaire du CPI et l'adhésion des Parlements de la Communauté germanophone et de la Communauté française de Belgique au CPI étaient au centre des débats de l'assemblée plénière du 30 juin 2006 à Mayence. Les membres du CPI se sont en outre exprimés en faveur d'une coopération dans les domaines du tourisme et de la culture ainsi que pour l'amélioration de la coopération transfrontalière de la police et des douanes de la Grande Région.

Les recommandations adoptées en séance plénière sont accessibles au site Internet du Conseil Parlementaire Interrégional (www.cpi-ipr.com).

Les thèmes européens et le Parlement européen

Stratégie européenne de la Chambre des Députés

Etant donné l'importance croissante des affaires européennes pour les politiques nationales et après la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie pour mieux assurer le contrôle parlementaire des affaires européennes, et pour identifier les dossiers porteurs d'enjeux importants pour le Luxembourg, la Chambre des Députés suit de plus près les dossiers européens. Le Bureau de la Chambre a décidé que les questions européennes doivent bénéficier d'une attention particulière et plaide pour une meilleure information des députés afin de les familiariser avec l'actualité européenne, pour l'identification au stade le plus précoce possible des dossiers porteurs d'enjeux nationaux, pour une transposition accélérée des directives en droit national et pour l'utilisation des moyens de communication de la Chambre afin de rapprocher l'Europe des citoyens. L'objectif poursuivi est d'informer les députés au moment le plus précoce et de la manière la plus efficace et la plus rapide possible sur les dossiers européens.

Grâce au référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, la Chambre des Députés a eu l'occasion de discuter davantage des sujets européens avec les citoyens. Elle l'a fait à travers un certain nombre d'auditions à l'Hôtel de la Chambre, de réunions dans les différentes régions du pays, voire à travers l'installation d'un forum de discussion sur Internet et l'organisation d'un parlement des jeunes. Par ailleurs, la Chambre a utilisé ses propres moyens de communication afin d'informer les citoyens et a largement contribué à engager cette discussion d'envergure avec la société civile.

Cependant, le référendum a également révélé que les citoyens ne connaissent que de façon embryonnaire le fonctionnement des institutions européennes, les compétences conférées à l'UE par les Etats membres et la raison de certaines évolutions et décisions prises à ce niveau supranational et qu'ils se posent des questions sur la sécurité de l'emploi et les retraites, sur le niveau de vie, sur les migrations et la sécurité interne ainsi que sur les conséquences d'un nouvel élargissement de l'Union.

La Chambre des Députés est ainsi déterminé à tirer des conclusions de ce premier grand rendez-vous avec les citoyens au sujet de l'Europe et à dialoguer de façon continue avec les citoyens sur les politiques qu'il convient de mettre en œuvre afin de rendre l'Europe en mesure de relever les défis du 21e siècle.

Après le double rejet du traité constitutionnel en 2005, l'année 2006 a commencé avec « une période de réflexion », qui était mise à profit pour permettre un large débat dans chacun des Etats membres, associant tant les citoyens, la société civile, les partenaires sociaux, les parlements nationaux, que les partis politiques. Pour sa part, la Commission européenne a posé avec son «Plan D» (comme Démocratie, Dialogue et Débat) les bases d'un dialogue approfondi sur l'avenir de l'Europe et a lancé un vaste débat sur les relations entre les institutions de l'Union européenne et les citoyens. Le Parlement européen a également participé à ce débat par le biais du rapport sur la structure, les sujets et le cadre pour une évaluation du débat sur l'Union européenne des députés européens M. Andrew Duff, (Groupe Alliance des démocrates et libéraux pour l'Europe, Royaume-Uni) et M. Andreas Voggenhuber (Les Verts, Autriche). Une rencontre interparlementaire, rassemblant des députés européens et nationaux, a été organisée au Parlement européen pour discuter du futur de l'Europe et de réfléchir à quelques questions fondamentales à propos de la nature et de la finalité de l'Europe.

Marché intérieur

L'année 2006, tout comme 2005, a été caractérisée par des efforts de finalisation du Marché intérieur. Suite à la révision à mi-chemin de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi par la Commission européenne, l'accomplissement du Marché intérieur a été pressentie comme une priorité absolue, en particulier l'intégration des services au Marché intérieur. La directive sur les services dans le Marché intérieur, également connue sous le nom de « directive Bolkestein », qui vise à mettre en œuvre l'une des quatre libertés fondamentales de l'Union européenne, a été vivement discutée jusqu'à ce que le Parlement européen trouve un compromis en première lecture. Cet accord en première lecture, modifiant profondément le projet initial, a ouvert la voie pour un accord entre les trois institutions européennes (le Parlement européen, la Commission et le Conseil).

Les Etats membres ont repris l'essentiel des amendements proposés par le Parlement européen, et la directive service fut adoptée en novembre. Ainsi, le fameux principe du pays d'origine qui aurait permis aux prestataires de services de travailler aux conditions de leur pays d'origine a été remplacé par le principe de la libre prestation de services. Ce principe retient, entre autres, que l'Etat membre dans lequel le service est fourni, est obligé d'assurer le libre accès et la liberté d'exercer une activité de service sur son territoire. Cependant, conformément au droit communautaire, ce sont les règles en matière de conditions d'emploi, y compris celles énoncées dans des conventions collectives de l'Etat membre dans lequel le service est fourni qui s'appliquent. La directive adoptée essaie d'ouvrir plus largement le Marché intérieur des services à la concurrence transfrontalière sans détériorer pour autant le modèle social européen.

L'objectif de la nouvelle législation est de faciliter l'établissement et l'activité professionnelle à l'étranger. Chaque Etat membre doit créer par exemple un «guichet unique», un bureau de coordination pour toutes les entreprises désirant exercer un service, qui s'occupera de toutes les formalités. Le maintien des acquis sociaux aux salariés est assuré par le fait que le prestataire devra se soumettre au droit du travail et au droit social de l'Etat dans lequel il exerce son activité, même en cas d'une prestation occasionnelle du service. Certains services sont exclus de la directive, comme les services d'intérêt général qui n'ont pas de caractère économique (l'éducation par exemple) et les services sociaux lorsqu'ils sont exercés par les Etats membres ou des prestataires mandatés par l'Etat, ainsi que tous les services qui font l'objet d'une directive plus spécifique.

La stratégie de Lisbonne

Lors de la présidence luxembourgeoise en 2005, le Conseil européen procéda à une révision à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne. Il s'est avéré que les objectifs de 2010 ne pourraient pas être atteints si les Etats membres ne montraient pas plus d'initiative. Il fut donc décidé de recentrer les priorités sur la croissance et l'emploi tout en mettant en place une procédure de rapport, les «programmes nationaux de réforme». Durant la phase de consultation des PNR, les gouvernements doivent prendre leurs responsabilités et défendre les programmes devant les parlements nationaux; les PNR encouragent donc de vrais débats nationaux sur les objectifs de la stratégie de Lisbonne et les réformes entamées dans les Etats membres.

Le Parlement européen a essayé d'influencer les objectifs de la stratégie de Lisbonne par la création d'un groupe de coordination responsable de l'élaboration d'une position du Parlement européen relative à la stratégie de Lisbonne. Chaque année, ce groupe de coordination prépare un rapport à l'attention du Conseil européen de printemps qui s'occupe de la relance économique et des politiques de croissance. Pour le rapport de 2006, M. Robert Goebbels était désigné comme co-rapporteur.

Pour M. Goebbels, ce rapport ne devait pas aboutir à un catalogue de mesures, mais se concentrer sur des thèmes et des domaines spécifiques. Ainsi, le rapport porta sur les conséquences de l'évolution démographique de la population, sur la création d'une stratégie d'investissement européenne cohérente axée sur les quatre priorités proposées par la Commission, dont la recherche, le développement et l'innovation, l'éducation, la formation tout au long de la vie, ainsi que sur la création d'un environnement favorable à l'activité économique. Le rapport rappela également qu'une politique cohérente et efficiente en matière d'énergie était indispensable pour assurer la croissance économique en Europe et une prospérité durable aux citoyens européens.

Au cœur de la stratégie de Lisbonne, la recherche fait partie du « triangle de la connaissance » qui doit renforcer la croissance et l'emploi de l'Union européenne (UE) dans une économie mondialisée. Le septième programme-cadre de recherche, qui est le principal programme de l'UE pour le financement de la recherche, est une occasion pour l'UE de mettre sa politique de recherche à la hauteur de ses ambitions économiques et sociales en consolidant l'Espace européen de la recherche (EER), l'équivalent d'un «Marché commun» dans le domaine de la recherche. L'objectif à long terme est de faire de l'Union européenne la première zone de recherche au monde. Le septième programme-cadre, représentant une enveloppe de plus de 54 milliards d'euros pour la période 2007-2013, deviendra ainsi en termes d'importance le troisième instrument financier de l'Union européenne.

Dans le cadre de cette stratégie, il a par ailleurs été décidé de créer un Institut Européen de Technologie, le futur instrument européen de coordination de la recherche et de l'innovation. Mme Erna Hennicot-Schoepges a été nommé rapporteur au sein de la commission Culture et Education pour ce projet. L'Institut aura pour fonction de dynamiser le triangle du savoir composé du monde de la recherche, de l'industrie et de l'université

Politique énergétique

La politique énergétique, en particulier la sécurité des approvisionnements énergétiques et la dépendance vis-à-vis de la Russie, a également été un sujet tout au long de l'année 2006. Les députés européens ont demandé d'unir les forces et de mettre en marche une véritable politique européenne de l'énergie, qui vise à réduire la dépendance de l'Union vis-à-vis des énergies fossiles, d'assurer un approvisionnement énergétique sûr et de promouvoir l'efficacité énergétique ainsi que l'utilisation des énergies renouvelables. Concrètement, les députés européens souhaitent des objectifs contraignants pour 2020 et une révision des quotas d'émission en matière de réduction des dioxydes de carbone. L'efficacité énergétique doit devenir une priorité horizontale pour toutes les politiques de l'Union. L'UE doit se doter, de l'avis des députés, d'un cadre politique stable à longue échéance, avec un objectif de 25% d'énergies renouvelables d'ici à 2020 et une feuille de route pour atteindre l'objectif plus ambitieux de 50% d'énergies renouvelables d'ici à 2040. Les députés ont souligné que l'Union doit parler d'une seule voix vis-à-vis des pays producteurs afin de renforcer sa position.

M. Claude Turmes en tant que membre de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie a suivi avec attention le dossier de l'énergie, comme en témoignent ses interventions en plénière du Parlement européen. Le député des Verts s'est prononcé contre d'autres fusions sur le marché de l'énergie pour créer des champions européens. Il faut réguler les marchés de manière adéquate et indépendante, tout en séparant les réseaux et les intérêts des sociétés énergétiques. Il a appelé à poursuivre des objectifs à long terme axés sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la réduction des émissions de CO2. Les défaillances du réseau électrique européen ont prouvé que l'Europe avait besoin de plus d'investissements dans les réseaux énergétiques et d'un régulateur européen qui soit en mesure d'améliorer les connexions entre les différents marchés nationaux.

M. Turmes critique le Livre Vert de la Commission pour une politique énergétique européenne parce qu'elle inclut l'énergie





Robert Goebbels



Erna Hennicot-Schoeppges



Astrid Lulling



Lydie Polfer



Jean Spautz



Claude Turmes

nucléaire comme source d'énergie dans la discussion. Pour le député des Verts, le nucléaire est une question relevant de la subsidiarité, une question nationale. Selon lui, la Commission européenne abuse de la discussion à propos du Livre Vert sur la sécurité d'approvisionnement pour relancer le nucléaire.
M. Robert Goebbels, qui suit de près les dossiers touchant aux questions énergétiques, a souligné dans une intervention en plénière que les économies d'énergie et une meilleure efficience énergétique doivent constituer une première priorité de l'Union européenne. L'Europe devra investir davantage dans la recherche sur l'efficience énergétique, sur les énergies renouvelables, sur la séquestration du carbone, sur le charbon propre, sur la sûreté nucléaire et sur la fusion. L'Union devra mettre en place une politique énergétique plus solidaire, et éviter un partage des marchés au profit des oligopoles.

Perspectives financières

Après de longs débats, qui avaient déjà commencé sous la Présidence luxembourgeoise, un accord a pu être trouvé dans un trilogue entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission en matière de perspectives financières pour la période entre 2007-2013. Le Parlement européen a réussi au dernier moment à faire accepter par les Etats membres la mise à disposition de 4 milliards d'euros supplémentaires, destinés à des programmes considérés comme prioritaires par le Parlement. Les députés européens ont expliqué que même si les montants supplémentaires obtenus étaient faibles, le Parlement, pour répondre aux défis politiques de l'Union européenne élargie, a réussi à assurer le financement des programmes présentant une plus-value européenne, par exemple le maintien du budget pour le programme Erasmus, qui permet à 170.000 étudiants par année d'obtenir une bourse pour des études à l'étranger.

Elargissement de l'UE

L'adhésion de deux nouveaux pays, en l'occurrence la Roumanie et la Bulgarie, qui vont rejoindre l'Union européenne au 1er janvier 2007 pour la porter à 27 membres et la discussion sur les futurs élargissements ont donné lieu à des discussions tendues. L'Union européenne a essayé de trouver un nouveau consensus sur l'élargissement qui met l'accent sur la valeur stratégique et de l'encouragement de la démocratie que représente l'élargissement. Ce consensus tient par ailleurs de la capacité d'agir de l'Union tout en intégrant de nouveaux membres. Cette nouvelle stratégie a été discutée par la commission des affaires étrangères du Parlement européen, dont Mme Lydie Polfer et M. Jean Spautz sont membre, respectivement membre suppléant. La commission des affaires étrangères a défini le concept de la «capacité d'intégration» de l'Union. La notion de capacité d'intégration signifie que les institutions de l'Union doivent, après chaque nouvelle adhésion, être en mesure de fonctionner correctement et démocratiquement, de pouvoir financer les activités de façon appropriée et d'atteindre leurs objectifs politiques.
La nouvelle stratégie en matière d'élargissement souligne que les élargissements précédents ont été des réussites, qu'ils ont renforcé l'Union européenne en favorisant sa croissance économique, en renforçant son rôle dans le monde et en promouvant le développement de nouvelles politiques de l'Union européenne et qu'ils ont encouragé la démocratie, la paix et la prospérité en Europe. Mais, la nouvelle stratégie tire des leçons de l'expérience passée. A l'avenir, l'élargissement doit tenir compte de quelques facteurs clefs: il faut une réforme institutionnelle avant tout nouvel élargissement pour préserver la capacité d'agir de l'Union; les implications budgétaires sur la politique agricole et sur les fonds structurels doivent être mieux analysées; les réformes du système judiciaire doivent être placées au début des négociations et non à la fin; l'opinion publique doit être mieux prise en compte.

Secteur vitivinicole et alcools

Mme Astrid Lulling, Présidente de l'Intergroupe Viticulture, Tradition, Qualité du Parlement européen, suit de très près les propositions de la Commission européenne pour une réforme de l'OCM Vin. En effet, la Commission européenne propose de réformer en profondeur l'organisation commune du marché vitivinicole. Le projet qui vise à accroître la compétitivité des producteurs de vin de l'UE a donné lieu à des échanges de vue très soutenus, notamment parce qu'il prévoit l'arrachage de 440.000 ha de vignes, soit disant pour inciter les producteurs peu compétitifs à quitter le secteur et parce qu'il propose l'interdiction de l'ajout de saccharose. En tant que Présidente de l'Intergroupe vins, Mme Lulling jouera un rôle important dans la négociation de la position du Parlement européen.
Mme Astrid Lulling a également été nommée rapporteur de la proposition visant à un rapprochement des taux d'accises sur l'alcool et les boissons alcoolisées dans les différents Etats membres. La proposition, destinée à actualiser les taux d'accises au regard de l'inflation a examiné l'effet du système actuel sur le bon fonctionnement du marché intérieur, la concurrence par les écarts de niveau des accises entre les différents types de boissons alcooliques, la valeur réelle actuelle des taux minimums qui ont été fixés en 1992 et les objectifs du traité de l'UE en général. La proposition de la Commission européenne conclut qu'une plus grande convergence est nécessaire entre les taux d'accises appliqués dans les différents États membres, afin de réduire les distorsions de concurrence et la fraude. En effet, Mme Lulling s'est opposée à la majoration des taux d'accises qu'elle qualifiait d'arbitraire parce que la proposition ne vise que certains types d'alcools et contraire aux objectifs de Lisbonne. Les Etats membres n'ont pas pu se mettre d'accord sur une telle majoration à l'occasion du dernier Conseil Ecofin en novembre.

Question du siège du Parlement européen

La question du siège du Parlement européen à Strasbourg, soulevée notamment par la collecte d'un million de signatures de citoyens à travers l'Union européenne a été d'un intérêt particulier pour les députés luxembourgeois. M. Goebbels qui fait partie de la commission du contrôle budgétaire, responsable de l'achat des bâtiments à Strasbourg, a plaidé en faveur de l'achat de ces bâtiments en vue de maintenir le siège à Strasbourg.
Mme Astrid Lulling, élue comme l'une des cinq questeurs du Parlement européen, qui sont responsables des questions administratives et financières intéressant directement les députés et leurs conditions de travail, et de ce fait membre du Bureau du Parlement européen a également fait campagne en faveur de la ville de Strasbourg.
Mme Polfer s'est également prononcée en faveur du maintien du Parlement européen à Strasbourg et a souligné les raisons historiques qui parlent pour cette ville à la frontière germano-française comme siège des institutions européennes. Mme Polfer a ouvertement critiqué l'initiative de la collecte de signatures contre la ville de Strasbourg et l'a qualifié comme «peu opportune et démagogique».
M. Jean Spautz a souligné que le discours mené actuellement en faveur de Bruxelles et contre Strasbourg ne reprenait que des arguments matériels et ne tiendrait pas compte de la symbolique du siège à Strasbourg. M. Spautz a rappelé que les pères fondateurs de l'Europe avaient eu d'autres raisons pour choisir Strasbourg qui étaient d'ordre politique, historique et symbolique.

Culture et éducation

2008 sera l'année européenne du dialogue interculturel. L'année du dialogue interculturel est un instrument qui s'adresse à tous ceux qui vivent dans l'Union européenne et qui encourage les citoyens d'apprendre à vivre ensemble harmonieusement et à surmonter les différences inhérentes à la diversité culturelle, religieuse et linguistique, non seulement entre les cultures des différents Etats membres, mais également entre les différents groupes culturels et religieux à l'intérieur des Etats membres. Mme Erna Hennicot-Schoepges a travaillé en tant que rapporteur sur le programme de l'année du dialogue interculturel.
Il convient de rajouter qu'en tant que rapporteur sur le rapport d'initiative « un nouveau cadre stratégique pour le multilinguisme », Mme Hennicot a réussi à concilier des positions très contrastées sur un sujet sensible. Le rapport, tel qu'il a été adopté comporte désormais pratiquement tous les amendements déposés par Mme Hennicot et le groupe PPE-DE avec des objectifs clairs et équilibrés.

Politique environnementale REACH

Une autre proposition qui a pendant longtemps particulièrement retenu l'attention particulière des députés européens luxembourgeois a pu être bouclé en décembre. Après trois années de débats le Parlement européen a donné, mercredi 13 décembre 2006, à une très large majorité, son aval au compromis négocié avec le Conseil sur la réglementation REACH. Une large majorité des députés européens ont estimé qu'un équilibre avait ainsi été trouvé entre les intérêts des consommateurs et de l'environnement d'une part et l'industrie européenne des produits chimiques de l'autre. Cinq députés européens luxembourgeois ont soutenu le compromis, à l'exception de M. Turmes, qui estime que le règlement adopté constitue certes un progrès mais que le principe de substitution de produits toxiques a été largement bafoué par le compromis du Parlement.
L'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des produits chimiques, baptisé REACH (Registation, Evaluation and Authorisation of CHemicals en anglais) doit permettre de passer au crible environ 30.000 substances chimiques présentes dans les produits de consommation courante soupçonnés d'être dangereux pour la santé humaine et l'environnement et qui sont produites ou importés vers l'Union en quantité supérieure à 1 tonne par an. En effet, la législation actuelle n'a permis que d'analyser les substances dans les produits mises au marché après 1981, soit à peine 3000 substances. REACH va créer un système unique d'enregistrement pour les substances existantes et pour les substances à créer.
REACH rend obligatoire l'analyse de la dangerosité des produits et la recherche de des substances ou technologies alternatives plus sûres. Si des substances alternatives plus sûres existent, un plan de substitution devra obligatoirement être soumis par les producteurs dans le but de remplacer les substances dangereuses par des alternatives moins nocives. S'il n'existe pas de produits alternatifs, les producteurs devront présenter un plan de recherche et de développement dans le but d'en trouver. La Commission a le droit de retirer toute autorisation à un produit si des produits alternatifs sont disponibles.
REACH règle également la politique d'information au consommateur. La chaîne de distribution, ainsi que les consommateurs qui le demandent, devront être informés de la présence de toute substance chimique en quantité supérieure à 0,1% du poids total du produit, tout en respectant des règles spécifiques relatives à la protection des informations confidentielles commerciales. Une classification et l'étiquetage conséquent des substances dangereuses deviendront obligatoire pour toutes les substances chimiques produites dans l'UE ou importées dans l'UE et seront accessibles à tous.

Industrie

Mme Erna Hennicot-Schoepges a été rapporteur du projet de réalisation du système européen de nouvelle génération pour la gestion du trafic aérien (SESAR) et à la constitution de l'entreprise commune SESAR. Ce projet constitue le volet technique du projet sur le «Ciel unique européen». SESAR est considéré comme un outil indispensable pour faire face à l'augmentation du trafic aérien qui devrait plus que doubler dans les vingt prochaines années.

Les séances publiques

1. La procédure législative

La Chambre a, tout comme le Grand-Duc, le droit d'initiative en matière législative L'initiative de la Chambre - ou initiative parlementaire - s'appelle proposition de loi, alors que l'initiative du Grand-Duc - ou initiative gouverne¬mentale - s'appelle projet de loi. La Chambre instruit et discute les projets ou propositions de loi dont elle est saisie. Elle les approuve ou les rejette par voie de vote.

La procédure de confection d'une loi est réglée par le législateur et entourée par la Constitution d'une série de garanties. Aucun projet, aucune proposition ne peut faire l'objet d'un vote définitif avant que le Conseil d'Etat ait donné son avis. Pour certains projets de loi l'avis de la Chambre professionnelle compétente est également requis.

Chaque projet et proposition de loi est d'abord renvoyé par la Conférence des Présidents à la commission parlementaire compétente qui examine le document et fait rapport à la Chambre. Tout amendement introduit au projet de loi initial par le Gouvernement ou une commission parlementaire doit être soumis à nouveau à l'avis du Conseil d'Etat.

Le rapport de la commission est présenté en séance publique de la Chambre par le rapporteur de la commission. La présentation du rapport est suivie de la discussion générale dans laquelle peut intervenir chaque membre de la Chambre.

Après la discussion générale la Chambre des Députés se prononce, en règle générale, à quatre reprises sur les projets et propositions de loi.

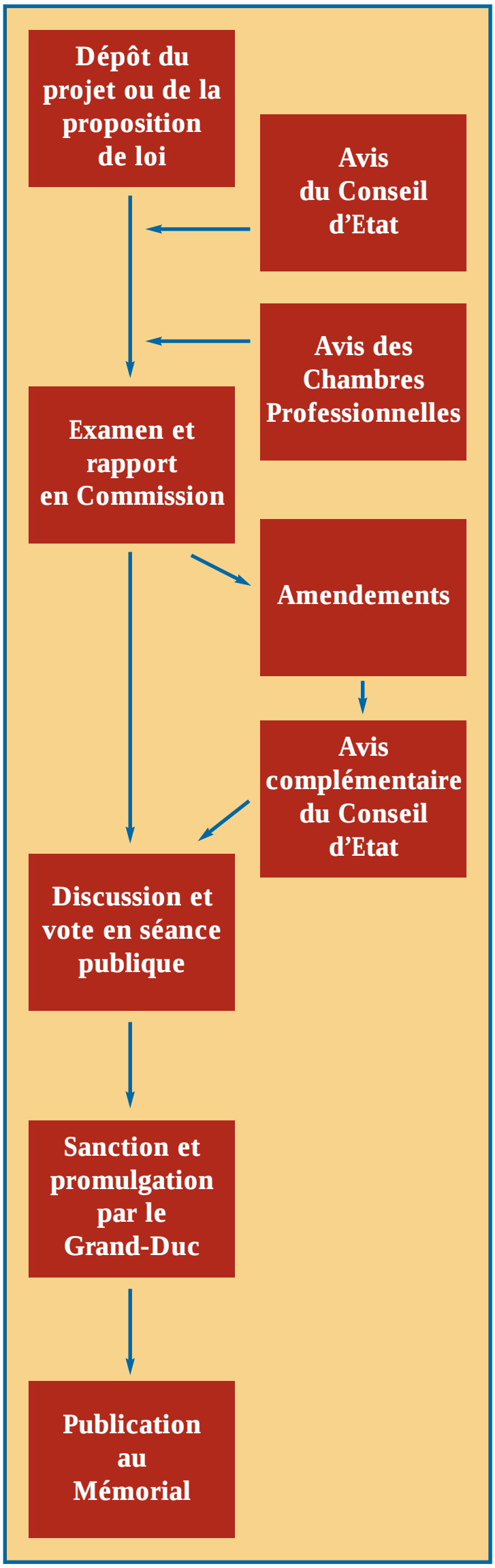
D'abord il y a lieu de relever le vote article par article. Si, au cours du vote article par article (premier vote réglementaire) des articles ont été rejetés ou des amendements approuvés sans avoir été examinés par le Conseil d'Etat, celui-ci devra de nouveau être entendu.

Après avoir obtenu l'avis du Conseil d'Etat, la Chambre se prononce une seconde fois (second vote réglementaire), après une nouvelle discussion relative aux modifications introduites lors de la discussion article par article.

Après le second vote réglementaire, la Chambre procède au vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi (premier vote constitutionnel).

Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'Etat, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel. Au cas contraire, le second vote constitutionnel ne peut intervenir qu'après un délai de trois mois.

La loi entre en vigueur par la sanction et la promulgation du Grand-Duc qui y appose sa signature. Elle entre en vigueur trois jours francs après sa publication au Mémorial.



2. Le contrôle du gouvernement et l'orientation du débat politique

La Constitution réserve à la Chambre, organe du pouvoir législatif, une série de moyens d'action sur le Gouvernement, organe du pouvoir exécutif. Le contrôle de la Chambre s'exerce aussi bien en matière financière qu'en matière politique et administrative.

En matière financière, le contrôle du Gouvernement par la Chambre consiste dans le vote annuel du budget et des impôts, le droit d'arrêter chaque année les comptes de l'Etat et une certaine surveillance exercée sur la gestion du patrimoine public.

Aucun impôt ni aucune charge grevant le budget de l'Etat pour plus d'un exercice ne peuvent être établis que par la loi. La Chambre peut demander la présence des membres du Gouvernement à ses séances publiques. Elle a le droit de leur poser des questions et de leur adresser des interpellations au sujet de questions qui sont d'ordre public. Elle peut également mener des débats de consultation et d'orientation. Chaque député a en outre le droit de déposer des motions. Elle peuvent amener la Chambre à se prononcer sur une action gouvernementale déterminée, inviter le Gouvernement à prendre certaines initiatives, prononcer un blâme, manifester une opposition, exprimer ou retirer la confiance au Gouvernement, etc.

Les questions et les heures d'actualité

Chaque député a le droit de poser des questions au Gouvernement. Le Député qui désire poser une question au Gouvernement en remet le texte écrit au Président de la Chambre qui le remet au Ministre compétent. La recevabilité des questions est fonction de l'intérêt général, de l'importance ou de l'actualité de leur objet.

Les motions et résolutions

Chaque député a le droit de déposer des motions adressées au Gouvernement. Elles peuvent amener la Chambre à se prononcer sur une action gouvernementale déterminée, inviter le Gouvernement à prendre certaines initiatives, prononcer un blâme, manifester une approbation, exprimer ou retirer la confiance au Gouvernement.

Chaque député a le droit de déposer des résolutions qui s'adressent à la Chambre. Tout comme les motions, elles peuvent concerner de multiples sujets et inciter le Gouvernement à prendre certaines initiatives.

Les interpellations

Chaque député a le droit d'interpeller le Gouvernement au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de sa politique générale.

Les débats

La Chambre peut organiser des débats de consultation à l'initiative du Gouvernement et elle peut organiser des débats d'orientation sur des sujets d'intérêt général déterminés. A cette fin, elle peut charger une commission d'élaborer un rapport détaillé sur le sujet en question.



Les séances publiques

Projets de loi adoptés en premier vote constitutionnel

1) 26.10.2005 **5044** Projet de loi concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction
Rapporteur: Monsieur Romain Schneider
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, le 29.10.2002
Loi du 30 novembre 2005. Mémorial A, N°200, p.3218

2) 26.10.2005 **5217** Projet de loi concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, le 09.10.2003
Loi du 25 novembre 2005. Mémorial A, N°204, p.3262

3) 26.10.2005 **5424** Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003
Rapporteur: Madame Nancy Arendt
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004
Loi du 2 décembre 2005. Mémorial A, N°198, p.3172

4) 26.10.2005 **5425** Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003
Rapporteur: Madame Nancy Arendt
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004
Loi du 2 déecembre 2005. Mémorial A, N°198, p.3189

5) 26.10.2005 **5445** Projet de loi portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 23.02.2005
Loi du 2 décembre 2005. Mémorial A, N°207, p.3280

6) 26.10.2005 **5459** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 12.04.2005
Loi du 25 novembre 2005. Mémorial A, N°206, p.3272

7) 15.11.2005 **5149** Projet de loi déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'Etat
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 20.05.2003
Loi du 9 décembre 2005. Mémorial A, N°205, p.3268

8) 15.11.2005 **5431** Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.01.2005
Loi du 2 décembre 2005. Mémorial A, N°199, p.3206

9) 15.11.2005 **5447** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Bulgarie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 1er décembre 2004
Rapporteur: Monsieur Romain Schneider
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 23.02.2005
Loi du 9 décembre 2005. Mémorial A, N°209, p.3316

10) 15.11.2005 **5451** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004
Rapporteur: Monsieur Romain Schneider
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 22.03.2005
Loi du 9 décembre 2005. Mémorial A, N°208, p.3302

11) 08.12.2005 **5475** Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001
Rapporteur: Madame Nancy Arendt
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°219, p.3704

12) 08.12.2005 **5484** Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg
Rapporteur: Madame Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 14.06.2005
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°222, p.3727

13) 14.12.2005 **5500** Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2006
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 19.10.2005
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°217, p.3387

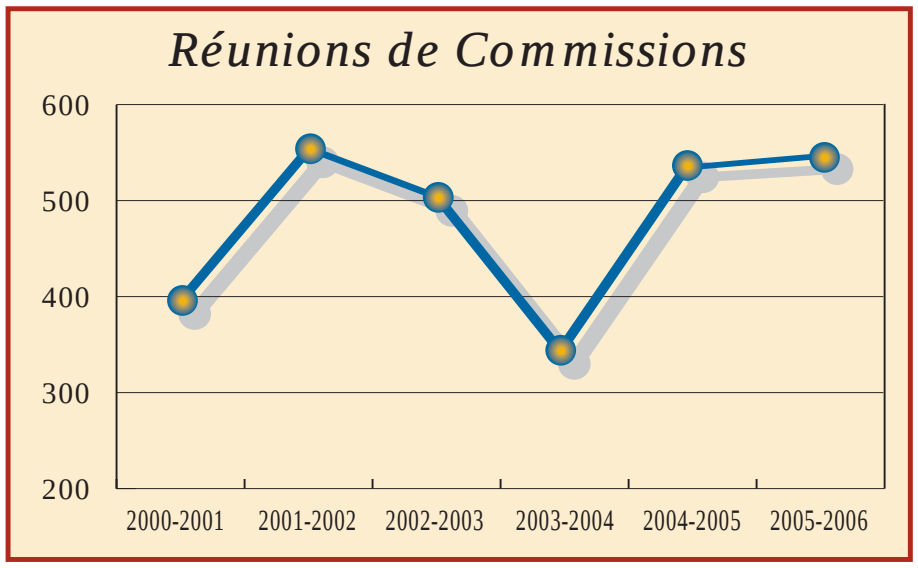
14) 15.12.2005 **4843** Projet de loi relatif au nom des enfants
Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.09.2001
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°224, p.3758

15) 15.12.2005 **5350** Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003
Rapporteur: Madame Colette Flesch
Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 08.06.2004
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°45, p.824

16) 15.12.2005 **5398** Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 15.11.2004
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°223, p.3743

17) 21.12.2005 **5465** Projet de loi modifiant a) la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 21.04.2005
Loi du 25 janvier 2006. Mémorial A, N°17, p.458

18) 21.12.2005 **5504** Projet de loi portant 1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; 2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques;
3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du



4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 19.10.2005
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°214, p.3366

19) 22.12.2005 **5146** Projet de loi modifiant 1. différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance 2. les articles 12, 92, et 97 du Code des assurances sociales 3. la loi du 25 juillet 2005 modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension 4. la loi du 8 juin 1999 relatives aux régimes complémentaires de pension
Rapporteur: Madame Lydia Mutsch
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 20.05.2003
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°215, p.3370

20) 22.12.2005 **5478** Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003
Rapporteur: Madame Martine Stein-Mergen
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.05.2005
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°220, p.3708

21) 22.12.2005 **5485** Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 14.06.2005
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°216, p.3382

22) 31.01.2006 **5354** Projet de loi portant: 1. introduction notamment de l'instruction simplifiée, du contrôle judiciaire et réglementant les nullités de la procédure d'enquête, 2. modification de différents articles du Code d'instruction criminelle, et 3. abrogation de différentes lois spéciales
Rapporteur: Madame Christine Doerner
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 10.06.2004
Loi du 6 mars 2006. Mémorial A, N°47, p.1074

23) 01.02.2006 **5325** Projet de loi portant approbation du Protocole no. 12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, fait à Rome, le 4 novembre 2000
Rapporteur: Madame Lydie Err
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.04.2004
Loi du 6 mars 2006. Mémorial A, N°49, p.1104

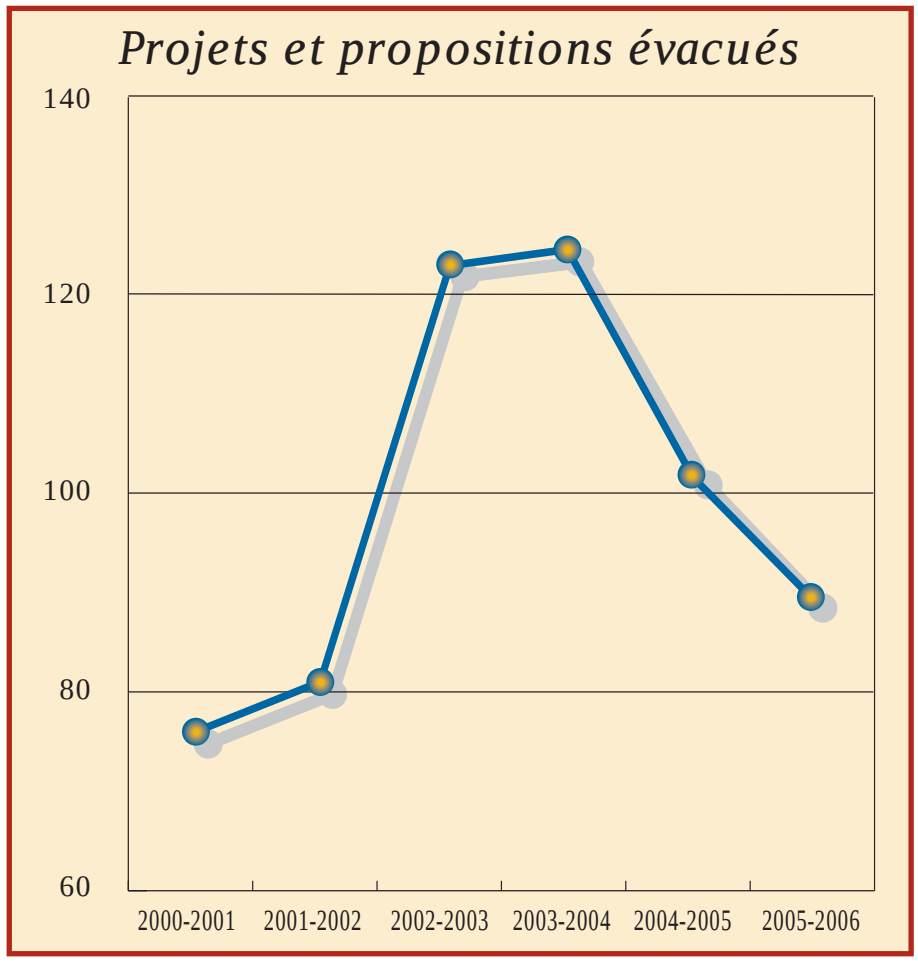
24) 01.02.2006 **5422** Projet de loi portant approbation du Protocole no. 13 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, ouvert à la signature, à Vilnius, le 3 mai 2002
Rapporteur: Madame Lydie Err
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004
Loi du 6 mars 2006. Mémorial A, N°49, p.1105

25) 01.02.2006 **5423** Projet de loi portant approbation du Protocole No 14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des Libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 13 mai 2004
Rapporteur: Madame Lydie Err
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004
Loi du 6 mars 2006. Mémorial A, N°49, p.1107

26) 01.02.2006 **5463** Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général, ainsi que de l'Acte final de signature, faits à Bruxelles, le 22 novembre 2004
Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Défense, le 15.04.2005
Loi du 10 mars 2006. Mémorial A, N°63, p.1274

27) 01.02.2006 **5505** Projet de loi portant approbation de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée à New York, le 14 décembre 1973
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 20.10.2005
Loi du 6 mars 2006. Mémorial A, N°50, p.1115

28) 02.02.2006 **5378** Projet de loi portant approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la Convention du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptés par les Parties à la Convention le 28 novembre 2003
Rapporteur: Monsieur Marco Schank
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de



l'Immigration, le 07.09.2004
Loi du 16 mars 2006. Mémorial A, N°56, p.1155

29) 02.02.2006 **5493** Projet de loi portant fixation du cadre du personnel du service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant: a) modification de la loi du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale; b) organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics
Rapporteur: Monsieur François Maroldt
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 16.08.2005
Loi du 13 mars 2006. Mémorial A, N°56, p.1154

30) 14.02.2006 **5507** Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec - l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et - la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC)
Rapporteur: Monsieur Romain Schneider
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 25.10.2005
Loi du 27 mars 2006. Mémorial A, N°59, p.1223

31) 15.02.2006 **4673B** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention
Rapporteur: Monsieur Alex Bodry
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Henri Grethen, Ministre de l'Economie, le 07.06.2000
Loi du 7 avril 2006. Mémorial A, N°68, p.1326

32) 16.02.2006 **5405** Projet de loi portant a) approbation 1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles le 30 novembre 2000 2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles le 28 novembre 2002, et 3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles le 27 novembre 2003; b) modification de la loi du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité de l'union européenne portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.11.2004
Loi du 27 mars 2006. Mémorial A, N°60, p.1230

33) 16.02.2006 **5412** Projet de loi sur les équipes communes d'enquête
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 03.12.2004
Loi du 21 mars 2006. Mémorial A, N°57, p.1162

34) 16.02.2006 **5429** Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition: - de la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers - des articles 5 et 9 du règlement (CE) No 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales - de la directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.01.2005
Loi du 16 mars 2006. Mémorial A, N°55, p.1146

35) 16.02.2006 **5460** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 14 juin 2004
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.04.2005
Loi du 27 mars 2006. Mémorial A, N°64, p.1286

36) 16.02.2006 **5473** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005
Loi du 27 mars 2006. Mémorial A, N°65, p.1300

37) 16.02.2006 **5487** Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg – à la 14e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement – à la 8e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement
Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.07.2005
Loi du 30 mars 2006. Mémorial A, N°61, p.1252

38) 16.02.2006 **5510** Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 26.10.2005
Loi du 27 mars 2006. Mémorial A, N°59, p.1224

39) 15.03.2006 **5489** Projet de loi sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification: de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative: - aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger: de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.07.2005
Loi du 27 avril 2006. Mémorial A, N°92, p.1770

40) 15.03.2006 **5497** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et de l'Etat d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.10.2005

Loi du 27 avril 2006.
Mémorial A, N°81, p.1446

41) 15.03.2006 **5498** Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République Slovaque à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.10.2005
Loi du 27 avril 2006.
Mémorial A, N°80, p.1432

42) 15.03.2006 **5503** Projet de loi portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des Etats membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 18.10.2005
Loi du 27 avril 2006.
Mémorial A, N°84, p.1486

43) 15.03.2006 **5512** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.11.2005
Loi du 27 avril 2006.
Mémorial A, N°80, p.1430

44) 15.03.2006 **5524** Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 21.12.2005
Loi du 19 avril 2006.
Mémorial A, N°71, p.1359

45) 04.04.2006 **5415** Projet de loi relative aux abus de marché et portant transposition de - la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché), - la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché, - la directive 2003/125/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation équitable des recommandations d'investissement et la mention des conflits d'intérêts, - la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des transactions suspectes
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 09.12.2004
Loi du 9 mai 2006.
Mémorial A, N°83, p.1470

46) 05.04.2006 **5386** Projet de loi 1. transposant la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail; 2. modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés; 3. modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie; 4. modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail; 5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 portant 1. transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services; 2. réglementation du contrôle de l'application du droit du travail
Rapporteur: Monsieur Ali Kaes
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 12.10.2004
Loi du 19 mai 2006.
Mémorial A, N°97, p.1806

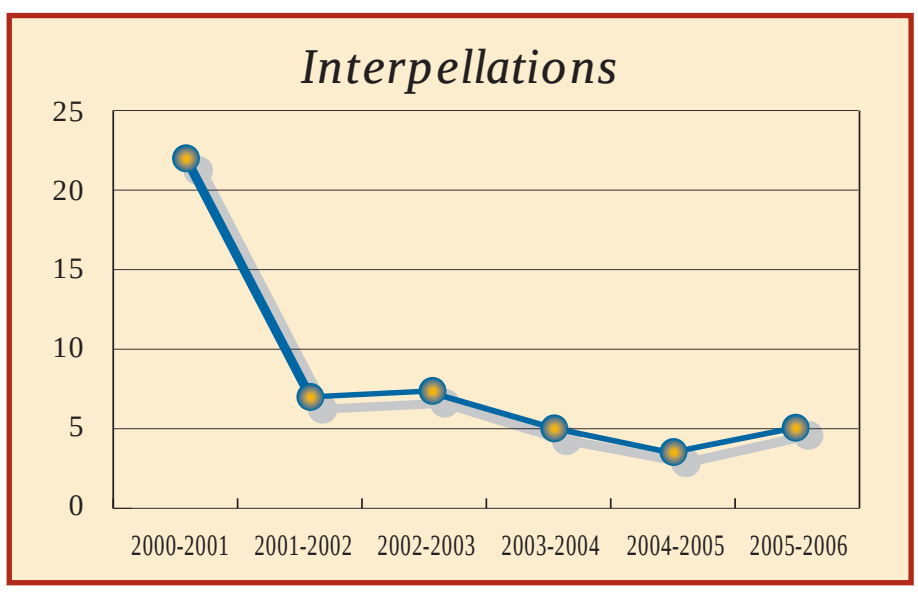
47) 05.04.2006 5474 Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005
Rapporteur: Monsieur Alex Bodry
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005
Loi du 16 mai 2006.
Mémorial A, N°91, p.1738

48) 05.04.2006 **5509** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie
Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 25.10.2005
Loi du 21 juin 2006.
Mémorial A, N°115, p.2049

49) 05.04.2006 **5531** Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.01.2006
Loi du 15 mai 2006.
Mémorial A, N°90, p.1700

50) 04.05.2006 **5540** Projet de loi portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition
Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.02.2006
Loi du 19 mai 2006.
Mémorial A, N°86, p.1510

51) 16.05.2006 **5530** Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Vilnius, le 3 juin 1999, portant modification de la Convention relative aux transports internationaux



ferroviaires (COTIF), du 9 mai 1980
Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.01.2006
Loi du 15 juin 2006. Mémorial A, N°112, p.1956

52) 17.05.2006 **5461** Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la promotion, la fourniture et l'utilisation des systèmes de navigation par satellites de GALILEO et du GPS et les applications associées, signé à Dromoland Castle, Co. Clare, le 26 juin 2004 et de son Annexe
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.04.2005
Loi du 23 juin 2006. Mémorial A, N°117, p.2056

53) 17.05.2006 **5462** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres et l'Etat d'Israël, signé à Bruxelles, le 13 juillet 2004
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.04.2005
Loi du 23 juin 2006. Mémorial A, N°117, p.2061

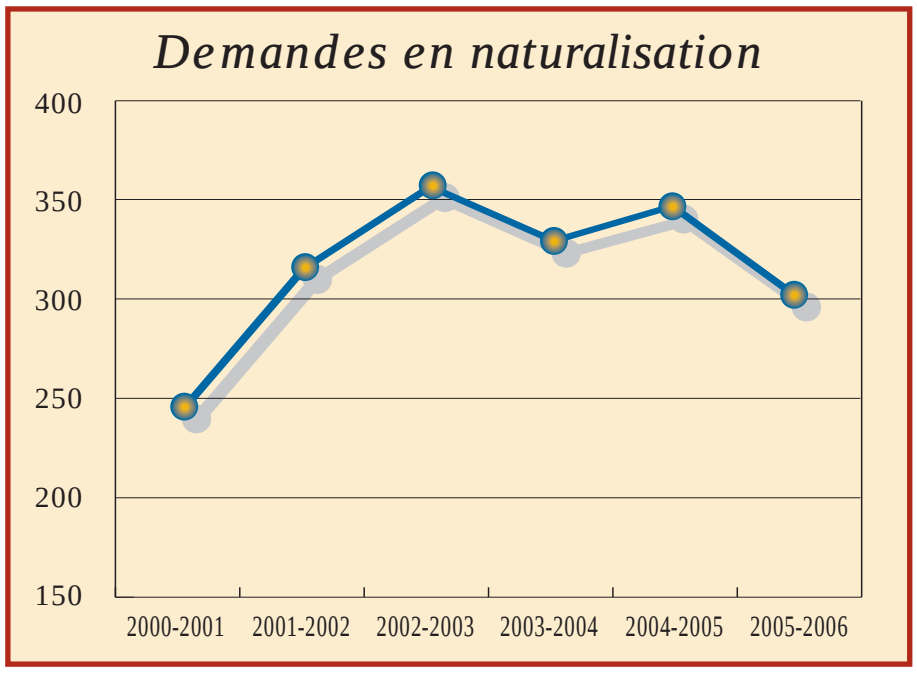
54) 17.05.2006 **5479** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) - GALILEO entre la Communauté européenne et ses Etats membres et la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 30 octobre 2003
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.05.2005
Loi du 21 juin 2006. Mémorial A, N°116, p.2052

55) 17.05.2006 **5532** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cap-Vert dans les domaines de l'éducation, de la culture et des sciences, signé à Praïa, le 20 novembre 1998
Rapporteur: Monsieur Marcel Oberweis
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.01.2006

56) 17.05.2006 **5536** Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes, signée à Luxembourg le 14 avril 2005
Rapporteur: Madame Lydie Err
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 01.02.2006
Loi du 21 juin 2006. Mémorial A, N°116, p.2052

57) 17.05.2006 **5551** Projet de loi relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg
Rapporteur: Monsieur Lucien Clement
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 14.03.2006
Loi du 19 juin 2006. Mémorial A, N°118, p.2084

58) 23.05.2006 **5430** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002
Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.01.2005



59) 21.06.2006 **5328** Projet de loi portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)
Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer
Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
Dépôt: Madame Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 21.04.2004

60) 21.06.2006 **5506** Projet de loi portant approbation de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, faite à Montréal, le 1er mars 1991
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 20.10.2005

61) 21.06.2006 **5513** Projet de loi portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.11.2005

62) 21.06.2006 **5564** Projet de loi portant approbation de la Convention, signée à Senningen, le 20 janvier 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la Convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la Convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest, signées le 6 mai 2004 à Esch-Belval et à Metz
Rapporteur: Madame Lydia Mutsch
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 05.04.2006

63) 27.06.2006 **5580** Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant 1. l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 2. la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements; 3. la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; 2) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; 4. loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité; 5. loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; 6. la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée

scolaire; 7. la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; 8. la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; 9. la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 31.05.2006
Loi du 27 juin 2006. Mémorial A, N°114, p.2040

64) 28.06.2006 **5356** Projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle
Rapporteur: Madame Christine Doerner
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 16.06.2004

65) 29.06.2006 **5515** Projet de loi portant approbation - du Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, le République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne - de l'Acte final signés à Luxembourg, le 25 avril 2005
Rapporteur: Madame Lydie Err
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2005

66) 11.07.2006 **5206** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, le 08.09.2003

67) 11.07.2006 **5307** Projet de loi relative à la sécurité générale des produits
Rapporteur: Monsieur John Castegnaro
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Henri Grethen, Ministre de l'Economie, le 09.03.2004

68) 11.07.2006 **5529** Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire b) la loi du 28 mars 1997 1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2° approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL); 3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'Etat à l'égard des CFL et 4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics
Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 13.01.2006

69) 12.07.2006 **5216** Projet de loi sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 06.10.2003

70) 12.07.2006 **5352** Projet de loi 1. concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle; 2. modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales; 3. modifiant la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises; 4. modifiant la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif; 5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif; 6. modifiant la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'Etat ou une personne morale de droit public dans une société anonyme; 7. modifiant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse; 8. modifiant la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.06.2004

71) 12.07.2006 **5435** Projet de loi 1. complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et 2. modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes
Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 21.01.2005

72) 12.07.2006 **5501** Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet; 2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi
Rapporteur: Monsieur Ali Kaes
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 13.10.2005

73) 12.07.2006 **5534** Projet de loi portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans
Rapporteur: Monsieur Lucien Clement
Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 31.01.2006

74) 12.07.2006 **5576** Projet de loi permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 17.05.2006

75) 13.07.2006 **5346 / 5420** Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail
Rapporteur: Monsieur Marc Spautz
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 04.06.2004

76) 13.07.2006 **5521** Projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002
Rapporteur: Monsieur François Maroldt
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 09.12.2005

77) 13.07.2006 **5533** Projet de loi 1) relatif à la lutte antitabac; 2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat; 3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux; 4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail; 5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral
Rapporteur: Madame Lydia Mutsch
Commission de la Santé et de la Sécurité

sociale
Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 31.01.2006

78) 13.07.2006 **5548** Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et 2. de la loi communale du 13 décembre 1988
Rapporteur: Monsieur Fred Sunnen
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 01.03.2006

79) 13.07.2006 **5558** Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 20.03.2006

80) 13.07.2006 **5561** Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international
Rapporteur: Monsieur Fernand Diederich
Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.03.2006

81) 13.07.2006 **5565** Projet de loi portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen
Rapporteur: Monsieur Marco Schank
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 06.04.2006

Projets de loi adoptés en second vote constitutionnel

1) 25.10.2005 **5442** Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004
Rapporteur: Monsieur Ben Fayot
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.02.2005
Loi du 25 novembre 2005. Mémorial A, N°197, p.3170

2) 05.04.2006 **5437** Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection
Rapporteur: Madame Lydie Err
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.01.2005
Loi du 5 mai 2006. Mémorial A, N°78, p.1402

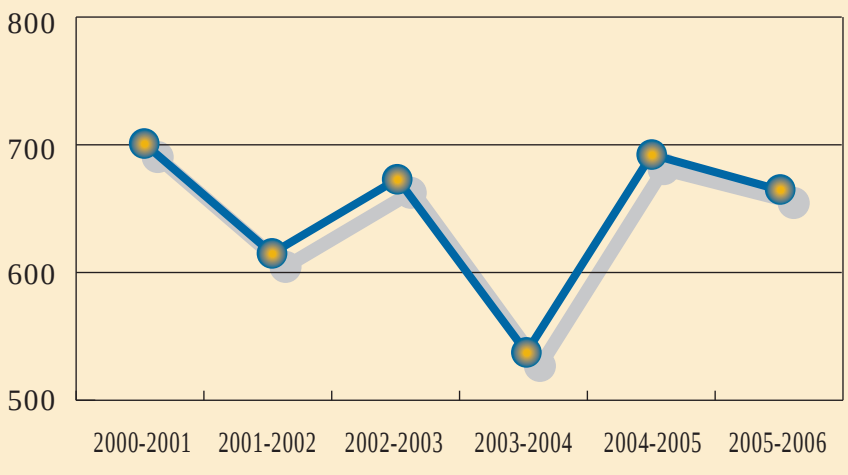
Propositions de révision de la Constitution adoptées en second vote constitutionnel

1) 17.05.2006 **4285** Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution
Dépôt: Monsieur Lucien Weiler, le 05.03.1997
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Loi du 1er juin 2006. Mémorial A, N°100, p.1826

2) 17.05.2006 **4939** Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution
Dépôt: Monsieur Paul-Henri Meyers, le 17.04.2002
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Loi du 1er juin 2006. Mémorial A, N°100, p.1826

3) 21.06.2006 **3923B** Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution
Dépôt: Monsieur Georges Margue, le 19.04.1994
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Questions parlementaires



Autres évacuations

1) 06.04.2006 **5542** Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2004
Rapporteur: Monsieur John Castegnaro
Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

Motions adoptées

1) 01.02.2006 Motion de M. Lucien Clement relative à la réalisation du Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg

2) 04.05.2006 Motion de M. Félix Braz relative au trafic cycliste

Résolutions adoptées

1) 15.11.2005 Résolution de M. Charles Goerens sur l'Iran

2) 20.12.2005 Résolution de M. Marco Schank relative à la politique de l'Iran

3) 14.03.2006 Résolution de M. Robert Mehlen relative au camp de Guantanamo

4) 06.04.2006 Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes concernant les comptes de l'exercice 2004 de la Cour des comptes

Heures d'actualité

1) 15.11.2005 Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la réforme de la psychiatrie

2) 15.11.2005 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur la politique du logement

3) 29.11.2005 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet de la Bibliothèque nationale

4) 22.12.2005 Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto

5) 31.01.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la situation des mineurs ainsi que du trafic de drogues au sein du Centre pénitentiaire de Schrassig

6) 31.01.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet de la perquisition récente chez RTL et le respect de la liberté de la presse

7) 14.02.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative au dialogue des cultures

8) 14.03.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la situation financière des communes et plus particulièrement sur le décompte du Fonds communal de dotation financière

9) 16.05.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng relative au "1er Plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO2" du Ministère de l'Environnement

10) 23.05.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des critères de promotion appliqués dans le cadre de l'enseignement secondaire et secondaire technique

11) 27.06.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes de la prostitution au Luxembourg

12) 27.06.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel

Débats de consultation

1) 21.12.2005 Débat de consultation au sujet des négociations au sein des réunions de la Tripartite ferroviaire

2) 06.04.2006 Débat de consultation sur l'extension du réseau ferré léger dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général

3) 18.05.2006 Débat de consultation sur la mise en oeuvre de l'IVL (Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept für Luxemburg)

Débats d'orientation

1) 16.11.2005 Débat d'orientation sur la Stratégie de Lisbonne

2) 20.06.2006 Débat d'orientation sur l'Université et sur la politique d'innovation et de recherche au Luxembourg

Débats

1) 13.10.2005 Débat au sujet de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, sur les priorités politiques du Gouvernement

2) 30.11.2005 Débat sur la déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

3) 31.01.2006 Débat au sujet de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker,

Premier Ministre, Ministre d'Etat relative à l'OPA de Mittal Steel sur ARCELOR

4) 16.03.2006 Débat au sujet de la déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

5) 03.05.2006 Débat sur la déclaration de politique générale sur l'état de la Nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat

6) 27.06.2006 Débat sur la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, au nom du Gouvernement, au sujet du projet de fusion entre Arcelor et Mittal Steel

Interpellations vidées

1) 02.02.2006 Interpellation de M. Félix Braz au sujet de la politique nationale pour la promotion du trafic cycliste

2) 04.04.2006 Interpellation de M. Emile Calmes sur la gestion de l'eau

3) 16.05.2006 Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet de la politique agricole

4) 28.06.2006 Interpellation de M. Niki Bettendorf au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg

5) 29.06.2006 Interpellation de M. Marco Schank sur le tourisme

Déclarations

1) 12.10.2005 Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, sur les priorités politiques du Gouvernement

2) 16.11.2005 Déclaration au sujet du projet de plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes», présentée par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, et Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

3) 29.11.2005 Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

4) 31.01.2006 Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat relative à l'OPA de Mittal Steel sur ARCELOR

5) 15.03.2006 Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

6) 02.05.2006 Déclaration de politique générale sur l'état de la Nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat

7) 27.06.2006 Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, au nom du Gouvernement, au sujet du projet de fusion entre Arcelor et Mittal Steel

Questions avec débat

1) N° 0004 Jacques-Yves Henckes (19.12.2005) au Ministre du Travail et de l'Emploi (02.02.2006) Droits de représentation active et passive des salariés engagés en qualité d'employés privés dans le secteur public

2) N° 0005 Fernand Diederich (30.01.2006) au Ministre de la Famille et de l'Intégration (14.02.2006) Bilan de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement

3) N° 0006 Henri Kox (02.05.2006) Libéralisation des services (Retirée par la Conférence des Présidents le 15.06.2006)

4) N° 0007 Roland Schreiner (31.05.2006) au Ministre des Transports (21.06.2006) Suivi de l'accord de la tripartite ferroviaire de 2005

5) N° 0008 Patrick Santer (13.06.2006) au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration (29.06.2006) Négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne

Divers

1) 11.10.2005 Assermentation de Mme Sylvie Andrich-Duval

2) 15.11.2005 Présentation d'une liste de 3 candidats pour le poste de Conseiller à la Cour des comptes et renouvellement des mandats du Président, du Vice-Président et d'un conseiller de la Cour des comptes

3) 01.02.2006 Renouvellement de la nomination du commissaire aux comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement

4) 14.03.2006 Etablissement d'une liste de trois candidats pour un poste de conseiller d'Etat

5) 06.04.2006 Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2004

Séances publiques – Heures de séances

Session ordinaire 1977-1978:
328,40 hrs (82 séances)

Session ordinaire 1978-1979:
423,35 hrs (85 séances)

1ère session extraordinaire 1979:
2,35 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1979:
16,20 hrs (3 séances)

Session ordinaire 1979-1980:
335,50 hrs (72 séances)

Session ordinaire 1980-1981:
346,45 hrs (73 séances)

Session ordinaire 1981-1982:
332,50 hrs (73 séances)

Session ordinaire 1982-1983:
379,05 hrs (91 séances)

Session ordinaire 1983-1984:
311,35 hrs (71 séances)

1ères session extraordinaire 1984:
2 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1984
21,20 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1984-1985:
306,40 hrs (77 séances)

Session ordinaire 1985-1986:
349,20 hrs (87 séances)

Session ordinaire 1986-1987:
309,55 hrs (84 séances)

Session ordinaire 1987-1988:
341,30 hrs (82 séances)

Session ordinaire 1988-1989:
318,45 hrs (91 séances)

Session extraordinaire 1989:
27 hrs (7 séances)

Session ordinaire 1989-1990:
260 hrs (70 séances)

Session ordinaire 1990-1991:
335,45hrs (82 séances)

Session ordinaire 1991-1992:
344,05 hrs (88 séances)

Session ordinaire 1992-1993:
300,15 hrs (88 séances)

Session ordinaire 1993-1994:
231,15 hrs (61 séances)

Session extraordinaire 1994:
19,55 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1994-1995:
211 hrs (64 séances)

Session ordinaire 1995-1996:
204,25 hrs (60 séances)

Session ordinaire 1996-1997:
240,35 hrs (61 séances)

Session ordinaire 1997-1998
221,40 hrs (63 séances)

Session ordinaire 1998-1999
195,20 hrs (58 séances)

1ère session extraordinaire 1999
1,35 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1999
11 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1999-2000
169,35 hrs (49 séances)

Session ordinaire 2000-2001
240,10 hrs (72 séances)

Session ordinaire 2001-2002
232,55 hrs (66 séances)

Session ordinaire 2002-2003
263,40 hrs (75 séances)

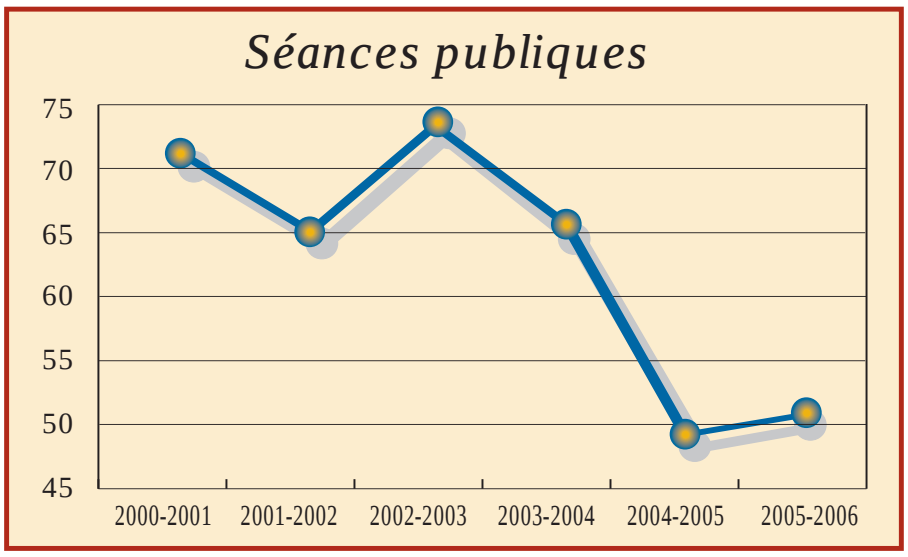
Session ordinaire 2003-2004
255,00 hrs (67 séances)

1ère session extraordinaire 2004:
57 min. (1 séance)

2e session extraordinaire 2004:
6,48 hrs (4 séances)

Session ordinaire 2004-2005:
153,58 hrs (49 séances)

Session ordinaire 2005-2006:
162,57 hrs (51 séances)



Chambre des Députés Rapport d'activité de la session parlementaire 2005-2006

Supplément commun aux quotidiens: d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek.
Contenu rédactionnel: Services du Greffe de la Chambre des Députés. ***Photos:*** Chambre des Députés, Alain Rischard, Isabelle Finzi, Fabrizio Pizzolante, Martine May, Paulo Lobo, Nathalie Flenghi, Christian Simon. ***Conception et mise en page:*** Polygraphic Communication, Differdange. ***Concept et coordination générale:*** BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

La Salle des Séances – Session 2006-2007

Gouvernement


Angel
Marc


Diederich
Fernand


Castegnaro
John


Dall'Agnol
Claudia


Negri
Roger


Schreiner
Roland


Spautz
Vera


Bettel
Xavier


Grethen
Henri


Krieps
Alexandre


Helminger
Paul


Calmes
Emile


Henckes
Jacques-Yves


Jaerling
Aly

Indépendant


Scheuer
Jos


Schneider
Romain


Err
Lydie


Fayot Ben
Président du groupe parlementaire


Bodry
Alex


Mutsch
Lydia


Klein
Jean-Pierre


Wagner
Carlo


Meisch
Claude


Goerens Charles
Président du groupe parlementaire


Brasseur
Anne


Flesch
Colette


Koepp
Jean-Pierre


Gibéryen
Gast


Mehlen
Robert

CSV

LSAP

DP
Demokratesch Partei

DÉI GRÉNG

adr
Alternativ Demokratesch Reformpartei


Sunnen
Fred


Glesener
Marcel


Meyers
Paul-Henri


Schank
Marco


Haupert
Norbert


Wolter Michel
Président du groupe parlementaire


Clement
Lucien


Santer
Patrick


Mosar
Laurent


Frank
Marie-Josée


Spautz
Marc

Arendt
Nancy

Bausch François
Président du groupe parlementaire

Loschetter
Viviane

Huss
Jean

Schaaf
Jean-Paul

Hetto-Gaasch
Françoise

Maroldt
François

Thiel
Lucien

Sauber
Marcel

Andrich-Duval
Sylvie

Gantenbein-Koullen
Marie-Thérèse

Kaes
Ali

Stein-Mergen
Martine

Oberweis
Marcel

Doerner
Christine

Braz
Felix

Adam
Claude

Kox
Henri

Gira
Camille

Orateur

Présidence

CSV

Reiter Benoît
Secrétaire Général adjoint

Weiler Lucien
Président

Frieseisen Claude
Secrétaire Général

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°1
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

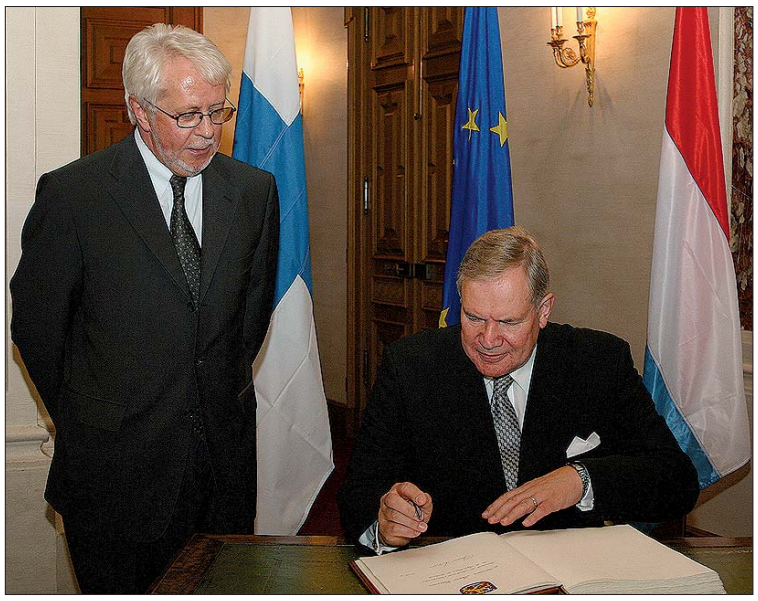
1re séance, mardi 10 octobre 2006
2e séance, mercredi 11 octobre 2006
3e séance, jeudi 12 octobre 2006

Septembre «finlandais» à la Chambre des Députés

Au programme: une exposition, des visites finlandaises et une conférence

La Finlande préside actuellement l'Union européenne et célèbre en même temps le centenaire de la réforme parlementaire de 1906-1907 qui a jeté les bases de la démocratie en Finlande. Ainsi, une exposition «Droit de vote - Foi dans la loi. Cent ans de démocratie finlandaise» était accessible au public, du 2 au 23 septembre, au rez-de-chaussée de la Chambre des Députés. L'inauguration s'est faite le 1er septembre, en présence du Président du Parlement finlandais, Paavo Lipponen, en visite officielle à Luxembourg.

Le 7 septembre, une délégation composée de membres de la Commission des Finances du Parlement finlandais a rencontré les membres de la Commission des Finances et de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes de la Chambre des Députés. Le 15 septembre, une conférence «Droit de vote des femmes = égalité des chances? Les exemples de la Finlande et du Luxembourg» a eu lieu dans la salle plénière de la Chambre.



M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, et M. Paavo Lipponen, Président du Parlement de la République de Finlande

L'exposition «Droit de vote - Foi dans la loi. Cent ans de démocratie finlandaise»

"The slogan chosen for the Eduskunta's centenary, 'The right to vote - Trust in law?, reminds us of democracy and the tradition of the rule of law, values that feature centrally in the definition of Europeanness." C'est avec ces mots que le Président Lipponen a ouvert l'exposition qui retrace la genèse de la démocratie en Finlande. Un moment clé a été l'année 1906 où la réforme parlementaire a jeté les bases de la démocratie finlandaise. La Finlande est devenue indépendante en décembre 1917 et la mise en place de la République parlementaire a été menée à bien de 1917 à 1919. Le gouvernement fut subordonné à la confiance du Parlement et il fut contraint par décret de répondre de ses actes devant la Chambre.

En Finlande, on estime que la loi engage les citoyens comme ceux qui exercent le pouvoir. L'idée scandinave d'autonomie locale et le principe de l'État de droit ont présidé à la création du système démocratique finlandais et d'une société éprise d'égalité.

Au cours de ses cent ans d'existence, le Parlement finlandais a édifié une société qui s'articule autour des valeurs d'égalité des citoyens, de justice et de bien-être général.

Les entretiens politiques du Président Lipponen en marge de cette inauguration étaient placés sous le signe de la Présidence finlandaise du Conseil de l'UE dont les trois priorités sont la directive relative au temps de travail, le système des brevets en Europe et l'Institut européen de Technologie.

Dans le chapitre des relations extérieures, la Présidence finlandaise tentera de faire bénéficier l'Europe de ses relations privilégiées avec son voisin, la Russie. Elle travaillera par ailleurs sur une solution à la crise provoquée par le rejet - en France et aux Pays-Bas - du projet de Traité constitutionnel. Le Président de l'Eduskunta rejette personnellement l'idée de renégocier le texte proposé: *«Je suis persuadé que nous aurons résolu le problème en 2009 sans avoir touché au contenu du Traité»*, a-t-il dit au cours d'une entrevue avec des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes. Avant cet échange de vues, M. Lipponen avait rencontré en tête a tête son homologue luxembourgeois, M. Lucien Weiler.



Les membres des délégations parlementaires finlandaise et luxembourgeoise

La visite des membres de la Commission des Finances du Parlement finlandais

La transparence étant un des mots d'ordre de la Présidence finlandaise de l'Union européenne, les membres de la délégation finlandaise ont relevé que toutes les dépenses faites par le Parlement finlandais, toutes les dépenses des députés finlandais sont publiques. Lors de leurs entretiens avec les membres de la Commission des Finances et du Budget, ainsi que ceux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes, les députés finlandais se sont particulièrement intéressés au mode de fonctionnement de cette dernière. Il est effectivement prévu qu'à l'issue des élections législatives de 2007, le Parlement finlandais se dote d'une commission similaire.

En ce qui concerne l'Union européenne, autre sujet des entretiens, M. Markku Koski, Président de la Commission des Finances du Parlement de Finlande, a estimé qu'il faudrait arrêter des lignes directrices sur le partage des tâches entre, d'une part, les institutions communautaires et, d'autre part, les autorités nationales. M. Charles Goerens a souhaité que les États membres de l'Union européenne qui n'ont pas encore signé le Traité constitutionnel le fassent dans les meilleurs délais.

La Finlande a prévu de ratifier le Traité constitutionnel encore cette année-ci, le Luxembourg l'a ratifié le 25 octobre 2005, faisant suite au référendum du 10 juillet 2005.

La conférence «Droit de vote des femmes = égalité des chances? Les exemples de la Finlande et du Luxembourg»

L'histoire du droit de vote des femmes et l'évolution des droits des femmes ont été retracées par les trois conférencières: Mme Liisa Jaakonsaari, présidente de la Commission des Affaires étrangères du Parlement finlandais, Mme Astrid Lulling, députée au Parlement européen et deuxième femme à avoir été élue à la Chambre des Députés, et Mme Renée Wagener, chercheuse, formatrice, journaliste indépendante dans le domaine politique et social et ancienne députée.

La Finlande a été le premier pays où les femmes ont pu user du droit de vote actif et passif. Au Luxembourg, le suffrage universel, avec droit de vote actif et passif, a été directement attribué aussi bien aux hommes qu'aux femmes: c'était le cas en 1919.

(Suite page 2)



Participantes à la conférence sur le droit de vote des femmes



(de gauche à droite) Mme Renée Wagener, chercheuse, M. Jos Scheuer, vice-président de la Chambre des Députés, Mme Liisa Jaakonsaari, présidente de la Commission des Affaires étrangères du Parlement finlandais, S.E. Mme Tarja Laitiainen, ambassadrice de Finlande à Luxembourg, Mme Astrid Lulling, députée européenne

DANS CE NUMÉRO

Composition des commissions parlementaires et des assemblées internationales

Heures d'actualité sur
- l'Administration de l'Emploi (p. 2),
- la violence à l'égard des femmes (p. 11),
- l'interdiction des bombes à sous-munitions (p. 27),
- l'obésité des enfants (p. 15) et
- la viande avariée (p. 6)

Interpellation sur l'évolution future du secteur des médias audiovisuels (p. 19)

Septembre «finlandais» à la Chambre des Députés

(Suite de la page 1)

La conférence était également l'occasion de retracer quelques principes de base actuels et de présenter des extraits d'analyses faites par différents auteurs.

La situation des femmes au Grand-Duché de Luxembourg

La **Constitution** consacre expressément l'égalité des droits des hommes et des femmes dans le nouveau paragraphe 2 de l'article 11, adopté le 16 mars 2006: *«Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs. L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»*

L'adoption de ce texte constitue un pas important vers l'égalité de droit et de fait entre les hommes et les femmes. Son deuxième alinéa permet d'instaurer des mesures appropriées par une loi ordinaire. De cette manière, les discriminations peuvent être éliminées par des actions positives.

Jadis, la Constitution stipulait uniquement que les Luxembourgeois sont égaux devant la loi. Les précisions que le législateur a ajoutées en 2006 sont beaucoup plus claires du point de vue de l'égalité des chances. Elles sont une étape importante pour la transposition de ce principe dans la vie quotidienne.

Le système électoral luxembourgeois décourage la représentation politique des femmes: c'est un des constats de *l'étude des chercheurs de l'Université du Luxembourg sur les élections législatives et européennes de 2004 au Grand-Duché de Luxembourg.*

Les multiples possibilités offertes à l'électeur en termes de vote préférentiel seraient un obstacle à la représentation politique des femmes ainsi que des candidats et candidates d'origine étrangère. Ces catégories sociales seraient par exemple pénalisées à cause des difficultés de s'investir dans des associations ou dans la vie publique en général *«lorsque d'autres occupations, liées à l'image de la famille traditionnelle, réduisent le temps disponible à l'acquisition de ce type de capital social»*.

C'est ainsi que l'on constate un lien évident entre la notabilité des candidates et le nombre de voix qui leur est attribué. Les partis qui, en 2004, ont présenté le plus de femmes sur leurs listes, sont des formations assez récentes et disposant jusque-là d'assez peu de mandats électifs (les Verts et la Gauche). Cet état des choses, notent encore les chercheurs, a naturellement fait chuter la moyenne de votes obtenus par les femmes candidates.

La Commission de l'Égalité des chances et de la Promotion féminine de 2002 a regretté qu'aucune mesure spécifique visant à favoriser la participation politique des femmes n'ait été prise lors des modifications de la loi électorale. Les auteurs de l'Université du Luxembourg notent à cet égard que les partis politiques, aussi bien ceux de la majorité que ceux de l'opposition, étaient fortement divisés idéologiquement sur la question.

La représentation politique des femmes

La première femme à être élue à la Chambre des Députés a été Marguerite Thomas-Clement. Cependant, le droit de vote des femmes n'entraînait pas de résultats immédiats et tangibles au niveau de la politique luxembourgeoise: c'est le constat de Mme Renée Wagener, dans *«Wie eine frühreife Frucht. Zur Geschichte des Frauenwahlrechts»*. Bien que la seule femme élue s'engageât pour les intérêts féminins, elle n'était cependant pas capable d'influencer à elle seule la politique au Parlement.

Dans les années 20, diverses initiatives visant à améliorer la situation des femmes ont été prises: en 1925, la Chambre des Députés a adopté une loi sur le constat de la paternité hors mariage; en 1928, un vote des députés concernait une proposition visant à permettre aux femmes de se présenter en témoin aux actes notariels et civils. D'autres revendications, telle que celle du droit de la femme mariée de disposer librement de son revenu, n'ont cependant pas abouti.

Jusqu'en 1931, Mme Thomas-Clement restait la seule femme à la Chambre des Députés. Elle changea du camp social-démocrate au camp des libéraux de gauche. En 1931 elle ne fut pas réélue, à cause de phénomènes de décomposition au sein de son courant politique. Depuis lors, et jusqu'en 1965, il n'y avait plus aucune femme au Parlement luxembourgeois.

(d'après *«Wie eine frühreife Frucht. Zur Geschichte des Frauenwahlrechts»* de Renée Wagener)

Aujourd'hui, 14 des 60 député(e)s luxembourgeois(es) sont des femmes, ce qui équivaut à une part de 23%. Au niveau du Parlement européen, la représentation des femmes est mieux assurée: 3 des 6 députés européens sont des femmes.

À la Chambre des Députés, les questions concernant l'égalité des chances des hommes et des femmes et la non-discrimination sur base du sexe sont traitées au sein de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse.

On pourrait encore relever que 36 des 65 employés et fonctionnaires de la Chambre des Députés sont des femmes.

Le Conseil d'État a vu sa part de femmes augmenter depuis peu:

Si, pendant de longues années, il n'y avait qu'une seule femme parmi ses 21 membres, elles sont aujourd'hui au nombre de quatre.

Au Gouvernement, 20% respectivement 3 des 15 ministres sont des femmes.

Des données clés sur la Finlande ont été fournies aux visiteurs

Population: 5.258.500 (février 2006)

Langues officielles: finnois 92% et suédois 5,5%, petites minorités same, russe et rome

Religions: évangélique luthérienne 83,8%, orthodoxe 1,1%, autres 1,1%, sans confession 14,0% (2004)

Situation: Europe du Nord, la frontière terrestre avec la Russie (1.269 km) prolonge la frontière orientale de l'Union européenne

Superficie: 338.000 km², dont 10% couverts d'eau et 69% de forêts

Climat: Froid tempéré; potentiellement subarctique, mais comparativement radouci par l'influence modératrice du Courant de l'Atlantique Nord, de la mer Baltique et de la présence de plus de 180.000 lacs.

Capitale: Helsinki, la capitale la plus septentrionale d'Europe

Régime politique: République, système pluripartite, gouvernements de coalition

Indépendance: 6 décembre 1917 (fin de la domination russe)

Droit de vote: à l'âge de 18 ans, suffrage universel

Monnaie: Euro (EUR)

PNB per capita en parité de pouvoir d'achat: 28.646 euros (2004)

Imposition: 44,3% du PIB provient de l'impôt sur le revenu (2004, OECD)

Inflation: indice des prix à la consommation 0,8% (janvier 2006)

Taux de chômage: 8,7% (janvier 2006)

Inauguration de l'îlot Richard et Printz le 9 octobre 2006

L'îlot Richard et Printz, au numéro 23 de la rue du Marché-aux-Herbes, est situé à côté de la Chambre des Députés. Il regroupe désormais la majeure partie du personnel de l'administration de la Chambre des Députés, 50 personnes, sous un seul toit. Le rassemblement de neuf services jusque-là logés aux numéros 4, 6 et 9 de la rue du Saint-Esprit a naturellement raccourci les voies de communication et simplifié le travail de toute l'administration.

Les Députés retrouvent de nouvelles salles de commission mieux adaptées à leurs besoins, puisqu'en partie équipées de caméras et de cabines pour interprètes. Une passerelle facilite le passage de l'Hôtel de la Chambre des Députés à la maison Richard-Printz, notamment lors des séances publiques.

«Un chantier extrêmement complexe et difficile est achevé et la symbiose entre l'ancien et le moderne est réussie.» Telles furent les paroles du Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, lors de l'inauguration, en présence de nombreux invités, dans le hall d'entrée du nouveau bâtiment.



(de gauche à droite) M. Charles Goerens, M. le Ministre des Travaux publics Claude Wiseler, M. Ben Fayot, M. Claude Frieseisen et M. Lucien Weiler lors de l'inauguration de l'îlot Richard et Printz

Le 9 octobre a été l'aboutissement d'un long parcours: en effet, depuis des décennies, l'idée de construire une nouvelle Chambre des Députés refit toujours surface. Un acte plus concret fut en 1980 le vote par les Députés d'une loi autorisant le Gouvernement à construire une nouvelle Chambre au plateau du Saint-Esprit, un projet qui à l'époque n'aboutit pas; ceci essentiellement pour des raisons budgétaires.

Avec l'acquisition par l'État en 1988 de la maison Printz - la maison Richard lui appartenant déjà depuis 1958 - de nouveaux projets virent le jour, et notamment la rénovation des immeubles Richard et Printz, comprenant l'aménagement en leur enceinte d'une nouvelle salle plénière. Un projet de loi restait cependant sans suites. Quand en 1997 la loi sur la rénovation de l'actuelle salle plénière fut votée, cela impliquait que les bâtiments Richard et Printz seraient entièrement destinés à l'administration.

Suite à l'adoption en 1998 de la loi sur la restauration et transformation des maisons Richard et Printz, les travaux de préparation du chantier commencèrent en février 2000. Des fouilles archéologiques étaient encore menées jusqu'en avril 2001 et les travaux de gros œuvre furent entamés en mai 2001. Le chantier présentait diverses particularités et contraintes: d'une part il fallait observer des règles de protection du patrimoine architectural dans une partie de la ville classée patrimoine mondial par l'UNESCO; d'autre part la situation en plein centre-ville rendait le stockage de matériaux presque impossible. En outre la construction d'une passerelle reliant les bâtiments Richard et Printz à l'Hôtel de la Chambre des Députés constituait, du point de vue technique aussi bien qu'esthétique, un défi de taille.



La clôture du chantier date de juillet 2006 et le personnel travaille depuis début août dans les nouveaux locaux.

Les services transférés dans les bâtiments Richard et Printz sont le Cabinet du Président, le Secrétariat général, le Secrétariat des Séances plénières, le Service des Relations internationales, celui des Commissions, des Ressources humaines, de la Gestion des Connaissances, ainsi que le Service Informatique, le Service Logistique et Technique et le Service Achats, Gestion des Biens, et Bâtiments et Sécurité. Seuls la Comptabilité, le Service du Compte rendu et le Service des Relations publiques ne se trouvent pas à la nouvelle adresse, mais dans un immeuble directement voisin, à savoir le numéro 18 de la rue de l'Eau.

Départ de M. Niki Bettendorf et prestation de serment de M. Alexandre Krieps

La session 2006-2007 a commencé sans M. Niki Bettendorf qui a choisi de prendre sa retraite à quelques semaines de son 70e anniversaire. Le Député du DP siégeait à la Chambre des Députés - sans interruption - depuis 1990 et s'y occupait plus particulièrement des politiques sociale et sanitaire. Depuis 1999 et jusqu'à sa démission le 9 octobre 2006 il occupait par ailleurs le poste de Vice-Président du Parlement luxembourgeois.



M. Niki Bettendorf

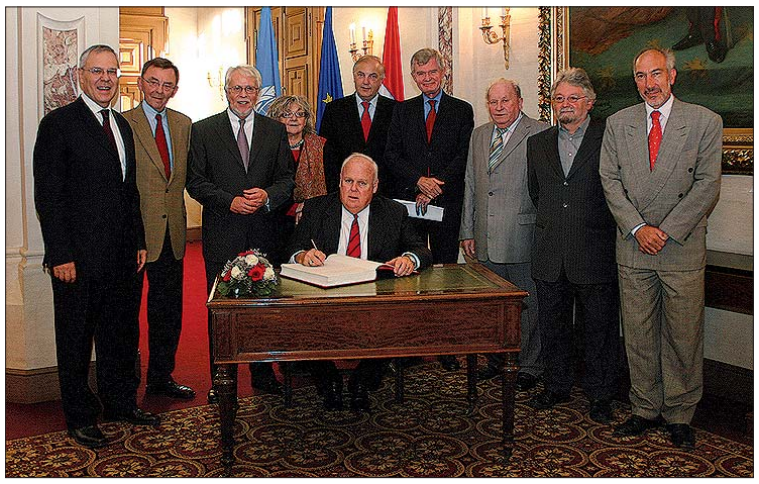


M. Alexandre Krieps

Le siège vacant de l'ancien bourgmestre de la commune de Bertrange revient à M. Alexandre Krieps, qui a déjà été membre de la Chambre des Députés pendant la législature précédente de 1999 à 2004. M. Krieps a prêté serment au tout début de la session 2006-2007 devant le Président de la Chambre des Députés en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

«We have no better friend!»

«Je suis venu au Luxembourg pour remercier les autorités et les citoyens de leur énorme soutien et de leur générosité extraordinaire.» C'est en ces termes élogieux que le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM) s'est adressé au Président de la Chambre des Députés et aux membres la Commission des Affaires étrangères (qui est également en charge de la politique de coopération au développement), avant de conclure: «Nous n'avons pas de meilleur ami dans le monde que le Luxembourg!»



James T. Morris était en visite au Grand-Duché le 9 octobre 2006. Avant de rencontrer la délégation parlementaire il s'était vu assurer une nouvelle augmentation de la contribution luxembourgeoise au PAM par le Ministre de la Coopération Jean-Louis Schiltz, portant le montant global des engagements de notre pays à 9 millions d'euros.

En tant que directeur du PAM, M. Morris se trouve à la tête du plus grand organisme d'aide humanitaire au monde. L'année dernière le PAM a nourri 104 millions de personnes dans 81 pays différents grâce à des contributions totalisant 2,6 milliards de dollars en 2003. Le PAM vient en aide aux personnes affamées qui ne sont pas en mesure de s'en sortir seules, à savoir les victimes de guerres ou de catastrophes naturelles, les familles frappées par le VIH/SIDA et les orphelins dont les parents ont été emportés par l'épidémie ainsi que les écoliers des communautés pauvres.

À l'écoute de…

…Handicap International



Quelques instants avant l'heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'interdiction des bombes à sous-munitions (BASM), des responsables de Handicap International Luxembourg ont remis 605 courriers de «mobilisation citoyenne» au Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. Ces courriers revendiquent l'initiation d'une loi interdisant les BASM. Le Président a apporté son soutien inconditionnel à la noble cause de Handicap International.

…Groupement des Sylviculteurs

Lors d'une récente entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, des représentants du Groupement des Sylviculteurs ont attiré l'attention du Parlement sur la politique d'achat public du bois. Le souhait du Groupement des Sylviculteurs est que les décideurs politiques intègrent dans leurs politiques d'achat l'exigence d'une utilisation de bois issus de forêts gérées durablement. Le Groupement a proposé un projet pour une telle politique et défini certains critères pour un bois «légal» et «durable».



ICT, Broadband & TSF



M. Lucien Thiel et Mme Viviane Reding

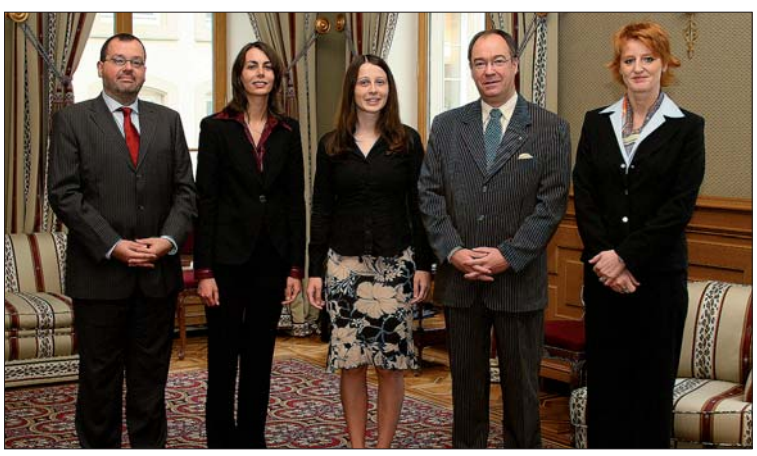
70 euros - voilà le montant investi par tête d'habitant dans les technologies de l'information et de la communication (ICT) au sein de l'Union européenne. Aux États-Unis cet investissement s'élève à 210 euros par citoyen. Un chiffre parmi d'autres qui illustre le retard accusé par l'Europe dans l'un des domaines clés de l'économie mondiale globalisée.

Devant les membres de la Commission des Média et des Communications de la Chambre des Députés, Madame Viviane Reding, Commissaire européenne chargée de la société de l'information et des médias, a développé en date du 22 septembre 2006 les orientations de son action pour combler ce retard. Une action qui se situe dans le cadre de la stratégie de Lisbonne: alors qu'aux États-Unis les ITC contribuent à raison de 60% à la productivité de l'économie, leur contribution à la productivité de l'économie ne dépasse pas les 40% en Union européenne.

D'autres sujets abordés au cours de l'entrevue étaient l'accès des Européens aux réseaux à larges bandes* et la nouvelle proposition de directive Télévision sans frontières qui est sur le point d'être finalisée dans le cabinet de la Commissaire luxembourgeoise. Contrairement à son prédécesseur, cette nouvelle directive sera axée sur une réglementation des contenus plutôt que des plateformes de diffusion.

* Au Luxembourg, 14% des résidents ont accès à ce type de réseau, contre 29% au Danemark et au Pays-Bas. La moyenne européenne se situe à 13%.

Assermentation de deux fonctionnaires de la Chambre des Députés



(de gauche à droite) M. Benoît Reiter, Mme Maria Mathieu, Mme Véronique La Terza, M. Claude Frieseisen, Mme Sonja Benassutti

C'est en jurant *«fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État»* et en promettant de *«remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité»* que - conformément à l'article 5 du statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés - deux nouveaux fonctionnaires du Greffe ont été assermentés le 29 septembre 2006 par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen.

L'assermentation de Mmes Véronique La Terza et Maria Mathieu, nommées aux fonctions de rédacteurs, a eu lieu en présence du Secrétaire général adjoint M. Benoît Reiter et de Mme Sonja Benassutti, chargée des Ressources humaines.

➤ De Parlamentspresident ënnerstëtzt den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK):

„En oppent Ouer fir d'Suerge vun de Kanner"



D'Madame Marie Anne Rodesch-Hengesch an den Här Lucien Weiler

„Och an Zäite vu Spuermesuren an ugespaante Statsfinanzen däerf net op deene falsche Plaze gespuert ginn. Kanner hu keng eege Lobby. D'Intérêtë vun eise Klengsten ze verteidege muss eng vun de Prioritéite bleiwen." Mat dëse Wierder huet de Chamberpresident Lucien Weiler sech no enger Entrevue mat der Presidentin vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand Marie Anne Rodesch-Hengesch un d'Press adresséiert.

D'Vertriederin vum ORK hat de Chamberpresident virdrun iwwert d'Evolutioun vun hirer Aarbecht, hiren Aktivitéite gradesou wéi iwwert d'Suergen an d'Problemer vum Ombuds-Comité informéiert. De Lucien Weiler huet virun der Press op déi formidabel Aarbecht vum Comité higewisen an de Membere Merci gesot fir hiren Engagement. *„Fir datt den ORK och weider seng wäertvoll Aarbecht am Intérêt vun de Kanner effikass ka maachen, brauch hien déi néideg finanziell a personnel Moyenen."* An dësem Kontext huet de Lucien Weiler op d'Ënnerstëtzung vun der Familljeministesch Marie-Josée Jacobs higewisen.

Den ORK revendiquéiert ee Poste fir e Jurist, deen Avisen zu deene Gesetzesprojetë kéint schreiwen, déi d'Kanner concernéieren. Den Ombuds-Comité, deen zënter 2002 besteet, beschäftegt den Ament zwou Persounen: d'Presidentin an eng Sekretärin, déi aner Leit am Comité schaffe bénévole. Zënter senger Grënnung huet den Ombuds-Comité bal 500 Dossieren opgemaach.

Am Numm vun der ganzer Chamber huet de President dem Ombuds-Comité seng Ënnerstëtzung zougesot. De Lucien Weiler huet och en Appel un d'Regierung gemaach, fir dem Ombuds-Comité déi néideg Mëttel zur Verfügung ze stellen.

Den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand ass duerch d'Gesetz vum 25. Juli 2002 an d'Liewe geruff ginn. All Joer présentéiert den ORK e Rapport; deen nächste wäert dem Chamberpresident den 20. November virgeluecht ginn, op deem Dag, wou 1989 déi international Konventioun vun de Kannerrechter vun der Assemblée générale vun der UNO ugeholl ginn ass.

Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand: 2, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg.
Téléphone: 26 123 124
Fax: 26 123 125
Site Internet: www.ork.lu

➤ # «Le Parlement iranien veut renforcer ses relations avec l'Union européenne»

Voilà le message du Président du Comité des Relations extérieures de la Commission de la politique étrangère et de la Sécurité nationale du Parlement iranien, M. Mahmoud Mohammadi, récemment en visite de travail à la Chambre des Députés. Lors de son entrevue avec son interlocuteur à la Chambre, M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, le Parlementaire iranien a qualifié de très fructueux les échanges intervenus à l'occasion de ses récents entretiens avec l'Union européenne et le Parlement européen.

Il a également exprimé son souhait de renforcer les relations du Parlement iranien avec les parlements européens, dont notamment la Chambre des Députés. M. Fayot a soulevé divers problèmes comme le dossier nucléaire ou la politique étrangère de l'Iran, et surtout ses relations avec Israël.

«La reconnaissance de l'État d'Israël n'est pas à l'ordre du jour de la politique iranienne aussi longtemps que la résolution des Nations-Unies de 1947 exigeant la création de deux États – Israël et un État palestinien – n'est pas respectée.» C'est ainsi que M. Mahmoud Mohammadi a présenté la position de son pays, tout en ajoutant que cela ne signifierait cependant pas que l'Iran ait l'intention de détruire l'État d'Israël.

Il a ajouté, en ce qui concerne le dossier nucléaire, que le Parlement iranien serait en train de faire pression sur le Gouvernement du pays, pour que celui-ci trouve une réponse appropriée aux reproches adressés à son pays d'un manque de transparence en la matière. Il n'y aurait pas de différences de vues entre le Parlement et le Gouvernement iranien concernant l'utilisation civile du nucléaire.

En fin de réunion, M. Fayot a exprimé son souhait d'une amélioration des relations entre l'Iran et la communauté internationale, tout en soulignant que cela exigerait des efforts des deux côtés.



Réunion de travail de la délégation parlementaire iranienne avec M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre des Députés

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Grand anniversaire pour un acteur de la procédure législative: les 150 ans du Conseil d'État

Le Conseil d'État célèbre ces jours-ci ses 150 ans. À cette occasion, l'institution se présente au grand public avec notamment une exposition au Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg: «Le Conseil dans tous ses États». L'exposition est ouverte du mardi au dimanche, de 10 à 18 heures, le jeudi elle est prolongée jusqu'à 20 heures. Elle dure jusqu'au 21 janvier 2007.



On envisage d'augmenter le nombre de conseillers juristes au Conseil d'État

Fiche signalétique du Conseil d'État:

- Ses origines

Les origines du Conseil d'État remontent à la Constitution de 1856, qui fut octroyée au pays avec la seule signature du Roi Grand-Duc Guillaume III. Il s'agissait en fait d'un revirement réactionnaire après la Constitution libérale de 1848. Lors de ce coup d'État, le Roi Grand-Duc dissout la Chambre, qui avait refusé de céder des libertés fraîchement acquises, et mit en place le Conseil d'État, invoquant la nécessité de contrebalancer l'absence d'une deuxième Chambre. L'organisation de ce premier Conseil d'État fut réglée par voie d'ordonnance: ses onze membres furent nommés le 28 novembre 1857. En 1866, le nombre de ses conseillers fut augmenté à 15, et, en 1961, à 21.

- Sa composition actuelle

Le Conseil d'État est composé de 21 conseillers, dont onze au moins doivent être détenteurs d'un diplôme de docteur en droit ou titulaires d'un grade étranger d'enseignement supérieur en droit. Ce nombre ne comprend pas les membres de la Famille régnante qui peuvent faire partie du Conseil d'État.

Les conseillers doivent être Luxembourgeois, jouir des droits civils et politiques et être âgés d'au moins 31 ans accomplis. Le Grand-Duc héritier peut cependant être nommé au Conseil d'État dès que son titre lui a été conféré.

Lorsqu'un poste du Conseil d'État est vacant, le nouveau membre est soit nommé directement par le Grand-Duc (en pratique, sur proposition du Gouvernement), soit désigné à partir d'une liste de trois candidats établie par la Chambre des Députés, soit désigné à partir d'une telle liste établie par le Conseil d'État lui-même. Ces trois manières de procéder jouent en alternance - cependant, par dérogation à cette règle, les membres de la Famille grand-ducale sont nominés directement par le Grand-Duc.

Le mandat de conseiller prend fin après une période continue ou discontinue de quinze ans ou lorsque la personne intéressée a atteint l'âge de 72 ans.

Actuellement 13 des 21 membres du Conseil d'État sont des juristes. Les femmes sont au nombre de quatre. La présidence est assurée par M. Pierre Mores, les deux vice-présidents sont M. Jean-Pierre Sinner et M. Victor Rod. Les autres conseillers sont:

S.A.R. le Grand-Duc héritier, Alain Meyer, Nico Edon, Claude Hemmer, Georges Schroeder, Victor Gillen, Georges Pierret, Agnès Rausch, Kik Schneider, Paul Schmit, Françoise Thoma, Albert Hansen, Viviane Ecker, Albert Rodesch, Ady Jung, Romain Naty, René Kollwelter et Agnès Durdu.



Les sièges de S.A.R. le Grand-Duc héritier, du Président Pierre Mores, du Secrétaire général Marc Besch et du conseiller Georges Schroeder, représentés à l'exposition avec, au fond, les conseillers Agnès Rausch (1re à gauche) et Kik Schneider (2e de droite)

- Son rôle en matière législative

Le Conseil d'État émet des avis sur les projets et propositions de loi. Il lui est cependant impossible de bloquer complètement l'adoption d'un texte, il peut tout au plus la retarder. En effet, si le Conseil d'État émet une opposition formelle, la Chambre doit obligatoirement procéder à un second vote, qui ne peut avoir lieu qu'au moins trois mois après le premier vote. Théoriquement, chaque proposition et chaque projet de loi devrait subir deux votes, à un intervalle d'au moins trois mois; en pratique cependant, la Chambre des Députés demande le plus souvent une dispense du second vote constitutionnel au Conseil d'État.

«En principe, l'avis du Conseil d'État est demandé par le Gouvernement avant qu'un projet de loi ne soit présenté à la Chambre des Députés. Cet avis est donné par un rapport motivé, contenant des considérations générales, un examen du texte du projet et, le cas échéant, un contre-projet. En cas d'urgence, la Chambre peut être saisie d'un projet sans que le Conseil d'État ait été au préalable entendu en son avis. Néanmoins, dans ce cas l'avis du Conseil devra être communiqué à la Chambre avant le vote définitif. De son côté, le Président de la Chambre peut saisir le Conseil d'État directement d'amendements à des projets dont elle est saisie.

*Si la Chambre des Députés a déjà procédé au vote article par article d'un projet de loi et que tous les articles n'ont pas encore fait l'objet d'un avis du Conseil d'État, celui-ci doit émettre son avis dans un délai de trois mois au plus à partir de la date de la communication des dispositions au Conseil. Faute d'avis dans ce délai, la Chambre peut passer au vote sur l'ensemble de la loi.»**

Le Conseil d'État peut aussi se prononcer de sa propre initiative, sans qu'il soit saisi, pour formuler un avis (pouvoir sui generis). C'est ainsi qu'il peut appeler l'attention du Gouvernement sur l'opportunité de nouvelles lois ou de nouveaux règlements. Il peut soulever la nécessité de modifications à introduire dans les lois et règlements existants.

D'autre part, le Conseil d'État peut jouer le rôle de conseiller du Gouvernement: Le Premier ministre a le droit de provoquer des conférences entre le Gouvernement et le Conseil d'État sur des questions de législation et de haute administration. Ces conférences sont alors présidées par le Premier ministre.

- Ses attributions en matière réglementaire et administrative

«En principe, les projets de règlement pris pour l'exécution des lois et des traités ne peuvent être soumis au Grand-Duc qu'après que le Conseil d'État a été entendu en son avis.

*En cas d'urgence, à apprécier par le Grand-Duc, le Gouvernement peut cependant se dispenser de l'avis du Conseil. Tel n'est cependant pas le cas si la loi exige formellement l'avis du Conseil d'État. Finalement, le Gouvernement peut demander l'avis du Conseil d'État sur toutes questions de haute administration.»**

(* texte du site web du Conseil d'État: www.ce.État.lu)

Article 83bis de la Constitution (révision du 12 juillet 1996)

«Le Conseil d'État est appelé à donner son avis sur les projets et propositions de loi et les amendements qui pourraient y être proposés, ainsi que sur toutes autres questions qui lui seront déférées par le Gouvernement ou par les lois. Sur les articles votés par la Chambre conformément à l'article 65, il émet son avis dans le délai fixé par la loi.

L'organisation du Conseil d'État et la manière d'exercer ses attributions sont réglées par la loi.»

- Son évolution au fil des ans

À l'origine, le Conseil d'État n'avait pas de statut autonome. La Constitution de 1856 stipulait qu'«il y aura, à côté du Gouvernement, un conseil appelé à délibérer…».

Depuis la révision constitutionnelle de 1989, le Conseil d'État forme une institution indépendante, inscrite dans un chapitre à part.

Une réforme fondamentale s'est faite il y a dix ans: avec la révision constitutionnelle de 1996, le Conseil d'État a perdu son rôle de juridiction administrative. Cette mesure faisait suite à l'arrêt Procola de la Cour européenne des droits de l'Homme. En effet, le Comité du Contentieux du Conseil d'État fut critiqué pour son manque d'impartialité. La Cour constata qu'il y eut confusion, dans le chef de quatre conseillers d'État, de fonctions consultatives et de fonctions juridictionnelles. Le Conseil d'État était effectivement, à l'époque, en même temps juge et partie en ce qui concernait la législation administrative: il interprétait des textes à la rédaction desquels il avait collaboré. Le Conseil d'État étant obligé d'abandonner son rôle de juridiction administrative, un Tribunal et une Cour administrative virent le jour, de même qu'une Cour constitutionnelle. Le Conseil d'État n'avait plus qu'une fonction consultative.

Avec cette réforme constitutionnelle de 1996, la fonction consultative du Conseil d'État a même été renforcée et déterminée de façon plus explicite. Si, jusque-là, le Conseil d'État était désigné comme «gardien de la Constitution», il fut maintenant investi de la mission de contrôler, a priori, la conformité des projets de loi et de règlements à la Constitution, - en d'autres termes, de contrôler si les textes que lui soumettent le Gouvernement et le Parlement respectent la Constitution. En même temps, le contrôle a posteriori de ces textes, c'est-à-dire le contrôle des lois et règlements déjà adoptés, fut confié à la nouvelle Cour Constitutionnelle. Cette Cour ne peut être saisie que de façon préjudicielle, par n'importe quelle juridiction.

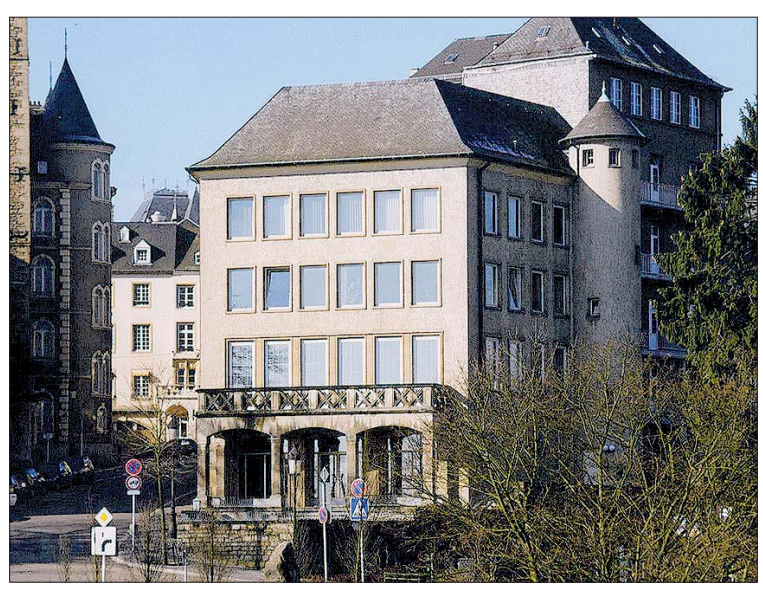
- Les enjeux actuels

Le Gouvernement, lors de se déclaration à la Chambre en 2004, a annoncé des mesures visant à améliorer les conditions dans lesquelles le Conseil d'État remplit ses missions.

C'est ainsi qu'il a présenté un projet de loi proposant d'augmenter le nombre des membres du Conseil d'État de 21 à 27, dont 17 au moins seraient détenteurs du diplôme de docteur en droit délivré par un jury luxembourgeois ou titulaires d'un grade étranger d'enseignement supérieur en droit. Ceci a été présenté comme un premier train de mesures. Il s'imposerait à cause d'une progression importante du volume des activités du Conseil d'État, depuis sa réforme en profondeur en 1996. Ainsi, l'exposé des motifs du projet de loi note qu'aussi bien le nombre de réunions des commissions que le nombre d'avis sur les projets et propositions de loi, sur les projets de règlement et sur les amendements se serait accru de façon significative.

À côté de l'aspect purement quantitatif, le Gouvernement a motivé sa proposition d'augmenter la proportion de juristes par la nécessité de mieux adapter la composition du Conseil d'État aux attributions qui seraient au cœur de ses missions, à savoir le contrôle de nature juridique des projets et propositions lui soumises et le contrôle de la constitutionnalité des projets et propositions de loi.

Les travaux se sont poursuivis à la Commission des Institutions et de la révision constitutionnelle de la Chambre des Députés. Au vu de l'annonce du Gouvernement que l'augmentation du nombre des conseillers ne constituerait qu'un premier train de mesure, la Commission parlementaire est d'avis qu'il serait fort opportun de connaître le cadre global des réformes envisagées, afin de mieux cerner les besoins en personnel du Conseil d'État. Avec ces informations supplémentaires, les travaux pourraient reprendre de plus belle.



Les locaux du Conseil d'État sis 5, rue Sigefroi à Luxembourg

Composition des Commissions réglementaires, permanentes et spéciales

(24.10.2006)

A. COMMISSIONS RÉGLEMENTAIRES

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

CSV Lucien Clement, Norbert Haupert, Laurent Mosar, Michel Wolter
LSAP Ben Fayot, John Castegnaro, Roger Negri
DP Colette Flesch, **Henri Grethen**
DÉI GRÉNG François Bausch
ADR Robert Mehlen

Commission des Pétitions

CSV Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Patrick Santer, Marco Schank
LSAP Fernand Diederich, Lydie Err, Vera Spautz
DP Xavier Bettel, Anne Brasseur
DÉI GRÉNG **Camille Gira**
ADR Jean-Pierre Koepp

Commission du Règlement

CSV Sylvie Andrich-Duval, Marcel Glesener, Patrick Santer, Michel Wolter
LSAP Marc Angel, Ben Fayot, Roland Schreiner
DP Xavier Bettel, Colette Flesch
ADR **Gast Gibéryen**
DÉI GRÉNG François Bausch

B. Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

CSV Nancy Arendt, Marcel Glesener, Norbert Haupert, Laurent Mosar
LSAP Marc Angel, Lydie Err, **Ben Fayot**
DP Xavier Bettel (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Charles Goerens, Paul Helminger (pour les volets Affaires étrangères et Affaires européennes)
DÉI GRÉNG François Bausch (remplaçants: Jean Huss pour le volet Coopération et Félix Braz pour le volet Immigration)
ADR Jacques-Yves Henckes (remplaçant: Jean-Pierre Koepp pour le volet Défense)

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

CSV Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, François Maroldt, **Marco Schank**, Fred Sunnen
LSAP Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein, Lydia Mutsch
DP Emile Calmes, Paul Helminger
DÉI GRÉNG Camille Gira
ADR Gast Gibéryen

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

CSV Lucien Clement, Marie-Josée Frank, **Marcel Oberweis**, Jean-Paul Schaaf
LSAP Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer, Romain Schneider
DP Charles Goerens, Carlo Wagner
DÉI GRÉNG Henri Kox
ADR Robert Mehlen

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

CSV Lucien Clement, **Norbert Haupert**, Françoise Hetto-Gaasch, Marcel Sauber
LSAP Claudia Dall'Agnol, Jos Scheuer, Vera Spautz
DP Emile Calmes, Henri Grethen
DÉI GRÉNG Henri Kox
ADR Jean-Pierre Koepp (remplaçant: Jacques-Yves Henckes pour le volet Logement)

Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

CSV Françoise Hetto-Gaasch, Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz
LSAP **Alex Bodry**, John Castegnaro, Jos Scheuer
DP Colette Flesch, Henri Grethen (remplaçante: Anne Brasseur pour le volet Sports)
DÉI GRÉNG Henri Kox (remplaçant: Jean Huss pour le volet Sports)
ADR Robert Mehlen (remplaçant: Jean-Pierre Koepp pour le volet Sports)

Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

CSV Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Françoise Hetto-Gaasch, François Maroldt, Fred Sunnen
LSAP John Castegnaro, Fernand Diederich, **Jos Scheuer**
DP Anne Brasseur, Claude Meisch
DÉI GRÉNG Claude Adam (remplaçante: Viviane Loschetter pour le volet Formation professionnelle)
ADR Jacques-Yves Henckes

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

CSV Marcel Oberweis, Martine Stein-Mergen, **Fred Sunnen**, Lucien Thiel
LSAP Claudia Dall'Agnol, Ben Fayot, Lydia Mutsch
DP Anne Brasseur, Colette Flesch
DÉI GRÉNG Claude Adam (remplaçant: Jean Huss pour le volet Recherche)
ADR Jacques-Yves Henckes (remplaçant: Robert Mehlen pour le volet Culture)

Commission de l'Environnement

CSV Marcel Oberweis, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Martine Stein-Mergen
LSAP Marc Angel, **Roger Negri**, Romain Schneider
DP Emile Calmes, Charles Goerens
ADR Robert Mehlen
DÉI GRÉNG Camille Gira

Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

CSV Nancy Arendt, Sylvie Andrich-Duval, **Marie-Josée Frank**, Jean-Paul Schaaf
LSAP Marc Angel (remplaçante: Lydie Err pour le volet Égalité des chances), Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich (remplaçante: Vera Spautz pour le volet Égalité des chances)
DP Xavier Bettel, Emile Calmes
DÉI GRÉNG Claude Adam (remplaçante: Viviane Loschetter pour le volet Égalité des chances)
Indépendant Aly Jaerling

Commission des Finances et du Budget

CSV Norbert Haupert, Lucien Thiel, **Laurent Mosar**, Michel Wolter
LSAP Ben Fayot, Lydia Mutsch, Roger Negri
DP Charles Goerens, Claude Meisch
DÉI GRÉNG François Bausch
ADR Gast Gibéryen (remplaçant: Jacques-Yves Henckes pour le volet Place financière)

Commission de la Fonction publique, de la Réforme administrative, des Media et des Communications

CSV François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Patrick Santer, **Lucien Thiel**
LSAP Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein, Roland Schreiner
DP Emile Calmes, Henri Grethen
DÉI GRÉNG Claude Adam (remplaçant: Félix Braz pour le volet Media et Communications)
ADR Gast Gibéryen

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

CSV Christine Doerner, **Paul-Henri Meyers**, Patrick Santer, Marcel Sauber
LSAP Alex Bodry, Lydie Err, Roger Negri
DP Colette Flesch, Paul Helminger
DÉI GRÉNG Félix Braz
ADR Jacques-Yves Henckes

Commission juridique

CSV Christine Doerner, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, **Patrick Santer**
LSAP Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein
DP Xavier Bettel, Colette Flesch
DÉI GRÉNG Félix Braz
ADR Jacques-Yves Henckes

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

CSV Nancy Arendt, Marie-Josée Frank, Paul-Henri Meyers, Martine Stein-Mergen
LSAP Claudia Dall'Agnol, **Lydia Mutsch**, Romain Schneider
DP Alexandre Krieps, Carlo Wagner
DÉI GRÉNG Jean Huss (remplaçant: Félix Braz pour le volet Sécurité sociale)
Indépendant Aly Jaerling

Commission des Transports

CSV Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Michel Wolter
LSAP Marc Angel, Roger Negri, **Roland Schreiner**
DP Henri Grethen, Paul Helminger
DÉI GRÉNG Félix Braz
ADR Jean-Pierre Koepp

Commission du Travail et de l'Emploi

CSV Lucien Clement, **Marcel Glesener**, Ali Kaes, Marc Spautz
LSAP John Castegnaro, Romain Schneider, Vera Spautz
DP Emile Calmes, Alexandre Krieps
DÉI GRÉNG Viviane Loschetter
Indépendant Aly Jaerling

Commission des Travaux publics

CSV Sylvie Andrich-Duval, **Lucien Clement**, Ali Kaes, Marcel Sauber,
LSAP Fernand Diederich, Jos Scheuer, Roland Schreiner
DP Anne Brasseur, Emile Calmes
DÉI GRÉNG Viviane Loschetter
ADR Robert Mehlen

C. Commissions spéciales

Commission spéciale «Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État»

CSV Michel Wolter
LSAP Ben Fayot
DP **Charles Goerens**
DÉI GRÉNG François Bausch

Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg»

CSV Lucien Clement, Paul-Henri Meyers, Marco Schank, **Michel Wolter**
LSAP Alex Bodry, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer
DP Emile Calmes, Claude Meisch
DÉI GRÉNG Camille Gira
ADR Gast Gibéryen

Commission spéciale «Tripartite»

CSV Lucien Clement, Ali Kaes, Marc Spautz, Michel Wolter
LSAP John Castegnaro, Ben Fayot, Romain Schneider
DP Charles Goerens, Claude Meisch
DÉI GRÉNG François Bausch
ADR Gast Gibéryen

Les noms des présidents des commissions sont signalés en **gras**; ceux des vice-présidents sont soulignés.

Assemblées parlementaires internationales

(24.10.2006)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:
Marcel Glesener (CSV)
Lydie Err (LSAP)
Charles Goerens (DP)

Membres suppléants:
Norbert Haupert (CSV)
Anne Brasseur (DP)
Jean Huss (DÉI GRÉNG)

Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale - Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense (UEO)

Membres effectifs:
Marcel Glesener (CSV)
Lydie Err (LSAP)
Charles Goerens (DP)

Membres suppléants:
Norbert Haupert (CSV)
Anne Brasseur (DP)
Jean Huss (DÉI GRÉNG)

Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Membres effectifs:
Lucien Weiler (Président de la Chambre des Députés, Membre d'office de l'OSCE) (CSV)
Patrick Santer (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Paul Helminger (DP)
Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)

Membres suppléants:
Marcel Sauber (CSV)
Lydie Err (LSAP)
Alexandre Krieps (DP)
Jean Huss (DÉI GRÉNG)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:
Lucien Weiler
(Président de la section luxembourgeoise) (CSV)
Jos Scheuer (Trésorier international) (LSAP)
Michel Wolter (CSV)
Henri Grethen
(Vice-Président de la section luxembourgeoise) (DP)

Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (Euromed)

Membres effectifs:
Lydie Err
(Présidente de la délégation luxembourgeoise) (LSAP)
Martine Stein-Mergen
(Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise) (CSV)
Emile Calmes (DP)

Membres suppléants:
Christine Doerner (CSV)
Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Membres effectifs:
Marc Spautz
(Président de la délégation luxembourgeoise) (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Colette Flesch (DP)

Membres suppléants:
Fred Sunnen (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Claude Adam (DÉI GRÉNG)

Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

Membres effectifs:
Laurent Mosar
(Président de la délégation luxembourgeoise) (CSV)
Ben Fayot (LSAP)
Charles Goerens (DP)
François Bausch (DÉI GRÉNG)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Membres effectifs:
Sylvie Andrich-Duval (CSV)
Marcel Oberweis (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Roger Negri (LSAP)
Emile Calmes (DP)
Félix Braz (DÉI GRÉNG)

Membres suppléants:
Marco Schank (CSV)
Jean-Paul Schaaf (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Fernand Diederich (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
Camille Gira (DÉI GRÉNG)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Membres effectifs:
Lucien Weiler (Président de la délégation luxembourgeoise, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office du CPI) (CSV)
François Maroldt (CSV)
Marcel Oberweis (CSV)
Christine Doerner (CSV)
Romain Schneider (LSAP)
Claudia Dall'Agnol (LSAP)
Roland Schreiner (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
Henri Grethen (DP)
Claude Adam (DÉI GRÉNG)

Membres suppléants:
Lucien Thiel (CSV)
Ali Kaes (CSV)
Sylvie Andrich-Duval (CSV)
Vera Spautz (LSAP)
Lydia Mutsch (LSAP)
Marc Angel (LSAP)
Alexandre Krieps (DP)
Emile Calmes (DP)
Félix Braz (DÉI GRÉNG)

Service volontaire transnational

5012 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000

Le projet de loi sous rubrique vise à approuver la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000. Bien que cette Convention date de l'an 2000, le Luxembourg sera le premier État communautaire à l'approuver.

L'idée d'une telle Convention est née en 1995 à Luxembourg lors d'une réunion informelle des ministres européens responsables pour la Jeunesse. Par la suite, le Comité Directeur Européen pour la coopération intergouvernementale dans le domaine de la Jeunesse (CDEJ) a élaboré un projet de Convention.

La Convention de l'an 2000 a été conclue dans le cadre du Conseil de l'Europe tout en étant ouverte à tous les États Parties à la Convention culturelle européenne. Elle définit le service volontaire transnational à long terme comme «une activité entreprise volontairement à l'étranger, sans aucune rémunération pour le ou la volontaire, permettant un processus mutuel d'éducation non formelle pour le ou la volontaire et pour les personnes avec lesquelles il ou elle collabore».

Sur le plan national, la Chambre des Députés avait déjà adopté en 1998 un projet de loi sur le service volontaire.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 19.08.2002

Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

23.05.2006 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

26.06.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2006

Contrefaçon des moyens de paiement

5439 - Projet de loi concernant la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et portant modification de certaines dispositions du code pénal

Le projet de loi vise à combler les lacunes de la législation luxembourgeoise par rapport aux exigences de la décision cadre du Conseil de l'Union européenne du 28 mai 2001 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces. Les moyens de paiement visés en premier lieu sont les cartes de crédit et de débit.

Les cartes bancaires se sont imposées comme moyen de paiement par excellence au cours de ces dernières années voire décennies. Le développement du commerce électronique accentuera certainement cette tendance. En 2002, 17,5 milliards de transactions ont été effectuées par carte bancaire dans l'Union européenne. Or, ce développement va - malheureusement - de pair avec celui des fraudes à la carte bancaire. Le Luxembourg ne dispose pas de chiffres précis et les statistiques criminelles ne permettent pas de se faire une idée exacte de l'ampleur du phénomène. Il n'en demeure pas moins que le montant de la fraude à la carte bancaire est significatif. À noter dans ce contexte qu'en France, selon l'Observatoire de la sécurité des cartes de paiement, le montant des fraudes par cartes bancaires a atteint en 2005 le montant de 235,9 milliards d'euros.

Or, si certains comportements illicites impliquant des cartes bancaires sont sanctionnés dans la plupart des pays européens, l'adoption de solutions globales apparaît comme une nécessité, alors que les infractions les plus graves s'inscrivent souvent dans le cadre international du crime organisé. Conscients des limites des législations nationales, de nombreux organismes internationaux tels que le Conseil de l'Europe ou encore l'OCDE ou le G8 ont pris des initiatives afin d'harmoniser les législations des États membres et de lutter ainsi de manière plus efficace contre les fraudes à la carte bancaire.

L'Union européenne, de son côté, a estimé utile de compléter le cadre d'action déjà mis en place.

Parmi les mesures déjà mises en œuvre, on peut citer la décision cadre du Conseil du 26 juin 2001 concernant le blanchiment d'argent, l'identification, le dépistage, le gel ou la saisie et la confiscation des instruments et des produits du crime, la décision cadre 2005/212/JAI du Conseil du 24 février 2005 relative à la confiscation des produits, des instruments et des biens en rapport avec le crime, la décision cadre 2005/222/JAI du Conseil du 24 février 2005 relative aux attaques visant les systèmes d'information, la décision du Conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité ou encore la décision du Conseil du 28 mai 2001 instituant un Réseau européen de prévention de la criminalité.

Il échet encore de remarquer qu'un certain nombre d'agissements énumérés par la décision cadre sont d'ores et déjà sanctionnés en droit luxembourgeois. Ainsi par exemple le fait de s'emparer frauduleusement d'un instrument de paiement appartenant à autrui est sanctionné en tant que vol. De même sont qualifiés et réprimés comme recel les agissements de recevoir, obtenir, transporter, vendre ou encore céder à un tiers une carte bancaire volée. Le code pénal ne contient toutefois pas de dispositions spécifiques visant à protéger les moyens de paiement électroniques contre la fraude et la contrefaçon. Le projet de loi sous rubrique entend remédier à cette situation.

Dès l'entrée en vigueur des modifications apportées au code pénal par le projet de loi sous rubrique, seront considérées et sanctionnées comme infractions pénales les agissements suivants:

- la contrefaçon ou la falsification d'un instrument de paiement autre que les espèces en vue d'une utilisation frauduleuse;
- le fait d'effectuer ou de faire effectuer un transfert d'argent ou de valeur monétaire qui aurait pour conséquence de causer une perte de propriété à un tiers dans le but de procurer un avantage économique à la personne qui commet l'infraction ou à une tierce personne;
- les agissements intentionnels de fabriquer, recevoir, obtenir, vendre ou céder à un tiers ou détenir illégalement des instruments ou logiciels ayant pour objet de rendre possible la commission des infractions visées ci-dessus;
- le fait de participer, de concert avec les auteurs des infractions de contrefaçon ou de falsification, à l'émission des instruments de paiement autres que les espèces contrefaits ou falsifiés, ou à leur introduction dans le Grand-Duché.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 08.02.2005
Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique
(Président: M. Patrick Santer):

28.06.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.09.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2006

Modifications fiscales

5492 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et des valeurs et de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934

Le projet de loi vise à transposer en droit national la directive 2003/123/CE modifiant la directive 90/435/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents dont l'objectif est l'exonération de la retenue à la source des dividendes et autres bénéfices attribués par des filiales à leur société mère, afin d'éliminer la double imposition économique de ces revenus au niveau de la société mère. La directive précitée vise principalement trois objectifs:

1. compléter le champ d'application par rapport à des formes de sociétés non visées par la directive initiale;
2. ramener progressivement le seuil de participation à partir duquel une société peut être considérée comme une société mère et une autre comme sa filiale de 25% à 10%;
3. appliquer à la distribution des bénéfices d'un établissement stable de la société mère un traitement identique à celui prévu dans ses relations avec sa société mère.

Le projet de loi comporte quelques modifications de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), à la loi d'évaluation des biens et des valeurs et à la loi d'adaptation fiscale et propose pour l'essentiel une nouvelle liste des organismes bénéficiaires des revenus à exonérer. Cette liste est reprise, tout comme dans le texte actuellement en vigueur, à l'alinéa 1er de l'article 166. Confronté au choix d'énumérer toutes les formes d'organismes visés par la directive 90/435/CEE à l'alinéa 1er ou d'annexer la liste de ces organismes en fin de l'article, le Gouvernement a opté pour cette deuxième solution.

Du côté luxembourgeois sont dorénavant visées par la disposition, les sociétés de capitaux, qui sont la société anonyme, la société à responsabilité limitée et la société en commandite par actions, mais aussi d'autres formes de société: la société coopérative, la société coopérative organisée comme une société anonyme, l'association d'épargne-pension, l'association d'assurances mutuelles, l'entreprise de nature commerciale, industrielle ou minière de l'État, des communes, des syndicats de communes, des établissements publics et des autres personnes morales de droit public ainsi que les autres sociétés constituées conformément au droit luxembourgeois et assujetties à l'impôt sur les sociétés au Luxembourg.

La loi luxembourgeoise fixe d'ores et déjà le seuil de participation à partir duquel une société peut être considérée comme une société mère et une autre comme sa filiale à 10%, de sorte qu'aucune modification ne s'impose à cet égard.

Les dispositions du présent projet de loi sont mises en vigueur dès l'année d'imposition 2005.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 08.08.2005
Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):

19.01.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
26.07.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.09.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2006

Surveillance des conglomérats financiers

5520 - Projet de loi relative à la surveillance des conglomérats financiers, portant

1. transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances de la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier, et modifiant les directives 73/239/CEE, 79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives 98/78/CE et 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil;

2. modification

- de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Le présent projet de loi a principalement pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier. La directive a pour objet de combler une lacune importante dans le droit financier, à savoir: le manque, pour ce type de groupes financiers, d'un contrôle prudentiel exercé au niveau du groupe.

La directive 2002/87/CE instaure un contrôle au niveau du conglomérat et encourage une coordination plus étroite entre les autorités de surveillance des différents secteurs concernés ainsi que l'échange d'informations entre celles-ci. Elle introduit, d'une part, des normes supplémentaires pour assurer la surveillance prudentielle des entreprises réglementées qui font partie d'un conglomérat et tend, d'autre part, à modifier, sur un certain nombre de points, des réglementations sectorielles afin d'harmoniser davantage les régimes de contrôle applicables aux entreprises.

Outre la transposition de la directive «conglomérats financiers», le projet de loi introduit une série de dispositions diverses. Il s'agit notamment de parachever la transposition de la directive 2003/41/CEE concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle et, de compléter la loi modifiée sur le secteur des assurances par certaines dispositions pour répondre aux nécessités de la pratique.

Le projet de loi a actuellement une portée théorique en ce qui concerne les conglomérats financiers, car il n'existe pas de tel conglomérat au Grand-Duché. Le texte du projet de loi reprend littéralement le texte de la directive auquel est ajouté un chapitre relatif aux associations d'assurances mutuelles.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 01.12.2005
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):

19.07.2006	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.09.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2006

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 1

Mardi, 10 octobre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Clôture de la session ordinaire 2005-2006 et ouverture de la session ordinaire 2006-2007
2. Vérification des pouvoirs et assermentation de Monsieur Alexandre Krieps
3. Composition du Bureau
4. Octroi du titre honorifique à Monsieur Niki Bettendorf
5. Composition de la Conférence des Présidents
6. Composition des commissions parlementaires
7. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
8. Ordre du jour
9. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la recommandation du Médiateur relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi

   (Débat)
10. Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative à la viande avariée

    (Débat)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

1. Clôture de la session ordinaire 2005-2006 et ouverture de la session ordinaire 2006-2007

Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 72, drëtten Alinea vun eiser Verfassung gesäit Folgendes vir: «Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en Son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.»

Duerch groussherzoglechen Arrêté vum 2. Oktober 2006 huet de Grand-Duc dem Här Jean-Claude Juncker, Premier- a Statsminister, d'Vollmacht ginn d'Session ordinaire 2005-2006 zouzemaachen an d'Session ordinaire 2006-2007 opzemaachen.

Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch den Arrêté vum 2. Oktober vun dësem Joer huet de Grand-Duc mech autoriséiert, d'Chambersessioun 2005-2006 zouzemaachen a gläichzäiteg déi vun 2006 an 2007 opzemaachen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Session ordinaire 2006-2007 ass op.

2. Vérification des pouvoirs et assermentation de Monsieur Alexandre Krieps

Mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op. A sengem Bréif vum 22. September 2006 huet den Här Niki Bettendorf matgedeelt, datt hie vum 9. Oktober un op säin Deputéiertemandat verzicht. Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir:

Déi Kandidaten, déi op jiddfer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzefëieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 8 vum Chamberreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Succession op dat vakant Deputéiertemandat suergt, an de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat gëtt.

A mengem Bréif vum 25. September 2006 hunn ech mech also un den Här Alexandre Krieps gewandt, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezierk Zentrum steet.

A sengem Bréif vum 27. September 2006 huet den Här Alexandre Krieps matgedeelt, datt hie bereet ass, d'Mandat weiderzefëieren, dat duerch de Récktrëtt vum Här Niki Bettendorf fräi gouf.

Am Artikel 3, Paragraph 1, 4 a 5 vum Chamberreglement steet Folgendes:

«1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Mir mussen dann elo eng Kommissioun constituéieren, esou wéi se am Artikel 3, Paragraph 4 virgesinn ass.

Mir lousen dofir d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen. Et sinn dat der siwen un der Zuel.

(Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification)

D'Kommissioun setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen:

dem Här Wolter, der Madame Dall'Agnol, dem Här Adam, dem Här Koepp, dem Här Grethen, dem Här Bodry an dem Här Castegnaro.

Ech géif d'Kommissioun bieden, fir elo zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 13. Juni 2004 ze préiwen, virun allem, wat den Här Alexandre Krieps betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport virzeleeën.

D'Sitzung ass ee Moment ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique de 15.05 à 15.15 heures)

Dir Dammen an Dir Hären, déi öffentlech Sitzung geet weider.

Et gëtt mer gemellt, dass d'Kommissioun, déi mer elo just instituéiert hunn, e Président-rapporteur genannt huet an der Persoun vum honorablen Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Monsieur le Président, chers collègues, la Commission qui a été désignée par tirage au sort se compose des Députés suivants: Monsieur Wolter, Madame Dall'Agnol, Messieurs Adam, Koepp, Grethen, Bodry et Castegnaro. Elle m'a désigné comme Président-rapporteur. J'ai donc été chargé par elle de faire le rapport suivant:

Par lettre du 22 septembre 2006, Monsieur Niki Bettendorf a informé le Président de la Chambre, qu'il renonce à son mandat de Député avec effet au 9 octobre 2006.

Conformément à l'article 167 de la loi électorale et à l'article 8 du Règlement de la Chambre, les candidats venant sur chaque liste après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés à achever le terme des Députés de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause.

Le Président de la Chambre, pendant la session, pourvoit à la vacance après en avoir informé le Ministre d'État.

Par lettre du 25 septembre 2006, Monsieur le Président Lucien Weiler s'est donc adressé à Monsieur Alexandre Krieps, premier suppléant sur la liste du parti démocratique pour la Circonscription du Centre. Par lettre du même jour, il en a informé le Premier Ministre. Par lettre du 27 septembre 2006, Monsieur Alexandre Krieps a fait savoir qu'il accepte de continuer le mandat de Député de Monsieur Niki Bettendorf.

En vertu de l'article 118 de la loi électorale et plus particulièrement de l'article 3 du Règlement de la Chambre, celle-ci juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

Notre Commission a eu pour mission de procéder aux vérifications qui s'imposent.

Les élections législatives du 13 juin 2004 ont été vérifiées et validées par la Chambre des Députés le 13 juillet 2004.

Des procès-verbaux des résultats des prédites élections, il résulte que Monsieur Alexandre Krieps, demeurant à Medingen, est effectivement le premier suppléant sur la liste du parti démocratique pour la Circonscription du Centre et vient en rang utile pour occuper le siège devenu vacant suite à la démission de Monsieur Niki Bettendorf.

Monsieur Alexandre Krieps a fait savoir au Président de la Chambre qu'il accepte de continuer le mandat de Monsieur Niki Bettendorf par lettre du 27 septembre 2006. Le dossier qui a été mis à la disposition de la Commission est déposé sur le Bureau de la Chambre des Députés.

La Commission conclut à l'unanimité que rien ne s'oppose à l'assermentation de Monsieur Alexandre Krieps et lui souhaite bonne chance dans l'exercice de son mandat de Député.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. De Konklusioune vun der Kommissioun no sinn d'Gesetzgebungen an d'Reglement vun der Chamber respektéiert. Deemno kann den Här Alexandre Krieps den Här Niki Bettendorf ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ech géif da bieden, den Här Alexandre Krieps an de Sall ze féieren.

Prestation de serment de Monsieur Alexandre Krieps

Här Krieps, ech géif Iech bieden den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung festgehalen ass, an dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech glift Är riets Hand an d'Luucht a sot mer no: «Je le jure.»

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Je le jure.

M. le Président.- Acte est donné de la prestation vum Här Alexandre Krieps. Dir sidd elo Member vun dëser Chamber an ech félicitéieren Iech am Numm vun der ganzer Chamber.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President.

(Applaudissements)

3. Composition du Bureau

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Ernennung vum Chambersbüro.

Den éischte Paragraph vum Artikel 5-1 aus dem Chamberreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Weider heescht et am Artikel 4 (2): «Il est successivement procédé à un scrutin spécial pour la nomination du Président, des trois vice-présidents et des membres.»

Ech froen deemno d'Chamber wellech Proposen se huet fir de Poste vum Chamberspresident.

Den Här Wolter huet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech géif Iech selwer, den Här Weiler, proposéieren, fir eis och dat nächst Joer als Chamberspresident zur Verfügung ze stoen.

M. le Président.- Sinn nach aner Kandidaturen do?

(Interruption)

Merci.

Här Goerens!

(Négation)

Här Bausch!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech ënnerstëtzen d'Kandidatur vum Här Weiler.

M. le Président.- Gutt, ech gesinn, dass keng aner Kandidaturen do sinn.

Ech wëll froen, ob d'Chamber domat d'accord ass, dass opgrond vum Artikel 4 (3), dee Folgendes seet: «La nomination du Président et celle des vice-présidents sont faites à la majorité absolue, les bulletins nuls et blancs ne comptant pas pour le calcul de cette majorité. Cependant, au deuxième tour, qui est celui du ballottage, la majorité relative suffit.»

Da gesäit den Artikel 4 (5) vir: «Au cas où pour la nomination soit du Président, soit des vice-présidents, soit des membres le nombre des candidats correspond au nombre de places à pourvoir, le ou les candidats peuvent être proclamés élus sans qu'il soit nécessaire de procéder au scrutin prévu aux alinéas précédents.»

Ass d'Chamber domadder d'accord fir deen Artikel ze applizéieren?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Deemno huet d'Chamber also mech als President fir dës Sessioun.

Mir kommen dann zum Vote vun den dräi Vizepresidenten. Ech froe wéi eng Proposen datt do si fir d'Vice-présidence vun der Chamber.

Den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, am Numm vun eisem Grupp géing ech den Här Laurent Mosar proposéieren.

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'LSAP proposéiert den Här Jos Scheuer.

M. le Président.- An den Här Goerens?

M. Charles Goerens *(DP).*- Am Numm vum Grupp vun de Liberale wollt ech den Henri Grethen proposéieren.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Très bien!

M. le Président.- Ech géif d'Chamber froen, ob se d'accord ass mat der Applikatioun vun den Artikele vun eisem Reglement, esou wéi mer se elo just bei der

Wiel vum Chamberspresident applizéiert hunn.

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domadder sinn d'proklaméiert Vizepresidente vun der Chamber déi honorabel Häre: Mosar, Scheuer a Grethen.

Mir kommen dann zur Nominatioun vun de Membere vum Büro. Wellech Virschléi ginn hei ënnerbreet?

Den Här Haupert!

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Här President, am Numm vun eisem Grupp géing ech den Här Michel Wolter an den Här Lucien Clement proposéieren.

M. le Président.- Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- D'LSAP proposéiert den Här Alex Bodry a mech selwer.

M. le Président.- Den Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP).*- Mir proposéieren d'Madame Colette Flesch.

M. le Président.- DÉI GRÉNG, d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Meng Fraktioun proposéiert den Här François Bausch.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Ech gesi soss keng Kandidaturen. Deemno hu mer sechs Kandidaturen, d'Madame Flesch an déi Häre: Wolter, Clement, Fayot, Bodry a Bausch.

Ass d'Chamber och hei domat d'accord, fir no där Prozedur ze verfuere wéi mer se ugewannt hu bei der Nominatioun vum President an de Vizepresidenten?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

De Büro vun der Chamber setzt sech also elo folgendermoossen zesummen: Als President ech...

(Interruption)

Jo. Ier mer de Büro definitiv constituéiere kënne musse mer och de Generalsekretär...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Hilarité)

M. le Président.- ...vun der Chamber...

(Interruptions)

Ass d'Chamber d'accord fir d'Mandat vun hirem effikasse Generalsekretär, dem Här Frieseisen, fir e weidert Joer ze verlängeren?

(Assentiment)

Ech gesinn, datt dofir eng Unanimitéit hei an der Chamber besteet. Et ass also deementspriechend décidéiert.

De Büro setzt sech also folgendermoossen zesummen: ech selwer als President; dann déi dräi Vizepresidenten, déi Häre Jos Scheuer, Henri Grethen a Laurent Mosar; d'Memberen, déi Häre Michel Wolter, Ben Fayot, François Bausch, Lucien Clement, Alex Bodry an d'Madame Colette Flesch; an de Generalsekretär, den Här Claude Frieseisen.

De Grand-Duc kritt dës Zesummesetzung vum Büro matgedeelt.

4. Octroi du titre honorifique à Monsieur Niki Bettendorf

A senger Réunioun vum 18. September huet de Büro virgeschloen dem honorablen Här Niki Bettendorf den Éierentitel vu senger Fonctioun zouzëerkennen.

Esou wéi et am Artikel 183 vum Chamberreglement festgehalen ass, froen ech d'Chamber, ob se sech deem Virschlag vum Chambersbüro uschléisst?

(Assentiment)

Ech gesinn e groussen Accord. Deemno ass den Här Niki Bettendorf vun elo un Éierendeputéierten.

5. Composition de la Conférence des Présidents

An hirem Bréif vum 22. September 2006 huet d'DP-Fraktioun matgedeelt, datt den Här Charel Goerens d'Fonctioun vum Fraktiounspresident vum Här Henri Grethen iwwerhuele wäert. Ënner menger Présidence setzt sech d'Conférence des Présidents deemno folgendermoossen zesummen: déi Häre Michel Wolter, Ben Fayot, Charles Goerens a François Bausch.

6. Composition des commissions parlementaires

Mir kommen elo zu der Kompositioun vun de Commissions parlementaires. D'Deputéierte kruten eng Lëscht ausgedeelt mat der Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen.

Dozou sinn eng Rei Ännerungsvirschléi eragereecht ginn:

- An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture iwwerhélt den Här Claude Adam d'Voleten Enseignement supérieur a Kultur. Den Här Jean Huss iwwerhélt de Volet Recherche;

- an der Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse ersetzt den Här Emile Calmes den Här Claude Meisch fir d'Volete Famille a Jeunesse an den Här Henri Grethen fir de Volet Égalité des chances;

(Interruption)

- an der Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications ersetzt den Här Emile Calmes den Här Niki Bettendorf;

- an der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Alexandre Krieps den Här Niki Bettendorf;

- an der Commission des Transports ersetzt den Här Michel Wolter den Här Marco Schank, an

- an der Commission du Travail et de l'Emploi ersetzt den Här Alexandre Krieps den Här Niki Bettendorf an den Här Lucien Clement ersetzt den Här Michel Wolter.

Gëtt et nach aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Da froen ech d'Chamber, ob se d'accord ass mat deenen Ännerungsvirschléi, déi ech elo just virgedroen hunn.

(Assentiment)

Ech gesinn, datt dat de Fall ass. Et ass also esou décidéiert.

Déi gesamt Lëscht mat hiren Ännerunge gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

7. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Da komme mer zu der Kompositioun vun den Délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales. Et ass ebenfalls eng Lëscht mat der Zesummesetzung vun eisen Delegatioune bei den internationale parlamentaresche Versammlunge verdeelt ginn.

Bis elo sinn eng Rei Ännerungsvirschléi agereecht ginn:

An der Assemblée parlementaire de l'OTAN ass an der Sitzung vum 3. August 2004 décidéiert ginn, datt bei de Membres suppléants d'Mandat vum ADR un e Vertrieder vun deene Grénge geet. Den Här Jean-Pierre Koepp géif deemno als Membre suppléant vum Här Claude Adam ersat ginn.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Fir d'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe: Als Membre suppléant gëtt den Här Niki Bettendorf duerch den Här Alexandre Krieps ersat. D'Madame Viviane Loschetter gëtt Membre effectif an den Här Jean Huss Membre suppléant.

Ass d'Chamber mat deene Propositiounen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Fir de Conseil Parlementaire Interrégional si verschidden Ännerunge virgesinn:

Engersäits ass an der Sitzung vum 3. August 2004 décidéiert ginn, datt bei de Membres effectifs an de Membres suppléants d'Mandat vun der ADR un e Vertrieder vun deene Grénge geet. Den Här Aly Jaerling als Membre effectif géif deemno duerch den Här Claude Adam ersat ginn an den Här Gast Gibéryen als Membre suppléant duerch den Här Félix Braz.

Anerersäits ass duerch eng Statutenëmännerung beim CPI d'Zuel vun de Memberen an de Suppléanté jeeweils ëm dräi Persounen eropgesat ginn. Bei de Membres effectifs entfalen déi op d'Madame Christine Doerner, den Här Roland Schreiner, deen als Membre suppléant duerch d'Madame Lydia Mutsch ersat gëtt, an den Här Henri Grethen, deen als Membre suppléant duerch den Här Alexandre Krieps ersat gëtt.

Bei de Membres suppléants entfalen déi nei dräi supplementar Posten op d'Madame Sylvie Andrich-Duval, den Här Marc Angel an den Här Emile Calmes.

Schliesslech gëtt den Här Marcel Oberweis Membre effectif an den Här Ali Kaes Membre suppléant.

Ass d'Chamber och mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

An der Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne: Als Membres suppléants hu mer d'Madame Christine Doerner an d'Madame Viviane Loschetter. En drëtt Mandat bleift offe fir de Fall, wou et zur Bildung vun engem Groupe technique géif kommen.

Ass d'Chamber och domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires: Als Memberen hu mer déi Häre Laurent Mosar, Ben Fayot, Charles Goerens a François Bausch. E fënneft Mandat bleift offe fir de Fall, wou et och hei zur Bildung vun engem Groupe technique géif kommen.

Ass d'Chamber och mat där Kompositioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Am Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux hu mer als effektiv Memberen: d'Madame Sylvie Andrich-Duval, den Här Marcel Oberweis, d'Madame Lydia Mutsch, den Här Roger Negri, den Här Emile Calmes an den Här Félix Braz. E siwent Mandat bleift offe fir de Fall, wou et zur Bildung vun engem Groupe technique géif kommen.

Als Membres suppléants hu mer: déi Häre Marco Schank, Jean-Paul Schaaf, Marc Angel, Fernand Diederich, Xavier Bettel a Camille Gira. Och hei bleift e siwent Mandat offe fir de Fall, deen ech scho virdrun duergeluecht hunn.

Ass d'Chamber och mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Kompositioun vun deenen aneren Delegatioune bleift onverännert, dat heescht: vum Conseil de l'Europe, vun der Union de l'Europe occidentale a vun der Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Ass d'Chamber och heimat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Déi modifizéiert Lëscht gëtt ebenfalls am Compte rendu publizéiert.

Nodeems datt d'Chamber elo hir Organer constituéiert huet, komme mer elo zu deenen eigentleche parlamentareschen Aarbechten.

8. Ordre du jour

Fir den Ordre du jour vun dëser Woch huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen: Haut de Mëtteg hu mer eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Äusserunge vum Médiateur iwwert d'ADEM, d'Propositioune vum Médiateur, an eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der DP-Fraktioun iwwert d'Gammelfleesch.

Mar de Mëtteg um hallwer dräi:

- de Projet de loi 5012, eng Konventioun iwwert de Volontariat;

- eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Uwendung vun der Gewalt vis-à-vis vun de Fraen;

- e Projet iwwert d'Akommessteier;

- e Projet iwwert d'Finanzkonglomerater;

- e Projet iwwert d'Geldfälschung an

- eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Obésitéit bei Kanner a Jugendlechen.

En Donneschdeg um hallwer dräi hu mer:

- d'Interpellatioun vum Här Félix Braz iwwert déi audiovisuell Medien;

- eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der DP-Fraktioun iwwert d'Streebommen an

- d'Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert déi vum Médiateur geäussert Propositiounen zum Fonctionnement vum Arbeitsamt ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 78-2 vum Chamberreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, der Sensibilité politique zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et si bis elo ageschriwwen: den Här Glesener, den Här Calmes, den Här Castegnaro, d'Madame Loschetter an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo d'Madame Viviane Loschetter als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Madame Loschetter!

9. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la recommandation du Médiateur relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Häre, viru knapp zwou Wochen huet den Ombudsmann an dësem Haus seng Recommandatiounen zum Dossier Arbeitsamt agereecht. En Dossier, deen hien a seng Équipe ënnert d'Lupp geholl hu während deene leschten zwee Joer ongeféier. Dës Recommandatioune kommen zu engem Moment an d'Öffentlechkeet, wou souwuel an der zoustänneger Chamberskommissioun wéi och am Parlament iwwer nei Mesuren oder Adaptatioune vun ale Mesuren debattéiert a votéiert gëtt. Nei Mesurë sinn och schonn déposéiert a wäerten nach fir vill Sträitdiskussioune suergen. Mir schwätzen hei vu Mesurë pour le maintien de l'emploi respektiv vu Mesurë contre le chômage.

Virun der Summerpaus sinn eng Rei nei Konditiounen zum Vote proposéiert ginn an dräi verschidde Gesetzesartikelen. Konditiounen oder Adaptatioune vu bestehende Mesuren, déi duerch méi eng grouss Flexibiliséierung sollen eventuell dem Salarié wéi och dem Employeur besser Méiglechkeete schafe fir agestallt ze gi respektiv fir anzestellen. De Wee vun all dësen nei gestëmmte Mesuren esou wéi vun all deene bestehende Mesurë féiert implicitement duerch d'Arbeitsamt.

Am Gesetz, dat am Juli 2006 gestëmmt ginn ass, also virun der Summerpaus, war allerdéngs och initialement e véierten Artikel dran. E véierten Artikel mat neie Mesurë respektiv Adaptatioune vu bestehende Mesurë fir dem Jugendchômage entgéintzewierken. Dëse véierten Artikel war och schonn an der zoustänneger Chamberskommissioun undiskutéiert ginn.

Spéider si mer gewuer ginn, datt den Inhalt vun dësem véierten Artikel och an der Tripartite net nëmmen undiskutéiert ginn ass, mä datt an der Tripartite och Décisioune gefall sinn, betreffend ënner anerem och den Inhalt vun dësem fréiere véierten Artikel. De véierten Artikel vum Gesetzesprojet 5501 fanne mer haut am Gesetzesprojet 5611 erëm. A wann ech dat haut an dësem Kader uschwätzen, da well dës Propositiounen och enk un d'Arbeitsamt gekoppelt sinn, also un de Fonctionnement vum Arbeitsamt,

also och un d'Recommandatioune vum Ombudsmann.

An ech erkläre mech: Déi gréng Fraktioun huet sech bei de Mesurë virun der Summerpaus enthalen, net well mir déi Mesurë fundamental schlecht oder onsozial fonnt hätten, mä well se dräi eenzel Elementer duerstellen an engem Konzept, wou et eminent wichteg ass, fir e globaalt, effikasst, transparent an effizient Konzept ze hunn, ugefouert an duerchgezu vun engem effikassen, transparenten an effizienten Arbeitsamt.

Sollten déi nei Propositioune vu Mesuren aus dem Tripartite-Gesetz - wéi mer et elo schonn nennen - 5611 telles quelles zum Vote stoen, da wäerte mir als gréng Fraktioun aus deeneselwechte Grënn an zousätzlech well se dës Kéier fundamental schlecht an onsozial sinn dergéint stëmmen.

Den Ceps/INSTEAD huet eng Etüd publizéiert, wou e vun 1978 bis haut all Mesuren notamment fir Jugendlecher analyséiert huet. Seng Konklusioune sinn eendeiteg, an ech zitéiere kuerz: «La question de la formation des jeunes au sein des mesures qui les concernent remet en lumière toute la problématique rencontrée au Luxembourg dans le cadre de la stratégie européenne de l'emploi, en particulier de la ligne directrice intégrée numéro 22 (...)» et 23.

Doriwwer hu mer scho laang net méi geschwat, nämlech: «Accroître et améliorer l'investissement dans le capital humain» an «adapter les systèmes d'éducation et de formation aux nouveaux besoins en matière de compétences». «On retombe donc à nouveau sur la recommandation adressée en 2004 par la Commission européenne au Luxembourg», nämlech: «Investir davantage et plus efficacement dans le capital humain, l'éducation et la formation tout au long de la vie.» D'Analys an d'Recommandatioune vum Ombudsmann si complémentaire zu de Konklusioune vun der Etüd Ceps/INSTEAD.

Ofgesinn dovun, ob eng Mesure als gutt oder als schlecht ageschat gëtt, well d'Institutioun, déi dës Mesurë soll ëmsetzen, net fonctionnéiert, fonctionnéieren d'Mesuren och net. Tant mieux ebe fir déi schlecht ageschate Mesuren an tant pis fir déi gutt ageschate Mesuren. Virun allem bleift den Demandeur an d'Demandeuse d'emploi am Ree stoen, egal ob al oder jonk, Fra oder Mann, qualifizéiert oder onqualifizéiert.

Mä och d'Employeure bleiwen am Ree stoen, well et fir si praktesch onméiglech ginn ass eng Iwwersiicht ze hunn iwwert déi offréiert Mesuren, net nëmme well se oft änneren, mä well d'Arbeitsamt net à même ass eng effikass Informatiounspolitik ze bedreiwen.

Den Ombudsmann ënnersträicht oder ëmschreift dat esou: «(...) la multiplicité des services au sein de l'Administration de l'Emploi dont l'articulation est peu visible de l'extérieur.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eigentlech dramatesch, datt mir haut am Kader vun enger Heure d'actualité iwwert d'Arbeitsamt mussen debattéieren. Jiddfereen an dësem Haus weess, jiddfereen, dee mam Arbeitsamt zesummeschafft, mam Arbeitsamt a Kontakt ass, weess pertinemment, datt dës Institutioun absolument net méi à même ass hire jetzege Missioune gerecht ze ginn. Et ass säit Joren en offent Geheimnis. D'Resultat vun deem leschten Audit wäert eis dat héchstwahrscheinlech confirméieren, wat mer schonns wëssen.

De Minister Biltgen war 1999 notamment ugetrueden, fir d'Arbeitsamt ze reforméieren. De 27.10.2005 - virun engem Joer - huet hien an engem Interview nees annoncéiert d'Arbeitsamt géif no Analys duerch d'OCDE reforméiert ginn. Säit Jore gëtt eng Reform vum Arbeitsamt annoncéiert. Dräi Audite goufe bis elo an Optrag ginn. Wou bleift d'Reform?

Här President, wéi solle mir als Deputéierten hei an der Chamber mat deem néidege Seriö déi Démarchen oder nei Démarchen a Mesurë stëmmen, wa mer heibannen alleguerte wëssen, datt se net kënnen adequat ëmgesat ginn? Déi gréng Fraktioun wäert op alle Fall nimools Propositioune stëmmen, déi Sanktioune fir den Demandeur d'emploi oder Aschränkunge vun de Rechter vum Demandeur d'emploi virgesinn, soulaang et evident ass, datt d'Arbeitsamt hir Missioun net uerdentlech erfëlle kann.

Natierlech ginn et schwaarz Schof, och bei de Chômeuren, esou wéi et der iwwerall ginn. Vläicht ginn et entre-temps méi där sou genannte schwaarz Schof bei de Chômeuren, well si méi wéi all anere mierken, datt si net kënnen, esou engagéiert e Placeur och mag sinn, adequat ënnert d'Äerm gegraff kréien; vun engem professionelle Suivi guer net ze schwätzen. En Demandeur d'emploi kënnt net a sengem Selbstwäert gestäerkt aus dem Arbeitsamt eraus. Obwuel dëst eng net négligeabel Viraussetzung wier, fir eng Aarbecht ze sichen, sech virstellen ze goen an den Employeur dovunner ze iwwerzeegen: Stell mech an!

Här President, d'Regierung an hiren Aarbechtsminister sollen der Chamber matdeele wéi si zu dësen zwou Recommandatioune vum Ombudsmann stinn:

1) d'Zuel vun de Placeure sensiblement no uewen ze revidéieren;

2) all Placeur eng Formation initiale a continue unzebidden, voire d'Qualifikatioun vun de Placeuren ze iwwerdenken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si méi wéi skeptesch zu de sëlleche Propositiounen, déi eis hei wäerte presentéiert ginn am Kader vum Combat contre le chômage, dem Maintien dans l'emploi an dem Accord tripartite. Alles wat d'Mesuren ubelaangt geet automatesch duerch d'Arbeitsamt.

D'Regierung soll der Chamber erklären, Här President, wéi si gedenkt dëst Gesetz an der Chamber stëmmen ze loossen - ech schwätzen elo vum Gesetz wat virun der Dier steet, 5611 zum Beispill -, wuelwëssend datt actuellement d'Institutioun, déi dofir zoustänneg ass, nämlech d'Arbeitsamt, dëst nimools ënnert den aktuellen Aarbechtsbedingungen a strukturelle Bedingungen ëmsetze kann.

Jiddferee weess, datt déi lescht Joren all Gesetz, wat iergendwéi mam Chômage ze dinn hat, dem Arbeitsamt méi Leit zougestanen huet: d'PAN-Gesetz vun '98, d'Gesetz iwwert d'Travailleurs handicapés, d'Gesetz 2002 iwwert d'Incapacité et réinsertion professionnelle, an esou weider. Et stinn en plus de Placeuren och nach Consultanten zur Säit, wat eng gutt Saach ass, déi aus de Secteuren détachéiert sinn a bei der Selektioun hëllefen.

Et ass verständlech, datt, wann de Chômage klëmmt, och de Besoin u Leit bei der ADEM klëmmt. Och de Besoin, wat déi noutwendeg Formatioun vun de Placeuren ugeet, soll an eisen Aen iwwerduecht ginn.

Trotzdeem gi méi Leit um Arbeitsamt sécherlech net duer fir de Chômage besser an de Grëff ze kréien. Et ass schued, datt den Ombudsmann a senge Recommandatioune wéineg seet iwwert de Fonctionnement vum Arbeitsamt, seng Strukturen, seng Informatiounspolitik oder souguer Froe stellt iwwert d'Effikassitéit vu verschiddene Gesetzer a Politiken…

M. le Président.- Madame Loschetter, Dir musst esou lues…

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech kommen zum Schluss.

M. le Président.- Jo.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- …wéi notamment d'Réinsertion professionnelle, de Reclassement interne oder externe.

Als Konklusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: D'Regierung an hiren Aarbechtsminister sollen der Chamber matdeele wéi si dem Ombudsmann seng Recommandatioune gesinn, e Service du Contentieux ze schafen, dëst méi prezis am Kontext vun den aktuellen a virgesinnene Mesurë vu Sanktiounen. Sinn d'Regierung an hiren Aarbechtsminister der Meenung, datt d'Arbeitsamt d'Garantie kann opweisen ëmmer en connaissance de cause eng Sanktioun auszeschwätzen?

Här President, mäi leschte Saz: D'Regierung an hiren Aarbechtsminister sollen der Chamber och nach matdeele wat hiert Konzept an hir Virgoensweis sinn, fir de Recommandatioune vum Ombudsmann, d'Resultater vun der Ceps/INSTEAD-Etüd betreffend d'Mesuren, den Audit vun der OECD a virun allem och d'Koordinatioun tëschent de concernéierte Ministèrë mateneen an eng iwwersiichtlech an effizient Institutioun afléissen ze loossen. Mat Spannung an Interessi waarde mir op d'Äntwerte vun der Regierung an natierlech vun hirem zoustännege Minister.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a fir d'Iwwerschreiden däerfen.

M. le Président.- Et war zwar e laange Saz, Madame Loschetter, mä trotzdeem Merci. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Glesener ageschriwwen.

Débat

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Merci, Här President.

Kolleeginnen a Kolleegen, et ass eng Thematik, wou ee laang Zäit misst hu fir an den Detail anzegoen. Ech hunn nëmme fënnef Minutten, ech probéieren dann dat ganz kuerz ze maachen an zwee konkret Virschléi ze maache wéi mir als CSV eis kéinte virstellen am Numm vun deem, wat den Här Fischbach gesot huet, virunzefueren.

Et war richteg a gutt, datt den Här Fischbach op Grond vu Reklamatiounen, déi hie matgedeelt kritt huet, an d'Öffentlechkeet gaangen ass, fir op eng Rei vun - senger Meenung no - Mängel am Fonctionnement vum Arbeitsamt hinzeweisen.

Ech hätt zwar léiwer gehat mir hätten dat net iwwert de Wee vun der Press erfuer, mä mir hätten am Kader vun der zoustänneger Kommissioun am Detail an an allem Eescht iwwert déi Problemer kënnen diskutéieren, fir dann och vläicht Léisungen ze fannen.

Et ass awer net dee Wee ageschloe ginn, wat awer net wëllt soen, datt d'Noutwendegkeet vun enger seriöer Diskussioun net ginn ass.

Bon, zu deenen Interventioune vun der Madame Loschetter: Ech begréissen och, datt si déi Propositioune vum Här Fischbach opgegraff huet, fir haut ganz kuerz hei an der Chamber kënnen doriwwer ze debattéieren. Dat erlaabt mer, fir am Numm vun eiser Partei zwee konkret Virschléi ze maachen, wéi mir et gesinn de Moment, fir deem eng Suite ze ginn.

Mir proposéieren, fir kuerzfristeg eng gemeinsam Sitzung mam Här Fischbach an der zoustänneger Kommissioun, mat de Vertrieder vun der ADEM a mam Minister ze organiséieren, wou mer iwwert d'Machbarkeet vun de Virschléi vum Här Fischbach konkret diskutéieren an eventuell kucke wellech Konklusiounen ee konkret kann dorauser zéien. Ech sinn der Meenung, datt een dat kaum hei an enger Debatt d'actualité ka maachen, mä déi richteg Plaz ass - Madame Loschetter, ech mengen, Dir sidd mat mer d'accord; Dir hutt dat och ugedeit - an där zoustänneger Kommissioun, fir iwwert de Seriö an iwwert d'Machbarkeet vun de Propositioune vum Här Fischbach ze debattéieren.

Muer hu mer eng Réunioun an ech wäert dann och als President vun där Kommissioun déi Propositioun maachen, datt mer kuerzfristeg déi Réunioun kënnen aberuffen, fir esou déi Situatioun eng Kéier ganz genau ze ënnersichen. Well, ech si perséinlech der Meenung, datt Handlungsbedarf besteet, datt mer net kënne waarde bis den Audit sprochräif ass. Ier et zu engem Gesetzesvirschlag kënnt, kann et nach Méint a Méint daueren. A wann ech kucken, wat an deene leschte Joren am Zesummenhang mat der Realisatioun vun Audite geschitt ass - ech huelen do d'ITM als Beispill, wou am Mee 2002 d'OIT-Vertrieder déi éischt Réunioun hate mam Arbeitsamt: Haut si mer 2006 am Oktober an et wäert da vill Chance sinn, wa mer et fäerdeg bréngen, fir de Reformprojet vun der ITM uganks vum nächste Joer ze stëmmen. Vläicht och nach dëst Joer, ech bezweifelen dat awer.

Dofir sinn ech der Meenung, dass et am Virfeld vun deem Audit néideg ass, elo - elo! - ze diskutéieren, op déi konkret Propositioune vum Här Fischbach anzegoen an deementspriechend d'Arbeitsamt an d'Lag ze versetzen, fir besser deene Bedürfnisser vun haut nozekommen. Woubäi ech awer soe wëll, datt och de Problem vun der Aarbechtslosegket net eleng geléist gëtt, wann zwee oder dräi Placeure méi oder manner am Arbeitsamt schaffen, mä dat bedeit schonn e gudde Strapp méi.

Dofir maachen ech elo dann déi zweet Propositioun, datt, an zwar am Virfeld vun der Schafung vun neien Aarbechtsposten - well wann déi bis geschaf sinn, da geet et ëm d'Astellung, an da si mer an der Defensiv, an da kënnt dat Resultat eraus, wat mer kennen, datt vun allen neien Astellunge ronn zwee Drëttel Frontaliere sinn an nëmmen een Drëttel um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart rekrutéiert gëtt -, d'Betriber wëssen, wat op si zoukënnt a sech deementspriechend preparéieren. Een dofir eng Cellule d'emploi kreéiert an de Beruffschamberen, déi trimestriell zesumme mat de Vertrieder vun der ADEM d'Prospektioun maachen iwwert déi Aarbechtsposten, déi eventuell geschafe ginn - Wellech Aarbechtsposte sinn dat? Wellech Qualifikatioune sinn dat? -, fir datt een op Grond vun deenen Iwwerleeunge méi schnell a besser an entspriechend de Méiglechkeeten an de Besoinen, déi mer um Aarbechtsmaart hunn, ka reagéieren an een net an d'Defensiv kënnt, wann et schonn ze spéit ass. Soss stelle mer dann erëm fest, datt esou vill Aarbechtsplaze geschafe gi sinn a leider Gottes nëmmen een Drëttel vun de Leit um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart rekrutéiert gi sinn.

Also dat ass meng zweet Propositioun, nach eng Kéier ganz kuerz: Eng Cellule d'emploi schafen a sämtleche Beruffschamberen, déi trimestriell mat der ADEM zesummekommen an och mam Minister, mat der Regierung, fir d'Prospektioun ze maachen a Perspektiven ze etabléieren iwwert déi zukünfteg Entwécklung um Aarbechtsmaart.

A vu datt ech nach e bësse Riedezäit hunn, géif ech dann nach de Wonsch äusseren, datt och versicht gëtt op d'Betriber selwer anzewierken, fir hir Astellungskultur ze änneren a prioritär Leit ze rekrutéieren, déi als Demandeurs d'emploi um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ageschriwwe sinn.

An deem Sënn soen ech Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Nächste Riedner ass den honorablen Här Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net manner wéi 136-mol huet sech de Médiateur an deene leschten zwee Joer Kloe vu Bierger iwwert de Fonctionnement vum Arbeitsamt missen unhéieren. Dës Zuel ass sécher nach nëmmen d'Spëtzt vum Äisbierg, an et hätt een och a sech net de Médiateur gebraucht, fir ze wëssen, wou d'Kromm an der Heck läit a wat misst gemaach ginn, well et ass jo net fir d'éischt, dass eng Debatt iwwert d'Reform vum Arbeitsamt hei gefouert gëtt.

Wann ee gesäit, wat bis elo trotz deene villen Auditen an trotz deene sëlleche Virschléi a Propose geschitt ass, dann ass ze fäerten, dass et sécherlech och nach laang net fir d'lescht ass, datt mer eng Debatt iwwert dee Sujet hei féieren. An dach muss ee soen, ass et eng aussergewéinlech Procédure, datt de Médiateur hei d'Regierung an d'Gebiet hëlt a se an engem Sujet esou däraarteg un de Pranger stellt.

Och d'Demokratesch Partei huet an der Vergaangenheet, net zulescht am Kader vun hiren 33 Reformvirschléi, drop higewisen, dass a puncto Arbeitsamt dringenden Handlungsbedarf besteet.

Allerdéngs si mer der Meenung, datt et net eleng mat enger Reform vum Arbeitsamt gedoen ass. Sech nëmmen op de Fonctionnement vun dëser Administratioun ze fokusséieren, gräift ze kuerz a léist net déi strukturell Problemer, mat deene Lëtzebuerg a Saache Chômage konfrontéiert ass, wéi zum Beispill den héije Taux vu jonke Chômeuren oder dee groussen Undeel un Onqualifizéierte respektiv u Leit mat niddreger Qualifikatioun, déi keng Aarbecht fannen.

Fir eng nei Dynamik an d'Aarbechtsvermëttlung ze kréien, hu mer eis och ëmmer an der Vergaangenheet dofir ausgeschwat, dass och Privatinitiativ an dësem Beräich muss kënnen aktiv ginn.

Et geet net duer, de Chômage nëmmen ze verwalten, mä d'Vermëttlung vu Leit, déi eng Aarbecht sichen, muss aktiv bedriwwe ginn. Mir sinn dovun iwwerzeegt, dass Privatinitiativen hei e wäertvolle Bäitrag zu enger méi aktiver Aarbechtsvermëttlung kënne leeschten, an dofir muss virop d'ADEM, d'Arbeitsamt, an e richtegt an e funktionéierend Aus- a Weiderbildungsinstitut weiderentwéckelt ginn.

D'Personal vum Arbeitsamt soll zesumme mat den Entreprisen detailléiert Profiler opstellen, fir esou eng méiglechst effektiv an op d'Besoine vun der Wirtschaft ugepasste Weiderbildung vun deem Eenzelnen ze erméiglechen, a Chômeuren ouni Qualifikatioun respektiv mat enger niddreger Qualifikatioun sollen dozou verflicht ginn, direkt vun Ufank vun hirem Chômage u sech weiderzebilden.

A senger Recommandatioun weist de Médiateur drop hin, dass d'Arbeitsamt a puncto Placement ënnerbesat ass. Eng Tatsaach, déi iwwregens vun der Direktesch vum Arbeitsamt confirméiert gëtt, déi hiren Hänn och kee Rot méi weess. Budgetär Zwäng oder den Numerus clausus kënnen dem Médiateur no awer net als Argument fir dës Zoustänn ugefouert ginn.

Wann een d'Bekämpfung vum Chômage als eng Prioritéit ugesäit, da muss een dofir och déi néideg finanziell Mëttel bereetstellen. Längerfristeg gëtt eis eng ineffizient Aarbechtsvermëttlung souwisou vill méi deier wéi eng Opstockung vum Personal am Service Placement vum Arbeitsamt. Mä dat ass jo och näischt Neies.

Och schwätzt de Médiateur a senger Recommandatioun dovun, fir d'Leit éischter un de Service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi ze verweisen. Dës Recommandatioun kënne mir als DP grad eweí déi vun enger spezieller Formatioun fir zukünfteg Placeuren nëmmen ënnerstëtzen.

Beispiller aus dem Ausland weisen, dass d'Dauer, déi deen Eenzelnen am Chômage verbréngt, däitlech erofgeet, wann de Placeur sech méi individuell ëm deen eenzelne Chômeur bekëmmere kann. Do kéint ee mat Beispiller déngen.

Allerdéngs geet et net duer, wéi scho gesot, d'Servicer vum Arbeitsamt ze verbesseren. Mir sinn der Meenung, dass och d'Demandeurs d'emploi musse verstäerkt responsabiliséiert ginn. Deene Leit, déi Abusë bedreiwen oder net gewëllt sinn eng Aarbecht ze fannen an hire Verflichtungen och net nokommen, muss d'Ënnerstëtzung no an no gekierzt ginn. An dëse Fäll, bei deenen et sech sécher nëmmen ëm eng Minoritéit vun de Betraffene handelt, soll nach just eng Grondsécherung ausbezuelt ginn. Eng finanziell Ënnerstëtzung, déi iwwert dës Grondsécherung erausgeet, zum Beispill eng bezuelte Formatioun, sollen nëmmen nach déi kréien, déi wierklech gewëllt sinn, och Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

Aner Länner, haaptsächlech déi skandinavesch, hunn dëse Modell vu Flexicurity scho längst erfollegräich ëmgesat. Virun allem an Dänemark konnt e grousse Fortschrëtt an der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet erreecht ginn. Dänemark huet haut nach en Taux de chômage vu 5,5%, wat ee vun deenen niddregste Chômagetauxen an der EU ass.

Här President, iwwer Zil an Zweck vun alle Beschäftegungsmesurë misst ee sech an dësem Kader och ënnerhalen, mä dofir kréie mer deemnächst Geleeënheet an eiser Chamberskommissioun an d'Zäit léisst dat haut, mengen ech, och net zou.

Här President, an deene leschte Jore stellt een awer och verstäerkt fest, datt obwuel zu Lëtzebuerg weider massiv Aarbechtsplaze geschafe ginn, d'Zuel vun de Chômeure weiderklëmmt. Virun allem bei deene Jonken ënner 25 Joer läit Lëtzebuerg mat engem Undeel vu ronn 20% gutt un der Spëtzt vun der Europäescher Unioun.

Dëse Phenomeen ass op verschidden Ursaachen zréckzefëieren. Op där enger Säit ass Lëtzebuerg enger verschäerfter Konkurrenzsituatioun an der Grenzregioun ausgesat; op där anerer Säit ass et awer och esou, dass mat der aktueller Bildungspolitik eis Schüler net méi op déi zukünfteg Ufuerderung vum Aarbechtsmaart virbereet ginn. De Leeschtungsprinzip ass amgaang aus eise Schoulen ze verschwannen an d'Ufuerderungen un d'Schüler ginn ëmmer méi wäit erofgeschrauft.

Dëst féiert zwar natierlech zu enger besserer Situatioun…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Calmes, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Emile Calmes *(DP).*- …vun eisem Schoulsystem, mä parallell awer zu méi schlechten Zukunftschancë fir eis Jugendlech. D'Reforme sollen dozou déngen déi jonk Leit besser op hir Zukunft virzebereeden an net hinnen e falscht Bild vun där Zukunft ze vermëttelen.

Här President, zum Schluss dann, well meng Zäit ogelaf ass, wollt ech awer nach derzou soen, dass als Reaktioun op dem Médiateur seng Kritik um Fonctionnement vum Arbeitsamt den zoustännege Minister mengt hie géif an deem Beräich vu senge Ministerkolleegen, vun de Gewerkschaften a vum Partonat eleng gelooss ginn. Domat huet de Minister sécher net ganz Onrecht, well d'Bekämpfung vum Chômage…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Calmes, Är Zäit…

M. Emile Calmes *(DP).*- …kann net eleng - ech sinn um Schluss -…

M. le Président.- Jo, mä Dir misst…

M. Emile Calmes *(DP).*- …vum Aarbechtsminister bewältegt ginn. Allerdéngs misst een, wann ee Minister während siwe Joer ass an d'Verantwortung an dësem Beräich dréit an och enger Partei virsteet, déi an dësem Domän scho jorelaang d'Verantwortung huet, mengen ech, awer dat néidegt Rüstzeug hunn…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Här Calmes, Är Zäit ass ofgelaf. Ech bieden Iech domadder ofzeschléissen an Är Interventioun fäerdeg ze maachen!

M. Emile Calmes *(DP).*- An domat, Här President,…

M. le Président.- Merci, Här Calmes.

M. Emile Calmes *(DP).*- …wëll ech menge Kolleegen hei Merci soe fir d'Nolauschteren. Wann et an Zukunft ëmmer esou genau geet, da komme mer gutt virun, Här President.

(Interruption)

M. le Président.- Et soll heibannen, Här Calmes, ee wéi deen anere behandelt ginn. Ech hunn der Madame Loschetter eng Minutt zougestanen, wat normal ass bei zéng Minutte Riedezäit.

M. Emile Calmes *(DP).*- Dir hutt mir déi net zougestanen, well Dir hutt no 36 Sekonnen driwwer schonn...

M. le Président.- Neen, neen, neen! Dir waart eng Minutt a 36 Sekonnen driwwer, Här Calmes.

(Interruption)

Sou, elo huet den Här Castegnaro d'Wuert!

(Interruptions diverses)

Une voix.- Et geet scho gutt un.

M. Emile Calmes *(DP).*- Hei steet zéng Minutten, Här President.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här President,…

M. le Président.- Neen! Entschëllegt, Här Castegnaro, ee Moment. Wann den Här Calmes de President hei wëllt beléieren, da wëll ech dem Här Calmes soen, dass där Fraktioun, déi d'Stonn ufreet, zéng Minutten zoustinn, an dass deenen anere Fraktioune fënnef Minutten zoustinn. Iech stoungen…

M. Emile Calmes *(DP).*- Et steet awer net hei.

M. le Président.- Jo, ech hat et awer gesot wéi mer d'Debatt ageleet hunn.

(Interruptions diverses)

Jo, mä, Här Grethen, Dir hutt als Fraktiounschef ëmmer dem Här Calmes dat gesot. Den Här Calmes ass esou laang hei, hie weess dat.

Elo huet den Här Castegnaro d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech hätt gär déiselwecht Zäit wéi den Här Calmes, wéinst der ausgläichender Gerechtegkeet.

Ech wéilt drop hiweisen, dass anerer gesot hunn, dass eis zum Thema Chômage nach ganz vill Debatten an den nächste Wochen an d'Haus stinn, déi och riskéiere ganz schwiereg ze ginn, wa mer wësse wat am sou genannten Tripartite-Gesetz steet.

Wat d'Aussoe vum Ombudsmann ubelaangt, stellen ech fest, dass se grondsätzlech näischt Neies bruecht hunn, mä de Verdéngscht hunn den Thema erneit opgeworf ze hunn, d'Problematik erëm nei opgerullt ze hunn. Den Här Fischbach huet widderholl a festgestallt, wat d'Gewerkschaften zënter Joren zum Thema soen, wat hei an deem Haus zum Thema gesot gëtt, mä och wat d'ADEM selwer zu deem Thema regelméisseg u Schwaachstellen offe leet.

Et ass awer elo un der Zäit - do si mer eis eens -, dass Neel mat Käpp gemaach ginn. Et besteet zwéngenden Handlungsbedarf an den Erwaardungsdrock ass entspriechend grouss.

Ech wéilt ënnersträichen, dass mer eis hei jo net nëmmen iwwer eng Verwaltung, mä iwwert d'Schicksal vun Dausende vu Mënschen an deenen hir Existenzgrondlag ënnerhalen. Hir Grondlag ass ofhängeg vun engem optimale Fonctionnement vun där Verwaltung. A mir rieden dann och vu Millioune vun Euro. Mir rieden iwwer Mataarbechter vun der ADEM, déi oft ënner onmënschlechen an onzoumuttbare Konditiounen hir Aarbecht leeschte mussen. Mir rieden iwwer mënschlech Problemer, mä och iwwer volkswirtschaftlecher. An dat ass a sech eng onverantwortlech Situatioun, an duerfir muss d'Bekämpfung vum Chômage déi éischt Prioritéit bleiwen.

Mir waarden elo op en Neits op d'Resultat vun engem weideren Audit, dës Kéier vun der OECD an dat no deenen Audite vum Enn vum Joer 1996. An ech wël dozou just soen, d'Auditen däerfen net zum Feigenblatt ginn a scho guer net zur Speerspëtzt oder zum Unterseeboot, fir iwwert d'Ausland an iwwer sou genannten Expertë virrangege Leeschtungsofbau ze bedreiwen, statt am Contraire ebe fundamental intern administrativ Strukturreformen ze realiséieren, déi d'ADEM an d'Situatioun versetzen hirer Roll gerecht ze ginn. Si ass net nëmme Machiniste, si ass net nëmme Chômageverwalter, mä si muss Aktivist an dreiwend Kraaft fir eng offensiv Beschäftegungspolitik sinn.

Tatsaach ass:

1. Eisen Aarbechtsmaart wiisst permanent a gëtt ëmmer méi komplizéiert.

2. De Konkurrenzdrock aus der Groussregioun wiisst genee sou.

3. De Chômage huet zu Lëtzebuerg a fir Lëtzebuerg en Ausmooss ugeholl, wat eis all iwwerrascht, a wou mer eis esou lues a lues drop astelle mat engem héije Chômagesockel an Zukunft ze liewen a bal akzeptéieren, dass vill jonk Leit, vill onqualifizéiert, vill qualifizéiert a schéinbar Aler iwwer 40 Joer dovu betraff sinn. Dat kann net sinn! Duerfir muss politesch gehandelt ginn. Duerfir mussen déi finanziell Moyene virun allem zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Situatioun an de Gréff ze kréien.

Wéini läit deen Audit vun der OECD vir? Mir hunn an der Commission du Travail et de l'Emploi den 1. Februar e Virgeschmaach kritt vun deem sou genannten OECD-Expert, deen d'Kaz aus dem Sak gelooss huet a méi Gewiicht op Leeschtungsofbau wéi op d'Reform an d'Effikassitéit vun der ADEM geluecht huet. An dat wäerte mir als Sozialisten esou net akzeptéieren.

D'Realitéit bei der ADEM ass:

1. Zënter Jore beaarbecht ee Placeur ronn 1.000 Chômeuren an Demandeurs d'emploi.

2. D'Raimlechkeete vun der ADEM sinn iwwerall ze kleng. An dann erliewe mer nach deen Onsënn, dass zum Beispill zu Esch d'Gemeng Esch zoustänneg ass fir d'Raimlechkeeten an an der Stad de Stat zoustänneg ass, mat alle Komplikatiounen.

3. D'Informatik vun der ADEM muss permanent op héchstem Niveau bleiwen. Mir brauchen e sou genannt Datawarehouse, well eis einfach déi Banque des données feelt fir déi noutwendeg Transparenz, fir kënne konkret ze schaffen.

4. Muss onnéidege Bürokratismus direkt ofgeschaf ginn. Mir hunn en Assignatiounssystem, dee blann assignéiert. Mir hunn e Stempelsystem, deen immens vill Zäit kascht. Mir leeë méi Dossiere pro Chômeur un. Alles Saachen, déi Zäit kaschten an déi d'Leit an der ADEM un hirer Aarbecht behënneren. Mir hunn hei an der ADEM eng Noutstandssituatioun wéi a villen anere Beräicher a mir brauchen also Courage a Suen, fir dat an de Gréff ze kréien.

Mir stelle fest, d'Prioritéit Nummer eent ass, d'ADEM fit ze maachen, fir dass se d'Demandeuren an d'Chômeure ka fit maachen an net ëmgedréit. Mir brauche genuch Personal. Mir brauche forméiert Personal. Mir brauchen eng optimal intern Zesummenaarbecht an der ADEM a mir brauchen eng optimal Kooperatioun zwëschent der ADEM an allen anere Ministèren.

Zweetens, de Monopol vun der ADEM däerf grondsätzlech net ugetaascht ginn, och wann d'Kooperatioun erwënscht ass. Ech hu mat Erschrecke festgestallt, dass eisen neie Kolleeg, den honorabelen Här Alexandre Krieps, an engem Zeitungsinterview mengt, d'Arbeitsamt kéint als Institutioun ofgeschaf ginn. Ech gesinn dat net esou, well et dann eng Institutioun gëtt a privater Hand, wou Geld verdéngt gëtt, awer net Problemer geléist ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Castegnaro!

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ech wëll zum Schluss soen, d'ADEM muss an d'Lag versat ginn hir Aarbecht ze maachen. Si muss zesummeschaffe mat all deenen, déi op deem Terrain aktiv wëlle sinn, och mat deene sou genannte Beschäftegungsinitiativen, mat de Betriber, mat der Schoul, mat der Beruffsausbildung. D'ADEM ass den Intermédiaire zwëschent Mënschen a Betriber. A fir déi schwieregst Aufgab muss se all Moyene kréien. Et geet ëm Mënschen, ëm hir Existenzgrondlag, hir Zukunft an hir Liewensqualitéit.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Dann huet den Här Gibéryen d'Wuert.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt d'Chômagezuelen hei zu Lëtzebuerg Rekordhéichten ugeholl hunn. Do verrode mer näischt Neies. Et ass eng traureg Realitéit, déi mer musse feststellen. An datt een duerfir och d'Verwaltung vun der ADEM där Entwécklung muss upassen, dat schéngt eis och eng logesch Saach ze sinn. Datt se net zefridde fonctionnéiert ass och eng allgemeng Kenntnis, déi jiddereen, mengen ech, dee sech drëm bekëmmert, weess.

De Rapport vum Ombudsmann huet et elo nach eng Kéier méi kloer zum Ausdrock bruecht, wat de Fonctionnement vun der ADEM ubelaangt, an huet eng Rei vu Propositioune gemaach.

Mir hunn als ADR an deene leschte Jore bei verschiddenen Diskussiounen och eng Rei vu Propositioune gemaach iwwert d'Reform vun der ADEM a fir d'lescht dëst Joer am Mount Mäerz hu mer en Dokument ausgeschafft, zéng Propositiounen, fir eng aktiv Aarbechtsmaartpolitik, wou och e ganzt Kapitel dran der Reform vum Fonctionnement vun der ADEM gewidmet ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et géif ze wäit féieren - an ech hunn nëmmen zwou Minutte fir hei zu dësem Dossier ze schwätzen - fir op déi Propositiounen anzegoen. Duerfir verweisen ech op eisen Internetsite, de www.adr.lu, wou jiddereen déi Propositiounen, déi mer gemaach hu fir eng Reform vun der ADEM duerchzeféieren, noliese kann.

Ech wëll awer soen, datt déi Propositiounen an de grousse Linnen déiselwecht si wéi déi, déi den Ombudsmann elo a sengem Rapport virgeschloen huet. Leider war et esou, dass den zoustännegen Aarbechtsminister bis haut net op ons Propositioune gelauschtert huet an net de Wëlle gewisen huet fir an déi Richtung ze goen, mä éischter - an dat ass eng Tendenz, déi ee konnt feststellen - an d'Richtung, déi zu sozialem Ofbau géif féiere wéi zu enger wierklecher Reform vun der ADEM fir déi en mesure ze setzen de groussen Erausfuerderungen, déi se brauch, gerecht ze ginn.

Mir hoffen also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt dem Ombudsmann seng Propositiounen, déi identesch si mat eise Propositiounen, elo méi eng grouss Chance hunn, fir duerchgesat ze ginn.

Här President, ech hu mech genee u meng zwou Minutte gehal.

M. le Président.- Ech sinn lech duerfir ganz dankbar. Merci, Här Gibéryen. Dann nach den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha général)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, dat Falschst wat ee ka maachen, dat ass wann een elo d'ADEM als Zilscheif hélt, well da schéisse mer op eng Ambulanz. Ech géif mengen, datt just dat d'ADEM am Moment nach ass, well esou wéi se elo strukturéiert ass ka se just nëmme pléischteren a muss kucken déi Aufgaben iwwert d'Bühn ze kréien, déi se elo huet.

Mä déi wierklech Responsabilitéit läit scho säit Jore bei deene politesch Verantwortlechen, déi et versäumt hunn d'Zeeche vun der Zäit ze verstoen an déi néideg Moossnamen ze ergräifen. A si hunn och de Feeler gemaach en Deel vun hirer Responsabilitéit einfach ofzeleeden op d'Beschäftegungsinitiativen oder souguer op d'Interimsgesellschaften, déi jo regelrecht hei am Land aus dem Buedem schéissen - an dat muss e gutt Geschäft sinn, well soss géif dat net gemaach ginn -, an déi praktesch regelrechte Mënschenhandel mat deene Leit, déi eng Aarbecht sichen, bedreiwen.

D'ADEM huet natierlech keng Wiel fir mat deenen zesummenzeschaffen, well se keng aner Méiglechkeeten huet, mä ech wëll awer och dovir warnen, wann ech dat neit Gesetz iwwert de Chômage elo gesinn, wéi een d'Chômeuren anscheinend soll fit maachen, dass ech mech awer och wäert dogéint wieren, an do sinn ech och mat deene grénge Kolleegen d'accord, dass mer elo d'Chômeuren net als Zilscheif huelen an aus de Chômeuren elo d'Buhmännercher vun der Natioun maachen.

A mir sollen eis och net ze vill erwaarde vu Rapportë vun der OECD, well där hu mer ee live erlieft an där zoustänneger Chambers-kommissioun, an deem seng éischt Suerg war d'Héicht vum Chômage, an deen hat

keng aner Suerge wéi dat. Do sinn ech awer der Meenung, dass een op esou Rapportë gutt verzichte kann an dass d'Regierung an déi zoustänneg Kommissioun selwer hir Verantwortung sollen iwwerhuelen a Moyene siche wéi een dee Problem an de Grëff kritt a sech net ëmmer erëm hannert auslännesche Alibi-Rapportë solle verstoppen, well ee selwer ze feig ass fir Faarf ze bekennen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet den zoustännege Minister d'Wuert, den Här François Biltgen. Här Minister Biltgen, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn notéiert, dass ech eng Véirelsstonn hunn, ech wäert mech drun halen, Här President.

M. le Président.- Merci.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dat bedingt och, dass ech net Zäit hunn op alles anzegoen, wat hei gesot gouf, aus deem ganz einfache Grond, dass hei u sech eng Heure d'actualité ugefrot gouf iwwert de Bericht vum Ombudsmann, et ass awer hei ganz villes gesot ginn, wat doriwwer erausgeet, wou ech awer kee Problem domadder hunn, au contraire, well ech ginn net midd ze soen, dass d'ADEM eigentlech nëmmen ee ganz klengen Deel duerstellt vun der Bekämpfung vum Chômage zu Lëtzebuerg. D'ADEM spillt eng Roll als Machiniste dotëschent. D'Problemer vum Chômage zu Lëtzebuerg si wesentlech méi grouss wéi d'ADEM iwwerhaapt kann eng Äntwert ginn.

Dofir wëll ech och a menger Stellungnahm haaptsächlech op d'Propositioune vum Médiateur agoen an och do eng Kéier soen, wat meng Meenung zu deenen eenzelne Propositiounen ass. Dat ass meng éischt Virbemierkung.

Meng zweet Virbemierkung ass déi, dass effektiv de Chômage zu Lëtzebuerg net kann - an ech ginn net midd dat ze soen - duerch d'ADEM bekämpft ginn.

Une voix.- Ouh?!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech si mer bewosst, dass mer musse Reforme maachen. Iwwregens hunn ech Iech d'Dokumenter ausdeele gelooss iwwert d'Reformen, déi an deene leschten zwee Joer geschitt sinn. Et sinn dauernd Reforme geschitt, well d'ADEM sech dauernd upasse muss un déi nei Zorte vu Chômage. De Chômage ännert dauernd a wa mer d'Gesetzer bis frësch geännert hunn, mat där ganzer Zäit, déi mer do mussen duerchlafen, da si mer ëmmer erëm hannendran. Dat heescht mir lafen ëmmer der Zäit hannendrun.

De Chômage zu Lëtzebuerg besteet aus zwee grousse Problemer. Deen een ass den Ënnerscheed tëschent der Offer an der Demande. Mir hunn Iech d'Zifferen ausgedeelt vum Chômage zu Lëtzebuerg. Kuckt Iech u wat de Problem ass. Wat ass an d'Luucht gaang? An d'Luucht ass d'Zuel vun deenen iwwer 40 Joer gaang. An d'Luucht ass d'Zuel vun deene gaang, déi manner leeschtungsfäeg si wéi déi aner, notamment opgrond vun zwee Gesetzer, déi mer hei zesumme gestëmmt hunn. Ech menge mir hu se souguer unanime gestëmmt: d'Gesetz iwwert d'Handicapéierten an och d'Gesetz iwwert déi Leit, déi deelinvalid sinn.

Wa mer elo kucke wéi vill Leit am August 2006 am Chômage sinn, déi deelinvalid respektiv handicapéiert sinn, esou si mer op 22,6% a mir kommen op 25%. Dat heescht all Véierten ass een, dee ganz schwéier erëm ze placéieren ass. A wa mer eng Feinanalys maache vun deene Leit, da stelle mer och nach fest, dass dat Leit sinn, déi gréisstendeels iwwer 40 Joer al sinn a gréisstendeels emol kaum en néngt Schouljoer gemaach hunn. Zum Deel si se och aus dem Ausland heihinner komm mat wéineg Sproochkenntnisser. Déi Leit sinn duerch gesondheetlech Grënn net méi fäeg ze schaffen. Déi hu mer am Chômage. An den éischte sechs Méint vun dësem Joer ass de Chômage zréckgaang. Déi Zuel ass an d'Luucht gaang. An déi Zuel geet och an Zukunft an d'Luucht.

Ech wëll dat hei soen, fir Iech dovir ze warnen ze mengen, dass wa mer méi Placeuren hätten, da wären déi dote Problemer geléist. Fir déi dote Leit musse mer Aarbechtsplaze fannen, an do hu mer net déi Aarbechtsplaze fir déi dote Leit. Déi Aarbechtsplazen, déi zu Lëtzebuerg haaptsächlech kreéiert ginn, dat sinn Aarbechtsplaze fir déck qualifizéiert Leit.

De Statec huet viru kuerzem e Bericht publizéiert, deen heescht „Cohésion sociale" oder esou ähnlech, ech hu mer e vum Internet erofgelueden, well de Statec ass jo méi beflass fir Pressekonferenzen ze maache wéi deem Minister, dee sech dofir interesséiert, och en Exemplaire gratis zouzestellen, deen ee gratis iwwert den Internet kritt. Dir kënnt en also och iwwert den Internet erauszéien. Do sti ganz interessant Zifferen dran.

(Brouhaha général)

Do stellt Der zum Beispill fest, dass vun deene Leit, déi zurzäit zu Lëtzebuerg liewen, 25% - all Véierten -, déi sinn all Cadres supérieurs; Cadres intermédiaires, dat ass éischter am technesche Beräich, 17,9%; Cadres administratifs 17,7% a Cadres manuels 40%. Bei de Cadres manuels sinn haaptsächlech Auslänner beschäftegt a kaum Lëtzebuerger - just fir dat ze soen.

Wann ech elo kucke wéi d'Evolutioun ass, och dat fannt Der an deem Bericht vum Statec, dee viru kuerzem veröffentlecht gouf, da stellt Der fest, dass an deene leschte fënnef Joer déi Leit, déi op Lëtzebuerg koumen, haaptsächlech, ronn ëm déi 40%, am Cadre-supérieur-Beräich schaffen. Dat genee beweist eis wou de Problem ass.

Dat heescht, wa mer keng Aarbechtsplazen hu fir déi meescht vun eise Leit ënnerdaach ze kréien, jo, dann hëlleft eis déi bescht Reform net. Dat wëllt net soen, dass mer keng Reforme maache sollen, au contraire. Mä fir ze mengen iwwert d'Reform eleng géif et duergoen, a wéi d'DP seet: „Maacht eng Bildungsagence aus der ADEM", dat ass alles schéin a gutt, mä ech forméieren awer aus engem fofzegjährege Steemetz, deen de Réck futti huet, do forméieren ech op der ADEM keen Informatiker. Dat geet einfach net!

Mä mir mussen eis bewosst sinn, dass mer fir déi Leit eppes maache mussen. Duerfir stinn ech a fir déi beschäftegungspolitesch Initiativen, duerfir stinn ech a fir dat Gesetz iwwert d'Beschäftegungsreform, esou wéi ech fir alles hei astinn.

Ech kréie mat jiddferengem hei Sträit, emol eng Kéier op där enger Säit, emol eng Kéier op där aner Säit, iwwert déi Projeten, déi mer maachen, mä ech stinn duerfir an, well mir musse kucken - an dat huet mech haut e bëssen an der Debatt, ech wëll net soe gestéiert, mä awer frappéiert -, et gëtt gesot d'Leit musse Chômage kréien, neen, d'Leit mussen eng Schaff kréien. Ech hätt gären, dass d'Leit eng Schaff kréien. An duerfir musse mer eng Partie Reforme maachen, fir fir d'Leit eng Schaff ze kréien.

An duerfir geet et eleng net duer, dass mer op der ADEM schaffen. Duerfir musse mer Schoulpolitik maachen a mir mussen eis ëm d'Wirtschaftspolitik bekëmmeren. Wa mer keng Plaze méi fannen am Industrieberäich, ma da kréien ech eng Partie Leit net ënnerdaach. Ech kréien d'Leit net iwwerall just an de Finanzen ënnerdaach.

Deen Dag, wou d'TDK ugekënnegt huet si géif ronn 300 Leit entloossen, den Dag drop huet eng Fiduciaire ugekënnegt si géif 200 Leit astellen, an ech hu moies um Radio héieren: Gutt Nouvellen endlech vun der Front vum Chômage, well no deenen 300 Plazen, déi verluer goufen, kommen der 200 dobäi. Dat ass richteg, just dass déi 200 déi 300 net ersetzen, well déi 300 Leit, déi bei der TDK geschafft hunn, vun deene kréien ech keen an enger Fiduciaire ënnerdaach.

Dat doten anekdotescht Beispill, wat all Dag virkënnt, just fir Iech ze soen: Déi vill Aarbechtsplazen, déi geschaf ginn, an déi nach laang net all der ADEM zur Verfügung stinn, well vill sinn Transferte vu Plazen op Lëtzebuerg, mä vun deene Plazen, déi geschaf ginn, sinn dat ganz oft Plazen, wou mir d'Leit net hunn, fir se dohinner ze schécken. Mir brauche Plazen, fir d'Leit kënnen dohinner ze schécken. Dofir nach eng Kéier: Schoulreformen, Wirtschaftsreformen!

Zur Schoul wëll ech awer och nach aschränkend Folgendes soen: Déi bescht Schoulreform léist och net all Problemer. Ech stinn honnertprozenteg a fir Schoulreformen. Ech ginn an all Schoul, déi mech invitéiert. Et sinn der net vill. Et sinn net vill Schoulen, déi bereet sinn och mat engem Aarbechtsminister iwwer Chômage ze schwätzen. An de Schoulen ass ganz oft Beruffsorientéierung tabu. Ech ginn awer a vill Schoulen invitéiert an an all déi wou ech invitéiert ginn, ginn ech, déi och hir Schüler virbereeden op de Beruff. An dat maachen ech, fir mat deene Schüler ze schwätzen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et sinn awer vill Schoulen, déi Beruffsorientéierung maachen. Dir sot, an deene meeschte wär et tabu. Dat ass net de Fall, well et gëtt an enger ganzer Rei Lycéeë ganz gutt Orientéierungsaarbecht gemaach.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dat ass awer dat, wat ech ka feststellen, Madame Brasseur. Et ass dat, wat ech ka feststellen! A wa mir dat ëmgesat hätten zesummen, Madame Brasseur, wat d'OECD gesot huet iwwert d'Beruffsorientéierung, da wäre mer och haut méi wäit. A mir wësse ganz genee u wat et gescheitert ass. An ech mengen net, dass et un eis zwee gescheitert ass.

Mä, wéi gesot, nach eng Kéier, mir brauche méi Beruffsorientéierung, fir och eis Schüler dohinner lotsen ze kënnen, wou Plaze sinn.

Vill Schüler kommen eraus aus eiser Schoul an da gi se an de Kampf geschéckt géint d'Grenzgänger, fir eng Aarbechtsplaz ze kréien. Ee Service, dee mer an eise Reforme gemaach hunn, no den Audite vu '95 oder '96, ee Service, dee mer ubidde beim Aarbechtsamt, dat ass deen, dass mer de Leit weise wéi een e Curriculum Vitae schreift, wéi een eng Demande schreift.

Eng Fro, déi ech mer awer stellen: Muss een dofir fir d'éischt an de Chômage kommen a bei d'Aarbechtsamt ageschriwwe ginn, éier dass een dat léiert? Dat kéint een an engem normale Cours och léieren, well dat huet och eppes domat ze di fir korrekt Franséisch oder Däitsch ze schreiwen, oder wat dat ëmmer ass, a sech duerzestellen. Et ass also nach ganz vill do ze maachen.

Dir Dammen, Dir Hären, ech hunn awer gesot ech géif op déi Propositioune vum Ombudsmann agoen, well ech mengen, dat ass d'Debatt vun haut.

(Interruptions diverses)

Eng Virremarque: Ech sinn absolut d'accord mat der Propositioun vum Marcel Glesener, dass een eng Kéier an der zoustänneger Chamberskommissioun soll den Ombudsmann, d'ADEM an den Aarbechtsminister gesinn. Den Ombudsmann hänkt vun Iech hei an der Chamber of. Ech mengen, et ass un Iech, et ass net u mir, fir Virschléi ze maachen.

Ech muss allerdéngs och soen, dass ech et e bësse bosseg fonnt hunn, den Ombudsmann geet un d'Press an da maache mer hei eng Debatt, amplaz dass mer am Virfeld eng Aussprooch gehat hätten: Ombudsmann, Directrice vum Aarbechtsamt an Aarbechtsminister, an dann eng Debatt hei - selbstverständlech eng Debatt hei, hei musse mer politesch diskutéieren - gefouert hätten.

Mä ech soen Iech zum Beispill, dass eng Partie Proposen, déi den Ombudsmann mécht, déi deele souwuel d'Direktesch vum Arbeitsamt wéi ech selwer. Bei enger Partie anere Propose vum Ombudsmann hunn d'Direktesch an ech zum Beispill och verschidde Meenungen - dat ass och normal an dat muss een ausdiskutéieren. An dat hätt ech am léifste kontradiktoresch gemaach, esou wéi den Här Glesener dat virgestallt huet.

(Interruption et hilarité)

Neen. Madame Brasseur, den Ombudsmann ass en Organ vun der Chamber, an dat ass jo esou gewënscht gewiescht, fir dass en nämlech déi néideg Onofhängegkeet huet, déi e muss hunn. An dat ass och gutt esou. Ech wëll just all déi heibannen drun erënneren, déi gemengt haten den Här Fischbach géif kee gudden Ombudsmann ginn, wéi begeeschtert se elo vun him sinn.

(Brouhaha général)

Dat beweist jo och, dass déi Institutioun Ombudsmann, esou wéi d'Chamber se gestëmmt huet, eng gutt Institutioun ass. An ech stinn dozou. Ech fanne just déi Propos vum Här Glesener wéinst der Effikassitéit vun de Recommandatioune vum Ombudsmann besser.

Déi éischt Propositioun vum Ombudsmann war déi fir ze soen: méi Leit. D'accord fir méi Leit. Mir hunn Iech en Tableau ausgedeelt, do stellt Der fest, dass d'Leit an deene leschten zéng Joer ëm 100% an der ADEM opgestockt goufen, souguer ëm méi wéi 100%. Ech wëll dat hei soen, well ech e puermol an der Press - an dat ass de Mëtten net gesot ginn - gelies hunn: „D'Regierung stockt d'Leit net op." Mir hunn ëm 100% opgestockt an de Chômage ass och ëm 100% an d'Luucht gaang. Dat kann een awer net matenee vergläichen, well de Chômage, wéi ech et virdrun erkläert hunn, eng ganz aner Natur och kritt huet.

Also, mir hunn op 100% opgestockt. An ech kann Iech elo hei e Geheimnis verroden, wat Der muer beim Här Frieden gewuer gitt, nämlech stocke mer och d'nächst Joer erëm eng Kéier op. Mir kréien zéng Leit bäi am Aarbechtsamt, haaptsächlech Placeuren. Ech wëll haaptsächlech bei de Placeuren opstocken, mä ech soen Iech direkt, dass dat kee Wäert huet fir ze soen: Déi zéng Leit gi Placeuren. Mir hunn déi lescht Jore festgestallt, dass mir ëmmer erëm nëmmen hu kënne sechs Placeuren ongeféier zur gläicher Zäit forméieren. Déi musse jo forméiert ginn. An dat ass déi zweet Recommandatioun. Esou dass ech och aner Posten opstocken wëll.

Notamment wëll ech d'Orientation professionnelle beim Aarbechtsamt opstocken. Mir mussen do Leit bäisetzen, fir dass mir och eng Méiglechkeet hunn, do, wou d'Schoule wëllen, an där ginn et der, déi mat eis zesummeschaffen, dass mer kënnen dohinner goen. Do hu mer net genuch Leit.

Zweet Propos - also mat där éischter Propos sinn ech absolut d'accord, an dat ass jo éischter eng Ënnerstëtzung, déi den Ombudsmann mer ginn huet, vu dass hie jo selwer eng Kéier Budgets- a Fonction-publique-s-Minister war weess hie jo wéi komplizéiert dat ass, ëmsou méi frou sinn ech ëm déi Ënnerstëtzung -, dat ass d'Formatioun.

Wat falsch ass an der Recommandatioun vum Ombudsmann, ass ze soen: Si kréie keng Formatioun. D'Aarbechtsamt huet zënter deene leeschte Joren eng ganz Partie vu Formatiounen ugebueden, fir d'Placeuren ze forméieren. Et muss ee just wësse wéi se rekrutéiert ginn. Si ginn iwwert de Redakter rekrutéiert. An da ginn d'Leit vum Aarbechtsamt sech virstellen nom Examen a soen: „Wien ass interesséiert?", an déi kommen dann dohinner. Trotzdeem fannt Der ëmmer erëm Leit, déi eng si besser geeicht, fir mat soziale Problemer ëmzegoen, déi aner manner gutt; trotz alle Formatiounen.

Dat heescht, wat mir méi bräichten, an dat setzen ech emol hei an de Raum, well ech dat wierklech gär eng Kéier géif kontradiktoresch diskutéieren, dat ass ze soen: Kënne mer net - mä ech weess awer wéi quooklesch dat ass, och mam Fonction-publique-s-Recht - d'Placeuren als Employés privés rekrutéieren amplaz als Fonctionnaires? Da kéinte mer Leit siche goen, déi och vu vireran déi dote Formatioun hunn.

Zugläich soen ech och, dass an deem neien Tripartite-Projet, deen Der virleien hutt, mer och do wëlle méi mat Interimsagencë schaffen, fir déi schwéier Fäll ze vermëttelen.

Drëtte Punkt, dat ass dee vum Renouvellement périodique. Och do läit den Ombudsmann falsch. Zënter 2000 rotéieren d'Placeuren andauernd. Dat ass nämlech richteg esou, wat den Ombudsmann als Constat schreift, mä d'ADEM huet dat zënter 2000 schonn aneschters gehandhaabt. A wa Leit op eemol sech iwwerfuerdert fillen, da kommen se och op aner Plazen an et kommen Neier dohinner.

De véierte Punkt ass deen, dass d'Leit vun Ufank u solle méi à charge geholl ginn. Ganz kloer hu mer dat am Tripartite-Gesetz duerch en neie Kontrakt. Ech hunn haut keng Zäit op dat Tripartite-Gesetz anzegoen. Ech kommen nach op dat zréck. Am Tripartite-Gesetz steet d'Äntwert op dat, wat den Ombudsmann richtegerweis seet.

De fënnefte Punkt ass deen den Employeure Sanktiounen ze maachen, déi hir Ziedelen net ausfëllen. De Problem ass deen: Dat nëtzt eis näischt. Déi meescht Fäll, wou d'Leit hir Pabeiere vun hirem Employeur net kréien, dat si Failliten. Do gëtt et keen Employeur méi. Dat heescht, do nëtzt eis d'Sanktioun och näischt méi.

De sechste Punkt ass dee vum zweeten Aarbechtsdokter. Den zweeten Aarbechtsdokter hu mer zënter zwee Joer an e Gesetz ageschriwwen. Den Aarbechtsminister war sech bewosst, zesumme mat senger Verwaltung, dass mer en zweeten Aarbechtsmedeziner missten hunn. Just, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu kee fonnt! Mir hu keen eenzege Lëtzebuerger fonnt, dee bereet war Aarbechtsmedeziner um Aarbechtsamt ze ginn! An elo hu mer missen an d'Gesetz eng Bestëmmung setzen, fir en Auslänner anzestellen. Elo hu mer en Auslänner fonnt, mat deem mer musse verhandelen, well deen ass och net bereet einfach esou ze

kommen. Elo si mer amgaang ze kucken deen zweeten Aarbechtsdokter ze kréien. Just nach eng Kéier fir ze soen: Mir hu keen eenzege Lëtzebuerger fonnt, fir bei d'Aarbechtsamt als Aarbechtsmedeziner ze kommen.

Dann dee leschte Punkt, do sinn ech définitivement net d'accord mam Ombudsmann, an dat ass dee fir ze soen: Zwee Éducateure bei déi Leit, déi an en CAT bei Stat a Gemenge ginn. Dat léist de Problem net. De Problem beim CAT vum Stat an de Gemenge läit beim Stat a bei de Gemengen, läit bei den Tuteuren, déi do sinn.

Ganz oft, dat ass e Problem, an dat liest Der am Ceps-Bericht, kréien d'Leit do Illusioune gemaach, si kéinte beim Stat oder bei der Gemeng bleiwen. An dat sinn notamment déi Tuteuren, net de Patron, net d'Ministeren an net d'Buergermeeschteren, mä déi Tuteuren, déi soen: Oh, du schaffs esou gutt, am léifste géif ech dech halen. An da gi se net méi aktiv, fir eppes sichen ze goen.

Dofir hu mer am Tripartite-Gesetz virgesinn, wéi mer et schonn am Projet 5501 virgesinn haten, dass an Zukunft Leit net méi solle 40 Stonnen d'Woch schaffen, mä 32, an dass den Tuteur responsabiliséiert gëtt, fir mam Aarbechtsamt Récksprooch ze halen, dass déi aacht Stonnen, wou net geschafft gëtt, dass do Formatiounen hikommen, fir eben dee Jonken da fit a flott ze maachen. Déi Mesure ass méi effikass wéi déi, déi den Ombudsmann virschléit.

Wéi gesot, dat sinn elo d'Meenunge vum Aarbechtsminister dozou. Ech wär frou, wa mer géifen déi Propos opmaachen an ech sinn natierlech dann och frou, wa mer an Zukunft weiderginn an de Reformen.

Ee Wuert zum Problem Emplacement. Mir hunn net...

Une voix.- Här President!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Bon, dann...

M. le Président.- Ma neen, ech hunn den Här Minister drop opmierksam gemaach,...

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo.

M. le Président.- ...datt seng Zäit elo eriwwer ass, mä vu dass...

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Neen, wann Dir gären hätt, dass ech ophalen, dann halen ech op, dann...

M. le Président.- ...all Riedner hei méi Zäit kritt huet, denken ech, dass den Här Minister och nach soll e puer Sekonne kréien.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Zwee Wuert. Mir mussen och kucke Plazen ze fannen. Zu Esch, do brieche mer aus allen Néit. Wat den Här Castegnaro gesot huet ass absolut richteg. An der Stad ass et de Stat, zu Esch ass et Esch, déi bezuelen. Ech hunn allerdéngs e Problem, dass, wann näischt zu Esch geschitt, da muss ech och bei anere Gemengen am Süde froen, ob déi net bereet wären, fir eis och do opzehuelen.

(Interruptions diverses)

OCDE-Bericht, do wëll ech soen, dass mer en éischten Zwëschebericht nach Mëtt November dierfte kréien an da schwätze mer nach eng Kéier driwwer. An, wéi gesot, fir de Rescht hoffen ech a sinn dovunner iwwerzeegt, dass mer nach hei Zäit kréien, fir iwwert déi aner Reformen ze schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass déi Debatt ofgeschloss. Mir kommen elo un d'Heure d'actualité iwwert d'Gammelfleesch, déi vun der demokratescher Fraktioun ugefrot ass. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Clement, den Här Wagner, den Här Fayot, den Här Kox an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Carlo Wagner als Vertrieder vun der DP-Fraktioun. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

10. Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative à la viande avariée

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der leschter Édition spéciale vum Eurobarometer „Risk issues" vum leschte Februar gi Statistiken ervirbruecht, no deenen 61% vun de Leit inquiétéiert sinn iwwert d'Pollutioun vum Environnement. 51% maache sech Gedanken iwwert d'Autosaccidenter, an ëmmerhi 40% vun de Leit fäerten, si wären net ofgesécher, wat d'Sécurité alimentaire ubelaangt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Et muss ee soen, et ass net d'Grippe aviaire an et ass och net dee leschte Skandal vum Gammelfleesch an Däitschland, déi also déi doten Debatt ervirgeruff hunn, mä en fait ginn déi ganz Diskussioune schonn zréck op 1989, wéi déi éischt Fäll vu BSE opgetaucht sinn.

Zënterhier muss een och soen, dass d'Union européenne sech verschidde Moyene ginn huet, notamment och mat der Kreatioun vun enger Autorité alimentaire européenne oder, wann ee wëllt, dem Office alimentaire et vétérinaire.

Mir hunn awer elo nees beim leschte Fall an Däitschland gesinn, dass déi Mesuren einfach net duerginn. Esou ass et och dee Moment normal, dass all Land zënter laangem opgefuerdert ass, fir eege Mesuren ze ergräifen, fir kënnen dem Consommateur eng excellent Qualitéit ze offréieren. Dat heescht an anere Wierder, fir an den Domäne vun der Promotion de la qualité, vun der Transparenz, vun der Kontroll, vun der Informatioun an och vun der Commercialisatioun vu proppere Produit-alimentairen ze schaffen.

Dir erlaabt mer, dass ech de Programme électoral vun der Demokratescher Partei fir d'Wahle vum 13. Juni 2004 zitéieren,...

(Interruptions)

Une voix.- Très bien.

M. Carlo Wagner *(DP).*- ...wou mer wohlweisend soen: „Die Gesundheit der Verbraucher muss im Mittelpunkt der Bemühungen der Landwirtschaft stehen. Die DP betrachtet es als ihre Pflicht, die Landwirte dabei zu unterstützen, das Vertrauen der Verbraucher in ihre Produkte zu festigen. Deshalb möchte die Demokratische Partei ein feinmaschiges System der Qualitätsförderung, der Transparenz, der Kontrolle, der Information und der Vermarktung von Nahrungsmitteln einrichten."

D'DP geet also dovun aus, dass selbstverständlech de Consommateur muss d'Certitude absolue hunn iwwert d'Qualitéit vun de Produkter, wat awer nëmme méiglech ass duerch en effikasse System vun Traçabilitéit, wou och d'Transparenz selbstverständlech muss sinn an en effikasse Contrôle vum Étiquetage.

Ech muss soen, dass mir an dësem Zesummenhang staark bedaueren, dass mer hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer kee Système harmonisé hunn, wat d'Traçabilitéit ubelaangt, well en fait ass et jo esou, dass d'Responsabilitéit vun der Traçabilitéit den Distributeuren eleng zoukënnt. Mir géife mengen, dass do onbedéngt Ënnerstëtzung misst kommen an dass déi Cellule de Concertation hei zu Lëtzebuerg, op déi ech nach ze schwätze komme wäert, sech an deem Sënn och Gedanke misst maachen.

Och an hirem Wahlprogramm vun 1999 hat d'Demokratesch Partei schonn drop higewisen, dass mer onbedéngt e sou genannte Cahier de charges commun bräichten, wat d'Origine an d'Qualitéitslabele géif ubelaangen. Ech muss awer soen, dass do wahrscheinlech nach Aarbecht wäert op eis zoukommen.

Ech wëll och an deem Zesummenhang vun der Regierung wëssen, Madame Statssekretärin, wéi et ass mat der Mise en œuvre vum Règlement 178/2002 iwwert d'Législation alimentaire générale, wat jo als Finalitéit bekanntlech d'Définition-communen huet, d'Principe-directeure, an d'Objectif-légitimen, fir justement en héijen Degré vu Protection sanitaire an de gudde Fonctionnement vum Marché intérieur kënnen ze garantéieren.

Des Weidere wéilt ech och Informatiounen doriwwer, wéi et hei zu Lëtzebuerg mam jetzege Stand vun der Transpositioun vum Règlement 852/2004 iwwert d'Hygiène vun den Denrée-alimentairen ass.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer e System, deen en fait dualiste ass. Dat heescht an anere Wierder, dass d'Responsabilitéit gedeelt gëtt zwëschent dem Ministère de la Santé an dem Ministère de l'Agriculture. Wann ech dat däerf grob ausdrécken, wëllt dat soen, dass en fait de Ministère de l'Agriculture, wat d'Béischten ubelaangt, oder wat d'Fleesch ubelaangt, responsabel ass, soulaang wéi d'Béischte liewen. Eng Kéier d'Béischte futti, trëtt d'Responsabilitéit vum Ministère...

(Interruption et hilarité)

Futti oder geschluecht...

Dee Moment trëtt d'Responsabilitéit vum Ministère de la Santé an, an dat heescht och an anere Wierder, dass de Ministère de la Santé hei responsabel ass iwwert de Laboratoire, wat d'Kontrollen an d'Analysen ubelaangt, an dass en fait d'Administration vétérinaire responsabel ass wat den Élevage vun den Déieren ubelaangt.

Ech hu gelies an enger Question parlementaire vun engem grénge Kolleeg hei an der Chamber, déi de Rapport d'activité vum Exercice 2005 vum Ministère de l'Agriculture ubelaangt, wou dee Parlamentarier seet, an deem Rapport géif iwwert den Dysfonctionnement vun der Cellule de Concertation geschwat ginn.

Ech muss soen, dass ech doriwwer e bëssel chen iwwerrascht sinn. Ech hunn an deem Rapport d'activité gesicht an ech hunn dat Wuert Dysfonctionnement zu kengem Moment fonnt.

Dat Eenzegt, wat ass, dat ass, dass an deem Rapport éierlecherweis steet, an ech zitéieren: «(...) en vue de restructurer cet organe et de lui donner un cadre plus professionnel et mieux adapté aux exigences en matière de la coordination des contrôles officiels des denrées alimentaires, de l'alimentation animale et du bien-être animal.»

Mä, op alle Fall steet näischt do vun Dysfonctionnement. Et steet just eppes do vu Lacunen. Ech sinn och fest dovun iwwerzeegt, dass, wa mer wierklech hei zu Lëtzebuerg dem Consommateur Vertrauen an d'Produit-indigènë wëllen zréckginn, dass dat doten op alle Fall Allégatione sinn, déi an eisen Aen ouni Zweifel net an déi richteg Direktioun ginn.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg Chance, dass mer e Land sinn, wat relativ kleng ass, wat relativ transparent ass a wat dee Moment och gutt ze iwwerkucken ass. Dofir sinn ech och iwwerzeegt, dass hei zu Lëtzebuerg, wat d'Qualitéit vum Fleesch ubelaangt, d'Problematik net op deem Domän läit, mä dass et en fait en importéierte Problem ass.

Et ass also en importéierte Problem, an ech huelen un, dass an deem Rapport d'activité, justement wat déi Lacunen ubelaangt op déi Schwieregkeeten, déi mer vu baussen erakréien, higewise ginn ass.

Et sinn och scho verschidde Mol Propositioune gemaach ginn, an notamment, mengen ech, och vun deene Gréngen, déi proposéieren, et misst e Ministère indépendant komme fir d'Protection vun de Consommateuren.

Abee, ech muss soen, dee leschte Gammelskandal - esou kann ee bal soen - aus Däitschland beweist, dass dat och wahrscheinlech net de richtege Wee ass, well Dir wësst, dass ënnert der viregter rout-grénger Regierung an Däitschland ënnert der Responsabilitéit vun der Madame Künast esou e Ministère entstanen ass. D'Resultat ass eis bekannt.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass mat der Kreatioun vun deem neie Ministère vläicht ka versicht ginn, d'Opinion publique dobaussen ze berouegen, mä dass dat awer ouni Zweifel net d'Léisung ass. An ech wëll och drop hiweisen, dass beispillsweis d'Commission européenne an hirem Livre blanc ganz, ganz resolut fuerdert, dass ee sollt de Contrôle vun den Denrée-alimentairen an d'Protektioun vun de Consommateure strictement auserneen halen.

Deen europäeschen Office alimentaire et vétérinaire, mengen ech, hätt och an deem dote Beräich elo ganz vill Aarbecht ze leeschten. Dat heescht, notamment wat de Contrôle op de Grenzen ubelaangt; dat souwuel, wat den Import ubelaangt aus engem anere Land wéi och den Export an en anert Land. Mir wëssen, dass haaptsächlech alleguerten déi Produkter, déi aus Pays tiers kommen, heiansdo ganz schwéier ze kontrolléiere sinn, an ënner Pays tiers verstinn ech déi Länner, déi eben net an der Union européenne des 25 sinn, mä déi sou genannte Pays tiers. Ech mengen, do misst een onbedéngt kucken, dass och eis Lëtzebuerger Autoritéite vläicht géife mat dem Office alimentaire européen Kontakt ophuelen, fir gemeinsam Strategien europawäit an deem doten Domän kënnen op d'Been ze setzen.

Am Résumé, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech nach eng Kéier widderhuelen, dass mir der Iwwerzeegung sinn, dass ee muss kucke fir där Cellule de Concertation, déi aus ganz kompetente Leit besteet an déi bis elo exzellent Aarbecht gemaach huet, awer appropriéiert Moyenen ze ginn, notamment wat d'Traçabilitéit ubelaangt. Wéi gesot, nach eng Kéier, eng uniform Traçabilitéit net nëmmen ënnert der Responsabilitéit vun den Distributeuren, mä och wat de Contrôle vum Étiquetage ubelaangt. Et ass och richteg - an et ass scho méi oft an deem héijen Haus drop higewise ginn -, dass onbedéngt d'Moyene vum Laboratoire misste renforcéiert ginn.

Finalement wëll ech drop hiweisen, dass, wéi gesot, eis national Autoritéiten onbedéngt musse mat deem Office alimentaire et vétérinaire zesummeschaffe fir kënne gemeinsam europäesch Prinzipien a Prozeduren opzestellen, notamment wat den Import-Export ubelaangt.

Finalement, mengen ech, wär et awer och ganz wichteg, dass mer hei zu Lëtzebuerg d'Efforten net vernoléissegen, mä au contraire se renforcéieren, fir dem Lëtzebuerger Consommateur kloer an däitlech ze maachen, dass wann e wëllt rassuréiert sinn iwwert d'Consommatioun vu Fleeschartikelen hei zu Lëtzebuerg, dass e beschtens berode wär wann e géif Lëtzebuerger Produkter consomméieren. Et sinn d'Lëtzebuerger Produkter, déi mir kënnen 100%eg hei zu Lëtzebuerg suivéieren. D'Gefor kënnt net vu Lëtzebuerg, si kënnt aus dem Ausland. Loosse mer dem Consommateur dat dann och weider bäibréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Den nächste Riedner oder den éischte Riedner ass den Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee rezente Liewensmëttelskandal an Däitschland, wou Tonne vu verduerwenem Fleesch an den Handel komm sinn, huet mat Sécherheet eppes ganz kloer, géif ech soen, zum Virschäi bruecht: Et gëtt keen Nullrisiko bei der Liewensmëttelsécherheet, haut net an och net an Zukunft. Ob mir elo erëm méi Transparenz fuerderen oder nach méi Transparenz fuerderen am Fleeschsecteur oder nach méi Kontrollen afëiere wëllen, en Nullrisiko wäerte mer net erliewen.

Wann ech elo richteg informéiert sinn, gouf an Däitschland ganz vill Fleesch ëmetikettéiert oder falsch deklaréiert. Och gëtt spekuléiert, datt verschidde Liewensmëttelcontrôleure mat de Fleeschproduzenten ënner enger Decke gestach hunn an esou vun de ganzen Onéierlechkeete mat profitéiert hunn. An dëse Fäll, Här President, wou manifestement Spëtzbouwen oder nëmmen op Profit orientéiert Leit um Wierk waren, verseet selbstverständlech och dee performanteste Kontrollmechanismus.

Wéi ass dann elo de Contrôle hei zu Lëtzebuerg vun der Liewensmëttelsécherheet? Als Äntwert op d'Liewensmëttelskandaler aus den 90er Joren hu mir hei an der Chamber 2001 e groussen Hearing mat alle concernéierte Parteien aus dem Liewensmëttelsecteur gehat. Eng vun de Konklusioune vun dësem Hearing war, fir eng Cellule de Concertation en matière de Sécurité alimentaire an d'Liewen ze ruffen.

Dës Cellule, wou Expertë vu verschiddene Verwaltunge vertruede sinn, huet als Aufgab sech mat der Liewensmëttelsécherheet auserneen ze setzen. Si maache souwuel eng Gestioun wéi eng Kommunikatioun vum Risiko, dee besteet, och vum Risiko, dee sech eréischt ofzeechent. Si maachen awer och a mengen Aen, an dat och laut Rapport, eng ganz uerdentlech Aarbecht, well néng Réuniounen hunn 2004 do stattfonnt. Dofir sinn ech, grad eréi de Carlo Wagner och, e bëssel che verwonnert iwwert d'Meenung vun där grénger Fraktioun, déi jo wësse wëllt, dass dëse Comité net uerdentlech fonctionnéiere géif an et do och géif zolidd Kompetenzgerangel tëschent deenen zwee Ministeren, deem vun der Santé a vun der Agriculture, géif ginn.

Déi gréng Fraktioun fuerdert dofir och - well se dat jo alles wësse wëllt -, datt dës Cellule de Concertation néi strukturéiert misst ginn an och méi professionell schaffe misst. Am Endeffekt fuerdert se dann och e Verbraucherschutzministerium. Dozou wëll ech awer nach soen, datt weder e Verbraucherschutzministère nach eng Agence de Sécurité alimentaire mat Sécherheet och net als Solution miracle unzegesi sinn, mat där een de Problem Liewensmëttelsécherheet zu 100% an de Grëff kréie kéint.

Mir brauche jo dofir nëmmen, an de Carlo Wagner huet dat schonn ugedeit, op déi aner Säit vun der Musel ze kucken, wou

d'Madame Künast esou e Ministère agefouert huet. A wéi mer alleguerte wëssen: Déi rezent Liewensmëttelskandaler kommen alleguerten aus Däitschland. Et kann een dervun ausgoen, datt do och de Kontrollsystem trotz deem Ministère net esou funktionéiert huet wéi e funktionéiere sollt.

Ech wëll elo awer nach e puer Wierder, Här President, iwwert d'Liewensmëttelsécherheet an d'Transparenz vum Lëtzebuerger Fleeschsecteur soen. Wann een de ganze Secteur „Fleesch" méi genee ënnert d'Lupp hëlt, muss ee soen, datt elei vun den Acteure riseg Ustrengungen a Saachen Transparenz an och Hygiène gemaach gi sinn. Dat geet u beim Bauer mat der Transparenz an dem Autocontrôle vun de Fuddermëttelen. Hei gëtt et neierdéngs Datebanken esouwuel vum an iwwert de Lieferant wéi och vum Bauer, dee seng Fuddermëschunge selwer hierstellt.

De Sanitel-System funktionéiert mëttlerweil exzellent, esou datt ech woen ze behaapten, datt et elei zu Lëtzebuerg méi Leit ouni Pass gi wéi Kéi ouni Pass.

(Hilarité)

Dat geet weider iwwert d'Schluechthaiser, iwwert déi fleeschverschaffend Betriber bis hin zum Commerce, déi alleguerte ganz strenge Kontrollen ënnerleien an zudeems iwwert den HACCP engem effikassen Autocontrôle ënnerleien. D'Traçabilitéit vun all Stéck Fleesch ass haut dank dem Etikettéierungssystem an all Detail novollzéibar. Ech mengen, dat kann ee jo och an deene gréissere Supermarchéé gesinn, wat do alles op der Etikett dropsteet. Dat geet u beim Bauer a wat d'Gebuert, den Alter, de Pass vun der Mammekou an d'Fiddere betrëfft.

D'Etikette mat allen Donnéeë ginn am Schluechthaus op d'Carcasse dropgepecht an duerno an de Betriber, déi d'Fleesch verschaffen, op all eenzelt Stéck Fleesch. D'Betriber hunn hei, beim Bauer ugefaang bis hin zum Commerce, mat Sécherheet keng Méi gescheit fir hiren Deel bäizedroen, datt mer gesond a proppert Fleesch hei zu Lëtzebuerg hunn.

Zum Schluss, Här President, nach e puer Gedanken: Nach méi Kontroll bréngt ausser engem Plus un administrativem Opwand, menger Meenung no, guer näischt. Et sollt een au contraire d'Strofen iwwerdenke fir déi, déi sech net un de System halen an déi ech uganks menger Ried als Spëtzbouwe betitelt hunn, fir géint si mat aller Konsequenz a mat aller Häert duerchzegräifen. Mir mussen och nach méi, an dat huet och den Här Wagner scho gesot, Publicitéit no bausse maachen, méi fir eis Produkter werben, fir ze weisen, datt bei eis am Fleeschsecteur d'Transparenz garantéiert ass an datt ganz streng an och regelméisseg Kontrolle queesch duerch de ganze Secteur duerchgefouert ginn.

Egal elo, ob mir e Verbraucherschutzministère hunn oder eng Agence de Sécurité alimentaire oder eng Cellule de Concertation, keng vun dësen Institutiounen ass à même eng 100%eg Liewensmëttelsécherheet ze garantéieren, esou laang wéi et déi Spëtzbouwen an déi schwaarz Schof an deem Secteur gëtt. Et ass dofir och zudéifst bedauerlech, datt ëmmer erëm e ganze Beruffsstand oder méi Beruffsstänn zesummen ënnert den dubiose Machenschafte vun dëse Leit leide mussen.

Dat gesot, Här President, soen ech Iech alleguerten zum Schluss awer nach Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Den nächste Riedner ass den Här Ben Fayot. Här Fayot, wann ech gelift, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, dee sou genannte Gammelfleeschskandal ass zu Lëtzebuerg gutt géréiert ginn. Mir brauchen ons doriwwer hei net an d'Hoer ze geroden. Mir wëssen, dass dee Skandal an Däitschland duech Défaillancen an dem Konstrollsystem entstanen ass, déi do festgestallt gi sinn. Dat ass mënschlecht Versoen, mä sécher och Versoen an der grousser Distributioun, an dem Contrôle vun den Étiquetagen an der Traçabilitéit vun deem Fleesch, wat do an der grousser Distributioun war.

Mir hunn zu Lëtzebuerg sécher de Virdeel, dass mer méi kleng sinn, mä mir hunn awer och eng grouss Distributioun, wou esou Saache kënne virkommen. Ech fannen, et ass gutt, dass mer deen Débat och emol ërem eng Kéier hei hunn, deen dee méi prezise Problem, deen allgemenge Problem soulevéiert, nämlech dee vun der Sécurité alimentaire am Marché intérieur. An do ass natierlech d'Fleesch grad esou gutt touchéiert, wéi eng ganz Partie aner Elementer vun der Alimentatioun. Mir brauche jo net un de BSE-Skandal ze erënneren an un all déi aner Skandaler, déi besonnesch am Fleeschberäich stattfonnt hunn an déi och zu enger ganzer Partie Mesurë gefouert hunn. Et ass hei rappeléiert ginn, och vum Här Clement: Déi Autodiscipline, déi dëse Secteur vum Fleesch sech zu Lëtzebuerg ginn huet, ass natierlech mat dat beschte Mëttel, wann een effikass si wëllt.

Trotzdeem imposéiert sech eng Iwwerleeung iwwert déi staatlech respektiv professionell Kontrollmechanismen. Et ass schonn hei op de Rapport vum Juni 2000 higewise ginn, dee vum Ministère de l'Agriculture a vum Ministère de la Santé hiergestallt ginn ass, an deen och hei an der Chamber zu engem Hearing an zu Debatte gefouert huet.

Deemools ass constatéiert ginn, dass et eben duerch déi Verspreeung vun de Kontrollinstanzen iwwer verschidde Ministèren u Koordinatioun gefeelt huet. Deemools ass eng Cellule de coordination geschaf ginn. Et ass jo hei elo zum Virschäi komm, dass déi Cellule de coordination gutt schafft, an et ass och gefrot ginn, fir dass déi Cellule de coordination soll Mëttelen oder respektiv Laboratoiren zur Verfügung gestallt kréien. Dat ass am Fong geholl schonn en Ufank um Wee op eng Instanz, eng Recherche-Instanz, eng wëssenschaftlech Instanz, déi iwwert dat erausgeet, wat déi Cellule de coordination war, nämlech ze koordinéieren, wat an den eenzelne Ministèrë geschitt.

Perséinlech erënneren ech drun, dass och um europäesche Plang an deemselwechte Joer 2000 e Wäissbuch iwwert d'Sécurité alimentaire erauskomm ass. Deemools ass analyséiert ginn, dass bei der Gestioun vum Risque alimentaire de façon générale et zwee grouss Niveauë gëtt: Deen een Niveau ass dee vun der Evaluatioun vum Risque, dat ass dee wëssenschaftlechen Niveau, deen an de Laboratoirë geschitt; an deen aneren Niveau ass dee vun der Gestion du risque, dat ass dee vun der eigentlecher Kontroll, vun der uerdnungspolitescher Fonctioun an och vun der Informatioun, vun der Reglementatioun vun den Instanze vis-à-vis vum Consommateur an der Informatioun vum Consommateur.

Meng Meenung war et nach ëmmer - an dofir hat ech am Joer 2001 eng Proposition de loi 4792 hei erabruecht -, fir eng Agence luxembourgeoise de Sécurité alimentaire ze schafen.

Iwwregens ass an dem Programm vun der Regierung vun 2004 virgesinn, eng Etüd iwwer esou eng Agence de Sécurité alimentaire hei zu Lëtzebuerg ze maachen. Wéi ëmmer ass esou eng Proposition de loi geduecht als Ustouss, fir nozedenken iwwert d'Manéier wéi een d'Sécurité alimentaire besser assuréiere kann.

Ech menge schonn, dass mer, wann net eng eegen Agence de Sécurité alimentaire, dann awer eventuell emol sollten driwwer nodenken, ob mer an deem zukünftege Laboratoire National de Santé, dee jo en Établissement public soll ginn, en Element virgesinn, an deem Recherche scientifique iwwert d'Sécurité alimentaire ka gemaach ginn, fir dann och am europäesche Verband am Échange vun Experten, Risquë virauszegesinn an op déi Manéier d'Sécurité alimentaire ze garantéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat gesot, Här President, sinn ech awer mat deene Kolleegen d'accord, déi soen, dass mer sécher hei zu Lëtzebuerg eng gutt Fleeschversuergung hunn, dank och dem direkten Zougang zum Producteur, dank engem Réseau och vun artisanale Metzler a vun engem Fleesch, wat ganz genee traçabel ass. Ech mengen, dat ass sécher déi beschte Garantie, fir dem Consommateur ze hëllefen.

Dat verhënnert awer net, dass mer och iwwert d'Strukture vu Lëtzebuerg fir d'Iwwerwaachung vun der Sécurité alimentaire am europäesche Verbund mussen nodenken an ons och eng Philosophie maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Nächste Riedner ass den honorablen Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a regelméissegen Ofstänn schliddert d'Thema Liewensmëttelsécherheet ëmmer nees duerch Skandaler an d'Schlagzeilen.

D'Ursaach fir esou Liewensmëttelskandaler kann een net nëmmen op kriminell Handlunge vun de betreffenden Händler oder Hiersteller beschränken, mä déi staatlech oder stéchaarteg staatlech Liewensmëttelkontrollen, déi d'Produktioun an de Verkaf an hirer Gesamtheet erfaasse kënnen, esouwéi eng mangelhaft Koordinatioun vum Informatiounsfloss droen dozou bäi, datt esou Handlungen onentdeckt bleiwen.

Och op där zum Deel staark ausgeprägte Geiz-ist-geil-Mentalitéit läit e gudden Deel vun där aktueller Schold. Dofir begréissen an ënnerstëtzen déi Gréng och all Efforten, déi um Plang vun enger Valorisatioun vun de regionale Produitë geholl ginn, déi souwuel d'Qualitéit wéi d'Traçabilitéit vun de Produiten ervirsträichen.

De Succès, dee mir haut op deem Plang opzeweisen hunn - wéi zum Beispill de „Produit du terroir - Lëtzebuerger Rëndfleesch" -, weist, datt mir do um richtege Wee sinn.

Datt hei zu Lëtzebuerg niewent dem Rëndfleesch awer och nach aner Fleeschzorte produzéiert ginn, weist awer och, datt mer hei zu Lëtzebuerg a puncto Traçabilitéit nach munches ze ënnerhuelen hunn.

Duerch déi rezent Ereegnesser an Däitschland ass Lëtzebuerg sech erëm enger Problematik bewosst ginn, vun där mir vu Säite vun der Regierung ëmmer nees versécherht kréien, dass dëst eis jo net direkt beréiert. Et gëtt ëmmer nees vun der Transparenz a vun der Sécherheet vun eisem System geschwat.

Dobäi gëtt awer vergiess, dass dëse System sech bal ausschliesslech op national Produitë beschränkt. Ech brauch Iech jo kaum opzeweisen, wéi staark Lëtzebuerg am Beräich vun de Liewensmëttel vum Ausland ofhängeg ass. Och am Fleeschsecteur si mer nach ëmmer vum Ausland staark ofhängeg.

Déi Gréng sinn dofir nach ëmmer der Opfaassung, an dat méi wéi jee, dass d'Recht op Informatioun a sécher Liewensmëttel onbedéngt agehale muss ginn. D'Regierung muss deemno all Efforten ënnerhuelen, fir dat Recht ze garantéieren. Dëst ass eng staatlech Verantwortung. E Mangel u staatlecher Kontroll geet net zulescht zu Laaschte vun de Baueren.

Eng vun de beschten Hëllefen, déi mir de Bauere kënne ginn, ass Vertrauen, Vertrauen op sécher a gesond Liewensmëttel. Datt eis staatlech Kontrollen, besonnesch déi vun der Cellule de Concertation en matière de Sécurité alimentaire respektiv eis staatlech Laboratoiren alles anescht wéi performant sinn, geet aus hiren eegene Rapporten ëmmer nees ervir. Och d'Kompetenzgerangel tëschent dem Gesondheets- an dem Landwirtschaftsministère ass do alles anescht wéi dinglech. Dofir braucht Dir just mat deene kompetente Leit um Terrain ze schwätzen.

Esou ass am Rapport d'activité vum Ministère nozeliesen: «(...) la mise en application du ‚paquet réglementaire hygiène' démontre nettement les points faibles de la structure actuelle de la cellule de concertation.» A weider: «(...) de restructurer cet organe et de lui donner un cadre plus professionnel et mieux adapté aux exigences en matière de la coordination des contrôles officiels des denrées alimentaires (...)» Nozeliese wéi gesot am Rapport.

Och de Bericht vum Veterinärsoffice vun der Europäescher Unioun weist ëmmer nees op déiselwecht Defiziter hin. Ech zitéieren: «Les conclusions de leurs rapports de visite vont toujours dans le sens que le Luxembourg devrait encore augmenter son volume de contrôles et d'analyses.» Nozeliesen am Rapport d'activité vum Ministère de l'Agriculture.

Ähnlech wéi am Waasser, wou d'Kompetenzen an engem Ministère regruppéiert goufen, musse mer och am Liewensmëttelberäich eng besser Koordinatioun a Concertatioun virhuelen. Dofir verlaangen déi Gréng, net fir d'éischt, d'Schafung vun engem performante Verbraucherministère.

Wa virdru gesot ginn ass, dass dee Verbraucherministère an Däitschland et net fäerdeg bruecht huet, dass dee Skandal ausbliwwen ass, esou läit dat ebe grad un deem Kompetenzgerangel, deen och an Däitschland besteet tëschent der Bundesregierung an de Bundeslänner. Dofir ass och do d'Fuerderung vun de Gréngen an Däitschland, fir dat Kompetenzgerangel ewechzekréien.

Mir brauchen e Verbraucherministère, dee proaktiv am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet aktiv ass, mat klore Strukturen an dem néidege Personal a finanzielle Moyenen - ech kann nëmmen ënnersträichen, wat virdrun hei gesot ginn ass -, mat landeswäiten Aktiounen, fir den Étiquetage vun de Liewensmëttel ze iwwerpréiwen; mat performante staatleche Kontrolle fir d'importéiert Wueren; mat Hëllefsstellung fir d'Traçabilitéit vu sämtleche Fleeschprodukter, an net nëmmen deenen, hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren; mat Informatiounscampagnen iwwert déi pervers Effekter vun der Geiz-ist-geil-Mentalitéit an nach mat villem méi.

Här President, zum Schluss nach eng kuerz Erënnerung: Qualitéit a sécher Liewensmëttel hunn hire Präis. D'öffentlech Hand kann a muss do mat guddem Beispill virgoen. Ech erënneren dofir un eng Gesetzesinitiativ vum gréngen Deputéierte Robert Garcia, deen ëmmer nach aktuell ass, fir d'regional Produiten a staatleche Kantinnsbetriber méi staark ze benotzen.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Mehlen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir hutt sécher Verständnis dofir, datt ech an zwou Minutten déi ganz Thematik do net ofhake kann.

Meng Virriedner hunn dat meescht gesot, wat dozou huet misse gesot ginn. Wann et drëm geet, fir séiert Geld ze verdéngen, dann ass kriminell Energie ganz séier am Spill. Dat hu mer an der Vergaangenheet ganz dacks am Ausland gesinn, wou Saache passéiert sinn, a just an Däitschland, wou ee gemengt hätt, datt awer déi deutsche Gründlichkeit géing dofir suergen, zesumme mat engem Verbraucherschutzministère, datt esou eppes net méiglech wär. Et ass awer méiglech gewiescht. Dofir hänkt et an eisen An net vun der Struktur of, mä et hänkt dovun of wéi déi Strukturen, déi en place sinn, funktionéieren.

Mir wëssen, datt kee Liewensmëttel méi liicht verdieflech ass wéi Fleesch. Mir wëssen awer och, datt wahrscheinlech näischt méi schwéier noweisbar ass wéi op Fleesch, wat verpaakt ass a wat déifgefruer ass, ob do den Haltbarkeetsdatum, deen op der Etikett dropsteet, stëmmt oder ob en net stëmmt. Dofir muss een effektiv Analyse maache kënnen, déi relativ wäit ginn. Dat bedéngt e relativ héijen Opwand.

Ech wëll och vun hei aus wéinstens de Produzente félicitéiere fir dat, wat se an deene leschte Joren op d'Bee gesat hunn, wat d'Traçabilitéit ubelaangt, mä dat entbënnt eis net aus der Verantwortung, vu datt awer ganz vill Fleesch deelweis aus dem Land erausgeet, mä dofir kënnt es awer och - a mäi Virriedner huet jo och schonn dorop higewisen - eng ganz Partie an d'Land eran, wou mer keen Zougréff drop hunn, ob dat, wat mer do ugebuede kréien, esou stëmmt wéi et dropsteet.

Argentinescht Fleesch, do gëtt ëmmer gesot, dat wär dat bescht hei am Land. Wie weess da wéi laang, datt dat ënnerwee war an ënner wat fir enge Konditiounen, datt et gekillt war an esou weider an esou fort?

Dofir ass et noutwendeg, datt genuch Kontrolle gemaach ginn an datt déi, déi gemaach ginn, uerdentlech gemaach ginn. Och dat ass, an ech kann dat nëmmen ënnersträichen, am Intérêt vun de Produzenten, déi anerwäerts wierklech all Effortë gemaach hunn, fir dem Consommateur e gutt Produkt unzebidden.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen.

Domadder ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo nach d'Regierung. Ech denken, dass zwee Vertrieder dozou Stellungnahm huelen; fir d'éischt d'Madame Octavie Modert, Statssekretärin, an duerno den Här Gesondheetsminister. Madame Modert, Dir hutt d'Wuert.

Ech wëll drun erënneren, dass d'Regierung eng Véirelstonn Riedezäit huet.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn erstaunt a frou.

Erstaunt, Här President, datt d'Thematik vun haut opgeworf gëtt, wann - egal vu wéi enge Säiten a vu wou dat och hierkënnt - e Skandal hei bei eis gewittert gëtt wann eppes am Ausland geschitt ass respektiv vun do aus eriwwergeschwappt ass.

Frou awer op där anerer Säit, datt dat eis d'Geleeënheet gëtt nees heibannen an Ärem héijen Haus d'Liewensmëttelsécherheet an de Mëttelpunkt ze stellen.

Erstaunt, datt sech bei Routinefroen an -ënnersichungen heiansdo Froe gestallt gëtt, respektiv déi Kontrollen a Fro gestallt ginn, woubäi se ganz gutt funktionéieren, an dofir frou fir nach eng Kéier kënnen ze soen, datt eise System geklappt hat.

Frou ganz besonnesch fir ze héieren, datt heibanne ganz vill Iwwereneestëmmung ass a ganz vill gesot gëtt, datt mer vill Mëttelen hunn, an datt mer och en Deel vun de Konklusioune richteg gezunn hunn.

Ech wëll just ganz séier e puer Fakte soen. Wat hei deelweis als en Ulass geholl ginn ass, fir déi Froen ze stellen, dat war jo, datt mer iwwert de Système d'alerte rapide vun der Europäescher Kommissioun op Lëtzebuerg notifizéiert kritt hunn, datt zweemol hannerenee Fleesch aus Däitschland heihinner geliwwert ginn ass, wou een hätt kënne mengen oder wou e Verdacht war, datt et vläicht falsch etikettéiert gewiescht wär.

Deem war net esou, mä et gouf awer Fleesch an den Entrepôten an Däitschland fonnt, wou dat de Fall war an déi och heihi geliwwert haten. Dofir hu se eis dat matgedeelt a mir hu selbstverständlech déi néideg Kontrolle gemaach, no de Kontrollen déi néideg Analyse gemaach, an déi Analysen hu bestätegt, wat eis Kontrolle gewisen hunn a wat och eis Fachleit dozou direkt konnte soen, nämlech datt dat Fleesch an der Rei war.

Mir hunn also souwuel d'Kontroll kënnen direkt maachen; logescherweis, dofir ass de System do. Mir hunn direkt eng Saisie vun deem Fleesch gemaach, wourëm et gaangen ass. Mir hunn d'Analyse gemaach a mir hunn d'Fleesch souguer dann zerstéiert, wann et zwar anstänneg a richteg Analysen hat, mä wann et awer ausserhalb vun der Unioun hierkomm ass a mir net all Informatiounen haten, déi mer um Niveau Traçabilitéit wollten hunn.

Mir hunn zwee Fäll bis elo hei gehat, esou laang et dee ganze System vu Schnellwarnung gëtt, an déi konnte vum Labo novollzu ginn.

Ech wëll och kuerz eppes zu de Kontrollprozeduren an deene Fäll do soen: Mir ginn natierlech an all Entrepôten, wou Fleesch hänkt, regelméisseg Kontrolle maachen. D'Händler mussen do selbstverständlech d'Traçabilitéit vun hirer Wuer virweisen. Si däerfen nëmme Stocken hu mat etikettéierte Produkter. A si mussen aus EU-agréémierten Entrepôten iwwerhaapt hierkommen, also aus Etablissementer hierkommen, begleet vu sämtlechen Dokumenter, esou wéi et virgesinn ass. Mir gi -wéi gesot - selbstverständlech systematesch kontrolléieren, och ouni dass ee Problemfall sech stellt.

Mir hunn awer och, fir Fleesch wat vun ausserhalb vun der Europäescher Unioun kënnt - Fleesch, dat innerhalb vun der Europäescher Unioun hierkënnt ass censéiert an deene jeeweilegen EU-Mitgliedslänner direkt kontrolléiert ginn ze sinn -, op enger Plaz hei am Land, um Findel, an do ass eng systematesch Kontroll vun alle Chargë vu Fleesch, déi kommen.

Leider - an dat ass scho gesot ginn - kann een trotz allem net all kriminell Machenschaften domadder vermeiden. Mä, mir hunn awer festgestallt iwwer all déi lescht Joren hin, datt, bedéngt duerch d'Intensifikatioun vum europäeschen Iwwerwaachungsnetz, dat op d'Féiss gesat ginn ass, vun der Mëtt vun den 90er Joren un d'Zuel vun de Fäll vu sämtleche frauduléise Manipulatioune vu gefruerene Produkter an der EU ganz kloer erofgaangen ass.

Mir hunn awer och hei am Land eng gutt Zesummenaarbecht, wat déi ganz Kontrollen ubelaangt, an zwar souwuel um Terrain engersäits zwëschent den zoustännege Leit vum Landwirtschaftsministère a vum Gesondheetsministère, wéi och an där Cellule de Concertation Agriculture-Santé iwwert d'Sécurité alimentaire, vun där scho geschwat ginn ass.

Am Géigesaz zu deem, wat Verschiddener gemengt hunn hei opzewerfen oder iergendwéi erauszefannen, besteet do kee Konkurrenzdenken an och keng Kompetitioun a virun allem kee Géinteneen, mä dat ass ëmmer ofgestëmmt an d'Zesummenaarbecht ass gutt. D'Koordinatioun leeft iwwert d'Cellule respektiv iwwert d'Ministeren.

Ech wëll do vläicht soen, datt, wat hei gemengt ginn ass erausfonnt ginn ze sinn an de Rapports d'activité; do stoung just, datt mer eng Kéier déi Cellule restrukturéiere wäerten. Dat ass eppes, wat mer ëmmer wëlles haten, an dat ass eppes wat amgaangen ass. Also méi ass do guer net ze fannen an deem Rapport. Do sti mer dozou an dat si mer amgaangen ze maachen; grad esou wéi d'Ëmsetzung vum «paquet hygiène», woumat jo och zousätzlech Missiounen dann derbäikommen.

Mir hunn de «Plan pluriannuel de contrôle» esou wäit ausgeschafft. Domadder hänkt natierlech an Zukunft, spéiderhin, well dat ass evolutiv, och zesummen, datt een d'Revisioun vu Strukture mécht. Mir wäerte méi Mëttelen zur Verfügung stellen. Mir hunn der elo scho kritt fir d'nächst Joer. Et kënnt derbäi, datt, wéi gesot, déi Reorganisatioun amgaangen ass, an mer esou eng nei gemeinsam Struktur weiderhi kënne schafen.

A wann déi nei Laboratoirë bis gebaut sinn: de Gesondheetslaboratoire wou de Veterinärslaboratoire dobäikënnt, dat heescht déi zwee grouss Laboen, déi zoustänneg si fir Liewensmëttelanalysen ze maachen, wann déi geografesch beienee sinn, da si Koordinatioun a Synergie nach besser méiglech.

Jo, mir si selbstverständlech fir Kontrollen a fir gutt Kontrollen. Mir mengen awer, grad wéi Dir och, datt déi wuel ganz gutt fonctionnéieren. A selbstverständlech ginn déi zoustänneg Stellen, esoubal wéi eng Fro sech stellt, direkt op d'Plaz extra Kontrolle maachen. A mir hu bis elo ni ee Mangel feststelle kënne bei deenen extrae Kontrollen.

Jo, et kann een net hannert all Béischt an hannert all Bifdeck eng Kontroll stellen.

Wat ass souwisou de Risiko vun engem gefruerenen, sougenannte „Gammelfleesch"? Dat muss een och vläicht eng Kéier soen: Am Prinzip ass et jo kee Gesondheetsrisiko sou laang d'Killketten net ënnerbrach war, mä et ass ganz kloer e Mëssbrauch vum Konsument sengem Vertrauen, wat mir och net akzeptéieren. Dat ass d'Resultat vun där „Geiz-ist-geil"-Mentalitéit an Däitschland - wou ech dem Deputéierte Kox Merci soen, datt e mäin Zitat domat ëmmer erëmhëlt -, déi ze wäit verbreet ass. Dobäi misst erauskommen, datt Qualitéitsustrengungen, dat ass evident, och iwwert de Präis fir e Produkt mussen unerkannt ginn.

Mir hunn Traçabilitéitsregelen hei zu Lëtzebuerg an Étiquetagevirschréften, an zwar vum Moment wou e Béischt op d'Welt kënnt bis e geschluecht gëtt, a bis duerno d'Fleesch an den Handel an an de Konsum kënnt. Mir hunn, wéi Dir wësst, de Sanitel-System scho laang op d'Been gesat, deen iwwregens de Baueren och e ganze Koup nei Oploen an administrativ Aarbecht bréngt; e System, deen alles retracéiert, wéi et muss sinn, an, wéi den Här Clement gesot huet, wou all Béischt e Pass muss hunn.

Mir hu Labele fir d'Lëtzebuerger Fleesch als Qualitéitsproduktioun, déi fördere mer iwwert d'Agrargesetz. Mir wäerten déi och weider förderen iwwert dat neit Agrargesetz; do gëtt dat virugeschriwwen.

Mir sinn ausserdeem mat enger Etüd iwwert de Fleeschsecteur amgaang, fir dee Secteur ze valoriséieren, fir datt se hir Arbecht, déi se jo scho leeschten, nach besser kënnen en valeur setzen, a Sanktioune wäerten och an eisen neie Moossname matbeduecht ginn.

Ech mengen, Här President, datt een domadder just ka soen: Mir halen et selbstverständlech net fir gutt, wann esou Machenschaften entstinn. Mir hunn der hei zu Lëtzebuerg nach ni gehat. Mir gi sämtleche Fäll no, déi mer gemellt kréien iwwert de Système d'alerte rapide; dat ass nëmme logesch a selbstverständlech.

Schued ass et just, datt heiansdo esou Informatiounen iwwer verduerwent Fleesch am oder aus dem Ausland - oder wann de ganze System beschwat gëtt - et eigentlech just ausgesi loossen, wéi wann eppes an d'schlecht Liicht geréckelt géif ginn, fir d'Aarbecht vun den zoustännege Stellen an de Liewensmëttelhiersteller, ob dat Baueren oder Schluechthaiser oder herno Veraarbechtungsbetriber sinn, an e schlecht Liicht ze stellen. Mä ech kann Iech nëmme soen: Dat, wat scho gesot ginn ass haut an dëser Debatt, Qualitéitsprodukter…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech wëll Iech just soen, dass Der elo zwee Drëttel vun der Zäit gebraucht hutt. A well ech den Här Di Bartolomeo kennen, dofir hunn ech geduecht ech géif Iech dat rappeléieren.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.*- Ech sinn Iech ganz dankbar, Här President, well ech war nämlech amgaang mäi leschte Saz fäerdeg ze maachen.

M. le Président.- Très bien.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.*- Dat wollt ech just soen. Et soll een dat maachen, wat all meng Virriedner och scho gesot hunn: Einheimesch Produkter respektéieren an déi konsuméieren. Ech wäert mer jiddefalls mäi Bifdeck weiderhi gutt schmaache loossen!

M. le Président.- Merci, Madame Modert. Den zoustännege Minister fir d'Gesondheet, den Här Di Bartolomeo, huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Dir gesitt jo, dass esouguer bei der Zäitopdeelung mir kee Kompetenzgerangel hunn a wat deen ee gesot huet, brauch deen aneren eben net ze widderhuelen.

Ech si ganz dankbar fir dës Diskussioun, well se ganz objektiv gefouert ginn ass, och wann d'Tentatioun heiansdo do ass, fir mat klengen Zitater d'Zizanie zwëschent gutt fonctionnéierende Servicer ze seemen.

Den Ulass fir déi Diskussioun vun haut ass den däitsche Fleeschskandal a seng méiglech Folge fir de Lëtzebuerger Konsument. Et kann een haut soen, d'Saach ass gutt ausgaang fir eis, an déi zoustänneg Instanzen hunn anstänneg Aarbecht geleescht.

Et ass net kontestéiert, dass esouwuel an der Inspection sanitaire wéi an der Inspection vétérinaire wéi an der Cellule de coordination motivéiert a gutt Leit sinn; déi esou gutt sinn, dass se wëssen, dass se nach besser kënne ginn. Et ass un deem wou mer zesumme schaffen, an enger ganzer Rei vu Réuniounen, déi mer am leschte Joer haten op Ministeschniveau, op Administratiounsniveau a koordinéiert vun eiser Cellule de Concertation.

Dir wësst, dass eng Rei vun Administratiounen agräife bei de Kontrollen: d'Inspection vétérinaire, d'Inspection sanitaire, de Laboratoire national de Santé an de Laboratoire vétérinaire, déi gutt zesummefonnt hunn. Et kann ee selbstverständlech driwwer nodenken a studéieren, ob een dat Ganzt soll an enger Agence zesummeféieren.

Mir sinn an der Zwëschenzäit zur Konklusioun komm, dass mer jiddefalls bei alle Fusiounsgelüsten d'Kompetenzen net däerfe verléieren, déi am Moment um Terrain bestinn, a mir wäerten och zesummen dru schaffen, fir déi Koordinatiounsroll auszebauen; och d'Koordinatioun zwëschent de Ministeren, déi am Moment ganz excellent ass, ze systematiséieren.

Et ass virdru gesot ginn, et gouf keen akute Gesondheetsrisiko an deem heite Fall. Aner Fäll, wann et ëm Legionellen oder ëm aner Krankheetserreeger geet, do sinn akut Gesondheetsrisiken do, an eis Institutiounen, all Kéiers dann, wann der optauchen, schaffen effikass an transparent a communiquéieren och dat, wat communiquéiert muss ginn.

Hei an dësem Fall ass et net ëm en akute Gesondheetsrisiko gaang, mä et ass drëm gaang, dass mer an engem europäesche Réseau, dee schnell gewarnt huet, wéi et bekannt ginn ass, schnell an effikass konnten handelen. Dass mer a voller Transparenz och dem Konsument dat matdeelen, wat mer zu deene jeeweilege Momenter kënne matdeelen.

Et ass ganz kloer, dass déi europäesch Integratioun an dësem Beräich eis Plus-valuë bréngt: Éischtens iwwert de Fréiwarnsystem, awer zweetens och iwwer Bestriewunge fir d'Harmoniséierung vum Étiquetage, wat d'Gesondheetsbehaaptungen ugeet an och wat d'Additifen ugeet, wou mer iwwregens ënner eiser Présidence Dossiere konnte virundreiwen.

Et ass eis dës Kéier bei de Budgetsdiskussiounen - an de Budgetsminister wäert mech entschëllegen, wann ech e klengen Zipfel ophiewen - gelongen, fir zwee héich qualifizéiert zousätzlech Beamte fir d'Koordinatiouns-Cellule erauszeschloen, wat et eis erlaabt, dass déi jeeweileg Strukture kënnen effikass op hirem Gebitt schaffen an dass d'Koordinatioun net niewebäi muss gemaach ginn, mä dass d'Koordinatiounen zum System ginn. Ech mengen, dat ass eng ganz gutt Saach.

Null Risiko gëtt et net, mä mir schaffen un enger maximaler Risikominderung. Mir schaffen un engem optimale Schutz vum Konsument. Eis Kontrollsystemer ginn dauernd ausgebaut an am Rahme vun der Ëmsetzung vun den europäeschen Direktive wäert de Kontrollplang a wäert d'Kontrollfrequenz ausgebaut ginn.

Ouni ze vill dann ze iwwerzéien, wëll ech mat aller Kloerheet soen, dass et sécher, wann eng Rei vun Institutioune mussen zesummeschaffen, méi komplizéiert ass wéi wann een alles géif fusionéieren an ënnert engem Hutt maachen. Wann de Wëllen do ass, fir e Maximum erauszezéien, an deen ass ganz kloer an dëser Regierung ginn, da profitéiert een heiansdo dovun, dass een all Kompetenzen aus deene verschiddene Beräicher kann erauszéien; an doru schaffe mir.

Voilà! Villmools Merci fir déi excellent Interventiounen an den Encouragement fir eis Leit um Terrain, fir weiderzeschaffen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien, well do gëtt den Dépôt vum Budget gemaach. Déi nächst öffentlech Sitzung ass da muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.15 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 2

Mercredi, 11 octobre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Hommage aux victimes de la catastrophe ferroviaire survenue à Zoufftgen, le 11 octobre 2006

2. Dépôt d'un projet de loi

3. Communications

4. Retrait du rôle des affaires du projet de loi 5241

5. 5012 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000

(Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique

(Débat)

7. 5492 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et des valeurs et de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

8. 5520 - Projet de loi relative à la surveillance des conglomérats financiers, portant

1. transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances de la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier, et modifiant les directives 73/239/CEE, 79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives 98/78/CE et 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil;
2. modification
   - de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
   - de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. 5439 - Projet de loi concernant la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et portant modification de certaines dispositions du code pénal

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

10. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de l'obésité des enfants et des adolescents

(Débat)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

1. Hommage aux victimes de la catastrophe ferroviaire survenue à Zoufftgen, le 11 octobre 2006

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, gläich uganks der Sitzung op en tragescht Zuchaccident hinzeweisen, dat sech kuerz viru Mëtteg op der franséischer Grenz zu Zoufftgen zougedroen huet. Vun néng Persounen, déi hiert Liewe verluer hunn, mindestens, an och mindestens 20 Verletze geet bis elo an de Medie Rieds.

Dee schreckleche Bilan vun dëser Katastroph, wou e Gidderzuch mat engem Persounenzuch kollidéiert ass, léisst eis alleguerte fassungslos an erfëllt eis mat déiwer Trauer.

De Familljen a Bekannte vun den Doudesaffer wëll ech am Numm vun der ganzer Chamber eist Matgefill ausdrécken.

Deene Verletzten, déi d'Ongléck iwwerlieft hunn, sief gewënscht, datt si um Wee vun der Besserung gehollef kréien, fir mat hirem schrecklechen Erliefnis ëmgoen ze kënnen.

Mir wëllen elo opstoe fir den Affer am Stëllen eng lescht Éier ze erweisen.

(Minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

Ech wëll d'Madame Jacobs froen, ob d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, Här President.

2. Dépôt d'un projet de loi

Här President, duerch Arrêté grand-ducal vum 6. Oktober huet de Grand-Duc mech autoriséiert, de Projet de loi iwwert de Service volontaire des jeunes ze déposéieren.

5618 - Projet de loi sur le service volontaire des jeunes.

Merci, Här President.

M. le Président.- Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi. De Projet gëtt an déi zoustänneg Kommissioun verwisen.

3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre à partir du 17 juillet 2006:

1. **5597** - Projet de loi portant modification des articles 116, 152, 185 et 188 du Code d'instruction criminelle et abrogation des articles 127(5) et 186 dudit code

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 17.07.2006

2. **5598** - Projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 19.07.2006

3. **5599** - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 26.07.2006

4. **5602** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 mai 1999 relatif aux dénominations textiles

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 09.08.2006

5. **5603** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Tallinn, le 23 mai 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.08.2006

6. **5604** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis du Mexique dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports, signé à Mexico, le 16 février 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.08.2006

7. **5605** - Projet de loi 1) relative à l'organisation du marché de l'électricité; 2) instaurant un poste de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie; 3) abrogeant - la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport; - la loi du 4 janvier 1928 concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg approuvant la convention de concession du 11 novembre 1927 ainsi que ses annexes; - la loi du 30 juin 1927 approuvant le contrat de fourniture de courant du 11 avril 1927 pour l'électrification du Grand-Duché de Luxembourg; - la loi du 2 février 1924 concernant les distributions d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg; - la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité; et 4) modifiant - la loi du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.08.2006

8. **5606** - Projet de loi relative à l'organisation du marché du gaz naturel et abrogeant la loi modifiée du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et portant modification 1) de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité et 2) la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.08.2006

9. **5607** - Projet de loi portant création d'un lycée à Belval

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 31.08.2006

10. **5608** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg au renforcement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 01.09.2006

11. **5609** - Projet de loi portant approbation - de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000; - de l'Acte final signé à Luxembourg, le 25 juin 2005; - de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006; - de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le 05.09.2006

12. **5610** - Projet de loi relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg - à l'initiative d'allégement de la dette multilatérale de l'Association Internationale de Développement et - à la septième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 18.09.2006

13. **5611** - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant 1. modification du Code du travail; 2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi; 4. modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; 5. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales; 6. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces; 7. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural; 8. réforme de la taxe sur les véhicules routiers; 9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traite-

ments des fonctionnaires de l'État; 11. établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 18.09.2006

14. **5612** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 20.09.2006

15. **5613** - Projet de loi portant approbation - du Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle; - des amendements au Règlement général de l'Union postale universelle, à la Convention postale universelle et à son Protocole final; - des amendements à l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste; signés au Congrès postal universel de Bucarest, le 5 octobre 2004

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 20.09.2006

16. **5614** - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la transformation et à la modernisation des Ailes Centrale et Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation Pescatore

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 21.09.2006

17. **5615** - Projet de loi portant: 1. transposition de la Directive 2002/14/CE du Parlement Européen et du Conseil du 11 mars 2002 établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne; 2. modification des Titres I et II du Livre IV du code du travail

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 05.10.2006

18. **5616** - Projet de loi relative aux fonds d'investissement spécialisés et portant - abrogation de la loi du 19 juillet 1991 relative aux organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public; - modification de la loi modifiée du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif; - modification de la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières; - modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.10.2006

19. **5617** - Proposition de loi portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée

Dépôt: Monsieur Michel Wolter, le 05.10.2006

20. **5600** - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 11.10.2006

3) En date du 17 juillet 2006 fut remise par les «Sportfëscher vum Stauséi» la pétition N°273 relative au libre accès au barrage.

4) Par lettre du 20 septembre 2006 Monsieur le Député Carlo Wagner a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de l'évolution future du secteur vitivinicole.

5) Par lettre du 6 juillet 2006, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 12 au 15 juin 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant certains aspects des services aériens;
- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion, au nom de la Communauté européenne, du protocole de la convention alpine sur l'agriculture de montagne;
- position sur la proposition de décision du Conseil sur l'adoption, au nom de la Communauté européenne, du protocole sur la protection des sols, du protocole sur l'énergie et du protocole sur le tourisme de la convention alpine;
- résolution sur la situation des prisonniers à Guantánamo;
- résolution sur les conséquences de l'arrêt de la Cour du 13 septembre 2005;
- résolution sur les étapes futures de la période de réflexion et d'analyse sur l'avenir de l'Europe;
- résolution sur le sommet UE-Russie qui s'est tenu à Sotchi le 25 mai 2006;
- résolution sur les armes légères et de petit calibre, dans la perspective de la Conférence de 2006 chargée de revoir le programme d'action des Nations Unies destiné à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects et vers l'élaboration d'un traité international sur le commerce des armes.

D'autre part, le Parlement européen a adopté le document suivant:

- résolution sur les délibérations de la commission des pétitions au cours de l'année parlementaire mars 2004 - décembre 2005.

Par lettre du 9 octobre 2006 il lui a encore fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 4 au 7 septembre 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant l'approbation, au nom de la Communauté européenne, de la convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international;
- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et l'Union des Comores;
- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République des Seychelles;
- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part;
- résolution sur les relations UE-Chine;
- résolution sur la situation au Moyen-Orient;
- résolution sur la suspension des négociations sur le programme de Doha pour le développement;
- résolution sur la participation du Parlement européen aux travaux de la Conférence de La Haye à la suite de l'adhésion de la Communauté;
- résolution sur la protection du patrimoine naturel, architectural et culturel européen dans les zones rurales et les régions insulaires.

4. Retrait du rôle des affaires du projet de loi 5241

An hirer Réunioun vum 4. Oktober huet d'Presidentekonferenz sech mat der Demande vun der Regierung averstanen erkläert, fir de Projet de loi 5241 iwwert d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz vum Rôle sträichen ze loossen.

Ass d'Chamber heimadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5012, eng Konventioun iwwert d'Voluntariat. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Bettel, d'Madame Dall'Agnol an den Här Adam. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

5. 5012 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut schwätze mer iwwert de Gesetzesprojet 5012, deen d'Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes unhélt, déi den 11. Mee 2000 zu Stroossbuerg ënnerzeechent ginn ass.

Och wann dës Konventioun scho méi wéi sechs Joer al ass, wäert de Grand-Duché dat éischt Land sinn, dat se approuvéiert. Fir datt d'Konventioun awer kann a Kraaft trieden, mussen op d'mannst fënnef EU-Länner ratifizéiert hunn.

De Grond fir dëse Retard vun der Approbatioun ass, datt d'Majoritéit vun den EU-Memberlänner schonn zënter Joren esou e Service volontaire garantéieren.

Éier ech am Detail op déi Konventioun aginn, denken ech, datt et wichteg ass fir kuerz ze erklären, wat gemengt ass mat deem Service volontaire.

De Comité Directeur Européen pour la coopération intergouvernementale dans le domaine de la Jeunesse, kuerz CDEJ, gëtt folgend Definitioun: Beim Service volontaire handelt et sech ëm e Léierprozess, souwuel vun deene Fräiwëllege wéi och vun deene Leit, déi mat hinne schaffen. Duerch dëse fräiwëllege Service ginn d'Jugend an d'Institutioune méi an d'Aschaffe vun neien innovativen Iddien agebonnen an hëllefen domat vläicht, fir eng méi gerecht Gesellschaft ze schafen, duerch Projeten, déi deenen neie Bedierfnisser nokommen an déi och nei Perspektiven an déi traditionell Aarbecht afléisse loossen. Dowéinst huet de Service volontaire d'Roll vun engem Katalysator an ass fir all Jonk zougänglech.

D'Iddi fir dës Konventioun auszeschaffen ass schonn 1995 zu Lëtzebuerg gebuer, während enger informeller Réuniouun vun den europäesche Ministeren, déi responsabel si fir de Beräich vun der Jugend. D'Ministere ware sech do eens, datt ee misst e Statut an eng Konventioun vu jonke Fräiwëllege schafen. D'CDEJ huet doropshin e Projet ausgeschafft an och déi grad genannten Definitioun vum Service volontaire ginn.

Op EU-Niveau sinn d'Aktivitéite vum Service volontaire 1995 an de Programm „Jeunesse pour l'Europe" integréiert ginn. 1996 ass d'Action pilote Service Volontaire Européen un d'Rulle komm an zwee Joer méi spéit, op Basis vum Artikel 126 vum Traité, ass d'Entscheedung gefall fir de Programme d'action communautaire Service Volontaire Européen ze schafen. Säit Mee 2000 ass de Service Volontaire Européen (SVE) mat abezunn an dëse Programm.

Op nationalem Plang ass hei an der Chamber schonn de 16. Dezember 1998 e Projet de loi iwwer e fräiwëllegen Déngscht ugeholl ginn. Säitdeem gëtt et am Grand-Duché en adequat Gesetz, dat op d'Froen an dësem Beräich ageet. Vu datt den nationalen Text absolut am Aklang steet mat dem Text vun der Konventioun, gëtt et hei kee Grond fir dëse Projet de loi net unzehuelen.

D'Konventioun huet schonn eng ganz grouss Bedeitung. Och wa se vum Conseil de l'Europe beschloss ginn ass, esou ass se op fir all Memberland vun der Convention culturelle européenne. Si associéiert also souwuel Jonker aus den EU-Memberlänner wéi och aus den Netmemberlänner a soll dozou bäidroen, fir d'soziaalt Engagement an d'Solidaritéit vun deene Jonken ze stäerken a se un d'europäesch Iddi ze bannen. Et sinn dës jonk Leit, déi an e puer Joer wäerten iwwert d'Zukunft vun Europa décidéieren. Dowéinst ass et enorm wichteg, datt mir se elo fir d'Thema an d'Bedeitung vun Europa sensibiliséieren.

Esou ee Service volontaire an engem anere Land erweidert den Horizont vun deene jonke Leit a léiert se d'Scheiheet virun deem Frieme verléieren a si ginn och méi tolerant an oppe fir aner Leit a Kulturen.

D'Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme fir déi Jonk gesäit vir, datt an all Land e Koordinatiounsorgan gewielt gëtt. Bei eis zu Lëtzebuerg mécht dat scho säit Joren de Service nationale de la Jeunesse. Déi leeschte ganz gutt Aarbecht, an ech wëll deenen och hei op dëser Plaz en häerzleche Merci ausschwätzen.

Ech wëll hei nach kuerz op e puer praktesch Aspekter vum Service volontaire agoen. D'Konventioun gesäit eng Dauer vun dräi Méint bis ee Joer vir. D'Lëtzebuerger Gesetz kann awer am Spezialfall a mat gudder Begrënnung eng maximal Dauer vun 18 Méint accordéieren. Laut Konventioun sollen déi Fräiwëlleg tëschent 18 a 25 Joer al sinn. Och hei geet d'Lëtzebuerger Recht méi wäit a gesäit eng Derogatioun vir, esou datt den Alter vu 25 Joer dierf iwwerschratt ginn. 27 Joer si bei eis awer en absolute Maximum. De Mindestalter läit zu Lëtzebuerg bei 16 Joer. Déi, déi de Service am Ausland kënne maachen, mussen awer volljäreg sinn.

Dat nationaalt Gesetz erlaabt et nëmmen den ONGen, den Accueil vun deene Jonken ze organiséieren. D'Konventioun setzt op deem Punkt awer keng Limiten, esou datt een hei méi eng grouss Ouverture am Sënn vun der Konventioun wäert hunn.

Här President, erlaabt mer zum Schluss nach e puer Zuelen a praktesch Informatiounen ze ginn. Wann et 1999 nëmme véier Jonker - zwee Jongen an zwee Meedercher - waren, déi an d'Ausland gaange sinn, esou waren et der 2005 scho 14 - véier Jongen an zéng Meedercher. An do war och eent aus menger Gemeng dobäi.

Zënter 1997 hunn am Ganzen 104 Jonker aus dem Grand-Duché hire Service volontaire am Ausland gemaach. Dovunner waren der 45 Jongen an 59 Meedercher. Als Pays d'accueil war Frankräich am beléiftsten. Et sinn awer och aner europäesch Nopeschlänner gewielt ginn.

Ech mengen, et ass wichteg, datt een déi Jonk sensibiliséiert fir ebe vun dësem Service ze profitéieren, well wéi ee Jugendleche wëllt net d'Welt bereesen, friem Kulture kenne léieren, Land a Leit esou kenne léieren, wéi se a Wierklechkeet sinn? Vun dem Ëmweltschutz iwwert d'Kultur, Kanner- a Seniorebetreiung, Sport a Katastropheschutz kënne Jugendlecher sech e Projet auswielen. Fir datt si sech awer net eleng gelooss spieren, kënne si och iwwer e Mentor verfügen, deen hinnen zur Verfügung gestallt gëtt, wa si Problemer hunn.

Ervirhiewe wëll ech awer och nach, datt dee ganzen Openthalt gratis ass an datt och eng Assurance d'Sécherheet garantéiert. Och ass e klengt Täschegeld virgesinn; dat ass awer vu Land zu Land ënnerschiddlech. Den Duerchschnëtt läit bei 160 Euro.

De Grand-Duché gëtt awer och ëmmer méi beléift als Pays d'accueil. An deene leschten zéng Joer hunn 157 Jonker de Wee op Lëtzebuerg fonnt fir de Service volontaire. Déi Jonk sinn aus ville Länner bei eis komm, dee gréissten Deel awer aus Däitschland, an duerno Frankräich.

Fir datt dëse positiven Trend weidergeet, bieden ech lech, dëse Projet de loi ze stëmmen. Ech erënneren nach drun, datt dëse Projet den 9. Juli 2002 scho vum Conseil d'État aviséiert ginn ass; datt mer en den 23. Mee vun dësem Joer an der Familljekommissioun diskutéiert hunn an datt de 26. Juni de Rapport presentéiert an ugeholl ginn ass. Domadder hoffen ech, Dir Dammen an Dir Hären, dass dëse Projet de loi Är Zoustëmmung fënnt a ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Bettel.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen lech Merci, mä ech mengen no esou engem komplette Rapport, wéi eis honorabel Kolleegin heibannen, d'Madame Frank, gemaach huet...

(Hilarité)

Ech hu keng Boulette gemaach!

Also, ech wëll hir hei félicitéieren. Ech wëll just soen, dass d'Wichtegkeet schonn eleng vun den Zuele vun nëmme véier 1999 op 14 2005 beweist, dass den Intérêt do ass. Et ass just traureg, dass déi aner Länner och esou laang gebraucht hunn, wann ee weess, dass mir elo déi Éischt sinn, déi dat ënnerschreiwen. Mir hunn eis och Zäit geholl, mä mir sinn awer nach ëmmer déi Éischt.

Ech mengen, mir kënnen eis nëmme freeën, fir dësen Text hei kënnen ze stëmmen, och wann ech et elo net genau weess, ob een aus eiser Gemeng och gefuer ass, Madame Buergermeeschtesch. D'Méiglechkeet wäert och grouss sinn, an esou wäerte mer

op jidde Fall den Accord zu dësem Projet als Demokratesch Partei bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. D'Madame Dall'Agnol huet d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Ech schléisse mech dann och mengem Virriedner an natierlech och der Rapportrice un. Ech soen hir och Merci fir dee komplette schréftlechen a mëndleche Rapport.

Och meng Fraktioun freet sech, datt mir dat éischt Land sinn, wat dës Konventioun dann haut mat deem Projet de loi kann approuvéieren. An ech géing dann heimat den Accord och vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Als leschte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll dann och der Rapportrice, der Madame Frank, Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport. An dat mécht mer et dann och einfach, fir ganz kuerz aus grénger Siicht nach e Commentaire ze maachen.

De Service volontaire transnational à long terme ass bestëmmt eng ganz gutt Saach. Et soll e Léierprozess si fir déi jonk Fräiwëlleg, awer och fir déi Leit, mat deene se zesummeschaffen. Zesumme sollen nei Iddien entwéckelt ginn, fir méi Gerechtegkeet an der Gesellschaft an an der Welt ze schafen.

Mat dësem Projet de loi, duerch dee mer eng europäesch Konventioun approuvéieren, ännert sech um Terrain zu Lëtzebuerg eigentlech guer näischt. Dat ass och schonn alles gesot ginn.

De Service volontaire baséiert jo scho bei eis op engem Gesetz vum Dezember 1998. E kuerze Bléck op d'Statistiken, wéi mer se vum SNJ kritt hunn, weist eis, datt d'Envergure vun dëser ganz positiver Initiativ leider ganz bescheiden ass. A siwe Joer hu ronn 100 Lëtzebuerger Jugendlecher vun esou engem Échange profitéiert a knapp 160 auslännesch Jugendlecher sinn hei op Lëtzebuerg komm - hu mir hei empfaangen.

Déi Gréng sinn der Meenung, dass dës Zuelen ze bescheide sinn. A mir géingen eis wënschen, datt méiglechst vill Jonker nach besser iwwert dëse Service volontaire géingen informéiert ginn an datt duerch méi eng effikass Promotioun duerch d'Servicer vun der Éducation nationale an och vun dem Enseignement supérieur zesumme mam Ministère de la Famille dëse Service nach méi bekannt gemaach géing ginn an nach méi Jugendlecher géingen dovu profitéieren.

Ech ginn dann och am Numm vun der grénger Fraktioun eis Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Dann huet d'Wuert d'Madame Marie-Josée Jacobs, Minister zoustänneg fir d'Famill.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President. Ech wëll mech de Virwierder vu menge Virriedner uschléissen an der Madame Rapportrice, der Madame Frank, Merci soen: Si hat wierklech in extenso alles gesot a geschriwwen, wat heiriwwer ze soen ass.

Fir eng Kéier freeë mer eis alleguerten doriwwer, datt mer déi Éischt sinn. Ech denken awer, datt dat beweist, datt all Länner an der Zwëschenzäit eege Gesetzgebungen hunn, esou wéi mir zu Lëtzebuerg och, esou datt mer net drop ugewise waren onbedéngt déi hei Konventioun ze hunn. Mä wann ee se ewell eng Kéier ënnerschriwwen huet, soll ee se ratifizéieren, an dofir si mer och frou, datt mer dat haut de Mëtte konnte maachen, am selwechte Moment, wou ech elo deen anere Projet ebe just iwwert d'Reform vun eisem Service volontaire vun 1999 de Mëtte konnt hei déposéieren an hoffen, datt mer deen och méiglechst séier hei an der Chamber kënne stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun dësem Punkt vum Ordre du jour ukomm a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5012 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Ali Kaes), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Thiel), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Michel Wolter), Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par Mme Marie-Josée Frank), Marco Schank (par M. Lucien Clement), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Glesener), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir hunn dann um Ordre du jour eng Aktualitéitsstonn, ugefrot vun der LSAP-Fraktioun, iwwert d'Gewaltuwendung vis-à-vis vun de Fraen. D'Riedezäit ass nom Artikel 78 (2) vum Chamberreglement festgehalen a gesäit deementspriechend Folgendes vir:

Där Fraktioun, déi d'Stonn ugefrot huet, zéng Minutten, deenen anere Fraktioune fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Meisch, d'Madame Err, d'Madame Loschetter an den Här Henckes. Dat heescht, d'Madame Err ass ageschriwwen als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun fir dës Froestonn ze presentéieren. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Merci, Här President.

Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e bëssen irreführend wéi den Ordre du jour op dësem Punkt libelléiert ass, an dofir wëll ech kuerz erkläre firwat ech déi Heure d'actualité hei ugefrot hunn.

D'Violence géint Fraen, an notamment d'Violence domestique, ass natierlech net elo eppes, wat eréischt zënter haut oder gëschter aktuell ass. Mä wat aktuell ass, dat ass, dass d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe den nächste Mount eng Campagne lancéiert, wouduerch all Parlamenter, déi an deene 46 Memberstate vum Conseil de l'Europe vertruede sinn, sech engagéieren, am Domän vun der Violence domestique aktiv ze ginn. Duerfir war den Zweck vun där Übung haut dee fir ze kucken, wat mir als Lëtzebuerger Parlament kéinte maachen, fir eisen Engagementer, notamment deenen am Conseil de l'Europe, an der Assemblée parlementaire, gerecht ze ginn.

Dat gëtt mer natierlech d'Geleeënheet, kuerz op d'Situatioun zu Lëtzebuerg anzegoen. Fir eng Kéier kënne mer eis selwer op d'Schëller klappen, well ech denken, dass mir sécherlech fir vill aner Memberlänner exemplaresch dostinn.

Éischtens, well d'Gesetz zréckgeet op eng Initiative parlementaire. Zu enger Debatt vum 8. Mäerz hate mir hei eng Diskussioun, wou mer Iddie gesammelt hunn, an am Fong den Accord gesammelt hu vun der Majoritéit, wann net vun der Totalitéit vun de Memberen an dësem Haus, fir d'Regierung opzefuerderen e Gesetz ze maache géint d'Violence domestique, an zwar nom éisträichesche Modell. An dat war an ass och haut nach, mengen ech, dat Bescht, wat et an dëser Matière gëtt.

Mir hunn also net nëmmen eng öffentlech Diskussioun. Mir hunn net nëmmen e Gesetz gemaach, mä mir hunn nach méi gemaach. Dat heescht, de Ministère huet nach eppes méi gemaach wéi dat, wat üblech ass. No engem gudde Gesetz huet en och no zwee Joer oder no annerhallwem Joer evaluéiere gelooss, wéi dat Gesetz an der Praxis zur Uwendung kënnt. Ech mengen, dass dat eng Erfahrung ass, déi ganz kloer weist, dass d'Evaluatioun, ob se dann elo intern oder extern ass, eppes ass, wat utile ass, well et eis erlaabt, eis selwer Zensuren ze ginn an eventuell Amendementer nozeschéissen op deene Punkten, wou mer eis eventuell dem Audit no oder der Evaluatioun no gëiert hätten.

Esou mengen ech kann ee soen, dass déi Evaluatioun net nëmmen a sech eng gutt Saach ass, mä dass och d'Resultat vun där Evaluatioun do eigentlech ganz positiv ass, obscho verschidde Saachen an deem Commentaire do dra sinn, déi engem ze denke ginn.

An zwar d'Zifferen, fir unzefänken: Et gëtt gesot, dass an där Zäit, wou evaluéiert ginn ass, 619 Plaintë gemaach gi sinn, an dass 316 Expulsiounen ausgeschwat gi sinn, also ordonnéiert gi si vun der Police op der Plaz nom Avis vum Parquet.

Wa mer déi Ziffere kucken, da maachen déi mech bedenklech. A méi bedenklech maache se mech eréischt, well ech vun engem konkrete Fall weess wéi et do gaangen ass, an dass dat eventuell eng Erklärung wär, dass nëmmen an der Halschent vun de Fäll eng Expulsioun aus dem Domicile conjugal virgeholl ginn ass.

An zwar weess ech perséinlech vun engem Fall, wou d'Police geruff ginn ass, wou wierklech Spure vu Violenz do waren, mä wou d'Situatioun sech ganz e bësselche calméiert hat bis dee Moment komm ass, wou d'Police op der Plaz war, a wou d'Police an hirer - wéi soll ech elo soen - Appréciation souveraine, déi normalerweis de Riichtere virenthalen ass, décidéiert huet, an hiren Ae wär kee Besoin fir eng Expulsioun.

Or, natierlech war déi Expulsioun den Zweck vun der Übung, well Dir kënnt Iech virstellen, dass, egal wien d'Police urifft am Fall vun enger Violence, deen eppes Spezielles am Kapp huet: An zwar hätt e gäre fir sech selwer a seng Kanner Rou doheem. E rifft se net fir Spaass un der Freed oder fir dass deen Dag drop Gespréichsstoff am Duerf ass.

An deem konkrete Fall huet d'Police sech wierklech vergewëssert, dass den Auteur vun der Gewalt e Beruff hat, vun deem se konnten dovun ausgoen, dass e sech eventuell ze wiere wéisst. D'Police wollt sech öffentlech net op eng Diskussioun aloossen. Jiddefalls huet et no deem Incident mat der Police, wou keng Expulsioun op der Plaz virgeholl ginn ass, néng Méint gedauert bis…

(Coups de cloche de la Présidence)

…iwwert déi normal Prozeduren - iwwert d'Geriicht - déi Expulsioun do konnt an der Praxis stattfannen.

Wat néng Méint zesummeliewe mat engem violente Partner doheem a mat Kanner am Stot bedeit fir déi Leit, déi doheem wunnen, dat wëssen all déi, déi d'Situatioun kennen aus eegener Erfahrung oder aus Erfahrung vu Leit, déi hinnen nostinn, an dat ass tout court eng Katastroph. Sou dass ech perséinlech aus deenen zwou Zuelen, déi ech Iech elo hei gesot hunn, zwou Konklusiounen zéien:

Dass d'Police net nëmme muss evaluéieren, mä gläichméisseg evaluéieren iwwerall am Land, an zwar um Duerf wéi an der Stad, ob d'Circonstancë gi si fir en Éloignement auszeschwätzen. A fir dat ze garantéieren, mengen ech, wier et evident, dass sech ëmmer missten déiselwecht Leit op déi Éloignements- oder op déi Coups-et-blessures-Affairë konzentréieren.

Sollt et dann esou sinn, dass de Spezialist net am Haus ass dee Moment, wou een op d'Plaz geruff gëtt, da kann ee selbstverständlech net soen: Elo waarde mer bis mar. Mä da kann een eventuell d'Décisioun verschiebe bis dee spezialiséierte Member vum Policepersonal erëm Déngscht huet, fir dass esou kloergestallt ass, dass d'Appréciatioun vun enger Situatioun net ofhänkt vun der Persoun, déi zoufälleg op der Plaz ass, mä dass se ofhänkt vun enger objektiver Aschätzung vun enger Situatioun, déi natierlech vu Personal gemaach muss ginn, wat sensibiliséiert, informéiert a forméiert op déi Saachen ass.

Dann ass eng zweet Remarque ze maachen zu deem Gesetz. An zwar, dass den Délai vun zéng Deeg, dee mer kritt hunn an enger éischter Phas, fir Rou am Haus ze kréien, ze kuerz ass. Dat schéngt zweifelsohne de Fall ze sinn da wann e Weekend drafält, an dass et heiansdo da praktesch onméiglech ass de Weekend eng Demande anzereechen, déi nach recevabel ass fir eventuell deen Délai vun deenen zéng Deeg verlängert ze kréien.

Esou dass ech wierklech géing proposéieren, dass mir op eisem Gesetz deen Délai vun zéng op 14 Deeg ausweiden a vläicht och e bësselche méi genee kucke wéi dat ass, dass am ländleche Raum bal keng Éloignementer stattfannen. Ob et ass, well d'Situatioun do bedeitend besser ass, oder ass et just, dass d'Appréciatioun vun den Agenten, déi op d'Plaz feststelle ginn an eng eegen Estimatioun maachen, eng aner ass wéi vun deenen an deene grousse Stied, déi vläicht méi oft mat deem Phenomeen an hirem praktesche Liewe konfrontéiert sinn.

En drëtte Punkt, dee schéngt Schwieregkeeten ze maachen, ass d'Tatsaach, dass wann d'Police estiméiert, dass den Auteur vun der Violenz net méi soll an d'Haus erakommen an se em d'Schlëssele freet, se heiansdo d'Schlësselen net kritt an déi Agenten do keng Méiglechkeet hunn, d'Schlëssele mat Force erauszekréien.

Sou dass ech d'Fro géif an de Raum stellen, ob et net utile wier, einfach an deene Fäll do d'Schlass ze änneren. Ech mengen, dass dat souwéisou e vill bessert Sécherheetsgefill géif gi fir d'Victime vun der Violence, déi am Haus bleift, well souguer wann een ee Schlëssel ofgëtt, garantéiert dat jo net, dass et net nach iergendwou eng aner Kopie gëtt. Ech mengen einfach, aus dem Sécherheetsgefill eraus wier et menger Meenung no gutt, dass dat Schlass géing geännert ginn.

Wat mam Coût vum deem Schlass geschitt, dat sief dann dohinnergestallt, well mir wëssen, dass dat och heiansdo kann e Problem duerstellen. Mä ech denken awer och anerersäits, dass dat Sécherheetsgefill, wat en neit Schlass gëtt, vläicht och derwäert ass fir sech Gedanken ze maachen iwwer eng aner Approche zu dëser Schlëssselsproblematik.

Dann ass et esou, dass eist Gesetz d'Expulsioun nëmme virgesäit bei Ascendant-Descendant am éischte Grad an dass Geschwëster ausgeschloss sinn. Elo schéngt et awer esou ze sinn, dass öfters Brudder, Schwëster oder Kanner vun deeneselwechten an engem Haus zesummeliewen, esou dass d'Fro gestallt ass - an ech mengen, dass et derwäert wier fir doriwwer ganz seriö nozedenken -, ob een d'Expulsioun oder den Éloignement vun deene concernéierte Leit net op d'Schwësteren an d'Bridder soll ausdehnen.

E véierte Punkt ass de Certificat médical, wou engersäits d'Fraisën an de Libellé Problemer schéngen ze stellen. De Libellé ass nach ëmmer an der Maach, obschonn d'Gesetz elo bal zwee Joer ënnerwee ass, an obschonn jo och dee Phenomeen vun der Violence domestique virdrun existéiert huet. Eigentlech misst et evident sinn, wat op esou engem Certificat misst stoen, fir dass en der Victime eppes hëlleft. Dat ass nach ëmmer net de Fall, esou dass ech denken, dass dat doten eng Urgence wier. Deen zoustännege Minister - an ech mengen dat wär de Santésmininster - misst dozou opzefuerdert ginn e bësselchen Damp ze maachen, well zwee Joer misst duergoe fir sech eens ze setze wéi e Certificat médical muss ausgesinn, fir dass d'Victime och um Tribunal eppes herno kann domadder ufänken.

De Certificat médical huet iwwregens och en enormen Impakt op d'Procédure de divorce, déi eventuell duerno kënnt. Well am Kader vun der Procédure de divorce pour faute, déi et dee Moment nach gëtt, brauch ee keng Zeie méi ze ruffen, wann een ee Certificat médical huet, aus deem ganz kloer ervirgeet, dass et Coups et blessures ginn ass, esou dass een am Fong hei en duebelen Intérêt huet Neel mat Käpp ze maachen: engersäits fir éischtens emol den Éloignement an engem éischte Stadium ze erreechen ouni eng Décision de justice, an zweetens fir am Fall vun enger Schee-

dungsdemande ganz vill Zäit an Nerven a Suen ze spueren.

Déi lescht Fro, déi nach opbleift vun eisem Gesetz - an dann halen ech op domadder -, wier déi sougenannte Bannmeil, déi mir net am Gesetz hunn an déi sécherlech awer utile wier, och da wa mer wëssen, dass se schwéier ze kontrolléieren ass. Mä et ass sécherlech net méi schwéier ze kontrolléiere wéi déi Méiglechkeeten, déi mir elo am Gesetz hunn. An ech mengen, dass och dat eppes wier, wat dem Sécherheetsgefill vun der Victime zweifelsohne kënnt hëllefräich sinn.

Zwou Saache wëll ech ausserhalb vum Gesetz nach dobäi soen. Ech wëll dem Ministère a senge Fonctionnairë félicitéiere fir déi Broschür, déi elo erëm rééditéiert ginn ass, déi am Fong net nëmmen d'Gesetz résuméiert an utile Adresse gëtt, mä déi ganz genau erkläert, wat Gewalt ass.

Ech denken, dass dat enorm wichteg ass. Ganz vill Leit liewen nämlech an enger Gewaltbezéiung a si sech däers net bewosst. Soulaang wéi net geschloe gëtt, hunn d'Frae ganz oft d'Impressioun, si hätte vläicht ee jalouse Mann oder si hätten e knéckege Mann, mä si si sech net onbedéngt bewosst, dass eng permanent Kontroll vu Suen, vun Zäit a vu Gezei oder vun allen onméiglechen anere Saachen och schonn eng Form vu Gewalt ass, well et eng permanent Tensioun am Haus hält.

Ganz zum Ofschloss e puer Iddien, wat ech dem Parlament hei géing proposéieren an dëser Campagne ze maachen. Ech géif proposéieren, éischtens emol, eng Ausstellung an dës Chamber kommen ze loossen, déi gemaach ginn ass: Dausend Frae fir de Fridden, géint d'Gewalt. Déi kann ee lounen, déi kann een och kommentéiert kréien an dat hätt deen enormen Avantage, dass se an eisem Gebai géif hänken an d'Leit net nëmme kënne kucke kommen, wéi schéin eist neit Gebai doiwwer geroden ass, mä dass se an engems kënnte Konscht a Politik un de Mauere gesinn.

Eng zweet Initiativ, déi mir wichteg schéngt ausser Texter, déi mir souwisou maachen an déi mir hei kënnen zirkuléiere loossen,...

(Coups de cloche de la Présidence)

Nach ee Saz, Här President!

...dat wier dee beschte Film bei eis lafen ze loossen, dee mir bekannt ass zu dësem Thema, dat ass ee spuenesche Film, op Däitsch heescht en „Öffne meine Augen.“, dee ganz subtil an ouni Gewaltzeene weist, wat Gewalt ass. A wa mir et géinge fäerdeg bréngen, deen an dëser Chamber ze weisen, da géinge vläicht Leit dee Film gesinn, déi ni géifen drun denken an de Kino ze goen, mä déi kënnten iwwert de Wee vun eiser Chamber-TV eventuell sech dëse Film ukucken a begräifen, dass Gewalt am Stot vill méi ass wéi dat, wat een normalerweis unhëlt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Madame Err et elo just gesot huet, huet de Conseil de l'Europe décidéiert, 2006/2007 eng grouss paneuropäesch Campagne zum Thema Gewalt géint Fraen, Gewalt doheem an an der Famill ze lancéieren.

De Grond vun dëser Aktioun läit jo doran, datt d'Gewalt an der Famill a ville Länner zouhëlt. Dëse Phenomeen kennt keng geographesch Grenzen. En existéiert an alle soziale Milieuen, an alle Kulturen an an allen Altersgruppen. D'Campagne vum Conseil de l'Europe ënnersträicht déi wichteg Roll vun der Politik an der Bekämpfung vun der Gewalt an der Famill a soll vun de Parlamenter an de Regierungen als Opfuerderung verstane ginn, fir weider aktiv d'Gewalt doheem ze bekämpfen.

D'Gewalt an der Famill ass keng reng Privatsaach, déi keen eppes ugeet. Dofir sinn d'Konzequenze vun der Gewalt ze grouss. Eng Gesellschaft, déi d'Ae virun der häuslecher Gewalt zoumécht, akzeptéiert implizit, datt ee géint elementar Mënscherechter verstéisst. Si akzeptéiert, datt d'Leit am Krees vun hirer Famill souwuel physesch wéi moralesch mësshandelt ginn. Kann een do nach vu Gesellschaft schwätzen? Vun enger ziviliséierter an demokratescher Gesellschaft?

Nieft deene schwéier weiende Konsequenze fir déi betraffe Leit huet dës Zort vu Gewalt och nach en ekonomeschen Impakt. Gewalt kascht Suen: dem Stat, de Krankekeesen an de Betriber. Hoffentlech sinn d'Regierungen an d'Öffentlechkeet sech bewosst, wat um Spill steet.

Déi verschidde Sensibiliséierungscampagnen, mä och déi legislativ Moossnamen, déi zum Zil hunn, d'Gewalt am Kader vun der Famill ze ënnerbannen, spigelen dësen Trend erëm.

Wat elo méi spezifesch d'Situatioun vun eisem Land ugeet, esou huet sech Lëtzebuerg mam Gesetz iwwert d'Violence domestique, dat den 1. November 2003 a Kraaft getrueden ass, deen néidege legislative Kader ginn, fir kënne méi effizient géint déi häuslech Gewalt virzegoen.

Ech erënneren, datt déi zwee wichteg Schwéierpunkte vum Gesetz d'Wegweisung vum Täter aus der Familljewunneng an d'Incriminatioun vun der häuslecher Gewalt als autonomen Delikt sinn.

Mam Gesetz iwwert d'Violence domestique hu mir ee ganz kloert Signal gesat. D'Gewalt doheem ass ee Verbriechen, dat net toléréiert ass.

D'Evaluatioun vum Gesetz iwwert d'Violence domestique, déi de Familljeministère där däitscher Pedagogin, der Madame Beate Stoff, an Optrag ginn hat an déi viru kuerzem vun der Ministesch presentéiert gouf, zitt ënner anerem d'Konklusioun, datt d'Gesetz vun 2003 souwéi déi domat verbonne Sensibiliséierungsaarbechten zur besserer Informatioun vun alle betraffene Leit, un éischter Plaz den Afferen, bäigedroen hunn.

Ech zitéieren hei d'Ministesch, déi gesot huet, datt et eng weider Méiglechkeet ass, den Däiwelskrees vun der Gewalt ze briechen. Vill Fraen hu sech eréischt getraut, Hëllef unzefroen, nodeems d'Gesetz a Kraaft getrueden ass, a fir dës Fraen huet sech d'Liewe kënnen änneren.

Wat d'Ausféierung vum Gesetz ugeet, esou schléisst d'Etüd vun der Madame Stoff op eng éischter positiver Note, déi a Kontradiktioun mat där ufänglecher Skepsis, mat där d'Gesetz begréisst gouf, steet. Wat nees beweist, datt ee Recht hat, dee Wee anzeschloen, an deen ageschloene Wee solle mir weidergoen.

D'Gesetz ass elo awer nach ze rezent, fir ze wëssen, ob an deenen nächste Joren d'Gewalt an der Famill eendäiteg wäert ofhuelen oder net. Sécher ass, datt mam Gesetz vun 2003 d'Gewalt an der Famill vun der Privatsphär an déi öffentlech Sphär gedroe ginn ass. An dat, jo, dat ass esou: Ëmmerhin den Ufank vun engem Mentalitéitswiessel, deen et elo heescht weider ze ënnerstëtzen duerch eng konsequent Uwendung vum Gesetz vun 2003, mä och duerch öffentlech Debatten am Parlament, mä och dobaussen - an ech denke virun allem an der Schoul.

Häuslech Gewalt gëtt oft op Gewalt géint Frae reduzéiert, well meeschtens Fraen dovu betraff sinn. Or, ech mengen, wann ee wëllt de Problem vun der Gewalt doheem effizient ugoen, da soll d'Geschlecht vum Affer keng Roll spillen. Gewalt doheem ass nämlech net nëmmen eng Fraesaach. Jugendlecher, mä och eeler Leit si betraff, och wann an engem manner grousse Mooss. Dëst gëtt awer oft vergiess.

Wann d'Gewalt géint Fraen esou lues ufänkt enttabuiséiert ze ginn, esou ass d'Gewalt géint eeler Leit nach ëmmer een Tabuthema. Ech mengen, datt mer mussen an Zukunft wierklech an d'Preventioun investéieren an nach méi Sensibiliséierungscampagnë lancéieren, an datt mer Konfliktbekämpfungsaktioune musse lancéieren, wou mir jonk Leit a jonk Familljen dran abannen, fir datt se léieren, wéi se kënne besser mateneen ëmgoen, fir friddlech Léisungen ze fannen.

Mir feelt awer oft nach ëmmer eng besser Prise en charge thérapeutique vun den Täteren. Esou eng Prise en charge ass wichteg, well d'Täter vun haut sinn d'Affer vu gëschter. Mir mussen dësem Zyklus en Enn setzen, ergo dem Täter och eng adequat Hëllef ubidden.

Ech ka mech deem, wat d'Madame Err éinescht hei gesot huet, uschléissen, nämlech datt mer mussen der Police nach eng besser Formatioun ubidden, an datt ëmmer déiselwecht Leit solle mat engem Dossier bis zum Enn befaasst ginn, net datt ëmmer erëm anerer an déi Evolutioun mat agebonne ginn; an och, datt mer deen Délai, dee mer an eisem Gesetz hu vun zéng Deeg, sollen op 14 Deeg ausweiten.

Ech schléisse meng Interventioun...

M. le Président.- Jo, Madame Frank, Dir musst wierklech elo ofschléissen.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- ...mat engem grousse Merci un all déi Associatiounen, déi am Beräich vun der Bekämpfung vun der häuslecher Gewalt täteg sinn an eng ganz gutt Aarbecht geleescht hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Evaluatioun vum Gesetz iwwert d'Violence à l'égard des femmes an iwwert d'Violence domestique ass eng gutt Geleeënheet op de Sujet zréckzekommen, deen de Législateur virun dräi Joer beschäftegt huet, wou en eigentlech eng grondleeënd Ännerung, wat deen doten Domän ubelaangt, virgeholl huet, andeems en et erlaabt fir Affer vu Violence domestique kënnen dozou bäizedroen, andeems se dat public maachen, datt den Täter d'office zéng Deeg emol aus der Wunneng kann erausgeholl ginn, fir datt ka Rou an d'Situatioun kommen. Datt duerch déi Denkpaus eigentlech och vun zéng Deeg ka vläicht de Konflikt geléist ginn, respektiv datt op jidde Fall emol eng Sécherheetsphas agetratt ass, wou d'Affer net weider muss fäerten, datt déi Situatioun Bestand huet. Mir wësse jo och, datt deen Délai bis op dräi Méint ka vun engem Riichter ausgeweit ginn.

Wann een elo gesäit, an deem Rapport ass dat jo och indiquéiert, wéi oft Gebrauch gemaach ginn ass vun deem dote Gesetz a virun allem vun där doter Dispositioun, sou sinn zum Beispill an de Joren 2003 bis 2005 insgesamt 610 polizeilech Interventioune getätegt ginn, woubäi et herno 316-mol zu enger Verweisung vum Täter aus der Wunneng komm ass. An 82% vun deenen dote Fäll waren Affer an Täter enk matenee liéiert, dat heescht si ware bestuet respektiv enk matenee liéiert.

Am Joer 2005 ass et zu 154 Ausweisunge komm an an deene meeschte Fäll ass den Täter eng männlech Persoun an d'Affer ass eng weiblech Persoun. 142 Persoune vun deenen 154 Ausweisungen am Joer 2005 ware Fraen, nëmmen zwielef Persoune waren dergéint Männer.

Wann also déi gesetzlech Dispositioun dozou bäigedroen huet, och d'Affer ze schützen, da geet dat mat Sécherheet awer net duer. Mir brauchen och weiderhin aner Kaderbedingungen, fir am Virfeld kënnen ze sensibiliséieren an ze informéieren. Well et ass wichteg, datt een och vun där doter Dispositioun Bescheed weess, wann een Affer ass, wann een am Fall ass; datt ee weess, datt ee ka vun deem Gesetz do profitéieren. Wann een et net weess, dann ass et fir deen Eenzelne wéi wann dat Gesetz net géing existéieren.

Et ass also wichteg, datt mer um Niveau vun de Berodungsplaze weider aktiv bleiwen. Gradsou wichteg ass et awer och, datt mer Fraenhaiser hunn an datt Plazen a Fraenhaiser disponibel bleiwen, well een do eigentlech och no der Akraafttriedung vun dem Gesetz vun 2003 net gemierkt huet, datt d'Demande drastesch ofgeholl hätt, sou datt do weiderhin Handlungsbedarf besteet.

Och de Service d'assistance aux victimes de la violence domestique huet eng ganz wichteg Aufgab ze erleedegen, well et eben net just drëms geet fir eng Verweisung auszeschwätzen, mä well ganz vill Ënnerstëtzungsaarbecht ze leeschten ass, fir och eventuell aus der Spiral vun der Gewalt - wéi meng Virriednerin richteg gesot huet - erauszekommen; datt mer Situatioune kënnen deblockéieren an datt mer deene Leit doduerch och dauerhaft kënnen hëllefen. Woubäi et an deenen allermeeschte Fäll - dat weist jo och de Rapport, wou d'Leit ausgesot hunn -, wann et zu enger Verweisung komm ass, herno zu enger definitiver Séparatioun och da komm ass.

Mir sollen och drun denken, datt et net nëmmen déi Betraffe sinn, déi Affer sinn, mä ganz oft ass et d'ganzt Ëmfeld, et ass d'ganz Famill, déi eigentlech Affer sinn, a ganz besonnesch och Kanner a Jugendlecher, déi déi Violence domestique matkréien, déi oft Zeie sinn an dann oft och nach an déi Konflikter do mat eragezu ginn.

Ofschléissend kann ee soen, datt weiderhin, wéi gesot, Efforten noutwendeg sinn um Niveau vun der Sensibiliséierung, um Niveau vun der Informatioun, an datt mer weider Ustrengungen eigentlech musse maachen, am Virfeld vun esou Situatiounen, datt mer duerch déi néideg preventiv Moossname kucken, datt mer eigentlech dozou bäidroen, datt d'Gewalt ëmmer manner zu engem Mëttel gëtt fir Konflikter ze léisen.

Et ass jo oft esou, wann ee schonn am klengen Alter gesäit, datt Gewalt e Mëttel ass fir Konflikter ze léisen, datt een et dann herno am Erwuessenenalter och selwer probéiert unzewenden, an duerfir däerfe mer d'preventiv Aarbecht hei an an eise Schoulen, an de Jugendorganisatiounen, an de Jugendhaiser a wou och ëmmer net aus den Ae verléieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass déi honorabel Madame Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gewalt géint Fraen en général huet eng ganz Rei vu verschidden Aspekter. Ech wëllt mech haut och op d'Violence conjugale reduzéieren.

D'Violence conjugale ass bis viru kuerzem nach als eng privat Affär betruecht ginn an haut gëtt et nach, mengen ech, oft vun Noperen oder vu Matbierger als eng privat Affär betruecht.

Wat sech geännert huet hei zu Lëtzebuerg, virun allem duerch dat Wegweisungsgesetz vum 1. November 2003, sinn an eisen Aen haaptsächlech zwee wesentlech Punkten:

Dat Éischt, dat ass: Den Tabu „Violence conjugale“ ass um legislativen Niveau definitiv gefall, an zwar zimlech radikal.

An zweetens: Fraen, déi Violence conjugale erliewen, hunn eng aner, dat heescht eng zousätzlech Méiglechkeet kritt, wéi déi mat Sak a Pak fortzelafen a sech an engem Fraenhaus ze verstoppen.

Och huet d'Analys vun deene leschten zwee Joer net nëmmen déi erschreckend Zuel vun enger Moyenne vun 13 Frae pro Mount festgestallt, déi vun dësem Wegweisungsgesetz Gebrauch maachen, mä och - an dat ass interessant - datt de Profil vun de Fraen, déi vun deem dote Gesetz Gebrauch maachen, eigentlech en aneren ass wéi déi Fraen, déi mer an de Fraenhaiser hébergéieren.

Duerfir géif ech gären an deene fënnef kuerze Minutten net alles widderhuelen, wat elo schonn hei gesot ginn ass, wou ech mech ka ralliéieren. Et ass och net méiglech an de Fong vun de Saachen ze goe bei esou engem komplexen Thema.

Mä mir schéngen do haaptsächlech zwou wesentlech, awer extrem wichteg Saachen zur Weiderféierung vun der Bekämpfung vun der Violence conjugale ze sinn, an dat Éischt betrëfft d'Kanner.

D'Kanner, an dat sinn der an der Moyenne 20 pro Mount - 20 pro Mount! -, déi aus zerstéiertem Stot, déi droen en extreme Schued, deen och ganz schwéier, wann iwwerhaapt ze heelen ass. Et misst ee sech vläicht och méi a méi spezifesch Gedanke maachen an Zukunft, wa mer dat Gesetz eng Kéier iwwerdenken, respektiv d'Kanner an den nächste Considératiounen an Démarchë mat eranhuelen.

Deen zweeten Aspekt, deen ech hei wollt kuerz uschléissen, dat sinn déi Leit ronderëm, dat heescht d'Noperen, d'Léierpersonal oft an all aner Persoun, déi potenziell Zeie vu Violence conjugale oder vun Unzeeche vu Violence conjugale kënne ginn, fir déi besser ze sensibiliséieren. Oft traue sech déi Leit net, eppes ze soen oder eppes ze mellen, well se entweder net wëssen, u wie se sech mat hirem Verdacht kënne riichten, oder well si fäerten, si kéinte sech gëiert hunn oder si géife sech effektiv an eng privat Ugeleeënheet amëschen.

Et ass sécherlech e ganz delikaten Terrain, mä ech denken et gehéiert zu enger gewësser Citoyennetéit ze dénoncéiere wou Gewalt stattfënnt, fir datt déi Persoun oder déi Persounen, déi Gewalt erliewen, kënne gehollef kréien a sech dann och effektiv trauen dee Schratt ze maachen, fir deem entgéintzewierken.

Ech denken et wier wichteg, an deem Kontext zesumme mat de concernéierten Instanzen, déi all Dag um Terrain schaffen, ze evaluéieren, wéi ee kéint op deem Niveau vun der Sensibiliséierung vum Ëmfeld weiderkommen an eventuell déi noutwendeg Mesurë schafen oder ausweiden.

Dat waren eis zwou Iddien, déi mir wollten an deem Kontext mat op de Wee ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet dann nach den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, d'Violence conjugale ass eng batter Realitéit, an et gesäit een och un de Statistiken, datt et där Fäll villeg méi gëtt wéi ee mengt.

Et muss een och festhalen, datt Lëtzebuerg eent vun deene strengste Gesetzer an Europa an där Matière huet an datt mer och an deem Gesetz eng reng polizeilech Approche gesicht hunn. An dofir wier ech frou, Madame Ministerin, wann ee kéint sech eng Kéier iwwerleeën, ob een net soll niewent där polizeilecher Approche och nach iwwert de Wee vu Sozialaarbechter oder -aarbechterinnen de Problem sollt mat ugoen, an och bei der Educatioun vun de Kanner.

Et gesäit een och, datt am Gesetz en etlech Abusë gemaach ginn iwwert de Wee vun deem Gesetz, notamment an Divorcen, wou ganz oft d'Violence conjugale invoquéiert gëtt fir am Haus ze bleiwen oder fir d'Garde vun de Kanner ze kréien. Dofir wier et wichteg, Madame Ministerin, datt Dir géingt - esou, mengen ech, wéi et och de Wonsch vun der Chamber war wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass - no e puer Joer e Bilan zéie vun deem, wat bis elo geschitt ass, fir ze kucken eng Evaluatioun ze maache vun deem, wat bis elo gutt gelaf ass, wat ee kéint besser maachen, an dat natierlech mat der Chamber hei diskutéieren. Dat wier, mengen ech, eng gutt Approche fir kënnen déi Saach do ze maachen.

Dat wieren also just déi puer Suggestiounen, déi mer wollte maachen an, ech mengen, déi zoustänneg Kommissioun ass jo ganz apte fir dat esou ze maachen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo d'Familljeministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech géing fir d'éischt soen, datt et mer leed deet, datt mer ëmmer bei esou engem Thema wéi dat hei esou äusserst wéineg Zäit hu fir kënnen op déi ganz vill Saachen, déi mer op där enger Säit gemaach hunn, anzegoen an op där anerer Säit och fir ënnereneen dat da vläicht och méi genee auszetauschen.

Ech wëll just dem Här Henckes soen, datt mer dat, wat en elo gefrot huet, just gemaach hunn. Mir hu vun enger auslännescher Expertin ënnersiche gelooss wat d'Resultater vun deem Gesetz sinn. Ech hunn awer de Mëtteg déi Diskussioun hei éischter gesinn am Kader vun dem Conseil de l'Europe. Dofir géing ech och éischter wëllen dorobber agoen. A wa mer éiere géing nach eng Minutt Zäit bleiwen, da ginn ech natierlech ganz gären och op eist Gesetz an.

Mir hu fir de Conseil de l'Europe och e Rapport elo gemaach vun 20 Säiten, wou mer opschlëssele wat an deene leschte Joren alles hei am Land zum Thema vun der Gewalt geschitt ass. De Conseil de l'Europe huet eis och geschriwwen, deemools wéi mer dat Gesetz hei gemaach hunn iwwert d'häuslech Gewalt, datt se dorunner interesséiert wieren, an och elo ganz interesséiert Kommentaren a Reaktioune gären hätten fir och ze gesi wat d'Resultater sinn, datt si dat och kënnen appréciéieren.

Wat gesäit de Conseil de l'Europe a sengem Aktiounsplang vir? D'Ziler vun hirer Campagne sinn eng Kéier d'Öffentlechkeet ze sensibiliséieren, zweetens, d'Regierung derzou ze bréngen hire politesche Wëllen auszedrécken a Mëttelen zur Verfügung ze stelle fir d'Gewalt géint d'Fraen ze bekämpfen, an een Aktiounsplang respektiv eng Gesetzgebung ze stëmmen, déi de Recommandatioune vum Conseil de l'Europe nokommen.

Juristesch a politesch Moossnamen, déi de Conseil de l'Europe virschreift, sinn eng Kéier zum Beispill niewent der Violence am Groussen a Ganzen och de Viol zwëschent den Ehepartner. An do hu mer och am Gesetz zënter 2003, wat ebe géint d'Gewalt ass, virgesinn, datt et Circonstances aggravantes ginn am Fall wou Viol zwëschent de Partner geschitt.

Da freet de Conseil de l'Europe, datt mer missten eng Protection juridique efficace hunn. Do schwätze se ënner anerem iwwert de Référé. Mir sinn awer och do méi wäit gaangen a mir hunn d'Wegweisung agefouert, wat méi e grousse Schutz duerstellt, wéi dat de Référé wor, dee mir an eise fréiere Gesetzgebungen haten a vun deem am Fong net vill profitéiert ginn ass.

Een anere Punkt vun dem Conseil de l'Europe, dat sinn d'Gesetzer an d'Prozedure bei der Immigratioun. Fir datt déi Fraen, déi Gewalt bei engem Partner erliewen, net riskéieren ausgewisen ze ginn, hu mer zënter 1999 an 2002 e Réseau vu Formatricen opgebaut, wou de Schwéierpunkt dorobber läit fir och erauszefannen, ob ee Gewalt an der Partnerschaft erlieft huet oder net. Dorobber hu mer mam Justizminister en Ofkommes fonnt, datt, wann eng Fra Schwieregkeete mat hirer Openthaltsgenehmegung huet, si vun esou enger Formatrice e Certificat ka kréien. An deene meeschte Fäll konnten d'Fraen, déi och Kanner haten, heibleiwen. Heiansdo wollte si awer selwer hannescht an hiert Heemechtsland goen.

Dann ass en anere Punkt: d'Poursuite géint d'Auteuren an d'Condamnatiounen. Eist Gesetz gesäit do vir, datt de Parquet d'Opportunité de poursuites huet. Dat heescht, am Fall vun enger Wegweisung ass et net d'Persoun, déi se ugefrot huet oder déi d'Plainte mécht, mä d'Verantwortung geet vun der Police op de Parquet. An esou kann et sinn, datt en Noper, deen Zeie vu Gewalt am Stot ass, d'Police rifft, déi dann d'Autorisatioun beim Parquet ufreet fir ewechzeweisen. Ob den Täter elo strofrechtlech verfollegt gëtt oder net, hänkt dann net méi vum Affer of, mä et hänkt da vun dem Parquet of. An och hei wäerte mir jährlech Statistiken doriwwer féieren.

Dann hätt de Conseil de l'Europe och gären, datt mer den Affer géingen eng Aide juridique an e Soutien psycho-social garantéieren. Mir hunn de Service d'assistance aux victimes de violences domestiques, dee spezifesch am Fall vun der Wegweisung spillt. Mir hunn awer och flächendeckend Fraeberodungsservicer iwwert d'ganzt Land fir Fraen, déi an Nout sinn: zu Woltz, zu Ettelbréck, zu Déifferdeng, zu Diddeleng, zu Lëtzebuerg an zu Esch.

Dann ass awer och ee wichtege Punkt fir d'Preventioun vun der Violence ze maachen an och fir extra op déi Leit opzepassen, déi dorënner falen. Do hu mer op där enger Säit, wéi gesot, d'Gesetz, an op där anerer Säit flächendeckend awer och Fraenhaiser a Servicer, déi fir déi Fraen a Kanner do sinn.

En zweete grousse Punkt ass de Soutien et protection des victimes. Do freet de Conseil de l'Europe, datt 24 Stonnen op 24 en Télefon zur Verfügung misst stoen. Dat hu mer mam Nummer 133, dee 24 Stonnen op 24 fir d'Leit gratis zur Verfügung steet, a wou d'Police och op d'Plaz kënnt wa se geruff gëtt. A wann et net zu enger Wegweisung kënnt, da sinn et d'Fraenhaiser, déi Fraen a Kanner och an Noutsituatioune 24 Stonnen op 24 Stonnen ophuelen.

En anere Punkt ass, datt déi Servicer mussen accessibel sinn. All vum Stat konventionéiert Servicer musse fir all Fraen zur Verfügung stoen.

Da mussen d'Leit awer och natierlech där Plaze genuch fannen, an d'Zil vum Conseil de l'Europe ass et - et ass vläicht och schéi fir emol eng Kéier dat ze héieren, vu datt mir ëmmer fannen, datt mir net genuch néierewou géinge maachen - de Conseil de l'Europe proposéiert, datt pro 7.500 Awunner ee Bett misst zur Verfügung stoen. Wann een also an engem Land vu 450.000 Leit wunnt, da bräichte mer 60 Better. Mir hunn der de Moment 165, déi konventionéiert si beim Stat. Dat heescht also wäit méi wéi dat, wat de Conseil de l'Europe eis eigentlech freet.

Déi Fraenhaiser, déi si wéi gesot konventionéiert an de Stat leet do 90% bäi an 10% komme vun de Recettë vun der Participatioun vun de Fraen. 60% vun deene Fraen a Kanner, déi do sinn, si virun engem gewalttätege Papp oder Partner fortgelaf a quasi 100% sinn an deem engen oder deem anere Moment an hirem Liewe mat Gewalt konfrontéiert ginn.

Da seet de Conseil de l'Europe, mer bräichten e Secteur spécialisé multidisciplinaire coordonné. Dat denke mer ass bei eis de Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la violence, wou wierklech d'Ministèren dra sinn, d'Police dran ass, de Parquet dran ass an och d'ONGen dra sinn, esou datt dat och gutt funktionéiert.

Organiser une formation intégrée - ech denken, datt dat och e wichtege Punkt ass. Wéi gesot, hu mer zënter 1999 13 Formatricen, déi ausgebilt sinn, déi och regelméisseg Formatiounen an der Polizeischoul a beim socio-éducativë Personal maachen.

Zënter 2006 hu mir dës Offer nach méi ausgedehnt op aner Secteuren. Ech géing vläicht just eng Kéier séier och déi Institutiounen nennen: Et ass eng Kéier de Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, wou et besonnesch d'Formation continue vun de Schoulmeeschteren, de Léierinnen an de Professeren ass; d'Université vu Lëtzebuerg, déi Formatioun mécht fir d'Beruffer am socio-éducativë Beräich respektiv d'Assistante d'hygiène sociale; de Familljeministère mat der Formatioun vun den Aides socio-familiales; de Ministère vun der Justice mam SCAS an der Policeschoul; d'Entente des foyers du jour; d'Maison-relaisë vu Biekerech a vu Räichel; d'A.s.b.l. Yolande; d'COOPERATIONS A.s.b.l. vu Woltz, dat ass en Atelier protégé fir Behënnerter; d'Croix-Rouge mat der Fondation de Colnet d'Huart mat dem Service „Families first" an och de Service de proximité.

Jiddfereen, deen nach méi wëllt doriwwer wëssen, kann dat kucken um Internetsite vun dem Fraeministère: www.mega.public.lu. Do kënnt Der och un der Diskussioun deelhuelen iwwert den Thema vun der häuslecher Gewalt.

Da seet de Conseil de l'Europe, datt mer missten d'Aktioune vun den ONGen ënnerstëtzen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg fënnef Fraeberodungsservicer, zwou Strukturen, déi méi spezifesch fir Kanner, déi häuslech Gewalt erfuer hunn, do sinn. Ech géing gäre méi doriwwer schwätzen, Madame Loschetter. Leider mengen ech, geet d'Zäit mer net dofir duer. Ee Service, vun deem och d'Madame Frank geschwat huet: fir d'Täter, dee vun dem Planning familial gefouert gëtt a „Riicht eraus" heescht.

Vläicht och nach interessant ze héieren, datt beim Fraeministère oder beim Egalitéitsministère 51,27% vu sengem gesamte Budget an d'Violence geet, mat 4.632.242 Euro fir 2005. Et gëtt och kee Land an Europa wou d'ONGen esou konsequent vum Stat ënnerstëtzt gi wéi hei zu Lëtzebuerg.

Da freet och de Conseil de l'Europe, datt mer niewent deenen doten Aktivitéiten och solle kucken, datt déi Fraen, déi dovunner betraff sinn, och kënne selwer entscheede fir bei hirem Partner ze bleiwen oder fortzegoen. Dat heescht, niewent deene Servicer, déi bestinn, an och de Fraenhaiser, wou se kënne goen, ass et kloer, datt och aner Initiativen do si wéi d'„Initiativ rëm schaffen", Zarabina, NAXI, „Krank Kanner doheem" an esou virun. An net ze vergiessen och den RMG respektiv d'Transferts sociaux, vun deenen déi Leit kënne profitéieren, fir also sech fräi kënnen ze entscheeden, ob se wëllen dobleiwen oder ob se e Liewe fir sech selwer erëm wëllen ufänken. Si mussen och keng Schold maache wéi an anere Länner, fir an e Fraenhaus ze goen - dat gëtt da vun eis iwwerholl.

D'Collecte des données maache mer och iwwert d'Gesetz, an ech denken och, datt dat wichteg ass.

No der Sensibilisatioun ass hei gefrot ginn. Déi maache mer och zënter 1999. Do hu mer eng Campagne gestart, an där 30 Associatioune mat dra waren, och mat grousse Konferenzen, déi doriwwer organiséiert gi sinn, esou datt ech mengen, datt mer do vis-à-vis vum Conseil de l'Europe wierklech äusserst gutt dostinn an datt mer do villes gemaach hunn.

Mir wëllen awer net do stoe bleiwen, mir wëllen och matmaachen an deem Plan d'action. A mir versichen dat ze maachen, och nach eng Kéier, op wat d'Madame Err higewisen huet: op d'Certificatë vun den Dokteren, datt mer do eng Äntwert kréien an datt och méiglech ass mat deene Leit emol Formatiounen ze maachen. Well ech mengen, och dat kënnt näischt schueden.

Mir wäerten déi spezifesch Angeboter fir déi Kanner, déi Affer an Zeie vun häuslecher Gewalt sinn, virufueren, doduerch datt mer Kannergruppen aféieren, doduerch datt mer och virgesinn, fir esou eng Garderie ze maache vun deene Kanner vu Fraen, déi an deene verschiddenen Haiser do dra sinn, mat enger individueller Berodung, Ausschaffe vu spezifeschem Aarbechtsmaterial wéi zum Beispill engem Molbuch an esou virun.

Mir wäerten och an deenen nächste Méint en neit Haus mam Conseil national des Femmes zu Esch mam Fonds du logement opmaachen, wou Frae mat Kanner, déi dat brauchen, kënnen erakommen.

Ech sinn och frou, datt Der d'Broschür „Gewalt géint Fraen huet vill Gesiichter" gesinn hutt. Dat gëtt et op Däitsch, op Franséisch, op Albanesch, op Serbokroatesch. An déi portugisesch Broschür geet dës Woch an den Drock.

D'Formatioun fir déi Professionell - Police a Sozialaarbechter - gëtt massiv virugefouert.

A virugefouert ginn och Atelieren, déi d'Meederchershaus an de Lycéeën a Primärschoule fir d'Preventioun vu sexualiséierter a physescher Gewalt organiséiert. Mir hoffen och, datt an Zukunft klassesch Lycéeën op dëst Angebot wäerten zréckgräifen.

Et ass en neie Spot amgaangen ausgeschafft ze gi vum Andy Bausch zesumme mat der Police, an dee wäert och zu deenen Datume gewise ginn, déi de Conseil de l'Europe proposéiert.

Eng vun de Prioritéiten och vum Ministère ass d'Bekämpfung vun enger anerer Form vu Gewalt haaptsächlech géint Fraen, an dat ass déi vum Fraenhandel. An do wäerte mer och d'selwecht virgoe wéi et och beim Gewaltschutzgesetz war, nämlech andeem datt mer fir d'éischt den Terrain preparéieren. An dat gesi mer och am Aktiounsprogramm vir, am Plan d'action nationale d'égalité des femmes et des hommes, wou eng Rëtsch vu Moossnamen op deem Gebitt virgesi sinn.

Ech wëll och do un déi gradesou grouss Marathondiskussioun vum 27. Juni, déi mer hei haten, erënneren, an datt mer virun déi Leit ënnerstëtzen, déi sech ëm déi Prostituéiert këmmeren, besonnesch och den Dropin, dee vun der Croix-Rouge geleescht gëtt.

Da wëlle mer awer och d'Kartographie vu Lëtzebuerg maachen, fir emol erauszefannen, wou et Prostituéierter gëtt, besonnesch och Männerprostitutioun respektiv Drogéierter, déi an der Prostitutioun dra sinn. Mir wëllen och kucken, wéi déi Leit hiert familiäert Liewen organiséieren, an och kucken, wéi ee se méi geziilt kann ënnerstëtzen a méi eng geziilt Preventioun maache ka vu sexuell transmissiblë Krankheeten. Mir wëllen hinnen och eng besser Informatioun zoukomme loossen iwwer hir Rechter virun allem och géint d'Gewalt.

Da wëlle mer och kucken, wat fir eng Clienten dohinner ginn. A mir wäerten och am Mäerz respektiv am Fréijoer eng Konferenz spezifesch zum Thema Clienten, Prostitutioun a Fraenhandel organiséieren.

10% vun der Prostitutioun kommen aus dem Mënschenhandel, an hei geet et dorëms, datt all déi Persounen, déi riskéiere mat deene Persoune berufflech zesummenzekommen, fir déi Problematik sensibiliséiert ginn.

Formatiounen - där hu mer dëst Joer bal zwou gehalen; eng Kéier fir d'Administratioun, wat de Ministère vun der Justice war, an eng aner Kéier méi fir d'Sozialaarbechter, déi vun dem Chancëgläichheetsministère organiséiert gouf.

A mir hunn am Dezember och zwou Formatioune mat der Solwodi - dat ass eng däitsch ONG -, eng Formatioun fir déi Polizisten a Sozialaarbechter, déi mat Affer vum Fraenhandel schaffen.

Da wëll ech un dat Netzwierk erënneren zwëschent dem Justizministère, dem Ausseministère, der Police an den ONGen fir d'Prise en charge vun den Affer vun deem Moment u wou si a Kontakt komme mat enger vun dësen Instanzen, fir datt déi och optimal betreit ginn. A mir schaffen hei mat verschiddenen ONGen zesummen, déi dann de sozialen oder psychologeschen a medezinesche Volet wäerten ofdecken.

An deem Sënn organiséiere mer och zesumme mat der Maison de la Porte ouverte méi eng laang Formatioun fir d'Mataarbechterinnen aus de Fraenhaiser an de Servicer, wou ebe Fraen dra sinn, déi aus dem Mënschenhandel kommen, fir datt si déi gutt begleeden. Mir wäerten och verschiddent Informatiounsmaterial op verschiddene Sproochen ausschaffen, fir eben deene Leit besser kënnen ze hëllefen.

Voilà, Här President, dat war am Telegrammstil wat mer gemaach hunn, an dat, wat mer nach wëlles hunn ze maachen. Mir hoffen, datt mer domat wierklech deene Leit do kënnen eng Hëllef ginn.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Minister, och virun allem dofir, datt Der Iech ganz gutt un Är Zäit gehalen hutt.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat ass d'Diskussioun

iwwert de Projet de loi 5492. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Meisch, den Här Fayot an den Här Henckes. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Mosar.

7. 5492 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et des valeurs et de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi, deen ech haut de Plëséier hunn Iech virzestellen, soll eng europäesch Direktiv transposéieren, eng méi, déi de Regime vun der Société mère an der Société filiale am Kontext vun der Ausschëddung vun Dividende regelt.

D'Exonératioun vun Dividenden an esou engem Fall ass an eisem Steiergesetz verankert säit dem Zweete Weltkrich, wat déi Dividenden ugeet, déi e lëtzebuergeschen Ursprung hunn, a säit 1978 fir déi Dividenden, déi aus dem Ausland kommen.

D'Direktiv, déi mer haut mat dësem Projet also ëmsetzen, huet dräi Objektiver:

Fir d'alleréischt geet et drëm, fir de Champ d'application auszedehnen, wat verschidde Forme vu Gesellschafte betrëfft, déi bis elo nach net duerch eng Direktiv viséiert waren;

zweetens dann de Seuil de participation vun esou enger sougenanntener Société mère an enger Société filiale vu 25% op 10% erofzesetzen;

an dann drëttens den Établissement stable vun enger Société mère deemselwechte Regime ze ënnerwerfen, wat d'Ausschëddung vu Benefisser betrëfft, wéi dat a senge Relatioune mat der Société mère de Fall ass.

Här President, dat alles kléngt komplizéiert, ass awer am Fong näischt revolutionär Neies wat eist Steiergesetz ugeet. Well dee Seuil vun 10% hu mir schonn an eisem aktuelle Steiergesetz festgeschriwwen, esou dass mer op deem Punkt iwwerhaapt keng Ännerung wäerte kréien.

Wat ännert also elo konkret am lëtzebuergesche Steierregime? An Zukunft wäert et esou sinn, dass all d'Kapitalgesellschaften ënnert dës Dispositiounen, déi ech virdru beschriwwen hunn, falen, mä awer och all aner Fonge vu Gesellschafte wéi d'Société-coopératiwen; d'Société-coopératiwen, déi als Sociétés anonymes organiséiert sinn; d'Associations épargne-pension; d'Associations vun den Assurances mutuelles; all déi Entreprisen, déi e geschäftlechen, industriellen oder minièrë Charakter vum Stat hunn; d'Gemengen, d'Gemengesyndikater, d'Établissements publics an all aner Personnes morales de droit public souwéi all aner Gesellschaften, déi laut dem lëtzebuergesche Recht konstituéiert gi sinn an déi hei zu Lëtzebuerg ënnert d'Gesellschaftsbesteierung falen.

Da gëtt och nach am Artikel 147 vum Impôt sur le revenu eppes ëmgeännert an deem Sënn, dass an Zukunft all Form vu Gesellschaft, wéi se an der Direktiv beschriwwe gëtt, och als Résidente am Sënn vun der lëtzebuergescher Steiergesetzgebung ugesi ka ginn, an domadder fält och eng Personne morale, déi net hei zu Lëtzebuerg an nom lëtzebuergesche Recht gegrënnt ginn ass, mä déi hei hir Steiere bezilt, also an Zukunft ënnert dës Dispositioun.

Wat ass elo de praktesche Mehrwäert vun deem Projet? Vu dass, wéi ech Iech dat scho virdru geschildert hunn, de lëtzebuergesche Gesetzgeber d'Direktiv anticipéiert huet, wat de Seuil de participation an den Établissement stable betrëfft, wäerten also dës Ännerungen nëmmen eng ganz limitéiert Inzidenz op de Budget vum Stat respektiv dee vun de Gemengen hunn.

Déi Liens de participation, déi duerch dësen Text elo an eis nei Gesetzgebung afléissen - an heidrënner falen och verschidde Forme vu lëtzebuergeschen Organismen -, stellen nëmmen eng kleng Zuel duer, esou dass et a sech wahrscheinlech kaum zu engem gréissere Steierausfall wäert kommen.

Betoune wëll ech dann nach ganz zum Schluss, dass entre-temps eng Décisioun vum Conseil vum 10. Februar 2004 a sech elo d'Effetë vun dëser Direktiv, wéi ech se elo beschriwwen hunn, och op d'Schwäiz wäert applizéieren, esou dass an Zukunft och déi Dividende wäerten exonéréiert gi vun enger Retenue à la source, déi an der Schwäiz ufalen, déi awer un eng aner Entité mère an engem aneren EU-Memberland wäerten ausbezuelt ginn.

Dëst gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, géif ech Iech bieden, dësem Projet de loi Är Zoustëmmung ze ginn an ech géif dann och direkt d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den Här Meisch huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dëse Projet de loi ass eng Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv, wou et ëm d'Besteierung vun de Filiale vun de Sociétés mères geet. Den Här Rapporteur, de Laurent Mosar, deem ech häerzlech wollt fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport félicitéieren, huet ganz richteg gesot, et kléngt komplizéiert, et ass awer am grousse Ganzen net vill Neies, an dofir bleift mir och nach just iwwreg, fir den Accord vun eiser Fraktioun ze bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Selbstverständlech félicitéiere mir dem Rapporteur fir säi Rapport a mir bréngen och den Accord vun onser Fraktioun.

M. le Président.- Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt och dem Rapporteur félicitéiere fir säi Rapport a fir déi Explicatiounen, déi hien hei mëndlech ginn huet. Mir sinn och d'accord mam Gesetz a mir géinge just awer d'Regierung och nach eng Kéier dozou opfuerderen, déi Projets de loi fir déi aner Direktiven - ech mengen, et missten nach eng 15 Stéck sinn - och hei an der Chamber ze déposéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Madame Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, en remplacement de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Ech géing wëllen am Numm vum Finanzminister och dem Rapporteur Merci soen. Hien hat jo eng excellent Aarbecht hei gemaach. Dofir konnten och déi aner Fraktioune sech esou ralliéieren, esou datt ech am Numm vun der Regierung Merci soen, datt déi Direktiv esou séier kann ëmgesat ginn, a mir wäerten eis Méi ginn, déi aner och esou séier ëmzesetze wéi et geet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Ministesch. Ech hat ganz vergiess, datt mir dee Ritual hei virun der Vakanz ofgeschaaft haten; ech wäert awer beim nächste Projet erëm drun denken.

Sou, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5492 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Thiel), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Michel Wolter), MM. Ali Kaes (par M. Marc Spautz), François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Fred Sunnen), Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par M. Patrick Santer), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5520. De Rapporteur ass hei den honorabelen Här Thiel. Bis elo sinn ageschriwwen eng Rei, op déi ech spéider zréckkommen. Här Thiel, dann hutt Dir als Rapporteur d'Wuert.

8. 5520 - Projet de loi relative à la surveillance des conglomérats financiers, portant

1. transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances de la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier, et modifiant les directives 73/239/CEE, 79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives 98/78/CE et 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil;

2. modification

- de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, an deem wäit gefaassten an ëmmer méi enk geknäppte Filet vu Verhalens- a Kontrollregelen, mat deem si de Finanzsecteur iwwerzunn hunn, fannen déi Bréisseler Iwwerwaachungsspezialisten nach ëmmer nei Lächer fir ze stoppen.

D'Kontroll souwuel vun de Banke wéi déi vun den Assurancëgesellschaften duerch déi jeeweileg Autoritéiten ass entre-temps wuel mat dat Schäerfst, wat et an deem Genre gëtt. An dach gouf nach ee schwaache Punkt fonnt. Net direkt um Niveau vun de Banken, och net direkt um Niveau vun de Versécherungen, mä do wou déi zwou Aktivitéiten ënner engem Daach zesummekommen.

Esou eng kumuléiert Entreprise heescht am Fachjargon e Konglomerat. Et gëtt awer an dësem spezifesche Fall vun eisen däitschen Noperen ënnert dem Begréff „Allfinanz" gefiert a vun de Fransousen e bësse méi einfach a fir jiddferee verständlech als „Bancassurance" bezeechent.

Et dréit sech also ëm déi Entreprisen aus dem Finanzsecteur, deenen hir Duechtere souwuel Bank- wéi Assurancëprodukter ubidden a vun deenen haut och scho muncher eng nach derniewent am Investmentbusiness aktiv ass.

Elo kënnt ee jo mengen, déi Konglomerater wieren duebel ofgedeckt, well se jo d'office souwuel vun der Banken- wéi och vun der Assurancenopsiicht kontrolléiert ginn.

Där Meenung si se zu Bréissel awer net. D'EU-Kommissioun geet dovun aus, datt et niewent där traditioneller duebeler Iwwerwaachung och nach eng speziell Surveillance fir dës gemëschten Entreprisë gi misst. Déi soll op déi zwou bestehend dropgeprafft ginn, fir och déi Risquen ënner Kontroll ze kréien, déi eréischt duerch de Cumul vun der Banken- an der Assurancenaktivitéit entstinn.

Et ass effektiv net ausgeschloss, datt zum Beispill tëschent deene verschiddene Kontrollen nach e Sputt ass, deen nëmmen duerch eng zousätzlech Globalkontroll gestoppt kënnt ginn. Oder datt et Widdersprëch an deene sektorielle Reglementatioune gëtt, also bei de Banken a bei den Assurancen, déi dann um Niveau vun der Mamm duerch eng iwwergeuerdnet Kontroll ausgebigelt musse ginn. Oder datt gewëssen nei Forme vun Entreprisen, notamment am Investmentberäich, ganz duerch d'Kontroll géife falen, well fir si weder bei der Banken- nach bei der Assurancëkontroll dat Néidegt virgesinn ass.

Et bleiwen also trotz där enker Iwwerwaachung vun deene verschiddene Finanzaktivitéiten nach schwaach Plazen a Lächer am Kontrollnetz, wann déi zwou oder souguer dräi Aktivitéiten ënnert dem Daach vun engem an deemselwechte Mammenhaus bedriwwe ginn. Datt do d'Kontroll, där hiren eigentlechen Zweck jo d'Protektioun vum Client ass, esou - den Däitsche géif soen - nahtlos wéi méiglech muss sinn, gëtt desto méi onverzichtbar, well et sech bei deene Konglomerater, vun deenen hei Rieds ass, an der Regel ëm grouss Konzerner handelt, déi opgrond vun hirer Dimensioun och ganz besonnesch grouss Risike fir dat ëmmer méi vernetzt, globaalt Finanzwiesen duerstellen. De Fransous schwätzt do vun engem „risque systémique"; beim Däitschen heescht dat „Klumpenrisiko".

An anere Wierder: Wann ee vun deene Mastodonte géif an d'Rutsche kommen, kéint d'ganz Branche mat ewechfueren. Dat alles huet mat sech bruecht, datt déi international Milieuen, déi sech mat der Finanzwelt ofginn, ob et elo d'OCDE ass oder de G10 oder de Baseler Comité, wou sech d'Zentralbankgouverneuren treffen, zum Schluss koumen, et misst een niewent deene scho bestehenden Iwwerwaachungsinstrumenter fir d'Banken an d'Assurancen nach en zousätzlecht kreéieren, fir déi Entreprisen an d'Gitt ze huelen, déi béides maachen.

Dat geschouch da viru véier Joer mat enger Direktiv, déi dorop ausgeriicht ass, d'Kontroll vun de Geschäftsaktivitéite vun de Konglomerater besser ze koordinéieren an, souwäit dat nach néideg ass, d'Regele vun deene verschiddenen Aktivitéiten openeen ofzestëmmen.

Wat mir haut maache sollen, ass déi Direktiv an eist nationaalt Recht ëmsetzen, an zwar doduerch,...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...datt mir - wéi den Intitulé et seet - déi zwee Gesetzer, déi déi zwou Finanzaktivitéiten, also d'Assurancen an d'Banken, reglementéieren, an eenzelne Punkten ofänneren, fir datt se vun elo un der Direktiv gerecht ginn.

De Statsrot hat weider kee Problem mam Ëmsetzungstext an huet just eng Modifikatioun vum Intitulé suggéréiert, fir en e bësse méi lieserlech ze maachen. Deem huet sech d'Finanzkommissioun ugeschloss.

D'Chambre de Commerce par contre ass an hirem Avis e gutt Stéck méi wäit gaangen an huet eng ganz Rei vu Punkten ugeschnidden, vun deenen eenzelner schonn derwäert wären, datt ee sech domadder ausenanersetze géif. Esou ass d'Befierchtung net aus der Loft gegraff, datt déi zousätzlech Kontroll am Prinzip déi kontrolléiert Entreprisen nach méi belaaschte wäert, wéi si et scho souwisou sinn, an dat waméiglech onnëtzerweis. Well méi Kontroll bedeit och méi Informatioun a méi Reporting, an domat méi Verwaltungsopwand, ouni datt d'Resultat deem ganzen Opwand géif onbedéngt entspriechen.

Op där anerer Säit kënnt een awer net derlaanscht, fir virun esou Gedankespillereien ze warnen, an deene sech d'Europäesch Kommissioun an och vill Konzernmamme gefalen, déi der Meenung sinn, d'Supervisioun vun de Konglomerater géing sech am effikassten um europäeschen an net, wéi

hei, um nationale Plang maachen. Dat ass vläicht net ganz falsch, mä wa mir eis op dee glëtschegen Terrain lackele loossen, da riskéiere mir, datt mir mat der Zäit ëmmer manner bei eis ze soen hunn, well dann eis Finanzplaz zentral vun dobaussen aus iwerwaacht gëtt. Ech mengen, einstweilen hätte mir do méi ze verléiere wéi ze gewannen.

Am grousse Ganzen ass awer och d'Chambre de Commerce mat deem Text vum Projet averstanen, an ech ginn dovun aus, datt dat och fir eis Chamber hei zoutreffe wäert an datt si dem Projet hir Zoustëmmung gëtt. Och wann dëst Gesetz fir Lëtzebuerg direkt keng praktesch Uwendung fanne wäert, well mir ganz einfach keen oder nach keen esou ee Konglomerat bei eis hunn. Mä et kann ee jo ni wëssen; wat net ass, kann nach ëmmer ginn.

An dofir, och dofir, géif ech soen, hoffen ech, datt d'Chamber deem Gesetz, där Ëmsetzung hir Zoustëmmung gëtt; déi vun der CSV-Fraktioun hunn ech d'Mandat hei ze bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Ech gesinn, dass och déi aner Fraktioune mat deene Konklusiounen d'accord sinn an d'Regierung och näischt Substanzielles méi zum Débat bäizeflécken huet, esou dass ech mengen, dass mer kënnten direkt doriwwer ofstëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

M. le Président.- De Projet de loi 5520 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Lucien Thiel), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Lucien Clement), François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Fred Sunnen), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Norbert Haupert), Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par M. Michel Wolter), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

MM. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. François Bausch), François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Jean Huss) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

(Interruption)

Jo, ech hat e wéineg schnell gehandelt.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Geldfälschung. De Rapporteur ass den honorabelen Här Patrick Santer. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Flesch, d'Madame Err, den Här Braz an den Här Henckes.

9. 5439 - Projet de loi concernant la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et portant modification de certaines dispositions du code pénal

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Gesetzgebung ënnerläit dem Prinzip vun der sougenannter Légalité criminelle. Dat heescht, et ka keng Persoun verueerteelt an et kann och vum Riichter keng Strof verhaange ginn, wann d'Gesetz eng bestëmmte Verhalensweis net mat enger Strof versinn huet. «Nul crime sans loi, nulle peine sans loi» gëtt gesot.

Wann déi sougenannten - zwësche Gänsefüßchen - „klassesch Verbriechen" wéi Mord, Escroquerie, Abus de confiance oder Déifstal, esou wéi se am Code pénal säit iwwer 200 Joer beschriwwe ginn, sech nach ëmmer iwwert d'Jore gehalen hunn an nach ëmmer zäitgeméiss beschriwwe sinn, esou hu säit dem 19. Jorhonnert nei Verbriechen hir Plaz am Code pénal respektiv a Spezialgesetzer fonnt. Dat kënnt ënner anerem doduerch, datt Verbriecher vu Gesetzeslücke profitéiert hunn, datt nei Verhalensweisen zu Dag komm sinn an ënner Strof hu misse gestallt ginn, oder datt nei Technologië benotzt ginn, déi d'Definitioun vun der Strofdot net méi zäitgerecht erschénge loossen.

De Projet de loi 5439, deen d'Fälschung vun Zuelungsmoyenë betrëfft, fält ënnert dës lescht Kategorie. D'Fälschung vu Geldschäiner a Mënzen ass zwar elo schonn am Code pénal ënner Strof gestallt, mä et geet hei drëms fir d'Fälschung vu Bank-, Bancomats- oder Kreditkaarten ze bestrofen. Zwar kéint een och bei deene Fälschungen aner Strofdote wéi de Faux en écriture, den Usage de faux, d'Escroquerie oder den Déifstal, Vol avec fausses clés zur Hëllef zéien, mä dat huet sech als keng zefridde stellend Léisung erausgestallt. Besonnesch am Strofrecht mussen d'Doten oder d'Négligencen esou kloer ëmschriwwe ginn, datt se de Fuerderunge vun der Légalité criminelle gerecht ginn. Well Dir wësst jo, am Strofrecht ass alles erlaabt, wat net verbueden ass.

Här President, mir vervollstännegen also mat dësem Projet de loi dat strofrechtlecht Arsenal fir géint d'Fälschunge virzegoen. Mir benotzen heifir d'Geleeënheet fir eng Décision-cadre vum Conseil vun der Europäescher Unioun vum 28. Mee 2001 ëmzesetzen. D'Kreditkaarten, am wäiteste Sënn vum Wuert, hu sech an deene leschte Jorzéngten als wichtegen, wann net als dee wichtegsten Zuelungsmoyen erausgestallt. 2002 goufen an der Europäescher Unioun 17,5 Milliarden Transaktioune per Kreditkaart duerchgefouert. A Prozenter ausgerechent sinn dat an deene 25 Länner vun der Europäescher Unioun 25%, an an der Eurozon…

(Coups de cloche de la Présidence)

…33%. De Commerce électronique wäert dës Tendenz nach méi staark betounen.

D'Versuchung ass och dofir do fir Kreditkaarten ze fälschen. Dat erkläert firwat um Niveau vun der Europäescher Unioun d'Décision-cadre vun 2001 de Memberstaten operleet fir effikass proportionéiert an ofschreckend Strofen op Kreditkaartefälschunge virzegesinn. Dës Décision-cadre reit sech an den Aktiounskader vum Conseil vun der Europäescher Unioun an, wou verschidden Décision-cadrë sech mat Blanchiment, Confiscation des produits relatifs aux crimes oder relatifs aux attaques visant les systèmes d'information befaasst hunn.

Här President, ech wëll elo net d'Detailer - dacks technesch - vum Projet de loi an d'Observatiounen an d'Ännerungsvirschléi vum Conseil d'État, deene mer zum groussen Deel Rechnung gedroen hunn, oplëschten. Grosso modo gi véier nei Strofdoten an de Code pénal ageschriwwen. Et sinn dat:

1. D'Fälschung vun Zuelungsmoyenen ausser Geldschäiner a Mënzen en vue d'une utilisation frauduleuse;

2. de Fait en Transfert vu Geld oder anere monétairë Valeurë virzehuelen, an doduerch sech selwer oder enger anerer Persoun e wirtschaftlechen Avantage zu Ongonschte vun enger anerer Persoun ze ginn;

3. d'Hierstellung, de Kaf, de Verkaf, de Besëtz vun Instrumenter oder Computerprogrammer, déi d'Fälschung oder esou en Transfert erméiglechen, a

4. de Fait mam Auteur vun der Fälschung beim Erausgi vu falschen Zuelungsmoyenen, Kreditkaarten oder Bancomatskaarten, oder bei Aféierung vun esou Fälschungen hei am Land matgewierkt ze hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann et kee richtege medienträchtege Projet de loi ass, well en dacks technesch ass, wäert dëse Projet de loi bei der Entwécklung an dem Opschwong vum Commerce électronique fir méi Rechtssécherheet suergen, op d'mannst um strofrechtleche Plang.

Här President, am Numm vun der Commission juridique, déi de schréftleche Rapport à l'unanimité ugeholl huet, wéilt ech Iech also froen, dëse Projet de loi, esou wéi en als Annex beim schréftleche Rapport steet, unzehuelen. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. D'Madame Flesch ass ageschriwwen. Madame Flesch!

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, ech wëll fir d'alleréischt dem Rapporteur Merci soe fir säin exzellente schréftlechen an elo mëndleche Rapport. An ech mengen et wär net néideg elo am Detail alles ze widderhuelen, wat e gesot huet. Ech mengen, den Objet vum Projet de loi ass zur Genüge bekannt.

Et ass e Fait, dass d'Utilisatioun vun de Plastikskaarten - wéi mer soen -, vun de Cartes de crédit an de Cartes de débit, dem Bancomat, sech enorm développéiert huet, an et wäert an Zukunft och esou weidergoen. Mam Commerce électronique wäert nach méi kommen, a vläicht wäerten och nei Instrumenter kommen, déi mer de Moment nach net hunn an nach net kennen, mä déi och mussen deeneselwechten Obligatiounen a Richtlinien ënnerworf ginn. An ech mengen, dat heite Gesetz erlaabt och an der Zukunft nei Instruments de payement mat an de rechtleche Kader vum Code pénal eranzehuelen.

Et geet hei drëm, d'Décision-cadre vum Conseil vum 28. Mee 2001 a Kraaft ze setzen. Et ass evident, dass bei all deene Geschäfter vu Frauden u Kreditkaarten oder Contrefaçons - a mir gesinn et all Dag an der Zeitung - en internationalen Aspekt ass. Ganz oft ginn déi Frauden an anere Länner gemaach, mä déi Kaarte ginn zu Lëtzebuerg gebraucht oder vice versa. Et ass also scho richteg, dass d'Union européenne sech mat deem Thema beschäftegt huet.

Wa mer dat elo maachen, wa mer déi Décision-cadre iwwerdroen, da combléiere mer an engems déi eng oder aner Lacune, déi dëse Moment nach an onsem Code pénal besteet. Et ass jo am Fong erstaunlech, dass am Gesetz, wéi et bis elo ass, et strofbar ass wann een eng Carte de crédit klaut, mä et net strofbar ass wann een eng Carte de crédit falsifiéiert oder eng Contrefaçon mécht. Et ass am Fong déi Lacune, déi mer hei mat dësem Gesetz elo combléieren.

Ech weisen drop hin, an de Rapporteur huet et gesot, dass mer an den Aarbechte vun der Commission juridique wäitestgehend de Wënsch vum Conseil d'État Rechnung gedroen hunn an dass mer den Text adaptéiert hu fir senge Propositioune Rechnung ze droen. Ech kann also nëmmen am Numm vun onser Fraktioun soen, dass mir dësen Text wäerte stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Madame Err!

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Och ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

M. le Président.- Den Här Braz. En ass net do. Dann den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt och den Accord vum ADR bréngen zu dësem Gesetzesprojet an dem Rapporteur félicitéieren…

Une voix.- Wéi heescht Är Partei?

Une autre voix.- Ass et e Jong oder e Meedchen?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …fir säin exzellente Bericht. Ech mengen, et ass absolut wichteg, datt mer eng vun deenen Infractiounen hei kënne sanktionéieren, well Lëtzebuerg war do op eng Kéier eng richteg Insel ginn, wou esou eppes konnt gemaach ginn: Dat ass d'Fälschung vun de Logicielen. Dat gesot, nach eng Kéier den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

(Interruption)

M. le Président.- Wann d'Regierung deem näischt méi bäizefügen huet, kënne mer direkt zur Ofstëmmung vum Projet de loi kommen. De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5439 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Michel Wolter), Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par M. Marco Schank), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Jos Scheuer);

MM. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Aktualitéitsstonn, ugefrot vun der sozialistescher Fraktioun, iwwert d'Obésité bei Kanner a bei Jugendlecher. Dat ass en Term, dee schwiereg auszedrécken ass.

(Interruptions et hilarité)

D'Wuert huet den Här Romain Schneider als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Ageschriwwe sinn: d'Madame Stein, den Här Krieps, den Här Huss an den Här Mehlen. Den Här Schneider huet d'Wuert.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

10. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de l'obésité des enfants et des adolescents

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech am Juli vun dësem Joer just virun der Vakanz eng Deklaratioun gelies hunn, déi vu véier Ministèren ënnerschriwwe war, hunn ech mer Gedanke gemaach, wat den Ausléiser vun esou enger grousser Koordinatiounsaktioun kéint sinn. A beim genauen Duerchliese vun der Deklaratioun koum schnell d'Problematik an de Vierdergrond.

Wéi et do steet, war den Ausléiser vun der Aktioun „Gesond iessen, méi bewegen" vun der Educatiounsministesch, dem Gesondheetsminister, der Familljeministesch an dem Sportsminister eng Reaktioun...

M. le Président.- Ech bieden ëm Opmierksamkeet fir den Här Schneider!

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Merci, Här President.

...op d'Informatiounen a Resultater vun Etüden, déi alarméierend waren, wat de Gesondheets- a Fitnesszoustand vun eiser Gesellschaft a virun allem vun eise Kanner a Jugendleche betrëfft. Dëst huet mech verulasst, mech während de Vakanzeméint méi iwwert den Thema an d'Problematik ze informéieren, an ech hu fonnt, dass d'Situatioun esou alarméierend ass, dass och eng Debatt an dësem Parlament noutwendeg ass, fir esou vill méi Leit ze sensibiliséieren an Aktioune fir gesond Ernährung a méi Bewegung ze ënnerstëtzen.

Vill Elementer a Wäerter hunn ech an der „Studie zur Gesundheit, körperlichen Leistungsfähigkeit und körperlich-sportlichen Aktivität von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg" fonnt, déi hei zu Lëtzebuerg bei Kanner vun néng, 14 an 18 Joer vun der Uni Karlsruhe duerchgefouert gouf.

Dir Dammen an Dir Hären, d'OMS, d'Organisation Mondiale de la Santé, huet d'Obésitéit an d'Lëscht vun de Prioritéiten am Gesondheetswiesen aklasséiert. Weltwäit ginn d'Wäerter vun Iwwergewiicht, motoresche Problemer a schlechten Iessgewunnechte vun der Bevölkerung, och hei zu Lëtzebuerg, erop. A mir lafe Gefor an e puer Joer amerikanesch Zoustänn ze hunn. Esou hunn zum Beispill hei zu Lëtzebuerg nëmmen 80,3% vun de Schüler Normalgewiicht. 13,2% sinn iwwergewiichteg a 6,5% adipös.

Dës Problematik fänkt schonn am Primärschoulalter un, wou scho 15% vun de Meedercher an 20,1% vun de Jongen ze vill Gewiicht op d'Wo leeën. Mat zounehmendem Alter steigt d'Iwwergewiicht tendenziell un, an et besteet och e signifikativ groussen Ënnerscheed wat de Bildungsniveau betrëfft. Bei niddrege Bildungsweeër ass d'Tendenz nach méi däitlech a steigt bis op 25% un.

Gesondheetlech huet dëst och seng Konsequenzen. Bei der Erfaassung vun de Beschwerde koum eraus, dass 17,8% vun de Kanner méi wéi eemol d'Woch Kappwéi hunn, 14% net méi kënne schlofen, 13,5% Bauchwéi hunn an 13,2% Réckeschmierzen. Parallell dozou gesäit een och, dass de Gebrauch vu Medikamenter an dëse Beräicher usteigend ass.

Dir Dammen an Dir Hären, de Plan d'action pour la promotion de l'alimentation saine et de l'activité physique vum Projet „Gesond iessen, méi bewegen" ass en éischte richtege Schrëtt, fir där alarméierender Situatioun entgéintzewierken.

Dëst bedéngt awer um Terrain, dass konkret Moossname geholl ginn an deenen eenzelne Beräicher. D'Ministèren hunn am Plan d'action Pistë vun dëse Moossnamen opgezeechent. Et heescht se elo an d'Praxis ëmzesetzen.

Hei e puer Iwwerleeunge vu mir, déi een zum Deel och am Aktiounsplang erëmfënnt.

Am Gesondheetsministère ass eng éischt Aktioun realiséiert ginn duerch d'Verbidde vum Fëmmen an de Schoulen. D'Krankekeese musse wéi am Ausland och hei zu Lëtzebuerg bei der Preventioun aktiv ginn. Et musse Sensibiliséierungscampagnë gestart gi bei Kanner a Jugendlecher, awer och bei de concernéierte Secteuren.

D'Formatioun an d'Promotioun vun enger gesonder Ernährung a vill Bewegung muss och un d'Organisatioune wéi Médecine scolaire respektiv AMMD an esou weider virugoen. Am Familljen- a Jugendministère musse Campagnë gestart ginn an Aktioune mat de Jugendlechen, dat duerch d'Jugendhaiser an alle Jugendbewegungen. Bei dem Personal, dat an dëse Strukture responsabel ass, musse Formatiounen an d'Wee geleet ginn. De Jugendkommunalplang kann hei e ganz flott Instrument sinn, fir konkret Aktiounen a Moossnamen ëmzesetzen.

An de Kantine mussen d'Iessgewunnechten änneren a Wäert op eng gesond Ernährung geluecht ginn. Hei striewen ech virun allem eng Zesummenaarbecht mat den Diététiciens an Diététiciennen aus de Regiounen un. An de Schoulen a Kantine soll een d'Colasautomaten duerch eng gratis Waasseroffer ersetze respektiv Snacken duerch gesond a frëscht Uebst austauschen.

Une voix.- Très bien.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Am Sportsministère, do soll d'Sportsoffer erweidert ginn, virun allem op Jugendlecher, déi net a Veräiner organiséiert sinn. Derniewent soll weider un de Sportsinfrastrukture geschafft ginn a virun allem den Accès och méi liicht gemaach ginn. All den Organisatore vu Sportsévénementer soll och weiderhin an a gréisserem Mooss nach méi e groussen Appui zoukommen.

Am Educatiounsministère, wéi d'Studie - déi iwwregens och vum Educatiounsministère an Optrag gi war - hei zu Lëtzebuerg gewisen huet, fält dem Schoulsport eng entscheedend Roll zou,...

(Nuisances sonores)

Ech hu keen un an nach net emol een dobäi.

...well hei den Terrain ass, wou all Jugendlecher kënnen erreecht ginn.

An der Schoul muss de Jugendlechen de Goût um Sport kréien a motivéiert ginn, iwwer seng Schoulzäit eraus Sport ze dreiwen a wa méiglech och am Veräin aktiv ze ginn.

Dëst bedéngt - an ech si sécher, der Educatiounsministesch hiert Zil ass dat och -, kuerz- a laangfristeg folgend Schrëtt ze ënnerhuelen:

Éischtens muss qualifizéiert Personal am Schoulsport och am Primär, dat heescht duerch eng Zousazformatioun op der Uni Lëtzebuerg, garantéiert ginn. Am Précoce a Préscolaire sollen 30 Minutte Bewegung all Dag fir d'Kanner ageriicht ginn. Am Primärschoulsport sollen d'Sportsstonnen eropgesat ginn, genausou gutt wéi am Postprimären d'Sportsstonne bis op Première bäibehale solle ginn.

Am périscolaire Sport, dat heescht an der Lasep, sollen an all Gemeng oder Schoulsyndikat dës Lasepstonnen ugebuede ginn. Dëst ass, wat d'Stonnenzuel ubelaangt, schwiereg ze realiséieren - dat weess ech -, well ëmmer manner Stonnen an der Schoul zur Verfügung stinn. D'Migratioun awer vum Schoulsystem vun engem rigide Programm a rigiden Horairen hin zur Logik vu Léieren a Kompetenze wäert nei Fräiräim schafen, fir erëm méi sportlech Aktivitéiten an de Schoulen ze kréien.

Ech si sécher, dass eis Educatiounsministesch gewëllt ass, dësen neie Fräiraum ze schafen a méi Sport an de Schoulen domat och ze bedéngen.

Awer och d'Gemenge si gefuerdert, an hei begréissen ech elo schonn d'Initiativen, déi lafen an déi a Planung sinn. Ech zitéiere Beispiller, gewosst dass ech anerer vergiessen oder iwwersinn hunn: zum Beispill d'Gemeng Préizerdall, déi e flotten an dynameschen Aktiounsplang opgestallt huet ënnert dem Numm „Préizerdall aktiv".

Den Här Calmes ass elo net hei, soss kéint ech him perséinlech félicitéiere fir déi flott Initiativ.

Une voix.- En ass aktiv.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Hien ass aktiv dobaussen, hie mécht seng 11.000 Schrëtt, déi jidderee vun eis all Dag soll maachen, fir och fit ze bleiwen.

(Interruptions diverses)

D'Gemeng Ettelbréck huet kierzlech éischt Aktiounen aus hirem Plang presentéiert. An der Gemeng Réiser an och a menger Gemeng...

M. le Président.- Den Här Schneider huet ganz eleng d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Merci, Här President, dat ass schéin.

An der Gemeng Réiser an a menger Gemeng schafft eng Aarbechtsgrupp un der Ausschaffung vun der Aktioun „Fit Woltz a fit Réiser". Villes kann an eise Gemengen an d'Wee geleet ginn, well d'Gemeng ass de Foyer fir all Elementer: Mir fannen hei d'Schoulen erëm; mir fannen hei d'Veräiner erëm; mir fannen d'Gesellschaftsliewen erëm; mir fanne virun allem d'Mënschen, eelerer a jonker, an hirem alldeegleche Liewen erëm.

D'Aktioune fir Nordic walking fir eeler Leit, gesond Iessen an de Kantinen, gesond Ernährungswochen a Bewegungswoche mat der Geschäftswelt, Initiative fir Kanner erëm ze bewegen, zu Fouss an d'Schoul ze goen, wéi zum Beispill an der Schwäiz de Projet Pedibus, wou d'Kanner sech op enger Plaz mat gréissere Leit zesummendinn, dann op eng Bushaltestell ginn oder zu Fouss eben an d'Schoule ginn, si Projeten, déi och hei zu Lëtzebuerg ëmzesetze sinn. Derniewent sinn an de Gemenge Sportscampen ze organiséiere fir Kanner, déi net a Veräiner organiséiert sinn. Eenzel Gemengen hu Faarf gewisen, anerer sollen duerch hir Erfahrungswäerter initiéiert ginn, dem Wee ze folgen.

De Stat muss sech awer och der Situatioun bewosst sinn an ass et - wéi de Pakt et weist -, dass mer fir d'Ziler ze erreechen an d'Gesondheetssituatioun vun eiser Gesellschaft ze verbesseren och Mëttelen zur Verfügung musse stellen. D'Wäerter an den Zoustand vun eisem Land sinn net nëmmen déi wirtschaftlech a budgetär, mä et ass och de Gesondheetszoustand vu senger Populatioun. An dësen Zoustand fänkt ëmmer méi un déséquilibréiert ze ginn.

An deem Sënn meng Fro un d'Regierung: Wéi schnell an effikass kënnen déi eenzel Mesuren, fir deem Phenomeen entgéintzewierken, an der Praxis ëmgesat ginn? An zweetens: Wéini kann ee bei där neier Etüd OSTEL, déi an Optrag ginn ass, mat Resultater rechnen? Resultater, déi mat Sécherheet ganz interessant wäerte sinn a wou mer hoffentlech nach d'Geleeënheet an dësem Plenum wäerte fannen, fir iwwert dës Resultater kënnen ze debattéieren.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Schneider Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Stein-Mergen agedroen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Iwwergewiicht bei Kanner a Jugendlechen ass kee spezifesche Problem vun onsem Land, wat oft zwar e klengt déckt fett Land genannt gëtt, mä vun alle sougenannten entwéckelte Länner, a souguer och an der Drëtter Welt gesäit een Iwwerernährung vu Kanner oft als en Zeeche vu Verwahrlosung.

Et brauch een nëmmen d'Aen opzemaache fir ze gesinn, dass d'Obésitéit bei Kanner, mä awer och bei Jugendlechen, eng Realitéit ass. Vu dass een awer, fir Aktiounen ze starten, Donnéeë gäre schwaarz op wäiss hätt, ass eng voluminéis Etüd vum Educatiounsministère presentéiert ginn. An d'Resultater vun dëser Etüd, déi dann och alarmant genuch waren, hunn zu dësem Plan d'action gefouert, dee vum Gesondheetsministère, vum Educatiouns-, Sports- a Familljeministère soll duerchgezu ginn. Fir dat ze realiséieren ass dann och e Comité de Coordination nationale gegrënnt ginn, fir lokal, regional an national Initiativen a Mesuren ze koordinéieren.

Iwwergewiicht, Dir Dammen an Dir Hären, a seng Steigerung Obésitéit kommen aus engem Däiwelskrees eraus vu Mangel u Bewegung a schlechter oder awer einfach ze vill Alimentatioun, deen et gëllt ze briechen.

A fir ofzehuele gëtt et dann och kee Wonnermëttel. Ville Leit gëtt vill Geld aus der Täsch gezu fir sougenannte Wonnermëttel, déi am beschte Fall näischt bréngen an am schlechtste Fall gesondheetsschiedlech sinn. Et gëtt heifir e ganz grousse groen a souguer e schwaarze Maart iwwer Press an Internet an et wär vläicht eemol interessant festzestellen, wéi vill Leit dëse skrupellose Persounen op de Läim ginn, fir dann awer ëmmer erëm enttäuscht ze ginn an déi sougenannte Pingpongstaktik matzemaachen: Régime maachen, ofhuelen an herno erëm zouhuelen, a wéi vill Mol dass se dat schonn duerchgemaach hunn, well et ass jo esou: Et kann een den Ochs zwar bei den Trach féieren, friesse muss en awer selwer.

An onsem Fall ass et zwar just ëmgekéiert, mä d'Spréchwuert ass valabel, well et gëtt an de Primärschoulsprogrammen och haut scho Coursen iwwer gesond Ernährung. An der Stad, do gëtt et de RAGI (Richteg Akafe Gesond Iessen), wou d'Léierpersonal mat de Kanner op de Maart akafe geet. Da gëtt Uebst a Geméis kaaft. Et gëtt dann och herno gewisen, wat een aus deene wonnerbare Saachen zesummekache kann. Dat gëtt et scho säit ganz ville Joren, an déi meescht Klassen huelen dat och an Usproch. Et ginn notamment an de Foyers scolaires an an de Schoulkantinen duerch d'Bank Effortë gemaach, de Kanner gesond an équilibréiert Molzechte virzesetzen.

Et gëtt enorm vill Offer vu Sport- a Fräizäitveräiner fir méi Bewegung. A wann een d'Patienten op d'Iwwergewiicht usprécht, dann ass keen dobäi, deen net au courant wier, a keen, deen net de Wonsch hätt eppes un dëser Situatioun ze änneren.

Wourunner hänkt et also? Et verlaangt Engagement a Presenz an engem Stot, senge Kanner geregelt, gesond an équilibréiert Molzechten ze besuergen an ze preparéieren. Et ass nämlech méi einfach, an a ville Fäll ass och zäitlech net méi dran, eng Tiefkühlpizza an den Uewen ze werfen an et ass méi einfach mat senge Kanner owes an e Fastfood ze goen, wéi sech an d'Kichen ze stellen, wann een no aacht Stonne vun der Aarbecht heemkënnt. Dës Aufgab kann een dann Duebelbelaaschtung vun der beruffstäteger Fra nennen. An ech wär besonnesch frou, wann an dësem Plan d'action och kënnt dëse Fraen hire Problem erkannt ginn, sief et nëmme fir eng Prise de conscience vun hire Männer, déi dann och vläicht kéinten doheem eng Hand mat upaken.

(Brouhaha général)

Ah jo!

Zweetens, Kanner, déi Fastfood mat Geschmacksverstäerker an aneren Zousätz gewinnt sinn, déi kritt een net méi esou liicht un d'Uebst an un d'Geméis. D'Iessverhalen ass extrem schwéier ze steieren a ganz schwiereg ass et, wann een e falscht Iessverhale bis huet, fir dat ze veränneren.

Et ass iwwregens elo dës Woch am Kolléisch vun der Elterenassociatioun eng Konferenz iwwert d'Fréierkenne vum Contraire vum Iwwergewiicht, nämlech vun ënnergewiichtege Kanner.

Une voix.- Magersucht.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Magersucht. Merci.

Esou ass et och eng éischt Approche zu engem Régime, dass een eng Bestandsopnam mécht vum Patient a vun all deem wat hien de ganzen Dag esou zou sech hélt. Eréischt wann een dat och éierlech opschreift, da fënnt ee schliesslech d'Feeler eraus an et kann ee se geziilt bekämpfen.

Drëttens, Frust ass en extrem staarken Appetizer. Kanner a Jugendlecher, déi sech iwwer hir Frustratioun net kënnen ausschwätzen, déi sech net kënnen artikuléieren, zéie sech a sech zréck, ginn net a Veräiner, mä ginn hiert Täschegeld a Séissegkeeten ëmsetzen.

An e ganz wichtege Facteur beim Iessverhalen, an do wär ech ganz frou, wann eppes géif dogéint ënnerholl ginn, dat sinn d'Medien an d'Publicitéit. Wann d'Kanner an der Tëlee oder an den Zeitungen dauernd Reklamme vu Schockela, Kamellen a Fastfood virgefouert kréien, an d'Konsumenten, déi dat an der Werbung zou sech huelen, schlank a flott sinn, dann ass et och net einfach fir hinnen ze soen, si sollten dat net iessen.

Meng Fro ass eben dann un de Minister, ob een et net soll mat den Hamburger esou maache wéi mat den Zigaretten, ob een déi net einfach soll verbidden.

(Brouhaha général)

Och de Bewegungsmangel kréien d'Kanner unerzunn. Bei ons an der Stad zum Beispill ginn d'Kanner systematesch vun hiren Eltere mam Auto an d'Schoul gefouert, och wann et net wäit ass. An der Fräizäit, an deene meeschte Gemengen ass et immens schwéier, fir d'Kanner op d'Gaass spillen ze schécken, well et einfach ze vill geféierlech ass. An déi zwou oder dräi Stonne Schoulsport kënnen dëse Bewegungsmangel net opfänken. De Wee muss also iwwer Sportsveräiner goen oder besser nach iwwer esou Veräiner wéi d'Lasep, wou déi kierperlech Aktivitéiten net eesäiteg, mä villsäiteg sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt net nëmmen iwwergewiichteg Kanner a Jugendlecher, et gëtt och ganz vill iwwergewiichteg Erwuessener. Den Här Schneider wëllt d'Doktere mat abezéien. Ech kann Iech soen, dass soulaang wéi eis Populatioun net iwwer systematesch a generell preventiv Ënnersichungen an Domiciliatioune bei engem Dokter...

M. le Président.- Madame Stein, Dir misst esou lues zu Ärer Konklusioun kommen.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Nach ee Saz.

(Interruptions)

Also, wéi gesot, soulaang eis Populatioun net iwwer systematesch preventiv Ënnersichungen an Domiciliatiounen duerchënnersicht ass, soulaang maache grad déi Leit e kräftege Bou ronderëm d'Praxis vun den Dokteren, et sief da si kommen dohinner, well se dann de Réck wéi hunn oder d'Knéie wéi hunn, well déi d'Gewiicht net méi packen.

Dësen Aktiounsplang ass also en éiergäizege Plang. Aktioun ass néideg. Iwwer Campagnen a Sensibilisatioune wär et flott, wa géif villes erreecht ginn, mä ech menge wann ee wierklech de Problem wëllt seriö ugoen, da muss ee vläicht méi wäit goen an déi Punkten opgräifen, déi ech ugeschwat hunn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen der Madame Stein Merci.

Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Dir hutt gemierkt, dass kee Regierungsvertrieder am Moment hei ass. Dat ass net aus schlechtem Wëllen, mä deen zoustännege Gesondheetsminister, den Här Di Bartolomeo, ass aus verständleche Grënn am Moment op der Plaz vum Zuchongléck. Ech mengen, domat wären hien an och déi aner Kolleeginnen a Kolleegen excuséiert, a mir géifen dann an eiser Diskussioun virufueren.

Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Pardon. Entschëllegt, Här Krieps. Als nächste Riedner ass den Här Krieps agedroen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Ech kommen awer och gären zum Schluss, Här President, wann Der wëllt.

Also, well et mäin „maiden speech" ass, erlaabt Der mer wann ech gelift dem Bettendorf Niki Merci vun dëser Plaz aus ze soen, dass hie mir Plaz gemaach huet. Dat ass an de leschte 70, 80 Joer net oft virkomm, dass ee fräiwëlleg gaang ass, wann en net op e bessere Poste gesat ginn ass, ausser deenen obligate Rotatioune bei onsere grénge Frënn.

(Interruption)

Ech soen dem Niki hei nach eng Kéier Merci dofir, hien, dee sech an dëser Chamber während 16 Joer fir de sozialen Opbau agesat huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- An da komme mer zum Sujet vun haut, Här President, zum Iwwergewiicht.

Dat ass eng nei Epidemie, en neie gesondheetspolitesche Problem, deen am Ausland awer fréier schonn diskutéiert ginn ass. Hei freet ee sech effektiv, ob de Stat an d'Gemenge mussen als Pouvoir public agräifen an dee Problem, wéi mer dat am leschte Jorhonnert bei anere Problemer gemaach hunn: bei den Autosaccidenter, bei den Aarbechtsaccidenter, bei den Infektiounskrankheeten a bei villen aneren Dénger, wou d'öffentlech Hand mat hirem Agréff vill Triumpher hat. D'Fro stellt sech also: Wéi gräife mer an?

An ech sinn och frou gewiescht, fir dee Plan d'action hei ze liesen. Ech muss leider dozou awer bemierken, dass e puer Lacunen dra sinn, op déi ech zréckkomme wäert, an dass d'Kompetenz vun deem Plan d'action ënner véier verschidde Ministèrë fält. An ech wär ganz frou, wann ee Ministère d'absolut Responsabilitéit géif iwwerhuelen, well soss sinn et vill Käch, déi de Bräi verdierwe wäerten.

D'Ursaache sinn ugesprach ginn hei. Leider ass et esou, dass déi meescht Kanner, déi Iwwergewiicht hunn, et schonn hu wa se 45 Méint al sinn. An d'Ursaache vun deene Saache kommen, well ee vun den Elterendeeler oder déi zwee obèse waren. En anere Risikofacteur ass en héicht Gebuertsgewiicht an och e schnelle Wuesstum am Ufank.

Kanner, déi manner schlofen, gi méi séier méi déck. Dat schéngt zwar paradoxal ze sinn. Ech huelen un, dass déi Kanner wa se manner schlofen déi Zäit iessen.

(Interruption)

Aner Facteure si festgestallt ginn.

Mä et ass eppes, wat een net versteet, Madame Stein: Déi, déi manner schlofe gi méi déck.

Den Junkfood, dat ass ugeschwat ginn.

Beim Tubak vun der Mamm, déi enceinte ass, tëscht der 28. an der 32. Woch. Dat ass net geséchert, déi Attitüd, an och net den Allaitement maternel.

Televisioun kucken: Et ass jo gesot ginn, wann d'Kanner géifen am Alter vun dräi Joer méi wéi aacht Stonnen d'Woch Televisioun kucken, da géif d'Gewiicht linéaire an d'Luucht goen. Also, mir hu vill Problemer.

D'Ursaache sinn doudsécher och d'Iessen, wat doheem giess gëtt; net nëmmen an de Kantinen, well dat si Kanner, déi nach net am Précoce sinn. Tel parent, tel enfant. D'Kanner iesse jo doheem mat véier Joer dat nämlecht wéi hir Elteren.

Eppes wat och net am Rapport ugeschnidden ass, dat ass déi onsäglech Quantitéit un Televisiounspublicitéiten. An iwwer 70% vun deenen Televisiounspublicitéite betreffe gezockert Iessen a Fastfood. An ech mengen, do misst een och agräifen. Do kënne mir als Land natierlech nëmmen europäesch agräifen.

En anere Punkt, deen ervirgeruff ginn ass hei: Dat hei provozéiert, well eben déi Kanner, déi véier Joer al sinn, huelen hiert Iwwergewiicht mat an d'Primärschoul a mat an d'Adolescence. Glécklecherweis sinn et der e puer, déi vergiessen dat da wa se erwuesse sinn, mä do kommen dann och neier bäi.

Wat hei och gesot ginn ass, dat ass richteg: Den Typ-2 Zocker, de sougenannten iwwergewiichtegen Zocker, ass mat dem Kriibs déi eenzeg Krankheet, déi momentan nach zouhëlt. Dat gëtt och e Fléau sonnergläiche vu Knéioperatiounen. Do bedaueren ech onse Gesondheetsminister. Dee muss ëmmer méi Suen dofir prettstellen. An da misst een och d'Knéioperatiounen an d'Prothesen harmoniséieren, da wär et net esou vill. Bal all Chirurg, dee kënnt, huet eng aner Technik. Dat géife ganz vill Surcroît-de-dépensen an de Spideeler. Är Escher Kolleege géife sech mat Iech doriwwer ënnerhalen.

(Interruption)

D'psychosozial Konsequenze vum Iwwergewiicht sinn herno bei der Fra vill méi schlëmm wéi beim Mann, well d'Halschent vun de Fraen, déi schwéiert Iwwergewiicht hunn, fanne keng Aarbecht a kee Partner. An déi psychosozial Konsequenze sinn natierlech net ze moossen.

Interessant an Ärer Studie wär gewiescht, wann een d'Lëtzebuerger Particularitéiten hei appréciéiert hätt. Mir hu jo glécklecherweis 100.000 Lëtzebuerger mat italieneschem Blutt, déi déi mediterran Diäte missten iessen: Olivenuelech a Friichten a Geméis. Och ons portugisesch Immigrante missten am Fong méi dënn sinn. Dat ass awer net de Fall, well si adaptéiere sech hei onse Situatiounen.

Eppes wat ech wollt soen: Also, verlagert déi Opklärungscampagnen an de Précoce, an da stellt och méi Nutritionisten an der Schoulmedezin an. D'Schoulmedezin, déi och national misst reorganiséiert ginn, well soss bréngt dat do näischt.

D'Televisioun zielt net fir d'Kanner vu manner wéi siwen, aacht Joer, well et ass bewisen, dass déi net sensibel op d'Publicitéit op der Televisioun sinn.

Wat ech awer hei wollt soen: Eng ganz Rei Leit, déi iwwergewiichteg sinn, si psychosozial geschiedegt - hunn ech gesot - a mir sollen déi net stigmatiséieren, well déi Leit si ganz oft ganz schlecht an hirer Haut. Ech mengen, et géif och Zäit ginn, dass d'Krankekeess d'Iwwergewiicht als eng Krankheet géif ugesinn an déi diätetesch Conseilen zréckbezuele géif, wat bis elo nach net ass.

M. le Président.- Här Krieps, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

Alexandre Krieps (*DP*).- Dat wäert ech och maachen, Här President. Ech sinn och frou…

M. Henri Grethen *(DP)*.- Et ass e breede Sujet.

Alexandre Krieps (*DP*).- Neen, neen. Ganz richteg, Här Grethen. Äre BMI ass an der Lescht drastesch erofgaangen. Ech félicitéieren Iech dofir!

Wat ech nach wollt als Lescht soen, dat ass dat wat den Här Mehlen elo grad gesot huet: Et ass besser, dass mer do och an der Preventioun virginn, wéi herno am Behandelen. Dat ass also e wichtege Schrëtt.

A letztlech félicitéieren ech onsem Frënd Calmes, dee virun engem Joer viru Beetebuerg dat „Préizerdaul aktiv" agefouert huet.

Mä ech erënneren awer un den Acquis vun der Stad Lëtzebuerg, Här President, dee säit 20 Joer den «Sports pour tous» organiséiert, wou all Joer 6.000 Leit ageschriwwe sinn an allen Alterskategorien. An ech mengen, d'Stad Lëtzebuerg ass do ganz gutt gestallt.

Domadder soen ech Iech villmools Merci. An et geet net duer fir de Bauch eranzezéie fir op der Wo manner schwéier ze sinn. Merci.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Krieps Merci. Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Heure d'actualité iwwert déi zounehmend Obésitéit vu Kanner a Jugendlecher ass ouni Zweifel ganz wichteg. No rezenten Donnéeë vun der WHO si jo weltwäit 22 Millioune Kanner mat manner wéi fënnef Joer scho fettsüchteg oder hu staarkt Iwwergewiicht. An eisem Nopeschland Däitschland si bis zu 18% vun de Kanner a Jugendlechen dovunner betraff. Ähnleches gëllt fir Frankräich.

Laut engem rezente Lëtzebuerger Fuerschungsrapport an Zesummenaarbecht mat der Uni Karlsruhe solle vun den 9-, 14- an 18-Jähregen hei am Land ronn 13% staarkt Iwwergewiicht hunn a 6,5% carrément adipös, dat heescht vill ze vill déck sinn.

D'Obésitéit huet a ville Länner zougeholl, mä virun allem zënter 1990 - an deene leschte 15 Joer also - ass et zu engem drameteschen Uwuesse vun der Obésitéit iwwerall komm. A wat bedenklech ass, och scho bei klenge Kanner.

Wat sinn déi gesondheetlech Folgen dovunner haaptsächlech am erwuessenen Alter? Déi wichtegst Krankheeten, déi duerch Obésitéit kënnen ausgeléist ginn, sinn: Diabète vum Typ 2, héije Bluttdrock, Häerzkreeslaferkrankungen, Kriibs. Zum Beispill hunn 33% méi en héije Risiko vu Lymphomen, Ostéoarthrite, Infertilitéit, Schwangerschaftskomplikatiounen, Malformatiounen, psychologesch Problemer an Depressiounen.

Wat ass, oder besser gesot, wat sinn d'Ursaache vum Iwwergewiicht a vun der Obésitéit virun allem och scho bei Kanner? Niewent individuelle geneteschen Ursaachen an Ënnerscheeder gëtt et an eiser heiteger Liewensweis awer eng ganz Partie vun Ursaachen, déi vill méi eng grouss Roll spille wéi d'Genetik an déi virun allem ze dinn hu mat eiser Ernährung a mat engem zounehmende Mangel u kierperlecher Bewegung och a grad bei ronn engem Véierels vun eise Kanner a Jugendlechen.

Facteur Bewegungsmangel: Dee schonn zitéierte Rapport weist kloer drop hin, datt en net négligeablë Pourcentage vun eise Kanner a virun allem och Jugendlechen a Secondaires-Klassen net genuch Bewegung hu fir de Kaloriërapport kënnen energetesch ze verschaffen, woubäi souwuel déi reell Stonnenzuel vum Sport an der Schoul wéi munchmol och d'Intensitéit vun deem Sport schéngen ze wënschen iwwreg ze loossen. D'Kanner spillen haut och vill manner op de Stroossen, a laut dësem Rapport gi ronn 28% vun de Kanner vum Primär mam Auto bis an d'Entrée vun der Schoul gefouert.

D'Kanner a Jugendlecher folgen och wäitgehend dem schlechte Beispill vun den Elteren a leien all Dag an der Moyenne méi wéi zwou Stonne virun der Televisioun, woubäi meeschtens och nach Zäit mam Gameboy oder mat Computerspiller do derbäikënnt. Derbäi kënnt dann och nach, datt meeschtens virun der Televisioun Séisses geknabbert oder Séisses gedronk gëtt.

Eng vun den Haaptursaache läit awer sécherlech vill méi allgemeng an och insgesamt an eise modernen Ernährungsgewunnechten. Insgesamt iesse vill Leit an och hir Kanner ze vill Zocker, ze vill déieresch Fetter, virun allem d'Transfetter, an et gëtt leider och en Iwwergewiicht beim Iesse vun Omega-6-Fettseiere par rapport zu den Omega-3-Fettseieren.

Bei ville Kanner a Jugendleche kënnt leider nach oft de Konsum vu Fastfood a Séissegkeeten derbäi. Laut enger Enquête bei Jugendlechen tëschent 14 a 24 Joer an Däitschland géifen anscheinend ronn 15% mindestens véiermol an der Woch Fastfood iessen. Ähnlech Zuelen dierft et och bei eis ginn. Curry, Döner, Hamburger, Fritten a Pizza sinn awer Kaloriëbomme mat ronn 500 Kalorië pro Stéck a maachen déck. Duerfir ass dësen Trend méi wéi bedenklech.

E weidere Problem vun eiser Zäit, wou mer anscheinend ëmmer manner Zäit hunn, ass den Trend zu Fäerdegmenüen, déi och oft net nëmmen ze vill Zocker oder Fett enthalen, mä och nach Additiver, Séissstoffer oder Aromen, déi hirersäits och zur Obésitéit bäidroen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat am Ufank vu genetesche Predispositioune geschwat. Neiste Fuerschungsresultater weisen awer och dorop hin, datt eis chemesch Belaaschtung duerch hormonell wierksam Chemikalien, déi sougenannten „Endocrine Disrupters", zu Obésitéit an zu Diabète bäidroe kënnen, an zwar virun allem scho bei der Expositioun während der Schwangerschaft, während där fréier Entwécklung vum Fötus. D'PCBen, chloréiert Kuelewaasserstoffer, Bisphenol A, Nonylphenoler an esou viru sinn nëmmen e puer Beispiller do derfir.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng ënnerstëtze selbstverständlech all preventiv Mesuren, déi op deene verschiddenen Terrainen noutwendeg sinn, fir schlecht Ernährungsgewunnechten, fir Ëmweltursaachen oder fir de Bewegungsmangel un der Wuerzel ze bekämpfen. Iwwer Sport- a Bewegungsmangel huet den Här Schneider eng Partie gutt Propositioune gemaach. Sënnvoll sinn dobäi sécherlech Informatiounscampagnen; sënnvoll ass och den Appel un d'Responsabilitéit vun den Elteren, vun den Elteren aus alle sozialen an och alle sproochleche Milieuen; sënnvoll sinn och Mesurë vun Ernährungserzéiung, déi allerdéngs der psychologescher Situatioun an den Denkweise vu Kanner a Jugendleche mussen ugepasst ginn.

Dat alles ass sécherlech sënnvoll a richteg, mä et geet an eisen Aen awer net duer, well op där anerer Säit - et ass hei scho gesot ginn - weiderhin d'Industrie vum Agroalimentaire sëtzt, déi mat massiivste Publicitéitscampagnen iwwer Fernseh a Medien ëmmer erëm de Géige-Poids mécht an zu hirem aromatiséierten Junkfood vu Fett, Zocker a Salz verféiert.

Wann do op europäeschem, politeschem Plang net endlech de politesche Courage entsteet, fir de grousse Fastfood-Chaînë streng Regelungen am Sënn vu Gesondheets- a Verbraucherschutz opzëerleeën, zum Beispill manner Additiven, manner Zocker, manner Fett an esou virun, da riskéieren déi beschten öffentlech Informatiounscampagnen héchstens limitéiert positiv Effeten ze kréien. Virun e puer Wochen huet an den USA de Stat New York de Fastfood-Ketten, de Kantinen a Wirschterchersbuden esou streng Oplage gemaach.

Här Minister, sidd Dir bereet zu ähnleche Mesurë vu Regulatiounen hei am Land? A sidd Dir bereet, dat och um europäesche Plang ze vertrieden?

D'Crédibilitéit vun enger seriöer Preventiounspolitik vis-à-vis vun Obésitéit an Diabète an hire Folgeerkrankungen huet och mat esou Regulatiounen am Sënn vum Gesondheets- a Verbraucherschutz ze dinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Huss Merci. An als leschte Riedner ass den Här Roby Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, an deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, déi ech wollt an dräi Deeler vun exakt 40 Sekonne jeeweils opdeelen, wollt ech soen, datt eis Welt vill changéiert huet, datt natierlech de Problem zu engem groussen Deel bei deem läit, wat mer de Moment iessen. Mä wann ech esou a meng Kandheet zréckkucken, da mengen ech, datt de gréisste Problem beim Bewegungsmangel géing leien, well fréier ass och scho gutt a kräfteg giess ginn, mä dat, wat d'Leit giess hunn, dat hu se meeschtens bei der Aarbecht verschafft, an do sinn d'Kanner och ganz dacks net dovu verschount bliwwen, esou datt se déi Problemer deemools net kannt hunn.

Ergo musse mer, well mer wëssen, datt mer dee Bewegungsmangel net integral behuewe kréien - mir musse villes do wettmaachen, do ass keen Zweifel drun -, den Hiewel bei der Ernährung usetzen. Wa mer soe bei der Ernährung usetzen, da geet dat u bei der Informatioun vun den Elteren, déi musse wëssen, wéi se sech vis-à-vis vun hire Kanner, wat d'Ernährung ubelaangt, richteg behuelen.

Et muss deelweis iwwert d'Schoul lafen, d'Elteren hunn haut net méi deen Afloss a ville Fäll op dat, wat d'Kanner iessen, wa se auswäerts iessen; dat heescht d'Schoul muss do mat agebonne ginn.

An eppes wëll ech hei ënnersträichen, wat meng Virriedner och scho gesot hunn, dat ass déi Influenz, déi op d'Kanner geholl gëtt iwwert d'Televisioun. Ech hu viru kuerzem héieren, datt op europäeschem Niveau driwwer nogeduecht gëtt, fir d'Reklammen, déi cibléiert op d'Kanner ugesat ginn, effektiv ze verbidden. Dat wär an dësem Fall op jidde Fall e grousse Schrëtt no vir.

Dann als leschte Punkt - well meng Zäit ass schonn amgaangen ofzelafen, wat mer schrecklech leed deet, well et ass wierklech e wichtege Sujet - mengen ech, misste mir als Erwuessener mam gudde Beispill virgoen, well all d'Priedegten hu kee Wäert, wa mer net dat gutt Beispill ginn. Dat betrëfft eis alleguer als Elteren, dat betrëfft d'Léierpersonal an dat betrëfft och déi Politiker, déi sech virun d'Leit stellen, fir hinnen ze priedegen, si solle méi gesond liewen, si solle méi Bewegung applizéieren a si sollen och oppassen, datt se méi gesond Nahrungsmëttelen zou sech huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech fir d'éischt bei der Chamber entschëllegen, dass ech mat Verspéidung hei ukomm sinn. Dir wësst, wat fir eng Katastroph un eiser Grenz passéiert ass, a während eng Rei vun eise Kolleegen aus der Regierung op der Plaz sinn - de Premier, den Transportminister an den Innenminister -, hunn ech probéiert hei op der Plaz de Lien ze maache mat eise Spideeler.

Et muss ee soen, dass et e ganz schrecklechen Accident ass, dass zesumme mat de franséische Secoursen an eise Secoursen dat Bescht gemaach ginn ass, mä mer awer leider mat mindestens fënnef Doudeger musse rechnen. Et sinn nach eng Rei vu Leit an deenen Zich ageklemmt, eng Rei vun anere konnten an der Zwëschenzäit a franséisch an a Lëtzebuerger Spideeler bruecht ginn.

Ech wëll soen, dass mer alleguer mat den Affer an hire Familllje matfillen an och mattraueren.

Ech kommen also an där doter Stëmmung hei op d'Chamberstribün, woumat ech awer net wëll soen, dass dee Sujet, dee mer haut traitéieren, keen eminent wichtege Sujet ass. Ech bieden Iech just ëm Versteesdemech, wann ech haut e bësse méi bedréckt si wéi gewinnt.

Ech mengen, dass vun alle Riedner zu Recht drop higewise ginn ass, dass mer vun enger reng defensiver Gesondheetspolitik, Gesondheetsapproche sollen ewechkommen. Mir sinn an der Gesondheetspolitik um richtege Wee, wa mer net méi ëmmer nëmme vu Reparéiere schwätzen, mä zu enger Gesondheetspolitik iwwerginn, déi d'Gesondheet fördert, d'Gesondheet erhält, Ursaache vu Krankheete fréizäiteg erkennt an op notoresch Krankmécher reagéiert.

Mir sinn ebe just hei a Presenz vun zwee notoresche Krankmécher, wat déi falsch Ernährung ass: eng net équilibréiert Ernährung an och - deen zweete Krankmécher - feelend Bewegung. Wa mer wëssen, dass déi zwee Facteure virbestëmmend si fir eng ganz Rei vu Krankheete wéi zum Beispill d'Maladies cardio-vasculaires et cérébrales, den Diabète, eng Rei vu Kriibsaarten, Blutthéichdrock, Ostéoporose a richteg och gesot eng Ursaach ass fir séilesch Problemer, psychesch Problemer, Depressiounen, déi oft dorop zréckzefëiere sinn, dass ee sech net méi wuel a senger Haut fillt. Selbstverständlech entstinn duerch Iwwergewiicht och Problemer mat de Gelenker, mat den Artikulatiounen.

Dat ass bekannt. Et weess jiddereen et, an dach handele mer aneschters, an, wat méi schlëmm ass, mir bréngen deene Klengste Liewensgewunnechte bäi, déi zwar an der Kandheet nach net esou wéidinn, mä déi awer dozou bäidroen, dass déi Kanner, déi sech falsch ernieren a sech net genuch bewegen, Kranker vu muer sinn. Dat heescht, mir leeën hinnen eng Rei vu Steng an hire Rucksak, déi se méiglecherweis hiert Liewe laang net méi lassginn.

Doraus kënnt een zur Iwwerzeegung, dass mer an d'Offensiv mussen iwwergoen, dass mer net däerfen nokucken, wéi Evolutioune sech vu Joer zu Joer, vu Generatioun zu Generatioun verstäerken, well dat ass de Fall wann een esou zréckkuckt: Vu Generatioun zu Generatioun ass déi Ernährung zwar méi räichhalteg ginn, mä net besser a méi équilibréiert, an huet d'Bewegung net zougeholl, mä huet ofgeholl.

Dofir mengen ech ass et e wichtegt Signal, dass een zur Iwwerzeegung komm ass, dass déi dote Problematik net nëmme vun engem Acteur ka beaflosst ginn, mä dass eng Aktiounsgemeinschaft muss entstoen, fir deen dote Phenomeen unzegoen.

Do wëll ech dem Kolleeg Krieps ganz staark widderspriechen. Hei geet et net drëm, dass zum Beispill de Gesondheetsministère géif d'Zepter schwéngen a jidderengem géif soen: Esou musst Dir et maachen.

Hei geet et drëm, dass déi doten Attitüden a Fleesch a Blutt iwwerginn an dass se an alle Beräicher a Fleesch a Blutt iwwerginn; dat heescht, dass mer op Partnerschaften ugewise sinn an dass mer zu deem Prinzip mussen iwwergoen, dass d'Gesondheet sech wéi e roude Fuedem oder wéi e grénge Fuedem - oder wat fir eng Faarf dass en och huet - an alle Politike muss erëmfannen. Dat ass e Prinzip, dee vläicht nach méi nei ass. Mä fir Gesondheet kann een net eleng am Gesondheetswiese suergen. Duerfir brauch een d'Partnerschafte mat anere Ministèren, mat anere Partner, mat de Gemengen, mat Partner um Terrain. Soss kënnt een net op deen dote Punkt.

An et sinn eng ganz Rei vu Leit, déi dat an der Zwëschenzäit verstanen hunn. Dofir soen ech och enger Rei vu Leit, déi heibanne sinn an déi an hire Gemengen esou Bestriewunge gemaach hunn an esou Initiativen opgebaut hunn, déi no bei de Leit sinn an déi d'Messagen eriwwerbréngen, en häerzleche Merci.

Ech wëll och soen, dass ech ganz gär haut am Numm vun deenen dräi anere Kolleege schwätzen: d'Marie-Josée Jabobs als Familljeministesch, d'Mady Delvaux als Erzéiungsministesch an de Jeannot Krecké als Sportsminister, déi den Aktiounsprogramm virun e puer Méint mat ënnerschriwwen hunn, d'Déclaration d'intention, déi an e konkreten Aktiounsplang wäert erafléissen a wou vun den Experte vun der Santé mat deenen anere Partner d'Inhalter vum Aktiounsplang wäerten an d'Praxis ëmgesat ginn.

Och do wëll ech virdru warnen, dass een elo hofft dat do wär eng Reform, déi ee wéi mat engem Zauberstaf kéint implementéieren. Dat ass e laangwierege Prozess, deen ee muss aleeden, mä deen ëmsou méi Erfollegschancen huet wann déi Partner, déi betraff sinn, sech do derfir asetzen an do derfir kënne gewonne ginn.

Dat ass also eng aner Approche wéi déi, wou ee seet et misst ee jo nëmmen e Gesetz maachen an da leeft et vum selwen. Mir sinn amgaangen déi Réseauen opzebauen, déi mer do derfir brauchen. An ech muss soen, déi Partner, déi zënter Méint, zënter iwwer engem Joer zesummesëtzen, fir déi nei Direktiven opzebauen, déi dat do op hire jeeweilegen Terrainen ëmsetze mat enger ganzer Rei vu konkreten Aktiounen, déi sinn engagéiert. Déi maachen dat zum Deel bénévole. Ech soen hinne bei dëser Geleeënheet ee ganz, ganz häerzleche Merci!

Ech muss och soen, dass een dat heiten net isoléiert kann um Lëtzebuerger Plang maachen. An de Jean Huss huet dat zu Recht ënnerstrach: Mir brauchen do eng ähnlech Approche um europäeschen an um internationale Plang. An do gëtt et encourageant Initiativen, déi vun der Kommissioun ënnert der Lëtzebuerger Présidence ageleet si ginn, wou eng Plattform géint d'Obésitéit agesat ginn ass, mä wou een awer muss wëssen, dass een hei mat ongläiche Mëttele vis-à-vis vun der Industrie kämpfe muss. A wann een do wëllt e Schrëtt weiderkommen, da muss ee sech éischtens d'Mëttele ginn - ähnlech Mëttele fir Promotioun ze maache wéi d'Industrie - an och reglementaresch agräifen do wou et noutwendeg ass.

Et gëtt e Prinzip, deen eis muss um Häerz geleeë sinn: Dat ass, dass mer zesummen derfir suergen, dass déi gesond Choixen och déi einfach Choixe ginn. An net déi ongesond Choixen, déi méi einfach sinn, esou wéi dat an der Praxis ganz oft de Fall ass. Déi ongesond Choixen, déi leien esou op der Hand: eng phantastesch Werbung stécht hannendrun; si schmaachen och nach heiansdo besser. Si ginn och nach besser presentéiert, well ee sech eben déi dote Méi net gëtt.

Ee Prinzip, dee mer mussen héichhalen, ass deen, dass mer also déi gesond Choixen och méi einfach maachen. Et ass jo eigentlech e Witz, dass gesond Jusen a Waasser heiansdo méi deier fir d'Kanner si wéi wa se géifen dohigoen a sech e Patt Béier huelen; woubäi ech net elo soen, dass jiddfereen nom Béier gräift. Mä wa mer awer bei den Ursaache sinn, firwat dass d'Kanner Gewiichtsproblemer hunn - an aus eisen Etüde geet dat ervir -, da gesäit een, dass se dauernd a Versuchung bruecht ginn doduerch, dass déi ongesond Saache present sinn an déi gesond Saachen net present sinn oder dass se méi attraktiv presentéiert ginn.

Mir plädéieren also zesumme fir eng kohärent Approche, eng concertéiert Approche, eng multidisciplinaire mat ganz ville Partner. An ech wëll dat hei esou soe wéi ech dat emfannen: Et ass net, dass elo déi véier Ministèrë mat deene Partner, déi se haut hunn, en zouene Kreess sinn. Dat ass kee „closed Shop“, wéi d'Englänner soen, mä d'Diere si ganz grouss op fir alleguer déi, déi wëllen hei matmaachen. Aner Ministèren, aner Organisatiounen, Gesondheetsbetriber, déi eigentlech haut haaptsächlech fir d'Krankheet zoustänneg sinn a manner fir d'Gesondheet, déi sinn häerzlech wëllkomm.

Ech wëll soen, dass déi Kolleegen, déi bis elo ënnerschriwwen hunn, sech och mat hire Servicer ganz, ganz vill Méi ginn, fir dat an d'Praxis ëmzesetzen. Et kann een natierlech elo eenzel Beräicher erausgräifen a soen: Jo, wann Der jo gär méi Bewegung an der Schoul hätt, da misst Der jo nëmmen eng, zwou oder dräi Schoulsportstonne bäiginn.

Mä gradsou effikass ass et wann een d'Bewegung wéi e roude Fuedem duerch d'Educatiounspolitik lafe léisst: Dass een zum Beispill d'Elteren an och d'Kanner drop hiweist, dass et jo onsënneg ass, dass een derfir plädéiert, dass e bësse méi Sport an der Schoul gemaach gëtt, mä dass d'Kanner awer quasi mat den Autoe bis an de Schoulsall eragefouert musse ginn. Dat ass also net ganz glafwierdeg.

Ech sinn de Moien nach laanscht eng Schoul gefuer, wou d'Kanner quasi iwwert de Koup gefuer gi si vun Autoen, wou och Kanner an Elteren drasouzen, déi, déi zu Fouss komm sinn, a Gefor gesat hunn, fir hir Kanner esou no wéi méiglech bei d'Schoul ze bréngen. Dat ass eng Educatiounsfro. Mat klenge Gestë signaliséiert een, wat wichteg ass. Kleng Gesten! Et sinn nach e ganze Koup där doter Gesten, déi mer brauchen.

Mir hunn also net d'Polver nei erfonnt, mä mir hunn awer eng nei Approche zu der Problematik, wou mer net elo mam béise Fanger dorëmmer rennen a jiddfereen, deen e puer Kilo ze vill huet - ech misst bei mir selwer domat ufänken -, culpabiliséieren, mä wou mer probéieren hinnen de Schlëssel an de Grapp ze gi fir et besser ze maachen.

Fir all déi Initiativen, déi mer maachen, hu mer eis e Logo ginn, dee mer geziilt asetzen. Dat ass de Logo vum „Gesond iessen, méi bewegen“, deen och zur Verfügung steet fir all déi Initiativen, déi ergraff ginn um Terrain wa se deem Mainstream entspriechen, dee mer wëllen an deem dote Beräich maachen. Dat heescht, wann een eng kommerziell Organisatioun mécht an da seet: Elo hätte mer gär deen dote Logo; da kënnt dat net a Fro. Mä wann déi Parameteren an der Rei sinn, déi déi Leit um Terrain mat de Partner definéiert hunn, da kann een ouni Weideres eng Initiativ an de Gemengen, an de Betriber, an de Schoulen oder wou och ëmmer mat de Sportsveräiner a mat de Sportsassociatiounen ënnert deem dote Logo lafe loossen.

Ech wëll soen, dass déi verschidde Ministèren elo schonn esou wäit sinn, dass se eenzel Schwéierpunktaktiounen, déi vläicht soss deen dote Beräich net esou an de Vierdergrond gestallt hätten, déi och méi publikumswierksam sinn, bereet sinn an deen dote Sujet eranzesetzen.

Ech wëll elo net op déi eenzel Beräicher agoen. Ech wëll just soen, dass déi Idéeforcen, déi deem Aktiounsprogramm zur Basis gesat gi sinn, dass dat gemeinsaamt Handelen ass, dass ee bestehend Initiative soll verstäerken, dass ee Partner soll um Terrain sichen, déi ganz gär bereet sinn dat ze maachen, dass mer also un déi Iddi uknäppen, déi emol an de 70er, 80er Jore méi héichgehale ginn ass: déi vun der Vernetzung vun den Approchen.

Une voix.- Dat ass awer richteg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Et gëtt net méi esou vill vu Vernetzung geschwat. Haut gëtt méi vun Nohaltegkeet geschwat. Vernetzung an Nohaltegkeet si Saachen, déi extrem no beienee leien. A mir wëllen en dynamesche Prozess aleeden, deen net elo eng fäerdeg Iddi huet, mä eng, déi dauernd evoluéiert.

Wéi ass déi praktesch Approche? De Romain Schneider huet de Verdéngscht, dass en a senger Interventioun op eng ganz Rei vun Elementer vun deem Aktiounsplang agaangen ass; wat ech dee Moment net méi brauch ze maachen. Mä de Romain Schneider huet d'Fro gestallt, wéi dann elo den Timing ass.

Ee vun deenen Haaptakzenter wäert elo bei der nächster nationaler Gesondheetskonferenz am November gesat ginn, wou mer déi Aufgaben, déi mer kritt hate bei där viregter Gesondheetskonferenz - dat heescht, eng nei Ernährungspyramid virzestellen -, déi Moyenen, déi mer hunn, an en Aktiounsprogramm erafléisse loossen. Do wäert dat veröffentlecht ginn. Mir wäerten och deen Aktiounsprogramm an de Regierungsrot erabréngen, fir dass d'Regierung sech op deen doten Aktiounsprogramm ka festschreiwen.

A wann ech gefrot gi wéini, a wéi vill Joer dass dat wäert sinn, wéini dat esou wäit ass, géif ech soen, et geet direkt un, mä et ass e Prozess, deen net iergendwann eng Kéier ofgeschloss ass, mä dee weider muss undaueren.

Ech wëll ofschléissend e ganz häerzleche Merci soe fir d'Objektivitéit, mat där dës Diskussioun gefouert ginn ass. Ech mengen, mir hunn eng Haaptsuerg, nämlech deene Jonke vun haut ze erspueren, dass se duerch falsch Attitüden déi Krank vu muer sinn. Wann ee mat Zäit de Schlëssel kritt, fir seng Gesondheet ze versuergen, da bleift een eng ganz Rei vu Jore méi gesond.

Mir hunn an deene leschte Méint - an ech kommen zur Konklusioun, Här President -, bei konträren Intérêten et fäerdeg bruecht, och emol eng Kéier vis-à-vis vu Lobbyen an alle méiglechen Intérêten, wa mer de Choix haten: d'Gesondheet oder den Intérêt vun enger Lobby, de Choix fir d'Gesondheet ze treffen. Ech mengen, dat soll Schoul maachen, fir, ouni elo culpabiliséierend virzegoen, einfach dat, wat mer wëssen - an dat wësse mer, wat gutt ass fir d'Gesondheet -, op de Buedem ze bréngen.

An deem Sënn soen ech Iech en häerzleche Merci - an nach eng Kéier entschëllegt, dass ech net vun Ufank u konnt derbäi sinn.

M. le Président.- Ech soen dem Här Minister Di Bartolomeo Merci, dass hien déi Kéier souguer ënnert senger Zäit bliwwen ass. Domadder ass dëse Punkt ofgeschloss. Mir sinn domat och um Enn vun eiser Sitzung. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass heimadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.52 heures)

Chamber TV

an der Stad: *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* **zu Esch:** *um Kanal S40 (455.25 MHz)*
zu Déifferdeng: *um Kanal S 29* **zu Diddeleng:** *um Kanal S 32* **an der Gemeng Nidderaanven:** *um Kanal S 29*

SÉANCE 3

Jeudi, 12 octobre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communication

2. Interpellation de Monsieur Félix Braz au sujet de l'évolution future du secteur des médias audiovisuels

(Discussion générale)

3. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'interdiction des bombes à sous-munitions

(Débat - Motion - Vote)

4. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Lucien Lux et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruptions)

Här Minister, huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communication

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

«Il y a deux manières de tuer une organisation internationale comme le Conseil de l'Europe.» Avec ces mots le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, Monsieur Terry Davis, est intervenu lors du débat d'actualité sur le budget du Conseil de l'Europe pour décrire la situation budgétaire préoccupante après des années de croissance zéro et a continué: «La première est de la supprimer et de confier ses responsabilités à une autre, c'est ce qui s'est passé avec le transfert du volet intergouvernemental de l'UEO à l'Union européenne. L'autre possibilité, c'est de l'affamer à mort en lui refusant les ressources qui lui permettent de vivre, surtout si une autre organisation a de l'argent et est prête à reprendre ses responsabilités, ce qui est le cas de l'Union européenne.»

La plupart des orateurs ont été d'accord pour souligner la charge accrue de la Cour européenne des droits de l'Homme et qu'il revient aux Gouvernements de trouver des ressources supplémentaires pour la Cour afin que puisse être mis fin à l'enlisement totalement inacceptable du budget ordinaire de 200 millions d'euros pour 800 millions d'habitants.

Ont été présents à cette quatrième partie de la session ordinaire de 2006 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 2 au 6 octobre 2006, Monsieur Marcel Glesener, Président de la délégation, Madame Lydie Err, Vice-Présidente, Monsieur Charles Goerens, membre effectif, ainsi que Messieurs Norbert Haupert et Jean Huss et Madame Anne Brasseur, membres suppléants.

Après l'ouverture de la première séance par le Président de l'Assemblée, Monsieur René van der Linden, il est procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres de l'Assemblée, à l'élection des Vice-Présidents de l'Assemblée au titre de l'«ex-République yougoslave de Macédoine» et de l'Ukraine et ensuite à l'approbation du rapport d'activités du Bureau de l'Assemblée qui se rapportait entre autres aux observations des élections législatives et présidentielle au Mexique, des élections législatives en «ex-République yougoslave de Macédoine» et en République du Monténégro.

Ensuite après avoir suivi le discours de Monsieur Ivo Sanader, Premier Ministre de la Croatie, l'Assemblée est passée à l'ordre du jour, dont les autres points culminants des huit séances ont été les suivants:

- équilibre institutionnel au Conseil de l'Europe;

- mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme;

- débat de politique générale sur la situation dans les Balkans avec les discours de Monsieur Sali Berisha, Premier Ministre de l'Albanie, et de Monsieur Adnan Terzić, Président du Conseil des Ministres de la Bosnie-Herzégovine;

- ratification de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales par les États membres du Conseil de l'Europe;

- l'OCDE et l'économie mondiale avec l'intervention du Secrétaire général de l'organisation, Monsieur Angel Gurría;

- la situation culturelle des Kurdes;

- création d'un centre européen en mémoire des victimes des déplacements forcés de population et du nettoyage ethnique;

- l'image des demandeurs d'asile, des migrants et des réfugiés véhiculée par les médias;

- la nécessaire conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale;

- l'intérêt pour l'Europe que le développement économique de la Russie se poursuive;

- la promotion de l'autonomie locale aux frontières du Conseil de l'Europe.

Au cours de cette quatrième session de 2006 l'Assemblée a pu suivre la communication du Comité des Ministres faite à l'Assemblée parlementaire par Monsieur Sergeï Lavrov, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie et Président dudit comité.

En plus ont eu lieu deux débats selon la procédure d'urgence:

- l'un, sur les développements récents au Liban dans le contexte de la situation au Proche-Orient;

- l'autre, sur l'arrivée massive de migrants irréguliers sur les rivages de l'Europe du Sud avec l'intervention de Monsieur Thomas Hammerberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.

L'Assemblée a adopté huit recommandations et huit résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

Mir kommen elo zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour - étant donné dass den Interpellateur agelaf ass -, an dat ass d'Interpellatioun vum Här Braz iwwert de Secteur vun den audiovisuelle Medien. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Mosar, Grethen, Fayot, Henckes an Thiel. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Braz.

2. Interpellation de Monsieur Félix Braz au sujet de l'évolution future du secteur des médias audiovisuels

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Merci, Här President. Entschëllegt och...

(Interférences dues à un téléphone portable)

Dat ass awer net mäin.

(Interruption)

Entschëllegt de Retard, Här President.

Ech sinn och nach e bëssen ausser Otem, mä et ass elo opgrond vun den Evénementer vu gëschter kuerzfristeg eng Transportkommissioun aberuff gewiescht um zwou Auer, an ech hunn déi - an dat ass net einfach - nu méi fréi misse verloossen, obwuel d'Diskussiounen nach amgaange sinn, fir ze probéiere pünktlech dann hei um hallwer dräi kënnen unzefänken. Mä dat ass natierlech dann net ganz einfach fir esou ëmzeschalten op eng Interpellatioun iwwert d'Medien - och wann een e bëssen ausser Otem nach dobäi ass - vun deem engen dramatesche Sujet.

Bon, dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et gëtt am Kontext vun de Medien hei zu Lëtzebuerg dräi Datumen, déi ganz wichteg sinn:

Deen een Datum ass dee vum 10. Juli 1991, wou mer dat deemools sougenanntent neit Mediegesetz zu Lëtzebuerg gestëmmt hunn.

En zweeten Datum, deen eiser Aschätzung no ganz wichteg ass, ass dee vum 13. Juni 2002, wou mer hei an der Chamber en Débat d'orientation gemaach hunn, deen och e Bilan gezunn huet vun eelef Joer Applikatioun vun deem Mediegesetz vun 1991.

An den 13. Mee 2004, wou mer en neit Gesetz och gestëmmt hunn iwwert d'Liberté d'expression an de Medien, dat sougenanntent Pressegesetz.

1991 ass hei zu Lëtzebuerg ganz vill geschwat ginn iwwer Liberaliséierung, iwwer Distributioun, iwwer Supporten, net immens vill iwwer Contenuen. Ech wëll net soen näischt, awer et ass haaptsächlech geschwat ginn iwwert d'Ouverture vum Marché a wéi mer kéinte Konkurrenz zouloossen a méi Akteuren zouloossen op deem dach relativ klenge Lëtzebuerger Mediemarché.

2002, wéi mer de Bilan gezunn hu vun deem vun 1991, ass wesentlech méi iwwert de Contenu geschwat ginn, et ass méi iwwer Kommunikatioun wéi iwwer Distributioun geschwat ginn, a mir hunn och deemools scho relativ vill am Parlament geschwat iwwert d'Notioun vum Service public.

2004, du koum, wéi gesot, dat laang iwwerfällegt Pressegesetz, esou dass mer et elo, wat d'Pressegesetz betrëfft, mat enger relativ rezenter Gesetzgebung nach ze dinn hunn, wat awer d'Mediegesetz betrëfft eng Gesetzgebung mëttlerweil hunn, déi 15 Joer um Bockel huet.

Mir hunn deemools, 2002, de Bilan gezunn, an déi Gréng hunn deemools gären - dat war deemools nach mäi Kolleeg, de Robert Garcia, deen zu deem Dossier geschwat huet - gesot, dass dat 91er Gesetz e Bilan hätt, dee globalement positiv wär. Bei alle Kritiken, déi ee kann hunn, soll ee feststellen - an et ass jo och deemools an der zoustänneger Kommissioun mat ganz laanger Viraarbecht gepréift ginn -, dass dat Gesetz gréisstendeels gutt fonctionnéiert huet.

Mir hunn haut eng Medielandschaft, déi sech däitlech ënnerscheet vun där, déi nach 1991 existéiert huet.

Mir hu méi Radioen: den RTL 92,5; dobäikomm ass de soziokulturelle Sender, den 100,7; et gëtt den DNR; et gëtt de Radio Latina an et gëtt de Radio ARA.

A wann een am Beräich vun der Televisioun kuckt, gëtt et haut och wesentlech méi wéi deemools. Et gëtt net nëmmen RTL, mä et gëtt och, dëst Haus huet säin eegenen Televisiounskanal, d'Chamber TV. Et gëtt esou, ech hat elo bal gesot Experimenter, mä dat wär jo net fair, et ass scho wäit méi wéi en Experiment, dat ass den Uelzechtkanal, dee wierklech eng formidabel Aarbecht mécht. Et gëtt och d'Nordliicht. Et gouf Experienzen, déi gescheitert sinn, wéi de Kueb TV. Et gëtt anerer, déi haut och nach dobäi sinn, déi rezent dobäikomm sinn, wéi Liberty TV oder „.dok“ oder „bce“, an dat ass eigentlech keng exhaustiv Lëscht.

2002 ass e Bilan gemaach ginn. An ech wëll och - well ech mer d'Méi gemaach hunn déi Saachen nozeliesen, notamment dee Rapport, deen deemools déi Kommissioun gemaach huet -, erwähnen, dass fir eis Begréffer deemools wierklech eng excellent Aarbecht geleescht ginn ass, wou déi Kommissioun e komplette Bilan gemaach huet an och Virschléi gemaach huet, déi eiser Meenung no excellent waren; mat e puer Nuancen, wou mer vläicht nach net eestëmmeg deemools waren. Mä déi Gréng stinn haut nach zu deem Bilan, deen 2002 gemaach ginn ass, an och zu deene Virschléi, déi deemools formuléiert gi sinn.

An dach ass haut net alles gläich wéi 2002, well d'Ëmfeld huet awer deelweis geännert. Den deemolege Minister, den Här Biltgen, huet gesot, dass d'Digitaliséierung an den elektronesche Medien dach méi lues géing virugoe wéi der vill gemengt haten. Hien huet deemools den Term vun de Mediegurue gebraucht, déi alles am Viraus scho kéinten aschätzen, mä déi sech gëiert hätten. Et ass net esou séier virugaange wéi ee gemengt hat.

Haut muss een awer nees feststellen, dass vläicht d'Vitesse erëm méi eng héich ginn ass an dass déi soi-disant Iertümer vun den Experte sech dach amgaang sinn ze korrigéieren, an haut si mer nees amgaang mat zolitte Schrëtt um Niveau vun der Digitaliséierung virunzekommen. Déi analog Technologie ass beispillsweis bei der Televisioun amgaang ze verschwannen, zumindest hei zu Lëtzebuerg, an zwar relativ geschwënn.

Déi Ännerungen imposéieren och e Constat, dass déi klassesch Opdeelung, déi mer kennen, tëschent de Printmedien engersäits, dem Radio op där anerer Säit an op enger drëtter Säit der Televisioun, dass déi Opdeelung lues mä sécher verwëscht gëtt an och lues awer sécher verschwënnt.

Haut fënnt d'Regulatioun um Marché ëmmer manner iwwert de Support statt, well all Informatiounshaus mëttlerweil probéiert op all Support kënnen dropzekommen. Esou wéi d'Printmedie probéieren och iwwert den Internet aktiv ze ginn oder sech bei Radioshaiser anzekafen, esou fonctionnéiert et och aus där anerer Richtung.

Et gesäit een, dass eigentlech de Support fir d'Mediewelt ëmmer méi neutral gëtt. Wourëms et geet ass haaptsächlech de Contenu, an et ass och do wou eng Eegestännegkeet an de Medienhaiser besteet, si produzéiere Contenu. Si gi wuel iwwert d'Agences de presse aus dem Ausland mat dausende vun Informatioune pro Dag beliwwert, mä et ass nach ëmmer un de Medienhaiser dann hiren eegene Contenu ze produzéieren an en dann an der jeeweileger Sprooch, déi adequat ass fir Tëlee oder Radio oder Internet oder nach aner Supporten, ze déclinéieren an hire Contenu dann eben ze verkafen.

An déi Trennung tëschent Support a Contenu ass och eng, déi eiser Meenung no muss zréckbehale ginn, och wa mer iwwer zukünfteg Schrëtt nodenken am Beräich vun de Medien, dass mer vläicht alleguerten deen Effort maachen, déi klassesch Opdeelung, déi mer vu Lëtzebuerg aus ëmmer kannt hunn - mir haten eis geschriwwe Press, de Radio an d'Tëlee -, ze hannerfroen a méi vun de Contenuen hier den Dossier ugesi wéi vum Contenant.

Um Hannergrond vun där Debatt vun 2002 an engem Ëmfeld, wat zimlech däitlech changéiert huet, huet d'Regierung 2004 an hirer Erklärung beim Beräich Medien a Kommunikatioun eng Ëmsetzung vun zwou Motiounen, déi d'Chamber geholl huet: eng beim Pressegesetz an eng beim Débat d'orientation vun 2002, en neit Gesetz fir Radio an Tëlee an d'Diskussioun iwwert de neie Konzessiounsvertrag ugekënnegt.

De But vun eiser Initiativ, als gréng Fraktioun haut, ass et elo net all déi Debatten, déi 2002 gefouert gi sinn, nach eng Kéier ze féieren. Mir sinn, wéi gesot, der Meenung, dass déi deemools gutt gefouert gi sinn, dass deemools an der Mediekommissioun eng excellent Aarbecht gemaach ginn ass an hirem Rapport, an dass och déi Motioun mat de Konklusiounen iwwert dee Bericht eigentlech haut nach ëmmer, ech wëll net soen alles, awer ganz villes, praktesch alles beinhalt, wat zu de Medien 2006 ze soen ass.

Par conter ass et esou, dass d'Regierung vun 2004 bis 2006 op dësem - fir eis ganz wichtegen - Dossier, soe mer, ganz diskret bis elo war, wat net bedeit, dass d'Regierung net hir Aarbecht mat hire Beamte géing maachen, mä mir mengen awer, dass Der amgaange sidd, op Dossieren ze schaffen, Här Minister, déi esou wichteg sinn, dass et eis net duergeet, dass Der déi Aarbecht mat Äre Beamten hannert zouenen Diere maacht, mä dass Der am Parlament an an der Öffentlechkeet musst erklären, mat wéi enger Orientatioun dass Der un deene wichtegen Dossiere schafft, fir der Chamber och d'Geleeënheet ze ginn, Iech ze ergänzen oder ebe gegebenenfalls och ze korrigéieren.

Dovunner fënnef, sechs Sujeten, déi mer haut wéilte kuerz erwähnen a wou mer hoffen, vun der Regierung eng Äntwert ze kréien.

Déi éischt Fro ass: Wou sidd Der dru mat deem neie Konzessiounsvertrag mat der

CLT-UFA? Déi zweet Fro: Wéi stelle mer eis dann, ugelehnt un déi éischt Fro, an Zukunft eng Télévision de service public zu Lëtzebuerg vir? Drëttens: Wat ass d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung zu där neier Direktiv, also zu där zweeter TSF-Direktiv, „Télévision sans frontières"?

Véiertens: Wéi steet et mat der Reform vun de Lëtzebuerger Regulatiounsautoritéiten am Medieberäich? Do gëtt et jo méi wéi eng. Fënneftens: Wéi ass et mat der Medienerzéiung hei zu Lëtzebuerg? E Stéchwuert, wat schonn zënter ganz laange Joren duerch sämtlech Parteiprogrammer geeschtert an och anere Plazen, wou mer awer d'Gefill hunn, net schrecklech wäit virukomm ze sinn.

A schlussendlech: Wou si mer dann dru mat deem neie Mediegesetz, wat d'Regierung an hirer Regierungserklärung ugekënnegt hat, well mer sinn der Meenung, dass d'Regierung, wat dat betrëfft, bis elo sech et relativ liicht ka maachen? Eis Suerg ass et, dass mer konfrontéiert ginn an net allze laanger Zäit mat Dokumenter, déi ënnerschriwwe wären, déi ofgeschloss wären an net méi d'Geleeënheet géinge bidden, fir mat der Regierung esou driwwer ze diskutéiere wéi et misst sinn; well alles ass net kloer!

Zu deem éischte Punkt: Wou si mer dru mam neie Konzessiounsvertrag? An direkt hannendrun: Wéi stelle mer eis do dann och eng Télévision de service public fir Lëtzebuerg vir?

Am Moment ass et jo esou, dass mer e Privatsender hunn, dee verschidde Missiounen huet, déi de service public sinn, dat ass d'Chaîne RTL vum CLT-UFA-Grupp, vum RTL-Grupp, déi opgrond vun engem lafende Konzessiounsvertrag aus dem Joer 1995 bis 2010 nach ëmmer déi dote Missioun huet. Et ass eng Situatioun, déi fir Lëtzebuerg eng Rei Avantagen huet, notamment dee fir de Finanzminister, dass déi ganz Operatioun de Lëtzebuerger Steierzueler kee Frang kascht. Mir sinn also eent vun deene rarë Länner op der Welt, wat et fäerdeg bréngt, eng Televisiounschaîne ze hu vun där mer kënne behaapten, dass se deelweis Missiounen erfëllt, déi am Beräich vum Service public leien, an dass mer eis alles dat kee Cent a keen Euro brauche kaschten ze loossen.

Aner Länner praktizéieren dat anescht. Et gëtt der och, déi vergläichbar si mat Lëtzebuerg. Dat Beispill, wat do oft genannt gëtt vu Spezialisten aus de Medien, ass dat vun Island, déi zënter laange Joren, obwuel se elo wierklech net vill méi grouss si wéi mir, och vun der Populatioun hier, sech souguer zwou Chaînen, ech hunn och schonn héieren dräi Chaînë géinge leeschten am Beräich op d'Finanze vum Stat. An ouni ze soen, dass dat e Modell ass, deen ee muss nomaachen, wëll ech dee just erwähnt hunn, fir dass ee weess, dass och e ganz klengt Land mat wéineg Awunner duerchaus an der Lag ka sinn, wann et et wëllt, wann et eng Ursaach huet, fir op deen dote Wee ze goen.

Aner Länner wéi eis Nopere vun der Belsch maache fir eis Begréffer eng ganz gutt Televisioun am Beräich vum Öffentlech-Rechtlechen. Dat ass wierklech eng Chaîne, déi fir eis ganz vill Qualitéiten huet. Et gëtt also Beispiller un déi ee sech kéint ulehnen.

Do kann een d'Fro da stellen: Soll een op en anere Wee goen? Soll een dee Modell, dee mer elo hunn, bis 2010 verloossen an op en anere Wee goen? Mir kënnen eis als gréng Fraktioun duerchaus virstellen, dass een zu Lëtzebuerg kann eng Televisioun opbaue mat Steiersuen, mat Suen aus dem öffentlechen Budget, déi eng ganz Rei Konditioune kéint erfëllen.

Dat bedéngt dann awer éischtens emol d'Volontéit, fir relativ déif an d'Täsch ze gräifen. Öffentlech Télee ass net geschenkt, ass och net bëlleg.

An et bedéngt och Garantien ze bidden zu Lëtzebuerg, dass een da wierklech eng Onofhängegkeet hätt vum politesche Pouvoir, well mer wëssen alleguerten heibannen, alleguerten, a mer brauche keng Beispiller ze ginn - dat kéint awer gemaach ginn, wann et misst sinn -, dass d'Tentative vum politesche Pouvoir, fir Afloss ze huelen, notamment op déi elektronesch Medien, eng Traditioun hei zu Lëtzebuerg huet, déi wäit zréckgeet. Onofhängeg elektronesch Medie sinn zu Lëtzebuerg eppes Rezentes. Dat ass laang net ëmmer esou gewiescht, dass an de Redaktiounen, wa vun der Clairefontainesplaz an net allze wäit ewech ronderëm Télefone komm sinn, dass een deene konnt resistéieren.

A mir mengen, dass déi politesch Kultur fir zu Lëtzebuerg ze garantéieren, dass een eng öffentlech Televisioun mat öffentleche Sue wierklech esou géing schaffe loosse wéi d'Onofhängegkeet et géing verlaangen, do ass et eis Analys, dass mir déi politesch Kultur zu Lëtzebuerg nach net hunn, dass et dofir nach ze fréi ass. An dat fënnt een op villen Niveaue vun der Administratioun erëm, wou een ëmmer nees gesäit, wou probéiert gëtt Afloss ze huelen, sief dat bei Nominatiounen, beispillsweis, mä et gëtt där Beispiller nach.

Dofir si mir der Meenung, dass mer haut net solle fuerderen, dass zu Lëtzebuerg mat öffentleche Suen eng Televisioun geschafe gëtt - kommt mir nenne se emol Tëlee 100,7 fir den televisuelle Pendant ze schafen zum Radio 100,7. Mir sinn eiser Meenung no net esou wäit, dass dat dote kéint en erfollegräichen Exercice sinn. Dofir si mer der Meenung, dass mer bei deem Modell, dee mer elo hunn, solle grondsätzlech bleiwen; par conter brauch e Korrekturen.

Och déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt also wat an der Regierungserklärung steet, dass e privaten Anbieter, RTL, fir en net mam Numm ze nennen, oder besser gesot fir en net net mam Numm ze nennen, dass dee soll déi Missiounen, déi en am Moment huet, grondsätzlech bäibehalen, quitte dass ee muss doriwwer diskutéiere wéi déi Missiounen eventuell kënnen ausgebaut ginn.

Et muss ee soen - an dat ass och schonn 2002 gesot ginn -, dass dee Sender, deen eben eng Monopolstellung huet an deem dote Sënn, eng Aarbecht mécht, déi dach zur allgemenger Zefriddenheet vun de Leit fonctionnéiert. Et kann een d'Écoute net ewechrieden. Et kann een net soen, wa ganz vill Leit e kucken, da mécht e villes falsch. Mir mengen net, dass dat esou ass. E bréngt et offensichtlech fäerdeg, souwuel am Beräich vun der Informatioun wéi och vun der Animatioun e groussen Deel vun de Leit zefridden ze stellen.

Elo menge mir, dass dat awer net duergeet. Et gëtt duerchaus Beräicher, déi am Moment vun eiser öffentlecher Tëlee oder vun där Tëlee, déi eng öffentlech Missioun och huet, net zefridde stellend kënne bedéngt ginn. Dat läit eiser Meenung och dorunner, dass déi Televisioun, ebe well se ouni öffentlech Hëllef muss auskommen, dach muss probéieren, hire Budget um Enn vum Joer an de Grëff ze kréien. An da sinn d'Choixen, déi operéiert ginn, oft redaktioneller Natur an heiansdo eben och dann ekonomescher Natur.

Mir stelle fest, dass iwwert déi lescht Jore verschidde Saache manner present op deem Écran sinn, déi am Ufank et méi waren, beispillsweis am Beräich - een, dee fir eis ganz wichteg ass - vun de Programmer fir Kanner. Dat war emol virun enger Zäitche méi present op deem Écran. Dat ass haut eppes, wat Mangelware ass op deem Écran. An ech mengen awer, dass mer eis alleguerte kéinten eens si fir ze soen, dass d'Televisioun och am Beräich vun der Educatioun bei Kanner, och bei méi klenge Kanner, haut e wichtege Medium ass. E Medium, deen onerlässlech ass. Et ass net deen eenzegen, mä et ass awer och ee vun de Mediumen, déi ee kann aktivéieren, fir am Educatiounsberäich eppes ze maachen. An do si mer haut mat Sécherheet net esou performant wéi mer et kéinte sinn.

Dee Programm huet och eng zweet Schwächt. D'Schwächt, déi ass eminent. De Medium vun der Televisioun ass e ganz rapide Medium, wou alles ganz séier geet, ob dat am Informatiounsdeel ass oder am Beräich vun der Animatioun. Dat geet alles ganz séier. Et huet een net vill Plaz, fir an d'Déift ze goen. An dat ass, wann een awer wëllt dee Manktum do behiewen, natierlech eng Fro vun Zäit, déi ee kann opwenne fir Televisioun ze maachen. An dat ass eng aner Aart a Weis fir ze soen, dass et eng Fro ass vun de Moyenen, déi een huet, fir Televisioun ze maachen.

Mir identifizéieren do ganz kloer ee vun den Defiziter, en Defizit, deen haut net ka behuewe gi mat den aktuelle Konditiounen, dee mer awer gäre behuewen hätten. Mir sinn der Meenung, dass déi Mission de service public, déi am Moment vun RTL erfëllt gëtt, misst am Kader vun de Verhandlungen iwwert den neie Konzessiounsvertrag geregelt ginn, well mer alleguerte wëssen, dass d'Konzessioun en valeur pécuniaire net méi dat wäert ass, reng finanziell betruecht, wéi dat vläicht an der Vergaangenheet de Fall war.

Mir sinn awer der Meenung, dass déi Karenz do am Kader vun de lafenden Diskussioune misst behuewe ginn:

Éischtens doduerch, dass mer eng Präziséierung fäerdeg brénge vun der Mission de service public, fir net esou déi Zentréiertheet ze hunn, déi am Moment zu engem Deel besteet op déi Aspekter hin, wou et och potenziell Annonceure gëtt, mä dass och erëm eng Kéier dee Spillraum ka geschafe ginn, fir och do Televisioun kënnen ze produzéieren, wou manner Annonceure potenziell um Marché sinn.

An zweetens andeems mer dofir suergen, dass mer insgesamt d'Zäit vun der Produktioun um Niveau vun der Mission de service public hei zu Lëtzebuerg eropgesat kréien.

Dat kritt een net fir näischt, dat ass kloer. An déi Fro, déi mir eis da stellen, dat ass déi: Ass déi simpel Léisung déi fir ze soen, mir ginn einfach elo der CLT Suen, an da seet d'CLT: Ma da maache mir lech elo amplaz eng Stonn zwou Stonne pro Dag. Dat ass eng Variant. Dat ass awer net déi Variant, déi mir privilegéieren. Mir wëllen de Virschlag maachen, dass am Kader vun dësen Diskussiounen d'Lëtzebuerger Regierung zwou Saache sech iwwerleet:

Déi éischt ass déi, fir dass mer zu Lëtzebuerg endlech och ufänken öffentlech Suen zur Verfügung ze stellen, fir en Televisiounsprogramm mat enger Mission de service public kënnen ze realiséieren, an dass mer eis net drop verloossen, dass et eleng mat der Recette publicitaire kann duergoen, fir all Mission de service public, déi wënschenswäert ass, kënnen ze assuréieren.

Mir musse bereet sinn, dofir an de Budget Suen anzeschreiwe fir zousätzlech Missiounen, där Missiounen, fir déi ee méi Zäit brauch, déi net kënnen an enger Minutt oder an enger Minutt 30 oder an dräi Minutten ofgehandelt ginn, mä där Missiounen, fir déi ee vläicht eng hallef Stonn, 40 Minutten oder 47 Minutte brauch.

Dass ee beispillsweis seet: Mir hätte gären eemol pro Woch während 40 Wochen am Joer eng Kanneremissioun, déi och däerf 40 Minutten daueren, déi dann net muss iwwert d'Publicitéit finanzéiert ginn - ech kommen herno nach am Kader vun der Direktiv méi am Detail op déi Aspekter vun der Publicitéit ze schwätzen -, woubäi dann awer d'Fro ass: Wann de Stat bereet wär, op dee Wee ze goen, d'Allgemengheet also géif och fir d'Televisioun Suen ausginn - mir maachen et jo beim Radio; bei der Televisioun maache mer et net -, wa mer op deen dote Wee ginn, muss dann d'CLT selwer déi Programmer do produzéieren? Oder solle mer eis net virstellen, dass och anerer dat kéinte maachen?

Iwwert déi Basismissioun de service public eraus, déi d'CLT erfëllt, menge mir, et misst ee sech kënne virstellen, dass mat öffentleche Sue weider Missiounen ausgeschriwwe ginn, déi kënne vun anere Produktiounssociétéite realiséiert ginn an net onbedéngt vun der CLT. Dass also och anerer un där Missioun do kënne participéieren, fir Programmer hierzestellen.

An dann ass déi nächst Fro: Heescht dat dann, dass mer elo eng Opspléckung maache vun de Kanäl, wou dat diffuséiert gëtt? Heescht dat, dass mer soen, mir produzéieren elo méi Missioun de service public, méi wéi eng Stonn pro Dag, an da gi mer hin a mir soen, mir hu jo méi Leit, déi aktiv sinn, mir hunn Nordliicht, mir hunn „.dok", mir hunn Uelzechtkanal, mer hu Liberty TV, gi mer déi dann och op en anere Kanal placéieren?

Do ass eise Virschlag fir dat net ze maachen. Eise Virschlag ass fir ze soen, dass een, am Kader vun de Verhandlungen, déi iwwert de Konzessiounsvertrag lafen, soll mat der CLT en Accord erausschloen, deen doranner besteet, dass d'CLT och bereet ass, op hirem Kanal Emissiounen ze diffuséieren, déi net vun hinne produzéiert ginn.

Dass mer et also fäerdeg bréngen, op deem Kanal, deen d'Lëtzebuerger kennen a kucken, déi weider Emissiounen ze diffuséieren, an dass mer net zu de Leit soen: Dir hutt wuel ee Kanal, deen Dir kennt, deen Dir liicht erëmfannt, mä wann Dir wëllt elo e bësse weider Mission de service public kréien, eppes, wat e bësse méi an d'Déift geet, am Educativen oder och anere Beräicher, am Beräich vun der Identitéit, vun der Integratioun, vun der Educatioun, vun der Kultur, vum Sozialen, Backgroundinformatiounen aus der Ekonomie, Ludiques an, an, an, wann Dir dat da wëllt elo matkréien, dat, woufir d'öffentlech Hand Suen ausgëtt, da musst Dir erëm op iergendeen anere Kanal féngere goen, fir ze kucken, ob Dir dat erëmfannt.

Eise Virschlag ass ze soen: Mir sinn d'accord, dass d'CLT-UFA, den RTL-Grupp, déi Basismissioun de service public, déi en de Moment erfëllt an déi en eiser Aschätzung no och zu enger relativ breeder Zefriddenheet kann erfëllen, soll bäibehalen op eng präziséiert Aart a Weis an dass awer doriwwer eraus mat öffentleche Sue solle weider Missions de service public ausgeschriwwe ginn, déi vun anere Sociétéite kënne produzéiert ginn an déi awer da sollen um Kanal vun der CLT och gewise ginn, fir dass een op engem Kanal dat erëmfënnt, wat ee sech soss op enger Rei anerer Plaze misst zesummesiche goen.

Mir stellen eis allerdéngs net vir, dass een dat op eng Aart a Weis wéi e Patchwork mécht, wou ee seet, voilà, elo kommen esou Schnittercher, eng Tranche vun deem hei, eng Tranche vun deem do, da kënnt erëm esou eng Tranche RTL - dat huet eiser Meenung no dann och net vill Sënn.

Wann een op dee Kanal geet, an et gëtt dofir eiser Meenung no eng Rei gutt Grënn, da soll een dat awer och abetten an eng gewëssen „corporate identity", an eng gewëssen Identifikatioun, well et kann net sinn, dass ee Programm kënnt an da kënnt e Blanc oder do kënnt eng Mire, an da seet op eemol de Présentateur vun RTL: Elo sidd Dir erëm wëllkomm bei eis. Dat ass net eis Meenung.

Et soll duerchaus ee Programm bleiwen, deen identifizéierbar bleift mat enger Kontinuitéit vum ganze Sender hier, woubäi awer dann Tranchë musse kënnen op deem Kanal och agespillt ginn, déi net vun deem Haus produzéiert ginn.

Dat erlaabt och hei zu Lëtzebuerg en neie Secteur e bëssen opzebauen. Mir hunn dat jo gemaach beim Kino, wou mer e Secteur opgebaut hunn, mat de Certificaten, deen och propper fonctionnéiert, wou mer jo awer mierken, dass dat zu Lëtzebuerg gräift. Lues mä sécher gräift dat am Kinosberäich, a firwat solle mer dann net déiselwecht Iddi probéieren ze iwwerdroen op de Beräich vun der Televisioun?

Firwat solle mer net probéieren, nieft dem Haaptopérateur en eegestännege klenge Secteur opzebauen, deen am télévisuellë Beräich aktiv wär, deen hei zu Lëtzebuerg kéint schaffen am Kader vu senger Mission de service public, awer och am Kader vun anere Missiounen, well mir hu jo aner Sender, a firwat soll deen och net kënnen am Ausland dann operéieren a schaffen, ausgehend vu Lëtzebuerg?

Dat ass eigentlech dat, wou mir eng Méiglechkeet gesinn, fir déi Lëtzebuerger Programmer auszebauen op eng verstänneg, op eng vertrietbar Aart a Weis, an och op eng Aart a Weis, déi eiser Meenung no dem Kritär vun der Onofhängegkeet weiderhi géing gerecht ginn, well nach eng Kéier: Mir fannen, dass an de leschte Joren den Ëmstand, dass de Stat, d'Regierung, mat engem Privaten ze diskutéieren an ze verhandelen hat - dat huet wahrscheinlech eng Rei Mériten -, mä d'Verhandlungen tëschent enger Regierung an engem Établissement public iwwert d'Ausriichtung vum Programm géinge sech da mat Sécherheet anescht gestalten, an ech mengen net, dass dat eng Ënnerstellung ass, wann een dat esou géing soen.

D'Fro ass dann natierlech: Wien attribuéiert déi Mission de service public? Wien definéiert se? Wie vergëtt se? An do ginn ech dann eriwwer op dat, wat 2002 am Kader vun där Debatt diskutéiert ginn ass. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng Rei Institutiounen, déi am Beräich vun den elektronesche Medie Régulateur spillen. Dat ass d'Commission indépendante de la radiodiffusion. Mir hunn d'Commission consultative des médias. Mir hunn e Conseil national des programmes. Déi hunn ënnerschiddlech Missiounen.

Mir mengen, wéi deemools och 2002, dass eng Fusioun vun deenen Institutiounen déi besser Léisung wier - déi beschte Léisung wier.

Wa mir op dee Wee ginn, da kënne mir eis och virstellen, dass déi Missions complémentaires de service public, déi mer virdru beschriwwen hunn, och op deem doten Niveau kéinten ugesiedelt ginn. D'Modalitéiten, déi misste gekläert ginn, bien entendu, mä wa mer deen dote Schratt maachen, dass mer an deem dote Beräich virukommen, da menge mir och, dass déi dote Missioun do besser ënnerbruecht wier wéi bei enger staatlecher Verwaltung, fir awer elo keng ze nennen.

Déi Fusioun vun deenen dräi Institutioune muss eiser Meenung no och de pair goe mat enger däitlecher Verbesserung - däitlecher Verbesserung! Mir sinn haut europäesch gesinn eiser Meenung no net crédibel. An et ass keen Trouscht fir eis ze fannen, dass anerer et och net immens maachen. Et ass keen Trouscht fir eis fir ze soen: Mir kënnen lech Beispiller nennen aus den

Nopeschlänner oder vu soss anzwousch, wou mer och fannen, dass dat net immens gutt klappt mat deem wat se do maachen.

Fakt ass, Här Schiltz, a mir kënnen herno gären driwwer diskutéieren, ech wäert och probéieren, mer e bëssen Zäit ze halen, fir Iech herno drop ze äntwerten, well ech mengen, dass Dir do op engem kompletten Holzwee sidd mat där Schinn, déi Dir am Moment fuert, fir ze mengen, Dir kënnt engersäits an Europa de Pays d'origine verdeedegen an op där anerer Säit wëllt Dir Iech net fir zwee Sou an d'Kaarte kucke loossen, wat d'Régulatioun a wat d'Kontrollen hei zu Lëtzebuerg betrëfft.

Eise CNP ass haut zoustänneg net nëmme fir déi Lëtzebuerger elektronesch Medien, mä en ass och zoustänneg fir RTL-TVI, RTL 4, RTL 9, Club RTL, de polneschen RTL an, an, an ze kontrolléieren. Mir wëssen alleguerten heibannen, dass hien dat net mécht. An engem Saz wéi an honnert!

Do kënnt Dir herno während 20 Minutten Nuancen erausschielen; ech soen Iech, no deenen 20 Minutten ass d'Äntwert nach ëmmer: Hie mécht et net. Esou einfach ass et.

Mir hunn awer Lizenzen, déi mer verginn hunn. Mir soen awer trotzdeem, dass och Reklamatioune kommen, an ech kann Iech se gäre virliesen, wann Dir wëllt. Eleng aus deene leschten zwielef Méint hu mer vun der belscher Autoritéit eng Rei dobanne leien, wou se reklaméiert hunn, wou Dir herno sot, dat wär alles net seriö, wat déi schreiwen. Selbstverständlech, esou einfach kann ee probéieren et sech ze maachen...

M. le Président.- Här Braz, erlaabt Dir eng Zwëscheremarque vum Här Minister?

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Et war Zeechesprooch, Här President.

M. le Président.- D'accord.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- E Signe de dépit war et.

M. le Président.- Dir sidd net d'accord?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Mir sinn der Meenung, dass déi iwwerfälleg Reform vum CNP an d'Fusioun mat deenen aneren Instanzen als Zil muss hunn, dass dat Organ, déi Autorité de Régulation Indépendante, an Zukunft wierklech deen „i" an hirem ARI, an hirer Ofkierzung, misst verdéngen, dass se wierklech onofhängeg ka sinn, dass se Moyenen huet, dee Pouvoir, dee se dann och huet, ze handelen. Dass also Leit do sëtzen, déi onofhängeg genuch vum Pouvoir politique sinn an déi och d'Moyenen hunn, fir dee Pouvoir, dee se da kréien, seriö ze handelen.

Mir sinn och der Meenung, dass déi Schinn, déi d'Lëtzebuerger Regierung bei der Direktiv fiert, net grondsätzlech falsch ass. Och mir kënnen eis domadder ufrënnen, dass probéiert gëtt um Niveau vun der Korégulatioun mat deenen aneren Instanzen aus den anere Länner ze fueren, ouni mussen onbedéngt ëmmer déi Schläich oder déi Schläif iwwer Bréissel ze fueren, wou d'Kommissioun jo probéiert sech e bëssen och mat anzeklicken. Do si mir duerchaus mat Iech d'accord, dass ee soll probéiere grondsätzlech tëschent deenen Autoritéiten, déi et an Europa gëtt, fir Plainten entgéintzehuelen, ze diskutéieren.

Dann ass dat och schonn den Iwwergang fir bei d'Direktiv iwwert d'„Télévision sans frontières", déi Direktiv iwwert d'Services de contenu audiovisuel. Si ass fir Lëtzebuerg ganz wichteg - net eleng, awer och fir Lëtzebuerg ganz wichteg.

Do gëtt et jo dräi Stéchwierder, déi an der Diskussioun sinn an déi ech elo scho muss probéieren e bësse méi kuerz ze behandelen, well schonn 28 Minutten erëm sinn. Dat ass dat Stéchwuert vum Pays d'origine. Dat ass d'Stéchwuert vum „product placement", an et ass och d'Stéchwuert vun der Publicitéit.

Zu deenen dräi Stéchwierder hätte mer gären d'Meenung vun der Lëtzebuerger Regierung. Ech kann Iech awer elo schonn d'Meenung vun der grénger Fraktioun dozou soen.

Wat de Pays d'origine betrëfft, si mir domat d'accord, dass et selbstverständlech ee muss ginn, well ouni Pays d'origine huet d'ganz Unioun iwwerhaapt keng Handlungsfäegkeet méi, well een näischt méi kann anzwousch festmaachen, fir kënnen ze reguléieren an och ze diskutéieren.

Mir sinn awer och der Meenung, dass dee Pays d'origine bei deem soll bleiwen, wéi et haut ass, dass et also eng juristesch Notioun gëtt. Mir sinn net d'accord mat de Fransouse vum CSA, déi gären aner Elementer dra festmaachen, déi als Resultat ganz einfach hätten...

(Interruption)

D'Belsch och, do si mer och mat hinnen net d'accord.

Mir solle bei deem bleiwen, wéi et elo ass, dass de Pays d'origine als déi juristesch Notioun zréckbehale gëtt, déi mer haut hunn, an do hu mer och mat där Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung kee Problem. Par conter heescht dat awer hannendrun, dass een dann awer och seng Missioun no elementare Regelen awer och doheem da seriö hélt, dass ee sech net muss schummen, wann een am Ausland drop ugeschwat gëtt, wéi mer mat dësen a mat deene Plainten ëmginn. Dat ass awer dann de Corollaire dovunner!

An dat ass eben deen Deel, deen Dir als Regierung am Moment net wëllt erfëllen. Dir verdeedegt de Pays d'origine, sidd awer net bereet, och net usazweis, fir seriö an onofhängeg Kontrollen zu Lëtzebuerg ze suergen, an dat ass ee reelle Problem.

D'zweet Stéchwuert ass „product placement": Do geet et dorëms, ënnert dem Drock vun dem amerikanesche Beispill, dass och hei an Europa soll reglementéiert ginn, wéi eng Autosmarke wéi laang am Bild kënne sinn a wéi grouss de Logo dann däerf sinn, well dat bréngt dann där Branche Suen eran, fir kënne matzehalen.

Do soe mir och ganz kloer: Mir hunn do eng aner Meenung. Mir sinn net der Meenung, dass mer dat sollen nomaachen. D'Fro reduzéiert sech schlussendlech dorobber, awéiwäit mir bereet sinn, hei an Europa öffentlech Sue kënne bäizesteieren an e Secteur, fir op déi Zort vu Recette ze verzichten. Haut gëtt et scho gemaach - mir wëssen dat.

Déi Régulatioun, déi elo proposéiert gëtt, hätt awer als Resultat, dass mer wierklech dann op amerikanesch Verhältnisser zousteieren, an do soe mir ganz kloer: Wann et dorëms geet, um europäesche Mediemarché exakt datselwecht ze maache wéi d'Amerikaner, mat deeneselwechte Moyenë wéi d'Amerikaner, mat deeneselwechte Methode wéi d'Amerikaner, da gesi mir den Intérêt net méi an, fir ze behaapten, mir hätte gären en distinkten europäesche Marché an deem dote Beräich, an dofir soe mir, dass dat, wat elo proposéiert ass, fir eis keng gutt Léisung ass.

Déi richteg Léisung besteet doranner, dass een och bereet ass fir Qualitéit, fir europäesch Usprëch och öffentlech europäesch Sue mat bäizesteieren, well soss maache mer just blannemännerchers dat no, wat anerer eis virmaachen.

Besonnesch och, wou déi Geschicht mam „product placement" fir d'Printmedien enorm Problemer wäert schafen, well contrairement zu den elektronesche Medien, wou dat nach relativ elegant ka gemaach ginn - dat Placéiere vu Produkter -, ass dat an de Printmedie wesentlech méi schwéier. A wann dann natierlech do keng Égalité d'armes besteet, dann ass et evident, dass e groussen Deel vum Publicitéitskuch erëm eng Kéier wäert a Richtung elektronesch Medie goen a wäert ewechkomme vun de Printmedien. Dat ass e Fait, an Dir wësst och, dass déi europäesch Printmedien Iech dat soen. An entweder et gëtt een eng adequat Äntwert dorop oder et bleift een dobäi ze maache wéi wann et engem da schlussendlech egal wär.

Mä Dir wësst d'Faiten an Dir wësst d'Elementer, an et ass schlussendlech Är Décisioun, ob Dir deem Rechnung drot oder net.

Drëtt a lescht Stéchwuert: Publicitéit. Notamment bei de Kanner - ech wëll bei deem Beispill bleiwen aus Zäitgrënn -, wou et de Moment esou ass, dass all 45 Minutten eng Coupure publicitaire ka gemaach ginn, a wou an Zukunft all 30 Minutten eng Coupure publicitaire soll kënne gemaach ginn.

Och do si mir der Meenung, dass dat falsch ass. Mir hunn net méi spéit wéi gëschter hei an der Chamber iwwert d'Obésitéit geschwat. D'Obésitéit vun de Kanner. Kuckt emol, wann Dir Kannerprogrammer kuckt, wéi eng Firmen do Publicitéit maachen. Do hutt Dir nach ni eng gesinn iwwer frësch Uebst oder iwwer gutt Waasser. Wat do vu Reklammen ofleeft, ass ganz kloer iwwer all Zorte Schocklasbarren oder Pizza vu grousse Pizzasproduzenten an aneres nach. Dat ass déi Zort Werbung, déi mer géinge kréien, wa mer se nach méi breet géifen zouloosse bei Kanneremissiounen.

Mir waren eis gëschter alleguerten eens, dass d'Obésitéit e ganz gewaltege Problem ass, dee mer alleguerte wëllen ugoen. Haut si 24 Stonne vergaangen. Ech si gespaant, ob Är Äntwert nach konform ass mat deem, wat mer gëschter hei diskutéiert hunn. Mir encouragéieren d'Lëtzebuerger Regierung, fir net op deen dote Wee ze goen.

Lescht Stéchwuert ass d'Medienerzéiung hei zu Lëtzebuerg. Medienerzéiung gëtt ëmmer méi wichteg, an et gëtt schonn zënter 20 Joer driwwer geschwat, awer ausser där Aktivitéit vun der Presse à l'école ass éierlech gesot net ganz vill geschitt.

Haut ass et ganz liicht iwwerall Informatiounen ze kréien, ouni iergendeng Kontroll, „broadband online", alles iwwer IP; et ass haut iwwerhaapt kee Problem méi, fir iwwerall enorm Quantitéite vun Informatiounen ze kréien, an et gëtt och ëmmer méi liicht se ze produzéieren.

An zwar betrëfft eiser Meenung dann och déi Éducation au médias sämtlech Medien, net nëmmen d'Televisioun. Mä et betrëfft och d'Presse écrite, Radio, Internet, souguer Videospiller, de Kino - alles dat misst dorënner falen. Haut ass dat eigentlech esou wichteg wéi virun 100 Joer, an - haut och nach - d'Liesen an d'Schreiwen. Och dat ass eppes, wat ee muss liesen a schreiwe kënnen, déi doten nei Medien.

Et gi jo schonn zu Lëtzebuerg eng Rei Saache gemaach am Beräich vun der Produktioun. Jugendaarbecht zum Beispill am Uelzechtkanal, oder am Radio wéi zu Woltz oder wéi zu Dikrech.

Mä wourëms et eis geet, dat ass, dass déi Jugendlech duerch d'Informatioun, déi se kënne kréien, geléiert ginn, bewosst Choixe kënne virzehuelen, sech bewosst ze informéieren a Medien an Informatioun och bewosst kënnen ze consomméieren.

An natierlech fält och dorënner e Stéchwuert wéi Liberté d'expression, wann ee Medienerzéiung wëllt maachen. Dozou gehéiert och e Stéchwuert wéi Droit à l'information. Och dat sinn Notiounen, déi een net ka fréi genuch probéieren ze thematiséieren am schouleschen Ëmfeld. Schoulesch Mediepedagogik gëtt et, déi brauche mir Lëtzebuerger net ze erfannen. Doriwwer gëtt et genuch Saachen hei an Europa. Mir mengen eben, dass d'Presse à l'école net duergeet.

Mir brauche Professionalitéit engersäits beim Ministère, deen zoustänneg ass fir eis Schoulen; mir brauchen awer och e professionellen Interlocuteur, deen den Inhalt soll liwweren, den inhaltlechen Input soll maachen, well et ass dat wourunner et am Moment krankt: dass et nämlech keen Interlocuteur gëtt, dee sech professionell mat där doter Fro op der Säit vun de Medie ka beschäftegen.

An och do menge mer eben, dass déi Fusioun vun de Lëtzebuerger Régulateuren och kéint déi Plattform bidden, déi ee bräicht, fir dem Ministère de l'Éducation nationale eng professionell Ënnerstëtzung ze liwweren, fir zu Lëtzebuerg Medienerzéiung ze maachen.

E lescht Wuert - an dann zéien ech mech hei virum President zréck, dee scho geschwë mat der Auer wäert wénken -, fir dem Minister nach eng lescht Fro ze stellen, ganz einfach: Wou sidd Dir dann dru mat deem Mediegesetz, wat an der Regierungserklärung versprach ginn ass? Et sinn elo schonn zwou Sessiounen ëm, a mir si frou Iech haut eng éischte Kéier zu deem Thema ze héieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech viru gutt véier Joer am Numm vun der Medien- a Kommunikatiounskommissioun mäi Rapport redigéiert hunn iwwert de Bilan vum Gesetz vun 1991 iwwert d'elektronesch Medien, hat ech en iwwerschriwwe mat zwee Zitater vu Mediewëssenschaftler, wouvun ech Iech, aleedend zu menger Interventioun vun haut, een Zitat nach eng Kéier wëll virdroen:

„Zudem zeichnet sich der gegenwärtige, durch die Globalisierung bewirkte kulturelle Wandel durch eine bis in die letzten Zipfel der Erde reichende Ausbreitung aus, sowie eine ungeheuere Geschwindigkeit und eine gesteigerte Intensität, mit der die Kulturen in Kontakt stehen, sich austauschen, vermischen und neue Kulturen hervorbringen. Diese neue Qualität kultureller Globalisierung geht vor allem auf drei zentrale gesellschaftliche Veränderungen zurück, die alle Länder, wenn auch in unterschiedlichem Ausmaß, prägen: die Heranbildung einer Weltgesellschaft durch die ökonomische Globalisierung, die weltweiten Migrationsprozesse und die Medienentwicklung."

Dëst Zitat aus dem Bernd Wagner sengem Buch „Kulturelle Globalisierung aus Politik und Zeitgeschichte" vun 2002 ass méi wéi jee vun Aktualitéit wann ee gesäit, wéi d'Globaliséierung sech mat enger ongeheierer Vitesse op der ganzer Welt besonnesch an de Medie verbreet.

Wéi mir viru gutt véier Joer déi Orientéierungsdebatt virbereet hunn, hate mer eng ganz Rei vun Entrevuë mat praktesch allen Acteuren aus der Medienzeen, awer och mam deemolege Kommunikatiounsminister. An aus deene Konklusioune vun deenen Entrevuen, mä och deene ganz déif gräifenden Diskussiounen, déi mer deemools an der Kommissioun haten, hunn ech e Rapport verfaasst, an eng Motioun ass och eestëmmeg vun der Chamber deemools ugeholl ginn, déi eng Rei vu Recommandatiounen un d'Regierung gemaach huet.

Ech muss hei nach eng Kéier betounen, datt deemools déi Kommissioun sech extrêmement vill Méi ginn hat, fir dee Rapport opzesetzen an och fir déi Motioun unzehuelen, a wëll och direkt soen: Och wann ech déi Interventioun vum Här Braz begréissen, fir eng Interpellatioun zu deem Sujet unzefroen, muss ech Iech dach agestoen, datt ech et virgezunn hätt, datt een dës Debatt vläicht e bësselche besser an der zoustänneger Kommissioun virbereet hätt, dat ëmsou méi wou den Här Braz jo net zu Onrecht gesot huet, datt sech awer par rapport zu der Situatioun vun 2002 eng Rei vu Problemer verlagert hunn.

Et wär also vläicht flott gewiescht, de Rapport vun 2002 mat dëser Evolutioun e bësselchen ze diskutéieren a vläicht eng zweet Orientéierungsdebatt doriwwer ze maachen.

Ech wëll dann och nach eng Kéier ufänken, fir drun ze erënneren, datt eng vun deene Recommandatiounen aus där Motioun war, datt d'Regierung esou schnell wéi méiglech soll d'Reform vum Mediegesetz vun 1991 ugoen, an ech hat deemools de Wonsch geäussert, datt dat net erëm sollt dräi Joer daueren.

Leider ass mäi Wonsch net an Erfëllung gaangen, well bis haut ass nach kee Projet de loi deponéiert ginn. Och wann ech dat ausdrécklech bedaueren, mengen ech dach, datt et eng Rei vu Grënn gëtt, firwat déi aktuell Regierung an dësem sensibelen Dossier näischt wëllt iwwerstierzen. Dëst hänkt dann och sécherlech mat der Direktiv iwwert d'„Télévision sans frontières" zesummen, op déi den zoustännege Minister herno sécherlech wäert agoen.

Ech wëll mech och a menger Interventioun net mat dem Volet „Télévision sans frontières" befaassen. Dat wäert herno an enger zweeter Interventioun vun eiser Fraktioun mäi Fraktiounskolleeg Lucien Thiel iwwerhuelen. Mä ech wéilt mech a menger Interventioun haaptsächlech mat dräi Punkte beschäftegen: fir d'alleréischt de Volet vun der Surveillance an der Régulatioun vum Mediesecteur; deen zweete Punkt: d'Missioune vum Service public am Kontext vun der Televisioun an de Radioen; an dann drëttens d'Fro behandele vun der mënschlecher Dignitéit an de Medien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim éischte Punkt, deem vun der Régulatioun vum Secteur, wëll ech nach eng Kéier drun erënneren, datt mer an der zoustänneger Kommissioun eigentlech 2002 eens waren, datt ee sollt déi verschidden Organer, déi mer am Moment kennen, nämlech d'Commission consultative des médias, de Conseil national des programmes an d'Commission indépendante de la radiodiffusion, zesummeleeën an eng eenzeg Autorité de régulation heirauser maachen, e bëssen - och net d'selwecht, awer e bëssen - nom Modell wéi dee franséischen CSA oder och wéi déi Autorité de régulation an der Belsch.

All déi Grënn, déi mer deemools dozou ugefouert hunn an op déi ech am Detail net méi wëll agoen - well den Här Braz dat elo gemaach huet, an ech sinn och op deem Punkt mat him averstanen -, mengen ech, bestinn och nach haut a vläicht ganz besonnesch - an dat ass virdru vu mengem Virriedner och scho gesot ginn - well mer jo entre-temps en neit Pressegesetz kritt hu

mat engem Conseil de presse, deen eigentlech a sech zoustänneg ass fir d'Kontroll vum Contenu vun deenen diverse Medien, déi hei zu Lëtzebuerg lokaliséiert sinn.

Ech wëll vläicht och nach eng Kéier drun erënneren, datt eigentlech virun dësem neie Pressegesetz de Conseil national des programmes a sech zoustänneg war fir de Contrôle vum Contenu. Eng Aufgab, déi elo eigentlech iwwert déi nei geschafe Commission des Plaintes vum Conseil de Presse geet. Ech wëll allerdéngs direkt hei preziséieren, datt dëse Contrôle net iwwer wesentlech Froe wéi Gewalt a mënschlech Würd an de Medie geet. Hei bleift weider e wichtegt Aufgabegebitt fir de Conseil national des programmes. Ech wäert och nach herno eng Kéier op dëse Punkt ze schwätze kommen.

Ech wëll dann och direkt ënnersträichen, datt déi dräi Institutiounen, déi ech virdrun hei zitéiert hunn, a sech eng ganz wäertvoll Aarbecht leeschten an et eigentlech hei net drëm geet, fir elo einfach emol eppes ofzeschafen an duerch eppes aneres ze ersetzen. Mä et geet hei drëm fir am Sënn vu méi enger grousser Effizienz an Effikassitéit Kompetenzen zesummenzeleeën. Déi zoustänneg Kommissioun hat deemools proposéiert eng sougenannten „Autorité de régulation" an d'Liewen ze ruffen, déi d'Kompetenzen an d'Missioune vun deenen dräi virgenannten Organisme sollt iwwerhuelen, mä mat méi enger professioneller Ausriichtung wat d'Gestioun vun esou enger Autoritéit betrëfft.

Ech verstoppen lech allerdéngs net, datt hei d'Direktiv iwwert d'„Télévision sans frontières" riskéiert eng net onwesentlech Influenz ze hunn, op déi mäi Fraktiounskolleeg Lucien Thiel herno wäert agoen, esou datt ech dat am Moment hei net maachen. Ech kann also novollzéien, datt et am Moment net all Sënn mécht direkt esou eng Autoritéit ze schafen, ouni datt ee kloer weess wat bei där virgenannter Direktiv schlussendlech wäert erauskommen.

Dobäi kënnt sécherlech och e budgetäre Problem, well wann een a Richtung vun enger Professionalisatioun vun esou enger Autorité de régulation wëllt goe mat deem Moment och enger vollberuflecher Direktiounsstruktur, wéi dat deemools proposéiert ginn ass, da muss ee sécherlech och de Budget entspriechend an d'Luucht setzen. An do wäert de Kommunikatiouns- a Medieminister sécherlech, zumindest am Moment, op e Veto vu sengem Kolleeg Budgetsminister stoussen.

Ech hunn also Verständnis souwuel fir déi europäesch wéi fir déi budgetär Contrainten. Nach bleiwen ech awer der Iwwerzeegung, datt d'mëttel- oder laangfristeg Zesummeleeung vun deenen dräi aktuellen Institutiounen an enger eenzeger Autorité de régulation déi eenzeg richteg Äntwert op all déi Froe wäert sinn, déi mäi Virriedner an ech selwer och am Kontext vun der Régulatioun vum Secteur opgeworf hunn.

Erlaabt mer dann elo op den zweete Volet vu menger Interventioun iwwerzegoen: dee vum Service public. An deem Kontext wëll ech mech dann elo e bësselche méi genau mat der Situatioun vun de Radioen an den Televisiounsprogrammer beschäftegen.

An där virgenannter Orientéierungsdebatt hat d'Chamber an hirer Motioun eng Rei konkret Virschléi gemaach wat eng Definitioun, awer och eng Ausdehnung vum sougenannte Service public betrëfft. Ech géif soen, datt all déi Iwwerleeungen, déi deemools ugestallt gi sinn, sécherlech och haut nach richteg sinn. Allerdéngs nach liewe mir, wéi mer dat net méi spéit wéi gëschter gewuer gi sinn, a budgetär méi schwieregen Zäiten, esou datt et och elo nozevollzéien ass, datt et am Moment schwéier ass zousätzlech Budgetsmëttelen an esou e Service ze pompelen, well d'Informatioun an d'politesch Bildung vun de Bierger sécherlech net zu den éischte Prioritéite vun der Regierung gehéieren.

Erlaabt mer trotzdeem op d'Situatioun vun de Radioen, awer och der Televisioun anzegoen. Wat den öffentlech-rechtleche Radio betrëfft, esou wëll ech dach nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt den 100,7 sech an deene leschte Joren, a ganz besonnesch och säit 2002, positiv entwéckelt huet. An dat schénge jo och d'Audienzen ze beweisen, déi iwwert dee Radio gemooss gi sinn. Ech fannen och perséinlech, datt den 100,7 där Missioun, déi en iwwert d'Gesetz attribuéiert kritt huet, eigentlech gutt nokënnt. Et ass jo dann och an deene leschte Joren eigentlech ganz wéineg Kritik géint de Radio 100,7 a géint iwwerhaapt de Prinzip vun engem öffentlech-rechtleche Radio ze héiere gewiescht.

Dir wësst alleguerten, datt dat virun 2001 net ëmmer esou war, well du war mindestens eng Fraktioun an dësem Haus, déi den 100,7 ee Moment wollt ofschafen.

(Interruption)

Ech wëll dann och drun erënneren, datt no der Orientéierungsdebatt vun 2002...

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här Mosar, do wéilt ech lech soen: Et war och eng Proposition de loi, déi ech gemaach hunn.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech huelen awer un, datt Der och d'Ënnerstëtzung vun Ärer Fraktioun hat, Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Jo, ech stellen och mat Freed fest, dass d'Qualitéit vum 100,7 vill besser ginn ass. Wann d'Proposition de loi dat bewierkt hätt, wier et op d'mannst dat gewiescht.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dann hutt Dir och e klenge Mérite dorunner, Madame Brasseur.

(Hilarité)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech wëll kee Mérite huelen, mä ech stellen dat mat Satisfaktioun fest.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech wëll dann awer och vläicht an deem Kontext nach eng Kéier drun erënneren, datt eigentlech no der Orientéierungsdebatt vun 2002 déi budgetär Mëttele vum 100,7 opgestockt gi sinn, wat sech sécherlech op d'Qualitéit vun de Programmer ausgewierkt huet.

Wat elo all déi aner Radioen ugeet, muss ee feststellen, datt wat déi sougenannte…

(Coups de cloche de la Présidence)

…véier Radioen à réseau d'émission ugeet, d'Qualitéit vun der Diffusioun iwwert de ganzen Territoire vum eisem Land sech an de leschte Jore wesentlech verbessert huet, wat virun 2002 net ëmmer de Fall war.

Ech géif och wëlle behaapten, datt dës véier Radioe mat Couverture nationale - ARA, Latina, DNR an Eldoradio - hir Audienz an deene leschte Jore konnte konsolidéieren a souguer ausbauen. Och wat d'Qualitéit vum Contenu vun dëse Radioen ugeet, muss ee feststellen, datt hei vill Effortë gemaach gi sinn iwwert déi lescht véier Joer, an datt se eigentlech alle véier entre-temps eng Stammaudienz hunn, déi hinnen et och erlaabt, finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen, och wann dat sécherlech net ëmmer ganz einfach ass.

Här President, ech wëll allerdéngs op ee Punkt hei agoen, deen d'Kommissioun viru véier Joer beschäftegt huet. Dat ass dee vun der sougenannter sozialer Form vun deene Radioen. Bei deene sougenannte Lokalradioe schéngt et mir kloer ze sinn - an do huet eigentlech och näischt changéiert par rapport zu der Situatioun vun 2002 -, datt eigentlech déi Form, déi am Moment besteet, vun den A.s.b.l.en, déi eenzeg Form ass, déi fir déi Radioen a Fro kënnt, well se jo och praktesch ganz eleng um Niveau vum Volontariat fonctionnéieren.

Bei deene kommerzielle Radioe stellt sech allerdéngs nach ëmmer déi Fro, ob déi Limitatioun vu 25%, déi eng Gesellschaft, där schonn ee Radio gehéiert, an enger anerer dierf hunn, eigentlech kontraproduktiv ass.

Ech wëll nämlech nach eng Kéier drun erënneren, datt dës Dispositioun eigentlech ursprünglech an d'Gesetz geschriwwe gi war fir ze verhënneren, datt et géif zu Konzentratiounen am Mediesecteur kommen. Elo ass et awer esou, datt et eigentlech relativ einfach ass dës Regel ze ëmgoen. Op där anerer Säit kann dës Regel awer och en Obstacel si fir Gesellschaften an en zweete Radio ze investéieren.

Mir haten deemools am Virfeld vun eiser Debatt eng Entrevue mat alle concernéierte Radio- a Medienhaiser, déi och am Radio Participatiounen hunn. An deemools ass eigentlech unisono d'Meenung gewiescht, datt dës 25%-Klausel net méi vill Sënn géif maachen, an do war eigentlech de Wonsch, datt ee se sollt ofschafen.

Ech weess, Här President, datt dëst eng schwiereg Diskussioun ass, well sech hei vill Froen iwwer Konzentratioun am Mediesecteur stellen. Nach géif ech awer hei wëllen en Appel un den zoustännege Medien- a Kommunikatiounsminister maachen, fir eng nei Formule ze sichen. An deemools war jo vun der Kommissioun proposéiert ginn, datt ee sollt op e Wee goen, wou e Medienhaus kënnt bis zu 100% vu maximal zwee Radioen halen. Ech fannen nach ëmmer, datt dëst eng verständneg a realistesch Approche wär un där ee sech kéint orientéieren, wann een da wéilt dee Volet vun de Participatioune frësch regelen.

Ech gi schlussendlech op dësem Punkt ze bedenken, datt iwwert de Wee vun enger Reorganisatioun vun de Participatiounen och d'Chance besteet, datt zousätzlech finanziell Mëttele kënnten an déi Radioe fléissen, wat dann och d'Diskussioun iwwer e Service public an eng aner Richtung géif orientéieren.

Här President, am Kontext vum Service public wollt ech dann awer och op dat Haus zréckkommen, dat duerch de Konzessiounsvertrag eigentlech de Monopol vum Service public um Niveau vun der Televisioun huet, an dat ass de Grupp RTL.

Hei wëllt ech fir d'alleréischt betounen, datt de System vum Konzessiounsvertrag, deen d'Regierung mat engem Medienhaus ofschléisst, eigentlech bis elo gutt fonctionnéiert huet. Ech wëll dofir och nach eng Kéier kloer ënnersträichen, wat meng Fraktioun schonn 2002 gesot huet, nämlech datt et eiser Meenung no kee Sënn mécht en öffentlech-rechtlechen Televisiounsprogramm ze schafen.

Ech wëll hei nach eng Kéier widderhuelen, datt den audiovisuelle Maart mat knapps 500.000 Awunner kaum oder guer net méi wéi een Televisiounsubidder verkraafte kann. Ech géif och soen, datt d'Experienz vun deene leschte Joren dës Approche confirméiert, well, obschonn et eng ganz Rei vun Essaie gi sinn, bis elo keen aneren Televisiounsprogramm sech konnt dauerhaft zu Lëtzebuerg etabléieren. Ech huelen awer hei den „.dok", den Uelzechtkanal an den Nordliicht TV eraus, well dëst eigentlech Nischeprogrammer sinn, déi weder d'Ambitioun nach d'Mëttelen hunn en alldeeglechen Televisiounsprogramm mat allgemengem an nationalem Contenu unzebidden.

Et muss een och wëssen, datt en Televisiounsprogramm, esou wéi en elo vun RTL ausgestrahlt gëtt, mindestens 300 Milliounen al Lëtzebuerger Frang pro Joer géif kaschten. Ech mengen also net, datt et sënnvoll oder iwwerhaapt finanziell machbar wär, iwwer esou en öffentlech-rechtlechen Televisiounsprogramm nozedenken. Ech muss iwwerhaapt soen, datt de Konzessiounsvertrag fir de Stat eigentlech eng äusserst interessant Formule duerstellt - an den Här Braz huet dat virdrun a senger Interventioun jo och zouginn -, well a sech de Stat hei engem Medienhaus Frequenzen zur Verfügung stellt, op déi de Stat souwisou iwwert déi Prinzipie vun der Attributioun vun de Frequenze vu Genf e Recht drop huet. En contrepartie kritt de Stat do en héich qualitative Service public offréiert, fir deen en net brauch direkt budgetär Mëttelen zur Verfügung ze stellen.

Sécherlech ass och dëse Modell net perfekt, nach gesinn ech awer am Moment iwerhaapt guer keng Alternativ zu deem dote Modell. Dofir schéngt et mir wichteg ze sinn, datt elo schonn d'Regierung déi néideg Diskussioune féiert, fir och iwwert d'Joer 2010 e Konzessiounsvertrag auszehandelen. Meng Fraktioun an ech selwer sinn op jidde Fall der Meenung, datt mer absolut solle bei deem Modell vu Konzessiounsvertrag bleiwen a mir gesinn dofir och absolut keng Noutwendegkeet, fir iwwer en öffentlech-rechtlechen Televisiounsprogramm nozedenken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer an dësem Kontext e Wuert zu eisem eegene Programm, nämlech dem Chamber TV, ze soen. Wéi deemools d'Chamber 2001 d'Décisioun geholl huet, fir esou e Programm auszestrahlen, sollt dëse Programm sech net an der Konkurrenz mat anere Programmer gesinn, mä éischter als e Complément. An ech fannen, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Chamber TV trotz alle Kritiken, déi ee sécherlech formuléiere kann, dëst Objektiv eigentlech gutt erfëllt.

Ech muss lech och soen, datt ech wéineg beandrockt si vun deem Argument, datt nëmmen e Pourcentage vu 5 oder 8% - et hänkt dovun of wéi een elo déi Audienze moosst - géife regelméisseg Chamber TV kucken, well mat esou engem Pourcentage leie mir wäit iwwert der Audienz vun anere Parlamentsprogrammer.

Ech muss lech och agestoen, datt ech meng Problemer heiansdo mat der Manéier hunn, wéi een eng Audienz moosst, well lech geet et d'selwecht wéi mir, Dir gitt sécherlech oft drop ugeschwat, wat Der esou mëttes hei an der Chamber gezielt hutt oder gemaach hutt, an dorauser ergëtt sech fir mech, datt eigentlech wesentlech méi Leit de Chamberprogramm kucken, wéi déi Moossungen dat erginn.

(Interruption)

Meng Fraktioun an ech, mir sinn op jidde Fall iwwerzeegt, datt e Parlament haut och um Niveau vu senger Informatiouns- a Kommunikatiounspolitik gemooss gëtt, an do kënnt een eben net méi laanscht d'Televisioun respektiv den Internet. Dofir ass a bleift d'Chamber TV fir eis e wichtege Mosaiksteen an där gesamter Medielandschaft.

Sécherlech, Dir Dammen an Dir Hären, kënne mir all zesummen nodenke wéi een dee Programm nach méi interessant kéint maachen, fir datt een en de Bierger dobaussen nach ka méi no brénger; a mir fannen eigentlech, datt mer mat dësem Programm och eng wichteg Missioun um Niveau vun der politescher Bildung vun eise Bierger erfëllen.

An dësem Kontext wëll ech awer nach eng Kéier den zoustännege Minister drun erënneren, datt, wa mer en neit Mediegesetz sollte kréien, een onbedéngt misst d'Chamber TV an deem Gesetz verankeren, well bis elo jo eigentlech dee Programm nach keng Base légale huet.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder och ganz kuerz zu mengem drëtten a leschte Punkt, nämlech deem vun der Gewalt, dem Rassismus an der Fraefeindlechkeet, déi een ëmmer méi an den elektronesche Medien erëmfënnt. Och dëst war e Sujet iwwert dee mir viru véier Joer laang diskutéiert hunn, an et kann ee sécherlech net behaapten, datt säitdeem d'Situatioun sech verbessert huet.

Wat d'Froe vun der Zoustännegkeet betrëfft ass et kloer fir mech, datt een all déi dote Problemer kéint ënnert der Notioun vun der mënschlecher Dignitéit zesummeschléissen. Dës Kompetenz fält awer am Moment net ënnert d'Attributioune vum Conseil de Presse respektiv der Commission des Plaintes. Am Moment ass also direkt keen Organ zoustänneg, fir iwwer Froen am Kontext vun der mënschlecher Dignitéit sech ze prononcéieren.

Dir sidd sécherlech all mat mir averstane fir ze soen, datt ganz besonnesch d'Gewalt an an deem Kontext de Jugendschutz, awer och Rassismus a Fraefeindlechkeet ëmmer méi en Thema op der Televisioun ginn, mä awer och ganz besonnesch am Internet. Ech gesinn hei sécherlech eng wichteg nei Kompetenz, déi een dem Conseil national des programmes oder där nei ze schafender Kontrollinstanz iwwerdroe kéint.

Fir meng Fraktioun a mech selwer sinn all Froen, déi a Verbindung mat der mënschlecher Dignitéit sinn, absolut virrangeg. Mir maachen dofir en Appel un den zoustännege Minister, fir datt déi och an deem neie Mediegesetz eng absolut prioritär Plaz kréien.

Dëst gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schéngt et mir evident ze sinn, datt een en neit Mediegesetz net ka lassgeléist gesi vun der Direktiv „Télévision sans frontières", wou d'Fro vun der Zoustännegkeet vun den Autorités de régulation eng vun deene wichtegste Froen ass, an hei ass et absolut net egal, ob et dat Land oder déi Autorité de régulation vum Pays d'origine oder vum Pays de diffusion wäert sinn. Ech huelen un, datt de Minister herno op dës fir Lëtzebuerg esou wesentlech Problematik wäert agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder och schonn zum Schluss. De Mediestanduert ass niewent der Finanz- a Bankeplaz e wichtegt Standbeen fir Lëtzebuerg, a mir mussen dofir suergen, datt dës Medielandschaft weider dynamesch a lieweg bleift. Dozou gehéiert fir d'alleréischt d'Informatiounsfräiheet, déi mer dann och am neie Pressegesetz op eng innovativ an oppe Manéier organiséiert hunn. Dozou gehéiert awer och e modernt Mediegesetz, wat de legale Kader fir all elektronesch Medie schafe soll an der Evolutioun vun der Medielandschaft Rechnung dréit.

Ech géif dofir am Numm vu menger Fraktioun nach eng Kéier e waarmen Appel un den zoustännege Minister riichten, fir esou schnell wéi méiglech dat neit Mediegesetz op d'Schinnen ze setzen, fir datt mir net den Zuch an d'Mediewelt vum 21. Jorhonnert verpassen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den Här Emile Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn elo effektiv ronn 15 Joer hier, datt mam Gesetz iwwert d'elektronesch Medien e Kader fir d'Entwécklung vum Secteur vun den audiovisuelle Medien zu Lëtzebuerg geschafe gouf. De Secteur vun den elektronesche Medien ass en excellent Beispill dofir wéi séier d'technesch Evolutioun an dëser Zäit ass. Dës Evolutioun ass esou rapid, datt de Législateur, egal wéi séier en de legislative Kader upasst, noutgedronge bal ëmmer e Schrëtt hannendran ass.

Trotzdeem geet et elo drëm, der Entwécklung vun deene leschte 15 Joer Rechnung ze droen. De Lëtzebuerger Mediesecteur ass ganz besonnesch wéinst der Presenz hei zu Lëtzebuerg vun zwee Haaptacteure vun europäeschem, wann net souguer vu Weltformat, nämlech der SES Global an der CLT-UFA, e Secteur, deen onbestreitbar wesentlech zu der positiver Image de marque, déi eist Land am Ausland als kompetitiven a performante Standuert huet, bäidréit.

Et geet also drëm, dëse positiven Image ze konsolidéieren, andeem en adequate legislativen an administrative Kader geschafe gëtt, deen eng mëttel- a laangfristeg Entwécklung vun dësem Mediestanduert ofséchert.

Am Virfeld vun dëser Debatt hunn ech nach eng Kéier de Rapport vun eise Kolleeginnen a Kolleege vun deemools vum 91er Gesetz nogelies. Do sinn deemools d'Objektiver vum Gesetz esou definéiert - an ech zitéieren: «Le présent projet de loi a pour but de mettre en place l'organisation de l'espace radiophonique et télévisuel luxembourgeois et de déterminer le cadre pour son évolution future. (...) Le présent projet de loi se propose de couvrir l'ensemble des médias électroniques, c'est-à-dire la radio sonore et la télévision.»

Dës deemools ambitiéis Objektiver, dat mengen ech haut hei soen ze kënnen, konnten erfëllt ginn. Ronn 15 Joer nom Vote vun dësem Gesetz huet eist Land e Secteur vun elektronesche Medien, dee sech net konsolidéiere konnt, mä deen evoluéiert ass a Richtung vun engem pluralistesche Secteur, deen awer déi lëtzebuergesch Spezifissitéite berücksichtegt.

Och si mer awer der Meenung, datt et, 15 Joer nodeems d'Gesetz a Kraaft getrueden ass, un der Zäit ass, et der technescher Entwécklung unzepassen. Allerdéngs ass et och esou, datt de Moment grad och un der Direktiv vun där sougenannten „Télévision sans frontières" geschafft gëtt an nach net feststeet, wéi dës nei Direktiv definitiv wäert ausgesinn.

Dofir si mer der Meenung, datt ee fir d'éischt déi definitiv Versioun vun dëser Direktiv soll ofwaarden an dann eréischt mat der Reform vum 91er Gesetz soll ufänken. Am anere Fall riskéiere mer, datt mer eis Gesetzgebung, kuerz nodeem mer se reforméiert hunn, direkt nees un déi nei europäesch Bestëmmunge mussen adaptéieren.

Déi éischt Direktiv, dës sougenannt „Télévision sans frontières" aus dem Joer 1989, huet drop geziilt fir eng fräi Zirkulatioun vun Televisiounsemissiounen innerhalb vum europäesche Bannemaart ze erméiglechen. Parallell dozou sollten awer och wichteg Aspekter wéi déi kulturell Villfalt, d'Recht op eng Géigenduerstellung, d'Protektioun vun de Consommateuren an d'Protektioun vu Mannerjährege séchergestallt an eenheetlech geregelt ginn.

E weidert Zil besteet doranner, d'Diffusioun an d'Produktioun vun europäesche Fernsehproduktiounen ze förderen, andeems hinnen eng privilegéiert Plaz an der Programmplanung vun deenen eenzelnen Televisiounsstatiounen zougestane ginn ass. D'Direktiv stellt de Prinzip op, datt all État membre de fräien Empfang vun Emissiounen aus aneren États membres sécherstellt an déi Diffusioun op sengem Territoire net aschränkt. D'Diffusioun vun Emissiounen, déi allerdéngs géint d'Bestëmmunge vum Jugendschutz verstoussen, kann zu all Moment ënnerbonne ginn.

1997 gouf dës Direktiv eng éischte Kéier iwerschafft; dëst virun allem am Hibléck op eng onverschlësselt Diffusioun vun Evénementer mat enger gréisserer gesellschaftlecher Bedeitung wéi zum Beispill Sportsmanifestatiounen. All État membre ass et fräigestallt, eng Lëscht mat esou Evénementer opzestellen. Och goufen nei Bestëmmungen a puncto Jugendschutz agefouert. Emissiounen, vun deene vum Inhalt eng Gefor fir d'Entwécklung vu Mannerjährege kann ausgoen, mussen entweder unhand vu speziellen akustesche Signaler oder duerch optesch Zeechen erkennbar gemaach ginn.

Am Dezember 2005 huet d'EU-Kommissioun eng Propos mat dem Zil vun engem Iwwerschaffe vun der Direktiv virgeluecht. Dës Propos soll ënner anerem dozou déngen, déi aktuell Dispositiounen aus der Direktiv dem technesche Fortschrëtt an der kommerzieller Entwécklung, déi den europäesche Secteur vun den audiovisuelle Medien an deene leschte Joren erlieft huet, unzepassen.

De Moment gëtt dës Propos an den zoustännege Kommissioune vum Europaparlament diskutéiert an analyséiert. Dat vun der EU-Kommissioun envisagéiert Zil besteet virum allem doranner, eng Rei vu Réglementatioune virun allem a puncto Publicitéit ze vereinfache respektiv ofzebauen. Ausserdeem gëtt proposéiert eng Differenzéierung tëschent lineäre Servicer (Televisioun, Internet, Mobilfunk) an net lineäre Servicer (Fernseh- an Informatiounsofferen „on demand") anzeféieren.

D'Konzept vun der Kommissioun gesäit zwou Zorte vu Virschrëfte vir: eng Basisstuf vu Virschrëften, insbesonnesch a puncto Jugendschutz a Schutz vun der Dignité humaine, déi fir all audiovisuell Servicer solle gëllen, a méi wäitgehend Bestëmmunge fir déi sougenannte lineär Servicer, déi op Basis vu festgeluechte Programmer fonctionnéieren. Dës Bestëmmunge sollen deenen aktuelle wäitgehend entspriechen. Allerdéngs solle se a bestëmmte Punkte moderniséiert a vereinfacht ginn.

Wichteg fir Lëtzebuerg a méi speziell fir de Lëtzebuerger Mediesecteur ass awer virun allem ee Punkt an der Direktiv, an zwar déi sougenannte Critères d'établissement respektiv de Principe du pays d'origine. Momentan ass et nämlech esou, datt d'Rechtshoheet vun engem État membre iwwer e Fernsehveranstalter vun dem Haaptsëtz vun dësem ofhänkt, respektiv datt d'Rechtshoheet un deen État membre fält, wou d'Décisiounen iwwert de Contenu vum Programm getraff ginn.

D'Diskussiounen am Europaparlament iwwert dëse Punkt sinn nach net ofgeschloss. Eisen Informatiounen no gesäit et awer esou aus, wéi wann dëse Prinzip, deen iwwregens och an der Propos vun der Kommissioun esou erëmzefannen ass, géing bäibehale ginn, virausgesat et kënnt zu enger Harmonisatioun vun dësem Prinzip.

Et ass wichteg, datt d'Regierung speziell an dësem Punkt opmierksam bleift an dëse wichtege Standuertvirdeel fir de Lëtzebuerger Mediesecteur konservéiert.

Parallell dozou lafen och, wéi scho gesot, Diskussiounen, de Champ d'application vun der Direktiv op nei Kommunikatiounsforme wéi zum Beispill den Internet auszedehnen. Dozou ass Folgendes ze soen: Internet steet jiddferengem fräi zur Verfügung, ass dezentral organiséiert a strukturéiert a schwéier ze beaflossen.

Trotz dëser Viraussetzung mussen awer selbstverständlech grondleeënd Aspekter wéi zum Beispill de Jugendschutz och hei garantéiert bleiwen. Wéi dëst dann effektiv ëmgesat ka ginn, ass allerdéngs nach eng aner Fro, op déi et eng Äntwert ze fanne gëllt.

Niewent deene Punkten, déi ech am Ufank vu mengen Ausféierungen hei opgezielt hunn, huet d'Gesetz vun 1991 Gremien agesat, déi ënner anerem zoustänneg si fir d'Kontroll vun de Radioen an Televisiounsemissiounen, an natierlech och fir d'Zukunft vum Mediestanduert ze festegen: de Conseil national des programmes, d'Commission consultative des médias, d'Commission indépendante de la radiodiffusion, de Service des médias et de l'audiovisuel an de Service Information et Presse. 1997 ass mat deem Gesetz iwwert d'Telekommunikatioun den Institut luxembourgeois de Régulation derbäikomm.

Ech wëll net méi detailléiert op déi Aufgab vun deenen eenzelne Gremien agoen, mä villméi soen, datt mer der Meenung sinn, datt ee grad am Kontext vun der Direktiv „Télévision sans frontières" d'Fro muss stellen, wéi d'Kontrollmechanismen an d'Gremien an Zukunft ausgesi mussen. Dofir muss een awer fir d'éischt déi ganz Spannbreet vun där neier Direktiv kennen, an dat ass bekanntlech momentan nach net de Fall.

Et gëtt an eisen Nopeschlänner eng Rei vu Beispiller, wéi déi Kontrolle kéinten ausgesinn. Däitschland, Frankräich sollen hei just genannt ginn, mä, wéi gesot, déi Entwécklung, déi d'Televisioun an de Radio duerch den Numérique kennen, stellt esou vill Défien, datt ee sech Gedanke muss maachen iwwer eng nei Form vun den aktuelle Kontrollinstanzen.

De Moment ginn d'Missioune vum Service public via Konzessiounsvertrag respektiv engem Cahier des charges, an deem d'Missioune vum Service public genee definéiert ginn, tëschent dem Stat an der CLT geregelt. Dat ass e System, dee sech a sech zum Deel och duerch déi geographesch Spezifissitéit vu Lëtzebuerg erkläre léisst, an en huet sech mat Sécherheet trotz eenzelne Kritikpunkten an der Vergaangenheet bewäert.

D'Fro stellt sech, ob een net eng Autorégulatioun vun de Programmer awer envisagéiere soll. Mir sinn dovun iwwerzeegt, datt längerfristeg kee Programm, et sief dann et handelt sech ëm speziell Nischeprogrammer wéi zum Beispill de Sportkanal oder e renge Kannerprogramm, op gewësse Bestanddeeler vun de Missioune vun engem Service public ka verzichten. Ganz besonnesch un den Informatiounsoptrag ass hei ze denken.

Zum Schluss wëll ech dann nach op d'Fro vum Finanzement vun engem méigleche Service public agoen, engem öffentleche Fernsehprogramm. Et gëtt hei nëmmen zwou Méiglechkeeten: Entweder gëtt dësen Établissement public, wat eng méiglech Organisatiounsform kéint sinn, mat staatleche Gelder finanzéiert, oder awer et gräift een op eng Gebührefinanzéierung zréck wéi se momentan an Däitschland praktizéiert gëtt.

Déi eng Méiglechkeet belaascht de Statsbudget, während bei där anerer Alternativ dozou dem Bierger an d'Täsch gegraff gëtt. De Moment bezilt een an Däitschland, wann dat richteg ass, 17,03 Euro pro Mount u Gebühre fir e Radio- an Televisiounsuschloss. Uganks 2007 sollen nach ronn fënnef Euro fir d'Benotzung vun engem Internetuschloss derbäikommen. Da géife mer bei ronn 22 Euro Gebühre pro Mount leien. Op e Joer gekuckt sinn dat 264 Euro. Dat ass jo och net näischt.

An Zäite wou de Stat spuere muss, verbitt et sech an eisen Aen, datt zousätzlech Dépensë kreéiert gi fir eng Institutioun, där hire Sënn an Zweck een och nach duerchaus kann a Fro stellen. Och verbitt et sech an eisen Aen, de Bierger, dee momentan schonn eng Rei vu weidere Belaaschtunge muss a Kaf huelen, nach zousätzlech ze belaaschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng modern an demokratesch Gesellschaft kann nëmme fonctionnéieren, wann d'Medie fir e méiglechst groussen Undeel vun der Bevölkerung fräi zougänglech sinn. Et ass och onbestridden, datt d'Medien der pluralistescher Natur vun der moderner Gesellschaft musse Rechnung droen an dofir net vun engem oder méi Interessegruppen däerfen dominéiert ginn.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, mir haten zu Lëtzebuerg laang Jorzéngte keng eigentlech Mediepolitik. D'Gesetz vun 1991 war am Fong geholl dat éischt grousst Gesetz iwwert d'audiovisuell Medien. An dëst Gesetz, wéi mer jo wëssen, huet dozou bäigedroen, d'Medie méi fräi ze maachen, besonnesch och d'Radioen opzemaachen. Et huet zugläich och de wirtschaftleche Fong vun der geschriwwener Press assuréiert doduerch, dass dat Gesetz d'Grenze fir den Deel vum Publicitéitskuch vun den audiovisuelle Medie gesat huet. Dëst Gesetz sollt och eng iwwerdriwwe Mediekonzentratioun verhënneren.

D'Gesetz huet och - an dat ass net onwesentlech - d'Direktiv iwwert d'„Télévision sans frontières" ëmgesat, well déi Direktiv „Télévision sans frontières" deemools Enn den 80er Jore wesentlech Prinzipie fir déi europäesch audiovisuell Medie gesat huet an och dee ganzen Televisiounsmaart zum Deel wéinstens encadréiert huet.

Déi Gesetzgebung vun 1991 huet dunn 2002 zu enger ausféierlecher Diskussioun hei an der Chamber gefouert. An dës Debatt 2002 huet gewisen, dass dat Gesetz vun 1991 e gutt Gesetz war, wat zu engem groussen Deel d'Ziler erreecht huet, déi et sech gesat huet.

Mir hunn haut zu Lëtzebuerg eng grouss Variétéit vu schrëftlechen an audiovisuelle Medien, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn. Villes dovunner - wëll ech hei trotzdeem soen op der Chambertribün, trotz alle Kritiken, déi ee riets a lénks héiert - ass gutt gemaach, oft mat relativ wéinege Mëttelen. Et muss ee wierklech seng Unerkennung ausdrécke fir déi Leeschtungen, déi all Dag an de Print- wéi och an den audiovisuelle Medie gemaach gi fir d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, ze informéieren an zu kriteschem Denken unzeregen.

Wann ech dat emol hei als Bierger kënnt soen, géif ech mer heiansdo e bësse méi Déift an der Informatioun wënschen, vläicht och heiansdo e bësse méi kritesch Approchen. An ech wär och frou wann d'politesch Bildung Virrang hätt virun der Fixatioun op Aschaltquoten an op wirtschaftlech Resultater. An ech mengen, déi Medie mat engem öffentlech-rechtlechen Optrag solle sech hirer Verantwortung fir den Niveau vun der politescher Diskussioun an der Informatioun bewosst sinn. Dat ass mäi perséinleche Wonsch. Dat ännert awer näischt un der Unerkennung, déi ech fir d'Medien hunn.

Ech wëll och soen: Als Politiker muss een ëmmer erëm mat Nodrock dobausse soen, och à l'adresse vun deene Leit, déi an de Medie schaffen, dass d'Medien net däerfen instrumentaliséiert ginn, weder vun der Wirtschaft an haaptsächlech och net vun der Politik. Dat ass fir mech eng Grondlag vun der Demokratie. D'Medie sollen op hir Onofhängegkeet pochen. An d'Medieleit solle se mat alle Mëttele verdeedegen. D'Politik soll déi materiell an déi reglementaresch Viraussetzunge schafen. Si soll sech dofir asetzen, dass mer onofhängeg a staark Medien hunn.

Här President, déi lescht Regierung hat - et ass schonn hei gesot ginn - éiergäizeg Ziler fir d'Gesetz vun 1991 ze änneren. 2002 ass an enger Note vun der Regierung gesot ginn: «La législation actuelle se distingue avant tout par son caractère révolu et par son opacité.» Dat ware schlëmm Wierder, déi deemools gebraucht gi sinn.

Et ass zum Beispill och 2002 versprach ginn, dass endlech Uerdnung an deen Duerchenee vum Kabel sollt bruecht ginn. Allerdéngs geet hei och d'Konzentratioun vun den Opérateure weider. Et bleift d'Monopolsituatioun vum Kabel an alle Géigenden, à tel point dass d'Leit ëmmer méi op Satellitteschosselen an op aner Réseauen iwwerginn. D'Debatt vun 2002 huet jo och eng Motioun ervirbruecht, déi d'Regierung opgefuerdert huet fir aktiv ze ginn. Déi Motioun ass bis elo Lettre morte bliwwen.

Vläicht fir d'éischt ee Wuert iwwert de Radio, dee jo am Fong geholl den Haaptulass war fir dat Gesetz vun 1991. Dëst Gesetz huet d'Radioslandschaft liberaliséiert. Niewent dem RTL ass dann den 100,7 als nationale Sender komm, niewent véier Sender mat regionale Frequenzen an enger Partie Lokalradioen. Dës Opdeelung huet sech jo grosso modo och bewäert. Mir hunn doduerch Diversitéit, an déi Diversitéit soll erhale ginn. Et soll een net higoen an elo déi Antikonzentratiounsbestëmmungen, déi am Gesetz vun 1991 waren, opweechen. Et ass mir net egal, ob mer zwee Sender hunn, déi engem eenzege Propriétaire gehéieren oder zwee Propriétairen, well et ass eben d'Diversitéit, déi och de Pluralismus ausmécht. An ech menge schonn, éier een op esou e Wee geet soll ee sech gutt iwwerleeë wat een do mécht.

Ech wëll awer hei nach een technesche Problem ervirhiewen: Här Minister, den 100,7 huet a senger Couverture am Norde vum Land eng Partie Lächer, an e bräicht do Hëllef fir eng Fréquence d'appui ze kréien, well mer jo och wëllen, dass deen 100,7, deen hei vum Här Mosar och esou gelueft ginn ass - deem Luef schléissen ech mech selbstverständlech un -, déi néideg technesch Viraussetzunge kritt fir um nationale Plang iwwerall gehéiert ze ginn.

Méi problematesch natierlech wéi de Radio hautdësdags ass d'Televisioun, well se grouss Mëttele brauch. Mir wëssen, dass ee Radio mat relativ geréngem techneschen Opwand ka maachen. D'Televisioun mécht een net mat egal wat, besonnesch wann et sech ëm e komplette Programm mat Informatioun, mat Ënnerhalung, mat Kultur, Sport an esou weider handelt. Dat erkläert och, firwat dass an dem nationalen Televisiounsberäich eigentlech keng Evolutioun zu méi Pluralismus, zu méi Diversitéit ze vermierken ass.

Et geet keng Rieds méi - et ass scho vun deenen dräi Virriedner virdru gesot ginn - vun enger zweeter nationaler Televisiounschaîne. Si gëtt och an der Politik eigentlech, souvill ech weess, net gefrot. An et ass och kloer, dass d'Regierung op den Ausbau vun RTL Televisioun setzt, well jo d'Erneierung vum Konzessiounsvertrag ugefaangen huet. Déi Erneierung ass 2010 fälleg.

Ech verstinn déi Strategie fir RTL Planungssécherheet ze ginn. Mir hoffen, dass d'Besëtzer vun der CLT zu Lëtzebuerg bleiwen a sech hei ausbauen. Dat ass gutt fir de Mediestanduert insgesamt an och fir Lëtzebuerg.

D'Chamber hat 2002 an hirer Motioun gesot d'Regierung soll - an ech zitéieren - «prévoir que des missions de service public peuvent être attribuées par convention à une ou plusieurs sociétés privées ou organismes publics». Dat ass am Fong geholl net weider ausgedäitscht an net weider ausgebaut ginn, esou dass mer haut mat RTL Televisioun zu Lëtzebuerg eng eenzeg Chaîne hunn, déi eng ganz grouss Écoute huet. Versich fir déi Monopolsituatioun ze brieche si bis elo gescheitert.

D'Solutioun natierlech, fir dass déi Monopolsituatioun net ausaart, dat ass fir am Konzessiounsvertrag déi Missions de service public virzegesinn, eventuell och auszebauen. Et ass net einfach déi Mission de service public ze erfëllen, well de Service public muss objektiv an onofhängeg sinn. E muss sech enger professioneller Deontologie ënnerwerfen, engem Verhalenskodex. Dat gëllt fir d'Journalisten, mä och fir de Sender insgesamt, well dee jo d'Hoheit vun de Biller hei zu Lëtzebuerg huet. Dat heescht, d'Billerwelt vu Lëtzebuerg gëtt zu engem groussen Deel duerch dat bestëmmt wat op der Televisioun geschitt, op der eenzeger Televisioun, déi mer zu Lëtzebuerg hunn.

De Conseil national des programmes hat bekanntlech eng Etüd an Optrag gi fir d'Problemer op deem Plang vun der Televisioun ze ënnersichen. D'Resultat dovunner waren eng Partie Recommandatiounen, déi net oninteressant sinn.

D'Anhale vum Verhalenskodex, deen ee sech gëtt, muss novollzéibar sinn. Verstéiss dergéint mussen och sanctionnabel sinn. Evaluatiouns- a Qualitéitsfroe musse gestallt a beäntwert ginn. Et feelt natierlech zu Lëtzebuerg eng professionell Mediekritik, och an den Zeitungen. Wou gëtt et eng Rezensioun eng Kéier iwwer eng Televisiounsemissioun? An all däitschem Feuilleton gëtt et regelméisseg där Rezensiounen, et gëtt keng zu Lëtzebuerg. Wou gëtt et eng Reflexioun iwwert d'Televisiounsproduktioun zu Lëtzebuerg? D'Etüd vum Conseil national des programmes huet och gefuerdert en onofhängege Weblog ze schafen, wou dann och eng öffentlech Debatt iwwert d'audiovisuell Medie stattfanne kënnt.

Ech mengen, dass d'Verhältnis zur Televisioun, zu den Inhalter an de Formen, och zu de Manipulatiounen, déi se erméiglecht, den Objet vun enger kritescher öffentlecher Ausenanersetzung gi muss. Natierlech muss een, en attendant dass dat wierklech stattfënnt a sech entwéckelt, sech och Gedanke maachen, wéi mer dann am Televisiounsberäich zu Lëtzebuerg, an deem Kader, dee mer ons ginn, nämlech an engem Konzessiounsvertrag fir RTL, méi Pluralismus an d'Lëtzebuerger Billerwelt erabrénge kënnen.

Den Här Braz huet eng Partie vu Méiglechkeeten opgezielt, zum Beispill onofhängeg Televisiounsproduktiounen ze ënnerstëtze mat öffentleche Gelder, ob dat e Reportage ass, ob dat Fiktioun ass, ob dat Infotainment ass. Et ass effektiv ze ënnersichen, ob een onofhängeg Producteure fënnt, déi Emissioune produzéieren, déi vun RTL ausgestrahlt kënnte ginn. Ech hu jo gesinn, dass RTL net nëmmen ee Sender huet, mä och RTL II. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob RTL II net eng Plaz wär, wou een en Deel op jidde Fall vu vläicht méi anspruchsvollen Emissiounen ausstrahle kënnt.

Och de Problem vun éducativë Sendungen, also Kannersendungen, déi mer jo ausschliesslech aus dem Ausland kréien, wär e Créneau iwwert deen ee sech misst Gedanke maachen.

Ech wëll soen, dass d'Chambertelevisioun och en Element vun Diversitéit a vu Pluralissem ass. Ech hunn d'Chambertelevisioun ëmmer ënnerstëtzt, och als Member vum Büro, an ech ënnerstëtze se och nach weider.

Ech fannen och, dass et gutt ass, dass d'Chamber hir Mëttelen ausgebaut huet, dass et och méiglech ass net nëmmen d'Retransmissioun vun de Sitzungen ze maachen, mä och freides owes eng Partie Sendungen ze offréieren iwwer politesch Evénementer mat der Participatioun vu Politiker. Wann ee kuckt, wat d'Parlamenter an Däitschland an a Frankräich un Effortë maachen, fir d'Politik iwwert déi Parlamentskanäl méi no bei d'Leit ze bréngen, da gesäit een, dass dat do e Mëttel ass fir d'politesch Diskussioun ënnert d'Leit ze bréngen. Onse grousse Problem ass jo d'Politik aus der Tour d'ivoire vun de Spezialisten un d'Leit erunzebréngen. An dat ass iwwert d'Chamber TV wéi iwwer aner parlamentaresch Kanäl méiglech.

Sécher si mer do zu Lëtzebuerg an den Ufäng. Ech si schonn dovun iwwerzeegt, dass mer dat an der Zukunft nach weider sollen ausbauen. Mir hunn och gesinn, dass mer doduerch mat de Leit a Kontakt kommen. Ech mengen déi Auditiounen, déi mer an der Referendumscampagne hei haten an déi jo iwwerdroe gi sinn, an och aner Auditiounen, déi mer iwwerdroe wëllen, Réuniounen, déi iwwerdroe wäerte ginn, sollen eben och déi Aarbecht, déi mer an dësem Haus maachen, nach méi no bausse bréngen, am Sënn erëm eng Kéier vum Pluralismus a vun der Objektivitéit.

Eng aner Dimensioun, déi och schonn ugeschwat ginn ass - ech wëll dat Thema just sträifen -, dat ass d'Medienerzéiung. Mir kennen déi Efforten, déi duerch „Presse à l'école" gemaach ginn, mir hunn alleguerte scho vum Uelzechtkanal gehéiert. Ech hunn och gesinn, dass d'Europäesch Kommissioun de 6. Oktober 2006 eng Enquête lancéiert huet iwwert d'Praktiken an deem Beräich. Si wëllt dann 2007 eng Kommunikatioun doriwwer maachen, an ech ka mer och virstellen, dass RTL am Televisiounsberäich mat an d'Medienerzéiung eraklëmmt. Dat wär fir d'Kanner sécher e gudden Astieg an d'Kenntnis vun der Televisioun.

Et gëtt och méi spezifesch Interessen. Ech hu gehéiert, mir hate viru kuerzem eng Manifestatioun vun dawe Leit a gehéiergeschädegte Leit, déi gefrot hunn, dass zum Beispill d'Emissioune vun RTL sollen ënnertitelt ginn, fir och deene Leit d'Méiglechkeet ze ginn Televisiounsemissiounen ze gesi respektiv matzekréien. Dat sinn alles Demanden, déi wichteg si fir e Maximum vu Leit och dorunner deelhuelen ze loossen.

Här President, vläicht nach e Wuert zu der Direktiv „Télévision sans frontières". Déi Aarbechte sinn am Europaparlament amgaangen. Ech hu mer déi emol ugekuckt; net manner wéi sechs Kommissioune schaffen dorobber. Wat interessant ass, dat ass, dass et d'Kultur- an d'Erzéiungskommissioun vum Europaparlament ass, déi sech drëm bekëmmert. Et ass also net eng Wirtschaftskommissioun oder eng Mediekommissioun, et ass d'Kultur- an d'Erzéiungskommissioun, déi sech dorëms bekëmmert.

D'Kommissioun huet jo ëmmer Tendenz an hiren Texter de fräie Maart, e liberaalt Ëmfeld fir déi audiovisuell Medien ze schafen. Si gesäit virun allem de wirtschaftlechen Impakt vum grousse Mediemaart an ass dann och vis-à-vis vun Neierungen op deem Maart ganz op. Dat gëllt zum Beispill, dat ass zitéiert ginn, fir d'Produktplacéierung. Mir hu gesinn, dass déi Produktplacéierung an der amerikanescher Televisioun, an den amerikanesche Filmer üblech ass. Si besteet jo doran, dass e Produit, eng Déngschtleeschtung oder eng Mark an engem normale Programm erschéngt, an dat Erschénge gëtt dann als Publicitéit bezuelt.

(Interruption)

Dat heescht eigentlech, dass an enger Emissioun eng méi oder manner verstoppte Publicitéit erlaabt gi soll. Domat verschwënnt déi kloer Ofgrenzung zwësche Publicitéit an dem eigentlechen Televisiounsinhalt. Natierlech ass dat haut no verschiddene Länner geregelt, mä et soll elo europawäit geregelt ginn.

Ech wëll Iech direkt soen: Perséinlech fannen ech dat eng schlëmm Saach, déi Produktplacéierung. Ech weess awer och, dass, well mer vill amerikanesch Fiktiounen an Europa kréien, dat net ëmmer ze verhënneren ass.

Ech hunn elo gesinn, dass d'Europaparlament d'Produktplacéierung wëllt verbueden hunn. Dat heescht, dat ass generell de Prinzip, mä si maachen eng Ausnahm fir Sportsemissiounen a Fiktiounen, dat heescht Filmer. Ech huelen un, dass dovu besonnesch déi amerikanesch Produktioune concernéiert sinn. A wa Produktplacéierung an engem Programm ass, da muss se ganz prezise Konditiounen entspriechen. Zum Beispill mussen d'Spectateuren drop higewise ginn, dass e Programm esou eng Produktplacéierung enthält. Tubak oder Produkte vu Firmen, déi an der Haaptsaach Zigarette produzéieren, si ganz ausgeschloss; dat wëllt d'Europaparlament. Et wär interessant ze héieren awéiwäit d'Regierung sech mat deene Saache schonn ausenanergesat huet.

D'Europaparlament insistéiert och - an dat ass jo och schonn hei gemaach ginn - op de Schutz vun der Jugend an op de Schutz vun de Minoritéiten, op de Schutz vun der Dignitéit vum Mënsch an op de Schutz viru Rassismus a Sexismus, dee weider soll verstäerkt ginn. Dat ass evident, wann ee verschidde Saache kuckt, déi et an deene verschiddene Länner dorëmmer gëtt.

D'Parlament seet och: A Kannersendunge soll et weder Publicitéit fir Alkohol nach fir Liewensmëttel mat héijem Fett- an Zockergehalt ginn. Här Schneider, do komme mer op Är Heure d'actualité vu gëschter iwwert d'Obésitéit zréck. Ech mengen, dass d'Europaparlament an där Hisiicht wichteg Akzenter wäert setzen, déi de Conseil menger Usiicht no an och d'Kommissioun sollen elo befollegen.

Et ass hei scho vum Principe du pays d'origine geschwat ginn. Prinzipiell gëtt deen an där Direktiv net touchéiert. Allerdéngs muss ech soen, dass een Amendement am Projet de rapport vun där zoustänneger Kommissioun am Europaparlament drop erausleeft, fir dee Principe du pays d'origine anzeschränken, wann dann Emissiounen aus anere Länner gravéierend Mängel géifen opweisen. Dat ass dann natierlech eng Dier op fir de Principe du pays d'origine drastesch anzeschränken, an do muss een also oppassen.

Do komme mer dann zréck op dat wat mer gären hätten, nämlech eng seriö Régulatioun vun net nëmme Lëtzebuerger Medien, mä och auslännesche Medien, déi zu Lëtzebuerg empfaange ginn. Dat ass en Element vun internationaler Crédibilitéit vun onsem Land. Ech menge schonn, wann een esou en Argument huet an enger Diskussioun iwwer esou een Amendement, dann huet een e bessert Argument wéi wann een näischt op deem Plang mécht.

Ech muss och bedaueren zum x-te Mol - well dat eppes ass wat mech vill a menger politescher Carrière beschäftegt huet -, dass et nach ëmmer kee Versuch um europäesche Plang gëtt, fir d'Mediekonzentratioun an de Gréff ze kréien.

Mir hu Reglementer an Europa, fir déi industriell Konzentratiounen an de Gréff ze kréien doduerch, dass et ebe Plaffonge gëtt iwwert déi een net däerf goen. D'Madame Reding huet ons an der Kommissioun, wéi se bei ons war, gesot, d'Länner hätten nach ëmmer dorop gehalen, dass dat eng national Kompetenz wär.

Ech muss Iech soen, ech fannen dat schued, well d'Mediekonzentratioun schlecht fir d'Konkurrenz um europäesche Maart ass. An nach ëmmer, muss ech och soen, hunn déi grouss Medienhaiser erreecht, dass all Beméiunge vun deene sukzessiven europäesche Kommissiounen, fir eng Kontroll vun der Konzentratioun an de Medien ze erreechen, gescheitert sinn.

Ech muss och soen, dass mer bedaueren, dass Europa nach keng Fortschrëtter um Gebitt vun den Droits d'auteur a vum Accès zu eben deene verschiddene Chaînen, och besonnesch an der Pay-TV, gemaach huet. Dat bréngt mat sech, dass zu Lëtzebuerg den Zougang zu esou Chaînë schwiereg oder heiansdo och onméiglech ass; dat ass an engem fräie Maart an Europa einfach net de Leit kloerzemaachen, wéi esou eppes méiglech ass.

Här President, fir ofzeschléisse vläicht just eng Remarque. Ech menge schonn, dass et nëtzlech ass iwwert d'Medien ze schwätzen; et ass ëmmer nëtzlech iwwert déi Problematik ze schwätzen. Ech hätt awer eigentlech gewënscht, dass mer deen Exercice vun 2002 répétéiert hätten. Dat heescht, dass mer an der Kommissioun nach eng Kéier déi verschidde Punkten duerchgeholl hätten an dann de Suivi vun deem gemaach hätten, wat 2002 gefrot ginn ass vun dëser Chamber un de Minister, an dorobberhin e Rapport gemaach hätten, an dorobberhin en öffentlechen Débat.

Dat gesot, sinn ech iwwerzeegt, dass deen neie Medieminister, dee jo e jonke Medieminister ass, deen also och e gutt Verhältnis héchstwahrscheinlech zu deenen neie Medien huet, aktiv an energesch wäert déi Problemer ugoen, déi mer op deem Plang hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wëll an deene puer Minutte Riedezäit, déi mer zur Verfügung hunn, mech op déi reng politesch Optioune konzentréieren. Den Interpellant, den honorabelen Här Braz, huet mat ganz vill Passioun hei plädéiert fir en Ausbau vum Service public haaptsächlech bei der Televisioun.

Dat ass e Wee, vun deem mir als ADR mengen, datt et de falsche Wee wier. Mir mengen au contraire, datt an enger Zäit, wou een esou e grousse Choix huet vu Medien, vun Televisiounschaînen, wann ee wëllt d'Leit encouragéiere bei enger Televisiounschaîne ze bleiwen, dat ganz, ganz schwéier ass, an datt een dofir héchstwahrscheinlech ganz vill Sue géing an de Sand stiechen.

Par conter si mer awer der Meenung, datt ons Chamber TV misst ausgebaut ginn duerch verschidde klenger Debatten an Informatioun.

En anere Punkt, deen ons och wichteg schéngt am Kader vun deem neie Gesetz iwwert de Radio an d'Televisioun, dat ënner anerem den Accès vun de Frequenzen an de Réseaue soll definéieren oder nei definéieren, dat ass, datt mer awer och ons a verschiddene Saache wat d'Meenungsfräiheet ugeet sollten un anere Länner inspiréieren, an notamment u Frankräich, wou et eng Obligatioun gëtt fir d'Medien, déi Zäit ze respektéieren, déi d'Regierung an d'Majoritéitsparteien zur Verfügung hunn an déi d'Oppositioun insgesamt zur Verfügung huet.

A Frankräich ass et esou, datt, wann e Regierungssprecher eng Ausso mécht, deen Ablack och d'Oppositiounsparteien an d'Majoritéitsparteien zu deemselwechte Sujet kënne Stellung huelen, an datselwecht gëllt wann eng Ausso kënnt vun enger politescher Partei, déi an der Chamber vertrueden ass, datt also deen Ablack och déiselwecht Reaktioun kënnt.

Bei ons geschitt dat, mä heiansdo mat engem Décalage, an et ass also net esou dee kontradiktoreschen Débat, dee mer esou kréien. Dat ass vläicht net ëmmer esou einfach ze organiséieren, mä nach, mengen ech, misst ee kucke fir op dee Wee kënnen ze goen.

Am Regierungsprogramm steet, datt Dir géingt en neit Gesetz déposéieren iwwert de Radio an d'Televisioun. Et sinn elo schonn e puer Joer eriwwer a mir gesinn dat Gesetz net. Dofir wiere mer frou, Här Minister, wann Dir ons kéint herno an Ärer Äntwert soen, wéini Dir dat Gesetz géingt déposéieren a wat Dir do wëllt un Neiegkeete bréngen.

Et muss een natierlech och ervirsträichen, datt esou e Gesetz haut eng vill manner grouss Portée huet wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war, well haut ganz vill Televisiounschaînen iwwer Satellit kënnen emittéiert ginn. Ech mengen, domadder huet d'Lëtzebuerger Regierung u sech net ganz vill oder nëmmen indirekt eppes ze dinn.

Wéi gesot, wat d'Missioune vum Service public betrëfft, hunn ech mech ausgeschwat fir déi net auszeweiten, sauf eventuell am Kader vun der Chamber TV.

Wat de Problem vun dem Conseil national des programmes ugeet, do sinn ech mat der Regierung d'accord, déi an hirem Regierungsprogramm stoen huet, datt dee soll professionell ginn. Ech mengen, dat ass och de richtege Wee. Wann ech richteg informéiert sinn, ass Lëtzebuerg dat eenzegt Land an Europa wou et kee Conseil national des programmes gëtt, dee professionell organiséiert ass.

Dat wëllt awer net heeschen, datt een duerfir muss elo eng Monsteradministratioun op d'Bee setzen, mä d'Fro wier awer fir ze kucken, mat zwee oder dräi Leit esou eppes kënnen ze maachen. D'autant plus datt mer am Ablack, wann ech och richteg informéiert sinn, eng Persoun hunn, déi scho professionell schafft.

Deen anere wichtege Rôle, dee gëtt vum Conseil national de la presse geléist, esou datt ech mengen, wat d'Rechter vun de Bierger ugeet an hiren Droit de réponse, datt mer do dat richtegt Gremium geschafen hunn. D'Leit, déi domadder net d'accord sinn, déi wëssen, datt mer hei eng 700 Affekoten hunn, déi bereet sinn, hir Intérêten da virun de Geriichter ze verdeedegen.

Wat de Contrat de concession mat RTL-CLT ugeet, esou steet am Regierungsprogramm, datt do sollen Négociatioune stattfannen. Deen Ablack wou dat geschriwwe ginn ass géing ech soen, datt dat och richteg war.

Mä Dir wësst vläicht, Här Minister, datt mer dräi Direktive mussen ëmsetzen iwwert de Marché public. An déi hätte missen ëmgesat gi fir Enn Januar 2006. Ech weess, datt

de Ministre des Travaux publics amgaangen ass, doriwwer ze debattéieren, mä wann dat Gesetz géing elo ëmgesat ginn, da misst dee Konzessiounsvertrag menger Meenung no ausgeschriwwe ginn.

Ech géing Iech also do froen, datt Dir vläicht déi nei Négociatioun an och déi nei Gesetzgebung iwwert d'Marchés publics géingt nokucken, well do awer de Prinzip selwer vun de Konzessioune vu Services publics a vun Travaux - vun deenen zwee - beréiert ass, sou datt déi awer sollen zukünfteg iwwer en anere Wee wéi Négociatioune geléist ginn.

Dat wëllt vläicht net heeschen, datt sech vill Bewerber wäerte mellen - dat ass eng aner Geschicht an der Praxis -, mä ech wollt dat awer just mat ervirsträichen.

(Interruption)

Den zweeten a leschte Punkt, deen ech wollt uschneiden, dat ass hinzeweisen op eng Debatt, déi mer schonn hei an der Chamber haten, iwwert d'Firma Coditel, fir se net ze nennen, a wou d'Regierung sech engagéiert hat fir beim ILR ze kucken, ob net déi Réseauen, déi bestinn an déi vu privat Firme genotzt ginn, à l'instar vun de Réseauen am Elektreschen oder am Gas och kéinten anere Câblodistributeuren zur Verfügung gestallt ginn, géint Rémunératioun natierlech.

Ech weess net, ob et am Minister senge Kompetenze läit, fir dorobber ze äntwerten. Mä och hei géif ech mengen, datt et noutwendeg ass, fir déi Informatioun an och déi Konkurrenz, déi mer onbedéngt an der Medielandschaft brauchen, datt mer déi sollten iwwert dee Wee do kënne garantéieren.

An, Här Minister, ech wier frou wann Der mer op déi puer Froen, déi ech elo gestallt hunn, kéint äntwerten.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo den Här Thiel.

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu mat ganz vill Interessi dem Här Braz sengen Ausféierungen an Iddië gefollegt, aus engem ganz einfache Grond: Ech hu mech op eemol schrecklech méi jonk gefillt. Et huet mech genau un déi Diskussiounen erënnert, déi mer viru Joren hei am Land haten, wéi mer den 100,7 gemaach hunn. Ech mengen et bräicht een nëmmen dat, wat deemools gesot ginn ass, niewent dat ze leeën, wat haut gesot ginn ass, an et kéint een et da matenee vergläichen.

Och wann den Här Braz elo net genau datselwecht Stréckmuster geholl huet, mä esou e bësse probéiert huet, RTL e Kuckucksgackelchen an d'Nascht ze leeën an ze soen: „Hei, dat ass öffentlech-rechtlech an dat maacht Dir mat", mengen ech ännert dat awer näischt drun, datt, wann een esou eppes géif realiséieren, mer dann nach jett Milliounen op déi 3,6 Millioune missten droptässelen, déi elo den 100,7 scho kascht. Well d'Televisioun ass nach e bësse méi deier wéi de Radio. Et kritt ee se eben net zum Nulltarif.

Ech bezweifelen dofir, datt, wa mer eng seriö Käschten-Notzen-Rechnung géife maachen, Här President, déi ganz positiv géif ausfalen.

Allerdéngs géif ech just wëllen un eppes erënneren, wat deemools och an der Diskussioun war a wat awer verworf ginn ass als Iddi, wat awer e bëssen an dat erageet, wat den Här Braz ugedeit huet.

Et ass deemools gesot ginn: Firwat kéinte mer net beim Radio den däitsche Modell iwwerhuelen, nämlech vum zweeten oder drëtte Programm; an deem zweeten oder drëtte Programm da gewëssen Oploe maachen, datt eenzel Servicer da vun dem Programm vum globale Fournisseur, an dësem Fall RTL, géife geleescht ginn?

Wéi gesot, dat war eng gutt Iddi deemools, mä si ass verworf ginn. Ech hu se just pour mémoire elo hei gesot.

Dann zweetens huet den Här Braz vun der Medienerzéiung geschwat.

D'Medienerzéiung ass schéin a gutt, mä bei de Medie gëtt et der zwee: Et gëtt déi, déi d'Medie konsuméieren, an et gëtt déi, déi se produzéieren. An och do, well ech mech ebe méi jonk haut fillen, wollt ech drun erënneren, datt scho viru laanger Zäit, an de 70er Jore vum leschte Jorhonnert, d'Iddi opkomm war, eng Erzéiung, eng extra Educatioun, eng zousätzlech Educatioun - do huet nach kee vum „lifelong learning" geschwat - fir d'Journalisten anzeféieren. Déi Formatioun ass dobäi hänke bliwwen, datt just eng Stagezäit vun zwee Joer agefouert ginn ass, mä et koum keng Formatioun dran.

Ech mengen et géif eis vläicht och gutt zu Gesiicht stoen - a besonnesch där Zunft, där ech jo och ugehéiert hunn -, wann ee sech nach eng Kéier Gedanke géif maachen, fir déi zousätzlech Formatioun…

(Interférences dues à un téléphone portable)

Ass dat mäin erëm eng Kéier?

(Interruption)

…nach eng Kéier an d'Gespréich ze brëngen.

Mä ech wollt eigentlech nëmmen, wéi mäi Kolleeg Laurent Mosar…

M. le Président.- Et schéngt nach en Handy ze goen!

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Et ass mäin. Ech maachen d'Batterie eraus.

(Interruptions)

Mäi Kolleeg Laurent Mosar huet et ugekënnegt, duerfir géif ech dann och nach ganz kuerz op d'„Télévision sans frontières" agoen, oder op e puer Aspekter dovun.

Déi nei Direktiv, déi am Moment eréischt am Stadium vum Projet ass, wéi dat schonn ugedeit ginn ass, ass de Successeur vun där Urdirektiv vun 1989, mat där deemools de Marché unique am Fong fir d'Televisiounsiwwerdroung agelaut gouf. No enger éischter Ofännerung '97, gëtt dat hei déi zweet Adaptatioun vun deem Regelwierk. Eng Adaptatioun, déi op där enger Säit dem technesche Fortschrëtt am Beräich vun der Billeriwwerdroung Rechnung ze droe versicht, déi op där anerer Säit sech awer och mam Contenu ofgëtt, notamment wat d'Publicitéit an den TV-Programmer ugeet - wéi de Ben Fayot et och elo grad schonn ënnerstrach huet.

Wat den technesche Volet ubelaangt, geet et dorëm, och déi nei Téleesservicer an d'Regelwierk mat eranzehuelen, déi eréischt duerch d'Digitaliséierung méiglech ginn an déi als „net lineär Servicer" bezeechent ginn, par opposition zur „one way"-Televisioun, wéi mir se haut kennen.

Hei geet et ëm déi sougenannt interaktiv Servicer, wéi zum Beispill - dat ass dat Beispill wat ëmmer erëmkënnt; den Här Calmes huet et och gebraucht - d'Televisioun „on demand", also ëm Programmelementer oder Servicer, déi de Spectateur all Kéier dann ofruffe kann, wann et him grad drëm ass. Dat bréngt mat sech, datt all déi Virschrëften, déi sech op déi klassesch Televisioun applizéieren, speziell wat de Jugendschutz ubelaangt, elo fir d'„self-service"-Televisioun och gëlle sollen.

Wat de Contenu vun den Téleessendungen ubelaangt, ginn déi am Moment heiansdo streng Regele fir d'Reklamsbléck e bëssen opgeweecht, beispillsweis duerch d'Ofschafe vun der Limitatioun vun der Publicitéit op dräi Stonne pro Dag.

Eppes Neies, wat et allerdéngs an der Praxis scho laang méi oder wéineger heemlech gëtt, ass d'Zoulooss vum sougenannten „product placement"; mir nennen dat op Lëtzebuergesch d'Schleichwerbung, an dësem Fall fir Markenartikelen, déi gang und gäbe ass.

Deemnächst soll se dann och autoriséiert ginn, esou datt Autoen a Limonad an elektronescht Spillgeschier - a Gott weess wat nach - an den Emissiounen ënnerbruecht ka ginn; awer ënner Konditioun, datt et am Virspan en Hiweis dorop gëtt. Wat am Fong eng duebel Publicitéit gëtt, well da seet een am Hiweis: „An dee BMW, mat deem de Kommissär elo fiert, dat ass e BMW; da wësst der et."

Méi wichteg allerdéngs wéi deen Aspekt schéngt mer ze sinn, datt an der neier Direktiv virun allem op de Pluralismus an d'kulturell Diversitéit Wäert geluecht gëtt. Et gi wuel keng weltbewegend nei Mesuren an där Hisiicht getraff, mä iwwert de Wee vu bestëmmten Dispositiounen, wéi zum Beispill der virgeschriwwener Onofhängegkeet vun de jeeweilege Reguléierungs- an Iwerwaachungsorganer, gëtt versicht de Pluralismus vum Televisiounsugebuet ze erhale respektiv auszebauen.

Aus Lëtzebuerger Siicht sinn zwee Punkten am Zesummenhang vun der grenzenloser Televisioun besonnesch relevant: éischtens de Prinzip vum Ursprongsland, an zweetens - och dat ass schonn ugeklongen - d'Problematik vum Copyright.

De Prinzip vum Ursprongsland, deemzufolleg sech d'Gesetzer an d'Regele vun deem Land applizéieren, vun deem de jeeweilegen Televisiounsprogramm ausgestrahlt gëtt, ass aus dueblem Grond fir eis Lëtzebuerger wichteg. Engersäits ginn eng Rëtsch Emissioune vun eisem Buedem aus diffuséiert, inklusiv säit kuerzem eng gutt hallef Dosen digitaliséiert TV-Programmer, déi iwwert terrestresch Frequenze vun Diddeleng aus ausgestrahlt ginn. Anererséits ënnerleien all déi sëllechen Televisiounsprogrammen, ech weess net wéi vill honnert et der sinn, déi iwwert déi vu Betzder aus gefidderten Astra-Satelliten ausgestrahlt ginn, der Lëtzebuerger Législatioun. Dat gëtt nach eng Kéier onmëssverständlech an där neier Versioun vun der Direktiv ënnerstrach.

Et ass wuel kaum néideg, datt een d'Bedeitung vun deem Prinzip fir eis ervirhiewe muss.

Dee Prinzip stellt en entscheedende Standuertvirdeel fir eist Land duer. Wéi an anere Beräicher och, maache mir eis awer mam Prinzip vum „pays d'origine" bei der Televisioun net grad Frënn uechter Europa. Well dee kommerziellen Avantage, dee mir eis iwwert dee Wee sécheren, mécht muncheree jalous. Dat trëfft souwuel fir den elektroneschen Handel zou, an deem mir mat eiser niddreger TVA jo esou prestigiéis Opérateure wéi Apple, Amazon a bis viru kuerzem och AOL bei eis gelackelt hunn, wéi et och op d'Satellitegeschäft zoutrëfft, well net fir näischt an net fir d'lescht eis liberal Televisiounsgesetzgebung de Clientë vun der SES entgéintkënnt.

Kee Wonner, datt do ëmmer erëm versicht gëtt, um „pays d'origine"-Prinzip ze rappen an en duerch de Prinzip vum „pays de destination" ze ersetzen. Kee Wonner och, datt sech do eis Regierung ëmmer erëm an d'Geschier leeë muss, fir de Prinzip vum Ursprongsland ze verdeedegen. Bis elo ass dat hir gelongen. Mä et sief drun erënnert, datt bei de Finanzdéngschtleeschtungen - an dat wäerte mer deemnächst hei an der Chamber och nach diskutéieren - iwwert den Internet schonn haut theoretesch de Prinzip vum Verbraucherland fest an der europäescher Législatioun verankert ass. Datt dee Prinzip net praktizéiert gëtt, läit nëmme just dorun, datt e schwéier an d'Realitéit ëmzesetzen ass, well soss wär dat scho geschitt.

Am Fall vun der Televisioun si mer an där méi komfortabeler Situatioun, datt do de Prinzip vum Pays d'origine am Projet de directive verankert ass. Dat wëllt allerdéngs net heeschen, datt déi aner Länner och schonn domat averstane wären; de Ben Fayot huet nach elo grad drop higewisen. Nach ass déi nei Direktiv nëmmen e Projet, deen nach säin Hëndernisparcours duerch d'Instanze viru sech huet.

Déi zweet Fro, déi ech wollt uschneiden, huet mat der Direktiv selwer eigentlech näischt ze dinn, well et geet keng Rieds vun hir am Text. Indirekt ass si awer op d'mannst mat deem verbonne wat de Lëtzebuerger sech ënnert dem Begréff „Télévision sans frontières" virstellt. Well mat där onbegrenzter Televisioun kënnt et emol séier eriwwer sinn, wann déi Fro vum Copyright net iergendwa geléist gëtt.

Dir wësst jo, op allem wat esou iwwert den Écran flimmert, ob et Kinosfilmer, Showen oder Sportiwwerdrounge sinn, gëtt et e Copyright, dat heescht en Droit d'auteur. Esou wéi d'Erfindung duerch e Patent protégéiert gëtt, suergt de Copyright dofir, datt den Auteur vun engem intellektuelle Wierk, ob Buch, Foto, Film oder Museksstéck, net ëm d'Friichte vu sengem Schaffe bruecht gëtt. Am konkrete Beispill heescht dat, datt en Televisiounssender nëmmen dann e Film programméiere kann, wann hien d'Droits d'auteur un dee bezuelt huet, deen déi Urheberrechter huet.

Elo ginn déi Rechter am Prinzip net onbedéngt fir eenzel Länner verkaaft, mä dacks aus asiichtege Grënn no de Sproochegebidder, der Sproochegeographie, déi dee jeeweilegen…

M. le Président.- Dir musst zum Schluss kommen!

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Jo.

…TV-Sender ofdeckt. Dat ass e System, bei deem mir Lëtzebuerger ëmmer erëm riskéieren de Kierzeren ze zéien. Well éischtens si mer net esou ouni Weideres engem bestëmmte Sproochenterritoire zouzeuerdnen, an zweetens stelle mer zueleméisseg esou wéineg duer, datt keen et derwäert fënnt sech ëm eis ze këmmeren, weder deen, deen d'Rechter verkeeft, nach de Sender, dee se keeft.

Esou lande mir da gär tëscht alle Still a mir riskéieren ëmmer erëm, datt d'Télédistributeuren d'Bild zougedréit kréien, well se sech de Copyright net geséchert hunn. Et soll alt emol scho virkomm sinn, datt e Minister huet missen am leschte Moment agräife fir ze verhënneren, datt e Futtballsmatch net sollt iwwerdroe ginn an datt den Écran schwaarz gi wär fir d'Dauer vum Match hei zu Lëtzebuerg.

Et schéngt wéi wann dank de wäit gestreete Relatioune vun RTL déi fir eis esou koppeg Copyrightfro eng provisoresch Léisung fonnt hätt. Wéi zolidd déi Léisung ass, sief awer dohigestallt. Duerfir kann ee sech scho froen, ob et net ubruecht ass no enger definitiver an haltbarer Solutioun ze sichen, déi eise klengstaatleche Spezifissitéiten och gerecht gëtt.

Ech si mer bewosst, Här President - an ech kommen domat zum Schluss -, datt mir an dëser Fro eleng dostinn, well déi aner kleng Staten all un iergendengem grousse Sproochraum hänken an domat televisiounsméisseg versuergt sinn. Duerfir bleift eis wuel soss näischt iwwreg wéi eng Hausmaacherléisung ze fannen. Dohier de Wonsch un d'Regierung, sech där Saach unzehuelen a fir eng dauerhaft Léisung vun der Copyrightfro ze suergen. Well éischtens wëlle mer jo keng Schwaarzkuckerte sinn, an zweetens wëlle mer och net enges Daags virun engem däischtere Schierm sëtze wa mer grad eise Lieblingsfeuilleton kucke wëllen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Thiel. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Jean-Louis Schiltz.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou iwwert de Wee vun der Interpellatioun vum Här Braz hei d'Geleeënheet ze kréien, fir d'Politik vun der Regierung am Beräich vun de Medien an de Kommunikatiounen duerzeleeën. Ech hunn och mat Plëséier festgestallt, datt den Här Braz mech als en diskrete Mënsch duergestallt huet, wat mer net esou oft virkënnt. Dofir sinn ech frou, datt Der dat gemaach hutt, Här Braz.

Ech wëll an engem éischte Punkt op de generelle Kader agoen. Beim zweete Punkt wëll ech all déi Froe behandelen, déi mat „Télévision sans frontières" a mam Gesetz ze dinn hunn; am drëtte Punkt d'Konzessioun an de Service public, an da wëll ech och nach op e puer méi spezifesch Punkten agoen, déi hei virbruecht gi sinn.

De Kader ass deen - an ech halen drop -, datt mer haut net méi vun engem Mediestanduert schwätzen, mä vun engem Medien- a Kommunikatiounsstanduert. Historesch ass e gewuess haaptsächlech duerch dat Partenariat tëschent Lëtzebuerg an RTL, woubäi haut d'Saache sech nach weider positiv entwéckelen. Ech kommen dorop zréck. Derbäikomm ass d'SES. Och dat ass eng Success story wou d'Regierung e wichtege Partner ass, souwuel als Aktionär wéi och als deen, deen d'Konzessiounen do gëtt.

Wann ee vum weide Kader schwätzt, dierf ee selbstverständlech d'Printmedien net vergiessen. Mä wann ee vum weide Kader schwätzt, muss een och vun deenen Effortë vun der Regierung am Kader vum E-Business an deene leschte Jore schwätzen.

Den E-Business huet vill Potenzial, an huet weider vill Potenzial wa mer dat richteg upaken. Och dat gehéiert dozou. De Standuert entwéckelt sech gutt. Ech nennen nëmmen Nimm wéi Amazon, Digital River, iTunes, Microsoft an anerer, déi sech hei ordentlech développéieren.

Dir wësst, datt anerer amgaange sinn hir Operatiounen ze verkafen. Ech schwätze vun AOL. Et ass säit dem Mount Abrëll bekannt, datt déi géifen op dee Wee goen. D'Regierung hat Kontakter op allen Niveauen an deem Kontext. Déi Ventë sinn amgaange finaliséiert ze ginn. Wat déi franséisch Aktivitéiten an déi däitsch Aktivitéiten ubelaangt, esou gesäit et net esou aus wéi wann déi géifen heibleiwen, och wann dat lescht Wuert net iwwerall do geschwat ass.

Dat huet awer näischt mat der Kompetitivitéit vum Standuert ze dinn, well et nämlech Grënn sinn, déi mat Gruppendynamik ze dinn hunn, haaptsächlech vun deenen, déi kafen, an also de Standuert doduerjer net a Fro gestallt ass. Dat Ganzt beweist och, datt, wann déi Gruppe sech aus Lëtzebuerg erausdéplacéieren, se jo net nëmme wéinst der TVA hei waren, wéi heiansdo gesot gouf; well wa se nëmme wéinst der TVA hei gewiescht wären, wäre se jo hei bliwwen.

Wann ech nëmmen de franséische Marché kucken: Den AOL-Business, dee gëtt adosséiert un de Business vun Neuf Cegetel. Deen ass dräimol méi grouss. Dann ass et net abwegeg an enger Gruppendynamik, datt dat do lokaliséiert gëtt, wou dräi Véierels vum Business sinn. Op jidde Fall, mir si weider dohannert a mir wäerten déi Kontakter och weider fleegen am Sënn vum Standuert. Mä, wéi gesot, anerer développéiere sech ganz gutt. Ech schwätze vun Amazon, Digital River, iTunes, Microsoft an anerer.

Mir hunn och an deene leschte Joren - dat wëll ech och vläicht hei soen - d'Promotioun intensifiéiert; permanent Kontakter op allen Niveaue mat allen Acteuren, déi hei sinn, déi sech weider wëllen entwéckelen, mä och mat potenziellen neien. Mir brauchen do nach e Marketingsinstrument. Mir schaffen och dorunner, wat dee Secteur spezifesch soll bedéngen an och streamlinen.

Op Efforten en matière vun der Connectivitéit wëll ech haut net agoen. Do hunn ech mech scho mat der zoustänneger Kommissioun ënnerhalen. Ech wëll just nach eng Kéier drop hiweisen, datt d'Initiative vun der Regierung complémentaire Initiativë sinn zu deem, wat do ass, datt se sollen en zousätzlechen Atout ginn, an datt et net drëm geet fir Leit Steng an de Wee ze geheien. Esou vill zum Kader, Här President.

Natierlech spillt och de Mediestanduert no bannen an deem Ganzen eng Roll, an et ass deen, vun deem haaptsächlech haut hei geschwat gëtt. Duerfir wëll ech dorobber agoen.

Ech mengen, datt mer kënnen haut soen, datt mer e stabilen an en diversifiéierte Mediestanduert hunn, souwuel wat d'Zeitungen ubelaangt, mä awer och wat déi audiovisuell Medien ubelaangt. Dat bréngt mech dann zu der Fro vum Gesetz, an dat bréngt mech zu der Fro vun der „Télévision sans frontières". Ech erënneren drun, datt am Joer 2002 hei - ganz vereinfacht gesot elo - iwwert d'Autorité de régulation diskutéiert ginn ass, iwwert de Service public diskutéiert ginn ass, iwwert den Accès zu de Frequenzen an iwwert d'Vereinfachung vun där ganzer administrativer Landschaft diskutéiert ginn ass.

D'Regierung huet dat 91er Gesetz an der Foulée vun der deemoleger Direktiv op den Instanzewee geschéckt. Dat wëlle mer och dës Kéier maachen. Mir wëllen nämlech net zweemol ufänken. An dofir ginn et gutt Grënn; wat net heescht, datt mer eis punktuellen Adaptatiounen direkt verschléissen, am Contraire.

Am Dezember 2005 huet d'Kommissioun en neien Text, wat d'Direktiv ubelaangt, virgeluecht. Deen Text ënnerläit dem Prinzip vun der Codécisioun. An den Här Fayot huet et gesot: Déi éischt Lecture am Europaparlament ass amgaange preparéiert ze ginn. Si fënnt am Mount Dezember vun dësem Joer statt. Ech ginn dovun aus, datt et net bei enger Lecture wäert bleiwen.

Déi Froen, déi opstinn an déi amgaange sinn diskutéiert ze ginn, sinn zum Beispill déi vum Champ d'application. Sinn déi net lineär Servicer dran? Wat fir eng net lineär Servicer sinn dran? Wéi ass et mat de Regele vun der Publicitéit? Wéi gesi se am Endeffekt aus? Derbäi kënnt d'Fro vun der Konvergenz, dat heescht, datt mer iwwer verschidden technesch Weeër deen nämlechte Contenu an Zukunft wäerten accessibel kréien.

All déi Froe féiere mech dozou fir deen Text, d'nämlecht wéi '91, an der Foulée vun där Direktiv ze maachen, an net fir elo deem virzegräifen an dann erëm eng Kéier musse bei null unzefänken. Dat mécht kee Sënn soulaang mer de Champ d'application net kennen.

Ausserdeem mengen ech, datt et wichteg wär, datt, wéi den Här Braz et richteg gesot huet, elo wou d'digital Tëlee hei zu Lëtzebuerg démarréiert, a gutt démarréiert, méi séier wéi op deenen anere Plazen - mir sinn also do nach eng Kéier bei de Virreider, dank deenen Accorden, déi d'Regierung mat RTL getraff huet -, och dat eppes ass, wou ech net wëll an d'Blannt era reglementéieren. Och dat erklärt, datt mer reglementéiere wäerten, wa mer all Parametere kennen.

An dann deen essenzielle Punkt fir Lëtzebuerg, ech denken do si mer eis all eens hei, dat ass dee vum Principe du pays d'origine. D'Ausriichtung vun deem Gesetz hänkt och dovun of, wat bei där Diskussioun erauskënnt. Ech wëll hei drop hiweisen, datt mer mat enger Majorité qualifiée wäerte stëmmen, dat heescht also: Et geet net duer, datt ech Nee soen. Dat ass also ee vun deenen Dossieren, déi säit Dezember 2005 an och scho virdrun - well mir wousste jo wat kéim - e groussen Deel vu menger Zäit an Usproch huelen.

Ech wëll net op den Detail vun deenen Diskussiounen hei agoen, mä ech wëll lech op jidde Fall soen, datt d'Regierung sech fir dee Prinzip wäert asetzen. Mir wäerten net d'accord si mat enger Remise en cause vum Prinzip. Ech denken awer, datt d'Kooperatiounsméiglechkeeten, wa se dann uerdentlech orientéiert sinn tëschent deene verschiddenen Autoritéiten, sécherlech eppes si wat mer géife kucken. Mä awer net, wann et drëm geet fir déi Kooperatiounsméiglechkeeten opzemaachen op Basis vun engem Procès d'intention, wéi Verschiddener dat wëllen, mä bei constatéierten Abusën.

Dat ass e bëssen d'Richtung, wou et higeet. Ech kann lech elo net soe wou a wéini mer do genee erauskommen. Mäi Pronostic ass allerdéngs deen, datt et ënnert däitscher Présidence duerchaus méiglech ass, datt dat hei zu engem Schluss gefouert géif ginn.

Mëttel- a laangfristeg geet et eis drëm fir e kompetitive Kader opzebauen, ze erhalen an auszebauen. Dat huet mat all deene Punkten, déi ech virdrun ugeschwat hunn, eppes ze dinn. Et geet eis drëm fir fir lëtzebuergesch Besoinen e Service public de qualité kënnen ze hunn. Dat ass dat, wou mer eis global wäerten hinorientéieren. Ech soen awer nach eng Kéier, datt, och wa mer d'Gesetz net ganz op den Instanzewee wëlle schécken, ech mech net wäert punktuellen Adaptatioune verschléissen. Ech wäert an deem Sënn herno och eng Propositioun maachen.

Den drëtte Punkt ass dee vum Service public a vun der Konzessioun. Ech wëll als Virremarque dozou soen, datt et international Definitioune vum Service public gëtt. Elo wëll ech emol d'Fro hei stellen, ob et dann néideg ass déi international Definitiounen nach an e Gesetz ze kleeden hei zu Lëtzebuerg oder ob, wa mer se am Konzessiounsvertrag stoen hunn a se en plus um internationalen Niveau bestinn, dat net duergeet.

Ech wëll och an Erënnerung ruffen, datt an de Joren 2000 bis 2002 der vill gesot hunn, datt et géif bierga goen, datt dat guer net garantéiert wär wéi et géif weidergoe mat deem Mediestanduert, datt mat de Changementer am Aktionariat vun RTL et iwwerhaapt net sécher wär, wou mer géifen higoen. Et sinn der och, déi gesot hunn: Déi Frequenze sinn iwwerhaapt näischt méi wäert.

Haut kann ech soen, datt mer am existente legale Kader dee Konzessiounsvertrag erneiere wëllen, fir dee Partenariat weider ze festegen am Sënn vum Site. Hei geet et och drëm, fir laangfristeg ronn 500 Aarbechtsplazen ofzesécheren. Op där enger Säit brauche mir als Regierung Planungssécherheet an de Grupp RTL brauch och Planungssécherheet. An da kënnt och déi Fro vun de Budgetsmoyenen, wou et de Moment net zur Diskussioun steet, datt Budgetsmoyenen direkt op der Dépensësäit deem Programm wäerten zougewennt ginn.

De Premier huet virun engem Joer op dëser Plaz gesot, datt mer am Sënn vun där Planungssécherheet déi Diskussiounen ufänke géifen. Mir sinn also säit engem Joer amgaangen ze verhandelen. Déi essenziell Parametere stinn. D'Texter sinn och amgaange fäerdeg gemaach respektiv ausgeschafft ze ginn. An ech si frou, wéi gesot, fir d'Geleeënheet hei ze hunn op déi Parameteren anzegoen, wat der zwee oder dräi sinn:

Deen een ass eng grouss Continuitéit, wat den Ancrage hei zu Lëtzebuerg ubelaangt. Deen zweeten ass eng Continuitéit och am Service public, e Service public, deen definéiert, preziséiert a verbessert wäert ginn.

Fir d'éischt, wat den Ancrage luxembourgeois ubelaangt, esou kann ee grosso modo soen, datt am Kader vun deem neie Konzessiounsvertrag de Standuert stabiliséiert wäert ginn. Dat schléit sech doranner nidder, datt déi belsch an hollännesch Programmer vun elo un exklusiv vu Lëtzebuerg aus ofgewéckelt wäerte ginn, net wéi de belsche Programm fréier deelweis an der Belsch an deelweis hei.

De Siège bleift och hei. Den Headquarter, fir en englescht Wuert ze gebrauchen, ass och hei zu Lëtzebuerg. Conseil-d'administration-s-Sitzunge fannen zur Majoritéit hei zu Lëtzebuerg statt. De President vun der CLT-UFA wäert e Lëtzebuerger bleiwen, hie kënnt och an de Conseil d'administration vun RTL Group, de Kommissär wäert bestoe bleiwen. Alles dat sinn Elementer, déi sech an deem Kontrakt erëmfanne wäerten. An alles dat sinn Elementer, déi dee Lëtzebuerger Ancrage wäerte stabiliséieren an och à long terme um Horizont 2015/2020 festschreiwen.

Mir sinn och an Diskussioune wat nei Aktivitéiten ubelaangt. Dir wësst, datt am Summer IP International hei op Lëtzebuerg komm ass, a mir hunn, souwuel de Statsminister wéi ech selwer och, Kontakter mam Aktionär a mat deenen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, op regelméisseger Basis, fir och nei Aktivitéitsfelder ze erkunden.

Wéi an der Vergaangenheet - an domat kommen ech op de Service public - finanzéiert sech de Service public deelweis iwwert d'Publicitéit. De Solde iwwerhëlt d'CLT-UFA souzesoen als Contrepartie vun de Konzessiounen. Wichteg ass et mer fir zréckzebehalen, datt de Finanzement vum Service public kann ofgewéckelt ginn ouni datt mer op der Dépensësäit Budgetsgelder missten deem Finanzement zouwennen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Elo ass et selbstverständlech, an domadder ännerten ech op d'Fro vum Här Braz, datt, wa mer massiv Budgetsgelder hätten a géifen décidéieren déi engem Service public oder engem zweeten oder engem drëtte Service public zouzewennen, mer méi kéinte maachen. Ob mer et besser kéinte maachen, dat woen ech ze bezweifelen.

Fir d'éischt wëll ech soen, datt dee Service public jo zum gréissten Deel iwwert de Wee finanzéiert gëtt vun der Contrepartie zu de Konzessiounen. Dat heescht op der Dépensësäit gi keng Budgetsgelder eraus, mä d'öffentlech Hand ass mat dran, iwwert de Wee vun deem Finanzement, iwwert de Wee vun de Konzessiounen.

Elo kennt Der alleguerten d'Budgetscontrainten, an dann, wann ee wëllt méi maachen, stellt sech do selbstverständlech d'Fro vun der Ëmschichtung, dat heescht: Wat mécht de Kommunikatiounsminister am Beräich vun deem Departement, wou hien d'Responsabilitéit huet, an Zukunft dann net méi, wann hien op de Wee wëllt goe vun deem Finanzement? An den Här Thiel huet lech d'Zuel vun 3,6 Millioune genannt.

Ech gi jo net dovun aus, datt Der wëllt, datt ech déi Gelder, déi de Moment der Filmindustrie zougewennt ginn, wou Der selwer gesot hutt, datt se géif gutt fonctionnéieren - ech hoffen, datt mer dat den Owend iwwregens nach eng Kéier wäerte bestätegt kréie mat engem Film vun deem ech mer vill verspriechen -, datt ech iwwert dee Wee Saache géif ëmschichten.

An da muss een och wësse vu wat ee schwätzt. Den 100,7 - den Här Thiel huet et gesot -: 3,6 Milliounen Euro d'Joer. Am Koalitiounsaccord steet am Iwwregen och näischt vun engem zweeten oder drëtte Service public.

An dann, mengen ech, qu'il faut raison garder: An engem Land vu 450.000 Leit gesinn ech eis net dräi, fënnef oder aacht Servicepublicen organiséieren. Wa mer dat, wat mer hunn, kéinten zum Beispill méi engem breede Publikum zougänglech maachen, wär ech scho frou. Wa mer géifen eng Léisung fannen - ech mengen, den Här Fayot huet dovunner geschwat - fir d'Malentendantë mat anzebannen, dann hätte mer schonn dat wat do ass engem méi grousse Publikum zougänglech gemaach.

D'Fro sief och erlaabt, ob dee Wee, fir mat enger Traductioun ze fueren, fir déi Leit, déi net Lëtzebuergesch schwätzen, nach en zäitgeméisse Wee ass.

Da wëll ech nach vläicht dobäi soen, datt am Kader vun där Debatt mir eigentlech e bëssen d'Visioun vun der Zukunft och feelt, an datt ech frou wär wann ech kéint mat der Chamber doriwwer diskutéieren. D'Tëlee gëtt haut ganz vill vun de Leit selwer gemaach, „Current TV" ass e Beispill, wat och ab Lëtzebuerg ofgewéckelt gëtt, et leeft vill iwwert den Internet vun der zweeter Generatioun, YouTube, fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen.

Nach eng Kéier: Selbstverständlech ass et esou, wa mer massiv Budgetsgelder kéinten zur Verfügung stellen, da kéinte mer méi maachen. Mä aus all deene Grënn fäerten ech, datt dat net um Ordre du jour ass; Abstraction faite vun der Fro, ob méi och besser wär.

Dann hunn ech gesot, datt mer am Kader vum neie Konzessiounsvertrag de Service public wäerten definéieren, preziséieren a verbesseren. Ech maachen dat gären u siwe Punkte fest:

Éischtens hu mer eis, wat d'Definitioun ubelaangt, um Ausland inspiréiert, dat heescht un deenen internationalen Definitiounen, ob dat Resolutioune vum Europaparlament sinn oder Resolutioune vun der Conférence interministérielle vu Prag aus dem Joer 1994. Dat heescht, déi Definitioun wäert sech also am neie Vertrag erëmfannen.

Et kënnt och eng Referenz dran - domat äntweren ech op eng Fro vum Här Fayot - op d'Charte des devoirs des journalistes, op de Code de déontologie, wat also och zu där Prezisioun an där Verbesserung wäert bäidroen.

Drëtte Punkt, d'Programmer en matière de formation et en matière de formation continue, déi bestinn an déi ausgebaut wäerte ginn, ginn och eng Partie intégrante vun den Engagementer vun RTL à l'égard vun der Regierung.

Véierte Punkt: Déi generell Engagementer, déi an deem Vertrag wäerte stoen, sinn och generell Engagementer, déi Bezuch huelen op d'Protektioun vum Privatliewen, op d'Dignitéit, op d'Violence, op d'Droits de la personne an esou weider an esou fort.

Fënnefte Punkt: Déi Lëscht vun de groussen Evénementer, déi gratis ze couvréiere sinn, kënnt och an dee Vertrag dran. An déi Lëscht ass adaptabel.

Sechste Punkt: D'Regierung kritt d'Méiglechkeet fir Enquêtë maachen ze loosse wat d'Qualitéit vum Programm ubelaangt, selon des standards internationaux. An ech halen drop fir ze soen Enquêtë „maachen ze loossen". Mir maache se selbstverständlech net selwer, well mer dozou net outilléiert sinn.

An da kréie mer och d'Méiglechkeet am neie Vertrag fir Auditen ze maachen, wat de Finanzement vum Service public ubelaangt.

Alles dat dréit, wéi gesot, zu där Definitioun, där Prezisioun an där Verbesserung vun deem Service public bäi. Dat sinn déi Parameteren, déi sech aus den Diskussiounen erausschielen. Dat sinn also alles Parameteren, mengen ech, déi par rapport zu deem, wat '91 do war, par rapport zu deem, wat am ale Konzessiounsvertrag do war, eng besser Definitioun, eng Prezisioun an och eng Verbesserung wäerten duerstellen.

Ech kommen dann op de Punkt vun der Surveillance vun de Programmer. Ech stelle fest, datt à des degrés divers de Wonsch hei ausgeschwat ginn ass no enger Surveillance, déi anescht orientéiert wär. Ech hu gesot, datt ech net bereet wär de Moment e Gesetz iwwert dat Ganzt op den Instanzewee ze schécken. Dat gëllt dann och fir d'Régulatioun. Dat ass ëmsou méi wouer, datt en fonction vun dem Resultat, wat de Champ d'application zum Beispill vun der Direktiv ubelaangt, jo d'Kompositioun vun där Kommissioun eng aner ass an och d'Missiounen anerer sinn.

Actuellement gi 16 Programmer vu Lëtzebuerg aus surveilléiert. Ech denken, datt de Conseil national des programmes eng gutt Aarbecht mécht, déi Programmer effektiv surveilléiert, sech de Plainten unhëlt. Et ass selbstverständlech alles nach ëmmer verbesserungsfäeg. Ech wäert à court terme en Text op den Instanzewee schécke fir niewent där Persoun, déi elo Fulltime do schafft, och de President zu engem Fulltimejob ze maachen, fir datt mer et do och nach kënnen an Zukunft besser maachen.

Mëttel- a laangfristeg stellt sech d'Fro vun der neier Gewiichtung vun där Entitéit, wéi se am Koalitiounsaccord drasteet. Dat ass, wéi gesot, eng Fro, déi mat „Télévision sans frontières" ze dinn huet. Et ass awer och eng Fro, déi mat budgetäre Froen ze dinn huet, well mer wëssen iwwert d'Commission nationale pour la Protection des Données, wa mer eng ganz Administratioun opbauen, wat dat eis kascht. A mer mussen dann eng Kéier driwwer diskutéieren, ob mer dee Wee fir elo vun engem Fulltime op zwee Fulltimen ze goen - ech schwätze vu 16 Programmer hei, et sinn och nach aner Leit, déi selbstverständlech hëllefen déi Programmer ze surveilléieren, déi awer net do ugestallt sinn -, ob mer weider op dee Wee ginn, vläicht op dräi, oder ob mer carrément op de Wee gi fir alles ëmzepolen.

Ech denken, datt…

(Coups de cloche de la Présidence)

Här President, ech si bal fäerdeg.

…wa mer op de Wee scho géife goen, fir een méi ze hunn, et da scho besser wär.

Dir erlaabt mer just awer vläicht nach fir ee Wuert ze soen iwwert d'Éducation aux médias an och ee Wuert iwwert d'Droits d'auteur.

M. le Président.- Zwar awer kuerz, Här Minister.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Et ass meng an der Educatiounsministesch hir fest Absicht, Här President, fir, wat d'Éducation aux médias ubelaangt, am nächste Joer konkret Initiativen ze presentéieren, déi souwuel d'Zeitunge wéi déi audiovisuell Medie wäerte méi no bausse bréngen am Sënn vun der Éducation aux médias.

Wat d'Rechterfro ubelaangt, géif ech gäre soen, datt ech ëmmer gedréckt hunn, fir datt mer do eng Léisung géife fannen. Ech hunn och ëmmer gesot - ech hunn dat d'leschte Kéier hei an der Debatt gesot -, datt déi net zum Nulltarif ze kréie wäert sinn. Dat heescht, wa mer während Jore fir näischt Tëlee gekuckt hunn iwwert d'Grenz als Zaungast, dann ass dat an Zukunft an enger digitaler Welt eriwwer. Ech denken, datt d'Privatinitiativ, ob dat d'Produzente sinn, d'Auteuren oder RTL respektiv all déi dräi zesummen, wäert an déi richteg Richtung goen, fir datt mer do kënnen annoncéieren, datt mer dat fir déi nächst Jore wäerte geléist hunn.

E lescht Wuert wat d'Digitalisatioun ubelaangt. Mir sinn op de Wee gaange vun der Digitalisatioun; d'Digitalisatioun erlaabt et Programmer ze kompriméieren, se erlaabt et also méi Programmer ze diffuséieren, méi Programmer iwwer verschidde Kanäl, och iwwert déi nämlecht Frequenzen, esou datt mer net brauchen op de Wee ze goe fir an ee Programm aner Programmer ze integréieren. Et ass genuch Plaz an deenen nächste Jore fir dat ze maachen a fir all déi Programmer ze diffuséieren am aktuelle Kader. Et besteet och en Échange de lettres tëschent Regierung an RTL, wou RTL och deenen aneren offréiert, mat op dee Wee ze goe vun där Digitalisatioun.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Braz huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Jo. Merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier zwou Remarquë maachen.

Déi éischt ass déi: Firwat hu mer eis schwéierpunktméisseg op de Konzessiounsvertrag de Mëtte bei dëser Interpellatioun agelooss? Et ass ganz einfach: Well dee laut eisen Informatioune schonn net méi wäit dovun ewech ass fir kënnen zu engem Ofschloss ze kommen. An der Regierungserklärung steet, dass virum Enn vun dëser Mandatsperiod déi Gespréicher sollen ugefaangen hunn, fir dass se 2010 fäerdeg sinn. Fakt ass awer, dass se scho ganz wäit fortgeschratt sinn.

Eis als gréng Fraktioun geet dat net duer ze wëssen, dass e Vertrieder vun der CLT-UFA mat Iech als Minister sech eens gëtt. Wann dee Vertrag, deen Der elo diskutéiert, nees eng Kéier eng Lafzäit kritt vu 15 Joer, da schwätze mer elo dovunner, dass Dir ënner véier Aen de Service public télévisuel bis 2025 amgaange sidd ënner Iech auszehandelen. Do schwätze mir gären e bësse méi mat!

Ech ginn Iech natierlech ganz Recht wann Der sot: Jo, mat méi Moyenë kann een alles maachen. Dat ass an der Rei. Et huet keen dofir plädéiert, dass mer dat mar scho musse maachen, déi Iddi vum Ausbau vum Service public.

Par conter musse mer elo an deene Verhandlungen, déi Der féiert, dofir suergen, dass déi Iddi fir op deem Kanal dat, wat anerer produzéiert hunn a wat Drëtter bestallt hunn, kënnen do drop ze kréien. Wann de Vertrag bis steet, da steet en. A mir sinn der Meenung, dass d'Chamber misst bei deenen dote Froe matschwätzen, well et net si kann, dass sech an esou engem klenge Krees drop verstännegt gëtt wéi d'Télévision de service public bis d'Joer 2025 ofschléissend ze beäntwerten ass.

Déi zweet Remarque, déi ech nach maache wollt, an ech wär och frou wann ech nach eng Kéier vum Minister kéint, wann den Här President dat erlaabt, eng ganz kuerz Äntwert op déi Fro do kréien: D'„Télévision sans frontières"-Direktiv, mir wëlle vun Iech als Minister wëssen, ob Der Iech am Conseil kloer dofir ausschwätzt…

Iwwregens, Stéchwuert „Service public" bei der Televisioun virdrun, wou Der wierklech net bereet sidd, een Cent - een Cent! - och nëmmen hei op den Dësch ze leeën, emol net verbal, fir an déi Richtung ze goen. Do wëlle mir Iech als gréng Fraktioun just soen, dass dat fir eis eng Fro ass vun der nationaler Identitéit, dee Message vum Service public, déi zumindest esou wichteg ass wéi déi vun engem roude Léiw op engem Fändel.

Une voix.- Très bien.

(Interruption)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- An d'Fro un Iech ass, ob Der am Conseil vun de Ministere bereet sidd,…

(Interruption)

…kloer dofir ze plädéieren oder net, dass an Europa eng national onofhängeg Mediekontroll stattfënnt, ob Lëtzebuerg sech kloer dofir ausschwätzt oder net.

A lescht Fro: Ob et och kloer ass, dass Dir als Vertrieder vu Lëtzebuerg géint - wéi den Här Thiel se genannt huet - d'Schleichwerbung antriet, oder ob d'Lëtzebuerger Haltung do net esou kloer ass?

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Minister nach eng Kéier kuerz.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Här President, ech wëll Folgendes dem Här Braz soen: Dat Éischt, dat ass, mir sinn elo ee Joer laang amgaangen ze verhandelen. A wa mir verhandelen a wa mir schaffen, da schaffe mir.

(Interruption)

Dofir brauch ee sech net ze wonneren, datt ech hei öffentlech Parameteren duerleeën. Wann Dir mech net interpelléiert hätt, Här Braz, wär ech dat an d'Kommissioun maache komm. Dofir sinn ech dankbar, datt Dir mech interpelléiert hutt, da kann ech dat hei duerleeën.

Dir schwätzt - dat ass mäin zweete Punkt - nach eng Kéier dovunner, datt mir alles mussen op ee Kanal leeën. Ech soen Iech nach eng Kéier, datt d'digital Welt et net néideg mécht, datt mir alles op ee Kanal leeën. Ech géif dorëm bieden, och vläicht eng Kéier iwwert d'Televisioun vun der Zukunft hei ze schwätzen an net an alen Denkschemen hänken ze bleiwen.

Wat d'„Télévision sans frontières" ubelaangt, Här Braz, ass aktekundeg wat ech gesot hunn, well déi Debatt war öffentlech, gell! A wann Dir d'Debatt och net selwer suivéiert hutt, mä d'Agencen, déi hu gesinn, an Dir hätt gesinn, wie sech fir de Principe du pays d'origine agesat huet.

Mäi Combat zu Bréissel, Här Braz, am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung an am Intérêt vum Lëtzebuerger Land ass dee vum Pays d'origine.

Et ass evident, Här Braz...

(Interruption)

Dach, et ass d'Äntwert.

(Interruption)

Et ass evident, Här Braz, datt mir hei zu Lëtzebuerg eng onofhängeg Kontrollinstanz hunn, an zu Bréissel, cela relève du domaine de l'évidence.

(Interruption)

Esou steet et am Gesetz. Cela relève du domaine de l'évidence, datt déi Programmer vun enger onofhängeger Entitéit surveilléiert ginn, dofir brauch ech och net zu Bréissel dat op mäi Fändel - wat fir e Fändel et och ëmmer ass, Här Braz - ze schreiwen.

Ech soen nach eng Kéier, datt ech mat Ärer Ënnerstëtzung mech weider wäert asetze fir de Principe du pays d'origine, mä ech soen awer och nach eng Kéier ganz kloer hei an der Chamber: Et gëtt mat der Majorité qualifiée ofgestëmmt; ënnerschätzt dat net!

M. le Président.- Voilà. Domadder si mir um Enn vun dëser Debatt ukomm. D'Debatt ass, Här Braz, elo ofgeschloss, a mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Aktualitéitsstonn, déi d'DP-Fraktioun ugefrot huet iwwert d'Streebommen.

D'Riedezäit ass nom Artikel 78 vum Chambersreglement festgehalen. Den Här Goerens als Vertrieder vun der DP-Fraktioun huet zéng Minutten Zäit, déi aner Fraktioune fënnef Minutten an d'Sensibilités politiques zwou Minutten. D'Wuert huet elo den Här Charles Goerens als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

3. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'interdiction des bombes à sous-munitions

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et geet haut ëm d'Streebommen. En fait ass een erstaunt, datt et am Fong eng Einzahl gëtt vum Term Streebommen, well wann ee gesäit, wéi deen Type d'armes fonctionnéiert, dann ass et net eng Bomm, mä et sinn ëmmer méi Bommen, déi sech an engem ganzen Ensembel erëmfannen.

Bei der Explosioun vun de Streebommen ass et nämlech esou, datt bei der Initialzündung een Deel vun de Composanten explodéiert. Dat huet een direkten Impakt op déi Plaz, wo se néierfält. An deen aneren Deel, déi Composanten, déi intakt bleiwen, déi kënne spéider an d'Luucht goen duerch de Kontakt mat Objeten, Persounen, Déieren, an am schlëmmste Fall sinn et Kanner, déi normalerweis op déi Plaze spille ginn, déi inconsciemment a Kontakt komme mat Objeten, déi am Fong ganz harmlos ausgesinn.

Mir hunn d'Initiativ geholl, well d'Problematik ass reell. Ganz no bei eis an Erënnerung ass nach d'Problematik am Libanon, wou Teppecher vu Streebommen ausgeluecht goufen duerch déi israelesch Arméi, wat och vu ganz vill Observateuren als eng Verletzung vum Prinzip vun der Verhältnismëissegkeet ugesi ginn ass, eng Appréciatioun, där ech net eleng mech kann uschléissen.

D'Problematik ass reell, well virum Libanon waren et aner Länner, déi drënner ze leiden haten an och nach ze leiden hunn. Ech denken un de Laos, ech denken un de Vietnam, ech denken un Albanien, Bosnien, Kroatien, Eritrea, Äthiopien, Irak, de Sahara occidental. Et sinn am Fong 21 Länner, déi bis elo als Victimen opgefouert ginn op der Lëscht vun Handicap International; an et gëtt 34 Länner, déi als Producteurë vun där redoutabeler Waff gëllen: ënner anerem Südafrika, d'Bundesrepublik Däitschland, Argentinien, d'Belsch, Bulgarien, Rumänien, Korea - Nordkorea, Südkorea -, Frankräich, Griichenland an esou weider.

Et feelt net u Stëmmen, déi de Recours op dëse System vu Waffe condamnéieren. Ech huelen eng ganz prominent eraus: déi vum Kofi Annan, dee betount - wat mir alleguer wëssen, mä et ass awer wichteg, datt et vun him kënnt -, datt d'Streebommen haaptsächlech zivil Affere maachen, an datt se och den Développement socio-économique à long terme behënnere respektiv onméiglech maachen. Besonnesch an deene Géigenden, wou se larguéiert goufen, hu mer u Laangzäitfolge vun deem doten Typ vu Waffenausbreedung ze laboréieren.

Et ass och net esou, wéi wann d'international Communautéit dat dote bis elo reaktiounslos higeholl hätt. Et gëtt ganz courageiert Schrëtt an déi Richtung, an ee vun deenen, déi bis elo am wäitste gaange sinn, mengen Informatiounen no, ass d'Belsch, déi am Juni 2006 e Gesetz a Kraaft gesat huet, wat d'Produktioun, de Stockage an d'Utilisatioun vun deem doten Typ vu Waffe verbitt. Ech soen elo Courage, well dat och bei hinnen de Verloscht vun enger Partie Aarbechtsplazen implizéiert, well si ware selwer Producteurs.

Bei eis huet dat net deen Impakt, wa mir op dee Wee ginn - an ech mengen, mir sollen op dee Wee goen -, mä et huet awer e ganz aneren Impakt. Mir reien eis dann an eng Serie vun Initiativen an, besonnesch am Ufank, déi da finalement den Droit international wäerte pénétréiere respektiv imprägnéieren. A mir setzen eis do un d'Spëtzt, wa mir duerno och déi Motioun unhuelen, déi ech hei déposéieren, vun enger Bewegung, déi mat deem doten Typ vu Waffe wäert fäerdeg ginn. Well d'Konsequenze si katastrophal.

Dat gesäit och d'Tschechesch Republik an, zum Beispill, déi, vun elo un, sech selwer als Disziplin operleet, net méi op esou Type vu Waffen zréckzegräife respektiv och de Stockage vun deeneselwechten ze verbidden. A Frankräich gëtt et mëttlerweil dräi Propositions de loi, déi souwuel an der Assemblée nationale wéi och am Sénat diskutéiert ginn. Et sinn iwwer honnert Questions parlementaires gestallt ginn iwwert déi do Problematik an et wäert am Dezember zu deene virgenannten Diskussioune kommen.

An Däitschland ass d'Situatioun e bësse méi differenzéiert. Och do besteet Ähnlechkeet an der Opfaassung iwwert deen exécrabelen Impakt vun de Streebommen op d'Zivilbevölkerung. An d'Intentioun geet drop eraus, fir déi bestehend Waffesystemer ze ersetzen duerch anerer, déi kënne méi selektiv agesat ginn. Datselwecht gëllt och fir aner Länner, dont notamment d'Schwäiz.

Ech erënneren och drun, datt d'Europaparlament schonn 2004 fir e Moratoire plädéiert huet. E Moratoire, dee virgesäit, datt op d'Utilisatioun an d'Produktioun, op de Stockage an och op de Commerce vun deene Waffe soll verzicht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et huet och mat Kohärenz vun de Politiken ze dinn. Mir sinn e Land wat relativ vill Suen opbréngt fir d'Entwécklungshëllef: 0,85%, a mir peilen 0,9% un, an et ass geplangt fir mëttelfristeg eng Kéier op 1% ze kommen. Alleguer déi Gelder, déi mussen opbruecht gi fir d'Eliminatioun vun deem doten Typ vu Waffen ze finanzéieren, dat sinn natierlech Ausgaben, déi éligibles sinn au titre vun der Aide publique au développement. Déi Suen, déi fir déi do Aktioune gebraucht ginn, déi feelen natierlech duerno bei anere Programmer.

Net datt een dat do net soll maachen, mä wann ee wëllt preventiv wierken, huet ee besser, et verzicht ee vun elo un op den Asaz, op d'Produktioun vun deem doten Typ vu Waffen, da brauch ee se duerno och net mat Gelder ewechzemaachen, déi drëngend gebraucht ginn, fir d'„Millennium Development Goals" ze erfëllen.

All déi Considératiounen - an déi wichtegst ass nach ëmmer déi, datt de Prinzip vun der Verhältnismëissegkeet verletzt gëtt an där heiteger Gestioun vu Konflikter - brénge mech dozou, fir der Chamber eng Motioun ze proposéieren, déi d'Regierung invitéiert fir ze légiféréieren an an der Foulée vun deem, wat d'Belsch gemaach huet, och hei am Land déi Interdictioun vum Stockage, vum Handel a vun der Vente vu BASMen ze maachen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le recours aux bombes à sous-munitions (BASM) est responsable de nombreuses victimes et en particulier parmi la population civile;

- considérant par ailleurs que longtemps après leur utilisation des composantes d'une BASM restées intactes lors de son emploi peuvent encore mutiler voire tuer de nombreuses personnes entrant en contact avec celles-ci;

- considérant que de ce fait, les risques liés à ces composantes non explosées de BASM peuvent s'apparenter à ceux liés aux mines antipersonnel et transformer ainsi pratiquement le lieu de leur utilisation en une zone interdite pour une très longue période;

- rappelant que la destruction des composantes non explosées requiert des efforts humains et financiers considérables du fait de leur répartition inégale sur le terrain et de leur instabilité;

- considérant que l'utilisation des BASM, frappant sans distinction objets militaires et populations civiles, rend pratiquement illusoire l'application de discrimination imposée par le droit international dans toute intervention militaire;

- considérant de plus que les BASM, par leur faculté de saturation d'une large zone, vont à l'encontre de ce même droit international qui impose le respect du principe de proportionnalité par rapport à la valeur d'un objectif militaire;

- rappelant enfin les initiatives nationales qui ont conduit à la réussite du Traité d'Ottawa sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production, du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction;

invite le Gouvernement

à se joindre aux initiatives internationales visant une interdiction générale des BASM et à procéder à l'élaboration d'un projet de loi portant sur la même interdiction et plus précisément sur la fabrication, la vente, le stockage et l'utilisation des BASM.

(s.) Charles Goerens, François Bausch, Ben Fayot, Jacques-Yves Henckes, Laurent Mosar.

Ech wëll net op d'Destructioun vu Stocke pochen, well mir hu keng Stocken hei am Land, souwäit ech informéiert sinn, sou datt mir dat net brauche virzegesinn, mä et ass jo awer implizit am Wording vun dem Dispositiv dran.

Dee wëll ech och virliesen: «…invite le Gouvernement à se joindre aux initiatives internationales visant une interdiction générale des BASM…» - des bombes à sous-munitions - «…et à procéder à l'élaboration d'un projet de loi portant sur la même interdiction et plus précisément sur la fabrication, la vente, le stockage et l'utilisation des BASM.»

Ech hunn och virdru mat Kolleege geschwat aus deene verschiddene Fraktiounen. Si sinn alleguer bereet, fir hiren Accord dozou ze ginn, well et ass och mat der Regierung geschwat ginn, déi - mengen ech - do och keng Schwieregkeeten huet.

Mir wiere frou, wa mir also haut kënnten een Akt setzen, deen och bekannt maachen dobaussen, an eis doduerch un d'Spëtzt vun enger Initiativ stellen, déi à l'instar organiséiert gëtt vun deem, wat scho bei der Interdictioun vun de Mines antipersonnel zu engem Erfolleg gefouert huet, nämlech a Form vum Traité d'Ottawa sur l'interdiction de production, de stockage et de pose de mines antipersonnel.

Wa mer dat maachen, si mer also konsequent mat eis selwer; mir si kohärent mat der Politik, déi mer gemaach hunn, a mir verbidden en Typ vu Waffen, deen nach méi redoutabel ass wéi dee vun de Mines antipersonnel, well déi Minne ginn normalerweis no engem Plan de pose ausgeluecht, op deem een och nach duerno kann no engem gewëssene Schema erkennen, wou se eventuell kënne leien.

Dat Redoutabelt bei de Streebommen ass och, datt déi Composanten, déi intakt bleiwen an déi um Buedem drop laueren, datt se a Kontakt mat engem Objet oder enger Persoun kënnen explodéieren, pêle-mêle dorëmmer leien, sou datt et quasi onméiglech ass fir do systematesch un hir Eliminatioun erunzegoen.

Dat si Saachen, déi kënne mer eis erspueren doduerch, datt mer deene Prinzipien, deene mer ëmmer d'Wuert rieden, effektiv Dote folge loossen.

Ech gi mat ganz vill Serenitéit an déi Debatt a soen Iech och Merci, datt Dir mir esou laang nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den éischte Riedner ass den honorabelen Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt wollt ech ënnersträichen, wéi wichteg mir et fannen, datt haut d'Chamber sech mat der Problematik vun de Streebomme befaasst, déi duerch e rezente Konflikt am Libanon op dramatesch Aart a Weis de Wee zréck an d'Aktualitéit fonnt hunn.

Obwuel den Asaz vu Streebommen haut méi wéi soss hefteg ëmstridden ass, goufen dës Bommen am rezente Konflikt tëschent Israel an dem Libanon massiv ugewannt. Als absolut onmoralesch a schockéierend huet den UNO-Koordinator fir humanitär Hëllef, de Jan Egeland, deen Asaz vun dësen heimtückesche Waffen am Libanon beschriwwen.

Hei kënnt nogewise ginn, datt déi israelesch Loftwaff bal dräi Millioune Streebommen iwwert dem libaneseschen Territoire erofgeworf huet. Wann een dann nach bedenkt, wéi vill vun dëse Bomme beim Impakt net explodéieren, da kann ee sech liicht virstellen, wéi verpescht vu regelrechte Minnen de libaneseschen Territorium ass a wat fir eng Gefor dëst fir d'lokal Bevölkerung duerstellt. Datt d'Streebomme scho säit laangem eng Gefor fir d'Mënschheet duerstellen, ass scho laang gewosst.

Här President, den Hang vun der Mënschheet, sech selwer ze zerstéieren, kennt heiansdo keng Grenzen. An d'Streebomme stellen ee vun deenen abscheulechste Beispiller heivunner duer. Fatal un dëse Bommen ass virun allem d'Tatsaach, datt, nodeems dës erofgeworf ginn, kee Mënsch hiert genaut Zil ka viraussoen, sou datt hei op ongeféier alles um Passage futti gebommt gëtt, wat an der Géigend vum Ofworf läit.

Oft ass et och esou, datt beim Asaz vu Streebomme vill Ausrutscher an inakzeptabel Drame festgestallt musse ginn, well déi verschidden Arméien esou oft dee sougenanntene Code de conduite vum Krich entweder ignoréieren oder mat Féiss trëppelen. Dëst ass de Fall wann zum Beispill Zaldoten, fir sech géint Bombardementer ze schützen, sech ënnert d'Zivilbevölkerung mëschen an ebe grad duerch dës irresponsabel Haltung dës heimtückesch Bommen op d'Zivilbevölkerung lenken, déi da ganz Wunnquartiere wahllos zerstéieren oder verminnen.

De perversesten Aspekt vun dëse Bommen ass jo awer deen, datt sech laang nom Enn vum Konflikt vill Leit un dëse Bommen déidlech verletzen oder uerg blesséieren. Mäi Virriedner huet dat jo och schonn hei ënnerstrach.

Ëmmerhi muss ee wëssen, datt bis zu 30% vun de Bomme méi spéit explodéieren a bis zu 50% iwwerhaapt net, déi dann eng Kéier zu engem spéideren Zäitpunkt eréischt explodéieren.

Sou kënnt et, datt d'Zuel vun den Affer vun Dag zu Dag klëmmt, wann d'Leit nom Enn vun den Hostilitéiten décidéieren zréck an hir Heemecht ze goen, fir hir Existenz nei opzebauen. Ee falsche Schrëtt oder heiansdo och nëmmen de Virwëtz vun de Kanner ginn dann oft duer, fir dat Irréparabelt auszeléisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gebrauch vun dëse Bommen ass leider net verbueden. A well se eben als legal bezeechent ginn, komme se ëmmer erëm zum Asaz a bewaffnete Konflikter. Besonnesch awer déi rezent Evénementer am Libanon sollen eis de Courage ginn, fir eis fir e generelle Verbuet vun dëse Waffen anzesetzen.

Ech mengen, ech kann hei ouni ze zécke soen, datt mir heibannen alleguerten déi nämlecht Meenung deelen, wéi se och scho virdru vum Charles Goerens hei virbruecht ginn ass.

D'Fro, déi sech elo fir eis stellt, ass, wéi een hei am wierksaamste ka virgoen. Meng Fraktioun ass der Meenung, datt eng konzertéiert Approche um internationalen Niveau vu grousser Wichtegkeet ass, an dofir encouragéiere mir och op dëser Plaz eis Regierungsmemberen an de Gespréicher mat hiren auslänneschen Homologuen ëmmer erëm dës Problematik unzeschwätzen.

Da si mir awer och dofir, eis dem Beispill vun der Belsch unzeschléissen an als zweet Land eng legislativ Démarche um nationale Plang ze huelen, déi d'Produktioun, de Gebrauch an den Handel mat Streebomme formell verbitt. Dëst ass an eisen Aen e staarkt a symbolescht Zeechen dofir, datt mir eis géint de Gebrauch vun dëse Waffe stellen, a gëtt eis zudeem déi néideg Legitimitéit, fir um internationale Plang fir e generellt Verbuet anzetrieden an ze militéieren. Vläicht brénge mir et dann och fäerdeg, aner Länner ze encouragéieren, fir eis et nozemaachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir ofzeschléisse wollt ech kuerz op de Kampf géint Tretminnen ze schwätze kommen, deen haarden a jorelaange Kampf, deen dacks vu Säite vun den ONGe gefouert gouf zu Gonschte vun engem Verbuet vun dëse Minnen. Dee war net ëmsoss a gouf jo och elo schlussendlech mat engem Succès gekréint, an zwar mat der Ënnerzeechnung vum Traité vun Ottawa am Joer 1997, deen d'Produktioun, de Stockage, awer och den Handel an de Gebrauch vun dëse Minne verbitt. Dëse Verbuet soll eis Opdriff ginn, fir och am Kontext vun de Streebomme weider fir e Verbuet anzetrieden.

Ech wollt an dësem Kontext just kuerz déi wichteg Sensibiliséierungsaarbecht, déi vun den ONGen an dësem Kontext gefouert gëtt, uschwätzen. Sou mussen esou Aktioune wéi déi formidabel Mobilitéitsjournée vun Handicap International leschte Weekend an der Stad weider encouragéiert ginn. Dës Aktiounen, gekoppelt mat den Interventiounen um Regierungsniveau souwéi och e Gesetz, dat bei eis op symbolesch Aart a Weis de Gebrauch vun dëse Waffe verbitt, missten eis hëllefen, eis Gehéier op der Weltbühn vun der Politik ze verschafe souwéi och d'Leit dobaussen dozou unzereegen, fir iwwert d'Grausamkeet vun dëse Bommen nozedenken a sech konsequent heigéint anzesetzen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. D'Wuert huet dann den honorabelen Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, et ass gutt, dass et ONGe gëtt, well d'Politik lieft vun Héichten; da geschitt während Zäiten näischt méi, an da kënnt erëm eppes. D'ONGen, dat sinn déi, déi permanent un engem Problem bleiwen. Sou och déi ONG Handicap International.

Firwat schwätze mir haut iwwert déi Streebommen an der Lëtzebuerger Chamber? Dat ass well Handicap International all Joers am Oktober een Aktiounsdag géint d'Minnen an d'Streebommen huet, an dat scho jorelaang.

Mir schwätzen natierlech och doriwwer, well am Libanon e Krich war an et bekannt ass, iwwert déi international Medie wéi och iwwer israelesch Zeitungen, dass Streebomme massiv agesat gi sinn.

Déi Waffen, dat ass schonn hei gesot ginn, sinn heimtückesch, si si geféierlech, besonnesch fir d'Zivilbevölkerung, a si si militäresch net effikass. Et ass gesot ginn, dass et vill Länner gëtt, och vill sougenannt zivilisséiert Länner, déi massiv Stocke vu Streebommen hunn. D'USA, gëtt gesot, hu bis zu enger Milliard där Waffen an hirem Stock.

Et ass iwwregens net sécher, ob net eng Partie vun deene Streebommen, déi vun Israel iwwert de Libanon besonnesch an deene leschten Deeg erofgeschoss gi sinn, aus deenen amerikanesche Stocke kommen, déi ënner anerem och d'Particularitéit hunn, dass vill vun hinne périméiert sinn, an et doduerch eng besonnesch grouss Zuel vu Prozentsätz bei deene Waffe gëtt, déi net explodéieren, also op der Plaz leie bleiwe wou se nidderfalen, an doduerch geféierlech si fir Joren a Jorzéngten duerno.

Déi grouss Tragik bei deene Streebommen ass, dass se am Buedem leie bleiwen a während Joren, Jorzéngten aktiv sinn. Am Laos zum Beispill sinn nach 30 Joer no deem Krich Accidenter domat festzestellen, Kanner, déi e Been, en Aarm, eng Hand verléieren, wa se an de Bëscher an an de Felder spille respektiv Leit, déi do schaffen.

Ongeféier 70 Länner an der Welt hunn där Waffen. Dorënner gehéiert Lëtzebuerg net, an dat ass gutt an dat ass hei ze ënnersträichen. 59 Entreprisë produzéieren där Waffen, 59 Entreprisen, dat ass eng enorm wirtschaftlech Lobby. D'Halschent vun der Zuel vun deenen Entreprisën ass an Europa. E puer gëtt et der an den USA an och soss an der Welt. D'USA verkafen där Waffen u vill Länner, och u Länner, déi zum Deel ganz no sinn: un Däitschland, Frankräich, Israel, Pakistan, Südkorea an esou weider.

Déi Waffe goufen och andauernd an deene rezente Konflikter agesat. Si goufen am Golfkrich 1991 agesat, si goufen och vun den Amerikaner am Irak-Krich agesat. Et ass also eng Realitéit, eng schrecklech Realitéit do, wou Krich ass, an et ass eng schrecklech Realitéit do, wou de Krich eriwwer ass a wou am Fong geholl e latente Krich weiderbesteet.

Tragesch ass och, dass scho säit 1974 probéiert gëtt déi Waffen ze verbidden. 1974, dat sinn 32 Joer hier! Eng Konferenz an der Schwäiz 1974 huet dat probéiert, et ass net réusséiert.

D'Streebomme sinn eigentlech eng militäresch Sauerei an eng mënschlech Katastroph. An dofir hu mir och als Lëtzebuerger eng Responsabilitéit an där Geschicht, wa mer zum Beispill elo probéieren de Leit ze hëllefe mat Démineuren. Mir hunn also ons Responsabilitéit op deem Plang.

Mir hunn awer och ons politesch Responsabilitéit an der internationaler Communautéit als e Land, wat eigentlech net vu Waffe starrt an och näischt mat Waffenhandel oder mat Waffeproduktioun ze dinn huet. Dofir sinn ech frou, dass mer op de Wee gi fir e symboleschen Akt iwwert de Wee vun engem Projet de loi ze setzen, fir zu Lëtzebuerg déi Streebommen ze verbidden an domat och, wéi d'Belsch dat virun ons gemaach huet, en internationalen Akt ze setzen, fir der internationaler Communautéit ze weisen, dass dëst Land a senger absoluter Majoritéit, a senger grousser Unanimitéit géint dës Zort vu Waffen ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Nächste Riedner ass den honorablen Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun wëllt dem Här Goerens ausdrécklech félicitéiere fir déi Initiativ, déi hie geholl huet, fir déi Motioun hei eranzebréngen, déi mer och gär ënnerschriwwen hunn, an och fir deen Débat hei de Mëtteg ze lancéieren.

Ech mengen et huet och kee Wäert nach vill dobäizefügen zu deenen Explikatiounen, déi hie souwisou hei ginn huet, wat d'Streebommen duerstellen; dat wëll ech net nach eng Kéier alles widderhuelen. Ech wëll duerfir vu menge fënnef Minutte profitéieren, fir awer iwwert d'Streebommen eraus eppes allgemeng ze soen iwwer Waffen a Waffenhandel an eiser moderner Gesellschaft.

Bon, et ass scho vun e puer Virriedner hei ugeklongen, mir haten eng Rei relativ elle Kricher. Kricher, wou op alle Fall vun Europa aus gesinn och net allze vill Sympathien - souwisou huet een natierlech ni eng Sympathie fir e Krich, mä besonnesch par rapport zu deene Kricher do - do waren. Den Irak-Krich virun allem, mä och d'Interventioun, déi am Libanon gemaach ginn ass. Ech mengen, ech wëll net op den Detail do agoen, mä ech wëll awer eigentlech just dat als Ulass huele fir ze soen, datt eigentlech iwwert d'Streebommen eraus souwisou emol d'office all Bomme pervers sinn.

Also, et gëtt keng eng Waff op der Welt, déi net e gewëssene perverse Charakter huet. Bon, un éischter Stell schonn emol, well se drop ausgeriicht ass fir Mënschen ëmzebréngen. Mä un zweeter Stell awer och, a wann ee kuckt mat wat fir enger Sophistiquéiertheet heiansdo eis Waffesystemer opgebaut sinn, dann ass et relativ kloer: Et gëtt keng Bomm a keng Waff, déi net pervers ass.

Virun allem muss een awer feststellen, datt vum éischte Golfkrich un an och iwwert den Irak-Krich bis zur Interventioun am Libanon eraus d'Schlachtfelder ëmmer méi zu Experimentéierfelder gi sinn. Mir kënne sécherlech vill erreechen doduerch, wa mer d'Streebomme verbuede kréien, oder domat, datt déi vun der Bildfläch eng Kéier verschwannen an den nächste Joren - dank effektiv dem Asaz vu villen ONGe wäert d'Politik an der nächster Zäit dorobber reagéieren, an et wäert och wahrscheinlech zu engem Verbuet kommen -, mä mir lafen eigentlech der Situatioun, wat d'Waffesystemer insgesamt ubelaangt, als Politik schrecklech hannendrun. Kaum ass déi eng Perversioun, extrem Perversioun - loosse mer et dann emol esou soen - verbueden, ass déi nächst schonn erëm um Marché.

Dat Ganzt geet jo och entre-temps vill méi wäit. Mir riskéieren en neie Rüstungswettlaf ze kréien, dee mer eigentlech zum Deel selwer, oder vläicht net mir als Lëtzebuerger, mä déi grouss Industrienatiounen zum Deel selwer ugekuerbelt hunn.

Déi ganz Dynamik, déi sech elo entwéckelt ronderëm Nordkorea, de Konflikt mam Iran, alles dat sinn am Fong verspéit Konsequenze vun engem Wettrüsten, wat mer deelweis selwer provozéiert hunn. Et ass just, datt et elo och nach Natiounen an d'Gräpp fält, déi, vun hirer demokratescher Struktur brauche mer do jo emol guer net ze diskutéieren, mä déi och nach amstand sinn, ganz aner Saachen domat ze veranstalten. Esou datt mer eis endlech missten d'Fro stellen awéifern mer den internationale Kader ronderëm Waffen a Waffenhandel missten eng Kéier op de Leescht huelen an do am internationale Kontext e ganz anere Kader schafen.

Et misst och elo endlech dozou kommen, datt mer déi Firmen, an där gëtt et net wéineg - an dat si Privatfirmen, déi ganz vill Geld jo domadder verdéngen -, an d'Responsabilitéit huelen.

Wa mer haut iwwert d'Streebommen an d'Konsequenzen dovunner schwätzen, da muss een awer am Hannerkapp behalen, datt et natierlech Natioune sinn, déi déi erofgehäit hunn, mä hannert deenen Natioune verstoppe sech Leit, déi Milliarde Gelder domadder verdéngt hunn, andeem se déi verkaaft hunn. Déi ginn awer ni dofir zur Rechenschaft gezunn. Wéi se och an der Vergaangenheet bei kengem barbaresche Waffesystem, ob et elo chemescher waren oder wat fir eng och ëmmer, déi entwéckelt gi sinn, déi agesat gi sinn, sief et am Vietnam-Krich oder wou och ëmmer, mat Konsequenzen ënnert deene mer haut nach effektiv leiden an all dofir bezuele mussen, ni zur Rechenschaft gezu gi sinn. Déi Leit, déi am Fong dat villt Geld domadder verdéngt hunn, ginn ni zur Rechenschaft gezunn! Alles dat misst een emol eng Kéier esou diskutéieren.

A wa mer esou séier liichtfankeg soen, dass mir als Lëtzebuerger do eng besonnesch Roll kéinte spillen, well mir där Waffe keng besëtzen an och keng produzéiere géifen, da ginn ech ze bedenken, datt de Waffenhandel och op iergendeng Aart a Weis finanzéiert gëtt, an datt mer awer eng Finanzplaz hunn, déi och do gewëssermoosse kann ausgenotzt gi vun esou skrupellose Leit, fir kënnen hir Geschäftercher ze finanzéieren.

An ech wëll drun erënneren, datt virun nach net esou ganz laang, datt virun e puer Méint mer erëm e Fall haten, wou en Accident passéiert ass vun enger Firma, déi an Däitschland usässeg war, wou Leit ëmkomm si bei engem Accident an där Firma a wou du sech erausgestallt huet, datt et eng Waffenhandelsfirma war, déi just virdrun hire Sëtz zu Lëtzebuerg hat. Obscho jo esou eng Firma laut eiser Gesetzgebung guer keng Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg dierft hunn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat heescht, wa mer dann esou liichtfankeg soen, mir hätten näischt direkt domadder ze dinn, da muss een dat alles relativéieren. A mir hate viru Joren och emol, unhand vun enger Rei Skandaler, Tentativë fir ze kucken

iwwert déi ganz Fro „Finanzement vum Waffenhandel um internationalen Niveau“ eng Diskussioun ze féieren.

Ech mengen, datt et net schlecht wär, wa mer déi Diskussioun och erëm eng Kéier géinge relancéieren. Ech weess och, datt den Här Fischbach als Justizminister deemools eng gesetzlech Initiativ geholl hat, déi awer laut menge Mémoiren, wann ech dat gutt an Erënnerung hunn, nach ni zur Ëmsetzung komm ass an deem dote Beräich. Ech mengen, datt et awer net schlecht wär, wa mer déi Saachen all géinge kucken an driwwer diskutéiere géingen, an eis net nëmmen zesummefannen, wann et dorëms geet, wéi elo an deem heite berechtegte Fall,...

M. le Président.- Här Bausch, ech bieden lech...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech sinn direkt fäerdeg, Här President.

...wou eng ONG, wéi gesot, déi Initiativ geholl huet, déi elo parlamentaresch gutt vum Här Goerens opgegraff ginn ass, datt mer dat alles eng Kéier hei sollen diskutéieren.

Dat gesot, mir hunn déi Motioun mat ënnerschriwwen a mir stëmme se och mat.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. D'Wuert huet elo fir d'Regierung den Här Ausseminister.

(Interruption)

Ah, den Här Henckes nach. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, déi Initiativ, déi déi ganz bekannten ONG Handicap International weltwäit hëlt an och hei zu Lëtzebuerg, ass begréissenswäert an huet jo och zu der parlamentarescher Initiativ vum honorabelen Här Charles Goerens gefouert. Ech wollt him och vun onser Säit aus félicitéiere fir déi Initiativ a soen, datt den ADR dës Motioun wäert matdroen a matstëmmen.

Streebomme sinn effektiv eng ganz pervers Form vu Bommen, haaptsächlech well se personell viséieren an haaptsächlech well se an der Technik net esou wäit ausgeräift sinn, sou datt e gudden Deel vun deene Splitterbommen herno iwwerall doruechter um Territoire verstreet sinn, net explodéieren, an deen Ablack haaptsächlech d'Zivilbevölkerung a méi speziell souguer d'Kanner dorënner ze leiden hunn. Dat féiert zu ganz villen Amputatiounen an zu ganz villen Doudegen.

An et muss ee bedaueren, datt d'Nato eng vun deene Gruppéierungen ass, duerch déi d'Streebommen nach ëmmer massiv gesat ginn; esou am Kosovo, an Afghanistan, am Irak. Et gesäit een och, datt déi Problematik elo kierzlech am Libanon nach eng Kéier d'Grausamkeet vun där Waff ënnerstrach huet.

Dofir mengen ech, datt mer zu Lëtzebuerg déi richteg Initiativ huelen, wa mir als Chamber elo d'Regierung opfuerderen an enger Motioun, fir méi aktiv op deem Gebitt ze ginn am Kampf géint déi Form vu Bommen.

Ech wëll och drop hiweisen, datt mer schonn zu Lëtzebuerg eent vun deenen éischte Länner waren, wat d'Finanzéierung vu Waffe verbueden huet. Déi Gesetzgebung ass nach ëmmer aktuell, an ech mengen, mat dëser neier Initiativ géing dat och onsem Land ganz gutt zu Gesiicht stoen. Duerfir nach eng Kéier den Accord vun der ADR zu dëser Motioun.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Ausseminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och fir d'alleréischt dem Charles Goerens, an ech mengen och dem Ben Fayot, félicitéieren. Si zwee waren d'Motore fir déi Initiativ hei zu Lëtzebuerg, fir wierklech d'Problematik vun de Streebomme mat Handicap International wierdeg ervirzesträichen, a fir dass mer och deen Débat hei de Mëtteg an der Chamber hunn an d'Drowäit vun der Problematik ënnert d'Leit bréngen.

Erlaabt mer vläicht, nodeem ech och hei nogelauschtert hunn, fir nach eng Kéier d'Haaptpunkten ervirzesträichen:

Den Asaz vu Streebomme verstéisst géint internationaalt humanitäert Recht. Streebomme maache keen Ënnerscheed tëschent Zivilisten an Zaldoten, tëschent zivil Gebidder oder militäreschen Infrastrukturen. Streebommen, déi net explodéieren, ginn zu Antipersouneminnen. Streebomme sinn en enorme Problem fir d'Zivilisten, déi a bombardéierte Gebidder wunnen, a Streebomme maachen en normaalt Liewen an eng wirtschaftlech Reprise um Enn vum Krich ëm villes méi schwéier. Streebomme riichten nach laang nom Krich immense Schued un, an ënnert de Streebomme leide virun allem Kanner.

Wann eng Frappe chirurgicale - wéi d'Militärstratege soen - net méiglech ass, da kommen och haut nach - an dat stëmmt - ganz oft Streebommen zum Asaz. Well mat enger Streebomm eng vill méi grouss Fläch bombardéiert ka ginn, ass d'Wahrscheinlechkeet natierlech och vill méi grouss, dem Feind ze schueden. Well méi grouss Flächen zerstéiert ginn, a besonnesch well esou Waffen och iwwer Gebidder agesat ginn, wou Ziviliste wunnen, ass de Risiko enorm héich, dass niewent de militäreschen och zivil Ziler getraff ginn. Streebomme maache keng Diskriminéierung tëschent militäreschen oder zivilen Ziler.

Streebommen hunn och een alarmanten Taux d'échec - dat ass hei scho gesot ginn: Tëschent 5 an 30% Sous-Munitiounen explodéiere jee no dem Modell vun der Streebomm net. Dat heescht ganz konkret, dass Streebommen, déi net explodéiert sinn, zu Antipersouneminne ginn, déi plëtzlech oder wann ee se upaakt explodéiere kënnen. Dës Minne stellen een enorme Problem fir d'Zivilisten duer, déi a bombardéierte Gebidder wunnen.

Den Asaz vu Streebomme verstéisst dowéinst och - erlaabt mir dat hei ze soen, well et nach net esou prezis ugeschnidde ginn ass - géint internationaalt humanitäert Recht, an zwar och géint d'Genfer Konventioun. Den Artikel 48 vum Protocole additionnel aux Conventions de Genève vun 1949 seet ganz kloer, wat d'Protektioun vun de Victimen an arméierte Konflikter ugeet: «En vue d'assurer le respect et la protection de la population civile et des biens de caractère civil, les Parties au conflit doivent en tout temps faire la distinction entre la population civile et les combattants ainsi qu'entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires et, par conséquent, ne diriger leurs opérations que contre des objectifs militaires.» Dat ass kloer eng fundamental Regel fir de Schutz vun der Zivilbevölkerung, déi d'Streebomme justement net erfëllen.

Lëtzebuerg zesumme mat sengen internationale Partner mécht zënter Jore schonn Efforté fir gewësse Kategorië vu konventionelle klassesche Waffen ze verbidden, déi den Ënnerscheed tëschent Zivilisten an Zaldoten net maachen oder déi eng ze grouss traumatiséierend Wierkung hunn.

Ganz wichteg ass och hei d'Konventioun iwwer gewëss konventionell Waffen, eng Konventioun, déi 1983 a Kraaft getrueden ass. Lëtzebuerg huet dës Konventioun ratifizéiert, genausou wéi mer och déi Zousazprotokolle ratifizéiert hunn, déi an deem Kontext ausgeschafft gi sinn.

Hei ass de Protokoll 5 iwwert d'Restes explosifs de guerre, deen den 28. November 2003 adoptéiert ginn ass an den 12. November vun dësem Joer a Kraaft trëtt, vu grousser Bedeitung. Wéi den Numm et seet, geet et hei ëm Reschter, déi no engem Konflikt net explodéiert um Terrain leie bleiwen an nach eng Gefor fir d'Zivilbevölkerung representéieren. Net explodéiert Streebomme gehéiere kloer derzou.

Dëse Protokoll gesäit vir, dass d'Parteien, déi un engem Konflikt deelgeholl hunn, dozou bäidroen, Krichsiwwerreschter ewechzeraumen an och all néideg Mesuren huele mussen, fir d'Gefor fir d'Zivilbevölkerung ze beseitegen. Dëse Protokoll gesäit awer net vir, dass Waffen, déi zu Iwwerreschter kënne ginn, net agesat däerfe ginn. Dat geet also net duer. Wat feelt, ass e spezifescht internationaalt Instrument, wat d'Streebomme verbitt, genausou wéi et jo Konventioune gëtt, déi nuklear, biologesch oder och chemesch Waffe verbidden.

Hei kënnte mer eis un der Ottawa-Konventioun, déi den Här Goerens hei zitéiert huet, inspiréieren, déi jo am Mäerz 1999 a Kraaft getrueden ass an där hir Adoptioun e grousse Fortschrëtt am Kampf géint d'Antipersouneminne bedeit huet.

Nun, nom Modell vun der Ottawa-Konventioun kënnt een eng Streebommekonventioun ausschaffen, an där d'Länner sech géifen engagéieren, keng Streebomme méi ze produzéieren, ze transferéieren - dat ass och wichteg - a selbstverständlech net méi anzesetzen. Bestehend Stocke géifen ënnert der Obhut vun enger internationaler Organisatioun oder vun der internationaler Communautéit zerstéiert ginn, an eng international Kooperatioun géif et méiglech maachen, kontaminéiert Terrainen ze déminéieren.

Esou eng Konventioun géif ech eigentlech idealerweis als weideren Zousazprotokoll vun der Konventioun iwwer gewëss konventionell Waffe gesinn. Dat geet natierlech net vun haut op muer. Dat weess jiddfereen heibannen. Streebomme si ganz kloer e feste Bestanddeel vun de Militärstrategen a villen Arméien, genausou wéi Minnen ee feste Bestanddeel vun de Militärstrategien am 20. Jorhonnert waren.

Militärstrategen, déi op den Asaz vu Streebommen zielen, mussen also gehollef kréien ëmzedenken. D'Regierunge musse sech bewosst sinn, dass de Präis vum Asaz vu Streebommen einfach ze héich ass. Duerfir muss Iwwerzeegungsaarbecht geleescht ginn, an net nëmme vun der Zivilgesellschaft an Organisatioune wéi esou wäertvoll Organisatioune wéi Handicap International, mä och vu politescher Säit.

Nun, et ass hei gesot ginn, dat belscht Parlament huet de 16. Februar e Gesetz adoptéiert, wat Streebomme verbitt. Dat Gesetz, wat jo heescht «Loi relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, en ce qui concerne l'interdiction des sous-munitions» - dat ass den Titel vum Gesetz -, ass am Juni elo mat der Publikatioun am „Moniteur belge“ a Kraaft getrueden.

Déi Belsch, dat musse mer och wëssen, hu Streebomme produzéiert an hunn och e Stock dovunner. Si hunn also d'Produktioun, den Transfert an den Asaz vun esou Bommen domadder elo verbueden. Dat sollt e Beispill gi fir aner Länner, déi och Streebomme produzéieren oder asetzen, fir entweder national ze légiféréieren oder sech fir eng international Konventioun anzesetzen, wéi ech se elo virdru versicht hunn ze beschreiwen.

Nun, et ass wichteg Bewegung an dësen Débat eranzebréngen. Duerfir hu mer no deenen Initiativen och décidéiert als Regierung e Gesetz virzebereeden, dat d'Produktioun, den Transfert an den Asaz vun de Streebomme verbitt.

D'Adoptioun vun esou engem Gesetz wäert Lëtzebuerg genau wéi d'Belsch awer net lassbannen - dat ass mengen ech dat Allerwichtegst, wat een dozou muss soen - vu verschiddenen Obligatiounen oder vu groussen Obligatiounen, déi mer um internationalen Niveau hunn, fir um Titre vum internationale Recht wierklech eist Bescht ze ginn an an der Europäescher Unioun zesummenzeschaffen, fir dass mer international Konventioune fäerdeg bréngen, déi eben dat verbidden, wat ech mentionnéiert hunn, nämlech de Gebrauch vu Streebommen an och selbstverständlech dann de Verkaf dovunner an den Transfert dovunner.

Esou en nationaalt Gesetz zu Lëtzebuerg huet menger Meenung no awer en héije symbolesche Wäert, well Lëtzebuerg esou Waffe weder produzéiert nach stockéiert. Trotzdeem hätt dee Geste sécher eng grouss Bedeitung, asouwäit e weidert Land kloer géif soen, dass et säin Asaz weist, fir sech géint Streebommen auszeschwätzen.

Fir ofzeschléissen ass et nach vläicht net oninteressant virun der Chamber ze soen, wat d'Lëtzebuerger Regierungen zënter dem Joer 2000 finanzéiert hunn, fir sech eben iwwerall op der Welt, wou et néideg war, anzesetzen, fir den Déminage ze maachen: Am Laos hu mer zënter 2000 elo, an et ass och nach e Programm do bis 2008, 1,75 Milliounen Euro ausginn. Jiddfereen, deen eng Kéier am Laos war, dee weess, dass dat wierklech eng Calamitéit do ass an dass nach ëmmer 30 Joer nom Vietnam-Krich UXO Lao do vill schafft. Déi brauchen nach vill Hëllef, fir eng Kéier do - esou kéint een dat vläicht soen - duerch de Bësch ze kommen, an d'Leit do ze entbanne vun deem Misär vun deenen Tennisbäll, déi op villen, ville Plaze leien am Laos an déi ebe Streebomme sinn.

Am Kambodscha hu mer elo 326.000 Euro ausginn tëschent 2004 an 2006. A Bosnien hu mer zënter 2004 430.000 Euro finanzéiert, fir den Déminage ze maachen. A Kroatien, dat musse mer wëssen, well eis dat vläicht net esou bewosst ass, hu mer tëschent 2002 an 2006 880.000 Euro investéiert, fir Déminage ze maachen. A Serbien 100.000 Euro.

De Libanon ass jo selbstverständlech hei zur Sprooch komm: Ech hat d'Geleeënheet, fir mam Generol Pellegrini ze schwätzen zu Beirut, an hie sot, dee wierklech schwieregste Problem, dee mer hunn, dat ass den Déminage. Am Süde vum Libanon géif et mindestens ee Joer daueren, bis een iwwerhaapt kéint vu liichten Erfolleger schwätzen am Déminage, an dat ass dee schwéierste Punkt, dee se ze bewältegen hunn. Mir hunn do als Lëtzebuerger Regierung direkt 100.000 Euro zur Verfügung gestallt.

An der Ukraine och - dat war am Kader vun der OSCE - 20.000 Euro. ONGe wéi Handicap International hu mer 2006 150.000 Euro ginn, fir hir Campagne de sensibilisation ze maachen; an enger anerer ONG - Landmine Monitor, déi och vun Handicap International ass - hu mer zënter 2003 15.000 Euro ginn, grad ewéi och der Geneva International Centre for Humanitarian Demining 15.000 Euro.

Dat gëtt een Total, wann ech dat zesummerechnen, vu ronn véier Milliounen Euro, déi mer zënter 2000 zur Verfügung gestallt hunn, fir eben als Lëtzebuerger Regierung ze hëllefen, den Déminage ze bewerkstellegen.

Ech géif och nach eng Kéier soen, Här President, dass d'Regierung absolut kann d'accord si mat där Preparatioun vun där Motioun, déi den Här Goerens hei virbruecht huet, an dass mer näischt dorunner auszesetzen hunn a wierklech politesch och eist Bescht maachen, fir se ëmzesetzen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi den Här Goerens abruecht huet.

Motion 1

Ech gesinn och, dass déi Motioun an der Zwëschenzäit vun alle Fraktiounen ënnerschriwwen ass. Deementspriechend denken ech, dass mer kënne par main levée ofstëmmen.

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass mat där Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Ech gesinn, dass d'Motioun à l'unanimité ugeholl ass.

Ech wëll d'Chamber drun erënneren, dass d'Presidentekonferenz de 4. Oktober virgeschloen huet, fir eng Spezialkommissioun anzesetzen, fir d'Analys vum Projet de loi iwwert d'Ëmsetzung vun den Tripartitesdécisiounen.

Ech wëll just drop opmierksam maachen: Déi Kommissioun kann net tagen, soulaang se net instituéiert ass. Ech wollt dat just rappeléieren, dass dat gewosst ass an dass d'Fraktioune sech deementspriechend organiséieren, fir dat Noutwendegt ze maachen.

4. Demandes en naturalisation

Als leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatiounen. Duerfir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 17.40 heures)

* * *

(Le huis clos est levé à 17.45 heures)

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 53 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm a Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat fënnef Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 12 octobre 2006

1. ADROVIĆ Adisa, née le 29 janvier 1983 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange
2. AFANOU Amévi Anani Godwin, né le 5 octobre 1974 à Lomé (Togo), demeurant à Luxembourg
3. ALOMEROVIK Asim, né le 25 janvier 1983 à Skopje (Macédoine), demeurant à Luxembourg
4. ALVES GONÇALVES Jorge Manuel, né le 25 juillet 1969 à Vila Real (Portugal), demeurant à Rumelange
5. ALVES SANTOS Sérgio Alexandre, né le 1er juillet 1986 à Belas/Sintra (Portugal), demeurant à Wecker
6. ASNOUNE Zahia, née le 28 août 1976 à Moyeuvre-Grande (France), demeurant à Belvaux

7. BABACIĆ Almin, né le 16 janvier 1984 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bettembourg

8. BABACIĆ Jasmin, né le 14 septembre 1982 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bettembourg

9. BACHNER Markus Klaus, né le 10 septembre 1969 à Ansbach (Allemagne), demeurant à Bertrange

10. BEDZINSKI Elisabeth, née le 2 décembre 1948 à Beauregard/Thionville (France), demeurant à Schifflange

11. BORGES DA VEIGA Ana Paula, née le 14 juin 1980 à Falagueira-Venda Nova/Amadora (Portugal), demeurant à Belvaux

12. BRAGANÇA DOS SANTOS Carminda, née le 24 avril 1965 à Sobrado/Valongo (Portugal), demeurant à Differdange

13. CIVIĆ Amir, né le 8 novembre 1970 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Crauthem

14. GRUHONJIĆ Almedina, née le 26 avril 1974 à Bijeljina (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Crauthem

15. D'AMARO Adrienne, née le 17 mai 1962 à Algrange (France), demeurant à Niederkorn

16. DA SILVA RIBEIRO Carlos Alberto, né le 21 mai 1955 à Cedofeita/Porto (Portugal), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de RIBEIRO Carlos Alberto.

17. DIAS DUARTE Arzelina, née le 9 mars 1986 à Nossa Senhora do Rosario (Cap-Vert), demeurant à Schifflange

18. DUONG Thomas Thanh, né le 8 avril 1986 à Ho Chi Minh Ville (Vietnam), demeurant à Luxembourg

19. EMPROU Camille Hoela, née le 1er juin 1986 à Nantes (France), demeurant à Fentange

20. FEIDER Bernd Kurt, né le 15 juin 1967 à Trier (Allemagne), demeurant à Wasserbillig

21. FERREIRA MARTINS Lucia Cristina, née le 16 mai 1981 à Castelões de Cepeda/Paredes (Portugal), demeurant à Weiswampach

22. FLORIOU Felix Laurentiu, né le 22 octobre 1957 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Luxembourg

23. FRKATOVIĆ Nihada, née le 11 novembre 1982 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

24. FRKATOVIĆ Semsija, née le 18 janvier 1964 à Rujnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Howald

25. FREIRE MONTEIRO Palmira, née le 2 décembre 1978 à Nossa Senhora da Graça (Cap-Vert), demeurant à Pétange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de FREIRE Palmira.

26. GOMMES Andrea Anna, née le 27 février 1970 à St. Vith (Belgique), demeurant à Wilwerdange

27. GORGINPOUR Hossein, né le 1er juillet 1984 à Chiraz (Iran), demeurant à Mondorf-les-Bains

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de GORGIN Sascha.

28. HUREMOVIĆ Sevina, née le 15 avril 1968 à Trpezi (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

29. JAKOVA Mirosh, né le 16 juin 1957 à Elbasan (Albanie), demeurant à Noertzange

30. JIKHAREVA Svetlana, née le 2 avril 1967 à Kiev (Ukraine), demeurant à Dudelange

31. JUNG Tomislav, né le 31 juillet 1960 à Jablanica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bastendorf

32. ROTIM Vesna, née le 14 mars 1961 à Šćit/Prozor-Rama (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bastendorf

33. LIMA CRUZ Antonio Alexandre, né le 7 avril 1979 à Lavos/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Bertrange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de LIMA Antonio Alexandre.

34. LOHMEIER Ernst Franz, né le 27 novembre 1964 à Kempenich (Allemagne), demeurant à Stadtbredimus

35. SPIEß Monika, née le 21 octobre 1964 à Rüdesheim am Rhein (Allemagne), demeurant à Stadtbredimus

36. LOPES ROCHA Béni Julio, né le 25 juillet 1980 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Linger

La personne préqualifiée est autorisée à porter les noms et prénoms de LOPES ROCHA Benny Julio.

37. MOUSSAOUI Saida, née le 30 mars 1973 à Tetouan (Maroc), demeurant à Bascharage

38. MURERA Epaphrodite, né le 25 février 1955 à Musange (Rwanda), demeurant à Rodange

39. MURERA UMUHIRE Liliane, née le 5 octobre 1984 à Rubavu/Gisenyi (Rwanda), demeurant à Rodange

40. ONRAET Nadège Nelly, née le 24 février 1984 à Messancy (Belgique), demeurant à Ospern

41. PAPADHIMITRI Edmond, né le 24 décembre 1960 à Berat (Albanie), demeurant à Luxembourg

42. OCO Natasha, née le 25 décembre 1965 à Berat (Albanie), demeurant à Luxembourg

43. SABOTIĆ Nedzad, né le 9 septembre 1981 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

44. SHUNGU MAKIMA Daniel, né le 15 novembre 1961 à Kinshasa (Congo), demeurant à Luxembourg

45. SOFTIĆ Elma, née le 31 octobre 1984 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wasserbillig

46. SOVIĆ Igor, né le 1er avril 1985 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Rumelange

47. TONGELE NGUMA Ginette, née le 22 avril 1968 à Lisala (République démocratique du Congo), demeurant à Differdange

48. TORIELLI Caroline Dina Micheline, née le 1er février 1975 à Nice (France), demeurant à Luxembourg

49. TOUM Tewfik, né le 17 mars 1964 à Beni-Yenni (Algérie), demeurant à Capellen

50. TRIVEDI Niraj, né le 30 novembre 1970 à Ahmedabad (Inde), demeurant à Niederanven

51. WEBER Wolfgang Hubert, né le 11 décembre 1970 à St. Vith (Belgique), demeurant à Rollingen

52. WIRBEL Stefan, né le 25 octobre 1985 à Saarlouis (Allemagne), demeurant à Clemency

53. ZEĆ Mihael, né le 13 novembre 1984 à Slavonski Brod (Croatie), demeurant à Luxembourg

Déi nächst Sitzung ass fir de 24. Oktober virgesinn. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.46 heures)

Sommaire des séances publiques

Clôture de la session ordinaire 2005-2006 et ouverture de la session ordinaire 2006-2007 page 1
Vérification des pouvoirs et assermentation de Monsieur Alexandre Krieps page 1
Composition du Bureau pages 1-2
Octroi du titre honorifique à Monsieur Niki Bettendorf page 2
Composition de la Conférence des Présidents page 2
Composition des commissions parlementaires page 2
Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 2
Ordre du jour page 2
Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la recommandation du Médiateur relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi pages 2-6
Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative à la viande avariée pages 6-8
Hommage aux victimes de la catastrophe ferroviaire survenue à Zoufftgen, le 11 octobre 2006 page 9
Dépôt d'un projet de loi page 9
Communications pages 9-10
Retrait du rôle des affaires du projet de loi 5241 page 10
5012 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000 pages 10-11
Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique pages 11-13
5492 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et des valeurs et de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 page 14
5520 - Projet de loi relative à la surveillance des conglomérats financiers, portant
1. transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances de la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier, et modifiant les directives 73/239/CEE, 79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives 98/78/CE et 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil;
2. modification
- de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier pages 14-15
5439 - Projet de loi concernant la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et portant modification de certaines dispositions du code pénal page 15
Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de l'obésité des enfants et des adolescents pages 15-18
Communication page 19
Interpellation de Monsieur Félix Braz au sujet de l'évolution future du secteur des médias audiovisuels pages 19-27
Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'interdiction des bombes à sous-munitions pages 27-29
Demandes en naturalisation pages 29-30

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Chambre
des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1106	M. Marcel Oberweis et M. Marc Spautz	Projet présenté par une société sur le site de l'ancienne fonderie au PED à Rodange
1112	Mme Colette Flesch	Système de radionavigation par satellite Galileo
1125	M. Marcel Oberweis et M. Lucien Thiel	Projet LIASIT (Luxembourg International Advanced Studies in Information Technologies)
1127 cf. 1128	Mme Colette Flesch	Loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales
1128 cf. 1127	Mme Colette Flesch	Loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales
1133	M. Claude Meisch	Données personnelles et financières des transferts interbancaires
1135	M. Xavier Bettel	Missions à l'étranger de l'armée luxembourgeoise
1136	M. Xavier Bettel	Fourrière
1137	M. Claude Meisch	Creusement du tunnel «Grouft»
1138	Mme Marie-Josée Frank et Mme Martine Stein-Mergen	Pédiatrie scolaire
1139	M. Marcel Oberweis	Convention Apostille
1141	M. Claude Adam	Syndrome TDAH et les moyens de traitement
1144	M. Xavier Bettel	Importation et commercialisation de fourrures de chien et de chat
1149	M. Marcel Oberweis	Prêts de démarrage
1152	Mme Colette Flesch	Étude sur le niveau de la motricité et de la santé des jeunes et des adolescents
1156	M. Niki Bettendorf	Révision des procédures non contentieuses applicables dans le domaine de la sécurité sociale
1159	M. Marcel Oberweis	Installations photovoltaïques
1162	M. Félix Braz	Convergence des régimes de pension
1168	Mme Anne Brasseur	Heures d'ouverture des commerces
1170	M. Claude Adam	Classes «ALLET» (enseignement de l'allemand comme langue étrangère)
1174	M. Laurent Mosar	Accident ferroviaire du 14 juillet 2006
1177	M. Xavier Bettel	Mise en service du TGV sur la liaison Luxembourg-Paris
1179	M. Jean-Pierre Koepp	Hélicoptère de la Police grand-ducale
1184	M. Ali Kaes, M. Jean-Paul Schaaf et M. Marco Schank	Liaison transversale St Vith - Bastogne
1185	M. Marcel Oberweis	Formation «Bachelor»
1189	M. Laurent Mosar	Crise israëlo-libanaise
1190	M. Xavier Bettel	Pavillon maritime luxembourgeois
1191	Mme Anne Brasseur	Manque de place dans les centres d'éducation différenciée
1192	Mme Colette Flesch	Parti pédophile néerlandais (PNVD)
1194	M. Claude Meisch	Promotion de l'activité logistique et création d'une plate-forme
1195	M. Roland Schreiner	Zone d'activité économique à caractère national
1197	M. Laurent Mosar	Échec des négociations du Doha Round
1199	M. Xavier Bettel	Effectif de la Police grand-ducale auprès de l'Aéroport du Findel
1201	M. Xavier Bettel	Compagnie aérienne immatriculée au Ghana
1203	M. Félix Braz	Conventions État-ONG dans le domaine de l'intégration
1205	M. François Bausch	Activités commerciales d'une firme d'armement
1206	M. Marcel Oberweis	Convention SNCI-KfW dans le cadre du protocole de Kyoto
1208	M. Romain Schneider	Taux de population atteinte par la maladie de Parkinson
1209	Mme Nancy Arendt	Système des peines pénales
1210	M. Xavier Bettel	Vols de nuit
1211	M. Robert Mehlen	Réserve de pensions
1212	M. Claude Meisch	Accident ferroviaire du 14 juillet 2006
1214	M. Xavier Bettel	Contrôle aérien
1215	Mme Claudia Dall'Agnol	Conventions et accords européens dans le domaine de l'audiovisuel
1216	Mme Colette Flesch	Situation budgétaire de l'État - Analyses financières Standard & Poor's
1217	M. Aly Jaerling	Réduction des postes de travail dans le groupe Arcelor-Mittal
1218	Mme Colette Flesch	Sociétés holdings 1929
1219	Mme Marie-Josée Frank	Croisement CR137-E29 (Bech-Consdorf)
1221	M. Claude Meisch	Anesthésies générales de complaisance
1222	M. Ben Fayot	Armes à sous-munitions
1223	M. Claude Meisch	Croissance du PIB au premier trimestre 2006
1225	Mme Claudia Dall'Agnol	Ligne ferroviaire Trèves-Luxembourg-Arrêt à Howald
1226	M. Xavier Bettel	Stratégie cohérente pour les transports publics
1227	M. Laurent Mosar	Dopage - Convention internationale de l'UNESCO
1228	Mme Anne Brasseur	Exploitation d'un café-restaurant au Centre Ellergronn
1230	M. Xavier Bettel	Institution de la co-saisine
1231	M. Xavier Bettel	Plaintes en matière de marchandises contrefaites ou pirates
1232	M. Xavier Bettel	Gestion et sécurité de l'Aéroport de Luxembourg
1233	M. Laurent Mosar	Politique extérieure de l'Union européenne
1234	M. Roland Schreiner	Transfert de créances
1235	M. Aly Jaerling	Discrimination des fumeurs à l'embauche
1238	M. Jacques-Yves Henckes	Prix de l'électricité
1239	M. Xavier Bettel	Troisième paquet ferroviaire - Accès au marché ferroviaire de transport de passagers
1240	M. Aly Jaerling	Ligne de Bus Kayl-Tétange-Noertzange en direction de Bettembourg
1242	M. Aly Jaerling	Danger des rayons UV
1243	M. Marc Spautz	Fermeture de la WSA (Warehouse Service Agency)
1244	M. Marc Spautz	Création d'emplois au Luxembourg
1245	M. Emile Calmes	Aides financières en matière d'énergies renouvelables
1246	M. Claude Meisch	Transformation de l'Administration de l'Aéroport en établissement public
1247	Mme Anne Brasseur	Remaniement des critères de promotion
1265 urgente	M. Henri Kox	Livraisons de viandes périmées vers neuf pays de l'UE
1322 urgente	M. Laurent Mosar	Circulation de vélos à contresens dans des rues à sens unique - base légale

Question 1106 (2.6.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **projet présenté par une société sur le site de l'ancienne fonderie au PED à Rodange:**

Suite à la décision des Communautés européennes d'installer un Data-Center dans la zone d'activité économique «à la Fonderie» à Rodange, la commune de Pétange a procédé au reclassement de terrains avoisinants en date du 23 juillet 2004.

Parallèlement à l'établissement du plan d'aménagement particulier, l'Administration des Eaux et Forêts a fait élaborer un projet de renaturation de la Chiers qui délimite la partie nord des terrains concernés, projet à financer par le Ministère de l'Environnement.

La mise en oeuvre de l'UVU (Umweltverträglichkeitsuntersuchung) établie par le bureau Prosolut de Moutfort a cependant posé des problèmes d'incompatibilité entre le concept de renaturation de la Chiers et celui d'assainissement du site de l'ancienne fonderie.

Ayant appris que les Communautés européennes daignent renoncer à l'implantation du Data-Center, les soussignés auraient souhaité avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et de Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Le Gouvernement maintiendra-t-il sa décision du 13 juin 2003 d'acheter les terrains concernés en vue d'y implanter le Data-Center?
- Le projet de renaturation de la Chiers n'entre-t-il pas en conflit avec le concept d'assainissement autorisé par le Ministère de l'Environnement en date du 17 août 2004 et par le Ministère du Travail et de l'Emploi en date du 27 août 2004?

Réponse conjointe (26.9.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

La double question parlementaire m'amène en premier lieu à faire un bref historique des faits récents

concernant le dossier de la reconversion de l'ancien site industriel «Fonderie» à Rodange ainsi que du dossier de la renaturation de la Chiers.

Pour rappel:

1) Accord du Conseil de Gouvernement du 13.06.2005 concernant le projet de reconversion de la friche de Rodange-Fonderie:

- Achat par l'État luxembourgeois d'une surface de 2,5 hectares pour l'implantation du Data-Center des Communautés européennes.
- Achat par l'État luxembourgeois d'une surface de 7,6 hectares pour la réalisation d'un projet de renaturation de la Chiers.
- La décision de la prise en charge des coûts du projet de renaturation par le Ministère de l'Environnement.

2) Lettre du 28 février 2006 de la Commission européenne, Office Infrastructures et Logistique Luxembourg à Agora:

- À la lumière des résultats d'études internes complémentaires, quant à l'implantation d'un nouveau Data-Center dans la zone «Fonderie de Rodange», la Commission décide de suspendre le projet.

3) Lettre du 4 août 2006 du Ministre de l'Environnement au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Se référant à sa décision du 24 mars 2005 portant reclassement en «zone spéciale à restructurer soumise à un plan d'aménagement particulier et en zone de réserve naturelle» de fonds sis à Rodange au lieu-dit «à la Fonderie», le Ministre de l'Environnement amende sa décision précitée dans le sens qu'elle n'est plus conditionnée à la renaturation de la Chiers.

Compte tenu des faits récents rappelés ci-dessus, la réponse suivante à la question des honorables Députés s'impose:

1. Vu la décision de la Commission européenne de suspendre l'implantation d'un nouveau Data-Center dans la zone «Fonderie de Rodange», suite à des études internes complémentaires, il n'y a plus lieu que le Gouvernement maintienne sa décision du 13 juin 2003 d'acheter les terrains concernés par le Data-Center.

2. S'il n'existe pas, de l'avis des experts de l'Administration de la Gestion de l'Eau, de conflit entre un éventuel projet de renaturation de la Chiers, ni avec l'autorisation du Ministère de l'Environnement du 17 août 2004, ni avec celle du Ministère du Travail du 27 août 2004, une telle renaturation ne s'impose pas actuellement, et ce pour les raisons suivantes:

- sur la rive droite (belge) de la Chiers, il est prévu d'aménager un parc à containers. Cette aire de dépôt est de nature à compromettre la valeur esthétique et écologique du projet;
- une renaturation sur ce site peut engendrer un risque de mobilisation de substances dangereuses contenues dans le sous-sol pollué suite à l'augmentation du niveau de la nappe phréatique;
- du point de vue hydraulique, les autorités belges formulent des réserves quant aux mesures projetées par l'Administration des Eaux et Forêts; elles estiment en particulier que la renaturation aura pour conséquence un risque accru d'inondations en aval de la localité d'Athus.

Par ailleurs, l'Administration de la Gestion de l'Eau ne dispose pas pour l'instant de renseignements suffisants quant à la quantité des déblais qui sont à assainir et au coût du projet.

Enfin, de l'avis du Ministère de l'Environnement, les mesures d'assainissements préalablement nécessaires à la mise en œuvre du projet sont susceptibles de dépasser un cadre financier raisonnable par rapport à la plus value écologique escomptée.

Question 1112 (7.6.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant le **système de radionavigation par satellite Galileo:**

La Chambre des Députés a récemment voté trois projets de loi relatifs à Galileo. Entre-temps, la presse signale que les négociations entre l'Union européenne et le consortium d'industriels pressenti pour lancer et gérer le système de navigation par satellites sont enlisées.

- Cette affirmation est-elle exacte?
- En particulier, est-il exact que des divergences existent pour le partage des risques liés à la conception du système et pour ceux liés aux revenus commerciaux et aux développements du marché?
- Quelles sont ces divergences?
- Est-il exact que Galileo ne sera opérationnel qu'en 2010 et non en 2008 comme prévu?
- Le montant prévu au budget européen est-il effectivement inférieur de 100 millions d'euros au montant prévu (900 millions d'euros au lieu d'un milliard)?
- Est-il exact qu'il est envisagé de réduire le nombre de satellites du système de 30 à 26?
- Le service gouvernemental crypté réservé aux seuls États membres fait-il effectivement objet de controverse? Pour quelles raisons?
- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois dans la discussion actuellement en cours au niveau du Conseil des Ministres?

Réponse (18.9.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Faisant référence à des informations de presse y relatives l'honorable Députée s'inquiète au sujet de problèmes relatifs à la mise en oeuvre du système européen de navigation par satellite Galileo.

À cet égard, il y a lieu de noter qu'il est exact que les négociations entre l'Entreprise commune Galileo, qui représente l'Union européenne, et le consortium industriel candidat à la concession s'avèrent plus difficiles que prévu. Le calendrier de négociations proposé aujourd'hui devrait livrer un premier projet de contrat en décembre 2006. La consolidation et la finalisation des clauses du contrat s'étendront sur la première moitié de 2007 avec une signature officielle du contrat prévue dans la seconde moitié de 2007.

Les représentants de la Commission européenne se montrent optimistes par rapport à ce calendrier et affirment qu'il pourra être tenu.

Les points majeurs en discussion actuellement sont le partage des risques liés à la conception du système respectivement ceux liés à une défaillance éventuelle du «modèle économique Galileo» reposant sur le paiement de licences pour accéder au signal. Il semble que la principale divergence concerne l'enveloppe financière du secteur public. Les industriels souhaiteraient un support de l'ordre de 2,5 milliards d'euros sur la période 2007-2013, alors que la Commission est prête à s'engager pour un montant de l'ordre d'un milliard d'euros. D'après les affirmations du Commissaire Barrot, il n'est pas question «d'accorder un chèque en blanc au concessionnaire». Les coûts doivent être raisonnables et permettre un retour sur investissement. L'objectif est d'arriver à un contrat de concession équilibré en termes de partage des risques.

Pour rappel, la structure du partenariat public/privé choisie est la société de concession. Le concessionnaire devrait contribuer à hauteur des 2/3 des coûts de la phase de déploiement du système Galileo. Le tiers restant devrait être financé par le secteur public. Aujourd'hui, le coût total du système, y inclus la phase de développement et la phase de déploiement, est estimé à 3,6 - 3,8 milliards d'euros.

Quant à la date de mise en service du système il est vrai que la complexité du programme Galileo a mené à certains délais et il est prévu aujourd'hui que la phase de validation en orbite se termine en 2008. La phase de déploiement assurée par le concessionnaire devrait couvrir la période 2009-2010 et permettre l'entrée en opération du système Galileo fin 2010/début 2011.

Il n'y a pas eu de modification du budget européen prévu pour Galileo, le montant total change toutefois en fonction de la période considérée. Le budget total applicable pour la période 2007-2013 est de 900 millions d'euros (exprimé en prix 2004). Si l'on y ajoute le budget 2006, le montant total s'élève à plus d'un milliard d'euros.

La constellation Galileo finale aura 27 satellites opérationnels et trois satellites de réserve en orbite, donc un total de 30 satellites, répartis sur trois orbites différentes. À noter que quatre satellites seront lancés dans la phase de validation alors que 26 satellites seront lancés dans la phase de déploiement.

En effet, l'utilisation des signaux cryptés fait l'objet de controverses. Dans ce dossier, la France et le Royaume-Uni occupent les positions les plus exposées. Le Royaume-Uni ne veut pas utiliser et ne pas payer l'utilisation des signaux cryptés. De son côté, la France ne veut pas voir de limitations à son propre usage de ces signaux. Un autre élément freinant la discussion concernant le PRS («Public Regulated Service») est son utilisation militaire potentielle. Même en limitant l'utilisation du PRS aux actions de maintien de la paix, il sera nécessaire d'équiper les véhicules militaires des dispositifs nécessaires qui pourront également être utilisés en opération de combat. Un troisième élément échappant toujours à la discussion PRS est la demande institutionnelle civile rapidement croissante de services GNSS et par conséquent la dépendance croissante de la société par rapport à ces services. Les fonctions d'infrastructure critique dépendant de la disponibilité de signaux GNSS augmenteront en nombre et en importance avec la disponibilité de ces signaux. L'ampleur des besoins en PRS ne pourra donc être constatée qu'après une certaine période de fonctionnement du système Galileo. Toute solution devra donc rester flexible en vue des applications futures. La Commission européenne a annoncé qu'elle publierait fin de l'année une proposition sur l'usage des services gouvernementaux cryptés.

À plusieurs reprises, le Gouvernement luxembourgeois s'est exprimé en faveur d'une mise en oeuvre rapide du système Galileo à des fins civiles.

Question 1125 (20.6.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Lucien Thiel** *(CSV)* concernant le **projet LIASIT (Luxembourg International Advanced Studies in Information Technologies):**

En juillet 2002, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a initié le projet pilote LIASIT qui se trouve dans la ligne du projet «Université du Luxembourg» et qui a pour objectif la création d'un Centre pluridisciplinaire de formation de haut niveau (3e cycle universitaire) et de la recherche doctorale (Ph.D.) dans le domaine des technologies de l'information. Un partenariat s'est constitué autour du projet qui réunit l'Université du Luxembourg, le Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann ainsi que le Centre de Recherche Public Henri Tudor pour copiloter l'initiative ministérielle.

Le premier rapport de l'OCDE sur le dispositif national de la recherche et de l'innovation, présenté le 31 mai 2006, montre qu'au Luxembourg les conditions sont très favorables au développement de ces activités. Les conclusions du rapport révèlent cependant également les faiblesses que le pays doit surmonter s'il veut s'imposer dans le domaine de la recherche européenne, voire internationale.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quel est l'état d'avancement du projet pilote LIASIT?
- Quels sont les premiers résultats du projet?
- Le projet pilote une fois achevé, sera-t-il intégré dans les structures de l'Université à l'image de la Luxembourg School of Finance?

Réponse conjointe (29.9.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Le projet LIASIT (Luxembourg International Advanced Studies in Information Technologies) a été initié en 2002 par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le cadre d'un partenariat réunissant les Centres de Recherche Publics Gabriel Lippmann et Henri Tudor et l'Université du Luxembourg.

Le projet a été conçu comme un projet pilote sur la mise en œuvre d'études doctorales en partenariat avec le secteur privé, la thématique retenue étant celle de la sécurité de systèmes et de transactions informatiques. L'étudiant réalise ainsi une partie de ses recherches en entreprise avec laquelle il est lié contractuellement. Huit entreprises actives dans le secteur contribuent au projet en accueillant les doctorants dans le cadre de contrats de travail.

Le projet connaît également une dimension européenne. Chaque doctorant est inscrit à l'Université du Luxembourg et dans une autre université; à ce titre neuf universités étrangères sont associées au projet.

Au jour d'aujourd'hui, 13 étudiants doctorants ont préparé ou sont en train de préparer leurs thèses de doctorat dans le cadre du projet. En 2005, le premier doctorant a soutenu sa thèse avec succès.

Pour ce qui est du rôle que le projet LIASIT est amené à jouer dans l'Université, cette dernière analyse la possibilité d'en faire un centre interdisciplinaire.

Question 1127 (20.6.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales:**

L'article 5 de la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales prévoit que les actes, documents, fichiers qui utiliseront le numéro d'identité, à condition que celui-ci soit réservé à l'usage administratif interne ou aux relations avec le titulaire du numéro, sont déterminés par règlement grand-ducal.

- Quels sont les actes, documents et fichiers ainsi déterminés?

Question 1128 (20.6.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales:**

L'article 4 de la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales prévoit que les données du répertoire général des personnes, y compris le numéro d'identité, ne sont communiquées (en tout ou en partie) qu'aux administrations, services publics, organismes de sécurité sociale qui sont autorisés par la loi ou une disposition réglementaire à y avoir recours.

- Quels sont les administrations, services publics, organismes de sécurité sociale ainsi désignés?

Réponse (15.9.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans ses courriers du 20 juin 2006, Madame la Députée Colette Flesch désire connaître, d'une part, les administrations, services publics et organismes de la sécurité sociale qui sont autorisés à recevoir communication des données du répertoire général des personnes et, d'autre part, les actes, documents et fichiers pouvant contenir le numéro d'identité des personnes.

En réponse, je voudrais informer l'honorable Députée que l'article 4 de la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales dispose que «le numéro d'identité et les autres données y relatives du répertoire général ainsi que leurs modifications sont communiqués:

a) à la personne désignée par le numéro en question,

b) en tout ou en partie à

1) tout service public,
2) tout officier public et tout créateur ou exécuteur d'acte translatif de propriété immobilière ou de constitution d'hypothèque,
3) tout établissement de sécurité sociale luxembourgeois, dans la mesure où ces organismes ou personnes sont tenus, par une disposition légale ou réglementaire, d'avoir recours au numéro d'identité ou à d'autres données enregistrées au répertoire.

Un règlement grand-ducal déterminera les personnes sub 2) qui ont accès et les modalités d'accès au répertoire dans le cadre de leurs missions respectives.»

L'article 5 de la même loi prévoit encore que les actes, documents et fichiers qui utilisent le numéro d'identité sont déterminés par règlement grand-ducal.

Les administrations, services publics et organismes de la sécurité sociale qui sont donc autorisés à recevoir communication des données du répertoire général des

personnes sont ceux qui tiennent des actes, documents et fichiers pouvant contenir le numéro d'identité des personnes. Ceux-ci sont déterminés par le règlement grand-ducal modifié du 7 juin 1979 déterminant les actes, documents et fichiers autorisés à utiliser le numéro d'identité des personnes physiques et morales, à savoir:

- les fichiers du personnel enseignant et des élèves du Ministère de l'Éducation nationale,
- les fichiers des assujettis à la TVA de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines,
- les fichiers des contribuables de l'Administration des Contributions et Accises,
- les fichiers du personnel de l'État du Ministère de la Fonction publique,
- les fichiers des assurés, coassurés, employeurs, bénéficiaires de prestations et fournisseurs médicaux des établissements de la sécurité sociale du Grand-Duché de Luxembourg et des pays étrangers liés par les instruments internationaux applicables en matière de la sécurité sociale,
- les fichiers des factures du Laboratoire national de Santé,
- les fichiers des services audiométrique et orthophonique du Ministère de la Santé,
- le fichier des permis de conduire du Ministère des Transports, des Communications et de l'Informatique,
- le fichier de la chaîne pénale,
- le fichier du casier judiciaire,
- le fichier des sociétés tenu au Service central de législation du Ministère d'État,
- le fichier des étrangers du Ministère de la Justice,
- le fichier des armes prohibées du Ministère de la Justice,
- le fichier des personnes pour lesquelles un examen a été effectué au Laboratoire national de Santé,
- les fichiers des personnes hospitalisées ou internées à l'hôpital neuropsychiatrique de l'État,
- les fichiers des personnes en contact avec l'Administration de l'Emploi dans le cadre de sa mission de promouvoir l'utilisation optimale des forces de travail,
- les fichiers de l'état civil,
- les fichiers de la population des communes, y compris les listes électorales,
- les fichiers du personnel des communes,
- les fichiers du personnel enseignant de l'enseignement primaire et préscolaire,
- les fichiers des élèves des communes: enseignements préscolaire et primaire, conservatoire de musique,
- les fichiers concernant la gestion financière des communes, y compris les impositions, taxes et redevances,
- les fichiers des clients du Service central des imprimés et des fournitures de bureau de l'État,
- les fichiers des personnes physiques et des personnes morales participant aux enquêtes périodiques du Statec,
- les fichiers des personnes physiques et des personnes morales figurant aux répertoires des entreprises édités par le Statec,
- les fichiers des abonnés aux divers moyens de télécommunication de l'Administration des Postes et Télécommunications,
- les fichiers du personnel de l'Administration des Postes et Télécommunications,
- les fichiers des demandeurs d'un permis de travail et de leurs employeurs du Ministère du Travail et de l'Administration de l'Emploi,
- les fichiers de l'École nationale de l'Éducation physique et des Sports,
- les fichiers des personnes morales sujettes à la taxe d'abonnement de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines,
- les fichiers des travailleurs admis à la préretraite et de leurs employeurs,
- les fichiers du Service de la Trésorerie de l'État concernant les cessions et saisies sur traitements du personnel de l'État,
- les fichiers des clients du Ministère des Affaires culturelles et des instituts culturels affectés,
- les fichiers de la Cour des Comptes concernant le contrôle des rémunérations et des pensions du personnel de l'État,
- les fichiers des copropriétaires d'immeubles inscrits au cadastre,
- les fichiers des agents publics ayant demandé l'allocation d'une subvention d'intérêt dans le cadre de l'exécution du règlement ministériel concernant les subventions d'intérêt aux agents publics ayant contracté un prêt dans l'intérêt du logement,
- les fichiers des bénéficiaires d'aides au logement,
- le fichier des propriétaires, porteurs, détenteurs et vendeurs d'armes prohibées,
- le fichier des véhicules routiers et de leurs propriétaires et détenteurs créé pour le compte du Ministère des Transports, ainsi que les fichiers à finalité dérivée créés pour le compte du Ministère des Affaires étrangères, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et des Accises,
- le fichier des personnes exerçant certaines professions de santé,
- le fichier des personnes requérantes et bénéficiaires d'un secours du chef de pertes et dégâts essuyés à la suite de catastrophes naturelles ou par d'autres sinistres assimilés reconnus tels par le Gouvernement réuni en conseil,
- le fichier des contribuables de l'Administration des Douanes et Accises,
- les fichiers traités par l'Inspection du Travail et des Mines dans l'exécution de ses missions légales et réglementaires,
- la banque de données nominatives des titulaires et demandeurs de permis de conduire,
- la banque de données nominatives des électeurs de la Chambre des fonctionnaires et employés publics,
- les fichiers du Registre de Commerce et des Sociétés,
- le fichier des personnes ayant subi un avertissement taxé en matière de circulation routière.

Ce règlement grand-ducal prévoit également que tous les actes et documents établis dans le cadre des fichiers énumérés ci-dessus peuvent porter mention du numéro d'identité. Par ailleurs, les propriétaires de ces fichiers peuvent déléguer l'autorisation qui leur est accordée d'utiliser pour ces fichiers le numéro d'identité à toute personne ou organisme intermédiaire, chargé d'une mission spécifique pour leur compte.

Ensuite, en pratique, l'étendue de l'accès aux informations contenues dans le répertoire général des personnes varie en fonction des données dont doivent disposer les différents services ou administrations.

En outre, je voudrais encore indiquer que l'article 5 de la loi du 11 novembre 2003 relative à la publicité foncière et portant modification

- de la loi du 26 juin 1953 concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques;
- de la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;
- de la loi du 9 août 1980 relative à l'inscription des testaments

prévoit ce qui suit:

«L'Administration du Cadastre et de la Topographie, les notaires et l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sont autorisés, dans le cadre de leurs attributions respectives, à utiliser le numéro prévu par la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales dans le traitement informatique des biens immobiliers situés sur le territoire national.»

L'article 1er du règlement grand-ducal du 13 février 2004 concernant l'accès et les modalités d'accès au répertoire général des personnes physiques et morales par les officiers publics et autres créateurs ou exécuteurs d'actes translatifs de propriété immobilière ou de constitution d'hypothèque, prévu par l'article 4 de la loi modifiée du 30 mars 1979 précitée, dispose que «sans préjudice du droit d'accès dont disposent l'Administration du Cadastre et de la Topographie, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et les notaires en vertu de l'article 5 de la loi du 11 novembre 2003, les huissiers de justice exerçant leur ministère au Grand-Duché de Luxembourg et les autres créateurs ou exécuteurs d'actes translatifs de propriété immobilière ou de constitution d'hypothèque, désignés ci-après par 'autres intervenants' ont le droit d'accéder, sur demande et dans le cadre de leurs missions respectives en relation avec la publicité foncière, au numéro d'identité et aux autres données y relatives du répertoire général (...)». En vertu de l'article 2 du même règlement, «les notaires, les huissiers de justice et les autres intervenants peuvent désigner un ou plusieurs membres de leur personnel qui auront un droit d'accès au répertoire général».

Finalement, je tiens encore à relever que le Gouvernement entend réformer la législation sur l'identification numérique des personnes physiques et morales. Il s'agira plus particulièrement de créer une nouvelle base légale relative aux registres communaux de la population (remplacement de la loi du 22 décembre 1886 concernant les recensements de la population à faire en exécution de la loi électorale), d'adapter la loi modifiée du 30 mars 1979 précitée ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1987 fixant les modalités d'application de cette loi.

Question 1133 (27.6.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **données personnelles et financières des transferts interbancaires:**

Dans plusieurs articles de presse il vient d'être relevé que peu après les attentats du 11 septembre 2001 le Gouvernement américain se serait assuré l'accès aux données personnelles et financières de tous les transferts interbancaires.

La société SWIFT, dont le siège est à La Hulpe en Belgique et qui opère également des bureaux à New York, aurait mis ces informations à la disposition du Gouvernement Bush et ce à l'insu des banques et de leurs clients.

Au Luxembourg tous les acteurs de la place financière, banques, courtiers, gestionnaires de fonds, agents de transferts etc. sont membres de SWIFT et effectuent leurs transferts de fonds (et de titres) sur le marché domestique et à destination de l'étranger ou reçoivent les entrées de fonds en faveur de leurs clients en provenance de l'étranger par ce fournisseur privé. La raison en est que plus de 7.000 banques en sont membres, que SWIFT a mis en place des standards de formatage applicables à toutes les banques indépendamment de leur origine géographique, et que les messages sont encryptés, assurant ainsi un maximum de sécurité et de confidentialité à ses utilisateurs.

Bien que le Gouvernement Bush précise que seules les personnes soupçonnées proches d'Al-Qaïda aient été supervisées, il est difficilement concevable qu'un «filtre» puisse être mis sur des natures de transactions à destination ou en provenance de personnes ou de sociétés cibles, tout en assurant l'intégrité des données de toutes les autres transactions.

Cette mise à disposition très controversée par la société SWIFT d'informations à caractère confidentiel (d'où l'encryptage des données) au Gouvernement américain, est de nature à mettre en question le secret bancaire et de nuire à l'image des banques et de la place financière du Luxembourg. Il va de soi que la souveraineté d'un État est également mise en question.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-t-il intervenir auprès de la société SWIFT pour exiger une confirmation qu'aucun préjudice n'a été porté aux banques luxembourgeoises, leurs clients et à la place financière?

Réponse (1.9.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

L'honorable Député se réfère à des informations qui ont été portées à la connaissance des autorités comme du public par la presse. Il aura pris connaissance de la réaction immédiate de la société SWIFT par voie d'un communiqué de presse détaillé, dans lequel cette société affirme avoir agi dans le cadre des textes exigeant et précisant la coopération avec les autorités chargées de l'application des lois.

Entre-temps une note d'information de la Banque nationale de Belgique, publiée également par la presse, a permis de mieux cerner la base juridique des injonctions adressées par les autorités américaines à la succursale de SWIFT aux États-Unis et de connaître des détails sur la limitation de la portée de ces injonctions ainsi que sur les mécanismes de contrôle mis en place pour assurer que seules des données présentant un réel intérêt pour la lutte contre le financement du terrorisme puissent être soumises à une analyse plus approfondie des autorités.

Il convient de souligner que des dispositions visant à lutter contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, à exiger une coopération aussi complète que possible du secteur financier à toute demande légale que les autorités chargées de l'application des lois leur adressent dans l'exercice de leurs compétences et, plus particulièrement, à incorporer aux virements et transferts de fonds ainsi qu'aux messages s'y rapportant, le nom ou le numéro de compte du donneur d'ordre font partie également du dispositif législatif européen et luxembourgeois.

Question 1135 (28.6.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **missions à l'étranger de l'armée luxembourgeoise:**

Au cours des dernières années, la panoplie des tâches de l'armée luxembourgeoise a connu une évolution rapide. Ainsi, nos soldats participent actuellement à diverses missions de maintien de la paix et de la gestion de crises à l'étranger, parmi lesquelles se trouvent notamment les missions au Kosovo et en Afghanistan.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des données chiffrées quant au pourcentage de soldats de l'armée luxembourgeoise effectuant des missions à l'étranger?
- Monsieur le Ministre peut-il également me donner des données chiffrées quant au pourcentage de soldats d'autres armées européennes effectuant des missions à l'étranger?

Réponse (30.8.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

La question parlementaire de l'honorable Député Xavier Bettel a trait au pourcentage de soldats de l'armée luxembourgeoise effectuant des missions à l'étranger.

Au 31 décembre 2005, l'effectif militaire au sens strict, hors personnel civil, était de 762 personnes. Cet effectif total se décompose comme suit:

- officiers: 53;
- sous-officiers: 134;
- caporaux: 35;
- soldats volontaires: 540.

Sur ces 762 militaires, 98 ont pris part à une mission OMP en 2005, soit 12,68% de l'effectif militaire total.

En faisant une ventilation par catégorie de personnel militaire, on constate qu'en 2005:

- six officiers ont participé à une mission OMP, soit 11,32%;
- 17 sous-officiers ont participé à une mission OMP, soit 12,68%;
- six caporaux ont participé à une mission OMP, soit 17,14%;
- 69 soldats volontaires ont participé à une mission OMP, soit 12,77%.

Quant à d'autres pays européens, je ne dispose pas de statistiques officielles à leur sujet, mais il est évident que les autres États membres de l'Union européenne prennent tous leur responsabilité en matière militaire. Concernant les missions à l'étranger et pour me limiter à deux de nos pays voisins, j'en veux pour preuve notamment l'engagement substantiel de la France et de l'Allemagne en République démocratique du Congo, le Luxembourg participant à cette mission, en fonction de ses possibilités, avec un officier et un sous-officier.

Je signale que la présente ne tient pas compte des derniers développements ayant trait au Liban.

Question 1136 (28.6.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **fourrière:**

Dans sa réponse à une question parlementaire du 4 décembre 2001 quant à la création d'une fourrière ouverte 24 heures sur 24 *(cf.*

compte rendu N°3/2001-2002), Monsieur le Ministre de l'Intérieur m'avait répondu que la Police grand-ducale ne s'y opposerait pas, mais que cette décision était «tributaire de la construction d'une infrastructure adéquate et d'un renforcement en personnel civil pour en assurer la gestion administrative».

D'ici quelques mois le Luxembourg et sa Grande Région seront capitale européenne de la Culture et de nombreuses manifestations auront lieu sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la création d'une fourrière ouverte 24 heures sur 24 serait opportune? Dans l'affirmative, quelles ont été les mesures entreprises par le Gouvernement en vue de la construction d'une infrastructure adéquate?
- Combien d'autres capitales européennes ne disposent pas d'une fourrière ouverte 24 heures sur 24?
- Combien de voitures ont été mises en fourrière en 2002, 2003, 2004 et 2005?
- Combien de mises en fourrières ont été effectuées pendant la nuit au cours de ces années?
- Combien de voitures immatriculées à l'étranger ont été mises en fourrières pendant ces années?

Réponse (29.9.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Actuellement, la fourrière de la Police grand-ducale fonctionne entre 08h00 et 19h00 heures. Une ouverture de la fourrière 24 heures sur 24 entraînerait un coût considérable pour l'État et donc pour le contribuable. De ce fait, elle n'est pas envisagée.

De 2002 à 2005, un total de 11.716 véhicules, dont 3.521 véhicules immatriculés à l'étranger, ont été mis en fourrière.

Pour cette même période, 5.482 voitures ont été mises en fourrière pendant la nuit.

Pour la seule année 2005, 3.536 voitures ont été mises en fourrière, dont 1.862 la nuit et 1.014 immatriculées à l'étranger.

Question 1137 (28.6.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **creusement du tunnel «Grouft»:**

Dans son arrêt du 20 juin 2006 la Cour administrative a annulé l'arrêté ministériel du Ministre des Travaux publics du 2 juillet 2004 adjugeant le marché public relatif au creusement du tunnel «Grouft».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

a) Quelles sont les conclusions que Monsieur le Ministre tire de cet arrêté?

b) Quels seront les coûts supplémentaires pour l'État dus à cette décision?

c) De quelle manière cet arrêté influencera-t-il les travaux effectués sur le chantier? Quel impact cette décision aura-t-elle sur les délais du chantier?

Réponse (2.10.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Un arrêt de la Cour administrative du 20 juin 2006, par réformation du jugement de première instance du 9 juin 2005, a annulé l'arrêté ministériel de la Ministre des Travaux publics du 2 juillet 2004 adjugeant le marché public relatif au creusement du tunnel «Grouft» (soumission du 1er octobre 2003) sur base d'un vice de procédure, dans la mesure où en cours de route, après la publication et distribution du cahier des charges aux soumissionnaires intéressés, les critères d'attribution avaient été changés en ce sens que le critère relatif à l'«éventuelle réduction des délais imposés» a été omis et remplacé par le facteur du «risque».

Une telle modification du cahier des charges avait à l'époque été jugée utile puisqu'elle adaptait le cahier des charges à la nouvelle législation sur les marchés publics du 30 juin 2003 votée entre-temps.

Il convient de préciser, qu'afin de mettre tous les soumissionnaires concernés en mesure d'élaborer leur offre en tenant compte de ces changements, ils en furent tous avertis à l'époque par lettre recommandée et que l'ouverture de la soumission a été reportée du 10 septembre 2003 au 1er octobre 2003. La légalité de l'arrêté d'adjudication fut par ailleurs affirmée à la fois par le Président du Tribunal administratif, saisi d'une requête en sursis à exécution, que par les juges de première instance.

Vu l'arrêt de la Cour administrative annulant l'arrêté ministériel du 2 juillet 2004, j'ai demandé au Directeur de l'Administration des Ponts et Chaussées de procéder à une nouvelle évaluation des offres remises sur base des critères d'attribution prévus dans le cahier des charges originaire.

Cette évaluation a révélé que l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères du cahier des charges originaire a été remise par la même association qui s'est fait attribuer le marché sur base de la procédure qui a été annulée par l'arrêt de la Cour administrative du 20 juin 2006, c'est-à-dire par l'association momentanée qui est en train d'exécuter les travaux.

En conséquence, un nouvel arrêté d'adjudication a été pris en date du 3 août 2006, sur base de cette nouvelle évaluation.

Le soumissionnaire qui a déjà intenté la première action devant les juridictions administratives a par la suite, en date du 10 août 2006, intenté des recours contre cette nouvelle décision.

L'ordonnance relative à la requête en sursis à exécution vient d'être rendue par le Président du Tribunal administratif lors de l'audience du 22 août 2006. La demande en sursis a été rejetée.

Le recours au fond devant le Tribunal administratif va être plaidé dans les mois à venir.

Dans l'état actuel de la procédure l'arrêt de la Cour administrative n'engendre pas de coûts supplémentaires et n'a pas d'impact sur les délais des chantiers.

Vu l'arrêt rendu par la Cour administrative, il est évident que je ne suis plus en mesure, à l'avenir, d'autoriser des modifications du cahier des charges après sa distribution aux soumissionnaires en vue d'élaborer leurs offres.

Question 1138 (29.6.2006) de **Mmes Marie-Josée Frank** et **Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant la **pédiatrie sociale:**

L'émission télévisée «Top Thema» du 27 juin 2006 était consacrée à un aspect important de la pédiatrie, à savoir la pédiatrie sociale.

Depuis de nombreuses années les médecins pédiatres, ainsi que le „Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand" réclament la mise en place de structures médico-psycho-pédagogiques pour enfants. Il est rappelé dans ce contexte que la Commission spéciale «Jeunesse en détresse» avait déjà, en son temps, attiré l'attention sur ce problème. Lors du débat d'orientation sur l'actuel système d'aide et de protection de la jeunesse au Luxembourg, qui s'est tenu à la Chambre des Députés à l'automne 2003, les députés ont adopté une motion invitant le Gouvernement «à adapter le niveau institutionnel aux besoins spécifiques et variés des enfants et jeunes en difficultés, notamment en favorisant la création de structures médico-psycho-pédagogiques et d'un service de pédiatrie sociale conventionné (...)». Il est dans ce contexte rappelé que la pédiatrie sociale a pour but de détecter et de prendre en charge à un stade précoce des problèmes médico-sociaux chez les populations cibles, à savoir les femmes enceintes toxicomanes, les enfants «négligés» ou traversant une crise de la vie grave (décès d'un parent ou encore maladie).

Dans ce contexte nous aurions souhaité savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration respectivement de Monsieur le Ministre de la Santé,

- si le Gouvernement entend étendre le service de pédiatrie sociale tel qu'il existe actuellement au niveau de la clinique pédiatrique, celui étant dépassé pour faire face à toutes les situations de détresse qui se présentent actuellement.
- Dans l'affirmative, est-il envisagé de créer une structure extrahospitalière, la pédiatrie sociale ne se limitant pas à prendre en charge les nouveaux-nés et le milieu hospitalier n'étant pas toujours adapté?
- Le Gouvernement a-t-il prévu d'allouer pour l'exercice 2007 des crédits budgétaires destinés à financer la mise en place d'une telle structure extrahospitalière?
- Dans l'affirmative, combien d'enfants pourront bénéficier d'un tel encadrement et d'une telle prise en charge? Quand est-ce que cette structure pourra être opérationnelle?
- En attendant la mise en place d'un tel service, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour permettre aux structures actuellement existantes de fonctionner de manière plus efficace?

Réponse commune (23.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La pédiatrie sociale considère l'enfant dans son contexte global, incluant sa santé physique, psychique, sociale et culturelle, l'analysant dans son cadre familial et dans son environnement de vie.

Cette spécialité s'occupe des circonstances et conditions influant la santé et le développement de l'enfant, ainsi que les risques, les troubles engendrés ou les conséquences subies.

Elle analyse et évalue la santé de l'enfant, ainsi que les facteurs lui portant atteinte ou le mettant en péril.

Elle intervient comme avocat de la santé global de l'individu «enfant» et de la collectivité des enfants et adolescents.

La pédiatrie sociale ne se limite donc nullement au domaine médical traditionnel. Elle est un maillon central autour de l'enfant, œuvrant en faveur de son bien-être à court et à long terme, dans une approche interdisciplinaire et intersectorielle:

- avec des interventions «thérapeutiques» pour des enfants et adolescents en détresse,
- des interventions «préventives» pour des enfants et jeunes vivant (ou «à vivre» par exemple femmes enceintes toxicomanes) dans des contextes «à risque»,
- des interventions «de promotion de la santé» en agissant en faveur de la création de cadres favorables à l'épanouissement des enfants et jeunes.

La pédiatrie sociale de notre pays doit se développer:

- au niveau politique et programmatique:

Il semble effectivement important de réfléchir à un niveau national sur les nécessités et les besoins d'un projet cohérent «pédiatrie sociale» dans notre pays:

- en considérant la santé globale de l'enfant et de l'adolescent dans son environnement de vie,
- en prenant en compte les spécificités des enfants selon leur âge, leur contexte familial, social ou culturel,
- en se basant sur les études réalisées les dernières années, les problèmes identifiés par les professionnels médicaux, pédagogiques, éducatifs, sociaux, juridiques..., les associations concernées, les parents et les enfants...,
- en promouvant l'approche interdisciplinaire, l'échange professionnel, l'action concertée et complémentaire.

- au niveau législatif:
- en adaptant les dispositions législatives nouvelles et existantes qui s'y réfèrent, tout en veillant à ce que la protection de la santé de l'enfant soit toujours considérée et que la collaboration avec les professionnels de la santé soit régulièrement retenue.

- au niveau de coordination et d'améliorations des réseaux impliqués:

- en améliorant les procédures et les habitudes de collaboration entre secteurs et professionnels différents,
- en multipliant les échanges professionnels interdisciplinaires réguliers,
- en fortifiant et en optimisant les réseaux d'aide et de soutien interdisciplinaires autour de l'enfant et de sa famille,
- en multipliant les efforts et démarches pour augmenter les présences de professionnels de la santé dans ces réseaux.

- au niveau de projets concrets répondant a des besoins immédiats:

- exemple: service pédiatrie sociale CHL.

Bien que toute une série de services répondent (en partie) déjà à des besoins de pédiatrie sociale et que la création de nouveaux projets comme celui du CHL répondent à des nécessités urgentes, il semble qu'un programme cohérent de «pédiatrie sociale» dans notre pays s'avère important, programme où les pédiatries, pédopsychiatres et autres professionnels de la santé devront jouer le rôle qui incombe à leur responsabilité et à leur expertise professionnelle.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration prévoit actuellement la création d'une pouponnière extrahospitalière qui accueille des enfants âgés entre zéro et trois ans dont les parents ne peuvent assurer momentanément l'éducation et dont la santé voire le développement sont en cause. Les objectifs prioritaires de cette structure consistent à assurer un accueil temporaire de substitution par rapport aux parents et un encadrement éducatif axé sur les soins de base ainsi que sur le développement harmonieux des capacités des enfants. La pouponnière permettra de même l'accueil spécialisé d'enfants pour des raisons de diagnostic et de thérapie et fonctionnera comme centre de ressources pour les parents concernés.

La nouvelle pouponnière permettra d'accueillir une vingtaine d'enfants en bas âge. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a confié la conception et la gestion de la pouponnière à l'Anne a.s.b.l. qui gère actuellement plusieurs structures pour mineurs en détresse dont une pouponnière à Esch/Alzette. La structure d'accueil en question sera installée dans une maison acquise par l'État à Howald. Compte tenu des délais nécessaires pour la transformation de la structure, la pouponnière sera probablement opérationnelle au printemps 2007.

Les crédits nécessaires pour l'aménagement de la pouponnière sont prévus au budget du Fonds d'investissement pour les infrastructures sociofamiliales du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Les crédits budgétaires pour les frais de fonctionnement ont été sollicités dans le cadre des propositions budgétaires pour l'exercice 2007.

En attendant la mise en place du nouveau service, le Ministère de la Famille et de l'Intégration continuera à soutenir les centres d'accueil conventionnés et notamment la pouponnière existante à admettre des bébés en détresse dans les limites des ressources mises à leur disposition.

Question 1139 (29.6.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **«Convention Apostille»:**

La Convention de La Haye du 5 octobre 1961, intitulée «Convention Apostille», a supprimé l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers. Cette suppression facilite la circulation des actes publics établis dans un État partie à la Convention et devant être produits dans un autre État partie à la Convention. Cette Convention, qui ne s'applique qu'entre États parties, remplace les formalités, souvent lourdes et coûteuses, de légalisation d'un acte public par la simple émission d'une apostille.

Au Luxembourg, cette Convention est entrée en vigueur le 3 juin 1979 et il appartient au Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, notamment au Bureau des Passeports, Visas et Légalisations, d'émettre les apostilles au Luxembourg.

L'apostille est le seul moyen par lequel les entreprises peuvent prouver, lors d'une transaction, la véracité de la signature ainsi que la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou du timbre dont cet acte est revêtu.

Or, de nombreuses entreprises se plaignent des délais considérables pour l'émission d'une telle apostille au Luxembourg qui peuvent varier entre deux jours et une semaine. Il est évident que de tels délais risquent de porter préjudice au bon déroulement des transactions, alors qu'ils retardent inutilement celles-ci. S'y ajoute que ces délais sont susceptibles de nuire à l'image de la place financière du Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn:

- Pourquoi au Luxembourg les délais nécessaires pour l'émission d'une apostille sont-ils si longs, alors qu'à l'étranger une telle émission ne nécessite souvent qu'une seule journée?

Réponse (22.9.2006) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Vu l'état actuel du dossier «Convention Apostille» je m'empresse de vous énoncer ci-après les dernières évolutions concernant le dossier émargé sous rubrique.

S'il est vrai qu'au premier semestre de l'année 2006 les délais pour l'émission d'une apostille variaient entre deux jours et une semaine ces derniers étaient avant tout dus à une restructuration interne du service en question et à des vacances de poste qui ne pouvaient être pourvues du jour au lendemain.

Actuellement le délai de délivrance est de deux jours ouvrables, délai qui sera raccourci davantage avec l'introduction prochaine d'un support informatique performant qui nous permettra de nous rapprocher sensiblement des délais pratiqués dans les pays limitrophes.

Question 1141 (30.6.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **syndrome TDAH et les moyens de traitement:**

Selon des études internationales, le syndrome TDAH (Trouble Déficitaire de l'Attention avec ou sans Hyperactivité) toucherait entre 4 et 9% des enfants en âge scolaire.

- Quel est ce pourcentage au Luxembourg?
- Quelles sont, d'après les découvertes les plus récentes de la science, les causes de la présence aussi fréquente de ce syndrome?
- Est-ce que le Gouvernement encourage la recherche quant aux origines et au traitement du syndrome de TDAH?

D'après le rapport 2004 de l'ORK (Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand), le syndrome TDAH est diagnostiqué à Luxembourg par le Service de Consultation et d'Aide Psychomotrice (SCAP).

- Combien d'enfants figurent actuellement sur la liste d'attente du SCAP?
- Quels sont actuellement les délais d'attente pour le diagnostic et le traitement thérapeutique?
- Est-ce qu'il existe d'autres services au Grand-Duché où les parents d'enfants susceptibles de présenter des troubles déficitaires de l'attention avec ou sans hyperactivité peuvent s'adresser?

Le traitement médical actuellement remboursé par les caisses de maladie est le Ritalin.

- Combien d'enfants sont traités avec Ritalin au Luxembourg?
- Quelle est la durée moyenne de traitement?
- Quelles sont les modalités de prescription de ce médicament?
- Quelles sont les expériences avec ce traitement?
- Outre le traitement médicamenteux, quelles autres formes de thérapie existent au Luxembourg? Quelle est la durée d'attente pour les enfants concernés?

Depuis quelques années il existe un nouveau médicament, le Concerta, qui libère les agents actifs progressivement sur une période de 24 heures. Ce médicament ne se trouve actuellement pas sur la liste positive des médicaments remboursables par les caisses de maladie.

- Quelles sont les raisons pour lesquelles ce médicament ne se trouve pas sur la liste positive des médicaments remboursables à l'heure actuelle?
- Est-ce qu'il est prévu d'ajouter ce médicament sur la liste positive des médicaments remboursables?

Réponse commune (7.9.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

1. Concernant le nombre d'enfants touchés par le syndrome TDAH

- Au Luxembourg, la fréquence du TDAH, trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité, est estimée de 3 à 5% des enfants d'âge scolaire. Le syndrome est plus fréquent chez les garçons que chez les filles. Les troubles peuvent persister à l'âge adulte à une fréquence de 1 à 3%.
- Le TDHA qui est caractérisé par des symptômes comportementaux: hyperactivité motrice et impulsivité et un déficit des fonctions de l'attention, est un syndrome dont les causes sont probablement multiples et multifactorielles.

Elles pourraient résulter de facteurs de risque conjugués, dont certains inhérents à l'enfant (génétiques, neurobiologiques) et d'autres liés à l'environnement.

Comme facteurs de prédisposition et de vulnérabilité on peut évoquer des facteurs génétiques, la prématurité, le petit poids de naissance ou le retard de croissance intra-utérin, l'influence possible de facteurs toxiques avant et après la naissance.

Des facteurs psycho-sociaux ainsi que les modalités relationnelles et de communication au sein de la famille semblent jouer un rôle.

Des études scientifiques ont permis d'évoquer le rôle des neuromédiateurs impliqués dans les réseaux attentionnels (substances noradrénergiques, dopaminergiques, et sérotoninergiques).

D'après les neurosciences cognitives, le TDAH serait avant tout l'expression clinique d'un déficit des fonctions exécutives et attentionnelles. Un trouble développemental précoce voire un défaut de maturation des réseaux préfrontaux-striataux impliqués dans les fonctions attentionnelles et exécutives semblent être en cause.

- Les activités de recherche en cours actuellement au Grand-Duché en matière des sciences du vivant portent essentiellement sur les pathologies les plus importantes au niveau de la santé publique au Grand-Duché, à savoir les maladies cardio-vasculaires, les cancers du sang et cancers dérivés de tissus solides, y compris la neuro-oncologie, les maladies infectieuses chroniques ainsi que les maladies immuno-allergologiques. À l'heure actuelle, des recherches sur le syndrome du TDAH ne figurent donc pas parmi ces priorités.

2. Concernant la prise en charge des enfants touchés par le TDAH

- Le SCAP (Service de Consultation et d'Aide Psychomotrice) est un Service multidisciplinaire qui prend en charge les enfants et adolescents de quatre à 18 ans présentant des troubles au niveau de la perception, de la psychomotricité et/ou un déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité. Le SCAP fonctionne à Luxembourg; il possède deux antennes dans le Nord du pays, à Tandel et à Hosingen.

Actuellement 147 enfants/adolescents sont inscrits sur les listes d'attente du SCAP en vue d'un diagnostic et d'une prise en charge. Les délais d'attente pour le diagnostic sont de six mois à partir du moment où l'enfant/l'adolescent se trouve sur la liste d'attente tandis que les délais pour la prise en charge varient entre quatre et six mois.

- Les parents peuvent aussi contacter les centres de consultation régionaux du Service de guidance de l'enfance et le Service rééducatif ambulatoire pour se faire conseiller sur une prise en charge adéquate de leur enfant.

Le service pédopsychiatrique de la clinique pédiatrique du Centre hospitalier de Luxembourg et le service de psychiatrie juvénile de l'Hôpital du Kirchberg s'occupent également de la problématique en question.

3. Concernant le traitement médical sur la base de Ritalin

- D'après les données mises à disposition par l'Union des Caisses de Maladie (UCM), le nombre d'enfants et adolescents âgés de cinq à 19 ans recevant au mois une prescription médicale de Ritalin en 2003 s'élevait au nombre de 1.034, soit 1,27% de la population totale des cinq à 19 ans. Les classes d'âge les plus exposées sont les enfants de huit à 13 ans avec une préférence pour les garçons. 820 garçons (2,01% de la population masculine des cinq à 19 ans) font l'objet d'une prescription médicale en comparaison avec 214 filles (0,55% de la population féminine des cinq à 19 ans). Il y a cependant lieu de noter que ces chiffres se basent sur les prescriptions médicales remboursées par les caisses de maladie. Les prescriptions médicales non remboursées comme celles du médicament Concerta mis sur le marché fin 2003, contenant la même substance active sous forme de libération prolongée, ne sont donc pas accessibles. À partir des chiffres d'importations, on peut estimer le nombre de traitements annuels pour 280 à 330 personnes en 2005.
- Le traitement entrepris avec le méthylphénidate, substance active de la Ritalin se situe dans la plupart des cas dans un traitement à long terme pendant la scolarisation de l'enfant ou de l'adolescent. La durée moyenne de traitement n'est pas aisée à déterminer pour la principale raison que la série chronologique disponible est trop courte pour évaluer cette durée moyenne. D'autre part un changement de prescription médicale en cours de traitement en substituant la Ritalin par le Concerta introduit également un biais sérieux.
- L'admission au traitement médicamenteux avec la Ritalin fait suite à autorisation préalable du contrôle médical de la sécurité sociale (APCM) suite à une évaluation du protocole thérapeutique basé sur les critères de la DSM IV (Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders). La Ritalin est un médicament tombant sous la législation stricte des médicaments stupéfiants et par conséquent sa délivrance en pharmacie est limitée à une certaine période.
- En ce qui concerne les expériences avec ce traitement médicamenteux, les autorités compétentes en matière de pharmacovigilance n'ont pas reçu de notifications relatives à des effets indésirables de ce médicament.

4. En ce qui concerne le médicament Concerta

L'Union des Caisses de Maladie procède dans le cas présent à une comparaison des médicaments afin d'évaluer l'impact budgétaire des décisions à prendre.

Puisque le dosage moyen prescrit est de l'ordre de 15 à 30 mg de Ritalin par jour, les conditionnements Concerta 18 et 36 mg seraient en conséquence les plus prescrits. Suivant l'avis du Contrôle médical de la sécurité sociale, le surcoût de respectivement 129% et 47% pour un cas traité engendré par la substitution du traitement Ritalin par Concerta 18 mg ou 36 mg est jugé excessif par rapport au bénéfice thérapeutique escompté.

Le dossier a été soumis à la Commission des statuts qui a émis un avis négatif quant à l'inscription du Concerta dans la liste positive. L'amélioration de la compliance est certes appréciée comme un argument positif, mais le coût lié à cette plus-value n'est pas jugé acceptable.

Question 1144 (3.7.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**importation et la commercialisation de fourrures de chien et de chat:**

À l'heure actuelle il est toujours possible de commercialiser et d'importer de la fourrure de chien et de chat sur le territoire luxembourgeois. Il me revient qu'à l'avenir ces produits ne seront point interdits, mais seulement soumis à l'obtention d'une licence d'importation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la quantité respective de fourrures de chien et de chat produites à des fins commerciales, importées et commercialisées au Luxembourg?
- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'à l'avenir ces produits seront uniquement soumis à l'obtention d'une licence d'importation?
- Une interdiction totale d'importation, de production et de commercialisation ne devrait-elle pas être envisagée?

  Dans l'affirmative, quand est-ce qu'une telle interdiction pourrait-elle être envisagée?
- Dans la négative, quelles sont les raisons pouvant expliquer un refus d'interdire l'importation, la production et la commercialisation de fourrures de chien et de chat au Luxembourg?

Réponse (23.8.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

- Il n'existe pas de données exactes à l'heure actuelle sur les quantités et le volume de fourrures et de peaux de chiens et de chats importées et commercialisées au Luxembourg. En effet, ces articles ne sont pas repris par la nomenclature du Statec, de sorte que l'on peut légitimement considérer que les volumes en sont extrêmement faibles au point de ne pas disposer d'une propre catégorie par poste dans les statistiques des importations et du commerce au Luxembourg.

- Le projet de règlement grand-ducal sous rubrique modifie le règlement grand-ducal du 11 août 1996 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises et prévoit effectivement l'obligation de licence à l'importation de ces peaux.

- Une interdiction totale de l'importation n'a pas été envisagée parce que a) la loi de base (loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises et de la technologie y afférente, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 4 mars 1998) ne prévoit pas expressément la possibilité d'une interdiction; b) le risque de fraude serait accru en cas d'interdiction. Comme il s'agit ici uniquement de l'importation, une loi spécifique devrait être préparée pour interdire également la production et la commercialisation de ces peaux.

- Pour expliquer les raisons de refus de licence à l'importation des peaux et fourrures de chiens et de chats, l'Office des Licences invoque le motif d'«empêcher la souffrance inutile et cruelle de ces animaux».

Question 1149 (5.7.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **prêts de démarrage:**

La Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI) joue un rôle important dans la promotion de l'esprit d'entreprise au Grand-Duché. Par ses actions la SNCI complète l'arsenal des instruments d'ordre budgétaire et fiscal instaurés par le législateur en vue de favoriser le développement économique ainsi que sa diversification et répond par ce biais aux critères de la stratégie de Lisbonne.

Accorder des prêts de démarrage à des PME nouvellement créées ou reprises constitue une des attributions de la SNCI. Ces prêts représentent des aides de financement aux entreprises en vue de leur établissement voire leur rétablissement. Il semble que le taux d'intérêt qui s'applique à ces prêts de démarrage se situe à 5,25%, niveau largement supérieur par rapport aux taux d'intérêts appliqués à d'autres prêts émis par la SNCI comme par exemple les prêts à l'innovation, les prêts à moyen et à long terme ou bien encore les crédits à l'exportation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, Jean-Claude Juncker:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le taux d'intérêt pour des prêts de démarrage au profit des PME se situe à un niveau tellement élevé?
- Ne pourrait-on pas envisager une réduction de ce taux, ce qui pourrait permettre aux PME concernées de rembourser leurs crédits de manière plus rapide pour pouvoir concentrer davantage leurs efforts sur le développement de leur entreprise?

Réponse (5.10.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Il y a lieu de prime abord de relever que le prêt de démarrage est originairement un prêt à long terme dont le taux est fixe pendant les cinq premières années. Le montant du prêt de démarrage à accorder ne peut être ni inférieur à 5.000 euros, ni supérieur à 250.000 euros.

Destiné à pallier le manque de fonds propres et de sûretés réelles dans le chef des jeunes entrepreneurs, le prêt de démarrage représente du «quasi-capital», remboursable certes, mais couvert uniquement par le cautionnement du ou des promoteurs du projet. De ce fait il comporte un risque plus élevé et a pour mission prioritaire de rendre les dossiers «bancables», c'est-à-dire d'inciter les banques commerciales de participer au financement d'un projet.

De plus, alors que les produits «traditionnels» de la SNCI sont destinés au financement exclusif d'investissements amortissables à long terme, le prêt de démarrage peut financer jusqu'à 40% tant des investissements que des coûts en rapport avec la création ou la reprise d'une entreprise.

De surcroît, il y a lieu de noter que la durée normale de remboursement - fixée généralement d'un commun accord avec le client - est de dix ans avec une période de grâce sur le capital de un à trois ans.

Le taux d'intérêt est le taux des prêts à long terme augmenté d'une prime de risque raisonnable de 1,5%; il se monte actuellement à 5,25% p.a.

Question 1152 (6.7.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant l'**étude sur le niveau de la motricité et de la santé des jeunes et des adolescents:**

Le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois (COSL) et l'Association des Professeurs d'Éducation Physique (APEP) viennent de présenter leurs conclusions sur l'étude sur le niveau de la motricité et de la santé de nos jeunes et adolescents.

La Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le Ministre des Sports peuvent-ils indiquer:

- leur avis concernant l'introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire dans l'enseignement primaire;
- leur avis concernant l'introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire au cycle supérieur de l'enseignement secondaire;
- leur avis concernant l'introduction d'une demi-heure d'activités motrices quotidienne dans l'enseignement préscolaire ainsi que dans l'enseignement précoce et
- s'ils partagent l'avis du COSL et de l'APEP qu'au niveau de l'enseignement primaire le recrutement de professeurs d'éducation physiques qualifiés est de mise.

Réponse commune (21.9.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Le Gouvernement partage les préoccupations du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois (COSL) et de l'Association des Professeurs d'Éducation Physique (APEP) de motiver notre jeunesse à bouger davantage et à participer à plus d'activités sportives.

Concernant l'introduction d'une heure de sport supplémentaire il faut néanmoins savoir que la compression des horaires de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire qui a résulté de l'introduction du samedi libre ne laisse guère de marge pour augmenter le nombre de leçons prévues par la grille horaire.

Il faut savoir aussi que depuis 1989 le nombre de leçons d'éducation sportive des quatre premières années d'études primaires a été augmenté de deux à trois. L'effet de cette mesure n'a jamais été mesuré. Nous constatons aujourd'hui avec l'étude sur la motricité que notre jeunesse peine à bouger et que ce qui est un problème de société avant d'être un problème d'horaires scolaire ne peut que trouver une solution multiple où la contribution de l'école constitue un élément.

Concernant les classes de la division supérieure, je rappelle que dans le cadre des cours à option chaque élève a la possibilité d'augmenter son activité sportive de deux leçons hebdomadaires.

En l'état actuel des choses une avancée est envisagée au niveau de l'éducation des tout petits.

À l'éducation précoce et à l'éducation préscolaire les enfants participeront tous les jours pendant une demi-heure à des activités motrices. D'ailleurs le plan cadre souligne l'importance des activités physiques.

Finalement en ce qui concerne le recrutement de personnel qualifié pour les cours d'éducation sportive à l'enseignement primaire je vous rappelle que nos instituteurs suivent une formation initiale générale au cours de laquelle ils sont également formés à donner des cours d'éducation sportive.

Question 1156 (7.7.2006) de **M. Niki Bettendorf** *(DP)* concernant la **révision des procédures non contentieuses applicables dans le domaine de la sécurité sociale:**

Dans sa réponse en date du 27 septembre 2005 à une recommandation du Médiateur relative à la motivation des décisions prises sur avis du contrôle médical de la sécurité sociale et de la communication des dossiers en matière de sécurité sociale, Monsieur le Ministre avait fait savoir que la révision des procédures non contentieuses applicables dans le domaine de la sécurité sociale s'inscrirait dans le cadre d'une révision des structures organisationnelles et des procédures administratives qu'il envisagerait d'entamer en 2006.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si cette révision a déjà été entamée? Dans l'affirmative, à quel stade se trouvent ces travaux et dans quel délai pourra-t-on s'attendre aux premiers résultats?
- Monsieur le Ministre peut-il préciser à quel point il entend prendre en considération les recommandations faites par le Médiateur, notamment en ce qui concerne les dispositions du Code des Assurances sociales (CAS) en vue de les rendre conformes au droit de communication, tant à l'égard de l'assuré que du médecin traitant.

Réponse (22.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les procédures contentieuses et non contentieuses inscrites au Code des Assurances sociales visent à garantir que l'assuré puisse entrer dans les droits qui lui reviennent en matière de protection sociale. Je partage dès lors le souci du Médiateur que ces procédures doivent être transparentes et que l'assuré ait accès aux informations pertinentes de son dossier.

Toujours est-il que les garanties procédurales inscrites dans la loi doivent être relayées par des procédures administratives et informatiques permettant aux organismes de sécurité sociale d'évacuer les affaires dont elles sont chargées, de sorte que les prestations puissent être allouées effectivement aux ayants droit. En se rapportant au nombre des prises en charges accordées, des indemnités, rentes ou pensions allouées ou d'autres prestations versées, chiffres publiés annuellement au Rapport général sur la sécurité sociale, on pourra apprécier à leur juste proportion le nombre des affaires où les procédures contentieuses ou non contentieuses sont mises en œuvre. La modification de procédures éprouvées doit donc être abordée avec beaucoup de circonspection de façon à ne pas mettre en cause ce qui fonctionne.

Ceci étant dit, mes services sont en train de finaliser une convention cadre sur la modélisation des procédures administratives devant permettre aux différents organismes de sécurité sociale de structurer de manière uniforme leurs procédures, de sorte à ce qu'à terme les assurés puissent s'adresser à un guichet unique en matière de sécurité sociale, répondant ainsi entre autres à une recommandation du Médiateur. Cela suppose que les procédures administratives puissent être transposées sur le plan informatique. À cette fin une étude sur le réalignement stratégique du Centre informatique de la Sécurité sociale a été réalisée.

Sur un autre plan on ne doit ignorer que l'introduction du statut unique, envisagée au cours de la dernière Tripartite et dont les modalités sont actuellement discutées au sein d'un groupe de travail avec les partenaires sociaux, remettra en cause l'organisation administrative actuelle de la sécurité sociale, basée sur les différents groupes socioprofessionnels. Une modification en profondeur des dispositions du Code des Assurances sociales se rapportant à l'organisation et aux procédures est à envisager au terme de ces discussions.

C'est dans ce contexte que j'entends tenir compte de la recommandation du Médiateur à laquelle l'honorable Député se réfère.

Question 1159 (11.7.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **installations photovoltaïques:**

Le règlement grand-ducal du 14 octobre 2005 établit les règles concernant la fourniture d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables. En vue de limiter les charges budgétaires pour la période du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2007, les Ministres de l'Environnement et de l'Économie ont décidé de réduire l'accroissement de la production photovoltaïque à 12.000 kWp, dont 3.000 kWp sont réservés aux personnes physiques, 3.000 kWp aux communes, tandis que l'État se chargera de développer des projets avec une puissance totale de 6.000 kWp.

Il faut souligner que la production moyenne des installations photovoltaïques s'élève à 850 kWh par kWp installé et évite une émission d'environ 2,5 t de CO_2.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations précises sur l'état actuel des projets engagés pour la période 2005-2007 par les personnes physiques, les communes et l'État?
- Le cas échéant, quelle est la puissance installée respective des différents groupes d'utilisateurs?

Réponse (30.8.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant la réalisation d'installations photovoltaïques depuis la mise en œuvre du règlement grand-ducal du 14 octobre 2005, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après suivant les renseignements recueillis respectivement auprès de l'Administration des Bâtiments publics et auprès des gestionnaires de réseau:

- Au niveau de l'État:

une seule installation photovoltaïque d'une puissance de 5 kW a été réalisée depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 14 octobre 2005 dans le cadre des travaux d'extension et de modernisation des locaux de la Chambre des Députés.

Ces 5 kW s'ajoutent aux 15 kW déjà installés préalablement aux endroits suivants:

- Institut Viti-Vinicole à Remich 7,5 kW
- Lycée technique à Ettelbruck 4,0 kW
- Lycée technique des Arts et Métiers 1,0 kW
- Université du Luxembourg Campus Kirchberg 2,5 kW

Six autres installations pour une puissance totale de 538,8 kW sont actuellement en projet, voire en phase de réalisation, à savoir:

- CIPA Dudelange (mise en service fin 2006) 53,8 kW
- Cour de Justice des Communautés européennes 329,0 kW
- Lycée technique de Lallange 42,0 kW
- Lycée technique du Centre (Annexe) 24,0 kW
- Lycée technique Mathias Adam à Pétange 40,0 kW
- Lycée technique Nic Biever à Dudelange 50,0 kW
- Au niveau des communes desservies par le gestionnaire de réseau Cegedel:

Sept projets pour une puissance totale de 39,7 kW ont été réalisés depuis la mise en vigueur du nouveau règlement grand-ducal du 14 octobre 2005, à savoir:

Commune de Schifflange à Schifflange 2,0 kW

Commune de Mamer à Mamer 18,9 kW

Commune de Bascharage à Bascharage 3,5 kW

Commune de Strassen à Strassen 2,5 kW

Commune de Lenningen à Canach 4,2 kW

Commune de Differdange à Differdange 6,6 kW

Commune de Ermsdorf à Ermsdorf 2,0 kW

Sept autres projets pour une puissance totale de 90,3 kW sont actuellement en demande, à savoir dans les communes suivantes:

Commune de Mertert à Wasserbillig 17,8 kW

Commune de Mondercange à Mondercange 4,1 kW

Commune de Contern à Contern 20,0 kW

Commune de Sanem à Soleuvre 5,0 kW

Commune de Strassen à Strassen 4,4 kW

Commune de Strassen à Strassen 25,0 kW

Commune de Colmar-Berg à Colmar-Berg 14,0 kW

- Au niveau des particuliers desservis par le gestionnaire de réseau Cegedel:

huit installations photovoltaïques pour une puissance totale de 32,7 kW ont été réalisées depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 14 octobre 2005, alors que huit autres projets sont actuellement en demande et en cours de réalisation pour une puissance totale prévue de 101,3 kW.

- Au niveau du réseau de distribution géré par Electris (Hoffmann-Frères) à Mersch:

aucune nouvelle installation photovoltaïque n'a été réalisée depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 14 octobre 2005, un projet concernant la mise en place d'une telle installation d'une puissance de 18,5 kW auprès de la piscine Krounebierg à Mersch étant cependant en voie d'élaboration.

- Au niveau du réseau de distribution géré par la Commune de Diekirch:

une seule installation photovoltaïque d'une puissance de 10 kW a été réalisée depuis la mise en vigueur du nouveau règlement grand-ducal.

Question 1162 (11.7.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **convergence des régimes de pension:**

Dans le souci de la convergence des régimes de pension, le Gouvernement a introduit par la loi du 3 août 1998 modifiée par celle du 19 mai 2003 modifiant également la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État, des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la SNCFL.

- Considérant l'application pratique d'une réglementation de plus en plus inextricable devant en outre tenir compte d'autres lois ou règlements intervenant pour l'application des textes et des calculs (entre autres la loi du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension; le règlement CEE n°1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale des travailleurs qui se déplacent à l'intérieur de la CEE), le moment n'est-il pas venu de continuer sur la lancée et de favoriser des synergies nouvelles, dépassant le cadre de concertations informelles et occasionnelles qui ont assurément lieu, voire envisager la création de structures communes entre les organismes des régimes publics concernés par l'application des législations afférentes et subsidiairement de légiférer dans le sens d'un texte commun à l'instar du Code des Assurances sociales?

Réponse (22.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Député soulève la question si, au vu de la complexité de la législation en matière de pensions, le moment ne serait pas venu de favoriser des synergies nouvelles, dépassant le cadre de concertations informelles et occasionnelles, voire envisager la création de structures communes entre les organismes des régimes publics concernés par l'application des législations afférentes et subsidiairement de légiférer dans le sens d'un texte commun à l'instar du Code des Assurances sociales.

Comme l'organisation gouvernementale ne m'attribue pas de compétences en matière de régimes de pension «publics» ou spéciaux, je me limite à traiter des aspects de la question ayant trait aux interférences de ces régimes spéciaux avec le régime général et avec des régimes de pension étrangers. Ces interférences relèvent essentiellement de la coordination nationale et internationale des régimes de pension.

Le problème de la coordination se pose du moment que la carrière d'assurance s'est accomplie sous l'empire de deux ou plusieurs régimes de pension, nationaux ou étrangers, régis par des dispositions spécifiques. Je puis vous assurer que dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces instruments de coordination, il y a une collaboration suivie entre mon département et le département de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Dans la mesure où la coordination est facilitée, si l'on se trouve en présence de solutions législatives comparables, il y a un intérêt certain à rechercher des solutions harmonisées pour tous les régimes nationaux de pension entrant en ligne de compte.

Une telle harmonisation a été atteinte dans le cadre de la loi du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, dont les principes sont identiques à ceux du Livre III - assurance pension - du Code des Assurances sociales. Toujours est-il que l'on se trouve en l'occurrence en présence d'une loi dont l'application ne jouera pleinement qu'au moment où la génération des agents du secteur public relevant du régime spécial transitoire régi par la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État, par la loi modifiée du 16 août 1912 concernant la création d'une Caisse de Prévoyance pour les Fonctionnaires et Employés des communes et des établissements publics placés sous la surveillance des communes ou par l'arrêté grand-ducal modifié par la loi du 27 août 1957 approuvant le règlement sur la pension des agents de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois aura atteint l'âge de la retraite. En attendant, la pratique nous confrontera à des cas régis par des régimes de pension régis par des règles fondamentalement différentes.

La disparité des régimes de pension entrant en ligne de compte est d'ailleurs inéluctable dans le cadre de la coordination internationale qui, compte tenu du nombre important de travailleurs migrants dans notre pays, est d'ores et déjà une donnée inévitable dans le traitement des demandes de pension par les caisses de pension du régime général. En raison de l'ouverture du secteur public aux ressortissants communautaires, les gestionnaires des régimes spéciaux se trouveront confrontés à l'avenir de plus en plus souvent à des situations de coordination internationale.

Au risque de décevoir, je dirai qu'il ne faut pas s'attendre que la simplification en la matière puisse se réaliser par un coup de la baguette magique. Toujours est-il que si les règles de coordination sont complexes, elles ont toujours comme finalité de ne pas léser le travailleur qui, au cours de son activité, a été soumis à plusieurs régimes de pension.

Dans ce contexte je vous signale que je saisirai prochainement les instances législatives d'une adaptation de la loi du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension qui s'impose notamment afin de tenir compte du changement des régimes de pension des agents d'organisations internationales.

Question 1168 (12.7.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **heures d'ouverture des commerces:**

Suite à la réforme du système fédéral allemand que le Bundestag respectivement le Bundesrat viennent d'adopter, les Länder pourront désormais décider sur les heures de fermeture des magasins. Selon des informations tirées de la presse allemande, la Basse-Saxe et la Hesse semblent vouloir aller en direction d'une libéralisation des heures d'ouverture des magasins.

De plus, dans l'étude économique du Luxembourg 2006 de l'OCDE il est proposé d'assouplir les horaires d'ouverture des magasins et de les aligner par exemple sur ceux en vigueur en France.

Considérant que le commerce et les grandes surfaces en détail constituent un moteur important de la croissance économique et estimant que des obligations réglementaires trop strictes par rapport aux principaux concurrents risquent de produire des effets négatifs pour le commerce luxembourgeois et persuadée qu'il s'agit d'éviter une fuite de pouvoir d'achat vers des pôles commerciaux étrangers, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Monsieur le Ministre a-t-il des précisions sur les décisions éventuelles que la Rhénanie-Palatinat et la Sarre vont prendre en la matière?
- Comment Monsieur le Ministre entend-t-il éviter une fuite du pouvoir d'achat vers des pôles commerciaux étrangers et qu'est-ce qu'il compte faire pour développer le Luxembourg comme principal centre commercial de la Grande Région?

Réponse (15.9.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En réponse à la question parlementaire N°1168 de l'honorable Députée Anne Brasseur concernant les heures d'ouverture des commerces, il y a lieu d'apporter les précisions suivantes:

Le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement suit avec grand intérêt la politique pratiquée en matière d'heures de fermeture des magasins en Europe en général et dans nos régions avoisinantes en particulier. Plusieurs «Länder» allemands discutent effectivement sur une libéralisation des heures de fermeture des magasins. Les «Länder» les plus avancés dans ce processus ne font cependant pas partie de la zone de chalandise des consommateurs luxembourgeois. Dans ce contexte je tiens à rappeler la déclaration gouvernementale de l'actuel Gouvernement qui précise que: «La fixation des heures d'ouverture du commerce de détail tiendra compte des exigences de la population et de l'évolution de la situation de concurrence dans la Grande Région, ceci sans préjudice des dispositions légales en matière de droit du travail.»

Partant, une modification des heures de fermeture en Sarre et surtout en Rhénanie-Palatinat pourrait avoir des conséquences sur la politique luxembourgeoise en la matière.

Pour ce qui est de la deuxième partie de la question parlementaire, je tiens à rappeler l'accord tripartite de cette année qui prévoit l'introduction d'un indicateur comparatif des prix dans la «Grande Région», ceci afin de mieux suivre l'évolution de la compétitivité du commerce luxembourgeois et de mettre l'accent sur les produits qui sont vendus à Luxembourg à des prix intéressants.

Le Gouvernement s'est par ailleurs déclaré d'accord pour soutenir des activités de promotion du secteur du commerce luxembourgeois dans la Grande Région en vue d'attirer un nombre accru de consommateurs frontaliers au Grand-Duché. Dans ce contexte le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement lancera prochainement un programme, en collabortation avec les représentants des secteurs concernés, en vue de faire du Luxembourg le centre régional du commerce. L'objectif global du programme consiste à fidéliser le résident et à pouvoir aspirer une part plus importante du pouvoir d'achat des non-résidents vers le commerce et le secteur du tourisme luxembourgeois.

Le programme prévoit entre autres à promouvoir le commerce luxembourgeois auprès des consommateurs dans la Grande Région en s'appuyant sur les forces du commerce luxembourgeois, à agir sur les faiblesses qui seraient, le cas échéant, identifiées et à développer son attrait pour les clients résidents et frontaliers.

Le programme recouvre toute une panoplie de composantes permettant d'aboutir au résultat final dans toutes ses dimensions et notamment la communication, le marketing et la formation.

Question 1170 (13.7.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **classes «ALLET» (enseignement de l'allemand comme langue étrangère):**

Depuis la rentrée 2003/2004, des classes «ALLET» avec un enseignement de l'allemand comme langue étrangère sont offertes aux élèves de l'enseignement secondaire classique ayant un très bon niveau en français et en calcul mais ayant certaines lacunes en allemand. Ces cours sont dispensés actuellement dans cinq lycées à travers le pays (au Lycée classique de Diekirch, au Lycée Hubert Clément d'Esch/Alzette, au Lycée classique d'Echternach, au Lycée de Garçons Luxembourg et au Lycée technique de Bonnevoie) permettant ainsi une couverture régionale de cette offre.

Grâce à un nombre accru de leçons d'allemand en VII^{e}, VI^{e} et V^{e}, ces élèves doivent normalement intégrer le cours d'allemand régulier à partir de la 4^{e} année de l'enseignement secondaire.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Combien d'élèves profitent de cette offre chaque année depuis son introduction en 2003?
- Des conclusions ont-elles été tirées permettant de mesurer l'efficacité de ces cours?
- Envisage-t-on d'élargir le nombre de classes «ALLET»? Est-il indiqué d'offrir également des classes «FRALET» pour des élèves ayant des difficultés en français?
- Les élèves qui ne réussissent pas à rattraper leur retard en allemand sont-ils orientés vers le bac international?
- Pourquoi le dernier rapport annuel du Ministère de l'Éducation ne fait-il plus référence aux classes «ALLET»?

Réponse (8.9.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Le nombre d'élèves des classes «ALLET» a été le suivant au cours des années passées:

Classes «ALLET» 2003/04-2005/06			
Nombre d'élèves par année			
classe	2003/04	2004/05	2005/06
VII^{e}	60	50	59
VI^{e}		54	41
V^{e}			45
Total:	60	104	145

2. Un groupe de concertation se réunit plusieurs fois par année pour coordonner les activités dans les classes et faire le suivi des élèves.

Pour ce qui est de l'efficacité des cours, elle dépend essentiellement de deux facteurs:

a) Le point de départ des élèves: ces classes sont destinées à des élèves d'un très bon niveau scolaire général; mais il est arrivé que des élèves faibles dans toutes les branches y aient été orientés. Par la suite, ils ont dû être réorientés vers l'enseignement secondaire technique.

b) La motivation des élèves: on a constaté que quelques rares élèves n'étaient pas pour autant disposés à fournir un effort supplémentaire pour compenser leurs lacunes en allemand. Toujours est-il que le taux de réussite est en moyenne de 80%.

3. L'offre de classes est adaptée au nombre d'élèves orientés vers ces classes. À partir de 2005/06, les classes ont été offertes dans cinq lycées.

Il n'est pas envisagé d'offrir des classes «FRALET», étant donné que d'un côté, dans notre système scolaire, les cours de français sont des cours de français langue étrangère, et que de l'autre côté, les élèves ayant des faiblesses en français peuvent suivre les cours d'appui offerts dans tous les lycées.

Les élèves des classes «ALLET» sont admissibles en classe de 10^{e} internationale au même titre que les autres élèves de l'enseignement secondaire ayant réussi une V^{e} classique.

4. Les élèves en provenance de l'étranger se soumettront à un test d'entrée en français, anglais et mathématiques.

5. Dans le dernier rapport d'activités du Ministère, l'accent a été mis avant tout sur les nouveautés ou certains aspects qui nécessitent une attention particulière. Or, les classes «ALLET» sont déjà considérées comme faisant partie de l'offre scolaire normale et de ce fait elles ne sont plus mentionnées particulièrement.

Question 1174 (17.7.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**accident ferroviaire du 14 juillet 2006:**

Le dramatique incendie qui s'est produit le 14 juillet 2006 à bord du train N°4717, fait renaître le souvenir des deux accidents ferroviaires qui se sont produits au Luxembourg dans les années 1990. Ces accidents, comme l'incident de la semaine dernière, ont provoqué de graves blessures à des dizaines de voyageurs et causé des dégâts matériels considérables. À côté de ce drame, les responsables des CFL doivent également faire face, depuis un certain temps, aux problèmes d'actes d'agression contre les clients et le personnel d'accompagnement.

Afin de rassurer tant les usagers que le personnel des CFL et de garantir dans la mesure du possible que de telles catastrophes ne puissent plus se reproduire au Luxembourg j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles sont les mesures envisagées ou d'ores et déjà prises pour assurer la sécurité des usagers et du personnel des CFL?
- Quelles mesures concrètes vont être prises à l'avenir pour empêcher de tels accidents?

Réponse (30.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 17 juillet 2006, l'honorable Député Laurent Mosar se renseigne auprès de Monsieur le Ministre des Transports sur les mesures de sécurité déjà mises en place et sur les actions prévues suite à l'incendie survenu en date du 14 juillet 2006 à bord du train N°4717 Luxembourg-Esch-Pétange-Athus.

En vue d'améliorer la sûreté des usagers et des agents employés dans le secteur des transports publics, plusieurs initiatives ont déjà été prises même avant l'incident du 14 juillet 2006 et de nouvelles mesures ont été retenues, à savoir:

1) Renforcement de la présence humaine

Des sociétés de gardiennage surveillent la gare de Luxembourg, accompagnent certains trains sensibles et effectuent le transport de fonds.

Les trains sensibles sont accompagnés d'équipes de personnel des CFL et des agents de la Police grand-ducale sont sporadiquement présents dans les trains.

La coopération avec les forces de l'ordre est renforcée suite la création d'un commissariat de police en gare de Luxembourg. Les brigades de police interviennent régulièrement sur appel du personnel des CFL.

Par ailleurs, des rondes de surveillance de l'ensemble des gares et arrêts du réseau sont assurées.

Conformément aux conclusions de la tripartite ferroviaire signées le 20 décembre 2005, la surveillance dans les trains, dans les gares et dans leurs dépendances sera renforcée par le personnel des CFL. La mise en place de cette équipe sûreté est en cours de réalisation.

2) Formation et protection du personnel

Des formations spécifiques pour le personnel sur la gestion des situations conflictuelles sont organisées en coopération avec la DB et la Police grand-ducale. En outre, le centre de psychologie des CFL dispense des formations «prévention des agressions» aux agents en contact avec le public (gestion des situations conflictuelles avec la clientèle, gestion des situations d'agressivité et de violence).

Le personnel d'accompagnement des trains est équipé de téléphones portables.

Le nouveau matériel roulant ferroviaire et routier ainsi que les gares sont équipés de caméras de surveillance. Dans ce contexte la Police grand-ducale a présenté aux CFL le 28 février 2006 un projet de vidéosurveillance du quartier de la gare de Luxembourg. À cette occasion, les CFL ont rappelé avoir installé récemment six caméras devant le parvis de la gare de Luxembourg. À l'issu de cette présentation, il a été retenu de rechercher les meilleures synergies possibles entre les installations existantes et les nouvelles à créer.

Le 27 juillet 2006 il a été décidé de mettre en place une vidéosurveillance supplémentaire dans différentes gares et points d'arrêts, retenus selon les critères du taux d'agression et du nombre de voyageurs.

L'éclairage est amélioré au fur et à mesure du renouvellement des quais et de la modernisation des gares et arrêts (exemples récents: gares de Wiltz, Mamer, Mamer-Lycée, Merkholtz, Pétange, Rodange, Bertrange/Strassen, Dudelange...).

Dans le cadre du système Comobil, la fonction alerte à distance dans les autobus, est mise en œuvre.

3) Organisation

Un comité de pilotage «sécurité dans les transports publics» a été mis en place. Ce comité de pilotage, qui fonctionne sous la tutelle du Ministère des Transports, se compose de représentants du Ministère des Transports, des différents opérateurs (CFL, RGTR, TICE, AVL), du Syvicol et des syndicats du secteur des transports publics. Ledit comité de pilotage a pour mission d'établir des statistiques fiables sur les incidents se produisant dans le transport en commun et de proposer des mesures préventives et répressives.

Dans ce contexte un outil statistique, appelé „Wach-Office", a été installé. Les «incidents sûreté» sont enregistrés dans une base de données commune. L'analyse détaillée de la situation réelle permet de mieux cibler les actions de prévention.

Un dispositif complet de prise en charge est mis à disposition des agents victimes d'agressions (soutien administratif, juridique, médical et psychologique). Par ailleurs, un accord de coopération avec la SNCF pour la prise en charge réciproque d'agents agressés sur le réseau voisin est élaboré et un échange d'expériences avec le responsable «sûreté» de la DB a eu lieu.

4) Communication

L'audit interne des CFL présente un rapport sur la sécurité/sûreté du public et du personnel.

Dans les gares et à bord des trains, les obligations et interdictions s'appliquant aux voyageurs sont affichées.

Il est prévu de publier systématiquement des informations dans la presse sur la politique poursuivie pour endiguer le phénomène de l'insécurité. En outre les CFL communiquent à la presse les condamnations des auteurs d'infractions et informeront le public sur les poursuites judiciaires que les CFL entament lors d'actes de violence commis sur le réseau ferré luxembourgeois.

5) Sanction

La loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics permet au Ministre des Transports d'interdire aux personnes qui de par leur comportement troublent l'ordre public ou la sécurité dans les moyens de transports publics l'accès au transport public pour une durée ne dépassant pas un an. Suite à l'agression perpétrée contre un agent du personnel d'accompagnement des trains le 18 janvier 2006 par un récidiviste notoire, le Ministre des Transports a prononcé une telle interdiction à l'encontre de l'agresseur.

Question 1177 (17.7.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **mise en service du TGV sur la liaison Luxembourg-Paris:**

La mise en service du TGV sur la relation Luxembourg-Paris dès avant l'achèvement de la ligne nouvelle en voie de construction a été célébrée en grand pompe par Monsieur le Ministre des Transports et les CFL.

Or, il s'avère que le mode d'exploitation du TGV fait que les trains en question n'assurent plus le service régional entre le Luxembourg et la Lorraine malgré les arrêts intermédiaires du TGV marqués à Thionville et à Metz.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Transports quel pourcentage de la clientèle régionale est concerné par cette mesure contraire aux ambitions politiques privilégiant la mobilité au moyen des transports collectifs.

- Est-ce que la capacité des trains régionaux et leurs horaires sont aptes à assurer la relève des trains «Corail» remplacés par le TGV?
- Dans la négative, quelles sont les mesures prévues pour éviter qu'une part de la clientèle lorraine travaillant au Luxembourg ne se détourne du train en faveur de la voiture privée?

Réponse (21.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°1177 du 17 juillet 2006, l'honorable Député Xavier Bettel se renseigne sur la mise en service du TGV sur la relation Luxembourg-Paris et le transport des navetteurs frontaliers lorrains.

Suivant le protocole d'accord signé le 28 janvier 2002 par les représentants des groupements français et luxembourgeois, le risque commercial de l'exploitation du TGV Est-européen est intégralement supporté par la partie française. Selon ce même protocole, la même politique tarifaire et notamment le même niveau tarifaire que pour les autres relations du TGV Est-européen s'appliquent comme si le tronçon luxembourgeois de la ligne Metz-Luxembourg faisait partie intégrante du réseau français. La gestion des places à bord des trains TGV concernés est assurée selon le mêmes règles que pour les relations intérieures françaises.

Ainsi, la politique menée par la SNCF prévoit de n'admettre des navetteurs dans les trains TGV que s'ils sont en possession de titres de transport émis selon la tarification TGV. Or, les navetteurs qui empruntent le sillon lorrain moyennant la tarification transfrontalière ne sont pas détenteurs de tels titres.

La SNCF est bien consciente des problèmes qui peuvent se poser pour les navetteurs qui voyagent sous le couvert d'abonnements mensuels du service public "Flex-Way" émis par la SNCF.

Dans cet ordre d'idées, des trains supplémentaires TER ont été mis en place dès décembre 2005 dans le but de garantir un encadrement des trains TGV et d'offrir de cette façon un service de qualité aux navetteurs.

Il s'agit en l'occurrence des trains et créneaux horaires suivants, sens Luxembourg-Metz:

Heure de départ service public SNCF encadrant	Heure de départ TGV	Heure de départ service public SNCF encadrant
07.55	08.02	08.15
11.58	12.36	12.42
16.13	16.34	16.45
18.30	18.46	18.55

Une organisation similaire a été mise en œuvre pour le sens Metz-Luxembourg.

La SNCF estime que de cette manière les navetteurs transfrontaliers profitent d'un service de qualité et d'une desserte bien adaptée à leurs besoins.

Question 1179 (18.7.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant l'**hélicoptère de la Police grand-ducale:**

Déi viregt Regierung huet d'Police mat engem Helikopter équipéiert.

Dëse schéngt an der Lescht nawell vill am Asaz ze sinn, sou datt munche Steierzueler d'Fro vun der Relatioun tëscht Käschten/Nuisancen an dem Notze stellt.

Duerfir folgend Froen:

1. Wie gëtt konkret den Uerder fir en Helikopterasaz?
2. Gëtt iwwer all Asaz e Rapport gemaach?
3. Wéi vill Kerosin verbrennt de Policehelikopter pro Fluchstonn a wéi vill kascht eng Fluchstonn?
4. Wéi vill Asätz goufen am leschte Semester geflunn a fir wéi vill Stonne war den Helikopter an dëser Zäit insgesamt an der Luucht?
5. Wéi eng Entwécklung ass bei der Zuel an der Längt vun den Asätz festzestellen?
6. Wéi vill vun deenen Asätz am leschte Semester hu ganz konkret zum Erfolleg vun Enquêten, Verfolgungsjuegden oder Ähnlechem bäigedroen?

Réponse (29.9.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

L'Unité de Support Aérien (SUPA) fait partie de l'Unité de Garde et de Réserve Mobile et les priorités opérationnelles sont fixées par le commandant d'unité. Le SUPA établit un rapport journalier de ses activités.

L'hélicoptère consomme en moyenne 230 litres de kérosène par heure de vol.

Pendant le 1er semestre 2006, 419 missions pour un total de 451 heures de vols ont été effectuées.

L'hélicoptère, aussi bien pour les missions de surveillance générale à caractère préventif que pour les missions sur requête, sert d'appui aérien. Ainsi, l'hélicoptère transmet des informations souvent vitales pour orienter les actions de la police et mener aux succès des missions.

Question 1184 (20.7.2006) de **MM. Ali Kaes**, **Jean-Paul Schaaf** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant la **liaison transversale St-Vith-Bastogne:**

Le Comité Économique et Social de la Grande Région (CESGR) a pour mission de traiter sous forme d'avis ou de résolution les problèmes inhérents au développement économique, social, culturel et à l'aménagement du territoire de la Grande Région.

Dans un document de travail intitulé «Le développement des transports en commun et de l'infrastructure des transports dans la Grande Région», le CESGR propose plusieurs mesures précises afin d'améliorer dans le futur les infrastructures routières de la Grande Région.

Ainsi, il réclame la mise en oeuvre rapide de la liaison transversale St-Vith-Bastogne qui permettrait de supprimer efficacement le principal goulot d'étranglement dans le nord-est de la Grande Région. Il s'agit ici de relier l'A27 et l'A26 en Wallonie et au Luxembourg en intégrant des routes existantes. Cette liaison transversale aurait pour conséquence, sur le réseau routier étatique luxembourgeois, que la N20 et la N12 joueraient le rôle d'une route de liaison.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du projet de construction de la liaison transversale St-Vith-Bastogne et le cas échéant où en est l'état d'avancement du dossier en question?
- Quel est l'impact de la liaison transversale susmentionnée sur le trafic de la N12 et de la N20?
- Quel est l'impact sur la construction projetée du contournement de Troisvierges?

Réponse (1.9.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'origine de la liaison douce assurant la liaison entre la A26 Arlon-Bastogne-Liège à l'ouest et la A27/A60 Wittlich-Bitbourg-St-Vith-Malmédy-Liège à l'est, remonte au 6e Sommet de la Grande Région qui se tenait le 12 novembre 2001 à Mondorf-les-Bains et qui fut placé entre autres dans le contexte de la mobilité. Le terme «transversale douce» montrait la volonté d'utiliser dans la mesure du possible des infrastructures routières existantes par opposition à une proposition allemande cherchant une liaison transversale Bastogne-Bitbourg cadrant sur la création d'une infrastructure nouvelle pour la création d'une liaison de haut niveau. Dans le document dénommé «Infrastructure de transports» accompagnant la déclaration commune du 6e Sommet, le projet de la transversale figure comme projet N°IR-1-2/IR-G-1.

Le projet de la liaison douce entre la A26 et la A27 a été confirmé au 7e Sommet de la Grande Région du 30 juin 2003 à Sarrebruck et au 8e Sommet du 24 janvier 2005 à Metz.

Au Grand-Duché l'épine dorsale de cette liaison est la N12. Du côté nord-est les autorités belges sont en train d'étudier une série de variantes de tracés. Du côté sud-ouest le point de raccordement à la A26, qui peut se faire soit au nord ou au sud de Bastogne, n'est pas encore arrêté définitivement.

Cette transversale n'a pas d'impact particulier sur les routes nationales N20 et N12, sauf qu'on essaie de limiter l'urbanisation le long de cet axe, et là où cette urbanisation existe, comme dans la traversée de Troisvierges, il est proposé de construire des voies de contournement.

Question 1185 (20.7.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **formation «bachelor»:**

La loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg précise que le «grade de bachelor ne peut être délivré que si l'étudiant inscrit à l'Université a poursuivi une période obligatoire d'études auprès d'une université ou de toute institution d'enseignement supérieur à l'étranger». La durée de cette période obligatoire est d'un semestre complet de cours.

Cependant, le fait d'imposer à l'étudiant un tel semestre obligatoire auprès d'une université à l'étranger risque de poser plusieurs difficultés pratiques aux étudiants, notamment dans le cadre des examens qu'ils doivent passer.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Si un étudiant n'a pas satisfait aux tests de certification de ses acquis pour un ou plusieurs des cours suivis à l'université étrangère, peut-il quand même revenir au Luxembourg et poursuivre ses études de bachelor?
- Selon quelles modalités et dans quels délais devra-t-il refaire les épreuves?

Réponse commune (30.8.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Nous avons l'honneur d'apporter la réponse suivante à la question parlementaire de Monsieur le Député Marcel Oberweis et relative à la mobilité des étudiants dans le cadre de la formation de bachelor de l'Université du Luxembourg.

L'organisation de la période de mobilité au sein des formations qui mènent au grade de bachelor de l'Université du Luxembourg est de la compétence de l'Université qui organise et règle l'ensemble des modalités pratiques inhérentes à cette mobilité obligatoire. Considérant que la question soulevée par Monsieur le Député a trait à ces modalités, il en résulte qu'elle n'est pas de la compétence des ministres, mais qu'elle relève en conséquence des seules instances universitaires, et ce dans le respect de l'autonomie de l'Université du Luxembourg.

Question 1189 (21.7.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **crise israélo-libanaise:**

Depuis le début de la crise, les bombardements des forces armées israéliennes ont provoqué des déplacements massifs de populations. On estime à environ un demi million le nombre de personnes qui fuient la région. Si de nombreuses personnes ont pu d'ores et déjà être évacuées, d'autres restent bloquées au Liban. Se pose dès lors la question de leur évacuation. En effet, si les réfugiés sont actuellement dirigés vers la Syrie voisine et Chypre, ils n'y sont qu'en transit vers d'autres pays.

À cela s'ajoute que tant l'ONU que les ONG redoutent que la crise actuelle ne se transforme en une catastrophe humanitaire. En effet, la destruction par Israël des infrastructures, comme l'aéroport et les routes, rend difficile les approvisionnements en vivres et médicaments. Il est rappelé que l'Union européenne et d'autres pays viennent de promettre une aide au Liban. Ainsi, la France par exemple a commencé à organiser dès hier matin des vols humanitaires. Quant à la Grèce, elle envisage de mobiliser certains de ces avions militaires pour transporter entre autres du matériel médical et thérapeutique.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Si le Luxembourg envisage d'accueillir des réfugiés du Proche-Orient? Dans l'affirmative, vers quels centres d'accueil seront-ils dirigés? Ces centres auront-ils la capacité suffisante d'accueillir ces personnes? Au-delà de la mise à disposition d'infrastructures, le Gouvernement a-t-il déjà pris ou va-t-il prendre des mesures pour garantir aux réfugiés concernés un accueil adéquat? Quelles sont ces mesures? Serait-il éventuellement possible d'attribuer à ces réfugiés une «protection temporaire»?
- Au-delà de l'aide humanitaire fournie par l'Union européenne, le Luxembourg participera-t-il à titre individuel à l'effort international d'aide humanitaire? Dans l'affirmative, en quoi consisterait une telle aide?

Réponse (23.8.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

1. Le Luxembourg était prêt à accueillir des réfugiés libanais, notamment des personnes ayant des membres de leur famille résidant au Luxembourg. Après le cessez-le-feu et la perspective d'une solution politique sur base de la Résolution 1701 des Nations Unies, la question ne se pose plus.

2. À ce jour, le Luxembourg a déjà alloué trois contributions de 250.000 euros chacune au Comité International de la Croix-Rouge (CICR), au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et au Programme Alimentaire Mondial (PAM). Pour ce qui est des agences de l'ONU, il s'agit de contributions allouées en réponse à l'appel consolidé lancé par les Nations Unies le 24 juillet dernier. En ce qui concerne le CICR, la contribution luxembourgeoise répondait à l'appel préliminaire lancé par cette organisation le 18 juillet dernier. Le total de l'aide humanitaire luxembourgeoise en réponse à la crise qui touche actuellement le Liban est donc de 750.000 euros.

Question 1190 (24.7.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **pavillon maritime luxembourgeois:**

Lors des «Journées maritimes» organisées récemment par ses services, Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a esquissé les pistes de développement du pavillon maritime luxembourgeois sur lesquelles il entend s'engager.

- J'aimerais dans ce contexte savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie s'il estime que sur base de la législation existante, le pavillon maritime échappera désormais aux reproches de «pavillon de complaisance» suggérant du dumping social et des critères de sécurité insuffisants, d'une part, et de politique de niche empiétant sur les plates-bandes économiques des États côtiers, d'autre part.
- Y a-t-il parmi les nombreux audits réalisés récemment sur la question une évaluation de l'impact économique et financier du pavillon maritime et de l'activité qu'il génère? Dans l'affirmative, quel en est le résultat chiffré?
- Quels sont plus particulièrement les effets économiques positifs que Monsieur le Ministre attend des mesures annoncées: ouverture de la profession de dirigeant maritime, abolition de la TVA sur la location et l'utilisation des yachts commerciaux, taxation au tonnage?
- Y a-t-il accord sur les trois pistes d'innovation mentionnées au niveau de l'ensemble du Gouvernement?
- Tout en notant la promotion de l'immatriculation de yachts commerciaux sous pavillon luxembourgeois, l'image de marque du Luxembourg ne risque-t-elle pas d'être ternie sous l'effet de l'utilisation de navires arborant notre pavillon pour des activités prodigues sous le regard des touristes des côtes méditerranéennes ou pour des activités susceptibles d'enfreindre les lois des pays accostés?

Réponse (21.9.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

L'honorable Député Xavier Bettel aborde une série de sujets en relation avec le dossier maritime.

Tout d'abord, l'honorable Député souhaite savoir, si sur la base de la législation existante, le pavillon maritime échappera désormais aux reproches de «pavillon de complaisance».

Quelques clarifications s'imposent tout d'abord quant à la notion de «pavillon de complaisance», car il ne s'agit pas vraiment d'une question de législation. D'une façon générale, considérer le pavillon maritime d'un État comme «pavillon de complaisance» suggère que cet État ne s'acquitterait pas correctement de ses obligations internationales qu'il peut avoir au plan de la sécurité des navires et du bien-être des équipages. Le Syndicat mondial des transports a élaboré des critères et des procédures de décision pour considérer un pavillon comme «pavillon de complaisance». Un de ces critères a toujours été que cet État accepte des navires sur son registre des navires dont le propriétaire a une nationalité différente de celle de l'État du pavillon. Le conflit avec le droit européen est évident. En effet, l'immatriculation des navires dans un État de l'Union européenne est un corollaire du droit d'établissement. En partant de ce critère tous les pavillons européens sont des pavillons de complaisance en puissance. Effectivement un certain nombre de pavillons d'États européens sont considérés comme pavillons de complaisance par le Syndicat mondial des transports et on peut y retrouver des pays comme l'Allemagne et la France pour ne citer que ceux-ci. Ceci ne veut pas dire que l'état de la flotte de ces pays laisse à désirer, ce qui peut être compris comme tel par un large public, mais cela indique certainement qu'il y a un désaccord avec le syndicat. Le fait qu'un armateur utilise un pavillon dit «de complaisance» ne l'empêche pas de conclure des conventions collectives avec les syndicats en question.

Il existe aujourd'hui des instruments de mesure de la performance d'une flotte comme par exemple les résultats des contrôles portuaires qui sont consultables sur Internet. D'autres instruments d'audits ou d'indicateurs de performance en termes de sécurité et de sûreté ont été créés récemment.

Quant au Luxembourg, notre flotte enregistre parmi les meilleures performances en termes de sécurité. Le programme national au plan de la sûreté maritime vient d'être évalué par la Commission européenne et les mécanismes mis en place s'avèrent répondre aux standards requis. Pour des données chiffrées des contrôles portuaires, l'honorable Député consultera utilement le rapport d'activités de l'administration. Quant au rôle de l'administration en tant qu'autorité de contrôle pour la sécurité maritime, je tiens à signaler qu'au plan européen le Luxembourg fait partie du peloton de tête des trois administrations qui travaillent suivant un système d'assurance de la qualité.

Quant au volet social, le Luxembourg était déclaré «pavillon de complaisance» par le Syndicat mondial des transports à l'initiative du Syndicat belge en litige avec les armateurs belges utilisant le pavillon luxembourgeois. Ce problème est maintenant résolu et le Luxembourg ne figure plus sur la liste des pavillons de complaisance de cette organisation À ma connaissance la plupart des navires marchands luxembourgeois sont couverts par une convention collective.

Parmi les audits auxquels se réfère l'honorable Député, il n'y a pas d'audits sur l'impact économique des affaires maritimes. La dernière étude remonte à 2001. Il en résulta que le secteur maritime déployait un chiffre d'affaires comparable à celui de l'aviation civile au Luxembourg.

L'honorable Député aborde également la question du consensus politique sur le dossier en se référant à des aspects ponctuels, l'image de marque du pays et les effets économiques.

Au Luxembourg, le dossier maritime continue d'être controversé depuis le vote de la loi y relative en 1990. Alors qu'aucune des craintes avancées à l'époque ne s'est concrétisée, il faut admettre que certaines hésitations en relation avec ce dossier sont compréhensibles dans un pays qui n'a pas d'ancrage avec les questions de la mer. C'est sur la base de ce contexte politique que j'ai entrepris une réorientation du dossier maritime. Les grands pétroliers ont quitté le registre luxembourgeois. Il ne faut cependant pas perdre de vue que les transports maritimes constituent un secteur économique représentant quelque 3% du PIB européen et que l'activité de transport génère une part importante d'activités à terre. Pour un pays tirant une part importante de sa richesse de la prestation de services, d'une part, et ayant accès à ces marchés du fait de notre appartenance à l'Union, d'autre part, c'est une opportunité à ne pas ignorer, considérant par ailleurs que des avantages concurrentiels de notre pays dans les nouvelles règles du jeu européen tendent à s'estomper dans d'autres domaines.

Dans le domaine maritime d'autres niches méritent d'être explorées. L'accord de coalition se réfère explicitement à la grande plaisance commerciale, mais il en existe d'autres. Le secteur maritime luxembourgeois a réitéré certaines propositions de réforme, dont il a pu être tenu compte dès à présent. D'autres propositions viennent de m'être adressées par un groupe de travail composé de représentants de la place financière et de sociétés maritimes établies à Luxembourg. Ces mesures seront évaluées à la rentrée et certaines d'entre elles comporteront l'intervention du Gouvernement respectivement du Parlement à supposer qu'elles soient retenues.

En intégrant le dossier maritime au département du commerce extérieur, le Gouvernement a replacé ce dossier dans son département d'origine qui est sa véritable place dans une optique luxembourgeoise. Dans un domaine aussi harmonisé au plan européen que celui du maritime, il ne faut pas escompter de générer des ressources budgétaires par le simple fait législatif. Il s'agit plutôt d'offrir un cadre réglementaire moderne adapté aux réalités permettant aux acteurs économiques établis à Luxembourg ou actifs dans ce commerce de consolider leur présence ou activités voire de les développer. Quant au volet financier, il y a certainement un potentiel non exploré à ce stade.

Quant au respect des lois et règlements qu'évoque l'honorable Député, il va de soi que ces activités doivent se poursuivre dans le respect des lois et des conventions internationales. Cette remarque doit être valable pour d'autres domaines que celui sous revue. Pour ma part, je n'hésiterai pas à sévir et à faire poursuivre les auteurs d'éventuelles infractions, si cela devait s'avérer nécessaire, respectivement de retirer les agréments à des sociétés défaillantes comme je viens de le faire.

Question 1191 (24.7.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **manque de place dans les centres d'éducation différenciée:**

Il me revient que bon nombre d'enfants inscrits dans les centres de l'éducation différenciée et ayant atteint l'âge de l'obligation scolaire n'ont pas eu l'autorisation de continuer la scolarité à la rentrée, faute de place. Malheureusement pour les mêmes motifs ils n'ont pas pu s'inscrire dans un atelier protégé, ce qui place les jeunes ainsi que leurs parents devant une situation inextricable.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, si ces faits sont exacts.
- Quelles solutions à court terme Mesdames les Ministres envisagent-elles pour permettre à ces jeunes de trouver une occupation dès la rentrée?
- Quels sont, selon l'avis de Mesdames les Ministres, les besoins futurs en infrastructure aussi bien pour les centres de l'éducation différenciée que pour les ateliers protégés?

Réponse commune (21.9.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La loi du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée prévoit effectivement la possibilité d'autoriser un enfant à recevoir l'éducation et les soins appropriés au-delà de la scolarité obligatoire lorsque l'intérêt de la formation d'un enfant l'exige.

Il appartient aux membres de la commission médico-psycho-pédagogique nationale d'émettre un avis sur l'orientation future de l'élève.

Tandis que pour certains adolescents la prolongation de la scolarité dans un centre d'éducation différenciée s'avère propice, d'autres profitent davantage d'une admission dans un atelier de propédeutique professionnelle, mettant l'accent sur les apprentissages pratiques, ou dans une structure de travail pour personnes à handicap. Toujours est-il que le législateur a prévu la prolongation de la scolarité obligatoire comme mesure exceptionnelle qui n'est pas préconisée dans tous les cas pour chaque élève.

Afin de trouver la solution individuelle la plus appropriée pour favoriser l'épanouissement personnel de l'enfant les responsables des centres d'éducation différenciée se concertent avec les parents concernés.

Étant donné que les centres d'éducation différenciée accueillent des enfants soumis à l'obligation scolaire, la fourchette d'âge peut varier entre quatre et 15 ans. Vu que les besoins et les intérêts des petits enfants et des adolescents ne sont pas les mêmes, il importe d'offrir un encadrement stimulant aux jeunes à handicap qui les prépare à la vie d'adulte.

En ce qui concerne plus particulièrement les élèves du centre d'éducation différenciée d'Esch/Alzette, après concertation avec les services concernés du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, les services du Ministère de la Famille et de l'Intégration ont cherché des solutions adaptées aux situations individuelles des jeunes concernés. Simultanément deux gestionnaires de centres de propédeutique professionnelle privés/d'ateliers protégés et deux nouveaux groupes de formation sont mis en place et accueilleront les jeunes dès le mois d'octobre 2006. Dès l'automne et pour autant que de sa compétence, le Ministère de la Famille et de l'Intégration fera l'analyse détaillée des données lui fournies le mois de juillet courant par le Service de l'Éducation différenciée afin d'établir un plan d'action pour les années à venir.

Les capacités d'accueil des infrastructures de l'Éducation différenciée doivent tenir compte de plus ou moins 1% des élèves soumis à l'obligation scolaire. Afin de favoriser l'intégration des enfants en question, il y a lieu d'intégrer leurs classes dans les bâtiments de l'enseignement régulier. Tandis que les classes pour les élèves de quatre à douze ans sont à intégrer dans les bâtiments de l'enseignement primaire, celles des adolescents fonctionnent dans les enceintes de l'enseignement postprimaire.

Citons les exemples de Roodt/Syre, de Luxembourg-ville, d'Echternach, de Roeser en ce qui concerne l'accueil d'élèves à besoins éducatifs spéciaux susceptibles de fréquenter l'enseignement primaire, et ceux du Lycée Michel Rodange, du Lycée Aline Mayrisch et du Lycée technique du Centre pour l'accueil d'adolescents.

Des projets de cohabitation sont projetés aux Lycée de Junglinster, au Neie Lycée, au Lycée de Redange/Attert etc.

Question 1192 (24.7.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant le **parti pédophile néerlandais (PNVD):**

Au sujet du parti pédophile néerlandais PNVD, un groupe de la majorité «insiste pour que le Gouvernement luxembourgeois intervienne auprès des autorités néerlandaises, afin que celles-ci examinent les possibilités qui existent pour passer outre la décision de justice litigieuse et que le parti précité soit interdit».

- Le Gouvernement entend-il donner suite à cette invitation?
- Si oui, auprès de quelles autorités entend-il intervenir?
- Dans quel délai?
- Est-il disposé à informer la Chambre des Députés du résultat de son intervention?

Réponse commune (30.8.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Le Gouvernement luxembourgeois partage la consternation générale concernant la création du parti pédophile néerlandais (PNVD), les points de vue promus par ce dernier étant tout à fait inacceptables et condamnables.

Il faut malheureusement constater que le Tribunal de La Haye, saisi en référé, n'a cependant pas interdit le PNVD. Dans son arrêt, le Tribunal a conclu entre autres que l'indignation morale n'est pas suffisante pour interdire un parti tant que celui-ci n'incite pas à des actes tombant sous le coup de la loi. Le Ministère public des Pays-Bas, quant à lui, ne peut pas interdire un parti politique dont le programme plaide en faveur d'un changement de loi. Une intervention officielle auprès des autorités néerlandaises pour que ce parti soit interdit n'a donc aucune chance d'aboutir. C'est donc d'abord aux électeurs néerlandais de décider, si ce parti doit entrer dans la Deuxième Chambre.

Le Gouvernement souhaite enfin informer l'Honorable Députée qu'un Député néerlandais a déclaré vouloir examiner la possibilité d'interdire le PNVD par le biais d'un projet de loi. Par ailleurs, les autorités néerlandaises connaissant les réactions négatives exprimées à l'égard de ce parti suivent ses activités avec une attention particulière, de sorte qu'au moment où le parti commet des actes punissables ou stimule à les commettre, les autorités peuvent intervenir immédiatement.

Question 1194 (25.7.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **promotion de l'activité logistique et création d'une plate-forme:**

Le Gouvernement en place avant les élections de 2004 avait initié en étroite collaboration avec la plus grande société luxembourgeoise de fret aérien un projet destiné à la promotion de l'activité logistique au Luxembourg et à la création d'une plate-forme destinée à accueillir de telles activités, de préférence complémentaires au fret aérien, non loin de l'Aéroport de Findel.

J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur quelles ont été les suites récentes qu'a, le cas échéant, connues ce projet.

- Quelles sont notamment les conséquences tirées des conclusions du rapport d'un consultant externe qui a étudié le dossier pour compte du Ministère de l'Économie?
- Quelles sont les mesures concrètes que le Gouvernement entend engager sur base de cette étude?

- Dans la mesure où cette plateforme sera aménagée, quelle sera sa localisation et quelles seront les conditions de son occupation, voire de son exploitation? Quels types d'entreprises y seront admis?
- Comment le Gouvernement entend-il rencontrer le risque de créer de cette manière une concurrence non souhaitable pour le Cargo Center de Luxair fonctionnant dans l'enceinte aéroportuaire?
- Des complémentarités entre cette nouvelle infrastructure éventuelle et le Cargo Center sont elles envisagées et, si oui, en quoi consistent-elles?

Réponse (31.8.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Dans le cadre des réflexions autour de la valorisation de terrains situés dans la zone d'activités nationale de Contern, le Gouvernement avait commandité fin 2004 une étude sur le potentiel économique des activités de logistique, notamment en rapport avec les flux de fret générés par l'Aéroport de Findel.

L'étude en question a été validée fin 2005. Celle-ci a révélé un potentiel élevé pour des activités logistiques basées sur le fret aérien dans un contexte économique favorable, mais hautement compétitif. Parmi les recommandations formulées afin de réunir les conditions préalables de réussite figurent l'accès à des infrastructures et des surfaces foncières à des coûts compétitifs, la mise à disposition d'un ensemble d'informations réglementaires et administratives ainsi que la suppression de certaines barrières liées à la représentation fiscale et aux procédures douanières.

En ce qui concerne les conséquences tirées des conclusions de l'étude, je renvoie au plan d'action que j'ai décrit à l'occasion de l'ouverture de la Foire internationale de Printemps. Les actions à mettre en œuvre s'articulent autour de quatre axes:

- promouvoir le Grand-Duché de Luxembourg comme site logistique intercontinental et comme centre de compétence organisationnelle de la chaîne d'approvisionnement;
- améliorer le cadre réglementaire et administratif au niveau du traitement douanier et de la TVA en étroite collaboration avec les administrations douanière et fiscale;
- permettre l'accès d'entreprises et d'activités logistiques nouvelles à haute valeur ajoutée (le stockage, le conditionnement, l'emballage, la préparation et l'expédition de commandes ainsi que l'organisation des flux de production et de distribution, la programmation des approvisionnements, la facturation) à certaines zones d'activités nationales;
- développer des compétences et encourager les activités de conseil et de formation.

Les zones d'activités nationales mentionnées ci-dessus sont celles de Contern et de la région de Dudelange/Bettembourg. En ce qui concerne cette dernière, un cabinet spécialisé est actuellement en train d'élaborer un concept d'affectation des surfaces disponibles sur le site WSA à Bettembourg/Dudelange en faveur d'activités logistiques à haute valeur ajoutée. Ce concept d'implantation progressive et modulable d'un parc logistique comportera également un modèle d'exploitation, de gestion et de financement des infrastructures futures.

Les centres de fret de Luxair et de Swissport, situés dans l'enceinte aéroportuaire, sont principalement dédiés aux activités de chargement et de déchargement d'avions et de camions. La durée moyenne de l'entreposage des marchandises y est de huit heures. Il s'agit donc essentiellement d'un lieu de transit de marchandises.

Les projets engagés actuellement par le Gouvernement ne constituent donc aucune menace pour les activités de ces centres, mais visent à attirer et implanter au Luxembourg un maillon supplémentaire de la chaîne logistique. Ainsi les initiatives menées par le Gouvernement tendent non seulement à compléter les activités déployées par les centres de fret, mais s'efforcent également d'attirer au Luxembourg des prestataires de services logistiques à haute valeur ajoutée qui constituent donc des clients potentiels pour ces centres de fret.

Question 1195 (25.7.2006) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **zone d'activité économique à caractère national:**

En ce qui concerne les zones industrielles et/ou artisanales à caractère national, le Ministère de l'Économie prend en charge les frais de premier établissement, alors qu'il incombe aux communes d'assurer tous les frais d'entretien des infrastructures qui s'ensuivent. Par conséquent les communes se voient proposer des conventions avec l'État qui les obligent à assurer le fonctionnement et l'entretien des infrastructures.

Or, considérant l'évolution économique, notamment la diminution des recettes liées à l'impôt commercial et les discussions actuelles sur le financement des communes, ces charges risquent de peser lourd sur le budget communal.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que l'implantation d'une zone d'activité économique à caractère national devient de moins en moins intéressante pour les communes si les charges y relatives sont en augmentation constante tandis que les retombées financières futures sont incertaines?
- Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire peut-il garantir que les recettes communales provenant de l'impôt commercial resteront à l'avenir suffisamment importantes pour permettre aux communes de remplir leurs obligations concernant les zones industrielles et/ou artisanales?
- Monsieur le Ministre de l'Économie n'estime-t-il pas qu'une convention fixant les obligations des communes devrait aussi garantir des compensations au moins équivalentes aux coûts qui découlent de la convention?

Réponse commune (26.9.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:*

Les conventions que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur conclut avec les communes sur le territoire desquelles l'État a aménagé à ses frais des zones d'activités à caractère national visent à garantir le fonctionnement et l'entretien des infrastructures y aménagées.

Lesdites conventions concernent:

- l'entretien des voies de circulation et délèguent aux communes la faculté d'arrêter les règlements de police pour ladite voirie qui restera domaine privé de l'État;
- l'entretien de l'éclairage public;
- l'entretien des aires de services et des aires de verdure;
- l'alimentation en eau potable, le cas échéant;
- l'entretien des réseaux d'évacuation des eaux usées et de surface;
- l'organisation de l'évacuation des déchets ménagers et assimilés.

Une fois donc les voies de circulation et les infrastructures et réseaux confiées à la commune, que ce soit par convention ou à la suite d'une cession pure et simple à la commune par le lotisseur des terrains avec les infrastructures publiques y réalisées, les communes ont à leur charge leur fonctionnement et leur entretien. Le fait que dans les zones à caractère national l'État ne cède pas les terrains n'y change finalement rien en ce qui concerne les charges d'entretien pour les communes.

À signaler dans le contexte des charges de fonctionnement et d'entretien des infrastructures que les charges relatives à l'alimentation en eau potable - pour autant que cette alimentation n'est pas réglée sur base conventionnelle avec un tiers - et à l'évacuation et à l'élimination des eaux usées et des déchets sont en principe répercutées intégralement selon le principe du pollueur payeur aux utilisateurs des services publics. Au niveau du budget communal ces charges devraient donc trouver leur contrepartie dans le budget des recettes communales pour un montant au moins équivalent. Elles ne grèvent partant pas la capacité financière d'une commune.

Pour financer les charges d'entretien de la voirie et de l'éclairage publique les communes touchent à côté de l'impôt commercial généré dans la zone également l'impôt foncier auquel sont assujetties les entreprises y domiciliées.

À signaler encore que bien des communes bénéficient par ailleurs de la mise à disposition, par l'État, de droits de superficie couvrant une partie des terrains dans l'enceinte des zones nationales pour permettre des (ré)implantations, sur leur initiative, de projets économiques présentant un intérêt local ou régional.

Les infrastructures d'accueil ainsi créées contribuent largement au développement économique des communes concernées qui en profitent sur le plan des recettes fiscales, certes, mais également sur le plan socio-économique, notamment à travers la création d'emplois dans la région contribuant au développement démographique.

Pour conclure, et si l'on essaie de faire le bilan pour une commune tant de l'accueil sur son territoire de nouvelles entreprises, et de nouveaux résidents qui en résulte indirectement, nous estimons qu'aucune commune n'a financièrement souffert d'une telle politique de développement.

Bien au contraire! Tant la création de zones d'activités nouvelles que l'accueil de nouveaux résidents se sont avérés par le passé comme une panacée pour le développement de la commune. Les masses critiques indispensables à l'offre de services communaux plus exigeants ont été atteintes plus rapidement.

En ce qui concerne une garantie des recettes communales provenant de l'Impôt Commercial communal (ICC) il est entendu que ni le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, ni le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ne pourront jamais donner de garantie de recettes ni pour les communes, ni pour l'État d'ailleurs. Ceci ne veut en aucun cas dire que les communes sont impuissantes devant l'évolution des recettes de l'ICC.

Premièrement, le secteur communal, même s'il ne peut agir directement sur les activités du secteur commercial, peut néanmoins créer des conditions favorables (par des infrastructures adéquates, un taux de l'ICC compétitif, etc.) aux entreprises de sorte à diversifier son tissu économique et à attirer de nouvelles entreprises hautement compétitives pour ainsi assurer un potentiel fiscal à long terme.

Deuxièmement, les communes peuvent mettre en place une sorte de système de «Risk Sharing» en intégrant en un seul syndicat de communes les entreprises de plusieurs communes et ceci afin de diversifier les risques pour les communes lorsqu'une entreprise cesse ses activités ou est en difficulté financière.

À travers ces deux volets, les communes peuvent se prémunir efficacement contre les aléas économiques touchant leurs entreprises et de ce fait mieux s'assurer des recettes plus stables.

Question 1197 (25.7.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**échec des négociations du Doha Round:**

Après cinq ans de tractations laborieuses entre les 149 membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), les six principaux acteurs de discussion, à savoir l'Union européenne, les États-Unis, le Brésil, l'Inde, l'Australie et le Japon viennent de conclure à la faillite du processus de Doha. En effet, les partenaires ne sont pas parvenus à surmonter les différends en matière de politique agricole.

Derrière cet échec, c'est tout le multilatéralisme commercial qui est mis en cause. Plus grave encore, toute l'énergie déployée ces dernières années pour trouver un compromis acceptable aura été vaine.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelles seront les conséquences probables à court, moyen et long terme de l'échec des négociations précitées?
- Le Gouvernement envisage-t-il, à l'instar de certains états, de se lancer dans des négociations bilatérales avec les régions ou les pays qu'il veut privilégier?
- Une telle option ne risque-t-elle pas de délaisser certaines parties du monde?
- Quelle sera la meilleure stratégie pour éviter un tel scénario?
- Quels sont les moyens dont dispose le Luxembourg sur le plan international pour éviter que l'absence de compromis au sein de l'OMC ne nuise aux pays les plus pauvres?
- Quelle est la position de l'Union européenne respectivement quelle stratégie entend-elle mettre en oeuvre dans ce dossier?

Réponse (23.8.2006) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Le Gouvernement luxembourgeois, tout comme les autres États membres de l'UE et leur négociateur, la Commission européenne, regrette la suspension, pour une durée indéterminée, des négociations du cycle de Doha de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Il est encore trop tôt pour se prononcer définitivement sur le sort du cycle de Doha. En ce moment, tous les acteurs majeurs de l'OMC se livrent à des réflexions internes. Pour l'UE, la Commission envisage plusieurs scénarios possibles. Il s'agit d'évaluer les chances réelles de reprendre les négociations à court ou moyen terme. La Commission devrait présenter le fruit de cet exercice aux États membres de l'UE à la rentrée 2006. Il appartiendra alors au Conseil de décider ou non de donner un nouveau mandat de négociation à la Commission. Le G20 qui réunit autour du groupe noyau constitué par le Brésil et l'Inde, des pays émergents comme la Chine ou l'Afrique du Sud, a prévu d'organiser une réunion en septembre afin d'envisager les moyens de débloquer le cycle de négociations de Doha. De son côté, le Groupe de Cairns a annoncé une réunion en septembre en Australie avec l'Union européenne et les États-Unis afin de tenter de relancer les négociations.

Lors du Conseil général de l'OMC du 27 juillet, donc immédiatement après l'annonce de la suspension des négociations, le commissaire Mandelson avait proposé de continuer les négociations sur un paquet développement en faveur des pays les plus vulnérables. Ce paquet aurait pu comprendre l'aide en faveur du commerce ("Aid for Trade"), la facilitation des échanges, un nouveau cadre intégré en faveur des pays les moins avancés, l'accord de Hong Kong des pays industrialisés d'accorder un libre accès à leurs marchés en faveur des pays les moins avancés, le traitement spécial et différencié, des règles d'origine plus souples pour les pays en développement et l'amélioration du mécanisme de règlement des disputes en faveur des pays en développement. Malheureusement cette idée n'a pas trouvé d'écho à ce stade.

Le Gouvernement luxembourgeois espère que tous les membres de l'OMC feront les efforts nécessaires dans les semaines à venir pour relancer les négociations afin de ne pas mettre en péril le travail déjà accompli. Un échec définitif aurait plusieurs conséquences négatives et en premier lieu un affaiblissement sérieux du multilatéralisme mais aussi la perte d'une chance réelle d'améliorer l'accès au marché pour les exportateurs de tous les pays et donc d'injecter des centaines de milliards d'euros dans le commerce mondial, donnant ainsi un sérieux coup de pouce à la croissance globale. Un échec durable ne ferait que renforcer les tendances protectionnistes observées dans de nombreux pays et rendrait l'intégration des nouvelles puissances commerciales comme la Chine, l'Inde ou le Brésil dans un système global avec des règles claires, beaucoup plus difficiles.

Les pays les moins avancés perdaient, entre autres, l'accès libre aux marchés des pays industrialisés, agréé à Hong Kong, l'engagement des pays industriels d'abolir leurs subventions aux exportations agricoles d'ici 2013, la réduction des subventions internes ayant un effet de distorsion aux échanges et la modernisation des procédures douanières (facilitation des échanges).

Un échec durable permettrait à certains de nos partenaires d'éviter de réformer leurs subventions agricoles à l'instar de la réforme de la politique agricole commune de 2003 ou d'observer des règles strictes en matière d'instruments de défense commerciale (antidumping). Finalement, une recrudescence de procédures de règlement de disputes lancées par des pays du G20 contre les politiques agricoles des États-Unis et de l'UE serait probable.

En vertu de la politique commerciale commune aucun État membre individuel de l'UE ne peut entamer des négociations bilatérales. Il est cependant probable que l'UE lance de telles négociations à moyen terme avec certains pays ou régions développés ou émergents mais pour l'instant rien

n'est décidé. En tout état de cause, aucun accord bilatéral ne peut reproduire les avantages d'un accord multilatéral.

L'UE continue les négociations d'accords de partenariats économiques (APE) avec les six régions des pays ACP afin d'accompagner leur intégration dans le commerce mondial. Le Gouvernement luxembourgeois continuera à veiller à ce que la philosophie de ces accords reste résolument pro-développement.

Par son Système de Préférences Généralisées (SPG), l'UE continuera aussi d'offrir un accès au marché complètement libre aux pays les moins avancés et à des conditions préférentielles aux autres pays en développement.

Question 1199 (26.7.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**effectif de la Police grand-ducale auprès de l'Aéroport de Findel:**

Dans la réponse de Monsieur le Ministre des Transports, celui-ci affirme que l'effectif total de la Police grand-ducale à l'Aéroport de Luxembourg est de 54 personnes, et que cet effectif n'est pas suffisant et qu'il devra être augmenté d'ici peu.

Cependant selon les informations trouvées sur le site www.police.lu *(pièce jointe - à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)* et renseignements pris auprès de l'Administration de l'Aéroport il me revient que cet effectif est en réalité de 28 membres.

- De ce fait j'aimerais savoir sur quel chiffre se base la réponse de Monsieur le Ministre des Transports, en effet si Monsieur le Ministre estime qu'un effectif de 54 n'est pas suffisant actuellement que pense-t-il de l'effectif réel de 28 membres?

En effet, si l'effectif réel est de 28 membres je pense que même, si vous-même, Monsieur le Président, insistez auprès des ministres pour qu'ils répondent aux questions parlementaires dans les délais, j'apprécierais que ces derniers prennent leur temps pour répondre correctement aux questions parlementaires et non de nous fournir des informations erronées.

- De ce fait je vous saurais gré de bien vouloir demander conformément à l'article 75 de notre règlement à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre de la Justice de me donner les données exactes concernant l'effectif de la Police grand-ducale auprès de l'aéroport ainsi que son évolution future.

Réponse (7.9.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice*:

La Police grand-ducale vient de restructurer l'ancien «Service de contrôle à l'aéroport» en créant l'«Unité Centrale de Police à l'Aéroport» (UCPA). L'UCPA ainsi créée se subdivise en «Service de contrôle à l'aéroport», avec un Service de contrôle frontalier et un Service documents de voyage et le «Service de garde à l'aéroport» qui exécute essentiellement des missions de sécurité.

Fin juillet, l'UCPA s'est constituée de 30 fonctionnaires dont deux cadres supérieurs. Une augmentation de deux inspecteurs est prévue pour septembre 2006 avant d'augmenter les effectifs à 37 policiers pour le 1er avril 2007.

Tout en tenant compte également des missions de contrôle à l'aéroport effectuées par l'Administration des Douanes, le Gouvernement envisage dans le cadre d'un programme pluriannuel d'augmenter de façon significative le nombre d'agents de police affectés au Findel.

Réponse (7.9.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La question parlementaire N°1199 du 26 juillet 2006 de l'honorable Député s'est croisée avec le rectificatif de la réponse à sa question parlementaire N°1110 du 7 juin 2006 envoyé le 25 juillet 2006 *(cf. compte rendu N°14/2005-2006)* et devient dès lors sans objet.

Question 1201 (26.7.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **compagnie aérienne immatriculée au Ghana:**

Il me revient qu'en date du 24 juillet 2006, un autopropulseur d'un avion cargo de la société MK Airlines, immatriculé au Ghana, s'est enflammé quelques instants après le décollage de l'engin de l'Aéroport de Findel. Suite à cet incident, l'avion a dû retourner au Findel et effectuer un atterrissage forcé. Au vu de la fréquence des incidents de la compagnie aérienne concernée, j'avais déjà posé à Monsieur le Ministre un certain nombre de questions concernant cette société (question parlementaire N°0130 du 19 octobre 2004 et question parlementaire N°0257 du 21 janvier 2005) *(cf. compte rendu N°2/2004-2005 et N°7/2004-2005)*.

Dès lors je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les suites qu'il entend réserver à cet incident?
- Compte tenu des divers incidents dans les années passées de la compagnie aérienne en question, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le fait d'autoriser ladite compagnie à desservir notre aéroport ne comporte des risques?
- Dans sa réponse du 12 novembre 2004, Monsieur le Ministre avait indiqué que les services de la Direction de l'aviation civile avaient été instruits de réserver dans le cadre des contrôles techniques une attention particulière aux vérifications à effectuer sur des appareils de la société aérienne précitée. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les résultats de ces contrôles relatifs aux engins de cette compagnie? Monsieur le Ministre peut-il également m'informer en quoi consiste exactement cette intensification des contrôles?
- Quelles autres mesures à part des contrôles intensifiés Monsieur le Ministre envisage-t-il afin de minimiser le risque qu'un tel incident ne se reproduise?

Réponse (1.9.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur un incident de la compagnie aérienne MK Airlines en date du 24 juillet 2006 à l'Aéroport de Luxembourg.

J'ai eu connaissance de cet incident de MK Airlines par le biais de mes services et partant j'ai demandé à la société MK Airlines de me renseigner dans les meilleurs délais sur les circonstances de cet incident conformément aux dispositions légales en vigueur.

Dès le 26 juillet 2006, la Direction de l'aviation civile s'est renseignée auprès du transporteur et de l'Administration de l'Aéroport afin de connaître les détails et les circonstances de l'incident émargé.

Il en résulte que l'avion concerné était un Boeing B747-245F immatriculé 9G-MKS (Ghana) au départ de Luxembourg-Findel le 24 juillet 2006 à 21.15 heures UTC pour rejoindre Tripoli (Libye).

Après le démarrage des turbines une panne du moteur était détectée et la procédure d'urgence initiée. Une approche et un atterrissage à trois moteurs étaient effectués. Le vol était capable d'évacuer la piste et de rejoindre l'aire de stationnement. Les services de secours étaient en état d'alerte.

J'ai par ailleurs informé l'entité d'enquête chargée d'initier une enquête technique de l'incident en cause survenu à bord de l'aéronef concerné.

En ce qui concerne le contrôle des services compétents de la Direction de l'aviation civile dans ce contexte je puis vous confirmer qu'une attention particulière est portée aux vérifications à effectuer sur des appareils de ladite société aérienne. À ce titre, la Direction de l'aviation civile a effectué cinq inspections en 2005 sur divers aéronefs appartenant au transporteur ghanéen MK Airlines dans le cadre du programme SAFA ("Safety Assessment of Foreign Aircraft"). Aucune des inspections diligentées n'a relevé de sérieux défauts ou de déficiences graves sollicitant une immobilisation d'un appareil. Il y a lieu d'indiquer que les inspections SAFA conduites sur l'aire de trafic s'apparentent à des contrôles d'ordre visuel (On the Spot).

Le nombre programmé de contrôles inopinés menés par la Direction de l'aviation civile, dont a fait l'objet le transporteur MK Airlines, est proportionnellement très élevé. Les informations recueillies lors de ces inspections alimentent la base de données communautaire sur la sécurité aérienne et permettent aux instances tant nationales que communautaires d'évaluer les risques inhérents à la sécurité aérienne pour telle compagnie, voire pour les aéronefs immatriculés dans tel État tiers. Sur les avions Boeing concernés onze inspections SAFA ont été réalisées en 2005/2006 en Europe, dont cinq à l'initiative de la Direction de l'aviation civile, trois par l'autorité belge, une par l'ENAC italienne, une par la CAA Pays-Bas et une par la CAA finnoise. Aucune des inspections diligentées n'a révélé des déficiences graves nécessitant l'application de restrictions d'exploitation, voire l'immobilisation d'un appareil.

Il faut rappeler que ni la compagnie MK Airlines ni le Ghana ne font partie de la fameuse «liste noire», la liste des transporteurs aériens faisant l'objet d'une interdiction d'exploitation ou de restrictions d'exploitation dans la Communauté dans le cadre du règlement (CE) 474/2006 de la Commission du 22 mars 2006.

Par ailleurs, il a été confirmé par la CAA britannique que le transporteur MK Airlines a obtenu récemment son certificat de transport aérien britannique (AOC). Le premier avion Boeing de MK Airlines vient d'être immatriculé au Royaume-Uni. Les autres appareils regagneront le registre britannique suivant un programme de transfert spécifique convenu entre les autorités du Royaume-Uni et le transporteur concerné. Par conséquent, les Boeing de la compagnie seront immatriculés à l'avenir au Royaume-Uni et partant soumis au cadre communautaire de la sécurité aérienne, la CAA britannique exerçant par la suite la supervision continue.

Ceci constitue une garantie supplémentaire pour minimiser le risque qu'un tel incident ne se reproduise puisque la CAA britannique, avec laquelle le Luxembourg entretient d'excellentes relations, endossera la pleine responsabilité de supervision des activités de MK Airlines.

Question 1203 (27.7.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **conventions État-ONG dans le domaine de l'intégration:**

La collaboration entre le Ministère de la Famille et des ONG actives dans le domaine de l'intégration des étrangers peut jouer un rôle complémentaire par rapport aux initiatives spécifiques du Gouvernement. À ce propos, on évoque à bon escient le principe de subsidiarité. La coordination de ces activités devrait être une autre préoccupation, ne serait-ce que pour éviter des doubles emplois.

Dans la résolution adoptée récemment par l'assemblée générale de l'ASTI et divulguée à la presse et aux parlementaires, on souhaite «une clarification des objectifs et des moyens des services conventionnés avec le Commissariat du Gouvernement aux étrangers, pour en améliorer la transparence».

Il s'avère cependant que les démarches répétées de l'ASTI à ce propos sont restées sans réponse.

Dès lors je me permets de vous soumettre les questions suivantes:

- Quels sont les objectifs assignés aux trois conventions (ASTI, CLAE et SeSoPi)?
- Quelles sont les réalisations essentielles des trois conventions en 2005?
- Combien de tâches plein temps sont couvertes par chacune des conventions?
- Quels sont les moyens financiers attribués aux conventions respectives?

Réponse (13.9.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1) Quant aux objectifs stipulés dans les trois conventions:

- Convention conclue entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration et l'agence interculturelle de l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés, dénommée ci-dessous «ASTI».

L'objectif de l'ASTI est de promouvoir l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg par les mesures suivantes:

* promouvoir les échanges entre la communauté luxembourgeoise et les communautés étrangères au Grand-Duché de Luxembourg, seule ou en concertation avec d'autres associations et acteurs socioculturels, en encourageant, facilitant et soutenant des activités interculturelles entre étrangers et Luxembourgeois;

* contribuer à la connaissance mutuelle sur des activités culturelles auprès des médias, des organisations, institutions privées ou publiques et des particuliers;

* élaborer un fichier d'adresses de personnes, d'associations, d'acteurs et d'infrastructures actives du domaine culturel, ces fichiers étant accessibles à tous et pouvant être consultés sur simple demande;

* développer des projets de sensibilisation et d'éducation aux cultures des migrants du Grand-Duché de Luxembourg et de la Grande Région.

- Convention conclue entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Centre de Liaison, Information et Aide pour les associations d'étrangers au Luxembourg dénommé ci-dessous «CLAE»

* promouvoir l'intégration des étrangers dans la société luxembourgeoise par des actions au niveau de la vie associative en fournissant notamment un appui technique et logistique aux associations étrangères et en favorisant au niveau local des échanges entre associations oeuvrant en faveur de l'intégration des étrangers et institutions luxembourgeoises;

* promouvoir et réaliser entre autres des cycles de formation destinés aux animateurs de la vie associative des étrangers, aux membres des commissions consultatives communales pour étrangers ou autre public spécifique, ainsi qu'au grand public;

* développer des outils d'informations ayant pour objectif:

a) de favoriser l'intégration des étrangers dans la société luxembourgeoise;

b) de promouvoir une meilleure connaissance du pays en direction des populations concernées;

c) de sensibiliser la population luxembourgeoise aux questions migratoires.

- Convention conclue entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Centre intercommunautaire a.s.b.l., dénommé ci-dessous «SESOPI»

En référence à l'article 2 b), e) et f) de la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers, l'objectif de SESOPI est de promouvoir l'intégration des étrangers dans la société luxembourgeoise par les mesures suivantes:

* la recherche sociologique et statistique dans le domaine de la présence des étrangers dans la société luxembourgeoise (domaine des migrations, de l'intégration, du marché de travail, etc.);

* la mise à disposition des résultats de ces études sociologiques et des analyses statistiques aux organismes travaillant dans le domaine de l'intégration au Grand-Duché de Luxembourg;

* l'information du large public sur des questions relatives à la présence des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg pour favoriser l'échange interculturel;

* la constitution d'une documentation spécialisée pour répondre aux missions susmentionnées pour les besoins de documentation de structures travaillant dans ces domaines (synergies de ressources);

* la formation à la relation interculturelle d'animateurs et de formateurs oeuvrant pour l'intégration des personnes originaires de cultures et de langues différentes;

* l'information, la sensibilisation et la formation des différentes composantes du corps social à la compréhension mutuelle et au vivre ensemble.

2) Quant aux principales réalisations essentielles des conventions en 2005

Les activités et réalisations des trois associations sont multiples. À titre d'exemple il y a lieu de citer comme:

- Activités essentielles de l'ASTI (agence interculturelle)

* Des activités dans les médias alors que depuis 1999, le magazine d'information quotidien «Ech liewen zu Lëtzebuerg» passe sur les ondes de Radio Latina;

ou encore,

* des spots sur des aspects pratiques de l'intégration qui sont diffusés trois fois par semaine en langue luxembourgeoise sur Radio RTL et passent également trois à quatre fois par semaine en langue française sur les ondes de Radio Latina.

Un service de traduction est proposé aux communes, institutions sociales, etc., des offres de traduction orale directe, ainsi que des traducteurs non professionnels. Le nombre de demandes de traduction est en constante augmentation.

Depuis l'organisation du Carnaval des Cultures, l'agence intercultu-

relle organise tous les ans en collaboration avec l'Action Solidarité Tiers-Monde des ateliers de sensibilisation aux cultures du Sud. L'objectif de ces ateliers est de sensibiliser des jeunes des classes de l'enseignement technique modulaire et issus des faubourgs de la ville aux richesses des cultures du Sud, afin de prévenir la xénophobie et de promouvoir l'éducation à la tolérance.

En mai 2005 a été lancée la campagne «Ech schwätzen och Lëtzebuergesch - Je parle aussi le luxembourgeois». Elle regroupe 26 émissions consacrées à la langue luxembourgeoise, un CD reprenant ces rubriques, ainsi qu'un bref aperçu sur vingt traditions luxembourgeoises.

- Activités essentielles du CLAE

L'organisation de différentes activités culturelles en vue de la promotion de l'intégration des étrangers telles que le:

* 22e Festival des Migrations, des Cultures et de la Citoyenneté;

* 5e Salon du Livre des Cultures;

* Fête de la Musique à Gasperich.

L'association dans le cadre d'une sensibilisation, a publié différents outils d'information, p.ex. Horizon, revue de presse, Guide «Bonjour Luxembourg», émission sur Radio Latina et Radio Ara.

- Activités essentielles du SESOPI

Le SESOPI offre divers types d'interventions et est fréquemment sollicité pour intervenir dans diverses catégories d'animations:

a) Animations régulières: Classes interculturelles

Ces classes, mises en oeuvre pour la première fois pendant l'année scolaire 1996/1997, permettent aux classes du postprimaire une approche active de thèmes tels que la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, l'exclusion et l'intolérance, tout en axant la sensibilisation et l'information sur le «vivre ensemble» et le respect mutuel.

b) Animations demandées par l'extérieur telles que:

1. modérations-animations de groupes de travail dans le cadre journées de formation ou d'évaluation (Fopes, SNJ, Croix-Rouge, etc.);

2. animations dans le cadre de journées pédagogiques dans des lycées techniques.

Le SESOPI participe régulièrement à l'organisation d'expositions telles que:

«La présence des étrangers au Luxembourg»; «La citoyenneté, une lutte continue» ou encore «Le Bénévolat, une force motrice au Luxembourg».

3) Les postes à plein temps prévus par chacune des trois conventions pour l'année 2006 sont les suivants:

- ASTI un poste conventionné (2x 1/2 poste),
- CLAE cinq postes conventionnés,
- SESOPI un demi poste conventionné.

4) Les crédits accordés aux susdites conventions 2006 sont pour:

- l'ASTI un montant de 117.406 euros,
- le CLAE un montant de 634.563 euros,
- le SESOPI un montant de 61.078 euros.

Question 1205 (27.7.2006) de **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **activités commerciales d'une firme d'armement:**

Dans le cadre d'un article paru dans la presse régionale «Trierischer Volksfreund» du 26 juillet au sujet d'un accident de travail dans la région de Bitbourg, une firme d'armement grecque est directement mise en cause.

Or, l'auteur de cet article précise que ladite firme vient de transférer son siège du Luxembourg à Bitbourg en Allemagne.

Selon les informations publiées dans le Mémorial, cette firme s'était effectivement établie en novembre 2004 au Luxembourg (Wiltz), mais a entre-temps transféré son siège social en Grèce (12 janvier 2006).

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres:

- Quelles ont été les activités commerciales de cette firme?
- Cette firme disposait-elle d'une autorisation pour le commerce d'armes?

Réponse commune (31.8.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il résulte des publications effectuées au Mémorial C que la société à responsabilité limitée «Ordtech Industries S.A.R.L.» avait établi son siège social à Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte, depuis sa création en 2004 jusqu'au 31 décembre 2005, date à laquelle le siège social a été transféré en Grèce.

Aux termes de l'article 4 de ses statuts, la société a pour objet «l'activité de consultance, design production, maintenance et support, import, export de systèmes électriques, équipements hydrauliques, mécaniques, aéronautique et software en relation avec ces systèmes».

Suite à l'introduction d'une demande d'autorisation d'établissement, complétée en date du 23 septembre 2005, portant sur l'activité de «négoce en matériel mécanique» sans qu'il n'y ait été fait référence à la production ou le commerce d'armes, la société en question avait obtenu en date du 30 septembre 2005 de la part du Ministre des Classes moyennes une autorisation conformément à la loi sur le droit d'établissement en tant que «commerçant».

Sur demande de la société, cette autorisation a été annulée en date du 29 décembre 2005.

La société n'était pas titulaire d'une autorisation pour le commerce d'armes ou munitions de la part du Ministre de la Justice.

Par ailleurs, d'après les informations dont disposent les Ministères concernés, la société en question n'avait pas d'activité effective à Wiltz.

Question 1206 (27.7.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **convention SNCI-KfW dans le cadre du protocole de Kyoto:**

L'Union européenne s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 8% pour l'année 2012 par rapport au niveau de l'année 1990. Le Grand-Duché du Luxembourg s'est, quant à lui, prononcé pour une réduction de 28% durant cette même période. Le premier plan national de quotas d'allocation en vigueur sera remplacé en 2008 par un 26e plan national qui lui restera en vigueur jusqu'en 2012. Afin de remplir les engagements pris, notre pays doit réduire massivement ses émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment le gaz à effet de serre CO_2 qui est entre autres à l'origine du changement climatique.

La consommation de combustibles fossiles est la principale cause du problème et il apparaît inévitable de revoir notre modèle de société énergétivore. La réduction des émissions n'est certes possible que si on agit sur plusieurs axes comme par exemple une meilleure efficacité énergétique, la réduction de la combustion des énergies fossiles ou encore le recours aux énergies renouvelables et aux ressources repoussantes.

En plus, le protocole de Kyoto prévoit la possibilité de recourir aux mécanismes flexibles tels que les permis d'émissions, la mise en œuvre conjointe MOC et le mécanisme de développement propre MDP.

Le rapport et bilan 2005 de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI) signale qu'une convention a été signée avec la «Kreditanstalt für Wiederaufbau KfW» en vue de l'acquisition de quotas d'émission de gaz à effet de serre et ceci dans le cadre du «KfW-Klimaschutzfonds». La «KfW» a mis en place un programme d'acquisition de quotas d'émission d'un volume global de 80.000.000 EUR.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, Jean-Claude Juncker:

- Quelle est la part du programme d'acquisition de quotas d'émission que le Luxembourg entend acquérir?
- Quelles sortes de projets la SNCI entend-elle promouvoir dans ce contexte?

Réponse (2.10.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

En ce qui concerne la première question, le Grand-Duché de Luxembourg ne participe pas directement au programme d'acquisition KfW-Klimaschutzfonds. La SNCI participe à hauteur de 1.000.000 EUR à ce programme d'achat d'un volume global de 80.000.000 EUR.

En ce qui concerne la deuxième question il est utile d'exposer brièvement les motivations de la SNCI à participer au KfW-Klimaschutzfonds.

Partant du fait que des entreprises luxembourgeoises, existantes et nouvelles, pourraient avoir des problèmes pour trouver des quotas en petites quantités à des prix corrects, la SNCI se propose d'intervenir en tant qu'intermédiaire en participant à un programme d'achat de certificats de réductions d'émissions de CO_2, appelé KfW-Klimaschutzfonds, mis en place par la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW).

Dans le cadre de ce programme d'achat, KfW agit en tant qu'agent de la SNCI pour acquérir des certificats d'émission issus de projets qui s'inscrivent dans la logique des mécanismes flexibles du protocole de Kyoto. Il s'agit exclusivement de projets de mise en œuvre conjointe (MOC) ou de mécanisme de développement propre (MDP).

Ces projets concernent des investissements axés sur la réduction d'émissions réalisés dans des pays en voie de développement ou en transition économique. Le système encourage le transfert de technologies de pointe non polluantes vers ces pays afin de les aider à réaliser des objectifs de développement durable.

Actuellement KfW a signé des contrats avec trois projets MDP pour l'acquisition de certificats. Il s'agit de projets:

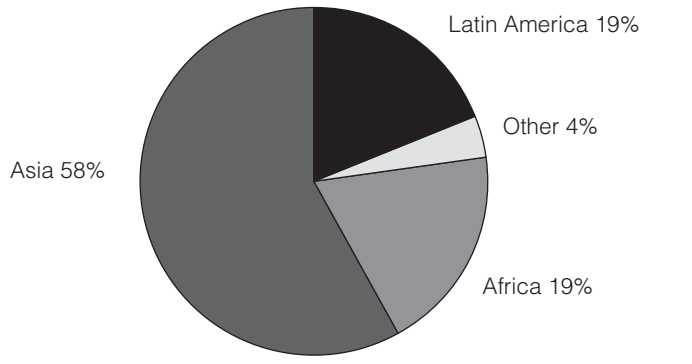
- de production d'énergie à partir de gaz de déponie à Sao Paulo au Brésil
- de construction de trois parcs d'éoliennes Enercon d'une puissance globale 140 MW en Inde
- d'élimination d'émission de hydrofluorocarbures lors de la production de liquides de réfrigération en Inde.

Avec deux autres promoteurs de projets MDP des Letter of Intent ont été signées, il s'agit de projets:

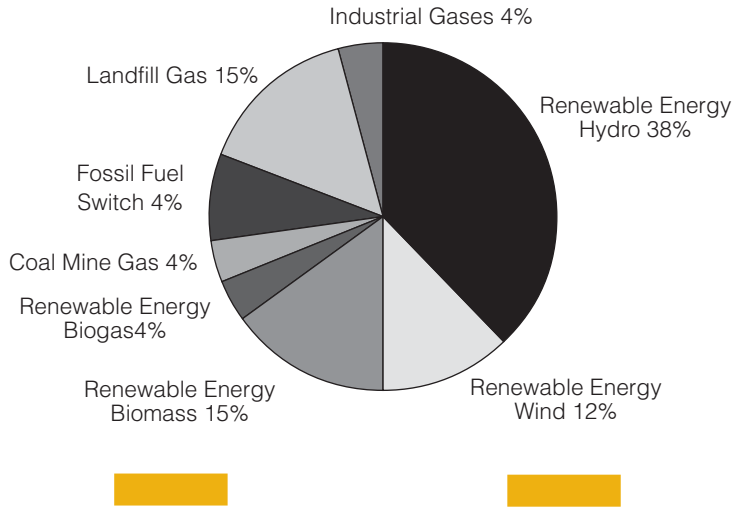
- d'utilisation de méthane d'une mine à charbon en Chine pour la production d'énergie
- de construction d'un parc d'éoliennes d'une puissance de 85 MW à Zafarana en Égypte.

KfW continue à négocier avec une vingtaine d'autres promoteurs de projets MDP et MOC avec des profils hétéroclites.

Le graphique ci-dessous montre l'origine géographique des projets. La majorité est réalisée en Asie (58%), les autres se répartissent principalement entre l'Afrique (19%) et l'Amérique latine (19%).



Le graphique ci-dessous montre la répartition des projets suivants secteurs. Des projets de production d'énergies de bases renouvelables constituent la large majorité des projets.



Question 1208 (28.7.2006) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant le **taux de population atteinte par la maladie de Parkinson:**

Lors de son assemblée générale du 20 juillet 2006, l'association «Parkinson Luxembourg a.s.b.l.» a regretté qu'il n'existe apparemment pas de statistiques renseignant sur le taux de la population atteinte par cette maladie.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ce fait et, dans l'affirmative, me renseigner sur les chiffres dont dispose éventuellement le Ministère?
- Dans le même contexte j'aimerais savoir si le Ministère a l'intention de soutenir cette association dans sa recherche d'un siège lui permettant d'exercer ses activités de consultation et de conseil des malades parkinsoniens?

Réponse (18.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Mon Ministère ne dispose pas de statistiques renseignant sur le nombre de résidents atteints par la maladie de Parkinson, alors qu'il ne s'agit pas d'une maladie soumise à déclaration obligatoire.

Si en règle générale les données détenues par l'UCM, notamment relatives à la délivrance d'une catégorie de médicaments associés à une affection déterminée, permettent de se faire une idée assez précise sur la prévalence d'une maladie déterminée, tel n'est pas le cas en l'occurrence, alors que les médicaments relevant du code ATC N04*, indiqués pour la maladie de Parkinson, ont également d'autres indications.

Ce qui est certain c'est que le nombre de cas augmente avec l'âge. Des estimations internationales partent d'une prévalence de 1/1.000 dans la population globale qui monte à 1/100 chez les plus de 60 ans et à 2/100 chez les plus de 70 ans.

L'association «Parkinson Luxembourg» est effectivement à la recherche d'un siège pour exercer ses activités. Mon Ministère ne dispose cependant pas de locaux appropriés répondant aux besoins de l'association. Mon Ministère a toutefois soutenu les activités de l'association et continuera de les soutenir. Le subside lui alloué pour l'année en cours s'est élevé à 5.000 €.

Question 1209 (28.7.2006) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **système des peines pénales:**

Au vu des événements tragiques survenus récemment en Belgique - l'assassinat de deux fillettes accompagné de viol pour l'une d'entre elles -, il est, à mes yeux, légitime de se demander si notre système judiciaire, et plus particulièrement notre système des peines pénales, est adapté pour appréhender les infractions les plus graves et les plus abjectes, surtout en cas de récidive.

Selon la source sur laquelle on se base, le taux de récidive en matière pénale se situe entre 0,5% et 10%. D'après le site Internet du Ministère de la Justice française, le taux de récidive se situerait aux alentours de 1,8%. Il est difficile de trouver des chiffres précis en la matière. Au Luxembourg, il n'existe, sauf erreur, aucune donnée en l'espèce.

Si on se base sur les quelques chiffres disponibles à l'étranger, on constate que dans le domaine des crimes sexuels 80% des violeurs ont un passé criminel et qu'environ la moitié des actes récidives sont accomplis moins d'un an après la sortie de prison.

Il est permis dés lors de douter que la sanction pénale parvienne à remplir entièrement son objectif qui ne se résume pas uniquement à un

aspect punitif. La sanction pénale a également pour but de dissuader les criminels et de prévenir les récidives. À cet égard, force est de constater que nos pays voisins, plus particulièrement la Belgique et la France, disposent d'un arsenal de mesures et de sanctions plus étoffé.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement pense-t-il que l'actuel système des peines permet d'appréhender correctement les infractions et de dissuader les récidives ou, au contraire, devrait-il être réformé?
- Au cas où une réforme devait s'avérer nécessaire, le Gouvernement envisage-t-il de sanctionner plus fermement certaines infractions, notamment les atteintes contre les personnes les plus graves comme par exemple les délits sexuels?
- La réforme pourrait-elle prendre la forme de la mise en place de mesures et de sanctions alternatives ou complémentaires par exemple l'obligation pour le condamné, dans le cadre d'une infraction sexuelle, de suivre une thérapie en cas de libération conditionnelle, à l'instar de ce que prévoit la législation belge en matière d'infractions sexuelles commises sur mineur?
- Le Gouvernement pense-t-il que le système de la période de sûreté, tel qu'il existe en France par exemple, constitue un bon moyen pour lutter contre les récidives? En cas de réponse affirmative, le Gouvernement entend-t-il emprunter cette voie?
- En tout état de cause, le Gouvernement dispose-t-il de chiffres précis concernant les récidives en matière d'infractions contre les personnes et plus particulièrement en matière de délits sexuels? En cas de réponse négative, envisage-t-il de remédier à la situation?

Réponse (2.10.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

D'une manière générale le système des peines tel que prévu par notre législation pénale donne satisfaction. Il est d'ailleurs sensiblement analogue à ceux existant en Belgique et en France, pays où traditionnellement le Luxembourg s'inspire pour ce qui est du droit pénal et de la procédure pénale.

Il faut certes adapter notre arsenal répressif aux nécessités de la société moderne en constante évolution, ce qui implique que régulièrement la Chambre des Députés est saisie de projets de loi modifiant ou complétant notre droit pénal matériel, y compris le catalogue des peines pour des infractions déterminées.

Pour ce qui est des infractions sexuelles, je me permets de citer un extrait du rapport d'activité de janvier 2005 de Madame la Déléguée du Procureur général d'État aux établissements pénitentiaires:

«Le problème qui se pose souvent chez les délinquants sexuels est celui de la thérapie à appliquer et de la récidive à empêcher. Il est actuellement acquis que certains délinquants sexuels ne sont pas accessibles à une thérapie, de sorte que le danger de récidive continue à exister à la fin de la peine et qu'en l'état actuel de notre législation aucune mesure ne peut leur être appliquée après la libération (sauf ce qui est prévu le cas échéant dans le cadre du sursis probatoire et de la libération conditionnelle). Des réflexions devraient être menées sur l'instauration de mesures de sûreté et de surveillance après la fin de la peine pour les personnes à caractère dangereux.»

À la suite un groupe de travail a été institué au Ministère de la Justice pour examiner la question. Plusieurs pistes sont envisageables, soit cumulativement, soit alternativement.

Ainsi on pourrait notamment:

- augmenter de manière générale les peines prévues pour les infractions sexuelles;
- prévoir une injonction thérapeutique - qui existe d'ores et déjà dans le cadre de la libération conditionnelle - à tous les stades de la procédure et de l'exécution des peines;
- prévoir la «Sicherheitsverwahrung» telle que prévue par le droit allemand, permettant à une autorité judiciaire, sous réserve de garanties suffisantes pour le condamné, d'imposer de nouvelles mesures ou de retarder la sortie de prison du détenu en raison de sa dangerosité constatée par une expertise médicale.

Tout en mesurant la difficulté juridique d'imposer des mesures à des personnes qui ont subi leur peine, je suis favorable à des aménagements législatifs dans un souci de protection des femmes et des enfants et je compte faire des propositions afférentes sous peu.

Les services de l'exécution des peines ne disposent pas de statistiques précises en cette matière, ce qui est d'ailleurs difficile à réaliser vu le nombre élevé de condamnés étrangers non résidents.

Question 1210 (28.7.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **vols de nuit:**

Il paraît que le nombre de vols de nuit à l'arrivée et au départ de notre aéroport sont en progression constante.

- Monsieur le Ministre des Transports peut-il me dire combien de vols de nuit il a autorisé depuis le début de l'année par dérogation à l'interdiction légale des vols?
- Comment ce chiffre se situe-t-il par rapport aux données correspondantes de 2003, 2004 et 2005? Quelle est la répartition des vols de nuit entre trafic fret et vols passagers?
- En exécution d'un jugement du Tribunal administratif, le Ministre de l'Environnement a gelé pour la période s'étendant du 1er juillet au 30 juin suivant le nombre global annuel de vols d'avions pouvant se faire au départ et à l'arrivée à Findel en attendant qu'une autorisation «commodo» soit délivrée pour l'ensemble de l'aéroport. Alors que le plan d'occupation du sol «Aéroport et environs» vient d'être approuvé par un règlement grand-ducal, Monsieur le Ministre peut-il me dire où en est la procédure de délivrance de cette deuxième autorisation «commodo»?
- Quel a en outre été le nombre des vols enregistrés à l'aéroport

a) pour la période juillet 2004-juin 2005, et

b) pour la période juillet 2005-juin 2006?

Réponse (1.9.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports et Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député est informé que les autorisations spéciales délivrées depuis le début de l'année jusque juin inclus est au nombre de 44, dont 33 concernent des vols de fret et six des vols passagers. Parmi ces vols passagers, quatre autorisations de vols de nuit sont en relation avec les élections parlementaires au Monténégro et une avec le retour d'une équipe de football.

Le nombre total de ces autorisations spéciales s'élevait à 20 pour l'année 2003, à 27 pour l'année 2004 et à 26 pour l'année 2005.

La répartition des vols de nuit entre le trafic passager et le trafic fret se présente comme suit:

	Total	Fret	Passager
2003	739	436 (= 59%)	303 (= 41%)
2004	877	524 (= 60%)	353 (= 40%)
2005	1040	707 (= 68%)	333 (= 32%)
2006 (mai inclus)	571	337 (= 71%)	168 (= 29%)

Dans le cadre de la décision du Tribunal administratif du 19 mai 2004 au sujet de la limitation des mouvements annuels d'avions sur l'aéroport en attendant l'autorisation «commodo» telle que sollicitée par le Ministère des Transports en date du 29 mars 2002, la publication au Mémorial en date du 14 juin 2006 du règlement grand-ducal du 17 mai 2006 déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol «Aéroport et environs» est une étape importante qui permet, sous peu, la délivrance d'une décision en vertu de la législation sur les établissements classés.

Alors que le nombre de vols pour la période juillet 2004-juin 2005 s'élève à 60.032, les statistiques concernant le nombre de vols pour la période juillet 2005-juin 2006 ne sont pas encore disponibles.

Question 1211 (1.8.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **réserve de pensions:**

Den 20. Abrëll 2004 huet d'Chamber e Gesetz gestëmmt, wat den „Code des Assurances sociales" an enger Rei Punkten ofgeännert huet, mat dem But e bessere Placement vun de Reserven vun de Pensiounskeese méiglech ze maachen. Dat, nodeems eng Etüd festgestallt hat, datt d'Reserve vun de Pensiounskeesen e vill ze niddrege Rendement géifen ofwerfen.

Aus Ärem Rapport d'activité 2005 geet iwwregens ervir, datt den „Taux de rendement moyen" an deene leschte Jore kontinuéierlech zréckgaangen ass, fir 2004 nach bei 2,86 respektiv 3,12% ze leien, jee nodeem wéi een et rechent.

Dat féiert mech derzou, Iech, Här Minister, dës Froen ze stellen:

1. Wéi wäit ass dem Objet vum Gesetz, eng besser Placementspolitik ze realiséieren, bis haut Rechnung gedroe ginn?
2. Wat bleift an dëser Bezéiung nach ëmzesetzen?
3. Fir wéini ass mat konkreten Auswierkungen op de Rendement vun de Reserven ze rechnen?

Réponse (15.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dräi Froe si gestallt ginn:

1. Zënter der Publikatioun vun deem Gesetz (loi du 6 mai 2004 sur l'administration du patrimoine du régime général de pension) ass ganz vill u senger Ëmsetzung geschafft ginn. Allerdéngs si vill a laangwiereg administrativ Schrëtt noutwendeg, iert de Fong operationell ass a sengem eigentleche But, e bessere Placement vun de Reserve vun de Pensiounskeesen ze maachen, gerecht ka ginn.

Parallell zu deenen dräi neie Reglementer, déi geholl goufen:

- Règlement grand-ducal du 7 août 2004 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 13 juillet 1993 ayant pour objet la désignation des délégués des assurés et des employeurs dans les institutions d'assurance maladie, le Centre commun de la Sécurité sociale, les caisses de pension et les juridictions de sécurité sociale ainsi que des délégués des assurés dans l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle;
- règlement grand-ducal du 16 février 2005 fixant les modalités de la répartition du produit des cotisations entre les caisses de pension et le Fonds de compensation;
- règlement grand-ducal du 1er juillet 2005 déterminant les valeurs de la réserve de compensation du régime général d'assurance pension pouvant être investies à travers un organisme de placement collectif,

si folgend Etappe realiséiert ginn:

- Designatioun vun de Membere vun deene verschiddenen Organer vum Fonds de Compensation (FDC),
- Opstelle vun enger Prozedur fir d'Selektioun vun der Dépôtbank a vun de Gestionnairë vum FDC,
- Opstelle vun de Statute vum FDC a sengen deontologesche Regelen,
- Transfert vun den Aktiven, ausser den Immobilien an de Prêten, un den FDC op Basis vum Artikel 4, Alinea 2 vun deem zitéierte Gesetz an hir progressiv Gestioun,
- Préavis fir den Appel de candidatures en vue de l'attribution de mandats de gestionnaires de fonds (27 juillet 2006, Journal officiel de l'Union européenne),
- Appel de candidatures en vue de l'attribution d'un mandat de banque dépositaire (2. August 2006 an de Lëtzebuerger Zeitungen),
- Ausschaffe vun engem Internetsite (www.fdc.lu).

Während dëser Transitiounsphas konnten d'Aktive gréisstendeels nëmmen als kuerzfristeg Dépôten ugeluecht ginn. Dat bedéngt natierlech, dass de Rendement vun deem vum Marché monétaire ofhänkt. Esou ass et net verwonnerlech, dass e sech bei 2,86 respektiv 3,12% erëmfënnt.

2. Selektioun vun der Dépôtbank: Si geschitt an zwou Phasen, engersäits d'Selektioun vun de Kandidaten an anerersäits d'Selektioun vun den Offeren. Déi éischt Phas ass den 2. August 2006 lancéiert ginn.

Selektioun vun de Gestionnairen: Si geschitt an deeneselwechten zwou Phasen. Hire Lancement ass fir de 25. September 2006 geplangt.

Well sech d'Marchés-publics-Gesetz och op d'Établissements publics applizéiert, gëtt de Choix vun de Gestionnairen op europäeschem Niveau ausgeschriwwen, währenddeems de Choix vun der Dépôtbank sech eleng op Lëtzebuerg limitéiert. Bei de Gestionnairë ginn déi zréckbehal, déi am beschten déi quantitativ (Zomm vun de géréierten Aktiven, Unzuel vu Mandater, Unzuel vu Joren un Experienz, asw.) a qualitativ Kriterien (Resultater vun de leschte Joren, Upassung un d'Ufuerderunge vun dem FDC, asw.) erfëllen, déi am Detail am publizéierte Reglement beschriwwe sinn. D'Komplexitéit vun der Selektiounsprozedur an d'Délaien, déi am Marchés-publics-Gesetz virgesi sinn, bewierken, dass den FDC net virum éischten Trimester 2007 operationell ka sinn.

3. Déi éischt Auswierkungen op de Rendement weise sech dofir eréischt am Laf vum Joer 2007. An dësem Kontext muss drun erënnert ginn, dass déi nei Placementer progressiv gemaach gi fir eng zäitlech Diversifikatioun ze garantéieren. Weider geet aus der Etüd vu PricewaterhouseCoopers ervir, dass déi nei Placementsstrategie laangfristeg opgebaut ass. Kuerzfristeg kënnen duerchaus staark Variatiounen, jee no Lot, beim Rendement entstoen, déi ofhängeg vun der Entwécklung op der Bourse sinn. Eng Appréciatioun vum kuerzfristege Rendement muss deemno mat äusserster Virsiicht gemaach ginn.

Question 1212 (2.8.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**accident ferroviaire du 14 juillet 2006:**

Suite à l'incendie tragique volontaire survenu en date du 14 juillet 2006 dans un wagon du train Luxembourg-Athus ayant fait 36 blessés, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pour quelle raison l'incendie s'est propagé aussi rapidement? Est-il vrai que le tuyau de la climatisation et les sièges y sont pour quelque chose? L'équipement de climatisation n'est-il pas muni de dispositifs de protection contre la propagation de feu? Est-ce que les sièges ne sont pas habillés avec un tissu antifeu?
- Par ailleurs j'aimerais savoir si un des facteurs majeurs des blessures subies par les passagers tient au développement rapide de la fumée dégagée par l'incendie à l'intérieur du wagon concerné.
- Est-il vrai que les vitres du compartiment supérieur du wagon à deux niveaux sont difficiles voire impossibles à briser en cas d'incident du genre?
- Il semble en outre établi que le chauffeur de la locomotive ait déverrouillé à partir de la cabine de conduite les portières du train immédiatement après avoir été averti de l'incendie. Or, en cas de déverrouillage ces portières ne s'ouvrent pas, mais leur ouverture doit en plus être actionnée à partir de l'intérieur du wagon. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ce système ne répond pas aux standards de sécurité qui s'imposent en cas d'accident? Qu'en serait-il si en cas d'un accident où le personnel de conduite et d'accompagnement ne serait pas à même d'assurer le déverrouillage des portières?
- D'une manière générale est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner de plus amples informations sur le contenu du cahier de charges dans le cadre de l'acquisition de matériel ferroviaire plus particulièrement en ce qui concerne les normes de sécurité retenues pour l'habillage des wagons?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il a été recouru, outre le constructeur lui-même, lors de l'acquisition du nouveau matériel roulant par les CFL à l'avis de spécialistes en matière de sécurité et de protection antifeu et antifumée?

Réponse (4.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Les voitures à deux niveaux des CFL ont été commandées auprès de la société Bombardier Transportation de Görlitz en se référant aux normes appliquées pour voitures à deux niveaux de la DB AG. Au ni-

veau des prescriptions antifeu les normes à respecter et reprises dans le cahier des charges sont celles applicables aux voitures de la DB AG.

Le concept antifeu pour ces voitures, approuvé par le régulateur allemand EBA «Eisenbahnbundesamt», prévoit le respect des normes suivantes:

- Norme DIN 5510 „Vorbeugender Brandschutz in Schienenfahrzeugen“
- Fiche à validité internationale UIC 564-2 de l'Union internationale des Chemins de Fer „Vorschriften über Brandverhütung und Feuerbekämpfung für die im internationalen Verkehr eingesetzten Schienenfahrzeuge“
- „Bahnnorm“ BN 918433 „technische Lieferbedingungen für Fahrgastsitze“
- Norme EN 45545-3 „Feuerwiderstand von Feuerabschlüssen und Trennwänden“

La conformité des voitures aux normes internationales précitées a été certifiée par Bombardier Transportation et a également servi pour l'homologation de ce matériel auprès de l'EBA.

Étant donné que toutes les normes susmentionnées, reconnues par l'EBA, ont été établies par des experts internationaux en matière de prévention antifeu et de sécurité, les CFL n'ont pas eu recours à d'autres experts lors de la commande des voitures à deux niveaux.

En ce qui concerne les autres questions en relation avec l'incident grave du 14 juillet 2006, il faut attendre le rapport de l'enquête technique qui est actuellement en cours sur base de la loi du 8 mars 2002 sur les enquêtes techniques relatives aux accidents et aux incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et du chemin de fer.

Question 1214 (2.8.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **contrôle aérien:**

Suite à la collision dans le ciel allemand de deux avions, non loin du lac de Constance le 1er juillet 2002, la justice vient de retenir la responsabilité des autorités aéronautiques allemandes du chef des insuffisances constatées au niveau du contrôle aérien, cela nonobstant la délégation de cette mission à un organisme helvétique.

La raison de cette mise en cause de l'Administration allemande tient au constat que le contrôle aérien, mission considérée comme relevant des attributions de souveraineté nationale, n'aurait pas été délégué selon les règles de droit applicables.

Comme notre contrôle aérien est exercé uniquement au niveau intérieur par l'Administration luxembourgeoise et que la surveillance du trafic des avions évoluant à des niveaux d'altitude supérieure est assumé par des instances étrangères, dont notamment Eurocontrol, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports comment se présente la situation au Luxembourg.

- Quelle est en fait la répartition des compétences en la matière?
- Sur base de quels textes juridiques le contrôle aérien a été délégué à des instances non luxembourgeoises? Est-il confirmé que les délégations intervenues à cet égard sont conformes aux exigences du droit national et international?
- Comment sont réglés les questions de responsabilité au cas où un accident aérien serait dû à une faute ou une erreur du contrôle aérien exercé par l'Administration luxembourgeoise ou délégué à une instance non luxembourgeoise?
- Dans la mesure où l'Administration de l'Aéroport recourt toujours à l'aide d'aiguilleurs privés mis à disposition par une entreprise britannique pour combler l'effectif du contrôle aérien, comment se présente la question de la responsabilité juridique à cet égard?

Réponse (31.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur l'organisation de l'espace aérien luxembourgeois.

En ce qui concerne la décision de la justice mise en exergue par Monsieur le Député, il s'agit d'une décision du tribunal de la 4e section civile du „Landgericht Konstanz“ en date du 27 juillet 2006 qui n'a pas acquis force de chose jugée.

Le contrôle aérien relève des attributions de souveraineté nationale conférant ainsi aux autorités luxembourgeoises toute latitude quant à l'organisation interne de son espace aérien.

Eu égard à son espace aérien très confiné, le Luxembourg a choisi de suivre les recommandations prévues par l'annexe 11 à la Convention de l'Aviation civile internationale de se remettre à des institutions étrangères spécialisées (Belgocontrol et Eurocontrol) pour le contrôle des flux aériens de ses espaces supérieurs moyennant des conventions de délégations de surveillance. Le règlement grand-ducal du 7 juin 2000 relatif à l'organisation et aux procédures d'utilisation de l'espace aérien luxembourgeois fixe au niveau national les organismes chargés de fournir les services de la circulation aérienne en fonction des différents niveaux de l'espace aérien luxembourgeois.

La convention avec l'opérateur Belgocontrol fixe l'aire géographique concernée et décrit le contrôle opérationnel. La responsabilité de l'État du Grand-Duché de Luxembourg reste entière face à d'éventuels sinistres aériens intervenant dans l'espace aérien national.

Pour ce qui est de l'espace aérien supérieur dont l'exploitation et la fourniture des installations et services de route de la circulation aérienne sont assurées par Eurocontrol par le biais du Centre de contrôle régional de Maastricht, une convention internationale, ratifiée par le législateur luxembourgeois par le biais de la loi du 27 novembre 1989 y relative (Mémorial A, 1989, p.1360), à savoir l'Accord relatif à la fourniture et à l'exploitation d'installations et de services de la circulation aérienne par Eurocontrol au Centre de contrôle régional de Maastricht, signé à Bruxelles, le 25 novembre 1986, règle la délégation de souveraineté nationale y relative.

Aux termes de l'article 1, paragraphe 2, dudit Accord «chacune des parties contractantes nationales, tant pour l'espace situé au-dessus de son territoire que pour les parties de l'espace aérien au-dessus des étendues maritimes désignées, conserve ses compétences et obligations en matière de législation aéronautique, de réglementations, d'organisation de l'espace aérien et de relations avec les organisations internationales comme l'OACI ainsi qu'avec les usagers de l'espace aérien ou toute autre tierce partie».

De même l'article 11, paragraphe 1, poursuit que «chaque partie contractante nationale est responsable de tout dommage survenu par suite ou à l'occasion des services qu'elle fournit à Eurocontrol dans la mesure où ce dommage lui est imputable».

Toutefois l'article 11, paragraphe 2, énonce sans équivoque que «Eurocontrol garantit les parties contractantes nationales contre l'action qui résulte d'un dommage survenu par suite ou à l'occasion des services fournis» ce qui souligne la responsabilité d'Eurocontrol dans le cadre de l'exercice de ses opérations propres ne reposant pas sur des services ou informations fournies par les parties contractantes à l'Accord.

Notons finalement qu'aux termes de la loi sur la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques, le recours de l'Administration de l'Aéroport à des contrôleurs aériens étrangers effectuant des missions pour son compte fait endosser à l'État luxembourgeois la responsabilité de tout dommage causé par le fonctionnement défectueux de ses services.

Question 1215 (2.8.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **conventions et accords européens dans le domaine de l'audiovisuel:**

Sur les 14 conventions et accords conclus entre les États membres du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'audiovisuel, le Luxembourg n'en a ratifié que deux jusqu'à ce jour, à savoir l'Arrangement européen sur l'échange des programmes au moyen de films de télévision et la Convention européenne sur la coproduction cinématographique. Alors que sept traités ont été signés, mais n'ont pas encore fait l'objet d'une ratification, cinq traités n'ont été ni ratifiés, ni même signés.

- Dès lors j'aimerais savoir de la part de Messieurs les Ministres si le Gouvernement luxembourgeois envisage de signer respectivement d'entamer les procédures de ratification des douze conventions et accords non encore approuvés par le Luxembourg. Dans la négative, j'aimerais connaître les raisons qui empêchent Messieurs les Ministres de procéder à leur signature respectivement à leur ratification.
- En ce qui concerne plus particulièrement la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et son Protocole sur la protection des productions télévisuelles, ouverts à la signature à Strasbourg, le 8 novembre 2001, et qui constituent les premiers instruments internationaux contraignants en matière de dépôt légal obligatoire pour les images en mouvement, j'aimerais savoir si leur ratification par le Luxembourg ne relève pas d'une certaine importance, étant donné que les fonds audiovisuels archivés et conservés au Centre national de l'Audiovisuel, dont notamment les archives de RTL Group, tombent sous leur empire et pourraient par conséquent bénéficier de leur champ d'application.

Réponse commune (29.9.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Il y a lieu de préciser qu'il s'agit de six conventions conclues entre les États membres du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'audiovisuel, parmi lesquelles certaines sont accompagnées de protocoles qui n'ont pas été signées et/ou ratifiées par le Grand Duché de Luxembourg.

Ces textes sont les suivants:

1. Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision (ouvert à la signature le 22 juin 1960)

Cet arrangement a été signé par le Luxembourg le 13 septembre 1960, mais non ratifié.

Il comporte les quatre protocoles suivants:

- Protocole à l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision (ouverture: 22 janvier 1965)
- Protocole additionnel au Protocole à l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision (14 janvier 1974)
- Protocole additionnel au Protocole à l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision (21 mars 1983)
- Troisième Protocole additionnel au Protocole à l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision (20 avril 1989)

Parmi ces quatre protocoles, les deux premiers ont été signés (22 janvier 1965 et 26 février 1974), mais non ratifiés. Les deux derniers n'ont été ni signés, ni ratifiés.

2. Accord européen pour la répression des émissions de radiodiffusion effectuées par des stations hors des territoires nationaux (ouvert à la signature le 22 janvier 1965)

Cet accord a été signé 22 janvier 1965 mais non ratifié par le Luxembourg.

Il y a lieu de constater que les textes sub 1 et 2, datant des années soixante, ne sont plus d'actualité. Le Gouvernement ne voit donc pas l'intérêt de les faire signer et/ou ratifier à ce stade. En effet, aucune utilité n'en découlerait pour le Luxembourg.

3. Convention européenne sur la télévision transfrontière

Il s'agit de la Convention européenne sur la télévision transfrontière (ouvert à la signature le 5 mai 1989) ainsi que de son Protocole portant amendement à la Convention européenne sur la télévision transfrontière (ouvert à la signature le 1er octobre 1998).

Le Luxembourg a signé la Convention européenne sur la télévision transfrontière en 1989, dès son ouverture à la signature, sans cependant la ratifier à ce jour. En 1991, le Luxembourg avait procédé à la transposition de la Directive «Télévision Sans Frontières» par la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques.

En même temps le Gouvernement avait provisoirement renoncé à mettre en route la procédure de ratification de la Convention, en raison du fait que certaines dispositions de la Convention, notamment celles sur la détermination de l'État compétent, différaient partiellement de celles de la Directive.

La Directive a été modifiée par la Directive 97/36/CE du 30 juin 1997. Afin de créer une approche cohérente de la télévision transfrontière entre la Convention et la Directive, un Protocole portant amendement à la Convention a été ouvert à l'acceptation le 1er octobre 1998.

Il en résulte une large convergence entre les deux instruments.

En décembre 2005 cependant, la Commission a publié, après plus de trois ans de consultations, une proposition modifiée de la Directive «Télévision Sans Frontières». Le texte est actuellement discuté au sein du Conseil de l'Union européenne. Les discussions continueront sous présidence allemande.

Le Gouvernement a choisi de ne pas ratifier la Convention à ce stade puisque la Convention sera alignée sur le texte de la Directive dès adoption de cette dernière. Il convient donc d'attendre la modification de la Convention avant de procéder à une ratification.

4. Conventions dans le domaine du droit d'auteur et sur les services d'accès conditionnel

Il s'agit de la Convention européenne concernant des questions de droit d'auteur et de droits voisins dans le cadre de la radiodiffusion transfrontière par satellite, ouverte à la signature le 11 mai 1994, ainsi que de la Convention européenne sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel, ouverte à la signature le 24 janvier 2001.

Ces deux textes ont été signés (11 mai 1994 et 9 avril 2001), mais non ratifiés étant donné qu'il existe des textes équivalents au niveau communautaire, transposés en droit luxembourgeois par la loi du 2 août 2002 sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel ainsi que par la loi modifiée du 18 avril 2001 sur le droit d'auteur, les droits voisins et les bases de données.

5. Convention ayant trait au patrimoine audiovisuel

Il s'agit de la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel ainsi que de son Protocole sur la protection des productions télévisuelles (ouverts à la signature le 8 novembre 2001).

Ces textes vont être signés et ratifiés par le Luxembourg qui peut adhérer aux recommandations y exprimées. Les procédures y relatives seront entamées sous peu.

Il importe de relever dans ce contexte qu'un projet de règlement grand-ducal mettant en œuvre le dépôt légal d'œuvres audiovisuelles, tel que prévu par la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État, est en élaboration.

Question 1216 (2.8.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **situation budgétaire de l'État - Analyses financières Standard & Poor's:**

La presse a signalé que l'agence d'analyses financières Standard & Poor's estime que les réformes annoncées par le Gouvernement en mai dernier ne règleront les soucis budgétaires de l'État luxembourgeois qu'à court et moyen terme. Elle estime que le Luxembourg devra tôt ou tard entamer des réformes structurelles tant en ce qui concerne le marché du travail que le système de pension et prédit qu'à défaut de telles mesures le classement AAA du Luxembourg serait diminué.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Quels sont les commentaires des Ministres quant aux chiffres avancés par l'agence d'analyses financières Standard & Poor's?
- Les Ministres partagent-ils l'analyse faite par Standard & Poor's sur la situation financière de l'État luxembourgeois à court, moyen et long terme?
- Quelles mesures les Ministres entendent-ils proposer afin de garantir la pérennité des finances publiques saines et d'éviter un éventuel déclassement de crédibilité du Luxembourg sur les marchés financiers?

Réponse (29.9.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le Gouvernement partage dans une très large mesure les principales conclusions présentées par l'agence d'analyses financières Standard & Poor's dans son rapport publié le 31 juillet de cette année.

En ce qui concerne le paquet de mesures de consolidation budgé-

taire annoncé au printemps, Standard & Poor's estime que "These measures are likely to improve the public balance in the coming years". Ainsi, l'agence d'analyses financières confirme l'évaluation du Gouvernement selon laquelle la stratégie de consolidation budgétaire élaborée par le Gouvernement et endossée par le Comité de Coordination Tripartite en avril 2006 permettra de rétablir l'équilibre budgétaire à moyen terme.

Dans son analyse Standard & Poor's soulève également la question de la pérennité des finances publiques, estimant que "Additional reforms will be needed to ensure the sustainability of public finances in the light of the emerging funding gap in the public pension system". Sur ce point le Gouvernement reconnaît les défis à plus long terme et notamment les implications pour les finances publiques résultant du vieillissement démographique.

En effet, selon les projections à long terme présentées par le Gouvernement dans la 7e actualisation du programme de stabilité et de croissance (en décembre 2005), l'équilibre entre les recettes et les dépenses du régime général de pension du secteur privé et des régimes spéciaux du secteur public est assuré jusqu'en 2020.

Néanmoins à partir de 2020 l'impact du vieillissement démographique se fera sentir pleinement. À politique inchangée, les dépenses du système de pension excéderaient les recettes et la réserve de financement du système de pension du secteur privé s'épuiserait graduellement.

Aussi le Comité de Coordination Tripartite a-t-il conclu en avril de cette année que «Les partenaires sociaux et le Gouvernement procéderont à la création d'un groupe de réflexion qui aura pour mission d'élaborer des propositions pour assurer la viabilité à long terme des régimes de pension et d'étudier les différentes mesures qui pourront être envisagées pour garantir cette viabilité à long terme et pour adapter le système de pensions aux évolutions liées aux changements dans le déroulement des carrières professionnelles, au vieillissement démographique et à son impact sur la durée du temps de travail à vie».

Question 1217 (3.8.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **réduction des postes de travail dans le groupe Arcelor-Mittal:**

De Grupp Arcelor-Mittal huet gëschter enorm Gewënner, bis zu 5,5 Milliarde fir dat éischt Semester a bis zu 12 Milliarden Euro fir dëst Joer ugekënnegt. Do derniewent schwieft awer nach ëmmer d'Damoklesschwert vum Ofbau vun 30.000 Aarbechtsplazen, dee vum Grupp Mittal scho virun der OPA ugekënnegt gouf. Kloer ass awer net ob den Ofbau vun deenen Aarbechtsplazen och Lëtzebuerg wäert betreffen.

Ze bedenke gëtt och, datt d'Gewerkschaften OGB-L an LCGB an engem öffentleche Communiqué an Appel un de Grupp Arcelor-Mittal geriicht hunn, fir de Modell Lëtzebuerg an all Ofkommen an der Sidérurgie ze respektéieren. Hiren Aussoen no an och der Regierung hir, nodeem se d'Fusioun félicitéiert haten, wier de Lëtzebuerger Modell an och d'Accorden, déi drun hänken, net a Fro gestallt, trotzdeem maache si sech Suergen.

D'Lëtzebuerger Regierung huet opgrond vun hiren 2,7% Aktienundeeler dach sécherlech en Afloss, souwuel wat d'Ofschafe vun Aarbechtsplazen ze verhënnere souwéi och de Respekt vum Lëtzebuerger Modell ze garantéieren ubelaangt.

Kann den Här Aarbechtsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wéi gesäit d'Regierung d'Situatioun am Zesummenhang mam massiven Ofbau vun Aarbechtsplaze beim Grupp Arcelor-Mittal?
2. Kënnen net och déi Lëtzebuerger Sitë vun esou enger Moossnam betraff ginn?
3. Wa jo, a wat fir engem Mooss?
4. Wéi wäit sinn d'Lëtzebuerger Siten an d'Aarbechtsplaze bei de Fusiounsaccorden ofgeséchert ginn?
5. Kann d'Lëtzebuerger Regierung hiren Afloss opgrond vun hirem Aktienundeel geltend maachen a versichen ze verhënneren, datt 30.000 Aarbechtsplazen ofgebaut ginn, nodeem de Grupp Arcelor-Mittal jo elo enorm Gewënner ugekënnegt huet?

Réponse (2.10.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1) D'Tatsaach, datt am Grupp Arcelor-Mittal Aarbechtsplazen ofgebaut solle ginn, ass net nei. Deen Ofbau betrëfft eigentlech an éischter Linn net Arcelor-Mittal, mä Mittal Steel.

Am Kader vu verschiddenen Acquisitiounen huet Mittal Steel iwwert déi lescht Joren Accorden zur Reduktioun vun den Effektiver a verschiddene vun deene Wierker ausgehandelt. Sou konnt een am Prospectus vu Mittal Steel vum 16. Abrëll 2006 liesen: «Combinée avec des investissements sélectifs visant à améliorer la productivité, l'amélioration de l'efficacité à travers le Groupe devrait résulter d'une réduction des effectifs d'environ 40.000 personnes sur une période de cinq ans. Cette réduction des effectifs sera réalisée en favorisant les départs volontaires et par un plan de départ à la retraite volontaire. (...) En 2005, la réduction des effectifs sur une base volontaire s'est élevée à 11.000 employés.»

Dozou muss ee soen, datt Mittal Steel Wierker opkaaft huet, déi oft net duerch déi Restrukturatioune gaang sinn, wéi mer se an eiser Stolindustrie iwwert déi lescht 30 Joer kannt hunn. Mä och déi Wierker musse sech der internationaler Konkurrenz um Weltstolmaart stellen. Dowéinst gouf oft schonns beim Verkaf vun deene Wierker, déi meeschtens virdrun der öffentlecher Hand gehéiert hunn, vun de respektive Regierungen unerkannt an akzeptéiert, datt et zum Ofbau vun Aarbechtsplaze géing kommen.

2) Am Kader vun de Fusiounsverhandlungen tëscht Arcelor a Mittal Steel goufen eng Rei Garantien ausgehandelt, déi och d'Lëtzebuerger Sitë betreffen. Sou kann een am Communiqué vun Arcelor vum 25. Juni 2006, deen d'Fusioun ukënnegt, liesen, datt eng Rei Prinzipië fir Arcelor-Mittal definéiert gi sinn. Zu deene Prinzipië gehéieren: «la confirmation de tous les plans industriels et engagements des deux sociétés» an och «pas de restructurations ni de plan social résultant de la fusion dans le périmètre Arcelor en Europe». Dës Garantië gëllen och fir d'Lëtzebuerger Sitë vun Arcelor.

Mittal Steel huet just een industrielle Site zu Lëtzebuerg kontrolléiert, d'Société du Train de Fil de Schifflange. Heizou huet de President vum Direktiounscomité vun Arcelor-Mittal viru kuerzem deklaréiert, datt d'STFS net a Gefor wier, mä datt de Grupp probéiere géing d'Produktiounsanlagen esou wäit wéi méiglech auszelaaschten.

3) Sou eng Gefor besteet net.

4) Wéi gesot, sinn d'Lëtzebuerger Siten iwwert déi allgemeng Garantien am Fusiounsaccord tëscht Arcelor a Mittal Steel ofgeséchert. Doriwwer eraus hat an huet d'Lëtzebuerger Regierung zu dëse Froen och en intensiven Austausch mat Vertrieder vun Arcelor a Mittal Steel, virun der Fusioun a vun Arcelor-Mittal elo, no der Fusioun. Bei dëse Kontakter huet d'Regierung déi néideg Garantië vun Arcelor-Mittal a sengem Haaptaktionär kritt, datt d'Investitiounspläng, déi ënnert dem Numm „Lux 2006" bekannt sinn, agehale wäerte ginn an och, datt de Lëtzebuerger Modell vun deem neie Grupp respektéiert wäert ginn.

5) D'Lëtzebuerger Regierungen hunn iwwer laang Joren de Prinzip verdeedegt, datt et un der Generaldirektioun vun der ARBED an duerno der Arcelor ass, fir d'Geschäfter vum Grupp ze féieren. Mir wäerten dës Positioun och bei Arcelor-Mittal bäibehalen, ouni eis Responsabilitéit als Aktionär, deen e Vertrieder am Verwaltungsrot stellt, ze vergiessen.

Déi ugekënnegt Mesurë sinn d'Resultat vun Accorden, déi Mittal Steel an deene betraffene Wierker a Länner ausgehandelt huet. D'Lëtzebuerger Regierung gesäit kee Grond, fir dës Accorden a Fro ze stellen.

Question 1218 (3.8.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant les **sociétés holdings 1929:**

Un député de la majorité estime dans la presse que le texte de la décision de la Commission européenne relative aux sociétés holdings 1929 n'est pas soigneusement rédigé et prête à confusion et malentendus. En particulier, il est d'avis que la date de l'entrée en vigueur de la décision est sujette à discussion, que la nature de la période transitoire accordée par la Commission (obligatoire ou facultative) n'est pas clairement établie et que l'interdiction de cession de tout ou partie du capital desdites sociétés holdings pendant la période transitoire porte préjudice aux intérêts des détenteurs d'actions au porteur.

- Les Ministres partagent-ils cette analyse?
- Si tel n'est pas le cas, quelles sont les réponses qu'ils apportent aux questions posées?
- Le Gouvernement entend-il, pour éviter toute incertitude, légiférer en ce qui concerne la prolongation du régime des sociétés holdings 1929 jusqu'au 31 décembre 2010?

Réponse (2.10.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

La décision de la Commission européenne relative aux sociétés holdings 1929 exige un certain nombre de mesures nationales de transposition afin de garantir la sécurité juridique nécessaire pour les opérateurs économiques. De ce fait, le Gouvernement a élaboré au mois d'août 2006 un avant-projet de loi qui a pour objet de clarifier les différents points exposés dans la décision de la Commission et de régir la période transitoire. Cet avant-projet de loi a été soumis pour observations éventuelles à la Commission européenne à la mi-septembre. Il est prévu de déposer le projet de loi afférent à la Chambre des Députés au cours de la première quinzaine du mois d'octobre 2006.

Question 1219 (3.8.2006) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant le **croisement CR137-E29 (Bech-Consdorf):**

Le croisement du CR137 à la E29 (Bech-Consdorf) compte parmi les points noirs de la circulation au Grand-Duché de Luxembourg. Cet endroit particulièrement dangereux a coûté la vie à de très nombreuses victimes d'un accident de la route, sans parler des innombrables blessés que connaît ce lieu.

Conscient de ce fait, le Ministère des Travaux publics en collaboration avec l'Administration des Ponts et Chaussées a fait élaborer des plans pour réaliser un passage souterrain du CR137 au croisement E29 (Bech-Consdorf) afin de remédier ainsi à une situation qui ne saurait perdurer.

En réponse à une question parlementaire au même sujet *(cf. compte rendu N°13/2004-2005 - question parlementaire N°0444)*, Monsieur le Ministre avait annoncé l'année passée, que les travaux pourraient débuter dès que les propriétaires des terrains avoisinants auraient donné leur accord à la vente des parcelles dont l'État a besoin pour réaliser ce projet.

- État donné que ces travaux n'ont toujours pas commencé, et que tout ajournement risque de voir augmenter davantage encore le nombre de malheureuses victimes, je voudrais savoir à quel stade se trouve la procédure d'acquisition des parties de terrain indispensables à l'exécution des travaux. Est-ce que Monsieur le Ministre connaît déjà la date précise du démarrage du chantier, ainsi que sa durée prévisible?

Réponse (8.9.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de Madame la Députée Marie-Josée Frank je puis fournir les précisions suivantes:

Le dossier de soumission pour les travaux de réaménagement du carrefour formé par la E29 (N11) et le CR137 entre Bech et Consdorf a été établi par l'Administration des Ponts et Chaussées et l'autorisation de mise en adjudication des travaux pourra être accordée dès que le problème des emprises aura trouvé une solution. La durée prévisible des travaux est estimée à 260 jours ouvrables à compter de l'adjudication du marché.

À l'heure actuelle, les discussions entre le comité d'acquisition et les propriétaires concernés par le projet sont toujours en cours. La question sera à l'ordre du jour d'une des prochaines réunions du comité d'acquisition en vue de trouver une solution le plus rapidement possible aux problèmes encore en suspens.

Au sujet de la question des emprises, il faudra encore préciser que quatre solutions ont été élaborées pour éliminer ce point noir particulièrement dangereux formé par le carrefour E29 (N11) et le CR137 entre Bech et Consdorf et que sur base d'une concertation étroite avec les communes concernées, la préférence a été donnée à la variante prévoyant un échangeur dénivelé, réalisé sous forme d'un passage souterrain du CR137 sous la N11 et son raccordement à la N11 à l'aide de rampes hollandaises disposées en losange. Cette variante a été justement retenue parce qu'elle est plus économe en utilisation de terrain vierge.

Question 1221 (4.8.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **anesthésies générales de complaisance:**

Afin d'enrayer les coûts en matière de santé, les autorités allemandes pensent à limiter à l'avenir le recours aux anesthésies générales qui dans de nombreux cas s'avéreraient être inappropriées aux besoins réels des patients. D'aucuns parlent ainsi d'anesthésies générales de complaisance (Gefälligkeitsnarkosen) qui seraient pratiquées alors que des anesthésies locales suffiraient.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'un phénomène d'anesthésies générales de complaisance au Luxembourg?
- Quel est le coût annuel des anesthésies générales au Luxembourg?
- Monsieur le Ministre estime-t-il que ce chiffre devrait être revu à la baisse?
- Dans l'affirmative, quelles mesures préconise-t-il?

Réponse (15.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Des renseignements fournis par l'Union des Caisses de Maladie suite à la question de l'honorable Député, il résulte qu'aucun élément dont dispose l'UCM dans le cadre de la prise en charge des actes anesthésiologiques ne permet de conclure à la pratique d'anesthésies de complaisance.

La convention médicale détermine dans son article 76:

«Art. 76. Sans préjudice d'un emploi judicieux des moyens diagnostiques et thérapeutiques déployés, les médecins visés par la présente convention s'engagent à faire bénéficier leurs malades de soins consciencieux, éclairés, attentifs et prudents, conformes à la déontologie médicale et aux données acquises par la science.

Les prestations à charge de l'assurance maladie ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire.

À cet effet, les médecins s'engagent à faire un bon usage des soins en s'attachant à faire correspondre au mieux les actes médicaux et les prescriptions à l'état de chaque malade.»

Pour le surplus, l'encadrement juridique fourni par le règlement de nomenclature (articles 12 à 14) et le code de déontologie médicale (article 10) obligent les médecins à se conformer à une bonne pratique médicale excluant la délivrance d'actes inutiles susceptibles de tomber sous la notion de «complaisance».

Le coût annuel des anesthésies supporté par l'UCM s'établit comme suit:

2004: Nombre d'actes 75.832
Montant 10.777.902 €

2005: Nombre d'actes 75.420
Montant 10.789.121 €

Il faut prendre en compte que toutes les factures pour les prestations d'anesthésie délivrées en 2005 n'ont pas encore été soumises au remboursement par les assurés et que les anesthésies locales ne sont pas comprises dans ce détail.

Il n'est pas distingué dans ce système suivant les anesthésies générales et les anesthésies régionales par rachianesthésie, anesthésie péridurale ou par anesthésie pratiquée par infiltration de racines, plexus ou tronc nerveux.

Le système de la nomenclature réglant la mise en compte des actes d'anesthésie prévoit que le médecin anesthésiste applique un taux de 45% au coefficient des actes (chirurgicaux ou diagnostiques) effectués pendant l'anesthésie générale ou régionale. Le médecin anesthésiste note les actes chirurgicaux ou diagnostiques, complétés par la lettre «A». Ceci permet de les identifier comme actes d'anesthésie générale ou régionale.

Dès lors les honoraires pour l'anesthésie sont fonction de la cotation des actes chirurgicaux ou diagnostiques pratiqués au cours de l'anesthésie. Une remise en question des tarifs de l'anesthésie implique nécessairement une discus-

sion plus générale du système de la nomenclature et des autres actes liés à l'anesthésie.

Question 1222 (7.8.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **armes à sous-munitions:**

Selon une information de l'organisation «Human Rights Watch», il semble effectivement confirmé que l'État d'Israël utilise systématiquement des armes à sous-munitions dans des zones habitées depuis le début du conflit au Liban.

Le principe de ces armes est tel qu'un gros conteneur (bombe ou autre) est rempli de bombelettes (sous-munitions). En s'ouvrant, le conteneur disperse les sous-munitions au-dessus d'une zone très large. Ainsi, ces armes sont particulièrement dangereuses pour la population civile, étant donné qu'elles ne distinguent pas entre objectifs militaires et civiles.

L'association «Handicap International» s'engage depuis des années contre ces armes. Une pétition avait réuni 8.600 signatures à Luxembourg et le Gouvernement précédent avait accepté de s'engager sur le plan international contre de telles armes.

- Voilà pourquoi j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si le Gouvernement luxembourgeois entend toujours suivre cette ligne de conduite du Gouvernement précédent et s'il entend, à l'instar de la Belgique qui a voté le 16 février 2006 une loi contre les bombes à sous-munitions, interdire ces armes sur son territoire.

Réponse (15.9.2006) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Le Gouvernement - à l'instar du Gouvernement précédent - se sent interpellé par le caractère non discriminatoire de l'impact des bombes à sous-munitions (BASM), notamment à l'égard de la population civile dans une zone de conflit, et leur nature particulièrement meurtrière.

Le Gouvernement luxembourgeois soutient dès lors financièrement la campagne de sensibilisation de «Handicap International» contre les mines antipersonnelles et les bombes à sous-munitions, intitulée «Pour un monde plus juste», et contribue de manière générale à des activités de déminage et d'appui aux victimes de mines antipersonnelles et de munitions non explosées.

Ainsi, dans le cas du conflit au Liban, et à la lumière de rapports quant à un recours par Israël à des bombes à sous-munitions, le Ministère des Affaires étrangères a répondu positivement à l'appel du Secrétaire général des Nations Unies de soutenir les activités de l'équipe d'action antimines de l'ONU au Liban et de contribuer 100.000 euros au Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance à l'action antimines.

En ce qui concerne la ligne de conduite à suivre en matière de législation, le Gouvernement, encouragé par le succès de l'adoption du Traité d'Ottawa interdisant l'usage, le transfert, la production et la commercialisation de mines antipersonnelles, et par sa rapide entrée en vigueur en date du 1er mars 1999, estime qu'une approche concertée au niveau international constituerait une réponse plus effective aux questions soulevées par l'usage de BASM qu'une démarche législative isolée du Luxembourg.

Le Gouvernement est ainsi prêt à participer, dans l'enceinte internationale adéquate et en tenant compte de ses obligations internationales existantes, aux travaux d'élaboration d'un instrument juridique international relatif aux bombes à sous-munitions.

Question 1223 (7.8.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **croissance du PIB au premier trimestre 2006:**

Considérant que le budget de l'État pour 2006 a tablé sur une croissance de 3,8% et considérant que le Statec vient d'indiquer dans sa publication «Conjoncture Flash Juillet 2006» que le PIB au premier trimestre 2006 aurait connu une croissance de +7,3%, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Budget et du Trésor:

- La croissance du PIB de +7,3% au premier trimestre 2006 a-t-elle eu des répercussions positives sur les recettes de l'État au cours des deux premiers trimestres?
- Quelle est l'évolution des principales catégories de recettes de l'État au cours des deux premiers trimestres?
- Quelles sont, au vu des recettes et de la croissance du PIB au premier semestre 2006, les prévisions des principales catégories de recettes pour l'année 2007?
- Quelles sont les conclusions que Monsieur le Ministre peut tirer à ce stade en ce qui concerne sa future politique budgétaire?

Réponse (29.9.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le budget de l'État pour l'exercice 2006 est basé sur une hypothèse de croissance du PIB de 3,8% en 2006. Dans la 7e actualisation du programme de stabilité et de croissance présentée à la Commission européenne en décembre 2005, le Gouvernement a pris en compte les prévisions macroéconomiques les plus récentes publiées à ce moment. Avec une prévision pour le taux de croissance réel du PIB de 4%, l'hypothèse de croissance sous-jacente au programme de stabilité ne divergeait que marginalement de l'hypothèse retenue au moment de la préparation du budget pour 2006.

En mai 2006, dans la Note de conjoncture 1-2006, le Statec a confirmé sa prévision de croissance du PIB de 4,0% sur base annuelle en 2006.

En juillet 2006, le Statec a publié les comptes nationaux trimestriels pour le 1er trimestre 2006. Dans la publication «Conjoncture Flash Juillet 2006», le Statec indique qu'au 1er trimestre de l'année 2006, le PIB réel a augmenté de 7,3% par rapport au 1er trimestre 2005. Le Statec observe qu'il convient d'interpréter ce résultat avec prudence, précisant que «concernant l'année 2006, il serait osé de se baser uniquement sur le résultat du PIB au premier trimestre pour conclure à un retour vers des taux de croissance aussi élevés que ceux de la fin des années 1990. On sait notamment que le secteur financier a bénéficié d'un contexte particulièrement favorable jusqu'au début 2006, mais aussi que les marchés d'actions ont connu une correction assez marquée à partir du mois de mai».

En effet, dans une petite économie très ouverte comme le Luxembourg, la volatilité intra-annuelle des principaux agrégats macroéconomiques est très élevée. Par conséquent, une forte croissance économique au 1er trimestre n'implique pas nécessairement que lorsqu'elle sera évaluée sur base annuelle, l'amplitude de la croissance économique sera pareille. Aussi peut-on rappeler qu'au 1er trimestre 2004, la croissance sur base trimestrielle du PIB se chiffrait à 8,0% alors que le taux de croissance sur base annuelle a fini par se situer à 4,2% seulement.

Néanmoins, les comptes nationaux trimestriels confirment qu'à l'instar des autres économies de la zone euro, la reprise économique est également en train de se «solidifier» au Luxembourg, de suite qu'une révision à la hausse des prévisions de croissance pour 2006 est probable.

L'évolution favorable sur le plan macroéconomique a des répercussions positives sur les recettes publiques. Ainsi, sur un budget voté des recettes courantes de 7.767 mio. EUR, 55% ont pu être encaissés au 30 juin 2006, soit 4.288 mio. EUR.

Toutefois, dans l'analyse de l'évolution des recettes publiques en 2006, il importe de distinguer soigneusement entre les effets positifs induits par une croissance économique consistante et les effets liés à des phénomènes «ponctuels» et non récurrents.

Les effets positifs de la conjoncture économique favorable sont surtout visibles au niveau de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (retenue sur salaires et traitements), des droits d'enregistrement et de la taxe d'abonnement. En ce qui concerne les droits d'enregistrement et la taxe d'abonnement, il convient de relever que l'évolution de ces recettes est liée étroitement à l'évolution boursière. Ces recettes par définition très volatiles ne doivent pas être considérées comme une recette stable.

Pour d'autres recettes, l'évolution favorable observée au cours du 1er semestre de l'année 2006 ne s'explique pas que dans une moindre mesure par le contexte macroéconomique, mais s'explique surtout par certaines transactions à caractère «saisonnier» ou exceptionnel.

Ainsi, l'évolution favorable par rapport à l'exercice budgétaire précédent des recettes perçues au titre de l'Impôt sur le Revenu des Collectivités (IRC) est liée à une perception plus massive au 1er semestre de l'exercice en cours de soldes d'imposition liés à des exercices antérieurs. Contrairement aux avances IRC qui sont payées trimestriellement, le versement d'un solde IRC est en principe une transaction non récurrente à l'intérieur d'un exercice budgétaire, c'est-à-dire lorsqu'une entreprise paye un solde d'imposition au 1er semestre, elle ne paiera en principe plus de solde d'imposition au 2e semestre.

L'évolution des recettes au titre de l'impôt retenu sur les revenus de capitaux est fortement influencée par le paiement par Arcelor S.A. d'un dividende à ses actionnaires en mai de cette année.

Finalement, dans l'analyse de l'évolution des recettes publiques au 1er semestre 2006 et surtout la comparaison avec l'exercice budgétaire antérieur, il ne faut pas oublier que le budget 2006 a vu l'introduction d'un impôt retenu sur les revenus d'épargne des non résidents et d'une retenue libératoire nationale sur les intérêts (recettes totales au 1er semestre 2006: 20 mio. EUR). Par ailleurs, en avril 2006, la Banque et Caisse d'Épargne de l'État a versé un dividende de 30 mio. EUR à l'État, alors que ce dividende était nul au cours des exercices budgétaires antérieurs.

Il convient donc de conclure que l'évolution des recettes publiques au 1er semestre 2006 est favorable. En outre d'un environnement macroéconomique porteur, cette évolution favorable s'explique aussi par un certain nombre des transactions «exceptionnelles» et a priori non récurrentes au 2e semestre.

À noter que les dispositions du volet préventif du Pacte de Stabilité et de Croissance exigent que les États membres réduisent leurs déficits budgétaires d'au moins 0,5% du PIB, corrigé des variations conjoncturelles et déduction faite des mesures ponctuelles et autres mesures temporaires et que l'effort d'ajustement consenti doit être plus important en période de conjoncture favorable.

Pour rappel, le 1er avril de cette année, le Gouvernement a notifié un déficit public de 1,9% du PIB pour l'année 2005 et une prévision d'un déficit de 1,7% du PIB en 2006.

Les mesures de réduction des dépenses budgétaires envisagées par le Gouvernement et annoncées dans le cadre des travaux du Comité de Coordination Tripartite ont donc pour objet d'amener une réduction durable du déficit structurel que la seule augmentation de certaines recettes ne saurait réaliser.

Question 1225 (7.8.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **ligne ferroviaire Trèves-Luxembourg-Arrêt à Howald:**

Selon mes informations, beaucoup de frontaliers utilisent chaque matin le train qui relie Trèves à Luxembourg-ville pour se rendre au travail. Certains d'entre eux ne travaillent pourtant pas au centre-ville, mais à Howald. Malgré le fait que le train passe par la gare à Howald et s'arrête pendant quelques minutes à la hauteur de la gare de marchandises/Cactus pour laisser passer un autre train, les passagers n'ont pas la possibilité de descendre à la gare de Howald. Ils sont donc obligés de continuer jusqu'à la gare de Luxembourg et de prendre le bus pour retourner à Howald, ce qui constitue une perte de temps considérable.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que la gare de Howald remplit les conditions techniques pour permettre l'arrêt des trains en provenance de Trèves?
- Dans l'affirmative, quelle est la raison pour laquelle il n'y a pas d'arrêt prévu à cet endroit?
- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il serait possible de prévoir un arrêt de train à la gare de Howald si un nombre suffisant de passagers en faisaient la demande?

Réponse (30.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°1225 du 7 août 2006, l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol se renseigne sur les possibilités éventuelles d'une réouverture de l'arrêt de Howald pour les trains de la relation Trèves-Luxembourg.

Vu que le tronçon de ligne entre Luxembourg et Oetrange de la ligne de Luxembourg à Wasserbillig est à voie unique, certains trains de la relation Trèves-Luxembourg sont déviés par Syren; une ligne qui est en principe réservée au trafic fret. Étant donné qu'aucun train de la relation Luxembourg-Trèves est dévié par cette ligne, ceux-ci ne peuvent pas desservir l'arrêt de Howald.

Comme cet arrêt ne peut que partiellement être desservi par les trains en provenance de l'Allemagne et que tous les trains à destination de l'Allemagne circulent via Sandweiler-Contern une desserte cadencée de l'arrêt de Howald ne peut pas être mise en place. Il s'y ajoute qu'au vu des importants travaux actuellement en cours dans le cadre de la réalisation d'un nouveau centre de remisage et de maintenance, il ne sera pas toujours possible de franchir la voie longeant le quai de l'arrêt.

Comme je sais qu'une correspondance ferroviaire à cet endroit est d'une certaine importance, j'ai chargé un bureau spécialisé d'effectuer les travaux de planification nécessaires afin d'y réaliser une gare périphérique avec correspondance vers le tram et l'autobus. Cette nouvelle gare tiendra compte du nouveau plan de voies dû à l'aménagement du centre de remisage et de maintenance précité.

Question 1226 (7.8.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **stratégie cohérente pour les transports publics:**

Dans un article publié dans l'édition du «Lëtzebuerger Land» du 4 août 2006, le Président de la Commission des Transports de la Chambre des Députés revendique une stratégie cohérente pour les transports publics, conçue de façon à respecter les objectifs de l'économie nationale, les aspects sociaux et environnementaux, ainsi que les orientations de l'aménagement du territoire.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Transports à quand il entend présenter une telle stratégie, quels en seraient les objectifs quantitatifs et qualitatifs et quelle en serait l'échéance de la mise en œuvre.
- Comment seraient pris en compte les objectifs résultant des différentes politiques économique, sociale, environnementale et d'aménagement du territoire? Dans quelle mesure Monsieur le Ministre entend-il tenir compte du concept «mobilitéit.lu», conçu et promu par son prédécesseur dans la mise en œuvre de cette stratégie?

Réponse (29.9.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Le groupe de travail interministériel chargé de l'élaboration du «Plan Sectoriel Transports» entend présenter mi 2007 un concept répondant aux préoccupations de l'honorable Député. Les éléments valables du document «mobilitéit.lu» y trouveront sa place, sans toutefois se baser sur le concept d'exploitation «train-tram».

Question 1227 (8.8.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **dopage - Convention internationale de l'UNESCO:**

Les récents scandales ont à nouveau prouvé que le phénomène du dopage touche de manière générale tout le sport de haut niveau. La «commercialisation» à outrance du sport professionnel incite de plus en plus les sportifs à recourir à des substances ou des méthodes illicites visant à améliorer leurs performances, tout en ignorant volontairement que le dopage est contraire à l'esprit du sport et nocif pour leur santé. La lutte contre le dopage s'avère difficile à mener alors qu'elle se heurte à un réseau organisé de fraudeurs, dans lequel on retrouve à côté des athlètes également de nombreux entraîneurs et médecins peu scrupuleux.

En date du 19 octobre 2005, l'UNESCO a adopté à l'unanimité la Convention internationale contre le dopage dans le sport, afin de créer un instrument nécessaire pour harmoniser les normes et assurer une approche mondiale cohérente dans la lutte contre le dopage. Il faut un cadre juridique international pour donner pleinement effet au Code mondial Antidopage et pour disposer d'un ensemble systématique de règles, politiques et directives universelles à ce sujet, de sorte que tous les sportifs puissent disposer d'un cadre d'activité sain et équitable. Le sport sans dopage

est une question d'intérêt public. Or, la Convention n'entrera en vigueur que si 30 pays l'ont ratifié. Jusqu'à ce jour 15 pays ont déposé leur instrument de ratification. Le Luxembourg ne figure pas parmi ceux-ci.

Vu les développements ci-dessus j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Le Gouvernement envisage-t-il la ratification de la Convention du 19 octobre 2005?
- Dans l'affirmative, à quel stade le processus de ratification de la Convention du 19 octobre 2005 se trouve-t-il?
- Le Gouvernement considère-t-il les mesures de la Convention précitée suffisantes pour lutter de manière efficace contre le dopage dans le sport?
- En cas de réponse négative, quelles sont les mesures que le Gouvernement considère appropriées?

Réponse (18.9.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Monsieur le Député Laurent Mosar est dans le vrai s'il introduit sa question N°1227 en fustigeant l'outrancière commercialisation du sport comme une cause principale du dopage.

Il esquisse tout aussi pertinemment les objectifs de la Convention internationale contre le dopage dans le sport qui, bien qu'adoptée le 19 octobre 2005, a été faite officiellement par l'UNESCO à Paris en date du 18 novembre 2005.

Je me réjouis de rappeler que le Luxembourg fut de ceux qui en 2003 ont su convaincre l'UNESCO à fournir son enceinte à l'élaboration et au dépôt de cet instrument dont la portée doit indispensablement être mondiale. Après avoir par la suite contribué très activement à la rapide mise au point de la convention et à son adoption unanime, il est de l'évidence que le Gouvernement en a décidé la ratification.

Dès le 20 janvier 2006, l'avant-projet de loi a été adopté par le Conseil de Gouvernement et le dépôt à la Chambre des Députés eut lieu le 1er février subséquent, le document parlementaire de référence portant le N°5537.

Suite à la demande de renseigner où en est le processus de ratification, il est de relever qu'un amendement gouvernemental a encore été introduit par dépêche du 28 juin 2006: L'objet en est d'apporter une modification à la loi du 3 août 2005 concernant le sport afin d'assurer, sans équivoque, que la liste des interdictions énumérant les substances et méthodes dopantes est celle en vigueur de l'Agence mondiale Antidopage.

Le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois a émis son avis en date du 12 juin 2006.

Lorsque la Haute Corporation du Conseil d'État aura donné son avis, il est envisagé de voir aboutir l'instruction législative au cours du mois d'octobre prochain.

Ce sera la ratification de la Convention internationale contre le dopage, faite à Paris, le 18 novembre 2005 qui, sur une base juridique et dans la structure plutôt unique d'un partenariat entre le mouvement sportif et les gouvernements, va sceller le soutien à l'Agence mondiale Antidopage ainsi que la mise en application des mesures énoncées dans le Code mondial Antidopage. Il convient cependant de souligner qu'au Luxembourg l'Agence Luxembourgeoise Antidopage (ALAD) depuis le 11 août 2004 - auparavant le Comité national de lutte contre le dopage dans le sport - a déjà constitué ce partenariat en exécutant les règles du Code mondial dans l'intérêt d'harmoniser et de faire avancer, dans le monde entier, la plus efficace lutte contre le dopage dans le sport.

Est-ce suffisant? C'est certes une question à se poser alors que des cas de dopage «illustres» s'accumulent! Mais, ces cas, ne sont-ils pas la preuve des efforts et de l'efficacité dans la lutte pour attraper les tricheurs, depuis que la collaboration avec les instances officielles, judiciaires en particulier, s'intensifie dans certains pays!

L'honorable Député se donne d'ailleurs lui-même la réponse! Tant que des sportifs ne protègent pas leur santé, qu'ils en font fi et qu'ils ne rechignent à bafouer l'intégrité du sport, appuyés par un encadrement d'entraîneurs, de soigneurs, de médecins et de dirigeants sans scrupules, la lutte contre le dopage, comme celle contre tout autre délit qui est commis, est permanente. Tout autant, les moyens sont à affiner et à renforcer - également et surtout ceux de la prévention et de l'éducation - avec l'unique finalité de «la tolérance zéro».

Question 1228 (8.8.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**exploitation d'un café-restaurant au Centre Ellergronn:**

En date du 22 juillet 2006 le collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch/Alzette a publié un avis concernant l'exploitation d'un café-restaurant au Centre Ellergronn de l'Administration des Eaux et Forêts.

À ma connaissance le projet initial de ce centre avait une vocation écologique, pédagogique et culturelle. Or, il me revient qu'un local pour accueillir des enfants aurait été supprimé pour y installer les équipements nécessaires à l'exploitation commerciale d'un restaurant. Ce projet ne correspond pas au permis de construire qui a été délivré par la Ville d'Esch/Alzette en 2000.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les raisons qui ont amené les responsables à changer la finalité du programme?
- Quel était le devis initial de ce projet et quel est le surcoût engendré par la création d'un restaurant?

De plus, en ce qui concerne plus particulièrement le cahier des charges, j'aimerais avoir quelques précisions:

- Monsieur le Ministre pense-t-il qu'il est indispensable de créer un lieu pour l'organisation de réceptions ou repas pour le compte du Ministère de l'Environnement ou de l'Administration des Eaux et Forêts comme stipulé dans le cahier des charges?
- Qu'entend-on par «Biergarten» mis en place d'après des critères écologiques?
- Que signifie le terme «parking écologique»?

Réponse (21.9.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1) La finalité du projet n'a pas changé.

Il est rappelé que le centre d'accueil «Ellergronn» est une infrastructure destinée à sensibiliser le grand public pour l'environnement naturel au niveau local. Ainsi constituera-t-il le point de départ de sentiers didactiques ouvrant un accès extensif dans la nature et les paysages, en l'occurrence dans une zone protégée d'intérêt national, classée par règlement grand-ducal, et dans une zone protégée d'intérêt européen, prévue par la nouvelle loi concernant la protection de la nature. À cette même fin le centre d'accueil abritera des expositions, une salle de classe, un atelier et plus tard une étable à fonction didactique.

Mais le centre d'accueil devra également devenir un point de cristallisation du développement durable au niveau local, dans la mesure où il pourra mettre le visiteur en contact avec des acteurs économiques de la ruralité, entre autres les exploitants agricoles travaillant suivant des règles de la nature, les cafés-restaurants traditionnels et typiques de la région, des artisans utilisant des produits de la nature.

Le concept du centre d'accueil avait prévu dès le début l'aménagement d'un local de débit fonctionnant comme un instrument parmi d'autres pour atteindre ces deux objectifs. Ainsi pourra-t-il contribuer à la sensibilisation du public par la diffusion de messages écologiques. Mais il devra surtout servir à mettre en marche dans le concret certains processus de développement durable, par exemple la commercialisation des produits issus de projets écologiques, tels que la viande provenant du pâturage extensif de la renaturation de l'Alzette à Schifflange ou celle d'autres produits de la nature tels que les fruits cueillis dans les vergers des environs immédiats.

Le local pour accueillir des enfants n'a pas été supprimé, comme le laisse supposer la question parlementaire. Il existe dans le bâtiment de l'exposition au premier étage une salle de classe destinée à l'accueil des enfants pour des activités théoriques en rapport avec la protection de la nature. Pour les travaux pratiques, il est par ailleurs prévu d'installer le laboratoire technique dans le bâtiment actuellement en reconstruction suite à l'incendie du 13 août 2003.

Ad 2) La direction des travaux de construction et la gestion des budgets y relatifs rentrent dans les attributions de l'Administration des Bâtiments publics.

Ad 3) Comme il est expliqué sub 1, le local de débit constitue l'un des instruments du centre d'accueil pour mettre en pratique la sensibilisation environnementale du grand public et pour initier des processus de développement durable. Le but premier du local de débit n'est donc pas d'organiser des réceptions et des repas pour le Ministère de l'Environnement et l'Administration des Eaux et Forêts. Mais ces derniers doivent pouvoir en profiter pour les manifestations qu'ils sont appelés à organiser dans le cadre de leurs attributions, telles que des colloques, des exposés ou des réunions.

Ad 4) Par le terme il a été essayé de décrire une terrasse d'un café aménagée suivant des critères écologiques et rudimentaires.

Ainsi des bancs et tables en bois non traité et en partie non raboté seront mis en place sur une surface en concassé ou en gravier susceptible de se couvrir spontanément de végétation herbacée naturelle et dans laquelle pourront être plantés des arbres.

Ad 5) Le concept du parking écologique est un élément de l'approche relative à l'aménagement écologique et l'entretien extensif des espaces verts en milieu bâti.

Les principes de l'aménagement de parkings écologiques sont les suivants:

L'ensemble de la surface du parking est réalisé en concassé de carrière ou en pavés non posés dans le béton, substrats générant la portance nécessaire à la circulation des voitures, mais susceptibles en même temps de se couvrir spontanément de végétation herbacée naturelle et de permettre la croissance des arbres.

L'ordre interne du parking est généré, non pas par des bordures construites en dur, mais par la disposition d'arbres ou de poteaux en bois.

Il y aura transition fluide entre les surfaces de circulation et les surfaces végétalisées. Il sera renoncé à l'aménagement des plates-bandes remplies de terre organique. La végétation herbacée naturelle s'installe spontanément partout où il n'y a pas de circulation des voitures ou de piétons. À cet effet il est renoncé à l'épandage d'herbicides.

Les arbres, disposés suivant un réseau géométrique en fonction des emplacements à garer, formeront avec le temps un toit de couronnes recouvrant l'ensemble du parking. La surface de roulement couverte de végétation herbacée apparaîtra comme une prairie. Le parking pourrait ainsi prendre l'aspect d'un verger ou d'un bosquet.

Les effets recherchés par cette approche sont les suivants:

- création de biotopes pour des espèces de la flore et de la faune sauvages au niveau des houppiers et des troncs des arbres et au niveau de la végétation herbacée,
- évacuation des eaux de pluie par infiltration,
- intégration paysagère d'une surface habituellement couverte de voitures,
- référence culturelle et historique dans la mesure où ce genre d'aménagement s'inspire des anciennes cours de ferme et places de villages ainsi que des abords des chemins ruraux d'antan,
- réduction des coûts tant au niveau de l'aménagement que de celui de l'entretien.

Question 1230 (9.8.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**institution de la cosaisine:**

Dans son rapport d'activité pour l'année 2004-2005, Madame le Juge d'instruction Directeur propose l'institution de la cosaisine, telle qu'est prévue par l'article 83 du Code de Procédure pénale française. Cette pratique permet à désigner plusieurs juges d'instruction pour un dossier d'une gravité, voire d'une complexité particulière. Cette mesure a pour mission d'assurer une information partagée et une garantie des poursuites des investigations. Elle permet ainsi de porter des regards croisés sur les éléments à charge et à décharge.

Monsieur le Procureur général d'État estime lui aussi qu'un examen sérieux de cette mesure serait opportun.

Dans ce contexte j'aimerais donc savoir de Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a déjà entamé des analyses quant à l'éventuelle introduction de la cosaisine dans la législation luxembourgeoise?
- Quels sont les résultats de ces analyses et à partir de quand une telle mesure pourrait être applicable?

Réponse (31.8.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Dans le cadre du suivi de la Conférence nationale de la justice qui a eu lieu le 16 juin 2006, un groupe a été constitué qui est chargé d'examiner les mesures d'ordre procédural susceptibles d'améliorer et de hâter l'évacuation des procès notamment pénaux. La question dont fait état Monsieur le Député sera discutée dans ce groupe.

Question 1231 (9.8.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **plaintes en matière de marchandises contrefaites ou pirates:**

Parmi les suggestions et observations publiées lors du rapport d'activité 2005 de la Justice, Monsieur le Procureur soulève le problème des plaintes en matière de marchandises contrefaites ou pirates.

Ainsi la législation communautaire prévoit le blocage des ces produits par l'Administration des Douanes et des Accises en vue de déclencher la «procédure visant à déterminer s'il a eu violation d'un droit de propriété au regard du droit national».

En effet la plainte pénale constitue le moyen le plus onéreux et le plus rapide pour les titulaires du droit de marque pour empêcher la mise en libre circulation des marchandises contrefaites.

Toutefois la majorité des plaintes aboutissent à un classement sans suites pour cause de prescription de l'action publique. Les enquêtes menées ne permettent presque jamais de déceler les auteurs des infractions. Les marchandises restent ainsi entreposées dans un hangar jusqu'au classement sans suites du dossier.

Ensuite les marchandises sont détruites par mesure de police sans pour autant qu'un texte légal n'autorise ou ne réglemente une telle destruction.

Par ailleurs la prise en charge des frais de stockage ainsi que les frais de destruction des marchandises pose problème. En effet, le Règlement (CE) n°1383 du Conseil du 22 juillet 2003, applicable à partir du 1er juillet 2004, prévoit la prise en charge de ces frais par les titulaires du droit, mais la question reste valable pour la majorité des marchandises actuellement entreposées, dont certaines le sont depuis 2001.

Dans ce contexte j'aimerais donc savoir de Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les fait relatés par Monsieur le Procureur d'État?
- Dans l'affirmative, comment il entend y remédier tant au niveau légal qu'au niveau financier?

Réponse (29.9.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La plainte pénale n'est pas le moyen le plus onéreux pour les titulaires du droit de marque, mais comme l'a rappelé Monsieur le Procureur d'État de Luxembourg, le moyen le moins onéreux.

Un des moyens pour résoudre la question soulevée par Monsieur le Procureur d'État de Luxembourg dans son rapport d'activité, consiste dans la transposition en droit luxembourgeois de la procédure sommaire prévue par le règlement (CE) n°1383 du Conseil de l'Union européenne du 22 juillet 2003.

Je n'ai pas manqué de saisir du problème Monsieur le Ministre de l'Économie, compétent en matière de droits intellectuels, et Monsieur le Ministre des Finances, Ministre de tutelle de l'Administration des Douanes et Accises.

Question 1232 (9.8.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **gestion et sécurité de l'Aéroport de Luxembourg:**

La réponse ministérielle du 7 juillet 2006 à ma question parlementaire N°1110 du 7 juin 2006 *(cf. compte rendu N°14/2005-2006)* nourrit l'impression que nonobstant les propositions concrètes faites en 2004 par le consultant McKinsey et, hormis un hearing à Bettembourg qui s'est notamment caractérisé par la forte présence de syndicalistes, les initiatives gouvernementales

pour mettre en place les instruments de gestion de l'aéroport et pour en assurer la sécurité et la sûreté font toujours défaut, il n'y a pas de plan d'ensemble pour mettre l'Aéroport de Findel en conformité avec les standards internationaux et communautaires en matière de sécurité et de sûreté ainsi qu'en matière de séparation des compétences entre fonctions normatives et de contrôle et fonctions d'exploitation et opérationnelles.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Quelles sont les déficiences concrètes dans le domaine de la sûreté aérienne identifiées lors des inspections de la Commission européenne en juillet 2004 et en mai 2005? Quelles sont parmi ces déficiences celles qui ont entre-temps été redressées et comment? Quelles sont les déficiences qui n'ont pas encore connu de suites et pourquoi?
2. Quelles sont concrètement les critiques de l'audit OACI de février/mars 2006? Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre pour y remédier? À quelles échéances et avec quels moyens (coûts, engagement de personnel, responsabilité de la mise en œuvre)?
3. Quant à l'étude de McKinsey, quelles en sont les mesures qui ont entre-temps été mises en oeuvre? Comment et quand? Quelles mesures n'ont pas encore été mises en œuvre et pour quelles raisons?
4. Quel est notamment le statut du Bureau Veritas? Comment sont réglées les relations avec ce bureau? Y'a-t-il entre-temps un contrat en due forme? L'État est-il en droit de déléguer sans l'accord de la Chambre des Députés à une instance tierce du secteur privé et de nationalité étrangère des attributions relevant de la souveraineté nationale?
5. Quel est le projet gouvernemental pour démarquer les compétences à l'aéroport entre

- la Direction de l'Aviation civile (y compris les attributions du Bureau Veritas);
- l'Administration de l'Aéroport;

  Y aura-t-il des transferts de compétence à lux-Airport?
- lux-Airport.

  Quelles sont les missions actuelles de la société? Va-t-elle les garder dans leur ensemble? Aura-t-elle éventuellement d'autres missions supplémentaires?

6. La société aérienne Luxair maintiendra-t-elle ses activités actuellement exercées en matière d'exploitation aéroportuaire (aérogare, handling, parking, gestion des slots et horaires)? Quelles parmi ces activités seront, le cas échéant, confiées à lux-Airport?

Réponse (22.9.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

A contrario de ce qu'affirme l'honorable Député dans son exposé introductif, ma réponse à sa question parlementaire N°1110 du 7 juin 2006 est sans équivoque en ce que les instruments de gestion de l'aéroport et de mise en conformité avec les standards internationaux sont en place.

Ainsi, j'avais indiqué dans ma réponse précitée qu'«une collaboration permanente pour s'assurer de la conformité par rapport aux normes en vigueur et une mise en œuvre cohérente et efficace est garantie par une coopération étroite et un échange d'informations continu entre autorités concernées dans les enceintes compétentes, tel que le Comité national de Sûreté de l'Aviation civile».

Des instruments, tels que le document classifié «plan national de sécurité et de sûreté» assurent la sécurité et la sûreté au niveau national en ce qu'ils établissent des règles applicables à toutes les composantes du transport aérien, y compris aux compagnies aériennes, aux passagers, aux équipages, au personnel au sol, au fret, aux aéronefs et aux installations aéroportuaires.

Pour ce qui est de la prétendue absence de mise en œuvre des recommandations de l'audit McKinsey, l'honorable Député fait abstraction du fait que des consultations intenses ont été et sont menées avec tous les acteurs concernés afin de mettre en place un concept viable assurant un départage cohérent des compétences respectives de toutes les autorités aéroportuaires.

Une note d'orientation au sujet des rôles respectifs des autorités aéroportuaires a ainsi été communiquée aux acteurs concernés et aux syndicats afin de discuter dans le cadre d'un dialogue social ouvert les différentes options dont le tableau a pu être dressé.

Par ailleurs, le hearing de Bettembourg du 31 mai 2006 pour lequel l'honorable Député indique qu'il «se caractérisait par la forte présence de syndicalistes», rassemblait une centaine d'invités, dont des représentants de la Chambre des Députés, des ministères et administrations concernés, des opérateurs et des syndicats. Les répercussions de la libéralisation du transport aérien, les contraintes de la réglementation européenne du ciel unique européen et les défis relevant d'une gestion moderne d'un aéroport ont figuré à l'ordre du jour de ce hearing. Parmi les orateurs figuraient les directeurs des autorités aéroportuaires nationales et des experts internationaux tels que Monsieur Ben Van Houtte, chef d'unité de la section Gestion du trafic aérien et aéroports auprès de la Commission européenne.

À l'issue du hearing, deux table rondes ont eu lieu afin de continuer la consultation des acteurs concernés qui a abouti à une proposition du Conseil de Gouvernement en date du 28 juillet 2006 visant à constituer l'Administration de l'Aéroport en établissement public. Les travaux législatifs y relatifs sont entamés au niveau du Ministère.

La séparation stricte des fonctions de régulation et de supervision, pour lesquelles est compétente la Direction de l'Aviation civile, et des prestations de service aéroportuaires et aériens, assurées respectivement par l'Administration de l'Aéroport et lux-Airport, sera ainsi assurée en conformité avec la réglementation européenne.

Par ailleurs, il convient d'insister sur le fait que les rapports d'audits effectués par les autorités communautaires et internationales dans les différents domaines de l'aviation civile constituent des documents classifiés. L'honorable Député n'est pas sans savoir qu'une communication publique de telles données serait incompatible avec l'objectif de la sécurité et la sûreté nationale en ayant notamment pour conséquence de faciliter la tâche à d'éventuels malfaiteurs.

D'une manière générale, je tiens cependant à réitérer que la grande majorité des déficiences constatées sous mon prédécesseur en juillet 2004 ont pu être redressées depuis.

En outre, tel qu'il résulte notamment de mes réponses aux questions parlementaires N°0625 et N°1110, les recommandations de l'étude du consultant McKinsey de 2004 sur la réévaluation de l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises sont mises en œuvre de manière concrète et progressive.

Ainsi, l'effectif de la Direction de l'Aviation civile est adapté aux fonctions identifiées dans la prédite étude.

Pour ce qui est de la distinction nette entre les fonctions normatives et de contrôle et celles relatives aux prestations de service, outre les travaux législatifs en cours (voir supra), il convient de relever que j'ai procédé à une séparation nette de la gestion budgétaire et de la gestion du personnel entre l'Administration de l'Aéroport et la Direction de l'Aviation civile dès fin 2004. L'Administration de l'Aéroport n'assume en outre plus de représentation au niveau réglementaire dans des enceintes internationales.

Par ailleurs, la Direction de l'Aviation civile a été notifiée comme autorité de surveillance nationale dans le cadre du ciel unique européen. Ceci emporte qu'elle assume l'ensemble des tâches qui sont assignées à l'autorité de surveillance nationale au niveau européen. En tant que telle elle est chargée de contrôler les opérateurs sur l'aéroport et elle doit notamment certifier le prestataire de services de navigation aérienne, l'actuelle Administration de l'Aéroport.

La démarcation claire entre les missions des deux prestataires de services opérant à l'Aéroport de Luxembourg, à savoir l'Administration de l'Aéroport et lux-Airport, est en cours (voir supra). Il est ainsi notamment prévu que les activités de maintenance, d'entretien et de balisage des pistes seront à effectuer à l'avenir par lux-Airport dans l'optique d'un meilleur départage de compétences entre les activités «ground services» et «air navigation services», tel que préconisé par l'audit McKinsey.

Quant au Bureau Veritas (B. V.), il importe de préciser que ce dernier est implanté au Luxembourg en tant que société anonyme dont le capital est détenu à 100% par la société mère française.

L'exercice des activités du B. V. à Luxembourg dans le domaine aérien repose sur deux actes de délégation, à savoir les arrêtés ministériels du 7 novembre 1952 et du 24 janvier 1967. Les missions du B. V. se déroulent en étroite coopération avec la Direction de l'Aviation civile et sous la supervision de cette dernière. Des discussions sont en cours pour renforcer les rapports existants et préciser contractuellement la portée des délégations.

Les attributions techniques du B. V. ne relèvent pas de la souveraineté nationale. Alors même que l'accord de la Chambre des Députés n'est pas requis pour un acte de délégation, il y a lieu de rappeler à cet égard que cette dernière a explicitement consenti à ce genre de délégations par son vote de la loi du 19 mai 1999 qui dispose que la Direction de l'Aviation civile peut «confier ces contrôles et inspections à du personnel qualifié appartenant à ses autorités aéronautiques étrangères ou à une société privée spécialisée».

Notons finalement que les missions actuelles de lux-Airport S.A. se trouvent précisées et par la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare (Mém. 2002, p. 1758-1760), et dans le règlement grand-ducal du 14 avril 2003 portant approbation du contrat sur le développement, la mise en valeur et l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, signé le 15 janvier 2003 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et lux-Airport S.A., Société de l'Aéroport de Luxembourg, publié au Mémorial (Mém. 2003, p. 1121-1128). L'honorable Député n'est par ailleurs pas sans savoir qu'il a participé aux débats sur le projet qui allait devenir la prédite loi en date du mercredi 10 juillet 2002 et durant lesquels les différentes missions de lux-Airport furent exposées et débattues in extenso par les différents intervenants.

Avec la mise en place de lux-Airport par le législateur et en raison des missions légales et contractuelles de cette société, des missions effectuées antérieurement par Luxair le sont désormais par lux-Airport: l'exploitation des parkings pour voitures (depuis le 1er juin 2003), le contrôle d'accès à l'enceinte aéroportuaire au poste d'entrée principal (depuis le 1er juillet 2004) et la régie publicitaire dans l'aérogare actuelle et le nouveau terminal B (depuis le 29 octobre 2003).

Dans le même contexte et avec la mise en service du terminal A, prévue fin 2007, lux-Airport va être le seul responsable de la gestion et l'exploitation de la nouvelle aérogare (les terminaux A et B). Les activités d'assistance en escale (handling) de Luxair ne sont pas concernées en tant que telles.

Cependant, l'attribution de créneaux horaires, actuellement pris en charge par Luxair dans le cadre de sa mission d'assistant en escale en raison notamment de ses ressources infrastructurelles et personnelles, sera gérée, dès l'entrée en service de la nouvelle aérogare, par lux-Airport en étroite concertation avec le ou les assistants en escale concernés.

Le parking souterrain du terminal A, en construction, sera exploité sous la responsabilité de lux-Airport.

Une concession pour les activités de restauration dans la nouvelle aérogare a été concédée par lux-Airport à une société spécialisée. lux-Airport a également accordé une concession de travaux pour un Terminal pour l'Aviation Générale (GAT) et de salons VIP gouvernementaux à une société spécialisée.

Question 1233 (9.8.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **politique extérieure de l'Union européenne:**

En date du 9 août 2006, la presse écrite, tant nationale qu'internationale, a repris les critiques du Ministre des Affaires étrangères finlandais et actuel président du Conseil de l'Union européenne, Monsieur Erkki Tuomioja, concernant la politique extérieure de l'UE au sujet de l'actuelle crise au Proche-Orient.

Le chef de la diplomatie finlandaise reproche à certains pays membres de l'UE, notamment aux nouveaux venus, de faire preuve de beaucoup de zèle dans la transmission de documents européens confidentiels au sujet du Proche-Orient aux autorités israéliennes, américaines ou encore russes.

Il critique également de manière générale le manque de coopération entre les pays membres lors des réunions du Conseil, plusieurs pays préférant défendre leurs propres intérêts plutôt que de poursuivre une politique commune.

Vu les développements ci-dessus j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre Affaires étrangères:

- Le Gouvernement partage-t-il les critiques émises par le Ministre finlandais précité?
- Vu ces critiques substantielles relatives au fonctionnement de l'UE, le Gouvernement respectivement l'UE entendent-ils donner suite à celles-ci?

Réponse (21.9.2006) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Le Ministre des Affaires étrangères finlandais et président en exercice du Conseil de l'Union européenne, Monsieur Erkki Tuomioja, a profité de la récente réunion informelle des Ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, les 1er et 2 septembre 2006 à Lappeenranta, pour clarifier certains malentendus, amplifiés par la presse écrite nationale et internationale, au sujet de son blog et des prétendues critiques concernant la politique extérieure de l'Union européenne.

Si le Ministre des Affaires étrangères finlandais a réitéré ses critiques, critiques que nous partageons entièrement, quant à la transmission de documents confidentiels à de tierces parties, avant même qu'ils n'aient pu être examinés par les Ministres au Conseil, en soulignant que la marge de manœuvre de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne se trouvait ainsi sérieusement limitée, il a cependant rejeté des rapports quant à une mise en cause de la politique de certains États membres voire de la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne en général.

En ce qui concerne plus spécifiquement la politique de l'UE pendant la récente crise au Proche-Orient, l'Union européenne a su jouer un rôle important, comme on a pu le constater lors des discussions autour de l'adoption de la résolution 1701 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et de la cessation des hostilités. La Conférence des Donateurs de Stockholm et le renforcement de la FINUL, dont les troupes européennes vont constituer l'épine dorsale, ont par ailleurs montré que l'Union européenne est prête à assumer ses responsabilités.

Le Luxembourg a toujours soutenu le renforcement de la PESC et de sa mise en œuvre efficace, afin que l'Europe soit un acteur sur la scène internationale. L'Union européenne s'est dotée de règles et d'instruments qu'il s'agit d'appliquer et de parfaire, au besoin.

Il y a d'ailleurs suffisamment d'exemples récents d'une coopération européenne efficace en matière de politique extérieure, comme l'Iran et la recherche d'une issue diplomatique au dossier nucléaire, le Kosovo et la définition du statut final ou l'assistance à l'organisation d'élections libres en République démocratique du Congo.

Question 1234 (10.8.2006) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **transfert de créances:**

Selon un article paru dans l'hebdomadaire allemand «Der Spiegel» le 31 juillet 2006, des banques allemandes seraient depuis un certain temps en train de se dessaisir de leurs prêts hypothécaires en souffrance. En effet, les prêts concernés sont vendus à des investisseurs à but spéculatif (fonds d'investissement «private equity», «real estate investment trusts», etc.) qui essayent par la suite de recouvrer les créances le plus vite possible, même si les débiteurs ont toujours respecté leur plan de remboursement tel qu'il a été établi par l'institut financier qui a initialement accordé le prêt.

Les nouveaux créanciers profitent notamment de l'échéance des prêts à taux fixe pour imposer aux emprunteurs, lors de la reconduction du contrat de prêt, des taux d'intérêt usuraires que ces derniers ne sont pas en mesure de payer, pour procéder ensuite à la liquidation des sûretés par vente forcée. Au moment du transfert des créances, les clients sont uniquement informés du changement du créancier, sans que les conséquences éventuelles du transfert ne leurs soient exposées.

Étant donné que les mêmes pratiques que celles dénoncées par la

presse allemande sont observées également dans d'autres pays européens et considérant le préjudice qu'elles peuvent porter aux emprunteurs ainsi que l'importance des dégâts économiques et sociaux qu'elles sont susceptibles de produire, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance de pratiques similaires au Luxembourg?
- Quelle est la situation légale au Luxembourg? Est-ce que la législation luxembourgeoise permet la vente de créances à un autre institut financier ou à un fonds d'investissement? Dans l'affirmative, quels sont les droits des emprunteurs en cas de transfert de leur prêt à un autre créancier? Qu'en est-il dans ce cas de la protection des données?
- Indépendamment de la pratique du transfert de créances évoquée ci-devant, quelles sont les dispositions légales ou réglementaires qui interdisent à un créancier d'appliquer, par exemple après échéance d'un prêt à taux fixe, un taux d'intérêt usuraire?

Réponse (29.9.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

À la connaissance des autorités de surveillance, les banques luxembourgeoises n'ont pas réalisé de cessions importantes de prêts durant les dernières années, qu'il s'agisse de prêts hypothécaires (en souffrance ou pas) ou d'autres types de prêts. Contrairement à la situation en Allemagne, où certaines banques se retrouvaient avec une part considérable de prêts en défaut, une cession de prêts hypothécaires résidentiels ne présente à l'heure actuelle aucun intérêt économique pour les banques luxembourgeoises, dans la mesure où cette activité est très intéressante étant donné les taux de défauts très réduits.

En vertu de l'article 1689 du Code civil, la cession de prêts d'un client à un cessionnaire peut se faire par l'échange des consentements entre le cédant et le cessionnaire sans l'accord du client cédé. Par ailleurs, l'article 1690 du Code civil prévoit que la cession de créance devient opposable aux tiers par la notification du transfert fait au débiteur cédé. La loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation permet la cession de créances à un organisme de titrisation sans notification au débiteur. Dans le cadre d'une telle titrisation, le cédant reste toutefois généralement en charge de la gestion administrative des créances cédées. Les termes et conditions des prêts cédés ne sont en principe pas modifiés suite à leur cession. Jusqu'à présent, aucune titrisation de prêts hypothécaires luxembourgeois n'a été réalisée, étant donné que les portefeuilles de prêts détenus par les banques luxembourgeoises n'ont pas la taille minimale nécessaire pour répartir les coûts très élevés de mise en place d'une telle structure. En outre, les banques luxembourgeoises refinancent généralement les prêts hypothécaires par les dépôts de leurs clients qui représentent une source de financement beaucoup moins coûteuse que les titrisations.

Les prêts hypothécaires résidentiels accordés par les banques luxembourgeoises prévoient généralement un taux d'intérêt révisable au gré de la banque et non un taux fixe tel qu'en Allemagne. La pratique usuelle des banques luxembourgeoises est de répercuter de façon courante les variations, à la hausse comme à la baisse, des taux d'intérêt du marché aux prêts accordés. Donc, une situation comme celle en Allemagne où les prêts bénéficient pendant une période plus ou moins longue de taux d'intérêt fixes pour ensuite être ajustés aux conditions du marché (en l'espèce il s'agit en Allemagne d'un relèvement substantiel dans un contexte général de hausse des taux d'intérêt) ne peut dès lors pas se présenter au Luxembourg.

L'usure contreviendrait notamment à la législation relative à la protection des consommateurs et plus particulièrement à la loi du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation qui a toutefois abrogé le règlement grand-ducal du 14 octobre 1963 concernant la fixation du taux d'intérêt maximum de certaines formes de crédit.

Question 1235 (10.8.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **discrimination des fumeurs à l'embauche:**

En ireschen Employeur huet vun der EU Recht kritt, wéi hien engem Demandeur d'emploi eng Aarbecht refuséiert huet, well dee fëmmt.

Dëst gesinn ech als geféierlech Interpretatioun vun der Astellungspolitik un, an eng skandaléis Diskriminéierung vun de Fëmmerten, déi och kënnt op Lëtzebuerg iwwergräifen.

D'Lëtzebuerger Aarbechtsrecht léisst an deem Sënn och verschiddentlech Interpretatiounen zou, och wann d'Chancëgläichheet gesetzlech garantéiert soll sinn.

Kann den Här Aarbechtsminister mir duerfir dës Froe beäntwerten?

1. Wéi gesäit den Här Minister dës nei Situatioun a puncto Astellungen?
2. Ass dat Recht, wat do vun der EU dem ireschen Employeur zougestane gouf, och iwwerdrobar op Lëtzebuerg?
3. Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung d'Rechter vun de Fëmmerten am Bezuch op Gläichbehandlung bei der Sich no engem Job ze schützen?

Réponse (18.9.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Den Här Deputéierten huet asouwäit Onrecht, wéi e behaapt, datt en ireschen Employeur „vun der EU d'Recht kritt huet", en Demandeur d'emploi net anzestellen, well e fëmmt. Dat ass esou net richteg.

Dee betraffenen Employeur huet dat esou gemaach, an duerno huet d'EU-Kommissioun eng Interpretatioun vun den europäeschen Texter gemaach, déi nëmme si engagéiert. Ech mengen awer och, datt de Kommissiounsspriecher eng Ofkierzung geholl huet, déi effektiv kann an Iertum féieren. Ech mengen, datt hei net genuch op den Ennerscheed insistéiert ginn ass, deen et gëtt tëschent der Netastellung opgrond vum Fëmmen op där enger Säit, an dem Recht vum Employeur a senger Entreprise d'Fëmmen ze reglementéieren oder ze verbidden op där anerer Säit. Déi rechtlech Analys, datt déi europäesch Texter de Refus fir een anzestellen, well e fëmmt, net als Ongläichbehandlung inkriminéieren, gräift ausserdeem ze kuerz. Dës Analys ass inkomplett, well se vergësst, de Problem an e Gesamtkontext ze setzen, dee sech aus de generelle Finalitéite vum Aarbechtsrecht ergëtt. An hei deelen ech d'Bedenke vum Här Deputéierten, déi sech effektiv aus enger onnuancéierter Duerstellung kënnen erginn.

Den Employeur huet a mengen Aen net d'Recht, een net anzestellen, well e fëmmt. Dat wier sécher eng Ongläichbehandlung vu Persounen am Kader vun der Aarbecht. De Patron däerf also net generell froen, ob den Demandeur d'emploi fëmmt, oder d'Astellung heimat konditionéieren. Hei kéinten et nëmmen Ausnahme gi fir Entreprisen, Associatiounen an aner Employeuren, deenen hir Aktivitéit mam Fëmmen absolut net ze vereinbaren ass, an och nëmme fir déi Salariéen, déi eng Aarbecht hunn, bei där se vill an der Öffentlechkeet stinn oder leedend Funktiounen hunn.

Méi nuancéiert ass et sécher, wann den Employeur säi méigleche Salarié wëllt dozou verflichten, och schonns bei der Astellung, op der Aarbecht net ze fëmme respektiv d'Fëmmen op déi Zonen ze begrenzen, wou et erlaabt ass. A mengen Aen ass dat rechtlech ze vertrieden, net zulescht opgrond vum Artikel 16 vum Gesetz vum 11. am Karschnatz 2006 betreffend d'Lutte géint den Tubak. Dat ass eng Ofmaachung am Rumm vu vertragleche Relatiounen.

Den Employeur huet a mengen Aen zum Beispill d'Recht, a sengem Betrib d'Fëmmen ze verbidden oder staark anzeschränken, wann hien der Meenung ass, datt e senger rechtlecher Obligatioun, fir seng Salariéë géint déi schiedlech Emanatioune vum Fëmmen ze schützen, nëmmen op déi Aart a Weis kann nokommen. Dat heescht also net, an heirobber muss insistéiert ginn, datt den Employeur einfach däerf eng Astellung oder Netastellung domat begrënden, datt deejéinegen, dee sech gemellt huet, fëmmt oder net fëmmt.

Ech sinn allerdéngs grondsätzlech der Meenung, datt an all Fall de gesonde Mënscheverstand, op béide Säiten, muss spillen, an datt ëmmer och de Proportionalitéitsprinzip muss applizéiert ginn.

Question 1238 (10.8.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **prix de l'électricité:**

En analysant les données d'Eurostat quant aux prix de l'électricité (par 100 kWh) payé par les ménages au 1er juillet 2005 et au 11 janvier 2006, force est de constater que les ménages luxembourgeois payent le prix hors taxes le plus élevé en Europe et que ce sont surtout les ménages à faible consommation qui payent le plus.

Ainsi au 1er juillet 2005 pour 100 kWh un ménage ayant une consommation annuelle de 600 kWh payait 25,29 € (27,93 € TC), un ménage ayant une consommation annuelle de 1.200 kWh ne payait plus que 18,36 € (20,58 € TC) et un ménage ayant une consommation annuelle de 7.500 kWh payait seulement 11.81 € (13,64 € TC).

Par ailleurs les mêmes statistiques révèlent que le prix de l'électricité hors taxes (par 100 kWh) pour les entreprises se trouve dans la moyenne européenne et est de loin inférieur au prix facturé aux ménages.

Avec 13,3% de taxes le Luxembourg connaît une faible taxation de l'électricité de sorte que les prix élevés ne peuvent s'expliquer que par un prix hors taxes très élevé.

Apparemment au niveau national il faudrait constater des différences de prix notables entre les prix par 100 kWh facturés aux ménages par la société Cegedel, la Ville d'Esch/Alzette et la Ville de Luxembourg. La libéralisation du marché de l'électricité luxembourgeois ne touche malheureusement que les entreprises et pas encore les ménages.

Je crains que les fournisseurs d'électricité luxembourgeois cités ci-dessus - ou certains d'entre eux - n'aient compensé la réduction de leurs marges bénéficiaires sur le prix de l'électricité fourni aux entreprises par une hausse voire une absence de réduction des marges bénéficiaires sur le prix de l'électricité fourni aux ménages. Ceux-ci se trouveraient ainsi être les dindons de la farce.

Dans ce contexte j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Quel est au 1er juillet 2005 et au 1er juillet 2006 le prix de l'électricité par 100 kWh payé par un ménage ayant une consommation annuelle de 600, 1.200 et 7.500 kWh dans la Ville de Luxembourg, à Esch/Alzette et dans une commune fournie en électricité par Cegedel?
2. Quelles raisons peuvent expliquer le fait que le prix de l'électricité hors taxes des ménages luxembourgeois soit le plus élevé en Europe?
3. Alors que le coût élevé de l'électricité payé par les ménages se répercute défavorablement sur l'indice des prix à la consommation, j'aimerais savoir quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour réduire le coût de l'électricité des ménages?

Réponse (9.10.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question de l'honorable Député Jacques-Yves Henckes, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations suivantes:

1a. Les prix de l'électricité payés par un client ménager approvisionné par Cegedel et raccordé au réseau de Cegedel Net sont les suivants (frais de comptage compris):

Consommation annuelle (client-type tarif mono horaire ménager)	Prix au 01/07/2005 (en €/100 kWh)		Prix au 01/07/2006 (en €/100 kWh)	
	hors taxes / contributions*	TTC	hors taxes / contributions*	TTC
600 kWh	25,29	27,93	26,73	29,62
1.200 kWh	18,36	20,58	19,46	21,92
3.500 kWh	13,81	15,75	14,69	16,86
7.500 kWh	12,54	14,41	13,36	15,45

* TVA, taxe sur l'électricité, contribution au fonds de compensation.

1b. Les prix de l'électricité payés par un client ménager approvisionné par la Ville de Luxembourg sont les suivants (frais de comptage compris):

Consommation annuelle (client-type tarif mono horaire ménager)	**Prix au 01/07/2005 (en €/100 kWh)		**Prix au 01/07/2006 (en €/100 kWh)	
	hors taxes / contributions*	TTC	hors taxes / contributions*	TTC
600 kWh	25,63	28,29	26,70	29,60
1.200 kWh	18,75	20,99	19,56	22,03
3.500 kWh	14,22	16,20	14,87	17,05
7.500 kWh	12,97	14,87	13,56	15,67

* TVA, taxe sur l'électricité, contribution au fonds de compensation;
** Tarifs ne considérant pas les ristournes accordées par la Ville de Luxembourg aux familles nombreuses avec plus de trois enfants.

1c. Les prix de l'électricité payés par un client ménager approvisionné par la Ville d'Esch/Alzette sont les suivants (frais de comptage compris):

Consommation annuelle (client-type tarif mono horaire ménager)	Prix au 01/07/2005 (en €/100 kWh)		Prix au 01/07/2006 (en €/100 kWh)	
	hors taxes / contributions*	TTC	hors taxes / contributions*	TTC
600 kWh	14,31	16,30	23,92	26,65
1.200 kWh	13,57	15,51	18,42	20,82
3.500 kWh	13,08	14,99	14,81	16,99
7.500 kWh	12,94	14,85	13,80	15,92

* TVA, taxe sur l'électricité, contribution au fonds de compensation.

En ce qui concerne les prix repris aux tableaux ci-dessus, il faut considérer que la consommation moyenne des ménages est de l'ordre de 4.000 à 5.000 kWh par année. C'est ainsi que les données pour une consommation annuelle de 600 ou 1.200 kWh ne sont pas réellement représentatifs.

Si on peut constater une différence entre les tarifs des trois distributeurs d'électricité précités sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, il faut savoir que le prix de l'électricité se compose des frais liés à l'utilisation du réseau (frais d'utilisation du réseau, frais de comptage, frais de facturation) et des frais liés à la fourniture de l'électricité proprement dite.

Les frais d'utilisation du réseau sont autorisés annuellement, sur avis de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, par le ministre ayant l'énergie dans ses attributions. Ces frais d'utilisation se calculent sur base des coûts réels de chaque gestionnaire de réseau et explique déjà les différences au niveau des frais d'utilisation du réseau entre Cegedel Net, la Ville de Luxembourg et la Ville d'Esch/Alzette.

En ce qui concerne la fourniture de l'électricité, les prix dépendent des prix de l'approvisionnement des différents acteurs.

Actuellement les clients résidentiels sont couverts par l'accord tarifaire conclu entre le concessionnaire général et le ministre ayant l'énergie dans ses attributions et ceci jusqu'au 1er juillet 2007, date à partir de laquelle les clients résidentiels seront libres - en vertu des dispositions de la Directive européenne 2003/54/CE concernant l'ouverture des marchés de l'électricité - d'acheter leur électricité au fournisseur de leur choix.

2. En ce qui concerne le présumé niveau élevé du prix de l'électricité au Luxembourg par rapport aux autres pays de l'Union européenne, il faut distinguer entre les frais d'utilisation du réseau et la fourniture en tant que telle.

Les frais relativement élevés de l'utilisation du réseau basse tension à Luxembourg sont principalement liés à l'historique de l'électrification du pays et au niveau de vie général plus élevé dans notre pays en comparaison avec d'autres pays de l'Union européenne. En outre, les réseaux

luxembourgeois ont été construits de façon à pouvoir garantir une sécurité et qualité d'approvisionnement optimisée ce qui mène naturellement à des investissements élevés. Finalement, il faut également considérer que bon nombre de lignes électriques ont été mises en souterrain pour des raisons environnementales, facteur de renchérissement supplémentaire.

En ce qui concerne la fourniture, il faut savoir que le Luxembourg ne dispose que de capacités de production relativement réduites et que la plupart de l'électricité doit être importée. En outre, vu les quantités relativement peu importantes achetées par les quelques fournisseurs luxembourgeois, il est difficile aux acteurs du marché de négocier des prix excessivement intéressants.

Néanmoins, force est de constater que les tarifs luxembourgeois se situent dans la moyenne européenne.

Il faut remarquer, que la libéralisation n'a pas encore entraîné de marché paneuropéen, mais un certain nombre de marchés régionaux en Europe avec des différences de prix notables.

Le Luxembourg étant approvisionné principalement via le marché allemand, il faut se comparer aux prix valables sur ce marché. La comparaison avec d'autres pays est certes intéressante, mais en pratique un approvisionnement à partir de ces pays n'est guère faisable pour diverses raisons. La France par exemple pratique des prix dits «régulés» qui sont de loin inférieurs à nos prix. Mais il faut savoir que ces prix, se basant sur des coûts de production internes avantageux, ne sont valables qu'en France et ne sont donc pas disponibles à l'exportation.

Finalement, il y a lieu d'être prudent en comparant les tarifs luxembourgeois sus-indiqués avec les chiffres de certaines statistiques européennes publiées par Eurostat qui eux des fois tiennent compte de clients-type 3.500 ou 7.500 kWh englobant des consommations séparées pour la période de nuit.

3. Le projet de loi relatif à l'organisation du marché de l'électricité qui a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en juillet 2006 tend à réorganiser de façon fondamentale le marché de l'électricité et vise à améliorer son fonctionnement.

Ainsi, le projet de loi pré mentionné donne au ministre et au régulateur de nouveaux outils pour mener à moyen et à long terme à une réduction des frais d'utilisation des réseaux.

En ce qui concerne la fourniture de l'électricité, les clients résidentiels auront le libre choix du fournisseur à partir du 1er juillet 2007. En outre, la transposition de la directive de libéralisation du marché de l'électricité permettra un meilleur développement de la situation concurrentielle sur le territoire luxembourgeois avec une meilleure protection des intérêts des ménages et autres catégories de clients.

Question 1239 (10.8.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **troisième paquet ferroviaire - Accès au marché ferroviaire du transport de passagers:**

Le 24 juillet 2006, le Conseil de l'Union européenne a arrêté ses positions communes au sujet des propositions législatives qui constituent le troisième paquet ferroviaire.

Selon la presse, la proposition de règlement sur les droits et obligations des passagers ainsi que la proposition de directive sur la certification des conducteurs de trains ont été adoptées à l'unanimité, tandis que le Luxembourg s'est, à côté de la Hongrie, abstenu lors du vote sur la proposition de directive sur l'accès au marché ferroviaire de transport de passagers.

J'aimerais dans les conditions données savoir de la part de Messieurs les Ministres des Affaires étrangères et des Transports quels ont été les motifs de la délégation luxembourgeoise pour justifier cette abstention.

- Dans la mesure où le Gouvernement luxembourgeois n'est pas d'accord avec l'orientation politique de cette proposition de directive, n'aurait-il pas été plus logique et plus conséquent de marquer son opposition par un vote négatif?

Réponse commune (8.9.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Par sa question parlementaire du 10 août 2006, l'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur la position commune du Conseil des Ministres des Transports de l'Union européenne du 24 juillet dernier sur les propositions législatives formant le troisième paquet ferroviaire, et plus particulièrement sur l'abstention de la délégation luxembourgeoise lors du vote sur la proposition relative à l'ouverture à la concurrence du transport de passagers par rail.

Il convient de relever tout d'abord que le Luxembourg a participé de manière constructive aux négociations des dispositions formant le troisième paquet ferroviaire. C'est ainsi que le Luxembourg, même s'il n'a pas cessé de faire part de son attitude sceptique voir négative par rapport à la libéralisation du marché européen du transport par rail, se voit bénéficier d'un délai supplémentaire de deux ans, à savoir jusqu'en 2012, pour ouvrir à la concurrence les transports internationaux de passagers.

Force est de constater que le troisième paquet ferroviaire se compose, outre la proposition de directive sur l'accès au marché ferroviaire, de deux autres textes, à savoir de la proposition de règlement sur les droits et obligations des passagers ainsi que de la proposition de directive sur la certification des conducteurs de trains, textes que le Luxembourg accueille favorablement, alors qu'ils s'inscrivent dans une démarche communautaire comptant notamment sur un important effort d'harmonisation sur le plan de sécurité ferroviaire.

Au vu de ce qui précède, le Luxembourg s'est abstenu lors du vote sur les trois propositions de mesures qui forment ensemble le troisième paquet ferroviaire.

Question 1240 (12.8.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **ligne de Bus Kayl-Tétange-Noertzange en direction de Bettembourg:**

Et gouf mer matgedeelt, datt et keng Busverbindung vu Käl-Téiteng-Näerzeng a Richtung Beetebuerg méi gëtt.

Des Weidere fiert mueres no 8.30 Auer keen Zuch méi vu Käl-Téiteng-Näerzeng op Beetebuerg bis mëttes 13.15 Auer.

Wa Passagéier an där Zäit op Beetebuerg wëlle fueren, musse se iwwer Esch respektiv Diddeleng fueren - fir mech e sënnlosen Ëmwee. Besonnesch déi eeler Leit, awer och Leit, déi keen Auto hunn, sinn duerch de Manktem un öffentlechem Transport an dësem Beräich benodeelegt. Fir d'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport ze förderen, misst och en Ugebuet während der ganzer Dageszäit an all Richtung do sinn, wat vum Käldall op Beetebuerg awer net de Fall ass.

Kann den Här Transportminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt op der virzitéierter Streck keen öffentlechen Transport vun 8.30 Auer bis 13.15 Auer zur Verfügung steet?
2. Wa jo, wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt och d'Leit aus der Regioun kënnen de ganzen Dag iwwer vum öffentlechen Transport a Richtung Beetebuerg profitéieren?

Réponse (13.9.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Här Deputéierten Aly Jaerling schwätzt eng Ännerung am Busfahrplang un, déi schonn den 1. September 2005 a Kraaft getrueden ass. Ech beruffe mech dobäi op eng entspriechend Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°0577 vum 2. September 2005 vum Här Deputéierte Claude Meisch *(cf. compte rendu N°2/2005-2006).*

Deemools ass d'Buslinn 307 vu Beetebuerg an de Käldall ëmdirigéiert ginn, an zwar vu Beetebuerg iwwer Hunchereng-Näerzeng op Esch, wou si enger méi grousser Demande nokënnt.

D'Awunner vu Rëmeleng, Téiteng a Käl profitéiere säit dem September 2005 vun enger neier Linn 197, déi si direkt an d'Stad Lëtzebuerg féiert. De Moment ginn do méi wéi 1.500 Leit den Dag transportéiert.

Fir déi vum Här Jaerling gefrote Verbindung Käldall-Beetebuerg ass säit dem September 2005 keng Nofro a mengem Ministère bekannt, déi sou en deeglecht Ugebuet vu Verbindunge géif rechtfertegen.

D'Zuchverbindung op der Streck huet bis dato net geännert. Säit 1997 fueren do keng Zich tëschent 8.30 an 13.00 Auer.

Ech wär deemno frou, wann den Här Jaerling menger Verwaltung méi prezis Informatiounen iwwert de Bedarf vun enger deeglecher Ubannung vu Beetebuerg un de Käldall géif ginn.

Question 1242 (16.8.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **danger des rayons UV:**

An engem Avis, deen un d'EU-Kommissioun geriicht gouf, huet de wëssenschaftleche Comité vun de Konsumartikelen (CSPC) matgedeelt, datt déi Apparater, déi mat ultraviolett Strahle fonctionnéieren, wéi zum Beispill Sonnebänken oder Bräunungsluuchten, Industrieluuchten, elektresch Schweessapparater a souguer medezinesch Behandlunge mat UV-Strahlen de Risiko vun Hautkriibs erhéijen.

Besonnesch Jugendlecher ënner 18 Joer a Leit mat heller Haut, bei deenen de Risikofaktor fir Hautkriibs ze kréie méi grouss ass, sollen UV-Strahle vermeiden. D'EU-Kommissioun beabsichtegt eng Campagne ze maachen, fir virun de Gefore vun den UV-Strahlen, besonnesch deene vun de Sonnebänken, ze warnen, an och d'Sécherheetsnormen ze verschäerfen.

Kann den Här Gesondheetsminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass dem Här Minister den Avis bekannt, den de Comité scientifique des produits de consommation der EU-Kommissioun zougestallt huet am Zesummenhang mat de Geforen, déi duerch UV-Strahlen ausginn?
2. Wat sinn d'Normen hei am Land, wat d'Autorisatioune fir Apparater mat UV-Strahlen, wéi zum Beispill Sonnebänken oder Bräunungsluuchten, ubelaangt, oder gëtt et keng?
3. Wann et Norme gëtt, op wat fir eng Aart a Weis ginn déi kontrolléiert?
4. Wat huet de Gesondheetsministère bis elo ënnerholl, fir d'Populatioun iwwert d'Gefore vun UV-Strahle bei Sonnebänken a -luuchten opzeklären, a wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir d'Populatioun nach besser opzeklären?

Réponse (15.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den Avis SCCP/0949/05 vum 20. Juni 2006 vun der Europäescher Kommissioun ass der Direktioun vun der Santé bekannt a gouf de 17. Juli un d'Membere vum Aarbechtsgrupp «vivre le soleil» (dat ass deen zu Lëtzebuerg fir Informatiounscampagnen am UV-Beräich zoustännege Grupp) weidergeleet, fir an hirer éischter Réunioun no der Summervakanz behandelt ze ginn.

Wat öffentlech zougänglech Sonnebänken ubelaangt, wéi z.B. a Solariëbetriber, huet ee vu menge Virgänger, de Johny Lahure, den 18. Januar 1995 eng Recommandatioun erausginn, déi een um folgenden Internetsite fanne kann:

http://www.drp.etat.lu/nonioni_normen.htm

D'Sonnebänke sinn net genehmigungsflichteg, mä e Bedreiwer, dee gären den Autocollant hätt, deen zertifiéiert, datt hie vun der Direktioun vun der Santé kontrolléiert gëtt, muss sech un d'Bedingunge vun där Recommandatioun halen.

Déi fräiwëlleg Kontroll vu Solariëbetriber gëtt vun der Gesondheetsdirektioun organiséiert: E Member vun der Radioprotektioun oder vun der Sanitärinspektioun geet dofir onugemellt all 12 bis 24 Méint bei déi Solariëbetriber eng Inspektioun maachen, déi gären den Autocollant vun der Gesondheetsdirektioun hätten. Dobäi gëtt iwwerpréift, ob mindestens eng Persoun do ass, déi eng Spezialformatioun fir Solariëbedreiwer mat Ofschlosstest huet, d'Warnhinweiser op Däitsch an op Franséisch kloer sichtbar an all Kabinn aushänken, d'Hygiène respektéiert ass a keng Unhaltspunkter dofir do sinn, datt «publicité mensongère» bedriwwe gëtt (keng Publicitéit fir en effet sanitaire bénéfique vun UV-Strahlen, keng Publicitéit fir Solariëkosmetika).

D'lescht Joer hunn ech en Aarbechtsgrupp «vivre le soleil» gegrënnt, fir de gesonden Ëmgank mat der Sonn bei Kanner, Jugendlechen an Erwuessenen ze thematiséieren a fir op laang Zäit d'Zuel vun den Hautkriibsen ze verringeren. Et ass e multidisziplinäre Grupp, deem Dermatologen, Leit vum Educatiouns- a Familljeministère, der Ligue médico-sociale, FLCC souwéi vum Gesondheetsministère ugehéieren.

Wa sech d'Informatiounscampagne 2006 am Wesentlechen op d'Gefore vun der solarer UV-Strahlung konzentréiert huet, ass fir Fréijoer 2007 eng Campagne geplangt, déi d'Kanner an d'Jugendlech souwuel iwwert d'Gefore vu Sonnen-UV wei och déi vu Solarien opkläre soll. Dës Campagne gëtt virun allem an de Lycéeë vun dem Personal vun der Médecine scolaire véhiculéiert.

Referenze kommen haaptsächlech vun der Europäescher Kommissioun oder der Weltgesondheetsorganisatioun.

Question 1243 (18.8.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **fermeture de la WSA (Warehouse Service Agency):**

Après la déclaration de la fermeture de la WSA sur le site de Bettembourg/Dudelange) le Ministre a déclaré que le Gouvernement envisage d'implanter un centre logistique sur ce site avec un potentiel d'environ 1.000 emplois. Suite aux prénégociations du plan social en cours pour le personnel de la WSA, il s'avère que probablement un sureffectif d'environ 63 personnes restera sans travail.

Actuellement le Ministère des Affaires étrangères qui assume la responsabilité politique du dossier WSA est en charge de la gestion du site.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Est-ce qu'à l'avenir la gestion du site sera encore assumée par le Ministère des Affaires étrangères?
- Quel est le calendrier prévu pour l'implantation du centre logistique sur le site de Bettembourg?
- Est-ce que les 63 personnes qui probablement resteront sans affectation et sans emploi pourraient être engagées dans le cadre de la création de ce centre logistique?

Réponse (4.10.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Dans le cadre de la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 et des annexes y jointes, il est mentionné dans le chapitre consacré au département de l'économie et du commerce extérieur que «Le développement des capacités d'implantation et d'accueil des entreprises est une condition nécessaire à leur établissement et à leur expansion. À cet effet, le Gouvernement procédera à l'acquisition de réserves foncières et au développement de zones d'activités nouvelles ou à l'extension de zones existantes».

Le 26 mai 2006, le Gouvernement en Conseil avait décidé de conférer au site WSA Sàrl. à Bettembourg-Dudelange une fonction de centre d'accueil pour activités logistiques. Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur s'est vu confier la mission d'élaborer un concept d'affectation et de gestion des surfaces.

Entre-temps, le Ministère a chargé un bureau d'études de développer un plan d'occupation et de gestion des surfaces disponibles.

Compte tenu de ces antécédents et de la vaste expérience du Ministère en matière de création et de gestion de zones d'activités économiques, il ne serait que logique si ce dernier se voyait attribuer la responsabilité pour la gestion et la valorisation futures du site WSA à Bettembourg-Dudelange.

En tout état de cause, l'étude prémentionnée sera finalisée avant la fin de l'année.

Selon toute probabilité, la reconversion du site se fera en plusieurs phases selon un calendrier qui reste à être établi. D'ores et déjà, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est en pourparlers avec des candidats potentiels intéressés à occuper partie des surfaces disponibles pour y exécuter des fonctions logistiques à fort potentiel de valeur ajoutée.

Le Gouvernement poursuit à l'heure actuelle ses efforts pour trouver des pistes permettant de limiter au maximum le coût social de la fermeture du site WSA.

À ce stade, il est toutefois prématuré de se prononcer sur le nombre d'emplois à créer ni a fortiori sur les profils et qualifications requis. De manière générale, on peut affirmer que l'implantation à Bettembourg-Dudelange de fonctions logistiques contribuera à la création de richesses et d'emplois additionnels.

Question 1244 (18.8.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **création d'emplois au Luxembourg:**

Le Statec vient de publier les chiffres de l'emploi salarié intérieur au 1er trimestre 2006. Selon les chiffres du Statec l'emploi salarié luxembourgeois a augmenté de 3,8% par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 285.699 à 296.607 personnes. Sur ces 10.908 emplois nets créés, on peut cependant admettre que de nombreux emplois sont à ranger dans la catégorie des emplois «fictifs».

En réponse à la question parlementaire N°0677 du 20 octobre 2005 relative à la création d'emplois au Luxembourg *(cf. comptes rendus N°4 et N°8/2005-2006)*, Monsieur le Ministre avait annoncé de mettre en place avec les organismes concernés (IGSS, Statec et CASS) de nouvelles méthodes de saisie de données afin de disposer à l'avenir de chiffres précis et fiables permettant de mieux distinguer entre les postes créés et de mieux cerner la problématique de la création d'emplois.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Parmi les 10.908 emplois créés, quelle est la part des emplois fictifs respectivement des emplois réels mais transférés et non créés, en d'autres termes quel est le nombre exact d'emplois réellement créés au Luxembourg sur base annuelle en comparant le premier trimestre 2006 par rapport à la même période de l'année précédente?
- Parmi les nouveaux postes créés combien sont des postes à temps plein, respectivement des postes à mi-temps voire des postes d'intérim?
- Dans quels secteurs et/ou branches économiques ces nouveaux emplois ont-ils été créés?

Réponse (22.9.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1) Il est vrai que de nouvelles méthodes de saisie de données, permettant de mieux cerner la problématique de la création d'emplois, sont en train d'être mises en place par les organismes concernés (IGSS, Statec et CASS). Pourtant, depuis la réponse à la question parlementaire N°0677 du 20 octobre 2005, relative à la création d'emplois au Luxembourg, il n'a pas encore été possible de constituer cette base de données. Ainsi, je vous fournis ci-joint les éléments «nouveaux» par rapport à notre dernière réponse dont nous disposons à présent pour analyser cette problématique.

Pour rappel, trois catégories de créations d'emplois fictifs peuvent être distinguées: les affiliations frauduleuses à la sécurité sociale luxembourgeoise, les délocalisations d'entreprises vers le Luxembourg et les accords internationaux concernant la sécurité sociale.

1. La première catégorie concerne surtout les entreprises de transport (entreprises boîte aux lettres), les entreprises de travail intérimaire et l'industrie de la viande (détachements frauduleux). Cette problématique a été étudié par le Comité de Coordination Tripartite dans son rapport «Les emplois virtuels», élaboré par les experts du Ministère de la Sécurité sociale, de l'Inspection générale de la Sécurité sociale et du Centre commun de la Sécurité sociale en date du 19 mars 2003. De par leur nature frauduleuses, ces emplois ne sont pas détectables et/ou chiffrables par le Statec.

Depuis janvier 2006, les données relatives aux personnes détachées (personnes envoyées temporairement par l'employeur sur le territoire d'un autre État membre afin d'y effectuer un travail pour celui-ci) sont disponibles dans les fichiers de l'IGSS. Ainsi, on peut dire qu'au premier trimestre 2006, 2,6% des travailleurs enregistrés à la sécurité sociale luxembourgeoise (soit 7.669 personnes) sont détachées dans un autre État membre et ne font donc plus réellement partie du marché de travail luxembourgeois (cf. tableau 1). Pourtant, ne disposant de ces données qu'à partir de janvier 2006, il nous est pas possible de déterminer la part des détachements dans les créations nettes d'emplois qui représentent la variation de l'emploi sur un an.

Il importe de souligner que le détachement n'est pas frauduleux en soi, pour autant qu'il se déroule dans le cadre de la réglementation communautaire (en l'occurrence le Règlement (CEE) 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté[1]).

[1] Cf. http://www.secu.lu/legis/EURO-INT/EU1408.71/Articles.html et rapport "Les emplois 'virtuels'", élaboré par les experts du Ministère de la Sécurité sociale, de l'Inspection générale de la Sécurité sociale et du Centre commun de la Sécurité sociale en date du 19 mars 2003, page 5

Tableau 1: Travailleurs soumis à la sécurité sociale luxembourgeoise et détachés au 1er semestre 2006

Branche	Emploi salarié total	dont: personnes détachées	Part de l'emploi détaché dans la branche	Part dans le total des personnes détachées
	en nombre de personnes			en % du total
Industries extractives	320	27	8.5	0.4
Industries manufacturières	32 913	879	2.7	11.5
dont: Production de viandes de boucherie	*909*	*610*	*67.1*	*8.0*
Construction	32 282	731	2.3	9.5
dont: Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	*17 033*	*537*	*3.2*	*7.0*
Commerce, réparation	38 259	149	0.4	1.9
Hôtels et restaurants	12 073	8	0.1	0.1
Transports et communications	26 455	4 131	15.6	53.9
dont: Transports urbains et routiers	*9 690*	*3 889*	*40.1*	*50.7*
Intermédiation financière et assurances	36 564	79	0.2	1.0
Immobilier, location et services aux entreprises	42 580	1 543	3.6	20.1
dont: Travail intérim	*6 311*	*1 176*	*18.6*	*15.3*
Administration publique	35 509	5	0.0	0.1
Santé et action sociale	20 939	4	0.0	0.1
Autres	15 912	111	0.7	1.4
Economie entière	296 607	7 669	2.6	100.0

Source: IGSS

2. La deuxième catégorie regroupe toutes les entreprises qui, pour des raisons de «dumping social», viennent s'installer au Luxembourg. Celles-ci sont souvent originaires de la Grande Région et délocalisent leur activité ainsi que l'ensemble de leur personnel vers le Grand-Duché.

Pour cette catégorie, il n'y a rien de nouveau à signaler.

3. La troisième catégorie, concerne tous les emplois créés en vertu d'accords internationaux tels que le pavillon maritime (loi sur le registre public maritime luxembourgeois voté en novembre 1990) et les bateliers rhénans[2] (accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans, adopté en date du 30 novembre 1979 par la Conférence gouvernementale (comprenant la France, la Suisse, l'Allemagne et les pays du Benelux) et entré en vigueur en date du 1er décembre 1987).

[2] D'après les termes de l'Accord prévisé le terme batelier rhénan désigne un travailleur aussi bien salarié qu'indépendant qui exerce son activité professionnelle à bord d'un bâtiment utilisé commercialement à la navigation rhénane et qui est muni du certificat prévu à l'article 22 de la Convention révisée pour la navigation du Rhin, signée à Mannheim le 17 octobre 1868.

Sur le premier trimestre de 2006, l'emploi dans les transports par l'eau a augmenté de 427 personnes, ce qui représente 3,9% des emplois créés en net sur cette période, ou 0,17 point de % de croissance de l'emploi.

2) Au premier trimestre 2006, environ 2/3 des créations nettes d'emploi reposent sur des postes à plein temps et 1/3 sur des postes à mi-temps (cf. tableau 2), c'est-à-dire de moins de 130 heures par mois (ou 3/4 du temps de travail mensuel normal). En ce qui concerne le travail intérimaire, l'emploi salarié enregistre 460 personnes de plus au premier trimestre 2006 par rapport à la même période de 2005. Celui-ci représente donc à 4,2% aux créations nettes d'emploi, soit environ 0,2 point de % de croissance de l'emploi (cf. tableau 3).

Tableau 2: Part des postes à plein temps respectivement à mi-temps dans les créations nettes d'emploi

	2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*
	Nombre de personnes		Variation annuelle en nombre de personnes		Variation annuelle en %		Contribution à la croissance, en points	
Emploi salarié total	**290 419**	**296 607**	**9 126**	**10 908**	**3.2**	**3.8**	**3.2**	**3.8**
dont résidents	39 633	45 903	2 274	2 176	6.1	5.0	0.9	0.8
dont non-résidents	250 786	250 704	6 852	8 733	2.8	3.6	2.4	3.1
Emploi salarié à temps partiel	**172 094**	**174 258**	**2 656**	**3 833**	**1.6**	**2.2**	**0.9**	**1.3**
dont résidents	27 231	30 790	1 160	1 119	4.4	3.8	0.5	0.4
dont non-résidents	144 864	143 468	1 496	2 714	1.0	1.9	0.5	0.9
Emploi salarié à plein temps	**118 325**	**122 349**	**6 470**	**7 076**	**5.8**	**6.1**	**2.3**	**2.5**
dont résidents	12 402	15 113	1 114	1 057	9.9	7.5	0.5	0.4
dont non-résidents	105 923	107 236	5 356	6 019	5.3	5.9	1.9	2.1

Source: IGSS
* 3 mois

Tableau 3: Part de l'emploi intérimaire dans les créations nettes d'emploi

	2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*
			Variation annuelle en nombre de personnes		Variation annuelle en %		Contribution à la croissance, en points	
Emploi salarié total	290 419	296 607	9 126	10 908	3.2	3.8	3.2	3.8
dont travailleurs intérimaires	6 145	6 311	656	460	12.0	7.9	0.2	0.2
Emploi salarié total hors travailleurs intérimaires	284 274	290 296	8 470	10 448	3.1	3.7	3.0	3.7

Source: IGSS
* 3 mois

3) L'emploi a surtout augmenté dans l'intermédiation financière, les services aux entreprises et la santé et action sociale (cf. tableau 4).

Tableau 4: Création nette d'emploi par secteur d'activité

Branche	Nace	2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*	2005	2006*
		Nombre de personnes		Variation annuelle en nombre de personnes		Variation annuelle en %		Contribution à la croissance, en points de %	
Industries extractives	10-14	324	320	-1	-4	-0.3	-1.3	0.0	0.0
Industries manufacturières	15-37	33936	32913	-109	-998	-0.3	-2.9	0.0	-0.3
Electricité, gaz et eau	40-41	1021	1059	2	56	0.2	5.6	0.0	0.0
Construction	45	31790	32282	972	1261	3.2	4.1	0.3	0.4
Commerce, réparation	50-52	37903	38259	474	735	1.3	2.0	0.2	0.3
Hôtels et restaurants	55	12194	12073	160	188	1.3	1.6	0.1	0.1
Transports et communications	60-64	26121	26455	659	1104	2.6	4.4	0.2	0.4
Intermédiation financière et assurances	65-67	34730	36564	1298	2551	3.9	7.5	0.5	0.9
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	41082	42580	2710	2438	7.1	6.1	1.0	0.9
Administration publique	75	35217	35509	661	303	1.9	0.9	0.2	0.1
Education	80	1643	1741	137	146	9.1	9.2	0.1	0.1
Santé et action sociale	85	19975	20939	2099	2110	11.7	11.2	0.8	0.8
Autres	01-10, 90-99	14 484	15 912	65	1019	0.5	6.8	0.0	0.4
Economie entière	01-99	290419	296607	9126	10908	3.2	3.8	3.2	3.8

Source: IGSS, données corrigées
* 3 mois

Question 1245 (21.8.2006) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant les **aides financières en matière d'énergies renouvelables:**

En matière d'énergies renouvelables des aides financières sont accordées à des personnes physiques pour la réalisation de projets d'investissement ayant pour but l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables. En août 2005, un nouveau règlement concernant ces aides est entré en vigueur. Il me revient pourtant qu'un certain nombre de personnes, ayant introduit leurs demandes sur base de l'ancien règlement grand-ducal attendent toujours le versement de l'aide financière.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de demandes accusent un tel retard?
- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons de ces retards?
- Dans sa réponse du 25 octobre 2005 à ma question parlementaire au même sujet *(cf. compte rendu N°11/2005-2006)*, Monsieur le Ministre avait remarqué qu'une analyse spécifique était en train d'être réalisée visant à trouver des solutions adéquates pour réduire davantage les délais d'instructions. Quelles ont été les conclusions concrètes de cette analyse? Quelles de ces conclusions ont été mises en œuvre?
- Finalement, Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de demandes ont été introduites depuis l'entrée en vigueur du nouveau règlement grand-ducal? Dans quel délai sont traités ces dossiers?

Réponse (26.9.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'instruction des dossiers de demande relative aux aides étatiques est réalisée en deux étapes. La première consiste à vérifier si le dossier de demande est à considérer comme complet et la deuxième à calculer les aides qui reviennent au requérant.

En ce qui concerne les dossiers introduits dans le cadre du régime du règlement du 17 juillet 2001 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables tous les dossiers introduits ont été vérifiés quant à leur conformité.

Il en résulte qu'à l'heure actuelle 1.933 dossiers sont à considérer comme incomplets et sont tenus en suspens. Il s'agit en particulier des dossiers se référant aux installations photovoltaïques (988 dossiers) et aux chaudières à condensation (704 dossiers).

Les dossiers pourront être finalisés au moment où les informations parviennent à l'administration de la part des requérants. Les délais dans lesquels les aides pourront être versées dépendent donc en majeure partie du temps que les différents requérants mettent pour introduire les pièces manquantes.

En ce qui concerne l'instruction des dossiers introduits dans le cadre du régime du règlement grand-ducal du 3 août 2005 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques pour ce qui est de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables, les dossiers sont vérifiés quant à leur conformité dans un délai d'une à deux semaines et la finalisation est réalisée dans un délai de trois à quatre semaines.

En 2005 et début 2006 les retards substantiels étaient dus particulièrement à un manque cruel de personnel pour instruire un volume considérable de dossiers souvent non complets, soit 78%. Plus précisément dans le cadre du régime du règlement 2001, 19.319 dossiers ont été introduits, dont 14.990 ont du être considérés comme incomplets. Ces dossiers incomplets augmentaient automatiquement des retards.

Pour ce qui du manque en personnel, le Gouvernement a donné en automne 2005 feu vert pour engager des employés à durée déterminée. Ainsi le service des économies d'énergie disposait à la fin 2005 de 14 personnes, dont deux fonctionnaires, six employés à durée déterminée et six CAT. Cette équipe a permis d'instruire d'une manière structurée les dossiers introduits dans le cadre des régimes 2001 et 2005 et de supprimer les retards accumulés.

Question 1246 (21.8.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **transformation de l'Administration de l'Aéroport en établissement public:**

Dans un récent communiqué de presse la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP) se montre «plus qu'inquiétée» des projets gouvernementaux prévoyant la transformation de l'Administration de l'Aéroport en établissement public.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer le projet du Gouvernement de transformer l'actuelle Administration de l'Aéroport en établissement public?
- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette initiative?
- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il n'est pas prévu de toucher aux compétences actuelles de l'Administration de l'Aéroport, consistant par exemple dans le transfert de l'une ou l'autre de ces attributions à la société de l'aéroport?

Réponse (22.9.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans le cadre des travaux entamés par le Gouvernement afin de réaliser un départage net des compétences dans le domaine de l'aviation civile, il a été décidé lors de la réunion du Conseil de Gouvernement du 28 juillet 2006 après une large consultation de tous les acteurs de proposer à ces derniers et par la suite au législateur de renforcer le rôle de régulateur de la Direction de l'Aviation civile, de changer le statut juridique de l'Administration de l'Aéroport, prestataire de

services de navigation aérienne, en un établissement public et de charger lux-Airport S.A., exploitant commercial de l'aéroport, des activités d'entretien, de maintenance et de balisage des pistes.

En effet, une reconsidération et des missions et du statut juridique de l'Administration de l'Aéroport a été une des recommandations du rapport final d'avril 2004 de l'audit du consultant McKinsey commandité par mon prédécesseur. Ce rapport a préconisé une distinction nette entre les fonctions normatives et de contrôle, d'une part, et celles relatives aux prestations de service, d'autre part. Le Conseil de Gouvernement, en sa séance du 11 juin 2004, et la Chambre des Députés, par une motion en date du 1er mars 2005, ont examiné ledit rapport et se sont déclarés d'accord avec les orientations qui se dégagent des recommandations du consultant.

Avec l'adoption entre autres par mon prédécesseur du paquet législatif du ciel unique européen en mars 2004 qui a pour objectif notamment de renforcer l'efficacité globale de la circulation aérienne, de libéraliser la navigation aérienne et d'optimiser la capacité de l'espace aérien, les prestataires de services de navigation aérienne doivent être certifiés jusqu'au 20 juin 2007 au plus tard.

Afin d'être susceptible d'être certifié dans les délais impartis par l'autorité de surveillance nationale (la Direction de l'Aviation civile), le prestataire de services de navigation aérienne (l'Administration de l'Aéroport) doit respecter au préalable des obligations comptables, de tarification des services de navigation aérienne et organisationnelles imposées par le ciel unique européen, incompatibles avec son statut actuel. Par ailleurs, en raison du principe de la reconnaissance mutuelle de la licence de contrôleur aérien prévue par la directive 2006/23/CE, une licence de contrôleur aérien émise par un État membre permettra le libre exercice de cette profession sur tout le territoire de l'Union européenne.

Le statut juridique du prestataire de services de navigation aérienne est à notifier à la Commission européenne qui vérifiera notamment si toutes les mesures nécessaires pour prévenir des conflits d'intérêts entravant un service impartial et objectif ont été prises.

À l'instar d'autres pays de l'UE qui ont profité de la mise en place du ciel unique européen pour se restructurer en profondeur, le Luxembourg devra adapter son cadre légal pour répondre de façon satisfaisante aux exigences établies par l'Union européenne ainsi que par l'OACI (Organisation de l'Aviation Civile Internationale) en départageant structurellement les missions des autorités aéronautiques luxembourgeoises.

Faut-il rappeler que le changement projeté du statut de l'Administration de l'Aéroport en un établissement public a été discuté dans le cadre d'un dialogue social des plus ouverts avec l'ensemble des acteurs concernés, y compris des représentants de la CGFP, notamment lors d'un hearing en mai 2006 et de deux tables rondes en juin 2006 *(voir pour les détails ma réponse à la question parlementaire N°1232 - ci-dessus)*.

Question 1247 (23.8.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **remaniement des critères de promotion:**

Dans un récent communiqué de presse l'Association des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Supérieur (APESS) a relevé que les nouveaux critères de promotion, introduits seulement en 2005, seraient déjà soumis à un remaniement.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les raisons de cette initiative?
- Madame la Ministre peut-elle préciser comment seront remaniés les critères de promotion?
- En date du 14 avril 2006, le Conseil de Gouvernement avait approuvé des avant-projets de règlements grand-ducaux portant modification des critères de promotion de l'examen de fin d'études secondaires et secondaires techniques. Or, les règlements en question n'ont pas encore été publiés au Mémorial. Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les raisons de ce retard?
- Madame la Ministre peut-elle me dire si ces avant-projets de règlements grand-ducaux seront également remaniés?
- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que des changements permanents des critères de promotion nuisent à la sérénité indispensable au bon fonctionnement du système scolaire?

Réponse (2.10.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La réforme des critères de promotion introduite par le règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 avait pour objectif:

- de rendre plus lisible et plus transparente la promotion des élèves qui était réglée jusque là par une demi-douzaine de règlements différents et divergents;
- de permettre que des élèves forts dans certaines branches, mais présentant des faiblesses dans d'autres, progressent et soient davantage motivés à travailler dans leurs matières fortes au lieu de se fixer exclusivement sur leurs faiblesses;
- d'introduire le principe de la remédiation permettant de diagnostiquer le plus tôt possible les difficultés rencontrées par l'élève et de lui proposer une mesure non standardisée adaptée à ses besoins.

Ces objectifs sont tous maintenus de même que les principes qui régissent la promotion, la possibilité de compenser une ou deux notes insuffisantes quand la moyenne générale est suffisamment élevée, la non-compensation des branches fondamentales, ainsi que le remplacement des ajournements traditionnels par le travail de vacances et le travail de révision.

À l'occasion des rencontres que j'ai eues avec les professeurs au cours d'une tournée que j'ai faite dans tous les lycées, les professeurs m'ont fait part de leur malaise à l'égard des critères de promotion en vigueur. Ils ont fait valoir qu'un élève pourrait se désintéresser complètement d'une branche du moment qu'il a une moyenne générale qui lui permet de compenser.

Certes l'étude des résultats de l'année scolaire 2005/2006 n'a pas corroboré cette crainte; les chiffres montrent qu'il s'agit d'un très petit nombre d'élèves (1 sur 200 à l'enseignement secondaire).

Toutefois afin de tenir compte des remarques des professeurs j'ai proposé de nouvelles dispositions qui ne changent pas la philosophie des critères de promotion mais qui signalent qu'un désengagement des élèves pour certaines branches ne sera pas toléré.

Il a été par ailleurs profité de l'occasion pour clarifier certaines imprécisions qui ont été relevées dans le texte en vigueur.

Les principales nouvelles dispositions sont:

- aucune note inférieure à 20 points ne peut être compensée;
- le seuil qui permet à l'élève des classes de 7e à 9e ou 4e de réussir même s'il a plusieurs notes insuffisantes, est porté de 40 à 45 points;
- à l'enseignement secondaire dans les classes de 7e à 4e les compensations concernant les langues et les mathématiques sont limitées à 1. L'élève doit acquérir les compétences essentielles dans les classes de la division inférieure et en 4e; des déficiences notables dans ces branches compromettent ses chances de réussite à la division supérieure;
- à l'enseignement secondaire technique dans les classes de 7e à 9e la situation est différente. Il faut éviter de barrer l'accès à une formation à des élèves qui présentent une faiblesse chronique dans une langue ou en mathématiques. Les compensations sont limitées à 1 par élève pour l'allemand, le français et la branche portant sur l'expression et les capacités manuelles appelées «éducation technologique et branches d'expression»;
- les dispositions du travail de révision qui peut être imposé à un élève profitant d'une compensation sont précisées;
- de même que les conditions imposées à l'élève qui souhaite changer de section à la division supérieure de l'enseignement secondaire.

Concernant les projets de règlements grand-ducaux déterminant les critères de promotion aux examens de fin d'études secondaires et secondaires techniques, il est vrai que le Conseil de Gouvernement les a approuvés en date du 14 avril 2006. Par après ces projets ont été soumis pour avis au Conseil d'État ce qui exclut qu'ils aient pu être immédiatement publiés au Mémorial.

Finalement tous les règlements concernant l'organisation des examens de fin d'études y compris ceux concernant les examens passés en éducation des adultes ont été réunis pour être publiés ensemble au Mémorial. Cette publication a été faite le 8 septembre 2006.

Une modification des règlements ne s'impose pas; la disposition interdisant de compenser une note insuffisante inférieure à 20 points y est déjà inscrite.

Question urgente 1265 (6.9.2006) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **livraisons de viandes périmées vers neuf pays de l'UE:**

Le scandale de la viande périmée secoue l'Allemagne périodiquement depuis plus d'un an. Pas plus tard que cette semaine, des articles de presse rapportent que des livraisons de viandes périmées auraient été expédiées vers neuf pays de l'Union européenne, dont les pays du Benelux.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quand et par qui Messieurs les Ministres ont-ils été informés sur les faits relatés ci-dessus?
- Quelle est la quantité de viande périmée qui a été importée au Luxembourg et vers combien de points de distribution a-t-elle été acheminée?
- Quelle est la quantité de viande qui a déjà été vendue dans les commerces?
- Quelles mesures ont été prises afin de retracer les aliments périmés et de les retirer de la chaîne alimentaire?
- Messieurs les Ministres ont-ils déclenché une action d'information à la population?
- Messieurs les Ministres ont-ils eu connaissance d'alertes similaires dans les douze derniers mois?

Réponse commune (7.9.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La Commission européenne a transmis le week-end passé par le système d'alerte rapide une notification à nos services sanitaires sur l'arrivage à Luxembourg de viande provenant d'un établissement allemand fermé pour commerce illicite avec des denrées alimentaires. Ce système d'alerte rapide est une entité de la Commission européenne chargée de transmettre dans les meilleurs délais à toute l'Union européenne des informations sur le risque de la sécurité alimentaire qui lui sont notifiés par le pays d'origine.

La charge de viande congelée importée au Luxembourg à partir d'un établissement allemand mis en cause pour étiquetage frauduleux par les autorités compétentes allemandes est d'un total de 720 kg, dont 696 kg ont été récupérés dans l'entrepôt frigorifique luxembourgeois et 24 kg dans un restaurant approvisionné par ledit entrepôt en date du 31 août 2006. La charge entière a donc été retracée et saisie et par conséquent aucune partie de la viande en question n'est entrée dans la consommation.

L'entrepôt frigorifique luxembourgeois a par la suite été visité par les experts de l'Administration des Services vétérinaires qui, après enquête et échantillonnage ad hoc, ont mis sous saisie provisoire la viande congelée dans l'attente des résultats d'analyse du laboratoire et des instructions à venir de la part des autorités compétentes d'Allemagne fédérale concernant l'origine réelle de la viande impliquée et fournie au Luxembourg comme venant de l'Argentine. Quant à la viande fournie à un restaurateur, elle a été saisie et détruite sous contrôle officiel.

Suite à l'intervention rapide et efficace des services concernés, cet incident est resté sans conséquences sanitaires pour le consommateur dans notre pays. Cela n'empêche qu'un communiqué officiel a été publié à titre d'information dans la matinée du 6 septembre 2006, alors que l'incident a été également mis en publication sur le site Internet de la Cellule de Concertation Agriculture-Santé en matière de sécurité alimentaire.

À titre d'information, notons que durant les années 2005 et 2006, la Commission européenne a notifié pour l'Union européenne en tout par le biais du système d'alerte rapide 14 suspicions de fraude et 16 illégalités commerciales dans le secteur des denrées alimentaires, tandis que le Luxembourg se voit confronté pour la première fois avec la suspicion d'un échange frauduleux de denrées alimentaires.

Question urgente 1322 (4.10.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **circulation de vélos à contresens dans des rues à sens unique - base légale:**

Le collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Luxembourg a décidé de permettre la circulation de vélos en contresens dans certaines rues à sens unique, notamment au quartier de Limpertsberg. Cette décision devrait être actuellement basé sur un règlement d'urgence modifiant le règlement de circulation de la Ville.

Étant donné les dangers énormes encourus par des cyclistes qui circuleraient de la manière décrite, une question évidente de responsabilité en cas d'accident est posée. Celle-ci ne peut être résolue que dans la mesure où il est possible de toiser préalablement la question de la légalité de la démarche du collège échevinal de la Ville de Luxembourg, et celle de l'existence d'un règlement d'urgence.

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'un règlement d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Luxembourg aux fins prédécrites?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si, dans les circonstances de l'espèce, l'urgence d'un tel règlement serait admissible? Dans la négative, quelle attitude compte-t-il adopter par rapport à une démarche du collège échevinal de la Ville de Luxembourg qui devrait alors être considérée comme illégale?
- Quelles conséquences Monsieur le Ministre entendrait-il tirer au cas où il serait établi que la réglementation de la circulation cycliste, notamment au Limpertsberg, serait dépourvue de base légale?

Réponse (5.10.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:*

Au moment de la réception de la question urgente de Monsieur le Député Laurent Mosar, le règlement de circulation visé de la Ville de Luxembourg n'était pas encore parvenu au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, de sorte qu'il était impossible d'en apprécier la légalité.

La loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques prévoit en son article 5 qu'en cas d'urgence le collège des bourgmestre et échevins peut édicter des règlements communaux de circulation en présence d'événements imprévus, cette notion désignant notamment «les cas de force majeure qui sont dus à un événement naturel tel qu'une inondation ou un glissement de terre, à un accident de la circulation ou à une panne ou une rupture d'une infrastructure souterraine exigeant une intervention directe, et qui empêchent totalement ou partiellement la circulation sur un ou plusieurs tronçons de la voie publique ou risquent d'occasionner des dangers ou des dommages pour les usagers de la route».

Ces règlements d'urgence «sont dispensés des approbations ministérielles, en attendant que la délibération confirmative éventuelle du conseil communal soit approuvée par les Ministres» de l'Intérieur et des Transports.

Or, le règlement d'urgence visé par la question de Monsieur le Député Laurent Mosar ne sera pas confirmé par le conseil communal de la Ville de Luxembourg à sa prochaine séance. En effet, je viens d'apprendre par un communiqué du 5 octobre 2006 émanant de l'Administration communale de la Ville de Luxembourg que «le collège échevinal a décidé de ne pas soumettre au vote du conseil communal son règlement d'urgence aurtorisant - à partir du 18 septembre 2006 - les cyclistes à emprunter les rues à sens unique de la zone 30 de Limpertsberg dans les deux sens».

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°2
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

4e séance, mardi 24 octobre 2006

«Les jeunes, acteurs de changement et de développement par la participation»

Thème de la 19e Assemblée régionale Europe de APF, réunie à Luxembourg (18 au 22 octobre 2006)

«En tant qu'élus, nous avons la responsabilité, sinon le devoir, d'entendre les jeunes et d'en faire des acteurs à part entière de nos sociétés. Il nous incombe de combler le fossé existant entre, d'un côté, leur volonté de s'exprimer et, de l'autre, les modalités et structures offertes par nos sociétés, sous peine d'alimenter le déficit citoyen, voire d'encourager la contestation.» C'est ainsi que Freddy Deghilage, Chargé de mission Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), voit le rôle des parlementaires.



(de gauche à droite) Les députés François Maroldt, Jacques-Yves Henckes, Jos Scheuer (trésorier APF) et Henri Grethen ainsi que les jeunes Nora Janah et Philippe Funk

Lors de l'Assemblée régionale au Kirchberg, il a souligné qu'en la vouant aux jeunes, «l'APF Région Europe témoigne de tout l'intérêt qu'elle porte à la participation de la jeunesse de l'espace francophone aux processus de prise de décisions, aux relations Nord-Sud, à la solidarité internationale, au développement durable et à la consolidation de la paix».

Divers organismes comme par exemple le Parlement Francophone des Jeunes (PFJ) contribuent déjà à faire participer les jeunes au débat politique. Le Conseil International des Organisations de Jeunes de la Francophonie (CIJEF), créé récemment et destiné aux jeunes de 18 à 30 ans, est une structure d'expression, alors que le Parlement Francophone des Jeunes est un programme éducatif porté par les parlementaires: c'est ainsi que Jacques Legendre, Secrétaire général parlementaire à l'Assemblée régionale Europe, situe ces deux structures. Il a encore relevé que les parlementaires s'engagent à créer des synergies entre les deux.

Les jeunes membres du PFJ et du CIJEF demandent à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) de reconnaître leurs organes en tant qu'instances de représentation et de consultation, respectivement de sensibilisation à la démocratie. Dans une résolution adoptée le 20 octobre ils se sont adressés plus particulièrement à l'APF Région Europe. Ils lui demandent de s'engager «à encourager la création et le renforcement de Conseils nationaux de jeunes (CNJ) et de Parlements nationaux de jeunes (PNJ) représentatifs, autonomes et démocratiques et de diriger prioritairement les moyens de nos instances vers l'Europe centrale et orientale, à savoir l'Albanie, la Bulgarie, la Géorgie, la Macédoine, la Moldavie et la Roumanie».



(de gauche à droite) M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, M. Freddy Deghilage, Chargé de mission Europe de l'APF, M. Jacques Legendre, Secrétaire général parlementaire de l'APF, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés, Mme Viviane Gérard, Secrétaire administrative

Le prochain élargissement de l'Union européenne a également influé sur la résolution de l'Assemblée régionale Europe du 19 octobre: Elle «demande à l'OIF, forte de ses premières initiatives dans cette région, de développer davantage ses projets d'implantation dans les pays d'Europe centrale et orientale, et de considérer l'Europe centrale et orientale comme l'un de ses champs d'action prioritaires, notamment du fait de l'élargissement de l'Union européenne».

L'Assemblée a été l'occasion de présenter les structures pour jeunes des divers pays. Concernant le Luxembourg, relevons deux passages du discours de M. Georges Metz, Directeur du Service National de la Jeunesse (SNJ) à Luxembourg: «Actuellement il y a 45 maisons de jeunes à travers tout le pays. Ce réseau a une grande importance pour la politique jeunesse, car c'est souvent par le biais des maisons de jeunes que nous arrivons à contacter les jeunes étrangers, qui ne trouvent pas le chemin vers les associations. (…) Un volet important du travail du SNJ consiste à initier des projets dans le domaine de la citoyenneté active, tels que des forums nationaux et européens ou des campagnes comme ‚tous différents, tous égaux'. Un axe assez récent est l'engagement du SNJ dans le domaine de l'accès à l'emploi des jeunes.»

Une plateforme de participation des jeunes au Luxembourg a été présentée par la Ministre de la Famille et de l'Intégration, Mme Marie-Josée Jacobs, en ces termes: «En collaboration avec l'organisation représentative des organisations de jeunesse luxembourgeoises, la conférence générale de la jeunesse luxembourgeoise, nous avons mis en place l'année passée la ‚convention des jeunes', un événement qui se déroule à la Chambre des Députés luxembourgeoise. Cette convention rassemble des jeunes Luxembourgeois pour une journée de discussion sur des thèmes précis, au Parlement, et permet également d'installer un dialogue très important avec les parlementaires luxembourgeois. (…) Dans un mois d'ailleurs aura lieu la deuxième convention des jeunes, celle-ci sera consacrée à la question des diversités et contre les discriminations. Là encore, les jeunes auront l'occasion de débattre avec nos parlementaires.»

DANS CE NUMÉRO

Heure de questions au Gouvernement (p. 32)

Protection contre les discriminations (p. 43)

Lutte contre le dopage (p. 44)

Rapport du Médiateur (fin de ce numéro)

Rapport du Médiateur



Au cours de la période du 1er octobre 2005 au 30 septembre 2006, 894 réclamations ont été introduites au Secrétariat du Médiateur. Par ailleurs, au cours de la même période, quelque 2.000 personnes se sont adressées au Médiateur pour obtenir des renseignements ou pour solliciter son conseil. Voilà les deux principaux chiffres de du rapport annuel que l'Ombudsman M. Marc Fischbach a présenté le 26 octobre 2006 - devant des députés et des journalistes - à la Chambre des Députés.

«Écouter, entendre, réagir: telle est la démarche que je poursuis depuis mon entrée en fonction en janvier 2004», écrit M. Fischbach dans l'avant-propos de son rapport dont les parties essentielles sont publiées aux dernières douze pages dans la présente édition du Compte rendu de la Chambre des Députés. L'intégralité du rapport peut être consultée en ligne sur le site Internet du Médiateur www.ombudsman.lu.

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Historique (*)

C'est à Luxembourg, en mai 1967, qu'a eu lieu l'assemblée constitutive de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF). Elle réunissait alors les délégués de 23 sections issues de Parlements d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et d'Océanie.

Dès sa création, l'AIPLF a préconisé la mise en place d'une institution intergouvernementale de la francophonie. Ainsi est née en 1970 l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), devenue depuis l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie.

Tout en œuvrant pour le rayonnement de la langue française, son premier objectif, l'AIPLF se voulait le reflet et le témoin du pluralisme culturel des peuples de la francophonie.

C'est lors de la XVII[e] Assemblée générale de Paris, en juillet 1989, que l'AIPLF est devenue l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française, affirmant ainsi sa vocation à être l'organisation interparlementaire des pays de la francophonie, tel que l'avait reconnu le Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, à Dakar en mai 1989.

Lors du Sommet de Maurice d'octobre 1993, les chefs d'État et de gouvernement, après avoir réaffirmé la place éminente de l'institution parlementaire au cœur de la démocratie représentative et de l'État de droit, ont considéré que l'AIPLF, seule organisation interparlementaire de la francophonie, constitue le lien démocratique entre les gouvernements et les peuples de la francophonie. En conséquence, ils ont décidé de reconnaître l'AIPLF comme l'Assemblée consultative de la Francophonie, ce qu'a confirmé la Charte de la Francophonie adoptée à Hanoï en novembre 1997, qui a créé par ailleurs le poste de Secrétaire général de la Francophonie occupé par M. Boutros Boutros-Ghali.

Pour se mettre en conformité avec la Charte, l'Assemblée a décidé lors de sa Session ordinaire d'Abidjan en juillet 1998 d'adopter le nom d'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF).

2) Objectifs (*)

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie est un lieu de débats, de propositions et d'échanges d'informations sur tous les sujets d'intérêt commun à ses membres.

Par ses avis et recommandations à la Conférence ministérielle de la Francophonie et au Conseil permanent de la Francophonie, elle participe à la vie institutionnelle de la francophonie. Elle intervient devant les chefs d'État lors des Sommets de la Francophonie.

En étroite collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), elle engage et met en œuvre des actions dans les domaines de la coopération interparlementaire et du développement de la démocratie. Ses actions visent à renforcer la solidarité entre institutions parlementaires et à promouvoir la démocratie et l'État de droit, plus particulièrement au sein de la communauté francophone.

(*textes du site Internet de l'APF)

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie mène un important travail de réflexion portant sur des sujets tels que les libertés et droits politiques, les Parlements et la communication, l'espace économique francophone et la coopération décentralisée ou encore l'éducation, les obstacles à la diffusion des connaissances dans les pays francophones ou la place du français dans les organisations internationales. L'Assemblée se prononce sur la base de rapports établis par ses Commissions.

L'Assemblée régionale Europe

Elle comprend toutes les sections européennes de l'APF. En ce qui concerne le Luxembourg, M. Lucien Weiler l'a situé comme suit: «Le Grand-Duché répond ainsi parfaitement à ce constat d'Onésime Reclus, ce francophone de la première heure et ‚créateur' même du terme de ‚francophonie': «Nous acceptons comme francophones tous ceux qui sont ou semblent destinés à rester ou à devenir participants de notre langue.»

19 sections ont assisté à la 19[e] Assemblée régionale Europe au Kirchberg: les unes représentant des pays, tels que la France, la Bulgarie, la Géorgie ou le Luxembourg, les autres représentant une association de pays, telle que le Benelux, ou des parties de pays, telles que la Communauté française de Belgique, le Jura ou le Valais.

La langue française à Luxembourg: cadre légal

La loi du 24 février 1984 règle le régime des langues:



Les jeunes participants des différents pays membres de l'APF Région Europe

Article 1[er]: Langue nationale

La langue nationale des Luxembourgeois est le luxembourgeois.

Article 2: Langue de la législation

Les actes législatifs et leurs règlements d'exécution sont rédigés en français. Lorsque les actes législatifs et réglementaires sont accompagnés d'une traduction, seul le texte français fait foi.

Au cas où des règlements non visés à l'alinéa qui précède sont édictés par un organe de l'État, des communes ou des établissements publics dans une autre langue que la française, seul le texte dans la langue employée par cet organe fait foi.

Le présent article ne déroge pas aux dispositions applicables en matière de conventions internationales.

Article 3: Langues administratives et judiciaires

En matière administrative, contentieuse ou non contentieuse, et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise, sans préjudices des dispositions spéciales concernant certaines matières.

Article 4: Requêtes administratives

Lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'administration doit se servir, dans la mesure du possible, pour sa réponse de la langue choisie par le requérant.

«Aller vers les citoyens!»



Madame Margot Wallström, Vice-Présidente de la Commission européenne, a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Députés

Comment intéresser les citoyens aux affaires européennes? Comment les associer aux débats essentiels? C'est autour de ces questions qu'a tourné l'entrevue de Madame Margot Wallström, Vice-Présidente de la Commission européenne en charge des Relations institutionnelles et de la Stratégie de communication, avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Députés en date du 16 octobre dernier.

En début de réunion, Mme Wallström a développé les principaux axes de sa stratégie visant une plus grande participation des citoyens aux processus de prise de décision en Europe. Ces axes ont été construits sur base du fameux Plan D (comme Démocratie, Dialogue et Débat) que la Commission européenne avait lancé en octobre 2005. Il s'agissait à l'époque de réagir et de répondre au double non (français et néerlandais) au Projet de Traité constitutionnel.

L'avenir de ce Traité fut d'ailleurs un sujet parmi d'autres abordés au cours de la discussion entre députés luxembourgeois et commissaire européenne. Il a été question par ailleurs du rôle de la Commission et de l'adhésion de la Turquie, pour ne citer que ces deux sujets.

Mme Wallström a été accueillie par le Vice-Président de la Chambre des Députés M. Jos Scheuer. M. Ben Fayot, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, présidait la réunion de travail.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe:

Problèmes budgétaires

«Il y a deux manières de tuer une organisation internationale comme le Conseil de l'Europe.» C'est avec ces mots le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, Monsieur Terry Davis, est intervenu lors du débat d'actualité sur le budget du Conseil de l'Europe pour décrire la situation budgétaire préoccupante après des années de croissance zéro: «La première est de la supprimer et de confier ses responsabilités à une autre, c'est ce qui s'est passé avec le transfert du volet intergouvernemental de l'UEO à l'Union européenne. L'autre possibilité, c'est de l'affamer à mort en lui refusant les ressources qui lui permettent de vivre, surtout si une autre organisation a de l'argent et est prête à reprendre ses responsabilités, ce qui est le cas de l'Union européenne.»

La plupart des orateurs ont été d'accord pour souligner la charge accrue de la Cour européenne des Droits de l'Homme et qu'il revient aux gouvernements de trouver des ressources supplémentaires pour la Cour afin que puisse être mis fin à l'enlisement totalement inacceptable du budget ordinaire de 200 millions d'euros pour 800 millions d'habitants.

Au cours de la quatrième partie de sa session ordinaire de 2006 qui s'est tenue à Strasbourg du 2 au 6 octobre 2006, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a évacué deux débats selon la procédure d'urgence, le premier sur les développements récents au



Les membres de la délégation luxembourgeoise: Mme Anne Brasseur, M. Norbert Haupert, M. Marcel Glesener, Mme Lydie Err, M. Jean Huss (de gauche à droite)

Liban dans le contexte de la situation au Proche-Orient, le second sur l'arrivée massive de migrants irréguliers sur les rivages de l'Europe du Sud avec l'intervention de M. Thomas Hammerberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. Elle s'est par ailleurs penchée plus particulièrement sur la situation dans les Balkans en écoutant notamment des discours de M. Ivo Sanader, Premier Ministre de la Croatie, de M. Sali Berisha, Premier Ministre de l'Albanie, et de M. Adnan Terzić, Président du Conseil des Ministres de la Bosnie-Herzégovine.

Le Luxembourg était représenté par M. Marcel Glesener, président, Mme Lydie Err, vice-présidente, et M. Charles Goerens, membre effectif, ainsi que M. Norbert Haupert, M. Jean Huss et Mme Anne Brasseur, membres suppléants de la délégation luxembourgeoise.

115e Assemblée de l'Union Interparlementaire à Genève

Lutte contre le terrorisme, sécurité énergétique, personnes portées disparues et annulation des dettes des pays en développement

La 115e Assemblée de l'Union Interparlementaire de l'UIP s'est tenue au Centre international de Conférences de Genève du 16 au 18 octobre 2006. Le Grand-Duché de Luxembourg a été représenté par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, les Vice-Présidents, MM. Laurent Mosar et Henri Grethen, ainsi que par le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen. Parmi les sujets à l'ordre du jour figurait en premier lieu la condamnation du terrorisme sous toutes ses formes.

Alors que le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau, son ampleur et la progression à détruire se sont bien modifiées et la menace a pris une dimension mondiale.

Provoquer le maximum de pertes chez les civils, vouloir changer le monde de façon radicale, voilà quelques buts des groupes terroristes qui mènent une attaque contre la communauté internationale dans son ensemble et portent atteinte aux libertés fondamentales et à l'État de droit.

Les parlementaires réunis à Genève ont ainsi entre autres:

- déclaré être profondément préoccupés par les souffrances et les destructions absurdes infligées à l'humanité par les activités terroristes;
- réitéré que le renforcement de la démocratie, la promotion des droits de l'Homme et l'appui au règlement juste et pacifique des conflits, dans le respect des normes et principes du droit international, sont essentiels à la lutte contre le terrorisme;
- été profondément préoccupés par le fait que l'Assemblée générale des Nations Unies n'a pas pu s'accorder sur une convention globale sur le terrorisme international lors de sa 60e session;
- demandé aux parlements de soutenir fermement l'élaboration d'une convention globale des Nations Unies sur le terrorisme international;
- invité les Nations Unies à œuvrer plus étroitement avec l'UIP à la définition des cadres juridiques de lutte contre le terrorisme;
- demandé aux gouvernements et aux parlements de travailler systématiquement et concrètement, d'échanger des informations pour repérer et faire cesser les activités de prolifération nucléaire et d'adopter des mesures spécifiques de nature à empêcher que des armes nucléaires ne tombent entre les mains de terroristes ou d'organisations terroristes;
- demandé aux parlements de soutenir fermement l'élaboration d'une convention globale des Nations Unies sur le terrorisme international, y compris une définition universellement acceptée du terrorisme, et a prié les parlements de faire pression sur leurs gouvernements à cette fin.

L'accès à l'énergie et la sécurité énergétique

Autrefois un élément important de la politique mondiale, la politique énergétique est aujourd'hui revenue au premier plan de la scène internationale concernant la sécurité. Tout porte à croire, au vu de l'évolution de ces dernières années, que l'énergie sera une question majeure du débat mondial sur la sécurité au 21e siècle. La sécurité énergétique est indubitablement un enjeu pour chaque pays, car développement économique et sécurité énergétique sont indissociables.

L'UIP est conscient qu'il faudra trouver des réponses aux questions telles que le rôle du charbon et de l'énergie nucléaire, les subventions nationales à la production d'énergie, les limites des nouvelles explorations pour des combustibles fossiles, le rôle des énergies renouvelables, d'une part, la maîtrise de l'énergie et la protection de l'environnement d'autre part, le tout dans le souci de trouver un compromis entre la sécurité énergétique et un développement énergétique durable.

La 115e Assemblée de l'Union Interparlementaire a voté une résolution dans laquelle elle demande:

- une coopération parlementaire accrue aux niveaux international et régional en matière de sécurité énergétique;
- aux parlements d'adopter des lois de nature à inciter les consommateurs à recourir aux énergies renouvelables et de promouvoir la recherche-développement sur les énergies nouvelles et alternatives;
- aux parlements et aux gouvernements de mettre au point des stratégies et plans nationaux de diversification énergétique, d'amélioration de l'efficacité énergétique et d'économie d'énergie.

L'UIP abordait par ailleurs la question des liens entre terrorisme et sécurité énergétique.

L'éradication de la pauvreté et de la corruption

La deuxième commission permanente - développement durable, financement et commerce - a débattu du rôle des parlements dans le contrôle des efforts accomplis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier en ce qui concerne le problème de la dette et l'éradication de la pauvreté et de la corruption.

D'entrée les parlementaires ont réaffirmé leur adhésion aux objectifs de la Déclaration du Millénaire pour le développement du Sommet mondial de 2000. Ce nouvel élan aux efforts déployés pour éliminer la pauvreté s'était fixé les huit objectifs suivants, tous assortis d'indicateurs de réalisation:

1. réduire l'extrême pauvreté et la faim
2. assurer l'éducation primaire pour tous
3. promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes
4. réduire la mortalité infantile
5. améliorer la santé maternelle
6. combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies
7. assurer un environnement durable
8. mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Alors que tout le monde s'accorde de relever que l'éradication de la pauvreté constitue un impératif moral et même une exigence économique, il n'est pas moins vrai que six ans plus tard de nombreux rapports d'ONU, des ONG et des institutions financières ont dressé un tableau contrasté et alarmant des progrès accomplis:

> 1,2 milliard de personnes - soit une personne sur cinq dans le monde - survivent avec moins d'un dollar US en parité de pouvoir d'achat par personne et par jour

Ainsi les différentes assemblées parlementaires présentes à Genève ont

- rappelé que la paix est la première condition du développement et donc de l'éradication de la pauvreté;
- constaté que l'engagement de poster l'aide pour le développement à 0,7% du PNB n'est toujours pas respecté par la plupart des pays, mais notant que plusieurs pays se sont engagés à y parvenir dans les 10 ans à venir;
- souligné que l'augmentation de l'aide pour le développement durable et l'annulation de la dette porteront leurs fruits si les pays bénéficiaires promeuvent la démocratie, appliquent les principes de bonne gouvernance et s'attachent à éradiquer la corruption;
- constaté le caractère insupportable de la dette pour un grand nombre de pays en développement.

> En 1980, la dette totale extérieure des pays en développement s'élevait à 603 milliards de dollars.
>
> En 1990, soit seulement 10 ans plus tard, les chiffres avaient plus que doublé: la dette atteignait 1.473 milliards de dollars.
>
> En 1997, ce montant s'élève à 2.317 milliards de dollars.
>
> Aujourd'hui, la dette totale extérieure dépasse le chiffre de 2.500 milliards de dollars.
>
> La dette extérieure de l'Afrique est de 300 milliards de dollars.
>
> Pour 1 dollar dû en 1980, les pays en développement ont remboursé 8 dollars mais en doivent encore 4.

Au niveau de la dette elles ont demandé que soit accélérée la mise en place de procédures efficaces d'annulation ou de rééchelonnement viable de la dette, tout en veillant à éviter un nouveau surendettement des pays en développement. Le pendant de l'annulation des dettes serait l'obligation d'affecter les ressources libérées par l'annulation de la dette aux dépenses liées aux OMD, notamment en matière de santé, d'éducation et d'égalité entre les sexes, conformément à la stratégie de réduction de la pauvreté de chaque pays.

Finalement les parlementaires ont demandé instamment aux pays participant aux négociations commerciales multilatérales en cours à l'Organisation mondiale du Commerce de reprendre rapidement le Cycle de négociations de Doha afin d'améliorer sensiblement les perspectives de commerce et de développement des pays en développement.

Les personnes portées disparues

La troisième commission permanente - démocratie et droits de l'Homme - s'est occupée lors de la réunion d'automne de la problématique des personnes portées disparues étant donné que sur les cinq continents des parents, des frères et des sœurs, des époux, des enfants cherchent jour pour jour désespérément à retrouver celui ou celle dont ils ont perdu la trace.

Vivre dans l'ignorance du sort de leurs proches est la dure réalité que connaissent des centaines de milliers de familles touchées par une situation de conflit armé ou de violence interne.

Il n'est donc nullement étonnant que le monde parlementaire s'est montré profondément préoccupé et alarmé par les souffrances causées par les disparitions de personnes résultant d'un conflit armé ou autre situation de violence interne et par les disparitions forcées et a prié toutes les parties à de telles situations de prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir les disparitions en conformité avec les règles applicables du droit international humanitaire et insistent à ce que les États observent et protègent les droits de la personne afin de prévenir les disparitions forcées.

ANNONCE PAR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE DE SON ESSAI D'ARME NUCLÉAIRE ET RENFORCEMENT DU RÉGIME DE NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE

La 115e Assemblée de l'Union Interparlementaire,

déplorant l'annonce par la République populaire démocratique de Corée, le 9 octobre 2006, de l'essai nucléaire auquel elle a procédé en violation de la résolution 1695 (2006) du Conseil de sécurité de l'ONU et de la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité le 6 octobre 2006,

réaffirmant qu'il faut régler pacifiquement la question nucléaire dans la péninsule coréenne par la voie diplomatique et que les pourparlers à six demeurent un moyen réaliste de traiter les questions pertinentes,

résolue, dans l'intérêt de la paix et de la stabilité dans le monde, à contribuer à la coopération internationale visant à renforcer les mécanismes de non-prolifération des armes nucléaires, a, entre autres,

1. exprimé, au nom de la communauté parlementaire internationale, l'espoir que le monde sera un jour exempt d'armes nucléaires;
2. appelé la République populaire démocratique de Corée, conformément au Cadre agréé de 1994, au TNP, à la Déclaration commune de 1991 sur la dénucléarisation de la péninsule de Corée et à l'Accord de garanties de l'AIEA, à revenir sur sa décision de se retirer du TNP, à redevenir partie à cet instrument et à l'Accord de garanties de l'AIEA et à s'acquitter de toutes ses obligations envers la communauté internationale dans les efforts qu'elle déploie pour parvenir à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire;
3. prié instamment la République populaire démocratique de Corée de reprendre des relations de paix et de stabilité en coopération avec les pays concernés de la région;
4. fait un appel à engager tous les États à redoubler d'efforts pour prévenir et enrayer la prolifération des armes nucléaires et autres armes de destruction massive.

Ces recommandations votées, il reste une fois de plus aux différents parlements d'agir et de montrer que ces grands principes corroborés à plusieurs reprises ne restent pas lettre morte.

(Suite page 4)

Chamber TV *weist all öffentlech Sëtzung* **live** *an* **integral**
mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

(Suite de la page 3)

L'Union Interparlementaire en bref (*)

L'Union Interparlementaire est l'organisation internationale des Parlements des États souverains (Article 1er des Statuts de l'Union Interparlementaire). Elle a été créée en 1889.

Foyer de la concertation interparlementaire à l'échelle mondiale, l'Union oeuvre pour la paix et la coopération entre les peuples et l'affermissement de la démocratie représentative.

À ces fins, elle:

- favorise les contacts, la coordination et l'échange d'expériences entre les parlements et les parlementaires de tous pays;
- examine les questions d'intérêt international et se prononce à leur sujet en vue de susciter une action des parlements et des parlementaires;
- contribue à la défense et à la promotion des droits de l'Homme - facteur essentiel de la démocratie parlementaire et du développement;
- contribue à une meilleure connaissance du fonctionnement des institutions représentatives ainsi qu'au renforcement et au développement de leurs moyens d'action.

L'Union œuvre en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies dont elle partage les objectifs et appuie les efforts. Elle coopère en outre avec les organisations interparlementaires régionales et les organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales qui s'inspirent des mêmes idéaux.

Plus de cent quarante parlements nationaux sont membres de l'Union. Elle compte aussi sept assemblées parlementaires régionales en qualité de membres associés. La plupart des membres appartient à un des six groupes géopolitiques actuellement actifs à l'UIP.

L'Union interparlementaire est financée par ses membres avec des fonds publics. Son budget pour 2006 s'élève à 10,5 millions de francs suisses.

Le Siège de l'Union est à Genève (Suisse).

(*) texte du site web de l'Union Interparlementaire - www.ipu.org

Audience au Palais grand-ducal

Comme il est de coutume à l'ouverture d'une nouvelle session parlementaire, S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience au Palais grand-ducal, en date du 20 octobre 2006, le Président, les Vice-Présidents et les membres du Bureau de la Chambre des Députés.



(photo: Cour grand-ducale / Carlo Hommel)

(de gauche à droite) 1re rangée: M. Michel Wolter, M. Henri Grethen, M. Lucien Weiler, S.A.R. le Grand-Duc, M. Jos Scheuer, M. Laurent Mosar, M. François Bausch,

2e rangée: M. Claude Frieseisen, M. Lucien Clement, Mme Colette Flesch, M. Alex Bodry

Arbeitsbesuch des Präsidenten von Benin

„Wir brauchen die Unterstützung Luxemburgs“

„Benin möchte ein Zielland der Hilfe der Luxemburger Bevölkerung sein.“ Mit diesen Worten richtete sich der Staatspräsident Benins, Thomas Boni Yayi, an den Präsidenten des Luxemburger Parlaments. Beim Gespräch mit Lucien Weiler bedankte sich der Gast aus Benin für die Hilfe, die der Luxemburger Staat in seinem Land leistet. Luxemburg unterstützt fünf Nichtregierungsorganisationen in Benin, die in den Bereichen Gesundheit, Mikrokredit, Sozialdialog und lokale Entwicklung aktiv sind (MSF, Fondation Raoul Follereau, SOS Faim, Prisma Lux, Jongbaueren a Jongwënzer).

Gleichzeitig unterstrich der Staatspräsident aber, wie sehr die Bevölkerung auch weiterhin auf die Hilfe des Großherzogtums hofft. So würde das westafrikanische Land gerne zu den Zielländern der Luxemburger Entwicklungshilfe zählen. Zurzeit unterstützt das Großherzogtum zehn sogenannte Zielländer: Burkina Faso, die Kapverdischen Inseln, Mali, Namibia, Niger, Senegal, Nicaragua, El Salvador, Laos und Vietnam.

Der Parlamentspräsident sicherte dem Staatspräsidenten Benins die Unterstützung der Abgeordnetenkammer zu. Falls die Regierung beschließen würde, die partnerschaftlichen Beziehungen zu Benin in Sachen Entwicklungshilfe zu vertiefen, so würde das Parlament diesen Schritt mitgehen, so Lucien Weiler. Luxemburg gehört seit dem Jahr 2000 weltweit zu den fünf Ländern, die mehr als 0,7% des BIP der Entwicklungshilfe widmen; im Jahr 2006 sollen es über 0,86% sein.

Luxemburg: ein Modell für Benin

„Mein Land braucht die Unterstützung Luxemburgs“, betonte der Staatspräsident, „dies sowohl auf humanitärer, wirtschaftlicher und politischer Seite.“ Er wies ebenfalls auf die demokratische Entwicklung seines Landes in den letzten Jahren hin. „Es war ein friedlicher politischer Wechsel“, so Thomas Boni Yayi. Neben der progressiven Konsolidierung der Demokratie legt der Staatspräsident den Akzent verstärkt auf die wirtschaftliche Entwicklung Benins. Luxemburg sei in vielen Hinsichten ein gutes Beispiel für die Republik.

Des Weiteren wies der Gast aus dem westafrikanischen Land darauf hin, dass Benin und auch zahlreiche andere afrikanische Staaten unter der aktuellen Schuldenlast unterzugehen drohen. Die Annullierung der Schulden der Entwicklungsländer war auch ein Thema bei der rezenten 115. Versammlung der Interparlamentarischen Union in Genf. (Lesen Sie dazu in dieser Ausgabe: 115e Assemblée de l'Union Interparlementaire à Genève: *„Lutte contre le terrorisme, sécurité énergétique, personnes portées disparues et annulation des dettes des pays en voie de développement“*).

Ein weiteres Thema beim Gespräch mit dem Parlamentspräsidenten war das Aids-Virus. Der Parlamentspräsident zeigte sich sehr besorgt über die Ausbreitung dieser Krankheit in Benin und überhaupt auf dem afrikanischen Kontinent. Thomas Boni Yayi erläuterte hierzu die Maßnahmen, die zur Bekämpfung der Ausbreitung der Krankheit ergriffen wurden.



Extrait du message que le Président du Bénin a rédigé dans le Livre d'or de la Chambre des Députés

Je suis au cœur de la Démocratie luxembourgeoise. Un pays qui est dans la dynamique de la prospérité pour le bonheur de son peuple. Cette prospérité est possible parce que ses institutions sont crédibles et le Parlement joue son rôle de veille. Ce pays a su réserver un environnement favorable au marché et au capital privés. Le Bénin a décidé de suivre cette vision et surtout de bénéficier d'un partenariat à la mesure du cœur du peuple luxembourgeois.

Le Bénin souhaite être un des pays cibles de l'aide du peuple luxembourgeois.

Le Bénin salue l'effort du Luxembourg et celui de ses institutions pour l'avènement d'une bonne gouvernance des affaires de ce monde, pour la prospérité des peuples.

M. Yayi Boni, Président
de la République du Bénin.

Die Republik Benin

Benin zählt über 7 Millionen Einwohner und gehört zu den ärmsten Ländern der Erde. Gemäß dem Indikator der menschlichen Entwicklung des UNDP - United Nations Development Programme - rangiert Benin auf Platz 162 unter 177 erfassten Staaten. Mit weniger als 500 Euro pro Jahr verfügt das Land über ein niedriges Pro-Kopf-Einkommen. Ein Drittel der Bevölkerung lebt in extremer Armut und hat keinen Zugang zu sauberem Wasser, die Kindersterblichkeit ist relativ hoch. Die durchschnittliche Lebenserwartung liegt bei 54 Jahren.

Lutte contre le dopage

5175 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention contre le dopage, ouvert à la signature, à Varsovie, le 12 septembre 2002

L'objectif fondamental du projet de loi 5175 est de faire approuver le Protocole additionnel à la Convention contre le dopage, ouvert à la signature à Varsovie, le 12 septembre 2002. La Convention précitée fixe des normes contraignantes en vue d'une harmonisation des réglementations antidopage. Elle prévoit de réduire la possibilité de se procurer et d'utiliser des substances interdites, telles que les stéroïdes anabolisants ou encore d'établir un lien entre l'application stricte de la réglementation antidopage et l'octroi de subventions aux organisations sportives ainsi qu'aux sportifs individuels. La Convention contient par ailleurs une liste de référence de substances interdites.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 08.07.2003

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: Monsieur Alex Bodry):

22.11.2005	Désignation d'un rapporteur
17.10.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.10.2006

5537 - Projet de loi portant

a) approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005;

b) modification de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport

Le projet de loi 5537 vise à transposer en droit national la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris. Cette Convention de l'UNESCO reprend pour l'essentiel les principes auxquels les gouvernements ont souscrit lors de l'adoption de la Convention contre le dopage du Conseil de l'Europe.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration le 01.02.2006

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: Monsieur Alex Bodry):

18.05.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.09.2006	idem
17.10.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.10.2006

Prévention et gestion des déchets

5508 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

La loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets détermine les objectifs inhérents à la gestion des déchets, précise les principes directeurs d'une telle gestion et réglemente les modalités de gestion des déchets. C'est la transposition en droit national de la directive modifiée 75/442/CEE relative aux déchets.

Les adaptations à apporter à cette loi n'ont pas pour objectif d'en modifier le champ d'application. Il s'agit plutôt de préciser la législation existante sur des points déterminés. Ainsi, le projet de loi 5508:

- remplace les cas de dispense d'une autorisation par un enregistrement;
- précise les modalités de gestion des déchets relevant de l'action SuperDrecks-Këscht;
- précise la mise en place d'un réseau de centres régionaux pour la gestion de déchets inertes;
- précise les personnes chargées de la poursuite et de la constatation des infractions;
- introduit des sanctions administratives;
- harmonise la notion de déchets inertes;
- prévoit que des règlements grand-ducaux déterminent les obligations des producteurs ou détenteurs, des importateurs ou des distributeurs pour ce qui est de la gestion des déchets, alors qu'ils assurent la production et la commercialisation des produits générateurs desdits déchets.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 25.10.2005

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: Monsieur Roger Negri):

30.01.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.02.2006	Examen d'une série d'amendements
06.03.2006	Continuation
22.03.2006	Continuation de l'examen des propositions d'amendements
20.09.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.10.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.10.2006

Protection contre les discriminations

5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Le projet de loi transpose en un seul texte la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail.

Les deux directives établissent des normes qui garantiront à travers toute l'Union européenne un niveau commun de protection contre les discriminations.

Le projet de loi interdit formellement toute forme de discrimination, directe ou indirecte, basée notamment sur la religion ou les convictions, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou une ethnie.

En ce qui concerne l'appartenance ou non à une race ou à une ethnie, le projet de loi va plus loin que le législateur européen dans la mesure où il retient ce motif de discrimination peu importe que l'appartenance ou la non-appartenance à une race ou une ethnie soit réelle ou fictive. Il suffit que cette distinction habite l'esprit du raciste.

Le projet de loi définit la discrimination directe et la discrimination indirecte.

D'après le texte, on parle de discrimination **directe** lorsqu'une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne le serait dans une situation comparable, sur base de l'un des motifs de discrimination susmentionnés, alors qu'une discrimination **indirecte** se produit lorsqu'une disposition, un critère ou une pratique apparemment neutre est susceptible d'entraîner un désavantage particulier pour une personne par rapport à une autre personne pour les mêmes motifs que ceux invoqués précédemment, et sans que ce critère ou cette pratique ne puisse être objectivement justifiée par un objectif légitime et que la réalisation de cet objectif implique des moyens appropriés et nécessaires.

Le harcèlement en tant que forme de discrimination est intégré dans le dispositif légal. En effet, d'après le projet de loi sous rubrique, «le harcèlement est considéré comme une forme de discrimination (…) lorsqu'un comportement indésirable lié à un des motifs y visés se manifeste, qui a pour objet ou pour effet de porter atteinte à la dignité d'une personne et de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant».

Une telle inclusion permettra à la victime d'introduire une action en réparation, et cela même en dehors de toute relation de travail. Le harcèlement ne se limite pas non plus à des conduites répétées. Un comportement ou un acte isolé suffit, dès lors qu'il est grave.

Le champ d'application du projet de loi inclut l'emploi et le travail, la protection sociale y compris la sécurité sociale et les soins de santé, les avantages sociaux, l'éducation ainsi que l'accès aux biens et services et la fourniture des biens et services, y compris en matière de logement. L'interdiction de discrimination s'applique ainsi de manière générale à un ensemble relativement vaste de secteurs et d'activités.

Sont concernées par les dispositions du projet de loi sous examen, toutes les personnes, tant publiques que privées, physiques ou morales, y compris les organismes publics.

À noter que les fonctionnaires et autres agents de l'État sont exclus du champ d'application des dispositions du projet de loi sous rubrique ayant trait aux conditions d'accès à l'emploi, ainsi qu'aux conditions d'emploi et de travail, y compris les conditions de licenciement et de rémunération. Ces dispositions contre la discrimination dans ces domaines seront incluses dans le projet de loi 5583 modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. Ce projet est en cours d'instruction par la commission parlementaire compétente de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Média et des Communications.

Le projet de loi prévoit également que, par exception au principe de l'interdiction de toute discrimination liée à l'âge, dans certaines circonstances ayant par exemple trait aux objectifs légitimes de politique de l'emploi, de marché du travail ou encore de formation professionnelle, des différences de traitement fondées sur l'âge peuvent être justifiées.

Le projet de loi prévoit la possibilité d'introduire des actions positives c.-à-d. des mesures spécifiques destinées à compenser les désavantages liés à l'un des motifs visés. Il prévoit également des actions positives spécifiques ayant pour but de promouvoir l'emploi et la formation des personnes handicapées.

Conformément aux exigences des directives susmentionnées, des clauses de protection des personnes victimes ou témoins d'un acte ou d'un comportement discriminatoires sont intégrées dans le projet de loi afin de protéger ces personnes de représailles.

Le projet de loi contient également des dispositions mettant en matière de non-discrimination tout travailleur concerné à l'abri d'un licenciement. Le travailleur concerné se voit reconnaître le droit d'agir en justice et de demander aux juridictions compétentes la nullité du licenciement et son maintien voire sa réintégration au poste de travail.

Le projet prévoit aussi des voies de recours qui peuvent être exercées par la personne qui s'estime lésée par le non-respect à son égard du principe de l'égalité de traitement, mais également par des associations sans but lucratif, renforçant de ce fait le droit d'agir en justice de ces dernières.

En ce qui concerne la charge de la preuve, le demandeur doit apporter les premiers indices, les faits qui font présumer la discrimination à son égard, le défendeur doit, quant à lui, prouver qu'il n'y a pas eu violation du principe de l'égalité de traitement. Il s'agit d'un mécanisme important de lutte contre la discrimination.

Enfin le projet de loi sous rubrique institue un «Centre pour l'égalité de traitement» qui a pour missions, entre autres, d'émettre des avis ainsi que des recommandations sur des questions liées à des discriminations telles que visées par le projet de loi sous rubrique ou encore à apporter une aide aux personnes qui s'estiment victimes d'une discrimination.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 22.11.2005

Rapporteur: Monsieur Ali Kaes

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: Monsieur Marcel Glesener):

16.05.2006	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.05.2006	Continuation de examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.06.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.07.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
11.10.2006	Présentation et examen de la version amendée du projet de loi
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique: 24.10.2006

5583 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Le projet de loi 5583 transpose dans le statut général des fonctionnaires de l'État deux textes européens, à savoir:

- la directive 2000/43/CE du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

- la directive 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail.

Le projet de loi interdit toute discrimination directe ou indirecte fondée sur la religion ou les convictions, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou une ethnie. S'y ajoute l'interdiction de toute discrimination directe ou indirecte fondée sur le sexe ou par référence à l'état matrimonial ou familial.

Le projet de loi vise à s'attaquer aussi bien à la discrimination directe qu'à la discrimination indirecte en reprenant les définitions des directives. On parle de discrimination directe lorsqu'une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne le serait dans une situation comparable, sur base de l'un des motifs de discrimination susmentionnés, alors qu'une discrimination indirecte se produit lorsqu'une disposition, un critère ou une pratique apparemment neutre est susceptible d'entraîner un désavantage particulier pour une personne par rapport à une autre personne pour les mêmes motifs que ceux invoqués précédemment, et sans que ce critère ou cette pratique ne puisse être objectivement justifié par un objectif légitime et que la réalisation de cet objectif implique des moyens appropriés et nécessaires.

L'harcèlement fondé sur la religion ou les convictions, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, la race ou l'ethnie ainsi que le harcèlement sexuel sont considérés comme des formes de discrimination lorsqu'un comportement indésirable lié à ces motifs se manifeste ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à la dignité d'une personne ou à l'intégrité physique et de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant. Cette mesure permettra à la victime d'introduire une action en réparation. Le harcèlement ne se limite pas non plus à des actes répétés. Un comportement ou un acte isolé suffit s'il présente la gravité nécessaire.

Vu que le statut des fonctionnaires de l'État connaît déjà dans son article 10 des formes de harcèlement prohibées, le projet de loi se limite à intégrer le cas de figure d'un environnement dégradant ou offensant dans la législation actuelle.

Afin d'assurer la pleine égalité dans la pratique, le projet de loi prévoit la possibilité d'adopter ou de maintenir des actions positives, à savoir des mesures destinées à compenser les désavantages liés à l'un des motifs visés par l'article 1bis. Il prévoit également des actions positives spécifiques ayant pour but de promouvoir l'emploi et la formation des personnes handicapées.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 07.06.2006

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications (Président: Monsieur Lucien Thiel):

05.07.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption du projet de rapport
27.09.2006	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Examen d'un amendement gouvernemental
19.10.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 24.10.2006

Convention d'Aarhus

5582 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement à la Convention, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005

Le présent projet de loi se propose d'approuver l'Amendement à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005.

La Convention d'Aarhus consacre:
- un droit d'accès aux informations environnementales détenues par les autorités publiques;

- un droit de participation au processus décisionnel en matière d'environnement, dès les premiers stades;

- le droit de contester en justice les décisions publiques qui ne tiennent pas compte des deux droits précités ou du droit environnemental en général.

L'Amendement à la Convention d'Aarhus exige des Parties qu'elles informent et consultent le public dans tous les cas de dissémination volontaire et de mise sur le marché d'OGM et impose la prise en compte, dans le processus décisionnel, des avis émis à cette occasion. Il prévoit également que toute décision finale soit accessible au public avec ses justifications. En outre, et à l'exception des informations couvertes par le secret commercial, toutes les informations liées à la décision finale doivent être disponibles pour le public. L'Amendement n'introduit pas le droit d'accès à la justice pour le public en ce qui concerne les OGM.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 02.06.2006

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: Monsieur Roger Negri)

20.09.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.10.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.10.2006

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Mardi, 24 octobre 2006

SÉANCE 4

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi

2. Communications

3. Institution d'une commission spéciale «Tripartite» et composition de la Commission spéciale «Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État»

4. 5617 - Proposition de loi portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée

5621 - Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition

(Déclaration de recevabilité)

5. Ordre du jour

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°121 du 24 octobre 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à la mise en place de campagnes d'information sur les dangers liés à la canicule, adressée au Ministre de la Santé
- Question N°122 du 23 octobre 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative aux rapatriements forcés de demandeurs d'asile déboutés, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
- Question N°123 du 24 octobre 2006 de Monsieur Fernand Diederich relative aux dangers liés aux traces de mazout sur les voies publiques, adressée au Ministre des Travaux publics
- Question N°124 du 24 octobre 2006 de Monsieur Jean Huss au sujet de l'accord politique atteint lors du Conseil Environnement concernant la directive relative à la qualité de l'air ambiant, adressée au Ministre de l'Environnement
- Question N°125 du 24 octobre 2006 de Monsieur Marc Angel relative aux vaccins contre la grippe, adressée au Ministre de la Santé et au Ministre de la Sécurité sociale
- Question N°126 du 23 octobre 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative au reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency), adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N°127 du 24 octobre 2006 de Monsieur Ben Fayot relative aux développements des négociations concernant le statut unique, adressée au Ministre de la Sécurité sociale et au Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N°128 du 24 octobre 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la constitution d'un fonds permettant de financer la gestion et la maintenance des cartables électroniques au Lycée Aline Mayrisch, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question N°129 du 24 octobre 2006 de Madame Claudia Dall'Agnol relative au règlement grand-ducal destiné à protéger les agents publics contre les émanations résultant de la consommation de tabac d'autrui, adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- Question N°130 du 24 octobre 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la «loi antitabac» et les décisions du Conseil de Gouvernement du 19 octobre concernant l'application de la loi dans les bâtiments publics, adressée au Ministre de la Santé

7. Dépôt d'une proposition de loi

8. Heure de questions au Gouvernement (suite)

9. Question avec débat N°9 de Monsieur Marco Schank relative à l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

10. 5508 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

11. 5582 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement à la Convention, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

12. 5583 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
2. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

13. 5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;
2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;
3. modification du Code du Travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;
4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;
5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

(Rapport complémentaire de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote sur la nouvelle version du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

14. 5537 - Projet de loi portant

a) approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005;

b) modification de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport

5175 Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention contre le dopage, ouvert à la signature, à Varsovie, le 12 septembre 2002

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.03 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruption)

Madame Delvaux!

1. Dépôt d'un projet de loi

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Här President, ech sinn autoriséiert vum Grand-Duc fir de Projet de loi iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle ze déposéieren, wat ech da géif heimadder maachen.

5622 - Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle et portant modification

a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

c) de la loi du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue;

d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail.

M. le Président.- Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi. De Projet gëtt un déi zoustänneg Kommissioun verwisen.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projet et proposition de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. **5620** - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.10.2006

2. **5621** - Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition

Dépôt: Monsieur le Député Ben Fayot, le 18.10.2006

3) En date du 12 octobre 2006 fut remise par «Handicap International» la pétition N°274 relative à l'interdiction des bombes à sous-munitions.

4) Par lettre du 12 octobre 2006 Monsieur le Député Jean Huss a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de l'évolution de la nanotechnologie.

3. Institution d'une commission spéciale «Tripartite» et composition de la Commission spéciale «Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État»

An hirer Réunioun vum 4. Oktober huet d'Presidentekonferenz virgeschloen eng Spezialkommissioun anzesetze fir d'Analys vum Projet de loi 5611 iwwert d'Ëmsetzung vun den Tripartitesdécisiounen.

Folgend Propositioune sinn agereecht ginn:

Fir d'éischt d'Dénominatioun vun där Kommissioun, déi wär: «Commission spéciale ‚Tripartite'».

D'Zesummesetzung geséich folgendermoossen aus, wann d'Chamber domat d'accord ass:

- d'Vertrieder vun der CSV-Fraktioun: déi Häre Michel Wolter, Lucien Clement, Ali Kaes a Marc Spautz;

- d'Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun: déi Häre John Castegnaro, Romain Schneider a Ben Fayot;

- d'Vertrieder vun der DP-Fraktioun: déi Häre Claude Meisch a Charles Goerens;

- de Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen: den Här François Bausch; an

- de Vertrieder vum ADR: den Här Gast Gibéryen.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission spéciale «Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État» ubelaangt, gouf den Här Henri Grethen duerch den Här Charles Goerens ersat, deen d'Presidenz vun där Spezialkommissioun iwwerholl huet.

4. 5617 - Proposition de loi portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée

5621 - Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition

(Déclaration de recevabilité)

An hirer Réunioun vum 19. Oktober huet d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun zwou Propositions de loi ausgeschwat, an zwar d'Proposition de loi 5617 vum Här Michel Wolter iwwert de Lëtzebuerger Fändel an d'Proposition de loi 5621 vum Här Ben Fayot iwwert d'Offres publiques d'acquisition.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun haut de Mëtteg ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz folgend Punkte virgeschloen:

1. eng Froestonn un d'Regierung;

2. d'Question avec débat N°9 vum Här Marco Schank iwwert den Artikel 17 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Januar 2004 iwwert den Naturschutz;

3. de Projet de loi 5508 iwwert d'Gestioun vun den Offäll, nom Modell 1;

4. de Projet de loi 5582, eng Ofännerung vun der Konventioun vun Aarhus, nom Modell 1;

5. de Projet de loi 5583, eng Ofännerung vum Statut vun de Stats- a Gemengebeamten, nom Modell 1;

6. de Projet de loi 5518, d'Ëmsetzung vun EU-Direktive géint d'Diskriminéierung op der Aarbecht, nom Modell 1;

7. a schliesslech d'Projets de loi 5537 a 5175 iwwert den Doping. Béid Projete ginn an enger Diskussioun nom Modell 1 behandelt.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Haut de Mëtten hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung. Laut eisem Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun.

Als éischt hu mer d'Fro N°121 vum Här Marc Spautz un de Gesondheetsminister iwwert d'Informatiounscampagnen, déi d'Leit iwwert d'Gefore vun der Summerhëtzt informéieren. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°121 du 24 octobre 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à la mise en place de campagnes d'information sur les dangers liés à la canicule, adressée au Ministre de la Santé

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Här Statsminister, léif Frëndinnen a Frënn, d'Wieder vun haut drängt sech zwar vläicht net grad op fir déi Fro ze stellen, mä ech mengen, dass et awer wichteg ass, sech mat Zäit mat där Thematik ze beschäftegen an net erëm ze waarden, dass et esou geet wéi am Juni oder am Juli d'lescht Joer, dass mer da vun enger Hëtzwell erdréckt ginn a wou da verschidde Leit gesondheetlech Problemer kënne kréie respektiv hunn.

Wann een héiert vun de Statistiken, déi aus Frankräich virleien, wéi vill Leit - an net nëmmen eeler Leit, mä och Sportler an aner Leit - mat der Problematik vun där dréckender Hëtzt geplot waren, war meng Fro am Fong un de Gesondheetsminister, ob och Lëtzebuerg esou Statistiken huet, wéi vill Leit dovu betraff waren, wéi vill Stierffäll oder aner Problemer op déi dréckend Hëtzt vum leschte Summer zréckzeféiere sinn, an ob mir och eng Informatiouns- an eng preventiv Campagne géife maache fir déi eeler Leit, fir d'Kanner an och fir d'Sportler.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den Här Minister zoustänneg fir d'Gesondheet a fir d'Gefore vun der Summerhëtzt huet d'Wuert.

(Hilarité)

Den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech sinn dem Här Spautz dankbar fir déi dote Fro, well et eng vun deene Froen ass wou een direkt d'Resultat kann an d'Hand drécke vun deem, dee se stellt.

Mir brauchen eis net méi ze iwwerleeën, esou eng Campagne ze maachen. Mir hu vum Juli vun dësem Joer un schonns eng grouss ugeluechte Campagne gemaach an d'Richtung vu Risikogruppen, déi besonnesch vun enger Hëtzewell kënne getraff ginn; mä vläicht ware mer nach e bëssen ze vill diskret, da musse mer dat d'nächst Joer nach e bësse méi intensiv maachen.

Mir hunn 2006 en Aktiounsplang „Canicule", dee mer an de Joren 2004 an 2005 fir de Fall vun enger Hëtzwell preparéiert hunn, fir d'éischte Kéier a groussem Format lancéiert. Iwwer eng Informatiounsfiche fir de Grand public, also d'Risikogruppen, awer och alleguer déi aner Leit, hu mer eng ganz Rei vu Rotschléi ginn, wéi ee sech soll verhale bei grousser Hëtzt. Mir hunn en Dépliant an dräi Sproochen - franséisch, däitsch a portugisesch - erausginn un de Public, mä awer och un d'Dokteren, d'Apdikter, d'Spideeler, d'Ligue médico-sociale, also d'Dispensairen, alleguer d'Gemengen, d'Ministèren an d'Verwaltunge verdeelt.

Op enger Pressekonferenz vum 18. Juli vun dësem Joer hu mer den Aktiounsplang offiziell virgestallt a mer hunn d'Leit, déi entweder eleng stinn, keen haten, deen hinne konnt hëllefen, oder Leit, déi ee kannt hunn, deen eleng stoung, opgefuerdert, déi Leit bei der Gemeng ze mellen.

Zesumme mat der Croix-Rouge hu mer dunn eng Hotline opgestallt, wou déi Leit sech konnte mellen. Zesumme mat de Réseauen „Help" an „Hëllef doheem" konnte mer déi Leit evaluéieren a mer hunn, dee Moment wou mer d'Alerte ausgeruff hunn, dee Moment wou d'Temperaturen iwwer länger Zäit tëschent 30 a 36 Grad gependelt hunn, deen Dispositif ausgeléist.

Mir hu 484 Persoune gemellt kritt; déi sinn alleguer evaluéiert gi vun de Réseauen. Et si Visitë bei iwwer 200 Leit gemaach ginn. Dat waren déi Leit wou d'Evaluatioun esou Visiten als noutwendeg festgehalen huet. Radio an Zeitungen, deene mer Merci soe fir hir Mataarbecht, hu regelméisseg op déi Hotline opmierksam gemaach. Doriwwer eraus krute mer vun de Services d'urgence vun de Spideeler Fäll gemellt, déi op iwwerméisseg Hëtztexpositioun zréckzeféiere waren a mir konnten duerch de Service de proximité vun der Croix-Rouge en excellente Service bidden.

Vun 2004 un hu mer och déi Kooperatioun mam Familljeministère intensivéiert an an den Alters-, Fleegeheimer an och an de Spideeler probéiert, deenen dote Situatioune Rechnung ze droen.

Ech wëll hei allen Acteuren, déi matgeholl hu bei där doter Campagne, en häerzleche Merci soe fir déi excellent Zesummenaarbecht, och de Medien, dass se eis geholl hunn, fir un déi Leit erunzekommen. Mir sinn am Moment amgaang d'Resultater ofzeweien.

Op den éischte Bléck ass keng Iwwermortalitéit ze mellen, mä mir wäerten dat awer am Detail kucken - mir hunn d'Chifferen elo an deene leschten Deeg vun de Gemenge kritt; dat ass also ganz verlässlech. Mir wäerten d'Evaluatioun maachen, ob Problemer trotz deem doten Dispositif opgetaucht sinn an, wann et noutwendeg ass, opgrond vun där Evaluatioun fir d'nächst Joer den Dispositif weider verbesseren. E steet, e ka jiddferzäit ausgeléist ginn, wa mer mat enger Hëtzewell konfrontéiert sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Un den Här Ausseminister Jean Asselborn adresséiert sech déi nächst Fro vum Här Bettel iwwert d'Rapatriements forcés de demandeurs d'asile déboutés. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°122 du 23 octobre 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative aux rapatriements forcés de demandeurs d'asile déboutés, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen lech Merci. Déi lescht Deeg konnt een an der Press liesen, dass e Wäissruss ausgewise ginn ass, an dass fir déi Ausweisung Moyenë geholl gi sinn, déi engem schlechten Zeenario vun engem Policefilm gläichkommen. En effet gesäit et esou aus wéi wa fir déi Ausweisung, déi déi éischte Kéier net geklappt huet, déi zweete Kéier d'Air Rescue benotzt ginn ass, an als Moyen Betäubungsmëttel, fir den Här anzeschlofen oder op jidde Fall ze berouegen. Dat wier, esou soen och verschidde Mënscherechtsassociatiounen, konträr zum Artikel 3 vun der Convention européenne des droits de l'Homme.

Ech mengen, dëst ass - wéi ech elo just virdru gesot hunn - ee schlechten Zeenario. Dat hätt ee geduecht an engem Film ze gesinn, an et schéngt awer hei bei dëser Regierung elo normal ze sinn.

Dat ass jo dann och meng Fro: Ob dat Usus ass, an ob dat fir d'éischt ass; wéi oft dat gebraucht ginn ass; wéi dat geschitt ass; ob et wouer ass, dass et hautdësdags nach ëmmer keng gesetzlech Basis dofir gëtt, wéi d'Rapatriementer ze organiséiere sinn; ob de Minister net mengt, dass et héich Zäit wier, fir awer do Garantien ze ginn an och konform zu den europäesche Gesetzgebungen ze sinn.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif vläicht, wéi dat normal ass, mat där éischter Fro ufänken: D'Police granducale, déi jo chargéiert ass mat der Exekutioun vun de Rapatriementer, vun deene forcéierte Rapatriementer, huet bis elo nach ni Moyens d'étourdissement, wéi den Här Bettel se genannt huet, ugewannt bei Rapatriementer an dat nämlecht ass och de Fall gewiescht beim Rapatriement vum 12. Oktober 2006. Mä ech wëll der Transparenz wegen e puer Wuert iwwert dat soen.

Mir hunn hei ze di gehat mat enger Demande d'obtention vum Statut vum Réfugié vun engem Wäissruss. Déi ass gemaach ginn den 2. August 2004. D'Décisioun war negativ, wat eis Servicer ugeet, de 6. Juni 2005. De Mann ass da virun den Tribunal gaangen. Den 23. November 2005 huet den Tribunal gesot, dass säi Récit incohérent wier, vague an och contradictoire. D'Cour huet den 23. Februar 2006 dës Positioun vum Tribunal confirméiert. Dat heescht och, dass weder den Tribunal nach d'Cour bei deem Demandeur d'asile Elementer vun engem politesch Verfollegte constatéiert hunn. Den Interesséierten ass, wéi an alle Fäll dat ëmmer geschitt, den 3. Abrëll 2006 informéiert ginn, dass elo déi Décision coulée en force de chose jugée ass, dass hien also den Territoire hei zu Lëtzebuerg misst fräiwëlleg wa méiglech verloossen.

Ech hu gëschter mam Här Jacoby geschwat, dat ass de Commissaire en chef, deen huet dräi-, véiermol probéiert mat him ze schwätzen. Dat huet näischt gedéngt, hien huet refuséiert fir fräiwëlleg den Territoire ze verloossen, nodeem dass d'Décisioun also rechtskräfteg war.

Dunn ass eng éischt Tentative vum Rapatriement probéiert ginn. Dat war kee Charterfliger, dat war ee Luxair-Vol vu Lëtzebuerg op Frankfurt a vu Frankfurt op Minsk. Dee Vol war projezéiert de 26. September. Den Demandeur d'asile, den Här aus Wäissrussland, huet awer dunn zwee Poliziste blesséiert bei där Operatioun, déi och dunn hu missen e Krankeschäin huelen, an de Kapitän huet refuséiert fir dann den Demandeur d'asile, deen déboutéiert war, u Bord ze huelen.

Dunn ass dann den 12. Oktober 2006 e Privatfliger gelount ginn an dunn huet dee Vol stattfonnt. An deem Fliger waren de Kapitän an dann nach e Mann Besatzung, an et war en Infirmier dobäi, an ech mengen och dräi Leit vun der Police. An dee Moment ass dat dann ouni Problemer iwwert d'Bühn gaangen, esou wéi mer bericht ginn ass. An ech hunn hei e schréftleche Bericht och vum Här Commissaire en chef, dee mer seet, dass déi Leit, déi am Fliger waren, och den Infirmier, bezeie kënnen, dass keng Drogen, keng Medikamenter, keng - wéi hat Dir gesot? - keng Moyens d'étourdissement am Spill waren.

Déi zweet Fro, dat ass effektiv jo eng ganz interessant Fro. Mä do mengen ech brauche mer net ze vill wäit gruewen ze goen an eiser Gesetzgebung. Mir hu jo elo en neit Gesetz vum Mee 2006 iwwert den Asyl mat alle Konsequenzen, déi dat ebe mat sech bréngt. Mä och schonn an deem viregte Gesetz stoung dran: «Une décision négative du ministre vaut ordre de quitter le territoire en conformité avec les dispositions de la loi modifiée» vum Mäerz '72.

Bei den Demandeurs d'asile, déi déboutéiert sinn, gëtt normalerweis och Referenz gemaach op den Artikel 9 vun deem Gesetz, wou drasteet: «...ceux qui continuent à séjourner dans le pays après qu'ils auront été dûment avertis que l'entrée et le séjour ou l'établissement dans le Grand-Duché leur ont été refusés...», déi kënnen also expulséiert ginn. Wou gi se expulséiert? Dat steet och genee am Artikel 14 vum Gesetz: eben do an dat Land, deem seng Nationalitéit dass se hunn.

Bleift déi Fro, bei där mer alleguerten a selbstverständlech ech och ëmmer musse Fangerspëtzegefill hunn, an déi mer och tranchéiere mussen als Mënsch an als Politiker. Dat ass eben den Artikel 14 vum Gesetz vun '72, dee seet: «L'étranger ne peut être expulsé ni éloigné à destination d'un pays s'il établit que sa vie ou sa liberté y sont gravement menacées ou qu'il y est exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950...»

Bis dato ass et an eisem Ministère an och am Service vun der Immigratioun esou gewiescht, dass, wann Zweiwele bestinn op dësem Punkt, selbstverständlech dann d'Ministèren an d'Ministeren, déi zoustänneg sinn, wëssen, wat se ze dinn hunn.

Allerdéngs muss ee sech och hei kënne référéieren op dat wat d'Riichteren analyséieren. An d'Riichter hu carrément gesot an deenen zwou Instanzen, dass keng Elementer géife bestoen, déi am Récit vun deem Här aus Wäissrussland géife beleeën, dass do säi Liewen a Gefor wier. Ech mengen och, dass dat sech après coup och bewisen huet no der Landung zu Minsk.

Ech wollt nach soen, dass an der Europäescher Unioun och dohinner rapatriéiert gëtt. Ech hu mech selbstverständlech informéiert a si gewuer ginn, dass souwuel d'Belsch wéi d'Hollänner, wéi déi Däitsch, wéi d'Irlänner, wéi d'Englänner och Réckféierunge maachen, Rapatriementer maachen a Wäissrussland zu dësem Zäitpunkt. 2005, 2006 hunn déi Däitsch 115 Leit och a Wäissrussland rapatriéiert. Dat ass just eng Explikatioun. Ech menge selbstverständlech, dass den Artikel 14 ee ganz wichtegen Artikel ass, an dass ee muss Cas par cas kucken, wat dann do ze décidéieren ass.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Diederich un den Här Bauteminister iwwert d'Geforen, déi vun de Mazoutspuren op der Strooss ausginn. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°123 du 24 octobre 2006 de Monsieur Fernand Diederich relative aux dangers liés aux traces de mazout sur les voies publiques, adressée au Ministre des Travaux publics

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, erlaabt mer eng Fro ze stellen iwwert d'Gefor vun de Mazoutspuren. Et geet bal keen Dag laanscht ouni datt een am Radio an den Noriichten héiert, datt erëm eng Spur iergendwou am Land ass. Et war virun

enger Woch elo e gréisseren Incident zu Walfer wou souguer e Stau war vun zéng Minutte bis d'Leit konnte virufueren.

Ech stellen déi Fro aus zwee Grënn: Éischtens well eng Rei Leit, besonnesch Motardren, mech ugesprach hunn, well déi enger grousser Gefor ausgesat sinn. Ech mengen, et gëtt Motarden, déi sech vläicht och net ëmmer un d'Reglementer halen, mä et gëtt der och, déi defensiv a seriö fueren. Ech fueren och nach heiansdo, mä ech hu gradsou vill Angscht fir virun deenen ominöse Spure vu Mazout op der Strooss ze fueren, wéi datt een Automobilist mech an enger Kräizung mat ewechhëlt.

Déi zweet Ursaach ass déi, datt och eng Rei Gemengen, ënner anerem d'Gemeng Walfer, sech driwwer beklot hunn, datt am Dag d'Services techniques mussen dauernd erausfueren. Am Dag si keng Pompjeeën do - vun där Problematik wësse mer alleguerten -, da muss de Service technique vun der Gemeng erausfueren. Do ass just eng Zuel, déi ech wëll nennen: An der Stad sinn 321-mol d'lescht Joer d'Services de protection civile erausgefuer eleng fir déi doten Aarbecht.

Ech stellen eng Fro: Sinn d'Chauffeure vun de Camionen däermoossen noléisseg oder misst ee vläicht, wéi den Här Mosar seet, och d'Geleeënheet notzen, fir vu Bréissel vläicht ze intervenéieren, do wou d'Camione gebaut ginn an Europa, fir datt se do e bësse méi Soin op d'Konstruktioun vun den Tanke leeën? Op alle Fall, wa mer ee Verletzten oder Doudegen évitéiert kréien doduerjer, da wier et schonn der Méi wäert.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Den Här Claude Wiseler, zoustännege Minister, huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Op déi Fro vum Här Diederich géing ech soen, datt hien effektiv zu enger Problematik, déi fir eng Rei Motorradfuerer sécherlech am dagdeegleche Geschehen e Problem ass, eng Fro gestallt huet. Eng Fro, déi awer net einfach an de Gréff ze kréien ass, well mer Schwieregkeeten hunn hei preventiv ze schaffen, well ganz einfach all déi Evénementer, déi Der beschriwwen hutt, accidentel Evénementer sinn, wou souguer oft d'Chauffeure vun deene Gefierer, déi da Mazout op d'Strooss verschëdden, net wëssen, datt aus hire Gefierer Mazout erausleeft, well de Stopp op ass oder well och e Problem um Auto ass oder ähnlech Pannen do sinn, a well een dat do einfach och net ka virausgesinn.

Wat geschitt elo an der Realitéit, wat maache mer am Fall, wou detektéiert gëtt, datt esou Problemer vun Uelech, vu Mazout op der Strooss sinn, sief et, datt d'Leit et bei der Polizei mellen, sief et, datt d'Servicer vun der Gemeng oder vun de Ponts et Chaussées et selwer gesinn? Normalerweis ginn dann effektiv d'Servicer vun der Protection civile vun deenen eenzelne Gemengen op d'Plaz mat engem extrae Produit, deen d'Hydrocarburen absorbéiere kann, fir esou d'Strooss erëm propper ze maachen.

Vu datt dat deier Produitë sinn, an datt do vill Gemenge méi wéi eng Kéier mussen erausfueren, ass et och esou, datt de Präis vun deene Produiten de Gemengen direkt rembourséiert gëtt, sief et, datt se de Produit ersat kréien, sief et, datt se op Facture de Präis rembourséiert kréien.

Wann et sech ëm gréisser Incidenten handelt, zum Beispill datt eng grouss Mass vun Hydrocaburen notamment op Autobunnen auslafen, dann ass et esou, datt de Service vun de Ponts et Chaussées en extrat Gefier huet, wat een „Frimocar" nennt, dat mat engem spezielle Produkt équipéiert ass, deen a sech als Eegeschaft huet fir d'Moleküle vun Hydrocarburë futtizemaachen. Dee gëtt dee Moment op d'Strooss geschott an d'Strooss gëtt esou gebotzt. Dat sinn awer relativ deier Produkter, esou dass déi just zentral organisabel sinn an nëmmen op den Autobunnen a ronderëm de Stationnement vun der Strooss zu Bartreng benotzt ginn.

Dat ass d'Situatioun. Ech weess net wéi een anescht kéint drop reagéiere wéi datt, wann esou en Incident kënnt, mer esou schnell wéi méiglech iwwert d'Gemengen oder zentral iwwert d'Ponts et Chaussées reagéieren.

Datt d'Suerg ëm d'Motorradsfuerer awer eng Suerg ass, déi mer permanent hunn, beweist leschtendlech de Fait, datt mer all déi gefäierlech Stroossepunkten, wou ebe kann ausgerutscht ginn, mat Sécherheetsleitplanken équipéieren. Mir hunn an deene leschte Jore 26,72 Kilometer Leitplanken op de Routes nationales nogerëscht. Mir hunn och op allen Autobunnen, op alle Bretellë 24 Kilometer Sécherheetsplanken nogerëscht, a mir maachen och Sensibilisatiounscampagnë fir d'Motorradsfuerer, wou mer zesumme mam Transportministère op deene geféierleche Plaze während dem Fréijoer, dann, wa vill Moto gefuer gëtt, Avertissementer maachen, datt soll lues gefuer ginn, datt soll opgepasst ginn.

Alles ass net dran, mä mir maache wat mer kënnen.

Une voix.- Très bien.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass eng Fro vum honorabelen Här Huss un den Ëmweltminister iwwert den Accord politique atteint lors du Conseil Environnement concernant la directive relative à la qualité de l'air ambiant.

- Question N°124 du 24 octobre 2006 de Monsieur Jean Huss au sujet de l'accord politique atteint lors du Conseil Environnement concernant la directive relative à la qualité de l'air ambiant, adressée au Ministre de l'Environnement

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter Laangem ass kloer, dass eng verschmotzte Loft zu Gesondheetsschied ka féieren: haaptsächlech Otemwee-Erkrankungen, Häerzkreeslaferkrankungen, Kriibs an esou virun.

An deene vergaangene Jore sinn eng Rei EU-Direktiven ergraff gi géint Loftverschmotzung, déi och e gewëssenen Erfolleg haten. Trotzdeem bleiwen awer Problemer europawäit bestoen, virun allem duerch den zounehmenden Autosverkéier, souwuel wat d'Stickoxyder ubelaangt, den Ozon an d'Feinstëbser.

An deene vergaangene Jore si besonnesch Diskussioune gefouert ginn iwwert d'Gesondheetsgefore vun de Feinstëbser. Déi Feinstëbser, déi eng Partikelgréisst hu vu manner wéi 10 Mikrogramm pro m^3, a besonnesch rezent och elo déi, déi nach méi kleng sinn, nämlech méi kleng wéi 2,5 Mikrogramm pro m^3, well déi am geféierlechste sinn, well se am déifsten an d'Otemweeër, an d'Longen andréngen an duerch de ganze Kierper kënne verdeelt ginn.

Den europäeschen Ëmweltkommissär Dimas huet dozou viru kuerzem, ech menge gëschter, gesot, dass dat zu 350.000 fréizäitegen Doudesfäll an Europa géing féieren an engem Joer. Dat heescht, dat wäre ronn 2,8 Millioune fréizäiteg Doudesfäll an der Europäescher Unioun an deenen nächste Jore bis 2015.

Bei deene Feinstëbser ass et eng éischt Direktiv gi fir se ze regelen, déi den 1. Januar 2005 a Kraaft getratt ass. Viru kuerzem huet déi konservativ Mehrheet vum Europaparlament an éischter Liesung déi Regelung verwässert, mä gëschter war de Conseil vun den Ëmweltministeren hei zu Lëtzebuerg an huet déi Beschlëss vum Europaparlament aus éischter Liesung deelweis erëm eng Kéier verbessert. Mä insgesamt ass an eisen Ae kee wierkleche Fortschrëtt erziilt ginn.

Am Géigendeel, d'ONGe vun Ëmwelt a Gesondheet gesinn och déi Accorde vu gëschter éischter als e Skandal u wéi als e wierkleche Schutz vun der Ëmwelt a vun der Gesondheet. Virun allem well dee wichtegste Faktor, d'Partikelstëbser vu Partikelgréisst méi kleng wéi 2,5 Mikrometer, eréischt ab 2015 - dat ass eréischt an aacht Joer! - muss agehale ginn.

Ech hu keng Zäit am Detail hei op aner Ausnahmeregelungen anzegoen, mä wann dat stëmmt, wat de Kommissär Dimas selwer gesot huet, 350.000 fréizäiteg Doudesfäll an och vill Krankheete pro Joer an der EU, da sinn allerdéngs eng Rei vu Froen erlaabt, Här Ëmweltminister, mä déi riichte sech och un d'Regierung insgesamt.

Éischt Fro: Wat war d'Haltung vu Lëtzebuerg vis-à-vis vu Verlängerungen an Ausnahmegenehmegungen a virun allem vis-à-vis vum Zäithorizont 2015 bei de Particulen, déi méi kleng si wéi 2,5 Mikrogramm?

Zweet Fro: Ka Lëtzebuerg haut déi virgesinne Grenzwäerter anhalen? Iwwerall? Wou eventuell net? A wann net, wat fir eng Mesurë wëllt Der dann an Zukunft ergräifen, fir datt se kënnen agehale ginn?

An drëttens: Wann eréischt bis 2015 eng Verbesserung ka kommen oder eréischt duerno eng Verbesserung ka komme par rapport zu deene klengste Feinstëbspartikelen, wéi wëllt Der déi Zuele vun esou vill fréizäitegen Doudegen a Krankheeten der Bevölkerung erklären?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Den Här Minister Lux huet d'Wuert. Här Lux!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vum Kolleeg Jean Huss ass schwéier ze beäntwerten, besonnesch wat d'Ëmsetzung fir Lëtzebuerg ubelaangt an engem Moment, wou mer u sech an engem schwiewende Verfahre sinn.

Ech mengen, och deen Accord politique gëschter vun den Ëmweltministeren heescht jo nach net d'Enn vum Lidd, mä et ass elo ofzewaarde wéi d'Europaparlament an zweeter Liesung décidéiert. An ech mengen, da muss jo tëschent deenen zwou Institutiounen eng Négociatioun ufänken, vläicht souguer eng Conciliatioun, fir ze kucken, wat dann definitiv den Text wäert si vun där Direktiv, déi mer amgaange sinn ze diskutéieren.

Ech kann allerdéngs soen, dass et enorm schwiereg ass fir déi eenzel Memberlänner op eng Linn ze kréien, an den Accord politique vu gëschter war e ganz schwieregen.

Ech mengen, mir hunn, well dat eng Fro vun lech war, als Lëtzebuerger Regierung déi Positioun vun der finnescher Présidence akzeptéiert an ënnerstëtzt, well sech erausgestallt huet, dass dat déi eenzeg méiglech war; eng Ligne médiane tëschent deenen, déi nach vill méi wäit wollte goen, an deenen, déi och eng Minorité de blocage duergestallt hunn, deenen den Accord politique vu gëschter schonn ze wäit gaangen ass.

Trotz allem mengen ech, dass, och wann ee mat de Fristen, déi elo am Text stinn, eng net contraignant Basis bis 2010 an dann eng contraignant Basis bis 2015 huet, dat awer e Fortschrëtt ass. Ech mengen, et ass e Fortschrëtt festzestellen, dass mer, no deene Partikele bis 10 Mikrogramm pro m^3, och elo am Text drastoen hunn, déi vun 2,5 Mikrogramm pro m^3 ze attackéieren.

Sécherlech kann ee soen: 2015 ass nach wäit; mä d'Memberlänner musse schonn à partir vun 2010 Aktiounspläng maachen. An och d'Méiglechkeeten, fir Iwwergangsbestëmmungen ze kréien, si reduzéiert gi par rapport zu deem, wat d'Amendementen zum Beispill vun der Ëmweltkommissioun a vum Ëmweltparlament sinn, déi jo a ville Froe bien en retrait sinn zu deem, wat d'Décisioun gëschter vum Conseil war.

Zum Beispill och an der Fro, déi Däitschland jo ganz besonnesch interesséiert, well déi jo haut scho par rapport zu de Partikele bis 10 PM d'Limite gesat hu vu 35 Deeg am Joer, déi een net iwwerschreiden däerf; d'Europaparlament huet do 55 Deeg proposéiert. Dat ass eng Linn, déi de Conseil net suivéiert huet, esou dass ech mengen, et sollt een elo emol ofwaarde wéi d'Négociatioune mam Europaparlament weiderginn.

Mä ech ka soen, dass e Land wéi Holland, zum Beispill, ganz staark géint déi Propositiounen ass, déi gëschter ugeholl gi sinn, a virun allem drop drängt, wat och richteg ass, dass d'Kommissioun awer och gläichzäiteg niewent deem, dass se nei Standarde setzt, dann awer op där anerer Säit och déi Instrumenter fräimécht, zum Beispill Euro 5 an Euro 6 bei den Autoe respektiv bei de Camionen, fir dass op där anerer Säit awer och d'Méiglechkeet besteet, do, wou de Verursaacher ass, fir dann och wierklech déi Limitë kënnen anzehalen. Well Holland seet: Mir sinn an de Ballungszentre vu Rotterdam a vun Amsterdam haut scho bal an der Onméiglechkeet 10 PM anzehalen an esou virun, wéi solle mer et da fäerdeg bréngen, muer 2,5 PM anzehalen?

An ech mengen och zu Lëtzebuerg ass gewosst, dass mer wäit ewech si vun der Limite vu 35 Deeg, mä trotz allem och eenzel Deeg hunn an esou virun, wou mer d'Limite vun den 10 PM iwwerschreiden, an also och amgaange si mat der Stad Lëtzebuerg ënner anerem am Moment eng Etüd auszeschaffen, fir eis en Aktiounsplang ze ginn. An ech mengen, wann den Text definitiv dann an eng Direktiv mündet, da musse mer bei der Ëmsetzung kucke wéi mer déi 2,5 PM dann och hei zu Lëtzebuerg anhale kënnen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass eng, déi den honorabelen Här Marc Angel un den Här Gesondheetsminister wëllt stellen. Si betrëfft d'Impfung géint d'Gripp.

No der Summerhëtzt kënnt also d'Impfung géint d'Wantergripp.

- Question N°125 du 24 octobre 2006 de Monsieur Marc Angel relative aux vaccins contre la grippe, adressée au Ministre de la Santé et au Ministre de la Sécurité sociale

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Här Gesondheetsminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Mount Oktober laut wéi all Joer d'Saison vun der Gripp an. A mir wëssen all, dass d'Gripp, déi een net mat engem Schnapp oder enger Erkältung verwiesselen däerf, eng Infektioun vun den Otemweeër ass. Dat Geféierlechst un där Gripp sinn awer virun allem déi Komplikatiounen, déi se ervirruffe kann, wéi zum Beispill Longenentzündungen an Häerzmuskelentzündungen.

Wat ee muss wëssen ass, dass d'Gripp europawäit nach ëmmer déi Infektiounskrankheet ass, un där déi meescht Mënsche stierwen. Déi saisonal Gripp ass all Joer weltwäit d'Ursaach fir dräi bis fënnef Millioune schwéier Krankheetsfäll. Et gëtt och ugeholl, dass se all Joer fir 250.000 bis 500.000 Doudesfäll weltwäit responsabel ass.

Europawäit ginn all Joer, genau wéi hei zu Lëtzebuerg, dofir grouss Sensibiliséierungscampagnen duerchgefouert, an och ëmmer erëm méi Leit loosse sech impfen. Am leschte Joer koum et ëmmer erëm zäitweileg a punktuell zu Enkpäss. An dofir wollt ech de Minister froen, ob et esou Enkpäss och schonn hei zu Lëtzebuerg gouf. Wéi gesäit d'Situatioun momentan mat eisem Stock aus vun Impfstoff? Wivill Prozent vun eiser Landbevölkerung loosse sech all Joer impfen? Ass dee Prozentsaz héich genuch am Verglach mat aneren europäesche Länner, oder wat strieft de Gesondheetsministère eigentlech un?

A falls lech nach Zäit bleift, Här Minister, wär et vläicht nach interessant eng Kéier un d'Recommandatiounen un d'Populatioun ze erënneren, an och wat eventuell déi méiglech Risike vun esou enger Impfung sinn; och an engem Moment, wou et d'lescht Woch eng Polemik gouf an Israel, wou et véier Doudesfäll gouf kuerz no esou enger Impfung. Dofir wollt ech lech e puer Informatiounen zu dësem Thema froen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Angel. De Minister huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Marc Angel huet dee richtegen Zäitpunkt getraff fir d'Fro iwwert d'saisonal Gripp ze stellen. Ech wëll probéieren esou prezis wéi méiglech op déi eenzel opgeworfe Froen ze äntwerten.

De Marc Angel huet gefrot, ob et Enkpäss ginn hätt bei de Vaccinsliwwerungen an deene leschte Joren. Ech kann dat bestätegen. D'lescht Joer hate mer an enger Iwwergangsphas Problemer, well mer vill méi Leit haten, déi sech geimpft hu wéi an deene Jore virdrun. Am Joer 2005 woren et der ongefeier 95.000. An de Virjoren ëm 50.000 - 60.000. Dat huet sécher domat ze di gehat, dass d'öffentlech Meenung sensibiliséiert war duerch déi Diskussioun, déi iwwert déi aner Gripp d'Pandemie gefouert ginn ass. Et war eng vorübergehend Situatioun. Mir hu schnell nogeliwwert kritt, a jiddfereen, dee sech wollt impfe loossen, konnt sech och am leschte Joer impfe loossen.

Dir wësst, dass d'OMS all Joer virun der Grippenzäit d'Kompositioun vun deem méigleche Vaccin matdeelt opgrond vun deene viraussiichtleche Viren, déi optrieden. Dat ass och dëst Joer geschitt. Et sinn dräi verschidden Typen ugi ginn. Vu dass awer ee vun deenen dräi Type sech net esou séier multiplizéiere gelooss huet wéi dat gewënscht war, ass et zu Verspéidunge bei der Produktioun komm. Net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä international.

Et ass allerdéngs esou, dass an der Zwëschenzäit, op Mëtt Oktober, d'Halschecht vun de Liwwerunge schonn ukomm sinn, a mer och an der Zwëschenzäit keng Problemer méi hu fir eis ze approvisionnéieren. D'Apdikten an Grossistë liwweren dat mat grousser Zouverlässegkeet.

Et ass och kee Problem gewiescht, dass et 14 Deeg méi spéit ginn ass an de Liwwerungen, well hei zu Lëtzebuerg am Moment iwwerhaapt keng Grippaktivitéit ass. Dat weist eis eise Réseau vun de Grippendokteren, Sentinelle genannt, déi op dem Internetsite vun der Santé all Kéiers weisen, ob Grippaktivitéit do ass oder net.

Ech wëll och soen, dass et iwwerhaapt kee Problem ass fir sech am Oktober, November oder Dezember nach impfen ze loossen, well d'Grippewell an deene leschte Jore regelméisseg eréischt zum Joresufank opge-

trueden ass. Ech wëll elo net soen, dass dat dëst Joer och de Fall wäert sinn. Dat kann een net virausgesinn, mä et ass awer nach ëmmer sënnvoll fir et och an där Period ze maachen.

Dir hutt gefrot: Wat sinn d'Direktive vun der Santé fir sech impfen ze loossen? Éischt Prioritéit: d'Leit iwwer 65 a chronesch Kranker.

Dir hutt och gefrot: Wat fir e Prozentsaz? D'lescht Joer hu 54% vun deene Leit iwwer 65 sech impfe gelooss. Eist Zil ass et bis 2010 op 75% ze kommen. Doniewent sollt jiddferee sech impfe loossen, dee vill méi mat Leit a Kontakt kënnt: eenzel Beruffsgruppen, wéi de Personnel de Santé, awer och anerer. Eng ganz Rei vu Betriber stellen hire Leit an der Zwëschenzäit och Impfungen zur Verfügung, well wa se gesond bleiwen, si se an de Betriber och do.

Ech kommen zu där Fro, déi de Marc Angel zum Schluss opgeworf huet: d'Problemer, déi am Zesummenhang mat véier Doudesfäll an Israel opgetaucht sinn, wou ee Moment gefaart gi war, dat kéint mat engem Vaccin zesummenhänken. An der Zwëschenzäit huet dat sech als falschen Alarm erausgestallt, an an Israel gëtt erëm weidergeimpft. Et gëtt also och kee Grond fir dat hei zu Lëtzebuerg net ze maachen.

Ech kommen zu mengem leschte Saz, Här President: Ech wëll awer soen, dass et niewent der Grippenimpfung och wichteg ass, elo an dësen Zäiten elementar Virsiichtsmoossnamen ze huelen, wéi regelméisseg d'Hänn ze wäschen a Rücksicht ze huelen, wann een den Houscht oder de Schnapp huet, op déi Leit, déi ronderëm sinn.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum Här Jaerling un den Här Aarbechtsminister iwwert de Replacement vun de Beschäftegte bei der WSA. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°126 du 23 octobre 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative au reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency), adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Nodeem de Sozialplang bei der WSA ugelaf ass, gëtt et nach ëmmer Mataarbechter vun där Firma, déi entlooss goufen an net wësse wat mat hinnen elo geschitt. Verschiddener hu Formulare vun Arcelor-Mittal kritt fir sech do kënnen anzeschreiwen, fir eng Demande ze maachen. A Verschiddener hunn awer scho kloergemaach kritt, dass hire Profil net géif an déi Gesellschaft passen.

Anerer, hunn ech héieren, géife refuséiere bei Arcelor ze goen, well se keng dräi Schichte wëlle maachen; wat ech och nëmmen normal fanne vu Leit, déi sech während 20 Joer eng gewësse Liewensqualitéit opgebaut hunn, well se nëmmen Dagschicht haten. Duerfir fannen ech et nëmmen normal, dass déi elo an hirem Alter net nach wëllen déi Liewensqualitéit a Fro stellen an dräi Schichte maachen.

Dofir wollt ech den Här Aarbechtsminister froen, wéi d'Situatioun dann elo ausgesäit, wat d'Personal vun der WSA betrëfft, déi bis elo néierens ënnerdaach komm sinn. Wivill Persounen hu keng Chance fir een neien Job ze fannen, deen iwwert de Sozialplang vermëttelt ginn ass? A wat sinn deene Leit hir Zukunftsaussiichten, besonnesch deenen hir, déi Enn 40 oder driwwer sinn? Wivill Leit huet de Lëtzebuerger Stat effektiv iwwerholl, a wivill sinn der bei Arcelor effektiv engagéiert ginn?

An da meng lescht Fro, déi och wichteg ass: Déi, déi refuséiert hu bei Arcelor ze goen, well se keng dräi Schichte wëlle maachen, riskéieren déi net hire Chômage a Fro gestallt ze kréien?

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här François Biltgen, zoustännege Minister, huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Ech wollt fir d'éischt eng Virfro stellen. Ech hunn den 29. September genee déiselwecht Fro schréftlech gestallt kritt vum Här Meisch,…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- ...déi ech elo haut mëndlech vum Här Jaerling kréien. Normalerweis war et emol fréier esou üblech, dass déi éischt Fro ëmmer gezielt huet.

Ech hunn awer guer kee Problem, au contraire, fir de Mëtten déi Fro vum Här Jaerling ze beäntwerten. Ech wär just frou, wann ech wéisst, ob den Här Meisch nach op eng schréftlech Äntwert hält oder ob en zefridden ass, dass ech haut déi zwou zesumme beäntwerten. Ech hale mech do selbstverständlech un d'Chamber. Ech maachen dat, wat Der gären hätt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat kann ech lech awer eréischt soen, wann ech d'Äntwert héieren.

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Da musst Der mer dat schréftlech matdeelen, Här Meisch.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, well et ass keng Debatt hei bei dëser Fro virgesinn.

Zu der Fro vum Här Jaerling wëll ech soen, dass déi Froen, déi e mer stellt, zum Deel verfréit sinn, well de Sozialplang huet den 1. vum Wäimount ugefaangen, a mir sinn haut eréischt, esou wäit ech weess, Här Jaerling, de 24. vum Wäimount. Dat heescht, fir e Sozialplang ze evaluéieren, wat erauskënnt oder net, si mer e bësselche fréi drun.

Ech wëll soen, dass mer bei der WSA 363 Leit schaffen haten. Dovunner sinn 199 am Endeffekt net betraff ginn. Déi 199, déi setze sech zesummen aus folgende Leit: 106, déi zu Suessem bleiwen, do ass d'U.S. Air Force; da war et och esou, dass mer 40 Leit bei der Arméi haten, 13 am Centre militaire, dräi an der Fourrière, 37, déi scho fréier an den Travaux extraordinaires waren. Et sinn also 164 Leit iwwreg bliwwen, déi hätte kënne vum Sozialplang betraff ginn.

D'Regierung huet an hirem Conseil décidéiert, dass se solle selwer en Effort maachen, fir ze kucken, dass déi Leit, déi méi wéi 50 Joer al sinn, net géifen ënnert de Sozialplang falen. Engersäits well mer wëssen, dass et ganz schwiereg ass, Eelerer ënnerdaach ze bréngen, anerersäits well et och esou ass, dass déi Leit hei eng perséinlech Situatioun haten, déi wesentlech méi héich läit wéi dat oft de Fall ass.

Mir hunn also versicht, iwwert deen dote Wee déi iwwer 50-Jähreg, woubäi mer vu Kompensatioune geschwat hu wann een an zwou Kategorië géif falen, dass mer da géife bis op Leit op 45 Joer erofgoen, dass d'Regierung géif kucke wou et Sënn géif maache fir de Stat, dass de Stat géif der WSA Aarbechte gi fir hien ze schaffen. Doduerch konnten - plus Préretraite an esou weider - 89 Leit effektiv bei der WSA behale ginn; dat heescht si schaffe weider fir d'WSA an d'WSA mécht Aarbechte fir de Stat. Dat leeft dann aus wann déi Leit do an eng Préretraite ginn. Hei gëtt voll och mat der Préretraite gespillt.

Sou dass zum Beispill 21 Leit - do sinn awer effektiv och Jéngerer derbäi zum Deel - sech ëm d'Gestioun vum Site Beetebuerg-Diddeleng bekëmmeren. Dir wësst, dass de Wirtschaftsministère dee Site brauch wann e gär e Logistic Center hei opbaut. Do muss also och den Entretien gemaach ginn. Da sinn 41 Leit, déi bei verschidde Verwaltungen ënnerdaach komm sinn; néng, déi bei lux-Airport ënnerdaach komm sinn; sechs, déi bei der A.s.b.l. Année culturelle ënnerdaach komm sinn, an eng Partie, déi am Neie Lycée och ënnerdaach komm sinn, well déi och Leit brauchen.

Dat heescht, de Sozialplang, deen den 1. vum Wäimount - fir déi Leit, déi net wësse wat de Wäimount ass: Dat ass den 1. Oktober -; fir déi Leit, déi also den 1. vum Wäimount ënnert de Sozialplang gefall sinn - dat sinn der 62 -, do si mer an der Politik Maintien dans l'emploi, wéi bei all deenen aneren och. Ech hu Bréiwer kritt, do sote se: Dir spillt Är Politik Maintien dans l'emploi net, well 62 Leit hu keng Perspektiv! Mä d'Administration de l'Emploi huet déi dote Profiler eréischt zougestallt kritt den 1. vum Wäimount.

Dunn hu mer selbstverständlech versicht, och iwwer Regierungspoids aus mat der Arcelor Kontakt opzehuelen. Et sinn der 54 vun deenen 62, déi hu mer bei d'Arcelor geschéckt, déi hunn och do en Entretien kritt. Véier ginn agestallt, 13 sinn net agestallt ginn, dovun hunn der eelef refuséiert Schichtaarbecht ze schaffen, een huet fonnt, d'Pai op der Arcelor wär net héich genuch an een huet mëttlerweil eng aner Schaff fonnt gehat. Elo sinn der nach 37, deenen hiren Dossier en cours ass, sou dass et elo ze fréi ass driwwer ze schwätzen.

Dat wat ech wëll soen, wat d'Politik vun der Regierung ubelaangt: Vun deenen 62, déi ënnert de Sozialplang falen, sinn der do 54, déi eng Offer kruten, aacht - do kommen der awer nach dräi derbäi, déi och dozou gehéieren, also eelef Leit insgesamt - kruten nach keng Offer; do musse mer kucken deenen eng Offer ze ginn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Fayot un de Minister vun der Sécurité sociale an de Minister du Travail et de l'Emploi iwwert de Statut unique vun den Aarbechter an de Privatbeamten.

- Question N°127 du 24 octobre 2006 de Monsieur Ben Fayot relative aux développements des négociations concernant le statut unique, adressée au Ministre de la Sécurité sociale et au Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, bei den Accords tripartites war eng vun de groussen Errungenschaften de Statut unique. Et ass och dee Statut unique, deen et erlaabt huet, finalement en Accord an der Tripartite ze fannen.

Ech wollt de Minister oder d'Regierung froen, nodeem dass mer an der Zeitung gelies hunn, dass déi véiert Verhandlungsronn war, wéi wäit dass mer mat deem Statut do sinn, d'autant plus wou mer jo wëlles haten, virun Enn 2006 en Accord op d'Been ze kréien an déi legislativ Prozeduren am Joer 2007 mussen engagéieren - ech erënneren drun, dass mer am November 2008 Sozialwahlen hunn, déi jo dann och hoffentlech no deem Statut unique do solle fonctionnéieren. Dat ass meng Fro.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den zoustännege Minister huet d'Wuert, den Här…

Une voix.- Di Bartolomeo.

M. le Président.- …Di Bartolomeo.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Mir zwee.

M. le Président.- Jo, gitt lech eens! Kommt elo net allen zwee mateneen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mir schwätzen allen zwee zesummen.

(Hilarité)

M. le Président.- Da kommt mateneen. Wann dat lech Freed mécht, kënnt Der och mateneen op d'Tribün kommen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Renne mer dann net aneneen?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mir maachen elo eng Première!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Mir maachen eng Première.

M. le Président.- Très bien.

Une voix.- Abee jo!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu dass mer zu zwee zoustänneg sinn an dat och esou harmonesch an deene leschte Woche gemaach hu wéi haut, wollte mer a kuerze Wierder soe wou mer dru sinn. Mir hunn an der Zwëschenzäit véier Réuniounen hannerun eis mat de Sozialpartner wou jeeweils déi zwee zoustänneg Ministeren derbäi waren.

D'Regierung huet gëschter en éischte Positiounspabeier opgrond vun de Stellungnahme vun de Sozialpartner virgeluecht. Gëschter sinn et déi éischt Reaktioune ginn, a mir hunn eis refixéiert fir den 21. November erëm eng Kéier mat de Sozialpartner zesummenzekommen.

Eis Diskussioune lafe kontravers, mä mir komme virun, sou dass mer dovunner ausginn, dat mer den Timing, deen eis d'Tripartite ginn huet, kënnen anhalen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, ech wëll soen, dass mer selbstverständlech der Chamber allen zwee zesummen zur Verfügung stinn. De Marcel Glesener sot mer als President vu senger Kommissioun, dass - dat kann ech mech erënneren - d'Kommissioun gefrot huet, dass eng Commission jointe vun der Commission Travail an der Commission Sécurité sociale géif mat deenen zwee Ministeren zesummekommen. Ech géif dann Är zwou Kommissioune bieden, en Datum zesumme mat eis zwee ze organiséieren.

Une voix.- Dat do war bravo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz begeeschtert: Hei äntwerten zwee Ministeren a si brauchen nëmmen zwou Minutten! Normalerweis geet et engem net duer mat véier. Duerfir, d'Chamber ass ganz zefridden!

(Brouhaha général)

Déi nächst Fro ass déi vun der Madame Anne Brasseur un d'Ministerin zoustänneg fir d'national Erzéiung, d'Madame Delvaux. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert fir Är Fro iwwert d'Finanzéierung vu Laptopen am Lycée Aline-Mayrisch.

- Question N°128 du 24 octobre 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la constitution d'un fonds permettant de financer la gestion et la maintenance des cartables électroniques au Lycée Aline-Mayrisch, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President, dass Der mer d'Wuert eleng gitt. Ech mengen, ech géing och eleng eens ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn eng Fro un d'Madame Educatiounsminister iwwert d'Laptopen am Lycée Aline-Mayrisch, wou jo e Projet elo während Jore gelaf ass iwwert d'Cartables électroniques, finanzéiert iwwer eLëtzebuerg. Or, dëst Joer kruten d'Eltere vum Lycée geschriwwen, dass se invitéiert gi sinn, eng Participation aux frais vu 50 Euro ze huelen, fir e Fong ze speisen, fir déi Laptope kënnen ze ënnerhalen, fir kënnen domat ze schaffen.

Ech wollt d'Madame Minister froen, ob et stëmmt, dass déi Initiativ zréckgeet op de Fait, dass net genuch budgetär Mëttelen do sinn an dass keng budgetär Mëttelen zur Verfügung stoungen, fir dee Kredit, deen eLëtzebuerg virdrun hat, ze iwwerhuelen.

Ech wollt och d'Madame Minister an deem Zesummenhang froen, ob et vläicht net drop zréckzeféieren ass, dass eng grouss Diskrepanz besteet tëschent deene Suen, déi d'Lycéeën zur Verfügung gestallt kréien.

Am Projet de budget 2007 steet zum Beispill fir de Lycée Aline-Mayrisch eng Zomm dra vu 576.000 Euro, an dat fir 1.350 Elèven. Do kritt dann de Lycée pro Elève 427 Euro. De Lycée technique Michel-Lucius huet eng Dotatioun vu 586.355 Euro fir 1.100 Elèven; dat mécht 533 Euro pro Elève. An den Neie Lycée, deen huet méi Dotatioun wéi déi zwee aner Lycéeën do, nämlech 588.709 Euro fir 280 Elèven; dat mécht 2.103 Euro pro Elève!

Dat heescht, den Neie Lycée huet eng Dotatioun, déi fënnefmol esou héich ass wéi déi vum Lycée Aline-Mayrisch, an ech wollt froen, ob déi Kontributioun, déi d'Eltere gefrot gi sinn am Lycée Aline-Mayrisch, eppes ze dinn huet mat der ongläicher Répartitioun vun de Crédits budgétaires? Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Madame Delvaux, d'zoustänneg Ministesch, huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Am Fong kënnt ech mer d'Äntwert ganz einfach maachen a soen: Neen, et huet näischt domat ze dinn.

(Interruption)

Mme Colette Flesch *(DP).*- Da maacht dat! Haalt op!

M. le Président.- Jo, mä…

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Mä d'Madame Brasseur huet natierlech laang ausgeholl iwwer eng Budgetsdiskussioun, déi d'Chamber jo um Enn vum Joer hei féiert. Ech wollt just soen, dass dee Bréif de 26.

September erausgaangen ass, éier bilateral iwwerhaapt gewosst war, wéi vill Suen d'Lycéeë géife kréien. Et huet also näischt domat ze dinn.

Et ass eng Offer, déi vun der Schoul gemaach ginn ass un d'Elteren. Et ass net obligatoresch. D'Schoul seet zu den Elteren: Wann Der wëllt, interesséiert sidd un engem Service fir d'Maintenance vun de Laptopen. Well Laptopen, et ass jo schéin déi ze kafen, mä wa se méi al ginn, da musse se och méi oft an d'Rei gesat ginn, dann ass méi Maintenance ze maachen. A vu dass dat net méi ofgedeckt ass duerch deen initiale Kredit vun eLëtzebuerg, duerch deen de Projet jo finanzéiert ginn ass...

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech wëll just drun erënneren, dass dat e Budget war vu 7 Milliounen Euro fir den Aline-Mayrisch, fir dee Laptop-Projet. Dat war en décke Montant an deen ass ofgelaf Enn 2004. Duerfir huet d'Schoul den Elteren d'Offer gemaach, wa se interesséiert wären e Service ze kréien, wann e Laptop eng Maintenance brauch, ouni dass en express futtigemaach ginn ass - well do musse jo ëmmer d'Schüler an d'Elteren intervenéieren -, da kënnte se op esou e Fong zréckgräifen. D'Conterpartie dovunner wär, dass se 50 Euro d'Joer géife bezuelen, fir praktesch déi Assurance ze kréien.

Vun deenen 1.300 Elteren oder vun deenen Eltere vun deenen 1.300 Schüler, déi et am Aline-Mayrisch gëtt, hunn d'Halschent op dee Service zréckgegraff.

Wann Der erlaabt géife mer eng aner Kéier iwwert d'Dotation budgétaire vun de Gebaier diskutéieren. Déi ass effektiv ganz ënnerschiddlech, jee no Gebai. Deelweis huet dat mam Historique ze dinn. Gebaier, déi vill haten, kréien nach ëmmer vill; dat ass esou a ville Secteuren, vu dass mer an der Gestion séparée sinn an dass eigentlech déi ganz Kreditter weidergeschriwwe ginn.

Dëst Joer, vu dass mer an enger Phas sinn, wou gekuckt gëtt, wéi kënne mer Frais courants, dat si jo Dépenses courantes, wéi kënne mer déi spueren, ass am Prinzip drop zréckgaang ginn, dass all Lycée 10% manner krut, ausser Ausnahmen. Zum Beispill kënnt ech elo de Lycée technique des Arts et Métiers zitéieren, deen e ganz décke Budget huet. A Schoulen, déi nei Saache musse kafen, well se hiert Équipement nach net voll hunn, hunn natierlech méi eng héich Dotatioun, mä ech denken, dass mer am Kader vun de Budgetsdébaten dorobber kënnen zréckkommen.

Also, meng Äntwert op Är Fro ass: Neen, et huet näischt domadder ze dinn. Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux.

D'Froen Nummer 129 an 130, vun der Madame Dall'Agnol a vum Här Gibéryen, hu sensiblement deeselwechten Objet a betreffen d'Tubaksgesetz oder d'Antitubaksgesetz an d'Fëmmen am öffentlechen Déngscht oder an öffentleche Gebailechkeeten. Duerfir proposéieren ech, dass mer déi zwou Froe mateneen huelen. D'Madame Dall'Agnol an den Här Gibéryen exposéieren hir Froen an dann äntwerten déi zoustänneg Ministeren, den Här Wiseler an den Här Di Bartolomeo, duerno drop.

Une voix.- Gutt.

M. le Président.- Madame Dall' Agnol!

- Question N°129 du 24 octobre 2006 de Madame Claudia Dall'Agnol relative au règlement grand-ducal destiné à protéger les agents publics contre les émanations résultant de la consommation de tabac d'autrui, adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, leschte Freideg ass jo am Regierungsrot e Règlement grand-ducal ugeholl ginn, deen als Ambitioun huet d'Statsbeamtinnen a -beamte virun den negativen Auswierkunge vum Fëmmen ze schützen.

Ech muss soen, ech war enttäuscht, wou ech Detailer doriwwer am Radio héieren hunn, well ech eigentlech dovun iwwerzeegt sinn, dass d'Chamber virun der grousser Vakanz e gutt Gesetz gestëmmt huet a wat och vill méi wäit geet wéi dee Schutz, deen elo de Statsbeamtinnen a -beamte soll zegutt kommen. Well ech fäerten - an ech mengen domat stinn ech net eleng heibannen -, dass, wann et weiderhin erlaabt gëtt an Eenzelbüroen ze fëmmen, da genee déi Büroe sech an noer Zukunft als Fumoiren entpuppen, an dass dat ganzt Personal dohinner wäert goen, fir seng Zigaretten ze dämpen. De Chef d'administration bräicht jo dann eigentlech kee Fumoir méi anzeriichten, wéi et em no dësem Reglement eigentlech erlaabt wär.

Mengen Infoen no war awer de Modus Vivendi a verschiddene Ministèrë vill méi strikt, notamment bei der Famille, der Santé an och bei der Sécurité sociale. Do huet ee missen, wann ee wollt eng Zigarett fëmmen, virun d'Dier goen; dat zweemol den Dag. Wann ee méi oft wollt fëmmen, da konnt een dat gäre maachen, mä et huet ee sech awer missen ausbadgen.

Duerfir wëll ech de Minister och froen, firwat hie sech net un deem dote Modus Vivendi orientéiert huet, fir de Schutz vun den Netfëmmerten dann och wierklech effikass ze maachen. Ech erënneren an deem Kontext och nach eng Kéier drun, dass d'Chamberskommissioun eigentlech...

(Coups de cloche de la Présidence)

...gehofft hat, nom Gesetz vum August 2006, dass elo géife seriö Schrëtter ageleet ginn, wat d'Fëmmverbuet op der Aarbechtsplaz, an deemno dann eben och an der Fonction publique, ugeet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Gibéryen.

- Question N°130 du 24 octobre 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la «loi antitabac» et les décisions du Conseil de Gouvernement du 19 octobre concernant l'application de la loi dans les bâtiments publics, adressée au Ministre de la Santé

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. D'Kolleegin Dall'Agnol huet elo schonn een Deel vun deene Saache gesot, déi ech och soe wollt. Mir hu virun der Summervakanz dee Projet de loi hei nach gestëmmt, d'Antitubaksgesetz. Mir als ADR hunn dee Projet bekanntlech net matgestëmmt. Ënner anerem hu mer ëmmer drop opmierksam gemaach, dass et herno virun allem bei den Ausféierunge géif eng ganz Rei vu Problemer ginn, virun allem och am Privatsecteur, virun allem wat d'Beschäftegung vum Personal ubelaangt.

D'Regierung huet den 19. Oktober elo e Projet de règlement grand-ducal adoptéiert aus deem ënner anerem ervirgeet, dass a Büroen, wou méi wéi eng Persoun beim Stat géif schaffen, net méi däerft gefëmmt ginn. An anere Wierder, a Büroe mat enger Persoun kéint also beim Stat gefëmmt ginn. Och dat, menge mer, ass eng Léisung, wou ee sech muss d'Fro stellen, ob déi net - an do schléissen ech mech de Wierder vu menger Virriednerin un - a Kontradiktioun steet mat där Euphorie, déi virun der Summervakanz hei ausgebrach ass mat deem Antitubaksgesetz, well elo d'Regierung do e Signal setzt a seet, bei hinnen an de Büroe kéint awer gefëmmt ginn.

An da komme mer op déi praktesch Ausleeungen. Wann do gesot gëtt, eng Persoun an engem Büro däerf fëmmen, wann Der e Büro dann hutt mat zwou Persounen, déi allen zwou géife fëmmen, déi däerften da laut dësem Reglement net fëmmen. Wéi ass et mat engem Büro an deem Visitë sinn oder wou vill Visitë sinn, dat kéint jo emol virkommen? Et fält mer elo keen direkt an. Vläicht de Büro vun eisem Statsminister, deels, well dee jo awer vill Leit bei sech am Büro empfänkt. Däerf deen dann do dee ganzen Dag fëmmen an dann auslännesch Statsgäscht do empfänken? Et däerf een nodenken, wat deene Leit dann alles domat ugedoe géif ginn.

(Hilarité)

Mä ech mengen, alles dat si jo awer Problemer, déi sech elo mat deem Reglement do kéinte stellen. Duerfir géife mer mengen, hätte mer gären déi néideg Erklärunge vun der Regierung, wéi se dat Ganzt gesäit.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Wie wëllt fir d'éischt äntweren?

(Interruption)

Den Här Minister zoustänneg fir den öffentlechen Déngscht, den Här Claude Wiseler, huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Regierung huet effektiv e Reglement ausgeschafft, a wéi all Reglement baséiert dat Reglement op engem Gesetz. D'Regierung exekutéiert heimat e Gesetz a gëtt am Fong den Detail u vun deem, wat am Gesetz an engem grousse Kader stoung.

Et geet hei ëm d'Gesetz vum 11. August 2006, wat virun der Vakanz hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, no villen Diskussiounen an der Kommissioun. Dat Gesetz setzt de Kader - an den Här Gibéryen huet gesot, et wär mat vill Euphorie gestëmmt ginn -, duerfir widderhuelen ech nach eng Kéier a kucken nach eng Kéier an dat Gesetz éier ech d'Äntwert ginn, wat fir ee Reglement mer hei gemaach hunn.

Dat Gesetz schwätzt vun engem Fëmmverbuet op enger ganzer Rei prezise Plazen an et detailléiert déi Plazen. Dir wësst dat alles, mä ech widderhuelen et awer nach eng Kéier.

Et seet ganz kloer, wou et verbueden ass ze fëmmen:

an de Spideeler; an den Altersheimer; an de Wartesäll vun den Dokteren; an den Apdikten; an de Gebaier, wou den Accueil vu Mannerjährege gemaach gëtt; an de Sportsgebaier; an de Kinoen; an den Theateren; an de Muséeën; an de Galeries d'art; an den Autobussen; an den Zich; an de Restauranten, mat all deene Konditiounen, déi do ronderëm anzehale sinn; an den Diskothéiken; an de Galeries marchandes; an den Ausstellungsgebaier; an de Verkafslokalen an an de Commercë fir Iesssaachen.

An da spezifesch fir de Stat steet an deem Artikel hannendrun: an alle Schoulen, do iwwerall, an dann „dans les halls et dans les salles des bâtiments de l'État, des communes et des établissements publics". Do ass et verbueden ze fëmmen. Dat steet am Gesetz.

Da seet d'Gesetz a sengem Artikel 17 an a sengem Artikel 18, wou de Statut vun der Fonction publique engersäits a vun der Fonction communale anerersäits ëmgeännert gëtt, dass et net verbueden ass do ze fëmmen, mä dass de Patron - de Stat an d'Gemengen an dësem Fall - eng Obligatioun huet, fir «prendre les mesures nécessaires afin que les fonctionnaires soient protégés de manière efficace contre les émanations résultant de la consommation de tabac d'autrui». Kee Fëmmverbuet, mä eng Protektiounsobligatioun fir déi aner Säll, woubäi dat Gesetz, wat mat Euphorie gestëmmt ginn ass, op deenen anere Plazen, déi virdrun definéiert gi sinn, e Fëmmverbuet ausschwätzt.

Et geet also hei drëm, fir e Schutz ze maache vun deene Leit, déi op deene Plaze schaffen, géint déi, déi fëmmen. Doropshin ass dann an deem Reglement eng Propositioun gemaach ginn, déi sech ganz kloer an den Esprit vun deem Gesetz, an de Kader vun deem Gesetz aschreift.

Et ass verbueden ze fëmmen op all deene Plazen, wou Beamten oder Leit, déi an der Administratioun sinn, sech gemeinsam ophalen, also an alle Büroen, wou méi wéi ee schafft, an an alle Büroen, wou eng Réunioun stattfënnt, während där Réunioun. Zousätzlech: an alle Couloiren, an allen Trapenhaiser, an alle Liften, an alle Sanitairen an an allen Déngschtween. Dat ass dat, wat am Text steet.

Zousätzlech steet an deem Text, dass se kënnen an deenen eenzelnen Administratioune Fumoiren ageriicht hunn, wa se dann deene Konditiounen entspriechen, déi iwwer Règlement-ministérielen nach ze fixéiere sinn an déi am Prinzip sollten, missten déiselwecht si wéi déi, déi an enger zweeter Etapp gülteg si fir an dem Privatsecteur. Et steet och dran, dass d'Chef-d'administratione kënnen dat Reglement hei preziséieren, komplettéieren am Intérêt vum Service.

Am Résumé wëll ech soen, dass dësen Text a sech genau de Virgabe vum Gesetz entsprécht: De Schutz vun den Netfëmmerte par rapport zu deenen, déi fëmmen, an deene Säll a Raim, wou et net duerch d'Gesetz souwéisou verbueden ass ze fëmmen, wéi et am Artikel 6 steet. Et baut sech op d'Logik an op de Wëlle vum Gesetz vum August 2006 op.

Dësen Text ass elo selbstverständlech pour avis an de Conseil d'État gaangen an un d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics, op deenen hiren Avis ech waarden.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Gesondheetsminister. Jo, et war eng Fro un lech gestallt ginn, an déi aner un…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Den Här Wiseler huet op all d'Froe geäntwert. Ech ka mech deem uschléissen.

M. le Président.- Gutt. Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn domadder um Enn vun eiser Froestonn fir haut ukomm. Déi Froen, déi elo nach opstinn - et sinn der nach fënnef Stéck -, déi kënnen an der nächster Sitzung nei gestallt ginn. Mir haten an der Presidentekonferenz décidéiert, mir géifen eis an Zukunft un eis Stonn halen, well et soss ëmmer erëm zu Schwieregkeete kënnt.

Voilà! Mir kommen dann…

(Interruption)

Den Här Mehlen!

7. Dépôt d'une proposition de loi

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech wollt just froe fir den Dépôt vun enger Proposition de loi, wann Der mer dat erlaabt, Här President.

M. le Président.- Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech wollt, éier mer mat eisem Programm virufueren, lech soen, dass ech gär géing den Dépôt an Är Hänn maache vun enger Proposition de loi, déi dovun handelt fir den Artikel 17 an den Artikel 5 vum Naturschutzgesetz ofzeänneren.

5623 - Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux.

Wann ech gelift.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Déi Proposition de loi gëtt un déi zoustänneg Gremië weidergeleet.

8. Heure de questions au Gouvernement (suite)

Mme Colette Flesch *(DP).*- Entschëllegt, Här President!

M. le Président.- Madame Flesch?

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ech wollt just eng Fro stellen: Déi Froen, déi haut net beäntwert ginn, wa se erëm gestallt ginn, kommen déi als éischt op d'Lëscht vun deene Froen d'nächste Kéier?

M. le Président.- Mir fueren nom Prinzip, dee mer hunn: Alternance zwësche Majoritéit an Oppositioun.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Jo, mä…

M. le Président.- Mä déi heite si selbstverständlech vir am Déngen.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Okay. Merci.

M. le Président.- Bon, allerdéngs déi Froe si caduc no dëser Sitzung. Déi Froe mussen nei gestallt ginn.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Nei gestallt ginn, mä si hunn och de Rang d'ancienneté?

M. le Président.- Jo.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Okay.

Une voix.- Bis wéini leeft den neien Délai?

Une autre voix.- Et héiert een näischt.

(Interruption)

M. le Président.- Wat se méi fréi heibanne sinn, wat se méi Chance hu fir virdrun ze kommen.

Une voix.- Ah!

M. le Président.- Ech hunn lech geäntwert, Madame Flesch.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung: d'Question avec débat iwwert den Artikel 17 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Januar 2004 iwwert den Natur-

schutz. Den Auteur vun der Fro, den Här Schank, huet fënnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister kann en och eng Zousazfro virdroen. D'Regierung huet zéng Minutten Zäit. Elo huet den Här Schank d'Wuert.

9. Question avec débat N°9 de Monsieur Marco Schank relative à l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, meng Fro respektiv d'Froen dréinen ëm d'Interpretatioun vum Artikel 17 vum Gesetz vum 19. Januar 2004. D'Kritiken, besonnesch vun de Bauereverbänn - awer net nëmmen, och vun den Naturschutzorganisatiounen -, déi mer déi lescht Wochen héieren hunn, si ganz hefteg an dréinen ëm deen zweeten Interpretatiounsversuch vum Artikel 17.

D'Kritike sinn déi: ze vill restriktiv Grondhaltung, ze bürokratesch, net praxistauglech an insgesamt ze vill negativ Haltung vis-à-vis vun der Landwirtschaft an esou weider.

Eng wesentlech Kritik, déi och vun engem Mouvement écologique komm ass, ass, datt dat Dokument d'Méfiance vun de Bauere vis-à-vis vum Naturschutz net erofdréckt, mä am Géigendeel nach verstäerkt vis-à-vis vun deem éischten Interpretatiounsversuch.

Beim Méco heescht et, datt de Pabeier a leschter Konsequenz kaum Fortschrëtter fir den Naturschutz bréngt. Et mierkt een elo schonn um Terrain vun den Naturschutzsyndikater, vun den Naturparken an de Stations biologiques, datt d'Akzeptanz vun de Baueren, fir bei Ëmweltprogrammer matzemaachen, fir bei Biodiversitéitskontrakter matzemaachen, enorm erofgaang ass, an dat kann een zum Deel och verstoen.

Zum Interpretatiounsversuch selwer: Mir brauche keng willkürlech, mä eng nuancéiert a positiv Interpretatioun vum Artikel 17, déi et erlaabt, dat Wesentlecht ze schützen. An duerfir brauche mer ënner anerem och positiv Ureizer finanzieller Natur awer och struktureller Natur, wéi Berodung an esou weider.

Här President, à propos Interpretatioun: Jiddereen, deen un Naturschutz gleeft, dee kann net zefridde sinn, wann eng Verwaltung, notamment d'Forstverwaltung, an en negativen Eck gedréckt gëtt oder sech selwer dran dréckt, an déi schläichend Marginaliséierung ass definitiv weder gutt fir hire Rôle an der Gesellschaft nach fir den Naturschutz insgesamt.

Klammer op: Et kënnt derbäi, wann ee mat Bauere schwätzt, datt et ee Problem ass, datt vill Bauerebetriber vill ze vill laang mussen op d'Genehmegunge fir hir Ställ waarden. Notamment 30 Betriber hu bis elo keng Äntwert; déi brauchen awer eng Autorisatioun bis den 31. Dezember dëst Joer, soss fale se aus entspriechende landwirtschaftlechen Aiden eraus.

Virun allem awer mussen déi Betraffen am Artikel 17 Kloerheet kréien. Kloerheet op wëssenschaftlecher a rechtlecher Basis, zum Beispill um Niveau vun enger kartographescher Grondlag fir déi aktuell Willkür aus deene villen Décisiounen erauszekréien.

Am Dokument schwätzen d'Auteuren ënnert dem Kapitel 2 vun den «critères de refus», vun «valeurs environnementales potentielles». Wann een dee Saz bis zu Enn denkt, da muss ee mengen, datt all Terrain, deen net vun enger décker Couche Bëton iwwerzunn ass, e potenzielle Biotop am Sënn vum Gesetz duerstellt.

Dann eng weider Fro: Firwat am Dokument déi Liewensraim feelen, déi opgrond vun der EU-Habitat-Direktiv schützenswäert sinn, also en héije Wäert hunn. Dann ass et och esou, datt dat aktuellt Dokument net besonnesch hëllefräich ass, wat d'Uwendung vum Artikel 17 innerhalb vum Bauperimeter ugeet. Och hei däitlech d'Angscht, datt ee juristeschen Duercherneen entsteet, an och bei de Gemengen d'Akzeptanz fir den Naturschutz ofhëlt, a virun allem awer och d'Bauprojeten a Fro gestallt ginn.

Ech erënneren un eng Ried, déi de Paul Helminger viru kuerzem op der Hierschtfoire gehal huel, wou en och genee op dee Problem hiweist, datt eng Ho, déi nodréiglech gewuess ass, effektiv Horde vu Bauplazen a Fro stellt.

Ech wollt duerfir zum Schluss och positiverweis op en interessant Dokument hiweisen, wat am Juni dëst Joer virgestallt ginn ass vun Naturschutzsyndikater, Naturparken, vun Naturschutzorganisatiounen, wou genau de Contraire gemaach gëtt, wou drop higewise gëtt: Mir brauchen eng Chance fir ee Matenee vun der Landwirtschaft mam Naturschutz a mam Waasserschutz.

An do gëtt zum Beispill gesot, et wier positiv fir zousätzlech Sue bereetzestellen, fir och eng Landschaftsfleegeprime plus fir zousätzlech Leeschtunge vun de Baueren ze honoréieren, fir datt ee vun där negativer Approche vun der Bestrofung ewechkënnt, a Richtung vun enger positiver Démarche vu besonneschen Efforten.

Meng zwou Froen zum Schluss: Am Sënn vum Matenee vun der Landwirtschaft an dem Naturschutz, wier et net sënnvoll, Här Minister, fir d'Textpropositioun grondleeënd ze iwwerschaffen? Respektiv zweetens, d'Fro och vu menger Fraktioun, ob de Minister der Meenung ass, datt den Artikel 17 misst ëmgeschriwwe ginn?

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Den Här Ëmweltminister Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt déi Fro, déi de Kolleeg Marco Schank de Mëtten hei stellt, mer d'Geleeënheet gëtt, fir nach awer e puer vun den éischter onsachlechen, heiansdo och polemesche Kommentaren zum Text vun der Forstverwaltung kënne richtegzestellen.

Et gëtt mer virun allem och d'Geleeënheet drop hinzeweisen, datt säit Joren - d'Naturschutzgesetz staamt vun 1982; den heitegen Artikel 17 war deemools den Artikel 14 an en huet och an der Beaarbechtung 2004 hei net geännert - gefrot gëtt vum Milieu concerné, souwuel d'Landwirtschaft wéi awer och d'ONGen, d'Fondatiounen, fir eng Kloerstellung - wéi Der selwer gesot hutt - ze kréien iwwert d'Ausféierungsbestëmmungen - an ech betounen d'Ausféierungsbestëmmungen; net méi d'Interpretatioun, well d'Interpretatioun vun engem Gesetzesartikel ass de Geriichter operlooss, net engem Minister; dee mécht also Ausféierungsbestëmmungen zu deem wat den Text seet.

Dat wëllt also heeschen, datt an deem Artikel, deen d'Chamber 2004 gestëmmt huet - iwwregens ouni Géigestëmm heibannnen -, Sputt ass fir driwwer ze diskutéieren, wat de Gesetzgeber da wierklech wollt, wéi wäit datt en et wollt, a wat fir engem Esprit datt en et wollt. An ech mengen, dee Versuch si mer am Moment amgaangen ze maache säit Enn vum leschte Joer mat deem éischten Text, deen d'Forstverwaltung dofir virgeluecht huet.

Ech mengen, et ass och richteg a sënnvoll, datt effektiv souwuel déi, déi kontrolléieren um Terrain - haaptsächlech d'Mataarbechter vun der Forstverwaltung - wéi och déi, déi ze kontrolléiere sinn - Baueren a Particulieren -, kloer, transparent a virun allem alleguer déiselwecht Regelen hunn am ganze Land.

Datt dëst also elo geschitt, dat war déi Debatt scho wäert, déi mer elo gefouert hunn an deene leschte Wochen, woubäi ech der Meenung sinn, datt een all Debatt och eng Kéier muss zu Enn féieren. Ech mengen, datt de Mount November e gudde Mount wär, fir déi Diskussioun dann och ofzeschléissen.

Ech mengen och, datt et och wichteg war, déi Diskussioun do oppen ze féieren. De Minister hätt och kënnen higoen an alle Fäll an déi Ausféierungsbestëmmungen de Mataarbechter vun der Forstverwaltung zoukomme loossen a mat kengem doriwwer schwätzen.

Mir hunn zweemol offen allen interesséierte Kreesser déi Texter zoukomme gelooss a mir hunn Avisen erëmkritt. A wann een dat mécht, da mécht een dat net well dat eng L'Art-pour-l'art-Veranstaltung ass, mä fir op déi Avisen, déi mer kritt hunn, och anzegoen. An dat wäerte mer och maachen, fir dorobber eng Äntwert ze ginn.

Ech wéilt dann awer op den Artikel 17 eng Kéier zréckkommen, fir festzestellen, datt deen Artikel, deen d'Chamber, de Gesetzgeber, esou wollt, allerdéngs e strengen, e restriktiven, anerer géife soen e repressiven Artikel ass!

Den Artikel 17 seet ganz däitlech: «Il est interdit de réduire, de détruire ou de changer les biotopes…», an en zielt dann eng Rei dovun op, an nach an enger Opzielung, déi keng definitiv ass.

Et ass also e ganz strengen Artikel, deen dem Minister net vill Méiglechkeete léisst, ausser där, datt en zum Schluss seet: «Le Ministre peut exceptionnellement déroger à ces interdictions pour des motifs d'intérêt général.» D'intérêt général! Net d'intérêt particulier, mä d'intérêt général!

Mir hunn also en Artikel 17, deen effektiv e strengen Artikel ass! Mä dat wollt de Gesetzgeber esou, an ech mengen, de Minister, egal wien dat ass, ass dofir do fir déi Gesetzer dann och ëmzesetzen.

Allerdéngs - an do sinn ech mat lech d'accord - bleift vill Sputt fir Ausféierungsreglementer ze ginn, well iwwert d'Fro wat e Biotop ass kéint een héchstwahrscheinlech deeglaang dozéieren an et géif ee ganz ënnerschiddlech Meenunge kréien. D'Fro stellt sech och, wat eng Réduction d'un biotope ass. Geet déi bei engem Zentimeter schonn un, oder geet se eréischt un, wann et zéng Meter sinn?

An och d'Fro, wat den Intérêt général ass, ass jo eng Fro iwwert déi een, mengen ech, och ganz laang an intensiv ka philosophéieren an Artikele ka schreiwen.

Elo sinn ech mat lech d'accord, datt et gutt ass, dee Vakuum, dee mer zum Deel um Terrain hunn, esou schnell wéi méiglech ze behiewen, an ech wëll an enger Fro ganz gär op lech agoen: Ech sinn och der Meenung no räiflecher Iwwerleeung an och nodeem ech déi Avisë gekuckt hunn, déi erakomm sinn, datt an deem Text vun der Forstverwaltung zum Beispill dee Passage, wou geschwat gëtt vu Potenzialer, net an deen Text gehéiert.

Den Artikel 17 schwätzt vu reell existéierende Biotopen, net vu Biotopen, déi iergendeng Kéier duerch Potenzialer kéinten entstoen. Hei ass also eng Clarificatioun an deem Text, deen elo am November ofzeschléissen ass, ze maachen, déi menger Usiicht no ganz wichteg ass a wou d'Avisen hëllefräich waren, fir dorobber anzegoen.

Ech mengen, datt a villem dach awer och d'Pedagogik hei e bësse matspillt an der Ëmsetzung. Et ass den Toun, et ass d'Aart a Weis wéi eenzel Parteie matenee fueren - och op der Säit vun der Forstverwaltung, och op der Säit heiansdo vum Ministère an esou virun -, déi vill dozou bäidroen, sou datt ech mengen, datt et vill manner ëm den Artikel 17 geet wéi heiansdo ëm déi Aart a Weis, wéi partnerschaftlech, oder op där anerer Säit, wéi rechthaberesch mateneen diskutéiert gëtt, fir zu Resultater ze kommen.

Ech wëll och an enger Saach eppes soen - well Der geschwat hutt vun där Ried vum Kolleeg Paul Helminger op der Foire de virleschte Samschdeg -, zu där Fro: Ass den Artikel 17 och uwendbar innerhalb vum PAG? Dozou, dat muss ech éierlech soen, hunn ech d'Document-parlementairë studéiert a mat ville Kolleege geschwat, déi un dësem Gesetz matgeschafft hunn: Op déi Fro, wat de Gesetzgeber hei wollt, ka kee mir eng Äntwert ginn.

Ech hunn en Avis juridique gefrot, an den Avis juridique seet mer, datt den Text, esou wéi en haut ass, am Prinzip heescht, datt den Artikel 17 uwendbar ass och innerhalb vun de PAGen, well nämlech all Kéier do wou de Gesetzgeber am Prinzip wollt spécifiéieren, datt et sech nëmmen ëm d'Zone verte handelt, gëtt et am Artikel vum Gesetz och all Kéier spécifiéiert, während den Artikel 17 net vun der Zone verte schwätzt, mä d'ordre général ass an deementspriechend - ech schwätze reng juristesch - der Meenung ass, datt dat esou ze gesinn ass.

Elo sinn ech awer der Meenung, datt de Gesetzgeber dat vläicht net esou wollt, well och déi Kolleegen, déi ech sondéiert hunn, soe mer - an ech mengen net zu Onrecht -, datt de Gesetzgeber wuel éischter der Meenung ass, datt, wann den Ëmweltminister säin Accord ginn huet zu engem PAG, domadder am Prinzip och eng Äntwert ginn ass op déi Fro, ob dann net déi Décisioun iwwert där ze stoen huet, déi den Artikel 17 am Naturschutzgesetz bedéngt.

Dat ass, mengen ech, dat wat de Gesetzgeber éischter wollt. Mäi Virgänger am Amt, de Charel Goerens, dee fir d'Gesetz 2004 responsabel ass, gesäit dat, mengen ech, nodeem mer doriwwer mateneen diskutéiert hunn, och ähnlech.

Sou datt ech mengen, datt dat hei eng Fro ass - dat war eng Fro, déi Der zum Schluss gestallt hutt -, déi een effektiv souwuel politesch - dat kënne mer an der Kommissioun maachen - wéi awer och juristesch muss klären, wéi mer dat gesinn. A wann dann eng Ännerung op deem dote Punkt am Gesetz noutwendeg ass, sinn ech bereet, och e Gesetzesvirschlag ze maachen, well ech mengen, datt dat bei deene meeschten, wann net bei alleguer hei am Haus esou gesi gëtt; a wann et esou gesi gëtt, mengen ech, mir sollten et och spécifiéieren, wann et dann net kloer ass, well wéi gesot bei de Juristen ass et net kloer wat den Artikel 17 an där doter Fro seet.

Ech wollt dann nach eppes soen, well mer um Enn vun där Diskussioun ukommen a well mer wéi gesot mat den Avisen, déi mer kritt hu souwuel vun den ONGe wéi och vun der Landwirtschaft, villes kënnen ufänken, fir en Text ze maachen, deen, wéi Der et richteg gesot hutt, sech op dat Wesentlecht bezitt, deen esou onbürokratesch wéi méiglech ass, mä dee vill Gratwanderungen zouléisst.

Ech wéilt an der Fro vun der Biodiversitéitsprime eppes soen: Et kann een natierlech der Meenung sinn, datt e Bauer, deen an esou eng Prime erageet, zu all Moment muss kënnen do erausgoen, an dee Biotop, fir deen de Stat öffentlech Subventioune ginn huet, muss kënnen zerstéieren. Dat ass Flexibilitéit; dat ass sécherlech och en Esprit d'ouverture par rapport zu de Baueren, mä op där anerer Säit stellen ech awer d'Fro - déi muss awer gestallt ginn! -: Wéi ass et da mat den öffentleche Gelder, déi mer hei a Form vu Subventiounen eraginn, a mir näischt, dir näischt, ouni iergendwelch Konditioune kann een do erëm erauskommen, an aus deem Invest, deen de Stat, de Steierzueler awer matfinanzéiert huet, kann een erëm eraussprangen an de Biotop erëm zerstéieren?!

Dofir soen ech, hei ass d'Gratwanderung ganz kleng tëschent der Flexibilitéit fir d'Baueren op där enger Säit an op där anerer Säit fir awer d'Deniers publics esou ze verwalten, datt et awer respectueux ass par rapport zum Steierzueler. Mä mir sollten och do de Versuch elo maachen, fir eis Konditiounen ze ginn, déi et erlabe fir de Baueren hei déi néideg Flexibilitéit ze ginn, well dat ass d'Suerg, déi ech hunn, datt effektiv herno Landwirtschaft an Naturschutz sech net méi vedroen. Ech mengen, dat wär an alle Fäll fir d'Saach dobaussen negativ, an ech mengen, dat musse mer aus de Féiss kréien.

Ech wéilt och nach soen: Et geet net ëm eng Brennnessel, ëm e Pull - wat hunn ech net Saachen an där leschter Zäit héieren, wat gesot ginn ass! Ech mengen, datt et wierklech net dorëm geet; et geet ëm dat Wesentlecht.

Ech wëll awer op där anerer Säit och e puer Zuelen nennen, fir eis awer emol eng Kéier kloerzemaachen, iwwer wat mer hei streiden oder diskutéieren.

Ech hunn nokucke gelooss an deene leschten zéng Joer - dat begräift dräi Ministeren, déi dofir responsabel sinn -, wéi vill Demandë mer haten am Kader vum Naturschutzgesetz: Et ware 17.862 Demanden, déi gemaach gi sinn, fir Ausnahmen ze kréien, Autorisatiounen ze kréien am Kader vum Naturschutzgesetz. Ech wëll lech soen, an deenen zéng Joer sinn der 15.811 positiv beäntwert ginn, 1.360 negativ, 691 mat enger nuancéierter Décisioun, déi weder jo nach neen war, wou nach weider Konditioune gefrot gi waren.

Dat heescht net méi an net manner wéi datt an deenen zéng Joer, an der Moyenne vun deenen zéng Joer 7,6% vun den Demandes d'autorisation am Naturschutzgesetz verworf gi sinn.

Wat ech heiansdo dobaussen héieren a liesen, deet mech heiansdo mengen, et wär éischter ëmgedréint, et wären 93% verworf ginn a 7% accordéiert ginn. Et ass also just ëmgedréint. Dofir mengen ech, et wär awer vläicht och gutt, datt een awer d'Diskussioun net esou héich géif hänken oder géif maachen, wéi wann an der Landwirtschaft elo wierklech all Problemer vum Artikel 17 géife kommen. Wäit gefeelt! Ech mengen, datt et do aner Suerge gëtt, déi méi wäit ginn.

Ech wëll zum Schluss, Här President, dräi aner Zuelen nennnen. Mir hunn haut de Moien als Ministère eng Studie virgestallt iwwert d'Entwécklung vun der Biodiversitéit an deene leschten 30 Joer hei zu Lëtzebuerg. Ech ginn lech just dräi Zuelen.

De Réckgang vun de Bongerten hei zu Lëtzebuerg an deenen 30 Joer: 58,5%;

Réckgang vun den Hecken a vun de Bamreien: 28,5%;

Verloscht vu markanten Eenzelbeem a Bamgruppen: 55%;

Verloscht u Fiichtgebidder: 82%.

Ech mengen, et gëtt Zäit, dass mer op dat Wesentlecht zréckkommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Schank wëllt eng Zousazfro stellen.

M. Marco Schank *(CSV).*- Just eng Remarque an dann eng Fro. Ech wollt däitlech maachen, datt mir als Fraktioun net där Meenung sinn, datt et dat ass wat de Gesetzgeber wollt. Den Artikel 17 spillt no ofgeschlossener Prozedur am Kader vum Aménagement communal, fir e Bauprojet ze verhënneren, wa wéi gesot nodréiglech eng Ho gewuess ass.

Ech wollt awer eng Fro stellen, well mer iwwer Kloerheet an Transparenz schwätzen. Den Artikel 17 schwätzt effektiv vu reell existéierende Biotopen. Dofir, wa mer Kloerheet wëllen, wa mer keng Willkür wëllen, ass meng Fro un de Minister: Ob een net fir bestëmmte Biotop-Typen eng kartographesch Grondlag misst hunn, wéi dat a verschiddene Länner de Fall ass, zum Beispill an Nordrhein-Westfalen, wou et e Biotop-Kadaster gëtt, duerch dee jidderee weess wou en drun ass an deen him erlaabt, am Internet nozeliesen, déi Biotop-Type gëtt et, an da weess jidderee wou en drun ass. Ech mengen, datt dat e Beitrag kënnt sinn, fir d'Willkür ze stoppen a Kloerheet an Transparenz ze ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Här Minister, Dir hutt erëm d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech mengen, Här President, vun dëser Plaz kënnen ze soen, datt ech där Iddi do ganz besonnesch positiv entgéintkucken. Well ech mengen, souwuel och am Périmètre viticole, wou mer iwwer Remembrementë schwätzen, wéi och an dësem Fall géif e Kadaster en Instrument duerstellen, duerch deen all Säiten, déi concernéiert sinn, vu virera wéisste wou se dru sinn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen elo zum nächste Punkt. Dat ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 5508 iwwert d'Gestioun vun den Offäll. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Calmes, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Negri - an den honorabelen Här Grethen iwwerhëlt d'Présidence.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

10. 5508 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz vum 17. Juni 1994 iwwert d'Vermeidung an d'Gestioun vun den Offäll huet virun zwielef Joer d'legal Basis fir eng ekologesch Offallwirtschaft zu Lëtzebuerg geluecht. Dëst Gesetz huet dat éischt Offallgesetz vun 1980 ersat, deem seng éischt Prioritéit d'Offalleliminatioun war. An deene leschten zwielef Joer huet sech hei zu Lëtzebuerg a puncto Offallwirtschaft vill gedoen.

Trotz verännertem Konsumverhalen a permanenter Progressioun vu souwuel der Populatioun wéi och der Zuel vun de Frontalierë sinn d'Quantitéite vun Hausmüll an ähnlechen Offäll, déi an d'Eliminatioun ginn, méi oder wéineger konstant bliwwen. Industriell Offäll, déi eliminéiert musse ginn, hu ganz staark ofgeholl. Hei gëtt d'Majoritéit vun den Offäll, déi fréier op en Tipp koumen, an der Zwëschenzäit recycléiert.

Lëtzebuerg huet an der leschter Zäit verstäerkt Initiative geholl, déi e méi ekologeschen Ëmgang mat den Offäll mat sech bruecht hunn. Als Beispiller kann een hei dräi Projeten opzielen:

1) d'SuperDrecksKëscht, mat souwuel der Asammlung vu Problemstoffer bei de Privatleit wéi och der Berodung vun de Betriber,

2) den Ausbau vun engem Netz vu Recycling-Zentren an

3) d'verstäerkt Verwäertung vun den organeschen Offäll duerch Kompostéierung oder Vergärungen.

Do derniewent goufen och an deene leschte Jore ganz vill Effortë gemaach, fir eis Entsuergungsanlagen op deen neiste Stand vun der Technik ze bréngen, sief et bei den Hausmülldeponien a bei der Verbrennungsanlag, sief et bei de Bauschuttdeponien.

Haut kann ee sécherlech behaapten, dass d'Lëtzebuerger Offallwirtschaft, och wann nach net alles perfekt ass, eng féierend Positioun an Europa huet.

De Projet de loi 5508 hält dowéinst och déi bestehend grouss Linnen an der Lëtzebuerger Offallwirtschaft nom Gesetz vun 1994 bäi. Säin Objektiv ass vill méi d'gesetzlech Basis vun 1994 op bestëmmte Punkten un d'Evolutioun vun deene leschte Joren unzepassen.

Här President, ier ech op déi wesentlech Aspekter vun dëser Upassung an der Offallwirtschaftsgesetzgebung aginn, wëll ech déi formal Eckdate vun dësem Projet de loi kuerz nennen.

De Projet de loi 5508 gouf de 25. Oktober 2005 an der Chamber deponéiert. De Statsrot huet säin Avis de 6. Dezember 2005 ofginn. Den 30. Januar 2006 sinn ech als Rapporteur vun dësem Projet de loi designéiert ginn. D'Ëmweltkommissioun huet an dräi Sitzunge sechs Amendements parlementaires ausgeschafft, déi den 30. Mäerz 2006 un de Statsrot gaange sinn. Säin Avis zu dësen Amendementer huet de Statsrot de 4. Juli 2006 ginn. Dësen Avis complémentaire vum Statsrot gouf den 20. September 2006 an der Ëmweltkommissioun analyséiert. Mäi Rapport gouf de 4. Oktober 2006 an der Ëmweltkommissioun ugeholl.

De Projet de loi 5508 begräift am Ganzen 19 Ëmännerungen um Gesetz vum 17. Juni '94, déi an engem Article unique zesumme formuléiert sinn. Well eng Partie Ännerunge just redaktioneller Natur sinn, wëll ech mech hei op aacht Haaptakzenter vun dëser Upassung vun eiser nationaler Offallwirtschaftsgesetzgebung beschränken.

1) D'Referenz op d'„Haebichtgesetz" gëtt aus dem Gesetz vun 1994 erausgeholl, well dëst Gesetz selwer jo annulléiert ass.

2) Net ënnert dëst Gesetz falen elo méi d'Déierefäkalien aus de Bauerebetriber genau wéi dat bei den Déierekadavere schonn de Fall war. Domadder maache mir eis konform zu den EU-Direktiven 91/156/CEE an 2006/12/CEE.

3) Déi nei Definitioun vun den Déchets inertes, wéi se an der europäescher Direktiv an an deem entspriechende Règlement grand-ducal steet, gëtt an d'Gesetz ageschriwwen. Des Weidere gëtt fir dës Déchets inertes d'Mise en place vun engem Réseau vu Centres régionaux no den Orientatioune vum Plan général de gestion des déchets definéiert.

4) D'Berücksichtigung vun deem Gesetz vum 25. Mäerz 2005 iwwert de Fonctionnement an d'Finanzéierung vun der SuperDrecksKëscht, wat d'gesetzlech Bestëmmungen iwwert d'Gestioun vun de problemateschen Offäll ugeet, ass iwwerholl ginn.

5) Am Gesetz vun 1994 ass virgesinn, dass eng speziell Genehmegung néideg ass, wann een Offall importéiere wëllt, deen hei am Land soll valoriséiert oder kann eliminéiert ginn. Dobäi gëtt keen Ënnerscheed gemaach, ob den Importateur aus engem EU-Memberstat oder aus engem Drëttstat kënnt. Well dëst net konform ass mat de Regele vum EU-Bannemaart, brauch nach just fir den Import aus Drëttstaten eng zousätzlech Autorisatioun ugefrot ze ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, dass den urspréngleche Gesetzesprojet virgesinn hat, d'office eng Rei vun Aktivitéiten am Offallberäich vun enger Genehmegung ze dispenséieren. D'Gesetz vun 1994 hat virgesinn, datt an deene Fäll eng Dispens zur Genehmegung kann ugefrot ginn. Betraff ware vun dëser Bestëmmung zum Beispill sämtlech Handwierksbetriber, déi hiren Offall owes vum Chantier an den Atelier mathuelen, fir e vun do aus ewechhuelen ze loossen. Dës 1994er Bestëmmung huet awer an der Praxis ni richteg fonctionnéiert.

Dowéinst sollten am Kader vun de Beméiunge fir eng Simplification administrative eben dës verallgemengert Dispensen agefouert ginn.

Leider ass et esou, dass während der Instruktiounsphas vum Gesetzprojet Italien wéinst enger ähnlecher Dispens vum europäesche Geriichtshaff veruerteelt ginn ass. Fir dëst hei zu Lëtzebuerg ze vermeiden, ass dowéinst keng Dispens méi virgesinn, mä déi Betriber, déi an deem Fall sinn, musse sech bei der Ëmweltverwaltung enregistréiere loossen.

Et ass dëst zwar ëmmer nach en administrativen Akt, mä en ass am Opwand minimal an net ze vergläiche mat der Noutwendegkeet, eng regelrecht Genehmegung unzefroen.

6) Eng Vereinfachung vun der Genehmegungsflicht gëtt agefouert fir eng ganz Rëtsch vu Betriber, jee nodeem a wat fir enger Situatioun si am Offallberäich aktiv sinn. Hei geet et drëm, dass et Entreprisë gëtt, déi souwuel eng Autorisatioun hunn, fir Offall ze transportéieren, wéi och, fir mat Offall ze handelen.

An der Praxis huet sech awer erausgestallt, dass eng Rei Betriber eng Transportgenehmegung hunn, déi vill méi verschidde Kategorië vun Offall aschléisst wéi hir Handelsgenehmegung. Doduerch entsteet eng Méiglechkeet fir d'Gesetz ze ëmgoen. Fir dat ze vermeiden, gëtt d'Gesetz esou ëmgeännert, dass eng Entreprise, déi souwuel mat Décheten handelt a se och transportéiert, zwou Autorisatioune muss hunn, déi déiselwecht Kategorië vun Offall ofdecken. Des Weidere kënnen déi Betriber, déi den 1. Juli 2006 iwwert d'Genehmegunge fir den Traitement vu verschiddene Kategorië vu Müll disposéieren, dës Genehmegunge weider behale bis zu hirem Verfallsdatum, mä awer net iwwert den 30. Juni 2011 eraus.

7) Et gëtt eng nei Approche an der Offallwirtschaft kreéiert mat der Aféierung vum Verursacherprinzip. Dës Approche gouf et 1994 nach net. An der Tëschenzäit gëtt se awer scho bei verschiddenen Offäll ugewannt wéi d'Verpackungen, d'al Autoen, den Elektroschrott an deemnächst och d'Batterien. Wéinst dësem Verursacherprinzip goufen och nei Sanktiounsméiglechkeete virgesinn, fir méi konsequent duerchgräifen ze kënnen am Fall wou e Produzenteverantwortlechen net senge legale Responsabilitéiten nokënnt.

Et gëtt en neien Artikel 36bis an d'Gesetz ageschriwwen, wou de Minister en Exploitant, e Producteur, en Détenteur, en Importateur oder en Distributeur opfuerdere kann, sech a maximal zwee Joer un d'Dispositioune vun den Artikele 7, 8, 9, 10 an 11 ze halen. Verstéiss géint d'Offallgesetz gi vu Fonctionnairë vun der Douane a vun der Ëmweltverwaltung duerch Procès-verbalë festgehal.

8) Zum Schluss - awer domat ëmsou wichteg - gëtt duerch dëst Gesetz e weideren Aspekt vun der Aarhus-Konventioun an déi national Offallgesetzgebung integréiert. D'Gesetz vum 25. November 2005 huet den Artikel 5 vum Offallgesetz vun 1994 amendéiert fir sécherzestellen, dass d'grouss Öffentlechkeet bei der Ausschaffung vun dem Offallwirtschaftsplang mat bedeelegt gëtt.

An deem Gesetz gëtt den Aspekt vun dem Recours-Recht vun den zougeloossenen Ëmweltschutzorganisatioune gesetzlech verankert. Et ass ganz besonnesch de Prinzip, dass bei dësen Organisatiounen d'office en Intérêt direkt unerkannt ass wa se géint d'Genehmegunge vun Offallbehandlungsanlage kloe wëllen. Heimat gëtt virun allem d'Recht op d'Informatioun an d'Transparenz an domat d'Participatioun vun de Bierger, och un der Offallwirtschaft, weider gefördert.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Rapporteur, ech muss lech drop opmierksam maachen, dass Är Riedezäit als Rapporteur erschöpft ass.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Ech hunn nach eng kleng Saach. Merci awer. Nach just e puer Sekonnen.

Mat dem Ëmsetze vum Projet de loi 5508 gëtt eis Lëtzebuerger Offallwirtschaftsgesetzgebung, déi op ekologesche Prinzipie baséiert, op de leschte Stand gesat an nees fit gemaach fir d'Zukunft. Dëst geschitt op Basis vum Gesetz vum 17. Juni 1994 duerch eng Upassung un d'Evolutioun vun deene leschten zwielef Joer an un d'Erfahrungen, déi an der Praxis gemaach si ginn.

Ech ginn domat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt just eng Fro stellen. Hei op onsem Écran, do weist d'Riedezäit net un. Kënnt Der dat vläicht nokucken?

M. le Président.- Ech kann lech soen, Här Fayot, dass dat am Moment net funktionéiert. Mä de Secrétaire général adjoint war esou gentil d'Zäit ze moossen…

(Hilarité)

…a mer ze soe wéini d'Riedezäit ofgelaf wier.

(Interruptions)

Une voix.- Eng Sandauer?

M. le Président.- Hien huet déi bei sech.

(Interruptions)

Nodeem déi Fro elo gekläert ass, ginn ech dann dem éischten ageschriwwene Riedner, dem Här Marcel Oberweis, d'Wuert. Här Oberweis, et ass un lech.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank wéi ëmmer dem Roger Negri Merci ze soen, dem Rapporteur, fir säi flotte mëndlechen an och schréftleche Rapport, dee mer virgeluecht kritt hunn.

Och wëll ech op dëser Plaz ganz speziell de Geescht erausträichen, dee mer an der Kommissioun haten, wou mer duerch eng Rei vun Amendementer dëst Gesetz souguer op deem engen oder anere Punkt nach konnte verbesseren. Wéi de Rapporteur et scho gesot an ënnerstrach huet: Et ass hei keng nei Phas an engem Gesetz, mä au contraire, mir passen eis Lëtzebuerger Offallpolitik un nei Momenter un. Mir hunn an de leschte Joren Erfahrunge gesammelt, a mir hunn och festgestallt, dass een am Beräich vun der Preventioun an der Gestioun vum Offall nei Weeër muss goen, an déi wëlle mer dann an deem heite Gesetzesprojet definéieren an och verankeren.

Esou gëtt zum Beispill am Artikel 10, am Tiret 5, preziséiert, dass all Entreprise, déi an engem vun de Memberstate vun der Europäescher Unioun niddergelooss ass, keng Autorisatioun vum Minister méi brauch wa se Offall no Lëtzebuerg wëllt bréngen, deen hei zum Beispill validéiert oder recycléiert ka ginn, souguer eliminéiert. Datselwecht gëllt awer och fir den Export. Och do brauch een da keng extra Genehmegung unzefroe soulaang d'Entreprise an engem Memberstat vun der Europäescher Unioun etabléiert ass.

Mat dëser Modifikatioun fält fir Entreprisen eng vun deene villen administrativen Hürden ewech. Et dréit souzesoen zur Simplification administrative bäi an erliichtert duerno och d'Schaffensweis vun de Leit dobaussen um Terrain. Dëse Punkt ass vun der Chambre de Commerce positiv erausgehuewe ginn.

Ee weidere wichtegen Aspekt vun dësem Gesetzestext ass d'Tatsaach, dass nach eng Kéier ganz genee festgehale gëtt, wéi eng Missiounen d'SuperDrecksKëscht am Beräich vun der Preventioun an der Gestioun vun dem Offall ze erfëllen huet. De Rapporteur ass dorop relativ genau agaangen. Ech spueren dat hei.

Des Weideren ass och ze begréissen, dass e Réseau vu sougenannte regionalen Zentre geschafe gëtt. An de But vun deenen Zentren ass ganz kloer: d'Gestioun vun dem inerten Offall nach besser duerchzeféieren.

Wat nei ass, ass de Fait, dass déi regional Zentren net méi eleng schaffen, mä au contraire elo an engem kohärenten Netz zesummegefouert ginn. An dat kann een haut jo mat deenen neien Informatiounstechnologien nach vill besser gestalte wéi virun enger Zäit.

Dës nei Dispositioun bréngt awer och mat sech, dass all Tipp, sief dat kommunal oder privat, deen net méi an deem Réseau dran ass, net méi zougelooss gëtt, also och net méi do dierf akzeptéiert ginn. Deemno bedeit dës Ëmännerung vum Artikel 20 e wichtege Schrëtt zu enger gemeinsamer an, menger Meenung no, och méi enger effizienter Offallgestioun hei zu Lëtzebuerg. An domat gëtt sécherlech och eis Ëmwelt geschount.

Här President, op d'Neierungen am Artikel 11, déi fréier Dispositiounen iwwert d'Dispens vun de ministériellen Autorisatioune regelt an elo en Enregistrement fir verschidden Entreprisë virgesäit, wëll ech net weider

agoen. De Rapporteur ass hei relativ däitlech an ausféierlech drop agaangen.

E leschte Punkt, deen ech awer hei wëll beliichten, ass dee vun der Aféierung vun de Sanktioune fir déi Betriber respektiv déi Etablissementer, déi sech net un d'Spillregele vun dësem Gesetzesprojet halen. De Minister kritt hei d'Méiglechkeet, verschidden administrativ Sanktiounen auszeschwätzen, wa concernéiert Acteuren um Terrain sech net wëllen un dat hale wat d'Gesetz virschreift. Et ass wichteg, dass esou Mesuren agefouert ginn, well wat notzen ons déi bescht Gesetzestexter fir d'Ëmwelt an och fir ons Gesondheet, wann et Leit dobausse gëtt, déi sech doriwwer ewechsetzen? Hei kann elo jiddferee bestrooft ginn, dee mengt hie kéint op Käschte vun onser Ëmwelt maache wat hie wëllt.

Deejéinegen, dee mengt hie kéint mat onser Ëmwelt de Geck maachen a se als säi privaten Dreckstipp ugesinn, dee muss bestrooft ginn an zur Rechenschaft gezu ginn. Interessanterweis ass bei deem Artikel ënnert dem Punkt 3 virgesinn, dass all Interesséierten d'Applikatioun vun den administrative Mesuren ufroe kann a sech domat och e Bild ka maachen, wéi et dobaussen ausgesäit.

An deem Zesummenhang - e leschte Punkt nach - ass et wichteg ze ënnersträichen, dass ons Kommissioun sech duerch en Amendement am Artikel 13 derfir agesat huet, dass den Ëmweltschutzassociatiounen de Recours zu Décisiounen am Offallrecht zougestane gëtt. Dat ass ee weidere Schrëtt vun der Ëmsetzung vun der Aarhus-Konventioun.

A well der CSV-Fraktioun relativ vill un der Ëmwelt geleeën ass, un onser Gesondheet an onser Liewensqualitéit a mir ons voll bewosst sinn, brénge mir och den Accord hei vun onser Fraktioun mat eran, an ech soen da Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir...

M. le Président.- Här Gira, Dir kommt jo nach drun.

M. Emile Calmes *(DP).*- ...Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och dem Här Negri Merci ze soe fir säin excellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dat erlaabt mer et och ganz kuerz ze sinn, fir Iech ze soen, datt dëse Projet de loi virun engem Joer hei an der Chamber déposéiert ginn ass. E Projet de loi, wéi dat scho gesot ginn ass, wouduerch eng Partie punktuell Verbesserungen um 94er Offallgesetz gemaach ginn.

Ech wëll hei net am Detail op alles agoen. Ech wëll just soen, datt déi Initiativ hei a sech opgrond vun engem Bréif, vum 29. Januar 2002 vun der Union des Entrepreneurs, geholl ginn ass, déi dorop erausgelaf ass, fir bei der Regierung oder beim Ëmweltministère eng Simplification administrative am Kontext vun der Offallgestioun ze kréien, wat jo och mat dësem Gesetz hei zum groussen Deel gemaach gëtt.

Ech wëll mer awer erlabe vläicht e puer allgemeng Iwwerleeungen ze maachen iwwert d'Offallproblematik. Ech ka mech erënneren am Intitulé vum 94er Gesetz ass ëmmer erëm Rieds gaang an och drop gehale ginn op dat Wuert Preventioun, obschonn d'Gesetz net nëmmen iwwert d'Preventioun gehandelt huet, mä iwwert d'Preventioun an d'Gestioun vum Offall dora geschwat gëtt. Mä et huet een d'Gefill wéi wann am Moment éischter haaptsächlech Efforten am Beräich vun der Gestioun géife gemaach ginn.

Et kann ee sech dann och d'Fro stellen, ob een iwwerhaapt am Kontext vun dësem Gesetz hei nach seriö vu Preventioun oder och vu Vermeidung vun Offall schwätze kann. Dat gëllt natierlech net eleng fir Lëtzebuerg. Ech wëll dat allgemeng hei soen.

Jiddferee vun eis weess jo awer, wat fir eng Onmass vu Quantitéite vun Offäll scho bei jiddferengem doheem ufalen. An och wann de Recyclage wichteg an noutwendeg ass, mengen ech schätze mer de Stellewäert vum Recyclage dach awer haut e bëssen héich an. D'Fro stellt sech, ob et mam Recyclage net einfach dorëms geet, fir eis e gutt Gewëssen ze maachen. Dat gëllt fir jiddfer Eenzelne vun eis, mä dat gëllt natierlech och fir déi, déi den Dreck produzéieren, an déi och net schrecklech vill Initiativen ënnerhuelen an Effortë maachen, fir d'Produktioun vun Offall ze vermeiden.

Et gëtt jo schonn - an dat ass och elo hei ëmmer gesot ginn - félicitéiert, datt ëmmer méi recycléiert gëtt. Dat ass sécher gutt esou, mä dat huet wahrscheinlech och domat ze dinn, datt a sech den Offall ëmmer méi grouss gëtt an doduerch de Reflex bei de Leit, fir ze recycléieren, och ëmmer méi gëtt. Dat wëllt guer net soen, datt de gudde Wëllen nëmmen do ass, mä wann ëmmer méi Offäll ufalen an d'Leit hunn de Reflex méi ze recycléieren, da gëtt automatesch méi recycléiert. Dat wëllt awer net soen, datt alles an deem Beräich gewonnen ass. An hei kënnt de Consumerpower awer sécher spillen. Dat wëllt einfach soen, dass emol jiddferee bei sech kënnt ufänken, anstatt ze recycléieren, emol beim Akafen opzepassen, esou datt manner Offäll hei ufalen.

Et ass dann och interessant sech emol d'Statistiken iwwert den Offall hei zu Lëtzebuerg unzekucken. Ech ka mech erënneren, sengerzäit, viru 15 Joer, hu mer eis vill Gedanke gemaach a mer sinn och Engagementer sengerzäit um europäeschen Niveau agaang, fir den Taux vum Recyclage eropzesetzen. Dat huet fonctionnéiert, a mer hunn och eng Partie Chifferen hei, déi dat soen, vun deene selektive Récupératiounen, déi hei gemaach ginn:

Beim Glas sinn 1984 3.000 Tonne recycléiert ginn, 20 Joer drop sinn dat 50.000 Tonnen; dat ass wesentlech méi. Beim Pabeier waren et '84 12.000 Tonnen, haut sinn et der 86.000. Beim Plastik, deen an den 80er Joren nach guer net recycléiert ginn ass, sinn et der haut 20.000. Goufen 1985 ronn 50 Tonne problemateschen Offall vun der SuperDrecksKëscht récupéréiert, sinn dat haut méi wéi 2.000 Tonnen.

Aner Zuele sinn natierlech manner positiv: Goufen et am Joer 1984 80.700 Tonne problematesch Offäll wéi Klinikoffäll, Uelech, oder wat och ëmmer hei zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt, esou ass dat haut dat Duebelt. Eleng d'Résidus d'opérations d'élimination de déchets sinn an zéng Joer vu 6.000 op 36.000 geklomm.

Den Import an den Export vun Offall däerf een och net aus den Ae verléieren. 1995 huet Lëtzebuerg 23 Tonnen Offall importéiert. Dës Zuel ass haut praktesch déiselwecht; dat ass och verständlech. Während därselwechter Period ass den Export vun Offall vun 187.000 Tonnen op praktesch 500.000 eropgeklomm. Dovun ass gewëss eng Partie, déi valoriséiert gëtt, an dat sinn der ëmmerhin awer bal 400.000, wat wesentlech ass. Déi aner Partie, ëmmerhin 100.000, mussen awer dann iergendwou am Ausland eliminéiert ginn.

Mir wëssen och alleguer, aus eise Responsabilitéiten eraus, dass d'Gestioun vum Offall keng einfach Saach ass, zumools well bei jiddferengem Eenzelne jo och den NIMBY-Effekt besonnesch ausgeprägt ass. Ech mengen, eleng wat d'Bauschuttdeponien ugeet wësse mer, datt net vill Gemenge bereet sinn esou eng Bauschuttdeponie, wat jo awer net dat Komplizéiertst ass, bei sech ze huelen. Meng Gemeng hat sech zum Beispill 1991, op Appel vum deemolegen Ëmweltminister Bodry, gemellt; et ass bis haut nach net an der Rei, mä de Projet schéngt awer unzelafen. Wa mer nach 20 Joer erëm hunn, da wäert dat awer schonn an der Rei sinn. Mir waarden dorop.

(Interruptions)

D'Bauschuttdeponie ass, mengen ech, e gutt Beispill. An et kann ee sech, ech mengen et war an där leschter Period, un déi grouss Publicitéitscampagne vun den Entrepreneuren erënneren, wou op engem Plakat gewise ginn ass, datt de Bauschutt bis ënnert d'Rout Bréck opgestapelt gouf, an a sech der viregter Regierung de Virworf gemaach ginn ass, si géif sech net a genuch héijem Ausmooss ëm deen Dossier hei bekëmmeren. Dobäi, mengen ech, ass sech an där viregter Regierung vum Ëmweltminister awer ganz vill Méi gemaach ginn, fir no Léisungen ze sichen an och gemäss der Direktiv vu '75 e Programm vu regionalen Déchargen opzebauen; wou jo och dee Prinzip an dësem Gesetz hei festgeluecht gëtt.

Folkendeng, dat ka jo jiddferee sech an Erënnerung ruffen. An der Zwëschenzäit ass keng nei Deponie dobäikomm. Obwuel keng geschafe ginn ass, schéngt de Problem vum Bauschutt awer haut kee méi ze sinn. Firwat datt dat esou ass, versteet sech net, a wou datt en higeet, kann ee sech u sech net esou explizéieren.

Mä dovun ofgesi mengen ech ass dat hei e gutt Gesetz a bréngt eng Partie Verbesserungen zum 94er Offallgesetz. Meng Fraktioun kann dann och den Accord zu dësem Gesetz hei ginn, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng wäerte sech bei dësem Projet enthalen, net well mer Problemer hu mat deenen éischter méi techneschen Upassunge vum Offallgesetz; net well mer eng Preziséierung vun der Roll vun der SuperDrecksKëscht net kloer genuch géinge fannen; net well mer net géinge begréissen, dass endlech administrativ Sanktiounen am Offallberäich agefouert ginn; neen, well den Accès à la justice fir d'ONGen eis bei Wäitem net wäit genuch geet.

Dat wat hei geschitt ass den absolute Minimum an et ass absolut zaghaft. Esou zaghaft, dass souguer de Rapporteur vum Projet sech selwer net getraut huet dësen Zougang zur Justiz bei dem Objet vum Gesetz a sengem schréftleche Rapport ze ernimmen,...

(Interruption)

...beschränkt sech dësen Zougang dach just op Betriber, déi ënnert d'IPPC-Direktiv oder d'Impaktstudien-Direktiv falen.

A mir verstinn als Gréng, Här President, dëst Mësstraue vun dëser Majoritéit vis-à-vis vun der Zivilgesellschaft eigentlech net. Ech menge si huet bewisen, dass se ganz responsabel mat hirem Recht, viru Geriicht ze goen, ëmgaangen ass an och all Dag ëmgeet. An déi puer Fäll, déi se wierklech viru Geriicht gezunn huet, hate bal ëmmer Symbolcharakter an hu méi wéi eng Kéier zu enger ganz wichteger Jurisprudenz gefouert. Et gëtt also eiser Meenung no keng Ursaach den Accès net op all Betriber, déi eng Offallgenehmegung kréien, auszedehnen.

Mä, Här President, dës Décisioun ënnersträicht méi wéi jee déi paradox Haltung vun dëser Regierung an dësem ganze Beräich. An de Sonndesriede gëtt ëmmer erëm déi wichteg Roll vun der Zivilgesellschaft ënnerstrach. Wann et awer drëms geet, dës Wichtegkeet an d'Realitéit ëmzesetzen, da gëtt de Schwanz virun de Wirtschaftslobbyiste bäigezunn. An den Houmasse gëtt d'Sträitkultur héichgehuewen. Wann et awer drëms geet, d'ONGe viru Geriicht streide loossen ze goen, da kréie se nëmme minimal Méiglechkeeten zougestanen dat maachen ze kënnen.

Also, weider eng vu villen Onkohärenzen an Inkonsequenze vun dëser Regierung am Beräich Ëmweltpolitik. Verlaangt net vun eis, Här President, dass mer dës Onkohärenzen an Inkonsequenze matdroen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och fir unzefänken dem Rapporteur Merci soen. En huet eis am Detail explizéiert ëm wat et hei geet. Et handelt sech ëm net méi an net manner wéi Ergänzungen an Adaptatiounen zum Offallgesetz vun 1994, ëm d'Erfahrungen, déi gesammelt si ginn an deene mer eis wëllen upassen.

Ech wëll soen, datt déi aktuell Situatioun eiser Meenung no wäit dovun ewech ass fir satisfaisant ze sinn, och nodeem datt mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn. Wann ee sech d'Prinzipie vum Offallgesetz vun 1994 an Erënnerung rifft - a meng Virriedner hunn dat jo och schonn deelweis gemaach -, da sti mer ëmmer nach engersäits bei der Vermeidung, wat awer schwéier ass; bei der Prioritéit fir de Recyclage, wat manner schwéier ass, wat zwar vill Opwand bedéngt, mä wat op där anerer Säit awer och fir eis Ekonomie net eng Belaaschtung, mä éier eng Chance bedeit.

Menger Meenung no - ech wunne jo an enger Géigend wou et eng grouss Deponie gëtt - gëtt de Moment ëmmer nach vill ze vill op d'Deponie gefouert a vill ze wéineg op d'Méiglechkeete vum Recyclage zréckgegraff.

Ech denke virun allem - ech kommen ëmmer erëm drop zréck -, datt d'organesch Fraktioun an eisem Hausmüll, déi eng grouss Valeur huet - et si Kolleegen heibannen, déi e Sonndeg den Owend en excellenten Exposé bei de Jongbaueren a Jongwënzer héieren hunn iwwert d'Méiglechkeeten, déi mer hu fir eis organesch Matière, net nëmmen déi, déi op eise Felder an an de Bëscher produzéiert gëtt, mä déi, déi mer ewechgeheien, ze valoriséieren.

Dat bedéngt op där enger Säit Investissementer, mä wann een dat laangfristeg kuckt, da géing dat eis ganz sécher an eiser eegener Energieversuergung an am Erofsetze vun eiser Energieofhängegkeet vun Importer dach awer e gudde Krack weider virubréngen an et wär am Intérêt vun der Natur, am Sënn vu Recyclage a vu Kreeslafbewirtschaftung.

Mir sinn an deem Punkt do bis haut nach net richteg virukomm. Et si Kompostéierungsanlagen opgeriicht ginn, déi eigentlech haut guer net méi an dat Konzept passen, well se näischt bréngen. Ausser datt déi Matière do e bësse verrotte gelooss gëtt, mä energetesch brénge se näischt a si produzéiere massiv CO_2. Ech weess net, ob mer deen am Kader vu Kyoto net iergendwann och nach eng Kéier ugerechent kréien.

Dat anert ass, datt et eng ganz Partie Apparate gëtt, déi mer gebrauchen an dann ewechgeheien oder och zréckginn. Do komme jo Gott sei Dank elo Direktiven, déi drop ofzilen, datt déi esou solle gebaut ginn, datt se herno méiglechst liicht erëm kënnen an hir Bestanddeeler zerluecht ginn an d'Matière première esou wäit wéi méiglech erëm eng Kéier soll gebraucht ginn. Ech menge mir mussen eis virun Aen halen, datt eng ganz Partie Matières premières och net onendlech sinn, grad wéi d'Energie, an datt mer och eng Verflichtung hu vis-à-vis vun deene Generatiounen, déi no eis kommen, fir déi Matièren, déi recyclabel sinn, erëmzegewannen a se erëm an de Produktiounsprozess eranzebréngen.

Ech weisen drop hin, datt haut schonn Autosfirmen drop higinn, hir Autoen esou ze konstruéieren, datt, wa se zréckkommen, quasi - vläicht net zu 100%, awer zu engem ganz héije Prozentsaz - déi Ausgangsstoffen erëm eng Kéier kënne recycléiert ginn. Datselwecht betrëfft, a muss an Zukunft betreffen, dee ganzen Elektroschrott, dee mer a risege Masse produzéieren, wou och wäertvoll Matièren dra verschafft sinn.

Leider héiert een zum Beispill vun den Administratiounen, déi sech ëm d'Stroosse bekëmmeren, datt camionsweis däers Geschier all Woch agesammelt gëtt, wat d'Leit einfach laanscht d'Stroossen deponéieren, well se et dann op eng bëlleg Aart a Weis lassginn.

Ech mengen et soll ee sech och iwwerleeën, ob een net besonnesch op esou Geräter, déi e bësse méi grouss sinn, eng Tax soll dropleeë wa se kaaft ginn a wou een dat Geld soll erëmkréie wann een et dann erëm eng Kéier zréckgëtt, wann een et net méi brauch. Dat géing op jidde Fall dozou féieren, datt een et net méi géing an de Stroossegrief erëmfannen.

Här President, ech menge meng Zäit geet esou lues zu Enn.

Ech wëll nach just soen, wat d'Déchets inertes ubelaangt, datt mer eis do mutt-wëlles d'Liewe schwéier gemaach hunn an der Vergaangenheet. Datt et eigentlech géint d'Ekologie ass wann ee seet, datt dat an engem Land wéi Lëtzebuerg praktesch alles muss op enger Plaz zesummegefouert ginn. Wann een den Energieopwand rechent, da kann dat net méi ekologesch sinn.

Et ass och net wirtschaftlech. Mir stinn a Kompetitioun zu eisen Nopeschlänner. Mäi Virriedner huet gemengt, déi Problemer hätte sech an Näischt opgeléist; mä wann een awer héiert trotzt allem, wéi déi Camionen, wéi vill Zäit do verluer geet, well se och dacks an enger File stinn ze waarden, fir iwwerhaapt bäizekommen, da muss ee sech d'Fro stellen - ech gesi schonn an, datt eenzel Gemenge soen: „Mir sinn net drun interesséiert, fir esou eng Deponie ze huelen", mä et kënnt een awer, mat e bësse gesondem Mënscheverstand, ganz vill Déchets inertes, déi net schiedlech sinn, awer ganz dezentral am Land deponéieren.

Et hätt een och eng ganz Partie kënnen, mengen ech och, als Lärmschutzwall laanscht eis Autobunnen abauen. Do hätte se kee Mënsch gestéiert. Au contraire, si hätten nëmme Guddes gemaach.

Dat gesot, Här President, stëmme mir dat Gesetz hei trotzdeem. An der Erwaardung, datt trotzdeem nach weider Verbesserungen an Zukunft wäerten ustoen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Eis Riednerlëscht ass domadder erschöpft an ech géif dann, wann d'Regierung wéilt, der Regierung d'Wuert ginn. Här Lux!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen ech kënnt ganz kuerz si fir engersäits Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi an der Kommissioun gemaach ginn ass, déi zweemol Trains d'amendement, déi mer gemaach hunn, fir relativ schnell dës sécherlech zu engem groussen Deel technesch Ännerungen, déi vill mat den Experienzen ze dinn hunn, déi eis Ëmweltverwaltung an anerer an deene leschte Joren op deem Gebitt gemaach hunn.

Ech wëll och soen zu där éischter méi negativer Stëmm, déi ech héieren hu vum honorabele Kolleeg Camille Gira, déi vun der Fro, déi hir Abstentioun begrënnt. An der Fro vum Accès à la justice wëll ech nach eng Kéier soen, wat an der Kommissioun mengen ech scho gesot ginn ass, dass d'Regierung zréckbehalen huet an där Fro, sech an allen eenzelne Gesetzer eent zu eent un d'Transpositioun vun der Aarhus-Konventioun ze halen.

Déi Aarhus-Konventioun gesäit vir, dass den Accès à la justice an den Intérêt direct vun den ONGe sech bezitt op déi sougenannten IPCC-Betriber, wat also méi grouss Betriber sinn, respektiv déi, déi an d'Études d'impact drafalen. Ech mengen dat hu mer hei gemaach. Et ass e Fortschrëtt par rapport zu där Législatioun, déi mer am Moment hunn. Ech mengen, dass een dat ganz däitlech muss soen.

Ech denken och, dass iwwert dat, wat mer elo hei gemaach hunn, déi Ännerungen, sécherlech eng Rei vu Froen an deenen nächste Méint, vläicht och Woche musse gekläert ginn. Et ass hei vun de Bauschuttdeponië geschwat ginn.

Effektiv si mer relativ no bei konkreten Décisiounen, ënner anerem bei där Deponie Diddeleng-Beetebuerg, déi wäit fortgeschratt ass a wou ech de Gemenge wëll Merci soe fir déi konstruktiv Aart a Weis hei virunzekommen. Datselwecht gëllt fir Monnerech, wou de Gemengerot d'lescht Woch och seng prinzipiell Décisioun geholl huet an d'Richtung vun der Bauschuttdeponie. Och dat hëlleft eis weider, fir nei Potenzialer op deem Gebitt ze kréien.

Ech wëllt och zu där Fro soen, déi elo nach zum Schluss vum Här Mehlen ugedeit ginn ass, déi vun der energetescher Gewënnung, déi mer kënne maachen am Zesummenhang mat der Müllentsuergung, datt d'Regierung de leschte Freideg och de Projet ugeholl huet vun der Vergréisserung vum Minettkompost, awer gläichzäiteg och mat dem Projet vun der Injectioun vum Gas, deen do produzéiert gëtt, Biogas an de Réseau ze maachen. Ech mengen, dass dat och e Projet ass, deen an déi richteg Richtung geet fir ze favoriséiere wat iwwregens an der Revisioun vun der europäescher Déchetsdirektiv wäert kommen, dass do net nëmmen d'Ressourcëschounung an de Mëttelpunkt gestallt gëtt, mä och gekuckt gëtt fir déi energetesch Fro ëmmer méi mat anzebezéien.

Ech menge mir hunn um Niveau vun der Ëmsetzung vun den europäeschen Direktiven déi vun dem Elektroschrott oder vun der Adaptatioun vun den Emballagen hannerun eis. Mir hunn eis elo ze attackéieren un d'Ëmsetzung vun där vun de Batterien, wou mer och drun denke fir enk mat eenzelnen Initiativen am Privatsecteur zesummenzeschaffen, an da kënnt um europäesche Plang, wéi gesot, déi gesamt Revisioun vun der Déchetsdirektiv.

Loosst mech schlussendlech och nach soen, dass mer dëse Mount ugefaangen hunn och richteg eranzesprangen an dat wat d'Revisioun vun dem nationalen Déchetsplang ubelaangt, deen obligatoresch muss gemaach ginn am Joer 2006 respektiv 2007, a wou et drëm geet, sech net nëmmen eng Rei vu Froen ze stellen, wat gutt gelaf ass a méi schlecht gelaf ass an deene leschte Joren, do wou mer evident Réussiten hunn, do wou awer och besonnesch an der Ëmsetzung vun eenzelnen Dispositioune vum Gesetz eenzel Syndikater hannendra sinn, déi dat nach net esou maachen, dat net alles maachen, net alles erauskëddele wat vu Méiglechkeeten do dra sinn. An ech mengen, dass och déi Ëmsetzung eis wäert hëllefe fir op enger Rei Gebidder vläicht eis och méi contraignant Ziler an Zukunft ze setzen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Jiddefalls sinn ech frou, dass mer déi heite méi technesch Ännerunge relativ schnell konnte maachen an domadder virun allem d'Ëmweltverwaltung an d'Syndikater e Moyen kréien, fir méi einfach op deem Gebitt ze schaffen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen elo zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5508 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nancy Arendt), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5582, eng Ofännerung vun der Konventioun vun Aarhus. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Calmes, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet den Här Roger Negri als Rapporteur.

11. 5582 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement à la Convention, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5582 betrëfft den Amendement vun der sougenannter Aarhus-Konventioun. Dësen Amendement ass zu Almaty vun de Signatairë vun der Aarhus-Konventioun ënnerschriwwe ginn am Kader vun enger Réunioun, déi vum 25. bis de 27. Mee 2005 stattfonnt huet.

De Projet de loi 5582 gouf den 2. Juni 2006 an der Chamber deponéiert. De Statsrot huet säin Avis de 4. Juli 2006 ofginn. Den 20. September 2006 sinn ech als Rapporteur vun dësem Projet de loi designéiert ginn. Mäi Rapport gouf de 4. Oktober 2006 an der Ëmweltkommissioun ugeholl. Ech erënneren drun, dass Lëtzebuerg d'Aarhus-Konventioun de 25. Juni 1998 ënnerschriwwen huet an d'Chamber der Ratifizéierung den 13. Juli 2005 zougestëmmt huet.

D'Aarhus-Konventioun berout op dräi Pilieren. Heira verflichte sech d'Signatairen:

éischtens, hire Bierger Zougang zu engem groussen Deel vun den Ëmweltinformatiounen ze ginn, déi déi verschidde Verwaltungen hunn;

zweetens, d'Bierger gi vun Ufank un an d'Décisiounsprozesser mat agebonne wann et ëm Ëmweltfroe geet;

drëttens, d'Konventioun enthält e Volet iwwert den Accès zur Justiz, deen et de Bierger erméiglecht viru Geriicht ze goen, wann déi Responsabel den Zougang zur Informatioun oder d'Recht op Participatioun blockéieren.

Den Amendement, iwwert dee mir haut ofstëmme mam Projet de loi 5582, betrëfft d'Uwendung vun der Konventioun vun Aarhus op d'Verbreedung vu gentechnesch verännerten Organismen, «organismes génétiquement modifiés» oder ofgekierzt «OGM».

Regelen iwwert d'Verbreedung an den Handel mat OGMe gëtt et op verschiddenen Niveauen. D'Biodiversitéitskonventioun, déi de 5. Juni 1992 zu Rio de Janeiro ugeholl ginn ass, baséiert op dem Protokoll vu Cartagena iwwert den Ëmgang mat de Risike vun der Biotechnologie, déi den 29. Januar 2000 zu Montréal ënnerschriwwe gouf.

D'Zil vum Protokoll vu Montréal gëtt folgendermoosse festgehalen: «Conformément à l'approche de précaution consacrée par le Principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, l'objectif du présent Protocole est de contribuer à assurer un degré adéquat de protection pour le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger des organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie moderne qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine, en mettant plus précisément l'accent sur les mouvements transfrontières.»

Den Ëmgang also mat gentechnesch verännerten Organismen ass e ganz komplext Thema. Dofir gëtt et och um Niveau vun der Europäescher Unioun e puer Direktiven a Reglementer, déi sech mat dësem Thema beschäftegen. Esou regelt d'Direktiv 2001/18/CE d'Fräisetze vun OGMen onofhängeg dovun, ob d'Zil e wëssenschaftlecht oder e kommerziellt ass. Verschidden EU-Reglementer setzen de Kader ënner anerem fir d'Verbreedung vun OGMen iwwert d'Grenzen eraus: fir d'OGMen an de Liewensmëttel an am Déierefudder, fir d'Traçabilitéit an d'Etikettéierung vu Produkter, déi aus OGMe bestinn oder OGMen enthalen.

Doriwwer eraus huet sech d'EU och verflicht, d'Aarhus-Konventioun ëmzesetzen. Zwou Direktive garantéieren de Bierger den Accès zur Informatioun an d'Recht op Participatioun an Ëmweltfroen. Eng Direktiv iwwert den Accès zur Justiz gëtt nach ausgeschafft. Well déi bestehend Direktive schonn en héije Prezisiounsgrad hunn, wäert d'Ratifizéierung vum Amendement vun der Aarhus-Konventioun keng Ännerung vum EU-Recht mat sech bréngen.

Et handelt sech bei deem Amendement nämlech net ëm eng grondsätzlech Veränerung, mä virun allem ëm eng Prezisioun. De Statsrot war a sengem Avis souguer der Meenung, den Amendement géif iwwerhaapt keng Neierung mat sech bréngen.

Där Meenung ass d'Ëmweltkommissioun awer net gewiescht. Au contraire. Den ursprünglechen Text vun der Aarhus-Konventioun léisst deenen eenzelne Länner en immens grousse Spillraum fir ze décidéieren, ob an a wat fir engem Ëmfang si d'Öffentlechkeet informéieren, wann et ëm d'Disséminatioun vun OGMe geet.

Den Artikel 6 vun der Konventioun regelt d'Participatioun vum Public. Hei ginn d'Prinzipie vun de Prozedure festgehal, déi garantéiere sollen, dass d'Bierger fréizäiteg an den Décisiounsprozess mat agebonne ginn. Um Enn vum Artikel 6 steet en Ofsaz, deen d'OGMe betrëfft. An dësem Paragraph 11 steet Folgendes: «Chaque Partie applique, dans le cadre de son droit interne, dans la mesure où cela est possible et approprié, des dispositions du présent article lorsqu'il s'agit de décider s'il y a lieu d'autoriser la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement.»

Wann natierlech all Land d'Wiel huet selwer festzeleeën, ob et méiglech ass an ugemooss ass fir de Public un enger Entscheedung iwwert d'Verbreede vun OGMen deelhuelen ze loossen, muss een domat rechnen, dass d'Aarhus-Konventioun an dësem Punkt ganz oneenheetlech ëmgesat gëtt.

Den Zweck vum Amendement, iwwert dee mir haut ofstëmmen, ass et dofir, dësen Interpretatiounsspillraum anzeschränken. D'Signatairë verflichte sech, d'Öffentlechkeet ëmmer ze informéieren an ze consultéieren, wann et ëm d'Verbreedung vun OGMen oder den Handel domadder geet.

De Paragraph 11 vum Artikel 6 gëtt ersat. Fir d'Décisiounen, déi d'OGMe betreffen, gëllt an Zukunft net méi den Artikel 6, mä en neien Artikel 6bis an eng nei Annex I bis, déi d'Modalitéite festleet. De Paragraph 11 vum Artikel 6 gëtt deemno duerch folgenden Text ersat: «Sans préjudice des dispositions du paragraphe 5 de l'article 3, les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux décisions autorisant ou non la dissémination volontaire dans l'environnement et la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés.»

Hannert den Artikel 6 kënnt dann en neien Artikel 6bis, deen do heescht, éischtens: «Conformément aux modalités définies à l'annexe I bis, chaque Partie assure une information et une participation du public précoces et effectives avant de prendre des décisions autorisant ou non la dissémination volontaire dans l'environnement et la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés.»

(Coups de cloche de la Présidence)

An zweetens: «Les prescriptions établies par les Parties conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article devraient être complémentaires et s'appliquer en synergie avec les dispositions du cadre national relatif à la prévention des risques biotechnologiques, en concordant avec les objectifs du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques.»

Déi Annex also - I bis - gëtt detailléiert Richtlinne fir déi Prozeduren, déi et dem Public erméigleche sollen, sech mat Zäit an ëmfaassend ze informéieren a sech un den Décisiounen ze bedeelegen. An dëser Annex gëtt zum Beispill festgehale wat fir eng Informatiounen net kënnen als confidentiel agestuuft ginn, oder a wat fir enge Fäll d'Autoritéiten d'Informatiounsprozedur net mussen uwenden.

Här President, d'Prezisiounen, déi den Artikel 6bis an d'Annex I bis bréngen, wäerten dofir suergen, dass d'Aarhus-Konventioun a Relatioun mat den OGMe méi eenheetlech ëmgesat ka ginn, an dass dem Public nëmmen dann Informatioune virenthale ginn, wann et e ganz trëftege Grond dofir gëtt. Ënner wat fir enge Bedingungen dat de Fall ka sinn, gëtt an der Annex I bis genau festgeluecht. Och wann et ëm dee sensibelen Thema vun den OGMe geet, soll d'Transparenz Prioritéit hunn. Dëst entsprécht dem Geescht vun der Aarhus-Konventioun, an ech géing lech bieden, den Article unique an domat d'Ratifizéierung vum Amendement vun Aarhus unzehuelen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a géif mech herno nach eng Kéier am Numm vu menger Fraktioun mellen.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Als éischte Riedner huet den honorabelen Här Marcel Oberweis d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Ministeren, wéi virdru schonn eng Kéier, datselwecht nach eng Kéier: e Merci dem Roger Negri, dem Rapporteur, fir de Rapport - mëndlecher a schréftlecher Aart.

Mir hunn et hei mat engem Amendement ze di vun der Konventioun vun Aarhus, a ganz speziell mat de Konklusioune vun der Konferenz zu Almaty a Kasachstan. An dat beweist jo eleng scho quasi dee globalen Impakt vun den OGMen.

Ech wëll just rappeléieren, well et net genuch gemaach gëtt, déi dräi Pilierë vun der Konventioun:

Deen éischten ass e wäertvollen; en erlaabt dem Bierger all Informatioun ze kréien, déi hie brauch iwwer d'Ëmwelt.

Deen zweeten ënnerstëtzt dann de Public, dee sech an de Prozess décisionnel wëllt erabréngen, fir den Ëmweltimpakt ze bemoossen.

An deen drëtten - et ass hei ugeschwat ginn - ass dee vum Accès à la justice; dee muss dann nach gekläert ginn.

Dee virleienden Amendement muss een awer och am Kader vun der europäescher Charta fir Ëmwelt a Gesondheet vum 8. Dezember 1989 gesinn. Deemools ass festgehale ginn, dass de Schutz vun der Ëmwelt an doriwwer eraus och de Schutz vun dem Mënsch a senger Gesondheet ee Ganzt

duerstellt, an dat an der Rumm vun der nohalteger Entwécklung. Dat war am Joer 1989, dräi Joer virun der grousser Konferenz vu Rio.

An d'Haaptroll an dësem Amendement spille ganz einfach d'OGMen, déi genmanipuléiert Organismen, déi mëttlerweil ronderëm d'ganz Welt schwirren a wou nach kee weess, welch Konsequenzen dat op d'Gesondheet an op d'Ëmwelt kann hunn. De Rapporteur ass dorobber relativ genau agaangen. Ech spueren dat hei.

Fir mech wichteg ass op alle Fall, dass de Public informéiert muss ginn an an d'Diskussiounen agebonne muss ginn, wann ebe genmanipuléiert Organismen op de Marché solle kommen. An ech schwätzen hei als President quasiment vun der Landwirtschaftskommissioun, wann et ëm d'Landwirtschaft geet, well grad do kréie mer jo dann Implikatiounen, déi och hir Auswierkungen op d'Ëmwelt kënnen hunn an doriwwer eraus op d'Gesondheet vun de Mënschen.

Vun Interesse ass awer och hei, dass dem Public all Informatiounen iwwert déi OGMen da matgedeelt musse ginn. Dorënner souguer d'Adress an den Numm vun deene Leit, déi se wëllen asetzen, an och déi Plaze wou dat da soll geschéien.

Well ech virdru vun der Gesondheet vum Mënsch an dem Schutz vun der Ëmwelt geschwat hunn, schéngt et jo nëmme logesch ze sinn, dass all Risike fir d'Ëmwelt a fir de Mënsch domadder och matgedeelt musse ginn.

Dat heescht am Kloertext, dass all Land seng Bierger an den Décisiounsprozess abanne muss, wann et zum Asaz vun OGMe sollt kommen. Mat dëser Ännerung ass awer net - et ass ugedeit ginn hei - an der Konventioun den drëtte Pilier ugaange ginn. Dat heescht, et ass net méiglech, dass d'Mënsche viru Geriicht kënne goen, wann hei Décisiounen iwwer OGMe musse geholl ginn.

Här President, nach e lescht Wuert hei iwwer ons eegent Gesetz: de 5380 iwwert d'OGMen. Et läit an der legislativer Prozedur, mir waarden drop fir dat an eiser Kommissioun ze diskutéieren. Do gi ganz kloer Aussoe gemaach iwwert den Exploitant vun den OGMen, iwwert d'Distanzen, déi mussen agehale ginn an iwwert dee sougenannte Fonds de responsabilité. Ech denken, dat wäerte mer deemnächst op den Dësch hei kréien an da kënne mer eis iwwert d'OGMen och hei am Land ënnerhalen.

Ech bréngen domat och den Accord vu menger Fraktioun a soen da Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den Här Gira huet d'Wuert.

(Interruptions)

Une voix.- Dee verdréit dat guer net.

M. le Président.- Pardon, den Här Calmes huet d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just heihinner komme fir et ganz kuerz och ze maachen an dem Här Rapporteur och fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport ze félicitéieren, an net fir mech virum Här Gira hei virzedrängen, mä ech mengen et ass mäin Tour.

Dëse Gesetzesprojet reit sech an de Kader vun der Aarhus-Konventioun an, déi Lëtzebuerg jo scho ratifizéiert huet. Et handelt sech u sech nëmmen ëm eng Prezisioun vun dëser Konventioun, andeem preziséiert gëtt, datt am Fall vu fräiwëllegem Fräisetzen a Mise sur le marché vun OGMen d'Öffentlechkeet muss informéiert a consultéiert ginn. Doppelt genäht hält besser.

Eppes Ähnleches hate mer schonn am Gesetz vum 13. Januar 2004, mat deem d'Gesetz vum 13. Januar 1997 ëmgeännert ginn ass, iwwert de Contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés virgesinn, wou och d'Consultatioun vum Public an esou engem Fall muss organiséiert ginn.

Mir hate sengerzäit relativ grouss Diskussiounen, an déi hu sech effektiv deemools haaptsächlech ëm d'Koexistenz vun der konventioneller an der biologescher Landwirtschaft mat der Landwirtschaft mat OGMe gedréint.

Sengerzäit hu mer eis eng Resolutioun um Enn vun dësen Debatten hei gi gelooss, opgrond vun Diskussiounen, déi deemools d'Ëmwelt- an d'Landwirtschaftskommissioun zesumme gefouert haten, an hunn eis eens gemaach an déi Direktioun ze schaffen.

Dat Ganzt ass elo drop erausgelaf, datt e Gesetz presentéiert ginn ass vum Landwirtschaftsministère, wat dëse Moment amgaang ass dann och an der Landwirtschaftskommissioun diskutéiert ze ginn.

Effektiv gerode mer hei ëmmer op Differenze mat der europäescher Législatioun zum engen Deel an op där anerer Säit och op Onverständnis am Statsrot, sou huet een d'Impressioun. Deemools war dat schonn de Fall, an et huet een d'Impressioun wéi wann dat haut net besser wär.

Ganz oft gëtt d'Libre circulation des marchandises ugefouert, géint déi keng zousätzlech Entravë vun engem Land kënne gemaach ginn. Mä a sech si mer eis schonn deemools, an ech géif mengen och nach haut, hei an dësem Haus eens. Et huet een op jidde Fall d'Gefill, wéi wann ee grousse Konsens heiriwwer géif bestoen, net nëmmen an dësem Haus, mä och am Secteur vun der Landwirtschaft.

A sech huet een eng ganz Partie Méiglechkeeten, Gesetzer, op déi een, nieft deem wat momentan an der Landwirtschaftskommissioun diskutéiert gëtt, kéint zréckgräifen, fir dem Ausbau vun den OGMen e Riegel virzestoussen. Ech féiere se elo net alleguer op. Dat géif ze wäit féieren. Mir kréien déi Diskussioun an deenen nächste Woche ganz sécher.

Mir hunn deemools awer och gesot opgrond vun deem Konsens, deen hei zu Lëtzebuerg besteet, datt een éischte Schrëtt - en attendant, datt da juristesch Weeër géife geholl ginn - a sech dora géif bestoen, datt déi verschidde Bauereverbänn, ob dat d'Bauerenallianz oder den FLB oder d'Bauerenzentral ass, géifen een Accord aushandelen, deen dann op ee Moratoire géif erauslafen, kee genmodifizéiert Geseems hei zu Lëtzebuerg anzesetzen. Ech mengen, dat wier e relativ einfache Wee.

Ech verstinn a sech net, firwat datt Greenpeace ëmmer erëm op eis klappt an net versicht, déi Baueréverbänn un een Dësch ze kréien a mat deenen en Accord fënnt, fir datt dann op d'mannst um Niveau vun deene Bauerenorganisatiounen op dat Geseems do géif verzicht ginn. Dat wier wuel nëmmen eng Iwwergangsléisung, mä et hätt och den Avantage, datt net nëmmen d'Baueren dobäi géife matmaachen, mä an deem Konsortium kéint een och d'Uebstgäertner, d'Gäertner am Allgemengen an och vläicht d'Wënzer mat abezéien. Do mengen ech wier et vill méi einfach, fir dat op fräiwëlleger Basis ze maachen. Wat net ass, ka jo nach kommen.

Dat Gesetz hei schuet guer näischt. Et ass gutt, datt et gemaach gëtt, an duerfir fënnt et och eisen Accord.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech soen, dass dat grousst Zil vun der Aarhus-Konventioun eng besser Ëmweltpolitik ass. Si berout op der Iddi, dass d'Bierger méi motivéiert sinn, Ëmweltpolitik aktiv ze ënnerstëtzen, wa se d'Méiglechkeet hunn, sech objektiv ze informéieren an och eng Chance kréien, wichteg Décisioune mat ze beaflossen.

Grad esou e sensibelt Thema wéi déi gentechnesch verännert Mechanismen dierf also hei net ausgeklammert ginn.

An Europa ginn d'OGMen an de Liewensmëttel an am Fudder vun eisen Hausdéiere vu breeden Deeler vun der Bevölkerung ofgelehnt. Dës Oflehnung ass oft kategoresch a kompromisslos, well den Eenzelnen net ofschätze kann, wat fir Risike wierklech vun enger bestëmmter Zort OGMen, Mais oder Raps, fir d'Gesondheet oder d'Ëmwelt ausginn, an d'Noutwendegkeet vun der Existenz vun dëse Produiten och net agesäit. An et ass ze verstoe firwat verschidden Organisatiounen, déi den totalen OGM-Verbuet fuerderen, esou vill Ënnerstëtzung fannen.

Op där anerer Säit steet d'Europäesch Unioun, déi intern all Barrièrë fir de fräien Handel wëllt a muss ofbauen an no baussen u sech awer och un d'Spillregele vun der Welthandelsorganisatioun gebonnen ass. D'EU kann net ouni Begrënnung den Import vun allen OGMen oflehnen. Si ka just eng wëssenschaftlech fundéiert Risikoanalys fir all eenzel Zort OGMe maachen a Verschiddener verbidden, déi hire Kritären net standhalen.

D'EU ka Kontrolle maachen, fir den illegalen Import vun OGMen ze verhënneren. D'EU kann eng kloer Etikettéierung verlaangen, zumindest fir déi Liewensmëttel, déi net esou héichgradeg verschafft sinn, an et doduerch net méiglech ass, eng Kontroll duerchzeféieren. D'EU kann och den Ubau vun OGMe mat héijen Oplage verbannen. Mä d'EU kann net in globo den Ubau an den Handel mat den OGMe verbidden.

Vun engem wëssenschaftleche Standpunkt aus gesinn ass esou eng selektiv an nuancéiert Approche natierlech richteg, mä wann ee sech den internationalen Drock virun Aen hält, deen op der EU laascht, fir méiglechst grousszügeg Genehmegungen ze ginn, ass et ze verstoen, dass d'Bierger wéineg Vertrauen an dëse Mechanismus hunn. Et ass eng gewëssen Angscht do, dass d'OGMe sech duerch d'Hannerdier ëmmer méi staark an Europa verbreeden, an dass de Konsument iergendwa virum Fait accompli steet.

D'Verbraucher wëllen e Choix maachen, an et ass an eisen Aen d'Flicht vun der Regierung dofir ze suergen, dass d'Leit dëse Choix behalen, zum Beispill doduerch, dass eng kloer Etikettéierung duerchgesat gëtt an och ganz streng an deem Sënn kontrolléiert gëtt. Mä och doduerch, dass garantéiert gëtt, dass déi konventionell an déi biologesch Landwirtschaften, déi bewosst OGM-fräi schaffen, net duerch den Ubau vun OGMen op den Nopeschfelder an hirer Existenz bedroht ginn.

Et ass net vun ongeféier, dass de Paragraph 11 vum Artikel 6 an der Aarhus-Konventioun esou vag formuléiert ass. D'Regierunge vun den EU-Memberstate sëtzen hei zwëschent zwee Still. Si si sensibel fir d'Fuerderung vun der Opinion publique, sinn awer verflicht, sech un d'EU-Recht ze halen a musse sech dem Uerteel, dat déi zoustänneg EU-Instanzen treffen, beugen. Do ass et méi bequem wa si deenen onpopulären internationale Verflichtunge kënnen nokommen, ouni doriwwer eng öffentlech Debatt féieren ze missen. Dat ass allerdéngs och extrem kuerzsiichteg an eng ondemokratesch Haltung, déi d'Vertrauen an d'Politik ënnergrieft.

D'Gentechnik ass e Beräich vun der Fuerschung, dee sech ganz schnell entwéckelt a souwuel Chancë wéi och Risike mat sech bréngt. Well d'Risiken am Viraus heiansdo schwéier anzeschätze sinn, muss de Principe de précaution Virrang hu vis-à-vis vun der Chance op e schnelle Profit. D'Lëtzebuerger Regierung huet sech dofir och ëmmer konsequent fir e virsiichtegen Ëmgang mat gentechnesch verännerten Organismen agesat.

Här President, den Amendement vun der Aarhus-Konventioun ass deemno ganz an eisem Sënn. E schreift verbindlech fest, dass d'Bierger ëmmer mussen driwwer informéiert ginn, wann iwwer eng Genehmegung fir den Ubau vun OGMen décidéiert gi soll. Dat heescht, dass d'Regierung hir Choixen an dësem Beräich systematesch justifizéiere muss. Et ass awer och eng Chance fir méi eng nuancéiert Diskussioun. De Fait, dass d'Verwendung am medezinesche Beräich vun OGMen an der Gentechnik insgesamt op eng breet Akzeptanz stéisst, weist, dass d'Bierger an Europa net grondsätzlech fortschrëttsfeindlech sinn an dass si d'Chancen, déi déi nei Technologië bidden, och notze wëllen.

Mä net all nei Entwécklung bréngt e Fortschrëtt fir d'Allgemengheet. D'Bierger wëlle selwer kënne matbestëmme wat an hiren Aen e Fortschrëtt ass a wat net. An d'Bierger wëllen objektiv Informatiounen, déi et hinnen erméiglechen, Risiken a Virdeeler vun neien Technologië kënne genee géinteneen ofzeweien.

Meng Fraktioun ass der Meenung, dass d'Bierger e Recht och dorop hunn. Dëst ass esou am Sënn vum Amendement zu der Aarhus-Konventioun iwwert d'OGMe virgesinn, an dofir ginn ech heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Gira. Här Gira, elo ass et endlech un Iech.

(Hilarité)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech géing mech och wierklech hidden, mech hei virun den Här Calmes ze drängen, mä wann Dir mech rufft, da kommen ech, gellt, jo?

(Hilarité)

Mä Merci fir d'Wuert elo; ech sinn och séier fäerdeg.

Déi Gréng wäerte selbstverständlech och dëse Projet de loi an domat dësen Amendement zur Aarhus-Konventioun stëmmen, och wann et esou ass wéi scho gesot ginn ass, dass et fir déi europäesch EU-Länner keng Verbesserung an deem Beräich gëtt. Mä, ech mengen et ass wichteg, dass iwwerall an der Welt esou vill wéi méiglech Transparenz an den Dossier OGM kënnt. Wann iwwerhaapt, dann ass dat vläicht déi eenzeg Chance, dass d'Majoritéit vun de Konsumenten a Konsumentinnen, déi jo nach ëmmer géint dës Technologie sinn, vläicht eng kleng Chance hunn, géint déi multinational Firmaen, déi mat alle Moyenen dës Technik duerchdrécke wëllen, ze bestoen.

Wat méi Transparenz erakënnt, wat ëmmer méi kloer gëtt, dass éischtens d'Avantagen, déi sougenannt Avantagen, vun dëser Technologie emol nach ze beweise bleiwen. Et gëtt genuch Etüden an der Tëschenzäit, déi soen, dass mer net manner Pestizide brauche mat OGMen, mä éischter méi, dass wuel eng Rei vu Planze resistent sinn op eng Rei Schädlingen, mä dass domat awer Gefore bestinn, dass och Onkraider resistent gi géint déiselwecht Schädlingen.

Dofir mengen ech, dass nach ëmmer grouss Virsiicht gebueden ass an dass all Moyenë musse gutt sinn, fir dee Match opzehuelen, besonnesch well den Drock ëmmer méi grouss gëtt.

Dir hutt sécherlech matkritt, dass en Uerteel vun der OMC komm ass opgrond vun enger Klo vun de Vereenegte State géint d'EU. Dat Uerteel ass zwar net gradsou schaarf ausgefall wéi verschidde Leit gefaart haten, dass d'EU insgesamt fir hir Politik veruerteelt géif ginn, mä et ass eigentlech nodréiglech gesot ginn, dass dee Moratoire, dee verschidde Länner aus der EU verhaang haten, eigentlech net an der Rei war. D'EU huet awer och confirméiert kritt, dass se awer d'Recht huet, d'Législatioun an d'Realitéit ëmzesetzen, fir konsequent d'Vir- an d'Nodeeler vun den OGMen analyséieren ze kënnen.

Ech mengen, duerfir sollt een um europäeschen, mä och um nationale Plang zwou Stoussrichtunge weiderhi verfollegen. Ech stelle mat Freed fest, dass jo nach ëmmer anscheinend politesche Konsens an deem Land hei ass, dass dat net onbedéngt zum Virdeel vun der Mënschheet an der Ëmwelt ass, wa mer dës Technologië mar ganz massiv hei verbreeden. Duerfir mengen ech zwou Stroussrichtungen:

Dat Éischt ass, esou wäit wéi méiglech fuerschen iwwert déi negativ Inzidenze vun dëser Technologie. Ech weess, dass mir do zu Lëtzebuerg vläicht relativ beschränkt sinn, mä ech mengen an den EU-Ministerréit - souwuel den Ëmwelt- wéi de Landwirtschaftsminister -, do kann ee jo drop pochen, dass d'Efforten zesummegeluecht ginn, fir weider Gelder an d'Fuerschung iwwert déi negativ Inzidenze vun den OGMen ze stiechen. Et mierkt een nämlech, wat méi Etüden op den Dësch kommen, wat ëmmer méi kloer gëtt, dass dës Technologie wesentlech méi negativ Konsequenzen huet wéi positiver.

An dann dat Zweet ass, dass mer endlech an esou séier wéi méiglech Regelen opstelle fir d'Koexistenz vun enger biologescher, enger klassescher an enger OGM-Landwirtschaft. Wann een erlieft huet, wat deelweis a Kanada an an Amerika scho geschitt ass, da muss et engem wierklech Angscht gi fir déi biologesch Landwirtschaft souwisou, mä och fir déi traditionell Landwirtschaft, déi awer vläicht näischt wëllt heimat ze dinn hunn. An do mengen ech, dass mer grad zu Lëtzebuerg awer kënnen eppes maachen.

Ech war och frou de Moien um Courrier électronique déi Amendementer vun der Regierung ze gesinn, fir de Projet ze amendéieren. Et geet jo virun allem drëm, dass dat wat virdrun an engem Règlement granducal ageschriwwe gi war elo an den Text vum Gesetz kënnt, wéi de Statsrot dat gäre gehat hätt.

Ech si frou, dass dës Regierung op dëse Wee geet. Ech mengen, dass dat schonn och e bëssen d'Pist war, déi déi Gréng virun e puer Joer hei gewisen hunn, wou mer eis inspiréiert hunn um éisträichesche Land Kärnten, wou mer deemools, mengen ech, awer net all - d'Chamber insgesamt - esou falsch louchen, wéi mer vu Greenpeace an enger Rei Bauerenorganisatioune gesot kritt hunn, mir géingen hei e schlecht Gesetz iwwert d'Disséminatioun stëmmen.

Ech mengen net, dass mir falsch louchen deemools. Mir haten deemools laut euro-

päeschem Recht net vill aner Méiglechkeeten déi Direktiv ëmzesetzen. An ech si frou, dass et elo awer ganz kloer an eng Richtung geet, dass mer eis esou restriktiv wéi méiglech Koexistenzregele ginn. A wa mer eis do gescheit uleeën, mengen ech, dass, mat engem Drëttel vun eisem Territoire, dee mat Bësch beluecht ass, mat enger Rei Natura 2000-Zonen, mat aneren Naturschutzzonen, déi mer, wa méiglech, esou séier wéi méiglech sollten ausweisen, et misst méiglech sinn, dass mer praktesch de facto en OGM-fräit Land ginn.

Ech mengen, dass dat de Moment, och mat der aktueller europäescher Législatioun an och mat den OMCs-Regelen, déi eenzeg éierlech Méiglechkeet ass fir zu deem ze komme wat mer wëllen. Ech menge schonn, dass et um politeschen Niveau ganz flott an och ganz wichteg ass, dass eenzel Gemengen oder eenzel Regioune sech als OGM-fräi deklaréieren. Dat ass schéin a gutt. Mir sinn eis awer eens, dass, wann et haart op haart kënnt a wann et bis zu juristeschem Sträit géing kommen, déi do Deklaratiounen net laang Bestand hätten.

Ech mengen och net, dass dat wat den Här Calmes préconiséiert huet duergeet. Wat nëtzt et wann zwou Bauerenorganisatioune soen: Mir wëlle keng OGMen?

(Interruption)

Neen, mä gutt. Éischtens mengen ech, néierens steet, dass all Bauer muss an enger vun deenen zwou oder dräi Gewerkschafte sinn. A souguer wann déi Gewerkschaften dat décidéieren, kënne se dat jo net fir hir 2.000 Memberen décidéieren. Da steet et nach ëmmer all eenzelnem Landwiert fräi, déi Technik unzewenden, sou dass ech mengen, dass mer all Efforten a wierklech och vläicht déi bescht Juristë sollten dropsetzen, fir vis-à-vis vun der Législatioun zu Bréissel ze probéieren esou séier wéi méiglech déi praktesch Koexistenzregelen opzesetzen. Dat ass vläicht déi eenzeg Rettung virun dëser Technik.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Mehlen. Här Mehlen!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Och ganz kuerz: Mir wäerten eisen Accord zu dësem Projet ginn.

Et ass eng Matière, déi ëmmer méi komplizéiert gëtt, souwuel um legislative wéi um prozedurale Plang. Duerfir ass et noutwendeg, datt ee probéiert de Maximum un Transparenz an dee ganze Secteur eranzebréngen. Dat geet u beim Accès à l'information - dee soll jo hei gestäerkt ginn -, datt de Public informéiert gëtt, datt en och soll consultéiert ginn, an zwar bei der Dissémination vun OGMen an och bei der Vermaartung vun OGMen.

Ech wëll soen, datt fir eis och d'Sichtweis déiselwecht ass wéi dat wat d'Virriedner hei gréisstendeels gesot hunn. Et ass eigentlech net richteg, datt an esou enger sensibeler Matière de Fräihandelsprinzip Prioritéit huet virum Précautiounsprinzip.

Et gëtt ëmmer gesot an der WTO: Et geet net anescht. Ech war frou zum Beispill de Moien och an deem Hearing ze héieren, datt de Wirtschaftsminister gesot huet, datt déi Regelen einfach net richteg sinn. Wann déi eng imposéiert kréien, qualitativ an ëmweltschutzrechtlech Contrainten anzehalen, an déi aner kënne maache wat se wëllen, an da begéine mer eis um fräie Maart, da kann dat net funktionéieren.

Hei ass iergendwou par analogie déiselwecht Situatioun. Duerfir ass et, wa mer da schonn an där Contrainte sinn - an ech si mir och bewosst, datt et schwéier ass do erauszekommen -, wierklech noutwendeg, datt de Consommateur sech nach vläicht e bësse kann dogéint wieren, wa mer d'Kennzeechnungsflicht uerdentlech applizéieren. Ech froe mech, ob een net soll fir d'OGMen generell e Sigel erfannen, wou een direkt gesäit, ouni datt ee muss dräi Säite Klenggedrécktes liesen: Hei ass e Produkt, do sinn OGMen dran. An da kann ech jo soen: Ech wëll et oder ech wëll et net. Mä et muss esou sinn, datt een et praktesch op den éischte Bléck gesäit.

Dat anert ass de Schutz vun de Produzenten, dat wat meng Virriedner iwwerhaapt och ugesprach hunn: Mir schwätze vun Dissémination volontaire, mä mir si ganz séier an der Dissémination involontaire vun deem, deen dat ugebaut huet, wou et sech dann iergendwou, deemno wéi et ass, iwwert d'Pollen an esou weider verbreet, an och vun deem, deem seng Stécker oder seng Kulture contaminéiert ginn, dee sech och net kann dergéint wieren.

Dat ass effektiv eng Problematik fir déi konventionell Landwirtschaft, déi OGM-fräi wëllt produzéieren, a schonn nach vill méi fir d'biologesch Landwirtschaft. Duerfir fannen ech och, dat wat ugesprach ass, déi Justifikatioun vun all Décisioun, datt dat e schrecklech wichtegen Aspekt ass. Et kann net sinn, datt ee seet am Umkehrprinzip: Et muss bewise sinn, datt dat do schiedlech ass, fir datt mer et net zouloossen.

Mir si jiddefalls der Meenung, datt et misst ëmgekéiert sinn, wann een am Précautiounsprinzip räsonéiert, datt ee seet: Am Prinzip ass et Neen, et sief dann deejéinegen, deen dat gebastelt huet an dee wëllt Geld domat verdéngen, dee bréngt d'Preuve, datt et wierklech eppes bréngt. A wann een e bësse weess, wéi d'Mechanismen zu Bréissel funktionéieren, wat fir eng Lobby do amgaangen ass - ech schwätzen elo manner vun de Bauerenorganisatiounen, well ech weess wéi schlecht se vertratt si par rapport zu deenen...

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Oh, déi sinn awer och net schlecht vertratt.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Neen, ech héieren awer ëmmer, Här Gira, datt dat wierklech ganz schwaach ass par rapport zu den Agrar-, Handels- a chemesche Konzerner an esou weider, déi an der Produktioun vun Agrarproduktiounsmëttelen täteg sinn. Do ass dat ganz kleng.

A wann ee weess, wat fir eng Influenz datt déi op déi Leit hunn, déi an der Kommissioun d'Dossiere virbereeden, a wann ee weess, datt mir emol ganz dacks net ëmmer Leit hu fir an déi Kommissiounssëtzungen ze schécken, wou dat dann ausgehandelt gëtt, wou d'Décisioune preparéiert ginn, da musse mer eis d'Fro stellen, wéi wäit datt mir als Politiker, souwuel um nationale Plang wéi och dann herno um communautäre Plang, wierklech Afloss op dat huele wat do geschitt.

An ech fannen, wann do wierklech Transparenz wär, da kéinte mer vu Fall zu Fall décidéieren, ob dann elo e Mais, deen iergenden Insektizid produzéiert fir iergende Wiermche vu sech ewechzehalen, zoulässeg soll sinn oder net. Do misst d'Politik wierklech kënnen Afloss drop hunn, natierlech op Basis vun engem Dossier, deen neutral an deen transparent ass.

Zum Schluss nach e Wuert zu de Bauereverbänn: Ech kann nëmmen ënnersträichen, datt dat zwar e fromme Wonsch ass, datt déi Organisatioune sech sollen zesummendoen an eng fräiwëlleg Konventioun maachen. Mä et ass tatsächlech esou, wann deen een oder deen aneren individuell net matspillt, da spillt en net mat.

An ech wollt eng kleng méi lëschteg, oder wéi och ëmmer, Note hei drabréngen. Déi Zäiten, wou den Här Berns hei décidéiert huet a se alleguer stramm gestanen hunn, déi sinn…

Une voix.- …glécklecherweis eriwwer!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- …op där anerer Säit glécklecherweis och eriwwer, souguer wann et an dësem Fall vläicht ze bedaueren ass.

Ech soen Iech Merci. Mir wäerten de Projet stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux, huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, ech wëll ganz kuerz der Chamber a virun allem dem Rapporteur an der Kommissioun Merci soen. Ech mengen, et ass kloer gemaach ginn, dass dëse Projet en tant que tel fir Lëtzebuerg a fir d'EU-Länner keng grouss Répercussiounen huet a sech virun allem d'Mëttele fir déi Länner, déi doriwwer eraus sinn, wäerte verbesseren.

Fir déi national Ëmsetzung verweisen ech op d'Aarbechten, déi an der Landwirtschaftskommissioun amgaange sinn. A wat de Konsens ubelaangt, hu mer deen an der europäescher Enceinte, fir déi ech zoustänneg sinn - hei zu Lëtzebuerg ass et jo de Landwirtschafts- an de Gesondheetsminister -, gehale mat enger Rei vun Erfolleger, virun allem während eiser Présidence, wat d'Oflehnung mat der qualifizéierter Majoritéit vun enger Rei vun OGM-Zorten ubelaangt.

Merci.

M. le Président.- Voilà! Domadder si mer um Enn vun den Debatten ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5582 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zu dem Projet de loi 5583, eng Ofännerung vum Statut vun de Stats- a Gemengebeamten. Déi Häre Calmes, Klein, Adam, Gibéryen a Jaerling si bis elo ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers.

12. 5583 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 7. Juni 2006 huet den zoustännege Minister vun der Fonction publique Claude Wiseler an der Chamber de Projet deponéiert, deen eng Ofännerung vum Beamtestatut virgesäit.

A Wierklechkeet ass den Objet - wann een den Intitulé liest, kann een dat net esou richteg feststellen - deen, fir bei deenen Ofännerungen d'Ëmsetze vun zwou europäeschen Direktiven an hir Uwendung op den öffentleche Secteur virzegesinn.

Déi zwou Direktive baséieren op dem Artikel 13 vum Traité vun Amsterdam an hunn als Zil, géint all Forme vun Diskriminatioun, direkter oder indirekter Aart, virzegoen.

Déi zwou Direktiven, dat sinn engersäits d'Direktiv 2000/43/CE, déi stellt de Kader duer fir géint all Diskriminatioun virzegoen, déi op der Rass oder der ethnescher Origine baséiert. Déi zweet Direktiv, 2000/78/CE, verbitt all Diskriminatiounen, déi motivéiert sinn duerch Grënn vun der Relioun, dem Handicap, dem Alter oder der sexueller Orientéierung.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'Regierung hat an hirem éischten urspréinglechen Text, dee se deponéiert hat, virgesinn, datt och d'Direktiv 2002/73/CE duerch eng Ofännerung vum Beamtestatut am öffentleche Secteur sollt ëmgesat ginn.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 4. Juli 2006 sech formell opposéiert géint dës Aart a Weis fir virzegoen. D'Direktiv 2002/73/CE wär nämlech eng Ofännerung vun der Direktiv 76/207/CEE, déi zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 8. Dezember 1981 ëmgesat ginn ass. Dat Gesetz regelt déi gläich Behandlung vu Mann a Fra, oder vu Fra a Mann, an ass uwendbar op de privaten an op den öffentleche Secteur. Dat ass also en allgemengt Kadergesetz.

Fir de Statsrot géif d'Transpositioun vun der Direktiv 2002/73/CE am Rahme vun dem Beamtestatut ongläich Behandlunge vun de Salariéen aus dem privaten an öffentleche Secteur mat sech zéien an och dee bestehende kohärente juristesche Kader a Gefor bréngen.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 4. Juli 2006 dann och beanstand, dass an deem Text, dee virläit, net den öffentleche kommunale Secteur mat abegraff war an en huet verlaangt, dass de Projet an deem Sënn misst ëmgeännert ginn.

D'Regierung huet an hiren Amendementer vum 18. September 2006 de Virschléi vum Statsrot Rechnung gedroen, esou dass de Statsrot an deem zweeten Avis vum 10. Oktober 2006 den Accord ginn huet zu dem Projet, mat e puer klengen textuellen Änneerungen.

Fir den Text ze résuméieren, mengen ech, kéint een en a sechs Punkten zesummefaassen:

1. Duerch een neien Artikel 1bis gi souwuel am Gesetz vum 16. Abrëll 1979 vum Beamtestatut beim Stat wéi och am Gesetz vum 24. Dezember 1985, dat sech bezitt op d'Beamten am Gemengesecteur, all Forme vun Diskriminatioun, déi op der Rass, der ethnescher Herkunft, der Relioun, dem Handicap, dem Alter oder der sexueller Orientéierung baséieren, verbueden.

2. De Prinzip vun der gläicher Behandlung schléisst awer spezifesch Moossnamen net aus, fir eventuell Désavantagen ze kompenséieren, an den Text zitéiert hei notamment déi behënnert Persounen.

3. Den Text erlaabt Ausnahmen, déi motivéiert sinn duerch d'Natur vun der berufflecher Aktivitéit. Dat bezitt sech notamment op berufflech Aktivitéiten an de Kierchen oder an aneren öffentlechen Organisatiounen, esou wäit déi Aktivitéite legitim sinn an esou wäit och déi Moossnamen objektiv justifizéiert kënne ginn.

4. De Centre pour l'égalité de traitement, deen am Gesetz fir den öffentleche Secteur geschafe gëtt, gëtt och zoustänneg gemaach fir den öffentleche Secteur.

5. Personaldelegatiounen aus dem öffentleche Secteur, déi als A.s.b.l. constituéiert sinn, kréien d'Recht fir bei deenen zivilen an administrative Juridictiounen ze kloen, mat dem ausdrécklechen Accord vun deene betraffene Beamten, déi och schréftlech hir Awëllegung zu deenen dote Recoursë musse ginn.

D'Fro, déi sech hei natierlech stellt, ob dann d'Charge vun der Preuve, déi beim Gesetz iwwert de private Secteur ëmgedréint gëtt - d'Preuve muss also erbruecht gi vum Patron, wann ee Salarié klot -, ass bei dem öffentleche Secteur net aneschters, well den Artikel 10 vum Gesetz, wat mir haut nach eng Kéier wäerte stëmmen, dat dote virgesäit.

Deen Artikel 10 gesäit nämlech vir, dass déi Dispositiounen iwwert d'Charge vun der Preuve uwendbar si bei den zivilen an administrative Juridictiounen. Wann een hei administrativ Juridictioune seet, kënnen domat nëmmen déi gemengt sinn, déi zoustänneg si fir déi Recoursen, déi gemaach gi vun de Beamten aus dem öffentleche Secteur, well natierlech déi Salariéen aus dem Privatsecteur d'Recoursë maache beim Aarbechtsgeriicht oder gegebenenfalls beim Zivilgeriicht.

6. E Beamten, dee sech iwwer eng Diskriminatioun beklot oder als Zeien optrëtt, däerf dat op senger Aarbechtsplaz, wéi mer op Lëtzebuergesch soen, net ze spiere kréien, also kenge Repressalien ausgesat sinn. All Akt, dee géint dësen Text géif verstoussen, ass null an nichteg a kann och net zu disziplinaresche Moossname féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber hat schonn den 13. Juli eng éischte Kéier iwwert d'Gesetz vun deenen zwou Direktiven am Privatsecteur ofgestëmmt. Mir wäerten haut, no Amendementer vun der Regierung, een neien éischte Vote virhuelen. Doduerch, dass och den Text fir den öffentleche Secteur haut ka gestëmmt ginn, an domat déi zwou Direktiven och am öffentleche Secteur kënnen ëm-

gesat ginn, ass et méiglech, dass souwuel fir de private wéi och fir den öffentleche Secteur déi zwee Texter gemeinsam kënnen a Kraaft trieden.

Ech géif d'Chamber bieden, dëse Projet, an där Form wéi d'Kommissioun et zréckbehalen huet, ze stëmmen. Ech géif och heimat den Accord vu menger Partei bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Emile Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dem Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport ze félicitéieren. Wéi gesot, mir mussen eis, nodeem mer eis am Juli schonn eemol domat beschäftegt haten, nach eemol mat deem Gesetz hei beschäftegen, och mat deem Gesetz nach wat duerno kënnt a wat datselwecht wëllt soe wéi dat hei.

Et ass u sech Speck a Schwéngefleesch, déi zwee Gesetzer. Duerfir hätt ee se och matenee kéinte behandelen. Et ass och dat wat ech elo wëll hei maachen.

Et ass wéi gesot ze bedaueren, datt mer dat sengerzäit net matenee gemaach hunn, dat heescht déi zwou Direktiven an eis Gesetzgebung ëmgesat hunn, souwuel fir de Privatsecteur wéi och fir d'Fonction publique.

Mir wëssen alleguer, datt mer hei zu Lëtzebuerg an enger méi spezieller Situatioun sinn an datt dat dann net gutt ass, wann een dat matenee mécht.

Trotzdeem ass Lëtzebuerg fir dat do condamnéiert ginn. Et géif een a sech awer emol gär wëssen, wat dat bedeit, esou eng Condamnatioun. Ech mengen, mir sinn am Februar, wann ech mech elo richteg erënneren, condamnéiert gi vun der Cour. Ech weess och net wat dat kascht, ob dat iwwerhaapt eppes kascht - dat geet aus dem Arrêt net ervir. Et wär jo awer interessant ze wëssen, ob ee sech an Zäite vu budgetäre Schwieregkeete kann erlaben, fir condamnéiert ze ginn an dann nach dofir mussen ze bezuelen.

Ech mengen, mir haten eis Argumenter schonn am Juli ervirbruecht, wéi mir dat Gesetz den 13. Juli hei diskutéiert hunn, d'Gesetz 5518. Mir haten deemools schonn eisen Accord bruecht. Ech wëll dat och haut maachen, souwuel fir dëst Gesetz a fir dat wat elo herno kënnt.

Ech mengen, fir eis als Demokratesch Partei ass et selbstverständlech, datt mir géint all Form vun Diskriminatioune sinn. An dofir si mir dann och der Meenung, datt dat Gesetz hei an déi richteg Richtung geet, virun allem och doduerch, datt eng Ulafstell hei geschafe gëtt, wou déi Betraffe sech kënne wende wa se mat Problemer a puncto Diskriminatioun konfrontéiert ginn.

Mir sinn awer och der Meenung, datt mir net nëmmen an der Chamber hei eis ganz vill Gedanke solle maachen an um legislative Plang solle virukommen. Mir mussen och versichen, datt dat Ganzt um gesellschaftleche Plang weidergefouert gëtt, fir datt all Zorte vun Diskriminatioun ofhuelen an datt dat bei de Leit zu engem Mentalitéitswiessel féiert. Ech mengen, dat ass déi bescht Method, fir datt d'Diskriminatioun iergendwa ka verschwannen.

Ech wëll meng Interventioun awer da mat engem Ausbléck op d'nächst Joer ofschléissen. D'Joer 2007 ass nämlech dat Europäescht Joer vun der Chancëgläichheet. Ouni d'Joer 2007 awer mussen ofzewaarden, kënne mir mat dësem Projet de loi hei, wéi mat deem, deen elo duerno kënnt, e Bäitrag leeschte fir e Plus u Gläichbehandlung am alldeegleche Liewen.

Domat géif ech dann och, ech hunn et scho gesot, den Accord vun eiser Fraktioun zu dësen zwee Gesetzer - zu dësem an zu deem wat duerno kënnt - hei bréngen an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Klein.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Europäesch Unioun mécht sech Gedanken a Suergen, zu Recht, fir d'Gläichbehandlung vun alle Biergerinnen a Bierger, an dat an alle Beräicher wéi zum Beispill déi ethnesch Ofstamung, d'Rass, d'Relioun, den Alter, d'sexuell Orientéierung, d'Behënnerungen oder eng Differenz ze maachen tëschent Mann a Fra.

All Diskriminatiounen opgrond vun esou Zougehéieregkeete si verbueden, dat besonnesch am Beräich vun eiser Aarbechtswelt. Direktive sinn zu deem Sujet erlooss ginn, déi mir leider mat engem Retard amgaang sinn an eis national Gesetzgebung ëmzesetzen.

Verschidde Prinzipie figuréiere schonn an eise legislativen Instrumenter, wéi zum Beispill d'Gläichstellung tëschent Fra a Mann souwéi och d'Ofschafung vun der Altersgrenz an der Fonction publique.

Dëse Projet de loi ass de Pendant zum Projet de loi, deen haut och hei definitiv verabschit gëtt an dee sech an de Regime vum Secteur privé aschreift. Mir hunn elo, wa mir dëse Projet gestëmmt hunn, keng Diskriminéierung méi tëschent dem Secteur privé an dem Secteur public. Dat war och eng Suerg, déi de Conseil d'État ausgesprach huet, eng Befierchtung, datt den öffentleche Secteur kënnt eventuell vun Antidiskriminéierungsmoossnamen ausgeschloss ginn. Dat ass elo net méi berechtegt, ëmsou méi och well déi ganz Fonction publique mat ageschloss ginn ass.

Et ass och keng Differenz méi tëschent dem Secteur communal an dem Secteur étatique. Déi ganz, déi gesamt Fonction publique gëtt elo vun deem Projet hei erfaasst. Dofir sinn déi Befierchtungen, déi de Statsrot ausgedréckt hat, onberechtegt ginn.

Et ass wichteg, datt déi Antidiskriminéierungsmoossnamen an de Statut...

M. le Président.- Här Goerens, wëllt Dir dem Här Klein eng Fro stellen?

(Interruption)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Gelift?

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt just soen, Dir hätt lech gutt ageschafft an déi Matière. Et war e Kompliment.

(Hilarité)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Merci.

M. le Président.- Här Klein, Dir hutt nach ëmmer d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Et sinn och Méiglechkeete geschafe ginn, fir géint esou Verstéiss virzegoe virun den Zivilgeriichter an och virun den administrative Geriichter, esou dass déi Leit, déi eventuell kënnte betraff sinn, iwwert déi néideg Mëttel verfügen, fir dergéint virzegoen.

Well mir d'Wichtegkeet vun dësem Projet jo unerkennen, ginn ech och heimadder dann den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix.- Très bien.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Klein. Nom Här Klein huet den honorabelen Här Adam d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, „endlech no 2.309 Deeg", sou schreift d'ASTI an engem Communiqué iwwert d'Gesetz oder déi Gesetzer, déi mir haut stëmmen. Et ass jo scho vu menge Virriedner gesot ginn, och vum Rapporteur, datt de Projet de loi 5583 an de Projet 5518 an engem enken Zesummenhang stinn. An dofir wëll ech och an dëser Interventioun fir déi zwee Gesetzer am Fong geholl eis Zoustëmmung bréngen.

Endlech setze mir déi europäesch Direktiven aus dem Joer 2000, wou eng Rei vu Mesurë géint d'Diskriminatioun geholl ginn, an d'Lëtzebuerger Législatioun ëm. Déi Gréng bedaueren, datt dat esou laang Zäit gebraucht huet. Mir stelle fest, datt de politesche Wëlle vun dëser an och scho vun der viregter Regierung, fir dës Direktiven ëmzesetzen, net grouss war.

Ass dëse Mangel u Begeeschterung vläicht dorop zréckzeféieren, datt d'Ëmsetzung vun dësen Direktiven net een direkten ekonomesche Virdeel fir eist Land bréngt? Mir hu mat der Ëmsetzung och net een direkten Avantage fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg.

Datt mir dëse Projet oder dës zwee Projeten dës Woch um Ordre du jour hunn, ass dann och éischter dorop zréckzeféieren, datt mer musse mat finanzielle Sanktioune rechnen. Nodeems Lëtzebuerg schonn am Februar an am Oktober 2005 zweemol vun der Cour de justice des Communautés européennes fir d'Netëmsetzung an de virgeschriwwenen Délaie condamnéiert ginn ass, huet de séchere Wee vum Näischtmaachen - den Här Calmes huet et och scho gesot - riskéiert e ganz deiere Wee ze ginn.

Déi Gréng hätten et léiwer gesinn, wa mir e Projet gehat hätten, dee souwuel de Secteur privé wéi de Secteur public betraff hätt. Domat hätt och kënnen Zäit gespuert ginn. An dat war och eng Haaptursaach, firwat mir eis beim éischte Vote vum Projet de loi 5518 enthal haten. D'Argumentatioun vun der Madame Loschetter ass haut nach genausou richteg wéi se den 13. Juli 2006 war.

Well mir awer iwwerzeegt sinn, datt d'Bekämpfung vun all Form vun Diskriminatioun, esou wéi se an de Projet de loi festgeschriwwe ginn ass a wéi den Här Meyers als Rapporteur se hei genannt huet - ech soen him och Merci fir de Rapport -, vu grousser Wichtegkeet ass, a wéinst dem Fait, datt mir eben de Projet 5583 zur selwechter Zäit wéi de Projet 5518 stëmmen, bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Duerno huet den Här Gibéryen d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och, wéi verschidde vu menge Virriedner, versichen eis Stellung zu deenen zwee Projeten an enger Interventioun duerzeleeën, nämlech zu dem Projet 5583 an dem Projet 5518, vun deenen den Här Meyers an den Här Kaes Rapporteur sinn, deenen ech dann och wëll scho vun hei aus Merci soen, deem engen an deem aneren, am Viraus fir hire Rapport.

Mir setzen hei zwou Direktiven ëm: 2000/43 an 2000/78. Ech wëll direkt soen, datt, wat den Objektiv vun dësen Direktiven ubelaangt, mir als ADR kee Problem domat hunn. Wat de Kampf géint all Form vun Diskriminatioun betrëfft, deen hei viséiert ass an der Direktiv, mengen ech, gëtt et vun eiser Säit och keng Oppositioun oder e Grond, fir domadder Problemer ze hunn.

Mir hunn éischter aner Suergen oder Problemer mat deem Projet de loi oder mat deenen zwee Projets de loi. Dat Éischt ass, mir hunn eis déi lescht Kéier och enthale scho bei deem anere Projet de loi, dee mir am Juli vum Privatsecteur gestëmmt hunn, well mir et net gutt fannen, datt mir zwee Projets de loi gemaach hunn.

Mir hätte léiwer gesinn, mir hätten ee Projet de loi gemaach a kënnten ee fir alle Mol zu der Konklusioun kommen, datt, wa mir fir de Secteur public an de Secteur privé déiselwecht Bestëmmungen hunn, mir déi dann och sollten an engem Gesetz ënnerbréngen, an net ëmmer mengen, mir missten higoen an zwee Gesetzer maachen. Mir hunn och am Secteur privé laang Zäit gebraucht, fir Gesetzer fir d'Aarbechter an d'Privatbeamten ze kréien. Wa mer 20 Joer zréckkucken, hate mir domadder ëmmer eis Problemer. Haut hu mer déi Problemer, Gott sei Dank, iwwerwonnen.

Positiv ass awer hei, datt mer et dës Kéier wéinstens fäerdeg bruecht hunn am Secteur public de Stat an d'Gemengen an ee Gesetz ze kréien, well wa mer eis erënneren un dee leschten Accord salarial, do hu mer deen emol net an ee Gesetz erabruecht, mä mir hunn do nach missen zwee Gesetzer maachen, mat engem groussen Intervalle. Et ass also eis éischt Remarque, datt mer gären ee Gesetz gehat hätten, fir déi zwou Direktive fir de privaten an den öffentleche Secteur ëmzesetzen.

Dat Zweet ass dat mat dem Renversement vun der Charge de la preuve. Dat hu mer déi leschte Kéier scho gesot. Mir kënnen eis domadder net averstanen erklären. Dat ass ee vun eise Rechtsprinzipien, wou mir net domadder averstane kënne sinn, datt dee Renversement gemaach gëtt an dann am Fong de Patron an dësem Fall de Beweis bréngen muss, wann eng Uklo an déi Richtung kënnt, wat fir deen an der Praxis ganz schwéier wäert ginn - ech schwätzen elo vum Privatsecteur -, fir dat beweisen ze kënnen, wann een esou eng Behaaptung opstellt: sief et wéinst der Hautfaarf oder wéinst enger Relioun, der Nationalitéit oder Gott weess wéinst wat.

Wéi soll do dann e Patron kënnen de Beweis bréngen, datt et net dowéinst war, datt hien déi Persoun net agestallt huet oder déi Persoun licenciéiert ginn ass oder keng Avancementer kritt huet oder Gott weess wat, alles wat mam Aarbechtsvertrag zesummenhänkt? Dat ass also eng Mooss-nam, déi mir net novollzéie kënnen an déi mir duerfir och net ënnerstëtze wäerten.

An dat Zweet, wat och mat dem Renversement vun der Charge de la preuve zesummenhänkt, dat ass, datt dat net esou explizit am Text fir d'Fonction publique steet wéi fir de Secteur privé. Am Text vum Secteur privé steet dat ganz kloer dran.

Den Här Meyers huet als Rapporteur elo versicht eng Erklärung op déi Fro ze ginn, déi ech hei opgeworf hat. Ech muss awer soen, datt dat mech elo net esou iwwerzeegt huet, datt dat esou an der Fonction publique soll d'selwecht gehandhaabt gi wéi am Privatsecteur. Ech hunn hei éischter esou d'Tendenz ze gleewe wéi wann de Stat dat, wat hien am Fong am Privatsecteur de Patronen octroyéiert, nämlech datt si mussen d'Preuve bréngen, fir sech selwer awer net an d'Gesetz agebaut huet. Mir bleiwe bei där Meenung, an, wéi gesot, dat ass eng zweet Ursaach, firwat mir net mat deem Projet an dëser Form kënnen averstane sinn.

Eng drëtt Ursaach ass, mir hu vun allen Diskriminatioune geschwat, et wier vläicht och interessant gewiescht, wann zumindest am Secteur public d'Discrimination politique vläicht mat dragesat gi wier, well ech kenne vill Fonctionnairen, déi mir gesot hunn: Et war am Fong u mir fir déi Fonctioun oder fir déi Plaz do ze kréien, mä well deen do an där Partei ass, ass dee viru mech gesat ginn.

(Brouhaha général)

Och dat ass eng Diskriminatioun, déi een eventuell och hätt kënnen emol hei matdiskutéieren.

An dann dee véierte Punkt, dat ass dee vun den „Actions positives". Ech mengen, mir hunn an eiser Constitutioun stoen, datt Männer a Frae gläich sinn. An och dowéinst hu mir Problemer, datt hei esou „Actions positives" drastinn. Mir soen et muss jiddereen déiselwecht Chancë kréien, awer op dem Terrain muss jidderee sech selwer duerchsetzen. Et kann net duerch anescht baussent Agräife sinn, dass déi eng deenen anere virgezu ginn.

Dat sinn déi véier Haaptremarquen, déi mir zu dësen zwee Projeten hunn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an aus deenen Iwwerleeungen eraus wäerte mir eis och dës Kéier erëm bei deenen zwee Projeten enthalen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Elo huet d'Regierung d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- D'Regierung soll nach e bësse Gedold hunn.

M. le Président.- Här Jaerling, entschëllegt. Entschëllegt, Här Jaerling, dat wollt ech lech net undoen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech si schonn iwwerall verstouss, da loosst mech hei halt wéinstens eng Kéier zu Wuert kommen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Bon, Här President, ech géif mech dann och, genau wéi meng Virriedner, awer op déi zwee Projete matenee beschränken. Meng Suerg gëllt am Fong net esou de Patronen, meng Suerg gëllt am Fong jiddferengem, dee vun deem Gesetz hei betraff ass a wou ech awer scho beim Gesetz 5518 déi éischte Kéier dat Gesetz net gestëmmt hunn: Eben éischtens emol wéinst dem Renversement de la charge de la preuve an zweetens, well ech awer weess wéi dat an der Praxis wäert ausgesinn.

Well dat ka schlëmm Ausmoossen unhuelen, besonnesch op der Aarbechtsplaz, wann dann een ufänkt deen aneren unzeschmieren. Dat gëtt e Fest fir d'Affekoten, wa mir dat Gesetz hei stëmmen, well mir kréien amerikanesch Zoustänn, wou dann emol kee méi deem anere kann d'Wourecht an d'Gesiicht soen, ouni dass dee bei den Affekot leeft. Also, esou wäit dierfe mer et awer net komme loossen. Mir zillen hei eng Gesellschaft vun Denunzianten erop, dat soen ech lech hei ganz kloer. Esou wäert et an der Praxis ausgesinn an net anescht!

Ech si garantéiert dee Leschten, deen hei elo seet, et dierft näischt ënnerholl gi géint d'Diskriminéierung, mä mir mussen dat awer nuancéieren. Mir kënnen net einfach eppes an en Text eraschreiwen, wou mer ganz genee am Virfeld wësse wat doraus entsteet. A jiddfereen heibanne weess et. Oder et sinn der, déi et net wësse wëllen.

(Interruption)

An dann ass et och esou wéi mäi Virriedner et gesot huet, dass et bei der Fonction publique effektiv net esou kloer ass wéi am Privatsecteur. Mä eent ass op jidde Fall kloer: Et ass awer d'Ëmsetzung vun därselwechter Direktiv, déi hei virgeholl gëtt, fir de privaten an den öffentleche Secteur, esou dass also och d'Philosophie vun deem Ganze sech wäert bei der Fonction publique genee esou erëmspigele wéi dat am Privatsecteur ass. An dat ass dat wat mer Suerge mécht. Et kann dach net sinn, dass een deen aneren uklot an dass deen Ugekloten dann do muss beweisen, dass hien näischt gemaach huet. Dat kann et net sinn!

Also hei gëtt wierklech eppes op d'Kopp gehäit a wou ech Iech soen, dass dat eis an Zukunft ganz vill Schwieregkeete wäert maachen. Ech ka mat beschtem Wëllen, also ech enthale mech do net, well dat kann ech net maachen, an ech wäert wéi bei deem éischte Gesetz a wéi bei där éischter Liesung och hei bei deenen zwee Gesetzer mat Nee stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann ass et un der Regierung.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President.

M. le Président.- Den Här Minister huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech wëll just ganz ganz kuerz Stellungnahm huelen, fir éischtens dem Rapporteur och villmools Merci ze soe fir seng Aarbecht. Hien huet a sech de Résumé vum Text ganz gemaach.

Zwou Remarquë wëll ech dozou maachen. Déi éischt ass, dass et drëm gaangen ass fir déi Moossnamen, déi besonnesch wäre fir d'Fonction publique an déi net an deem aktuelle Statut vun der Fonction publique esou ageschriwwe waren, och an de Statut anzeschreiwen, fir dass mer do och e kompletten Text hunn.

Dann ass et gaang ëm d'Definitioune vun deene verschiddene Forme vun Diskriminatiounen, ëm eng prezis Definitioun vum Harcèlement, deen als Diskriminatioun definéiert ginn ass. Et ass drëm gaang och déi Méiglechkeet vun „Actions positives", déi momentan net am Statut steet, an de Statut anzeschreiwen. Et ass drëm gaang d'Méiglechkeet vu spezifesche Moossnamen, wa se justifizéiert sinn, wa se legitim an objektiv feststellbar sinn, och als Méiglechkeet an de Statut anzeschreiwen.

Et ass drëm gaang och fir de Personaldelegatiounen, wa se sech dann als Representatioun vun dem Personnel constituéiert hunn, den Droit d'agir ze ginn, am Numm vun där Persoun, déi diskriminéiert ginn ass. An et ass och sechstens drëm gaang, de Schutz vun de Fonctionnairë géint Représaillen anzeschreiwen, a wa se als Zeien agéieren, se och ze schützen.

Déi sechs Punkten hu missen an de Statut ageschriwwe ginn. Dat war och de Grond, well mer an der Fonction publique eng spezifesch Législatioun, déi prezis dat soll ëmräisse wat an der Fonction publique méiglech ass, och als spezifesche Statut wollten dohinnerstellen. Duerfir och deen Text, deen hei gemaach ginn ass.

Dann ass d'Fro gestallt gi vun de Condamnatiounen. Mir sinn effektiv condamnéiert zur Ëmsetzung, mä net condamnéiert zu Astreinten. Den Här Biltgen seet duerno nach e puer Wuert méi doriwwer, mä dat zu der Fro zum Präis an zu der Fro „Wat kascht et?".

Déi lescht Fro, déi gestallt ginn ass, ass déi vum Renversement de la charge de la preuve, ob dat dann elo och applicabel ass fir d'Fonction publique. D'Äntwert ass: jo. De Rapporteur huet schonn déi juristesch Äntwert ginn. Am Artikel 8 vum Text steet kloer dran, dass hei déi administrativ Tribunäl och zoustänneg sinn, an am Artikel 2 kënnt Der liesen, Paragraph 3, wat dann elo d'Exclusioune sinn.

Exclus sinn d'Fonctionnairen, wat d'Punkten a) an c) ugeet. Do geet et nëmmen ëm d'«conditions d'accès à l'emploi», d'«activités non salariées ou le travail, y compris les critères de sélection et les conditions de recrutement». An ënner Punkt c) «conditions d'emploi et de travail, y compris les conditions de licenciement et de rémunération». Dat sinn déi, déi spezifesch behandelt sinn. Dee Punkt iwwert de Renversement de la charge de la preuve ass also hei och applicabel op d'Fonction publique.

Dat war et wat ech wollt soen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5583. Den Text steet am Document parlementaire 5583[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Resultat ass dat hei: Mat Jo gestëmmt hu 55 Deputéierten, mat Neen 1, a 4 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass geschitt, Här President.

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Esou ass et décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5518 iwwert d'Ëmsetzung vun der EU-Direktiv géint d'Diskriminéierung op der Aarbecht. Et handelt sech heibäi ëm e Projet de loi iwwert deen d'Chamber eng éischte Kéier den 13. Juli 2006 ofgestëmmt huet. Nodeems de Statsrot deen Dag duerno d'Dispens vum Second vote constitutionnel refuséiert hat, huet d'Regierung der Chamber eng nei Versioun vum Projet ënnerbreet, mat där sech de Statsrot a sengem Avis vum 10. Oktober befaasst huet.

Éier d'Chamber eng éischte Kéier iwwert dës nei Versioun ofstëmmt, muss ech se froen, ob se bereet ass, op den zweete Vote constitutionnel vun där initialer Versioun ze verzichten?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

D'Riedezäit ass dann nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Calmes, den Här Schneider, den Här Adam, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

13. 5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification du Code du Travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet gouf a quasi därselwechter Versioun vun eiser Chamber virun der grousser Vakanz, dat heescht den 13. Juli, an éischter Lecture gestëmmt, wat jo heibanne schonn haut den Nomëtteg méi dacks erwähnt ginn ass. De 14. Juli huet de Statsrot d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel verweigert, esou datt am Prinzip de Projet de loi 5518 hätt nach eng Kéier misse vun der Chamber an zweeter Lecture gestëmmt ginn, vun deem d'Chamber e jo elo just entbonnen huet.

D'Regierung huet dunn awer der Chamber de 27. September eng nei amendéiert Versioun vum Projet ënnerbreet. Dës Versioun enthält a sech keng Ännerung wat de Fong ugeet, mä den Text gëtt am Géigesaz zum initiale Projet nei strukturéiert. Doriwwer eraus huet d'Regierung de 4. Oktober dräi Amendementer zum Text vum 27. September agereecht, déi iwwregens den 12. Oktober erëm eng Kéier vun der Regierung zréckgezu goufe mat der Begrënnung, datt d'Amendementer reng materiell Feeler am neie Code du Travail sollte verbesseren.

Den Text, dee mir haut also an der Chamber virleien hunn, ass ausschliesslech a schlussendlech deen Text, deen d'Regierung de 27. September 2006 nei agereecht huet. Dësen Text ass vum Statsrot den 10. Oktober 2006 aviséiert ginn. Obschonns dësen Text keng fundamental Ännerung quant au fond mat sech bréngt, soll den amendéierten Text där normaler legislativer Prozedur, aneschters gesot der duebeler Ofstëmmung, ënnerleien. Dës Virgoensweis entsprécht och deem wat de Conseil d'État a sengem Avis vum 10. Oktober 2006 virgeschloen huet.

Wat elo den Inhalt selwer vum Projet de loi ugeet, verweisen ech Iech op de schréftleche Rapport vun der Kommissioun vum 7. Juli 2006 respektiv op mäi mëndleche Rapport an der Chamber vum 13. Juli 2006. An ech mengen och d'Explikatioune vum Här Meyers, déi jo zu deenen zwou selwechten Direktive waren, hunn och nach eng Kéier déi wichtegst Elementer vun deenen zwou Direktiven zréckbruecht. Ech wëll hei kuerz déi eng oder aner prozedural Bemierkung maache respektiv op déi nei Struktur vum Projet de loi agoen.

Wéi schonns gesot, huet de Statsrot de 14. Juli 2006 der Chamber d'Dispens vum zweete Vote refuséiert. Ech erënneren Iech drun, datt a sengem alleréischten Avis am Kader vum virleienden Text de Statsrot mat enger Opposition formelle gedroht hat, falls den Text d'Ausschléissung vun der öffentlecher Funktioun géif weider virgesinn.

D'Kommissioun war deemools der Meenung, et kéint een awer dësen Text stëmme loossen, vu datt d'Fro vun der Diskriminéierung an der öffentlecher Funktioun am Kader vun engem anere Projet geregelt wier, an zwar eben dem Projet 5583, dee vum Minister vun der Fonction publique virun der Summervakanz deponéiert gouf.

Doropshin huet de Statsrot op d'Concomitance vun deenen zwee Texter gepocht. Déi zwee Texter sollten zumindest zesumme gestëmmt ginn, wat jo dann haut de Fall ass. Vu datt de Projet 5583 awer am Juli nach net fir d'Ofstëmmung an der Chamber prett war, an d'Kommissioun awer eben net wollt bis…

(Coups de cloche de la Présidence)

…den Hierscht mam Vote vum virleienden Text waarden, well mer jo schonn enorm a Verzuch sinn, ass den Text am Juli an de Plenum komm, wou en och, wéi Der jo wësst, gestëmmt gouf.

Wéi deem och ass, de Statsrot erkläert sech a sengem Avis vum 10. Oktober 2006 mam virleienden Text averstanen, vu datt all aarbechtsrechtlech Dispositiounen am Kader vum Projet de loi 5583 iwwerholl gi sinn, wéi den Här Meyers et jo virdrun erkläert huet. Dëse Projet regelt d'Fro vun der Diskriminéierung an der öffentlecher Funktioun. Soumat ass eng vollstänneg Transpositioun vun deenen zwou europäeschen Direktive vum Joer 2000 assuréiert.

D'Konditioun vun der Concomitance vum virleienden Text an deem Projet de loi 5583 ass ausserdeem och erfëllt. Wéi gesot, deen anere Projet ass jo elo grad gestëmmt ginn.

Wat elo d'Ëmstrukturéierung vum Projet 5518 ugeet, esou ass dëst noutwendeg ginn nodeems de Code du Travail den 1. September vun dësem Joer a Kraaft getrueden ass. D'Codificatioun vum Aarbechtsrecht huet mat sech bruecht, datt déi verschidde Kapitele vum Projet nei agencéiert respektiv an de Code du Travail integréiert musse ginn. D'Ëmstrukturéierung huet also eng reng formell Finalitéit.

Den Text ass elo a véier Kapitelen amplaz vu sechs Kapitelen opgedeelt. An zwar:

d'Kapitel 1, an deem een déi generell Dispositiounen erëmfënnt, wéi d'Definitioun vum Konzept vun der Diskriminatioun oder vum Uwendungsberäich vum Gesetz;

d'Kapitel 2, dat sech mat de Rekursméiglechkeeten an de Rechter vun de betraffene Leit ofgëtt;

d'Kapitel 3, dat sech op de Centre pour l'égalité de traitement bezitt, an

d'Kapitel 4, wou een d'Disposition modificative erëmfënnt. Dëst Kapitel huet virun allem als Objet, de Code du Travail ze komplettéieren. Et féiert en neien Titel am Code du Travail a mam Intitulé: «Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail».

Vläicht nach eng kleng Bemierkung: D'Regierung huet wëlles deemnächst déi verschidde Redressementer um Niveau vum Code du Travail, déi se an engem éischte Moment jo wollt iwwert de Wee vun Amendementer maachen, via en neie Projet de loi ze proposéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif Iech bieden, de virleienden Text ze stëmmen, dee mam Projet de loi 5583 d'Chancëgläichheet vun alle Salariéen, ob an der öffentlecher Funktioun oder am private Secteur, garantéiert. Ech ginn och heimat den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Et bleift dann nach ee Riedner zu deenen zwee Projets de loi an dat ass den Här Romain Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, erlaabt mer dann och vun der Plaz hei ze reagéieren an nach eng Kéier kuerz op de Projet de loi anzegoen. Wéi den Här Kaes, deem ech Merci soe fir dee flotte Rapport complémentaire, deen en hei bruecht huet, scho gesot huet, sinn et nëmme liicht Ännerungen zum Projet initial, déi erfollegt sinn.

Ech war selwer den 13. Juli am Fong op de Projet agaangen a géing mech hei beschränke meng Satisfaktioun auszedrécken, datt éischtens de Remarquë vum Conseil d'État Rechnung gedroe gouf, an zweetens virun allem och dem Wonsch vun der Kommissioun Rechnung gedroe gouf, datt eben déi zwee Projeten, souwuel de 5518 wéi och de 5583, zum selwechte Moment solle votéiert ginn, an an deem Sënn géif ech dann och den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

M. le Président.- Merci, Här Schneider. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, dass mer haut endlech dann och definitiv zum Vote vun dësen Texter kommen, déi zu Lëtzebuerg besonnesch laang Zäit geholl hunn, obwuel mer selwer dru geschafft hunn an Europa, fir déi Texter weiderzebréngen. Et sinn nämlech wichteg Texter.

Wa mer wëllen och e bësselche méi Wäert leeën, net nëmmen op méi schaffen, mä och op eng besser Schaff, dann ass d'Netdiskri-

minatioun e wesentlecht Element, woubäi ech awer och wëll drop hiweisen, dass mer hei versicht hunn, zwou Direktiven zesummen ëmzesetzen, déi eng, déi den Aarbechtsmaart, d'Aarbechtsplaz betrëfft, an déi aner, déi doriwwer erausgeet, déi awer zum Deel net esou wäit geet.

Ech wëll dat soen, well dat einfach erkläert woufir mer hei ebe méi laang Zäit gebraucht hunn, well mer versicht hunn, och no dem éischten Avis vum Statsrot Saache mateneen an Aklang ze bréngen, déi net ëmmer an Aklang ze brénge sinn, well jiddferee seng eege Philosophie do huet, an dofir hu mer eis schwéiergedoen. Dat erkläert tout simplement woufir mer hei eben net esou séier weiderkomm si wéi mer wollte weiderkommen.

Mir hunn elo zwee Gesetzestexter, woubäi dee Gesetzestext 5518, deen Dir elo stëmmt - virdrun hutt Dir dee jo gestëmmt iwwert d'Fonction publique -, och erëm eng Kéier, wann een en analyséiert, aus zwee Deeler besteet: en allgemeng gültegen Deel, deen als Gesetz weiderbesteet, an dann en Deel, deen effektiv an de Code du Travail erakënnt.

Ech soen dat nach eng Kéier, fir och drop hinzeweisen, dass déi Iddi, déi de Statsrot ëmmer hat fir ze soen, et muss alles aus engem Goss sinn, eigentlech net geet. Dat heescht, fir mech muss alles aus enger Philosophie sinn. Et ass richteg, dass ee muss an all Secteur déiselwecht Bestëmmungen ëmsetzen, mä alles aus engem Goss, dat geet einfach net, well d'Basisgesetzer aneschters sinn. Dat ass déi éischt Iwwerleeung, déi ech heizou wëll maachen.

Déi zweet Iwwerleeung, déi ech heizou wëll maachen, dat ass op dat agoe wat de Claude Wiseler virdru scho gesot huet: Mir sinn iwwerfälleg hei an Europa. Ech sinn also frou, dass mer hei am „Scoreboard" besser ausgesinn, well eis all Moment och kéint bléien, dass mer géifen zu Astreintë condamnéiert ginn, an déi Astreinten, déi wäre retroaktiv. Et ass also dofir wichteg, dass mer elo definitiv deen Text hei stëmmen an dass en esou séier wéi méiglech och am Mémorial publizéiert gëtt, sou dass mer dat dann och kënnen der Kommissioun zu Bréissel matdeelen.

Drëtt Remarque, déi ech wëll hei maachen, dat ass déi, dass mer effektiv - wéi den Här Kaes et och gesot huet - Amendementen eraginn haten, déi mer zréckgezunn hunn. Mir haten Amendementen eraginn, fir Erreur-matériellen am Code du Travail ze behiewen, wou e puer Saachen, net vill, mä e puer Saachen awer am Eifer des Gefechts zwëschent all den Instanze vergiess goufen.

Mir hunn dat iwwert de Wee vun Amendementen zu dësem Text gemaach, an dat war net de richtege Wee, mä dat ass eis herno bewosst ginn. Dat sinn Erreur-matériellen, dat heescht, et muss ee just eng Rectificatioun maachen. Mir maachen dat also iwwer eng Loi rectificative an net an dësem Kader, soss kann dat och falsch verstane ginn. Mir mussen och d'Rechtssécherheet op deem heite Punkt bewahren.

An da véiertens wëll ech hei och der Chamber Merci soen. D'Prozedur war net evident, well mer en éischte Vote gemaach hunn, mir hunn d'Dispens vum zweete Vote net kritt, bossescherweis, mä et ass awer elo esou. An doduerch ware mer en cours du travail hannendran. Ech sinn och hei ganz frou, dass d'Chamber elo décidéiert huet, op deen éischten éischte Vote zréckzekommen, dass mer elo en neien éischte Vote maachen, vun deem ech dann ausginn, dass mer d'Dispens vum zweete Vote kréien an dass dat da richteg ass.

Ech erspueren lech all déi verfassungsrechtlech Iwwerleeungen dozou, déi ganz spannend sinn, well esou eppes, mengen ech, hu mer nach net erlieft, mä gutt! Ende gut, alles gut. Ech si frou wa mer dësen Text mat grousser Majoritéit stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert den Text.

Vote sur la nouvelle version du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5518 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vun de Projete 5537 an 5175 iwwert den Doping. Béid Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Haupert, d'Madame Flesch, den Här Huss an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projets de loi, den honorabelen Här Alex Bodry.

14. 5537 - Projet de loi portant

a) approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005;

b) modification de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport

5175 Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention contre le dopage, ouvert à la signature, à Varsovie, le 12 septembre 2002

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deenen zwee Projeten handelt et sech ëm d'Ratifikatioun vun zwou Konventiounen. Dat Éischt ass e Protocole additionnel zu enger Konventioun vum Conseil de l'Europe iwwert den Doping, an dat anert ass d'Ratifikatioun am Fong vun der éischter Weltkonventioun ënnert der Égide vun der Unesco géint den Doping, déi den 18. November 2005 ënnerschriwwe ginn ass.

Mä wann ee gemengt hätt, de Phenomeen vum Doping wär eppes wat een eenegermoosse géif an de Gréff kréien, ass ee spéitstens dëse Summer enges aneren iwwerzeegt ginn duerch eng ganz Rëtsch vun Nouvellen, déi ronderëm de Cyclissem, ronderëm d'Liichtathletik an aner Sportaarte gefall sinn an déi gewisen hunn, dass een net kann dovunner schwätzen, dass an iergendenger Form den Doping-Phenomeen agéengt gi wär, mä dass een éischter d'Tendenz virfënnt, dass dee Phenomeen duerch déi ganz staark Kommerzialiséierung, och déi wirtschaftlech Intérêten, déi finanziell Intérêten, déi am Héichleeschtungssport virherrschen, e Phenomeen ass, deen nach ëmmer besteet trotz allen Efforten, déi an deene leschte Joren och op internationalem Plang ënnerholl gi sinn.

Wat ass déi aktuell gesetzlech Lag zu Lëtzebuerg wat den Doping ugeet? Zu Lëtzebuerg gëtt et zwee verbindlech Texter an deem doten Zesummenhang. Dat ass éischtens d'Grondkonventioun vum Conseil de l'Europe iwwert den Doping vun 1989, déi mer duerch e Gesetz vum 26. Abrëll 1996 an d'Nationalrecht iwwerholl hunn, an et ass d'Sportsgesetz vum 3. August 2005 a besonnesch den Artikel 16 vun deem Sportsgesetz, deen zwee wichteg Punkten am Fong virschreift:

1) d'Schafe vun enger nationaler Antidoping-Agentur a Partnerschaft tëschent dem Sportsmouvement an dem Stat an

2) d'Aféierung vun engem neie Strofdelikt Doping, dee bestrooft gëtt mat Prisongsstrofe vun aacht Deeg bis dräi Joer respektiv mat enger Geldstrof vun 1.250 bis 50.000 Euro, wou de Besëtz, de Verkaf, den Import vun Dopingmëttele bestrooft ginn, wou och d'Dokteren, déi wëssentlech Dopingmëttele verschreiwen, bestrooft ginn, wou och den Entourage vum Sportler strofrechtlech ka belaangt ginn, wann hien an Doping-Affäre mat implizéiert ass.

Wat an eiser Lëtzebuerger Législatioun opfält ass, dass d'Strofbestëmmunge konzentréiert sinn op den Entourage vum Sportler an de Sportler selwer net ënnert déi Strofbestëmmung direkt zumindest fält. Hie kann eventuell als Complice drënnerfalen, mä direkt fält hien net drënner. Fir de Sportler sinn eigentlech Disziplinarmoossname virgesinn, déi da vum Sportsmouvement national oder international ze huele sinn.

Nieft deenen doten Texter, déi also rechtlech verbindlech sinn, gëtt et awer och eng Praxis, déi sech eigentlech schonn entwéckelt huet zu Lëtzebuerg, ier deen éischte verbindleche Gesetzestext géint den Doping hei am Land a Kraaft getratt ass, well zënter 1990 gëtt et zu Lëtzebuerg en nationale Comité fir de Kampf géint den Doping, deen aus der juristescher Form vun enger Fondatioun am Joer 2004 an eng Agence Luxembourgeoise Antidopage, Ofkierzung ALAD, ëmfonctionnéiert ginn ass, déi also opgebaut ass op der Partnerschaft tëschent dem Stat op där enger Säit an dem Sportsmouvement op där anerer Säit.

Déi Agence, wéi virdrun och den nationale Comité, ass aktiv um Terrain duerch Dopingskontroll an awer och duerch Informatioun, Sensibiliséierungs- a Berodungsaktioun.

E puer Zuele vläicht iwwert d'Aktivitéit vun där Agence. Aus hirem leschte Rapport d'activité geet ervir, dass am Joer 2005 zu Lëtzebuerg 159 Kontrollen duerchgefouert gi sinn. Dovunner waren der 157 negativ, zwou Dopingskontrolle ware positiv. Vun deene Kontrolle ware 97 Lëtzebuerger an 62 Netlëtzebuerger Sportler betraff. A vun deenen 159 Kontrolle waren der 89 net am Viraus ugekënnegt. Déi Kontrolle gi bei Kompetitiounen, beim Training an och ausserhalb vum Training duerchgefouert.

D'Kontrolle sinn also am Laf vun der Zäit ëmmer méi ausgedehnt ginn, wat d'Zuel ugeet, mä awer och wat de Moment ugeet, wou déi eenzel Dopingskontrollen och hei zu Lëtzebuerg vun der Agence duerchgefouert ginn. Fir 2006 si bis elo 120 Kontrollen duerchgefouert ginn, dovunner waren der 47 net ugekënnegt.

An deem Échange de vues, dee mer an der Kommissioun mat de Représentantë vun der ALAD respektiv vun de Partneren, déi sech do zesummegeschloss hunn, haten, hu mer och dann héieren, dass e ganz interessante Projet op Initiativ vun der Weltantidoping-Agentur och hei zu Lëtzebuerg mat duerchgefouert gëtt am Wanter 2006, am Summer 2007, wou also déi bescht Athleten, d'Spëtzenathleten, do mat implizéiert sinn a wou och déi Spëtzenathleten, dat sinn déi aus dem Elitekader vum COSL respektiv aus der Elitesportsektioun vun der Arméi, och an en Informatiounssystem mat erakommen, wou also gemellt gëtt vun hinnen, wou se sech am Laf vum Joer ophalen, wéi hiren Training ausgeriicht ass, wéi esou also och geziilte Kontrolle kënnen duerchgefouert ginn.

Dat schéngt eis als Kommissioun e ganz wichtege Schrëtt ze sinn an enger praktescher Bekämpfung vum Dopingphenomeen um Terrain, wou Lëtzebuerg selbstverständlech och eng aktiv Roll ze iwwerhuelen huet.

Wat sech nach zu Lëtzebuerg gemaach huet an deene leschte Joren, schonn am Virfeld vun deenen heite Konventiounen, dat ass och, dass d'Disziplinarrecht changéiert huet am Sportsmouvement insgesamt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Op Initiativ vum COSL sinn Ännerungen an de Statute vum COSL selwer respektiv an de Statute vun eenzelne Sportsfederatioune virgeholl ginn. Et sinn elo net méi d'Sportsfederatioune selwer, déi duerch hir Organer responsabel si fir Disziplinarmoossnamen am Fall vun Doping duerchzeféieren, mä dat alles gëtt elo national zentraliséiert, konzentréiert op zwou Instanzen: de Conseil de discipline respektiv de Conseil supérieur de discipline. Do ginn also all Vergehe géint Dopingsregelen zu Lëtzebuerg geahnt, woubäi ech soe muss, dass, wann et sech ëm Spëtzesportler handelt, do och en internationaalt Disziplinargeriicht d'Zoustännegkeet kréie kann.

Wichteg fir eis schéngt et ze sinn, an dat hu mer och an eisem schréftleche Rapport festgehalen, dass d'ALAD, déi eng ganz essenziell Fonctioun an deem Kampf géint den Doping anzehuelen huet, och, wéi elo schonn, an Zukunft déi néideg finanziell a personell Viraussetzunge virtrëfft, fir hir Aarbecht um Terrain uerdentlech duerchzéien ze kënnen.

Ech hu gelies, dass am Statsbudget 2007 fir d'Participation de l'État un de Frais de fonctionnement vun der ALAD 30.000 Euro als Kredit virgesi sinn. D'Représentantë vun där Agence hunn eis matgedeelt, dass de Käschtepunkt, dee se brauche fir hir Kontrollen, besonnesch och wa se an Zukunft méi oft Bluttkontrolle wäerten duerchféieren, nach däitlech méi héich wäert ginn, e gëtt op 60.000 bis 70.000 Euro d'Joer geschat.

Als Kommissioun sti mer zu 100% hannert de Beméiunge vum Sportsmouvement, awer och vun der Regierung, den Dopingphenomeen souwuel preventiv wéi och repressiv ze bekämpfen. Mir soen also Neen zum Doping aus etheschen Iwwerleeungen eraus, mä awer och aus Iwwerleeunge vun der öffentlecher Gesondheet eraus. Mir soen also Neen zum Fuddelen am Sport; eigentlech ass jo dat Schlëmmst bei deem Ganzen déi Ligen, déi nach hannendru kommen, wann dann en Dopingphenomeen opgedeckt gëtt.

Déi zwou Konventioune bréngen eis an där doten Aktioun géint den Dopingphenomeen e Stéckche méi wäit. Firwat? Ma well et Konventioune sinn, déi op enger internationaler Zesummenaarbecht foussen, an déi brauch een an deem heite Beräich méi wéi alles anescht, well den nationale Kader ze enk ass, fir och nëmme kënnen an iergendenger Form wierksam géint dee Phenomeen do virzegoen.

Et si Konventiounen, déi eis weiderbréngen, och an der géigesäiteger Unerkennung vu Kontrollen a vun anere Prozeduren. Och dat brauche mer. Mir brauche Rechtssécherheet an deem dote Beräich, well mer jo och wëssen, dass mat groussem Renfort vun Affekoten an anere Leit jo probéiert gëtt, wann da Kontrollen duerchgefouert ginn, déi erëm eng Kéier spéiderhi virun de Geriichtsinstanzen ze kippen. De wirtschaftlechen Intérêt ass jo enorm, deen un deene Saachen do drunhänkt.

Mir brauche virun allem, an dat geschitt och duerch dës zwou Konventiounen, gemeinsam an harmoniséiert Prozeduren, Regelen a Standarden, wat d'Definitioun a wat d'Kontroll vum Dopingphenomeen europawäit a besonnesch och weltwäit ugeet.

Dat ass jo dee grousse Plus eigentlech, deen d'UNESCO-Konventioun bréngt, well mer aus dem europäesche Kader, wou mer eis bis elo haaptsächlech dra beweegt hunn, erauskommen an op de Weltkader kommen, wou mer och nach méi wierksam kënne virgoen, wann natierlech d'Staten, déi esou courageiert ënnerschriwwen hunn, och elo den zweete Schratt maachen, dee mir amgaange sinn ze maachen, an och an hire Parlamenter d'Ratifikatioun vun där Konventioun do virhuelen.

Mir kommen also aus engem Beräich, wou mer op Weltplang éischter bis elo duerch Deklaratiounen, déi gemaach si ginn, um Niveau vun der Fräiwëllegkeet waren, a méi e contraignantë juristesche Kader, also a méi Verbindlechkeet eran, wat den Engagement vun deenen eenzelne Staten an deem dote Beräich ugeet.

Zu Lëtzebuerg musse mer fundamental näischt op d'Kopp geheien, wat u sech eis bishereg Regele betrëfft, well mer an der Praxis eigentlech schonn déi Regelen do virgezunn hunn an eis dorunner halen.

Déi eenzeg Ännerung, déi mer maache mussen, an dat geschitt och duerch deen zweete Projet de loi: Mir mussen den Artikel 16 vum Sportsgesetz ëmänneren, well dee bis elo eng Referenz gemaach huet, wat d'Dopingssubstanzen an d'Dopingsmethoden ugeet, un d'Annex vun der Konventioun vum Conseil de l'Europe. An Zukunft wäerten net déi Regele gëllen, mä et wäerten d'Regele gëllen, déi op Weltplang opgestallt ginn, op Initiativ vun der Weltantidoping-Agentur. Et ass also d'UNESCO-Konventioun an hir Annexen, déi an Zukunft wäerten d'Referenz duerstelle fir ze soen, wat ass eng Dopingssubstanz, wat ass eng Method fir Doping am Sport duerchzeféieren.

Mir hunn eis och ausgeschwat fir déi Versioun vum Statsrot ze iwwerhuelen, déi eis och eng gewësse juristesch Sécherheet gëtt par rapport zu den Obligatiounen, déi eis Verfassung eis mécht wat d'Publikatioun vun Normen ugeet, an dat schéngt eis also déi richteg Formulatioun ze sinn.

Et ass erfreelech, dass mer iwwert deen heite Wee och endlech de Statut vun der Weltantidoping-Agentur verbindlech festgehale kréien an enger internationaler Konventioun, an dass mer zumindest och Stécker vum Weltantidoping-Code iwwert deen heite Wee verbindlech mat iwwerhuelen, wou jo och d'Strofmoosse festgehale sinn, an dat ass och immens wichteg, dass een deem Ganzen also och méi eng staark legal Basis gëtt.

Eng lescht Suggestioun wollt ech nach maachen. Et ass zwar e Punkt, dee mer net terribel an der Kommissioun diskutéiert hunn, en ass mer awer bei der Preparatioun vu menger Interventioun hei frësch an d'Ae gesprongen, an dat ergëtt sech aus der Konventioun, der Annex aus dem Conseil de l'Europe, wou d'Schinn gefuer gëtt, dass déi national Antidoping-Agencen eigentlech d'ISO-Qualitéitsnorme respektéiere sollten an eng Certificatioun och duerchféiere sollte loossen.

Dat wär eng Suggestioun, déi ech, ouni vill Leit hei ze trëppelen, mengen ech, kënnt am Numm vun der Kommissioun un d'Regierung weiderginn, dass wierklech Effortë solle gemaach ginn, wéi dat wënschenswäert ass, fir eng Certificatioun ze kréien, dass d'ISO-Qualitéitsnorme respektéiert gi vun eiser nationaler Agence, well dat méi Rechtssécherheet bréngt am Fall vu Contestatiounen. Well déi Iddi an de Konventiounen drasteet menge mir, dass et also wichteg wär, dass ee géif probéieren deen dote Schratt an nächster Zäit ze maachen, well mer eis alleguerten och konnten an der Kommissioun iwwerzeege vun där gudder Aarbecht, déi déi Agence um Terrain mécht.

An deem Sënn géif ech Iech bieden, déi Eestëmmegkeet, déi mer bei der Verabschiedung vum Rapport an der Kommissioun haten, och hei vläicht gëllen ze loossen, hei bei der Ofstëmmung. Ech géif och gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun zu deem heiten Text abréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert!

Discussion générale

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, eigentlech hätt een déi zwee Projeten hei, no deem excellenten Rapport vum Här Bodry, gläich kéinten ofschléissen, well et si jo am Fong geholl zwou international Konventiounen, déi den Här Bodry elo explizit hei virgedroen huet, déi mer sollen an eist nationaalt Recht ëmzesetzen. Awer d'Wichtegkeet vum Sujet, an ech mengen de Sujet selwer verlaangt, an Dir verstitt mech, datt ech kuerz hei am Numm vun eiser Fraktioun intervenéieren.

Déi zwou Konventioune betreffen nämlech de Sport, eng vun deene wichtegste Fräizäitaktivitéite vun eiser heiteger Gesellschaft, a méi prezis den Doping, ee vun deene gréissten Iwwelen, déi riskéieren de Sport futti ze maache wann net versicht gëtt him op de Pelz ze récken.

Här President, gedopt gouf schonn zu allen Zäiten, wéi een an dem schréftleche Rapport vun der Kommissioun liese konnt. A gedopt gëtt och an aneren Domäner wéi dem Sport: Schauspiller, Sänger, Manager, souguer Dokteren an esou weider gräifen zu Opputschmëttele fir de Stress…

(Interruption)

Gelift?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'Politiker och.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Politiker och souguer heiansdo, Här Bodry. Jo.

Une voix.- Wie mengt Der?

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Wie mer mengen? Ohhh!

Une autre voix.- Wat kann een dann do ënnerhuelen? Dat ass meng Fro, wann den Här Bodry dat seet.

M. le Président.- Kommt, loosse mer beim Thema bleiwen!

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Losse mer soen et soll virkommen, Här President.

M. le Président.- Här Haupert, fuert Dir virun!

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Also, déi gräifen och zu Opputschmëttele fir de Stress an d'Middegkeet ze iwwerbrécken an esou besser Prestatioune bréngen ze kënnen.

Firwat da just elo eng Konventioun iwwert den Doping, an nëmmen eng Konventioun iwwert den Doping am Sport? Also, firwat just elo? Well den Doping an der leschter Zäit mat der Kommerzialiséierung a besonnesch mat dem Professionalismus am Sport gewalteg zougeholl huet, an dat riskéiert de Sport futti ze maachen.

Ech ka mech nach erënneren, datt am Tour de France 1953 - et sinn der net méi vill heibannen, déi déi Zäit den Tour de France deemools suivéiert hunn - de Fransous Jean Malléjac - en Numm fir Verschiddener kee Begréff méi, den Här Koepp ka sech nach vläicht un deen erënneren - an enger Biergetapp vun engem Dopingsmalaise befall war an hie bal an deem Tour, esou wéi den Tom Simpson e puer Joer méi spéit, den Doud fonnt hätt.

Och op den Olympesche Spiller zu Roum - Madame Flesch, Dir kënnt Iech erënneren - ass en dänesche Coureur an der Course, well en Dopingsprodukter zou sech geholl huet, dout leie bliwwen. Awer déi Fäll waren éischter an där Zäit rar, a besonnesch haut berichte praktesch all Dag d'Medien iwwer en Dopingskandal.

Firwat nëmmen eng Konventioun fir de Sport? Mä well mer am Sport déi direkt Konfrontatioun ënner Konkurrenten erëmfannen. An et ass jo besonnesch déi direkt Konfrontatioun, déi de Sport esou interessant mécht an déi eben duerch den Doping verfälscht gëtt. Dës direkt Konfrontatioun fanne mer eben net an deenen aneren Domäner, déi ech elo opgezielt hunn, esou dass een am Fong geholl fir déi Domäner keng extra Législatiounen iwwert den Doping brauch, well déi Dopingsprodukter, déi mer an där Konventioun erëmfannen, gi jo och fir therapeutesch Zwecker gebraucht, an de Verkaf, d'Verschreiwen an d'Administratioun vun deene Produitë gi jo iwwert den Droit commun geregelt.

Dofir huet de Mouvement sportif sech och laang géint eng spezifesch Gesetzgebung iwwert den Doping am Sport gewiert, well de Verkaf an d'Administratioun vun deenen Dopingsmëttelen iwwert den Droit commun ofgedeckt gëtt, an de Phenomeen vun der Verfälschung vun der Kompetitioun jo e sportlech spezifesche Phenomeen ass, deen een a kengem aneren Domän erëmfënnt an dee mathin eleng vum Sport geregelt sollt ginn.

Här President, déi privat Sportbewegung an och d'Daachorganisatioun vum Lëtzebuerger Sport, dat heescht de Comité olympique et sportif luxembourgeois, war scho fréi beméit dem Doping am Sport entgéintzewierken; an ech mengen, den Här Bodry huet drop higewisen. Gläich nodeems datt d'Konventioun géint den Doping vum Conseil de l'Europe ënnerschriwwe war, huet de Comité olympique ënnert dem Impuls vu sengem deemolege President, dem Gérard Rasquin, Schrëtt ënnerholl fir e Gremium op d'Been ze setzen, deen d'Kontrolle vun de Sportler hei zu Lëtzebuerg assuréiere soll.

Zesumme mat der Société vun de Sportsdokteren, de Sportskinéen an och mam Sportsministère gouf ufanks den 90er Joren de Comité national de la lutte contre le dopage dans le sport gegrënnt, deem seng Missioun haaptsächlech dora bestanen huet, d'Kontrolle vun de Sportler während de Kompetitiounen, awer och während där Virbereedungsperiod ze organiséieren an d'Vergehe géint d'Reglementatioun am Kampf géint den Doping festzestellen. Wann de Sportler da wéinst Doping iwwerfouert ginn ass, dann huet dee Comité déi zoustänneg Federatioun informéiert, an déi huet dann iwwer hir Reglementer a besonnesch iwwer hir juristesch Organer déi noutwendeg Sanktiounen ergraff.

Dës Prozedur hat zwee Hoken. En éischten Hoke louch doran, datt déi verschidde Federatioune verschidde Sanktiounen ergraff hunn. Mir haten zum Beispill zwee Sportler, déi datselwecht Vergehe begaangen hunn. Deen ee Sportler huet a senger Federatioun just e Verweis kritt, an deen anere Sportler ass fir e puer Méint gespaart ginn.

En zweeten Hoke louch doran, datt am Fong geholl d'Federatiounsdirigenten net onbedéngt erpircht ware fir hir eege Sportler ze späre oder ze bestrofen. Et war méi einfach am Fong geholl fir d'Sanktioune vun engem iwwergeuerdneten Organ ze verhängen.

1998 huet den Internationalen Olympesche Comité zu Lausanne eng gemeinsam Réunioun tëschent de Sportsministeren an den nationalen olympesche Comitéen organiséiert, fir gemeinsam Weeër ze goen an dem Kampf géint den Doping. Et koum 1999 zu Lausanne zur Grënnung vun der Agence mondiale antidopage - déi den Här Bodry och hei ernimmt huet - ënnert der Federführung selbstverständlech vun dem Internationalen Olympesche Comité, där hir Kompositioun zu gläichen Deeler vun de Regierungen a vun de Mouvements sportifs assuréiert gëtt.

Déi Agence huet och gläich e Code mondial antidopage élaboréiert an déi national Sportsbewegunge goufen opgefuerdert, der Agence bäizetrieden an de Code unzeerkennen. Dat huet de Comité olympique et sportif luxembourgeois och gemaach a gläichzäiteg mam Sportsministère zesumme gekuckt wéi een d'Virgoe vun dem Comité national de lutte contre le dopage kéint verbesseren.

Den 11. August 2004 gouf d'Agence luxembourgeoise antidopage gegrënnt, déi och gläich nom Modell vum internationale Code en nationale Code antidopage élaboréiert huet an eng neutral duebel Juridictioun, ee Conseil de discipline an ee Conseil supérieur de discipline en matière de dopage agesat huet, fir d'Vergehe géint den Doping ze sanktionéieren. Domat war déi ongläich Behandlung vun de Sportler jee no Federatioun aus der Welt geschaaft an d'Federatiounen haten net méi de Schwaarze Péiter fir hir eege Sportler ze bestrofen.

An der Agence sinn des Weideren, nieft dem Comité olympique, dem Sportsministère, der Société des médecins dans le sport, och d'Santé, d'Sociétéit vun de Kinéen an d'Sportsprofessere vertrueden, well eng vun den Haaptmissioune vun der ALAD, esou wéi d'Agence genannt gëtt, besteet an der Preventioun vum Doping iwwert d'Educatioun an d'Informatioun.

Här President, och am neie Sportgesetz vum 3. August 2005 ass am Kapitel iwwert d'Éthique sportive en Artikel iwwert de Kampf géint den Doping virgesinn; den Här Bodry huet et schonn ernimmt. Deen Artikel gesäit awer besonnesch Sanktioune fir déi Leit vir, déi Dopingsprodukter schafen, transportéieren, verschreiwen, administréieren oder verkafen.

Den Artikel preziséiert, datt d'Sanktiounen, déi um sportleche Plang ze huele sinn am Fall vu positiven Dopingskontrolle vu Sportler, deenen nationalen an internationale kompetenten Instanze virbehale ginn. Dat heescht, déi Sanktioune sollen dann iwwert déi Instanze geholl ginn a nëtan net iwwer een zivil Geriicht.Zivilgeriicht. Dat ass fir Lëtzebuerg an éischter Instanz de Conseil de discipline en matière de dopage an an zweeter Instanz de Conseil supérieur de discipline fir déi Sportler vun nationalem Niveau.

Déi Sportler vun internationalem Niveau, déi hei vun dem Conseil de discipline verdonnert ginn, kënnen e Recours géint déi Décisioun bei dem TAS, dat heescht dem Tribunal arbitral du Sport, zu Lausanne huelen. Den Artikel preziséiert des Weideren, datt d'Infractioune géint den Artikel vun der Police grand-ducale, der Police judiciaire an den Agents de douane recherchéiert a constatéiert ginn. Dofir wier och eng méi enk Zesummenaarbecht tëschent der Agence luxembourgeoise antidopage, der Justice an der Douane unzestriewen.

Här President, Lëtzebuerg ass eent vun deenen éischte Länner, dat déi Konventioun approuvéiert. Lëtzebuerg huet ëmmer eng Virreiderroll an dem Kampf géint den Doping gespillt, besonnesch well d'Zesummenaarbecht tëschent den öffentlechen Instanzen an der privater Sportsorganisatioun, dat heescht tëschent dem Sportsministère an dem Comité olympique et sportif luxembourgeois, tadellos fonctionnéiert huet, awer och well d'Opdeelung vun de Kompetenzen tëschent Zivilgeriichter a Sportsgeriichter respektéiert gouf: pénal Sanktioune fir déi, déi de Sportler zum Doping verleeden oder verhëllefen, a sportlech Sanktioune fir de Sportler, dee positiv kontrolléiert gëtt.

An deem Sënn soll och de Kampf am Doping an der Zukunft hei zu Lëtzebuerg virugoen.

Ofschléissend wëll ech dem Här Rapporteur félicitéiere fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport an ech wéilt och hei den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

M. le Président.- Merci, Här Haupert. D'Madame Flesch huet d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen a léif Kolleeginnen, all déi, déi fir de Sport sinn - a mir sinn zahlreich heibannen, déi där Meenung sinn -, musse géint den Doping sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Den organiséierte Sport, ob professionell oder amateur, ass opgrond vu senger pedagogescher Virbildfunktioun vun zentraler Bedeitung an onser Gesellschaft. Duerch de Sport kënne Grondwäerter vermëttelt ginn, déi fir dat gesellschaftlecht Zesummeliewe vun elementarer Bedeitung sinn. A kaum engem anere Beräich gi Valeurë wéi Toleranz, de Prinzip vun der Chancëgläichheet, de Leeschtungsprinzip oder de Gedanke vum Fair Play esou konsequent virgelieft a praktizéiert.

Duerch den Doping ginn all dës Grondwäerter a Fro gestallt. De faire Wettkampf, bei deem de Bessere gewënnt, an deen, dee verluer huet, dem Gewënner seng Leeschtung unerkennt a respektéiert, verschwënnt. Beim Doping gewënnt entweder deen, dee bereet ass, seng Gesondheet op d'Spill ze setzen, oder deen, deen déi néideg finanziell Mëttelen huet, fir sech déi beschten a bis elo nach net noweisbar Mëttelen ze kafen.

Dobäi kënnt, dass de Verléierer d'Leeschtung vum Gewënner net méi respektéiert, mä nëmmen als Resultat vun engem erfollegräichen oder méi erfollegräichen Doping considéréiert. Doping widdersprécht also ganz kloer der Iddi vum Fair Play a vun der Chancëgläichheet, also de Grondprinzipië vum Sport. Dofir ass et wichteg, dass konsequent a mat der néideger gesetzlecher Rigueur géint den Doping virgaange gëtt.

Eng wierksam Bekämpfung vum Doping ass nëmme méiglech duerch gemeinsaamt Handelen um internationalen Niveau. Nëmme wann all Länner déiselwecht Regelen uwenden an nëmme wa fir jiddfer Athlet déiselwecht oder analog Strofe gëllen, kann een de Problem vum Doping effektiv bekämpfen. Mat deene virleiende Projets de loi maache mir e weidere Schrëtt an dës Richtung.

Ech wëll am Numm vu menger Fraktioun dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport, déi déi wesentlech Punkten an dëser Diskussioun an an der Entwécklung vum Kampf géint den Doping ervirgestrach hunn, an dëst inklusiv senger leschter Suggestioun iwwert d'ISO-Normen. Ech si gespaant, wat de Minister ons dozou ze soen huet.

Lëtzebuerg wäert mat der Adoptioun vun dësen Texter ënner Beweis stellen, dass bei ons d'Bekämpfe vum Doping keen eidelt Schlagwuert duerstellt, mä dass an dësem Beräich konkret gehandelt gëtt. D'Kreatioun vun der Agence mondiale antidopage ass net ouni Schwieregkeeten iwwert d'Bühn gaangen. Ech wëll net hei elo laang dorobber agoen, mä ech wëll nëmmen ervirhiewen, dass Lëtzebuerg vun Ufank un dobäi war, engagéiert dobäi war a positiv dobäi war.

Ënnert där leschter Regierung gouf a puncto Doping vu menger Kolleegin Anne Brasseur konsequent eng Politik vun der Nulltoleranz gefouert; si huet och 2003 zu Kopenhagen dozou bäigedroen, dass d'Deklaratioun géint den Doping am Sport ugeholl ginn ass, déi zu der internationaler Konventioun géint den Doping gefouert huet an also och zu dëser Konventioun vun der UNESCO, déi mer haut approuvéieren.

Mir si frou, dass de jëtzege Sportsminister déi Politik mat därselwechter Konsequenz weiderféiert. Mat der Grënnung am Joer 1990 vum Comité national de lutte contre le dopage dans le sport, dee virun zwee Joer an d'Agence luxembourgeoise antidopage ëmfonctionnéiert ginn ass, gouf e wichtege Schrëtt an der Saach vun Dopingbekämpfung um nationale Plang geholl.

Op Basis vum Code mondial antidopage, dee wéi gesot 2003 op der Konferenz vun der Welt-Antidoping-Agentur zu Kopenhagen ugeholl ginn ass, huet d'ALAD en nationalen Antidoping-Code opgestallt an et gouf, wéi den Här Haupert elo erënnert huet, eng duebel Juridictioun, e Conseil de discipline an e Conseil supérieur de discipline agesat.

Mir si frou, dass zënter der Grënnung vun der ALAD am Joer 2004 grouss Fortschrëtter an der Dopingbekämpfung, besonnesch wat d'Erhéijung vun der Zuel vun de Kontrollen ugeet, konnte gemaach ginn. Fir dass d'Agence och an Zukunft hir Aarbecht kann

effikass weiderféieren, ass et wichteg, dass se iwwert déi néideg finanziell, personell an technesch Mëttele ka verfügen.

Doping ass e Problem, dee sech leider längst net méi op de Spëtzesport beschränkt. D'Utilisatioun vu legalen an illegale Substanzen, déi d'Leeschtungsfäegkeet steigeren, hëlt mëttlerweil och am Fräizäitsport an am Amateursberäich zou. D'Meeschterung vu besonneschen Erausfuerderungen an de Wonsch no engem ideale Kierper ginn an onser Gesellschaft allgemeng als ëmmer méi wichteg ugesinn. Dëst gëllt souwuel fir dat berufflecht wéi och fir dat privat Liewen, wéi virdru gesot ginn ass.

Preparater, déi engem d'Erreeche vun dësem Zil vereinfachen, fënnt ee mëttlerweil net nëmmen an de Geschäfter, mä op villen Internetsäiten, a si kënnen do per Mausklick bestallt ginn. De Schrëtt vun de sougenannten Nahrungsergänzungsmëttelen hin zum Gebrauch vu leeschtungsmanipuléierende Substanzen ass ganz kleng.

Dobäi kënnt, dass de Prinzip vum Fair Play duerch en héijen Erwaardungsdrock, deen op de Sportler laascht, duerch haart Selektiounskritären an duerch eng zäitlech Begrenzung vun der sportlecher Carrière ëmmer weider Gefor leeft an den Hannergrond ze réckelen. Mat der Tentatioun vum Doping gëtt hautdësdags wahrscheinlech bal all Sportler während senger Carrière konfrontéiert.

Den Här Haupert an ech kënnen eis sécher allen zwee erënneren, dass mer vun Doping gehéiert hu wéi mer op den Olympesche Spiller 1960 zu Roum waren. Ech ka mech souguer erënneren, dass ech Fäll gesinn hunn, wou effektiv Kolleeginnen, déi géint mech gefecht hunn, sech dopéiert hunn, mä dat war awer deemools éischter d'Exceptioun wéi d'Regel. De Phenomeen ass elo vill méi wäit verbreet, an duerfir ass et urgent, dass mer handelen, a mat Rigueur an Effikassitéit handelen.

Mä wann de Sportler mat der Tentatioun vum Doping konfrontéiert gëtt, dann ass d'Fro, déi sech stellt: Wéi gutt ass den Athlet informéiert? Hie muss wësse wat Dopingsubstanze sinn, hie muss Zougang zu der Informatioun hunn an hie muss preparéiert sinn, fir kënnen Neen ze soen. Dat ass natierlech d'Missioun vun den Traineren, vun dem Encadrement vun de Sportler.

Mir sinn also der Meenung, dass nieft der Fro vun der Sanktionéierung och d'Dopingpreventioun muss verstäerkt ginn. Generell Preventiounsaarbecht ass an onsen Aen nëmme bedéngt sënnvoll oder ausräichend. D'Preventioun kann nëmmen dann effektiv sinn, wann een d'Méiglechkeet huet, de betraffenen Athlet direkt ze erreechen.

Mir sinn der Meenung, dass virun allem bei jonke Sportler a Sportlerinnen d'Opklärung iwwert d'Geforen an d'Risike vum Doping nach verstäerkt muss ginn. Hei ass un éischter Stell de Sportsministère, mä awer och den Educatiounsministère gefuerdert.

De Kampf géint den Doping ass awer och de Schutz vun de propperen Athleten. Och wann ee vun enger net onbedeitender Zuel vu schwaarze Schof kann ausgoen, si mir dëser ganz grousser Majoritéit vun Athlete...

(Interruption)

...fair Wettkampfméiglechkeete schëlleg a si verdéngen eise Respekt an eis Unerkennung.

Här President, mir stëmmen haut iwwer zwee Projets de loi of: een am Kader vum Conseil de l'Europe, een am Kader vun der UNESCO. Si stellen e wichtege Schrëtt an der Dopingbekämpfung duer. Et wäert net ëmmer einfach sinn, et war ni einfach, et gëtt net méi einfach, et wäert net einfach sinn an et wäert mat Sécherheet nach oft grouss Schwieregkeeten op dësem Wee ginn. Trotz all deem däerf dat eis net dovunner ofhalen, weider fir e proppere Sport, e Sport ouni Doping anzetrieden.

An deem Sënn wëll ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu deenen zwee Projete ginn.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den Här Huss huet d'Wuert. Här Huss!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt dem Rapporteur, dem Här Bodry, Merci soe fir säin ausféierleche Bericht, deen et erlaabt hei relativ kuerz ze sinn.

Jiddfer éierleche Sportler oder Amateur vum Sport, jiddfer Politiker an och all politesch Fraktiounen heibanne si ganz kloer géint jiddfer Form vun Doping am Sport. Doping verstéisst net nëmme géint d'Ethik vum Sport, Doping kann och bei de Sportler, déi esou fuddelen, zu enger grousser Partie vu gesondheetleche Laangzäitschied féieren. Negativ Anabolika-Beispiller aus der fréierer DDR bleiwen och haut nach an der kollektiver Erënnerung.

Doping gëtt et munchmol och schonn am sougenannten Amateursport, engem Amateursport, wou munches hautdësdags allerdéngs och net méi ganz esou amateurhaft ass. Méi verbreet ass den Doping natierlech an enger ganzer Partie vu Profisportaarten, ob Vëlo, Fussball, Liichtathletik an esou virun, do wou et net eleng oder haaptsächlech ëm d'Éier geet fir ze gewannen, mä wou déi éischt Plaz, wou d'Gewanne mat décke Paien a Kontrakter a bei Spëtzesportler och mat décke Publicitéitskontrakter verbonnen ass.

Schonn an der Antik, am idealiséierte Griichenland bei Olympia ass et och net eleng ëm de berühmte Lorbeerkranz vum Gewënner gaang. Schonn deemools gouf et ënnert der Hand och aner Belounungen. Mä haut, wou de Proficharakter a ville Sportaarten an och de Medierummel an de Mediespektakel ronderëm de Sport ëmmer méi dominéieren, ass den Drang ze gewannen, den Drang no Éier an no vill Geld leider zu engem essenzielle Motiv vu professionell sportlecher Betätegung ginn. An do wou et ëm Bekanntheet, ëm d'Vermaartung vun dëser Bekanntheet an ëm lukrativ finanziell Recettë geet, do besteet natierlech och de Risque vu Frauden oder vun Doping.

Dat ass am Sport iwwregens net aneschters wéi an anere Beräicher vun eisem Liewen. Op munchen Aarbechtsplazen, do wou et ëm Stressbewältegung oder ëm Konkurrenz bei Carrièresavancementer zum Beispill a Chefetage geet, och do gëtt gedopt mat sougenannten Opputschmëttelen, fir Stress a Konkurrenzkampf auszehalen. A souguer schonn a Schoulen oder Universitéite gëtt hautdësdags op ähnlech Psychostimulanten a Psychopharmaka zréckgegraff, virun allem fir den Examensstress oder den Numerus-clausus-Stress duerchzehalen.

Dat si genausou bedenklech Entwécklunge wéi den Doping am Sport, iwwert dee mer haut hei diskutéieren, woubäi ech gläich hei am Numm vun der grénger Fraktioun awer wéilt betounen, datt mer selbstverständlech mat deenen elo hei virleienden Antidoping-Regelunge kënnen d'accord sinn.

Zréck also zum Doping am Sport, wou jo d'Evénementer ëm d'Liichtathletin Marion Jones oder ronderëm d'Vëlosprofien Ullrich, Basso a Landis dëse Summer d'Schlagzeile vun de Medie beherrscht hunn. Kee Wonner wann ee gesäit, datt e fréiere Gewënner vum Tour de France, ee vun de grousse Favorite vum Tour de France a schliesslech den diesjähregen Tour-de-France-Gewënner dobäi erwëscht goufen, mat Doping a mat Dopingsdokteren a Kontakt gestanen ze hunn. Mä et waren net dës Coureuren eleng, et waren och anerer an et waren der och an anere Sportaarten, déi vläicht manner Prestige hunn oder wou bis elo ganz einfach manner Kontrolle gemaach goufen.

Et ass ebe leider esou, datt soubal vill Prestige an domadder vill Suen an déck Publicitéitskontrakter am Spill sinn, och ëmmer erëm vereenzelt Sportler sech verféiere loosse fir ze tricksen, fir mat alle Mëttelen, zum Beispill och iwwer Doping, zu den éischte Plazen an zu Geld ze kommen. Eleng dofir, mä och fir esou Sportler viru Gesondheetsschied ze schütze si verschäerften Antidoping-Regelungen an alle Sportaarten dréngend néideg.

Hei zu Lëtzebuerg, esou gouf eis an der zoustänneger Kommissioun verséchert, fonctionnéieren d'Antidopage-Kontrolle relativ gutt. Den Här Bodry huet a sengem Rapport hei schonn eng ganz Partie vun Zuele genannt. 150 Kontrollen, meeschtens onugemellt, pro Joer si sécherlech net näischt, besonnesch an engem klenge Land, wou et jo haaptsächlech ëm sougenannten Amateurssport geet. Bei deene ronn 120 Kontrolle bis Oktober dëst Joer war och kee positive Fall ze vermellen, a vum Comité olympique a vun der Agence luxembourgeoise antidopage (ALAD) läit jo och en interessante Projet vir, fir och eis Spëtzesportler am Ausland ze iwwerwaachen.

D'ALAD huet dobäi net nëmmen d'Missioun, d'Sportler ze kontrolléieren, mä si soll och aus preventive Grënn d'Sportler an d'Traineren informéieren iwwer problematesch Stoffer, déi a Medikamenter kënnen enthale sinn, woubäi eng sougenannt Positivlëscht sécherlech vun Notzen ass.

D'Diskussioun ëm d'Dopingskontrollen dréint sech op internationalem Plang haut virun allem ëm folgend Froen:

Éischtens: Missten eventuell méi Kontrolle gemaach ginn, onugemellte Kontrolle selbstverständlech, an och scho beim Training?

Zweetens, oder misste just méi effikass Kontrolle gemaach ginn, dat heescht zum Beispill net nëmmen Urinanalysen, mä och vill méi Bluttanalysen, fir anormal Bluttwäertvariatioune kënne festzestellen? A well dat méi deier géing ginn, awéiwäit da virun allem och Profisligen oder Profismanagementer sollte finanziell erugezu ginn, fir dat mat ze finanzéieren.

E puer Zuelen zu dëse Froe just aus engem vun eisen Nopeschlänner, nämlech Frankräich, wou et bekanntlech vill méi Profisport gëtt wéi bei eis. A Frankräich sinn 2005 insgesamt 9.000 Dopingsprouwe gemaach ginn, dovunner awer nëmmen 200 Bluttanalysen. Oder bei iwwer 700 Fussballsmatcher an deenen zwou franséische Ligen, der éischter an der zweeter Liga, d'lescht Joer sinn insgesamt nëmmen Dopingskontrolle gemaach ginn a 70 Matcher an och nach nëmmen Urinanalysen. Mat null Resultat. Et ass guer näischt dobäi erauskomm. Do stellt sech allerdéngs d'Fro, ob dat realistesch Kontrolle sinn, woubäi munch Spatzen awer ganz aner Saache vun de franséischen Diecher päifen.

Eng weider interessant Fro hat sech zum Beispill am Kontext vum Dopingsskandal am Tour de France erginn, wouriwwer ech virdru scho geschwat hunn. An deem Kontext awer, an dat ass an de Medie méi oder wéineger ënnergaang, gouf bericht, dass ronn 60% vun allen Tour-de-France-Coureure während deem Tour Medikamenter konsuméiert hunn, déi och verbueden Dopingssubstanzen enthal hu sollen, mä opgrond vun Ordonnances médicales.

A ville Fäll waren esou Medikamenter sécherlech onverzichtbar fir déi Coureuren, mä waren do all Ordonnancë wierklech ubruecht a ginn do all Ordonnancë wierklech ausgeliwwert opgrond vun aktuelle gesondheetleche Problemer a seriöe medezinesche Kontrollen, oder ebe just iwwer net aktuell Kontrollen an iwwer administrativ Enregistrementer? Och do schéngt elo op munche Plazen nach Nobesserungsbedarf ze bestoen.

Nach kuerz e lescht Wuert zu de Sanktioune vis-à-vis vu betraffene Sportler, mä och vis-à-vis vu kriminelle Sportmedeziner. Et léisst sech zum Beispill d'Fro stellen, ob eng Spär vu just zwee Joer fir e Sportler, dee fir d'éischt beim Doping erwëscht gëtt, wierklech duergeet. Bei nach jonke Sportler sinn dës zwee Joer Spär net wierklech ganz laang, woubäi et an eisen Ae muss kloer sinn, datt virun allem awer déi kriminell Medeziner, wéi zum Beispill dee berüchtegten Dokter Fuentes a Spuenien a seng Komplizen, misste schäerfstens bestrooft ginn, fir do wierklech zu enger effikasser Ofschreckung ze kommen.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, no dëse méi spezifesche Remarquen ass et natierlech kloer, datt mir als Gréng wäerten all Fortschrëtter bei den Antidopage-Regelunge kënnen ënnerstëtzen, an duerfir wäerte mer hei och zoustëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Huss. De leschte Riedner ass den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech mengen no deem excellente Rapport an no deem wat duerno gesot ginn ass kann ech mech ganz kuerz faassen.

De Sport ass eis alleguer deier an helleg a mir hunn eréischt viru kuerzem hei driwwer geschwat, wéi wichteg dass e fir d'allgemeng Gesondheet ass am Kampf géint d'Obésitéit. Mä et ass jo net hei den allgemenge Breedesport, deen zur Diskussioun steet, mä éischter de Leeschtungssport, deen och wichteg ass, deem mir awer net, wëll ech ganz däitlech soen, déi Bedeitung bäimiesse wéi dem Breedesport, deen all Mënsch soll an deem Mooss maache wéi en dozou fäeg ass.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

De Leeschtungssport, deen et esou laang gëtt wéi een d'Geschicht kann zréckverfollegen, ass an eiser moderner Zäit zu enger regelrechter Industrie ginn. An dat ass am Fong geholl den Hannergrond, woufir datt ëmmer méi zu all méigleche Mëttele gegraff gëtt, net nëmme fir déi beschtméiglech Leeschtung ze bréngen, mä well domat a ganz ville Fäll enorm vill Geld verbonnen ass, heiansdo an Héichte wéi ee sech et eigentlech net richteg ka virstelle wéisou dat méiglech ass. Mä an enger Welt, wou mam Sport vill Werbung verbonnen ass a mat Werbung vill Ëmsaz verbonnen ass, ass et och iergendwéi ze verstoen, wéisou datt dat esou ass.

Am Mëttelpunkt de Sportler, dee gefuerdert ass, dee vun alle Säite gedrängt gëtt. Mir si selwer vläicht deelweis mat dru schold, well mer dann dat och vläicht ze vill héich bewäerten, wat do als Leeschtungen erbruecht gëtt. Am Mëttelpunkt de Sportler, dee, wéi gesot, vun alle Säite gedrängt gëtt fir déi héchste Leeschtung ze bréngen, a vun deene Leit, déi en entouréieren, da vläicht méi dozou verfouert gëtt fir sech ze dopen, wéi datt hie selwer aus eegenem Antrieb géing dozou gräifen. Ech mengen, och deen Aspekt muss een an dësem Zesummenhang mat a Betracht zéien.

Den Doping huet, Här President, eng moralesch Komponent - ech mengen, dat hu meng Virriedner scho gesot - an deem Sënn, datt e wierklech miserabel ass a sengen Auswierkungen op eis Jugend. En huet selbstverständlech gesondheetlech Konsequenzen, wat meng Virriedner och schonn hei virgestallt hunn.

En huet awer och eng kriminell Komponent an deem Mooss wéi en effektiv eng Concurrence déloyale vis-à-vis vun deenen, déi éierlech sinn, duerstellt. Duerfir ass et absolut noutwendeg - a mir droen dat selbstverständlech voll a ganz mat -, datt een alles ënnerhëlt fir den Doping ze ënnerbannen, preventiv, esou wäit wéi et méiglech ass, awer och repressiv an deem Mooss wéi et ze maachen ass. Et ass gradsou selbstverständlech, datt dat nëmmen an der internationaler Kooperatioun ka geschéien. Duerfir, nach eng Kéier, si mir absolut d'accord fir déi zwou Konventiounen hei ze stëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Ofschloss mécht den zoustännege Minister, den Här Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll lech opriichteg Merci soen, well et beweist, dass, wa mer e Sujet wéi deen heiten hunn, wou mer eis och e bëssen eens sinn - wat e bëssen eng nobel Saach ass fir dergéint ze sinn -, da geet et och ganz schnell. Ech hunn e bëssen Drock gemaach aus engem ganz klore Grond, op deen ech nach eng Kéier wëll zréckkommen, mä ech wollt lech alleguerten opriichteg Merci soen, dass Der bereet waart hei esou schnell ze handelen. Aner Länner sinn do nach net esou wäit.

A virun allem wëll ech och dem Rapporteur Merci soen, well hien den Historique fäerdeg bruecht huet - ech hunn och de Rapport wierklech duerchgelies -, dee flott weist wéi Lëtzebuerg, zesumme mat de Partner an Europa, versicht huet deem Problem do Meeschter ze ginn. An ech mengen, och d'Beispiller vum Norbert Haupert weisen, dass de Sujet eescht ass, scho längst bekannt ass a wahrscheinlech net ofgeschaf ass mat deene Konventiounen hei. Dovunner muss een einfach emol ausgoen.

Ech muss soen, dass Lëtzebuerg sech jo an där dote Saach exemplaresch beholl huet a sech ëmmer un d'Spëtzt gesat huet vun deenen, sief et beim COSL, sief et bei de Regierunge virdrun, déi null Toleranz wollte gëlle loossen. Ech mengen, mir hunn ëmmer relativ schnell all déi Accorden, déi mer ënnerenaner fonnt hunn, probéiert ëmzesetzen, an déi Geschicht ass jo schonn '98 u sech e bësse méi kloer mat Konventiounen ugaangen.

Mir hate wuel Fäll. Si ware glécklecherweis nach net esou schlëmm, mä déi Gefor ass ëmmer ginn. Wa mer am Moment och e bëssen Opdriff hunn an eisem Sport, da muss een einfach ëmmer erëm bieden, dass hoffentlech net eng Kéier eppes passéiert.

Dat muss net sinn, dass de Sportler selwer ëmmer deen ass, dee wëssentlech esou eppes mécht. Ech wëll keen entschëllegen, mä ech muss als een, deen et selwer am Ausland erlieft huet, soen: Do kritt een heiansdo Mixturen dohinner gesat an et stellt ee sech awer eeschthaft heiansdo d'Fro, firwat dass een nuets net gutt schlofe konnt. Dat ware Froen, déi s de der an de 60er an an de 70er Joren awer konnts stellen. Ech wëll och léiwer haut net méi wësse wat fir eng Vitaminen Eenzelner vun de Sportler kruten, well deemools war dat do nach net an deem Mooss e Sujet. An duerfir soen ech: Et ass een net dovir gewappnet an de Sportler ass där ganzer Saach staark ausgeliwwert.

De Sportler ass där ganzer Saach nach méi ausgeliwwert a leschter Zäit, well och duerch dee Spektakel, dee ronderëm de

Sport ass, d'Gefor, de Reiz, fir och wëssentlech esou eppes ze maachen, risegrouss ass, well een nëmmen eng kuerz Zäit huet, wou een als absolute Leeschtungssportler ka mam Sport Geld verdéngen an een duerno erëm eng Kéier an dat normaalt Liewe muss antrieden, wou een da vläicht vergiess huet eng anstänneg Ausbildung ze verfollegen, an esou weider, esou dass ee muss gegebenenfalls e Risiko agoe fir vill Geld op ee Coup ze verdéngen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Duerfir, mengen ech, ass déi Course, déi am Fong geholl zwëschent de Sportler an de Laboen amgaangen ass, nach net eriwwer. An duerfir ass et och noutwendeg, dass mer e kloert Bekenntnis ginn.

D'Madame Flesch huet gesot: „Mir si kloer dergéint." Dir wësst, dass et haut Bestriewunge ginn, déi soen: Wa mer et net kloer kënne kontrolléieren…

(Coups de cloche de la Présidence)

…a wann et esou ass, dass dat Sport spectacle ass, dass dat Profie sinn, déi jo musse wëssen, wou se dru sinn, dass et do eng Bewegung gëtt, déi seet: Ma, maacht et einfach fräi, da kann ee maache wéi ee wëllt, dann ass jiddfereen au même titre gedopt oder net gedopt, mä dann hu se alleguerten déiselwecht Avantagen!

Dee Wee gi mir net mat. Mir loossen d'Nulltoleranz gëllen, mä mir wëssen, dass duerch dee Filet wahrscheinlech deen een oder een aneren awer duerchgeet, well d'Laboratoires d'analyse probéieren all deenen neie Substanzen, deenen neien Tricken, déi do erfonnt ginn, Meeschter ze ginn, mä dat ass net einfach, an déi Course wäert nach eng Zäitchen undaueren.

Ech kommen elo just vu Moskau erëm; virun zwee Deeg. Do war de Conseil de l'Europe zesummen.

(Interruption)

Et war gutt kal do, ech kann lech et soen.

De Conseil de l'Europe huet jo eng führend Roll gespillt ronderëm d'Entwécklung vun der Législatioun an de Konventiounen, déi mer haut hunn. An de Conseil de l'Europe ass, wéi elo a ville Beräicher, och am Sport amgaange säi Wee ze sichen. De Conseil de l'Europe, d'Union européenne, dat Zesummespill ass net einfach. An et ass am Fong geholl festgehale ginn, dass de Conseil de l'Europe elo nëmmen op dräi Sujete géing weider e Rôle spillen - dat sinn haaptsächlech Sujeten, déi mat Droits de l'Homme a mat Justice ze dinn hunn -, an dass all déi aner Sujete leider e bësse vergiess gi sinn.

Mir hunn do eng länger Diskussioun gefouert iwwert déi lescht Plattform, déi mer an Europa hunn, well mer jo an der Europäescher Unioun nach keng communautär Politik hunn an där doter Fro, ob mer déi sollen esou liicht opginn an ob een net sollt probéiere mat deene ville Länner, déi net an der Europäescher Unioun sinn - mir sinn do am Moment zu 46 -, ob een net déi Plattform awer soll hale fir notamment iwwer Doping mat deene Länner ze schwätzen. Do sinn der vill, déi eng Vergaangenheet hunn, wou d'Leit sech, mengen ech, nach net richteg bewosst sinn op wat se sech deemools agelooss hunn.

An ech mengen, et wier net gutt se lénks leien ze loossen zu dësem Zäitpunkt, mä et wier besser se ze begleeden. Duerfir hu mir och an deem Sënn plädéiert, dass d'Aarbechte solle weidergoen. Mä et ass awer esou, dass ee muss oppassen, dass déi Aarbechten net elo zwee- an dräifach gemaach ginn.

Mir hunn heimadder elo d'Weltorganisatioun géint den Doping, an ech mengen elo kréie mir eng Konventioun UNESCO, wou e Sekretariat fonctionnéiert. Mir hunn am Conseil de l'Europe e Sekretariat wat fonctionnéiert. Wann déi net zesummeschaffen oder jiddferee seng eegen Zopp mécht, dann hunn ech meng héchste Bedenken, muss ech soen. Well mir sinn elo amgaangen op dräi Schinnen ze fueren. Et ass gutt, dass een eng Plattform huet fir iwwer eppes ze diskutéieren, mä ech mengen, mir sollen déi puer Moyenen, déi mer hunn, probéieren ze bündelen. Dat probéiere mir hei zu Lëtzebuerg.

Et ass ugeklongen: Dat hei wäert keng gréisser Auswierkungen op eise Fonctionnement hei hunn, weder um Niveau Sportsministère nach um Niveau vun der ALAD. Mir applizéieren dee Code schonn absolut zu 100%. Och de Finanzement, dee virgesinn ass, ass am Moment e Crédit non limitatif, esou dass mer d'Méiglechkeet hunn och doriwwer erauszegoen, wann dat noutwendeg ass.

Dir hutt gefrot, ob mer eis net der ISO-Norm wëllen ënnerwerfen. Et ass noutwendeg fir d'Reconnaissance mutuelle ze kréien. An et ass u sech jo an der Konventioun vun 2002 dran, dass déi Reconnaissance mutuelle ënnert de Länner do festgeschriwwen ass. An do ass kloer dra gesot, dass déi ISO-Certificatioun noutwendeg ass, fir dass jiddfereen datselwecht applizéiert. Bei eis hei zu Lëtzebuerg wäerte mir eis elo an deenen nächsten Deeg där Saach ënnerzéien. Da wäerte mer froe fir déi Certificatioun do ze maachen.

Normalerweis hate mer jo déi éischt Diskussioun am Sportsgesetz gefouert, well eng Rei Saache schonn do verankert sinn. Ech si frou, dass mer et elo fäerdeg bruecht hu per Amendement dat kloerzestellen an déi Ëmännerung am Sportsgesetz och virzehuelen. Ech soen lech duerfir villmools Merci.

Dat Eenzegt wat vläicht e puermol zu Diskussioune gefouert huet a wat ech awer kuerz hei uschwätze wëll ass dat, ob een de Sportler och penal belaange soll. Dat ass fir de Moment zu Lëtzebuerg nach net de Fall. Ech sinn och der Meenung, dass een dat am Moment soll si loossen, well ech mengen, dass de Sportler deene Leit, déi säin Entourage duerstellen, vill ausgeliwwert ass an en net ëmmer alles kontrolléiere kann. Ech hunn elo grad nach mat engem geschwat, deen am Ausland ass, dee gesot huet: Ech weess net ëmmer wat ech hei an deene Bechere kréien, déi ech als Vitamine presentéiert kréien.

An ech muss soen, mir musse wierklech ganz streng mam Entourage ëmgoen. Fir de Moment verzichten ech drop fir d'Sportler wëlle penal ze belaangen. Et waren der, déi hei gesot hunn, zwee Joer wier net vill. Et ass richteg, zwee Joer am Moment wann ee 16 Joer huet ass vläicht net vill, mä bei der zweeter Kéier ass et liewenslänglech, dat wësst Der. An ech muss soen, een, dee 24 oder 26 Joer al ass, zwee Joer, dat ass de Schluss vu senger Carrière. Et ass meeschtendeels de Schluss vu senger Carrière, well en éischtens total aus dem Trëtt kënnt, zweetens well déi meescht jo Kontrakter hunn. A wann Der kuckt wat jo awer de Moment geschitt - a glécklecherweis! -, dass d'Sponsoren hinne fortlafen, dass se gekënnegt kréien an hiren Équipen, da mengen ech ass d'Strof fir de Sportler scho ganz déck an zolidd an dass een net och nach eng penal Strof dorunner muss unhänken.

Fir déi meescht ass hir Carrière da fäerdeg oder zumindest au plus haut point gefährdet. Kuckt dat nëmmen. Ech géing fir de Moment soen, à l'encontre vun deem, wat déi franséisch, déi italienesch Autoritéiten am Moment hunn, déi se penal belaangen, soll een et fir de Moment dobäi beloossen.

Ech schléissen net aus, dass, wann do eng Kéier Problemer optauchen, een dann och vläicht dee Wee muss goen.

Am Moment, mengen ech, ass de Sportler zimlech zolidd gestrooft mat där doter Aart a Weis an et muss een awierken op den Entourage, well et ass deen, deen normalerweis de Sportler och a Kontakter bréngt. Et ass seelen, dass de Sportler selwer sech ëm déi Saache bekëmmert.

Wéi gesot, Här President, ech si frou, dass mer hei an enger sougenannter nobler Affär am Sport zu esou enger grousser a breeder Adhésioun kommen. Ech hoffen, dass mer dat kënnen unanime stëmmen.

Mä ech erhoffe mer awer och, dass an anere Froen, déi de Stellewäert vum Sport betreffen an déi d'Sportspolitik als solch betreffen, mer déiselwecht Adhésioun hei an der Chamber kréien, notamment wann et ëm de Budget an ëm aner Froe geet, déi mam Sport zesummenhänken, an dass mer net nëmmen hei erzielen, dass de Sport eng Wichtegkeet huet an der Educatioun, am Sozialbehuelen, an der Gesondheet an esou weider, mä dass de Sport eng Wichtegkeet per se huet. An dass mer dat net nëmmen doduerch bekunden, dass op all méigleche sportleche Manifestatiounen ech lech an Dir mech erëmgesitt, mä dass mer och emol heiansdo drun denken, dass de Sport wierklech en anere Stellewäert hei zu Lëtzebuerg verdéngt wéi deen, deen en haut huet vun der Politik.

Ech erhoffe mer eng ähnlech grouss Begeeschterung wéi ech dat elo bei dësem Gesetz festgestallt hunn, wann et ëm aner Problemer, ëm Infrastrukturen, ëm Hëllefsstellungen, souwuel beim Spëtzesport wéi beim Breedesport geet. Ech wënschen eis dann alleguerten domadder, dass mer och an dësem Domän kee Problem kréien.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung. Do hu mer fir d'éischt de Projet de loi 5537.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5537 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Charles Goerens);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5175.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5175 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Colette Flesch), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes) et Claude Meisch;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir de 14., 15. a 16. November. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.27 heures)

Sommaire des séances publiques

Dépôt d'un projet de loi page 31
Communications page 31
Institution d'une commission spéciale «Tripartite» et composition de la Commission spéciale «Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État» pages 31-32
5617 - Proposition de loi portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée
et
5621 - Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition - Déclaration de recevabilité page 32
Ordre du jour page 32
Heure de questions au Gouvernement
- Question N°121 du 24 octobre 2006 de Monsieur Marc Spautz page 32
- Question N°122 du 23 octobre 2006 de Monsieur Xavier Bettel page 32
- Question N°123 du 24 octobre 2006 de Monsieur Fernand Diederich pages 32-33
- Question N°124 du 24 octobre 2006 de Monsieur Jean Huss page 33
- Question N°125 du 24 octobre 2006 de Monsieur Marc Angel pages 33-34
- Question N°126 du 23 octobre 2006 de Monsieur Aly Jaerling page 34
- Question N°127 du 24 octobre 2006 de Monsieur Ben Fayot page 34
- Question N°128 du 24 octobre 2006 de Madame Anne Brasseur pages 34-35
- Question N°129 du 24 octobre 2006 de Madame Claudia Dall'Agnol page 35
- Question N°130 du 24 octobre 2006 de Monsieur Gast Gibéryen page 35
Dépôt d'une proposition de loi page 35
Heure de questions au Gouvernement (suite) pages 35-36
Question avec débat N°9 de Monsieur Marco Schank relative à l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pages 36-37
5508 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets pages 37-39
5582 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement à la Convention, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005 pages 39-41
5583 - Projet de loi modifiant
1. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
2. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux pages 41-43
5518 - Projet de loi portant
1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;
2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;
3. modification du Code du Travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;
4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;
5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées pages 43-44
5537 - Projet de loi portant
a) approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005;
b) modification de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport
et
5175 Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention contre le dopage, ouvert à la signature, à Varsovie, le 12 septembre 2002 pages 44-47

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1083	M. Marc Spautz	Travail au noir de personnes sans permis de séjour respectivement sans permis de travail régulier
1104	M. Roland Schreiner	Transport des élèves handicapés physiques et polyhandicapés, de l'intégration scolaire, de l'éducation différenciée et des travailleurs handicapés
1169	M. Jean-Pierre Koepp	Décharge du Sidec
1175	M. Camille Gira	Procédures de relotissement de terrains à bâtir
1182	M. Aly Jaerling	Salariés invalides
1198	M. Henri Kox	Rejets exceptionnels de la centrale de Cattenom
1229	M. Aly Jaerling	Garantie de 24 mois sur l'électroménager
1237	M. Aly Jaerling	Agressions et vandalisme dans les transports publics
1241	M. Aly Jaerling	Droit d'établissement des entreprises
1248	Mme Anne Brasseur	Introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire
1249	M. Aly Jaerling	Allocation de chômage
1250	M. Marco Schank	Conséquences du jugement du Tribunal administratif relatif à l'incompatibilité de la fonction du directeur de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture avec celle de membre d'un collège échevinal
1251	M. Aly Jaerling	Dépassements des teneurs maxima en métaux lourds et dioxines dans les légumes feuilles cultivés dans les jardins exposés aux émissions de l'industrie sidérurgique (Esch/Alzette, Schifflange)
1252	M. Xavier Bettel	Proposition COM(2006) 284 de la Commission européenne relative à la procédure d'examen et de consultation préalables pour certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives envisagées par les États membres dans le domaine des transports
1253	M. Marcel Oberweis	Gestion des rebuts par l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR)
1254	M. Aly Jaerling	Taxes à payer pour le nouveau passeport à données biométriques
1255	M. Carlo Wagner	Libéralisation des conditions d'établissement pour pharmaciens
1256	M. Marcel Oberweis	Ancienne décharge industrielle de Beggen
1257	M. Marcel Oberweis	Annexe du Lycée classique de Diekirch à Mersch
1258	M. Xavier Bettel	Service au client des CFL
1259	M. Xavier Bettel	Politique tarifaire des compagnies aériennes étrangères
1260	M. Xavier Bettel	Système de perception tarifaire électronique «e-go»
1261	Mme Colette Flesch	Organisation du recensement de la population à Luxembourg
1262	Mme Anne Brasseur	Premier jour de classe de l'année scolaire 2006/2007
1263	Mme Anne Brasseur	Organisation scolaire - Travaux à domicile
1264	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Extension du réseau des stations de distribution de gaz naturel et/ou biogaz
1266	M. Marc Spautz	Ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette
1267	M. Marc Spautz	Mise en vigueur de la «loi antitabac»
1268	Mme Anne Brasseur	Éducation à la paix, aux droits de l'Homme et à la résolution non violente de conflits
1270	Mme Anne Brasseur	Construction d'un bâtiment pour le Lycée technique pour professions de santé
1272	M. Marc Spautz	Fermeture du bureau de la Coopération à Quito en Équateur
1273	M. Xavier Bettel	Mise en vigueur de la «loi antitabac»
1274	M. Xavier Bettel	Modification de l'horaire et de l'itinéraire de la liaison autobus Sarre-Luxembourg
1275	M. Claude Adam	Quotas d'inscription dans les universités étrangères
1276	M. Xavier Bettel	Retards de transposition de directives européennes
1277	M. Marc Spautz	Réglementation des stages pratiques - Université du Luxembourg
1278	M. Xavier Bettel	Régime de la pharmacie - Filiales de commerçants de médicaments par Internet
1279	M. Aly Jaerling	Centre thérapeutique pour fumeurs
1280	M. Robert Mehlen	Aviation militaire
1284	M. Xavier Bettel	Société McZahn - Prothèses et implants dentaires
1285	M. Aly Jaerling	Fonds de dotation de l'État et impôt commercial
1287	M. Aly Jaerling	Mise en place d'un système de «santé en ligne» européen
1288	M. Ali Kaes et M. Marc Spautz	Vente des usines de fabrication de toiles pour pneus du groupe Goodyear
1292	M. Carlo Wagner	Plan hospitalier national
1296	M. Laurent Mosar	Élargissement de l'espace Schengen aux dix nouveaux membres de l'UE
1297	M. Xavier Bettel	Contributions aux projets Eurocap-Rail et TGV-Est
1304	M. Aly Jaerling	Taux d'intérêt

Question 1083 (17.5.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **travail au noir de personnes sans permis de séjour respectivement sans permis de travail régulier:**

Tous les pays au monde sont confrontés à la problématique du travail au noir. Le Luxembourg n'y échappe pas.

Or, les dangers du travail au noir sont connus. Outre la paix sociale qui est menacée, le travail au noir recèle d'innombrables risques pour les travailleurs concernés. Ceux-ci se retrouvent souvent face à un système qui les exploite, les soumettant à des conditions de travail exécrables (durée de travail excessive, repos insuffisant ou encore rythme de travail irrégulier) pouvant avoir des conséquences néfastes sur leur santé et leur sécurité contre un salaire souvent de misère. À cela s'ajoute le fait que le travailleur au noir ne bénéficie d'aucune forme de couverture sociale et qu'il est limité dans son intégration tant au niveau de l'entreprise pour laquelle il travaille qu'au niveau de la société.

Un contrôle accru du marché du travail s'impose dès lors comme l'un des moyens sûrs pour lutter activement contre le phénomène du travail clandestin.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Messieurs les Ministres des Affaires étrangères et de l'Immigration et du Travail et de l'Emploi:

- Quels sont les organismes chargés de contrôler le marché du travail aux fins de lutter efficacement contre le travail au noir lorsque ce phénomène touche plus particulièrement des personnes sans permis de séjour respectivement sans permis de travail valable?

- Combien de contrôles ont été effectuées ces dernières années?

- Combien d'infractions ont été constatées?

- Quelles sont les mesures qui ont été prises à l'égard des employeurs respectivement des travailleurs au noir, pour autant que des infractions ont pu être constatées?

- Comment le Gouvernement entend-t-il procéder dans l'avenir?

Réponse commune (19.10.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

L'honorable Député souhaite obtenir des informations quant aux organismes qui sont compétents pour contrôler le marché du travail aux fins de lutter efficacement contre le travail au noir lorsque ce phénomène touche plus particulièrement des personnes sans permis de séjour ou sans permis de travail valables.

Il y a lieu de retenir en premier lieu que la lutte contre le travail clandestin et contre le travail illégal constitue une lutte solidaire du Gouvernement qui se situe dans un cadre légal bien défini.

Ensuite, il y a lieu de tenir à l'esprit que la lutte contre le travail clandestin et contre le travail illégal mérite de la part des autorités compétentes l'intransigeance. Celle-ci ne peut aboutir que si les autorités gouvernementales s'entraident et échangent les informations à leur disposition respectivement opèrent de manière concertée pour faire respecter l'état de droit.

Au titre d'autorités gouvernementales impliquées dans la lutte contre le travail clandestin et le travail illégal, il y a lieu de considérer diverses situations ou cas d'espèce.

Le rôle primordial dans cette lutte incombe sans aucun doute à l'Inspection du Travail et des Mines (ITM), notamment par le biais du «programme plurimensuel de lutte contre le travail clandestin organisé - week-ends et après travail -, organisé par la cellule interadministrative de lutte contre le travail illégal». Sont impliqués, outre l'ITM, les Administrations des Douanes, de l'Enregistrement et des Contributions, ainsi que l'Association d'assurance contre les accidents et le Centre Commun de la Sécurité Sociale. Cette cellule gère aussi les «Actions Coup de Poing (ACP)».

Les activités de la cellule décèlent régulièrement des cas de travail illégal. Il y a lieu de renvoyer ici aux informations contenues dans la réponse à la question parlementaire N°0753 de Monsieur le Député Aly Jaerling *(cf. compte rendu N°9/2005-2006)*. Ces informations, fournies par l'ITM, portaient sur les premiers résultats de la campagne nationale.

Ainsi, entre octobre 2005 et mai 2006, six ACP ont été effectuées, lors desquelles il a été possible de constater, outre les irrégularités en matière de droits d'enregistrement, de médecine au travail ou de droit de travail à proprement parler, à savoir, heures supplémentaires, prêt de main d'œuvre, sécurité et santé au travail, que cinq travailleurs étrangers étaient occupés par des employeurs sur des chantiers sans permis de travail valables, sans autre précision quant à l'identité de l'employeur ou du travailleur fautif.

La question relative au droit de séjour des travailleurs interpellés dans l'illégalité, ainsi que les suites réservées aux infractions constatées reste en suspens à l'heure actuelle.

D'autre part, l'ITM peut également être interpellée par le Service des permis de travail du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration afin de contrôler divers employeurs soupçonnés d'occuper illégalement des travailleurs.

Or, suite aux changements d'attributions des différents ministères lors de la formation du Gouvernement en 2004 et le transfert des compétences en matière de permis de travail au Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, il y a eu un certain flottement en ce qui concerne la compréhension des attributions des différentes administrations impliquées.

En 1972, le législateur avait confié la charge de surveiller l'observation de la réglementation applicable aux travailleurs étrangers à l'Administration de l'Emploi (ancien Office national du Travail), ce qui paraissait à ce moment tout à fait logique compte tenu d'une part du rôle prépondérant de l'ADEM dès l'ingrès de la procédure pour l'octroi d'un permis de travail, ensemble avec l'analyse du marché de l'emploi, et d'autre part, des compétences restreintes de l'Inspection du Travail et des Mines à l'époque et qui n'allaient être élargies que par le biais d'une modification législative qui intervint en 1974.

Ainsi, par la loi du 4 avril 1974 portant réorganisation de l'Inspection du Travail et des Mines telle que modifiée par la suite, ladite administration s'est vu élargir considérablement ses fonctions de contrôle et de recherche d'infractions, le tout de pair avec une adaptation conséquente de ses effectifs.

L'article 1er de la loi modifiée du 4 avril 1974 précitée dispose que l'ITM est chargée «notamment: a) d'assurer l'application des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles relatives aux conditions du travail et à la protection des travailleurs salariés dans l'exercice de leur profession, telles que (…)», et suit une énumération qui n'est ni limitative ni exhaustive.

Il est constant que l'emploi illégal de main d'œuvre étrangère contrevient non seulement à l'ordre public, mais se traduit également en termes de protection des droits du travailleur ou de concurrence déloyale, alors que selon le cas de figure, les questions de protection sociale, de durée du travail, de droit au congé, etc. sont touchées, de sorte que l'ITM, par ses pouvoirs de contrôle, devient l'acteur privilégié lorsqu'il s'agit de lutter contre le travail illégal ou clandestin.

Aussi, le Ministre du Travail et de l'Emploi a-t-il expressément demandé à l'Inspection du Travail et des Mines d'intervenir aussi de manière ponctuelle et à la demande du service compétent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Comme il ressort en effet des chiffres avancés plus haut, c'est aussi au moyen d'enquêtes ciblées qu'il y a lieu de lutter effectivement contre le travail clandestin et le travail illégal. Les ACP devront certes êtres maintenues pour une politique répressive beaucoup plus générale, mais il est impératif que l'ITM assumera de nouveau à l'avenir les responsabilités lui confiées par le législateur en 1974.

Question 1104 (31.5.2006) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **transport des élèves handicapés physiques et polyhandicapés, de l'intégration scolaire, de l'éducation différenciée et des travailleurs handicapés:**

Le Ministère des Transports organise entre autres les transports effectués dans l'intérêt des élèves handicapés physiques et polyhandicapés, de l'intégration scolaire, de l'éducation différenciée ainsi que des travailleurs handicapés. Selon mes informations, ces élèves nécessitant un encadrement approprié ne sont pas toujours accompagnés par un surveillant pendant le trajet.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, qu'en est-il de la responsabilité en cas d'incident?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que, pour des raisons de sécurité, les élèves handicapés ou à besoins spéciaux devraient être accompagnés par une personne adulte en dehors du chauffeur du

bus qui doit se concentrer sur la conduite?

- Est-ce que les institutions qui accueillent ces élèves ont aussi pour mission de les encadrer pendant le trajet ou est-ce que cette responsabilité incombe aux parents des élèves?

Réponse (13.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'organisation des transports des élèves à besoins éducatifs spéciaux se fonde sur les propositions qu'une commission spéciale, instituée par le Gouvernement en Conseil et comprenant des représentants du Ministère des Transports, du Ministère de la Famille et du Ministère de l'Éducation nationale. Ces propositions ont été acceptées par le Gouvernement en Conseil.

La réorganisation des transports en question s'était montrée nécessaire suite à la reprise par l'État des centres régionaux d'éducation différenciée, gérés préalablement par les communes.

À l'époque les membres de cette commission étaient d'avis que la présence d'une personne d'accompagnement n'était pas forcément nécessaire puisqu'ils estimaient que l'équipement spécial sophistiqué dont disposent les véhicules destinés aux transports d'enfants à handicap suffit pour garantir la sécurité des élèves.

Tandis que le déroulement de la majorité des transports reste sans problèmes à ce jour, nous nous voyons confrontés de plus en plus souvent à des cas de figure plus difficiles semblant imposer la présence d'une personne d'accompagnement.

Les situations précaires qui nous sont signalées nous appellent à repenser la question de l'accompagnement des transports de sorte que des pourparlers afférents ont été repris récemment entre les représentants des services respectifs du Ministère des Transports et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

En cet ordre d'idées, les responsabilités seront réexaminées, la responsabilité de l'encadrement des élèves pendant les transports proprement dits devant incomber à la personne d'accompagnement.

Je puis assurer Monsieur le Député que la sécurité des personnes à handicap nous préoccupe particulièrement et que nous sommes soucieux d'améliorer ce point spécifique des transports.

À noter cependant que la présence d'un accompagnateur au sein d'un Minibus réduira d'une unité les places disponibles, pouvant entraîner des frais de transport supplémentaires.

Question 1169 (13.7.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **décharge du Sidec:**

«Sidec - des autorisations non respectées», ënnert dësem Titel gouf am „Codex" vum Mee dëst Joer en Artikel publizéiert, an deem schwéier Virwërf géintiwwer de Verantwortleche vun dësem interkommunale Syndikat an indirekt och géintiwwer dem zoustännege Minister erhuewe ginn.

Duerfir folgend Froen:

1. Stëmmt et, datt de Sidec d'Konditioune vun der ministerieller Autorisatioun N°C/3/87 a puncto Behandlung vum Sickerwaasser («rendement épuratoire de la charge organique d'au moins 90%») net respektéiert, an dat zënter 1988?

2. Stëmmt et, datt déi an der genannter Autorisatioun gefuerdert besonnesch Autorisatioun fir de Bau vun der Kanalisatioun bei d'Kläranlag „Bleesbréck" bis haut net ugefrot gouf?

3. Stëmmt et, datt déi béid och net genehmegt „Bypassen" vun dëser Kanalisatioun vun den zoustännege Servicer vum Intérieur no Entdeckung 2004 gespaart goufen?

4. Stëmmt et, datt déi nei Autorisatioun fir de Sidec, déi vum Ëmweltministère ënnert der Nummer 96/CD/08 am Juli 1997 ausgestallt gi wier, wat d'Virschrëft vun enger Kanalisatioun mat duebele Wänn vun der Décharge bis zum Haaptkollekter ugeet, bis haut net respektéiert géif ginn?

5. Stëmmt et, datt déi genannt Kanalisatioun bis haut och net, wéi et misst sinn, direkt an den Haaptkollekter geet, mä an déi normal Ierpeldenger Kanalisatioun?

6. Stëmmt et, datt d'Schwéiermetallréckstänn an den Ofwässer vun dem Sidec «ont dépassé plus d'une fois les valeurs limites pour une canalisation publique»?

7. Stëmmt et, datt tëschent 1997 an 2005 keng Analyses chimiques totales vun den Ofgase vun der Décharge virgeholl goufen, obwuel dat d'Autorisatioun N°96/CD/08 virschreift?

8. De Sidec wier och an der Obligatioun eng Haftflichtversécherung ofzeschléissen, fir e Schued vu mindestens 7.436.806 Euro kënnen ofzedecken, besonnesch fir Ëmweltschied am Fall vun engem Accident.

Ass esou eng Versécherung antëscht ofgeschloss ginn? A wéini gouf dee Kontrakt ënnerzeechent? Falls keng Assurance ofgeschloss gouf, firwat net?

9. Stëmmt et, datt déi laut der Autorisatioun N°96/CD/08 erlaabte Kapazitéit schonns laang iwwerschratt ginn ass, an datt de Sidec «a omis de se faire autoriser la capacité restante (également 370.000 m³) de l'autorisation N°C/3/87 désormais caduque»?

10. Stëmmt et, datt an der aler Autorisatioun eng weider Vergréisserung vun der Fläch vun der Deponie (no där vun 1988) formell ausgeschloss gouf?

11. Gouf vun dem Sidec, wéi dat eigentlech virgesi gewiescht wier, ëm d'Joer 2003 (also zwee Joer virum Enn vun der Phas vun 1988) e Konzept mat Virschléi fir en neie Standuert presentéiert?

Réponse commune (16.10.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire* et **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1. An der Genehmegung C/3/87 vum 14. Juli 1988 ass am Artikel 44 virginn, datt Sickerwaasser vun der Deponie iwwert d'Kanalisatioun zu der Kläranlag Bleesréck evakuéiert soll ginn. An der Kläranlag soll et dann däraart behandelt ginn, datt d'organesch Belaaschtung ëm mindestens 90% erofgesat gëtt.

Sou wéi et bei der Kontroll vun der Kläranlag duerch d'Waasserwirtschaftsverwaltung ervirgeet, gëtt déi gesamt organesch Belaaschtung ëm mindestens 90% erofgesat.

2. Den Artikel 44 vun der uewe genannter Autorisatioun fuerdert, datt d'Kanalisatioun ze genehmegen ass: «La pose de cette canalisation reste soumise à l'autorisation du Ministre ayant dans ses attributions l'Administration des Eaux et Forêts, ainsi qu'à l'autorisation du Ministre ayant dans ses attributions l'Administration de l'Environnement».

Den 1. August 1997 huet den Ëmweltminister op Basis vum Naturschutzgesetz vum 11. August 1982 eng Genehmegung ausgestallt, déi un de Sidec geriicht ass. Ënnert dem Punkt 1 «Réaménagement de la décharge existante» seet de Minister sech d'accord mat der Virgehensweis, fir datt d'Sickerwaasser iwwert d'Kanalisatioun op d'Kläranlag Bleesbréck evakuéiert gëtt.

Den 21. Juli 1999 huet den Ëmweltminister dunn op Basis vum Waasserschutzgesetz vum 29. Juli 1993 d'Evakuatioun vum Sickerwaasser op d'Kläranlag Bleesbréck genehmegt.

3. D'Waasserwirtschaftsverwaltung huet 2001 den Auslaf vun enger Entleerungsleitung vun der Kanalisatioun tëschent dem Fridhaff an der Uertschaft Ierpeldeng mat engem Schlass versinn. Sou muss bei eventuellen Ënnerhaltsaarbechten, déi en Eidelmaache vun der Kanalisatioun verlaangen, fir d'éischt d'Waasserwirtschaftsverwaltung informéiert ginn. Zënter dem Ubrénge vun dem Schlass ass nach keng Öffnung vun der Vanne néideg ginn.

4. D'Genehmegung 96/CD/08 vum 16. Juli 1997, ausgestallt vum Ëmweltminister un d'Adress vum Sidec, gesäit effektiv vir, datt de Raccord tëschent der Décharge an dem Haaptofwaasserkollekter zu lerpeldeng duebelwänneg soll ausgefouert sinn. A Gespréicher, déi an der Zäit mat de Responsabele vum Sidec gefouert goufen, huet sech allerdéngs erginn, datt et Schwieregkeete mat dem Erfëlle vu der Konditioun gëtt.

An dësem Kontext ass ze erwähnen, datt ënnert dem Kapitel IV «Protection des eaux» an der Genehmegung 96/CD/08 och virgesinn ass, datt e Konzept, bezunn op d'Behandlung vum Sickerwaasser, vum Sidec ausgeschafft gëtt. Dat Konzept gouf am Mee 2000 vum Sidec virgeluecht. Et gouf sech drop gëeenegt, datt d'Variant 2, also de Bau vun enger mechanesch/biologescher Opbereedungsanlag, um Site Fridhaff sollt realiséiert ginn. Wann déi Anlag realiséiert ass kann d'Sickerwaasser, dat am Moment nach op Bleesbréck geleet gëtt, an dëser Anlag benotzt ginn, wat eng Reduzéierung vun de Quantitéite vun deem ze entsuergende Sickerwaasser mat sech brénge wäert.

5. Elei muss préciséiert ginn, datt mat dem «Collecteur principal», deen an der Genehmegung erwähnt gëtt, den Haaptkollekter vun lerpeldeng ze verstoen ass an net, wéi an der Fro vum honorabelen Deputéierten ugeschwat, de Kollekter tëschent Ettelbréck an Dikrech.

6. An den Analyse vum Sickerwaasser, déi vum «Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement» vun der Waasserwirtschaftsverwaltung gemaach ginn, sinn nach keng Iwwerschreidunge vun de generell üblechen Auslafwäerter fir d'Schwéiermetaller an eng öffentlech Kanalisatioun festgestallt ginn.

7. Zënter Enn 2002 sinn d'Sanéierungs- an Ëmlagerungsaarbechte vum Offall op der Décharge Fridhaff fäerdeg. Dunn eréischt konnt d'Gaspotenzial vun den ofgelagerten Offäll definéiert ginn. Dorophi gouf déi entspriechend Gassammelinfrastruktur nei opgebaut, a säit November 2003 ass d'Verdichterstatioun (Fakel) a Proufbetrib.

Nodeems déi praktesch Duerchféierung vun de Moossungen zesumme mat der Ëmweltverwaltung an engem spezialiséierte Bureau Ufank 2006 festgeluecht a gepréift gouf, ass et elo um Sidec fir entspriechend hirer Autorisatioun d'Moossungen ze maachen.

8. Et stëmmt, datt de Sidec déi an der Genehmegung gefuerdert Haftflichtversécherung an där Form net virgeluecht huet. Am Fall vun engem Accident op der Décharge, dee verursaacht gëtt duerch d'Aktivitéite vum Sidec a bei deem entweder Drëtter oder d'Ëmwelt zu Schued kommen, muss also de Syndikat haften. Wann dem Syndikat seng Réserven net duergi fir de Schued nees guttzemaachen, muss entspriechend den aktuelle Statute vum Syndikat, en Apport en capital bei de Membergemenge gemaach ginn.

9. D'Genehmegung 96/CD/08 gesäit eng Vergréisserung vun der Décharge vir, mat engem Gesamtvolume vun 120.000 m³. Dernieft erlaabt se dem Sidec weider 250.000 m³ Offäll am Zesummenhang mat der Aformbréngung a Sanéierung vun der Décharge anzebauen. Den Arrêté C/3/87 seet a sengem Artikel 36, datt d'Décharge (a speziell d'Fläch II) net iwwert déi maximal Cote vun 330 m erausgoen däerf.

Eng volumenofhängeg Limitatioun ass soumat an dësem Arrêté net virgesi gewiescht. Fir e genaut Bild ze kréie wéivill Reschtcapacitéit d'Décharge nach huet, muss eng Opmoossung vun den abruechten Offallmasse gemaach ginn. Fir Kloerheet an der Fro ze kréien, huet d'Ëmweltverwaltung de Sidec dann och opgefuerdert esou eng Opmoossung an d'Wee ze leeden.

10. + 11. D'Genehmegung C/3/87 huet dem Sidec d'Aménagement vun der sougenannter Fläch II autoriséiert. Am Artikel 56 steet, datt op kee Fall eng spéider Vergréisserung vun der autoriséierter Fläch sollt gemaach ginn. Am Artikel 57 ass virgesinn, datt de Sidec e Konzept ausschafft mat Propositioune fir en alternative Site fir d'Deponie.

Als Äntwert dorobber huet de Sidec 1996 eng Demande agereecht an d'Genehmegung ugefrot fir d'Décharge op dem aktuelle Site ze sanéieren, eng Tëschenofdichtung ze bauen, en Deel vun dem deponéierten Offall ëmzelagere an eng Erweiderung vun de Kapazitéiten ze schafen. Dës Virgehensweis gouf duerch d'Genehmegung 96/CD/08 acceptéiert. De Sidec gouf gläichzäiteg opgefuerdert e Konzept iwwert d'Virbehandele vum Offall auszeschaffen an doriwwer wéi d'Offäll an d'Deponie agebaut kënne ginn, sou datt sou mann wéi méiglech Schued fir d'Ëmwelt (speziell Loft a Waasser) entstoe kann. Dat Konzept gouf, wéi schonns ënnert Punkt 4 erwähnt, am Mee 2000 vum Sidec virgeluecht.

Question 1175 (17.7.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **procédures de relotissement de terrains à bâtir:**

Bon nombre de particuliers, propriétaires de terrains classés à l'intérieur d'un périmètre à bâtir, font appel à un géomètre pour définir différents lots, par exemple pour régler l'héritage de leurs enfants ou afin de vendre le terrain en parcelles séparées.

Or, il s'avère que dans de nombreux cas lors de l'établissement d'un PAP d'autres délimitations que celles établies par le géomètre sont retenues, ce qui risque de poser des problèmes, notamment si une ou plusieurs parcelles ont déjà changé de propriétaire entretemps.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il serait judicieux que les géomètres ne procèdent plus à un relotissement avant qu'un PAP ait été établi, et que les propriétaires de terrains pour lesquels un PAP n'est pas nécessaire se munissent du certificat de la commune y relatif avant de faire appel à un géomètre?

Réponse commune (12.10.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget* et **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:*

Dans le contexte de cette question parlementaire, il y a lieu de rappeler le droit du particulier de gérer sa propriété de son plein gré et les objectifs de la loi du 29 juillet 2004 concernant l'aménagement et le développement urbain.

Ainsi, les articles 105 et 106 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain disposent que les plans de lotissement, de relotissement et de morcellement sont, soit soumis à l'obligation d'élaborer un plan d'aménagement particulier conformément à la procédure définie par l'article 30 de la même loi, soit peuvent être décidés directement par le conseil communal sur proposition du collège échevinal pour les projets de moindre envergure.

Il s'agit en premier lieu du cas où quelqu'un se propose de diviser un grand terrain en deux ou plusieurs parcelles en vue de les affecter à la construction.

Il s'agit ensuite de la situation où un propriétaire divise une ou plusieurs parcelles cadastrales en vue de les affecter à la construction.

Il s'agit enfin du cas du relotissement où quelqu'un entend mettre ensemble deux ou plusieurs parcelles pour former un seul lot sur lequel il se propose d'ériger une construction.

La loi ne vise donc que les modifications du parcellaire en vue de leur urbanisation future.

Reste à préciser que ces dispositions ne sont pas applicables jusqu'au moment où le plan d'aménagement général de la commune concernée a fait l'objet d'une refonte complète.

Pendant la période transitoire, seulement les lotissements d'une certaine étendue dans une situation spécifique et dépendant de la condition du propriétaire sont soumis à l'obligation d'un plan d'aménagement particulier.

Il y a finalement lieu de mentionner que l'article 35 de la loi du 19 juillet 2004 prémentionnée dispose qu'un certificat constatant l'accomplissement des procédures du plan d'aménagement particulier sera délivré par le bourgmestre au vendeur ou titulaire transférant un droit réel immobilier, et mention en sera faite dans l'acte avec l'obligation expresse de faire cette même mention dans tout acte ultérieur concernant les terrains en question.

Toutes les autres divisions et regroupements de parcelles non directement destinées à l'urbanisation (par exemple dans le cas de successions ou d'une gestion patrimoniale) dérivent de l'exercice normal du droit de propriété sur les parcelles en question indépendamment des objectifs des communes ou d'autres instances.

Ainsi, les géomètres officiels de l'Administration du Cadastre ont toujours été confrontés aux demandes de morcellement de terrains sis à l'intérieur du périmètre d'agglomération et susceptibles de devenir des places à bâtir sans autorisation préalable des instances communales compétentes.

C'est pourquoi, depuis 1994, tout plan à l'acte visant la création de places à bâtir potentielles porte la mention suivante:

«Le(s) lot(s) figurant comme «place» sur ce plan ne peut (peuvent) être considéré(s) comme 'place à bâtir' qu'après obtention de toutes les autorisations prévues par la loi».

Finalement, s'il est utile que le géomètre recommande au demandeur une vérification préalable auprès de la commune, il ne peut toutefois pas en faire une condition préalable aux actes de disposition.

Question 1182 (19.7.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **salariés invalides:**

Laut dem neie Gesetz iwwert d'Invaliditéit huet en Employeur

d'Recht engem Salarié, deen aus der Krankheet erëm schaffe geschéckt gëtt, en internt Reklassement aus verschiddene Grënn ze refuséieren, sou datt et meeschten zu engem externe Reklassement kënnt.

De Fait, datt den Employeur dem Salarié refuséiert erëm bei hie schaffen ze kommen, kënnt menger Usiicht no enger Entloossung gläich.

De Salarié misst deemno Urecht kréien op all déi domadder verbonne Rechter, wéi zum Beispill déi no Anciennetéit gestaffelt Ofgangsentschädegung, déi den Artikel 24 vum Gesetz vum 24. Mee 1989 iwwert d'Aarbechtsrecht virgesäit respektiv an enger Rei vu Kollektivverträg ausgehandelt goufen.

Leider gëtt d'Ausbezuele vun dëser Entschädegung oft refuséiert, dat ouni gesetzlech Grondlag.

Kann den Här Aarbechtsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass dem Här Aarbechtsminister dëse Mëssstand bekannt?

2. Ass de Refus vun engem interne Reklassement net mat enger Entloossung gläichzestellen?

3. Wa jo, missten dann d'Dispositioune vum virzitéierten Artikel vum Aarbechtsrecht an déi vun de Kollektivverträg net Gültegkeet hunn?

4. Gedenkt den Här Minister eng kloer Interpretatioun vun der Situatioun ze publizéieren?

Réponse (19.10.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Geméiss Gesetz gëtt e Salarié, deen net invalid am Sënn vum Gesetz ass, intern oder extern reklasséiert.

Intern reklasséiert ginn all déi Salariéen, déi bei Patrone schaffen, déi de gesetzleche Quorum, wat d'Beschäftigung vun handikapéierte Persounen ugeet, net erfëllen, et sief dann, de Patron huet e seriöen Dossier eragereecht, deen d'Commission mixte iwwerzeegt, dass en internt Reklassement net méiglech ass.

Dat kënnt heiansdo vir a Betriber, wou et net einfach ass dem betraffene Salarié eng aner Aarbechtsplaz ze ginn, wann dëse säin ale Beruff net méi ausübe kann (Beispill: e Betrib beschäftegt nëmme Camionschauffeuren an huet keen Atelier, well den Entretien vun de Camionen an enger spezialiséierter Garage gemaach gëtt. An deem Fall ass et praktesch onméiglech en internt Reklassement auszespriechen).

Wann d'Commission mixte en externt Reklassement decidéiert, ass den Aarbechtsvertrag geméiss Artikel L.125-4 3 vum Code du Travail automatesch vun deem Dag un opgeléist, wou dem Patron d'Décisioun vum Reklassement zougestallt gëtt.

Et handelt sech juristesch also net ëm eng Entloossung mä ëm eng Opléisung vum Aarbechtsvertrag opgrond vun enger gesetzlecher Bestëmmung.

Doraus ergëtt sech, dass de Patron keng Ofgaangsentschiedegung ausbezuele muss.

Dat heescht ower net, dass déi betraffe Persoun ouni Akommes do steet, well am Fall vun engem externe Reklassement gëtt si automatesch beim Aarbechtsamt ageschriwwen a kritt Aarbechtslosegeld.

Huet déi betraffe Persoun kee Recht méi op Aarbechtslosegeld, kritt si eng «Indemnité d'attente» ausbezuelt, déi der Invalidepensioun entsprécht.

Question 1198 (26.7.2006) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **rejets exceptionnels de la centrale de Cattenom:**

Les périodes de canicule posent de plus en plus de problèmes aux centrales nucléaires de production d'électricité. Ainsi, la centrale espagnole de Garona vient d'être fermée pour cause de températures trop élevées du fleuve Ebro. Comme en 2003, le Gouvernement français préfère éviter des fermetures et décide à nouveau de déroger tout simplement à la législation en vigueur: il autorise les centrales nucléaires françaises à rejeter pendant l'été des eaux de refroidissement hors la norme, c'est-à-dire plus chaudes (arrêté du 22 juillet relatif aux conditions exceptionnelles de rejets d'eau des centrales de production d'électricité).

Le nouvel arrêté autorise la centrale de Cattenom à rejeter des effluents jusqu'à ce que l'écart de température de la Moselle entre l'amont et l'aval de la centrale atteigne au maximum 1,5°C. L'ancien arrêté, auquel est temporairement dérogé, fixe pour sa part un seuil d'interdiction absolu de rejet dans la Moselle de 30°C.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelle est la position du Gouvernement face à la pratique répétée d'autorisation des rejets exceptionnels du Gouvernement français?

- Est-ce que ce nouvel arrêté déroge également au seuil d'interdiction de 30°C pour la centrale de Cattenom?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Luxembourg fut consulté à l'avance en tant qu'État riverain de la Moselle?

- Toujours dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement entend revendiquer la fermeture provisoire de la centrale nucléaire de Cattenom?

- Sinon, est-ce qu'il va au moins insister pour que les autorités françaises ne définissent non seulement un simple écart de différence maximal entre l'amont et l'aval, mais aussi un seuil d'interdiction des rejets exceptionnels, au-delà duquel la centrale doit arrêter la production?

- Quelle est la température maximale tolérable pour la faune et la flore dans la Moselle?

- Est-ce que le contrôle de la température des eaux de la Moselle sera renforcé du côté luxembourgeois?

Réponse conjointe (10.10.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

La question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox a pour objet le réchauffement de la Moselle par les rejets thermiques du site nucléaire de Cattenom et les dispositions réglementaires y afférentes.

Dans ce contexte il convient de rappeler l'avis du Gouvernement luxembourgeois du 7 octobre 2003 lors de la demande de renouvellement des autorisations de prélèvements d'eau et de rejets des effluents liquides et gazeux pour le Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Cattenom. À cette époque, le Gouvernement luxembourgeois avait demandé aux autorités françaises de veiller à des modes de fonctionnement de la centrale de Cattenom, seul ou en réseau avec d'autres centrales de production d'énergie électrique, qui garantissent qu'on n'ait plus besoin, en aucun cas de figure, de recourir à des dérogations au niveau des rejets thermiques. Ainsi, il doit être assuré qu'il n'y ait donc pas de réchauffement des eaux de la Moselle au-delà des valeurs limites maximales, à savoir 30°C dans le cours d'eau transfrontalier. Cette position du Gouvernement reste inchangée.

Il convient en outre de relever que l'arrêté du 22 juillet 2006 relatif aux conditions exceptionnelles de rejets d'eau des centrales de production d'électricité pris par le Ministre de la Santé et des Solidarités, la Ministre de l'Écologie et du Développement durable et le Ministre délégué à l'Industrie de la République française est un arrêté-cadre s'appliquant à toutes les centrales nucléaires françaises. Les dispositions de l'article 1er de cet arrêté ne dérogent pas aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté du 23 juin 2004 autorisant Électricité de France à poursuivre les prélèvements d'eau et les rejets d'effluents liquides et gazeux pour l'exploitation du site nucléaire de Cattenom.

Précisons que durant l'épisode de canicule de juillet 2006, la centrale de Cattenom n'a pas eu besoin de recourir aux dispositions exceptionnelles adoptées par le Gouvernement français: la centrale de Cattenom a continué de produire en toute sûreté, dans le cadre de son autorisation habituelle (arrêté de rejet du 23 juin 2004).

Rappelons les limites de l'arrêté du 23 juin 2004:

- lorsque la température de la Moselle est inférieure à 28°C, la température du rejet doit être inférieure à 28°C;

- lorsque la température de la Moselle est comprise entre 28 et 30°C, la température du rejet doit être inférieure à celle de la Moselle;

- lorsque la température de la Moselle est supérieure à 30°C, tout rejet est interdit.

Dans tous les cas, la température à l'aval du rejet, après mélange aux eaux de la Moselle, ne peut excéder de plus de 1,5°C la température de la Moselle en amont. L'autorisation exceptionnelle de dépassement, adoptée de façon préventive par les pouvoirs publics français et pour une période limitée, aurait permis, pour une température de la Moselle comprise entre 28 et 30°C, d'effectuer des rejets à une température supérieure à celle de la Moselle, mais inférieure à 30°C et sans dépasser un écart de 1,5°C entre la prise et le rejet d'eau.

Précisons que l'autorisation exceptionnelle de dépassement de température de l'eau a été délivrée par les pouvoirs publics à titre préventif, sous forme d'un arrêté interministériel signé le 22 juillet. Ce dispositif, qui n'a pas été utilisé par Cattenom, n'aurait pu être mis en oeuvre que si la sécurité de l'approvisionnement électrique en dépendait, et sur demande du gestionnaire du réseau de transport d'électricité (RTE). En outre, elle n'aurait été possible qu'après information des autorités des États riverains de la Moselle.

Enfin, si la dérogation avait été utilisée, elle aurait été accompagnée de mesures renforcées de surveillance de l'environnement et de la vie piscicole, similaires à celles réalisées lors de la canicule de 2003. En application des dispositions afférentes au site de Cattenom, il est par conséquent prévu pour une période s'achevant au 30 septembre 2006 que le producteur d'électricité pourra continuer à pratiquer les rejets d'eau dans la Moselle jusqu'à ce que l'écart entre les mesures de la température de l'eau effectuées à l'amont et à l'aval du CNPE de Cattenom après mélange atteigne la valeur moyenne de 1,5°C.

L'article 2 de l'arrêté du 22 juillet 2006 dispose que l'utilisation de la mesure prémentionnée est réduite dans toute la mesure du possible et est limitée aux situations requises pour le fonctionnement de l'installation à un niveau de puissance minimal pour assurer la sûreté du système électrique ou l'équilibre entre la consommation et la production d'électricité.

Notons que les autorités luxembourgeoises n'ont pas été consultées par les ministres français avant l'adoption de l'arrêté du 22 juillet 2006 comme il est prévu dans les dispositions de la directive du Conseil du 3 mars 1997 concernant l'évaluation de certains projets publics et privés sur l'environnement. Néanmoins, l'article 2 de l'arrêté en question prévoit que l'utilisation des dispositions relatives aux rejets thermiques n'est possible pour le bassin de la Moselle qu'après information des États riverains de ces cours d'eau.

De ce chef, l'Administration de la Gestion de l'Eau est intervenue, par le biais des chefs de délégation, auprès du Président des Commissions Internationales pour la Protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS) en vue de convoquer une réunion d'urgence réunissant toutes les délégations pour que les autorités françaises fournissent des informations notamment sur l'état du dossier, sur les mesures d'accompagnement prises, tel que l'augmentation des lâchures d'eau au niveau de la retenue du Vieux-Pré dans les Vosges, le renforcement de la surveillance de l'état de la faune aquatique dans le voisinage de la centrale de production électrique en question ou l'évaluation des effets sur la faune en cas de dépassement de la température de 30°C dans la Moselle.

Comme les impacts environnementaux liés à une augmentation de la température d'eau de la Moselle sont multiples, la fixation d'une température maximale tolérable pour la faune et la flore est complexe et doit tenir compte de nombreux paramètres physico-chimiques. D'une façon générale, l'augmentation de la température provoque une réduction de la valeur de saturation de l'oxygène dans l'eau, une diminution de la concentration de l'oxygène dans l'eau, une accélération du développement des microorganismes (eutrophisation), une augmentation de la dégradation microbienne de substances organiques (parallélisée par une consommation accrue de l'oxygène).

Plus précisément, au niveau de la faune piscicole, une augmentation prolongée de la température au-delà de 28 à 30°C peut avoir des conséquences létales pour la plus grande partie des espèces et des populations aquatiques. En même temps, il y a lieu de souligner que des températures en dessous de 24°C sont indispensables pour garantir des conditions optimales pour la reproduction de la plupart des espèces piscicoles présentes dans la Moselle.

En ce qui concerne le contrôle de la température des eaux de la Moselle, il y a lieu de mentionner que la division de la Radioprotection de la Direction de la Santé mesure en continu la température de la Moselle à la hauteur de l'écluse de Schengen. Des valeurs maximales ont été mesurées le 26 juillet 2006, dont 28,8°C au milieu et 29,2°C au bord de la rivière. La valeur maximale de température de la Moselle à sa sortie du territoire français a été enregistrée par le CNPE de Cattenom le 28 juillet 2006: 29,1°C.

Question 1229 (9.8.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **garantie de 24 mois sur l'électroménager:**

Eng EU-Direktiv, déi och an nationaalt Recht ëmgesat gouf, schreift vir, datt op Elektroartikelen eng Garantie vu 24 Méint misst zougestane ginn an datt dëst och op de Garantieschäiner vermierkt misst sinn. Verschidde grouss auslännesch Chaînen, ënner anerem och eng grouss franséisch Elektroentreprise, hale sech net un dës Bestëmmungen an hunn op hire Garantieschäiner just eng Garantie vun zwielef Méint vermierkt.

Wat de Consommateur kéint derzou verleeden no zwielef Méint, wann en e Problem mat sengem respektiven Apparat huet, net op seng Garantie ze pochen, mä e vläicht ewechzegehaien, anstatt en iwwert d'Garantie flécken oder auswiesselen ze loossen.

Wann ee bei der respektiver Entreprise nofreet, da kritt ee gesot, datt selbstverständlech déi gesetzlech Garantie zielt, wann awer d'Garantie vu 24 Méint net um Garantieschäin vermierkt ass, kann dat de Consommateur ierleeden.

Kann den Här Mëttelstandsminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt bei enger Rei Geschäfter, besonnesch bei auslännesche Superchaînen, op dem Garantieschäin ëmmer nach nëmme Garantië vun zwielef Méint vermierkt sinn?

2. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt all Entreprise sech un déi gesetzlech Bestëmmungen hält a Garantië vu 24 Méint zougesteet?

3. Wier et net sënnvoll ze légiféréieren a festzeschreiwen, datt d'Dauer vun der Garantie misst op der Rechnung vum Artikel vermierkt sinn an datt déi Gültegkeet huet, well een e Garantieschäin net onbedéngt versuergt?

4. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir de Konsument op säi Recht vu 24 Méint Garantie opmierksam ze maachen?

Réponse (12.10.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Den éierewäerten Här Deputéierten Aly Jaerling huet eng Fro gestallt iwwert d'legal Garantie vun Elektroartikelen, sou wéi se sech durch d'Gesetz vun 2004 ergëtt. Dozou ass Folgendes ze soen:

1. D'Direktiv 1999/44/CE vum 25. Mee 1999 «sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation» seet, dass - bis op e puer Ausnahmen - e Verbraucher op all Bien meuble eng Garantie vun zwee Joer huet. Dës Bestëmmunge gëllen domat fir all Land vun der Europäescher Unioun. Zu Lëtzebuerg ass d'Direktiv durch d'Gesetz vum 21. Abrëll 2004 iwwert d'«Garantie de conformité» transposéiert ginn an applizéiert sech ënner anerem op déi vum Här Jaerling évoquéiert Elektroartikelen.

2. De Wirtschaftsminister huet selwer keng Kompentenz fir Betriber ze zwéngen d'Dispositione vun deem Gesetz ze respektéieren. Wéi d'Direction de la Consommation aus mengem Departement awer virun engem Joer vun ëmmer méi Plaintë vu Konsumenten héieren huet, déi trotz dem Gesetz vun 2004 nëmmen ee Joer Garantie vun hirem Vendeur zougestane kruten, huet dëse Service um Terrain eng kleng Enquête gemaach, fir sech e Bild iwwert d'Situation kënnen ze maachen. Dobäi ass ze soen, dass déi Reklamatiounen haaptsächlech Artikele vum Electroménager respektiv Computere betraff hunn.

3. Wéi sech déi Faitë bestätegt hunn, huet mäi Service d'Union Luxembourgeoise des Consommateurs (ULC) doriwwer informéiert an huet se opgefuerdert do dergéint ze agéieren. D'Gesetz vun 2004 gëtt nämlech der ULC d'Méiglechkeet eng «Action en cessation» ze maachen an domat duerch eng Geriichtsdécisioun eng Entreprise ze zwénge mat der illegaler Praxis opzehalen. A well dee Pouvoir vun der ULC sou wichteg ass fir d'Konsumenterechter ze schützen, ënnerstëtzt de Stat

d'ULC finanziell bei der Aktioun iwwer seng alljährlech Konventioun an encouragéiert d'Associatioun fir verstäerkt vun dësem effikassen Instrument Gebrauch ze maachen. D'ULC ass dunn och aktiv ginn an huet, sief et iwwert d'Verhandlung, sief et iwwert d'Geriicht, déi zwee Joer Garantie bei grousse Supermarchéen an och bei méi klenge Buttecker duerchgesat. D'Associatioun ass och nach weiderhin aktiv, well et nach ëmmer Problemer mat verschiddene Firme ginn. Sollten dohier d'Konsumente Schwieregkeeten hunn, well ee Vendeur hinne keng Zweejoresgarantie gëtt, da solle se sech bei der ULC mellen, déi sech dann där Saach unhëlt.

4. Ech mengen net, dass et néideg wier d'Gesetz ze änneren, sou wéi den Här Deputéierte Jaerling dat proposéiert. Éischtens sinn d'Leit dru gewinnt hire Garantieschäin ze halen, well dat och virum Gesetz vun 2004 noutwendeg war. Zweetens betrëfft d'Gesetz nëmmen d'Garantie légale, an all zousätzlech Garantie, déi de Professionnellen dem Client als Garantie commerciale gëtt, muss jo och iwwer e Schäin attestéiert ginn, deen de Konsument muss halen. De Garantieschäin ass a bleift domat eng sënnvoll Traditioun, déi dem Verbraucher eises Wëssens no och iwwerhaapt keng Problemer mécht. Et weist sech nämlech och, dass d'Konsumenten am Allgemenge gutt iwwert dat Gesetz an hir Rechter informéiert sinn. Dat erkläert sech sécherlech zum Deel duerch den Informationsstand vum Wirtschaftsministère 2004 op der Fréijorsfoire.

Wéi Der sécherlech wësst huet mäin Departement do all Joer an Zesummenaarbecht mat der ULC während enger Woch ee Stand - mir nennen dat «Journées du consommateur», deen een aktuellt Thema vum Konsumenteschutz dem Grand public presentéiert. Well d'Garantiesgesetz 2004 ganz nei war, hu mer déi Dispositiounen um Stand presentéiert a gläichzäiteg de Leit eng méi detailléiert Broschür matginn, déi si a Rou doheem konnte liesen. Ausserdeem huet och d'ULC an hirer Zeitung „De Konsument" iwwert dat neit Gesetz informéiert a gräift och elo nach dee Sujet sporadesch erëm op. D'Leit kennen deemno hir Rechter, déi d'Gesetz vun 2004 hinne gëtt, an duerfir gesinn ech de Moment keen akute Bedarf, eng nei Aktioun am Beräich Informatioun ze lancéieren. Sollten awer erëm méi Reklamatioune bei der ULC erakommen, da wäert d'ULC sécherlech d'Thema verstäerkt am public traitéieren. Dat wär dann och d'Geleeënheet de Conseil de la Consommation mat deem Thema ze befaassen.

Question 1237 (10.8.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **agressions et vandalisme dans les transports publics:**

Et gëtt ëmmer nach an ëmmer méi Kloe vun Buschauffeuren a Kontrolleren an den Zich wéinst verbalen a souguer physechen Aggressioune vu Säite vu Passagéier.

Et ass ganz oft schwéier d'Identitéit an d'Behuele vun den Iwweltäter ze ermëttelen, zumools well d'Transportpersonal kee Recht huet Identitéitskontrollen ze maachen.

Och de Vandalismus an den öffentlechen Transportmëttelen hëlt zou.

Dëst erschwéiert d'Aarbecht vum Transportpersonal a féiert zu ëmmer méi staarke Stresssituatiounen.

D'Busse vum RATP a Frankräich si säit längerem mat véier Kameraen ausgeriicht wat mat sech bréngt, datt d'Agressiounen drastesch zréckgaange sinn.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt d'Aggressiounen an de Vandalismus an den öffentlechen Transportmëttelen zouhuelen?

2. Wa jo, a wat fir engem Mooss an an wat fir enge Beräicher sinn d'Schwéierpunkter?

3. Ass dem Här Minister bekannt, datt déi franséisch RATP-Busse mat Kameraen ausgeriicht sinn?

4. Gedenkt den Här Minister och an esou eng Richtung ze goen?

5. Oder wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuele fir d'Personal vum öffentlechen Transport géint Aggressiounen, an d'Material géint Vandalismus ze schützen?

Réponse (10.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

A senger parlamentarescher Ufro vum 10. August 2006 mécht den Här Deputéierten Aly Jaerling sech Gedanken iwwert d'Zouhuele vu verbalen a physeschen Agressioune vu Clienten géintiwwer dem Personal vum öffentlechen Transport. An deem Zesummenhang wëllt den Här Deputéierte wëssen, wéi ech dës Agressioune wéilt an de Grëff kréien.

D'Regierung ass sech dem Zouhuele vun den Agressiounen am öffentleche Persounentransport bewosst. Fir d'Sécherheet um Terrain vun de Clienten an de Beschäftegten am öffentlechen Transport ze verbessere sinn eng ganz Rei Moossnamen ergraff ginn:

- De Comité de pilotage «Sécurité dans les transports publics»

Dëse Comité, deen ënnert der Tutelle vum Transportminister funktionéiert, setzt sech aus Vertrieder vum Transportministère, de verschiddenen Opérateuren (CFL, RGTR, TICE, AVL), dem Syvicol an de Gewerkschaften aus dem Transportsecteur zesummen. En huet als Missioun fir fiabel Statistiken iwwert d'Tëschefäll am öffentlechen Transport opzestellen an dorobber hi preventiv a repressiv Moossnamen ze proposéieren.

An dësem Zesummenhang huet de Comité de pilotage e Formulaire mam Numm «Constat incident sûreté» ausgeschafft, woumat et all Beschäftegtem méiglech ass en Tëschefall ze mellen, bei deem hie selwer Affer oder Zeie war. Déi Donnéeën, déi iwwert déi Formulairen zesummekommen, ginn zentral gesammelt fir duerno Statistiken iwwert d'Aart, d'Period an d'Plaz vum Tëschefall opzestellen.

- Dat ofgeännert Gesetz vum 29. Juni 2004 iwwert den öffentlechen Transport

Duerch den Artikel 22 vum ofgeännerte Gesetz vum 29. Juni 2004 iwwert den öffentlechen Transport si Polizeiregele virgesinn, fir d'Sécherheet am öffentlechen Transport, op de Garen, den Arrêten an den Haltestellen ze verbesseren. D'Gesetz gesäit och juristesch Moossname vir, déi geholl kënne ginn am Beräich vum öffentlechen Transport.

De Paragraph 3 vun dësem Artikel gesäit och vir, dass Agenten, déi zoustänneg si fir d'kontrolléiere vun de Ticketen, vum Transportminister vereedegt kënne ginn. Dës Agenten hunn och d'Méigelechkeet fir Persounen, déi sech net entspriechend behuelen an doduerch eng Gefor fir d'Sécherheet duerstellen, opzefuerderen d'Verkéiersmëttel, d'Gare, den Arrêt oder d'Haltestell ze verloossen. Bei dësen assermentéierten Agenten handelt et sech ëm Agente vun der Communauté des Transports, vum Transportministère oder vun den Opérateuren. D'Gesetz gesäit och vir, dass déi Agenten, déi assermentéiert ginn, eng Formatioun kréien. De Programm vun där Formatioun ass duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 21. Juli 2006 festgeluecht.

Zu gudder Lescht huet den Transportminister och nach duerch de Paragraph 4 vum grad genannten Artikel 22 d'Méiglechkeet enger Persoun, déi een oder méi Tëschefäll veruersaacht huet während enger Period, déi ee Joer net iwwerschreiden däerf, den Zougang zum öffentlechen Transport ze verbidden. De 7. Mäerz 2006 gouf esou ee Verbuet ausgesprach géint eng Persoun, déi Agressioune géintiwwer Beamte vun der CFL verübt hat.

- E Gesetzesprojet iwwert d'Sécherheet am öffentlechen Transport

De Comité de pilotage «Sécurité dans les transports publics» ass amgaang an Zesummenaarbecht mam Parquet, der Police an der Douane e Gesetzesprojet auszeschaffen, dee spezifesch de Volet vun der Sécherheet am öffentlechen Transport ofdeckt.

- Den Asaz vu Kameraen an aner Moossnamen

Wat den Équipement mat Kameraen ugeet, gëllt et ze bemierken, dass där Kamerae schonn op sensibele Plazen, wéi zum Beispill der Stater Gare, hänken an operativ sinn. Et ginn och scho verschidde Busentreprisen, déi vun der Dateschutzkommissioun eng Autorisatioun krute fir hir Gefierer mat Kameraen auszerüsten, an dat och gemaach hunn.

Des Weidere gëtt verstäerkt Sécherheetspersonal an den Zich agesat a sinn d'Agente mat portabelen Tëlefoner ausgerüst ginn.

- D'Konklusioune vun der Eisebunnstripartite

An de Konklusioune vun der Eisebunnstripartite vum 20. Dezember 2005 ass festgehale ginn, dass déi Agenten, déi duerch d'Reorganisatioun bei der Eisebunn net direkt gebraucht ginn, am Beräich vun der Sécherheet am öffentlechen Transport agesat kënne ginn.

Question 1241 (13.8.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **droit d'établissement des entreprises:**

Am Joer 2005 hunn 1.800 Salariéen hir Aarbecht verluer duerch Failliten. An deene leschten dräi Joer waren et der 5.000.

Bei deene meeschte Failliten huet de Fonds pour l'Emploi missen d'Gehälter vun de betraffene Salariéen iwwert de Superprivileg ausbezuele well déi respektiv Entreprise net Liquiditéite genuch hat.

D'Salariéen hunn des Weidere missen oft Méint laang op hir Sue waarde bis all Formalitéite vun der Faillite geregelt ware respektiv de Curateur den Ofschloss gemaach hat.

An dat well Betriber kënnen opgemaach ginn ouni datt genug Récklagen hannerluecht musse gi fir d'Payen ofzesécheren, an de Stat d'Paye muss bei enger Faillite iwwerhuelen.

Kann den Här Mëttelstandsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Fënnt den Här Minister net och, datt et opgrond vun deene massive Failliten all Joer un der Zäit ass, d'Nidderloossungsrecht fir Betriber ze iwwerdenken a méi Garantië bei enger Betribsgrënnung ze verlaangen?

2. Gedenkt d'Regierung endlech bei der Grënnung vun neie Betriber méi Récklagen ze fuerdere fir d'Salairen ze garantéieren, fir datt net de Fonds pour l'Emploi, also de Stat an d'Allgemengheet, musse riichtstoe fir Betribsfailliten?

3. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt bei Failliten d'Salariéé méi schnell hiert Recht op net bezuelte Payen zougestane kréien?

Réponse commune (12.10.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En réponse à la question parlementaire N°1241 du 13 août 2006 de Monsieur le Député Aly Jaerling concernant le droit d'établissement des entreprises, il y a lieu d'apporter les précisions suivantes:

Le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement a réformé le droit d'établissement en 2004, et dans le cadre de cette réforme un accent particulier a été mis sur la prévention des faillites et pour combattre les faillites organisées.

En ce qui concerne la prévention de faillites, les dispositions concernant l'accès à la profession dans le commerce ont été foncièrement remaniées pour ce qui est des activités commerciales avec l'assentiment des milieux professionnels concernés, en ce sens que l'accent est désormais mis sur les connaissances plus poussées de gestion d'entreprise, par hypothèse identique quelle que soit la branche commerciale envisagée. Par le passé, une certaine connaissance était exigée en gestion d'entreprise mais l'accent était mis plutôt sur les connaissances en ce qui concerne la branche commerciale exploitée.

A été en outre conféré au Ministre, la faculté d'exiger de personnes mêlées antérieurement à une procédure de faillite ou de liquidation judiciaire provoquée manifestement par un manque de connaissances en matière de gestion d'entreprise, qu'elles suivent préalablement à l'octroi de toute nouvelle autorisation, la formation continue en matière de gestion d'entreprise dispensée par la Chambre de Commerce ou la Chambre des Métiers.

En ce qui concerne la lutte contre les faillites organisées, les modifications apportées visent notamment à réduire les activités fictives et/ou purement spéculatives, ainsi qu'à mieux garantir le respect des critères d'honorabilité et de qualification professionnelles, en particulier s'agissant des personnes morales. Par ailleurs, deux dispositions sont ajoutées afin de préciser la portée et la validité de l'autorisation d'établissement.

Ainsi, ces dispositions, qui s'ajoutent à celles, de même nature, introduites par le biais de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre du commerce et des sociétés (notamment la déclaration sur l'honneur), visent une plus grande précision des dispositions du droit d'établissement relatives aux conditions d'octroi et modalités de retrait d'une autorisation d'établissement.

Il est ainsi précisé expressément à l'article 2 que l'autorisation d'établissement perd sa validité en cas de faillite, de banqueroute ou de liquidation judiciaire du titulaire de l'agrément ministériel.

La loi prévoit par ailleurs la possibilité d'étendre le respect de la condition de l'honorabilité professionnelle comme condition d'accès à la profession aux personnes, qui sans être les dirigeants de droit, sont en mesure d'influer éventuellement sur le fonctionnement d'une société, que ce soit par extension abusive de leur pouvoir de contrôle ou par tout autre moyen.

À cet égard, le détenteur de la majorité des parts sociales est nommément visé car il s'agit d'une hypothèse observée fréquemment, mais sont également visées toutes les personnes en mesure d'exercer une influence significative sur le fonctionnement de la société. Il s'agit notamment du bénéficiaire économique, en particulier lorsque les détenteurs de parts sont également des sociétés, des dirigeants de fait et même des détenteurs de parts minoritaires mais influents.

Dans la pratique, il s'est en effet avéré que certaines personnes non honorables ou non qualifiées utilisent des personnes interposées ou des sociétés écran pour diriger officiellement et en apparence la société, alors qu'en réalité ce sont eux-mêmes qui la contrôlent et la dirigent. L'autorisation d'établissement doit pouvoir être refusée tant que ces personnes ne sont pas écartées, à défaut de remplir la condition d'honorabilité professionnelle, même lorsqu'elles ne sont pas investies d'un pouvoir de direction.

Finalement, il y a lieu de signaler que sur base de l'article 2 de la loi modifiée du 28 décembre 1988, le Ministère des Classes moyennes s'emploie à combattre et à sanctionner les entrepreneurs qui maintiennent artificiellement leur capacité financière en omettant de payer les créanciers publics.

Sur demande d'une administration concernée, le Ministère refuse ou révoque régulièrement des autorisations d'établissement en cas de manquement aux obligations sociales ou fiscales.

Le Ministère des Classes moyennes est également amené souvent à refuser l'octroi d'une nouvelle autorisation ou à procéder au retrait d'une autorisation encore existante aux administrés qui ont accumulé des dettes fiscales ou sociales dans le cadre d'une faillite.

Quant au point 2 de la question parlementaire, je tiens à signaler que le Ministre des Classes moyennes n'est pas persuadé de l'utilité d'exiger une garantie financière de la part des entreprises lors de la constitution de ces dernières. En effet, le Ministre des Classes moyennes est d'avis qu'elle ne se justifie pas en raison des coûts occasionnés. À un moment où l'encouragement à l'esprit d'entreprise et la simplification administrative se trouvent au cœur de la politique communautaire et luxembourgeoise, la mesure proposée est donc politiquement inopportune.

En ce qui concerne le point 3 de la question parlementaire, le Ministre du Travail et de l'Emploi tient à vous signaler qu'il est vrai que l'Administration de l'Emploi (ADEM) est en charge du contrôle des dossiers et de l'ordonnancement des payements.

Il a cependant fait vérifier et il s'avère que les délais subis par les salariés dans le cadre de certaines faillites ne sont pas imputables à l'ADEM, qui a mis en place un système de traitement extrêmement rapide.

Cependant, l'ADEM est tributaire de la clôture des dossiers par les curateurs. Pour certaines faillites, compliquées notamment, le curateur met nécessairement un certain temps avant de présenter la déclaration de créance, visée par le juge commissaire, accompagnée du procès-verbal demandé par la loi, à l'ADEM. Cet acte intervient donc à la fin des démarches du curateur. Cette dernière doit effectuer les contrôles nécessaires, certains curateurs demandant d'ailleurs des montants globaux que l'ADEM doit recalculer, ce d'autant plus que le contrôle financier interviendra par la suite et aura à son tour dix jours pour évacuer les dossiers. À partir de là, le paiement s'effectue de manière rapide.

Question 1248 (23.8.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire:**

En date du 4 août 2006, Monsieur le Ministre des Sports avait répondu à une question parlementaire concernant l'éventuelle introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire que les services du Ministère de l'Éducation nationale seraient en train d'analyser les possibilités d'extension de l'horaire d'éducation physique *(cf. compte rendu N°16/2005-2006 - question parlementaire N°1176)*. Lors d'une réunion de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre des Députés en date du 6 juillet 2006, Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle avait remarqué que les horaires des écoles ne laisseraient guère de place à plus de cours.

- Vu ces déclarations contradictoires des deux Ministres, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Premier Ministre quelle est la position du Gouvernement concernant l'éventuelle introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire.

Réponse commune (21.9.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

On cherchera en vain une contradiction entre le souhait exprimé par le département des Sports de voir s'étendre le volume des activités physiques et sportives à l'école et les initiatives prises par le département de l'Éducation nationale.

En effet, comme la migration de notre système d'enseignement d'une logique de programmes et d'horaires rigides vers une logique de compétences et d'apprentissages plus flexibles est en cours, le département de l'éducation nationale étudie la meilleure façon d'augmenter le volume des activités physiques et sportives dans un contexte plus souple de l'organisation scolaire.

En même temps le Gouvernement est conscient du fait que la compression des horaires dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement postprimaire suite à l'introduction du samedi libre n'est pas propice à l'extension d'activités supplémentaires et ne laisse guère de marge pour augmenter les horaires hebdomadaires.

Le Gouvernement fait sienne la préoccupation de motiver notre jeunesse à bouger davantage et à pratiquer plus de sport. Comme il s'agit d'un problème de société avant d'être un problème d'horaires scolaires, la solution à cet immobilisme progressif ne peut être que multiple. La contribution de l'éducation nationale n'en constitue donc qu'un élément.

Question 1249 (24.8.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**allocation de chômage:**

Wann eng Persoun, déi op der Sich no Aarbecht ass, sech bei der ADEM aschreift, da geet hiert Recht op Aarbechtslosenënnerstëtzung eréischt un, wa se all Pièce fir hiren Dossier eragereecht huet.

Dëst kann, deemno wou se déi Pièce muss hierhuelen, an och vun der Attestation partonale vun hirem leschten Employeur ofhänken, bis zu engem Mount daueren.

Dem Aarbechtsichende kann deemno bis zu engem Mount Akommes feelen, wann d'Recht op Aarbechtslosenënnerstëtzung net vun deem Dag ugeet, wou e sech bei der ADEM ageschriwwen huet, mä eréischt vun deem Moment un, wou säin Dossier komplett ass.

Dëst kann den Aarbechtsichenden an nach méi eng prekär Situatioun bréngen, wéi se duerch de Verloscht vun der Aarbecht schonn ass.

Kann den Här Aarbechtsminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wéi gesäit den Här Aarbechtsminister des Situatioun?

2. Wier et vis-à-vis vum Aarbechtsichenden net méi gerecht, säin Urecht op Aarbechtslosenënnerstëtzung réckwierkend vun deem Moment ulafen ze loossen, wou e sech fir d'éischt androe gelooss huet, wa säin Dossier och vläicht e Mount méi spéit komplett virläit, fir datt e keen Akommesverloscht huet?

Réponse (22.9.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Den Aarbechtscode gesäit a sengem Artikel L.521-8, Paragraph (1), betreffend d'Aschreiwung bei der ADEM, vir, datt d'Aarbechtlosenënnerstëtzung ka vum éischten Dag ulafe wou en aarbechtslos ass, wann e sech direkt nom Verloscht vun der Aarbechtsplaz als Aarbechtsichenden aschreift a wann e seng Chômagedemande bannent zwou Wochen nom Urecht op d'Aarbechtslosenënnerstëtzung areecht. Dat heescht am Kloertext, datt en Aarbechtslosegeld kritt vum éischten Dag u wou e seng Plaz verluer huet, ënnert der Konditioun, datt e sech direkt beim Aarbechtsamt ageschriwwen huet an eng Demande fir Aarbechtslosegeld an deene 14 Deeg no der Aschreiwung agereecht huet.

De Paragraph 3 vun deem Artikel gesäit vir, datt, wann e sech méi spéit aschreift an deemno seng Chômagedemande och méi spéit areecht, déi Demande maximal 14 Deeg zréckgeréckelt gëtt bis héchstens op den Datum vun der Aschreiwung.

Et kann also zréckbehale ginn, datt en Aarbechtlosegeld vum Datum vun der Aschreiwung u kritt, wann e seng Chômagedemande ënnerhalb vu 14 Deeg no der Aschreiwung mécht, och wann e säi kompletten Dossier mat den néidegen Ënnerlagen eréischt e Mount méi spéit areecht.

Dat huet d'Gesetz esou virgesinn an dat gëtt och esou gehandhaabt zënter datt et a Kraaft ass.

Den Deputéierten huet also nëmmen zum Deel richteg Informatiounen a senger Fro zugrond geluecht.

Question 1250 (23.8.2006) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **conséquences du jugement du Tribunal administratif relatif à l'incompatibilité de la fonction du directeur de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture avec celle de membre d'un collège échevinal:**

En date du 16 juillet 2006, le Tribunal administratif a rendu un jugement par lequel il confirme que la fonction du directeur de l'«Administration des Services techniques de l'Agriculture» est incompatible avec celle de membre d'un collège échevinal.

Si le Tribunal d'appel confirme ce jugement de première instance, un grand nombre de conseils communaux serait confronté à des démissions forcées. Une trentaine de communes devraient même organiser des élections complémentaires.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quelles sont les conséquences que le Ministre entend tirer de la décision du Tribunal administratif du 16 juillet 2006?

Réponse (21.9.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:*

Par son jugement du 13 juillet 2006 le Tribunal administratif a conclu que la fonction de Directeur de l'Administration des Services de l'Agriculture est incompatible avec un mandat de conseiller communal. Le Tribunal a pris sa décision suite à une analyse détaillée des fonctions exercées par l'intéressé par rapport aux dispositions contenues dans l'article 194 (2) point 3 de la loi électorale.

Étant donné que l'intéressé a interjeté appel contre cette décision du Tribunal administratif, il y a évidemment lieu d'attendre le jugement de la Cour administrative avant de se prononcer sur les conséquences à tirer.

Je rappelle toutefois que la loi électorale du 18 février 2003 a modifié les dispositions concernant les incompatibilités avec le mandat de conseiller communal et que les nouvelles dispositions ont été appliquées pour la première fois à l'occasion des élections communales du 9 octobre 2005.

Par ma circulaire n°2508 du 27 juillet 2005 j'avais dans ce contexte informé les administrations communales sur l'application de ces nouvelles dispositions légales et j'avais notamment noté que «Pour faciliter le constat de la compatibilité d'une fonction publique au sens du point 3 de l'article 194 (2) avec le mandat de conseiller communal dans une commune déterminée, l'élu concerné se munira d'une attestation du ministre du ressort affirmant que ses fonctions sont compatibles avec le mandat de conseiller communal dans la commune concernée.» En effet, il appartient aux élus concernés et à leurs supérieurs hiérarchiques d'apprécier si la fonction ou la tâche exercée par eux dans leur vie professionnelle auprès de l'État, de ses administrations ou services, est ou non compatible avec un mandat de conseiller communal et d'en tirer les conséquences qui s'imposent.

Question 1251 (24.8.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **dépassements des teneurs maxima en métaux lourds et dioxines dans les légumes feuilles cultivés dans les jardins exposés aux émissions de l'industrie sidérurgique (Esch/Alzette, Schifflange):**

Aus der Press vum 24. am Karschnatz 2006 war gewuer ze ginn, datt den Ëmweltministère den 11. am Heemount 2006 de gekrauselte Kabes an d'Blatgeméis an der Minettegéigend op eventuell Schadstoffer kontrolléiert huet.

Aus deene Kontrolle schielt sech eraus, datt zu Esch an zu Schëffleng a verschiddene Gäert d'maximal Zouloosswäerter vu Bläi an Dioxinen an nach aner Schadstoffer fir Déierefidderung iwwerschratt goufen.

Iwwer weider Kontrollen zu Schëffleng gouf publizéiert, datt den Dioxingehalt fir mënschlech Alimentatioun iwwerschratt gouf, awer kee sanitären Interventiounsbedarf géif bestoen, wat dat och ëmmer wëllt heeschen.

Méi wéi ee Mount no der Kontroll, wann déi betraffe Leit waméiglech d'Geméis scho giess hunn, gëtt public gemaach, datt een et net däerf iessen. Am Oktober sollen dann erëm Resultater vu Kontrolle vum Geméis publizéiert ginn, sécherlech vu Wäerter aus dem Karschnatz oder Hierschtmount.

Kann den Här Ëmweltminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wéisou ginn d'Resultater vun dëse Kontrollen eréischt iwwer e Mount méi spéit publizéiert?

2. Wéisou ginn déi Leit, déi Geméis an deene prekären a kontrolléierten Arealen ugeplanzt hunn, net direkt informéiert?

3. Ginn d'Leit iwwerhaapt iwwert d'Gefore vum Uplanze vu Geméis an deene betraffenen Arealen informéiert?

4. Wat sinn d'Ursache vun esou spéide Publikatiounen?

5. Huet et iwwerhaapt nach Sënn, Geméis unzeplanzen, wann d'Geméis permanent verschmotzt gëtt duerch d'Industrie, a keen et fäerdeg bréngt, do Remedur ze schafen?

6. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt d'Industrie déi zoulässeg Grenzwäerter respektéiert an d'Leit endlech hiert Geméis ouni Angscht viru Vergëftung kënne genéissen?

Réponse (15.9.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1 et 4)

La mise à disposition des résultats d'analyse de biosurveillance par l'Administration de l'Environnement est tributaire de contraintes sur lesquelles elle n'a pratiquement pas d'influence:

- la collecte des légumes feuilles exposés, leur préparation pour l'analyse et l'envoi au laboratoire d'analyse s'étendent sur une période de dix jours;

- le traitement analytique en laboratoire est un travail de haute technicité et de qualité. Les vérifications des résultats et leur validation définitive sont réalisées après trois semaines;

- l'exploitation des résultats en vue de la préparation du communiqué de presse prend deux à trois jours.

Il y a donc pratiquement un délai incompressible d'au moins cinq semaines. Le départ en congé d'un agent de l'administration et l'absence de l'agent remplaçant pour maladie a introduit un retard supplémentaire de deux semaines.

Ad 2 et 3)

Bien entendu, les exploitants de parcelles de jardin aux sites critiques sont informés et ils sont bien conscients de jardiner dans une zone de retombées de poussières d'origine industrielle susceptibles de contaminer excessivement les légumes feuilles. Cette contamination par des polluants, notamment le plomb et dans un degré moindre les dioxines, n'est pas prévisible d'avance. Elle dépend des sources d'émission mal contrôlées aux alentours, libérant des poussières (industrie sidérurgique et travaux d'assainissement d'anciens crassiers).

Ad 5 et 6)

Ce sont les légumes feuilles qui sont sensibles à une contamination par une pollution du type retombées de poussières. Les autres types de légumes ne sont pas concernés. Par ailleurs les légumes feuilles ne sont pas contaminés de façon permanente mais de façon irrégulière. Le jardinage n'est donc pas fondamentalement à déconseiller.

Sur intervention des Ministres de l'Environnement et de la Santé, une rencontre a eu lieu en juin 2005 avec les responsables de ProfilARBED et ARES en vue de résoudre ces problèmes de pollution en provenance de sources d'émission diffuses sur les sites sidérurgiques. L'Administration de l'Environnement est associée à ce programme de réduction de sources diffuses et qui est continué actuellement afin d'améliorer la situation.

Question 1252 (24.8.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **proposition COM(2006) 284 de la Commission européenne relative à la procédure d'examen et de consultation préalables pour certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives envisagées par les États membres dans le domaine des transports:**

Le 10 juillet 2006 le Président de la Chambre des Députés a fait parvenir aux membres de la Commission des Transports une proposition COM(2006) 284 initiée par la Commission européenne et ayant trait à la procédure d'examen et de consultation préalables pour certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives envisagées par les États membres dans le domaine des transports.

- J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration ainsi que de Monsieur le Ministre des Transports si le Gouvernement entend s'en tenir aux exigences de communication des textes nationaux aux instances communautaires dès à présent ou s'il est prévu d'attendre l'aboutissement de la procédure d'adoption de la décision proposée pour ce faire.

- Quelles sont les raisons motivant dans l'un et dans l'autre cas la solution retenue?

Réponse commune (29.9.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'objet de la proposition est de procéder à la codification de la décision du Conseil du 21 mars 1962 instituant une procédure d'examen et de consultation préalables pour certaines dispositions législatives, réglementaires ou administratives envisagées par les États membres dans le domaine des transports. Le seul objet de cette proposition est la codification des actes précédents à ce sujet. La nouvelle disposition se limitera donc à regrouper la substance des actes précédents et ne crée pas de nouvelle exigence. Seules les modifications formelles requises par l'opération même de l'exercice de la codification seront apportées à la nouvelle décision.

Il n'y a par conséquent pas lieu d'attendre l'adoption de cette décision codifiée pour que l'exigence, énoncée à l'article premier de la décision proposée, soit applicable. Cette disposition prévoit qu'un État membre doit aviser la Commission, en temps utile et par écrit, et informer en même temps les autres États membres de son intention de prendre, dans le domaine des transports par chemin de fer, par route ou par voie navigable, des dispositions législatives, réglementaires ou administratives susceptibles d'interférer d'une manière substantielle avec la réalisation de la politique commune des transports. Le Gouvernement est déjà tenu de respecter cette obligation et aucune décision d'application anticipée de cette règle n'est à prendre puisqu'elle serait complètement dénuée d'objet.

Question 1253 (25.8.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **gestion des rebuts par l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR):**

Certaines lettres ne peuvent pas être remises à leur destinataire ce qui est dû à des indications erronées ou à des absences d'adresses. Ces envois postaux classés non distribuables - appelés aussi les rebuts - sont transmis

le premier jour ouvrable de chaque semaine à l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) lorsqu'ils ne peuvent être renvoyés soit à leur expéditeur en service intérieur, soit à l'opérateur d'origine en service international. Cette transmission à l'ILR doit être accompagnée de la part de l'opérateur concerné d'un bref commentaire exposant le motif de la non-remise.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

1. Quelle procédure de gestion des rebuts a été établie par l'ILR?

2. Qui supporte les frais de cette gestion des rebuts?

3. Quels motifs de la non-remise sont interjetés par les opérateurs pour la non-remise du courrier?

4. Est-ce qu'il existe des périodes de l'année où on observe un nombre plus élevé de rebuts?

5. Combien d'envois ordinaires et recommandés ont été reçus par l'ILR au cours des dernières années?

6. Parmi ces derniers, comment a évolué la part de courriers pour lesquels l'ayant droit n'a pu être identifié? Comment s'explique cette évolution?

7. Quels efforts sont menés pour réduire le nombre des rebuts?

Réponse (21.9.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

1. En application des articles 12 (3) et 25 k) de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux, l'Institut réceptionne une fois par semaine les envois déclarés non distribuables. Les envois sont ouverts dans le but de déterminer l'ayant droit. Une fois celui-ci déterminé, l'envoi en question lui est retourné. Les envois non identifiés sont détruits à l'exception de ceux qui contiennent des objets d'une certaine valeur qui sont gardés pendant une période de sept mois pour les envois recommandés et de deux mois pour les envois non recommandés. Après l'écoulement de ces deux périodes, le contenu est détruit à l'exception de l'argent liquide qui est remis à une œuvre de bienfaisance.

2. Conformément à l'article 26 (2) de la loi susmentionnée, les frais encourus sont à charge de l'État.

3. Les multiples motifs de la non-remise sont les suivants: Refusé - Non réclamé - Parti - Inconnu - Décédé - Adresse insuffisante/incorrecte - N'habite/n'existe plus à l'adresse indiquée - Pas de boîte à ce nom.

4. Il s'agit du premier trimestre de chaque année où le retour des envois pour Noël et le Nouvel An font augmenter considérablement le chiffre des rebuts.

5. Entre août 2002 (début des travaux de rebuts) et août 2006, l'Institut a reçu au total 183.398 envois ordinaires et 1.525 envois recommandés.

6. Sur une période s'étendant de 2002 à 2006, il y a lieu de constater les pourcentages des envois recommandés suivants: 80,31%; 82,26%; 84,09%; 79,41% et 67,42% pour l'année 2006, incomplète.

Ces chiffres à l'appui, on ne peut pas parler d'évolution.

7. L'Institut applique individuellement un tampon sur les envois retour émanant des personnes privées qui relate brièvement les consignes à respecter dans le souci d'éviter des envois rebuts. Ces mêmes consignes sont d'ailleurs aussi imprimées d'office sur les enveloppes utilisées par l'Institut pour renvoyer les envois déclarés non distribuables.

Des consignes plus détaillées sont adressées par lettre postale ou par e-mail aux sociétés et entreprises par les soins de l'Institut. Finalement l'Institut essaie, par de nombreux appels téléphoniques, de persuader ces sociétés de l'importance de la présence des coordonnées de l'expéditeur à l'extérieur des envois confiés à l'opérateur postal.

Question 1254 (28.8.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **taxes à payer pour le nouveau passeport à données biométriques:**

Ab dem 28. am Karschnatz 2006 ass de biometresche Pass agefouert ginn, fir Fälschunge vun Identitéitsdokumenter ze verhënneren. Wann dës Initiativ och noutwendeg an absolut ze begréissen ass, sou ass awer de Käschtepunkt vun deem neie Pass onvertrietbar. Zum Beispill muss eng Famill mat véier Kanner d'Zomm vun 2x30 a 4x20 Euro, also 140 Euro opbréngen, wa se e Pass brauch fir an Net-EU-Länner ze reesen.

Wann esou eng Famill - wa se nëmmen de Mindestloun verdéngt - sech eemol esou eng Rees leeschte kann, da muss se och nach déi Zomm vun 140 Euro (bal 6.000 aler Frang) fir Passkäschten opbréngen. Och fir Klengverdénger a Rentner mam Mindestloun oder Mindestrent sinn déi Taxen do ze héich. De Stat obligéiert seng Bierger Indentitéitspabeieren ze hunn, huet also menger Usiicht no kee Recht, fir dofir Taxen ze verlaangen. D'Bierger gi scho genuch mat ëmmer méi indirekte Steieren op liewesnoutwendegen Artikele belaascht, datt se net och nach mussen elo fir hir Identitéitspabeiere bezuelen.

Kann den Här Justiz- a Finanzminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wat gedenkt d'Regierung sozial ze ënnerhuelen, fir och Leit e Pass auszestellen, déi déi Taxen, déi verlaangt gi fir e biometresche Pass, net kënne bezuelen?

2. Misst net all Bierger seng Identitéitspabeiere gratis vum Stat zur Verfügung gestallt kréien, wann de Stat en obligéiert esou Pabeieren ze hunn?

Réponse commune (22.9.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

En date du 22 juin 2006 le Conseil de Gouvernement a décidé de fixer le prix du nouveau passeport biométrique à 30 euros pour les adultes et à 20 euros pour les mineurs n'ayant pas encore atteint l'âge de cinq ans.

Ce prix reflète le coût de production de ce type de document de voyage.

Compte tenu de ce qui précède, il y a lieu de noter que le prix du passeport biométrique actuellement en vigueur est un des plus bas pratiqué dans les États membres de l'Union européenne.

En guise d'exemple on peut citer qu'un tel document coûte 36 euros en Autriche, 71 euros en Belgique, 48 euros aux Pays-Bas et 50 euros au Portugal.

Par ailleurs il y a lieu de retenir que ni la délivrance gratuite du passeport biométrique aux citoyens luxembourgeois ni l'émission à tarif réduit pour les personnes à faible revenu ne peuvent être envisagées.

Question 1255 (28.8.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **libéralisation des conditions d'établissement pour pharmaciens:**

Suite à une initiative analogue prise par le nouveau Gouvernement italien, le Ministre sarrois compétent vient de décider la libéralisation des conditions d'établissement pour pharmaciens.

Ces initiatives semblent bénéficier de l'appui des autorités communautaires, qui voient dans le système des concessions dans le domaine des pharmaciens, tel qu'il est pratiqué encore entre autres au Luxembourg, une entrave au libre établissement et à la libre prestation de services.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'immigration et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Au regard des conséquences que peuvent avoir les initiatives italiennes et allemandes en la matière quelle est l'attitude du Gouvernement en la matière?

- J'aimerais notamment savoir si le Gouvernement entend défendre le statut quo tel qu'il résulte de la législation nationale actuelle. Si oui, quels sont les arguments pour ce faire, face à l'attitude des instances communautaires et des activités d'autres États membres de l'Union européenne cherchant à ouvrir ce secteur à la concurrence?

- Dans le cas contraire où le Gouvernement soutiendrait la position de la Commission européenne et envisagerait d'adopter une position dans le sens des initiatives précitées, quelles en seraient les raisons?

- Quelles seraient les conséquences à attendre pour les professions du secteur visé dans les deux cas évoqués?

- Est-ce qu'il y a déjà eu des concertations avec tous les concernés?

Réponse (28.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

J'admets que l'honorable Parlementaire, lorsqu'il parle d'une décision prise par le Ministre sarrois de la Santé de «libéraliser les conditions d'établissement pour pharmaciens», vise l'autorisation donnée à la société néerlandaise Doc Morris d'ouvrir une filiale à Sarrebruck.

Entre-temps cependant, par jugement du 13 septembre 2006, le «Verwaltungsgericht des Saarlandes» a décidé de suspendre provisoirement l'autorisation jusqu'à ce qu'une décision sur le fond soit intervenue.

Il est donc certainement trop tôt de parler d'un précédent sarrois. De toute façon le litige qui y est pendant devant les tribunaux ne porte pas sur la question de la limitation en nombre des concessions, mais bien sur celle de savoir si une pharmacie peut être exploitée par une société.

La déclaration gouvernementale prévoit bien «l'extension du réseau de pharmacies en vue d'assurer une présence régionale et décentralisée». Je suis en train de poursuivre cette extension sans remettre en cause le régime des concessions, pas plus que ne l'a fait le Gouvernement précédent.

Le Gouvernement entend donc défendre le status quo en la matière, s'il était attaqué par la Commission, ce qui n'est cependant pas actuellement le cas.

Question 1256 (29.8.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**ancienne décharge industrielle de Beggen:**

Selon mes informations, les travaux d'assainissement sur l'ancienne décharge CASA à Beggen sont sur le point d'être finalisés. Le reprofilage de la décharge ainsi que la mise en place d'un système d'étanchement superficiel sont devenus nécessaires afin de sécuriser le site et de réduire à long terme substantiellement les impacts négatifs sur l'environnement humain et naturel.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

Dans les années à venir, qui est responsable du suivi technique de l'ancienne décharge CASA à Beggen?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails quant à l'élimination et au traitement des eaux recueillies en aval de l'ancienne décharge?

- Où et dans quel intervalle les liquides récupérés seront-ils analysés?

Réponse (5.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député s'interroge sur la gestion future de l'ancienne décharge CASA à Beggen.

Ad 1) Le règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets mentionne à son article 14 point 3) que l'exploitant de la décharge reste responsable des travaux d'entretien, de surveillance et de contrôle aussi longtemps que l'Administration de l'Environnement estime qu'une décharge est susceptible d'entraîner un danger pour l'environnement.

La responsabilité du suivi technique appartient donc à l'exploitant de l'ancienne décharge ou de son successeur, dans le cas présent MecanARBED respectivement Arcelor Dommeldange Sàrl.

Ad 2) L'arrêté ministériel N°1/02/0228 du 22 mars 2005 délivré par le Ministre de l'Environnement couvrant les travaux d'assainissement et d'aménagement final de la décharge détermine certaines procédures spécifiques quant aux analyses des différentes eaux qui se présentent sur le site de l'ancienne décharge CASA.

Ainsi au chapitre IV C) les conditions suivantes stipulent que:

9) Toutes les eaux de drainages ainsi que toutes les eaux de pluie et de ruissellement en provenance de l'intérieur du corps de la décharge ainsi que toutes les eaux polluées ou entrées en contact avec des déchets sont à recueillir dans des réservoirs étanches, dépourvus de trop-plein et destinés exclusivement aux eaux contaminées. Ces réservoirs doivent être pourvus de regards d'échantillonnage aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention de l'autorité compétente ainsi que des organismes agréés. L'évacuation des eaux ainsi recueillies vers la canalisation publique pour eaux usées ne peut se faire qu'après analyse chimique et sous réserve du respect des valeurs-limites «oEL» déterminées par la version la plus récente du document «Altablagerungen und Altstandorte Merkblatt Alex 02» émis par le «Landesamt für Umweltschutz und Gewerbeaufsicht» du Rhénanie-Palatinat. Au plus tard cinq ans après l'achèvement des travaux, l'exploitant doit présenter une étude d'évaluation des charges polluantes se basant sur les résultats des analyses effectuées. Sur base des résultats de la prédite étude d'évaluation, l'Administration de l'Environnement pourra procéder à une réévaluation des normes de rejet et des paramètres de surveillance.

10) L'exploitant doit assurer l'évacuation régulière des eaux de drainage de façon à avoir à sa disponibilité à tout moment des volumes suffisants pour recueillir les eaux polluées. Les prédits réservoirs devront être dimensionnés de façon à éviter tout débordement.

11) En cas de dépassement des valeurs limites précitées, les eaux recueillies doivent être éliminées comme déchets dangereux conformément à la législation relative à la prévention et la gestion des déchets. En aucun cas les eaux contaminées ne peuvent être déversées dans le milieu naturel ou aquatique.

12) L'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires visant à réduire au mieux les quantités des eaux contaminées en provenance du corps de la décharge.

Ad 3) Les procédures de contrôle et de surveillance pendant les phases d'exploitation de la décharge et d'entretien du site désaffecté sont déterminées dans l'annexe III du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.

Le tableau suivant reprend les indications concernant la fréquence d'analyse des eaux provenant d'une décharge après sa désaffectation:

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques
de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication,
Luxembourg

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live *an* **integral**

mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

	Après désaffectation
Volume de lixiviat	Tous les six mois
Composition du lixiviat (1)	Trimestriellement
Volume et composition des eaux de surfaces (6)	Trimestriellement

(1) Les paramètres à mesurer et les substances à analyser varient en fonction de la composition des déchets déposés. Les paramètres sont fixés dans les autorisations respectives et reflètent les caractéristiques des déchets en matière de lixiviation.

(6) En fonction des caractéristiques du site de mise en décharge, une dérogation de cette obligation peut être fixée dans l'autorisation.

Au chapitre V, condition 12) de l'arrêté ministériel N°1/02/0228 du 22 mars 2005 les paramètres à analyser suivants sont fixés:

- chlorures, fluorures, bromures, sulfates, nitrates, nitrites;

- sodium, potassium, ammonium;

- cyanures libres;

- dureté totale, dureté carbonatée

- métaux lourds (Cr_6, Cr_{tot}, V, B, Ba, Cd, Co, Cu, Fe, Mo, Pb, Hg, As, Zn);

- hydrocarbures halogénés et non halogénés.

Actuellement, les analyses sur les lixiviats sont réalisées par l'exploitant même (Arcelor). Après finalisation du chantier, un organisme agréé sera chargé pour réaliser les analyses d'après les prescriptions de l'arrêté ministériel et de la réglementation applicable en la matière.

Question 1257 (30.8.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**annexe du Lycée classique de Diekirch à Mersch:**

Lors du Conseil de Gouvernement du 25 août 2006, il a été décidé d'adopter un projet de loi visant à faire de l'annexe du Lycée technique du Centre à Dommeldange un nouveau lycée indépendant.

Cette décision a été motivée par l'envergure de l'actuel lycée, qui est le plus grand lycée du pays avec un effectif de 2.700 élèves répartis dans cinq annexes différentes. Le nouveau lycée sera appelé à scolariser prioritairement les élèves provenant de la vallée de l'Alzette.

À mes yeux, une situation semblable se présente pour le Lycée classique/technique de Diekirch annexe de Mersch. Il est rappelé que le Lycée classique/technique de Diekirch compte environ 2.000 élèves repartis sur trois annexes différentes, dont celle de Mersch. Cette dernière, qui regroupe prioritairement les élèves du canton de Mersch, accueille chaque année un nombre de plus en plus important d'élèves, de sorte que la question de l'aménagement d'un lycée autonome à Mersch se pose. Il est encore rappelé que l'annexe du Lycée classique/technique de Diekirch à Mersch constituait déjà par le passé une entité autonome.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas que la transformation de l'annexe du Lycée classique/technique de Diekirch à Mersch en lycée autonome est opportune notamment sous son aspect de gestion administrative?

Réponse (9.10.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il est vrai que l'annexe du Lycée classique/technique de Diekirch à Mersch a fonctionné comme entité autonome jusqu'au milieu des années 90. Toutefois, puisqu'à l'époque les effectifs à Mersch avaient chuté jusqu'à 101 élèves, la décision avait été prise de rattacher cet établissement au Lycée classique/technique de Diekirch (loi du 4 avril 1996).

Depuis lors, le nombre des élèves de l'annexe à Mersch est allé croissant, mais il s'est stabilisé depuis quelques années autour de 450 élèves. Parallèlement, le nombre des élèves inscrits à Diekirch a augmenté continuellement comme, par ailleurs, les effectifs de presque tous les autres lycées.

Dernièrement, les décisions ont été prises d'installer à Mersch le «Neie Lycée» ainsi que le Lycée technique pour professions éducatives et sociales.

Au vu de cette situation, il me paraît donc prématuré d'entamer actuellement une discussion sur la transformation de l'annexe de Mersch en un lycée autonome, d'autant plus que les répercussions du flux des élèves après l'ouverture du nouveau lycée à Redange en 2008 sur les effectifs du Lycée classique/technique de Diekirch ne peuvent pas être anticipées.

Quant à la gestion administrative de l'annexe de Mersch, je me permets de vous signaler que le Lycée classique/technique de Diekirch dispose de deux directeurs-adjoints, dont l'un est principalement en charge de l'annexe de Mersch.

Question 1258 (31.8.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **service au client des CFL:**

Dans son édition du 7 juillet 2006 l'hebdomadaire «woxx» a publié une enquête sur le service au client des CFL. Il résulte des investigations des journalistes que trois champs d'activités donnent à cet égard lieu à problèmes: 1. Aux yeux de nombreux voyageurs, la ponctualité, la propreté et la sécurité nécessitent d'être améliorées. 2. L'information du client compte certaines lacunes, surtout pour les voyageurs qui ne prennent pas régulièrement le train sur un trajet déterminé. 3. Les questions relatives à l'intermodalité en matière de transports publics apparaît plutôt comme un conflit de compétence entre les CFL et la centrale de mobilité qu'un objectif commun à promouvoir prioritairement.

Dans les conditions données j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports.

- Quelles sont les mesures concrètes que Monsieur le Ministre entend entreprendre pour remédier aux problèmes en question?

- Dans quel délai Monsieur le Ministre entend-il réaliser ces mesures?

- Quelles sont les ressources humaines et les moyens en place à la centrale de mobilité pour gérer ses missions?

Réponse (9.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 31 août 2006, l'honorable Député Xavier Bettel souhaite se renseigner sur les mesures que le Ministre des Transports entend prendre afin de remédier aux problèmes en matière de ponctualité, de sûreté, de propreté des transports publics ainsi qu'en matière d'information des clients des transports publics.

Force est de constater que la qualité du service, à savoir la ponctualité, la propreté des transports publics et l'information des clients, tout comme la sûreté des transports publics sont constamment améliorées. Il convient de noter que les efforts effectués dans ces domaines sont vérifiés régulièrement à l'aide de sondages auprès de la clientèle des CFL.

En vue d'améliorer la sûreté dans les transports publics, un comité de pilotage «sécurité dans les transports publics» a été mis en place. Ce comité de pilotage, qui fonctionne sous la tutelle du Ministère des Transports, se compose de représentants du Ministère des Transports, des différents opérateurs (CFL, RGTR, TICE, AVL), du Syvicol et des syndicats du secteur des transports publics. Ledit comité de pilotage a pour mission d'établir des statistiques fiables sur les incidents se produisant dans le transport en commun et de proposer des mesures préventives et répressives.

Dans ce contexte le comité de pilotage a élaboré un formulaire standardisé appelé «constat incident sûreté» à l'aide duquel l'agent concerné peut signaler les incidents dont il a été victime ou témoin. Les données ainsi collectées sont centralisées pour servir notamment à l'établissement de statistiques reflétant la nature des incidents, leur périodicité et leur localisation.

En outre différentes mesures ont déjà été mises en place pour assurer la sûreté dans les transports publics, à savoir notamment une formation ciblée du personnel d'accompagnement des trains, la présence d'agents de sécurité, l'équipement des agents avec des téléphones portables, la surveillance de points névralgiques par caméra-video ou encore un meilleur éclairage des quais.

Puis le comité de pilotage est en train d'élaborer, en collaboration avec le Parquet, la Police grand-ducale et l'Administration des Douanes et Accises, un avant-projet de loi qui aura pour objectif de déterminer les mesures et dispositions nécessaires pour assurer la police et la sûreté des services de transports publics.

Par ailleurs, dans ses conclusions du 20 décembre 2005, la tripartite ferroviaire a retenu que le personnel temporairement en surnombre auprès des CFL serait affecté à des missions de contrôle et de surveillance dans le cadre de projets de sécurisation des clients du transport public.

En ce qui concerne plus particulièrement l'information des clients, la Communauté des Transports est en train de mettre en place la centrale de mobilité, dont le rôle est d'informer sur les services des différents opérateurs (AVL, CFL, RGTR, TICE, City-Bus, Late-Night-Bus,…) et les modes de transport (automobile, transports en commun, itinéraires cyclables, transports à la demande,…).

Le 10 février 2006 le site Internet de la Mobilitéitszentral «www.mobiliteit.lu» a vu le jour. Ce site Internet comprend un horaire intégré qui permet à l'usager de choisir le trajet le mieux adapté à ses besoins, par le bus et par le train, d'une destination vers une autre.

En dehors de l'horaire intégré, le centre d'appel constituera un élément charnière du dispositif d'information et de conseil aux usagers. Il renseignera les utilisateurs par téléphone sur les différentes possibilités de trajets entre deux destinations. Il est prévu que le centre d'appel sera opérationnel à partir du 6 novembre 2006.

Question 1259 (31.8.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **politique tarifaire des compagnies aériennes étrangères:**

Dans une interview accordée au journal «Le Quotidien» le 28 juillet 2006, le responsable de British Airways à Luxembourg vient d'annoncer une réduction importante des prix pratiqués par sa compagnie sur la relation Luxembourg-Londres, tarifs apparemment appliqués aussi par d'autres compagnies aériennes.

- Je voudrais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports si la société aérienne nationale va suivre ce mouvement et pratiquer la même politique tarifaire compétitive sur la relation vers Londres.

- Par ailleurs, à la question si British Airways a l'impression de pouvoir travailler à sa convenance à l'Aéroport de Luxembourg, son mandataire a répondu «qu'il y a certains challenges qu'on ne rencontre pas forcément ailleurs». Cette critique semble faire allusion à des reproches similaires formulés il y a quelques mois par les responsables d'autres sociétés aériennes. Monsieur le Ministre peut-il expliciter les problèmes qui se cachent derrière ces reproches?

- Le Gouvernement a-t-il entretemps eu l'occasion de dresser en concertation avec les compagnies aériennes présentes au Findel ou désirant s'y implanter un inventaire exhaustif des problèmes rencontrés par les compagnies étrangères? Cet inventaire a-t-il été avalisé par les plaignants?

- La stratégie gouvernementale concernant l'exploitation future du Findel donnera-t-elle l'avantage à l'actuel quasi-monopole de société aérienne nationale? Ou est-il prévu de mener une politique concurrentielle destinée à attirer d'autres compagnies aériennes et à améliorer la situation de celles opérant déjà à partir du Findel?

Réponse (10.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député, en se référant à une interview accordée au journal «Le Quotidien» du 28 juillet 2006 par Monsieur Colin Talbot en charge de la direction commerciale de British Airways Benelux, s'enquiert si la société aérienne nationale va suivre la politique tarifaire dont fait état British Airways sur la ligne Luxembourg-Londres.

De manière générale, il convient de noter que de par la structure et l'activité des deux compagnies d'aviation, la comparaison entre British Airways et Luxair ne peut être réduite à un seul exemple de prix sur une route isolée. British Airways et Luxair proposent deux produits différents sur la route Luxembourg-Londres.

British Airways fonctionne en tant que transporteur de réseau, en d'autres termes, la politique de British Airways consiste à générer un maximum de passagers vers les aéroports où British Airways a constitué des bases («hubs») afin d'acheminer ensuite les passagers vers leur destination finale. British Airways compte ainsi optimiser son réseau de destinations.

Dans ce modèle, une ligne régionale ne peut être considérée individuellement, mais uniquement comme partie intégrante d'un réseau - dans le cas de British Airways, il s'agit d'un réseau mondial. Pour générer les volumes de passagers nécessaires vers ses «hubs», British Airways doit proposer à ses clients des capacités importantes ainsi qu'une politique de prix adaptée, donc agressive sur les lignes d'«acheminement».

Luxair, par contre, se concentre sur le trafic régional, c'est-à-dire les liaisons „point-to-point", reliant différentes destinations européennes depuis le Luxembourg. La ligne Luxembourg-Londres ou Londres-Luxembourg est une de ces lignes. Ce modèle requiert des capacités moins importantes, ce qui résulte en l'utilisation d'avions à moindre capacité et donc en une politique tarifaire différente.

Si l'offre de British Airways se limite à deux liaisons quotidiennes, définies selon les besoins du réseau global de British Airways, Luxair définit ses liaisons selon les besoins de son client, qui est prioritairement le voyageur d'affaires. Luxair propose ainsi six vols quotidiens vers Londres, offrant à son client la flexibilité nécessaire pour planifier son voyage. Ce service justifie aussi la différence qui peut subsister au niveau de la structure tarifaire.

Il convient aussi de noter qu'alors que British Airways considère prioritairement le marché britannique pour établir son réseau et sa structure de prix, Luxair considère le marché de la Grande Région pour ce faire.

En plus, les structures de prix sont établies en fonction du réseau de destinations offertes et ne peuvent se baser sur une comparaison de la seule destination. Ainsi, alors que British Airways propose uniquement des vols vers Londres-Gatwick depuis le Luxembourg, Luxair propose des vols vers Londres-Heathrow et Londres-City, deux aéroports pour lesquels les taxes aéroportuaires sont plus élevées que pour Londres-Gatwick. Cette différence se répercute aussi sur le prix final que doit payer le consommateur.

Ceci dit, les prix offerts pour la liaison Luxembourg-Londres par Luxair et British Airways sont tout à fait comparables.

En considérant la flexibilité de l'offre de Luxair et la différence entre les deux produits, il s'avère que Luxair se positionne comme compagnie aérienne compétitive par rapport à British Airways.

Pour ce qui est du propos du mandataire de British Airways «qu'il y a certains challenges qu'on ne rencontre pas forcément ailleurs», il convient de compléter l'extrait de l'interview publié au «Le Quotidien». En effet, le mandataire ajoute: «Mais dans le travail, nous sommes aussi proches que possible des autorités.» Je n'ai d'ailleurs pas de connaissance de faits ou de circonstances qui pourraient préciser d'éventuels défis particuliers auxquels serait exposé British Airways.

L'honorable Député demande ensuite si un inventaire exhaustif des problèmes rencontrés par les compagnies aériennes présentes au Findel a été dressé et avalisé par les «plaignants». Il m'appartient à cet égard de réitérer que le Ministère des Transports n'a pas été saisi par des soi-disant «plaignants» de problèmes spécifiques. Au contraire, l'AROC, qui représente les intérêts des opérateurs présents à l'Aéroport de Luxembourg, veille à mettre le Gouvernement régulièrement au courant des défis qui se présentent afin de développer continuellement la compétitivité du site aéroportuaire avec les autorités.

La stratégie aéroportuaire actuellement menée vise à positionner l'Aéroport de Luxembourg comme aéroport de référence de la Grande Région. Il est clair qu'avec une nouvelle infrastructure aéroportuaire opérationnelle fin 2007 permettant d'accueillir à long terme un volume de trois millions de passagers, il est indispensable à ce que la plateforme aéroportuaire évolue afin de permettre aux compagnies aériennes actuellement présentes de développer

leurs activités ainsi qu'à d'éventuelles nouvelles compagnies de s'installer, dans le respect du cadre légal et réglementaire existant.

Question 1260 (1.9.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **système de perception tarifaire électronique «e-go»:**

Dans sa réponse du 19 août 2006 à la question parlementaire N°1161 du Député Félix Braz relative au système de perception tarifaire électronique dénommée «e-go» et appliqué dans les transports publics *(cf. compte rendu N°16/2005-2006)*, Monsieur le Ministre a expliqué le fonctionnement technique du système et laissé sous-entendre l'introduction de réductions tarifaires pour les familles et les personnes âgées ainsi que pour les voyageurs utilisant les transports publics pendant les week-ends.

Or, la réponse reste muette sur un certain nombre d'autres questions soulevées par le projet en question qui, lancé en 2002, n'est toujours pas opérationnel.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Quels sont les objectifs concrets et précis poursuivis par le système «e-go»? En quoi la réalisation de ces objectifs favorisera-t-elle l'attrait des transports publics? Comportera-t-elle d'autres avantages pour la question des services publics?

2. Est-il prévu d'appliquer le système «e-go» aux seules courses exploitées dans le cadre du RGTR ou une extension du système aux autres relations ferroviaires des CFL, TICE, AVL ou City-Bus d'autres communes luxembourgeoises est-elle prévue?

3. Selon quel échéancier le système «e-go» sera-t-il mis en œuvre?

4. Quelles sommes ont jusqu'à présent été investies dans le système «e-go»? Existe-t-il un plan de financement sur l'intégralité des coûts de développement du système, de la mise en œuvre et de l'exploitation? Quel est ce coût et par quels moyens sera-t-il financé?

5. En ce qui concerne les mesures de réduction tarifaire annoncées j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre quelles sont exactement ces mesures? Quand seront-elles mises en œuvre? À qui profiteront-elles? Quel en sera le coût?

Réponse (10.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député s'enquiert sur les modalités du projet de perception tarifaire électronique («e-go») en cours d'élaboration sur tout le réseau des transports publics du Grand-Duché.

1. Quant aux objectifs du projet, il y a lieu de relever une facilité des conditions de vente des titres de transport, notamment pour les voyageurs plus réguliers, une plus grande transparence dans les décomptes des opérateurs, tout comme la saisie de données statistiques détaillées sur l'utilisation des différents modes de transport.

2. Le système «e-go» est prévu d'être opérationnel sur les réseaux CFL, TICE, AVL et RGTR, où d'ailleurs une grande partie des installations sont déjà réalisées.

Une extension du système sur des organisations du transport local n'est pas exclue, pour autant que les communes responsables des City-Bus en font la demande.

3. Une mise en œuvre du système devrait être prévue début 2007. Une réunion de concertation y relative avec les différents opérateurs aura lieu à la fin du mois d'octobre 2006.

4. Un plan de financement du projet avait été établi en 2003 lors de la décision d'une introduction générale du système «e-go», suite à un projet pilote lancé en 2002. Le coût définitif en sera établi fin 2006, suite à la réunion de concertation annoncée ci-devant.

À noter cependant que l'ensemble des coûts relatifs au projet sera porté par le budget de l'État.

Une décision sur les modalités de financement de la maintenance du système électronique sera prise avant la fin de l'année en cours.

5. Quelques faveurs tarifaires avaient été annoncées avec le début du projet «e-go», dont la date reste encore à fixer:

Il s'agit notamment de l'introduction d'une carte annuelle pour seniors, carte valable dans les conditions de l'abonnement annuel existant pour jeunes (JUMBO).

La gratuité du transport sera étendue aux jeunes jusqu'à douze ans à condition d'être accompagnés d'une personne adulte.

Enfin, un titre de transport spécial de «Week-End» sera offert aux groupes et aux familles se déplaçant les dimanches et jours fériés.

Une évaluation du coût des prédites mesures n'a pas pu être établie jusqu'à présent, faute d'indications sur le degré probable d'utilisateurs potentiels.

Question 1261 (1.9.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant l'**organisation du recensement de la population à Luxembourg:**

En 2010/2011 les États membres de l'Union européenne devront effectuer un recensement général. Le Ministre de l'Intérieur allemand vient d'annoncer dans ce contexte que les autorités allemandes renonceront à un «recensement classique» et se baseront uniquement sur des données déjà enregistrées auprès des diverses administrations. Selon le Ministre allemand, cette façon de procéder permettra de réduire d'environ deux tiers les coûts de cet exercice.

- Les Ministres peuvent-ils indiquer si l'Union européenne oblige les États membres à effectuer le recensement de cette façon?

- Si tel n'est pas les cas, les Ministres peuvent-ils m'informer si le Gouvernement envisage d'effectuer le recensement en question de la même manière que les autorités allemandes? Dans l'affirmative, les autorités luxembourgeoises compétentes disposent-elles des données et des outils informatiques nécessaires pour ce faire? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Les Ministres peuvent-ils fournir des données chiffrées quant aux coûts du dernier recensement effectué au Luxembourg?

Réponse commune (10.10.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:*

Le projet de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les recensements de la population et des logements ne prescrit que la nature des données à fournir, mais laisse aux États membres la liberté de décider comment produire les données requises. Les États membres pourront opter pour la solution qui leur paraît la plus idoine compte tenu des moyens et des sources statistiques à leur disposition.

Concernant les recensements au Luxembourg, tout indique qu'en 2011 on sera obligé de procéder de nouveau à un recensement dit «classique» où les ménages remplissent des questionnaires distribués et collectés par les soins d'agents recenseurs opérant sous la responsabilité des autorités communales. L'alternative d'exploiter à des fins statistiques des fichiers administratifs existants nécessiterait un registre central de population absolument fiable qui servirait de support au dénombrement. Les informations (activité économique, études et formation, etc.) contenues dans d'autres registres viendraient alors se greffer sur les données démographiques de base (date de naissance, sexe, nationalité, commune de résidence,…). Un premier problème soulevé par cette solution alternative serait que pour un certain nombre de variables habituellement relevées lors des recensements, il n'existe pas de fichiers (par exemple conditions de logement des ménages) et qu'il faudrait alors compléter les statistiques obtenues sur base administrative par des enquêtes par sondage qui au Luxembourg ne permettraient guère de produire des statistiques précises au niveau des communes ou des localités.

Or près de 90% des requêtes adressées au Statec concernant le recensement ont justement trait à des informations sur ces subdivisions territoriales. Mais l'obstacle le plus grave à une solution alternative est le manque de fiabilité du registre central de population, le Répertoire général des personnes physiques. Il est généralement admis que la fiabilité de tels registres souffre essentiellement du mauvais enregistrement des arrivées de l'étranger, mais surtout, des retours vers l'étranger.

Or, au Luxembourg, l'importance de ces flux migratoires internationaux dépasse en importance le mouvement naturel (naissances, décès) qui lui est saisi avec une grande précision. D'où une fiabilité insuffisante du Répertoire général des personnes physiques qui devrait constituer la pièce angulaire de toute alternative au recensement classique. Comme, il est peu probable que la période qui nous sépare du recensement suffise à parvenir à une amélioration décisive de la qualité de ce registre, la solution la plus probable reste le recensement classique où l'on pourrait cependant faire appel à de nouvelles technologies pour la saisie et la codification des données recueillies.

Concernant le coût du dernier recensement de la population au 15 février 2001, le Statec l'a évalué à 2.020.000 EUR.

Un groupe de travail institué par le Gouvernement étudie les moyens pour améliorer le Répertoire général des personnes physiques.

Question 1262 (1.9.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **premier jour de classe de l'année scolaire 2006/2007:**

Contrairement aux années précédentes, le premier jour de classe de l'année scolaire 2006/2007 n'est pas une journée de classe normale. Il est prévu de faire chômer les classes préscolaires et primaires l'après-midi du vendredi, 15 septembre 2006.

J'aimerais dès lors poser la question suivante à Madame la Ministre:

- Quelles sont les raisons qui ont amené Madame la Ministre à prendre une telle décision?

Réponse (2.10.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Suivant le règlement grand-ducal du 31 juillet 1980 fixant le régime des vacances et congés scolaires le début de l'année scolaire doit avoir lieu le 15 septembre.

Avant l'année 2000, le premier jour de classe n'était jamais une journée normale de classe. Dans le temps les enfants étaient congédiés après la messe qui avait en principe lieu le premier jour de classe, sinon ils pouvaient rentrer vers 10.00 heures, quand les premières formalités de la rentrée étaient remplies.

Cet usage a été aboli à partir de la rentrée scolaire 2000/2001, lorsque le premier jour de classe a été fixé seulement au lundi, 18 septembre 2000 et non pas au vendredi, 15 septembre.

Étant donné qu'en 2006 la rentrée est également tombée sur un vendredi, j'ai décidé de maintenir la date de la rentrée au 15 septembre, comme la législation le prévoit, et de congédier les enfants après les cours de la matinée. Ceci permet aux enseignants de régler toutes les modalités de la rentrée le vendredi de sorte que les cours peuvent commencer normalement dès le lundi, 18 septembre.

Les parents ont également la possibilité et le temps nécessaire pour acheter le matériel scolaire nécessaire et de se familiariser avec l'organisation de la nouvelle année scolaire.

En outre les enseignants peuvent se concerter en réunion de service au cours de l'après-midi de la 1ère journée de classe et régler de façon optimale les questions organisationnelles de la rentrée.

Mes services n'ont reçu aucune réclamation concernant ces dispositions.

Question 1263 (5.9.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**organisation scolaire - travaux à domicile:**

Dans la lettre circulaire de printemps au personnel enseignant et aux administrations communales concernant l'organisation scolaire de l'année 2005/2006, Madame la Ministre s'est longuement exprimée sur les travaux à domicile et a formulé plusieurs instructions y relatives.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Dans quelle mesure ces directives ont-elles été respectées et appliquées?

- Madame la Ministre peut-elle me fournir des données résultant du suivi et de l'évaluation des mesures prises en relation avec les travaux à domicile?

- Madame la Ministre peut-elle indiquer si les directives en question seront maintenues?

Réponse (13.10.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Conformément au statut général des fonctionnaires d'État, les enseignants sont tenus de respecter les lois, règlements et directives officielles en vigueur. L'article 73 de la loi modifiée du 10 août 1912 stipule que les inspecteurs exercent la surveillance sur le personnel précité et veillent à ce que les lois et règlements soient observés. Je suis profondément convaincue que le personnel intervenant dans l'enseignement primaire s'acquitte avec bon sens, engagement et dévouement de ses missions. Rien n'indique qu'il faille renforcer les moyens de contrôle et de surveillance déjà en vigueur.

Les directives concernant les devoirs à domicile s'appuient sur de nombreuses recherches scientifiques effectuées à l'échelle européenne et reflètent l'état des savoirs en la matière à l'heure actuelle. Par ailleurs, la problématique des travaux à domicile ne constitue qu'un élément parmi bien d'autres et ne peut être considérée sans prendre en compte d'autres facteurs liés à la réussite scolaire des élèves.

C'est ainsi que les directives sur le travail à domicile s'ancrent dans une réflexion de fond sur les missions et le sens du travail scolaire, sur l'acquisition des compétences et connaissances indispensables, sur l'autonomie des écoles, la coopération famille-école et la lutte contre les inégalités.

Il serait donc inopportun d'évaluer les mesures ayant trait aux travaux à domicile de façon isolée en excluant les autres facteurs exerçant une influence notable sur la qualité de l'enseignement.

Dans cet ordre d'idées, j'envisage de créer une agence d'évaluation de la qualité de l'enseignement qui sera appelée à évaluer régulièrement en collaboration avec les écoles concernées la qualité de l'enseignement dispensé et à leur proposer des mesures favorisant la réussite de tous les élèves.

Afin de renforcer l'importance accordée au travail à la maison par une réglementation claire et précise, il va sans dire que les mesures actuellement en vigueur seront maintenues.

Question 1264 (5.9.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**extension du réseau des stations de distribution de gaz naturel et/ou biogaz:**

Le gaz naturel peut apporter une contribution importante à la réalisation des objectifs du Luxembourg en matière de réduction de la pollution et notamment des émissions de CO_2. Il ne produit pas de particules fines et émet beaucoup moins d'oxydes d'azote, d'hydrocarbures et de monoxyde de carbone que le mazout, l'essence et le diesel. Utilisé en tant que carburant, il réduit même les émissions polluantes de 60 à 95% par rapport à l'essence et au diesel.

Cependant le nombre de stations-service qui proposent du gaz naturel et/ou du biogaz est encore très limité au Luxembourg, ce qui ne favorise guère la vente et l'utilisation plus large des voitures à gaz naturel. Selon mes informations, il existe momentanément seulement deux stations de remplissage publiques à Luxembourg-ville, deux autres stations seraient en planification dont l'une à Dudelange et l'autre dans la région nord du pays. Dans le cadre du 2e plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2, le Gouvernement s'est également engagé à étendre le réseau de stations-service offrant du gaz naturel.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Combien de nouvelles stations-service sont prévues dans le pays?

- Dans quel délai peut-on espérer une couverture totale du pays?

- Envisage-t-on seulement la promotion du gaz naturel ou intègre-t-on également la commercialisation du biogaz?

- Dans l'affirmative le biogaz pourrait-il provenir des installations luxembourgeoises?

Réponse commune (5.10.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Au Luxembourg, l'initiative privée «Lëtzebuerg gëtt Gas, a.s.b.l.», fondée fin 2005, entend promouvoir le développement du marché et l'utilisation du gaz naturel pour

véhicules (GNV) comme carburant contribuant au respect de l'environnement. Outre les deux stations de remplissage publiques à Luxembourg-ville, mentionnées par les honorables Députés, il existe une station à Esch/Alzette pour les besoins du Syndicat intercommunal TICE. Des initiatives sont actuellement en cours en vue d'installer deux autres stations dans le sud du pays.

L'investissement dans de telles stations de service, à présent entièrement financés par leurs initiateurs privés, est important par rapport au nombre limité de voitures fonctionnant au gaz naturel circulant actuellement au Luxembourg. Il reste néanmoins vrai que ce nombre ne peut augmenter qu'à condition que la couverture en stations-service offrant du gaz naturel soit suffisamment élevée.

Voilà pourquoi le Gouvernement préconise une démarche coordonnée des différents acteurs concernés - entre autres distributeurs de gaz naturel, pétroliers, garagistes - pour qu'à moyen terme, le Luxembourg puisse disposer d'un nombre suffisant de stations-service offrant du gaz naturel couvrant l'ensemble du territoire national, et entend accompagner de façon positive l'initiative «Lëtzebuerg gëtt Gas».

En ce qui concerne plus particulièrement le biogaz, le Gouvernement est en train de réaliser une étude technico-économique relative à l'injection de biogaz dans les réseaux de gaz naturel. Le Gouvernement évalue également la faisabilité d'un système de soutien à la production de biogaz destiné à être injecté dans les réseaux qui serait comparable au mécanisme de compensation dans le secteur de l'électricité. Le biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel pourrait ainsi être utilisé comme carburant pour des véhicules fonctionnant au gaz naturel ou à d'autres fins plus classiques comme le chauffage des bâtiments.

Question 1266 (6.9.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette:**

Afin d'adapter au mieux l'offre des transports publics aux besoins de mobilité, le Ministère des Transports prévoit pour les années à venir des investissements substantiels dans le développement et la modernisation de l'infrastructure ferroviaire nationale.

Parmi les projets d'envergure, il convient de citer la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch/Alzette dont l'étude de faisabilité technique a été décidée en séance du Conseil de Gouvernement le 5 juillet 2001.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Transports:

- À quel stade se trouve l'étude de faisabilité technique susmentionnée?

- Peut-on d'ores et déjà tirer des conclusions de cette étude?

- Dans l'affirmative, quel est le calendrier prévu pour la construction éventuelle de la ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch/Alzette?

Réponse (5.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Le projet de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette, dont le dossier APS comprenant plusieurs variantes de tracé a été finalisé en novembre 2003, est actuellement soumis aux différentes procédures prévues par le projet de loi portant transposition en droit luxembourgeois de la directive européenne 97/11/CE. À cet égard, le dossier a été remis en novembre 2003 au Ministère de l'Intérieur, qui est encore en train d'effectuer l'étude d'impact comparative.

Suite à ladite étude d'impact comparative, le dossier composé de l'avant-projet sommaire, de la notice d'impact sur l'environnement, de la notice d'impact de sécurité ainsi que de l'étude d'impact comparative sera soumis à la consultation du public. Le résultat de cette consultation accompagné des études préalablement réalisées orientera le Gouvernement en Conseil quant au choix du tracé. Le Ministère des Transports préconise dans ce contexte une variante de tracé qui longe étroitement l'autoroute A4 et comporte deux arrêts intermédiaires projetés à Leudelange près de la zone industrielle «European Business Park» et à Foetz au côté nord de la zone industrielle/zone d'activités existante.

Si ce projet est retenu par la Chambre des Députés dans le cadre de la nouvelle procédure législative relative à l'optimisation du suivi financier des grands projets d'investissement, le Ministère des Transports se chargera ensuite de l'élaboration de l'avant-projet détaillé (APD) correspondant au tracé retenu par le Gouvernement en Conseil. Ledit projet figure, en effet, sur la liste des grands projets d'investissement du Ministère des Transports, liste qui sera soumise en octobre 2006 à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'engagement des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un APD à charge du Fonds du rail en 2006/2007.

Question 1267 (6.9.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **mise en vigueur de la «loi antitabac»:**

La loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, qui vient d'entrer en vigueur, interdit entre autres de fumer dans les établissements de restauration en précisant toutefois que ces établissements peuvent prévoir une pièce séparée dans laquelle leurs clients pourront continuer à fumer à condition que cette pièce soit munie d'un système d'extraction ou d'épuration d'air, dont les caractéristiques techniques seront fixées par règlement grand-ducal. Or, il résulte de la conférence de presse de Monsieur le Ministre de la Santé qu'un tel règlement ne sera prêt que d'ici quelques semaines. Cette situation pose inévitablement des problèmes aux restaurateurs désireux de disposer d'une pièce séparée où leurs clients pourront continuer à fumer dans la mesure où ils ignorent les caractéristiques auxquelles le système d'épuration ou d'extraction de l'air doit correspondre. Ils ignorent d'ailleurs souvent que, à défaut de règlement grand-ducal, ils ont le droit d'aménager d'ores et déjà une pièce séparée dans laquelle l'interdiction de fumer ne vaudra pas, quitte à conformer ultérieurement celle-ci aux exigences dudit règlement grand-ducal.

Une telle situation peut représenter pour de nombreux restaurateurs un manque à gagner certain.

Dans ce contexte le soussigné aurait aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Si le Gouvernement peut être plus précis quant à la date probable à laquelle le règlement grand-ducal en question sera présenté en Conseil du Gouvernement respectivement quand le règlement grand-ducal entrera en vigueur?

- Si le Gouvernement a prévu une période transitoire suffisamment longue afin de permettre aux restaurateurs et autres établissements concernés de conformer leurs systèmes d'extraction ou d'épuration de l'air aux exigences techniques du règlement grand-ducal en question?

- Si le Gouvernement n'estime pas utile de préciser à nouveau à l'attention des établissements concernés que si l'interdiction de fumer vaut de manière générale, elle ne vaut pas pour les pièces séparées, quitte à aménager ultérieurement celles-ci conformément aux exigences techniques du règlement grand-ducal à prendre?

Réponse (28.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Un projet de règlement grand-ducal établissant les critères auxquels doivent répondre les systèmes d'extraction ou d'épuration d'air des pièces séparées a été transmis pour avis aux Chambres de Commerce et des Métiers en date du 11 septembre 2006. Le projet de règlement a trouvé l'accord de principe du Gouvernement en date du 20 septembre 2006. Afin de parer à toute contestation relative à la régularité formelle du règlement je viens de transmettre ce projet au Conseil d'État, de sorte que je ne puis pas encore me prononcer sur la date exacte à laquelle il entrera en vigueur.

Le projet de règlement permettra aux restaurateurs intéressés de prendre leurs dispositions en vue de la procédure d'autorisation.

Le secteur concerné a été exhaustivement informé par le biais de l'Horesca de l'ensemble du dispositif légal en place, y compris les mesures relatives aux pièces séparées.

Question 1268 (6.9.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**éducation à la paix, aux droits de l'Homme et à la résolution non violente de conflits:**

La lettre circulaire de printemps parue en 2005 avait annoncé des activités portant sur l'éducation à la paix, aux droits de l'Homme et à la résolution non violente de conflits.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quelles activités ont été développées de la part de la «plate-forme nationale d'échange»?

- Madame la Ministre peut-elle indiquer si une documentation des exemples de bonnes pratiques telle qu'elle a été annoncée a entre-temps été réalisée et mise à la disposition des écoles?

Réponse (9.10.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Plusieurs activités ont été développées par la «plate-forme nationale d'échange» en matière d'une éducation à la paix, aux droits de l'Homme et à la résolution non violente de conflits.

Ainsi ont été organisées en 2005, au niveau de la formation des enseignants de l'enseignement primaire et des Écoles associées de l'UNESCO, différentes journées pédagogiques. À Strassen, une formation continue de trois jours a porté sur le sujet «Éducation à la non-violence à l'école primaire», à l'école associée de l'UNESCO de Niederanven, des activités pédagogiques ont été organisées autour du sujet «Demokratie lernen und umsetzen».

À Wiltz a eu lieu une présentation du programme antiviolence «faustlos», édité par le «Heidelberger Präventionszentrum». Cette présentation a été organisée par la Police grand-ducale en étroite collaboration avec les inspecteurs des ressorts concernés.

D'autres projets antiviolence ont été réalisés dans les communes de Bridel/Kopstal, Bertrange, Differdange, Reuler, Strassen et Weiswampach. Les enseignants ont été initiés à la pédagogie coopérative visant la promotion des valeurs essentielles, telles que la responsabilité, le respect, la confiance, l'autonomie, afin d'améliorer le climat scolaire. Par ailleurs, une équipe d'enfants médiateurs a été constituée à laquelle les utilisateurs des services de transport peuvent s'adresser en cas de conflits.

Depuis 2003, dans le cadre de la «Journée de la mémoire de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité», plusieurs écoles primaires, à Strassen, Luxembourg, Bettembourg et tout récemment à Hosingen, ont organisé des activités de commémoration avec leurs élèves. Un projet pilote a été lancé en juin 2006 où deux classes de sixième année d'études primaires ont visité l'ancien camp de concentration de Hinzert. Les élèves ont été amenés à effectuer des travaux personnels documentaires ou artistiques en vue de traduire leurs émotions et leurs réflexions. Cette manifestation a été soutenue par le Collège des Inspecteurs et la Commission nationale de l'UNESCO.

La plate-forme d'échanges a recensé les exemples de bonnes pratiques sur le plan national. Plusieurs écoles avaient déjà réalisé des actions dans le cadre de leurs projets d'école comme à Hosingen et à Bridel ou commençaient à y réfléchir comme à Differdange et à Strassen. En collaboration avec le SCRIPT, un questionnaire a été élaboré pour collecter toutes les données utiles. 13 écoles qui avaient commencé à travailler sur la problématique transversale d'une éducation à la paix ont répondu au questionnaire. L'idée est de publier ces réponses dans un numéro spécial du Courrier de l'Éducation nationale.

Question 1270 (6.9.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **construction d'un bâtiment pour le Lycée technique pour professions de santé:**

Au cours de la réunion de la Commission des Travaux publics Monsieur le Ministre a soumis aux Députés une liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir pourquoi le projet pour la construction d'un bâtiment pour le Lycée technique pour professions de santé n'a pas été retenu, alors que d'après mes informations le programme et les plans de construction ont été finalisés depuis un certain temps.

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ce projet devrait être traité de façon prioritaire, vu l'inadéquation des infrastructures actuelles?

Réponse (5.10.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Madame l'honorable Députée n'est pas sans savoir que le projet du Lycée technique pour professions de santé a été présenté en date du 4 octobre 2005 à la Commission des Travaux publics de la Chambre des Députés dans le cadre de la nouvelle procédure concernant l'optimisation du suivi financier des grands projets telle qu'elle a été décidée par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes au cours de sa réunion du 20 juin 2005.

La Commission ayant donné son accord en 2005, il n'était dès lors plus utile de présenter de nouveau ce projet en 2006.

Depuis lors, le projet a suivi son cours, c'est-à-dire qu'il a fait l'objet d'abord de l'élaboration d'un APS (avant-projet sommaire) et ensuite de l'élaboration d'un APD (avant-projet détaillé).

Il est prévu de déposer à la Chambre des Députés le projet de loi qui sera réalisé sur base de cet APD en principe encore avant la fin de l'année.

Question 1272 (7.9.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **fermeture du bureau de la Coopération à Quito en Équateur:**

Dans le cadre de sa politique de coopération au développement, le Gouvernement procédera au cours des mois à venir à l'ouverture de deux nouveaux bureaux décentralisés à Ouagadougou au Burkina Faso et à Managua au Nicaragua. Étant donné que l'Équateur ne fait plus parti des pays cibles de la Coopération luxembourgeoise, le bureau du Luxembourg à Quito est en voie de fermeture.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Le Ministre pourrait-il fournir davantage d'explications concernant les procédures relatives à la fermeture de ce bureau à Quito, notamment en ce qui concerne les démarches entreprises respectivement à entreprendre par le Ministère à l'égard du personnel travaillant dans ce bureau?

Réponse (21.9.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

La décision de fermer le bureau de la Coopération luxembourgeoise à Quito (Équateur) remonte au moins à 1998 quand Madame la Secrétaire d'État aux Affaires étrangères en charge à l'époque a confirmé «la décision de son prédécesseur» à cette fin. La raison soutenant cette décision a été le retrait de l'Équateur de la liste des pays cibles de la Coopération luxembourgeoise.

Depuis la fin de la Présidence luxembourgeoise du Conseil des Ministres de l'UE au premier semestre 2005 qui a retenu toute mon attention, je me suis attelé à mettre en œuvre la décision susmentionnée.

Le Chef du bureau de la Coopération luxembourgeoise à Quito ainsi que le personnel du bureau et les consultants sous contrat ont été informés dès l'automne 2005 de mes intentions. Le Chef du bureau s'est rendu à Luxembourg en mars 2006 pour discuter avec la Direction de la Coopération au développement des détails du calendrier de la fermeture du bureau et notamment des formalités à respecter en relation avec la terminaison des contrats du personnel et des consultants. Le Directeur de la Coopération au développement s'est rendu en mai à Quito pour informer les autorités équatoriennes des intentions du Gouvernement.

Le personnel du bureau et les consultants sous contrat ont fait part à la Direction de la Coopération au développement de leurs revendications chiffrées quant aux indemnités de licenciement et au payement de prétendus arriérés de cotisations sociales auxquelles ils estiment avoir droit du fait d'une requalification de leurs contrats de travail respectivement de leurs contrats de prestation de services. La Direction, avec l'appui d'un conseil juridique équatorien, est en train de vérifier le bien-fondé légal de ces revendications. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre général de toute une série de démarches qui est en train d'être mise en place en vue de la fermeture du bureau. Il va de soi que le

personnel du bureau et les consultants rentreront dans leurs droits ayant trait à la terminaison de leurs contrats.

Question 1273 (7.9.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **mise en vigueur de la «loi antitabac»:**

La mise en vigueur de la loi relative à la lutte antitabac, votée en juillet dernier, a été reportée au 5 septembre notamment afin de permettre aux restaurateurs de se préparer et de se conformer aux dispositions prévues par ladite loi. Les prescriptions visées en premier lieu concernent l'installation d'une pièce séparée dans laquelle l'interdiction de fumer ne vaut pas. Cette pièce séparée doit être munie d'un système d'extraction ou d'épuration d'air dont les caractéristiques techniques du système d'extraction ou d'épuration d'air devraient être fixées par règlement grand-ducal.

Or, ce règlement grand-ducal fait à l'heure actuelle toujours défaut, ce qui implique que le délai de deux mois accordé pour la mise en vigueur de la loi n'a pu être mis à profit par les restaurateurs afin de se mettre en conformité.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le délai supplémentaire de deux mois était prévu à l'origine pour permettre notamment aux restaurateurs de se mettre en conformité avec la loi en question?

- N'aurait-on pas dû prévoir un délai supplémentaire au-delà du 5 septembre ou bien une période transitoire par exemple de six mois?

- Quelles sont les raisons pour la non-finalisation à cette date des règlements grand-ducaux prévues par la loi en question?

Quand est-ce que ces règlements grand-ducaux seront-ils finalisés?

Est-ce qu'un délai sera prévu pour permettre aux restaurateurs d'aménager un fumoir correspondant aux prescriptions énoncées par le règlement grand-ducal en question ou est-ce que des contrôles seront effectués dès publication du règlement grand-ducal en question?

Réponse (28.9.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La présente question parlementaire a pour l'essentiel le même objet que la question parlementaire N°1267 de Monsieur le Député Marc Spautz *(cf. ci-dessus)*. Je puis donc me permettre de renvoyer l'honorable Parlementaire à la réponse que j'ai fournie à la prédite question.

Pour le surplus, et s'agissant du délai entre le vote de la loi, intervenu le 13 juillet, et sa mise en vigueur le 5 septembre, le but recherché était certes aussi de permettre aux restaurateurs de prendre leurs dispositions, notamment pour la mise en place des écriteaux énonçant l'interdiction de fumer, distribués par mes services. Mais il s'agissait surtout d'éviter que la loi entre en vigueur en pleine période de vacances.

Le règlement grand-ducal déterminant les exigences pour les systèmes d'extraction ou d'épuration des pièces séparées n'était pas prêt au moment du vote de la loi, alors qu'il n'était pas prévu au projet gouvernemental initial, mais n'a été ajouté au dispositif légal qu'en fin de procédure législative.

La loi telle que votée par la Chambre ne prévoit pas d'entrée en vigueur différée du règlement à intervenir.

Question 1274 (8.9.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **modification de l'horaire et de l'itinéraire de la liaison autobus Sarre-Luxembourg:**

Dans une question parlementaire du 17 juillet 2006 *(cf. compte rendu N°16/2005-2006)*, j'avais interrogé Monsieur le Ministre des Transports sur les problèmes et surtout la perte d'attractivité qu'avait comporté pour nombre de clients réguliers de ce service la réorganisation de la ligne d'autobus Sarre-Luxembourg à partir de mai 2006. En fait, cette réorganisation privilégie désormais le plateau du Kirchberg comme destination au détriment de la clientèle descendant au centre-ville. Dans sa réponse du 11 août 2006, Monsieur le Ministre avait minimisé ces difficultés et avait conclu que «lesdits problèmes n'existent plus pour l'instant».

Or, plus d'une quarantaine des clients de cette ligne sont loin de partager cette appréciation et pensent même que les explications ministérielles s'écartent de la réalité.

Dans ces conditions je souhaiterais obtenir de la part de Monsieur le Ministre des Transports des réponses aux questions complémentaires suivantes:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les clients de la ligne qui m'ont contacté après la parution de sa prédite réponse se trompent lorsqu'ils affirment: „Falsch ist die Aussage, dass sich der Großteil der Fahrgäste für diese Änderung ausgesprochen habe. Keiner der Fahrgäste wurde nachweislich gefragt. Unverschämterweise hat man sogar gerade mal vier Tage vor Fahrplanänderung die Fahrgäste offiziell darüber informiert. … Wieso ändert man so eine seit Jahren gut funktionierende Busroute über die Köpfe der Fahrgäste hinweg? Hier werden einfach die Interessen eines Großteils der Fahrgäste ignoriert."?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les dires des clients sont faux lorsqu'ils constatent que „Unverständlich ist es auch zu behaupten, dass die Zahl der Fahrgäste nach der Fahrplan-Modifikation gestiegen sei. Es mag zwar sein, dass der Anteil der Kirchbergfahrgäste etwas gestiegen ist. Aber über den Anteil der Fahrgäste aus der Innenstadt, die den SaarLuxBus 155 jetzt nicht mehr nutzten, wird leider nicht berichtet."?

- Dans ce contexte j'aimerais également savoir si Monsieur le Ministre a connaissance du fait suivant: „Diese Fahrgäste tauchen in der Statistik der Busbetreiber leider nicht auf, weil ihr Luxemburger Oeko-Pass, den sie mit dem RSW-Abo gratis dazubekommen, immer noch billiger ist als wenn sie es hier ohne Bus-Abo kaufen würden. Sie benutzen mit dem Oeko-Pass dann CFL-Busse auf schnelleren und direkten Routen. Die Bus-Abos laufen aber für die Busbetreiber weiter, obwohl diese Fahrgäste den SaarLuxBus Linie 155 nicht mehr nutzen."

- Monsieur le Ministre peut-il commenter la critique suivante: „Ebenso wird behauptet, dass es nur zu Anfang Kritik von Fahrgästen aus der Innenstadt gegeben hätte. Die Kritik besteht immer noch mehr denn je. Leider resignieren viele Fahrgäste nach fünf Monaten ergebnisloser schriftlicher und telefonischer Beschwerden, was mittlerweile den Eindruck erweckt, dass dies seitens der Busbetreiber so gewollt sein könnte."?

- Monsieur le Ministre a-t-il correctement analysé les retards enregistrés en attribuant la cause aux chantiers au Kirchberg, alors que les clients de la ligne constatent: „Nicht richtig ist auch, dass Fahrplanverzögerungen nur aufgrund von Baustellen auf dem Kirchberg entstanden seien. … Verzögerungen entstehen einfach nur durch diese umständliche Route aus der Stadt über den Kirchberg und wieder zurück in den Verteilerkreis am Flughafen. Der Bus steht oftmals schon auf der Autobahn im Stau bevor er den Verteilerkreis, der ebenfalls hoffnungslos überlastet ist, erreichen kann. Dies wurde von den Fahrgästen schon mehrfach bemängelt. Busse sind oftmals mindestens 20 Min. hinter dem Fahrplan."?

- Que pense faire Monsieur le Ministre pour récupérer les transfrontaliers sarrois ayant depuis la réorganisation de la ligne 155 abandonné le bus au profit de la voiture privée et pour retenir d'autres à suivre leur exemple: „Einige Grenzgänger, die schon seit Jahren mit dem SaarLuxBus fahren, sind schon abgesprungen. … Falls sich wirklich nichts ändert, werden sicherlich noch einige mehr dazukommen, die den SaarLuxBus nicht mehr nutzen werden."?

- Monsieur le Ministre est-il prêt à accepter la proposition des pétitionnaires de réinstaller l'arrêt central de la ligne pour les aller-retour au centre-ville notant que „alle Fahrgäste aus der Innenstadt und Kirchberg (haben) laut Transportminister 'gute' Verbindungen mit dem Eurobus. Dies wäre die optimale und gerechte Anbindung für alle um dann eine direkte Busroute über Sandweiler (ohne Umwege und Verzögerungen über den Kirchberg) aufrechtzuerhalten, die wir ja seit einigen Jahren hatten."

- Est-ce que de l'avis de Monsieur le Ministre des efforts conséquents ne seraient pas nécessaires pour rehausser l'image de marque des transports publics dans les yeux des clients sarrois qui mettent en doute sa disposition au dialogue? („Aber leider finden die Interessen der in der Mehrzahl betroffenen Fahrgäste bei unserem Transportminister kein Gehör. … Wir bezweifeln, ob es überhaupt Sinn macht sich direkt an den Transportminister zu wenden.")?

Réponse (24.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député se réfère à des critiques émanant d'une quarantaine de personnes au sujet de l'offre de transport sur la ligne d'autobus transfrontalière Saarlouis-Mertzig-Luxembourg, exploitée sous la responsabilité de la RSW, Saarbrücken.

Depuis l'entrée en vigueur du nouveau plan d'horaires de cette ligne au 1er mai 2006, mon département me confirme ne pas avoir reçu les moindres observations concernant l'introduction d'un horaire cadencé de toutes les heures ou encore l'itinéraire adapté par le plateau de Kirchberg.

La critique me semble d'autant plus incompréhensible qu'à l'heure de pointe matinale une course d'autobus dessert toujours le centre de la ville par la Pulvermühle. Il s'agit de la course N°108 du plan d'horaire (arrivée à Luxembourg/Royal 07.44 heures).

Quant à l'évolution du nombre de passagers, je renvois aux données chiffrées reçues de la part de l'exploitant RSW, qui avait recensé 34 passagers dans les deux autobus matinaux entrant à Luxembourg, le 1er mars 2006. Ce nombre a évolué à 52 passagers le 2 juin 2006 et à 66 passagers le 19 septembre 2006.

Lesdites statistiques ne proviennent pas de la vente d'abonnements, l'exploitant se basant à cet effet aux comptages des passagers réalisés en course de route.

Il est vrai que l'abonnement qu'utilisent les voyageurs de la prédite ligne transfrontalière se compose d'un titre allemand et de l'Oeko-Pass luxembourgeois, ce qui leur permet de faire usage des réseaux de transport public du Grand-Duché, sans payer de supplément.

Quant aux retards que subit la ligne en sortant de la ville, la RSW confirme que le rond-point Robert Schaffner à la sortie de l'autoroute est souvent surchargé. Le trajet par Kirchberg se fait toutefois par un couloir d'autobus spécialement aménagé et devrait, de ce fait, constituer un réel avantage pour toutes les lignes d'autobus à destination de l'Est et du Sud-Est du Grand-Duché.

À noter que le trajet, préconisé par les intervenants auprès de Monsieur le Député, à savoir celui par le boulevard d'Avranches et le Val de Hamm, passe également au prédit rond-point, sans qu'il y existe un couloir favorisant la circulation des autobus.

Quelques lignes nationales obligées de passer par cet itinéraire subissent d'ailleurs les mêmes retards.

Dans les conditions qui précèdent, il me semble invraisemblable que l'exploitant RSW procède à une nouvelle modification de sa ligne transfrontalière Saarlouis-Luxembourg.

Question 1275 (12.9.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **quotas d'inscription dans les universités étrangères:**

Vu la décision de certains pays européens de limiter les inscriptions des non-résidents à certaines formations dans les écoles spécialisées ou dans les universités, j'aimerais savoir:

- Que pensez-vous de la contradiction qui oppose d'un côté, le processus de Bologne avec sa notion élargie d'échange et de mobilité étudiante, et de l'autre, les différentes politiques d'accueil des étudiants dans les pays européens par le biais des prix des inscriptions et des quotas?

- Compte tenu du problème que cause le financement de la mobilité étudiante dans divers pays, ne faudrait-il pas songer à instaurer un fonds de compensation à la mobilité au niveau européen?

Du débat actuel que suscitent les quotas d'inscription découle d'autres questions:

Université du Luxembourg

- Dans le cadre de la politique européenne d'éducation, n'est-il pas du devoir et de la responsabilité de l'Université du Luxembourg de proposer un large éventail d'études bachelor?

Base des données des étudiants

- Où en sont les concertations entre vos services et ceux de la Caisse Nationale des Prestations Familiales pour pouvoir enfin disposer d'éléments statistiques sur les étudiants qui résident au Luxembourg et qui poursuivent des études supérieures au Luxembourg ou à l'étranger en centralisant certaines données des certificats d'inscription transmis lors de la demande en prolongation des allocations familiales?

Réponse commune (17.10.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Le Processus de Bologne lancé en 1999 vise, d'ici 2010, une harmonisation des systèmes d'enseignement supérieur dans les pays signataires, et ce en vue, entre autres, de faciliter et donc d'augmenter la mobilité des étudiants entre les différents pays.

Ainsi, des pratiques visant à restreindre l'accès des étudiants non nationaux à certaines formations ont été condamnées par la juridiction européenne. Un arrêt de la Cour de Justice européenne du 7 juillet 2005 condamne l'Autriche qui faisait de la condition d'avoir une place dans une université dans son pays d'origine, la condition à l'accès des étudiants non nationaux dans ses universités. Il est vrai cependant que d'autres pays, pour se protéger de l'afflux massif d'étudiants non nationaux dans certaines formations universitaires, mettent en place des quotas ou envisagent de percevoir des droits d'inscription des non nationaux.

Ces développements, qui ne sont pas dans l'esprit du Processus de Bologne, sont suivis avec vigilance par notre Ministère dans un souci d'offrir aux étudiants potentiellement concernés la meilleure information possible.

Pour ce qui est du financement de la mobilité des étudiants au niveau européen, il convient de relever que dans le cadre des traités afférents, l'organisation et le financement des systèmes d'enseignement relèvent de la compétence des États membres, l'intervention communautaire étant limitée à des mesures d'encouragement. De ce fait, la question d'établir un fonds de compensation au niveau européen n'est pas d'actualité. Pour ce qui est des obligations de l'État luxembourgeois en la matière, le calcul des aides financières de l'État pour études supérieures prend en compte le facteur de mobilité. Cette mesure compensatoire a été voulue par le législateur pour garantir ainsi la mobilité des étudiants luxembourgeois.

L'article 23 de notre Constitution stipule que «chacun est libre de faire ses études dans le Grand-Duché ou à l'étranger et de fréquenter les universités de son choix, sauf les dispositions de la loi sur les conditions d'admission aux emplois et à l'exercice de certaines professions». Il est de la mission du pouvoir politique de faire en sorte que le libre choix des études et, si possible, du lieu d'études soit assuré, mais il faut se rendre à l'évidence que des contingences dans d'autres contextes nationaux peuvent exiger une flexibilité des futurs étudiants dans le choix de leurs études et surtout dans le choix de l'université. Nous ne sommes pas d'avis que l'Université du Luxembourg doive organiser son éventail de formations en fonction des accès plus ou moins restreints dans ces formations dans nos pays limitrophes.

L'Université du Luxembourg a été conçue comme une université de recherche active dans des domaines spécifiques et non pas comme une université généraliste offrant toutes les formations à tous les degrés. Tel fut clairement le voeu du législateur de l'époque qui voulut éviter de verser dans une offre faisant double emploi avec les universités de la Grande Région et au-delà. Pour assurer que nos étudiants puissent suivre les formations de leur choix, nous misons sur une politique d'information quant à l'enseignement supérieur qui permet à nos lycéens de faire leur choix d'études en connaissance de cause.

Enfin, pour ce qui est de la concertation entre nos services et ceux de la Caisse Nationale des Prestations Familiales, les deux services ont élaboré un questionnaire commun envoyé à tous les parents qui sollicitent le versement des allocations familiales pour leurs enfants étudiants âgés de plus de 18 ans. Ce questionnaire a été envoyé pour la

première fois en 2005 et les résultats transmis à nos services ne sont pas encore assez affinés pour permettre d'en tirer des conclusions. Le même questionnaire a été envoyé en 2006; l'évaluation des questionnaires retournés à la Caisse Nationale des Prestations Familiales n'est pas encore disponible à l'heure actuelle.

Question 1276 (12.9.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **retards de transposition de directives européennes:**

Le Luxembourg accuse depuis quelques années un retard chronique en matière de transposition de directives. En cas de dépassement de l'échéance de transposition un État membre risque d'être mis en demeure par la Commission européenne, voire de se trouver cité devant la Cour de Justice des Communautés européennes pour des retards de transposition excessifs et de payer des amendes pour chaque jour de retard supplémentaire.

En période budgétaire plus délicate, ces amendes risquent de peser lourd sur notre budget d'État.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quel est le montant total que le Luxembourg a dû verser au cours des deux dernières années pour cause de retard en matière de transposition de directives?

- Quel en est l'impact sur notre budget d'État?

Réponse commune (16.10.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

En réponse à la question que l'honorable Député a bien voulu poser relative à la transposition des directives, nous avons l'honneur de l'informer que le Luxembourg n'a pas encore été condamné, à cette date, par la Cour de Justice des Communautés européennes à payer des sanctions financières à cause de la non-transposition de directives communautaires dans les délais requis.

Question 1277 (12.9.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réglementation des stages pratiques - Université du Luxembourg:**

Au sein de nombreuses universités à l'étranger, comme par exemple en Allemagne, le règlement des examens prescrit un certain nombre de stages pratiques à effectuer par l'étudiant pendant la durée de ses études. Cette façon de procéder permet à l'étudiant d'acquérir une première expérience professionnelle ainsi que de se faire une image du monde du travail et de la profession qu'il envisage d'exercer plus tard. Or, sauf erreur, de tels stages pratiques ne sont pas prévus au sein de l'Université du Luxembourg. Il en résulte que de nombreux entrepreneurs, bien que désireux d'offrir des stages aux étudiants, n'y ont pas recours, comme ils ignorent souvent les démarches administratives y afférentes. Se pose également ici la question de la rémunération des étudiants.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- si le Gouvernement n'estime pas nécessaire de remédier à cette situation en réglementant les stages pratiques permettant de ce fait à l'Université du Luxembourg de pouvoir remplir pleinement ses objectifs.

Réponse commune (17.10.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En 2005/2006, dans le cadre de la formation à l'ingénieur industriel dispensée à la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication, 157 étudiants ont effectué une période de stage pratique d'une durée d'un semestre au sein de 128 entreprises différentes. Toutes ces entreprises ont perçu une aide particulière en vertu du règlement grand-ducal du 21 juin 1999 déterminant les modalités du semestre de pratique professionnelle des étudiants ingénieurs industriels et le contenu du contrat de pratique professionnelle en entreprise ainsi que le montant de l'aide particulière à verser aux établissements accueillant un étudiant.

Les étudiants n'ont pas été rémunérés pour ces stages. En effet, il s'agit de stages organisés par l'université dans le cadre de programmes bien définis; ces stages sont un élément intégral du programme de formation et ne sont pas à considérer comme une activité rémunérée de l'étudiant. Ces stages sont régis par une relation contractuelle entre l'université et l'entreprise d'accueil. Pendant la durée du stage, l'étudiant reste inscrit à l'Université du Luxembourg et garde donc son statut d'étudiant.

À noter que cette pratique n'est pas seulement réservée aux futurs bacheliers en ingénierie, mais elle est aussi en application dans le cadre de la formation des futurs enseignants de l'enseignement primaire.

De façon générale l'université, dans le cadre de son autonomie pédagogique et scientifique, est l'organisateur de stages qui constituent un élément essentiel pour garantir l'employabilité des futurs diplômés, le cadre étant celui d'une relation contractuelle. Par conséquent, il n'y a pas besoin de légiférer en la matière.

Question 1278 (14.9.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **régime de la pharmacie - filiales de commerçants de médicaments par Internet:**

Aux termes de la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie aucune pharmacie ne peut être établie dans le Grand-Duché sans autorisation du Gouvernement qui doit prendre au préalable l'avis du collège médical et de l'autorité locale.

Le Ministre de la Santé de Sarre, Monsieur Josef Hecken (CDU), a récemment autorisé l'ouverture d'une filiale de DocMorris, groupe néerlandais de commerce de médicaments par Internet, à Sarrebruck. D'après certains experts du domaine de la santé l'approbation de filiales de pharmacies du même genre que celles du commerçant par Internet DocMorris contribuerait à ouvrir le marché allemand des pharmacies et donc à décharger les caisses d'assurance maladie et les patients, analyse partagée par la déléguée du Gouvernement fédéral à la défense des patients.

Selon la Fédération nationale des Associations de Pharmaciens (ABDA), DocMorris, en achetant une pharmacie dans le centre-ville de Sarrebruck, contreviendrait à la loi allemande, qui stipule qu'une pharmacie doit obligatoirement être la propriété d'un pharmacien qui la dirige lui-même. L'ABDA insiste également sur le fait que la loi allemande autorise uniquement les pharmaciens approuvés à gérer une pharmacie. Les filiales de pharmacies sont uniquement autorisées à proximité de la maison mère. L'entreprise néerlandaise de vente par Internet quant à elle s'appuie sur la liberté d'établissement au sein de l'UE.

Le Tribunal administratif de Sarre vient d'ordonner la fermeture de la filiale DocMorris après avoir examiné une plainte collective de la Chambre des Pharmaciens locale, de l'ABDA et de trois propriétaires de pharmacies contre le Land de Sarre et le Ministère de la Santé sarrois.

Aux yeux de Ministre Josef Hecken cette décision serait contraire à la législation européenne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les vues du Ministre de la Santé sarrois?

- Est-ce que la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie doit être modifiée afin de la mettre en conformité avec la législation européenne?

- Est-ce que le Luxembourg a déjà été sollicité pour l'obtention d'une autorisation relative à l'ouverture d'une filiale d'un commerçant de médicaments par Internet?

Réponse (5.10.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le «Verwaltungsgericht des Saarlandes» a suspendu l'autorisation d'ouvrir une pharmacie à Sarrebruck accordée par le Ministre sarrois de la Santé à un groupe néerlandais de commerce de médicaments par Internet, jusqu'à ce qu'une décision soit intervenue sur le fond de l'affaire. D'après mes informations appel serait interjeté contre ce jugement.

La procédure actuellement en cours ne laisse pas présager de la décision que les juges sarrois vont prendre sur le fond. Il est fort possible qu'ils vont poser une question préjudicielle à la Cour de Justice des Communautés européennes à Luxembourg.

Dans l'attente des décisions à intervenir une révision de la législation luxembourgeoise en matière de régime de la pharmacie n'est pas indiquée.

Le Luxembourg n'a pas encore été sollicité en vue d'une autorisation à délivrer à une filiale d'un commerce de médicaments par Internet.

Question 1279 (14.9.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant un **centre thérapeutique pour fumeurs:**

De 5. am Hierschtmount 2006 ass dat sougenannten „Antitubaksgesetz" a Kraaft getrueden.

Dëst Gesetz huet niewent alle Contraintë fir d'Restaurateuren och negativ Folge fir d'Fëmmerten, déi riskéiere marginaliséiert ze ginn an als Aussesäiter vun der Gesellschaft dozestoen.

Et si fir d'éischt repressiv Moossname getraff ginn, anstatt prioritär dem Fëmmert aus senger Sucht erauszehëllefen. Wat et manner Fëmmerte gëtt, wat ee manner Contraintë brauch auszespriechen, fir d'Netfëmmerten ze schützen.

Et wier also un éischter Stell ubruecht gewiescht preventiv an therapeutesch virzegoen.

D'Fëmmen ass eng Sucht, vun där et gradesou schwéier ass lasszekomme wéi vun anere Suchte wéi Alkohol, liichten an haarden Drogen. Fir Alkohol an Droge gëtt et hei am Land Therapiezentren, wou déi Süchteg an enger geschlossener Kur gehollef kréie vun hirer Sucht lasszekommen, Useldeng a Manternach.

Effektiv, fir am effizienteste vun enger Sucht lasszekommen, muss een aus dem Suchtkrees eraus, wou ee sech ophält. Dofir sinn déi Therapieplazen zu Useldeng fir déi Alkoholsüchteg an zu Manternach fir déi Drogesüchteg geschaf ginn.

Fir d'Fëmmerte gëtt et keen esou en Therapiezenter, souwéi et och ganz wéineg medezinesch rembourséiert Hëllef gëtt. En Therapiezenter wéi zu Useldeng a wéi zu Manternach wier awer eng adequat Plaz, fir de Fëmmerten, déi wëlle vun hirer Sucht lasskommen, dobäi ze hëllefen.

Kann den Här Gesondheetsminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass d'Regierung bereet, fir och fir d'Fëmmerten en Therapiezentrum ze schafen, an deem se gehollef kréie vun hirer Sucht lasszekommen?

2. Wat sinn déi konkret Mesuren, déi d'Regierung virgesäit, fir de Fëmmerten aus hirem Suchtverhalen eraus ze hëllefen?

Réponse (5.10.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den éirewäerten Deputéierte bemängelt, dat „fir d'éischt repressiv Moossname getraff ginn, anstatt prioritär dem 'Fëmmert' aus senger Sucht erauszehëllefen".

Dat stëmmt esou net. D'Antitubaksgesetz gëtt der Regierung a sengem Artikel 5 den Optrag, Berodungsservicer an Informatiounsservicer ze schafen oder bestoend Servicer finanziell ze ënnerstëtzen, wou déi Interesséiert all méiglech Informatiounen a Berodung kënne kréien, a ganz besonnesch och Hëllef, wa se mat Fëmme wëllen ophalen.

Privatorganismen, déi vum Stat subventionéiert ginn, fir déi genannt Missiounen auszefëieren, gëtt et elo schonn. Hir Dotatioun fir 2007 gesäit laut dem Budgetsprojet e spezielle Beitrag vir, fir d'nächst Joer eng Campagne ze finanzéieren.

Doriwwer eraus ass de Stat amgaangen, eng Konventioun mat der UCM auszeschaffen, déi eng Prise en charge souwuel vun den Dokteschkonsultatiounen, déi mat dem «sevrage tabagique» zesummenhänken, wéi och vun de «substituts nicotiniques» virgesäit.

Dogéint ass d'Schafung vun engem Therapiezentrum, wéi et fir Alkoholiker a fir Drogesüchteger besteet a wéi et vum éirewäerten Deputéierte gefuerdert gëtt, net virgesinn. Therapiezentren, wou süchteg Leit sech eng Zäit laang ophalen, sinn ubruecht fir Kranker, bei deenen d'Sucht eng staark psychesch Degradatioun verursaacht huet, an déi net méi richteg sozial fonctionnéieren, wéi dat bei ganz staarken Alkoholiker a bei Drogesüchtegen de Fall ass. Onnëtz ze soen, datt dat net fir Leit, déi fëmmen, zoutrëfft. Si vun doheem an och vun hirer Aarbechtsplaz eng Zäit laang ewechzezéien, ass net nëmmen net ubruecht, mä wier souguer total kontraproduktiv.

Menges Wëssens fonctionnéiert och néierewou esou een Therapiezentrum.

Dat verhënnert natierlech net, datt eventuell déi vum Stat subventionéiert Organismen oder och Selbsthilfegruppe Leit, déi fëmmen, fir e Weekend zesummeruffen an dann Therapie mat hinne maachen.

Question 1280 (14.9.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**aviation militaire:**

Meng Froe bezéie sech op d'Sécherheet vun der ziviler Aviatioun an eisem Loftraum am Kontext vun den Operatioune vun der Militärfligerei. Viru kuerzem ass am Raum Consdorf e Cargofliger vum Typ Boeing 747 observéiert ginn, deen an der Landungsapproche war iwwerdeems an därselwechter Héicht zwee Militärjets bei hiren Exercicer gefëierlech no un dës Maschinn erukomm sinn.

An deem Kontext géif ech Iech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'Militärfligerei vis-à-vis vun der ziviler Loftfahrt reglementéiert a wéi ass séchergestallt, datt et op dësem Gebitt net zu Akzidenter komme kann?

2. Ginn dës Regele vun der Militäraviatioun (Kampfjets) respektéiert respektiv wat fir Sanktiounsméiglechkeete gëtt et wann et zu Violatioune vun dëse Virschrëfte kënnt? Besteet eventuell Handlungsbedarf am legislativen oder reglementaresche Beräich?

3. Wéi dacks ass et gegebenenfalls an der Vergaangenheet zu esou Verstéiss komm a wat gouf konkret an esou Fäll ënnerholl?

Réponse (23.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Déi Beobachtung, déi den Här Deputéierte beschreift, ass net an de Bicher vum «Service du contrôle d'approche radar» vun der Flughafeverwaltung agedroen. Et sinn ausserdeem weder den Datum nach d'Auerzäit vun dëser Observatioun bekannt, sou datt eng spezifesch Recherche also materiell onméiglech ass.

Allgemeng muss een tëschent dem kontrolléierten an dem net kontrolléierte Loftraum ënnerscheeden. De kontrolléierte Loftraum läit iwwert dem Grenzwäert vun 2.500 Fouss QNH a gëtt vum Service du contrôle d'approche radar vun der Flughafeverwaltung géréiert.

Iwwerdeems d'Radarsteierung vun de Fligere fir eng Approche vun der Pist 24 an enger Héicht vun op d'mannst 3.000 Fouss gemaach gëtt, fléien d'Militärfligeren oft ënner 2.500 Fouss am net kontrolléierte Loftraum. Am Fall wou de Kontroller géif en onbekannte Fluchverkéier um Radar gesinn, géif hien de Pilot vum guidéierte Fliger informéieren. Wann deejeenegen him da bestätegt, datt en de Fliger gesäit, dann ass keen anert Manöver noutwendeg.

Zu der éischter Fro vum Här Deputéierten iwwert d'Reglementatioun kann ee folgend Informatioune ginn:

Wann d'Militär an hirer Spezialzon operéiert, hale sech d'Piloten un d'Militärreglementatioun. D'zivil Fligere gi vun deenen Zonen ewechgehalen.

Wann awer Militärfligeren den zivile Loftraum duerchfléien, mussen d'Piloten, wéi jiddfer anere Benotzer vum zivile Loftraum, déi zivil Regele befollegen. Dës Regele si vun der OACI (Organisation de l'Aviation Civile Internationale) festgesat a sinn zu Lëtzebuerg duerch e Règlement grand-ducal vum 13. Mäerz 1993 ëmgesat ginn.

Wa Militärfligeren also de lëtzebuergesche kontrolléierte Loftraum duerchfléien, gi si duerch de lëtzebuergeschen an déi nopesch Kontrollzentren (zivil oder militäresch) coordonnéiert. D'Piloten hunn ënner anerem d'Obligatioun op der Radiosfrequenz vum «contrôle d'approche» unzeruffe fir hir Positioun duerchzeginn.

An der Onméiglechkeet sech dëser Reglementatioun ze conformméieren, gëtt e spezielle Couloir am zivile Loftraum fir Militärfligere reservéiert an d'Kontrollere vum zivile Loftverkéier mussen op eng

Trennung vu fënnef Meilen tëscht deem Couloir an dem zivile Loftverkéier Uecht ginn.

Fir niddreg Militärflich (ënnert 2.500 Fouss), am net kontrolléierte Loftraum, ass e Radioskontakt net néideg.

D'Reglementatioun an d'Prozedure stamen aus den internationale Standarden an de Sënn an Zweck ass et fir de Risiko vun Akzidenter op e Minimum erofzesetzen.

Wat déi zweet Fro ugeet, déi iwwert de Respekt vun der Reglementatioun handelt, ass et wichteg ze gesinn, datt d'Zesummeliewe vum zivilen a militäresche Fluchverkéier am kontrolléierte Loftraum no den internationale Standarde gutt fonctionnéiert.

Am Fall vu enger Verletzung vun de Regelen, mat der Bedingung, datt d'Identitéit vum Fliger bekannt ass, gëtt eng Justifikatioun vun den zoustännegen auslänneschen Autoritéite gefrot, déi dann déi néideg Mesuren ergräifen. Dozou muss gesot ginn, datt d'Méiglechkeet besteet, d'Erlaabnis fir eist Land ze iwwerfléien zréckzezéien.

Meng Servicer informéiere mech, datt et an der Vergaangenheet rar zu Tëschefäll koum, déi all duerch eng normal zivil/militäresch Koordinatioun geléist goufen.

Question 1284 (15.9.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **société McZahn - prothèses et implants dentaires:**

La société McZahn projette d'ouvrir d'ici fin septembre son premier cabinet dentaire en Allemagne (Krefeld). Cette société qui importe des implants et des prothèses dentaires bon marché de Chine veut établir un réseau de près de 400 filiales d'ici 2009. McZahn promet aux patients des implants ou prothèses dentaires gratuits, l'intégralité des coûts correspondant aux tarifs pris en charge par les caisses de maladie.

Alors que le fondateur de cette société promet la création de 1.500 emplois nouveaux, d'aucuns y voient au contraire une menace pour l'emploi, notamment au niveau des laboratoires dentaires.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il ce développement?

- Quelles pourraient être les conséquences pour le Luxembourg, notamment dans l'optique de la libre circulation des services de santé?

- Une filiale McZahn est-elle envisagée au Luxembourg?

- Quelles risquent d'être les conséquences pour les caisses de maladie, étant donné que les patients seraient moins réticents à se faire soigner et implanter des prothèses dentaires?

Réponse (9.10.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Mes services n'ont jamais été en contact avec une société portant le nom de fantaisie de McZahn, bien que, à en croire un journal allemand, cette société ait des projets au Luxembourg. Dans les conditions données mes services ne détiennent dans ce contexte aucune information de source directe, tout en suivant les développements consacrés par la presse allemande aux activités réelles ou projetées de cette société.

Cela étant il y a à ce stade trop d'inconnues pour répondre d'une façon tant soit peu satisfaisante à l'honorable Parlementaire. Il n'est notamment pas clair si cette société entend employer des dentistes salariés, qui mettraient en place les implants et prothèses importés de Chine aux patients, ou si elle se contenterait d'importer ce matériel de Chine et de le fournir à des dentistes établis en pratique libérale.

En toute hypothèse le matériel à importer devrait répondre à des critères de qualité et d'hygiène.

Mais en dire davantage sur la faisabilité au regard de la législation sanitaire et des implications en matière de sécurité sociale d'une société à activités mal cernées et hypothétiques au Luxembourg est un exercice dont je ne vois pas l'utilité à ce stade.

Question 1285 (15.9.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **fonds de dotation de l'État et l'impôt commercial:**

Enn Broochmount 2006 war d'Escher Gemeng an enger Situatioun, wou hir Kreditlinne bei de Banken opgebraucht waren an doduerch verschidde Mandater net erfëllt konnte ginn.

Als Ursaach huet de Schäfferot uginn, dëst wier eng Situatioun, déi temporär virkéim, well d'Payementer vu Säite vum Stat am Zesummenhang mat den Undeeler um Dotatiounsfong an der Gewerbesteier net rechtzäiteg géifen iwwerwise ginn.

Eng regelméisseg a rechtzäiteg Iwwerweisung vun den Undeeler aus dem Dotatiounsfong an der Gewerbesteier un d'Gemeng ass onbedéngt noutwendeg, well dës Posten de Groussdeel vun de Gemengerecetten ausmaachen.

Kann den Här Banneminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Stëmmt et, datt bei der Iwwerweisung vun de Gelder aus dem Dotatiounsfong an aus der Gewerbesteier un d'Gemengen, an dësem Fall un d'Escher Gemeng, et Retardë gëtt, déi d'Gemeng kënnen an temporär Liquiditätsschwieregkeete bréngen?

2. Wa jo, wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt d'Gemengen déi Gelder, déi se aus dem Dotatiounsfong an als Undeel vun der Gewerbesteier zegutt hunn, regelméisseg a besonnesch rechtzäiteg iwwerwise kréien, fir datt d'Gemengen net méi an Liquiditätsschwieregkeete kommen?

Réponse (2.10.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:*

An der Vergaangenheet ass d'Iwwerweisung vun der Dotatioun an der Gewerbesteier dräi bis véier Wochen nom Stéchdatum gemaach ginn, zënter e puer Joer awer sinn d'Suen um Stéchdag op de Gemengekonten, ausser wann de Stéchdag op e Samschdeg oder e Sonndeg fält, da sinn d'Gelder een oder zwee Deeg méi spéit op de Konten (zum Beispill 1.7.2006 - 3.7.2006).

Question 1287 (18.9.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **mise en place d'un système de «santé en ligne» européen:**

Den 30. am Fréileng 2004 hat d'EU-Kommissioun eng Kommunikatioun publizéiert fir eng europäesch „santé en ligne", also eng Upassung un déi neisten informatesch Technologie, fir d'Strukturen am Gesondheetswiesen an der sozialer Sécherheet beschtméiglech ze koordinéieren.

Doranner ass virgesinn, datt d'Memberstaten zesumme mat der EU-Kommissioun fir Enn 2006 e gemeinsamen Accord fannen, fir d'Patienten informatesch besser kënnen ze erfaassen.

Fir medezinesch Informatioune méi transparent on-line ze transportéieren, misst e System opgebaut ginn op gemeinsame Strukturen a gemeinsame Richtlinnen.

Fir Enn 2006 missten d'Memberstaten zesumme mat der EU-Kommissioun och Norme vun der Interopérabilitéit definéieren am Zesummenhang mat medezineschen Donnéeën an elektronesch géréiert medezinesch Dossieren.

Déi ganz strukturell Reform vum elektroneschen Transfert vun Donnéeën am Interesse vum Patient an enger méi effizienter Gestioun misst 2010 ofgeschloss ginn.

Kann den Här Minister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Huet den Här Minister Kenntnis vun der virzitéierter Kommunikatioun vun der EU-Kommissioun an deenen doranner recommandéierten Oplage fir eng besser informatesch Gestioun vum Gesondheetswiesen an der sozialer Sécherheet?

2. Ass d'Regierung gewëllt d'Betreiung vun de Patienten op informateschem Wee am Sënn vun enger europäescher „santé en ligne" anzefeiere respektiv no deenen EU-Recommandatiounen auszebauen?

3. Wa jo, awéiwäit sinn déi zoustänneg Servicer vun der Santé an der sozialer Sécherheet mat deene recommandéierte Mesuren an Aarbecht?

4. Wat fir e Beitrag ka Lëtzebuerg leeschten, fir déi geplangten europäesch „santé en ligne" schnellstméiglech ze realiséieren?

Réponse (2.10.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Et ass richteg, datt d'Europäesch Kommissioun iwwert de Wee vun enger Kommunikatioun déi eenzel europäesch Länner derzou ofgefuerdert huet sech eng national „eSanté"-Strategie ze ginn, fir eng konsequent Notzung vun den neien elektronesche Méiglechkeeten am Gesondheetswiesen ze ënnerstëtzen. Déi Kommunikatioun vun der Kommissioun, op déi sech den honorabelen Deputéierte berifft, huet kee bindende Charakter, well d'Gesondheetswiesen ee Beräich bleift, an deem dem Subsidiaritéitsprinzip no d'Verantwortung an d'Kompetenze bei de Memberstate leien. D'Regierung begréisst awer dës wichteg a sënnvoll offe Kooperatioun vun de Memberstaten um europäeschen Niveau.

Nodeems Lëtzebuerg während senger Présidence mat den norwegeschen Autoritéiten dës europäesch Kooperatioun duerch d'Organisatioun vun der eHealth-Konferenz vun Tromsoe ënnerstëtzt huet, ass am Juli 2005 och een nationalen Aarbechtsgrupp „eSanté" vum Gesondheetsminister agesat ginn. Dësen Aarbechtsgrupp hat den Optrag, sech Gedanken ze maachen iwwer eng national Strategie fir e sënnvollen Asaz vun den elektronesche Méiglechkeeten am Lëtzebuerger Gesondheetswiesen. Am Aarbechtsgrupp waren nieft dem Gesondheetsministère, dem Ministère vun der sozialer Sécherheet, der UCM an dem Service eLëtzebuerg, och Vertrieder vun der AMMD, der EHL, dem Syndicat des Pharmaciens, dem CRP-Santé an dem CRP-Henri Tudor mat agebonnen.

De Rapport vum Aarbechtsgrupp eSanté läit zënter Juni vun dësem Joer vir, an et ass geplangt, datt d'Regierung éischt Konklusiounen aus dësem Rapport am Oktober 2006 zéie wäert. Weider soll d'Strategie an dësem Beräich an der nächster Quadripartite virgestallt a mat de Sozialpartner diskutéiert ginn. Duerno gëtt de Plang der Öffentlechkeet virgestallt.

D'Strategie „eSanté", déi sech d'Regierung wëllt ginn, baut op den éischte Schrëtt an Erfahrungen op, déi am Beräich vun der Informatisatioun am Gesondheetswiesen an de leschte Jore schonns gesammelt goufen. Sou soll zum Beispill den Healthnet, een Netzwierk, dat haut schonns d'Spideeler matenee verbënnt, weider zu enger gemeinsamer ofgesécherter Plattform fir Gesondheetsdaten ausgebaut ginn. Et goufen och schonns a Beräicher wéi der Telemedezin an dem Iwwerdroe vu Labosdaten an esou weider éischt Erfahrunge gesammelt. Am zweete Semester 2007 gëtt de „Portail santé" als Informatiounsplattform am Internet a Betrib geholl. Dës Plattform adresséiert sech mat nëtzlechen Informatiounen an Opklärung iwwer alles, wat d'Gesondheet an alle Liewenslage betrëfft - sou zum Beispill och an der Preventivmedezin, souwuel un déi Professionell wéi och un all d'Bierger, och déi gesond. Et wäert iwwert de Portail dann och méi einfach ginn, sech am Gesondheetssecteur, mä och am Beräich vun der sozialer Sécherheet an der Solidaritéit erëmzefannen an déi gewënschten Informatiounen ze kréien.

D'Regierung ënnerstëtzt Efforten, fir op europäeschem Niveau zu engem gemeinsamen, sécher informatesch vernetzten an iwwert d'Grenzen ewech interopérabele Gesondheetswiesen ze kommen, dëst fir der Mobilitéit vun de Bierger an Europa Rechnung ze droen. Dës Effortë kënnen awer nëmmen duerch eng schrëttweis, koordinéiert a konsequent Investitiounspolitik, och zu Lëtzebuerg, an an der aktiver Zesummenaarbecht vun allen Acteurë geléngen. D'Ëmsetzung vun dëse Mesurë mécht och nëmme Sënn, wa se zu enger Verbesserung vun der Qualitéit an engem méi rationellen Asaz vun de bestoende Mëttele féieren a gläichzäiteg op déi néideg Akzeptanz bei de Professionellen an de Patiente stoussen. Bei all dëse Beméiunge muss de Patient - an net d'Technik - am Mëttelpunkt stoen.

Question 1288 (19.9.2006) de **MM. Ali Kaes** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **vente des usines de fabrication de toiles pour pneus du groupe Goodyear:**

Le groupe Goodyear vient de décider de vendre ses usines de fabrication de toiles pour pneus au coréen Hyosung. Un millier de postes sont concernés par cette vente. En outre Goodyear et Hyosung vont, en cas d'accord, signer un contrat sur plusieurs années pour la fourniture de toile, le groupe Goodyear s'étant engagé à acheter pour plusieurs centaines de millions de toile au coréen. Goodyear espère ainsi faire d'importantes économies.

Selon le Président et CEO de Goodyear, si le groupe Goodyear veut rester rentable, celui-ci devra à l'avenir concentrer ses investissements sur ses activités clés à savoir la production et la vente de pneus.

Nous aurions aimé savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- si lors de sa dernière mission de prospection économique et de promotion commerciale aux États-Unis, qui s'est déroulée du 17 au 21 octobre 2005 et lors de laquelle la délégation du «Board of Economic Development» a rencontré entre autres les dirigeants de Goodyear, la question de la vente des usines de fabrication de toiles pour pneu fut discutée. Dans l'affirmative, si Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur disposait déjà à ce moment d'informations précises concernant cette vente?

- Le Gouvernement est-il au courant de l'intention de Goodyear de vendre d'autres activités connexes à ses activités principales? Dans l'affirmative, lesquelles? Le Gouvernement dispose-t-il d'informations à ce sujet notamment quant aux conséquences éventuelles pour e site luxembourgeois?

Réponse (12.10.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. La question de la cession des usines de fabrication d'entoilages pour pneumatiques n'était pas à l'ordre du jour lors de la visite d'une délégation du «Board of Economic Development» au quartier général de Goodyear à Akron, États-Unis en octobre 2005.

2. Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a connaissance, à travers les déclarations publiques des dirigeants de Goodyear, de l'intention de ce groupe de se séparer de ses activités qui ne sont pas en relation avec son métier de base, en l'occurrence la fabrication de pneumatiques.

Par contre, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur n'est pas au courant de l'intention de Goodyear de céder des activités connexes à ce métier et ayant un impact sur ses activités au Luxembourg.

Question 1292 (19.9.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **plan hospitalier national:**

Le dernier règlement grand-ducal établissant le plan hospitalier national date du 18 avril 2001. Depuis 1982 le plan hospitalier national se voit périodiquement révisé.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre juge-t-il nécessaire que le plan hospitalier en vigueur depuis avril 2001 soit révisé?

- Dans l'affirmative, les discussions relatives à une telle révision ont-elles déjà été entamées?

- Quel est, le cas échéant, le stade d'avancement de ces travaux?

- Est-ce que des conclusions peuvent d'ores et déjà être tirées de ces discussions?

- Monsieur le Ministre envisage-il une réorganisation des régions sanitaires et de l'affectation du service d'urgence relevant du SAMU?

- Le service de nuit des médecins généralistes mis en place en 2002 ayant connu un franc succès, qu'en est-il de l'extension du service de jour des médecins généralistes aux fins de semaines (samedi et dimanche) et aux jours fériés?

Réponse (23.10.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les questions posées par l'honorable Député sont au nombre de six dont cinq ont trait au plan hospitalier.

L'honorable Député se rappelle certainement que le plan hospitalier de 2001 avait pour objectif de guider l'évolution du paysage hospitalier pour les cinq années suivantes et d'en déterminer les caractéristiques pour 2005. Ce plan ayant atteint ses objectifs, devra être adapté ou remplacé par un nouveau plan contenant des dispositions qui devront orienter l'évolution tout en énonçant les objectifs à atteindre dans les années à venir.

En collaboration avec les services concernés, j'ai entamé et les réflexions et les discussions afférentes. Les travaux en cours peuvent dès à présent se baser sur

une nouvelle édition de la carte sanitaire, qui reflète notamment l'évolution des activités dans les différents hôpitaux, tout en laissant entrevoir les effets des fusions ou synergies réalisées ou en cours entre différents acteurs du secteur hospitalier.

Il me semble prématuré d'annoncer des conclusions, mais sans anticiper, je puis d'ores et déjà affirmer que la notion de service ainsi que l'objectif d'une concentration des activités spécialisées au sein de ces services constituera l'épine dorsale du nouveau projet de plan hospitalier.

Aussi une réorganisation des régions sanitaires et de l'affectation du service SAMU n'est-elle pas prévue, ce qui n'exclut pas des adaptations marginales des lignes de séparation des différentes régions.

La sixième et dernière question concerne le service de remplacement des médecins généralistes et plus particulièrement son extension éventuelle aux périodes diurnes du week-end et des jours fériés. Des consultations avec l'AMMD ainsi que le cercle des médecins généralistes ont confirmé l'utilité d'une telle extension et un modèle d'implémentation a été élaboré qui prévoit l'intégration de maisons médicales dans le système permettant d'éviter des visites à domicile inutiles. Ce modèle fera l'objet d'une concertation avec les parties intéressées dans le but de pouvoir le lancer, le cas échéant comme projet pilote, à partir de 2008.

Question 1296 (20.9.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**élargissement de l'espace Schengen aux dix nouveaux membres de l'UE:**

La Commission européenne vient de confirmer le 15 septembre 2006 que les dix nouveaux États membres de l'Union européenne ne pourront pas rejoindre l'espace Schengen, comme supposé, en octobre 2007.

La date initialement prévue pour l'accueil des dix États membres était le 1er janvier 2007. Déjà à l'époque l'actuel «Système d'Information Schengen» (SIS) paraissait insuffisant pour accueillir les nouveaux membres et la nécessité de la mise en place d'un système de deuxième génération, baptisé SIS II, se faisait ressentir. Comme l'élaboration de ce nouveau système a pris du retard, l'échéance du 1er janvier 2007 ne saurait être respectée. Au mois de juin de cette année le Conseil européen a pourtant insisté et demandé que le SIS II soit opérationnel au plus tard en avril 2007, «ouvrant ainsi la voie à l'élargissement de la zone Schengen en (octobre) 2007». Suite aux affirmations de la Commission européenne, il apparaît toutefois que cette date ne pourra pas non plus être respectée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelles sont les raisons qui se cachent derrière ce nouveau retard?

- N'y a-t-il pas moyen de remédier à un nouveau retardement étant donné que cet élargissement a une valeur symbolique certaine surtout pour les nouveaux États membres, désireux de faire partie d'une Europe unie, sans distinction aucune entre nouveaux et anciens États membres?

- Ce retard aura-t-il des conséquences pour l'Union européenne et plus particulièrement pour la sécurité de ses frontières extérieures? Dans l'affirmative, quelles en seront les répercussions pour le Luxembourg?

Réponse (26.10.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il est vrai que le Système d'Information Schengen de deuxième génération (SIS II) ne sera prêt avant 2008. Ce sont essentiellement les travaux au niveau central qui accusent un retard pour différentes raisons (difficulté techniques inhérentes à un projet informatique de cette taille, préparation tardive du site central, retard au niveau de la procédure législative européenne, annulation en justice d'un marché public).

Le Conseil de l'Union européenne, dans sa formation Justice et Affaires intérieures, a conclu lors de sa réunion des 5 et 6 octobre 2006 que le développement du SIS II reste une priorité absolue et a donné instruction aux différentes enceintes préparatoires de faire leur possible pour accélérer les travaux.

Par la même occasion, le Conseil a donné instruction pour que la solution transitoire qui consiste en un raccordement des nouveaux États membres au SIS 1 + actuel soit mise à l'étude. À ce stade, il n'est en effet pas encore établi si une telle solution permettrait de tenir la date de 2007 pour la levée des contrôles aux frontières intérieures. Une décision définitive quant au recours à une telle solution sera prise par le Conseil lors de sa réunion de décembre.

Pour le Gouvernement luxembourgeois, l'élargissement de l'espace Schengen doit se faire dans le respect des conditions de sécurité prévues à cet effet. Un tel élargissement de l'espace Schengen est en effet soumis à une procédure clairement arrêtée et éprouvée par le passé lors d'élargissements antérieurs. Cette procédure se compose de divers éléments, dont les visites sur le terrain, et englobe tous les aspects de la coopération Schengen (contrôle des frontières, politique des visas, coopération policière et judiciaire, protection des données). Ce n'est qu'à l'issue de cette procédure et sur base de rapports d'évaluation positifs que le conseil sera en mesure de décider de la levée des contrôles aux frontières intérieures.

Question 1297 (21.9.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **contributions aux projets Eurocap-Rail et TGV-Est:**

La Commission européenne vient d'annoncer qu'elle dispose d'un budget de huit milliards d'euros pour soutenir entre 2007 et 2013 l'effort d'investissement des États membres en vue de la mise en place des grands projets prioritaires d'intérêt communautaire en matière de réseaux européens de transports.

- Comme le projet Eurocap-Rail et le projet du TGV-Est figurent parmi ces projets, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports quelle sera la contribution de la Commission européenne en faveur de ces deux projets.

- Sachant par ailleurs que le Gouvernement luxembourgeois est d'accord pour participer en principe aux frais d'investissement nécessaires en Belgique pour réaliser le projet Eurocap-Rail, quelle sera la contribution luxembourgeoise en question?

- Quelles sont les conditions fixées par le Gouvernement luxembourgeois en contrepartie de cette contribution?

- À combien est évalué le coût total du projet Eurocap-Rail et à quelle échéance sa réalisation est-elle programmée?

Réponse (26.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 21 septembre 2006, l'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur les dossiers Eurocap-Rail et TGV Est-européen et plus particulièrement la contribution financière de la Commission européenne en faveur de ces deux projets.

Le financement mobilisé pour la première phase de la ligne à grande vitesse Est-européenne est de 3,125 milliards d'euros hors taxes aux conditions économiques de juin 1997. La ligne en question fait l'objet d'un cofinancement par l'État français, les 17 collectivités (régions, départements, villes ou agglomérations) qu'elle traverse ainsi que par l'Union européenne et le Grand-Duché de Luxembourg. Le plan de financement initial d'après réseau ferré de France prévoit une contribution de l'Union européenne de l'ordre de grandeur de 320 millions d'euros.

À l'occasion du comité de suivi du TGV Est-Européen tenu au Luxembourg en date du 13 juin 2006, il a été annoncé que le cumul des subventions obtenues était de 204 millions d'euros. La décision de concours pour 2006 était en attente.

Comme déjà indiqué dans la réponse à la question parlementaire N°1020 du 11 avril 2006 *(cf. compte rendu N°12/2005-2006)*, la réunion bilatérale entre la Belgique et le Luxembourg qui s'est tenue à Bruxelles le 20 mars 2006 a permis de confirmer la volonté des deux pays à réaliser le projet Eurocap-Rail. Afin de préserver la qualité des circulations pendant toute la durée des chantiers, ceux-ci devront être harmonieusement répartis sur l'ensemble de la ligne et soigneusement coordonnés avec les travaux RER qui seront réalisés pendant la même période entre Ottignies et Bruxelles. L'ensemble de la planification des travaux telle qu'elle se présente actuellement s'étirera de 2006 à 2014 et comportera notamment la réélectrification de la ligne, des améliorations à Gembloux, Ciney et Jemelle, la rectification de dix courbes et l'adaptation du bloc automatique pour obtenir le relèvement de vitesse à 160 km/h.

L'ensemble des travaux marquants à réaliser se présente comme suit:

- réélectrification de la ligne: 2007 - 2013
- amélioration à Gembloux: 2007 - 2010
- amélioration à Ciney: 2007 - 2011
- amélioration à Jemelle: 2012 - 2014
- rectification de 10 courbes: 2008 - 2014
- adaptation du block automatique pour obtenir le relèvement de vitesse à 160 km/h 2006 - 2014

Les travaux de modernisation à réaliser sur le territoire luxembourgeois concernent le renouvellement des infrastructures de la ligne de Luxembourg à la frontière belge, le redressement des courbes en vue du relèvement de la vitesse sur la même ligne et la construction d'une gare nouvelle à Cessange. Les CFL ont été invités à faire avancer les études relatives aux travaux projetés en vue de les porter à un niveau APS.

La rencontre entre les Gouvernements belge et luxembourgeois qui s'est tenue le 19 juillet 2006 a confirmé la volonté commune prioritaire des deux Gouvernements de réaliser le projet Eurocap-Rail en procédant à des travaux de modernisation importants de l'infrastructure existante. Les premiers travaux débuteront en Belgique en 2006, et les investissements seront mis à fruit au fur et à mesure de leur exécution.

Question 1304 (26.9.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **taux d'intérêt:**

Op eng Fro mengersäits un den Escher Schäfferot am Zesummenhang mam Impakt vun enger eventueller Erhéijung vun de Leetzënsen op déi finanziell Situatioun vun der Escher Gemeng huet de Schäfferot ënner anerem matgedeelt, datt de Banneministère keng Empruntë vun der Gemeng géif zu fixen Zënssätz autoriséieren.

Dës Approche schéngt mer zumindest kuriéis, well jo grad elo zu Zäite vun nidderegen Zënssätz d'Aushandele vun Emprunten zu fixen Zënssätz mir géif opportun erschéngen.

Kann den Här Minister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Stëmmt et, datt de Banneministère keng Empruntë mat fixen Zënssätz vun de Gemengen autoriséiert?

2) Wa jo, wat sinn d'Ursaache vun esou enger Décisioun?

3) Wier et net sënnvoll, elo wou d'Zënsen niddereg sinn, Emprunten zu fixen Zënssätz ze kontraktéieren?

Réponse (5.10.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:*

Ech bieden den éirewäerten Här Aly Jaerling sech op d'Äntwert ze referéieren vun der parlementarescher Ufro N°2344, déi den 18. am Karschnatz 2003 vum éirewärten Här Deputéierten Claude Meisch gestallt gouf, an an där Är Froe schonn eng Äntwert kruten *(cf. compte rendu N°1/2003-2004)*.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Rapport d'activité

du 1er octobre 2005 au 30 septembre 2006

Avant-propos du Médiateur

Depuis l'élaboration d'un premier rapport intermédiaire présenté à la Chambre des Députés le 21 octobre 2004, le présent bilan d'activité couvrant la période du 1er octobre 2005 au 30 septembre 2006, est le deuxième rapport annuel que j'ai l'honneur de présenter depuis la mise en place de mon Secrétariat le 1er mai 2004.

Au cours de cette période, 894 réclamations ont été introduites au Secrétariat du Médiateur. Par ailleurs au cours de cette période, quelque 2000 personnes se sont adressées au Médiateur pour obtenir des renseignements ou pour solliciter son conseil.

Écouter, entendre, réagir telle est la démarche que je poursuis depuis mon entrée en fonction en janvier 2004.

Une démarche qui est aussi l'objectif de ma fonction: Écouter les citoyens pour mieux entendre leurs préoccupations et réagir en conséquence.

Écouter les citoyens...

Être à l'écoute des citoyens, revient à donner à tout citoyen la possibilité de s'adresser oralement au Secrétariat du Médiateur et d'avoir ainsi l'occasion de s'expliquer personnellement soit devant moi, soit devant l'un/l'une de mes collaborateurs/collaboratrices.

La possibilité de tout citoyen de déposer une réclamation orale auprès du Médiateur est largement tributaire des distances à parcourir et de la facilité des moyens de communication qui lui sont offerts pour accéder à mon Secrétariat.

Fort des expériences acquises depuis le début de mon mandat, je me suis bien vite rendu à l'évidence que les conditions pour accéder à mes services sont bien plus difficiles pour les citoyens du Nord du pays et plus particulièrement pour les résidents des cantons de Wiltz, de Clervaux et de Vianden, que pour les habitants des autres régions. Cette considération vaut a fortiori pour les personnes âgées, malades ou handicapées dont les domiciles sont éparpillés à travers les multiples communes de l'Oesling.

Telles sont les considérations qui m'ont amené, en accord et avec l'assistance bienveillante du député-maire, Monsieur Romain Schneider, à installer une antenne de mon Secrétariat à Wiltz.

Les nouveaux bureaux situés au 49, Grand-rue sont ouverts au public chaque premier et troisième vendredi du mois.

Depuis l'inauguration des nouveaux locaux le 29 mai 2006 jusqu'au 30 septembre, 23 personnes sont venues y déposer leur réclamation orale.

S'il est de toute évidence prématuré de faire un quelconque pronostic pour l'avenir, l'afflux enregistré au cours des premiers mois depuis la mise en place de cette nouvelle antenne semble d'ores et déjà justifier la décision prise de rapprocher les services du Médiateur des citoyens résidant dans le Nord du pays.

...tous les citoyens

Depuis que j'exerce ma nouvelle fonction, je suis régulièrement saisi de réclamations écrites de la part de personnes détenues en prison. Je constate que l'objet de telles réclamations est souvent peu précis, voire confus. Il faut dire que les détenus n'ont pas d'autre choix que de s'adresser par écrit au Médiateur alors que, privés de liberté, ils n'ont pas la possibilité de se déplacer pour me saisir d'une réclamation orale.

Très souvent il en résulte que les doléances des détenus à l'égard de l'administration ne peuvent être traitées avec les mêmes soins que ceux des autres citoyens.

La privation de liberté n'est pas la privation de l'accès aux droits.

Soucieux de maintenir et de faciliter la communication entre les détenus et l'administration publique et conforté par les expériences dans ce domaine par des pays aussi différents que la Suède, les Pays-Bas, le Québec et la France, j'ai décidé d'aller à la rencontre des détenus en envisageant l'ouverture de permanences du Médiateur dans les établissements pénitentiaires de Schrassig et de Givenich.

Après une première entrevue que j'ai eue avec une délégation des détenus à la maison d'arrêt de Schrassig en date du 10 octobre dernier, je me propose de finaliser tout prochainement les modalités du fonctionnement de mon Secrétariat à l'intérieur des établissements précités.

Il va de soi que mes compétences sont exactement les mêmes en milieu pénitentiaire qu'à l'extérieur. Aucune administration, y comprise l'administration pénitentiaire, ne sera exclue de mon champ d'intervention.

...pour mieux les entendre et réagir en conséquence

Les multiples doléances et réclamations dont je suis saisi me permettent d'avoir une vue globale de la qualité des relations entre les citoyens et les administrations publiques et donc de mieux évaluer les interrogations, les frustrations mais aussi les aspirations et les attentes de mes concitoyens.

En catégorisant les réclamations suivant l'administration concernée et leur objet, voire le caractère matériel ou procédural du dysfonctionnement allégué, j'arrive à mieux cerner les faiblesses et les insuffisances subsistantes au niveau du fonctionnement des administrations.

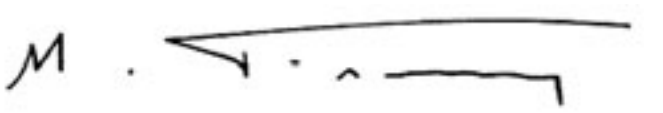
J'en tiens compte dans mes propositions et recommandations visant à améliorer le fonctionnement des services en cause voire de l'administration en général.

Mais quels que soient l'autorité et le crédit dont la fonction du Médiateur est investie, son action ne vaut que ce que valent les suites qui sont réservées à ses recommandations.

Le Médiateur a beau être indépendant, patient et obstiné, il ne saurait à lui seul changer durablement les comportements et les pratiques administratives sans l'appui fort et durable du pouvoir législatif, en tant que pouvoir de contrôle de l'action du gouvernement et du fonctionnement de l'administration publique.

À cet égard, je me sens conforté par la position prise par la Commission des Pétitions laquelle, lors d'une réunion à laquelle j'ai assisté en date du 6 avril 2006, a manifesté sa détermination à veiller dorénavant, en concertation étroite avec les commissions parlementaires compétentes, au suivi des recommandations formulées par le Médiateur.

J'attends de voir dans les mois à venir dans quelle mesure cet engagement pris par la Commission des Pétitions sera transposé dans la pratique parlementaire.



Marc FISCHBACH

Affaires relevant de l'État

Immigration

Le nombre de réclamations formulées à l'encontre du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration et, plus précisément contre la Direction de l'Immigration, a diminué par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, le Médiateur constate que le nombre de réclamations ayant trait aux longs délais d'instruction et de réponse, respectivement au silence de l'administration, ont diminué par rapport à l'année dernière. Le Médiateur se félicite des efforts que les services de la Direction de l'Immigration ont entrepris pour traiter les dossiers avec la diligence requise.

Quant à la durée moyenne de traitement des nouvelles demandes en obtention d'une autorisation de séjour, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a répondu de manière exhaustive à la requête du Médiateur suite à une recommandation du Médiateur relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des dossiers relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers et à l'emploi de la main d'oeuvre.

La collaboration entre le Médiateur et la Direction de l'Immigration s'est également améliorée. Les prises de position sont transmises au Médiateur dans des délais plus rapprochés.

Tout comme l'année dernière, le taux de correction est assez élevé.

Le Médiateur a été saisi de réclamations concernant tant le service des étrangers et des réfugiés, que le service compétent en matière de permis de travail.

La plupart des réclamants s'adressent au Médiateur alors qu'ils ont des difficultés pour obtenir une autorisation de séjour, respectivement une carte de séjour. Le nombre de réclamations ayant trait aux permis de travail est moins élevé.

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations concernant le remboursement de la garantie bancaire que le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pouvait exiger en vue de l'obtention d'un permis de travail au profit de ressortissants non communautaires.

Quelques employeurs qui avaient versé une telle garantie ont saisi le Médiateur parce que le Ministre aurait refusé de leur restituer la prédite garantie qui était bloquée sur un compte bancaire alors que la relation de travail entre les salariés visés et leurs employeurs n'existait plus depuis un certain temps.

Le versement d'une garantie bancaire en vue de l'obtention d'un permis de travail n'étant plus prévu depuis le règlement grand-ducal du 12 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg tel qu'il a été modifié par le règlement grand-ducal du 22 août 2006, le Médiateur est intervenu pour que les réclamants puissent récupérer les sommes versées à titre de garantie bancaire.

Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a informé le Médiateur que ses services ne demandaient plus depuis janvier 2006 le versement d'une telle garantie bancaire aux entreprises sollicitant un permis de travail en faveur des ressortissants non communautaires et qu'il était dès lors disposé à restituer les garanties bancaires actuellement bloquées aux employeurs qui introduisent une telle demande.

Le Médiateur a été saisi de personnes qui se sont vu rejeter leur demande en obtention d'une autorisation de séjour pour raisons humanitaires ou leur demande en obtention d'une autorisation de séjour en vue d'un regroupement familial.

Le Médiateur a encore été sollicité par un ressortissant non communautaire exerçant une profession libérale qui s'est plaint de la délivrance de plusieurs autorisations de séjour successives, au nombre de 6, à chaque fois délivrées pour la durée d'une année.

Dans ce contexte, le Ministre compétent a informé le Médiateur que, d'une manière générale, les autorisations de séjour au profit des indépendants sont renouvelables d'année en année, ceci pendant une période variant entre 3 et 5 ans. Il a rajouté qu'il lui appartient de contrôler, avant de prolonger l'autorisation de séjour d'une personne bénéficiant d'une telle autorisation au Luxembourg, si elle dispose de moyens d'existence personnels suffisants pour supporter ses frais de voyage et de séjour.

Cette période de 3 à 5 ans s'explique par le fait que le ressortissant non communautaire qui vient s'installer au Luxembourg en qualité d'indépendant ne dispose pas d'un revenu stable dès le départ, ses revenus étant tributaires des résultats de son entreprise. La période de démarrage peut être plus ou moins longue, et certaines personnes mettent souvent plus de 3 ans pour asseoir leur entreprise.

En l'occurrence, la situation financière de l'entreprise du réclamant était très précaire de sorte que la réclamation a dû être rejetée comme non fondée.

Le nombre de réclamations émanant de demandeurs d'asile déboutés de leur demande en obtention du statut d'asile politique est moins élevé que l'année dernière.

Dans la majorité des cas, le Médiateur a dû déclarer la réclamation non fondée. Dans quelques affaires, le Médiateur a pu intervenir avec succès auprès du Ministère compétent, afin que le statut de tolérance soit accordé aux personnes appartenant à une minorité ethnique du Kosovo et pour lesquels un retour forcé était impossible en raison de l'insécurité générale régnant dans leur pays d'origine.

Quant aux demandeurs d'asile déboutés de leur demande en obtention du statut d'asile politique, qui sont au Luxembourg depuis plusieurs années et dont les enfants y sont nés, ou qui sont déjà intégrés, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration avait indiqué qu'il faudrait trouver, dans la mesure du possible, des solutions pour qu'ils puissent rester au pays. Ainsi, il faudrait examiner de plus près ces dossiers et chercher des solutions au cas par cas.

Le Médiateur salue une telle approche qui témoigne de la sensibilité des Ministres compétents au regard de la situation familiale des réfugiés.

Par ailleurs, le Médiateur se pose la question s'il ne faudrait pas procéder à une régularisation des sans-papiers qui sont au pays depuis plus de 5 années, qui sont affiliés à la sécurité sociale luxembourgeoise depuis plusieurs années, paient régulièrement leurs impôts et qui, depuis leur arrivée au pays n'ont jamais été menacés d'expulsion en raison de leur situation irrégulière.

Dans le dernier rapport, le Médiateur avait mentionné le cas d'un ressortissant non

Extraits du rapport du Médiateur

communautaire, marié à un citoyen belge de même sexe qui voulait rejoindre son conjoint au Grand-Duché de Luxembourg. Après plusieurs démarches, il a été fait droit à la demande en obtention d'une autorisation de séjour du réclamant.

Par la suite, les réclamants se sont adressés à leur commune pour conclure un partenariat. Ils ont été informés que leur demande devrait être refusée alors que la conclusion d'un partenariat s'avérerait actuellement impossible au vu de leur mariage conclu en Belgique. Le refus était basé sur l'article 4-2 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, qui dispose que, pour pouvoir faire la déclaration, les deux parties ne doivent pas être liées par un mariage ou un autre partenariat.

Le Médiateur est intervenu auprès du bourgmestre de la commune pour le rendre attentif au fait que, d'un côté, le mariage des réclamants n'est pas reconnu au Luxembourg de sorte qu'ils sont traités comme des célibataires et, d'un autre côté, on leur oppose d'être lié par un mariage pour leur refuser de conclure un partenariat. Le seul souhait des réclamants était d'être reconnu au Luxembourg comme couple «pacsé».

Suite à l'intervention du Médiateur, le bourgmestre a demandé un avis au Ministre de la Justice. Ce dernier a informé le bourgmestre que depuis la reconnaissance du principe de partenariats homosexuels par la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat, il y a lieu d'appliquer les effets de cette loi aux mariages homosexuels légalement conclus dans d'autres pays.

Logement et Classes moyennes

La collaboration entre les services compétents en matière d'aides au logement et le Secrétariat du Médiateur est satisfaisante.

Monsieur le Ministre ayant le Logement dans ses attributions transmet généralement dans un délai assez rapproché un accusé de réception au Médiateur l'informant qu'il a soumis le dossier pour réexamen à la commission compétente en matière d'aides au logement. L'instruction des dossiers de la part du Ministère est généralement clôturée dans un délai de deux à trois mois mis à part quelques exceptions.

Le comportement et l'accueil des fonctionnaires des services visés n'ont été, à aucun moment, mis en cause par les citoyens lors du dépôt de leur réclamation auprès du Secrétariat du Médiateur.

Aucun réclamant n'a, par ailleurs, invoqué une difficulté à joindre par téléphone les agents en charge de leur dossier.

La plupart des réclamations dont le Médiateur a été saisi concernent des demandes de remboursement adressées aux bénéficiaires des différentes aides au logement allouées par le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.

Ces demandes de remboursement concernent aussi bien les subventions d'intérêt, les primes à la construction/les primes d'amélioration ainsi que la bonification d'intérêt.

Le fait générateur de la demande de remboursement est, le plus souvent, un changement dans la situation du ménage bénéficiaire desdites aides.

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de familles recomposées qui avaient touché une bonification d'intérêt du chef d'un ou plusieurs(s) enfant(s) né(s) lors d'une précédente union.

Suite à un divorce, l'homme (ou la femme) précédemment marié(e) a refait sa vie avec un nouveau compagnon (ou une nouvelle compagne) et ce nouveau ménage a décidé d'habiter ensemble avec un ou plusieurs enfants.

Ce ménage recomposé sollicitait ensuite une nouvelle bonification d'intérêt du chef d'un ou plusieurs enfant(s) qui résidai(en)t dans le nouveau domicile conjugal.

L'article 12 du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1991 fixant les dispositions relatives au bénéfice de la bonification d'intérêt en vue de la construction, de l'acquisition ou de l'amélioration d'un logement prévue par l'article 14bis de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit qu'une nouvelle bonification d'intérêt ne peut être accordée à un même ménage que si la première a été remboursée intégralement.

Lorsqu'un ménage recomposé sollicitait une nouvelle bonification d'intérêt, le Ministre était disposé à y donner suite, à condition que les demandeurs remboursent au préalable leur quote-part de la bonification d'intérêt touchée lors d'une précédente union.

Le Médiateur estima que ces ménages recomposés ne devaient pas être considérés comme le «même ménage» ayant touché une bonification d'intérêt lors d'une précédente union mais comme un nouveau ménage.

Le Ministre donna suite à l'argumentation du Médiateur et il octroya une bonification d'intérêt aux couples en question sans demander le remboursement de l'ancienne bonification d'intérêt.

Le Médiateur a été saisi d'un nombre moindre de réclamations fondées au regard de la jurisprudence administrative en ce qui concerne le remboursement d'aides visées au règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (subventions d'intérêt ou de primes d'acquisition/ primes d'amélioration) suite à une occupation de moins de dix ans du logement subventionné par les bénéficiaires.

Ce nombre moins élevé de contestations fondées est probablement dû à la modification de l'article 9 du prédit règlement grand-ducal de 1983 par un règlement grand-ducal du 12 juin 2004 prévoyant que les différentes aides au logement doivent être remboursées si le logement ne sert pas d'habitation principale aux bénéficiaires (et non plus au ménage bénéficiaire) pendant dix ans.

Dans ces dossiers, le Médiateur n'a pas pu se fonder sur une jurisprudence administrative relative au nouvel article 9 qui est encore peu abondante depuis la modification règlementaire de juin 2004.

Le Médiateur a également été saisi de réclamations qui ont permis de préciser la notion de «revenus de la communauté domestique» pris en compte pour l'obtention des diverses aides au logement.

Lorsque deux familles habitent une même maison mais qu'elles occupent des étages différents et qu'elles ont chacune une cuisine, une salle de bain et des chambres distinctes, les revenus des deux familles ne doivent pas être cumulés pour évaluer si elles dépassent le seuil limite en vue de l'obtention d'aides au logement mais chaque revenu familial doit être considéré distinctement.

Lors de l'instruction d'une réclamation, le Médiateur a interprété la notion de «propriétaire» d'un logement. En effet, pour obtenir les diverses aides au logement, le demandeur doit être propriétaire du logement subventionné.

Le réclamant en question avait obtenu par une donation la nue-propriété de l'immeuble dont sa grand-mère, âgée de 92 ans, était restée usufruitière. La grand-mère du réclamant vivait tout d'abord depuis 1997 auprès de sa fille et depuis deux années dans une maison de soins et son état de santé précaire ne lui permettait plus de revenir dans la maison en question qui était occupée par son petit-fils (le réclamant) depuis 1997. Celui-ci ne disposait néanmoins que de la nue-propriété de la maison et le Ministre refusa de lui accorder des aides au logement alors qu'il ne le considérait pas comme propriétaire du logement en question.

Le droit de propriété sur une maison englobe en principe le droit de jouir de cet immeuble (usufruit) et la nue-propriété.

Face à cette situation très particulière, le Médiateur a néanmoins insisté auprès du Ministre afin de considérer le nue-propriétaire d'un immeuble qui y habite de manière effective et permanente depuis plus de 7 ans comme «le propriétaire» de cet immeuble et de le faire bénéficier à ce titre des aides au logement. Le Ministre a donné suite à l'argumentation du Médiateur et il a considéré le réclamant comme propriétaire du logement en question et il lui a octroyé une aide au logement.

Un grand nombre de réclamations ont été introduites à l'encontre du Fonds du Logement en ce qui concerne l'établissement des décomptes de loyers et des problèmes dans l'application de la formule du loyer réduit pour personnes âgées ou handicapées. Ces réclamations ont fait l'objet de la recommandation n°20 relative au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Des réclamants ont également saisi le Médiateur de réclamations relatives aux longs délais d'attente en vue de l'obtention d'un logement locatif de la part du Fonds du Logement.

En effet, ces personnes sont en principe informées qu'elles se trouvent sur une liste d'attente établie en fonction de critères relevant de leur situation familiale. Ces différentes situations familiales sont visées au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Le Fonds du Logement indiquait en principe par écrit aux réclamants qu'ils sont inscrits sur une liste d'attente entre la position x et y.

Certains réclamants ont souhaité, après quelques années d'attente, être renseignés quant à l'avancement de leur demande sur ces listes d'attente sans cependant obtenir d'informations précises de la part du Fonds du Logement.

Le Médiateur est intervenu auprès du Président du Fonds du Logement afin d'être éclairé sur la gestion des différentes listes d'attente en vue de l'attribution d'un logement locatif.

Actuellement, des critères plus détaillés en ce qui concerne l'attribution de logements locatifs n'ont toujours pas été transmis au Médiateur. Le Médiateur ne manquera pas d'insister auprès du Président du Fonds du Logement afin que ces critères lui soient précisés.

Administration judiciaire

En ce qui concerne les réclamations introduites à l'encontre de l'Administration judiciaire, le constat est sensiblement identique à celui déjà décrit dans le précédent rapport annuel.

Le Médiateur est le plus souvent saisi pour des problèmes d'ordre procédural et notamment des lenteurs de procédure. Le plus grand nombre de réclamations relèvent de la justice pénale et plus particulièrement des affaires pendantes devant les juridictions d'instruction.

À l'instar des Procureurs d'État de Luxembourg et de Diekirch qui s'efforcent de transmettre au Médiateur des informations utiles sur l'état d'avancement de dossiers pendants devant les juges d'instruction, il semble que bon nombre de magistrats saisis par le Médiateur commencent à adopter une attitude plus ouverte à une collaboration effective et utile. Ceci peut être attribué au fait que ces magistrats ont entre-temps compris que le Médiateur respecte scrupuleusement le principe de la séparation des pouvoirs et qu'il n'a aucunement l'intention d'interférer dans les domaines de compétence réservés à l'ordre judiciaire.

La coopération avec les magistrats en charge des affaires civiles et commerciales, qui était déjà satisfaisante par le passé, demeure bonne et permet au Médiateur un traitement rapide et utile des dossiers dont il est saisi.

Après avoir accumulé une certaine expérience dans le traitement de réclamations introduites contre l'Administration judiciaire, expérience qui a clairement démontré que bon nombre de problèmes sont récurrents et d'ordre structurel, le Médiateur a procédé à une analyse en profondeur du fonctionnement de l'ensemble de l'administration judiciaire et des textes légaux organiques qui la régissent.

Cette analyse a débouché sur la recommandation du Médiateur relative à l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice.

Ce document, publié le 22 mars 2006, est le fruit d'une réflexion de fond sur le rôle, l'évolution et le mode de fonctionnement de la magistrature et, plus particulièrement, de l'administration de la Justice dans notre société.

Pour l'élaboration de ce document, le Médiateur s'est inspiré d'autres législations, telles que celles en vigueur en Belgique et en France.

La recommandation propose notamment la création d'une institution indépendante des trois pouvoirs constitutionnels et dont les missions principales devraient être les suivantes:

- assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de regard les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie, sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil Supérieur de la Justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil Supérieur de la Justice d'intervenir dans le fond des affaires;
- procéder à la sélection des candidats à la magistrature et se prononcer sur les promotions des magistrats, sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc;
- l'exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard de la magistrature, du greffe et des fonctionnaires des Parquets;

Cet organisme, composé paritairement de magistrats et de non-magistrats, devrait exercer ses compétences de manière indépendante, à l'abri de toute pression extérieure et ainsi garantir une plus grande transparence et une meilleure efficacité de l'appareil judiciaire.

Il est évidemment entendu que le Conseil Supérieur de la Justice ne pourrait interférer de quelque manière que ce soit dans les instances judiciaires, de même qu'il lui serait interdit de les remettre en cause.

Il est à relever que les services du Médiateur sont très souvent saisis de demandes d'information relatives à l'administration judiciaire. Ces demandes ont le plus souvent pour objet des problèmes de compréhension des décisions judiciaires, ceci tant en ce qui concerne le contenu de la décision qu'en ce qui concerne la portée ou les conséquences de la décision.

Un grand nombre de citoyens engagés dans une procédure judiciaire éprouvent également des difficultés pour se situer par rapport au déroulement de la procédure.

Ces demandes de renseignement concernent avant tout les procédures dites gracieuses et les procédures pour lesquelles aucun ministère d'avoué n'est requis. Concrètement, elles relèvent généralement du domaine des ordonnances conditionnelles de paiement, des saisies-arrêts spéciales sur salaire, des exécutions forcées d'une décision judiciaire d'une manière plus générale ainsi que des décisions et procédures judiciaires qui sont de la compétence des Tribunaux de Paix, des Chambres correctionnelles à juge unique, des Tribunaux d'Arrondissement, du Juge des Tutelles et de la Jeunesse et des juridictions commerciales.

Le service d'accueil et d'information juridique, bien qu'il constitue un outil précieux et indispensable pour le justiciable, ne semble pas toujours à même de suffire pleinement à sa vocation. Dans cet ordre d'idées, le Médiateur a dû constater que quelques membres du greffe ne sont apparemment pas en mesure de répondre de manière satisfaisante et précise aux demandes d'information des justiciables. Au vu des cas concrets portés à la connaissance du Médiateur, ce constat semble notamment trouver son explication dans le fait que de nombreux employés font office de greffier assumé sans disposer des mêmes études, ni de la même formation interne que celle requise pour les fonctionnaires-greffiers. Ceci semble tout particulièrement préoccupant en ce qui concerne les services du recouvrement des créances des Justices de Paix où la propension des justiciables à solliciter des renseignements juridiques, souvent de nature procédurale, par téléphone est particulièrement grande.

Fiscalité

A. Administration de l'Enregistrement et des Domaines

L'un des domaines qui continuent à susciter beaucoup de réclamations à l'encontre de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines est l'abattement portant sur les droits d'enregistrement et de transcription, prévu par la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation.

Certaines réclamations ont trait à la dispense de remboursement du montant de l'abattement, appelé crédit d'impôt, prescrit par la loi en cas de non-respect de la condition tenant à la durée d'occupation de 5 ans au moins.

La matière est réglée à l'article 11 de la loi susvisée aux termes duquel le Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines peut dispenser de la condition relative à la durée d'occupation de cinq ans, dans les cas où celle-ci ne peut être respectée pour des raisons de force majeure ou à la suite d'une situation telle que la maladie de l'acquéreur rendant impossible l'occupation de l'immeuble, la vente forcée de l'immeuble, l'expropriation pour cause d'utilité publique, le décès du conjoint et le divorce.

Les conditions à remplir pour avoir droit à la dispense de remboursement sont strictes: la loi exige la survenance d'un cas de force majeure défini comme un événement imprévisible et insurmontable ou de situations plutôt malheureuses que les personnes ne recherchent pas et qui ne peuvent normalement pas être prévues.

Une dispense de remboursement ne peut être accordée dans des situations qui sont survenues sans qu'il y ait un élément de contrainte à l'œuvre.

Un assez grand nombre de réclamations a dû être déclaré non fondé par le Médiateur au motif que les raisons invoquées pour justifier le départ de l'habitation avant l'expiration de la période quinquennale ne suffisaient pas aux critères légaux.

Il est certain qu'un mariage postérieur à l'acquisition d'un appartement ne rentre pas non plus dans les prévisions de l'article 11 de la loi susvisée. Le mariage résulte d'un acte de volonté libre des deux parties et ne contient pas cet élément de contrainte forçant la personne concernée à abandonner l'occupation d'un immeuble. L'interprétation faite en ce sens par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines est partant conforme à la volonté du législateur.

Par contre, l'administration interprète extensivement la notion de divorce en y assimilant le concubinage. De jeunes gens qui se séparent, après avoir fait une acquisition en commun, bénéficient donc de la dispense en cas de revente avant l'expiration du délai quinquennal.

Le fait qu'une habitation serait devenue trop exiguë pour la raison que son acquéreur a pris chez lui une compagne et les enfants de cette dernière ne saurait justifier non plus une dispense de remboursement du crédit d'impôt.

De même, ne peut se voir accorder une dispense, un acquéreur qui s'est cru obligé de procéder à nouveau à la revente d'un immeuble dans lequel il n'a pas pu emménager à la date prévue pour la raison qu'un locataire n'a pas libéré les lieux à la date promise.

Par contre, satisfont aux conditions de la loi des problèmes de voisinage qui ont causé chez une personne un état dépressif à forte intensité certifié par un médecin spécialiste qui a formellement conclu qu'un changement de domicile est absolument nécessaire d'un point de vue médical.

Certains réclamants se sont vu refuser le bénéfice du crédit d'impôt pour la raison que ce dernier n'a pas fait l'objet d'une requête incluse dans l'acte notarié d'acquisition, condition à laquelle l'article 6 de la loi susvisée subordonne le bénéfice de l'abattement.

Une autre série de réclamations concerne le remboursement de la TVA Logement. La mission du Médiateur consiste essentiellement à vérifier et à expliquer aux réclamants les décisions de refus prises par l'administration.

Celles-ci sont motivées par exemple par le dépassement du délai d'introduction des demandes de cinq ans, par le fait qu'une TVA étrangère a été mise en compte par une entreprise non immatriculée au Luxembourg ou par le fait que le montant minimal par facture de mille deux cent cinquante euros fixé par le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 n'a pas été dépassé.

Le domaine suscitant le plus grand nombre de réclamations est celui du recouvrement de la TVA.

Généralement, les assujettis ont accumulé une dette fiscale considérable et ont fait l'objet de taxations d'office parce qu'ils avaient omis de déposer leurs déclarations de TVA. Dans certains cas, suite à l'intervention du Médiateur, le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines s'est montré d'accord à revoir les taxations d'office à condition pour l'assujetti de verser les déclarations ou les documents probants. Le Directeur a été d'accord avec un échelonnement des dettes à condition qu'il ne s'étende pas sur une période trop longue et que les propositions des assujettis soient réalistes.

Le Médiateur insiste néanmoins davantage dans certains cas où l'assujetti serait acculé à la faillite en cas de refus d'un délai de paiement plus étendu à condition que ce dernier verse régulièrement des acomptes, paie les termes courants de la taxe et ait entrepris des efforts ayant permis d'assainir son entreprise.

B. Administration des Contributions directes

Les réclamations à l'encontre de l'Administration des Contributions directes ont des objets divers.

Néanmoins, une grande partie des réclamations sont récurrentes et peuvent être classées en quelques rubriques.

Un certain nombre de réclamations a trait aux problèmes d'évacuation des réclamations au sens de l'article 228 de la loi générale des impôts introduites par-devant le Directeur des Contributions directes. Ces problèmes ont fait l'objet de la Recommandation n°3-div-2004 du Médiateur. En date du 29 septembre 2006, le Directeur des Contributions a annoncé un catalogue de mesures propres à résorber les retards accumulés et qui ont été saluées par le Médiateur.

Une autre série de réclamations a pour objet les problèmes posés par l'imposition collective des époux.

Il s'agit généralement de femmes divorcées contre lesquelles l'Administration des Contributions directes exerce un recours sur le fondement de la solidarité fiscale à laquelle les époux demeurent soumis jusqu'à l'octroi de l'autorisation présidentielle de résidence séparée.

Ces femmes disposant généralement de ressources modestes sont ainsi sollicitées pour s'acquitter d'anciens arriérés d'impôts grevant les revenus que leurs ex-conjoints ont gagnés avant le divorce. Souvent, il s'agit de montants considérables remontant très loin dans le passé et qui ont produit des intérêts de retard substantiels.

Ces situations peuvent trouver une solution favorable au moyen de la procédure de remise gracieuse. La mission du Médiateur consiste alors à appuyer la demande en remise gracieuse introduite auprès du Directeur des Contributions directes.

D'autres problèmes se posent au cas où des époux récemment divorcés sont obligés de se partager la charge fiscale commune résultant de l'imposition collective et concernant les dernières années de leur mariage.

Aux termes du paragraphe 7 de la loi d'adaptation fiscale, chacun des deux débiteurs solidaires doit l'intégralité de la dette fiscale et l'Administration est libre d'agir pour le tout contre chacun des deux époux, mais elle peut également limiter ce recours à une partie de la créance fiscale.

En recouvrant les impôts, l'Administration devrait prendre en compte des considérations d'équité bien qu'elle ne puisse être tenue à calculer elle-même le montant des impôts dû par chacun des époux et à limiter son recours conformément à ce partage.

La solidarité fiscale est une garantie de paiement pour l'administration.

La solution légale actuelle qui laisse aux époux séparés le soin de se mettre d'accord sur le partage des impôts n'est pas satisfaisante.

Le problème se pose surtout dans des situations où les montants des revenus des deux époux divergent considérablement.

Dans une réclamation en cours de traitement, une épouse séparée de fait et vivant auprès de sa fille, dispose comme seul revenu du forfait d'éducation qui est sujet à une retenue d'impôt se chiffrant annuellement à près de 500 €. Ce montant constitue environ la moitié du total des impôts résultant de l'imposition collective. L'autre moitié est retenue sur la pension du mari, qui, tout en étant modeste, est cinq fois plus élevée que celle de son épouse.

J'estime que le moment est venu de relancer les réflexions sur l'introduction d'un système d'imposition séparée.

Une autre série de réclamations a trait à l'imposition des plus-values de cession. Il est un fait que beaucoup de contribuables sont mal informés au sujet des dispositions fiscales afférentes. Les conditions régissant le transfert des plus-values sont également très mal connues. La même observation vaut en matière d'installations photovoltaïques dont un grand nombre de propriétaires ont dépassé le délai pour demander une bonification d'impôt pour investissement. Dans ces cas, la tâche du Médiateur consiste bien souvent à expliquer aux contribuables la décision prise à leur égard.

D'autres réclamations ont trait à des problèmes se posant dans le cadre de la procédure de recouvrement forcé des impôts.

Dans un des cas qui s'est présenté, l'administration a saisi les avoirs d'un compte bancaire servant exclusivement à recueillir les salaires d'un contribuable.

Les règles relatives à l'insaisissabilité d'une partie des salaires ne sont pas applicables aux avoirs en banque. À partir du moment où il est transféré sur un compte en banque, le salaire est intégralement saisissable. J'estime que le régime de la protection du débiteur devrait être étendu au salaire transféré sur un compte dit «de salaire».

À cet égard, il y a lieu d'examiner si le projet de loi n°4955 portant modification de la loi modifiée du 11.11.1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes ne devrait pas être complété à cet égard.

Un certain nombre de réclamations concernent les fiches d'impôt dont l'établissement se complique en raison d'un élément transfrontalier. Ces dossiers sont rapidement évacués et les mentions exactes sont portées sur la fiche d'impôt.

L'appréciation des frais professionnels mis en compte par des indépendants fait également l'objet de réclamations récurrentes.

Il faut signaler également qu'un grand nombre de personnes se plaignent des difficultés pour joindre au téléphone les agents chargés du traitement de leur dossier fiscal. L'accès des citoyens étant un des principaux critères du bon fonctionnement de l'Administration, il devient urgent d'aménager les centrales téléphoniques de façon qu'à tout moment, l'Administration soit joignable et que les contribuables soient orientés vers le service ou l'agent compétent.

Affaires générales relevant de l'État

Environnement

Par rapport à l'année écoulée, il n'y a point d'améliorations à noter au niveau de la collaboration entre le service du Médiateur et le Ministère de l'Environnement. Ainsi, le Ministère de l'Environnement met trop de temps à réagir aux interventions du Médiateur, mais encore, il répond bien souvent de manière incomplète ce qui oblige le Médiateur à revenir sans cesse à charge.

Cette passivité du Ministère de l'Environnement face aux interventions du Médiateur se vérifie également dans les relations qu'a le Ministère de l'Environnement avec les citoyens. Pour des raisons inhérentes à sa crédibilité et à la confiance du citoyen dans la fonction de Médiateur, le Médiateur n'hésitera pas, si la collaboration ne s'améliore pas, à recourir aux moyens qui lui sont réservés par la loi dès lors que, nonobstant d'itératifs rappels, ses interventions restent sans réponse.

Les réclamations dont eut à connaître le Médiateur peuvent être réparties en trois grandes catégories, à savoir: les réclamations relatives aux demandes en obtention d'aides financières pour la réalisation de projets d'investissement qui ont pour but l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables, les réclamations relatives au refus ou à la lenteur du Ministre de l'Environnement en matière d'approbation de projet d'aménagement général ou particulier ainsi que les réclamations relatives au refus de délivrer des autorisations de construire en zone verte.

Aides financières

L'examen des réclamations relatives aux demandes en obtention d'aides financières pour la réalisation de projets d'investissement qui ont pour but l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables (installations photovoltaïques, chaudières à condensation, …) a mis en exergue un traitement peu adéquat de ces dossiers. Ainsi, la perte des documents envoyés au Ministère de l'Environnement et la nécessité subséquente de réintroduire les documents, un accueil téléphonique peu courtois et un contact difficile à établir ainsi qu'une information incomplète tant sur les conditions à remplir que sur l'indication des délais de paiement des primes sont autant de sujets de réclamations.

En ce qui concerne plus particulièrement les réclamations relatives aux installations photovoltaïques privées individuelles d'une puissance inférieure ou égale à 4kWp, elles n'ont pas présenté de difficultés majeures et ont, généralement, pu être clôturées favorablement moyennant de nombreux rappels du Médiateur.

En ce qui concerne les installations collectives privées d'une puissance totale supérieure à 4kWp, mais inférieure ou égale à 50kWp, qui sont financées et exploitées par aux moins deux personnes physiques, pour que les demandes d'aides soient recevables, la puissance maximale éligible par requérant est de 4kWp.

En outre, les requérants ne peuvent bénéficier qu'une seule fois de l'aide financière et ne peuvent donc pas recueillir l'aide au nom et pour le compte d'autres personnes. En vue de l'obtention de la preuve de l'apport réel par personne dans les limites précitées de 4kWp, l'Administration de l'Environnement avait demandé aux requérants la preuve du paiement réel de leur part dans l'installation.

Dans quelques dossiers présentés au Médiateur, les requérants ont pu satisfaire à cette condition ce qui a permis de clôturer favorablement leur dossier.

Néanmoins, dans la grande majorité des dossiers, les pièces prouvant le versement réel et individuel de l'apport limité à 4kWp par personne n'ont pu être produites pour diverses raisons. Le cas de figure le plus répandu était celui du financement complet par emprunt du projet global, c'est-à-dire d'un emprunt contracté par une seule personne, où la preuve de l'apport réel individuel dans les limites des 4kWp faisait défaut.

Toujours pour ce qui est des installations photovoltaïques collectives, les réclamants soutiennent qu'en raison des difficultés d'obtenir des informations précises en amont du lancement du projet, la présentation d'un dossier dans les formes exigées par l'Administration de l'Environnement s'avère difficile et nécessiterait des entretiens individuels avec les responsables de l'approbation des dossiers de l'Administration de l'Environnement afin de trouver une solution au financement du projet.

Dans cette logique, l'Administration de l'Environnement a seulement versé la partie des aides répondant aux conditions de puissance maximales et de financement précitées, de sorte que bon nombre d'installations collectives en copropriété ne sont couvertes que par une petite fraction des aides potentiellement prévues, dans l'attente de la mise en conformité des obligations ci-dessus requises par l'Administration de l'Environnement.

Approbation de plans d'aménagement particulier et général

À travers plusieurs réclamations a été mise au jour une lenteur inexpliquée au niveau du Ministère de l'Environnement en matière d'approbation de plans d'aménagement particulier ou général.

L'approbation tutélaire du Ministre de l'Environnement est prévue par l'article 5 (4) de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Cet article dispose que «*le Ministre statue sur le vote provisoire du conseil communal relatif à la zone verte dans le mois suivant la réception de la décision du Ministre de l'Intérieur. Il en est de même du vote définitif du conseil communal. Toutefois, s'il y a eu des réclamations à l'encontre du projet d'aménagement, les avis du conseil communal et de la commission d'aménagement sont joints à la décision du Ministre de l'Intérieur.*»

À l'occasion du traitement de quelques réclamations, le Médiateur a pu se rendre compte de la lenteur caractérisée avec laquelle le Ministre de l'Environnement exerce son autorité tutélaire sur les projets d'aménagement visant la zone verte.

Un exemple illustre les problèmes engendrés par cette lenteur. Dans le cadre du changement d'un PAG, une commune vota provisoirement un projet d'aménagement général d'après lequel le terrain d'une personne a été classé en zone verte. Suite à l'approbation provisoire de ce projet en 2002, la personne introduisit régulièrement sa réclamation écrite auprès du collège échevinal conformément à la procédure déterminée par la loi du 12 juin 1937. Le conseil communal fit alors partiellement droit à la demande du réclamant en reclassant le terrain en zone constructible. Cette approbation définitive intervenue en janvier 2003 fut approuvée en juillet 2004 par le Ministre de l'Intérieur. Saisie d'une demande de construire, la commune accorda en

juillet 2005, une autorisation de construire. Ce n'est qu'à la mi-décembre 2005 que le Ministre de l'Environnement approuva le plan d'aménagement général sous réserve toutefois que le terrain du réclamant reste classé en zone verte. Or, à ce moment, le chantier du réclamant était déjà bien entamé et par décision ministérielle de février 2006, le Ministre de l'Environnement ordonna la fermeture du chantier au motif que toute modification, tout agrandissement ou toute reconstruction de constructions existantes en zone verte sont soumis à l'autorisation du Ministre de l'Environnement. Cet exemple illustre qu'entre l'approbation du Ministre de l'Intérieur et celle du Ministre de l'Environnement, un an et demi s'était écoulé. Suite à l'intervention du Médiateur, le Ministre de l'Environnement a rapporté l'arrêté de fermeture de chantier.

Un autre exemple a révélé des incongruités engendrées par la réaction lente du Ministre de l'Environnement. Une commune vota en décembre 2003 provisoirement une extension du périmètre d'agglomération pour y inclure les terrains des époux X jusque-là classés en zone verte et approuva définitivement le projet en septembre 2004. L'approbation du Ministre de l'Intérieur intervint en septembre 2005 et ce n'est qu'en novembre 2005, où le Ministre de l'Environnement approuva partiellement le projet d'aménagement général tel qu'adopté provisoirement par le conseil communal sous réserve que les terrains des époux X restent classés en zone verte.

Ces deux exemples montrent que les deux autorités de tutelle que sont le Ministre de l'Environnement et le Ministre de l'Intérieur devraient adopter une démarche convergente, même si chaque autorité tire son pouvoir de tutelle de législations différentes, l'une de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autre de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Le Médiateur a pu, à plusieurs reprises, constater que le Ministre de l'Environnement, en violation du principe constitutionnel de l'autonomie communale, a tendance à approuver conditionnellement les projets d'aménagement au lieu de se prononcer, soit par une approbation pure et simple, soit par un refus pur et simple d'approbation.

Autorisations de construire en zone verte

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations relatives à des lenteurs ou à des refus du Ministère de l'Environnement de délivrer des autorisations de construire en zone verte.

Lors du traitement de diverses réclamations, le Médiateur a sollicité du Ministre de l'Environnement les critères sur lesquels il se base pour délivrer des autorisations de construire en zone verte. Après maints rappels et avec un retard de cinq mois, le Ministre a fourni les conditions usuelles pour construire en zone verte au Médiateur, qui sont le résultat des expériences et de l'évolution de la pratique administrative depuis l'entrée en vigueur de la première loi concernant la protection de la nature en 1965. À l'analyse des 'critères' donnés, le Médiateur estime que certains critères sont incompréhensibles, voire insuffisamment détaillés, et mériteraient d'être retravaillés. Il relève que la limite entre le pouvoir discrétionnaire et le pouvoir arbitraire du Ministre de l'Environnement paraît être floue dans la mesure où des critères suffisamment précis pour prendre une décision en toute objectivité et dans le respect de l'égalité de traitement font défaut.

À cet endroit, il y a également lieu de noter que malgré plusieurs demandes écrites du Médiateur, le Ministre reste en défaut de renseigner le Médiateur si les décisions en matière de construction en zone verte sont prises sur avis d'une seule personne ou de plusieurs personnes, d'indiquer les noms des personnes impliquées dans la prise de décision et leur qualification respective ainsi que le mode de prise de décision.

À l'analyse des réclamations dont il a été saisi, le Médiateur a pu constater un manque de transparence dans le traitement des demandes de permis de construire et ce, tant au niveau des critères pour construire en zone verte, qu'au niveau des personnes intervenant dans la prise de décision.

À l'image des administrations communales qui se sont dotées de plans d'aménagement généraux et de règlements des bâtisses, le Médiateur estime qu'il serait hautement recommandable pour le Ministre de l'Environnement d'élaborer un guide contenant les renseignements essentiels en la matière, tels notamment les critères et le processus décisionnel.

De même, le Médiateur a souhaité avoir une liste avec les coordonnées de(s) architecte(s) conseil(s) du Ministère de l'Environnement. De nouveau, ce n'est qu'après d'innombrables rappels que le Ministre de l'Environnement a indiqué que son ministère ne disposait que d'un seul architecte-conseil en raison des crédits limités du Fonds pour la protection de l'environnement qui ne permettraient pas l'engagement d'architectes-conseils supplémentaires.

Plusieurs réclamations ont permis de relever qu'en matière de construction en zone verte, il arrive que le Ministère de l'Environnement invite les personnes désireuses de construire à soumettre des plans retravaillés en concertation étroite avec l'architecte-conseil du Ministère de l'Environnement. En pratique, il est arrivé que suite à une réunion entre les parties intéressées, un fonctionnaire de l'Administration des Eaux et Forêts et l'architecte-conseil du Ministère de l'Environnement pour «retravailler» les plans, l'architecte-conseil soumet les plans retravaillés par ses soins au Ministre de l'Environnement. Par après, les plans confectionnés par l'architecte-conseil du Ministère de l'Environnement n'ont néanmoins pas été acceptés. Le Médiateur s'interroge sur la mission exacte de l'architecte-conseil, qui oeuvre, d'un côté, comme architecte des personnes désireuses de construire et, de l'autre côté, comme architecte-conseil de l'administration et estime qu'il s'agit là d'une collision d'intérêts intolérable.

Fonction publique et Réforme administrative

Le nombre de réclamations soumises au Médiateur est insignifiant du fait que la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur exclut de son champ de compétence les différends ayant trait aux rapports de travail entre les administrations et leurs agents.

Cette exclusion vise à prévenir toute immixtion du Médiateur dans l'exercice des pouvoirs hiérarchique et disciplinaire de l'administration alors que les procédures existantes offrent les garanties nécessaires aux plaignants.

Ainsi, le Médiateur ne peut pas connaître des réclamations relatives au statut, à la rémunération ou à l'évolution de la carrière des agents.

En revanche et même si cela n'est pas expressément prévu par la loi, le Médiateur peut agir en faveur de personnes qui ne sont pas encore ou ne sont plus en fonction. Le Médiateur peut agir en amont et en aval des rapports de travail entre l'administration et ses agents. Ainsi, il eut à connaître de réclamations relatives à la fixation des pensions de vieillesse et de dysfonctionnements dans les procédures d'accès à la fonction publique.

En l'espèce, le Médiateur a été saisi d'une réclamation relative au refus d'admettre un candidat au stage dans la carrière de l'expéditionnaire administratif auprès de l'État au motif que l'examen médical requis pour accéder à la fonction publique l'avait déclaré inapte. Suite à l'intervention du Médiateur, le réclamant a été soumis à un nouvel examen médical de la part du médecin de contrôle de la fonction publique qui l'a déclaré apte à intégrer l'Administration publique.

Il y a lieu de souligner que les dossiers transmis par le Médiateur ont été traités avec la célérité requise.

Tavaux publics

Le Médiateur a été saisi de 7 réclamations dirigées à l'encontre du Ministère des Travaux publics.

Les réclamations avaient notamment trait à des demandes en réparation à l'encontre de l'Administration des Ponts et Chaussées et à des lenteurs en matière de permission de voirie.

Plusieurs réclamations visaient l'Administration des Bâtiments publics pour avoir écarté, dans le cadre de marchés publics, les offres de soumissionnaires ne répondant pas aux conditions posées par les cahiers des charges.

Transports

Le Médiateur a été saisi d'une vingtaine de réclamations. Celles-ci avaient trait à la transcription, l'échange ou l'enregistrement d'un permis de conduire étranger et à des refus d'immatriculation de certains véhicules.

En général, la collaboration avec le Ministre des Transports est satisfaisante et les délais de réponse raisonnables.

Agriculture, Viticulture et Développement rural

Le Médiateur a été saisi de 7 réclamations à l'égard du Ministère de l'Agriculture de la Viticulture et du Développement rural notamment en ce qui concerne l'attribution de certaines aides agricoles.

La collaboration avec le prédit ministère est satisfaisante.

Inspection du Travail et des Mines

Tout comme l'année dernière, toutes les réclamations dirigées contre l'Inspection du Travail et des Mines ont trait à la lenteur respectivement au silence de cette Administration pendant plusieurs mois suite à des requêtes de la part des citoyens.

Les délais de réponse aux courriers du Médiateur sont inacceptables. Il y a lieu de souligner que dans une affaire, le Médiateur a adressé neuf rappels à l'Inspection du Travail et des Mines. Jusqu'à ce jour et malgré de multiples rappels, le Médiateur n'a pas encore été informé des suites qui ont été réservées aux doléances du réclamant.

Education nationale, Formation professionnelle et Sports

Le Médiateur a été saisi d'une vingtaine de réclamations dirigées à l'encontre du Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. Le Médiateur se félicite de la bonne collaboration avec ce Ministère. Les réclamations soumises au Médiateur concernaient notamment la reconnaissance de diplômes d'études secondaires étrangers.

Une autre série de réclamations a eu pour objet les décisions prises par la Commission de Recours de l'Enseignement secondaire technique statuant sur l'avis d'orientation à la fin de l'enseignement primaire émis par le conseil d'orientation. Suite à la demande du Médiateur, la Commission a réexaminé les décisions d'orientation prises à l'égard des enfants qui étaient orientés vers une classe modulaire du régime préparatoire. Après avoir demandé la remise des cahiers de classe et examiné en détail les devoirs et tests des enfants dans le but d'apprécier leur niveau réel, la Commission de Recours ne s'est pas vue à même de réformer les décisions prises.

À la fin des vacances scolaires d'été, des réclamations sont régulièrement introduites ayant pour objet le refus de demandes de transfert d'élèves vers un autre lycée. Les réclamants peuvent obtenir satisfaction au cas où les demandes sont valablement justifiées.

Culture, Enseignement supérieur et Recherche

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations contre le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. La collaboration entre le Médiateur et le Ministère est satisfaisante.

Les réclamations ont notamment trait aux demandes d'homologation de diplômes et de grades ainsi qu'aux demandes en obtention d'une prime d'encouragement.

Affaires relevant des Communes

Les relations entre le Médiateur et les administrations communales se caractérisent par une collaboration somme toute assez bonne, même s'ils existent des administrations qui se montrent extrêmement récalcitrantes à répondre aux interventions du Médiateur.

Le Médiateur a été saisi d'un nombre considérable de réclamations dirigées à l'encontre d'administrations communales, réclamations qui peuvent être classées en trois catégories: celles relatives aux permis de construire, celles d'ordre urbanistique ainsi que les affaires générales communales.

Urbanisme

A. Autorisation de bâtir

Les réclamations relatives aux autorisations de bâtir se déclinent sous différents aspects.

Tantôt il s'agit de réclamations ayant trait au refus des communes de délivrer des autorisations de construire ou aux lenteurs dans le traitement des demandes de permis de construire, tantôt il s'agit de réclamations par lesquelles les personnes lésées saisissent le Médiateur en vue de trouver un arrangement dans les cas où elles ne se sont pas conformées au permis de construire et où elles se trouvent confrontées à un arrêt de chantier notifié par le bourgmestre.

Une part importante des réclamations constitue de véritables dénonciations d'infractions urbanistiques par lesquelles des citoyens s'insurgent contre la passivité des communes à réagir face à des constructions illicites.

B. Plan d'Aménagement Particulier (PAP) et Plan d'Aménagement Général (PAG)

Le Médiateur a été saisi de nombreuses demandes d'informations quant à la législation applicable en matière de PAP et de PAG.

Bien que la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes ait été abrogée par la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, laquelle, à son tour, a été modifiée par la loi du 19 juillet 2005, il ne demeure pas toujours aisé d'appliquer la bonne disposition législative et certaines communes semblent ignorer l'existence et/ou mal interpréter le contenu des dispositions transitoires de la loi modifiée du 19 juillet 2004.

L'instruction de ces dossiers a révélé le fait qu'un grand nombre de citoyens méconnaissent bien souvent la signification du principe de mutabilité des plans d'aménagement généraux et sont convaincus qu'ils possèdent un droit acquis au maintien d'une réglementation communale d'urbanisme. En cas de reclassement moins favorable de leur terrain, les citoyens ne comprennent pas qu'ils ne soient pas informés de manière individuelle par les autorités communales de cet état de chose et s'insurgent que, dans l'ignorance du reclassement, ils n'ont pas été en mesure d'épuiser les voies de recours non contentieuses ouvertes au niveau des différentes étapes de la procédure d'élaboration d'un plan d'aménagement. Dans ce cadre, le rôle du Médiateur est bien souvent de conseiller et d'informer les citoyens sur la procédure, certes assez complexe, d'élaboration du plan d'aménagement général ou particulier et d'éviter ainsi une réclamation «formelle» à l'encontre des communes.

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations où les intéressés contestaient un reclassement de leur terrain dans le cadre d'une modification du plan d'aménagement général, s'opposaient à l'adoption définitive d'un projet d'aménagement général ou particulier, souhaitaient un dédommagement suite à une exclusion (ou un reclassement moins favorable) d'un terrain du périmètre d'agglomération.

Dans ce type de dossiers, les possibilités d'action du Médiateur sont limitées non seulement par le système de réclamation spécifique prévu par la loi modifiée du 19 juillet 2004 (système de réclamation à deux échelons), mais encore, quant au fond, alors qu'il s'avère difficile pour le Médiateur d'apprécier si notamment les changements des plans d'aménagement généraux sont fondés sur des considérations d'ordre urbanistique et/ou sur une politique d'intérêt général.

L'intervention du Médiateur s'intègre difficilement dans les deux procédures de réclamation prévues aux articles 13, 16 et 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 (réclamation contre l'approbation provisoire au collège échevinal et réclamation contre l'approbation définitive devant le Ministre de l'Intérieur) qui sont obligatoires dans la mesure où il est précisé qu'elles sont prévues sous peine de forclusion, de sorte à exclure une réclamation présentée tardivement et à déclarer irrecevable *omisso medio* une réclamation présentée au Ministre de l'Intérieur sans avoir été précédée d'une réclamation au collège échevinal.

Il est intéressant de noter que certaines administrations communales ont eu recours aux services du Médiateur pour être renseignées si dans un cas de figure précis, elles doivent imposer le recours à l'élaboration d'un projet d'aménagement particulier. De leur côté, les citoyens s'étaient adressés au Médiateur pour savoir si dans une hypothèse donnée, le recours à un projet d'aménagement particulier était obligatoire.

Dans les cas où le recours à un projet d'aménagement particulier s'avérait nécessaire, le Médiateur eut, à plusieurs reprises, à examiner le caractère obligatoire ou facul-

tatif de la cession des fonds réservés à des aménagements publics d'une part, et du paiement d'une indemnité compensatoire, d'autre part.

À l'occasion des réclamations dont il a été saisi, le Médiateur a pu faire l'expérience que les communes avaient tendance à imposer dans certaines hypothèses le recours à un PAP, là où une simple autorisation de construire ou une autorisation de morcellement était suffisante, afin de réclamer soit la cession gratuite de fonds, soit le paiement d'une indemnité compensatoire. Comme le caractère obligatoire ou non de l'indemnité compensatoire prévue par l'article 34 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain pose de sérieux problèmes d'application, le Médiateur est intervenu auprès des administrations communales concernées pour notamment «plaider», en l'absence de jurisprudence administrative sur ce point, le caractère facultatif du paiement de l'indemnité compensatoire et de la cession de terrain.

Affaires Communales générales

À côté des réclamations d'ordre urbanistique, le Médiateur eut à connaître de réclamations les plus diverses.

Il s'agit notamment de réclamations relatives aux logements sociaux, au parking résidentiel, à l'exigibilité de taxes communales, aux registres de la population tenus par les communes (refus d'inscription au registre de la population, radiation d'office,…), aux refus de célébrer des mariages, aux autorisations de nuit blanche, aux décisions en matière d'organisation scolaire (changements d'établissement scolaire suite à un déménagement en cours d'année scolaire, …), à des travaux mettant en cause la responsabilité communale, à des primes communales de construction, à des concessions funéraires, à des lenteurs dans le cadre d'une procédure de naturalisation.

Affaires concernant des Établissements publics relevant de l'État et des Communes (y compris l'ADEM, la CNPF et le FNS)

Affaires de Sécurité sociale, y compris affaires relevant de la compétence de l'ADEM

A. Sécurité sociale

La collaboration entre le Secrétariat du Médiateur et les organismes de Sécurité sociale est satisfaisante. Les organismes de Sécurité sociale transmettent généralement leurs prises de position au Médiateur dans un délai raisonnable.

Le comportement et l'accueil des agents des services visés n'ont pas été critiqués par les réclamants.

Certaines réclamations on fait apparaître un manque de compréhension des assurés suite à une autorisation accordée sur le fondement d'un formulaire E112 de suivre un traitement médical à l'étranger.

Selon la compréhension de nombreux réclamants, l'autorisation accordée de suivre un traitement médical à l'étranger est souvent synonyme de prise en charge intégrale de leurs frais médicaux.

Il est indispensable que l'information de l'assuré social concernant les modalités de remboursement et de prise en charge de frais médicaux soit améliorée dès qu'il y a un traitement ou une consultation médicale autorisée ou non (p.ex. en cas d'urgence) à l'étranger. Une brochure d'informations en version imprimée et électronique reprenant toutes les hypothèses de traitement à l'étranger, les principes et les modalités de prise en charge des frais médicaux devrait être élaborée par les organismes de sécurité sociale compétents afin d'éclairer les assurés sociaux sur leurs droits et obligations.

Par ailleurs, le Médiateur s'interroge sur les suites qui ont été réservées à la jurisprudence «Zigrand» du 17 juillet 2006 du Conseil supérieur des Assurances sociales dans la pratique administrative du remboursement des traitements médicaux autorisés à l'étranger.

Le Médiateur avait demandé dans sa recommandation N°13-2005 au Ministre de la Sécurité sociale de prendre les dispositions requises afin que les administrés soient dûment informés par une décision susceptible de recours en cas de suspension par les caisses de maladie compétentes de l'indemnité pécuniaire de maladie ou, pour le moins, qu'ils soient avertis en due forme de la possibilité de solliciter une décision conjointe du président et du vice-président du comité-directeur susceptible d'un recours auprès des juridictions sociales.

En pratique et nonobstant les instructions données par le Directeur de l'Inspection générale de la Sécurité sociale, cette recommandation ne semble toujours pas être systématiquement appliquée par les caisses de maladie. Par ailleurs, le Médiateur se doit d'insister qu'une décision susceptible de recours ou, pour le moins, une information concernant la possibilité de solliciter une telle décision soit transmise aux assurés sociaux par tous les organismes de sécurité sociale à chaque fois qu'il n'est pas donné droit à leur demande.

Le Médiateur reste toujours saisi d'un grand nombre de réclamations mettant en cause les avis de l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale (p.ex. refus de pension d'invalidité etc.).

Le Médiateur renvoie à sa recommandation n°17-2005 relative à la motivation des décisions prises sur avis du Contrôle médical de la Sécurité sociale et à la communication des dossiers en matière de sécurité sociale.

Lors de l'instruction de certaines réclamations, le Médiateur a constaté que des assurés sociaux avaient été insuffisamment informés sur le déroulement de la nouvelle procédure de reclassement telle que prévue par les articles L. 551-1. à L. 552-3 du Code du Travail.

Le médecin-conseil qui estime que la personne concernée est susceptible de présenter une incapacité pour exercer son dernier poste de travail, saisit la Commission mixte, en accord avec l'intéressé.

Il est indispensable que l'assuré social soit clairement informé par le médecin-conseil de la continuation de la procédure de reclassement afin qu'il puisse donner son consentement éclairé à la saisine de la Commission mixte de Reclassement.

Par ailleurs le médecin-conseil doit rendre attentif l'assuré que la Commission mixte de Reclassement vérifiera les conditions de recevabilité prévues pour un reclassement interne ou externe.

Il est évident que si ces informations ne sont pas transmises à l'assuré, celui-ci aura des difficultés à accepter une décision d'irrecevabilité de la Commission mixte de Reclassement alors que le médecin-conseil l'a déclaré inapte pour son dernier poste de travail et qu'il a saisi la Commission mixte en vue d'un reclassement.

Le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a aussi informé le Médiateur qu'il entendait donner suite à sa recommandation n°17-2005 relative à la motivation des décisions prises sur avis du Contrôle médical de la Sécurité sociale et à la communication des dossiers en matière de sécurité sociale et que ses services étaient en train «de finaliser une convention cadre sur la modélisation des procédures administratives devant permettre aux différents organismes de sécurité sociale de structurer de manière uniforme leurs procédures, de sorte qu'à terme les assurés puissent s'adresser à un guichet unique en matière de sécurité sociale».

B. Administration de l'Emploi (ADEM)

La collaboration entre l'ADEM et le Médiateur est satisfaisante. L'instruction des dossiers soumis par le Médiateur à l'ADEM est généralement clôturée dans un délai raisonnable.

En ce qui concerne les problématiques constatées lors de l'instruction des différentes réclamations à l'encontre de l'ADEM, le Médiateur renvoie à sa recommandation N°22-2006 relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi.

Le Médiateur a encore été saisi d'un certain nombre de réclamations qui relèvent aussi bien de l'ADEM que du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Certains réclamants originaires de pays tiers avaient travaillé pendant une durée supérieure à 26 semaines auprès d'un employeur et avaient cotisé, à titre obligatoire, auprès des caisses de maladie et caisses de pension compétentes. Ces personnes disposaient par ailleurs d'un titre de séjour.

Suite à un licenciement ou à l'échéance d'un contrat à durée déterminée, ils se sont inscrits à l'ADEM et y ont déposé leur dossier afin d'obtenir des indemnités de chômage.

Les indemnités de chômage leur ont été refusées alors qu'au moment où ils se sont inscrits à l'ADEM, ils n'étaient plus en possession d'un permis de travail valable et qu'ils n'étaient dès lors pas à considérer comme étant disponibles pour le marché du travail.

La Cour de Cassation a en effet décidé, dans un arrêt du 16 novembre 2000, que l'octroi d'indemnités de chômage pour un ressortissant d'un État tiers est soumis à la possession d'un permis de travail. En effet, l'article 13 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d´un fonds de chômage; 2. réglementation de l´octroi des indemnités de chômage complet, exige que pour obtenir lesdites indemnités le demandeur d'emploi doit être disponible pour le marché du travail et dès lors être détenteur d'un permis de travail.

Les décisions de refus de l'ADEM étaient dès lors légalement justifiées mais elles étaient souvent difficiles à accepter pour ces personnes qui avaient travaillé pendant plusieurs années et qui avaient toujours cotisé à la sécurité sociale et payé leurs impôts.

Certaines de ces personnes avaient disposé d'un permis de travail A, qui venait à échéance dès que le contrat de travail était rompu, d'autres étaient victimes de la négligence de leur employeur qui n'avait pas demandé le renouvellement de leur permis de travail.

Interpellé par ces réclamations, le Médiateur a demandé au Ministre ayant le Travail dans ses attributions ainsi qu'au Ministre ayant l'Immigration dans ses attributions de réfléchir à une modification du cadre législatif et réglementaire en la matière afin d'éviter de sanctionner injustement des personnes de bonne foi qui ont par ailleurs respecté toutes leurs obligations fiscales et sociales.

Le Médiateur a encore été saisi de plusieurs réclamations qui soulevaient la question de principe de savoir qui devait prendre en charge le paiement des journées d'incapacité de travail lorsqu'un accident de travail se produisait pendant un stage de réinsertion. Il n'était pas clair si le paiement de ces journées d'incapacité de travail relevait de l'Association d'Assurance contre les Accidents (AAA) ou de l'ADEM. Suite à l'intervention du Médiateur, une réunion entre les responsables de l'ADEM et l'AAA a eu lieu et il a été convenu qu'en pareille hypothèse, l'ADEM prendrait en charge ces journées d'incapacité de travail.

C. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)

Tout comme les années précédentes, le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations à l'encontre de la Caisse nationale des Prestations familiales.

La collaboration entre la Caisse et le service du Médiateur est bonne. En général, le Président de la Caisse transmet sa prise de position dans les délais impartis.

Bon nombre de réclamants se sont plaints de ce que cette administration n'est pas accessible par téléphone de sorte qu'ils sont obligés de s'adresser par écrit à la Caisse nationale des Prestations familiales ou bien de passer directement aux guichets pour avoir des renseignements relatifs à l'état de leur dossier, respectivement pour obtenir des informations d'ordre général.

Le Médiateur estime qu'il importe de remédier d'urgence à cette situation que les administrés considèrent, à juste titre, comme une situation inacceptable.

Les réclamations concernent avant tout des lenteurs dans le paiement des prestations familiales, notamment dans le paiement des allocations différentielles.

Dans quelques affaires, il s'avérait que les lenteurs étaient dues au fait que les dossiers des réclamants n'étaient pas complets de sorte que la Caisse n'a pas pu instruire valablement ces dossiers. Après transmission des documents exigés à la Caisse, le paiement a pu être effectué.

Dans d'autres dossiers, les lenteurs dans le paiement des allocations différentielles étaient dues au fait que les caisses familiales étrangères n'avaient pas transmis à la caisse luxembourgeoise le décompte des prestations versées par leur organisme, document qui est nécessaire pour pouvoir calculer le montant différentiel.

Quant au fond, les réclamations touchent à l'arrêt ou à la suspension du paiement des allocations familiales ainsi qu'au rejet de demandes d'obtention des allocations familiales ou différentielles.

Après avoir examiné les réclamations ou bien après avoir eu des renseignements supplémentaires de la Caisse, le Médiateur a dû rejeter un certain nombre de réclamations comme non fondées alors que la Caisse a fait une correcte application des lois et règlements en vigueur.

Le Médiateur a été saisi par un père qui contestait une décision de la Caisse nationale des Prestations familiales selon laquelle son fils n'aurait plus droit au paiement des allocations familiales alors que ses études ne seraient pas clôturées par un diplôme reconnu par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. En effet, conformément à la législation nationale en la matière, les allocations familiales sont payées jusqu'à l'âge de vingt-sept ans accomplis au plus, si le bénéficiaire s'adonne à titre principal à des études, à condition que ces études conduisent à une qualification officiellement reconnue par les autorités luxembourgeoises, sinon par celles de l'État sur le territoire duquel les études ou la formation professionnelle sont effectuées. Après avoir obtenu une attestation du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche certifiant que le diplôme délivré par l'école en question est un diplôme reconnu, la Caisse a repris le paiement des allocations familiales.

Tout comme l'année précédente, le Médiateur a encore été saisi par des personnes qui se sont plaintes du fait que la Caisse nationale des Prestations familiales a demandé la restitution d'une certaine somme correspondant à des allocations familiales indûment touchées.

Il y a lieu de rappeler encore une fois que tout changement de la situation familiale et professionnelle qui peut avoir une influence sur le droit ou sur le montant des prestations touchées, doit être signalé à la Caisse dans le délai maximum d'un mois afin d'éviter un tel remboursement.

D. Fonds national de Solidarité (FNS)

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations à l'encontre du Fonds national de Solidarité. Ces affaires concernent avant tout le forfait d'éducation et le revenu minimum garanti.

La collaboration du Médiateur avec le Fonds national de Solidarité est excellente. Le Président du Fonds national de Solidarité répond toujours dans les délais aux lettres du Médiateur.

Tout comme l'année dernière, le fonctionnement de cette administration n'a pas été mis en cause par les réclamants. Les administrés peuvent facilement joindre par téléphone la personne en charge de leur dossier pour avoir des renseignements quant à l'évolution de leur dossier. Par ailleurs, il est possible de contacter le Fonds national de Solidarité pour avoir des informations d'ordre général.

La majorité des réclamations ayant trait au forfait d'éducation émanaient de personnes qui se sont vu refuser le forfait d'éducation alors que leur enfant était né à l'étranger.

Ce n'est que dans des situations strictement délimitées que le Ministre ayant dans ses attributions la Famille peut dispenser de la condition de résidence effective au Grand-Duché de Luxembourg si, au moment de la naissance de l'enfant, le parent était éloigné du territoire national pour des raisons de force majeure.

En effet, il découle des documents parlementaires qu'il était essentiel de maintenir la condition du domicile et de la résidence effective. Toutefois, il s'est avéré que dans certaines situations, le parent était éloigné contre son gré du territoire national (p.ex. déportation, évacuation). C'est la raison pour laquelle la volonté du législateur était de ménager une ouverture pour des situations strictement délimitées.

Dans la plupart des dossiers, les raisons du séjour à l'étranger au moment de la naissance n'étaient pas à considérer comme des raisons de force majeure de sorte que les réclamations ont dû être déclarées non fondées.

À titre d'exemple, on peut citer un cas où la dispense de la condition de résidence effective au Grand-Duché de Luxembourg au moment de la naissance de l'enfant a été accordée. Il s'agit d'une mère qui s'est vu refuser le forfait d'éducation alors que sa fille était née en France. Lors de la naissance de leur enfant, les parents habitaient à Paris alors que le mari poursuivait des études universitaires en médecine à l'Université de Paris. Ce n'est que quelques

Extraits du rapport du Médiateur

mois après la naissance de leur premier enfant qu'ils se sont installés définitivement au Luxembourg où est né leur deuxième enfant.

D'autres réclamations à l'encontre du Fonds national de Solidarité concernent le revenu minimum garanti.

Des administrés se sont adressés au Médiateur alors qu'ils se sont vu refuser le revenu minimum garanti ou bien que le paiement de l'allocation complémentaire ou du revenu minimum garanti a été arrêté.

Dans ces affaires, les conditions en vue de bénéficier de l'allocation en question n'étaient pas remplies, respectivement n'étaient plus remplies, de sorte que les décisions de l'administration n'ont pas pu être mises en cause.

Le Médiateur a également été saisi de personnes qui se sont plaintes du fait qu'elles devaient restituer les prestations touchées. En effet, si le bénéficiaire d'une allocation complémentaire revient à meilleure fortune dans une mesure lui permettant de restituer tout ou partie des arrérages touchés, il est tenu de le faire.

Des recommandations du Médiateur et des suites y réservées par les autorités compétentes

Le pouvoir de formuler des recommandations et de procéder à leur publication est un moyen d'action utile et valorisant dans l'exercice de la magistrature d'influence du Médiateur.

Au-delà de multiples recommandations ayant pour objet le réexamen de décisions administratives individuelles, le Médiateur a, jusqu'à ce jour, formulé 22 recommandations relatives au bon fonctionnement de l'administration et/ou comportant des propositions de modifications législatives ou réglementaires.

Parmi les 21 recommandations qui ont trouvé une réponse de la part des autorités compétentes, 9 ont jusqu'à présent été suivies et transposées intégralement ou en partie, soit dans la pratique administrative, soit dans le droit interne.

Parmi les autres recommandations non encore transposées, le Gouvernement, voire les Ministres compétents, ont pris l'engagement ferme d'en suivre 9 et de les mettre en œuvre dans les meilleurs délais.

A. Recommandations visant à améliorer le fonctionnement des administrations concernées

Recommandation N°3 relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des réclamations au sens du paragraphe 228 de la loi générale des impôts portées devant le Directeur des Contributions

Le Médiateur a été saisi par un nombre important de réclamations de la part de personnes ayant introduit auprès du Directeur des Contributions une réclamation au sens du paragraphe 228 de la loi générale des impôts à l'encontre d'un bulletin d'imposition et qui se plaignent des longs délais d'attente avant que ces réclamations ne soient vidées.

Un nombre très élevé de dossiers de réclamations sont en souffrance. Il s'agit d'une situation existant depuis de longues années et qui relève de problèmes d'ordre structurel existant au sein de la Direction des Contributions Directes.

Il est incontestable que les contribuables sont en droit de voir leurs réclamations vidées dans un délai raisonnable cela d'autant plus que des remboursements d'impôts éventuellement dus leur sont effectués tardivement et sans qu'ils aient droit à des intérêts de retard.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de prendre les mesures appropriées d'ordre structurel de nature à accélérer le traitement des réclamations au sens de l'article 228 de la loi générale des impôts portées devant le Directeur de l'Administration des Contributions Directes.

Réponse:

Le Médiateur constate que cette recommandation n'a guère était suivie d'effet alors qu'il a fallu attendre plus de 11 mois avant de voir le Directeur des Contributions directes se décider à renforcer le service du contentieux de la direction par un fonctionnaire de la carrière supérieure à formation juridique.

Le Médiateur estime qu'une telle mesure est largement insuffisante pour résorber les retards considérables qui, depuis de nombreuses années, se sont accumulés dans le traitement des réclamations introduites auprès du Directeur des Contributions sur le fondement de l'article 228 de la loi générale des impôts.

Estimant qu'une telle mesure est largement insuffisante, le Médiateur a, par courrier du 1er août 2006, adressé tant au Ministre des Finances qu'au Directeur des Contributions directes, insisté sur un renforcement autrement plus substantiel du service du contentieux de la direction.

Dans sa réponse datée du 29 septembre 2006, le Directeur a informé le Médiateur qu'il a d'ores et déjà décidé de mettre en place un certain nombre de mesures structurelles.

Dans ce contexte, le Directeur a annoncé la nomination à brève échéance d'un chef de la division contentieux, fonction inoccupée depuis l'existence de cette division, le renforcement substantiel de la division contentieux par du personnel affecté actuellement à d'autres services, le traitement prioritaire des réclamations nouvelles sans négliger les affaires plus anciennes, l'examen des anciennes réclamations devenues sans objet, le regroupement systématique des affaires contestant des décisions similaires des bureaux d'imposition et, enfin, l'élimination de certaines règles procédurales ou de pure forme sans nuire par ailleurs aux droits existants du contribuable.

Les mesures décrites ci-dessus devraient permettre de rendre la division contentieux plus efficace et, de ce fait, aider à évacuer les réclamations pendantes dans un délai raisonnable.

Le Médiateur estime que la réponse du Directeur des Contributions directes répond parfaitement à l'objet de sa recommandation.

Recommandation N°6 relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des demandes de remboursement de TVA Logement

Le Médiateur a été saisi d'un nombre important de réclamations introduites en matière de remboursement de TVA Logement qui critiquent le délai de traitement des demandes de remboursement, lequel s'étendrait sur au moins 18 mois, est effectivement trop long eu égard au principe du délai raisonnable.

Le Médiateur recommande à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de poursuivre énergiquement leurs efforts entrepris dans le but de réduire sensiblement le délai de traitement des demandes de remboursement TVA et il recommande au Ministre des Finances de soutenir l'administration dans ses efforts.

Réponse:

Dans sa prise de position du 20 septembre 2005, le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a informé le Médiateur que, dans le cadre du numerus clausus 2005, 3 employés de la carrière C ont été affectés à des fonctions où ils pourront au mieux aider à réduire les retards en matière de remboursement de la TVA Logement.

Le Directeur a exprimé sa confiance quant au rattrapage rapide des retards au fil des années alors que le renforcement du personnel aurait permis d'accélérer considérablement le flux du courrier et la restitution de la TVA aux citoyens.

Aussi, le Médiateur a-t-il été pour le moins surpris de lire dans un récent rapport établi par la Commission du contrôle et de l'exécution budgétaire et des comptes que les délais de remboursement du différentiel de TVA entre le taux normal de 15% et le taux super-réduit de 3% serait toujours de l'ordre de 15 mois.

Après s'être adressé à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour avoir des explications plus précises, le Directeur a répondu au Médiateur, en date du 3 octobre 2006, que le délai de traitement des demandes de remboursement TVA Logement serait actuellement de 12 mois. Malgré plusieurs changements qui devaient être apportés au niveau du personnel du bureau compétent, l'Administration estime qu'il est réaliste de parvenir, à court terme, à un délai de 11 mois.

Tout en appréciant les efforts entrepris par l'Administration compétente en vue de réduire sensiblement les délais de remboursement en matière de TVA Logement, le Médiateur encourage la Direction de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de faire tout son possible pour ramener les délais de remboursement à moins de 10 mois.

Recommandation N°10 relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des dossiers relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers et à l'emploi de la main-d'œuvre

Attendu que le Médiateur a été saisi de multiples réclamations concernant des retards encourus par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration dans le traitement de dossiers relatifs à des demandes d'autorisation de séjour et de permis de travail;

- que de nombreuses réclamations ont tiré l'attention du Médiateur sur des retards dans l'instruction de ces affaires et sur les longs délais d'attente qu'ils font subir aux administrés;

- que l'examen de treize réclamations introduites auprès du Médiateur et actuellement pendantes fait ressortir que les administrés concernés sont toujours en attente d'une réponse du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration;

- que le délai moyen de ces retards s'élève à près de six mois;

- que le Médiateur a dû constater que les services compétents tardent même à répondre à ses propres lettres et que les délais de réponse que le Médiateur est en droit de fixer sur le fondement de l'article 4 de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur ne sont jamais respectés;

- qu'il est inacceptable que les lettres du Médiateur adressées au Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration restent sans réponse durant plusieurs mois;

- que le Médiateur lui-même doit ainsi subir des délais d'attente allant, malgré d'itératifs rappels, jusqu'à cinq mois;

- que toute administration est tenue de respecter un délai raisonnable dans le traitement de ses dossiers;

- que ces retards dénotent de la façon la plus évidente que les services chargés des dossiers relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers et à l'octroi de permis de travail ne fonctionnent pas conformément aux principes d'une bonne administration;

- que la mission légale confiée au Médiateur oblige celui-ci à porter à la connaissance des Ministres concernés les problèmes récurrents de fonctionnement de leur Ministère;

- que ceux-ci peuvent être d'ordre structurel ou relever de l'organisation interne;

- qu'il est urgent que des solutions soient trouvées améliorant le fonctionnement des services concernés.

Réponse:

Dans sa prise de position en date du 15 novembre 2005, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a informé le Médiateur des problèmes de personnel du service des étrangers eu égard surtout à l'augmentation constante du nombre de dossiers dont il est en charge.

Le Ministre a souligné toutefois qu'en ce qui concerne le service des permis de travail, la durée moyenne de traitement d'une nouvelle demande en obtention d'un permis de travail se situe entre-temps entre deux et cinq semaines au maximum, ce qui ne semble plus constituer un délai de traitement disproportionné.

Afin de remédier au mieux aux lenteurs constatées dans le traitement des dossiers du service des étrangers, il faudrait essayer d'occuper, à brève échéance, les deux postes actuellement vacants aux sein de ce service et de charger le nouvel agent de la carrière supérieure plus particulièrement du suivi rigoureux du courrier entrant au service.

Par lettre adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration en date du 14 septembre 2006, le Médiateur a demandé des informations relatives aux mesures prises depuis lors pour remédier aux lenteurs constatées dans le traitement des dossiers du service des étrangers.

Dans sa réponse du 29 septembre 2006, le Ministre compétent a informé le Médiateur qu'en ce qui concerne le traitement des dossiers d'autorisations de séjour pour ressortissants communautaires et non communautaires, il y lieu de noter que si le service des étrangers a pu être renforcé au cours de cette année par un agent de la carrière du rédacteur, il dispose toujours d'une vacance de poste dans la carrière de l'attaché de Gouvernement.

Entre-temps il a été décidé de réserver ce poste à un agent de la carrière du rédacteur rattaché actuellement au service des réfugiés.

Pour ce qui est de la durée moyenne de traitement de toute nouvelle demande en obtention d'une autorisation de séjour, le Ministre fournit au Médiateur une réponse différenciée suivant qu'il s'agit de demandes introduites par des ressortissants non communautaires ou de demandes introduites par des ressortissants communautaires et des membres de leur famille.

Au sujet des demandes adressées par des ressortissants de pays tiers soit directement, soit par l'intermédiaire des postes diplomatiques ou consulaires luxembourgeois ou ceux qui représentent les intérêts du Grand-Duché de Luxembourg à l'étranger et, dans l'hypothèse qu'elles soient complètes, il y a lieu de compter entre 1 mois et six semaines pour le traitement du dossier.

En ce qui concerne les dossiers ayant trait au regroupement familial, dossiers s'avérant souvent plus complexes, les délais peuvent aller jusqu'à 6 mois. La raison en est que les services compétents doivent régulièrement avoir recours à d'autres administrations ou services, en faisant procéder, soit à des enquêtes de police, soit à des enquêtes sociales avant que l'autorisation de séjour ne soit octroyée ou refusée.

Le Ministre estime que ces délais ne sont nullement excessifs alors que la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial prévoit que les États membres disposent d'un maximum de 9 mois à partir de la date de dépôt pour examiner la requête.

Concernant les demandes en obtention d'une carte de séjour déposées auprès des administrations communales par les ressortissants communautaires, ces demandes sont adressées au Ministère après enquête effectuée par la police. Ce ne serait pas le traitement du dossier en lui-même qui prendrait beaucoup de temps mais ce serait le volume des dossiers à traiter qui fait tendre la durée moyenne de traitement vers les trois à quatre mois.

En se félicitant d'une réponse aussi exhaustive de la part du Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration et en constatant que les réclamations pour lenteurs excessives à l'encontre du Ministère concerné ont largement diminué au cours des derniers mois, le Médiateur reconnaît les efforts entrepris par les agents du service des étrangers pour traiter les dossiers leur confiés avec la diligence requise.

Recommandation N°18 relative au bon fonctionnement et autres services publics

Le Médiateur,

- considérant qu'à l'examen des réclamations dont il a été saisi jusqu'à ce jour, le Médiateur a pu déceler certaines faiblesses et insuffisances manifestes au niveau du fonctionnement de l'administration publique;

- considérant que ces insuffisances apparaissent aux niveaux tant de la communication et de l'accessibilité du personnel sur place que de la diligence et des soins avec lesquels sont traités les dossiers et de l'attitude témoignée par certains agents à l'égard des citoyens;

- considérant que pour vérifier la pertinence des constats opérés et pour se faire une image plus précise de la qualité des relations entre les citoyens et les administrations, le Médiateur a procédé à une enquête au sein d'une population de plus de 700 personnes l'ayant saisi d'une réclamation;

- considérant le résultat de cette enquête dont il se dégage notamment:

  - qu'un nombre élevé de citoyens (40,6% de l'échantillon) se plaint de la qualité de la communication avec les administrations publiques concernant la communication par voie téléphonique et le contact direct dans les administrations;

  - que les personnes interrogées, quoique dans une plus faible proportion (35,14%), déplorent le manque de serviabilité et de courtoisie affiché par les agents publics à leur égard;

  - que près de la moitié des personnes concernées (49,83%) expriment un sentiment d'insatisfaction quant aux soins apportés à leur affaire et à la diligence avec laquelle celle-ci a été traitée;

- considérant que les insuffisances de communication entre administrations et citoyens et les difficultés d'accessibilité aux gestionnaires de dossiers sont à l'origine de nombreuses réclamations auprès du Secrétariat du Médiateur;

- considérant en effet que bon nombre de réclamants se plaignent d'un manque d'informations quant aux démarches à effectuer afin d'aboutir au résultat voulu et d'une insuffisance manifeste d'explications pour la bonne compréhension des décisions administratives;

- considérant que le manque d'accessibilité et de disponibilité des agents concernés est souvent à l'origine d'une durée de traitement excessivement longue des dossiers alors que les citoyens concernés restent dans l'attente d'indications précises et complètes quant aux démarches à effectuer et aux pièces ou documents à présenter pour compléter leur dossier;

- considérant l'utilité d'évaluer par des moyens appropriés, au besoin par des audits externes, l'accessibilité des agents gestionnaires de dossiers au regard des demandes de renseignements et d'informations sur l'évolution des demandes en instruction;

- considérant que le bon fonctionnement de l'administration publique sous-entend la disponibilité des agents en charge de la gestion des dossiers;

- considérant que l'ouverture des bureaux au public aux jours et heures indiqués présupposent leur accessibilité aux citoyens tant par téléphone que sur place;

- considérant qu'à défaut de pouvoir garantir cette accessibilité, il serait recommandé et souhaitable de réduire les heures journalières d'ouverture au public à condition toutefois que pendant les plages fixes indiquées, les agents concernés se tiennent effectivement à disposition des citoyens pour répondre à leurs demandes;

- considérant que l'accessibilité aux administrations serait grandement facilitée par l'indication systématique dans tout courrier adressé aux citoyens, du nom de l'agent gestionnaire du dossier et de son numéro de téléphone;

- considérant qu'il y a lieu de remédier d'urgence au fonctionnement insatisfaisant, voire défaillant, du dispositif téléphonique de nombre d'administrations;

- considérant le besoin impératif d'aménager essentiellement au sein des administrations et services en contact direct avec le public, des locaux d'accueil ouverts et accessibles à tout appel et demande d'informations externes;

- considérant que les agents affectés à ces bureaux devraient être hautement qualifiés, dûment expérimentés, possédant une parfaite connaissance de la législation en vigueur et la maîtrise des rouages, pratiques et procédures administratives;

- considérant qu'en raison de la complexité de la matière et de l'imbrication des procédures entre les administrations et organismes concernés, un bureau d'accueil centralisé couvrant tout le secteur de la sécurité sociale s'impose en priorité;

- considérant qu'une telle structure d'accueil présenterait un avantage certain pour les administrés en termes de conseils et d'orientation dans leurs démarches administratives, leur évitant ainsi autant de déboires, frustrations et angoisses liés à l'engagement de procédures inappropriées et inutiles;

- considérant que les mêmes arguments et surtout le chevauchement des procédures entre les Communes et le Ministère des affaires étrangères et de l'immigration militent également en faveur de l'aménagement d'un bureau d'accueil en charge de toutes les demandes d'informations et de renseignements relatives aux questions de l'immigration et à l'accès au marché du travail;

- considérant que l'obligation de traiter les demandes et d'instruire les dossiers dans des délais raisonnables est un principe inhérent au bon fonctionnement de l'administration publique;

- considérant qu'un silence persistant de l'administration au-delà de 3 mois vaut décision implicite de refus et ouvre au citoyen la possibilité d'un recours administratif;

- considérant que cette possibilité du citoyen à recourir aux voies juridictionnelles en cas de silence de l'administration au-delà des 3 mois ne saurait être comprise comme un droit de l'administration de ne pas répondre avec la diligence requise à toutes les demandes des citoyens;

- considérant que le dépassement du délai de 3 mois par un certain nombre d'administrations s'explique généralement non pas par une volonté de ne pas faire droit aux demandes du citoyen, mais le plus souvent par des insuffisances au niveau de la gestion des affaires ou encore par la complexité des dossiers ou le comportement fautif des citoyens;

- considérant qu'il est du devoir de l'administration d'expliquer aux citoyens les raisons inhérentes aux retards dans le traitement de leurs affaires et de les tenir régulièrement au courant de l'évolution de leurs dossiers;

- considérant dès lors qu'à partir du moment où les administrations en cause auront été identifiées, il importe d'évaluer, au besoin par des audits externes, les causes des retards dans le traitement de leurs affaires tant à la lumière de la charge de travail leur incombant que du nombre d'agents disponibles, de la diligence et des soins avec lesquels elles traitent les dossiers;

- considérant que l'image de marque de l'administration publique est essentiellement tributaire de l'accueil réservé au public et du comportement des agents en contact direct avec les citoyens;

- considérant que certains agents publics manifestent apparemment un comportement inapproprié dans leurs relations avec les citoyens;

- considérant dès lors le besoin de tenir compte du sens des relations humaines et d'un comportement approprié comme critères de base servant tant au recrutement qu'à l'affectation et au maintien des fonctionnaires et employés publics à un poste en contact direct avec le public;

- considérant la nécessité d'élaborer un guide des meilleures pratiques pour les agents publics qui devrait faire l'objet d'un cours principal assorti de travaux pratiques dans le cadre de la formation initiale, dispensée par l'Administration nationale des administrations publiques (INAP);

recommande au Gouvernement

- d'évaluer, au besoin par des audits externes, l'accessibilité des agents gestionnaires des dossiers au regard des demandes de renseignements et d'informations sur l'évolution des dossiers en instruction;

- de prévoir des plages horaires journalières fixes pendant lesquelles les agents gestionnaires de dossiers seront effectivement disponibles pour répondre aux demandes des citoyens tant par téléphone que sur place;

- de faciliter l'accessibilité directe des citoyens aux agents gestionnaires de leurs dossiers par l'indication systématique dans le courrier leur adressé du nom de l'agent concerné ainsi que son numéro de téléphone direct;

- de revoir d'urgence le fonctionnement défaillant du dispositif téléphonique de certaines administrations;

- d'aménager dans certaines administrations et services en contact direct avec le public et, en priorité, dans les secteurs de la Sécurité sociale et de l'Immigration, des bureaux d'accueil centralisés en charge de conseiller les citoyens et de les orienter correctement dans les démarches et procédures à suivre;

- d'établir, au besoin par des audits externes, un inventaire des administrations et services peu respectueux des délais raisonnables et de détecter les causes des retards dans le traitement de leurs affaires afin d'en tirer d'urgence les conclusions qui s'imposent;

- de mettre l'accent sur le sens des relations humaines et le comportement approprié tant aux niveaux du recrutement que de l'affectation et du maintien des agents publics à un poste en contact direct avec les citoyens;

- de procéder à l'élaboration d'un guide des meilleures pratiques diffusé pour les agents publics et d'en faire l'objet d'un cours principal assorti de travaux pratiques dans le cadre de la formation initiale dispensée par l'Institut national de l'administration publique.

Réponse:

Dans sa prise de position du 29 août 2006, le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a informé le Médiateur que toutes ses propositions rejoignent aussi celles du Gouvernement qui, par l'adoption de son programme gouvernemental du mois d'août 2004, s'est engagé à poursuivre le mouvement de réforme et de modernisation de l'administration publique en responsabilisant davantage les administrations et services de l'État et en incluant de même tous les acteurs concernés, y compris les usagers du service public.

Le projet CAF (common assessment framework - cadre d'auto-évaluation de la fonction publique) initié par le Ministère serait basé sur le modèle de qualité globale portant le même nom et viserait une introduction généralisée des méthodes de gestion de la qualité dans la culture administrative luxembourgeoise.

Ce projet qui se fonderait sur un programme d'une durée totale de quatre années (2005-2009) aurait pour but concret et principal de favoriser l'engagement des administrations dans une démarche d'amélioration avec une attention particulière portée à la satisfaction des bénéficiaires de service et des parties prenantes intéressées à la qualité des services et de leurs mises en œuvre efficientes.

Même si le programme CAF se base actuellement sur une adhésion volontaire des administrations, rien n'empêcherait d'élargir son champ d'application à toutes les administrations luxembourgeoises en appliquant des lignes de conduite plus strictes.

L'élaboration d'un code de déontologie figurerait parmi les grands dossiers en matière de réforme administrative. Le but ultime serait non seulement de contribuer à consolider le caractère professionnel des administrations publiques qui se caractérisent par le fait qu'elles obéissent au principe de droit et qu'elles sont aux services de l'intérêt général, mais encore de guider les fonctionnaires lorsqu'ils sont confrontés à un dilemme éthique.

Une quatrième mesure envisagée viserait le domaine de la formation afin de remédier à un comportement parfois inadapté et inapproprié de la part des agents publics à l'égard des citoyens, se concrétisant sous forme d'un manque de serviabilité et de courtoisie susceptible de dévaloriser l'image du secteur public en entier.

À ce sujet, un inventaire de toutes les formations proposées en la matière par l'Institut national de l'Administration publique serait établi avec comme objectif d'en venir à une valorisation accrue des formations précitées.

Une dernière initiative serait celle des entretiens avec les collaborateurs, entretiens déjà inscrits en 2003 dans le statut général des fonctionnaires, en tant qu'instruments de motivation, de la promotion et de la communication entre l'employeur et ses agents. Ces entretiens servent à fixer les objectifs à atteindre et à identifier les possibilités de développement des compétences et de formation.

La prise de position du Ministre a suscité un certain nombre d'observations de la part du Médiateur.

Ainsi, dans sa réponse du 8 septembre 2006, le Médiateur a estimé que le projet CAF (cadre d'auto-évaluation de la fonction publique) relève d'une démarche trop laborieuse et timide pour réaliser les objectifs visés dans des délais raisonnables.

À ses yeux, elle est trop laborieuse du fait qu'elle implique un calendrier s'étendant sur plusieurs années avant d'espérer voir enfin des conséquences, à tirer des premières auto-évaluations, porter leurs fruits.

Elle lui semble trop timide dans la mesure où elle mise sur une adhésion volontaire des administrations. Cela pourrait expliquer que les administrations qui ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt pour une telle démarche relèvent précisément de la catégorie de celles qui n'ont pas ou qui n'entretiennent que peu de contact avec le public.

Le Médiateur estime que si l'autoévaluation est la voie que le Ministre entend privilégier pour assurer le bon fonctionnement des administrations et autres services publics, il faudrait, pour le moins, exiger que sur la liste des administrations qui se prêtent à un tel exercice figurent en priorité les services publics dont l'action est la plus visible de l'extérieur en l'occurrence les services les plus sollicités par les citoyens.

Le Médiateur se réfère à sa recommandation pour insister une fois de plus sur le besoin impératif d'aménager au sein de certains secteurs publics en contact direct avec les citoyens, des locaux d'accueil ouverts et accessibles à tous appel et demande d'information externe. Avec cette proposition, il a surtout visé les secteurs de la sécurité sociale et de l'immigration qui, en raison de la complexité de la matière et de l'imbrication des procédures entre les administrations et les organismes concernés, se recommandent en priorité pour une telle innovation.

Enfin, le Médiateur considère que, dans un premier temps, la cause de la fonction publique serait servie au mieux par l'élaboration d'un guide des meilleures pratiques administratives autour duquel pourraient s'articuler des cours de formation initiale pour les candidats fonctionnaires, cours à insérer en aval de l'examen concours et en amont de leur affectation.

Le Médiateur reste dans l'attente d'une réponse du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

B. Recommandations relatives à la mise en conformité du droit interne avec les droits et libertés consacrés par la Convention Européenne des Droits de l'Homme

Recommandation N°8 relative à un éventuel réexamen des dispositions législatives et constitutionnelle relatives à l'interdiction du droit de vote pour des condamnés à une peine criminelle et/ou correctionnelle

Vu la réclamation dont a été saisi le Médiateur relative à la radiation par le Collège des bourgmestre et échevins de l'Administration communale de la Ville de Luxembourg du nom d'un électeur des listes électorales;

- relevant qu'en 1969, Monsieur D. a écopé d'une peine principale de sept ans de réclusion criminelle prononcée d'antan par la Cour d'Assises et d'une peine accessoire consistant dans l'interdiction des droits civils et politiques pour une durée de vingt ans et que suite à deux arrêtés grand-ducaux de grâce rendus au début des années soixante-dix, la peine privative a été à chaque fois réduite d'une année;

- soulignant que le réclamant a été convoqué pour voter aux élections législatives de 1994 et 1999 ainsi qu'aux dernières élections communales;

vu la décision de radiation du Collège des bourgmestre et échevins du 1er mai 2003;

- constatant que cette radiation a été opérée en application de l'article 6 de la loi électorale lequel dispose que «sont exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au vote: 1° les condamnés à des peines criminelles; 2° les personnes qui, en matière correctionnelle, sont privées du droit de vote par condamnation; […]»;

- notant que l'article 53 de la Constitution modifiée du 17 octobre 1868 dispose que «ne peuvent être ni électeurs ni éligibles les condamnés à des peines criminelles» et que «le droit de vote peut être rendu par la voie de grâce aux personnes qui l'ont perdu par condamnation pénale»;

- considérant que les articles 1er, 2 et 3 de la loi électorale du 18 février 2003 posent comme condition préalable pour être électeur de jouir des droits politiques et de ne pas être déchu du droit de vote;

  - que l'article 7 du Code pénal énumère les peines criminelles, parmi lesquelles notamment la réclusion à vie ou à temps et l'interdiction de certains droits civils et politiques;
  - que l'article 11 du Code pénal dispose que «toute décision de condamnation à la réclusion de plus de dix ans prononce contre le condamné l'interdiction à vie du droit de vote, d'élection, d'éligibilité»;
  - que l'article 12 prévoit que l'interdiction du droit de vote «peut être prononcée à vie ou pour dix à vingt ans contre les condamnés à la réclusion de cinq à dix ans»;
  - que l'article 14 du Code pénal énumère les peines correctionnelles, parmi lesquelles range notamment l'interdiction de certains droits civils et politiques et l'article 24 de préciser que pareille interdiction est facultative et pour un terme de cinq à dix ans;

- relevant que dans un arrêt n°74025/01 HIRST c/ Grande-Bretagne du 30 mars 2004, la Cour Européenne des Droits de l'Homme;

- devait se prononcer sur la compatibilité de la législation britannique au regard de la Convention Européenne des Droits de l'Homme;

- que la législation britannique prévoit une privation du droit de voter aux élections législatives pour une personne condamnée à une peine d'emprisonnement, privation limitée à la seule durée de cet emprisonnement;

- que dans l'arrêt HIRST, plusieurs principes sont mis en exergue, à savoir que les limitations apportées par les États au droit de vote ne doivent pas réduire le droit de vote de manière inconsidérée, qu'elles doivent poursuivre un but légitime et que les moyens utilisés ne doivent pas être disproportionnées;

- qu'après avoir renvoyé aux développements relatifs au principe de la finalité légitime de l'interdiction du droit de vote dans un arrêt Sauvé rendu par la Cour d'Appel fédérale du Canada en date du 31 octobre 2002, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a conclu que la législation britannique, en prévoyant une interdiction automatique et absolue du droit de vote, viole l'article 3 du Protocole No1;

- que l'arrêt Sauvé c/ Canada a examiné la constitutionnalité de l'alinéa 51 e) de la loi électorale du Canada à la lumière de la Charte canadienne des droits et libertés;

- que cet alinéa interdit «à toute personne détenue dans un établissement correctionnel et y purgeant une peine de deux ans ou plus» de voter;

- qu'il fut notamment jugé que:

«l'alinéa 51 e) ne répond pas au critère de la proportionnalité. En particulier, le gouvernement n'a pas réussi à établir un lien entre la privation du droit de vote prévue à l'al. 51 e) et les objectifs qu'il poursuit. En ce qui concerne le premier objectif, à savoir accroître la responsabilité civique et le respect de la règle de droit, le fait de priver les détenus du droit de vote risque plus de transmettre des messages qui compromettent le respect de la règle de droit et de la démocratie que des messages qui prônent ces valeurs. La légitimité de la loi et l'obligation de la respecter découlent directement du droit de vote de chaque citoyen. Priver les prisonniers du droit de vote équivaut à abandonner un important moyen de leur inculquer des valeurs démocratiques et le sens des responsabilités sociales. La nouvelle théorie politique du gouvernement qui permettrait aux représentants élus de priver du droit de vote une partie de la population n'a pas sa place dans une démocratie fondée sur des principes d'inclusion, d'égalité et de participation du citoyen. Le fait que les démocraties autoproclamées n'adhèrent pas toutes à cette conclusion renseigne peu sur ce que permet la vision canadienne de la démocratie consacrée dans la Charte. De plus, l'argument portant que seuls ceux qui respectent la loi devraient participer au processus politique est inacceptable. Le retrait du droit de vote fondé sur une supposée absence de valeur morale est incompatible avec le respect de la dignité humaine qui se trouve au coeur de la démocratie canadienne et de la Charte»;

- tenant compte de ce que la situation factuelle et légale est différente de celle de Grande Bretagne ou du Canada alors qu'au Luxembourg, l'interdiction du droit de vote ne se limite pas à la durée de la peine privative de liberté et que le vote n'est pas seulement un droit, mais une obligation, une interdiction générale du droit de vote au-delà du temps d'emprisonnement risque de ne pas résister au contrôle de proportionnalité tel qu'exposé dans l'arrêt HIRST c/ Grande-Bretagne rendu en date du 30 mars 2004 par la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Le Médiateur recommande aux autorités concernées de réexaminer les dispositions législatives et constitutionnelle à la lumière de l'arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme et, plus particulièrement, à la lumière des considérations pré-décrites et de prendre toutes les mesures nécessaires afin de rendre la législation luxembourgeoise compatible avec le niveau de protection minimum des droits de l'homme.

Réponse:

Suite à un courrier de rappel du Médiateur afin de connaître l'état des réflexions en la matière, le Premier Ministre l'a informé, par une lettre du 25 septembre 2006, que le Gouvernement entend suivre sa recommandation.

Il est envisagé d'introduire une proportionnalité entre la durée de la peine privative de liberté et la portée de l'interdiction du droit de vote.

Le département de la Justice proposera un projet de loi apportant les amendements nécessaires aux dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle, projet de loi qui sera déposé avant la fin de l'année.

Le Médiateur se félicite de l'initiative du Gouvernement visant à assurer la compatibilité de la législation relative à l'interdiction du droit de vote pour des condamnés à une peine criminelle et/ou correctionnelle avec les standards garantis par la Convention européenne des droits de l'homme.

Recommandation N°11 relative au réexamen de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie

Vu la réclamation dont le Médiateur a été saisi par Monsieur S. au sujet de la suspension de sa pension à la suite d'une condamnation à une peine privative de liberté;

- attendu qu'en vertu de l'article 210 de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie les pensions sont suspendues pendant l'exécution d'une peine privative de liberté supérieure à un mois;

- considérant qu'une telle disposition pose problème par rapport à sa conformité avec la Convention européenne des Droits de l'Homme;

- qu'en effet même si le droit à la pension n'est pas comme tel garanti par la Convention des Droits de l'Homme, il résulte de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme qu'une pension légalement due est à assimiler à un droit de propriété au sens de l'article 1er protocole 1 de la Convention (arrêt Gaygusuz contre Autriche du 16 septembre 1996, recueil des arrêts et décisions 1996-IV, paragraphe 39-41);

- attendu dès lors qu'il convient d'examiner si l'ingérence dans le droit patrimonial du réclamant était justifié en vertu notamment du principe de proportionnalité;

- que ce faisant, il y lieu de s'interroger sur la nécessité, au regard de l'intérêt général, de la suspension du droit à la pension dont pouvait se prévaloir le réclamant;

- constatant l'absence de tout lien qui existe entre la condamnation pénale d'une personne et la suspension de la pension qui lui revient légalement sur base de cotisations versées tout au long de sa vie active;

- qu'à partir de ce constat, il y a lieu de conclure qu'à travers les dispositions de l'article 210 de la loi précitée, le législateur a rompu, au détriment de la personne concernée, l'équilibre qu'il convient de ménager entre la protection du droit à la propriété de l'individu et les exigences liées à l'intérêt général.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de réexaminer la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie à la lumière de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme afin de la rendre compatible avec le niveau de protection minimum des Droits de l'Homme.

Réponse:

Dans sa réponse du 2 août 2006 à une lettre de rappel du Médiateur datée du 24 juillet 2006, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale l'a informé que l'avant-projet de loi relatif au dispositif légal applicable aux détenus en matière de sécurité sociale devrait être finalisé dans les prochains mois.

Dans cet avant-projet de loi, il serait tenu compte de sa recommandation.

Le Médiateur a dès lors bon espoir que la recommandation sera transposée en droit interne dans un proche avenir.

C. Recommandations comportant d'autres propositions de modifications législatives ou réglementaires

Recommandation N°2 relative à une proposition de réforme du paragraphe 22 de la loi générale des impôts (AO) consistant à préciser les infractions dont la poursuite justifie une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal

Un juge d'instruction, voulant mettre la main sur les déclarations fiscales du contribuable qui fut l'objet de cette information, s'est vu opposer par la Direction des Contributions Directes le principe de l'inviolabilité du secret fiscal (§ 22 AO).

Selon l'interprétation de la Direction des Contributions Directes, seuls l'ordre de la loi et une raison impérieuse d'intérêt général autorisent une entorse audit principe et il est très discuté si l'instruction d'une infraction de droit commun telle qu'une escroquerie ou un abus de confiance puisse justifier une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal.

Le législateur allemand a été rendu sensible aux nombreux problèmes pratiques d'interprétation du texte légal formulé d'une façon très générale et a fini par préciser clairement les infractions dont la poursuite permet de justifier une entorse au secret fiscal.

Le droit luxembourgeois ne précisant pas ces cas, des frictions entre autorités judiciaires et autorités fiscales risquent de réapparaître.

Vu les opinions divergentes du juge d'instruction et de la Direction des Contributions Directes quant à l'étendue du secret fiscal, il est absolument nécessaire que les limites du secret fiscal soient enfin clairement fixées par le législateur.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de préparer un projet de loi portant réforme du § 22 de la loi générale des impôts (AO) indiquant de façon précise les infractions dont la poursuite justifie une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal.

Réponse:

En date du 13 juillet 2006, le Médiateur s'est adressé tant au Ministre des Finances qu'au Directeur des Contributions directes pour avoir de plus amples informations sur l'état actuel des réflexions engagées tant au niveau de l'Administration qu'à celui du Ministère.

Dans sa réponse datée du 28 septembre 2006, le Ministre des Finances a informé le Médiateur que le Directeur des Contributions directes lui a fait part de son avis et qu'une modification du paragraphe 22 AO sur base de la législation allemande serait en principe à recommander pour être en parfaite cohérence avec les principes fondamentaux du droit fiscal luxembourgeois, mais qu'elle ne correspondrait cependant ni à la recommandation du Médiateur, ni aux attentes des autorités judiciaires.

En effet, en vertu de la législation allemande, les informations relatives à des infractions de droit commun ne peuvent être communiquées aux autorités judiciaires que dans des conditions très restrictives, tandis que le problème de la levée du secret fiscal ne se pose pas pour le crime et autres atteintes graves à l'ordre public, la situation pour le délit découvert lors de la procédure d'imposition serait complexe. Ainsi, des données relatives à un délit ne pourraient être divulguées que si le délit se trouve lié à une infraction fiscale et uniquement sous certaines conditions.

L'adoption de la solution allemande ne changerait par conséquent rien à la situation actuelle en ce sens que persisterait une impossibilité de faire suite aux demandes des autorités judiciaires en matière de délit et une interdiction de dénoncer des délits au Parquet.

Le Ministre des Finances conclut que dans la mesure où la situation actuelle présente des inconvénients aussi bien pour l'Administration des Contributions directes que pour les autorités judiciaires, une concertation de toutes les parties en cause devrait permettre de trouver une solution satisfaisant tous les intérêts concernés.

Le Médiateur se déclare satisfait de cette réponse dans laquelle le Ministre compétent exprime sa détermination à trouver une solution au problème évoqué dans sa recommandation.

Il est entendu qu'il suivra de très près les discussions et surtout le résultat qui se dégagera de la réunion de concertation qui sera initiée par le Ministre des Finances.

Recommandation N°7 relative à la procédure de déclaration de naissance

Un réclamant s'étant présenté au bureau de l'état civil de la commune de Luxembourg pour déclarer la naissance de son fils s'est vu opposer le refus des fonctionnaires compétents en raison du défaut de présentation d'un document contenant les informations relatives à la naissance de l'enfant délivré par l'établissement où l'accouchement a eu lieu.

Pour des raisons de sécurité juridique notamment dans le but d'éviter des fraudes documentaires apparemment de plus en plus fréquentes le Procureur d'État de Luxembourg a recommandé aux officiers de l'état civil de ne pas se baser sur les seules déclarations de l'intéressé, mais d'exiger dans la mesure du possible la production de pièces.

La pratique recommandée par le Parquet va au-delà des prévisions de la loi car l'article 56 du code civil énumère les différentes personnes qui, à défaut du père, sont habilitées à déclarer la naissance d'un enfant sans aucune indication quant à d'autres formalités à remplir.

Cette pratique ne couvre d'ailleurs pas le cas où l'accouchement est intervenu hors d'un établissement hospitalier ou de la présence d'un gynécologue.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de revoir les dispositions afférentes du code civil à la lumière de la pratique recommandée par le Parquet et de présenter un projet de loi couvrant par ailleurs les situations non réglées par cette pratique.

Réponse:

Dans sa prise de position du 8 décembre 2004, le Ministre de la Justice a informé le Médiateur, que dans le cadre d'une prochaine réforme, il ne manquera pas de prendre en considération cette recommandation.

Par une lettre en réponse du 24 juillet 2006, le Médiateur s'est adressé au Ministre de la Justice pour avoir des informations plus précises sur l'état d'avancement du projet de réforme.

Cette lettre est restée sans réponse jusqu'à ce jour.

Recommandation N°14 relative à la procédure en matière de décisions de refus et de retrait prises par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations relatives aux décisions prises par la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet;

- considérant l'article 46 paragraphe 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, en vertu duquel les décisions portant notamment attribution, maintien, reprise, prorogation, refus ou retrait de l'indemnité de chômage sont prises par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet;

- qu'en vertu du paragraphe 3 du prédit article les décisions de refus ou de retrait visées au paragraphe 2 du prédit article peuvent faire l'objet d'une demande en réexamen auprès d'une Commission spéciale instituée par le Ministre ayant le travail dans ses attributions;

- attendu l'impact que les décisions prises sur la base du prédit article 46 paragraphe 2 ont sur la situation de l'administré;

- considérant que le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 pris en application de la loi du 1er décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse, oblige en son article 9 l'administration à instituer une procédure contradictoire dans tous les cas où elle agit d'office, en dehors de toute initiative de l'intéressé;

- considérant l'absence d'une procédure contradictoire devant le Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant que l'article 4 du règlement grand-ducal du 7 juillet 1987 concernant l'organisation et le fonctionnement de la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet, ne consacre pas le droit d'être entendu en personne mais laisse à la discrétion du Président de la Commission spéciale la décision d'exiger la comparution personnelle du requérant qui pourra se faire assister d'un conseil;

- considérant qu'au regard de l'enjeu des décisions en cause, une telle disposition n'est guère respectueuse de la procédure contradictoire;

- considérant dès lors la nécessité d'aménager une procédure contradictoire précédant la décision à prendre par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou pour le moins de réserver à l'administré le droit d'être entendu par la Commission spéciale visée à paragraphe 3 du prédit article 46;

- attendu que six membres de la prédite Commission spéciale sont nommés par le Ministre du Travail à raison de trois membres sur proposition du groupe des membres employeurs respectivement sur proposition du groupe des membres travailleurs de la Commission nationale de l'Emploi;

- que le Ministre du Travail nomme le Président de la Commission de même que deux fonctionnaires appelés à le suppléer en cas de besoin;

- considérant qu'en vertu du paragraphe 4 du même article un recours auprès du Conseil arbitral des Assurances sociales

contre les décisions prises par la Commission spéciale chargée du Réexamen des décisions de refus ou de retrait de l'indemnité de chômage est ouvert au requérant débouté, au Ministre du Travail et au Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant qu'à défaut d'une disposition expresse interdisant toute ingérence dans les délibérations de la prédite Commission spéciale, rien ne saurait empêcher son Président directement nommé par le Ministre du Travail de prendre, le cas échéant, ses instructions auprès de l'autorité de nomination;

- considérant qu'en vertu du principe que nul ne peut être juge et partie à la fois, il est pour le moins légitime de se poser la question de l'opportunité d'une remise en question par le Ministre du Travail d'une décision prise par une instance administrative investie de par la loi du réexamen de la décision prise par l'autorité compétente, en l'occurrence par le Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant que cette question se pose avec d'autant plus d'acuité dans le chef du Directeur de l'Administration de l'Emploi dont les décisions font précisément l'objet d'un réexamen de la prédite Commission spéciale;

- considérant que les principes de la sécurité juridique et de la confiance légitime des citoyens dans l'administration ne sauraient se concilier avec la possibilité réservée au Directeur de l'administration compétente de se pourvoir en justice contre une décision prise par une commission chargée spécialement du réexamen de la légalité voire de l'équité de la décision incombant au même chef d'administration;

Le Médiateur recommande au Ministre du Travail de réexaminer les dispositions de l'article 46 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet à la lumière des principes que sous-entend le bon fonctionnement de l'administration.

Réponse:

Dans sa prise de position du 19 mai 2006, le Ministre du Travail et de l'Emploi estime que le principe du contradictoire est respecté dans le cadre de la procédure administrative non contentieuse au niveau de l'Administration de l'Emploi.

Il aurait eu la confirmation du Directeur de l'Administration de l'Emploi que les demandeurs d'emploi concernés seraient convoqués pour prendre position par rapport aux faits qui leurs sont reprochés par les conseillers-placeurs.

En cas de besoin, les administrés pourraient sur place prendre inspection des pièces figurant dans leur dossier.

À la lumière du principe du contradictoire de la procédure administrative non contentieuse au niveau de la Commission spéciale de Réexamen, le Ministre estime qu'une solution de compromis pourrait consister à modifier le texte dans le sens que ce serait la Commission spéciale de Réexamen qui pourrait convoquer le requérant si le dossier ne contenait pas toutes les pièces lui permettant de prendre une décision en connaissance de cause.

Une convocation systématique des requérants ne ferait, à son avis, que double emploi avec le développement écrit des arguments du requérant dans sa demande en réexamen.

En vue de sauvegarder les intérêts de l'État à tout moment de la procédure, le Ministre n'entend pas remettre en question son droit de pouvoir interjeter appel contre les décisions de la Commission spéciale de Réexamen devant le Conseil arbitral des Assurances sociales.

Par contre, il ne voit pas d'objection à transférer à la Commission spéciale de Réexamen un certain nombre de prérogatives actuellement réservées au président, à savoir, notamment la convocation d'experts, la demande d'instructions complémentaires, la comparution du requérant, la mise en suspens du dossier.

Dans sa réponse à la prise de position du Ministre du Travail et de l'Emploi, le Médiateur insiste que le requérant comparaisse impérativement devant la Commission spéciale de Réexamen dès lors que celle-ci constate que le dossier ne contient pas toutes les pièces lui permettant de prendre une décision en connaissance de cause.

Par ailleurs, si le Médiateur peut accepter les arguments du Ministre pour justifier son droit de recourir auprès du Conseil arbitral des Assurances sociales contre les décisions prises par le Commission spéciale de Réexamen, ses arguments ne sauraient valoir pour le Directeur de l'Administration de l'Emploi.

Aux yeux du Médiateur, il est difficilement concevable, parce que non conciliable avec les principes de sécurité juridique et de confiance légitime des citoyens dans l'administration, que le Directeur puisse se pourvoir en justice contre une décision prise par une commission chargée spécialement du réexamen de la légalité, voire de l'équité, de la décision incombant au même chef d'administration.

Cette lettre du Médiateur n'a pas encore trouvé de réponse à ce jour.

Recommandation N°17 relative à la motivation des décisions prises sur avis du contrôle médical de la sécurité sociale et de la communication des dossiers en matière de sécurité sociale

Le Médiateur a été saisi par nombre de réclamations relatives à des décisions prises sur avis de l'Administration du contrôle médical de la sécurité sociale par les différents établissements publics de la sécurité sociale;

- considérant qu'en vertu de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes «*toute décision administrative doit baser sur des motifs légaux*»;

- considérant la jurisprudence en matière de sécurité sociale en vertu de laquelle est suffisamment motivée la décision renvoyant à un avis du contrôle médical pour fonder la décision de refus de la demande d'un assuré;

- considérant qu'en vertu de l'article 4 du prédit règlement grand-ducal «*les avis des organismes consultatifs pris préalablement à une décision doivent être motivés et énoncer les éléments de fait et de droit sur lesquels ils se basent*»;

- considérant dès lors que la motivation par renvoi à un avis du contrôle médical présuppose que l'avis expose lui-même des motifs clairs et précis;

- considérant qu'en vertu de l'article 341 paragraphe 3 du CAS (Code des Assurances sociales) «*les avis du contrôle médical de la sécurité sociale à caractère médical et à portée individuelle s'imposent aux institutions et administrations concernées qui peuvent demander de la part du contrôle médical la motivation de son avis en vue d'appuyer leur position devant le conseil arbitral et le conseil supérieur des assurances sociales*»;

- considérant que les décisions prises par les institutions et administrations concernées sur base d'avis du contrôle médical dénués de motivation claire et précise ne sauraient être considérées comme motivées au sens de l'article 6 du prédit règlement grand-ducal;

- considérant qu'en vertu de l'article 11 du même règlement grand-ducal «*tout administré a droit à la communication intégrale du dossier relatif à sa situation administrative chaque fois que celle-ci est atteinte ou susceptible de l'être par une décision prise ou en voie de l'être*»;

- considérant que suivant le règlement grand-ducal modifié du 24 décembre 1993 déterminant en application de l'article 294 du Code des Assurances sociales la procédure à suivre devant le conseil arbitral, le conseil supérieur des assurances sociales ainsi que les délais et frais de justice, les assurés ou leurs mandataires ne peuvent prendre connaissance de leur dossier qu'après avoir introduit un recours devant le conseil arbitral des assurances sociales;

- considérant cependant qu'en vertu de l'article 5 du même règlement grand-ducal, il appartient au président du conseil arbitral des assurances sociales de décider dans quelle mesure les intéressés ou leurs représentants peuvent consulter les rapports médicaux;

- considérant plus particulièrement que le droit de faire opposition devant le comité-directeur de l'institution concernée contre la décision prise par le président ou son délégué implique le droit d'exiger la communication du dossier y compris l'avis motivé du contrôle médical en vue notamment d'examiner la pertinence des éléments qui sont à la base de cette décision et de pouvoir y répondre de façon adéquate;

- considérant que le droit d'accès du patient aux données le concernant et à son dossier individuel est garanti tant par l'article 28 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des données à l'égard du traitement des données à caractère personnel que par l'article 36 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;

- considérant que ce droit connaît des limitations dans les seuls cas où soit en vertu de l'article 29 de la prédite loi du 2 août 2002 une telle limitation est justifiée pour protéger la personne concernée ou les droits et libertés d'autrui soit en vertu de l'article 51 du Code de déontologie médical qui laisse à la liberté du médecin d'apprécier en conscience si un malade peut être laissé en l'ignorance du diagnostic ou d'un pronostic grave;

- considérant que l'accès au dossier médical est sauf exceptions prévues par la loi un droit dont peut se prévaloir le patient;

- considérant notamment que le droit de faire opposition devant le comité-directeur de l'institution concernée pour être concret et effectif implique le droit de ce faire en connaissance de tous les éléments du dossier;

- considérant dès lors que l'assuré devrait être en droit de recevoir sur sa demande communication du dossier y compris l'avis motivé du contrôle médical;

- considérant qu'aux termes de l'article 57 du Code de déontologie médical «*le médecin doit s'efforcer de faciliter l'obtention par son malade des avantages sociaux auxquels son état lui donne droit, sans céder à aucune demande abusive*»;

- considérant que pour satisfaire à cette obligation et dans le respect du droit d'être entendu, le médecin traitant devrait avoir accès à l'avis motivé du contrôle médical;

- considérant qu'un désaccord persistant entre le contrôle médical et le médecin traitant devrait être tranché par une expertise médicale extrajudiciaire régie par une procédure garantissant une solution du différend médical dans la plus grande célérité épargnant ainsi à l'assuré les délais et les frais d'une éventuelle procédure judiciaire;

le Médiateur recommande au Ministre de la Sécurité sociale de réexaminer les dispositions afférentes du CAS en vue de les rendre conformes au droit de communication, tant à l'égard de l'assuré que du médecin traitant, du dossier y compris l'avis motivé du contrôle médical conformément au droit énoncé à l'article 11 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes et d'instaurer une procédure propre à garantir à travers une expertise médicale extrajudiciaire une solution du différend médical.

Réponse:

Par courrier du 27 septembre 2005, le Ministre a informé le Médiateur que la révision des procédures non contentieuses applicables dans le domaine de la sécurité sociale s'inscrira dans le cadre d'une révision des structures organisationnelles et des procédures administratives qu'il envisage d'entamer en 2006.

Par lettre du 13 septembre 2006, le Médiateur a demandé au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale des informations sur l'état actuel des travaux annoncés en 2005.

Dans sa réponse datée du 2 octobre 2006, le Ministre informe le Médiateur qu'il partage son souci que les procédures contentieuses et non contentieuses inscrites au Code des Assurances sociales soient transparentes et que l'assuré ait accès aux informations pertinentes de son dossier.

Par ailleurs, le Ministre a donné à considérer que l'introduction du statut unique, envisagé au cours de la dernière Tripartite et dont les modalités sont actuellement discutées au sein d'un groupe de travail avec les partenaires sociaux, remettra en cause l'organisation administrative actuelle de la sécurité sociale basée sur les différents groupes socio-professionnels. Des modifications en profondeur des dispositions du Code des Assurances sociales se rapportant à l'organisation et aux procédures sont à envisager au terme de ces discussions. Compte tenu de l'état actuel du dossier, ces modifications peuvent être envisagées pour la fin 2008.

Le Médiateur ne manquera pas de recontacter le Ministre compétent dans les mois à venir afin de voir dans quelle mesure les propositions contenues dans sa recommandation seront reprises dans l'avant-projet de réforme du Code des Assurances sociales.

Recommandation N°19 relative à l'exercice de l'autorité parentale

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations de la part de pères divorcés non attributaires de la garde de leur enfant desquelles il résulte qu'ils se voient souvent privés par les administrations de tous droits en relation avec leur enfant;

- considérant par exemple que des pères divorcés se sont vu refuser l'inscription de leur enfant dans leur passeport par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, la remise d'un certificat de composition du ménage dans lequel vit leur enfant de la part d'administrations communales ou la communication d'informations médicales au sujet de leur enfant de la part d'une caisse de maladie;

- considérant qu'il résulte de l'article 5 du protocole n°7 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, que «les époux jouissent de l'égalité de droits et de responsabilités de caractère civil entre eux et dans leurs relations avec leurs enfants au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution»;

- considérant que la Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989 a consacré le droit des enfants à être élevés par leurs deux parents;

  - qu'aux termes de l'article 9 de cette Convention, les États sont tenus de respecter «le droit de l'enfant séparé de ses parents ou de l'un deux d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents»;
  - que l'article 18 de cette Convention a consacré le principe selon lequel «les deux parents ont une responsabilité commune pour ce qui est d'élever l'enfant et d'assurer son développement»;

- considérant qu'il se dégage de ces Conventions le principe de l'égalité des droits et devoirs des parents à l'égard de leurs enfants quelles que soient les situations familiales;

- considérant qu'aux termes de l'article 378 du code civil luxembourgeois, en cas de divorce ou de séparation de corps, l'autorité parentale est exercée par le parent qui s'est vu confier la garde de l'enfant, sauf le droit de visite et de surveillance de l'autre;

- vu que le régime de l'exercice unilatéral de l'autorité parentale en vigueur au Luxembourg engendre au dépens du parent non attributaire de la garde de l'enfant une discrimination qui est contraire à l'article 5 du protocole n°7 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

- considérant que le père divorcé ou séparé de corps n'ayant pas la garde des enfants communs ne saurait se voir dénier tout droit et toute prérogative dans l'exercice de l'autorité parentale;

- qu'à l'instar d'autres États européens dont la France et la Belgique, il y a lieu de procéder à une réforme légale des règles de dévolution de l'exercice de l'autorité parentale en cas de divorce et de séparation de corps et de mettre en place un régime de droit commun prévoyant l'exercice de l'autorité parentale conjointe;

le Médiateur recommande au Ministre de la Justice de réexaminer les dispositions du Titre IX du Code civil relative à l'autorité parentale à la lumière de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de la Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989 afin de les rendre conformes aux principes de ces conventions et d'instaurer une plus grande égalité entre les pères et mères dans l'exercice de leur droits parentaux.

Réponse:

Dans sa prise de position du 21 décembre 2005, le Ministre de la Justice a informé le Médiateur qu'il partage entièrement le contenu de sa recommandation.

Dans ce contexte, le Ministre renvoie tant au projet relatif à la réforme du divorce (doc. parl. 5155), qu'aux deux propositions de loi que Messieurs les Députés Mosar (doc. parl. 5285) et Henckes (doc. parl. 5304) ont déposées en 2004 et qui ont trait à l'exercice de l'autorité parentale conjointe, lesquelles trouveraient son approbation quant aux principes y retenus.

Le Ministre espère que le Conseil d'État avisera et que la Chambre des Députés approuvera sous peu les textes en question.

Le Médiateur prend acte de la réponse du Ministre de la Justice.

Recommandation N°20 relative au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Extraits du rapport du Médiateur

Le Médiateur a été saisi de la part d'un certain nombre de réclamants par l'intermédiaire du Syndicat national du Logement social asbl.

Il résulte des dossiers versés que le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 a suscité une insatisfaction certaine auprès des locataires du Fonds pour le développement du Logement et de l'habitat. Les principales critiques formulées à l'encontre du règlement grand-ducal en question concerne surtout le mode de calcul du loyer tel qu'il résulte de la formule indiquée à l'article 18 du règlement grand-ducal, les autres tiennent à l'établissement des décompte de loyers, aux obligations des locataires et aux conditions d'application des loyers de faveur en cas de location de logements pour personnes âgées et personnes handicapées.

La réforme entreprise par la loi du 20 avril 1998 et le règlement grand-ducal susvisé a eu pour objectif une fixation du loyer en fonction de l'évolution du revenu disponible du ménage afin de sanctionner les locataires ayant les possibilités de se loger sur le marché locatif. Il semble bien que cette réforme est allée trop loin.

Par ailleurs, il a été porté à ma connaissance que d'autres promoteurs au sens de l'article 16 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement n'appliquent plus le règlement susvisé dans toute sa rigueur et y ont apporté en fait un certain nombre d'aménagement non prévus par le texte.

C'est la raison pour laquelle le Médiateur a par lettre du 13 janvier 2006 recommandé de réexaminer le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 qui ne semble plus répondre ni aux objectifs sociaux ni aux attentes des promoteurs.

Réponse:

Dans sa prise de position annexée à une lettre du Ministre compétent du 26 mai 2006, le Président du Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat a longuement pris position par rapport à la recommandation du Médiateur.

Après avoir examiné les arguments avancés par le Président du Fonds, le Médiateur constate qu'il s'agit essentiellement d'arguments qui, soit ne répondent pas aux questions posées, soit ne touchent pas au fond des problèmes évoqués dans sa recommandation.

Aussi, dans sa réponse au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le Médiateur en vient-il à la conclusion que la prise de position du Président du Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat n'a pas énervé les arguments contenus dans sa recommandation qu'il entend maintenir telle quelle.

Le Médiateur s'attend à ce que la Commission des Pétitions en concertation avec la Commission des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement apprécient le bien-fondé de sa recommandation et suivent attentivement le sort qui y sera réservé.

D. Recommandations restées sans réponse jusqu'au 30 septembre 2006

Recommandation N°21 relative à l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice

1. MOTIVATION

Depuis son entrée en fonction, le Médiateur a été saisi de quelque 72 réclamations dirigées contre l'administration judiciaire. Ces réclamations ont essentiellement pour objet des lenteurs de procédure et un manque d'informations de la part des autorités judiciaires à l'égard du justiciable ou de son mandataire.

Force est de constater qu'il n'est pas rare que l'administration de la Justice se voit exposée en public à certaines critiques se rapportant à des problèmes identiques à ceux constatés par le Médiateur.

Le Médiateur s'investit auprès des autorités judiciaires concernées pour remédier au cas par cas, et pour autant qu'ils sont fondés, aux griefs portés à sa connaissance par les citoyens.

Une partie non négligeable des réponses fournies au Médiateur dans le cadre des dossiers dont il a été saisi ne sauraient lui donner satisfaction alors que les autorités judiciaires semblent, dans certains dossiers, ou plutôt dans certaines matières, vouloir se dérober à leur obligation de collaboration en se retranchant derrière le principe de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la Justice ou encore derrière le principe du secret de l'instruction. Ces considérations valent essentiellement pour les dossiers pénaux dont le cabinet d'instruction est saisi.

Or, une telle attitude, peu transparente et non-conforme aux droits réservés au Médiateur par sa propre loi organique, n'est évidemment pas de nature à répondre aux attentes légitimes du justiciable vis-à-vis du troisième pouvoir.

Le constat que, en 2004, pour le seul Parquet de Luxembourg, l'action publique s'est éteinte par prescription dans pas moins de 120 affaires relevant du domaine de la criminalité économique et financière, n'est pas non plus de nature à renforcer la confiance du citoyen dans la justice.

Après avoir entamé un dialogue avec les autorités judiciaires à ce sujet et, au vu des expériences accumulées lors du traitement des 72 réclamations précitées, le Médiateur a été amené à entamer une réflexion de fond sur le rôle, l'évolution et le mode de fonctionnement de la magistrature et, plus particulièrement, de l'administration de la Justice dans notre société.

2. CONSIDÉRATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

2.1. Considérations quant à l'évolution du nombre d'affaires

Les statistiques établies par les différentes juridictions luxembourgeoises démontrent clairement qu'un nombre toujours croissant de personnes, physiques et morales, ont tendance à porter leurs différends devant les juridictions compétentes, augmentant ainsi considérablement le nombre d'affaires enrôlées par année, notamment en matière civile, commerciale, de bail à loyer et de droit du travail.

Cette tendance est largement favorisée par les possibilités offertes aux citoyens de recourir aux assurances d'assistance juridique aux fins de bénéficier de l'assistance gratuite d'un avocat en cas de besoin. Certaines compagnies d'assurances offrent même automatiquement la protection juridique ensemble avec le contrat d'assurance responsabilité civile pour véhicules.

Parallèlement, on assiste depuis des années à une augmentation importante du nombre d'affaires pénales traitées par les Parquets, dont beaucoup sont fixées à une audience de police, correctionnelle ou criminelle. Au vu des rapports annuels des Procureurs d'État à Luxembourg et à Diekirch, soumis chaque année à Monsieur le Ministre de la Justice, il semble que cette augmentation de dossiers en matière répressive reflète un phénomène sociétal au niveau de la criminalité générale d'une part, tout comme elle serait due à une hausse sensible des crimes et délits en matière économique et financière. Il appert également que l'augmentation des effectifs de la Police grand-ducale contribue à ce phénomène, surtout en ce qui concerne les affaires de la compétence des Tribunaux de Police et des Tribunaux correctionnels à formation de type «juge unique» (infractions et délits commis en violation du code de la route).

Le législateur a de plus en plus tendance à utiliser le droit pénal pour régler un nombre croissant de conflits sociétaux (racisme, xénophobie, harcèlement sexuel, etc.) et offre surtout en matière pénale et sociale, notamment à la magistrature debout, de nouvelles possibilités de règlement et de prévention de conflits (médiation pénale, travaux dans l'intérêt de la collectivité, prévention de crimes et délits etc.).

2.2. Considérations quant à l'évolution de la fonction du magistrat

La tâche des magistrats devient de plus en plus difficile, notamment de par la pluralité des sources du droit, nationales, internationales et privées auxquelles ils doivent se référer. Ces sources enchevêtrées ont, dans le meilleur des cas, un rapport de complémentarité entre elles, mais elles peuvent aussi se contredire en totalité ou en partie. En bref, les magistrats doivent intervenir souvent sur différents tableaux à la fois qui se dessinent et se redessinent.

À cela s'ajoute l'intervention de plus en plus fréquente du droit dans des domaines techniques qui exigent des connaissances particulières. Il suffit de citer le monde des finances, la bioéthique ou encore les technologies de l'information.

Par ailleurs, la complexité des affaires soumises aux juridictions devient de plus en plus grande. Ceci semble être surtout le cas en matière de criminalité économique et financière, en matière commerciale ainsi qu'en matière civile. Ce phénomène est un reflet direct de la complexification croissante de la vie sociale.

Il n'est pas exagéré de prétendre qu'on assiste actuellement à une «judiciarisation» croissante de la vie politique, économique et sociale, de sorte que la montée en puissance de la figure du magistrat paraît aujourd'hui inexorable dans le monde occidental.

On constate donc un juge davantage sollicité par le législateur et par le justiciable et un procureur davantage engagé dans les affaires de la cité. Ces magistrats, en se voyant confiés des missions et responsabilités grandissantes, deviennent logiquement dépositaires d'une attente accrue de la part des justiciables.

Dans ce contexte, il ne faut pas négliger le rôle des médias qui contribuent très largement à une «vulgarisation» de la justice.

Conscient de la charge sans cesse croissante pesant sur le troisième pouvoir, le législateur a approuvé des dispositions visant un renforcement sensible du nombre de magistrats et de greffiers. Ainsi, les effectifs de la magistrature de l'ordre judiciaire ordinaire sont passés de 137 magistrats en 1994 à 202 magistrats au 1er janvier 2006. D'autres dispositions légales ont apporté des améliorations notables au niveau des procédures, telles que la mise en état, les compositions correctionnelles à juge unique, la possibilité de former opposition contre un jugement par défaut par déclaration au greffe, etc. Le but de ces changements était de diminuer les délais auprès des juridictions et de faciliter aux justiciables l'accès à la justice.

Face à l'évolution de la fonction de magistrat, le pouvoir judiciaire doit lui-même évoluer s'il veut rester un pouvoir au service des citoyens.

2.3. Premières conclusions

À la lumière des considérations qui précèdent, on mesure toute l'importance du troisième pouvoir dont l'indépendance reste la clé de voûte d'un État de droit. Seul un pouvoir judiciaire, à l'abri de toute pression ou prise d'influence, peut accomplir sereinement sa mission qui est celle de dire le droit.

L'indépendance est à la fois un privilège et une obligation. L'indépendance oblige les magistrats à veiller à la transparence et au bon fonctionnement de la justice. La confiance des citoyens dans la justice est largement tributaire d'une bonne administration judiciaire.

Or, la confiance ne saurait être acquise sans accepter comme son corollaire un regard jeté de l'extérieur sur le fonctionnement interne de l'administration judiciaire.

Seule une autorité indépendante externe appelée à assurer un tel contrôle serait de nature à renforcer la confiance du citoyen dans la justice et à amener la justice, comme toute autre institution, à rendre compte de son fonctionnement dans sa globalité.

3. SPÉCIFICITÉ DE LA SITUATION AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

La situation des autorités judiciaires et partant l'exercice et l'administration de la justice revêt certaines caractéristiques spécifiques par rapport à la situation existante dans d'autres pays.

3.1. La proximité

En premier lieu, il faut mentionner le nombre relativement restreint de magistrats de l'ordre judiciaire ordinaire qui se chiffre actuellement à quelque 202 personnes.

L'exercice de la justice se concentre exclusivement sur trois endroits différents, à savoir Luxembourg-Ville, Diekirch et Esch/Alzette, les trois quarts de l'effectif de la magistrature se concentrant à Luxembourg-Ville, les trois sièges de juridiction étant de surcroît géographiquement très rapprochés.

Deux barreaux existent au Grand-Duché, celui de Luxembourg-Ville, intégrant à lui seul environ un millier d'avocats et celui de Diekirch, affichant une vingtaine de membres.

Ces trois facteurs font qu'il existe une certaine proximité entre les magistrats et même entre magistrats et le barreau. Cette proximité se crée tout naturellement à travers les relations de travail quotidiennes, à travers des liens familiaux ou amicaux qui peuvent se tisser.

Si l'indépendance subjective de la magistrature se présume jusqu'à preuve du contraire, il en va ici de son indépendance objective. En matière d'impartialité, même les apparences peuvent revêtir une certaine importance, surtout au pénal.

3.2. La formation et le recrutement

Au Grand-Duché, il n'existe pas d'établissement dispensant une formation spécifique aux futurs magistrats. La magistrature recrute ses nouveaux membres en règle générale exclusivement parmi les membres actifs des barreaux. Le choix des nouveaux magistrats, bien que nommés par le Chef d'État, se fait en pratique sur base d'une proposition établie par le Procureur Général d'État, les différents Chefs de Corps de la magistrature et le Ministère de la Justice entendus en leur avis. Au-delà de la condition de réussite à l'examen d'avoué, le seul critère objectivement vérifiable appliqué est celui d'avoir obtenu un certain quorum de points à cet examen, encore que cette condition ne soit entérinée nulle part. Force est également de constater que les avocats ayant réussi à l'examen de fin de stage n'obtiennent jamais connaissance des notes obtenues aux épreuves. Les résultats obtenus à l'examen d'avoué sont en effet seulement connus de la magistrature et du Ministère de la Justice, seuls la réussite et le classement à l'épreuve étant communiqués aux candidats.

À partir de ces considérations, on peut aisément comprendre que l'administration judiciaire peut s'exposer au reproche d'afficher un manque de transparence et de s'autogérer à l'abri de tout contrôle extérieur.

De telles particularités ne sont pas de nature à servir la cause du troisième pouvoir et à justifier la confiance que le justiciable doit avoir dans les autorités judiciaires. À défaut de confiance et de respect, l'exercice de la justice ne saurait évoluer dans un cadre de stricte indépendance et de sérénité qui pourtant doit obligatoirement être le sien.

À travers toutes ces considérations, une réflexion à plusieurs niveaux s'impose.

Afin de préserver le climat de sérénité et le statut d'indépendance qui doit présider obligatoirement à l'exercice du troisième pouvoir, il est indiqué de procéder à une analyse approfondie sur les modalités et les critères de recrutement, de nomination et de promotion des magistrats.

À la lumière de l'expérience acquise, le Médiateur ne semble pas être l'institution la mieux adaptée à recevoir des plaintes par toute personne concernée directement et personnellement par un dysfonctionnement de l'administration judiciaire. Ce droit, théoriquement garanti par les articles pertinents de la loi organique modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire doit pouvoir être exercé dans la pratique suivant une procédure claire et transparente.

Les justiciables doivent notamment disposer du droit de formuler des plaintes relatives aux dysfonctionnements de l'administration judiciaire. Aujourd'hui, ces plaintes se dispersent entre les juridictions, l'exécutif et le législatif ainsi que d'autres instances comme le Médiateur du Grand-Duché par exemple. Cette dispersion entrave une approche cohérente et efficace du problème. Il est dès lors indispensable que les plaintes formulées contre l'administration de la Justice puissent être canalisées explicitement vers une institution externe ayant compétence pour connaître de ce genre de plaintes.

Finalement, une réflexion sur la modification de l'exercice du droit disciplinaire des magistrats s'impose. En effet, il est difficilement acceptable que la magistrature, contrairement à toute autre administration étatique ou communale, dispose de son propre pouvoir disciplinaire.

La plupart des problèmes soulevés ci-avant se sont également manifestés à l'étranger ce qui au cours du XXe siècle a conduit pas moins de 6 pays de l'Union Européenne à créer un organisme externe appelé à garantir l'indépendance du magistrat, assumant ainsi une fonction de légitimation et de participation de la magistrature dans le bon fonctionnement de la justice et préservant, à travers la sanction d'éventuels débordements, les droits des justiciables et la sérénité de la fonction de juger (source: Les Conseils Supérieurs de la Magistrature en Europe, Thierry S. RENOUX et al., avant propos, éd. La documentation française).

4. CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Un tel organisme, dénommé ci-après Conseil Supérieur de la Justice (Conseil Supérieur de la Justice) devrait de toute évidence être un organe constitutionnel *sui generis*, totalement indépendant des trois pouvoirs constitutionnels, mais qui, par le fait de sa composition et de ses missions, devrait être en contact permanent avec chacun d'eux. Les travaux parlementaires belges relatifs à la création d'un Conseil Supérieur de la Justice remarquent à juste titre qu': *«(…)il ne devrait pas s'agir d'une instance repliée sur elle-même, pas plus qu'elle ne devrait être soumise à l'autorité d'une quel-*

conque hiérarchie. Disposant d'une légitimité propre, le Conseil Supérieur de la Justice devrait assurer le lien entre les citoyens, la Chambre des Députés, l'exécutif et le judiciaire. (…) Il devrait se trouver au-dessus de la mêlée tout en étant à l'écoute de la société. Il lui appartiendrait également d'être le relais des différentes sensibilités et d'en faire le tri et la synthèse.» (Sénat de Belgique, annales parlementaires, séance du jeudi, 19 novembre 1998, No.6403).

Il semble préférable d'adopter la dénomination belge de Conseil Supérieur de la Justice, plus vaste, plutôt que celle de Conseil Supérieur de la Magistrature, utilisée en France, alors que l'organe visé aurait comme objectif primaire de veiller au contrôle d'une bonne administration de la Justice dans un référentiel de ressources humaines adapté à ses devoirs et à ses responsabilités. Le champ de compétences d'un tel organe englobe logiquement toutes les fonctions de l'administration judiciaire (magistrature assise et debout, greffe et fonctionnaires des Parquets).

5. QUELLES SERAIENT LES COMPÉTENCES D'UN CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE LUXEMBOURGEOIS

Les trois missions principales d'un Conseil Supérieur de la Justice devraient être les suivantes:

- assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de regard les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie, sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil Supérieur de la Justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil Supérieur de la Justice d'intervenir dans le fond des affaires;

- procéder à la sélection des candidats à la magistrature et se prononcer sur les promotions des magistrats, sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc;

- l'exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard de la magistrature, du greffe et des fonctionnaires des Parquets.

Quant à la mission de contrôle externe de l'administration judiciaire, il est rappelé que le Conseil Supérieur de la Justice ne pourrait interférer de quelque manière que ce soit dans les décisions judiciaires proprement dites.

Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi d'une plainte individuelle par toute personne physique ou morale ou par un avocat inscrit à un barreau luxembourgeois. S'il s'avère, après examen du dossier, que la plainte est fondée, le Conseil Supérieur de la Justice formulerait une recommandation qui serait adressée directement aux instances concernées et au Ministre de la Justice. La recommandation serait également communiquée au plaignant.

À la demande de la Chambre des Députés ou du Ministre de la Justice, le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi de toute demande d'avis en vue de l'amélioration du fonctionnement général de l'administration judiciaire. Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait également se saisir d'office de toute question concernant le fonctionnement de l'administration judiciaire. Dans les deux cas, le Conseil Supérieur de la Justice émettrait un avis qui serait communiqué à l'autorité demanderesse, ou, en cas d'auto-saisine, aux autorités concernées.

Quant à ses compétences en matière de recrutement et de promotion des magistrats, le Conseil Supérieur de la Justice devrait garantir, par l'intermédiaire d'un avis conforme, le recrutement et la nomination des personnes les mieux qualifiées pour exercer les fonctions de magistrat ou de magistrat Chef de Corps. Pour ce faire, le Conseil Supérieur de la Justice devrait se référer à des critères préalablement établis et publiés, de sorte que ses choix se feront sur une base objective. En s'inspirant de la législation belge, il semble utile que le(s) Chef(s) de Corps concerné(s) soi(en)t entendu(s) en son (leur) avis avant que le Conseil Supérieur de la Justice ne se prononce sur la promotion d'un magistrat membre de ce corps ou sur le recrutement d'un candidat à la magistrature.

Quant à l'exercice du pouvoir disciplinaire, il paraît peu opportun de maintenir les dispositions des articles 67 et 155 à 173 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judicaire aux termes desquels le pouvoir disciplinaire interne est confié à la magistrature. Dans l'intérêt d'une plus grande transparence, il semble logique que le pouvoir décisionnel en matière de discipline des magistrats, du greffe et des fonctionnaires du Parquet soit attribué au Conseil Supérieur de la Justice.

Il est entendu que le Conseil Supérieur de la Justice devrait être doté de moyens budgétaires suffisants pour assurer au mieux et en toute indépendance le bon fonctionnement de l'institution.

6. LA COMPOSITION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Eu égard à la taille de l'administration judiciaire luxembourgeoise, un Conseil Supérieur de la Justice composé de dix membres devrait suffire pour répondre aux missions qui lui sont imparties.

Afin de garantir les intérêts de la magistrature et de respecter son indépendance, la moitié des membres du Conseil Supérieur de la Justice serait recrutée parmi les magistrats des juridictions ordinaires, l'autre moitié serait composée de non-magistrats. Dans l'intérêt d'une composition équilibrée, deux des magistrats membres du Conseil Supérieur de la Justice devraient être recrutés parmi la magistrature assise et deux parmi la magistrature debout, le cinquième membre serait à élire parmi les magistrats d'un de ces deux corps. La désignation des membres du Conseil Supérieur de la Justice issus de la magistrature devrait se faire par des élections directes et secrètes, séparées pour les deux corps de la magistrature. Le cinquième magistrat appelé à siéger au Conseil Supérieur de la Justice pourrait être membre de la magistrature assise ou debout suivant décision prise conjointement et préalablement aux opérations de vote par le Procureur Général d'État et le Président de la Cour Supérieure de Justice.

Afin d'élargir le cercle des candidats potentiels pour un siège au Conseil Supérieur de la Justice, des membres retraités de la magistrature seraient également éligibles, sous les conditions de désignation pré-décrites. En pareil cas, une limite d'âge de 70 ans accomplis au moment de l'entrée en fonction paraît s'imposer.

L'idéal serait évidemment d'accorder un congé spécial aux magistrats membres du Conseil Supérieur de la Justice pendant la durée de leur mandat, mais une décision en ce sens devrait être prise en fonction de l'évolution de la charge de travail incombant à cette institution.

En s'inspirant de la législation belge, les non-magistrats, membres du Conseil Supérieur de la Justice pourraient être recrutés suivant la clé de répartition suivante: deux membres actifs des barreaux luxembourgeois, à élire moyennant scrutin direct et secret conjointement par les deux barreaux, un membre à désigner par la Chambre des Députés, un membre à désigner par le Conseil de Gouvernement, un membre à désigner par le Conseil d'État. Il semble évident que les membres proposés par la Chambre des Députés, par le Conseil de Gouvernement et par le Conseil d'État ne peuvent être membres de ces corps.

Afin de permettre au Conseil Supérieur de la Justice de disposer d'une vue plus globale de sa mission, il serait souhaitable que les trois membres à désigner par la Chambre des Députés, par le Conseil de Gouvernement et par le Conseil d'État ne soient pas nécessairement titulaires d'un diplôme universitaire en droit, sous condition cependant de disposer des qualifications, professionnelles ou sur titres jugées nécessaires par les institutions concernées.

Le Conseil Supérieur de la Justice serait doté d'un nombre de membres suppléants égal à celui des membres effectifs, les membres suppléants étant choisis selon les mêmes critères que les membres effectifs.

Tout membre du Conseil Supérieur de la Justice, qui estime qu'une affaire, dont l'institution est saisie, pourrait donner lieu à un conflit d'intérêts dans son chef. est tenu de se récuser. Il sera remplacé dans cette affaire par un membre suppléant issu de la même institution ou du même corps.

Sauf ce qui est stipulé au paragraphe précédent, les membres suppléants ne pourraient siéger qu'en cas d'empêchement d'un membre effectif désigné ou élu par la même autorité qu'eux-mêmes. Le membre effectif, dont le mandat deviendrait vacant prématurément, est remplacé par un suppléant issu de la même institution ou du même corps pour le reste de ce mandat.

Tous les membres du Conseil Supérieur de la Justice devraient être de nationalité luxembourgeoise et disposer des garanties et capacités imposées à l'accès à la fonction publique.

Le mandat de membre du Conseil Supérieur de la Justice serait incompatible avec tout autre mandat public électif, il serait également incompatible avec la fonction de juge auprès des juridictions administratives ou sociales ainsi qu'avec celle de greffier ou de fonctionnaire auprès de l'ordre judiciaire ordinaire, administratif ou social.

Les membres effectifs et suppléants du Conseil Supérieur de la Justice ne pourraient être parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement.

Les membres du Conseil Supérieur de la Justice sont tenus par le secret professionnel.

La composition du Conseil Supérieur de la Justice suggérée serait équilibrée dans la mesure où la parité entre magistrats représentant les deux corps de la magistrature ordinaire et personnalités extérieures serait assurée.

7. LA DURÉE DU MANDAT

La durée du mandat serait de 4 ans. La non-reconductibilité immédiate du mandat paraît être une garantie supplémentaire de l'indépendance des membres du Conseil Supérieur de la Justice.

8. NOMINATION ET PRIVILÈGES

Le contrôle de la procédure de nomination et d'élection serait assuré par le Conseil Supérieur de la Justice sortant, et, pour la première fois par la Chambre des Députés, le Procureur Général d'État et le Président de la Cour Supérieure de Justice entendus en leurs avis.

La nomination et l'assermentation seraient faites par le Chef d'État.

Les membres effectifs et suppléants du Conseil Supérieur de la Justice jouiraient, dans l'exercice de leurs fonctions, des mêmes privilèges que ceux accordés par la loi aux magistrats, y compris, pour les membres non-magistrats, du privilège de juridiction.

9. SAISINE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Sous réserve de sa capacité d'auto-saisine en ce qui concerne toute question concernant le fonctionnement de l'administration judiciaire, le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi:

9.1. D'une plainte:

- par tout justiciable, personne physique ou morale, qui s'estime personnellement et directement lésée par le fonctionnement de l'administration judiciaire ou par le comportement d'un magistrat, d'un greffier ou d'un fonctionnaire d'un Parquet dans une affaire pendante devant une juridiction ordinaire ou en cours d'enquête ou d'instruction;

- par tout membre du barreau dans le cadre d'un différend qui l'oppose personnellement et directement aux autorités judiciaires ordinaires dans l'exercice de ses fonctions.

9.2. D'une demande d'avis:

- par la Chambre des Députés, si celle-ci en décide ainsi par vote à la majorité simple;

- par le Ministre de la Justice.

9.3. D'une plainte disciplinaire:

- par le Procureur Général d'État, par le Président de la Cour Supérieure de Justice, par les Présidents des Tribunaux d'Arrondissement, par les Procureurs d'État, par les Juges de Paix directeurs;

- par le Ministre de la Justice.

Par ailleurs, le Conseil Supérieur de la Justice peut lui-même décider d'engager une action disciplinaire à la suite d'une saisine conformément aux dispositions du paragraphe 9.1.

Le Conseil Supérieur de la Justice ne pourrait être saisi de:

- dossiers relevant de la compétence pénale d'autres instances;

- plaintes dont l'objet peut ou pouvait être atteint par l'application de voies de recours ordinaires ou extraordinaires;

- plaintes portant sur le fond de décisions judiciaires;

- plaintes déjà traitées et ne contenant aucun nouvel élément.

La décision de ne pas traiter la plainte devrait être motivée et serait sans recours. Le cas échéant, le plaignant serait renvoyé devant les instances compétentes.

10. LES DÉCISIONS, AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Les décisions du Conseil Supérieur de la Justice seraient prises en formation collégiale complète, à la majorité absolue des suffrages. En cas de parité des voix, celle du président serait prépondérante.

La présidence du Conseil Supérieur de la Justice serait assurée par un membre effectif, élu pour la durée d'une année par ses pairs. La fonction de président ne pourrait être reconduite et devrait être assurée à tour de rôle par un membre issu de la magistrature et un membre non-magistrat.

Hormis ses compétences en matière de nomination ou de promotion des magistrats, le Conseil Supérieur de la Justice rendrait des avis sur l'amélioration du fonctionnement de l'administration judiciaire, de même qu'il formulerait des recommandations dès lors qu'il estime qu'une plainte individuelle est fondée. Il soumettrait également un rapport annuel annuel sur l'ensemble de ses activités, englobant les avis et les recommandations. Ce rapport serait adressé à la Chambre des Députés, au Ministre de la Justice et aux Chefs de Corps de l'administration judiciaire.

Sauf les décisions rendues en matière disciplinaire et les avis rendus en matière de nomination et de promotion, les avis et recommandations du Conseil Supérieur de la Justice ne seraient pas contraignants.

Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait également rendre publics ses avis, recommandations ou rapports sous la forme qu'il jugerait opportune.

Recommandation

À la lumière des considérations contenues dans ce document, le Médiateur recommande à la Chambre des Députés et au Gouvernement l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice, appelé à:

- assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de regard les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie, sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil Supérieur de la Justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil Supérieur de la Justice d'intervenir dans le fond des affaires;

- procéder à la sélection des candidats à la magistrature et se prononcer sur les promotions des magistrats, sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc;

- l'exercice du droit disciplinaire à l'égard de la magistrature, du greffe et des fonctionnaires des Parquets.

Réponse:

Le Médiateur n'a à ce jour pas reçu une prise de position de la part du Ministre de la Justice.

Cependant, il y a lieu de noter qu'à la suite de cette recommandation, le Ministre a décidé d'instituer plusieurs groupes de travail ayant entre autres la mission de réfléchir sur des questions de procédure et sur le statut des juges.

Le Médiateur constate que le Ministre de la Justice n'a pas donné mandat à un groupe de travail de réfléchir plus profondément sur l'opportunité de la création d'un Conseil supérieur de la Justice.

Cela est d'autant plus regrettable que le Médiateur continue de considérer une institution externe au troisième pouvoir comme la seule solution appropriée pour renforcer à la fois les droits des justiciables et l'indépendance du juge.

Aussi, le Médiateur continuera-t-il d'insister sur la mise en place d'un Conseil supérieur de la Justice en comptant fermement sur l'appui que la Chambre des Députés apportera à cette idée.

Recommandation N°22 relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi

Attendu que depuis son entrée en fonctions, le Médiateur a été saisi de plus de cent réclamations à l'encontre de l'Administration de l'Emploi relatives notamment à des lenteurs constatées dans le processus de paiement de certaines prestations de chômage, aux lenteurs dans la procédure de traitement d'indemnités compensatoires en cas de reclassement interne ou externe, au non-renouvellement de contrats d'auxiliaires temporaires (CAT), au retrait de l'indemnité de chômage pour refus de travail, à la perte temporaire de l'indemnité de chômage pour manquement aux obligations à l'égard du placeur;

- attendu qu'en date du 16 mai 2006, le Médiateur a eu une réunion de travail avec Madame le Directeur et les responsables des différents services de l'Administration de l'Emploi;

- que suite à cette réunion, deux collaborateurs du Médiateur ont pris contact avec les responsables de l'Administration de l'Em-

Extraits du rapport du Médiateur

ploi pour se faire sur place une idée plus précise du fonctionnement des différents services,

- que de ces échanges de vues avec les responsables de l'Administration de l'Emploi se dégagent les considérations suivantes:

- considérant que le succès de toute politique volontariste d'intégration ou de réintégration des demandeurs d'emploi sur le marché du travail est essentiellement tributaire du bon fonctionnement et de l'efficacité des services de l'Administration de l'Emploi;

- considérant et reconnaissant les efforts accomplis par les responsables de l'Administration de l'Emploi tant au niveau de la réorganisation interne que de l'informatisation;

- considérant que ces efforts demandent constamment à être évalués tant au regard des expériences acquises, qu'au regard des faiblesses et des insuffisances subsistantes au niveau du fonctionnement de l'Administration;

- considérant que la précarité dans laquelle se trouvent les personnes à la recherche d'un emploi appelle tant de la part de l'Administration et des employeurs un respect et une attention particulières pour les problèmes, les intérêts et les droits des demandeurs d'emploi que de la part de ces derniers une prise de conscience et le respect de leurs obligations;

- considérant que l'évolution des exigences du marché du travail et le nombre relativement restreint de placeurs au service des demandeurs d'emploi sont deux facteurs qui devraient interpeller les pouvoirs publics tant au niveau de la formation qu'au niveau du recrutement des agents du service de placement;

- considérant que l'encadrement personnalisé des demandeurs d'emploi, le suivi régulier de chaque dossier, les conseils pratiques aux demandeurs d'emploi, le traitement rapide et professionnel des offres d'emploi, de même que l'amélioration des relations entre l'Administration et les employeurs sont autant de charges prioritaires qui incombent aux agents du Service Placement;

- considérant l'inadéquation des placeurs disponibles, au nombre de 25, par rapport aux tâches prédécrites;

- qu'en effet, exiger d'un placeur de faire un suivi permanent et individuel de ses dossiers à raison de plus de 10.000 rendez-vous annuels et plus de 40 contacts par jour avec les demandeurs d'emploi relève d'une mission quasi impossible;

- considérant dès lors que les exigences d'un travail de placement efficace à travers un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois appellent d'urgence un renforcement sensible du nombre des placeurs au service de l'Administration de l'Emploi;

- considérant l'absence de formation spéciale dans le chef des placeurs recrutés soit dans la carrière de l'expéditionnaire soit dans la carrière du rédacteur;

- considérant cependant qu'au-delà d'un engagement personnel, les diverses charges dont ils sont investis requièrent de la part des placeurs des compétences certaines et notamment des connaissances approfondies en matière de la législation sociale et de la pratique administrative et surtout un savoir-faire et un comportement adaptés aux exigences d'une population souvent difficile parce que fragilisée;

- considérant dès lors le besoin de prévoir pour les candidats placeurs une formation initiale et continue axée essentiellement sur les tâches d'accompagnement et de conseil qui les attendent;

- considérant que l'importance et la difficulté de la tâche incombant aux placeurs ainsi que le stress auquel ils sont quotidiennement exposés militent en faveur du renouvellement périodique de l'effectif;

- considérant que les bonnes et surtout les mauvaises expériences accumulées par les placeurs au fil des années comportent tant le risque d'usure que le risque d'un jugement empreint de préjugés, autant de phénomènes qui sont hautement préjudiciables à la qualité du travail de placement;

- considérant dès lors la nécessité de prévoir un système de rotation du personnel au service de l'Administration de l'Emploi à travers un remplacement périodique des agents du Service Placement par des agents nouvellement formés;

- considérant que le bon fonctionnement de l'administration publique est essentiellement tributaire de l'accueil et de l'encadrement réservés au citoyen;

- considérant que la multiplicité des services au sein de l'Administration de l'Emploi dont l'articulation est peu visible de l'extérieur comporte le risque d'un cloisonnement interne peu propice à un traitement efficace des demandes d'emploi;

- considérant que le guide du demandeur d'emploi remis à toute personne dès sa première inscription à l'Administration de l'Emploi, pour utile qu'il soit n'est pas suffisant pour lui faire comprendre le sens et la portée des droits et des obligations qui sont les siennes;

- considérant que par des informations et des explications claires, précises et exhaustives fournies à l'accueil, l'Administration de l'Emploi faciliterait largement les formalités et les démarches ultérieures à accomplir par les demandeurs d'emploi;

- considérant l'utilité de détecter au plus tôt, dès leur inscription, les besoins d'un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi;

- considérant qu'à cet effet un premier entretien individuel avec les demandeurs d'emploi pourrait donner au personnel du Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SAPDE) des indications pertinentes au regard des exigences d'une assistance personnalisée;

- qu'une prise en charge individuelle à l'accueil notamment pour informer les demandeurs d'emploi sur leurs droits et leurs obligations et pour les aider, le cas échéant, à remplir correctement et soigneusement leur fiche personnelle faciliterait d'autant le travail des placeurs tout en augmentant les chances des demandeurs d'emploi de trouver dans les meilleurs délais un travail correspondant aux aptitudes et aux compétences qui sont les leurs;

- considérant dès lors l'opportunité et l'utilité pour le Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SADPE) d'intervenir en amont du Service Placement en l'occurrence déjà au stade de la première inscription des demandeurs d'emploi et non seulement après six mois depuis la première inscription des adultes respectivement après trois mois depuis la première inscription des jeunes demandeurs d'emploi;

- considérant que le retrait de l'indemnité de chômage notamment en cas de refus non justifié d'un poste de travail approprié relève en premier lieu de l'évaluation du placeur;

- considérant que la responsabilité incombant au placeur est d'autant plus lourde qu'il n'est pas à l'abri d'une erreur d'appréciation au regard de faits voire d'explications mal articulées ou d'une fausse indication figurant sur la carte d'assignation retournée à l'Administration de l'Emploi par l'employeur;

- considérant que le Directeur à qui incombe la décision finale est appelé en cas de contestation à vérifier et apprécier les explications et les arguments avancés par les demandeurs d'emploi en cause;

- considérant que le Directeur accaparé par ses différentes tâches n'a guère le temps d'instruire à fond les contestations dont il est saisi et qu'il ne peut à cet effet s'appuyer que sur deux contrôleurs pour procéder, le cas échéant, aux investigations requises;

- considérant que la procédure de sanction administrative pourrait être activée et mieux servie par la création d'un Service du Contentieux;

- considérant le contentieux assez volumineux dont le Service des Prestations de Chômage complet est quotidiennement en charge sans pour autant disposer d'un seul juriste;

- considérant dès lors l'utilité voire la nécessité de créer un Service du Contentieux à rattacher au Service des Prestations de Chômage complet;

- considérant que le demandeur d'emploi qui fait valoir son droit à l'octroi aux indemnités de chômage doit présenter une attestation patronale renseignant entre autres sur les périodes d'occupation, les motifs de la cessation de travail, la rémunération brute qu'il a touchée au cours des quatre mois précédant la survenance du chômage;

- considérant qu'il n'est pas rare que, pour quelle que raison que ce soit, l'employeur concerné tarde à transmettre une attestation signée au demandeur d'emploi et que, malgré la pression exercée par l'Administration de l'Emploi, il arrive que plusieurs mois s'écoulent avant que le dossier soit complété et que le demandeur d'emploi puisse bénéficier de l'indemnité de chômage;

- considérant que de tels retards imputables à des employeurs peu diligents viennent s'ajouter à une période minimale de deux mois requise pour le traitement des dossiers, l'ordonnancement et la liquidation des indemnités de chômage;

- considérant que la situation précaire et surtout le besoin matériel dans lequel se trouvent la plupart des demandeurs d'emploi justifient pleinement leur espoir de se voir indemniser aussi rapidement que possible;

- considérant dès lors l'opportunité de prévoir et d'appliquer des sanctions à l'égard des employeurs peu soucieux des obligations qui sont les leurs à l'égard des employés licenciés;

- considérant que l'Administration de l'Emploi ne dispose que d'un seul médecin du travail dont l'expertise médicale s'avère indispensable pour un certain nombre de services comme celui des Travailleurs handicapés et celui des Travailleurs à capacité de travail réduite;

- considérant que les multiples tâches incombant au médecin du travail expliquent notamment les retards sensibles dans le traitement des dossiers des demandeurs en reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ou en obtention d'un revenu pour personnes gravement handicapées;

- considérant dès lors la nécessité d'engager d'urgence un second médecin du travail;

- considérant que la mission assignée au Service de l'Emploi des Jeunes qui consiste précisément à favoriser, à travers les instruments du contrat d'auxiliaire temporaire (CAT) et du stage d'insertion, l'intégration voire la réintégration sur le marché du travail des jeunes âgés de moins de trente ans;

- considérant qu'un des buts poursuivis par le projet de loi n° 5501 modifiant notamment la loi du 12 février 1999 portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes est d'en modifier les modalités afin précisément d'en augmenter l'efficacité en termes d'intégration respectivement de réintégration des jeunes en question sur le marché du travail;

- considérant qu'à cet effet il serait hautement indiqué d'engager un, voire deux éducateurs gradués afin d'assurer au mieux l'encadrement et le suivi des jeunes bénéficiant d'un CAT dans le secteur public;

- considérant que par l'assistance d'un personnel qualifié, le Service de l'Emploi des Jeunes serait en mesure d'évaluer l'efficacité de la formation pratique et théorique de jeunes bénéficiant d'un CAT en vue de leur intégration sur le marché de l'emploi;

le Médiateur recommande au Gouvernement et plus particulièrement au Ministre du Travail et de l'Emploi:

- de prendre toutes les dispositions requises pour promouvoir l'efficacité du Service Placement notamment par un renforcement sensible du nombre de placeurs;

- de prévoir pour les besoins particuliers du Service Placement dans le cadre de l'Institut National d'Administration Publique une formation initiale et continue axée essentiellement sur les tâches d'accompagnement et de conseil des placeurs;

- de favoriser l'efficacité et la qualité de travail de placement par le renouvellement périodique des titulaires aux postes de placeur;

- de faciliter l'accompagnement personnalisé et d'améliorer les expectatives d'emploi des personnes inscrites à l'Administration de l'Emploi en recommandant l'intervention du Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SAPDE) à un stade plus avancé dès la première inscription des demandeurs d'emploi;

- d'envisager la création d'un Service du Contentieux rattaché au Service des Prestations de Chômage complet;

- de prévoir des sanctions à l'égard des employeurs non respectueux des obligations qui sont les leurs à l'égard des employés licenciés;

- d'envisager d'urgence l'engagement d'un second médecin du travail au service de l'Administration de l'Emploi;

- de proposer le recrutement d'un, voire de deux éducateurs gradués pour mieux assurer l'encadrement et le suivi des jeunes bénéficiant d'un CAT dans le secteur public.

Réponse:

Le Médiateur reste dans l'attente d'une prise de position de la part du Ministre du Travail et de l'Emploi.

L'équité dans la pratique

L'article 4 (2) de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur permet à celui-ci d'émettre une recommandation afin que l'administration règle en équité des cas où l'application stricte de la loi aboutirait à un résultat inéquitable heurtant le sentiment élémentaire de la justice.

Le Médiateur a eu plusieurs occasions pour intervenir auprès des administrations et de proposer des solutions de nature à permettre un règlement en équité.

Une réclamante s'était vu refuser le versement de prestations de dépendance dues à sa mère en vertu de l'article 297 du Code des Assurances sociales par l'Union des Caisses de Maladie.

Cet article prévoit en effet que les prestations dues à un assuré lors de son décès, passent par priorité au conjoint survivant non séparé de corps ou au partenaire au sens de l'article 2 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, sinon à ses successeurs légaux ou testamentaires à condition qu'ils aient vécu en communauté domestique avec lui à l'époque du décès. Le même article prévoit encore que dans les autres cas, ces prestations sont payées jusqu'à concurrence des frais funéraires exposés.

Alors que la réclamante ne vivait pas en communauté domestique avec sa mère et que par ailleurs, il n'y avait pas d'autres éléments dans le dossier qui auraient permis au Médiateur de faire une recommandation en équité, cette réclamation a dû être rejetée.

Le Médiateur a en même temps été saisi du concubin de la défunte, concubin qui aurait vécu pendant 39 ans avec elle en communauté domestique sans cependant avoir été marié ou pacsé. Le réclamant a soigné sa concubine jour et nuit avant qu'elle fût admise dans une maison de soins.

Suite à la recommandation en équité du Médiateur, l'administration concernée était d'accord pour procéder au virement des arriérés en faveur du concubin de la défunte.

Dans une autre affaire qui est en cours de traitement, un ouvrier a été victime d'un accident de travail le 14 janvier 2005 à la suite duquel, il a bénéficié d'indemnités pécuniaires pendant 13 semaines avant de se voir accorder une rente transitoire. À la date de la consolidation des blessures, cette dernière lui fut retirée, l'ouvrier retomba dans le régime d'assurance maladie et il perçut à nouveau des indemnités pécuniaires.

Or, après son licenciement et la désaffiliation subséquente intervenus le 30 septembre 2005, la Caisse de Maladie refusa de continuer le versement d'indemnités pécuniaires au motif que la condition tenant à une affiliation pendant une période continue de six mois précédant immédiatement la désaffiliation ne se trouva pas remplie. La raison en était que l'intéressé a bénéficié d'une rente transitoire de la part de l'Association d'Assurances contre les Accidents qui emporte désaffiliation.

Cette condition résulte du nouvel article 14 (5) CAS introduit par la loi du 21 décembre 2004 entrée en vigueur au 1er mai 2005.

Si la loi nouvelle avait été appliquée intégralement depuis l'accident de travail du 14 janvier 2005, l'intéressé n'aurait reçu que des indemnités pécuniaires et non pas de rente transitoire entraînant une désaffiliation. Ainsi, l'intéressé aurait rempli la condition prévue à l'article 14 (5) CAS.

Si le régime d'avant la loi du 21 décembre 2004 avait été appliqué intégralement dans ce dossier, la condition quant à période continue d'affiliation de six mois précédant la désaffiliation n'aurait pas joué et l'intéressé aurait bénéficié d'indemnités pécuniaires au-delà de son licenciement en vertu de l'ancien article 16 CAS.

L'intention du législateur tant avant qu'après la réforme entreprise par la loi 21 décembre 2004 est d'indemniser ces assurés. Or, du fait que la situation de l'intéressé est régie successivement par deux lois différentes, il passe à travers les mailles du filet de la sécurité sociale, conséquence qui n'était pas voulue par le législateur.

Il s'agit donc d'un cas susceptible d'être résolu sur la base du principe d'équité.

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°3
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

5e séance, mardi 21 novembre 2006
6e séance, mercredi 22 novembre 2006
7e séance, jeudi 23 novembre 2006

Le Conseil d'État fête ses 150 ans

M. Lucien Weiler en faveur d'une réforme ponctuelle

Lors de la séance solennelle organisée à l'occasion du 150e anniversaire du Conseil d'État, le Président de la Chambre des Députés a développé un certain nombre de réflexions personnelles sur la discussion actuelle au sujet d'une réforme de l'institution.

Pour circonscrire les attributions du Conseil d'État dans le domaine législatif, le Président de la Chambre des Députés a cité le Ministre d'État de l'époque, M. Joseph Bech, qui avait été clair lors du 100e anniversaire du Conseil d'État: «Les avis du Conseil d'État reflètent dans chaque cas une appréciation d'ensemble conçue en fonction de toutes les exigences du bien en général, c'est-à-dire, en somme une appréciation politique au sens le plus large et le plus élevé.»

Le Président de la Chambre des Députés estime que cette conception des fonctions législatives du Conseil d'État a toujours prévalu. M. Lucien Weiler: «Cependant, ces derniers temps, d'aucuns souhaitent cantonner le Conseil d'État dans un rôle de contrôle juridique des textes qui lui sont soumis et ont beaucoup de mal à accepter qu'il se prononce sur l'opportunité de ces textes.»

Le Conseil d'État: une «institution politique de l'État»

Dans son discours, M. Lucien Weiler a souligné que le législateur a clairement tranché le périmètre des compétences du Conseil d'État en 1996: «Aucun projet ni aucune proposition de loi ne sont présentés à la Chambre des Députés et, sauf le cas d'urgence à apprécier par le Grand-Duc, aucun projet de règlement pris pour l'exécution des lois et des traités n'est soumis au Grand-Duc qu'après que le Conseil d'État a été entendu en son avis. Cet avis est donné par un rapport motivé contenant des conclusions et, le cas échéant, un contre-projet.»

Cet extrait de la loi du 12 juillet 1996 (article 2-1) portant réforme du Conseil d'État traite des attributions du Conseil en matière législative et réglementaire. Pour le Président de la Chambre des Députés, «les termes de ces dispositions légales sont clairs et ne prêtent pas à interprétation». Selon M. Weiler, le législateur a voulu que le Conseil d'État donne des avis motivés. Le Président du parlement se demande: «Comment pour un projet de loi, politique par nature et essence, l'avis pourrait-il ne pas être politique?»

Les termes de la loi et l'agencement de ses différentes dispositions ne permettent qu'une seule conclusion pour le Président de la Chambre des Députés: «Le Conseil d'État est une institution politique de l'État qui ne peut pas être neutre dans la mesure où elle est appelée à donner des avis, forcément politiques, sur des projets de loi par nature politiques.»

Proposition des membres: compétence exclusive de la Chambre des Députés

Actuellement, le Conseil d'État est renouvelé par rotation propositionnelle. Le Conseil lui-même, le Gouvernement et la Chambre des Députés se relaient dans la désignation des nouveaux conseillers, au fur et à mesure que les mandats viennent à expiration.

Le Président de la Chambre s'est interrogé sur l'adéquation du mode de désignation des membres de cette institution et a proposé que la proposition des nouveaux membres se fasse uniquement par la Chambre des Députés, «seule institution au pays qui soit légitimée par le verdict des urnes», la nomination restant réservée au Grand-Duc: «Les conseillers d'État n'étant pas des élus, et l'institution elle-même ne constituant pas une deuxième chambre, il me semble que la logique de la démocratie représentative exige en notre temps que le droit de proposer des conseillers d'État potentiels à la nomination par le Grand-Duc soit concentré entre les mains de la Chambre des Députés.» *(Suite p. 3)*



Photo: Guy Wolff / d'Wort

DANS CE NUMÉRO

Rapport de l'ORK (p. 3)

Déclaration de politique étrangère (p. 50)

Débat sur la politique étrangère et européenne (p. 62)

Violence à l'égard des femmes (p. 80)

Le Chef Négociateur turc pour les Affaires européennes à la Chambre des Députés



M. Ali Babacan entouré des membres de la délégation parlementaire luxembourgeoise

La Turquie n'abandonne pas. C'est du moins le message que le Ministre d'État et Chef Négociateur pour les Affaires européennes de la République de Turquie, M. Ali Babacan, semblait vouloir transmettre à la délégation parlementaire luxembourgeoise qu'il a rencontrée en date du 14 novembre - six jours après la publication du rapport de suivi de la Commission européenne sur l'état des réformes dans son pays.

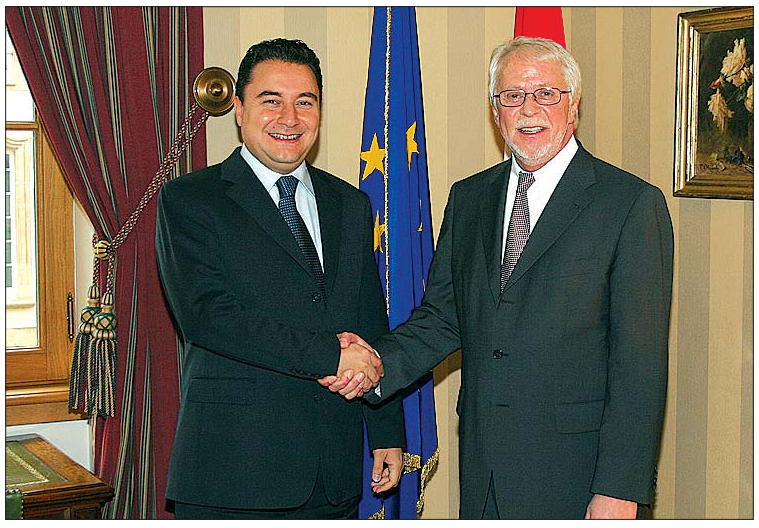
Dans ce rapport présenté le 8 novembre, le Commissaire en charge de l'élargissement, M. Olli Rehn, avait reproché à la Turquie un relâchement dans ses efforts pour préparer le pays à une adhésion à l'Union européenne. «Il serait faux de prétendre que les réformes n'avancent pas. Mais elles n'avancent pas assez rapidement.», avait-il dit.

M. Babacan, sans mettre en cause le constat de la Commission, a expliqué cet état de choses par un certain essoufflement momentané des autorités dû au rythme soutenu des réformes au cours des derniers mois. Par ailleurs certaines réformes décidées prendraient du temps à être implémentées.

Il a cependant souligné les bonnes performances de son pays sur le plan économique (croissance moyenne de 7,8% au cours des quatre dernières années, réduction du déficit budgétaire de 17% en 2001 à 2% en 2005, etc.) - et les grands progrès réalisés dans le domaine des réformes politiques: «Nous ne sommes plus loin de répondre aux critères de Copenhague».

M. Babacan n'a pas caché une hostilité croissante ou, tout au moins, un certain scepticisme envers une adhésion à l'UE dans l'opinion publique de son propre pays. «Ce n'est pas que l'attrait de l'UE ait baissé. Si l'engouement de mes concitoyens pour une adhésion à l'Union diminue, c'est qu'ils ont de plus en plus l'impression que l'Europe ne veut pas d'eux.»

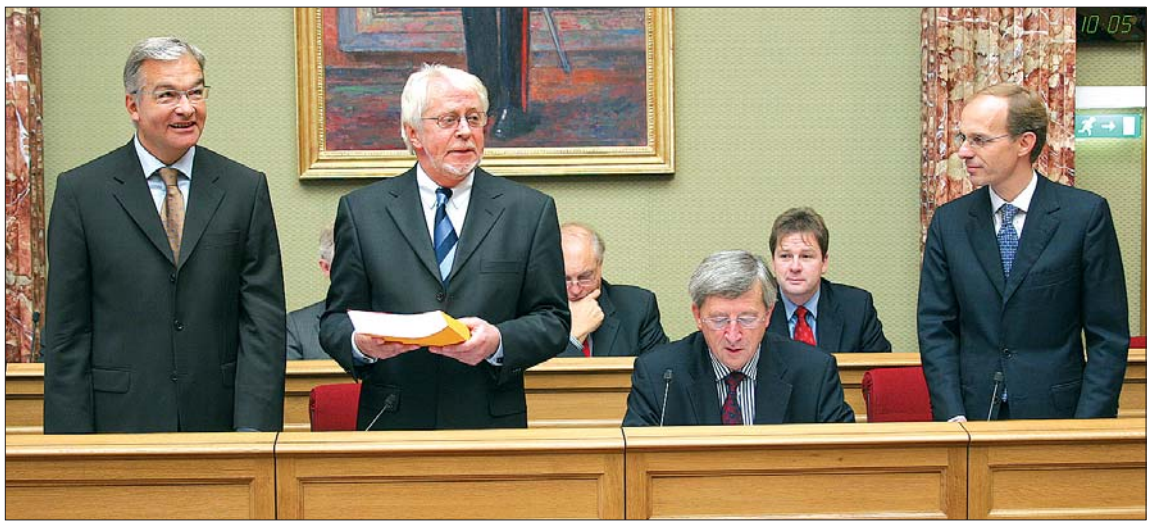
M. Ali Babacan a été reçu par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, présidait la réunion de travail.



M. Lucien Weiler a reçu M. Ali Babacan

Le Budget 2007 à la Chambre des Députés

Quelques à-côtés



(de gauche à droite) Le Président de la Commission des Finances et du Budget, M. Laurent Mosar, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, le Premier Ministre et Ministre des Finances, M. Jean-Claude Juncker et le Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden lors du dépôt du projet de budget 2007

Le calendrier

Le Ministre du Trésor et du Budget Luc Frieden a déposé le projet de loi N°5600 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour 2007 le 11 octobre 2006. La date du dépôt peut être considérée comme le point de départ «officiel» des travaux de la Chambre des Députés sur le projet de budget. Les travaux en Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés constituent tous les ans une première étape, les débats en séance publique une deuxième, et le vote, prévu pour le 20 décembre, la ligne d'arrivée.

Si la longueur des débats a été fixée cette année-ci à douze heures et demie, il n'en a pas toujours été ainsi. En langage courant, on parle encore de nos jours du marathon du budget: et effectivement, jadis, les débats s'étendaient sur une période assez longue et se prolongeaient souvent jusque tard dans la nuit. En décembre 1993 par exemple, les débats sur le budget de 1994 s'étendaient sur sept jours. Pendant une grande partie du XXe siècle, les discussions étaient même tellement longues qu'elles étaient une des raisons pour lesquelles le budget était voté avec un retard substantiel, souvent en mars ou même encore en avril ou mai. L'État fonctionnant sans que le budget fût définitivement voté, on avait recours aux «douzièmes provisoires». En 1967, on décida d'abandonner cette pratique et les derniers douzièmes provisoires furent votés le 31 octobre 1968.

Il faut savoir que le vote du projet de budget n'est pas le dernier acte du parlement par rapport aux dépenses de l'État: le compte général des exercices écoulés est à approuver par la Chambre. Ainsi, le débat et le vote du compte général de l'exercice 2004 ont eu lieu ce novembre.



L'Inspection générale des Finances au numéro 2 de la rue de la Congrégation

Le budget: contrôleur et contrôlé

Une des missions de la Chambre des Députés représentant le peuple et donc premier pouvoir de l'État est de contrôler le Gouvernement. Un des moyens pour ce faire est le vote du budget, donc la faculté de décider des moyens financiers de l'État.

Le contrôle du budget lui-même se fait à différents niveaux et par différents organes. La Chambre des Députés participe à ce contrôle, entre autre par le biais de la Cour des Comptes. La Cour des Comptes rend, à la demande de la Chambre des Députés, un avis sur les dispositions de la loi budgétaire et sur les propositions ou projets de loi concernant la comptabilité de l'État et celle des personnes morales de droit public. Le rôle principal de la Cour des Comptes est d'examiner la légalité et la régularité des recettes et des dépenses ainsi que la bonne gestion financière des deniers publics. Elle établit chaque année un rapport général sur le projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'État de l'exercice précédent. Ce rapport est transmis à la Chambre des Députés accompagné des réponses du Gouvernement ou de tout autre organisme concerné. Des rapports spéciaux concernent toutes sortes de domaines, comme par exemple le rapport spécial sur les établissements publics de l'année 2003, ceux respectivement sur le Fonds des routes, le Lycée Michel Rodange ou encore le programme eGovernment.

Un autre organe intervenant dans le contrôle, mais aussi dans l'élaboration et la préparation du budget est l'Inspection générale des Finances. Elle est un organisme du pouvoir exécutif placé sous l'autorité du Ministre ayant le budget dans ses attributions. L'Inspection générale des Finances prépare l'avant-projet de loi sur le budget selon les directives du Ministre ayant le budget dans ses attributions et sur base des propositions budgétaires formulées par les départements ministériels. Elle surveille l'exécution du budget, de projets et propositions de loi ainsi que du programme d'investissements arrêté par le Conseil de Gouvernement. Une de ses missions est encore d'examiner des questions à la demande du Gouvernement en Conseil ou d'un membre du Gouvernement.

Étymologie du mot budget

Le mot budget nous provient de deux traversées de la Manche. Au Moyen-Âge, la bougette désignait la bourse en cuir («porte-monnaie») qui pendait à la ceinture. Le terme a été repris par les Anglais et est devenu budget, en prononciation anglaise. D'après certaines sources, le chancelier de l'Échiquier, qui correspond à notre ministre des finances, l'aurait utilisé en 1733, en utilisant la locution «to open the budget» - ouvrir la bourse, libérer de l'argent pour l'année à venir. En nous revenant d'Angleterre au 18e siècle, le mot initial, maintenant transformé, s'est masculinisé.

En France, depuis 1959 on ne parle plus de budget, mais de la loi des finances.



La Cour des Comptes au numéro 2 de l'avenue Monterey

10,1 milliards de dépenses et 9,1 milliards de recettes inscrits au projet de loi

Le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État prévoit initialement 9,1 milliards d'euros de recettes et 10,1 milliards d'euros de dépenses. La progression des recettes est supérieure à celle des dépenses: 5,4 % vis-à-vis de 3,6 %.

Vous trouvez le projet de budget intégral sur le site **www.chd.lu**, au portail documentaire, sous recherche d'archives, en introduisant 5600 au dossier parlementaire.

Inspection générale des Finances:
www.igf.etat.lu

Cour des Comptes:
www.cour-des-comptes.lu/

Espace Schengen et avenir de l'UE

À l'issue du rendez-vous d'Helsinki, l'impression n'en est que renforcée: «La COSAC se développe de plus en plus en véritable parlement composé d'experts en politique européenne issus des parlements nationaux.» a dit M. Ben Fayot à son retour de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue les 20 et 21 novembre dans la capitale finlandaise. M. Fayot y représentait la Chambre des Députés avec M. Laurent Mosar.

La COSAC a tiré le bilan d'une deuxième expérience-pilote en matière de contrôle, effectué par les parlements nationaux, de la subsidiarité et de la proportionnalité des propositions de la Commission européenne. Après le 3e paquet ferroviaire - sujet de la première expérience de ce genre -, les parlements nationaux étaient cette fois-ci appelés à examiner une proposition sur la législation applicable en matière de divorce. À la Chambre des Députés, c'est la Commission juridique qui a participé à l'exercice. Exercice d'ailleurs concluant puisqu'il a permis de détecter certains problèmes procéduraux qui devraient pouvoir être réglés avant la troisième expérience test qui aura pour sujet les services postaux.

L'espace de liberté, de sécurité et de justice en Europe fut un autre grand sujet à l'ordre du jour, traité notamment grâce un exposé de M. Franco Frattini, Commissaire européen en charge de ce dossier. M. Mosar s'est dit agréablement surpris que la quasi-totalité des parlements représentés insistait sur des avancées plus rapides en ce domaine: «L'espace de Schengen paraît être très attrayant pour tous ceux qui n'en font pas (encore) partie.» a souligné M. Mosar.

La COSAC s'est également penchée sur la question de l'avenir de l'UE - avenir toujours indécis suite au rejet du projet de Traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas. Les parlementaires nationaux des 25 pays de l'Union, les deux membres qui rejoindront l'UE au 1er janvier 2007 et plusieurs pays candidats ont lancé un appel à la future Présidence allemande pour qu'elle fasse tous les efforts nécessaires pour parvenir à un accord constitutionnel au cours du 1er semestre 2007.

De la République populaire démocratique de Corée au Kosovo en passant par l'Afghanistan …

L'avenir de la Bosnie-Herzégovine au sein de la communauté euro-atlantique, les relations entre la Géorgie et la Fédération de Russie, la réaffirmation de l'unité de but de l'OTAN en Afghanistan, le 50e anniversaire de la révolution de 1956 et de la lutte pour la liberté en Hongrie, le statut futur du Kosovo, l'interopérabilité des opérations en réseau et l'essai nucléaire réalisé par la République populaire démocratique de Corée étaient parmi les thèmes inscrits à l'ordre du jour de la 52e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN qui s'est déroulée du 13 au 17 novembre 2006 à la ville de Québec (Canada). La Chambre des Députés était représentée par Mme Colette Flesch, M. Fred Sunnen, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Adam ainsi que par M. Marc Angel, qui a été nommé Vice-Président de la Commission sur la dimension civile de la sécurité.

Lors de leurs travaux, les membres de l'Assemblée ont également adopté une résolution visant l'Afghanistan aux termes de laquelle l'Assemblée invite les gouvernements et les parlements des pays membres et des pays partenaires de l'Alliance atlantique entre autres «à renforcer davantage l'efficacité des opérations conjointes de l'OTAN en éliminant ces clauses restrictives nationales qui, à l'heure actuelle, empêchent l'utilisation rapide et efficace de certaines forces de l'OTAN actuellement déployées en Afghanistan et en améliorant les mécanismes de financement des opérations conjointes».

Les représentants parlementaires ont approuvé une déclaration adressée aux chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN réunis les 28 et 29 novembre 2006 au sommet de l'OTAN à Riga, retenant notamment en ce qui concerne les relations entre l'OTAN et l'Union européenne que: «L'ampleur et la portée des menaces de sécurité actuelles exigent de l'OTAN et de l'UE qu'elles entretiennent une relation de coopération permettant une exploitation maximale des moyens des deux organisations, et qu'il soit mis un terme aux chamailleries institutionnelles. Il est impératif, aujourd'hui, d'instaurer un processus plus systématique de consultation et de coordination de sorte que les ressources soient utilisées efficacement et que les plans et réponses de l'OTAN et de l'UE soient mieux équilibrés et harmonisés. Le Sommet offre une chance de surmonter le blocage que connaissent les relations entre les deux organisations. Une relation constructive entre l'OTAN et l'UE est un élément clé pour une relation transatlantique dynamique.»

Dans la même déclaration, les membres de l'Assemblée demandent en outre que «l'OTAN remédie à ses insuffisances dans le domaine du transport aérien lourd à longue distance en ayant à disposition des appareils appropriés».

Les parlementaires ont par ailleurs procédé à un échange de vues avec M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN et Président du Conseil de l'Atlantique Nord, et avec Mme Kolinda Grabar-Kitarović, Ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne de la République de Croatie.

Site Internet de l'AP-OTAN:
http://www.nato-pa.int

Le Conseil d'État fête ses 150 ans

(Suite de la page 1)

Modération dans le recours à l'opposition formelle

Le Conseil d'État dispose, par l'article 59 de la Constitution, d'un «pouvoir concret de suspension de la procédure législative, qui est celui du refus de la dispense du second vote constitutionnel de projets législatifs». L'article 59 de la Constitution prévoit en effet que «toutes les lois sont soumises à un second vote, à moins que la Chambre, d'accord avec le Conseil d'État, siégeant en séance publique, n'en décide autrement. – Il y aura un intervalle d'au moins trois mois entre les deux votes.»

Le Président de la Chambre des Députés estime que le recours à l'opposition formelle, par laquelle le Conseil d'État peut forcer un second vote parlementaire, ne devrait se concevoir que dans le contexte de ses attributions législatiques spécifiques. «Par rapport à ses autres attributions – celle de conseiller, de proposer, de suggérer – ce pouvoir est incisif à un point tel que son utilisation devrait être limitée aux instances les plus graves.»

M. Lucien Weiler a plaidé en faveur d'une modération dans le recours au droit de sanction pour le Conseil d'État en estimant que «c'est la force de persuasion de ses arguments et le bien-fondé de ses propositions qui constituent le véritable pouvoir du Conseil d'État.»

Situation des femmes réfugiées et égalité des salaires

Du 31 octobre au 1er novembre 2006 a eu lieu une Conférence des commissions parlementaires pour l'égalité des genres à Helsinki. La Chambre des Députés y était représentée par Mme Marie-Josée Frank, présidente de la commission parlementaire de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse, et par Mme Viviane Loschetter, membre de ladite commission pour le volet Égalité des chances entre femmes et hommes.

La Conférence rassemblait les représentantes et représentants des différents parlements de l'UE et des pays candidats ainsi que du Parlement européen. Les thèmes discutés comportaient essentiellement deux volets.

Un premier volet concernait la situation des femmes réfugiées en Europe d'aujourd'hui ainsi que les femmes dans les conflits armés et le contrôle de crises. 200 millions de personnes sont en déplacement à travers le monde, dont 50% sont des femmes. Nous retrouvons le même pourcentage parmi les personnes demandeurs d'asile. Dans ce contexte, le problème très grave de la traite d'êtres humains a été approfondi, un drame dont 80% des victimes sont des femmes et dont un des aspects est la prostitution.



Mme Marie-Josée Frank et Mme Viviane Loschetter

Le deuxième thème abordé lors de la Conférence était celui des femmes dans le monde du travail et notamment l'égalité de salaire, un thème d'actualité aussi bien dans les pays de l'UE qu'au sein du Parlement européen qui lancera une campagne d'information et de sensibilisation. En effet la différence de salaire entre femmes et hommes est en moyenne de 20%.

«Le modèle agricole européen - les défis de l'avenir»



MM. Marcel Oberweis et Henri Kox

MM. les Députés Marcel Oberweis et Henri Kox ont représenté la Chambre des Députés à une réunion des commissions de l'agriculture des Parlements nationaux qui s'est tenue à Helsinki du 11 au 13 octobre 2006. Au cours de cette réunion, à laquelle participait également Mme Mariann Fischer-Boel, Commissaire européenne en charge de la politique agricole, il a été question du modèle agricole européen de demain. Produire moins, mais du meilleur - en fonction de la demande du marché -, tout en respectant l'environnement et la biodiversité - voilà résumés, en quelques mots-clés, les défis de l'avenir de l'agriculture européenne.

Effet de serre - effet néfaste

«Le changement climatique constitue l'une des menaces les plus graves et les plus virulentes auxquelles l'humanité n'ait jamais été confrontée.» Ce constat fut partagé par un grand nombre des orateurs ayant pris la parole au cours de la 12e Conférence sur le Changement du Climat qui s'est tenue du 11 au 18 novembre 2006 à Nairobi (Kenya). La Chambre des Députés y était représentée par MM. Marcel Oberweis et Emile Calmes.

Pour la première fois le sujet des effets néfastes des émissions de gaz à effet de serre sur le climat fut discuté en Afrique subsaharienne, touchée de plein fouet par le changement climatique - tout comme d'autres régions en voie de développement en souffrent particulièrement, alors qu'elles ne contribuent que marginalement aux émissions mondiales de CO_2.

Les quelque 6.000 participants s'étaient fixé l'objectif de tirer un bilan intérimaire - peu encourageant - du Protocole de Kyoto et de préparer l'après-Kyoto. Malgré l'urgence et la nécessité d'agir reconnues, la Conférence s'est terminée avec peu de résultats concrets. Elle a néanmoins le mérite d'avoir rappelé l'envergure du problème, qui ne se limite pas aux seuls problèmes environnementaux. Le rapport de l'économiste Nicolas Stern, publié peu avant le rendez-vous de Nairobi, a estimé le coût du réchauffement climatique en cas d'inaction des États à 5.500 milliards d'euros à l'horizon 2050, soit 20% du PIB mondial.



M. le Député Marcel Oberweis, M. le Ministre de l'Environnement Lucien Lux, M. le Député Emile Calmes et M. Georges Gehl, Attaché d'administration auprès du Ministère de l'Environnement (de gauche à droite)

Neie Joresrapport vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand

2005: beonrouegend Chifferen iwwert d'Gesondheet vum Kand

Nodeem 2004 d'Problemer vun den Neigebuerenen am Vierdergrond stoungen, beschäftegt den 2005er Rapport vum ORK sech mat der Gesondheet vun de Kanner zu Lëtzebuerg. An do gëtt et eng Hausse vun de psychesche Krankheeten. Den Ombuds-Comité schwätzt vun engem „mal de vivre inquiétant" ënnert deene Jonken. Déi Responsabel vum ORK hunn dem Chamberspresident Lucien Weiler de Rapport 2005 viru kuerzem an der Chamber iwwerreecht.

2.611 Kanner sinn d'lescht Joer an d'Berodung an d'Kannerpsychiatrie vum CHL gaang, 467 Kanner a Jugendlecher ginn zu Lëtzebuerg oder am Ausland intern a spezielle Klinike wéinst psycheschen oder Verhalensproblemer behandelt. „Dës Chiffere si beonrouegend.", sot d'Presidentin vum ORK, Marie Anne Rodesch-Hengesch. „Ëmmer méi Jonker brauche Berodung an der Pédiatrie oder Psychiatrie, oder ginn esouguer hospitaliséiert."

Suerge mécht den ORK sech och iwwert déi katastrophal Iessgewunnechte bei verschiddene Leit: 115 Jonker koume wéinst Iesssteierungen an d'Klinik, sief et wéinst Magersucht oder Bulimie, e Véirel vun de Jugendlechen am Lycée huet Iwwergewiicht, eent vu fënnef Kanner an der Primärschoul huet deen nämlechte Problem. Dem ORK no misst an de Schoule méi op eng gesond Ernährung higeschafft ginn an de Sport méi e grousse Stellewäert am Stonneplang kréien.

Dem ORK ass och en neie Phenomeen bei de Jugendlechen opgefall, deen ëmmer zouhëlt: eng fräiwëlleg Isolatioun an der Computerwelt. Ëmmer méi Jonker zéie sech an eng artifiziell Welt vum Internet oder der Televisioun zréck, kapsele sech vun der Baussewelt of a verléieren de Kontakt mat Famill, Frënn a Schoul.

D'lescht Joer krute 87 jonk Meedercher ënner 18 Joer e Puppelchen. 30 Meedercher an deem Alter hunn ofgedriwwen. Zwee Mannerjähreg a véier jonk Leit hu sech d'lescht Joer selwer d'Liewe geholl.

20 Recommandatiounen un d'Regierung an un d'Chamber

Dës alarmant Chiffere kéinten dem ORK no verbessert ginn. An deem Sënn huet den Ombuds-Comité eng Rei Propositiounen u Regierung a Parlament gemaach.

(Fortsetzung Säite 4)

Neie Joresrapport vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand



Déi Responsabel vum ORK, ugefouert vun hirer Presidentin Marie Anne Rodesch-Hengesch (3. vu lénks), hunn dem Chamberspresident Lucien Weiler de Rapport 2005 iwwerreecht

(Fortsetzung vu Säite 3)

Sou sollen zum Beispill d'Kannerrechter grondsätzlech an d'Verfassung integréiert ginn. Eng urgent Mesure, déi misst ergraff ginn, wier déi, fir budgetär Moyenen ze débloquéieren, fir d'Équipe vun der Pédopsychiatrie am CHL ze verstäerken.

Léiere gesond ze liewen a sech équilibréiert ze ernähren soll an d'Schoulprogrammer integréiert ginn, de Sport soll méi en héije Stellewäert kréien. Dernieft fuerdert den ORK och, datt d'Zigarette méi deier ginn an den erlaabten Alkoholtaux bei de jonke Chaufferen an der Stagezäit op null erofgesat gëtt.

De Chamberspresident Lucien Weiler sot dem ORK e grousse Merci fir déi wäertvoll Aarbecht an den interessante Rapport. Hien huet de Responsabelen de Respekt an d'Unerkennung vun der Chamber ausgeschwat. „Den Ombuds-Comité huet sei Wee fonnt, an d'Chamber ass amgaang hire Wee ze fannen, wéi si mat de Recommandatioune soll ëmgoen."

D'Presidentin vum ORK Marie Anne Rodesch-Hengesch huet nach betount, datt si der ëmmer méi grousser Demande u Konsultatiounen net méi nokënnt. Den ORK besteet aus der Presidentin an enger Sekretärin, déi aner fënnef Leit am Comité schaffe bénévole mat. „Bis elo kritt den ORK awer keng weider Hëllef; am Géigendeel, de Budgetsprojet fir 2007 gesäit substanziell Kierzungen an eisem Budget vir.", sou d'Marie Anne Rodesch-Hengesch.

De Lëtzebuerger ORK ass 2002 geschafe ginn, fir sech fir d'Rechter vun de Kanner anzesetzen a Weeër ze weisen, fir d'Situatioun vun de Kanner a Jugendlechen zu Lëtzebuerg ze verbesseren. Dem Statec no gouf et op den 1. Januar 2006 107.314 mannerjähreg Kanner zu Lëtzebuerg (55.104 Jongen an 52.210 Meedercher).

De ganze Rapport kann op www.ork.lu konsultéiert ginn oder och um Siège vum Comité bestallt ginn (Tël.: 26 123 124).

Quelques chiffres sur la santé de l'enfant au Luxembourg…

- 1 enfant sur 5 fréquentant l'enseignement primaire présente un surpoids.
- 1 adolescent sur 4 fréquentant l'enseignement secondaire présente un surpoids.
- 115 adolescentes de l'enseignement postprimaire souffrant de troubles alimentaires (anorectique/boulimique) furent hospitalisées en 2005.
- 467 enfants et jeunes furent hospitalisés au Luxembourg et à l'étranger au cours d'une année en psychiatrie pour troubles du psychisme et du comportement (intoxication éthylique, troubles de l'adaptation avec anxiété et humeur dépressive, toxicomanie grave, sevrage).
- 2.611 enfants ont consulté le service pédopsychiatrique du CHL en 2005.
- 722 enfants furent hospitalisés en 2005 pour être traités de tumeurs malignes au Luxembourg et à l'étranger.
- 99 enfants et jeunes souffrant de gastrites et infections de l'oesophage, maladies psychosomatiques, furent hospitalisés en 2005.
- 87 jeunes filles enceintes à moins de 18 ans ont accouché en 2005.
- 30 jeunes filles mineures ont avorté au Luxembourg en 2005, 27 les dix premiers mois de 2006.
- 61 enfants souffrant de graves formes de diabète furent hospitalisés en 2005.
- 5 enfants sont touchés par le virus HIV au 31.10.2006.
- 5 enfants âgés entre 1 à 16 ans ont été tués dans des accidents de la route en 2005.
- 2 mineurs et 4 très jeunes adultes se sont suicidés en 2005.
- 1 enfant sur 6 souffre d'une allergie.
- 1 jeune sur 12 consomme de l'alcool tous les jours.
- 1 jeune sur 3 âgé de 18 ans est fumeur.
- 36 enfants furent hospitalisés en 2005 suite à un accident domestique grave (brûlures (11), intoxications accidentelles (20), morsure d'un chien (3), noyade (2)).
- 909 enfants sont placés jour et nuit dans des institutions et des familles d'accueil.

20 recommandations de l'ORK…

1. L'ORK recommande à la Chambre des Députés d'ancrer, à l'instar de la Belgique, la protection de l'Enfant dans la Constitution luxembourgeoise.

2. L'ORK recommande que l'éducation à un mode de vie sain et à une alimentation équilibrée fasse partie intégrante de tous les programmes scolaires à tous les niveaux d'âge.

3. L'ORK recommande que le sport devienne une discipline à part entière dans les écoles. Les cours de sport devront être dispensés à tous les niveaux de l'enseignement primaire et secondaire par du personnel qualifié.

4. L'ORK recommande que des bases légales soient créées rapidement pour permettre, à défaut d'interdiction, du moins la poursuite pénale et civile des exploitants et créateurs de sites et forums sur Internet dont la finalité est de porter atteinte à l'intégrité physique et psychique des mineurs.

5. L'ORK recommande d'augmenter le coût des cigarettes.

6. L'ORK recommande que le taux d'alcoolémie autorisé soit baissé à 0,0% pour les jeunes conducteurs en période de stage.

7. L'ORK recommande au Ministère de l'Éducation nationale d'assurer en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé une formation scolaire adéquate aux mineurs hospitalisés dans les services en psychiatrie.

8. L'ORK recommande que des moyens budgétaires soient débloqués d'urgence pour renforcer substantiellement les effectifs de l'équipe pédopsychiatrique du CHL. L'ORK réitère sa recommandation d'associer au développement de l'unité d'hospitalisation et de crise une équipe thérapeutique pluridisciplinaire bien fournie, des structures thérapeutiques ambulatoires et résidentielles de consolidation avec des professionnels bien formés à la pédopsychiatrie et aux techniques psychothérapeutiques couvrant l'ensemble des besoins du pays.

9. L'ORK recommande de prévoir plus d'activités adaptées aux enfants touchés par l'autisme ou le syndrome d'Asperger et une prise en charge, du moins temporaire pendant les longs congés d'été, pour soulager les parents et pour éviter que la formation et l'éducation acquises pendant l'année scolaire ne s'oublient. L'ORK souhaite que les enfants autistes puissent partager les activités récréatives avec les autres enfants dans des lieux adaptés et avec un accompagnement par des professionnels formés.

10. L'ORK recommande que l'éducation sexuelle en vue de la prévention de grossesses non désirées et pour la pratique d'une sexualité responsable et protégée soit renforcée et fasse partie intégrante des programmes scolaires. L'ORK invite le Ministre de la Santé à instituer la gratuité des consultations gynécologiques et des contraceptifs oraux pour les mineurs.

11. L'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand recommande au Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, au Ministère de la Famille et de la Jeunesse, ainsi qu'au Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche d'assurer la formation responsable de tous les jeunes à l'usage des nouvelles technologies en développant un esprit critique, respectueux des droits de l'Homme et de la dignité de l'enfant. L'ORK recommande d'accentuer l'information, de renforcer la sensibilisation et la prévention pour lutter contre les dérives.

12. Vu l'impact important qu'ont les médias sur les enfants, l'ORK recommande d'inclure la formation aux médias dès le préscolaire dans les programmes scolaires. Le Conseil national des programmes dispose d'ores et déjà du matériel et a élaboré des concepts qui n'attendent plus que leur mise en oeuvre. L'ORK recommande de sensibiliser les parents pour les nouvelles technologies utilisées par leurs enfants. Il insiste sur l'urgence à leur offrir des séances d'information appropriées en leur donnant les instruments nécessaires pour mieux comprendre et éduquer.

13. L'ORK recommande de réviser la législation actuelle pour mieux préserver les droits des parents d'enfants placés et pour améliorer les relations parents-enfants avec les familles d'accueil et les foyers. Le transfert de l'autorité parentale ne doit avoir lieu que dans des circonstances exceptionnelles et toujours dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Toutefois, des recours juridictionnels, rapidement traités, doivent être possibles contre les mauvaises décisions prises par celui investi de l'autorité parentale, fut-il parent ou foyer.

14. L'ORK recommande que dans toutes les instructions d'une suspicion d'abus sexuel un expert soit désigné immédiatement pour recueillir et analyser le discours de l'enfant présumé victime. Les interrogatoires répétés de l'enfant au sujet d'un vécu particulièrement pénible sont à proscrire.

15. L'ORK recommande que le délai de prescription de l'action publique pour les crimes commis sur des mineurs ne commence à courir qu'à partir de la majorité de la victime.

16. L'ORK recommande qu'une formation solide soit garantie à tous les policiers dans le domaine de la protection de la jeunesse. L'ORK recommande de renforcer sensiblement les effectifs de la section «Protection de la Jeunesse» pour faire face aux nombreuses plaintes.

17. L'ORK demande au Ministre de la Justice de traiter la réforme de la loi sur le divorce prioritairement en tenant compte des avis rendus. L'ORK rappelle qu'il a toujours plaidé pour la suppression de la notion de faute en matière de divorce, à l'exception des cas de violence, et qu'il préconise le maintien systématique de l'autorité parentale conjointe. L'ORK demande que l'autorité parentale conjointe devienne le principe quelle que soit la situation juridique des parents (mariage, concubinage, partenariat, divorce), l'autorité parentale ou la garde exclusive devant rester l'exception.

18. L'ORK relance son appel pressant au Gouvernement afin d'entreprendre dans les plus brefs délais toutes les démarches pour mettre le projet de l'unité de sécurité sur les rails. Il y va de la crédibilité des pouvoirs publics.

19. L'ORK invite le Ministre de la Justice à prévoir des localités d'accueil et d'encadrement pour les enfants en bas âge vivant avec leur mère incarcérée dans les situations où aucune solution autre que l'emprisonnement de la mère ne peut être envisagée. Le Centre pénitentiaire de Schrassig ne disposant toutefois d'aucune infrastructure à cet effet, l'ORK recommande de conclure dans les plus brefs délais un accord avec une crèche à l'extérieur de la prison afin que les enfants puissent bénéficier d'un passe-temps et d'un encadrement pédagogique adaptés à leur âge.

20. L'ORK réitère sa recommandation d'investir d'urgence des moyens nécessaires et d'aménager un local adapté pour les visites des enfants à la prison.

Sociétés commerciales

4992 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,

2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et

3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle

Initialement le projet de loi 4992 comportait trois volets:

- en premier lieu, il s'agissait de modifier l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), afin de passer du système de la commercialité par la forme à la commercialité par l'objet;

- en deuxième lieu, le projet de loi entendait élargir le champ d'application des fusions et scissions à d'autres formes de sociétés commerciales ainsi qu'aux groupements d'intérêt économique; et

- en dernier lieu, de nouveaux mécanismes juridiques de restructuration de sociétés étaient prévus par l'introduction dans la Loi du transfert d'actifs, de branche d'activité ou d'universalité (nouvelle section XVbis) et du transfert du patrimoine professionnel (nouvelle section XVter).

Sur le premier volet du projet de loi, tout comme la Chambre des Métiers et la Chambre de Commerce, le Conseil d'État a critiqué l'abandon du principe de la commercialité par la forme. Le Conseil d'État a recommandé l'abandon pur et simple de ce premier volet du projet de loi. La Commission juridique a suivi le Conseil d'État et l'article I. initialement prévu dans le projet de loi a été supprimé.

Le deuxième volet du projet de loi, relatif à l'extension du champ d'application des mécanismes de fusion et de scission, a été bien accueilli par la Chambre de Commerce et par le Conseil d'État, qui ont cependant suggéré certaines modifications rédactionnelles.

En ce qui concerne le troisième volet, le Conseil d'État s'est formellement opposé à l'introduction tant du transfert d'actifs, de branche d'activité ou d'universalité que du transfert du patrimoine professionnel dans la Loi. La Commission juridique a estimé que ces deux oppositions formelles n'étaient pas justifiées et que ces deux modalités de transfert étaient nécessaires. Dans son avis complémentaire du 4 juillet 2006, le Conseil d'État a maintenu ses deux oppositions formelles. La Commission juridique a unanimement décidé de ne pas suivre le Conseil d'État, de sorte que ce volet du projet de loi a été maintenu.

La Commission juridique a rajouté deux articles supplémentaires au projet de loi visant, d'une part, à rectifier certaines erreurs matérielles et, d'autre part, à modifier le régime des dividendes intérimaires (nouveaux articles V et VI).

Dans son deuxième avis complémentaire du 14 novembre 2006, le Conseil d'État a suggéré une modification de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, afin de tenir compte des modifications apportées à l'organisation de la société anonyme.

La Commission juridique a intégré cette modification dans un article VII nouveau.

1. Deuxième volet du projet de loi: l'extension du champ d'application des fusions et scissions

Actuellement, l'article 257 de la Loi précise que les dispositions de la Loi relatives aux fusions et contenues dans la section XIV s'appliquent aux seules sociétés anonymes de droit luxembourgeois. La même restriction s'applique aux scissions qui ne peuvent concerner que des sociétés anonymes de droit luxembourgeois. Une fusion ou scission transfrontalière, pas plus qu'une fusion ou scission impliquant un type de société commerciale autre qu'une société anonyme n'étaient prévues.

Une telle limitation n'est plus en phase avec les besoins des milieux économiques. Une plus grande flexibilité doit être laissée aux sociétés pour se restructurer, que ce soit par le biais de fusions ou de scissions. Non seulement les possibilités de fusionner ou de se scinder doivent-elles être étendues aux autres sociétés commerciales de droit luxembourgeois dotées de la personnalité juridique et aux groupements d'intérêt économique, mais encore les fusions ou scissions transfrontalières doivent être envisagées et réglementées.

Ainsi une société commerciale ou un groupement d'intérêt économique de droit luxembourgeois doit pouvoir contracter une opération de fusion ou de scission avec une société ou un groupement d'intérêt économique étranger, à condition toutefois que le droit étranger régissant cette société ou ce groupement ne s'y oppose pas.

Finalement, il convient de relever qu'une directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 est intervenue depuis le dépôt du projet de loi 4992. Cette directive vise à faciliter la réalisation de fusions transfrontalières entre sociétés de capitaux de différents types relevant de législations d'États membres différents.

Les dispositions de la directive 2005/56/CE qui ne trouveraient pas déjà leur pendant dans le texte de la Loi, devront être transposées jusqu'au 15 décembre 2007 au plus tard. Une réforme globale de la Loi devra être l'occasion de transposer les directives intervenues en matière du droit des sociétés et qui n'ont pas encore été transposées.

2. Troisième volet du projet de loi: le transfert d'actifs, de branche d'activité ou d'universalité et le transfert du patrimoine professionnel

Ce volet est introduit par l'article VI du projet de loi, qui par suite de la suppression des articles I et V devient l'article IV du projet de loi.

Cet article introduit dans la Loi le transfert d'actifs, de branche d'activité et d'universalité (section XVbis) et le transfert du patrimoine professionnel d'une personne physique ou morale (nouvelle section XVter).

Ces sections XVbis et XVter ont fait chacune l'objet d'une opposition formelle de la part du Conseil d'État.

Le but recherché est de diversifier les instruments à disposition des sociétés en vue de leur restructuration rendue nécessaire pour des raisons juridiques, fiscales ou commerciales. À l'heure actuelle, à côté de la vente (d'actifs ou de parts ou actions), les sociétés ne peuvent avoir recours qu'à l'apport en nature et au mécanisme de la fusion/scission pour se restructurer.

Or, ces mécanismes ne permettent pas d'encadrer juridiquement toutes les possibilités de restructuration. Ainsi à l'heure actuelle un transfert d'éléments d'actif et de passif, comme par exemple, des contrats conclus avec des clients ou des fournisseurs n'est possible qu'en cas de fusion et de scission. Or dans ce cas, les sociétés qui fusionnent en cas de fusion par constitution de société nouvelle, ou la société absorbée en cas de fusion-absorption, ou la société scindée disparaissent par l'effet de la loi. Il peut cependant arriver que la restructuration envisagée exige un transfert d'éléments d'actif et de passif, sans pour autant aboutir à la disparition d'une société.

Avec le transfert partiel d'actifs, de branche d'activité et d'universalité et le transfert du patrimoine professionnel, les sociétés et leurs associés disposeront d'une gamme complète de procédures de restructuration qui leur permettra de choisir le mécanisme qui est le mieux adapté à leurs besoins.

	Dissolution	**Patrimoine transféré**	**Contrepartie**
Apport en nature	Pas de dissolution de l'apporteur	Seulement éléments actifs (p.ex. immeubles, créances, titres)	Actions ou parts émises à l'apporteur
Fusion/scission	Dissolution sans liquidation des sociétés fusionnées, de la société absorbée ou de la société scindée	Éléments actifs et passifs	Actions ou parts aux associés des sociétés fusionnées ou de la société absorbée ou de la société scindée, et éventuellement une soulte
Transfert d'actifs, de branche d'activité ou d'universalité	Pas de dissolution de l'apporteur	Éléments actifs et passifs	1) gratuit, ou 2) actions ou parts à l'apporteur, et éventuellement une soulte
Transfert du patrimoine professionnel	Pas de dissolution de l'apporteur	Éléments actifs et passifs	1) gratuit, ou 2) contre-prestation, autre qu'en actions ou parts

En résumé,

- le régime du transfert de patrimoine professionnel se rapproche de celui du transfert d'actifs, de branche d'activité et d'universalité en ce que ces deux régimes n'entraînent pas la dissolution de l'apporteur. Cependant, ils ne peuvent être confondus car - au-delà de la différence de définition, à savoir, la notion de patrimoine professionnel telle qu'elle est définie en droit fiscal ne saurait être confondue avec celle d'actifs, branche d'activité ou universalité du patrimoine - la contrepartie éventuelle de l'opération de transfert de patrimoine professionnel sera toujours autre qu'en actions ou parts;

- le régime du transfert de patrimoine professionnel se distingue du régime de la fusion/scission en ce que, d'une part, ce dernier entraîne la disparition de la société absorbée/scindée et, d'autre part, la contrepartie, qui ne peut être qu'en actions ou parts, voire une soulte de 10%, est attribuée aux associés; et

- le régime du transfert de patrimoine professionnel se distingue du régime de l'apport en nature en ce que ce dernier n'organise que le transfert d'actifs (p.ex. créances).

À l'appui de ses deux oppositions formelles, le Conseil d'État a émis un certain nombre de critiques que la Commission juridique a estimé infondées. La Commission juridique tient cependant à relever qu'aucune des critiques du Conseil d'État ne vise une contrariété de la section XVbis ou XVter avec la Constitution, un traité international ou le droit communautaire.

3. Volet additionnel du projet de loi: les modifications apportées (1) à la Loi, (2) à la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle et (3) à la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales

Les points énumérés ci-après ont été adoptés par la Commission juridique le 18 octobre 2006 et le 15 novembre 2006 et ont fait l'objet du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État. Ce dernier n'a pas fait de commentaire au sujet des amendements adoptés par la Commission juridique le 18 octobre 2006, à l'exception de l'article 274 au sujet duquel la Commission juridique s'est rallié à la proposition de texte contenue dans le deuxième avis complémentaire du Conseil d'État.

Amendements au projet de loi sous rubrique

La Commission juridique a modifié la structure de l'article I (nouveau) du projet de loi, afin de tenir compte des modifications introduites par la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle.

Réparation des erreurs sans incidence matérielle dans la Loi (nouvel article V)

L'élaboration du texte consolidé de la Loi a laissé apparaître un certain nombre d'erreurs purement rédactionnelles ou qui n'ont aucune incidence matérielle. La Commission juridique a décidé de profiter de l'occasion du présent projet de loi pour les redresser.

Réforme de l'article 72-2 de la Loi

À l'heure actuelle, un acompte sur dividende - aussi appelé dividende intérimaire - ne peut être versé aux actionnaires d'une société anonyme que si les conditions prévues à l'article 72-2 de la Loi sont remplies.

Parmi ces conditions, le point c) de l'article 72-2 indique qu'aucun acompte ne peut être décidé «moins de six mois après la clôture de l'exercice précédent, ni avant l'approbation des comptes annuels se rapportant à cet exercice» et que «lorsqu'un premier acompte a été distribué, la décision [du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas] d'en distribuer un nouveau ne peut être prise que trois mois au moins après la décision de distribuer le premier».

Ces délais avaient été intégrés sur proposition du Conseil d'État dans la loi du 24 avril 1983 qui avait introduit l'article 72-2.

Pour le Conseil d'État,

«il est indispensable, à l'instar de ce que fait le projet de loi belge, de renforcer les conditions auxquelles est soumise la distribution d'acomptes sur dividendes.

L'article 18 du projet de loi belge dispose que la distribution d'acomptes sur dividendes est soumise à certains délais. Ainsi, l'état sur base duquel sera prise la décision de distribution doit être suffisamment récent; il ne peut être antérieur de plus de deux mois à la décision de distribution.

Par ailleurs, il ne paraît pas souhaitable de permettre qu'un acompte soit distribué dès le début de l'exercice ou que de trop nombreux acomptes se succèdent dans le cours d'un même exercice. C'est pourquoi la décision de distribuer un acompte ne peut être prise que six mois au moins après la clôture de l'exercice précédent pour autant toutefois que les comptes annuels se rapportant à cet exercice aient déjà été approuvés par l'assemblée générale. La décision de distribuer un nouvel acompte ne pourra être ultérieurement prise que trois mois après la décision précédente.

Il en résultera que normalement la société ne pourra distribuer au maximum que deux acomptes dans le courant d'un exercice.»

La Commission juridique a estimé que la mise en œuvre de ces conditions de délai non seulement s'avèrerait trop contraignante pour les sociétés, mais risquerait de défavoriser le Luxembourg comme lieu d'implantation de sociétés. Pour la Commission juridique, l'axiome «liberté, responsabilité» devrait ici aussi trouver application. Il doit appartenir aux organes de gestion de la société, au regard des intérêts de celle-ci, de décider non seulement du montant de tels acomptes, mais également de leur nombre et de leur périodicité, sous réserve de se conformer aux autres conditions édictées par l'article 72-2. Ce sont les seuls organes de gestion qui, sous leur responsabilité, décideront s'il est souhaitable de permettre qu'un acompte soit distribué dès le début de l'exercice ou que de trop nombreux acomptes se succèdent dans le cours d'un même exercice.

Les moyens mis en œuvre en pratique pour contourner ces conditions de délai, comme, par exemple, le changement de l'année sociale, voire même le recours à d'autres types de sociétés commerciales qui ne tombent pas dans le champ d'application de l'article 72-2, ne sont pas sains.

La Commission juridique tient à souligner que la suppression des conditions de délai respecte l'article 15 de la directive 77/91/CEE, qui constitue le fondement de l'article 72-2.

Alors qu'avant la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle, le point c) de l'article 72-2, paragraphe (1) était divisé en trois alinéas, depuis cette loi, le point c) ne comporte plus que deux alinéas. Les restrictions concernant la périodicité d'une distribution d'acompte sur dividendes figurent dans le second alinéa du point c) de l'article 72-2, paragraphe (1), au lieu des alinéas 2 et 3 précédemment. Par conséquent, en l'absence d'un alinéa 3, il faut seulement abroger le second alinéa du point c) de l'article 72-2, paragraphe (1) afin d'éliminer toutes ces restrictions.

Modification de la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle (nouvel article VI)

La Commission juridique a décidé d'abroger l'article I, points 60) et 61) de la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne

(SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle.

Les articles 204 et 248 visés dans ces deux points ont été abrogés par l'article 96, paragraphe 6. de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales.

Il n'avait pas été dans l'intention du législateur de revenir sur cette abrogation effectuée par la loi du 19 décembre 2002.

Modification de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales (nouvel article VII)

À l'article VII, introduit suite à une suggestion du Conseil d'État formulée dans son deuxième avis complémentaire du 14 novembre 2006, les points 12° et 13° de l'article 65, paragraphe (1) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales sont adaptés aux nouvelles structures de la société anonyme.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 10.07.2002

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

29.03.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.05.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.05.2006	idem
20.09.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.10.2006	Discussion
15.11.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.11.2006

5562 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Le présent projet de loi abroge une disposition obsolète (l'alinéa 5 de l'article 2) et reprend deux dispositions ayant trait au droit des sociétés qui étaient incluses dans le projet de loi N°5157 portant des mesures ponctuelles en matière de prévention des faillites et de lutte contre les faillites organisées et qui visaient à supprimer une gêne pour des entreprises étrangères qui envisagent de transférer leur siège au Luxembourg.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 03.04.2006

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

20.09.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
18.10.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.11.2006

Protection des données

5316 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 8 novembre 2001

Le Protocole que le projet de loi 5316 se propose d'approuver, a pour but de renforcer la mise en oeuvre des principes contenus dans la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, par l'ajout de deux nouvelles dispositions dont l'une traite de l'institution par chaque Partie d'une ou plusieurs autorités de contrôle et l'autre des flux transfrontières de données à caractère personnel vers les pays ou organisations n'étant pas Parties à la Convention.

La communautarisation de la «protection des données» fait qu'on retrouve les mêmes dispositions aux chapitres VI (autorité de contrôle et groupe de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel) et IV (transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers) de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, qui a été transposée en droit national par la loi du 2 août 2002 relative à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Nonobstant les obligations communautaires du Luxembourg découlant de la directive précitée, la ratification du présent Protocole ne fait donc que confirmer les engagements de notre pays au niveau international en la matière.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 23.03.2004

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

09.10.2006	Désignation d'un rapporteur
13.11.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.11.2006

5404 - Projet de loi portant approbation des amendements, adoptés par le Comité des Ministres, à Strasbourg, le 15 juin 1999, à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE N°108) permettant l'adhésion des Communautés européennes

Le projet de loi 5404 vise à permettre l'adhésion des Communautés européennes à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE N°108).

La Convention est entrée en vigueur le 1er octobre 1985 à la suite de la cinquième ratification. Le Luxembourg a ratifié la Convention le 10 février 1988.

L'omniprésence et l'utilité de l'informatique dans notre vie professionnelle et privée ne sauraient faire abstraction des libertés et droits fondamentaux de la personne humaine, et notamment du droit à la vie privée. Il faut trouver un point d'équilibre entre la protection de la vie privée, d'une part, et la liberté d'information et les avantages procurés par l'outil informatique, d'autre part.

C'est l'objectif que s'est posé le Conseil de l'Europe lorsqu'il a élaboré la Convention, ouverte à la signature le 28 janvier 1981. Les principes posés par la Convention ont été précisés et amplifiés par la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995, qui a été transposée en droit interne par la loi du 2 août 2002.

Le renforcement au niveau international de la protection des données, notamment à l'égard des pays non membres de l'Union européenne, et une coopération renforcée entre le Conseil de l'Europe et les Communautés européennes passent par l'adhésion de celles-ci à la Convention.

Pour ce faire, certaines dispositions de la Convention ont dû être adaptées. Les amendements, qui font l'objet du présent projet de loi, ont été adoptés par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 15 juin 1999.

Parmi ces amendements, relevons celui apporté à l'article 20 de la Convention concernant l'exercice du droit de vote au sein du Comité consultatif. Aux termes de l'article 2 des amendements, «sur les questions relevant de leur compétence, les Communautés européennes exercent leur droit de vote et expriment un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres qui sont Parties à la Convention et qui ont transféré leurs compétences aux Communautés européennes dans le domaine considéré. Dans ces cas, ces États membres des Communautés ne participent pas au vote et les autres États membres des Communautés peuvent participer au vote. Les Communautés européennes ne votent pas lorsque le vote porte sur une question qui ne relève pas de leur compétence.»

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.11.2004

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

13.11.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.11.2006

Services financiers à distance

5389 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de:

- la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;

- la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;

- l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Le champ d'application du projet de loi couvre les professionnels (personnes physiques ou morales) qui offrent aux consommateurs des services financiers dans le cadre de leur activité commerciale ou professionnelle. Il traite exclusivement de la commercialisation à distance des services financiers, quel que soit le moyen de communication utilisé (voie électronique, courrier, télécopie ou encore téléphone) (neutralité technologique). L'objectif de la directive 2002/65/CE à transposer est de définir un cadre juridique harmonisé pour la conclusion à distance de contrats relatifs aux services financiers de manière à établir un niveau de protection approprié des consommateurs dans tous les États membres.

Le projet de loi accorde au consommateur un droit de réflexion avant de conclure un contrat avec le fournisseur. Le professionnel est donc tenu de transmettre au consommateur, par écrit ou sur un support durable (par exemple sur disquette informatique, CD-ROM ou courrier électronique), une description des principales caractéristiques du service financier ainsi que l'ensemble des conditions contractuelles. Il indique également une limitation éventuelle de la durée pendant laquelle les informations fournies demeurent valides. Lorsque le professionnel est inscrit sur un registre de commerce, il est tenu de communiquer son numéro d'enregistrement. Si le professionnel est soumis à un régime d'autorisation (p.ex. Commissariat des assurances, Commission de surveillance du secteur financier), il est obligé de transmettre les coordonnées de cette autorité de surveillance compétente.

Le consommateur dispose d'un droit de rétractation de 14 jours (30 jours pour les opérations de retraites individuelles), sans pénalité et sans indication de motif.

Afin d'empêcher des manœuvres spéculatives, le droit de rétractation est exclu pour les services dont le prix est susceptible de varier en fonction des cours des marchés financiers, comme par exemple les opérations boursières.

En ce qui concerne les techniques de communication les plus intrusives que sont l'automate d'appel, la téléphonie vocale, le courrier électronique et la télécopie, le projet de loi opte pour le principe de l'«opt-in», c'est-à-dire le consentement préalable du consommateur est également requis pour l'utilisation de tels systèmes de communication. Ce consentement peut prendre des formes très variées, comme par exemple «cliquer» sur une case d'un site, laisser son adresse e-mail pour l'envoi d'informations complémentaires, etc. Dans le cas d'autres techniques de communication à distance, le projet de loi renvoie à la loi modifiée du 14

août 2000 relative au commerce électronique qui consacre le principe de l'«opt-out» autorisant l'envoi de communications commerciales sauf si le destinataire est inscrit sur un registre de refus ou registre «opt-out» (système des listes dites de «Robinson»).

Le projet de loi interdit la vente de services financiers «par inertie», c'est-à-dire met fin aux pratiques de type «sauf avis contraire de votre part, nous considérons que vous êtes d'accord avec notre proposition». L'interdiction ne couvre pas l'envoi de simples offres de service puisqu'il est précisé que cette interdiction concerne seulement les cas où la fourniture est accompagnée d'une demande de paiement.

Méthode de transposition de la directive 2002/65/CE

Le projet de loi transpose en droit luxembourgeois la directive 2002/65/CE qui remonte déjà à septembre 2002. Il s'agit surtout de protéger le consommateur. Pour les services non financiers, la législation nationale connaît deux textes:

- la loi du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance pour les contrats conclus à distance, en général, et

- la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique incluant les données spécifiques aux contrats conclus par voie électronique.

Les auteurs du projet de loi n'ont pas souhaité reporter cette méthode dans le texte applicable au domaine financier «*afin d'éviter un éparpillement des diverses règles au sein de plusieurs lois*». La préférence était à réunir «*dans un seul corps de texte toutes les dispositions juridiques ayant trait à la commercialisation à distance des services financiers, indépendamment de la technique utilisée*».

Les auteurs du projet de loi ont proposé de faire appliquer la loi à toutes les techniques de communication à distance mises à disposition pour conclure un contrat rentrant dans le champ d'application de la directive (neutralité technologique). Par conséquent, les contrats portant sur des services financiers conclus par voie électronique par les consommateurs ne seront plus réglés par la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, mais par la présente loi.

La Chambre de Commerce a critiqué les possibles effets redondants ou parasites du présent projet de loi avec la loi du 14 août 2000 et avec ses champs d'application. Elle a proposé, par conséquent, que la loi du 14 août 2000 reste applicable aux services financiers commercialisés par voie électronique, sauf pour les services financiers entre professionnels et consommateurs.

Le Conseil d'État a approuvé en principe la façon de transposer envisagée, mais a néanmoins partagé les critiques de la Chambre de Commerce au sujet des redondances de certaines dispositions légales existantes et applicables au même genre de transactions. Elle s'est ralliée aux propositions de la chambre professionnelle, à savoir la suppression, dans les deux premières parties du projet de loi, de toute répétition des dispositions déjà contenues dans la loi du 14 août 2000.

La Commission des Finances et du Budget a accepté les arguments avancés par la Chambre de Commerce et repris par le Conseil d'État.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 18.10.2004

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

19.07.2006 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

19.09.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.11.2006

Compte général 2004

5488 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2004

Le compte général 2004, compte tenu de l'amendement gouvernemental du 27 janvier 2006, se présente comme suit:

A.– Recettes et dépenses courantes et en capital

I. Recettes	6.734.791.772,75
II. Dépenses	6.889.082.228,60
III. Excédent de dépenses	154.290.455,85
IV. Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	489.904.258,38

B.– Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre	3.593.145.466,72
II. Dépenses pour ordre	3.577.169.778,70
III. Excédent de recettes pour ordre	15.975.688,02
IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	26.463.905,23

C.– Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

I. Recettes	2.156.473.987,62
II. Dépenses	2.314.292.651,51
III. Excédent de dépenses	157.818.663,89
IV. Report du solde des recettes et dépenses	2.647.154.850,39

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2004, les **variations** sont les suivantes:

	Budget définitif 2004	Compte général 2004	Variations	
			en valeur	en %
Recettes				
- courantes	6.242.721.961,00	6.618.749.595,36	376.027.634,36	+ 6,0
- en capital	149.846.588,00	116.042.177,39	(-33.804.410,61)	- 22,6
Total recettes (1)	6.392.568.549,00	6.734.791.772,75	342.223.223,75	+ 5,3
Dépenses				
- courantes	5.809.762.601,00	5.968.160.031,73	158.397.430,73	+ 2,7
- en capital	671.142.299,00	920.922.196,87	249.779.897,87	+ 37,2
Total dépenses (2)	6.480.904.900,00	6.889.082.228,60	408.177.328,60	+ 6,3
Excédent de dépenses (2)-(1)	**88.336.351,00**	**154.290.455,85**	**65.954.104,85**	

En ce qui concerne les catégories de recettes les plus importantes, les chiffres présentés par la Cour des Comptes donnent l'image suivante:

Impôts indirects et prélèvements	3.210.280.470
Impôts directs	3.079.947.780
Vente de biens non durables et de services	91.607.478
Autres produits du patrimoine	69.041.784
Intérêts de créance	67.805.424
Vente de terrains et de bâtiments	60.962.249

Les catégories de dépenses les plus importantes se présentent comme suit:

Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale	2.285.436.709
Salaires et charges sociales	1.259.487.691
Dotations de fonds de réserve	1.238.589.605
Achat de biens non durables et de services	338.714.063
Transferts de revenus aux administrations privées	285.143.089
Subventions d'exploitation	255.308.640
Transferts de revenus aux ménages	228.758.613
Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises	151.593.361
Transferts de revenus aux administrations publiques locales	102.367.490
Remboursement de la dette publique consolidée	80.000.000

Les dépenses courantes et en capital effectives dépassent de 6,3% le total des dépenses prévues pour 2004. Par rapport au compte 2003, la progression des dépenses courantes et en capital a été pratiquement la même, à savoir 6,24%.

- Au cours de l'exercice budgétaire 2004, l'intervention des contrôleurs financiers s'est traduite par 458 refus de visa (contre 591 en 2003).

Les principales raisons ayant donné lieu à un refus de visa sont:

- engagement ex-post (28,2%),

- non-respect de la législation sur les marchés publics (21,2%),

- absence de base légale ou base légale non conforme (15,1%),

- erreur d'imputation budgétaire (11,6%).

- La Cour des Comptes a procédé au contrôle intensifié de divers points et rendu ses recommandations qui ont ensuite été examinées au sein de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes. Le résultat des contrôles effectués et les commentaires de la Commission à leur sujet se trouvent dans le rapport portant sur le présent projet de loi.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.07.2005

Rapporteur: M. Robert Mehlen

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

(Président: M. Henri Grethen):

03.10.2005 Désignation d'un rapporteur

19.12.2005 Présentation du rapport général par la Cour des Comptes

02.10.2006 Présentation du projet de loi

23.10.2006 Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.11.2006

Union internationale des télécommunications (UIT)

5499 - Projet de loi portant approbation

- des amendements apportés par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications le 18 octobre 2002 à la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et son annexe ainsi qu'à la Convention de l'Union internationale des télécommunications et son annexe, signées à Genève le 22 décembre 1992 telles qu'amendées dans la suite;

- des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications de Marrakech (2002)

Le projet de loi 5499 a pour objet d'approuver en premier lieu un certain nombre d'amendements apportés à la fois à la Constitution et à la Convention de l'UIT, signées à Genève le 22 décembre 1992. Parmi ces amendements, certains sont de nature substantielle et d'autres de nature rédactionnelle. Il y va essentiellement des efforts entrepris par l'Union pour consolider les bases financières de l'UIT, y compris en provenance du secteur privé, ainsi que pour associer davantage les représentants du secteur privé aux travaux de l'UIT. D'autres modifications ont été entreprises afin de clarifier certaines dispositions actuelles de la Constitution pour éviter d'éventuelles fausses interprétations.

Dans un deuxième temps le projet de loi a comme objectif de souscrire aux amendements apportés aux Actes finals tels qu'adoptés par la Conférence de plénipotentiaires de Marrakech du 18 octobre 2002. Parmi ces derniers, nous trouvons en premier lieu des décisions d'ordre politique, stratégique, financier et administratif. Il y va notamment des élections des États membres du Conseil, des fonctionnaires de l'UIT et des membres du Comité du Règlement des radiocommunications ainsi que du Plan stratégique de l'Union adopté pour la période 2004-2007. On y dresse ensuite le plan financier de l'Union pour la même période

pour régler ensuite la contribution des membres du secteur privé aux dépenses de l'Union. Finalement on y traite du recouvrement des coûts applicable aux droits de traitement des fiches de notification des réseaux de satellites ainsi que de l'utilisation du spectre à des fréquences supérieures à 3.000 GHz. Les autres décisions prises lors de la Conférence des plénipotentiaires se rapportent à la présence régionale, au nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, à la sécurité des réseaux ainsi qu'au règlement des télécommunications internationales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.10.2005

Rapporteur: M. François Maroldt

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

09.10.2006 Désignation d'un rapporteur

13.11.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.11.2006

Traité de Prüm

5514 - Projet de loi portant

1. approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, signé à Prüm le 27 mai 2005, et

2. modification de la loi du 21 décembre 2004 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004

3. modification de la loi du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale, et

4. modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Le projet de loi sous examen vise à approuver le Traité de Prüm, signé le 27 mai 2005 entre sept États membres de l'Union européenne, à savoir: le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche. Ce Traité vise - comme l'indique son intitulé - à approfondir la coopération transfrontalière, en vue notamment de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale. Il entend atteindre ce but en améliorant l'échange d'informations dans les domaines concernés.

La signature du Traité de Prüm marque une nouvelle étape dans la coopération judiciaire et policière. Le fait que cet instrument juridique n'ait été signé que par sept États membres de l'Union européenne n'y change rien. Dans l'esprit des États participants, le Traité de Prüm est une initiative européenne prise par des États membres de l'Union européenne afin de faire progresser, dans un esprit de précurseurs, la coopération transfrontalière au sein de l'Union européenne dans des domaines qui, conformément au principe de subsidiarité, intéressent plusieurs ou tous les États membres de l'Union européenne. Établi en dehors du cadre des Traités de l'Union européenne, cet instrument est censé être intégré dans le contexte juridique de l'Union européenne sur base d'une évaluation de l'expérience acquise dans le cadre de la mise en œuvre du Traité de Prüm. En fait, celui-ci a été conclu avec la quasi-certitude que les autres États membres de l'Union européenne y adhéreraient, à l'instar de ce qui s'est produit avec le Traité de Schengen, ce qui d'ailleurs explique que le Traité de Prüm soit, de manière inofficielle, souvent désigné comme «Schengen III».

Le Traité de Prüm vise à approfondir la coopération entre les Parties contractantes notamment au moyen de la recherche et de la comparaison automatisée des profils d'ADN dans les bases de données des Parties contractantes, ainsi qu'au moyen de l'échange de telles informations en cas de comparaison positive (système «hit/no hit»). À noter dans ce contexte qu'au-delà de l'échange des données d'ADN, le Traité de Prüm introduit une nouveauté qui mérite d'être soulignée, à savoir, l'utilisation d'un index de référence (p.ex. le numéro du dossier ou la référence de l'enquête) pour éviter toute identification directe de la personne recherchée. Ce n'est que le profil d'ADN établi sur base de l'ADN non codant et la référence du dossier ou de l'enquête qui peuvent être consultés directement. Les données personnelles de l'individu ne peuvent, quant à elles, être communiquées que selon une procédure précise. Les Parties contractantes ont voulu ainsi entourer l'accès aux fichiers nationaux d'empreintes génétiques des garanties nécessaires pour préserver les droits des personnes «fichées».

Le Traité de Prüm permet également la consultation de données dactyloscopiques telles que les empreintes digitales. Comme pour les profils d'ADN, la consultation de telles données ne peut se faire que si les Parties contractantes disposent de fichiers munis d'un système d'index permettant d'effectuer des recherches sans avoir accès à des données à caractère personnel autres que l'empreinte digitale et une référence associant l'empreinte à un dossier. Il s'agit d'éviter là aussi une identification directe de la personne concernée.

Le Traité de Prüm permet, toujours dans un but préventif et répressif, l'accès aux données figurant dans les registres d'immatriculation des véhicules. Il prévoit également la transmission de données à caractère personnel et non personnel, et ce afin de maintenir l'ordre et la sécurité publics lors de manifestations de grande envergure à dimension transfrontalière. Au-delà de la transmission de telles données, le Traité de Prüm prévoit également que les Parties contractantes se soutiennent et s'assistent mutuellement lors de manifestations de masse et autres événements importants, ainsi que lors de catastrophes ou d'accidents graves.

Afin de prévenir des infractions terroristes, le Traité de Prüm autorise la transmission d'un nombre déterminé de données et d'informations (p.ex. les noms et prénoms d'une personne) pour autant que la transmission de celles-ci soit nécessaire, alors qu'il existe une présomption sérieuse à l'encontre des personnes concernées que celles-ci vont commettre des infractions telles que visées dans le contexte de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil de l'Union européenne du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme. Il prévoit en outre la coordination et le soutien mutuel lors de l'usage d'accompagnateurs de sécurité aérienne sur les vols des aéronefs des États parties.

Le Traité de Prüm ouvre également de nouveaux espaces de coopération dans le domaine de la lutte contre l'immigration clandestine, notamment en prévoyant un usage commun de conseillers en faux documents ou encore des mesures de soutien mutuel lors de rapatriements.

Au niveau du domaine policier, le Traité de Prüm prévoit un renforcement de la coopération policière transfrontalière au niveau opérationnel notamment par l'institution de patrouilles et de contrôles communs et d'interventions transfrontalières sur demande et, en cas de danger imminent, sur initiative propre. Afin d'être complet, il échet encore de noter dans ce contexte que le Traité de Prüm a été ratifié jusqu'à présent par trois des sept États signataires et qu'il est entré en vigueur le 1er novembre 2006 entre l'Autriche et l'Espagne. Il entrera par ailleurs en vigueur entre ces deux États et l'Allemagne le 23 novembre 2006.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2005

Rapportrice: Madame Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

18.10.2006 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

25.10.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Examen des amendements gouvernementaux

15.11.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.11.2006

Statut des cheminots

5560 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1920 autorisant le Gouvernement à édicter un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer situés sur le territoire du Grand-Duché

Le projet de loi 5560 modifie la loi modifiée du 28 décembre 1920 autorisant le Gouvernement à édicter un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer situés sur le territoire du Grand-Duché.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 23.03.2006

Rapporteur: M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports

(Président: M. Roland Schreiner):

25.10.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.11.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.11.2006

Incubateur d'entreprises à Belval-Ouest

5581 - Projet de loi relatif à la transformation des anciens vestiaires des hauts fourneaux pour les besoins d'un incubateur d'entreprises à Belval-Ouest

Le projet de loi sous rubrique s'insère dans le cadre de la politique de développement et de diversification économique du Gouvernement qui entend promouvoir la création d'entreprises à forte valeur ajoutée et notamment à travers le développement d'infrastructures d'accueil pour entreprises «start-up» innovantes et à vocation technologique.

D'après la définition donnée par la Commission européenne, un incubateur d'entreprises est «une place où des sociétés nouvellement créées sont concentrées dans un espace limité. Il a pour but d'améliorer les chances de croissance et le taux de survie de ces sociétés à l'aide d'une construction modulaire comportant des installations communes (téléfax, installations informatiques, etc.) et aussi en leur apportant une aide pour la gestion et des services de soutien.»

Le projet sous revue a pour objet la transformation et l'équipement de l'ancien bâtiment des vestiaires, situé sur la terrasse des hauts fourneaux à proximité immédiate du haut fourneau B, aux fins d'abriter le programme développé pour l'incubateur d'entreprises. Le présent projet concerne uniquement le volet «bâtiment» et non pas le volet «fonctionnement». La réalisation du projet de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation conduit nécessairement à une concentration de nombreux acteurs de la recherche publique sur le site de Belval-Ouest, à savoir le Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann (CRP-GL), le Centre de Recherche Public Henri Tudor (CRP-HT) et le Centre de Recherche public Santé (CRP-Santé), créés à la suite de la loi du 9 mars 1987 sur la recherche publique, qui vont déplacer sinon la totalité du moins une grande partie de leurs activités sur ledit site. Ces centres de recherche, dont une des missions sera de favoriser la création de nouvelles activités industrielles, sont vivement intéressés par le concept de la pépinière d'entreprises qui constitue un lieu de prédilection pour le transfert de nouvelles technologies.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 31.05.2006

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

20.10.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.11.2006

Accord CFL / Arcelor

5589 - Projet de loi

1) autorisant l'acquisition de l'infrastructure ferroviaire appartenant à la société Arcelor S.A.;

2) modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

3) modifiant la loi du 28 mars 1997 1. approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2. approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) et 3. concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL; 4. portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi 5589 autorise l'État à acquérir les infrastructures ferroviaires et les terrains y relatifs appartenant aux différentes sociétés du groupe Arcelor. Lesdits infrastructures et terrains sont situés sur les communes d'Esch-sur-Alzette, de Mondercange, de Sanem, de Schifflange, de Differdange et de Pétange ainsi que les gares de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette, d'Ettelbruck, de Bettembourg et de Pétange, ensemble avec les surfaces non bâties attenantes qui sont actuellement la propriété des CFL.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 19.06.2006
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission des Transports
(Président: M. Roland Schreiner):
25.10.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.11.2006 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 23.11.2006

Double imposition

5590 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 27 mars 2006

La présente Convention fiscale s'inspire du modèle OCDE en cette matière. Ainsi, la Commission des Finances et du Budget a limité ses remarques à quelques points saillants de l'accord bilatéral.

1. Le droit d'imposition des dividendes *(article 10)* est partagé entre l'État de la source des dividendes et l'État de résidence du bénéficiaire. En général, dans l'État de la source, la retenue maximale ne peut excéder 15%. Toutefois, l'impôt ainsi prélevé est réduit à 0% pour les dividendes dont le bénéficiaire effectif est une société qui détient directement au moins 10% du capital de la société qui paie les dividendes. Ainsi, sont traités sur un pied d'égalité Saint-Marin et les États de l'Union européenne.

Le Protocole précise la définition des dividendes afin de tenir compte des spécificités de la législation luxembourgeoise en matière de bailleur de fonds et des arrérages et intérêts d'obligations.

2. En ce qui concerne les pensions du secteur privé, payées en vertu d'un emploi antérieur, le modèle de l'OCDE attribue un droit d'imposition exclusif à l'État de résidence du bénéficiaire. Le paragraphe 2 de l'*article 17* déroge à cette règle prévue au paragraphe 1, en stipulant que les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale ne sont imposables que dans l'État de la source. Le paragraphe 3 de *l'article 17* exempte les sommes versées par les régimes de pension complémentaire, pourvu que les cotisations, allocations ou dotations ayant servi à la constitution de la pension complémentaire aient été soumises à l'impôt à la base.

3. La Convention *(article 19)* prévoit que les professeurs ou les chercheurs résidents d'un État contractant invités par une institution d'enseignement ou scientifique de l'autre État contractant pour y donner des cours ou pour y faire des recherches sont exonérés pendant deux ans dans ce dernier État pour les rémunérations versées au titre de leur activité d'enseignement ou de recherche. Si le séjour excède deux ans, l'État visité retrouve son droit d'imposition de façon rétroactive, à moins que dans un cas particulier les autorités compétentes des États en conviennent autrement.

4. En ce qui concerne la méthode d'élimination de la double imposition (*article 23)*, les deux États contractants optent pour la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité, à l'exception des dividendes et des revenus réalisés par les artistes et les sportifs auxquels s'applique la méthode d'imputation.

5. Contrairement à la quasi-totalité des conventions fiscales conclues par le Grand-Duché, les sociétés holding ou similaires ne sont pas exclues du champ d'application.

6. Le Protocole stipule que la Convention n'affecte pas les dispositions contenues dans l'accord passé entre la Communauté européenne et la République de Saint-Marin en matière d'application de la directive 2003/48/CE sur la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts, signé à Bruxelles le 7 décembre 2004.

Il est également précisé que les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs comprennent:

- les bénéfices provenant de l'affrètement coque nue de navires ou d'aéronefs, exploités en trafic international;

- les bénéfices provenant de l'utilisation ou de la location de conteneurs, si ces bénéfices sont occasionnels ou accessoires au regard des autres bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 19.06.2006
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):
06.10.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.11.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.11.2006

5603 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Tallinn, le 23 mai 2006

Une première ébauche de la convention fiscale avec l'Estonie avait été négociée simultanément avec celles des deux autres États baltes. Tandis que les conventions fiscales avec la Lituanie (doc. parl. 5473) et la Lettonie (doc. parl. 5460) ont été signées et ratifiées par le Grand-Duché, le Luxembourg a constaté que l'Estonie avait concédé des conditions plus favorables aux Pays-Bas. Les renégociations avec l'Estonie ont finalement abouti à la convention à ratifier par le présent projet de loi.

Les auteurs du projet de loi estiment que le déchet fiscal résultant de la présente Convention ne devrait pas tirer à conséquence. Le déchet provenant du partage de la matière imposable serait compensé dans une large mesure par les retombées fiscales provenant de l'intensification des relations économiques entre les deux États contractants.

La présente Convention fiscale s'inspire du modèle OCDE en cette matière. Les quelques points saillants de l'accord bilatéral sont repris dans le rapport de la Commission des Finances et du Budget.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.08.2006
Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):
06.10.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.11.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.11.2006

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

SÉANCE 5

Mardi, 21 novembre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications

2. Retrait du rôle des affaires

3. 5623 - Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux

(Déclaration de recevabilité)

4. Ordre du jour

5. Dépôt d'une motion par Mme Anne Brasseur

6. Dépôt d'une résolution par Mme Marie-Josée Frank

7. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

8. 4992 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,
2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales,
3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. 5562 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

(Rapport de la Commission juridique - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

10. 5514 - Projet de loi portant

1. approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, signé à Prüm, le 27 mai 2005, et
2. modification de la loi du 21 décembre 2004 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004
3. modification de la loi du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale, et
4. modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

11. 5389 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de:

- la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;
- la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;
- l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

12. 5590 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 27 mars 2006

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

13. 5603 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Tallinn, le 23 mai 2006

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

14. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5624** - Projet de loi abrogeant: - la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies); - l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 concernant les sociétés holding, pris en exécution de l'art. 1er, 7° alinéas 1 et 2 de la loi du 27 décembre 1937; - l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à 24.000.000 euros au moins; - la loi modifiée du 12 juillet 1977 modifiant et complétant a) la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) modifiée par l'article 21 de la loi du 29 décembre 1971 et b) l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à un milliard au moins, modifié par l'article 22 de la loi du 29 décembre 1971; - le Règlement grand-ducal du 29 juillet 1977 fixant le minimum du capital social libéré dont doit disposer une société holding pour être admise au bénéfice des dispositions fiscales de l'article premier de la loi du 31 juillet 1929; - la loi du 21 juin 2005 portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) et fixant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010 pour le maintien temporaire de ces régimes

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 25.10.2006

2) **5625** - Projet de loi portant: 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 25.10.2006

3) **5626** - Projet de loi portant rectification du Code du Travail

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 26.10.2006

4) **5627** - Projet de loi relative aux marchés d'instruments financiers et portant transposition de: - la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE; - l'article 52 de la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive, et portant modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, - la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, - la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier, - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, - la loi du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur, - la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, et portant abrogation de: - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative à la surveillance des marchés d'actifs financiers, - la loi modifiée du 21 juin 1984 relative aux marchés à terme

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 26.10.2006

5) **5628** - Projet de loi portant approbation - du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme; - des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme; - de la Convention amendée portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMMT)

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.10.2006

6) **5629** - Projet de règlement grand-ducal concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier dans la Communauté européenne

Dépôt, à la demande de Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 07.11.2006

7) **5630** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux en relation avec la construction des nouvelles infrastructures de traitement des déchets organiques du syndicat intercommunal «Minett-Kompost»

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 08.11.2006

8) **5631** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du Règlement grand-ducal du 25 novembre 2005 concernant la participation du Luxembourg à la Mission d'assistance frontalière de l'Union européenne (EU BAM) à Rafah

Dépôt, à la demande de Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.11.2006

9) **5632** - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 15.11.2006

10) **5633** - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2005

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 15.11.2006

11) **5634** - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur l'application de l'article 65 de la Convention sur la délivrance de brevets européens, fait à Londres le 17 octobre 2000

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.11.2006

12) **5635** - Projet de loi portant approbation de l'Acte portant révision de la Convention sur la délivrance de brevets européens du 5 octobre 1973, fait à Munich, le 29 novembre 2000

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.11.2006

13) **5636** - Projet de loi concernant la disparition des personnes et portant modification du Code d'instruction criminelle

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.11.2006

14) **5637** - Projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 20.11.2006

3. Par lettre du 12 octobre 2006 Monsieur le Député Claude Adam a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de la pauvreté au Luxembourg.

4. Par lettre du 23 octobre 2006, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 25 au 28 septembre 2006:

- résolution sur les médias et le développement,

- résolution sur les initiatives destinées à compléter les programmes scolaires nationaux grâce à des mesures adéquates de soutien à l'intégration de la dimension européenne,

- résolution sur la stratégie thématique sur la pollution atmosphérique,

- résolution sur une stratégie thématique pour l'environnement urbain,

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à la prorogation du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la République de Guinée-Bissau concernant la pêche au large de Guinée-Bissau pour la période allant du 16 juin 2006 au 15 juin 2007,

- résolution sur l'état des lieux du programme Galileo,

- résolution sur la politique commune d'immigration,

- résolution sur les relations économiques et commerciales de l'Union européenne avec l'Inde,

- résolution sur les perspectives des femmes dans le commerce international,

- résolution sur l'amélioration de la situation économique du secteur de la pêche,

- résolution sur l'application du règlement (CE) n°1185/2003 du Conseil du 26 juin 2003 relatif à l'enlèvement des nageoires de requin à bord des navires,

- résolution sur les nanosciences et les nanotechnologies: un plan d'action pour l'Europe 2005-2009.

Par lettre du 26 octobre 2006, il a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 11 au 12 octobre 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Bulgarie concernant la participation de la Bulgarie aux activités de l'observatoire européen des drogues et des toxicomanies,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Turquie concernant la participation de la Turquie aux activités de l'observatoire européen des drogues et des toxicomanies,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Singapour concernant certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et l'Australie concernant certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Zélande concernant certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République orientale de l'Uruguay sur certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République des Maldives sur certains aspects des services aériens,

- résolution sur la future politique des brevets en Europe.

2. Retrait du rôle des affaires

An hirer Réunioun vum 8. November huet d'Presidentekonferenz sech mat der Demande vun der Regierung averstanen erkläert, de Projet de loi 5160 iwwert de Congé d'accompagnement sans solde vum Rôle ze sträichen.

An hirer Réunioun vum 16. November huet si sech mat der Demande vun der Regierung averstanen erkläert, de Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Uweise vum Energieverbrauch vu Klimaanlage souwéi de Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Uweise vum Energieverbrauch vun elektreschen Iewe vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. 5623 - Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux

Déclaration de recevabilité

Esou wéi den Artikel 57-1 vum Chamberreglement et virgesäit, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 16. November virgeschloen, datt d'Proposition de loi 5623 vum honorabelen Här Mehlen iwwert den Naturschutz als recevabel erkläert gëtt.

Ass d'Chamber och domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Mir kommen zum Ordre du jour vun dëser Woch. An hirer Réunioun vum 16. November huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt d'Deklaratioun vum Här Ausseminister iwwert d'Aussepolitik; dann e Projet de loi iwwert d'Sociétés commerciales; de Projet de loi 5562 och iwwert d'Sociétés commerciales; dann de Projet de loi 5514: een Ofkommes géint den Terrorismus an d'grenziwwerschreidend Kriminalitéit; de Projet de loi 5389 iwwert d'Commercialisation à distance des services financiers; dann en Ofkommes géint déi duebel Besteierung tëscht Lëtzebuerg a San Marino an datselwecht tëscht Lëtzebuerg an Estland.

D'Konte vum Joer 2004 stinn um Punkt 8 vun eisem Ordre du jour; dann eng Proposition de loi, déi den Artikel 11 vun eiser Verfassung ëmännert. Bei där Ofstëmmung ass eng qualifizéiert Majoritéit erfuerdert. A schlussendlech de Projet de loi iwwert d'Ëmbaue vun de Vestiairë vun den Héichiewe vu Belval.

Muer de Mëtteg hu mer d'Debatt iwwert d'Europapolitik, d'Aussepolitik an iwwert d'Europäesch Verfassung.

Iwwermuer, en Donneschdeg, eng Question avec débat N°10 vum honorabelen Här Grethen iwwert d'Sozialbäiträg un de Centre commun de la Sécurité sociale. Dann de Projet de loi iwwert d'Aarbechtskonditiounen, d'Paien an d'Pensioune vun den Eisebunner, an e Projet de loi iwwert d'Eisebunnsinfrastrukturen. Weider hu mer en Donneschdeg de Projet de loi 5316 zesumme mam Projet de loi 5404, déi sech mat dem Schutz vun de perséinlechen Donnéeë befaassen. A schlussendlech de Projet de loi 5499 iwwert d'Union internationale des télécommunications.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

D'demokratesch Fraktioun mellt, datt se mat deem Ordre du jour net averstanen ass.

M. Charles Goerens *(DP).*- Neen, neen. Ech hunn eng Fro zu engem anere Punkt.

(Interruptions)

M. le Président.- Jo, ech hunn awer héieren op Ärer Bänk, datt gesot ginn ass...

M. Charles Goerens *(DP).*- Zum Ordre du jour wollt ech nach soen, ech hat och dat signaléiere gelooss iwwert d'Fraktioun, datt d'Madame Brasseur wollt en Dépôt vun enger Motioun maachen. Merci.

M. le Président.- Dat ass an der Rei. Also, dat huet jo net direkt elo eppes mam Ordre du jour ze dinn. D'Madame Brasseur huet d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

M. Charles Goerens *(DP).*- An zweete Punkt, Här President: Dir hutt eis matgedeelt wat fir eng Froen datt net an den Délaië vun engem Mount konnte beäntwert ginn. Do sinn der och dräi vu menger Fraktioun derbäi: déi vum Claude Meisch un de Finanz- a Budgetsminister, eng zweet vum Claude Meisch un de Ministre du Travail et de l'Emploi an eng drëtt vun der Madame Brasseur iwwert d'Heures d'ouverture des magasins un de Statsminister. Mir kënnten elo opgrond vum Artikel 76-5 froen, fir déi Froe mëndlech hei ze stellen. Mir gesinn awer dovun of. Mir hätten awer gär duerfir en revanche, datt d'Regierung awer elo incessamment déi Froen do beäntwert.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Statsminister freet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wollt just soen, well do Froen derbäi sinn, déi den Här Goerens nennt, déi fir mech gemënzt waren, dass déi Fro vun der Madame Brasseur duerch Courrier vu virgëschter der Chamber iwwermëttelt ginn ass. Si misst also ukomm sinn, à moins dass de Postminister definitiv net dofir suerge kann, dass d'Bréiwer normal zirkuléieren,...

(Hilarité)

...respektiv de Service courrier vum Ministère d'État, a wat fir engem Fall ech eleng zoustänneg wier fir dee Manquement do.

An déi Froe vum Här Meisch, falls et déi sinn, déi d'Operatioune Mittal-Arcelor...

Plusieurs voix.- Neen, neen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...betreffen, wollt ech just hei soen, falls déi Fro sech géif stellen, dass mer eis eens gi waren an der Kommissioun, dass den Här Meisch fonnt huet, déi Froe wiere beäntwert.

M. le Président.- Här Goerens!

M. Charles Goerens *(DP).*- Den Här Meisch deelt selwer mat, datt…

Une voix.- Et schaalt.

M. le Président.- Jo.

Une voix.- Mikro!

M. Charles Goerens *(DP).*- Jo, jo, ech hunn de Mikro ageschalt.

Une voix.- Merci.

M. Charles Goerens *(DP).*- Den Här Meisch, dat hunn ech och an der Conférence des Présidents matgedeelt, informéiert den Här President, datt en net drop insistéiert fir déi Fro schrëftlech beäntwert ze kréien. Hien ass d'accord mat där Äntwert, déi e mëndlech kritt huet an der Kommissioun. Déi Froen, ëm déi et sech dréit beim Här Meisch, an déi un Iech geriicht sinn, dat ass d'Abrogation du régime fiscal des Holdings 1029 jusqu'en 2007. An dat ass eng Fro vum 6.7.2006.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, ech mengen, dass den Här Frieden déi entre-temps beäntwert huet.

M. Charles Goerens *(DP).*- Déi ass net ukomm. Si ass och um Büro net ukomm.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass den Här Krecké, nach ëmmer.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Oder de Statsminister.

M. le Président.- Mir wäerte kontrolléieren hei um Greffe, ob déi Äntwerten an der Zwëschenzäit erakomm sinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, fir de Fall wou dat nach net ukomm wier,...

Mme Colette Flesch *(DP).*- Allen zwee!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...gëtt dat selbstverständlech direkt gemaach.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Mir hunn e Problem mat der Post.

M. Charles Goerens *(DP).*- Déi zweet, dat ass déi vun der Madame Brasseur iwwert d'Geschäfter: Do hutt Der gesot, déi hätt Der scho geschéckt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Charles Goerens *(DP).*- An déi aner ass fir Äre Kolleeg Biltgen. Déi huet Bezuch op de Reclassement des salariés du site de la WSA.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, falls meng nach net do sinn, komme se direkt.

M. le Président.- Très bien. Sou, dann huet fir d'éischt d'Madame Brasseur d'Wuert an duerno d'Madame Frank. Madame Brasseur!

5. Dépôt d'une motion par Mme Anne Brasseur

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, ech wollt eng Motioun déposéieren, an där ech bieden, dass d'Chamber d'Madame Educatiounsminister opfuerdert, eng ganz Partie Projeten an der Educatioun ze suspendéieren.

Une voix.- Da sprangen déi direkt of.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Als Fraktioun si mer der Meenung - an dat steet och an där Motioun -, dass een dauernd muss d'Qualitéit vum Enseignement verbesseren. Also brauche mer Reformen. Mir brauchen Adaptatioune vun onsem Schoulwiesen.

D'Madame Educatiounsminister huet och eng ganz Rei vu Projeten op d'Schinn gesat, mä déi hu ganz vill Inquiétuden ausgeléist, engersäits bei den Enseignanten, a si hunn anerersäits och bei de Schüler a bei den Elteren enorm vill Froen opgeworf. D'Enseignantsgewerkschaften, déi sinn alleguer ouni Ausnahm méi wéi skeptesch vis-à-vis vun deene Reformen.

Une voix.- Jo.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et ass zum Beispill derbäi, dass d'Englesch elo op Septième géing agefouert ginn, oder dass eng duebel oder eng tripel Verbesserung oder Annotatioun vum Sproochenunterrecht soll sinn, wat zur Zersteckelung bäidréit.

An duerfir géing ech froen, dass d'Projetpiloten, déi mer...

(Interruption)

Ech hu fënnef Minutten, Här President, an onsem Reglement. Et ass...

M. le Président.- Entschëllegt, Madame Brasseur, d'Reglement gesäit vir, dass d'Fraktioune fënnef Minutten Zäit hunn, wa mir d'Motioun diskutéieren. Bei engem Dépôt vun enger Motioun gëtt se op den Ordre du jour gesat an da gëtt se diskutéiert, an dann eréischt hutt Dir fënnef Minutten Zäit. Et ass net Usus dat beim Dépôt ze maachen; et ass zwar heiansdo hei agerass, mä duerch d'Bank solle mer et net maachen. Wa mir eng Motioun déposéieren, gëtt se déposéiert, se gëtt op den Ordre du jour geholl an da gëtt se exposéiert an d'Reglement ugewannt.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, dat Reglement...

M. le Président.- Ech wollt dat och soe fir d'Madame Frank, déi no Iech kënnt, fir dass déi sech soll drop limitéieren, hir Resolutioun ze déposéieren, an net schonn hei ze exposéieren.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, wann dann onst Reglement esou bei jiddferengem vun elo un applizéiert gëtt, halen ech mech selbstverständlech drun. An ech géing Iech dann déi Motioun hei iwwerreechen, andeem ech dann doduerch den Dépôt maachen.

Motion

La Chambre des Députés,

- confirmant sa disposition à soutenir des innovations pédagogiques visant une amélioration de la qualité de notre système scolaire;

- considérant que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a élaboré un certain nombre de projets de réformes qui soulèvent beaucoup d'inquiétudes dans les milieux enseignants et suscitent un sentiment de désorientation chez les élèves et leurs parents;

- considérant que la multitude de changements prévus par les projets de réformes nuit à la sérénité indispensable au bon fonctionnement du système scolaire;

- considérant que les nombreuses prises de position des syndicats d'enseignants et des conférences des professeurs mettent en doute le bien-fondé des réformes envisagées;

- notant que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle entend réintroduire des cours d'anglais en classe de septième et rappelant que naguère les cours d'anglais au programme de la première année de l'enseignement post-primaire avaient été supprimés pour faciliter le passage de l'enseignement primaire vers l'enseignement post-primaire;

- considérant que la transformation des deux premières années de l'enseignement post-primaire en un cycle d'apprentissage de deux ans et notamment l'idée d'une promotion automatique à l'intérieur de ce cycle constituent une mesure pédagogiquement peu appropriée et risquent de retarder une orientation efficace de l'élève;

- considérant que l'évaluation des langues telle qu'elle est prévue conduit à un morcellement excessif des compétences linguistiques ainsi qu'à des appréciations trop vagues et trop subjectives;

- constatant le manque de précision concernant le parcours scolaire des élèves qui n'atteignent pas les socles de compétences requis;

- considérant que de nombreux projets pilotes n'ont pas encore été évalués pour en tirer les conclusions nécessaires pouvant servir de base à des réformes;

invite Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- à suspendre la réalisation des réformes envisagées et notamment celle du cycle inférieur de l'enseignement post-primaire et à renoncer à faire démarrer l'enseignement et l'évaluation par compétences dès la rentrée scolaire 2007/2008.

(s.) Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Paul Helminger, Claude Meisch.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Ech géif dann d'Chamber froen, ob se domat d'accord ass, dass mer eis an Zukunft bei engem Dépôt drop limitéieren, ze déposéieren an net ze exposéieren, a se ze exposéieren, wa se um Ordre du jour ass. Si mer all domadder d'accord?

(Interruptions diverses)

M. Henri Grethen *(DP).*- Et läit um President! Et läit um President!

M. le Président.- Et gëllt fir jiddfereen! Selbstverständlech gëllt et fir jiddfereen. Madame Frank, Dir wësst, wat d'Chamber elo just décidéiert huet, da kënnt Der lech deementspriechend behuelen.

(Hilarité)

6. Dépôt d'une résolution par Mme Marie-Josée Frank

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll mech dann och dorunner halen. Ech wollt lech froen, ob ech eng Resolutioun kënnt abréngen, déi dës Woch an am léifsten en Donneschdeg hei am héijen Haus kënnt diskutéiert ginn an och zum Vote gestallt ginn. Mat dëser Resolutioun verflicht eist nationaalt Parlament sech, déi paneuropäesch Campagne vum Conseil de l'Europe ze ënnerstëtzen, déi de 24. November stattfënnt, fir…

M. le Président.- Jo, Madame Frank, Madame Frank...

(Interruptions diverses)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- …öffentlech an ouni Reserv d'Violence domestique ze condamnéieren. Wann ech gelift, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

- condamnant publiquement et sans réserve la violence domestique, qui constitue une violation des droits élémentaires de la personne, plus précisément du droit de chacun à la vie, à la sécurité, à la dignité et à l'intégrité physique et psychique;

- considérant que la violence domestique découle d'une relation inégalitaire entre femmes et hommes et qu'elle la perpétue;

- constatant que la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique constitue un instrument efficace en matière de protection des victimes de violence domestique, sans distinction de sexe;

- rappelant que l'introduction de cette même loi a permis de briser au Luxembourg un tabou longtemps resté dans le silence;

- considérant que la violence domestique ne connaît ni frontière géographique, ni limite d'âge, ni origine ethnique, et qu'elle concerne tout type de relation familiale et tout type de milieu social;

- constatant que les chefs d'État et de gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe ont adopté lors de leur 3e Sommet à Varsovie (16 et 17 mai 2005) un plan d'action qui comporte deux mesures concrètes pour combattre la violence à l'égard des femmes dont le lancement d'une campagne d'information et de sensibilisation sur le sujet;

- constatant que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a décidé de développer en coopération avec les parlements nationaux des États membres une action intitulée «Les parlements unis pour combattre la violence domestique contre les femmes» qui constituera la contribution des parlements nationaux à la campagne du Conseil de l'Europe;

- constatant que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a invité les parlements nationaux des États membres du Conseil de l'Europe à organiser une journée d'action et de sensibilisation pour combattre la violence domestique contre les femmes le 24 novembre 2006, jour de lancement de la campagne paneuropéenne du Conseil de l'Europe;

- considérant que la violence domestique est aussi un fait économique qui a, tout d'abord, un coût personnel pour les victimes vivant un cauchemar dans leur vie quotidienne; ensuite, un coût financier pour la société qui supporte notamment les coûts de santé, de police et de justice ainsi que le suivi social;

- convaincue que la lutte contre la violence sous toutes ses formes contribuera à construire une société plus juste, respectueuse des droits fondamentaux de tous et de toutes et doit donc être une priorité de notre agenda politique;

s'engage

- à soutenir la campagne du Conseil de l'Europe pour combattre la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique;

- à poursuivre les efforts entrepris en la matière par l'organisation d'une campagne nationale de sensibilisation en vue de responsabiliser chacun à participer activement à l'éradication de la violence;

- à continuer de sensibiliser les différents acteurs publics en vue de lutter contre la banalisation du phénomène de la violence domestique par la mise en oeuvre de campagnes de prévention, de sensibilisation et d'information ciblées;

- à encourager l'organisation de séminaires de sensibilisation pour le personnel enseignant, les forces de l'ordre, les professionnels de la santé et du droit ainsi que le personnel socio-éducatif;

- à sensibiliser les médias à parler du problème en rendant attentif aux différentes facettes de la violence domestique et de ses implications, afin d'en éviter la banalisation;

- à renforcer les mesures existantes de protection et d'assistance aux victimes y compris les enfants souvent victimes indirectes de la violence conjugale;

- à continuer de soutenir les programmes de prise en charge spécifiques à l'égard des victimes et des auteurs de la violence domestique;

- à étudier l'évaluation de la loi sur la violence domestique pour en tirer les conséquences qui s'imposent.

(s.) Marie-Josée Frank, Anne Brasseur, Lydie Err, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. D'Presidentekonferenz hat sech an hirer Réuniouun d'accord erkläert, fir dass dës Resolutioun en Donneschdeg kéint debattéiert ginn. Ech denken, dass mir datselwecht kucke kënnen ze maachen no Consultatioun mat de Fraktiounschefen, wat d'Motioun vun der Madame Brasseur ubelaangt.

Däerf ech dann elo froen, ob d'Chamber mat deem Ordre du jour, esou wéi ech e virdru virgedroen hunn, d'accord ass?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Aussepolitik vun der Regierung. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

7. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Deklaratioun zur Aussepolitik ass jo traditionell d'Geleeënheet, fir Bilanz ze zéien a fir d'Erausfuerderungen, déi sech eis stellen um europäeschen an um internationalen Niveau, Revue passéieren ze loossen, a fir Äntwerten ze fannen. Äntwerten, déi an enger ëmmer méi globaliséierter Welt kee Land kann eleng ginn, egal wéi grouss oder wéi kleng et ass; Äntwerten, deenen awer och kee Land sech verspäre kann, egal wéi grouss oder wéi kleng et ass.

D'Lëtzebuerger Aussepolitik charakteriséiert sech duerch gewësse Konstanten, wéi den Asaz fir de Fridden a fir d'Sécherheet, d'Lutte géint d'Aarmut an d'Ënnerentwécklung, den Engagement fir Demokratie a Mënscherechter, d'nohalteg Entwécklung, d'Bereetschaft, eisen Deel vun der globaler Responsabilitéit ze iwwerhuelen, an de Choix vun enger multilateraler Approche.

Dës Grondobjektiver a Prinzipie spigele sech an eisem Engagement fir d'europäesch Integratioun, engem Kärsteck vun der Aussepolitik, selbstverständlech erëm.

Vum 1. Januar un - mir wëssen et - si mir an enger Unioun vu 27. Dat verstäerkt dach och d'Erausfuerderung sécherzestellen, dass d'Stëmm vu Lëtzebuerg weider adequat gehéiert gëtt. Mir musse kucken, fir nei Frëndschaften opzebauen an al Frëndschaften ze stäerken. An engem ëmmer méi groussen Europa ass et wichteg, méi wéi jee, Allianzen ze sichen an och Allianzen ze konsolidéieren.

Doriwwer eraus gëtt et och ëmmer méi wichteg, d'Europapolitik gutt um nationale Plang ze organiséieren an och ze koordinéieren. Duerfir huet dës Regierung en interministerielle Comité fir d'Europapolitik agesat ënnert der Présidence vum Ausseministère. Dëse Comité soll eis erlaben, d'Koordinatioun an europäeschen Dossiere systematesch ze encadréieren a méi effizient ze maachen.

Fir d'Crédibilitéit an den Ae vu senge Partner net ze verléieren, ass et och noutwendeg als Land seng Engagementer zu der Europäescher Unioun anzehalen. Dorënner fält och selbstverständlech de Respekt vun der Ëmsetzung vum europäesche Recht an d'nationaalt Recht.

Den delegéierte Minister Nicolas Schmit ass, wéi Der wësst, beoptraagt ginn, den Dossier vun den Direktiven ze koordinéieren. Déi éischt Resultater sinn, dank virun allem engem groussen Asaz vun alle Ministèren an alle Mataarbechter an de Ministèren, erreecht ginn, mä mir mussen awer viru schaffen, fir dat europäescht Zil ze erreechen, wat jo bedeit, wéi Der wësst, dass mir manner wéi 1,5% vun den europäeschen Direktiven am Bannemaartberäich nach ëmzesetzen hätten.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, d'lescht Joer hat ech d'Geleeënheet, d'Impressiounen an och selbstverständlech d'Resultater vun der Lëtzebuerger Présidence vun der Europäescher Unioun duerzestellen. Et war während eiser Présidence, dass Frankräich an Holland negativ iwwert de Verfassungsvertrag ofgestëmmt hunn an domadder eng Vertrauenskris an Europa visibel gemaach hunn.

De positive Lëtzebuerger Referendum huet sécher zum Opschwong bäigedroen an och gewisen, dass d'europäesch Integratioun net en Acquis ass, mä eng Ambitioun, fir déi mir eis ëmmer erëm musse voll asetzen. D'Reflexiounsperiod iwwert d'Zukunft vun Europa, déi am Juni 2005 um Europäesche Rot gemeinsam décidéiert ginn ass, gëtt eis all d'Geleeënheet, fir néideg Erklärungen ze ginn iwwer eis Europapolitik a fir an den Institutioune Methoden a Politiken ze iwwerdenken.

D'Situatioun vun der Europäescher Unioun ass op d'mannst, esou muss een et kënne soen, paradoxal. Engersäits ass d'Konstruktioun vun der Europäescher Unioun e grousse Succès, anerersäits ginn d'Bierger an der Europäescher Unioun ëmmer méi kritesch a méi skeptesch Europa géigeniwwer.

Dës Erfahrung hu jo och mir d'lescht Joer zu Lëtzebuerg gemaach am Kader vun der Debatt vun eisem Referendum, wou eng grouss Zuel vu Wieler hir Bedenken ausgedréckt hunn iwwert déi Aart a Weis, wéi Europa haut eigentlech funktionéiert.

Mir mussen eng nei Dynamik kréien, fir ze weisen, dass mir haut d'EU nach gradesou vill brauchen, wéi dat de Fall war viru 50 Joer. Vum selwe geet dat natierlech net. Duerch konkret Handlunge vun der Unioun muss gewise ginn, dass si e wichtegen Deel ass vun der Äntwert op Problemer vun de Bierger, an net, wéi et heiansdo duergestallt gëtt, en Deel vum Problem wär. D'Gestaltung vun der Reflexiounsperiod hei zu Lëtzebuerg soll hëllefen an déi Richtung ze schaffen.

De Statsminister huet jo virun engem gudde Joer an der Regierungsdeklaratioun d'Schafe vun engem nationale Forum iwwer Europa zréckbehalen, deen de Lëtzebuerger et erméigleche soll, hir Froen ze stellen, hirer Besuergnis Ausdrock ze ginn an hir Zweifele bekannt ze maachen, mä awer och hiert Wëssen iwwert den europäeschen Eenegungsprozess an iwwert d'Konditioune vun eiser Zougehéiregkeet zur Unioun ze verbesseren an och ze verdéiwen.

Ënnert der Leedung vum delegéierte Minister Nicolas Schmit ass d'Initiativ europaforum.lu gegrënnt ginn. Dës Initiativ besteet aus enger Serie vun Aktiounen: Hierstelle vun engem interaktiven Internetsite, Organisatioun vun Debatten iwwer europapolitesch Themen an de Schoulen oder och mat de Sozialpartner.

Dobäi soll et awer net bleiwen. D'Aarbecht am Beräich vun der Europapolitik soll op dräi Haaptachse weidergefouert ginn, déi do heeschen: informéieren iwwer Europa, debattéieren iwwer Europa a bénéficiéiere vun Europa. Mir musse méi a besser informéieren, wat Europa fir d'Leit maache kann, an och, wat Europa net fäerdeg brénge kann, woufir Europa net zoustänneg ass, mä woufir de Stat oder d'Gemengen zoustänneg sinn.

Mir mussen alle Leit, déi e Besoin emfannen, sech iwwer Europa auszedrécken, dozou d'Méiglechkeet ginn, an hinnen nolauschteren. Mir sollten op d'Leit zougoen, iwwer hir Ängscht schwätzen, grad wéi iwwert dat, wat Europa alles amstand ass ze bidden. Dat ass dat Zil vun der Regierung, wat se sech gesat huet, fir Europa de Leit méi no ze bréngen.

Fir dass d'Europäesch Unioun während der Reflexiounsperiod net zum Erstarre soll kommen, war et richteg, ënner englescher Présidence zu Hampton Court iwwert dat Europa vun de Resultater ze schwätzen an domadder ze weisen, dass mir eis bewosst sinn, dass Reflexioun a Resultater zesummegoe mussen. Um informelle Sommet zu Lahti dëst Joer am Oktober ass déi Diskussioun jo och, wéi Der wësst, weidergefouert ginn.

Natierlech brauch Europa Resultater a senger Innovatiounspolitik. Et brauch eng besser Formatioun an eng besser Zesummenaarbecht tëschent Schoulen, Universitéiten a Betriber, fir och international kompetitiv ze bleiwen an och fir sech ze behaapten.

Och de Standuert Lëtzebuerg kann dovunner nëmme profitéieren. D'Verbesserung an d'Vervollstännegung vum europäesche Bannemaart musse weidergefouert ginn. Besonnesch fir eng kleng Wirtschaft wéi Lëtzebuerg däerfe jo am Fong keng nei Barrièren entstoen.

Natierlech soll d'Aussen- a Sécherheetspolitik vun der Unioun méi kohärent sinn, an natierlech brauche mer vereinfacht Methoden, déi sougenannte Passerellen, fir am Beräich JAI, dat heescht Justice et Affaires Intérieures, mat qualifizéierter Majoritéit anstatt mat Eestëmmegkeet ze entscheeden an domadder da vill méi séier zesumme kënnen ze handele géint europawäit organiséiert Kriminalitéit, a fir de Bierger ze hëllefen, méi einfach grenziwwerschreidend Problemer ze regelen.

Et ass och indispensabel eng gemeinsam Energiepolitik opzebauen, souwuel fir eis zesummen ofzesécheren, wat d'Garantie vun de Liwwerungen ugeet, wéi och wat eis Vernetzung an Europa ubelaangt. D'Unioun wëllt jo um Sommet - wéi Der wësst - nächste Mäerz, 2007, en Aktiounsplang fir eng gemeinsam Energiepolitik unhuelen. Dëse Plang soll dräi klassesch Grondprinzipie vun enger effizienter Energiepolitik respektéieren: Sécherheet vun der Versuergung, Ëmweltfrëndlechkeet a Wirtschaftlechkeet. Energiepolitik ass also hei ganz enk verbonne mat Aussepolitik a mat Sécherheetspolitik.

Mä dës Erausfuerderung an der Energie ass och gekoppelt un déi aner global Problemer vun der Ëmwelt a virun allem och vum Klimawandel. De Stern-Rapport weist ganz kloer op d'Noutwendegkeet hin, sech haut direkt anzesetzen, fir d'global Erwiermung vun eisem Planéit ze stoppen. Europa kann an dëse Beräicher eng Virreiderroll spillen, esou wéi et dat och elo op der Klimakonferenz zu Nairobi gemaach huet.

D'Europäesch Kommissioun wäert eng Diskussioun lancéieren iwwer eng zukünfteg kohärent Klimapolitik fir d'Europäesch Unioun. Déi international Kooperatioun no 2012, wann dei heiteg Kyoto-Accorden auslafen, steet och op der Dagesuerdnung. D'Revisioun vum Kyoto-Protokoll muss vun 2008 un ugepaakt ginn, fir zur Zäit prett ze sinn, a si muss nei Länner - an ech denken do virun allem un Amerika, u China, un Indien an u Brasilien - mat abezéien. Mir mussen och dofir suergen - dat ass extrem wichteg -, dass déi afrikanesch Länner, déi am meeschte betraff si vun der Dréchent, a virun allem hir Populatiounen, déi Moyenë kréien, fir géint d'Konsequenze vum Klimawandel kënne virzegoen. Ëmwelt- a Klimaproblemer si global Erausfuerderungen: „Méi Europa" kann hei en Deel vun der Äntwert sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eng effikass Europapolitik ze maachen, muss ee sech selbstverständlech déi néideg Mëttele ginn. Et ass der englescher Présidence gelongen, en Accord iwwert d'Finanzperspektive fir d'Joren 2007-2013 ze kréien. Domadder huet d'EU sech e Kader ginn, fir all hir Politiken och an deenen nächste Jore finanzéieren ze kënnen, an dat ass de sécherste Wee fir zu Resultater ze kommen.

Et ass largement op der Basis vun der Lëtzebuerger Présidence hiren Aarbechten, dass am Dezember d'lescht Joer dës schwéier a laang Verhandlunge konnten ofgeschloss ginn. Domadder war de Wee fräi fir mam Europaparlament - Dir wësst dat war uganks dës Joers - en definitiven Accord ze fannen a fir op dëser Basis während dem Joer 2006 all Programmer a Reglementer, wéi zum Beispill, ech nennen der e puer: de siwente Programmkader „Recherche", oder och de Programm „lifelong learning" oder den neien ERASMUS-Programm fir d'Studenten an nach vill anerer, ofzeschléissen. Och wann déi Finanzmëttelen, déi schlussendlech festgehale gi sinn, net all eisen Ambitioune fir Europa entspriechen, hu mer dach elo eng seriö Basis fir konkret an d'Zukunft ze kucken.

D'Europa vun de Resultater - ech soen et nach eng Kéier - ass wichteg. Et ass awer eigentlech net nei an et geet och net duer. Mir brauchen nei, verbessert Methoden, fir an der Unioun zu 25 a vu Januar un zu 27 ze schaffen.

A well mer „méi Europa" brauchen, souwuel am Beräich Bannemaart wéi och „Justice et Affaires Intérieures" oder an der Aussepolitik, brauche mer och nei Strukturen, verbessert Strukturen a Verbesserungen an eise Politiken.

Vill Iddien, iwwer wéi een den Traité kéint besser maachen oder awer an zwou Partien deelen, ginn hei an do opgeworf. E klengen Traité elo an duerno eppes aneschters, oder awer just minimal institutionell Ännerungen an engem nächsten Erweiderungsvertrag? All déi Virstellunge ginn diskutéiert. Dat gehéiert zu enger richteger Reflexiounsperiod fir, mengen ech, dat Gangbaart vun deem Netgangbaren à la fin du compte ze trennen.

Fir mech ass et evident, dass mir an der Europäescher Unioun mussen deenen e speziellt Ouer zouwenden, déi negativ Resultater an hire Referenden haten. A mir mussen deem Rechnung droen, wat jo an eisen eegenen Diskussioune vu kriteschen a skeptesche Commentairë gemaach ginn ass.

Mä d'Basis vun eisem Denken an eventuelle Verhandelen - ech soen eventuelle Verhandelen - muss a kann nëmmen de Verfassungstraité sinn, deen am Januar 2007 vun 18 Länner vu 27 ratifizéiert wäert sinn. En huet deen Equiliber, deen et méiglech gemaach huet en Accord ze fannen, dee fir eis alleguerten tragbar ass. D'Substanz vun dësem Traité ass genee dat, wat mer brauchen. Dat auserneenzebriechen heescht eigentlech vu vir ufänken ze wëllen, an dat kann net am Interessi vu Lëtzebuerg sinn an och net am Interessi vun Europa. Et kann och net drëm goen, eng Partie, déi zweet oder déi drëtt vum Traité, als net néideg unzegesinn. Firwat solle mer eis weider un d'Struktur vun de Pilieren halen, déi eis esou vill Schwieregkeete gemaach hunn? Sollte mer d'Charta vun de fundamentale Rechter einfach vergiessen?

De Vertrag muss vläicht anescht genannt ginn, „fundamentalen" oder „Basisvertrag", fir kloerzemaachen, dass eng Verfassung eng Saach vun de Staten ass a bleiwe muss. Ech verstinn awer scho firwat all déi, déi an der Konventioun souzen, dem Vertrag mat senger kondenséierter Visioun fir Europa a senger ganz neier Form deen Numm „Constitutioun" wollte ginn. En huet vläicht awer Onklorheet geschaf tëschent deem, wat Europa kann, an deem, wat de Staten hir Prärogativ bleift.

Mir wëllen e groussen Traité, en Traité, deen den Ambitioune vum Verfassungsvertrag entsprécht. Am léifsten deen, deem mer bewosst als e Ganzt zougestëmmt hunn, mä, wéi ech gesot hunn, kënne mer net d'Fransousen an d'Hollänner einfach ignoréieren. Et ass un hinne fir eis d'nächst Joer ze soen, wéi a wou si wëlle mat eis higoen, an et ass un eis fir hinnen ze soen, wéi wäit dass mir hinne kënnen entgéintkommen. An dat däerf net deene Länner, déi hir Ratifizéierungsprozedure bis dato agefruer hunn, d'Geleeënheet ginn, dat eent oder anert Stéck vum Traité a Fro ze stellen, well dat Stéck awer net esou wierklech hire Virstellungen entsprécht.

De Verfassungsvertrag muss mat all sengen Ambitiounen erhale bleiwen. Ech kéint mech natierlech nëmme freeën, wa mer e kéinte beräichere mat zousätzleche sozialen Elementer, enger gemeinsamer Basis vu Sozialrechter. Mä och haut schonn ass Europa eis bescht Äntwert op d'Globalisatioun an hir Erausfuerderungen. Ouni eise Bannemaart an eis gemeinsam Währung kéinte mer eenzel eis net wieren, weder déi grouss nach déi kleng Länner an Europa. An duerch d'Globaliséierung, mir wëssen et, sinn déi grouss Länner ganz kleng ginn. Zesumme si mir staark mat eisem europäesche soziale Modell, e Modell, un deem mer selbstverständlech dauernd schaffe mussen. Esou kënne mer méi kompetitiv sinn an eis Aarbechtsplazen erhalen an ausbauen. Dat muss een och hei zu Lëtzebuerg ëmmer nees deene jonke Leit soen, déi mengen, Europa wär net op hirer Säit. Si ire sech a mengen An. Ouni Europa wären eis wirtschaftlech an och eis sozial Perspektive wesentlech méi negativ.

Déi däitsch Présidence muss eis am Juni 2007 e Virschlag maachen, wéi mer aus der aktueller Zwéckmillchen erauskommen. Um Wee dohinner ka se de Rendez-vous vum Mäerz 2007 gebrauchen, fir zu 27 nach eng Kéier kuerz a kloer festzeschreiwen, firwat mer dës Unioun brauchen a wouhi mer zesumme wëlle goen. Fridden, Sécherheet, Stabilitéit a Wuelstand sinn eis gemeinsam Objektiver, a wann ee se richteg duerchdenkt a gemeinsam asetzt, kann ee wuel zefridde sinn. Wa mer am Mäerz 2007 dank der däitscher Présidence erëm houfreg sinn op dat, wat mer an deene leschte 50 Joer erreecht hunn, da wäerte mer och de Wëlle fannen, fir am Juni d'Unioun erëm no vir ze bréngen.

Ech hoffen natierlech, dass mer eis nei Vertragsbasis hunn, ier mer am Juni 2009 nei Europaparlamentswahlen ofhalen an ier mer den nächste Kommissiounspresident designéieren. Et wär indispensabel, dass dësen Institutiounen hir Mandater kloer an deem neien Traité festgeschriwwe kënnte ginn.

Do wäert et sécher net u Lëtzebuerger Entscheedungskraaft feelen. Mir hunn dat am Juli d'lescht Joer bewisen. An duerch eise Referendum, ënner ganz schwierege Konditiounen, si mir mat de Spuenier an enger spezieller Situatioun, déi eis eng moralesch Respektabilitéit an eng politesch Responsabilitéit an der Unioun gëtt. Mat deenen anere Länner, déi ratifizéiert hunn, musse mer de politeschen an institutionellen Equiliber vum Verfassungsvertrag droen an eis net scheien dat och ëmmer erëm ze soen.

Här President, deen een oder anere géif gäre Vertrag engersäits, Revisiounsklausel vun de Finanzperspektiven - wou mer jo décidéiert hunn am Dezember 2005 déi ze revidéieren - an Erweiderung vermëschen, well se mengen do e besseren Equiliber vun hiren Interessen ze fannen. Ech mengen net, dass dëse Wee et méi einfach géif maachen an et sécher net géif erlaben, am Juni 2009 prett ze sinn.

D'Verdéiwung vun der Unioun, hir gréisser Integratioun, ass a bleift eist Objektiv. Nice geet eiser Meenung no net duer, fir dat Zil ze erreechen. Mir brauchen de Verfassungsvertrag, fir eng Verdéiwung zu 27, a muer mat deenen nächste Kandidatelänner, ze garantéieren. Verdéiwung engersäits an Erweiderung anerersäits: Esou kann d'EU méi Länner an Europa Stabilitéit a Wuesstum bréngen a sech weiderentwéckelen. Fir Lëtzebuerg sinn déi zwou Politiken ëmmer Hand an Hand gaangen a si mussen och an Zukunft Hand an Hand goen.

Villes huet sech d'ailleurs gedoen am Erweiderungsprozess zënter där leschter Deklaratioun iwwert d'Lëtzebuerger Aussepolitik.

Et steet ewell definitiv fest: Wéi mer wëssen, den 1. Januar 2007 triede Bulgarien a Rumänien der Europäescher Unioun bäi. Ech wëll hei nach eng Kéier ausdrécklech soen, dass ech de Bäitrëtt vun deenen zwee Länner begréissen, an dass ech frou sinn, dass se am nächste Joer als vollwäerteg Membere vun der Europäescher Unioun mat eis un engem Dësch wäerte sëtzen. Ech sinn iwwerzeegt, dass déi gutt Bezéiungen, déi mer mat deenen zwee Länner haten, duerch hire Bäitrëtt nach verstäerkt wäerte ginn, an dass mer gutt wäerte mat hinnen zesummeschaffen. Ech wëll hei deenen zwee Länner och nach eng Kéier félicitéiere fir déi enorm Efforten, déi se an de leschte Joren a Méint gemaach hunn.

Gläichzäiteg wëll ech se awer och encouragéieren, mat hiren Effortë weiderzefueren, fir dass d'Kommissioun keng Moossnamen ze huele brauch, déi Bulgarien oder Rumänien zäitweis vun eenzelne Beräicher vun der europäescher Zesummenaarbecht géif ausschléisse mussen.

Wat elo d'Verhandlunge mat Kroatien an der Türkei, déi zënter gutt engem Joer amgaange sinn, ugeet, hunn déi rezent Rapporte vun der Kommissioun gewisen, dass a Kroatien vill Fortschrëtter am Ëmsetze vum Acquis gemaach gi sinn, mä dass weider Efforten, besonnesch am Beräich vun der Protektioun vun de Minoritéiten, der Justiz och an der Lutte géint d'Korruptioun noutwendeg sinn.

Wat d'Türkei ugeet, do bleift selbstverständlech ganz villes ze maachen. Zum enge geet de politesche Reformprozess, deen an deene leschte Jore lancéiert gouf, nëmmen nach lues virun, a substanziell Effortë sinn néideg, besonnesch am Beräich vun der Meenungsfräiheet.

Zum aneren huet d'Türkei nach ëmmer d'Zollunioun mat der Europäescher Unioun net op Zypern ausgedehnt a refuséiert weiderhin den zypriotesche Schëffer a Fligeren den Zougang zu hiren Häfen a Flughäfen. Schonns d'lescht Joer hat d'Europäesch Unioun kloergestallt, dass d'Unerkennung vun allen EU-Memberstaten en noutwendegt Element vun de Bäitrëttsverhandlungen ass, an dass se erwaart, dass d'Türkei hir Obligatiounen erfëllt an d'Zollunioun mat alle 25 EU-Memberstaten - also och mat Zypern - ëmsetzt.

Mir hunn deemools décidéiert, d'Ëmsetzung vun der Union douanière am Laf vun dësem Joer ze evaluéieren. Dat war hei zu Lëtzebuerg den 3. Oktober 2005. Dat ass mam Rapport vun der Europäescher Kommissioun vum 8. November geschitt. De Constat ass, wéi Der alleguerte wësst, mitgéiert, an et ass elo um Conseil fir ze décidéieren, wéi eng Konsequenzen dat op de weidere Verlaf vun de Bäitrëttsverhandlunge mat der Türkei wäert hunn. Bis den Dezember - also nach zwou Wochen - huet d'Türkei Zäit fir hire gudde Wëllen ze beweisen, an ech hoffen, dass se déi Chance och notzt.

Mä och wa mir elo kucke mussen, wéi d'Verhandlunge mat der Türkei sech wäerte weiderentwéckelen, musse mer weider zu deem Engagement stoen, dat mer zu 25 am Dezember 2004 um Conséil européen eestëmmeg an der Europäescher Unioun geholl hunn.

Ech sinn dovunner iwwerzeegt, dass mer doduerch, dass mer elo mat der Türkei um Verhandlungsdësch sëtzen, vill méi bewierke kënnen, wéi wa mer d'Türkei géife vu vireran ausschléissen. Mir brauchen dofir nëmmen d'Fortschrëtter, déi d'Türkei a Saache Mënscherechter an a Saachen Demokratie an deene leschte Jore gemaach huet, ze kucken. De Fait, dass eng Mënscherechtsorganisatioun wéi amnesty international fir e Weiderféiere vun de Verhandlunge mat der Türkei plädéiert, schwätzt a mengen Ae fir sech. Et ass och dank dem Drock vun der Europäescher Unioun, dass elo Hoffnung opkomm ass, dass dee vill kritiséierten Artikel 301 vum türkesche Code pénal iwwert „d'Türkentum" geännert kënnt ginn.

Op där anerer Säit wëll ech awer och nach eng Kéier betounen, dass mir och vun der Türkei erwaarde kënne mussen, dass si déi Konditiounen erfëllt, déi mir u si, wéi un déi aner Bäitrëttskandidatelänner, stellen. D'Türkei muss weiderfuere mat de politesche Reformen a si muss och hir Bereetschaft weisen op Zypern zouzegoen.

Generell gesinn ass et meng Meenung, dass d'Europäesch Unioun mëttelfristeg a laangfristeg interesséiert muss bleiwen un enger europäescher Türkei: aus strategeschen, aus politeschen, aus wirtschaftleche Grënn, mä virun allem aus der Siicht vun de Mënscherechter fir méi wéi 60 Millioune Leit.

Här President, leider gëtt grad an der aktueller Diskussioun ze oft nëmmen negativ iwwert den Erweiderungsprozess vun der Europäescher Unioun geschwat, an all déi positiv Säite kommen ze kuerz. Ech weess, dass vill Leit der Erweiderung vun der Europäescher Unioun skeptesch vis-à-vis stinn, a selbstverständlech och hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn et als Politiker beim leschten Élargissement vläicht verpasst, de Prozess, seng Bedeitung a seng Konsequenzen nach besser ze erklären. Duerch d'Erweiderung vun 2004, déi elo mam Bäitrëtt vu Bulgarien a Rumänien eigentlech ofgeschloss gëtt, konnt d'Sphär vum Fridden an der Stabilitéit op ganz Europa ausgedehnt ginn. Dat schéngt eis haut oft selbstverständlech, mä et wär vläicht gutt eis dat heiansdo an Erënnerung ze ruffen.

Doriwwer eraus huet d'Erweiderung och aner positiv Resultater. Duerch d'Erweiderung ass d'EU méi grouss ginn an och méi staark. Dat ass wichteg, grad fir eist klengt Land. Ech weess, dass vill Leit Angscht virun engem groussen Europa hunn, well se fäerten, dass mer do géifen ënnergoen. Mä doduerch, dass d'EU méi grouss a méi staark gëtt - an d'Geschicht vun der EU an eisem Land weisen et -, gi mir et och.

Den Élargissement ass eiser Ekonomie zugutt komm, esou wéi der Ekonomie an der Europäescher Unioun am Allgemengen, wéi eng rezent Etüd vun der Europäescher Kommissioun dat däitlech gemaach huet, och. Souwuel déi nei Memberstate wéi och déi al Memberstaten hu vun der Erweiderung profitéiert, an dat net eréischt zënter 2004. Och eis Lëtzebuerger Entreprisë konnte profitéiere vum ekonomesche Rattrapage vun den neie Memberstaten a sech op dësem neie Maart etabléieren. Hei bitt sech nach e grousst Potenzial, wat et ze notze gëllt. D'EU ass och allgemeng um internationalen ekonomesche Plang méi staark ginn duerch den Élargissement a kann sech besser géint grouss Konkurrenten um Planéit wéi China an Indien behaapten.

A well mer vun de Benefisser, de politesche wéi den ekonomeschen, vum Erweiderungsprozess iwwerzeegt sinn, setze mer eis fir de Respekt vun eisen Engagementer an. Wéi Der wësst, huet d'Europäesch Unioun de Balkanlänner um Sommet zu Thessaloniki 2003 eng europäesch Perspektiv ginn. Déi Länner kënnen allerdéngs nëmme bäitrieden, wa se och wierklech prett sinn, an duerfir ass et wichteg, dass se déi politesch an ekonomesch Kritäre vum Adhésiounsprozess och rigouréis erfëllen.

Op där anerer Säit ass et awer och wichteg, dass mir als Europäesch Unioun prett sinn, fir déi Länner opzehuelen, wa si d'Kritären - wéi ech gesot hunn - bis erfëllt hunn. Dat ass wichteg wa mer net eis Crédibilitéit no baussen an eis Handlungsfäegkeet no bannen op d'Spill setze wëllen. Mir wëllen all - alleguerten - nei Onrouen um Balkan, mat all hire fatale Konsequenze mëtten an Europa, verhënneren! Fir dat ze garantéieren, gëtt et keng Alternativ zu engem Balkan an der Europäescher Unioun.

A leschter Zäit ass vill geschwat ginn iwwert d'Grenze vun der Unioun. Ech mengen, dass et net richteg wier fir ze mengen, d'Grenze kéint een ee fir allemol fixéieren. D'rezent Geschicht huet eis geléiert, dass d'politesch Realitéite sech ganz, ganz séier änneren. An dorop musse mer reagéiere kënnen. Gläichzäiteg mengen ech awer och, wéi d'Europäesch Kommissioun et an hirem Rapport recommandéiert huet, dass d'EU elo keng weider Engagementer huele sollt.

Dat heescht net, dass mir d'Relatioune mat eisen Noperen net sollte weider verdéiwen am Kontext vun der europäescher Politique de voisinage, an dat souwuel um politeschen an um ekonomesche wéi um Plang vun der Immigratiounspolitik no deem Manoeuvre. Esou schéngt et mer duerchaus opportun, fir Verhandlunge mat der Ukraine iwwer een neien, iwwer ee renforcéierte Kooperatiounsvertrag unzefänken. Mir sollte versichen an der Ukraine déi proeuropäesch Kräfte weider ze ënnerstëtzen, och wann d'politesch Situatioun méi onduerchsiichteg ginn ass an net all Entwécklungen an déi vun eis gewënschte Richtung gaange sinn.

Dat gëllt och fir eis Relatioune mat deem grousse Russland. Eis Partnerschaft mat Russland ass e wichtege Facteur fir d'Sécherheet an d'Stabilitéit an Europa. 2007 soll den Accord de Partenariat et de Coopération mat Russland auslafen. E soll ersat ginn duerch en neien Accord-cadre, ënnerhalb vun deem eis politesch an och eis ekonomesch Relatioune mat Russland sech weiderentwéckele kënnen. Déi véier gemeinsam Espacen - Zesummenaarbecht am Beräich vun der Wirtschaft, vu Fräiheet, Sécherheet a Justiz, vun der Ausseséchereheet souwéi och vun der Recherche, Educatioun a Kultur - sollten eiser Meenung no d'Basis sinn a bleiwen, op där weider opgebaut gëtt an deem neien Accord.

An deem Kader ass et och wichteg, dass mir e Schrëtt a Richtung vun enger Energiepartnerschaft mat Russland an domat vun enger méi grousser Energiesécherheet an Europa kënne maachen.

Wann et also am Interessi vun Europa ass, seng Relatioune mat Russland weider ze verstäerken, da soll dat awer net bedeiten, dass mir eis Wäerter a Prinzipie sollte vernoléissegen. Ganz am Géigendeel! D'Objektiv muss bleiwen, esou wéi dat och an de véier gemeinsamen Espacë festgehale ginn ass, déi d'Europäesch Unioun zu Moskau am Mee 2005 mat Russland guttgeheescht huet, dass also opgrond vun deene véier gemeinsamen Espacen eng Partnerschaft opgebaut gëtt, déi op gemeinsame Wäerter baséiert, ech betounen „op gemeinsame Wäerter baséiert". An esou enger Partnerschaft muss et méiglech sinn, eis Bedenken iwwer kritesch Entwécklunge wéi d'Situatioun vun der Zivilgesellschaft, d'Medien- an d'Ausdrocksfräiheet, méi grouss Auslännerfeindlechkeet oder awer och d'Mënscherechtssituatioun an Tschetschenien an d'Politik vu Russland an de sougenannten „conflits gelés" a Südossetien, an Abchasien an an Transnistrien unzeschwätzen.

Ee Wuert och hei iwwer e Land, deem ëmmer méi Responsabilitéiten um internationale Plang zoukommen, a mat deem mir - mir Lëtzebuerg, mä och mir Europa - déi lescht Joren eis Relatioune kontinuéierlech verdéift hunn an och weider verdéiwe sollten: d'Volleksrepublik China.

Hei misst eis Approche largement déiselwecht si wéi déi vis-à-vis vu Russland: Am Respekt vun de fundamentale Wäerter an dem internationale Recht eng ëmmer méi enk Kooperatioun, e Partenariat opbauen.

Här President, wa mer vun der Nofro no „méi Europa" schwätzen, da musse mer - ech hunn et de Mëtteg scho gesot - och vun der Aussen-, Sécherheets- a Verteidegungspolitik schwätzen. Hei gëtt ëmmer méi op eis gezielt an Europa, mä awer och iwwer Europa eraus.

Lëtzebuerg setzt sech vun Ufank un, wéi mer wëssen, a fir eng wierklech „gemeinsam Aussepolitik", eng Politik, déi vun alle konsequent an op allen Niveauen ëmgesat gëtt, eng Politik, déi hir Instrumenter a Capacitéite kohärent asetzt, eng Politik, déi eisem Potenzial entsprécht.

Ouni Zweifel hu mir Fortschrëtter a Richtung vun esou enger gemeinsamer Aussepolitik a vun engem effikasse Krisemanagement an Europa gemaach. Mir hunn eis Instrumenter ginn, déi eis et méiglech maachen, en Ënnerscheed ze bewierken. Mir ginn ëmmer méi oft sollicitéiert, besonnesch a Situatiounen, an deenen aner Groussmuechte wéi d'USA oder Russland vun Drëttlänner als net neutral genuch ugesi ginn, fir konstruktiv kënne matzeschaffen.

Esou ass d'Europäesch Unioun zu dësem Zäitpunkt zum Beispill present am Kongo, wou eng PESD-Missioun mat Lëtzebuerger Bedeelegung dofir suergt, dass d'Presidentschaftswahle roueg iwwert d'Bühn ginn - dat ass jo geschitt an deene leschte Wochen. An der Provënz Aceh an Indonesien ass d'Europäesch Unioun mat enger Missioun present, déi de Friddensmemorandum tëschent der indonesescher Regierung an de Rebelle vum GAM iwwerwaacht.

Zu Rafah, wou eng PESD-Missioun de Grenziwwergank tëschent Ägypten an der Gaza-Sträif kontrolléiert, och mat Lëtzebuerger Participatioun. Am Libanon, wou d'europäesch Memberlänner méi wéi d'Halschent vun den UNIFILs-Truppe stellen: D'Europäer hunn aktiv dozou bäigedroen, dass d'Resolutioun 1701 vum Weltsécherheetsrot séier konnt ëmgesat ginn, an hiren Engagement fir eng Léisung am Noostkonflikt nees eng Kéier konkret bewisen. Och hei ass, wéi Der wësst, Lëtzebuerg present.

Wa mer awer och an Zukunft eis Kontributioun zu engem effektive multilaterale System, zu enger internationaler Uerdnung, déi op rechtsstaatleche Prinzipie baséiert, leeschte wëllen an ëmmer méi d'Roll vun engem globalen Akteur als Europäesch Unioun spille wëllen, da musse mer net nëmme weider un eisen Instrumenter an un der Kohärenz vun eiser Politik schaffen, mä och eis institutionell Diskussioune weiderdreiwen.

D'Äntwert an deem Kontext läit och hei erëm beim constitutionnellë Vertrag. Wéi kéinte mer op „méi Europa" an der Aussen-, Sécherheets- a Verteidegungspolitik verzichten? Dofir brauche mer déi institutionell Verbesserungen, déi de Verfassungsvertrag eis gëtt, mir brauchen dat kohärent Zesummebrénge vun europäescher Diplomatie, vu Finanzmëttelen an och vu Sécherheetsinstrumenter.

D'Erausfuerderungen, déi op d'europäesch Aussepolitik duerkommen, si riseg grouss.

Zënter gutt engem Joer vermëttelt den Här Martti Ahtisaari am Numm vum Generalsekretär vun der UNO tëschent de Serben an de Kosovo-Albaner. Lëtzebuerg stäipt den Här Ahtisaari a senger Aarbecht an ënnerstëtzt seng Efforten, fir eng Léisung am Kosovo ze fannen, déi fir déi zwou Säiten, d'Serben zu Belgrad an am Kosovo op där enger, d'Majoritéit vun den Albaner am Kosovo op där anerer, akzeptabel ass, an déi e stabile Kosovo an och Stabilitéit an der ganzer Géigend mat sech bréngt.

Dem Här Ahtisaari seng Missioun ass eng extrem schwiereg Missioun. Hien huet virun e puer Woche misse feststellen, dass d'Verhandlungen, déi hie mat deenen zwou Parteie gefouert huet, fir se op enger Rëtsch technesche Froe méi no beieneen ze bréngen, hir Limiten erreecht haten. Et ware keng weider Resultater ze erwaarden. D'Géigesätz an de Fuerderungen op serbescher an albanescher Säit konnten am Fong net ofgebaut ginn.

De Martti Ahtisaari huet dofir beschloss, op déi nächst Etappen iwwerzegoen an e Projet fir den zukünftege Statut vum Kosovo auszeschaffen, en Text iwwert deen de Weltsécherheetsrot a leschter Instanz ofstëmme muss. D'grouss Prinzipien, déi deem Statut mussen zugronn leien, sti fest. Si si largement identesch mat deenen, déi ech lech d'lescht Joer hei op dëser Tribün presentéiert hunn: kee Retour op d'Situatioun viru Mäerz 1999, keng Veränneru vum Territoire, volle Respekt vun de Mënscherechter, d'Recht vun alle Flüchtlingen a Sécherheet nees kënnen heemzegoen. Virun allem mussen awer an engem neien, multiethnesche Kosovo d'Rechter vun de Minoritéite kloer definéiert a garantéiert sinn.

Well a Serbien den 21. Januar 2007 Wahle sinn, huet den Här Ahtisaari, mat der Ënnerstëtzung vun der internationaler Communautéit, décidéiert bis no dëse Wahlen ze waarden, fir deenen zwou Säite säi Statutprojet virzestellen.

Et héiert ee Stëmmen, déi soen, dass och am Februar 2007, wa jo dann d'Verhandlungen iwwer eng nei Regierung a Serbien amgaang sinn, de Moment sécher net glécklech ass, fir dem Kosovo säi Statut festzeleeën. Dozou wëll ech nëmme soen, dass héchstwahrscheinlech och net am Mäerz, oder am Abrëll oder nach méi spéit e gudde Moment si wäert. De Moment gëtt ni méi glécklech an d'Décisioun net méi einfach, wa mer se erausschieben. Et wäert kenger serbescher Regierung, vun egal wellecher Faarf, liicht falen, Konzessiounen am Dossier Kosovo ze maachen. An et wäert zu kengem Zäitpunkt fir d'Kosovo-Albaner liicht ze akzeptéiere sinn, dass si net ouni Bedingungen a blannemännerches vun der internationaler Communautéit an déi Onofhängegkeet entlooss ginn, déi si gären hätten.

D'international Communautéit huet eng Responsabilitéit vis-à-vis vum Kosovo, deen d'UNO zënter elo méi wéi sechs Joer administréiert an deen ekonomesch net op d'Bee ka kommen, ier säi Statut geklärt ass. Ech hoffen, dass et mam Här Ahtisaari senger laanger Experienz als Médiateur, mat deem néidege politesche Wëllen op alle Säiten a mat der aktiver Ënnerstëtzung vun der internationaler Gemeinschaft a virun allem vun der Europäescher Unioun geschwë wäert méiglech sinn, de Kosovo-Prozess ofzeschléissen.

D'EU ass sech hirer spezieller Responsabilitéit an deem Kontext voll a ganz bewosst a wäert och prett sinn, de kosovareschen Autoritéiten zur Säit ze stoen, fir dëse Statut an d'Realitéit ëmzesetzen. Duerfir plange mir schonn zënter e puer Méint un enger PESD-Missioun am Kosovo, déi ënner anerem am Beräich vun der Police an der Justiz den Autoritéiten assistéiere soll an déi deen Dag mat schaffen ufänke soll, wou dem Kosovo säin neie Statut ugeet. Et gëtt déi gréisst Missioun bis elo iwwerhaapt, an d'Lëtzebuerger Regierung ass décidéiert bei där Missioun do esou matzemaachen, wéi et an eise Mëttele läit, a well et an eise Mëttele läit mam selwechten Engagement, dee mer bis elo bewisen hunn, wann d'Unioun intervenéiert ass.

Do kënnt also net nëmmen op d'Europäesch Unioun, mä och op eis Lëtzebuerger Aussepolitik eng wichteg Erausfuerderung duer, an ech si mer sécher, dass d'Regierung och dës Kéier op d'Ënnerstëtzung vun dëser Chamber ziele kann, wa mer an e puer Méint un lech eruntrieden, fir d'Lëtzebuerger Bedeelegung un der Kosovo-Missioun ze décidéieren.

Soubal mer an der Europäescher Unioun vum Kosovo schwätzen, musse mer awer och vun eiser Politik vis-à-vis vu Serbien schwätzen. Serbien huet, wéi déi aner Balkanlänner, och eng europäesch Perspektiv, selbstverständlech. Mä Serbien steet sech fir de Moment selwer am Wee, well d'Regierung net genuch mam internationale Geriichtshaff fir Exjugoslawien zesummeschafft. Am Numm vun der Lutte géint d'Impunitéit an am Numm vun den europäesche Wäerter iwwerhaapt ass et esou laang net méiglech, Verhandlunge fir e Stabilisatiounsofkommes mat Serbien weiderzefëieren, wéi de Krichsverbriecher Ratko Mladić net endlech op Den Haag ausgeliwwert ass.

Dat hält d'Europäesch Unioun awer net dovun of, der europäescher Perspektiv fir Serbien do Gehalt ze ginn, wou dat méiglech ass: Mat ville Kontakter op héijem Niveau, fir d'Regierung ze stäipen an ze beroden; dann och duerch Verhandlunge fir eng Visa-Vereinfachung fir serbesch Studenten, Diplomaten, Fonctionnairen a Businessleit; duerch Projeten, déi ënnert dem Instrument fir d'Préadhésioun bezuelt ginn; oder och mat Bourssë fir Studenten oder jonk Leit, déi d'Europäesch Unioun wëlle kenne léieren, fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen.

Mir hu Verständnis fir deen extrem schwierege Kontext mat deem Belgrad sech auseneanerzesetzen huet, mä mir musse feststellen, dass dat serbescht Vollek u sech sech nach ëmmer ganz, ganz schwéier deet mat senger rezenter Geschicht: D'politesch Landschaft zu Belgrad an de Risiko, dass déi réckstänneg politesch Kräften, déi aus engem falsch verstanenen Nationalismus aus Zäite vum Milošević gewuess sinn, nees un d'Muecht kënnte kommen, illustréieren dat. Ech sinn iwwerzeegt, dass Serbien seng Geschicht nëmme verschaffe kann, wa Serbien sech resolut a Richtung vu senger europäescher Zukunft orientéiert. Ech kann nëmmen hoffen, dass d'serbescht Vollek an de Wahle vum 21. Januar 2007 den demokratesche Wee wielt, well nëmmen dee Wee féiert eraus aus der Isolatioun.

Här President, leider huet d'Hoffnung, déi ech d'lescht Joer hei op dëser Tribün ausgedréckt hunn, sech net erfëllt, dass d'Wahle fir de palästinensesche Conseil législatif respektiv fir d'Knesset eng nei Konstellatioun géife bréngen, déi e Retour zur „Feuille de route" an zu Verhandlungen iwwer en dauerhafte Fridden am Noen Oste géif erméiglechen. Ganz am Géigendeel: D'Spiral vun der Gewalt huet onoflässeg weidergedréint.

D'Resultat vun de Wahlen am Januar an de Palästinenseschen Territoiren huet jo d'international Communautéit virun eng schwiereg Décisioun gestallt: Den Oflaf vun de Wahle war fräi a fair, an déi nei Regierung - ouni Zweifel - ass demokratesch gewielt ginn, mä de Mouvement, deen an Zukunft d'Palästinensesch Autoritéit sollt leeden, d'Hamas, war awer alles anescht wéi demokratesch - fir et emol diplomatesch auszedrécken.

D'Quartett - dat sinn d'UNO, d'Europäesch Unioun, d'USA a Russland - huet dowéinst beschloss, seng Zesummenaarbecht mat enger Hamas-geleeter Regierung ofhängeg ze maache vun engem kloren Engagement vu Säite vun der Hamas, op d'Gewalt ze verzichten, d'Waffen nidderzeleeën, d'Existenzrecht vun Israel an och déi bestehend Accorden ze akzeptéieren.

Leider ass d'palästinensesch Regierung deem Appel net nokomm, wat d'Suspensioun vun der europäescher a vun der internationaler Hëllef un d'Palästinensesch Autoritéite mat sech bruecht huet; virun allem jo un d'Regierung spezifesch, net un de President.

Ech wëll awer hei betounen, dass d'Unioun hiert Méiglechst gemaach huet, fir dass d'palästinensescht Vollek net nach méi ënnert där Décisioun ze leiden hätt a seng fundamental Bedürfnisser gedeckt wären. Ënnert der Leedung vun der Europäescher Kommissioun ass ee Mechanismus op d'Bee gesat ginn, deen et erlaabt, verschiddene Kategorië vu Bierger direkt zu Hëllef ze kommen duerch sozial Allocatiounen, an déi sozial a medezinesch Infrastrukturen, haaptsächlech Schoulen a Spideeler, um Goen ze halen, de sougenannten TIM: "Temporary International Mechanism".

Lëtzebuerg bedeelegt sech mat iwwer enger Millioun Euro un deem Mechanismus. Eis bilateral Hëllef fir d'Palästinenser leeft och weider: Si gëtt entweder duerch international Agencë wéi d'UNRWA oder d'UNICEF oder awer vu palästinenseschen ONGen duerchgefouert. Bis haut, 2006 - also, an dësem Joer -, sinn de Palästinenser vun der Europäescher Kommissioun an de Memberstaten zesummen eng 650 Milliounen Euro u finanzieller Hëllef zur Verfügung gestallt ginn. Dat si gutt 25% méi wéi d'lescht Joer.

Mä dës sécherlech substanziell Hëllef ass a bleift eng Drëps op de waarme Steen, soulaang wéi Israel an engem kloere Verstouss géint seng international Obligatioune weiderhin honnerte Milliounen u Steieren an Taxe vun der Douane, déi de Palästinenser zoustinn, zréckhält a besonnesch d'Gaza-Sträif duerch déi permanent Spären ekonomesch eigentlech erstéckt.

Dat kann de Wee net sinn! Esou ka keng Hoffnung opkommen op eng besser Zukunft, op Fridden: Israel a Palästina Säit u Säit. Genausou wéineg wéi duerch militäresch Operatiounen, bei deene palästinensesch Zivilisten a Gefor bruecht ginn, esou wéi dat zu Beit Hanun war virun e puer Deeg, wou ganz Familljen hiert Liewen hu misse loossen. Dat muss en Enn hunn! Mä och d'israelesch Populatioun däerf net weider an der stänneger Angscht viru Rakéiten an terroristeschen Attacke liewe mussen. Der Gewalt muss en Enn gesat ginn!

Ech kann duerfir nëmmen hoffen, dass d'Verhandlunge fir d'Formatioun vun enger palästinensescher nationaler Eenheetsregierung, déi d'Prinzipie vum Quartett respektéiert, ofgeschloss kënne ginn. Esou eng Regierung wär nees e Partner fir d'Europäesch Unioun an d'international Communautéit, a mir wären enger Relance vum Friddensprozess vläicht nees e bësse méi no komm. Gläichzäiteg muss natierlech och op der israelescher Säit de politesche Wëlle bestoen, fir esou e Retour un de Verhandlungsdësch och ze erméiglechen.

Eng Solutioun vum israelesch-palästinensesche Konflikt ass fir d'Unioun eng strategesch Prioritéit. Ouni eng Regelung vun dësem zentrale Konflikt ass kaum drun ze denken, déi aner Problemer an der Regioun an de Gréff ze kréien, sief dat am Libanon, sief et a Syrien oder och am Iran.

D'Iran-Fro mat der Facette „nuklear Energie fir militäresch Zwecker", mä och dat politescht Bestriewe vun deem Land, den Noen Osten ze dominéieren, gekoppelt un déi antisemitesch Hetzparolë vum iranesche President, sinn eng vun deene gréissten Erausfuerderungen - esou gesinn ech et - fir de Weltfridden zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich.

Trotz de groussen Effortë vun Däitschland, Frankräich a Groussbritannien wéi vum Héije Représentant Solana, trotz dem substanzielle Paquet, deen den iraneschen Autoritéiten am Summer ënnerbreet ginn ass, trotz der klorer Exigence, déi vun der internationaler Communautéit, vum Gouverneursrot vun der AIEA esou gutt wéi vum Weltsécherheetsrot gestallt ginn ass, huet den Iran seng nuklear Uräicherungs- a Verschaffungsaktivitéiten nach ëmmer net suspendéiert. Et ass duerfir näischt aneschters iwwreg bliwwen, wéi d'Konsultatiounen iwwer méiglech ekonomesch a politesch Sanktiounen am Kader vum Kapitel 7, Artikel 41 vun der UNO-Charta ze ënnerstëtzen.

Dat heescht net, dass d'Diere fir Verhandlungen net weider op géife stoen: Mir wëllen nach ëmmer eng diplomatesch Léisung, mä d'iranesch Autoritéite mussen esou eng Léisung och wëllen a si mussen hiren Obligatiounen nokommen. Do geet kee Wee dru verbäi.

Doriwwer eraus soll eist Zil…

(Coups de cloche de la Présidence)

…dat vun enger Denuklearisatioun vun der ganzer Regioun sinn: Duerfir setzen ech mech als Lëtzebuerger Ausseminister an als Member vum EU-Ministerrot an.

Wat elo Pjöngjang ugeet: De Sécherheetsrot huet am Summer a senger Resolutioun 1695 kloer Positioun bezunn. Nordkorea huet, aus welleche Grënn och ëmmer, gemengt et kéint déi Appellen ignoréieren an huet, wéi Der wësst, den 9. Oktober deklaréiert, et hätt erfollegräich en Atomtest duerchgefouert. D'international Communautéit huet misse reagéiere virun esou enger Gefor fir de Fridden a fir d'Sécherheet an der Regioun.

Ëmfaassend Sanktiounen, vum Liwwerstopp vu Krichsmaterial a Material, dat an nuklearen an anere Massevernichtungswaffeprogrammer benotzt kéint ginn, iwwert d'Afréiere vun de Finanzmëttel an ekonomesche Ressourcë bis hin zu Visarestriktiounen, sinn am Konsens - ech betounen „am Konsens" - de 14. Oktober décidéiert ginn. Eestëmmeg sinn déi Mesuren also décidéiert ginn, mam Accord vun alle stännege Membere vum Sécherheetsrot. Ech insistéieren op dëse Punkt, well mer nëmme wa mer gëeent sinn als international Communautéit eppes op deem Domän erreeche kënnen. Weder Nordkorea nach den Iran däerfen et fäerdeg bréngen, d'international Communautéit ze splécken. Eng Proliferatioun vun de Massevernichtungswaffen ass a kengem sengem Intérêt. Däers muss jiddferee sech doudsécher bewosst sinn.

Héi kënnt eng grouss Erausfuerderung op deen neie Generalsekretär vun de Vereenten Natiounen, de südkoreaneschen Ausseminister Ban Ki-moon, zou. Hie kann op déi voll Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun zielen.

Dat ass och de Fall fir den Darfour. D'international Communautéit kann an däerf net akzeptéieren, dass do weiderhin Dag fir Dag Leit praktesch ëmbruecht ginn, dass Dag fir Dag Leit un Honger an u Krankheet elendesch stierwen. An dat obwuel am Mee en Accord de paix tëschent der Regierung an de Rebellen ofgeschloss ginn ass. Et gëtt geschat, dass déi lescht dräi Joer eng 200.000 Leit gestuerwe sinn a bal dräi Millioune Leit hiert Heem hu misse verloossen. Mir mussen alles maachen, fir dass där Tragedie en Enn gesat gëtt.

D'Europäesch Unioun ënnerstëtzt esou gutt wéi et nëmme geet militäresch, politesch a finanziell d'Missioun vun der Afrikanescher Unioun am Darfour (d'AMIS). Et ass awer leider nëmmen ze vill evident, dass déi 7.000 Zaldote vun der AMIS einfach net duerginn. Duerfir ass et och net nozevollzéien, dass déi sudanesesch Regierung sech weiderhin enger UNO-Friddensmissioun widdersetzt. Et ass ze hoffen, dass wéinstens den Accord, dee leschten Donneschdeg a Gespréicher tëschent der Regierung vum Sudan, dem UNO-Generalsekretär, de fënnef stännege Membere vum Sécherheetsrot a verschiddenen afrikanesche Länner iwwer eng verstäerkt Ënnerstëtzung vun de Vereenten Natioune fir d'Missioun vun der Afrikanescher Unioun getraff gouf, wäert respektéiert kënne ginn.

Här President, ech hunn hei net d'Zäit fir e kompletten Tour d'horizon vun der internationaler Aktualitéit ze maachen. Ech wéilt awer nach e puer Wuert iwwer eise wichtegste Partner soen: d'Vereenegt State vun Amerika.

An Amerika ware virun e puer Deeg Wahlen, déi d'politesch Landschaft nawell zolidd gerëselt hunn. D'Demokraten hunn elo zwee Joer virun den nächste Presidentschaftswahlen d'Majoritéit an deenen zwee Haiser vum Kongress. D'amerikanescht Vollek huet sengem President ze verstoe ginn, dass et seng Politiken, a besonnesch den Engagement am Irak, deen dagdeeglech esou vill Liewe fuerdert, ouni dass eng Léisung a Siicht ass, ganz kritesch beuerteelt. Dëst huet den Här President Bush och selwer agesinn an zouginn.

Elo dierfe mer eis awer och net virstellen, dass d'amerikanesch Politik, a virun allem d'amerikanesch Aussepolitik, sech an deenen nächste Méint radikal wäert veränneren. Déi demokratesch Majoritéite mussen elo mam republikanesche President zesummeschaffen, an hie mat hinnen, wann d'amerikanesch Legislativ-Maschinn net soll komplett blockéiert ginn. Duerfir wäerten déi zwou Säiten hir Erwaardungen aschränke mussen. Ech kann nëmmen hoffen, dass d'Aussoe vun deenen zwou Parteien, si wiere bereet, zesummenzeschaffen iwwert d'partisan Grenzen ewech, an d'Realitéit ëmgesat ginn, well et och an eisem Interessi ass, dass d'amerikanesch Politik fonctionnéiert.

Wat awer hoffentlech anescht gëtt an deenen nächste Méint an Amerika, wou mer eis hoffentlech iwwert den Atlantik ewech lues a lues nees méi no kommen, dat ass iwwert d'amerikanesch Interpretatioun an Uwendung vum internationalen humanitäre Recht. An deem Beräich huet d'amerikanesch Politik sech iwwert déi lescht Joren an eng Richtung entwéckelt, déi mir Europäer nëmme schwéier novollzéie kënnen. De Kampf géint den Terrorismus kann an däerf net op Käschte vun de Mënscherechter gefouert ginn, soss hunn d'Terroriste scho gewonnen.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Et däerf kee rechtleche Vakuum entstoen. Grad e Land wéi Amerika, mat deem mir esou vill vun eise Wäerter deelen, ka sech keng esou eng Bléisst ginn. Ech hoffen, dass mir geschwënn nees am volle Konsens op dësem kruziale Sujet eens ginn.

Zesumme kënne mir nämlech eng formidabel Force sinn, zesumme kënnen Europa an Amerika villes bewierken, mir sollten dat net aus den Ae verléieren. Am Noen Osten, um Balkan, an Afrika, a Latäinamerika - fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen - ass een Zesummespill vun der Europäescher Unioun, den USA an den internationalen Organisatioune ganz dacks de Schlëssel fir Konflikter ze léisen oder se ze verhënneren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee vu Konstante vun eiser Aussepolitik schwätzt, da muss een nieft eisem europäeschen Engagement op jiddfer Fall och vun eisem Engagement fir de Multilateralismus schwätzen.

Dës zwee Pilierë vun eiser Politik sinn enk matenee verbonnen. Si berouen op därselwechter Grondpositioun.

Lëtzebuerg huet fréi erkannt, dass et wéineg Sënn mécht, sech ofzeschotten, dass eise Wuelstand, eis Sécherheet an eis Stabilitéit ofhängeg wäre vun der Sich no Léisungen am regionalen an am internationale Kader.

Mir hunn deemools, direkt nom Krich schonn, e bewosste Choix gemaach: ewech vun der Neutralitéit an hin zur multilateraler Kooperatioun an zur Integratioun. E Choix souwuel aus Interessi wéi aus Iwwerzeegung.

Un der Spëtzt vun der Pyramid: d'Vereenten Natiounen als déi fundamental Referenz fir den Opbau vun internationale Bezéiungen op enger neier Basis.

Den deemolege Lëtzebuerger Ausseminister Joseph Besch huet am August 1945 eis Positioun esou beschriwwen:

«C'est dans l'oeuvre des Nations Unies que notre pays a pu trouver au plus fort de la tourmente l'espoir de renaître, c'est parmi les Nations Unies qu'il a pris sa place d'État indépendant, de pays libre, c'est au milieu de ces pays pacifiques et démocratiques, que l'organisation de San Francisco vient de grouper dans l'espoir magnifique d'une paix stabilisée, qu'il trouvera les garanties d'avenir nécessaires à sa renaissance.»

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Wa mer deemools no engem Kader, no enger Méiglechkeet gesicht hunn, fir eis Sécherheet ze assuréieren an eise Wuelstand nees opzebauen, hu mer eis awer och bereet erkläert, Verantwortung ze iwwerhuelen, an dat an de 50er Joren och direkt konkret ënner Beweis gestallt.

De Kale Krich an d'Blocagen, déi domadder an der UNO opkomm sinn, hu mat sech bruecht, dass mir an de folgende Joerzénger ten den Akzent éischter op déi europäesch ekonomesch, politesch a Verteidegungsorganisatiounen ewéi d'UEO, d'NATO, den Europarot, d'CECA, d'CEE an d'OECE an d'OCDE geluecht hunn.

Et ass an de spéiden 80er an Ufank vun den 90er Joren, dass, nieft deem wichtegen Diskussiounsforum, deen d'Vereenten Natiounen eis gebueden hunn, eise konkreten Engagement fir d'Objektiver an d'Prinzipie vun der Charte - d'Erhale vu Fridden a Sécherheet; den Opbau vu frëndleche Relatiounen tëschent den Natiounen am Respekt vum Gläichheetsprinzip…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

…an dem Recht vun alle Völker, hir Zukunft selwer ze bestëmmen; der internationaler Zesummenaarbecht, fir gemeinsam Léisunge vun den ekonomeschen, sozialen, kulturellen an humanitäre Problemer ze fannen; an dem Respekt vun de Mënscherechter an de fundamentale Fräiheete fir all Mënsch - eng verstäerkt Form ugeholl huet.

Dat huet sech ëremgespigelt an eiser Participatioun an UNO-Friddensmissiounen, a Kroatien, a Bosnien a bis haut am Kosovo, an enger ëmmer méi aktiver Entwécklungspolitik - ech brauch hei net ze soen, dass Lëtzebuerg zënter 2000 eent vun deene fënnef Länner ass, déi weltwäit méi wéi 0,7% vun hirem nationale Räichtum an d'Kooperatioun ginn -, mä och am aktive Matschaffen an de spezialiséierten Agencen, Organer a Kommissioune vun de Vereenten Natiounen.

Esou huet Lëtzebuerg schonns dräimol am Conseil économique et social gesiess an der UNO a wäert vum nächste Januar un en neit Mandat vun dräi Joer do iwwerhuelen. Mir ware Member vun der Mënscherechtskommissioun, hunn am Board vun ONUSIDA, PNUD a FNUAP souwuel wéi vun der UNICEF gesiess, fir nëmmen déi puer Beispiller ze nennen. Eisen Ambassadeur bei der UNO gëtt ausserdeem zënter sechs Joer regelméisseg mat der Koordinatioun vun den humanitäre Resolutioune während der Vollversammlung chargéiert.

Mir leeschten also ganz sécher eisen Deel, mä mir sinn iwwerzeegt, dass mir dëst, eist Engagement, nach e Schrëtt méi wäit sollten droen, andeems mir eis bereet erklären, d'Responsabilitéite vun engem Member vum Weltsécherheetsrot ze iwwerhuelen. D'Charte vun de Vereenten Natioune weist dem Sécherheetsrot d'Haaptresponsabilitéit fir d'Erhale vu Fridden a Sécherheet an der Welt zou. Als Grënnungsmember vun de Vereenten Natioune sollte mir bereet sinn, och dës Verantwortung ze deelen.

Meng Virgängerin als Ausseministesch, d'Madame Polfer, huet am Mäerz 2001 de Prinzip vun eiser Kandidatur fir en netstännege Sëtz am Sécherheetsrot hei an der Chamber ugekënnegt. Ech deelen dës Iwwerleeunge komplett, déi zu där Kandidatur gefouert hunn; och dës Regierung ass voll a ganz do hannendrun. An ech schaffen zënter engem gudde Joer konsequent, dass mer eng beschtméiglech Chance hunn, mä Dir wësst, dass dat jo net automatesch geet.

Lëtzebuerg ass Kandidat fir e Sëtz fir d'Period 2013-2014, d'Wahlen dofir sinn am Hierscht 2012. Dat kann Iech, wann ech elo hei schonn doriwwer schwätzen, nach e wéineg wäit ewech schéngen, mä dat ass et awer net. Eng Kandidatur fir de Weltsécherheetsrot preparéiert sech mat laangem Otem. Mir mussen eng aktiv Participatioun am Sécherheetsrot ustriewen, brauche Virbereedung a brauche Mëttelen en termes vu Personal, Finanzen a selbstverständlech och Capacitéiten.

Dat bedeit, sech verstäerkt Know-how an Domänen zouzeleeën, an deene mir vläicht bis ewell manner present waren; et bedeit, Kontakter a Kooperatioune mat neie Partner opzebauen; et heescht, eis diplomatesch Mëttelen ze ginn, eis Instrumenter ze verstäerken, zu New York, zu Genf an zu Wien, mä och hei zu Lëtzebuerg; et heescht virun allem weiderhi konsequent eisen Engagement fir d'Objektiver an d'Prinzipie vun der Charte ënner Beweis ze stellen.

Iwwert de Wonsch eraus, eis an den Déngscht vun der internationaler Communautéit ze stellen, ass dës Kandidatur och am Interessi vu Lëtzebuerg. Doduerch, dass mir eis bereet erklären, Matverantwortung ze iwwerhuele fir Fridden a Sécherheet an der Welt, kënne mer eis Plaz an der internationaler Communautéit nach verstäerken a Visibilitéit an der Europäescher Unioun, an och iwwert d'Europäesch Unioun eraus, dozougewannen.

Ech schwätze vu Visibilitéit an der Unioun, well et fir mech kloer ass, dass, wa mir gewielt géife ginn, mir och am Sécherheetsrot d'Faarwe vun der Unioun héichhalen an am Sënn vun enger wierklecher gemeinsamer Aussepolitik d'Positioune vun der EU do verteidege sollten. An iwwert d'Unioun eraus, well mer um internationalen Niveau kënne weisen, dass mir e kredibelen, en engagéierten a selbstverständlech och e vollwäertege Partner sinn, een, dee seng Iwwerzeegungen och kann ëmsetzen.

Vun esou engem verschäerfte Profil ka Lëtzebuerg, mengen ech, nëmme profitéieren.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mer an deenen nächste Joren op Ar voll Ënnerstëtzung hei an der Chamber ziele kënnen, fir dass eis éischt Kandidatur fir en netstännege Sëtz am Sécherheetsrot zu New York och e Succès ka ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass awer net nëmmen an der UNO, wou mer eis Roll als Memberstat aktiv ëmsetzen, mä och an deenen anere regionalen an internationalen Organisatiounen.

Ech hunn de Mëtteg déi eng oder aner Organisatioun schonns ugeschwat. Ech wéilt awer, wann Der erlaabt, nach ganz kuerz op dräi anerer agoen: den Europarot, d'NATO an d'OMC.

Den Europarot ass jo, wéi mer wëssen, déi eelst politesch Organisatioun um europäeschen Niveau. Si läit eis besonnesch um Häerz. Hire Bäitrag am Beräich vun der Promotioun vun de Mënscherechter an der Demokratie an Europa kann net genuch ënnerstrach ginn. Et ass den Europarot, deen duerch déi sozial a juristesch Normen, déi e festleet, mathëlleft, eng europäesch Identitéit op Basis vu gemeinsame Wäerter ze schafen. Mir wären duerfir frou, wann et zu enger méi enker, enger ëmmer méi komplementärer Zesummenaarbecht vun der Europäescher Unioun an dem Europarot géif kommen an dem Här Juncker säi Rapport „Conseil de l'Europe et Union européenne: une même ambition pour le continent européen" geschwënn e konkrete Suivi géif fannen.

Eis Sécherheets- a Verteidegungspolitik ass zënter bal 60 Joer fest verankert an der NATO. Et ass dëst sécher keng Organisatioun wéi déi aner. Et ass virun allem eng Verteidegungsallianz an et muss dat och bleiwen. Wat net heescht, dass d'NATO sech net transforméiere muss, fir sech deenen neien, oft schwieregen Erausfuerderungen ze stellen, an hir Instrumenter a Moyenen adaptéiere muss. Komplementaritéit a Koordinatioun sinn och hei d'Schlagwierder.

Um NATO-Sommet zu Riga d'nächst Woch solle weider Jalonen an déi Richtung gesat ginn: Mir kënnen dat nëmme begréissen a wäerten och hei eis Responsabilitéite weider assuméieren.

Multilateral Kooperatioun ass awer net nëmmen am politeschen an am Sécherheets- a Verteidegungsberäich wichteg: Och am Welthandel si kloer international Regelen an eisem Intérêt. E globalen, multilateralen Accord ass besser wéi eng ganz Rei vu bilateralen Ofkommessen. Duerfir kann ech nëmme bedaueren, dass d'multilateral Handelsnégociatiounen am Kader vum Doha Round vun der Welthandelsorganisatioun am Juli ënnerbrach goufen, an hoffen, dass si geschwënn nees opgeholl kënne ginn.

Bis d'nächst Fréijoer misst et méiglech sinn ze gesinn, ob nach eng realistesch Chance besteet, den Doha Round erëm op d'Schinnen ze setzen. Wéi esou oft hänkt dat zu engem groussen Deel vun den amerikanesche Positiounen of, a besonnesch dovun, ob den neie Kongress bereet ass, dem President säi Verhandlungsmandat ze verlängeren, an ob d'Amerikaner bereet sinn, wéi mir als Unioun, hir Landwirtschaftspolitik ze reforméieren.

D'Unioun wäert an där nächster Zäit dat eent oder anert bilateraalt Ofkommes ofschléissen, héchstwahrscheinlech mat de Länner vun der ASEAN a mat Indien. Dës Accordë solle komplementär zum Doha Round sinn an net en Ersatz fir e globalen Accord.

Am Kader vun de Verhandlungen iwwert d'Accords de partenariat économique mat den ACP-Länner setzt Lëtzebuerg sech décidéiert dofir an, dass dës Accordë sech an eng Entwécklungslogik setzen an asymmetresch solle sinn; dat heescht, dass mir den ACP-Länner méi Handelskonzessioune maachen, wéi mir der vun hinne verlaangen, an dass mir hinnen och laang Transitiounsperioden zougestinn.

Souwisou ass den europäesche Maart scho grouss op fir d'Exporter vun dëse Länner. Mir sinn och bereet, hinnen «assistance technique liée au commerce» ze ginn, fir hinnen ze hëllefen, sech besser an den internationalen Handelssystem ze integréieren.

Här President, ech kommen zum leschte Kapitel. Schonn zënter de 50er Jore gehéiert eng aktiv Siège-Politik zu den anere Konstante vun eiser Aussepolitik. Si bréngt eisem Land international Visibilitéit an och Prestige. Och wirtschaftlech, sozial a kulturell ass d'Presenz vun den europäeschen

Institutioune mat hiren alles an allem 10.000 Fonctionnairen an hire Famillje positiv a ganz wichteg fir eist Land. Den Erweideerungsprozess vun der EU brèngt fir Lëtzebuerg an dësem Kontext eng Rei grouss Chancen an Erausfuerderunge mat sech.

D'Presenz vun den Institutiounen ass haut wäitgehend juristesch ofgeséchert. Dat heescht awer net, dass mir net musse vigilant bleiwen, d'Anhale vu bestehenden Accorden iwwerpréiwen, proaktiv probéieren d'Organer hei qualitativ a quantitativ ze stäerken, an och Effortë maachen, fir nei, wichteg EU-Aktivitéiten an d'Land ze bréngen.

Déi grouss Virdeeler, déi et mat sech bréngt, eng europäesch Haaptstad ze sinn, brénge selbstverständlech och eng Rei Erausfuerderungen a Flichte mat sech. De Standuert Lëtzebuerg muss attraktiv sinn, an zwar och a Saache Siège. Eng nohalteg Sëtzpolitik muss een duerfir ëmmer an en internationale Konkurrenzkontext setzen. International Fonctionnairen am Land ze hunn, dat heescht och, hinnen an hire Familljen déi noutwendeg gutt Aarbechts- a Liewensbedingunge bidden ze kënnen. Mir hunn ëmmer dofir gesuergt, dass d'Leit frou sinn, hei bei eis ze kommen. Dat ass eng Viraussetzung, déi op kee Fall ze ënnerschätzen ass, fir och mëttel- a laangfristeg eng grouss Zuel EU-Verwaltungen hei kënnen ze hébergéieren.

Mir sinn elo um gudde Wee, fir eng Léisung ze fanne mat de Gemenge Bartreng a Mamer - dat huet den Här Claude Wiseler, zoustännege Minister, mer gesot - fir de Bau vun enger zweeter Europaschoul. E Projet de loi ka mat grousser Wahrscheinlechkeet Ufank 2007 hei an der Chamber agereecht ginn.

Et geet hei net nëmmen drëm, dass d'Regierung hir international Obligatioun respektéiert, fir de Kanner vun den Europabeamten e Gebai fir eng Schoul zur Verfügung ze stellen - während iwwregens déi lafend Ënnerhaltskäschten net musse vun eis iwwerholl ginn -, mä et geet hei och ëm e wesentlecht Element vun der Attraktivitéit vun eisem Wirtschaftsstanduert, well dës Schoulen och mussen déi noutwendeg Plaz hunn, fir aner Kanner wéi déi vun den Europabeamten opzehuelen. Fir déi grouss international Entreprisen, déi hei zu Lëtzebuerg usiesseg sinn, oder fir där op Lëtzebuerg ze kréien, muss deenen hiert Personal och sécher sinn, dass hir Kanner hei an internationale Schoule scolariséiert kënne ginn.

Och d'Fäerdegstellen ouni gréisser Délaie vum neie Centre de conférences um Kierchbierg ass politesch besonnesch wichteg, fir dass d'Ministeschconseilen net méi mussen ze vill laang an deene provisoreschen Infrastrukturen um Kiem ofgehale ginn.

Ech brauch lech net ze soen, dass net jiddferee vun de Ministerkolleegen, déi hei op Lëtzebuerg kommen, domadder héich zefridden ass.

Den Ëmbau muss elo geschéien, fir dass och weiderhin zwee Ministerréit an enger erweiderter Unioun kënnen zu Lëtzebuerg parallell ofgehale ginn. Fir d'Medie soll en exzellente Pressezentrum entstoen.

Ech erënneren drun, dass, ausserhalb vun deenen dräi Méint während deenen d'Conseil-Sitzungen zu Lëtzebuerg sinn - also Abrëll, Juni an Oktober -, dëse Konferenzzenter wirtschaftlech ka genotzt ginn. Lëtzebuerg kann da Kongresser hei organiséieren, déi interessant ekonomesch a politesch Retombéeë kënnen hunn, mä déi bis elo wéinst infrastrukturelle Limitatiounen net hei konnten ofgehale ginn.

Mir sinn awer och haut schonn an dësem Beräich aktiv: Zum Beispill hébergéiere mer am Februar eng international diplomatesch Konferenz, déi en neie Protokoll iwwert de Matériel ferroviaire roulant finaliséiert, deen dann och «Protocole de Luxembourg» kéint heeschen. Dëse Protokoll steet am Kontext vun der Konventioun vu Kapstadt an der Unifikatioun vum internationale private Recht.

Jiddferee vun lech huet sech jo bestëmmt selwer kënnen dovun iwwerzeegen, wat um Kierchbierg fir en impressionnanten neien Ensembel ensteet, an enger grousser Dynamik, vun där eist ganzt Land profitéiert. Ech denke besonnesch un d'Vergréisserunge vum Europäesche Geriichtshaff, der Investitiounsbank a vum Rechnungshaff. D'Generalsekretariat vum Europaparlament kritt en neie Komplex, deen et him erlabe wäert, all seng Servicer zu Lëtzebuerg an engem eenzege Gebai ze konzentréieren. Och d'Zil, fir bis 2012 d'Servicer vun der Europäescher Kommissioun an engem Ersatzgebai fir de Jean-Monnet ënnerzebréngen, bleift ee ganz wichtegen Dossier.

Fir all dës verschidden Entwécklungen, déi awer all matenee verbonne sinn, wëll ech all deene verschiddenen Administratiounen e grousse Merci soen - virun allem mengem Kolleeg Claude Wiseler -, déi mat vill Engagement an der Siège-Politik matschaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2007 gëtt e wichtegt Joer fir d'Europäesch Unioun, e Joer, wou d'Jalonë musse gesat ginn, fir dass den Integratiounsprozess weidergeet, fir dass d'Unioun sech weiderentwéckelt; e Joer, wou mir mat gemeinsamen Ambitiounen d'Zukunft vun Europa gestalte mussen.

D'Regierung wäert an dëser wichteger Phas natierlech enk mat der Chamber zesummeschaffen. Eist Zil muss et sinn, den europäesche Prozess an eng Richtung, en ligne mat eisem Engagement fir e politescht Europa, fir „méi Europa" weiderzedreiwen.

Et ass dat en Engagement, dat sech, wéi eis ganz Aussepolitik, aschreift an d'Kontinuitéit an och an d'Kohärenz. Et ass dat en Engagement, dat eisen Iwwerzeegungen an eisem Interessi entsprécht.

Ech soen lech e grousse Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Ausseminister Akt vu senger Deklaratioun, déi mer - sou wéi mer dat virdrun arrêtéiert hunn - muer de Mëtteg hei am Plenum diskutéiere wäerten.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Sociétés commerciales.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Klein, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorablen Här Patrick Santer. An den Här Mosar kënnt presidéieren.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

8. 4992 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,

2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales,

3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Restrukturatioune vu Gesellschafte sinn am Gesellschaftsliewe gängeg an onëmgänglech. Si kënne kommerziell Ursaachen hunn, si kënnen och nëmme juristesch oder steierlech motivéiert sinn. Duerfir musse mer déi Instrumenter, déi Prozeduren, an eisem Gesellschaftsrecht virgesinn, fir dem Besoin vun den Investisseure gerecht ze ginn. Sou verbessere mer d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg, mä mir kënnen esou och d'Bedingungen an d'Prozedure bestëmmen, déi eng ongeregelt Entwécklung an eng ongeregelt Uwendung vu Restrukturéierungsmoossname vermeiden, fir d'Rechter an d'Flichte vun deene verschiddenen Acteuren an Drëttpersoune virzeschreiwen.

Déi Ännerunge vum Gesetz vum 10. August 1915 iwwert d'kommerziell Gesellschaften, déi mir elo wäerte virhuelen, sinn extrem technesch an net einfach an zéng Minutten oder och e bësse méi ze erklären.

Ech wäert mech also op déi wesentlech Punkte vu mengem schréftleche Rapport beschränken an lech gläichzäiteg dann och op dee schréftleche Rapport, wou der d'Detailer kënnt dann noliesen, verweisen.

Une voix.- Très bien.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Ech wollt lech awer och nach dorop opmierksam maachen, datt mer bei dësem Projet de loi zwou Oppositions formelles vum Statsrot, déi zu fundamentale Punkte vun dësem Projet de loi gemaach goufen, net iwwerholl hunn, an d'Kommissioun unanime entscheet huet, dësen Oppositions formelles net Rechnung ze droen. En zweete Vote constitutionnel wäert also noutwendeg sinn.

De Projet de loi hat am Ufank dräi Voleten. Ee vun deenen ass erausgeholl ginn. En neie gouf vun der Kommissioun bäigefügt. De Volet, deen erausgeholl gouf, hätt derzou gefouert, datt d'Kritären, no deenen eng Gesellschaft als kommerziell Gesellschaft ugesi gëtt, fundamental geännert hätten. Bis elo huet eng Gesellschaft eng kommerziell Natur, wa se eng vun deene siwe Gesellschaftsformen - d'Société anonyme, d'Société à responsabilité limitée, d'Société en commandite simple, d'Société en commandite par actions, d'Kooperativ, d'Société européenne an d'Société en nom collectif - ugeholl huet, egal ob déi Aktivitéit, déi se ausübt, ziviler oder kommerzieller Natur ass.

Zum Beispill, wa sech zwee Architekten, wat och eng zivil Aktivitéit ass,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...zesummeleeën an eng Société anonyme grënnen, da bleift et eng kommerziell Gesellschaft, dat heescht, si kann a Faillite gesat ginn a si muss eng kommerziell Kontabilitéit virweisen.

De Projet de loi wollt dëse säit 1915 gültege System vun der Commercialité par la forme duerch en aneren, nämlech dee vun der Commercialité par l'objet ersetzen. Do geet et net duer, datt een einfach d'Gesellschaftsform kuckt. Do muss gepréift ginn, wat fir eng Aktivitéit, zivil oder kommerziell, effektiv ausgeübt gëtt. No dësem an der Belsch benotzte Modell kann eng Société anonyme, déi eng zivil Aktivitéit huet, net a Faillite gesat ginn.

D'Zil vun der Regierung war et, dem Fräberuffler ze erlaben, sech ënner eng kommerziell Gesellschaftsform ze strukturéieren. D'Kommissioun huet der Chambre des Métiers, der Chambre de Commerce an dem Statsrot Recht ginn an dee Volet aus dem Projet de loi erausgeholl. De System vun der Commercialité par la forme ass méi einfach ze handhaben, zum Beispill wann eng Gesellschaft souwuel kommerziell wéi och zivil Aktivitéiten ausübt. An et geet net duer, d'Gesellschaftsrecht ze änneren, fir datt Fräberuffler kënnen eng kommerziell Gesellschaft grënnen. Déi deontologesch Regelen, d'Responsabilité professionnelle a Steierfroe musse fir d'éischt geregelt ginn. Dofir bleiwe mir bei der Commercialité par la forme.

Den zweete Volet vum Projet de loi, dee vum Statsrot begréisst gouf, ass d'Ausdehnung vu Fusiounen a Scissiounen. Bei enger Fusioun absorbéiert eng Gesellschaft eng aner, déi also verschwënnt, oder zwou oder méi Gesellschaften di sech zesummen. A bei enger Scissioun spléckt sech eng Gesellschaft an zwou oder méi nei Gesellschaften. Bis elo waren dës zwou Restrukturatiounsmoossnamen der Société anonyme virbehalen. Zum Beispill konnten nëmmen zwou Sociétés anonymes fusionéieren.

Duerch dëse Projet de loi ginn d'Fusiouns- an d'Scissiounsoperatiounen op déi aner Gesellschaftsformen an dem Groupement d'intérêt économique opgemaach. Dobäi kann eng Lëtzebuerger Gesellschaft oder e Groupement d'intérêt économique mat enger auslännescher Gesellschaft oder engem Groupement d'intérêt économique fusionéieren oder bei enger Scissioun matmaachen - wann natierlech dat auslännescht Gesetz dat och erlaabt. Esou gëtt eng gewësse Praxis vun internationale Fusiounen a Scissiounen an en Text, an d'Gesetz ageschriwwen.

Beim drëtte Volet hate mir gewësse Problemer mam Statsrot. Hei huet de Statsrot seng zwou Oppositions formelles gemaach. Et geet hei ëm zwou nei Restrukturatiounsméiglechkeeten: den Transfert d'actifs an den Transfert de patrimoine professionnel.

Bei enger Fusioun a Scissioun ginn Actifs a Passifs transferéiert - Clienten, Scholden, Immeublen -, mä eng oder méi Gesellschafte verschwannen duerch d'Fusioun oder d'Scissioun. Zum Beispill verschwannen déi Gesellschaften an enger Scissioun, dat heescht enger Dissolution sans liquidation, an eng nei Gesellschaft kënnt amplaz.

Bei engem Apport en nature - dat heescht, wann een eppes aneschtes eragëtt wéi Suen an eng Gesellschaft, fir dogéint Aktien ze kréien - verschwënnt zwar den Apporteur net, mä et kënnen nëmmen Actifs iwwerdroe ginn.

Bei engem Transfert d'actifs verbënnt een d'Avantagë vun der Fusioun - dat heescht Transfert d'actifs a passifs - mat deene vum Apport en nature, well den Apporteur net verschwënnt. Den Apport ka géint Aktië gemaach ginn, oder wann dat den Intérêt social ass fir näischt. Esou kënnt Der Actifs a Passifs transferéieren, zum Beispill Schold, Créancen, Immeublen, Kontrakter mat Clienten, Kontrakter mat Fournisseuren, wat bis elo net méiglech war.

Beim Transfert vum Patrimoine professionnel kënnen och Actifs a Passifs transferéiert ginn, ouni datt den Apporteur verschwënnt. Den Ënnerscheed par rapport zum Transfert d'actifs ass éischtens, datt dësen Transfert vun enger Gesellschaft oder vun enger Privatpersoun ka gemaach ginn, an zweetens, datt dësen Transfert entweder fir näischt oder fir eng aner Contrepartie, net nëmmen Aktien, ka gemaach ginn. Esou kann eng Gesellschaft en Deel vun hirem Patrimoine un eng Privatpersoun oder eng aner Gesellschaft transferéiere fir näischt oder enger Contrepartie, déi net an Aktië besteet. Also kann och eng Privatpersoun hire Patrimoine professionnel cédéieren, wéi dat bei enger Cession de fonds de commerce de Fall ass, woubäi awer bei enger Cession de fonds de commerce nëmmen Actifë kënnen transferéiert ginn.

Bei deenen zwou Neiegkeeten, déi de Besoinë vun der Praxis Rechnung droen, hat de Statsrot jeeweils eng Opposition formelle ageluecht. Dës Oppositions formelles foussen awer net - an dat wëll ech awer betounen - op iergendenger Verletzung vun der Verfassung, vun engem Traité oder vum europäesche Recht.

D'Kommissioun huet sech géint dës Oppositions formelles entscheet, well se der Meenung war, datt dës zwou nei Strukturen noutwendeg sinn, a besonnesch well d'Grënn, déi de Statsrot uginn huet, net iwwerzeegend waren.

Et géif mech nach méi wäit féieren, fir lech op all déi Oppositions formelles an déi onbegrënnte Begrënnung zréckzefëieren an déi opzeläschten. - Souwisou, ech spieren, ech hu keng grouss Begeeschterung hei am Plenum.

(Interruptions)

Mä ech verweisen lech, fir déi, déi wierklech interesséiert sinn - an, Här Mehlen, Dir zielt dozou -, op d'Säite 7 bis 16 vu mengem schréftleche Rapport, a wann Der Froen hutt, kënnt Der se da stellen.

Ech wëll just soen, datt den Transfert d'actifs scho säit 1995 an der Belsch besteet an datt den Transfert de patrimoine professionnel op eng Schwäizer Initiativ aus dem Joer 2000 zréckgeet.

De leschte Volet vum Projet de loi ass op eng Entscheedung vun der Kommissioun a vun där selwer zréckzefëieren. Materiell Feeleren, déi sech a verschidde Gesetzer iwwert d'Gesellschaftsrecht befonnt hunn, sinn elo behuewe ginn.

Déi eenzeg méi substanziell Ännerung ass, datt bei den Acomptes sur dividendes, déi vum Verwaltungsrot oder vum Directoire kënnen ausbezuelt ginn, déi zäitlech Restrictiounen ewechfalen.

En effet konnt bis elo während deenen éischte sechs Méint vum Geschäftsjoer keen Acompte sur dividendes ausbezuelt ginn. A wann dat eng Kéier gemaach ginn ass, huet een nach missen dräi Méint waarden, bis datt den nächsten Acompte huet kënne beschloss ginn. Dës Restrictioune falen elo ewech an et ass dem Organe de gestion vun der Société européenne oder vun der Société anonyme eleng fräigelooss, ob, wéini, wéi dacks a wéi héich dës Acomptë wäerte sinn, dat natierlech ënnert deene Bedingungen a Prozeduren an ënnert der Opsiicht vun den Aktionären, wéi dat bis elo de Fall ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dësen techneschen a komplexe Projet de loi wäert dozou bäidroen, datt mir um Niveau vum Gesellschaftsrecht weiderhi kompetitiv bleiwen, a wéinstens op dësem Plang si mir op Lissabon-Kurs.

D'Kommissioun huet dëse Projet de loi an de schréftleche Rapport unanime guttgeheescht, an d'Fraktioun vun der CSV mécht datselwecht.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Santer Merci. Als éischt Riednerin ass d'Ma-

dame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, de Projet de loi 4992 iwwert d'Sociétés commerciales ass, wéi de Rapporteur et zu Recht gesot huet, e ganz technesche Projet. Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir seng exzellent Analys vun deem Projet, notamment a sengem schréftleche Rapport, wou e méi an d'Detailer gaangen ass, awer och a sengem mëndleche Rapport, deen hien elo grad virgedroen huet, an ech wëll net fir mäin Deel am Detail op all déi Dispositiounen agoen. Ech wëll awer e puer allgemeng Bemierkunge maachen.

Wéi scho gesot ginn ass, hat dee Projet am Ufank dräi Voleten:

Deen éischten Deel, do ass et drëm gaang, den Artikel 3 vum Gesetz vun 1915 ze modifiéieren, fir vum Système de la commercialité par la forme op de Système de la commercialité par l'objet iwwerzegoen. Déi Dispositiounen hu mer an der Kommissioun opginn a mir sinn domadder dem Wonsch gefollegt vun der Chambre des Métiers, vun der Chambre de Commerce an och vum Conseil d'État.

Den zweete Volet, dat war d'Extensioun vum Champ d'application vun de Fusiounen a Scissiounen un aner Forme vu Gesellschafte wéi d'Société anonyme de droit luxembourgeois. Doduerjer, dass mer dat maachen, kréie mer eng nei Flexibilitéit, déi, ech mengen, de Besoinë vun de wirtschaftleche Milieuen entsprécht.

Drëttens ginn nei Mechanismen agefouert, nei Mécanismes juridiques vu Restructuratioun vu Gesellschaften duerch den Transfert d'actifs, vu Branche d'activité oder d'universalité an den Transfert vum Patrimoine professionnel.

Wann een e Projet wéi deen heiten diskutéiert, da freet ee sech wierklech, ob et vläicht net besser wär et op Franséisch ze maache wéi op Lëtzebuergesch, wou een ëmmer erëm muss esou juridique Notiounen am Franséische mat an ons Sprooch eranhuelen. Wéi deem och ass, déi Dispositiounen, déi hei virgeschloe sinn an deenen d'Commission juridique nogaangen ass, hunn, wéi de Rapporteur et gesot huet, zwou Oppositions formelles vum Conseil d'État suscitéiert a sinn also derwäert, dass ee sech domadder e bësse méi ausféierlech beschäftegt.

Ganz allgemeng approuvéiert ons Fraktioun de Projet de loi. Ech wéilt awer folgend Bemierkungen dozou maachen:

Et schéngt mer eng gutt Saach ze sinn, dass mer de Volet 1 abandonnéiert hunn, mä et schéngt mer dann awer och néideg ze sinn, dass ee sech freet, wéi mer sollen an der Zukunft hei virgoen, an ob een net soll higoen, fir d'Gesetz iwwert d'Professions libérales ze reforméieren, fir et deene Leit ze erméiglechen, sech ënnert der Form vun enger Société commerciale ze constituéieren. Dat ass e Wonsch, dee verschiddentlech un ons erugedroe ginn ass, an deen, mengen ech, och der Entwécklung vun der wirtschaftlecher Zeen entsprécht. A wann een dat seet, dann, mengen ech, an dat ass den zweeten Deel, muss een och an Zukunft de Cadre fiscal preziséieren.

Zum zweete Volet géing ech soen, dass d'Extensioun vum Champ d'application vun de Fusiounen an de Scissiounen eng gutt Saach ass, déi och der Entwécklung vun der wirtschaftlecher Welt entsprécht, notamment en fonction vun der europäescher Integratioun. Ech géing hei awer de Minister wëlle froen: Wéi ass et mat enger méi globaler Reform vum Gesetz vun 1915, fir dass mer voll a ganz kënnen den Dispositioune vun der Direktiv 2005/56/CE an der Direktiv 2006/68/CE vun der Communauté européenne entspriechen?

Beim drëtte Volet, do geet et ëm den Transfert d'actifs, de branche d'activité ou d'universalité an den Transfert vum Patrimoine professionnel, souwuel fir d'Personnes physiques wéi fir d'Personnes morales. Do hu mer dann déi Oppositions formelles vum Conseil d'État. D'Kommissioun huet décidéiert, sech driwwer ewechzesetzen.

Dat, menge mir, wär och eng gutt Saach, well déi Dispositiounen, esou wéi se elo am Gesetz proposéiert sinn, erlaben d'Instrumenter ze diversifiéieren, déi de Gesellschaften d'Méiglechkeet ginn, eng Restrukturatioun duerchzezéien, sief dat aus juristeschen, steierlechen oder kommerziellen Iwwerleeungen eraus. Déi Dispositioune stellen de Gesellschaften eng méi vollstänneg Gamme vu Prozedure fir d'Restrukturatioun zur Verfügung a ginn de Gesellschaften d'Méiglechkeet, e Choix ze treffen, fir dee Mechanissem erauszesichen, deen am beschten adaptéiert ass, fir hire Besoinen ze entspriechen.

Wéinst all deenen Ursaachen ass ons Fraktioun der Meenung, dass een déi Décisioun vun der Commission juridique soll ënnerstëtzen, an aus all deenen Ursaachen eraus ass ons Fraktioun der Meenung, dass mer sollen de Projet de loi stëmmen.

Erlaabt mer awer, Här President, nach eng Bemierkung zum véierte Volet ze maachen, deen am ursprüngleche Projet net dra war, mä deen d'Kommissioun dobäigesat huet, fir d'Gesetz vum 25. August 2006 an d'Gesetz vum 19. Dezember 2002 ze modifiéieren oder ech géing éischter soen ze complétéieren.

Do wëll ech eng Observatioun maachen, déi huet am Fong och mam nächste Projet, deen op onsem Ordre du jour steet, dem 5562, dee sech och mat de Sociétés commerciales beschäftegt, ze dinn. A mat Ärer Erlaabnis, Här President, géing ech mer erlaben och kuerz zu deem Projet Stellung ze huelen, da brauch ech duerno net dorop zréckzekommen.

Och zu deem Projet wëll ech den Accord vu menger Fraktioun bréngen. Ech weisen dorop hin, dass dee Projet engersäits d'Dispositioun suppriméiert, déi virgesinn hat, dass den Taux minimal, ënnert deem d'Aktioune vun enger Société anonyme net kënnen ausgestallt ginn, an deen op 1,24 Euro virgesi war, suppriméiert gëtt, an dass déi Suppressioun vum Taux minimal och op d'Société à responsabilité limitée erweidert gëtt. Déi zwou Dispositiounen, mengen ech, missten dorop erauskommen eng Gêne ze suppriméieren, déi déi wirtschaftlech a finanziell Milieue verschiddentlech virgedroen hunn an déi och dozou gefouert huet, dass eng Partie auslännesch Entreprisen, déi vläicht dru geduecht haten, hire Siège op Lëtzebuerg ze bréngen, dat dann definitiv net gemaach hunn.

Déi Dispositioun aus deem nächste Projet awer, déi mech am staarksten interpelléiert huet, dat ass d'Abrogatioun vum Prinzip vun der Autorisatioun, déi de Mann senger Fra muss gi bei enger Prise de participation an enger Société commerciale oder an enger Société civile souwéi bei den Actes d'administration, déi seng Fra a Qualitéit vun Associée poséiert.

Déi Dispositioun war selbstverständlech obsolet säit dem Vote vum Gesetz vun 1972 iwwert d'Reform vun de Régimes matrimoniaux. Ech weess net, ob nach ganz vill Leit an dëser Chamber sinn, déi dat Gesetz matgestëmmt hunn; ech hunn et deemools mat grousser Iwwerzeegung matgestëmmt, a mir waren ons bewosst, dass mir vläicht dat eent oder dat anert, wat nach an anere Gesetzer bestanen huet, iwwersinn hunn. Dat ass an dësem Fall geschitt, an déi Dispositioun ass an dem Recueil des textes säithier gefouert ginn als implizit ofgeschaf, mä si war net expressément explizit ofgeschaf. Dat war also eppes, wat mer deemools iwwersinn haten.

Dat bréngt mech dozou eng Observatioun opzegräifen, déi ech scho verschiddentlech a Kommissioune virgedroen hunn an déi d'Organisatioun vun onsem Parlament betrëfft: Mir si wahrscheinlech dat eenzegt Parlament op der Welt, wat kee Service juridique huet, dee genügend étofféiert ass, dass e kann iwwert d'Mise en forme vun de legislativen Texter waachen.

Mir stëmmen hei Gesetzer, mir stëmmen Amendementen, mir stëmme se souguer am Plenum, an da geet d'Gesetz op säi Wee. Wat d'Incidencë kënnen op aner Gesetzer sinn, déi bestinn, kënnen och net gekuckt ginn. Wann de Rapporteur sech Rechenschaft dovunner ofleet, tant mieux. An ech wéilt hei onsem Rapporteur, dem Kolleeg Patrick Santer, Merci soen, dass hien dee véierte Volet am Gesetz 4992 duerchgezunn huet, mä dat weist drop hin, dass mer bei der éischter Lecture 2006 an 2002 eng ganz Partie Saachen iwwersinn haten.

An et ass och net deen eenzege Jurist, dee soi-disant de Service juridique vun onser Chamber ass, deen Zäit huet, gesinn seng aner Aufgaben, fir sech där Aufgab ze widmen.

Ech menge wierklech, Här President, dass et un der Zäit wier, dass de Büro vun onser Chamber sech soll Gedanken doriwwer maachen. Elo kann ee mer soen: Mir hu jo awer de Service de législation vun der Regierung. Deen denkt och u verschidde Saachen, mä iwwert dat, wat mir a leschter Minutt hei an der Chamber décidéieren, kann en net nogeduecht hunn, well e ka jo net eppes dovu gewosst hunn. An et wär also scho wichteg, dass hei an der Chamber e Service wär, dee sech kéint där Aufgab unhuelen.

Här President, au bénéfice vun dësen Observatioune wëll ech nach eng Kéier den Accord vun onser Fraktioun confirméieren zu de Projets de loi 4992 a 5562 an Iech alleguerte Merci soen, dass Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Flesch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir säin explizite Rapport.

Den Haaptuleies vun dësem Projet de loi besteet dodran, fir d'Gesetz vun 1915 iwwert d'Sociétés commerciales ze moderniséieren a weider ze liberaliséieren. 1987 ass dëst Gesetz schonn deelweis restrukturatiounstechnesch liberaliséiert ginn duerch d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv. An anere Wierder: Dëse Projet de loi huet d'Ambitioun, den Handelsgesellschafte wéi och de Groupements d'intérêt économique eng grouss Unzuel u Restrukturatiounsméiglechkeeten ze ginn. Bis elo war et just den anonyme Gesellschafte virbehalen, e puer Zorte vun esou Operatiounen ze ënnerhuelen, wéi zum Beispill d'Méiglechkeet mateneen ze fusionéieren. Ausgeschloss sinn allerdéngs déi landwirtschaftlech Gesellschaften an d'A.s.b.l.en.

Déi nei Restrukturatiounsméiglechkeeten, déi dëst Gesetz virgesäit, kënnen also an dräi Voleten opgedeelt ginn:

Deen éischte Volet vum Projet de loi gesäit vir, déi aktuell Reglementatiounen iwwert d'Fusiounen an d'Scissiounen, vun deene bis elo nëmmen déi anonym Gesellschafte betraff waren, och bei villen anere Forme vu Gesellschaften a Groupements d'intérêt économique unzewenden. Den aktuelle Rechtskader, wat d'Fusiounen an d'Scissioune vun de Gesellschaften ubelaangt, betrëfft no der jëtzeger Gesetzgebung nëmmen anonym Gesellschaften. Et ass vun enger fundamentaler Wichtegkeet dëse Rechtskader op déi aner kommerziell Gesellschaftstypen ze erweideren, fir datt eist Land am Verglach mat eisen Nopeschlänner kompetitiv an attraktiv fir auslännesch Entreprisë bleift.

Déi däitsch, franséisch a belsch Gesetzgebunge si scho vill méi breet gefächert wat d'Restrukturatiounsoperatioune vu Gesellschaften ugeet. Duerfir ass et de But vum neie Gesetz ville Gesellschaftsformen, déi eng Personalité juridique hunn, an och de Groupements d'intérêt économique eng grouss Ouverture fir dës Restrukturatiounsoperatiounen ze ginn an esou fir e kompetitive Rechtskader ze suergen. An dësem Kader gesäit dëse Projet de loi vir, och Fusiounen a Scissioune vu Gesellschaften iwwer eis national Grenzen ewech ze erméiglechen an ze reglementéieren, virausgesat datt sech déi auslännesch Gesetzgebung deem net opposéiert.

Bis elo hat eis Gesetzgebung, ofgesi vun anonyme Gesellschaften, keng transnational Fusiounen oder Scissiounen erlaabt. Doriwwer eraus ass 2005 och eng EU-Direktiv ausgeschafft ginn, déi d'transnational Fusiounen zwëschent de Memberlänner wäert vereinfachen.

Den zweete Volet vum Projet de loi betrëfft d'Aféierung vun neie Restrukturéierungstechniken an eis national Gesetzgebung. Momentan gesäit d'Gesetz, ofgesi vun Transferte vun Actifs, Parten oder Aktien, nëmmen zwee Restrukturatiounsmechanisme vir: den Apport en nature souwéi d'Fusiounen an d'Scissioune vun anonyme Gesellschaften.

Zwou nei Transfertstechniken, déi dëse Gesetzesprojet virgesäit, erweideren d'Gamme vun de Méiglechkeeten:

Engersäits den Transfert vun Aktivitéitsbranchen oder vum ganze Patrimoine, vun der Universalitéit: Dës Operatiounen erméiglechen enger Gesellschaft, entweder eng vun hiren autonomen Aktivitéitsbranchen, also een Deel vun der Gesellschaft mat all de verbonnenen Actifs a Passifs, oder awer souguer hire ganze Patrimoine an engem Akt enger oder méi Gesellschaften ofzetrieden, ouni dobäi opgeléist ze ginn. D'Contrepartie fir dës Transferte sinn d'Aktien, d'Parten oder eventuell eng Kompensatioun a Form vu Suen.

Anerersäits den Transfert vum Beruffspartrimoine: D'Auteure vun dësem Projet de loi hunn et bewosst vermidden, eng genau Definitioun vum Beruffspatrimoine ze ginn, fir datt dës Notioun kann am Laf vun der Zäit un ekonomesch Gegebenheeten an Entwécklungen adaptéiert ginn.

De Projet de loi gesäit vir, datt den Transfert vum Beruffspatrimoine sech am beruffleche Aktivitéitsfeld ofspille muss, wann et sech ëm physesch Persounen handelt. Dës large Definitioun huet dozou gefouert, datt de Statsrot der Meenung ass, datt den Transfert vum Beruffspatrimoine, zumindest wat d'physesch Persounen ubelaangt, géint deen Indivisibilitéitsprinzip vum Patrimoine verstéisst.

(Hilarité)

Den drëtte Volet vum Projet de loi hat d'Ofschafung vum Principe de commercialité par la forme virgesinn. Déi geplangten Ofschafung vun dësem Prinzip geschitt am Hibléck fir méiglechst villen ekonomeschen Akteuren déi nei Techniken ze erméiglechen. Momentan ass d'Situatioun kloer.

Elo, wann eng Gesellschaft gegrënnt ass ënner enger vun deene siwe genannten Type vum Gesetz vun 1915, déi d'Personnalité juridique huet, ob den Objet civil oder commercial ass, ass se eng Handelsgesellschaft, eng Société commerciale, an ënnerläit de Regele vum Handelsrecht. Dat huet eng Inzidenz op d'Kompetenz vun de Geriichter, op d'Beweisführung an och en matière vun der Faillite.

D'Kritike si selbstverständlech zu dësem Projet de loi net ausbliwwen. Vun engem generelle Standpunkt hier begréissen d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce de Projet de loi, deen all dës Méiglechkeete fir eng grouss Zuel vu Gesellschaften erheblech vergréissert an esou zur Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäidréit.

D'Haaptkritike vun de Beruffschamberen a vum Statsrot betreffen d'Ofschafung vum Prinzip vun der Commercialité par la forme an déi nei Restrukturatiounstechniken. Deenen dräi Avisen no féiert d'Ofschafung vum Principe de la commercialité par la forme zu enger Rechtsonsécherheet, wat am Fong kontradiktoresch zu den Objektiver vun dësem Projet de loi ass. Et soll jo e Schrëtt no vir sinn.

D'Ofschafung géing eng hybrid Rechtssituatioun schafen, an där déi nei Sociétés civiles à forme commerciale net wëssen, wéini se wéi enger Gesetzgebung wäerten ënnerleien. Tatsächlech wäert dann d'Form vun der Gesellschaft den Dispositioune vum Droit commercial ënnerleien, währenddeem aner Aspekter vun der Gesellschaft no dem Zivilrecht geregelt wäerte ginn.

Déi Situatioun wäert an hiren Aen een immense Chaos mat sech bréngen, ënner anerem um Niveau vum Faillitesrecht, vun der Gesetzzoustännegkeet oder vun de Fakturatiounsregelen. De Statsrot proposéiert duerfir, dësen Deel vum Gesetzesprojet falen ze loossen, a leet eng Opposition formelle an. D'Commission juridique huet de Virschlag vun de Beruffschambere souwéi dem Statsrot ugeholl an huet dee ganze Volet vun der Uschafung vum Principe de la commercialité par la forme aus dem Projet gestrach.

Wat den Transfert vum Beruffspatrimoine ubelaangt, esou sinn de Statsrot wéi och d'Chambre de Commerce der Meenung, datt dës Notioun wäert fir vill Rechtsrisike suergen, zumools wann eng individuell Entreprise oder respektiv an eng physesch Persoun mat am Spill ass. Am Prinzip ass de Patrimoine vun enger Persoun no der Lëtzebuerger Gesetzgebung net deelbar. Des Weidere stellt de Statsrot sech d'Fro, no wéi enge Kritären d'Opdeelung zwëschent privatem a professionellem Patrimoine vun enger physescher Persoun definéiert ass.

De Statsrot wéi och d'Chambre de Commerce roden dem Législateur of fir dëse Volet an de Projet de loi anzebannen, well en an hiren Ae widderspréchlech ass a wäert fir Rechtsonsécherheet suergen. Dëst trëfft besonnesch fir Créancieren zou, déi meeschtens als Gage général net nëmmen de Beruffspatrimoine, mä oft den integrale Patrimoine an hire Calcul abezéien, wa se enger Gesellschaft zum Beispill Sue léinen. Aus all dëse Grënn huet de Statsrot eng Opposition formelle ugemellt.

Wat den Transfert vun den Aktivitéitsbranchen oder vum ganze Patrimoine ubelaangt, esou huet de Statsrot och seng Bedenken. Sou zum Beispill ass de Statsrot net vum ekonomesche Sënn vu verschiddenen Operatiounen iwwerzeegt, oder gesäit d'Sécherheet vun de Créancieren a Fro gestallt. Och do huet en eng Opposition formelle ageluecht.

D'Kommissioun huet décidéiert, sech iwwert déi zwou formell Oppositioune vum Statsrot, wat de beruffleche Patrimoine an déi aner Méiglechkeet vu Restrukturatioun ubelaangt, ewechzesetzen, mat folgender Argumentatioun: De Beruffspartrimoine existéiert am lëtzebuergesche Steiergesetz an däerf als Exceptioun zum Ondeelbarkeetsprinzip vum Patrimoine interpretéiert ginn. Et ass net verbueden, eng Notioun, déi am Steierrecht hir Plaz huet, am Zivilrecht ze iwwerhuelen.

Déi aner Méiglechkeeten erlaben et der Gesellschaft, méi flexibel ze ginn an eng ekonomesch attraktiv Rechtslag opzebauen. D'Gesellschafte kënne verschidden Aktivitéitsbranchë kafen, verkafen, tauschen oder souguer gratis oftrieden.

Des Weidere wäerten d'Interesse vun de Créancieren an Drëttpersounen ausreechend geschützt bleiwen, vu dass d'Sécherheetsgarantië vun de Fusiounsprozeduren, déi elo scho fir anonym Gesellschaften a Kraaft sinn, op déi aner Operatiounen iwwerdroe ginn.

Voilà, mir fannen, datt déi Argumentatioun, déi d'Commission juridique ginn huet, ubruecht ass. An ech géing och zu dësem Projet de loi den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Klein Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der grénger Fraktioun als Éischt dem Rapporteur Merci soen, net nëmme fir säi Bericht, souwuel dee schréftleche wéi dee mëndlechen, mä och fir déi Aarbecht, déi mer an der Kommissioun gemaach hunn ënnert der Égide vum Président rapporteur.

Et ass eng ganz komplizéiert Matière. An et soll ee fairerweis unerkennen, dass ouni de Bäitrag vum Rapporteur et fachlech schwiereg gewiescht wär fir d'Kommissioun ze diskutéieren. Et ass wierklech eng ganz technesch Matière. An do gëtt et net nëmmen Experten. Ech mengen, dat kann och kee verlaangen. Säi Bäitrag huet mat Sécherheet d'Diskussioun an der Kommissioun erliichtert.

Mir wëllen och als Gréng elo net nach eng Kéier de Rapport virliesen...

(Hilarité)

...a maachen, wéi wann dat elo alles op der grénger Mëscht gewuess wär. Am Géigendeel.

Mir wëlle just éischter op en anere Punkt hiweisen. Mir wäerte mat dësem Gesetz eigentlech méi oder wéineger fir sämtlech Rechtsforme vun de Sociétéite praktesch all Restrukturéierungsinstrumenter, déi et gëtt, méiglech maachen. Fir et an engem Saz wéi an honnert ze soen: Dass een also all déi Tricken net méi brauch, déi oft an der Vergaangenheet gebraucht gi sinn, fir bestëmmten Dispositiounen ze ëmgoen op eng legal Aart a Weis - beispillsweis dat vum Ausschëdde vun Dividende während dem Joer -, woufir et eng ganz Artillerie vu Mesurë gëtt, fir déi kënnen op eng legal a méi oder wéineger elegant Aart a Weis ze ëmkurven.

Haut wëlle mer mat dësem Gesetz derfir suergen, dass dat net méi noutwendeg gëtt, doduerch, dass mer grondsätzlech all Restrukturéierungsinstrumenter fir sämtlech Sociétéitsforme wëlle legaliséieren. - Sou, mengen ech, kéint een et résuméieren.

Mir wëllen awer als Gréng dorop opmierksam maachen, dass dat net nëmme Virdeeler huet, dass et och e Problem gëtt. Mir hunn am Kontext vun der Finanzpolitik vum Stat an de leschte Joren als gréng Fraktioun oft dorop higewisen, datt mer net nëmme bei den Dépensë mussen oppassen, mä dass mer och recettësäiteg mussen oppassen. Mir deelen do net déi positiv Aschätzung vun der Regierung, déi ëmmer seet, dass mer recettësäiteg kee Problem hunn an dass mer nëmme musse bei den Dépensen oppassen. Mir sinn als Gréng schonn der Meenung, dass et och bei de Recetten an dësem Stat verschidden Elementer gëtt, déi op wackelege Féiss stinn.

Ee vun de Problemer ass, dass et haut de Betriber méiglech ass, duerch dat, wat ee „fiscal engineering" nennt, trotz héije Gewënner keng Steieren an deem Mooss un de Stat ofzeféieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et kann een am europäesche Wirtschaftsraum duerch eng ganz geschéckt Opdeelung tëscht der Mammegesellschaft engersäits, de Betriber oder dem Finanzinstitut oder de Filialen anerersäits, et fäerdeg bréngen, d'Steierlaascht ëm praktesch d'Integralitéit erofzedrécken, sou dass also am Resultat d'Gewënner net schlussendlech do besteiert ginn, wou se erwirtschaft gi sinn.

Wann een also op där enger Säit e Gesetz mécht, fir do déi ganz grouss Flexibilitéit anzeféieren, da misst een awer och, an dat ass eng Fro vu Steiergerechtegkeet, op där anerer Säit sech mat der Fro beschäftege vum „fiscal engineering". Do hu mir d'Gefill, dass hei zu Lëtzebuerg mat vill manner Opmierksamkeet no deene Froe gekuckt gëtt, wéi op där anerer Säit gekuckt gëtt no de Froen, déi sollen der Flexibilitéit vun de Betriber entgéintkommen.

Duerfir wëlle mer och derfir suergen, dass mer et fäerdeg bréngen, och recettësäiteg beim Stat méi vigilant ze ginn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, a mir sinn och der Meenung, dass dee Steierdumpingsprozess bei de Betribssteieren an der Europäescher Unioun muss contrecarréiert ginn. Mir huele just als Beispill déi rezent Décisioun vun Däitschland, déi ab 1. Januar 2008 d'Betribssteieren op insgesamt ënner 30% wëlle kréien, woumat se um Niveau wiere vun der Stad Lëtzebuerg, y compris d'Erofsenke vum Taux, deen nach ënnert der Presenz vun der CSV am Schäfferot realiséiert ginn ass, wou mer elo op 29 Komma eppes hei an der Stad sinn. An Däitschland wäert dat ab Januar och de Fall sinn.

Do wäert mat Sécherheet nees den Drock och vun den däitsche Banken hei zu Lëtzebuerg op d'Lëtzebuerger Regierung klammen, fir och hei nees en Effort ze maachen an deem dote Beräich. An duerfir fuerdere mer un d'Adress vun der Regierung, dass, wann een engersäits esou Gesetzer mécht wéi déi, déi mer haut amgaange sinn ze diskutéieren an och aus enger Rei vu Grënn kënnen a solle stëmmen, een op där anerer Säit sech ee fir allemol och seriö mam „fiscal engineering" muss beschäftegen, mat deenen Elementer, déi als abusiv kënne considéréiert ginn, a wou mer mussen oppassen, dass et net bei de Recettë just nach fortleeft um Altor vun der Flexibilitéit, déi noutwendeg ass fir d'Betriber, déi awer net kann derzou féieren, dass d'Bënëfisser net méi do besteiert ginn, wou se erwirtschaft ginn.

Duerfir fuerderen déi Gréng un d'Adress vun der Regierung, dass se eng Etüd soll maachen zum Thema „fiscal engineering", fir sech wierklech emol iwwert d'Ausmooss vun deem Phenomeen genee an d'Bild kënnen ze setzen, an dass mer dann och gesetzlech Rahmebedingunge schafen, fir déi dote Steierschlupflächer, déi mer net wëllen, och kënnen zouzemaachen.

Mir mengen och, dass de Premier Jean-Claude Juncker seng Stellung als Virsëtzende vum Eurogroup misst notzen, fir déi Debatt iwwert d'Bëendegung vum Steierdumping bei de Betribsgewënner virunzebréngen. Do brauche mer eng europäesch Harmoniséierung, fir eis virun all deenen negativen a schwéierwiegende Folgen an Zukunft besser kënnen ze schützen.

Mat deene Remarquen, op déi mer och eng Äntwert vum zoustännege Minister erwaarden, kënne mir och d'Zoustëmmung zu deem Projet bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Henckes huet d'Wuert nach gefrot.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, verschidde Gesetzer wéi de 5611 oder d'Tubaksgesetz hunn de Mérite, datt se d'Attentioun dobaussen am Public ganz staark sensibiliséieren, sou datt een do ganz vill Debatten huet. Mä et gesäit een, datt et awer och hei an der Chamber eng etlech Projets de loi gëtt, wou ee muss ganz vill Fachwëssen op den Dag bréngen, déi och eng ganz grouss Importenz fir onst Land hunn an déi manifestement manner an de Medien diskutéiert ginn. Hei hu mer et mat esou engem Gesetz ze dinn.

Ech wëll duerfir dem Rapporteur, dem Patrick Santer, Merci soen an him och félicitéiere fir säin exzellenten an detailléierte schréftleche Bericht an dee méi kuerze mëndleche Bericht, deen hien hei op der Chamberstribün virbruecht huet.

An deem Gesetz wëll ech just ee Punkt ervirsträichen, dat ass dee vun de Méiglechkeeten, déi duerch dëst Gesetz geschafe ginn, fir Restrukturatioune vu Betriber ze facilitéieren a méiglech ze maachen. Et war zu Lëtzebuerg bis elo äusserst komplex, wann ee wollt op dee Wee do goen. An enger Welt, wou et ëmmer méi Gruppen, grouss Gruppe gëtt mat verschidden Aktivitéiten, klenger Entreprisen a PMEen och mat verschidden Aktivitéiten, wou et wichteg ass, datt eng Entreprise d'Méiglechkeet huet, fir sech vun enger Aktivitéit ze séparéieren an an eng nei Gesellschaft eranzeklammen, war dat bei eis bis elo relativ komplex a soll duerch dëst Gesetz méiglech gemaach a facilitéiert ginn. Duerfir eleng ass et richteg, datt mer dëst Gesetz haut stëmmen.

Wat mech e bësse gewonnert huet an där ganzer Debatt, ass, datt de Statsrot ons hei mat zwou Oppositions formelles begléckt huet, esou datt mer also haut nëmme kënnen en éischte Vote huelen. Ech hoffen, datt e mat engem Vote unanime vun der Chamber vläicht op seng Meenung zréckkënnt, well et manifestement a mengen Aen net an der Roll vum Statsrot ass, fir de Fortschrëtt och um juristesche Plang ze limitéieren a fir sech a politesch Décisiounen ze immiscéieren. De Rapporteur huet mat Recht ervirgestrach, datt et hei net ëm eng Verfassungsfro geet oder ëm e Problem vun engem internationalen Traité oder vun enger Direktiv.

Dat gesot wëll ech soen, datt den ADR e positive Vote zu dësem Gesetz wäert ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also, Här President, no deene gudden Erklärunge vum Här Santer an och vum Här Henckes kann ech awer elo mat rouegem Gewëssen d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ginn.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Minister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Jo, Här President, och vun der Säit vun der Regierung fir d'éischt e ganz häerzleche Merci un de Rapporteur, den Här Patrick Santer, fir déi brillant Aarbecht, well et ass eng ganz schwiereg technesch Matière, wéi och eng Rei Kolleegen hei an der Chamber et gesot hunn.

Just vun der Säit vun der Regierung géing ech gären e puer Froe beäntwerten, déi hei vun Deputéierte gestallt gi sinn, ugefaange mat deene vun der Madame Flesch betreffend „Wéi geet et viru mam Gesellschaftsrecht?". Et ass meng Suerg ze kucken, datt mer d'Gesellschaftsrecht esou pragmatesch flexibel halen, datt mer konkurrenzfäeg bleiwen, och am Gesellschaftsrecht. An dat heescht, vu datt mir hei Gesellschaften hunn, déi international operéieren, musse mer am Gesellschaftsrecht verschidden Optioune proposéieren. Et ass d'Intentioun vun der Regierung fir an deenen nächsten dräi Méint, géing ech mengen, eng Reform vum Gesetz vun 1915 iwwert d'Sociétés commerciales ze presentéieren.

Separat dovunner wäert ech och an deenen nächste Méint, géing ech mengen, vläicht souguer virum Enn vum Joer en Text virleeën iwwert d'Responsabilité pénale vun de Personnes morales, well mer dat och international gefuerdert kréien.

Mir maachen dann och nach en Text an deenen nächste Méint iwwert d'Fusioune vu Gesellschaften, wou et dorëm geet, eng Direktiv ëmzesetzen, déi a Lëtzebuerger Recht ëmgesat gi muss.

An zum Schluss, an dat war och eng vun de Froen, déi hei opgeworf ginn ass, wëlle mer fir d'Affekoten am Affekotegesetz d'Méiglechkeet schafen, sech awer sous forme vun enger Société commerciale ze constituéieren, mä selbstverständlech domadder awer net eng kommerziell Gesellschaft ze ginn, mä en Objet civil ze behalen.

Dat kënnt also alles, an ech géing mengen, innerhalb vun deenen nächsten dräi Méint hätte mer déi do Texter fäerdeg, well mer schaffe schonn déi ganzen Zäit drun, mä och déi Texter sinn technesch héich komplex.

Wat d'Observatioune vum Här Braz ubelaangt, do wëll ech just soen, datt d'Regierung zu kengem Moment bei de Budgets- a bei den Tripartitesdiskussioune gesot huet, datt d'Recetten an hirer Evolutioun kee Problem wären. Mir hu just gesot, de Problem läit virun allem op der Dépensësäit, well wann een iwwert déi lescht fënnef Joer de Ratio tëschent de Recetten an dem PIB kuckt, esou gesäit een, datt dee stabel bliwwen ass, mä de Ratio tëschent den Dépensen an dem PIB ass geklommen. An et ass dofir, datt mer gesot hunn, datt den Haaptproblem op der Dépensësäit läit.

Et ass evident, an dat hu mer och gesot - nozeliesen an de Chambersberichter -, datt op der Recettësäit dee Problem ass, datt duerch déi Phenomeenen, déi den Här Braz beschriwwen huet, zum Beispill d'Kierperschaftssteier stabel bliwwen ass an net méi en chiffre absolu geklommen ass, obschonns mer eng Croissance économique hunn.

Ech muss awer soen, datt een dofir keng grouss Etüde brauch ze maachen. Dofir brauch een nëmmen d'europäescht Recht ze liesen, well déi Ofschreiwungsméiglechkeeten, déi d'Entreprisë maache kënnen innerhalb vun engem groussen europäesche Bannemaart, déi sinn am europäesche Recht virgesinn. An dofir, wann een den europäesche Bannemaart huet, ass et schwiereg ze soen, déi Perten, déi Dir op enger aner Plaz gemaach hutt, kënnt Dir net innerhalb vun enger Gruppelogik ofschreiwen.

Selbstverständlech sinn dat Themen, déi och am Ecofin diskutéiert ginn, mä wann hei déi gréng Fraktioun sech asetzt fir eng Harmonisatioun vun de Steieren an Europa, esou wëll ech just soen, datt éischtens déi iwwergrouss Majoritéit vun de Memberstaten an der Europäescher Unioun keng esou eng Harmonisatioun wëllen, an datt Lëtzebuerg och an der Vergaangenheet heiansdo ganz gutt dovunner gelieft huet, datt mer déi Harmonisatioun net haten.

D'Lëtzebuerger Regierung huet gesot: Mir sinn d'accord fir eng Diskussioun ze féieren iwwer notamment wéi déi Assiette soll ausgesinn opgrond vun där besteiert gëtt. Doriwwer lafe fir de Moment Diskussiounen am Ecofin. Ech mengen, dat geet iwwert dëse Projet eraus. Mir komme bestëmmt bei de Budgetsdiskussiounen, déi elo deen nächste Mount hei am Plenum vun der Chamber sinn, ausféierlech op déi ganz Problematik vun de Steieren zréck. An de Steieren an am Gesellschaftsrecht ass et d'Zil vun der Regierung, konkurrenzfäeg ze bleiwen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Braz huet d'Wuert nach gefrot.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Just nach eng Kéier ganz kuerz, fir awer do nozekropen.

Ech schwätzen hei wuelverstane vun de Betribssteieren, an zweetens, esou wéi de Minister elo d'Äntwert ginn huet, stellen ech d'Fro dann nach eng Kéier: Heescht dat, dass den Här Minister der Meenung ass, dass mer an där do Matière all Spillraum, deen d'Lëtzebuerger Regierung huet, fir Schlupflächer ze stoppen, elo schonn erschöpft hätten? Ass dat Är Meenung?

M. le Président.- Här Minister!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech mengen, datt ech net ka fir all Dispositioun vum Steierrecht hei déi Fro am Detail beäntwerten, mä grosso modo soen ech nach eng Kéier dem Här Braz, datt et net esou ass, datt d'Memberstate kënnen...

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Grosso modo.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- ...évitéieren Ofschreiwungen ze maachen. Dat ass eng juristesch Äntwert, dat ass keng politesch Äntwert. Mä datt do europäesch Léisunge vläicht noutwendeg sinn, mag eng Pist sinn; ech mengen awer, datt de Contraire do géing erauskommen.

Well, wann een en europäesche Bannemaart huet, da muss och d'Besteierung europäesch sinn. Da kann een net soen: Mä mir zu Lëtzebuerg besteieren alles op e Maximum, an Dir kënnt aus dem Ausland näischt ofschreiwen. Soss besteet den europäesche Bannemaart net. An d'Lëtzebuerger Regierung ass der Meenung, datt d'Lëtzebuerger Entreprisë vun deem Bannemaart enorm profitéiere kënnen, an datt d'Avantagë wäitaus iwwerweien. Notamment den Export vun eise Finanzdéngschtleeschtungen, vun eise Produkter iwwerweit méiglech aner Konsequenzen, déi aus engem europäesche Steierrecht, wéi et fir de Moment besteet, entstinn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 4992 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5562 iwwert d'Sociétés commerciales. Ageschriwwe si bis elo: d'Madame Flesch an den Här Klein. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Santer.

9. 5562 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, och bei dësem Projet de loi geet et ëm eng Ännerung, also ëm zwou Ännerunge vum Gesellschaftsrecht. Den éischte Volet ass manner wichteg, wäert awer méi Opmierksamkeet op sech zéien. Den zweete Volet ass dee wichtegsten, awer deen am mannsten attraktiven, dofir gëtt dann dobaussen net vun deem geschwat.

Also, beim éischte Volet geet et drëm, fir eng Dispositioun aus dem Gesetz vun 1915 erauszehuelen, déi wierklech géint all Gläichberechtegungsvirschréft aus eiser Verfassung oder soss iergendengem internationale Vertrag verstéisst. En effet steet am Artikel zwee, am fënneften Alinea vum Gesetz vun 1915 geschriwwen, datt d'Autorisatioun, déi de Mann senger Fra ginn huet, fir Associée an enger Gesellschaft ze ginn, och all Actes d'administration ëmfaasst, déi d'Fra als Associée vun enger Gesellschaft ze treffen huet.

Zwar ass dës Bestëmmung an deene leschte Joren ni ugewannt ginn, an et kéint een och behaapten, datt d'Reform vun de Régimes matrimoniaux vun 1972, déi ech net konnt matstëmmen...

(Hilarité)

...- ech hat eben nëmmen zwee Joer, ech wousst emol net wat e Régime matrimonial war -, dat als implizit abrogéiert hätt, mä si huet sech regelméisseg an de koordinéierte Versioune vum Gesetz vun 1915 erëmfonnt, esou datt eng express Ofschafung vun där anachronistescher, gläichberechtegungswiddreger Bestëmmung net vu Muttwëll ass.

Den zweete Volet vum Projet de loi wäert méi déif gräifend praktesch Répercussiounen hunn. Wéi Der wësst, muss eng Société anonyme an eng Société à responsabilité e Mindestkapital vun opgeronnt 31.000 Euro, fir eng Société anonyme, an 12.500 Euro, fir eng Société à responsabilité limitée, hunn. Dofir schwätzen d'Juriste jo och vu Sociétés de capitaux.

Et gëtt och, Här President, kee Grond op dëser Welt, firwat een dës Mindestkapitalbedingunge sollt eropsetzen - soit dit en passant.

De Kapital vun enger Société anonyme ass an Aktien agedeelt, dee vun enger S.à r.l. a Parts sociales. D'Gesetz vun 1915 gesäit vir, datt d'Aktie vun enger Société anonyme eng Valeur minimale vun 1,25 Euro, d'Parts sociales vun enger S.à r.l. esou eng minimal Valeur vun 25 Euro mussen hunn. An anere Wierder, wann een nëmmen d'Mindestnormen hëlt, huet eng Société anonyme e Mindestkapital vun 31.000 Euro. Dat gi 24.800 Aktien à jee 1,25 Euro. Bei der Société à responsabilité limitée sinn dat 12.500 Euro, dat ginn da 500 Parts sociales à jee 25 Euro.

Et geet net aus de Viraarbechte vum Gesetz vun 1915 ervir, och net vun deem vun 1933, dat d'Société à responsabilité limitée an eist Recht agefouert huet, also et geet aus kengem Saz vun deene Viraarbechten ervir, firwat Lëtzebuerg, am Géigesaz zu sengen Nopeschlänner, esou eng Mindestvaleur fir seng Aktien a Parts sociales virgesinn huet. Et ass awer esou, datt dës Mindestvaleur haut eng onbegrënnten a völleg disproportionéiert Aschränkung am Gesellschaftsrecht duerstellt. Esou kënne Strukturéierungs- a Restrukturéierungsprojete méi schwéier ëmgesat ginn a si verhënnere Gesellschaften, déi am Ausland gegrënnt ginn, hei op Lëtzebuerg hire Siège ze versetzen.

Wann dës am Ausland gegrënnte Gesellschaft zum Beispill an engem aneren europäesche Stat eng minimal Valeur vun Aktie vun engem hallwen Euro oder vun engem Cent virgesinn huet, da misst, wa se hei op Lëtzebuerg géif kommen, d'ganzt Actionariat op 1,25 oder méi eropgesat ginn, an da kéinte jo Aktionäre méi schlecht ewechkommen, well se e bësse Suen derbäisetzen. Well Dir wësst jo alleguerten, datt ee fraktionéiert Aktien net däerf erausginn.

Och eng Lëtzebuerger Gesellschaft kéint Problemer kréien, wann zum Beispill eng Lëtzebuerger Gesellschaft hiert Kapital an enger auslännescher Währung huet; net an Euro mä a britische Pënner oder amerikaneschen Dollaren. Eng Währungsschwankung par rapport zum Euro kéint et jo bréngen, datt op eemol deen Nominalwäert vun där Aktie ënnert deen 1,25 Eurowäert géif falen. An dobäi stellt sech nach ëmmer d'Fro vun der Sanktioun. Wat geschitt wann eng Aktie ënnert den Nominalwäert vun 1,25 Euro fält, oder wann d'Part-socialë manner wäert si wéi 25 Euro duerch zum Beispill Währungsschwankungen? D'Kapital ass abezuelt ginn an d'Gesellschaft, an eng Nullitéit vun der Gesellschaft kënnt net a Fro, well se net virgesinn ass.

Et soll een - an dat ass d'Meenung vun der Kommissioun - den Aktionären oder den Associéë bei enger S.à r.l., an deenen eleng, d'Méiglechkeet ginn, fir d'Kapital vun hirer Gesellschaft esou ze strukturéieren, esou anzedeelen, wéi si et fir richteg halen, ouni mussen op d'Mindestvaleuren, wou kee méi weess firwat se do sinn, zréckzestoussen, obwuel een dann awer d'Mindestkapital vun 31.000 oder 12.500 Euro - wat och gutt, ganz gutt Zuele sinn - sollt bäibehalen. D'Ewechfale vun dëser onnéideger Contrainte wäert eng ganz Rëtsch vu positive praktesche Konsequenzen hunn, net nëmme wat déi klassesch kommerziell Gesellschaften hunn, mä och wat Sicaven oder Sicaren - dat sinn Instrumenter vun der Finanzplaz - wäerten hunn.

De Statsrot - fir eng Kéier - wéi d'Chambre de Commerce hunn dëse Projet guttgeheescht an hunn och eng reng technesch Ännerung virgeschloen, déi mer och am Text vum Projet de loi iwwerholl hunn. D'Commission juridique huet den Text vum Projet de loi an de schréftleche Bericht unanime ugeholl. An do ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun. Ech wéilt just dem Här Justizminister soen an em un d'Häerz leeën, e soll dee Projet de loi esou séier wéi méiglech an dem Mémorial publizéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. Ech denken, de Rapporteur huet de Projet esou explizit duergeluecht. An ech hunn op alle Säiten eng grouss Zoustëmmung zu sengen Ausféierunge gesinn. Ech gesinn dat och bei der Regierung. Deementspriechend kënne mer direkt zum Vote vun dësem Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5562 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. François Maroldt), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5514, een Ofkommes géint den Terrorismus an d'grenziwwerschreidend Kriminalitéit. D'Rapportrice, déi honorabel Madame Doerner, huet d'Wuert. Madame Doerner!

10. 5514 - Projet de loi portant

1. approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, signé à Prüm, le 27 mai 2005, et

2. modification de la loi du 21 décembre 2004 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004

3. modification de la loi du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale, et

4. modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'lescht Joer huet Lëtzebuerg an der Klengstad Prüm hei vir an der Eifel zesumme mat Däitschland, Frankräich, Spuenien, Éisträich a senge Beneluxpartner de sougenannten Traité vu Prüm ënnerschriwwen. D'Zil ass d'Verdéiwung vun der polizeilecher Zesummenaarbecht, an dat ausserhalb vum EU-Kader. Den Ustouss ware Stéchwierder wéi: Terrorismus, illegal Migratioun, grenziwwerschreidend Kriminalitéit an engem Europa ouni Bannegrenzen.

Den Hannergrond vu Prüm ass den Amsterdamer Vertrag, deen all Biergerinnen a Bierger an der Unioun en Héichmooss vu Sécherheet wëllt bidden, an deen niewent Europol, Eurojust an dem europäeschen Haftbefehl och vun der Noutwendegkeet vun enger justizieller a polizeilecher Zesummenaarbecht schwätzt. Mä d'Europäesch Unioun deet sech schwéier mat der Ëmsetzung vun dësem Zil, well bis haut dës Zesummenaarbecht nach net an d'europäescht Recht iwwergaangen ass. Dat bedeit, dass d'Décisiounen nëmme mam Konsens vun all de Membere kënne geholl ginn.

Do derbäi kënnt, dass d'strofrechtlech Gewalt een Deel vun der nationaler Souveränitéit duerstellt. Dat heescht, d'EU-Bierger si weider onzefridden domadder, dass déi Kriminell fräi iwwert d'Grenze goe kënnen an d'Polizisten awer net. D'Alternativ zu enger méi intensiver Zesummenaarbecht op europäeschem Niveau ass eng intergouvernemental Kooperatioun an engem fräiwëllegen a méi klenge Kader. Den Traité vu Prüm, wéi och schonns virdrun dee vu Schengen, sinn also Beispiller, wéi an der Praxis déi europäesch Instanzen zumindest an engem éischte Schratt ëmgaange kënne ginn.

Dës Method à la Prüm gefält awer net all den Eurokraten, déi hei e Virzeeche vun enger Fragmentéierung vun der Europäescher Unioun gesinn. Dës Kritik ass net berechtegt, well: 1. de Bäitrëtt zum Prüm-Ofkommes steet och aneren interesséierte Länner op; 2. de Prümer Acquis ka spéider vum EU-Recht iwwerholl ginn; 3. eng regelméisseg Berichterstattung un d'EU-Kommissioun an un de Ministerrot ass virgesinn. Am Grond ass dës fräiwëlleg Koalitioun näischt aneres wéi e virleefegt, effikasst Instrument, fir aus enger institutioneller Sakgaass erauszefannen; eng Zesummenaarbecht, déi iwwregens schlussendlech an den EU-Verträg virgesinn ass.

Elo komme mer zum Inhalt vun dësem Traité de Prüm, dee mir haut ratifizéiere sollen. Prüm gesäit zwee Instrumenter vun Zesummenaarbecht vir: e vereinfachten Datenaustausch an en Zougeständnis vun operativer Zesummenaarbecht; zum Beispill an der Form vun Dokumenteberoder a gemeinsam Réckféierung bei illegaler Migratioun; gemeinsam Asazforme bei dringender Gefor, Ënnerstëtzung bei Katastrophen a Groussveranstaltungen; Informatiounen iwwer Télefonabonnementer, Waffebesëtz an Identitéitspabeieren; mä och de Begréff vun engem arméierten, bewaffnete Flugbegleiter, déi sougenannten „Air-Marshals", ass hei geprägt ginn.

D'Haaptuleies vu Prüm ass de vereinfachten Informatiounsaustausch fir preventiv a repressiv Zwecker. Déi wesentlech Neierung besteet dodran, dass an Zukunft méi a méi séier relevant Informatiounen zwëschent de Vertragspartner fléisse kënnen. Dat ass méiglech aus zwee Grënn:

Fir d'éischt, den Austausch bezitt sech op véier Kategorië vun Daten, déi besonnesch wichteg si bei der Bekämpfung vu grenziwwerschreidender Kriminalitéit. An dat sinn DNA-Profilen, Fangerofdréck, Auto-Register-Daten an och Donnéeën iwwer potenziell Terroristen. Dës Date sollen an engem automatiséierte Verfahren de Vertragspartner direkt zur Verfügung stoen, wat e schnellen Zougréff erméiglecht.

Et gëtt verschidde Variante vun Informatiounsaustausch:

Iwwer national Kontaktstelle ginn d'Länner sech e géigesäitegen Zougréff op hir DNA-Dateien. Mä d'Asiicht an national Datebanke vun engem anere Land féiert awer net direkt op d'Identifizéierung vun engem Betraffenen.

An engem éischte Stadium kann een also nëmme feststellen, ob en DNA-Profil schonn eventuell an engem anere Land gespäichert ginn ass. D'Identitéit kann eréischt an engem zweete Stadium, dat heescht am Kader vun enger formeller Rechtshëllef, matgedeelt ginn. Dës Prozedur gëllt och fir de Fangerofdrock.

Niewent Eenzelfall-Demanden ass och virgesinn, de Gesamtbestand vun den DNA-Spure mat deene vun anere Vertragspartner ofzegläichen. Am Fall vun engem Hit, also vun engem Treffer, ginn déi iwwereneestëmmend Indexdatesätz dann awer iwwermëttelt. Mir stelle fest, dass bei perséinlechen Daten en zweestufegt Verfahre virgesinn ass.

Bei manner sensibelen Daten accordéiere sech d'Vertragspartner e stännegen, direkt liesbaren Online-Zougréff op hir national Datebanken, an dat iwwert d'Autoen oder

soss aner Gefierer. Och persounebezunnen Date kënne fir preventiv Zwecker iwwermëttelt ginn, zum Beispill vun Hooligans. Awer dës spontan Vermëttlunge sinn nëmmen zoulässeg am Fall vun tatsächlech imminenter Gefor.

Niewent dem Datenaustosch hëlt och den Dateschutz an dësem Vertrag eng wesentlech Plaz an. En extrat Kapitel enthält allgemeng a spezifesch Regelen, déi eegens op de grenziwwerschreidenden Online-Zougréff zougeschnidde sinn, wéi zum Beispill, dass de Ministercomité d'Qualitéit an d'Sécherheet vun den nationalen Datebanke bestätegt.

Op deenen zwou Säiten ass d'Protokolléierung vun engem Zougréff obligatoresch. Onofhängeg Instanze sollen Dateschutzkontrollen duerchféieren. Déi betreffend Persounen hu Recht op Vertraulechkeet, Sécherheet, Auskunft an eventuelle Schuedenersaz, an och d'Méiglechkeet sech un en onofhängegt Geriicht oder aner Kontrollstellen ze wenden - alles dat analog zum Dateschutzrecht an der Europäescher Unioun.

Ier mir elo zum Vote kommen, wëll ech ervirsträichen, dass de Conseil d'État eng déif gräifend Analys vun dësem politesch sensibele Projet geschriwwen huet. De Statsrot warnt virun inhaltlechen Iwwerschneidunge vu Prüm-Regele mat aktuellen an zukünftegen EU-Moossnamen, betreffend zum Beispill der Polizeikooperatioun. Mä en duebelt oder e Konkurrenzdenken ass net am Sënn vu Prüm, deen de Prinzip huet, dass d'Prüm-Regelen ëmmer hannert d'EU-Recht trieden a sech nëmmen applizéieren, wa se en ligne si mam EU-Recht.

An dräi Joer no der Mise en vigueur soll schlussendlech gekuckt ginn, ob dësen Traité net soll integréiert ginn an d'EU-Recht, esou wéi dat scho beim Traité vu Schengen de Fall war.

Et geet hei net ëm eng Vervielfältegung vun europäesche Strukturen, mä ëm eng Verdéiwung vun der EU-Zesummenaarbecht, zu där d'Bereetschaft op alle Säite grouss ass, well an Däitschland, Éisträich a Spuenien ass dëse Vertrag schonn a Kraaft getrueden. Aner Länner befanne sech am Prozess vun der Ratifizéierung, sou wéi Lëtzebuerg, a schlussendlech hu scho véier aner Staten hiert Interesse un engem Bäitrëtt ugemellt: Dat si Portugal, Finnland, Italien an och Slowenien.

Mir däerfen och net vergiessen, dass mir hei zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz iwwert d'Späicherung an d'Verwendung vun DNA-Profilen an duerch d'Installatioun vun Datebanke gutt équipéiert sinn, fir Prüm och hei zu Lëtzebuerg méiglech ze maachen.

Well de Kampf géint grenziwwerschreidend Kriminalitéit eng vun deene wichtegsten Aufgaben an enger demokratesch gefaasster Gesellschaft ass, bieden ech dës Chamber, dëse Projet ze stëmmen, a gi gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Als éischte Riedner huet den honorabelen Här Bodry d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech der Madame Flesch Merci soen, dass si mir hir Plaz hei cédéiert huet, fir dass ech iergendwou nach dës Interventioun zur Zäit ka maachen.

Ech mengen, déi éischt Fro, déi ee sech muss stellen, ass: Wat hunn d'Benelux-Staten, Däitschland, Éisträich a Spuenien gemeinsam? A priori ass et net evident, dass grad déi dote State sech zesummefannen, fir en internationalen Traité iwwert d'Zesummenaarbecht am Polizei- an am Justizberäich ze maachen.

Ech mengen, wat ee ka soen, dat ass, dass deene Regierunge vun deene Staten eppes gemeinsam ass: De politesche Wëllen, fir national Barrièrë bei der Bekämpfung vum Terrorismus an der schwéirer Kriminalitéit opzehiewen an esou d'Geleeënheet duerfir ze bidden, dass d'Polizei an d'Justizautoritéite vun hire Länner méi a besser Instrumenter kréien an der konkreter Zesummenaarbecht bei der Preventioun a bei der Opklärung vun terroristeschen oder kriminellen Handlungen, déi e grenziwwerschreidende Charakter hunn.

Et ass evident, dass enger globaliséierter an enger international organiséierter Kriminalitéit op där enger Säit eng international concertéiert, op Informatiounsaustausch opgebaute Polizei- a Justizaarbecht op där anerer Säit entgéintgestallt muss ginn. Wann d'Kriminalitéit keng Grenze kennt, dann däerf d'Preventioun an déi repressiv Aarbecht vun deenen eenzelne Staten, besonnesch och vun den europäesche Staten, net ausschliesslech an den nationale Grenze stattfannen. Da musse mer bereet sinn, gewëssen a genau bestëmmten Ouverturen ze maachen, wat déi Zesummenaarbecht tëschent Polizei a Justiz an deenen eenzelnen europäesche Staten ugeet.

Ouni méi enk a méi regelméisseg grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht tëschent nationaler Polizei a Justiz an ouni d'Stäerkung och vun den internationalen, besonnesch den europäeschen Instrumenter wéi Europol an Eurojust an deem dote Beräich ass et eng Illusioun ze mengen, dass d'Kriminalitéit, besonnesch déi international organiséiert Kriminalitéit kënnt mat Erfolleg an deenen nächste Joren an hir Schranke verwise ginn.

Dat bedeit selbstverständlech deen delikaten a schwieregen Exercice vun enger zumindest deelweiser Afrostellung vun traditionellen, nationale Souveränitéitsrechter. Mir musse bereet sinn, deen Exercice do ze maachen, wa mer an där doter wichteger Fro vun der Kriminalitéitsbekämpfung international e Schratt no vir maache wëllen.

Dat bedeit awer och d'Festleeë vun engem ausgeglachene Regelwierk, dat den Informatiounszougang an den Informatiounsaustausch tëschent de Länner zouléisst, awer mat deenen néidege Garantië fir d'Rechter vum Eenzelne versäit. Den Traité vu Prüm verfollegt dat doten Zil.

Siwe Länner iwwerhuelen domadder an Europa a gewëssenem Mooss eng Virreiderroll an der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht bei der Kriminalitéitsbekämpfung an essenziellen Domänen: iwwert den Zougang zu den DNA-Datebanken, d'Fangerofdréck, d'Immatrikulatiounsdate vun de Gefierer, och wat den Asaz op dem Nopeschterritoire vun deenen anere Länner ugeet - d'operationell Zesummenaarbecht also och, déi ganz wichteg ass -, wéi awer och géigesäiteg Ënnerstëtzunge bei gréissere Manifestatiounen, am Virfeld awer och beim Encadrement vun deene Saachen, an natierlech och am Asaz géint illegal Immigratioun.

Dat sinn alles Domänen, wou schonn Zesummenaarbecht besteet. Mir fänken net bei null un, mä wat remarquabel ass, dat ass besonnesch dee ganzen Domän vu systemateschem Informatiounszougang, deen hei opgemaach gëtt fir d'Polizei a fir d'Justiz, a wéi gesot, déi Festleeung vun enger ganzer Rëtsch vu praktescher Zesummenaarbecht, déi mer scho säit der Vergaangenheet zumindest hei zu Lëtzebuerg mat den Nopeschlänner kennen.

Ähnlech wéi dat beim Schengener Traité de Fall war, soll och bei dësem Traité, dee jo heiansdo als Schengen 3 bezeechent gëtt, no enger positiver Experienz an der praktescher Ausféierung an deenen nächste Joren de Wee eigentlech fräi gemaach ginn fir d'gesamt EU, sämtlech EU-Staten, fir mat op deen dote Wee vun enger méi déiwer Zesummenaarbecht tëschent der nationaler Polizei an nationaler Justiz ze goen.

Als LSAP begréisse mir, dass Lëtzebuerg matmécht bei där doter Initiativ, dass Lëtzebuerg mat dobäi ass, wann et drëm geet, d'europäesch Zesummenaarbecht ze verdéiwen an ze verbreeden am Beräich vun der öffentlecher Sécherheet, dee ville Leit mat Recht um Häerz läit an deen eis alleguerte muss eng politesch Prioritéit sinn.

Lëtzebuerg, Europa, d'Welt méi sécher maachen, dat ass a mengen Aen ouni eng grenziwwerschreidend geziilte Kooperatioun kaum denkbar. An hei gëtt och sichtbar, wat fir konkret Fortschrëtter duerch en Zesummerécken an Europa an de Sécherheetsfroen an am Beräich vun der Verbriechensbekämpfung méiglech ginn.

D'Regierungskooperatioun an Europa mécht also nei Perspektiven op, besonnesch wat den Asaz géint den Terrorismus a géint déi schwéier international Kriminalitéit ugeet. Dës Kooperatioun kann natierlech net wëll, ouni Regelen, stattfannen. Wichteg ass et an eisen Aen, dass ee sech also esou ee Regelwierk gëtt, an dee Versuch ass jo och mat dem Traité vu Prüm gemaach ginn, wou et gutt wär am Virfeld zwee Grondprinzipien och hei unzewennen, déi eigentlech bei europäeschen Normewierker ugewannt ginn: de Subsidiaritéitsprinzip an de Proportionalitéitsprinzip. Also virdrun, ier een esou een Traité mécht, festzeleeën, ob dat doten eng Fro ass, déi een net besser an enger multilateraler Rumm regelt. Mir mengen, dass dat de Fall ass, also Jo zu där dote Fro.

An och déi zweet Fro stellen, déi vun der Verhältnisméissegkeet, ob hei eigentlech déi richteg Instrumenter agesat gi fir e bestëmmtent Zil ze erreechen. Wann een deen Traité kuckt, si mir zur Iwwerzeegung komm, dass eigentlech och hei den zweete Prinzip respektéiert gëtt, dass also hei eng Verhältnisméissegkeet vun deene Méiglechkeete besteet, déi ee sech elo gëtt, par rapport zu deene politeschen Ziler, déi een am Sécherheetsberäich verfollegt.

Wichteg ass et, dass een also Regele festleet, wat den Uwendungsberäich, de Champ d'application vun deem heiten Traité ugeet. Dee muss prezis definéiert ginn. Wichteg ass, dass ee kloermécht, an dat ass elo am leschten Text geschitt, dass déi national Zoustännegkeete gekläert ginn, wat fir eng national Institutiounen, Organer fir déi praktesch Uwendung vun deem heiten Text zoustänneg sinn, dass ee sech och Prozedure gëtt, déi méiglechst transparent a rationell sollen organiséiert ginn. A schliesslech och, dass een dofir suergt, dass den Dateschutz an de Respekt vun de Rechter vum Eenzelnen net ze kuerz komme bei esou Regelen. Mir sinn als LSAP-Fraktioun der Meenung, dass dee Prümer Traité eigentlech deenen dote Kritären entsprécht.

Ech wëll weider net méi an den Detail goen, de Rapporteur, d'Madame Doerner, huet dat op eng komplett an iwwersiichtlech Aart a Weis an hirem souwuel schréftleche wéi mëndleche Rapport gemaach. Si huet och higewisen op deen, an eisen Aen, och ganz interessanten a fondéierten Avis vum Statsrot zu där doter Fro. Oft gëtt jo de Statsrot e bësse kritiséiert, och an dësem Haus, bei eenzelne vu sengen Avisen. Hei, mengen ech, muss ee soen, dass gutt Aarbecht geleescht ginn ass, dass hei am Detail wierklech ganz prezis geschafft ginn ass, an d'Kommissioun an d'Regierung hu jo och de gréissten Deel, wann net d'Totalitéit vun alle Suggestioune vum Statsrot herno an der definitiver Versioun vum Gesetzesprojet iwwerholl.

Ech wëll nach drop opmierksam maachen, dass den Artikel 6 jo och e Règlement grand-ducal virgesäit, fir déi praktesch Modalitéite vun der Veraarbechtung vu perséinlechen Daten duerch Vertragsparteien ze regelen. Et ass also wichteg, dass d'Regierung mat der Publikatioun vun deem heiten Traité och dofir Suerg dréit, dass dee Règlement d'application, deen den Text selwer virgesäit, och ka gläichzäiteg en vigueur trieden, well soss ass jo praktesch d'Ausféierung vun deem heiten Text zu Lëtzebuerg onméiglech oder zumindest schwéier.

Am Avis vum Statsrot gëtt och richtegerweis op d'Interaktioun higewisen, déi hei besteet an deem Text selwer vum Traité, wat gewësse communautaire Politiken ugeet a Beräicher, déi eigentlech ënnert déi intergouvernemental Zesummenaarbecht an der Europäescher Unioun falen.

Et ass och drop opmierksam gemaach ginn, dass et an deem heite Beräich eng ganz Rëtsch vu Propositions oder Projets de décision-cadre gëtt, déi sécherlech och mat an dee ganzen Aspekt spillen. An d'Suerg vum Statsrot, déi een duerchaus kann deelen, ass déi, dass mer mussen oppassen, dass mer net duerch eng ze vill grouss Multiplikatioun vu bilateralen a multilateralen Texter an deem spezifesche Beräich hei op eemol an e Wirrwarr erakommen, wou kee méi esou richteg weess, wou hien drun ass. Et ass also wichteg, dass dat heiten am Fong haaptsächlech eng temporär Bestëmmung bleift, an dass een da ka vläicht an eng allgemeng gülteg Bestëmmung goen, wou sämtlech Aspekter dann an engem eenegen Text berücksichtegt ginn.

Fir eis wär et interessant och vu Säite vun der Regierung ze héieren, awéiwäit d'Diskussiounen am europäesche Ministerrot virugaange sinn, wat déi méiglech Applikatioun vum Artikel 42 vum Traité ugeet, déi sougenannten „clause passerelle", fir déi ganz Froe Justiz- a Polizeizesummenaarbecht an de communautäre Beräich mat eranzehuelen. Wéi gesäit de Minister do d'Chancen, dass sech eng Décisioun an deem Sënn kéint maachen?

Mir hu matkritt, dass d'Regierung jo schonn e puermol confirméiert huet, dass si selwer déi Meenung staark vertrëtt, dass eigentlech déi Clause passerelle sollt kënnen an deem heite spezifesche Fall genotzt ginn.

Ech wëll hei ënnersträichen, dass et och an eisen Ae wichteg ass, weider hei festzeleeën oder ze confirméieren, wéi dat de Statsrot och a sengem zweeten Avis nach eng Kéier expressément gemaach huet, dass et a Lëtzebuerg an Zukunft och weider esou ass, dass de Generalstatsanwalt hei zoustänneg bleift fir d'Kontroll vun den DNA-Datebanken. Dat däerf net geännert ginn, och net duerch deen heiten Text, well et och an eisen Ae wichteg ass, an den Traité gesäit dat jo och vir, dass muss eng onofhängeg Autoritéit d'Kontroll iwwert deen Informatiounsaustausch do kënnen ausüben. An dat wär an eisen Aen och am beschte beim Procureur général d'État ugesiedelt.

Ech wëll schléissen, Dir Dammen an Dir Hären, mat der Feststellung, dass mer mat deem heiten Traité sécherlech e qualitative Sprong maachen an der Zesummenaarbecht tëschent Polizei a Justiz vun eenzelne Staten hei an Europa; dass mer zu Lëtzebuerg als klengt Land, als Banneland, méi wéi all aner Länner vläicht ugewise sinn op déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht, dass mer eigentlech méi wéi anerer Bénéficiaire kënne si vun esou engem Kooperatiounsinstrument, a mir fänken, wéi gesot, och net bei null un.

Zënter Jore gëtt et schonn eng Rei vu bilateralen Accordë mat Däitschland a mat den Nopeschlänner, et gëtt en Traité am Kader vum Benelux, deen déi Zesummenaarbecht um Terrain do regelt, an et gëtt jo och e gemeinsame Büro tëschent de Polizeiorganer vun den Nopeschlänner hei zu Lëtzebuerg, wou am Dagdeeglechen eigentlech deen Austausch vun Informatioune stattfanne soll.

Mir wësse wéi schwéier dat ass, well dat jorelaang gedauert huet, besonnesch well jo op franséischer Säit Resistenzen do waren, fir op deen dote Wee ze goen, mä mir hunn et fäerdeg bruecht, fir dat doten hei ronnzekréien. Dat hei ass e weidere Schrëtt an déi dote Richtung, deen den Accord vun eiser Fraktioun fënnt.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Colette Flesch. Madame Flesch!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporteur, der Madame Christine Doerner, Merci soe fir hiren ausféierleche Bericht, souwuel hire schréftleche wéi och mëndlechen de Mëtten op dëser Tribün.

Dësen Traité, wéi scho gesot, ziilt drop eraus, d'Coopération transfrontalière tëschent siwe Staten aus der EU ze verdéiwen doduerjer, dass den Échange vun Informatioune verbessert gëtt, an dass een domadder besser ka géint den Terrorismus, d'Criminalité transfrontalière an d'Migration illégale duerchgräifen.

Deen Traité ass nëmmen tëschent siwe Staten aus der EU ënnerschriwwe ginn, mä et ass virgesinn, dass eng Evaluatioun am Kader vun der EU ka gemaach gi fir ze kucken, wat déi Experienz, déi elo an dësem Kader zustane kënnt, bruecht huet. An et kann ee jo hoffen, dass et dann dem Traité vu Prüm geet wéi dem Traité vu Schengen, dass dann no an no aner State bäitrieden.

Mir schéngt et bedauerlech, dass den Traité en intergouvernementalen Traité bleift an net am institutionelle Kader vun der EU konnt ofgeschloss ginn. Manifestement sinn eng Partie vun onse Partnerstaten nach net bereet, esou wäit an der Zesummenaarbecht ze goen. Et ass schonn déi richteg Approche ze soen: Da kommt, mir schléissen emol déi zesummen, déi bereet sinn, de Schrëtt ze maachen, a mir gesinn duerno weider.

Wuerfir fannen ech et regrettabel, dass den Traité net konnt am Kader vun der EU ofgeschloss ginn? Mä dat, well doduerjer d'Europaparlament kee Matsproocherecht huet, kee Kontrollrecht huet, a well d'Cour de Justice kee Contrôle juridictionnel an där Affär huet, an dass also doduerjer d'Garantië vum Equiliber ënner allen öffentlechen Interesse manner evident sinn. Dat gëllt notamment och fir d'Protection des données, an ech wäert herno nach kuerz op déi Froen zréckkommen.

D'Diskussioun vun den Dispositioune vun internationaler Zesummenaarbecht ass scho wichteg, mä ech menge mir däerfen an deem Zesummenhang den Aspect sécuritaire vun dësem Projet net aus den Ae verléieren. Ech bedaueren et an engem gewësse Sënn, dass hei méi vu Repressioun geschwat gëtt wéi vu Preventioun, an dass een am Fong nëmmen dohinner geet an den nationalen Autoritéite méi Moyenë gëtt, fir bei der Repressioun ze intervenéieren, an dass also d'Preventioun an deem Kontext e bëssen aus den Ae verluer gaangen ass.

Den Traité de Prüm soll also d'Kooperatioun tëschent de Parteien, notamment bei der Recherche a bei dem automatesche Verglach vun ADN-Profilen an den Datebanke vun de Parteien erméiglechen, a soll erméiglechen, dass déi Informatioune kënnen ausgetosch ginn am Fall vu positive Comparaisounen.

Wat mer wichteg a positiv schéngt, dat ass, dass en Index de référence agefouert gëtt, esou dass iwwert dee Biais all direkt Identifikatioun vun der gesichter Persoun ausgeschloss ass, an dass et also nëmmen de Profil ADN, op Basis vun dem ADN non codant ass, an d'Referenz un den Dossier vun der Enquête, déi kënnen direkt consultéiert ginn, an dass also domadder d'Identification directe dobäi ausgeschloss ass.

Ech wéilt awer bei dëser Geleeënheet de Minister froen, ons prezis ze soen, an net duerch allgemeng Assurancen oder Remarquen, déi nëmme berouegend kënne wierken, mä net prezis genuch sinn, wéi et sech da mat der Mise en œuvre vum Gesetz vum 25. August 2006 iwwert d'Procédure d'identification par empreintes génétiques en matière pénale huet. Wéi wäit si mer do? Wat ass do geschitt? A wat kann de Minister ons dozou an dësem Moment soen?

Ech weess, dass mer an engem Joer eng Evaluatioun wäerte vun deem Gesetz maachen. Dat ass jo an där Motioun virgesi gewiescht, déi d'Chamber deemools ugeholl huet. Mä ech ka mer virstellen, dass entretemps awer dat eent oder dat anert geschitt ass, an dass de Minister ons kéint doriwwer Opschloss ginn.

Den Traité gesäit och vir, dass ee sougenannten Données dactyloscopiques ka consultéieren. Dat heescht an normaler Sprooch Fangerofdréck. An och hei kann een dat nëmmen iwwer eng Referenz un den Index - also net eng perséinlech - an eng Referenz un den Dossier, mä net eng Referenz direkt un d'Persoun. Et sinn nach eng ganz Partie aner Kooperatiounsméiglechkeete virgesinn. Ech wëll se net all opzielen. De Rapporteur huet dat gemaach. Et steet och an hirem schréftleche Rapport. Also et si schonn eng ganz Partie Kooperatiounsméiglechkeeten hei virgesinn.

Erlaabt mir vläicht e bësse méi laang op den Aspekt Protection des données ze insistéieren. D'Parteie sinn obligéiert eng gewësse Protectioun vun den Donnéeën ze assuréieren, en Niveau, dee wéinstens soll gläich si mat deem, deen definéiert ass an der Konventioun vum Conseil de l'Europe vum 28. Januar 1981 relative à la protection des données à caractère personnel, a vum Protocole additionnel vum November 2001. An et muss een och der Recommandatioun vum Comité des ministres du Conseil de l'Europe relative à l'utilisation des données à caractère personnel dans le domaine policier vum September 1981 Rechnung droen.

Dat ass alles schéin a gutt, mä mir stelle jo awer fest, dass et ëmmer méi Échangë gëtt vun Donnéeën am Domän vun der Coopération policiaire. An et muss een och feststellen, dass déi Mechanismen, déi virgesi sinn an deenen eenzelne Mitgliedstate fir d'Protektioun vun de Persounen a fir d'Protektioun vun den Données personnelles ze assuréieren, verschiddenaarteg sinn. Si sinn hei net genee déiselwecht wéi a Frankräich oder wéi an der Belsch oder wéi an Däitschland, an et misst een also - schéngt et mir - vum Minister aus déi néideg Assurancë kréien, dass op jidde Fall deen Niveau de protection des données personnelles, deen hei zu Lëtzebuerg gewährleescht ass, dem Niveau vun der EU-Législatioun absolut entsprécht.

Ech menge ganz besonnesch, dass ee misst driwwer nodenken, ob et um Plang vun der EU au stade actuel de l'évolution des choses beim Échange de données net misst zu enger Décision-cadre kommen, fir an Europa eng uniform Garantie effective ze assuréieren. An ech wär frou, wann de Minister ons kéint soen, ob Lëtzebuerg bereet ass, do e Leadership-Rôle ze iwwerhuelen.

Ganz besonnesch schéngt et mer noutwendeg, dass den Accès zu de biometreschen Donnéeë muss encadréiert ginn, fir dass mer do net iwwert dat erausgi wat absolut noutwendeg ass fir d'Lutte géint d'Infractioune sécherzestellen.

Mir bedaueren eigentlech, dass et am Kader vum Traité keng Definitioun gëtt, déi et erméiglecht, de Caractère personnel et non personnel vun den Donnéeën ze vérifiéieren. Sécher stinn am Traité Dispositiounen iwwert d'Dauer vun der Conservatioun vun den Donnéeën; sécher sinn do gewëssen Dispositiounen iwwert d'Exactitude an d'Aktualitéit vun den Donnéeën, déi échangéiert ginn; sécher si gewëssen Dispositiounen dran iwwert d'Rechter vun de Leit, informéiert ze ginn iwwert dat, wat iwwer si un Donnéeën échangéiert ginn ass, an indemniséiert ze ginn, oder fir hinnen och d'Recht ze ginn, Iertëmmer ze rectifiéieren oder gewësse Saachen ze supprimëieren. Nach gëtt et an deem Traité keng Sanktioun vis-à-vis vun deene repressiven Autoritéiten, déi responsabel wäre vu gravë Violatioune vun der Sécuritéit a vun der Confidentialitéit des traitements. Do schéngt mer e Volet ze si wou an dësem Traité eng Lacune ass.

Wann ech, Här President, op déi Problemer an op déi Lacunen hiweisen, dann ass et, dass de Kampf géint den Terrorismus an d'Kriminalitéit engersäits, d'Protektioun vun de Libertés individuelles anerersäits ëmmer en delikaten Exercice ass. Leider muss ech soen, dass de Minister ons net ëmmer iwwerzeegt huet, dass seng Approche net ze vill restriktiv ass. Duerfir mäin Appel un hien en faveur vum Respekt vun der Protektioun vun de Libertés individuelles an och d'Annonce, dass mir wäerten op deem Volet ganz vigilant bleiwen um nationale Plang an um Plang vun den internationalen Instrumenter, un deene mir Deel sinn.

Här President, ënnert deene Virzeechen an au bénéfice vun deene Bemierkunge wäert d'DP-Fraktioun dëse Projet stëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz. Här Braz!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Traité vu Prüm oder Schengen 3, wéi e genannt gëtt, ass munches de Mëtte scho gesot gi wat mir och kënnen ënnersträichen. Ech wäert dofir net alles widderhuelen, vläicht awer dach déi eng oder aner Saach, fir ze ënnersträichen, dass och eist Gefill bei deem Dokument ass, dass mer hei eis nees eng Kéier am Beräich vun der Coopération transfrontalière policière awer an engem Beräich bewegen, deen erëm eng Kéier op déi restriktiv Aspekter méi setzt wéi op all aner Aspekter.

Och déi Gréng sinn der Meenung, dass et noutwendeg ass, dass um Niveau vun der Polizei zesummegeschafft gëtt. Grad déi kleng Länner hu vläicht en Intérêt, deen nach méi grouss ass wéi déi grouss Länner, dass déi Zort vu Kooperatioun stattfënnt. Mir hunn och dofir an der Vergaangenheet Projeten an dëser Matière kënnen eis Zoustëmmung ginn.

Mir sinn awer och der Meenung, dass et vläicht aus deem Grond wichteg ass, dass et eng Coopération policière gëtt, well et och heiansdo gutt ass wann am Kader vun internationalen Debatte Länner hir national Praxis en matière policière op eng Zort Préifstand geluecht kréien. Dat deet deenen heiansdo ganz gutt wa se mussen hir Praxis konfrontéiere mat den allgemenge Prinzipien, déi an engem internationale Kontext soulevéiert ginn. Dat hëlleft och fir dozou bäizedroen, dass déi demokratesch Grondprinzipien och an der Matière policière nach eng Kéier zu enger neier Geltung verhollef kréien an dësem Kontext. Duerfir si mer och mat Sécherheet net dergéint, dass dat gemaach gëtt.

Wat eis par contre méi stéiert, dat ass natierlech, dass mer dee Wee, deen hei ageschloe ginn ass - deeselwechte wéi bei Schengen -, net kënne guttheeschen.

Et ass wuel och am Text dran, dass et méiglech ass fir aner Länner wéi déi aktuell siwe bäikommen ze kënnen een nom aneren. Mä wat awer bleift, dat ass, dass deen Traité duerch seng Genèse, bei der Opstellung scho mat sech bruecht huet, dass d'Europaparlament court-circuitéiert ginn ass a court-circuitéiert bleift, an domadder och net EU-Recht ass, an domadder och déi geriichtlech Instanze sech net iwwert déi Dispositioune kënne prononcéieren, an dat ass a bleift e Manktum an dëser Matière. An duerfir menge mer, dass dat mat Sécherheet net de richtege Wee ass.

Et ass besonnesch net de richtege Wee, well ënnert d'Coopération policière transfrontalière och ëmmer déiselwecht Saache falen. Dat ass och e bëssen de Post-Nine-Eleven-Syndrom, deen dann nach ëmmer matspillt an duerch dee praktesch alles ka gutt genuch sinn, fir mam Stéchwuert Terrorismus Saachen dierfen a Fro ze stellen.

Mir wëlle beileiwen net déi Gefore banaliséieren, déi et gëtt. Mir wëllen awer och dorop hiweisen, dass mer mat Momenter an där Matière eis net méi komplett am rationelle Beräich befannen, dass do Saachen zum Deel décidéiert ginn, duerch déi wierklech jiddfereen an dësem Land, op dësem Kontinent an op dësem Planéit mat Schwieregkeeten ze di kritt, notamment am Fall vu Reesen.

Während awer déi Leit, déi gemengerhand Terroriste genannt ginn am internationale Sproochgebrauch - woubäi déi Definitioun nach ëmmer net ganz prezis ass, déi een deene Leit da muss ginn -, schlussendlech opgrond vun ongeléiste politesche Sachlagen ëmmer nees kreativ sinn, wann et dorëm geet, mat terroristesche Methoden - déi kënne mer ganz gutt definéieren a beschreiwen - fir Misär ze suergen, wat natierlech total inakzeptabel ass.

Mä déi Relatioun ass ganz oft bei deene Mesuren, déi ergraff ginn, tëschent dem preventiven Effet an deem, wat de fräien demokratesche liberale Gesellschaften zougemutt gëtt, déi Verhältnisser si ganz oft net ginn.

An dat ass net nëmmen en matière vum Terrorismus, et ass och a Matière vun der Immigratioun de Fall. Immigratioun ass eigentlech gréisstendeels communautariséiert. Do brauche mer gesamteuropäesch Léisungen. Wa vun Immigratioun geschwat gëtt, da schwätze mer hei nëmme vun deem Deel, deen déi sougenannten illegal Immigratioun betrëfft, woubäi mir Gréng zënter laangem och pointéieren, dass an Europa dann och emol eng Kéier gesot gëtt, wat legal Migratioun ass an d'Europäesch Communautéit eran.

Mir si ganz dichteg, fir am Beräich vun der Coopération intergouvernementale illegal Immigratioun wëllen ze bekämpfen; mir bréngen et awer gesamteuropäesch net fäerdeg, legal Migratioun ze beschreiwen an ze definéieren, wëssen awer gläichzäiteg, dass d'Populatiounsentwécklung um europäesche Kontinent auf absehbare Zeit réckleefeg ass, dass mer also fir de Wuesstum an Europa weider Migratioun vun anere Kontinenter, an och vun ausserhalb der Europäescher Unioun, um europäesche Kontinent brauchen.

Mir sinn awer vollstänneg ausser Stand, déi legal Migratioun ze beschreiwen an ze organiséieren, fir dass se ka stattfannen. Mir ginn dann awer ganz kreativ, wann et dorëm geet, déi Migratioun, an déi ass jo da par définition praktesch komplett illegal, ze bekämpfen, a maachen dann och nach dat, wat mer net richteg fannen, nämlech hei den Tort an den Travers, dass et dann um Niveau intergouvernemental geregelt gëtt, mat dem Resultat, dass mer dann um Niveau vun Europa all déi Garantien an der Genèse vun deenen Texter, déi d'Europaparlament an den Europäesche Geriichtshaff kënne bréngen, net hunn!

An dat kann net zefridde stellend sinn. Bei aller Asiicht, och vun eiser Säit, fir ze soen, mir brauchen transfrontalière Polizeikooperatioun! An nach eng Kéier: Mir hu jo schonn an der Vergaangenheet och Texter gestëmmt, déi an déi dote Richtung ginn, mä et ass net zefridde stellend.

An et geet och net duer, dass een ëmmer nees widderhëlt, dass et net zefridde stellend ass, an dass ee seet, majo, mä déi aner kënne jo bäikommen, an dat huet jo schonn eng Kéier gutt geklappt - dat ass eigentlech net ënnert dem Strëch zefridde stellend.

Et misst een och vläicht esou eng Aart Katalog maachen - an déi tauche regelméisseg hei op - vun deene Mesuren, déi ergraff ginn an Europa, fir eng deels méi restriktiv, méi polizeiorientéiert Politik ze féieren. Domat hu mer eis hei schonn oft beschäftegt, oft och op eng korrekt Aart a Weis an den Texter. Et misst een awer och vläicht emol eng Kéier e Katalog opstellen - mir hunn dat och probéiert schonn op anere Plazen unzeregen, beispillsweis am Beneluxparlament an och op anere Plazen -, vun all deene Grondrechter, déi mer bis virun 2001 als absolut intangible ugesinn hunn, déi Grondrechter, déi bis 2001 intangible waren a bis haut dach awer Aschränkunge kannt hunn.

Vläicht misst ee sech eng Kéier déi Méi do maachen opzelëschten: Wou hu mer da mëttlerweil beim Secret de communication a bei anerem och, bei verschiddenen Inviolabilitéiten, wou hu mer Aschränkunge gemaach?

A wa mer eis déi Méi géingen eng Kéier ginn, dee Katalog doriwwer opzestellen, wou mer Aschränkunge gemaach hunn, vläicht wäre mer dann och net méi esou guttwëlleg bereet, alles dat, wat international gewënscht gëtt vu Verschiddenen, och esou matzemaachen, wéi mer et an der Vergaangenheet gemaach hunn. Woubäi mer wëssen, dass Europa eigentlech ëmmer probéiert huet, de Rôle modérateur ze spillen, e bësse vun der Schadensbegrenzung.

Mä dat ass eigentlech keen offensive Rôle, wéi en Europa mat senge 25 Länner, mat senger bal hallwer Milliard Mënschen eigentlech kéint zu Gesiicht stoe mat senger Wirtschaftskraaft, déi et huet. Ech mengen, et misst méi dra si wéi nëmmen e Rôle, deen am Beräich läit vun der Schadensbegrenzung a vun der Moderatioun.

Mir missten e Rôle huelen, deen offensiv ass. Mir sinn de Kontinent vun de Mënscherechter, vun de Grondrechter, an dee Katalog misst och eng Kéier opgestallt ginn, fir de Mesures policières a restrictives och eng Kéier entgéintgehalen ze ginn, an domadder och emol eng Kéier kënne Politik ze maachen hei zu Lëtzebuerg an och an Europa.

Wa mer also schlussendlech den Text awer kënne matstëmmen, da läit dat dorunner, dass mer jo d'Hoffnung net opginn, dass et ka besser goen. Mir wëlle se net opginn!

Et läit awer och dorunner, dass an dësem Traité d'Kärdispositiounen, déi vum Informatiounsaustausch, obwuel déi ongeléiste Fro vun der Protection des données do ass - d'Madame Flesch huet se beschriwwen, ech brauch se duerfir net nach eng Kéier ze beschreiwen -, dass also d'Kärstéck vum Traité, den Datenaustausch, op eng Aart a Weis organiséiert ass, déi eigentlech zefridde stellend ass.

Duerch den Hit-/No-Hit-System, duerch de System vun der anonymer Indexéierung hu mer eigentlech dat Instrument esou opgestallt, dass ee seet, vum Instrument hier ass et korrekt. Dat Instrument hätt och kënnen an engem communautairë Kontext opgestallt an zréckbehale ginn.

Et ass also net d'Instrument, wat falsch ass, dat entsprécht schonn där Virstellung, déi ee sech an dëser Matière hei ka maache vun engem korrekt ausgeluechten Instrument.

Duerfir brénge mer mat enger ganzer Partie Bauchwéi eis Zoustëmmung. An ech weess net, ob mer dee Bauchwéi nach laang wäerte packen, fir dann nach ëmmer Zoustëmmungen ze ginn zu Texter. Mir hu wierklech Bedenken op enger Rei vu Punkten, wëllen awer trotzdeem wéinst der Qualitéit vum Kärstéck vum Traité och dës Kéier eis Zoustëmmung ginn. Awer net ouni all déi dote Remarquë gemaach ze hunn, an och an der fester Iwwerzeegung, dass mer wierklech lues, mä sécher nees an eng aner Zort Debatt musse kommen, wann et ëm dës Matièrë geet. Dat doten ass net méi zefridde stellend an eigentlech och net méi laang haltbar.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi international Kriminalitéit, wéi den Numm et seet, kennt keng Grenzen. Mir gesinn et all Dag souguer hei zu Lëtzebuerg, wou ee gesäit, datt, soubal iergendeng kriminell Dot gemaach ginn ass, d'Täter iwwert d'Grenze fortginn, respektiv datt se iwwert d'Grenzen heihinner hir Dote realiséiere kommen.

Den Traité vu Prüm ass en intergouvernementalen Traité, deen ënnert de Regierungen négociéiert ginn ass, an dat ass och déi richteg Method, fir op dee Wee ze goen. Déi communautaire, déi européesch Method ass ineffikass an huet och bis elo net vill bruecht. Duerfir ass et scho richteg, datt mer fir d'éischt a bilateralen Traitéë mat der Belsch, mat Däitschland a mat Frankräich versicht hunn, déi Kooperatioun op d'Been ze bréngen, an datt mer och haut iwwert de Wee vun dem Traité de Prüm nach e weidere Schratt kënne goen.

Déi eenzel Themen, déi hei ugeschwat gi sinn duerch d'Madame Rapporteuse, sinn hei schonn zur Genüge debattéiert ginn. Ech wëll awer op eppes hiweisen, dat ass den Austausch vun den ADN-Donnéeën an de Fangerofdréck. Ech mengen, hei gi mer effektiv en neie Wee, deen eppes garantéiert, dat ass, datt séier ka gehandelt ginn, datt ee séier iwwert de Wee vun E-Mailen, wann ech dat richteg verstanen hunn, ka verschidde Recherchen effectuéiere loossen, an datt een deen Ablack, wou zwou Donnéeën identesch sinn, wann déi Kritären erfëllt sinn, wann et en „Hit“ ass, wéi dat an techneschen Termë genannt gëtt, oder keen „Hit“ ass, ka reagéieren.

Dat wat interessant ass, dat ass och de Wee vum Échange vun der Consultatioun vun den Donnéeë vu Fangerofdréck. Ech mengen, doduerjer datt een dat organiséiert kritt, ginn natierlech eng etlech Méiglechkeete méi grouss, well jo och do eng Interconnexioun vun de Systemer wäert méiglech sinn an een doduerjer och méi séier reagéiere kann. Nach wäert et eng etlech Schwieregkeeten an der Praxis ginn. Duerfir wier ech frou, wann de Minister ons kënnt soen, wéini hie säi Règlement grand-ducal, deen hei duerch d'Gesetz virgesinn ass, publizéiere wëllt.

Ech wier och frou, wann de Minister ons kënnt soen, wat d'Experienz no enger gewësser Zäit vun dësem Traité wäert bréngen an ob hie bereet wier, fir an engem Joer ons an der juristescher Kommissioun oder hei an der Chamber e Résumé ze gi vun deene Resultater, déi mer mat dësem neien Traité konnten duerchexercéieren.

Dann ass e wichtegen Aspekt, deen an der Diskussioun ass, bien entendu och dee vun der Protektioun vun den Données nominatives. Do wollt ech de Minister froen, wéi wäit mer do um europäeschen Niveau sinn, well et do net nuren ëm dee kriminellen Deel tëschent de siwen europäesche Staten, déi elo hei den Traité de Prüm ratifizéieren, geet, mä ëm déi 25 respektiv 27 europäesch Länner. An dat ass déi Proposition de directive du Conseil 130/19 vum Joer 2005 sur la protection des données dans le cadre de la coopération policière et judiciaire dans les affaires criminelles.

Ech weess, datt dee Sujet elo rezenterweis am Conseil vun de Justizministeren debattéiert ginn ass. An ech wollt also froen, wéi wäit mer mat deem Dossier do sinn, well dee kluddert elo scho relativ laang ronderëm an e gëtt ëmmer méi néideg. Et ass wichteg, datt mer op deem Gebitt de Bierger dobausse Sécherheete ginn, well souguer wann de Prozentsaz oder de Prodausendstel, wou et lertëmmer gëtt, ganz, ganz niddreg ass a Matière vun deenen lertëmmer, déi kënne constatéiert gi bei den ADN oder bei de Fangerofdréck, nach ass et fir déi, déi et trëfft, ganz haart, well se meeschtens am Prisong landen an et ganz laang dauert, bis datt den lertum kann opgedeckt ginn. Duerfir wier ech also frou, wann de Minister ons déi puer Explikatioune kënnt ginn.

Dat gesot, mengen ech, ass et hei en intergouvernementalen Traité, deen noutwendeg ass, dee richteg ass, an d'ADR wäert en och stëmmen.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Dann huet den Här Justizminister Luc Frieden d'Wuert. Här Minister!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, fir d'éischt och vun der Säit vun der Regierung en häerzleche Merci un d'Madame Doerner, déi hei de Rapport gemaach huet an alles am Detail erkläert huet, wat et mir och erlaabt net mussen dorobber zréckzekommen.

Ech géing awer hei wëllen d'enorm Wichtegkeet vun dësem Vertrag ënnersträichen, dee wierklech e Meilesteen an der europäescher Sécherheetspolitik ass. Hei maache mer haut konkret Europapolitik, konkret Aussepolitik, well dëse Vertrag beweist eis, datt mer duerch e Méi vun Europa och méi Liewensqualitéit, well méi Sécherheet kréien. An dobäi gëtt kee Grondrecht a Fro gestallt, mä mir kucken einfach, datt mer déi Problemer, déi mer an der Kriminalitéit hunn, déi bal ëmmer grenziwwerschreidend sinn, och grenziwwerschreidend léisen.

Duerfir ass dat hei e Vertrag un deem mer vill Stonne verbruecht hunn, fir en ze verhandelen. An duerfir sinn ech och frou, datt en haut an elo schonn hei vun der Chamber ofgestëmmt gëtt mat enger ganz breeder Zoustëmmung. Ech soen ausdrécklech Merci, datt d'Chamber dat esou schnell gemaach huet, well de Vertrag ass den 1. November tëschent Spuenien an Éisträich a Kraaft getrueden. En trëtt den 23. November, dat heescht iwwermar, an Däitschland a Kraaft. D'Belsch huet virun e puer Deeg seng parlamentaresch Ratifikatioun ofgeschloss, mir maachen dat haut. An da bleift also nach nëmme Frankräich an Holland, déi dat wëllen am éischten Trimester vum Joer 2007 maachen.

Déi europäesch Léisung ass absolut noutwendeg.

(Coups de cloche de la Présidence)

Elo hu mer awer an Europa d'Schwieregkeet fir zu 25 oder 27 an der Polizeikooperatioun konkret virunzekommen. Ech sinn net domat d'accord, wat den Här Henckes gesot huet, datt de communautäre Wee ëmmer dee falschen ass an datt dat eis guer näischt bruecht huet. Am Géigendeel! Mir hunn eng ganz Lëscht vu Saachen, déi mer fäerdeg bruecht hunn an Europa mat där Method, déi virgesinn ass fir d'Polizeikooperatioun. Mir sinn do am drëtte Pilier,...

(Interruption)

...wat selbstverständlech an enger anerer Prozedur ass wéi zum Beispill am Bannemaart, wou mer aner Dispositiounen hunn. Mir sinn och do an der Eestëmmegkeet, déi eis awer zugläich empêchéiert huet hei virunzekommen.

Duerfir soen ech der Chamber, virun allem opgrond vun den Aussoe vun dem Vertrieder vun der grénger Fraktioun, datt mer virum Choix stoungen: Entweder waarde mer nach zéng Joer bis mer en Accord zu 27 hunn oder mir kucken, datt mer eppes maachen. A fir mech ass Politik eppes, wou ee muss konkret handelen. Et geet net duer, datt ee jorelaang waart.

Eng Rei Länner hunn eis gesot: Mir sinn net prett, fir esou eppes ze maachen. Duerfir déi Iddi hei vun deem Accord vu Prüm, déi iwwregens hei zu Lëtzebuerg bei enger informeller Réunioun tëschent de fir d'Polizei zoustännege Ministere vun Däitschland, der Belsch a Lëtzebuerg entstanen ass, wou mer gesot hunn: Mir mussen hei eppes méi maachen!

De Vertrag wär och - an dat soen ech fir d'Anekdot - zu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn, wat mer initialement virgesinn haten, wär et net während der Lëtzebuerger Présidence gewiescht. An ech hu fonnt, datt et schwiereg wär fir mech als ee vun den Haaptinitiatore vun deem Vertrag do, dat och zu Lëtzebuerg während eiser Présidence ze maachen. Op Suggestioun vu mengem Kolleeg Otto Schily hin ass et dunn un der Grenz mat Lëtzebuerg gemaach ginn, zu Prüm. Duerfir gëtt en och heiansdo Schengen 3 genannt, an et ass en fait Prüm ginn. Dat schreiwe mer alles eng Kéier spéider op, mä Dir wësst et elo schonn. Dat ass awer net onwesentlech fir ze soe wéi mer virgoe wollten.

Mir hu gesot: Wann hei e puer Länner sinn, déi de Prinzip vun der Disponibilitéit vun de Polizeidonnéeën, dat heescht wann eng Police Donnéeën huet, da gëtt se déi och ënner klore Regelen deenen aneren, wa mer dee Prinzip wëllen ëmsetzen - a mir hu laang iwwert dee geschwat -, da kommt, déi, déi dat wëlle maachen, sollen dat maachen. An duerfir ass a mengen Aen nach ëmmer déi beschte Method déi, fir alles am Kader vun engem Traité vun der Europäescher Unioun ze maachen.

Mä do, wou dat net geet, an dat geet bei der Polizei- a Justizkooperatioun oft net, ass et d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung, datt mer entweder eppes op regionalem Plang maachen; duerfir 2004 och de Benelux-Polizeikooperatiounsvertrag, deen en enorm modernen Accord ass iwwert d'Polizeikooperatioun, an duerfir dëse Projet wou mer zu siwe soen: Da kommt mir maachen dat doten!

Mir waren iwwregens am Ufank nëmmen zu fënnef, du koumen der nach zwee dobäi. An der Zwëschenzäit si schonn erëm véier Länner, déi eis gesot hunn, datt si och wëlle matmaachen. A mir wäerten héchstwahrscheinlech elo uganks Dezember eng Réunioun hu mat deenen, déi elo nach wëlle matmaachen, dat ass Finnland, Italien, Portugal a Slowenien. An déi däitsch Présidence wëllt versichen, mä dat wäert net einfach ginn, dee Vertrag hei och an d'europäesch Konstruktioun mat eranzebréngen.

Ech mengen awer, wéi gesot, datt ee soll versichen d'Ziler ënnereuropäesch festzeleeën, mä d'Vitesse fir dohinner ze kommen, an dëser Matière muss een dat heiansdo mat verschiddene Vitessë maachen. Déi, déi déi nämlecht Ziler deelen, mussen dat maachen, onofhängeg vun hirer Gréisst. An duerfir mengen ech, datt mer hei wierklech beweisen, datt mer handlungsfäeg sinn an net waarde bis se alle 27 prett sinn. Dat ass den Idealfall. Do, wou en a konkrete Matièren net ze erreechen ass, solle mer dat heite maachen.

Duerfir ass och d'Lëtzebuerger Regierung der Meenung, datt den Artikel 42, déi sougenannte Bréck, d'Passerelle-Clause, eng gutt Manéier wär, fir virunzekommen am Beräich vun der Polizei- an der Justizkooperatioun. Déi ass virgesinn an engem Traité, deen dës Chamber gestëmmt huet, an déi fënnt een och nach eng Kéier am konstitutionellen Traité erëm, fir vun der Unanimitéit op d'Majorité qualifiée ze goen, mat Abezéiung vum Europaparlament a Kompetenze fir den europäesche Geriichtshaff.

Ech muss lech allerdéngs soen, datt sech bei der leschter Diskussioun am Conseil vun de Justiz- an Innenministeren emol net d'Halschent vun de Ministere fir déi Passerelle-Clause ausgeschwat hunn, an datt och déi Däitsch, déi jo d'Présidence d'nächst Joer hunn, déi waren, déi am retissentesten dergéint waren, mam Argument - wat d'Lëtzebuerger Regierung net deelt - fir ze soen: Dat ass e wesentlecht Stéck vum Verfassungsvertrag, a wa mer dat elo schonn hei ëmsetzen, da fält eis en Argument ewech fir de Verfassungsvertrag.

Ech muss lech soen, datt ech deem geäntwert hunn an der Sitzung vun de Justizministere fir ze soen: Neen, domadder beweise mer, datt de Verfassungsvertrag fonctionnéiert an datt en eis besonnesch an der Sécherheetspolitik Avantagë bréngt. An duerfir plädéiere mir do derfir.

Dee Sujet kënnt am Dezember elo nach eng Kéier bei d'Justizministeren a wäert dann och vläicht bei d'Stats- a Regierungschefen, déi sech Mëtt Dezember gesinn, zréckkommen. Am anere Fall gëtt dat diskutéiert um Enn vun der däitscher Présidence en fonction vun de Progrèsen, déi mer maachen, an der Diskussioun ronderëm de Verfassungsvertrag.

Dëst, wéi gesot, ass en historesche Vertrag, well en eis weiderbréngt um Wee vun engem Europa, wou net nëmmen déi éierlech Bierger kënne fräi iwwert d'Grenze goen, mä wou mer et och fäerdeg bréngen, datt d'Policen an Zukunft europäesch denken an europäesch handele kënnen. Selbstverständlech musse mer duerfir och kucken, datt déi Regelen, déi mer eis ginn, och europäesch fonctionnéieren.

An ech deele ganz d'Meenung vun deenen, déi soen: Mir brauchen europäesch Dateschutzregelen. An duerfir huet d'Europäesch Kommissioun eng Décision-cadre virgeluecht. Déi ass amgaangen diskutéiert ze ginn. Dat geet och alles ganz lues virun, mä Lëtzebuerg ënnerstëtzt deen Text ganz, well mir brauchen och am drëtte Pilier - dat ass dee vun der Polizeikooperatioun - eng europäesch Dateschutzregelung.

Zum Schluss, well dat gewënscht ginn ass, géing ech der Madame Flesch wëlle soen, datt d'Ëmsetzung vum ADN-Gesetz, wat jo och eng Inzidenz an dësem Kontext huet, well hei geet et och ëm eng Zort Échange vun ADN-Donnéeën, amgaangen ass. Déi Datebank um Niveau vun der Police, déi ass elo operationell, mä wat d'Analysen ubelaangt, esou ginn déi nach weider am Ausland gemaach. Mir sinn amgaang en Accord mat engem franséische Laboratoire ofzeschléissen. Déi Verhandlunge sinn net fäerdeg. A mëttelfristeg wëlle mer dat jo souwéisou zu Lëtzebuerg maachen. Fir de Moment also, konkret, fonctionnéiert just…

(Interruption)

…d'ADN-Datebank bei der Police.

All dat anert, wéi gesot, dat fuere mer weider. A wéi gesot, dat ass wichteg. An duerfir sinn ech frou, datt mer deen Text deemools gestëmmt hunn, well deen erlaabt eis iwwerhaapt elo mat deenen ADN-Datebanke vun deenen anere Länner ze kooperéieren. Ech sinn op jidde Fall frou, datt dësen Traité heibannen esou eng breet Zoustëmmung fënnt. Ob mat Bauchwéi oder ouni Bauchwéi, dat ass net wichteg. Ech hätt gär, datt d'Police herno kann effikass kooperéieren. An et ass dat, wat herno zielt. An duerfir hu mer hei e wesentleche Schrëtt fir méi Sécherheet an domadder fir méi Fräiheet an eisem Land duerch dësen Traité gemaach.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm, a mir stëmmen elo of iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5514 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Commercialisation à distance de services financiers. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Thiel.

11. 5389 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de:

- la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;

- la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;

- l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Datt et eis, also de Politiker, am Allgemengen, an de Bréisseler Eurokraten, am Besonneschen, drëm geet, d'Wuel an d'Protektioun vum Konsument héichzehalen, dat hinnen um Häerz läit, huet net nëmmen eppes mat engem elektorale Calcul ze dinn, an och net onbedéngt nëmme mat der Force vun der europäescher Konsumenteschutzlobby.

Heiansdo ass d'Imaginatioun vun de Commerçantë schonn esou grouss, datt effektiv de Konsument riskéiert iwwert den Dësch gezunn ze ginn. A well allgemeng ugeholl gëtt, de Verbraucher wier dat méi schwaacht Element am Clinch tëscht Produzent a Konsument, gëtt da besonnesch d'Gewiicht op deem Leschte seng Protektioun geluecht.

Esou och an der Direktiv 65 vun 2002, déi mir haut an eist nationaalt Recht iwwersetze sollen. Dës Direktiv reit sech an déi Serie vun EU-Bestëmmungen an, déi d'Protektioun vum Konsument och bei den neie Forme vun Eenzelhandelstransaktiounen assuréiere sollen am Zäitalter vun der IT; fir déi, déi net esou branchéiert sinn, dat heescht vun der "Information Technology".

Et geet also drëm, déi allgemeng Schlussbestëmmunge fir d'Verbraucher, déi et schonn an eiser Législatioun gëtt, un den elektroneschen Tëleehandel vu Bank- an Assurancëprodukter unzepassen. Dofir ass et och net weider verwonnerlech, datt deen Text a wäite Stécker dem Gesetz vun 2003 iwwert d'Vente à distance gläicht, an och deem vun 2000 iwwert de Commerce électronique, dat mer jo heimat sollen ofänneren.

Dat neit Gesetz bezitt sech engersäits op déi sougenannt Finanzdéngschtleeschter wéi Banken an Assurancen, an anerersäits op d'Vermaartung à distance vun deenen hire Produkter, wat fréier eis däitsch Noperen de Versandhandel genannt hunn. Den technesche Moyen, deen dofir benotzt gëtt, ob et e Post-Colis ass, ob et iwwer Tëlefon geet oder op elektroneschem Wee, ass eigentlech egal. Natierlech ass et kloer, datt an éischter Linn hei den elektroneschen Handel gemengt ass.

Wourëm et der Bréisseler Direktiv geet, ass dee ganzen Tëleecommerce mat Finanzprodukter ënner een Hutt ze kréien, fir him en eenheetlechen europäesche Gesetzeskader ze verpassen. Eng logesch Approche, wéi et schéngt a wéi ee kënnt mengen, mä - an dat wäerte mer gesinn - déi ass net ganz konsequent bis zu Enn bei der Ëmsetzung bei eis geduecht ginn.

Mä loosse mer mat deem ufänken, wat am Gesetz steet. Do geet et haaptsächlech ëm dräi Prinzipien:

Éischte Prinzip: dem Konsument säi Recht op Informatioun duerch de Produzent oder duerch den Tëschenhändler, wat den Detail vun der Wuer oder der Finanzdéngschtleeschtung ugeet, déi un de Client bruecht soll ginn. Iwwert dëse Wee soll de Verbraucher méiglechst genee souwuel iwwert d'Fourniture wéi och iwwert de Fournisseur informéiert ginn, fir datt hien net eng Kaz am Sak, an dat och nach vun iergendengem louchen Händler keeft.

Zweete Prinzip: d'Recht vum Konsument net vun egal wéi engem Tëleehändler harceléiert ze ginn. Dat Recht soll doduerch ofgeséchert ginn, datt Clients-Werbung per Telefon, Fax oder Internet nëmme mat dem Accord préalable vum Client ka geschéien. Duerfir geet et duer, datt de Client dem Fournisseur seng E-Mail-Adress ugëtt oder datt hien um Site vum Fournisseur eng entspriechend Case uklickt, déi deen dann autoriséiert mat senger Offer un de Konsument erunzetrieden.

Drëtte Prinzip: d'Recht vum Verbraucher bannen engem bestëmmten Délai d'Wuer erëm un de Liwwerant zréckzeschécken. Dëse Prinzip ass net esou ohne, wéi et sech an der Praxis erwisen huet. Do soll et jo zum Beispill an Amerika - natierlech net bei eis! - a gewësse Kreesser zum gudden Toun gehéieren, sech Kleeder liwweren ze loossen, déi da fir eng Sortie benotzt ginn an da Retour un de Fournisseur ginn, well et wëllt ee jo net ëmmer an deeneselwechte Klamotten op deenen diverse Partyen opdauchen.

Deen Droit de rétractation, deen am spezifesche Fall vun de Finanzprodukter souguer aus onerkläerleche Grënn op 14 Deeg verduebelt gouf, gëtt hei besonnesch delikat. Well stellt Iech emol vir, Dir gitt Ärer Bank den Uerder, op der Bourse bestëmmten Titelen ze kafen, déi dann an deenen Deeg duerno de Bierg erof ginn an déi Dir dann, well Der op Ären Droit de rétractation pocht, der Bank géift zréckginn. All klengt Kand versteet, datt dat net esou ka goen.

Duerfir sinn dann och déi Servicer, deenen hire Präis mat der Bourse op an of geet, verständlecherweis vun deem Rückgaberecht ausgeholl. All aner Produkter, wéi zum Beispill e Kredit, kënnen dogéint banne 14 Deeg réckgängeg gemaach ginn, allerdéngs nëmmen da gratis, wann de Fournisseur wéinst der Operatioun sech net schonns an Onkäschte gestierzt huet.

Här President, d'Ëmsetzung vun dëse Bestëmmungen aus der Direktiv vun 2002 an eis national Législatioun werft un a fir sech weider keng Problemer op. Duerfir huet awer de Choix vun der Form e bëssen Hin an Hier provozéiert. D'Regierung hat an hirer Versioun déi och vun der Direktiv virgesinnen Approche vun engem integréierte Gesetz fir de Finanzsecteur gewielt, wat jo och iergendwéi Sënn gemaach hätt, nom Motto: ee Gesetz fir ee Secteur.

Nodeem awer d'Chambre de Commerce an hirem Avis gemengt huet, streckeweis géif dat Gesetz fir de Finanzsecteur sech mat der allgemenger Législatioun iwwert de Commerce électronique iwwerschneiden, déi offensichtlech der Beruffschamber no iwwert dem sektorielle Gesetz unzesiedelen ass, huet och de Statsrot gemengt, et kënnt ee sech déi Dubletten an deenen zwee Gesetzestexter spueren, an huet duerfir proposéiert, datt alles, wat schonn am 2000er Gesetz iwwert de Commerce électronique steet, aus dem neie Projet gestrach soll ginn.

Deem huet sech Är Finanzkommissioun och ralliéiert, obschonn och etleches duerfir geschwat hätt, beim Originaltext ze bleiwen. Dëst ëmsou méi, well d'Finanzdéngschtleeschtungen à distance eng Aart Markenartikel fir eise wichtegste Wirtschaftssecteur kënnte ginn, an duerfir e globaalt Gesetz ubruecht gewiescht wär.

Well een awer och där vum Statsrot proposéierten Alternativ eng gewësse Kohärenz net ofsprieche kann, huet sech d'Finanzkommissioun där Approche net verspaart, a proposéiert Iech elo dëse Projet de loi a senger virleiender Form unzehuelen. Ech op alle Fall ginn den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Wann ech dovun ausginn, datt déi aner Fraktioune sech och deem Text ralliéieren, da géif ech proposéieren, datt mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5389 kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5389 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi iwwert d'Ofkommes iwwert d'duebel Besteierung tëscht Lëtzebuerg a San Marino. Den Här Thiel ass och hei Rapporteur an duerfir huet hien elo d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Du vergonns engem näischt.

M. le Président.- Loosse mer den Här Thiel seng Ausféierunge maachen.

12. 5590 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 27 mars 2006

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Här President, ech kann dat ganz kuerz maachen.

Op d'mannst deenen, déi sech fir de Motorsport a speziell fir d'Formel 1 interesséieren, ass jo San Marino e Begréff, huelen ech un. Net als Grand-Prix-Circuit, well esou ee géif net an den Zwergstat passen, deen op engem Hiwwel no bei Rimini trount; duerfir gëtt dann och de Grand-Prix, dee vu San Marino, e bësse méi wäit ewech zu Imola gefuer, wéi d'Spezialiste sécher wëssen, wat un a fir sech awer egal ass. Haaptsaach et ass de grousse Präis vu San Marino an domat déi bescht Reklamm fir déi Enklaverepublik mëtten an Italien.

Dat ass schonn eppes Extraes, deen 90 Quadratkilometer grousse Stat, dee sech selwer ganz houfreg déi klengsten an eelste Republik vun der Welt nennt. Gegrënnt gouf se als Mini-Communautéit ufanks des 4. Joerhonnert vun engem dalmatinesche Steemetzer, dee Marino geheescht huet, an dee sech virun der Verfollegung vum Keeser Diokletian aus dem Stëbs gemaach huet, woufir hien da spéider helleggesprach ginn ass. Am 9. Joerhonnert huet sech déi republikanesch Gemeng um Monte Titano, esou heescht deen Hiwwel...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif bieden dem Rapporteur nozelauschteren! Och wann en de Moment nach net bei der duebeler Besteierung ukomm ass, ass et awer interessant.

(Hilarité)

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- En ass ënnerwee! En ass ënnerwee!

(Interruption)

Oh, et ass awer ganz interessant.

Här President, d'Geschicht, déi ka villes beinhalten, well wann ee seng Geschicht net kennt, da weess een och net, firwat et haut esou ass an net anescht.

(Interruptions)

Also déi Gemeng do, déi da sech do eng Regierung ginn huet, Här President, huet sech un d'Spëtzt zwee Kapitän-Regente ginn: Deen ee mécht d'Regierung, an deen aneren ass Statschef.

Gesitt Der, et geet och mat anere Statsforme wéi mat eiser.

Also, ausser datt bei hinnen zu San Marino och 60 Deputéierten am Parlament sëtzen, huet déi Republik net extra vill gemeinsam mat Lëtzebuerg. Och d'Handelsbezéiunge sinn net ëmwerfend, wann ee bedenkt, datt mer d'lescht Joer grad emol fir 148.000 Euro dohinner exportéiert a fir 21.000 Euro importéiert hunn. Mä wat soll ee sech och scho Grousses un Handelsrelatiounen erwaarden, wann de Partner knapps 30.000 Awunner huet a seng Haaptressourcen den Tourismus an den Timbershandel sinn?!

Datt mir trotzdeem elo en Duebelbesteierungsofkommes mat der Republik San Marino ausgehandelt an de 27. Mäerz vun dësem Joer ënnerzeechent hunn, huet wéineger mat eiser bilateraler Bezéiung ze dinn, wéi mat der Tatsaach, datt déi Mini-Republik zu deene fënnef Drëttlänner gehéiert, déi méi oder wéineger fräiwëlleg dem Zënsbesteierungsaccord vun der Europäescher Unioun bäigetratt sinn.

Am Memorandum of Understanding, deen un d'Steierharmoniséierungsdirektiv vun 2003 drugehaange gouf, erkläert San Marino, datt et sech ënner anerem an den europäesche Bankesystem dranhänke wëllt, wat selbstverständlech da viraussetzt, datt et op d'mannst mat deene wichtegste Finanzplazen an der Communautéit en Ofkommes ofschléisst, dat d'Duebelbesteierung verhënnere soll. D'Ofkommes baséiert wéi gehabt op dem OCDE-Modell, deen a leschter Zäit fir all Duebelbesteierungsofkommes benotzt gëtt.

Et gëtt och duerfir näischt Besonnesches am Accord, ausser e puer Detailer, déi vum OCDE-Modell ofwäichen, wéi zum Beispill d'steierlech Behandlung vun de Pensiounen an Zousazpensiounen, déi am Quelleland besteiert ginn an net do, wou de Bénéficiaire wunnt. A wat d'Dividenden ubelaangt, gi si mat 15% Quellesteier am Ursprongsland beluecht, wéi dat meeschtens an eisen Accordë virgesinn ass. Duerfir gëtt jo och elo déi Steier deemnächst laut Budgetsgesetz hei am Land erofgesat vun 20 op 15%, fir datt d'Steierverwaltung dann net an de Remboursementsfuerderungen erdrénkt.

Eng grouss Ausnahm vun den üblechen Duebelbesteierungsregele steet allerdéngs am Accord mat San Marino: Déi béid Signatairen halen ausdrécklech fest, datt d'Lëtzebuerger Holdingen och an de Genoss vum Ofkommes komme sollen, wat wuel ënnersträicht, datt déi zwee Partner dach vläicht méi gemeinsam Interessen hunn, wéi een et hätt kënnen unhuelen.

Schued nëmmen, datt déi Dispositioun elo net méi esou richteg zum Droe kënnt, nodeem datt d'Bréisseler Kommissioun eis e Stréch duerch d'Rechnung gemaach huet an op d'mannst engem Deel vun eise 14.000 Holdingë bis spéitstens 2010 den Hals ëmdréine wäert.

Här President, vu datt Dir mat Äre Kolleegen am Presidium décidéiert hutt, datt ech dëse Steieraccord virun deem aneren op der Dagesuerdnung, nämlech deem mat Estland, soll presentéieren, dee mäi Kolleeg Norbert Haupert Iech elo gläich virstelle wäert, kann ech mech domat bretzen, de Rapporteur vum 50. Duebelbesteierungsofkommes ze sinn.

Plusieurs voix.- Olalà!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat ass keen Zoufall!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Dat ass vläicht keen extrae Grond, fir ze feieren, Här Mehlen, weist awer, datt eis Vernetzung mam Rescht vun der Welt ëmmer méi enk gëtt, an datt mir e wäite Wee gemaach hunn, säitdeem mir viru genee 50 Joer déi zwee éischt Accorden ënnerschriwwen, ausgehandelt an ofgeschloss hunn, nämlech dee mat eise franséischen an dee mat eisen däitschen Noperen.

Dat wär, Här President, vläicht nach e Grond weider, deem Ofkommes mat San Marino zouzestëmmen, wat ech dann och op d'mannst am Numm vun der CSV-Fraktioun hei wëll maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Vu datt déi aner Fraktiounen dat och maachen, stëmme mer elo of iwwert de Projet de loi 5590.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5590 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. François Maroldt), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roland Schreiner), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Carlo Wagner), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zu deemselwechte Projet, just geet et dës Kéier ëm Lëtzebuerg an Estland. Den Här Haupert huet d'Wuert.

13. 5603 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Tallinn, le 23 mai 2006

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dat Duebelbesteierungsofkommes mat San Marino, wat de Kolleeg Lucien Thiel elo grad hei virgedroen huet, ass also dat 50. - hien huet dat mat vill Stolz hei ernimmt. Dat mat Estland ass also dat 51., a mat där Konventioun hu mir mat Ausnahm vun Zypern all Land vun der Europäescher Unioun mat engem Duebelbesteierungsofkommes ofgedeckt. Nieft deene 25 EU-Länner fanne mir am Kuerf vun de Konventiounen nach néng aner europäesch Länner, dorënner Bulgarien a Rumänien, déi jo den 1. Januar och der EU solle bäitrieden, fënnef amerikanesch Länner, véier afrikanesch an zéng asiatesch Länner.

Opfalend ass, datt mir nach mat kengem Land vum australesche Kontinent en Duebelbesteierungsofkommes bis elo ënnerschriwwen hunn. Mat Aserbaidschan a mat de Vereenegten Arabeschen Emirate si Konventiounen ënnerschriwwen, awer nach net an eis Législatioun ëmgesat. Mat der Ukraine an Argentinien huet eis Chamber déi Konventioun schonn ëmgesat, déi aner béid Länner awer nach net, esou datt se nach net a Kraaft sinn. Mat Indien, dem Libanon, Serbien a Montenegro sinn d'Verhandlungen nach amgaang.

Här President, dës Duebelbesteierungsofkommesse ginn net ofgeschloss wéinst der Freed um Verhandelen oder fir eng Rees an exotesch Länner ze maachen, mä villméi fir d'wirtschaftlech Relatioune mat deene Länner doduerch ze förderen, datt d'Bierger an och d'Entreprisen aus deenen zwee Länner grenziwwerschreidend schaffe kënnen, ouni d'Gefor ze lafen, an deenen zwee Länner vum Steieramt zur Oder gelooss ze ginn.

De Kolleeg Lucien Thiel ass am Detail op d'Konventioun vu San Marino agaang, esou datt ech am Fong geholl och hei net méi am Detail brauch op dës Konventioun zréckzekommen, well se sech och un d'Conventiontype oder d'Convention-modèle vun der OCDE ulehnt, mat deenen üblechen Ofweichunge fir déi sech eis Regierung ëmmer erëm staark mécht, wat d'Besteierung besonnesch vun den Dividenden, den Zënsen, de Redevancen a virun allem de Pensiounen ubelaangt.

D'Konventioun mat Estland ass komplett identesch mat deene vun deenen zwee anere baltesche Staten, déi mer virun engem hallwe Joer hei an der Chamber gestëmmt hunn. Ech ginn och dofir net méi am Detail op dës Konventioun an. Dat kënnt Der am schréftleche Rapport liesen. D'Chamberskommissioun huet dee Rapport unanime ugeholl a si schléit der Chamber vir, den Text esou ze stëmmen, wéi en hei virläit. Ech brénge domadder och den Accord vun eiser Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Mir kommen dann direkt zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5603 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

14. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, ech gesinn Zeechen hei am Sall, déi proposéieren, dass mer elo sollen ophale mat eisem Ordre du jour, speziell well och Kolleegen Obligatiounen hunn. D'Fro ass allerdéngs wat déi Projete betrëfft, déi mer haut net evakuéiert hunn: Si mer d'accord, dass mer gegebenenfalls muer, no der Debatt iwwert d'Aussepolitik, géinge versiche fir déi evakuéiert ze kréien?

(Assentiment)

Ech géing och d'Fraktioune bieden, sech ze positionéiere wat d'Motioun vun der Madame Brasseur ubelaangt, wéini dass mer…

(Interruptions diverses)

Den Här Fayot.

(Interruption)

Une voix.- Kënnt deen als Leschten, also kommen déi zwee do haut net drun, mä muer als Lescht?

Plusieurs voix.- Déi dräi.

La même voix.- Déi dräi?

M. le Président.- No der Debatt iwwert d'Aussepolitik.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Direkt no der Debatt iwwert d'Aussepolitik.

M. le Président.- Den Här Fayot huet d'Wuert nach gefrot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Neen, et ass gutt, et ass an der Rei.

M. le Président.- Ah okay. Gutt, Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer dann um Enn vun der Sitzung ukomm. Muer de Mëtten um hallwer dräi ass déi nächst Sitzung.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.34 heures)

SÉANCE 6

Mercredi, 22 novembre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. Débat sur la politique étrangère et européenne et sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe
2. 5488 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2004

   (Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
3. 3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1er de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution

   (Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Premier vote constitutionnel)
4. 5581 - Projet de loi relatif à la transformation des anciens vestiaires des hauts fourneaux pour les besoins d'un incubateur d'entreprises à Belval-Ouest

   (Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Här Vizepremierminister, ech hu gefrot, ob d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen hätt.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir kommen dann zur Debatt iwwer Europa, d'Aussepolitik an d'europäesch Verfassung. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Glesener, den Här Goerens, den Här Fayot, den Här Bausch, déi Hären Henckes a Jaerling an d'Madame Err. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marcel Glesener agedroen. Här Glesener, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat sur la politique étrangère et européenne et sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt géif ech gären am Numm vun der CSV-Fraktioun eisem Ausseminister villmools Merci soen, net nëmme fir säin interessanten Iwwerbléck iwwert déi Lëtzebuerger Europa- an Aussepolitik, mä virun allem awer och fir den Engagement an den Asaz vum Här Ausseminister, vum Här Schmit a vun deem ganze Staff hei zu Lëtzebuerg an ausserhalb Lëtzebuerg, an dat am Intérêt vu Lëtzebuerg. Ech géif also am Numm vun eiser Fraktioun hinnen alleguerte villmools Merci soen a se encouragéieren, déi Politik, déi se während deene leschte Joren ageleet hunn, an Europa an och an der Welt weiderzeverfollegen.

Här Minister, wéi ech meng Interventioun vum leschte Joer hei duerchgelies hunn an nach eng Kéier nogelies hunn, dunn hunn ech leider Gottes misse feststellen, dass sech zënterhier op der grousser Bühn vun der Weltpolitik wéineg zum Gudde geännert huet. Et ass éischter de Géigendeel festzestellen. Sou huet sech am Noen Osten iwwert dat lescht Joer d'Situatioun a gutt Stéck verschlechtert. D'Situatioun tëscht de Palästinenser an Israelië spëtzt sech ëmmer méi zou, a béid Länner stiechen och intern an enger ganz déiwer Kris.

Derbäi kënnt, dass dee rezente Krich tëschent Israel an dem Libanon d'Situatioun an där ganzer Regioun weider ugespaant an och veronséchert huet.

Wat den Iran ubelaangt, sou hält den iranesche President weider stur u sengem Atomprogramm fest, a seng destruktiv Haltung vis-à-vis vum israelesche Stat suergt fir weider Onrouen an där ganzer Regioun.

Am Irak, trotz e puer Hoffnungsschimmeren um politesche Plang, bleiwe Gewalt an Terror weiderhin e feste Bestanddeel vum Alldag. De Mëtteg konnte mer nach um Radio héieren, dass dee leschte Mount iwwer 3.000 Zivilisten duerch Attentater ëm d'Liewe komm sinn. Et ass also fuerchtbar!

Eng nei beonrouegend Situatioun, déi een dëst Joer nach kann derbäifügen an déi d'Welt an Otem hält, dat ass Nordkorea, dat Ufank Oktober en nuklearen Test bei sech ausgefouert hätt. Dat alles ënnersträicht déi Suerg, déi eis alleguerte befält.

Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee sech dat alles duerch de Kapp goe léisst, da gëtt engem séier kloer, dass mir eleng als klengt Lëtzebuerg wuel ganz wéineg kënnen ënnerhuelen, fir all dës komplex Problemer an der Welt ze léisen. Eis Meenung als klengt Land fält do séier wéineg an d'Gewiicht. - Dir hutt dat selwer gëschter ënnerstrach, Här Minister.

Aus dësem Grond spillt de Multilateralismus fir eis esou eng besonnesch wichteg a grouss Roll. Et ass just duerch dee Multilateralismus, dass mir als Land d'Geleeënheet kréien, eis Meenung matzedeelen, an dass mir kënne versichen dozou bäizedroen, no Léisungen ze sichen, fir déi kritesch Situatiounen an der Welt an de Gréff ze kréien a wa méiglech och ze léisen. Hei kréie mir dann och effektiv d'Méiglechkeet, fir bescheiden, mä trotz allem, fir ze handelen.

Aus dësem Grond wäert ech meng Interventioun a meng Reaktioun op dem Här Ausseminister seng Ried virun allem op d'Europäesch Unioun beschränken, där hire gudde Fonctionnement fir eist Land vu kapitaler Wichtegkeet ass. Duerfir gehéiert et och zu eisen dringlechsten Aufgaben, matzehëllefen, d'Europäesch Unioun aus där Kris ze zéien, an där si zënter elo schonn iwwer engem Joer bis iwwer béid Ouere stécht.

Ofschléissend wollt ech dann nach ganz kuerz op den Europarot ze schwätze kommen, eng Institutioun, déi eis a mir besonnesch um Häerz läit an där hir Wichtegkeet menger Usiicht no vill ze vill oft an der Öffentlechkeet ënnerbewäert gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den 1. November vun dësem Joer hätt eigentlech sollen déi europäesch Constitutioun a Kraaft trieden. Wéi mer jo alleguerten heibanne wëssen, gouf dëse Plang zënter den negative Referenden a Frankräich an an Holland op Äis geluecht.

Zënterhier weess kee méi esou richteg, wéi et virugoe soll. Europa huet seng Orientéierung verluer, a well der Unioun deen néidegen Driff fir d'Zukunft feelt, vegetéiert se viru sech hin a mécht momentan net vill méi wéi d'Gestioun vun hirem alldeegleche Programm.

D'Fro, déi sech stellt, ass, wéi mer et fäerdeg brénge sollen, d'Europäesch Unioun aus dësem Immobilismus erauszezéien an nees fit fir d'Zukunft ze maachen.

Eng Transformatioun vun der Europäescher Unioun ass onëmgänglech, fir dass hire Fonctionnement mat geschwë 27 Mem-

berlänner iwwerhaapt méiglech ass. Eng vun deenen dringlechsten Aufgaben, déi sech eis stellen, ass den europäesche Verfassungsprozess op déi eng oder aner Manéier erëm nei opliewen ze loossen.

Dir hutt dat gëschter och hei däitlech ënnerstrach, Här Asselborn.

Schonn eleng wéinst der geleeschtener Aarbecht an awer och wéinst der Ënnerzeechnung vum Verfassungsvertrag zu Roum am Oktober 2004 ass dëst eng absolut Noutwendegkeet. D'Geleeënheet heifir kann eis Feier vum 50. Jubiläum vun der Ënnerzeechnung vum Vertrag vu Roum de 25. Mäerz d'nächst Joer bilden.

Obwuel et kloer ass, dass virun de franséische Wahlen am Abrëll vum nächste Joer net vill Grondleeëndes geschéie wäert, ass et wichteg, fir esou séier wéi méiglech unzefänken. Vläicht kéint ee sech dann dorop eenegen, esou wéi een dat oft an der Press liest, fir déi europäesch Wahle vun 2009 als Stéchdatum festzehalen, fir mat engem eventuell liicht ëmgeännerten Text un d'Bierger vun Europa erunzetrieden.

Et stellt sech natierlech elo déi Fro, mat wéi engem europäeschen Traité oder wéi enger Constitutioun een da virun déi europäesch Bierger triede wäert. Fir meng Fraktioun kann dëst eng net ganz wäit vun där heiteger Constitutioun entfernte Versioun sinn.

Ech géif mech hei och gären eisem Premier uschléissen, deen der Meenung ass, dass déi Länner, déi den Traité constitutionnel elo scho ratifizéiert hunn, moralesch an der Obligatioun stinn, duerfir anzetrieden, dass dee wesentlechsten Deel vun der Constitutioun, wann net souguer dee ganzen Text, an engem zukünftegen Traité iwwerholl misst ginn. D'Décisioun, wéi dëst Schréftstéck dann um Enn benannt gëtt an heescht, iwwerloosse mer ganz gären den europäeschen Institutiounen.

Bis dato ziele mer 15 Memberstaten, déi déi europäesch Constitutioun ratifizéiert hunn. Derbäi kommen dann nach Bulgarien a Rumänien, déi de Constitutiounstext zesumme mat hirem Bäitrëttstraité ratifizéiert hunn. Finnland hofft zudeem, nach bis Enn vun dësem Joer mat der Ratifikatiounsprozedur vum Traité ofschléissen ze kënnen. Dat si wéi gesot ganz vill Länner.

Amplaz ëmmer just op Frankräich an Holland ze pochen, déi Nee gestëmmt hunn, ass et wichteg, och déi aner Säit vun der Medail ze betruechten, an zwar dass eng grouss Majoritéit vun de Memberstaten d'Constitutioun guttgeheescht hunn an dass sech siwe Memberstate bis haut nach iwerhaapt net dozou geäussert hunn.

Ech erlabe mer dann och nach dobäi ze bemierken, dass een den drolegen Androck huet, dass den Neen a Frankräich an an Holland duerch nach vill aner Saache motivéiert gouf wéi eleng duerch déi europäesch Constitutioun.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt mussen d'Autoritéite vun de verschiddene Memberstate sech doriwwer am Klore sinn, dass Europa hautdësdags net méi eleng eng Leidenschaft vun enger intellektueller a politescher Élite ass, mä dass Europa eis alleguerten ugeet.

Esou kënnt dann och, dass déi europäesch Bierger net méi gewëllt sinn, alleguerten d'Décisioune vun hiren Autoritéiten, wat Europa ubelaangt, einfach guttzeheeschen. Si fanne sech oft net méi erëm an där ganzer onduerchsiichteger Bürokratie, déi déi europäesch Institutioune kennzeechent, a gesinn oft net méi wou genau d'Virdeeler vun dësem Europa leie sollen.

Et gëtt vill Explikatiounen, déi erklären, firwat dëst esou ass. Dozou gehéiert, a mengen Aen, fir d'alleréischt eemol de Fakt, dass déi Europäesch Unioun sech wäit ewech vum normale Bierger entwéckelt huet an dass hien och a sengem direkten Ëmfeld net an d'Entwécklung vun der Europäescher Unioun mat agebonne gouf. Duerfir ass et wichteg fir ze versichen, fir ze erreechen, dass den europäesche Bierger - mir alleguerten - sech méi fir den europäesche Projet interesséiert. Dass esou eng Abannung vum Bierger eréischt an der Constitutioun logesch virgesi gëtt, ass - an dëst kann een elo nodréiglech feststellen - relativ spéit.

Kolleeginnen a Kolleegen, een anert ganz wichtegt Element ass, dass Europa sech eng nei Ambitioun zu eege mécht, an där d'Bierger sech haut nach erëmfannen. Dat ursprünglecht Zil vun Europa,…

(Interruption)

…fir d'Leit um Kontinent nees zesummenzeféieren no engem Krich, deen den europäesche Kontinent zerstéiert, verfeint a gedeelt huet, an duerfir anzetrieden, dass an Zukunft all Zort vu Konflikter op eng fréndschaftlech Aart a Weis geléist ginn, gouf spéitstens mam Kollaps vun der Sowjetunioun an dem kommunistesche Regime an Osteuropa erreecht.

Iwwert d'Joren huet d'Europäesch Unioun et fäerdeg bruecht, dass deen deemools gespléckte Kontinent nees zesummefonnt huet, an dass Begréffer wéi Fridden, Stabilitéit, Fräiheet, Demokratie, Respekt virun de Mënscherechter an de fundamentale Fräiheeten zu hirem Leitmotiv goufen. Et si jo och dës Begréffer, déi haut d'Europäesch Unioun ausmaachen, an déi och fir hir Ausstrahlung an hire Succès duerch d'Welt suergen. Et gehéiert zu eiser Flicht, dës gemeinsam Wäerter net nëmmen héichzehalen, mä se och ze verdeedegen a virunzedreiwen.

An trotzdeem sinn ech der Meenung, dass d'Europäesch Unioun sech eng zousätzlech nei Ambitioun zouleeë soll, déi d'Bierger méi enk un d'Unioun bënnt. Dës Ambitioun soll an der Roll vun der Europäescher Unioun bestoen, no Léisungen op negativ Konsequenze vun der Globalisatioun ze sichen.

An enger Zäit vun der globaler Erausfuerderung, wou d'Statsgrenzen net méi duergi fir sech géint déi weltwäit Geforen ze schützen, moderniséiert sech d'Iddi vun Europa. Kee Land, sief et aus der Europäescher Unioun oder sief et soss an der Welt, kann nach vu sech behaapten, capabel ze sinn, fir déi heiteg Ereegnësser an der Welt entscheedend beaflossen ze kënnen.

Den Terrorismus, déi illegal Immigratioun an och de Klimawiessel si just dräi Beispiller, déi dëst beleeën. Et erschéngt all Dag méi kloer, dass nëmme grouss gemeinsam Beméiungen zu gräifbare Resultater féiere kënnen. Esou gëtt Europa ëmmer méi zur Noutwendegkeet. An eisen Aen ass dëst eng Evidenz. Et muss awer och zur Konditioun ginn, dass d'Bierger nees Zoutrauen an den europäesche Projet fannen.

Leider ass et jo awer esou, dass d'Europäesch Unioun virun dëse groussen Erausfuerderungen, déi sech hir stellen, éischter een zögernden, onsécheren a leider och entscheedungsonfäegen Androck mécht. Et kënnt engem esou vir, wéi wann d'EU gelähmt wier op der Sich nom Konsens, an dëst grad an enger Zäit, wou e méi séchert a virun allem e méi rapid Optrieden an Handele vun der Europäescher Unioun net vun Onnëtz wier. Mir sinn alleguerte ganz séier do fir ze soen, wat net geet. Fir awer Léisunge virzeschloen, do doe mer eis méi schwéier, an oft sinn et déi national Egoisme vun deenen eenzelne Memberstaten, déi et der Unioun schwéier maachen, séier an effikass kënnen ze handelen.

Aus deem wat ech elo gesot hunn, Kolleeginnen a Kolleegen, ergëtt sech a mengen Aen, dass d'Europäesch Unioun a verschiddene Beräicher muss versichen, sech e gutt Stéck besser ze behaapten, esou dass d'Bierger och däitlech matkréien, dass si hiren Ambitiounen nokënnt an engagéiert no Äntwerten op d'Suerge vun de Leit sicht. Esou wären dës a mengen Aen de Kampf géint den Terrorismus, géint dat organiséiert Verbriechen, géint déi illegal Immigratioun souwéi och de Klimaschutz an d'Aféierung vun enger responsabeler Energiepolitik an natierlech de Kampf géint d'Aarbechtslosegkeet.

Sozial Mindestnormen, vläicht op der Basis vun der Sozial-Charta vum Europarot, déi mir leider nach ëmmer net ratifizéiert hunn, misste verbindlech festgeluecht ginn. An deem Kontext ënnerstëtze mir och d'Beméiunge vun der Regierung a virun allem och vun eisem Premier. Dat Ganzt misst da chapeautéiert gi vun enger iwwerzeegter an engagéierter europäescher Aussepolitik. Ech mengen, Här Minister, Dir hutt dat gëschter am Detail och hei ënnerstrach.

D'Bedürfnis vun den europäesche Bierger no méi Sécherheet ass eng vun de kapitale Fuerderungen, déi sech un d'Europäesch Unioun adresséiert. Obwuel am Beräich vun der sougenannter Justice et Affaires intérieures a leschter Zäit etlech Fortschrëtter gemaach goufen, fir besser zesummenzeschaffen, presentéiert den europäeschen Espace vun der Justiz, der Fräiheet an der Sécherheet nach ëmmer ee groussen Haapthandicap: an zwar d'Tatsaach, dass déi meeschten Décisioune weider mussen an Unanimitéit geholl ginn.

Et ass déi europäesch Constitutioun, déi virgesäit, d'Beräicher, an deene mat der qualifizéierter Majoritéit gewielt gëtt, räichlech auszebreeden. Verschidde Länner sinn haut an hei der Meenung, et sollt een elo schonns versichen, d'Beräicher, an deene mat qualifizéierter Majoritéit décidéiert gëtt, op déi penal a polizeilech Zesummenaarbecht weider auszebauen - den Här Frieden ass gëschter nach dorop agaangen -, fir also besser och géint den Terrorismus an déi organiséiert Kriminalitéit virzegoen.

Fir dëst ze maachen, kënnt een den Artikel 42 vum Traité iwwert d'EU, den déi sougenannte Clause passerelle virgesäit, uwenden. Dësen Artikel gesäit vir, dass an dësem Beräich vun der Unanimitéit op qualifizéiert Majoritéit kann ëmgewiesselt ginn, wann alleguerten d'Memberstaten domat d'accord sinn. Mir hunn also elo schonns vill Spillraum.

Am Beräich vun der JAI muss d'Europäesch Unioun sech awer och dorop konzentréieren, fir hir eegen Immigratiounspolitik op d'Been ze setzen. Déi illegal Immigranten, déi all Dag a méi groussen Zuelen un d'Küste vu Spuenien ugeschwemmt ginn, sinn en dramatesche Problem, deen déi ganz Unioun betrëfft, an dee mir musse versichen esou séier wéi méiglech an d'Hand ze kréien. Et misst zum Beispill eng vill méi effikass Kontroll vun den äussere Grenze vun der EU realiséiert ginn, an déi verschidde Visa-Politike missten harmoniséiert ginn.

Virun allem misste mer awer an dësem Kontext op eng méi kohärent, staark an och visibel Aussen- wéi och Kooperatiounspolitik kënnen zréckgräifen, déi et eis erlabe wäert, d'Ursaache vun der illegaler Immigratioun bei der Wuerzel ze paken, an esou deene betraffene Länner bei hirer Entwécklung effikass ënnert d'Äerm ze gräifen. Frappant, dramatesch Beispiller erliewe mer Dag fir Dag um afrikanesche Kontinent.

Här President, wéi ech schonns virdrun ugedeit hunn, muss d'Europäesch Unioun och versichen, eng méi affirméiert wéi och differenzéiert Haltung an der Ëmwelt- wéi och an der Energiepolitik anzehuelen. De Klimawiessel ass eng Tatsaach a gëtt eng vun de gréissten Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert. D'Konsequenze vum Klimawiessel wäerten eis um sozialen, wirtschaftlechen an ëmweltpolitesche Plang enorm deier ze stoe kommen, wa mer net haut reagéieren. An deem Kontext erënneren ech just kuerz un de rezente Rapport vum fréiere Weltbank-Ekonomist Nicholas Stern iwwert d'Käschte vum Klimawiessel.

Nei Technologien am Beräich vun der Ëmwelt an der Energie mussen zur kapitaler Erausfuerderung fir d'Zukunft ginn, fir d'Ofhängegkeet, wat d'Importatioun vun Energie ubelaangt wéi och de Konsum vu fossile Brennstoffer, erofzesetzen. Dëst géif eis dann och manner ofhängeg maache vun Exportlänner wéi Russland, wou d'Diskussiounen iwwer eng garantéiert Energiezufuhr elo schonns net déi einfachst sinn. D'Europäesch Unioun muss kënnen nodenken iwwer steierlech Ureegunge wéi eng Ekotax, nei Ëmweltnormen an ee Budget, dee méi an d'Recherche an an d'Innovatioun investéiert.

Kolleeginnen a Kolleegen, en anert wichtegt Element, wat zum groussen Deel fir den „Neen" a Frankräich an och an Holland an och bei eis fir vill Oflehnung gesuergt huet, ass den europäeschen Erweiderungsprozess. D'Erweiderung vun der Europäescher Unioun gëtt vu Säite vun der Bevölkerung ëmmer méi schlecht akzeptéiert. Dat ass eng Realitéit. Esou maache sech d'EU-Bierger hir Gedanken iwwert de Bäitrëtt vu fréiere kommunistesche Staten. An den eventuelle Bäitrëtt vun der Türkei mécht hinne carrément eescht Suergen. Esou mécht d'Europäesch Unioun och no baussen ëmmer méi den Androck, wéi wa si hir Dieren eigentlech géint hiren eegene Wëllen opmécht.

Oft gëtt dann och an zwou verschiddene Sprooche geschwat, wann iwwert d'Erweiderung Rieds geet. Engersäits ginn déi ofgeschlossen Erweiderungen héich gelueft an et félicitéiert ee sech derfir am Numm vun der Pacificatioun vum Kontinent an der Verbreedung vun den europäesche Wäerter, op där anerer Säit awer - a gläichzäiteg - gi sech dann awer Suergen iwwert déi potenziell Erweiderunge gemaach a Versprieche vis-à-vis vu Kandidatelänner ginn och emol nees a Fro gestallt. Et sinn ënner anerem dës Zweedeitegkeeten, déi onkloer Haltung vun der Europäescher Unioun, déi de Bierger desorientéieren an och veronsécheren. D'Verlaange vun de Leit, dës Problematik direkt unzeschwätzen, mécht sech ëmmer méi bemierkbar.

Fir meng Fraktioun spillt d'Erweiderungspolitik eng kruzial Roll, déi et heescht mat System weiderzeféieren an egal wéi op d'mannst emol déi Verspriechen anzeléisen, fir déi mer eis engagéiert hunn. Mir mussen eis doriwwer bewosst sinn, dass d'Erweiderung vun der Europäescher Unioun d'Essenz selwer vun der Attraktiounsmuecht vun der EU ass, fir de Fridden, d'Demokratie, d'Stabilitéit, de Respekt virun de Mënscherechter an de Wuelstand iwwert den europäesche Kontinent ze verbreeden.

An deem Kontext ass et och wichteg, sech dorun ze erënneren, mat wéi vill Memberstaten déi europäesch Aventure iwwerhaapt ugefaangen huet, a wat déi verschidden Erweiderungsprozesser der Europäescher Unioun an den eenzelne Bierger alles um politesche souwéi um wirtschaftleche Plang bruecht hunn a wéi vill se alleguerten dovunner profitéiert hunn.

Politesch gesinn, hu si mat dozou bäigedroen, esou wéi ech dat virdru scho kuerz bemierkt hunn, grouss Ännerungen um Kontinent ze erreechen, wéi d'Zesummebrieche vum Kommunismus an d'Zesummeféierung vum europäesche Kontinent.

Wirtschaftlech gesinn, huet déi europäesch Erweiderungspolitik zu der Steigerung vu Wuelstand a Kompetitivitéit bäigedroen, wat et der erweiderter Unioun iwwerhaapt emol erméiglecht, d'Erausfuerderunge vun der Mondialisatioun unhuelen ze kënnen.

Eise ganze Kontinent huet vun dëse positiven Entwécklungen op déi eng oder aner Manéier méi oder wéineger bénéficiéiert, an et ass eng Tatsaach, dass d'Erweiderung d'Gewiicht vun der EU an der Welt gestäerkt huet, esou dass och si hir Iddien op der politescher Weltbühn konnt a ka weider abréngen.

Interessant ass awer hei ze bemierken, dass d'Kommissioun den 8. November eng Strategie, wat d'Politik vun der EU zur Erweiderung kéint sinn, virgestallt huet, déi e spezielle Rapport iwwert d'Integratiounspolitik vun der Unioun beinhalt. Méi wéi soss an der Vergaangenheet steet d'Capacitéit vun der Europäescher Unioun, nei Memberen ze integréieren, am Zentrum vun der Strategie.

Här President, meng Fraktioun ass der Meenung, dass d'Virschléi vun der Kommissioun eng excellent Basis duerstellen. Mir sinn awer och der Meenung, dass mer net derlaanschtkommen, fir eis d'Fro no de Grenze vun der Europäescher Unioun ze stellen. Mir vertrieden hei d'Iddi, wéi se och am Projet vun der Constitutioun ze fannen ass a wéi d'Kommissioun dat och an hirem Pabeier den 8. November bestätegt, dass d'Unioun muss op si fir all déi europäesch Staten, déi hir Wäerter respektéieren an déi sech och asetzen, fir zesummen dës Wäerter ze verbreeden.

Contrairement zur Kommissioun si mer awer der Meenung, dass d'Bedürfnis vun de Leit do ass, fir doriwwer ze diskutéieren, wou sech dann awer déi geographesch Grenze vun dësem Europa befannen. Ech denken an dësem Kontext un e Wonsch, deen den ireschen an de franséischen Ausseminister rezent ausgedréckt hunn, fir en Débat innerhalb vun der EU iwwer hir Absorbatiounscapacitéit oder besser gesot Integratiounscapacitéit ze lancéieren, an dëst am beschten en vue vum Europa-Sommet am Dezember zum Beispill. Eis Fraktioun ass der Meenung, dass eng Diskussioun heiriwwer dozou bäidroe wäert, méi kloer an dësem komplexe Problem ze gesinn, a géif op dëser Plaz eis Regierung opruffen, dës Iddi och ze ënnerstëtzen.

Dëst soll awer natierlech a kengem Fall bedeiten, dass mer wëllen d'Kandidatelänner, mat deene Bäitrëttsverhandlungen ënnert där enger oder anerer Form amgaang sinn, dat heescht déi okzidental Balkanlänner souwéi och d'Türkei, virun de Kapp stoussen, an eis Engagementer vis-à-vis vun dëse Länner suspendéiere sollen. Mä ganz au contraire!

Et geet dorëms, dass et néideg ass, dass d'EU sech selwer an dësem komplexe Beräich eng eege Strategie gëtt, déi feelt, a fir eis an Zukunft méi virsiichteg virgeet, éier se en neit Engagement vis-à-vis vun engem anere Land hëlt. Innerhalb vun der Europäescher Unioun gëtt et e Spannungsverhältnis tëschent de Konzepter Erweiderung a Verdéiwung. Et muss opgepasst ginn, dass dës Konzepter am Gläichgewiicht zuenee bestoe bleiwen.

Kolleeginnen a Kolleegen, a mengen Aen ass all dëst awer nëmmen ze bewierkstellege mat enger déif gräifender Reform vun den Europainstitutiounen. D'Europäesch Unioun muss fit gemaach ginn, fir de Bäitrëtt vun neie Memberlänner kënnen um institutionelle Plang ze verkraaften. Et ass kloer, dass de Bäitrëtt vu Bulgarien a Rumänien de Fonctionnement vun den Institutiounen nach méi erschwéiere wäert. Wa sech

awer bis zum Bäitrëtt vum nächsten EU-Kandidat näischt ännere wäert, da lafe mer Gefor, d'EU-Aarbecht komplett ze paralyséieren. Dëst kéint d'EU dann op en Neits an eng existenziell Kris geheien, déi hir Zukunft fundamental a Fro kéint stellen.

De Vertrag vun Nice, an dat wësse mer, ass en vue vun enger maximaler Zuel vu 27 Memberen ausgehandelt ginn. Vu dass jo awer de Bäitrëtt vun anere Kandidaten, wéi Kroatien oder Mazedonien, virun der Dier steet, a vu dass Staten aus der Regioun vum Westbalkan un d'Dier klappen, brauche mer déi institutionell Architektur, esou wéi se de Verfassungsvertrag virgesäit, déi mat enger héijerer Zuel vu Membere fonctionnéiere kann.

Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'EU-Bäitrëttskandidaten ubelaangt, esou bleift nach esou munches ze bewierkstellegen. Négociatioune mat Kroatien an der Türkei hunn Enn 2005 ugefaangen a Mazedonien krut de Statut vum Bäitrëttskandidat am Dezember 2005 accordéiert. Déi verschidden aner Länner aus dem okzidentale Balkan komme jiddfereen a sengem eegene Rhythmus virun, fir déi europäesch Objektiver ze erfëllen.

Do hätte mer un alleréischter Linn d'Türkei. D'Türkei mécht eis am Moment am meeschte Suergen. De Rapport iwwert de Stand vun de Reformfortschrëtter vun der Türkei, deen eng Kommissioun den 8. November veröffentlecht huet, also dësen 8. November, bleift kritesch, wat d'Verletzunge vun de Mënscherechter, den Ugréff op d'öffentlech Fräiheete souwéi och wat d'Relatiounen tëschent Zivil a Militär ubelaangt. D'Türkei huet dann och direkt op de Rapport vu Bréissel reagéiert an ugekënnegt, den ëmstriddenen Artikel 401 aus dem Code pénal ze iwwerschaffen, an dëst nach virum Europa-Sommet am Dezember.

Mä alles dat geet net duer fir d'Leit ze berouegen. Den Haaptproblempunkt oder ee vun den Haaptproblempunkten tëschent der EU an der Türkei betrëfft awer d'Zypern-Fro. D'Türkei huet bis dato nach net de sougenannten Ankara-Protokoll, woumat d'Zollunioun tëschent der Türkei an der EU op déi zéng nei Memberstaten erweidert gëtt, ratifizéiert, wat Grond zur allgemenger Besuergnis an der Europäescher Unioun ass. De Kapp gëtt sech elo zerbrach, wéi een am beschte mat der Türkei fuere soll.

Sou gëtt haart doriwwer nogeduecht, dass, am Fall wou d'Türkei hire Verflichtungen, wat d'Zollunioun ugeet, bis Enn dës Joers net nogoe géif, da verschidde Kapitele vun de Bäitrëttsnégociatiounen agefruer ginn. Mä esou wäit si mer nach net. Esou hunn d'Ausseministeren den 13. November am Conseil d'Kommissioun opgefuerdert - den Här Minister huet dat gëschter och hei ënnerstrach -, erëm e Projet vu Recommandatiounen, wat d'Türkei ubelaangt, auszeschaffen, deen op déi delikat Froen äntwerte soll, ob d'Négociatioune mat der Türkei elo sollen oder net sollen ënnerbrach ginn. Dës Recommandatioun soll dann de Stats- a Regierungschefe fir den Europaconseil am Dezember presentéiert ginn. Ob et dozou kënnt, ass net sécher.

Eng Rei State roden elo schonns, d'Bäitrëttsgespréicher mat der Türkei ze ënnerbriechen. Ech ka just dovir warnen. D'Gespréicher ofzebrieche geet ganz séier, mä fir duerno d'Vertrauen nees nei opzebauen, do kënne Jorzéngte vergoen. Mir hunn der Türkei e Versprieche gemaach an hunn eis zudeems d'lescht Joer fest vis-à-vis vun deem Land engagéiert. Et ass eis Aufgab, weiderhin um Projet festzehalen, och wann et emol e Réckschlag oder Hindernisser gëtt.

Esou géif et eis och hëllefen, eng méi global Approche vis-à-vis vun der Türkei-Fro unzehuelen, esou wéi mer dat och mat anere Kandidatelänner maachen. Mir mussen d'Türkei ënnerstëtzen an hiren Efforten, eis Normen ze iwwerhuelen an anzeféieren. Et ass kloer, dass d'Türkei dann eréischt Member wäert a ka ginn, wa se alleguerten d'Konditiounen dozou erfëlle kann. Wéi laang dëst dauert, dat steet de Moment an de Stären.

Kolleeginnen a Kolleegen, am westleche Balkan bleift d'Situatioun nach ëmmer komplex. Aus deem vum Tito fest zesummegehalene Vielvölkerstat ass no bluddege Kricher e politescht Mosaik aus e sëlleche Staten entstanen, an deem nach ëmmer vill Zündstoff stécht. Mir erliewen dat all Dag. Ëmmerhi schéngt d'Situatioun an der Regioun sech mat Hëllef vun den internationalen Organisatioune lues a lues ze normaliséieren.

Besonnesch ervirzehiewen ass hei déi rezent Lassléisung vu Montenegro vu Serbien, déi friddlech viru sech gaangen ass, esou wéi och d'Adoptioun vun enger neier Verfassung a Serbien, déi de Wee fir Neiwahle fräigemaach huet. Deen eenzege Bémol an dësem Kontext ass, dass Serbien nach wie vor um Kosovo als integrale Bestanddeel vu Serbien festhält, esou wéi dat och an der Präambel vun der neier serbescher Verfassung leider Gottes festgehale gëtt. Hei gëtt et awer Verhandlungen iwwert de Statut vum Kosovo, déi op Héichtoure lafen.

Trotzdeem musse mer awer drop oppassen, dëse Länner net d'Impressioun ze ginn, dass mir se alleguerten an een Dëppe geheien, an duerch d'Fuerderung vu méi regionaler Kooperatioun eng Reinkarnatioun vum deemolege Jugoslawien wëllen erreechen. Ech mengen, dat wier de verkéierte Wee.

Duerfir ass et wichteg a richteg, dass d'Europäesch Unioun mat all eenzelnem Stat a sengem eegene Rhythmus verhandelt. Och wann dëse Prozess sech ganz laangwiereg ukënnegt, musse mer dru festhalen, well mer allze gutt wëssen, dass eng zukünfteg EU-Memberschaft vun dëse Länner eng vun den Haaptkonditiounen ass, fir de Fridden an d'Stabilitéit an där Regioun fir d'Zukunft definitiv ofzesécheren an ze garantéieren.

Här President, ech kéint elo nach weiderfueren an nach aner Sujeten opzielen, déi eiser Hisiicht no op déi eng oder aner Aart a Weis misste geännert oder anescht ugepaakt ginn, fir e bessert Fonctionnement vun der EU ze garantéieren, wéi zum Beispill d'Modernisatioun oder eng Adaptatioun vum europäesche Budget. Leider hunn ech duerfir keng Zäit a wollt déi Zäit, déi mer nach bleift, notzen, fir nach kuerz op een anere Sujet ze schwätzen ze kommen, dee fir mech a fir eis Fraktioun vu grousser Wichtegkeet ass, an dat ass den Europarot.

Nodeems d'Europäesch Unioun sech am Mee 2005 ëm zéng nei Memberstaten erweidert huet, huet sech méi wéi soss d'Fro no der Daseinsberechtegung vum Europarot gestallt. Dëst ass net vu Muttwëll, well d'Evolutioun vun Europa mat sech bruecht huet, dass hautdësdags d'Kompetenze vun deenen dräi groussen europäeschen Institutiounen - dat heescht, vun der Europäescher Unioun, dem Europarot an der OSCE - net méi kloer definéiert sinn a sech des Öfteren iwwerkräizen, wat zu vill Double emploi féiert, och deier gëtt a wou vill u Glafwierdegkeet verluer geet.

Derbäi kënnt, dass d'Europäesch Unioun zusehends méi Memberstate vum Europarot a seng Mëtt ophëlt. Sou schéngt et ëmmer méi esou, wéi wann den Europarot lues a lues zur Antichamber vun der EU ginn ass, an där déi Länner, déi sech vun der sowjetescher Tutelle befreit hunn, waarde bis se eng Maartwirtschaft an eng Demokratie opgebaut hunn. Dës scheinbar Désaffectioun illustréiert méi wéi gutt d'Angscht vun engem Marginalisatiounsprozess, deem den Europarot ausgesat ass.

Esou war et ze begréissen, dass um Sommet zu Warschau am Mee 2005 eise Premierminister mat enger Clarificatiounsmissioun iwwert d'Kompetenzen an d'Zesummewierke vun der EU an dem Europarot chargéiert gouf. Dëse Rapport gouf dann den 11. Abrëll vun dësem Joer virun der parlamentarescher Versammlung vum Europarot virgestallt an dréit der Suerg Rechnung, fir an Zukunft all Double emploi an Iwwerschneide vu Kompetenzen tëschent deenen zwou groussen europäeschen Institutiounen ze verhënneren.

Mat senge 15 Recommandatioune versicht eise Premier mat Fangerspëtzegefill, jiddfer Organisatioun e prezisen Aufgabeberäich zouzeleeën an eng effikass Kollaboratioun tëschent deenen zwou Institutiounen op d'Been ze setzen. An eisen Aen handelt et sech hei ëm en exzellente Rapport, deen op prezis Aart a Weis déi bestehend Problemer ëmräisst, an net nëmmen ëmräisst, mä och Léisunge virschléit, déi sech virun allem duerch hire Realismus charakteriséieren.

Ech wollt elo net am Detail op dëse Rapport agoen, mä just e puer Punkten erauspicken, déi a mengen Ae vu grousser Wichtegkeet sinn.

A sengem Rapport bestätegt eise Premier zu Recht, wéi wichteg et ass, den Europarot a senger origineller Funktioun ze bestätegen, an zwar als dat kontinentaalt Schutzinstrument vun de Mënscherechter schlechthi souwéi och als Denkfabrik vu Rechtsnormen a sougenannten «Bonnes pratiques». Esou muss den Europarot déi europäesch Referenzadress fir d'Mënscherechter bleiwen. An esou ass et dann och un der Unioun, den Europarot als dëst unzeerkennen an ze ënnerstëtzen. Esou sollt d'Unioun sech un den Europarot wenden, wa se e Rot brauch beim Ausschaffe vun neien Direktivprojeten oder politeschen a juristesche Moossnamen am Beräich vun de Mënscherechter. An de Mënscherechtskommissär soll dann och zum Haaptuspriechpartner vun der Unioun an dësem Beräich ginn.

Ech géif dann och gär ënnersträichen, dass de Premier virschléit, dass d'Europäesch Unioun der europäescher Mënscherechtskonventioun, enger Emanatioun vum Europarot, bäitriede soll, fir eng méi grouss Kohärenz ze assuréieren, wat de Schutz vun de Mënscherechter an Europa ubelaangt, an dass d'Unioun dem Europarot dann och bis d'Joer 2010 bäitriede soll, wann d'Traitéen dëst da sollen erlaben.

Ech wollt nëmmen e puer Punkten erauspicken, wéi ech gesot hunn, vun deem bedeitende Recommandatiounsrapport vum Här Juncker.

Kolleeginnen a Kolleegen, esou bleift da just ze hoffen, dass dës Panoplie vu Recommandatiounen dann och hir Uwendung an der Praxis fanne wäert an ee sougenannten «Code de conduite» no dëse Richtlinnen op d'Bee gesat ka ginn - et deet sech schwéier, dass dat kann ulafen - an dann an deenen zwou Organisatiounen erlabe wäert, eng effikass a komplementar Aarbecht ze leeschten. Ech muss soen, dass ech net dorun zweifelen, dass souwuel déi Europäesch Kommissioun wéi och de Conseil all Kéiers wann et nëmme geet op dem Europarot seng Erfahrungen a säi Kënnen am Beräich vun de Mënscherechter zréckgräife wäerten.

An dësem Kontext - an ech kommen zum Schluss - wär et net vu Muttwëll, fir d'Zuel vun eise Vertrieder op eiser Représentation permanente beim Europarot zu Stroossbuerg eropzesetzen, esou wéi ech dat schonns d'lescht Joer hei duergeluecht hunn an och verlaangt hunn. An, wéi den Ausseminister a senger Äntwert dann och gesot huet, dass en deem Wonsch géing nokommen, an dass d'Représentation permanente zu Stroossbuerg beim Europarot ëm een Diplomat géif erweidert ginn.

Et ass bis elo nach net geschitt, Här Minister. Ech froen Iech also nach eng Kéier: Feelt et um Geld? Bon, wann et doru sollt feelen, da misste mer versichen - mir hu jo schonns esou vill wëlle spueren -, fir nach e klengt bësse weider ze spueren, fir dann och déi noutwendeg Mëttelen ze kréien, fir dass mer do eisen Aufgabe kënnen nokommen.

Well ech awer elo schonns - an elo komme mer erëm eng Kéier un d'Geld, Här Ausseminister - d'Thema vun de Personalbedürfnisser ugeschnidden hunn, wollt ech nach ganz kuerz bemierken, dass eis Fraktioun de Personalopstock, oder deen an d'Wee geleete Personalopstock, op eiser Représentation permanente bei der UNO zu New York besonnesch begréisst.

Dëse Plus u Personal léisst sech doduerjer begrënnen, dass Lëtzebuerg - Dir hutt dat gëschter nach eng Kéier gesot - sech aktiv dofir asetzt, dass ee Lëtzebuerger Sëtz am Sécherheetsrot vun der UNO fir d'Joer 2015 kéint zur Realitéit ginn. Dëst wär vu kapitaler Wichtegkeet fir eist klengt Land, wou mer op en Neits eis politesch Fäegkeeten ënner Beweis stellen, esou wéi mer dat - an dat schonns während Lëtzebuerger EU-Présidencen - op eng ervirragend Aart a Weis an der Vergaangenheet gemaach hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn um Schluss ukomm. Meng Ausféierunge vun haut bestätegen, dass d'Erausfuerderungen, déi sech un eis, un d'Europäesch Unioun, stellen, enorm sinn, an dass iwwert dat nächst Joer vill op eis zoukomme wäert. D'CSV-Fraktioun ass der Meenung, dass d'Léisung, fir ee bessert Fonctionnement vun Europa kënnen ze garantéieren, an der europäescher Constitutioun läit, déi an eisen Aen ee gudden, ausgewoenen Text duerstellt, deen et elo heescht ze verdeedegen.

D'Léier, déi aus dem Fiasko vun der Constitutioun ze zéien ass, ass, dass et e grousse Feeler war, iwwert déi lescht Jorzéngten Europa wuessen ze loossen, ouni awer den europäesche Bierger iwwer seng Intentioune besser opzeklären an hien an dës Entwécklung mat anzebezéien. De Bierger ass besuergt, wat awer beweist, dass hien interesséiert ass. E besuergte Bierger ass ëmmer en interesséierte Bierger.

Et gehéiert duerfir zu eisen dringlechsten Aufgaben, matzehëllefen Europa nei ze starten, an dëst a voller Transparenz, an der Suerg, d'Leit dobaussen an de Prozess mat anzebannen, souwéi och am Versuch, de Leit dobaussen ze erklären, wéi wichteg et ass, un der europäescher Iddi festzehalen a se ze verstäerken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gleseners. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt een d'Gefill net lass, wann een dem Här Asselborn nolauschtert oder och wann ee seng Ried nach eng Kéier noliest, datt et sech ëmmer méi bestätegt, datt de Raum, fir Aussepolitik, eng autonom Aussepolitik ze maachen, vu Lëtzebuerg aus ëmmer méi enk gëtt. Dat ass kee Virworf, dat ass e Constat.

Et ass e Constat net nëmme vu senger Ried a vun der Evolutioun, mä et ass och e Constat vun deem, wat mer alleguer wollten. Mir wollten zesumme mat aneren eist Schicksal bestëmmen, eist Schicksal matbestëmmen oder - fir et manner pompös auszedrécken - emol wéinstens Afloss op d'Geschéie gewannen.

Esou gesinn ass dat hei wuel eng Ausenanersetzung mat deem, wat den Här Asselborn gëschter gesot huet, mä och a virun allem eng Ausenanersetzung mat der europäescher Sécherheets- an Aussepolitik.

Den Traité constitutionnel oder de Projet de traité constitutionnel ass nach ëmmer net unter Dach und Fach. Et gëtt ganz villes driwwer geschwat, an ech mengen, dat Wesentlecht gëtt bei deene ville Commentairen, déi gemaach ginn, iwwersi respektiv ënnerschloen.

Huele mer zum Beispill den Appel de Florence, wou ënner anerem ganz illuster an dichteg Leit, déi eise Respekt verdéngen, sech begéint hunn, wéi de Valéry Giscard d'Estaing an de Joschka Fischer, déi gemengt hunn, et kënnt een den Traité awer segmentéieren, den éischten an den zweeten Deel der Ratifikatioun fräiginn, an am drëtten Deel déi méi litigiös Elementer eraushuelen.

Ofgesinn dovun, datt et net esou einfach ass, froen ech mech, wéi dat am drëtten Deel iwwerhaapt méiglech ass, well dat, wat do haaptsächlech litigiös war an och nach ass - an dat hu mer jo an Diskussiounen an Holland an a Frankräich gesinn, an och hei zu Lëtzebuerg -, dat si Saachen, déi si schonn iwwer 40 Joer al, an ech ka mer net virstellen, datt een déi Grondfräiheete vun der Europäescher Unioun, déi a Form vun Droits dérivés Protest bei de Leit ervirgeruff hunn, géing op eemol eraushuelen. Da fält jo awer déi ganz Konstruktioun zesummen!

Och net ganz hëllefräich sinn d'Proposë vum Här Sarkozy, deen Ähnleches gesot huet. - Dat kann een och nach aus franséischer Siicht novollzéien. Mir hunn och net wéineg gestaunt, wéi mer am „Tageblatt" en Artikel gelies hu vum stellvertriedenden Ausseminister Nicolas Schmit, deen Ähnleches vu sech ginn huet.

Ech wëll awer hei ganz kloer soen, Här President, datt fir d'Demokratesch Partei dee Vertrag do, oder dee Verfassungsvertrag, deen nach ëmmer am Stadium vum Projet besteet, d'Ënnerschrëft dréit vu 25 Regierungs- oder Statschefen. An déi 25 hu sech net nëmmen engagéiert, fir deen Traité do duerchzebréngen, mä implizit läit dodranner, an deem Engagement, wéinstens awer d'Ratifikatiounsprozedur virunzeginn. Dat schéngt awer bei Eenzelnen net méi esou evident ze sinn.

An dorunner dierft och déi Denkpaus näischt änneren, déi agefouert ginn ass an engem Conseil européen. Eng Paus, wou éischter gepaust wéi geduecht gëtt, a wa geduecht gëtt, da kann ee mat deene Gedanken och net ëmmer ganz vill ufänken - soen ech emol ganz kloer.

Mir gesinn dat am Fong ganz simpel. Mir hunn eis hei am Land, an d'ganz Chamber a sämtlech hei an der Chamber vertruede Parteien och, d'Wuert ginn, fir dat do beim Vollek dobaussen ze vertrieden. Mir hu gemengt, et soll een iwwert de Wee vum Referendum dat do matratifizéieren. Mir hunn dat gemaach. Mir hunn e Gesetz gestëmmt. Mir hunn eis Hausaufgab gemaach.

Ech mengen, den Drock ass elo net op déi auszeüben, déi dat do scho ratifizéiert hunn, fir do dat eent oder dat anert Stéck falen ze loossen. Den Drock muss erhéicht ginn op déi, déi nach net ratifizéiert hunn,...

Une voix.- Très bien!

M. Charles Goerens *(DP).*- ...net op déi 18, mä op déi siwen, déi nach ëmmer hir Hausaufgaben net gemaach hunn.

Ech weess net, wat si als Grënn kënnen invoquéieren, mä a mengen Aen oder an eisen Ae gëtt et kee valabele Grond, fir Zweifel opkommen ze loossen un engem senger Ënnerschréft. Net déi 18, déi ratifizéiert hunn, sinn an der Bringschold, mä déi siwen, déi dat nach net gemaach hunn. Ech kann och verstoen, datt iergendwann eng Kéier muss e Wee aus der Kris gesicht ginn. Mä awer doudsécher net, bis se alleguer emol gesot hunn, wéi si et da mat hirem Wuert a mat hirer Ënnerschréft halen. Bis dohinner hu mer en zimlech zolitten Handicap am europäeschen Integratiounsprozess.

Mir kënnen net grad soen, mir fuere weider wéi gehabt, mä mir fuere weider mat engem ganz zolitten Handicap, well dat Wuert, an deem mer alleguer stinn, an déi Erwaardungen, déi domadder verbonne waren, déi hu souwuel Hoffnung opkomme gelooss innerhalb vun der Europäescher Unioun wéi och ausserhalb vun eise Grenzen.

Ech erënneren nëmmen drun, wa mer iwwert den Élargissement schwätzen, datt den Élargissement mat deem bestehende Vertragswierk net méi méiglech ass.

Mir mussen also souwisou, wa mer nach engem Land wëllen Hoffnung maachen, fir an d'Europäesch Unioun eranzekommen, um bestehende Vertragswierk eppes änneren, an ech ka mer net virstellen, datt een ënnert dat geet, wat mer bis elo a Form vum europäesche Verfassungsvertrag hunn.

Ech hu geschwat, Här President, vun Handicapen a vu ganz zolitten Handicapen, déi mer hunn, fir an dësem Moment den europäeschen Integratiounsprozess weiderzefëieren. D'Feele vum europäeschen Ausseminister mécht natierlech déi ganz Aufgaben, déi am Kader vun der europäescher Sécherheets- an Aussepolitik ufalen, net méi einfach, déi europäesch Sécherheets- an Aussepolitik, déi erstaunlecherweis a relativ kuerzer Zäit - ech hat elo bal gesot, de Régime de croisière erreecht huet -, déi ufänkt Respekt dobaussen ze kréien, mä se fänkt awer och schonn un, Limiten ze weisen.

Datselwecht gëllt fir d'NATO, déi zum Deel paralyséiert ass wéinst dem Embrouillement vun de Vereenegte Staten am Irak: Do, wou se net solle sinn, si se; an do, wou se misste sinn, si se net. Dat ass d'Resultat vun engem grousse Feelverhalen, vun enger Aschätzung, déi sech widder besseres Wissen virun e puer Joer duerchgesat hunn an déi d'international Communautéit an eng Sakgaass gefouert hunn, wou mer nach laang Zäit brauchen, bis mer erauskommen.

Dorënner leit den Irak. Dorënner leiden d'Vereenegt Staten. Dorënner leit och d'NATO. Dorënner leit de ganze Multilateralismus, dee souwuel Iech wéi och eis alleguer héich an helleg ass. D'international Diplomatie kann also déi Potenzialitéiten, déi et gëtt an deene verschiddene Foren, déi ech elo opgezielt hunn, Institutiounen an Organisatiounen, net voll zum Droe bréngen, well mer et do mat deem éischten zolitten Handicap ze dinn hunn.

An ech mengen, déi ganz europäesch Sécherheets- an Aussepolitik ass och eng Äntwert op d'Erausfuerderungen, déi d'Globalisatioun eis bréngt. Mir si konfrontéiert mat ganz grousse Potenzialitéiten - vun deenen haaptsächlech déi méi Staark profitéieren - a mat ganz groussen Nofolgen - vun deenen haaptsächlech déi méi Schwaach betraff sinn. D'europäesch Äntwert ass bis elo nach ëmmer déi originellst an déi responsabelst, an ech géing se och als déi pertinentst bezeechnen. An ech géing hannendru soe souguer, datt se och déi nohaltegst ass. Mir hunn et also mat engem responsabele Partner ze dinn, deen awer wéi gesot handicapéiert ass.

Mir kënnten awer och méi maachen, ouni datt elo de Vertrag scho geännert gëtt. Europa schwätzt net mat enger Sprooch an der Weltbank. Europa schwätzt net mat enger Sprooch am Fonds monétaire international. Europa ass méi present an als gëeente Partner an der UNO - dat ginn ech zou. Mä et gëtt Institutiounen, wou Europa wesentlech méi kënnt maachen a sech wesentlech besser behaapten.

Ech hat scho virun e puer Méint eng Kéier hei gesot, datt de Poids, den onwahrscheinleche Poids vun den Institutions financières internationales, déi en absence de tout contrôle parlementaire en onwahrscheinlech groussen Afloss ausüben, notamment op d'Coopération au développement, datt déi kënnten eng ganz aner Orientatioun kréien, wann d'Europäesch Unioun als geschlossene Partner do kënnt optrieden.

Datselwecht gëllt fir déi sozial Dimensioun. Déi misst an der Globalisatioun méi eng Éiereplaz kréien. An deem Comité intégré, deen notamment d'Verhandlungen am OMC-Beräich begleet, ass nach ëmmer d'Organisation internationale du Travail net implizéiert oder jiddefalls net genuch implizéiert an och emol net indirekt genuch implizéiert.

Europa kënnt och besser maachen an der Verdeedegung vu sengen eegene Valeuren. Ech hätt och kënnen deen heiten Deel vu menger Interventioun iwwerschreiwe mam Titel „Les grands silences". Mir hate virun enger Rei vu Méint eng Debatt hei an der Chamber iwwert de sougenannte Problem vun den dänesche Karikaturen, wou Europa awer wierklech an allen Amtssprooche geschwiegen huet, a wou mer e Stat, deen am Fong soss näischt gemaach huet wéi d'Pressefräiheet, déi mer alleguer zu eise Grondacquisen zielen, ze verdeedegen, am Ree stoe gelooss hunn. Deen Eenzegen, deen eng zolidd Kritik un deem Behuele gemaach huet, war de President vun der Kommissioun selwer, dee par ailleurs och net ëmmer brilléiert huet, mä deen op deem dote Punkt awer jiddefalls Recht hat.

En zweete grand silence ass dee vun der Haltung vun der Europäescher Unioun visà-vis vu rietsextreme Parteien, déi a Polen an an der Slowakei an der Regierung sëtzen. Ech wëll der Chamber wierklech erspueren, wat Leit wéi Slota an der Slowakei a Wahlversammlungen oder viru gréisseren Auditoirë soen. Ech mengen net, datt de President mech dat géing autoriséieren, oder wann hie mech géing dozou autoriséieren dat ze soen, ob hien herno géing d'Publikatioun am Chambersblat dovun autoriséieren. An ech mengen hien hätt och Recht, well et gehéiert net doranner.

Mä eent muss een awer soen: Wann ee gesäit wat fir eng Valeuren do mat Féiss getruede ginn a wat fir eng Zilgruppen do missbraucht ginn, fir zu politeschen Zwecker ze kommen, fir d'Muecht ze kréien, mat wat fir engen onméigleche Proposën iwwert d'Roma, iwwert d'Zigeiner, iwwert déi Homosexuell geschwat gëtt, da muss ee wierklech soen: Si mer schonn erëm esou wäit? Ech wëll nëmme just soen, datt elo hei nach d'Zeugen Jehovas feelen an da wär d'Gesellschaft komplett, déi sech viru gutt méi wéi 60 Joer an de Gaskummeren erëmfonnt huet.

Ech fannen et net gutt, datt vun der Europäescher Unioun keng Haltung ageholl ginn ass, à l'instar vun deem wat zu Recht bei Éisträich gemaach ginn ass, wéi d'FPÖ an d'Regierung komm ass. Deemools war d'Reaktioun a mengen Aen opgrond vun de bestehende Méiglechkeeten déi appropriéiert, et ass e Comité des Sages agesat ginn an dee Comité des Sages huet dem Europäesche Conseil e Rapport virgeluecht. A wann den Europäesche Conseil mat esou engem Rapport konfrontéiert ass, da kann en och net gutt reaktiounslos esou eppes hinhuelen.

Ech hat jo och dem Minister Asselborn eng Fro gestallt, an hien ass mer och um hallwe Wee entgéintkomm, an ech mengen do wär eng Plaz, wou d'Lëtzebuerger Diplomatie an d'Lëtzebuerger Aussepolitik kënnt en Afloss gewannen, nämlech dee fir Impulser ze ginn, datt Europa net méi an eng Lag ka versat ginn, wou et dat do ka reaktiounslos hinhuelen. Ech verstinn, datt eng Regierung wéi Frankräich, déi grad an enger Négociatioun ass fir d'TVA erofzesetzen op gewëssenen Artikelen, an déi dofir den Accord vun der polnescher Regierung brauch, sech net esou mat deenen uleet, datt se den Dag drop e Refus kritt. A jiddferee kann iergendee Grond oder iergendeen nationalen Intérêt invoquéieren, fir dann do dee Moment näischt ze soen an déi aner schwätzen oder net schwätzen ze loossen.

Dat wat am Fong do misst kommen... An Dir hat gemengt et soll een där Agence européenne pour les droits fondamentaux d'Méiglechkeet ginn, fir dorobber ze reagéieren. Dat ass eng Méiglechkeet. Ech géing mengen, et gëtt och nach eng aner, déi ech gesot hunn, déi vum Comité des Sages, datt jiddefalls d'Ministeren an d'Membere vum Conseil européen au pied du mur gesat ginn, wann esou eppes ass, an datt se sech doriwwer äussere mussen.

An ech mengen d'Diplomatie ass keen einfacht Handwierk, an déi Debatt iwwert d'Aussepolitik hëlleft jo och erfaassen, ob d'Diplomatie effektiv genuch war, ob se effizient genuch war. Ech mengen, eng Diplomatie muss och kënne Géigegewiichter akzeptéieren. A mir wär et wierklech dru geleeën, an ech soen dat am Numm vu menger Fraktioun, wa Lëtzebuerg géing doranner eng Virreiderroll spillen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ginn och nach aner Silencen, déi vläicht net esou schlëmm si wéi déi, déi ech elo évoquéiert hunn, mä ech denken un eng Ausso vum franséische President Chirac, deen am Ufank vum Joer gesot huet, wou hien d'Fro gestallt kritt huet, wéi een den Terrorismus kéint am beschte bekämpfen, datt hien och net de Gebrauch vun Nuklearwaffen an deem Fall géing ausschléissen. Ech mengen, dat ass eng Ausso, déi et awer zumindest méritéiert, kommentéiert ze ginn. Ech hat och dofir eng Fro un d'Regierung gestallt, an der Hoffnung si géing mer déi Fro mathëllefen thematiséieren an enger nächster Sëtzung vum Conseil européen. Dat ass net geschitt. Ech mengen, et misst een awer doriwwer schwätzen.

An deem neie Verfassungsvertragsentworf, do ass eng Clause „assistance mutuelle en cas d'attaque terroriste". Do ginn déi 25 sech also d'Méiglechkeet fir net reaktiounslos hinzehuelen, wann ee vun hire Memberen attackéiert gëtt, an deem zur Säit ze stoen. Elo ass no mengem Verständnis d'Arme nucléaire une arme de non-emploi, mä néanmoins, wann een awer elo d'Méiglechkeete wou se kéint agesat ginn erweidert, da muss ee sech d'Fro awer gefale loossen, ob een net zur Banalisatioun vun der Atomwaff bäidréit, an dat an enger Zäit, wou mer anere wëllen de Gebrauch zu Recht verbidden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wär och gutt wa mer eis do vläicht mat deene Froen, déi net elo direkt en immédiaten Afloss op d'Alldagsgeschéien hunn, méi intensiv géinge befaassen.

Wat den Élargissement vun der Europäescher Unioun ubelaangt, wëll ech nach eng Kéier soen an drun erënneren, datt mir zu deem Wuert stinn, wat mer och hei ginn hunn. Mir hunn akzeptéiert, datt Verhandlunge mat neie Partner engagéiert goufen. Mir hunn awer och gesot, datt déi Konditiounen, déi do drastoe kommen an déi Zesummenaarbecht mat deenen neie Partenairen, agehale musse ginn. Et kann net sinn, datt d'Europäesch Unioun hir Valeure bradéiert. Dofir muss se no bannen esou handelen, datt net dee geringsten Zweifel um Wëllen, fir déi Valeuren ze respektéieren, opkënnt. Da ka se och mat där néideger Autoritéit no baussen optrieden, fir dat vun deenen ze verlaangen, déi muer mat eis hiert Schicksal wëllen deelen.

A soulaang wéi déi nach net an der Europäescher Unioun sinn, si se a bleiwe se och nach duerno, wa se eng Kéier der Europäescher Unioun bäitrieden, Member vum Conseil de l'Europe. Och wann een do emol alles dat ewechhëlt, wat vläicht net esou wichteg ass, da bleift am Endeffekt, wann alles vergiess ass, awer e Patrimoine vun europäescher Rechtsschreiwung, deen e ganz grousse Räichtum fir dëse Kontinent ass an dee ganz vill Mériter huet um Zesummewuesse vun dësem Kontinent.

An een Deel vun deem Recht gëtt an der Cour des droits de l'Homme zu Stroossbuerg wesentlech matgeprägt. Et wär inakzeptabel wann déi Cour des droits de l'Homme net dat néidegt Geld hätt, fir kënnen esou ze fonctionnéieren, datt och a besonnesch déi nei Memberen, déi bäikomm sinn an déi Demokratie léieren, missten ofgewise ginn, well een do eng Zero-basebudget-Politik féiert.

Dofir, a mir wäerten an de Budgetsdebatten - d'Zäite sinn net roseg - bestëmmt keng Amendementer maachen, déi d'Ausgabe wesentlech an d'Luucht schrauwen, mä wann d'Lëtzebuerger Regierung do wëllt en Zousazeffort maachen, deem wäerte mir eis net nëmmen net opposéieren, mä mir wäerten deem ganz wohlwollend vis-à-vis stoen an dee matdroen.

Här President, mir géingen eis wierklech wënschen, datt mer och an der Organisatioun vun eise Chambersaarbechten där europäescher Realitéit kënnte Rechnung droen. An ech hunn hei kee Grond, fir iwwer iergendeen hierzefalen, a scho guer net iwwert de President vun der aussepolitescher Kommissioun, deen zesumme mat senge Kolleege sech versicht esou ze organiséieren, datt mer kënnen déi ganz Flut vu Kommunikatiounen, vu Wäissbicher, vu Projets de directive a vu Reglementer an den Zäiten diskutéieren. Dat ass net einfach, mä mir hunn eis nawell druginn.

An ech mengen och mir géinge geschwënn eise Rhythmus fannen, well an Zukunft ginn déi incontournabel an der Lëtzebuerger Politik an och hei an der Chamber, déi do wësse wou den Hummer hänkt a wësse mat deemselwechten ëmzegoen. Duerfir, mengen ech, solle mer och do net knécken, wann d'Fraktiounen nach déi néideg Moyenë bräichten, fir och kënnen hire Vertrieder an deene Kommissiounen effikass zur Säit ze stoen, an hinnen déi ginn. Mir sinn eis dat selwer schëlleg, well mir gi méi wéi iergenden anert Land beaflosst vun deem, wat zu Bréissel décidéiert respektiv ënner Lëtzebuerger Matwierke mat décidéiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wier esou villes nach ze soen iwwert d'Aussepolitik an och iwwert den europäeschen Integratiounsprozess. Wa mer alles vergiess hunn, da bleift, datt zu de vitalen Interesse vun dësem Land gehéiert, datt deen Integratiounsprozess net blockéiert gëtt. Datt en net nëmmen net blockéiert gëtt, mä datt e virun allem nei Impulser kritt. Well mir si méi drop ugewisen, wéi iergendeen aneren. Déi aner hunn ëmmer e bësse méi laang Zäit gebraucht wéi mir, an duerfir sténg et eis gutt zu Gesiicht, wa mer géifen iwwerall do, wou et Mängel gëtt - an ech hunn och versicht der eng Partie opzezeechnen -, selwer Initiativen ergräifen an dann déi aner iwwerzeegen do matzemaachen.

Ech mengen och net, datt een op laang Siicht d'Fro vun engem Kerneuropa ganz kann écartéieren. Ech soen „ech mengen", well ech selwer mat e puer Zweifele geplot sinn. Well wann ee gesäit, datt d'Häerz vun Europa, nämlech Holland a Frankräich, zwee Grënnungsmemberen, et net fäerdeg bréngen, fir nach eng Majoritéit hanner ee Vertragswierk ze bréngen, wat dee Prozess hätt kënne virubréngen, da froen ech mech, ob och do déi néideg politesch Kraaft besteet à ce stade fir dann esou e Kerneuropa ze schafen. Mir wiere frou wann et esou wier. Eiser Meenung no - an ech soen et nach eng Kéier - féiert kee Wee laanscht d'Ratifikatioun vu sämtleche Membere virun deem europäesche Vertragswierk, wat mir hei am Land mat enger knapper, mä ëmmerhi mat enger Majoritéit zustane bruecht hunn, wat mer ratifizéiert hunn a wat eis gutt zu Gesiicht steet.

Am Liewe vun enger Natioun ass dat do wichteg: datt een och weess, wat fir eng Ofstrécher ee muss un déi Souveränitéit maachen, déi ëmmer den nationale Stolz ausgemaach huet. Zu enger Natioun gehéieren awer net nëmmen Acquisen. Well wann een nëmme just Acquisen huet an et hëlt een näischt Neies méi bäi, da riskéiert een op der Plaz stoen ze bleiwe respektiv zréckzegoen.

Zu enger Natioun gehéiert och net nëmmen e Fändel. Zu enger Natioun gehéiert virun allem e Mouvement. Net nëmmen eng Uerdnung, virun allem e Mouvement! An all Kéiers dann, wann dëst Land sech zum Mouvement bekannt huet, d'Maginot-Linnen der Vergaangenheet ugehéiere gelooss huet, dann ass dëst Land virukomm. An ech hoffen, datt dës Debatt hei och e Beitrag ass zu deem Mouvement.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt aleedend dem Här Ausseminister félicitéieren a Merci soe fir seng Deklaratioun. Déi ass ëmfaassend, a si huet déi wesentlech Problemer ëmrass, mat där d'Lëtzebuerger Aussen- an Europapolitik haut konfrontéiert ass. Ech mengen, den Här Asselborn huet vill Iwwerzeegungskraaft hei bewisen, Fangerspëtzegefill och, fir dat Bild vun onser Politik op deem Gebitt. En huet e Bild gezeechent, wat weder roseg nach ze schwaarz ass. Ech mengen, en huet déi Situatioun och mat vill Sachkenntnis duergeluecht, an duerfir wollt ech dat ganz besonnesch hei ervirhiewen.

Här President, ech sinn dann elo deen Drëtten, deen doriwwer schwätzt. Et ass en déckt Joer hier, dass mer hei zu Lëtzebuerg de Verfassungsvertrag ratifizéiert hunn. A bis haut hu 15 Länner, geschwë 16 mat Finnland, plus déi zwee Bäitrëttslänner Rumänien a Bulgarien, de Vertrag ratifizéiert. Mir hunn hei an der Campagne vum Referendum dobausse bei de Leit an den Deklaratioune fir d'Press versprach, ons méi mat Europa ofzeginn, méi mat de Bierger doriwwer ze dialogéieren, d'Europapolitik an d'Europawahle méi seriö ze huelen. Also, dat war virun engem Joer. Mir kënnen eis also d'Fro stellen: Wat hu mer gemaach? Well mir hunn och eng Responsabilitéit, net nëmmen d'Regierung.

Mir hunn ons fir d'éischt emol als Chamber méi an d'europäesch Froe gemëscht a geknéit. Dat ass net spektakulär no baussen. Mir kucken d'Texter direkt wa se vun der Kommissioun vu Bréissel kommen, an dat an alle betraffene Kommissiounen. Dat fonctionnéiert méi oder wéineger. Mir mussen dat Enn des Joers evaluéieren an da gesi mer wou mer dru sinn.

Ech fir mäin Deel gesinn elo schonns, dass dat, wat mer maachen, eigentlech net duergeet. Ech mengen, dat muss méi intensiv an och virun allem méi ausgefeilt ginn. Mir gesinn, wa mer d'Kommissiounstexter am Laf vun engem Joer verfollegen, wéi legislativ Décisiounen an Europa virbereet ginn, wéi se lues a lues kommen. Livre blanc, Livre vert, Kommunikatiounen, Rapporten… ginn Ustéiss, setze Gedanken an d'Welt, op deenen dann déi nei Direktiven an Décisiounen opgebaut ginn.

Mir mussen dee Werdegang als Land och novollzéien. Mir mussen e verfollegen, fir kënne matzeschwätzen zur Zäit, éier et ze spéit ass. Net zum Schluss, mä ganz am Ufank. Mir musse wëssen, wien zu Lëtzebuerg do Meenunge vu sech gëtt, a wat fir Meenungen. Mir mussen ons insgesamt als Stat, als Chamber, als Gesellschaft an natierlech och als Wirtschaft besser a méi do erabréngen.

Ech gesinn, wa mer esou op d'COSAC oder aner Réunioune ginn, a groussen an a manner grousse Parlamenter, wéi intensiv a seriö dat do gemaach gëtt. An ech mengen, obscho mer iwwer 50 Joer an där Europäescher Communautéit, an der Europäescher Unioun sinn, hu mir do nach vill bäizeléieren. An ech mengen, éierlech gesot, dass mer an där Hisiicht, op jidde Fall wann ech fir d'Chamber schwätzen, eréischt am Ufank sinn.

Ech mengen och, dass, niewent onsen eegene Mëttelen - dëst ass schlussendlech nëmmen ee Parlament mat engem Personal vu 60 Mann a Fra, also 60 Deputéierten, et ass also eng ganz kleng Cellule -, d'Regierung ons dobäi hëllefe muss. Mir héieren zum Beispill - dat huet den Här Ausseminister ons hei gesot -, dass d'Regierung een interministerielle Comité huet, deen déi europäesch Dossieren all Woch behandelt. Dat ass gutt. An ech muss Iech soen, mir schwieft vir, och als President vun där Kommissioun, dee sech mat deene Saache befaasst, dass mer e Kontakt mat deem Comité interministériel kréien.

Et soll wéinstens an all deene Sitzungen, wou d'Chamber europäesch Texter kuckt, entweder e Minister, mä ech weess, dass dat schwiereg ass, well d'Ministere vill mussen och dobausse sinn, mä da wéinstens ee Vertrieder vum concernéierte Ministère oder vun deem Comité interministériel derbäi sinn, deen den Iwwerbléck huet, fir dass mir och déi Relatioune kënnen hierstellen zwëschent deenen Aarbechten, déi do geschéien.

Mir brauchen dann och, mengen ech, en allgemengen Effort vu méi a besser Koordinatioun an der europäescher Gouvernance. D'Parlament wëllt d'europäesch Dossiere méi thematiséieren. Dat ass natierlech eng technesch Fro, mä dat ass virun allem eng héich politesch.

Zum Beispill, all sechs Méint fënnt e Conseil européen statt. Do virdru gëtt d'Kommissioun wichteg Dokumenter zu den Theme vun esou engem Conseil; ob dat Immigratioun ass, ob et Energie ass, ob et Russland ass. Déi komme virun de Conseil européen. Déi musse menger Usiicht no och Géigestand vun Diskussiounen an onse Kommissioune sinn; net an der Plénière, mä an onse Kommissiounen, wa méiglech mat der Regierung.

Ech mengen, et ass schéin, wann e Minister bei ons kënnt, fir ons ze berichten, wat da während deem Conseil européen geschitt ass, fir ons ze explizéieren, wat an de Konklusioune vum Conseil européen steet. Mä et ass och wichteg, dass mer gesinn, wéi et zu deene Konklusioune kënnt, dass mer déi Iddië mat kënnen diskutéieren a beaflossen, déi do zum Virschäi kommen.

Dat gëllt natierlech fir de Conseil européen, mä dat gëllt och fir déi verschidde Ministerréit. Mir sinn elo zum Beispill am Conseil - et ass wéi et schéngt dee vun der Kommunikatioun, dat ass jo och nach komplizéiert - mat der kompletter Liberaliséierung vun de Postdéngschter fir 2009 konfrontéiert.

Mir wësse jo aus de politeschen Diskussiounen, dass d'Liberaliséierung insgesamt e Problem ass. Déi sougenannt Bolkestein-Direktiv, déi jo elo haut net méi esou heescht, well den Här Bolkestein an der Pensioun ass, ass e gutt Beispill fir déi iwwerspëtzte Virstellungen, déi et an der Kommissioun heiansdo gëtt.

Do huet d'Europaparlament, do hunn d'Gewerkschaften, do huet d'ganz Zivilgesellschaft géint e radikaalt Opmaache vun engem Wirtschaftssecteur, vum Déngschtleeschtungssecteur, opposéiert. Ech mengen och d'Kommissioun war um falsche Wee, well se eppes verfollegt huet, ouni sech Gedanken iwwert déi sozial an déi wirtschaftlech Realitéit ze maachen. Si huet ganz einfach op där Schinn vun där extremer Liberaliséierung geschafft.

Elo solle mer als Parlament, wann ech op déi Postdirektiv zréckkommen, ons Meenung am Kader vun der Kontroll vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit soen, dat wëlle mer jo als national Parlamenter am Kader vun der COSAC maachen, a wa mer Awänn hunn, kënne mer neierdéngs och sécher sinn - dat wëll ech hei awer och en l'honneur vun der Kommissioun soen -, dass déi Awänn gehéiert ginn, dass mer och eng Äntwert kréien op dat, wat mer soen, well d'Europäesch Kommissioun sech jo dozou engagéiert huet.

Et ass jo bekannt, dass déi endgülteg Liberalisatioun vun der Bréifpost ënner 50 Gramm d'Fro vun de Services d'intérêt général opwerft. D'Europaparlament - dat wëll ech hei soen - huet den 18. Oktober 2006, also virun engem décke Mount, eng Resolutioun iwwert déi Services d'intérêt général verofscheet. Dora gëtt gesot, dass d'Services d'intérêt général d'Häerzstéck vum europäesche Sozialmodell sinn, dass d'Allgemenginteresse iwwert d'Konkurrenz ze stellen ass, an dass d'Subsidiaritéit verlaangt, dass all Land seng Services d'intérêt général oder och seng Services d'intérêt économique général selwer bestëmmt.

Dofir, seet d'Europaparlament, brauche mer an Europa e kloert Konzept vun dem öffentlechen Déngscht. De Bannemaart mat der Lissabon-Strategie, déi wirtschaftlech, sozial an territorial Kohäsioun souwéi eng nohalteg Entwécklung verlaangen dat Konzept.

An dofir fannen ech, dass zu engem Zäitpunkt, wou fir de Bierger dee Sozialmodell ëmmer méi wichteg gëtt an ass, deen neie Liberaliséierungsschub vun de Postdéngschter dat alles vergësst. Do lafen zwou Schinnen niefteneen, menger Usiicht no, déi net richteg zesummefannen.

Mir mussen et awer fäerdeg bréngen, déi zwou Schinnen zesummenzekréien, well mer soss d'Zoustëmmung vun onse Biergerinnen a Bierger, vun de Leit, déi schaffen, ëmmer manner kréie fir dat, wat mer an der Europäescher Unioun fannen.

Ech mengen, et geet net duer, wa mer zum Beispill iwwert déi weider Liberaliséierung schwätzen, op de Service universel hinzeweisen - dat ass e Konzept, wat mer viru laangen Zäiten aus Amerika kritt hunn -, an dann d'Länner domat gewäerde loossen, wéi se dann domat eens ginn.

Ech menge schonn, dass et hei ëm e grondleeënde politesche Problem geet: engersäits öffentlech Déngschter a Sozialmodell, anerersäits Liberalisatioun a Konkurrenz. Dat musse mer zesummebréngen, an dat kann net doranner bestoen, dass d'Konkurrenz an d'Liberalisatioun dat eenzegt Gesetz sinn, wat mer an Europa hunn.

Mir mussen, Här President, och als Parlament ons an déi Diskussioun amëschen an der Kommissioun soen, dass mer fir esou en europäescht Gesetz iwwer öffentlech Déngschtleeschtunge sinn. Ech mengen, dat ass een Element, wat op enger breeder Basis a ganz Europa a politesche Kreesser gesi gëtt.

Här President, mir haten dann och de Leit versprach dobaussen, onse Wielerinnen a Wieler, mir géifen d'Europawahle méi eescht huelen. Ech mengen, et gëtt elo Enn 2006 Zäit, dass mer virun 2009 dat Gesetz iwwert d'Europawahlen änneren. Fir d'éischt emol, fir d'Zuel vun de Kandidate vun zwielef op sechs erofzesetzen - dat dierft jo net allze schwéier sinn.

Ech mengen och, dass mer ons seriö Gedanke solle maachen, fir d'Cumulë vu Mandater gesetzlech ze verhënneren, Cumulen zwëschen National- an Europadeputéierten, mä och Cumulë vun Deputéierten am Europaparlament a Buergermeeschtere vu gréissere Gemengen.

An ech mengen, mir sollen ons och Gedanke maachen, wéi mer dann déi bescht Method fannen, fir esou gutt wéi méiglech sechs Deputéierte vu Lëtzebuerg am Europaparlament erauszesichen.

Dir kennt meng perséinlech Meenung doriwwer, dass onst Wahlsystem, dat mer elo hunn, net gëeegent ass, fir dat ze maachen. Ech weess awer, dass ech domadder - ausser e puer aneren - zimlech eleng dostinn. Mä ech bleiwen awer bei där Meenung, dass et absolut wesentlech ass, dass mer fir déi sechs Europadeputéiert vu 732 Deputéierten am Parlament déi beschtméiglech Leit, Männer a Fraen, musse sichen an erausfannen, fir ons Interesse vu Lëtzebuerg an d'Europainteressen dohannen ze verdeedegen.

Här President, wat de Verfassungsvertrag selwer ugeet, beweegt sech am Fong geholl fir den Ableck näischt. Déi, déi Nee gesot hunn, an déi, déi Jo gesot hunn, blockéiere sech eigentlech géigesäiteg. Déi eng wëllen net méi virun d'Vollek goen, déi aner wëllen hir Ratifikatioun net an de Pabeierkuerf geheien.

A besonnesch dofir, well mer awer op engem Punkt sinn, wou alles blockéiert ass, musse mer probéieren, all Mëttelen anzesetzen, fir trotzdeem d'Europäesch Unioun weiderzebréngen, fir d'Problemer vun haut ze léisen.

Dozou gehéiert den Asaz vum Artikel 42 vum heitege Vertrag, der sougenannter Clause passerelle. Den Här Justizminister huet ons gëschter hei an dësem Haus gesot, dass zwar Lëtzebuerg dofir wär, mä dass déi däitsch Présidence net dofir wär, well doduerch de Verfassungsvertrag virewech geholl géif ginn.

Ech mengen dat allerdéngs net. Den Artikel 42 verbessert d'Entscheedungsmëttele vun der Europäescher Unioun um Gebitt vun der Zesummenaarbecht bei der Awanderung an dem Asyl an och bei der Zesummenaarbecht um strofrechtleche Plang. An iwwerall do ass et bekanntlech extrem schwéier, mat Eestëmmegkeet weiderzekommen.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech menge schonn, dass doriwwer eraus fir d'Verbesserung vun deenen augenblicklechen Entscheedungsmechanisme fir dës Chamber - den Här Goerens huet et gesot, den Här Glesener huet et gesot - de Verfassungsvertrag onëmschränkt Bestand muss hunn.

D'Ministeren an Europa - dat solle mer iwwerall soen, wou mer hikommen - musse wëssen, dass keent vun deene Länner, besonnesch net déi, déi mat Referendum ofgestëmmt hunn an e positiivt Resultat haten, viru seng Wieler trëtt a seet: Dat war et net, hei ass elo eppes aneschters. Ech ka mer dat net virstellen, dass mer géifen an dësem Land en neie Referendum maache mat engem neien Text, no deem, wat mer am Joer 2005 gemaach hunn.

Et gesäit haut manner wéi jee esou aus, wéi wann nämlech dat, wat amplaz kënnt kommen, besser wär wéi dat, wat mer hunn an deem Vertrag. A Frankräich huet den Här Sarkozy jo Iddië virgeluecht, fir e sougenannte Mini-Vertrag mat den institutionellen Neierunge vum Verfassungsvertrag virzeleeën.

Ech hu perséinlech materlieft, wéi schwiereg dass et war, fir e Kompromëss an deem Verfassungsvertrag ze fannen. An ech sinn nach wie vor der Meenung, dass et dee beschtméigleche Kompromëss an Europa ass, un deem mer festhale sollen a mussen.

Wann dee Kompromëssspak nämlech opgemaach gëtt, da geet d'Spill vu vir un. Dat muss jidderee wëssen!

Da wäerten zum Beispill déi kleng Länner de President vum Europäesche Rot a Fro stellen, dee se eigentlech net wollten, mä dee se akzeptéiert hunn, well et eben e Kompromëss war. Da kënnt een och sech virstellen, dass den europäeschen Ausseminister mat deene Mëttelen, déi en eben an dem Verfassungsvertrag kritt, net méi géif elo akzeptéiert gi vun enger Partie Länner, déi léiwer hir eegen Aussepolitik maachen.

Mä virun allem riskéieren dann eng Partie wichteg Neierungen ze verschwannen - an et ass interessant, dass nëmme vun den Institutioune geschwat gëtt, an net vun deenen aneren Neierungen, déi an deem Verfassungsvertrag sinn. Ech denken un déi horizontal, sozial an ekologesch Klausel am Ufank vun der drëtter Partie. Ech denken un d'Charta vun de Grondrechter. Ech denken un déi Grondorientatiounen am éischten Deel, déi d'Gläichgewiicht zwëschent dem Maart an der Wirtschaft engersäits, der sozialer an ekologescher Dimensioun anersäits garantéiere sollen.

Ech denken och un déi wichteg Kompetenz an der Energie fir d'Europäesch Unioun, déi mer elo wierklech bräichten, fir virunzekommen. Ech denken un d'Kompetenz fir d'Immigratiouns- a Sécherheetspolitik, déi mer och bräichten, fir déi Problemer, déi mer hunn, ze léisen.

Wa jee géif dru geduecht ginn - wann ech emol déi Hypothees hei einfach kann opstellen -, de Verfassungstext op eenzelne Punkten nei ze verhandelen, ech schwätze wierklech am Conditionnel hei, da kéint dat menger Iwwerzeegung no nëmme sinn, fir d'sozial Dimensioun an der Europäescher Unioun als wirtschaftspolitesch kohärente Raum an der globaliséierter Welt auszebauen. Dat ass dat Eenzegt, mengen ech, wat d'Bierger géif iwwerzeegen en neie Vertrag unzehuelen. Ech gleewen awer eigentlech net drun, dass mer esou e Vertrag, esou en Accord géife fannen.

Här President, d'Erweiderung vun der Europäescher Unioun geet virun an ass awer net ëmmer beléift, well d'Mënschen an der Europäescher Unioun nei Konkurrente fäerten. De Bericht vun der Kommissioun am Mee dëst Joer iwwert d'Resultat vun der Erweiderung vu 15 op 25 zwee Joer nom 1. Mee 2004 weist awer ganz kloer faktuell, ouni Literatur, dass dës Erweiderung positiv Auswierkunge fir déi nei wéi fir déi al Memberlänner hat. Weder d'Délocalisatioun vun Aarbechtsplazen nach de Prozentsaz vun Investissements directs vun der EU-15 an d'EU-10 hunn ons Wirtschaft geschiedegt. Au contraire hu mer an deenen neie Länner, déi en enorme Besoin un Investissementer a Wueren hunn, nach ëmmer en neie Maart fonnt.

Mä virun allem maache mer jo déi Erweiderung, fir de Mënschen an deene Länner nei Perspektive vu Wuelstand an Demokratie ze ginn. Mir maache se och fir ons eege Stabilitéit ze garantéieren. An ech mengen et ass eng Fro vu Solidaritéit mat Mënschen, déi iwwer 40 Joer am, ech zitéieren, „real existierenden Sozialismus“ méi schlecht wéi recht gelieft hunn.

Ech mengen och, wa mer un déi nationalistesch Pousséeën denken, déi et a munche vun deene Länner um Balkan, mä och an Osteuropa gëtt, ass et méi wéi jee wichteg, dass déi Länner och a Kontakt mat deenen anere Länner vun Europa trieden, dass besonnesch déi jonk Leit aner Kontakter kréie wéi ëmmer an hirem eegenen nationalistesche Jus do ze sinn. Mir hunn dat, wéi mer als Chamber zum Beispill a Mazedonien waren, ganz kloer gesinn, dass déi Leit eraus mussen an dass se haut, esou wéi hir Situatioun ass, ganz schwiereg erauskommen. Dohier eben eng Exaspératioun vun deem Nationalismus, deen een oft an deene Länner gesäit.

Eng Partie vun den neie Länner an der Europäescher Unioun sinn natierlech an enger schwiereger Phas: sozial, wirtschaftlech, dat wësse mer. Eng Partie hu sech scho stabiliséiert. Slowenien ass esou e Land, wat jo den 1.1.2007 der Eurozon bäitrëtt. Och déi baltesch Länner gehéieren dozou. Méi schwiereg ass et - et ass gesot ginn - a Polen, wou nationalistesch a rietsextrem Kräften an der Regierung sëtzen an e strikt antieuropäesche Kurs fueren. Dofir ass et scho wichteg, dass een och dogéint reagéiert. An ech sinn an där Hisiicht ganz mam Charles Goerens eens iwwert dat wat hien hei gesot huet: No Bulgarien a Rumänien steet de Westbalkan um Programm.

D'Türkei verhandelt iwwert de Bäitrëtt. Wat d'Regierung, wat den Här Ausseminister hei an der EU dozou vertrëtt, fënnt ons Zoustëmmung. Just zu der Türkei, Här Ausseminister, Här President, ee Bémol: Et däerf een awer och der Türkei an der Zypern-Fro net all Schold zouweisen! D'Türkei war mat dem UNO-Virschlag d'accord, Zypern awer net. Mir mussen dat och am Kapp behalen, wa mer elo iwwert d'Türkei wëlle Sanktiounen huele fir dat, wat se eigentlech nach net gemaach huet.

Et ass sécher, Här President, dass d'Europäesch Unioun duerch méi Memberlänner manner effikass a manner gutt fonctionnéiert. Wann een zu 30 oder zu 35 Länner eestëmmeg muss décidéieren, da gëtt näischt méi décidéiert, dat wësse mer. Vill Länner wëllen awer d'Eestëmmegkeet net opginn.

D'EU kritt och nei a méi Problemer mat der Erweiderung. D'EU kritt nei Grenzen, déi méi schwiereg sinn, déi méi wäit ewech sinn. Si kritt méi Diversitéit an de politesche Kulturen. Si leit ënner Korruptioun a Kriminalitéit a gewëssen Deeler. Ech hunn et scho gesot, ech sinn erschreckt iwwert dat wat an der politescher Klass a Polen u Friemenhaass, u Fanatismus an un déiwem Konservatismus besteet.

Virun allem gëtt d'Europäesch Unioun duerch d'Erweiderung ëmmer méi zu engem einfache Bannemaart ouni vill intern Kohäsioun. Mir wëllen awer net just e Ban-

nemaart. Mir wëlle sozial Regelen. Mir wëllen zesummen d'Ëmwelt schützen. Mir wëllen eng Aussen- a Sécherheetspolitik, fir ons Wäerter dobaussen ze verdeedegen. Mir wëlle gemeinsam géint d'Aarmut ukämpfen. Mir wëllen d'Immigratioun zesumme géréieren. Mir wëllen den Asyl gemeinsam maîtriséieren.

Ech mengen awer et ass jo net erstaunlech, dass grad déi Länner, déi de Verfassungsvertrag net wëllen oder net méi wëllen, obscho se en ënnerzeechent hunn, op eng weider Erweiderung drécken. Abee, ech mengen, Här President, da muss een deene Länner soen: Keng Erweiderung méi, dees de Verfassungsvertrag ass ratifizéiert!

Wat heescht dat? Huele mer domat déi heiteg Bäitrëttskandidaten als Geisel vum Verfassungsvertrag? Ech mengen net. Den Här Ausseminister huet gesot: keng nei Engagementer. Dat heescht kenge weidere Länner Versprieche ginn, Kandidat fir d'Adhésioun ze sinn. Natierlech déi Länner, déi am Erweiderungsprozess dra sinn, hunn en Engagement vun der Unioun, dat een net kann zréckzéien, mä éier d'Europäesch Unioun sech gefestegt huet, soll et keng nei Engagementer anere Länner vis-à-vis ginn.

Dat ass méi wichteg, mengen ech, wéi elo eng theoretesch Debatt iwwert d'Grenze vun der Europäescher Unioun ze féieren, well d'Europäesch Unioun steet a fält mat hirer Fäegkeet sech vu bannen ze erneieren. Wann déi Fäegkeet net méi besteet, ass d'EU à terme condamnéiert zu engem ineffikasse Gebilde ze ginn, wou jiddfereen zu all Moment alles blockéiere kann.

Här President, wéinst deem méi groussen Europa, den neie Grenzen an dem Globaliséierungsdrock gi Froe vun Immigratioun an dem Asyl ëmmer méi wichteg. D'Europäesch Unioun huet sech jo zu La Haye am Joer 2000 e Programm op deem Gebitt ginn. Lëtzebuerg schafft och op där Fro do, mir wëlle jo en neit Immigratiounsgesetz maachen. Ech weisen och op deen exzellenten Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot vu Lëtzebuerg hin, deen och déi europäesch Komponent mat betruecht a gutt analyséiert huet.

Wat d'europäesch Immigratiounspolitik ugeet, kacht natierlech fir den Ableck all Land seng eegen Zöppchen. Mir hu bis elo an der Immigratioun um europäesche Plang ganzer véier Direktiven, déi jo zu Lëtzebuerg nach net transposéiert sinn, déi awer sollen an d'Immigratiounsgesetz mat verschmolz ginn: Dat ass eng Direktiv iwwert d'Recht an engem Land ze bleiwen, wann ee méi wéi fënnef Joer legal do gewunnt huet; eng aner iwwert den Zougang vu Studenten aus Drëttlänner; eng drëtt iwwert den Zougang vu Chercheuren aus Drëttlänner; an natierlech eng iwwert de Regroupement familial, och eng äusserst wichteg Direktiv.

Wann zwar elo fir den Ableck nach ëmmer all Land seng eegen Immigratiounspolitik huet, mengen ech, wär et intelligent, zesummen déi legal Immigratioun an Europa ze organiséieren, an dat mat den Ursprongsländer zesummen. Ech mengen, et ass natierlech och wichteg, dass Europa déi illegal Immigratioun bekämpft. Mir hunn elo eng europäesch Agence Frontex, déi haut mat 51 Beamte schafft. 51 Beamten huet Frontex, a wann Der kuckt wat fir riseg Baussegrenzen d'Europäesch Unioun huet, da kënnt Der lech virstellen, dass ee mat deenen 51 Beamten net vill maache kann.

Zu der Bekämpfung vun der illegaler Immigratioun gehéiert natierlech d'Entwécklungs- an d'Handelspolitik. Do wësse mer, dass nei Konzepter entstinn, wéi zum Beispill dat Konzept vum Codéveloppement zwëschen engem Ursprongsland vun der Immigratioun an engem Land wat Immigranten ophëlt, fir iwwerhaapt och dee Réseau zwëschen héich entwéckelten a manner entwéckelte Länner, déi eben och Emigranten hunn, méi festzeschnüren an op déi Manéier deene Länner an och deene Mënschen, déi doranner an der Aarmut liewen, eng Hoffnung ze ginn.

Déi zwou - Entwécklungs- an Handelspolitik - hänken natierlech och zesummen, an ech mengen, wa mer den Accord de partenariat économique amgaange sinn ze verhandelen elo an dëse Méint a Joren, da musse mer drun denken, dass d'Entwécklungsländer musse vun engem Handel geschützt ginn, deen hir wirtschaftlech Grondlage géif zerstéieren. Dat heescht, deen Handel, dee mer hinne wëlle proposéieren, muss en Handel sinn, deen hir eegen Entwécklung ënnerstëtzt. Ech mengen, dozou gehéieren och Instrumenter, déi mer héchstwahrscheinlech och bei der Entwécklungsdebatt nach méi genee musse kucken, wéi Mikrokreditter, wéi alleguerten déi Instrumenter, déi an deene leschte Joren entstane sinn.

Här President, Europa brauch Immigratioun, och Lëtzebuerg. A Lëtzebuerg - dat wësse mer jo, dat muss een och onse Biergerinnen a Bierger soen - war ëmmer en oppent Land, a bei Zäiten iwwregens och selwer en Immigratiounsland. D'Banken- a Finanzplaz fënnt haut keng Spezialiste méi, weder zu Lëtzebuerg nach an der Groussregioun, a wëllt se méi wäit siche goen.

Op deem Plang hunn ech iwwregens och mat Interessi gelies, dass d'Europäesch Kommissioun en europäesche Kader fir Wirtschaftsmigrante schafe wëllt; dat heescht, den europäesche Regime, deen en ofgeséchert rechtlecht Statut géif virgesi fir Rechter a Flichte vun Immigranten aus Drëttlänner, iwwerall gläich ze maachen an all europäeschem Land. Et gëtt vun engem Regime wéi deem vun de grénge Kaarten an den USA geschwat.

Interessant ass och d'Suggestioun fir déi illegal Immigratioun ze bekämpfen andeem och d'Entreprisen an d'Responsabilitéit geholl ginn; dat heescht, deene Betriber Sanktiounen opzeleeën, déi Immigrante schwaarzschaffen dinn a se oft zolidd exploitéieren. Et wär sonner Zweifel och wäertvoll, wann d'Europäesch Unioun fir d'Zouwanderer aus Drëttlänner - Spezialisten, Fuerscher, Studenten, mä och Leit, déi vum Regroupement familial wëlle profitéieren, och manner oder net qualifizéiert Mënschen, wa se da gebraucht ginn - do minimal Regele géif ausschaffen, déi an all Land géifen observéiert ginn.

Do läit e risegt Feld virun ons. An ech wëll och soen, dass zu deem ganze Froekomplex och d'Ausdehnung vum Schengeraum an der EU selwer gehéiert. An ech hunn dat net méi spéit wéi e Méindeg op der COSAC-Versammlung zu Helsinki gemierkt, dass dat fir déi nei EU-Bäitrëttslänner eng äusserst wichteg Affär ass, fir sech kënne fräi am Schengeraum ze bewegen, an dass och mat deenen d'Bannegrenzen iwwerwonne ginn.

Här President, d'Globalisatioun ass eng weider wichteg Erausfuerderung fir d'Europäesch Unioun. Et ass an der Zwëschenzäit an de Käpp ukomm, dass dat net ouni weltwäit Regulatioune geet. Et gëtt haut an der Europäescher Unioun 18 Millioune Chômeuren an 68 Millioune Mënschen, déi ënnert der Aarmutsgrenz liewen. Eng wëll Globalisatioun bréngt net nëmme riseg Ëmweltschied, steigend CO_2-Emissiounen, si zerstéiert duerch eng wëll Konkurrenz Aarbechtsplazen a sozial Netzer. Déi global Finanzmäert entzéie responsabelen Acteuren Décisiounsméiglechkeeten, fir en équilibréierte Wirtschaftswuesstum am Respekt vun de schaffende Mënschen ze realiséieren.

Eleng d'Europäesch Unioun - net nëmmen eenzel Länner - kann agräifen. D'Europäesch Unioun huet do eng Verantwortung, fir an der Globaliséierung weltwäit Regulatiounen duerchzesetzen.

Et heescht nei Léisungen ze fannen! Ech hunn zum Beispill mat Interessi den Här de Villepin gehéiert, de franséische Premierminister, dee virgeschloen huet, fir géint Länner, déi Kyoto no 2012 net respektéieren, eng Taxe carbone am internationalen Handel anzeféieren. D'EU huet och bis elo op jidde Fall als eenzeg Waff géint eng verfälschte Konkurrenz mat sozialem Dumping, Fälschungen a Piratage vun europäesche Modelle vun Technologielänner wéi China, Indien an aneren neie Länner hir Bannemaartregulatiounen. A mir wëssen, dass dat net duergeet. Dir wësst och, dass 2007 e Fonds européen d'ajustement à la mondialisation soll entstoen.

D'OMC ass natierlech och en Instrument fir de fräien Handel, dat zu Doha mat sozialen, ekologeschen an Entwécklungsaspekter komplettéiert ginn ass.

Ech mengen, kee wëllt, dass Europa an de Protektionismus zréckfält. Mä dach ass et eng Aufgab vun Europa - wéi vun de Länner alleguer -, hir wirtschaftlech a sozial Substanz ze schützen. Mir hunn zum Beispill gesi bei der Ëmsetzung vun der Direktiv iwwert d'OPAen, dass dat e Minimum ass, dee mer bis dohinner fäerdeg bruecht hunn. Mir gesinn, dass europäesch Entreprisen ëmmer méi vu Pensiounsfongen aus der ganzer Welt, a besonnesch aus den USA, opkaaft ginn, dann ausgesuckelt ginn an dann zougemaach ginn. Dat heescht, dass d'Paie vun de Leit stagnéieren. An dat gëtt op Dauer net méi akzeptéiert. An ech mengen, dat musse mer och als Politiker gesinn.

Här President, den Här Ausseminister huet och mat wueliwwerluechte Wierder déi vill Konfliktfelder behandelt, déi et an der Welt gëtt. Ech si mat deem d'accord, wat en dozou gesot huet. Et huet keen e Wonnermëttel fir komplex Konflikter ze léisen. Et zielt nëmmen do vill Diplomatie, Hëllef mam Scheckheft, heiansdo mat militäreschem Schutz, an awer och kloer Prinzipien, hannert déi een net goen däerf.

Zu deene Prinzipie gehéiert natierlech och de Refus vu Kricher géint d'Zivilbevölkerung. An dofir huet dës Chamber - ech wollt dat trotzdeem hei rappeléieren - eestëmmeg e Gesetz verlaangt géint d'Bombes à sous-munition. Ech wollt och den Här Ausseminister froen, wéi wäit dass mer domat sinn a wéini dass mer zu deem Gesetz hei kënne Stellung huelen.

E Wuert nach zu der Participatioun vu Lëtzebuerg u Friddensmissiounen am Ausland. Mir hu bis elo als Chamber an der aussepolitescher Kommissioun ëmmer e positiven Avis zu deene Missioune ginn, well se mat onse Méiglechkeeten am Aklang waren an och sinn. Et goung ëm Iwwerwaachung, ëm Kontroll, ëm Hëllef vu Spezialisten. Et war net ongeféierlech, muss ee soen, mä et waren eigentlech ni Kampfhandlungen. A well dat esou war an ass, gouf et eigentlech nach ni eng gréisser Diskussioun bis elo hei zu Lëtzebuerg iwwert déi Participatioun.

Grouss europäesch Länner schécke militäresch Kontingenter a Geforenzonen. Ech denken un Afghanistan, wou d'Situatioun méi gefëierlech gëtt an d'Stabilisatioun eigentlech keng Fortschrëtter mécht. Et ass ëmmer behaapt ginn, d'Sécherheet vun Däitschland an Europa géif um Hindukusch verdeedegt. Esou Behaaptunge soen eigentlech näischt aus.

Et geet drëm, mengen ech, e Land, an deem Islamisten d'Leit ënnerdréckt hunn, elo ze stabiliséieren, opzebauen, d'Leit, a besonnesch d'Fraen, fräizemaachen, a Bildung, Gesondheet a Rechtsstand virunzebréngen. Dat ass alles nach eréischt am Ufank, wann ee Leit héiert, déi an Afghanistan geschafft hunn. An dofir soll Europa an och Lëtzebuerg sech gutt iwwerleeën, wou se agräifen, an och wëssen, wéi laang esou Engagementer kënne sinn.

Et war an ass sonner Zweifel noutwendeg, militäresch um Balkan anzegräifen, fir den nationale Wahn do ze stoppen. Et ass och richteg, fir zwësche Gaza an Ägypten ze hëllefen, fir nei Regele fir d'Grenzen opzestellen an duerchzesetzen. Mir hunn och eestëmmeg mat décidéiert, Lëtzebuerger bei der FINUL an de Libanon ze schécken. Insgesamt si mer och domat averstan, fir Offizéier, Ënneroffizéier, Spezialisten, Policen, heiansdo och Zaldoten do zur Verfügung ze stellen, wou d'Europäesch Unioun, d'NATO mat engem UNO-Mandat agräifen.

Mir wëssen och - däers muss dës Chamber sech bewosst sinn -, dass dëst alles net zum Nulltarif ze kréien ass. An dofir muss een d'Orientatioun vun de Militärausgabe kloer an dee Kader do setzen, ëm deen et sech handelt, nämlech Friddensmissiounen, bei deenen ons Zaldote gutt preparéiert a gutt geschützt musse ginn. Mä nach mengen ech, mussen déi Missiounen zäitlech begrenzt sinn a virun allem prinzipiell eng net militäresch Finalitéit hunn, eng Finalitéit vu Stabilisatioun, an där militäresch Komponenten dra kënne sinn, mä déi Haaptfinalitéit däerf elo net militäresch sinn.

Et kann net sinn, dass mir ons a militäreschen Abenteuer engagéieren - wéi d'USA dat am Irak gemaach hunn -, vun deene mir net wëssen, wou se hiféieren. D'Finalitéit muss, wéi gesot, sinn, d'Demokratie hierzestellen, de Mënschen nei Perspektive vu Rou a Wuelstand ze ginn, an op déi Manéier solle mer eben onse Bäitrag leeschten.

Här President, d'Welt ass zesummegeréckelt, si ass méi kleng ginn. Mir gleewen e bëssen naiv, dass Demokratie a Wuelstand iwwerall Fortschrëtter maachen, méi oder wéineger automatesch. D'Konflikter op der Welt weisen ons, dass dat net de Fall ass.

All Moment dreet Krich iergendwou, Zerstéierung, Aarmut, Friemenhaass, Rassismus. Fanatiker zécken net, fir ganz Völker ze ënnerdrécken. Relioune ginn dofir instrumentaliséiert, fir de Mënsche virzeschreiwen, wéi se ze denken, ze liewen, ze follegen hunn. Reliéis Motiver déngen dozou, Mënschen an den Doud ze rappen. Den Terrorismus gëtt et iwwerall. De Libanon, den Irak, den Iran, Israel a Palästina si virun onser Dier.

Darfur - mir hunn elo just nach en Opruff vun amnesty international kritt - ass eng schrecklech Tragédie, wou och Lëtzbuerg sech muss asetzen, fir där Tragédie en Enn ze maachen. Serbien ass nach ëmmer net iwwer säin nationalisteschen Trauma aus den 90er Joren ewechkomm. A wat a Russland vir sech geet, duerchkuckt keen: Gewalt, Korruptioun, international Kriminalitéit, Mënschen- an Drogenhandel bléien. Atomwaffe ginn ëmmer weider produzéiert. Dat alles betrëfft ons!

Duerfir muss och e Land wéi Lëtzebuerg säi Bäitrag leeschten, fir eng besser Welt ze schafen. Dat ass ni erreecht, dat ass eng Sisyphusaarbecht, déi ëmmer erëm op en Neits muss ugefaange ginn. An duerfir mengen ech, muss een all deene Leit, déi dagdeeglech dofir schaffen, Merci soen: de Politiker, den Diplomaten, den ONGen, den Zaldoten, den Offizéier, de Policen, déi a Missioune sinn, de Bierger, déi sech och fir déi Saachen interesséieren.

Dat ass alles, Här President. Ech hunn de Moien an enger Zeitung gelies, esou een Débat, esou eng Deklaratioun iwwert d'Politique étrangère wär net sexy. Abee, et ass vläicht net sexy, mä et ass noutwendeg.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Joer 2006 war fir déi gréng Fraktioun gekennzeechent vun enger Rei...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...aussepoliteschen Hoffnungen, awer - ech géing emol soen - ënnert dem Strëch vill méi Enttäuschungen. Ech wëll awer bei deem Positiven ufänken, bei den Hoffnungen, well ech mengen, datt een op déi kéint opbaue fir déi nächst Zäit.

Éischt Aktiounen - loosse mer emol esou soen -, déi eis Hoffnunge gemaach hunn, dat sinn d'Resultater vun de Wahlen an de Vereenegte Staten. An domadder net - dat wëll ech direkt soen - de Fait, datt d'Demokraten esou haushéich gewonnen hunn an datt se elo déi zwou Kummere kontrolléieren, mä eigentlech éischter de Fait, wéi et derzou komm ass, datt déi, déi virdrun déi zwou Kummere kontrolléiert hunn, ofgewielt gi sinn. Et ass dat, wat eis Hoffnung mécht.

An de Vereenegte Staten huet sech an deene leschte Méint, an deene leschten zwee Joer, géing ech emol soen, ëmmer méi eng breet Front vun der Basis erop opgebaut, an der Gesellschaft opgebaut, fir ze reagéiere géint eng ganz Rei Mëssstänn, déi sech iwwert déi aktuell Regierung agebiergert haten. Stéchwierder sinn do: d'Afrostelle bis an de leschten Detail vu biergerlechen an demokratesche Fräiheete mam Virwand vum Kampf géint de Terrorismus, de Krich natierlech am Irak, déi ganz Logik vum Unilateralismus vun de Vereenegte Staten, awer och - an dat erfreet eis natierlech besonnesch - dat Versoe vun der Regierung Bush par rapport zu där gréisster Erausfuerderung vum 21. Jorhonnert, nämlech der Léisung vun der Energieversuergung, Energieeffizienz respektiv Bekämpfung vum Klimawandel, dee souwisou ganz enk verknäppt ass mat deem Krich engersäits, deen am Irak gefouert gëtt, respektiv anere Konflikter.

An um Terrain an de Vereenegte Staten ass eigentlech déi Nidderlag vun där doter Regierung bei dëse Wahle virbereet ginn an och erméiglecht ginn, an dat ass en Ëmstand, deen eis erfreet, well wéi gesot déi Hannergrënn, déi derzou gefouert hunn, an d'Beweeggrënn, déi d'Leit derzou gefouert hunn, fir sech anzesetzen, eischter Date sinn, op déi een och fir d'Zukunft kann opbauen, well mir mussen eis näischt virmaachen: Wann déi Aarbecht do um Terrain op der Basis an deem groussen a fir eis och wichtege Land, a fir de Rescht vun der Welt wichtege Land, net virugefouert gëtt, dann ännert och d'Wahlresultat als solches näischt, an och d'Optioun, déi een eventuell huet, datt an zwee Joer och um Niveau vun der Presidentschaft eng Ännerung ka kommen, ännert näischt, wann déi Aarbecht net um Terrain virugefouert gëtt.

Deen zweete Punkt, Här President, deen eis optimistesch stëmmt, ass d'Resultat oder de Wahlausgang an Italien. Duerch och do eng massiv Mobiliséierung vun der Bevölkerung géint d'Korruptioun, géint iwwerdriwwene Muechtusproch ass eng Regierung a virun allem eng Persoun, déi déi enorm personifizéiert huet, nämlech den Här Berlusconi, ofgewielt ginn, fir deen de Rechtsstat näischt méi wäert war, fir dee Politik beschtefalls dora bestanen huet, fir ze kucken, wéi ee sech säin Imperium weider kéint ausbauen a wéi ee sech perséinlech kéint

beräicheren, an déi Prozesser, déi elo ustinn, wou dee Mënsch nach ëmmer net wëllt aus der Politik zrécktrieden, trotz x Condamnatiounen entre-temps, déi ënnermaueren dat.

Mä wéi gesot, den Ëmstand, datt d'Leit sech an Italien ënner schwieregste Bedingunge massiv beweegt hunn an et ni opginn hunn ze kämpfen, fir datt deenen Ëmstänn do en Enn bereet gëtt - och dat stëmmt eis positiv.

An dann dee leschte Punkt, Här President, do wëll ech emol eng Kéier dann déi luewen, déi op Regierungsniveau täteg sinn. Sécherlech net op alle Punkten an där Hinsicht, mä zumindest an der Gesamtapproche leie se richteg. Dat ass, datt an England um Schluss vun engem Premier senger Amtszäit mat grousser Wahrscheinlechkeet, ier e sech politesch wäert verofscheeden, déi Regierung eigentlech de Kampf géint de Klimawandel zu där wichtegster Erausfuerderung erkläert huet fir d'Länner am 21. Jorhonnert, an dat och op déi éischt Plaz vu senger Agenda geschriwwen huet zum Schluss vun där Period, während där en nach politesch aktiv ass.

Et muss een och zum Beispill déi Etüd vum Här Stern ernimmen, déi an Optrag gi ginn ass, där hir Konklusiounen eis natierlech iwerhaapt net iwwerraschen, well si dat confirméiert, wat mir als Gréng zënter laangem soen, nämlech dass et eng immens Interaktioun gëtt tëschent dem Klimawandel an deenen ekonomesche Schwieregkeeten, déi mer wäerte kréien, wa mer de Klimawandel net offensiv uginn.

Et ass gutt, datt dat hei emol eng Kéier niddergeschriwwe ginn ass, an datt dee Bericht do bestallt ginn ass vun enger Regierung. Zumindest dat stëmmt eis optimistesch, och wa mer wëssen, datt mer nach laang net op där gewonnener Säit sinn um politische Niveau an där doter Fro. Mä mir hoffen, datt mer awer e gutt Stéck méi séier vläicht emol endlech weiderkommen, an datt mer méi séier musse weiderkommen - dorop wäert ech nach zréckkommen -, dat bestätegen entre-temps all Etüden, well mir hunn net méi laang Zäit, fir ze reagéieren, mä nëmmen nach zéng bis fofzéng Joer maximal Zäit.

Enttäuschungen, Här President, gëtt et der wéi gesot vill méi. Ech wëll just eng Rei opzielen. Déi éischt ass natierlech déi vum Noen Osten, de Krich am Libanon, an elo natierlech déi lescht Deeg e weidert tragescht, grauenhaft Evénement am Libanon, wou e Minister ermuert gëtt, wou dann och do bei där Ermuerdung erëm eng Kéier den Numm vun engem Land an d'Spill kënnt, an de Risiko effektiv reell ass, datt dat e bestallte politesche Muerd vu baussen ass.

Och de palästinensesche Konflikt, deen einfach, och wann een heiansdo gemengt huet an deene leschten zwee, dräi Joer, datt een d'Chance hätt elo d'Kéier endlech ze kréien, erëm eng Kéier op en Neits eskaléiert. Alles dat si Saachen, déi ee wierklech net optimistesch stëmmen.

De Konflikt am Darfur, deen eigentlech déi Thees beleet, datt Afrika insgesamt zum vergiessene Kontinent geroden ass. Et huet een d'Impressioun, datt et quasi kee méi interesséiert wat sech do ofspillt.

Drëttens natierlech d'Entwécklung an Nordkorea mat der Entwécklung vun der Atombomm, awer och aner Saachen, déi eis vill méi no mussen eppes ugoen, déi enk mat der Entwécklung vun der Europäescher Unioun ze dinn hunn, nämlech d'Erëmopkomme vun Nationalismus, Rietsextremismus, virun allem och an deenen neie Länner vun der Europäescher Unioun, dat stëmmt eis wierklech skeptesch.

An dann dee leschte Punkt, wou mir och fannen, datt deen engem kee Grond gëtt zum Optimismus, dat ass, datt déi Denkzäit, déi 2005 décidéiert ginn ass, ronderëm de Verfassungsvertrag, eigentlech éischter genotzt ginn ass, fir - hunn ech e bëssen d'Impressioun - awer dee Vertrag an där Form wéi e proposéiert ginn ass ze begruewe wéi fir e weiderzebréngen, mat alle Konsequenzen, déi dat huet.

An duerfir, Här President, wëll ech eigentlech och elo meng Interventioun op aacht Punkten opbauen, wou deen éischten natierlech deen ass, deen eis am nootste bedréfft, an dat ass dee vun der EU-Erweiderung.

Erweiderung ass déi wierkvollst Politik vun der Konfliktvermeidung. Dat huet den Ausseminister och gëschter zu Recht ënnerstrach. A mat Bulgarien a Rumänien schléisse mer eigentlech dee gréissten Erweiderungsprozess vun der Nokrichszäit emol virleefeg of, zumindest an deem Zäitraum an och wou en ofgeschloss ginn ass. Wat awer nach laang net heesche wëllt, datt all déi Länner, déi eigentlech zur direkter europäescher Famill gehéieren, elo dobäi sinn, dat heescht, datt den Erweiderungsprozess kënnt als ofgeschloss gesi ginn. Zumindest wann een op de Westbalkan kuckt, ass dat mat Sécherheet eiser Meenung no net de Fall.

Et ass och esou, datt ee muss feststellen, datt duerch déi Perspektiv vun der EU-Memberschaft, dat en immensen Usporn duergestallt huet fir déi Länner, déi bäigetratt sinn, fir ëmfangräich Reformen ze maachen, déi mat 100%eger Sécherheet weder an der Vitesse nach an hirem Ëmfang gemaach gi wären, wann net d'Perspektiv vum EU-Bäitrëtt bestanen hätt.

A wann ech dat soen, da soen ech dat ebe vum Gesiichtspunkt eraus, datt een d'Impressioun awer heiansdo huet, datt een dat net oft genuch an deenen alen EU-Länner, dat heescht och zu Lëtzebuerg, widderhuele kënnt, datt dat eigentlech och e wichtege Facteur ass vu Stabilitéit a Sécherheet fir eis selwer. Mir hu jo gesinn, haaptsächlech um Balkan, wann déi Perspektiven net bestinn, zu wat dat riskéiert ze féieren. An ech gi jiddferengem schwaarz op wäiss op enger Salztut, wa mer net Länner wéi Rumänien a Bulgarien, wou mer wëssen, datt et nach vill Schwieregkeete gëtt, déi Perspektive ginn hätten, dann hätten ähnlech Risiken an deene Länner bestanen, an dat hätt jo sécherlech d'Europäesch Unioun an och eis alleguer, dat heescht all d'Biergerinnen an d'Bierger, net manner kascht, mä méi kascht an allen Hisiichten.

Wou et awer entre-temps e Problem gëtt an deem ganzen Erweiderungsprozess, dat ass éischter no bannen, well mir sinn der Meenung, datt déi Erweiderung och duerno intern muss mat Mesurë flankéiert ginn. An do hapert et entre-temps gewalteg. Dohier kënnt eiser Meenung no och e gudden Deel vun der Skepsis an der Erweiderungsmiddegkeet, déi een entre-temps feststellt, well mer eis no bannen net méi genuch Moyenë gi fir dann, wa Länner bäigetratt sinn, och relativ séier zu engem gewëssene Mooss vun Harmoniséierung ze kommen tëschent deenen alen an deenen neie Länner. Dann ass et relativ kloer, da féiert et zu Schwieregkeeten no bannen, da féiert et och zu Ängschten an da gëtt d'Erweiderungsmiddegkeet ëmmer méi grouss.

Mir stelle fest, datt d'Solidaritéit an d'Zesummenaarbecht, haaptsächlech wat dee sougenannten, fir et dann emol an engem däitschen Term auszedrécken, „Aufbau Ost" ugeet, extrem an d'Schleidere geroden ass an datt dee vernoléissegt gëtt. An e gëtt oder ass virun allem an der Lescht haaptsächlech vernoléissegt gi vun deenen alen EU-Memberstaten. An déi ganz Diskussioun an dat Gefeils ronderëm den EU-Budget, déi Blocagen, déi do stattfonnt hunn, déi onendlech Verhandlungen, déi do stattfonnt hunn, déi waren an där Hisiicht sécherlech net hëllefräich, weder no baussen a beweisen och no bannen, wou d'Schwieregkeete leien.

Duerfir hu mer och haut Reaktiounen an neie Länner doriwwer, wann ech kucke wat effektiv a Polen geschitt ass bei de leschte Wahlen. An ech ginn dem Här Goerens Recht, datt dat vill ze vill wéineg bis elo thematiséiert ginn ass, datt dat op alle Fall a kengem Verhältnis stoung zu deene sécherlech iwwerspëtzte Reaktiounen, déi deemools an Éisträich waren, wéi den Här Haider oder seng Partei un de Pouvoir komm ass.

Da stellen ech awer op där anerer Säit genausou gutt fest, datt hei bei Polen dat quasi och guer net thematiséiert ginn ass an datt mer eis virun allem och net am Klore sinn, datt d'Erëmopkomme vun heftegstem Nationalismus an deenen dote Länner och domat ze dinn huet, datt mir eis no bannen an deem Prozess do zougemaach hunn an eigentlech déi, loosse mer soen, Harmoniséierung net méi an deem Mooss gesinn, wéi vläicht an der Zäit, wéi mer Länner opgeholl hu wéi Portugal oder Spuenien, wou d'Bereetschaft zur Solidaritéit an zu méi Grousszügegkeet, fir eng schnell Harmoniséierung ze kréien, bei deenen ale Memberstate vill méi grouss war wéi haut.

Duerfir ass et och relativ kloer, datt d'Stäerkung vun Europa an der Welt eben nëmme kann duerch en Ofschléisse vun deem Prozess do kommen, no bannen an no baussen, an datt awer déi Defiziter a Manktumen, déi mer am Moment hunn, ons do gréisser Schwieregkeete maachen.

Mir sinn de Moment e Bannemaart, mat Rumänien a Bulgarien dobäigerechent, vu plus ou moins 500 Millioune Leit. Et ass och dee kafkraaftstäerkste Bannemaart vun der Welt, trotz dem Fait, datt mer jo elo Länner opgeholl hunn, wou d'Kafkraaft bäi Wäitem sécherlech net esou héich ass wéi an deenen ale Länner. Mä wann een d'Dynamik awer och kuckt an deene Länner, déi elo scho bäigetratt sinn, och wat d'Kafkraaft ubelaangt, plus dann déi al dobäigerechent, dann hu mer ekonomesch eigentlech schonn e Pouvoir, deen terribel ass. Mä mir hu politesch iwwerhaapt keen. An de Slogan vun der Puissance économique a vum Nain politique, deen ass haut bal nach méi berechtegt wéi viru Joren. Och dem Här Kissinger säin alen „bon mot", datt Europa keng spezifesch Télefonsnummer hätt, ass haut méi wéi jee gülteg.

An der Aussepolitik si mer entre-temps op engem Stadium ukomm, datt mer mëttlerweil schonn eng ganz Rei aussepolitesch Spriecher hunn. Mir hunn e puer Kommissären, déi zoustänneg si fir ze schwätzen. Mir hunn natierlech déi 25 Premier- an Ausseministeren, oder an Zukunft dann ebe 27, déi schwätzen, an nach den Här Solana, deen och Positioune vertrëtt. A wann een heiansdo de part et d'autre kuckt, wat do vertratt gëtt, da gëtt dat net ëmmer e Bild of wéi wann do aus engem Mond geschwat gëtt. An dat ass natierlech an enger Welt wéi haut immens problematesch, an et ass bedauerlech wann ee kuckt, wéi gesot, wat fir en ekonomesche Pouvoir Europa awer eigentlech huet, wann dann op där anerer Säit dat sech net politesch ëmmënzt fir e gemeinsaamt politescht Handelen.

Ech mengen duerfir och, wann ech dann nees zur EU-Erweiderung zréckkommen, datt d'Flicht vun der Erfëllung vun de politesche Bäitrëttskritären net däerf ophale wann d'Membere bis bäikomm sinn. Mir mengen dann et misst endlech e Mechanismus agefouert ginn, deen d'Anhale vun de grondleeënde Prinzipie vun der EU, esou wéi se am Artikel 6 vum EU-Vertrag festgehale sinn, nämlech Fräiheet, Demokratie, Mënscherechter, Grondfräiheet a Rechtsstaatlechkeet vun alle Memberstaten, souwuel déi nei wéi déi al, datt déi gläichermoossen a regelméisseg missten iwwerpréift ginn. Datt mer eis do misste méi effikass Mechanisme ginn, fir dat ze préiwen. Dat ass och e Faktor, mengen ech, deen dozou bäidroe géing, där Erweiderungsmiddegkeet a virun allem den Ängschten ze begéinen, déi et an Europa gëtt.

Da kommen natierlech Saachen dobäi wéi déi Verhandlungen, déi elo ugefaange gi sinn, mat der Türkei a Kroatien, wou mer wierklech als Gréng der Meenung sinn, datt et richteg war, fir déi Verhandlungen unzefänken, fir sech un dat ze halen zu wat mer eis verflicht haten. Mir begréissen och duerfir, datt d'Bäitrëttsverhandlungen ugaange sinn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Mir sinn och der Meenung, datt d'Kritären, fir bäizetrieden, net als solches verhandelbar sinn. A mir sinn och frou driwwer, datt hei bei deenen doten zwee Länner endlech dat gemaach ginn ass, wat bei anere virdrun net ëmmer gemaach ginn ass, nämlech datt sech keen Datum gesat ginn ass, wou gesot ginn ass, bis dohinner musse mer ofgeschloss hunn, mä datt et net nëmmen ergebnisoffen ass, mä och datumoffen ass, datt et eréischt zu engem Ofschloss kënnt, wann eigentlech d'Resultat deem entsprécht, deem et entsprieche muss, nämlech wann all déi Kritären, déi missten erfëllt sinn, fir kënne bäizetrieden, och erfëllt sinn.

Duerfir keen Zäitrahmen, verhandlungs-, also ergebnisoffen, woubäi ee sech awer muss bewosst sinn, datt mer souwuel bei Kroatien wéi och bei der Türkei net dierfe mat deene Froe spillen - scho guer net mat der Türkei -, well mer einfach bal verdaamt si fir mat der Türkei ze hoffen, datt mer zu engem positiven Ofschloss kommen. Well wa mer mat der Türkei zu kengem positiven Ofschloss kommen, ass et relativ kloer: Dann hu mer e Problem an Europa. Well mir hu Grenzen als EU mat der Türkei. D'Türkei ass nun eemol awer strategesch gesinn och zu den islamesch orientéierte Länner déi eenzeg Bréck, déi mer kënnen opbaue fir do kënne méi Verständnis ze kréien, fir do och kënnen op déi Länner iwwert d'Türkei anzewierken.

An duerfir, wann et schifgeet, wann d'Türkei net fäeg ass, dee Reformprozess duerchzezéien, a se duerfir net ka bäitrieden, da kënne mer zwar soen: Dann hu mir d'Türkei net opgeholl an d'Europäesch Unioun, mä mir hunn de Problem awer do. A méi wéi jee! Duerfir musse mer alles drusetzen, fir natierlech Drock ze maachen op d'Türkei, mä awer och fir anerersäits net no an no d'Impressioun ze ginn, wéi wa mer kee Wëlle méi hätten, fir uerdentlech ze verhandelen.

An ech ginn dem Här Fayot Recht: Wa mer d'Zypern-Fro uschwätzen, gëtt et sécherlech awer och do Responsabilitéiten op anere Säiten. Et kann een do net nëmme mam Fanger op d'Türkei selwer weisen.

Wichteg ass duerfir och déi europäesch Perspektiv vum westleche Balkan, well de westleche Balkan muss oprechterhale ginn, well Stabiliséierung a Fridden um Balkan si fir d'EU wichteg a mussen eng absolut Prioritéit si fir déi nächst Joren. Mä mir kréie se awer nëmmen, wa mer och do eng Perspektiv bidden, a wa mer hëllefen, datt déi Perspektiv sech och kann erfëllen. An do musse mer einfach och Hëllefstellunge leeschten. Mir kréien am Kosovo nimools eng stabel Situatioun, wann déi dote Perspektiven net sinn a se herno net an Erfëllung ginn.

An da sinn ech och souwisou d'accord mat deenen, déi gesot hunn, datt et einfach de Moment müsseg ass, iwwert d'Fro ze diskutéieren: Wou sinn dann d'Grenze vun der Europäescher Unioun? Effektiv ass et richteg, datt dat éischter en offene Prozess ass.

Natierlech soll een net egal wat maachen, mä wat vill méi wichteg ass, ass déi Fro: Si mir fäeg, eis intern esou ze organiséieren, datt mer elo zu 25, an ab Januar zu 27, iwwerhaapt emol kënnen effikass fonctionnéieren? A wa mer Länner weider ophuelen, sinn eis Strukturen, eis Institutioune stabel genuch, fir dat kënnen auszehalen? Dat sinn déi wesentlech Froen, déi ee sech bei all Erweiderung fir d'Zukunft muss stellen. Dat heescht: Ass dat politescht Gemeinwesen, wat mer am Moment hunn, effikass genuch, fir kënnen zousätzlech ze erweideren?

Da gëtt jo de Moment ëmmer déi Fro gestallt an eenzelne Länner - och zu Lëtzebuerg fänkt se un opzekommen -, ob ee bei zukünftegen Erweiderungen net misst national Referenden afëieren oder ofhalen, ier een erweidert. Do muss ech soen: Do kann ee jo nëmme virdru warnen.

Mir hätten als Gréng och kee Problem, wann nei Länner géinge bäikommen an et géing een iwwer Referende schwätzen, datt ee géing soen: Mir maachen en europäesche Referendum. Well dann hätt de Referendum wéinstens eng europäesch Dimensioun. Mä mir sollen eis dach awer näischt virmaachen. Wann een en nationale Referendum ofhält iwwert de Bäitrëtt vun iergendengem Land - egal wat fir eent dat an Zukunft ass -, da gëtt et en nationalisteschen Débat, dee gefouert gëtt, mä net en Europa-offenen Débat. An duerfir si mir strikt dergéint, datt iwwer nei Bäitrëttskandidaten national Referenden ofgehal ginn. Wa jo, dann héchstens op europäeschem Niveau.

Zweete Punkt, Här President: d'EU-Aussen a Sécherheetspolitik, an da virun allem de Klimaschutz an deem Kontext. Den Impakt vun de Klimaverännerungen ass net méi ze ënnerschätzen. De Kampf géint de Klimawandel ass eng vun de wichtegsten Erausfuerderunge gi fir d'Mënsche vum 21. Jorhonnert. Weltwäit hänken immens vill Froen dorunner.

Stéchwuert: Migratioun/Flüchtlingen. Wa mer näischt maachen an déi Konsequenzen trieden an, déi virausgesot ginn - an déi sinn entre-temps wëssenschaftlech kaum nach contestéiert -, dann hu mer e Problem mat Millioune Flüchtlingen, deem kee méi wäert kënne Meeschter ginn. Mir kréien an eisen eegene Länner sozial Problemer a Spannungen. Et gëtt geopolitesch Konsequenzen, déi iwwerhaapt net méi ze kontrolléiere sinn.

Duerfir muss eiser Meenung no, wann ee sech aussepolitesch d'Zilsetzung gëtt fir Stabilitéit, Fräiheet a Fridden, de Klimawandel ganz uewen op d'Agenda geschriwwe ginn. Dat heescht, mir kommen net méi derlaanscht fir ze soen: Eng effikass Aussepolitik muss haut och eng effikass Klimapolitik sinn. D'Klimapolitik ass en haarde Faktor ginn an der Aussepolitik.

An do gëtt et vill Méiglechkeeten, fir un dat erunzegoen:

Et gëtt déi diplomatesch Approche, fir reng diplomatesch ze kucken, ze négociéieren a global Accorden ze kréien am Zesummenhang mam Klimaschutz.

Mä et gëtt awer och nach aner Pisten, déi een eiser Meenung no misst suivéieren. Eng Rei dovunner sinn ënner anerem och skizzéiert ginn an engem interessante Buch vum Här Hulot a Frankräich, deen, fannen ech, flott Iddien opwerft. Hie seet engersäits, datt mer de Moment eigentlech, wann een d'Ëmweltpolitik insgesamt kuckt,

eis ganz wéineg Moyenen um internationale Plang ginn hunn.

Et gëtt zwar dee modeste Programm vun den Nations Unies pour l'Environnement, de PNUE, mä éischtens sinn do net vill Moyenen dragesat, a wann een d'Verhältnis kuckt, wat mer um internationale Plang an dee Programm ginn, a wat fir eng Muecht op där anerer Säit eng OMC zum Beispill huet am Verhältnis, da gesäit een, datt dat sécherlech net immens effikass ass.

Duerfir wär et eigentlech un der Zäit fir driwwer nozedenken, ob een net an d'Richtung geet, fir och parallell zu der OMC eng Organisation mondiale pour l'Environnement ze schafen, där een emol géing effikass Moyenë ginn, datt et eng staark Stëmm géing gi fir déi ganz Problematik, wou e Pied d'égalité kéim zwëschen engersäits där doter Problematik a finanziellen oder reng ekonomesche Froen.

Da wären och déi eigentlech vill Traitéë méi wäert, déi et gëtt - hien huet a sengem Buch opgezielt, datt et entre-temps international 500 Traitéë gëtt, déi am Zesummenhang mat Ëmwelt stinn, an dovunner 323 mat regionalem Charakter, mä datt se eigentlech zum groussen Deel relativ ineffikass sinn, well mer keng Politique d'ensemble hunn an deem Beräich.

Duerfir wär eise Wonsch och, datt mer um internationalen Niveau - dat heescht, net nëmmen um EU-Niveau, mä och op internationalem Niveau, Stéchwuert och am Kader vun der UNO - nodenken iwwer esou eng Struktur, déi da kënnt dozou bäidroen, datt mer deen doten Challenge kënnten ugoen.

Well, wéi gesot, mir hunn net méi schrecklech vill Zäit fir d'Ruder erëmzegeheien: zéng bis 15 Joer. Wa mer déi zéng bis 15 Joer verpassen, ass eis relativ kloer: Da wäerten d'Auswierkungen dramatesch ginn.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mir sinn awer op där anerer Säit och der Iwwerzeegung: Wa mer et packen dat do ze maachen, dann ass et net nëmmen e Bäitrag fir d'Iwwerliewen op dësem Planéit a fir de Klimaschutz, mä dann ass et och e Bäitrag fir wirtschaftlech gesinn erëm méi Réussite ze hunn. Et ass souwisou e Bäitrag fir d'Stabilitéit, well mir wëssen haut, datt déi Fro vun de fossilen Energieträger net nëmmen eng Fro ass vun Ëmwelt, mä vu bal alle Konflikter, déi mer entre-temps op der Äerd hunn. An duerfir, wéi gesot, misst dat absolut op der Nummer eent stoen op der Skala och vum aussepoliteschen Handelen.

Dann, Här President, d'Fro vu militärescher Participatioun: EU, NATO oder aner UN-Missiounen. Mir hu jo eng Diskussioun - an do huet jo den Här Ausseminister selwer net direkt domat ze dinn, dat ass jo éischter säi Kolleeg an der Regierung, den Här Schiltz, deen déi Aarbecht muss ugoen -, dat ass d'Reorganisatioun vun der Arméi hei zu Lëtzebuerg an och d'Fro vun der Abannung vum Parlament an dee Prozess. Mä trotzdeem, ech menge wann een iwwert déi Missioune schwätzt, dat ass een direkte Lien. Et kënnt een net derlaanscht doriwwer ze diskutéieren, och an deem heite Kader.

Mir mengen, datt duerfir déi Diskussioun endlech och eng Kéier muss gefouert ginn am grousse Mooss, och iwwert déi Missiounen, déi et de Moment gëtt. Et gëtt der de Moment relativ vill, eleng wann ech de Compteur kucke vun de Lëtzebuerger Missiounen. De leschte Stand vun de Chifferen, déi ech hunn, dat ass aus dem Rapport erausgeholl vum 12.4.06, also vun dësem Joer. Da muss een ëmmerhi feststellen, datt an deene leschte Jorzéngten iwwer 1.000 Participatioune gemaach gi sinn an esou Situatiounen, woubäi een natierlech muss wëssen: Lëtzebuerg ëmmer mat ganz bescheidene Bäiträg. Mä ëmmerhin ass dat och eng enorm Dimensioun ginn.

Wann ech dann och nach derbäi déi ganz Diskussioun kucken, déi mer op europäeschem Niveau kréien am Kader vum Opbau vun enger EU-Agräifstrupp respektiv déi Dispositiounen, déi an der Verfassung stinn, da mengen ech, datt mer eng Kéier missten hei eng gemeinsam Diskussioun am Parlament féieren. Och net nëmmen aus der Wart eraus: Elo direkt, wat bedeit dat fir d'Arméi?, mä och aus der aussepolitescher Wart eraus. Dat heescht, souwuel dann eng Debatt ze féieren, déi den Ausseminister géing betreffen, wéi och den Arméiminister gläichzäiteg.

Här President, dann d'Thema vun der nuklearer Proliferatioun. Den Ausseminister seet, datt d'Dénucléarisatioun e ganz éischt Zil misst sinn. Mir sinn allerdéngs der Meenung als Gréng, datt et net esou einfach wäert sinn, fir dat ze realiséieren, an zwar aus e puer ganz plausibele Grënn: Wann een d'Situatioun kuckt, wat an Nordkorea an am Iran geschitt, da muss ee feststellen, datt dat éischter en Zeechen ass vun enger enormer Schwächung vum „Non-Proliferation Treaty", well mir musse jo wëssen, ëm wat et hei geet.

De Risiko ass scho méi laang bekannt, datt een iwwert den Opbau vun ziviler Energie relativ schnell och eng Verbreedung kritt vun der militärescher Atomenergie. Nordkorea ass natierlech e spezielle Fall, mä virun allem am Noen an am Mëttleren Oste gëtt d'Gefor vun engem nukleare Wettrüsten ëmmer méi reell, an dat virun allem och, well mer hei an engem immens komesche Kader sinn.

Wann een nämlech engersäits Member ass an deem Traité, deen d'International Atomenergie-Agentur iwwerwaacht, dat heescht, wou et jo haaptsächlech soll ëm zivil Atomenergie goen, an anerersäits een den „Non-Proliferation Treaty" och nach ënnerschriwwen huet, dann ass paradoxerweis virgesinn, datt d'Agentur engem, oder datt een international muss gehollef kréien, fir zivil Atomnotzung opzebauen.

Déi Länner, déi ech hei genannt hunn - den Iran an och Nordkorea -, sinn an deem Fall. Et kommen der elo nach eng ganz Rei derbäi: Ägypten, Saudi-Arabien, d'Vereenegt Emirater. Och déi sinn alleguer amgaangen ze kucken am Kontext vun enger Diversifikatiounspolitik vun hirer Energiepolitik, fir haaptsächlech op Atomenergie ze setzen. Am Kloertext bedeit dat, datt mer eigentlech do verflicht sinn, all deene Länner och nach ze hëllefen, datt se dat kréien.

Duerfir ass et och fir eis zimlech evident, datt, wa mer net eng generell Diskussioun féieren och iwwert d'zivil Notzung vun der Atomenergie, mir eis där Situatioun net bewosst sinn. Et gëtt der jo eng ganz Rei, déi och am Kader vum Klimawandel mengen, et wär elo deen neien Hummer, deen ee kënnt eraushuelen, nämlech der Atomenergie zu enger neier Renaissance ze verhëllefen. Déi si sech natierlech där Situatioun do net bewosst. Duerfir wär et wichteg, och an deem heite Kader, generell eng Kéier d'Atomenergie a Fro ze stellen, well mer soss permanent a Widdersproch si mat eisen eegenen Texter, déi mer hunn an déi do regéieren.

Wa mer op där enger Säit wëssen, datt déi do Länner, déi déi zwou Konventiounen ënnerschriwwen hunn, natierlech no bausse virginn, datt se an enger éischter Phas haaptsächlech wëllen zivil Notzung vun der Atomenergie maachen, dat heescht fir Stroumproduktioun, mer awer wëssen, datt, wann een dat ufänkt, een duerch d'Offallprodukt Plutonium fréier oder spéider och relativ séier kann iwwergoen zu der militärescher Notzung, wa mer dann och nach wëssen, datt et sech hei gréisstendeels ëm Länner handelt, déi Diktature sinn, wou et ganz schwéier ass iwwerhaapt emol Kontroll auszeüben - och déi Kontroll, déi virgeschriwwen ass -, da komme mer net derlaanscht, fir generell eng Kéier, dat soen ech, d'Atomenergie, och wat d'zivil Notzung vun därselwechter ugeet, a Fro ze stellen, soss wäerte mer aus deem Dilemma do net erauskommen.

Zum Noen Osten a Mëttleren Osten, Här President, dat ass eiser Meenung no e stännegen Échec vun der EU a vun der EU-Aussepolitik. Dat huet awer och domadder ze dinn, datt mer effektiv an der Aussepolitik nach ëmmer keng gemeinsam Sprooch schwätzen.

Mir hätten zwar do Méiglechkeeten, well ech mengen, datt op ville Gebidder d'Europäesch Unioun an den Ae vun de Bevölkerunge vill méi crédibel ass wéi vläicht aner Akteure weltwäit. Mä leider brénge mer dat nach ëmmer net fäerdeg. Eigentlech si mer am Noen Osten an och a Palästina déi gutt Jongen, wann een et esou wëllt ausdrécken, déi haaptsächlech vill Geld ginn, och den Opbau mat finanzéieren, deen dann erëm futtigebommt gëtt, an duerno erëm eng Kéier finanzéieren, datt erëm opgebaut gëtt. Dat ka jo net d'Zilsetzung si vun der No-Ost-Politik! Leider hu mer et net fäerdeg bruecht bis elo wéi gesot, fir do eng aner Roll ze spillen.

Da kommen ech zum Punkt Weltsécherheetsrot, Här President. Déi Fro hunn ech mer haaptsächlech erausgeholl, well hei opgeworf ginn ass, datt Lëtzebuerg um Horizont 2012 och eng Kéier d'Chance soll kréien, doranner ze siégéieren.

Ech muss éierlech soen, et ass net eis Prioritéit - ganz éierlech gesot. Sécherlech, mir sinn net der Meenung, datt een dat net soll maachen, wann een d'Chance kritt, mä mir mengen awer, datt d'Prioritéit op aneren Diskussiounsniveauë misst leien. Vläicht kann ee sech dann, wann ee sech an dee Prozess eragëtt, fir do eng Kéier d'Chance ze kréien, méi no derbäi ze sinn, och méi dorobber konzentréieren.

Mä mir mengen awer, datt d'Reform vun deem Conseil de Sécurité vill méi wichteg ass wéi déi Fro, ob Lëtzebuerg och eng Kéier dora sëtzt. Och ass et méi wichteg, de Rôle vun de permanente Memberen ze klären, an datt mer do Reforme kréien, an och à la longue eng Kéier déi Fro klären, ob d'Europäesch Unioun net Intérêt hätt, do mat nëmmen enger Stëmm nach ze schwätzen, wat hir menger Meenung no méi Gewiicht géing ginn, wéi se haut huet. Dat ass fir eis méi wichteg wéi déi Fro, ob Lëtzebuerg do eng Kéier vertrueden ass oder eng Kéier ka méi no derbäi sinn - loosse mer esou soen.

Siwente Punkt, Här President, ass Afrika. - Ech muss mech elo e bësse fläissen, well ech gesinn, meng Zäit ass awer scho wäit fortgeschratt. Duerfir muss ech e bësse méi séier iwwer aner Saachen ewechgoen.

Ech hu scho gesot, de Konflikt am Darfur beweist eiser Meenung no, datt dat de vergiessene Kontinent ginn ass. Mir sinn awer der Meenung, datt Afrika endlech e partnerschaftlecht Konzept virun allem mat der EU brauch. Souwuel fir Lëtzebuerg wéi och fir d'EU gëllt duerfir, datt hir Aussepolitiken an hir Sécherheetspolitiken och besser mat der Entwécklungspolitik mussen ofgestëmmt ginn, an dat haaptsächlech mam Bléckwénkel Afrika.

Et ass och un der klassescher Aussen- a Sécherheetspolitik, fir an Afrika demokratesch an zivil Strukturen ze stäerken, fir ze hëllefen, datt déi kënnen opgebaut ginn.

Dann dee leschte Punkt am Schnellverfahren, deen awer extrem wichteg ass, dat ass de Waffenhandel an Afrika, dee wierklech héchst problematesch ass an un deem vill europäesch Firme leider bedeelegt sinn. Och do muss d'Europäesch Unioun sech endlech d'Moyenë ginn, fir datt dat ënnerbonne gëtt.

Als aachten a leschte Punkt dann, Här President, nach de Verfassungsvertrag. Iwwert déi Denkpaus wëll ech näischt méi soen - dat hunn ech am Ufank scho gemaach -, fir méi schnell weiderzekommen. Mir hunn do eng Rei Etappen, déi extrem wichteg sinn an der Weiderentwécklung vun deem Vertrag. Déi éischt sinn emol zwou Wahlen, déi stattfannen: Eng leeft am Moment, dat ass déi an Holland, an déi zweet ass déi, déi am nächste Joer a Frankräich wäert stattfannen.

An Holland sinn ech méi wéi skeptesch. Wann ech lescht Ëmfroe kucken, da kann ech nëmmen hoffen, datt d'Ëmfroen an d'Sondage-Instituter total derniewentleien, well ansonste wäert do e Wahlresultat erauskommen, wat et eis an Holland sécherlech net méi einfach wäert maachen, fir iwwert d'Verdéiwung vun der Europäescher Unioun ze schwätzen.

Et gesäit een iwwregens och an Holland, datt Lénks- a Rietspopulismus ganz séier kënnen héich Welle schloen, jee nodeem wat fir eng charismatesch Figuren am Vierdergrond stinn. An Holland ass et de Moment eng lénkspopulistesch Partei, déi dovu wäert profitéieren. Mä wann een awer, zum Deel och an der Immigratiounspolitik, an dat soen ech hei ganz däitlech, kuckt, wat do vertruede gëtt, dann ënnerscheeden eigentlech just nach Nuancen déi eng vun deenen aneren, an ëm wat et do wierklech geet. Dat ass äussert problematesch.

A Frankräich...

M. le Président.- Här Bausch, Dir misst zum Schluss kommen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President, ech hunn nach fir zwou Minutten, da sinn ech fäerdeg, wann Der erlaabt.

A Frankräich sinn ech e bësse méi optimistesch à ce stade, mä et sinn nach sechs Méint, bis déi Wahle sinn. Do muss een ofwaarden, wat genau dobäi erauskënnt.

Mir, Här President, sinn der Meenung, datt mer déi Verfassung aus villerlee Grënn brauchen. Ech wollt déi och nach haut e bësse beliichten, mä well ech keng Zäit méi hunn, géing ech mech eigentlech op dat ralliéieren, wat den Här Fayot gesot huet, well dat och dat ass, wat meng Meenung ass, wat meng Wäerter an Ziler sinn. - Bon, ech wëll dat net méi alles elo hei dann am Detail ausféieren.

Ech wëll just soen, datt mir der Iwwerzeegung sinn, datt eventuell dem Joer 2009 eng wichteg Roll kënnt zoukommen, fir datt mer do an der Verfassungsfro nach eng Kéier weiderkommen.

Et gëtt politesch Frënn vu mir an Europa, an iwwerhaapt ginn déi europäesch Gréng insgesamt éischter an d'Richtung fir ze soen, mir sollen d'Europawahlen 2009 mat engem europawäite Referendum verbannen zum Verfassungsvertrag.

Ech muss lech awer éierlech soen, datt ech perséinlech zumindest éischter do skeptesch sinn, well ech fäerten, datt dat derzou géing féieren, datt wéineg iwwert de Vertrag géing geschwat ginn, mä éischter erëm eng Kéier verschidde Kräften dat géingen ausnotzen, fir datt si méi staark am Europaparlament sinn, an dat Ganzt méi op dem nationalen Niveau géif spille wéi op engem Sech-ausenaner-Setze mam Vertrag.

Wat awer eng Chance kéint sinn, dat ass, datt déi Europawahlen, wa se getrennt géinge gi vun den Nationalwahlen - also ech schwätzen elo fir Lëtzebuerg selbstverständlech -, wa mer géingen an deene 25 Länner déi Wahlcampagne och dann an d'Zeeche vun deem Vertrag setzen, datt mer dann eng Debatt endlech géife kréien am grousse Mooss, an datt dat sécherlech och duerno genotzt kënnt ginn, wann dann d'Europawahlen eriwwer sinn, fir dee Vertrag do, dee mer eiser Meenung no onbedéngt brauchen, weiderzebréngen, fir deen eng Kéier op eng méi sécher Bunn ze féieren an dee Prozess zu engem gudden Enn ze féieren.

Här President, wéi gesot, meng Zäit ass scho laang ofgelaf, duerfir wëll ech elo hei ofschléisse mat deenen dote Wierder.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Zwou gutt Minutte sidd Der iwwert d'Zäit, Här Bausch. Deen nächste Riedner ass den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Türkei ass keen europäescht Land. Dofir soll Lëtzebuerg an zwou Wochen um europäesche Conseil dofir antrieden, fir d'Bäitrëttsverhandlunge mat der Türkei ofzebriechen. Dat ass de Message, deen d'ADR, an ech mengen och d'Majoritéit vun de Bierger aus onsem Land, der Regierung wëlle mat op de Wee ginn.

Anstatt der Türkei eng Frist ze ginn, fir eng Léisung vum Problem mat Zypern ze fannen, ass et besser, d'Verhandlungen direkt ofzebriechen, well d'Türkei huet sech bis elo konstant geweigert, an dëser Fro iergendeen Zeechen ze ginn, datt si hir Haltung géif änneren. Och d'Méiglechkeet, datt d'EU géing an dësem Fall d'Bäitrëttsverhandlungen aussetzen, ass keng Léisung. Doduerch gëtt den essenziellen, de grondleeënde Problem ëmgaangen, nämlech deen, datt eng Türkei net an d'EU gehéiert.

Mir hunn d'Impressioun, datt d'Türkei mat hirer Weigerung, fir d'EU-Konditiounen ze erfëllen, d'EU regelrecht virféiert. Anstatt mat Ankara weiderhi sënnlos Verhandlungen ze féieren, ass et déi beschte Léisung, fir mat de Bäitrëttsgespréicher direkt opzehalen an iwwer eng privilegéiert Partnerschaft nozedenken.

Während där Debatt, déi mer haut hunn, ass een Thema zimlech oft erëmkomm, dat ass: „Wat geschitt mam Traité constitutionnel, mam Verfassungsvertrag?" D'Äntwert ass awer kloer: De Verfassungsvertrag ass dout, mausdout!

(Hilarité et brouhaha général)

An dorunner ännert och näischt, wa mer elo dee verstuerwenen Traité nees wëllen héichpäppelen an nees duerch eng Hannerdier oder duerch aner Mëttelen erëm wëllen zum Liewen erwächen.

Ech hu mat groussem Intérêt dem Här Fayot nogelauschtert, deen en Expert vun dëse Froen ass an deen ons hei gesot huet, datt hien net géif gesinn, datt déi Länner, déi iwwer Referendum Jo gesot hätten, nees kéinte bei hir Bierger trieden, fir en neien Text iwwert de Referendum unzefroen.

Mä datselwecht Argument gëllt och fir déi Länner, wou d'Bierger iwwert de Referendum Neen zum Traité gesot hunn.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Déi kënne jo net och nach eng Kéier froen, fir iwwer en ähnlechen Text oder eng Modifikatioun ze diskutéieren.

Une voix.- Et ass awer scho geschitt, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Et ass eng Kéier an Irland geschitt...

La même voix.- Zwee Mol!

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...oder zwee Mol. Mä ech weess awer och, datt dat heiansdo och vum Taux de participation ofhänkt, deen am éischte Vote ganz niddreg war. Beim Traité wor dat net de Fall.

Mä et gesäit een awer och, datt op jidde Fall an Holland - an ech hoffen, datt d'Wahlresultater och wäerten den Trend bestätegen - keng politesch Ännerung kënnt, an datt och a Frankräich keng Ännerunge wäerte kommen an der nationaler Politik zu deenen ablackleche Froen iwwert den Traité constitutionnel. Et muss ee sech heiansdo mat der Politik a mat der Realpolitik ausenanersetzen an da muss een déi Feststellunge maachen.

Da gëtt versicht iwwer aner Weeër verschidden Deeler vum EU-Verfassungsvertrag ze realiséieren. An dat ass dat wat an technesche Termen „clause passerelle“ genannt gëtt. Den ablacklechen EU-Traité gesäit vir - an ech explizéiere wat déi Clauses passerelles sinn - an den Artikelen 42 a 67 (2), datt am drëtte Pilier, dat heescht an der Fro vun der Zesummenaarbecht um strofrechtleche Plang iwwer Asyl an Immigratioun, déi 25 Länner, déi elo Member sinn, respektiv déi 27 vum 1. Januar un, datt déi kënnen eestëmmeg décidéieren, fir an Zukunft alleguerten déi Froe majoritär kënnen ofzewéckelen an doriwwer ze décidéieren.

Et ass virgesinn, datt d'Europaparlament zu dëse Froen en Avis muss ofginn, an den Text gesäit och vir, datt gemäss de verfassungsrechtleche Prinzipien och muss an den eenzelne Länner doriwwer debattéiert ginn oder mussen Décisioune geholl ginn. De Problem, dee mer domadder zu Lëtzebuerg hunn, ass deen, datt mer fir déi spezifesch Fro do keng verfassungsrechtlech Dispositiounen hunn.

Ech hu mer dunn erlaabt an enger Question parlementaire un de Justizminister ze froen, wéi dat da soll zu Lëtzebuerg virgoen, well hien huet sech jo och hei an der Chamber staarkgemaach fir déi „clause passerelle“. An dunn huet hie mer folgend Äntwert ginn, ech zitéieren: «Le Gouvernement note que ces mêmes principes se retrouvent dans le Traité constitutionnel qui a été approuvé tant par le peuple luxembourgeois que par la Chambre des Députés. Une éventuelle décision du Conseil prise sur la base de l'article 42 du Traité sur l'Union européenne sera soumise en application dudit article pour approbation par le Gouvernement à la Chambre des Députés.»

Méi vag kann een et net soen. Heescht dat, datt mer an engem EU-Communiqué wäerten erausfannen, datt op eng Kéier iergendwou a strofrechtlecher Hisiicht eng Décisioun geholl ginn ass, op Base vun der „clause passerelle“, an datt mer da just hei an der Chamber nodréiglech doriwwer informéiert ginn?

Oder heescht dat, esou wéi mir et géinge fir richteg fannen, datt e Projet de loi an der Chamber am Virfeld déposéiert gëtt, datt eng Debatt doriwwer stattfënnt, an datt eréischt wann de Projet de loi gestëmmt ass oder wann eng Décisioun an der Chamber getraff ass, datt deen Ablack eréischt déi „clause passerelle“ soll ugewannt ginn?

Well et geet hei ëm villes. Et geet hei dorëmmer, datt d'Souveränitéitsrechter un d'EU ofgeluecht ginn, an dat kann dach net hanner zouenen Diere stattfannen. An do wier ech frou, wann den Här Ausseminister vläicht kéint déi Äntwert vum Justizminister nach e bësselchen erläuteren, wann et méiglech ass.

Mir sinn och gewuer ginn, datt am Dezember 2004 schonn iwwert d'Froe vum Asyl debattéiert ginn ass an datt gemäss dem Artikel 251 vum Traité constitutionnel sollen elo d'Debatten doriwwer weidergoen. Do gesäit een also, datt de ganzen Zäit versicht gëtt, duerch Hannerdieren de Verfassungsvertrag, deen net a Kraaft ass, awer kënnen duerchzesetzen.

Mä och do gesäit een, datt an de Parteien net iwwerall Eestëmmegkeet besteet. Esou hunn ech notéiert, datt zum Beispill d'Europaparlament am September e Vote geholl huet, majoritär, mat enger staarker Majoritéit, géint de Recours un d'„clause passerelle“, an datt och do déi dräi CSV-Europaparlamentarier gestëmmt hu géint de Recours un d'„clause passerelle“.

Ech mengen, do gesäit een also, datt et Kontradiktioune ginn tëschent deem, wat d'Regierung ons hei op der Chamberstribün seet, an deem, wat verschidden Europaparlamentarier - an dat ass awer d'Halschent vun onse sechs, déi mer hunn - dann am Europaparlament just de Contraire stëmmen. An och do wollt ech froen, ob do keng Consultatioune sinn, keng Debatte sinn, fir ze versiche wéinstens déi lëtzebuergesch Positioun eenheetlech ze gestalten.

Dann hu mer mat groussem Intérêt, Här Ausseminister, héieren, datt Lëtzebuerg um gudde Wee wier, fir déi Direktiven, déi mer nach ëmzesetzen hunn, ëmzesetzen. Et sinn der, ech hunn dat nogerechent, elo nach 71, déi ëmgesat gi mussen.

Une voix.- Wéi vill?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- 71. Dovunner fënnef, wou mer d'Délaië scho verpasst hunn, an notamment déi iwwert d'Marchés publics.

Ech wëll just der Regierung soen, datt mer hei e grousse Risiko aginn, datt mer zu schwéiere Geldstrofe kënne condamnéiert ginn, an datt ech wierklech dem Minister, dem Ausseminister, an och dem Här Schmit wënschen, datt se bei hire Regierungskolleegen intervenéieren, fir déi doten Dossieren nees virunzedreiwen, well do ginn et a verschiddene Ministèren déck Négligencen, an et gesäit een, datt se sech ëm déi Saachen do iwwerhaapt net wëlle këmmeren.

An dat wat ee brauch, wat mir verlaangen, dat ass, datt en Échéancier gemaach gëtt, wéini déi 71 Direktiven ëmgesat ginn, well et kommen der lafend derbäi, also et ginn der net manner, dofir muss dat gemaach ginn, fir datt een dat an engem Échéancier gesäit.

Dann den Élargissement: Mir hunn och hei ganz oft doriwwer geschwat, an dofir wëll ech just nëmme rappeléieren, datt mir mat deenen Élargissementer op 27 d'accord waren, mä datt mer awer och gesot hunn, datt all zukünftegen Élargissement misst iwwer Referendum zu Lëtzebuerg guttgeheescht ginn. Datselwecht gëllt jo och fir Frankräich, wou deeselwechte Prinzip zréckbehale ginn ass.

Et huet mech och eppes gewonnert: Dat ass e Sondage, deen am Eurobarometer bekannt ginn ass, aus deem erausgeet, datt iwwert d'Halschent vun de Lëtzebuerger haut net wëssen, datt mer zu 25 EU-Membere sinn an net méi zu 15. Och do, mengen ech, ass d'Regierung gefuerdert, fir wéinstens esou Fakten ënnert d'Populatioun ze bréngen, well soss diskutéiere mer wierklech hei an der Chamber eng Realitéit, an dobaussen eng aner.

Da ganz kuerz nëmmen, well ech hunn nëmme 14 Minutten: D'amerikanesch Politik vum President Bush, dem Champion vum Kampf géint den Terrorismus, war falsch. Si huet den Terrorismus net bekämpft, mä au contraire den Terrorismus geboost. Dat heescht, em Wand an d'Segele geliwwert. Anstatt den Dialog tëschent de Kulturen ze forderen, huet déi amerikanesch Politik just de Contraire bewierkt. D'Auswierkunge vun där falscher amerikanescher Politik mierken d'Bierger haut, wa se de Fliger huele mussen, a wa se permanent vun neie Menacë vun terroristeschen Attentater an Europa an an der Welt héieren.

Ech hat déi Situatioun do 2003 a menger Ried ganz detailléiert annoncéiert a leider Recht behalen. Déi nei Situatioun am amerikanesche Senat, am Representantenhaus wäert vläicht eng Kursännerung mat sech zéien, mä Wonner kann een net erwaarden, well déi schlecht Politik an de leschte Joren huet villes kapott gemaach. An notamment an der musulmanescher Welt ass eng generell Condamnatioun an eng Assimilatioun vun der EU mat Amerika ze befierchten.

Dofir hoffen ech, Här Ausseminister, datt Der lech mat Äre Kolleege wäert verstännegen, fir vis-à-vis vun de Palästinenser, vis-à-vis vun der musulmanescher an arabescher Welt, en neien Dialog an eng nei Kommunikatiounsstrategie ze entwéckelen. Dat ass jo och elo méiglech, wou verschidden arabesch Sendere wéi Al-Dschasira op Englesch iwwerdroen, an datt een do déi Differenzen tëschent der europäescher Politik an der amerikanescher Politik soll kënnen énnermaueren. Dat ass net geschitt, an doduerch gesäit ee jo och, datt ganz oft Protester géint d'EU-Politik sinn, déi a Wierklechkeet ganz aner Ziler verfollege wéi déi vun den Amerikaner.

Här Minister, Dir hutt och iwwer Russland geschwat,…

(Interruption)

…an do iwwert déi Problemer geschwat, déi et an deem Land gëtt, an déi Debatten an Diskussiounen, déi et tëschent der EU a Russland gëtt. Ech bedaueren, datt deen neien Traité de coopération fir den Ablack blockéiert ass, well…

(Interruption)

…ee Land - Polen - nach e puer Techtelmechtel mat Russland wëllt ausféieren.

Mä et muss een awer eppes festhalen. Dat ass, datt d'Situatioun ënnert dem President Putin bei Wäitem besser ass wéi ënnert dem President Jelzin. Nach gesäit een, datt an deem grousse Land déiselwecht Problemer bestinn, wéi a munchen anere Länner, déi elo Member si vun der EU.

M. le Président.- Här Henckes, d'Zäit ass eriwwer.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Dat gesot, Här Minister…

(Hilarité)

…an Här President, Iech soen ech et och,…

(Interruption du Président)

…ech wäert an enger 30 Sekonnen ophalen, a just nëmme bieden, datt den Ausseministère och d'Problematik vun de Visaen eng Kéier iwwerdenkt, ons Praxis hei, well et ass net akzeptabel, datt d'Bierger, déi wëllen op Lëtzebuerg kommen, dräi Woche mussen op e Visa waarden, well dat den Délai de rigueur ass.

M. le Président.- Merci, Här Henckes, fir d'Disziplin. Den Här Jaerling ass den nächste Riedner.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Jo, Här President, ech wëll och net verfeelen, dem Här Ausseminister fir säin ausféierleche Virtrag ze félicitéieren.

Säit ech déi aussepolitesch Debatte verfollegen, kommen ech ëmmer zu folgender Konklusioun: Déi meeschte Konflikter weltwäit ginn aus wirtschaftleche Grënn provozéiert. Engersäits, do wou eppes ze huelen ass, gëtt alles versicht fir sech ze beräicheren, an anerersäits, do wou näischt ze huelen ass, entstinn humanitär Krisen, well kee sech fir déi Regiounen interesséiert ausser den humanitären Organisatiounen.

Déi mënschlech Dimensioun réckelt ëmmer méi an den Hannergrond. D'wirtschaftlech Interesse vun de Multië weltwäit dominéieren déi international Politik. Sief et am Beräich vun der Globaliséierung, der Militariséierung, awer och ganz oft beim Blockéiere vun diplomatesche Léisungen. Xenophobie a Rassismus ginn och souguer an Europa zu politeschen Zwecker benotzt. D'Verschiddenheet vum Mënsch gëtt zur Zilscheif vu rietsextreme Gestalten.

Dat erënnert mech un de Bob Marley, deen a sengem Lidd folgenden Text hat: Soulaang wéi d'Hautfaarf vum Mënsch méi Bedeitung zougemooss kritt, wéi d'Faarf vu sengen Aen, gëtt et Krich. An dat ass effektiv d'Realitéit.

Et gëllt dofir ze verhënneren, datt d'Verschiddenaartegkeet vun de Mënschen als Pretext zur Ofneigung benotzt gëtt. Et gëllt ze verhënneren, datt d'Politik vum Kapital mëssbraucht gëtt fir sech ze beräicheren. Et gëllt ze verhënneren, datt Konflikter aus de wirtschaftlechen Iwwerleeunge provozéiert ginn, a versicht gëtt mat Waffegewalt déi wirtschaftlech respektiv déi politesch oder ideologesch Objektiver ze erreechen.

Här President, eppes awer wat international muss verhënnert ginn, ass d'Schiere vun Angscht. Déi, déi sech enger Relioun oder enger Ideologie bedéngen, fir Haass ze schieren, mussen aus dem Verkéier gezu ginn. Ech vergiessen ni déi Biller vum 11. September am Fernseh, wou Kanner aus arabesche Länner an der Strooss Freedendänz opgefouert hunn. Freedendänz iwwer eng grausam Zerstéierung, well se soss näischt geléiert ginn, wéi d'Verherrlechung vun der Gewalt an den Haass géint eent vun hire féierenden opgebaute Feindbiller. Dat ass dat Schlëmmst, wat et gëtt, wann een onschëlleg Kanner am Haass opzitt, bis datt se souguer bereet sinn, sech selwer an d'Luucht ze sprengen.

Mä déi op där anerer Säit sinn net vill besser. Et gëtt och do Haass geschürt, an och do gi Mënschen iergeleet, fir en neit Feindbild opzebauen. Well et ass genau dat, wat geschitt ass nodeem d'Berliner Mauer gefall ass. Et war kee Feindbild am Oste méi do. Et gouf keng Berechtegung méi fir d'Oprüstung. An et huet net laang gedauert bis d'Konflikter am Noost an an den arabesche Länner ugefaangen hunn.

Et gëtt hei heiansdo och dann alibiméisseg versicht, Konflikter um diplomatesche Wee ze léisen, wou dann awer just erreecht gëtt, datt e bësse manner Krich a Misär ass, mä de Problem u sech gëtt net geléist. Et sinn ëmmer gréisstendeels onschëlleg Mënschen aus deene betraffene Regiounen, déi leiden.

An déi, déi schëlleg sinn, fëllen hir Keesen, fir weider Profiter ze maachen oder weider Kricher ze finanzéieren. Et sinn déi, déi mussen zur Uerdnung geruff ginn, ob se elo an de Chefetage vun de Konzerner, an de Regierungen oder an de Kierchen oder Moscheeë sëtzen. Dofir brauche mer awer eng international Politik, déi op déi onschëlleg Mënschen zougeet, déi am Haass erzu ginn. Och si sinn Affer vu politeschen a wirtschaftleche Manipulatiounen, an hinne muss aus der psychescher Nout gehollef ginn. Et däerf keng Marginaliséierung méi vum Islam oder soss enger friemer Relioun ginn.

An et ass eis Flicht den Dialog mat hinnen ze sichen, fir se vun hire Feindbiller ze befreien, fir se dovun ze iwwerzeegen, datt mir all verschidde sinn an awer trotzdeem all gläich. Et ass nëmmen en Zoufall, datt iergendeen iergendwou gebuer ass an net enzwousch anescht. Fir eis ass et e glécklechen Zoufall, datt mer hei an engem friddleche Land gebuer sinn. Et ass dofir eis Flicht matzehëllefen dofir ze suergen, datt dëse glécklechen Zoufall all Mënsch zousteet.

Här President, den Här Ausseminister huet a sengem Virtrag och d'Thema Verfassungsvertrag ugeschnidden. Den Här Henckes huet hei gesot, de Verfassungsvertrag wär dout. Ech sinn éischter der Meenung, datt beim ADR de Verfassungsvertrag Chrëschtdag an Ouschteren erlieft huet. Dat heescht, en ass gebuer ginn, en ass gekräizegt ginn an dunn erëm operstanen.

Den Här Ausseminister huet mat Recht drop higewisen, datt mer onbedéngt en Traité brauchen, fir datt dat gewuessent Europa och iwwer adequat an effizient Institutioune ka fonctionnéieren.

D'Fro, déi sech ëmmer an deem Zesummenhang vun Ufank u gestallt huet, ass: Brauche mer dofir eng Verfassung? An engem Zeitungsartikel hunn ech gelies, datt den Här Statsminister sech géint d'États-Unis de l'Europe ausgeschwat huet. Ass dat dann net e bësse paradox, wann e sech op där anerer Säit fir eng Verfassung staarkmécht, wann e keng vereenegt State wëllt? Geet et dofir net duer, datt mer den institutionellen Deel vläicht versiche vun deem politeschen ze trennen, an den institutionellen Deel an engem separaten Traité verfaassen, an de politeschen Deel zu engem spéideren Zäitpunkt diskutéieren, wann all Länner aus Europa och wierklech prett dofir sinn?

Verléiere mer net allze vill Zäit domat, iwwer eng méiglech Neiverhandlung ze diskutéieren, oder wa mer versichen, déi zwee Länner, déi elo Nee gestëmmt hunn, zu engem Jo ze bewegen, wat kaum méiglech wäert sinn? Zemools well a Frankräich bei de kommende Presidentschaftswahle grad Europa eng grouss Roll wäert spillen a souwisou bis dohinner a puncto Traité och näischt wäert geschéien.

Här President, och hei am Land ass nach vill Iwwerzeegungsaarbecht ze maachen, an dat trotz deem doutéise Jo-Resultat. Och wann d'Majoritéit heibannen dem Traité zougestëmmt huet, wëllt dat awer nach laang net heeschen, datt deen Erklärungsbedarf erschöpft ass, an dat besonnesch bei deene jonke Wieler, ëm deenen hir Zukunft et jo awer schliesslech geet.

Déi Meescht heibannen hunn hir Zukunft scho bal hanneru sech, mä eis Kanner awer nach net.

(Interruptions diverses)

Mir däerfen net vergiessen, datt 62% vun deene Jonken Neen zum Traité constitutionnel gesot hunn, an dat obwuel d'Regierungsparteien hir Parteizaldoten an all Lycée geschéckt haten. Hire „white spirit“ ass net duergaangen, fir deene Jonken eng Gehirwäsch ze maachen.

Den Nee vun deene Jonken huet sech aus Angscht virun enger prekärer Zukunft an engem dirigisteschen Europa niddergeschloen. Eng Angscht, déi opgrond vun enger Rei asozialer an oprüsterescher Texter wuel berechtegt war an haut och nach ass.

Méi Dialog ass versprach ginn, fir deene Jonken Europa méi no ze bréngen: Wou ass awer deen Dialog? Et huet nach kee stattfonnt. An datt keen Dialog mat de Jonke stattfonnt huet, ass de leschte Freideg erëm eng Kéier kloer zum Virschäi komm, wou alt

erëm eng Kéier Jonker aus Angscht virun enger prekärer Zukunft op d'Strooss gaange sinn, a wou se hu missen nolauschteren, datt hinnen och nach mat Sanktioune gedréit ginn ass, wa si hiert Manifestatiounsrecht wëllen ausnotzen.

Kritiken un engem Gesetz, un engem Regime oder un engem Traité kann een nëmmen am demokrateschen Dialog aus der Welt schafen. Kritiken um Fonctionnement vun den europäeschen Institutioune musse mat verständleche Mesurë revidéiert ginn.

Europa wiisst, d'Vertrauen an Europa kann awer nëmme wuessen, wann dat Vertrauen och verdéngt ass - la confiance se mérite.

Här President, den Här Ausseminister huet och mat Recht op d'Wichtegkeet vu multilateralen Engagementer higewisen; multilateralen Engagementer, déi awer prioritär am Déngscht vum Mënsch musse stoen an net am Déngscht vum Kapital a vun der Wirtschaft.

De Mënsch muss weltwäit dat wichtegst Element an de Politike ginn a bleiwen. An dat net nëmmen an demokratesche Länner, mä et muss och versicht ginn, all totalitär an diktatoresch Regimer ëmzepolitiséieren, ebe wéinst dem Respekt vun de Mënscherechter.

An et geet och net duer, datt, wéi zum Beispill elo am Kongo, en totalitären Diktator mat Hëllef vun der Wirtschaft an dem Kapital ëmgemodelt gëtt an en demokrateschen Diktator. D'Demokratie schéngt gewonnen ze hunn am Kongo, dat kënnt ee mengen, well jo Wahle stattfonnt hunn, mä fir déi Aart Demokratie do muss dat Vollek awer sécher nach en deiere Präis bezuelen, well deen, dee verluer huet, alles wäert drusetzen, fir déi jonk soi-disant Demokratie ze destabiliséieren. Duerfir war et och menger Usiicht no nach ze fréi, fir déi international Hëllefskräften aus deene prekäre Gebidder zréckzezéien.

Et muss och duerfir gesuergt ginn - net nëmmen do -, datt déi international Communautéit net nëmme present ass, wann d'Kand am Dreck läit, mä och preventiv Presenz weist. Duerfir muss besonnesch Europa, mä och de Weltsécherheetsrot dofir suergen, datt net eng Natioun sech einfach als Polizei vun der ganzer Welt kann opféieren. An duerfir muss och dofir gesuergt ginn, datt net ëmmer datselwecht Land e Veto aleet, wann et heescht, e bestëmmt Land an No-Ost zur Uerdnung ze ruffen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Besonnesch Europa, wou d'Bestriewungen, fir Fridden ze behalen, säit 60 Joer exemplaresch sinn, muss e Muechtwuert mat aleeën. Besonnesch wa festgestallt gëtt, datt aus wirtschaftleche Grënn Konflikter provozéiert ginn, déi zu humanitäre Katastrophe kënne féieren.

Europa kann als Beispill fir eng demokratesch Entwécklung déngen. Duerfir muss dat Europa awer och beweisen, datt d'Entwécklung vum Mënsch virun der wirtschaftlecher Entwécklung steet, an datt an engem sozial staarken Europa de Mënsch dee Stellewäert kritt, deen him zousteet, nämlech op der éischter Plaz.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet zum Ofschloss vun der Debatt nach eng Kéier den Här Ausseminister Jean Asselborn d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll et wierklech an e puer Sätz hei maachen, fir en Ofschloss ze schafe vun enger Debatt, déi mengen ech awer ganz interessant a ganz konstruktiv war bis zum Schluss.

Deen éischte Punkt war effektiv jo d'Constitutioun, déi Dir ervirgestrach hutt. Ech wëll hei vläicht an e puer klore Sätz nach eng Kéier soen, wat d'Positioun ass vun der Lëtzebuerger Regierung, ouni op dat zréckzekommen an der Substanz, wat ech gëschter alles hei gesot hunn - dat wéilt Dir jo net!

Mä fir d'alleréischt wëll ech mam Ben Fayot soen, dass deen Text, deen d'Lëtzebuerger Vollek gestëmmt huet, deen Text ass, dee fir d'Lëtzebuerger Regierung zielt. An domadder si mer jo net eleng: Et sinn 18 Länner vu 27 vum 1. Januar un, déi mat deem Text d'accord sinn!

An ech ginn dem Här Goerens Recht an ech ginn dem Här Glesener Recht - komplett! -, wa se soen, op déi drëtt Partie kann een net verzichten, dat géif heeschen op e Stéck Geschicht vun der Europäescher Unioun verzichten, dat ass also net gangbar.

Ech wëll och soen, dass mer eppes festgehalen hunn am Conseil européen dëst Joer am Juni ënner éisträichescher Présidence.

Mir hunn do gesot, dass bis de Juni 2007 déi däitsch Présidence soll probéieren Ausweeër ze fannen, fir aus deem Lach erauszekommen. Dat heescht, déi däitsch Présidence huet eng Responsabilitéit - si huet dat akzeptéiert am Juni dëst Joer -, fir e Wee ze fannen a virzeschloen, fir do erauszekommen.

Dir wësst, an dat muss een ëmmer erëm widderhuelen: Zwee Länner hunn Nee gesot, 18 Länner hu Jo gesot, bleiwen nach siwen, déi sech net décidéiert hunn. A ganz Recht hunn alleguerten déi Kolleegen, déi d'Remarque gemaach hunn, dass den Drock oder d'Bringschold bei deenen ass, déi nach net entweder ratifizéiert hunn oder Nee gesot hunn, net bei deenen 18, déi riichtstinn. Dir wësst, ëmmerhin hu sech d'Regierungen zu Roum Enn Oktober 2004 engagéiert, déi Ratifizéierung virzehuelen.

Wann een déi siwe Länner kënnt opsplécken - ech weess, dass dat extrem gefäierlech ass -, mä do, wou et am schwéierste wäert sinn, dat ass an England, a Polen an an Tschechien. Et ass evident, wann een d'Reaktiounen aus deene Länner lauschtert, dass et do ganz schwéier gëtt. Mä a Schweden, Portugal, Dänemark an Irland sinn awer d'Chancë grouss, dass et do och méiglech ass, eng Ratifizéierung an de Parlamenter oder duerch Referende virzehuelen.

Déi Däitsch, dat weess ech - mir ginn och muer bei den däitschen Ausseminister op Berlin, do wäerte mer dat dann och nach eng Kéier confirméiert kréien -, wäerten an deenen zwee, dräi éischte Méint vun hirer Présidence en Tour d'horizon maachen, nach eng Kéier de Pilgerstaf huelen an an all Länner vun der EU goen a kucken, wou Bewegungsspillraum do ass, fir schonn am Mäerz d'nächst Joer, wann déi 50 Joer vun de Réimesche Verträg gefeiert ginn, een Ufank vun enger Léisung eventuell kënnen unzedeiten.

An dann dat Wichtegst. Ech mengen, et ass och hei gesot gi vun e puer Leit, déi Stellung geholl hunn: Mir wëllen 2009 virun den Europaparlamentswahlen eng europäesch Verfassung hunn, ee fundamentalen Text hunn, ee Basistext hunn - wéi Dir et wëllt huelen!

Wa mer dat wëllen erreechen, wann een da kuckt, wéi d'Présidencë sech elo suivéieren, a wann een och konkret wëllt eng Chance dofir hunn, dass dat 2009 dann am Juni de Fall ass, da misst et eigentlech ënnert der slowenescher Présidence am éischte Semester 2008 zu engem Ofschloss kënne kommen. Dir wësst, dass d'Fransousen am zweete Semester 2008 d'Présidence hunn, mä ech fäerten, dann ass et ze spéit.

Ech wëll och hei nach eng kleng Remarque maachen, well ech jo och Parlamentarier war an och nach eng politesch Séil a mer hunn, an net nëmmen eng diplomatesch, fir dem Här Henckes ze soen, dass hien e wéineg schwaarz gesäit.

Also, et ass een, deen hien nach iwwertrëfft, mä deen ass ganz europäesch agestallt, an zwar de President vun engem Land, deem seng Haaptstad Prag ass, deen huet nämlech gesot - nach besser wéi Dir: „Et kann näischt dout sinn, wat ni gebuer ginn ass."

Mä ech mengen, dat sinn Aussoen, vun deenen ech mech op jidde Fall hei wëll carrément distanzéieren...

(Interruption)

Mir hunn eng Verflichtung - neen, Här Gibéryen -, mir hunn eng grouss Flicht als Politiker och an dëser Chamber, och fir déi Generatiounen, déi no eis kommen, fir derfir ze suergen, dass Europa sech besser strukturéiert a besser Politike kann integréieren. Duerfir brauche mer ee Basisvertrag.

Dann, de Marcel Glesener, a vläicht och de François Bausch hu vun der Erweiderung geschwat, an dat Meescht, wat se gesot hunn, kann ech selbstverständlech deelen. Ech wëll dem Marcel Glesener vläicht soen, dass mir, wat d'Erweiderung ugeet, ganz virsiichteg gi sinn an der Europäescher Unioun. Huelt nëmmen déi fréier Republik Mazedonien am fréiere Jugoslawien. Do ass et esou, dass mer si jo als Pays candidat ugeholl hunn, ouni emol een Datum unzeginn, wéini dass d'Verhandlungen ufänken. Ech mengen, do huet sech eng Virsiicht agenist.

Wann Der och kuckt, wéi vill dass mer eis mat Kroatien auserneegesat hunn, éier mer den „Go" ginn hunn. Dir wësst dat war scho fir de 17. Mäerz am Joer 2005 geplangt an dat huet sech du verzögert bis den 3. Oktober 2005, bis déi Kooperatioun mam ICTY bestanen huet. Ech mengen, also do ass schonn déi Virsiicht gebueden. Mä mir hunn och d'Flicht, an dat hutt Der allen zwee ganz richteg gesot, d'Flicht, fir fir de Balkan déi europäesch Perspektiv ze konkretiséieren.

Ech hu gëschter dee Saz gesot, ech widderhuelen en och haut: Doriwwer eraus, iwwert do wou mer elo amgaange sinn - Balkan, Türkei -, sollt een op jidde Fall keng weider Engagementer an dësem Moment huelen.

Vläicht ee Wuert hei, well ech en désordre elo schwätzen, den Här Henckes hat d'Direktiven ugeschnidden. Also, ech mengen, mir hunn awer do Effortë gemaach, Här Henckes. Et geet net duer, dat hunn ech jo och gëschter gesot, mä den Här Schmit wäert ufanks dës Joers Iech Rapport maachen hei an der Chamber, an duerno dann och all sechs Méint an der Chamber Rapport maachen. Ech huelen un, dass dat an der zoustänneger Kommissioun beim Här Fayot geschitt, fir dass d'Parlament genee weess, wou Problemer sinn an och wéi mer doranner virukommen.

Dann deen zweete wichtege Punkt, dat war hei d'Türkei. Ech wëll och do zwou Saache vu vireran nach eng Kéier soen:

Dat Éischt, dat ass, d'Réunificatioun - an dat huet den Här Fayot richteg zum Schluss vu senger Interventioun gesot - ass d'Affär vun der UNO. Dat däerfe mer ni vergiessen. Déi Verhandlunge lafen iwwert d'UNO. Et ass net un der EU, fir d'Réunificatioun vun Zypern fäerdeg ze bréngen.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, ass carrément dat, wat ech och gëschter des Laangen an des Breeden explizéiert hunn: Europa ass a muss un enger europäescher Türkei interesséiert bleiwen an och an déi Richtung schaffen. Mir hunn als Conseil européen unanime en Engagement geholl, de 15. Dezember 2004, fir Verhandlungen eng Chance ze ginn. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg den 3. Oktober 2005 décidéiert, Verhandlungen unzefänken, unanime erëm eng Kéier. Zwee Mol unanime.

D'Türkei huet déi Verhandlungen ugeholl, a mir sinn elo op engem Punkt ukomm - wat richteg hei gesot ginn ass -, wou mer Problemer hunn. De Problem ass eigentlech komplex, awer och ganz einfach. Et sinn zwou Saachen:

Dat Éischt, dat ass d'Signature vum Protokoll vun Ankara, déi d'Türkei am Juli 2005 gemaach huet. Dat implizéiert oder dat ass d'Ausweitung vun der Union douanière op déi zéng nei Staten, déi dee Moment am Joer 2004, wéi mer wëssen, Member vun der Europäescher Unioun gi sinn. A wann een esou eppes ënnerschreift, da muss een natierlech akzeptéieren, dass och zypriotesch Schëffer kéinten uleeën an der Türkei, oder dass Fligeren aus Zypern an d'Türkei fléie kënnen.

Dat ass de Punkt, deen d'Türkei de Moment nach refuséiert. Firwat refuséiert d'Türkei en? Well d'Türkei deklaréiert huet: Mat der Signature vum Protokoll vun Ankara hu mir net implizit Zypern unerkannt. Dat ass deen ee Punkt, deen de Moment stritteg ass, an do wësst Der, dass d'finnesch Présidence Propositioune gemaach huet. Dir hutt vläicht an der Press gelies, dass den Här Erdoğan, dat ass de Premierminister aus der Türkei, sech e Sonndeg op Helsinki déplacéiert an nach eng Kéier mam Här Vanhanen, dem President elo vum Conseil, schwätzt.

Et ass och richteg a mengen Aen, dass d'finnesch Présidence elo Pressioun mécht op d'Türkei, och d'Kommissioun Pressioun mécht op d'Türkei, also dofir, ech ginn d'Chancen net op, dass mir als Ausseministeren den 11. Dezember...

Une voix.- D'Hoffnung net op.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- D'Hoffnung net op, jo.

Ech ginn d'Hoffnung net op, dass mer den 11. Dezember als Ausseministeren am Conseil „Affaires générales" kënne botzen - wann ech dat emol däerf esou op Lëtzebuergesch soen -, dat heescht kucken, wou den Accord kéint ugesiedelt ginn, fir dass mer dat ewechbehale vum Conseil européen, wou jo aner Themen um Ordre du jour stinn, a wou mer eis net erëm eng Kéier nach sollten zwee Joer duerno e Conseil européen leeschten, deen „Türkei"-Conseil européen géing tituléiert ginn.

An dann deen zweete Punkt, deen ass gradesou wichteg wéi dee mat Zypern. Mir hunn als Europäesch Unioun gesot, an d'Kommissioun analyséiert dat: De Reformprozess an der Türkei muss virugoen. Stëllstand ass net dat wat mer wëllen. E muss virugoen. Mä och do, ech hunn dat gëschter nëmmen zitéiert, dee faméisen Artikel 301 iwwert d'Türkentum an der Türkei, dee kéint eventuell bis de Conseil européen débloquéiert ginn. Dat wär gutt fir d'Mënscherechter an der Türkei, well do gi jo dausende Leit oder do kënnen honnertdausende vu Leit opgrond vun deem Artikel condamnéiert ginn. Da wär dat net méi de Fall. An dat géing jo bestëmmt net zustane kommen, wann d'Türkei net géing mat der Europäescher Unioun oder ëmgedréint an Diskussioune sinn.

Esou dass dat fir mech kloer ass, Här Henckes, et deet mer leed, ech gesinn, ech kann nach an deenen nächste Joren net an den ADR antrieden, well Dir läit do net op menger Linn.

(Brouhaha général)

Sou, da wollt ech e Wuert soen iwwert den Här Fayot, wat hien iwwert d'Liberaliséierung gesot huet. Bei der...

(Interruption)

Jo, mä d'Zukunft läit awer hannerun eis, sot den Här Jaerling.

(Hilarité)

Ech wollt nach e Wuert soen, wat en extrem wichtege Punkt ass an deen den Här Jaerling selbstverständlech och mat Recht hei ugeschnidden huet a wou mer eis och musse Méi ginn, an dat ass d'Liberaliséierung an hir Konsequenzen.

Also, wa mer doriwwer schwätzen, da musse mer jo mat deem Prinzip ufänken, dee mer hei zu Lëtzebuerg wuel am beschte kennen: Lëtzebuerg lieft vun offene Grenzen. D'SES, d'Société Européenne des Satellites, ass jo net hei, fir de Lëtzebuerger Maart ze erueweren, dofir brauche mer keng Satelliten. D'Bankeplaz hei, ech brauch Iech dat alles net ze skizzéieren, dat wësse mer also.

Dat heescht, opmaachen ass d'Chance gewiescht vun der Lëtzebuerger Ekonomie an hirem Développement. Opmaachen, awer mat Oplagen, do huet den Här Fayot komplett Recht, wann et ëm de Service public geet, also: eis Post, eis Eisebunn, d'Cegedel brauchen net futti gemaach ze ginn ënnert dem Deckmantel vun der Liberaliséierung. Dat ass net eisen Intérêt an dat kann och net den Intérêt si vun de Konsumenten. Dofir muss den Débat ëmmer erëm gefouert ginn ëm d'Barrièren an ëm d'Obligatiounen, ëm d'Oplagen, déi dee Moment fir d'Services d'intérêts généraux mussen zielen.

De Comité interministériel, Här Fayot, do si mer als Regierung - an ech schwätzen hei am Numm vun der Regierung - ganz oppen. Ech fannen, et ass wichteg, dass d'Regierung an d'Chamber op deem Punkt zesummeschaffen. Mir hunn dee Comité interministériel, deen eemol am Mount zesummekënnt, net eemol an der Woch, eemol am Mount. Mir sinn do disponibel als Ministeren, fir do mat der Chamber zesummenzeschaffen, mat Ärer Kommissioun. Ech mengen, do sollt een e Kontakt hierstellen tëschent dem Comité interministériel an der Commission des Affaires étrangères an da kucke wéi een dat am beschte kéint reguléieren.

Zu de Streebomme just ee Saz och. Dir wësst, bei de Streebommen, och fir de Public vläicht dobaussen, mir wëlle jo awer haaptsächlech, Lëtzebuerg - an do ass den Här Goerens jo och mat d'accord - kucken, dass mer zu enger internationaler Konventioun kommen. Mir waren elo zu Genève viru kuerzer Zäit a leider ass et do zu kengem Accord komm. Et ass schwéier, mä mir beméien eis trotzdeem parallell do ze fueren an et zu engem internationale Konsens ze bréngen.

Wat de Projet de loi ugeet - dat hunn ech jo hei versprach -, do si mer amgaangen drun ze schaffen, a soubal wéi mer do duerch den Tunnel sinn, dat ass jo eng gewësse Virbereedungsaarbecht an eisem Déngscht an et sinn och nach e puer Ministèren, déi concernéiert sinn, mä ech bleiwen do hannendrun, dass mer dat maachen.

Dann dee leschte Punkt, Här Goerens. Wat mech ganz staark frappéiert huet, dat ass Är Interventioun iwwert d'Wäerter. Ech deelen dat komplett. Ech ka mech nëmme staark domadder identifizéieren. Den Här Fayot huet dat widderholl, den Här Bausch huet et widderholl. Ech mengen, dat ass eppes, wou mer eis als Leit, déi eppes iwwreg hunn a fille kënnen, zu wat dass dat féiert, dergéint musse wieren.

Dir hutt zwee Länner genannt: d'Slowakei a Polen. Ech mengen, et kann een net einfach d'Aen zoumaachen. Bon, ech däerf vläicht elo als Regierungsvertrieder, well ee jo mat

deene Leit och ëmmer um Dësch sëtzt, e wéineg déi diplomatesch Kap net vergiessen, mä ech fannen, dass do déi verkappten an heiansdo och offe Xenophobie eng immens Gefor ass fir d'Wäerter vun der Europäescher Unioun.

Ech wëll awer elo soen, dass ech éischtens emol net sécher sinn - Dir hutt Éisträich ugeschwat, an de President vun Éisträich war jo hei, mir hunn e wéineg mat deem doriwwer d'lescht Woch geschwat -, ob d'Effeten, an Éisträich selwer op jidde Fall, wierklech déi waren, déi ee sech erwaart huet, wéi déi Sanktioune géint Éisträich gesat gi sinn. Ech schwätze vun Éisträich selwer. Ech mengen, fir eis alleguerten heibanne war et dee Moment evident, dass dat soll gemaach ginn, mä ob den Effet do dee richtege war, ass nach d'Fro.

Déi zweet Saach ass, d'Europäesch Unioun ka jo nëmmen Akte bewäerten, Akte vun der Regierung bewäerten. Mä, an do sinn ech komplett op Ärer Linn, den Acquis communautaire ass net nëmmen Direktiven a Reglementer, dat ass och eng Mentalitéit, et sinn och Wäerter, déi mer transposéieren, an déi däerfen net futti gemaach ginn.

An duerfir war ech awer eigentlech komplett optimistesch wéi ech gesinn hunn, wéi den, ech weess net, ob et de President war oder de Premierminister aus Polen, well déi gläiche sech eenegermoossen,...

(Hilarité)

...do huet ee vun deenen zwee gesot: Mir mussen erëm eng Debatt kréien iwwert d'Doudesstrof an der Europäescher Unioun. An déi Debatt iwwert d'Doudesstrof, déi ass jo ni zustanekomm, well do effektiv den Här Barroso dat Richtegt gemaach huet an direkt de Krunn zougedréint huet. An ech mengen, dat wär och bei enger anerer Institutioun, op jidde Fall och am Conseil vun de Ministeren, séier ënnergebottert ginn. Ech mengen, dat ass e Plus, dee mer hunn.

Am Acquis communautaire - ech hunn dat gesot - do gëtt et Ligne-rougen dran. Déi däerfen net dépasséiert ginn. Mä stellt lech ee Momentche vir, déi Länner wieren net Member vun der Europäescher Unioun. Da wier d'Gefor do gewiescht, dass et zu engem Konflikt komm wier tëschent den Ungarn an de Slowaken. Dat wier net ausgeschloss gewiescht. Dann hätte mer déi nämlecht Situatioun, déi mer elo hunn tëschent der Ukraine a Russland.

Duerfir gesäit een eleng wéi wichteg et ass, dass déi Länner an der Europäescher Unioun sinn, fir esou Tendenzen trotzdeem ënner Kontroll ze behalen. Mä ech si mat lech eens. Wann esou Agencë gegrënnt ginn, sinn ech net grad optimistesch, ob déi alles kënnen deblockéieren, well déi awer ëmmer ee politeschen Touch hunn. Mä politesch musse mer eis deene Saachen unhuelen, an Dir hutt komplett Recht fir dat hei ze évoquéieren, an deem Sënn wéi Der et gemaach hutt. Ech wäert och mäi Bescht maachen, fir kënnen do géigenzesteieren.

Wat nach d'Cour des droits de l'Homme ugeet, Här Goerens, do si mer jo d'accord - ech war jo an der Kommissioun -, fir dass mer do als Lëtzebuerg méi Sue ginn, fir dass déi Cour ka fonctionnéieren.

Vläicht nach e leschte Saz, Här Bausch, iwwert d'Dénucléarisatioun.

M. le Président.- Wennt lech net un en eenzelnen Deputéierten, mä un d'ganz Chamber!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Jo.

Une voix.- Den Här Asselborn wosst dat net méi.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Ech sinn elo zwee Joer hei eraus. Ech kennen d'Regelen net méi. Bon, Här President, ech wenne mech dann un lech.

(Hilarité)

Déi Dénucléarisatioun vun…

Une voix.- Esou séier vergësst een dat net.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- …dem NPT-Vertrag, deen den Här Bausch ugeschwat huet, ech mengen, do musse mer elo vläicht d'Bir trotzdeem an zwee deelen. Wa mer dat eent scho géife färdeg brénge fir déi, déi wëllen nuklear Energie fir militäresch Zwecker asetzen an den NPT-Vertrag da respektéieren, dann hätte mer schonn immens villes gemaach. An Dir hutt jo dee Saz och gëschter vu mir héieren - Dir hutt e widderholl -, dass mer wëllen, dass keng Atombommen am ganze Moyen-Orient sinn, dass och keng Atombomme solle sinn an der Ëmgéigend vun Nordkorea. Do si mer eis komplett eens, mä elo de Moment muss een…

(Interruption)

…sech dorobber konzentréieren.

Wann een dat anert mat drabréngt - Dir hutt d'Recht fir dat méi wäit ze gesinn -, ech fäerten, da komme mer net virun. Mä dat do ass awer ee Punkt, wou awer elo gewise ginn ass, och an den Débaten, déi mer hate fir d'Resolutiounen auszeschaffen opgrond vum Chapter seven, Artikel 41 vun der UNO-Charta, dass souguer d'Chineesen an d'Russe wéinstens bis elo awer een Deel matgaange sinn op deem Wee. A wéi ech versicht hu gëschter ze soen, do kann nëmmen eng grouss Solidaritéit vun der internationaler Communautéit genuch Pressioun maachen, fir den eenzege gangbare Wee.

Wat d'Reform ugeet vum Conseil de Sécurité, Här Bausch, an d'Lëtzebuerger Presenz an der UNO 2013-2014, ech mengen, dat sinn zwou verschidde Saachen. Mir wëllen op där Schinn probéieren eis Chance ze hunn. Dat heescht awer net, dass mer géint d'Reform si vun der UNO.

Mir hunn allerdéngs vun eiser Présidence - an och duerno hunn ech et dacks gesot -, dass an der Substanz d'Reform vun der UNO vläicht méi wichteg ass wéi d'Reform vum Conseil de Securité. Wann d'UNO et fäerdeg bréngt, Konflikter ze évitéieren, a wann d'UNO et fäerdeg bréngt, do, wou Konflikter waren, de Leit kënnen ze hëllefen, dat ass vläicht méi wichteg wéi wann een herno siwe Länner am Conseil de Sécurité huet, déi d'Veto-Recht hunn.

Ech soen lech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Domadder ass d'Debatt iwwert d'Aussen-, d'Europapolitik an den Traité constitutionnel ofgeschloss.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5488 iwwert d'Konte vum Joer 2004. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Haupert, d'Madame Flesch, den Här Negri, den Här Bausch an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Mehlen.

2. 5488 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2004

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

M. Robert Mehlen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Zréck aus der grousser weider Welt erëm op Lëtzebuerg: de Projet de loi iwwert d'Konte vum Joer 2004 an enger Zäit, wou mer amgaange sinn de Budget vun 2007 ze diskutéieren. Ech hoffen trotzdeem, datt e gewëssen Intérêt duerfir do ass.

Ech wëll fir unzefänken de Kolleegen an der Comexbu Merci soe fir dat Vertrauen, wat se mer entgéintbruecht hu fir hei däerfen de Rapport ze maachen. Et ass jo net alldeeglech, datt e Member vun der Oppositioun dat hei däerf maachen. Ech wëll och a meng Mercien d'Sekretärin vun der Kommissioun mat aschléissen, déi mech ganz tatkräfteg bei der Redaktioun vum Rapport ënnerstëtzt huet.

De Projet de loi ass déposéiert gi vun der Regierung de 5. Juli 2005. D'Regierung huet de 27. Januar 2006 en Amendement nogereecht betreffend d'Korrektioun vun engen etlechen Dépensen. Den 30. November d'lescht Joer huet d'Cour des Comptes hire Rapport général mat den Äntwerte vun der Regierung op hir Objektioune virgeluecht. Den 2. Mee huet de Conseil d'État säin Avis ofginn, an den 23. Oktober 2006 ass de Rapport an der Kommissioun ugeholl ginn.

Fir d'éischt zu den allgemenge Considératiounen. D'Kontabilitéitsgesetz vum 8. Juni 1999 schwätzt vun der Comptabilité de l'État, déi sech géing composéieren «d'une comptabilité budgétaire et d'une comptabilité générale. (…) La comptabilité générale retrace, selon la méthode dite de la partie double, l'intégralité des recettes et des dépenses de l'État ainsi que ses avoirs et ses engagements afin d'établir une situation patrimoniale sous la forme d'un bilan financier arrêté au 31 décembre.»

Mir soen, datt déi Situatioun de Moment nach net erreecht ass, an datt et awer wënschenswäert wär fir d'Transparenz vun der finanzieller Situatioun vum Stat, wann déi Comptabilité à partie double, déi och wierklech de Patrimoine vum Stat erëmspigelt, wa mer dee Punkt kënnten erreechen. Et schéngt och wéi wann d'Obligatiounen, déi zu Bréissel operluecht ginn, eis deemnächst géingen derzou zwéngen do ee bësse méi wäit ze goen.

Dann e Wuert zum ekonomesche Kontext vun deem Joer 2004. D'Regierung hat bei der Opstellung vum Budget eng Croissance virgesi vun 2,8%. Real hate mer awer eng Croissance vu 4,5%. Mir hunn en Uwuesse vum Emploi gehat vun 2,5%. Et war nëmmen 1,5% virgesinn. De Chômage war geschat ginn op 3,9%. En ass awer liicht eropgaangen op 4,2%. D'Inflatioun war geschat ginn op 1,6%. Real waren et 2,2%.

Am Résumé: D'ekonomescht Ëmfeld war méi gënschteg wéi d'Regierung et virausgesinn hat. Dat huet Plus-valuen an de Recettë bruecht vun 376 Milliounen Euro, dovunner 167 Milliounen als Direktsteier.

De Conseil d'État - eng Kéier méi - kritiséiert d'Regierung relativ haart, well se sech ëmmer erëm relativ schwéier géing iren. E schwätzt vun «graves erreurs d'estimation» an e mécht en Appel fir dat an Zukunft besser ze maachen.

D'Kommissioun vum Contrôle budgétaire erkennt un, datt d'Situatioun, wat d'Estimatioun ubelaangt, sech verbessert hätt, hofft awer, datt d'Regierung an där Richtung weider Effortë mécht.

Et sinn och nodréiglech Ännerungen am Budgetsgesetz gemaach ginn: Dat ass eng Kéier d'Foiresgesellschaft, déi 4,2 Milliounen u Participatiounen um Kapital kritt huet; d'Waasserwirtschaftsamt: Do ware Personaldispositiounen, déi Geld kascht hunn, an et ass och nach zousätzlecht Personal op Zäit engagéiert gi fir d'EU-Présidence.

Doraus ergëtt sech folgende Kont fir d'Joer 2004:

Et ware Recettë fir 6,735 Milliarden. Dat sinn, fir eng Kéier a Lëtzebuerger Frangen ze rappeléieren, 272 Milliarde Frang. Dat ass e Plus par rapport zum Budget vun 342 Milliounen oder 5,3%.

Bei den Dépensen hate mer 6,889 Milliarden. E Plus par rapport zum Budget vu 408 Milliounen oder 6,3%.

D'Regierung hat an hire Previsiounen en Defizit virgesi vun 88 Milliounen Euro. Real ass deen Defizit awer op 154 Milliounen Euro erausgelaf; dat heescht, e Plus vu 66 Milliounen Euro, oder den Defizit ass bal duebel esou héich ausgefall wéi geplangt.

Ech wëll an deem Kontext ervirsträichen, datt de Kont vun 2004 en Tournant duerstellt an deem Sënn, datt fir d'éischte Kéier zënter ufanks 90 erëm een Defizit an de Statskonte steet, an dat trotz deene Plus-valuen, déi erakomm sinn.

2003 huet de Compte nach ofgeschloss mat engem Plus vun 79 Milliounen Euro. Dat heescht, wann een déi Differenz hélt vun 2003 op 2004, da sinn dat 233 Milliounen Euro, oder 9,4 Milliarden där aler Frang.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

E puer Wuert zur Kontroll vun der Cour des Comptes, déi sech jo all Kéiers zimlech am Detail mat der Exekutioun vum Budget auseneesetzt. Ech kann natierlech aus Zäitgrënn net am Detail dorop agoen. Dat Meescht kënnt Der am Rapport noliesen.

Fir d'alleréischt hate mer eng Diskussioun iwwert den Délai de clôture, wou d'Regierung sollt e Projet virleeën. Dat ass normalerweis den 31. Mee. Mir hunn zréckbehalen, datt ee soll deen Délai bäibehalen, och wann et heiansdo schwéier ass, fir e strikt ze respektéieren - dat, fir den Drock oprechtzeerhalen op d'Verwaltungen, fir domat virunzemaachen.

Da gëtt et Objektiounen iwwert de Contrôle financier interne. Do sinn 259.309 Operatioune kontrolléiert ginn. Dovunner ware 458 Refus de visa, 90 hunn eng zweete Kéier de Visa refuséiert kritt. D'Regierung huet 46 Passer-outren ausgeschwat.

An et muss een och soen, datt bei der Clôture vun dësem Exercice 68 Dossieren nach net clôturéiert waren. D'Kommissioun fuerdert d'Regierung op, dofir ze suergen, datt dat sech an Zukunft net soll widderhuelen.

Dann zu de Spezialfonge vum Stat. Do sinn d'Recettë méi héich gewiescht: 11,59% méi héich wéi d'Previsiounen. D'Dépensë ware manner héich: e Minus vun 3,67%. An trotzdeem hunn d'Avoiren op de Fongen ëm 15,31% ofgeholl. D'Cour des Comptes freet, datt ee soll ähnlech wéi bei der Opstellung vum Budget méi Detailer liwweren zu de Konte bei der Virstellung vum Projet vun de Konten. D'Comexbu, dat heescht d'Budgetskontrollkommissioun, ass selbstverständlech och mat där Astellung d'accord.

Da gëtt et e Kapitel iwwert d'Subsiden a virun allem d'Transferts de revenus à caractère bénévole. Et sinn déi, déi net duerch Konventioune festgeluecht sinn, mä déi, wou d'Regierung e bëssen, wann ech emol esou däerf an dëser Zäit soen, de Kleesche spillt. D'Cour monéiert, datt déi Beträg sech zënter 2000 verdräifacht hätten, trotz der Circulaire budgétaire vun 2004, wou d'Regierung d'Ministèren opgefuerdert hat, fir sech strikt un d'Virgaben ze halen an net ze vill dohier ze verdeelen. D'Comexbu ralliéiert sech och do un d'Cour des Comptes, datt dat soll an Zukunft respektéiert ginn.

Dann e Kapitel, wat mer och vun all Joer kennen, dat ass dat vun de Beamtegehälter. D'Cour beklot sech driwwer, datt et grouss Problemer gëtt, fir d'Ënnerlagen ze kréien, fir hir Kontrollen duerchzeféieren. Dat ass net fir d'éischt an et huet sech och nach net gebessert. Vun 2.516 Dossieren, déi kontrolléiert si ginn, sinn der 463 net komplett. Nom Examen contradictoire feelen ëmmer nach 254 Piècen, an et bleiwen 240 Dossierë contestéiert. Dovunner ginn der 165 vum Ministère akzeptéiert. Dat heescht 6,55% vun deenen, déi kontrolléiert si ginn, si sécher mat enger Irrégularitéit behaft, an et gëtt och nach eng Partie, wou et nach opsteet, wéi et dann ausgeet.

Wat schlëmm ass, eiser Meenung no, dat ass, datt de Contrôle financier iwwerhaapt net an der Lag ass, fir d'Richtegkeet vun de Berechnunge vun de Gehälter anzeschätzen, well d'Instrument net do ass. Do gëtt zënter Joren dru geschafft, e Système de gestion informatisée des ressources humaines, ofgekierzt SIGEP, opzebauen. D'Comexbu encouragéiert déi betreffend Administratioun an de Ministère, fir domat virunzemaachen. Wéi et schéngt, ass et awer schwéier, well d'Législatioun iwwert d'Gehälter esou komplizéiert ass. Duerfir misst ee sech och iwwerleeën, ob een do net op eng Vereinfachung géing hischaffen.

Dann zu den Altlaste bei de Gehälter. Do si mat engem Fiederstréch, muss ee bal soen, ronn 122 Milliounen Euro regulariséiert ginn, fir dat endlech aus der Welt ze schafen. Dat ass eppes, wat d'Kommissioun begréisst. Et muss een awer soen, datt et e batteren Nogeschmaach huet, well eng ganz Partie Dossieren esou einfach ongekläert leie bleiwen.

Ee Wuert zu de Marché-publicen. Et sinn am Ganze 1.414 Marchéen ofgeschloss ginn. Dovunner sinn der 43% nëmmen als Soumission publique a 57% als Soumission restreinte oder Marché négocié ofgeschloss ginn. Geldméisseg mécht dat 70% ënner Soumission publique an 30% ënner Soumission restreinte oder Marché négocié. 97 Refus de visa wéinst Verletzung vum Marchéspublics-Gesetz, wat och ganz béiss Kritike vum Conseil d'État no sech gezunn huet.

Dann e Wuert zu den Décomptes finaux vun Infrastrukturen. D'Budgetsgesetz seet, datt d'Regierung déi Décomptë muss virleeën. Do hänken der nach eng ganz Partie an der Luucht. De Ministère seet eis, datt et schwéier ass, fir déi Décompten esou virzestellen, wéi dat soll sinn. Eis Kommissioun bedauert dat. Si freet, datt an Zukunft awer déi Décompten esou séier wéi méiglech solle presentéiert ginn. A wa Litigë sinn, déi nach um Geriicht unhängeg sinn, da soll een trotzdeem en Décompte provisoire maachen, an et net à l'infini schleefe loossen.

Dann als lescht d'Comptables extraordinaires. Do huet tëscht 2001 an 2004 d'Regierung 1.869 Kreditter u Comptables extraordinaires erausgi fir e Montant vun 39 Milliounen Euro. Bis bei der Redaktioun vum Rapport vun der Cour des Comptes huet nach ëmmer keen, iwwerhaapt keen Décompte vun deene virgeleeën. Fir d'Joer 2004 si vu 650 Konten der nëmme 84 am Délai légal virgeluecht ginn.

Den Direkter vum Trésor huet eis allerdéngs gesot, si hätten a leschter Zäit enorm Effortë gemaach an d'Situatioun hätt sech staark verbessert, esou datt mer eis op den nächste Rapport freeën, well dee misst jo da besser ausfalen.

Här President, ech soen lech Merci fir Är Gedold. Domat wär ech um Enn vu mengem mëndleche Rapport ukomm a kann nëmme soen, datt d'Kommissioun lech recommandéiert, dëse Kont ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Ech wollt just bemierken, well Dir net esou oft Rapporteur sidd, war ech méi gnädeg wéi soss!

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR), rapporteur.*- Ech hat gesot, ech géif et op meng Zäit huelen.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Haupert, an den Här Clement dréit d'Ried vir.

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV).*- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, also virewech wëll ech dann och soen, datt eigentlech de Kolleeg Norbert Haupert hei sollt stoen. Hien ass awer leider verhënnert, an duerfir wäert ech dann och den Text virbréngen, deen awer zum gréissten Deel dem Norbert Haupert gehéiert.

Säitdeem d'Cour des Comptes hire Rapport zu de Statskonten aus enger Optik vun enger externer Kontrollinstanz vun den öffentleche Finanzen no de Kritäre vum neie Kontabilitéitsgesetz verfaasst, ass et fir déi zoustänneg Chamberskommissioun méi einfach ginn, fir an hirem Rapport iwwer e Gesetzesprojet vun de Statskonten dat am Fong ze analyséieren. Wéi dat zënter dem Projet iwwert d'Statskonte vun dem Exercice 2001 de Fall ass, huet d'Cour des Comptes och dës Kéier zu de Konte vun 2004 en exzellente Rapport verfaasst. An ech wëll hir dann och, wéi de Rapporteur dat och scho gesot huet, vun dëser Plaz aus Merci soen an och félicitéieren.

Dëse Rapport vun der Cour des Comptes huet de Rapporteur, den Här Mehlen, als Ënnerlag geholl, fir de Rapport vun där zoustänneger Kontrollkommissioun vun der Chamber iwwert d'Ausféierung vum Statsbudget ze erstellen. Well de Rapporteur a sengem exzellente schréftleche wéi och mëndleche Rapport, fir déi ech him vun dëser Plaz aus wëll Merci soen, am Detail op déi eenzel Aspekter vun de Statskonte agoung, esou wéi d'Cour des Comptes se analyséiert huet, wëll ech mech hei mat enger méi allgemenger Reflexioun zu dëse Konten ofginn.

Mir schéngt et äusserst wichteg ervirzehiewen, datt d'Statskonte fir d'éischt zënter 1990 mat engem Defizit ofschléissen, an zwar mat engem negative Sold vun 154 Milliounen Euro, déi mat 66 Milliounen Euro iwwert dem Defizit läit, deen am definitiven an dann och deemno votéierte Budget fir dat Joer geplangt war.

Datt de Budget a rouden Zuelen ofschléisst, ass a sech näischt Neies. Et ass awer nei zënter 1990, well säithier haten d'Konten nach ëmmer en Iwwerschoss. En Iwwerschoss, deen Enn der 90er Jore souguer ganz zolidd war. De Phenomeen ass schonn derwäert, fir ervirgehuewen ze ginn, a muss och d'Chamber an Zukunft virsiichteg stëmmen. Dës Feststellung ënnersträicht eemol méi, datt dat warnend Signal vun der Budgetskommissioun bei Geleeënheet vun den Diskussiounen zum 2006er Budget net onsënneg war an deemno och net vun ongeféier koum.

Vergläicht een elo den definitiven Defizit mat deem, deen am Budget virgesi war, da stellt ee fest, datt den Defizit sech nëmmen ëm 66 Milliounen Euro, dat heescht vun 88 Milliounen op 154 Millioune verschlechtert huet. Ausserdeem stellt den Defizit nach „nëmmen" - wann ech dat esou ka soen entre guillemets - 2,2% vum Gesamtbudget oder 0,6% vum PIB duer, e Prozentsaz, ëm deen eis déi aner Länner aus der EU nëmme beneide kënnen. Awer ëmmerhi maachen déi 154 Milliounen Euro eppes méi wéi sechs Milliarden eiser gudder aler Frang aus, wat jo awer schonn eng Zomm ass, déi muncher engem d'Schudderen de Bockel eroflafe léisst.

Fir mech huet et dofir interessant geschéngt ze kucken, wéi den zousätzlechen Defizit entstanen ass a wat dësen Defizit nun a Wierklechkeet duerstellt.

Aganks wëllt ech erhiewen, datt d'Konte vun deem Exercice sech nach ni mat den Zuele vum Budget iwwerdeckt hunn, an dat eleng schonn aus där einfacher Ursaach, well déi ekonomesch Parameteren, no deenen de Budget opgestallt gëtt, net identesch sinn an och net kënne sinn - well soss wäre mer jo bal alleguerten Hellseher heibannen - mat deene Parameteren, déi der Wirtschaftsentwécklung a Wierklechkeet entspriechen an déi en fin de compte déi reell Chiffere vun de Statskonten dann och bestëmmen.

De Budget vun 2004 huet op enger Croissance vum PIB vun 2,8% tabléiert, op engem Wuesstum vun der Beschäftegung vun 1,5% an engem Inflatiounstaux vun 1,6%. A Wierklechkeet ass de PIB ëm 4,5% gewuess, also 1,7 Prozentpunkte méi wéi virgesinn, den Emploi ass ëm 2,5% an d'Luucht gaang, also ee Prozentpunkt méi wéi am Budget virgesi war, an d'Inflatioun huet a Wierklechkeet 2,2% ausgemaach an net wéi virgesinn 1,6. Dës Variatioune vun den ekonomesche Parametere missten engersäits eng Augmentatioun vun de Recettë bewierken an anerersäits awer och d'Dépensë liicht klamme loossen, an zwar bedéngt duerch d'Inflatioun, déi eng automatesch Augmentatioun vun Ausgabe mat sech bréngt.

Selbstverständlech bréngt eng Croissance vun der Beschäftegung och eng Augmentatioun vun den Transferten an d'Sécurité sociale mat sech, well de Stat jo bekanntlech een Drëttel vun dësen Ausgaben dréit. Ech wëll awer gläich bemierken, datt eng Augmentatioun vun der Croissance vum PIB net am gläiche Mooss eng Verbesserung vun de Statsrecetten ausmécht, well eis Statsrecetten net an därselwechter Proportioun wéi de PIB wuessen an ausserdeem d'Verbesserung vun eiser Wirtschaft sech steierlech gesinn net am selwechten Exercice onbedéngt nidderschléit.

D'Augmentatioun vun der Beschäftegung, an domat vun der Masse salariale, souwéi d'Kafkraaft missten awer gréisstendeels hiren Nidderschlag am Impôt sur les salaires an an der TVA vum selwechte Joer erëmfannen. A Wierklechkeet sinn doduerch och déi lafend Recetten am Verglach zum Budget ëm 376 Milliounen Euro gestiegen an op där anerer Säit sinn déi lafend Ausgaben och ëm 158 Milliounen Euro an d'Luucht gaang. Domat hätten d'Konten no enger einfacher Milchmädchenrechnung mat engem Boni vun 130 Milliounen Euro missten ofschléissen. Déi 130 Milliounen ergi sech aus dem budgetiséierten Defizit vun 88 Milliounen, plus d'Augmentatioun vun den Ausgabe vun 158 Milliounen, dat mécht zesummen e Minus vun 246 Milliounen aus.

Deem géigeniwwer stinn 376 Millioune Méirecetten, et géif also dee Boni vun 130 Milliounen Euro bleiwen. Zitt een d'Baisse vun der Kapitalrecette vun 33 Milliounen och nach a Betracht, da bleift ëmmerhin nach e Boni vu ronn 100 Milliounen. A Wierklechkeet schléissen d'Konten 2004 awer mat engem Defizit vun 154 Milliounen Euro of. Wou kënnt elo dës Differenz vun ëmmerhin 250 Milliounen Euro hier?

Ganz einfach, well d'Gesamtdépensen ëm 408 Milliounen Euro am Verglach zum definitive Budget an d'Luucht gaange sinn: 158 Milliounen Euro op der Säit vun de lafenden Dépensen an 250 Milliounen Euro op der Säit vun de Kapitalausgaben. Eraushiewe muss een, datt 201 Milliounen zousätzlech an de Fonds de Réserve gefloss sinn, 75 Milliounen Euro sinn zousätzlech fir de Remboursement vun der Statsschold reservéiert ginn a 45 Milliounen Euro sinn zousätzlech gebraucht gi fir de Kaf vun Terrainen a vu Gebaier. Dat sinn am Ganzen 321 Milliounen Euro, déi engersäits d'Statseegentum ënner Form vun Immobilien a Reserve wuesse loossen an anerersäits d'Statsschold erofsetzen, also 321 Milliounen ëm déi de Stat reell méi räich ginn ass an déi deenen zukünftege Generatioune vun eisem Land och zegutt kommen. Zitt een déi Wäertschafung vun 321 Millioune mat a Betracht, da kënnt een op e Boni vu ronn 160 Milliounen an net op en Defizit vun 154 Milliounen.

Schlussfolgernd kann een also soen, datt global gesinn d'Regierung de Budget mat där néideger Virsiicht exekutéiert huet, mä datt am Detail, esou wéi de Rapporteur dat a sengem Rapport ernimmt huet, nach eng Rei Verbesserunge kënnen ubruecht ginn.

Et muss een awer an deem Kontext och ervirhiewen, datt d'Regierung an dësem Joer, 2004 also, grouss Effortë gemaach huet, fir verschidde Verbesserungsvirschléi aus de Jore virdrun ze respektéieren. Verbesserungsvirschléi zum Beispill bei der Situatioun vun de Comptables extraordinaires, déi ech selwer vun dëser Plaz aus suggéréiert hunn. Wann ech elo awer soen ech selwer, da war dat och esou gemengt, well ech hat selwer och schonn d'Éier e puermol Rapporteur vun de Konten ze sinn oder dozou ze schwätzen.

Aus all dësen Iwwerleeungen eraus kann eis Fraktioun sech och mat deene meeschte Virschléi a Konklusiounen, déi den Här Mehlen a sengem Rapport erwähnt huet, identifizéieren a wäert och dëse Gesetzesprojet stëmmen. Ech bréngen heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe selbstverständlech Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President. Engersäits hat ech méi eng laang Interventioun preparéiert, anerersäits wär ech och tentéiert ze argumentéieren, dass d'Konte vum éischte Semester 2004 besser dostinn, wéi déi vum zweete Semester, mä ech wäert awer dovunner ofgesinn a mech op dräi Punkte beschränken:

Den éischte Punkt, dat ass dem Rapporteur Merci ze soe fir säin ausféierlechen an exzellente Rapport.

Zweetens, mir deelen d'Konklusioune vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, schléissen ons deenen also un.

An drëttens, mir wäerten dee Projet de loi stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den nächste Riedner ass den Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Robert Mehlen e grousse Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Merci wëll ech och der Cour des Comptes soe fir hir gutt Aarbecht zu dëse Konten.

Mir schwätzen haut net iwwert de Contenu vum Budget 2004, mä mir befannen, ob dëse Budget konform exekutéiert ginn ass. Erlaabt mer trotzdeem op e puer markant Punkten anzegoen, déi eis all weider zu enger méi grousser Rigueur budgétaire sollen undreiwen, déi an deenen nächste Joren, wéi mer all wëssen, ëmmer méi wichteg a méi néideg gëtt.

Et ass eng Tatsaach, dass de Budget 2004, wéi scho gesot ginn ass, mat engem Defizit vun 154 Milliounen Euro ofschléisst. An der sougenannter SEC-95-Systematik, déi no de Maastricht-Kritären unzewenden ass, ginn niewent de Käschte vum traditionelle Statsbudget all aner zentralstaatlech Ausgaben ënnert der Bezeechnung „Administration centrale" mat abezunn. Do derzou kommen d'Ausgabe vun de Sozialkäschten a vun de Gemengebudgeten. D'Additioun vun all dëse Käschte fir déi sougenannten Administration publique dierft no de Maastricht-Kritären net iwwer engem Defizit vun 3% vum PIB leien.

Fir d'Joer 2005 louch den Defizit vun der Administration centrale bei ronn 700 Milliounen Euro oder 2,7% vum PIB. Den Defizit vun der ganzer Administration publique louch bei ronn 300 Milliounen Euro oder 1,2% vum PIB. Dëst sinn Zuelen, déi mer virun engem Joer, am November 2005, op Bréissel notifiéiert hunn am Kader vum siwenten aktualiséierte Programme de stabilité de croissance.

Nodeems de Budget vun der Administration centrale schonn am Joer 2002 an de Minus gerode war, ass 2004 och den Iwwerschoss vu bal 440 Milliounen Euro an der Sécurité sociale net méi duergaang, fir de Minus an der Administration centrale auszegläichen.

Am Exposé des motifs vum Gesetz vun haut steet zwar dran, dass de Minus nëmmen doduerch entstanen ass, well Spezialfongen zousätzlech mat 225 Milliounen Euro dotéiert gi sinn, anerefalls hätt de Budget mat engem Boni vu gutt 71 Milliounen ofgeschloss, mä an der SEC-95-Maastricht-Logik mécht dat keen Ënnerscheed.

Wann een déi zousätzlech Dotatioun vun de Spezialfonge berücksichtegt, dann huet de Budgetsminister 2004 amplaz vun engem Minus vun 88,3 Milliounen e Plus vun 71,2 Millioune realiséiert, dat ass eng Verbesserung vu ronn 160 Milliounen Euro. Dës Verbesserung ass der Tatsaach geschëllt, dass speziell an der zweeter Halschent vum Joer 2004 d'Konjunktur besser gelaf ass wéi et Enn 2003 ze erwaarde war, an deem Moment also wou de Budget opgestallt ginn ass. Dat huet dem Stat notamment zousätzlech ordinär Recettë vun 376 Milliounen abruecht, huet awer och zousätzlech Dépensë mat sech gezunn.

D'Spezialfongen affichéieren op den 31.12.2004 Avoiren an der Héicht vun 1,925 Milliarden Euro; dat sinn 334 Millioune manner wéi den 1. Januar 2004. Do sinn d'Affectatioune vun de Plus-valuë vun 79 Millioune vum Excerice 2003 awer scho mat agerechent. Et wär ze wënschen, dass all déi Zuelen am Sënn vun enger einfacher Novollzéibarkeet, souwuel vum Budget voté wéi och vum Compte général, méi transparent duergeluecht ginn.

All implizéiert Acteuren - de Budgetsminister, d'Cour des Comptes, d'Europäesch Kommissioun, de Statec, d'Zentralbank an heiansdo och de Statsrot - hantéiere mat ënnerschiddlechen Zuelen, deemno wat se kucken a wéini se d'Zuele kréie respektiv erausginn. Dat mécht d'Aufgab vun der Finanzkommissioun an der Budgetskontrollkommissioun vun der Chamber fir de Budget ze analyséieren, ze stëmmen, seng Exekutioun ze suivéieren a finalement d'Konten unzehuelen net evident.

Or, grad d'Budgetsrecht an d'Budgetskontroll si jo ee vun den Haaptpouvoire vun eiser Législative. Dat gëllt och a besonnesch fir d'Spezialfongen. Ech zitéieren aus dem Rapport: «Afin de permettre une analyse plus approfondie des fonds spéciaux au niveau du compte général, la Cour» - zwésche Klammeren - des Comptes «recommande de mettre à jour les documents publiés lors de la présentation du budget de l'État et de les inclure dans le projet de loi portant règlement du compte général. La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes se rallie à cette demande.»

Elo kënnt dann also och nach de SEC-95 derbäi, duerch dee mer net nëmme méi eng konsolidéiert Vue op eis Statsfinanze kréien - wat jo och am Prinzip ganz positiv ass -, mä deen natierlech erëm Problemer mat sech bréngt wann et drëms geet, fir de Budget en version nationale mam Budget version Maastricht ze vergläichen, well bestëmmte Recetten net an deem Exercice kontabiliséiert ginn, wou se encaisséiert ginn, mä an deem Exercice, an deem se entstane sinn.

Ech verweisen op den Avis vun der Banque centrale fir de Budget 2007 - op Säit 7 steet dat -, wou eng Réalité économique gefuerdert gëtt. Aus deem Grond hu mir an der Finanzkommissioun gefuerdert, dass de Budgetsminister fir déi nächst Joren en drëtt Dokument opstellt, wou an der voller Transparenz de Budget no der SEC-95-Systematik duergestallt gëtt. An och d'Gemengefinanze mussen an eng SEC-95-Form bruecht ginn, wat net ëmmer einfach ass, wéi mer et elo d'lescht Woch an der Finanzkommissioun festgestallt hunn.

Här President, méi generell steet am Rapport vun dësem Gesetz direkt am Ufank, wat eigentlech och d'Konklusioun ass, an zwar, dass d'Comptabilité générale nach ëmmer net zefridde stellend ass. D'Konte limitéiere sech op eng Comptabilité budgétaire, déi keen Iwwerbléck gëtt iwwert d'Gesamtsituatioun vum Stat: «…les comptes présentés par le Gouvernement ne reflètent que le résultat d'une comptabilité budgétaire, ne permettant guère une appréciation globale de la situation patrimoniale de l'État à la fin de l'exercice comptable.»

Här President, ech wëll och nach en aneren Aspekt uschwätzen, deen am Ufank vun alle Budgetsconsidératioune stoe muss, nämlech dass mer mussen eescht maache mat deenen neie Prozedure bei der Preparatioun a bei der Presentatioun vun deene groussen Investitiounsprojeten. Doriwwer gëtt jo an der nächster Zäit hei och op dëser Plaz geschwat. Wann nämlech bei deene grousse Projeten net vun Ufank u mat fiabele Chiffere ka geschafft ginn, da sprengen dës all budgetär Planungen. An dann hëlleft déi beschte Kontabilitéit guer näischt.

Duerno mussen dës grouss Projeten och am Sënn vun der Comptabilité analytique duerchgezunn a suivéiert ginn, soss komme mer erëm op esou héich Dépassementer, wou dann awer no der Method vum Fait accompli operéiert gëtt. Als Fallbeispill wëll ech erwähnen, dass de Stroossecontournement vu Sandweiler Dépassementer an deem Mooss hat, esou dass d'Gesamtkäschten elo iwwert där vun der Verfassung gesate Limite vu 7,5 Milliounen Euro leien.

Do hätt also virdru missen e Gesetz gestëmmt ginn iwwert de Bau an d'Opportunitéit vun dësem Contournement. Hei ginn elementar demokratesch Regelen net respektéiert, och wann et wéi ëmmer Explikatioune gëtt, déi awer, wann ee genau dohannert kuckt, d'Strooss net halen. Dëst wäert sech jo dann duerch déi nei Prozeduren an Zukunft verbesseren.

Här President, e leschte Punkt wëll ech nach erwähnen: Et ass och net akzeptabel, dass bei Projeten den Décompte net opgestallt gëtt, an esou grouss Projeten net defi-

nitiv ofgerechent ginn, an da kee weess wat dann elo esou e Projet definitiv kascht huet, an dëst dann och deenen zoustännegen Instanzen net virgeluecht gëtt. Dorop huet de Steierzueler awer ganz einfach e Recht. An et ass net an der Rei, dass Dossieren esou laang leie gelooss ginn, bis dass jiddferee seet: Et huet jo dach kee Wäert elo nach en Décompte virzeleeën.

D'Fallbeispill ass de Sanatorium vu Veianen, deen 1977 genehmegt ginn ass. Dat dierft net sinn. Do musse mer an d'Zäitalter vun enger applizéierter Comptabilité analytique, déi vläicht net jiddferengem passt, well se méi eng grouss Rigueur verlaangt. Do musse mer also ganz einfach méi Transparenz un den Dag leeën. An et ass dës Transparenz, déi mer alleguerte wëllen, a wourunner mer och wäerte gemooss ginn. Dëst ass am Endeffekt och am Intérêt vun de concernéierten Akteuren, well se esou selwer geschützt ginn a sinn.

Domat ginn ech trotzdeem den Accord vu menger Fraktioun zu de Konte vun 2004 a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Et ass kee Riedner méi ageschriwwen. Wann d'Regierung wëllt, kritt se d'Wuert. Wann dat net de Fall ass, da kënnte mer zum Vote vun dësem Projet kommen.

Ech weess emol guer net wéi dat geet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote geet un. Déi, déi d'Konten unhuelen, stëmme mat Jo, déi sech enthale mat Abstention, an déi dergéint si mat Neen.

De Gesetzestext 5488 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei 4 Abstentiounen a kenger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

M. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

M. Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp;

M. Aly Jaerling.

D'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Déi ass och ginn.

Da komme mer zum nächste Punkt. Dat ass d'Proposition de loi portant révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1er de l'article 11 de la Constitution, an zweetens, Création d'un article 11bis nouveau de la Constitution. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. De Rapporteur huet deementspriechend zéng Minutten. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

3. 3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1er de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wann d'Chamber haut dem Virschlag vun der Verfassungskommissioun follegt an den Text vun deenen neien Artikelen 11 an 11bis vun der Verfassung unhëlt, da kann no och méi wéi zwielef Joer deen Dossier virleefeg zougemaach ginn.

All Parteien an och de Statsrot ware sech eens, dass den Artikel 11 misst ëmgeännert ginn. Et gouf een allgemenge Consensus fir d'Streikrecht, d'Bekämpfung vun der Aarmut…

(Interruption)

…an déi sozial Integratioun vun de behënnerte Matbierger an d'Verfassung anzeschreiwen. Och déi konstitutionell Bestëmmungen iwwert den Naturschutz an den Déiereschutz waren als Prinzip net a Fro gestallt.

D'Problemer, mat deenen d'Verfassungskommissioun sech ze befaassen hat, louchen éischter op de juristesche Formulatiounen. De Statsrot huet a sengen ausféierlechen a gutt motivéierten Avisen haaptsächlech dräi Suergen zum Ausdrock bruecht:

Éischtens, de Statsrot huet ëmmer erëm drop higewisen, dass d'Texter vun der Verfassung kloer a verständlech misste sinn. An de Statsrot huet och drop higewisen, et sollt net virkommen, dass d'Verfassungsgeriicht Texter aus der Verfassung selwer misst preziséieren.

Zweetens, de Statsrot huet dovir gewarnt, an der Verfassung dem Stat Verantwortungen an Aufgaben opzëerleeën, déi de Stat net erfëlle kann. An anere Wierder: D'Verfassung soll fir de Stat keng Obligation de résultat virgesinn, déi de Stat net garantéiere kann. Dat zielt ënner anerem fir d'Recht op Aarbecht, fir den Naturschutz an och fir den Déiereschutz.

Drëttens, de Statsrot, awer och d'Verfassungskommissioun sinn der Meenung, dass an eiser Lëtzebuerger Verfassung eng méi kloer Trennung gemaach soll ginn tëschent engersäits den individuelle Rechter a Fräiheeten an anerersäits deene sougenannte Statsziler, dat heescht, deene pragmateschen Aussoen, déi de Stat a sengem alldeeglechen Handelen, awer och bei der Ausaarbechtung vu Gesetzesreglementer ze respektéieren huet.

Zu deene Statsziler gehéieren ënner anerem de Schutz vun der Ëmwelt an och de Kampf géint d'Aarbechtslosegkeet. Verschidde modern Verfassungen zielen zu deenen Ziler och d'Recht op eng anstänneg Wunneng oder d'Recht op ee Mindestakommes.

D'Unhuele vun den Artikelen 11 an 11bis ass dofir keen definitiven Ofschloss, mä eng wichteg Tëschenetapp bei der Reformulatioun vu veschiddene Grondrechter, déi ëmmer erëm, esou wéi d'Situatioun evoluéiert, ugepasst musse ginn, a wou gegebenenfalls och nei Rechter mussen an d'Verfassung ageschriwwe ginn.

Wat bréngt elo déi Verfassungsrevisioun, déi mir haut wëllen ofstëmmen?

Beim Artikel 11 ginn d'Paragraphen 1, 3, 4, 5 a 6, Alinea 1 nei verfaasst. De Paragraph 2 iwwert d'Gläichheet vu Fra a Mann ass zënter dem Gesetz vum 13. Juli vun dësem Joer a Kraaft, esou dass bei där heiter Revisioun dat net méi brauch diskutéiert an zréckbehalen ze ginn.

Et gëtt een neien Artikel 11bis an d'Verfassung ageschriwwen. Deen Artikel betrëfft de Schutz vun der Ëmwelt an den Déiereschutz.

Elo zum Artikel 11. Am Artikel 11 figuréiert net méi deen éischte Paragraph, deen haut nach an der Verfassung steet, an dee folgendermoosse libelléiert ass: «Il n'y a dans l'État aucune distinction d'ordres.» Dee Saz mécht haut kee Sënn méi, well de Prinzip vun der Gläichheet vun de Bierger esou eng Opdeelung no Ordren net méi zouléisst. Dofir huet och d'Verfassungskommissioun schonn an den 90er Jore proposéiert, dee Paragraph ze sträichen.

Deen neie Paragraph 1 an der Verfassung gesäit vir, dass de Stat déi natierlech Rechter vun der mënschlecher Persoun a vun der Famill garantéiert. Den Text vun deem Paragraph ass net nei. En ass zënter 1948 an der Verfassung ageschriwwen, mä deemools wéi haut louchen d'Schwieregkeete bei der juristescher Definitioun vun dem Ausdrock «Droits naturels». De Rapporteur vun 1948 huet scho gesot, hie kënnt keng komplett Definitioun vun deene Rechter ginn, an de Rapporteur vun haut kann dat och net.

Dofir huet de Rapporteur vun 1948 eng Rei Beispiller zitéiert, déi ech och a mengem schréftleche Rapport erëmgeholl hunn, déi do nozeliese sinn, déi ech also hei a mengem mëndleche Rapport net méi brauch ze presentéieren.

Wann een awer dee Rescht do duerchkuckt, da kënnt ee bal zur Konklusioun, dass all déi Rechter sech ëm eng Notioun dréinen, déi mir och an der Europäescher Charta vun de Grondrechter am Artikel 1 erëmfannen: Dat ass d'Würd vum Mënsch, déi an der Charta drasteet, an déi résuméiert eigentlech all déi Grondrechter: «La dignité humaine est inviolable.» An ech mengen, déi natierlech Rechter kënnt een, ouni se an hirer ganzer Tragweite ze résuméieren, awer och mat där doter Notioun gutt erëmginn.

Well déi natierlech Rechter net kloer waren, hat d'Kommissioun virgeschloen, den Ausdrock «Droits naturels» duerch «Droits fondamentaux» ze ersetzen. De Statsrot war awer der Meenung, och dat Konzept vun den Droits fondamentaux wier net méi kloer, esou dass schlussendlech d'Kommissioun beim Text vun 1948 bliwwen ass, dee mir also och am Paragraph 1 erëm erëmfannen.

Am Paragraph 3 huet d'Verfassungskommissioun ausdrécklech de Schutz vum Privatliewe virgesinn. De Statsrot huet dorop higewisen, dass zu dësem Grondrecht, esou wéi bei anere Grondrechter, och Aschränkungen erméiglecht wären, déi awer nëmmen duerch e formaalt Gesetz kënnte virgesi ginn.

D'Verfassungskommissioun war mat deenen Iwwerleeungen d'accord a proposéiert haut der Chamber folgenden Text: «L'État garantit la protection de la vie privée, sauf les exceptions prévues par la loi.»

An deem neie Paragraph 4 ginn déi bestehend Bestëmmunge vum Recht op Aarbecht a vun de Gewerkschaftsfräiheeten an engem Paragraph zesummegefaasst. Den Text gëtt awer complétéiert duerch eng Bestëmmung, déi ausdrécklech d'Streikrecht an d'Verfassung aschreift.

Wat d'Recht op Aarbecht ugeet, huet de Statsrot dorop higewisen, dass dëst Recht fir de Stat keng Obligation de résultat kënnt sinn. Dat heescht, dass de Stat net verflicht kënnt ginn, alle Bierger eng Aarbecht ze garantéieren oder eng Aarbecht unzebidden. De Stat hätt nom Statsrot eng Obligation de moyen, dat heescht, d'Zil vun der Politik misst et sinn, Aarbechtsplazen ze schafen an d'Aarbechtslosegkeet ze bekämpfen. Dofir huet och de Statsrot virgeschloen, den Text, deen zënter 1948 besteet, méi kloer ze verfaassen, e Virschlag, deen och d'Verfassungskommissioun ugeholl huet.

De Paragraph 5 war bis elo esou verfaasst: «La loi organise la sécurité sociale, la protection de la santé et le repos des travailleurs....» Deen Text gëtt complétéiert duerch zwee wichteg sozial Pilierë vun eiser Sozialpolitik vun deene leschte Joren, dat heescht duerch de Kampf géint d'Aarmut an déi sozial Integratioun vun eise behënnerte Matbierger.

Déi sozial Beräicher kënnen, wéi d'Verfassung dat virgesäit, nëmmen duerch e Gesetz geregelt ginn. De Statsrot huet awer drop higewisen, dass d'Gesetz net alles regele kann an net op all Detailer kann agoen. Dofir proposéiert de Statsrot, fir den Text esou ze verfaassen, dass an der Verfassung drasteet, dass d'Gesetz dat Wesentlecht virgesäit, an hie proposéiert dofir: «La loi organise quant à ses principes...» an dann zitéiert hien déi eenzel sozial Rechter. Domat war och d'Chamberskommissioun d'accord. Et ass och esou, dass domat och d'Chamber all Rechter voll behält, fir ze entscheeden, wat da wesentlech ass, wat an d'Gesetz soll stoe kommen a wat eventuell duerch e Reglement soll geregelt ginn.

Dofir proposéiert d'Kommissioun och folgenden Text: «La loi règle quant à ses principes la sécurité sociale, la protection de la santé, les droits des travailleurs, la lutte contre la pauvreté et l'intégration sociale des citoyens atteints d'un handicap.»

Deen éischte Saz vum Paragraph 6, deen elo virgesäit, dass d'Gesetz d'Fräiheet vum Commerce, vun de fräie Beruffer a vun der Aarbecht am Ackerbau regelt, deen Text gëtt liicht ofgeännert, well et ass eigentlech net d'Gesetz, mä et ass d'Verfassung, déi déi Fräiheete garantéiert. Dofir gëtt den Text elo esou verfaasst, dass drastoe kënnt: «La liberté du commerce et de l'industrie, l'exercice de la profession libérale et du travail agricole sont garantis, sauf les restrictions à établir par la loi.» Domat bleiwen déi Rechter, wéi et bis elo war, voll a ganz erhalen, an d'Ausnahme kënnen nëmmen duerch e Gesetz virgesi ginn.

Et gëtt dann een neien Artikel 11bis geschaf. Dee betrëfft de Schutz vun der Ëmwelt an den Déiereschutz. Ech wëll net hei, well meng Zäit mir dat och net erlaabt, op all Detailer vun där neier Bestëmmung agoen, iwwert déi ganz villes ze soe wär.

Ech wëll just ervirsträichen, dass duerch dësen Text eist Land eng modern a contraignant Dispositioun an der Verfassung kritt, déi souwuel de Schutz vun der Ëmwelt wéi och den Déiereschutz garantéiert.

Den Text inspiréiert sech un där Schwäizer Verfassung vun 1999. Den Text stellt ee Kompromëss duer tëschent engersäits dem politesche Konsensus an op där anerer Säit enger juristescher Formulatioun, déi dem Stat eng kloer ëmrassen Aufgab operleet. Ech mengen, dass d'Wäertstellung vum Ëmweltschutz doduerch an eisem Land Wesentleches ka gewannen.

Dir Dammen an Dir Hären, domat mengen ech, dass ech op eng kuerz Aart a Weis déi Ännerunge résuméiert hunn. Ech géif och heimat den Accord vu menger Partei bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Den éischten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Flesch.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporteur a President vun onser Verfassungskommissioun Merci soe fir säin exzellente Rapport. Och hei wäert ech net op déi eenzel Punkten am Detail agoen, déi hien hei scho virgedroen huet an déi nach méi ausféierlech am schréftleche Rapport nozeliese sinn. Ech wëll och net op déi Deeler vum Artikel 11 iwwerhaapt agoen, déi mer scho gestëmmt hunn, dat ass fir mech en Acquis. Ech soen nëmmen e puer Wuert zu deene Paragraphen, déi haut zur Revisioun stinn.

De Rapporteur huet schonn drop higewisen, dass déi Diskussiounen iwwert déi Paragraphe vum Artikel 11 scho säit 1994 amgaange sinn, wéi de Georges Margue seng Proposition de révision hei an der Chamber abruecht huet. A wann d'Diskussioun esou laang gedauert huet, da war et sécherlech net dowéinst, well kee Konsens um allgemenge Plang tëschent de Fraktiounen an tëschent de Membere vun der Verfassungskommissioun bestanen hätt. Mir waren alleguerten d'accord iwwert d'Ziler, déi ze erreeche waren.

Mä d'Difficultéite louchen hei, wéi esou oft bei Verfassungsännerungen, am Detail an an der Formulatioun, an der Redaktioun also, déi gewielt ginn ass fir déi eng oder aner Ziler ze beschreiwen. An ech mengen och déi Diskussioun, déi hin- an hiergaangen ass tëschent der Verfassungskommissioun an dem Conseil d'État, huet domadder ze dinn.

Riichtduerch huet de Conseil d'État drop higewisen, dass engersäits d'Formulatioun misst kloer an däitlech sinn, dass constitutionnel Texter net dierften esou sinn, dass se nach misste vum Verfassungsgeriicht interpretéiert ginn, mä dass se missten a sech kloer genuch sinn, dass se alles géingen aussoe wat ze soen ass.

De Conseil d'État huet och op eppes higewisen, wat mer am Zesummenhang mat dëser Diskussioun besonnesch wichteg schéngt, dat ass de Charakter, d'Portée contraignante oder net vun deenen engen oder aneren Obligatiounen, déi an den Text erageschriwwe gi sinn. Dat heescht, mir sinn hei am Kontext vun enger Obligation de moyens an net vun enger Obligation de fin fir de Stat. Et sinn also Texter, déi virgesinn, dass politesch Objektiver an d'Constitutioun ageschriwwe ginn, notamment am Domän vum Aarbechtsrecht, vum Ëmweltschutz, vum Déiereschutz, an dass mer hei am Beräich si vun deem wat an Däitschland eng „Staatszielbestimmung" genannt gëtt. Et ass ënnert deem Verständnis, dass den Accord schlussendlech an der Verfassungskommissioun zustane komm ass.

Bei der Suppressioun vum Paragraph 1 ass et ganz kloer, dass eng Distinctioun vu Stänn an onser Verfassung keng Plaz méi huet. Dat ass eng obsolet Bestëmmung, déi mer nach weider mat duerchgeholl haten. Et

ass also kloer, dass mer am Numm vun der Gläichberechtegung, déi anerwäerts an der Constitutioun ageschriwwen ass, konnten dee Paragraph 1 vum Artikel 11 sträichen.

Den neie Paragraph 1 ass d'Garantie vun den «Droits naturels de la personne humaine et de la famille»; de Rapporteur ass schonn drop agaangen. Ech mengen, d'Diskussioun bei där Dispositioun huet gewisen, wéi d'Schwieregkeete gelagert waren, dass et wierklech eng Schwieregkeet vun der Formulatioun war an net vum Zil, vun deem wat ze erreeche war.

Beim neie Paragraph 3 ass et ganz kloer, dass de Stat d'Obligatioun huet d'Protection de la vie privée ze garantéieren, mä dass d'Gesetz kann oder muss kënnen Exceptioune fixéieren. Hei hu mer och eng laang Diskussioun gehat, mä ech mengen et ass eng wichteg Dispositioun, och wann et esou ass wéi de Conseil d'État et seet: Déi Garantie kann net absolut sinn an et musse kënnen Exceptiounen iwwert de Wee vum Gesetz virgesi ginn.

De Paragraph 4, hei si mer voll an der Staatszielbestimmung. Do geet et ëm d'Aarbechtsrecht, an et ass ganz kloer, dass dat eng Obligation de moyens ass, mä net kann eng Obligation de fin sinn.

Datselwecht gëllt fir d'Sécurité sociale, wou d'Kommissioun d'Restriktioun, déi de Conseil d'État gewënscht huet, mat iwwerholl huet. Dat heescht, dass mer elo soen: «La loi règle quant à ses principes la sécurité sociale.»

Beim Paragraph 6 «liberté du commerce et de l'industrie», ech mengen et bleift deem wat de Rapporteur gesot huet näischt bäizefügen.

Beim Artikel 11bis vläicht zwou Bemierkungen. Dat Éischt, dat war, dass et ons geschéngt huet, dass déi Dispositioun besser Géigestand wär vun engem eegenen Artikel an net mat deenen anere Paragraphen an den Artikel 11 eragehéiert huet. Zweetens, dass mer och do laang Diskussiounen iwwer Formulatiounen haten an dass mer ons dann definitiv op en Text gëeenegt hunn, deen e Kompromëss ass an dee sech largement inspiréiert um Text vun der Schwäizer Verfassung, eng Verfassung, déi expressément ähnlech Ziler ageschriwwen huet an déi och eng rezent Verfassung ass, well se op 1999 zréckgeet.

Ech mengen, Här President, mat de Modifikatiounen zu onser Verfassung, déi haut hei proposéiert ginn, hu mer e grousse Schrëtt am Intérêt vun der Modernisatioun vun onser Verfassung gemaach, wéinstens an dëse prezise Beräicher. Mir sinn domadder nach net um Enn vun deem, wat mer ons musse virhuelen. Et ginn aner Bestëmmungen an onser Verfassung, déi och musse moderniséiert ginn, a mir wäerten nach d'Geleeënheet hunn an de kommende Wochen, Méint a Joren op déi Punkten zréckzekommen.

Dat bréngt mech dozou ze soen, dass et engersäits schued ass, dass mer musse «par bribes et par morceaux» virgoen. Et wär sécher intellektuell méi befriddegend, wann ee kéint eng Gesamtreform a -modernisatioun vun onser Verfassung duerchzéien, mä mir wëssen och wéi schwiereg et ass zu engem Konsensus ze kommen. Mir fueren also op deem Wee weider wou mer ugetruede sinn, mä et bleift net aus, dass mer nach wäerten aner Artikelen an onser Verfassung revidéieren. Ech mengen, mir missten ons och an der Kommissioun an duerno hei am Plenum iwwer e Réagencement vun den Artikele vun der Verfassung Gedanke maachen.

Ceci dit, Här President, wëll ech awer zu deene Punkten, déi haut hei zur Diskussioun stinn, den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur Paul-Henri Meyers Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir ënnerstëtze selbstverständlech d'Modifikatioune vum Artikel 11 vun der Verfassung. Ech wëll just op deen neien Artikel 11bis kuerz agoen.

Et ass eng laangjähreg Fuerderung vun der LSAP, fir de Schutz vun der Ëmwelt an d'Verfassung anzeschreiwen. Den Naturschutz kënnt elo an d'Verfassung stoen an dëst ass e ganz positive Schrëtt fir eis modern Gesellschaft. Dobäi ass et fir eis wichteg, dass den Naturschutz an engem nohaltege Gläichgewiicht gehale gëtt, am Sënn vun de Besoinë vun den heitege Generatiounen, mä och ass et wichteg fir déi kommend Generatiounen, déi gradesou wéi mir e Recht op eng erhalenswäert Ëmwelt hunn.

D'Erhale vun der Natur muss duerch hir Capacitéit zur Erneierung garantéiert ginn. Mir haten an der Kommissioun eng Diskussioun, ob mer dëst Wuert Renouvellement nenne sollen oder Régénération. Wéi schreiwe mer dat am beschten an d'Verfassung an? Régénération bedeit fir eis, dass der Natur Zäit gelooss gëtt, sech ze regeneréieren, ouni ze vill Agréffer virzehuelen. Et gëtt awer Situatiounen, notamment bei gréisseren Aarbechten, wou et eis awer wichteg ass, dass d'Natur esou séier wéi méiglech erëm hir Fonctioun am Sënn vun der Nohaltegkeet erfëlle kann.

Als Fallbeispill wëll ech d'Kompensatiounsmoossnamen nennen, fir d'Natur op anere Standuerter ze valoriséieren, bedéngt zum Beispill duerch Infrastrukturprojeten. Op dës Aart géif dann am positive Sënn d'Natur a kuerzen Zäitofleef erneiert ginn. Dofir si mer der Meenung, dass dat Wuert Renouvellement méi sënnvoll ass, ouni awer doraus en État d'âme ze maachen. Wichteg ass fir eis, dass den Naturschutz an d'Verfassung stoe kënnt, an dat no nohaltege Kritären.

Här President, de Schutz vun den Déieren an hiert aartgerecht Halen ass och eng Fuerderung aus eisem Wahlprogramm. Dofir si mer frou, dass mer och dëst haut an d'Verfassung aschreiwe kënnen.

Domat géif ech den Accord gi vun eiser Fraktioun zu dëser Proposition de loi, a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. D'Verfassungsmodifikatioune si jo eng Matière, déi sollen am Konsens stattfannen tëschent de politesche Kräften an der Chamber, an déi och net sollen iwwert de Knéi gebrach sinn. Bei dësem prezise Fall vun den Debatten iwwert den Artikel 11, menge mer, kënne mer behaapten, dass eis béides gelongen ass. Éischtens hu mer zwielef Joer gebraucht fir duerch den Artikel 11 derduerch ze kommen, an zweetens, wann ee kuckt wat am Artikel 11 alles esou drasteet, dann ass och praktesch fir all Fraktioun eppes derbäi.

Mir hu laang iwwert den Artikel vun den Droits fondamentaux geschwat an trotzdeem ass de Bezuch op d'Famill drabliwwen, wat d'Kolleege vun der CSV dierft freeën. Et ass op där anerer Säit d'Streikrecht elo prezis ageschriwwe ginn, wat d'Kolleege vun der sozialistescher Fraktioun dierft freeën. D'DP wäert sech freeën iwwert d'Reformuléierung vum Artikel iwwert d'Liberté de commerce, an déi Gréng freeë sech selbstverständlech iwwert d'Aschreiwe vum Naturschutz an och vum Déiereschutz an eis Verfassung.

De Rhythmus vun de Verfassungsännerungen ass an de leschte Joren däitlech eropgaangen. An d'Fro ass och scho virdrun opgeworf gi vun deem neien Agencement global vun eiser Verfassung, eng Iddi, där ee vill Positives kann ofgewannen. Mä am Alldag mierkt een awer, dass mer eis ëmmer nees nëmmen iwwert d'Marche Artikel fir Artikel un deen Agencement global bis elo konnten eruntaaschten, quitte dass een e bëssen d'Gefill huet, dass ee vläicht awer esou lues zu deem Moment kéint kommen, wou een deen e bësse méi grousse Worf awer eng Kéier als separate Punkt misst diskutéieren, well dach eng ganz Rei, ech wëll net soen Ongereimtheeten an der Verfassung dra sinn, mä eng ganz Rei Agencementsfroen, déi sécher net zefridde stellend geléist sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et stellt een och fest, dass d'Verfassungsgeriicht, wat virun e puer Joer geschafe ginn ass, eng ganz prezis Lecture mécht vun der Verfassung an eng Interpretatioun vun den Texter mécht, déi ganz no beim Buschtaf ass. Och dat war eng vun den Erausfuerderungen, wou iwwert déi nei Formulatioune geschwat ginn ass, notamment wat d'Aschreiwe vum Ëmweltschutz a vum Déiereschutz an d'Verfassung betrëfft.

Well et jo net nëmmen drëms gaang ass, e politesche Konsens op där Fro ze hunn, mä et ass och drëms gaangen, déi Texter esou prezis auszeformuléieren, dass se dann och kënnen ugewannt ginn esou wéi se gemengt waren, an dass och tatsächlech aus deem politesche Konsens e Recht kann entstoen. Well d'Verfassung soll jo eigentlech nëmmen Dispositiounen dran hunn, déi dann och tatsächlech Rechter beschreiwen, an net just Prinzipie beschreiwen, déi am Alldag vum Handele keng grouss Bedeitung hätten.

Fir eis Gréng ass natierlech ganz wichteg, dass mer den Ëmweltschutz an d'Verfassung haut aschreiwen. A genausou wichteg ass et och, dass mer den Déiereschutz an d'Verfassung aschreiwen. Och dee geet zréck op eng Initiativ vun der grénger Deputéierte Renée Wagener, déi eng Proposition de révision proposéiert hat am Joer 2002. Opgrond vun där Initiativ si mer dann och haut zu enger Konklusioun komm.

Et gëtt och de Mëtteg oft ënnerstrach, dass béid Formulatiounen als e Statszil formuléiert sinn. An et gëtt aschränkend erklärt, dat wär dann - soen ech emol, entre guillemets - nëmmen eng «Obligation de moyens». Et wär also keng Obligation de résultats, keng Obligation de fin, déi an deene Formulatiounen dra géing stiechen. Dat ass och richteg.

Allerdéngs wëlle mir awer ënnersträichen, dass och eng Obligation de moyens eng Obligatioun ass. Et ass net esou wéi wa mer elo de Choix hätten tëschent der Obligation de moyens, dat wär net ganz vill, an op där anerer Säit hätte mer d'Obligation de résultats, an dat wär eis elo erspuert bliwwen an där doter Matière, esou wéi wann een de Leit misst soen: Den Ëmweltschutz kënnt zwar elo an d'Verfassung, mä Dir braucht net ze fäerten, et ass nëmmen eng Obligation de moyens.

Dat ass net de Fall! A mir als gréng Fraktioun hoffen, dass dat an den nächste Joren och wäert gewise ginn. Och eng Obligation de moyens ass eng Obligatioun! A wann de Stat sech haut als Zil hei gëtt, sech am Ëmweltschutz eng Obligation de moyens opzeerleeën, da wäert och déi Obligation de moyens kënnen ageklot ginn. Wéi an der Medezin: Och do gëtt et eng Obligation de moyens. An et wäert jo mat Sécherheet keen heibanne behaapten, dass dat näischt wier. Am Géigendeel, dat ass alles! Dat ass alles an der Medezin.

Genausou wäert et och an Zukunft am Ëmweltschutzberäich sinn. Déi Obligation de moyens, dat ass net näischt. Dat ass e risege Fortschrëtt. Fir eis als gréng Fraktioun ass dat wierklech e ganz speziellen Dag, wa mer haut kënne soen: Vun haut u gëtt de Stat a sengem eegenen Handelen dorunner gemooss, ob en all d'Moyenen - well d'Obligation de moyens heescht dat - ëmsetzt, déi en a senger Dispositioun huet, fir deem Zil vun der Durabilitéit a vum Ëmweltschutz kënne méi no ze kommen.

Datselwecht gëllt och fir den Déiereschutz. Och dat ass eng Formulatioun, déi e Konsens duerstellt. Et hätt ee sech bestëmmt kënne méi wäitgehend Formulatioune virstellen. Mä wéi gesot, et ass schlussendlech drëms gaangen, e Konsens ze fannen. An och wann dee Konsens vläicht net dee formidabelsten ass, esou beinhalt och dee Konsens awer vun haut u fir de Stat eng Obligatioun am Alldag an net nëmmen an de Prinzipien. Och wann dat keng Obligation de résultats ass, et ass wuel eng Obligation de moyens.

Mir hunn och als Gréng zwou Saachen, déi eis e bësse manner zefridde stellen. Mir bedaueren, dass et zum Schluss vun där Diskussioun iwwert deen Artikel 11, wat den Ëmweltschutz betrëfft, nach zu enger Inflexioun vum Text komm ass. Mir hate virun enger Weilche schonn e Konsens, eng Eestëmmegkeet fonnt an der Kommissioun, fir den Artikel 11 mam Wuert Régénératioun ze versinn. E Wuert, dat fir eis als gréng Fraktioun eng qualitativ Note huet, déi e Stéck méi wäit geet wéi dat Wuert, wat mer aus anere Verfassunge kennen, vum renge Renouvellement.

Mir bedaueren, dass dat opgrond vun enger Interventioun vum Statsrot, dee sech eigentlech averstane gewisen hat mam Text Régénératioun, awer nach eng Kéier an der Kommissioun gekippt ginn ass, an duerch e majoritäre Vote vun der CSV mat der DP a mam ADR déi Formule vum Renouvellement zréckbehale ginn ass. D'Kolleege vun der LSAP hate sech enthalen, wat mer bedaueren, esou dass mir schlussendlech eleng waren, fir deen Term vun der Régénératioun nach ze verdeedegen, dee wierklech eng qualitativ Differenz schonn huet an deen an eisen Aen nach e Stéck méi wäit gaange wär.

Gutt, dat ass elo geschitt. Den Text ass an där Form leider net méi zréckbehale ginn. Haut hu mer awer en Text, mat deem mer eis och kënnen averstanen erklären, well en eigentlech déi wesentlech Notiounen am Ëmweltschutz dranhuet wéi d'Nohaltegkeet, d'Besoine vun haut an d'Besoine vu muer. An dat sinn eigentlech déi Elementer, déi et hoffentlech wäerten erlaben, dass d'Statshandelen an Zukunft wäert kënne gemooss ginn, och, wann et misst sinn, virum Verfassungsgeriicht.

Dat gesot, soll een awer och nach op eppes Weideres hiweisen: Och wann déi Dispositiounen elo an der Verfassung stinn, dann ass et e bësse wéi bei der Debatt, déi mer haten am Kader vum Referendum iwwert den Traité vun enger europäescher Constitutioun. D'Prinzipien am Text ass dat eent, d'politescht Handelen am Alldag ass awer nach ëmmer ofhängeg vu politesche Majoritéiten.

An och wa mer haut den Ëmweltschutz an den Déiereschutz an d'Verfassung vu Lëtzebuerg aschreiwen, esou wäert et awer nach esou sinn, dass dat Wesentlecht vun deenen Avancéeën, déi mer an den nächste Jore wäerten am Beräich vum Ëmweltschutz maachen, oder och vum Déiereschutz, dovunner wäert ofhänken, wéi eng politesch Majoritéiten hei am Parlament sëtzen.

Och dat ass oft genuch widderholl ginn an ënnerstrach ginn am Kader vum europäeschen Traité. Et ass alles probéiert ginn ze fixéieren un deem Buschtaf vum Text, deen an deem Traité drastoung. Och hei solle mer déi Feeler net maachen. Och hei wäert et dovun ofhänken, wéi d'Leit sech bei deenen nächste Wahle prononcéieren, wéi eng Parteien an der Regierung wäerte sinn. Mir hoffe selbstverständlech, dass déi Gréng dat opgrond vun dëser gestäerkter Positioun aus an Zukunft och wäerte kënne matgestalten.

Mä dat soll ee wierklech och ënnersträichen: D'Verfassung ass dat eent, de politeschen Alldag ass eng Saach vu politesche Majoritéiten, déi schwanken. Ëmweltschutz ass net gläich Ëmweltschutz. Et hänkt dovun of, wien d'Majoritéit a wien d'gestalteresch Kraaft opgrond vu Wahlresultater huet. An dat wäert och mat der Aschreiwung vun dësen Dispositiounen an der Verfassung net ännere. Och dat war esou, an och dat wäert vun elo un awer dobäi bleiwen.

Dat gesot, Här President, wëll ech dann och nach eng Kéier eis Satisfaktioun doriwwer ausdrécken, dass de besonnesche Schutz vun de Leit mat Handicap och elo Anzuch an eis Verfassung fonnt huet. Och dat ass e wichtegt Element, och wa mer doriwwer scho bestëmmte Gesetzgebungen haten. Och dat bréngt där doten Diskussioun eng nei Wierdegung. Et bréngt där doten Diskussioun eng nei Grondlag. A mir hoffen och an Zukunft, dass dës Artikele wäerten hire ganze Rôle kënne spillen.

Mat dëse Remarquë bréngt déi gréng Fraktioun hir Zoustëmmung zu dëser Verfassungsännerung.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Henckes hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur Merci soen, well e ganz detailléiert a sengem mëndlechen, mä nach méi a sengem schréftleche Bericht déi Verfassungsännerungen, déi mir haut diskutéieren, virgestallt huet. An en huet mat Recht ervirgestrach, datt dat, wat mir haut décidéiere sollen duerch onse Vote, mat sech zitt, datt ons Verfassung méi modern gëtt an datt se an Zukunft op ganz wesentleche Punkte modern a contraignant Dispositioune beinhalt.

Ech wëll drop hiweisen, perséinlech an och am Numm vu menger Fraktioun, datt ech ganz frou sinn, datt den Déiereschutz elo endlech an der Verfassung säin Antrëtt fënnt, datt deen do mentionnéiert gëtt. Ech hat eng Proposition de loi an deem Sënn déposéiert, an dofir ass dat hei eng grouss Satisfaktioun, datt mir dat elo haut kënne festhalen.

Aner Dispositiounen, déi och wichteg sinn, dat sinn de Schutz vun der Ëmwelt, d'Streikrecht an och de Fait, datt mir déi éischte Kéier an onser Verfassung vun den Handicapéierte schwätzen. All déi Dispositiounen, déi mir elo virgesinn, hu keng Obligation de résultat, dat heescht, datt net muss e Resultat an absolute Wäerter erreecht ginn, mä datt d'Politik, wa se e Gesetz stëmmt, wat deen Domän betrëfft, sech ëmmer muss deen Ablack un déi richteg Ziler erënneren, an datt all Dispositioun, déi net konform ass zu deem, wat an der Verfassung steet, deen Ablack sanktionéiert ka gi virum Verfassungsgeriicht.

Et muss ee soen, datt an der Vergaangenheet an och a rezenter Zäit, zënter datt onst Verfassungsgeriicht besteet, d'Zuel vun de Recoursen zouhëlt, datt d'Bierger déi ganzen Zäit kucken, an ëmmer méi kucken, ob verschidde gesetzlech Dispositiounen am Aklang si mat onser Verfassung. Ganz oft gesäit een och, datt déi Décisiounen a ganz ville Fäll dorop hinzilen, fir ze soen: Dës Dispositiouun ass falsch, do muss d'Gesetz geännert ginn. Mir hunn dat heite jo och scho wiederholt gemaach. Esou datt een also hei ka soen, datt mir mat neien Ziler, déi mir ons ginn, ons och nei Obligatioune gi fir ons Gesetzgebung, déi mer ausschaffen. Dat alles ass am Intérêt vun onse Bierger, mä och fir d'éischte Kéier am Intérêt vun den Déieren iwwert de Wee vum Déiereschutz.

Mir haten eng länger Debatt iwwert déi zwee Termen, ob ee bei der Ëmwelt iwwer Régénératiouun oder Renouvellement soll schwätzen. Dat ass, géing ech soen, oft eng philosophesch Debatt, well déi zwee Termë sech ganz vill gläichen. D'Régénératiouun stellt méi eng Obligatioun duer, wéi wann dat méi global wär, an de Renouvellement manner. Doriwwer scheede sech natierlech d'Geeschter, a wann een an den eenzelne Laroussë kuckt, da gesäit een, datt déi Differenz awer minimal ass, wat d'Effeten oder d'Differenzen ugeet.

Mir hunn ons elo zu engem Konsens duerchgerongen. An et ass dat, wat ech wëll begréissen. Mir si bereet, am Konsens dës Modifikatiounen un onser Verfassung ze droen, an dofir wäert d'ADR och dësen Text stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet als leschte Riedner d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Bon, Här President, ech hunn am Fong zwou, dräi Versteesdemech-Froe mat deenen Texter hei.

Am Artikel 3, do steet: «L'État garantit la protection de la vie privée, sauf les exceptions fixées par la loi.» Am Artikel 6, do steet: «La liberté du commerce (…) sont garantis, sauf les restrictions à établir par la loi.» Dat verstinn ech net.

Ass dat dann elo esou, datt, nodeem den Här Gesondheetsminister verbueden huet an de Restauranten ze fëmmen, hien dann och elo nach verbidde kann do ze iessen, well e fäert d'Leit géingen ze déck ginn, oder wéi ass dat?

Ech mengen, hei steet: «restriction à établir par la loi». Dat ass also eppes, wat no deenen Texter hei nach muss gemaach ginn. Dat heescht also, d'Liberté de commerce, d'Handelsfräiheet gëtt am Fong zum Deel hei a Fro gestallt, esou wéi ech deen Text hei elo verstinn.

Dann hunn ech nach en anere Problem, dat ass, a praktesch sämtlechen Artikelen, do steet: «La constitution garantit…». Mä bei der Protection des animaux, do steet: «promeut la protection des animaux». Dat heescht „fördert". Ma dat heescht am Fong guer näischt! Wann een do schreift „fördert d'Protektioun vun den Déieren", dann heescht dat am Fong guer näischt. Dat ka vill sinn, dat kann näischt sinn, an dat ass einfach.

Firwat steet net och do «garantit la protection des animaux», wéi bei all aneren Texter, déi hei an der Verfassung drastinn?

Une voix.- A wat mécht een da mat de Mécken?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ma, Dir kënnt jo drop schéissen.

(Hilarité)

Dann hu se zumindest eng Iwwerliewenschance, gell!

Mir kënnen natierlech och Méckebaatschen huele mat engem Lach an der Mëtt, an da schreift Der drop: «Give the fly a chance!» Dat kënnt Der och maachen.

Bon, da gesinn ech awer e groussen Ënnerscheed, wou den Här Henckes kee gesäit. Den Här Henckes seet, tëschent Renouvellement a Régénération wär keen esou e groussen Ënnerscheed. Ech gesinn awer do e groussen Ënnerscheed, an ech sinn awer duerfir frou, datt de Begréff Régénératiouun geholl ginn ass, well dat awer méi bedeitungsvoll ass an och garantéiert, datt dat, wat futtigemaach gëtt, wierklech och soll sënnvoll régénéréiert ginn. Renouvellement, dat ass iergendwéi esou eppes, wat vill méi vag ass, an dat anert ass vill méi kloer.

Bon, déi Bedenken hei ervirbruecht, hoffen ech, datt ech dann elo eng Erklärung kréien, an da kann ech awer och dat hei mat rouegem Gewësse stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Mir sinn elo um Enn vun der Debatt ukomm a kommen elo zum éischte Vote constitutionnel iwwert d'Proposition de loi 3923C. Den Text steet am zoustännegen Dokument. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Premier vote constitutionnel

D'Proposition de loi 3923C ass ugeholl mat 47 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Marcel Glesener, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, et Lucien Weiler;

M. John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Alexandre Krieps et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Mir kommen dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu dem leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet iwwert d'Ëmbaue vun de Vestiairen op den Héichiewe vu Belval. Et hu sech ageschriwwen: den Här Meisch, déi Damme Mutsch a Loschetter, den Här Mehlen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

4. 5581 - Projet de loi relatif à la transformation des anciens vestiaires des hauts fourneaux pour les besoins d'un incubateur d'entreprises à Belval-Ouest

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir diskutéieren haut zu e bësse méi fortgeschrittener Stonn awer elo schonn de Projet de loi 5581 relatif à la transformation des anciens vestiaires des hauts fourneaux pour les besoins d'un incubateur d'entreprises à Belval. E Projet, deen d'Beméiunge vun der Regierung ënnersträicht, fir den Développement an d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie weider no vir ze bréngen an d'Kreatioun vun neien innovativen, sougenannte Start-up-Entreprisë mat grousser technescher Vokatioun ze förderen.

De virleiende Projet gesäit vir, fir déi al Vestiairë vun den Héichiewe vun Esch-Belval ze transforméieren, an zwar an en Incubateur d'entreprises oder anescht ausgedréckt eng Pépinière d'entreprises.

Déi éischt Fro, déi sech elo stellt: Wat ass esou en Incubateur oder eng Pépinière d'entreprises? Wat heescht dat eigentlech op Lëtzebuergesch? Ech hunn op e puer Plazen nogekuckt. D'lëtzebuergesch Sprooch gesäit keng Iwwersetzung vun dësem Wuert vir. Eis däitsch Noperen iwwersetzen allerdéngs mat Brutkasten. Ech wäert am weidere Verlaf vu mengen Ausféierungen, einfach wéi och am Projet de loi steet, vun dem Incubateur schwätzen.

D'Europäesch Kommissioun definéiert esou en Incubateur d'entreprises als eng Plaz, oder besser gesot e Gebai, an deem jee no Gréisst méi oder manner vill frësch gegrënnte Gesellschafte fir eng bestëmmten Zäit en Ënnerdaach hunn. D'Zil dovun ass, fir dëse jonken Entreprisë besser Start-up-Chancen ze ginn, fir méi einfach ze iwwerliewen a méi einfach wuessen ze kënnen. Fir hiren Erausfuerderunge gerecht ze ginn, kënnen dës Entreprisen nieft deene Raimlechkeeten, déi hinnen zur Verfügung stinn, op gemeinsam Strukturen an Installatiounen, wéi zum Beispill e Fax, Computeren a Computerréseauen, zréckgräifen. Si ginn awer och an hirer Gestioun mat weidere Servicer ënnerstëtzt.

Den Incubateur zu Belval soll nom Modell vun ähnlechen, schonns bestehende Strukture fonctionnéieren. Eng Schlësselroll kënnt heibäi Luxinnovation zou, der nationaler Agence fir d'Promotioun vun der Innovatioun an der Recherche. Luxinnovation huet d'Aufgab fir d'Auteure vun neie Projeten a Start-up-Entreprisen am Laf vun hirer Enstehungsphas, hirem Opbau an hiren éischte Schrëtter an der Wirtschaft ze assistéieren an och ze beroden.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de virleiende Projet behandelt awer just de Volet Bâtiment. Et sinn also just d'Raimlechkeete vum Incubateur d'entreprises, déi hei behandelt ginn. Alles wat de Fonctionnement an d'Organisatioun ubelaangt, fält net ënnert d'Kompetenze vum Bauteministère, ergo och net ënnert d'Kompetenz vun der Bautekommissioun. Dofir ass herno de Ministère de l'Économie zoustänneg.

Et geet also just ëm den Ëmbau vum ale Gebai vun de Vestiairen, dat op der Terrass vun den Héichiewen direkt nieft dem Héichuewe B läit an an Zukunft also en Ënnerdaach fir verschidden Entreprisë gi soll.

Duerch d'Ëmsetzung vum Projet Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation fanne sech um Site Belval vill Akteure vun der Recherche publique erëm: de Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann, de Centre de Recherche Public Henri Tudor souwéi de Centre de Recherche Public Santé. Eng vun de Missioune vun all dëse Centres de recherche ass, d'Entstoe vun neien industriellen Aktivitéiten ze förderen. D'CRPe sinn och immens interesséiert drun, fir bei dësem Projet matzeschaffen, well doduerch de Site Belval nach méi zum Austausch vun neien Iddien an Technologië kënnt.

Erlaabt mer, datt ech kuerz op déi bautechnesch Aspekter vum Projet aginn.

De Fonds Belval hat en Architekteconcours ausgeschriwwen an d'Iddi, déi sech duerchgesat huet, huet sech vun deenen aneren Entwërf souwuel vum funktionelle wéi och vum architektonesche Konzept ënnerscheet an ofgesat.

Deen neien Incubateur bitt engersäits e Service d'hébergement un, andeems de jonken Entreprisë Raimlechkeete wéi Büroen oder Atelieren zu engem moderate Loyer zur Verfügung gestallt ginn. D'Surfacen, déi hei méiglech sinn an déi och schonns gefrot goufen, leien tëscht 50 m^2 an 250 m^2.

Dat soll awer keen definitive Standuert fir dës Betriber sinn. Klappt de Start an déi kommerziell Welt, kréien dës Betriber, souwäit se dat wënschen, een definitive Standuert um Crassier Éilereng ugebueden. Anerersäits ginn d'Entreprisen awer och begleet beim Ausschaffen an Evaluéiere vun hire Geschäftsiddien an neie Konzepter, dem Opstelle vun engem Wirtschaftsplang an hiren éischte Schrëtter an der Startphas. D'Porteure vun de Projete sollen awer och Formatioun ugebuede kréien an och éischt Kontakter mat Partner aus de Beräicher Industrie, Gestioun, Finanzen a Wëssenschaft vermëttelt kréien.

De funktionellen Deel gesäit och gemeinsam Raimlechkeeten, wéi zum Beispill d'Cafeteria, Sëtzungssäll, Sanitäranlagen, etc. vir. Des Weideren ass och eng gemeinsam Gestioun an de Beräicher Réceptioun, Büro vum Sekretariat, Büro vun der Direktioun, Archiver an esou weider geplangt.

Den Deel Architektur verbënnt al an nei Strukture vun de Raimlechkeeten. Engersäits gëtt doduerch dem Gebai, wat um Inventaire vu Sites et Monuments steet, déi äusserlech Erscheinung erhalen. Anerersäits gëtt bannendran alles op eng modern Aart a Weis funktionell a praktesch transforméiert, fir den neien Entreprisen en optimale Kader ze schafen, fir datt se sech doran dann entwéckele kënnen.

Dee ganze Projet kascht, fir dat wat de Volet vun den öffentleche Bauten ugeet, 12.990.000 Euro, Valeur Index vum 1.10.2005 vu 618,55 Punkten. Haut sinn dat awer schonn, bei engem Indexstand vu 625,70 Punkten, 13.140.000 Euro.

Dës Ausgabe ginn zu Laaschte vun de Kreditter, déi dem Fonds Belval zur Verfügung stinn, a Conformitéit mam Gesetz vum 25. Juli 2002; e Gesetz dat dësen Etablissement geschafen huet, fir d'Ëmsetzung vun den Equipementer vum Stat um Site Belval ze tätegen. De Rembousement vun de Gelder fänkt un, soubal d'Gebai fäerdeg gestallt ass.

Den Entretien vum Gebai selwer gëtt vun der Administration des Bâtiments publics garantéiert.

Ee Wuert nach zum Akafspräis vum Terrain a vum Gebai selwer. Eng Fro, déi an der Bautekommissioun gestallt gouf, awer net direkt konnt beäntwert ginn. Ech krut awer elo déi néideg Informatioune vum Ministère des Finances nogeliwwert a se gesinn dann esou aus:

Dat Ganzt gouf beim Gesetzprojet 5152, wou de Kolleeg Norbert Haupert Rapporteur war, hei an der Chamber diskutéiert. Den Akafspräis vun deene 27 Hektar inklusiv d'Gebléishal, d'Héichuewen, d'Vestiairen an d'Möllerei beleeft sech op 84,5 Milliounen Euro. Fir déi véier Gebaier steet eng Valeur négociée vu 4.957.870 Euro un. Rechent een dat elo ëm, kënnt ee bei dësem Projet op ronn eng Millioun Euro fir den Terrain an op 1.203.000 Euro fir d'Gebai.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir waren eis an der Bautekommissioun, nodeems mir all Explicatiounen, déi mir gebraucht hunn, kruten, relativ séier eens iwwert d'Noutwendegkeet vun dësem Projet. Och de Statsrot war mat de Prinzipien averstanen, hat ausser e puer redaktionelle Bemierkungen näischt ze beanstanden, esou datt ech d'Chamber bieden, de Projet an där virleiender Versioun ze stëmmen.

Dat gesot soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a selbstverständlech, wéi kéint et och anescht sinn, bréngen ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP).*- Merci, Här President. Fir d'eischt wollt ech dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport, an deem hien och nach eng Rei Prezisioune bruecht huet, déi mer an der Kommissioun gefrot haten, déi eis dee Moment awer net konnte geliwwert ginn.

Selbstverständlech wäert d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei hiren Accord zu dësem Projet bréngen, desto méi well et e Projet ass, dee vun der viregter Regierung initiéiert gi war a well, och wann dat net de Fall wier, mer de Sënn, den Zweck, den Intérêt vun dësem Projet total agesinn.

Et kann ee sech natierlech Froe stellen: Firwat op där Plaz? Firwat dat do Gebai?

Här President, dat Gebai, déi Vestiairë sinn an de 60er Jore gebaut ginn. Ech woen ze behaapten - les goûts et les couleurs ne se discutent pas! - a mengem perséinlechen Numm, dass se null architektonesche Wäert hunn. Mir ginn awer elo dohinner a mer transforméieren dat Gebai relativ deier. E Gebai, wat eng ganz spezifesch Struktur huet, wou d'Atelieren op den ieweschte Stack kommen, well se ëmmer do waren. D'Struktur vum Gebai erlaabt dat. An dann d'Bürosgebailechkeeten am Rez-de-chaussée an um éischte Stack. Jee, dat ass eng Form, déi herno, wa muss doranner geschafft ginn, net onbedéngt déi produktiivst ass. Mais les choses étant ce qu'elles sont, ass deen do Wee gewielt ginn.

En huet zur Konsequenz, dass de Projet méi deier gëtt, wéi wann een op engem Terrain, wou näischt géif stoen, déiselwecht Infrastrukture géif opriichten.

Et ass awer eng Décisioun, déi nun eemol geholl ginn ass, an am Schiet vun den Héichiewen ass eis näischt ze deier, an no deem Prinzip schéngt dëse Projet och um architektonesche Plang ausgeschafft ginn ze sinn.

A wann dann, Här President, dee Projet realiséiert ass, wann e steet, da géif ech mer wënschen, Här President, dass et net zu enger ongesonder Konkurrenz zwëschent deenen eenzelnen Akteure kënnt. Den Här Bauteminister, deen d'Regierung hei vertrëtt, ass duerfir net zoustänneg, mä ech géif mer wënschen, dass de Minister, deen zoustänneg ass fir d'Héichschoulwiesen, an de Wirtschaftsminister géifen klären, wien dann an deem Projet herno de Lead hätt, net dass et erëm zu engem Klengkrich kënnt zwëschent Leit déi wëlle beweisen, wie méi dichteg ass wéi deen aneren.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Grethen *(DP).*- Well hei geet et ëm eng wichteg Infrastruktur. Hei

geet et drëms, dass mer aus der Uni, déi ech jo als gebierdegen Escher hoffen, dass se esou séier wéi méiglech zu Esch implantéiert gëtt, dass mer aus deenen Efforts de recherche, déi do gemaach ginn, herno och Effets économiques hunn, dass mer Effets industriels hunn; duerfir soll dat neit Gebai d'Infrastruktur bidden. Ech hoffen, dass deen deieren Investissement, dee mer haut stëmmen, am Intérêt vun der Lëtzebuerger Ekonomie ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. D'nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 10. November war déi offiziell Ouverture vum Site Belval fir den „grand public". Den Dag virdrun hate mer schonn d'Pose de la première pierre fir d'Gare Belval-Usine. De 27. November, also iwwernächste Méindeg, kënnt de Jury fir d'Universitéit zesummen am SKIP, an den 30. November ass d'Inauguratioun vun der RBC Dexia.

Déi Lëscht ass elo net komplett a se ass och net elo eréischt ugaangen a se ass och virun allem nach laang net ofgeschloss.

Haut geet et also ëm d'Transformatioun vun deenen ale Vestiairë vun den Héichiewen op Belval fir d'Besoine vun engem Incubateur d'entreprises. Dëst Industriegebai gëtt also rehabilitéiert fir eng nei Notzung fir innovativ Betriber, also eng nei national Struktur, déi an direktem Lien zur Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation steet, déi hirersäits e feste Bestanddeel vun der zukünfteger Uni Esch-Belval ass. An et ass wuel méi déi Proximitéit, déi den Ausschlag ginn huet, fir de Choix fir dës Gebailechkeet ze maachen, wéi vläicht den industriehistoresche Wäert vum Gebai, wat jo nach relativ rezent a senger Konstruktioun ass.

Bei der Entwécklung vun engem universitäre Site, deen dobäi nach den Challenge erfëlle muss, sech an en neie Quartier anzefügen, deen hei entsteet, ass natierlech d'Zesummespill mat allen Akteuren um wirtschaftleche Plang besonnesch wichteg. Wann et eis eescht gemengt ass, fir ronderëm de Projet-phare Esch-Belval en neie Wirtschaftspilier fir d'Land opzebauen, deen de Strukturwandel vun enger ganzer Regioun begleet, da geet dat net ouni Dezentraliséierung.

Et geet virun allem och net ouni eng voluntaristesch Approche ronderëm déi Ziler, déi mir fir Belval jo och heibannen definéiert hunn: d'Förderung vun der Recherche, net zulescht och am Zesummespill mat deenen dräi Centres de recherche, déi ronderëm d'Uni Esch-Belval ugesiedelt ginn, den Transfert vun Technologien an d'Innovatioun, d'Entwécklung vun neie Pôles de compétences, Incitatioune fir d'Kreatioun vun neien Entreprisen - dofir si mer jo och haut hei - an en neie Rééquiliber an der Organisation territoriale fir d'Land.

An dëser Optik ass den Incubateur, dës Plaz also, wou sech nei gegrënnten Entreprisen an enger gemeinsamer Infrastruktur mat professionellem Encadrement an Accompagnement installéieren an développéiere kënnen, vu besonnescher Bedeitung, ëmsou méi et net nëmmen e Projet mat enger gutt iwwerluechter fonctionneller Ausriichtung ass, mä doriwwer eraus awer och en attraktiven architektonesche Projet, deen de Fonds Belval iwwer e Concours d'architecture lancéiert huet, an, wëll ech emol woen hei ze behaapten, dee richtege Choix geholl huet, well dee Projet gesäit ganz flott aus. Et ass déi richteg Approche, an eisen Aen, och fir déi héich Erwaardungen u Qualitéit am Respekt vu Masterplangkritären ze garantéieren. Et ass jo ee fir dëse Site opgestallt ginn, dee ganz maassgeblech applizéiert muss ginn.

Elo si mer also net nëmme mat der Uni, mat den Héichiewen, mat der neier Gare a mam Boulevard Micheville lancéiert, mä och mat dem appropriéierten Accueil vu Start-upën, vun neien Entreprisen, déi eng essenziell Kontributioun bei der innovativer wirtschaftlecher Ausriichtung vum Quartier Esch-Belval duerstellen. Mat engem Akzent op d'Wuert Quartier, well erëm muss een op Säit 8 vun der Partie technique vun dësem Projet de loi erëmfannen, dass vun enger „future ville" geschwat gëtt. An ech si mer et jo awer schëlleg, fir dann nach eng Kéier drop hinzeweisen, dass et sech ëm en neie Quartier handelt.

Dëse Projet concernéiert nëmmen de baulesche Volet an net de Volet Fonctionnement, wéi de Rapporteur hei scho gesot huet, vum neien Incubateur.

Et wier also interessant ze wëssen, zemools de Minister haut hei ass, wéi et elo mat deem Volet Fonctionnement virugeet an a wéi engem Zäitraum mir d'Gesamtplanung ofschléisse wëllen.

An deem Kontext gëtt et besonnesch wichteg, dass et elo scho kloer ass, dass dës nei Struktur eigentlech d'Fonctioun vun engem Agent de transfert fir Technologie a Recherche duerstellt. Dat heescht am Kloertext, dass Synergië mat der Universitéit a mat de Centres de recherche onerlässlech wäerte sinn an dass op béide Säiten aktiv d'Iddië vun deenen eenzelnen Akteuren opgeholl, mat entwéckelt a weidergedroe musse ginn.

Den Technoport Schlassgoart ass jo e gutt Beispill, wéi een dat ka maachen.

Dës Zesummenaarbecht dierft net nëmme wënschenswäert sinn, mä si muss absolut obligatoresch sinn. Soss gëtt dat Ganzt nämlech näischt. Soss kënne mer och alleguerten déi nei Pisten um Wee fir en neie Wirtschaftspilier, zum Beispill an de Beräicher nei Technologien, Informatiouns-, Kommunikatiouns- an Emwelttechnologien, Materialfuerschung, Science de la vie an - why not - Science médicale, Diagnostik oder all déi Recommandatiounen, déi mer aus der OECD-Etüd „sur l'innovation" iwwerholl hunn, vergiessen an déi eemoleg Chance domadder natierlech och vu Belval fir de Süden a fir d'Land net notzen.

Mat dësen ofschléissende Remarquë wëll ech dem Rapporteur, deen an all Detail gaangen ass an eis Opschloss iwwer all wichteg Bestanddeeler vun dësem Projet de loi ginn huet, Merci soen an den Accord vun eiser ganzer Fraktioun mat op de Wee ginn.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Fir d'éischt géif ech gär dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport.

Wéi de Wirtschaftsminister 2002 seng Étude de faisabilité lancéiert huet, huet en effektiv sech orientéiert un enger pragmatescher a praktescher Orientatioun vun der Promotioun vun neien Technologien. An dofir denken ech, datt de Choix vum Site vun Esch-Belval, wou jo d'Centres de recherche publics an d'Cité des Sciences hire Sëtz fannen, wuel dee richtege Choix war fir dës Pépinière oder dësen Incubateur d'entreprises nidderzesetzen. Si hunn och zu där Zäit héichgerechent, datt sech kéinte sechs bis aacht nei Entreprisë pro Joer mat technieschem Charakter do entwéckelen.

Mir deelen och d'Recommandatioun vum Statsrot, dee seet, datt eng Multiplikatioun vun esou Infrastrukturen op engem an deemselwechte Site och net glécklech wier.

De Bau - no engem Concours d'architectes, et ass scho gesot ginn - huet de Virdeel, engersäits architektonesch dach awer flott ze sinn, an awer och praktesch a fonctionnel ze bleiwen. Dëst am Respekt ebe vun deem bestehende Gebai. De Prinzip vun enger Këscht an der Këscht fannen ech perséinlech ganz flott.

Dëse Projet de loi, Här President, fir et kuerz ze maachen, concernéiert de Bau an net säi Fonctionnement. Dofir gi mir als gréng Fraktioun den Okay fir de Bau fir 12.990.000 Euro a wënschen dem Fonctionnement bonne chance herno.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Nächste Riedner ass den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll zum Prinzip vun dem Incubateur oder der Pépinière oder wéi een och ëmmer wëllt zu där Entreprise soen, datt mir dat selbstverständlech matdroen. Et muss een deene jonke Leit, déi haut de Courage hunn, an déi Richtung ze goen, d'Méiglechkeeten zur Verfügung stellen. Et kann een héchstens bedaueren, datt dat net scho méi fréi gemaach ginn ass, fir jonke Leit, déi interesséiert sinn, sech selbstständeg ze maachen, eng Infrastruktur zur Verfügung ze stellen, wou se hir éischt Effortë kënne maachen, ouni e grousse Risiko anzegoen, an eppes op d'Schinn ze setzen, wat sech herno dann an der Ekonomie bewäert.

Dat zum Prinzip, elo zum Bau, well ëm dee geet et jo haut.

Ech wonnere mech, no den Erklärungen, déi de Kolleeg Henri Grethen hei ginn huet, déi en eis och an der Kommissioun schonn deelweis ginn hat, datt esou e Gebai um Inventaire vu Sites et Monuments steet. E Gebai wat, wéi et schéngt, net opgrond - iwwer Goûtë kann ee streiden - vun enger aussergewéinlecher Architektur de Mérite hätt, fir dodrop ze stoen, a scho guer net opgrond vu sengem Alter.

Ech stelle mer d'Fro - ech weess net wat d'Beweggrënn waren -, ob dann dem Législateur, wann dann déi Décisioun geholl ass, fir dat do ze klasséieren, d'Hänn gebonne sinn; ob en net awer d'Fräiheet hätt fir ze soen, mir hunn do eng aner Usiicht, an ob een dee Schrëtt do net hätt kënne réckgängeg maachen.

De Käschtepunkt huet de Rapporteur eis hei schonn erkläert. Et sinn, wann een et op den aktuellen Index ëmrechent, 13,14 Milliounen Euro. Dat si ronn 530 Milliounë Frang. Dat ass net wéineg.

Et ass jo och schonn hei gesot ginn. De Prinzip ass deen: Well dat Gebai sech schlecht eegent, fir a senger äusserer Struktur isoléiert ze ginn a fir et esou an d'Rei ze setzen, datt een déi da kënnt profitéieren, gëtt quasi eng nei Struktur bannendran opgeriicht. An déi baussen erëm muss jo awer och iergendwéi konsolidéiert ginn, well wéi et schéngt, hu mer gemengt op enger Foto ze gesi vum Projet, ass déi eng Säit schonn deelweis agefall, an do kënnt jo dann och souwisou eng modern Fassad.

An et ass awer dat, Här President, wourunner mir eis stoussen. Nach eng Kéier: Mir si mam Prinzip d'accord, datt esou eng Struktur geschafe gëtt, mä dat hätt een, an dann hätt ee vill méi Fräiheete gehat, kënne mat enger neier, moderner Infrastruktur maachen, déi sech och architektonesch gutt do eragefügt hätt - well et entsteet jo vill Neies do. Duerfir hätt een och heifir kënnen eng nei Infrastruktur dohinnersetzen, dann hätt ee kënnen d'Halschent vum Käschtepunkt spueren.

An et ass dat, wourunner mir eis effektiv stoussen, Här President. Et kann een als Regierung net higoen an de Leit ëmmer virun Ae féieren, datt awer d'finanziell Situatioun hei am Land geännert huet, de Leit erklären, datt se an Zukunft missten de Rimm bäizéien; et kann een net dobausse Waasser priedegen an dann a sengem eegene Behuele Wäin drénken.

Une voix.- Mir hunn dat nach ni gemaach.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- An et ass no deem Prinzip, wou mir zwar jo soen zur Iddi dovvun, an och fir d'Realisatioun vun esou enger Infrastruktur, déi d'Pépinière d'entreprises méiglech mécht, mä mir soen neen zum aktuelle Projet, well en eis an eisen Aen ze deier gëtt opgrond vun deem, wat ech elo grad gesot hunn.

Dat gesot, Här President, wäerte mir dëse Projet net stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Jaerling huet d'Wuert nach.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also, Här President, ech ka mech awer nëmmen un dat ralliéieren, wat all déi positiv Bemierkungen zu deem Projet hei waren, a besonnesch dat, wat meng Buergermeeschtesch gesot huet.

(Hilarité)

A wa meng Buergermeeschtesch mat deem Projet d'accord ass, da sinn ech selbstverständlech derbäi, da muss ech mech deem dann och ralliéieren.

(Hilarité et interruptions)

Neen, ech verstinn einfach net, wann ech eng Kéier hei wëll positiv Impulser ginn, dass dann heibanne gelaacht gëtt. Hei, huelt mech dach wann ech gelift e bësse méi eescht, wann ech esou eppes soen!

Mä wichteg ass op jidde Fall, Här President, ech si voll mat deem Projet averstanen an ech hunn och kee Problem domat, dass Al an Nei verbonne ginn. Ech fannen dat gutt.

Ech wëll just dozou bemierken, dass mer just mussen oppassen, wa mer elo vun de Vestiairë vun den Héichiewe schwätzen, dass net op eemol déi dann nach just eleng dostinn, an dass mer och esou lues a lues sollen ufänken, well jo awer hei gestëmmt ginn ass, fir déi Héichiewen ze erhalen, eppes dorunner ze maachen, well wa mer nach zwee Joer waarden, da brauche mer nach just e Schrottkran. Duerfir wier et och net schlecht, wann do awer endlech eppes géif geschéien.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den zoustännege Minister, den Här Claude Wiseler, huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ganz kuerz wëll ech just e puer Remarquë maachen. Och vu menger Säit aus Merci dem Rapporteur an all deene Leit, déi op dësem Projet hei matgeschafft hunn.

Deen Incubateur, déi Pépinière, déi do entsteet, déi entsprécht enger ganzer Rei vu Richtlinnen, déi d'Regierung an hirer Politik wëllt ëmsetzen. Fir d'éischt emol där Politik, déi mer wëllen am Kader vun der Recherche et développement maachen, wou mer hei einfach e wichtegt Instrument schafen; an zweetens och enger Politik vum Aménagement du territoire, déi doranner besteet, datt mer d'Friche-industriellë vu Belval als ee vun deenen haaptsächlechsten Entwécklungspôlen hei aus dem Land considéréieren.

Datt déi Pépinière op dës Plaz kënnt an op keng aner Plaz, ass fir mech eng Evidenz, well si huet hir Plaz hei ganz einfach am Kontext vu Belval, deem mer deen Développement do ginn, wou eng Universitéit hikënnt, wou CRPen hikommen, wou Plaz ass fir Entreprisen, fir sech ze installéieren. Dat gëtt den zukünftege Charakter vun dem Quartier Belval, wann ech mech dann esou ausdrécken däerf, an dat ass seng Zilsetzung, an duerfir gehéiert deen Incubateur dohinner an néierens anescht. Dat ass déi éischt Remarque, déi ech wollt maachen.

Déi zweet Remarque, déi huet mam architektonesche Konzept ze dinn a mam Präis, dee virdrun ugeschwat ginn ass, wou deen een oder deen anere gesot huet, mä en ass deier. En ass effektiv deier. D'Erklärunge sinn deelweis ginn; ech widderhuele se awer nach eng Kéier an ech preziséiere se haaptsächlech.

En ass deier, well mer décidéiert hunn, en op där doter Plaz ze maachen, a well ech och fundamental mengen, datt dat do déi richteg Plaz ass, well e genau drapasst, well e genau alles ronderëm huet, wat ronderëm deen Incubateur muss sinn, fir datt e funktiounsfäeg soll sinn a fir datt en och perfekt soll kënne gefouert ginn.

Et ass richteg, datt d'Gebailechkeeten net vu sech aus esou sinn, datt se kënnen als Monument bezeechent ginn. Et si Gebaier vun 1969. Mä wat een awer och muss ganz kloer gesinn, an dat ass jo och dat, wat de Masterplang, deen ausgeschafft ginn ass, wéi Belval entstanen ass, festgesat huet, dat ass, datt mer hei net nëmmen eng Donnée hunn, wou mer Gebaier solle konservéiere wéinst hirer Valeur architectonique, mä wou mer sollen en Impératif de conservation vum Site anhalen.

Wat heescht dat? Mä dat heescht, datt a sech soll gekuckt ginn, datt dee Site, deen hei ganz nei aménagéiert gëtt, awer eng Rei Elementer soll beinhalten, déi weisen, wat virdru war. An dat ass dat wat heimat geschitt. Dat kann een op zwou Aart a Weise maachen. Dat kann een op déi eng Aart a Weis maachen, andeem een eng Rei Denkmäler, Monumenter erhält, fir se ze weisen - dat maache mer mat den Héichiewen -, an dat kann ee maachen, andeem een eng Rei Gebaier, déi bestanen hunn, déi eng Fonctioun haten, esou transforméiert, datt se elo nach eng sënnvoll Notzung hunn. An dat ass dat, wat mer hei mat deem fréiere Vestiaire mat der Pépinière maachen. An datt dat Ganzt zesummegehéiert, Héichuewen a Vestiairen ronderëm zesummegehéieren, logesch zesummegehéieren, dat ass fir deen, deen op de Site geet, fir deen, deen dat gesäit, och eng Evidenz.

Et ass natierlech kloer, datt dat méi kascht; et ass natierlech kloer, datt dat en architektonesch speziellt Traitement brauch. Dat huet och de Concours d'architectes gewisen: All déi Iddien, déi och aner Architekten do haten, ware ganz flott a bewonnerenswäert. Deen hei Projet ass iwwert dee Concours erausgewielt ginn, well en deene Leit, déi am Jury waren, als dee beschte geschéngt huet.

En entsprécht och der Charte de Venise. Wat heescht dat? Mä dat heescht, datt en a sech déi verschidden Epochen an déi verschidden Utilisatioune vum Gebai och erivrsträicht. Mir weisen a mir gesi ronderëm nach deen industrielle Charakter op där enger Säit, a mir hunn awer och de Charakter vun haut, dee mer och elo dra gesinn. Dat ass dat wat wesentlech ass.

Mä dat beinhalt natierlech och, datt eng ganz Rei Traitementer hu misse gemaach ginn, wéi d'Qualité thermique, déi et net ginn ass, déi huet misse frësch analyséiert ginn, wéi d'Opmaache vum ganze Bau, well vill Luucht huet missen erakommen.

An da war en anere Problem, dee mat der Ekonomie och zesummenhänkt: Dat ass dee gewiescht, datt kee prezise Programm do war. Dat ass e Problem, dee mat der Ekonomie zesummenhänkt, mä dee vun der Ekonomie hier net anescht léisbar war.

Well wat ass den Inhalt vun deem Gebai? Mä datt e multifunktionell ass an datt en am Fong fir all Usage ka gebraucht ginn an immédiatement och transforméiert ginn, wann eppes anescht drakënnt, well all Joer changéiert den Inhalt fundamental. Also huet misse gekuckt ginn, datt dat Gebai esou changeabel war, transformabel war, multifunktionell brauchbar an direkt erëm an d'Rei setzbar, an dat ass natierlech och e Käschtepunkt gewiescht, deen zousätzlech derbäikomm ass. Op der Säit 11 an 12 vun Ärem Exposé des motifs fannt Dir all déi Explikatioune ganz am Detail ginn.

Et kënnt nach derbäi, datt et och deelweis en industrielle Gebrauch ass, wou zum Beispill all déi industriell Fluiden, ob dat Elektrizitéit, Air comprimé, Waasser oder Gas ass, iwwerall, an all Atelier hu misse sinn. Also ass et anescht wéi bei engem normale Gebai, an eng ganz Rei Spezifissitéiten hu missen erfëllt ginn, déi de Präis explizéieren.

Dat gesot waren dat déi Remarquen, déi ech nach zousätzlech - niewent deem, wat den Här Rapporteur, d'Buergermeeschtesch vun Esch an eng Rei aner Leit, déi iwwert dee Projet hei geschwat hunn, scho souwisou gesot hunn, wat ech net nach wëll iwwerhuelen - dozou wollt maachen.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Ënnerstëtzung an d'Zoustëmmung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Debatt. Mir kommen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5581.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5581 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen, géint 4 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Sylvie Andrich-Duval), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Adam Claude) et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wéisst nach gären, wat den Ordre du jour vu muer ubelaangt, fir dass jiddferee sech dorop astelle kann. Mir hu jo en Ordre du jour, deen arrêtéiert ass. Mir sinn awer och befaasst mat enger Resolutioun, déi d'Madame Frank déposéiert huet, a mat enger Motioun, déi d'Madame Brasseur déposéiert huet. Et gëtt mir gesot, dass et de Wonsch wär, fir déi Resolutioun an déi Motioun als zweete Punkt op den Ordre du jour ze huelen, no der Question avec débat vum honorabelen Här Grethen.

Solle mer dat esou maachen, fir dass d'Leit sech kënnen dorop astellen?

(Assentiment)

Ech gesinn, dass d'Chamber domadder averstane schéngt ze sinn. Da kommen also muer de Mëtteg no der Fro vum Här Grethen, dat ass da kuerz no hallwer dräi, d'Resolutioun an d'Motioun drun, virum Projet 5560. Voilà, domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.23 heures)

SÉANCE 7

Jeudi, 23 novembre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Question avec débat N°10 de M. Henri Grethen au sujet des cotisations sociales dues au Centre commun de la Sécurité sociale

2. Motion de Mme Anne Brasseur relative aux réformes du cycle inférieur de l'enseignement post-primaire

(Discussion générale)

3. Résolution de Mme Marie-Josée Frank relative à la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique

(Discussion générale - Vote)

4. 5560 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1920 autorisant le Gouvernement à édicter un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer situés sur le territoire du Grand-Duché

(Rapport de la Commission des Transports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

5. 5589 - Projet de loi

1) autorisant l'acquisition de l'infrastructure ferroviaire appartenant à la société Arcelor S.A.;

2) modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

3) modifiant la loi du 28 mars 1997 1. approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2. approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) et 3. concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL; 4. portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

(Rapport de la Commission des Transports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5316 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 8 novembre 2001
et
5404 - Projet de loi portant approbation des amendements, adoptés par le Comité des Ministres, à Strasbourg, le 15 juin 1999, à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE N°108) permettant l'adhésion des Communautés européennes

(Rapports de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

7. 5499 - Projet de loi portant approbation

- des amendements apportés par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications le 18 octobre 2002 à la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et son annexe ainsi qu'à la Convention de l'Union internationale des télécommunications et son annexe, signées à Genève, le 22 décembre 1992, telles qu'amendées dans la suite;
- des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications de Marrakech (2002)

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Da komme mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten. Dat ass d'Fro vum honorabelen Här Henri Grethen iwwert d'Sozialbäiträg un de Centre commun de la Sécurité sociale. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro, an no der Äntwert vum Minister eventuell seng Zousazfro ze stellen. Der Regierung stinn zéng Minutten Zäit zou. Voilà! Den honorabelen Här Grethen huet elo d'Wuert.

1. Question avec débat N°10 de M. Henri Grethen au sujet des cotisations sociales dues au Centre commun de la Sécurité sociale

M. Henri Grethen *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Problematik vun de Failliten huet dës Chamber jo schonn des Öftere beschäftegt a wäert eis och an Zukunft beschäftegen. Ech hunn an deem Zesummenhang eng Rei Froen un de Minister, deen zoustänneg ass fir d'Sécurité sociale.

A rezente Failliten huet ee festgestallt, dass déi Montanten, déi do geschëllt sinn an déi privilegéiert sinn, déi vum Superprivileg bénéficiéieren, äusserst important sinn. Duerfir wollt ech vum Minister wëssen, wat fir eng d'Reaktioun vum Centre commun de la Sécurité sociale ass.

Dee Moment, wou eng Entreprise net méi an den Delaien hir Cotisatioune bezilt, vu wéini u gëtt de Recouvrement forcé vun deene Cotisatiounen entaméiert? Dat heescht, vu wéini u gëtt net nëmmen e Bréif geschriwwen, e Rappel oder Dernier rappel, mä vu wéini u gi méi konkret Mesuren ënnerholl?

Gëtt eng Differenz gemaach - an dat ass meng drëtt Fro - zwësche klengen a groussen Entreprisen? A wann déi Differenz gemaach gëtt, wat sinn dann d'Ursaachen dovunner?

A meng véiert Fro ass: Wann Entreprisë wëlle bei öffentleche Soumissioune matmaachen, da musse se e Certificat ofginn. Ënner wat fir enge Konditioune kritt eng Entreprise iwwerhaapt esou e Certificat?

Wann ee feststellt, zum Beispill an enger rezenter Faillite, wou eng Entreprise aus dem Bausecteur méi wéi 15 Méint Cotisatioune schëlleg war: Krut esou eng Entreprise dann nach Certificaten, dass se an der Rei wier? An huet se domadder net d'Méiglechkeet gehat, eng deloyal Konkurrenz ze maache vis-à-vis vun deenen Entreprisen, déi an der Rei sinn? Duerfir wëll ech wës-

sen, ob a wéini, ënner wat fir enge Konditiounen déi Certificaten ausgestallt ginn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. De Minister vun der Sécurité sociale, den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol dem Här Grethen Merci fir déi dote Fro, well se eis erlaabt, fir eng Rei vu klärende Wierder zu der Problematik ze ginn.

Ech mengen, d'Failliten, déi kënnen eis alleguer net onsensibel loossen. Besonnesch net och de Minister vun der Sécurité sociale, an och d'Sécurité sociale an hirem Ensembel, well se een Element ka sinn, dat e Betrib an d'Faillite kann erageheien. Dat ass e bëssen déi dauernd Ausenanersetzung, mat där d'Sécurité sociale konfrontéiert ass, wa Problemer optauchen, ob si deejéinegen ass, deen op de Knäppchen dréckt, fir e Betrib an d'Faillite ze geheien, oder ob d'Sécurité sociale bereet ass dofir, wann e Betrib mat Glafwierdegkeet ka vertrieden, dass en erëm bäi ka kommen, dass en eng zousätzlech Chance ka kréien, fir dat ze maachen.

Ech wëll direkt beim Schluss ufänken. Den Henri Grethen huet eng gréisser Faillite an deene leschte Méint ugeschwat. Ech wëll soen, dass dee gréissere Betrib, deen an d'Faillite gaangen ass, an deene leschte Joren déi eng oder déi aner Kéier Problemer hat, fir d'Sozialbäiträg ofzebezuelen. Woubäi ee muss ënnersträichen, dass déi Sozialbäiträg jo net de Betriber gehéieren, mä en Deel si vun där Schold, déi de Betrib huet vis-à-vis vun der Sécurité sociale. An en Deel gehéiert dem Salarié, wat seng Part ass un der Sécurité sociale.

Also, dee Betrib, deen den Henri Grethen ugeschwat huet, hat an deene leschte Joren, souwäit ech mech kann erënneren, zweemol Problemer. Zweemol huet e bei der Sécurité sociale Délaien ugefrot. Zweemol huet e sech kënnen un déi Ofmaachungen halen an ass aus de Problemer erauskomm. An déi drëtte Kéier war erëm eng Kéier déiselwecht Situatioun. En huet och probéiert mat därselwechter Glafwierdegkeet dat eriwwerzebréngen. Mir hunn allerdéngs festgestallt, dass no enger kuerzer Period, wou de Betrib sech un d'Ofmaachunge gehalen huet, e sech net méi un d'Ofmaachunge gehalen huet, an do ass och ouni länger Égarden ze huelen déi Prozedur ausgeléist ginn, déi üblech ass an der Sécurité sociale.

An ech wëll da vläicht dorun uknäppe fir drop hinzeweisen, wéi déi Prozedur dann ass. Et ass esou, dass laut Code des Assurances sociales de Betrib seng Sozialaaschte muss offéieren. E kritt de Bescheed, dass e se muss offéieren ëm de 15. vum Mount. En huet dann Zäit fir seng Soziallaaschten innerhalb vun zéng Deeg no där doter Period ofzefeieren.

Wann en dat net mécht, da kritt en als éischt Sanktioun Scholdzënsen eragefuerdert, déi 0,6% pro Mount ausmaachen. Ëmmerhin opgerechent op d'Joer sinn dat 7,2% Scholdzënsen, déi en ze bezuelen huet; net elo vum Mount selwer un, mä déi ufale géife wann e seng Scholden net bezuelt huet. Zum Beispill wa se de 15. Oktober erfall wären a wa se net bezuelt wäre bis den 1. Dezember, da lafen d'Scholdzënsen.

Wann e Betrib an d'Situatioun erakënnt, wou seng Scholde méi wéi de Géigewäert vu fënnef Méint ausmaachen, dann trëtt de Recouvrement forcé, dat heescht d'Zwangsandreiwung a Kraaft. Eisen Departement gëtt dann aktiv a weist de Betrib drop hin. Iwwregens all Mount gëtt en drun erënnert, wat en eventuell nach vun Nobezuelungen ze maachen huet. No fënnef Méint gëtt d'Zwangsandreiwung entaméiert. Dat heescht, de Betrib gëtt mat ageschriwwenem Bréif nach eng Kéier, nodeem e scho virdrun informéiert ginn ass, dass e sech muss senge Flichten entleedegen, informéiert, dass d'Zwangsandreiwung elo entaméiert gëtt.

Wann en dorop net reagéiert, da gëtt den Dierwiechter beoptraagt, an da geet d'Prozedur vun der Andreiwung weider. Wann e wëllt en Délai hunn, da muss en dorop reagéieren, an da kann e mat der Sécurité sociale iwwer Modalitéiten diskutéieren, wou e kann niewent senge monatleche Scholden déi Scholden, déi opgelaf sinn, ofstotteren.

Wann dat net de Fall ass, wéi gesot, kënnt den Dierwiechter an d'Spill. A wann den Dierwiechter feststellt, dass eppes ze huelen ass, da gëtt et geholl. Wann e feststellt, dass näischt ze huelen ass, bon, da gi mer den Dossier weider, a mer kënnen dozou féieren, dass de Betrib an d'Faillite geet.

Ech wëll drop hiweisen, dass mer doniewent, wann de Betrib net iwwer eege Mëttele verfügt, nach op aner Plaze kënne kucke goen. Zum Beispill, ob d'Sécurité sociale em eppes ze ginn huet, oder ob zum Beispill bei Venten e Produkt kéint saiséiert ginn.

Den Henri Grethen huet gefrot, ob ee Betrib wéi deen anere behandelt géif ginn, oder ob jee no der Taille vun dem Betrib d'Sécurité sociale méi tolerant wär. Dat ass net de Fall. Am Prinzip, souwäit ech weess a souwäit ech konnt feststellen an där Zäit wou ech do sinn, gëtt ee Betrib wéi deen anere behandelt. D'Prozedur, déi leeft quasi automatesch of.

Et ass allerdéngs esou, dass Betriber, déi méi Leit hunn, éischter d'Tendenz hunn, fir da vis-à-vis vun der Sécurité sociale ze probéieren, fir Délaien erauszekréien. Wann awer e klenge Betrib dat mécht, gëtt e genee d'selwecht behandelt.

Eng zousätzlech Fro vum Här Grethen betrëfft de Certificat, deen noutwendeg ass bei de Soumissions publiques, deen e Betrib muss produzéieren, fir iwwerhaapt éligibel ze sinn, fir bei enger Soumissioun publique matzemaachen.

Do ass meng Äntwert ganz kloer: Wann ee Betrib net absolut an der Rei ass mat der Sécurité sociale, da kritt e keen esou e Certificat ausgestallt. Dat heescht, d'Betriber, déi wëlle bei öffentleche Soumissioune matmaachen, hunn all Intérêt, fir do an der Rei ze sinn.

Do gëtt et och keng Verhandlungen, wou e Betrib elo ka soen: „Mir verhandelen elo mat der Sécurité sociale, nodeem mer en Ofstotterungsmechanismus ausgehandelt hunn, da kréie mer esou ee Certificat." Neen, e kritt en net! Hie kritt e just, wann en op de Mount genee an der Rei ass. An do kucke mir net nëmmen de Mount selwer, mä mir kucken zréck iwwer sechs Méint. Wa mer am August sinn, kucke mer déi siwe Méint virdrun. Wa mer am Januar sinn, kucke mer déi Méint tëschent Juli an Dezember.

Dat heescht also ganz kloer, ee Betrib, deen et drop ukomme léisst, fir et e bësse schleefen ze loossen, deen huet keng Chance deen dote Certificat ze kréien. An dat gëllt an alle Situatiounen.

Ech si virdrun op déi Faillite agaangen, déi den Här Grethen évoquéiert hat. Do ass d'Situatioun effektiv esou gewiescht, dass dee Betrib net fir d'éischt vun eis bekannt war, mä doduerch, dass e sech an deene Kéiere virdrun, wou en an den Enkpass erakomm ass, un d'Uweisunge vun der Sécurité sociale gehalen huet, huet en nach eng Kéier Vertraue geschenkt kritt.

Ech wëll drop hiweisen, dass et heiansdo net evident ass fir d'Sécurité sociale, fir op de Knäppchen ze drécken, wann et ëm zwee- oder dräihonnert Leit geet, déi een doduerch an d'Aarbechtslosegkeet oder an de Misär eragehäit.

Et ass allerdéngs och esou, an ech wëll dat ënnersträichen, dass et, mengen ech, bei der Sécurité sociale och kee Versteesdemech gëtt vis-à-vis vu Betriber, déi mengen, si kéinte luussen an der Sécurité sociale en lesel op de Réck molen an dann egal wat mat deene Sue maachen, déi se net nëmme fir sech op d'Säit leeën, mä déi se eigentlech de Salariéen, op gutt Lëtzebuergesch gesot, klauen.

Voilà, dat gesot zu deem heiten Dossier. A mir wäerten och, an dat ass vläicht dee leschte Saz, bei Betriber, déi op Versteesdemech vun der Sécurité sociale gerechent hunn, a wou et offensichtlech ass, dass se eigentlech méi no bei deem Onéierleche wéi bei deem Éierleche sinn, keng Égarden huelen an alles maachen, dass mer och als Sécurité sociale eis Recoursen huele vis-à-vis vun esou... Bon, ech muss mech zréckhalen, e Minister huet net d'Immunité parlementaire.

M. le Président.- Mir och net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech muss mech zréckhalen. An Dir wësst awer alleguerten, wat ech denken.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum nächste Punkt.

Une voix.- Neen, Här President!

M. le Président.- Pardon, den Här Grethen huet eng Zousazfro.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech hunn eng Zousazfro. De Minister huet elo ugekënnegt, dass hie keng Égardë wëllt huelen, respektiv déi Servicer, déi him ënnerstallt sinn - an déi, worunner ee muss erënneren, paritéitesch jo vum Patronat a vun de Gewerkschaften dirigéiert ginn -, dass déi also keng Égardë wëllen huelen.

Ech muss soen, a sengen Erklärungen huet en ënnerstrach, dass no fënnef Méint, wann ee fënnef Méint hannendran ass, dann de Recouvrement forcé mat Rigueur ufänkt.

Da froen ech mech, Här President, wéi et méiglech ass, dass eng Entreprise bis zu 15 a méi Méint Cotisatioune schëlleg ass, a wéi dann elo an Zukunft déi Rigueur, déi de Minister ugekënnegt huet, soll spillen.

Une voix.- Très bien! Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci dem Här Grethen. Ech wëll dem Här Grethen ganz kloer soen, dass esou Sauereien, wéi an dësem Dossier passéiert sinn, net dozou ugedoe sinn, fir d'Gedold vun der Sécurité sociale méi grouss ze maachen, an dass bei allen Égardë fir Schicksaler, déi hannendru stinn, een och muss drun denken, dass et eng Rei vu Patrone gëtt, déi hire Kolleegen - an dat ass de Gros vun deenen, déi éierlech hir sozial Bäiträg offéieren - en lesel op de Réck molen.

An ech wëll Iech ganz kloer soen, dass esou Evénementer wéi déi hei net dozou bäidroen, dass mer probéieren eng Eenegung ze fannen am Intérêt vun de Salariéen an am Intérêt vu laangjährege Betriber.

An ech hunn den Här Grethen och ganz richteg verstan, dass een net gläichzäiteg op där enger Säit ka soen, hei maacht eppes dergéint, an op där anerer Säit awer och um Drécker sëtzen, ob een eppes ka maachen oder ob een eppes net ka maachen.

Mir wäerte jiddefalls déi Léieren aus där heiter Evolutioun zéien. A wéi gesot, ech schwätzen hei zwar am Numm vun der Sécurité sociale, där hire Minister ech sinn, mä esou Saache wéi dat hei sinn net dozou ugedoen, fir flexibelst ze si vis-à-vis vu Betriber. Well esou Betriber wéi déi hei kënne méi Schued maachen, wann ee se gewäerde léisst, wéi wann een en Ende mit Schrecken bäi Zäit erbäiféiert.

Merci.

M. Henri Grethen *(DP).*- ...virun allem bei deene Klengen net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- No deene gëtt och gekuckt, an ech ginn Iech d'Garantie, ech hunn där Klenger grad wéi där Grousser!

M. le Président.- D'Fro ass elo ofgeschloss. Ech gesinn, den Här Grethen schéngt zefridden ze si mat den Äntwerten.

(Hilarité)

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech hu gutt giess.

(Hilarité et brouhaha)

M. le Président.- Domat ass op jidde Fall deen dote Punkt ofgeschloss. Mir kommen elo zu der Motioun, déi d'Madame Brasseur virgëschter déposéiert huet iwwert d'Reformen am Schoulsecteur. Madame Brasseur, Dir hutt elo d'Wuert, fir Är Motioun ze exposéieren.

2. Motion de Mme Anne Brasseur relative aux réformes du cycle inférieur de l'enseignement post-primaire

Mme Anne Brasseur *(DP), auteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech hunn dës Motioun am Numm vun der DP-Fraktioun erabruecht, wou mer d'Educatiounsministerin opfuerderen, eng ganz Partie Projeten an der Educatioun ze suspendéieren. Mir sinn der Meenung, an dat schreiwe mir och an där Motioun, dass d'Schoul sech dauernd muss verbesseren. An d'Schoul muss och Adaptatiounen a Reforme virhuelen, fir dass d'Qualitéit vum Unterrechtswiese sech verbessert. An d'Madame Educatiounsminister huet eng ganz Rei Projeten op den Instanzewee ginn.

Leider awer sinn eng Rei vun deene Projete méi wéi contestéiert. An et si ganz vill Inquiétuden opkomm bei den Enseignanten, an et sinn och Ängschten entstane souwuel bei de Schüler wéi och bei den Elteren.

All d'Enseignantsgewerkschaften, an dat ouni Ausnahm, kritiséieren eng ganz Partie vun deene Moossnamen a Propositiounen, wéi beispillsweis d'Aféiere vum Engleschen op Septième oder awer och déi nei Bewäertung vum Sproochenunterrecht, wou dat elo an dräi Komponenten zersteckelt soll ginn, a wou d'Enseignantë soen, et kéim een do zum Arbitraire.

Op där anerer Säit awer, Här President, hu mer eng ganz Rei vu Projet-piloten an de Schoulen, déi mat vill Engagement vun Enseignanten an Direktiounen duerchgefouert ginn. Déi Projet-pilotë soll een all elo emol evaluéieren, a wann een déi dann evaluéiert huet, da sollen d'Konklusiounen doraus gezu ginn. An aus deene Konklusiounen eraus sollen da mat deene Concernéierte Reformen duerchgefouert ginn an op den Instanzewee bruecht ginn. Duerfir froe mir, dass dat fir d'éischt soll gemaach ginn an dann eréischt d'Reformen ugepaakt solle ginn.

Mir fuerderen duerfir d'Madame Minister op, eng ganz Rei Projeten, déi bei der Rentrée 2007 - wéi beispillsweis déi nei Evaluatioun - sollen zielen, elo op Äis ze leeën, fir dass ee mat deene concernéierte Milieuen dat do kann analyséieren an och opgrond vun de Projet-piloten nach eng Kéier iwwerdenken.

D'Schoul brauch nämlech, fir gutt ze funktionéieren, natierlech Reformen, mä d'Schoul brauch och Rou. An d'Schoul brauch virun allem Reformen, déi mat de Leit gemaach ginn an net géint d'Leit, well soss dréint et sech am Endeffekt géint d'Kanner.

Duerfir géing ech d'Chamber bieden, dës Motioun ze stëmmen, fir dass mer erëm déi néideg Serenitéit an den Unterrecht kréien, déi den Unterrecht onbedéngt brauch.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Freet nach een d'Wuert zu där Motioun? Den Här Maroldt huet d'Wuert.

Discussion générale

M. François Maroldt *(CSV).*- Här President, als CSV-Fraktioun hu mir dës Motioun suergfälteg studéiert a fannen, dass se äusserst komplex ass a souguer d'Aarbecht vun der Ministesch als solch och a Fro stellt.

Allerdéngs wësse mer, dass eng Rei vu Projeten am Moment vun de verschiddene Schoulpartner a Gremien aviséiert ginn, a mir wëllen deem net virgräifen. De rezente Schülerstreik misst bewisen hunn, wéi wichteg Informatioun an Dialog sinn, a mir sollten och an dësem Fall net op stur schalten.

Dir kënnt Iech sécherlech nach drun erënneren, dass ech selwer, net virun allze laanger Zäit, drop higewisen hunn, wéi mer hei iwwert d'Promotiounskritäre geschwat hunn, dass ech regrettéiert hunn, dass déi Promotiounskritären net virdrun an der Chamberskommissioun diskutéiert gi sinn, ier se applizéiert géife ginn. Mir schätzen der Madame Brasseur hire Jugement, hir Kompetenz ze vill, fir eisersäits op stur ze schalten. Duerfir wollt ech am Numm vu menger Fraktioun proposéieren, dass dës Motioun un déi zoustänneg Chamberskommissioun verwise gëtt, fir se en temps utile ze diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Maroldt. Den Här Scheuer.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee Schoulpolitik mécht, a Schoulpolitik maachen heescht d'Schoul upassen un dat wat verlaangt gëtt vun der Schoul, dann heescht dat Changementer virgesinn. Déi Changementer musse sech bezéien op d'Beruffswelt, se musse sech bezéien op d'Gesellschaft a se musse sech bezéien op d'Besoinen an op d'Bereetschafte vun den Élèven a vun de Studenten, fir an engem bestëmmten Ëmfeld ze evoluéieren. En Ëmfeld, wat changéiert.

D'Madame Delvaux huet eng ganz Serie vu Reformen ageleet an eng ganz Serie vu Reformen an Aussiicht gestallt, a si huet ee spezifischen Term gebraucht, si seet d'Schoul ass e Chantier, an dat wäert ëmmer esou bleiwen. Elo stellt sech d'Fro: Wéi geet een un dee Chantier erun? Chantier „Schoul" heescht ëmmer kucken, wat muss

een hale vun deem wat do war, heescht awer och kucken, wat muss geännert ginn, wat muss ëmgebaut ginn.

An ech verstinn d'Konklusioun oder d'Fuerderung vun der Madame Brasseur net fir ze froen, datt all ugekënnegt Reforme suspendéiert solle ginn, an dann iwwerleeë mer eis déi Reformen, an da fänke mer un, se ëmzesetzen. Wann ee wëllt virukommen, da muss een deen anere Wee goen. Et muss ee Reformen erdenken an déi Reforme muss een zur Diskussioun stellen, an dann ëmsetzen.

Ech fannen, datt kaum ee Minister esou diskussiounsfreedeg ass wéi d'Madame Delvaux. Si stellt sech där Diskussioun an deem ganz schwieregen Ëmfeld, an engem politesch schwieregen Ëmfeld, an engem gesellschaftlech schwieregen Ëmfeld an an engem gewerkschaftlech schwieregen Ëmfeld. A wa se gesot huet: „D'Schoul ass e Chantier", dann heescht dat och, datt eng Reform, déi ugeduecht ass, an en éischt Resultat, wat do ass, net ad infinitum bleiwe muss.

Si huet jo och scho gewisen, datt se bereet ass Retouchen ze maachen un deene Gesetzer, déi mir an d'Chamber kréien, u Reglementer, déi geholl gi sinn. An déi Retouchë sinn net gemaach ginn aus iergendenger Iddi eraus, déi net duerchduecht war, mä déi si gemaach ginn opgrond vun Diskussiounen. Si si gemaach ginn opgrond vun Dialoger.

Ech wär elo bereet fir déi Motioun an d'Kommissioun ze huelen, wann ech géif gesi wourop déi Diskussioun sech sollt bezéien. Wa mir déi Diskussioun an der Chamberskommissioun féieren, dann heescht dat Suspensioun vun alle Reformen, déi heiranner monéiert ginn. Et ass ganz kloer, dat kann net a Fro kommen, mir kënnen net fir d'Stagnatioun sinn, mir mussen d'Madame Delvaux op deem Wee begleeden. Mir hunn als Chamber eis Verantwortung ze iwwerhuelen.

Ech hätt am léifsten als President vun där Kommissioun, wa mer déi Motioun géifen oflehnen. Mir kënnen iwwer alles, wat d'Madame Brasseur an de Considérantë geschriwwen huet, diskutéieren. Dat ass esou gewënscht an dat gëtt och gemaach. Jidderengem steet et fräi fir all eenzel Dispositioun an d'Chamberskommissioun ze huelen, mä fir generell Suspensioun vun alle Reformen ze froen, dat ass net opportun. Ech mengen dat féiert eis net weider.

Wa mer elo keng Majoritéit fannen, fir d'Motioun ofzelehnen, dann huele mer déi Motioun an d'Kommissioun, mä fir am Virfeld ze soen, mir suspendéieren oder mir kommen zu enger anerer Konklusioun wéi déi, fir d'Reformen am Dialog an an der Diskussioun weiderzeféieren, ech mengen do géife mer iwwert d'Zil erausschéissen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den Här Henckes huet d'Wuert nach gefrot.

Une voix.- Den Här Adam.

M. le Président.- Oh pardon! Loosse mer dem Här Henckes fir eng Kéier de Virtrëtt ginn.

(Hilarité)

Dat deet dem Här Adam senger Interventioun keen Ofbroch.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech mengen, dass hei an där Motioun eng etlech Problemer ugeschwat ginn, déi absolut enger weiderer Diskussioun an der zoustänneger Kommissioun bedierfen. Dofir wëll ech och soen, dass ech am Numm vum ADR froen, dass déi zoustänneg Kommissioun sech soll mat dësem Dossier nach eng Kéier befaassen an dass, bien entendu, déi Problemer, déi hei ugeschwat sinn, notamment wat déi Reformen ugeet, déi am postprimären Unterrecht virgesi sinn, dass mer dat nach eng Kéier sollen diskutéieren, dass mer informéiert solle ginn, anstatt dass dat heiten im stillen Kämmerlein diskutéiert gëtt. Dat wier also déi Propos, déi ech géif maachen.

Wann et awer zu engem Vote géif kommen, da géife mir déi Motioun mat ënnerstëtzen.

M. le Président.- Dann ass et elo um Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn e bëssen erstaunlech wat een hei nozelauschtere kritt, wann et ëm d'Erzéiungs-, d'Educatiounspolitik vun der Zukunft geet.

Mir hu selbstverständlech och Verständnis fir déi Bedenken, déi an der Demokratescher Partei sinn, ob dat mat deene Reformen 2007-2008 dann elo alles prett ass, an ob dann och dee Leschten d'accord ass, an ob dee Leschten informéiert ass a weess wat e muss maachen.

Mä, et kann een awer net an den drëtten Tiret schreiwen, et wier ee fir eng ganz Rei Changementer, a Projets de réforme wieren néideg - a mir sinn der Meenung, datt se scho ganz laang néideg sinn -, an da seet een an engems, mä et dierft een awer näischt ännere goen. Wann ee wëllt d'Schoul reforméieren, da muss een och de Courage hunn, fir ze soen ëm wat et geet, a wéi eng Richtung ee wëllt goen, an da muss ee seng Reform usetzen. Mir zielen drop, datt d'Madame Minister am Dialog mam Léierpersonal d'Nécessitéit vun hire Reformen och kloer an däitlech mécht.

Mir si selbstverständlech och net nëmme glécklech mat deem wat vun der sozialistescher Säit aus geschitt. Mir wieren och bereet nach e Stéck méi wäit ze goen.

Mir hunn hei eng al Diskussioun, an duerfir mengen ech och, datt d'CSV sech esou schwéierdeet, fir déi Motioun do net ze stëmmen. Mir sinn nämlech hei erëm no un enger ideologescher Debatt. Fir déi Gréng sinn ideologesch Debatte passé. Et geet dach eigentlech ëm Effizienz an net ëm ideologesch Debatten. Et ass awer erëm dat, wat hei zum Virschäi kënnt, an dat ass den Tronc commun. Dee kënnt erëm aus der Versenkung erop. Mir kucken op Skandinavien. Mir kucken op all déi Länner, déi esou ee System praktizéieren. Déi meescht Länner vun der OECD hunn esou eng Opsplitterung vun de Schüler am Alter vu 14, 15 Joer, an net wéi an Däitschland mat 10 Joer oder bei eis mat 12 Joer.

Mir mengen, datt dee Wee vun de Cycles vun deenen zwee éischte Joer am Postprimaire e richtege Wee ass. Mir wëllen dee Wee ënnerstëtzen. Mir bedaueren e bëssen, datt mer net schonn am Primaire e Stéck méi wäit sinn, well am Text wou dat och erkläert gëtt, well esou klammheimlech gëtt dat guer net gemaach, dat ass en Text: „Un nouveau cadre pour le cycle inférieur et le cycle moyen de l'enseignement secondaire technique", do ass dat dran erkläert. Mir droen dat mat.

Mir bedaueren, datt de Secondaire classique ausgeklamert ass, mä mir wënschen eis, datt déi Reforme virugefouert ginn am Dialog mat den Enseignanten, net datt se ofgebrach ginn. Duerfir wiere mir der Meenung, déi Motioun soll zum Vote kommen, a mir stëmmen och dergéint.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Bon, Här President, als iwwerliewend Affer vun engem dekadente Schoulsystem wëll ech dann awer och hei mäi Wuert dozou soen. Ech sinn der Meenung, an ech verfollegen dat scho méi laang, och wann ech net Expert sinn, mä et stéiert mech einfach ëmmer, dass, all Kéiers wann de Minister oder de Ministère, iergendeppes vu béidem, wiesselt, dann ëmmer erëm nei Reforme kommen, dass dann ëmmer erëm nei Iddië kommen an ëmmer alles op d'Kopp gehäit gëtt. Dat geet ëmmer erëm op Käschte vun de Schüler.

Dofir kann ech am Fong dat, wat dee grénge Kolleeg hei gesot huet, nëmmen ënnerstëtzen, dass et un der Zäit ass, dass elo Neel mat Käpp gemaach ginn, dass eppes geschitt, an dass mer net elo erëm versichen hei eng Brems anzegeheien, fir dass et erëm eng Kéier net virugeet, an da sti mer erëm eng Kéier virun eidele Bänken. Ech mengen et muss eng Kéier domadder duergoen. Dofir géif ech och soen, dass een déi Motioun do net soll stëmmen an der Ministesch soll eng Chance ginn, fir endlech emol ze kucken, dass mer virukommen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Scheuer nach eng Kéier kuerz.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Jo. Här President, ech widderhuelen déi Offer, déi ech gemaach hunn, fir déi eenzel Problemer, déi vun der Madame Brasseur opgelëscht gi sinn, an der Kommissioun ze diskutéieren, fir d'Ministesch dozou ze héieren. Do ass zum Beispill den Engleschcours op Septième ugeschwat ginn. Dat ass e Prédocument. Doriwwer hu mer nach net décidéiert. Dat muss diskutéiert ginn, an da gesi mer weider.

M. le Président.- Jo, Här Scheuer. Wat ass Är Konklusioun? Dir hat scho Stellung geholl!

(Interruption)

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Meng Konklusioun ass d'Motioun ofzelehne wéinst der Fuerderung, fir all Reformen ze suspendéieren. A mir huelen awer d'Considéranten an d'Kommissioun. An dat wär et.

M. le Président.- Gutt. Merci, Här Scheuer. Mir hunn de Message verstanen. Ech gesinn, datt eng Majoritéit vu Fraktiounen, déi och eng Majoritéit vun Deputéierte representéieren, mengen, mir sollten iwwert déi Motioun hei ofstëmmen.

Mme Anne Brasseur *(DP), auteur.*- Här President!

M. le Président.- Jo, Madame Brasseur?

Mme Anne Brasseur *(DP), auteur.*- Ech géif awer d'Propositioun vun der CSV akzeptéieren. Et soll e Renvoi an d'Kommissioun gemaach ginn. An da géif ech bieden, dass mer emol fir d'éischt doriwwer ofstëmmen.

Merci.

Une voix.- Voilà!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Renvoi an d'Kommissioun.

M. le Président.- Also, elo hu mer eng ëmgedréinte Situatioun. Virdrun huet sech hei eng Majoritéit derfir ausgeschwat, fir ofzestëmmen. Elo schwenkt d'demokratesch Fraktioun op d'Positioun…

Mme Anne Brasseur *(DP), auteur.*- Ma d'CSV och!

M. le Président.- …vun der CSV-Fraktioun an. Domat ass d'demokratesch Fraktioun der Meenung, dass…

(Brouhaha général)

M. Henri Grethen *(DP).*- Mir sinn derfir, deen Akt ze diskutéieren, awer net d'Suspensioun.

M. le Président.- Jo. Wësst Der, Här Grethen, et ass net u mir ob eppes mir gefält oder net. Et geet hei drëm, fir ze wëssen, wéi mer elo sollen ofstëmmen.

Här Wolter?

Une voix.- Kuckt ob Der eng Majoritéit kritt fir an d'Kommissioun, a wann net, da stëmme mer Jo oder Neen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et war eng Motioun um Ordre du jour, déi am Prinzip sollt zur Ofstëmmung kommen,…

M. le Président.- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- …ausser den Auteur géif d'Propositioun maachen, de Renvoi an d'Kommissioun ze maachen. Dann ass et Usus, dass ee sech dat an der Kommissioun eng Kéier ukuckt, wat do gesot ginn ass. Et ass dat wat den Här Scheuer och gesot huet. Ech wëll soen, dass mir inhaltlech mat engem groussen Deel vun deem, wat d'Madame Brasseur an hirer Motioun gesot huet, net d'accord sinn.

Mä mir sinn awer der Meenung, dass ee soll, well net alles „Kukamayo" ass, wat do dran ass - et sinn eng Rei Saachen dran,…

(Hilarité)

…déi och gutt sinn -, déi Saachen an där zoustänneger Kommissioun eng Kéier diskutéieren, esou wéi den Här Scheuer dat och gesot huet. An da gëtt se entweder an der Kommissioun klasséiert oder se kënnt an de Plenum zréck. Wa se an där doter Form an de Plenum géif erëmkommen, géif eis Fraktioun se selbstverständlech oflehnen, aus deene Grënn, déi scho vun e puer Riedner hei gesot si ginn.

Merci.

M. le Président.- Also, et ass kloer: Et ass eng Majoritéit heibannen, déi derfir ass, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen. Dann ass et esou décidéiert. Oder ass e formelle Vote verlaangt?

(Négation)

Et ass esou décidéiert. D'Motioun ass an d'Kommissioun renvoyéiert.

Mir kommen dann zur Resolutioun, déi d'Madame Frank virgëschter déposéiert huet, iwwert d'Gewalt géint d'Fraen. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

3. Résolution de Mme Marie-Josée Frank relative à la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Mat där Resolutioun, déi ech en Dënschdeg hei an der Chamber abruecht hunn, déi vun alle Parteien an och vun där grénger Fraktioun ënnerstëtzt gëtt, veruerteelt d'Chamber…

(Brouhaha général)

Une voix.- Wat heescht dat do dann?

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Datt mir net ënnerschriwwen hunn.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), auteur.*- Dir hat net ënnerschriwwen…

Une voix.- Aahh!

(Interruptions)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), auteur.*- …wéi ech se déposéiert hunn. A well d'Madame Loschetter gesot huet, si géifen d'Resolutioun ënnerstëtzen, wollt ech dat direkt am Ufank hei kloerstellen.

Une voix.- Merci fir d'Kloerstellung.

(Interruptions diverses et hilarité)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), auteur.*- Mä mat dëser Resolutioun veruerteelt d'Chamber öffentlech an ouni Reserv d'Violence domestique, déi déi elementar Mënscherechter zerstéiert an deene Betraffenen d'Recht op e würdegt Liewen a Sécherheet, Dignitéit, psychesch a physesch Integritéit hélt.

Firwat dës Resolutioun? Erlaabt mer, Här President, e kuerzen Historique. D'Sécherung an d'Erhale vun de Mënscherechter ass eng vun den Haaptpréoccupatioune vum Europarot. D'Gewalt géint d'Frae verstéisst kloer géint déi fundamental Valeuren, op deenen den Europarot opgebaut ass. Fir deem entgéintzewierken, huet de Comité directeur vu Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer schonn an den 90er Joren eng Partie vun Initiative lancéiert, déi als Zil haten, d'Protektioun vun de Frae géint d'Gewalt ze promouvéieren.

Esou gouf zum Beispill 1997 e Plan d'action de lutte contre la violence à l'égard des femmes augeschafft, deen am Abrëll 2002 duerch d'Recommandatioun vum Europarot un d'Memberstate vervollstännegt gouf. De 16. an de 17. Mee 2005 hunn d'Regierungschefe vun de Memberstate vum Europarot op hirem Sommet zu Warschau nach eng Kéier hire feste Wëllen ënnerstrach, d'Gewalt géint d'Frae mat alle Mëttelen ze bekämpfen an ze eliminéieren.

Duerfir ass en neien Aktiounsplang ausgeschafft ginn, deen zwou konkret Mesurë beinhalt, fir d'Gewalt géint d'Fraen, y compris déi häuslech Gewalt, ze bekämpfen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Déi éischt Mesure ass d'Schafe vun engem Aarbechtsgrupp, deen ënner anerem als Aufgab huet, d'Fortschrëtter an deenen eenzelne Memberstaten ze analyséieren.

Déi zweet Mesure, déi am Aktiounsplang virgesinn ass, ass de Lancement vun enger paneuropäescher Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne iwwert d'Gewalt géint d'Fraen. Op dës Initiativ hin huet déi parlamentaresch Versammlung vum Europarot décidéiert, an Zesummenaarbecht mat den nationale Parlamenter dës Campagne ze ënnerstëtzen an eng gemeinsam Aktioun ze starte mam Titel «Les Parlements unis pour combattre la violence domestique contre les femmes».

Dës Aktioun sollt e Beitrag vun deenen nationale Parlamenter zu der Campagne am Europarot ginn. Fir datt dës Aktioun vun der gréisstméiglecher Zuel vun de Memberstaten ënnerstëtzt gëtt, huet déi parlamentaresch Vollversammlung vum Europarot déi national Parlamenter opgefuerdert, de 24. November, also muer, den offiziellen Dag vum Lancement vun der Campagne paneuropéenne, bei sech am Land och en Aktiounsdag ze organiséieren, dee sech mam Thema iwwert d'häuslech Gewalt géint

d'Fraen auserneesetzt, an deen d'Bevölkerung fir dëst Thema soll sensibiliséieren.

Här President, mir an der Kommissioun hunn eis och mat dëser Thematik auserneegesat, a mir hunn iwwerluecht wat mer sollte maachen. Et ass unanime beschloss ginn, datt mer géifen eng Resolutioun ausschaffen, an datt mer de Wëlle geäussert haten, fir e Film hei an der Chamber an der Séance plénière ze diffuséieren. E Film, deen den Alldag vun enger zerstéierter Famill soll duerstellen. Dee Film, deen heescht „Öffne meine Augen". D'Conférence des Présidents huet awer ofgelehnt, fir dëse Film während enger Séance plénière ze weisen, an…

Une voix.- Zu Recht. Mir si jo hei a kengem Kino.

(Hilarité)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), auteur.*- Jo.

…et waren och nach logistesch Problemer an och sécherlech nach finanzieller, wou mer nach net wësse wat d'Ursaach ass. Jiddefalls eent steet fest: datt mer haut nëmmen hei eng Resolutioun presentéieren.

Och war de Wëllen an der Kommissioun geäussert ginn, datt mer sollen an d'Land goen, an déi véier Bezierker, an deen Débat vun der Violence domestique mat alle Partner nach eng Kéier diskutéieren.

Här President, duerch dës Resolutioun engagéiere mir eis als Chamber, datt mer:

1. dem Europarot seng Campagne géint d'häuslech Gewalt vu Frae mat alle Mëttelen ënnerstëtzen;

2. déi Efforten, déi am Kontext vun der Violence domestique schonn ënnerholl gi sinn, weiderféieren, zum Beispill mat der Aféierung vum Gesetz vun der Violence domestique vun 2003, an eng national Sensibiliséierungscampagne organiséieren an den „grand public" responsabiliséieren, sech aktiv un der Bekämpfung vun der Gewalt géint d'Fraen ze bedeelegen;

3. datt och de Secteur public muss weiderhi sensibiliséiert an informéiert ginn, an d'Preventioun spillt eng enorm wichteg Roll;

4. datt Seminären organiséiert ginn, speziell fir de Corps enseignant, fir d'Forces de l'ordre, d'Leit aus dem Gesondheetssecteur, d'Dokteren inclus, der Justiz an de Professionellen aus dem socio-éducativë Secteur, fir datt mer déi traditionell Geschlechterroll briechen an no neien Orientatioune sichen;

5. et och erreeche mussen, datt d'Medie méi iwwert d'Violence domestique schwätzen, an datt déi verschidde Facettë vun der Gewalt géint d'Frae beliicht gi mat all hiren Implikatiounen;

6. d'Mesures de protection et d'assistance aux victimes verstäerken. Hei däerf de Problem vun de Kanner, déi meeschtens indirekt Opfer an Zeie vun häuslecher Gewalt sinn, net vergiess ginn. Well mir musse bedenken, d'Opfer vun haut kënnen d'Täter vu muer ginn. An duerfir brauchen d'Kanner eng adequat Betreiung an eng Prise en charge, wou mer si schützen.

Duerfir musse mer déi bestehend Strukturen, déi sech ëm d'Affer vun häuslecher Gewalt këmmeren, wéi zum Beispill de Service d'assistance aux victimes de violence domestique, weider finanziell ënnerstëtzen a si stäerken, fir datt si weiderhi beroden a begleede kënnen.

7. An deem Kontext erënneren ech drun, datt et ganz wichteg ass, datt mer weider an d'Täteraarbecht investéieren an de Service „Riicht Eraus" weider ënnerstëtzen, fir datt déi Täter léieren, hiert Verhalen ze änneren, fir datt se sech bewosst ginn, datt Gewalt en Zeeche vun eegener Schwächt ass, an datt se domat solle léieren, aneschters mat sech an hire Matmënschen ëmzegoen.

8. datt mer d'Evolutioun vum Gesetz iwwert d'Violence domestique genee analyséieren an deementspriechend déi néideg Konklusioun zéien.

Ech huelen déi Minutten, déi mer vun eiser Fraktioun zoustinn, och nach mat. Dat wëll ech lech just soen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Dat ass richteg, et geet net. Ech wollt awer d'Madame Frank an dësem exceptionnelle Fall hiren Discours fäerdeg maache loossen a se net op hir Plaz schécken a se duerno zréckkomme loossen als Riedner vun hirer Fraktioun.

Une voix.- Soss wier dat erëm Violence!

(Interruption)

M. le Président.- Jo, dach, den Auteur vun enger Motioun huet Zäit...

Une voix.- Här President, mir héieren lech net méi.

(Interruptions)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), auteur.*- Här President, ech kommen zum Schluss. Ech mengen, Dir sidd alleguer mat mer d'accord, datt Gewalt an dëser Gesellschaft weider muss thematiséiert ginn, datt se e vasten an e grousse Problem duerstellt an datt mer mussen e Gesamtkonzept vun Antigewaltprogrammer erstellen an eng Antigewalterzéiung maachen, datt mer op d'Ursaache mussen awierken an déi traditionell Geschlechterrolle briechen an no neien Orientatioune sichen.

Ech soen lech Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Frank. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Lydie Err.

Discussion générale

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här President, ech hoffen, dass Dir mat mir esou large sidd wéi mat menger Virriednerin, well dës Resolutioun ass eng vun der Kommissioun an net eng am perséinlechen Numm.

Als Introduktioun e puer Zifferen: D'Frae leeschten op dëser Welt 66% vun der Aarbecht, besëtzen awer nëmmen 1% vum Räichtum, verdénge global 10% vun de Léin, déi ausbezuelt ginn, sinn awer 75% vun deenen Äarmsten a 60% vun den Analphabeten.

Dës Zifferen, Dir Dammen an Dir Hären, fir a kuerze Wierder ze soen, dass d'Fraen an d'Männer op der Welt net gläich behandelt sinn, a Gewalt géint d'Fraen ass eng vun den Haaptursaache vun dëser Ongläichheet. Gewalt doheem ass déi Violence, déi déi am meeschte verbreete Mënscherechtsverletzung ass, a vläicht ass et och souwisou déi gréissten, mä och déi am gerechtste verdeelte Plo, well Violence doheem gëtt et iwwerall, an alle Géigende vun der Welt an an alle Schichte vun eiser Gesellschaft.

Fir Fraen tëschent 16 a 45 Joer ass d'Gewalt doheem déi éischt Doudesursaach virum Kriibs, virun den Accidenter am Verkéier a souguer viru Krich. An deementspriechend gëtt awer net vill dovu geschwat, geschriwwen, geschweige dergéint gemaach.

D'Gewalt huet vill Facetten a begräift net nëmme kierperlech Gewalt, wéi ganz oft ugeholl gëtt. Si ass deemno och relativ schwéier an net evident ze erkennen. D'Gewalt ass awer och, géint d'Frae besonnesch, strukturell an eiser Gesellschaft wéi e Vergréisserungsspigel vun der Ongläichheet zwësche Männer a Fraen, well Gewalt ass eigentlech den Ausdrock vun der Muecht, déi géint de vermeintlech schwächere Partner agesat gëtt, fir ze weisen, wien Här a Meeschter ass a wiem säi Wëllen ze geschéien huet.

Sou ass et och an dësem Haus eigentlech net aneschters. Dir hutt vun der Presidentin vun der Kommissioun héieren, wat unanime an der Egalitéitskommissioun décidéiert a gefrot ginn ass. D'Conférence des Présidents, an där selbstverständlech alleguerten eis männlech Chefen aus dem Haus zesummekomm sinn, huet décidéiert, déi Ufroe vun der Kommissioun däerften net ze passéieren. Sou subtil also kann och strukturell Gewalt sinn, an och d'Chamber ass also an där Hisiicht keng Ausnahm.

(Interruption)

Méi insidiéis ass d'Gewalt, just nach manner offensichtlech, am Stot. Se ass och net nëmme physesch. Och eng exzessiv Kontroll iwwer Gezei, Suen oder iwwer Zäit ass Gewalt. An och heiheem, zu Lëtzebuerg, brénge sech Fraen ëm, well se e Liewe laang vun hirem Papp, hirem Mann an esouguer vun hire Kanner tyranniséiert gi sinn, ouni sech jeemools getraut ze hunn, eng Plainte ze déposéieren.

Kloer ass eppes, nämlech dass nëmmen d'Spëtzt vum Äisbierg bekannt ass vun deem Phenomeen, an dass mer alleguerte musse léieren, am Kader vun dëser Campagne, Gewalt ze erkennen, fir kënnen dergéint virzegoen.

Besonnesch d'Dokteren, d'Polizisten, d'Schoulmeeschteren, d'Erzéier an d'Journaliste sinn aus verschiddene Grënn speziell gefuerdert. Well d'Campagne bal zwee Joer dauert, hu mer also Zäit, déi Saachen, déi haut nach net ugeholl gi sinn, nozehuelen, well et ass jo anscheinend nëmmen aus techneschen Ursaachen, dass de Film net ausserhalb vun enger öffentlecher Sitzung konnt gewise ginn. Mir hoffen dann, dass all déi aner gutt Iddien, déi suggéréiert gi sinn, dann nach zum Droe komme kënnen.

Et ass wichteg am Kader vun dëser Campagne eng Erzéiung zum Zvilcourage fir jiddfereen ze erreechen, fir ëmmer dann ze intervenéieren, wann ee mat engem Phenomeen vu Gewalt konfrontéiert ass. De Kampf géint d'Gewalt ass deemno, an ech menge besonnesch Gewalt géint d'Fraen, well dat ass déi, déi am meeschte passéiert, an der Prioritéitelëscht vun der Politik vun eiser Regierung virzegesinn.

A ville Länner ass Gewalt géint d'Fraen en Uleies, net nëmme fir d'Fraen - wéi dat hei de Fall ze si schéngt -, mä fir Männer, déi sech besonnesch am Norde vun Europa - Skandinavien an England - zesummegedoen hunn, net wéi heizuland, fir en Dag vum Mann ze fuerderen, mä fir d'Gewalt géint d'Fraen ze bekämpfen a sech fir eng Gesellschaft anzesetzen, an där et keng Gewalt méi gëtt. Déi Männer engagéiere sech, aktiv ëmmer do anzegräifen, wou se mat Gewalt konfrontéiert ginn. Vläicht fanne mer jo och am Kader vun dëser Campagne hei zu Lëtzebuerg e puer Männer, déi sech de Kampf géint d'Gewalt géint Frae wëllen op de Fändel schreiwen - a sief et nieft dem roude Léiw.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech wëllt just der Madame Err soen, dass, wann d'Conférence des Présidents hir Rechter ausübt, esou wéi se am Reglement virgesi sinn a wéi se vun dëser Chamber ofgeseent gi sinn, da kann een dat jo sécher net als Ausdrock vu Gewalt bezeechnen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Dat gesot géing ech wëllen dem nächste Riedner d'Wuert ginn. Dat ass d'Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP-Fraktioun ënnerstëtzt selbstverständlech dës Resolutioun, déi de Sujet thematiséiert vun der Violence domestique. Mä d'Violence domestique ass e Stéck vun der allgemenger Violence, a mir mussen als Chamber, als responsabel Bierger, wéi all responsabel Bierger, géint d'Violence opstoen a mir mussen ophalen ewechzekucken.

Ee vun deene gréisste Problemer, déi bei der Violence a besonnesch bei der Violence domestique bestinn, dat ass jo, dass wéi laang ewechgekuckt ginn ass, an dass dee Sujet net öffentlech behandelt ginn ass. Elo gëtt e Gott sei Dank am Public behandelt, a mir mussen all deenen Opfer Courage maachen, sech ze mellen an dat ze dénoncéieren.

Hei geet et net nëmmen ëm physesch Gewalt, obwuel physesch Gewalt hei e grousse Rôle spillt, mä et geet och ëm d'Dignitéit. Een, deen Opfer ass vu Violence, ass a senger Dignitéit enorm ugegraff a gëtt erniddregt, an et ass dat wat mer mussen dénoncéieren. Do ass den Täter wierklech op d'Schäerfst ze condamnéieren.

Wann ech awer vum Täter schwätzen, esou ass d'Violence fir d'éischt eng Attitüd, eng Attitüd, déi eng Partie Leit leider mat op de Wee kréien, ganz oft duerch hire Vécu, duerch hir Kandheet, a si transmettréieren dat da spéider virun.

Dofir muss een och preventiv handelen a kucken, dass den Täter betreit gëtt. Ganz oft gëtt e jo och Récidiviste. Wann een d'Fäll kuckt vu Violence domestique, an ech hat a menger Beruffspraxis leider mat deem Sujet ze dinn, dann huet ee misse feststellen, dass déi ganz oft récidivéiert hunn an am Fong net verstanen hunn, firwat se iwwerhaapt condamnéiert gi sinn, well se fonnt hunn, dat géing jo nëmme si an hire Partner eppes ugoen, mä dat géing wierklech d'Allgemengheet näischt ugoen.

Et ass also eng Attitüd, a mir mussen et fäerdeg bréngen, dass déi Attitüd vis-à-vis vun der Violence och eng aner gëtt, an dass mer als Gesellschaft einfach soen: Mir kënne keng Form vun Attitüd, déi d'Violence als eppes Positives ugesäit, ënnerstëtzen. Mir mussen et also fäerdeg bréngen, dass Normen, déi mer als selbstverständlech ugesinn, och vu jiddferengem als selbstverständlech ugesi ginn, an dass dofir d'Violence néierens eng Plaz huet, weder bannent de véier Mauere wéi och nach dobaussen. An et ass dee Message, dee mer als Chamber, menger Meenung no, och mussen no bausse bréngen.

Dëst ass eng ganz kloer Bekennung vun der Chamber, fir all Aktiounen ze ënnerstëtzen, déi géint d'häuslech Gewalt virginn a fir deen Thema ze sensibiliséieren, wat eng gutt Saach ass. Ech géing souguer nach e Schrëtt méi wäit goen, Här President: Dëst ass en Appel vun dëser Chamber, esou verstinn ech dat op jidde Fall, en Appel fir géint all Zort vu Violence virzegoen. A mir all zesummen, als Responsabel vun de politesche Parteien, sollen opstoen a géint d'Gewalt mat all hire Facettë virgoen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech fueren do virun, wou d'Madame Brasseur opgehalen huet, a begréissen, datt hei an der Chamber dat Thema vun der Violence domestique a Form vun enger Resolutioun, déi queesch duerch d'Bänke gedroe gëtt, thematiséiert gëtt. Well et muss ee jo awer trotzdeem och soen, datt et nach virun e puer Joer dës Form vu mënschlechem Drama net ginn ass, zumindest net offiziell ginn ass, a scho guer net hei an dësem Haus. Haut ass et bäi Wäitem kee Kavaléiersdelikt méi, an d'Wegweisungsgesetz huet dat ee fir alle Mol och bewisen.

Néanmoins géing ech gäre ganz kuerz am Numm vu menger Fraktioun siwe Punkten als Denkustéiss ervirsträichen:

Dat Éischt ass, datt et jo wuel ganz flott ass, datt mer haut esou en Dag hunn, esou en Aktiounsdag, kann ee bal soen, dee vum Conseil de l'Europe initiéiert ginn ass. Néanmoins solle mer oppassen, datt mer net an déi Fal erafale vun engem alljährlechen Aktiounsdag mat, wann ech mech esou ausdrécke kann, Sonndesrieden.

Zweete Punkt: Mir sollen nach wie vor oppassen, datt dëse Problem net minimiséiert gëtt, wa vun dëser Form vu Gewalt am Spezifesche geschwat gëtt, ugefaange leider Gottes vill ze vill oft bei deene concernéierte Fraen, am Ufank zumools. Och vläicht zum Deel, well fir si vill ze vill um Spill steet a ganz oft meeschtens e radikale Wiessel vun hirem Liewen an och deem vun hire Kanner, well se sech mussen an zwar mat enger zimlech knallhaarder reeller Wouerecht dann ausenanersetzen.

Mä oft ass et och déi éischt Hëllefstellung, an ech wëll kengem ze no trieden, mä vun der Police ugefaangen iwwert, iwwert, iwwert, bis bei den Noper, deen och riskéiert dëst ze minimiséieren. Dat freet no besserer Informatioun, Sensibilisatioun respektiv weider a spezifesch Formatioun ze investéieren.

Drëtte Punkt: Mir mussen och weider investéieren an déi noutwendeg Hëllefstellung fir déi concernéiert Fraen, déi dann, wa se dee Schrëtt gemaach hunn, virun engem neien Challenge stinn an en neit Liewen organiséiere mussen. An do, mengen ech, ass d'Hëllefstellung virun allem um Niveau vum Beruffsliewen ze verbesseren.

Véiertens: Mir mussen eis, an et ass schonn hei gesot ginn, mat de Kanner vun dësen Dramen ausenanersetzen. Vill ze vill oft nach musse si eleng mat hirem Misär eens ginn, dëst well hir Mamm knapps genuch Energie huet, fir sech selwer aus deem Schlamassel zum Deel erauszezéien. En éischten Usaz ass scho gemaach gi vum Familljeministère, mä dat geet bäi Wäitem net duer an dat ass eigentlech just eng Form fir ze weisen, datt et dee Problem gëtt.

Fënneftens, a vu datt dat jo esou een internationalen Dag ass, steet dann och eng Säit voll däers am „Monde", an do hunn ech zum Beispill och gelies, datt verschidde Parqueten a Frankräich, gradesou wéi hei, ëmmer méi froen no spezifesche Groupes de travail fir Männer, als noutwendeg, praktesch als eng Obligatioun oder eng Form vun Therapie. An da wollt ech am Fong erausliesen, wat do e bëssen am Rand steet, datt e Psychotherapeut sot, hien hätt elo en Aarbechtsgrupp gehat, do waren een RMGiste dran, zwee Aarbechter, een Enseignant an ee Chef d'entreprise. Dont acte.

De sechste Punkt ass deen, datt ech mengen, datt et hei an dësem Land och Zäit gëtt d'häuslech Gewalt an den Alkohol mateneen ze verbannen.

Siwenten a leschte Punkt ass deen, datt ech mengen, datt ee muss vill méi am preventiven Domän maachen, virun allem och an de Schoulen an am paraschoulesche Beräich: Thema Gewalt u sech, awer och Gewalt téschent Mann a Fra, zum Beispill op der Tëlee, fir nëmmen d'Tëlee ze zitéieren, mä och déi oft falsch verstane sougenannte kulturell Ënnerscheeder, datt dat och kann thematiséiert ginn.

Zum Schluss géing ech gäre soen, datt et immens wichteg ass, och an dësem Haus, wann heiansdo gelästert gëtt, datt schlussendlech d'Kanner ee Virbild hunn, an dat sinn déi erwuesse Leit.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, Merci, Här President. Ech mengen ech kann och déi Resolutioun do nëmmen ënnerstëtzen, well se einfach versicht praktesch schonn eng 2.000 Joer al Traditioun emol ëmzekippen, fir dass déi Mentalitéit, déi a verschiddene Käpp erëmherrscht, dass d'Fra dem Mann ënnerdoen ass, emol aus der Welt verschwënnt. Mä do misst een dann awer och higoen a verschidden helleg Bicher och e bëssen ëmschreiwen, well do nach ëmmer déi Texter drastinn an och nach ëmmer vu verschiddene Leit a vu verschiddene Länner och ganz eescht geholl ginn.

Och wann ech elo déi Initiativ hei ënnerstëtzen, esou wëll ech mech awer dergéint verwieren, an dat ass hei ganz kloer, dass permanent verschidden Extremistinne versichen, flächendeckend d'Männer ze bombardéieren an d'Männer ze marginaliséieren, wéi wa mer alleguer déi gréisste Ruppsäck wären. Ech wëll mech dergéint verwieren.

(Hilarité)

Ech hoffen, datt och vun där Säit aus versicht gëtt, da méi dezent virzegoen an den Dialog ze sichen, anstatt vun engem Extrem an deen aneren ze falen. Nëmmen esou kënne mer eppes erreechen, well all Extremismus ass geféierlech, och wann e vun de Frae kënnt.

Une voix.- Très bien.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann um Enn vun der Debatt ukomm. Kënne mer d'Resolutioun par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien domat d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass déi Resolutioun eestëmmeg vun der Chamber ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5560 iwwert d'Aarbechtskonditiounen, d'Paien an d'Pensioune vun den Eisebunner. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen, déi Hären: Spautz, Grethen, Schreiner, Braz a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner!

4. 5560 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1920 autorisant le Gouvernement à édicter un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer situés sur le territoire du Grand-Duché

Rapport de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech gi gären zou, dass et e relativ geféierleche Sprong ass elo vun der Violence domestique op d'Eisebunn, ech probéieren en awer hinzekréien.

Tatsaach ass, dass mer haut hei an der Chamber emol erëm eng Kéier iwwert d'Eisebunn schwätzen. E Sujet mat deem mer eis an der Vergaangenheet schonn des Öfteren hei beschäftegt hunn an deen eis, mengen ech, opgrond vun deem grousse Reformprozess, wou d'Eisebunn dran ass, och an der Zukunft nach weider wäert des Öftere beschäftegen.

Haut maache mer dat am Kader vu gläich zwee Projets de loi, deen ee méi kleng, deen anere méi grouss, mä allen zwee ganz importent an hirer Tragweit. Zwee Projets de loi, déi allen zwee d'Emanatioun si vun den Accordë vun der Eisebunnstripartite, vun deene bekanntlecherweis d'Chamber den 21. Dezember vum leschte Joer Kenntnis geholl huet.

Mir haten als Chamber deemools an enger Motioun d'Regierung opgefuerdert, esou séier wéi méiglech dës Accorden ëmzesetzen, fir op déi Manéier d'Zukunft vun der Eisebunnsgesellschaft dauerhaft ofzesécheren an d'Viabilitéit an och d'Kompetitivitéit vun der Entreprise ze assuréieren. Speziell am Frachtberäich, dat wësse mer, deen den 1. Januar 2007, laut europäesche Bestëmmungen, souwuel international wéi national komplett liberaliséiert ass, besteet haut nach dringenden Handlungsbedarf.

Mat deenen zwou Gesetzesvirlage vun haut boucléiere mer och um legislative Plang d'Accordë vun der Tripartite. Ech mengen och als Chamber kënne mer domadder dem Minister bescheinegen, dass e seng Hausaufgaben termingerecht erleedegt huet.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Den éischte Projet de loi, dee mer diskutéieren an iwwert deen ech haut hei rapportéieren, betrëfft de Statut vun den Eisebunner. Méi prezis modifizéiert en d'Gesetz vum 28. Dezember 1920, mat deem dëse Statut sengerzäit agefouert ginn ass, op engem ganz wesentleche Punkt: Nämlech deen, dass an der Zukunft Leit, déi an enger Eisebunnsgesellschaft täteg sinn hei zu Lëtzebuerg an déi an hirer Haaptsaach Aktivitéiten am Beräich vum Fret duerchféieren, dëse Statut net méi kréien, mä no privatrechtleche Konditioune beschäftegt ginn.

Dat gëllt awer net fir déi Leit, déi an enger etabléierter Gesellschaft virum 1. Januar 2006 engagéiert waren. Deenen hir Rechter ginn net touchéiert, si profitéiere weider vum Eisebunnerstatut.

Wat stellt dëse Statut eigentlech duer? En ass, wéi gesot, 1920 agefouert ginn an e reglementéiert d'Beschäftegungs-, d'Aarbechts-, d'Loun- an d'Pensiounsbedingunge vun all de Leit, déi bei enger Eisebunnsgesellschaft, déi hei zu Lëtzebuerg etabléiert ass, beschäftegt sinn.

Et muss ee wëssen, dass et zu där Zäit, wou dat Gesetz a Kraaft getratt ass, Enn 1920, hei zu Lëtzebuerg méi Eisebunnsgesellschafte gouf. D'Société nationale des CFL, esou wéi mir se kennen, ass jo eréischt 1945 gegrënnt ginn.

Dëse Statut lehnt sech ganz no beim Statut vum Statsbeamten un an hieft sech domadder natierlech och vun de Bestëmmungen, wéi se am Privatsecteur applicabel sinn, of. Dat huet natierlech dozou gefouert, dass dëse Statut, am Kontext virun allem elo vun der Liberaliséierung vun der Eisebunn an der Europäescher Unioun, ëmmer méi ënner Drock geroden ass an doduerch och Géigestand vun deenen Diskussiounen an der Eisebunnstripartite vum leschte Joer ginn ass.

Här President, vun der Liberaliséierung am Eisebunnsberäich erwaart sech d'europäesch Kommissioun, dass iwwert de Wee vun der Konkurrenz a vum fräie Wettbewerb d'Qualitéit vum Eisebunnstransport sech soll verbesseren an dass doduerch d'Part-de-marchéé vun der Schinn och sollen an d'Luucht goen. Dat ass effektiv och bluttnoutwendeg, wann ee weess, dass Europa ëmmer méi ënner enger wuessender Congestioun ze leiden huet, déi mëttlerweil, reng ekonomesch gesinn, ronn 1% all Joer vum PIB vun der Europäescher Unioun ausmécht.

Et muss een awer vläicht hei eng Klammer opmaachen a soen, dass een awer berechtegt Zweifel kann hunn iwwert d'Opportunitéit an d'Effikassitéit vun dëser Démarche, well eng vun de Grondviraussetzungen, fir dat och kënnen unzegoen, nämlech d'Harmoniséierung vun de Konkurrenzbedingungen téschent der Schinn an der Strooss, net realiséiert ass. An et muss een och de Constat maachen, dass d'Konkurrenz bis haut der Schinn näischt bruecht huet, ganz am Géigendeel. Well mir stelle fest, dass an Europa, och hei zu Lëtzebuerg, ëmmer méi Gidder vun der Schinn op d'Strooss ofwanderen, an dass allgemeng d'Undeeler vun der Schinn um Transport am gesamte Verkéiersopkommes réckleefeg sinn.

Mir sinn also haut nach ganz wäit ewech vun den Objektiver, déi d'Kommissioun sech gesat huet, wéi se 1991 hir éischt Direktiv, déi ominéis 91/440, lancéiert huet an domat dee ganze Liberaliséierungsprozess eigentlech déclenchéiert huet.

Déi verschidden Etappe vun der Liberaliséierung fannen hiren Ausdrock an deenen eenzelne sougenannte Paquets ferroviaires, wou deen éischten am Februar 2001 vum Conseil ugeholl ginn ass an de 15. Mäerz vun deemselwechte Joer a Kraaft getratt ass. En huet aus dräi Direktive bestanen, déi en transeuropäesch Schinnennetz definéiert hunn, d'Kritäre festgesat hunn, no deenen d'Memberstaten d'Genehmegungen un d'Opérateure verdeele kënnen, an eng etappeweis Ouverture vum Schinnennetz an der EU fir de Gidderverkéier virgesinn hunn.

Deemools gouf festgehalen am éischte Paquet, dass bis d'Joer 2008 de gesamte Gidderverkéier soll liberaliséiert sinn. Am Januar 2002, also kuerz drop, gouf du schonn deen zweete Paquet ferroviaire dévoiléiert. Dee sollt Froe vun der Sécherheet a vun der Interoperabilitéit regelen, mä gläichzäiteg och de Prozess vun der Ouverture vum Marché am Gidderverkéier accéléréieren, mat dem Resultat, dass zënter dem 1. Januar 2006 innerhalb vun der Europäescher Unioun den Zougang zum gesamte Schinnennetz am grenziwwerschreidende Gidderverkéier fräi ass an ab 2007 dat dann och gëllt fir de reng nationale Gidderverkéier.

Europa huet also d'Weiche gestallt, wann och sécher net onbedéngt an déi richteg Richtung, an de Kader ass gesat, an deem sech eis Eisebunn an Zukunft an deem liberaliséierten Ëmfeld muss bewegen.

Et ass elo wichteg, dass all Akteuren, déi implizéiert sinn, deen neie Kader esou notzen, dass d'Pérennitéit vun eiser Eisebunnsgesellschaft mat engem Maximum un Aarbechtsplazen a vum Gidderverkéier iwwert d'Schinn och laangfristeg garantéiert ass, an dat geet esou oder esou schwéier genuch nach an deenen nächste Joren.

Mir wëssen, dass de Frachtberäich vun der CFL strukturell ëmmer defizitär war, dësen Defizit ass 2005 souguer eropgaangen op 35 Milliounen Euro. Am Verglach mam Joer virdrun, an do gesäit een och e bëssen d'Entwécklung, ass den transportéierten Tonnage ëm ronn 32% erofgaangen, an de Chiffre d'affaires ëm ronn 11%.

Dësen Defizit stellt natierlech an där Form elo kuerz- bis mëttelfristeg e grousse Problem duer, dat ëmsou méi d'Konkurrenz elo spéitstens ab dem 1. Januar 2007 voll spillt am Fret a keng Subventioune méi erlaabt sinn.

Wa mer awer wëlle sécherstellen, dass och an der Zukunft e Maximum u Gidder iwwert d'Schinn transportéiert ginn - a mer mussen do en Intérêt drun hunn -, a wa mer eis Aktivitéiten am Gidderberäich net nëmme wëlle consolidéieren, mä virun allem och ausbauen, dann ass et kloer, dass en drängenden Handlungsbedarf méi wéi jee besteet fir Reformen duerchzeféieren.

Am Koalitiounsaccord, Här President, an am Regierungsprogramm vum Joer 2004 huet d'Regierung sech dofir ausgeschwat, fir mat alle Moyenen d'Viabilitéit an d'Kompetitivitéit vun der Eisebunn och am Frachtberäich ze garantéieren, an am Kader vun enger Tripartite zesumme mat de Sozialpartner no Léisungen ze sichen.

Den 20. Dezember 2005 koum et dann och zu engem Accord an dëser Tripartite, deen ënner anerem dann och bëinhalt, dass am Kader vun enger neier Gesellschaft, der CFL-Cargo, d'CFL hire gréisste Client - 70% vun de Giddertransporter komme vun der Arcelor - u sech bënnt a fidéliséiert.

Et gouf och festgeschriwwen, dass déi nei Gesellschaft déi méi kleng Clientë vun der CFL mat bedéngt an dass d'CFL an der neier CFL-Cargo majoritär ass, esou dass och de Stat do eng Mainmise am Frachtberäich behält.

Am Tripartiteaccord gouf dann och festgehalen, dass de Statut vum Eisebunner net ofgeschaaft gëtt, mä dass d'Personal, dat vun der CFL an déi nei Gesellschaft iwwerholl gëtt, säi Statut behält. Nei Leit ginn awer duerno ënner engem anere Regime agestallt, dee sech nom Gesetz vum 31. Juli 2006 iwwert de Code du Travail riicht, also si kréien e privatrechtleche Statut. Souwuel den Niveau wéi d'Progressioun vun hire Gehälter alignéiere sech op déi vum Secteur sidérurgique a gi vun der Regierung „d'obligation générale" déclaréiert. Déi weider Evolutioun gëtt dann am Kader vun der Tarifautonomie téschent de Sozialpartner geregelt.

Den Objectif vun dësem Gesetzesprojet ass also, dëse Volet vun de Konklusioune vun der Tripartite ëmzesetzen an domat der CFL-Cargo d'Méiglechkeet ze ginn, sech besser um konkurrenzielle Marché am Beräich vum Fret ze positionéieren.

Et muss een natierlech och wëssen, dass déi Konditiounen dann och ziele fir all aner Entreprisen, déi sech kéinten hei zu Lëtzebuerg usiedelen oder op Lëtzebuerg kommen a sech am Frachtberäich betätegen. A well den Text esou formuléiert ass, wéi en ebe formuléiert ass, léisst en et och zou, dass nei Gesellschaften, déi op Lëtzebuerg kommen an am Persouneverkéier aktiv ginn, och dee Statut net bräichten ze applizéieren; eppes wat jo och vun der Privatbeamtechamber an hirem Avis richtegerweis bemierkt an opgeworf ginn ass.

Här President, et handelt sech hei eigentlech ëm e klenge Projet mat nëmmen dräi Artikelen, awer mat groussem Effet, deen also d'Gesetz vum 28. Dezember 1920 ofännert.

Den éischten Artikel vun dësem Gesetz gëtt esou formuléiert, dass et kloer ass, dass den Eisebunnerstatut fir d'Personal gëllt vun deene Gesellschaften, déi virum 1. Januar 2006 zu Lëtzebuerg etabléiert waren, sech awer net applizéiert op d'Leit vun deene Gesellschaften, déi zu Lëtzebuerg etabléiert sinn a sech an der Haaptsaach mam Fret beschäftegen.

D'Artikelen 2, 3 a 4, déi ginn abrogéiert, well se veraalt sinn. An och den Artikel 5, deen den neien Artikel 3 elo an deem neie Gesetz gëtt, gëtt am Wording un déi aktuell Gesetzgebung ugepasst.

De Statsrot hat mat dësem Projet, mat dësem Text kee gréissere Problem. En huet just zwou Remarquë gemaach, eng zum Datum vum 1. Januar 2006, där mer an der Kommissioun och Rechnung gedroen hunn. Eng zweet Remarque huet de Statsrot gemaach par rapport zum neien Artikel 3, wou e gemengt huet, et wier vläicht besser dësen Artikel nei ze formuléieren, well d'Absicht, fir d'Referenz op dat aalt Gesetz vum 31. Oktober 1919 iwwert de Louage de service vun de Privatbeamten duerch eng Referenz op déi aktuell Législatioun ze ersetzen, net kloer aus dem Artikel géif ervirgoen. Hei hu mer dat eng Kéier am Detail analyséiert, a mir hunn do de Statsrot net suivéiert, well mer an der Kommissioun der Meenung waren, dass dat net noutwendeg wier.

Voilà. Här President, et ass e klengen Text, wéi gesot, mat awer méi enger grousser Portée. Ech kommen domat zum Schluss vu mengem Rapport, deen ech hei am Numm elo vun der Kommissioun gemaach hunn. Ech kommen awer, wann Der erlaabt, Här President, herno nach eng Kéier erëm, fir nach e puer Wuert am Numm vu menger Fraktioun derzou ze soen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Schreiner Merci. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffe just, well och an der Transportkommissioun nëmme Männer sinn, dass do elo net gemengt gëtt, mir wieren eng gewalttäteg Kommissioun. Well och an eiser Kommissioun ass keng Fra mat dran.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut de Mëtteg zwee Projeten, déi mat der nationaler Eisebunnsgesellschaft, den CFL, ze dinn hunn, zwee Gesetzer, déi op dem CFL-Tripartite-Accord baséieren.

Den éischten ass dee vum Personalstatut vun 1920. An ech wëll dem Rapporteur, dem Roland Schreiner, Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Bericht. Den öffentlechen Transport an och de Gidderverkéier fonctionnéieren nëmme mat guddem Personal a mat motivéiertem Personal. Et kann net sinn, dass do de Mënsch ze kuerz kënnt. De Mënsch muss d'Prioritéit behalen. Et ass och wichteg, dass de Client, de Voyageur, deen den Zuch hëlt, sech sécher fillt. Et ass och wichteg, dass déi Leit vun der Eisebunn, déi an deenen Zich sinn, sech sécher fillen.

No deenen Evénementer vun de leschte Woche kann ee sech do Froe stellen. Et muss do onbedéngt eppes gemaach ginn, fir dass déi Randaléierer fonnt ginn an och duerno bestrooft ginn. Et muss och dofir méi Personal an den Zich present sinn, fir dass souwuel d'Leit, déi hir Aarbecht maachen, wéi déi Leit, déi op den öffentlechen Transport zréckgräifen, sech net weiderhi mussen och der Gefor aussetzen, dass och si geschloe ginn oder dass och si domadder en Onsécherheetsgefill hunn. Mä et ass wichteg, dass am öffentlechen Transport all Passagéier an all Mataarbechter vun den CFL e Sécherheetsgefill kritt.

Wann et haut awer hei haaptsächlech geet ëm déi Saache vum Fret, esou wëll ech awer och drun erënneren - an ech wëll och vun dëser Plaz aus dem Minister Lux nach eng Kéier félicitéieren, dass mer, wat de Voyageur ubelaangt, am Paquet ferroviaire nach zwee Joer méi kritt hu wéi déi aner -, dass et awer elo net ka sinn, dass mer ze laang waarde bis mer déi Diskussiounen ufänken, an dass mer net eréischt kënnen doriwwer diskutéiere wann den Zuch schonn an der Gare steet, an dass mer duerno ënner Zäitdrock kommen.

Am Fretberäich däerf et och net sinn - an de Roland Schreiner huet schonn op déi nei Weeër higewisen -, dass et do kann zum Sozialdumping kommen. An et muss derfir gesuergt ginn, dass déi nei Leit vun der CFL-Cargo uerdentlech Aarbechtslounkonditioune kréien, dass déi do geschafe ginn. Do hunn ech och vollt Vertrauen an d'Sozialpartner, dass déi wäerten dofir suergen, dass dat wäert iwwert de Wee vun engem Kollektivvertrag geschéien.

Et ass awer och wichteg, dass dat Personal, dat duerch d'Grënnung vun der CFL-Cargo an duerch d'Reorganisatioun vum Fret-Beräich souzesoen am Iwwerschoss ass, d'Méiglechkeet kritt, schnellstméiglech ëmgeschoult ze ginn, an, firwat net, fir dass mer da mat deene Leit och kënnen derfir suergen, dass méi Presenz vu Responsabele vun der Eisebunn an den Zich an awer och gläichzäiteg an de Garen ass. Well dat wier ee Moyen, fir dem Vandalismus, den Aggressiounen an dem Onsécherheetsgefill, dat een do heiansdo kann hunn, entgéintzewierken. Dofir och vun hei aus mäin Appel an déi Richtung un de Minister an och un all déi Verantwortlech vun den CFL.

Dann ass et och wichteg, dass mer den Dossier vun de Voyageure preparéieren - 2012 ass wäit ewech, jo, an awer ass et dach no -, dass mer och elo net vergiessen, och do déi richteg Akzenter ze setzen, dass mer do net méi esou an Zäitdrock kommen, wéi dat awer hei bei der Ëmsetzung de Fall war.

Fir eis als CSV ass et op alle Fall wichteg, dass mer eng gutt an eng kompetitiv Eisebunn hei zu Lëtzebuerg behalen. Mir hunn haut esou eng, a mir wëllen déi och an Zukunft hunn. Ech ginn awer heimadder och d'Zoustëmmung vun der CSV zu deem virleienden Text, wat de Statut vun 1920 ubelaangt.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Spautz Merci. An als nächste Riedner ass den Här Henri Grethen agedroen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn haut mat zwee Gesetzesprojete befaasst, déi d'Ëmsetzung vun den Décisioune vun der CFL-Tripartite sinn. Et hätt ee sech kënne virstellen, dat an enger Diskussioun ze maachen. Dat ännert awer un der Thematik näischt.

Et hu Virriedner sech hei gewonnert iwwert déi Lenteuren, déi an dësem Dossier waren, fir den éischte Paquet ferroviaire ëmzesetzen. An et ass och ënnerschwelleg aus eenzelne Riedebäiträg ervirgaangen, dass déi viregt Regierung, a ganz besonnesch dee viregten Transportminister - Här President, ech ginn elo mäi Gefill erëm, wat ech hat -, do hätt kënne méi konsequent d'Intérêten, besonnesch vun der Lëtzebuerger Eisebunn an nach méi besonnesch vun der CFL-Gesellschaft, verdeedegen.

Déi, déi där Meenung sinn, dass ënnert der viregter Regierung déi Aktivitéit an déi Gesellschaft net genuch um europäesche Plang verdeedegt gi wieren, déi géif ech bieden, an de Biographië vum fréiere franséischen Transportminister, dem Här Jean-Claude Gayssot, dee Member vun der kommunistescher Partei a Frankräich ass, a vun der Madame Isabelle Durant, déi Member vun der grénger Partei an der Belsch ass, nozeliesen, wéi d'Verhale vum deemolege Lëtzebuerger Transportminister an deem Dossier war.

A wann een dat liest, an déi Leit si jo elo net suspekt, dass se mir ze no géife stoen,…

(Hilarité)

…da stellt ee fest, dass déi sech ëmmer erëm an deene Positiounen, déi ech am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung do vertrueden hunn, do erëmfonnt hunn, an dass se souguer schreiwen, dass et do en Triumvirat gouf, wat versicht huet, d'Liberalisatiounstendenze vun der Kommissioun ëmmer ze bremsen. Ech mengen, eleng mat deenen zwee Zäitzeien, déi net suspekt sinn, op d'mannst an den Ae vun Eenzelnen, dass ech mech net hei brauch ze verdeedege fir dat, wat mer an der viregter Regierung an deem Dossier gemaach hunn.

Tatsaach ass awer och, Här President, wéi ech Transportminister gouf am August 1999, dass ech direkt der Lëtzebuerger Eisebunn geschriwwen hunn a gesot hunn: Sot mir emol, wat Är Strategie fir d'Zukunft ass, a bereet mer en Dossier vir, dass mer kënne gemeinsam op e Wee goen.

An ech hat schonn d'Geleeënheet, Här President, hei op dëser Tribün ze ënnersträichen, dass dat verdammt laang gedauert huet bis ech eng Äntwert krut, an dass déi definitiv Äntwert vun der Eisebunnsgesellschaft - an do uewen op der Tribün sëtzen e puer Zeien, déi kënnen dat bestätege wann et muss sinn - am Mäerz, Abrëll 2004 koum. An Der musst verstoen, well ech jo net vun der Dommennicksmille sinn, dass ech net wollt ee Mount virun de Wahlen deen Dossier nach eng Kéier opmaachen, fir déi Grujelen da mussen ze débitéieren, déi an dësem Dossier och muer nach fälleg sinn.

An et koum dann, Här President, zu enger Tripartite. Ech war eigentlech ni e Frënd vun där Tripartite. Ech soen Iech och firwat: D'Tripartite Sidérurgie ass ëmmer als Modell geholl ginn, a wann een déi als Modell hélt, do huet een op där enger Säit e Patronat sëtzen, déi haten en Aktionär - quitte dass de Stat do Actionnaire minoritaire war -, déi hate Gewerkschaften an déi haten de Stat.

Mä an der Tripartite Eisebunn, do sëtzt d'Eisebunn, déi gehéiert awer zu 95% a méi dem Lëtzebuerger Stat! Kënnt Der Iech virstellen, kënnt Der Iech eng Sekonn virstellen, dass eng Direktioun vun der Eisebunn eppes anescht seet wéi dat, wat den Transportminister mengt? Op alle Fall soulaang ech Transportminister war, hätt ech missen der Direktioun soen: Ech mengen, mir hunn e Problem, mir mussen eis trennen.

Duerfir war ech net esou waarm fir déi Tripartite, well ech wousst, dass do eng Direktioun a Gewerkschaften un engem Strang géifen zéie mat der Absicht, de Stat, de Steierzueler, Iech all iwwert den Dësch ze zéien!

(Interruptions)

An dat wollt ech net maachen!

Duerfir war ech der Meenung, dass d'Eisebunn sollt fir d'éischt emol hir Strategie op den Dësch leeën, an da géife mer déi mat de Gewerkschaften diskutéieren. Dat war net de Fall.

Déi nei Regierung, déi ass jo och op Basis vun engem Programm gewielt ginn. Wann ech dierft drun erënneren, d'Sozialistesch Aarbechterpartei, wat hiert gutt Recht war, déi huet op deem Dossier gespillt. An d'Eisebunner am Besonneschen, well déi wousste jo ëm wat et géif goen. An déi hunn och zu Recht, soen ech, hir Leit an d'Chamber gewielt!

(Hilarité)

Et sëtzen elo fir de Süden, dee soi-disant roude Süden, zwee Eisebunner fir d'Sozialistesch Aarbechterpartei an dëser Chamber. Dat heescht also, dass d'Eisebunner zu Recht déi Leit gewielt hunn. Wat haten déi an hirem Wahlprogramm?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Och nach vill aner Leit. Soss wär ech net gewielt ginn.

M. Henri Grethen *(DP).*- Och nach vill aner Leit, mä ech wëll nëmmen, Här President, ënnersträichen, dass am Süden d'LSAP, déi eng grouss Traditioun huet an der Sidérurgie an esou, dass do zwee Eisebunner aus dem Süde fir d'Sozialistesch Aarbechterpartei an der Chamber sëtzen. Zwee Kolleegen, vun deenen deen een haut schonn zu deem Projet Stellung geholl huet, an deen aneren nach wäert Stellung huelen.

Ech stellen et einfach nëmme fest, dass d'Eisebunner, well se verstanen hunn, ëm wat et géif goen, richteg, an hiren Ae richteg, gewielt hunn. Déi Partei an déi Kolleegen, mä besonnesch déi Partei, sécher ënnert dem Impuls vun deene Kolleegen, hat och versprach - nieft der Gratuitéit vum öffentlechen Transport...

(Hilarité)

...hate se och nach versprach: „...die Eisenbahn als integrierten Service-Anbieter erhalten...", an zum Beispill ee Saz: „...den Rangierbetrieb den Infrastrukturen zuordnen..." Dat waren nëmmen zwee Sätz aus deem Programm, dee se selbstverständlech no de Wahlen net agehalen hunn; wéi esou oft ass Programm Programm an d'Realitéit ass eng aner. Et ass hiert gutt Recht.

Ech wëll just drun erënneren, dass d'Sozialistesch Partei eppes versprach hat, wat se haut net à même ass ze halen, an dass se dat net à même ass, dat ass einfach die Macht des Faktischen.

A meng Politik, an ech sinn hei e bëssen, fir och mäi Bilan ze verdeedegen selbstverständlech, meng Attitüd war ëmmer déi, fir de Leit d'Wourecht ze soen, fir hinnen am Viraus ze soen, à quelle sauce ils seront mangés.

Ech si mer bewosst, dass dat net de liichte Wee ass, mä ech weess, dass et de riichte Wee ass! Ech weess, dass dat net den einfache Wee ass, mä ech weess awer, dass ech mech och nach an zéng an a 15 an an 20 Joer an de Spigel kucke kann a mech net ze schumme brauch, well ech keen Eisebunner belunn hunn.

Ech hunn den Eisebunner gesot, d'Lëtzebuerger Eisebunn hätt eng grouss Zukunft op der Bunn, mä si hätt keng op der Strooss. Mir halen awer elo, am Moment wéinstens nach, zum Beispill de Busbetrib bäi.

Här President, wat Dir an d'Land sollt wëssen, wann de Weber vu Canach oder de Sales-Lentz oder iergendeen aneren Autobus-Entrepreneur déi Strecke géif fueren, dat 12,5 Millioune pro Joer méi bëlleg wier, wéi wann d'Lëtzebuerger Eisebunn et fiert.

Ech hu mat Engelszongen op se ageriet, fir ze soen: „Mä Dir Häre, iwwerleet Iech, wann Är Leit an d'Pensioun ginn, wier et dann net besser, Dir géift, ähnlech wéi dat zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg geschitt, eng Rei Strecken u Privatbetriber ofginn, quitte dass se hir Busse géifen an Äre Fuerwen usträichen, quitte dass hir Chaufferen déiselwecht Uniform hätte wéi Är, mä dass no an no, ouni dass ee seng Aarbechtsplaz verléiert, dass no an no awer do géif Normalitéit antrieden?"

Dat ass net geschitt. Dat geschitt och elo net. Mä, Här President, ech muss Iech soen, iergendwann, et ass jo schonn ugeschwat ginn, wann elo d'Liberaliséierung am Persounentransport kënnt, da wäert déi Diskussioun erëm eng Kéier ugefaange ginn. Da gëtt déi Diskussioun erëm ugefaangen, an da sti mer do, wou mer viru fënnef Joer stoungen, wou mer haut stinn, an et soll da kee kommen a soen: „Hätte mer dat do gewosst!"

Mir wëssen et elo, a mir huelen awer net déi richteg Décisiounen.

Haut si mer mat engem Projet befaasst, Här President, deen eis da proposéiert - fir et einfach ze maachen -, dass fir déi Leit, déi an deem ale Statut sinn, alles soll bleiwen, wéi et ass, an dass fir déi, déi am Fret-Beräich schaffe kommen, nei Regele gëllen.

Rien à redire! Rien à redire géint de Prinzip. Ech hätt léiwer gehat, Här President, wann ee gesot hätt pacta sunt servanda - well dat do ass Saucissonnage -: Déi Leit, déi elo do sinn, déi bénéficiéiere vun hirem ale Statut, an all déi, déi an Zukunft engagéiert ginn, net nëmmen déi am Fret-Beräich, déi kréien en neie Statut.

Dat wier méi einfach gewiescht, mä et wier - wéi soll ech soen? - en Aschnëtt gewiescht fir deen ongebuerenen Eisebunner, fir dee wier et wierklech e Paradigmewiessel gewiescht.

(Hilarité)

Mir maachen dat net, an da soe mer och nach dobäi, Här President, dass mir eis alignéieren, mir erklären, wann de Kollektivvertrag fir déi nei Gesellschaft ofgeschloss gëtt, dann erkläre mer dee Kollektivvertrag d'obligation générale. Dat heescht, all aneren Opérateur, dee sech wëllt op Lëtzebuerg etabléiere kommen, dee muss dann och d'Konditioune vun deem Kollektivvertrag, deen d'obligation générale ass, akzeptéieren. Dat gëtt et an anere Branchen och. Dat gëtt et an anere Branchen och!

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- An an anere Länner och!

M. Henri Grethen *(DP).*- Dat gëtt et och an anere Länner, Här Minister. Domadder hunn ech kee Problem. Ech hu kee Problem domadder, wann déi Dispositioune vun deem Kollektivvertrag konkurrenzfäeg sinn, wann déi d'Kompetitivitéit vun där neier Entreprise net hypothekéieren. An eis Konkurrente fir déi nei Entreprise, dat ass net d'Lëtzebuerger Sidérurgie, mä dat sinn all déi aner Transporteuren aus deem Beräich. Eis Konkurrenten, dat ass d'belsch an dat ass d'franséisch Eisebunn, haaptsächlech.

Meng Fro ass also: Wat ass, Här Minister, den Ënnerscheed an de Léin fir déi nei Gesellschaft? Dir wësst jo - Dir hutt enk Relatiounen an der Gewerkschaftswelt -, Dir wësst also, wat d'Léin an der Sidérurgie sinn, wat d'Léin vun deene Leit sinn, déi elo an deem Secteur schaffen. Dir wësst also, wat déi Léin sinn. Wat ass do den Ënnerscheed? Sinn déi Léin méi héich wéi déi an der belscher an an der franséischer Eisebunn oder net?

Well wann déi méi héich sinn, a wann ee weess, wat de Facteur Loun am Prix de revient vun enger Eisebunn duerstellt, och vun der CFL-Cargo, da muss ee wëssen, dass mer à terme net kompetitiv sinn.

Duerfir och, Här President, hunn ech an der Kommissioun gefrot - an ech hunn en awer net kritt -, fir de Business-Plang vun där neier Entreprise ze kréien. Ech kréien da vum Minister gesot oder vu senge Mataarbechter, dass een dee Business-Plang net kéint erausginn. Do wiere Secrets d'entreprise dran. Wann een dee géif op d'Place publique ginn, da wier dat fir d'Konkurrenz e liicht Spill.

Ech soen, wann een der Chamber dee Businessplang net gëtt vun enger Gesellschaft, wou dem Haaptaktionär, dem Lëtzebuerger Stat, zu iwwer 90% gehéiert, da fannen ech dat awer relativ komesch. Wéi soll ech soen, mir kafen hei eng Kaz am Sak. Mir wëssen net wat lass ass.

Mir wëssen net, wann zum Beispill Arcelor - wéi mer verhandelt hunn, war et jo nach Arcelor, elo ass et Mittal; mir wësse jo net wat fir eng Konditiounen ofgemaach sinn - seet: Mir transportéieren x Prozent oder alles, wat iwwert d'Schinn geet, mat där neier Gesellschaft. Steet eng Obligatioun dran, wéi vill vun deem Ganzen, wat se hei zu Lëtzebuerg produzéieren a wat se brauchen, muss iwwert déi nei Gesellschaft transportéiert ginn? Zu wat fir enge Präisser? Wéi laang?

Wann ee weess, dass zum Beispill dat Wierk ISPAT zu Schëffleng, wat de Grupp Mittal virdrun, virun deem Zesummegoen - fir dat net anescht ze beschreiwen - exploitéiert huet, dass dat vun de franséischen Eisebunnstransporter gemaach ginn ass, da muss ee sech froen: An deem neie Grupp, wou den Här Mittal zwar an engem Interview gesot huet, hie géif op d'mannst vis-à-vis vum Personal vun der Sidérurgie all déi Engagementer respektéieren, respektéiert hien och déi, déi an där hei Konventioun festgeluecht sinn? Wéi laang respektéiert hie se? Huet déi nei Gesellschaft eventuell d'Méiglechkeeten och an der Groussregioun? Mittal huet zum Beispill Arcelor-Wierker a Frankräich. Hunn déi och eng Chance do ze participéieren oder awer hu se do keng Chance? Dat sinn also eng ganz Rei vu Froen.

Här President, wann ech d'Chance gehat hätt, déi de Wieler mer net ginn huet, nach Transportminister ze sinn, dann hätt ech mer iwwerluecht, ob ech net en anere Wee géif goen. Wann Der Iech zum Beispill an Holland ëmkuckt, an Holland, wou jo d'ganz Politik den Intérête vum Transportsecteur a ganz besonnesch den Intérête vum Hafen vu Rotterdam ënnergeuerdnet ass, wann ee feststellt, dass déi hollännesch Eisebunn hire ganze Fret-Beräich verkaaft huet - si hunn en un déi däitsch Eisebunn ginn -, da muss ee sech froen, firwat eng Gesellschaft wéi d'Lëtzebuerger Eisebunn, déi d'franséisch an d'belsch Eisebunn als Aktionär huet, mat hirem Haaptclient en Accord mécht, e Partenariat mécht, an net mat engem vun hiren Aktionären. Et wier op d'mannst derwäert gewiescht, och déi Pisten ze exploréieren.

Här President, an aus all deenen Ursaachen eraus verstitt Der, dass ech a meng Fraktioun an dee Modell, deen hei proposéiert gëtt, kee Vertrauen hunn, an dass mir och deem Modell an deem Mooss net kënnen zoustëmmen. Da bleiwen awer, iwwert déi prinzipiell Bedenken eraus, eng ganz Rei vu Froen.

Den Artikel 1 Alinea 1 vun deem Text, dee mer proposéiert kréien, bestëmmt ënner anerem wéi d'Mise à la retraite vun deene

Mataarbechter vun der Eisebunn, déi elo en fonction sinn, geregelt gëtt an et gëtt gesot, dat gëtt iwwer e Règlement grand-ducal gemaach.

Mir hu gëschter hei, Här President, den Artikel 11 vun eiser Verfassung geännert. Ënnert deem alen Text, deen elo nach en vigueur ass, géif ech soe geet dat do guer net. Ënnert deem neien, wou mer elo schreiwen „règle les grands principes“ hunn ech och nach meng Bedenken, ob déi Dispositioun vum Artikel 1 och elo am Aklang ass mam Artikel 11 Alinea 5 vun eiser Verfassung, wou gesot gëtt, dass par règlement grand-ducal dat géif gemaach ginn, woubäi an deem alen Artikel stoung: „La loi organise la sécurité sociale“ an esou weider. Do froen ech mech, wann ee virun der Cour constitutionnelle dogéint Klo féiert, ob mer dann net erëm eng Kéier verléieren, an dass dann erëm eng Kéier en Affekot dëser Chamber ka virwerfe Gaffeur ze sinn.

Ech war un eenzelne Gesetzer bedeelegt, wou och Gaffë gemaach gi sinn, ech schlofen trotzdeem roueg, mä awer wann een et am Viraus weess, da soll ee sech et iwwerleeën. An ech wier frou, wann ech vum Minister eng Stellungnahm zu deem Problem kéint kréien, wat den Artikel 1 Alinea 1, wat d'Constitutionnalitéit vun deem Artikel ugeet.

Dann hunn ech eng zweet Fro, wat d'Constitutionnalitéit vun enger Dispositioun an deem Gesetz ugeet, an dat ass déi vum Alinea 2 Artikel 2, wou mer elo jo an där Entreprise zwou Zorte vu Leit schafen hunn. Wann ee géif, wéi ech proposéiert hat, e klore Schnëtt maachen a soen, déi, déi bis elo do waren, hunn deen ale Statut, an déi, déi elo an Zukunft kommen, hunn deen neie Statut, mä mir soen, déi, déi do sinn, an déi och an Zukunft kommen, mä net am Fret-Beräich sinn, déi hunn ee Statut, an déi, déi am Fret-Beräich sinn, déi hunn en zweete Statut. An do froen ech mech, ob den Artikel 10bis vun eiser Verfassung, dee seet: «les Luxembourgeois sont égaux devant la loi», ob deen dann och nach ginn ass. Dofir wier ech och frou, wann ech zu där Iwwerleeung d'Meenung vum Minister géif kennen.

An dann, Här President, bleift eng lescht Suerg, an och dat ass eng grouss Suerg vu menger Fraktioun, dat ass déi iwwert de Surcoût. Dir wësst, Här President, dass mer viru Jore schonn eng Kéier an dëser Chamber e Gesetz gestëmmt hunn, d'Debatt war prezis op dëser Tribün den 20. Mäerz 1997, an deemools huet den zoustännege Minister, et war d'Madame Delvaux, gesot, ech zitéiere se - ech versiche se richteg ze zitéieren, mä et kann een dat noliesen am Analyteschen -: „Fir mech ass et wierklech dee leschten Effort an dee leschten Essai, dee mir maachen, fir der Eisebunn d'Méiglechkeet ze ginn, fir an d'Zukunft ze goen.“ Dat huet d'Madame Delvaux den 20. Mäerz 1997 op dëser Tribün gesot.

Deemools hu mer e kolossalen Effort gemaach, fir d'Eisebunn ze entschëlden, fir se an d'Méiglechkeet ze setzen d'Zukunft ze meeschteren, fir d'Défien, déi duerch d'Liberaliséierung géifen entstoen, fir déi ze meeschteren.

Den Artikel 7 vun deem Gesetz gesäit vir, dass während zwielef Joer de Steierzueler, dat heescht mir alleguer an nach de Rescht vum Land, de Surcoût, dat heescht dat, wat et méi kascht wéi wann eng „normal“ Entreprise géif déi Aktivitéiten iwwerhuelen, dass mir während zwielef Joer dee Surcoût géifen iwwerhuelen.

Dat ass e Surcoût, dee rechent sech einfach, am Moment graff gesinn: Transport iwwert d'Strooss, zwielef an eng hallef Millioun Defizit, am Fret, wann Der am Dokument vun dësem Gesetz d'Fiche financière kuckt, da stellt Der fest wat do steet, ech menge fir d'lescht Joer waren et am État actuel 17 Milliounen Euro, Périmètre futur 2006 15 Milliounen Euro an après restructuration nach ëmmer 8,7 Milliounen. An da steet züchteg an der Fiche financière, mat Tendance à la baisse.

Mä d'Tendance à la baisse, Här President, déi huet e Problem. D'Gesetz vun 1997 gesäit just vir, dass mer während zwielef Joer intervenéieren an duerno musse mer en neit Gesetz maachen. Dofir wollt ech den Här Minister froen, ob hien envisagéiert, fir en temps utile - well elo wësse mer et jo, dass 2009 kënnt -, ob dës Regierung, ob dëse Minister envisagéiert déi Dispositioune weiderzeféieren.

A wann hien envisagéiert déi Dispositioune weiderzeféieren, da muss e jo awer och bei d'Europäesch Kommissioun goen a froen, ob d'Kommissioun domadder d'accord ass. Well dat gëtt als eng Aide d'État considéréiert. An déi, déi sech fir europäesch Dossieren interesséieren - an där gëtt et jo heibanne Gott sei Dank -, wann déi de Scoreboard kucke vun den Aides d'État wou Lëtzebuerg steet, dann hu mir jo do e ganz schlechte Score. Net well mer eiser Industrie esou ënnert d'Äerm gräifen, dass se scho keng Hoer méi ënnert den Äerm huet, mä awer well mer ënner anerem en Transportsecteur hunn, deen iwwerméisseg vill gehollef kritt.

An duerfir, Här President, wéisste mer gären: Wéi geet dat hei no 2009 weider? Et ass jo gesot ginn, dass d'Liberaliséierung am Persounentransport och kënnt. Wéi ass et da wann déi Liberaliséierung kënnt?

Iwwregens ass dem Minister jo félicitéiert ginn, well en et fäerdeg bruecht huet, en zousätzlechen Délai fir Lëtzebuerg erauszeschloen. Och am éischte Paquet ferroviaire hate mer en zousätzlechen Délai kritt. Et ass also näischt Neies.

(Interruption)

Dir braucht mir net ze félicitéieren. Ech hunn nëmmen dat gemaach wat meng Flicht war, well ech wousst, dass ech misst dee Secteur protégé à outre mesure protegéieren.

Ech wëll just wëssen: Wéi geet dat 2009 weider? Ech sti jo sécherlech 2009 net hei, egal wéi d'Welt weidergeet, mä awer wie steet dann hei, fir ze froen: Ouh, musse mer elo nach eng Kéier hëllefen? Ech wëll net, dass mer nach eng Kéier an déi Situatioun kommen. D'Madame Delvaux war '97 dran. Haut sti mer erëm eng Kéier dran, fir erëm eng Kéier e kolossalen Effort ze maachen, wëssend dass déi heiten Affär nach ëmmer weidergeet. Ech wéisst also gären: Wéi geet et 2009 virun?

An da wëll ech soen, Här President, dass et da Leit gëtt - ech hunn dat an der Kommissioun gesot kritt -: Jo, mir sinn elo emol amgaang un deem Règlement grand-ducal ze schaffen, deen d'Exekutioun vum Artikel 7 virgesäit. Ech wëll Iech do soen, de Règlement grand-ducal, dee kann ech Iech elo diktéieren wann Der wëllt. «Est adoptée la convention conclue entre l'État et les CFL concernant le remboursement du surcoût. Artikel 12: Le ministre des Transports est chargé de l'exécution de la présente.»

Et war net de Problem fir de Règlement grand-ducal ze schreiwen. De Problem war fir d'Konventioun ofzeschléissen. A genausou wéi ech d'Eisebunn itérativement opgefuerdert hunn, mer ze soen, wéi hir Strategie fir d'Zukunft wier, hunn ech itérativement der Eisebunn gesot, se solle mer endlech déi Konventioun virleeën. An och dat ass net geschitt. Ech hoffen, Här Minister, dass deen aktuellen Transportminister méi Chance huet. Et ass jo och elo méi einfach nach fir d'Eisebunn, fir de Surcoût am Fret-Beräich festzestellen, mä ech fäerten, ech fäerten, dass 2009 e béist Erwaache kënnt!

An aus all deene Grënn an deenen, déi ech hei exposéiert hunn, Här President, verstitt Der, dass meng Partei zu dësem Projet seng Zoustëmmung net ka ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Grethen Merci. Als nächste Riedner ass nach eng Kéier den Här Schreiner agedroen. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll natierlech elo net alles dat kommentéiere wat mäi Virriedner elo hei ugeschnidden huet a virun allem och ganz am Ufank vu sengen Ausféierungen hei gesot huet.

Ech wëll awer just soen, dass ech net eraushéieren hunn aus mengen a senge Virriedner hiren Ausféierungen, dass mer hei gesot hätten, dass an Europa de fréieren Transportminister seng Hausaufgaben net gemaach hätt. Mir wëssen, dass all eis Transportministeren, egal vu wéi enger Couleur se waren, an deene leschte Joren an Europa am Kader vun deenen Diskussioune ronderëm d'Liberaliséierungen ëmmer d'Intérête vun eisem Land vertrueden hunn an do effektiv ëmmer erëm op d'Brems getrëppelt sinn. Dat war och gutt esou, an dat hu mer och ëmmer ënnerstëtzt an och ëmmer begréisst.

Wou natierlech awer vläicht d'Hausaufgaben net gemaach gi sinn, dat war awer hei zu Lëtzebuerg. Well et muss een awer d'Fro opwerfen, wisou et da konnt esou wäit kommen, dass de Lëtzebuerger Stat un de Rand vun der Condamnatioun duerch d'EU-Kommissioun komm ass wéinst Nettranspositioun vum éischte Paquet ferroviaire. De fréieren Transportminister hat awer fënnef Joer Zäit, fir dat ze maachen. A wann hie seet, hien hätt 1999 der Eisebunnsdirektioun e Pabeier gefrot, wéi déi zukünfteg Strategie soll ausgesinn, an hien hätt deen eréischt am Mäerz 2004 kritt, ma da muss ech mer d'Fro stellen iwwert d'Autoritéit, déi de fréieren Transportminister iwwert d'Eisebunn an deene Joren hat.

Ech sinn nëmmen e klenge Buergermeeschter vun enger klenger Gemeng, mä wann ech awer menge Servicer soen, ech hätt gäre bis dann an dann dat an dat, da kréien ech dat. An ech ginn dovun aus, dass et deenen anere Buergermeeschteren hei am Haus an och op deenen anere Gemengen och esou geet. Mol heiansdo méi séier, heiansdo méi lues, mä normalerweis kënnt dat awer. An et soll kee mir dat dote verzielen, well just an där Zäit vun 1999 bis 2004 souz ech jo op enger anerer Plaz, an ech war déi Zäit ganz no derbäi, fir ze wësse wéi dat deemools gelaf ass.

Fakt ass, dass während all där Zäit vun deene politesche Responsabele kee Signal un d'Eisebunnsresponsabel gaangen ass wéi dann d'Politik am Eisebunnsberäich an am Transportberäich an der Zukunft soll ausgesinn, wat dozou gefouert huet, dass et zu enger ganz grousser Veronsécherung komm ass um Niveau vun den Eisebunner, an dass e ganz grousst Mësstraue während all deene Jore par rapport zur Politik an zur deemoleger Regierung entstanen ass.

An ech muss soen, vläicht war et och dat Mësstrauen an déi Veronsécherung, déi dozou gefouert hunn, dass dann de fréieren Transportminister haut net méi Transportminister ass. Woubäi een da ka soen, dass am Endeffekt dat jo eng Chance war, dass et esou gaangen ass, dass mer elo en neien Transportminister hunn, deen elo d'Ficellen an d'Hand geholl huet an endlech déi Reforme mécht, déi noutwendeg sinn, fir dass d'Eisebunn och an der Zukunft eng Zukunft an Zukunftschancen huet.

Dat gesot, Här President, wollt ech awer am Numm vu menger Fraktioun nach e puer allgemeng Iwwerleeungen ustellen zu dësem Projet, méi generell och vläicht zum Kader, an deem sech dëse Projet an och deen nächsten, deen herno nach zur Diskussioun kënnt, sech beweegt.

Dëst Gesetz ass jo ee Volet vun deem Reformprozess, deen ageleet ginn ass, fir eis Eisebunn am am Frachtberäich - oder virun allem am Frachtberäich - imposéierte liberaliséierten Ëmfeld kompetitiv ze halen. Mir hunn eigentlech kee Choix dee Wee do ze goe wa mer wëllen och an der Zukunft ee wichtegen Akteur op deem groussen Transportmaart bleiwen.

D'Regierung huet sech jo an deem Regierungsprogramm zum leeschtungsfäegen Transportsystem hei zu Lëtzebuerg bekannt, an och zu enger Eisebunn bekannt, déi d'Réckgrat dervu soll duerstellen. Dat ass och gutt esou, well d'Eisebunn net nëmmen ekonomesch, mä och vollekswirtschaftlech gesinn eng ganz bedeitend Roll an eiser Gesellschaft ze spillen huet. Dat ass och an den Diskussiounen an der Tripartite kloer zum Ausdrock komm. An all implizéiert Akteuren - d'Regierung, d'Eisebunnsdirektioun an d'Gewerkschaften - hunn hei ganz grouss Effortë gemaach, fir hire Beitrag ze leeschten, fir d'Zukunft vun der Eisebunn ofzesécheren an d'Rahmebedingungen ze schafen, fir dass se dëser Roll och ka gerecht ginn.

D'Liberaliséierungswell, déi zënter dem Ufank vun den 90er Joren och den Eisebunnsberäich iwwerrullt, mécht dëse Prozess awer sécher net méi einfach. Ganz am Géigendeel, en huet bis haut och nach net zu engem Qualitéitssprong am Transportsecteur a ganz Europa gefouert. D'Liberaliséierung, ënnert deene Konditioune wéi se de Moment fonctionnéiert, ass kontraproduktiv a féiert ganz sécher net zu deenen Ziler, déi sech gesat ginn.

Wat hu mer dann erlieft an deene leschte Joren? D'Privatiséierung vun traditionellen Eisebunnsgesellschaften, d'Zersteckelung vun eenzelnen Aktivitéitsberäicher, den Ofbau vun Aarbechtsplazen an esou weider. Awer net onbedéngt mat dem Resultat, dass se doduerch hir Performancë fir eis Gesellschaft - well d'Eisebunn ass a bleift en Outil socio-économique - verbessert hätt, mä awer mat der Konsequenz ganz oft, dass d'Betribssécherheet an d'sozial Konditioune vun de Leit, déi am Secteur schaffen an och den Usproch op eng gutt Transportdéngschtleeschtung hunn, ganz oft op der Streck bliwwe sinn.

Dës Politik mécht et natierlech net einfach, fir d'Perennitéit vun enger Eisebunnsgesellschaft hei zu Lëtzebuerg mat dem Erhale vun engem Maximum un Aarbechtsplazen ze garantéieren. An dofir ass et och gutt, dass eis sukzessiv Transportministeren - och dee fréieren - an Europa ëmmer defensiv par rapport zur Liberaliséierung opgetruede sinn an d'Interessi vun eisem Land an och vun eiser Eisebunn vertrueden hunn. Ech mengen, mäi Fraktiounspresident, de Ben Fayot, huet gëschter gesot, dass, och wa Lëtzebuerg vun oppene Grenze lieft, d'Liberaliséierung awer net dierft dat eenzegt Gesetz sinn, wat eist Zesummeliewe regléiert.

Als klengt Land mëtten an Europa profitéiert Lëtzebuerg natierlech a villen Hisiichte vun enger staarker, enger stabiler Europäescher Unioun, an déi oppe Grenze mat engem fräie Persounen- a Wuereverkéier bréngen eis och Virdeeler.

D'Liberaliséierung mécht an eenzelne Beräicher Sënn, well d'Konkurrenz d'Entwécklung vun eenzelnen ekonomesche Virgäng stimuléiert. Dat funktionéiert awer net am Eisebunnsberäich, well d'Virbedéngunge ganz einfach net erfëllt sinn, well d'Eisebunn och keng Wuer duerstellt, mä eng Déngschtleeschtung ass, a well an deene meeschten europäesche Länner d'Tendenz elo besteet, d'Eisebunn, déi relativ käschtenintensiv ass - dat wësse mer -, no de Spillregele vum fräie Maart ze organiséieren. Si gleewe fest drun, dass domat automatesch d'Qualitéit an d'Accessibilitéit an d'Luucht ginn. D'Gesetzer vun Offer an Demande, déi kënnen awer bäi Wäitem net all Bedierfnisser erfëllen.

Wéi gesäit d'Realitéit dann elo aus an Europa? No deene leschte Statistiken ass den europäeschen Eisebunnssecteur weider réckleefeg. Ech wëll drun erënneren, dass e bis d'Joer 2001 op 7% zréckgaangen ass. De Stroossentransport absorbéiert haut ronn 44% vum Giddertransport mat alle Konsequenzen op d'Congestioun vun de Stroossen, op d'Emwelt, op d'Gesondheet vun de Leit an d'Sécherheet op de Stroossen. A wa mer dësen Trend wëllen ëmkéieren, da brauche mer hei an Europa an och hei zu Lëtzebuerg staark Eisebunnen an och eng staark CFL, déi performant ass, déi e Service vu Qualitéit ubitt, déi sécher ass, déi attraktiv ass, an déi an der Lag muss sinn, d'Mobilitéitsbedierfnisser vun de Leit, déi hei wunnen a schaffen, ze befriddegen an och hire Bäitrag zur wirtschaftlecher an industrieller Entwécklung vum Land ka leeschten.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence.)

An dat muss virun allem och gëlle fir eng flächendeckend Beförderung vun de Gidder, well d'Verlagerung vun engem groussen Deel vum Giddertransport op d'Schinn haut enger absoluter gesellschaftspolitescher Noutwendegkeet entsprécht.

Ech erënnere just och an deem Kontext un eist Zil am Kader vum Kyoto-Protokoll vun enger Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen ëm 28% bis 2012. Et ass just am Transportberäich, wou ganz grouss Aspuerpotenzialer bestinn, déi och sollen a musse genotzt ginn, wa mer eis Ziler wëllen erreechen oder zumindest eisen Ziler wëllen e bësse méi no kommen.

D'Wäissbuch vun der Europäescher Kommissioun, dat d'Verkéiersentwécklung bis d'Joer 2010 beschreift, geet bekanntlech dovun aus, dass de Gidderverkéier insgesamt nach weider wäert an d'Luucht goen. Et muss also an der Zukunft drëm goen, fir den Undeel vum Stroosseverkéier um prognostizéierte Wuesstum ze reduzéieren.

Am Wäissbuch gëtt et och eng Rei vu positiven Usätz, esou zum Beispill fir déi extern Käschten, déi speziell am Stroossegidderverkéier vun der Allgemengheet gedroe ginn, ze internaliséieren. An der Praxis ass do an där Hisiicht allerdéngs bis haut wéineg geschitt, och wann d'Eurovignette natierlech en éischten Usaz duerstellt. Am Géigendeel, opgrond vun der Liberaliséierungspolitik stelle mer fest, dass an Europa an hei zu Lëtzebuerg och ëmmer méi Gidder vun der Schinn op d'Strooss ofwanderen.

D'Strooss ass jo den Haaptkonkurrent vun der Schinn, och wa mer elo d'Eisebunnen an Europa openeen hetzen. Mä et ass d'Strooss, déi den Haaptkonkurrent vun der Schinn am Giddertransport ass, ganz einfach opgrond vun deenen ënnerschiddleche Konkurrenzbedingungen, déi et nach ëmmer gëtt.

Et ass en oppent Geheimnis, Här President, dass souguer déi minimal Sozialregelen am Stroossentransport net agehale ginn. Eleng de Respekt vum Reglement iwwert d'Fuerzäiten an d'Rouzäite vun de Chauffere géif eng Erhéijung vun den Tariffer ëm

ronn 20% am internationale Stroossentransport mat sech bréngen.

Et gesäit een also, dass et opgrond vun deenen ënnerschiddlechen Ausgangsbedingunge liicht verständlech ass, dass praktesch a ganz Europa de Gidderverkéier op der Schinn defizitär ass.

Hei zu Lëtzebuerg kënnt dann natierlech nach de Problem vun de klengen Distanzen derbäi. Bon, eng Solutioun, fir deem Handicap entgéintzetrieden, hätt kënnen dora bestoen, fir verstäerkt Synergien a Kooperatioun mat den traditionellen Eisebunnsgesellschaften aus den Nopeschlänner ze sichen. Dës Kooperatiounen hätten dann natierlech missen zum Zil hunn, fir d'Traficer équitabel ze verdeelen a fir méi eng rationell Organisatioun vun den Traficer iwwert d'Grenzen ewech ze garantéieren.

Haut steet d'finanziell Rentabilitéit am Vierdergrond, wat net nëmmen dozou féiert, dass weider Personal riskéiert ofgebaut ze ginn, mä och en Deel Réckzuch aus dem Giddertransport ageleet gëtt an och schonn ageleet ginn ass an deene leschte Joren.

Dat ass natierlech à moyen terme, à long terme eng ganz fatal Entwécklung, well ganz Regiounen da riskéiere vum Gidderverkéier ofgetrennt ze ginn, esou dass och eng industriell Diversifikatioun mat Hëllef vun der Eisebunn net méi méiglech wier.

Et wär fir meng Begréffer e fatale strategesche Feeler aus gesamtgesellschaftlechen Ursaachen, fir en Ofbau vun de Capacitéiten an de Réckzuch aus dem ländleche Raum zouzeloossen. Anstatt sech vum Client lasszemaachen, muss och déi nei Gesellschaft op de Client zougoen, an ech ginn emol dovun aus, dass se dat och ugeet an offensiv ugeet. Déi nei Gesellschaft, déi elo gegrënnt ginn ass, d'CFL-Cargo, versicht duerch eng offensiv kommerziell Politik eng flächendeckend Versuergung ze maachen a sech als héichwäertegen Transportakteur um Marché ze profiléieren.

Ënnert deene gegebene Viraussetzunge mécht de Modell, deen Tripartite gewielt huet, fir am Kader vun enger neier Gesellschaft den Haaptclient Arcelor ze fidéliséieren, natierlech absolut Sënn. Et ass en neie Modell, mat deem jiddferee seng Erfahrunge muss maachen. Et wäert duerfir och ganz vill Fangerspëtzegefill noutwendeg sinn, fir dat zesummenzeféieren, wat haut nach net zesummegefouert ass, wat nach de Moment an de Kannerschong stécht.

Mir sollen op alle Fall där neier Gesellschaft all Chance fir d'Zukunft ginn, fir dass et déi „success story" gëtt, déi de Minister virun engem Joer oder viru bal engem Joer hei ugeduecht huet.

Ech wëll och en passant soen, dass et jo och dem Minister gelongen ass, déi nei Gesellschaft zu Bréissel notifizéiert ze kréien, an dann, och wa schonn éinescht hei Félicitatiounen ausgedeelt gi sinn, wëll ech dann och hei félicitéieren. Den Dossier muss gutt gewiescht sinn.

Als LSAP hu mer Jo gesot zu dësem Modell, grad wéi mer och Jo gesot hunn zu all deenen aneren Accorden, déi an der Tripartite getraff gi sinn. Mir hunn net nëmme mat Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, dass d'Eisebunn en integréierte Verkéiersbetrib bleift an dass d'Unitéit vun der Entreprise garantéiert gëtt, mä och hu mer mat Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, dass de Statut vun den Eisebunner net ofgeschaf gëtt, well - an d'rezent Evénementer änneren näischt dorun - Betribssécherheet a Statut ganz enk matenee verbonne sinn. Dofir ass et wichteg, datt d'Regierung hiert Verspriechen aléist an näischt um Statut vun den aktuellen Eisebunner ännert, an dat gëllt och fir déi zukünfteg Eisebunner, déi an d'Société mère am Kader vun der sougenannter klenger Léisung wäerten erakommen, och wann dat dann net méi gëllt fir déi nei Eisebunner, déi an déi nei Frachtgesellschaft elo agestallt ginn.

Här President, mat deenen zwee Projets de loi vun haut schléisse mer d'Ëmsetzung vum éischte Paquet ferroviaire endgülteg of, an d'Integratioun vum zweete Paquet ferroviaire an eis Législatioun ass an der Maach a soll am éischte Semester 2007 iwwert d'Bühn goen.

Schonn zeechent sech um Horizont den drëtte Paquet ferroviaire of, dee sech da mat der Liberalisatioun vum internationale Persouneverkéier, dee bis elo ausgeklamert war, beschäftegt. Bis 2010 soll dee jo an der Europäescher Unioun liberaliséiert sinn. Hei zu Lëtzebuerg, et ass scho gesot ginn, hu mer do zwee Joer Ausstand kritt bis 2012. Et geet also ganz séier an Europa.

An et muss ee wëssen, dass déi eigentlech Effetë vun deenen zwee éischte Paquets ferroviaires nach ëmmer net ofzeschätze sinn. Awer mir si schonn zumindest an der Philosophie an an de Gedanke bei deem drëtten. Et gëtt zwar nach kee Konsens um europäesche Plang iwwert d'Inhalter.

Ech vertrauen och dem Minister, dass en an den Diskussiounen um europäeschen Niveau versicht, wéi ëmmer, all Schued vu Lëtzebuerg ofzewenden, mä mir däerfen d'Aen natierlech net zoumaachen. An de Marc Spautz huet et ganz richteg gesot: Mir wëllen net nach eng Kéier riskéieren hei ënner Zäitdrock ze geroden. Mir däerfen d'Aen net zoumaachen a mir sollen eis esou séier wéi méiglech och par rapport zu deem, wat op eis duer wäert kommen am Kader vum Paquet ferroviaire, positionéieren, fir net erëm eng Kéier et ze riskéieren, un de Rand vun enger Condamnatioun zu Bréissel ze kommen.

Mir sollen dat maachen am Dialog mat de Sozialpartner a mam Zil fir eng Solutioun ze sichen, déi den Imperative vun der Kompetitivitéit, mä och deene vun der Sécherheet an der Qualitéit, awer och de legitimen Usprëch vun den Eisebunner Rechnung dréit. An et versteet sech vum selwen, dass bis dohin natierlech all eventuell Iddië vun eventuell ugeduechtene weidere Filialisatiounen op der Touche sollen a musse bleiwen.

A fir dat ze ënnermaueren, alles dat wat ech elo gesot hunn, wëll ech, Här President, am Numm vu véier Fraktiounen hei aus der Chamber eng Motioun déposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'avec l'adoption des deux projets de loi 5560 et 5589 tous les instruments législatifs auront été introduits pour assurer la transposition en droit national du 1er paquet ferroviaire ainsi que pour la mise en oeuvre des conclusions de la tripartite ferroviaire du 20 décembre 2005 afin de garantir la pérennité de l'activité fret des CFL dans un environnement libéralisé à partir du 1er janvier 2007;

- considérant avec satisfaction que la Commission européenne vient de se désister des procédures entamées devant la Cour de Justice des Communautés européennes à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg pour non-transposition du 1er paquet ferroviaire;

- considérant que les dispositions des directives du 2e paquet ferroviaire qui sont venues à échéance le 30 avril 2006 ont fait l'objet d'une transposition partielle en droit national;

- considérant l'intention du Gouvernement d'entamer au courant du 1er trimestre 2007 la procédure législative pour l'intégration dans la législation nationale de toutes les dispositions du 2e paquet ferroviaire;

- considérant que par analogie au secteur du fret ferroviaire, l'horizon de l'ouverture à la concurrence du domaine du transport international de voyageurs s'annonce dans le 3e paquet ferroviaire pour 2010 au sein de l'Union européenne, voire pour 2012 au Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à préparer l'ouverture à la concurrence du domaine du transport ferroviaire international de voyageurs requise dans le cadre de la transposition du 3e paquet ferroviaire pour aboutir en temps utile;

- à poursuivre sur la voie du dialogue social engagée avec succès dans le cadre de la tripartite ferroviaire de 2005 afin de parvenir à une solution équilibrée permettant de marier les impératifs de sécurité, de qualité et de compétitivité avec les aspirations légitimes des cheminots en matière de qualité de vie et de s'assurer en attendant à ce qu'aucun projet de filialisation de l'activité voyageurs des CFL ne soit mis en oeuvre.

(s.) Roland Schreiner, Félix Braz, Gast Gibéryen, Roger Negri, Marc Spautz.

M. le Président.- Merci.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Zum Schluss wëll ech dann awer nach, éier ech et vergiess hunn, an da sinn ech beim Schluss, den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun huet am Kader vun der Diskussioun iwwert den Accord vun der Tripartite selwer scho gesot, wat se zum Accord ze soen hat. Mir wëllen och dofir haut dat net nach eng Kéier widderhuelen. Mir bleiwe bei eiser Attitüd, dass mer zefridden doriwwer waren, dass et konnt zu engem Accord kommen, dass et ënnert deem immensen Zäitdrock, ënnert deem d'Eisebunn zu Lëtzebuerg stoung, konnt méiglech sinn, en Accord ze fannen, deen et erlaabt, ouni sozial Konflikter, ouni weider Zäit ze verléieren, ouni weider onendlech Diskussiounen e Cran d'arrêt ze setzen an ze soen: Vun elo u gëtt geschafft, vun elo u gi mir eriwwer an eng Phas vun der Ëmsetzung.

Dofir wëlle mer och haut eis net u weideren Nachhutgefechter bedeelegen. Mir wëlle kloer soen, dass mer déi Optioun, déi mer eemol ënnerstëtzt hu beim Accord vun der Tripartite ferroviaire, dass mer deen Accord ënnerstëtzen a wëllen eriwwergoen an d'Ëmsetzung.

Dofir ass et och kloer, dass mer der Meenung sinn, dass déi Gesetzer, déi haut um Dësch leien, d'Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun wäerten hunn, well mer gären hätten, dass d'CFL-Cargo en Erfolleg gëtt. Et ass eng absolut Prioritéit, dass mer et fäerdeg bréngen och als Lëtzebuerger Land, mat eisem ganz geréngen Undeel um gesamteuropäesche Fret-Marché, trotzdeem eise Bäitrag och ze leeschten am Intérêt vun eiser Industrie an och am Intérêt vu ville klenge Betriber vun deenen oft net geschwat gëtt, wa vun der CFL-Cargo geschwat gëtt. Mä do sinn och Verflichtungen an Aufgaben, déi déi Société muss wouerhuelen am Intérêt vun de klenge Betriber.

Et geet awer och ganz kloer ëm d'Engagementer, déi mer geholl hunn am Kader vun de Kyoto-Accorden, an déi kënne mer net respektéieren, wa mer net bei der Fro vun der Mobilitéit, an dozou gehéiert och den Transport vum Fret, wa mer dat net an de Gréff kréien. An dofir ass dat heiten och en éischten Outil vu grousser Importenz am Kader vum Klimawandel, dee politesch lues mä sécher déi kritesch Mass kritt, déi e brauch, fir kënnen zu seriöe Mesuren iwwerzegoen, déi der Dimensioun vum Problem och ugepasst sinn.

Mir wëllen awer trotzdeem och op déi eng oder aner Saach reagéieren. Wa mer och e bësse Verständnis hu fir dem fréiere Minister Grethen säin Ierger, well et ass objektiv net falsch festzestellen, dass de sozialistesche Minister Lux verschidde Saache méi liicht konnt maache wéi dee liberale Minister Grethen.

(Interruption)

Dat ass e Fait. Dat ass den Ëmgang. Woubäi ech net wëll soen, dass dat net och vläicht verschëllt ass. Ech stellen dat just gäre fest, ouni ze soen, dass dat elo nëmmen Affer wier oder nëmmen Täter. Et ass e Fait awer, dass effektiv déi Relatiounen, déi de Minister Lux opgebaut huet, anerer ware wéi déi, déi de Minister Grethen opbaue konnt. Mä trotzdeem, wann hien och virdrun en engagéierte Plädoyer gehalen huet a virgerechent huet wéi héich d'Käschte bei der Bunn wären, do wëlle mir awer trotzdeem och zwou Saachen dozou als gréng Fraktioun bemierken:

Déi éischt Saach ass déi, dat ass e Constat, dass natierlech eng Gefor nach ëmmer doranner besteet, dass d'Konkurrente vun der CFL-Cargo, d'Opérateuren aus deenen anere Länner, bei der Käschtestruktur Virdeeler hunn. Dat ass zweifellos richteg, an dat ass en Ëmstand, dee mer och vu Lëtzebuerg aus nëmmen doduerch géinge verbessere kënnen, andeems mer eis Gehälterstruktur bei der Sociétéit à la base revidéiere géingen, fir se deenen unzepassen, déi eis Konkurrenzfirmen am Ausland hunn.

Allerdéngs muss een awer och aschränkend hannendrunhänken, dass zu Lëtzebuerg d'Paiestruktur net nëmmen am Beräich vum Fret bei der Eisebunn méi héich ass wéi am Ausland. Ech mengen, dass dee Constat do net spezifesch ass fir dëse Secteur. Lëtzebuerg huet am Allgemenge méi eng héich Paiestruktur. Dat geet bei der Fachkraaft an der Keess vun engem Supermarché u bis queesch eriwwer duerch de Gaart, duerch sämtlech Secteuren, esou dass, wann dat Argument dat eenzegt wier, wat géing bestiechen, net nëmmen d'CFL-Cargo e Problem hätt, mä dann hätt dat ganzt Land e Problem, deen et net kéint léisen. Dofir menge mer, dass dat Argument do e bësse kuerzgräift.

En zweet Argument, wat vum Här Grethen net opgeworf ginn ass, dat ass awer och déi Feststellung bei den Defiziter, déi bei der Bunn gemaach ginn: Do ass sécher en Deel dobäi, deen net esou einfach soll higeholl ginn, mä et ass awer och en Deel dobäi, deen domadder begrënnt ass, dass d'Eisebunn am Verglach mat hire Konkurrenten op der Strooss, well vun deenen ass jo och geschwat ginn, natierlech alles an hire Bilane stoen huet, während eng ganz Rei Betriber, déi d'Strooss am Beräich vum Fret benotzen, e ganzen Deel vun hire Käschten net an hirem Betrib mussen an der analytescher Konta opféieren.

D'Eisebunn huet, an net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä a ganz Europa, den Nodeel, dass an hire Bilane sämtlech Fraisën opdauchen, sämtlech Recetten awer och sämtlech Dépensen, an dass se natierlech e groussen Deel vun hire Käschten net externaliséiere kann, wéi dat beim Transport iwwert d'Strooss geschitt. Dofir ass et och net méi wéi normal, dass an Europa Ustrengungen ënnerholl ginn, fir dee Konkurrenznodeel, dee politesch gewollt ass, deen einfach gewuess ass iwwer Jorzéngten, dass dee vun der Politik als solchen éischtens unerkannt gëtt an zweetens och als solche behuewe gëtt: Stéchwuert Vignette, soss kréie mer och do ni déi Situatioun, déi et da wierklech erlaabt, déi Vergläicher unzestellen.

Wou mer awer wëllen an déiselwecht Richtung vläicht goen, awer eppes opwerfen, wat den Här Grethen nach selwer mam Numm net genannt huet, dat ass - an dat ass do wou mir als gréng Fraktioun den Haaptusazpunkt gesinn - manner bei der Paiestruktur, wa mer déi wëlle vergläiche mam Ausland. Et soll ee fairerweis och zur Entschëllegung vun der Eisebunn bemierken, dass d'Konkurrenz iwwert d'Strooss eng Rei Avantagen huet, déi d'CFL net huet.

Par contre gëtt et ee Gradmiesser, an dat ass deen eenzegen ëm deen et eiser Meenung no geet, dat ass dee vun der Effizienz a vun der Produktivitéit. Do si bestëmmt nach Saachen ze maachen, an dat ass näischt wou et nëmme géing dorëms goen, d'Paien ze kierzen, mä do geet et dorëms, am rengen Alldag vum Betrib wierklech ze kucken, wou mer am Beräich vun der Produktivitéit a vun der Effizienz vun der Aarbecht schaffe kënnen.

Mir akzeptéieren och net, wann da gesot géing gi vu Säite vun de Gewerkschaften, dass dat Wuert Effizienz oder Produktivitéit direkt gläichzesetze wier mat Murks op Käschte vun der Sécherheet. Et muss ee klipp a kloer soen: Wann een net amstand ass, déi zwou Saachen auserneenzehalen, dann huet ee sech zum Deel als Interlocuteur disqualifizéiert. Et muss ee klipp a kloer soen, dass et muss méiglech an erlaabt sinn, eng Debatt doriwwer ze féieren, ob d'Effizienz an ob d'Produktivitéit bei der CFL-Cargo op der Héicht ass vun eise Konkurrenten. Et ass do wou mer eis effektiv vergläiche kënne mat de Konkurrenzbetriber, an et ass och do wou mer mengen, dass ee soll am Detail a seriö mat deene Saachen do ëmgoen.

A wa virdrun de Kolleeg Schreiner gesot huet, dass mer géingen déi ganz europäesch Bewegung vun der Liberaliséierung matmaachen, well mer do keng Alternativ hätten, da wëlle mer och do nach eng Kéier ënnersträichen an drop äntwerten, dass dat Eenzegt, wou mer wierklech keng Alternativ hunn, eben déi Diskussioun ass iwwert d'Effizienz, iwwert d'Orientéierung nom Client, elo beim Fret awer och herno beim Persounentransport. Och dat ass deen eenzege Punkt, wou mer keng Alternativ hunn eis ze orientéieren no de Wënsch vun de Clienten, sief et am Persounentransport, sief et am Beräich vum Fret.

Dat muss déi iewescht Maxim si vun der Organisatioun vun der CFL-Cargo an och vun der CFL, déi nach bis 2012 net ënnert deem Konkurrenzdrock do besteet. An dat muss och de Minister an eisen Ae bei sengen Aarbechten an deenen nächste Jore guidéieren, onofhängeg vun allen anere Punkten, déi och wichteg sinn an déi mer elo net wëllen einfach zu onwesentlechen Aspekter degradéieren. Mä d'Nummer eent vun de Suerge muss déi dote sinn. Et ass do wou mer hausintern selwer dofir suerge kënnen, dass mer besser ginn an dann och wierklech déi Bilanen, och déi kommerziell Bilanen, verbessere kënnen.

Wa mer dëst Gesetz elo gestëmmt hunn, si mer opgeriicht, fir am Beräich vum Fret de Match unzegoen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Opgestallt.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Oder opgestallt - wann dat dem Kolleeg Camille besser gefält -, fir am Beräich Fret de Match

unzegoen, ouni ze wësse wéi d'Issue ass. Esou muss een awer kloer soen, dass eigentlech haut da fir déi responsabel Leit d'Aarbecht ufänkt, fir datselwecht ze preparéieren am Beräich vum Persounentransport. 2010 respektiv 2012, dat geet elo ganz séier. Et muss kloer sinn, a jidderengem kloer sinn, dass déi Grondlagen, déi mer haut geschafen hunn am Beräich vum Fret, natierlech wäerte méi wéi dinglech si wann et ëm déi aner Diskussioune geet.

An déi Virstellungen, dass mer et kéinte fäerdeg bréngen, am Beräich vum Persounentransport komplett aner Solutiounen ze fanne wéi déi, déi mer elo fonnt hu bei der CFL-Cargo, déi sinn eiser Meenung no net schrecklech zukunftsfäeg. Et ass kloer, dass haut déi Diskussioun wäert ufänken iwwert d'Moderniséierung vun der Aarbecht bei der Bunn am Beräich vum Persounentransport.

Dat gesot wëlle mer awer d'Geleeënheet och notzen, fir dem Minister zwou Froen ze stellen.

Mir hunn, Här Minister Lux, gelies an der Zeitung vun haut, dass och um Niveau vun der Eisebunn, am Kontext vun deem drameteschen Accident, dee mer haten, eng Schwäizer Firma ugestallt ginn ass, eng Etüd ze maachen iwwert d'Sécherheetssystemer am transfrontalièrë Beräich. Mir wäre frou wann Der eis doriwwer kéint e puer Renseignementer ginn. Och iwwert d'Délaien, déi déi Firma gesat kritt huet.

Mir wëllen awer och gären de Minister froen, wou mer dann dru si mat der Direktiv 2004/49, déi iwwert d'Sécherheetssystemer an der Eisebunn schwätzt. Mir wëssen, dass mer en Deel schonn dovunner ëmgesat hunn. Mir hunn awer nach e groussen Deel dovunner net ëmgesat. Do geet et ëm ganz wichteg Saachen, an zwar beispillsweis ëm d'Schafe vun enger onofhängeger Behörd, déi kann Investigatioune maachen am Fall ebe vun Accidenter op der Bunn; dass dee Volet vun de Sécherheetsautoritéite soll onofhängeg si vun der Bunn. Och do sinn nach Rechter vun der Direktiv ëmzesetzen. Do sinn eng Rei prezis Virstellungen doriwwer dran an der Direktiv, wéi déi Sécherheetsbehörden an och déi onofhängeg Investigatiounsbehörden am Fall vun Accidenter ze schaffen hunn.

Do wollte mer vum Minister wëssen - well eisen Informatiounen no wier Lëtzebuerg praktesch dat eenzegt Land, wat se nach net komplett ëmgesat hätt -, wou mer mat der Ëmsetzung dru sinn, fir se ze vervollstännegen.

Mir wollten nach eng lescht Fro un de Minister riichten, fir ze wësse wou mer dru sinn, och opgrond vun deene rezenten Aggressiounen, déi et gouf, sief et a Bussen, sief et an Zich; wat keen neie Phenomeen ass, wat awer e Phenomeen ass, deen eng Tendenz huet zouzehuelen. Do gëtt et en Aarbechtsgrupp um Niveau vum Ministère, dee mat sämtlechen Opérateure bestallt ass an dee schonn eng Rei Joren un där Problematik do schafft. Mir wollten de Minister froen, wéini een do ka mat Konklusioune vun deem Aarbechtsgrupp rechnen, fir ze kucke wéi eng Instrumenter dass mer eis an Zukunft musse ginn, fir där Problematik do och kënne gerecht ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen agedroen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt och e Merci un de Rapporteur, de Kolleeg Roland Schreiner, fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Den 21. Dezember 2005 hate mer heibannen an der Chamber een Débat de consultation iwwert d'Resultater vun der Eisebunnstripartite, wou mer alles dat, wat mer haut gréisstendeels hei héieren oder och nach wäerte soen, och schonn eng Kéier gesot hunn.

Mir hunn deemools als ADR eisen Accord zu deem Resultat vun der Eisebunnstripartite ginn. Mir hunn och deemools déi Motioun mat ënnerschriwwen a mat gestëmmt, déi d'Regierung invitéiert huet ze légiféréieren, wat dann och elo geschitt ass a wat dann haut eben hei elo en Ofschloss duerch de Vote de Mëtten an der Chamber duerch déi zwee Projete fënnt, de 5560 iwwert de Statut an de 5589 iwwert d'Acquisitioun vu Material.

Et hätt een och kënnen déi zwee Projeten an enger Diskussioun maachen, well mer soss de Risiko lafen, datt mer eis vläicht widderhuelen. A well alles gesot ass, mengen ech, kann ech elo scho soen, Här President, datt mir déi zwee Projete wäerte stëmmen. Da brauch ee vläicht herno beim zweete Projet net nach eng Kéier erauszegoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir de Statut, deen dëst Gesetz betrëfft, do hunn ech schonn am Dezember hei gesot - ech wëll et net nach eng Kéier zitéieren -, datt mir am Fong an der Vergaangenheet ëmmer eng Ausso gemaach hunn, an och 2004, wéi mer gesot hunn, wa mer och den Hierscht 2005 fir d'Tripartite ferroviaire als vill ze spéit ugesinn, esou widderhuele mer awer och wat mer schonns verschiddentlech gesot a geschriwwen hunn, nämlech dass am Kader vun der europäescher Liberaliséierung vum öffentlechen Transport an nei ze grënnende Gesellschaften, déi nom privatrechtleche Recht fonctionnéiere mussen, déi aktuell CFL-Beamten hire Statut musse behalen.

Mir insistéieren awer och drop, datt net un der Carrière vum aktuelle Personal gefréckelt gëtt, och da wann et d'Allgemengheet eppes kascht. Dat neit Personal soll am Géigenzuch ënner privatrechtleche Konditiounen agestallt ginn.

Dat war eis prinzipiell Ausso, déi mer ëmmer an der Vergaangenheet gemaach hunn, an dat war och dat, wat an der Tripartite als Resultat erauskomm ass a wat och elo hei am Projet säin Nidderschlag fënnt.

Laut dësem Projet ginn an Zukunft Gesellschaften, déi an hirer Haaptsaach am Frachtberäich aktiv sinn, Wuerentransport maachen, privatrechtlech géréiert, an déi Leit, déi nei an déi Gesellschaft kommen, falen net méi ënnert de Statut vun der Eisebunn, wéi e vun 1920 u besteet.

Dat aktuellt CFL-Personal, wat an déi Gesellschaft eriwwergeet, behält säi Statut, an déi aner Leit, déi vun der Arcelor eriwwerkommen oder spéider agestallt ginn, kréien de Privatstatut.

Mir hunn also fir d'éischt och elo eng Kéier eng Gesellschaft da gegrënnt, wou mer zwee Statuten an enger Gesellschaft fonctionnéieren hunn. Mir kënnen eis erënneren, wéi mer 1999 d'Reform vum Pensiounsregime am öffentlechen Déngscht gemaach hunn, datt dat eng vun deene groussen Diskussioune war, ob et méiglech wier an engem Betrib Leit ze hunn, déi ënner zwee Regimer falen. Dat war wuel net am aktiven, mä herno am Pensiounsregime. Esou kréie mer och elo hei e Betrib, wou mer Leit kréien, déi déiselwecht Aarbechte maachen, déi awer ënner zwee Regimer falen an doduerch och noutgedrongen zwee verschidde Léin wäerten hunn.

Mä ech mengen, dat bedeit eben, datt een dee Wee muss goen. Mir hu keen anere Choix, wann een deenen ale Leit gären hiert garantéiert an et weess een awer, datt ee muss no privatrechtleche Kritären eng nei Gesellschaft grënnen.

Mir hunn dat ëmmer vun eiser Säit aus esou betruecht. An ech wëll och duerfir soen, datt mer laang Joren heibannen an der Chamber awer och eng gewëssen Oppositioun géint dee Wee festgestallt hunn. An ech wëll dat och hei nach eng Kéier ënnersträichen, wat ech scho gesot hunn: Ech sinn iwwerzeegt, quitte datt den aktuellen Transportminister hei e gutt Resultat opzeweisen huet, hunn ech awer och gesot, datt dat Resultat mat engem liberalen Transportminister wéi dem Henri Grethen doudsécher net machbar gewiescht wier.

Well déi Zäit, wéi den Henri Grethen Transportminister war - an ech si jo elo net deen, deen hei muss d'Thees vum Henri Grethen vertrieden, mä et ass awer eng historesch Tatsaach -, hunn d'Gewerkschaften aus deem Secteur dach awer ganz staark Oppositioun dergéint gemaach, fir datt net nëmmen - wou mer eis eens waren - déi Aktuell, mä och Zukünfteger missten ënnert de Statut falen.

An ech mengen, wann een zum Beispill virun de Wahle kuckt, do hunn d'Kolleege vum Landesverband esou e Froebou erausgeschéckt, dee se un d'Parteie geschéckt hunn. An eng Partei war do, déi am Fong ganz kloer war, déi net laang ronderëm de Bräi geschwat huet, déi net ëmschriwwen huet oder vag Aussoe gemaach huet, mä déi alles, quasi all Fro ganz kloer just mat „Ja" beäntwert huet: Dat war am Fong d'LSAP.

De Landesverband hat deemools insgesamt 16 Froe gestallt an hirem Froebou, an déi huet d'LSAP praktesch alleguer einfach mat „Ja" beäntwert. D'Eisebunner haten am Fong keen anere Choix, wéi d'Sozialisten ze wielen,…

(Interruption)

…well zu enger Partei, déi esou kloer ausseet, déi zu de Gewerkschafte seet: Egal wat Der eis elo gefrot hutt, mir soen zu allem Jo a soss guer näischt, do kann et keng Konkurrenz ginn.

(Interruption)

Do muss een einfach déi Partei wielen.

D'Realitéit ass natierlech no de Wahlen ëmmer e bëssen aneschters wéi se virun de Wahle war, well déi éischt Fro: Wird Ihre Partei die nationale Eisenbahngesellschaft CFL als öffentlichen und integrierten Transportbetrieb absichern? Ja! Wird sie den CFL die notwendige Kapitalerhöhung zugestehen? Ja! Wird sie die Dienstleistungsverträge mit der CFL im Bereich Personentransport entsprechend der Lebensdauer des neuen Materials verlängern? Ja! Wird Ihre Partei sich dafür einsetzen, dass die Zugbegleitung, die Fahrkartenschalter, die Reisezeiten bei der CFL in vollem Umfang abgesichert werden? Ja!

(Interruption)

Wird sie die Busbetriebe der CFL attraktiv in öffentlicher Hand absichern und ausbauen? Ja! Esou kann ee roueg virufueren, vu vir bis hannen: Wird sie sich zum Eisenbahner-Personalstatut bekennen? Ja!

Sou ass dat vu vir bis hanne gaangen. Also, d'Eisebunner, wa se e bëssen objektiv waren, konnte keng anerer wéi d'Sozialiste wielen, well méi kloer konnt keng Partei sech zu all deene Fuerderunge vun de Gewerkschaften äusseren, wéi se deemools virun de Wahlen opgestallt si ginn.

Haut de Mëtten huet och de Kolleeg Schreiner hei gesot, hie wier frou, datt de Statut ofgeséchert gi wär. Jo, en ass ofgeséchert fir déi Leit, déi elo do sinn. Mä dee Statut stierft awer aus. Ech mengen, dat soll een awer da ganz kloer och esou gesinn, wéi dat ass, datt een hei op e Wee gaangen ass, dee mer matdroen, well mer einfach soen: Mir wëllen deene Leit, déi elo do sinn, näischt ewechhuelen.

Mir hunn och ëmmer hei dofir plädéiert, well mer zum Beispill am Bussecteur scho viru Jore gesinn hunn, wéi do eng Augmentatioun komm ass, an haut gesäit ee wivill Bussen do fueren, déi praktesch zum ganz groussen Deel ënner Privatentreprisë fueren. Wann d'Eisebunner méi fréi bereet gewiescht wieren, och an deem Beräich ze soen: Ma déi nei Chauffeuren, déi mer op d'Eisebunn eranhuelen, déi gi mer och ënnert de privatrechtleche Statut; da sinn ech iwwerzeegt, datt haut och d'Eisebunn als Gesellschaft hire Busbetrib hätt kënnen ähnlech ausbauen, wéi dat déi privat Busbetriber gemaach hunn.

Mä doduerch, datt se et net gemaach hunn, datt se gesot hunn: En Neien, dee bei eis an deem Secteur agestallt gëtt, muss erëm ënnert deen ale Statut kommen; hu se den Terrain opginn, a si hunn e quasi ganz un d'privat Busentreprisen ofginn. Ech mengen, och dat muss een esou gesinn, wann ee mengt et misst een einfach stur op enger Haltung bleiwen - d'Realitéite vum Maart, déi sinn awer eben aneschters, an déi bestëmmen a wat fir eng Richtung datt ee geet, ob een dat wëllt oder net.

Et ass sécher esou, Här President, wa mer esou e Projet wéi deen hei maachen, da muss een natierlech och d'Fro stellen, wéi mer e finanzéieren. An duerfir wier et gutt gewiescht, wann een déi zwee Projeten am Fong hätt kënne mateneen diskutéieren, well mer jo och hei iwwert deen anere Projet fir eng interessant Zomm awer als Stat Installatiounen an Infrastrukturen opkafen, wou dann och eben déi Gesellschaft Méiglechkeete kritt, fir ze fonctionnéieren, an ënner anerem och eben déi Garantië kritt, wat de Statut ubelaangt. Ech fannen dat awer e gudde Wee.

Mir hunn dat och an anere Secteuren. Ech erënneren un d'Stolindustrie. Wéi mer déi restrukturéiert hunn, huet och d'Allgemengheet - déi national Solidaritéit - vill Gelder opbruecht, fir eben en Aarbechtsplazofbau ze verhënneren, d'Restrukturéierung an der Stolindustrie esou gutt wéi méiglech ze begleeden, datt d'Leit net sollen Aschränkungen an hire Gehälter oder sozialen Ofsécherunge kréien. Och do war eng national Solidaritéit gefuerdert. An ech gesinn dat hei an deemselwechte Liicht, datt och elo hei d'Allgemengheet ee finanziellen Apport bréngt, fir eben dee Wee do kënnen esou gutt wéi méiglech ze goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, op de Projet selwer brauche mer net méi vill anzegoen, oder op de Grond firwat datt mer dat alles maachen. Dat hu mer alles schonn an eiser Debatt am Dezember d'lescht Joer gemaach. Ech wëll just soen, datt mir dee Wee hei gäre matginn, well dat eisen Iddien ëmmer entsprach huet, wéi mir se heibanne vertratt hunn. A mir hoffen, datt mer och déi nächst Etapp iwwert d'Liberaliséierung vum Persouneverkéier esou séier wéi méiglech iwwert d'Bühn kréien, well och do ass et esou: Wat mer méi laang waarden, wat mer am internationale Konkurrenzkampf méi an d'Hannertreffe geroden.

Mir hu wuel zwee Joer méi laang kritt. Wa mer déi brauchen, dann ass et gutt, datt mer se kritt hunn. Mä et sollt net eist Zil sinn, fir et duerfir zwee Joer no hannen ze verréckelen, well soss komme mer och zwee Joer an d'Hannertreffe vis-à-vis vun der internationaler Konkurrenz. A mir wënschen der Regierung, datt se déiselwecht glécklech Hand huet, fir d'Liberaliséierung vum Persouneverkéier ze realiséieren, wéi dat hei am Fret-Beräich de Fall war.

Ech soen Iech Merci, a ginn d'Zoustëmmung.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Domat ass d'Lëscht vun de Riedner épuiséiert. Elo huet den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux, d'Wuert. Här Lux!

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt soen, dass ech dankbar si fir den Toun vun där Debatt, déi mer de Mëtten hei gefouert hunn, déi eng sachlech Ausenanersetzung war iwwert dee Wee, dee mer d'lescht Joer am Dezember am Beräich vun der Ouverture vun der Eisebunn am Frachtberäich iwwert d'Tripartite-Accorden opgemaach hunn. Ech wëll och der Kommissioun a virun allem hirem Président-rapporteur Merci soen, dass mer dat hei schnell konnte maachen, well gewosst ass - an et ass e puermol de Mëtte gesot ginn -, dass den 1. Januar 2007 déi Ouverture virun der Dier steet. A wann een op de Kalenner kuckt, da gesäit een, dass dat net méi laang ass.

Ech wëll och bei dëser Geleeënheet profitéieren, fir all deenen, déi an deene leschte Méint op deene richtege Plazen, do wou effektiv muss gewuddert a geschafft ginn, fir déi Projeten hei op d'Schinnen ze kréien, vun dëser Plaz aus ze félicitéiere fir déi exzellent Aarbecht, déi se gemaach hunn. Ob dat bei der Eisebunn, bei der Arcelor an an der Tëschenzäit och schonn an der CFL-Cargo ass, et kann een, mengen ech, den Hutt zéien.

An ech halen et do mat deem, wat den Här Grethen gesot huet: Ministere sinn dann dofir do, fir hir Flicht ze maachen. An anerer mussen aus dem Suedel goen, fir derfir ze suergen, dass mer dann effektiv à partir vum 1. Januar kompetitiv op de Schinne vun Europa am Frachtberäich kënnen oeuvréieren. An ech mengen, dat ass dank enger grousser Leeschtung vun all deene Leit do an deene leschte Wochen a Méint méiglech ginn.

Mir si mat deem Gesetzesprojet iwwert de Statut am Häerzsteck vun deem Tripartite-Accord, well et och de schwieregsten Deel ass. Hei geet et ëm d'Mënschen. Hei geet et ëm hire Statut, ëm hir Konditiounen, ëm hir Zukunft, ëm hir Aarbechtskonditiounen, Lounkonditiounen, ëm hir Rentekonditiounen a Pensiounskonditiounen.

A wann ee mengt - et hunn der e puer hei gemengt - dëse Minister hätt et vläicht méi liicht gehat wéi dee virdrun: Et maach sinn. Ech ka just bezeien: Liicht war et net. A mir hunn an deem Joer 2005 onzähleg Stonnen a Stonnen diskutéiert a versicht ze iwwerzeegen, fir op dëse Wee ze kommen. Mä mir hunn dat op eng Aart a Weis gemaach, wou et vun Ufank u kloer war déi Gratwanderung ze goen tëschent der noutwendeger Ouverture, déi mer musse maache virun der Macht des Faktischen, wéi et hei richteg gesot ginn ass, där Ouverture, déi kënnt, an op där anerer Säit awer déi Gratwanderung ze réusséieren doduerch, dass mer eppes maachen, wat e Caractère luxo-luxembourgeois huet a wat déi sozial Parameteren, déi sozial Prémissen, déi fir eise Modell wichteg sinn, och respektéiert.

A well mer dat fäerdeg bruecht hunn am Oktober, November, Dezember vum leschte Joer, konnte mer réusséieren an hu mer och hei an dësem Haus bei véier vu fënnef Fraktiounen eng grouss Ënnerstëtzung fonnt, iwwert déi ech ganz zefridde sinn.

Hei an deem Projet entscheet sech och dee Mariage, dee mer gemaach hunn tëschent der CFL an der Arcelor, dee jo e Mariage ass fir d'Lëtzebuerger Ekonomie vun zwou

Traditiounen, déi Joren, Jorzéngte wäert sinn. Hei bestit sech jo eppes mateneen, wat wierklech méi Lëtzebuerg net ka sinn, net eleng am Zesummenhang mat deem, wat an der Tëschenzäit an der Arcelor geschitt ass - haut Arcelor-Mittal -, mä an deem, wat dausende vu Leit op der Eisebunn an op der Arcelor, virdrun op der ARBED, op der Schmelz, an all deene Jore fäerdeg bruecht hunn.

An dat mateneen zesummenzefëieren, déi Optik vun der Konkurrenzfäegkeet, déi d'Arcelor natierlech mat sech bréngt, an déi gewisen huet op wat fir eng Plaz si et op der Welt bruecht huet, an op där anerer Säit awer och déi Prémissen a Parametere vu Sécherheet a vun deen Eisebunnermétier do verstoen a gären hunn a kënnen ëmzesetzen, dat hu mer, mengen ech, fäerdeg bruecht. An ech mengen, dass all déi Akteuren doriwwer kënnen zefridde sinn.

Natierlech - an et ass hei gesot ginn -, e Betrib op d'Been ze setzen, dee sech aus dräi verschiddene Statuten, dräi verschiddenaartege Weeër wou Leit dohinnerkommen, zesummesetzt, ass net einfach. Dat ass keng konstitutionell Fro. Déi interesséiert mech am Zesummenhang mam Artikel iwwert d'Égalité du citoyen devant la loi häerzlech wéineg!

Et ass eng Fro fir déi Leit, déi am Statut vum Cheminot dohinnerkommen, an déi Leit, déi am Statut vum Sidérurgist dohinnerkommen, a fir déi, déi haut - et sinn der, mengen ech, an der Tëschenzäit zwee Stéck - nei Salariéen an der CFL-Cargo sinn, wéi déi et fäerdeg bréngen, op eng schwiereg Aart a Weis. An ech mengen, dofir solle mer se politesch och stäipen, fir dass se dat an deenen nächste Méint a Jore fäerdeg bréngen.

Hei ass och eng Gratwanderung vun där Beweglechkeet, vun där Verschiddener hei geschwat hunn, den Här Schreiner an de Kolleeg Braz zum Beispill. Déi Beweglechkeet, déi mer brauchen, natierlech virun dem Androck vun den europäeschen Direktiven, déi Fakte schafen, laanscht déi mer net kommen, wa mer net wëlle veruerteelt ginn an an d'Keess musse goen, mä awer och, mengen ech, virun deene Fakten, déi net eleng Direktive sinn.

Dee Fakt zum Beispill, dass den „modal split" tëschent der Schinn an der Strooss e katastrophalen ass, zugonschte vun der Strooss, mat all deem, wat dat bedeit op de Stroossen u Kompetitivitéit, déi verluer geet, wat dat awer och bedeit un ekologesche Folgen, un Emissiounen, u Pollutioun vun eiser Loft a vun eiser Atmosphär. Och dat, mengen ech, si Fakten, virun deene mer Beweglechkeet brauchen, wa mer erëm méi Fracht wëllen op d'Schinn kréien an doduerch e besseren „modal split" kréien, wéi eis anerer jo awer beweisen, dass et geet.

Ech géing mer wënschen, mir hätten d'Halschent vum „modal split", deen an den USA zum Beispill besteet. Natierlech gëtt et do méi laang Strecken, gëtt et objektiv Ënnerscheeder, mä ech mengen, eleng ze fonctionnéieren an de Grenze vun deenen eenzelne Staten, ass eng Eisebunn, déi wierklech keng Kompetitivitéit wäert kréien. Mir mussen also iwwert déi Netzer erausdenken. Mir musse méi wäit kënne fueren, fir méi kompetitiv ze ginn an domadder och mat der Strooss kënne matzehalen.

Et ass geschwat ginn iwwert déi eenzel Paqueten, déi mer an der Tëschenzäit virleien hunn. De Paquet 1 hu mer elo praktesch derduerch. Ech kann och mat Satisfaktioun soen, dass den 12. Oktober 2006 d'Kommissioun sech désistéiert huet, fir d'Procédure judiciaire, déi mat enger éischter Veruerteelung schonn ofgeschloss war, weiderzefëieren. Ech mengen, domadder gëtt en Dard erausgezunn, an en Damoklesschwäert iwwert där ganzer Liberaliséierung hei zu Lëtzebuerg erausgezunn, wat wichteg ass.

Ech mengen och, dass den Aval vun der Kommissioun, an dat hätte mer emol net misse maachen, déi Notifikatioun vun der CFL-Cargo bei der Kommissioun mat Avisë souwuel vun der DG Concurrence wéi der DG Train iwwer all Froen, déi do dru sinn, deen Aval do ee ganz wichtegt Signal dofir ass, dass mer do an déi richteg Richtung ginn.

Och dat war keng einfach Missioun, well mer vill, heiansdo manner an heiansdo méi déifgrënneg Froe gestallt kritt hunn iwwert dat, wat mer hei géinge maachen, a genau gekuckt ginn ass, wéi d'Situatioun vun den Aides d'État ass.

Ech hunn et als e wichtegt Signal emfonnt, dass d'Madame Kroes eis beschäinegt huet, a mer hunn der Kommissioun dat jo och weiderginn, dass dat heite mat dem Traité a mat de Regele vum Marché intérieur compatibel a konform ass. Ech mengen, dass dat e gudde Wee ass.

Den Här Grethen seet, mir hätte kënnen, an dat wär eng Optioun, eis bestuede mat der SNCF a mat der SNCB an dorauser zu dräi Gesellschaften eppes maachen. Iwwregens, et kënnt jo net oft vir festzestellen, dass den Här Grethen sech hei praktesch an engem Boot befënnt éischter mat den Theese vum Landesverband. Dat mécht e Krees, deen ass e bësse laang gezunn, mä ech mengen, hei fanne se sech dann erëm.

Mir hunn doriwwer diskutéiert. Et ass net esou wéi wa mer déi Optiounen net alleguer beduecht hätten. Dat war den Ufank vun eisen Tripartitesdiskussiounen. Ech mengen, sechs oder siwen Optiounen hu mer do alleguerten eng no där anerer ofgeweckelt, Virdeeler an Nodeeler diskutéiert, an déi do huet jo och dozou gehéiert, an en Haaptargument ass gewiescht, dass mer eng luxo-luxembourgeoise Solutioun mat där Kraaft, mat där ekonomescher, kommerzieller Kraaft vun der Arcelor wëllten hunn.

Dat kann dach kee Feeler sinn, mengen ech, hei am Lëtzebuerger Parlament ze soen, dass mer déi Solutioun wollten hunn, well mer mengen, dass dat en industrielle Projet ass, mat deem Lëtzebuerg an der Zukunft eppes ka maachen. Mir stellen an eiser Ekonomie Dag fir Dag a Woch fir Woch fest, dass Betriber aus der Autoritéit vu Lëtzebuerg erausgeholl ginn, a mir bekloen dat a bedaueren et zum Deel, dass mer d'Hänn net méi do hunn als Lëtzebuerger, fir kënnen do Décisiounen ze beaflossen, mä hei huele mer de Choix fir eng Lëtzebuerger Léisung, well mer un déi Trëmp gleewen, déi engersäits eng Eisebunn an anerersäits eng Arcelor hei kënne mat erabréngen.

Dann ass d'Fro jo awer ze stellen, ob, wann een dräi Stéck matenee bestuet, déi awer näischt méi an der Täsch hunn - déi dräi Gesellschaften SNCF, SNCB an CFL si jo allen dräi defizitär Gesellschaften -, dat onbedéngt déi grouss Garantie ass, dass een dann eng „success story" kann opbauen. An et muss ee sech och froen, wa mer eis do bestuet hätte mat SNCF an SNCB, dann hätt d'Lëtzebuerger Gesellschaft an deem Kapital - wéi vill? - 5 oder 6 oder 7% gehat.

Dann hätte mer zweemol am Joer kënnen op Paräis oder Bréissel an e Verwaltungsrot goen a wären do gewuer ginn, a wat fir eng Richtung dass et géing goen. An ob dat eng Lëtzebuerger Richtung gewiescht wär, déi eis Intérête respektéiert hätt, dat woen ech ze bezweifelen.

Dofir, mir hunn all déi Optiounen do diskutéiert an analyséiert an déi doten, déi mat der CFL-Cargo, zréckbehalen. Mir wäerten den 20. Dezember 2006, well dat deen Dag ass, dee fir eis wichteg ass, déi offiziell Konstituéierung vun där Gesellschaft op de Wee ginn.

An dann hu mer eis ze maachen un den zweete Paquet, deen en cours ass, vun deem en Deel schonn ëmgesat ginn ass, eng Rei vun Elementer och ënnert der viregter Regierung. Déi aner Elementer si mer amgaange mat Nodrock zesummen tëschent dem Transportministère, der Eisebunn an och der SNCT vu Sandweiler, déi en Deel dovunner matzedroen huet, ëmzesetzen, an dann hu mer eis ze maachen un den drëtte Paquet.

Dat gëtt mer d'Geleeënheet och eppes ze soen iwwert déi Motioun, déi deponéiert ass, fir kloerzemaachen - an do sinn ech mam Här Gibéryen d'accord: Déi zwee Joer Ausstand, déi soll een net duerfir geholl hunn zu Bréissel, fir nach zwee Joer weider sech kënnen auszerouen an ze waarden, wat dann do eng Kéier op eis zoukënnt.

An dofir soen ech ganz kloer, dass och an dëser Legislaturperiod schonn, déi bis 2009 geet, ech wëlles hunn, fir déi éischt Reflexiounen ze féieren iwwert d'Aart a Weis, wéi mer un déi doten Ouverture vum internationale Voyageursberäich wëllen erugoen.

Ech sinn awer mat der Motioun absolut d'accord, dass et awer kee Sënn gëtt an dass et liicht absurd wär, wa mer op Bréissel streide ginn, fir zwee Joer Ausstand bis 2012 ze kréien, an elo vun där Lacune am Gesetz géinge profitéieren, fir virun de Won ze lafen an haut schonn an der Eisebunn am Voyageursberäich eng Filialiséierung géingen ënnerstëtzen, déi elo scho géing profitéieren, fir vun deem Lach do ze profitéieren.

Dofir soen ech, dass et net a Fro kënnt, a ganz däitlech net a Fro kënnt, dass mer virun de Won lafen. Mä net virun de Won lafen, heescht net, dass mer eis net sollen zesummesetzen ënner Sozialpartner fir eng Reflexioun iwwert dat, wat mer en temps utile, net erëm eng Kéier ënnert dem Androck vun enger Veruerteelung, net erëm eng Kéier ënnert dem Androck vum Damoklesschwäert vun der Bréisseler Kommissioun, an deem do Beräich zur Zäit wëlle maachen.

Och do gëtt et vläicht d'Méiglechkeet, luxo-luxembourgeoise Léisungen ze denken, esou wéi mer se hei geduecht hunn, fir och an déi Richtung ze goen. An dass, wéi et och d'Méiglechkeet wär, nei Entranten, nei Gesellschafte vu baussen heihinner géinge kommen, fir am Voyageursberäich op deene klenge Strécken eis Konkurrenz ze maachen, ass wuel net ze gleewen. Duerfir kann ech ganz gären där Motioun mäin Aval ginn, fir an déi Richtung an där nächster Zäit ze oeuvréieren.

Ech wëllt zum Schluss op e puer Froen agoen, och e puer Froen, déi den Här Grethen gestallt huet am Zesummenhang mam Text selwer - ganz kuerz.

Ech mengen, dass am Artikel 1 déi Fro vum Statut iwwert de Wee vum Règlement grand-ducal säit 1920 geregelt ass. Dat ass jo näischt Neits. Ech mengen, dat ass säit 1920 esou. Ech weess net, ob deen neien Artikel 11, deen elo seet, dass dat en principe ze geschéien huet iwwert de Wee vum Gesetz, esou fundamental ännert, well een deen och misst liesen am Zesummenhang mat dem remaniéierten Artikel 32, deen déi Facilitéiten innerhalb vu Règlements granducaux nach wie vor och gëtt.

Mä derniewent stellen ech fest, dass de Conseil d'État souwuel och an deem Punkt duerno vum Artikel 2, der Fro vun der Égalité des citoyens devant la loi am Zesummenhang mat verschiddenaartege Statuten - do huet de Conseil d'État jo eng gesetzlech Verflichtung, fir d'Constitutionalitéit vun den Texter ze analyséieren -, weder bei deem engen nach bei deem anere Punkt iergendeng Bemierkung ze maachen hätt, iergendee Kommentar, esou dass ech schonn dovun ausginn, dass mer hei um richtege Wee sinn.

Zum Artikel 7 dann aus dem Gesetz iwwert den Transport public an Zesummenhang mat der Fro vum Règlement grand-ducal, dee mer ze maachen hunn am Zesummenhang mam Surcoût, do wëll ech Iech net, well mer haut net wëlle streiden doriwwer, froen: Mä hate mer tëschent 1999 an 2004 net och fënnef Joer Zäit, fir dee Règlement grand-ducal dann ze huelen, wann dat esou einfach ass?

Ech soe just elo, an ech mengen, déi Äntwert hu mer an der Kommissioun jo och diskutéiert, dass mer iwwert de Wee vum Kollektivvertrag vun der CFL-Cargo déi Parametere kréien, vun deenen Dir zu Recht gesot hutt, dass Der se net hat. An dann huele mer un, dass dat an der Rei ass. Dat gëllt jo dann och fir déi zwee Joer fir déi ech bis elo responsabel war. D'CFL-Cargo gëtt eis déi Parameteren, an op der Basis dovunner kënne mer de Règlement grand-ducal maachen.

A bei der Fro, dass effektiv zwielef Joer tëschent 1997 an 2009 leien - dat ass jo bekannt! Esou vill ziele kënne mer alleguerten, dat ass jo gewosst.

Eng Bemierkung wëll ech Iech awer maachen, well Der hei op der Plaz, Här Grethen, gesot hutt, dass och Dir der Meenung gewiescht wäert, dass Dir de Statut vun deenen aktuellen Eisebunner respektéiert hätt an alle Fäll, Dir wäert just, wat déi Zukunft ubelaangt, fir déi sougenannte grouss Léisung gewiescht, géint déi d'Gewerkschaften esou staark opposéiert waren, fir och elo schonn am Beräich vum Voyageur a vun den Infrastrukturen eng Ouverture virzäiteg ze maachen, virun 2012.

Mä ech wëll Iech just soen, dass, wann dat also richteg ass, dass Der de Statut vun deenen Eisebunner do hätt wëlle respektéieren, an ech gleewen Iech gären, dass dat esou gewiescht wär, dann hätt och Dir à partir vun 2009 e Problem gehat mat der Finanzéierung vum Surcoût. Dee Problem, deen hätte mer eis da kënnen deelen, an duerfir wëll ech hei soen, dass natierlech ech drun denken, an d'Regierung envisagéiert - dat war Äert Wuert - envisagéiert, fir deen Artikel 7 ze änneren, en temps utile ze änneren, fir dass mer - wouriwwer mer alle fënnef Fraktiounen, mengen ech, heibannen e Konsens hunn - de Statut vun deene vergaangenen Eisebunner och kënne respektéieren.

Déi Fro da vum Business-Plang. Ass engem liberale fréiere Wirtschaftsminister ze soen, ob een onbedéngt de Business-Plang vun enger privater Sociétéit op d'Place publique leet? Ech mengen, doriwwer kann ee vill diskutéieren!

Ech weess net, ob Der an der Vergaangenheet, wann Der gefrot gi sidd, ob e Business-Plang heihinner gehéiert, averstan waart. Ech mengen, dass dat éischtens emol d'Décisioun ganz eleng gewiescht wär vun där neier Sociétéit a vun deenen zwee Aktionären, fir dat kënnen consensuel ze décidéieren, ob se dat wëllten. Dat hätt d'Regierung net à la volonté du mufti kënnen décidéieren, fir dee Business-Plang op den Dësch ze leeën. Mir sinn hei an enger férocer Konkurrenz och mat anere Gesellschaften. Dofir, mengen ech, war et a bleift et richteg fir dee Business-Plang net erauszeginn.

Am Zesummenhang mat de Léin wëll ech awer eppes ganz konkret soen, well Der frot: Si mer da kompetitiv mat deenen anere Gesellschaften? Ech stelle just fest, an dat ass hei ganz richteg vum Här Braz gesot ginn, dass mer an de Léin méiglecherweis tendenziell, géing ech soen, iwwert deene leie vun eise Konkurrenten, och mat deenen neie Léin, déi mer wëlles hunn an deem Beräich do ze bezuelen.

Mä Konkurrenzfäegkeet a Kompetitivitéit hunn net nëmmen eleng eppes mat Léin ze dinn. Wann d'Lëtzebuerger Ekonomie nëmmen do kompetitiv wär, wou d'Léin méi schlecht wäre wéi op anere Plazen, da wäre mer nach ëmmer e Land vu Baueren an ech weess net wat nach, well dann, mengen ech, wäre mer net capabel déi Kompetitivitéit ze halen. Dofir, mengen ech, ass et wichteg,...

(Interruption)

Jo, bon, gutt. Ech soe just: Mir sinn op ville Plaze kompetitiv, well mer och aner Trëmp ze spillen hunn, déi wichteg sinn, wéi déi, déi nëmmen eleng mat Léin ze dinn hunn. A wann dat lech berouegt, Här Grethen, hunn ech mer soe gelooss haut de Moien, dass d'CFL-Cargo e wichtege Marché vun 100.000 Tonnen à partir vum nächste Joer a Frankräich kritt huet. Ech ginn also dovun aus, wa se dat kritt huet, dass dat weist, dass se kompetitiv ass, fir dee Match ze maachen.

An ech hu viru kuerzem am „Monde" iwwert d'SNCF gelies, ouni despektéierlech iwwert d'SNCF ze schwätzen, mä wann een d'Zuel kuckt vun de Streikdeeg a vun deene Marchéen, déi se amgaangen ass ze verléieren aus deem Grond, mä och aus dem Grond, deen ech ganz cocasse fonnt hunn, dass eng Gesellschaft an den Häfen an der Bretagne hir Marchéë bei der SNCF ewechgeholl huet, well d'SNCF et fäerdeg bruecht huet, an Zäit vu sechs Méint dräi Zich komplett ze verléieren, komplett aus den Aen ze verléieren, da weist dat, dass et aner Punkte gëtt, déi an der Kompetitivitéit wichteg sinn.

Mir wäerte keng Zich verléieren a mir versiche mat eisem Sozialmodell, mat eisem Sozialdialog dozou bäizedroen, dass mer esou mann wéi méiglech Streikdeeg hunn. Dann hu mer, mengen ech, och vis-à-vis vu Léin, déi da vläicht e bësse méi héich sinn, awer eng besser Kompetitivitéit.

Schlussendlech huet den Här Braz gefrot wéi et mat der Entité d'enquête indépendante ass, mat der Ëmsetzung vun där Direktiv. Dir wësst, dass mer, an dat ass eng Décisioun vun 2003, schonn eng Entité d'enquête indépendante haut hunn, déi bei all deenen eenzelnen Accidenter, déi mer leider Gottes an der leschter Zäit haten, och schonn hir Aarbecht mécht.

Mir hunn dat awer, mengen ech, och institutionell ze maachen. Mir denken dat och iwwert de Wee vun engem Établissement public unzepaken. Déi Texter si mer amgaangen auszeschaffen. Mir hunn dat der Kommissioun an deene leschten Deeg mëndlech a schréftlech an och a Réunioune matgedeelt, dass mer an déi Richtung ginn, fir eis schnell ze conformëieren.

A bei där Fro, déi mer jo muer de Mëtten an enger Table ronde diskutéieren, déi ech aberuff hunn, fir mat den Opérateuren, de Gewerkschaften, der Police a mam Parquet iwwert déi Situatioun vun der Onsécherheet a vun deenen Akte vu Gewalt, kann ee riichteraus soen, déi mer an deene leschten Deeg a Wochen an den Transports publics haten an déi mer muer de Mëtten dann diskutéieren, och do ass den Text vun engem Avant-projet de loi, deen horizontal déi Froe vun der Sécherheet innerhalb vun den Transports publics regele soll, fäerdeg. Mir wäerten, wéi gesot, muer de Mëtten nach eng Kéier zesummekommen. Mir waarden do nach, mengen ech, op den Avis vum Parquet, fir dat kënnen ofzeschléissen, fir eis déi Moyenen ze ginn.

Däerf ech awer zum Schluss soen - well meng Zäit, gesinn ech, och ofgelaf ass...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Är Riedezäit.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Well meng Riedezäit ofgelaf ass. Merci, Här Gibéryen.

(Hilarité)

Loosst mech nach e bësse wierkelen.

Ech wëll soen, dass ech allerdéngs och dovir warnen - an ech wëll dat vun dëser Plaz hei aus maachen -, dass mer de Sujet vun der Onsécherheet am öffentlechen Transport ze vill héich hänken. D'Zuelen, déi mer an deene leschte Woche vun der Police kritt hunn - an ech wëll dat hei soen -, weise bal de Géigendeel, weise bal, dass mer do eng Stagnatioun a souguer e Recul hu vun deenen Evénementer, déi si zréckbehalen huet un Aggressiounen: verbaler a physescher.

Dofir wëll ech no bausse soen, ech verstinn all Suerg an ech deelen all Roserei virun deenen Akten, déi stattfonnt hunn, mä ech wëll soen: Loosse mer net maache wéi wann am öffentlechen Transport zu Lëtzebuerg a Busser an an Zich hannert all zwee Meter ee steet, deen engem eng op d'Bomm schléit. Dat wär kontraproduktiv am héchste Moss, well et éischtens net wouer ass a well et Clientë géing ofschrecken an et net noutwendeg ass se ofzeschrecken. Och dat, mengen ech, muss ee muer an der Table ronde mateneen diskutéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5560 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, 10 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn dann nach eng Motioun, déi vun alle Fraktiounen ënnerschriwwen ass. Duerfir denken ech…

(Interruptions)

Ah, d'DP, jo. D'sozialistesch Fraktioun, d'CSV, DÉI GRÉNG, jo.

Freet d'DP de Vote électronique?

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech froen d'Wuert.

M. le Président.- Ah pardon. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, den Auteur vun der Motioun hat schonn d'Sagesse eis iwwerhaapt net ze froen, ob mer wéilten ënnerschreiwen. Dat ass jo scho bezeechnend.

(Hilarité)

Mir hunn emol net d'Chance kritt, Här President,...

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Dir hutt se elo.

M. Henri Grethen *(DP).*- ...fir Jo oder Neen ze soen. A wéi hie richteg elo an engem Zwëscheruff gesot huet, wier nach Zäit, mä, Här President, eis ze froen, eis Zoustëmmung zu enger Motioun ze ginn, wou net méi an net manner drasteet wéi elo nach déi nächst Joren de Kapp an de Sand ze stiechen, en attendant dass no enger, ech weess net no wat, ee sech géif eens ginn.

Hei steet am leschten Tiret «de s'assurer en attendant à ce qu'aucun projet de filialisation de l'activité voyageurs des CFL ne soit mis en oeuvre». Dat heescht: Kommt mer maachen elo emol näischt. Kommt mer retten eis iwwert déi nächste Wahlen. Wann dann deen nächste Questionnaire vum Landesverband kënnt, da kann een nach eng Kéier dat Rout vum Himmel verspriechen an duerno de Contraire maachen, well dat wäert geschéien.

Well mir, Här President, awer de riichte Wee ginn,...

(Interruption et hilarité)

...well mir de Leit wëllen dès à présent d'Wourecht soen,...

(Interruptions diverses)

...wäerte mir dës Motioun net stëmmen.

Une voix.- Très bien! Très bien!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Opgrond vun der Interventioun vum Här Grethen denken ech, dass d'demokratesch Fraktioun de Vote électronique freet.

M. Henri Grethen *(DP).*- Oh, mir kënnen och anescht ofstëmmen, Här President. Dat mécht der Kaz kee Bockel. Mir stëmme mat Neen a si mat Jo.

(Hilarité)

Dat weess jo jiddfereen.

M. le Président.- Gutt, et ass kee Vote électronique gefrot, also stëmme mer par main levée of.

Vote

Wie mat der Motioun d'accord ass, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech gesinn, dass d'Motioun mat enger ganz grousser Majoritéit ugeholl ginn ass.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 5589 iwwert d'Eisebunnsinfrastrukturen. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Schaaf, den Här Grethen, den Här Braz an den Här Gibéryen. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Negri. Här Negri!

5. 5589 - Projet de loi

1) autorisant l'acquisition de l'infrastructure ferroviaire appartenant à la société Arcelor S.A.;

2) modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

3) modifiant la loi du 28 mars 1997 1. approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2. approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) et 3. concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL; 4. portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission des Transports

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5589 ass, genee wéi deen elo grad gestëmmte Projet de loi 5560, d'Resultat vun der Eisebunnstripartite, déi Enn 2005 erfollegräich ofgeschloss konnt ginn tëschent dem Transportminister Lucien Lux, der Generaldirektioun souwéi de Gewerkschafte vun der FNCTTFEL a Syprolux. Dësen Accord an der Tripartite huet d'Weiche gestallt, fir d'Lëtzebuerger Eisebunn optimal op d'Erausfuerderunge vun der Zukunft ze preparéieren, notamment am Kader vun der europäescher Liberaliséierung vun den Eisebunnen am Wuerentransport oder och Fret genannt.

De Projet de loi 5589 ass de 19. Juni 2006 deponéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis de 26. September ginn. An der Sitzung vum 25. Oktober sinn ech zum Rapporteur genannt ginn. An dëser Sitzung ass och de Projet de loi an den Avis vum Statsrot analyséiert ginn. Mäi Rapport ass den 13. November 2006 adoptéiert ginn.

Am europäeschen Transportsecteur ass aus verkéierstechnesche Considératiounen dréngenden Handlungsbedarf, fir eis modern a mobil Gesellschaft souwuel aus ekonomescher wéi och aus ëmweltpolitescher Siicht weiderzebréngen. De Verkéier hélt ëmmer méi zou. D'Stroosse sinn iwwerlaascht. Lëtzebuerg huet e vitalen Intérêt drun, dass esou vill wéi méiglech vum Wuerentransport iwwert d'Schinn geet. D'Capacitéiten, déi eist Schinnennetz bitt, mussen dofir optimal ausgebaut ginn a weider och do dann ausgenotzt ginn.

Fir dass mer dat awer maache kënnen ouni am Widdersproch mat den EU-Direktiven ze stoen, mussen d'Virgabe vum éischten europäesche Paquet ferroviaire bis den 1. Januar 2007 - wéi mer elo grad héieren hunn - ëmgesat sinn. Dobäi mussen déi national Eisebunnen am Fret-Beräich sech strategesch esou opstellen, dass se finanziell rentabel operéiere kënnen a keng direkt an och keng indirekt Subsidien aus hirem Land méi kréien dierfen.

Wéi mer wëssen ass de Fret-Beräich op der Eisebunn zu Lëtzebuerg chronesch defizitär. Dëst ass ganz einfach ze erklären duerch de Fait, dass mer hei zu Lëtzebuerg vis-à-vis vun eisen Nopeschlänner keng grouss Distanzen ze fueren hunn an domat och net vill Redevancen erakréien.

Do derniewent hu mir dann awer déi héich Frais de charges de rupture am Zentraltriage vu Beetebuerg,…

(Interruption)

…wou souwuel aus dem Norde vun Europa, vun der Nordséi, wéi och aus dem Süde vun Europa, aus Spuenien a Südfrankräich, an aus dem Oste vun Europa d'Zich hei zu Beetebuerg op der europäescher Nord-Süd-Schnëttstell vun den Haaptverkéiersachse mussen nei zesummegestallt ginn.

Oder aneschters gesot, déi aner Länner ronderëm eis fueren déi grouss Distanzen a kréien déi grouss Recetten. An hei zu Lëtzebuerg hu mir keng grouss Distanzen ze fueren. Dofir hu mer awer héich Frais-terminauxen zu Beetebuerg, héich Käschten, well esou en Terminal enorm aarbechtsintensiv ass an héich performant Triage-Infrastrukturen erfuerdert mat importenten Ënnerhaltskäschten.

Fir dës Situatioun ze verbesseren, ass doriwwer nogeduecht a studéiert ginn, fir mat engem vun deene gréisste Stolproduzenten op der Welt - mat der Arcelor, déi och hei zu Lëtzebuerg hire Sëtz huet - eng „joint venture" am Fret-Beräich unzestriewen: Éischtens, well d'Arcelor souwisou 70% vum Transportvolume vun der CFL duerstellt, ouni deen de Fret hei zu Lëtzebuerg négligeabel wär; an zweetens, well domat och nei Perspektiven opginn, fir vun enger zentraliséierter Plaz op der Arcelor, en l'occurrence um Belval, d'Zich direkt à destination ze schécken ouni se duerch den ugeschwatenen Triage vu Beetebuerg ze féieren, an domat den Transport direkt, wéi dat heescht, de bout en bout ze organiséieren, an dëst nach mat de Leit vun der CFL op eng méiglech grouss Distanz an d'Ausland eraus.

Dës ekonomesch Strategie huet no laangen Diskussiounen dozou gefouert, dass mer nom bewäerte Lëtzebuerger Modell eis Kräfte gebündelt hunn an enger gemeinsamer Fret-Gesellschaft zwëschent der CFL an der Arcelor an domat d'CFL-Cargo kreéiert hunn.

Well dës nei Gesellschaft, wéi scho gesot, sech ab dem 1. Januar 2007 finanziell selwer droe muss, ass se mat engem Startkapital dotéiert ginn. Dëst Startkapital hëlleft déi nei Strukturen opbauen an ënner anerem zum Beispill speziell Wagonen anzekafen, fir optimal Transportcapacitéiten op längeren Distanzen, déi ech virdrun ugeschwat hunn, och ze rentabiliséieren.

Här President, no den europäeschen Direktive muss d'Eisebunnsinfrastrukturverwaltung vun dem Eisebunnsbetrib kontabilitéitsméisseg getrennt sinn. Dës Betribsopérateure mussen e fräien an e fairen Zougang zum gesamte Schinnennetz kréien. Fir dëst ze garantéieren, gëtt en onofhängegt Organ agesat, dat déi sougenannt Fräiraim, oder am Fachjargon Sillonen, verdeelt a kontrolléiert, dass et net zu deloyaler Konkurrenz kënnt vis-à-vis vun aneren europäeschen Opérateuren.

An et ass de Propriétaire vum Schinnennetz, deen dofir ze suergen huet, dass och eng éischtklasseg Infrastruktur zur Verfügung steet. An de Konklusioune vun der Eisebunnstripartite vum 20. Dezember 2005 gouf nach eng Kéier festgehalen, dass dës lescht Aufgab vum Stat iwwerholl gëtt. Et gouf beschloss, dass de Stat soll eng Rei Terrainen, Gebaier an Eisebunnsstrecken opkafen, fir zu Lëtzebuerg praktesch an de Besëtz vun der gesamter Eisebunnsinfrastruktur ze kommen.

Mat dem Projet de loi, deen hei virläit, soll de Stat autoriséiert ginn, dës Transaktiounen ze maachen. Dozou gehéieren engersäits fënnef Garë mat Terrainen, déi am Besëtz vun der CFL sinn, an anerersäits Terrainen an Eisebunnsinfrastrukturen, déi am Moment nach verschiddene Gesellschaften aus dem Grupp Arcelor gehéieren. De Käschtepunkt fir déi ganz Transaktioune beleeft sech op ronn 132 Milliounen Euro.

De Projet de loi, iwwert dee mer hei ofstëmmen, gesäit vir, dass de Stat en Emprunt an Héicht vun 132 Milliounen Euro kann ophuelen an domadder…

(Interruption)

…de Fonds du Rail speist, iwwert deen de Projet och finanzéiert gëtt.

An den Annexe vum Gesetzesprojet an am schréftleche Rapport ass am Detail opgelëscht wat fir eng Terrainen, Gebaier an Eisebunnsstrecke solle kaaft ginn, wéi hire Präis evalueiert ginn ass a wat déi eenzel Poste kaschten. Et géif elo ze wäit féieren, fir hei am Detail dorobber anzegoen. Ech wëll awer just hei op e puer Haaptpunkten agoen.

Bei der CFL handelt et sech ëm fënnef Garen, an zwar Lëtzebuerg, Péiteng, Beetebuerg, Esch an Ettelbréck. Do derbäi kommen nach Anlagen zu Lëtzebuerg-Bouneweg, wou eng nei Zentralwerkstatt fir d'Garage an den Ënnerhalt vun Zuch- a Busmaterial gebaut gëtt.

Des Weidere gëtt zu Beetebuerg den Terrain mat opkaaft, wou déi Zich à destination fueren, déi am sougenannten Huckepack-Verfahren mat Camione geluede ginn. Hei ginn d'Camionen iwwer méi wéi 1.000 km mam Zuch transportéiert an da kënne se op der Plaz op kuerzen Distanzen de Service à domicile op der Strooss um schnellste Wee assuréieren. Dëse sougenannten innovativen „Modalohr"-System ass onbedéngt ze ënnerstëtzen, well hei am Fong de Wee fir eng nohalteg sënnvoll ekologesch Transportpolitik opgewise gëtt.

No dëser hei am Gesetz proposéierter Transaktioun, déi sech fir d'CFL op ronn 67 Milliounen Euro beleeft, bleiwen am Besëtz vun der CFL nach just, éischtens, d'Direktiounsgebai an de groussen CFL-Parking op der Lëtzebuerger Gare, an des Weideren en Terrain vis-à-vis vun der Eisebunn zu Bouneweg, wou am Moment lotisséiert gëtt.

Bei der Arcelor ginn déi operationell Eisebunnsinfrastrukturen, mat deenen dozougehéierende Gebailechkeeten an Ouvrage-d'arten, wéi Brécken an een Tunnel, och an de Statsbesëtz, zu engem Gesamtkäschtepunkt vu ronn 64 Milliounen Euro. Déi ganz Emprisen, déi vun der Arcelor un de Stat verkaaft ginn, hunn eng Fläch vun 63,7 ha.

Ech wëll op déi verschidde Gleisanlagen, déi de Stat op deene verschiddenen Arcelor-Siten elo keeft, e bësse méi am Detail agoen.

De Site Belval besteet aus 35,9 km Gleiser, Déifferdeng aus 30,1 km, Esch/Schëffleng aus 16,7 km a Rodange aus 2,5 km. D'Streck zwëschent dem Site vu Belval an Déifferdeng ass 4 km laang, an d'Streck zwësche Belval a Schëffleng ass 4,6 km laang. Am Total sinn dat 93,8 km, also ronn 94 km Gleiser, déi elo an de Besëtz vum Stat ginn.

Zum Verglach zu deene 94 km wëll ech soen, dass de Réseau vun der CFL am Ganze 617 km Gleiser begräift, dovunner 275 km Haaptlinnen, déi deels eegleiseg, deels zweegleiseg zesumme 430 km Gleiser duerstellen. Derzou kommen nach 187 km Niewegleiser fir de Rangéierbetrib. D'Gesamtkonsistenz vun de Lëtzebuerger Eisebunnsgleiser erhéicht sech also vun elo 617 km ëm 94 km vun der Arcelor, am Ganzen also op 711 km. Dat si 15,23% méi wéi bis elo, déi also elo vum Stat och ënner Kontrakt musse geholl ginn an nom Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestion de l'infrastructure ferroviaire och ënnerhale musse ginn, an dofir och déi zousätzlech néideg Kreditter iwwert de Fonds du Rail zur Verfügung gestallt musse kréien.

Här President, ech wëll nach drop hiweisen, dass zu den Acquisitiounen op der Arcelor um Belval, fir op Déifferdeng ze fueren, e groussen Tunnel vun 890 m gehéiert, den „Galgebiergtunnel" genannt, deen ënnert der Lokalitéit Bieles duerchféiert an zwar zimlech genau ënnert dem Gemengenhaus läit. Dësen Tunnel ass 1973 gebaut ginn, an et war zu dëser Zäit geduecht, dësen Tunnel souwuel vun der ARBED wéi och vun der CFL zesummen ze notzen. Do sollt nämlech eng Streck vu Belval direkt op Péiteng gebaut ginn, an domat dee beschwéierleche Wee an déi kurveräich Streck, och de „Balkan" genannt, iwwer Uewerkuer, Déifferdeng an Nidderkuer évitéiert ginn. Hei war och schonn den Ënnerbau vun der neier Streck gebaut ginn.

(Interruptions)

Am Endeffekt ass dëse Projet aus Grënn…

(Interruptions)

Et ass do dertëschent.

Am Endeffekt ass dëse Projet aus Grënn…

(Interruption)

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir hutt d'Wuert. D'Geographie ass gekläert.

(Hilarité)

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, et ass awer de Balkan.

Bon, am Endeffekt ass dëse Projet opgrond vun diverse Widderstänn net gebaut ginn. Ënner anerem sinn d'CFL an d'ARBED sech net iwwer e gemeinsaamt Sécherheetskonzept fir d'Desserte vum Tunnel eens ginn, woubäi ech dann awer dovun ausginn, dass dëst elo net méi de Fall wäert sinn. Well ech mengen, do solle mer oppassen. Mir wësse jo alleguerten, dass d'Sécherheet alles, alles priméiert. Well dëst awer näischt ginn ass, ass op där nei gebauter Eisebunnstrass een Deel vun der heiteger Collectrice du Sud gebaut ginn.

Här President, als eng zousätzlech Valorisatioun duerch d'Acquisitioun vun de Gleisanlage bei der Arcelor kéint deen ugeduechte Projet genannt gi vun enger Ringlinn oder „circle line", wéi se och genannt gëtt, wou en Tram zwëschent Belval, Schëffleng, Escher Gare a spéider och bis op Déifferdeng fuere kéint. Dëst misst am Kader vun deem formidabelen Zukunftsprojet um Belval mat Rockhal, Belval Plaza an net zulescht mat der Uni nach eemol ënnersicht ginn.

Här President, zesumme mam President vun der Transportkommissioun, mengem Frënd Roland Schreiner, hu mer den 2. November op enger Lokomotiv all dës Anlage vun der Arcelor ofgefuer, fir eis e Bild iwwert den aktuellen Zoustand vun den Anlagen ze maachen.

Ech wëll an deem Zesummenhang dem Generaldirekter vun der Eisebunn, dem Här Alex Kremer, an dem Direkter vun där neier CFL-Cargo-Gesellschaft, dem Här Fernand Rippinger, Merci soe fir hir kompetent Informatioune bei där Visite.

Här President, eis Fraktioun begréisst et, dass d'Eisebunnsinfrastrukturen hei zu Lëtzebuerg an der Hand vum Stat bleiwen. Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert, wann ech gelift.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer fir d'éischt dem Rapporteur, dem Roger Negri, vun dëser Plaz aus Merci ze soe fir säin ausféierleche Rapport, dee schréftleche wéi dee mëndlechen. Dat erlaabt mer dann och op d'Zuelen an op all déi Donnéeën net méi mussen anzegoen. Dat ass gutt esou. Da komme mer e bësse méi séier duerch de Bësch.

Dëse Projet dierft jo och eigentlech keen an dësem Haus iwwerraschen, well dëse Projet ass virun eelef Méint, dat ass och schonn de Mëtteg gesot ginn, hei am Haus vum Transportminister Lucien Lux ugekënnegt ginn. Den 21. Dezember 2005 bei deem Débat de consultation iwwert d'Accordë vun der Eisebunnstripartite, do huet de Minister hei a klore Wierder d'Erausfuerderungen opgelëscht, déi de schinnegebonnenen Transport vu Lëtzebuerg an der Zukunft ze bewältegen huet, och wann déi Erausfuerderunge méi vu baussen opgezwonge sinn, wéi dass se vu bannen enger Demande vun der Eisebunn entspriechen.

Haut soll mat dësem Projet de loi de Stat autoriséiert ginn, engersäits der Arcelor an anerersäits der nationaler Eisebunnsgesellschaft CFL verschidden Infrastrukturen ofzekafen, dorënner Gebaier, Terrainen, Brécken, Plazen, Garen an e grousst Schinnennetz. Duerch dës Acquisitioune gëtt de Stat deen eenzege Propriétaire vu bal sämtlechen Eisebunnsinfrastrukturen am ganze Land.

De stolze Präis a virun allem och d'Prozedur an den Hannergrond vun dësem Marché mat engem Total vun 132 Milliounen Euro, opgedeelt 64 Millioune fir d'Arcelor, 67 Millioune fir d'CFL-Propriétéit, rechtfertegt sech awer hei duerch eng Rei vu Grënn.

Deen éischte Grond ass sécherlech, dass mer eis an engem Kontext situéieren - dat ass de Mëtteg schonn erkläert ginn - vun der Liberaliséierung vum Schinnentransport op EU-Niveau. Mir si gehale bis den 1. Januar 2007, een Opschub, dee mer jo da kruten, eise Schinneréseau fir aner Bedreiwer opzemaachen. Ab dësem Datum kënnen dann och um Lëtzebuerger Netz auslännesch Konkurrenten aktiv ginn a sech am Beräich vum Wuerentransport mat der nationaler Konkurrenz moossen.

D'Zil vun der EU ass dobäi sécher net d'Eisebunn futtizemaachen. D'Zil ass et, méi e fairen an en net diskriminatoreschen Zougang zur Schinneninfrastruktur ze garantéieren, fir d'Konkurrenz spillen ze loossen, fir fräi Maartregelen anzeféieren an domadder der wirtschaftlecher Tätegkeet op der Schinn nei Perspektiven ze ginn.

Diskutéiere kann een driwwer, ob dat dee Wee ass, oder ob et e bessere gi wier. Et ass awer dee Kontext, an deem mer eis haut bewegen.

Mir hunn also, wéi scho gesot ginn ass, eng gewësse Verspéidung an dësem komplexen Dossier. De Minister huet sech den 21. Dezember d'lescht Joer mat de Grënn vun deem Retard ausenanergesat, an ech wëll och him et iwwerloossen, fir dat weiderhin ze maachen.

Et schéngt mer just kloer, dass, wa mer dee Retard hunn, dat eis net an eng virdeelhaft Situatioun um konkurrenzielle Marché setzt, well et gëllt hei an deem neie Wettbewerb matzehalen. Et gëllt sech deenen Erausfuerderungen ze stellen, sech ze positionéieren, nei Clienten ze sichen, déi bestehend Clienten ze fidéliséieren. Et gëllt Marchéen ze besetzen a virun allem och Kollaboratioune mat auslänneschen Transporteuren ze sichen.

Déi aner Länner sinn eis also an deem Dossier eng Nues viraus. An duerfir gëtt et extrem schwéier, sech an deem haarde Kampf um Maart ze behaapten, an der Konkurrenz op der Schinn selwer an der Konkurrenz téschent der Schinn an der Strooss.

Wann et en Zil vun der EU-Transportpolitik ass, fir d'Schinnennetzer progressiv opzemaache fir all Bedreiwer, da muss et och kloer sinn, a wiem senger Hand d'Verantwortung fir d'Schinnennetz am Land läit, wien déi Responsabilitéit huet fir d'national Eisebunnsnetz, wat haut iwwer 270 Kilometer huet, plus dann elo d'Arcelorsnetz, dat mat nach eng Kéier ronn 30 km derbäikënnt.

Mir sinn der Meenung, dass et gutt a richteg ass, dass de Stat Inhaber vum Netz ass a bleift, well ebe beim Stat net déi Gewënnmaximéierung un éischter Stell steet, mä d'Sécherheet, den Ausbau an den Ënnerhalt vun den Infrastrukturen, an de Stat eng aner Verantwortung huet wéi e privatwirtschaftlechen Opérateur op deem dote Gebitt.

Duerfir ass et an der Logik vun der Saach, dass d'Arcelorsnetz, wann et opgemaach gëtt fir all Bedreiwer zu Lëtzebuerg, dann och an d'Hand vum Stat kënnt. Well de Stat jo also an där Logik Besëtzer vum ganzen Domaine ferroviaire wëllt ginn, ass et och verständlech, dass déi fënnef Garen de Besëtzer wiesselen, déi haut nach am CFL-Besëtz sinn. D'Garen also vu Lëtzebuerg, Ettelbréck, Péiteng, Esch a Beetebuerg.

Gëtt et, kann ee sech jo d'Fro stellen, eppes méi Öffentleches wéi eng Gare?! Dann ass et och vläicht normal, dass déi Garen an öffentlecher Hand sinn. Et ass also och e bëssel chen eng Fro vu Strategie, fir dës Garen ze kafen. Ech kommen dorobber nach zréck.

Här President, mir sinn alleguerten oder bal all frou, dass sech no laange Verhandlungen an der Eisebunnstripartite d'CFL an Arcelor fonnt hunn, fir déi gemeinsam Gesellschaft CFL-Cargo ze grënnen. Duerfir gëtt et jo eng Rei vu Grënn, dass et dozou komm ass. Op alle Fall ass et jo esou, dass mer mat der Arcelor en Opérateur am Boot hunn, deen international operéiert, deen nei Iddien, nei Handlungsweise kann abréngen.

Wéi de President vun der CFL, den Här Waringo, an engem Zeitungsinterview am Februar dëst jo och gesot huet, ginn nei Clientë viséiert mat där neier Gesellschaft an nei Synergië gesicht. An hien huet zum Beispill opgelëscht, mat den Nordseehäfen, mat Italien, Spuenien, Schwäiz, Éisträich, fir nëmmen déi ze nennen. De Problem vum Fret besteet jo eben doran, an dat ass de Mëtteg jo och scho gesot ginn, dass et u grenziwwerschreidenden Zesummenaarbechte feelt.

Vill ass also ëm d'Entstoe vun dëser Gesellschaft scho geschitt, an haut ass et un eis, fir e klengt Stéck dobäi ze leeschten, fir e Stéck vun deem Fundament ze leeën, fir dass och déi Gesellschaft liewensfäeg gëtt, aus de strukturellen Defiziter erauskënnt, an den Equiliber.

Déi Gesellschaft gëtt heimadder, wann een esou soe kann, e bësselche vu Ballast befreit, kritt vun hire jeeweilege Mammegesellschafte Kapital, fir sech fit ze maachen, e Fonds de roulement unzeleeën an och déi nach néideg Investissementer ze tätegen. Zwou Mécke ginn also mat engem Schlag geschloen, fir et einfach auszedrécken. Déi zwou Gesellschafte gi Propriétéiten of, deenen hir Gestioun dem Infrastrukturbedreiwer Stat zoufält, an iwwert de Wee vun hire Mammegesellschafte kréie se séchergestallt, dass déi finanziell Basis vun der CFL-Cargo kann assuréiert ginn.

Mir wëllen a mir mussen alles drusetzen, fir de Wuerentransport op der Schinn weiderhi méiglech ze maachen. Déi Chance, déi mer elo hunn, ass eng Chance, déi mer net verpassen däerfen. Et geet net, dass dëse Beräich am Joer, wéi elo, 34 Milliounen Defizit afiert. E muss an Zukunft en équilibréierte Bilan erreechen. E Business-Plang, deen da versprécht bannent dräi Joer dëst Zil schonn erreecht ze hunn, ass e Business-Plang op dee mer Hoffnunge setzen.

D'Erhale vum Fret, just fir dat nach kuerz ze sträifen, gëtt aus enger ganzer Rei vu Grënn wichteg:

Dat Éischt ass emol, dass et e wirtschaftleche Standuertvirdeel ass fir industriell Betriber, besonnesch de Moment am Süde vum Land.

Et ass ganz kloer, dass et energiepolitesch an och ëmweltpolitesch Grënn gëtt, fir alles fir de Wuerentransport op der Schinn ze ënnerhuele wat méiglech ass. All Tonnage, deen iwwert d'Schinn fiert, reduzéiert domadder d'Emissiounen un CO_2 par rapport zum selwechten Tonnage, dee mat Camionen zousätzlech géif beweegt ginn. D'Etüd IVL, déi mer an der Landesplanung erstallt hunn, weist kloer drop hin, dass den öffentlechen Transport d'Réckgrat vun der Landesplanung muss sinn. Dozou zielt dann och de Frachtberäich.

Op där anerer Säit ass e weidert Argument selbstverständlech d'Aarbechtsplazsécherung bei der CFL-Cargo an och d'Tatsaach, dass déi Gesellschaft Potenzial huet, fir sech zu Lëtzebuerg an an der Regioun ronderëm ze entwéckelen. Dat gëtt net esou einfach, well et och en Zesummeleeën ass vun zwou Gesellschaften, mat zwou Aart a Weisen ze fonctionnéieren, mat zwou Entscheedungsstrukturen, mat zwee verschiddene Konzepter oder mat, wéi de President sot, zwou Kulturen. Also zwou Gesellschaften, déi elo mussen op engem Wee eng gemeinsam Philosophie fannen.

Zu de gudde Grënn an de Chancen awer nach e puer Wuert zum Kaf vun dësen Infrastrukturen, Propriétéiten an Terrainen. E Schinnennetzréseau vun der Arcelor, deen also elo zum aktuellen nationale Réseau derbäikënnt, verbënnt am Süde vum Land déi verschidde Produktiounsplaze vun der Arcelor an erlaabt och anere Betriber an Zukunft den Zougang zum Zuchtransport. Muer kënnen also déi Strecken nei Clientë bedéngen. Si kënnen awer och zu aneren Zwecker déngen a kënnen an Zukunft eventuell och Passagéiertransporter méiglech maachen. Dofir musse Suen investéiert ginn. Dofir musse se ausgebaut ginn, elektrifizéiert an esou weider, mä alles dat si Projeten, déi an der Zukunft méiglech ginn doduerch, dass de Stat elo hei déi Verantwortung huet. Et gëtt also nei landesplaneresch Méiglechkeete fir de Stat a fir déi betraffe Südgemengen.

Et gëtt och eng gewëss Logik fir eng Rei Bauwierker, an den Här Negri huet hei vum Tunnel geschwat. Et gëtt zwielef Brécken, déi hei de Propriétaire wiesselen. Et gëtt eng Logik, déi seet, dass d'Bréck deem gehéiert, deen driwwerfiert. Wann den Zuch driwwerfiert, misst se zum Eisebunnsnetz gehéieren, a wann d'Strooss driwwergeet, Ponts et Chaussées respektiv de Gemengen. A béide Fäll ass et un der öffentlecher Hand, fir fir den Ënnerhalt dovunner ze suergen.

Vun der Arcelor ginn insgesamt 63 ha Terrain an Emprisen ofkaaft. Wéi eng Bedeitung déi an Zukunft nach wäerten hu fir d'Entwécklung vun der Regioun kann een haut net am Detail ermiessen. Et ass awer sécher, dass et e Kapital ass, dat säi monetäre Wäert vun haut huet a behält, an dat sécherlech en zousätzleche Wäert, net a finanzieller Form, mä en zousätzleche Wäert u landesplanerescher Gestaltungsméiglechkeet mat sech bréngt.

Da keeft de Stat op där anerer Säit mat dësem Projet fënnef Garë mat hiren Alentouren, déi eben no '97 am Besëtz vun der CFL bliwwe sinn. Zwee Beispiller: d'Gare Lëtzebuerg mat alle Gemaier, mat den ëmleienden Terrainen, insgesamt 4 ha, a mat dem Recht och fir d'Gleiser ze iwwerbauen. Mir wësse jo, dass et ronderëm d'Stater Gare scho Projete gouf, Architekteconcoursen an esou weider, fir déi Gare auszebauen a fir erëm eng Neibeliewung do ze maachen. Do kënnt de Stat selwer an d'Roll vun engem staarken Akteur, wat dat doten ubelaangt, an huet d'Chance hei matzewierken, fir déi Gare als Zentrum opzewäerten.

Mir kënnen dee viséierten „modal split", deen ëmmer ernimmt gëtt, jo och nëmmen erreechen, wann eis Garen attraktiv, zentral, urbanistesch gutt ugebonnen a gutt entwéckelt ginn.

Ech wëll an deem Kontext just e klengen Abschnitt aus dem IVL-Rapport, deen 53-mol d'Garen ernimmt, zitéieren, wann e seet: „Zur Stärkung der Akzeptanz des ÖPNV werden hohe Kundenstandards angeboten, die sich am Reiseerlebnis orientieren: bequemer Zugang, leichte Benutzbarkeit, angenehmer Aufenthalt, Kundendienst, Service und Sauberkeit, Information und Auskünfte, freundliches Personal, leichter Einstieg, einfacher Gepäcktransport."

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Eis Garë sinn net alleguerten op deem doten Niveau, dat wësse mer. Dofir ass och de Stat an der Zukunft an der Verantwortung am Kontext vun engem Moderniséierungsprogramm sech och Gedanken doriwwer ze maachen, wéi een déi Garen nach méi attraktiv gestalte kann.

En anert Beispill ass eent, wat ech e bësse besser kennen, ech komme vun Ettelbréck; d'Ettelbrécker Gare ass och eng vun deenen, déi hei de Propriétaire wiesselen. De Stat keeft elo een Terrain op deem e scho virun e puer Joer ugefaang huet Pläng ze maachen, fir d'Nationalstrooss ëmzeleeën, d'Busgare nei ze maachen a vill méi effektiv ze gestalten. Also e groussen Deel vun deenen Terrainen, déi mat dësem Gesetz solle kaaft ginn, sinn néideg fir dëse Projet, dee Ponts et Chaussées entwéckelt huet, och an d'Realitéit kënnen ëmzesetzen.

An der Vergaangenheet gouf et eng enk Zesummenaarbecht an der Planungsphas téschent Bauteministère, Transportministère, CFL a Gemeng, fir do e kohärenten a flotte Projet, deen nei Méiglechkeeten am Urbanismus an an der Beliewung vun der Gare mat sech wäert bréngen, hinzekréien. Et ass also Potenzial ronderëm d'Garen, an de Stat kënnt hei an d'Roll vun engem staarken

Akteur ronderëm déi dote Garen. En hätt och vläicht souwisou misse kucke Propriétaire ze ginn, fir deen dote Projet, fir dat Beispill ze huelen, fir do eng Nationalstrooss op CFLs-Terrain ze leeën, fir dee Projet hätte kënnen ze realiséieren. Et ass also e grousst Potenzial ronderëm déi fënnef Garen, déi vun zentraler Bedeitung si fir all déi Gemengen ëm déi et hei geet.

Dofir, Här President, ech kommen zum Schluss, wëll ech just soen, dass d'CSV-Fraktioun op alle Fall zum öffentlechen Transport steet a stoung an och un eng kompetitiv Eisebunn hei zu Lëtzebuerg gleeft souwéi an Zukunft am Frachtberäich an engem liberaliséierten Ëmfeld. Mat dësem Projet de loi schaaft de Stat d'Basisbedingungen, fir dass déi nei Gesellschaft kann operationell ginn. De Stat iwwerhëlt seng Responsabilitéiten als Netzpropriétaire an en iwwerhëlt wichteg Propriétéiten an dësem Land.

Mir ënnerstëtzen d'Beméiunge vun der CFL fir dat Zil vun der CFL-Cargo ze erreechen, wat de President, den Här Waringo, am Aktivitéitsrapport 2005 esou formuléiert huet: «s'affirmer comme transporteur de référence dans la Grande Région». En ambitiéist Zil zu deem mer him all Gléck wënschen. Mir ënnerstëtzen op alle Fall d'Beméiungen, net bei den alen Äntwerte stoen ze bleiwen, mä sech offensiv dësen neie Froen ze stellen.

Domadder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schaaf. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dëst Gesetz ass eng wonnerbar Saach,…

(Hilarité)

…eng wonnerbar Saach fir d'Arcelor! D'Arcelor kritt hei 64.191.830 Euro fir Infrastrukturen, déi se och nach an Zukunft däerf benotzen. Si kréie Sue fir eppes, wat se souwisou gebraucht hätten, wat se scho laang ofgeschriwwen hunn. Déi kleng Baueren am Minett si viru Jorhonnerten, viru Jorzéngten enteegent ginn, fir dass déi Schinnesträng kënne geluecht ginn. Déi lescht...

(Interruption)

Här President, ech wëll der Madame Frank soen, si kennt jo e puer Leit am Baueremilieu: Wësst Der, wann Der nach an de 70er Joren deemools 6.000 Frang den Ar krut als Bauer an Der hutt gedroht kritt, wann Der net verkaaft, da gitt Der enteegent, an haut kafe mir dann als Stat…

(Interruption)

…déi Terraine fir e Multipel erëm. Da kann een nëmmen deene vun der Arcelor félicitéieren, déi déi Verhandlungen hei gefouert hunn.

D'Valorisatioun vun deenen Terrainen, Här President, well et geet jo hei nëmmen ëm Terrainen - et ass zwar en Deel vum Tripartitesaccord, op deen ech schonn agaange sinn -, doriwwer ass ënner anerem eng Etüd gemaach gi vun Ernst & Young. D'Kommissioun huet déi och zur Verfügung gestallt kritt. Déi waren op eng Valeur komm, déi liicht drënner louch, mä dat ass ebe Verhandlungssaach. D'Arcelor hat och nach vill méi gefrot. Si hu sech hei op e Kompromëss op héijem Niveau gëeenegt.

Et muss ee sech froen: Firwat keeft een dat do iwwerhaapt? Well et gëtt nëmmen een Eenzegen, entgéint deem, wat d'Virriedner hei gesot hunn, Här President, deen dee Réseau kann notzen: Dat ass d'Arcelor. Et ass zum Beispill vun deem Tunnel geschwat ginn, deen d'Schmelz vu Belval mat der Déifferdenger Schmelz verbënnt. Deen Tunnel ass fir d'Lëtzebuerger Eisebunn fir den normale Service guer net ze gebrauchen, strictement net ze gebrauchen!

Eng elektresch Tractioun ass do net méiglech. Et kann nëmme mat Dieseltractioun funktionéieren. Wann da gesot gëtt: Mir hunn elo d'Chance, dee Réseau och an Zukunft fir de Persounentransport ze notzen: Dat hei ass e Réseau, deen ass ausgeluecht fir eng Vitesse vu 25 km an der Stonn an „interusine" 45 km an der Stonn. En ass fir de Persounentransport net ze gebrauchen!

An dann, Här President, mir wësse wat mer haut bezuelen. Mir wëssen awer net wat et muer kascht. Well hei iwwerhëlt jo de Fonds du Rail dee ganze Réseau. E Réseau, dee par rapport zum aktuelle Réseau, deen de Fonds du Rail huet, 20% representéiert. Wann een haut kuckt wat beim aktuelle Réseau den Entretien aktuell kascht, da sinn dat ëm 100 Milliounen d'Joer. Wann een also eng Mëllechmeederchersrechnung géif maachen, da kéint ee soen: Mä wann 20% derbäikommen, gëtt et 20% méi deier. Den Entretien kéint also 20 Millioune sinn.

Elo kréie mer gesot, d'nächst Joer wieren am Fonds du Rail dräi Milliounen zousätzlech fir den Entretien vun deenen Anlage virgesinn, dräi par rapport zu 20. An ee vun de Virriedner huet jo gesot: Wat d'Eisebunn ugeet ass d'Sécuritéit dat iewescht Gebot. Ech muss jo awer hei op der Tribün drop opmierksam maachen, dass mer jo dann hei net an der Sécuritéit kënnen au rabais fueren.

Ech hoffen - ech ginn dovun aus -, dass déi Verantwortlech, déi an Zukunft den Entretien vun deem Réseau musse maachen, mat där néideger Virsiicht un déi Saachen eruginn. An da fäerten ech, dass mer éischter méi no bei 20 Milliounen d'Joer leien, wéi bei deenen dräi Milliounen, déi elo virgesi sinn.

Ech wollt dat just soen, well an der Fiche financière net ugedeit ass, wat den Entretien kascht. A wann een dann och nach weess, dass gläichzäiteg den Entretien constructif am Moment bei deem Réseau, deen d'Lëtzebuerger Eisebunn zur Verfügung huet, bei 50 Milliounen Euro d'Joer läit, da kann een erëm eng Kéier no menger Mëllechmeederchersrechnung vun 20% soen: Da kommen nach eng Kéier zéng Milliounen derbäi.

Ech huele jo un, dass d'Lëtzebuerger Eisebunn, déi iwwert de Fonds du Rail déi héchstméiglech Sécherheetsstandarden applizéiert huet, dass déi also déi och an Zukunft an deem dote Réseau applizéiert. Ech weess net, ob dat déiselwecht waren, ob déi bei der Arcelor gradesou héich waren, oder ob se e bësse méi niddreg waren. Dat weess ech net, mä an Zukunft wäerten déi héich Standarden applizéiert ginn. Also kommen nach eng Kéier zéng Milliounen derbäi. A fir déi ass am Moment, souwäit wéi ech dat an der Kommissioun verstanen hunn, näischt virgesinn.

Et kann een also dovun ausgoen, dass do och nach, nieft deem Präis vu 64.191.000 Euro, nach e bëssen op eis, op de Steierzueler duerkënnt. An dann, Här President, no där gudder Operatioun, déi d'Arcelor gemaach huet, an déi nach besser ass no deenen Explikatiounen, déi ech versicht hunn hei ze ginn, da riskéiert dee Réseau do maximal - dat ginn ech gären zou - en Total vu Fraisë vun 30 Milliounen Entretien pro Joer ze kaschten.

Wann een dann och nach deen Invest hei hëlt, an et hëlt een en normale Loyer duerfir, da froen ech mech: Wat ass dee Präis, deen de Fonds du Rail muer allen Opérateure freet fir d'Utilisatioun vum deem Réseau? Wann et effektiv nëmmen dräi Millioune wieren un Entretien, wéi mer an der Kommissioun gesot kruten, a wa mer eng Rémunératioun vum agesate Kapital vu 5% huelen, da wieren dat nach eng Kéier graff gesinn 3,2 Milliounen. Da wiere mer schonn op 6,2 Milliounen. Dat ass de Minimum minimoris. Drënner geet et net! D'Tendenz geet no uewen.

(Interruption)

Ech wëll einfach der Chamber nëmmen domadder soen, dass et net duergeet mat deene 64 Milliounen, déi mer elo eemol der Arcelor ginn, mä dass déi Saach och an Zukunft nach ganz vill Sue kascht.

Den zweete Volet, Här President, vun dësem Projet de loi, dat ass, fir der Eisebunn eng Rei Garen ofzekafen, déi se 1997 eigentlech krut hat. Mir kafen hei fir d'zweet, wat mer schonn eng Kéier haten. Dat ass jo esou. Mir haten aus dem Sequester… Jo, et ass eng Fro, déi, wéi soll ech soen, schwéier nozevollzéien ass. Op alle Fall, nom Éischte Weltkrich waren eng Rei Saachen, déi net méi de Preise gehéiert hunn - well deemools war et d'Kaiserreich -, déi hunn net méi deene Gesellschafte gehéiert, déi sinn iwwerfouert ginn a Lëtzebuerger Statsbesëtz. Duerno kruten anerer d'Konzessiounen. Jee, an nom Krich ass erëm eng Kéier gewiesselt ginn. Do ware se ënner Sequester. Der langen Rede kurzer Sinn: '97 am Gesetz krut d'Eisebunn Pleine propriété vun deene fënnef Garen, déi mer haut kafen.

An do muss ech dann, Här President, dem Här Gibéryen soen, ech muss jo och emol eppes Positives iwwert d'Kolleege vun der Sozialistescher Aarbechterpartei soen: Wann d'LSAP dem Landesverband, der FNCTTFEL, gesot hat, si géifen eng Kapitalerhéijung maachen, hu se sech vläicht bei der Inspection des finances net richteg duerchgesat kritt, mä beim President vun der Eisebunn si se op offen Ouere gestouss, deen hinnen elo erméiglecht, déi Garen ofzekafen, an doduerch kréie se déi Suen. Si kréien dann eppes méi wéi 60 Millioune fir d'Zukunft.

Dann hu se quasi déi Augmentation de capital, déi den Numm net dréit, well soss wieren déi aner Aktionären, déi franséisch an déi belsch, nach e bësse méi diluéiert ginn. Da wiere se op eng Plaz komm, déi hannert dem Komma géif stoen. Dat hei erlaabt elo eng aner Operatioun ze maachen.

Mä et ass och eng Operatioun „one shot". Dat hei mécht een eemol. Et muss een och froen: Wat kréie mir herno u Loyer fir déi Garen? Kréie mer eppes duerfir? Kréie mer als Land - ech schwätzen elo Fonds du Rail - eppes? Kréie mer näischt? Och doriwwer seet de Projet näischt.

Et weess ee jo net… Wa mer eppes géife kréien, Här President, maachen ech mer keng Illusioun. Deeselwechten erëm eng Kéier, de Steierzueler, wäert dann och dee Loyer misse bezuelen. Duerfir ass et och Speck a Schwéngefleesch, ob mer eppes kréien oder ob mer näischt kréien. Mä ech wëll Iech soen: Dat hei ass eng Operatioun, déi net am Intérêt vum Steierzueler ass. Ech versti firwat déi Operatioun duerchgezu gëtt, mä ech kann awer den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet net brëngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Dann huet den Här Braz d'Wuert. Här Félix Braz!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, déi gréng Fraktioun wäert ganz kuerz sinn, well scho villes an och am Detail erklärt ginn ass. Mir ënnerstëtzen dëse Projet, well d'Finalitéit vum Projet eiser Meenung no déi richteg ass. Et kann ee sécher polemiséieren iwwert de Modell, dee fonnt ginn ass. En erfëllt awer säin Haaptzweck, an den Ëmstand, dass hei zu Lëtzebuerg doduerch d'Dépensë fir den öffentlechen Transport klammen, ass net geneigt, fir eis fäerten ze dinn.

Dëst Land investéiert nach net genuch an den öffentlechen Transport. An déi Dépensë wäerte sécher an deenen nächste Joren nach éischter d'Tendenz hunn ze klammen. Et gëtt also keng Ursaach, fir haut schonn ze erféiere bei deene Montanten. Mir brëngen also eis Zoustëmmung ouni wëllen ze vill an den Detail do kucken ze goen. D'Finalitéit ass déi richteg. An dofir gi mer eis Zoustëmmung.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert gradesou kuerz si wéi de Kolleeg Braz, fir festzestellen, dass deen, deen un dëse Projet gleeft, och bereet ass, heibanne seng Zoustëmmung ze ginn, fir d'Basis ze leeën, wéi mer dat de Mëtteg bei deem éischten an elo och bei deem zweete Projet maachen, fir zum Gelénge vun dësem industrielle Lëtzebuerger Projet bäizedroen. An ech mengen, do sinn dann d'Clivagen, wéi se sech heibanne schonn an der Debatt vum 21. Dezember 2005 opgewisen hunn, an och beim Gesetz iwwert d'CdT, wou mer de Paquet 1 a sech transposéiert hunn.

Ech wëll awer soen, dass dat hei natierlech en Akt ass vum Lëtzebuerger Stat vu groussem Vertrauen un déi Gesellschaft, un d'CFL an un d'CFL-Cargo, an dass dat Vertrauen natierlech och bedéngt, dass een domadder och eng grouss Verflichtung iwerhëlt. An duerfir wëll ech der CFL an der CFL-Cargo an all hire Responsabelen, alle Salariéen op allen Niveaue soen, dass dee Geste vu Verflichtung, dee se iwwerhuelen, deen ass dat Bescht, dat Allerbescht erauszehuelen aus sech selwer, individuell a kollektiv vun der Gesellschaft, fir heirauser och déi „success story" ze maachen, déi ech am Dezember 2005 erbäigeriet hunn. Ech mengen, dass dat wichteg ass op deem Réseau do, an op deem Réseau dobaussen och dann uerdentlech ze wierken an dofir ze suergen, dass mer zu Recht dorunner gleewen.

Ech mengen, dat ass wichteg gläichzäiteg mat de Verflichtungen - déi sinn hei gesot ginn -, souwuel an der Acquisitioun wéi herno och am Entretien, an der Ofsécherung vun engem héije Sécherheetsstandard. An do huet den Henri Grethen déi richteg Fro gestallt. D'Äntwert ass och déi, dass natierlech och an deem neie Réseau déi néideg Standarde vu Sécherheet musse gëllen an déi néideg Investitiounen och dofir musse getätegt ginn.

Gläichzäiteg ass jo awer gewosst, dass duerch déi Grënnung vun der CFL-Cargo an dat wat domadder verbonnen ass, um Niveau vum Personal souwuel en nombre wéi och um Niveau vun hire Konditiounen, mir och Geld wäerte spueren. An dat weist sech haut schonn an den Zuele vun dem Budget 2007, wou mer - an dat kann ech och hei soen - mat deene bessere Resultater um Niveau vun der Gesellschaft CFL eng éischt Provisioun maache vun zéng Milliounen am Beräich vun der Liberaliséierung vun der Ouverture vum Voyageursberäich, fir eis och do schonn op dat virzebereeden, wat à partir vun op jidde Fall 2012 dann op eis zoukënnt.

Ech mengen, dass mer also net nëmmen op där enger Säit huelen, mä op där anerer Säit och Effortë maachen, déi alleguer gemaach ginn, fir erëmzeginn an dofir ze suergen, dass mer zu équilibréierten - wa méiglech équilibréierten - Resultater kommen, a vläicht och eng Kéier dann nach Resultater, déi da positiv sinn, déi e Boni géingen ausweisen an déi investéiert kënne ginn. Dat ass déi Hoffnung, déi mer hunn. Dofir mengen ech, kann ech et dobäi loossen, mat all deem, wat scho bei dem éischte Projet gesot ginn ass.

Mäi Merci och un d'Chamber, un de Rapporteur Roger Negri an un all déi, déi intern a virun allem och extern bei der Evaluéierung vun de Besëtztümer matgewierkt hunn, fir derfir ze suergen, dass hei kee politesche Präis bezuelt gëtt, mä e Präis mat allem wierklech Néidegen, och vun externen Evaluatiounen, wou dofir gesuergt ginn ass, dass hei de Steierzueler net, wéi et gesot ginn ass, eng Kaz am Sak keeft, mä wierklech eppes keeft, wat eng Valeur huet, a wat dozou bäidréit, eis ze stäerken, fir an deem Projet do an deenen nächste Jore kënnen ze réusséieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5589 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, bei 10 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par M. François Maroldt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Alexandre Krieps), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, de Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la

Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet den honorabelen Här Patrick Santer, Rapporteur.

6. 5316 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 8 novembre 2001

5404 - Projet de loi portant approbation des amendements, adoptés par le Comité des Ministres, à Strasbourg, le 15 juin 1999, à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE N°108) permettant l'adhésion des Communautés européennes

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer dës zwee Projeten an engem mëndleche Rapport virzestellen. An deenen zwee Fäll geet et nämlech ëm d'Konventioun Nummer 108 vum Conseil de l'Europe, déi den 1. Oktober 1985 a Kraaft getrueden ass an déi Lëtzebuerg den 10. Februar 1988 ratifizéiert huet.

Dës Konventioun ass eng Dateschutzkonventioun, obwuel den Terme Dateschutz e falschen ass. Et geet net dorëms, hei Daten ze schützen, mä déi ze schützen, deenen hir Daten traitéiert ginn.

Beim Projet de loi 5404 geet et drëms, d'Konventioun Nummer 108 dohigehend ze änneren, fir den Europäesche Gemeinschaften et ze erlaben, där bäizetrieden. Wéinst der Globaliséierung vun dem Datenaustausch, deen duerch d'Informatiséierung ëmmer weidergedriwwe gëtt, ass eng Kooperatioun zwëschent dem Conseil de l'Europe, deen d'Konventioun ausgeschafft huet, an den Europäesche Gemeinschaften, déi sech selwer en Instrument ginn hunn - dat ass d'Direktiv 95/46 -, noutwendeg. Esou kënnen och d'Rechter vun deenen, deenen hir Daten traitéiert ginn, besonnesch hisiichtlech de Länner, déi net an der Europäescher Unioun sinn, verstäerkt ginn.

Am Comité consultatif vum Europarot iwwert den Dateschutz ginn dann och d'Stëmmrechter, déi d'Memberstate vun der Europäescher Unioun hunn, op d'Europäesch Gemeinschaften transféréiert, wa se hir Kompetenzen op déi Europäesch Gemeinschafte selwer transféréiert hunn. Dat heescht, wann d'Europäesch Gemeinschafte Kompetenzen hunn, ginn déi 25 oder 27 Stëmmrechter eenheetlech ausgedroen.

Den Objet vum Projet de loi 5316 ass d'Approbatioun vun engem Protocole additionnel zur Konventioun Nummer 108. Zwee Punkte ginn an deem Protocole additionnel ugeschnidden: Dat ass éischtens, d'Obligatioun fir national Kontrollinstanzen op d'Been ze setzen, déi sech ëm den Dateschutz këmmeren. Dat heescht, déi kontrolléieren, ob d'Daten op eng loyal, legitim a proportionéiert Aart a Weis traitéiert ginn. An op där anerer Säit sinn dat d'Regelen iwwert d'Transferte vun Daten an Drëttlänner.

Déi zwee Aspekter vun dësem Protokoll hu mer schonn an eisem nationalen Dateschutzgesetz vum 2. August 2002 iwwerholl, well et och an der Direktiv 95/46 stoung. D'Kontrollinstanz ass d'Commission nationale pour la protection des données. An d'Artikelen 18 an 19 vun eisem Gesetz vun 2002 iwwerhuele wuertwiertlech d'Transfertsbestëmmunge vun der Direktiv 95/46.

Bei dësem zweete Punkt, also den Transfertsbestëmmungen, huet de Statsrot, an och d'Chambre des Métiers, eng Divergenz tëschent dem Protocole additionnel an eisem Gesetz opgeworf. De Statsrot huet souguer vun der Réponse, déi mer zu där Divergenz géife ginn, seng Dispens vum zweete Vote constitutionnel ofhänke gelooss. Et geet ëm d'Notioun vu Pays tiers. An dem Protocole additionnel sinn dat déi Länner, déi net déi Konventioun 108 oder de Protocole additionnel ratifizéiert hunn. An der Direktiv an an eisem Gesetz sinn dat déi Länner, déi net an der Europäescher Unioun sinn. Dofir kéint et zu engem Mëssel kommen, wann Donnéeën transféréiert ginn op en drëtt Land, dat net an der Europäescher Unioun ass, dat awer de Protocole additionnel ratifizéiert huet.

Mir kënnen eist Gesetz awer net änneren, well soss géife mer géint d'Direktiv verstoussen. Bis elo huet d'Europäesch Kommissioun awer nach kee Land, dat d'Konventioun Nummer 108 ratifizéiert huet, als eent unerkannt, wéi wann et en adequaten Niveau vun Dateschutz hätt. Mä dat kann nach ëmmer kommen. Dës Divergenz zwëschent deenen zwou Approchen hänkt vun dem Champ d'application territorial vun deenen zwee Instrumenter of. Dat eent ass de Conseil de l'Europe, dat anert ass d'Europäesch Unioun.

An der Europäescher Unioun triede se jo no der Approbatioun vum Projet de loi 5404 där Konventioun 108 bäi. D'Zesummenaarbecht zwëschent dem Conseil de l'Europe an den Europäesche Gemeinschaften an doriwwer eraus zwëschent deenen nationale Kontrollorganer wäert op Dauer eng Harmoniséierung vun deene verschiddene Prinzipien iwwert d'Transferte vun Daten an den Dateschutz mat sech bréngen. Dës Harmonisatioun wäert dann déi vum Statsrot a vun der Chambre des Métiers ervirgehuewen Divergenz lues a lues verschwannen dinn. Well mer an der Kommissioun der Meenung waren, datt mer duerch eng Textëmännerung vum Projet de loi net géinge weiderkommen, fir dee Problem ze léisen, hu mer den Text esou gelooss, wéi e vun der Regierung virgeschloe gouf.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi ëmmer méi grouss Zuel vun Daten, déi Dag pro Dag traitéiert ginn, maachen eng international Kooperatioun onëmgänglech. Et geet jo schlussendlech ëm de Schutz vun engem vun de Grondrechter: d'Protektioun vun der Privatsphär vun all deenen, deenen hir Daten traitéiert ginn, an dat si mir alleguerten.

Den Equiliber zwëschent op där enger Säit dem Schutz vun de Grondrechter an op där anerer Säit deenen noutwendegen Datentraitementer, déi musse virgeholl ginn, läit engem effikassen a modernen Dateschutz zugrond. Dës Balance zur enger Säit oder zur anerer Säit ausschloen ze loossen, ass wierklech kengem gehollef, weder deem, deen Daten traitéiert, nach deem, deem seng Daten traitéiert ginn. An dës Balance versiche mir och mat eiser nationaler Gesetzgebung anzehalen, och wann déi, wéi dat bis elo de Fall ass, selwer muss vun Zäit zu Zäit iwwerduecht an iwwerschafft ginn.

D'Kommissioun huet déi zwee schréftlech Rapporten zu deenen zwee Projet-de-loien unanime ugeholl, an ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech denken, dass déi eenzel Gruppe sech de Konklusioune vum Här Rapporteur Santer kënnen uschléissen, an deementspriechend géing ech Iech proposéieren, dass mer fir d'éischt géingen ofstëmmen iwwert de Projet de loi 5316.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5316 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par M. Lucien Thiel), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir stëmmen elo dann och direkt of iwwert de Projet 5404. Ech wëll nach soen, dass den zoustännege Minister net kann hei sinn, well en an Afrika zréckgehalen ass a säi Fliger net geet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5404 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par M. Paul-Henri Meyers), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Sommaire des séances publiques

Communications pages 48-49
Retrait du rôle des affaires page 49
5623 - Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux de M. Robert Mehlen page 49
Ordre du jour page 49
Dépôt d'une motion par Mme Anne Brasseur pages 49-50
Dépôt d'une résolution par Mme Marie-Josée Frank page 50
Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 50-54
4992 - Projet de loi modifiant
1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,
2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales,
3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle pages 54-57
5562 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales page 57
5514 - Projet de loi portant
1. approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, signé à Prüm, le 27 mai 2005, et
2. modification de la loi du 21 décembre 2004 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004
3. modification de la loi du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale, et
4. modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire pages 57-60
5389 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de:
- la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;
- la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;
- l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier pages 60-61
5590 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 27 mars 2006 page 61
5603 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Tallinn, le 23 mai 2006 pages 61-62
Ordre du jour page 62
Débat sur la politique étrangère et européenne et sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe pages 62-72
5488 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2004 pages 72-74
3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1er de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution pages 74-76
5581 - Projet de loi relatif à la transformation des anciens vestiaires des hauts fourneaux pour les besoins d'un incubateur d'entreprises à Belval-Ouest pages 76-78
Question avec débat N°10 de M. Henri Grethen au sujet des cotisations sociales dues au Centre commun de la Sécurité sociale pages 78-79
Motion de Mme Anne Brasseur relative aux réformes du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire pages 79-80
Résolution de Mme Marie-Josée Frank relative à la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique pages 80-82
5560 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1920 autorisant le Gouvernement à édicter un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer situés sur le territoire du Grand-Duché pages 82-88
5589 - Projet de loi
1) autorisant l'acquisition de l'infrastructure ferroviaire appartenant à la société Arcelor S.A.;
2) modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;
3) modifiant la loi du 28 mars 1997 1. approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2. approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) et 3. concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL; 4. portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire pages 88-91
5316 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 8 novembre 2001
et
5404 - Projet de loi portant approbation des amendements, adoptés par le Comité des Ministres, à Strasbourg, le 15 juin 1999, à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE N°108) permettant l'adhésion des Communautés européennes pages 91-92
5499 - Projet de loi portant approbation
- des amendements apportés par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications le 18 octobre 2002 à la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et son annexe ainsi qu'à la Convention de l'Union internationale des télécommunications et son annexe, signées à Genève, le 22 décembre 1992, telles qu'amendées dans la suite;
- des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications de Marrakech (2002) page 92

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat ass de Projet 5499. De Rapporteur ass den honorabelen Här Maroldt. Här Maroldt, Dir hutt d'Wuert.

7. 5499 - Projet de loi portant approbation

- des amendements apportés par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications le 18 octobre 2002 à la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et son annexe ainsi qu'à la Convention de l'Union internationale des télécommunications et son annexe, signées à Genève, le 22 décembre 1992, telles qu'amendées dans la suite;

- des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications de Marrakech (2002)

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. François Maroldt *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de virleiende Projet ass den 12. Oktober 2005 vum Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, an der Chamber deponéiert ginn. Den Text ass de 14. Februar 2006 vum Statsrot aviséiert ginn. An der Kommissiounssëtzung vum 9. Oktober 2006 huet d'Kommissioun hire Rapporteur designéiert. An der Sëtzung vum 13. November 2006 ass den Text zesumme mam Avis vum Statsrot analyséiert ginn. An därselwechter Sëtzung ass de schréftleche Rapport ugeholl ginn.

De virleiende Projet huet un éischter Plaz als Objet eng Rei vun Amendementer, souwuel zur Verfassung wéi och zur Konventioun vun der UIT, der Union internationale des télécommunications, déi zu Genf den 22. Dezember 1992 ënnerschriwwe gouf, unzehuelen.

Bei dësen Amendementer si verschiddener vu substanzieller, anerer vu redaktioneller Natur. Et geet virun allem ëm d'Efforten, déi d'Unioun ënnerholl huet, fir déi finanziell Basis vun der UIT ze konsolidéiere souwéi och d'Vertrieder vum Privatsecteur méi enk an d'Aarbechte vun der UIT anzebannen. Et goufen och Modifikatiounen ënnerholl, fir verschidden Dispositioune vun der Verfassung ze clarifiéieren, fir méiglech falsch Interpretatiounen ze verhënneren.

Un zweeter Plaz huet den Text als Objektiv, d'Resolutiounen, d'Décisiounen an d'Recommandatiounen zum sougenannten Acte final, esou wéi en zu Marrakesch den 18. Oktober 2002 ugeholl gouf, guttzeheeschen. Un éischter Plaz fanne mir hei Décisioune politescher, strategescher, finanzpolitescher an administrativer Natur.

Et geet zudeem ëm d'Wiel vun de Memberlänner vum Conseil, de Fonctionnairë vun der UIT, de Membere vum Comité, deen d'Radiokommunikatioune reglementéiert, souwuel wéi ëm dee strategesche Plang vun der Unioun fir d'Period 2004/2007.

Hei gëtt dann och de finanzielle Plang fir d'Unioun fir déiselwecht Period opgestallt an d'Kontributioune vun de Membere vun deene verschiddene Secteure, wéi dem Privatsecteur, zu Gonschte vun der Unioun regléiert.

Schlussendlech gouf ee sech dann och eens beim Recouvrement vun de Käschten, déi ugewannt gi bei der Notifikatioun vun de Satelittsréseaue souwéi och wat d'Benotzung vum Spektrum bei Frequenzen, déi iwwert 3.000 Gigahertz leien, ugeet.

Déi aner Décisiounen, déi vun der Konferenz getraff goufen, rapportéiere sech op déi regional Presenz, deen neie Partenariat fir d'Entwécklung vun Afrika, d'Sécherheet vun de Réseauen an d'Reglementer vun den internationalen Telekommunikatiounen.

De Statsrot huet festgestallt, datt mat dësem Gesetzesprojet weder déi ganz Verfassung nach d'Konventioun gestëmmt ginn, mä nëmmen eng Rei Amendementer zu dësen zwee Texter, déi op der Konferenz un der UIT zu Marrakesch am Oktober 2002 décidéiert goufen. D'Verfassung an d'Konventioun selwer souwéi och verschidden aner Ännerungen heizou goufe schonn an zwee Gesetzer festgehalen.

Duerfir ass de Statsrot der Meenung, et soll een den Intitulé souwuel wéi och de Libellé vum Article unique op dat eigentlecht Objektiv beschränken. An zwar sinn dëst déi Ännerungen zur Verfassung an zur Konventioun, déi zu Marrakesch am Oktober 2002 décidéiert goufen. Dat nämlecht gëllt fir d'Resolutiounen, d'Décisiounen an d'Recommandatioune vum Acte final. Dës Propositioun vum Statsrot gouf eestëmmeg vun der Chamberskommissioun ugeholl.

Här President, ech denken, ech hätt a mengem Rapport déi wichtegst Aspekter vun dësem Gesetzesprojet duergeluecht. Dëse Projet huet an der Kommissioun zu kenge gréissere Verwerfunge gefouert. Duerfir géif ech Iech bieden, dësem Projet Är Zoustëmmung ze ginn, esou wéi dat d'CSV-Fraktioun mat hirem Accord heimat mécht.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. A well ech dovun ausginn, dass de Projet de loi och zu kenge Verwerfungen hei am Plenum op kenger Sait vu kenger Fraktioun féiert, géif ech Iech proposéieren, dass mer géifen iwwert de Projet 5499 ofstëmmen.

M. François Maroldt *(CSV), rapporteur.*- Gitt mer awer Zäit, bis ech meng Stëmm kann ofginn.

(Hilarité)

M. le Président.- Mir waarden dann ee Moment, bis den honorabelen Här Rapporteur Plaz geholl huet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5499 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir de 5., 6. a 7. Dezember. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.21 heures)

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1236	Mme Claudia Dall'Agnol	Chiffres résiliation de bail
1269	M. Camille Gira	Plan global de sécurité de l'Aéroport de Luxembourg
1271	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Pertes de récolte dans l'Oesling
1281	M. Jos Scheuer	Formation continue des cuisiniers des cantines scolaires
1282	M. Ben Fayot	Réforme des institutions financières internationales - Mondialisation économique, sociale et écologique
1283	Mme Colette Flesch et M. Xavier Bettel	Mise en vigueur de la «loi antitabac»
1286	M. Claude Meisch	Grossesses de mineures et éducation sexuelle
1289	M. Aly Jaerling	Impôts des commerçants
1290 cf. 1291	M. Xavier Bettel	Registre ferroviaire au Luxembourg
1291 cf. 1290	M. Claude Meisch	Création d'organismes internationaux de gestion des programmes d'UNIDROIT
1294	M. François Bausch	Cumul des fonctions de certains hauts fonctionnaires
1295	Mme Marie-Josée Frank	Soins palliatifs
1298	M. Marc Spautz	Texte luxembourgeois sur les passeports
1299	M. Marc Spautz	Décès liés au tabagisme passif
1300	M. Henri Grethen	Bilan des activités du TICE
1301	M. Claude Meisch	Procédure de préinscription aux universités françaises
1302	M. Claude Meisch	Déficit des caisses de maladie
1303	M. Claude Meisch	«Super» poids lourds
1306	M. Henri Kox	Sécurité alimentaire
1307	M. Xavier Bettel	Installation d'un système de brouillage GSM au Centre pénitentiaire de Schrassig
1308	Mme Vera Spautz	Pacte «logement»
1309	M. Roger Negri	Sécurité routière - Motocyclistes
1310	M. Félix Braz	Double nationalité
1311	M. Félix Braz	Coordination des efforts en matière d'immigration et d'intégration
1313	M. Claude Meisch	Reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency)
1314	M. Marco Schank	Fonctionnement du nouveau centre de tri dans la zone d'activités Krackelshaff à Bettembourg
1316	M. Lucien Clement	Pratiques au niveau de l'école primaire
1317	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Horaire aménagé dans l'enseignement secondaire
1318	Mme Anne Brasseur	Heures d'ouverture des magasins
1319	Mme Anne Brasseur	Finalisation des décomptes des projets de construction
1320	M. Romain Schneider	Croisement sur la N7 entre Hoscheiderdickt et Hosingen - Lieu-dit Schinkert
1321 urgente	M. Laurent Mosar	Circulation de vélos à contresens dans des rues à sens unique - Modification du règlement de circulation
1323	M. Ali Kaes	Ligne RGTR 570
1325	M. Jacques-Yves Henckes	Transmission de données relatives aux transactions des clients de banques luxembourgeoises
1326	M. Jacques-Yves Henckes	Clauses passerelles
1328	M. Robert Mehlen	Recrutement du personnel communal
1329	M. Claude Adam	Acquisition d'une collection privée d'oeuvres d'art de représentants de l'École de Paris par le Musée National d'Histoire et d'Art
1330	Mme Viviane Loschetter	Véhicules automoteurs d'infirme
1331	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Production d'énergie thermique et électrique à partir d'une installation de cogénération à base de biomasse
1333	M. Claude Adam	Validation des acquis professionnels par l'Université du Luxembourg

Question 1236 (10.8.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **chiffres résiliation de bail:**

Dans sa Recommandation 20-2006 concernant l'application du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement le Médiateur propose que le Fonds du logement fournisse des statistiques sur les locataires ayant résilié leur contrat de bail au cours des dernières années et le loyer qu'ils ont payé avant de quitter leur logement social. Ces chiffres devraient permettre d'apprécier si l'un des buts de la loi de 1979 a été atteint, à savoir celui d'inciter les locataires qui sont financièrement en mesure de se procurer un logement sur le marché locatif, de libérer leur logement social au profit de personnes qui sont réellement dans le besoin.

Dans sa réponse adressée au Médiateur en date du 24 mai 2006, Monsieur le Président du Fonds du logement affirme que le but du législateur aurait été atteint, le nombre des locataires ayant résilié leur bail de leur plein gré étant passé de 46 en 1998 à 72 en 1999, première année d'application du règlement grand-ducal en question.

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir de plus amples détails sur le nombre de résiliations enregistrées au cours des années 2000-2005, ainsi que sur le loyer que les locataires ont payé avant de résilier leur bail, par exemple pour les six mois qui ont précédé cette résiliation?

Réponse (20.11.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Me référant à votre courrier du 25 septembre 2006 dans lequel le Président de la Chambre des Députés m'a accordé un délai supplémentaire jusqu'au 10 novembre 2006, afin de permettre au Président du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat de fournir les chiffres demandés, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous le tableau de l'évolution des résiliations volontaires, tous motifs confondus, enregistrées par ledit Fonds par rapport à l'évolution de son parc locatif.

Année	Nombre de logements locatifs au 31 décembre	Nombre de résiliations/an au 31 décembre
1998	1.135	46
1999	1.220	72
2000	1.267	(*)
2001	1.279	76
2002	1.402	79
2003	1.402	80
2004	1.413	79
2005	1.435	80

(*) Le nombre des résiliations intervenues en 2000 n'est pas disponible, étant donné que le nouveau programme de gestion des locataires a été installé dans le courant de cette même année.

Effectivement, on constate qu'à partir de l'année de la mise en application du règlement du 16 novembre 1998, le nombre des résiliations a fortement augmenté, pour atteindre en moyenne 75 cas par an, alors que la moyenne des années antérieures à 1999 était d'environ 50 cas par an.

Pour le reste, je ne peux que confirmer le courrier du Président du Fonds du logement du 7 septembre 2006 annonçant qu'il n'est pas en mesure de donner une réponse plus précise à la question posée par Madame la Députée Dall'Agnol, étant donné que les locataires ne sont pas obligés d'informer le Fonds du motif de leur résiliation. Exiger de connaître ce motif serait d'ailleurs, comme il a été dit dans le précédent courrier, une atteinte à la vie privée.

Question 1269 (6.9.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **plan global de sécurité de l'Aéroport de Luxembourg:**

Au début du mois d'août, la barrière du point de contrôle donnant accès au siège principal de Cargolux, à la maintenance des avions de Cargolux ainsi qu'au salon présidentiel était défectueuse pendant près de deux semaines. Durant cette période, au cours de laquelle tous les pays occidentaux avaient accru drastiquement leurs dispositifs de sécurité en réponse aux attentats terroristes déjoués en Grande-Bretagne, 6 (six)! cônes en plastique ainsi qu'un conteneur de déchets faisaient office de barrière. Or, ce point de contrôle défaillant permettait aisément d'atteindre une zone encore plus sensible que constituent les halles de maintenance de l'ancien Cargo Centre, les parkings des avions et la piste de l'Aéroport.

Dans le contexte actuel de menace terroriste, je tiens d'ailleurs à rappeler qu'un plan global de sécurité de l'ensemble de l'Aéroport fait toujours défaut.

Je me permets, dès lors, de poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre n'a-t-il pas l'impression que l'épisode précité démontre un manque de sérieux inadmissible de la part de la société anonyme lux-Airport en charge de la sécurité à l'Aéroport de Luxembourg?

- Monsieur le Ministre pense-t-il réellement qu'il est raisonnable de conférer une tâche aussi primordiale qu'est celle de la sécurité nationale à une société anonyme soumise aux exigences du marché et à la maximisation des profits?

Réponse (23.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député demande des renseignements concernant le contrôle d'accès à l'enceinte aéroportuaire.

En ce qui concerne la première question, il convient de remarquer que le point de contrôle en question est gardé 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 par au moins deux agents de sûreté. Le fonctionnement technique de la barrière du contrôle d'accès n'est pas prépondérant pour le contrôle d'accès qui est effectué par du personnel qualifié. Aussi convient-il de noter que ce point de contrôle donne uniquement accès aux parkings extérieurs des différents exploitants sur le site aéroportuaire et ne permet pas d'atteindre une zone plus sensible sans être accompagné d'une personne dûment autorisée à accéder à ces zones de sûreté à accès réglementé. Partant, le contrôle d'accès ne peut être qualifié de défaillant.

Pour ce qui est de la deuxième question, je me permets d'attirer l'attention de l'honorable Député sur le fait que par la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare, le législateur a confié à lux-Airport l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan global

de sécurité et de sûreté de l'Aéroport sans préjudice du fait que l'État continue à assumer la police de l'Aéroport de Luxembourg. Par ailleurs, conformément au règlement grand-ducal du 14 avril 2003 portant approbation du contrat sur le développement, la mise en valeur et l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, signé le 15 janvier 2003 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et lux-Airport, l'État rembourse à lux-Airport les frais en relation avec l'élaboration et la mise en œuvre dudit plan de sécurité et de sûreté. La société lux-Airport n'est donc pas soumise aux exigences du marché ni aux contraintes d'une maximisation des profits en ce qui concerne ces tâches.

Question 1271 (7.9.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant les **pertes de récolte dans l'Oesling:**

Suite aux vagues de chaleur et de sécheresse en juillet et aux pluies excessives et ininterrompues depuis le début du mois d'août, de nombreux agriculteurs à travers le pays se voient confrontés à de graves pertes de récolte. Tel est surtout le cas pour les agriculteurs de l'Oesling qui déplorent d'ores et déjà des pertes substantielles parce qu'ils n'ont pu rentrer que 30 à 40% de leurs parcelles avant le début de la période pluvieuse.

Sachant qu'actuellement, sur les 2.450 exploitations agricoles, seulement 160 ont souscrit une «Mehrgefahrenversicherung» qui les couvre partiellement contre les pertes de récolte, il ne reste pas moins de 2.290 exploitations agricoles qui ne peuvent profiter d'une mesure compensatoire quelconque.

Étant donné la situation peu enviable dans laquelle bon nombre d'agriculteurs du Nord du pays se trouvent actuellement, nous voudrions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Est-ce que le Gouvernement prévoit, afin de ne pas compromettre l'existence de nombreux agriculteurs, de compenser, moyennant des subventions appropriées, les pertes de récolte?

Réponse (16.10.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

À titre préliminaire il convient de noter que le revenu agricole se compose, d'une part, des recettes obtenues par la vente de produits agricoles et, d'autre part, des aides directes publiques allouées directement aux exploitants agricoles et dont une partie, à savoir le paiement unique, est allouée de façon indépendante de la culture et du volume produit depuis 2005.

Or, ces aides, qui représentent une partie importante du revenu, ne sont pas soumises aux aléas des conditions climatiques. Elles constituent donc une part invariable du revenu agricole. À remarquer que suite aux démarches effectuées au niveau de l'Union par plusieurs États membres, dont le Luxembourg, un paiement partiel du paiement unique à hauteur de 50% pourra cette année être versé aux producteurs dès le 16 octobre alors que la date normalement prévue par la réglementation pour le premier paiement est le 1er décembre. Les dossiers de paiement y relatifs sont actuellement finalisés dans mes services.

Les dispositions communautaires en matière d'aides d'État prévoient que les États membres peuvent allouer des aides nationales en cas de conditions climatiques exceptionnelles et sous condition que les pertes de revenu (non pas de recettes) dépassent 20% dans les régions défavorisées, dont le Grand-Duché fait partie.

Par le passé, le Luxembourg a fait usage de cette faculté à différentes reprises. Ces aides doivent cependant être approuvées préalablement par la Commission européenne et la procédure d'approbation est inévitablement longue, de sorte que les exploitations ont dû attendre souvent plus d'un an avant de toucher les aides.

Au vu de cette situation peu satisfaisante certaines organisations agricoles ont lancé l'idée d'une assurance récolte, outil moderne et rapide pour répondre aux pertes dues à des aléas climatiques. À côté de l'assurance grêle une telle assurance multirisques a été introduite en 2004.

Le Gouvernement, pour sa part, a décidé dès 2004 de prendre en charge les coûts de ces assurances à hauteur de 50%, sous condition que toute autre intervention de l'État en ce qui concerne les risques assurables ne serait plus envisagée à l'avenir.

L'enveloppe globale de l'intervention publique en faveur de tels contrats d'assurance s'élève à 127.337 euros pour l'assurance grêle et à 119.523 euros pour l'assurance multirisques pour l'année 2005. Pour l'année 2006, ces montants s'élèvent respectivement à 139.081 et à 125.405 euros.

Il y a lieu de noter que pour le secteur viticole le Gouvernement a adopté la même approche depuis plusieurs années et qu'après une courte période de démarrage ce système a fait ses preuves.

Pour conclure, je suis disposé à accompagner de façon constructive et proactive les améliorations du système des assurances multirisques que je considère être une façon moderne et rapide de faire face aux pertes de récoltes dues aux aléas climatiques tout en responsabilisant de façon équitable les producteurs et les pouvoirs publics.

Question 1281 (15.9.2006) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant la **formation continue des cuisiniers des cantines scolaires:**

Le «Plan d'action pour la promotion de l'alimentation saine et de l'activité physique», tel qu'il a été présenté par les Ministres de l'Éducation nationale, de la Santé, de la Famille et des Sports le 5 juillet de l'année en cours, prévoit entre autres une formation continue des cuisiniers des cantines scolaires.

Tout en approuvant clairement cette action, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Comment et sur quelle base le formateur de ces cours a-t-il été sélectionné, respectivement quels étaient les critères pour choisir le cuisinier anglais Jamie Oliver?

2. Est-ce que ce dernier bénéficie d'un contrat avec une rémunération déterminée? Si non, comment sera-t-il payé pour sa prestation?

3. Est-ce qu'il a été également fait appel à d'autres formateurs, tels que ceux du Lycée technique hôtelier «Alexis Heck» de Diekirch, du Vatel Club Luxembourg, de l'association Euro-Toques Luxembourg, etc.?

4. Est-il prévu de faire participer les institutions précitées à ce plan d'action? Considérant la renommée nationale et internationale du lycée et des associations précitées, est-ce que Madame la Ministre n'estime pas qu'une telle synergie pourrait garantir la réalisation d'un projet à la fois professionnel et éducatif en intégrant le savoir-faire des chefs de cuisiniers, des maîtres formateurs, la curiosité et l'engagement des élèves apprenants, relève future?

Réponse commune (13.10.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,* **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Ad 1) Le cuisinier anglais Jamie Oliver est l'ambassadeur d'une campagne promouvant l'alimentation saine des jeunes en Grande-Bretagne. L'identification du cuisinier anglais s'est faite en raison de sa grande popularité chez les adolescents et en raison de sa capacité à mobiliser les médias. Un premier contact a été établi par les responsables du Ministère afin de connaître la disponibilité et l'intérêt du cuisinier.

Ad 2) Il est prévu d'indemniser le cuisinier anglais au même taux d'indemnités que les autres formateurs externes qui interviennent au service de l'éducation nationale.

Ad 3) Il est évident que le Ministère de l'Éducation nationale associera les formateurs luxembourgeois qui s'intéressent à la problématique et qui sont disposés à s'y investir.

Ad 4) D'ailleurs dès le mois de juillet le Ministère avait, en concertation avec des représentants du Ministère de la Santé, contacté le Lycée technique hôtelier «Alexis Heck» de Diekirch à ce propos.

Question 1282 (15.9.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **réforme des institutions financières internationales - mondialisation économique, sociale et écologique:**

Les 19 et 20 septembre 2006 auront lieu à Singapour les rencontres annuelles du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale pour l'année 2006. La Confédération internationale des syndicats libres a fait paraître à cette occasion une importante déclaration dans laquelle elle analyse méthodiquement les positions et les contradictions de ces deux Institutions de la gouvernance mondiale, déclaration qui mérite d'être prise très au sérieux à un moment où les opinions publiques de nos États se posent de nombreuses questions sur la mondialisation.

Ainsi, ni le FMI ni la Banque mondiale n'ont participé à la recherche d'une plus grande cohérence des politiques du FMI, de la Banque mondiale, de l'OIT, de l'OMC et d'autres organisations impliquées de l'ONU telle qu'exigée par le rapport de 2004 de la commission mondiale pour la dimension sociale de la mondialisation ou encore les objectifs du Millénaire (Millennium Development Goals).

Relevons par exemple que la Banque mondiale, sous le chapitre de son rapport intitulé «Doing business», classe les pays selon des critères qui concernent les régulations du travail (durée, salaire minimum, règles de licenciement, restrictions des droits des travailleurs) et considère que les pays où ces régulations sont les plus sérieuses ne sont pas propices à l'investissement. Tel serait le cas des pays où la durée du travail hebdomadaire est inférieure à 66 heures. D'où naît le modèle dit de «Palau», d'après le nom d'une île du Pacifique avec 21.000 habitants où il est permis que les travailleurs travaillent jusqu'à 24 heures par jour et sept jours sur sept. C'est évidemment l'«idéal absolu» pour le capital qui consent à s'y investir!

- Ces considérations m'amènent à demander à Monsieur le Premier Ministre comment le Gouvernement luxembourgeois entend intervenir pour la réforme des institutions financières internationales dans le sens d'une mondialisation non seulement économique, mais aussi sociale et écologique.

Réponse (26.10.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La question de l'honorable Député vise moins les éléments de réforme organisationnelle du Fonds Monétaire International qui étaient à l'ordre du jour des assemblées annuelles des institutions de Bretton-Woods à Singapour en septembre 2006 et qui progressent bien mieux que dans d'autres enceintes des Nations Unies, qu'une problématique plus générale, qui est celle de la cohérence des politiques des différentes institutions financières internationales.

En ce qui concerne plus particulièrement la collaboration et partant la cohérence entre les deux institutions de Bretton-Woods que sont le FMI et la Banque mondiale, un approfondissement de cette collaboration est activement recherché par les dirigeants de ces deux institutions. À cette fin, il convient notamment de relever la mise en place d'un comité externe composé de six «sages» chargé précisément d'examiner les différents aspects de la collaboration entre le Fonds et la Banque. Les vues des États membres seront activement sollicitées par ce comité qui devra terminer ses travaux pour la fin de l'année en cours. Des détails sont disponibles dans le communiqué de presse 06/65 du 29 mars 2006 sur le site Internet du FMI.

Il va de soi que le Gouvernement luxembourgeois soutient ces efforts.

Quant à la cohérence plus large des politiques du Fonds et de la Banque avec celles d'autres institutions, notamment dans le domaine du commerce international, elle est certes souhaitable et mérite l'appui des États membres, sans toutefois que la conditionnalité propre à chaque institution puisse être sacrifiée.

Question 1283 (15.9.2006) de **Mme Colette Flesch** et **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **mise en vigueur de la «loi antitabac»:**

Des exploitants d'établissements de restauration et de débits de boissons ainsi que des représentants des forces de l'ordre ont appelé notre attention sur les difficultés qu'ils éprouvent à appliquer la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac compte tenu du flou de certaines de ces dispositions.

- Le Ministre peut-il énumérer avec précision quels sont les types d'établissement qui tombent dans le champ d'application des dispositions de l'article 6 (1) sous 13. de ladite loi?

- Quels sont, de façon précise, les types d'établissements qui tombent dans le champ d'application des dispositions de l'article 6 (4) de ladite loi?

- Qu'en est-il du débit de boissons dans lequel des plats sont servis uniquement entre 12.00 et 14.00 heures mais pas le soir? L'interdiction de fumer s'applique-t-elle entre 19.00 et 21.00 heures?

- Qu'en est-il du débit de boissons dans lequel des plats sont servis uniquement entre 19.00 et 21.00 heures mais pas à midi? L'interdiction de fumer s'applique-t-elle entre 12.00 et 14.00 heures?

- Que se passe-t-il dans un débit relevant des dispositions de l'article 6 (4) quand à 14.01 heures ou 21.01 heures quelqu'un allume une cigarette et une autre personne est encore en train de manger? Quelle doit être l'attitude de l'agent de police appelé en intervention?

Réponse (16.10.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les honorables Parlementaires aimeraient savoir quels sont les établissements tombant sous l'article 6 (1) sous 13. de la loi (d'après la loi: les établissements de restauration et les salons de consommation des pâtisseries et des boulangeries) dans lesquels l'interdiction de fumer est permanente, sauf dans les salles séparées, et quels sont les débits de boissons visés au même article sous (4), dans lesquels l'interdiction n'est d'application qu'aux plages horaires y définies.

Pour faire la distinction entre les divers établissements il convient de se référer à l'autorisation de faire le commerce établie, sur demande de l'exploitant, par le Ministre des Classes moyennes. Le champ d'activité des restaurants d'une part, des débits de boissons d'autre part, est défini dans un règlement grand-ducal du 5 avril 1989 déterminant le champ d'activité des exploitants d'établissements d'hébergement, de débits de boissons et de restauration. Sans qu'il s'agisse là d'une définition légale, et sous réserve de l'autorisation effectivement détenue par l'exploitant, l'on peut considérer les établissements portant l'enseigne de café, brasserie, discothèque, bar ou milk-bar comme couverts par l'expression «débits de boissons».

Les honorables Parlementaires aimeraient encore savoir si l'interdiction de fumer vaut le soir dans les débits de boissons qui servent des plats seulement à midi, et à midi dans les établissements qui servent des plats seulement le soir. La disposition légale afférente qui détermine des plages horaires précises pendant lesquelles l'interdiction de fumer est d'application ne se trouvait pas dans le texte gouvernemental initial, mais résulte d'un amendement proposé par le Conseil d'État, suite à une suggestion faite en ordre subsidiaire par la Chambre de Commerce et repris par la Chambre des Députés. Les travaux parlementaires ne fournissent pas de réponse à la question posée. Sous cette réserve, et sous la réserve plus générale qu'il appartient en définitive aux autorités judiciaires d'interpréter les lois en les appliquant à des cas d'espèce dont elles sont saisies, je serais enclin à dire que si un cafetier prend l'option de ne servir des plats que pendant une des plages horaires déterminées par la loi l'interdiction de fumer ne vaut pas pendant l'autre plage horaire.

Toujours sous la réserve générale exprimée ci-dessus, mais compte tenu du fait que les lois pénales sont de stricte interprétation, j'estime que l'interdiction de fumer prend fin respectivement à 14.00 et à 21.00 heures.

Pour le surplus je n'entends pas me lancer dans une casuistique stérile. Je ne doute pas que le bon sens des uns et des autres fera en sorte que les agents n'auront pas à intervenir dans un cas limite tel que celui envisagé par les honorables Parlementaires, ni que ces agents sauront faire la part des choses et agir avec doigté, si leur intervention était par impossible sollicitée dans pareille situation.

Question 1286 (18.9.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **grossesses de mineures et éducation sexuelle:**

Il ressort des statistiques publiées par le Statec que le nombre de

mères mineures a fortement augmenté au Luxembourg au courant des dix dernières années.

Dans ce contexte de nombreuses études soulignent l'importance de l'éducation sexuelle pour éviter que les jeunes filles soient contraintes à vivre une grossesse précoce non désirée ou le cas échéant un avortement.

Dès lors il semble que les cours d'éducation sexuelle actuellement dispensés dans nos écoles pourraient se montrer insuffisants.

Dans ce contexte j'aimerais donc savoir de Mesdames et Monsieur les Ministres:

- Existe-t-il des études qui analysent le phénomène de grossesse des mineures afin d'en déterminer les raisons?

- Est-ce que des campagnes de sensibilisation et de prévention traitant spécifiquement des grossesses de mineures auraient été prévues pour cette année, mais auraient finalement été reportées à l'année prochaine? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ce report?

- Dans un contexte plus général, existe-t-il des études qui tendent à déterminer quel est le niveau de connaissances des jeunes relatives à la sexualité, la contraception, les malades sexuellement transmissibles ou le SIDA?

- Existe-t-il des réflexions notamment en ce qui concerne les cours d'éducation sexuelle données dans les écoles luxembourgeoises? Ne devraient-ils pas être dispensés plus tôt et ne devraient-ils pas être mieux adaptés aux jeunes gens?

Réponse conjointe (31.10.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

- D'après les données des fiches médicales de naissance, recueillis dans les maternités dans le cadre de la naissance d'un enfant, le pourcentage des mères mineures se présente comme suit:

Âge/Année		2001	2002	2003	2004
	≤ 19 ans/ Naiss. tot.	2,7%	2,8%	2,5%	2,6%
%	≤ 16 ans/ Naiss. tot.	0,2%	0,2%	0,3%	0,4%
%	≤ 16 ans/ ≤ 19 ans	8%	6,5%	7,6%	11%

La Direction de la Santé considère des nombres très petits et un temps d'observation très court, de sorte que les interprétations statistiques des chiffres présentés sont à faire avec beaucoup de prudence et de réserve. Ce n'est que sur base d'un temps d'analyse beaucoup plus important, qu'on pourra formuler des constations significatives et fiables.

Alors que le pourcentage des mères de moins de 19 ans n'a pas changé depuis 2001, on remarque au cours de ce temps une légère tendance à l'augmentation du pourcentage de mères mineures (≤ 16 ans), passant de 0,2% à 0,4% de toutes les naissances. Ne considérant que le groupe des mères de moins de 19 ans la proportion des mères de moins de 16 ans dans ce groupe est passée entre 2001 à 2004 de 8% à 11%.

Le nombre des mères mineures ne donne qu'une image très restreinte des grossesses précoces, desquelles malheureusement nous n'avons pas de chiffres à l'heure actuelle.

La promotion de la santé sexuelle, la prévention des grossesses non désirées et la prévention des MST figure parmi les priorités et des initiatives spécifiques seront développées au cours de 2007.

Au Luxembourg, il n'existe pour le moment pas d'études qui analysent le phénomène des grossesses de mineurs et qui permettraient de conclure à d'éventuelles raisons. Des études réalisées dans d'autres pays européens semblent se limiter à établir l'inventaire et les caractéristiques des grossesses en question.

- Une activité des sensibilisations intitulée «Wa Kanner Eltere ginn… Schwangerschafte vu mannerjährege Mammen» est prévue pour janvier 2007. Il s'agit d'un séminaire interdisciplinaire qui abordera le sujet des aides et soins dans des situations de grossesses impliquant des parents mineurs. Il est organisé sur l'initiative du Ministère de la Famille et de l'Intégration en étroite collaboration avec différents organismes privés et étatiques concernés par le sujet.

En ce qui concerne des études permettant d'établir le niveau de connaissance des jeunes par rapport à des sujets en rapport avec la sexualité, l'étude intitulée «Das Wohlbefinden des Jugendlichen in Luxembourg», éditée en 2002 par le Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et par le Ministère de la Santé, présente les résultats d'une enquête réalisée auprès d'environ 5.000 jeunes Luxembourgeois sur les sujets susmentionnés.

Les interventions de la Direction de la Santé considèrent la promotion et la protection de la santé affective et sexuelle dans sa globalité, touchant le développement physique et psychique, les sentiments, la sensualité, la sexualité, la contraception et la protection des maladies sexuellement transmissibles.

- L'étude sur le bien-être des jeunes au Luxembourg, publiée en 2002 par le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Éducation nationale, qui a été réalisée sur un échantillon de 28% des jeunes entre 12 et 18 ans, consacre un chapitre aux problèmes de la sexualité et au SIDA (§ Partnerschaft-Sexualität-Verhütung Aids).

Une deuxième étude de ce genre est en cours de réalisation, le recueil des données à été réalisé en début d'année et la présentation des résultats est prévu pour fin 2007.

- Bien qu'au cours de 20 dernières années beaucoup a été réalisé dans le domaine de l'éducation sexuelle des enfants, que ce soit par l'incorporation de certains thèmes dans le curriculum scolaire de l'enseignement primaire ou secondaire, par des brochures, des campagnes d'information, des initiatives d'associations comme le Planning familial et l'«Aidsberodung», l'ampleur du problème appelle à une intensification des efforts:

La politique en matière de sexualité des jeunes se base sur les recommandations de l'OMS, retenues dans les buts 21 de la Santé Pour Tous:

D'ici 2020 les jeunes de la région européenne devraient être en meilleure santé et être mieux en mesure d'assumer leur rôle dans la société:

les enfants et adolescents devraient mieux maîtriser les aptitudes utiles pour la vie et être en mesure d'opérer des choix sains,

il faudrait fortement réduire la proposition de jeunes qui adoptent des comportements dangereux,

les choix sains devraient être les choix les plus faciles et les plus accessibles pour tous.

La Direction accorde une importance primordiale à la promotion de la santé sexuelle à partir d'un jeune âge et tout au long de l'adolescence, puisque c'est au cours de cette période de la vie qu'un individu acquiert et incorpore des habitudes et des aptitudes pour toute son existence.

L'acquisition de comportements et d'habitudes saines des jeunes dépend des exemples vécus, des connaissances transmises, des circonstances et des environnements favorables qu'on met à leur disposition.

Activités:

Élaboration «interdisciplinaire» d'un «Guide de la Santé affective et sexuelle», en version française et allemande destiné aux adolescents de l'enseignement secondaire (réalisation en phase finale).

Il est prévu pour 2007 l'élaboration d'une version «simplifiée» du guide, ainsi que d'une brochure d'information pour les enfants de l'enseignement primaire.

Constitution d'un «Groupe de travail multidisciplinaire» pour l'élaboration d'un programme et d'un plan d'action en matière de promotion de la santé sexuelle (2007).

Question 1289 (19.9.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **impôts des commerçants:**

Wéi et schéngt, a mir och vu Betraffenen zougedroe gouf, gëtt d'Encaisséiere vu Steiere méi restriktiv vun där enger oder anerer regionaler Steierverwaltung bedriwwen.

Dat besonnesch bei Geschäftsleit, wou et esouguer virkënnt, datt fir d'Encaisséiere vu Steieravancen d'Konte vu Geschäftsleit saiséiert ginn, an dat ier dat lafend Steierjoer ofgeschloss ass.

Dës Aart a Weis virzegoe kann déi betraffe Geschäftsleit net nëmmen a finanziell Engpäss bréngen, mä se och vis-à-vis vun hirer Bank a Misskredit.

D'Virgoensweis vun där enger oder anerer regionaler Steierverwaltung schéngt mer zumindest fragwürdeg, well menges Wëssens no weder d'Steiergesetz nach e Reglement virgesäit, datt Avancen op d'Steieren musse bezuelt ginn.

D'Steiere sinn am Fong eréischt geschëllt, wann d'Steierjoer an d'Konten ofgeschloss sinn an d'Steiererklärung vum Steieramt aviséiert ginn ass. Dofir kënne keng Sanktiounen ausgeschwat ginn ier déi genau Steierschold definitiv festläit.

Wann een och kann domat d'accord sinn, datt op Paien, Gehälter oder soss regelméissege Revenuen Avancen akasséiert ginn, sou ass dat bei de mettelstännege Betriber a besonnesch bei Geschäftsleit awer net esou evident, well do déi monatlech Revenue variabel sinn.

De Stat ka menger Usiicht no recommandéieren Avancen ze bezuele fir no der Steierofrechnung net ze vill musse beieneen ze bezuelen, mä e kann op kee Fall d'Konte bei Banke saiséiere fir Réckstänn op Avancen, déi laut Steiergesetz iwwerhaapt net geschëllt sinn, a scho guer net ier dat lafend Steierjoer ofgeschloss ass.

Kann den Här Minister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt déi eng oder déi aner regional Steierverwaltung méi restriktiv virgeet fir Steieren ze encaisséieren?

2. Ass dem Här Minister bekannt, datt esouguer Bankkonte saiséiert gi fir „Steierréckstänn" déi opgrond vun Avancë fir d'lafend Steierjoer verlaangt ginn awer laut Steiergesetz net geschëllt sinn an dat obwuel dat lafend Steierjoer nach net ofgeschloss ass?

3. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, datt keng Saisië méi duerfe praktizéiert gi wéinst réckstännege Steieravancen, dat besonnesch wat d'Bankkonte betrëfft, bis dat lafend Steierjoer ofgeschloss ass?

4. Wier et net sënnvoll, besonnesch wéinst der duerch ëmmer méi starker auslännescher Konkurrenz prekärer Situation, de Geschäftsleit méi Flexibilitéit zouzegestoe wat d'Steiere betrëfft?

Réponse (23.11.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La question de l'honorable Député ne précise pas la nature directe ou indirecte des impôts qui sont visés.

S'agissant de l'Administration des Contributions directes, trois receveurs procèdent au recouvrement des impôts, droits et taxes conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en la matière.

En vertu de la loi du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, les deniers appartenant ou dus aux redevables d'impôts peuvent être saisis par les receveurs auprès des dépositaires et débiteurs, y compris les banques, afin de faire rentrer les créances d'impôts, fussent-elles constituées par des avances d'impôts qui sont dues au même titre que les montants en principal.

Le Ministre des Finances n'entend pas empêcher le recouvrement des avances d'impôts venues à échéance. Selon l'article 135 de la loi concernant l'impôt sur le revenu, le montant de chaque avance est fixé, en principe, au quart de l'impôt qui, après imputation des retenues à la source, résulte de l'imposition établie en dernier lieu. Aux cas où il s'avérait que le montant des avances fixé serait trop élevé, il doit être modifié par le bureau d'imposition compétent sur demande motivée du contribuable.

L'impôt est à payer aux échéances déterminées par les différentes lois qui les régissent. Si certains contribuables éprouvent des difficultés passagères de paiement, rien ne les empêche de demander un délai de paiement auprès du bureau d'imposition compétent.

Au niveau de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, le bureau de la recette centrale à Luxembourg procède à l'encaissement des impôts indirects (TVA). Les dispositions de l'article 63, paragraphe 1, 2e alinéa de la loi TVA modifiée du 12 février 1979, autorisent l'Administration à fixer à charge des assujettis ne respectant pas leurs obligations légales en matière de dépôt des déclarations, des acomptes provisionnels à valoir sur la TVA échue. Cette disposition a pour objectif d'empêcher les assujettis à différer, intentionnellement ou non, le paiement des taxes légalement échues au trésor et généralement encaissées sur leurs clients, par le dépôt tardif, voire le non-dépôt des déclarations. En fonction du régime déclaratif des différents assujettis, ces acomptes sont fixés soit mensuellement, soit trimestriellement, soit annuellement.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 10 du règlement grand-ducal du 23 décembre 1992 ayant trait à la déclaration et au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, l'acompte provisionnel est payable sans délai et le montant n'en est modifié que par le dépôt de la déclaration afférente. En cas de non-paiement de l'acompte légalement dû, même si celui-ci concerne l'année courante, l'Administration, à l'instar de l'Administration des Contributions directes, dispose pour le recouvrement de sa créance de différents moyens, dont le droit de procéder à une saisie-arrêt. Il importe cependant de souligner qu'aucune saisie n'est pratiquée sans qu'il y ait eu au préalable établissement d'une contrainte administrative, laquelle constitue le titre de la saisie. Par la signification de la contrainte l'assujetti est informé de la somme qu'il doit à l'État et mis en demeure de payer. Il est pareillement avisé que l'État cherchera à obtenir le paiement par tous les moyens que la loi met à sa disposition, dont entre autres, la saisie-arrêt.

Pour ce qui concerne l'allusion de l'honorable Député au sujet de plus de flexibilité en matière de taxes, il est renvoyé aux dispositions de l'article 6 du règlement grand-ducal précité, lesquelles autorisent l'Administration à accorder, à titre individuel et sur demande motivée de l'assujetti, des délais de paiement. Bien entendu, eu égard à la nature particulière de la TVA en tant qu'impôt de consommation supporté par le consommateur final et payé par celui-ci à son fournisseur assujetti, et dans l'intérêt de l'État et de l'équité fiscale, l'octroi de délais de paiement constitue une exception à la règle qui exige le paiement spontané de la taxe aux échéances légales.

Question 1290 (19.9.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **registre ferroviaire au Luxembourg:**

Le 16 mai 2006 la Chambre des Députés a adopté le projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Vilnius le 3 juin 1999, portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980. Dans un futur proche il est prévu d'instaurer un registre ferroviaire dont le siège reste à déterminer.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-il vrai que Monsieur le Ministre souhaite voir s'établir un registre ferroviaire au Luxembourg? Si oui, quelles initiatives ont été prises entre-temps à cet égard?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les avantages que pourraient comporter l'établissement d'un registre ferroviaire au Luxembourg?

- Quelles sont les chances du Luxembourg pour accueillir ce registre? Y a-t-il d'autres prétendants au siège du registre ferroviaire? Dans l'affirmative, quelles sont ces candidatures? Quels arguments plaident en faveur du Luxembourg? Quels pourraient être ceux jouant en défaveur de notre pays?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles conséquences l'établissement d'un registre ferroviaire aurait pour le Luxembourg en termes de mise à disposition d'infrastructures immobilières et d'autres accommodements? Quelles seraient les implications budgétaires attendues? Combien de personnel serait rattaché à ce registre?

Question 1291 (19.9.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **création d'organismes internationaux de gestion des programmes d'UNIDROIT:**

La COTIF (Convention relative aux transports internationaux ferroviaires) s'inscrit dans le cadre des initiatives de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT). Les récentes initiatives de cet Institut prévoient la création de toutes sortes d'organismes internationaux destinés à gérer les différents programmes d'UNIDROIT.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Le Gouvernement se montre-t-il intéressé par l'établissement de l'un ou de l'autre de ces organismes au Luxembourg?

- Existe-il à l'heure actuelle des initiatives luxembourgeoises concrètes pour s'assurer le siège de tels organismes? Si oui, lesquelles?

- Quelle est la stratégie globale adoptée par le Gouvernement en ce qui concerne l'implantation de tels organismes au Luxembourg?

Réponse commune (21.11.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Les deux questions des honorables Députés portent sur les activités du Gouvernement relatives aux initiatives de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT) ainsi que de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF). Au vu de la teneur très semblable de ces deux questions, nous nous permettons d'y répondre conjointement.

Nous confirmons que le Gouvernement a décidé de convoquer la Conférence diplomatique pour l'adoption du projet de Protocole portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles adoptée au Cap le 16 novembre 2001. La conférence se tiendra à Luxembourg dans les locaux du Nouvel Hémicycle du 12 au 23 février 2007. Si le Grand-Duché en est l'État hôte qui a envoyé les invitations à l'ensemble des États membres des Nations Unies, la Conférence se tiendra sous les auspices conjoints d'UNIDROIT et de OTIF.

L'objectif principal du Gouvernement est d'assurer que la conférence diplomatique en février soit couronnée de succès. Tous les efforts logistiques et démarches nécessaires sont faits pour atteindre cet objectif.

L'organisation d'une telle conférence avec plus de 200 participants confère une visibilité internationale à notre pays. Nous nous attendons à ce que le Protocole qui serait signé à l'issue de la conférence porte le titre de «Protocole de Luxembourg». L'image d'un pays qui mise sur le développement du rail en sortira renforcée. Il importe de relever aussi les nouvelles perspectives que la signature du Protocole de Luxembourg ouvrirait aux pays africains qui cherchent des moyens de financement pour se doter des infrastructures nécessaires à leur développement économique. Parmi les plus grands bénéficiaires potentiels de l'adoption du Protocole figurent aussi deux de nos pays cibles, à savoir le Niger et le Burkina Faso.

Un groupe de travail interministériel s'occupe de l'ensemble des aspects relatifs à cette conférence. Diverses consultations avec les deux organisations internationales, les autorités d'autres pays ainsi qu'avec des acteurs du secteur privé sont en cours. Les retombées potentielles de l'adoption du Protocole pour le Grand-Duché font actuellement l'objet d'analyses approfondies par un groupe de travail spécifique. Le cas échéant, le Gouvernement en informera bien entendu la Chambre des Députés.

Question 1294 (20.9.2006) de **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **cumul des fonctions de certains hauts fonctionnaires:**

Dans le cadre des discussions concernant le rapport de la commission spéciale chargée d'analyser les pratiques financières au sein du Ministère de la Santé, le sujet du cumul des fonctions des fonctionnaires a été abordé.

Le rapport de cette commission spéciale avait notamment invité le Gouvernement à veiller à exécuter rigoureusement les dispositions concernant le statut des administrateurs représentants de l'État dans une société anonyme. Une motion avait également été adoptée invitant le Gouvernement à étudier la possibilité de restreindre la pratique des cumuls.

Or, force est de constater que l'actuel Gouvernement ne semble pas avoir changé cet usage consistant à nommer des hauts fonctionnaires de l'État dans bon nombre de conseils d'administration. J'aimerais donc savoir:

- Combien de hauts fonctionnaires ont été nommés au sein de conseils d'administration depuis octobre 2004?

- Pour certains de ces fonctionnaires, n'existe-t-il pas un conflit d'intérêts qui pourrait influer sur l'exécution de leurs fonctions officielles ou tout simplement un problème de disponibilité effective pour exercer leurs fonctions principales?

- Est-ce que les dispositions prévues par la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État dans une société anonyme sont scrupuleusement respectées?

- Dans la réponse à la question parlementaire N°1003 *(cf. compte rendu N°12/2005-2006)*, Monsieur le Premier Ministre avait précisé que ses services travailleraient sur la mise en place d'un code de déontologie pour les agents de l'État. Quel est l'état d'avancement de ce projet?

Réponse (21.11.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Ad 1) L'autorité politique qui a la responsabilité de proposer un fonctionnaire en tant que membre du conseil d'administration d'une société anonyme prend tout d'abord soin de choisir l'agent en question en fonction de ses compétences personnelles, de sa formation et de ses qualifications, afin de lui permettre d'apporter une réelle plus-value au fonctionnement du conseil d'administration au sein duquel il sera appelé à siéger. Parallèlement l'autorité politique évalue le risque d'un conflit d'intérêt entre le mandat à conférer au fonctionnaire et l'exercice normal de ses fonctions au moment où elle arrête son choix quant à la personne à désigner.

Cette décision prend enfin également et dûment en compte la disponibilité exigée du fonctionnaire en vue de remplir ses fonctions au sein du conseil d'administration. L'examen des nominations effectuées depuis octobre 2004 ne fait apparaître aucun élément qui permettrait de conclure à la non-concordance d'une de ces nominations avec les critères définis ci-dessus.

Ad 2) Les dispositions de la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme règlent les relations entre l'État ou la personne morale de droit public concernée et les personnes qu'ils désignent pour les représenter au niveau du conseil d'administration d'une société anonyme. Elles couvrent notamment l'obligation faite aux administrateurs nommés par l'autorité publique de transmettre toutes les informations utiles dont ils ont pu obtenir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions à l'État ou à la personne morale de droit public ainsi que les questions de responsabilité pouvant se poser en relation avec l'exercice du mandat d'administrateur.

Ad 3) Je me permets tout d'abord de rappeler les réponses formulées à l'endroit des questions posées par l'honorable Député Henri Kox en août et en octobre 2005 concernant la représentation de l'État ou d'autres personnes morales de droit public dans des sociétés anonymes et autres *(cf. comptes rendus N°2 à 5/2005-2006 - questions parlementaires N^os^ 0543, 0546, 0647, 0648, 0649, 0650, 0651, 0652, 0653 et 0654).* À l'époque, des listes exhaustives de tous les administrateurs représentant l'État dans ces sociétés furent fournies à Monsieur le Député. Depuis octobre 2004, le Gouvernement a procédé à 51 nominations au niveau des conseils d'administration de sociétés anonymes, étant entendu que pour bon nombre de ces nominations il s'agit de reconductions de mandats antérieurement exercés. La liste de ces nominations est jointe en annexe.

Pour ce qui est de la pratique suivie depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée en matière de liquidation des émoluments revenant aux fonctionnaires pour l'accomplissement de leur mission dans les conseils d'administration de sociétés anonymes, il convient de noter que le Conseil de Gouvernement se limite à évaluer le niveau approprié ou non de l'indemnité en question qui est versée directement aux fonctionnaires par la société anonyme.

Ad 4) Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative est actuellement en train de travailler à l'élaboration d'un code de déontologie.

Un tel code, qui cependant n'aura pas spécifiquement pour objet de régler les questions ayant trait à la représentation de l'État dans les conseils d'administration, aura pour finalité de définir les principes essentiels de la déontologie du fonctionnaire et d'aborder de façon spécifique des problèmes quotidiens tels les relations du fonctionnaire avec sa hiérarchie, le public et le secteur privé. Des questions relatives aux conflits d'intérêt y seront abordées.

L'élaboration d'un tel code devra se faire en étroite collaboration avec les fonctionnaires et les administrations concernées. Les consultations y relatives seront menées par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative au courant de l'année à venir.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 1295 (20.9.2006) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant les **soins palliatifs:**

Le projet de loi N°5584 relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, déposé le 7 juin 2006 à la Chambre des Députés, reflète l'importance grandissante accordée aux soins palliatifs qui ont pour objectif l'amélioration du confort du patient souffrant d'une maladie incurable. Ces soins sont pratiqués par des équipes soignantes (infirmiers et aides-soignantes) et ceci aussi bien en milieu hospitalier, extrahospitalier, qu'à domicile.

D'après mes expériences professionnelles, cette prise en charge essentielle pour le patient en fin de vie est appelée à connaître un essor considérable. Il s'avère dès lors nécessaire de faire en sorte que le personnel soignant dispose d'une formation adéquate dans ce domaine afin de pouvoir assurer le meilleur accompagnement possible aux personnes concernées. Le meilleur moyen serait d'intégrer de manière obligatoire la formation en soins palliatifs dans les programmes scolaires des écoles formant les futurs infirmiers et aides-soignants.

Dans ce contexte et conformément à l'esprit de la motion déposée en date du 12 mars 2003 par la Chambre des Députés relative aux soins palliatifs j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres compétents en la matière:

- Le Gouvernement n'envisage-t-il pas d'introduire dans un futur proche une formation en soins palliatifs aux élèves infirmiers et aides saignants? Dans l'affirmative, qui se chargerait de l'organisation des cours en question? Serait-il envisageable d'y associer «Omega 90» qui offre depuis les années 90 une formation continue en soins palliatifs aux professionnels du secteur et dispose de ce fait d'un savoir faire certain en la matière?

- Le Gouvernement ne juge-t-il pas également nécessaire que les médecins qui s'installent au Grand-Duché pour exercer leur profession aient des compétences dans le domaine de la médecine palliative? Dans ce contexte ne serait-il pas utile que l'Université du Luxembourg propose une telle formation, de façon à ce que les étudiants en médecine aient la possibilité de compléter leurs études en ce domaine au cas où leurs universités n'envisageraient pas une telle formation?

Réponse commune (9.11.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1) Depuis de nombreuses années les soins palliatifs font partie du programme de formation des élèves infirmiers et des élèves aides-soignants. Dans leurs principales branches professionnelles les élèves sont initiés à l'accompagnement de la personne dans les derniers instants de la vie, à la communication aidante, à la détection et à la contribution à l'apaisement de la douleur, de la souffrance et du deuil.

Certains des élèves ont fait des stages d'enseignement clinique dans les unités luxembourgeoises de soins palliatifs. De nombreuses classes ont profité de voyages d'études pour visiter des centres spécialisés en soins palliatifs dans nos pays limitrophes.

Au cours des années, les enseignants-infirmiers du Lycée technique pour professions de santé ont acquis une expertise en la matière et savent transmettre aux élèves les connaissances professionnelles de base nécessaires pour la prise en charge dans le cadre d'une équipe pluridisciplinaire des personnes en fin de vie.

Beaucoup de professionnels de santé qui veulent ensuite approfondir leurs connaissances dans le domaine des soins palliatifs profitent de l'offre de formation continue d'Omega 90.

2) S'agissant de la compétence des médecins en matière de soins palliatifs, le Ministère de la Santé a organisé, il y a quelques mois, une formation s'étendant sur plusieurs week-ends, destinée à tous les médecins intéressés. Cette offre a été très bien accueillie, puisque 80 participants environ ont suivi la formation, qui pourrait être répétée à intervalles réguliers, à l'intention des médecins nouvellement installés. Dans ce contexte le Gouvernement salue toute initiative pouvant émaner d'autres acteurs, y compris l'Université.

L'alinéa final de l'article 1^er^ du projet de loi en matière de soins palliatifs donne d'ailleurs au Gouvernement la possibilité d'assurer la formation adéquate du personnel médical et soignant, ceci en concertation avec les secteurs concernés.

Si le Gouvernement partage la préoccupation de l'intégration des soins palliatifs dans les programmes des formations de base des personnels de soins, il souligne la valeur intrinsèque des formations continues dans le domaine visé. Elles ont l'avantage d'intégrer les expériences et les interpellations professionnelles des participants, de contribuer à évaluer leurs pratiques et à réorienter leurs initiatives

Question 1298 (21.9.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **texte luxembourgeois sur les passeports:**

Op de Lëtzebuerger Päss sinn eng Rei Informatiounen a Lëtzebuerger Sprooch ze fannen. Net nëmmen ass den Titulaire vum Pass och op Lëtzebuergesch identifizéiert, mä hannen am Pass stinn doriwwer eraus Instruktioune fir den Titulaire.

Zwar hu mer vläicht an eiser Sprooch keen eegene Fachausdrock fir all diplomatesch a juristesch Eventualitéiten, mä verschidde Saache loosse sech dach op eng vill méi gewielte Manéier formuléieren, wéi dat an der Passnotiz de Fall ass. Sou zum Beispill ass et net terribel erbaulech ze liesen, et wier verbueden „egal wat un de Säiten ze änneren“ (sic), an däers nach méi.

- Ech wollt duerfir vum Här Ausseminister wëssen ob d'Ausgab vun deenen neie Päss net definitiv eng gutt Geleeënheet wier fir dat Lëtzebuergescht, wat drop ze liese steet, nokucken a verbesseren ze loossen, an dofir ze suergen, datt och de Lëtzebuerger Text um Pass op engem sproochlechen Niveau verfaasst ass, deen dem Dokument entsprécht, an deem een e fënnt.

Réponse (16.10.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

En date du 13 décembre 2004 le Conseil de l'Union européenne a arrêté le règlement (CE) N°2252/2004 établissant les normes pour les éléments de sécurité et les éléments biométriques à inclure dans les passeports et les documents de voyage délivrés par les États membres.

Le texte du règlement susvisé stipule entre autres que:

- l'instauration de normes de sécurité communes protège davantage les passeports contre la contrefaçon et la falsification,

- les dispositifs communs de sécurité facilitent les contrôles de la police des frontières,

- l'intégration parallèle d'identificateurs biométriques dans le passeport établit un lien fiable entre le détenteur et le document, et contribue sensiblement à la protection de cette dernière contre toute utilisation frauduleuse.

Dans le souci de respecter le règlement du Conseil de l'Union européenne, le Gouvernement luxembourgeois a décidé de lancer, en date du 1^er^ décembre 2005, le projet luxembourgeois du passeport biométrique.

C'est ainsi qu'un comité interministériel a été chargé de créer un nouveau passeport tout en se basant sur les anciens modèles en circulation depuis une quinzaine d'années.

S'il est vrai qu'un travail rédactionnel et graphique important a été réalisé pour générer le passeport biométrique, il importe de noter dans ce contexte que la formulation en langue luxembourgeoise figurant à la page 32 du passeport a été transcrite des anciens passeports et ceci étant donné qu'elle n'a jamais été remise en cause au fil du temps.

Compte tenu de ce qui précède, je souhaite porter à votre connais-

sance que je suis néanmoins sensible à vos commentaires et que je ne manquerai pas de soumettre à nouveau le texte contesté à nos linguistes, afin qu'ils revoient le libellé, tout en leur demandant de me proposer le cas échéant une nouvelle formule si besoin en est en la matière. Si tel était le cas, je suis tout à fait disposé à la faire inclure dans la nouvelle série de passeports qui seront imprimés par la «Bundesdruckerei» de Berlin.

Question 1299 (21.9.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **décès liés au tabagisme passif:**

Parallèlement à l'entrée en vigueur de la loi sur la lutte antitabac, des dépliants ont été distribués à tous les ménages.

Ces dépliants décrivent le contenu de la nouvelle loi, les restrictions en vigueur depuis le 5 septembre, mais aussi un certain nombre d'«informations» sur les effets de la consommation du tabac.

- Il y est notamment affirmé qu'au Luxembourg, 20 personnes environ mourraient chaque année des suites du tabagisme passif. Étant donné que cette affirmation est probablement difficile à motiver en détail, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si une telle assertion peut être faite avec tant soit peu de précision, et dans l'affirmative, quel est le raisonnement sur base duquel il pourrait être affirmé officiellement que notre pays compte 20 morts du tabagisme passif par an.

Réponse (26.10.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les données scientifiques accumulées par des dizaines d'études ne laissent plus aucun doute sur les effets néfastes pour la santé de l'exposition à la fumée de tabac: Ainsi, l'incidence de nombreuses maladies est augmentée par un facteur 1,25 à 2 fois pour les personnes exposées au tabagisme passif. La revue à ce sujet par la «California Environmental Protection Agency» est la plus complète et la plus récente. Elle a montré:

- Accidents coronariens: x 1,25 (augmentation du risque cardiovasculaire de 25 à 30%)

- Cancer du poumon: x 1,25 (augmentation du risque de 30%)

- Morts subites du nourrisson: x 2

- Infections respiratoires basses de l'enfant: x 1,7 si la mère fume (augmentation du risque de toux = 59%; augmentation du risque de bronchites = 49%)

- Otites récidivantes de l'enfant: x 1,5

- Retard de croissance intra-utérine et petit poids à la naissance: 20% de l'incidence de ces deux problèmes sont dus au tabagisme passif.

En 2002 le «Centre international de Recherche contre le Cancer» a classé la pollution atmosphérique par la fumée de tabac dans le groupe des cancérogènes certains pour l'homme.

En ce qui concerne le risque de cancer du poumon, pour le non-fumeur exposé à la fumée tabagique, celui-ci varie exponentiellement avec le niveau d'exposition et la durée d'exposition.

Quant à l'augmentation du risque coronaire, celui-ci est démontré par 39 études. L'augmentation du risque d'un AVC est de 28% si le partenaire de vie fume ± neuf cigarettes/jour, et de 62% s'il fume + de 20 cigarettes/jour.

Quant à la mortalité, il existe quelques études ayant directement évalué l'impact de l'exposition à la fumée tabagique de nonfumeurs sur la mortalité toutes causes:

L'augmentation est de 16% chez les hommes et de 28% chez les femmes dans une étude de Nouvelle-Zélande sur l'exposition tabagique à domicile.

Elle est plus élevée encore dans une étude effectuée à Hong Kong (25 et 41% respectivement), et ceci d'autant plus que le nombre de fumeurs au domicile est élevé.

Le calcul d'impact du tabagisme passif sur la mortalité est le plus souvent une évaluation calculée à partir des données épidémiologiques appliquées aux données de mortalité par cause:

En France, où environ 66.000 fumeurs décèdent chaque année des suites de leur tabagisme, on peut estimer que le tabagisme passif provoque aussi le décès de 3.000 à 6.000 personnes.

Ainsi en 2002 le nombre de morts imputables au tabagisme passif a été évalué à 5.863 en France.

Pour le Luxembourg, sachant qu'en moyenne 500 à 600 personnes meurent chaque année des suites de leur tabagisme, on peut estimer le nombre annuel de morts imputables au tabagisme passif entre 25 et 60 personnes.

Question 1300 (22.9.2006) de **M. Henri Grethen** *(DP)* concernant le **bilan des activités du TICE:**

Récemment les responsables du syndicat intercommunal TICE ont présenté le bilan de leurs activités en matière de transports communs en 2005. Ce bilan fait état d'une hausse substantielle du nombre des voyageurs utilisant les autobus du TICE. Par ailleurs les responsables syndicaux font état des investissements dans leurs instruments d'exploitation:

- augmentation au cours des derniers dix ans de l'effectif du personnel de 160 à 250 unités;

- augmentation du nombre des autobus en exploitation;

- augmentation du nombre de kilomètres parcourus.

Comme le syndicat intercommunal est lié au Ministère des Transports assurant aux autobus du TICE une couverture des coûts identique à celle dont bénéficient les entreprises privées du RGTR, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quel est le montant de la contribution étatique au compte d'exploitation du TICE? Comment a évolué le montant de cette contribution au cours de dix dernières années?

- Par quel montant les communes membres du TICE interviennent-elles au compte d'exploitation du syndicat? Comment a évolué ce montant au cours des dix dernières années?

- Quelle est l'évolution de la capacité de transport (nombre des places offertes) du TICE au cours de cette période?

- Quel est le taux d'occupation moyen des autobus du TICE? Comment ce taux a-t-il évolué au cours des dix dernières années? Comment ce taux se situe-t-il par rapport à celui des autobus de la Ville de Luxembourg et par rapport à celui des autobus du RGTR?

- Comment a évolué aux cours de la même période le nombre de kilomètres prestés par les autobus du TICE? Comment cette évolution se situe-t-elle par rapport à celle du kilométrage du RGTR?

Réponse (8.11.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député Henri Grethen s'enquiert sur l'évolution des dernières années constatée auprès du Syndicat des TICE.

Ci-après, dans l'ordre de ses questions, les données chiffrées dont dispose le Ministère des Transports et concernant ses interventions directes en vertu de la convention État-TICE signée en 1979.

Les participations financières de l'État à l'exploitation du réseau du TICE au cours des dix dernières années se présentent comme suit, comparées aux contributions des neuf communes syndiquées:

Année	Part État	Part communes
1996	237.115.000 LUF	156.658.221 LUF
1997	254.670.000 LUF	158.331.456 LUF
1998	277.718.249 LUF	164.021.657 LUF
1999	291.822.395 LUF	155.958.962 LUF
2000	310.519.014 LUF	168.121.303 LUF
2001	7.935.848 €	4.696.682 €
2002	8.491.864 €	5.491.198 €
2003	8.761.451 €	5.302.392 €
2004	9.062.501 €	5.795.807 €
2005	10.608.922 €	6.423.925 €

Le taux d'occupation des autobus par rapport aux places (assises et debout) a évolué au cours des dix dernières années dans les proportions suivantes, considérant que les TICE ont procédé à des comptages des voyageurs en 1996, 2001, 2004 et 2006.

Le nombre de voyageurs transportés par jour a augmenté de 11.804 en 1996 à 17.020 en 2006, soit + 44,2%.

Il n'est pas tenu compte du transport des élèves de l'enseignement secondaire, ce dernier représentant plus de 6.000 voyageurs supplémentaires par jour.

Pendant cette même période, le nombre de voyageurs a évolué de 72.770 à 90.180, soit 23,9% dans la ville de Luxembourg et de 84.170 à 115.100, soit 36,75% au RGTR.

La moyenne d'occupation journalière aux TICE est de 22 voyageurs par course.

Les kilomètres prestés par les autobus des TICE s'élevaient à 2.850.000 en 1996 et à 3.435.000 en 2005, soit + 20,50%.

Pendant la même période, le kilométrage a évolué au RGTR de 26.600.000 à 30.653.000, soit + 15,25%.

Question 1301 (22.9.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **procédure de préinscription aux universités françaises:**

En France, le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, François Goulard, a décidé de mettre en place un dispositif d'orientation des lycéens de terminale afin de remédier à l'échec aux universités françaises. Les universités pourraient ainsi demander aux élèves voulant s'inscrire de déposer une demande et ce dès le mois de février ou de mars, avec leur dossier scolaire. Si les chances de réussite du candidat sont jugées bonnes, il sera autorisé à s'inscrire. Si elles paraissent faibles, il sera convoqué à un entretien à l'université pour l'en informer. Rien n'empêche le candidat persistant dans son choix de s'inscrire dans la filière qu'il convoitait. Or, s'il refuse de se soumettre à cette procédure de préinscription, l'université aura le droit de ne pas l'inscrire. Ce dispositif devrait entrer en vigueur dès février dans la perspective de la rentrée universitaire 2007.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces projets?

- Quelle incidence cette procédure de préinscription risque-t-elle d'avoir pour les étudiants étrangers et notamment luxembourgeois?

- Comment peut-on éviter que des candidats luxembourgeois se voient refusés l'accès aux universités françaises?

Réponse commune (21.11.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Nous sommes au courant des propos de Monsieur Goulard, propos qui ont été tenus dans la suite de la remise à Monsieur Dominique de Villepin du rapport final du débat national «Université-Emploi». En effet, pour répondre aux préoccupations de la jeunesse française, le Président de la République avait demandé à une commission présidée par Patrick Hetzel, Recteur de l'académie de Limoges, d'apporter des réponses concrètes et d'application rapide sur l'adéquation entre les formations dispensées dans les universités et le marché du travail.

Un paquet de mesures préconisées par la commission Hetzel a trait à la lutte contre l'échec à l'université et l'une des mesures proposées prévoit la mise en place d'un dossier unique d'accès à l'enseignement supérieur, dossier sur base duquel une commission analyse si les aptitudes scolaires des lycéens sont en cohérence avec la formation universitaire dans laquelle il souhaitent s'engager. Après l'obtention du bac, les élèves qui posent un problème d'orientation bénéficient d'un entretien avec les responsables de la formation universitaire envisagée. Les auteurs du rapport soulignent qu'en tout état de cause, c'est l'étudiant qui conserve la possibilité de choisir sa formation.

Nous tenons à insister sur le fait qu'il s'agit là de propositions faites par la commission Hetzel, propositions qui ne font pas encore l'objet d'une décision officielle des autorités françaises compétentes.

Il est dès lors prématuré de spéculer sur d'éventuelles incidences de cette procédure sur l'accès aux universités françaises des étudiants luxembourgeois.

Nous continuons à suivre ce dossier et nous ne manquerons pas d'informer les élèves concernés des développements éventuels.

Question 1302 (25.9.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **déficit des caisses de maladie:**

Dans une interview accordée au quotidien «Tageblatt» Monsieur le Ministre a contesté la somme de 25 millions d'euros dont se chiffrerait le déficit des caisses de maladie comme avancée par le LCGB. Les chiffres de Monsieur le Ministre seraient de loin plus favorables. Une consommation moindre de médicaments aurait notamment permis de faire des économies.

En matière de pensions le LCGB ferait mieux, selon Monsieur le Ministre, de se préoccuper davantage des tendances se manifestant au sein d'une organisation amie.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des précisions quant à ses propres chiffres, plus favorables en matière de déficit des caisses de maladie?

- À combien se chiffrent les économies en matière de consommation de médicaments?

- De quelle organisation amie du LCGB Monsieur le Ministre fait-il allusion? De quelles tendances s'agit-il?

Réponse (31.10.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'Union des Caisses de Maladie établit périodiquement un tableau de bord renseignant sur l'équilibre financier de l'assurance maladie de l'exercice courant et sur l'évolution probable de cet équilibre financier au cours du prochain exercice (sous l'hypothèse de législation constante). Le tableau de bord édité en date du 19 septembre 2006 fait état d'un déficit cumulé prévisionnel de l'ordre de quatre millions d'euros, montant qui est nettement inférieur au déficit estimé au début du mois de juillet. L'explication principale de cette diminution du déficit cumulé résulte d'une évolution plus favorable de l'emploi et donc des recettes en cotisations au cours de l'exercice 2006. Cette évolution plus favorable peut également être extrapolée sur l'exercice 2007.

Lors de la réunion du comité quadripartite du 18 octobre 2006, l'UCM a présenté de nouvelles estimations qui tenaient également compte des résultats effectifs du premier trimestre 2006 et qui laissaient prévoir un déficit de 1,3 millions d'euros pour l'exercice 2006. Il est vrai que cette situation relativement favorable a été obtenue grâce à un effort volontariste de tous les acteurs de l'assurance maladie. La poursuite de cette politique volontariste laisse présager que le budget dont sera saisie l'assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie sera en équilibre.

Le comité quadripartite a été cependant unanime pour reconnaître la précarité de cet équilibre. Voilà pourquoi il a insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts d'économies sans entamer la qualité des soins dispensés.

Question 1303 (25.9.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **«super» poids lourds:**

Différents États membres de l'Union européenne et plus particulièrement les Pays-Bas, la Suède et la Finlande autorisent la mise en circulation de «super» poids lourds d'une longueur de 25 m et d'un poids admissible de 60 t. Des projets pilotes y relatifs sont en cours en Allemagne.

- Monsieur le Ministre des Transports pense-t-il que la généralisation de ce type de poids lourds soit faite pour réduire le nombre de camions circulant - notamment en transit - sur les routes luxembourgeoises ou ce type de camions aura-t-il plutôt tendance à avantager le transport routier par rapport au chemin de fer?

- Quelle est la situation légale dans notre pays concernant l'admission de ces «super» poids lourds à la circulation «routière»?

- Y a-t-il des projets concrets sur le plan national voire à l'échelon communautaire pour suivre l'exemple des trois pays susmentionnés?

- Quelles sont les conclusions que les autorités allemandes ont tirées de leur projet pilote?

Réponse (9.11.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question l'honorable Député s'enquiert sur la mise en circulation de «super» poids lourds d'une longueur de 25 m et d'un poids admissible de 60 t.

Si la Suède et la Finlande ont un intérêt à ce type de véhicules, c'est dû aux grandes distances dans le nord de leurs pays. L'intérêt des Pays-Bas est à rechercher dans le port maritime de Rotterdam.

L'introduction de ces véhicules implique une adaptation des infrastructures tant routières que chez les clients. Ces adaptations nécessitent des investissements considérables aussi bien des autorités publiques que du secteur privé.

Étant donné que le Luxembourg n'a pas un intérêt spécifique justifiant l'introduction de ce type de véhicules, il préfère attendre une éventuelle initiative de la part des autorités communautaires.

Actuellement tout véhicule qui dépasse les normes maximales de longueur et de poids ne peut circuler sur le réseau (auto)routier luxembourgeois que moyennant une autorisation spéciale.

Le Ministère des Transports n'est pas au courant d'éventuelles conclusions que les autorités de la Basse-Saxe auraient déjà tirées de leur projet pilote qui durera encore jusqu'au 31 juillet 2007.

Question 1306 (27.9.2006) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **sécurité alimentaire:**

Les rapports d'activité 2005 du Ministère de la Santé ainsi que du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural font état d'insuffisances dans l'organisation et la mise en œuvre des contrôles étatiques des denrées alimentaires. Le rapport du Ministère de la Santé évoque un manque en personnel dans les différents laboratoires, rendant impossible de procéder au volume d'analyses pour répondre aux recommandations du Food and Veterinary Office de la Commission européenne. Le rapport du Ministère de l'Agriculture, quant à lui, évoque le dysfonctionnement de la cellule de concertation en matière de sécurité alimentaire et rappelle la nécessité de réorganiser cette structure.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelles sont les mesures entreprises à ce jour afin de remédier à la situation en matière de ressources humaines dans les laboratoires nationaux?

- Est-ce qu'une évaluation des points faibles de la cellule de concertation en matière de sécurité alimentaire a été effectuée?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cette évaluation et le processus de réorganisation a-t-il déjà été entamé?

Toujours en matière de sécurité alimentaire: le règlement 882/2004 du Parlement européen et du Conseil relatif aux contrôles officiels est applicable depuis le 1er janvier 2006 dans tous les pays de l'UE.

- Quelles sont les raisons qui retardent la transposition de ce règlement en droit national?

Réponse commune (26.10.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

La question parlementaire de Monsieur le Député Henri Kox relative à l'organisation et la mise en œuvre du contrôle des denrées alimentaires appelle la réponse suivante:

En guise d'introduction, il convient de relativer fortement l'interprétation que l'honorable Député fait de la lecture des rapports d'activité 2005 du Ministère de la Santé et du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural en matière de contrôles étatiques des denrées alimentaires. Si ces rapports évoquent l'idée bien légitime d'un projet de restructuration de la Cellule de Concertation Agriculture-Santé en matière de sécurité alimentaire, l'on n'y trouve pas de texte relevant un état d'insuffisance de cet organe respectivement du travail de contrôle effectué.

Cette Cellule de Concertation Agriculture-Santé - créée en 2001 et réunissant des experts du Ministère de la Santé et du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural - a notamment comme mission de donner son avis sur toutes les questions scientifiques et techniques ayant trait à la sécurité alimentaire qui lui sont soumises par les ministres ayant respectivement la Santé et l'Agriculture dans leurs attributions ainsi que d'étudier et de proposer de sa propre initiative toute mesure ou amélioration en matière de sécurité alimentaire. D'ailleurs, pour satisfaire au mieux à ces obligations, la Cellule de Concertation Agriculture-Santé a créé des groupes de travail spécifiques qui, au besoin, sont complétés par des experts scientifiques externes.

Avec la mise en œuvre du «paquet hygiène communautaire» des tâches supplémentaires ont été assignées à ce comité, telle notamment l'élaboration d'un plan pluriannuel de contrôle pour toute la filière des denrées alimentaires, y inclus la production primaire. Cette nouvelle attribution constitue le facteur déterminant pour une révision de la structure de la cellule de concertation avec l'objectif de l'adapter aux fonctions croissantes requises dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Une première ébauche de cette restructuration a conduit à la mise en place temporaire d'un comité de pilotage chargé de la préparation de ce programme pluriannuel intégré des denrées alimentaires et des aliments pour animaux. S'y ajoute l'enregistrement et la gestion de la base des données relatives aux établissements opérant au niveau des denrées alimentaires.

Ce processus de réorganisation sera évolutif en fonction des exigences de la réglementation communautaire et notamment du règlement (CE) N°882/2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux.

Dans ce contexte et pour autant que l'honorable Parlementaire s'inquiète d'un prétendu retard dans la transposition du règlement (CE) N°882/2004, il convient de rendre attentif au fait que, contrairement aux directives, les règlements communautaires ne nécessitent pas de mesures nationales de transposition, mais sont directement applicables dans tous les États membres et obligatoires dans tous les éléments. Ceci n'empêche pas, dans l'un ou l'autre cas, de prendre un règlement national prévoyant des sanctions administratives ou pénales frappant l'inobservation des dispositions du règlement communautaire.

Quant à la situation au niveau des ressources humaines, force est de constater que le personnel du Laboratoire de Médecine vétérinaire a été augmenté de sept unités depuis 1999. D'autre part, au vu de l'évolution scientifique et technique et faute de la masse critique d'analyses à réaliser au niveau national, différentes analyses sont effectuées en sous-traitance dans des laboratoires étrangers. Dans ce même contexte il importe de souligner que pour l'année 2007 des engagements supplémentaires au niveau de la carrière supérieure sont prévus pour les besoins de la sécurité alimentaire, à savoir un agent pour le Ministère de la Santé et un agent au niveau du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Finalement, il échet de relever qu'une révision de la loi modifiée de 1953 sur les denrées alimentaires est en discussion, dans le sens entre autres d'un renforcement des moyens d'intervention et d'inspection des agents de contrôle, et que la réalisation d'un nouveau laboratoire à Dudelange permettra la réalisation de nouvelles synergies susceptibles de répondre à d'éventuels besoins en ressources humaines.

Question 1307 (27.9.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**installation d'un système de brouillage GSM au Centre pénitentiaire de Schrassig:**

En date du 6 janvier 2005 et du 3 mars 2005 j'avais posé un certain nombre de questions à Monsieur le Ministre de la Justice concernant l'installation d'un système de brouillage au sein du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL) à Schrassig. Dans sa réponse du 10 mars 2005 Monsieur le Ministre avait indiqué que la phase d'expérimentation technique serait prévue pour fin mars 2005.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire depuis quand le système de brouillage est installé au sein du CPL? Depuis quand le système est-il en fonction?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire qui a été chargé de la maintenance du système?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer quels sont les coûts de l'achat, de l'installation et de la maintenance du système à ce jour?

Réponse (26.10.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Une société française a été chargée d'installer non pas un système de brouillage (jamming), mais une installation de détection/inhibition des communications GSM au CPL de Schrassig.

Toutefois, malgré une phase d'expérimentation prolongée et des essais à répétition, la firme en question n'a pas réussi à garantir un fonctionnement satisfaisant du système installé.

Dans la mesure où je tiens à ce que ce projet soit néanmoins réalisé, j'ai demandé à l'Administration pénitentiaire d'examiner quelles autres solutions techniques sont sur le marché pour arriver à rendre impossible les communications GSM. Par ailleurs, je rappelle que des contrôles de cellules ont régulièrement lieu, les GSM étant parmi les objets interdits aux détenus.

Question 1308 (27.9.2006) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant le **pacte «logement»:**

Consécutivement à la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays le 2 mai 2006, Monsieur le Ministre a présenté à la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement en date du 10 mai 2006 un paquet de mesures en faveur du logement.

Une de ces mesures consiste à réaliser une base légale pour habiliter le Gouvernement à conclure un pacte «logement» avec les communes et d'aider à financer le coût des infrastructures liées à l'augmentation substantielle du nombre de leurs habitants.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre pour quelles raisons un projet de loi conférant la base légale en question n'a toujours pas été déposé, ceci d'autant plus que le Ministère a déjà fait parvenir des projets de convention type y relatif à différentes communes. Quelle est donc la base de cette convention et est-elle encore matière à négociation?

Réponse (26.10.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le Ministre ayant dans ses attributions le Logement a, en effet, présenté le 10 mai 2006 à la commission compétente de la Chambre des Députés un paquet de mesures en faveur du logement et annoncé l'élaboration d'un projet de loi promouvant l'habitat, créant un pacte «logement» avec les communes et instituant une politique active de maîtrise du foncier. Vu le grand intérêt manifesté par les communes au sujet de la conclusion d'un pacte «logement» et afin de maintenir un certain dynamisme en matière de politique active du logement (à noter dans ce contexte le vote par la Chambre des Députés de la nouvelle loi sur le bail à loyer, les activités soutenues des promoteurs et l'augmentation substantielle des autorisations à bâtir) le Gouvernement en Conseil a adopté le 4 août 2006 un projet de convention type pacte «logement» en vue de permettre aux ministres concernés de mener les discussions préalables avec les autorités locales.

En outre, une base légale pour le financement des dépenses afférentes a été inscrite dans le projet de budget pour 2007 par le biais de l'article 51.2.63.007 libellé comme suit: «Aide revenant aux communes pour financer le coût des infrastructures liées à l'augmentation substantielle du nombre de leurs habitants (crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)».

Question 1309 (27.9.2006) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **sécurité routière - motocyclistes:**

Ces derniers temps, le nombre d'accidents de la route impliquant des motocyclistes est de nouveau en augmentation. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Dans le cadre des efforts entrepris pour améliorer la sécurité routière, Monsieur le Ministre prévoit-il une campagne ou des mesures qui s'adressent spécialement aux motocyclistes?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis qu'une meilleure formation des candidats qui désirent obtenir un permis de conduire moto pourrait contribuer à la réduction d'accidents souvent mortels? Ne juge-t-il pas opportun de compléter cette formation par une sensibilisation plus systématique des motocyclistes aux risques d'accidents de la circulation?

Réponse (12.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question l'honorable Député s'enquiert sur les mesures prises par le Ministère des Transports pour améliorer la sécurité routière des motocyclistes.

Force est de constater que les accidents corporels impliquant des deux-roues motorisés constituent un des aspects négatifs du bilan de 2005 (132 motocyclistes ont été blessés, représentant 12,6% du nombre total des blessés dont six personnes ont laissé leur vie) et risquent aussi d'entacher les statistiques de l'année en cours.

Ces données démontrent l'importance d'agir sur la sécurité des motocyclistes. En effet, alors que la sécurité routière progresse sensiblement et que le Luxembourg s'apprête à réaliser un bilan qui s'annonce comme le meilleur depuis la Seconde Guerre Mondiale, la sécurité des motocyclistes semble stagner.

En 2004, mon prédécesseur avait lancé une campagne de sensibilisation «Expect the unexpected» qui s'adressait exclusivement à la conduite des motocyclistes. Lors de cette campagne, le Ministère des Transports avait également publié un dépliant rédigé en langue française et allemande reprenant les six situations type qui mènent le plus souvent à des séquelles fatales pour le motocycliste ou le cyclomotoriste. En outre, une cartographie a été éditée en collaboration avec l'Administration des Ponts et Chaussées révélant les passages dangereux pour motocyclistes au Luxembourg.

Dans ce contexte il échet de relever que la Commission de circulation de l'État sous tutelle du Ministère des Transports a mis en place un groupe de travail chargé de réaliser des audits de sécurité et de signalisation afin de déceler et en vue de sécuriser les «points noirs».

À cela s'ajoute que je viens d'adresser en août 2006 un courrier au Directeur général de la Police grand-ducale et aux organisations motocyclistes, à savoir «Motor Union Luxembourg» et «Lëtzebuerger Moto-Initiativ», rendant attentif au comportement dangereux de certains motocyclistes en particulier sur les autoroutes. De ce fait, la Police grand-ducale a intensifié ses contrôles dans le cadre des efforts communs en matière de sécurité routière.

Finalement j'assure à l'honorable Député que je partage entièrement ses préoccupations pour la sécurité des motocyclistes en particulier et pour la sécurité routière en général et par conséquent je ne peux que souscrire à sa proposition de compléter la formation des candidats désirant obtenir un permis de conduire moto par une sensibilisation plus systématique. Partant, je vais charger mes services responsables d'analyser les différentes possibilités de formation et de sensibilisation qui pourraient être réalisées.

Question 1310 (28.9.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **double nationalité:**

Dans l'attente du dépôt par le Gouvernement du projet de loi relative à l'octroi de la nationalité luxembourgeoise, j'aimerais vous interroger sur la ratification de la convention du Conseil de l'Europe de 1997.

Afin de faciliter les débats sur la nationalité, j'aimerais savoir quelles dispositions sont en vigueur dans les États membres de l'Union européenne, au Cap-Vert et dans les pays issus de l'ex-Yougoslavie quant à

- la durée de séjour pour acquérir la nationalité,

- l'acceptation de la double nationalité,

- la durée de séjour pour acquérir la double nationalité,

- la durée de séjour requise pour acquérir la nationalité par le mariage d'un national,

- la durée de séjour requise pour acquérir la nationalité après la reconnaissance du statut de réfugié.

Réponse (26.10.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1) La première question posée par l'honorable Député vise la Convention du Conseil de l'Europe sur la nationalité du 6 novembre 1997 et la ratification éventuelle de cette convention.

La ratification par le Grand-Duché de Luxembourg de la Convention européenne sur la nationalité de 1997 est envisagée à partir du moment où le principe de la pluralité de nationalité aura été consacré en droit luxembourgeois et que le Luxembourg aura dénoncé le Chapitre 1er de la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963 sur la réduction des cas de pluralité de nationalité et les obligations militaires.

2) Quant à l'étude comparative visée par l'honorable Député dans sa 2e question à propos des conditions d'acquisition de la nationalité dans les 25 États membres de l'Union européenne, au Cap-Vert et dans les pays issus de l'ex-Yougoslavie, il est indiqué de se reporter au «Bulletin européen de la nationalité» publié par le Conseil de l'Europe sur le site Internet du Conseil de l'Europe (www.coe.int/t/f/affaires).

Ce Bulletin contient des indications utiles sur les conditions d'acquisition de la nationalité, dont notamment la durée de séjour exigée dans les différentes législations et l'acceptation ou non du principe de la double nationalité. Le Bulletin en question contenant peu d'information sur la législation applicable au Cap-Vert et des pays issus de l'ex-Yougoslavie, il est suggéré de se reporter à cet effet au Code «Bergmann & Ferid Internationales: Ehe- und Kindschaftsrecht», qui fournit des informations détaillées sur le droit en matière de nationalité.

Question 1311 (28.9.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **coordination des efforts en matière d'immigration et d'intégration:**

Lors de la déclaration de politique générale sur les priorités du Gouvernement du 12 octobre 2005, le Premier Ministre a déclaré: «Nous avons besoin d'une nouvelle loi sur l'immigration, remplaçant celle de 1972 et basée sur un nouveau concept plus volontariste de l'intégration». Puisque les questions liées à l'immigration et à l'intégration sont gérées par différents Ministères, une coordination accrue entre ceux-ci s'avère nécessaire. Il semblerait pourtant que le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration prépare une nouvelle loi, alors qu'un groupe de travail informel du Ministère de la Famille et de l'Intégration est sur le point de soumettre des propositions à sa Ministre. Comme le Ministère de l'Immigration n'est pas représenté dans ce groupe de travail et vu que la réponse à la question parlementaire N°1122 *(cf. compte rendu N°15/2005-2006)* a fait resurgir l'inefficacité du comité interministériel devant coordonner la politique en le domaine, j'aimerais donc savoir:

- Qu'est-ce que le Premier Ministre envisage de faire pour enfin parvenir à une approche concertée et coordonnée en matière d'immigration et d'intégration?

Réponse (21.11.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le Conseil de Gouvernement a chargé le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration d'élaborer une nouvelle législation en matière d'immigration appelée à remplacer la loi du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers. La réforme envisagée concerne tant les aspects de l'immigration que la question de l'intégration active des non Luxembourgeois.

Sur proposition de Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration le Conseil Économique et Social a émis un avis sur le sujet, avis qui retrace les vues des partenaires sociaux sur les différents aspects liés à l'immigration et à l'intégration.

En application de l'arrêté grand-ducal du 7 août 2004 portant constitution des Ministères, le Ministère des Affaires étrangères est chargé des questions d'immigration, compétence qu'il a reprise du Ministère de la Justice, alors que le Ministère de la Famille est resté compétent en matière d'intégration.

Dans le contexte de l'élaboration de la réforme précitée le comité interministériel coordonnant la politique en faveur des étrangers prévu par la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers est appelé à proposer des mesures en matière d'intégration. Par ailleurs un groupe de travail ponctuel pour l'organisation de cours d'intégration a été mis en place sous la responsabilité du Commissariat du Gouvernement aux Étrangers.

Afin d'assurer une coordination efficace entre les deux départements ministériels, Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration se concerte avec Madame la Ministre de la Famille sur les questions d'intégration qui concernent la nouvelle législation en matière d'immigration. De même la Direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères est représentée au sein du comité interministériel et du groupe de travail pour l'organisation des cours d'intégration.

Au vu de l'organisation ainsi mise en place, j'estime que toutes les conditions pour une approche concertée et coordonnée en matière d'immigration et d'intégration sont réunies.

Question 1313 (29.9.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency):**

Après la décision en mars 2006 de fermer le site de maintenance et de stockage de l'armée de terre américaine à Bettembourg-Dudelange, un plan social avait été élaboré pour le personnel de la Warehouse Service Agency (WSA.). Or, il s'avère qu'environ 63 personnes n'entrent pas dans le cadre des reclassements opérés et resteront ainsi sans emploi.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les mesures envisagées par le Gouvernement dans le cadre du plan «Maintien dans l'emploi» pour garder ces salariés dans l'emploi?

- Selon mes informations une quarantaine des personnes concernées pourraient être embauchées par le groupe sidérurgique Arcelor-Mittal. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Monsieur le Ministre peut-il indiquer si cette initiative du groupe sidérurgique repose sur une intervention du Gouvernement luxembourgeois dans sa qualité d'actionnaire d'Arcelor-Mittal? Quelles sont les mesures prévues pour les autres salariés?

Réponse (24.10.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Réponse orale fournie par le Ministre du Travail et de l'Emploi au cours de l'Heure de questions au Gouvernement du 24 octobre 2006 - Séance publique N°4 *(cf. compte rendu N°2/2006-2007 - p. 34)*.

Question 1314 (29.9.2006) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **fonctionnement du nouveau centre de tri dans la zone d'activités Krackelshaff à Bettembourg:**

Dès la mise en service du nouveau centre de tri et de distribution à Bettembourg, la distribution des courriers et journaux a connu un certain nombre de problèmes à travers le pays qui, selon mes informations, n'ont pas encore été résolus.

Suite au mauvais fonctionnement du centre de tri, le personnel facteur est aujourd'hui obligé de prester des services et heures supplémentaires et se voit donc confronté à une surcharge de travail qui pose certainement atteinte à la qualité du service offert. Les facteurs voient leurs conditions de travail se dégrader et réclament dès lors des mesures pour résoudre les problèmes de distribution, dus en grande partie à un manque chronique de personnel.

En plus, il est également prévu de fermer certains bureaux postaux en milieu rural ce qui constitue une nette dégradation de la qualité des services postaux offerts aux habitants de ces régions.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces allégations?

- Dans l'affirmative, quelles mesures entend-il entreprendre afin de remédier à cette situation?

Réponse (20.11.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

L'Entreprise des Postes et Télécommunications est en train de transposer sa stratégie pour se préparer à la libéralisation totale des marchés postaux à partir du 1er janvier 2009, telle qu'elle vient d'être annoncée par la Commission européenne dans sa proposition de directive. Cette stratégie comporte entre autres des investissements importants dans ses infrastructures postales (centre de tri, centres de distribution,…) pour se doter des technologies de pointe lui permettant de fournir un service postal efficient et de qualité, ainsi que dans une réorganisation complète de ses réseaux pour bénéficier au mieux du potentiel de productivité que permettent ces nouvelles technologies.

Dans ce contexte l'Entreprise des Postes et Télécommunications a mis en œuvre le 10 juillet 2006 un nombre important de changements organisationnels touchant pratiquement l'ensemble des services postaux:

• le centre de tri a été transféré de Luxembourg-Gare à la zone d'activités Krackelshaff à Bettembourg avec un investissement dépassant les 30 millions d'euros;

• le système de tri du courrier petit format a été étendu de façon à séquencer le courrier selon l'itinéraire à parcourir par le facteur;

• de nouveaux équipements techniques ont été mis en service;

• la distribution des quotidiens luxembourgeois a été complètement reprise par l'EPT et les réseaux existants (porteurs des éditeurs, porteurs de l'EPT, facteurs) ont été fusionnés;

• la distribution nocturne (avant 6h30) des quotidiens a été généralisée sur l'ensemble du territoire national;

• toutes les tournées des porteurs de journaux, la majeure partie des tournées des facteurs et les transports nationaux ont été complètement réorganisés.

Comme de nombreux exemples à l'étranger l'ont montré et malgré de grands efforts de planification et de préparation, des changements d'une telle envergure sont difficilement imaginables sans problèmes. L'EPT n'a pas échappé à cette règle comme d'ailleurs beaucoup d'entreprises postales étrangères avant elle. Cette situation est encore amplifiée par le fait que l'EPT ne dispose que d'un seul centre de tri, alors que les entreprises postales dans les pays voisins peuvent, le cas échéant, répartir les retombées négatives entre plusieurs centres. En conséquence, il faut comprendre que l'excellente qualité de service fournie par l'EPT, confirmée par des études internationales, a connu temporairement un déclin, plus fort les premiers jours, mais en voie de rétablissement définitif. À l'heure actuelle, les indicateurs de qualité confirment une amélioration continue.

D'autres mesures d'amélioration seront implémentées dans un proche avenir. Tout cela explique aussi que des heures supplémentaires ont dû être prestées non seulement par les facteurs, mais par le personnel dans son ensemble. Il va de soi que toutes les prestations effectuées par les agents de l'Entreprise au-delà des 40 heures par semaine sont honorées comme heures supplémentaires suivant les dispositions légales en la matière.

Il ne peut être question d'un manque chronique de personnel, alors que les installations techniques du nouveau centre de tri permettent des méthodes de travail plus rationnelles, réduisant le besoin en personnel. Dans la mesure où aucun agent n'a perdu son emploi, l'Entreprise dispose actuellement même d'un léger surplus de personnel qui sera rencontré par des départs naturels.

Quant au réseau de vente, l'Entreprise des Postes et Télécommunications prévoit de le revoir en profondeur afin de l'adapter aux besoins des clients tout en tenant compte de certains critères de rentabilité et d'efficacité. À la lumière des changements des habitudes de la clientèle au cours des dernières décennies, le réseau des points de présence actuels (105 bureaux de poste, deux PostShops) ne correspond en effet plus toujours aux besoins des clients en termes d'accessibilité, d'heures d'ouverture, de localisation géographique et d'aménagement des locaux.

La définition des sites des points de vente se fera par l'application de critères géographiques, démographiques, sociaux et commerciaux. L'EPT sera ainsi présente dans les localités les plus importantes par des agences propres, alors qu'un nombre croissant de PostShops, exploités par des tiers, complétera le réseau de vente dans les localités de moindre envergure. Cette restructuration a fait l'objet de consultations préalables des autorités de surveillance, ainsi que du personnel, qui seront complétées par une politique adéquate d'information des clients.

L'EPT se concentrera à terme sur l'exploitation d'un nombre raisonnable d'agences stratégiques en régie propre, dans des locaux réaménagés et offrant une gamme complète de services durant des heures d'ouverture plus étendues.

Parallèlement des partenariats avec ses filiales (par exemple LuxGSM) ainsi qu'avec des tiers (par exemple des stations-service, papeteries, communes, etc.) permettront l'exploitation de PostShops à travers le pays, et notamment dans les régions rurales, offrant une gamme de produits de base à proximité des clients et durant des heures d'ouverture plus étendues comparées aux relais actuels. La réduction du nombre de points de vente directement exploités par l'EPT sera largement compensée par un nombre considérable de PostShops, à mettre progressivement en place sur le territoire national.

Par ailleurs, l'EPT maintiendra son réseau de quelque 1.200 boîtes aux lettres et entend relancer son service PostMobil qui permet de commander et de réceptionner des produits et services postaux par le biais des facteurs-distributeurs.

Ce remaniement profond du réseau de vente de l'EPT n'aura pas pour conséquence de déboucher sur une dégradation des services postaux offerts aux habitants des régions rurales, mais bien au contraire sur une amélioration de ces services.

Question 1316 (2.10.2006) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant les **pratiques au niveau de l'école primaire:**

Selon mes informations, dans un certain nombre de communes à travers le pays les élèves de la première année primaire ne sont pas obligés d'aller en classe tous les lundis, mercredis et vendredis après-midi de la semaine, sauf instruction contraire de l'enseignant. En effet, il s'agit pour l'enseignant de mettre ce temps à profit pour aider les élèves ayant des difficultés à rattraper d'éventuels retards.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Le Gouvernement peut-il confirmer cet état des choses? Dans l'affirmative, pourriez-vous nous donner de plus amples informations à ce sujet? Le cas échéant combien de communes font usage de telles pratiques? Le Gouvernement ne pense-t-il pas que de telles pratiques risquent d'engendrer un nivellement vers le bas du niveau scolaire?

- Le fait que les élèves ne présentant pas de difficultés particulières peuvent rester à la maison pendant un certain nombre d'heures de cours, ne met-il pas en question les affirmations de la Ministre selon lesquelles il s'impose d'encourager ces élèves à exceller davantage? De telles pratiques ne sont-elles pas contraires au principe de l'obligation scolaire du point de vue des heures hebdomadaires de cours à effectuer par les élèves voire le Gouvernement ne pense-t-il pas que ce système risque de stigmatiser de manière inutile les élèves les plus faibles et dès lors annihiler les effets désirés?

Réponse (31.10.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Renseignements pris auprès des inspecteurs de l'enseignement primaire, je constate que dans une seule commune les enfants ont été libérés pendant une après-midi de la semaine. Pendant le premier tri-

mestre scolaire, les élèves plus forts des premières années d'études de Troisvierges sont congédiés une après-midi de la semaine pour que l'enseignant puisse travailler de manière plus intensive avec les enfants dont les compétences langagières sont insuffisamment développées.

Cette mesure n'est pas conforme aux directives établies par le Ministère de l'Éducation nationale et pour mettre un terme à cette pratique l'inspecteur a demandé aux enseignants d'organiser le groupe classe de façon à ce qu'ils disposent d'assez de temps pour travailler avec les élèves plus faibles et avec les enfants plus forts.

Question 1317 (2.10.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**horaire aménagé dans l'enseignement secondaire:**

En effet, depuis l'introduction de l'horaire aménagé, les expériences ont démontré que ce système scolaire permet aux élèves de développer leurs talents culturels, musicaux ou sportifs sans conséquences sur leur niveau scolaire, en changeant simplement la gestion de leur temps de classe.

Dans ce contexte nous aimerions savoir de la part de Madame la Ministre:

- Combien de bâtiments scolaires se sont vus attribuer l'horaire aménagé lors de la rentrée scolaire 2006-2007?

- Pour quelles raisons ce système scolaire n'a-t-il pas été introduit dans tous les lycées?

- Envisage-t-on d'introduire ce système scolaire d'une manière générale dans l'enseignement secondaire?

Réponse (20.11.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Au cours des dernières années la notion d'«horaire aménagé» a évolué. Il a été conçu en son temps comme un horaire standardisé de 8h00 à 14h00, cinq jours par semaine pour des élèves souhaitant s'investir sur le plan sportif ou artistique.

Depuis son introduction, de plus en plus d'écoles ont opté pour un horaire s'étalant sur cinq jours par semaine. Ainsi par exemple, le Lycée de Garçons Luxembourg organise ses classes du lundi au vendredi de 8h00 à 13h55 avec une pause de 45 minutes à midi. L'Athénée par contre a opté pour une organisation des classes de 8h05 à 12h35 et de 14h05 à 15h45, cinq jours par semaine.

Le législateur a voulu, par la loi du 25 juin 2004, donner aux écoles un certain nombre de domaines d'autonomie, dont la définition des horaires quotidiens. Il est stipulé que les classes fonctionnent soit pendant six jours, soit pendant cinq jours par semaine. Les lycées sont libres d'organiser les horaires sous réserve de l'accord du conseil d'éducation et du Ministre.

Toutefois, comme je suis d'avis que les élèves doivent avoir du temps pour étudier et participer à la vie scolaire, je ne donne pas mon accord à de nouvelles propositions qui compriment fortement le temps scolaire.

Question 1318 (3.10.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **heures d'ouverture des magasins:**

Dans sa réponse à une question parlementaire, Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement avait indiqué qu'il suivait avec grand intérêt la politique pratiquée en matière d'heures de fermeture dans nos régions avoisinantes et que, partant, une modification des heures d'ouverture des commerces en Rhénanie-Palatinat et en Sarre pourrait avoir des conséquences sur la politique luxembourgeoise en la matière *(cf. compte rendu N°1/2006-2007 - question parlementaire N°1168)*.

Or, j'apprends d'un récent communiqué de presse de la clc (Confédération luxembourgeoise du commerce) qu'une grande majorité des moyennes et grandes surfaces allemandes ont reporté leurs heures de fermeture à 19.00 voire à 20.00 heures tous les samedis soirs. Pour le surplus, la Rhénanie-Palatinat aurait décidé de fixer à 22.00 heures l'heure de fermeture tous les jours de la semaine.

Le 2 mai 2006 Monsieur le Premier Ministre avait annoncé dans le cadre de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays que le Gouvernement envisageait de faire du Luxembourg le principal centre commercial de la Grande Région.

Dans ce contexte je souhaiterais poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre n'est-il pas d'avis qu'une flexibilisation rapide des heures d'ouverture des magasins est de mise, afin d'éviter des effets négatifs supplémentaires pour le commerce luxembourgeois et afin d'atteindre l'objectif envisagé par le Gouvernement?

Réponse (21.11.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

La déclaration gouvernementale du 4 août 2004 précise en ce qui concerne les heures d'ouverture du commerce que «la fixation des heures d'ouverture du commerce de détail tiendra compte des exigences de la population et de l'évolution de la situation de concurrence dans la Grande Région, ceci sans préjudice des dispositions légales en matière de droit du travail».

Le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement suit de manière systématique la politique pratiquée en matière d'heures de fermeture des magasins en Europe en général et dans les régions avoisinantes en particulier.

Ces dernières années on a pu observer en Allemagne une tendance à une libéralisation accrue des heures d'ouverture dans le commerce. En 2003, les heures de fermeture obligatoire ont ainsi été fixées aux seules heures entre 20.00 heures au soir et 6.00 heures du matin en semaine ainsi qu'aux dimanches et jours fériés.

La réforme de l'organisation fédérale de l'Allemagne décidée en été 2006 a transféré les compétences pour cette question du «Bund» aux «Länder». Depuis, plusieurs «Länder» ont décidé d'élargir les heures d'ouverture. En ce qui concerne les régions frontalières en particulier, le Gouvernement de Rhénanie-Palatinat a adopté fin août 2006 un projet de loi repoussant l'heure de fermeture obligatoire en semaine de 20.00 à 22.00 heures. Le Gouvernement de la Sarre a par contre annoncé de rester au statu quo. Une comparaison détaillée avec le Luxembourg révèle que c'est tantôt le commerce luxembourgeois tantôt le commerce allemand qui bénéficie de règles plus souples.

Conformément au principe retenu dans la déclaration gouvernementale d'août 2004, j'ai chargé Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement de sonder auprès des acteurs concernés l'opportunité d'une éventuelle révision de la réglementation luxembourgeoise en vigueur, ceci en prenant en compte tant les intérêts des commerces locaux que ceux de leurs clients sans négliger ceux de leurs salariés.

Question 1319 (3.10.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **finalisation des décomptes des projets de construction:**

En date du 29 septembre 2006, Monsieur le Ministre des Travaux publics avait soumis aux membres de la Commission des Travaux publics de la Chambre des Députés une liste avec des décomptes des projets de construction dont certains ont déjà été finalisés depuis une vingtaine d'années.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi la finalisation de ces décomptes a connu un tel retard?

- Par quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il éviter à l'avenir de tels retards?

Réponse (21.11.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'honorable Députée Anne Brasseur qui a constaté qu'«en date du 29 septembre 2006, Monsieur le Ministre des Travaux publics avait soumis aux membres de la Commission des Travaux publics de la Chambre des Députés une liste avec des décomptes des projets de construction dont certains ont déjà été finalisés depuis une vingtaine d'années», aimerait connaître les retards dans la finalisation de ces décomptes et souhaiterait savoir par quelles mesures Monsieur le Ministre des Travaux publics entend-il éviter à l'avenir de tels retards.

Il échet de rappeler préalablement qu'il y a vingt ans le programme à disposition de l'Administration des Bâtiments publics (BCCOF) ne permettait pas de traiter les données de manière automatique, de sorte que les décomptes des projets n'ont pu être présentés à la Cour des Comptes sous la forme demandée. Ce n'est que vers la fin de l'année 2005 que l'ancien programme informatique, instauré depuis le début des années 80, a pu être intégré dans le programme SAP, ce qui a permis aux services de l'Administration des Bâtiments publics de récupérer les données existantes de 1981 à 1988

Par conséquent ce n'est qu'après cette date que les services de l'Administration des Bâtiments publics ont pu présenter des décomptes par année et par corps de métier pour certains des anciens projets.

Il est évident que pour les projets actuellement en cours, les moyens informatiques actuels permettent une saisie quotidienne des données et un suivi précis et détaillé de tous les chantiers inscrits sur les fonds d'investissements publics de sorte qu'un décompte intermédiaire peut à tout moment être produit. D'ailleurs ces décomptes intermédiaires sont présentés régulièrement à la Commission des Travaux publics de la Chambre des Députés.

Par conséquent les décomptes finaux des différents projets sont susceptibles d'être réalisés rapidement après l'achèvement des travaux.

Cependant, même à l'avenir, l'on ne peut jamais éviter les retards dans la présentation des décomptes qui se produisent d'une part, vu que dans certains cas des entreprises ou des bureaux tardent à présenter leur décompte final, respectivement que certaines malfaçons tardent à être redressées, de sorte que le décompte final ne peut être présenté.

Par ailleurs, selon toute vraisemblance, une autre source des retards pourrait être les litiges en cours - de plus en plus fréquents - avec les bureaux ou les entreprises.

Question 1320 (4.10.2006) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant le **croisement sur la N7 entre Hoscheiderdickt et Hosingen - lieu-dit Schinkert:**

Le croisement sur la N7 au lieu dit «Schinkert» entre Hoscheiderdickt et Hosingen constitue un des points noirs de notre réseau routier. Étant donné que des mesures d'infrastructure peuvent réduire considérablement le risque d'accidents graves, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-il prévu de réaménager le croisement susmentionné à court ou à moyen terme?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un giratoire au lieu dit «Schinkert» pourrait améliorer sensiblement la situation du point de vue de la sécurité routière?

Réponse (30.10.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le réaménagement du carrefour en question est effectivement prévu et les études de variantes sont en plein cours. Le choix de la solution définitive se fera en tenant compte du point de vue technique et sécurité, de l'impact sur l'environnement, des emprises éventuellement nécessaires et de l'impact financier.

Une fois la solution définitive arrêtée, l'Administration des Ponts et Chaussées pourra procéder à l'élaboration de l'avant-projet définitif et du projet d'exécution.

La mise en adjudication des travaux pourra se faire dès que les autorisations requises et les emprises nécessaires seront disponibles.

En ce qui concerne la solution définitive et sans vouloir anticiper sur le résultat des études, mais en tenant juste compte des conditions topographiques du site, un carrefour dénivelé semble a priori présenter des avantages certains par rapport à un carrefour giratoire à cet endroit.

Question urgente 1321 (4.10.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **circulation de vélos à contresens dans des rues à sens unique - modification du règlement de circulation:**

Le collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Luxembourg a décidé de permettre la circulation de vélos en contresens dans certaines rues à sens unique, notamment au quartier de Limpertsberg. Cette décision devrait être actuellement basé sur un règlement d'urgence modifiant le règlement de circulation de la Ville.

Étant donné les dangers énormes encourus par des cyclistes qui circuleraient de la manière décrite, une question évidente de responsabilité en cas d'accident est posée. Celle-ci ne peut être résolue que dans la mesure où il est possible de toiser préalablement la question de la légalité de la démarche du collège échevinal de la Ville de Luxembourg et celle de l'existence d'un règlement d'urgence. Celle-ci serait à admettre où à ne pas admettre par le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, l'avis du Ministre des Transports étant requis pour ce qui est du contenu d'une modification du règlement de circulation.

- Monsieur le Ministre a-t-il été saisi d'une demande d'avis de la part du collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Luxembourg aux fins prédécrites?

- Dans l'affirmative, quel avis a-t-il émis respectivement entend-il émettre par rapport à la manière de circulation cycliste décrite?

Réponse (10.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question, l'honorable Député s'enquiert sur le fondement légal de la décision du collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Luxembourg en ce qui concerne notamment la circulation de cyclistes à contresens dans certaines rues à sens unique au quartier Limpertsberg.

L'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques dispose que les règlements communaux qui concernent la circulation sur la voirie vicinale ainsi que la voirie normale de l'État située à l'intérieur des agglomérations «sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Transports».

Or, pour la réglementation communale qui reprend les mesures récemment mises en place par les autorités communales de la Ville de Luxembourg au quartier Limpertsberg, les approbations ministérielles requises font défaut, étant donné que les règlements de la circulation afférents n'ont pas encore été soumis à l'approbation de l'autorité supérieure.

Comme les mesures précitées sont déjà d'application sur le terrain, je dois supposer qu'elles ont été réglementées par voie d'urgence. En effet, l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955, précitée, permet au collège échevinal de prendre des règlements d'urgence en présence d'événements imprévus et notamment dans «les cas de force majeure qui sont dus à un évènement naturel tel qu'une inondation ou un glissement de terre, à un accident de la circulation, ou à une panne ou une rupture d'une infrastructure souterraine exigeant une intervention directe, et qui empêchent totalement ou partiellement la circulation sur un ou plusieurs tronçons de la voie publique ou risquent d'occasionner des dangers ou des dommages pour les usagers de la route».

Il importe finalement de souligner qu'en l'absence des approbations ministérielles requises, la signalisation et le marquage routiers en place n'engagent que la seule responsabilité des autorités locales en cas d'accident ou d'autre incident.

Question 1323 (4.10.2006) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **ligne RGTR 570:**

Il est vrai que les lignes publiques d'autobus RGTR dont l'offre et la cadence ont été considérablement développées ces dernières semaines, connaissent un succès auprès de la population. Il reste néanmoins que certaines localités se trouvent encore écartées de cette offre de transports publics. Eisenbach et Rodershausen comptent parmi ces localités. Or, le simple prolongement de la ligne RGTR 570 «Ettelbruck-Diekirch-Viandem-Stolzembourg» pourrait remédier à cette situation et les habitants concernés ne seraient ainsi plus privés de tout transport en commun.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports.

- Pour satisfaire la demande des habitants d'Eisenbach et de Rodershausen ne serait-il pas envisageable d'allonger le parcours de la ligne RGTR 570 «Ettelbruck-Diekirch-Vianden-Stolzembourg» jusqu'aux localités susmentionnées?

Réponse (28.11.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député se réfère à la ligne publique 570 récemment réorganisée par les soins de mon département entre Stolzembourg, Vianden, Fouhren, Diekirch et Ettelbruck, de sorte à y fonctionner toutes les 30 minutes entre 5.00 h et 23.00 h.

Un prolongement de cette ligne jusqu'à Rodershausen, tel que revendiqué par Monsieur le Député, aurait pour conséquence une augmentation d'un tiers des prestations actuelles fournies par les autobus de la ligne.

Vu la faible densité de la population des localités de Rodershausen et Eisenbach, un tel engagement financier supplémentaire à charge du budget de l'État ne se justifie guère.

Il me reste néanmoins à préciser que les deux prédites localités sont loin d'être écartées de l'offre de transport public.

Les deux localités sont entre autres desservies par la ligne RGTR 650 qui les relie à Hosingen (avec correspondances vers Ettelbruck) et au Lycée à Wiltz. La ligne RGTR 663 y passe huit fois par jour, avec les destinations de Clervaux et de Vianden, tout comme la ligne 860 qui fonctionne entre Clervaux, Hosingen et la S.E.O. à Stolzembourg et garantit des correspondances vers Vianden et vers Ettelbruck.

La ligne RGTR 842 relie Rodershausen et Eisenbach aux usines de Colmar-Berg et à Ettelbruck.

En plus, la localité de Rodershausen se voit desservie par cinq courses aller et retour par jour de la ligne 665 Rodershausen-Hosingen-Clervaux.

Question 1325 (5.10.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **transmission de données relatives aux transactions des clients de banques luxembourgeoises:**

Les banques luxembourgeoises viennent d'informer leurs clients de ce que les données - en ce compris les données nominatives du donneur d'ordre relatives aux transactions nationales ou internationales d'un client - pourraient être transmises dans des systèmes informatiques à l'extérieur du Luxembourg. Ces mêmes données - ou bien est-ce qu'il s'agit d'autres données? - pourraient être transférées également aux autorités américaines. La Commission européenne entend apparemment dans ce contexte déclarer illégale les transferts effectués sous le système SWIFT. Le Parlement européen semble s'émouvoir également de cette situation, alors qu'il a organisé une audition afférente pour le 6 octobre 2006.

Dans ce contexte j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Au vu des nouvelles alarmantes reprises par la presse internationale pouvez-vous me fournir les éclaircissements nécessaires sur les changements proposés et sur leurs effets pour les clients bancaires et notre place financière?

2. Quelle est l'attitude du Gouvernement face au danger pour la protection des données nominatives que constituerait une transmission des informations sur les opérations bancaires aux autorités américaines?

3. Quelles sont les données qui peuvent être transmises?

4. Dans quelles circonstances peuvent-elles être transmises et à qui?

5. Le Gouvernement entend-il dans ce contexte et à l'instar de certains pays membres de l'Union européenne déposer un projet de loi garantissant la protection des données nominatives des citoyens et des entreprises et écartant les possibilités d'abus?

Réponse (20.11.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

1) En ce qui concerne le traitement des données dans le contexte des nouveaux systèmes de paiement qui commencent à être mis en place au niveau européen dans le but de disposer dans quelques années d'un espace unique de paiements, la «Single Euro Payments Area» ou «SEPA», la nécessité d'accélérer ce processus a été confirmée lors de la réunion récente (10 octobre 2006) des Ministres des Finances européens, l'objectif étant de «rendre les paiements transfrontaliers aussi faciles, peu coûteux et sûrs que les paiements nationaux au sein d'un État membre en créant un espace à l'échelle européenne».

Dans ce cadre les banques luxembourgeoises se sont raccordées au système mis en place dans le cadre des travaux de la «Euro Banking Association» et ont commencé à transférer l'exécution des paiements vers ce système.

En cas de transfert de fonds par le client d'une banque, le message, qui est crypté, comprend outre des indications relatives au montant transféré (montant, devise, date valeur) et les institutions financières concernées, l'indication du bénéficiaire et du client qui a demandé la transaction. En principe les banques intervenantes sont celles du donneur d'ordre, celle du bénéficiaire ainsi que la banque correspondante.

2) Quant aux informations qui peuvent le cas échéant être requises par les autorités américaines dans le cadre de transactions financières internationales, le Gouvernement soutient les efforts de l'Union européenne pour trouver des solutions appropriées avec les États-Unis d'Amérique dans le cadre du dialogue transatlantique qui tient compte, d'une part, des nécessités de la lutte internationale contre le terrorisme et le crime organisé et, d'autre part, des principes européens en matière de protection des données.

Question 1326 (5.10.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **clauses passerelles:**

Les articles 42 du Traité sur l'Union européenne et 67(2) du Traité instituant la Communauté européenne autorisent des modifications aux dispositions relatives à la prise de décision en vigueur dans les domaines de la coopération policière et judiciaire en matière pénale: (clauses passerelles). L'article 42 du traité sur l'Union européenne requiert une décision unanime du Conseil après consultation du Parlement européen et l'adoption de cette décision en conformité avec les exigences constitutionnelles de chaque État membre. L'utilisation de l'article 67(2) mène à l'application de la procédure de codécision à tout ou partie du Titre IV (Visas, Asile, Immigration et autres politiques se rapportant à la libre circulation des personnes). Ceci nécessite une décision unanime du Conseil après consultation du Parlement européen.

Ainsi, en pratique par le biais des clauses passerelles, les décisions du Conseil ne se feront plus à l'unanimité mais à la majorité.

Le Gouvernement luxembourgeois se serait apparemment engagé dans cette voie pour toutes les matières citées plus haut, alors que d'autres pays comme l'Allemagne seraient réticents pour le moment à recourir à cette voie. Pour le Luxembourg le recours à la majorité qualifiée notamment en matière pénale, constituerait un revirement important et lourd de conséquences, alors qu'il pourrait entre autres mettre fin au secret bancaire protégé par notre loi pénale.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Gouvernement:

1. Le Gouvernement est-il en principe d'accord à recourir aux clauses passerelles pour soumettre l'ensemble de la législation relevant de la coopération policière et judiciaire en matière pénale ainsi que la législation en matière de visas, d'asile et d'immigration au vote à la majorité qualifiée ou bien n'entend-il limiter cette démarche qu'à certaines politiques? Dans le dernier cas, quelles sont ces politiques?

2. Le Gouvernement entend-il consulter la Chambre des Députés avant de prendre de tels engagements ou seulement après que le Conseil ait pris de telles décisions à l'unanimité ce qui aboutirait à une politique du fait accompli?

3. Est-ce que le Gouvernement, en l'absence de dispositions constitutionnelles explicites en la matière, entend-il soumettre un projet de loi afférent à adopter selon la procédure de la majorité qualifiée?

Réponse (20.11.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En ce qui concerne l'utilisation des différentes clauses passerelles prévues par le traité, il y a lieu de remarquer qu'en vertu de la décision du Conseil du 22 décembre 2004 les domaines de l'asile, de l'immigration illégale et des frontières sont déjà passés à la procédure d'adoption prévue au titre de l'article 251 du Traité instituant la Communauté européenne.

Pour ce qui est des domaines de la coopération judiciaire pénale et de la coopération policière, le Gouvernement s'est de manière répétée exprimé en faveur du recours à la clause passerelle prévue par l'article 42 du Traité sur l'Union européenne.

Le Gouvernement estime en effet que la communautarisation de la politique visée (abolition des piliers; compétence de la Cour; vote à la majorité qualifiée) est nécessaire pour faire des progrès ambitieux dans le domaine de la coopération judiciaire et policière, dont le but est d'améliorer la lutte contre la criminalité transfrontalière. Le Gouvernement note que ces mêmes principes se retrouvent dans le traité constitutionnel qui a été approuvé tant par le peuple luxembourgeois que par la Chambre des Députés.

Une éventuelle décision du Conseil prise sur la base de l'article 42 du Traité sur l'Union européenne sera soumise, en application dudit article, pour approbation par le Gouvernement à la Chambre des Députés.

Question 1328 (5.10.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **recrutement du personnel communal:**

Am Editorial vun der jéngster Nummer vun der Zeitung vun der FGFC (Fédération Générale de la Fonction Communale) gi schwéier Reprochen un d'Adress vun enger Parti politesch Verantwortlechen an de Gemengen erhuewe wat de Rekrutement vu Personal ubelaangt.

Ech erlabe mer ze zitéiren:

„…Mä zanter de leschte Gemengerotswahlen huet een d'Impressioun, eis Gemengepäpp a -mammen hätte keng aner Suergen, wéi hir politesch Fiffien ze placéiren. Wa Posten och nach zum Schäin ënnert dem Statut vum Fonctionnaire ausgeschriwwe ginn, geet déi infekt Praxis esou wäit, datt déi net erwënschte Kandidate kontaktéiert ginn an hinnen nogeluecht gëtt, op hir Kandidatur ze verzichten. Et kann een engagéiere wien ee wëll, et ass keen Examen ze packe fir de Posten ze kréien an ze avancéiren, an et kann een d'Pai fixéiere wéi ee wëll..."

Dës Zort vun „Ämterpatronage" ass net nëmmen ongesetzlech, si ass ongerecht, si schued dem allgemengen Interessi a gehéiert op d'mannst deelweis zum Beräich vun der politescher Korruptioun.

Duerfir meng Froen un Iech, Här Minister:

1. Sinn dës Zoustänn Iech bekannt a kënnt Dir dës schwéier Beschëllegunge bestätegen?

2. Wat ass bis elo konkret an esou Fäll vun Ärem Ministère ënnerholl gi respektiv wéi ginn esou Fäll poursuivéiert?

3. Wat ass an der Zukunft geplangt, fir dësem politeschen Fiffiszirkus en Enn ze maachen?

Réponse (31.10.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:*

Am Auszuch vum Editorial vun der leschter Nummer vun der Zeitung vun der FGFC gëtt op zweeërlee Mëssstänn opmierksam gemaach; als éischt geet et dorëms, dass net erwënschte Kandidaten, déi sech op e Poste vu Gemengebeamte gemellt hunn, nogeluecht géif hir Kandidatur zréckzezéien an zweetens gëtt d'Praxis a Fro gestallt fir Gemengepersonal ënnert dem Statut vum „Employé" anzestellen. Den Auteur vun dem Text mécht generell Aussoen a geet net op konkret Fäll an, dofir kann den Innenminister natierlech net zu prezise Beispiller Stellung bezéien.

Wann dem Innenminister Fäll zougedroe gi wou e Kandidat op e Beamteposten an enger Gemeng sech beschwéiert, hien hätt vun der Gemeng nogeluecht kritt seng Demande zréckzezéien, da gëtt déi Reklamatioun dem concernéierte Schäfferot zougestallt, deen dann opgefuerdert gëtt dem Minister seng Positioun zu de Beschëllegunge vum Kandidat matzedeelen. Wann et sech da sollt erausstellen, dass op iergend eng Aart a Weis Drock op de Kandidat gemaach gouf an duerch d'Interventioun vun der Gemeng dem Kandidat e Schued entstanen ass, da kann dat derzou féieren, dass d'Entscheedung vun der Gemeng iwwert d'Besetzung vun dem betraffene Posten annuléiert gëtt.

D'Astelle vun Employéen an de Gemengen ass vum Artikel 2, Paragraphe 4, vum Gesetz vum 24. Dezember 1985 iwwert de generelle Statut vun de Gemengebeamte geregelt, dee virgesäit, dass am Prinzip all Posten op enger Gemeng muss vun engem Beamte besat ginn. An aussergewéinleche begrënnte Situatioune kann de Gemengerot, ënnert der Approbatioun vum Innenminister, Employéen astellen. Den Innenminister ass der Meenung, dass d'Astelle vun Employéë muss d'Ausnahm bleiwen, engersäits well d'Gemengebeamten am Géigesaz zu den Employéë während hirem provisoreschen Déngscht eng performant Ausbildung kréien, wat derzou féiert, dass d'Gemengeverwaltunge vill méi e kompetent Personal beschäftegen an anerersäits de Gemengebeamten op Grond vum Statut enger ganzer Rei Flichten ënnerläit, déi dem Bierger zegutt komme wat d'Qualitéit an d'Neutralitéit vum Service public ugeet.

An der Praxis erlaabt den Innenminister dofir d'Astelle vun Employéen ausschliesslech wann et sech entweder ëm e Posten handelt fir deen et keng Carrière ënnert dem Statut vum Beamte gëtt oder d'Tâche vun dem Posten esou kleng ass, dass et net méiglech ass e Beamteposten ze schaffen, well esou e Poste jo nëmmen eng ganz oder eng hallef Tâche kann ausweisen. Eng lescht Situatioun an där et erlaabt ass en Employé anzestellen ass de Fall wou et sech ëm en technesch héich spezifesche Posten handelt, dee vun der Persoun, déi soll agestallt ginn, eng aussergewéinlech Qualifikatioun verlaangt respektiv eng grouss berufflech Erfahrung am Privatsecteur gefrot ass. An deem Fall geet et drëm de Gemengen déi néideg Flexibilitéit ze gi fir Poste mat héijer Responsabilitéit ze besetze mat Leit, déi engem ganz bestëmmte Profil entspriechen. Sou Entscheedunge ginn an der Regel am Viraus vun der Gemeng mam Innenministère ofgeschwat, fir festzestellen ob an deem konkrete Fall d'Konditiounen erfëllt si fir en Employé anzestellen.

Question 1329 (5.10.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**acquisition d'une collection privée d'œuvres d'art de représentants de l'École de Paris par le Musée National d'Histoire et d'Art:**

D'après nos informations, le Musée National d'Histoire et d'Art vient d'acquérir une collection privée contenant des œuvres d'art de représentants de l'École de Paris.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Cette acquisition a-t-elle effectivement été réalisée? Est-elle déjà accomplie?

- Qui était le propriétaire de cette collection? De quelles œuvres est-elle constituée?

- Quel est le prix d'achat de cette collection? Par quel poste budgétaire cette acquisition a-t-elle été payée?

- Le Musée National d'Histoire et d'Art est-il déjà en possession de cette collection? Quand est-il prévu de montrer ces œuvres au public?

Réponse (16.10.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Contrairement aux informations de l'honorable Député, l'État ne vient pas d'acquérir une collection privée telle que décrite. Il est vrai cependant que des négociations sont en cours avec une personne privée ayant offert à l'État un certain nombre de tableaux qui sont attribués à l'École de Paris. Il convient de constater que cette collection, cohérente et de grande valeur artistique, pourrait utilement compléter celle du Musée National d'Histoire et d'Art. Cette acquisition ne pourra se faire que dans des conditions claires et fixes qui ont été posées. Cependant, toutes les conditions pour une éventuelle transaction ne sont à l'heure actuelle pas encore remplies. Il faut d'ailleurs relever qu'une politique d'acquisition rentre dans les attributions et les missions normales et ordinaires de tout Musée. Au cas où les conditions fixées seraient remplies et que la transaction devrait se réaliser, notamment par les moyens budgétaires à disposition du Musée National d'Histoire et d'Art pour l'acquisition d'œuvres d'art, la programmation de cet institut culturel décidera dans quel cadre les œuvres seront montrées au public au cours des années prochaines.

Question 1330 (5.10.2006) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **véhicules automoteurs d'infirme:**

Selon le Code de la Route, les conductrices et conducteurs de véhicules automoteurs d'infirme qui par leur construction dépassent une vitesse de 6 km/h doivent être en possession d'un permis de conduire. Ces véhicules doivent en plus être immatriculés.

Le Code de la Route leur impose de circuler sur la chaussée, ce qui peut engendrer des situations dangereuses pour les conductrices et conducteurs puisque leur véhicule ne peut atteindre qu'une vitesse maximale de 15 km/h. Il faut savoir que le Code de la Route ne leur permet pas d'emprunter les trottoirs et les zones piétonnes, même à une vitesse réduite.

Les véhicules automoteurs d'infirme ne dépassant pas la vitesse de 6 km/h ne sont pas considérés comme véhicules et peuvent ainsi circuler sur les trottoirs et dans les zones piétonnes. Il ne faut pas non plus de permis de conduire pour ce type de véhicule.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Est-ce que les différentes dispositions législatives concernant les deux types de véhicules sont connues et diffusées aux personnes concernées?

- À l'instar de dispositions législatives qui existent en Allemagne, ne devrait-on pas permettre à tous les véhicules automoteurs d'infirme d'emprunter en cas de besoin les trottoirs, pistes cyclables et zones piétonnes, sous condition de rouler au pas?

- Ne devrait-on pas supprimer au Code de la Route la différence réglementaire entre ces deux types de véhicules et prévoir une nouvelle définition unique pour ce genre de véhicule?

Réponse (26.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question, l'honorable Députée demande des précisions au sujet de la conduite des véhicules automoteurs d'infirme sur la voie publique.

Tout en rappelant les dispositions légales régissant la mise en circulation et la conduite des véhicules en question, elle aimerait bien savoir

- si ces dispositions sont connues et diffusées aux conducteurs des véhicules en question;

- si la circulation de tous les véhicules automoteurs d'infirme ne devrait pas être autorisée sur les trottoirs, les pistes cyclables et les zones piétonnes, à l'instar de ce qui est le cas en Allemagne;

- si le Code de la Route ne devrait pas être révisé dans le sens d'une nouvelle définition de ce genre de véhicules.

En ce qui concerne l'information des conducteurs de véhicules d'infirme sur les dispositions légales en matière de circulation sur la voie publique, il y a lieu de souligner que ces dispositions sont reprises à l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément Code de la Route. Ce texte réglementaire est à la disposition du grand public et par ailleurs accessible dans sa version actualisée sur Internet. Il s'ensuit qu'une diffusion ciblée de ces informations n'est pas prévue à cet égard.

Pour ce qui est des conditions d'accès à la conduite et de circulation des véhicules d'infirme sur la voie publique, je partage les considérations de l'honorable Députée. En conséquence, je ferai examiner par la Commission de Circulation de l'État les possibilités d'une éventuelle adaptation du Code de la Route pour mieux tenir compte de cette catégorie de véhicules, d'une part, et afin de répondre davantage aux besoins de mobilité des personnes concernées, d'autre part.

Question 1331 (6.10.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant la **production d'énergie thermique et électrique à partir d'une installation de cogénération à base de biomasse:**

L'article 4 du règlement grand-ducal du 3 août 2005 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables prévoit une subvention pour une installation de cogénération dans la gamme de puissance électrique de 1 à 5 kWel. Étant donné que la puissance électrique minimale disponible sur le marché est de 5,5 kWel, aucune subvention n'a encore été accordée jusqu à ce jour par l'Administration de l'Environnement.

À l'annexe II du règlement grand-ducal susmentionné, il a également été retenu que l'installation de cogénération doit au moins fonctionner pendant 4.500 heures par an pour pouvoir profiter des subventions et des tarifs d'alimentation de réseau. Or, le règlement grand-ducal du 30 mai 1994 ne prévoyait qu'une durée d'utilisation minimum de 2.500 heures par an pour pouvoir bénéficier des aides étatiques.

De même, on demande que le module de cogénération soit dimensionné de façon à couvrir la charge de base qui ne peut dépasser 30% de la puissance thermique maximale déterminée pour l'immeuble. Or, un taux légèrement plus élevé pourrait couvrir une plus grande partie de l'énergie thermique de l'immeuble et épargner d'avantage d'énergie fossile.

En plus, en ce qui concerne la période de versement de la prime d'encouragement écologique, à savoir dix ans, elle semble être insuffisante en ce qui concerne un plan de financement d'une telle installation se basant sur l'énergie alternative voire la biomasse.

Dans ce contexte nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de Environnement:

- Au vu de ce qui précède, Monsieur le Ministre envisage-t-il de modifier les dispositions en question du règlement grand-ducal du 3 août 2005 et, dans l'affirmative, quelles solutions sont envisagées concrètement?

Réponse (10.11.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le règlement grand-ducal du 30 mai 1994 a déjà été modifié par le règlement grand-ducal du 14 octobre 2005 concernant la fourniture d'énergie électrique à partir des énergies renouvelables et est de la compétence du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

Un projet de règlement grand-ducal concernant la promotion de la cogénération, transposant en même temps la directive 2004/8/CE du 11 février 2004, est en cours d'élaboration, comme indiqué dans le rapport d'activités 2005 du Ministère de l'Économie. Il vise le remplacement du règlement grand-ducal modifié du 30 mai 1994 ci-dessus.

Parallèlement, tel qu'indiqué dans le plan d'action national CO_2 (avril 2006) le règlement grand-ducal du 3 août 2005 sera soumis à une réforme basée sur les résultats de l'étude des potentiels en matière d'énergies renouvelables réalisée actuellement par le «Fraunhofer Institut für Systemforschung und Innovation» et l'Agence de l'Énergie.

La réforme mettra un accent particulier sur les aspects de rentabilité et d'économicité et procédera à une revue générale de tous les tarifs d'injection.

Au vu de ce qui précède, j'estime qu'une simple modification de certaines dispositions du règlement grand-ducal du 3 août 2005 n'est pas utile, un nouveau projet de règlement grand-ducal concernant le régime d'aides pour des personnes physiques étant soumis au Conseil de Gouvernement courant 2007.

Question 1333 (6.10.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **validation des acquis professionnels par l'Université du Luxembourg:**

La loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg a pour la première fois fixé la notion de validation des acquis professionnels dans son article 9.

Ceci permet par exemple à un chargé de cours de l'enseignement primaire et préscolaire de faire valoir son expérience pour pouvoir s'inscrire à un niveau avancé à l'Université et ainsi obtenir plus rapidement un diplôme.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Est-ce que les chargés de cours de l'enseignement primaire et préscolaire ou d'autres personnes concernées ont été avertis par les différents ministères compétents de cette possibilité offerte par l'Université du Luxembourg afin d'obtenir un Certificat d'Études Pédagogiques (CEP)? Dans l'affirmative, par quels moyens?

Date	Nombre de demandes reçues	Nombre de demandes validées	Nombre de demandes non validées
au 26.09.2006	17	14 (dont 1 admise en 2e année et 13 admises en 3e année)	3
au 26.09.2005	9	5 (dont 3 admises en 2e année et 2 admises en 3e année)	4

- Combien de dossiers de candidature tombant sous les conditions fixées par l'article 9 l'Université a-t-elle reçues? Combien de candidats ont été retenus?

- Quel était le dernier délai pour remettre ce dossier?

- Quelle est la composition de la commission qui décide de la recevabilité des dossiers?

- Quels sont les critères d'admissibilité pour l'inscription sur lesquels cette commission juge?

- Est-ce que l'Université du Luxembourg a prévu de programmer une dernière année d'études en vue de l'obtention du Certificat d'Études Pédagogiques (CEP) pour l'année académique 2007/2008 comme le permettrait la loi de l'Université?

Réponse commune (23.11.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a fait référence à cette possibilité dans la presse écrite. Par la suite les services du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ont reçu un certain nombre d'appels téléphoniques à ce sujet, mais la plupart des appels se référaient à la possibilité de suivre la formation à l'Université du Luxembourg en cours d'emploi. La possibilité de faire valoir ses acquis professionnels était connue parmi les chargés de cours puisque plusieurs candidats ont introduit une demande dans ce sens. Il est par ailleurs d'usage que les administrations communiquent les offres de formation ainsi que l'organisation d'examen par voie de presse.

Le tableau ci-dessous renseigne sur le nombre de demandes reçues par l'Université et sur le résultat de l'évaluation des dossiers:

Aucun délai de remise de dossier n'a été fixé pour les années 2005 et 2006.

La commission pour la validation des acquis professionnels est composée du Doyen de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation, d'un représentant de l'inspectorat, d'un représentant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de quatre enseignants-chercheurs qui enseignent à la Faculté.

Les critères qui permettent d'évaluer une demande de validation des acquis professionnels sont repris à l'article 9 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. La commission pour la validation des acquis professionnels prend en compte l'expérience professionnelle (durée, contexte, champ d'expérience, volume horaire) et les études supérieures (durée, disciplines, contenus, certifications, diplômes). En outre, la commission tient compte de la formation continue (niveau, durée, certification) du candidat.

L'Université du Luxembourg a prévu d'organiser une dernière fois la troisième année du Certificat d'Études Pédagogiques à l'année académique 2007/2008. Le délai de remise des dossiers au Doyen de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation a été fixé au 1er mars 2007.

Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a prié l'Université du Luxembourg de motiver pleinement ses décisions; un recours de droit commun est prévu devant le Tribunal administratif qui contrôle, le cas échéant, la régularité des décisions prises.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°4
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

8e	séance, mardi	5 décembre 2006
9e	séance, mercredi	6 décembre 2006
10e	séance, jeudi	7 décembre 2006
11e	séance, mardi	12 décembre 2006

Le Président de la Chambre reçu en audience



Lors de sa Visite d'État au Grand-Duché de Luxembourg, la Présidente de la République de Lettonie, Mme Vaira Vike-Freiberga, a reçu en audience le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. (Photo – © SIP/Luc Deflorenne)

➤ Luxembourg accueille le Parlement Benelux

Lors de la dernière partie de la session 2006 du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux à la Haye les 1er et 2 décembre 2006, l'Assemblée, composée de parlementaires des trois pays voisins, a nommé M. Roger Negri Président du Parlement Benelux pour les deux années à venir où l'on se réunira à Luxembourg, à la Chambre des Députés, pour les séances plénières et certaines réunions de commission.

Après avoir rendu hommage à la mémoire de son greffier honoraire, M. Nys, décédé en septembre 2006, le Conseil s'est penché, en présence du Ministre des Affaires étrangères néerlandais, sur le 49e rapport des trois Gouvernements sur la coopération dans le domaine de la politique extérieure, sur l'évolution de la politique de sécurité et de défense - sujet présenté par M. Marcel Oberweis, président de la délégation luxembourgeoise, en sa qualité de rapporteur – ainsi que sur le sujet très actuel du «Benelux après 2010» et sur la question de la révision des traités qui y est inhérente.

C'est ensuite le 50e rapport commun des Gouvernements sur l'Union économique qui a retenu l'attention et donné lieu à des rapports des différentes commissions de l'Assemblée, dont celui de M. Emile Calmes sur les affaires économiques, l'agriculture et la pêche et celui de M. Marcel Oberweis sur l'aménagement du territoire et l'infrastructure.

Après de brefs débats sur des sujets relatifs à la coopération transfrontalière et après l'approbation d'un nouveau règlement financier, le Président de l'Assemblée balte, avec laquelle le Parlement Benelux entretient, tout comme avec le Conseil nordique, d'étroits contacts, a pris la parole et a rendu hommage au Président néerlandais sortant M. de Nérée.

Ce dernier a ensuite fait l'objet de marques de reconnaissance de la part des chefs de groupe et de délégation. Toute la délégation luxembourgeoise, qui comprenait également Mmes Sylvie Andrich-Duval et Lydia Mutsch, a soutenu son Président lorsque celui-ci a jeté un regard optimiste sur la présidence luxembourgeoise qui commencera avec un colloque que plusieurs commissions de l'Assemblée tiendront à la mi-février 2007 à Clervaux sur l'évolution du tourisme rural.

À noter encore que plusieurs projets de recommandation ayant donné lieu à des interventions, dont celle de M. Félix Braz sur la sécurité dans les aéroports du Benelux, ont indiqué dans quelle direction continueront certains futurs travaux de l'Assemblée.

Celle-ci célébrera d'ailleurs le 15 juin prochain son 50e anniversaire à la Philharmonie de Luxembourg en présence des Souverains des trois pays, événement auquel la Chambre des Députés contribuera à conférer l'importance qui lui revient.

DANS CE NUMÉRO

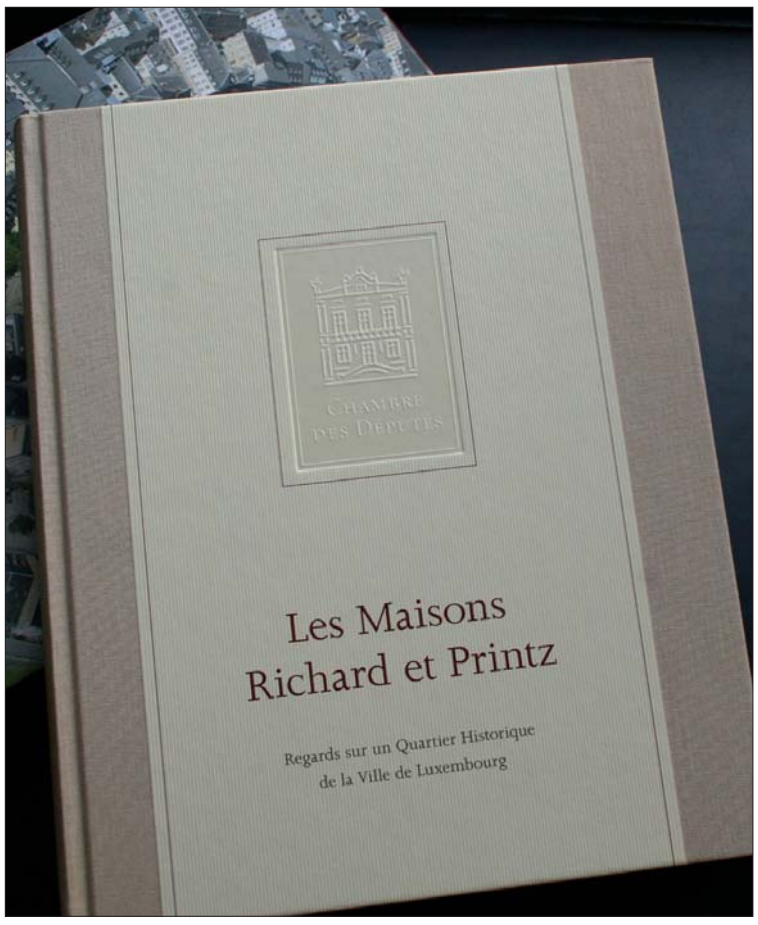
Budget 2007
- Rapport de M. Lucien Thiel (p. 93)
- Exposé du Ministre du Budget (p. 97)
- Exposé du Ministre des Finances (p. 100)
- Débats (p. 118)

Interdiction de vente de boissons alcooliques aux moins de 16 ans (p. 107)

Les Maisons Richard et Printz – Regards sur un Quartier Historique de la Ville de Luxembourg

➤ Livre édité par la Chambre des Députés

Les Maisons Richard et Printz rénovées, inaugurées le 9 octobre dernier, hébergent l'administration de la Chambre des Députés. L'îlot Richard-Printz constitue, avec le quartier des alentours, un lieu de mémoire de la ville de Luxembourg situé dans une partie de la ville classée patrimoine culturel mondial de l'UNESCO depuis 1995.



La Chambre des Députés estime qu'il lui incombe de valoriser ce lieu en le présentant au public par la publication d'un livre édité par elle-même, sous la direction scientifique du Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg.

L'îlot Richard-Printz est présenté non seulement dans sa fonction actuelle qui est celle de lieu de travail pour l'administration de la Chambre des Députés, mais aussi en tant qu'un des plus vieux terrains lotissés de la ville de Luxembourg.

Le livre retrace l'histoire de tout un quartier, berceau de l'État et centre de la vie politique, avec ses habitants dès les premières années de la ville, avec, entre autres, l'Église St-Nicolas retrouvée devant la Chambre des Députés, le Cinéma de la Cour dans la rue de l'Eau ou encore le Conservatoire, dont le bâtiment est occupé aujourd'hui par le musée de la ville.

Le livre renseigne également sur les découvertes suprenantes faites lors des fouilles tant du Service des Sites et Monuments Nationaux que du Musée National d'Histoire et d'Art. Le livre est disponible en librairie au prix de 50 €.



(de gauche à droite) Le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, S.A.R. le Grand-Duc et le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen lors de la visite d'une nouvelle salle de commission, équipée de cabines pour traducteurs.

Visite grand-ducale

Fin novembre, S.A.R. le Grand-Duc a visité les Maisons rénovées Richard et Printz au numéro 23 de la rue du Marché-aux-Herbes. Ces locaux regroupent depuis début août 2006 la majeure partie du personnel de l'administration de la Chambre des Députés. Le Grand-Duc a pu se rendre compte sur place des conditions de travail améliorées tant pour les députés que pour les fonctionnaires et employés du Greffe.

Conférence interparlementaire à Bruxelles, les 4 et 5 décembre 2006

Le futur de l'Europe: de la réflexion à l'action



Mme Lydie Err, M. Marcel Glesener et M. Charles Goerens ont représenté la Chambre des Députés à la conférence interparlementaire

Le titre ambitieux de la conférence de Bruxelles constituait un appel aux élus qui étaient venus nombreux: plusieurs centaines de membres des parlements nationaux des pays de l'Union européenne, des pays candidats, de la Norvège, ainsi que du Parlement européen discutaient autour de différents thèmes, tels que la Constitution européenne ou le financement de l'Union européenne.

«Dans le domaine de la politique étrangère, il n'y a pas trop, mais trop peu d'Europe»: cette idée a fait l'unanimité au groupe de travail discutant de la prévention des conflits, groupe auquel assistaient les députés luxembourgeois Mme Lydie Err (LSAP), M. Charles Goerens (DP) et M. Marcel Glesener (CSV).

Beaucoup d'orateurs ont souligné que pour faire des progrès notables, il faudrait un accord sur la Constitution.

Le Président du Parlement de Finlande, M. Paavo Lipponen, fut d'ailleurs applaudi lors de l'annonce du vote de la Constitution le jour même, 5 décembre, par l'Eduskunta, le Parlement finlandais.

Jusque-là, seize parlements ont ratifié le Traité constitutionnel, deux l'ont rejeté et sept pays ont reporté sine die ou suspendu le processus de ratification: le Danemark, la Pologne, le Portugal, l'Irlande, la Suède, la République tchèque et le Royaume-Uni. Dans les mois à venir, seule la République tchèque pourrait éventuellement encore se prononcer.

La plupart des députés présents à Bruxelles se sont prononcés contre un morcellement du Traité de Constitution, tandis que quelques autres estimaient qu'il serait de toute façon mort après les rejets français et hollandais.

Une solution envisagée à Bruxelles pour sortir de l'impasse serait un protocole additionnel précisant certains points sensibles.

Le débat autour du financement futur de l'Union européenne a abouti au constat que le système de financement actuel présenterait des défauts très graves.

«Les politiques européennes majeures ne peuvent être financées (…). Le souhait général est de parvenir à un accord politique en 2008-2009 pour une application progressive de la réforme, au plus tard à partir de 2014.», note le rapport de l'eurodéputé français Alain Lamassoure (PPE-DE).

Les députés ont quasi unanimement rejeté l'idée d'introduire un impôt nouveau directement affecté à l'Union européenne. Il importe de savoir que la marge de manœuvre actuelle n'est pas épuisée: si le budget européen est limité à 1,27% du PIB de toute l'Union européenne, le budget 2007 se situe à 0,99% du PIB.

37e séance plénière du CPI à Namur



(de gauche à droite) Les députés MM. Claude Adam, Henri Grethen et François Maroldt ainsi que le secrétaire général M. Claude Frieseisen

La 37e séance plénière du Conseil Parlementaire Interrégional s'est tenue au Parlement de Wallonie le vendredi 15 décembre sous la présidence de M. José Happart, Président du CPI jusqu'en décembre 2007.

Les délégués des assemblées parlementaires de la Grande Région ont adopté quatre recommandations portant sur l'école de la deuxième chance, le potentiel de la biomasse, une communauté des transports en commun pour la Grande Région et le développement de la coopération des universités de la Grande Région.

La Chambre des Députés était représentée par les députés MM. Claude Adam, Henri Grethen et François Maroldt.

Échec inévitable?



MM. Claude Adam et Laurent Mosar au cours d'une conférence de presse à leur retour de Genève

Les députés MM. Claude Adam et Laurent Mosar sont rentrés inquiets de Genève, où ils représentaient la Chambre des Députés – début décembre – à la Conférence parlementaire annuelle sur l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce).

En effet, l'avenir du cycle de Doha semble plus que compromis. Selon M. Laurent Mosar, la cause en est le mode de fonctionnement de l'OMC: «L'unanimité à 150 membres est simplement une utopie!» Le député luxembourgeois plaide pour une réforme permettant le passage à la règle de l'unanimité qualifiée.

Et si l'échec était inévitable? «Ce sera la fin du multilatéralisme, synonyme de retour à la loi de la jungle», estime M. Claude Adam. Les pays les moins développés en seraient les principales victimes.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Congé parental

5161 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

2. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

3. de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

4. du Code du Travail;

5. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

6. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Le projet de loi sous rubrique a pour objet essentiel de modifier et de préciser les dispositions légales relatives au congé parental telles qu'elles résultent de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raison familiales, et ce afin de pallier aux difficultés d'interprétation et d'application pratiques. Ce faisant, la mise en œuvre des nouveaux instruments s'en trouvera améliorée.

Le congé parental fut institué au niveau européen par la directive 96/34/CE du Conseil du 3 juin 1996 qui a repris l'accord-cadre conclu en la matière par l'UNICE, le CEEP et le CES et qui prévoit l'introduction d'un droit individuel à un congé parental pour les travailleurs en raison de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

Ladite directive fut transposée au Luxembourg par la loi du 12 février 1999. Au départ, il était prévu que les partenaires sociaux introduisent le congé parental via un accord collectif. Ces derniers n'étant pas parvenus à trouver un compromis, le Gouvernement a dû intervenir par le biais d'une loi. La loi du 12 févier 1999 a fait l'objet d'une évaluation en novembre 2002, conformément à ce qui avait été prévu par la loi elle-même.

Au vu des résultats de l'étude et compte tenu du fait que la majorité des partenaires sociaux et de la population s'est prononcée pour le maintien des dispositions relatives au congé parental, le Gouvernement a décidé de reconduire le congé parental et le congé pour raisons familiales et de les maintenir au-delà du 31 juillet 2003. Il est rappelé dans ce contexte que l'article 19 de la loi du 12 février 1999 a non seulement prévu que les dispositions relatives aux différents congés institués soient évaluées, mais aussi que la durée du congé parental soit automatiquement réduite en l'absence de l'entrée en vigueur avant le 31 juillet 2003 d'une loi prévoyant la prorogation du régime actuel. Le Gouvernement, ensemble avec les partenaires sociaux, a encore suggéré à cette occasion de clarifier le cadre juridique du congé parental afin de résoudre, dans la mesure du possible, les problèmes d'organisation rencontrés par les entreprises dans la gestion du congé parental.

Le projet de loi sous rubrique apporte un certains nombre d'innovations et de modifications majeures:

1. intégration des dispositions relatives au congé parental dans le Code du travail et au niveau des législations relatives au statut des agents du secteur public;

2. précision du critère de base du droit du congé parental;

3. subordination du droit au congé parental au maintien du contrat de travail pendant toute la durée du congé parental;

4. atténuation de la condition d'occupation et de l'affiliation continue;

5. atténuation des dérogations en cas de changement d'entreprise;

6. extension des délais de demande pour le congé parental consécutif au congé de maternité;

7. définition de la durée de travail;

8. précision des conditions dans lesquelles il peut être mis fin au contrat de travail suite au congé parental et de la procédure y afférente;

9. précision et limitation des hypothèses où l'employeur peut refuser un congé parental;

10. garantie de réinsertion et maintien du lien avec l'entreprise pendant le congé parental;

11. report du congé parental en cas d'interruption par un nouveau congé de maternité;

12. prise en compte de l'indemnité du congé parental dans le calcul du RMG et «proratisation» de l'indemnité en cas de cessation du congé parental.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 20.05.2003

Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

25.10.2005	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Présentation des amendements gouvernementaux par Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
26.10.2005	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07.12.2005	Présentation et vote de nouveaux amendements parlementaires
26.06.2006	Présentation d'amendements gouvernementaux
27.07.2006	Présentation et adoption d'amendements parlementaires
06.11.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.12.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2006

Décentralisation de la psychiatrie

5490 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés;

- la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

- la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

La présente réforme tend à apporter dans la législation les changements rendus nécessaires par la décentralisation de la psychiatrie. Certes, la législation actuelle ne s'oppose pas en principe à cette décentralisation. Elle n'identifie en aucune façon le CHNP comme seul établissement pouvant accueillir des personnes placées, mais évoque bien au contraire en plusieurs endroits le placement dans un «établissement ou service psychiatrique fermé». Il n'en reste pas moins que la rédaction de la loi est faite dans l'optique d'un placement en établissement spécialisé. C'est ainsi qu'elle confère au «directeur de l'établissement» certaines attributions qui devraient passer dans un hôpital général au responsable du service de psychiatrie. Ensuite et surtout un des objectifs de la décentralisation tend à réserver le placement initial aux services de psychiatrie des hôpitaux généraux, l'établissement spécialisé ne prenant en charge que les patients nécessitant une hospitalisation plus prolongée. Ce volet de la réforme requiert absolument l'intervention du législateur.

Le Gouvernement a profité de l'occasion pour engager une réflexion sur un autre aspect de la loi en vigueur, susceptible d'être amendée, à savoir celui de la personne ou autorité qui, en dernière analyse, décide du placement. Dans l'état actuel de la loi c'est, aux termes de l'article 5, le directeur de l'établissement, ou désormais le responsable du service de psychiatrie de l'hôpital général, qui «admet» le patient, en d'autres mots qui le place. Il résulte cependant d'une étude comparative réalisée pour le compte de la Commission Européenne par le «Zentralinstitut für psychische Gesundheit» de Mannheim que dans la plupart des pays de l'Union européenne la décision de placer relève d'une autorité judiciaire. Pareille procédure paraît également plus conforme avec la récente Recommandation du Conseil de l'Europe (2004) 10 du Comité de Ministres aux États membres relative à la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux. Mais il est vrai que l'article 20 de cette Recommandation exigeant une décision «prise par un tribunal ou une autre instance compétente» prête à interprétation.

Les consultations menées ont cependant vite fait apparaître des dissensions quant à l'opportunité de faire de la décision de placement une décision judiciaire. Aussi, comme la décentralisation de la psychiatrie est désormais une réalité, le Gouvernement a-t-il jugé préférable de faire passer dans un premier temps ce volet de la question, quitte à revenir ultérieurement sur le caractère judiciaire ou non de la décision de placement. À cette occasion, d'autres questions abordées par la Recommandation, telles que celles de l'isolement et de la contention de la personne placée et du traitement involontaire, devront être abordées.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 12.07.2005

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

29.09.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.10.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.12.2006

Conférence de La Haye

5535 - Projet de loi portant approbation des amendements au Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé, arrêtés par la Vingtième session de la Conférence, le 30 juin 2005

Le projet de loi sous rubrique entend approuver les amendements au Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé adoptés par la Conférence lors de sa 20e session le 30 juin 2005.

La Conférence de La Haye de droit international est une organisation internationale qui œuvre, depuis la fin du 19e siècle, pour l'harmonisation et l'unification progressive des règles de droit international privé. Elle fut créée en 1893 à l'initiative du Néerlandais Tobias Michael Carel Asser, qui devint Prix Nobel de la Paix en 1911. La Conférence de La Haye de droit international a adopté son Statut en 1955.

À l'heure actuelle, plus de soixante États sont membres de la Conférence de La Haye de droit international. Le 19 décembre 2002, la Communauté européenne a fait la demande pour devenir membre de cette prestigieuse organisation. Or, pour admettre la Communauté européenne, le Statut de la Conférence de La Haye a dû être modifié préalablement.

Les États membres de la Conférence de La Haye se sont exprimés en faveur d'une adaptation du Statut de la Conférence de La Haye lors de sa 20e session, qui s'est tenue le 30 juin 2005. Cette modification permettra non seulement à la Communauté européenne, mais également à toute organisation régionale d'intégration économique à laquelle ses États membres ont transféré leur compétence en matière de droit international privé, d'être admise en tant que membre de la Conférence de La Haye.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 01.02.2006

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

22.11.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2006

Interdiction de vente d'alcool aux moins de 16 ans

5543 - Projet de loi portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de seize ans

Le projet de loi vise à étendre l'interdiction de la vente d'alcool aux jeunes de moins de seize ans à tous les commerces, notamment aux supermarchés et stations-service.

Actuellement, pareille interdiction concerne exclusivement les débits de boissons concernés par l'article 20 de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets et selon lequel «il est interdit de servir ou d'offrir des boissons alcooliques à des mineurs de seize ans.»

À part donc les débits de boissons, la législation luxembourgeoise en matière de vente et de consommation d'alcool ne comporte aucune disposition spécifique relative aux mineurs d'âge. Or, force est de constater que la consommation d'alcool parmi les jeunes représente un problème préoccupant. Les premiers contacts avec l'alcool ont tendance à se situer à un âge de plus en plus jeune.

Différentes études ont montré qu'au Luxembourg, tout comme dans les autres pays membres de l'Union européenne, l'âge moyen à partir duquel les mineurs commencent à consommer des boissons alcooliques a tendance à baisser de manière inquiétante.

Cette situation a amené le Gouvernement à proposer la présente interdiction qui s'ajoute d'ailleurs à une autre mesure en vigueur depuis le 1er janvier 2006 consistant à frapper lesdits alcopops d'une taxe substantielle.

Malgré toutes les bonnes intentions, il faut rester conscient que l'interdiction proposée

par le présent projet, si elle est importante, ne suffira toutefois pas à elle seule à endiguer le phénomène de la consommation d'alcool chez les jeunes. N'oublions pas que l'interdit peut paraître particulièrement attrayant aux yeux des jeunes. À côté d'une responsabilisation accrue des commerçants, il faudra donc procéder à de larges campagnes de sensibilisation au niveau de l'éducation que ce soit dans la sphère familiale ou au sein respectivement dans l'entourage de l'école.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 14.02.2006

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

09.03.2006	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
19.10.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.12.2006

Immigration

5572 - Projet de loi portant:

1. transposition

- de la directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers;

- de la directive 2001/51/CE du Conseil du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985;

- de la directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers;

- de la directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers;

2. modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant

1. l'entrée et le séjour des étrangers;

2. le contrôle médical des étrangers;

3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère

Le présent projet de loi transpose en droit luxembourgeois quatre directives qui traduisent la volonté européenne de mettre en place une politique commune de lutte contre l'immigration clandestine et modifie la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère. À noter qu'en raison de l'expiration du délai de transposition de trois des directives, il est exclu d'attendre, comme initialement envisagé, l'élaboration de la nouvelle loi sur l'immigration pour transposer ces directives. Il a par ailleurs été profité de l'occasion pour effectuer un toilettage rédactionnel de la loi modifiée du 28 mars 1972, en tenant compte notamment de la conversion en euros et en adaptant la terminologie entre autres à l'Arrêté grand-ducal du 7 août 2004 portant constitution des Ministères.

Les directives suivantes sont transposées:

- La directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 vise la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers. Son objectif est d'assurer une plus grande efficacité dans l'exécution des décisions d'éloignement.

Suivant l'article 14.-1. nouveau, le Ministre ayant l'Immigration et l'Asile dans ses attributions peut reconnaître une décision d'éloignement prise à l'encontre d'un ressortissant d'un pays tiers par une autorité administrative compétente d'un autre État, lorsque cet étranger se trouve sur le territoire luxembourgeois sans y être autorisé à séjourner et quand la décision d'éloignement est notamment fondée sur une menace grave et actuelle pour l'ordre public ou la sécurité nationale.

- La directive 2001/50/CE du Conseil du 28 juin 2001 complète les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen concernant certaines obligations des transporteurs. Elle étend le champ d'application des amendes infligées aux transporteurs coupables d'un manquement à leur obligation de contrôle des documents de voyage. La directive impose aussi au transporteur de trouver le moyen de réacheminement et la prise en charge des frais de séjour et de retour de la personne en cause.

- La directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définit l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers. Le nouvel article 33 de la loi modifiée du 28 mars 1972 retient que sont punis d'un emprisonnement de 1 mois à 3 ans et d'une amende de 500 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement ceux qui, par aide directe ou indirecte, auront sciemment facilité ou tenté de faciliter l'entrée ou le transit irréguliers ou, dans un but lucratif, le séjour irrégulier d'un étranger.

- La directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 vise l'obligation des transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers aux autorités chargées du contrôle aux frontières avant la fin de l'enregistrement.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.05.2006

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

26.06.2006	Désignation d'un rapporteur
17.07.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État et de l'avis de la Chambre de Commerce
	Adoption d'amendements
11.09.2006	Échange de vues sur la nouvelle version du projet de rapport
06.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.12.2006

GALILEO

5586 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et l'Ukraine, signé à Kiev, le 1er décembre 2005

Le système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil, souvent appelé GALILEO, est un programme européen de radionavigation par satellites. Lancé à l'initiative de la Commission européenne et développé conjointement avec l'Agence spatiale européenne (ESA), il mènera au développement d'une nouvelle génération de services universels dans des secteurs tels que les transports, les télécommunications, l'agriculture ou la pêche.

Les promoteurs de GALILEO entendent stimuler la coopération autour de leur système en associant une série d'autres pays au projet, à son développement et à son exploitation. Les lois approuvant les accords avec les États-Unis, la Chine et l'État d'Israël ont déjà été votés. Le présent texte a pour objet d'approuver l'accord avec l'Ukraine.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.06.2006

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

25.10.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.12.2006

Diversité culturelle

5592 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, faite à Paris, le 9 décembre 2005

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, faite à Paris, le 9 décembre 2005. La Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles consacre en droit la reconnaissance internationale du droit souverain des États de mettre en œuvre des politiques culturelles qui assurent le développement de secteurs culturels forts et d'élaborer des politiques culturelles en vue de promouvoir la diversité des expressions culturelles.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.06.2006

Rapportrice: Mme Martine Stein-Mergen

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

25.10.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.12.2006

Loi du 13 décembre 2006.

Mémorial A: 2006, N°215, page 3738

Coopération mexicano-luxembourgeoise

5604 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis du Mexique dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports, signé à Mexico, le 16 février 2006

Le projet de loi vise à approuver l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis du Mexique, signé à Mexico, le 16 février 2006.

Cet accord bilatéral constitue un accord de coopération culturelle avec un pays du continent américain et entend établir des rapports plus étroits entre les organisations gouvernementales et non gouvernementales dans le domaine de la culture, de la jeunesse et des sports.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.08.2006

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

25.10.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.12.2006

Annulation des dettes

5610 - Projet de loi relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à l'initiative d'allégement de la dette multilatérale de l'Association Internationale de Développement

et

- à la septième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

Lors du sommet du G-8 (grands pays industrialisés) à Gleneagles du 9 juillet 2005, les Chefs d'État ont convenu l'annulation de la dette multilatérale des pays ayant atteint le point d'achèvement (ayant satisfait aux critères qui permettent un allégement intégral de la dette promis au point de décision) au titre de l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés), pour la plupart africains, menée conjointement par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale. Cette décision se situe dans le cadre d'une solution d'ensemble destinée à aider ces pays à atteindre d'ici 2015 les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), visant à réduire de moitié la pauvreté dans le monde. Conformément à cette initiative, 100% des créances de certains des pays les plus pauvres à l'égard des trois principaux organismes prêteurs multilatéraux, à savoir le Fonds Africain de Développement (FAD), l'Association Internationale de Développement (AID) au sein de la Banque mondiale et le FMI, devraient être annulés.

Le but de l'initiative IADM est d'octroyer un allégement de dette supplémentaire aux pays ayant atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE ou qui vont l'atteindre dans les prochaines années. Le coût total de l'initiative (AID, FMI et FAD) se chiffre à 40 milliards USD pour les 18 pays qui avaient atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE, et à 55 milliards USD au fur et à mesure que d'autres pays seront retenus. Le coût pour l'AID est estimé à 37 milliards USD.

La participation du Grand-Duché à l'initiative IADM se limite au cas de l'AID étant donné que, d'une part, l'annulation de la dette due au FMI est financée sur ressources propres, et que, d'autre part, le Luxembourg n'est pas membre de la Banque Africaine de Développement.

L'annulation des dettes multilatérales représente un engagement financier luxembourgeois d'environ 29,52 millions d'euros étalé sur la période 2007-2043. Cette durée de 37 ans correspond à la durée des crédits accordés par l'AID et se compose de trois sous-périodes:

Période 1 – durée résiduelle de l'AID-14: 15 janvier 2007 – 25 janvier 2008;

Période 2 – partie résiduelle de la première décennie: 15 janvier 2009 – 15 janvier 2016;

Période 3 – les trois décennies suivantes: 15 janvier 2017 – 15 janvier 2043.

L'instrument de contribution, déposé le 23 mai 2006 par le Luxembourg, prévoit les engagements suivants pour notre pays:

- Un engagement non conditionnel pour la période 1 à hauteur de 650.000 euros sera exécuté par l'accélération des décaissements sur bons du trésor émis en faveur des 13e et 14e reconstitutions des ressources financières de l'AID.

- Les engagements relatifs aux périodes 2 et 3 sont soumis à l'approbation de la Chambre des Députés. À cet effet sont émis des bons du trésor, à rembourser par les crédits budgétaires annuels du Ministère des Finances en faveur des institutions financières internationales. Cette contribution annuelle varie sensiblement durant les périodes 2 et 3, en passant par un maximum de 1.470.000 euros en 2023. Le tirage des bons est prévu d'après l'échéancier suivant:

Le présent projet de loi permet d'ôter toute conditionnalité à la participation du Grand-Duché à l'IADM. En participant au financement de l'IADM, le Luxembourg s'engage également à respecter le principe d'additionnalité qui permet d'éviter que les donateurs ne compensent leurs participations à l'IADM par une diminution de leurs contributions aux reconstitutions régulières de l'AID.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 18.09.2006
Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):
30.11.2006 Désignation d'un rapporteur
07.12.2006 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2006

Holding 1929

5624 - Projet de loi abrogeant:

- la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies),

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 concernant les sociétés holding, pris en exécution de l'art. 1er, 7° alinéas 1 et 2 de la loi du 27 décembre 1937,

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à 24.000.000 euros au moins,

- la loi modifiée du 12 juillet 1977 modifiant et complétant a) la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) modifiée par l'article 21 de la loi du 29 décembre 1971 et b) l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938, sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à un milliard au moins, modifié par l'article 22 de la loi du 29 décembre 1971,

- le règlement grand-ducal du 29 juillet 1977 fixant le minimum du capital social libéré dont doit disposer une société holding pour être admise au bénéfice des dispositions fiscales de l'article premier de la loi du 31 juillet 1929,

- la loi du 21 juin 2005 portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies)

et fixant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010 pour le maintien temporaire de ces régimes

Le projet de loi fait suite à la décision de la Commission européenne du 19 juillet 2006 concernant le régime d'aide C 3/2006 mis en œuvre par le Luxembourg en faveur des sociétés holding «1929» et des holdings «milliardaires». Plus précisément, les dispositions du projet de loi s'articulent sur cinq axes:

- La loi modifiée du 31 juillet 1929 est abrogée à partir du 1er janvier 2007.

- Les avantages du régime fiscal holding 1929 ne pourront plus être accordés à des sociétés créées à compter du 20 juillet 2006.

- Une période transitoire est prévue pendant laquelle les sociétés holding 1929, constituées avant le 20 juillet 2006 continueront à bénéficier du régime pendant la période entre le 1er janvier 2007 et le 31 décembre 2010 au plus tard.

- Les sociétés holding 1929 constituées avant le 20 juillet 2006 cessent de bénéficier du régime fiscal, à partir de la date de cession, si toutes ou partie des actions ou parts de la société holding 1929 sont cédées à un tiers.

- Certains transferts et transmissions limitativement énumérés par le projet de loi ne remettent pas en cause le bénéfice du régime transitoire applicable aux sociétés holding 1929 existantes.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 25.10.2006
Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):
09.11.2006 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
07.12.2006 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2006

Code du travail

5626 - Projet de loi portant rectification du Code du travail

Le projet de loi a comme objectif de redresser quelques erreurs matérielles intervenues lors du regroupement des dispositions légales concernant le droit du travail dans le Code du travail faisant l'objet de la loi du 31 juillet 2006. En effet dans cette loi, certains articles ont été reproduits dans une teneur qui ne correspondait pas aux dispositions légales effectivement en vigueur au moment de l'adoption de la loi portant introduction d'un Code du travail.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 26.10.2006
Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi
(Président: M. Marcel Glesener):
05.12.2006 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2006

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Mardi, 5 décembre 2006

SÉANCE 8

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. Dépôt d'une proposition de loi
4. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.04 heures)

D'Sitzung ass op.

M. le Président.- Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5638** - Projet de loi portant approbation de l'Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense, d'informations techniques, fait à Bruxelles, le 19 octobre 1970

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 24.11.2006

2) **5639** - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 24.11.2006

3) **5640** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le Règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 27.11.2006

4) **5641** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le Règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 concernant la participation du Luxembourg à la mission ALTHEA de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 28.11.2006

5) **5643** - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Conférence européenne de Biologie moléculaire, fait à Genève, le 13 février 1969

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 01.12.2006

6) **5644** - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant le Laboratoire européen de Biologie moléculaire, fait à Genève, le 10 mai 1973

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 01.12.2006

7) **5645** - Projet de loi sur la réutilisation des informations du secteur public

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.12.2006

3. Par lettre du 29 novembre 2006, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 23 au 26 octobre 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Norvège sur la révision du montant de la contribution de la Norvège prévue dans l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège concernant la participation de la Norvège aux travaux de l'Observatoire Européen des Drogues et des Toxicomanies (OEDT);

- résolution sur l'établissement d'un partenariat stratégique entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud;

- résolution sur l'immigration des femmes: le rôle et la place des femmes migrantes dans l'Union européenne;

- résolution sur les relations entre l'Union européenne et la Russie après l'assassinat de la journaliste russe Anna Politkovskaïa;

- résolution sur le cancer du sein dans l'Union européenne élargie;

- résolution sur le rapport annuel de la Commission au Parlement européen sur les activités antidumping, antisubventions et de sauvegarde des pays tiers à l'encontre de la Communauté;

- résolution sur le cinquantième anniversaire de la révolution hongroise de 1956 et sa signification historique pour l'Europe;

- résolution sur les suites données à l'avis du Parlement sur la protection de l'environnement: lutte contre la criminalité, infractions et sanctions pénales;

- résolution sur la stratégie de l'Union européenne en vue de la conférence sur les changements climatiques de Nairobi.

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer d'Presentatioun vum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 5600, de Statsbudget fir d'Joer 2007.

Muer de Mëtteg um dräi Auer - net wéi gewinnt um hallwer dräi, mä um dräi Auer - d'Ausféierunge vum Här Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker souwéi den Exposé vum Här Budgetsminister Luc Frieden iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2007. A muer hu mer och um Ordre du jour de Projet de loi 5535 iwwert d'Conférence de La Haye.

Iwwermuer, en Donneschdeg, de Projet de loi 5490 iwwert de Placement vu mental gestéierte Leit an zouenen Anstalten. Zweetens, de Projet de loi 5543 iwwert d'Verbidde vum Verkaf vun Alkohol u Jonker ënner 16 Joer. Duerno de Projet de loi 5592, en UNESCO-Ofkommes. Dann e weidert Ofkommes tëschent der Europäescher Unioun an der Ukraine iwwer e weltwäiten Navigatiounssystem. A schlussendlech en Ofkommes mat Mexiko iwwer eng Kooperatioun an de Beräicher vun der Erzéiung, der Kultur, der Jugend an dem Sport. A schliesslech, als leschte Punkt um Ordre du jour, e Projet iwwer eng Transpositioun vun EU-Direktiven, déi sech mat der Immigratioun befaassen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstan?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Fayot wëllt d'Wuert, denken ech, fir d'Motioun, déi d'Madame Brasseur abruecht hat, iwwert d'Reformen am Enseignement.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Jo, Här President. Déi Motioun, déi ass an der Kommissioun diskutéiert ginn, an doriwwer ass och ofgestëmmt ginn. D'Kommissioun freet, dass déi Motioun virun d'Chamber kënnt. Mir hate geduecht, dat dës Woch nach ze maachen, mä et ass vläicht awer besser, wa mer et d'nächst Woch maachen, en Donneschdeg, de 14., direkt am Ufank vun der Sitzung, sou dass mer den Ordre du jour vun dëser Woch net brauchen ze änneren.

M. le Président.- Très bien. D'Motioun vun der Madame Brasseur: d'nächst Woch, nächsten Dënschdeg, gegebenenfalls no der Heure de questions, wa mer där eng hätten. D'accord?

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- En Donneschdeg.

M. le Président.- Ah, dësen Donneschdeg?

Une voix.- Neen, d'nächst Woch, de 14.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Donneschdes, de 14., um hallwer dräi, wann d'Sitzung ugeet normalerweis.

M. le Président.- Très bien.

Den Här Mehlen huet d'Wuert gefrot.

3. Dépôt d'une proposition de loi

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, entspriechend den Artikele 55 a 56 vun eisem Reglement hunn ech d'Freed an d'Éier, Iech eng Proposition de loi hei ze presentéieren. An zwar betrëfft se d'Organisatioun vun engem Referendum iwwert d'Realisatioun vun enger ënnerierdescher Zuchstreck ënnert der Stad mat en etlech Arrêten um Terrain vun der Stad.

5646 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg

M. le Président.- Ech ginn dem Här Mehlen Akt vum Dépôt vun dëser Proposition de loi, déi an déi legislativ Prozedur ageleet gëtt.

Mir kommen dann zum éischten an eenzege Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dem Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2007. An dat esou, wéi et am Artikel 105 vum Chamberreglement festgehalen ass. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel!

4. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir erënnert Iech nach vläicht un d'Olympiad 2004 deemools zu Athen, an un de Marathon vun de Männer, deen e bëssen en eegenaartegt Enn fonnt hat. Bei Kilometer 35 louch de Brasilianer Vanderlei de Lima mat 48 Sekonne Virsprong un der Spëtzt, wéi en du vun engem aus dem Publikum vun der Strooss gerappt ginn ass. Deen Aarmen huet zwar duerno erëm ugesat, mä hie war duerch de Virfall aus sengem Rhythmus komm a gouf du vun zwee Konkurrenten iwwerholl, esou datt um Enn nëmme méi d'Bronzëmedail fir hie Rescht bliwwen ass.

Firwat ech Iech elo déi Geschicht grad hei erzielen? Mä ganz einfach, well ech bei der Analys vun eiser Budgetssituatioun ëmmer erëm un deen onglécklecheche Brasilianer erënnert gi sinn. Well kuckt: Och Lëtzebuerg louch mat senge Statsfinanzen ëmmer un der Spëtzt, bis dunn 2001 d'Bourssë mat hirer Baisse no der geplatzter Internetsblos an der Attack op d'Twin Towers zu New York eis de Fouss gesat hunn, a mir aus dem Trëtt gerode sinn. Wuel leie mir nach ëmmer gutt an der Course, fir déi meescht vun eisen europäesche Partner souguer beneidenswäert gutt, awer mir kréien eben net méi den éischte Präis, op d'mannst esou laang net, bis mer erëm aus deem Budgetslach eraus sinn, an dat mer virun e puer Joer gerutscht sinn.

De Verglach mat eisem brasilianesche Marathonleefer hält awer Gott sei Dank och schonn do op. Well am Contraire zu him, kënne mir et nach fäerdeg brëngen, erëm no vir un d'Spëtzt ze kommen. An dat misst eis och geléngen, wa mir eis nëmme richteg uleeën.

Allerdéngs setzt dat viraus, datt mir eis mat den Ursaache vun eiser Budgetsentgleisung auserneesetzen an eis net drop beschränken, de Bourssen, op déi mer jo souwisou keen Afloss hunn, d'Schold un eisem - loosse mer soen - relative Misär ze ginn.

Well et sinn net d'Finanzmäert eleng, déi eis aus dem Trëtt bruecht hunn. Et hunn och aner Facteure matgespillt, op déi mir am Géigendeel zu de Bourssë wuel schonn eng Handhab hunn, fir net ze soen, un deene mir - net eng bestëmmte Regierung oder eng bestëmmte Partei, neen, mir alleguerte wéi mir hei sëtzen, an och nach e puer anerer dobaussen am Land - net ganz onschëlleg sinn.

Dofir loosse mer d'Finanzmäert als Troublemaker op der Säit a beschäftegen eis mat eis selwer a mat deene Feeler, déi eis an der Vergaangenheet ënnerlaf sinn, an déi mir zum Deel bis haut nach mat eis erëmschleefen.

Keen Zweifel: Mir sinn nach ëmmer gutt. Mir sinn nach ëmmer d'Championen an enger ganzer Rëtsch vun Disziplinen. Mä egal wéi gutt een ass, et kann een awer besser ginn. A well mir vläicht awer net méi esou gutt sinn, wéi Eenzelner vun eis nach mengen, hu mir all Ursaach, eis eeschtlech mat eise Schwächten ausenanerzesetzen an eis op déi hënneschte Been ze setzen an ze probéieren, erëm ganz no vir ze kommen.

Fir dat fäerdeg ze brëngen, musse mer eis dann e Fahrplang ginn. Op deem huet fir d'alleréischt de Retour zum Budgetsgläichgewiicht ze stoen, well ouni ausgeglache Statsfinanze léisst sech op Dauer keng seriö Politik maachen, a scho guer keng, déi Akzenter setzt an déi d'Land fit fir d'Zukunft mécht.

Da musse mer derfir suergen, datt déi öffentlech Investitiounsfongen erëm opgepäppelt ginn, déi lues awer sécher amgaange sinn auszedréchenen an déi spéitstens an zwee Joer eidel sinn, wa mir se net e bësse méi massiv fidderen, wéi dat am Moment mam Budget méiglech ass.

Bis dohinner musse mer eis och doriwwer kloer gi sinn, datt mir mat der Zäit eng Rëtsch strukturell Problemer opgekéipt hunn. An der Héichkonjunktur vun den 90er Joren hu mer déi liicht iwwersinn, mä entretemps hu se sech net zulescht doduerch bemierkbar gemaach, datt d'Recetten an d'Dépensen ëmmer méi auserneegedrift sinn. Deene Strukturdefizienze musse mer seriö op de Pelz réckelen, wa mer op laang Siicht eis Statsfinanzen am Equiliber halen an en plus eist Land a seng Leit esou gutt wéi méiglech op d'Zukunft preparéiere wëllen.

Ob et eis gefält oder net, laanscht dee Fahrplang komme mer net. Dëst ëmsou manner, well d'Welt net stoe bliwwen ass a munches net méi esou richteg an déi nei Welt passt, wat eis mat der Zäit un d'Häerz gewuess ass.

Déi nei Welt stellt och eis, elo hätt ech bal gesot, eis verwinnte Lëtzebuerger, virun nei Erausfuerderungen. Mir kënnen d'Aen zoumaachen an déi Défien ignoréieren. Mir kënnen och wéi rabbelkäppeg Kanner drop reagéieren a refuséieren eis mat deenen Erausfuerderungen ofzeginn, well si kënnten eis jo emol dat eent oder dat anert klengt Affer ofverlaangen. Emol net an deem, wat mer hunn, mä bei deem, wat mer nach gäre méi hätten.

Mir kënnen eis awer och deenen Erausfuerderunge vun där neier Welt stellen, där eu-

ropäescher an där globaliséierter Welt, an deeselwechte Courage opbréngen, mat deem eis Pappen a Mammen, eis Grousspäpp an eis Groussmammen ähnlech Situatiounen zu hirer Zäit gemeeschtert hunn an domat och dofir gesuergt hunn, datt et eis bis elo dach net allze schlecht gaangen ass. Ech mengen, fir eis kann nëmmen déi lescht Alternativ a Fro kommen.

Dat wat ech elo beschriwwen hunn, war dann och den Hannergrond bei den Iwwerleeungen an den Diskussiounen, déi Är Finanz- a Budgetskommissioun, Här President, an deene leschte Woche gemaach huet. Mir hunn eis bei der Analys vum Budgetsprojet, deen eis d'Regierung ufanks Oktober virgeluecht hat, virun allem, fir net ze soe bal eleng, vun deem enge Gedanke leede gelooss: wéi een op Dauer dëst Land nach méi erfollegräich a seng Bewunner nach méi zefridde maache kënnt.

Och wann an der Kommissioun alt emol d'Meenungen iwwert d'Mëttel an d'Weeër ausenanergaange sinn, wéi een am beschten dohinner kënnt, ware mer eis dach awer am grousse Ganzen iwwert d'Zilsetzung d'accord. Duerfir ass et dann och net weider verwonnerlech, datt déi Zilsetzung de Meter war, mat deem mir dëse Budgetsprojet fir 2007 gemooss hunn.

Här President, Dir wësst et, esou e Budget ass näischt Einfaches. Fir een, dee weider näischt direkt domat ze dinn huet, ass et souguer e Buch mat siwe Sigelen. Do kann een nach esou interesséiert sinn un der Politik am Allgemengen an um Budget am Besonneschen, soubal wéi ee mierkt, datt een den Duerchbléck net méi huet, leet een déi Pabeierzill, dës Kéier ass et eng orange, op d'Säit an et amëséiert ee sech mat eppes aneschters.

Esou soll et awer just net sinn. Schliesslech bretze mir eis gär mat eiser Demokratie, dat heescht mat där Statsform, an där all Pouvoir vum Bierger auszegoen huet. Wéi awer soll deen aarme Bierger seng Prärogativen notze kënnen, wann déi ganz Politik, déi jo a sengem Numm a fir hie veranstalt gëtt, iwwer säi Kapp ewech geet an hien iwwerhaapt net matdécidéiere kann? An dat scho guer net en connaissance de cause, well hien net am Bild ass.

A fréieren Zäiten, wéi se et nach net esou genau mat der Demokratie geholl hunn, waren déi, déi d'Suen haten, déi d'Soen haten, Pardon - och d'Suen -, drop aus,…

(Interruptions)

Majo, et war datselwecht.

...datt d'Vollek esou mann wéi méiglech wousst, well dat d'Regéiere vill méi liicht gemaach huet. „Obskurantismus" gouf dat Verhale genannt, well dat Wëssen, dat jo bekanntlech Muecht bedeit, systematesch fir dee verdäischtert ginn ass, deen dunn nach kee Bierger, mä e Sujet oder en Untertan war.

Et kann ee beileiwen net behaapten, datt haut nach een demokratesch gewieltene Politiker drop aus wier, däers Obskurantismus ze bedreiwen. Mä den onbewossten Obskurantismus, deen, deen net ausdrécklech gewollt ass, mä dee sech awer ënnerschwelleg breetmécht, dee gëtt et wuel och nach haut. Wann e Bierger sech desinteresséiert vun der Politik ofwennt, well him dat, wat do gebuede gëtt, spuenesch virkënnt, dann ass dat näischt anescht wéi d'Resultat vun deem modernen Obskurantismus, dee kee wëllt a kee gesäit an deen dach present ass. An deen dofir suergt, datt eis ugebieten Demokratie eigentlech nëmmen eng theoretesch ass, déi esou bal nach net de Wee an d'Praxis vum Alldag fënnt, wa mir esou weiderfueren. Dat awer däerf net sinn!

Wa mir déi Statsform, déi mir eis verschriwwen hunn, och wierklech eescht huelen, da musse mer dofir suergen, datt de Bierger méiglechst gutt an iwwer alles informéiert gëtt. Well nëmmen e Bierger, deen am Bild ass, deen interesséiert sech fir d'Politik, deen denkt mat, dee schwätzt mat an en décidéiert mat. Esou an net anescht huet et ze sinn.

Elo huet awer just bei dësem Budget Är Finanzkommissioun misse feststellen, datt mir amgaange sinn, genee den ëmgekéierte Wee ze goen. Net wëllentlech a vläicht souguer emol net bewosst, mä awer an déi falsch Richtung. D'Erklärung fënnt een do, wéi esou dacks, an Europa, mä prezis an de Bestëmmungen, déi d'Bréisseler Kommissioun opgrond vum Maastrichter Vertrag erausginn huet an déi genau festleeën, no wéi enger Method d'Memberslänner hir Finanzdonnéeën op Bréissel liwwere mussen. Déi Donnéeën, déi dann do kontrolléiert ginn, fir datt och assuréiert gëtt, datt d'Maastricht-Kritären agehale ginn. Dofir och de Begréff vun der Maastricht-Method, mat deem ech lech elo e bësse ploe muss.

Fir d'Anhale vun deene Maastricht-Kritäre kontrolléieren ze kënnen, huet Bréissel e Kontabilitéitsstandard agefouert, dee SEC 95 heescht, SEC fir „Système européen des comptes", a 95 wuel well et hie säit 1995 gëtt. Dee Standard déngt virun allem dem Eurostat bei senge Vergläichsstatistiken, well dee jo schlecht Äppel mat Biren zesummerechne kann, wann et drëms geet, déi eenzel EU-Staten an hir divers Date mateneen ze vergläichen. Et ass nëmmen normal, datt Bréissel elo vu jiddferengem Donnéeën nom SEC 95 verlaangt, wat dann déi national Autoritéiten dozou zwéngt, déi Norm och bei sech ze applizéieren.

Dat ass awer méi séier gesot wéi gemaach! Well déi eenzel EU-Membere si bis elo no hirer eegener Kontabilitéitsmethod gefuer - déi, déi mir hunn, zum Beispill, ass emol nach keng zéng Joer al - a si di sech dofir schwéier mat deem neien Eenheetsstandard. Mä egal wéi, si kommen net derlaanscht, an de saueren Apel ze bäissen an op de SEC 95 ëmzeschalten. Dat gëllt selbstverständlech och fir Lëtzebuerg.

Fir de Moment fuere mir zweegleiseg. Fir eise Budget, dee mir elo stëmme sollen, gëtt nach d'Comptabilité de l'État nom klassesche Muster benotzt, mä déi Zuelen, déi d'Regierung op Bréissel mellt, déi ginn nom SEC 95 zesummegestallt. Dat huet als Resultat, datt mir elo mat zwou Zorte Chifferen hantéieren, déi sech zwar op datselwecht bezéien, mä déi awer trotzdeem net d'selwecht sinn. Sollt also ee sech d'Méi ginn, de Budget, deen orangen, ze studéieren, a sech dernieft och nach der Regierung hir Donnéeën zu Gemitt féieren, déi si virun zwou Wochen op Bréissel geschéckt huet, da wäert hie seng léif Méi hunn, sech an deem Duercherneen erëmzefannen, well do stëmmt kaum eppes mat deem aneren iwwereneen.

Well et awer am Prinzip nëmmen eng Wourecht ka ginn, misst also entweder déi eng oder déi aner Versioun falsch sinn. Dat ass awer net de Fall! D'Methoden, no deenen déi Budgetszuelen zesummegestallt ginn, sinn eben net déiselwecht. An dofir kann och dat, wat dobäi erauskënnt, net iwwereenee klappen.

Do wären zum Beispill emol eng ganz Rëtsch Kontabilitéitsregelen, déi nach net iwwer ee Leescht gezu sinn. Esou ignoréiert Bréissel zum Beispill ganz einfach eis annerhallef Dose Spuerbéchsen, genannt Fonds d'investissements publics, an deene jo awer etlecher där Euro-Milliounе stiechen. Op där anerer Säit awer ginn d'Dépensë vun deeneselwechte Fonge voll als Ausgaben ugerechent. Da verstéi emol een dat!

Zweetens wäichen d'Stéchdeeg an d'Zäitraim, an deenen d'Zuelen ermëttelt ginn, vuneneen of. Beispill: De SEC 95 fonctionnéiert op enger Quartalsbasis mat aktuelle Chifferen; eis Statskontabilitéit awer leeft op d'Joer, an d'Recettë ginn esou verbucht wéi se grad an d'Keess kommen an net onbedéngt op deen Exercice an deem se ufalen.

Dee ganz groussen Ënnerscheed tëschent deenen zwou Methode kënnt schliesslech bei der Festleeung vun de Beräicher, déi bei der Berechnung vun de Maastricht-Kritäre berücksichtegt a mat abezu ginn.

Eis traditionell Kontabilitéit befaasst sech nëmme mat den Zuele vun deem wat een d'Administration centrale nennt. Also de Kär vum Stat mat senge Ministèren a senge Verwaltungen. D'Maastricht-Method par contre geet wäit doriwwer eraus. Fir si ass d'Administration publique en Iwwerbegréff, an dee si dann dräi Secteure paakt: engersäits eben d'Administration centrale, also de Stat a senger klassescher Definitioun, dann awer och d'ganz Sécurité sociale, an uewendrop och nach eis 116 Gemengen.

Kee Wonner, datt do ënnerschiddlech Zuelen erauskommen, an datt an deem Gewulls eng Gissemamm hir Kleng net méi erëm géif fannen.

(Hilarité)

Laang kënnen och mir Politiker eis net mat där Zuelenzalot erëmschloen, déi dat Ganzt esou schéi verwurrelt a konfus mécht. Duerfir hätt d'Finanz- a Budgetskommissioun am allerléifsten, wann ee sech esou séier wéi méiglech op eng eenheetlech Method ariichte géif. Op wéi eng, ass dobäi sécherlech net d'Fro. Wa mir souwisou alles nom Maastricht-Modell, also nom SEC-95-Standard, op Bréissel melle mussen, mécht et bestëmmt kee Sënn, nach un eiser aler Comptabilité de l'État festzehalen.

Allerdéngs geet dat net esou einfach mat där Ëmstellung. Do sinn eenheetlech an detailléiert Kontasregelen néideg, déi strikt bis an déi klengste Gemeng bëuecht musse ginn. Do muss de Stat seng eege Konta ëmbauen, an zwar esou, datt se méiglechst no un d'Regelen erukënnt, wéi se och fir d'Privatwirtschaft gëllen, mat Provisiounen, mat Amortissementer an esou weider. A schliesslech muss och eis Sécurité sociale sech an deen neie Kontascorselet quëtschen, fir datt um Enn all Donnéeën an all Chifferen iwwerenee stëmmen.

Är Budgetskommissioun ass sech duerchaus de sëlleche Schwieregkeete bewosst, mat deenen esou eng Ëmstellung verbonne wäert sinn. Geneesou wéi se sech der politescher Brisanz vum Thema bewosst ass. Schliesslech kommen hei souwuel eis Sozialversécherunge wéi och eis Gemenge gewëssermoossen ënnert d'Tutelle vum Zentralstat, wat vläicht net jiddferengem schmaacht.

Trotzdeem ass d'Kommissioun der Meenung, datt een net méi laang waarden an déi Ëmstellung esou séier wéi méiglech iwwert d'Bühn brénge soll. Wat méi fréi, wat besser, well mir hunn elo gesinn, datt et héich Zäit ass, datt mir méi Transparenz an eis Konte kréien. Dat souwuel fir eis selwer hei an der Chamber wéi fir de Bierger dobaussen.

D'Kommissioun ass duerfir der Meenung, datt sech déi Ëmstellung bannen enger gewësser Zäit maache muss, a schwätzt sech fir e räsonnabelen, awer keen ze labberen Délai aus, dee si op dräi Joer fixéiert huet. En attendant, mengt d'Kommissioun, soll probéiert ginn, fir scho fir e bësse méi Duerchbléck ze suergen, a proposéiert duerfir, datt nieft dem traditionelle Budget an dem Budget pluriannuel en drëtte Volume gemaach gëtt, an deem de Budget eben no där neier, der Maastricht-Norm presentéiert gëtt, souzesoen, fir datt mir eis alt elo schonn esou lues dru gewinne kënnen.

Här President, wann een dëser Deeg mat engem auslännesche Frënd gepotert an deem gesot huet, et wier een am Moment mam Lëtzebuerger Statshaushalt beschäftegt, da war d'Reaktioun ëmmer déiselwecht: Dat wier dach eng flott Beschäftegung, sech mam Budget vun engem Land ofzeginn, an deem senger Ekonomie et nëmmen esou fluppt. Wann een dann e bësse schimmeg agesteet, datt et net gradesou roseg wier a mir eis am Moment souguer mat engem nawell seriöen Defizit erëmklappe mussen, da stéisst een op blankt Onversteesdemech. En Auslänner ka sech nun emol net virstellen, datt d'Schlaraffeland Lëtzebuerg Problemer mat senge Finanze sollt hunn.

Souguer fir eis Lëtzebuerger selwer ass et net esou einfach ze bekäppen, datt mir op eemol an de rouden Zuele kludderen, wou dach de Budgetsiwwerschoss bei eis geneesou eng Traditioun war wéi d'Iechternacher Sprangprossessioun. Wuel hate mer alt emol deen een oder deen aneren Exercice, wou d'Konten um Enn net grad opgaange sinn, well d'Konjunktur e bëssen ageknéckt war. Wien erënnert sech net un déi zimlech regelméisseg Konjunkturzyklen, déi et fréier an der Stolindustrie gouf?

Mä éischtens waren esou eng Abréch an de Budget zimlech rar, an zweetens konnt ee se ouni Weideres mat a Kaf huelen, well se ëmmer erëm duerch Reserven a reportéiert Iwwerschëss méi wéi ausgeglach konnte ginn. Gréisser Lächer hate mer just Enn de 70er, ufanks den 80er Joren, an Dir wësst firwat: Deemools wéi d'Stolindustrie an hirer déifster Kris stoung an d'hallef Lëtzebuerger Ekonomie mat no ënne gezunn huet.

Duerno war erëm alles an der Rei, bis mer dann 2002 an d'rout Zuele gerutscht an ëmmer méi déif dra versackt sinn. Deene jéngste Berechnungen no wäerte mir am lafenden Exercice e Lach an der Keess hunn, dat fir d'éischt déisäits vun der Milliardegrenz, an Euroe selbstverständlech, läit. An dat obscho mer 700 Milliounе méi erakréien, wéi mer gemengt haten.

Wéi konnt dat passéieren? Wéi konnt dat eis passéieren?

Der Konjunktur eleng kann ee wuel net d'Schold ginn. Et ass scho richteg, datt déi konjunkturell Achterbahnfahrt vun de Finanzmäert och eis Banke matzitt, a well déi ronn 80% vun der Kierperschaftssteier bezuelen, gëtt et effektiv e méi oder wéineger direkten Zesummenhang tëschent der Evolutioun vun de Bourssen an de Recettë vun eisem Stat. Mä d'Bourssëbaisse vun 2001 kann net eleng un allem schold gewiescht sinn, well déi läit jo schonn eng gewëssen Zäit zréck an déi war och net esou dramatesch, datt se sech iwwer Joren a Form vun engem Rekorddefizit an eisem Budget géif nidderschloen.

Wann iwwerhaapt d'Explikatioun vun der Entgleisung op der Recettësäit leie soll, da kann dat net nëmme mat der Konjunktur ze dinn hunn. D'Konte vun de Banken, zum Beispill, an deene leschte Jore weisen, datt eis nei Mëllechkou vun der Natioun iwwert déi lescht Zäit méi oder wéineger konstant an der Entwécklung vun hire Resultater bliwwen ass. Hiert schlechtst Joer war 2003, hiert bescht Joer 2005, an tëschent béide louch am Bruttoresultat knapp eng Differenz vun 9%.

An därselwechter Rechnung fält engem awer op, datt säit dem Joer 2000 d'Steieropkommes vun de Banken duerch d'Bank ëm 200 bis 300 Milliounen ënnert dem gewinnten Niveau läit. Dat ass ëmmerhin e gutt Véirel manner wéi soss. Mä dat geet awer elo scho sechs Joer esou, sou datt et roseméineg mat der Konjunktur däerft zesummenhänken.

Neen, hei spillt eppes ganz aneschters mat, eppes, dat deene meeschten e Begréff ass als Steierkonkurrenz oder als Steierkompetitioun. Si liwwert eis och d'Explikatioun dofir, firwat mer säit enger Zäit an der cocasser Situatioun sinn, datt eis Wirtschaft iwwerduerchschnëttlech gutt dréint an trotzdeem dem Stat seng Recetten net an deemselwechte Mooss klammen, wat dann natierlech dozou bäidréit, datt mir d'Enner net méi beieneekréien.

Bei de Steiere sinn zwee Phenomeenen amgaang eis e Strëch duerch d'Rechnung ze maachen, an ee vun eise ganz groussen Atoutë lues awer sécher ewechzehuwwelen.

Phenomeen Nummer eent, dat sinn déi, allerdéngs net ëmmer erfollegräich, Beméiunge virun allem um europäesche Plang, fir d'Steieren ze harmoniséieren. Dat kréie mir ëmmer méi ze spieren. Lëtzebuerg, dat, net fir d'lescht dank senge gesonde Statsfinanzen, et sech bis elo ëmmer leeschte konnt, d'Kaart vun der Steierattraktivitéit ze spillen, muss elo nokucken, wéi ëmmer erëm probéiert gëtt, just un deem Avantage ze fréckelen.

Un den Argumenter fir esou eng Steierugläichung feelt et selbstverständlech net. Et gëtt déi offiziell Argumenter, déi op der Iwwerzeegung baséieren, datt en integréierte Wirtschaftsraum wéi d'Europäesch Unioun nëmme mat eenheetleche Regelen och am steierleche Beräich fonctionnéiere kann.

An da gëtt et och nach déi heemlech Argumenter vun deem sougenannte Kartell vun den Héichsteierlänner, déi gäre méi an hirer Keess hätten, fir méi verdeelen ze kënnen, an déi dofir mat all deene sougenannte Steierparadäiser - an Europa ass voll dovun! - opraume wëllen, well hinnen déi bëlleg Konkurrenz op d'Nerve geet.

Mä, wat och ëmmer derhannert stécht, den Dauerbeschoss op déi Länner mat niddreger Besteierung ass net ouni Wierkung a riskéiert iergendwa säin Zweck ze erreechen. Fir eis ass dat wuel net déi allererfreelechst Perspektiv.

Den zweete Phenomeen kënnt iwwert déi aner Bande. Hei musse mir eis net dergéint wieren, datt déi aner eis eis Avantagen ewechbotzen, mä mir hunn et mat enger Konkurrenz ze dinn, déi eis mat hiren eegene Steieravantagen iwwerdubbere wëllt. Ech mengen domat déi nei EU-Länner, déi zum Deel mat allerniddregste Steiertauxë jongléieren, well si sech domat nach méi attraktiv fir d'Investisseure maache wëllen.

Mä ech mengen hei och deen een oder deen anere gudde Bekannte vun eis, wéi zum Beispill eise Benelux-Partner Holland, deen am Moment ganz gehéireg am Steiergaart raibert, an dee sech net genéiert, elo mat enger Variant ausgerechent vun deenen Holdingen opzetrompen, déi mir viru kuerzem vun enger europäescher Kommissärin mat hollänneschem Pass verbuede kruten.

Kee Wonner, datt do d'Entreprisen, déi ëmmer méi grouss a méi multinational ginn, probéieren, sech d'Roséngen aus dem Kuch ze picken, an hiren Tax Planning entspriechend ausriichten. Wie bei deem Spill de Kierzeren zitt, läit op der Hand: Deen, dee beim Steierpoker net méi mathale kann. Well hie gëtt vun den Investisseure ganz einfach lénks leie gelooss.

Selbstverständlech muss déi Steierspiral no ënnen och iergendwann en Enn hunn, well jo kee Land ouni e Minimum vu Steierrecettë bestoe kann. Mä, ob den Dumping sech elo vum selwen doutleeft oder ob d'Politik him en Enn bereet, ass net relevant. Déi Fro, op

déi et am Moment ukënnt, ass ganz einfach déi, ob ee mathale kann oder net.

Sou, elo hu mer laang genuch iwwert d'Recettësäit geschwat, eigentlech vill ze laang, wann ee bedenkt, datt eise wierkleche Problem manner bei de Recettë wéi bei den Dépensë läit.

Mir sinn eis däers eigentlech eréischt virun engem Joer esou richteg bewosst ginn, wéi mer festgestallt hunn, datt op där enger Säit dem Stat seng Recetten e bësse méi lues géife wuessen, derbannst zur gläicher Zäit d'Dépensen amgaange waren eis fortzelafen.

Dat gesäit een am beschten dorunner, wéi sech d'Relatioun tëschent Dépensen, tëschent Ausgaben a Bruttoinlandsprodukt mat der Zäit entwéckelt huet. Bis 2001 louch dat Verhältnis méi oder wéineger konstant ëm déi 27 bis 28%. Mä dunn huet et ofgehuewen an ass vun engem op dat anert Joer iwwer 29% geklommen. 2004 huet d'Relatioun vun den Dépensen zum PIB dunn 30% iwwerschratt, an hire virleefegen Héichpunkt huet se am Budget fir dat lafend Joer mat 31% erreecht.

Ob mir et wëlle wouerhunn oder net: Bei den Dépensen an néierens anescht läit d'Haaptursaach fir eis Budgetsentgleisung an deene leschte Joren. An ee vun de Grënn dofir ass ouni Zweifel eise Pli fir déi Automatismen, déi mir e bëssen iwwerall an eise System agebaut hunn, wéi zum Beispill d'automatesch Upassung vun de Paien a vun enger Rëtsch anere Posten un d'Deirecht. Wann d'Grompere méi deier ginn, well et e schlechten Hierscht war, da kann et scho virkommen, datt mir alleguer vun engem Mount op deen aneren 2,5% méi verdéngen. A wa mir et weider een oder zwee Joer op eiser Aarbechtsplaz ausgehalen hunn, da kréie mir eng Annuitéit oder eng Biennale an der Pai derbäi.

Vu datt awer eng Indextranche alt erëm eng Kéier d'Präisser undreift, well zum Beispill och d'Geschäftsloyeren indexéiert sinn, bäisst sech hei um Enn den Hond an den eegene Schwanz.

Déi Sécherheet, déi mat esou engen Automatismen erreecht soll ginn, ass ouni Zweifel eppes Feines an eppes Komfortabeles. Si entschäerft Streidereien ëm méi héich Paien, well déi jo zum Deel automatesch wuessen, a si mécht engem déi eegen Akommesentwécklung méi prévisibel. Mä si ass awer och gefäierlech, well ee sech esou gär dru gewinnt an net méi bereet ass, drop ze verzichten, wann déi baussenzeg Ëmstänn op eemol esou sinn, datt ee sech den automateschen Akommeszouwuess net méi leeschte kann.

Do läit de Knuet vun deem ganze System. E fonctionnéiert gutt, mä e fonctionnéiert nëmmen esou laang, wéi de Wuesstum vun der Wirtschaft matspillt an op d'mannst esou séier klëmmt wéi den Index. Wann dat net méi synchron geet, well d'Konjunktur méi lues dréint, oder - nach vill méi schlëmm - well op eemol strukturell Mängel sech bemierkbar maachen, da ka beim beschte Wëllen d'Rechnung net méi opgoen.

Genau déi Iwwerleeung huet d'Regierung virun engem Joer derzou bruecht, op den Alarm ze drécken an d'Tripartite zesummenzeruffen, fir sech am Konsens op eng Rei Mesuren ze eenegen, déi d'Situatioun sollten ëmdréinen, ier d'Lach an de Finanzen ze grouss gëtt an net méi ze stoppen ass.

Och wann een der Ariichtung Tripartite éischter kritesch begéint, well se net esou richteg an déi konstitutionell Uerdnung passt, muss een dach awer soen, datt si sech och dës Kéier als wäertvollt Instrument erwisen huet, dat erlaabt, a kriddeleche Momenter Décisiounen erbäizeféieren, déi vläicht net jiddferengem gefalen, déi awer an eiser aller Interessi sinn.

Mir wäerten hei an der Chamber an zwou Wochen net nëmmen iwwert de Budget fir 2007 ofstëmmen, mä och iwwert de Pak mat den Tripartitesvirschléi. Ech ginn dovun aus, datt jiddfereen, deen an der Tripartite mat um Dësch souz, weiderhin zu deem steet, wat do accordéiert ginn ass, an datt mir dann och wierklech déi 400 Milliounen am Budget spuere kënnen, déi do mat vill Gedirängels a Geknouters zesummegeschrubbt gi sinn.

Domat wäerte mir nach laang net aus dem Schneider sinn, well et bleift och duerno nach e Lach vu ronn enger Milliard am Budget. Mä et ass ëmmerhin e gudden Ufank. A virun allem ass et de Beweis, datt mir Lëtzebuerger verstänneg kënne sinn, wann et drop ukënnt.

Här President, mat deem, wat d'Tripartite der Chamber als Léisungsvirschléi ënnerbreet huet, ass schonn e Stéck gemaach, fir den Zuch erëm op d'Gleiser ze kréien. Well dorëms geet et jo elo: Fir d'éischt musse mir aus dem Defizitslach eraus, dat net nëmmen ongesond ass, mä dat och nach de politeschen Aktiounsfräiraum anenkt an een drun hënnert, alles dat an d'Weeër ze leeden, wat mëttel- a laangfristeg néideg ass, fir dëst Land optimal op seng Zukunft virzebereeden.

Dank den agespuerte 400 Tripartite-Millioune komme mir e bësse méi séier wéi geplangt deem Objektiv méi no. Natierlech hätt ee sech kënne wënschen, datt et nach méi séier géif goen. Mä da muss een engem och soen, wou déi Milliard nach anzespuere wier, déi eis elo nach bis zum Equilliber feelt. Ofgesinn dovunner géif et eis wuel net vill bréngen, wa mir amplaz 2009 schonn 2007 kënnte soen: Mir sinn aus dem Defizit eraus. Domat kënnte mer eis näischt kafen, mä mir géifen eis op där anerer Säit de Wee verspären, fir nei politesch Akzenter ze setzen an där Zäit bis dohinner, a fir dem Stat seng Investitiounsfonge virum Verdréchenen ze retten.

Dëse Budget muss also ënnert dem véierfachen Zeeche stoe vun:

1) dem Gläichgewiicht vun de Statsfinanzen,

2) deenen neie politeschen Akzenter,

3) der Fortféierung vum Infrastrukturausbau a

4) schliesslech och - dovunner hu mer nach net geschwat - der Opstockung vun der Budgetsreserv fir den Noutfall,

woubäi op d'mannst déi dräi éischt Prioritéiten net hannerteneen, mä mateneen un d'Rei komme mussen. Mir hunn an der Finanz- a Budgetskommissioun fonnt, datt deen Haushaltsplang, deen eis elo als Projet virläit, deenen Ufuerderunge gerecht gëtt.

Mir sinn, wéi gesot, um gudde Wee, fir d'Statsfinanzen erëm an d'Gläichgewiicht ze kréien. Well et dem Budgetsminister gelongen ass, den Zouwuess bei den Dépensen zolidd ze bremsen an e gudde Batz ënnert déi erwaarte Croissance vun de Recetten ze drécken - déi eng klammen ëm 5%, déi aner ëm 7% -, komme mer dem Zil, bis zum Enn vun der Legislatur erëm am Equiliber ze sinn, e gutt Stéck méi no.

Domat wäert et dem Budgetsminister dann och geléngen, d'Verscholdung vun der Administration publique, also deenen dräi Komponenten - d'zentral Administratioun, d'sozial Sécherheet an d'Gemengen - ofzebremsen.

Och wa mir Enn 2007 nach ëmmer gutt am europäesche Verglach ofschneiden - d'EU-Verscholdungslat läit bekanntlech bei 60% vum PIB -, komme mir dach mat 9,9% Verscholdung ganz no un eng zweestelleg Rat erun, wéi mir se nach ni virdru kannt hunn. An Zuelen ausgedréckt heescht dat, datt mir op de Kapp net grad 7.000 Euro Schold hunn.

Déi zweet Prioritéit sinn d'politesch Akzenter, déi mat dësem Budget gesat ginn. Do steet vum Volumen hier d'Sécurité sociale natierlech un éischter Plaz, wat sécherlech domat zesummenhänkt, datt de Stat sech och als drëtte Partner un de Sozialbeiträg bedeelegt, déi genausou séier ebe wuesse wéi den Emploi, an datt hien en plus och nach d'Kannergeld säit e puer Joer souguer ganz aus senger eegener Täsch bezilt. Dat alles mécht ronn 2,5 Milliarden Euro aus, dat heescht e Véirel vum Globalbudget vun der Administration publique.

Do dernieft gesinn déi Kreditposten, déi an d'Rubrik „nei Politiken" klasséiert kënne ginn, scho bal bescheiden aus, obschonns och si net ze veruechte sinn: 47 Millioune ginn an d'Betreiung vun de Kanner nieft der Schoul gestach, 97 Millioune si fir de Logement virgesinn. Mir wëssen, datt mer do e Problem hunn. 49 Millioune fir d'Uni an nach eng Kéier 140 Millioune fir d'Recherche.

A genau esou eng gutt Nouvelle ass et, datt sech de Gesamtposte fir d'Educatioun säit 2002 bal verduebelt huet, well grad an dësem Beräich déi wichtegst Akzenter ze setze sinn, wéi mer elo gläich wäerte gesinn.

Eng manner gutt Nouvelle allerdéngs kënnt vu Bréissel an huet mam Klimaaccord vu Kyoto ze dinn. Mir kennen entre-temps de Präis, dee mer fir eisen CO_2-Ausstouss bezuele mussen. Dat geet 2007 mat 73 Milliounen un a steigert sech dann op iwwer 100 Millioune pro Joer. A mir wëssen och säit der leschter Woch, datt mir domat nach net um Enn vun der Fändelsstaang ukomm sinn, well Bréissel eis d'Emissiounsschrauf nach méi zoudréine wëllt. Well et hei ëm vill Sue geet, fir déi mer anerwäerts eng vill besser Verwendung hätten, kann een d'Regierung nëmmen an hirer Décisioun stäipen, sech net grad alles gefalen ze loossen an d'Saach elo virun den Europäesche Geriichtshaff ze bréngen.

Déck an d'Geld schloen noutgedrongen och d'Dotatioune fir déi öffentlech Investitiounsfongen. Elo sinn et der ëmmerhi schonn hirer 19, déi fir 2007 am Budget pluriannuel mat 870 Milliioune stinn. Dat ass wuel en décke Koup Suen, mä iergendwéi ass et net vill méi wéi déi berühmt Drëps op deem net manner berühmte waarme Steen.

Obschonn de Bauteminister ganz uerg u sengem Investitiounsprogramm gehuwwelt huet an esou bluttnoutwendeg Realisatioune wéi zum Beispill eng drëtt Spur fir eis heillos iwwerlueden Haaptautobunnen einstweile gestrach huet, kënnt hie ganz geschwë seriö mat senge Fongen an d'Labrenten, ob mat oder ouni „public private partnership". Nach huet hien e puer 100 Milliounen op de Konten, mä viraussiichtlech sëtzt hie spéitstens 2009 um Dréchenen, an dat obwuel d'Dotatiounen am Budget weiderhi klammen.

Wann een op där enger Säit gesäit, wéi d'Fongen amgaange sinn auszedréchnen, an et kuckt een op där anerer Säit déi enorm Infrastrukturbesoinen, déi wéi geckeg klammen, an zwar soulaang et mat eiser Wirtschaft an och mat der Beschäftegung de Bierg op geet, da gëtt engem kloer, wat fir eng onméiglech Schéier sech hei opdeet. Wie sech dann do nach freet, wat mir mat deene 700 Milliioune maache sollen, déi mir viraussiichtlech an dësem Joer méi erakréie wéi geplangt, dee soll sech emol un de Kapp frieden. Et ka keen Zweifel dru ginn, datt déi Suen an d'Infrastrukturfonge gehéieren a soss néierens.

An da gëtt et nach e Lach ze stoppen, dat ganz gär vergiess gëtt, vläicht well et direkt net wéideet, a well et och e bëssen am Schiet vun de Reserve vun den Investitiounsfonge steet. Ech schwätze vun der Budgetsreserv. Fir d'éischt säit 1968 - méi wäit konnt ech net zrécksichen - ass déi Spuerbéchs, an déi normalerweis konnten Iwwerschëss kommen, wa se dann net un d'Infrastrukturfongen iwwerwise ginn, eidel. Enn 2005 war se jo an de Minus gerutscht, nodeem se nach zwee Joer virdrun eng hallef Milliard ausgewisen hat.

Elo kann een natierlech soen: Wat brauch de Stat esou eng Cagnotte, hien ass dach kee Spuerveräin? Dat ass sécherlech net esou falsch, mä et ass och net ganz virsiichteg. Well och wa mir déi Konjunkturzyklen aus der gudder aler Stolzäit net méi kennen, kann et ëmmer erëm zu engem Abroch an der Konjunktur, an domat och bei de Statsrecettë kommen. An da wiere mer frou, wa mer e puer Sou op der Säit hätten, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Mä wéi gesot, déi eidel Budgetsreserv ass am Moment net grad eis gréisste Suerg.

Wann een elo, wéi dat fir eis de Fall ass, hannen a vir spuere muss, dann, Här President, ass een net opgeluecht, op där anerer Säit och nach op Steierrecetten ze verzichten, well soss d'Lach jo nëmme méi grouss gëtt. Et wier gewëss net vu Muttwëll, wann déi eng oder aner punktuell Steiermesure géif geholl ginn, fir datt mir eis weiderhin an där internationaler Kompetitioun behaapte kënnten. Et muss jo net gläich eng Reduktioun vum Kierperschaftssteier-Taux sinn, obwuel mir och do amgaang sinn an d'Hannertreffen ze geroden.

Bei der effektiver Steierbelaaschtung vun de Betriber queesch duerch Europa leie mir elo op der 25. vun 32 Plazen - net grad eng Performance, déi potenziell Investisseure begeeschtere kéint. Et wär eiser Finanzplaz awer scho gehollef, wann dee längst iwwerhollenen Droit d'apport endlech ofgeschaaft géif, a wa mir eis esou séier wéi méiglech en Ersatz géifen afale loosse fir eis 14.000 Holdingen, vun deenen der eng etlech condamnéiert sinn a bis 2010 ofgeschaaft musse ginn.

Et versteet een déi politesch Motivatioun, déi dozou gefouert huet, datt dës Kéier souzesoe guer näischt un de Steiere geännert gëtt. Mä et däerf een op där anerer Säit awer net aus den Ae verléieren, datt sech d'Steierkonkurrenz ëmmer méi zouspëtzt, an datt een dofir oppasse muss, datt een net den zweete Präis kritt. Dofir ass de Budgetsrapporteur och der Meenung, datt, wa schonn näischt 2007 um steierleche Plang geschitt, op d'mannst déi eng oder aner Korrektur fir 2008 an Aussiicht gestallt misst ginn. Soss kéint et eis nawell bléien, datt mir aus der Course fléien, éier mer eis ëmsinn hunn.

Sou! Bis elo, Här President, hu mer an enger Optik iwwerluecht, an där alles beim Ale bleift an eis Ekonomie sech wéi gehabt kontinuéierlech no uewen entwéckele géif, wéi mir dat elo schonns säit Jorzéngte gewinnt sinn. Mä näischt ass manner sécher. Gewëss sinn nach keng weider Dimmerwolleken um Himmel ze gesinn, mä dat däerf eis net zu iwwerdriwwenem Optimismus verleeden, a scho guer net dozou verleeden, d'Warnunge vun den internationalen Experten an de Wand ze schloen.

Oh, ech weess, datt mir net vill vun deenen hiren Avisen halen, scho guer net wa si e bësse kritesch mat eis sinn an eis op eis Schwächte stoussen! Trotzdeem soll een net prinzipiell ignoréieren, wat déi Spezialisten eis ze soe versichen, well bei aller géigendeeleger Meenung sinn et net lauter Toperten, déi et nëmmen drop ofgesinn hätten, eis an d'Zopp ze späizen.

Wann zum Beispill d'Ekonomiste vun der OECD, déi mir jo ganz besonnesch an d'Häerz geschloss hunn, eis drop hiweisen, datt eise Wuesstum an Zukunft e bësse méi lues goe kéint, well d'Finanzplaz op hir Maturitéit zousteiert, a well nach ëmmer kee valabelen Ersatz an Aussiicht ass, fir eventuell d'Relève ze huelen, da soll een dat genausou eescht huelen, wéi deeneselwechten Experten hire gudde Rot, eis nach méi intensiv ëm d'Educatioun vun eise Kanner an ëm d'laangfristeg Ofsécherung vun eise Pensiounen a Renten ze këmmeren.

Op jidde Fall ass et un der Politik, fir och esou Considératioune mat an hir Iwwerleeungen eranzehuelen, an dann iergendwéi och d'Budgetspolitik duerno auszeriichten. Grad déi manner gutt Erfahrung, déi mer an de leschte Jore gemaach hunn, soll eis eng Léier sinn. Well ee Moment op déi gelauschtert ginn ass, déi fonnt hunn, de Stat géif an de Sue schwammen an et sollt een déi wann ech gelift dohinner bréngen, wou se higehéieren, nämlech ënnert d'Leit, gouf de Krunn vläicht e bëssen ze wäit opgedréint. A scho war et geschitt! Mir knaen nach haut drun, datt mir eis och nëmme fir e Moment der Illusioun higinn haten, fir eis Lëtzebuerger géifen d'Beem trotz allem an den Himmel wuessen a mir hätten de Wuelstand op éiweg gepacht.

Et geet fir e klengt Land nach ëmmer näischt iwwer eng virsiichteg Budgetspolitik, eng déi léiwer d'Recetten e bësse méi niddreg wéi ze héich usetzt, an dann, wann et gutt geet, herno de Schmant ofscheffe kann, mat deem sech da grouss Infrastrukturprojeten an aner Investitioune fir d'Zukunft finanzéiere loossen.

Dofir réit de Rapporteur erëm méi op déi gutt al Budgetsnorm ze uechten, déi wuel net ëmmer nëmme Virdeeler huet, mä déi bei richteger Uwendung a kombinéiert mat enger strenger Kontroll vun der Nëtzlechkeet vun den Dépensen, wéi se scho mäi Virgänger, de Roger Negri, hei proposéiert huet d'lescht Joer, zu enger Straffung vum Budget bäidroe kann. Eleng de Fait, datt dës Kéier ouni Weideres an déi 50 Milliioune bei de Fonctionnementskäschten agespuert konnte ginn, an emol keen Aua! gejaut huet,…

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre de l'État, Ministre des Finances.*- Ohhh! Ohhh!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- …deit drop hin, datt do nach e bësse Loft dran ass an d'Spuerpotenzial vläicht nach net ganz épuiséiert ass.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här Rapporteur, sëtzt lech emol eng Woch - dat geet duer - op e Ministeschsessel a schwätzt mat de Beamten an och de Chefe vun den Administratiounen, da gesitt Der, dass ganz vill Reaktioune komm sinn opgrond vun där Reduktioun vun de Fonctionnementskäschten.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ah bon.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat ass keng harmlos Übung, mä d'nächst Joer geet se virun.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Dann hu se am stillen Kämmerlein Aua! geruff. Dat hu mir net matkritt, Här Statsminister.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Normalerweis héiert d'Chamber awer d'Fléi néitschen, besonnesch wann net vill ze soen ass.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ech wëll déi jo awer elo net mat Fléi vergläichen.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech hu vum Néitsche geschwat, wat eng Form vun administrativer Expressioun ass.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ech ginn zou, datt esou vill Budgetsrigueur grad an engem Ablack schwéier duerchzedrécken ass, wou Eenzelner mengen, mir géifen trotz allem erëm am Geld schwammen. Schliesslech hu mer 2006 ronn 700 Milliounen Iwwerschoss, well d'Konjunktur et esou gutt mat eis mengt. An dann hu mer och nach déi 450 Millioune vum Här Mittal, dee mir natierlech doropshin an d'Häerz geschloss hunn, an deen neierdéngs alles aneschters wéi onerwënscht bei eis ass.

(Interruption)

Haut heescht et net méi: It's No, Mister Mittal. Haut heescht et: It's Yes, Mister Mittal. Sou änneren d'Zäiten, an esou änneren d'Leit hir Meenung.

(Interruptions diverses)

Wa mir géifen déi Suen, déi eisem Stat…

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Schwätzt fir lech!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- …duerch dem Här…

(Coups de cloche de la Présidence et interruption)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Et huet jiddferee seng Meenung missen änneren, dass e sollt kommen.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ech hu se net bräichten ze änneren.

Wa mir géifen déi Suen, déi eisem Stat duerch dem Här Mittal seng…

(Interruption)

…gegléckten OPA op d'Arcelor an de Schouss gefall sinn, an de Budget stoppen, da wäre mir op ee Schlag d'Halschent vun eisem Defizit lass. Dat stëmmt. Mä mir hätten domat keen eenzege vun eise strukturelle Problemer geléist. Am Contraire, doduerch, datt mir déi Problemer ëmmer erëm verdrängen, gi se nëmme méi schlëmm.

Ofgesinn dovunner géif de Finanzminister eis en neie Problem schafen, wann hien dem Budgetsminister déi Mittalsmillioune géif iwwerweisen. Dat hänkt mat Maastricht a mat dem SEC 95 zesummen. Well déi OPAs-Operatioun gëtt als e Kapitaltransfert ugesinn a se kann dofir net als Recette verbucht ginn, währenddeem hir Verwendung allerdéngs ënner Ëmstänn als Dépense betruecht géif. Dat heescht, datt deenen Dépensë keng Recettë géintiwwerstéingen, woumat d'Lach am Budget nach méi grouss géif.

Duerfir huet d'Regierung och décidéiert, datt déi Sue méiglechst a Kapitalbedeelegungen ugeluecht ginn, bis op déi 35 Milliounen, déi ofgezweigt ginn, fir d'Lach am Chômagefong ze stoppen. Sou sinn 200 Millioune fir d'SNCI reservéiert ginn, 70 Millioune ginn an d'Oppäppelung vun den Industriezone gestach an 30 Milliounen an d'Gesellschaft Luxconnect, déi eist Breetbandnetz ausbaue soll.

Et heescht och, eng 20 Millioune wiere fir d'Kreatioun vun enger Agence de promotion de l'image de marque du Grand-Duché virgesinn, wat Äre Rapporteur ganz besonnesch freet, well hie säit Joren der Regierung an den Ouere läit, si sollt dach endlech Neel mat Käpp maachen an eist Land op eng modern a professionell Aart a Weis uechtert d'Welt presentéieren.

Här President, e Budget ass de politesche Fahrplang fir e ganzt Joer. Et kann awer och d'Geleeënheet sinn, fir de politesche Kurs ze korrigéieren, wann et dann néideg sollt sinn. An e ka souguer nei politesch Impulser ginn. Déi zwou éischt Fonctiounen huet dëse Budget schonn erfëllt: als politesche Programm fir 2007 an och als Kurskorrektur, andeems hien déi Mesuren ëmsetzt, déi an der Tripartite ofgemaach goufen.

Wat ass elo mat den eventuellen neien Impulser? Ech mengen, do sollt een d'Lat net ze héich leeën, well mir hunn ëmmerhi schonn d'Halschent vun der Legislatur erof a mir hunn nach genuch op der Regierungslee stoen, fir datt mir eis och esou an där zweeter Halschent net wäerte langweilen. Trotzdeem ass et net verbueden, bei esou enger Geleeënheet wéi där heiter, sech Gedanken iwwert d'Grondorientéierung vun eiser Politik ze maachen an iwwert den Dag eraus - an dësem Fall iwwert d'Legislatur eraus - ze kucken. Schliesslech besteet d'Regéieren net nëmmen doran, d'Géigewaart ze géréieren, mä och d'Zukunft virzebereeden.

Do kann een natierlech froen, wat et do villes virzebereede gëtt, wann eis Wirtschaft gréisstendeels vu bausse kontrolléiert an eis Politik ëmmer méi vu Bréissel diktéiert gëtt. Mä genau geholl ass dat näischt Neies fir eis. Mir hu fréier eis Sidérurgie mat auslänneschem Kapital opgebaut, a mir hunn duerno eng Finanzplaz mat frieme Suen opgeriicht - an trotzdeem huet d'Politik ëmmer e Wiertchen dobäi matgeriet. Mir hunn, soulaang wéi et eis gëtt, de feelende Bannemaart duerch Wirtschaftsallianzen - ob Zollveräin, UEBL, Benelux oder Marché commun - ersat, a mir konnten eis trotzdeem ëmmer als Här am eegenen Haus fillen. Also, loosse mer elo kee Krämpchen aus eiser ekonomescher Ofhängegkeet maachen a villméi aus deem, wat eis u Bewegungsspillraum bleift, e Maximum erauszéien.

Dat, wat een op Franséisch den «Tissu économique» nennt, ass bei eis gesond. Mir hunn de Sprong vun der Industrie- an d'Déngschtleeschtungsgesellschaft fäerdeg bruecht, méi fréi a vläicht méi grëndlech wéi munch aneren, a mir hunn eis trotzdeem och nach eng modern a gutt opgestallten Industrielandschaft erhalen. Mir hu souguer d'Konschtstéck fäerdeg bruecht, eis Stolindustrie, fir déi ufanks den 80er Jore kee méi e Sou ginn hätt, an eng modern Recyclingindustrie ëmzewandelen, an däerfen haut souguer houfreg driwwer sinn, datt mir dee gréisste Stolproduzent vun der Welt bei eis hunn. Mä och dee gréisste Satellitebedreiwer vun der Welt ass bei eis doheem, an och déi gréisst Medienentreprise an Europa, an ee vun de gréisste Frachtfliger op der Welt. An dat alles an engem Land mat net emol enger hallwer Millioun Awunner!

A mir hu schliesslech eis Finanzplaz. Obschonn déi eng vun deenen zéng gréissten op der Welt ass, gouf hir Bedeitung fir eis Ekonomie laang verkannt - oder soll ech soen, aus falscher Schimt e bësse verdrängt? - bis och dee Leschten huet missen agesinn, datt mir ouni d'Banken net gutt dru wieren. Si maachen offiziell zwar nëmmen e Véirel vun eisem Gesamtëmsaz aus a souguer nëmmen 10% vum Emploi am Land, mä wann ee bedenkt, wat a wien alles un eiser Finanzplaz hänkt, da kënnt ee liicht op 40, 50%. An dat wëllt eppes heeschen.

Elo ass awer just dat Iwwergewiicht vun där Finanzplaz, dat esou munchem Kappzerbrieches bereet. Mat Recht och, well genau geholl si mir als Ekonomie an als Land vun enger Ofhängegkeet - nämlech där vum Stol - an déi aner - där vun de Banken - geroden. A wann ee bedenkt, wat eis ufanks den 80er Joren hätt kënne bléien, wéi d'Schmelzen am Rutsche waren, wa mir dunn net d'Banke gehat hätten, da kann ee sech scho Gedanken iwwert déi méiglech Konsequenze vun där Ofhängegkeet maachen.

Elo ass et awer net esou einfach, e ganze Wirtschaftssecteur duerch eppes aneschters ze ersetzen, wat een emol nach guer net huet. Dofir soll een an dësem Fall zweeërlee maachen: Et soll een engersäits selbstverständlech probéieren, eis Ekonomie ze diversifizéieren, anerersäits awer och dee Secteur, deem mir bis op Weideres ausgeliwwert sinn, nach méi zolidd a méi staark ze maachen.

(Interruption)

Dat Zweet ass zum Deel geschitt, well eis Finanzplaz sech an deene leschten zéng Joer e gutt Stéck méi breet opgestallt huet, sech gewëssermoossen a sech selwer diversifizéiert, woubäi d'Regierung hir um legislative Plang kräfteg zur Hand gaangen ass. Als ee vun deene ganz Groussen am Fongegeschäft, mä och als Spezialist am „private banking" an an enger Rëtsch vun anere Produktsparten, huet eis Finanzplaz gutt Chancen, weiderhin d'Nues vir ze behalen. Allerdéngs nëmmen dann, wann d'Ëmgeréits passt: Wa mir genuch qualifizéiert Leit fannen - wat ëmmer méi schwéier gëtt -, wann d'steierlecht Ëmfeld klappt - wat och net méi esou einfach hautdësdags ass - a wa mir och an Zukunft déi richteg Nues fir déi richteg Finanzprodukter hunn, wat schonn e bësse méi verlaangt wéi den handwierklechen Know-how, mat deem sech eis Finanzplaz bis elo derduerchgeschloen huet.

Elo verstitt Dir och vläicht, firwat grad d'Finanzplaz esou gedirengelt huet, fir eng Lëtzebuerger Uni ze kréien, net eng Wald- und Wiesen-Uni, fir eiser Jugend d'Studéieren am Ausland ze erspueren, mä eng héich opgehaange Spezialitéiten-Uni, an där sech och eis Ekonomie erëmerkennt, an déi intensiv Fuerschung an deene Beräicher bedreift, vun deene mir schonn eppes kennen a vun deene mir liewen.

Mä, wéi gesot, dernieft muss och alles drugesat ginn, fir eis Wirtschaft insgesamt ze diversifizéieren an domat eis ekonomesch Grondlag méiglechst breet an zolidd ze maachen. An och hei gëllt, datt ee fir d'éischt op dat baue soll, wat ee schonn huet a wat ee kennt, éier ee sech op Neiland virwot.

Datt mir net méi esou einfach auslännesch Investisseuren am industrielle Beräich op Lëtzebuerg gelackelt kréien, ass jo eise Wirtschaftsminister an der letzter Zäit méi dacks op senge Promotiounstoure gewuer ginn. Mir sinn, bei eise Léin a bei eisem Liewensstandard, net méi grad attraktiv fir déi klassesch Manufakturaktivitéiten. Mä dofir hu mir an deene leschte Jore bewisen, datt mir duerchaus amstand sinn, grouss Opérateuren aus der Neier Ekonomie op Lëtzebuerg ze zéien.

Esou eppes schwätzt sech séier an deene Kreesser erëm a positionéiert eist Land ganz uewen op der Standuert-Hitlëscht. Wann et eis geléngt, engersäits ronderëm déi bestehend Entreprisen an hir Aktivitéiten nei Créneauen opzebauen - wéi zum Beispill d'Logistik am Donschtkrees vun enger Cargolux -, wa mir dank dem richtegen Ëmfeld - mat LuxTrust a Luxconnect zum Beispill - déi Nei Ekonomie dozou bréngen, hir europäesch Zentral bei eis anzeriichten, a wann eist Handwierk an eise Commerce et dann och nach fäerdeg bréngen, sech op deem neien Hannerland breet ze maachen, dat d'Groussregioun fir eis duerstellt, da mengen ech schonn, datt mir fir eng Zäit op der gewonnener Säit wäerte sinn.

Ech weess elo, Dir héiert ëmmer nëmmen „Wirtschaft" a frot lech: Wou bleift do de Mënsch? Abee, et ass ëm hien, an nëmmen ëm hien, wou et déi ganzen Zäit hei geet. Et ass evident, an ech geséich gär deen heibannen, deen eppes aneschters géif soen, datt d'Wirtschaft kee Selbstzweck ass an och net ka sinn, datt si fir de Mënsch do ass an net ëmgekéiert.

Et ass awer fir mech genausou evident, datt d'Selbstverwierklechung vum Eenzelne wéi och seng sozial Ofsécherung ouni gutt fonctionnéierend Ekonomie net denkbar sinn. Ech weess, datt deen een an deen anere sech schwéierdeet mam Gedanken, datt ee fir d'éischt déi Sue muss verdéngen, déi een da wëllt verdeelen. Mä et ass nun eben esou, datt d'Wirtschaft fir d'éischt klappe muss, éier een deem Eenzelnen en uerdentlecht Akommes an eng sozial Ofsécherung bidde kann.

A wa mir scho vun Ofsécherung schwätzen, da sief dem Rapporteur nach ee Wuert zougestanen zu engem Thema, dat och op méi laang Siicht ausgeriicht ass, quitte datt mir et nach ëmmer e bësse kuerzsiichteg uginn: Ech schwätze vun eise Pensiounen a vun de Renten a vun deenen, déi se eng Kéier bezuele mussen.

Och wa mir et net wëlle wouerhunn, ass eise Pensiounssystem am Rutschen. Net elo gläich, well am Moment den Emploi nach ëmmer klëmmt, an domat och d'Sozialbeiträg, mä op d'laang Siicht gesäit et net méi gradesou gutt aus. Et ass nun eemol eng Tatsaach, datt d'Zuel vun de Pensionéierte méi séier wiisst wéi all aner Wirtschaftsparameteren, wat dann an engem System wéi eisem, wou déi aktiv Generatioun fir d'Akommes vun de Retraitéierten opkomme muss, fréier oder spéider dozou féiert, datt déi Belaaschtung net méi ze erdroen ass.

Sollte mir net probéieren, elo, wou mir nach gutt dosti mat eise Reserven, eise Pensiounssystem vu Grond op ze reforméieren, éier et esou wäit kënnt, datt eis Kanner oder eis Kandskanner eis d'Pensioune kierze mussen, well se net méi mat Bezuelen nokommen, an éier eise Stat, dee jo elo als Drëtten un der Finanzéierung vun eiser Sozialversuergung bedeelegt ass, esou an d'Verscholdung rutscht, datt mir bis 2050 - laut Berechnung vun der Bréisseler Kommissioun - zweeanenhallefmol méi Scholden hätten, wéi eis Wirtschaft ze leeschten amstand wär.

Här President, et sinn zwou Saachen, déi mir deene schëlleg sinn, déi eng Kéier no eis kommen.

Éischtens musse mir se esou gutt wéi et nëmme geet op dat virbereeden, wat op se zoukënnt. Hir Welt wäert net méi déi vun haut a scho guer net déi vu gëschter sinn. An d'Ufuerderunge wäerten trotz allem technesche Fortschrëtt wuel nach méi grouss wéi bis elo sinn.

An zweetens däerfe mir hinnen, deenen, déi no eis kommen, net méi oplueden, wéi se packe wäerten.

Mir mussen dee Knuet opkréien, dee mir an eiser Educatioun hunn, wou de Präis partout net méi mam Resultat wëllt iwwerenee stëmmen: Mir hunn, laut der OCDE, deen deierste Schoulsystem a mir hunn, laut PISA, mat déi miserabelst Resultater. Dat däerf net sinn!

Genausou wéi et net akzeptabel ass, datt mir 10.000 Lëtzebuerger am Chômage hunn an op d'mannst 130.000 Frontalieren all Dag eis hëllefe komme mussen, fir datt mir all déi Aarbecht gemaach kréien, déi mir hunn. Och dee Widdersproch huet eppes mat eiser Schoul ze dinn an och hie muss aus der Welt geschaf ginn.

Op där anerer Säit kënne mir déiselwecht Jugendlech, ëm deenen hir Ausbildung mir eis vläicht net genuch gekëmmert hunn, net vu virera mat ëmmer méi schwéiere Pensiounschargë belaaschten, déi dann hiert Akommes deziméieren an hinne vläicht guer net méi dee Wuelstand erlaben, dee mir haut genéissen.

Mir hunn dëst Land, Här President, an engem gudden Zoustand vun eise Virgänger iwwerholl. An engem ganz gudde souguer, wann ee bedenkt, wéi gutt et eis am Verglach mat anere geet. Mir hunn dofir ze suergen, datt mir datselwecht Land eng Kéier op d'mannst a gradesou engem gudden Zoustand un déi nächst Generatioun weiderreechen. Un eng Generatioun, fir déi mir eis a véier diebele mussen, fir datt se ronderëm op hir Aufgaben an op d'Erausfuerderunge vu muer virbereet gëtt. Ech mengen, mir sinn där nächster Generatioun dat schëlleg. A mir sinn eis selwer et och vläicht e bësse schëlleg.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Budgetsrapporteur, dem honorabelen Här Thiel, Akt vu senger Deklaratioun. Wéi gesot, muer de Mëtteg um dräi Auer héiere mer d'Ausféierunge vum Här Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker a vum Här Budgetsminister Luc Frieden zum Statsbudget.

D'Sitzung ass elo opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.07 heures)

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Mercredi, 6 décembre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

1. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

(Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget - Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances)

2. 5535 - Projet de loi portant approbation des amendements au Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé, arrêtés par la Vingtième session de la Conférence, le 30 juin 2005

(Rapport de la Commission juridique - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat ass net de Fall.

Mir sollen haut de Mëtteg d'Ausféierunge vum Här Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker zum Budget fir d'nächst Joer héieren an och déi vum Budgetsminister, dem Här Luc Frieden. Et ass awer elo esou, datt de Statsminister Retard huet wéinst dem Besuch vun der Presidentin vu Lettland. Duerfir kënnt hie méi spéit. Op jidde Fall fänke mer elo u mat der Ried vum Här Budgetsminister Luc Frieden. Här Frieden, Dir hutt d'Wuert.

1. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech géif Iech och nach eng Kéier wëllen ausdrécklech bieden, de Statsminister ze entschëllegen, mä Statsbesich sinn esou, datt een net ëmmer den Timing genau ënner Kontroll huet.

Ech géif gären als Budgetsminister ufänken, andeem ech géif dem Rapporteur, dem honorabelen Här Lucien Thiel, Merci soe fir déi detailléiert Analys, déi hien an deene leschte Wochen, zesumme mat de Kolleege vun der Finanz- a Budgetskommissioun, gemaach huet. Als fréiere Budgetsrapporteur weess ech, wat fir eng schwiereg, mä och interessant Aarbecht dat ass.

Ech muss soen, datt ech an de grousse Linnen dat deelen, wat den Här Thiel a sengem schréftleche Rapport geschriwwen an a sengem mëndleche Bericht gëschter hei op der Tribün gesot huet. Dat ass eng Analys, déi dat reflektéiert, wat d'Regierung denkt, a mat där et, mengen ech, derwäert wär, datt mer eis an deenen nächste Woche géifen intensiv ausenanersetzen. Well e Budget ass jo net eppes, wat op engem Moment nëmme geschitt. De Budget ass ëmmer eppes, wat een an enger Perspektiv muss gesinn. An et ass virun allem och déi Perspektiv souwuel bis 2009 wéi och déi Reflexiounen, déi den Här Deputéierten Thiel gemaach huet an der Perspektiv vun 2030, 2050 a verschiddene Beräicher, déi derwäert sinn, datt mer se heibannen...

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

...a ronderëm dëst Haus diskutéieren.

Zil vun der Lëtzebuerger Budgetspolitik bleift et, gesond Statsfinanzen ze hunn. A wa mer soen, gesond Statsfinanzen ze hunn, dann heescht dat, datt mer net wëllen, datt d'Dépensë méi wuesse wéi d'wirtschaftlecht Wuesstum a méi wuesse wéi d'Steierrecetten op engem gewëssene Moment.

Mir hu fréier ëmmer nëmmen nom wirtschaftleche Wuesstum gekuckt. Ech mengen, an der Logik Maastricht, an ech kommen dorobber zréck, musse mer och méi déi direkt Evolutioun vun de Recettë kucken, déi bei der Berechnung vun dem Budgetsresultat eng Roll spillt.

Et ass jo, well mer festgestallt hunn, datt zënter e puer Joren d'Dépensë par rapport zum PIB méi schnell wuessen, wéi d'Recettë par rapport zum PIB, datt mer an deenen zwou leschte Budgetsrieden heibannen dofir plädéiert hunn, datt mer op der Ausgabesäit eng Brems missten ageheien. An déi Brems, hu mer gesot heibannen, misste mer ageheien, andeems mer géifen d'automatesch Uklamme vun enger Rei vun Dépensë bremsen an datt mer géifen d'Investitiounsausgaben op engem bezuelbaren, héijen Niveau behalen.

Ech hunn duerfir, a sinn dofir kritiséiert ginn, geschwat vum Plafonnéieren oder vum Stabiliséiere vun Dépensen. Wat ass nämlech d'Alternativ? Wa mer dat net maache bei gläichzäitegem Zil, fir de Budgetsdefizit ze reduzéieren, da musse mer Steiererhéijunge maachen, fir esou d'Recetten an d'Luucht ze dreiwen. Or, dat ass schlecht, souwuel fir d'Privatleit wéi fir d'Entreprisen.

An duerfir hu mer net deen einfache Wee geholl vun der Steiererhéijung, mä mir hunn dee méi schwéiere Wee geholl vum Stabiliséiere vun den Dépensen op eng, wéi mir fannen, sozial gerecht Aart a Weis, andeem mer scho gekuckt hunn, wou mer géife méi bremsen a wou mer géifen nei Politikfelder finanzéieren, déi och zur sozialer Kohäsioun bäidroen.

An duerfir géif ech soen, op dem Wee zu eisem Zil - dat war, bleift an ass gesond Statsfinanzen - hu mer eng éischt Etapp gemaach, hu mer déi éischt Etapp vun deem Zil erreecht.

De Statsdefizit, dee läit am Joer 2007 bei minus 0,9% vum Bruttoinlandsprodukt. De Statsdefizit, dee muss een ëmmer erëm kucken, well et ass deen, deen am europäesche Verglach wäertvoll ass. Et geet ëm de Stat am enke Sënn vum Wuert. Dat sinn och d'Gemengen an dat ass och d'Sécurité sociale.

Et ass, mengen ech, an der Debatt vun deene leschte Wochen net oft genuch ervirgehuewe ginn, wéi enk déi dräi Bléck vun den öffentleche Finanzen zesummenhänken. An duerfir mengen ech och, ass dee Chiffer, deen eis an dëser Budgetsdebatt muss beschäftegen, dee vu minus 0,9% vum PIB, oder dat Lach wat besteet a wat an deem Fall 300 Milliounen Euro ausmécht.

Ech wëll drop hiweisen, datt dat eng wesentlech Verbesserung ass par rapport zu de Chiffere vun 2004 an 2005. Virun allem um Niveau vum Zentralstat, de Stat am eigentleche Sënn vum Wuert plus d'öffentlech Etablissementer, hu mer eng Defizitreduzéierung fäerdeg bruecht. An déi Defizitreduzéierung, déi hu mer besser fäerdeg bruecht, wéi mer eis dat als Zil gesat hunn. Mir hunn eis an der Tripartite - fir déi, déi déi Diskussioune verfollegt hunn oder déi nogelies hunn - zum Zil fir 2007 en öffentlechen Defizit vu minus 1,2% vum PIB festgesat.

Or, ech stellen elo fest, duerch eng ganz Rei Moossnamen, déi mer op der Ausgabesäit gemaach hunn, zum Deel och op enger Rei Recetten, déi mer konnte liicht méi héich asetzen, datt mer d'Defizitresultat op minus 0,9% gedréckt hunn. Mir sinn also ënnert d'Ee-Prozent-Grenz vum Defizit erofkomm, an op deem Wee musse mer weidergoen.

Wann ech dann elo kucken, wéi mer zu deem Resultat kommen, da stellen ech fest, datt eis Dépensen d'nächst Joer ëm 3,6% klammen an eis Recetten ëm 5,4%.

De Budgetsrapporteur huet gëschter hei gesot, datt en am Fong sech géif wënschen, datt mer eis erëm géife mat der Budgetsnorm ofginn. Onofhängeg dovun, datt ech mengen, datt d'Budgetsnorm an engem Kontext vu Maastricht ganz schwiereg ze applizéiere wär - an ech kommen herno op Är Remarquen zréck, déi de Budgetsrapporteur gemaach huet am Kontext vun der Presentatioun -, wëll ech soen, datt mer hei d'Budgetsnorm, géife mer se am klassesche Sënn vum Wuert rechnen, absolut respektéiert hunn a substanziell ënnerschratt hunn.

D'Budgetsnorm am klassesche Sënn, wéi mer déi fréier gerechent hunn, läit fir d'Joer 2007 bei 6,3%. De Budget no de Regele vun eisem Kontabilitéitsgesetz klëmmt ëm 5%; an de Budget, d'Dépensen no Maastricht beim Zentralstat, klëmmt ëm 3,6%. Mir sinn also - an ech mengen, dat ass déi richteg Budgetspolitik, déi mer musse maachen, fir zu deem Zil ze kommen, wat mer hunn, gesond Statsfinanzen ze erhalen - wäit ënnert der Budgetsnorm bliwwen, déi hätt kënnen eng Croissance vu 6,3% virgesinn, wa mer déi gerechent hätten, wéi mer dat gemaach hunn, wéi een dat och muss maachen, mä si géif eise strukturelle Problemer, déi mer hunn an déi duerch den Defizit illustréiert ginn, net d'Rechnung droen.

Déi 3,6%, déi eise Budget klëmmt no Maastricht gerechent, muss een am Fong nach vun der Inflatioun berengegen, a wa mer d'Inflatioun ofrechnen, da wiisst de Budget op der Dépensësäit d'nächst Joer nëmmen ëm 1,8%. Dat beweist, datt mer déi Stabiliséierung vun den Dépensen, déi mer gewënscht hunn als Regierung, an deem Projet de budget hei fäerdeg bruecht hunn.

Fir d'éischt awer géif ech gären e puer Wuert iwwert d'Recettë soen, ier ech am Detail op eng Rei vun Dépensen zréckkommen.

D'Aschätzung vun de Steieren, dat wësse mer, ass äussert schwiereg. Si ass besonnesch schwiereg, wa mer kucken, datt déi Steierkategorien, déi méi schnell wuessen, Steiere sinn, déi mat enger extremer Volatilitéit behaft sinn. Dat ass virun allem d'Taxe d'abonnement, déi bezuelt gëtt vun den Investitiounsfongen, déi vum Bourssëgeschäft ofhänken, an dat ass d'Tax op dem Revenu des capitaux. Dat ass déi, déi dovun ofhänkt, wéi vill Dividendë vun de Betriber bezuelt ginn.

Wann ech déi zwou Steierkategorië kucken, dann dierf een op kee Fall, fënnt d'Regierung, déi festsetzen am Joer 2007 op engem Niveau, dee vläicht eng Kéier 2006 vill méi héich ass. Loosse mer eis freeë wann en ee Joer méi héich ass, mä fir dorauser ze soen: Elo kënne mer all Joer gutt kräfteg méi op der Recettësäit asetzen, ech fannen, datt dat keng prudent Politik wär, an dat ass och eng Politik, déi ech als Budgetsminister net maachen.

Dann ass e Problem bei der Besteierung ganz sécher deen, datt mer zu Lëtzebuerg eng atypesch Situatioun a ganz villen Entreprisen hunn, déi Deel si vun engem Grupp. A wéi vill Steieren déi zu Lëtzebuerg bezuelen, ass net an engem direkte Lien mat dem Benefiss, dee se zu Lëtzebuerg maachen. Duerfir kann een net einfach d'Bilane vun den Entreprisë kucken an da soen, da kréie mer esou vill Steieren. Mir kréien oft manner, well no legalen europäesche Steierregelen d'Entreprisë verschidde Saachen aus dem Auslandsgeschäft op enger anerer Plaz ofsetze kënnen.

Da kommen och ëmmer erëm nei Elementer derbäi. Dir hat d'lescht Joer hei eng Diskussioun iwwert den Droit d'apport. D'Regierung denkt doriwwer no an engem méi globale Konzept, an héchstwahrscheinlech kënnt de Stats- a Finanzminister och herno nach dorobber zréck.

Ech wëll just soen, datt, vu datt d'Europäesch Kommissioun wëllt, datt den Droit d'apport an Europa ofgeschaf gëtt, dat géif zu Lëtzebuerg eng Mannereinnahm kuerzfristeg vu ronn 60 bis 70 Milliounen ausmaachen, well am Joer 2005, dat lescht Joer, wou mer definitiv Chifferen hunn, huet den Droit d'apport 68 Milliounen ausgemaach. Mécht et elo Sënn, datt een do extra héich Montanten asetzt, wëssend, datt déi ofgeschaf ginn? Ech mengen net. D'Europäesch Kommissioun huet virgëschter gesot, datt se d'Meenung huet, datt den Droit d'apport misst bis 2010 ofgeschaf sinn. D'Regierung kuckt dat an engem méi globale Konzept vun der Besteierung.

Fir dat nächst Joer hu mer d'Steieren also nëmme liicht méi héich agesat, nämlech ëm 5,4%, wéi ech gesot hunn, woubäi mer virun allem och bei der Kierperschaftssteier jo zënter Joren eng relativ Stabilitéit feststellen. Déi wäert dëst Joer net iwwert dat erausgoen, wat mer virgesinn haten, an déi wäert och d'nächst Joer op deem relativ héijen, mä awer stablen Niveau vun 1,3 Milliarde bleiwen.

Et ass richteg, datt eng Rei aner Steiere méi schnell eropginn. Mir hunn notamment d'Situatioun, datt vill nei Aarbechtsplaze geschaf ginn an datt doduerch och d'Gehältersteier an hirem globale Volumen eropgeet. Mir hu se fir d'nächst Joer ëm 13% méi agesat. Mä et wär falsch ze mengen, datt een, vu datt déi Steieren, déi eenzeg, déi schnell wuessen, konjunkturbedéngt sinn: d'Taxe d'abonnement an d'Taxe sur le revenu des capitaux, datt mer do géife Spréng maachen an déi mer herno net méi géife reduzéiert kréien. Mir plädéieren also weider fir eng prudent Aschätzung vun de Steieren.

Ech erënneren och drun, datt 2005 - et ass jo oft, datt hei Débatë vergiess ginn -, 2005 hate mer d'Steieren am Budget nach ze héich agesat an de Kont vun 2005 ass manner héich ausgaange wéi dat wat mer agesat haten. Duerfir hu mer déi extraordinär Elementer versicht am 2007er Budget net direkt mat anzeschreiwen.

Op der Dépensësäit hu mer versicht, fir vun där héijer Croissance vun den Dépensen op e méi niddregen Niveau ze kommen. Dat ass eis gegléckt duerch eng Rei vu Moossnamen, déi oft beschriwwe gi sinn, déi Moossnamen, déi mer am Kader vun der Tripartite diskutéiert hunn. Moossnamen, fir déi selbstverständlech eleng d'Parlament an d'Regierung an der Entscheedung kompetent sinn. Et ass duerfir, datt mir se hu missen an dësem Budget ëmsetzen. Ech mengen et war awer gutt, datt een déi am Virfeld konnt am Detail mat de Sozialpartner diskutéieren.

Mir hunn an alle Kategorië vun eisen Ausgaben d'Ausgabe manner schnell klamme gelooss, sief dat bei den Investitiounsausgaben, wou mer am Ufank virgesinn haten, déi vill méi staark klammen ze loossen. Mir hunn do 150 Milliounen ewechgeholl vun deem wat mer ursprünglech virgesinn haten. Mir hunn d'Fonctionnementskäschte vum Stat gebremst. Iwwerall hu mer se gebremst. Iwwerall hu mer versicht déi Dépensen, déi net direkt un de Gehälter hänken, am Fonctionnement vum Stat ze reduzéieren.

An Dir wäert gesinn, d'nächst Joer bei villem wat am Land net klappt, wäert ëmmer erëm gesot ginn: Ma dat hänkt dorunner, datt mer bei de Fonctionnementskäschten hu missen aspueren. Dat ass awer zum groussen Deel net justifizéiert, well et muss een et och fäerdeg bréngen, déi Suen, déi do sinn, esou anzesetzen, datt deenen elementare Fonctionnementsbesoine vun engem Betrib kann nokomm ginn, an datt anerer net kënne gemaach ginn.

Eng Rei Etüden, och déi, déi d'Chamber ëmmer freet, kënnen eventuell net gemaach ginn. Et kann een zum Beispill net de Posten „Frais d'experts et d'études" all Joer ëm esou vill Prozent erëm uklamme loossen. Mä jiddfereen huet en Effort gemaach, an ech akzeptéieren och net, datt hei ee géint deen aneren ausgespillt gëtt. Ech stelle fest, datt och Är Chamber sech un deem Effort bedeelegt huet an datt och d'Chamber hir Fonctionnementskäschte fir d'nächst Joer ëm substanziell 10% gekierzt huet, esou wéi déi meescht Ministèren. Dat heescht net, datt net ganz vill aner Suen do sinn, déi et eis erméiglechen, eng ganz Rei vun Aktivitéiten ze maachen.

Mir hu selbstverständlech och niewent deene Fonctionnementsaspuerungen, déi

mer an all Ministère, an all Verwaltung musse maachen an och an Zukunft musse maachen, gespuert duerch d'Netindexupassung oder d'Verschiebung vun der Indextranche, déi am Budget 2007 keen Nidderschlag fënnt, nodeem se elo am Dezember ausbezuelt ginn ass an déi nächst uganks 2008 ufält. Dat huet beim Stat eng substanziell Reduktioun mat sech bruecht.

Déi Reduktioun ëm 70 Milliounen ass allerdéngs net esou, wéi ech notamment am Avis vun der Chamber vun de Fonctionnairë gelies hunn, datt déi sech ausschliesslech géif op d'Gehälter vun de Statsbeamte bezéien. Déi Aspuerung vu 70 Milliounen, déi mer gesot hunn, wat eng Indextranche beim Stat a senge Fonctionnementskäschte kascht, ass nëmmen zu 15 Milliounen eng, déi sech op d'Gehälter vun de Statsbeamte bezitt, déi wéi all d'Gehälter am Land d'nächst Joer, am Joer 2007, keng Indexupassung erfueren. All déi aner Sue sinn Indexadaptatioune vun anere Kontrakter oder Obligatiounen, déi de Stat huet, sief dat Kontrakter, Loyeren, mä net Rémunératiounen. Duerfir muss een och beim Detail vun deem, wou mer agespuert hunn, ëmmer erëm kucken ëm wat et sech genee handelt.

Mir hunn trotz all deenen Aspuerungen d'Ausgaben op engem ganz héijen Niveau gehalen. Bei aller Spuernoutwendegkeet geréit dat oft e bëssen an de Vergiess. Duerfir géif ech gären e puer Saachen zu deenen Ausgabe soen, déi mer réellement tätegen.

Mir hu bei den Investitiounsausgabe massiv gespuert. D'Investitiounsausgabe sollten am leschte Joer, wéi mer dee leschte Budget gemaach hunn, also am Joer 2006 - an deem Joer wou mer sinn -, 5,6% vum Bruttoinlandsprodukt betreffen. Déi betreffen d'nächst Joer nëmme 4,9% vum Bruttoinlandsprodukt. Dat heescht, d'Investitiounsausgabe par rapport zum national geschafene Räichtum ginn erof. Dat ass déi Politik, déi mer annoncéiert haten. Dat ass déi Politik, déi mer gemaach hunn.

Dat heescht awer net, datt mir näischt bauen. Dat heescht nach ëmmer, datt de Lëtzebuerger Stat d'nächst Joer 1,6 Milliarden Euro ausgëtt, fir ze bauen, direkt oder indirekt. Dat sinn also enorm vill Sue mat deene mer hei am Land d'Infrastrukture verbessere kënnen, déi Deel si vun der Liewensqualitéit a vun der Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg.

Mir ginn d'nächst Joer, ech wëll hei nëmmen dräi Chifferen nennen, 194 Milliounen aus fir de Schinnebau. Ech schwätzen hei vun Investitiounsausgaben. 194 Milliounen, dat ass eng Croissance vun 19%. Mir ginn 145 Milliounen aus fir de Stroossebau. Dat ass eng Augmentatioun vu 4%. Do handelt et sech virun allem ëm déi sougenannten „liaison Micheville" am Süden an ëm d'Nordstrooss, vum Zentrum an den Norden. En drëtt Beispill sinn d'Schoulbauten, wou mer d'nächst Joer 24% méi ausginn, fir eng Gesamtausgab vun 134 Milliounen. Dat si kolossal Zommen. An duerfir muss een deen noutwendege Spuereffort, dee mer gemaach hunn, dat Plafonnéiere vun den Investitiounsausgaben, dat Reduzéiere vun den Investitiounsausgaben, ëmmer gesi mat deem, wat mer trotzdeem maachen.

Mir hu vill gemaach, mä mir hu Saachen net gemaach: Mir hunn net op der Diddelenger an op der Areler Autobunn dräi Bunne gebaut, domadder hu mer 50 Millioune gespuert; mir hunn net d'Tangente Ouest kuerzfristeg geplangt, domadder hu mer 60, 70 Millioune gespuert. Dat heescht, et gëtt villes gemaach, mä mir hunn d'Prioritéiten nei fixéiert, an ech mengen, datt mer mat deem Investitiounsvolume weder den Entreprisë schueden, déi kënne weider hir Leit beschäftegen, mä datt mer zugläich e wesentlechen Deel zu enger zolitter Statsfinanzepolitik weidergemaach hunn.

Datselwecht gëllt am Beräich vun de Sozialausgaben. Mir halen déi Sozialausgaben op engem extrem héijen Niveau, mä mir hunn eng Rei Ausgaben och do versicht an hirem Uwuesse vun hirer Ausgab ze bremsen. Si wuessen en chiffres absolus, mä si wuesse manner schnell wéi dat virdrun de Fall war: duerch d'Adaptatioun vun den Indexregelen, duerch verschidden Transferten un d'Sécurité sociale, duerch eng Rei aner Finanzéierungsmechanismen, wéi zum Beispill bei der Fleegeversécherung. An alles dat erlaabt eis sécherlech net, dat Zil schonn ze erreechen, wat mer 2009 hunn, mä deem e gutt Stéck méi no ze kommen.

Déi Chifferen, déi mer do agesat hu bei der Sécurité sociale, si realistesch Chifferen opgrond vun der Evolutioun vun der Masse salariale gerechent. Mir ginn dovun aus, datt d'Masse salariale d'nächst Joer ëm 6 bis 7% wäert klammen. Dovunner wäert d'Zuel vun den Assuréen ëm ronn 3,8% klammen.

D'Lëtzebuerger Zentralbank war der Meenung, mir hätten déi Chifferen net héich genuch agesat. Wann een den Detail vun deenen Ziffere kuckt, d'Zentralbank mengt, et hätt ee misse 40 Millioune méi asetzen, dann dréit d'Zentralbank deene Spuermoossnamen net Rechnung, déi mer grad am Beräich vun der Sécurité sociale gemaach hunn. A wann een deene Rechnung dréit, souguer op eng virsiichteg Aart a Weis gerechent, da sinn déi Chifferen, déi mer fir d'nächst Joer virgesinn hunn - d'Virfinanzement vun der Krankekeess, d'Virfinanzement vun de Pensiounskeessen -, absolut realistesch.

Déi klammen och nach elo méi wéi d'Moyenne vum Budget. Wann also hei gesot gëtt: Et gëtt op der falscher Plaz gespuert, da soen ech: Neen. Well wann ech lech gesot hunn, datt d'Dépensen ëm 3,6% klammen, da wiisst trotzdeem nach d'Kontributioun vum Stat un d'Pensiounskeessen am nächste Budget ëm 5% an d'Participatioun vum Stat un d'Krankekeessen ëm 8%.

Also sinn dat Elementer, déi, zesummen och mat dem Wuesse vun der Masse salariale, trotzdeem fir de Stat och an deenen nächste Joren nach eng zousätzlech Ausgab duerstellen. An duerfir mengen ech ass et normal, datt de Stat iwwert déi Finanzéierungen diskutéiert huet, an datt en do Léisunge fonnt huet, déi bei enger staarker Sozialpolitik trotzdeem och d'Finanzéierung vum Budget mëttelfristeg am Gréff behalen. Dëst ëmsou méi, wou grad och am Sozialberäich permanent op de Stat nei Aufgaben zoukommen, déi de Stat net imposéiert kritt huet, mä déi e selwer wollt maachen.

Ech erënneren nëmmen un déi enorm Investitiounen, déi de Stat wëllt maachen am Beräich vun der Betreiung vun de Kanner en dehors vun der Schoul. Mir ginn d'nächst Joer eppes 47 Milliounen aus fir d'Fonctionnements- an d'Investitiounskäschte vun de sougenannten «Maison-relaisen», wou also d'Kannerbetreiung ausserhalb vun der Schoul gemaach gëtt. Mir ginn 21 Milliounen aus fir Crèchen, fir also déi, déi nach net an der Schoul sinn. Mir ginn d'nächst Joer och iwwer 30 Milliounen aus - dat ass eng Croissance vu 6% - fir de Placement vu Kanner, déi vu Sozialinstitutiounen oder vun de Geriichter musse placéiert ginn.

Dat wiisst méi wéi d'Moyenne vum Budget. De Budget wiisst ëm 3%, d'Croissance fir de Placement vu Kanner ëm 6%, déi fir d'Maison-relaisen ëm 26%. Hei gëtt also scho Politik och am Sozialberäich gemaach. Sécherlech kann een net alles zugläich maachen, mä hei sinn zolidd Akzenter gesat ginn, déi een am Budget 2007 erëmfënnt.

Datselwecht gëllt an der Wunnengsbaupolitik. Sécherlech ass de Gros vun deenen Efforte vun deem Programm, deen d'Regierung annoncéiert huet, nach net am Budget 2007 erëmzefannen, well déi Gespréicher mat de Gemengen an deem Pakt, dee mer de Gemengen ubidden, nach net fäerdeg sinn. Fir datt déi an de Joren '08, '09, '10, '11 wäerte méi e staarke Budgetsimpakt fannen, mä och fir deen Nidderschlag an der Zukunft kënnen ze verkraften, mussen duerfir op anere Plazen Ëmschichtunge gemaach ginn. Et ass eng wichteg Politik. Och an dësem Budget sti ronn 100 Milliounen, fir dat ze finanzéieren, mä an deene Budgeten duerno wäert dat nach méi ginn.

Och d'Fuerschung ass e Beräich, an deem mer iwwerproportionell vill am nächste Budget maachen, a wat mer an deene Budgeten duerno musse maachen. Mir hunn et fäerdeg bruecht, eis am Budget vun 2007 Margen ze verschafen, fir och konform zur Strategie vu Lissabon ze sinn. Dat heescht, fir eng méi performant Ekonomie ze hunn, datt déi Betriber sech kënnen entwéckelen, datt kënne Plaze geschafe ginn, wäerten eis Ausgabe fir d'Fuerschung sech d'nächst Joer op 140 Millioune belafen.

Dat sinn 0,44% vum Bruttoinlandsprodukt. A wa mer dobäi d'Fuerschung aus dem Privatsecteur derbäirechnen, déi jo och vum Stat ënnerstëtzt gëtt, da komme mer am Beräich vun der Fuerschung d'nächst Joer op 2% vum Bruttoinlandsprodukt. Ech mengen, dat ass ganz remarquabel. Dat ass en Effort, dee muss weidergemaach ginn. Do huet een net direkt de Benefiss dervun. Duerfir soen d'Leit och: Wat mécht een do mat där Fuerschung? Ech mengen awer, mëttelfristeg huet eist Land do e reellen Avantage, wa mer kënne vun hei aus Saachen entwéckelen, vun deenen eis Gesellschaft an eis Ekonomie profitéieren.

Fuerschung, Neigestaltung vun dem sozialen Zesummeliewen an enger Gesellschaft, Ëmweltpolitik: Dat si Beräicher, déi mer vläicht viru 15 Joer an eise Budgeten a ganz sécher och an deene leschte Joren nach net esou staark erëmfonnt hunn, wéi mer se an der Zukunft erëmfannen. Mir hu villes gemaach, wann ech kucken an deene leschte sechs Joer, wéi d'Croissance vun den Ausgaben am Ëmweltberäich au sens large du terme war. Elo kommen nei Obligatiounen am Kader vun der CO_2-Reduzéierungsproblematik derbäi. Et ass duerfir, datt de Stat och muss Margen hunn. Mir hunn am Budget vum nächste Joer virgesinn, datt mer do Ausgabe vu 74 Milliounen Euro hunn. Dat wäert an deenen nächste Joren eropgoe bis op 100 Milliounen, vläicht souguer méi.

An och duerfir brauch een en Deel Finanzéierung vum Stat, mä do brauch een awer gradesou kloer och en Deel Responsabilitéit vun de Leit a vun de Betriber, déi jo no dem Prinzip vum Pollueur-payeur och zu där Ëmweltverschmotzung an och Ëmweltresponsabilitéit musse bäidroen. Duerfir wëlle mer jo och - an dat gëtt proposéiert am Budget vum nächste Joer, déi Obligatiounen, déi mer hunn als international Verantwortung vis-à-vis vun eis selwer an der Ëmwelt -, datt och d'Leit an de Stat hir Kontributioun leeschten, sief et iwwert d'Autossteier, sief et iwwer e Bäitrag am Bensinspräis, sief et iwwert d'Kontributioun, déi aus dem Statsbudget 2007 eriwwerleeft, fir op déi awer relativ staark Zomm vun 100 Milliounen Euro d'Joer ze kommen.

Mir kënne selwer vill dozou bäidroen, andeem mer och versichen als Betriber a Privatleit natierlech och dozou bäizedroen, datt d'CO_2-Reduzéierung erofkënnt. Domadder hu mer natierlech och e Bäitrag gemaach, datt mer manner musse bei deene Mechanismen investéieren, déi nëmmen dann do sinn, wann een um eegene Plang dat net alles fäerdeg bréngt. Alles wäerte mer net fäerdeg bréngen, mä mer hunn eng Responsabilitéit vis-à-vis och vun eisen nokommende Generatiounen, datt mer dee Sujet seriö huelen.

An da muss de Stat natierlech och seng klassesch Aufgabe weidermaachen. Seng klassesch Aufgaben, déi d'Educatioun sinn, déi den Transport sinn, wat souwuel eng klassesch wéi eng nei Politik ass, well d'Eisebunn gëtt et bekanntermoosse schonn zënter der zweeter Halschent vum 19. Jorhonnert, mä d'Verbreedung dovu bei enger zouhuelender Bevölkerungszuel ass natierlech eng, déi och vum Stat muss begleet ginn.

Wann ech kucken, wat mer am Beräich vun dem Transport maachen, da stellen ech fest, datt d'nächst Joer souwuel d'Investitiounsausgabe wéi d'Fonctionnementskäschte beim staatleche Budget ëm 7,6% zouhuelen; erëm eng Kéier bal duebel esou vill wéi am Beräich vun de Gesamtausgabe vum Stat. De Stat gëtt d'nächst Joer fir den öffentlechen Transport 570 Milliounen Euro aus. Domadder kann ee vill organiséieren, kann ee vill nei Saache bauen. Dat si relativ deier Projeten. Si sinn natierlech och fir e puer Generatiounen do, mä et ass elo an dësem Moment, wou ee se muss finanzéieren. Trotzdeem muss een déi Suen hunn, an duerfir muss een op aner Saache kënne verzichten.

D'Educatioun wiisst och d'nächst Joer. Mir hunn d'nächst Joer eng Croissance vun de Fonctionnementsausgaben an der Educatioun vu 6,2%. Ech héieren heiansdo, et géif gespuert ginn an der Educatioun. Ech stelle fest, datt de Budget ëm 3,6% wiisst, an datt d'Fonctionnementsausgabe fir den Enseignement, dat heescht fir d'Lycéeën, ëm 6,2% wuessen, op 970 Milliounen Euro. Och d'Fonctionnementskäschten, wann een d'Personal ofrechent, wuesse par rapport zum lafende Budget.

Et ass och net esou wéi wa mer géife verschidde Beräicher vill méi wuesse loosse par rapport zu anere Beräicher. Sécherlech do, wou Prioritéite sinn - an ech hunn lech der virdrun eng Rei genannt, wou ech geschwat hu vun de Schoulen, vum Schinnennetz a vum Fäerdegstelle vu verschiddene grousse Stroossenachsen -, da kann een temporairement aner Saachen net maachen. An et ass duerfir wou mer bei den Investitioune geschnidden hunn. Generell awer hu mer déi Prioritéiten esou gesat, wéi mer mengen, datt d'Grondaufgabe vum Stat misste getätegt ginn.

Et ass och, fannen ech, net richteg, datt een deen ee Beräich vun der Organisatioun vun der Gesellschaft géint en aneren ausspillt. E Stat muss sech esou organiséieren, datt en deenen eenzelnen Aufgaben nokënnt, mä innerhalb dovunner muss e Prioritéite setzen. An et ass och kloer, datt, wann an engem Joer exceptionell Evénementer sinn - ech huelen zum Beispill d'Kulturjoer, wat virun der Dier steet -, do temporairement verschidde Käschten emol kënnen eropgoen. Et muss een dat dann awer ëmmer iwwer eng Period vun zwee Joer kucken, wou déi exceptionell Elementer ewechgerechent sinn, fir ze kucken, wéi d'Croissance an engem Budget ass.

Ech stelle fest, datt trotz Kulturjoer, well dat heiansdo och gefrot gëtt, d'Fonctionnementskäschten an d'Investitiounskäschten am Kulturberäich nëmmen ëm 1% klammen, mä sech op eng ganz héich Zomm vun 135 Millioune belafen. Dat ass wäitaus manner wéi zum Beispill dat, wat mer an anere Beräicher maachen, déi fir d'Zukunft vum Land strukturell wichteg sinn - an de Budgetsrapporteur ass dorobber agaangen -, wéi zum Beispill d'Educatioun, wou mer, ech rappeléieren, 960 Milliounen d'nächst Joer ausginn.

Och d'Héichschoul klëmmt d'nächst Joer méi staark. Dat ass kloer, well mir hunn eng Universitéit gegrënnt. Da fënnt een natierlech an deem Joer do méi staark Croissancen erëm. Et muss een dat och do iwwer e puer Joer kucken. An där Universitéit ass och e ganzen Deel Fuerschung, an duerfir fënnt een dat och am Fuerschungsbudget zréck, do ass et noutwendeg, datt mer déi weider lues eruféieren, bis déi op hirem Rythme de croisière ukomm ass.

Ech muss soen, datt all Minister, all Departement, säi Bäitrag zu deem Resultat geleescht huet, wat mer erreecht hunn. Et wier net richteg, datt déi eng vill bäikritt hätten, an déi aner hätte missen op vill verzichten. Jiddfereen huet op eng responsabel Aart a Weis eng méi kleng Croissance vu sengen Ausgabe kritt, wéi en dat gär gewënscht hätt, mä mir waren all der Meenung, datt mer missten de Wuesstum vun den Dépensë bremsen. An, wéi gesot, mat 3,6% oder 1,8% hors Inflatioun hu mer dat erreecht.

Duerfir mengen ech, datt de Budget vun 2007 e Reformbudget ass, deen d'Zukunft vum Land preparéiert. E Reformbudget, well en eng Rei vu Moossname mécht; net op eng brutal Aart a Weis, mä mat méi Diskussioun an op eng sozial verträglech an der Wirtschaft frëndlech Aart a Weis. Dat heescht, datt d'Betriber net brauche vun haut op muer hir Dier zouzemaachen; ganz am Géigendeel, well mir investéiere vill. Mir hunn also den Defizit méi kleng gemaach. Mir hunn nei Aufgabegebidder finanzéiert a mir hunn d'Grondaufgabe vum Stat optimal zerwéiert, well déi Grondaufgaben, déi bleiwen.

Ech hätt nach kënnen iwwert de Beräich vun der banneschter Sécherheet schwätzen a vun anere Beräicher. Aufgaben, déi net fortginn an déi och bei wuessender Zuel vun der Bevölkerung natierlech méi Fonctionnementskäschte bedeiten, well wa méi Leit am Land wunnen, brauch een och méi Polizei, et brauch ee méi Polizeikommissären an et brauch ee méi Riichteren. Ech kënnt déi Lëscht mat anere Servicer weiderféieren. Duerfir hu mir och déi Dépensen un der wirtschaftlecher Entwécklungszuel deelhuele gelooss, a mir hunn e staarkt Sozialnetz erhalen.

Natierlech evoluéiert dee Budget vun 2007 an engem Kontext vum aktuelle Budget. Ech kann lech haut an hei net soen, wéi de Budget 2006 am Detail ausgeet. Well Dir wësst, datt de Budget 2006 op der Dépensësäit bis de Mäerz d'nächst Joer nach ka betätegt ginn, an datt och de Mount Dezember e Mount ass, deen an de Steieren en atypesche Mount ass.

Trotzdeem géif ech wëllen hei e puer Elementer soen. Fir d'éischt emol op der Recettësäit: Et ass richteg, datt d'Recetten am Laf vun de Jore méi schnell geklomm sinn, wéi dat d'lescht Joer de Fall war. Allerdéngs muss een déi Chiffere ganz am Detail kucken. Et muss ee se och nuancéiert liesen, fir ze wësse wat wierklech geschitt ass.

Mir hunn elo fir d'éischt en exceptionelle Phenomeen duerch géi ganz Operatiounen am Kontext Arcelor-Mittal. Déi hunn et mat sech gezunn, datt souwuel bei den direkten Einnahme vum Stat, wou en als Aktionär un der Arcelor bedeelegt war, méi Einnahme komm sinn; nämlech do, wou mer eis Aktië vun Arcelor an Arcelor-Mittals-Aktien ëmgewandelt hunn, huet de Stat duerch am Fong een Échange vun Aktië ronn 400 Millioune kritt. An dann hu mer un där Dividendëpolitik, déi d'Arcelor gemaach huet, an de Steieren, déi mir un den Dividenden ophuelen, zousätzlech 150 bis 200 Milliounen erakritt.

Dat sinn a bleiwen exceptionell Recetten, mat deene mer net kënnen d'Budgetspolitik vun deenen nächste Joren hei maachen. Et sinn déi Recetten, déi déi eenzeg nen-

nenswäert exceptionell sinn, déi um Enn vum Joer de Kont 2006 wäerte massiv influencéieren. Ech kommen och herno an der Duerstellung vum Budget nach eng Kéier op déi dote Problematik zréck.

Derniewent stelle mer nëmme bei eng bis zwou Kategorien nach zousätzlech Steiereinnahme fest: Dat ass bei der Taxe d'abonnement. Déi wäert bis Enn dës Joers och ëm 100 bis 130 Milliioune méi erabréngen, respektiv mir hu bei der Kierperschaftssteier e puermol an der Chamber gesot gehat, datt verschidde Betriber, a virun allem ee Betrib, wollt méi fréi e gewëssene Solde d'imposition bezuelen, deen eng Influenz huet op de Kont vum Joer 2006, quitte datt en an de Maastricht-Chifferen eng Inzidenz um Joer 2005 huet.

Wann ech also elo heiansdo héieren, datt Leit soen, datt d'Recettë vum Joer 2006 ëm 19% bis elo méi héich wäre wéi 2005, dann dréit dee Chiffer zwou fundamentale Saachen net Rechnung: éischtens, datt de Gros dovunner exceptionell an eemoleg war; zweetens, datt déi 19% Enn Oktober gerechent si par rapport zu de reellen Einnahme vum Joer 2005. Si sinn emol net gerechent par rapport zum Budget voté 2006. Am Budget voté hate mir scho vill méi agesat. An duerfir ass d'Croissance vun deem, wat méi erakoum am Joer 2006, par rapport zu deem, wat mer agesat hunn, wäitaus méi kleng.

Wa mer déi exceptionell Elementer eraushuelen, da leie mer domadder wäit ënner 10%. A wann ee kuckt, datt d'Evolutioun vum Bruttoinlandsprodukt bei eppes 9% wäert leien, dann ass d'Evolutioun vun de Steieren in etwa en ligne mat der Evolutioun vum PIB. Als Resultat huet dat, datt mer eng Defizitreduzéierung hunn. Als Resultat huet dat net, wéi ech ëmmer erëm Leit begéinen, déi soen: Wat maache mer dann elo mat deenen zousätzleche Suen? Ma, mat deenen zousätzleche Sue reduzéiere mer eisen Defizit.

Mir hoffen duerfir, datt mer, bei enger staark gebremster Ausgabepolitik - déi mer 2006 gemaach hunn, wou mer mat extremer Rigueur de Budget 2006 an allen Departementer ausgefouert hunn -, wäerte versichen, datt mer eis och schonn am Joer 2006 ronderëm déi 1% Defizitprozent vum PIB wäerte situéieren, minus 1% vum PIB. Dat kann een, wéi gesot, fir de Moment nach net ganz genee soen, mä do sinn also net massiv zousätzlech Zommen entstanen. Jo, zousätzlech, mä dat sinn exceptioneller, déi sinn eemoleg an déi fléissen nëmmen zu engem ganz limitéierten Deel an de nationale Budget fir déi normal courant Ausgabe vum Stat.

De Kont 2006 wäert also méi positiv ausgesinn, well am Kont 2006 ginn natierlech déi Recettë gebucht no de Maastricht-Chifferen, an et ass dat wat relevant ass. Et bleift en Defizit tëschent deem, wat mer am Joer erakréien, an deem, wat mer am Joer ausginn, just gëtt deen Defizit dann e bësse méi kleng.

Mir hu versicht, d'Ausgaben am Laf vum Joer seriö ze kontrolléieren. Dat ass eis gelongen. Ech muss awer derbäi soen - an ech deelen do d'Meenung, déi gëschter hei de Budgetsrapporteur gesot huet: Wann zousätzlech Sue kommen, da mussen déi un de Finanzement vun de laangfristegen Infrastrukture goen. D'Regierung mécht dat an huet dat zum Deel scho gemaach. Mir hunn, wéinst lafende Projeten, an deene leschte Méint schonn de Fong vun den Zuchverbindungen ëm zousätzlech 20 Millioune gespeist. Mir hunn de Baufongen 30 Milliounen zousätzlech ginn.

Mir hunn och, an och dat ass fir mech Zukunftspolitik op eng aner Fassong, de Fong vun der Dette gespeist, well d'nächst Joer, 2007, muss déi lescht Tranche vun ale Statsobligatiounen zréckbezuelt ginn; déi sougenannten OLUXen erfalen alleguerten d'nächst Joer.

Et wär fir mech a fir d'Regierung wesentlech méi einfach, mir géifen dofir, wéi déi aner Länner dat maachen, nei Schold ophuelen an dann domat dat iwwer e puer Joer ofstotteren. Mir hunn an deene leschte Joren de Fong vun der Dette trotz der schwiereger Situatioun gespeist. Och dëst Joer hunn ech deem Fong zousätzlech 100 Milliounen zoukomme gelooss, wat et eis also erlaabt, d'nächst Joer eis al Schold zréckzebezuelen, ouni mussen eng Steiererhéijung ze maachen oder ouni mussen op aneren Dépensë beim Stat, déi d'Leit direkt betraff hätten, ze spueren.

Dann hu mer natierlech d'Problematik vum Fonds pour l'Emploi. Ech liesen am Avis vun der Chambre de Travail, datt mer hätte solle vill méi vun de Sue vun der Operatioun Arcelor-Mittal an de Fonds pour l'Emploi stiechen, wéi déi 35 Milliounen, déi mer aus deem Pak geholl hunn als Kompensatiounsmoossnam vun der Neterhéijung vun der Solidaritéitssteier - 1% hätt do 35 Milliounen ausgemaach.

Mä et ass héchstwahrscheinlech den Auteurë vun deem Avis entgaangen, datt mer niewent deene 35 Milliounen, déi mer aus der Operatioun Arcelor-Mittal an de Fonds pour l'Emploi gesat hunn, dëst Joer schonn zousätzlech 50 Milliounen aus deene steierleche Mehreinnahmen och an de Fonds pour l'Emploi gesat hunn, fir kënnen déi Programmer ze finanzéieren, déi deene Leit zegutt kommen, déi keng Schaff hunn, a wou et drëms geet, déi an eng Schaff ze kréien - bei den Aarbechtsbeschafungsmoossname respektiv fir d'Chômeuren ze indemniséieren.

An déi 85 Milliounen hu mer also bäigesat niewent deene 50 Milliounen, déi am Budget 2006 drastungen. Dat heescht, mir hunn och do eng konkret, aktiv Sozialpolitik gemaach, mä et bleift eng Suerg vun der Regierung, déi Ausgabe vun deem Fonds pour l'Emploi och an deenen nächste Joren ze konsolidéieren. Duerfir mussen do weider Schrëtt, Reformen diskutéiert ginn; duerfir sinn och déi Diskussiounen an der Tripartite gefouert ginn.

Well Dir hutt gesinn, datt de Fonds pour l'Emploi och d'nächst Joer, no de Chifferen, wéi mer se haut kennen, mat engem Defizit ofschléisst, an datt deen Defizit Joer fir Joer méi grouss gëtt, wa mer näischt maachen. Duerfir sinn déi Moossname vun der Regierung proposéiert ginn, an duerfir hoffe mer, datt déi Moossnamen Ënnerstëtzung am Parlament fannen, trotz dem Fait, datt mer dëst Joer 85 Millioune méi an de Fonds pour l'Emploi gestach hunn.

Eist Zil ass et, wéi gesot, de Budget 2006 ronderëm d'Ee-Prozent-Defizit-Marque ofzeschléissen. Da muss ee gesinn, wéi d'Steieren an d'Dépensen nach evoluéieren, an da kucke mer d'nächst Joer op deem Wee weiderzegoen.

Dohier kënnt dann d'ganz Schwieregkeet vun der Presentatioun vum Statsbudget, déi de Budgetsrapporteur gëschter opgeworf huet an déi an der Chamberkommissioun am Detail diskutéiert ginn ass.

Ech gi gären zou, datt et net einfach ass, sech an de Regele vum Eurostat, SEC 95 an an nationale Kontabilitéitsregelen erëmzefannen. Ech warnen awer d'Chamber dovir, fir allze schnell ze proposéieren, datt mer solle vun deem Kontabilitéitsgesetz eriwwergoen un eng elengeg Presentatioun no Maastricht-Chifferen. Well do sinn eng ganz Rei Froen, op déi ech an dësem Moment keng Äntwert hunn, an ech wär frou, wann d'Chamber, déi jo an der Finanzkommissioun doriwwer diskutéiert huet, och der Regierung géif do mat Äntwerte liwweren.

Wat maache mer zum Beispill mat eisen Investitiounsfongen, iwwert déi mer Infrastrukture bezuelen, déi iwwer e puer Joer finanzéiert ginn? Schafe mer déi of? Wou schreiwe mer d'Reserven an d'Avoiren hin? An enger Maastricht-Kontabilitéit sinn déi net!

Wat maache mer mat den Dépensë vun aneren Institutiounen - zum Beispill Ärer Chamber -, déi haut net am Budget opgeféiert ginn an déi selbstverständlech dann am Detail misste vun der Chamber matgestëmmt ginn. Haut ass et esou, datt d'Chamber eng Dotatioun kritt an innerhalb vun där géréiert d'Chamber hire Budget.

Ech huelen d'Chamber, well mer hei an der Chamber schwätzen, mä esou gëtt et eng ganz Rei Etablissementer, déi eng Dotatioun kréien - déi missten an Zukunft vun der Chamber mat approuvéiert ginn.

Mir brauchen eng Äntwert op d'Fro, wou mer da kontabiliséieren, wa mer zum Beispill Aktië verkafen, eng Participatioun, déi de Stat huet, wéi am Fall vun Arcelor-Mittal. An ech hätt gären eng Äntwert drop, wou mer d'Amortissementer vun der Dette hischreiwen. Dat ass an eisem klassesche Budget eng Dépense. Dat gëtt no Maastricht net als Dépense opgeféiert.

Duerfir soen ech, datt ech d'accord sinn, datt mer am Budget vum Joer 2008 lech en drëtte Volume presentéieren, wou mer vläicht besser wéi bis elo erklären, wéi mer vun deem enge Budget op deen anere kommen. Ech si gär bereet, zesumme mat eise Servicer, zesummen och mat Experten, déi net ënnert der Autoritéit vun der Regierung stinn, verschidde vun deene Froen, déi ech elo grad opgeworf hunn, ze klären.

Ech mengen, et wär och gutt, wann Är Chamber vläicht duerch d'Persoun vum Rapporteur vun dësem Budgetsprojet, dee jo déi Iddien opgeworf huet, un enger Rei vun deene Gespréicher kéint deelhuelen, fir och d'Äntwerten an d'Problematiken do ze gesinn.

Mir hätte gären, datt de Budget an Transparenz erkläert gëtt. Well e gëtt an Transparenz vun eis opgestallt, mä ech verstinn, datt dat komplizéiert ass, an datt d'Kommunikatioun schwiereg gëtt.

Ech soen lech awer, reng beim Kont 2006 hunn ech lech virdru gewisen, wéi schwiereg et ass, wa mer nëmmen eng Presentatioun hunn, respektiv wa mer der zwou hunn, an a béide Fäll ass et schwiereg.

Ech soen nach eng Kéier: Déi 400 Milliounen exceptionell Recette duerch d'Operatioun Arcelor-Mittal fannt Dir am Kont 2006 erëm - Kont no de klassesche Regele vun eisem Kontabilitéitsgesetz. Mir hunn déi Sue kritt, déi stinn um Kont, déi ginn als Recette gebucht. No Maastricht ginn déi net als Recette gebucht. Et ass eng Ëmwandlung vun engem Kapital, a wa mer, wat mer wëlle maachen, de Gros an d'SNCI gi fir wirtschaftlech Entwécklung hei am Land, da ginn déi och net als Dépense no de Maastricht-Regele gebucht.

Et féiert eis haut ze wäit, dat an der Technik am Detail ze erklären. Ech wëll just der Chamber soen, an och all deene Chambres professionnelles, déi verlaangt hunn, datt mer op eng Presentatioun géife goen, datt dat onendlech vill Froen opwerft, déi d'Regierung bereet ass, weider ze studéieren, datt mer d'nächst Joer en drëtte Volume maachen, esou wéi dat an Ärem Rapport gewënscht ass, fir d'Transitioun vun deem engen zu deem aneren ze maachen. Iwwregens stellen ech fest, datt Länner wéi Däitschland, Éisträich an esou och zwou Presentatiounen hunn. Villes kënne mer verbesseren an der Kommunikatioun.

Ech gi gären zou, datt dat déckt Buch, wat mer an der Chamber déposéieren, net einfach ass a kuerzer Zäit ze liesen an ze verdauen. Sécherlech kënne mer do nach villes verbesseren a mir wäerten dat och maachen.

Fir d'Soliditéit vun de Statsfinanzen awer ze moossen, Här President, ass et noutwendeg, selbstverständlech, datt een net nëmmen ëmmer de jährleche Budgetsdefizit oder Budgetsiwwerschoss kuckt.

Ech bedaueren am Fong, datt an den Debatten an och an den Avisë vun de Beruffschamberen zwee Elementer, déi awer an der Analys vum Budget wichteg sinn, absolut wéineg Attentioun fannen. Dat ass zum engen d'Schold an dat sinn zum aneren d'Reserven.

D'Schold vu Lëtzebuerg, déi öffentlech Schold, ass kloer ënnert deene 60% vum Bruttoinlandsprodukt, wéi se am Europäesche Vertrag virgesinn ass. Mir hu fir de Moment eng Schold, déi bei 7,5% vum Bruttoinlandsprodukt läit - eng Bruttoschold. Ech hunn lech gesot, mir hu jo och e Fong vun der Dette, dee mer scho gespeist hunn. Eis Nettoschold, déi awer no Maastricht-Kritären och net berücksichtegt gëtt, ass liicht méi niddreg, an d'nächst Joer wäert eis Bruttoschold eropgoen op 8 bis 8,5%.

Ech rappeléieren, datt mer aus guddem Grond, wéinst dëser Situatioun, tëschent 1998 an 2005 keng nei Schold gemaach hunn, datt mer also doduerch eis Capacité d'endettement esou gehalen hunn, datt mer a méi konjunkturschwaache Joren, voire souguer an deene Jore wou mer elo sinn, wou mer och strukturell Problemer hunn, iwwert d'Schold eng Rei Dépensë finanzéiere kënnen. Duerfir huele mer och 2007, wann d'Chamber eis déi Autorisatioun gëtt, gären 100 Milliounen op fir de Stroossebaufong an 100 Millioune fir de Schinnefong.

Dernieft soen ech hei der Chamber, datt mer déi Autorisatioun, déi d'Chamber eis d'lescht Joer ginn hat, vu 500 Milliounen, datt mer déi nëmmen à hauteur vun 200 Millioune gebraucht hunn. Mir haten 200 Milliounen Autorisatioun kritt, fir déi zwee Fongen ze speisen, an 300 Milliounen, fir de Budgetsdefizit vum leschte Joer no klasseschem Sënn ze finanzéieren. Mir hunn déi 300 Milliounen net opgeholl. Och dat nennen ech Zukunftspolitik, well et ass schwaach wann een Dépensen, déi net fir déi nächst Generatioune sinn, liichtfankeg mat geléintene Sue finanzéiert, well déi mussen déi Nächst zréckbezuelen, jee no Längt vum Prêt. Duerfir menge mer, datt mer solle bei där Linn bleiwen, soulaang mer dat packen, fir just laangfristeg Investitiounen iwwert deen dote Beräich ze finanzéieren.

Ech hunn lech och virdru gesot, datt mer de Fonds de la Dette och dëst Joer nach eng Kéier gespeist hunn. Ech soen lech och, well mer an Zukunft och méi heibannen iwwert d'Gemenge mussen diskutéieren, an den Här Rapporteur huet dat richteg gesot, datt mer eis och mussen zusehends mat der Fro vun der öffentlecher Verscholdung, Stat a Gemengen, ofginn. D'Gemengeschold am Joer 2006, fir de Moment, läit bei 2,3% vum Bruttoinlandsprodukt. Eng Gesamtanalys vun de Statsfinanze verlaangt den Defizit ze kucke beim Stat a bei de Gemengen. Datselwecht gëllt fir d'Schold an datselwecht gëllt fir d'Reserven.

Äre Budgetsrapporteur huet gëschter hei geschwat vun der Spuerbéchs. Jo, de Lëtzebuerger Stat huet, dank där Budgetspolitik, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn, eng Spuerbéchs, mä et ass eng Spuerbéchs an där net Sue sinn, déi mer kënne fräi dorëmmer verdeelen. Dat si Suen, déi stinn op eise Konten, fir eng Rei vun deenen Investitiounen nach ze tätegen, déi mer ze tätegen hunn. Duerfir soen ech, datt mat deene Suen, déi mer fir de Moment hunn, den Avoirë vun de Fongen, datt mat ronn där 1,5 Milliard, déi dorobber steet, mer kënnen deen temporären Defizit, dee mer hunn, datt mer déi Ausgaben domadder kënnen tätegen.

Eng schnell Lecture vun de Maastricht-Chifferen dréit ni de Reserve Rechnung, well Maastricht kuckt ëmmer nëmmen d'Einnahmen an d'Ausgabe vum Joer. Mä Maastricht ënnersträicht de strukturelle Problem, deen een huet. Et ass am Fong eng Kompensatiounskontabilitéit.

Ech mengen awer, wa mer d'Soliditéit vun eise Statsfinanzen iwwer e puer Joer kucken, da musse mer an dësem Moment an der Appréciatioun vum Defizit - an esou maachen och d'Europäesch Kommissioun an de Conseil vun de Finanzministeren dat, wa se d'Budgete kucken - och d'Reserve mat kucken. Dat war déi richteg Politik. Mir brauchen och an Zukunft Reserven, quitte datt ech soen, an enger renger Maastricht-Lecture brénge se eis fir d'politesch Kommunikatioun, mä dat ass jo nëmmen e Minideel vun deem wat mer hei maachen, näischt.

Mir maachen d'Reservepolitik, well mer Verantwortung wëllen hu vis-à-vis vun der Zukunft, fir keng Steiererhéijungen a keng zousätzlech Schold mussen ze maachen, mä an der Analys vum Budgetsdefizit gëtt de Reserven net Rechnung gedroen.

Mir musse spueren, well d'Reserve gi selbstverständlech - an dat huet Äre Budgetsrapporteur gëschter och gesot - an deenen nächste Joren erof. Si hëllefen eis awer, datt mer net elo brauche brutal vun haut op muer an der Sozialpolitik an an der Investitiounspolitik ze spueren. Duerfir war et eng gutt Politik. An ech erënnere mech nach gutt, datt gesot ginn ass: „No de Wahle si keng Reserve méi do." Ech stelle fest, datt och an der Halschent vun der Legislaturperiod déi Reserven nach gradesou héich si wéi 1999, wéi déi viregt Regierung an d'Amt getrueden ass. An et ass d'Flicht vun der Regierung ze kucken déi Reserven esou anzesetzen op deene Projeten, déi zum Deel vun der Chamber gestëmmt sinn an déi all ausgewise sinn am pluriannuellen Investitiounsprogramm, fir datt d'Statsfinanzen zolidd bleiwen. D'Zoliddheet bröckelt wa mer de jährlechen Defizit net weider ofgebaut kréien.

An Europa leie mer nach ëmmer gutt, mä net esou gutt wéi mer et gären hätten. Mir sinn an der éischter Halschent vun deene Länner, déi an der Eurozon sinn. Eist Zil bleift et awer, de Budgetsdefizit weider ze reduzéieren, quitte, wéi gesot, datt en op engem niddregen Niveau, soulaang mer Reserven hunn, ka bleiwen, mä en ass fir de Moment an eisen Aen ze héich. Mir hunn en éischte Schrëtt an déi Richtung gemaach, fir d'Dépensen ofzebremsen, a mir wäerten op deem Wee weiderfueren.

Déi strukturell Reformen hunn ugefaangen, an duerfir kann een, mengen ech, wierklech soen, datt mer hei mat engem Reformbudget ze dinn hunn, deen inhaltlech d'Zukunft vum Land preparéiert. De Budgetsrapporteur huet gëschter interessant dru rappeléiert - ech hunn et am Ufank ouni Chiffere gemaach - andeem hie gesot huet: D'Dépensë par rapport zum PIB sinn an deene leschte Joren eropgaangen an d'Recettë par rapport zum PIB sinn erofgaangen.

Wann ee kuckt wéi dat 2007 ass, an dat hätt ee kënnen an der Ried vu gëschter nach vläicht bäifügen, da gesitt Der, datt mer d'nächst Joer fir d'éischte Kéier den Trend ëmdréinen. Hate mer 2005 nach e Ratio vun Ausgabe géigeniwwer vum PIB vun 42,5%, kréie mer d'nächst Joer nëmmen ee vu

40%. Et ass an déi Richtung, wou mer weider musse goen, ëmsou méi wou d'Recettë vu 44% PIB 2005 och eng Tendenz no ënne weisen, dass mer also deen Equiliber mussen halen, ëmsou méi wou et eis Flicht muss sinn, och d'Konkurrenzfäegkeet vun der Ekonomie bäizebehalen, an datt duerfir d'Steieren natierlech ëmmer mussen an engem internationalen Ëmfeld gekuckt ginn. Mä ech huelen un, datt de Finanzminister nach herno dorobber wäert agoen.

D'Zil vun der Regierung ass et op jidde Fall, op deem Wee vun der Budgetskonsolidéierung virunzegoen, dat heescht d'Statsschold niddreg ze halen, den Defizit an der Perspektiv 2009 weider ze reduzéieren.

D'Statsschold behale mer am Gréff, wa mer pro Joer net méi wéi 200 bis 300 Milliounen ophuelen, mä mir musse se selbstverständlech och an der Perspektiv 2050 am Gréff behalen. Elo ka kee mat aller Prezisioun genee virausgesinn, wéi alles bis 2050 geet, mä et ginn eng Rei Elementer, déi eis kloer indiquéieren, notamment am Beräich vun der Finanzéierung vun der Sozialversécherung, wou et zu Problemer kënnt. Genee a wéi engem Joer an en fonction vun der Croissance économique, dat si sécherlech Parameteren, déi ee kann ënnerschiddlech bewäerten, mä d'Problematik u sech verlaangt eng schnell Äntwert.

Duerfir huet jo och d'Tripartite décidéiert, datt mer déi Diskussioune géinge féieren, an ech hoffen, datt sech och d'Chamber an deenen nächsten Deeg a Wochen un deem Débat bedeelegt.

D'Defizitreduzéierung bis 2009 hänkt of vum Steieropkommes, hänkt of vun de Pëtrolspräisser an der Inflatioun, hänkt of vun der Croissance économique, déi ass zu Lëtzebuerg nach ëmmer staark, och wa se d'nächst Joer vum Statec op manner héich agesat gëtt wéi dëst Joer. Mir hunn de Budget baséiert op eng Croissance vun der Wirtschaft vu 4%. Iwwert d'Reserven hunn ech virdru geschwat. Eist Zil, wéi gesot, bleift et, vum Defizit 2007 bei minus 0,9%, dat Joer duerno op minus en hallwe Prozent, an 2009 nach eng Kéier dat liicht erofzedrécken.

Dee Budget hei ass virsiichteg opgestallt ginn, an ech mengen dat wär gutt wéinst deene villen exceptionellen Elementer, déi op der Recettësäit de Budget charakteriséieren. En ass opgestallt ginn op der Dépensësäit mat enger Mentalitéit vum Spueren, mä net spueren op eng domm lineär Aart a Weis, mä spueren do, wou mer gemengt hunn, datt et méiglech wär a wou mer Margë gebraucht hunn, fir Politiken ze maachen, vun deene mer iwwerzeegt sinn. A mir hunn eist Zil erreecht.

Mä derniewent musse mer selbstverständlech kucken, datt mer d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg erhalen. Duerfir hu mer och décidéiert, datt de Gros vun deenen Einnahmen, déi mer aus der Operatioun Arcelor-Mittal kréien, net an de Budget lafe gelooss ginn, mä datt mer gesot hunn: Mir ginn eng grouss Zuel vun deene Suen - héchstwahrscheinlech d'Halschent - an d'SNCI. An duerfir froe mer jo och an dësem Budgetsgesetz d'Autorisatioun vun der Chamber, fir eng Kapitalerhéijung vun der SNCI maachen ze dierfen.

Déi ënnerstëtzt d'Betriber, déi sech zu Lëtzebuerg entwéckelen. Dat ass d'Aufgab vun der SNCI, souwuel déi grouss Betriber wéi déi Kleng- a Mëttelbetriber. Duerfir hu mer décidéiert, mat deene Suen Industrieterrainen ze kafen, op deenen nei Betriber sech kënnen entwéckelen. Duerfir hu mer décidéiert, mat deene Suen eng Agence op d'Been ze setzen, fir d'Promotioun, d'Erklärung vun der Lëtzebuerger Ekonomie a virun allem vun der Finanzplaz am Ausland op eng professionell an durabel Aart a Weis ze maachen. Dat ass complémentaire zu deene Wirtschaftspromotiounsreesen, déi de Wirtschaftsminister oder ech als Tresorsminister maachen.

Och tëschent deene Reese muss ee Lëtzebuerg erklären, muss een Investisseure sichen, muss een eng Struktur hunn, déi dat professionell mécht. Duerfir wäerte mer och d'Gesetzgebung, notamment vun der Finanzplaz, weider verbesseren.

Ech si voller Optimismus fir d'Entwécklung vun där Finanzplaz. Mir hunn an deene leschte Joren eng Politik gemaach, déi et erméiglecht huet, datt déi Finanzplaz sech kann entwéckelen. A wann d'Banken, wann d'Fiduciairen, wann aner Consultantë massiv Leit an dëse Jore kënnen astellen, wat en Nidderschlag bei der Gehältersteier fënnt, dann ass dat, well mer d'Rahmebedingunge geschaf hu fir d'Entwécklung vun dëser Finanzplaz.

An ech deelen d'Meenung vun Ärem Budgetsrapporteur vun Ärer Finanzkommissioun, datt d'Diversifikatioun vun der Ekonomie wichteg ass, mä datt dat net heescht, datt een déi bestehend Secteuren net och weider muss entwéckelen. D'Finanzplaz ass e Secteur, deen eisem Land vill bruecht huet. Duerfir wäert d'Regierung niewent der Diversifikatioun vun der Ekonomie och dëse Secteur duerch eng ganz Rei Gesetzgebunge begënschtegen, déi zum Deel fir de Moment an Ärer Finanzkommissioun an der Diskussioun sinn, wéi d'spezialiséiert Fongen, wéi verschidden aner Strukturen. Mat Hëllef vun deenen Instrumenter wäert déi Finanzplaz attraktiv bleiwen.

Ech krut an deene leschten Deeg e puermol d'Confirmatioun vu Banken, déi zu Lëtzebuerg sinn, datt se d'nächst Joer nei Leit wäerten astellen. Zum Deel hu se Problemer se ze fannen, mä zum Deel fanne se se och; och op anere Finanzplazen an Europa. Och dat stëmmt mech optimistesch. Eleng dräi Entreprisen hu mer an där leschter Woch gesot, datt se d'nächst Joer relativ vill Leit wëllen astellen an deem dote Beräich. Duerfir musse mer och eng Politik weider maachen, fir d'Rahmebedingungen esou ze gestalten, datt dat klappt.

Do gehéieren erëm all déi aner Saachen zesummen. Well wann am Maastricht - d'Dépensë vum nächste Joer - eng vun de gréissten Dépensen de Bau vum Flughafen ass, da maache mer dat jo net, well mer gär méi e schéint Gebai hätten. Da maache mer dat, esou wéi aner Infrastrukturen, well alles dat zesummegehéiert, fir datt de Wirtschaftsstanduert attraktiv ass.

Dozou gehéieren och d'rapid Entscheedunge vun allen eenzelne Verwaltungen. Dat gëllt am besonnesche Mooss fir d'Finanzplaz, wou mer dat an deene leschte Jore wesentlech verbessert hunn. Dat gëllt och fir déi aner Verwaltungen. E Betrib, deen op Lëtzebuerg kënnt, kënnt nëmmen dann, wann e weess, datt d'Rahmebedingunge kloer sinn, mä datt en och schnell eng Äntwert kritt.

Ech bleiwen der Meenung, datt d'Wirtschaft net eleng décidéiert, datt et net e Primat vun der Wirtschaft gëtt, mä datt d'politesch Entscheedungen eng wesentlech Influenz op d'ekonomesch Entscheedungen hunn. E Betrib installéiert sech do, wou e mierkt, datt e sech kann entwéckelen, wou e mierkt, datt e kann Aarbechtsplaze schafen, wou e sech kann ausbauen. Duerfir ginn all déi Bestriewungen - och d'Budgetspolitik - an déi Richtung, fir Lëtzebuerg eng agréabel Plaz ze halen, fir ze liewen an ze schaffen.

Ech géif soen, Här President, dëse Budget ass en Deel vun enger Roadmap fir zolidd Statsfinanzen. Déi Roadmap - déi Stroossekaart - ass en fait eise Stabilitéitsprogramm, dee mer op Bréissel schécken, net well Bréissel dee verlaangt, mä souguer wa Bréissel en net géif verlaangen, muss een ëmmer dräi Joer viraus d'Budgetspolitik maachen. An eisem Stabilitéitsprogramm, deen d'Regierung virun zwou, dräi Wochen ofgeseent huet an an d'Chamber geschéckt huet, deen uganks dës Joers vun deenen anere Finanzministeren a vun der Europäescher Kommissioun wäert begutachtet ginn, soe mer wou eis Richtung higeet. Dëse Budget ass e Schrack an déi Richtung.

Mir spueren, fir muer och gesond ze bleiwen. Et ass e bësse wéi an der Gesondheet. Et ësst een haut gesond, fir och nach muer, wann ee méi al ass, op Zack ze bleiwen. Duerfir wëlle mer weider an eiser Politik fueren, fir zolidd Statsfinanzen ze hunn. Mir wëlle weider spueren. Spueren heescht net onbedéngt Ofbau. Spueren heescht, d'Uwuesse vun den Dépensë manner schnell ze maache wéi an der Vergaangenheet. Wa mer dat op eng responsabel a solidaresch Aart a Weis maachen, da bleiwen ech optimistesch fir d'Zukunft.

Dëse Budget ass konform zu all deem, wat mer an deene leschten zwou Budgetsrieden hei am Parlament gesot hunn. En ass konform zu deem, wat mer mat de Sozialpartner diskutéiert hunn. An ech mengen, e wär konform mat deem, wat de Budgetsrapporteur hei a sengen Iwwerleeungen am Numm vun der Chamber a Finanzkommissioun gëschter gesot huet.

Duerfir géif d'Regierung d'Chamber invitéieren, dësem Budget hir Zoustëmmung ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister Frieden. D'Wuert huet elo de Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker.

Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mech fir d'éischt an aller Form ze entschëllegen, dass ech net wéi geplangt um dräi Auer haut de Mëtteg konnt hei sinn. Mä déi Statsvisite an hire Programm, dee mer haut hunn, vun der lettescher Statspresidentin, deen huet sech onofhängeg vu mengem Wëllen esou verlängert, dass den Här Frieden hei als Éischten d'Wuert kritt huet, an ech dat lescht Wuert an der Regierung behalen, wat jo insgesamt eng erfreelech Entwécklung ass.

(Hilarité)

Ëmmer wa mer, Dir Dammen an Dir Hären, de Budget heibannen diskutéieren, ass dat de Moment, fir zréckzekucken, fir ronderëm sech ze kucken a fir no vir ze kucken. An et fält mer als ee Veteran vu Budgetsdebatten op, dass déi, déi méi laang an der Regierung sinn, e puermol hannereneen, nawell gären no hanne kucken, gär ronderëm sech kucken, a gären no vir kucken; an dass déi, déi net méi an der Regierung sinn, eng Tendenz entwéckelen, fir haaptsächlech no vir ze kucken; an dass déi, déi nei an der Regierung sinn, e schreckleche Plëséier dru fannen, fir ëmmer méi intensiv no hannen ze kucken. An iergendwann eng Kéier kënnt ee jo, denken ech, och an esou eng Situatioun, mä awer nach net.

An deen, deen dat alles ëmmer muss kucken, dat ass de Budgetsrapporteur, well dee muss kucke wou mer hierkommen, dee muss probéieren ze beschreiwen, well en et gericht huet oder gesinn huet, wou mer higinn, an dee muss kucke wat am Ëmgeréits vum Budget lass ass.

An de Lucien Thiel huet als Rapporteur zum Budget 2007 déi dräi Spadséiergäng do gemaach mat enger Eleganz, déi ech em eigentlech op Deeler vun deem Spadséiergang an där kompletter Form emol guer net zougetraut hätt, an déi awer esou ass, dass se beandrockend gewierkt huet op déi, déi gëschter gelauschtert hunn, an och op déi, déi säi séier exzellenten, well sachlech gutt fundéierten, propper recherchéierten a perspektivesch propper evaluéierte schréftleche Bericht gelies hunn, esou dass ech Ursaach hunn, am Numm vun der Regierung an och a mengem, Merci ze soe fir eng aussergewéinlech grëndlech a wäertvoll Aarbecht. An dat fënnt Unerkennung och am Land, denken ech.

Nun ass et jo esou, wann een dee Budget opstellt, bei deem No-hannen- an No-vir- a Ronderëm-sech-Kucken, dass ee virun allem muss d'wirtschaftlech Situatioun am Bléck behalen: déi vun heiheem an déi, déi déi vun heiheem vu baussen hierkommend kokonditionéiert. Well een dat probéiere soll esou prezis wéi méiglech ze faassen, hu mer jo an dëser Legislaturperiod décidéiert gehat, de Budget an der Regierung eréischt am Oktober opzestellen, an net schonn dat am Juli ze maachen, well d'Zäiten esou sinn, dass se séier lafen an och vill makroökonomesch Basisdonnéeën eng Tendenz hunn, sech ganz dacks nach am zweete Semester vum Joer ganz kräfteg ze diebelen an anescht auszeriichten.

Mä och wann ee ganz zum Schluss vum Joer op dat nächst Joer kuckt, gesäit een nach net ëmmer alles richteg. Kuckt emol: D'lescht Joer ëm dës Zäit si mer an der Eurozon dovun ausgaangen - dat war d'Konsensprognos vun allen Instituter, vun alle Finanzministeren, vun der Zentralbank, vun der Kommissioun, vum Währungsfong, vun der OECD a vun aneren -, dass d'Wirtschaft am Euroraum géif am Joer 2006 ëm 1,2% wuessen.

Eenzelner hunn, besonnesch ënnert de Professeren, déi jo d'Saache méi wëssen - ech schwätze vun deene vun der Ökonomie -, fonnt, dass dat esou eng regelrecht optimistesch Ausgangshypothees fir d'Joer 2006 wier. Tatsächlech stellt sech eraus, dass opgrond vun enger Rei vu Virgäng, an trotz der Uelechpräiserhéijung, déi d'Joer 2006 deelweis vergëft huet, an Detailaspekter vun der Wirtschaftslandschaft, d'Wuesstum eent vun 2,6% wäert sinn.

An obscho mer d'lescht Joer dovun ausgaange sinn, grosso modo géife mer e Wuesstum am Joer 2006 vu 4% zu Lëtzebuerg kréien, hu mer opgrond vun der verbesserter Wirtschaftslag ronderëm eent vu 5,5% kritt. An elo gi mer dovun aus, dass fir d'Joer 2007 d'Wuesstum an der Eurozon sech op 2,1% ofsenkt, an dass zu Lëtzebuerg deemgemäss eng logesch Zréckbildung vum Wuesstum vu 5,5 op ronn 4% plus/minus wäert stattfannen.

Ob dat awer alles esou kënnt, an ob dat millimetergenau esou kënnt, dat kann ech awer mam beschte Wëllen net viraussoen. Duerfir behalen um Enn vun engem Joer ëmmer déi Recht, déi soen, d'Regierung hätt de Budget net richteg gemaach. An duerfir gesinn déi ëmmer ganz clever aus, déi am Ufank vun de Budgetsdebatte schreiwen, d'Regierung soll emol ganz genau soen, wéi d'Saache géife goen.

Dat kann awer keng Regierung maachen, weder eis nach eng aner, an eis scho guer net. Net, well se nach méi schlecht wier - wéi der vill mengen -, nämlech nach méi schlecht wéi alleguer déi aner, mä well mer nu wierklech keen determinante Faktor vun der Weltwirtschaft zu Lëtzebuerg sinn. A souguer déi, déi zu deem Rang kënne gräifen, bréngen dat och net besser fäerdeg.

Déi geopolitesch Plazen, déi op wirtschaftlech Stratifikatiounen een Afloss kënnen hunn, sinn a kengem Fall verschwonn an an eenzelne Fäll méi zahlreich ginn. Wéi d'Pëtrolspräisser opgrond och vun deem geopoliteschen Duerchernee sech an deenen nächste Méint wäerten entwéckelen, ka kee prezis viraussoen. Do kann een nëmme mat gemeinsamen Hypotheesen am Euro-Raum, déi bei alle Regierungen d'selwecht sinn, schaffen.

Wéi d'Inflatioun sech prezis entwéckelt, ass och schwéier ze soen. Zu Lëtzebuerg ass se jiddefalls ze héich. An och wann et eng Réckbildung ginn huet iwwert déi lescht Wochen, bleift, dass mer als national Kollektivitéit net Ustrengunge genuch maachen, fir eis Inflatioun an de Gréff ze kréien.

Dat ass zum Deel staatlecht Verschëllen, obschonn am Budget 2007 an der klassescher Definitioun vun den administréierte Präisser keng Erhéijungen an d'Haus stinn. Mä bei de Gemenge bonzellen d'Taxenerhéijungen nëmmen esou, déi inflatiounsdreiwende Charakter hunn - wourop ee misst oppassen an deenen nächste Méint; an och géigemoossen dat wat ee mengt u supplementare Recettë missen ze kréien, am Verglach mat deem, wat een u supplementare steierlechen Iwwerweisunge kritt.

D'Inflatioun am Euro-Raum léisst een unhuelen, si géif sech am Joer 2007 op ronn 2% belafen, wat dann dem Inflatiounskorridor géif entspriechen, deen d'Zentralbank gezunn huet, déi eng Inflatioun vu liicht ënner bis net iwwer 2% als normalen Inflatiounstaux, dee mat der Präisstabilitéit compatibel wier, beschriwwen huet.

Vu dass d'Zentralbank awer, un där hirer Sitzung ech muer de Moien zu Frankfurt deelhuelen - wéi ëmmer, wann d'Zënsen erhéicht ginn -, net esou zu Onrecht fënnt, d'Inflatiounsgefor wier mëttelfristeg ze moossen, däerf ee sech net drop astellen, dass d'Zentralbank hir Zënspolitik elo géif drastesch an eng aner Richtung bewegen, wou d'Inflatioun sech zwëschekonjunkturméisseg verklengert, well d'Bank wahrscheinlech mëttelfristeg nach ëmmer ee groussen Inflatiounsrisiko gesäit.

Sou dass een net weess, wéi d'Zënspolitik am Joer 2007 sech wäert entwéckelen; ob et iwwert deen Zënserhéijungsschrëtt vu 25 Basispunkten, dee muer gemaach gëtt, wou d'Zënsen op 3,50% ugehuewe ginn, nach zu weideren Zënserhéijungen iwwert d'Véier-Prozent-Grenz eraus während dem Laf vum Joer 2007 kënnt, a falls, weess een net vu wéini un. - Mat alle Répercussiounen, déi dat op d'Wuesstumsimpulser huet, well dat geschitt jo, fir Wuesstumsimpulser eigentlech ze neutraliséieren an Inflatiounsiwwerschaum aus dem Circuit économique erauszehuelen.

A well een net weess, wéi d'Zënsentwécklung genau wäert sinn, a well een och net genau weess, wéi zënspolitesch sech déi aner Zentralbanken an der Welt wäerte leeën am Joer 2007, ass et och extrem schwiereg, sief et och schonn nëmmen dowéinst, fir erauszefannen, wéi dann tëschent de grousse Währungsbléck sech d'Changë wäerte maachen. Wat fir eng Wiesselcourspolitik dass an d'Haus steet fir d'Joer 2007, ass ganz schwéier virauszesoen.

Dir hutt gesinn, dass et e ganz staarken Opdriff ginn huet vum Euro an deene leschte Wochen, eng méi wéi fënnefprozenteg Verbesserung respektiv Verdeierung vum Euro par rapport zum Dollar. Den Euro flirtet elo a sengem Wiesselcours mat 1,34 par rapport zum Dollar. An da si mer net méi wäit ewech vun deem Zwëschentaux, dee bis haut deen héchste war, dee mer am Dezember 2004 haten, wou mer en Euro-Dollar-Verhältnis vun 1,36 haten.

Wann ee bis op eng gewësse Gréisst vu Wiesselcours kënnt, fänkt dat natierlech un,

déi europäesch Exportindustrie an domat och déi lëtzebuergesch an hirem Ausser-Euro-Geschäftsberäich wiesentlech ze strofen, well d'Produkter sech verdeieren a well aner Produkter, déi mat den Euro-Produkter a Konkurrenz stinn, sech deementspriechend verbëllegen. Dat ass, wéi ech fannen, dann eng gedeelten Aufgabestellung, där d'Zentralbank an d'Euro-Finanzministere sech musse stellen.

Fir de Moment ass net erkennbar, dass elo schonn exportofschwächend Wierkungen am Wiesselcoursberäich opgetruede wieren, mä dat kann awer duerchaus geschéien, wann déi Entwécklung sech ongebremst géif virusetzen.

Dat sinn alles Incertituden, Risiken no uewen an no ënnen, déi een net ka prezis faassen, an déi op eng onwahrscheinlech Aart a Weis mat iwwert dat Zuelewierk bestëmmen, innerhalb vun deem mer eis am Joer 2007 zu Lëtzebuerg wäerte bewege mussen.

Nun ass d'Situatioun heiheem déi, dass mer 5,5% am Joer 2006 wahrscheinlech wäerte gewuess sinn, an denke 4% als gesamt Ekonomie am Joer 2007 ze wuessen, wouraus da vill séier Analytiker d'Schlussfolgerung zéien, da wier jo alles an der Rei. Gradesou wéi schonn, nodeem gemellt gi war am éischte Semester, mir wieren ëm 7,2% gewuess, extrapoléierend gemutmaasst ginn ass, dat wier jo och dann d'Wuesstumsquot iwwert dat ganzt Joer 2006, wat natierlech net antriede wäert, well mer bei 5,5% am Ofschloss wäerte leien.

Déi séier Analytiker soen, wann eng Wirtschaft 5,5% wiisst, da soll dach keen eis hei vu Budgetsproblemer schwätze kommen. Dat gëtt net nëmme gesot; dat gëtt mat enger Heftegkeet, déi Fanatismus vermute léisst, deen awer net ëmmer mat den Zuelen ze dinn huet, geschriwwen; dat gëtt op Radio an Televisioun vun deenen, déi iwwert dat berichten, wat geschriwwen a wat gesot gëtt, viruverbreet. An déi kënnen net dofir, déi musse jo, wéi se dat ëmmer maachen an der Televisioun an um Radio, genau dat soen, wat gesot ginn ass, an duerfir musse se doriwwer berichten.

An dann ensteet esou eng Stëmmung am Land, wéi wann d'Regierung eigentlech amgaange wier, déck opzedroen, ze flunkeren, d'Leit un der Nues erëmzeféieren, well mer wéilten d'Situatioun vum Land méi schlecht duerstellen, wéi se eigentlech wier. - Besonnesch déi, déi bestëmmte Verhandlungen entgéintkucken, hunn nawell eng Tendenz, sech an déi Richtung ze äusseren.

Ech wollt dozou emol soen, dass ech eigentlech aus dem Staunen iwwer esou vill geballten an dicht zesummegedroen Naivitéit net erauskommen, fir sech virzestellen, ee Statsminister, ee Finanzminister, ee Budgetsminister, ee Wirtschaftsminister, eng Regierung hätt ee spezielle Spaass drun, eng Situatioun, déi se ze veränterwerten huet, méi schlecht ze maachen, wéi se ass!

Dat léisst net nëmmen de Verdacht op Schizophrenie zou; dat léisst de Verdacht op bewosste Schizophrenie zou. An déi kann et net ginn. Well Schizophrenie ass net bewosst gestaltbar.

Wann eng Regierung seet, hei sinn d'Problemer, déi mer hunn, an hei sinn d'Problemer, déi mer ze léisen hunn, an hei sinn d'Weeër, wéi mer amgaang sinn, dës Problemer probéieren ze léisen, an hei sinn d'Méiglechkeeten, déi mer hunn, fir se an Zukunft ze léisen, dann ass dat am Regelfall esou, dass se eigentlech wëllt dat soen, wat se gesäit a wat ass.

Ech kennen eigentlech nëmme Finanzministeren - an ech kennen der Gott weess awer vill dobaussen -, déi sinn ëmmer bereet, d'Situatioun méi schéin ze maachen. An elo fannen ech dat awer wierklech extraordinär, dass notamment de Finanzminister, deen ech sinn, hei am Land accuséiert gëtt, hie géif d'Situatioun méi schlecht maachen, wéi se ass.

Also, normalerweis gëtt gesot, d'Politiker soen de Leit net d'Wourecht. A wann d'Wourecht gesot gëtt, da soe ganz vill Observateuren: Dat do ass awer net wouer, wat elo hei virgedroe gëtt! Dat heescht, et verlaangt een d'Wourecht ëmmer beim Politiker, soulaang wéi gemengt gëtt, d'Wourecht, déi géif an hire Konsequenzen een anere betreffen. Mä wann d'Wourecht op eemol esou ass, dass jiddferee vun hir betraff ass, dann hätt een eigentlech déi Politiker léiwer, déi mat der Pudderdous duerch d'Land ginn an zäertlech Gespréicher féieren an d'Kanner këssen an d'Bomien tätschelen an de Leit net soen, wat ass. An dat ass net dat, vun deem ech mengen, dass et dee richtege Wee wier, wéi ee kënnt Politik maachen.

An nach eppes Zweetes stéiert mech e bëssen, dat ass - eigentlech stéiert dat mech selwer awer net richteg -, dass gesot gëtt: Dat do hutt Der alles der CSV ze verdanken! Déi hunn déi Kar do an den Dreck gefouert, an elo musse mir se hei alleguer erauszéien. Dat ass jo esou en ökumenescht Gesäusel wat ech héieren ausserhalb vun deene Raim, wou just déi Chrëschtlech-Sozial sech versammelen.

An elo wëll ech soen, dass dat net esou ganz schlëmm ass als Virworf, an dass et och net ganz falsch ass als Constat, dass d'CSV, well se dat scho méi laang mécht, schëlleg drun ass, dass mer déi niddregst Statsschold an der Europäescher Unioun hunn, no grousse Restrukturatiounsprozesser, déi mer hei am Land ze féieren haten. An dass d'CSV zu engem groussen Deel dru schold ass, dass déi Budgetssituatioun, déi entstanen ass, elo erëm probéiert gëtt, zréckzedréinen, mat, wéi ech hei muss soen, der séier solidarescher, tatkräfteger an och an der Virschlagsform räicher Kollaboratioun mat der Sozialistescher Partei, déi sech der Budgetsproblematik mat groussem Eescht gestallt huet an där hire Bäitrag zur Konsolidéierung vun de Statsfinanzen net ka kleng geschat ginn.

Wou kënnt déi Situatioun eigentlech hier? Dat Gespréich hate mer jo schonn e puermol, an ech weess net richteg wat ech muss maachen, fir dass mer emol eng Zäit laang bei deem Gespréich géife bleiwen, well wa mer bis drop sinn, si mer erëm séier dovu fort.

Duerf ech nach eng Kéier drop zréckkommen? Mir hunn an där leschter Legislaturperiod aus guddem Grond, wéi et eng wirtschaftlech Réckbildung zu Lëtzebuerg ginn ass, an där deemoleger Regierung - an där d'CSV och war, dat ginn ech gären zou - mat de Sozialpartner zesummen décidéiert, déi keng aner ware wéi déi, déi mer elo hunn, dass mer sollen déi öffentlech Ausgabe sech, andeem se d'Prinzipië vun den automatesche Stabilisateure géife beuechten, virunentwéckele loossen, fir dass mer net duerch eng iwwerdriwwen Dépensëkierzung an engem wirtschaftlech schwaache Moment dee konjunkturelle Knick, dee mer gesinn hunn, nach méi grouss géife maachen, an der Erwaardung, déi opgaangen ass, dass et zu enger Reprise économique ka kommen.

Net duerch eist Getässels eleng - dat zielt just fir een Deel vun deem wat heiheem lass ass -, mä duerch d'Gesamtaktioun vun der internationaler Politik, an zwar esou, dass mer erëm géifen a konjunkturell besser Zäite kommen, a méi e stiermescht wirtschaftlecht Waasser, an dass mer eis da vun deem Drock, deen do géif entstoen, esou kéinte virundroe loossen, dass mer, wa mer géifen déi richteg Spuerpolitik streckeweis maachen, duerch d'Verbesserung vun der Konjunktur an duerch déi deementspriechend Erhéijung vun den öffentlechen Einnahmen erëm an eng Situatioun géife kommen, wou een erëm zréck op de Konsolidéierungspad géif kommen. Dat war d'Politik, dat war d'Absicht, an dat ass dat wat geschitt ass.

Wann elo esou gemaach gëtt, wéi wann d'Defiziter eréischt entstane wäre mat dem Amtsuntrëtt vun där neier Regierung, well elo d'Sozialisten, vun deene mer jo wëssen, dass se vun de Suen näischt kennen, erëm an d'Regierung komm wären, well jo déi Fantasmen ëmmer kultivéiert ginn, dass d'Sozialiste net kënnte mat Suen ëmgoen, wat jo net wouer ass, da sinn dat falsch Rumeuren, déi gestreet ginn.

Mir hunn zu Lëtzebuerg am Joer 2002 ugefaang Problemer ze kréien. Dat war e Budget, do war nach keen Onverantwortlechen dru bedeelegt. Mir hunn am Joer 2002 en Defizit am Budget vun der Zentralverwaltung, dat heescht vum Stat eleng, also dat heescht vun deem Deel vum Budget fir deen d'Lëtzebuerger Politik zoustänneg ass, gehat. Dat ass net eréischt 2005 entstanen. Dat hu mer vun 2002 un, do hate mer beim eigentleche Stat, beim Stat selwer en Defizit vun 0,5% an der Administration centrale. Am Joer 2003 hate mer en Defizit vun 1,5% par rapport zum PIB, an am Joer 2004, dat war dee leschte Budget vun der leschter Regierung, hate mer en Defizit vun 2,5% an der Administration centrale, esou zwar dass mer am Joer 2004 fir d'allereischte Kéier e gesamtstaatlechen Defizit, wou alles dran ass, Gemengen, Sécurité sociale an de Stat selwer, vun 1,1% haten.

Da soll een och elo net mat der Ried kommen, déi ech heiansdo héieren, wéi wann an dëser Legislaturperiod d'Suerg ëm eeschthaft gefouert Statsfinanzen nogelooss hätt, wéi wa mer elo an dëser Legislaturperiod ugefaangen hätten, all méiglech Dérapagen ze toleréieren an d'Dépensen net ze kontrolléieren.

Dat ass ee Prozess, deen opgrond vun deenen Iwwerleeungen, déi ech Iech virdru beschriwwen hunn - déi antizyklesch Konjunkturpolitik, déi mer gemaach hunn an där leschter Legislaturperiod -, ugefaangen huet, an dee mer opgrond vun de veränderte Gesamtbedingungen an dëser Legislaturperiod, bis déi op en Enn kënnt, wat de Gesamtstatsdefizit, dat heescht de Stat selwer, d'Gemengen an d'Sécurité sociale ugeet, erëm un d'Grenz vun der Ausgeglachenheet vum Budgetséquiliber a vun de Gesamtstatsexcédentë féieren.

Dat hu mer probéiert ze maachen an deem Budget fir d'Joer 2007, well de gesamtstaatlechen Defizit, dat heescht den Defizit vun allen öffentlechen Hänn, dee bedréit 0,9% vum Bruttoinlandsprodukt am Joer 2007, an dee vun der Administration centrale, dat heescht vum Stat eleng, dee bedréit 2,9% par rapport zum Bruttoinlandsprodukt.

Dat wat mer observéiert hunn déi lescht Jore war einfach de Phenomeen, dass eis Dépensë méi séier geklomme si wéi eis Recetten, an dass eis Ausgabe méi séier geklomme si wéi déi eigentlech nei entstoend Wirtschaftskraaft, dat heescht de PIB vun deem Joer, dat heescht de Wuesstum vun deem Joer, eis et erlaabt hätt. Dat hu mer gemaach, fir der Wirtschaft an hirer Dynamik an hirer Repriseméiglechkeet net ze schueden, mä dat ass awer d'Explikatioun vun der Evolutioun vun der Gesamtsituatioun an där mer sinn.

Et ass dofir, wou mer heibannen eng Ried gehalen hunn den 12. Oktober vum leschte Joer, eng Ried, déi Der, wéi Der wësst, am Juli vun deem Joer wollt halen, fir dass d'Gemengewahlcampagne alimentéiert géif gi mat deene richtegen Donnéeën. Du konnt déi eréischt den 12. Oktober gehale ginn. Net well d'Regierung dat gäre gehat hätt.

Do hu mer opgelëscht, wat d'Schwieregkeete sinn, wou se hierkommen, wat d'Explikatioune sinn a wat mer elo maache wëllen. A mir hunn eng Rei vu Virschléi formuléiert, déi mer wëllten heibannen zum Ofschloss bréngen an hirer konklusiver Phas, mä déi mer an hirer preparativer Phas selbstverständlech, well se direkt dovu betraff sinn, mat de Lëtzebuerger Sozialpartner am Kader vum Lëtzebuerger Modell, dat heescht am Kader vum Koordinatiounscomité vun der Tripartite, wëllte bespriechen.

Nu liesen ech och do, dass d'Regierung soss näischt am Kapp gehat hätt, wéi de Budget besser an de Gréff ze kréie fir d'Joer 2007. Grad wéi wann ee sech als Regierung eigentlech misst dofir entschëllegen, dass een alles mécht, fir d'Situatioun vun de Statsfinanzen ze konsolidéieren. Ech weess guer net, ob d'Leit sech iwwerhaapt bewosst sinn, wat dat fir een net novollzéibare Virworf un eng Regierung ass, fir enger Regierung virzegeheien, d'Regierung wär staark drëm beméit, fir de Budget an d'Rei ze bréngen.

Ech muss awer soen, vun un dass ech an der Regierung sinn, hunn ech awer scho Schlëmmeres missen iwwer mech ergoe loossen, wéi deen dote massiv opgebaute Virwërfswall, deen elo do iwwer eis erastierzt.

An dat hu mer och gemaach, awer net einfach esou, mä andeem mer och probéiert hunn, eis ëm d'Problemstellung am Beräich vun der noutwendeger Verbesserung vun der Commutativitéit ze bekëmmeren, andeem mer probéiert hunn, dat iwwer ugekënnegt Émschichtungsweeër ze maachen, wou mer Dépensen aus dem eigentleche Statsbudget eriwwerwiessele gelooss hunn an dee vun der Sécurité sociale, am Konsens mat de Sozialpartnerpropositiounen, déi jo och a fréiere Legislaturperiode schonn öfters vun deem, deen hei schwätzt, formuléiert gi waren an do net vill Gehéier fonnt hunn.

Doduerch dass mer probéiert hunn, e klore Programm ze maachen, wat mer eis kënnen afale loossen, fir eng besser an eng verfeinert Inflatiounssteierung ze maachen. An andeem mer eis zesummen driwwer verstännegt hunn, wat awer och der Wonschmass vum Parlament entsprécht, dass mer am Beräich vun der Schoul, am Beräich vun der Recherche, am Beräich vun der Innovatioun, am Beräich vun der besserer Vereinbarkeet tëschent Beruff a Famill esou vill noutwendeg Mehrausgaben an deene nächste Joren hunn, dass mer an deene klassesche Beräicher, an deeneselwechten Domäner misste Bremsprogrammer aleeën.

Doduerch dass mer dat gemaach hunn, doduerch dass mer agespuert hunn an doduerch dass mer nei Politike méi staark finanzéiert hu wéi bis elo, hu mer am Gesamtresultat duerch déi Verhandlungen, déi mer hei am Parlament ugekënnegt haten, a wou wéineg Widdersproch hei am Parlament géint déi Lëscht vun den Iwwerleeunge virbruecht ginn ass, eng Ekonomie gemaach vu ronn 400 Milliounen Euro. Wann ee vun engem Joer op een anert 400 Milliounen Euro aspuert, net ausgëtt, dat heescht 16 Milliarde Lëtzebuerger Frang vun engem Joer op dat anert net an de Budget setzt, obschonn déi fest programméiert a geplangt waren, dann ass dat awer, wéi ech fannen, e relativ considérabelen Effort.

Hätte mer dat net gemaach, hätte mer dat einfach, esou wéi et sech aus den Zuele vun de Joren 2004 an 2005 erginn huet, sech virunentwéckele gelooss, da wier den Defizit vum Gesamtstat, also alles zesummen - de Stat selwer, d'Gemengen an d'Sécurité sociale -, net 310 Milliounen Euro am Joer 2007, mä da wieren dat 710 Milliounen Euro am Joer 2007. An da wier dee Gesamtstatsdefizit, deen elo op 0,9% wäert auslafe laut Planung am Joer 2007, ee vun Ufank u vun 2,1% gewiescht.

Dat heescht an anere Wierder: Anstatt dass mer de Gesamtstatsdefizit ëm 0,8% reduzéiert hätte par rapport zum leschte Joer, hätte mer ouni déi Beschléss, déi d'Regierung an der Tripartite proposéiert huet, a vun deenen ech hoffen, dass Äert Parlament se stëmmt, de Gesamtdefizit ëm 0,4% an d'Luucht gesat. Déi zwou Zuelen trennen 1,2% vum Bruttoinlandsprodukt.

Do gesäit een eigentlech, wat fir een Effort, wat fir eng Kraaftustrengung souwuel um Verhandlungswee wéi och um politesche Preparatiounswee an der Regierung, an der Koalitioun a soss doruechter huet missen iwwert d'Streck bruecht ginn, fir zu deem Resultat ze kommen, vun deem mer nawell soen, dass et net esou ass, dass mer eis géife mat deem Resultat do zefridde stellen, well och een Defizit vun 0,9% beim Gesamtstat ass een, deen ze héich ass.

En ass ze héich! Wann ee 5% oder 4% Croissance économique huet, da muss een Iwwerschoss hunn an der Gesamtstatsfinanzbilanzéierung; an en Defizit vun 2,9% beim Zentralstat eleng, also bei deem Budget, fir dee mir heibannen zoustänneg sinn, deen ass an alle Fäll däitlech iwwerhéicht. E muss natierlech awer, fir richteg pondéréiert ze ginn, agereit ginn an d'Substraktioun, an d'Additioun vun de Gemengebudgeten a vun deene vun der Sécurité sociale.

Mir ginn dobaussen net gekuckt op dat, wat mer am Budget vun der Administration centrale, also vum Stat selwer, als Excédent oder als Defizit produzéieren; mir ginn dobausse gekuckt, international, souwuel am Eurogroup wéi an der Kommissioun wéi och an de Rating-Agenturen an op aneren, wéi vill Gesamtstatsdefizit dass mer hunn. An deen ass 0,9%. An deen ass bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod - esou hu mer dat geplangt, esou hu mer dat wëlles - op null zréckzeféieren.

Dat geet ëmsou besser, wéi mer et fäerdeg bréngen, deen Defizit beim eigentleche Stat selwer - dat heescht, bei eis selwer - esou séier wéi méiglech no ënne sech ofsenken ze loossen. Well wat mer méi aspuere beim Zentralstat, wat et méi liicht wäert sinn an der Duerstellung an am Erreeche vum Gesamtstatsdefizit, dat heescht, vun der Gesamtstatséquilibersituatioun, wat heescht, dass mer méi séier dohinnerkommen.

An duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, feelt et mer och e bëssen u Verständnis, muss ech soen, wann elo gesot gëtt - vu villen; heibannen, mengen ech, ass dat net esou vill verbreet -, dass de Stat am Geld schwëmmt. Ech sëtzen um Dréchenen!

(Interruption)

Et ass iwwerhaapt kee Geld do, an deem ee ka schwammen, well déi Reserven, déi mer hunn, an iwwert déi de Budgetsminister hei doctement referéiert huet, déi sinn d'nächst Joer - um Enn vum Joer 2008 - net méi do, wann de Budgetsminister net bis dohinner kann nodotéiere mat enger Rei vun Iwwerleeungselementer, déi en natierlech a sengem Köcher kann hunn.

Mir schwammen net am Geld! Mir hunn net Geld genuch. De Budgetsrapporteur huet mat deem Hang zur journalistescher Verdäitlechung - fir net ze soen, zur journalistescher Iwwersimplifizéierung - bewisen, dass mer am Zentralstat - mir hei - zéng Milliarden Euro ausginn am Joer 2007, an dass mer fir déi zéng Milliarden Euro, déi mer ausginn, awer nëmmen néng Milliarden an d'Keess kréien, an dass mer ee Lach hu vun enger Milliard Euro - dat si 40 Milliarde Lëtzebuerger Frang - am eigentleche Statsbudget.

Wann dann am Laf vum Joer 2006 méi Steiergelder erakomme wéi geduecht war, wéi geplangt war, a jiddefalls méi erakënnt wéi mer am Joer 2005 konnten erakréien, an de Budgetsprojet fir 2006 hat jo och scho 4,4% méi Steiere virgesinn am Joer 2006, dann ass dat éischtens eppes, wat hei passéiert, wat an allen aneren zwielef Euroländer geschitt ass: Iwwerall ass opgrond vun der konjunktureller Erhuelung eng Besserstellung, eng méi breet Konsolidéierung vun de Statsfinanzen ze observéieren; esou zwar dass d'Defiziter op 2% an der gesamter Eurozon am Joer 2006 erofgefall sinn.

An dann huet dat zu Lëtzebuerg, déi Tatsaach, dass mer méi Steieren erakritt hu wéi mer geduecht hunn, munech Konsequenz. Zum Beispill huet dat zur Konsequenz, dass d'Gemenge méi Sue kréien. Ass een heibannen, dee sech elo doriwwer sollt bekloen? - well ech hu gesinn trotz allem, dass jo awer d'Finanze vun eenzelne Gemengen ugefaangen hunn, an eng ugestrengte Situatioun eranzegoen. Dass duerch déi konjunkturell Besserstellung, duerch méi Steiere bei de Privatleit, duerch méi héich TVA-Einnahmen, och d'Gemengebudgeten e bësse renflouéiert ginn, ass jo awer eng Saach, déi gutt ass.

Si gëtt d'nächst Joer nach besser, well duerch déi bei der Autossteier geplangten Erhéijung kënnt jo och erëm, vu dass 20% vun deene Recetten de Gemengen zu Recht zoustinn, méi an d'Gemengekeesen eran, esou dass dee Prozess do also virugeet, wat erëm een Element ka sinn, fir dass eis Gemengeverantwortlech - déi och wierklech verantwortlech jo awer fir hir Gemenge sinn, well mir hu gutt gefouert Gemengen hei am Land - sech mat där Fro vun deene sech pausenlos widderhuelenden Taxenerhéijungen nach eng Kéier wann ech gelift am Liicht vun deenen neien Zuelen, déi am Joer 2007 wäerten entstoen, solle beschäftegen.

Dat huet awer och zur Konsequenz, dass mer méi Steieren erakritt hu wéi mer gemengt hunn, dass den Defizit am Joer 2006 natierlech méi niddreg wäert ginn, wéi mer dat nach gemengt hunn, wéi mer de Budget fir d'Joer 2006 opgestallt hunn. A souwäit wéi ech dat gesinn, geet de Gesamtstatsdefizit - dat heescht, alles zesummen, Sécurité sociale, Gemengen an deen eigentleche Stat - op eng Gréissenuerdnung vun 1% PIB-Punkten zréck, statt engem supposéierte virum Redressement conjoncturel opgestalltene Gesamtzeenario vun 1,7%. Mä den Defizit bei der Administration centrale bleift ëmmer nach 2,7%, ass also däitlech héich, wann dat esou geet.

Am Joer 2005 hu mer e Gesamtstatsdefizit vun 1%, an am Joer 2006 kréie mer, souwäit ech dat gesinn, och e Gesamtstatsdefizit vun 1%. Da wier dat zënter 2004, wou deen 1,1% war, déi niddregst Defizitlat, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn, déi awer ëmmer nach, esou wéi mer dat och an eisem Stabilitéitsprogramm renseignéiert hunn, ze héich ass fir ee Land, wat eben an engem Rhythmus vu 4 bis 5% wiisst, wuelwëssend - an dat gëtt seltenst gesot -, dass ee ganz grousse Batz vun deem Wirtschaftswuesstum, wat mer realiséieren, exklusiv der Finanzplaz zouzeschreiwen ass.

An dee Problem, dee mer an där leschter Legislaturperiod haten, an de Joren '01 an '02, war einfach ee Gesamtréckgang vum Konjunkturpak zu Lëtzebuerg, bedéngt duerch en Abroch a bestëmmtene Sparten op der Finanzplaz. Wie weess dann, ob dat sech widderhëlt oder net widderhëlt? Ech weess et jiddefalls net. Ech weess just eppes: Et ka sech all Moment widderhuelen.

An dorauser ergëtt sech, dass een déi Recetten, déi een duerch d'Finanzplaz kritt, net däerf considéréiere wéi strukturell Recetten, déi sech all Joer widderhuelen. A wann een dat weess, da muss ee probéieren, déi Suen net alleguer auszeginn, an déi Suen elo an den Defizitofbau ze bréngen, an huet een dat gemaach, se erëm op déi Plaz ze bréngen, wou een normalerweis Reserven ënnert den Daach bréngt.

D'Norweger, wat gescheit Leit sinn - déi gesi jo och wäit wa se op d'Mier kucken -,...

(Hilarité)

...déi hunn alleguer hir Pëtrolsrecetten a speziell Reserven ugeluecht. Ech hu gëschter mam President vu Kasachstan iwwert d'Lëtzebuerger Energieversuergung nom Joer 2015 diskutéiert. Dat ass eng Fro, mat där ee sech schonn däerf ufänken ze beschäftegen. D'Kasachen, déi och grouss Erdölreserven hunn, hunn och elo e Pëtrolsfong ugeluecht, wou alles dat drafléisst, wat se u Mehreinnahmen, duerch déi iwwerhéichte Pëtrolspräisser par rapport zu deem, wat se eigentlech geplangt haten am Joer 2006, kréien.

Nu stellt Iech folgend Fro: Gëtt et net eng grouss Ähnlechkeet tëschent enger Rei vu Benefisser, déi eis Finanzplaz realiséiert, well d'Bourssë weltwäit brummen, wou mir Steiere kréien, ouni dass mer selwer eppes dozou bäigeluecht hunn - d'Taxe d'abonnement explodéiert regelrecht am Joer 2006 -, mengt Der net, esou wéi d'Norweger a wéi d'Kasachen - fir emol ee Beispill vun hei an ee Beispill vun do ze huelen - misste mir et och mat engem groussen Deel vun den Einnahme vun der Finanzplaz maachen? Och wann ech gesinn, wat fir aussergewéinlech Belaaschtungen en termes vu Finanzéierung a vun ofgesécherter Finanzéierung vun eisen Alterssécherungssystemer an den nächste 40 Joer op eis zoukommen.

Also wëll ech soen, dass d'Situatioun net esou gutt ass, wéi elo gemaach gëtt, dass ech soll gleewen, dass se wier. An déi Tatsach, dass mer e puer 100 Millioune Steiere méi erakritt hu wéi geplangt, ännert näischt drun, dass mer am Joer 2006 an am Joer 2007 en Defizit vu 40 Milliarde Lëtzebuerger Frang hunn. A wann e Privatmann Schold huet - 100 Frang - an hie wënnt 60 Frang an der Lotterie, gëtt en da vu Begeeschterung direkt 160 Frang aus, oder probéiert e seng Schold ze bezuelen, esou dass en nëmme méi 40 Frang Schold huet?

Firwat soll de Stat ausgerechent et anescht maache wéi all räsonnabele Mënsch hei am Land, dee mat Suen ëmgeet...

(Interrupticon et hilarité)

...an deen, ouni dass en domat gerechent hat an ouni dass en et sécher gespuert huet, op eemol am Laf vum Joer méi a senger Täsch huet, wéi e gemengt huet, dass en dran hat, mä awer nach ëmmer ee grousst Lach an der Täsch huet, an duerfir sech selbstverständlech net ëm dat bekëmmert, wat hie méi an der Täsch huet, mä dorëm bekëmmert, dass en dat Lach, wat en an der Täsch huet, erëm esou séier wéi méiglech gestoppt kritt.

An duerfir hu mer déi Problemer, déi mer hunn. Déi sinn net insurmontable, déi sinn explicable opgrond vun deene politeschen Décisiounen, déi vun 2001 bis elo geholl si ginn, an déi sinn dépassabel, surmontabel, well mer ganz genau wëssen, wéi mer bis an d'Joer 2009 zu enger Grondkonsolidéierung vun de Gesamtstatsfinanze kommen, fir déi erëm un d'Nullgrenz plus/minus ze féieren, fir dass an där nächster Legislaturperiod op geséchertem Buedem nei Politike kënnen entworf ginn.

Elo gëtt et vill Leit, déi net verstinn - wann d'Wirtschaft 4 bis 5% wiisst, menge se also, mir hunn iwwerhaapt kee Problem -, firwat dass een da muss spueren an Ustrengunge maachen. Mä wéi d'Wirtschaft net gutt gaang ass, huet gelungenerweis jiddferee verstan, dass mer keng Ustrengunge géife maachen, fir ze spueren, well mer gefaart hunn, mir géifen d'Konjunktur an hirer Repriseméiglechkeet briechen, a well d'Leit jo souwisou scho méi schlecht dru waren.

Mä wann et hir gutt geet - der Ekonomie - , wa se ëm 4 bis 5% wiisst, wa mer also an enger Situatioun sinn, déi mer bei der Reform vum europäesche Wuesstums- a Stabilitéitspakt „good times" genannt hunn, da muss ee spueren, fir dass een net an d'Situatioun kënnt, wann et der Konjunktur érem schlecht geet, dass een da muss spueren, fir net an eng Verschuldungsspiral ze kommen, well da kann een net spueren, well d'Situatioun souwisou scho méi schlecht ass.

Et muss een also spueren, wann d'Situatioun gutt ass, fir dass ee Margen huet, déi ee kann notzen, wann d'Situatioun erëm eng Kéier, wat d'Wirtschaftswuesstum ubelaangt, méi schlecht ass. An dat ass d'Philosophie, déi probéiert gëtt an der Eurozon-Finanzpolitik ze maachen, a wéi mer och mengen, dass se richteg heiheem gemaach wier.

Mir mussen am Joer 2007 konzentréiert Reflexioune féieren an enger Rei vu Beräicher vun der Politik. Et ass ganz evident, dass ee muss e kritische Bléck op d'Steierlandschaft werfen, soufern wéi d'Betribsbesteierung concernéiert ass.

Mir sinn amgaang a sämtleche Rankingen, déi opgestallt sinn, eis an déi schlecht Richtung am internationale Placement ze bewegen, nodeem mer duerch déi Reform, déi vill kritiséiert gi war, déi mer am Joer 2001 an am Joer 2002 gemaach hunn, notamment d'Ofsenke vun der Betribsbesteierung, eis an deem éischten Deel vum europäesche Klassement beweegt haten.

Mir hätten, hätte mer déi Steierreform 2001 an 2002 net gemaach, ouni iergendeen Zweifel haut manner Suen an der Statskeess, wéi mer se haten doduerch, dass mer déi Reform gemaach hunn. An duerfir war dat eng richteg Politik, déi deemools gemaach ginn ass, déi iwwregens och relativ breet heibanne gedeelt gi war, wa meng Erënnerung mech net täuscht.

Mir mussen awer elo nach eng Kéier kucken, wou mer dru si bei der Taxe d'abonnement, beim Droit d'apport, bei der Kierperschaftssteier, fir ze kucken, wéi mer, vläicht iwwer eng Serie vu Jore gestreet, do zu enger cibléierter Ofsenkungspolitik kommen, déi eis erëm am internationale Klassement besser positionéiert, wéi dat de Fall ass, ëmmer eingedenk der Tatsaach, dass mer e Lach an der Keess hunn an dass ee muss genau oppassen, wéi grouss a wéi breet a wéi déif dass een dat Lach an deene respektive Budgetsjore gi léisst.

Vläicht ass et och gutt, wann een dat mécht fir d'Betriber, och nach eng Kéier fir d'Joren 2008 an 2009 - ech weess dat net genau, wéi een dat do ka maachen, dat ass ze fréi, fir dat genau ze spieren - nozekucken, wat d'Situatioun vun de Privathaushalter ubelaangt, wat deenen hir steierlech Belaaschtung betrëfft.

An där leschter Legislaturperiod hu mer keng Inflatiounsupassung vum Steiertarif gemaach, notamment och dofir net, well mer jo eng Ofsenkung vun de Steiere gemaach hunn an de Joren 2001 an 2002, wou ee konnt dovun ausgoen, dass déi Inflatiounsupassungsraim mat verwobe gewiescht wieren am Gesamtentlaaschtungspak.

Mam Accord vun de Sozialpartner hu mer och prinzipiell an der Tripartite zréckbehalen - dat bënnt d'Chamber selbstverständlech net; scheinbar fillen och eenzel Sozialpartner sech net méi esou richteg dorunner gebonnen -, dass et keng Tarifadaptatioun un d'Inflatioun géif ginn.

Dat muss ee sech a Rou ukucken - am Zesummenhang awer mat der Aféierung, déi ech fir noutwendeg halen, vun engem Steierkredit fir déi Leit, déi bei Steierofsenkungsprogrammer u sech net an de Genoss vun engem staark gesteigerte Revenu disponible géifen trieden.

Dat ass net d'Negativsteier - do huet de Wirtschafts- a Sozialrot jo erkannt virun zwee Joer, dass dat ee Wee wier, dee vum Techneschen hier schwéier ze begoe wier -, mä e Steierkredit fir déi Leit, déi vu Steierentlaaschtungsprogrammer net schrecklech vill profitéieren an déi besonnesch Laaschten hunn, ouni dass dat an d'Kategorie vun den extraordinäre Chargë géif falen.

Dat muss, gi mer un d'Betribsbesteierungslandschaft, mat considéréiert ginn, wa mer an enger équitabler Steierlandschaft um Enn vum Joer 2008 - wann dat da geschitt wier; ob dat geschéie kann, weess ech net, dat hänkt vu ville Saachen of - géife wëlle landen.

Op deem Wee dohi wënschen ech eis vill Freed!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. D'nächst Woch féiere mer d'Debatten hei iwwert de Budget fir d'Joer 2007.

Elo komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 5535 iwwert d'Conférence de La Haye. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Klein, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Patrick Santer.

2. 5535 - Projet de loi portant approbation des amendements au Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé, arrêtés par la Vingtième session de la Conférence, le 30 juin 2005

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Conférence de La Haye de droit international privé ass 1893 gegrënnt ginn op Initiativ vun engem Här Tobias Asser, deen duerfir och de Friddensnobelpräis 1911 krut. Déi Konferenz, där haut méi wéi 60 Länner bäigetruede sinn, schafft Konventiounen aus, déi sech mat internationalem Privatrecht befaassen, mat Froe wéi: Wat fir ee Geriicht ass zoustänneg, oder wat fir ee Rechtssystem ass applicabel zum Beispill bei engem Autosaccident, bei Adoptiounen oder Successiounen, déi en internationale Charakter hunn?

Lëtzebuerg ass zënter 1956 Member bei der Konferenz vun Den Haag an huet scho ronn 20 Konventioune ratifizéiert. Bis elo konnten nëmme State Member vun där Konferenz ginn. Wa mer dëse Projet de loi hei gestëmmt hunn, kënnen och international Organisatiounen, sougenannten Organisations régionales d'intégration économique an un éischter Stell d'Europäesch Gemeinschaft Member vun där Konferenz ginn, wat awer nach eng Kéier ënnersträicht, datt déi Konferenz vun Den Haag pour le droit international privé eng wichteg international Institutioun ass.

De Statsrot, d'Commission juridique an d'CSV-Fraktioun hate kee Problem mat dësem Projet de loi. Ech géif Iech also bieden, den Article unique ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. Wa soss kee méi eppes zu deem Projet de loi ze soen huet, da géing ech Iech proposéieren, dass mer direkt zur Ofstëmmung vum Projet de loi kéimen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5535 ass eestëmmeg ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen (par M. Marco Schank), Lucien Thiel et Lucien Weiler;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domat si mer um Enn vun dëser Sitzung.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.51 heures)

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*
L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures*

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. 5490 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés;
- la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
- la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

2. 5543 - Projet de loi portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de seize ans

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5592 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, faite à Paris, le 9 décembre 2005

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. 5586 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et l'Ukraine, signé à Kiev, le 1er décembre 2005

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5604 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis du Mexique dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports, signé à Mexico, le 16 février 2006

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5572 - Projet de loi portant:

1. transposition
   - de la directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers;
   - de la directive 2001/51/CE du Conseil du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985;
   - de la directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers;
   - de la directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers;
2. modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant
   1) l'entrée et le séjour des étrangers;
   2) le contrôle médical des étrangers;
   3) l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

D'Regierung kann eis net gutt eng Kommunikatioun maachen, well se bis de Moment net vertrueden ass.

Dofir fänke mir dann direkt u mat eisem Ordre du jour:

Fir d'éischt de Projet de loi 5490 iwwert de Placement vu mental gestéierte Mënschen an zouenen Anstalten. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol!

1. 5490 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés;

- la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

- la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mam Projet de loi 5490 sollen en fait dräi Gesetzer geännert ginn, nämlech d'Gesetz vun '88 concernant de Placement vu geeschteg gestéierte Persounen an zouene Strukturen, d'Gesetz vun '99 iwwert d'Police an zu gudder Lescht och nach d'Gemengegesetz. Als Intro ginn ech lech vläicht just kuerz e puer Informatiounen zum historeschen Hannergrond vun der Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg.

1880 krut Lëtzebuerg dat éischt Gesetz iwwert de Placement vu geeschteg gestéierte Persounen. Ee Gesetz, dat sech largement un der Gesetzgebung vun 1850 respektiv och vun 1873 vun eise belschen Noperen inspiréiert hat. Bal 100 Joer ass un deem Gesetz do dunn näischt méi geännert ginn, bis 1970, wou allerdéngs och nëmmen e puer kleng Ännerungen iwwert de Besëtz vun internéierte Leit virgeholl goufen. 1988 gouf dunn eng méi wesentlech Reform virgeholl, zum Beispill gouf d'Wuert „aliénés" duerch „personnes atteintes de troubles mentaux" ersat. Dat deemools schonn an der Optik, fir deem Ganzen deen negativen Nogoût, dee leider hautdësdags och nach ganz oft den Domän Psychiatrie huet, ewechzehuelen.

Bei där Reform deemools gouf och den Accent op de Kranke geluecht an net méi op d'Gesellschaft, wéi dat bis dohinner war, déi misst geschützt gi géint een, dee sech net de Normen entspriechend behëlt. Et gouf och d'Recht vum Patient festgehal, verstäerkt a sengem Milieu habituel ze bleiwen, an datt, wann eng Hospitalisatioun onëmgänglech gëtt, déi soll doropshi schaffen, datt déi concernéiert Persoun erëm an hiren „normalen" Milieu reintegréiert gëtt. Dëst nëmme kuerz als Informatioun zur Geschicht.

Fir déi Leit, déi sech méi genau iwwert d'Evaluatioune vun der Psychiatrie informéiere wëllen, verweisen ech op d'Detailer am schréftleche Rapport respektiv op den Exposé des motifs vun dësem Projet de loi, mä awer natierlech och op d'Rapportë vun de Professeren Dokter Häfner a Rössler.

Wat soll elo awer prezis duerch dëse Projet de loi 5490 passéieren? Ma en ass éischtens emol néideg ginn duerch d'Dezentralisatioun vun der Psychiatrie, déi jo bekanntlech den 1. Juli d'lescht Joer a Kraaft getrueden ass. D'Gesetz ass och geschriwwen an der Optik, datt Leit an engem Établissement spécialisé betreit ginn. Dat huet sech jo elo geännert, esou datt verschidden Termë vum Gesetz ebe musse geännert respektiv dem allgemenge Spidol mussen ugepasst ginn. A fir vläicht nëmmen ee Beispill erauszehuelen nennen ech den Directeur de l'établissement, deen Term muss ersat ginn duerch de Responsable vum Service de Psychiatrie.

Da soll en Établissement spécialisé jo nëmmen nach Patienten ophuelen, déi eng länger Zäit musse behandelt ginn. Den initiale Placement, deen akuten also, dee gëtt jo elo an engem allgemenge Spidol gemaach. Och dëst muss am Text vum Gesetz geännert ginn.

Dëst zu den Ännerunge vum Gesetz vun '88, ouni elo op all Artikel am Detail anzegoen.

Beim Police-Gesetz vun '99 gëtt een Artikel ersat, an zwar den Artikel 37. De Buergermeeschter kann elo net méi säi Pouvoir de placement op d'Police delegéieren, dat énner anerem well zënter der Fusioun vu Gendarmerie a Police déi territorial Kompetenze vu Buergermeeschter a Police net méi onbedéngt déiselwecht sinn.

Verschidde Kadere bei der Police kréien och elo hei selwer e Recht, Persoune placéieren ze loossen, an et gëtt och dovunner profitéiert fir Situatiounen, an deenen déi verschidden Autoritéiten e Placement froe kënnen, nach méi prezis ze definéieren. Dat fir Abusën an déi eng, mä awer och an déi aner Richtung ze vermeiden. Hei ass déiselwecht Definitioun geholl ginn, déi am Artikel 73 vum Gemenge-Gesetz festgehale ginn ass.

A wa mer dann elo beim Gemenge-Gesetz sinn, da gëtt beim Artikel 73 de leschten Abschnitt ewechgelooss, dee sech erledegt huet. Et stoung do, datt de Procureur misst Bescheed gesot kréien, wann eng Persoun placéiert gëtt. Dat steet allerdéngs schonn am Gesetz vun '88, an zwar datt innerhalb vun 48 Stonne muss informéiert ginn, esou datt deen Abschnitt sech domat erledegt huet an een en elo sträiche kann. Dat kuerz zum Inhalt vum Projet de loi.

Zur Prozedur: Nodeems de Projet vum Minister fir Gesondheet, dem Här Mars Di Bartolomeo, den 12. Juli 2005 an der Chamber déposéiert gouf, ass en de 29. September vum selwechte Joer an der Kommissioun virgestallt ginn, an et gouf och dovu profitéiert, fir an där Réunioun mech als Rapportrice vun dësem Projet de loi ze designéieren. Et goufen Avisë gefrot, notamment vum Collège médical, deen der Meenung ass, datt dëse Projet de loi eng wichteg Etapp an der Dezentralisatioun vun der Psychiatrie ass, an datt e weist, wéi wichteg d'Gesellschaft de Respekt an d'Fräiheet vu psychesch kranke Persounen hëlt.

Zu deenen eenzelnen Artikelen huet de Kolleeg vun den Doktere keng speziell Remarquë gemaach, anescht wéi de Statsrot, deen a sengem Avis vum 4. Juli dëst Joer de Problem opwerft vun der Nature juridique vun der Décisioun vum Placement, de Mënscherechter an och der Dignitéit vun de betraffene Persounen. E weist och nach eemol op d'Mineuren hin, déi vun engem Placement betraff sinn, an en énnersträicht och, datt dës Froe mussen a spéidere Gesetzesprojete geregelt ginn.

Eng Vue, déi och d'Kommissioun deelt, well wéi Der am schréftleche Rapport kënnt liesen, huet och d'Kommissioun sech net nëmmen heiriwwer, mä iwwer weider Problemer am Beräich Psychiatrie Gedanke gemaach, an d'Kommissioun war och der Meenung, datt nach aner Schrëtter mussen nokommen.

Mir sinn dunn awer vum Minister informéiert ginn, datt den Aarbechtsgrupp „Psychiatrie", dee chargéiert gouf, d'Reform vun der Législatioun concernant de Placement - eng Reform, déi dorops erausleeft, de ganzen Text ze ersetzen -, hir Aarbechten esou wäit fäerdeg huet, an datt nach, wann net alle Stricke reißen, virun der grousser Vakanz kéint en neien, vill méi detailléierten an explizite Projet de loi fäerdeg sinn.

Zréck elo awer zu de Remarquë vum Statsrot, déi mer an eiser Réunioun vum leschten 19. Oktober diskutéiert hunn a wou Der och all Detailer am schréftleche Rapport erëmfannt, esou datt ech nëmmen op déi gréisser Remarquen explizit elo wäert hei agoen.

Beim Artikel I.5 proposéiert de Statsrot en neien Abschnitt ze maachen. Eng Propos, déi och vun der Kommissioun esou ugeholl gouf, wéi Dir dat och am Texte coordonné gesitt.

Da mécht de Statsrot och drop opmierksam, datt am Artikel 3 Alinea 2 keen Délai drasteet an deenen d'Etablissementer sech mussen den Normes architecturales énnerwerfen a seet awer, datt esou en Délai senger Meenung no vu Wichtegkeet ass. No Diskussiounen an der Kommissioun hunn d'Memberen décidéiert, hei awer net op de Wee vum Statsrot ze goen, well déi Gebaier an Etablissementer, déi no der Dezentralisatioun en place gesat goufen, souwisou deenen Normen entspriechen.

E mécht awer weider drop opmierksam am selwechten Artikel, datt hei e Renvoi op den Artikel 20 vum Gesetz vun '88 gemaach gëtt, dee senger Meenung no onnéideg ass. E schléit also vir, deen ewechzeloossen, an hei war d'Kommissioun dann och därselwechter Meenung.

Beim véierten Abschnitt ass d'Kommissioun och dem Avis vum Conseil d'État nogaang, deen de Renvoi op de Paragraph 2 vum Artikel 5 als superfétatoire ugesäit.

Beim Punkt 5 maache se dräi Observatiounen, purement rédactionnelles, déi d'Kommissioun och esou unhëlt, énner anerem aus dem Wuert „patient" eng „personne concernée" ze maachen, vu datt et sech hei ëm en éischte Placement handelt, an datt mer nach net solle vun engem Kranke schwätzen.

Beim Punkt 9 mécht de Statsrot drop opmierksam, datt an der Version coordonnée vum Gesetz vun '88 keen esou een Tippfeeler dran ass, deen duerch dëse Projet

de loi soll adresséiert ginn. Leider kann hei d'Kommissioun dem Conseil net follegen, well am Text, deen am Mémorial publizéiert gouf, dee Feeler tatsächlech dran ass.

Beim Artikel II iwwerhëlt d'Kommissioun d'Proposition de texte vum Conseil d'État, fir déi richteg Terminologie, déi d'Police betrëfft, ze gebrauchen.

Da gëtt déi Héich Kierperschaft awer och ze bedenken, datt eigentlech déi zwielef Stonne Gewahrsam, vun deenen hei Rieds ass, net méi opportun sinn, vu d'Dezentraliséierung vun der Psychiatrie. Hei allerdéngs war d'Kommissioun anerer Meenung a se mengt, datt a verschiddene Situatiounen et néideg ass heirop zréckzegräifen, an datt dëst kee Widdersproch zur Dezentralisatioun duerstellt.

Zu gudder Lescht proposéiert de Statsrot och den drëtten Alinea vun dësem Artikel ze sträichen, well am Gesetz vun '88 schonn d'Pouvoire vun der Police drastinn a se eben net nach eemol solle widderholl ginn. Hei war dann och d'Kommissioun därselwechter Meenung.

Beim drëtten a leschten Artikel vun dësem Projet de loi, deen als But huet, den Artikel 73 vum Gemengegesetz ze ersetzen, mécht de Statsrot drop opmierksam, datt de leschten Alinea vum Artikel 73 net iwerholl gouf, dee seet, datt de Buergermeeschter oder Schäffen dem Procureur innerhalb vun dräi Deeg muss Avis ginn. E mengt, datt dat awer fir déi concernéiert Persoun wichteg ass, ausser wann den Artikel 5 genuch Garantië gëtt. Genee dësen Avis war d'Kommissioun, esou datt mer hei net op de Wee vum Statsrot gaange sinn.

Als lescht Remarque zum Projet de loi gëtt proposéiert, den drëtten Alinea vum Artikel 73 ze suppriméieren. Déi Mesure, déi hei viséiert gouf, kann zur vollster Zefriddenheet och vun der Police gemaach ginn. Dat heescht am Kloertext, datt de Buergermeeschter oder Schäffen hei erausbleift, an dës Meenung deelt dann och d'Kommissioun.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, no dësen Erklärungen an Avisen an Diskussiounen natierlech an der Kommissioun ass de schréftleche Rapport de leschten 30. November ugeholl ginn, unanime an eiser Réuniour. Dat gesot soen ech Iech fir de Moment emol Merci. Ech kéim dann herno nach eng Kéier am Numm vu menger Fraktioun op dëse Projet de loi zréck.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Als éischte Riedner assageschriwwen den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers!

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech der Rapportrice, der Madame Dall'Agnol, villmools Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport, dee ganz ausféierlech d'Situatioun beschriwwen huet wéi se haut ass, deen och agaangen ass op déi Rapporten, déi mer kritt hunn, an deen och Weeër opgewisen huet fir d'Zukunft. Ech brauch dofir net am Detail iwwert den Text vun haut ze schwätzen, deen, obschonn en neie Gesetzesprojet a kierzester Zäit komme soll, trotzdeem noutwendeg ass, fir der jëtzeger Situatioun vun der Dezentraliséierung Rechnung ze droen a fir och déi sougenannt Zwangsaweisung an dezentral Institutiounen ze erlaben, wat bis elo net méiglech war.

Ech kann elo schonn direkt soen, dass meng Partei mat deem heite Projet d'accord ass an dass se en och wäert stëmmen. Allerdéngs huet d'Regierung mat dem Gesetzesprojet der Chamberskommissioun eng Rei Dokumenter matginn, ënner anerem d'Planungsstudie vum Professer Rössler vum Juni 2005, d'Recommandatioun Rec(2004) vum Ministerrot vum Europarot an d'Deklaratioun vun Helsinki.

Wann een déi Dokumenter opmierksam liest, da kann een doraus déi allgemeng Zilsetzunge fir déi psychiatresch Soinen hei zu Lëtzebuerg erauskristalliséieren. An ech mengen déi Dokumenter sollen och bei der Ausschaffung vum nächste Projet grëndlech gekuckt ginn. Si sollen och deem Projet zugronn leien, well si ginn eigentlech déi allgemeng Gronddirektiven, wéi an Zukunft d'Soinë vun der Psychiatrie, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och an Europa, auszeriichte sinn. Ech wëll net am Detail op déi Texter agoen, mä ech mengen et sinn awer e puer Punkten, déi et verdéngen, dass ee se méi kloer ervirsträicht.

Ech denken do haaptsächlech un dräi Punkten:

Deen ee Punkt huet d'Rapportrice schonn ugeschnidden, dat ass d'Recht vun deem, deen déi Soinë brauch.

Zweetens ass et d'Schafung vun deenen néidegen Institutiounen, fir de Leit déi Soinen ze ginn.

An da wëll ech besonnesch och nach ee Wuert soen iwwert d'Qualitéit vun deene Soinen an iwwert d'Soinë fir d'Mineuren.

Fir d'éischt d'Recht. Déi Dokumenter, déi mer kritt hunn, insistéieren drop, dass och déi Persounen, déi psychiatresch Traitementer brauchen, Rechter hunn. Si insistéieren op d'Noutwendegkeet, dass déi Bénéficiairen déiselwecht Rechter hu wéi all aner Persounen, dass déi Persounen och mussen an der Dignitéit behandelt ginn, dass se musse respektéiert ginn, an dass se och eng Unerkennung musse kréie fir dat Recht sech behandelen ze loossen, esou wéi och all aner Kranken. Well de Fait, dass se sech behandele musse loossen, ergëtt sech aus enger Krankheet, an dat muss een dee Moment och als Krankheet unerkennen.

Wann een déi Texter ëmsetze wëllt, da muss ee sech mat deene puer Punkten, déi ech virdrun ugeschnidden hunn, auserneesetzen, an da muss ee Léisunge fannen zu deene Froen, déi do gestallt sinn.

Dat Éischt ass, dass een déi Rechter unerkennt, dass een déi Décisiounen, besonnesch am Zesummenhang mat enger Zwangsaweisung, och am Sënn hëlt wéi all aner Décisioune geholl ginn, wann een enger Persoun en Deel vun hirer Fräiheet hëlt, well mir wëssen, wann haut een am penale Beräich eng Strof kritt, wou hien en Deel vu senger Fräiheet geholl kritt, dann ass dat mat ganz grousse Garantien ëmginn. D'Verfassung huet eng Rei Regele virgesi wéi dat muss gehandhaabt ginn. Or, hei kréie Persounen aus Krankheetsgrënn en Deel vun hirer Fräiheet ewechgeholl.

D'Madame Rapportrice huet mat Recht gesot, dass an der Vergaangenheet déi Décisioune mat der Motivatioun geholl gi sinn, fir d'Gesellschaft ze schützen. Et huet een awer déi eenzel Rechter vun där Persoun net genuch gesinn. Au contraire sinn déi Persounen dobausse stigmatiséiert ginn a si sinn an e Liicht gestallt ginn, wat haut an enger Gesellschaft, déi d'Mënscherechter héichhält a respektéiert, net méi toleréiert gi kann.

Duerfir muss een och, wann déi Décisioune geholl ginn, se ëmgi mat de Kritäre vun Objektivitéit, vu Proportionalitéit, fir dass och déi Mesure, déi geholl gëtt, proportionell ass zu deem, wat ee fir deen Eenzelnen, an deem sengen Intérêt se geholl gëtt, erreeche wëllt. Wat och nach wichteg ass, dat ass den Zäitraum wou se muss geholl ginn. Déi Mesure kann net méi laang dauere wéi et noutwendeg ass. An dass se geholl gëtt am Intérêt vun där Persoun selwer a gegebenenfalls, wann et am Intérêt général wier, wéi gesot ginn ass, fir d'Gesellschaft ze schützen, dass een dat och muss beweisen, an dass och d'Motivatioun an déi Richtung geet, dass déi Mesure net iwwert déi Zäit kann erausgoen, wou et noutwendeg ass.

Wat besonnesch wichteg ass, a wat och aus dem Projet selwer an aus den Dokumenter ervirgeet, dat ass, dass déi Décisioun, déi geholl gëtt, vun enger Instanz muss geholl ginn, déi kompetent an onofhängeg ass. Et gëtt geschwat dat misst en Tribunal sinn. Dat muss net onbedéngt de Fall sinn, well et ass ganz sécher, wann déi Décisioun geholl gëtt, wann ee kompetent Leit seet, da mussen och Dokteren e Wuert kënne matschwätzen, also muss ee sech iwwerleeën, wien déi Décisioun huele kann. Et kann op jidde Fall net esou sinn, dass déi Persounen, déi herno zoustänneg si fir den Traitement, gläichzäiteg och déi Décisioun huele kënnen. Et muss een also kucken, iwwer wéi ee Wee dass een do déi Indépendance fir d'Zukunft garantéiere kann.

Wann een d'Rapporten noliest, da kréie mer och am Rapport Häfner gesot, zu Lëtzebuerg wier d'Zuel vun deenen, déi iwwert déi Aart a Weis an eng Institutioun kommen, déi also internéiert ginn, relativ héich par rapport zu deenen aneren europäesche Länner. Dat muss engem dann natierlech ze bedenke ginn, an da muss ee sech d'Fro stellen, ob net hei heiansdo ze wäit gaange ginn ass, dass also vläicht méi Leit vun deene Mesurë betraff si wéi et normal noutwendeg wär.

Den zweete Punkt, deen ech uschneide wollt, ass dee vum Recht op en Traitement, esou wéi all anere Kranken och. Ganz sécher hu mer zu Lëtzebuerg eng ganz wäit gefächert Offer vu Méiglechkeeten, vu Versuergungsstrukturen, dat gëtt och an de Rapporten unerkannt. Allerdéngs steet am Rapport Rössler, dass een de Gesamtplang e bësse vermësst, dass een net gesäit, wéi eigentlech déi Mesuren an déi Institutiounen zesummenhänken a wéi een do eng Koordinatioun ka maachen. An ech mengen, do wier et awer un der Regierung, fir ze probéieren eng besser Koordinatioun vun deene Mesuren ze erreechen.

De Rapport bedauert och, dass et eenzel Méiglechkeeten zu Lëtzebuerg net gëtt, ënner anerem déi vun der Schafung vun de sougenannte Foyers médicalisés. Meng Fro wier duerfir un den...

Här President, wann den Här Glesener seng Fro gestallt huet, da kann ech meng och un de Minister stellen.

(Hilarité)

Ech wollt den Här Minister froen: Am Rapport Häfner geet Rieds vun de Foyers médicalisés, et gëtt bedauert, dass et déi Foyeren zu Lëtzebuerg net gëtt. Gëtt et dofir eng Ursaach? An, ass och geduecht, fir déi Foyeren an Zukunft ze schafen, an dee Moment d'Versuergungsméiglechkeete vun deene Persoune weider auszedehnen?

En drëtte Punkt ass d'Qualitéit vun deenen Hëllefen, déi mer deene Leit ubidden. Et musse kompetent Persoune sinn, déi d'Soinë maachen. Ech mengen, et ass an der Vergaangenheet dofir gesuergt ginn, dass esou Leit do waren.

Wat awer nach ëmmer feelt, dat ass Qualitéitsmanagement. Ech mengen, et wier och wichteg, net nëmmen an deem Beräich, mä allgemeng gesinn am Gesondheetsberäich, fir ze kucken, wéi dann d'Qualitéit vun de Soinen an all deene Beräicher do ass, Här Minister.

Dat ass wichteg bei der Fleegeversécherung an dat ass och wichteg an deem heite Beräich. De Kranken huet e Recht op eng gutt Qualitéit vu Soinen, an ech mengen och déi hei Leit hunn e Recht op eng gutt Qualitéit vu Soinen.

Allerdéngs stellt dann awer direkt d'Fro sech vun der finanzieller Situatioun a vun deene finanzielle Mëttelen, déi zur Verfügung gestallt ginn. An der Vergaangenheet sinn déi Soinë virun enger Rei Joren iwwert de Budget vum Stat gelaf. Si lafen elo iwwert d'Krankekeesen.

Duerfir wier meng Fro un de Minister, dass, wat an där Etüd gefrot gëtt, och déi privat ugebuede Soinen an Zukunft vun der Krankekeess sollte bezuelt ginn, an ob mer eis dann awer net musse grëndlech iwwerleeën, wat déi Soinë kaschten? Muss do net eng Etüd gemaach ginn, fir dass een och gesäit, wéi d'Krankekeesen an Zukunft belaascht ginn? Dass et noutwendeg ass, ass ganz sécher. Mä et muss een awer wëssen, wéi déi finanziell Mëttele beschaaft kënne ginn an ob se duerginn an ob se richteg ugewannt ginn am Intérêt vun deene Kranken.

Ee leschte Punkt ass d'Betreiung vun de Kanner a vun de Jugendlechen. Zënter dräi Joer ass am Hôpital de Kirchberg eng Sektioun mat 15 Better, wou déi Betreiung ka gemaach ginn. Allgemeng gëtt där Sektioun beschäinegt, dass se eng gutt Aarbecht géif maachen. Mir hunn och dëser Deeg kënne liesen, dass och am CHNP zousätzlech Better geschaaft si ginn.

Meng Fro un de Minister: Besonnesch bei deene Jugendlechen a bei de Kanner ass et wichteg, dass do déi richteg Soinen ugewannt ginn. Et gëtt gesot, mir bräichten zousätzlech Plazen, fir déi Betreiung ze maachen. Wa mer deen definitive Projet an deenen nächste Méint kréien, géif ech mer erhoffen, dass och besonnesch iwwert deen dote Punkt eng Ausso gemaach géif ginn, dass een och géif gesinn, wéi vill Plaze gebraucht ginn a wéi och déi Soinë fir déi Jugendlech, wa se aus dem Spidol erauskommen oder aus där Betreiung an engem akute Spidol, kënne weidergeféiert ginn, well déi si ganz sécher net domat ofgeschloss.

Dat sinn e puer Iwwerleeungen, Här Minister, déi ee ka maachen. Et kann een der nach vill maachen, wann een déi Rapporten hei liest. Ech mengen, wann Dir Äre Projet presentéiert an deenen nächste Méint, misst een déi Diskussioun ausdehnen, esou wéi ech et hei ugedeit hunn, an net nëmmen déi hei Punkten, mä och all déi, déi an deenen Dokumenter opgeworf sinn, misst een dee Moment verdéiwen, an et misst ee kucken, wéi een déi psychiatresch Hëllef hei zu Lëtzebuerg weiderbréngt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir befaassen eis haut mat engem Gesetzesprojet, deen eng Rei vun Ännerungen am Beräich vun der Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg virgesäit, méi genau gesot, wat dee sougenannte Placement vu Patienten oder nach besser gesot vun deene concernéierte Leit mat psycheschen Troublë betrëfft. Et handelt sech haaptsächlech ëm Prezisiounen, wéi esou e Placement soll vollzu ginn, ënner wéi enge Konditiounen dat och soll geschéien.

D'Rapportrice, d'Madame Dall'Agnol, där ech vun där heiter Plaz wëll Merci soe fir dee ganz ausféierleche Rapport, ass schonn, géif ech soen, op alleguerten d'Punkten agaangen, esou dass ech net méi brauch alles ze widderhuelen.

De Projet de loi schreift sech awer och an de Kontext vun der Dezentralisatioun vun der Psychiatrie hei am Land an, déi vum Rapport Häfner ufanks der 90er Jore préconiséiert gouf, an déi vum Rapport Rössler, d'lescht Joer mengen ech war et, evaluéiert ginn ass.

Mir haten an der Vergaangenheet, dat heescht d'lescht Joer, schonn zweemol hei an der Chamber, an zwar am Mäerz d'lescht Joer beim Projet de loi iwwert den Établissement public vum CHNP an am November bei enger Heure d'actualité d'Méiglechkeet, fir op déi Problematik anzegoen.

All Riedner ware sech eens, an ech sinn iwerzeegt, si sech och haut nach eens, dass et ebe muss hei am Land zu engem Mentalitéitswiessel a Saache Psychiatrie kommen. E Mentalitéitswiessel, deen d'ailleurs, dat wëll ech awer och hei ënnersträichen, mat där progressiver Dezentralisatioun scho largement entaméiert ginn ass.

Haut wëlle mer psychesch Kranker net méi als Stéierfacteur an der Gesellschaft betruechten oder brandmarken a se aus der Gesellschaft ausklammeren, andeem mer se, wéi dat fréier geschitt ass, an eng zoue Struktur wëlle stiechen.

En Etablissement, wéi dat zu Ettelbréck laang Zäit eent war, ass selbstverständlech absolut net méi zäitgemëiss - och, an dat soll een awer och ënnersträichen, wann do während ville Jore ganz vill a gutt Aarbecht geleescht ginn ass.

Dat Ettelbrécker Etablissement huet awer, an dat wësse mer och alleguerten, eng, wat ech géif mengen, pejorativ Connotatioun mat sech geschleeft, an e Patient, deen do passéiert ass, deen huet ganz oft laang Zäit dee berühmte Stempel op der Stier misse mat sech droen, well et sech zu Ettelbréck während Jorzéngten ëm dat, wat ech géif nennen, e sougenannte Fourre-tout gehandelt huet.

Duerfir war et ëmsou méi wichteg, mat der Dezentralisatioun nei Akzenter ze setzen, am Numm vun enger Déstigmatisatioun vun alle Betraffenen. Dës Dezentralisatioun gouf d'ailleurs am Spidolsplang aus dem Abrëll 2001 lancéiert, an deem véier Hôpitaux généraux Psychiatrie-Servicer fir d'Cas-aiguën unerkannt kritt hunn.

De Plan hospitalier gesäit och vir, fir den CHNP zu enger neier oder enker Rehabilitatiounsstruktur ze maachen. Heiranner, dat muss ech awer soen, muss den CHNP ouni Zweifel nach weider encouragéiert ginn.

Ech wëll och drun erënneren, dass scho viru Joren envisagéiert ginn ass, dass den CHNP soll nei Infrastrukture bauen, Infrastrukturen, fir déi d'ailleurs scho Fonge virgesi sinn. Ufanks sollten déi, wa meng Erënnerunge richteg sinn, no bei den CHL kommen, duerno war et geplangt, dass déi no bei d'Déifferdenger Spidol kommen. Ech géif de Minister gäre froen, wat dee leschte Stand wär an där Saach - wéi mer haut also dostinn.

Während där leschter Legislaturperiod sinn also am Beräich vun der Rehabilitatioun schonn eng ganz Rei Effortë gemaach ginn. Grad eréi och am Beräich vun der Déhospitalisatioun.

Däerf ech drun erënneren, dass beispillsweis an där leschter Legislaturperiod zwëschen 1999 an 2004 de Budget fir d'Psychiatrie extrahospitalière ëm 80% an d'Luucht gaangen ass - dat heescht vun 3,8 op 6,9 Milliounen Euro -, dass d'Plazen

an deene betreitene Logementer oder sougenannten «Logements encadrés» ëm 41% an d'Luucht gaange sinn op 107 Unitéiten, an dass an den Atelier-thérapeutiquen d'Plaze méi wéi verduebelt gi sinn, an zwar op 260 Unitéiten.

Et bleiwen awer trotz all deenen Effortë vun deene leschte Joren - an den Här Minister kann eis vläicht och soen, wat an deene leschten zwee Joer als Continuatioun vun der ugefaangener Aarbecht erfollegt ass - doudsécher nach Efforten ze maachen am Beräich vun der extrahospitalièrer Betreiung hei zu Lëtzebuerg. An et bleiwen och nom Vote vun dësem Projet de loi eng ganz Rei vu Froen op.

Sou, an den Här Meyers hat et och schonn ugeschwat, beispillsweis d'Fro vun der Autoritéit, déi iwwert de Placement décidéiere soll. Mir wësse jo, dass et am Ausland um europäeschen Niveau eng ganz Rei Bestriewunge gëtt, fir ze soen, dass dee Placement misst enger Autorité judiciaire ënnerstoen. Ech froe mech awer, ob mer do richteg leien. Och dat ass scho vum Virriedner ugeschwat ginn. Wa mer dovun ausginn, dass e psychologeschen Trubel en fait e medezinesche Problem ass, sinn ech awer éischter der Meenung, dass do missten d'Medeziner agräifen, an dass also d'Medeziner, an haaptsächlech d'Psychiateren, déi kompetent Leit misste sinn, fir do d'Soen ze hunn, wat de Placement ubelaangt.

Dëse Projet, esou wéi scho gesot, behandelt deen dote Sujet net. Et handelt sech awer ëm eng, géif ech soen, ganz fundamental Fro, där ee sech muss stellen. An ech kann nëmmen hoffen, dass déi Kommissioun, déi chargéiert ass och un deem dote Sujet ze schaffen, esou schnell wéi méiglech wäert zu hire Konklusioune kommen.

Eng aner Fro, Här President, ass d'Fro vum Isolement vun de placéierte Leit, och d'Fro vun onfräiwëllegen Traitementer, déi selbstverständlech och hei zu Lëtzebuerg mussen duerchgefouert ginn, an net zu Lescht awer vun deene betraffene Mineuren. Den Här Meyers huet d'éinescht schonn hei ervirgestrach, dass mer effectivement zënter Joren am Hôpital de Kirchberg ee Service hu fir d'Psychiatrie vun den Adolescenten. Ech wëll dozou bäifügen, dass mer och zënter Joren esou eng Unitéit am CHL hunn, wat d'Psychiatrie infantile ubelaangt, mä et stellt sech awer haaptsächlech nach ëmmer d'Fro vun enger ganzer Rei vu lëtzebuergesche Kanner, déi mussen am Ausland behandelt ginn, well et sech do ëm Froen handelt vun Traitementer de longue durée.

Do kann ech mech och erënneren, dass emol driwwer geschwat ginn ass, driwwer diskutéiert ginn ass, ob mer net missten hei zu Lëtzebuerg déi néideg Infrastrukture schafen, fir esou Traitementer hei zu Lëtzebuerg ze erlaben, verbonne selbstverständlech och mam Enseignement; dat heescht, mat der Formatioun fir déi betreffend Leit. Wëssend, dass dat selbstverständlech och budgetär Inzidenzen huet, wär et awer interessant vum Här Minister gewuer ze ginn, wéi mer an deem Dossier weiderkomm sinn.

Här Minister, Dir hutt hei virun eppes méi wéi engem Joer gesot, dass am Sënn vun der Continuité des soins an der Psychiatrie selbstverständlech misste genuch Strukturen zur Verfügung stoen, an dass an nächster Zukunft weider Hôpitaux de jour a Planung oder an de Bau géife goen. Wou sti mer haut an där doter Problematik?

Dir hat och deemools versprach, dass d'Psychologie als Gesondheetsberuff sollt definéiert ginn, an dass och d'Mise en charge vun enger Rei, dat heescht, vun deenen Aktivitéiten, déi een als noutwendeg ugesäit, missten envisagéiert ginn.

Dir hat och deemools gemengt - a richtegerweis, géif ech soen -, et dierft net bei där héijer Suicidërat hei zu Lëtzebuerg bleiwen, notamment wat déi Jugendlech ubelaangt, an dass een déi Saachen net däerft einfach op d'Säit schubsen, mä dass ee misst kucken, fir déi am Beräich vu multidisziplinärer Approche unzepaken. Wéi wäit si mer doranner weiderkomm?

Finalement wëll ech awer och net vergiessen, fir hei op eeg, vläicht net nei, mä trotzdeem op eng Gesellschaftsproblematik an der Psychiatrie hinzeweisen, déi an de leschte Joren ëmmer méi Jonker trëfft; ech schwätze vun der Anorexie a vun der Bulimie. Wéi si mir do zu Lëtzebuerg équipéiert fir déi Krankheeten, déi leider och an den extreme Fäll bis zum Doud féieren? Wéi si mer hei zu Lëtzebuerg équipéiert, fir deene Problematike Meeschter ze ginn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn eng Rei vu Froen, déi ech och wollt hei an de Raum werfen, wou ech hoffen, dass ech vum Minister déi néideg Erklärunge wäert kréien, well esou wéi den Här Meyers et ganz, ganz richteg gesot huet: Selbstverständlech mussen och déi Leit mat psychiatresche Problemer déi néideg optimal Betreiung hei zu Lëtzebuerg kréien.

Ech widderhuelen nach eng Kéier: Et ass an deem Domän an der Vergaangenheet scho ganz, ganz vill geschitt. Dofir verstinn ech déi Leit net, déi heiansdo behaapten, mir géifen ëmmer hannendru lafen, oder et wär e komplette Vide, wat d'psychiatresch Betreiung hei zu Lëtzebuerg géif ubelaangen. Et kann héchstens op déi Onkenntnis vum Dossier zréckzeféiere sinn. Mä mir sinn eis awer alleguerten och bewosst, dass een an esou engem komplizéierten a spezifeschen Domän wéi deem dote muss progressiv virgoen, an dass sech och wäerte mat der Zäit nei Problematike stellen, deenen een da muss versiche Meeschter ze ginn.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech heimadder selbstverständlech den Accord vun der demokratescher Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. D'Madame Dall'Agnol huet d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Här Minister, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 27% vun allen Erwuessenen an der EU leiden all Joer u sougenannte psychesche Krankheeten. Dës Krankheete sinn och zu engem gudden Deel dru schold, datt all Joer ëmmerhin 58.000 Mënschen an der EU hirem Liewen en Enn setzen. Verschidden Etüde gi souguer dovunner aus, datt d'Depressioun am Joer 2020 déi heefegst Krankheetsursaach iwwerhaapt wäert sinn.

Dës Zuelen, déi d'Europäesch Kommissioun d'lescht Joer am Oktober am Kader vun hirem Gréngbuch iwwert d'psychesch Gesondheet publizéiert huet, sinn dramatesch, well se eis weisen, datt d'Psychiatrie eis alleguerte betrëfft. Well wa méi wéi all Véierten heivunner a sengem Liewe wäert betraff sinn, dann ass dat och sécher een aus all Famill. An duerfir muss et d'Aufgab vun der Politik sinn, eng Psychiatrie ze ënnerstëtzen, déi no bei de Leit ass, mä déi awer och - an dat ass schonn e puermol ugeschnidde ginn - effizient ka schaffen.

Zanter Juli d'lescht Joer ass dann och an der Dezentraliséierung e Schratt an déi richteg Richtung, menger Meenung no, gemaach ginn, well eben hei net méi den CHNP zu Ettelbréck, mä elo véier allgemeng Spideeler zoustänneg sinn, fir déi Akutpsychiatrie ofzedecken. De Professer Rössler, deen 2005 jo fir d'Regierung déi Etüd iwwert d'Déhospitaliséierung an d'Dezentraliséierung gemaach huet, bewäert dës Etapp op alle Fall ganz positiv, grad wéi och den Ausbau vun de Plazen an den Dageskliniken, d'Jugendpsychiatrie um Kierchbierg an dann neierdéngs jo och zu Ettelbréck.

Dernieft huet de Professer Rössler dann awer och op eng ganz Partie Problemer higewisen - eenzelner sinn och de Mëtte vu menge Virriedner hei scho genannt ginn -, vun deenen ech op alle Fall hoffen a gleewen, datt d'Regierung gewëllt ass, se konsequent unzegoen. Et feelt zum Beispill u vollzäit betreitene Wunnstrukturen, dat wat een «Foyers médicalisés» nennt.

D'WHO, d'Weltgesondheetsorganisatioun, recommandéiert do, datt 0,3 bis 0,5 Wunnplazen op 1.000 Awunner kommen. Lëtzebuerg kënnt awer grad emol op 0,25. D'Konsequenz ass fir vill betraffe Leit dramatesch, well vill chronesch Kranker landen, dem Professer Rössler no, an de Strukture fir Sans-abri oder gehéieren zu den etleche Laangzäitpatienten zu Ettelbréck.

D'Nosuerg an d'Nobetreiung schéngen iwwerhaapt e grousse Problem ze sinn. Fir awer d'Patienten net komplett aus hirem Ëmfeld ze rappen, wann et net wierklech néideg ass; fir se erëm eng Kéier an den - ënner Gänsefüßchen - „normalen Alldag" anzeglidderen, gëtt et zënter 2001 jo de SPAD, «Soins psychiatriques à domicile», dee jo och ënnert der Leedung vum CHNP fonctionnéiert.

Ech wéilt an deem Zesummenhang, mä och generell, nach eemol betounen, wéi wichteg et ass, fir dezentral Strukturen ze schafen. Et soll een, wann et nëmmen iergendwéi méiglech ass, betraffe Leit mat Problemer do traitéieren, wou d'Problemer sech stellen, nämlech an hirer sozialer Struktur, an hirem Ëmfeld, hirer Famill respektiv och bei hirer Aarbecht. Si musse léieren, sech deem ze stellen, wat se krank mécht, well anescht ass et nëmme ganz schwéier hinnen ze hëllefen.

Wéi steet et awer elo mam Ausbau vun deem SPAD? Ech hunn deslescht en Interview vum Professer Rössler gelies, wou en, wéi esou oft, eng Rei gutt Aussoe gemaach huet. E gouf zum Beispill drop ugeschwat, datt jo vill Kritik lassgetrëppelt gouf, well eenzel Träger respektiv Associatiounen den Ausbau vun esou Servicer ënnert dem CHNP fäerten. Hie gouf als Äntwert, datt mer hei zu Lëtzebuerg jo elo net kéinten esou maachen, wéi wa guer näischt géif bestoen, mä datt d'Realitéit déi ass, datt - ëmmer nach dem Professer Rössler no - mer mam CHNP 600 Mataarbechter a Mataarbechterinnen hunn, wouvun d'Halschent Statsbeamtinnen a -beamte sinn, an datt een déi net einfach mir näischt, dir näischt vun haut op mar kann u Privatträger vermëttelen.

Wann ech mer heizou nach eng perséinlech Remarque däerf erlaben, dann ass et déi, datt mer och hei zu Lëtzebuerg net ëmmer solle probéieren, d'Rad erëm nei ze erfannen. Am CHNP si Leit mat laangjähreger Erfahrung, déi wëssen aus wat hir Aarbecht besteet, déi och d'Strukturen hunn, déi ee brauch, fir effizient ze schaffen. Ech sinn der Meenung, datt mer hei net, wéi et zu Lëtzebuerg nach vill ze vill oft de Fall ass, parallell datselwecht sollen opbauen, well jiddferee mengt, e kéint et e bësse besser maachen.

Mir solle probéieren, déi Leit, déi um Thema schaffen, an déi alleguer eng gutt an och eng wäertvoll Aarbecht maachen, alleguer zesummen un den Dësch ze bréngen an no Léisungen ze sichen, wéi mer...

(Interruption)

...- ganz wichteg - am Sënn vum Patient kënnen déi Strukturen uechtert d'Land a fir jiddfereen accessibel opbauen an ubidden.

Hei geet et ëm d'Gesondheet vun de Leit, an doriwwer eraus awer och ëm d'Nohaltegkeet vun eisem Gesondheetssystem, well et däerf een net vergiessen, datt finalement d'Allgemengheet d'Käschten och vun esou Parallellstrukture géing droen. Duerfir ass en Ëmdenken an der Politik, beim Personal an och bei allen Träger an dëse Strukturen onëmgänglech. Bei der Zwangsaweisung huet dëse Mentalitéitswiessel jo scho stattfonnt, wéi de Projet de loi 5490, dee mer haut wäerte stëmmen, et jo och weist.

Lëtzebuerg gehéiert awer - an dat gouf de Mëtten och scho vum Här Meyers hei gesot - zu deene Länner, déi en héije Prozentsaz un Zwangsaweisungen hunn. Laut dem Professer Rössler sinn an Europa d'Gesetzer awer an deem Punkt relativ ähnlech, just d'Zuelen eben anescht. D'Fro muss also erlaabt sinn, wat hei zu Lëtzebuerg respektiv och an der Schwäiz, déi iwwregens ähnlech héich Chifferen huet wéi mir an der Zwangsaweisung, eben anescht ass wéi bei eisen Noperen.

A wa mer déi Fro elo net esou direkt kënne beäntwerten, da muss zumindest eent sécher sinn, an dat ass d'Prozedur. Mir mussen als Législateur garantéieren, datt all betraffene Mënsch - fir emol net vu Patient hei wëllen ze schwätzen - d'Méiglechkeet huet, Asproch géint seng Aweisung ze erhiewen a vun engem Riichter gehéiert ze ginn.

De Projet de loi, dee mer haut stëmmen, geet jo och schonns an déi dote Richtung, datt mer hei no 1988 nach eemol prezis soen, wien zoustänneg ass fir de Placement vu Persoune mat enger psychescher Stéierung. An deem Sënn géing ech Iech nach eng Kéier Merci soe fir d'Nolauschteren, a ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zum Projet de loi 5490.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den honorabelen Här Huss huet elo d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och der Rapportrice hei Merci soe fir hiren Exposé, an och fir hir zousätzlech Erläuterung, déi se elo hei gemaach huet, och mengen anere Virriedner, virun allem dem Här Paul-Henri Meyers, iwwert déi Saachen, déi en hei gesot huet, a mat deene mir komplett kënnen d'accord sinn. Dat gesot, brauch ech dofir keen Historique méi hei ze maache vun der Entwécklung vun der Psychiatrie, dat ass jo och op dëser Tribün scho méi wéi eng Kéier gemaach ginn.

Wann een dëse Projet de loi, deen elo hei virläit, soll qualifizéieren, da géif ech soen, datt am Moment heimadder net terribel vill geschitt. Et ass jo am Fong just eng Upassung un déi nei Spidolsstrukturen, un déi véier Spideeler, wou elo soll placéiert ginn. Deen heiten Deel ass also eng relativ kleng Reform, mä mir hu jo versprach kritt, datt nach virum Summer engersäits eng Kommissioun, déi schonn ageruff ass, sech drëm këmmert, fir konkret Virschléi fir de Placement ze maachen, an datt mer dann e Projet de loi hei an d'Chamber kréien, bei deem mer dann d'Geleeënheet wäerten hunn, méi intensiv a méi laang doriwwer ze diskutéieren. Mir begréissen, datt dat dann esou schnell soll geschéien; nach virum nächste Summer hoffentlech.

Et geet also dobäi haaptsächlech ëm d'Fro vun der Neidefinitioun vun de Konditioune vum Placement, wien d'Recht soll hunn ze placéieren, an och iwwert d'Konditioune vun deem Placement. Mir si selbstverständlech der Meenung, esou wéi den Här Paul-Henri Meyers, datt dee Mënsch, dee psychesch krank ass, d'Recht muss hunn, éischtens, ugesinn ze ginn als e Kranken, deem muss gehollef ginn, an zweetens, datt e muss d'Recht hunn op wierklech adequat Soinen a senger Situatioun.

Well trotzdeem datt dee Mënsch, dee placéiert gëtt, sech dee Moment jo an enger schwéierer psychescher Kris befënnt, mat méiglecherweis aggressiven Zich, déi domadder verbonne sinn, wou en da muss viru sech selwer geschützt ginn, oder wou déi aner virun him musse geschützt ginn, bleift dee Mënsch awer e Mënsch an huet doduerjer och Menschenwürde. An ech mengen, datt mer eis jo och do kënne beruffen, engersäits, net nëmmen op de Rapport vum Här Rössler, mä awer och op dee rezente Bericht vum Conseil de l'Europe, wou och exzellent Recommandatiounen drastinn, wéi ee méiglechst human Placementsprozedure soll kënne schafen.

Dat alles, wéi gesot, si gréisser Diskussioune wa mer de Projet da selwer kréien, oder och scho virdrun an der Kommissioun; ech huelen u scho virdrun an der Kommissioun.

Ech wollt awer nach eppes hei soen, wat an dëser Diskussioun bis haut nach net gesot ginn ass, dat ass: Et gëtt hei nëmme geschwat vun der Prise en charge vun deem, deen an déi Kris do erageroden ass an deen da soll placéiert ginn. Et gëtt geschwat vu gudde Soinen, déi e muss kréien. Dat ass alles richteg an dozou sti mer och. Ech mengen, do gëtt et keng Differenz zwëschent de Parteien.

Wat mer awer e wéineg an der Diskussioun feelt, dat ass e Volet, dee mer soss awer ëmmer an allen anere Beräicher vun der Medezin uschwätzen, nämlech de Volet vun der Preventioun. An ech wëll dozou e puer méi grondsätzlech Iwwerleeungen hei maachen, well souguer wa mer dann am Summer eventuell e vill bessert Gesetz kréien, wat méi human Placéierungskonditioune schaaft am Intérêt vun de Betraffenen, da bleift awer nach ëmmer d'Fro op, firwat et zu deene Placementer muss kommen, firwat datt et och - et ass hei d'Fro opgeworf ginn - hei a Lëtzebuerg souguer zu méi heefege Placementer kënnt wéi dat am Ausland de Fall ass.

Wat sinn d'Haaptursaachen dann, déi zu esou Situatioune féieren? Doriwwer, mengen ech, misst een awer och e wéineg kënnen Opschloss ginn. D'Fro dofir un de Minister: Här Minister, wat fir eng Statistike ginn et haut hei zu Lëtzebuerg, déi eng Ursaachefuerschung betreffen? Wat hu mer do als Donnéeën, firwat et zu Situatioune vun esou psycheschem Stress kënnt, datt et zur Eskalatioun kënnt, an duerno och zur Kris? Déi Kris, déi dann herno zu enger Placéierung féiert.

Well déi Placéierung selwer, oder déi Kris, an där dat geschitt, ass jo am Fong just den Endpunkt vun enger individueller Entwécklung, déi sech ganz lues a lues mécht, déi sech lues a lues opschaukelt an déi dann an engem gewëssene Moment d'Faass zum Iwwerlafe bréngt, wou et dann zum Ausbroch vun där Kris kënnt. An et muss jo duerfir Ursaache ginn.

Ursaache kann ee sech ganz liicht afale loossen. Ass et beispillsweis: Situatioune vu psychesch gestresste Leit, wann dann och nach Alkoholafloss derbäikënnt, oder eventuell Drogen derbäikommen? Dat kënnt jo esou eng Ursaach sinn.

Gëtt et doriwwer Analysen, déi gemaach gi sinn? Ass et zum Beispill esou, datt d'Ofsenke vun der Hemmschwell duerch Alkoholmëssbrauch zur Aggressioun féiert, datt dat wierklech eng vun den heefegste vun esou Krisesituatiounen ass? Oder wat fir eng aner Ursaache gëtt et nach?

Gëtt et Zuelen zum Beispill iwwert de Rôle vu Stress a Mobbing a schlëmme Situatiounen op der Aarbechtsplaz, déi dee Mënsch wierklech an eng Situatioun vun Isolatioun a wierklech psycheschem Disstress gestach hunn?

Gëtt et Analysen an der Ursaachefuerschung? Gëtt et spezifesch sozial Ursaachen? Oder gëtt et spezifesch sozial Milieuen, an deene méi heefeg placéiert muss ginn, wéi an aneren? Oder geet dat queesch duerch all sozial Schichten? Wéi grouss ass zum Beispill och de Rôle vun negativem Disstress a vu Sträit a vu Konfliktsituatiounen an der Famill? Gëtt et dozou Analysen?

Gëtt et eventuell méi allgemeng gesellschaftlech Ursaachen oder kulturell Ursaachen? Zum Beispill, datt sech hannert deem schéine materielle Glitzerschäin an der Konsumwelt, an där mer dra liewen, vläicht immens vill mënschlech Isolatioun, vill Ängschten a vill ongeléist Konflikter verstoppen? Gëtt et Analysen doriwwer?

Gëtt et Ursaachen, déi zur Stresseskalatioun a schliesslech zur Kris an zu aggressiver Gewalt beispillsweis féiere kënnen? Gëtt et do keng Relatiounen och zum Beispill mat engem Faktor, deen eis ganz staark an der Preventioun interesséiert, zum Beispill der Ernährung? Et ass jo bei Kanner a bei Jugendleche bekannt, datt d'Junkfood a schlecht Ernährung zu Obésitéit féieren. De Problem ass awer, datt net nëmmen d'Obésitéit eng Folleg ka si vun enger schlechter Ernährung, mä et gëtt Etüden, déi ganz kloer noweisen, datt och neurologesch an neuropsychiatresch Konsequenze kënnen duerch eng schlecht Ernährung bewierkt ginn, zum Beispill Iwwerreizbarkeet, Iwwererregbarkeet, Aggressivitéit an esou virun.

An ech wëll do just zwou Etüden aus Prisongen zitéieren, eng aus England an eng aus den USA, wou se Experimenter gemaach hu mat gesonder Ernährung par rapport zu dem normale Kascht, dee se an de Prisonge kréien. Abee, déi gesond Ernährung huet dozou gefouert, datt an deem Grupp, dee kontrolléiert ginn ass, 37% manner Aggressivitéit a manner Gewalttätegkeet war wéi an deem aneren. Et ass also nëmmen, fir dat ze weisen.

Aner Ursaachen, déi och vläicht missten erfuerscht ginn, wann een iwwer Preventioun schwätzt, wier den Apport vun duerchschnëttleche Belaaschtunge mat Bläi beispillsweis oder mat aneren Ëmweltbelaaschtungen, well och do gëtt et Étudescientifiquen, déi weisen, datt et scho bei ganz niddrege Blutt-Bläi-Gehalter net nëmmen zu engem méi niddregen Intelligenzquotient, mä och zu méi Aggressivitéit an zu méi Gewalt bei Kanner a bei Jugendleche ka kommen, a mir si jo haut an enger Gesellschaft, wou permanent, och nach an deene leschte puer Woche geklot gëtt iwwer zounehmend, heiansdo sënnlos Gewalt vu Jugendleche beispillsweis.

An deem dote Kontext wëll ech hei nach relevéieren, wat elo viru kuerzem an der Press presentéiert ginn ass, nämlech de Rapport vun 2006 vum Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner. Wann een do e puer Zuelen eraushëlt, wéi déi vun de psycheschen Erkrankungen, vun deenen d'Madame Dall'Agnol gesot huet, datt se ronn all Véierten an Europa betreffen, da muss ee sech och emol déi heiten Zuele virun Aen halen, wat hei Kanner scho mat psycheschen Erkrankungen zu Lëtzebuerg ubelaangt.

Hei steet dran, datt beispillsweis am Joer 2005 467 Kanner a Jonker hospitaliséiert gi sinn zu Lëtzebuerg oder am Ausland wéinst Troubles du psychisme et troubles du comportement. An do sinn zwee Beispiller, dat ass net zum Beispill nëmmen Alkoholmëssbrauch, mä och Troubles de l'adaptation avec anxiété et humeur dépressive, Toxicomanie grave, Sevrage an esou virun.

Am Service pédopsychiatrique vum CHL sinn am Joer 2005 2.611 Kanner an de Consultatioune gewiescht, wat weist, datt schonn am jonken Alter bei de Kanner déi psychesch Problemer och ëmmer méi zouhuelen, an da muss ee sech jo vläicht folgend Gedanke maachen: Wann dat esou ass, datt dat am Kandsalter schonn amgaang ass esou zouzehuelen, da misst sech jo logescherweis dorauser erginn, datt d'Gefor besteet oder de Risque zumindest besteet, datt déi Kanner oder déi Jugendlech herno och am Erwuessenenalter eventuell de Risque hu vu psycheschen Erkrankungen, wat dann natierlech och de Risque vu méi Placementer mat sech bréngt als Konsequenz.

Dat heescht, all déi Saachen hänken zesummen, an esou richteg et ass dovun ze schwätzen, datt mer wierklech e gutt organiséierte Soin vun deene Leit mussen organiséieren an hinnen hir Dignitéit erhalen an hinne mussen duerch de Soin hëllefen, esou wichteg ass et gradesou an eisen Aen, och an dësem Beräich vun der Medezin, an der Psychiatrie a bei psycheschen Erkrankungen iwwert d'Preventioun vun esou Krankheeten nozedenken; ze kucken, wou d'Ursaache leien, an dann ze kucken eenzel Pisten anzegoen, wéi een dat ka léisen.

Dat, wat ech hei soen, ass iwwregens eppes, wat zum Beispill d'Weltgesondheetsorganisatioun an hirer Konferenz vun 2004 zu Budapest och ugeschwat huet a wou elo op deem Niveau Analysen iwwert déi dote Problematike lafen.

Dat gesot, wollt ech dee Volet vun der Preventioun awer och hei erabréngen, well bis elo nach net doriwwer geschwat ginn ass an dat a mengen Aen awer e ganz wichtege Problem ass.

Dat gesot, ass natierlech kloer, datt mir kee Problem hunn, esou wéi meng Virriedner dat hei gesot hunn, fir dee Projet hei ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt och e Wuert vu Merci un d'Rapportrice Claudia Dall'Agnol.

Ech mengen, Här President, et sinn der nach e puer heibannen, déi virun enger Rei vu Joren an der Santéskommissioun waren, wéi mer zu Ettelbréck eng Visite gemaach hu vum CHNP, eng Visite, wou mer am Fong alleguer deemools doriwwer schockéiert waren, wéi mer do déi Strukture virfonnt hunn.

Ech weess den Datum net méi genau, wéini datt et war datt mer do waren, mä ech ka mech erënneren, datt déi Visite kuerz nom Fall vum Ceauşescu-Regime a Rumänien war, an déi Zäit hu mer op der Televisioun, an de Medien, Biller dovunner kënne gesinn, ënner wat fir enge miserabele Konditiounen an deem Land Kanner an Erwuessener a Strukturen agepfercht waren, ënner Konditiounen, déi onmënschlech waren.

Zu Ettelbréck hu mer d'Gefill gehat, wéi mer deemools do waren, datt eis dat staark un déi Situatioun erënnert huet, déi mer do am Fernseh gesinn hunn, a mir waren och duerfir alleguer schockéiert doriwwer, mä mir waren eis eestëmmeg eens, datt mer missten do staark Remedur hei am Land schafen.

Et ass eng Zäitchen, wou et gedauert huet, bis mer de Wee hei fonnt hunn, fir en Ëmdenken an der Psychiatrie hei am Land ze bréngen. Am Fong mam Spidolsplang hu mer véier Strukture kritt, an den Här Minister huet mer virdru gesot, datt mer am Fong an de feste Strukturen eng Zäitche bis 1.500 Leit haten, an datt déi haut erofgaange sinn ënner 100, wat beweist, datt an deene vergaangene Joren...

(Interruption)

Jo, jo!

...erofgaange sinn, esou datt dat also beweist, datt an deene vergaangene Joren hei am Land villes an deem doten Domän geschitt ass.

Mir hunn niewent deene Spideeler eng ganz Rei vun Etablissementer, vun Haiser, déi där Leit ophuelen, an ech selwer hu Kontakt och mat esou Leit, déi an enger Struktur zu Fréiseng, an der Fondatioun Kräizbierg am Schumansbongert wunnen, wou och Leit ënnerbruecht sinn haut, déi fréier zu Ettelbréck waren, wou Leit sinn, déi do 20, 25 Joer fest agespaart waren.

Wann een haut mat deene Leit awer zesummekënnt, muss ee sech d'Fro stellen: Wéi ass et méiglech gewiescht, datt een all déi Leit do huet missen esou laang aspären, déi awer do praktesch e ganz normaalt Liewen ënnert deenen aneren, och ënnert den Duerfleit - dat kann ee soen - kënne féieren?

Et ass duerfir wichteg, datt mer an där heiter Fro Schratt fir Schratt weiderginn, an et ass och wichteg, mengen ech, datt mer hei am Haus eng quasi Unanimitéit an där doter Fro hunn, datt jiddferee sech där Responsabilitéit bewosst ass, déi mer vis-à-vis vun deene Leit hunn.

Ech brauch net méi Weideres ze widderhuelen, well ech mengen, meng Virriedner hu praktesch all Voletë behandelt, bis zu der Preventioun vum Kolleeg Huss, deen dat elo grad hei virgedroen huet, wou mer musse Fortschrëtter maachen. Ech mengen, mir sollen eis encouragéiere mat der Regierung, mam Minister zesummen, déi weider Schrëtt hei am Land ze ënnerhuelen, fir datt mer wierklech do eng komplett Offerte kënne kréien, déi mënschewierdeg ass an déi sech an engem moderne Stat wéi Lëtzebuerg passend kann uwennen.

Dëse Projet gesi mer als e weidere Schratt an déi Richtung, an et ass och duerfir selbstverständlech, datt en eis Zoustëmmung fënnt.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Och der Madame Rapportrice Félicitatioune fir hire Rapport.

Ech ka mech am Fong nëmmen de Wierder vum Här Huss uschléissen, deen effektiv dat ervirbruecht huet, wat vergiess ginn ass, nämlech d'Preventioun. Well mer si jo ganz gutt dran, Strukturen ze schafen an alle Beräicher, wann d'Kand am Dreck ass, mä et ass effektiv esou, dass a ville Beräicher awer déi preventiv Moossnamen net spillen, an dass et och an der Preventivmedezin ganz vill nach nozehuele gëtt, fir dass et eben esou ass, dass déi Leit, iwwert déi mer elo schwätzen, guer net an déi Situatioun kommen.

A wa mer vu Psychiatrie schwätzen, do hunn ech jo schonn eng Kéier hei op der Tribün gesot, dass et och ganz wichteg ass, déi psychologesch Beruffer opzewäerten, déi jo am Fong d'Virfeld sinn, ier een an déi psychiatresch Behandlung kënnt, déi d'Virfeld sinn an déi d'Verhale vun de Mënsche kënne studéieren an och versiche Verhalensregelen opzestellen, fir ze versiche mam Mënsch selwer ze kucken, dass hien net an esou eng Situatioun kënnt.

An där Situatioune kréie mer besonnnesch bei deene Jonken hei am Land ëmmer méi. Sief et duerch den Drock, deen op se ausgeübt gëtt, och schonn an de Schoulen, wou vill deem Drock net gewuess sinn - ouni et emol ze wëssen -, wou se dann op eemol an eng Situatioun komme vun Depressiounen, vun déiwer Depressioun, a wou kee Mënsch weess emol an enger éischter Phas, wou se hierkommen.

Duerfir hunn d'Schoulpsychologen eng ganz wichteg Missioun, an ech géif och soen, dass vun do och misst direkt en Usaz kommen, fir dass do scho géif vill gehollef ginn, an och an deem Beräich eng Opwäertung misst kommen. Dat heescht, de Beruff vum Psycholog muss effektiv eng aner Bedeitung kréien a muss och voll unerkannt ginn. A wat besonnesch d'Sécurité sociale ubelaangt, muss och dofir gesuergt ginn, dass dann déi psychologesch Behandlung och vun der Sécurité sociale an deem Sënn rembourséiert gëtt - och wann ee privat bei de Psycholog geet, net nëmmen, wann een dat an der Schoul mécht. Ech géif mengen, dass dat seng Wichtegkeet huet.

Dem Här Huss sengen Ausféierungen ass am Fong an deem Sënn näischt bäizefügen. Deen ass ëmmer ganz explizit, wann et ëm d'Siche vun Ursaache geet, an dat ass wierklech héich ze bewäerten, dass mer een hei hunn, deen eis ganz oft op wierklech Problemer an op Ursaachen opmierksam mécht,...

(Interruption)

...déi praktesch keen aneren iwwerluecht huet. Et ass ebe jo genee d'Ursaachefuerschung, firwat dass mer esou vill Suiciden hunn.

An dass och emol eng Kéier dat net méi als Tabu ugesi gëtt, well och dat misst eng Kéier eng Diskussioun sinn, dass dat net méi als Tabu ugesi gëtt, an dass dat emol einfach eng Kéier öffentlech diskutéiert gëtt. Dass d'Regierung och emol eng Kéier higeet an da wierklech seet, wéi vill Suicidë mer effektiv an dësem Land hunn, an dass dat net esou iergendwéi a verstoppte Chifferen dorëmmer geeschtert, mä dass emol eng kloer Sprooch geschwat gëtt, wéi vill dass mer der hunn an och wou d'Ursaache sinn.

Quitte dass, wann een elo net méi do ass, da kann een en net méi ëm d'Ursaache froen, mä dass een awer kuckt am Ëmfeld vun deene Leit, deenen dat geschitt, dass een do emol ka kucken. Do kann een d'Ursaachen eventuell gewuer ginn, an dass een dann och emol misst eng kloer Analys maachen an déi dann eng Kéier hei virdroen.

Dat wär am Fong mäin Uleies un d'Regierung, dass mer deen Tabu och eng Kéier ophiewen an dann och do esou kloer Analysen hei virleeën, wéi mer dat jo awer och an anere Saache fäerdeg bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Merci der Rapportrice a sämtleche Riedner fir déi villsäiteg a konstruktiv Interventiounen zu engem ganz wichtegen Thema: d'Psychiatrie, d'Reform vun der Psychiatrie, d'Weiderféierung vun der Reform vun der Psychiatrie.

Et ass richteg gesot ginn, dass deen heite Projet, iwwert dee mer haut diskutéieren an ofstëmme wäerten, u sech méi e klenge Projet ass, deen awer d'Konsequenz vun enger wäit reechender Reform ass, där vun der Dezentraliséierung vun der akuter Psychiatrie, an de Virreider vun enger weiderer méi wäit reechender Reform ass, der fundamentaler Reform vun der Placementsprozedur.

Fir dass keng Équivoque opkënnt: D'Reform vun der Psychiatrie huet eng Rei vu Pappen, an do soll een, mengen ech, och net eleng d'Vaterschaft beusprochen. Et ass ugaange mat dem Rapport Häfner ënnert mengem Virgänger, dem Johny Lahure. Et ass weidergaang ënnert deene successiven anere Regierungen. De Carlo Wagner huet eng Rei vu wichtegen Elementer vun där Reform évoquéiert, a si wäert nach esou bal net fäerdeg sinn.

Ech wëll awer drop insistéieren, dass ee vun deene fundamentaalste Voleten, déi mer an deene leschten zéng, 20 Joer gemaach hunn, dee vun der Dezentraliséierung vun der akuter Psychiatrie ass. Et ass richteg, dass en am Spidolsplang vun 2001 enthale war. Et ass richteg, dass déi verschidde Servicer virgesi waren.

Et ass awer gradesou richteg, dass an deene leschten zwee Joer d'Implementatioun vun där Dezentraliséierung gemaach ginn ass, wat - an ech soen Iech dat esou wéi et ass - keng einfach Saach war. Bis 2005 hate mer een Haaptzentrum, den CHNP, deen eigentlech - et ass virdru gesot ginn - fir alles zoustänneg war, niewent de Réseauen. Vun 2005 un hu mer eng Dezentraliséierung an eng Aufgabendeelung mat enger Rei vun akuten Haiser, véier un der Zuel, déi Haaptspideeler, déi mer am Moment hunn: Dat ass de Saint-Louis zu Ettelbréck, dat ass de Kierchbierg, dat ass den CHL an et ass de CHEM zu Esch.

Dat war keng einfach Aufgab. Mir hunn et fäerdeg bruecht duerch vill gudde Wëlle vun alle Betraffenen, vum CHNP, awer och vun deene Leit, déi um Terrain dat doten hu misse realiséieren. A wann een haut ka soen, dass een akut psychiatresch kranke Mënsch duerch déiselwecht Dier vun deemselwechte Spidol kann eragoe wéi een, deen en Aarm gebrach huet oder wéi een, dee soss eng Krankheet huet, dann ass dat eng fundamental Reform, där hir Tragwäit een net genuch ënnersträiche kann.

Et geet een net méi mat engem Stigma op der Stir oder iergendwou aneschters an e Spidol. Et geet een eigentlech deeselwechte Wee wéi en anere Kranken, an esou soll dat och sinn. Net nëmmen an der akuter Psychiatrie, mä och an der Sozialpsychiatrie an och an der Rehabilitatioun solle mer déiselwecht Continuité des soins fäerdeg bréngen, wéi et haut selbstverständlech ass bei deene klassesche Krankheeten. Eréischt wa mer dat erreecht hunn, kënne mer soen, dass mer d'Psychiatrie-Reform erfollegräich ofgeschloss hunn.

An dat geet vun deene ganz liichten Informatiounsstrukturen, wou een éischt Kontakter hëlt, an d'Richtung vun der Preventioun, et geet a Richtung vun der Gesondheetsförderung iwwert déi ganz akut Saache bis zu den Atelier-thérapeutiquen, de Wunnstrukturen, de Foyers médicalisés, an ech vergiesse sécher e ganze Koup vun deene spezialiséierte Strukturen, déi mer am Beräich vun der Psychiatrie hunn, musse schafen oder ausbauen.

Mir konnten also den éischte Volet vun der Reform vun der Psychiatrie duerch vill gudde Wëllen um Terrain mat villen engagéierte Leit vum Terrain iwwert d'Ronne bréngen. Ech ënnersträichen, dass vill gudde Wëllen a vill Diskussiounen a vill Begéinunge vun där nei animéierter Plattform Psychiatrie noutwendeg waren, fir dat dote kënnen ze erreechen. Ech wëll och hei ausdrécklech deene Leit Merci soen, déi während Stonnen, während Deeg zesummesouzen, fir déi doten Iwwergäng méiglech ze maachen, ouni dofir och nëmmen déi geréngste materiell Unerkennung ze kréien. Dofir, moralesch Unerkennung hu se sech ganz sécher verdéngt.

Dat ass ee vun de Volete vun der Psychiatrie. Opgrond vun deem wat geschitt war huet déi jëtzeg Regierung ganz am Ufank vun der Amtsperiod de Professer Rössler beoptraagt, en État des lieux ze maachen, fir eis d'Méiglechkeet ze ginn, fir déi nächst Etappe vun der Reform vun der Psychiatrie ze plangen. Mir sinn haut esou wäit, dass mer net nëmmen de Rapport Rössler hunn, mä dass mer amgaang sinn, den Aktiounsprogramm fir déi weider Reform vun der Psychiatrie ze finaliséieren. Mir wäerten déi wesentlechst Elementer vun där Reform, vun deem Aktiounsprogramm bei der Journée nationale de la Santé Mëtt Januar virstellen, mat enger virleefeger Bilanzéierung vun deem, wat an deene leschten zwee Joer um Terrain vun der Psychiatrie geschitt ass.

Zwee, dräi Elementer, déi vläicht wichteg sinn zu dësem Zäitpunkt schonn ze soen, well se ganz wäit fortgeschratt sinn:

Éischtens hu mer fir déi weider Reform vun der Psychiatrie e wesentlechen Duerchbroch erreecht - a mir wäerten deemnächst dee Projet de loi hei op den Dësch kréien - doduerch, dass mer der Psychiatrie extrahospitalière en zousätzlecht finanziellt Standbee ginn.

Déi Réseauen, wéi mer se haut hunn, mat deene Strukturen, déi un de Réseauen hänken, si bis elo bal ausschliesslech, mat Nuancen, iwwert de Statsbudget bezuelt ginn. Mir hunn et mat de Krankekeesen fäerdeg bruecht, fir deem dote Beräich vun der Psychiatrie e weidert Standbeen ze ginn, dat heescht de médicaliséierten Aspekt bei d'Krankekeesen ze rattachéieren, net alles, mä en Deel, fir dass mer d'Mëttele kréien, fir déi Réseaue weider auszebauen.

Well, et soll ee sech näischt virmaachen, wa mer doduerch, dass mer dezentraliséiert hunn, Leit an déi akut Spideeler kréien, da féiert dat dozou, dass se manner laang an deene Strukture bleiwen a vill méi séier Relaisë musse fannen, wou se no där akuter Phas behandelt a begleet gi kënnen. Déi musse mer dofir ausbauen, an dofir brauche mer d'Moyenen, budgetär an och iwwert d'Krankekeesen. Dat ass garantéiert.

Dann en zweet wesentlecht Element, wou muer an der Commission permanente des Hôpitaux driwwer diskutéiert gëtt, de Plan stratégique vum CHNP. De CHNP besteet weider, huet eng ganz Rei vu Strukturen, déi sech schonn dezentraliséiert hunn, mä en ass net um Enn vu sengem Wandel, brauch Perspektiven, brauch Konzepter. Déi sinn ausgeschafft ginn an déi sinn am Moment amgaang finaliséiert ze ginn.

De CHNP, an dat wëll ech ausdrécklech ënnersträichen, huet gewisen, dass en adaptéierungsfäeg ass, well mer et an enger Rekordzäit fäerdeg bruecht hunn, déi Struktur ze schafen, déi mer gebraucht hunn, fir feelplacéiert Jugendlecher mat psycheschen an och Drogeproblemer kënnen aus dem Prisong erauszekréien an an eng nei Struktur eranzebréngen. Déi ass de leschte Méindeg offiziell opgaangen. An do muss ech soen: Unerkennung fir déi Leit, déi dat doten zesumme mat allen Instanzen, mat der Justiz, mat dem Kolleeg Luc Frieden, deen dat matgedroen huet, mat dem Jugendriichter a mat all deene Partner, déi ronderëm sinn, konnten op d'Bee setzen. Zwee weider Foyere wäerten dës Struktur ergänzen.

Also e weidert Element vun der Reform vun der Psychiatrie, de CHNP, dee seng Plaz muss fannen. An ech soen dat esou, wéi ech dat denken: Wa mer et fäerdeg bréngen, an deenen nächste fënnef Joer - ech nennen emol eng Zilsetzung, et brauch ee jo ëmmer Zilsetzungen - dee grousse Badetti, dee mer nach do stoen hunn, d'Héichhaus vum CHNP zu Ettelbréck, dat Symbol vun der Psychiatrie aus fréieren Zäiten ofgebaut kënnen ze kréien, dann hu mer och mat engem CHNP mat enger neier Ausstrahlung ze dinn, dee sécher seng Plaz an der reforméierter Psychiatrie huet a se och wäert behalen.

Am Débat sinn eng Rei vu Froe gestallt ginn. Ech wëll schnell dorop agoen. De Foyer médicalisé gehéiert zum Concept stratégique vum CHNP, a mir hunn de Go gi fir d'Gebailechkeeten, fir en éischte Foyer médicalisé anzeriichten. Et wäerte weiderer nokommen, mä de Plan stratégique muss awer nach genehmegt ginn.

Qualitéitsmanagement ass selbstverständlech, an der Psychiatrie wéi an alle Beräicher vun der Gesondheet absolut noutwendeg. Dat ass eppes, wou mer eis schwéierdinn, fir dat ze maachen, mä et ass onerlässlech, e Benchmarking, wou ee bereet ass, sech deem ze stellen, a virun allem Transparenz, fir dass en éclairéierte Patient do ka goen, wou en am beschte behandelt ka ginn.

Ech mengen ech hu scho virdrun op déi Fro geäntwert wéi mer zousätzlech Budgetë kënne bereetstellen.

Evaluatioun, selbstverständlech, dat geet an dat Viregt eran.

D'Strukturen, déi mer brauchen - an do sinn eng Rei vu Riedner drop agaangen - fir d'Jugend, fir d'Kanner. D'Jugendpsychiatrie hu mer um Kierchbierg, se fonctionnéiert exzellent a gëtt ergänzt duerch en Hôpital de jour. D'Kannerpsychiatrie am CHL ass am Bau a wäert 2008 zur Verfügung gestallt ginn. An da musse mer effektiv dee Bilan maache mat de Krankekeesen zesumme vun de Pathologien haaptsächlech bei Kanner a bei Jugendlechen, déi am Moment an d'Ausland ginn, déi awer vläicht besser, méi sënnvoll, méi effikass hei zu Lëtzebuerg kéinte behandelt ginn, wa mer déi noutwendeg Strukturen hätten. Och doru schaffe mer am Intérêt vun deene Betraffenen an hire Familllen.

Et ass virdru gesot ginn, dass mer eng ganz Rei vun Akteuren um Terrain hunn, déi alleguer extrem gutt Aarbecht leeschten, déi awer nach besser Aarbecht leeschten, wa se dat net an engem konkurrenzielle Geescht gesinn, mä wa se zesummeschaffen. Et däerf keen den Usproch hunn, fir e Monopol ze hunn an deem heite Beräich, mä mer mussen et fäerdeg bréngen, fir eng exzellent Continuité des soins ze kréien doduerch, dass och d'Akteuren alleguer bereet sinn, mateneen ze schaffen, a virun allem alleguer och bereet sinn, sech a Fro ze stellen a sech op nei Erausfuerderungen anzestellen. Dat ass net ëmmer esou evident.

Nach ganz kuerz op déi Froen, wat mer wëlles hunn an deene Beräicher, déi hei zu Lëtzebuerg nach net esou systematesch couvréiert ginn, wéi Anorexie, Bulimie an aner Krankheeten. Dat geet an déi Richtung eran, wou ech lech gesot hunn, dass mer kucken ze bilanzéieren, wou déi gréisste Besoinë si vun deene Persounen, déi am Moment an d'Ausland ginn, an ob mer sënnvoll Strukturen, déi da besser, méi sënnvoll behandele kënnen, opbaue kënnen.

Preventioun vum Suicide, do leeft an der Zwëschenzäit e Projet…

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Et gëtt nach aner Krankheeten, wou psychesch Erkrankungen drënnerfalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo, selbstverständlech.

Preventioun vum Suicide, do leeft an der Zwëschenzäit e gudde Projet tëschent Santé an der Ligue d'Hygiène mentale.

Coups de cloche de la Présidence)

Ech kommen zum Schluss, Här President.

M. le Président.- Et gëtt Zäit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Et leeft, wéi gesot, e gudde Projet tëschent der Ligue d'Hygiène mentale an der Santé.

Zur Preventioun ass alles gesot ginn. Ech deelen déi Meenung. Och an eisem Beräich muss deem Rechnung gedroe ginn, wat d'Haaptursaache fir Aliwwerunge sinn. Dat sin d'Dependenzen aller Zort, Psychosen, Déprimen, akut Suicidegefor, an an an.

Als leschte Saz, Här President, wëll ech soen, dass dat heite Gesetz e klenge Bausteen ass fir déi Reform vun der Psychiatrie, an dass e weidert wesentlecht Element a Preparatioun ass. Do ass den Aarbechtsgrupp, deen ech sengerzäit agesat hunn, schlësseg ginn a senge Propositiounen, dat heescht d'Propositioune leien um Dësch fir déi fundamental Reform vun der Placementsprozedur mat Contrôle juridique a Rekursrecht fir de Patient.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Dat ass awer e laange Saz, dat do, Här Di Bartolomeo.

(Hilarité)

Är Zäit ass elo zwou Minutten ofgelaf. Et gëtt elo Zäit, dass Der zum Schluss kommt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Oh, meng Zäit ass nach esou bal net ofgelaf, Här President...

(Hilarité)

M. le Président.- Är Riedezäit.

(Interruption et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mir kënnen elo un d'Schreiwe vum Gesetz goen. Ech wëll lech net den Dag nennen, wéini dass de Projet presentéiert gëtt, mä ech mengen, dass dat fir d'nächst grouss Vakanze prett wäert sinn.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Villmools Merci, dass Der mer esou laang nogelauschtert hutt.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi. De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5490 ass mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5543 iwwert d'Verbidde vum Verkaf vun Alkohol u Jonker ënner 16 Joer. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Damme Frank an Dall'Agnol an déi Häre Krieps, Huss, Mehlen a Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, an dat ass och an dësem Fall déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol.

2. 5543 - Projet de loi portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de seize ans

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Déi Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5543 huet als But, d'Vente vun Alkohol u Jugendlecher ënner 16 Joer ze verbidden. Dëst iwwerall, dat heescht och a virun allem a Butteker, Supermarchéen an och op Tankstellen.

Firwat ass awer dëse Projet de loi elo néideg? Ma, well et bis elo hei zu Lëtzebuerg nom Gesetz vun '89 iwwert de Régime des cabarets wuel esou eng Interdictioun gouf, mä déi beschränkt sech drop, datt nëmmen an Débits de boissons keen Alkohol u Jugendlecher ënner 16 däerf verkaaft oder awer och offréiert ginn. Am Kloertext heescht dat, datt bis elo zwar kee Jugendlechen ënner 16 Joer am Café huet däerfen Alkohol drénken, mä awer bal iwwerall soss es huet däerfe kafen, an esou och de Schutz vum Jugendleche virum Alkohol net gewährleescht war.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Kee Wonner also och, datt den Alkoholkonsum bei jonke Leit en ëmmer méi grousse Problem duerstellt, an datt den éischte Kontakt mam Alkohol an engem ëmmer méi niddregen Alter stattfënnt.

Eng Etüd vun 2003, déi hei zu Lëtzebuerg realiséiert gouf, bestätegt déi Tendenz, well ëmmerhi laut där Etüd 68,2% vun den 13-Jährege schonns Alkohol konsuméiert hunn. Där Etüden, där et der iwwregens iwwerall queesch duerch Europa eng ganz Rei gëtt, beweisen dat praktesch iwwerall. Gewosst ass och wat fir eng Follegen esou en iwwerméissegen Alkoholkonsum huet, besonnesch eben an deem jonken Alter, wou de Kierper nach am Wuessen ass an den Organismus dee Moment och nach besonnesch vulnérabel ass.

Datt Designerdrinks oder och Alcopops, wéi mer se nennen, eng grouss Gefor duerstellen, dat ass jo och net eréischt säit gëschter bekannt. Dofir hu mer jo och dann ufanks vun dësem Joer eng Tax op d'Vente vun dësem Gedrénks agefouert.

Och international ass de Fléau Alkohol bei Jonker bekannt an e gëtt och thematiséiert, sief et beim Conseil vun der Unioun 2001, wou eng Recommandatioun erausgoung d'Situatioun ze beliichten an ze kucke wéi ee géint dee Phenomeen kéint virgoen. An och 2004 gouf als Konklusioun ugeholl, datt d'Kommissioun eng global europäesch Strategie soll unhuelen, fir dem Alkoholismus bei Jonker Här ze ginn.

Och erëm eng Kéier d'OMS, d'Weltgesondheetsorganisatioun also, huet sech 2001 schonns mat deem Thema hei auserneegesat a sech och verschidden Objektiver gesat, déi Der alleguerte kënnt am Detail am schréftleche Rapport erëmfannen. Ech wëll der elo nëmmen zwee hei erauspicken, nämlech den Alter, wou den éischte Kontakt mam Alkohol stattfënnt, an d'Luucht ze setzen an och ze probéieren, de Kontakt mam Alkohol op e Minimum ze beschränken. Dat heescht, datt dee Jonken net iwwerall do, wou en higeet, mat Alkohol kann a Kontakt kommen, et ugebuede kritt oder et awer och ze kafe kritt. A genau hei gräift jo dann de Projet de loi, dee mer haut solle stëmmen.

D'Kommissioun war sech duerchaus bewosst - an déi Meenung deele mer och mat de Beruffskummeren, deenen hir Avisë mer gefrot haten an déi dem Projet alles an allem favorabel gesënnt waren -, mir sinn eis also alleguerte bewosst, datt duerch dëse Projet de loi net all d'Scheewercher am Dréchene sinn. Am Kloertext heescht dat, mir kënnen heimadder net all Kontakt vum Jugendleche mam Alkohol verhënneren, mä mir kommen awer emol e gudde Schrëtt an déi richteg Richtung virun.

Et goufen an der Diskussioun och Stëmmen haart, déi gemengt hunn, datt de Verbuet vun Alkohol fir Jugendlecher just de Contraire kéint bewierken, nämlech datt de verbuedenen Alkohol ebe géif nach méi attraktiv gi fir Jonker. Mir sollen dofir haut dëse Projet de loi stëmmen, ouni awer ze vergiessen, datt do hannendrun och muss eng Sensibiliséierung an eng Responsabiliséierung vun all den Akteure kommen, ugefaang bei deene Jonken, hiren Elteren an och dem Commerce, an datt mer och sollen drun denken hei Campagnë fir déi Sensibiliséierung virzegesinn.

Wéi gesot hunn och d'Beruffschamberen, dat heescht de Collège médical, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers an d'Chambre d'Agriculture dës Meenung gedeelt, genau wéi och de Statsrot, deen a sengem Avis vum 20. Juni 2006 och bemierkt, datt esou e Verbuet kéint ëmgaange ginn an datt et also och mam Projet de loi 5543 keng absolut Sécherheet vum Schutz vum Jonke virum Alkohol gëtt. Dofir schléit dann och de Statsrot d'Ausschaffe vun engem Code de bonne conduite vir.

De Statsrot huet dann awer och den Article unique vun dësem Projet de loi, wéi mir et vun him gewinnt sinn, mat der néideger Suergfalt ënnert d'Lupp geholl an eng Rei Virschléi gemaach, déi d'Kommissioun an hirer Réunioun vum 19. Oktober analyséiert an och diskutéiert huet. D'Detailer fannt Dir alleguerten am schréftleche Rapport erëm.

Ënner anerem mécht de Conseil d'État d'Remarque, datt den Text «mélanges de boissons alcooliques avec d'autres boissons», esou wéi en am Projet steet, fir Konfusioun kéint suergen, a schléit dofir vir dat ewechzeloossen. Senger Meenung no geet «boissons alcooliques» duer, well heirënner jo och géinge Mélangë falen. No Diskussiounen awer an der Santéskommissioun hu mir trotzdeem décidéiert, beim Regierungstext ze bleiwen, aus där Ursaach, datt dës Textformuléierung och bei der Tax op den Alcopops gebraucht ginn ass, an datt mir jo eigentlech wëlle bei deene Gesetzer op enger Linn bleiwen.

Ugeholl hu mir awer eng Propos, fir ze soen, datt et hei ëm Mineurs de moins de seize ans geet an net ëm Mineurs de seize ans.

De Conseil d'État huet och bemängelt, datt de Projet de loi keng Mesure virgesäit, déi d'Commerçanten dozou zwéngt ze affichéieren, datt et verbueden ass, Alkohol u Jonker ënner 16 Joer ze verkafen.

Der Kommissioun war déi Propos op den éischte Bléck ganz sympathesch. Allerdéngs hu mir no längerer Diskussioun décidéiert, och hei beim Regierungstext ze bleiwen, an dat aus der Ursaach, datt eis hei keng Proposition de texte virlouch, a mir eis och net esou direkt elo konnte virstellen, wou dann zum Beispill an engem grousse Supermarché déi Interdictioun sollt affichéiert sinn: an der Entrée, an der Keess, am Rayon? Wéi sollt déi affichéiert sinn? Geet do eng DIN-A4-Säit duer? Muss dat eng grouss Affiche sinn?

Dat heescht, mir hunn eis eigentlech aus éischter prakteschen Ursaache géint déi Propos ausgeschwat a konnte se net zréckbehalen. Mir waren eis awer trotzdeem alleguerten eens, datt et e gudde Virschlag wär, deen een net soll vergiessen an deen een an de Code de bonne conduite, vun deem ech lech jo virdru schonns geschwat hunn, kéint afléisse loossen.

Zu gudder Lescht schléit de Statsrot och nach vir, den drëtten Alinea ewechzeloossen. Hei geet et ëm déi méi juristesch Säit vum Projet de loi. De Statsrot ass, an deem schléisst sech dann och d'Kommissioun un, der Meenung, datt d'Applicatioun vum Droit commun net muss an all Spezialgesetz widderholl ginn.

No dësen Analysen an Diskussioune gouf de Rapport an eiser Réunioun vum 30. November ugeholl. Souwäit also fir d'Aarbechte vun der Kommissioun um Projet 5543, deen iwwregens vum Minister vun der Santé Vältesdag dëst Joer hei an der Chamber déposéiert gouf a fir deen ech den 9. Mäerz als Rapportrice designéiert gi war. An där Fonctioun soen lech fir de Moment elo emol Merci fir d'Nolauschteren a kommen dann herno nach eng Kéier am Numm vu menger Fraktioun op dëse Projet zréck.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. D'Wuert huet gefrot d'Madame Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech der Rapportrice häerzlech Merci soe fir hiren detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll a mengen Ausféierungen net méi ze vill op de virleiende Gesetzesprojet agoen, mä kuerz op d'Problematik Jugend an Alkohol vun haut.

Et geet haut net ëm déi puer Jonker, déi eemol wollten testen, wéi den Alkohol op se wierkt, andeem se doheem an hirem Keller bei hiren Elteren emol e puer Fläschen erausgeholl hunn, sech zesummefonnt hunn an doropshi sech eng Kleng ugestréckt hunn, wéi mir dat um Duerf nennen, an eng Kéier gutt voll gi sinn an dorauser vläicht Konsequenze gezunn hunn, wat hinnen dann och eng liewenslänglech Léier gëtt.

Mä haut geet et ëm vill méi e schlëmme Phenomeen, nämlech ëm den iwwerdriwwenen Alkoholkonsum bei eiser Jugend. Wann een deene verschiddenen Experten nolauschtert a sech op den Drogerapport baséiert, dee viru kuerzem virgestallt ginn ass, da musse mer leider feststellen, datt vill Jonker an - ech betounen - haut Kanner vun 11, 12, 13, 14 a 15 Joer ganz fréi mam Alkohol a Verbindung kommen an en - wat vill méi schlëmm ass - regelméisseg an ëmmer méi staark Dose consomméieren.

Alkohol ass eng typesch Astiegsdrog gi fir vill Jonker, déi de Wee net méi erausfannen, sou datt se no an no zu ëmmer méi haarde Mëttele gräifen an iergendwann am Drogemilieu landen. Dat wëll net heeschen, datt, wa Jugendlecher eng Kéier e Patt zevill gedronk hunn, dono gläich an der Fixerstuff landen.

Mä mir däerfen de Problem vum Alkohol net ignoréieren oder verharmlosen, mä mir mussen eis konsequent asetzen, fir d'Kanner an d'Jugendlecher virun der Drog Alkohol ze schützen a virun hire Konsequenzen.

Et si jo scho positiv Moossname geholl ginn. Am Januar vun dësem Joer ass op de sougenannten Alcopops, déi duerch hire séisse Geschmaach ganz geziilt un eis Jonk geriicht sinn, eng extra Tax erhuewe ginn. Dës geféierlech Designerdrinks si Gott sei Dank an deene leschte Méint a ville Supermarchéen aus de Regaler verschwonnen, wat ech als wierklech positiv betruechten. Dat Schlëmmt un den Alcopops ass jo, datt een héichprozentegen Alkohol drénkt, deen eben esou gutt séiss schmaacht, wouduerch déi Jugendlech dann ëmmer erëm mam Alkohol konfrontéiert ginn.

Mä no dëser Mesure ass et also héich Zäit ginn, datt iwwerall verbuede gëtt, fir u Jonker ënner 16 Joer Alkohol ze verkafen. Bis elo huet de Verbuet jo nëmmen an de Cafféen, Restauranten a Bare stattfonnt. Wann ee sech awer bewosst mécht, wéi vill Sortimenter vun alkoholeschem Gedrénks an de Supermarchéen ugebuede gëtt, och op den Tankstellen an och bei eis an den Dierfer, esou ass et absolut logesch, datt et endlech verbuede gëtt, de Kanner Alkohol ze verkafen.

Et kann net sinn, datt 15-Jähreger sech e Sixpack oder eng Fläsch Whisky kafen, se da mat Limonad opfëllen an dann ënnert der Täsch mat op Fester huelen a sech do volllafe loossen. Dat ass ganz bedenklech. Dofir ass dëst Gesetz vu grousser Bedeitung.

Mir mussen eis awer och der Tatsaach bewosst ginn, datt mir eis Jugend net nëmmen duerch Gesetzer schütze kënnen. Mir musse se sensibiliséieren an informéieren, esou wéi eis Rapportrice dat elo just gesot huet, a se iwwert déi irréparabel Konsequenzen informéieren. Dës Sensibiliséierung fänkt a mengen Aen doheem an der Famill un. Haut sti mer virun deem grousse Problem, well et gëtt vill Elteren, déi sinn - aus wéi enge Grënn och ëmmer - net méi à même hir Kanner ze erzéien, si sinn iwwerfuerdert. A grad dës Eltere brauchen eng sozial a regelméisseg Eltereberodung, Ënnerstëtzung a Begleedung.

D'Eltere sinn déi, déi de Kanner eigentlech mussen dat gutt Beispill doheem virliewen, datt et net zur Normalitéit gehéiert, all Dag Alkohol ze consomméieren a scho guer net a grousse Quantitéiten, an de Kanner erklären, datt den Alkohol e Genossmëttel ass; wat och gutt esou ass. Et huet awer och kee Wäert, virun de Kanner den Alkohol ze verdäiwelen an en absolut ze verbidden, well alles dat, wat ee verbitt, ka richteg interessant ginn. Duerfir ass et wichteg, datt mer de Kanner e gutt Beispill virliewen.

Et muss een och bedenken: De Wäin an de Béier sinn een Deel vun eiser lëtzebuergescher Kultur. Wat wier den Norden ouni seng Béiertraditioun…

(Hilarité)

…an den Osten ouni säi gudde Muselwäin? Dat gehéiert eben…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Bei eis gëtt nëmme Waasser gedronk.

(Hilarité)

M. le Président.- Wëllt een der Madame eng Fro stellen?

(Négation)

Da loosst d'Madame schwätzen, wann ech gelift.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Dat gehéiert…

M. Henri Grethen *(DP)*.- Déi wichtegst Brauerei ass am Süden.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- An an der Stad, Madame Frank?

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Ech kommen nach drop zréck, Madame Loschetter.

Mä dat gehéiert zu eiser gudder Kultur. Gradesou wéi déi sëllech Wäin- a Béierfester, wéi ech elo just gesot hunn, zu deenen typesche Manifestatiounen an eisem ganze Land gehéieren, esou ass den Alkohol ontrennbar vun eisem Patrimoine culturel. Mä dat, wat haut awer aneschters ass wéi viru Joren: datt mer ëmmer méi Jugendlecher fannen, déi zesummen op d'Fester ginn, an déi sech do volllafe loossen, an da vun der Police musse bal als Alkoholläichen ofgeschleeft ginn. Dat fannen ech dramatesch.

Mä et soll een dat net verallgemengeren, well och den Alkohol kann eng positiv Wierkung op de Mënsch hunn: Et ass medezinesch erwisen, datt bei erwuessene Mënsche geréng Quantitéite vun Alkohol souguer gutt fir d'Gesondheet sinn a souguer virun Häerzinfarkt kënne schützen.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Awer wéi gesot, alles mat Moossen, awer net fir déi Jonk mat 16 Joer, well mat 16 Joer kennt ee seng Grenzen an deem Domän sécherlech net. Duerfir setzt dat Gesetz hei e wichtegen Akzent.

Mir sinn eis och bewosst, datt et net einfach ass, fir deene ville Jonken ofzegesinn, ob se dann elo grad 16, 15 oder 14 Joer al sinn. Duerfir ass et wichteg, datt déi, déi d'Vente maache vun deenen alkoholesche Getränker, am Zweifelsfall och d'Carte d'identité froen däerfen. A wann déi Jonk den Alter net hunn, och mussen Nee soen. Wann dat net geschitt, da mussen déi sanktionéiert ginn.

Fir datt mir als Politik de feste Wëllen ënnersträichen, datt mer eis Jugendlech mussen ofhalen, fir am jonken Alter Alkohol ze consomméieren, musse mer op Informatiounscampagnë setzen, och an der Schoul an iwwerall op deene Plazen, wou Jugendlecher sech treffen, a se op d'Folge vun dem Alkoholkonsum opmierksam maachen. Ech denken do zum Beispill un dee Spot am Kino, wéi mer e kennen, dee viru kuerzem ausgestraalt ginn ass, deen op d'Risike vum Tubak opmierksam gemaach huet.

Wéi ech elo grad gesot hunn, d'Informatiounscampagnen an der Schoul mussen - awer och de Centre de prévention des toxicomanies, déi eng wonnerbar Aarbecht leeschten - weiderhin Ënnerstëtzung kréien an déi néideg Moyenen a Budget, fir datt se déi Aarbecht, déi se an deene vergaangene Jore geleescht hunn, och weider kënnen ausféieren. An et ass eigentlech traureg, wann een d'Budgete vun deene leschte Jore kuckt, datt se manner kritt hunn, wéi an deene Jore virdrun.

Duerfir mengen ech, si mer grad an dësem Moment op där richteger Plaz, fir eis Regierung opzefuerderen, datt dat, wat se gestrach kritt hunn an deene leschte Joren - 10% sinn dat -, géif berücksichtegt ginn, fir datt si iwwerall do, wou se Aarbecht kënne leeschten - an de Schoulen, an den Heimer bei Jugendlechen an e besseren Zougang zu den Eltere kréien -, mat eis an zesumme mat alle Partner et fäerdeg bréngen, un engem Strang ze zéien, fir eis Jugendlech vun deem héije Konsum un Alkohol ofzehalen.

Ech géif am Numm vu menger Fraktioun den Accord ginn, an hoffen a wënsche mer, datt mer mat dësem Gesetz en Akzent gesat hunn, fir dësem Problem Meeschter ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Elo kënnt den Här Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Här President, zur Gesetzesvirlag 5543 bréngt d'demokratesch Fraktioun hir voll Ënnerstëtzung. An der Dokumentatioun, déi der Chamberskommissioun virlouch, gëtt kloer, dass et e schreckleche Constat ass, dass ëmmer méi ganz Jonker zum Alkohol gräifen. Vill Leit hätte souguer gär gesinn, dass d'Altersgrenz fir den Akaf vun Alkohol op 18 Joer eropgesat gi wär.

D'Constatë sinn iwwerall unanime gewiescht, och wat déi individuell a gesellschaftlech Folge sinn: psychosozial Folgen - et ass virdrun hei gesot ginn -, Suiciden - et ass d'ailleurs e gewëssenen Iwwer-„lapping" mat deem, wat den Här Huss hei développéiert huet -, fräiwëlleg Violence, domm Wetten, physesch Konsequenzen op d'Gehir, d'Liewer; a speziell e ganz schlëmme Phenomeen: bei der schwangerer Fra. Do trieden terribel Malformatiounen op, och bei geréngste Quantitéiten, déi gedronk ginn.

An da muss ee bei deene ganz Jonke gesinn, dass den Alkoholkonsum e richtege Gruppephenomeen ass. Dat ass e Géigesaz zum Alkoholismus bei deenen eelere Leit. Bei deene méi Jonken ass dat e Gruppephenomeen. An dee muss een och erkennen. Et muss een och gesinn, dass déi Attitüde sech oft an e polytoxikomanesche Kontext aschreiwen: Tubak, Wicken, haart Drogen, an dann och Schmäerzmëttelen, wat am Fong net méi ganz innocent ass.

Kulturell oder sozial si keng grouss Ënnerscheeder. Et trëfft all Communautéiten, all sozial Schichten. D'Meedercher sinn amgaang d'Jongen erëmzekréie bei deem dote Problem, wéi a villen aneren. An den Alkoholismus bei der Fra ass vill méi schlëmm wéi beim Mann. Däers muss ee sech ganz bewosst sinn. Dat huet physiologesch Ursaachen.

Opfalend heefeg sinn awer och - an d'Madame Frank huet dat ernimmt - zerrasse Familljeverhältnisser. Mä ech mengen, d'Haaptdéngen hei, wat ee muss soen, dat ass, dass de Gréff zur Fläsch bei deene ganz Jonken och en Appel au secours ass. An ech mengen, wéi bei aneren Dénger muss d'Gesellschaft sech deem bewosst sinn, dass do gehollef muss ginn, an net verdaamt. Ëmmer méi heefeg gesäit ee jo och dee Phenomeen vum „binge drinking", wou Leit sech richteg de Kapp vun de Schëlleren drénken, an domadder spéiderhi vill Nofolgekäschte fir d'Gesellschaft kreéieren.

Mir wären och frou gewiescht, wann de Minister vun der Gesondheet d'Suchtpreventiounspolitik an de Schoulen nei opgeluecht hätt an am ganz jonken Alter, fir eng uerdentlech Éducation sanitaire ze kréien.

D'Répressioun - dat huet d'Madame Dall'Agnol ënnerstrach an hirem schréftleche Rapport - geet an dësem Dossier net duer. En Appel muss effektiv och un d'Eltere gemaach ginn, fir dass se mam beschte Beispill virginn.

Wat den Étiquetage vun de Fläschen ubelaangt, schéngt d'Europäesch Kommissioun jo schlussendlech dee Wee ze goen, par analogie zu den Zigarettepäck, fir op d'Gefor hinzeweisen. An onser Fraktioun huet en distinguéierte Member an e ganz grousse Wäikenner gemengt, dass et am Fong net ubruecht wär, fir e rouden Doudekapp op esou Fläsche wéi Château Pétrusse oder Angélus ze molen, zumools wou dës e ganz himmleschen Numm droen.

(Interruption)

Ech iwwerloossen lech erauszefannen, wien dat gesot huet.

Den Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner huet och a sengem Bericht op deen Alkoholkonsum bei de Kanner higewisen. Et misst een, éischter wéi Chambre-professionnellen ze froen, an dësen Dossieren och vläicht Psychologen a Soziologen uspanen, fir eben d'Ursaachefuerschung ze preziséieren.

Et muss een och dee publicitairen Effort, dee gemaach gëtt, fir den Akaf ze stimuléieren, a Grenzen halen. Et muss een och an der Preventioun d'Industrie associéieren, well soss gëtt dat näischt. Esou eng Campagne ass elo an England am hallwen Oktober ugelaf mam Titel: „Know your limits". Natierlech, et si vill Leit, déi hir Limiten net kennen am Drénken, an do misst een hinnen hëllefen.

Ofschléissend wëll ech hei der Madame Dall'Agnol villmools Merci soe fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, an et ass selbstverständlech, dass ons Fraktioun dës Gesetzesvirlag stëmmt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Krieps. D'Wuert huet nach eng Kéier d'Madame Claudia Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Dir Häre Ministeren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 24. Oktober dëst Joer huet d'EU-Kommissioun matgedeelt, datt se sech eng Strategie gëtt fir d'Schied, déi duerch Alkohol entstinn, erofzesetzen. Als Zuelen nenne se 195.000 Mënschen, déi all Joer duerch d'Auswierkunge vum Alkohol ëm d'Liewe kommen.

Eng vun de Prioritéite vun der EU ass dann och bei dësem Thema de Schutz vu Kanner a Jugendlechen. Dat geet deemno dann och genau an déiselwecht Richtung wéi eise Projet de loi, dee mer de Mëtte wëlle stëmmen.

D'EU-Kommissioun wëllt och an Zukunft „best practices" op dësem Gebitt, dat heescht, wéi een den Alkoholkonsum bei Mannerjähreger kann erofsetzen, austauschen.

A wa mer dann an e puer Joer vläicht de Bilan vun dem heitege Projet de loi zéien, da wäert och dat sécherlech fir d'EU e weideren Usazpunkt kënne sinn.

Wa mer awer vun „best practices" schwätzen, da soll een awer och hei e Beispill aus engem Net-EU-Land nennen, nämlech der Schwäiz, wou am Kanton Zürich d'Servicer fir Suchtberodung eng Broschür erausbruecht hu mam Titel: „Wenn Jugendliche Alkohol oder Zigaretten kaufen wollen: Was Sie tun können, wenn Sie im Service oder Verkauf arbeiten".

Dës Broschür ass ganz am Sënn vum heutege Projet de loi, an de Minister kéint jo mat senge Servicer dës Iddi opgräife respektiv weiderginn.

Datt awer net nëmmen eleng de Konsum vun Alkohol eng Gefor duerstellt, mä och d'Suiten, déi hei drunhänken - ech denken elo zum Beispill un d'Autofueren ënnert dem Afloss vun ze vill Alkohol -, dat ass bekannt. Mä mir sollen eis awer och virun Aen halen, datt et verstäerkt e Problem vu jonke Leit ass.

Jonk Leit also, déi een nach kann dozou erzéien, e responsabelen Ëmgang mam Alkohol ze fleegen an hiert Liewen net onnëtz op d'Spill ze setzen duerch Alkoholexzesser - „binge drinking" ass et virdru genannt ginn - oder ebe mat ze vill Promill am Blutt Auto ze fueren.

Datt Jugendlech selwer sech dëser Problematik bewosst sinn, sech dofir interesséieren a sech och mat hir ausenanersetzen, dat weist eng Premièresklass aus der Europaschoul, déi zesumme mat hirer Professorin dëst Thema intensiv behandelen, an dat, hiren Aussoen no, och mat ganz vill Enthusiasmus.

Si sinn amgaang um Thema ze schaffen, mä si hu mer awer ufanks November schonns matgedeelt, datt, wann et hinnen nogaange wär - also deene Jonken aus dëser Klass -, dann de legalen Alter fir Alkohol ze kafen net op 16 Joer géif festgeluecht ginn, mä op 18. Och d'Publicitéit misst hirer Meenung no ageschränkt ginn a verstäerkt och Informatiounscampagnen zum Sujet organiséiert ginn.

Mir gesinn also, datt déi jonk Leit sech dem Phenomeen Alkohol an och senge Folgen duerchaus bewosst sinn, an datt et dann och un der Politik ass ze handelen an deene Jonken et doduerch méi einfach ze maachen, un deene Prinzipien, déi si sech jo selwer ginn hunn, festzehalen: nämlech sou spéit wéi méiglech a Kontakt ze komme mat Héichprozentegem.

Wichteg ass awer och, wat déi Jonk vun den Erwuessenen a vun der Gesellschaft virgelieft kréien - ech mengen domadder ass jiddferee vun eis an der Responsabilitéit.

Dëst Joer gouf och eng Etüd am Optrag vun der EU-Kommissioun gemaach mam Titel „Alkohol in Europa". D'Zuelen, déi een heiranner fënnt, sinn iwwerraschend, oder besser gesot erschreckend, deemno wéi een et wëllt gesinn.

An zwar hu bei alle 15- bis 16-jährege Schüler méi wéi 90% scho Kontakt mat Alkohol gehat, an den éischte Konsum fënnt am Duerchschnëtt mat 12 an en halleft Joer statt. Deen éischte Rausch mat duerchschnëttlech 14 Joer. A wann Der elo erschreckt sidd, da kënnt et nach e bësse schlëmmer: Well d'Duerchschnëttsquantitéit, déi bei den eenzelnen Drénkoccasiounen ufält, läit bei net manner wéi 60 Gramm Alkohol a méi wéi ee vun aacht - also 13% vun deene 15- bis 16-Jähregen - war scho méi wéi 20-mol a sengem Liewe voll.

A wann och bei aneren Themen d'Gläichstellung vu Fra a Mann ze wënschen iwwreg léisst: Hei sécher net; dat ass schonn ugeschnidde ginn.

D'Fraen hunn an enger Etüd vun 2003 ëmmerhin an zwee europäesche Länner schonns méi gedronk wéi d'Männer.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- D'Frae verdroe jo nëmmen hallef sou vill. Dat ass natierlech domm gelaf!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Dat hutt Dir elo gesot, Här Mehlen!

(Interruptions)

Wa mer elo d'Folge vum Alkohol wëllen analyséieren, da fënnt een och dozou an der EU-Etüd Unhaltspunkten, déi erschrecken: 10% Stierffäll bei de Meedercher a 25% - also ëmmerhin all Véierten - vun de Jonge sinn op Alkohol zréckzeféieren. 6% vun de 15- bis 16-jährege Schüler sinn a Streidereie verwéckelt gewiescht, duerch den Alkohol, an ëmmerhi 4% soten och, datt se alkoholbedéngt ongeschützte Sexualverkéier haten - am Zäitalter vum Aids sinn dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ëmmerhin 4% ze vill!

Erschreckend ass och eng Noriicht aus Däitschland, wou hire Gesondheetsministère e Projet a verschiddene Kliniken huet, wou Mannerjähreger ageliwwert ginn, déi ze vill gedronk hu respektiv déi am Koma duerch - entschëllegt den Ausdrock! - de Soff leien.

Dëse Projet gouf Zuelen hier, déi soen, datt zënter 2003 eleng hir Mataarbechter mat 372 Jugendleche geschwat hunn, déi sech an de Koma gedronk haten, an - wéi ech scho bemierkt hunn - dat ass nëmmen an eenzelne Kliniken, dat ass net d'ganzt Land.

Déi meescht ware 15 bis 16 Joer al, mä gutt 24% waren nach méi jonk; dorënner ee Meedche mat engem Taux vun 2,4 Promill; d'Meedchen hat eelef Joer!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ënnert deenen elo just genanntenen Aspekter, wou mer dee Projet de loi 5543 hei solle gesinn. E soll ebe just keng Schikan fir Jonker, fir Butteker oder Caféen duerstellen, mä e soll schützen, d'Liewen an d'Gesondheet vun deene jonke Leit, an domat natierlech och vun der nächster Generatioun vun dësem Land.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Huss huet elo d'Wuert. Här Huss, wann ech gelift.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Merci och der Rapportrice fir hiren Exposé, an direkt och den Accord natierlech vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Wann ech e wéineg kucken, wat meng Virriedner hei gesot hunn, dann ass vu ville schonn eng ganz Rei Saache gesot ginn, déi absolut richteg sinn. Ech wéilt och nach just kuerz op e puer Zuelen agoen, déi aktuell sinn. Dat sinn d'Zuele vun 2003.

Aus dem Bericht vun der Enquête, déi vum Ministère vun der Santé a vun der Éducation nationale et des Sports an Zesummenaarbecht mat der Uni Karlsruhe gemaach ginn ass, an nodeem all Joer an der Moyenne déi Kanner vu néng, 14 an 18 Joer, déi ënnersicht gi sinn, vun deenen ass gesot ginn, datt 46% vun de Jongen an 31,4% vun de Meedercher mindestens eng Kéier an der Woch Alkohol consomméieren.

Bei 18 Joer kéint ee jo nach eventuell soen, okay. Mä bei néng a bei 14 Joer sinn dat awer Zuelen, déi trotzdeem eng Iddi beandrockend sinn!

Bei den Alcopops schéngt et 31,2% vun de Jongen an 33,5% vun de Meedercher gewiescht ze sinn am Joer 2003. Déi Zuelen, wat d'Vollsinn ubelaangt, soen, datt 34,3% vun de Jongen a 50% vun de Meedercher an deem Alter scho mindestens eng Kéier voll gewiescht wären. Bon, vläicht gi se och e wéineg un.

Dat sinn also Zuelen, déi wierklech, wat Jugendlecher ubelaangt, relativ erschreckend sinn, an et muss een, natierlech och esou wéi bei deem Projet virdrun, e wéineg kucken, wat d'Ursaachen dovu sinn.

Och hei muss Ursaachefuerschung gemaach ginn. Och hei muss d'Erwuessenewelt an eisen Ae sech de Spigel virhalen a selbstkritesch kucken, wat dozou geféiert huet, datt dat bei deene Jonken esou ass, well dat hei ass jo nëmmen en Deelaspekt vun deem Problem.

Wa mer déi Zuelen hei elo hu wat den Alkoholkonsum vu Mannerjähregen ubelaangt, vun 9- oder 14-Jähregen an esou virun, dann ass dat jo net nëmmen den Alkohol. Et gi jo nach alleguerten déi aner Saachen, zu deene se och gräifen: Nämlech Zigaretten, zu deene se gräifen; Medikamenter, zu deene se gräifen; Berouegungsmëttel, zu deene se gräifen; Drogen, zu deene se gräifen.

Et ass also e Bild, wat net onbedéngt e schéint Bild ass, a wou ee sech als Erwuessenewelt muss Froe stellen iwwert eis Gesellschaft, och iwwert eis Erzéiung; wou ee sech muss d'Fro stellen: Wéi gi mer mat deene Jonken ëm a wat fir eng Zukunftsaussiichte liwwere mer hinnen?

Wann een iwwert d'Ursaache schwätzt, da mengen ech, dann huet d'Madame Frank der schonn e puer hei opgezielt, déi sécher richteg sinn.

Fréier - domat mengen ech virun 30 bis 40 Joer - war et esou, datt d'Famillje meeschtens aneschters opgestallt waren, datt méi Autoritéit do war, datt se relativ méi fest nach gebonne ware wéi dat haut de Fall ass. Während mer haut éischter Familljen hunn, wou ganz vill Scheedungen do sinn an déi Familljen dofir dann heiansdo och dépasséiert si mat den Erzéiungsaufgaben. Dofir ass haut d'Situatioun aneschters. Dat féiert natierlech dozou, datt méi eng schlecht Orientéierung vun de Kanner, wat d'Wäerter ubelaangt, insgesamt amgaangen ass ze passéieren.

Wat do derbäikënnt, ass nach eppes aneschters, an dat ass dat, wat aus dëser Etüd och ervirgeet, dat ass dat wat „mal de vivre" genannt gëtt, den „mal de vivre" vun de Jugendlechen, dee sech an all deene Saachen do ausdréckt, déi ech virdrun opgezielt hunn, a wou et jo och Ursaache gëtt fir deen „mal de vivre". Dat heescht engersäits eventuell dat schlecht Beispill vun den Eltere selwer, awer och déi Beispiller vum Drénken an eiser Gesellschaft, well mer musse jo, wa mer selbstkritesch sinn, soen, datt mer eng alkoholiséiert oder bal eng alkoholiséiert Gesellschaft sinn.

Et ass virdru gesot ginn, ob et elo de Béier oder de Wäin ass oder wat et och alles ass, den Alkohol spillt eng Roll, eng immens grouss Roll an dëser Gesellschaft. Et ass eng legal Drog, dat muss een esou soen, déi awer insgesamt akzeptéiert ass a wou et dann haaptsächlech dorëms geet, fir ze kucken, wa mer iwwert d'Erzéiung schwätzen, iwwert d'Opklärung, iwwert d'Broschüren oder iwwert d'Schoul an esou virun, da virun allem, mengen ech, e verantwortlechen Ëmgang domadder vläicht ze léieren. Dat heescht, datt déi Jonk léieren, wéi een domadder ëmgeet, wann et dann zum Alkoholkonsum kënnt.

An do ass natierlech och dat richteg, wat den Här Krieps hei gesot huet iwwert déi gesondheetlech Folgen, déi a munche Fäll, wann et wierklech zum Alkoholismus kënnt, gravéierend kënne sinn, net nëmme gesondheetlech Folgen, mä och sozial Folgen, Folgen eventuell fir d'Aarbechtsplaz, fir de Studium an esou virun.

Duerfir mengen ech, datt vläicht, niewent deem, wat klasseschersweis dann Opklärung an Informatioun iwwer Broschüre genannt gëtt, och en aneren Aspekt vill méi staark ënnerstrach gi misst, an dat wär dee vun enger anerer Jugendpolitik a virun allem vun enger besserer Jugendsozialaarbecht, déi misst gemaach ginn. Déi kéint zum Deel gemaach ginn iwwer Jugendzentren, do, wou der bestinn, mä et missten der och nach gebaut ginn, a wou ech mengen, dass do de Kontakt direkt wier mat deene Gruppe vu Jugendlechen, déi am meeschten och vun dëse Problematiken, sief et den Alkohol oder d'Fëmmen an esou virun, concernéiert sinn.

Natierlech spillt och de Verbuet, d'Répressioun eng gewësse Roll, oder de Präis spillt eng Roll. Et schéngt jo elo esou ze sinn, wéi wann déi Accisenerhéijung op den Alcopops awer zu engem relativen Abroch vum Konsum vun deenen Alcopops bei de Jonke gefouert hätt. An deem Sënn ass dat jo dann en deelweisen Erfolleg.

Et ass wahrscheinlech eng Zomm vu verschiddenen Initiativen, déi ee muss huelen, vun der Opklärung, mat e wéineg Répressioun a virun allem awer mat Jugendsozialaarbecht. Dann och dem Ubidde vun anere Wäerter, dem Versuch aner Wäerter ze vermëttelen, zum Beispill den Engagement. Jugendlecher ze encouragéieren zum Engagement, sief et am Sport, sief et an der Kultur, der Konscht, am Naturschutz, am Déiereschutz an esou virun. Ech mengen, et gëtt awer och an eiser Gesellschaft nach eng ganz Partie vu Wäerter, wou ee Jugendlecher kann a misst dofir begeeschteren. Do misst vläicht nach méi dofir gemaach ginn.

Insgesamt wëll ech awer soen: An enger Gesellschaft, wou den Alkohol déi Roll spillt, déi en an eiser Gesellschaft spillt, maachen ech mer trotz all deenen dote Mesuren net ze vill Illusiounen, datt mer de Problem géifen total an de Gréff kréien.

Et ass natierlech kloer, datt mer esou eng Mesure wéi déi do och kënne problemlos ënnerstëtzen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Wa mer vun Alkohol schwätzen, da schwätze mer vun enger legaler Drog, wéi elo grad gesot ginn ass. Am internationale Ranking steet den Alkohol, wat de Schued ubelaangt, deen en uriicht, un drëtter Plaz.

Dat erstaunt, dat géif een normalerweis net mengen. Mä, wann een awer d'Auswierkunge vum Alkohol op d'Gesondheet vun deenen, déi den Alkohol mëssbrauchen, op hiert Wuelbefannen, d'Auswierkungen op d'Familljen, déi ganz dacks, wann ee vun de Partner ofhängeg gëtt, auserneefueren a wou all déi aner drënner ze leiden hunn, d'Auswierkungen op d'Ekonomie, well einfach en Deel vun deenen, déi am Aarbechtsprozess stinn, ofhängeg sinn an dofir hirer Aufgab net esou nokommen, wéi dat normalerweis gewënscht ass, wann een dat alles zesummenhëlt, da brauch ee sech eigentlech net ze wonneren, datt den Alkohol esou wäit vir - un drëtter Stell - steet.

Wéi gesot, ech wëll elo hei net de grousse Spagat probéieren tëschent, wéi dat scho virdru probéiert ginn ass, engersäits der gesondheetsfördernder Wierkung vum Wäin, wann en dann a Moosse genoss gëtt, an op där anerer Säit der Stigmatiséierung vum Alkohol. Jiddferee weess wéi e soll responsabel domat ëmgoen. Dofir wäert ech, well meng Zäit limitéiert ass, dee Spagat net probéieren, well en ass net ëmmer ganz einfach auszehalen.

Dat wat schlëmm ass, dat ass wierklech, datt mer gesinn, datt d'Jugend ëmmer méi vun deem Phenomeen betraff ass. D'Madame Frank huet dat richteg hei gesot. Ech héieren dat zum Beispill vun de Leit, déi bei der Protection civile fräiwëlleg hir Aarbecht maachen, wéi dacks datt déi mussen erausrécken der dann an d'Klinike féieren, well et wierklech guer net méi geet, well se sech esou ewechgesoff hunn, datt hiert Liewen souguer deelweis a Gefor ass. Dann Zoustänn heiansdo op Baler, och wann ee mat Membere vun der Police schwätzt, déi engem Zoustandsbeschreiwungen do ginn, déi ee bal net géing fir méiglech halen.

Dofir stellt d'Fro sech: De Verbuet, an dësem Fall am Commerce, ass dat de Wee?

Selbstverständlech ënnerstëtze mir dat. Selbstverständlech wäerte mir dëse Projet och mat stëmmen, mä, an do beruffen ech mech op d'Ausso vun engem Member vun der Police grand-ducale, dee gesot huet: Wa mir net d'Méiglechkeet kréien, op deene Plazen och deenejéinegen, déi den Alkohol konsuméieren, emol e bësse méi op d'Fanger ze kucken, da komme mer hei wahrscheinlech net ganz wäit virun.

(M. Lucien Wceiler reprend la Présidence)

An do hunn ech un een anere geduecht, dee mer zwee, dräi Joer virdru gesot hat, wou ech him d'Fro gestallt hunn: Ma, gitt Dir dann net emol eran an Dir kontrolléiert do emol e bëssen, wat dobanne lass ass? Dee sot: Stellt Dir lech vir, datt mir als Lëtzebuerger - ech mengen deemools war et nach d'Gendarmerie, et sinn elo e puer Joer hier -, datt mir do géingen eragoen an do ufänken d'Identitéitskaarten ze kontrolléieren? Kënnt Dir lech virstellen, wat do lass wär?!

Här President, dunn hunn ech mer d'Fro gestallt: Wann ech - ech wunne méi no un der däitscher Grenz - bei eis däitsch Noperen eriwwerkucken oder ech kucken eriwwer bei eis franséisch Noperen, wär do bei engem Member vun den Uerdnungskräften esou eng Ausso méiglech? Hu mir net och als Politiker, als déi, déi leschtenenns fir d'Führung vum Land verantwortlech sinn, an domadder och déi, déi d'Incitatioun un d'Uerdnungskräfte ginn, schonn ofgedankt an eiser Verantwortung do? A misste mer net och, wa mer scho soen, een, dee méi jonk ass wéi 16 Joer, däerf keen Alkohol ze kafe kréien, a mir stellen dat ënner Strof, dann awer konsequent an deem Punkt do méi wäit goen?

Natierlech, an do sinn ech mat jiddferengem d'accord, dee virdrun hei geschwat huet, musse mer eis Froe stellen iwwert d'Ursaachen, d'Ursaachen, déi an eiser Gesellschaft leien. Wann een elo e bëssen zynesch wär, da géif ee soen: Mir liewen an enger ellener Welt a si ass net anescht ze erdroen. Mä dat wär och schonn erëm Ka-

pitulatioun. Tatsaach ass, datt villes an eise Familllje läit.

Do muss ech awer soen - an ech géif menger Roll hei an der Oppositioun net gerecht ginn -: Wa mer eng Familljeministesch hunn, déi seet, mir mussen nach méi Fraen un d'Schaffe kréien - ech hunn näischt dergéint, a mir soe ganz kloer, datt all Fraen hire fräie Choix sollen treffen, och all Männer an de Familljen, wéi se hir Liewensgestaltung wëllen organiséieren -, mä wann ech dann, an dat sinn nach keng dräi Wochen hier, de Robert Goebbels op RTL héieren, dee seet: Dat war déi Zäit, do sinn d'Fraen nach doheem bliwwen, wann d'Kanner op d'Welt komm sinn, fir sech ëm se ze këmmeren, wat e grousse Feeler war; da muss ech awer soen: Hu mer d'Welt net total hei op de Kapp gestallt?

Ech mengen, jiddferee soll fräi décidéiere wat e mécht, mä wa mer déi Fraen, déi Familljen ewell stigmatiséieren, déi sech Zäit huelen, déi sech esou organiséieren, fir sech méi ëm hir Kanner ze këmmeren, an dat ass menger Meenung no hei dee wichtegste Punkt an deem ganzen Débat, well wann d'Kanner gutt entouréiert sinn, wa se gutt Beispiller hunn, dann ass d'Gefor, dass se esou wäit ofrutschen, vill méi kleng. Ech wëll net soen, datt se zu 100% gebannt ass, mä si ass op jidde Fall vill méi kleng.

An dann nach eppes!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann een eng Fro wëllt un den Här Mehlen stellen, da soll e se haart stellen. Fir de Rescht lauschtere mer him no.

(Interruptions diverses)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech riede mech e bëssen an den Äifer, ech huele mech dann zréck.

Mir sinn alleguer gefuerdert och Virbild dobaussen ze sinn, a mir sinn net ëmmer déi richteg Virbiller, dat ass virdrun och schonn hei gesot ginn, an dat féiert bis an d'Schoul. Ech géif hei och menger Roll net gerecht, wann ech géif mam Fanger op eng Schoul, déi ech relativ gutt kennen, déi an enger Willibrordus-Wallfahrtsstad ugesiedelt ass, weisen…

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här Mehlen, d'Zäiten hu geännert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här Scheuer, ech weess, Gott sei Dank hu se geännert! Mä et ass jorelaang roueg nogekuckt ginn, datt dee Mann, deen déi iewescht Führungsqualitéit hat, moies um 9 Auer schonn héich alkoholiséiert op senger Plaz war. Mä ech soen hei, wat d'Proffen…

(Interruption et hilarité)

Ech soen hei, wat d'Léierkräfte mir selwer gesot hunn.

(Interruptions diverses)

Elteren, déi sech beklot hunn,…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

…skandaliséiert ware wéinst deenen Zoustänn, da braucht Dir Iech net ze wonneren!

Här Scheuer,…

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, jiddferee kuckt op mech!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här Scheuer, Dir wësst et - Dir hutt guer näischt domat ze dinn -, datt do eng Kéier sechs Ambulanze Schüler fortgefouert hunn; se louchen an der Klinik niewenteneen um Buedem, well se total voll waren - total!

Gott sei Dank hunn déi Zäite geännert, mä et ass laang, laang, laang nogekuckt ginn, a mengen Informatiounen no, déi awer och vum Corps enseignant kommen, ass och haut de Problem an där Bezéiung nach net ganz geléist.

Mir mussen och als Politiker - an domadder schléissen ech of a brénge selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun -, mir mussen och als Politiker do, wou et wéideet,…

M. le Président.- Här Mehlen!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- …eis Verantwortung iwwerhuelen an och duerchgräifen.

Nach eng Kéier, Här President, mir wäerten de Projet selbstverständlech stëmmen, mä mir sinn net sécher, ob dat do alles klappt.

M. le Président.- Dat musse mer da gesinn. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Der Rapportrice awer Félicitatioune fir hire Rapport. Den Här Mehlen huet hei gesot, si wären net déi richteg Virbiller, do kann ech him nëmme Recht ginn.

(Interruptions diverses et hilarité)

Här President,...

Une voix.- Kënnt Der méi prezis ginn?

Une autre voix.- Eis gutt Kannerstuff verbitt eis, dat ze kommentéieren.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Jaerling, kommt elo zum Sujet!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, ech kann hei nëmme soen, aus menger Siicht: Also een, deen net gedronk huet, dee kann dee Projet hei net verstoen, well fréier,…

(Hilarité)

…wéi mer nach schwéier geschafft hunn, kann ech Iech soen, do ware mer gëeicht bis 8‰.

(Hilarité)

Haut ass déi geeschteg Aarbecht méi am Vierdergrond, an et ass och do, wou den Alkohol am léifsten zouschléit: uewen am Kapp.

(Hilarité)

Mä ech kann awer dem Här Huss nëmme Recht ginn: Den Alkohol, dat ass eng Drog, an den Alkohol ass eng haart Drog, well wann en zouschléit, dann hutt Dir eng voll am Gesiicht.

(Hilarité)

Mä dat, wat elo hei zur Diskussioun steet - elo Spaass bei Säit -, dat reit sech am Fong a mat deem Projet vu virdrun. Dat heescht nämlech d'Ursaachen, firwat dass mer déi Strukture wéi virdru musse schafen, déi leien och an deem Problem hei dran, nämlech am Alkohol, well et eben eng Drog ass, an et ass och einfach effektiv awer eng Geschicht vun enger anerer Aart a Weis Erzéiung an och eng Geschicht dovunner, dass effektiv och d'Kanner sech méi eleng iwwerlooss ginn.

Dat soll een awer net aus där Diskussioun hei erausloossen. Dat ass e Fait, an doriwwer muss een awer och eng Kéier nodenken.

Ob awer elo de Wee iwwert d'Répressioun dee richtegen ass, dat ass eng Fro! Ech stelle mer nämlech d'Fro, ob mer elo mat deem Gesetz, wat mer hei stëmmen, fir dass elo Kanner keen Alkohol méi ze kafe kréien, ob dann och manner gedronk gëtt. Oder, wann den Alkohol méi deier gëtt, ob se da kee méi drénken, oder ob se aner Mëschunge fannen, déi gradesou schlëmm sinn a vläicht méi schlëmm sinn.

An och d'Alkoholindustrie wëllt sech jo déi Clienten do, déi schwaach Clienten an déi liicht beaflossbar Clienten, déi wëlle sech déi jo awer och net huele loossen, an déi wäerte schonn erëm à charge goen, fir aner Saachen ze fannen, fir déi Jonk ze lackelen.

Wat fir mech an dëser Diskussioun wichteg ass, a wat mer elo awer schonn an deene leschte Méint erlieft hunn, dat ass den Dialog mat deene Jonken. Mir hu jo gesinn, dass déi Jonk Problemer hunn. Mir hu gesinn, dass se elo ufänken esou lues, all Kéiers, wa se e Problem gesi fir hir Zukunft, op d'Strooss ze goen.

An hei maache mer erëm esou e Projet wéi de 5611 zum Beispill, dee gemaach ginn ass, ouni mat deene Jonken ze diskutéieren. Dat hei ass och e Problem, iwwert deen ee mat de Jonken am Virfeld hätt missen diskutéieren.

An ech géif souguer dem Här Minister roden, deeselwechte Wee ze goe wéi den Aarbechtsminister, an den Dialog och hei an där Saach mat deene Jonken ze sichen, fir ze kucken, fir se ze iwwerzeegen dovun - fir se ze iwwerzeegen dovun! -, dass den Alkohol e Problem ass; fir se ze iwwerzeegen dovun, dass se selwer kucken, dovunner ewechzekommen. Well déi Jonk, déi si verantwortungsbewosst, gradesou gutt wéi et anerer waren.

Et ass just eben haut en anert Gesellschaftsbild, wat do ass, an et sinn och aner Versuchungen, déi do sinn. Ech mengen, doriwwer komme mer och nach op ganz aner Saache spéider, wann et iwwert d'Gewalt an de Schoule geet an d'Gewalt an der Gesellschaft iwwerhaapt. Dat hänkt net ëmmer och nëmmen um Alkohol, dat hänkt och un deene Saachen, déi déi Jonk ugebuede kréien um Videomaart, wou och Problemer hierkommen.

Duerch de Projet hei sollen déi Jonk keen Alkohol méi ze kafe kréien. Do stellen ech mer awer d'Situatioun an engem Supermarché vir. Wat mécht déi Caissière dann? Mécht déi dann elo bei all Client, deen do kënnt, eng Identitéitskontroll, wa se vläicht nëmmen de Verdacht huet, dass se...

(Interruption)

Bon, bei mir gesäit ee jo, dass ech muss drénken, mä ech mengen, et sinn der jo awer och, déi net…

Une voix.- Oh!

(Interruption)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, et gëtt Situatiounen, déi sinn nëmme mat Alkohol ze erdroen. An ech mengen, meng ass jo elo guer net esou einfach, gell?

(Interruptions)

Mä, ech wëll awer soen, dass déi Diskussioun iwwert d'Kontrollen awer ze féieren ass. Wéi kënne mer dat kontrolléieren? Wat mécht eng Caissière an engem Supermarché an esou engem Fall, wann déi zwee-, dräihonnert Clienten do hannendrun huet, wou een deen aneren duerch d'Keess scho praktesch wëll drécken?

A wien, wann dann e Jonken Alkohol verkaaft kritt, ass da verantwortlech? Dat ass d'Fro! Ass et déi Caissière, déi dann dem Jonken den Alkohol gëtt, oder ass et de Patron vun deem Supermarché? Dat ass eng Fro, déi vläicht beäntwert a gekläert misst ginn.

Eventuell missten och derbäi Richtlinnen awer och un d'Supermarchéen an un déi grouss Chaînë goen, wou jo awer och d'Gefor ass, dass net nëmmen den Alkohol duerch d'Keess mat erausgeet, mä och op anere Weeër. Do muss een dann awer kucken, dass een och mat deene Supermarchéë kuckt, fir iergendwéi Verhalensregelen ze kréien, fir dass eben déi Jonk keen Alkohol kréien, mä et wäert net einfach sinn, fir dat do ze kontrolléieren.

Mä et ass op jidde Fall e gudde Projet. Ech mengen, en hëlleft zumindest e bëssen ze verhënneren, dass Alkohol verkaaft gëtt, mä e ka leider net verhënneren, dass Alkohol gedronk gëtt, an e kann och leider net verhënneren, dass d'Alkoholindustrie ëmmer erëm nei Produiten op de Maart bréngt, déi sech da laanscht déi Bestëmmungen do wäerte kënnen drécken.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung. Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll just direkt soen, dass mer déi Wënsch, fir am Virfeld vun dësem Gesetz mat jonke Leit ze diskutéieren, ganz eescht geholl hunn, an dass mer dat och gemaach hunn. Do uewen op der Tribün sëtzen eng ganz Rei vu jonke Mënschen, déi sech vläicht iwwert déi eng oder aner Ausso, déi de Mëtteg gemaach ginn ass, gewonnert hunn. Déi hunn och eng ganz intensiv Diskussioun mat eis gefouert iwwert de Sënn vun dësem Gesetz an déi sinn héchstens der Meenung, dass dat hei ee Bausteen ass, op deen een awer nach anerer folge muss loossen.

Well dat ass et nämlech: Et ass kee Gesetz, vun deem ee sech däerf Wonner erwaarden, mä et huet awer de Virdeel, dass kloer Messagen erauskomme vis-à-vis vun deenen Erwuessenen, déi bis elo, ouni sech grouss Suergen ze maachen, Alkohol an Alkoholsprodukter u Kanner a Jugendlecher verkaaft hunn.

An et huet och de Verdéngscht, dass déi jonk Leit zumindest wëssen, dass se eppes maachen, wat net nëmme verbueden ass, mä wat ganz grave Konsequenze fir hir Gesondheet kann hunn, well mer wëssen, dass dee jonken Organismus vill méi ufälleg ass fir d'Dépendance vu Suchtmëttele wéi erwuesse Kierperen, déi - esou wéi dat virdru gesot ginn ass - gëeicht sinn. Ech zweifelen allerdéngs drun, dass esou e komplexen Organismus wéi e mënschleche Kierper iwwerhaapt eng Kéier géint esou Substanze ka gëeicht sinn. Et brauch ee just d'Carte sanitaire ze kucken, da gesäit een, wat fir eng Phenomeener dass op Suchtmëttelen zréckzeféiere sinn, an awéiwäit dass Suchtmëttelen eis Gesondheetssystemer belaaschten an och d'öffentlech Gesondheet belaaschten.

Dat hei ass e Projet, deen eigentlech op eng gutt Viraarbecht konnt opbauen. Well de Centre de prévention des toxicomanies huet an den 90er Joren an herno am Ufank vun de Joren 2000 an 2001 eng ganz interessant Enquête gemaach iwwert d'Drénkgewunnechte bei deene Jonken. Déi ass ganz opschlossräich a bestätegt, wat an där leschter Stonn hei gesot ginn ass, dass eng Tendenz do ass, fir ëmmer méi jonk mam Drénken unzefänken, an och ganz exzessiv ze drénken, wat bis zum Kampfdrénke geet; wat virdrun e puermol évoquéiert ginn ass.

Vis-à-vis vun där Situatioun, mengen ech, dass et richteg ass, dass déi Erwuessen éischtens eng Beispillfunktioun erfëllen, an dass se och Kloertext musse schwätzen, wat Alkohol a soss Suchtmëttele kënne bedeiten. Mir mussen eis domat ausenanersetzen, dass mer eise Kanner an och eis selwer keen Déngscht leeschten, wa mer de Konsequenze vum Abus vun Alkohol - an ech ënnersträichen „den Abus vun Alkohol“ - bagatelliséieren an esou maachen, wéi wann dat kee Problem wär.

Den Abus vun Alkohol ass ee vun deene grousse Problemer fir d'öffentlech Gesondheet. Den Alkohol mécht méi futti, wéi eng ganz Rei vun anere Saachen, déi ëmmer thematiséiert ginn, wou jiddfereen drop sprëngt. Den Alkohol mécht zéngmol esou vill futti wéi de Stroosseverkéier; méi nach. Dofir muss ee sech hei eng Positioun ginn, déi eng däitlech a kohärent ass.

Et kann een, wann een iwwert den Alkohol schwätzt, net d'Geess an de Kabes schützen. Dat geet net. Et kann ee selbstverständlech soen, dass, wann ee mat Mooss un den Alkohol erugeet, dat keng gréisser Problemer duerstellt, mä et däerf een awer wann ech gelift wann et ëm den Abus geet net mat zweeërlee Mënner schwätzen, an et däerf een net esou maachen, wéi wann dat eent, well et een arrangéiert, e klenge Bobbo wär, an dat anert, wat een do méi fräi ka rieden, op eemol en dramatesche Problem.

Ech soen dat ganz kloer, esou wéi et ass: Den Abus vun Alkohol kascht méi Affer wéi den Abus vun illegalen Drogen; wat awer keen Argument ass fir illegal Drogen, mä wat just en Argument derfir ass, dass mer eis Attitüd vis-à-vis vu legalen an illegalen Droge solle méi konsequent maachen an déiselwecht Messagen erausginn. Kloer Messagen, wou ee vis-à-vis vun deenen, déi dovu betraff sinn, soll eng kloer Sprooch schwätzen.

Ech mengen, dass mer hei an engem Gebitt sinn, wou mer haut ufänken, wou ee mat rouegem Kapp kann d'Diskussioun féieren. Well wann een d'Alkoholproblematik ugeet, da soll een net mat der Dampwalz driwwerfueren, wou ee sech da jiddferee luet, och deen, dee geleeëntlech e Patt Béier drénkt, mä et soll ee kucken, wou et am meeschte wéideet: an dat ass bei der Jugend, dat ass am Stroosseverkéier, dat ass bei schwangere Fraen, dat ass op der Aarbecht. Do gëtt et e Konsens, dass den Alkohol do näischt verluer huet. Da solle mer eis dorop konzentréieren, a mer sollen en Débat dorop opbauen. Da kënne mer opgrond vun deenen Iwwerleeungen, déi mer do maachen, och mat enger konsequenter Haltung vis-à-vis vun deenen ëmgoen, déi mengen, et kéint een d'Leit beriesele mat Publicitéitsmessagen, déi net richteg sinn.

Ech hu selbstverständlech Versteesdemech derfir, wat d'Marie-Josée Frank seet, wat d'Ënnerstëtzung vum Centre de prévention des drogues et toxicomanies ugeet. Ech wëll awer soen, dass déi lescht Regierung an dës Regierung den CPT ganz staark ënnerstëtzt hunn. Ech ka mech erënneren, eis Gemeng war Member vun deem Gemengeprojet, fir den CPT ze ënnerstëtzen. An ech hoffen, dass d'Madame Frank mat hirer Gemeng net nëmme kleng Projete mécht, mä sech och dann engagéiert an deem Gemengeprojet CPT. Dir hutt jo d'Chance eng relativ räich Gemeng ze sinn, da kënnt Der dat maachen, wat aner méi aarm Gemengen am Virfeld och gemaach hunn: Wat mer zu méi sinn, wat mer eng méi effikass Politik an deem dote Beräich kënne maachen.

Ech wëll deene meeschte vun den Intervenantë vun de Mëtten en häerzleche Merci soen iwwert d'Approche, déi se zu dësem Thema haten. De Projet reit sech an déiselwecht Rei an, wéi beim Tubak. Och do ass gesot ginn, dass zwar net den Tubakskonsum verbueden ass, mä dass de Verkaf u Kanner a Jugendlecher verbueden ass. Dat

misst eigentlech jiddferengem aliichten. An engem, deem dat net aliicht, ech mengen, do muss ee mat deem noutwendegen Nodrock hëllefen, fir dann zur Konklusioun ze kommen.

E reit sech och an d'Bestriewungen an, vun dëser Regierung, fir méi realistesch mam Phenomeen Alkohol ëmzegoen. Et ass virdrun drun erënnert ginn, dass mer iwwer eng Surtaxatioun dat Gedrénks, dat wéi Limonad schmaacht an awer e relativ staarken Alkoholgehalt huet, d'Alcopops, quasi aus dem Lëtzebuerger Handel verschwanne gelooss hunn.

Eng weider Diskussioun fënnt jo elo statt iwwert den Taux d'alcoolémie am Stroosseverkéier. An ech mengen, dass mer e bësse méi glafwierdeg kléngen, wa mer déi doten Diskussioun mat Konsequenz féieren, an dozou bäidroen, dass déi jonk Leit, déi mat deem dote Phenomeen ëmmer méi konfrontéiert ginn, mat kloere Messagë konfrontéiert ginn. Ech mengen, mir sinn hinnen dat schëlleg. Hei ass eben ee Bausteen an déi dote Richtung.

Ech soen Iech en häerzleche Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Minister. Här Mehlen?

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, ech wollt den Här Minister just froen: Et ass jo nëmmen een Artikel, dee seet, dat an dat an dat ass verbueden. Wa mer dat hei gestëmmt hunn an d'Gesetz ass a Kraaft, dann ass déi legal Situatioun an deem Sënn geännert an erweidert.

Wat sinn déi praktesch Konsequenzen dovun, ganz besonnesch an deene Situatiounen, déi och hei déploréiert si gi vu Kolleegen? Dat heescht, op Baler, wou manifestement Jonker, déi méi jonk si wéi 16 Joer, dann Alkohol, ob se es kafen oder et ass jo och verbueden à titre gratuit es unzehuelen, es ze offréieren an esou weider: Hu mer de Courage, fir dann déi Kontrollen ze maachen an do duerchzegräifen, wou muss duerchgegraff ginn?

M. le Président.- Här Minister!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech kann Iech just soen, wat fir eng Rechtslag doduerch entsteet. Wann een an där doter Situatioun u Kanner Alkohol verkeeft, dann ass hie strofbar, da muss hien, wann eppes passéiert am Zesummenhang mat deem Verkaf, domat rechnen, dass en dofir responsabel gemaach gëtt.

Ech sinn net zoustänneg fir de Beräich vun de Kontrollen, ech muss Iech awer soen, dass bei all deene Gesetzer, déi mer an der Lescht geholl hunn - inklusiv och d'Tubaksgesetz -, mer am Accord mat deem zoustännege Minister a mat deenen zoustännege Corpse bereet sinn, fir déi dote Kontrollen ze maachen. Wéi wäit dass dat dote geet, dat ass mat de Corpsen a mat deenen zoustännege Kolleegen ze diskutéieren. Mä d'Rechtslag ass awer ganz kloer.

Et soll ee sech et also dräimol iwwerleeën, wann een Alkohol bei alle méigleche Geleeënheeten u jonk Leit, ganz jonk Leit zum Deel, verkeeft. Ech mengen, dat ass kuerzsiichteg, wann een do just no der Veräinskeess kuckt. Et muss een och kucken, wat een domat kann ausléisen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5543 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zu dem Projet de loi 5592 portant approbation de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. D'Wuert huet de Rapporteur vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Martine Stein-Mergen,…

(Interruption)

…déi ersat gëtt duerch den honorabelen Här Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

3. 5592 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, faite à Paris, le 9 décembre 2005

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Marcel Oberweis *(CSV), remplaçant Mme Martine Stein-Mergen (CSV), rapportrice*.- Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, Madame Statssekretärin, erlaabt mer de Projet de loi, d'«Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles» virzestellen. De Projet ass bal virun engem Joer den 9. Dezember 2005 zu Paräis ënnerzeechent ginn. Leider kann d'Madame Martine Stein-Mergen, d'Rapportrice, haut de Mëtten net derbäi sinn. Dir musst also net mat hirem Charme, mä mat menger Einfachheet virléifhuelen.

(Hilarité)

Ech hoffen, Dir kommt duerch de Bësch.

Här President, de 27. Juni ass de Projet de loi hei an der Chamber vun dem Här Ausseminister déposéiert ginn, an de Statsrot huet säin Avis de 26. September erageréecht. Déi zoustänneg Chamberskommissioun huet sech an hirer Sitzung vum 25. Oktober mat dem Gesetzestext an och mat dem Avis vum Statsrot beschäftegt. De Rapport ass den 21. November ugeholl ginn.

De Projet schéngt op den éischte Bléck eng weider Konventioun ze sinn, mä wann ee méi genee hikuckt, dann entdeckt een awer, dass dës Konventioun eng extra Bedeitung kritt. Mir ginn eis heimadder e wichtegt Instrument fir d'Protektioun an d'Promotioun vun der Diversitéit vun de kulturellen Expressiounen. Dës Konventioun erkennt de Staten hiert souveränt Recht un, fir eng eegestänneg Kulturpolitik ze gestalten. An der Konventioun ass explizit festgehale ginn, dass all Land déi néideg Moossnamen ergräife kann, fir seng Diversitéit vun de kulturellen Expressiounen ze protegéieren an awer och virunzedreiwen. D'Länner sinn och opgeruff ginn, de Public anzespanen an dëse Prozess an en dofir ze animéieren.

Et ass vun Interessi drop hinzeweisen, dass d'Konventioun awer eréischt dräi Méint duerno a Kraaft triede kann, nodeem 30 Staten se ratifizéiert hunn. Zwee Joer vu laange Verhandlunge si gebraucht ginn, fir se iwwerhaapt auszeschaffen. Lëtzebuerg war während senger EU-Présidence ganz staark an dee Prozess mat agebonnen. D'Konventioun berout op Iddien, déi schonn an der Déclaration universelle vun der UNESCO iwwert déi kulturell Diversitéit aus dem Joer 2001 ageschriwwe goufen. Do ass festgehale ginn, dass déi kulturell Villfalt als e Patrimoine commun vun der Mënschheet muss ugesi ginn.

Doriwwer eraus ass hir Verdeedegung vum ethesche Standpunkt absolut noutwendeg an ontrennbar mam Respekt vun der Dignitéit vum Mënsch verbonnen. Dës Gedanke sollen nach eng Kéier an där virleiender Konventioun ervirgestrach ginn.

Fir dass dës Konventioun awer hir Friichten droe kann, ass et wichteg, dass vill Länner dës Konventioun ënnerschreiwen. Leider hu bis den 20. November dëst Joer eréischt 18 Länner dat gemaach. D'Lëtzebuerger Land huet duerch seng Villsproochegkeet an duerch déi vill Kulturen, déi mir hei am Land versammelen, quasi eng natierlech Vokatioun, fir dës Konventioun ze ratifizéieren. Mir hu jo schonn deen éischte Wee beschratt, andeem mer virun zwee Joer den Institut Pierre Werner geschaf hunn, deem säin Zil et ass, eng Kéier am Joer e «Forum européen de la Culture» ze organiséieren.

D'Konventioun enthält nieft de Kompetenze vun den eenzelne Staten och Elementer, déi an de Kompetenzberäich vun der Europäescher Unioun falen. Dat bréngt natierlech mat sech, dass och si dës Konventioun ratifizéiere muss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Konventioun ass en neit juristescht Instrument, dat eben déi Effortë vun der UNESCO fir d'kulturell Diversitéit ënnersträiche soll. Et gëtt schonn zënter ville Joren eng ganz Rei vun esou Instrumenter, déi all datselwecht Zil virun Aen hunn. Et gëtt awer hei kloer ënnerstrach, wéi wichteg et ass, dass ee sech opmécht, fir déi verschidden Ausdrocksméiglechkeete vun der Kultur op dëser Welt ze propagéieren, a wou der vill vun hinnen amgaange sinn duerch d'Globaliséierung ze verschwannen. An deem Kontext sinn och all Aktivitéiten a Servicer eng Ausdrocksweis fir ons kulturell Identitéit.

D'Konventioun déngt also als eng Plattform, fir eng innovativ Kooperatioun am Beräich vun der Kultur op internationalem Plang opzebauen. Duerch si gëtt den internationale Kader geschaf, fir d'Erausfuerderungen, déi sech der kultureller Diversitéit an der Zukunft stellen, an dat sinn der jo bestëmmt net wéineg, zesumme mat de wichtege politeschen Décideuren ze diskutéieren.

D'Konventioun wëllt dofir Strukturen an Organisatioune schafen, fir datt eben eng Dynamik entstoe kann, duerch déi déi uleiend Problemer, déi verschidde Länner am Beräich vun hirer Kultur kennen an hunn, besser ze léise sinn. Si gëtt eis also en Instrument och fir d'Kooperatioun mat den Entwécklungslänner, well déi jo och elo mëttlerweil duerch de Globaliséierungsprozess méi no an dee ganzen Iwwerleeungsprozess erakommen.

Doduerch, dass tëschent den eenzelne Völker mat hire Kulturen e Kader vun Toleranz, sozialer Gerechtegkeet a géigesäitegem Respekt geschafe gëtt, ass dës Konventioun indispensabel fir de Fridden an dëser Welt, an dat op lokalem, op regionalem, nationalem an och op globalem Plang.

Wéi scho gesot gehéiert déi kulturell Villfalt hei zu Lëtzebuerg zum Alldag. Mir erliewen dat jo, wa Mënsche vun iwwer 120 Länner sech beieneesetzen, zesumme schaffen a liewen, zesummen an d'Schoul ginn an och Sport bedreiwen. Mir Lëtzebuerger kënnen dofir quasiment e Virbild si fir anerer. Si brauchen ons nëmmen ze kopéieren, da gi se och méi oder wéineger doheem eens.

Souwuel de Statsrot wéi och mir als Kommissioun hunn d'Wichtegkeet vun dësem ganze Projet de loi unerkannt a mir bieden Iech dann och, dat heescht d'Martine Stein-Mergen, d'Rapportrice, a meng Wéinegkeet, dësen dann hei unzehuelen.

Ech bréngen domat och den Accord vu menger Fraktioun eran a soe wéi ëmmer Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Wie freet nach d'Wuert?

D'Madame Flesch. Den Här Fayot.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen, ech wëll fir d'éischt der Madame Martine Stein Merci soen an hirer Eegeschaft als Rapportrice an dem Här Marcel Oberweis, dee jo elo hei de mëndleche Rapport virbruecht huet.

Déi Konventioun vun der UNESCO huet eng ganz laang Virgeschicht, wéi gesot ginn ass. Eng Virgeschicht, déi sech ofgewéckelt huet um Hannergrond vun der Oppositioun tëschent de Vereenegte Staten engersäits, an der EU a ganz besonnesch Frankräich a Kanada op där anerer Säit. Den Hannergrond war natierlech d'Politique audiovisuelle.

Mir wëssen alleguerten, dass den Export vu Filmer den zweeten Export vun Amerika ass, an dass d'europäesch Filmindustrie sech ëmmer erëm driwwer beklot, dass se géint déi Muecht vun der amerikanescher Filmindustrie Schwieregkeeten huet sech ze verdeedegen, an dass an de Gespréicher an der OMC ëmmer erëm vun europäescher Säit speziell Regele gefrot gi si fir d'Kulturgidder an d'Kulturdéngschtleeschtungen.

Et ass also an deem Zesummenhang, dass déi ëmstridde Geschicht vun där Konventioun ze gesinn ass. An et ass schonn esou wéi de Rapporteur, den Här Oberweis, et gesot huet oder wéi d'Madame Stein an hirem Rapport geschriwwen huet, dass d'EU sech staark engagéiert huet, dass en Deel vun deem Engagement sech ofgespillt huet, e kriteschen Deel, am Moment vun der Lëtzebuerger Presidentschaft, an dass d'Lëtzebuerger Presidentschaft also och staark intervenéiert ass am Intérêt vun dëser Konventioun, déi da schlussendlech zustane komm ass.

Et huet mech frappéiert, dass am Exposé des motifs an och am Rapport am Fong zu där doter Säit vun der Problematik nëmme ganz, ganz diskret Referenz gemaach ginn ass. Et gëtt zum Beispill am Rapport gesot, an dat ass e Saz, dee bal wuertwiertlech aus dem Exposé des motifs iwwerholl ginn ass: «Ainsi, dès qu'elle» - dat ass also d'Konventioun - «entrera en vigueur, elle pourra servir d'instrument de référence pour les États dans leurs efforts de maintenir et de développer leurs secteurs culturels, que ce soit au niveau de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ou au niveau de négociations bilatérales ou plurilatérales.»

Ech wollt d'Statssekretärin froen, si soll ons soen, wat d'Lëtzebuerger Regierung sech vun där Konventioun erwaart um Plang vun der OMC an um Plang vun den Diskussiounen, déi do lafen, notamment am Zesummenhang mam Secteur audiovisuel.

Dat gesot, Här President, wëll ech den Accord vun onser Fraktioun zu dëser Konventioun bréngen.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den Här Fayot ass als nächste Riedner agedroen. Här Fayot!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, et ass eng Konventioun - duerfir entschëllegen ech mech bal fir hei d'Wuert ze ergräifen -, mä et ass awer keng kleng Saach, esou wéi d'UNESCO jo eigentlech och keng kleng Saach ass. Et ass eng Weltorganisatioun, déi an enger Zäit vu Globalisatioun och eng wichteg Roll vu Régulatioun um Weltniveau spillt. Et ass eng Organisatioun, déi net nëmme Programmer, Kongresser, Konferenzen oder Seminären organiséiert, mä et ass eng Organisatioun, déi och normativ contraignant Instrumenter vun de Memberlänner kann unhuele loossen.

Dëst ass déi siwent Konventioun no sechs aneren, vun deene mer der fënnef ugeholl hunn. Et ass just eng, déi mer net ugeholl hunn, dat ass déi iwwert d'Protektioun vum Milieu subaquatique, deen natierlech zu Lëtzebuerg vläicht net esou wichteg ass wéi an anere grousse Länner.

Dës Konventioun also ass en Traité normatif, wou d'Länner sech also engagéieren, fir déi Diversité culturelle ze respektéieren. An der Déclaration universelle vun der UNESCO vun 2001 ass schonn déi Diversité culturelle als ee wichtegen Objektiv unerkannt ginn. Et ass awer d'Meenung gewiescht, dass et besser wär, et hätt een eng Konventioun dozou, ebe just fir Länner derzou ze kréien, fir eben déi Diversité culturelle ze respektéieren. An déi Diversité culturelle, déi gëtt net iwwerall respektéiert - och net an Europa!

Wann een iwwregens vun Diversité culturelle schwätzt, dat muss ech derbäifügen, geet et net nëmmen ëm Konscht oder ëm Kultur am traditionelle Sënn; et geet ëm Liewensweisen; et geet ëm Modes de vie; ëm d'Manéier, wéi e Vollek oder e Grupp vun engem Vollek zesummelieft; wéi seng Sprooch ass; ob seng Sprooch respektéiert gëtt an esou weider.

Zum Beispill hu Sinti a Roma extra Manéieren, fir zesummenzeliewen: Dat ass och Kultur a muss och respektéiert ginn.

Sprooche musse respektéiert ginn an hirer Diversitéit. Dat wëllt net soen, dass een also sech dorobber zoumécht, mä wichteg ass och bei dëser Konventioun déi Ouverture op anerer, de Respekt also och vun deenen aneren an där ganzer Diversitéit, déi et weltwäit gëtt. Et ass also keng kleng Saach.

Ech wëll dorobber hiweisen, dass mir zu Lëtzebuerg duerch ons Klengheet an duerch ons Oppenheet traditionell kee Problem mat dem Respekt vun der Diversité culturelle hunn, mä et gëtt sécher vill Länner, wou dat en echte Problem ass, an duerfir ass dëst e wichtegt Instrument, an duerfir wollt ech dat hei trotzdeem nach eng Kéier ënnersträichen an och natierlech den Accord vun onser Fraktioun bréngen, net ouni natierlech der Madame Stein an hirem Sosie, hirem Alter Ego, dem Här Oberweis, fir hire Rapport Merci ze soen.

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Mehlen huet nach d'Wuert gefrot. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, och vun eiser Säit e Merci un déi zwee Rapporteuren.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

Den Här Fayot huet zu Recht dorop higewisen, datt déi Konventioun hei sech vläicht an éischter Linn un déi Länner adresséiert, déi méi grouss sinn a wou et, opgrond vun historesche Gegebenheeten, eng Partie - déi eng oder déi aner - Minoritéite gëtt, wou et wierklech dann dorëm geet, deenen hir kulturell Eegenheeten ze respektéieren an ze schützen.

Mir hunn dee Problem hei zu Lëtzebuerg a méi engem klenge Mooss, mä mir sinn natierlech och en Immigratiounsland. Mir hunn an eiser Geschicht déi eng oder déi aner kulturell Immigratioun gehat, an ech mengen, mer probéieren och dat ze respektéieren.

Ech wollt mech a menger Interventioun awer hei haaptsächlech op eent fokusséieren, dat ass op den Erhalt vun eiser eegener Sprooch, déi lues a lues a Gefor geréit, obscho se eng gewëss Renaissance erlieft an erëm méi gebraucht gëtt - mir gesinn dat an de Familljenannoncen an esou - wéi dat fréier de Fall war. An trotzdeem leeft se ganz grouss Gefor, opgrond vun Aflëss, besonnesch vun dem däitsche Sproochraum hier, dach lues a lues ze veraarmen, ze verflaachen a verfälscht ze ginn.

Duerfir muss een d'Fro opwerfen: Wat kënne mir maachen, fir och eis eege kulturell Identitéit an deem Zesummenhang ze schützen an ze erhalen?

Et ass nach ëmmer de Problem an e gëtt regelméisseg opgeworf, datt mer eis Sprooch nach net an eiser Constitutioun ageschriwwen hunn. Ech mengen, dat soll ee maachen, obschonn domadder sech och an der Praxis nach net vill ännert, mä et ass einfach awer wichteg, datt mer déi Instrumenter, déi mer hunn, fir d'Lëtzebuergescht a senger Identitéit ze erhalen, optimal notzen.

Ech géif drop hiweisen, datt et vläicht och ubruecht wär, eemol driwwer nozedenken, wéi mer an eise Medie mat eiser Sprooch ëmginn, ob do net och misst op iergendeng Aart a Weis sech emol mat deene Leit zesummegesat ginn, fir ze kucken, dach awer vläicht méi Wäert drop ze leeën, datt mer d'Lëtzebuergescht a senger Origine probéieren ze erhalen.

Ech stellen och d'Fro, wat an de Schoule gemaach gëtt, fir datt - ganz besonnesch d'Kanner, déi vu baussen hei zougewandert sinn - esou fréi wéi méiglech vun alleguerten d'Lëtzebuergescht geléiert ka ginn.

Ech weisen drop hin, datt mer - dat gehéiert och zur kultureller Identitéit an zur kultureller Villfalt - e ganz grousse Patrimoine u Lëtzebuerger Lidder hunn, deen amgaang ass lues a lues ze verschwannen, well d'Kanner se an der Schoul nach ganz wéineg bäibruecht kréien oder ganz wéineg praktizéieren.

Ech mengen, dat hei ass selbstverständlech e gudde Projet, dee mir och matdroen, mä mir sollen eis an deem Zesummenhang wierklech Gedanken doriwwer maachen, wéi mer eis selwer uleeën, fir eis Lëtzebuerger Sprooch als den éischten Ausdrock vun eiser kultureller Identitéit esou gutt wéi et nëmme geet ze schützen an ze erhalen.

Dat gesot, wäerte mir de Projet selbstverständlech stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Domat si mer um Enn vun den Debatten. D'Regierung huet d'Wuert. D'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Ech kann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Wichtegkeet vun dëser UNESCO-Konventioun och nëmmen ënnersträichen a soe menge Virriedner Merci, déi dat och an treffende Wierder gemaach hunn.

Tatsächlech ass déi Ratificatioun hei wichteg, éischtens natierlech fir d'Diversité culturelle, d'kulturell Villfalt, déi domadder ënnerstrach ginn ass, ze schützen; zweetens awer och wéinst der Roll vun der UNESCO selwer, déi domadder gestäerkt erausgaangen ass. Ech menge wuel, datt een och ka soen, datt déi Konventioun hei erëm zu enger Opwäertung vun der UNESCO bäigedroen huet.

D'Ratifikatioun vun dëser Konventioun duerch dës Chamber ass e wichtege Punkt, e wichtegt Element an huet och eng international Bedeitung.

Firwat? Ma éischtens, well heimadder d'Bedeitung vun der Kultur weltwäit och erëm eng Kéier festgeschriwwe ginn ass. An et kann ee souguer soen, datt et och e Géigesteck, e wichtegt Géigesteck zur Mondialisatioun duerstellt wéinst der „Exception culturelle" - fir et esou ze formuléieren -, déi iwwert dës Konventioun festgeschriwwe ginn ass.

Tatsächlech erkennt d'Konventioun explizit déi spezifesch Natur u vun de kulturellen Déngschtleeschtungen, Gidder an Aktivitéiten, déi net solle behandelt ginn, wéi wa se just e kommerzielle Wäert an Notzen hätten. Dat war iwwregens eng vun den Ursaachen, firwat d'USA dergéint gestëmmt hunn.

An esou kann een, wéi d'Madame Flesch, gesot huet, d'Konventioun och an de Kontext vun der OMC, vun de WTO–Verhandlunge setzen.

Zweetens ass inhaltlech och nach ganz wichteg festzehalen, dass dës Konventioun d'Recht vun de Staten unerkennt, fir hir eege Kulturpolitik ze definéieren. Dat heescht, et ass selbstverständlech e subsidiaresche Phenomeen, all Land kann dat selwer virhuelen, a kee kann hinnen trotz der Konventioun draschwätzen.

D'EU huet och eng grouss Roll gespillt an de Verhandlunge vun der Konventioun an der spezifescher Natur vun de kulturellen Aktivitéiten - an dat ass erëm eng Äntwert, Madame Flesch, op Är Fro -, d'spezifesch Natur vun der Kultur an de kulturelle Gidder an Déngschtleeschtungen ass unerkannt ginn, ënner anerem och duerch d'Méiglechkeet, fir d'Promotioun vun der kultureller Villfalt souguer extra staatlech finanziell Hëllefen erlaben ze kënnen. Do ass ganz besonnesch de Beräich vun de Medien a vum audiovisuelle Secteur viséiert, an dat ass eent vun den Elementer, déi dann och kënnen an der OMC matspillen.

D'Konventioun erlaabt awer och eng international Zesummenaarbecht, fir déi kulturell Villfalt ze ënnerstëtzen oder och verstäerkt an der Entwécklungshëllef afléissen ze loossen. Dat heescht, den Zesummenhang zwëschent Kultur a wirtschaftlecher a gesellschaftlecher Entwécklung ass hei och ganz wichteg ervirzesträichen - besonnesch an de manner entwéckelte Länner.

D'EU hat, wéi gesot, en entscheedenden Afloss an de Verhandlunge vun dëser Konventioun, an d'Roll, déi déi Lëtzebuerger Présidence während där Zäit gespillt huet, ass net ze ënnerschätzen. De Chefverhandler war dee Moment eise Lëtzebuerger Botschafter zu Paräis, mat der Hëllef vun eisen UNESCO-Beoptraagten. D'EU-Länner hunn insistéiert an hikritt, datt niewent där kultureller Villfalt och aner Wäerter, déi fir d'Unioun fundamental sinn, ageschriwwe gi sinn, am Résumé d'demokratesch Wäerter an d'Mënscherechtsprinzipien, déi an der Mënscherechtskonventioun ageschriwwe sinn.

Ech zitéieren: de Fridden, d'Demokratie, d'Toleranz, de Fraestatut oder d'-rechter, d'Grondfräiheete selbstverständlech, déi sozial Cohésioun och, a souguer déi nohalteg Entwécklung. Dat fir d'inhaltlech Punkten, déi dës Konventioun esou wäertvoll a wichteg maachen.

Verschidden institutionell Considératioune mussen ervirgestrach ginn. Ech hunn et virdrun ugeschwat an ech wëll et hei nach eng Kéier widderhuelen: Bei déi leedend Roll, déi EU gespillt huet - a si war Virreider, fir d'Konventioun ze verhandelen an op d'Been ze setzen -, kënnt derbäi, datt déi 25 State vun der EU ee gemeinsamt Mandat ausgehandelt hunn, fir d'Verhandlungen inhaltlech ze gestalten, wat eng ganz wichteg Saach ass.

Zousätzlech huet d'Kommissioun vun der EU eng spezifesch Roll kritt: Si ass als Verhandlungspartner an hiren Zoustännegkeetsberäicher - dat heescht, an de communautären Zoustännegkeetsberäicher - zougelooss ginn an der UNESCO, wat souguer och ee Punkt vun der institutioneller Verdéiwung vun der EU ass.

Eng aner wichteg institutionell Bemierkung ass, datt Lëtzebuerg, wéi gesot, während eiser Presidentschaft 2005 eng determinant Roll hat an doranner eng groussaarteg Aarbecht geleescht hat, déi och eestëmmeg vun allen EU- an anere Staten unerkannt gi war. Si huet am Verhandele vun de schwieregste Punkte vun der Konventioun Hiert geleescht a gehollef, datt d'Konventioun konnt zur Zäit an der UNESCO gestëmmt ginn.

Nach e Punkt muss een ervirhiewen: D'Konventioun ass ugeholl ginn an der UNESCO, obschonn d'USA Nee gestëmmt hunn. Mä gläichzäiteg sinn d'USA am Schouss vun der UNESCO bliwwen, do wou se eréischt kuerz virdrun erëm zréckkomm waren, nodeem se 20 Joer net méi do waren. Dat weist, datt d'UNESCO e wichtegt Organ op der internationaler Bühn ass.

Fir dann nees zréck op déi Lëtzebuerger Bühn ze kommen: Mir wäerten als Lëtzebuerger bei engem vun deenen éischten EU-Länner sinn, déi d'Ratifikatioun vun dëser Konventioun virgeholl hunn. Am Ganze eng 30 Länner, fir datt se kann a Kraaft trieden. A méiglecherweis, esou wéi et elo ausgesäit, ass eis Ratifikatioun ausschlaggebend, fir datt d'Konventioun kann a Kraaft trieden.

Geschwënn ass eng extra Manifestatioun geplangt zu Bréissel, den 19. Dezember, vun den EU-Länner zesumme mat der UNESCO, fir kënne d'Ratifikatioune virunzedreiwen an d'Akraafttriede vun der Konventioun ze garantéieren. Sou datt ech frou sinn, datt mir den 19. Dezember zu deene Länner kënne gehéieren, déi scho ratifizéiert hunn.

Duerfir sinn ech iwwert déi wichteg eestëmmeg Ënnerstëtzung vun der Lëtzebuerger Chamber frou. Ech mengen, datt déi ganz Konventioun wichteg ass fir eis eege kulturell Identitéit, well mir gläichzäiteg eis eege Sprooch…

(Interruption du Président)

…mat eiser Villsproochegkeet ënnersträiche kënnen an d'Cohabitatioun vu méi Kulturen doranner kënne gesinn.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Domat ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dës Konventioun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Konventioun ass mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Punkt vum eisem Ordre du jour. Dat ass d'Ofkommes tëschent der Europäescher Unioun an der Ukraine iwwer e weltwäiten Navigatiounssystem. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et sinn ageschriwwen: d'Madame Flesch an den Här Fayot. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Thiel. Här Thiel!

4. 5586 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et l'Ukraine, signé à Kiev, le 1er décembre 2005

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net fir d'éischt an och net fir d'lescht, datt ech lech hei iwwer e Projet ënnerhalen, vun deem ee vläicht an der leschter Zäit net méi extra vill héieren huet, mä deen awer trotzdeem um gudde Wee ass.

Dir hutt virun enger Zäit dräi Texter hei gestëmmt, mat deene mir d'Lëtzebuerger Ënnerschrëft ënnert den Accordë ratifizéiert hunn, déi d'Europäesch Kommissioun an d'EU-Memberstate mat den USA, mat China a mat Israel a Saache Galileo ofgeschloss haten.

Haut geet et drëms, e weideren Accord ofzeseenen, dës Kéier mat der Ukraine, dee virun engem Joer an e puer Deeg zu Kiew ënnerschriwwe ginn ass. Déi nächst si schonn ënnerwee: Südkorea, Indien, Brasilien, Mexiko an Australien hunn entre-temps och ofgeschloss, wat heesche wëllt, datt deemnächst och déi Ratifizéierungen hei ustoe wäerten.

E klenge Rappel: De Projet Galileo gouf als Gemeinschaftswierk vun der Europäescher Unioun an där hirer Weltraumduechter ESA, European Space Agency, lancéiert. Hie gesäit 30 Satelliten - 27 plus dräi Reserven - vir, déi eng gutt 23.000 Kilometer iwwer eise Käpp ëm d'Äerd kreesen a vun do hier Signaler erofschécken, mat deenen een da seng Positioun bis op de leschte Meter bestëmme kann.

Den éischte Satellit gouf bal genee virun engem Joer - ech mengen, den 28. Dezember 2005 - vu Baikonur aus eropgeschoss. Näischt ze fréi iwwregens, well den Test vun de Sendefrequenzen, fir deen déi zwee éischt Satelliten agesat ginn, huet misse bis den 10. Juni ofgeschloss sinn, well soss wär d'Reservatioun fir d'Frequenzbänner verfall. Wann dann och elo weiderhin alles riicht no Programm leeft, kann de Galileo-System Enn 2010 a Betrib goen.

Wat si seng Missiounen?

Fir d'éischt natierlech soll hien dat assuréieren, wat elo den Amerikaner hire GPS och mécht, nämlech dem Eenzelnen hëllefen, säi Wee ze fannen doduerch, datt hien zu all Moment kontrolléiere kann, wou hie selwer grad ass, an dat par rapport zu där Plaz, wou hien hi wëllt. Dee Service, genannt „Open Service", ass gratis a fir jiddfereen op.

Dann de kommerziellen Déngscht, genannt forcément „Commercial Service", dee fir all méiglech Benotzer um Buedem, um Waasser oder an der Loft extrem prezis Navigatiounsdaten op extrae Frequenze liwwert - allerdéngs net fir näischt, mä géint Bezuelung.

Drëttens kënnen d'Eisebunn, d'Aviatioun an ähnlech Entreprisen op de Galileo zréckgräifen, fir hire sécherheetstechnesche Besoine gerecht ze ginn. Dat heescht da forcément „Safety of Life Service".

Als Nächst kommen déi fir déi eenzel State reservéiert Frequenze fir den „Public Regulated Service“, déi natierlech entspriechend ofgeschiermt a verschlësselt der Polizei oder och der Arméi, a ganz bestëmmt och de Geheimdéngschter vun deenen eenzelne Staten zur Verfügung stinn.

A schliesslech dann de Sich- a Rettungsdéngscht, „Search and Rescue“, fir datt an Noutfäll an a Katastrophefäll d'Spezialiste séier a prezis agräife kënnen.

Wat huet Lëtzebuerg dann elo mam Galileo ze dinn, a woufir musse mir hei Gesetzer iwwer Accordë stëmmen, déi d'Galileo-Bedreiwer mat anere Staten uechtert d'Welt ofschléissen?

D'Äntwert ass ganz einfach: Lëtzebuerg ass bekanntlech en EU-Stat, an domat Copropriétaire vum Galileo. Lëtzebuerg ass och Partner vun der European Space Agency, wat net fir jiddfer EU-Member de Fall ass. Domat si mir gläich zweemol beim Galileo derbäi.

Wéi gesot, net jiddfer Member vun der Unioun ass och un der ESA bedeelegt, well déi huet am Moment eréischt 17 Memberen. Déi sinn d'office u gewësse Fuerschungsprogrammer vun der Weltraumagence bedeelegt a kënne sech doriwwer eraus u weideren ESA-Programmer bedeelegen, wa se wëllen. Lëtzebuerg huet sech zum Beispill, nieft dem Galileo, an den Telecomsprojet ARTES an an den Technologieprogramm GSTP eragehaangen an ass doriwwer eraus och nach un zwee Äerdobservatiounsprojete bedeelegt.

Dat kascht natierlech eppes. Am Fall vum Galileo si mir indirekt, dat heescht iwwert den europäesche Budget, mat annerhallwer Millioun Euro derbäi, an direkt, iwwer eis Participatioun un der ESA, mat véier an enger hallwer Millioun. Déi kënne mat der Zäit bis op eelef Milliounе klammen.

A wat hu mir dovun? Nu jee, datt mir just derbäi sinn, dat ass wuel net den Zweck. Et muss ee wëssen, datt déi ESAs-Programmer nom Prinzip vum „juste retour“ fonctionnéieren. Dat heescht, datt d'Partner en Urecht drop hunn, Opträg mat heem ze huelen, déi bis zur Héicht vum Asaz oder souguer doriwwer eraus kënne goen. Am Kontext vum Galileo hunn d'Lëtzebuerger Firme véier Propositioune fir déi zwou éischt Phase vum Galileo-Projet eraginn. Sollte si zum Zuch kommen, kréiche mir iwwert dee Wee op d'mannst een Deel vun eisem Asaz erëm.

Datt elo ausgerechent d'Ukraine ganz uewen op der Lëscht vun de Länner steet, déi sech mat den Europäer fir de Galileo alliéiert hunn, huet eppes domadder ze dinn, datt grad dëst Land an der Raumfahrt schonn etleches opzeweisen huet - och wann dat ëmmer e bëssen am globale Bild vun der fréierer Sowjetunioun ënnergaangen ass. Si gehéiert zu deenen aacht Länner op der Welt, déi d'Nues bei der Konzeptioun an der Produktioun vun Trägerrakéiten zum Beispill vir hunn.

Da kënnt nach derbäi, datt d'Ukraine vun hirer geographescher Lag hier tiptop an de Galileo-Konzept passt, dee jo queesch iwwert de Globus seng Buedemstatioune muss hunn, fir fir déi néideg Uplinken an domat fir eng komplett Couverture vum System ze suergen.

Den Accord mat der Ukraine ass no deemselwechte Muster gestréckt wéi déi, déi viropgaange sinn, mat Ausnahm vun deem mat Amerika, deen d'Zesummenaarbecht tëscht dem GPS an dem Galileo festhält an ouni deen et wahrscheinlech iwwerhaapt net zum Galileo, zum europäeschen Navigatiounssystem komm wär. Allerdéngs, am Fall vun der Ukraine ginn am Accord eng Rëtsch vun Aschränkunge gemaach, wat besonnesch de Sécherheetsberäich ugeet, notamment do wou et ëm déi gemeinsam militäresch Intérêtë vun den Amerikaner an den Europäer geet.

De Statsrot huet a sengem Avis besuergt gefrot, ob dann ewell alles an der Rei wär mat deem Projet, well hie vun der internationaler Press gewuer gi war, de Projet hätt Verspéidung. Är Chamberskommissioun huet sech doropshi bei de Spezialiste schlau gemaach a gouf gewuer, datt déi Suergen onbegrënnt sinn, well de Galileo ass um gudde Wee. En huet just vläicht Verspéidung op den initiale Kalenner, wat elo am Fong opgefall ass, well déi fir d'Entwécklungsphas responsabel Gemeinschaftsentreprise vun der Europäescher Kommissioun an der ESA sech, wéi virgesinn, den 31. Dezember vun dësem Joer opléist, ouni datt den Entwécklungsprogramm, wéi virgesi war, ganz ofgeschloss ass.

Mä vu datt d'Relève duerch déi europäesch Iwwerwaachungsautoritéit mat deem schéinen Numm GNSS assuréiert ass, stelle sech weider keng gréisser Kalennerproblemer. Am Laf vum anere Joer wäert de Kontrakt mam Bedreiwerconcessionnaire dann ofgeschloss kënne ginn. Dee wäert dann derfir suergen, datt de Galileo fristgerecht 2010 a Betrib geet.

Woubäi - an dat ass eng kleng Annotatioun vun Ärem Rapporteur - ze hoffen ass, datt dann de Projet säin originalen Numm „Galileo“ erëmkritt an net déi gräisslech Bezeechnung GNSS opgepecht kritt, ënnert där en an dësem Moment elo segelt; am Libellé vun dësem Projet gesitt Der dat.

Fir de Moment soll dat eis awer net drun hënneren, den Accord mat der Ukraine ze ratifizéieren. Et geet jo ëm de Projet. Et geet net onbedéngt ëm säin Numm. An ech kann d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun dozou elo scho ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech gesinn op alle Säiten Zoustëmmung zu den Ausféierunge vum Rapporteur, och bei der Regierung.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5586 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Henri Grethen), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zum Projet de loi 5604, en Ofkommes mat Mexiko iwwer eng Kooperatioun an de Beräicher vun der Erzéiung, der Kultur, der Jugend an dem Sport. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Oberweis.

5. 5604 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis du Mexique dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports, signé à Mexico, le 16 février 2006

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Madame Statssekretärin, Här Minister, an deem virleiende Projet de loi steet e weidere Kooperatiounsaccord am Mëttelpunkt, deen tëschent Lëtzebuerg an de Vereenegte State vu Mexiko.

Den Accord de coopération ass de 16. Februar 2006 zu Mexico City ënnerschriwwen an de 9. August an der Chamber déposéiert ginn.

De Statsrot huet säin Avis den 10. Oktober eraginn, an déi zoustänneg Kommissioun huet an hirer Sitzung vum 25. Oktober den Text vum Accord an och den Avis vum Statsrot gelies, sech domat auserneegesat, kee weideren Accroc fonnt an den 21. November de Rapport ugeholl.

Wa mir e kuerze Bléck zréckwerfen, da stelle mer haut fest, dass Lëtzebuerg scho mëttlerweil 32 dëser Accordë mat der grousser Welt ënnerschriwwen an zum Deel och scho ratifizéiert huet. Eleng an dëser Period hu mir schonn Accordë mat Vietnam an Asien an dem Cap-Vert an Afrika ënnerzeechent a ratifizéiert, an haut, wéi gesot, mat dem Land Mexiko an der westlecher Hemisphär.

Sécher ass Folgendes: Wann och déi wirtschaftlech Accorden, tëschent eisem Land an anere grousse Länner, fir eise Wuelstand vun Interesse sinn, esou muss een awer unerkennen, dass dës kulturell Accorden och eng ganz grouss Komponent an dësem Land an eng Beräicherung fir d'Land bréngen.

D'Haaptelementer vun dësem Accord leien an de Beräicher Educatioun, Kultur, Jugend, Konscht a Sport, also eng ganz Palette vun Aktivitéiten. Hei nëmmen e puer der erausgepickt.

1. Am Beräich vun der Kultur soll et zum Austausch vu Wësse kommen tëschent de Länner, an dat an de Beräicher Educatioun, Héichschoulwiesen, Medien an dem Schutz vun dem Patrimoine. Dobäi soll et och kloer zum Austausch vun Experte kommen an zu enger verdéifter Zesummenaarbecht, esou zum Beispill andeems ee Konferenzen oder Ausstellungen organiséiert.

2. Am Beräich vun der Ausbildung kënne mer eis virstellen, dass et tëschent Enseignanten, Schüler a Studenten zu engem Austauschprogramm ka kommen. Dobäi muss een och bedenken, dass an der Fuerschung an an der Notzung vu modernen Technologien och ons Universitéit staark agebonne ka ginn. Et schéngt jo nëmme logesch ze sinn, dass an enger Welt, déi op ass, och eis Universitéit eng nei Roll muss spillen, zum Beispill am Ausriichte vu Kongresser mat internationalem Charakter.

3. Am Beräich vun der Jugend an dem Sport, do kann et dann zum Austausch vu Sportsgruppe kommen, mä dat gesi mer nach.

Een duerchaus interessante Fait ass d'Schafung vu Centres culturels, an dat an eise béiden Haaptstied, zu Mexico City an och hei zu Lëtzebuerg. De Fonctionnement dovunner gëtt awer duerch en extraen Accord festgeschriwwen.

Wat den Accord awer esou faszinéierend mécht, a mengen Aen, ass de Fait, dass dësen Accord eng speziell Komponent op den drëtten Alter leet. Dat kënnt sou munchereen zu Loscht a Laun verféieren, sech och doranner ze integréieren.

Den Accord bilatéral ass, wéi gesot, ee vu ganz villen, déi eist Land an de leschte Joren ënnerschriwwen huet. Grad am kommende Joer, wou onst Land hei den Titel vun der europäescher Capitale vun der Kultur dréit, wäerte mer déi eng oder aner Geleeënheet kréien, vläicht och op dës Accorden anzegoen. Esou soll zum Beispill eng Konferenz zu Mexiko am November 2007 duerchgefouert ginn.

Ouni hei wëllen an d'Geschicht an d'Geographie anzegoen - ech hunn dat a mengem Rapport gemaach -, wëllt ech awer vläicht zwee Punkten eraushiewen aus der rezenter Zäit.

D'UNESCO - et ass grad ugesprach ginn - huet siwe Weltwonner vun der moderner Zäit ageschriwwen, a grad a Mexiko steet eent dovunner, nämlech d'Tempele vun der Maya-Kultur op der Hallefinsel Yucatán. Wien déi besicht huet, ka feststellen, dass déi Kultur scho wäit virun onser war, wéi mir hei an Europa d'Renaissance ugefaangen hunn unzekuerbelen.

A vläicht nach dat lescht Element aus der Wëssenschaft: Am November ass an der Sierra Madre op 4.500 Meter Héicht dee gréissten Teleskop ageriicht ginn. En Teleskop, mat deem een elo bis zu 13 Milliarde Joer zréck an de Weltraum ka kucken, an ech denken, dass eis Universitéit och do bestëmmt ka matschaffen.

Ier ech zum Schluss kommen, wëllt ech ënnersträichen - et ass scho gesot ginn -, dass tëschent eisen zwee Länner schonn eng ganz enk Kooperatioun virläit. Eng wichteg Konferenz, wou Lëtzebuerg vertruede war, war déi vu Monterrey am Joer 2002. Hei ass et am Speziellen ëm de Finanzement vun der Entwécklungshëllef gaangen.

Mat dem Land Mexiko, engem erfollegräichen „emerging country“, wëlle mir ganz enk wirtschaftlech, awer och doriwwer eraus kulturell Bezéiungen opbauen, an dat zum Wuel vun de Mënschen, déi an deene Länner wunnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir dass dësen Accord de coopération awer weider mat Liewen erfëllt gëtt an duerno och dann de Suivi an den Aktivitéite fënnt, muss ee Comité de coopération an d'Liewe geruff ginn, mat gläich ville Memberen aus deenen zwee Länner.

Dem Comité seng Aufgab ass et, kloer Projeten auszeschaffen an, wéi gesot, d'Mënschen dran anzebannen. De Kooperatiounsvertrag wär jo ouni Liewen, wa keng Mënsche sech dran erëmfanne géifen. No fënnef Joer soll den Accord dann tacitement weidergeféiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, duerch dësen Accord mat de Vereenegte State vu Mexiko wëllt Lëtzebuerg ee bescheidene Beitrag zum Versteesdemech an enger globaliséierter Welt leeschten. Ech bréngen dofir och den Accord vu menger Fraktioun eran a soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur.

Wa keen deenen excellenten Ausféierunge vum Rapporteur eppes bäizefügen huet, fir déi ech him wëll Merci soen am Numm vun der ganzer Chamber,...

(Hilarité et interruption)

...da kënne mer zur Ofstëmmung vum Projet de loi kommen.

Wollt Dir d'Wuert hunn, Madame Flesch?

(Négation)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5604 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zum leschte Projet, dee mer haut um Ordre du jour hunn, zum Projet de loi 5572 iwwert d'Transpositioun vun EU-Direktiven, déi sech mat der Immigratioun befaassen. Et si bis elo ageschriwwen, déi Häre: Haupert, Bettel, Angel, Braz an

Henckes. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Voilà, Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

6. 5572 - Projet de loi portant:

1. transposition

- de la directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers;

- de la directive 2001/51/CE du Conseil du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985;

- de la directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers;

- de la directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers;

2. modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant

1) l'entrée et le séjour des étrangers;

2) le contrôle médical des étrangers;

3) l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Léif Vertrieder vun der Regierung a léif Kolleeginnen a Kolleegen, niewent deene véier Direktiven, déi mer haut ëmsetzen, leien nach eng ganz Rei aner Direktiven am Domän vun der Immigratioun vir, a vu dass vun dëse véier Direktiven, déi mer haut transposéieren, bei dräi Direktiven den Délai de transposition ofgelaf ass, an dass mer riskéiere Geldstrofen ze kréien, huet d'Regierung décidéiert, d'Gesetz vun 1972 ze modifizéieren an dës véier Direktiven elo ëmzesetzen. Mä wéi Der all am Exposé des motifs konnt liesen huet d'Regierung jo drun erënnert, dass se amgaang ass en neit Immigratiounsgesetz auszeschaffen, wat eis, mengen ech, ganz geschwë wäert virleien.

Ech mengen, et wär vläicht interessant Iech ganz kuerz déi véier Direktive virzestellen.

Bei där éischter Direktiv 2001/40 vum Mee 2001 geet et ëm déi géigesäiteg Unerkennung vun den Décisions d'éloignement vu Ressortissanten aus Drëttlänner. Dat heescht, dass e Stat eng Décision d'éloignement exekutéiere kann, déi en anere Memberstat vun der EU geholl huet vis-à-vis vun engem Auslänner, dee sech net méi um Territoire vun deem Memberland befënnt, deen dës Décision d'éloignement getraff huet. D'Zil vun dëser Direktiv ass et, fir méi Effikassitéit bei den Exekutioune vun den Décisions d'éloignement ze kréien a virun allem eng besser Zesummenaarbecht zwëschent den EU-Länner an dësem Domän.

Déi zweet Direktiv 2001/51 vum Juni 2001: Bei dëser Direktiv geet et drëms, d'Dispositioune vum Artikel 26 vun der Applikatiounskonventioun vum Schengener Ofkommes vun 1985 ze complétéieren. Den Artikel 26 definéiert d'Obligatioun vum Transporteur wien e Ressortissant aus engem Net-EU-Land heihinner transportéiert an d'EU, a wann dee Ressortissant d'Entrée refuséiert kritt, da muss den Transporteur deen och zréckféieren. D'Direktiv complétéiert dësen Artikel 26 an deem Sënn, dass se déi verschidde Montantë vun de Geldstrofe fixéiert an awer och nach eng Kéier drun erënnert, dass den Transporteur all Fraisë muss iwwerhuelen, déi doduerch entstoe kënnen.

Déi drëtt Direktiv 2002/90 vum 28. November 2002 definéiert Terme wéi Aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers an definéiert awer och d'Notioun vun der Aide à l'immigration clandestine. Dës Direktiv schreift sech an dee méi grousse Kader vum Kampf géint d'Immigration clandestine an, awer och vum Kampf géint de Mënschenhandel, den Emploi illégal an och vum Kampf géint d'sexuell Exploitatioun vu Kanner.

Déi véiert Direktiv 2004/82 vum Abrëll 2004 ass am Fong eng Reaktioun op d'Attentater vum 11. September 2001 wéi op d'Attentater vum 11. Mäerz zu Madrid. Hei geet et ëm d'Obligatioun vun den Transporteuren, fir Donnéeën iwwert d'Passagéier weiderzeginn. Dës Direktiv schreift sech also an de Kader a vun den Effortë vun der EU, hir Baussegrenze besser ze sécheren.

Ech hunn Iech elo déi véier Direktive kuerz erkläert. De Projet ass den 10. Mee déposéiert ginn. Mir hu virun der Summervakanz zwee Mol an der Kommissioun driwwer geschwat. Mir hunn och no der Vakanz nach driwwer geschwat a mir hunn den 29. September dem Conseil d'État eng ganz Rëtsch vun Amendementer virgeluecht a mir hunn dunn en Avis complémentaire kritt. Mir hunn awer och nach en Avis vun der Chambre de Commerce kritt an ee vun der Mënscherechtskommissioun, deen awer leider ganz spéit, wéi mer d'Aarbechte praktesch ofgeschloss haten, den 10. Oktober ukomm ass, mä op dee Rapport wäert ech spéiderhin nach eng Kéier zréckkommen.

Den Avis vum Conseil d'État vum 20. Juni 2006 proposéiert virun allem eng Rei vu formalen Amendementer, déi zur Lisibilitéit bäidroen. Zum Beispill, dass mer all Artikelen, déi am Zesummenhang mat den Transporteure stinn, an engem neie Kapitel zesummebréngen. De Conseil d'État huet eis och recommandéiert den Term Gendarmerie duerch Police grand-ducale ze ersetzen, den Term Refoulement duerch den Term Éloignement ze ersetzen an iwwerall do, wou nach am 72er Gesetz Ministre de la Justice stoung, Ministre ayant l'immigration dans ses attributions ze schreiwen.

De Projet de loi a senger urspréngleche Form hat och virgesinn, dass de Minister, dee responsabel ass fir d'Police, och deen ass, deen eng Amende un den Transporteur, dee géint dëst Gesetz verstéisst, ausprieche kann. Och do huet de Statsrot gesot, dass mer heifir de Minister, deen d'Immigratioun a senger Attributioun huet, sollen aschreiwen, dass deen zoustänneg ass fir esou eng Amende.

D'Kommissioun huet, wéi gesot, all dës Recommandatioune vum Statsrot ugeholl. Si huet awer och zousätzlech nach e puer aner Amendementer proposéiert. Mir hunn am Text den Term vun Transporteur aérien ersat duerch Entreprise de transport aérien. Dat ass fir dem Avis vun der Chambre de Commerce och an engem gewësse Sënn Rechnung ze droen. Mir hunn dann och nach den Term Demande d'asile, well mer jo en neit Asylgesetz hunn, duerch den Term vun Demande de protection internationale ersat.

Mir haten dann och proposéiert all déi Zommen, déi nach a Frangen do stoungen, an Euro ëmzeschreiwen. Hei huet de Statsrot a sengem Avis complémentaire awer gesot, dat bräichte mer net als Amendement ze maachen. Hie berifft sech do op d'Basculementsgesetz vum Euro. Am Texte coordonné, deen d'Kommissioun mat der Mathëllef vum Ministère ausgeschafft huet, deen Der hannen am Rapport fannt, hu mer awer alles schonn an Euro ageschriwwen.

A mengen Ae betrëfft awer dat wichtegst Amendement vun der Kommissioun den neien Artikel 33, wann ee vum Texte coordonné ausgeet. Do geet et ëm d'Ëmsetzung vun där drëtter Direktiv, wou mer jo d'Definitioune gi vun der Aide à l'entrée, dem Transit an dem Séjour. Do hat deen urspréngleche Text, dee mer virgeluecht kritt hunn, virgesinn, dass och déi Leit géingen eng Strof riskéieren a souguer Prisong, déi aus humanitäre Grënn Leit hei beim Séjour ënnerstëtzen. Dat hu mer geännert an do war och all Mënsch domat d'accord.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dëst war iwwregens och ee Punkt, deen d'Mënscherechtskommissioun an hirem Avis opgeworf huet, well si nach um urspréngleche Text geschafft haten an net woussten, dass mir an der Kommissioun do schonn Ännerunge gemaach hätten.

Zum Avis, ech hunn Iech et virdru gesot, deen ass ganz spéit komm, mä am Sënn vun der Transparenz hunn ech drop gehalen, dass mer an der Kommissioun deen Avis analyséieren an ech hunn och drop gehalen am Rapport e ganze Résumé vun deem Avis ze maachen. Dofir wäert ech Iech herno, wann ech nach eng Kéier am Numm vu menger Fraktioun hei schwätze kommen, och eng Motioun virleeën, déi vun alle Fraktiounen a Sensibilitéiten hei am Haus gedroe gëtt.

De Projet 5572 huet also déi véier Direktiven am Domän vun der Immigratioun ëmgesat. Ech menge mir wëssen alleguer heibannen, dass dat e ganz wichtegt Thema ass. Dofir hu mir och als Kommissioun d'Aarbecht net op déi liicht Schëller geholl. Ech wëll dofir de Membere vun der Kommissioun Merci soen, doniewent awer och dem Här Sylvain Wagner vun der Direction de l'Immigration, dee fir eis ëmmer en oppent Ouer hat an deen eis op all Froen, déi mer haten, ëmmer konnt eng Äntwert ginn. Niewent him wëll ech awer och zwou Mataarbechterinnen, Kolleeginnen aus menger Fraktioun, Merci soen, déi mech bei der Ausaarbechtung vun dësem Rapport ënnerstëtzt hunn.

Domadder wäert ech de Rapport ofschléissen. Ech soen Iech Merci, an, wéi gesot, ech kommen herno nach eng Kéier zréck, fir Iech d'Motioun virzestellen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Den nächste Riedner ass den Här Norbert Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'alleréischt dem Rapporteur, dem Kolleeg Marc Angel, villmools Merci soe fir säi prezise schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Ech hunn deem, wat hien elo hei virgedroen huet, net vill bäizefügen.Ech wëll awer kuerz a menger Interventioun op e puer Aspekter, déi mir am Kontext vun dësem Gesetzesprojet wichteg schéngen, agoen, well et mir derwäert schéngt, datt se hei ervirgehuewe ginn.

Här President, wann een déi verschidden Direktiven zerpléckt, da gëtt engem séier kloer, datt et sech hei am Fong net ëm d'Notioun vum Auslänner, deen illegal bei eis am Land ass, als solch dréint, mä datt et vill méi dorëm geet, d'Ëmstänn, déi déi illegal Immigratioun begleeden, ze ëmräissen, fir esou besser géint déi illegal Awanderung virgoen ze kënnen.

Am Fong ass den illegalen Immigrant selwer wéineg vun deenen neien europäeschen Dispositioune betraff, well déi zilen haaptsächlech dorop hin, d'Zesummenaarbecht vun den EU-Staten an der Behandlung vun der illegaler Immigratiounsproblematik ze verbesseren.

Et geet hei net dorëm, fir déi illegal Immigranten an Zukunft méi streng ze behandelen a se nach méi ze ploen, wéi se dat scho ginn. Et geet vill méi drëm, déi duebel oder vielfälteg administrativ Prozedur, déi déi Leit heiansdo iwwert sech ergoe loosse mussen, ze verhënneren, an dat duerch eng géigesäiteg Unerkennung duerch all aner EU-State vun enger „Décision d'éloignement", déi an engem vun den EU-State getraff gouf, wat eng Exekution vun där Décisioun no sech zitt.

Et geet an dësem Projet och net drëm, fir deem, deem et a sengem Land ganz schlecht geet an dee mat alle Mëttele versicht, sech selwer a senger Famill eng besser Zukunft am Ausland ze sécheren, d'Awanderen onméiglech ze maachen. Et geet vill méi drëm, fir deenen düstere Gesellen, déi op eng illegal, fir net ze soen eng kriminell Manéier mat deenen hinnen ausgeliwwerten Immigrante vill Geld verdéngen, duerch méi héich an dissuasiv Strofen d'Handwierk ze leeën.

Et geet och drëm, fir d'Transportgesellschafte méi bei dem Rapatriement vun illegalen Immigranten ze responsabiliséieren a se och méi anzebannen an der Kommunikatioun vun den Donnéeën, déi si beim Achecke vu Passagéier erhiewen, fir dass se déi un d'Autoritéiten, déi en charge vum Kontroll vun den europäesche Baussegrenze sinn, matdeelen.

Här President, wéi wichteg et ass, am Beräich vun der Justice an den Affaires intérieures, de sougenannte JAI, um europäesche Plang zesummenzeschaffen, schéngt haut méi wéi jee evident an nout-wendeg. Esou gehéiert et zu der EU hiren dringendsten Aufgaben eng eegen Immigratiounspolitik op d'Been ze setzen. Déi illegal Immigranten, déi all Dag a méi groussen Zuelen op de Küste vu Spuenien ofgesat ginn oder soss op eng illegal Manéier hire Wee an d'EU fannen, sinn e Problem, deen déi ganz Unioun betrëfft, an dee mer versiche mussen, esou séier wéi méiglech an de Gréff ze kréien.

Dëst ass awer nëmme méiglech, wann all d'Memberstate besser zesummeschaffen a wann d'EU sech déi néideg Moyenë gëtt, fir géint dee Problem virzegoen. Esou muss d'Europäesch Unioun zum Beispill eng nach méi effikass Kontroll vun hire Baussegrenzen op d'Bee setzen an déi verschidden europäesch Visapolitiken harmoniséieren. Datt dëst net vun haut op muer geschitt, ass verständlech.

Déi véier Direktiven, déi mir haut an eis Gesetzgebung ëmsetzen, weisen awer dorop hin, datt mir um richtege Wee sinn. Dës Direktive füge sech nämlech an de generelle Kader vun den europäeschen Efforten an, fir e bessere Schutz vun de Baussegrenze vun der EU ze garantéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi scho gesot, si mir um richtege Wee. Et bleift awer nach vill ze dinn. Datt déi illegal Immigratioun duerch déi extrem ënnerschiddlech Wuelstandsniveauen an der Welt an duerch dat staarkt Nord-Süd-Gefälle ugedriwwe gëtt, wësse mer alleguer.

Déi illegal Immigratioun kréie mir dofir mat Sécherheet net duerch repressiv Moossname ganz an de Gréff. Wann een déi illegal Immigratioun wëllt wäitgehendst ënnerbannen, da muss een de Problem un der Wuerzel upaken an deene Leit, déi aus Iwwerliewensdrang aus hirem Land eraus wëllen, Konditioune schafen, datt se fir d'Zukunft an hirem eegene Land eng mënschewierdeg Iwwerliewensperspektiv gesinn. Dat geet nëmmen iwwer eng kohärent, staark a visibel Aussen- a virun allem Kooperatiounspolitik vun deene sougenannte räiche Länner, awer och vun der Europäescher Unioun. Op dësem Plang ass déi lëtzebuergesch Kooperatiounspolitik mat Sécherheet e Modell fir all déi aner EU-Länner.

Här President, ofschléissend wëll ech am Numm vun eiser Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Den nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Frënn, fir d'éischt wëll ech hei dem honorabele Marc Angel...

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- ...Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, deen en hei virun eis gemaach huet. Ech mengen, deen ass och ganz komplett, sou dass een, deen d'Matière net kennt an dann de Rapport eng Kéier liest, och weess, ëm wat et geet.

Wann een hei op déi verschidde Punkten ageet, Här President, dann ass fir d'éischt een, dee ganz wichteg ass, d'Reconnaissance vun Décisiounen aus dem Ausland. Mir hu gesinn, an dat gesäit een och ëmmer méi hei zu Lëtzebuerg, dass et e gewëssene Shopping gëtt an der Immigratioun. Dat heescht, datt verschidde Leit, wa se an engem Land déboutéiert ginn, an en anert Land ginn. Ech mengen, et ass ganz wichteg, dass dann en anert Land déi aner Décisioun unerkennt, an dass een net vun engem Land an en anert Land ka goen. Normalerweis war dat schonn de Fall, mä hei ass et nach eng Kéier op jidde Fall an deem doten Text dran.

D'Responsabilitéit vun der Société aérienne ass och eng wichteg Saach. Ech mengen, d'Société-aériennen hunn e gewëssen Devoir de sécurité ze garantéieren. Wa se d'Leit enregistréieren, wa se Billjeeë verkafen, kréie se verschidden Donnéeën, ob dat iwwert d'Kreditkaarten, etc, etc ass, an doduerjer kënne se dann op jidde Fall verschidde Kontrolle scho maachen, déi op jidde Fall wichteg sinn. Si sollen och keng Leit eraloossen, déi keng gülteg Pabeieren hunn.

Verschidde Leit fannen et streng; verschidde Leit soen, et géif ze wäit goen. Ech mengen, datt eng Gesellschaft awer hir Aarbecht ze maachen huet. Si huet jo och eng gewësse Responsabilitéit, well se jo den Transporteur ass, deen eng Persoun vun deem enge Land an dat anert bréngt.

Une voix.- Très bien.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Concernant den Échange vun Informatiounen, mengen ech, et ass wichteg, dass hei awer Garante sinn, datt déi Informatiounen net egal wien eppes uginn an datt se net egal wou landen. Ech mengen, et geet iwwert d'Privatliewe vun de Leit, an eist Gesetz iwwert d'Données personnelles an den Dateschutz soll also wierklech respektéiert ginn.

Et soll een net do Donnéeën hu wéi verschidden, zum Beispill an Amerika, wou ee gesot kritt, datt ee soll soen, wie wat giess huet, sou datt ee suspekt ass, wann ee kee Fleesch wëllt iessen, oder wann ee wëllt koscher iessen. Dat sinn Donnéeën, déi fir mech op jidde Fall ganz wäit ginn, wann et schonn en Devoir de suspicion einfach bei engem Menu gëtt. Dat ass wou d'Amerikaner wëllen higoen. Ech sinn awer frou, datt deen Text hei net esou wäit geet.

Här Minister, huelt mer et net iwwel, mä ech kommen awer net laanscht eng Kritik. Et ass ganz léif, wa mir d'Texter hei an der Chamber stëmmen, mä et ass och gutt, wa mir dann och sur le terrain d'Méiglechkeete ginn. Ech weess, et ass net Är Schold, et ass Äre Regierungskolleeg vun der CSV, den Här Frieden, deen dofir responsabel ass.

(Brouhaha général)

Leider, ech kann et einfach net loossen, Här President, mä Ärem Aarbechtskolleeg, dem Här Frieden, mat Ärem Parteikolleeg, dem Här Lux, déi sech jo d'Aarbecht opdeele fir de Flughafen a fir d'Police, muss ech awer soen, datt et do wierklech Lacunë gëtt.

Ech hat eng Question parlementaire gestallt, Här Minister, an där ech gesot hunn, et géif net duergoen um Flughafen, well si hätten 28 Leit, an dat géif einfach net duergoen a si bräichten nach aner Leit, an deemools ware se emol nach net zu 28. De Flughafe gëtt ganz vill vergréissert. D'Devoiren, deem heiten Text no, si fir d'Police ganz grouss. Si sollen déi ganz Kontrollaarbechte maachen. Si sollen och de ganze Suivi maachen.

An do huet de Minister mir geäntwert, il partage mon avis que ça ne suffit pas, well 56 géingen net duergoen an et misst an d'Luucht goen. En hat sech gëiert! En hat en Tableau kritt, wou Total an Effektiv drastoungen, an en hat den Total an den Effektiv zesummegerechent! Et waren der awer nëmmen 28 a keng 56, an do huet de Minister missen e Réckzieher maachen, andeem e geschriwwen huet, en hätt sech och gëiert, et wäre keng 56, mä 28. An deemools huet e scho geäntwert, 56 géingen net duergoen. Et waren der nëmmen 28!

Duerfir, Här Minister, wann Dir wëllt, datt d'Police eng seriö Aarbecht mécht um Flughafen, wann Dir hei dësem Text no hinnen eng ganz Rei vun Tâchë gitt, da geet et mam Bastelen net duer vun dräi oder véier Leit, wéi ech elo gehéiert hunn, oder fënnef oder sechs Leit, déi souguer bäikomm sinn.

Ech mengen, d'Aérogare ass vill méi grouss ginn, wa se elo ageweit gëtt. De Flughafe gëtt jo risegrouss. Mir wësse jo net wéi grouss a wéi vill Transport dohinner kënnt. A wann een d'Zuele jo awer héiert vum Transportministère, deen ugekënnegt huet, wéi vill Augmentatioun vum Trafic vun de Persoune soll op dee Flughafen um Findel kommen, da lancéieren ech awer e viven Appel un dës Regierung, fir den Effektiv vun der Police grand-ducale um Flughafen net vun 28 e bëssen ze bastelen an eropzesetzen, mä lech den Effektiv ze ginn, well d'Leit si frustréiert, si sinn demotivéiert a si kënnen och hir Aarbecht net seriö maachen.

No där Kritik an, Här Pesident, awer nodeem ech...

Une voix.- Frot emol d'Madame Polfer!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, hei gëtt meng fréier Parteipresidentin an Ausseministesch, d'Madame Polfer, zitéiert. Ech weess net, wat d'Madame Polfer hei mam Flughafen ze dinn huet, a mam Här Lux sengem Rechne vun 28 op 56. Hei riets gëtt een direkt nervös, wann een den Här Frieden attackéiert. Ech gesi just hei, dass vun der Police grand-ducale ganz vill Leit benotzt ginn, wann et ass fir Schülerstreiken op der Gare ze bremsen, mä wann et ëm d'Sécuritéit um Flughafe geet, da gëtt gespuert.

De Flughafen ass jo net nëmmen e puer Stonnen am Dag op hei zu Lëtzebuerg. Et geet net duer, dass mer do Patrouillen hunn, déi op Schichte schaffen. Dat heescht, wa mer fënnef oder sechs Leit hunn, kënne si déi Aarbecht net seriö maachen. Wann Dir wëllt d'Applikatioun vun den Texter seriö maachen, da musse mer och den Effektiv vun der Police grand-ducale um Flughafen héijen, awer net mat Bastelen.

Mir wäerten awer, Här President, dësen Text stëmmen, mä ech ginn awer dem Här Minister déi Kritik, déi jo net fir hie gemengt ass. Also, et ass wierklech net perséinlech gemengt, Här Minister, mä gitt Äre Kolleegen aus der Regierung de Message mat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel.

Une voix.- Här Mosar, d'Madame Polfer ka besser rechne wéi de Budgetsminister.

(Hilarité)

M. le Président.- Dann huet den Här Angel sech nach ageschriwwen, och fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, wéi gesot, duerch d'Transpositioun vun dëse véier Direktiven hu mer jo dat sougenannt Auslännergesetz vun '72 elo nach eng Kéier modifizéiert. Dat ass menger Meenung no nach ëmmer e liicht iwwerlieftent Gesetz, an dofir wëll ech nach eng Kéier rappeléieren, dass et wichteg ass an dass ech frou sinn, dass d'Regierung eis a kuerzer Zäit en neit Immigratiounsgesetz virleet, an deem mer eis eng modern Immigratiounspolitik kënne ginn a bei deem mer net nëmme kënnen déi negativ Säite behandelen - oder oft gëtt jo de Problem vun der illegaler Immigratioun ugeschwat -, mä wou mer awer fir Lëtzebuerg och déi ganz wichteg positiv Säite vun der Immigratioun kënne behandelen.

Dëse Projet de loi beweist och, dass mer hei an enger ganz komplexer, enger ganz sensibeler Matière sinn. Dofir wëll ech elo schonn hei en Opruff maachen un eis alleguer, wa mer dee Sujet elo an Zukunft wäerten diskutéieren, dass mer do sollen e ganz breeden Dialog opmaachen, an net nëmmen an eiser Kommissioun solle schaffen, net nëmmen op d'ONGen an d'Associatioune lauschteren, mä e ganz breeden Dialog och mat der Populatioun dobaussen an och mat der Jugend. Well ech mengen, bei der Jugend besti gewëssen Ängschten, mat deenen ech net ëmmer d'accord sinn. Mä et muss een déi Ängschte seriö huelen, an et muss een do en Dialog opbauen, an, mengen ech, eng ganz, ganz breetgefächert Informatiounspolitik maachen.

Ech hat Iech virdru gesot, ech géif gär kuerz op de Rapport vun der Mënscherechtskommissioun agoen, dee leider esou spéit komm ass, dee mer dofir nëmme kuerz konnte behandelen, mä deen awer ganz interessant ass. Ech mengen, aus Respekt virun esou enger wichteger Institutioun wollt ech do véier Punkten opwerfen.

Am Kader vun der zweeter Direktiv - dat ass déi iwwert d'Applikatioun vum Schengener Ofkommes - regrettéiere se am Fong, dass d'Regierung de Paragraph 2 vum Artikel 4 net ëmgesat huet, wou et heescht, dass den Transporteur net bestrooft ka ginn, wann et sech ëm eng Persoun handelt, déi d'Protection internationale wollt ufroen. Ech mengen, wann ech awer d'Gesetz kucken, dat ganzt 72er Gesetz, gëtt dee Problem schonn deelweis geléist.

De Problem ass just, dass een dem Transporteur de Choix iwwerléisst vum Jugement, ob eng Demande de protection internationale - dat heescht, den Asyl - recevabel ass oder manifestement infondé ass.

Ech mengen, eng zweet Äntwert, déi ee kann drop ginn, ass, dass vläicht fir Lëtzebuerg, mir hu jo keng Baussegrenzen, eng Aart Faux problème besteet, well vun eisem Flughafen, mengen ech, nëmmen eng oder zwou Linnen a Länner fléien, déi ausserhalb vu Schengen oder vun der EU leien.

Deen zweete Punkt, dat ass d'Direktiv, wou et ëm d'Kommunikatioun vun den Donnéeë vun de Passagéier geet, wou d'Kommissioun vun de Mënscherechter sech Suerge mécht, dass mer näischt drageschriwwen hunn, dass d'Donnéeë missten no 24 Stonnen effacéiert ginn. Do hu mer an der Kommissioun kuerz driwwer geschwat, an do ass eis awer gesot ginn, dass mer eist Dateschutzgesetz vum August 2002 hunn, dat awer déi wichteg Fro do regelt.

Eng drëtt Kritik war déi, déi ech virdru schonn ugeschwat hunn, wou mer aus humanitäre Grënn de Séjour elo do net méi bestrofen. Do wëll ech net méi drop agoen.

An dann dee véierte Punkt, deen d'Mënscherechtskonventioun ugeschwat huet, dat war deen, wou e seet, dass mer hei am Land am Fong keng Reglementatioun hunn, wat d'Modalitéite vum Éloignement ugeet. A grad duerfir hunn ech et wichteg fonnt, an ech wollt der Chamber eng Motioun virleeën, wou mer feststellen, dass ebe Lëtzebuerg keng esou eng Reglementatioun huet, wat d'Modalitéite vum Éloignement vun eisem Territoire vu Leit ugeet, deenen hir Demande d'asile net aboutéiert ass.

Duerfir invitéiere mer d'Regierung, e Code de bonne conduite auszeschaffen an der Matière vun de Procédures d'expulsion. Dobäi soll d'Regierung sech inspiréieren un de Prinzipien, déi e Comité d'experts iwwert d'Aspects juridiques an den Asyl an d'Réfugiéen an den Apatridë vum Europarot gëtt.

Et ass, mengen ech, e wichtegt Dokument a mir sollen eis do wierklech esou e Code de conduite ginn. A mir sollen am Kader vun deem Gesetz, wat mer jo elo kréien, vun deem ech virdru scho vill geschwat hunn, dëser Fro eng grouss Bedeitung zouleeën. An ech ginn ofschléissend selbstverständlech den Accord vun der sozialistescher Bänk zu dësem Projet.

Merci.

M. le Président.- Dir hat versprach, eng Motioun ze deponéieren.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, dass Der mech drun erënnert. Si ass scho kopéiert.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le Luxembourg, par l'adoption du projet de loi 5572 portant transposition, entre autres, de la directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers, s'engage à exécuter efficacement et dans le respect des droits de l'Homme, des décisions d'éloignement prises par d'autres pays liés par la directive;

- considère que, pour honorer cet engagement, le Luxembourg se doit de disposer d'une législation cohérente en matière de refoulement;

- constate que le Luxembourg ne dispose d'aucune réglementation concernant les modalités d'éloignement du territoire des personnes dont la demande d'asile n'a pas abouti;

invite le Gouvernement

- à élaborer un code de bonne conduite en matière de procédures d'expulsion, en s'inspirant notamment des principes directeurs élaborés par le Comité ad hoc d'experts sur les aspects juridiques de l'asile territorial, des réfugiés et des apatrides (CAHAR) du Conseil de l'Europe;

- à mieux prendre en compte cette question dans le cadre de la nouvelle loi sur l'immigration en voie d'élaboration.

(s.) Marc Angel, Félix Braz, Ben Fayot, Charles Goerens, Norbert Haupert, Aly Jaerling.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Den nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Wéi bal ëmmer oder wéi oft, wann eng europäesch Direktiv ëmgesat gëtt, da si besser Elementer dran an och Elementer, déi net esou gutt sinn. An oft ass och déi national Marge, déi ee bei der Ëmsetzung huet, net schrecklech grouss. Trotzdeem, wa mer déi Direktive kucken, déi mer haut sollen ëmsetzen, déi scho laang hätte sollen ëmgesat sinn, wou mer eis dann elo awer e bësse presséieren, obwuel en neit Gesetz iwwert d'Immigratioun ugekënnegt ass, dann hunn déi sécher och positiv Elementer.

Och mir Gréng sinn der Meenung, dass d'Lutte géint de Crime organisé eng richteg Prioritéit muss sinn an all Rechtsstat. Et ass näischt, wat méi fundamental un d'Piliere vun der Demokratie rësele geet, wéi d'organiséiert Kriminalitéit a wéi dat Uknabbere vum Gewaltmonopol vum Stat, wat ganz oft de pair geet mat eben organiséierter Kriminalitéit.

Och si mer der Meenung, dass een d'Lutte géint d'Mënschenhändler an all de Formen och soll als eng éischt Prioritéit ugesinn. Och dat ass an engem Rechtsraum, wéi d'Europäesch Unioun e wëllt sinn, onzoumuttbar, wann et de Mënschenhandel gëtt.

Mir sinn och drun interesséiert, dass déi Regelen, déi solle spillen am Fall vun Éloignementer, solle kloer sinn, dass et Regele soll ginn, dass et Regele sinn, déi kuerz Weeër erlaben an déi et doduerch och méiglech maachen, dass een d'Décisioune ka relativ séier huelen, wat am Intérêt eigentlech vu jiddferengem ass: vun deene Leit, déi et betrëfft, a vun de Sociétés d'accueil. Rechtsonsécherheet an der Durée ass eng Situatioun, déi méi Nodeeler mat sech bréngt wéi Virdeeler, a wou dann och d'demokratesch Gesellschafte sech ganz oft schwéierdinn dat ze akzeptéieren, fir um Enn vun enger laanger Rechtsonsécherheet richteg an och mënschlech ze reagéieren.

Dat gesot, wëlle mer och ënnersträichen, dass Lëtzebuerg mat Sécherheet - an de Rescht vun Europa och - Regele brauch an der Immigratioun, déi no Méiglechkeet gemeinsam Regele wären. Mir hu schonn oft an der Vergaangenheet drop higewisen - dat musse mer och haut nees maachen -, dass et awer an der Europäescher Unioun esou ass, dass d'Regelen am Beräich vun der Immigratioun sech praktesch all drop beschränken, repressiv Regelen ze sinn, déi sech mat der illegaler Kriminalitéit beschäftegen.

Mir hu schonn oft hei drop higewisen, dass et an Europa nach ëmmer keng Efforten a keng Harmoniséierunge gëtt, fir legal Immigratioun méiglech ze maachen an och ze organiséieren. An wéinst Mangel un Effortë fir eng legal Immigratioun, brauch kee Land an Europa sech ze wonneren, wann illegal Immigratioun stattfënnt, well se och deelweis an de Länner gebraucht gëtt.

Wann Der den Aarbechtsmarché kuckt, da fënnt ganz vill iwwert deen dote Marché statt. Et gëtt ganz vill Employeuren an all de Länner vun der Europäescher Unioun, déi zu engem gewëssenen Deel hir Aarbechtskräften do recrutéieren, wou illegal Immigratioun stattfënnt. Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg Leit, déi ouni all d'gülteg Pabeieren an engem Aarbechtsverhältnis stinn, zënter Joren, déi cotiséieren, déi Steiere bezuelen, déi deelweis Kanner hei op d'Welt gesat hunn, déi zënter enger Rei Joren hei liewen, an déi trotzdeem illegal sinn.

An trotzdeem gi se gebraucht. Déi Leit sinn hei, si gi gebraucht. Si doen och kengem eppes. Si vergréisseren de Marché vun de Consommateuren. Si huelen net nëmmen eppes ewech, mä si schafen och Räichtum. A si sinn och Demandeur fir Consommatioun, esou dass ee sech nëmme kann doriwwer da wonneren, firwat dass an Europa net méi koordinéiert Politik stattfënnt am Beräich vun der legaler Immigratioun, d'autant plus - an och dat hu mer schonn e puermol hei misse soulevéieren - dass den europäesche Kontinent, laut offiziellen Zuelen, sech dépeupléiert.

Déi Zuele gi bis 2050 no vir, an et ass kloer, dass een dann op engem Kontinent, dee sech dépeupléiert, muss dofir suergen, dass och Leit kënnen op dee Kontinent erakommen, op eng legal Aart a Weis. A wann et esou e groussen Drock gëtt a wann et e Marché gëtt fir Mënschenhändler a fir organiséiert Kriminalitéit, dann doduerch, dass de Rechtsstat ausser Stand ass bis haut an Europa ze organiséieren, dass déi Leit och op eng legal Aart a Weis déi Demande, déi et an Europa gëtt, kënne stëllen.

Wou mer awer an Europa ganz dichteg sinn an all deene Joren, dat ass eben Instrumenter auszeschaffen, déi am Beräich vun der Répressioun aktiv ginn. An deem Volet do vun der Immigratioun si mer ganz kreativ. Dat gëtt deelweis och begrënnt mat den Evénementer vum 11. September 2001, dat gëtt och begrënnt deelweis mat den Evénementer vu Madrid, déi dramatesch Evénementer sinn, mä déi awer de Bléck immens verengt hunn an deene leschte Joren op de Phenomeen vun der Immigratioun an op d'Erausfuerderungen, déi sech an deem Domän stellen.

Mir soen als Gréng ganz kloer, dass mer déi Kritiken, déi och scho vun den europäesche Gréngen am Europaparlament soulevéiert gi sinn, och hei zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen.

Dës Direktiven, oder zumindest dräi vun deene véier Direktiven, hunn an Europa och kee Vote vun deene Grénge kritt, well et keng gutt Direktive sinn. Net well alles wat drasteet schlecht wier, natierlech net. Mat deem Argument, dass ee seet: „Majo, mir sinn amgaang ze probéieren d'Eloignementer ze regelen, dat ka jo net falsch sinn“, domadder seet een, dass dee ganze

Rateschwanz vun Dispositiounen, déi een deem Gesetz oder där Direktiv unhänkt, automatesch mat misst justifizéiert sinn an aus enger gudder Motivatioun erausgoe misst. Dat ass awer net de Fall.

Et sinn natierlech Elementer dran, déi positiv sinn, wou probéiert gëtt, Regele festzeleeën an engem Beräich, wou et keng oder nach méi schlechter an deenen eenzelne Länner bis elo gouf. Et ass sécher éischter positiv, mä et schaaft awer och eng ganz Rei vu Problemer. Ech wëll hei op der Tribün se net nach eng Kéier alleguerten opzielen; dat géif wierklech eng relativ laang Ried da ginn. Mä et ass fir eis kloer, dass mer hei eis mat dräi Direktive befannen, déi eiser Meenung no ze vill staark de repressive Volet erausträichen an net deen aneren.

Ech wëll awer zwee, dräi Beispiller trotzdeem ginn. Wann zum Beispill gesot gëtt, dass ee soll harmoniséieren: Bien entendu, mir harmoniséieren elo hei zu engem Deel Flichten, déi d'Länner sech operleeën, beispillsweis am Eloignement. Dat ass verstänneg a kléngt och verstänneg. Fakt ass awer och, dass mer déi repressiv Flichten do harmoniséieren, ouni dass et awer an deene Länner, déi et betrëfft, och e selwechte Grondsockel gëtt vu Mindestrechter. Et gëtt deen ee Volet harmoniséiert. Et gëtt net gekuckt, ob déi Harmoniséierung e Pendant huet, en och harmoniséierte Sockel vu Mindestrechter bei de Leit, déi an deem Fall do sinn.

Duerfir muss een och déi Logik vun der Reconnaissance mutuelle a Fro stellen. Déi kléngt lackeleg, si kléngt aliichtend, dass ee seet: „Majo, Reconnaissance mutuelle, dann hu mer de Problem aus dem Wee geraumt." Mä déi Reconnaissance mutuelle fënnt statt erëm eng Kéier op enger Harmoniséierung, déi nëmmen op deem repressive leschten Deel vun deem Dossier do stattfënnt an déi ausser Uecht léisst, dass vläicht d'Situation de départ mat de Minimalrechter net déiselwecht war.

An dann ass op eemol déi Notioun vun der Reconnaissance mutuelle net nëmmen eng positiv, mä eben och eng, déi Nodeeler huet, an déi ginn awer hei net behandelt an och net geléist am Kader vun deenen doten Direktiven.

Wann een déi Dispositioun och kuckt, da liest een och tëschent den Zeilen, dass do eng schwiereg Gratwanderung probéiert gëtt ze maachen tëschent engersäits wierkleche Mënschenhändler, déi ee wëllt bekämpfen, d'organiséiert Kriminalitéit, an awer deenen, déi an deene Beräicher do aktiv schaffen, am Beräich vum Asyl oder vun der Immigratioun, beispillsweis NGOen, oder beispillsweis Familljememberen, déi schonn an engem neie Land sinn a probéieren engem aneren ze hëllefen eventuell nozekommen, wat zwar net erlaabt ass, mä wat net ze vergläichen ass mat deenen Absichten, mat deene Finalitéiten, déi kriminell organiséiert Banden a Mënschenhändler un den Dag leeën; an hei ass awer d'Gratwanderung am Text extrem schmuel. An do riskéiere mer ganz séier och NGOen, déi an deem Beräich do schaffen, oder Leit, déi sech ëm hir Famill suergen, an een Dëppen ze geheien, wat mat Sécherheet net akzeptabel ass.

Nach eng Kéier zu deem dote Punkt. Et ass och eppes am Text, dat huet d'Commission consultative des droits de l'Homme och soulevéiert, dass mer den Artikel 31 vun der Genfer Konventioun, deen ebe seet, dass den Demandeur d'asile u sech net ka penaliséiert ginn, well e jo natierlech iergendwou eng Infractioun begeet, wann en ouni Pabeieren areest, dass deen net ka penaliséiert ginn.

Wann een deen Artikel do am Kapp huet - fir op dat zréckzekommen, wat ech elo grad gesot hunn -, muss ee sech natierlech och d'Fro stellen: Inwieweit kann een dat net auszéien och op deem seng Famill, wann en dann Effortë probéiert ze ënnerhuelen an der Logik vun engem Regroupement familial, dee vläicht net licite ass, deen awer mënschlech verständlech ass? Déi riskéieren och, obwuel si selwer net kënne penaliséiert ginn, an dee Beräich do ze kommen, an déi Grenz ass ganz schmuel.

Et ass eng Gratwanderung, a mir hunn net d'Gefill, dass an dësen Direktiven an an de Gesetzer déi Prezisioun dra wär.

Dat ass keng Ënnerstellung. Ech wëll wierklech net ënnerstellen, dass déi Leit, déi d'Gesetz herno ze applizéiere kréien, sech net wäerte beméien, déi Nuancen do ze maachen. Mä an deem Text, dee mer haut stëmmen, an dat ass déi Grondlag op där mer schaffen, ass déi Nuance ganz reng. An déi Gratwanderung, déi mer do maachen, ass eng äusserst delikat, an dofir ass deen Text och fir eis op deem Punkt do net zefridde stellend.

En anere Punkt, dee mer awer och net esou einfach wëllen hinhuelen, dat ass déi Bestrofung vun den Transporteuren. Sécher hunn d'Transporteuren eng Verantwortung. Dat ass kloer. An déi Strofen, déi dra sinn, sinn extrem héich. Mä dat werft awer fundamental Froen op. Et werft wierklech fundamental Froen op. An déi Fro, déi opgeworf gëtt vu ville Leit, déi an dëser Matière schaffen, ass awer déi, dass hei, dans le doute, den Transporteur wat mécht? E kuckt no sengen Intérêten. An engem Fall vu geréngstem Zweifel verfollegt e säin eegenen Intérêt.

Mä iwwert dem Intérêt vum Transporteur steet awer eppes wéi d'Genfer Konventioun. Do sti Prinzipien dran. An dat sinn héich Prinzipien. An eleng dee Gedanken, dass ee kéint duerch dës Dispositiounen en Transporteur, wou dann de Pilot oder de Copilot oder Leit vum Kabinëpersonal, déi mat Sécherheet net geschoult sinn an dëse Matièren, sollen driwwer befannen, ma déi kréien dach mat Sécherheet d'Instruktioun hei: Am Zweifelsfall, gitt lech keng sichen. Do sinn dach mat Sécherheet Leit derbäi, déi kéinte wierklech de Genfer Statut kréien, déi do schonn duerch de Kuerf ginn.

Déi Strofe si ganz héich. Fir se wierklech drop ze stoussen, d'Transporteuren, dass se keng Ausnahme solle maachen a wierklech solle ganz streng dat dote kucken. An den Transporteur mécht dat natierlech och. Si suerge fir hiren Intérêt. Et ass net un hinnen, d'Genfer Konventioun ze applizéieren. Si applizéieren hiren eegenen Intérêt am Betrib a si wësse wat et kascht, wa se e Falschen zoufälleg dobäi haten. Ma da gi se beim geréngsten Zweifel deem Problem aus dem Wee, well d'Strof ass natierlech méi héich wéi de Benefiss um Ticket.

Esou einfach leeft herno um Tarmac d'Iwwerleeung. An d'Resultat ass, dass d'Genfer Konventioun do tëschent de Pneue vun de Fligeren an dem Tarmac riskéiert ënnert d'Rieder ze kommen. An dat ass mat dësen Direktive mat Sécherheet ginn.

Den Avis vun der Kommissioun ass spéit komm. Et ass richteg. En ass spéit komm. Mir mengen awer, dass deen Avis vun der Commission consultative des droits de l'Homme eng Rei Froen opwerft, déi awer richteg sinn, wou se op reell Problemer am bestehenden Text hiweisen.

Mir sinn der Meenung, dass een, opgrond vun deem Avis, dësen Text nach net hätt sollen hei an d'Plénière bréngen.

Elo kënnt et tatsächlech op véier Wochen net méi un. Elo si mer Joren iwwerfälleg bei verschiddenen Direktiven. Et steet en neit Immigratiounsgesetz an d'Haus, wat den Här Schmit, den delegéierte Minister, ugekënnegt huet, wou mer och dovun ausginn, dass eng Rei Verbesserunge par rapport zum Projet de loi 5572 wäerten dra sinn.

Elo si mir der Meenung, dass dësen Text hei wierklech net méi hätt missen an d'Plénière kommen nach virum Ofschloss vum Joer. Et hätt kengem wéi gedoen, wa mer véier Woche méi laang gewaart hätten. A mir hätte mat Sécherheet e besseren Text hei zum Vote kënne virleeën, dee vläicht eis Apaisementer net alleguerten hätt kënne ginn, well déi Direktive fir eis extrem eesäiteg sinn. Mä zumindest op enger Rei vu Froen, déi d'Commission consultative des droits de l'Homme opwerft, hätt ee kënnen a véier Wochen an der Kommissioun passabel Äntwerte fannen, an et hätt absolut näischt méi geännert, dee Projet eréischt a véier Wochen heihinner ze bréngen.

Dat gesot, wäerten déi Gréng aus deene genannte Grënn dësen Text net stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Dann huet den Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, véier Direktive solle mer haut ëmsetzen. Direktiven, déi hätte scho solle virun zwee Joer ëmgesat gi vun der viregter Regierung.

(Interruptions)

Pardon. D'Direktive si véier Joer al. Si hätte missen 2002 ëmgesat ginn.

Et gesäit een, datt et wichteg Direktive sinn, well d'Zil vun deenen Direktiven ass eng besser Kontroll ze kréien iwwert déi illegal Immigratioun.

Déi viregt Regierung huet effektiv déi Zilsetzung verschweesst gehat, well mir hu gesinn, wat den Effet dovunner war. Dat war, datt d'illegal Immigratioun hei zu Lëtzebuerg sprunghaft an d'Luucht gaangen ass, an datt mer den europäesche Rekord geschloen hunn. Dofir sinn ech frou, datt dës Regierung higeet an där illegaler Immigratioun de Kampf ugekënnegt huet an au contraire wëllt higoen, fir ze kucke fir déi legal Immigratioun par rapport zu där illegaler Immigratioun ze favoriséieren.

D'Moyenen, déi elo duerch d'Gesetz an d'Direktive virgesi sinn, fir géint d'illegal Immigratioun virzegoen, dat si méi héich Strofe géint alleguer déi Leit, déi Net-EU-Bierger hei a Lëtzebuerg an an Europa aschleise wëllen. Et ginn och méi héich Strofe virgesi fir déi Transporteuren a speziell Fluggesellschaften, déi an Zukunft esou Leit transportéieren. Do si Strofen, notamment wat d'Geldstrofen ugeet, vu 4.000 respektiv 5.000 Euro pro Persoun virgesinn. Dat sinn effektiv dissuasiv Strofen an et wäert haaptsächlech um Niveau vum Flughafen an de Kontrolle vun de Billjeeën elo natierlech eng méi grouss Attentioun do bestoen.

Ech wëll och dem Rapporteur Merci soen, deen hei déi eenzel Dispositioune ganz kloer erkläert huet.

Ech wëll nach ee Problem diskutéieren, deen awer méi technescher Natur ass, an dat ass dee vum Texte coordonné, dee mer als Informatioun an eisem Dokument virgeluecht hunn. Do bedaueren ech e bëssen, ech menge mir musse kucken, datt mer dat an Zukunft och esou formuléieren, datt, wann d'Chamber en Texte coordonné virgesäit, mer dann och e separate Vote kënnen huelen an deen als en neien Texte de loi virgesinn. Dat musse mer maachen, well elo huet e leider kee gesetzleche Charakter, mä just nëmmen en informative Charakter.

Bei där Geleeënheet wëll ech dann och drop hiweisen, datt am Artikel 15 am leschten Alinea e klengen Tippfeeler geschitt ass, wou drasteet: «Pendant le délai et l'instance d'appel»; et misst awer: «Pendant le délai de l'instance d'appel» sinn. Dat nuren, fir d'Lecture vum Text richteg ze maachen.

Une voix.- Gott sei Dank!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Da wëll ech awer och...

Ech weess, dat ass fundamental, mä ech wollt et awer wéinstens gesot hunn.

Dann ass et esou, datt déi Motioun, déi virgeluecht ginn ass, d'Regierung opfuerdert, fir e Code de bonne conduite auszeschaffen, wat d'Réckféierungen ugeet. Ech mengen déi rezent Debatten hu gewisen, datt et gutt ass, datt déi Leit, déi Réckféierungen ze exercéieren hunn, duerchzefëieren hunn, datt déi Regelen hunn, wéi se sech deene solle stellen, notamment deen Ablack, wou déi Persoun, déi soll réckgeféiert ginn, dat net wëllt a Gewalt géint d'Agenten uwennt. Dofir ass et jo och wichteg, datt hei déi richteg Dispositioune geholl ginn.

An ech wëll soen, datt d'Land vun de Mënscherechter, Frankräich, mam Här Sarkozy, diesbezüglech Regelen am Aklang mat dem Conseil de l'Europe festgeluecht huet, an ech hoffen och, dass d'Regierung sech un deenen inspiréiert, wa se de Code de bonne conduite festleet.

Dat gesot, wëlle mer natierlech den Accord zu dësem Gesetz bréngen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Schmit, wann ech gelift.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen et ass e bësse spéit schonn, fir elo eng laang Debatt iwwert d'Immigratioun unzefänken.

(Brouhaha général)

Ech hunn lech do richteg verstanen. Ech wëll just op e puer Punkten agoen.

Dat Éischt ass de Punkt: Firwat dat Gesetz elo? Ganz einfach, well wa mer dat Gesetz elo net an deenen nächsten, géif ech gär soen, Stonnen hei stëmmen, da gëtt et eis eng deier.

(Interruption)

Dat gëtt eis alleguer eng deier, well mir bezuelen aus dem Budget, also alleguer. De Steierzueler bezilt. Et ass also véier Joer Retard bei enger Direktiv. Bon, ech mengen, et war wierklech eng extrem Urgence, fir dat ze maachen.

Mä ech wëll awer och direkt drop agoen, fir ze soen, datt et ausserdeem keng Ursaach gëtt, fir dat Gesetz net ze stëmmen, well déi Argumenter, déi ech héieren hunn, fir ze soen, et hätt een nach misse waarden, et hätt een nach misse studéieren: Dat ass gemaach ginn!

Wat d'Remarquen aus dem Avis vun der Commission des droits de l'Homme ugeet, hunn ech d'ailleurs virun e puer Deeg d'Kommissioun emfaangen an ech hat e laangt Gespréich mat hinnen, an deem mer konnte feststellen, datt hir Remarquen, hir Suggestioune largement an deem révisséierte Projet en compte geholl gi sinn. Ech géing do besonnesch der Chamber Merci soe fir eng Rei Korrekture gemaach ze hunn, esou dass dat Argument sans objet ass.

Nun, eng Direktiv ass eng Direktiv, déi ass négociéiert ginn, an eng Direktiv ass par Definitioun e Kompromëss tëschent deemools nach 15 État-Memberen. Elo muss ech awer soen, datt d'Rechter, déi hei ugeschwat gi sinn, an déi eis natierlech alleguer um Häerz leien, d'Rechter vun den Asylanten, och d'Rechter vun de Persounen, déi sollen éloignéiert ginn, absolut gewahrt sinn, well d'Direktiv an och eis Gesetzgebung ganz kloer virgesinn, datt souwuel d'Prinzipië vun der Convention de Genève absolut intouchéiert bleiwen, an zweetens, datt natierlech och all aner Prinzipien, wat d'Mënscherechtskonventioun ubelaangt, och respektéiert ginn, y compris d'ailleurs iwwer eist Gesetz vun '72, wat vläicht net perfekt, doudsécher net perfekt war, mä awer eng ganz kloer Referenz op de Respekt vun der Mënscherechtskonventioun gemaach huet.

E lescht Wuert ass: Ech ka mat ganz villem vun deem, wat gesot ginn ass, averstane sinn, besonnesch wat d'Immigration légale ugeet. Mir wëssen alleguer, datt d'Grenze schütze wichteg ass, Policen op d'Flughäfe setzen, méi Policen. Ech wëll do soen, zu Lëtzebuerg ass an deem dote Beräich wéineg Gefor, well mer eigentlech net konfrontéiert si mat ville Volen aus Länner, déi en dehors, wéi dat scho gesot ginn ass, vum Territoire Schengen leien. De Problem ass deen, de richtegen Equiliber ze schafen tëschent dem Contrôle an der Répressioun.

Ech mengen et däerf jo awer keen Zweifel do bestoen, datt mer all mafieux Réseauen extrem energesch bekämpfen. Mir sinn e Rechtsstat, mir hunn Tribunäl, an déi wäerte scho sécherstellen, wien engem aus humanitären Ursaachen eraus hëlleft, a wien engem aus lukrativen Ursaachen eraus hëlleft. De Gesetzestext seet jo ganz kloer, datt dee bestrooft gëtt, deen engem aus lukrativen Ursaachen eraus hëlleft. A kee Mënsch, deen engem Demandeur d'asile, engem berechtegten Demandeur d'asile, zu Hëllef komm ass, géif doweinst bestrooft ginn.

D'Immigration légale, ganz kloer, do hänke mer wäit hannendrun an der Europäescher Unioun. En Duerchbroch ass awer amgaangen ze geschéien. Mir hu jorelaang dorënner gelidden, datt e puer Länner, mä besonnesch ee Land souguer refuséiert huet, iwwerhaapt iwwert d'Immigration légale an der Europäescher Unioun ze schwätzen. Ech hat virun e puer Deeg e Gespréich mat dem Här Schäuble sengem Statssekretär. Dat ass elo net méi do, déi Däitsch sinn och bereet iwwer eng Direktiv iwwert d'Immigration légale mat sech schwätzen ze loossen.

Et ass kloer, d'Problematik vun der Immigratioun muss eng global Approche hunn, wou d'Répressioun géint all déi wichteg ass, déi Abusë maachen, géint déi Réseauen, déi de Clandestins eigentlech hëllefen. Et ass net de Clandestin en tant que tel, dee bestrooft gi muss, et ass de Réseau, deen haaptsächlech muss bestrooft ginn.

An dat ass och en Débat, dee mer musse féieren, wa mer iwwer en neit Immigratiounsgesetz hei zu Lëtzebuerg diskutéieren. Mir hunn och eng Rei vu Clandestinen, an ech schwätzen net vun Demandeurs d'asile, mä vu Clandestinen, hei. Mä wie kreéiert de clandestinen Immigrant? Wie kreéiert en? Ma deen, deen e clandestinement, illégalement beschäftegt.

(Interruption)

Géif et keng Occupation illégale ginn, géifen et keng - soe mer et - Patronë ginn, déi Leit op eng illegal Aart a Weis beschäftegen, da géifen et och wahrscheinlech vill manner Clandestinë ginn. Dat ass also e

Punkt, op dee mer am Kader vun engem neien Immigratiounsgesetz wäerten zréckkommen.

Wat d'Transporteuren ubelaangt: Et ass d'ailleurs net de Pilot, deen décidéiert ee matzehuelen, et ass beim Check-in, wou déi Kontroll muss gemaach ginn a gekuckt ginn, wéi d'Situatioun ass. Ech mengen, datt och en Transporteur, dee mierkt, datt et sech ëm e wierklechen Demandeur d'asile handelt, deem seng Situatioun, säi Liewen a Gefor ass, och wann dee keng Pabeieren huet,…

Mir hunn ni gesot, keng Pabeieren ze hunn, dat wär strofbar. Mir hunn nach ni een hei bestrooft, well e keng Pabeieren hat, wann en eng Demande d'asile gestallt huet. Mir hunn där vill, déi eng Demande d'asile an deem Kontext stellen, mä ech mengen, do musse mer eben e bëssen op eng allgemeng Attitüd, eng Mentalitéit zielen, an ech maachen och Confiance, datt dat heiten net Direktive sinn, déi repressiv sinn, mä déi an engem globale Kontext en Instrument duerstellen, fir eng ordonnéiert Immigratiounspolitik an der Europäescher Unioun ze gestalten.

Mä et feele Voleten, an déi Voletë mussen elo développéiert ginn, an d'ailleurs, deen nächste Conseil européen huet als een Haaptthema den Thema vun der Immigratioun.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Domat ass d'Diskussioun da wierklech ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5572. Dir fannt den Text am Document parlementaire 5572[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5572 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, géint 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

An da komme mer zum Vote vun der Motioun. Do ass nach eng Ënnerschréft bäikomm, nämlech déi vum Jacques-Yves Henckes. Domadder ass dann och d'Lëscht vun den Ënnerschréfte komplett.

Vote

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Et ass keen dergéint an et gëtt och keng Enthalung. Domadder ass d'Motioun ugeholl.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 12. mëttes, den 13. moies a mëttes an de 14. Dezember mëttes. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.24 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

SÉANCE 11

Mardi, 12 décembre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. 5646 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg

   (Déclaration de recevabilité)
3. Ordre du jour
4. Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens
5. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

   (Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Brouhaha général)

Här Vize-Premier, huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. **5647** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans les régions frontalières, conclu par échange de lettres le 23 mai 2005 à Luxembourg

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 08.12.2006

2. **5648** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 08.12.2006

3. **5649** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Voorburg, le 30 mai 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 08.12.2006

4. **5650** - Projet de loi portant approbation du „Notenwechsel vom 29. April 1998 über die Rechtstellung der dänischen, griechischen, italienischen, luxemburgischen, norwegischen, portugiesischen, spanischen und türkischen Streitkräfte in der Bundesrepublik Deutschland“

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 11.12.2006

2. 5646 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 7. Dezember huet d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 5646 vum Här Mehlen iwwert d'Organisatioun vun engem Referendum iwwert de Bau vun engem ënnerierdeschen Zuch an der Stat ausgeschwat.

Ass d'Chamber domat averstan?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

An deenen dräi Sitzunge vun haut de Mëtteg, muer de Moien a muer de Mëtteg féiert d'Chamber d'Budgetsdebatten.

Muer de Mëtteg no de Budgetsdebatten hu mer de Projet de loi iwwert de Congé parental an e Projet de loi, deen d'Holdingsgesetz ännert. De Projet de loi 5610 iwwert d'lëtzebuergesch Bedeelegung un der Association Internationale de Développement an dem Fonds International de Développement Agricole ass weider virgesinn, a schlussendlech nach de Projet de loi 5626, eng Ofännerung vum Code du Travail.

Et sief drop higewisen, dass d'Diskussioune souwéi de Vote vun deene Projeten, déi e Mëttwoch de Mëtteg net méi géingen drukommen, en Donneschdeg no der Orientéierungsdebatt op den Ordre du jour gesat ginn.

Iwwermuer Donneschdeg hu mer fir d'éischt d'Motioun vun der Madame Brasseur iwwert d'Reformen am Schoulsecteur, an zweetens eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Energiepolitik, déi vum Grupp vun deene Gréngen ugefrot ginn ass.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert. Mir kommen elo un d'Budgetsdebatten.

(Interruption)

Pardon, den Här Goerens huet d'Wuert.

Plusieurs voix.- Oh!

(Hilarité)

Une voix.- Entschëllegt Iech beim Här Goebbels!

M. le Président.- Den Här Goerens. Ech hunn awer Här Goerens gesot.

4. Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech hat och esou verstanen, Här President.

(Interruptions)

Här President, ech wollt d'Wuert froen, fir eng Ännerung um Ordre du jour virzeschloen, an zwar fir den Dépôt vun enger Resolutioun, déi handelt vun der Organisatioun vun enger Conférence internationale, déi den 11. an 12. Dezember zu Teheran stattfënnt an déi Zweifel un der Schoah thematiséiert. Mir fannen dat net an der Rei.

Ech wëll och direkt hannendrop soen: Et ass net déi éischte Kéier, datt mer als Chamber dat do condamnéieren, mä mir sollen dat ni reaktiounslos hinhuelen, wat de President vun der République Islamique d'Iran suggéréiert a wat en à la fin du compte och wëllt duerchzéien. Et soll een déi mam Wuert huelen. Wann dat viru 70 Joer esou gemaach gi wär, bräichte mer haut vläicht net driwwer ze schwätzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

- attirant l'attention sur les prises de positions répétées du Président iranien Mahmoud Ahmadinejad contestant la réalité de la Shoah et qualifiant de mythe l'Holocauste;

- ayant pris connaissance de l'organisation d'une conférence internationale les 11 et 12 décembre 2006 à Téhéran mettant en doute la réalité de la Shoah;

- considérant le génocide perpétré par le régime nazi sur le peuple juif comme une réalité historique;

condamne

- avec fermeté toute velléité révisionniste et négationniste au sujet de la Shoah;

- toute idéologie antisémite;

- les propos du Président iranien Mahmoud Ahmadinejad contestant la réalité de la Shoah;

- l'organisation d'une conférence internationale les 11 et 12 décembre 2006 à Téhéran mettant en doute la réalité de la Shoah.

(s.) Charles Goerens, François Bausch, Ben Fayot, Robert Mehlen, Michel Wolter.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Goerens Akt vun dem Dépôt vun där Resolutioun. Mir kucken, wéini dass mer déi op den Ordre du jour huelen, fir ofzestëmmen.

Mir kommen also elo zu de Budgetsdebatten. D'Riedezäit ass nom Modell 7 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Wolter, den Här Meisch, den Här Fayot, den Här Bausch, den Här Gibéryen, den Här Jaerling, den Här Mosar, den Här Goerens, d'Madame Mutsch, den Här Haupert, d'Madame Brasseur, den Här Negri an den Här Klein. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

5. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Budgetsprojet fir 2007 gëtt eng Trendwend ageleet. Den Trend tëschent deem e puer Joer sichtbaren a spierbaren Ausenanerdrifte vu Recetten an Ausgaben beim Stat gëtt mam virleiende Budget gebrach. D'Schéier tëschent deem, wat de Stat erakritt vun de Leit an aus der Wirtschaft, an deem, wat en ausgëtt, geet net weider op.

D'Entwécklung vum Ausenanergoe vun Einnahmen an Ausgabe war de Grond zu deels heftege Kontroversen an der Budgetsdebatt vum leschte Joer. Net jiddfereen hat de Message vun dem Statsminister senger Ried vum 12. Oktober 2005 hei an der Chamber richteg verstanen. Au contraire, d'Erkenntnis, dass et net kéint esou weidergoen, dass mer mëttelfristeg och hei zu Lëtzebuerg net méi Sue kënnen ausginn, wéi mer der erakréien, huet sech staark a Grenze gehalen.

Bei munchen hei an der Chamber, an der Regierung, bei de Sozialpartner an an der Bevölkerung hat d'Ried vum Statsminister noweislech net dat Ëmdenke provozéiert, wat d'Viraussetzung zu enger positiver Trendwend géing duerstellen, an d'Bereetschaft, och säi Bäitrag dozou ze leeschten.

D'Chamber huet dat lescht Joer richteg reagéiert, wéi se verlaangt huet, dass net nëmme mëttelfristeg, mä och kuerzfristeg misst gehandelt ginn. Si huet d'Regierung virun hir Verantwortung gestallt, an de Rapport vun eisem Kolleeg Roger Negri war doranner ganz däitlech.

D'Regierung huet dës Responsabilitéit ugeholl an an der Tripartite duerchgesat, dass mer iwwert dräi Joer nees an de budgetären Equiliber kommen. Och d'Sozialpartner hunn agesinn, dass mëttelfristeg nëmmen nei Politike kënne gemaach ginn, wann den néidege Spillraum dozou besteet.

Ech wëll duerfir d'Unerkennung vun der CSV-Fraktioun ausdrécke fir d'Efforten, déi d'Regierung an d'Sozialpartner gemaach hunn, fir d'Haus nees an Uerdnung ze kréien.

Den Horizont, op deem de budgetären Equiliber nees soll erreecht ginn, ass dee vum Joer 2009. Dat ass den Endpunkt vun där Zäitschinn, op där dës Regierung an dës Majoritéit kënne gestaltend wierken. Et ass de Schlusspunkt vun dëser Legislatur, iwwert deen eraus keng Regierung sech kann zu eppes engagéieren.

Et gëtt awer och deenen eenzelne Parteien d'Méiglechkeet an d'Geleeënheet, dem Wieler an hire Wahlprogrammer méiglech Optioune fir d'Zukunft virzeleeën. Un de Leit ass et dann, fir sech fir dës oder déi Optioun ze entscheeden.

De Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Thiel, huet a sengem exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport d'Ursaache vum Ofdriften duergeluecht. Hien huet et awer och fäerdeg bruecht, de Budget an eng mëttelfristeg Perspektiv ze setzen an op eng Rei Erausfuerderungen opmierksam ze maachen, déi mer meeschtere mussen. Hien ass vu ville Säiten dofir gelueft ginn. Ech wollt mech dësem Luef uschléissen an him am Numm vun eiser Fraktioun Merci soe fir e Bericht, deen a sech geschloss a kohärent ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Budgetsprojet fir 2007 kann net richteg betruecht a bewäert ginn, ouni e Réckbléck op d'Evolutioun zënter 2002 ze maachen. Den 21. Dezember 2001 huet d'Chamber op Virschlag vun der Regierung fir d'lescht zolidd Plus-valuen affektéiert. Aus dem Joer 2000 hate mer en Iwwerschoss vu 760 Milliounen Euro, dee mer zum allergréissten Deel den Investissementsfongen zougefouert hunn. Da koumen nach eng Kéier 150 Milliounen aus dem Joer 2001, an duerno war et eriwwer. 2004 an 2005 schliesslech hate mer Defiziter amplaz vu Plus-valuen.

Dat, wat an där Zäit passéiert ass, huet de Rapporteur exhaustiv beschriwwen. Wéi a woufir dat am Fong huet misse passéieren, wëll ech nach eng Kéier kuerz widderhuelen: Déi Automatismen, déi d'Ausgabe steige loossen, hu weider voll gespillt. Et sinn nei Politike mat neie Kreditter an de Budget geschriwwe ginn. Den Investitiounsvolumen ass weider geklommen an d'Recettë sinn eben net méi esou aussergewéinlech gewuess, wéi dat tëschent 1997 an 2001 de Fall war.

Dobäi koum den Effekt vun enger substanzieller Steierreform an de Joren 2001 an 2002, déi sech zwar séier positiv op eis wirtschaftlech Dynamik an op d'Konsumverhale vun de Leit ausgewierkt huet, mä där hir éischt Effekter, esou wéi dat normal ass bei Steierreformen, an de Joren 2003 bis 2005 och Ausfäll vu Recetten no sech gezunn hunn. Méi prezis war et en Uklamme vun

Einnahmen, dat am internationale Kontext nach ëmmer substanziell, awer wäit manner däitlech war wéi dat vun den Ausgaben, déi sech am zweestellege Prozentberäich festgesat hunn.

Eis Partei, Här President, huet déi antizyklesch Politik vun der viregter Regierung ënnerstëtzt. Et war eng wëssentlech a wëllentlech Politik, d'Ausgaben net anzefréieren, mä bewosst weiderzefueren, fir der Wirtschaft d'Chance ze ginn, an eng konjunkturell besser Zäit ze kommen, esou wéi mer se dann och säit Ufank vun dësem Joer nees kennen.

Allerdéngs huet esou eng Politik wéinstens zwou Limiten: 1. Si ka sech net iwwer grouss Zäitraim weiderschreiwen; an 2. si notzt näischt, wann d'Defiziter, an eisem Fall d'Ausgabesteigerung, net konjunktureller, mä struktureller Natur sinn.

Parallell dozou gouf déi al Budgetsnorm opginn. Dat war zwar ni eng exakt Wëssenschaft. Et muss een dat ënnersträichen. An dach hu mer se bis an d'Joer 2000 strikt applizéiert. Duerno gouf se opginn.

Déi Rechnung, no där den Ausgabewuesstum vum Stat net huet däerfe méi klammen, wéi dat mëttelfristegt Wirtschaftswuesstum inflatiounsberengegt prognostizéiert gouf, hu mer net méi zwanghaft bäibehalen.

Dat hat eng Rei vu Grënn. Net zulescht war et a mengen Aen doduerch begrënnt, dass d'Regierung sech an de Joren 2000 an 2001 vun der Oppositioun, de Gewerkschaften, engem Deel vun der Press permanent huet misse virhale loossen, si séiz op de Sue vun de Leit a géif regelrecht am Geld schwammen, ouni et nees un d'Steierzueler wëllen zréckzeginn.

Dee Stress, deen deemools gemaach gouf, war op Dauer net ze packen - schliesslech waren d'Plus-valuen do: 450 Milliounen '99; 670 Milliounen 2000 -, an et gouf fir d'Regierung onméiglech, sech där Bewegung, déi onbedéngt nei, méi a strukturell nei Budgetsausgabe wollt hunn, ze widdersetzen. Dat beschte Beispill fir dëse Mouvement ass an eisen Aen dee berühmte Rentendësch.

Ënnert dem Androck vun ëmmer méi héije Plus-valuen, huet sech eng Dynamik agestallt, där sech kee méi konnt entzéien. Wéi op enger Stee hu sech déi eenzel Parteien zu ëmmer neie Prouessen eropgeschwongen. Leit, déi zur Virsiicht ugemahnt hunn, sinn nëmmen nach matleedeg bekuckt ginn, wéi wa se vun engem anere Stär géife kommen. Dass de Rentendësch iwwerzunn huet, dierft haut jiddferengem kloer sinn.

Alles matenee konnt awer net gutt goen. No deem spektakuläre Fall vum Wirtschaftswuesstum vun 9% 2000 op knapp 2% dat Joer duerno, koume méi moer Joren op eise Budget zou. D'Wuesstumszuele bloufe jorelaang niddreg. D'Steierverwaltung huet mat aller Kraaft versicht, ausstoend Steieren anzezéien, fir dass net alles sollt aus dem Gläichgewiicht geroden. An d'Investissementer vum Stat hu missen héich bleiwen, fir d'Perspektive vu méi Croissance net op d'Spill ze setzen.

Bis 2005 definitiv kloer ginn ass, dass mer e gutt Stéck Geld méi géifen ausginn, wéi es géif erakommen. A bis Enn 2005 e Budget fir 2006 gestëmmt ginn ass, deen däitlech gemaach huet, dass dëst Joer misst d'Trendwend kommen, wann d'Land sech net an eng néfaste Defizit- a Scholdespiral sollt eraginn, un där hirem Enn eng finanziell Katastroph géif stoen.

Mam Constat, datt 2006 eppes misst geschéien, fir de budgetären Equiliber nees erbäizeféieren, net ruckaarteg, mä graduell, an duerfir net manner zilorientéiert, ass Ufank 2006 d'Tripartite mat der Problematik befaasst ginn.

Si war eigentlech schonn amgaangen, an der Form vun enger Kompetitivitéitstripartite, an huet sech duerno méi geziilt mam Redressement vun de Statsfinanze beschäftegt.

Iwwregens ass et eis Iwwerzeegung, dass dat eent an dat anert Hand an Hand geet. Nëmmen opgrond vun ausgeglachenen öffentleche Finanzen ass eng Verstäerkung vun eiser Wettbewerbsfäegkeet méiglech. Deemno huet d'Tripartite eigentlech eng duebel Aufgab erfëllt.

Dëst entléisst d'Politik net aus der Flicht, am Joer 2007 - an de Premier huet et déi lescht Woch hei gesot - sech Gedanken ze maachen, wou d'Prioritéiten unzesetze sinn, fir nei wirtschaftlech Entwécklungen ze förderen. Mäi Fraktiounskolleeg Laurent Mosar wäert sech a sengem Beitrag méi intensiv mat dëse Froe beschäftegen.

Den 28. Abrëll konnten d'Partner sech schliesslech op e Programm eenegen, deen et méiglech gemaach huet, mam Budget fir 2007 déi Trendwend ze packen, vun där ech a menger Einleitung geschwat hunn. Ouni dat, wat d'Regierung mat de Sozialpartner ofgemaach huet, a wat bis Enn nächster Woch och duerch dës Chamber wäert goen, hätte mer eis öffentlech Finanzen net an de Gréff kritt.

D'CSV-Fraktioun, Dir Dammen an Dir Hären, steet dann och voll a ganz hannert de Proposen, déi aus der Tripartite erauskomm sinn, an zwar an allen Domäner. Dëst gëllt net nëmme fir de finanziellen, mä besonnesch och fir den ëmweltpoliteschen, aarbechtsrechtlechen a soziale Volet vun där Tripartite. An deem Mooss, wou en Accord e Ganzt ass, wou all Partei eng Rei vu Konzessiounen huet misse maachen, ass et noutwendeg, wann een d'Tripartite als solch net op d'Spill wëllt setzen, déi eenzel Kapitelen och ëmzesetzen.

Et grenzt un en Trauerspill, wéi Leit an Organisatiounen, déi mat um Dësch souzen an deene leschte Méint a Wochen, op schonn eng bal penibel duerchsiichteg Manéier alles versicht hunn, fir eenzel Deeler aus dem Pak nees a Fro ze stellen oder ze kippen. Si musse wëssen, dass si domadder net nëmmen d'Glafwierdegkeet vun der Tripartite, mä och hir eege ganz staark a Fro stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Tripartite huet am Abrëll der Chamber proposéiert, dass duerch eng Rei Moossname sollen am Budget vum nächste Joer ronn 400 Millioune gespuert ginn. Couragéiert Moossnamen zu engem gudden Deel: den Index aussetzen an zäitversat zur Uwendung bréngen; d'Kannergeld ze désindexéieren; e puer Cotisatiounsleeschtungen eropzesetzen. Dat alles ass kee Kannerspill. An all déi, déi dësen Accord matgedroen hunn, verdéngen eis Unerkennung fir déi Responsabilitéit, déi si iwwerholl hunn.

Ouni d'Spuerdécisioune vun der Tripartite an ouni déi 50 Milliounen Euro zousätzlech, déi de Stat bei sech selwer a sengem deegleche Fonctionnement wëllt spueren, hätte mer 2007 ronn 450 Milliounen Ausgabe méi.

Domat léich den Defizit vun der Zentralverwaltung bei bal annerhallef Milliard Euro amplaz bei enger Milliard. E wier méi héich wéi dat lafend Joer, wat contraire zu eisen Engagementer am europäesche Stabilitéitspakt wier, a géif sech, a Prozenter vum PIB ausgedréckt, net op 2,9%, mä op 4,2% belafen.

Esou e Budget hätte mer net kënnen zoustrécken an zoustëmmen. Den Defizit vun der gesamter öffentlecher Hand - Stat, Gemengen a Sozialversécherung - géif sech op 750 Milliounen Euro belafen, wat 2,2% vum PIB ausmécht. 2,2% amplaz vun 0,9, net 0,8, erof, mä 0,5 erop par rapport zum leschte Joer.

Dee Projet, deen elo virun eis läit, ass an eisen Aen dee wuel ausgeglachensten, dee mer zu dësem Zäitpunkt kënnen hunn. Et ass e Projet, deen a Richtung Equiliber weist, deen nei Piste beschreift, déi zum mëttelfristegen Erreeche vun équilibréierte Finanze vum Zentralstat féieren.

Et bleift, Dir Dammen an Dir Hären, dass eng Milliard Euro feelen, dass der zéng sollen ausgi ginn an der awer nëmmen néng erakommen. Mir sinn deemno nach laang net aus eiser Verantwortung entlooss.

De Budget fir 2007 ass e Budget vun der Consolidatioun. Déi Dallsuel, déi mer 2006 erreecht haten, ass duerchschratt. Mä mir musse wëssen, dass eis Erausfuerderungen - et gouf onzähleg Kéiere scho geschriwwen a gesot - struktureller Natur sinn.

Strukturell Problemer kritt een eleng mat enger besserer Konjunktur, wéi mer se am lafenden an hoffentlech och am nächste Joer erwaarden, net geléist.

Strukturell Problemer fuerderen och strukturell Léisungen, woumat d'Tripartite am Joer 2006 net konnt opwaarten. Dat huet se och net missen. Fir de Moment ginn hir Konklusiounen duer.

Fir déi méi laangfristeg Stabilitéit vun de Lëtzebuerger Finanze brauche mer awer méi. An do ass eindeuteg d'Politik an der Flicht ze weisen, a wat fir eng Richtung den Zuch soll fueren.

Apropos Konjunktur: 6% Wirtschaftswuesstum dëst Joer; 4% 2007. Dat si gutt Zuelen; iwwerduerchschnëttlech gudder am europäesche Kontext.

Mä mir kënnen net sécher unhuelen, dass alles esou geet. Kee weess, wat déi geopolitesch Evolutioun op deene kritesche Plaze vum Planéit am nächste Joer eis wäert bereeden.

Bal all dës kritesch Plaze produzéieren interessanterweis Pëtrol. Genee dëse Pëtrol huet awer eng enorm Lenkungsfunktioun fir déi global wirtschaftlech Entwécklung.

Irak an Iran sinn a bleiwe Problemfäll. Déi afrikanesch Fournisseuren hunn net déi Stabilitéit, déi ee sech fir ee gesécherten Approvisionnement géif wënschen. Russland fonctionnéiert als gigantesche Liwwerant vun Energieträger net mat där Rou a Serenitéit, wéi ee sech dat ideal kéint virstellen.

Alles an allem bleift d'Fro vun den Energiepräisser an hirem Impakt op déi global, op déi europäesch an op déi Lëtzebuerger Wirtschaftsentwécklung also gestallt.

Vun 1999 bis 2000, Här President, hate mer véier Joer mat Iwwerschëss. An dat Geld, wat mer während deene puer Jore konnten op d'Säit, also an eis Investissementsfongen tässelen, huet eisem Land erlaabt, fir déi schwéier Momenter no 2001 ze meeschteren.

Mir wäre frou, wann déi nei Wirtschaftsdynamik laang genuch géif unhalen. Mir kënnen awer net sécher sinn, dass et esou wäert sinn. Tatsächlech ass an de Vereenegte Staten eng wirtschaftlech Réckbildung amgaange sech ofzezeechnen, an de Risiko vun enger méi gemellecher Entwécklung op de Bourssen ass permanent do. D'Vergaangenheet huet eis bewisen, wéi séier et geet.

Sollte mer deemno am Joer 2006 méi Steierrecettë kënne verzeechne wéi geplangt - et gëtt vu 700 Milliounen Euro geschwat -, dann ass et kloer, glaskloer an eisen Aen, dass déi integral de Fongen zougefouert musse ginn, fir dass mer eis nees kënnen an eng Logik vu Reserveschafung an de Fonge beginn.

Des Weideren huet de Stat 2007 ronn 50 Milliounen a sengem Fonctionnement wélles anzespueren. Dat packt een net e puermol hannerteneen. Dës Bewegung ass zimlech eemoleg an et muss ee sech bewosst sinn, dass iergendwou och am Statsapparat bei de lafende Konsumausgaben d'Grenze vum Spueren erreecht sinn.

Schlussendlech huet d'Regierung an hirem Budgetsprojet fir 2007 ongefeier 200 Milliounen zousätzlech Einnahme par rapport zum lafende Joer ageschriwwen, déi reng konjunkturbedingt sinn, dovun 120 Milliounen Taxes d'abonnement, déi op eng soutenéiert Bourssenaktivitéit opbauen, an 80 Milliounen aus Dividenden, déi op bal déiselwecht Grënn zréckzefeiere sinn.

Fir d'Rechnung dann nach eng Kéier ze maachen: Ouni Tripartitesaccord an ouni konjunkturell bedingte Mehreinnahme stéingen 2007 bei der Zentralverwaltung 990 plus 450 plus 200 ass gläich 1.640 Milliounen Euro Defizit, oder 4,8% vum PIB. Am Gesamtstat wären et der 310 plus 450 plus 200 ass gläich 960 Milliounen, dat sinn 2,8% amplaz déi 0,9%, déi mer elo kënnen an Erfëllung vun eise Stabilitéitspaktverflichtungen op Bréissel mellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Lëtzebuerger Budget kennt e puer ganz grouss Rubriken. Do ronderëm gravitéieren déi politesch Aktiounen an Akzenter mat deene mer Zeeche wëlle setzen, Pistë wëllen exploréieren, nei Chancë fir d'Land wëllen erschléissen.

A ronnen Zuele gëtt de Stat 2007 zwou Milliarden Euro u Gehälter aus. Seng Investissementer kaschten eng Dräivéirelsmilliard. En transféréiert eng Milliard an d'Pensiounskeesen, 800 Milliounen un d'Familljen a Form vu Kannergeld a soss Subventiounen, 700 Milliounen u Krankekeesen, 400 Millioune brauch de Beschäftegungsfong. Entwécklungshëllef, Sécherheet an öffentlechen Transport brauchen zesummen nach eng Kéier eng Dräivéirelsmilliard.

Zesumme stellen dës zéng Kategorien also 7,5 Milliarden Euro duer. Dat sinn dräi Véirel vun den Ausgabe fir d'Joer 2007. Rechent een nach d'Transferten un d'Gemengen derbäi, ronn 500 Milliounen aus Akommessteier, TVA an Autossteier, da si mer op eelef Bléck, déi véier Fënneftel vun allen Dépensë vum Budget ausmaachen.

Deementspriechend fält et wuel net schwéier ze realiséieren, dass strukturell Léisunge fir den Evolutiounsproblem vun eisen öffentleche Finanze virun allem an deenen eelef Gebidder leien, déi 80% vun all eisen Ausgaben duerstellen.

Wou ech grad bei de Gemengen an der sozialer Sécherheet sinn: D'Regierung huet hir Budgetspresentatioun dëst Joer domadder ugefaangen, dass se betount huet, an Zukunft verstäerkt, wann net exklusiv op déi sougenannte Maastrichter Budgetspresentatioun zréckzegräifen. Dëst begräift dräi Voletë vun de Statsfinanzen, an zwar den Zentralstat, d'Gemengen an d'sozial Sécherheet. D'Finanz- a Budgetskommissioun huet de Ball opgeholl, deen hir vun der Regierungssäit zougespillt ginn ass, a sech am Detail mat dëser Fro beschäftegt.

Am Kader vun där Diskussioun hu mer misse feststellen, dass awer eenzeg an eleng den zentralstaatleche Volet vum Budget zu dësem Zäitpunkt gutt dokumentéiert ass. Bei de Gemenge bleiwen an dëser Hisiicht vill Efforten ze maachen. An d'sozial Sécherheet, déi opgrond vun den enormen Transfertsleeschtunge vum Stat à court terme e positiven, souguer e séier positive Finanzéierungssold opweise kann, ass an der Budgetsdokumentatioun nëmme mangelhaft duergeluecht.

Mäi Fraktiounskolleeg a President vun der Budgetskommissioun Laurent Mosar wäert sech mat deem Sujet nach weider beschäftegen an och eng deementspriechend Motioun hei déposéieren. D'Chamber ass op jidde Fall bereet, mat der Regierung op de Wee vu Maastricht ze goen, pour le meilleur et pour le pire.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Bléck an d'Zukunft beweist, dass d'Erausfuerderungen, déi op eist Land duerkommen, gewalteg sinn. Si verlaangen no Kreativitéit an der Fäegkeet vernetzt ze denken. Mir wëssen, dass mer den Defizit vum Statsbudget an de Joren 2008 an 2009 weider zréckféiere mussen, an zwar bis op de Punkt vum Equiliber. Dat bedeit, dass en hallwe Prozentpunkt PIB pro Joer muss un Defizit ofgebaut ginn. Esou verlaangt et den europäesche Stabilitéitspakt vu senge Memberen, besonnesch vun deenen, déi mat esou positive Wirtschaftsdaten operéieren, wéi mir se de Moment kennen.

Dat ass zwar méiglech, mä et geet net vum selwen. Mir wëssen, dass mer laangfristeg iwwer eng ganz Aarbechtsgeneratioun gerechent 4% Wirtschaftswuesstum an der Moyenne brauchen, fir eis Pensiounskeesen iwwert d'Ronnen ze kréien, mä am Fong just, fir bei 700.000 Awunner festzestellen, dass mer ouni Reform annerhallef Millioun brauchen, fir dass de System weider ronndréint. A mir wëssen, dass déi 4% tëschent 2001 an 2004 nëmme mat ganz vill Krämpes ze erreeche waren.

Mir wëssen, dass mer bei de Krankekeesen e strukturelle Problem hunn, dee sech spéitstens dann auswierkt, wann déi haut 35- bis 50-Jähreg, déi an der Alterspyramid vun eisem Land dee gréissten Deel ausmaachen, an deen Alter kommen, wou se Sécurité-sociales-méisseg méi kaschten, an dat ass an der Regel vu 55 Joer un.

Mir wëssen, dass 2006 12.000 nei Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg geschaf goufen, déi mat 9.000 Frontalieren an nëmme mat 3.000 Residentë besat goufen, dat bei enger Aarbechtslosegkeet op héije 4,5%, wat ronn 10.000 Leit ausmécht. Zu Lëtzebuerg ginn dëst Joer bal esou vill Aarbechtsplaze vu Frontaliere besat, wéi eise ganze Chômage ausmécht, an awer geet en net erof, mat all deem, wat dat un individuell dramatesche Schicksaler ausmécht.

Mir wëssen an deem Kontext och, dass Bildung, Ausbildung a Weiderbildung fir d'Reduktioun vun der Aarbechtlosegkeet absolut kruzial Viraussetzunge sinn, déi eis interpelléieren, fir un de schouleschen Optiounen an der Leeschtungsfäegkeet vun der Lëtzebuerger Schoul dringend benéidegt Verbesserungen erbäizeféieren.

Mir wëssen, dass mer ewell dagsiwwer zu Lëtzebuerg zu iwwer 600.000 sinn, dovu just 280.000 Lëtzebuerger, mat all deem, wat dat u gesellschaftlecher Integratiounsleeschtung verlaangt, un Infrastrukturen, déi kaschten, an un Transfertsleeschtungen, déi, wann net haut, da muer musse bezuelt ginn.

Mir wëssen, dass d'öffentlech Hand sech nach munches muss afale loossen, wa se méi bëllegt Wunne fir eis Jonk wëllt erméiglechen, an am Fong iwwerhaapt erschwénglecht Wunne fir all Mënsch. Nodeems op der Steier- a Subventiounssäit an deene leschte Jore bal alles gemaach ginn ass, wat iergendwéi méiglech ass, bleift nëmmen nach d'Méiglechkeet, duerch méi Angebot de Präis ze stabiliséieren. Ouni eng méi incisiv Roll vun der öffentlecher Hand wäert eis dat net am erfuerderleche Mooss gelengen.

Mir wëssen, dass an engem räiche Land och Aarmut existéiert. Do wou Liicht ass, ass och Schiet. An déi Leit, an et sinn dausenden hei zu Lëtzebuerg, déi am Schiet musse liewen, hu sech dat net alles onbedéngt gesicht. Onzouräichend Ausbildung, Aarbechtslosegkeet, iwwerdeiert Wunnen a mënschlech Keelt kënnen e Spiraleffet ausléisen, un deem sengem Enn Aarmut an Ex-

klusioun stinn. Dëst muss d'Politik mat alle Mëttelen an natierlech och ënner Réckgréff op déi national Solidaritéit bekämpfen an andämmen.

Pake mer et un an engem positive Geescht, andeems mer déi richteg Décisiounen huelen, andeems mer d'Geschéck hunn, déi richteg Prioritéiten ze setzen, andeem mer dat Wesentlecht vum Onwichtegen, dat kuerzfristegt Stëmmgewënnend vum laangfristeg Sënnvollen trennen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat vun Investissementer am Beräich vum öffentlechem Transport, vum Logement, vun den öffentleche Bauten op eis duerkënnt, wäert considérabel Zomme verschléngen. Nei Spideeler, eng nei Organisatioun vun der medezinescher Betreiungslandschaft, wéi se aus den elo ufänkenden Diskussiounen ëm déi nächst Spidolskaart erauszeliesen ass, wäerte sech an der Bilanz mat héijen Ausgabepostë manifestéieren. Ausgabeposten, déi mer net kënnen endlos strecken an drécken, wa mer, wéi dat jo kee géif bestreiden, d'Zil vun enger optimaler Gesondheetsversuergung fir jiddfereen zu Lëtzebuerg weider virun Aen hunn.

Déi Schoulen, déi mer nach musse bauen, an zwar esou, wéi mer an Zukunft wäerte misse Schoule bauen, fir dass mer nei Bildungsziler kënnen erreechen, si net zum Braderiestarif opzeriichten - PPP hin oder PPP hier. Nei Garen, nei Zuchlinnen, Opfang- an Ëmgehungsstroosse kënne mer net realiséieren, ouni substanziell Kreditter zu hire Gonschten auszeweisen. D'Beruffs-a Familljeliewe matenee kombinéieren, Uni a Recherche opbauen, Kyoto meeschteren an eis Entwécklungshëllef weider ausbauen, wäert net zum Nulltarif sinn.

Dës erneiert Logik viséiere mer un, virum Hannergrond vun engem nach net ëmmer équilibréierte Budget, an deem mer op déi eng oder déi aner Manéier zousätzlech zu den ze gestaltenden Ausgabe musse 500 Millioune pro Joer spueren, fir bis 2009 nees an den Equiliber ze kommen. Näischt vun deem, wat mer elo politesch bewierkstellegen, steet am Fong zur Dispositioun, esou dass mer net einfach kënne soen: Hei gëtt elo e grousse Block erausgeschnidden, an da leeft et nees virun.

Mir hunn net 500 sozial Milliounen, déi mer kéinten oder wéilten einfach esou zesummesträichen - fir eng kloer Ofso un d'Adress vun all deenen ze riichten, déi esou eppes nach ëmmer schéngen ze mengen. Méi eng selektiv Ënnerstëtzungspolitik ze maachen, kann net heeschen, grad deenen, déi se am dréngendste brauchen, d'Ënnerstëtzung ewechzehuelen.

Déi bewäerte Politik viruschreiwen a se mat neien, néidegen, erstriewenswäerten Elementer an Akzenter kombinéieren heescht, eis budgetär aneschters ze organiséieren. Et heescht och, Saachen a Fro ze stellen, déi zwar praktesch, komfortabel a gemittlech sinn, awer weder besonnesch zukunftsträchteg nach vun engem voluntaristesche Politikusaz inspiréiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat wat ech elo probéiert hunn ze beschreiwen, ass als Gesamtpak onauswäichlech. Mir mussen eng Partie Ziler gläichzäiteg viséieren, a mir mussen eng ganz Partie vu Resultater gläichzäiteg erreechen.

De Budget nees an e Gesamtéquiliber ze kréien, dat ass keng Optioun. Et ass eng Viraussetzung an eng Noutwendegkeet, fir nei Politike kënnen unzegoen.

Nei Politiken ze definéieren an ëmzesetzen, ass och keng Optioun. Et ass dréngend noutwendeg, fir d'Zukunftsfäegkeet vun eiser Gesellschaft ze assuréieren.

Déi Wiesselwierkung tëschent dem Ausgläiche vum Budget an der Realisatioun vun neie Politike fir d'Land a fir d'Leit ass keng einfach. Eisen Handlungsspillraum op dem Spannungsfeld tëschent Spueren an Investéieren ass enk, méi enk wéi fréier. Hien optimal notze bedeit, dass mer eis mussen eng kloer a verflichtend Prioritéitenuerdnung fir déi kommend Jore ginn.

Ech hunn d'Investissementer an d'Défien op dësem Chantier ugeschwat. Méi bezuelbare Wunnengsraum, verbessert Mobilitéit fir eis Leit, eng besser Ausbildung fir eis Jonk, d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet an der Ausgrenzung, dat mussen déi absolut virrangeg Ziler vun där Politik sinn. A si verlaange resolut Investissementer, déi eis all zegutt kommen.

Ganz besonnesch déi méi spierbar schoulesch Erfolleger vun eiser Jugend konditionéieren de weidere Succès vun der Lëtzebuerger Gesellschaft. Mir kommen net duer, wuer mer wëllen hin, wa mer net op déi kommend Generatioune setzen, déi d'Heft kënnen an d'Hand huelen a Stat a Gesellschaft orientéieren, amplaz just vun hinnen orientéiert ze ginn.

D'Entwécklung vum Chômage, déi vun der Kriminalitéit an der Gewaltbereetschaft an der Gesellschaft, déi vun eiser Kompetitivitéit an eiser wirtschaftlecher Leeschtungsfäegkeet hänke vun der Ausbildung an der Bildung vun deenen of, déi muer zu Lëtzebuerg solle schaffen. Natierlech mussen déi Leit sech och kënne logéieren a sech bewegen.

A si wäerten zu méi sinn, wéi dat haut de Fall ass! Mir kréien all Joer 5.000 nei Awunner bäi. Dat sinn der 50.000 an zéng Joer. Ech muss kengem e Bild molen, fir duerzestellen, dass ëm 2050 d'Lat vun de 700.000 Mënschen zu Lëtzebuerg esou wäert erreecht ginn. An deem Zeenario wahrscheinlech mat ronn 300.000 Frontalieren. Dat mécht eng Millioun Leit, déi sech um Horizont vun der iwwernächster Generatioun wäerten zu Lëtzebuerg befannen a sech bewegen.

Un eis ass et haut, fir d'Viraussetzungen dofir ze schafen, dass si dat an enger Atmosphär vu sozialem Fridden an am Kader vun enger équilibréierter Gesellschaft kënne maachen. D'Schafe vun dëse Viraussetzungen huet alles ze di mat der Aart a Weis, wéi mer eis Budgeten déi kommend Joren agencéieren. D'Erausfuerderung ass deemno gestallt. D'CSV-Fraktioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass bereet se unzegoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratesch Partei kuckt no vir! Dat sinn dem Statsminister seng Wierder vun der leschter Woch - op jidde Fall, esou hunn ech se emol verstanen.

D'DP kuckt no vir, well mer eis Suerge maachen ëm eist Land, well mer eis Suerge maachen ëm d'Zukunftschancen hei am Land, well mer fäerten,...

(Interruption du Président)

...datt dat, wat laang Joren hei am Land gegollt huet, op eemol net méi de Fall ass, nämlech datt jiddfereen d'Chance kritt, sech, seng Famill an domadder och dat ganzt Land no vir ze bréngen. A mir hoffe jo emol, datt mer net déi eenzeg sinn, déi sech heibannen doriwwer Suerge maachen.

Ech si vun Natur aus Optimist, kann ech Iech soen - wéi ganz vill aner liberal agestallte Leit -, an ech übe mech ganz seelen a Schwaarzmolerei. Den Optimismus däerf awer net blann maachen, fir dat ze erkennen, wat schifleeft, wat déi grouss Erausfuerderunge vun der Zukunft sinn. En däerf eis net dozou verféieren ze mengen, iergendwéi géif et scho vum selwen erëm richteg gutt goen.

Wann ee gesäit, datt trotz intensive Spuermoossname fir d'Joer 2007 e strukturellen Defizit am Statsapparat vun enger Milliard Euro virgesinn ass, da kann een dat net einfach esou hinhuelen. Dat heescht nämlech, datt de Stat fir 2007 eng Milliard méi däerf ausginn, wéi e rechent eranzekréien.

Trotz den Aschnëtter vun der Spuertripartite geet de geplangten Defizit an der Administration centrale, also dem Statsapparat, grad emol ëm 150 Millioune par rapport zum Defizit am Budget 2006 erof. Wa mir an deem Rhythmus virufueren, da wäert de Budgetsminister nach laang mussen Defiziter presentéieren. Dofir si mir der Meenung, datt op där enger Säit déi Spuerefforten net däerfen noloossen, an datt mer op där anerer Säit alles mussen drusetzen, datt och weiderhin eng dynamesch Ekonomie zum Finanzement vum Statsapparat ka bäidroen.

Nu maach d'Liesaart vum Budget no der SEC-95-Method - also compatibel mat de Kritäre vum europäesche Stabilitéitsplang - eng aner sinn, mä Tatsaach ass, datt de Stat plangt, vill méi Geld auszeginn, wéi en erakritt - an dat nach iwwert déi nächst Joren.

Wa mir net all Joers duerch déi exzellent Konjunktur méi Geld an de Statssäckel kréien, wéi no realisteschen Aschätzungen erwaart gëtt, da riskéiere mer d'Reserve ganz schnell opzebrauchen an deene kommende Generatiounen eng säfteg Schold ze hannerloossen.

Dofir maache mir eis Suergen ëm d'Zukunft. Et ass de strukturellen Defizit an de Statsfinanzen, dee momentan nach zum Deel duerch konjunkturell Plus-valuen ofgefiedert gëtt. Mä kee weess, ob dat nach déi nächst Joren esou bleift. De Schock vun 2001 misst eis jo alleguerten nach an de Schanke stiechen.

Nu mierkt ee bei der Regierung an och bei de Majoritéitsparteien en intensiven Drang, fir d'Presentatioun vum Budget an Zukunft ausschliesslech no der SEC-95-Method virzehuelen, fir konform ze si mat Maastricht, fir eis besser mat den europäeschen Nopere kënnen ze vergläichen, fir déi finanziell Situatioun vun de Gemengen an de Sozialkeese kënne mat anzerechnen.

Dat mécht och Sënn an eisen Aen, mä et däerf awer net dozou féieren, datt d'Realitéit verzerrt gëtt. Wann nämlech den Defizit beim Zentralstat mam Iwwerschoss bei der Sécurité sociale verrechent gëtt, da schéngt et, wéi wann d'Statsfinanze besser géingen dostoen, wéi se a Wierklechkeet sinn.

No Maastricht kann dat Sënn maachen, mä et soll jo kee mengen, den Iwwerschoss aus de Sozialkeese kéint wierklech dozou déngen, dem Stat seng Dépensen ze decken. Dat Geld ass net disponibel, mä dat Geld muss op d'Säit geluecht ginn, fir deene Jonke vun haut muer hir Pensiounen ze bezuelen.

Och wann no der SEC-95-Method den Defizit fir 2007 just op 310 Milliioune chiffréiert gëtt, huet de Stat e reelle Besoin de financement vu ronn enger Milliard. A wann no der SEC-95-Method den Defizit 2009 bei null läit - an dat ass jo d'Zil vun dëser Regierung -, dann heescht dat nach ëmmer, datt den Zentralstat nawell en Defizit vun 2,3% vum PIB mécht. Vill méi transparent ass dat doten och net.

Et däerf also net drëms goen, de Budget aneschters ze presentéieren, fir ze verheemlechen, datt de Stat am Laf vun deenen nächste Joren op Käschte vun de kommende Generatioune lieft, an dann 2009 e Budget ze presentéieren, deen zwar am Maastricht-Equiliber ass, mir pro Joer awer ëm déi honnerte vu Millioune méi ausginn, wéi erakommen. Neen, Maastricht hin oder hier, eis Ustrengungen, fir d'Recetten an d'Dépensë méi no beieneenzebréngen, däerfen net noloossen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet d'lescht Woch gemengt, d'DP géif ze vill no vir kucken an dobäi de Bléck zréck - virun allem op déi rezent Vergaangenheet - vernoléissegen.

Ech wëll hei soen, datt d'DP zu deem steet, wat se an de Joren 1999 bis 2004 selwer initiéiert huet, an och zu deem, wat se matgedroen huet. Dat kann ee jo net vu jiddferengem heibanne behaapten!

D'DP steet zu de Steierreduktioune fir d'Privatpersounen an d'Betriber aus de Joren 2001 an 2002, well se de Leit an de Betriber méi Loft ginn hunn, fir ze consomméieren an ze investéieren.

D'DP steet zu de Beschlëss vum Rentendësch, well domadder e politesche Problem geléist gouf, dee laang Joren d'Land gespléckt huet. Et ass do ëm Gerechtegkeet gaangen, et ass drëms gaangen, datt kee misst am Alter, no jorelaangem Schaffen, an Aarmut falen.

Dobäi ass d'DP déi Partei, déi scho virun 1999, duerno an och haut nach proposéiert, eise Rentesystem méi breet opzestellen, en duerch Elementer vu Kapitaldeckung ze verstäerken, fir datt en dann och nach d'Laaschte kann droen, wann déi an d'Pensioun ginn, déi dëst Joer, also 2006, fir d'éischte Kéier eng Cotisatioun bezuelt hunn. Do konnten tëschent 1999 an 2004 éischt Akzenter gesat ginn. Zënterdeem ass awer net méi vill geschitt.

D'DP steet och zur antizyklescher Budgets-a Finanzpolitik vum Ufank vun dësem Jorzéngt. Et war richteg, d'Konjunktur net duerch iwwerdriwwe Spuerefforten nach weider ofzewiergen, wéi déi international Ekonomie dat souwisou schonns gemaach huet. Mä eng antizyklesch Budgetspolitik besteet jo net nëmmen doranner, a schlechten Zäiten d'Konjunktur duerch d'Akafhuele vun engem Defizit ze stäipen.

Déi aner Säit vun der Medail gesäit vir, a gudden Zäiten den Defizit nees ze reduzéieren - an eigentlech méi wéi dat. D'Rechnung geet jo mëttelfristeg nëmmen op, wann a gudden Zäiten och nees deementspriechend Reserve kënnen ugeluecht ginn, also Iwwerschëss kënnen accumuléiert ginn, déi da bei där nächster Talfahrt e wäertvollt Polster kënnen duerstellen.

Grad deen Effort ass momentan bei engem Defizit vun enger Milliard Euro net ze erkennen. D'Reserve ginn och a gudde Jore weider ugezaapt. A wat géif geschéien, wann d'Ekonomie kuerzfristeg nees géif abriechen? Da géif Lëtzebuerg ganz schnell mam Réck zur Wand stoen.

Mir gesinn eis zréckversat an d'70er Joren, wou d'Politik a ville Länner esou gemaach huet, wéi wa se ganz streng no de Virgabe vum Här Keynes géif fueren, op deem seng Theorie sech dat do jo baséiert, mä duerno awer ganz schnell an Zäiten, wou den Defizit hätt erëm misse reduzéiert ginn, dat si gelooss huet an d'Geld awer weider ausginn huet. Déi Länner leiden haut nach oft ënner engem Scholdebierg, dee se deemools accumuléiert hunn.

Wou an e puer Joer esou vill Geld ausgi gouf, datt déi nokommend Generatiounen nach haut mussen zréckbezuelen.

Wou d'Schold- an d'Zënslaaschten all Margen opfriessen, fir nei Politike kënnen ze gestalten.

Wou d'Hänn engem da gebonne sinn, wann néideg Strukturreforme musse begleet ginn.

Wou näischt méi bleift, fir de Konsequenze vun der Globaliséierung entgéintzewierken oder se nëmmen ofzefiederen.

Wou d'Demographie schwéier op de Rentesystem dréckt, mä wéineg Spillraum ass, fir den Ëmbau vum System ze ënnerstëtzen.

Wou de medezinesche Fortschrëtt ze deier gëtt, fir datt jiddfereen dovunner ka profitéieren.

Wann d'DP virun esou engem Zeenario warnt, da kann een dat weder als Autismus nach als Schizophrenie bezeechnen, dann ass dat eng Politik vu klorem Mënscheverstand. Dofir plädéiert d'Demokratesch Partei fir weider Efforten ze maachen, fir mëttelfristeg wierklech nees mat deem Geld vun haut eens ze ginn.

Et wär méi einfach fir d'DP sech als Sproochrouer vun all deenen ze profiléieren, deenen all Dag afält, wéi de Stat nach méi Geld kéint ausginn. Et wär einfach, vläicht populär, mä et wär awer falsch! Mir kréien eis Zukunft net preparéiert, wa mir esou maachen, wéi wann alles kéint beim Ale bleiwen.

An datt ee mat esou enger éierlecher Oppositiounspolitik och eppes bewierke kann, hu mir am Laf vun dësem Joer méi wéi eng Kéier gesinn.

Et war d'Demokratesch Partei, déi vun Ufank u plädéiert huet, d'Budgetskris net duerch en Dréinen un der Steierschrauw ze léisen. Esou wéi d'Steierreduktioune vun 2001 an 2002 am Endeffekt méi Geld an d'Statskeess bruecht hunn, esou schaaft d'Erhéijung vun der Steierlaascht nëmme kuerzfristeg eng budgetär Entlaaschtung, well d'Betriber hir Aktivitéit verlageren an de Konsum ofgewiergt gëtt. Duerno geet et dem Statsbudget net besser wéi virdrun. Am Fall vun enger klenger Ekonomie, déi duerch d'Dynamik vum Finanzsecteur gedroe gëtt, nach éischter vill méi schlecht.

An ech muss Iech soen: Mir sinn erliichtert, datt déi gréisste Sënnen, déi d'Regierung am Mee vun dësem Joer geplangt hat, elo emol op Äis leien.

(Interruption)

D'Erhéijung vun der Solidaritéitssteier ëm 1% fir Privatpersounen a Betriber wär mat Sécherheet e falscht Signal gewiescht an hätt eiser nationaler Ekonomie nohalteg geschuet. Dës Steier ass en Instrument, fir an enger Krisesituatioun déi national Solidaritéit kënne spillen ze loossen. Se géif elo awer just dozou féieren, datt manner Aarbechtsplaze géingen entstoen, also de Contraire vun deem, wat mer brauchen, a vun deem, wat mer hoffentlech alleguerte wëllen.

Et war d'DP, déi als Eenzeg am Land géint deen Nonsens do Stuerm gelaf ass, a schlussendlech huet d'Regierung missen noginn. Eise Problem läit nämlech net doranner, datt net genuch Geld an d'Statskeese kënnt. Dat gesi mer jo, wa fir dat lafend Joer iwwer 700 Millioune méi schéngen eranzekomme wéi geplangt. Et sinn d'Dépensen, déi eis fortlafen. Do musse mer usetzen, wa mer dee strukturellen Defizit vun enger Milliard wëllen erofsetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP begréisst et och, datt d'Regierung elo emol zumindest driwwer schéngt nozedenken, fir d'Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen. Ech wëll dat hei kloer soen, well dat ass jo schonn emol e grousse Fortschrëtt par rapport zu deem, wat mer am Mee vun dësem Joer hei héieren hunn.

D'DP huet scho beim Budget fir d'Joer 2005 op déi schläichend Steiererhéijung opmierksam gemaach, a mir stelle fest, dass de Krees vun deenen, déi eis Recht ginn,

ëmmer méi grouss gëtt. Mir befannen eis do a gudder Gesellschaft vu CGFP, LCGB an aneren, déi datselwecht fuerderen.

Zënter dem 1. Januar 2002, wou déi deemoleg CSV-DP-Regierung d'Akommessteier däitlech reduzéiert hat, hunn d'Steierzueler hei am Land wesentlech méi un Akommessteier bezuelt, wéi dat dem deemolegen Tarif no noutwendeg gewiescht wär. Zënter datt dës Regierung am Amt ass bis haut hunn d'Leit insgesamt 280 Milliounen Euro méi u Steiere bezuelt. Eleng fir dat lafend Joer mécht dat ëm déi 140 Milliounen aus. An et muss een dovunner ausgoen, datt mat där am Dezember erfalender Indextranche d'Erhéijung vun der Akommessteier fir 2007 nach emol wäert méi héich ausfalen.

Et ass virun allem hei de Mëttelstand, dee méi bezilt. Et sinn net déi sougenannten Déck, deenen den Här Frieden an d'Täsch gräift, well fir déi och duerch d'Inflatioun d'Maximalbelaaschtung net iwwer 38% erausgeet. Et sinn déi schaffend Leit: Aarbechter, Employéen, Fonctionnairen. Et sinn da besonnesch och nach Familljе mat Kanner, bei deenen zougeschloe gëtt, also déi, déi schonn duerch d'Verschiebung vum Index, duerch d'Autossteier, duerch d'Erhéijung vun den Accisen hu misse Plomme loossen.

Nieft dem Kafkraaftverloscht musse se dem Stat fir d'nächst Joer 140 Milliounen Euro méi Akommessteier bezuelen, wéi laut Tarif noutwendeg wär. E Jonggesell mat engem Akommes vun 2.500 Euro de Mount am Joer 2002 bezilt doduerjer, eleng datt den Index zënter dem 1. Januar 2002 ëm 13,1% gestiegen ass, elo ronn 37,4% méi Steiere wéi nach 2002.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Wéi vill Euroe sinn dat?

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat ass een Drëttel...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Wéi vill Euroe sinn dat?

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech kann lech dat soen, wa mer an d'Steiertabelle kucke ginn, Här Juncker. Et ass en Drëttel méi wéi hien 2002 bezuelt huet. Ech kann lech aner Beispiller nennen.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Statsminister misst dat dach wëssen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Eng bestuete Koppel mat zwee Kanner a mat engem Akommes de Mount vu 4.000 Euro bezilt souguer 72,3% méi Akommessteier wéi 2002. Och do kënne mer schnell nokucken, wéi vill Euroen datt dat dann ausmécht.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Wéi vill Euroe sinn dat?

M. Claude Meisch *(DP).*- Ma mir kucken dat elo no, Här Juncker. Da stelle mer eis zesummen iwwert de Barème an da siche mer et no.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Très bien.

M. Claude Meisch *(DP).*- Den Index, dee jo elo emol net méi duergeet, fir d'Kafkraaft ze erhalen, muss dann och nach hierhalen, fir dem Stat méi Steieren ze bezuelen.

Dat sinn ze vill Laaschten op deene Schëlleren, déi eist Land sollen droen!

A wéi d'Parteie mat engem „S" am Numm dat dann och nach als eng sozial Politik kënne verkafen, dat muss emol een eis erklären.

An da kënnt den Här Frieden am Eescht heihinner a seet, 2007 géingen d'Steieren net eropgoen. Wann nieft der Autossteier, den Haussë vun den Accisen, der TVA fir liberal Beruffer, dem Plus vun der Cotisatioun fir d'Fleegeversécherung ëm 40%, dann och nach iwwer 140 Milliounen zousätzlech un Akommessteier fälleg ginn - wann dat awer keng Steiererhéijunge sinn, da freet ee sech, wat den Här Frieden sech ënner enger richteger Steiererhéijung alles virstellt.

D'lescht Woch huet de Premierminister d'Diere fir eventuell Steiererliichterungen eng Spléck wäit opgemaach. Ech bedaueren awer, datt de Premier net méi determinéiert war, grad wéi et ëm d'Erofsetze vun de Steiere gaangen ass, an hien huet sech do méi wéi och nëmmen eng Hannerdier opgelooss.

Eiser Meenung no muss et ganz kloer d'Zil vun der Politik sinn, fir de Leit an de Betriber hei am Land e groussen Deel vun deem Geld, wat se duerch hir Aarbecht verdéngt hunn, ze loossen.

D'Lëtzebuerger Ekonomie glänzt jo och doduerjer mat grousse Performancen, well den Know-how an d'Kapital zum Deel aus dem Ausland kommen. D'Wëssen, d'Erfahrung an d'Fäegkeete vun dausende vu Leit droen zum Wuelstand vu jiddferengem bäi. Dat Wëssen, déi Erfahrung an déi Fäegkeete kënnen awer och schnell nees verluer goen, wann d'Leit gesinn, datt de Stat sech hei zu Lëtzebuerg ze vill zerwéiert un deem, wat si geschafen hunn.

D'selwecht ass et mam Kapital, dat hei investéiert ass. Wann et enzwousch anescht méi ofwerft, da geet et iergendwann dohinner. De globale Steierwettbewerb wäert Lëtzebuerg net ophalen, an dofir musse mer nieft der Akommessteier och d'Betribsbesteierung iwwerdenken; net fir Cadeauen ze maachen, mä fir sécherzestellen, datt och muer nach grouss Benefisser mat zwar verstännege Steiersätz kënne besteiert ginn. Da kënnt nämlech vill méi Geld an d'Statskeess, wéi wa mer hei nach just e puer Entreprisë mat dann zwar ganz héije Sätz kënne besteieren.

Duerfir kann et haut net méi sinn, datt eng Entreprise schonn um investéierte Kapital besteiert gëtt, éier se iwwerhaapt schonn hir Dieren opgemaach huet. Den Droit d'apport gehéiert net méi an dës Welt, a mir sollten net op d'EU-Kommissioun waarden, fir hei eppes ze ënnerhuelen.

D'Taxe d'abonnement ass jo keen Argument, fir d'Fongenindustrie hei zu Lëtzebuerg ze halen. A well ee jo weess, datt an deem Domän d'Konkurrenz an a ronderëm Europa méi grouss ginn ass, muss een och hei zu enger Strategie zréckfannen, fir sécherzestellen, datt de Stat sech och nach duerch d'Aktivitéiten op der Finanzplaz ka finanzéieren, an dës Aktivitéiten awer gläichzäiteg kann heihalen. Méi eng differenzéiert Taxe d'abonnement géif do sécherlech Sënn maachen, fir zum Beispill eng Rei vu spezifesche Produitë besonnesch ze förderen.

Mir sollten eis seriö mat de Propositiounen an den Iwwerleeunge vun der Chambre de Commerce zur Betribsbesteierung beschäftegen. Well mir als Land de Choix geholl hunn, mat niddrege Steiere vill Aktivitéit wëllen unzezéien, musse mir hei besonnesch e Bléck op eis europäesch Noperen halen. Duerfir sollte mir eis ganz schnell Gedanke maachen iwwert d'Besteierung vum Kapital, iwwert den Droit d'apport, iwwert d'Iddi vun der Dette notionnelle beziehungsweis d'Intérêts notionnels, iwwert den Taux d'imposition vun de Betriber an esou weider an esou fort.

Eng interessant Steierlandschaft ass haut méi wéi jee wichteg, a besonnesch fir Lëtzebuerg, fir kompetitiv ze bleiwen. Et ass och de Garant, fir weider Aktivitéiten um Standuert Lëtzebuerg, fir sécher Aarbechtsplazen an eben och fir gesond Statsfinanzen. Mir sollten de Schrëtt schnell ugoen, well et ass vill méi einfach, e Betrib heizehalen, wéi en duerno nees sichen ze goen.

Eng kompetitiv Betribsbesteierung eleng mécht awer nach keng dynamesch Ekonomie. De Präis vun der Energie, schnell an effizient Administratiounen, e Guichet unique fir Betriber, eng oppen Haltung zu Zukunftstechnologien, Flexibilitéit, fir ze produzéieren an ze verkafen, Innovatioun duerch Fuerschung, Virfahrt fir eise Mëttelstand, a ganz besonnesch gutt forméiert Personal; alles dat muss zesummekommen, fir datt muer eis Ekonomie genuch ofwerft, fir datt mir eis grouss a kleng Wënsch kënnen erfëllen. Och dat ass Budgetspolitik, wa mëttelfristeg assuréiert ass, datt kompetitiv Betriber hei am Land hir Steiere bezuelen. Dat bréngt Recetten. Dat reduzéiert den Defizit.

Et ass an eisen Aen net alles falsch, wat de Premierminister d'lescht Woch hei presentéiert huet. A bei deem engen oder anere Schrëtt wäert en d'Demokratesch Partei als Alliéierten hunn: Dann, wann et drëms geet, d'Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen, fir d'Betribssteiere punktuell unzepassen, fir esou am internationale Kontext konkurrenzfäeg ze bleiwen.

Mat der Iwwerleeung, fir mëttelfristeg Reserven unzeleeën, fir eng Rei vu Risiken op der Recettësäit, wéi zum Beispill den Tanktourismus, ze provisionéieren, hu jo och mir eis scho beschäftegt. Wann et drëms geet, fir nei Margen ze schafen, fir esou nei an noutwendeg nei Politike kënnen ze développéieren, wäert d'DP gäre mathëllefen. Nëmmen esou ass eisen Engagement an der Fuerschung, fir d'Uni, fir d'Kannerbetreiung ze finanzéieren.

Mä finanziell a politesch geet dat doten alles eleng net op. Wann een dat do alles wëllt maachen, da muss ee jo iwwert déi Reforme vun der Tripartite erausgoen, da sinn déi jo wierklech nëmmen den Ufank, wéi de Rapporteur Lucien Thiel d'lescht Woch hei gesot huet.

Ech froen duerfir: Wéi wëllen d'CSV an d'LSAP elo weiderfueren, wann alles nëmmen en Ufank ass? Wéi wëllen d'CSV an d'LSAP dann nei Margë schafen, d'Zukunft attackéieren, a fir déi schlecht Zäite spueren? Sot eis dat, wann ech gelift!

Hei ass et, wou et da roueg gëtt op de Bänke vun der Majoritéit!

Kee Wuert doriwwer, wéi mir muer eis sozial Ofsécherung wëlle finanzéieren, wann de Budget déi grouss staatlech Participatioun un de Keesen net méi packt. Kee Wuert mat wat fir enger Aarbechtsmaartpolitik d'Ausgabe vum Fonds pour l'Emploi solle reduzéiert ginn, andeems d'Leit nees an den éischten Aarbechtsmaart integréiert ginn.

Keng Iwwerleeungen, wéi den Transfert vu Sozialleeschtungen an d'Ausland ka gebremst ginn. Mir hunn näischt héieren iwwer méi eng kloer Orientatioun an der Familljepolitik. Kee Wuert iwwer méi eng selektiv Sozialpolitik, wou deen, deen déi Hëllef brauch, och méi gehollef kritt, amplaz déi elektoral motivéiert Géisskanepolitik, déi kaum nach ze finanzéieren ass.

(Interruption)

Wie mengt, datt de Budgetséquiliber mëttelfristeg kann erreecht ginn, d'Steiere kënnen erofgoen, Reserve kënnen op d'Säit geluecht ginn, an nei Dépensen engagéiert ginn, dee kënnt net laanscht dës Froen. Et sief dann, déi hätte Recht, déi soen, d'Situatioun wär vill besser, wéi d'Regierung se géif duerstellen. Dat wär zwar vläicht den einfachsten Zeenario, ob et dee realisteschsten ass, dierf awer dohinnergestallt sinn.

Wien d'Ziler, déi d'lescht Woch hei développéiert goufen, wierklech wëllt erreechen, deen deet gutt drun, nach emol e Bléck an déi 33 Propositioune vun der Demokratescher Partei ze werfen, déi mir am Abrëll vun dësem Joer vigeluecht hunn. Propositiounen, wéi de Stat besser mat sengem Geld eens gëtt, wéi d'Mënschen an Aarbecht kommen a bleiwen, wéi eis sozial Ofsécherung op déi grouss Erausfuerderunge vun der Zukunft kann agestallt ginn, wéi eis Betriber der globaler Konkurrenz trotze kënnen.

Propositiounen, déi net d'Ambitioun hunn, all Beauty-Contest ze wannen, mä eng éierlech Politik ausmaachen, déi eist Land nees kann op déi richteg Schinn bréngen. Eng Politik, déi vu jiddferengem eppes ofverlaangt, dofir eis de Scholdestat géif erspueren, dee jiddferengem hei am Land seng Fessel duerno géif uleeën. Eng Politik, déi der Ekonomie nei Perspektiven opmécht, eng Politik fir d'21. Jorhonnert, an net eng Perspektiv just bis 2009. Mä fir esou eng Politik schéngen d'CSV an d'LSAP net ze begeeschteren ze sinn.

Wat fir eng Politik begeeschtert dann nach d'CSV an d'LSAP? Et weess keen et esou richteg. Wann den Här Bodry, Parteipresident vun der LSAP, dem Premier an aller Däitlechkeet ze verstoe gëtt, datt den Här Boden laang genuch Zäit gehat hätt, fir nozekucken, wéi d'Situatioun um Wunnengsmaart sech Joer fir Joer verschlëmmert, da kann d'Ähnlechkeet an der Koalitioun jo wuel net besonnesch grouss sinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ech wëll lech awer soen: Beim Här Boden a mir klappt et awer nach.

(Hilarité)

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Premierminister, dovun hunn déi Leit, déi op der Sich no enger Wunneng sinn am Land, awer nach net ganz vill.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo, jo.

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- A wann dann och nach de Budgetsrapporteur Lucien Thiel, deem ee muss fir seng Fläissaarbecht félicitéieren - wat ech dann heimadder och ausdrécklech wëll maachen -, vum LCGB virgeworf gëtt, hie wär de Wollef am Schofspelz, da versteet een,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat ass net de Fall.

M. Claude Meisch *(DP).*- …datt se an der CSV alleguerten un engem Strang zéien, awer leider a verschidde Richtungen.

(Interruptions diverses)

Den CSV-Deputéierte Lucien Thiel wëllt weider den Index manipuléieren an de Rentesystem ëmbauen. Fir den CSV-Deputéierte Marc Spautz an anerer sinn dat „Visiounen, déi futtimaachen"! Dobäi sëtzen den Här Thiel an den Här Spautz hei an därselwechter Fraktioun. D'CSV probéiert vu lénks bis riets de ganze Politspektrum…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Voilà!

M. Claude Meisch *(DP).*- …ofzedecken, a si mierken emol net, datt se amgaange si bei wichtegen Zukunftsthemen, déi d'Zukunft vun deem Land hei markéieren, an der Mëtt auserneenzebriechen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat mécht d'Differenz tëschent 36 an 20.

M. Claude Meisch *(DP).*- Den Här Thiel mécht sech Suergen ëm déi laangfristeg Finanzéierbarkeet vun eise Renten; d'Demokratesch Partei och. Wann déi Suergen awer eescht gemengt sinn, da muss den Här Thiel a vill anerer och géint de Projet de loi 5611 stëmmen, well domadder zum Beispill duerch den Transfert vun de Babyjoren oder den Transfert vun der Prise en charge vum Complément différentiel fir 2007 méi Ausgabe vun 29 Milliounen aus dem Statsbudget an d'Rentekeese verlagert ginn. Dat nodeems mam Budget vun 2006 emol schonns 17 Milliounen zu Laaschte vun de Pensiounskeesen transféréiert goufen.

Dat heescht: manner Reserven, manner Kapitaldeckung! An d'Rentemauer réckelt domadder e weidert Stéck méi no. E Problem vun haut gëtt einfach op déi nächst Generatiounen ofgewälzt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Ah!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass keng responsabel Politik!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Jorelaang ass dem Land…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Vous ne manquez pas de culot!

M. Claude Meisch *(DP).*- …a senge Bierger gepriedegt ginn, d'Zukunft hätt dräi Buschtawen:…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Vous ne manquez pas de culot!

M. Claude Meisch *(DP).*- …IVL! Programme directeur, Programmes sectoriels, Plans régionaux, Stadentwécklungsplang, en neit Gesetz iwwert den Aménagement communal, nei PAGen uechtert d'Land; alles dat gëtt elo vum Premier selwer iwwer Bord gehäit, wat eng kohärent Landesplanung ausmécht, andeems e proposéiert, de Stat soll Terrainen ausserhalb vum Perimeter opkafen an als Bauland op de Marché bréngen. Dovunner ofgesinn, datt duerch esou eng Äusserung d'Präisser vun den Terrainen och ausserhalb vum Perimeter an der Sekonn explodéiert sinn, ass et contraire zu alle Virstellunge vun enger kohärenter Entwécklung vun eisen Uertschaften.

Et geet der Regierung hei just drëms, ee Joer nom Mea culpa vum Premierminister, den Échec vun hirer Politik ze cachéieren. Datt d'Regierung an der Wunnengsbaupolitik scho laang kapituléiert huet, gëtt jo spéitstens kloer, wann de Premier seng lescht Hoffnung domadder verknäppt, datt d'Leit, oder déi ganz räich Leit, bereet wären, hir Terrainen emol ënnert dem Maartpräis ze verkafen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- D'DP war géint all couragéiert Moossnamen.

M. Claude Meisch *(DP).*- De Premier kann esou vläicht op de Comptoiren uech-

tert d'Land punkten. Et wäert awer ni een doduerjer eng Wunneng méi bëlleg fannen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo. Bestëmmt net um ieweschte Stack vum Interconti. Dat ass wouer.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wann et lech mat esou Äusserungen, Här Statsminister, eescht gemengt ass, da kann ee jo dovunner ausgoen, datt de Stat deemnächst och wäert bereet sinn, Terrainen, déi em selwer gehéieren, ënnert dem Präis ze verkafen,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- ...wéi dat zum Beispill um Kierchbierg kéint de Fall sinn...

(Interruption)

...respektiv ganz massiv op de Modell vum Bail emphytéotique zréckgräifen, wéi d'Stad Lëtzebuerg dat jo an der Lescht gemaach huet.

(Interruption)

Wéi een et fäerdeg bréngt, als Premier an enger Woch souwuel déi fréier wéi och déi heiteg Educatiounsministesch ze désavouéieren, dat ass dem Här Juncker säi Geheimnis. Fir d'éischt stellt de Premier sech voll hannert d'Madame Delvaux a léisst kee gutt Hoer un der DP-Bildungspolitik aus der leschter Legislaturperiod, an da schléit e sech nees op d'Säit vun der Madame Brasseur; wou jo awer jiddferee weess, datt d'DP e ganz aneren Usaz an der Educatiounspolitik huet, wéi déi jëtzeg Regierung. Interessant wär et emol ze héieren, wat d'CSV an der Bildungspolitik virhuet. Oder wëllt d'CSV hei wierklech nees d'Madame Hennicot reaktivéieren?

Amplaz datt de Premier de Gemengen d'Schold gëtt un der héijer Inflatioun, soll hien emol kucken, wat den Innenminister dovunner hält. Dee priedegt vu Rëmeleng bis op Huldang nämlech, datt d'Gemenge sollen de Käschtendeckungsprinzip uwennen, an datt d'Fudder Waasser an Zukunft bis zu 4,5 Euro kéint kaschten. Et däerf ee gespaant sinn, wéi deen dote Richtungsstrëit innerhalb vun der Regierung ausgeet, ob de Premier wënnt oder säin Innenminister.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Meisch *(DP).*- Och wäert et drop ukommen, ob de Stat bereet ass, nach déi grouss an deier Infrastrukturprojete bei der Ofwaasserklärung wéi bis elo mat 90% ze subsidiéieren. Sollt dat net de Fall sinn - an dat stoung jo emol schonn am Raum -, da wäert nach eng weider Well vun Taxenerhéijungen op d'Leit duerkommen.

Och dierf ee gespaant sinn, ob d'LSAP d'Meenung vum Här Juncker deelt. Ëmmerhin huet d'Lëtzebuerger Sozialistesch Aarbechterpartei nach viru sechs Méint per Communiqué matgedeelt, datt d'Regierung eenzeg an eleng un den Taxenerhéijungen an de Gemenge schëlleg ass, well de Stat d'Gemenge géif finanziell ausdréchnen.

Wie bei dëser Regierung no Kohärenz an der Aktioun sicht, gëtt batter enttäuscht. Den Zickzackkurs veronséchert net nëmmen d'Leit hei am Land, en ass och den Ausdrock vun enger grousser Hëlleflosegkeet vun der Regierung.

„Réformer" heescht laut Petit Robert: „changer en mieux"! D'Regierung schwätzt vun engem Reformbudget fir d'Zukunft. Nu gëtt vun neie Margë geschwat, mä bei engem Defizit vun enger Milliard si keng ze fannen. Nu sollen déi nächst Generatioune mat an d'Boot geholl ginn; a Wierklechkeet ginn d'Budgetsreserven opgebraucht an d'Rentereserven ugeknabbert.

Oft, wann een dem Premier a munche vu senge Ministeren esou nolauschtert, mengt een, si wéilten tatsächlech eppes besser maachen: D'Madame Jacobs huet den Term „selektiv" schonn an de Mond geholl; den Här Krecké schwätzt dovun, d'Kompetitivitéit ze verbesseren; den Här Biltgen wëllt sécher méi Leit an Aarbecht bréngen; an den Här Frieden wëllt och d'Statsfinanzen ofsécheren. Dat Wonschdenke wëlle mir duerfir och guer net a Fro stellen, mä dee Wonschconcert do hält allenfalls a Sonndesrieden d'Strooss. Mat enger reeller a fir d'Bierger positiv spierbarer Politik huet dat awer näischt ze dinn.

Dem Premier seng Wierder vum 12. Oktober 2005 kënne mir mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Deemools sot hien hei am Haus: „Eisen Usproch, eis Ambitioun fir déi nächst Zäit an déi Zäit no der nächster Zäit ass kloer. Mir brauche Modernisatioun do, wou mer net virukommen, a Remoderniséierung do, wou mer amgaang sinn zréckzefalen. Innovatioun, Transformatioun, Integratioun: Ronderëm dës Begréffer organiséiere sech d'Modernisatioun an d'Remodernisatioun. (…) D'Objektiv ass et, déi kuerz- a mëttelfristeg Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft méi zolidd ze maachen an hir Stäerkten ze notzen, fir d'sozial Solidaritéit an de sozialen Zesummenhalt iwwer Jorzéngten, dat heescht och a grad fir déi nei Generatioun, méi nohalteg staark ze maachen."

Et gesäit een, datt d'Kommunikatioun an d'Rhetorik wuel stëmmen. Mä d'Wierklechkeet ass eng aner, a ganz oft komme mer net iwwert déi blouss Rhetorik eraus. An dat ass et, wat d'Bierger am meeschten enttäuscht. Et gëtt a Wierklechkeet net vill zum Bessere geännert. Dat, wat schlecht leeft, gëtt elo wéi an engem alen Auto gefléckt. D'Raschtflecke ginn iwwerpinselt, an iwwerall do, wou op de Sëtzer de Stoff ofgenotzt war, gëtt en nei iwwerzunn. Mä d'Raschtflecken iwwerpinsele geet an den Ae vun der DP net duer.

Wou hu mir da bis elo moderniséiert a remoderniséiert? War et net esou, datt mer duerch äusserlech Zwäng dozou gezwonge gi sinn, wa mir emol eppes geännert hunn? War et net esou, datt mir méi oft duerch Bréissel Bee gemaach kruten, wéi datt mir selwer d'Zepter an d'Hand geholl hätten an eppes moderniséiert a remoderniséiert hätten?

Ass d'Regierung wierklech der Meenung, datt mir mat der Verschiebung vun den Indextranchë genuch fir d'Kompetitivitéit vun eise Betriber gemaach hunn? D'Banque centrale kënnt jiddefalls zu enger anerer Konklusioun.

Wëllt d'Regierung wierklech net dofir suergen, datt d'Geschäfter hei am Land hir Diere kënnen opmaachen, wann d'Leit wëllen akafe goen?

Wou bleift d'Simplification administrative?

Wéini kënnt den neien Aktiounsplang fir de Mëttelstand?

Wéi vill Leit hu sech da bis elo scho getraut a sinn hiren eegene Patron ginn?

Wéi kréie mer eis jonk Leit esou forméiert, datt se eng vun deene ville geschafenen Aarbechtsplaze kënnen unhuelen?

Si mer wierklech no zwee an en halleft Joer CSV-LSAP besser ginn? Hu mer eis besser op d'Zukunft virbereet? Hu mer schonn alles gemaach, wat ze maachen ass, oder si mer den einfache Wee gaangen an drécken d'Problemer virun eis hir?

Et bleift dëser Regierung nach zwee an en halleft Joer fir konkret Politik kënnen ze gestalten. Dës Zäit muss och genotzt ginn. Mir däerfen eis elo op kee Fall bis no den nächste Wahle vertagen. Dës Zäit huet Lëtzebuerg net!

D'Demokratesch Partei hëlleft gären dobäi mat, wann et drëms geet, d'Zukunftschancë vun de Mënschen hei am Land ze verbesseren.

Fir datt och déi Jonk mat rouegem Gewëssen an de Rentesystem kënnen abezuelen!

Wa mir eis kloer Ziler an der Familljepolitik setzen!

Fir datt och an Zukunft Krankheet net Aarmut heescht!

Wann de Courage, sech selbststänneg ze maachen, nees belount gëtt!

Wann d'Prozedure solle vereinfacht ginn, fir datt d'Administratiounen nei Chancë kënnen opmaachen!

Fir eis oft verstëbste Gesetzer der gesellschaftlecher Realitéit kënnen unzepassen!

Fir datt de Wee op d'ADEM nees mat Hoffnung an net mat Frustratioun verbonnen ass!

Fir datt déi kommend Generatioune mat um Dësch sëtzen, wann haut d'Finanz- a Budgetspolitik definéiert gëtt!

Fir wierklech schnell méi Wunnengen ze bauen, an domadder wunne kee Luxus méi ass!

Fir eis Schoul nei auszeriichten, datt se eng Äntwert gëtt op déi sozial, wirtschaftlech a gesellschaftlech Realitéiten, eng Schoul, déi de Schlëssel ass zur Réussite!

Zéng Aktiounsfelder, op deene vill Aarbecht op d'Politik waart. Zéng Aktiounsfelder, wou mir an deene kommenden zwee an en halleft Joer nach villes kënne bewegen.

Wann d'Richtung stëmmt, da fannt Dir an der Demokratescher Partei e responsabele Partner. Wann d'Richtung stëmmt, da wäert och déi gréissten Oppositiounspartei d'Äerm eropstréppen, fir eist Land op d'Zukunft ze preparéieren.

Nun ass am Budget fir d'Joer 2007 awer keng kloer Richtung ze erkennen. Et gesäit een net, ob d'Regierung bereet ass, déi verbleiwend Zäit ze notzen, fir weider wichteg Strukturreformen op de Wee ze bréngen. Et huet een net d'Impressioun, wéi wa sech d'CSV an d'LSAP ëmmer esou eens wären, wouhinner et soll goen. Et huet ee manifestement d'Gefill, wéi wann d'Politgewerkschaften a béide Parteien op der Brems géife stoen.

Wann Dépensen einfach emol op déi kommend Generatiounen ofgewälzt ginn, d'Problemer um Bockel vum Steierzueler geléist ginn, a wichteg Strukturreforme leie bleiwen, bis et ze spéit ass, dann ass dat dee Wee, deen d'Demokratesch Partei net ka matgoen.

Eng Regierung, déi duerch Hëlleflosegkeet a Fantasielosegkeet bestécht; eng Regierung, déi reagéiert amplaz ze agéieren; eng Regierung, déi net de Courage huet, och onbequem Wourechten anzegestoen, esou eng Regierung kritt keng Opbrochstëmmung hei am Land verbreet.

Dëse Budget léist dem Land seng Problemer net. Dës Politik ass eng schwéier Hypothéik op d'Zukunft, well mir haut riskéieren, d'Zukunftschancë vu muer ze verspillen. An duerfir, Här President, wäert d'Demokratesch Partei dësem Budget net zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt och am Numm vun onser Fraktioun dem Budgetsrapporteur ons Unerkennung ausdrécke fir seng Analysen, déi oft wichteg a richteg sinn, fir seng Visioune wäit no vir, an och fir seng Iddien, déi mer gär diskutéieren, besonnesch seng perséinlech Iddien, déi en an dësem Rapport ausgedréckt huet.

Här President, déi europäesch Währung huet gemeinsam Regelen an der Eurozon mat sech bruecht. Déi Regelen erlaben ze zielen, wéi vill Sue mer erakréien a wéi mer se ausginn. Mir kënnen ons Finanzsituatioun mat där vun den Eurolänner vergläichen, an d'Zil ass et, den Defizit an d'Schold ze begrenzen.

Nach hu mer zwee Systemer fir de Budget. Dat ass net kloer, weder fir d'Politik nach fir d'Bierger. Dofir ass d'LSAP mat der Démarche vun der Finanzkommissioun d'accord, fir no enger Iwwergangszäit vun dräi Joer, vun 2007 un, een eenzege Budget nom Système européen des comptes ze verlaangen. Et gëtt dogéint nëmmen technesch - keng politesch - Awänn. Mir droen dofir déi gemeinsam Motioun, déi déi verlaangt, mat.

D'Fuerderung no engem eenzege Budget fir d'Gesamtausgaben an -einnahme vum Stat an all deenen öffentlechen Institutiounen ass eng weider wichteg Etapp op dem Wee vu méi Transparenz a Rigueur. Dozou gehéiert d'Kontabilitéitsgesetz vun 1999, déi nei Cour des Comptes, d'Schafung vun enger Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire an der Chamber an déi nei Prozedur fir massiv Kreditiwwerschreidungen ze verhënneren, déi mer d'nächst Woch hei initiéieren.

Méi wichteg wéi d'budgetär Technicitéit ass dat politescht Zil, dat hannert de gemeinsame Budgetsregele stécht. Déi gemeinsam Währung vun zwielef EU-Länner soll stabil a staark sinn. D'Inflatioun soll bekämpft ginn. Wa se an d'Luucht geet, setzt d'Zentralbank d'Zënsen erop. D'lescht Woch, de 7. Dezember, op 3,5%. Dat concernéiert ons Wirtschaft, ons Importer wéi ons Exporter, mä och all Leit, déi Prêten oder Spuerbicher hunn.

Et gëtt Politiker, déi déi Zënspolitik vun der Zentralbank bedaueren. Si mengen, dat géif den Élan vum Wirtschaftswuesstum bremsen. Si fannen déi Politik ze vill enk. Dëst ass besonnesch de Fall a Frankräich, vu riets no lénks iwwert d'Mëtt. Soulaang wéi mer awer keng gemeinsam Wirtschaftspolitik an der Eurozon hunn, ass déi Währungspolitik richteg.

Lëtzebuerg - ech erënneren drun - hat ni eng eege Währung. Et konnt d'Währungspolitik ni fir seng Wirtschaftspolitik asetzen, wéi zum Beispill fréier Frankräich oder Italien. Do ass d'Geld entwäert ginn, an doduerch kruten déi Länner e kompetitiven Avantage, ouni en eegenen Effort ze maachen. Verschidde Leit a Frankräich dreemen nach haut dovunner.

Lëtzebuerg huet seng Konkurrenzfäegkeet ëmmer duerch eng héich Produktivitéit vu sengen Aarbechter a Beamten, de soziale Fridden, politesch Stabilitéit an den Dynamismus vu senge Betriber erreecht, net duerch Geldentwäertung.

Mir si grad wéi déi aner Länner an Europa, déi aner Länner vun der Eurozon un enger niddreger Inflatioun interesséiert, déi d'Zentralbank duerch hir méi restriktiv Zënspolitik verfollegt. Dës erhält d'Kafkraaft besonnesch vun de klengen Akommessen. Et ass aus soziale grad wéi aus wirtschaftlechen Ursaache wichteg, d'Präisser grad wéi d'Taxen am Gréff ze behalen.

Här President, d'Budgetsentwécklung an d'Budgetszuele weise vu Joer zu Joer, wéi déi politesch Prioritéiten ausgesinn.

Verglach mat de Joren 2002 bis 2006 ass eng Prioritéit am Budget 2007 d'Straffung vun den Ausgaben. Dat verlaangt Sacrificer vun de Leit. Et verlaangt och eng konsequent Haltung vum Stat: E muss méi selektiv virgoen, méi effikass schaffen a säin Train de vie duerno ausriichten.

Wesentlech Prioritéite leien op dem Kampf géint de Chômage an op der Beschäftegung, op Schoul a Bildung, op Fuerschung an Innovatioun. E wichtegen Akzent ass déi finanziell Maîtrise vun der öffentlecher Kranken- a Fleegeversécherung, ouni Ofbau.

Eng weider Prioritéit läit op dem öffentlechen Transportwiesen. Ons Kyoto-Engagementer sinn Investissementer an d'Ëmwelt fir d'Generatiounen no ons. Ons Entwécklungshëllef soll de Mënschen an den Entwécklungslänner Perspektive fir sech doheem opmaachen. D'Investissementer zu Lëtzebuerg bleiwen op engem héijen Niveau.

Här President, de Statsminister huet a senger Ried leschte Mëttwoch vum Bléck no hannen, vum Bléck no vir a vum Bléck ronderëm geschwat. De Bléck no vir ass wuel néideg. Kyoto an de Kampf géint d'Aarmut an enger Welt, déi zesummewiisst, weisen dat. D'Problemer vun de Leit vun haut däerfen dobäi net vergiess ginn.

De Bléck no vir däerf keng Entschëllegung sinn, fir ze träntelen. Munch Visionären, déi 30, 40 Joer virauskucken a grouss Projete fir muer an iwwermuer entwerfen, vergiessen d'Drénglechkeet, d'Urgence vun haut. Eng Schoul, déi haut gebraucht gëtt, däerf keng zéng Joer brauchen, fir gebaut ze ginn.

Mir wollten de Konferenzcenter um Kierchbierg fir d'Présidence vun 2005 fäerdeg kréien. Elo musse mer zidderen, ob e fir déi nächst Présidence 2015 fäerdeg gëtt. Et ass net akzeptabel, dass ons Nationalbibliothéik oder ons Nationalarchiven a miserabele Konditiounen iwwer Jorzéngte schaffe gelooss ginn. An niewebäi gesot, dës Institutioune si fir ons Identitéit méi wichteg, wéi eng Diskussioun iwwer en neien, ale Fändel.

De Bléck no hannen ass sécher instruktiv. Wat onsen heitegen Defizit ugeet, verstinn ech, dass d'offiziell Liesaart fir d'Entstoe vum Defizit vun 2002 un déi ass, dass d'Stabilisateurs automatiques spille gelooss goufen. Dat steet elo offiziell am Stabilitéitsplang.

Woubäi ee sech d'Fro stelle muss, wéi mer iwwerhaapt an enger oppener Ekonomie d'Konjunktur mat onse relativ bescheidene Mëttele beaflosse kënnen. Egal wat een dozou menge kann, däerf keng Regierung an Zukunft de Budgetsdefizit esou aus dem Rudder lafe loossen, wéi dat zwëschent 2002 an 2005 geschitt ass.

A schliesslech, de Bléck ronderëm ass obligat fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, deem seng Währung, seng Wirtschaft, seng ganz Existenz vun der Gesondheet an der Stabilitéit vun der Europäescher Unioun ofhänken.

Wesentlech bleift awer och de Bléck op haut. Et geet ëm d'Besoinë vun de Leit vun haut. Et geet ëm d'Zukunftsängschte vun der Jugend vun haut. Dat huet sécher näischt mat der Hand an de Mond ze dinn. Dat heescht, schnell a permanent op d'Besoinë vun haut ze reagéieren.

Sécher ass de Wuelstand zu Lëtzebuerg reell. D'Ëmverdeelung fonctionnéiert. De Sozialstat erfëllt déi héchsten Usprëch.

Mä d'Mënsche vun haut si mat neie Problemer konfrontéiert. Wunnen ass esou deier wéi nach ni. Eng Schaff ass vill manner liicht ze fannen. D'Léieren ass am Ëmbroch. Eng Famill grënnen an zesummenhalen ass haut

manner evident wéi jee. Kanner erzéien ebenfalls.

Et gëtt nei a wäit verbreet Risike wéi Aarmut an Exklusioun, Isolatioun an Elengsinn, Iwwerverschëldung, Drogen, Onsécherheet a Gewalt, Récksiichtslosegkeet an Intoleranz. All Generatioun huet hir spezifesch Problemer. Mir kënnen duerfir net jorelaang waarden, fir déi nei Problemer unzegoen.

Oft ass d'Politik ze lues an der Reaktioun an ongenügend an der Previsioun. An der Schoul zum Beispill hu mer jorzéngtelaang gemengt, d'Kannerzuel géif erofgoen. Mir hunn net genuch Schoule gebaut an net genuch Enseignanten agestallt. D'Kanner vun haut mussen elo direkt eng Schoul kréien, déi hire Besoinen entsprécht. Si kënnen net waarden, bis d'Politik hir Schouldiskussioun ofgeschloss huet.

Dohier onst Onverständnis, wann eng Lëtzebuerger Bildungspolitikerin an enger Motioun vun dëser Chamber verlaangt, et misst elo emol gewaart ginn, bis eppes an der Schoul geschitt.

Här President, et ass an den 80er an 90er Joren, an de Jore vu rasanter wirtschaftlecher a finanzieller Entwécklung, gäre gesot ginn, de Stat wär allgéigewäerteg, e misst zréckgestutzt, méi schlank ginn. Haut gesi mer, dass dat falsch war an ass.

D'Realitéit zu Lëtzebuerg verlaangt nom Stat. Eng Bevölkerung mat enger Halschent Lëtzebuerger an enger Halschent Netlëtzebuerger, eng Wirtschaft an engem globale Wettbewerb, e Land konfrontéiert mat dem Awunnerzeenario a puncto wunnen, Transport, Infrastrukture vun all Zort, Aarbechtslosegkeet, Ëmweltschied: Déi Erausfuerderunge kënnen net iwwert d'Privatinitiativ oder d'Liberalisatioun vu wesentleche Servicer geléist ginn.

Dofir brauche mer e moderne Stat mat der Haaptmissioun, déi sozial a wirtschaftlech Kohäsioun zu Lëtzebuerg ze garantéieren. An der globaler Logik vun der Maartwirtschaft muss een d'Wäerter vu kollektiver Solidaritéit a Verantwortung duerstellen. An dësen Zäite mussen de Stat an d'öffentlech Hand insgesamt staark bleiwen.

De Stat brauch Suen, fir ze fonctionnéieren. Déi kritt en an der Haaptsaach aus Steieren a Bäiträg. Duerfir muss hie seng Steierbasis erhalen, a jiddferee soll senge Méiglechkeeten no bezuelen. Mä e muss zugläich seng Steierlaascht op déi vun de Konkurrenten ofstëmmen, an duerfir muss Europa sech géint de Steierdumping staarkmaachen.

D'Gläichgewiicht zwëschent dem individuellen Akommes an der gesamter Steierlaascht ass schwiereg. Jiddfereen hätt gär esou vill wéi méiglech Suen an der eegener Täsch. En hätt awer och gär gutt öffentlech Déngschter, eng anstänneg Pensioun, eng performant Krankekeess.

Duerfir sinn d'Zilsetzunge vun engem moderne Sozialstat Chancëgläichheet, Bekämpfung vun der Aarmut, Recht op eng dezent Wunneng, Schutz am Krankheetsfall. Mä och de Kader vun enger moderner a performanter Wirtschaft schafen an d'Erhale vun enger gesonder Ëmwelt ugoen.

De moderne Stat muss och effikass, onbürokratesch a biergerorientéiert sinn. E muss flexibel un nei Aufgaben erugoen. Dat ass net onproblematesch.

De Stat kritt reprochéiert, oniwwersiichtlech ze wucheren. Effektiv schaaft en ëmmer nei Établissements publics, souguer Privatgesellschaften. Déi Instrumenter kënne liicht aus der Budgetsdisziplin lafen.

De Problem ass, dass den eigentleche Stat oft onflexibel ass. Et huet jorelaang gedauert bis d'Techniques de l'information et de la communication sech am Lëtzebuerger Stat duerchgesat hunn. D'Schwieregkeet vun der Equatioun ass, op déi nei Aufgabe schnell ze reagéieren, ouni iwwerméisseg nei Strukturen um Bord vum Stat ze schafen.

De moderne Sozialstat muss och selektiv, méi selektiv sinn. Vill vun den Ëmverdeelungsmechanismen zu Lëtzebuerg sinn net selektiv. Den Index ass net sozial selektiv. D'Steieren ëmmer manner. Déi kleng Akommessen hunn näischt vu Steiererliichterungen, well se keng Steiere bezuelen.

D'Tripartite huet gesot, d'Désindexatioun vum Kannergeld wär sozial gerecht auszegläichen. Deen Ausgläich ka wuel a Form vun Zoulagen oder Entlaaschtunge geschéien, mä wat fir Ausgläicher? Et gëtt vu Crédit d'impôt geschwat. Wat ass dat dann? Kënne mer dann endlech emol klären, wat dat heescht?

Vill méi wichteg ass awer a mengen Aen den Ausgläich duerch öffentlech Déngschtleeschtunge vun der beschter Qualitéit fir jiddfereen. D'Chancëgläichheet an der Schoul an e gudden Encadrement ausserhalb der Schoul stellen e sozialen Ausgläich duer, besonnesch fir Kanner aus manner gutt situéierte Milieuen. Öffentlech Altersheimer a Kliniken, öffentlech Infrastrukturen, öffentlech Déngschtleeschtungen, d'Solidaritéit duerch e Pensiounssystem mat der Repartitioun vun de Chargen tëschent de Generatioune schafe sozial Cohésioun a Gläichheet.

De Budgetsrapporteur huet hei länger Ausféierungen iwwert d'Entwécklung vum Pensiounssystem zu Lëtzebuerg gemaach. Hei gesäit hien éischter d'Léisung an engem Kapitalisatiounssystem wéi an dem Umlagesystem, an hie fuerdert den Ausbau vun Zousazpensiounen.

Mir hu säit 1999, ech erënneren Iech drun, e Gesetz iwwer betriblech Zousazpensiounen. Et wär emol interessant ze wëssen, wéi dann de Bilan dovunner ass. Et wär interessant ze wëssen, wéi d'Leit op déi Méiglechkeeten, déi an deem Gesetz sinn, reagéiert hunn. Insgesamt, muss ech awer soen, ass meng Partei der Meenung, dass deen heitege System, deen op dem Generatiounevertrag berout, sozial gerecht ass a jiddferengem et erlaabt, eng anstänneg Pensioun fir seng Retraite ze kréien.

Wa mer et net fäerdeg brëngen oder wa mer et net fäerdeg brénge kënnen oder net wëllen, dass sozial Gerechtegkeet a gläichen Zougang fir jiddfereen zu gudden öffentlechen Ofsécherungssystemer an Déngschtleeschtunge bestinn, da musse mer wëssen, op wat mer erausginn, da verschafen déi, déi sech et leeschte kënnen, dat heescht déi, déi d'Revenuen dofir hunn, sech Privatschoulen, Zousaz- an aner Pensiounen, Privatsécherheet a Privatkliniken. An esou eng Entwécklung, Här President, ka meng Partei op jidde Fall net matdroen.

Här President, am Budget 2007 fanne mer d'Objektiver vu sozialer Cohésioun erëm. Et gëtt kee Sozialofbau zu Lëtzebuerg, et gëtt keng konfiskatoresch Steierpolitik, och wann d'Steierlaascht an der Akommessteier wéinst der Netupassung vum Barème säit 2002 an d'Luucht gaangen ass. Et gëtt kee Réckzuch vum Stat an de Gemengen aus den öffentlechen Déngschtleeschtungen. Et gëtt weider eng héich Investitiounsquot, besonnesch fir d'Schoul, fir d'Altersheimer a fir d'Kliniken. Weider Effortë musse fir den Encadrement vun de Kanner gemaach ginn. De Sozialstat muss weider ausgebaut ginn. Et gëtt scho vill flexibel Mëttelen, fir ze hëllefen.

D'Regierung ass ëm d'Kompetitivitéit vun de Betriber beméit. Si ass ëm Innovatioun a modern Infrastrukture beméit. Dat verhënnert net, dass de Stat de finanziellen Equiliber siche muss. En däerf sech net endlos verschëlden. Deen Equiliber ass nach net erreecht. En ass um Wee dohin.

Dem eigentleche Stat feelen 2007 991,8 Milloune bei Gesamtausgabe vun 10,1 Milliarden. D'Bruttoschold vum Land geet erop op 9,9% vum PIB, also bal 10%. Si wäert an de kommende Joren nach weider klammen, well d'Reserven an de Fongen déi héich Investissementer, déi mer a verschiddene Beräicher wëlles hunn, net méi bezuele kënnen. Fir d'Investissementsfonge bleiwen Enn 2007 507 Milliounen, géint 2,6 Milliarden am Joer 2001. Mat de virleienden Engagementer sinn d'Fongen Enn 2008 eidel.

Eng wesentlech Tatsaach ass net ewechzeleegnen. Et geet dem Lëtzebuerger Stat manner gutt wéi virun 2002. Dat ass eng laang Tendenz, déi eréischt 2009 opgehale soll ginn, hoffentlech.

D'Regierung huet dës Situatioun am Oktober 2005 dénoncéiert. D'politesch Majoritéit, déi d'Regierung dréit, war d'accord ze spueren, awer am Zesummespill mat de Sozialpartner, net vun uewen erof. D'Regierung huet am Abrëll 2006 mat de Sozialpartner en Accord fir e Spuerpak fonnt. D'Sozialpartner waren an der Tripartite am Abrëll 2006 d'accord fir dem Stat ze hëllefen, 400 Milliounen Euro ze spueren.

E Spuerpak, dat si Mesuren, déi net eenzel, mä als Ganzt gesi musse ginn. Dat ass d'Method vun der Tripartite, en Ausgläich tëschent Interessen a soziale Kräften. D'Tripartite huet a schwiereger Zäit eng Situatioun débloquéiert. Wéi d'Pëtrolspräisser fortgelaf sinn, huet d'Indexmodulatioun Rou an der Präisbewegung bruecht. Si huet d'Orientéierunge fir d'Bekämpfung vum Chômage ginn. Si ass deenen neien Erausfuerderunge vu Kyoto begéint. Si huet d'Ausgabe vun der Fleegeversécherung fir de Stat gebremst. Si huet de Statut unique fir d'Salariat an Aussiicht gestallt.

Dat war en Duerchbroch an dat huet d'Politik zu Lëtzebuerg weiderbruecht. Dat huet schwiereg sozial Ausenanersetzunge gespuert, huet der Wirtschaft Rou bruecht, huet gewisen, dass d'Participatioun vun de soziale Kräfte keen eidelt Wuert ass.

Dat ass nach net ganz duerchgestan. Mir stëmmen de Projet 5611 virun Enn des Joers, fir dass de Budget 2007 vum Accord an der Tripartite profitéiere kann. Dëse Projet betrëfft de Kampf géint de Chômage, mä och d'Ëmweltpolitik an Aspekter vun der Sozialversécherung.

Mir stëmmen de Projet 5611, fir dass d'ADEM schnellstens hir individuell Betreiung vun all Chômeur ausbaue kann. Keen Dag däerf dobäi verluer goen, wann déi Mesurë vum 1. Juli 2007 un asetzen a gräife sollen.

Mir stëmmen domat och de Kader fir de Maintien dans l'emploi, dee bei Ëmstrukturéierungen an der Wirtschaft virbeugend den Iwwergang an eng aner Beschäftegung ouni Passage an de Chômage erméigleche soll.

Et bleift de Statut unique. D'Schafung vun engem eenzege Salariatsstatut fir Aarbechter a Beamten ass eigentlech déi eenzeg strukturell Reform, déi an der Tripartite ofgeseent gouf.

Mir wëssen, dass d'Regierung all Effortë mécht, fir dat esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen. Et gëllt e Kalenner bis November 2008 ze respektéieren. Dofir ass de Stéchdatum vum 31. Dezember 2006 e wichtegen Datum fir de soziale Fridden zu Lëtzebuerg. Mir ënnerstëtzen d'Ministere Biltgen an Di Bartolomeo bei där schwiereger Missioun, Patronat a Salariat op eng Léisung anzeschwieren, déi dës epochal Neierung ouni weider Belaaschtunge fir d'Betriber erméiglecht.

Här President, am September-Oktober 2006 ass et och lues a lues kloer ginn, dass d'Einnahme vum Stat am Joer 2006 ënnerschat gi waren. Am Bericht vun der Cour des Comptes zum Budget gëtt annoncéiert, de Stat géif 2006 700 Milliounen Euro méi u Steieren eranhuele wéi virgesinn. Wann déi dann erakommen, wann dat effektiv esou wäert sinn, solle mer onser Meenung no déi Sue fir d'Sanéierung vun den Investitiounsfongen an Zukunftsaufgabe gebrauchen, grad ewéi d'Arcelor-Milliounen, wéi dat vun der Regierung décidéiert ginn ass.

Här President, d'Steierschrauw bleift en Haaptinstrument vun der Politik. De Budgetsrapporteur huet fir de Finanzsecteur geschwat, wéi hien d'Ofschafung vum Droit d'apport verlaangt huet. Hien huet fir d'Wirtschaft geschwat, wéi hien e Geste op der Besteierung vun de Betriber gefuerdert huet.

De Finanzminister huet an der Chamber d'lescht Woch zu de Steieren Zeeche gesat - loosse mer et emol esou nennen. Et misst een - ech verfollege säi Räsonnement - e kritesche Bléck op d'Steierlandschaft werfen. Bei der Betribssteier wäre mer am internationale Ranking zréckgefall. Taxe d'abonnement, Droit d'apport, Kollektivitéitssteier, do soll un eng - ech zitéiere wuertwiertlech - „cibléiert Ofsenkungspolitik an de kommende Joren" geduecht ginn, mä et soll een och ëmmer un d'Lach denken, dat am Budget ass.

Hien huet dann an deenen Iwwerleeungen allerdéngs och dat ekologescht Element ginn, wat ons och bei de Steierinstrumenter ëmmer méi wichteg schéngt, fir déi Ziler ze erreechen, déi mer ons och op deem Plang gesat hunn.

Bei der Akommessteier sollt d'Belaaschtung 2008-2009 iwwerduecht ginn. Wann eng Adaptatioun vum Barème kënnt, sot de Finanzminister, soll fir déi, déi keng Steiere bezuelen, e Steierkredit an d'A gefaasst ginn, dat awer keng Negativsteier soll sinn. Dat ass sécher gerecht am Usaz, am Iwwerleeën; d'Fro ass just, wéi dat praktesch soll geschéien.

De Barème soll also un d'Deierecht ugepasst ginn, a mir wëssen och, dass d'Betriber an de Finanzsecteur an enger schwiereger Konkurrenzsituatioun sinn, well ëmmer méi Länner ronderëm ons Avantagen ënnerbidden. Mä nach eng Kéier: Wa mer un der Steierschrauw dréien, musse mer d'finanziell Basis vum Stat am A behalen. Mir waarden also elo, no deenen Aussoe vun der leschter Woch, op prezis Propositioune vun der Regierung, fir dës schwiereg Equatioun ze erreechen.

Ech wëll och nach e Wuert iwwert d'Lëtzebuerger Quellesteier fir d'Résidentë soen. Mir hunn den 21. Dezember 2005 hei de Projet 5504 gestëmmt, fir eng Quellesteier op Kapitalerträg anzeféieren an d'Vermëigenssteier fir Persounen ofzeschafen. Am Budget 2006 sinn dofir 40 Millioune Recettë virgesinn; am Budget 2007 25 Milliounen. Der Steierverwaltung no sollen dat der 2006 nëmmen 18 Millioune ginn. Dat erkläert déi niddreg Previsioun fir 2007.

D'Chamber hat deemools eng Motioun gestëmmt, an där se gefrot huet, d'Auswierkunge vum Gesetz Enn 2006 ze evaluéieren. Et soll ënnersicht ginn, ob de Fräibetrag vun 250 Euro duer géif goen, fir déi kleng Spuerer vun der Quellesteier ze befreien. Et war och gefrot ginn, fir eventuell eng Gesetzesännerung virzeleeën. Ech wollt dofir d'Regierung froen, ob se Erkenntnisser an där Hisiicht huet, an ob se aus deenen Erkenntnisser Konklusioune wëllt zéien.

Här President, ech wollt méi genee op zwee Problemer agoen, an zwar op d'Schoul an op de Logement, woubäi ech natierlech d'Aarbechtsmaartpolitik net vergiessen.

Vläicht eng Remarque wat d'Chamberaarbecht zum Budget selwer ugeet: Ech hu keen Avis vun iergendenger Kommissioun iwwert déi sektoriell Budgete gesinn. Mä niewent der allgemenger Finanzanalys vun der Finanzkommissioun schéngt de Budget an deenen anere Kommissioune weider keen Thema gewiescht ze sinn. Ech hunn op jidde Fall keen Avis gesinn. Ech fannen dat schued, well d'Budgetspolitik muss jo an den eenzelne Beräicher och déi allgemeng Orientatioun confirméieren.

Kuerz e Wuert zum Chômage, op dee mer d'nächst Woch ausféierlech zréckkommen. De Chômage geet 2007 net entscheedend erof. Wéi d'Regierung selwer am Budget seet, d'Politik vun der Regierung kascht 2006 401 Milliounen, an 2007 402 Milliounen. Et ass fir den Ablack net ze iwwerkucken, wéi vill d'Ëmsetzung vum Gesetz 5611 kaschte wäert, fir déi zéng nei Mataarbechter agestallt ginn an eng Rei Mesurë virgesi ginn, fir d'Sich no enger Schaff méi effikass a méi individuell ze maachen. Mir komme bei der Diskussioun iwwert de Projet 5611 dorobber zréck, dofir wëll ech dës wichteg Prioritéit vun der Regierung elo net verdéiwen.

Dofir just déi zwee Punkten: engersäits de Logement an anerersäits d'Schoul. De Logement fir d'éischt. Do seet d'Regierung an hire Commentairen, dass de Gros vum budgetären Effort nach net 2007 ze spieren ass, mä eréischt kënnt, wann de Wunnengspakt mat de Gemenge virläit. Et gëtt awer och do eng Drénglechkeet, eng Urgence. Hei geet et net ëm d'Zukunft, ëm grouss Visioune fir an zéng oder 20 Joer; et geet ëm haut.

Et kann net akzeptéiert ginn, Här President, dass eng ganz Generatioun vu jonke Leit a Stéit duerch d'Spekulatioun an de Mangel un öffentlecher Interventioun sech e Liewe laang héich verschëlde muss, fir en Eegenheem ze kréien. Ech mengen, et muss méi schnell gehandelt ginn, an et muss géint d'Spekulatioun op Haiser, Terrainen a Lotissementer virgaange ginn.

De Regierungsprogramm ass zu deem Thema ganz explizit. Och d'Dokumenter vum zoustännege Ministère fir d'Tripartite. Et gëtt also kee Grond, fir net schnell déi néideg Gesetzgebung op de Wee ze bréngen.

D'Ursaache fir d'Wunnengs- a Baulandnout si bekannt: Weder de Stat nach d'Gemengen hu substanziell Grondstéckreserven. Privatpromoteuren hu massiv Terrainen opkaaft; Terraine ginn aus Spekulatiounsgrënn zréckgehalen; d'Gemengen- a Statsautorisatiounen daueren ze laang.

Well nach ëmmer kee Projet iwwert de Pacte logement mat de Gemenge virläit, ass et schwéier, iwwert de Präis vun de Mesuren am Budget ze schwätzen.

Mir musse Méiglechkeete fir de Stat an d'Gemenge schafen, fir op deem Gebitt aktiv ze ginn. D'Gesetz iwwert d'Enteegnung duerch Stat a Gemenge fir öffentlechen Notze muss geännert ginn. Et kann een d'Baugebot aféieren, fir dass d'Terrainen an engem Lotissement bannen enger Zäit bebaut musse ginn. D'Emphytéose soll verallgemengert ginn. D'Virkafsrecht vun de Gemengen a vum Stat beim Verkaf vu Bauland ass eng effikass Mesure géint d'Präisdreiwerei. D'Modulatioun vun der Grondsteier fir Baulücken am Bauperimeter ass eng aner Mesure, déi hëllefe kënnt, Bauland op de Maart ze bréngen.

Et gëtt gesot am Commentaire vum Budget, de Budget vun deem Departement géif hëllefen, d'Präisser vun Terrainen an Haiser erofzedrécken oder ze stabiliséieren. Ech weess net, wou dat am Budget ze fannen ass. Déi Hëllefe fir d'Gemengen, déi op zéng Millioune pro Joer geschat ginn, sollen eréischt 2008 asetzen an hu keng Inzidenz

op de Budget 2007. Insgesamt ginn déi Dépenses courantes vum Logement kaum erop a bleiwe bei 57 Milliounen.

Méi zolidd ass allerdéngs d'Augmentatioun bei den Dépenses en capital, déi op 42 Millioune steigen, vis-à-vis vun 38 Milliounen 2006 a 25 Milliounen 2005. Dat sinn all déi Hëllefen, déi duerch vireg Gesetzer am Wunnengsbau geschaf goufen an déi verstäerkt an Usproch geholl ginn.

Ech hunn de Statsminister gehéiert en Opruff un d'Propriétairë maachen, hiert Bauland zu engem anstännege Präis ze veräusseren. Dat ass sécher gutt gemengt, wäert awer kaum op oppen Ouere bei de Speculateure falen. Onse Kolleeg Michel Welter...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Onse Kolleeg Michel Wolter huet verlaangt, d'Regierung soll Bauterrain opkafen an zu engem anstännege Präis op de Maart bréngen, fir d'Präisser ze drécken. D'Regierung kann awer déi Terrainen net zu egal wat fir engem Präis kafen. Dat wär héchstgefäierlech a géif d'Spekulatioun nach weider unheizen.

De Bericht vum Ministère du Logement fir den État de la Nation vun 2006 seet zwar, dass d'Zuel vun den autoriséierte Wunnengen 2005 ëm 19,7% vis-à-vis vun 2004 eropgaangen ass. Dat ware 4.692 Unitéiten. Wann een a Rechnung zitt, dass vun der Autorisatioun bis zur Realisatioun zwee Joer verginn, da kënnt een - esou sot de Bericht - fir 2006 eng Stabilisatioun vun de Präisser erwaarden. Wann dat dann antriede géif, wär et op jidde Fall eng Stabilisatioun op engem héije Präisniveau.

Ech muss Iech soen, dass ech allerdéngs do éischter skeptesch sinn, dass dat esou séier geet. Ech kréie vu Leit vum Fach gesot, dass villes am Tube ass an och villes - PAGen, PAPen - duerch komplizéiert a laangwiereg Prozedure verschleeft gëtt.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Déi 4.692 Unitéiten, dat sinn ausgestallte Baugenehmegungen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Baugenehmegungen; mä ech mengen, et sinn der och nach am Tube, déi nach kënnten hëllefen d'Situatioun verbesseren.

Mäin Opruff also un d'Regierung, esou schnell wéi méiglech de Projet iwwert de Pacte logement an d'Maîtrise du foncier virzeleeën, dee schonns beim État de la Nation - iwwregens - an och bei der Tripartite annoncéiert gi war.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Kann ech eppes dozou soen, wann ech gelift?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, selbstverständlech.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- De 15. Mee hu mer dat ugekënnegt. Du sinn ech an d'Chamberskommissioun gaangen, do hu mer gesot: Elo gëtt e Projet de loi gemaach, do kommen all déi Moossnamen, déi Der elo opgezielt hutt, dran. Dat dauert sechs, siwe Méint, an um Enn vum Joer, da gëtt de Projet déposéiert.

Da verstinn ech am Fong net, wat all puer Woche gemaach gëtt, datt gesot gëtt, et wier e Skandal, datt dee Projet nach net do ass. Vun Ufank u war gesot ginn: Dee brauch siwe Méint, dee kënnt och Enn dëses Mounts. Ech wëll dat just nach eng Kéier soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also, wann e Projet kënnt, Här President, wäre mer natierlech frou, wann en och ëmfaassend all déi Mesurë géif begräifen, vun deene mer geschwat hunn, och am Regierungsprogramm, a mir wären dann och frou, wa mer schnell kënnten duerch d'Prozedur kommen. Et ass nämlech d'urgence, an dofir verstitt Der dat, Här President.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Ech wëll dem Här Minister soen, dass bei de Leit dobausse wierklech eng grouss Frustratioun ass iwwert déi Entwécklung um Wunnengsmaart. An d'Regierung ass gefuerdert, fir eppes ze maachen. Ech mengen, den Här Minister weess dat. Dofir insistéiere mir drop, dass dat esou schnell wéi méiglech geschitt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'Schoul ass fir d'LSAP eng absolut Prioritéit. D'Schoulpolitik ass mat groussen Erausfuerderunge konfrontéiert. Fir d'Chancëgläichheet...

(Interruption du Président)

...ze erreechen an den Échec scolaire ze bekämpfen, muss d'öffentlech Schoul hir Offer diversifiéieren. Si muss derniewent Hëllefstellung an an ëm d'Schoul bidden. Si muss d'Inhalter an d'Methode moderniséieren, net fir alles ëmzewerfen, mä fir et un d'Besoinë vun haut unzepassen.

Wann zum Beispill grouss Zuele vu Schüler wéinst de Sprooche keen Ofschloss kréien, da muss ee sech froen, wat se u Sprooche brauchen, wéi mer dat evaluéieren, a wéi mer déi Sproochenniveauen erreechen, déi si brauchen an déi mir brauchen. Déi Aarbecht ass amgaangen an ass wesentlech fir d'Zukunft vu ville Kanner.

Mir däerfen net vergiessen, dass niewent der öffentlecher Schoul och Privatschoulen Héichkonjunktur hunn - dat ass jo anscheinend en Thema. Ech wëll hei kloerstellen, dass d'LSAP ni an der Privatschoul e Mëttel fir d'Léisung vu Bildungsproblemer zu Lëtzebuerg gesinn huet. Si huet och déi zwee Gesetzer iwwert d'Privatschoule vun 1983 an 2003 net ze verantwerten.

Dass Privatschoulen haut Héichkonjunktur hunn, huet vill Ursaachen. Eng dovunner ass, dass d'Schülerzuel mat der steigender Bevölkerung an d'Luucht geet. An eng aner ass, dass an der Vergaangenheet net genuch gemaach ginn ass, fir d'öffentlech Schoul...

Här President, ech hoffen, dass ech déi Häre net stéieren, wann ech hei schwätzen.

(Hilarité)

M. le Président.- Lauschtert dem Här Fayot no, wann ech gelift!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, si mussen net nolauschteren, mä si misste probéieren, déi aner ze respektéieren.

M. le Président.- Besser ass natierlech, wa se nolauschteren.

(Hilarité)

Une voix.- Zumools den Här Di Bartolomeo.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Eng aner Ursaach fir déi Héichkonjunktur vun de Privatschoulen ass, dass an der Vergaangenheet net genuch gemaach ginn ass, fir d'öffentlech Schoul no de Besoinë vun de Kanner ze diversifiéieren. Vill friem Familljen, déi zu Lëtzebuerg wunnen, brauche verschidde Schouloffere fir hir Kanner, déi se bis elo net an der Lëtzebuerger Schoul fonnt hunn. D'Entwécklung vun der Wirtschaft, d'Presenz vu villen Auslänner a Betriber, Banken, internationalen Institutiounen, oft nëmme fir e puer Joer, verlaangt aner Schoulstrukture wéi déi lëtzebuergesch. Dëst war laang virauszegesinn.

Duerfir war a sinn ech der Meenung, dass d'Lëtzebuerger Schoul sech intern diversifiéiere muss. Et ass gutt, dass d'Regierung endlech op dee Wee geet. A wat d'Erhéijung vun de Kreditter fir d'Privatschoulen ugeet, kann een der Regierung net reprochéieren, Gesetzer ze executéieren, fir déi se net responsabel ass, an et kann een hir och net reprochéieren, nei Weeër ze goen, fir de Problem ze leisen.

D'Regierung huet Enn 2006 eng Partie wichteg Realisatiounen an där Hisiicht ze verzeechnen. Den Neie Lycée fonctionnéiert säit September 2005. Eng Ganzdagsprimärschoul fonctionnéiert säit September 2006. Fir auslännesch Kanner, déi rezent am Land sinn, fonctionnéiere säit September 2006 Studien, déi op de Bac international preparéieren, an d'nächst Joer fänkt de Schengener Lycée un.

D'Sich no Léisunge fir d'Schoulproblemer vun haut ass schwiereg. Dat weess jiddfereen. Mä et ass an der Schoul net anescht wéi soss am Liewen: Et geet ni zréck; et geet ëmmer nëmmen no vir. D'Reformaarbecht vun der Madame Delvaux ass exemplaresch fir ons, andeem se dat unerkennt, wat aus der pedagogescher Aarbecht an de Schoulen un Neierungen erauskënnt, a se zugläich nei Impulser iwwer wichteg Recherchë wëllt ginn.

Et ass an deem Zesummenhang ze begréissen, dass en Accord mat den Enseignantë vum Secondaire iwwer hir Aarbecht fonnt konnt ginn. Dat erlaabt méi individuell Betreiung vun de Schüler, méi Kontakter mat den Elteren a besonnesch méi Zesummenaarbecht ënnert den Enseignanten. Wann net och d'Enseignanten aus hirer dagdeeglecher Praxis eraus d'Noutwendegkeet dovunner agesinn hätten, dann hätte se déi Ëmgestaltung vun hirer Aarbecht sécher net ugeholl.

Et ass hei net d'Plaz, fir op d'Detailer anzegoen. Ech wëll awer fir d'LSAP soen, dass vun där Reformaarbecht villes fir d'Zukunft vun all Kand an der Schoul ofhänkt.

Mir begréissen duerfir de budgetären Effort fir 2007. Et gëtt der Regierung elo reprochéiert, Fonctionnementskäschte vun de Lycéeë géifen net esou séier an d'Luucht goe wéi am allgemenge Budget. Et kann een dach awer net der Regierung reprochéieren, d'Verwaltungskäschten ze duerchforsten, an doraus d'Argument opbauen, si wär géint d'öffentlech Schoul. De Contraire ass nämlech de Fall!

De Budget vun den Ausgabe vum Erzéiungsministère geet vun 805 Milliounen am Joer 2006 op 841 Milliounen am Joer 2007 erop, an d'Investissementer am Fong fir d'Schoule klammen op 121 Milliounen am Joer 2007, vu 85 am Joer 2006.

Ech kann also déi Polemik vu verschiddener Säit géint d'Erzéiungsministesch net novollzéien. Nach ni war esou en Élan an der Reformtätegkeet op deem Gebitt. Nach ni war et esou wichteg, dass déi Reforme réussséieren. Och dat sollten d'Gewerkschaften an aner Verdeedeger vun der öffentlecher Schoul zur Kenntnis huelen.

(Interruption)

Här President, ech huele jo un, dass de Statsminister och d'Zeitungen zu Lëtzebuerg liest, an dofir brauch ech elo hei am Detail net dorobber anzegoen.

Här President, de Budget 2007 ass keen Austeritéitsbudget, mä et ass e Budget, deen op Gläichgewiicht hischafft, well Lëtzebuerg sech net an d'Spiral vun der Schold zéie léisst. Et ass de Budget vun engem staarke Stat, dee sech ëm sozial Kohäsioun a sozial Gerechtegkeet beméit. Mir hätten dobäi gäre méiglechst vill Selektivitéit, fir déi nei sozial Problemer effikass unzegoen.

Et ass e Budget, deen dréngend Aufgaben ugeet. An der Schoul, an der Innovatioun, am Kampf géint de Chômage, do soll de Stat schnell an effikass handeln. Et ass e Budget, deen duerch gutt Infrastrukturen an Innovatioun d'Kompetitivitéit vun de Betriber ënnerstëtzt, an et ass e Budget, deen d'Verantwortung vu Lëtzebuerg fir de Klimawandel eescht hëlt. Aus all deenen Ursaachen, an och, well mir Vertrauen an d'Regierung hunn, dëst Land an dem Reformkurs weiderzebréngen, si mir fir dëse Budget a wäerten en och stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass schonn eng cocasse Situatioun, an där eist Land sech befënnt. Mir hunn 2006 e Wuesstum gehat vum PIB vu 5,5%, a mir wäerte viraussiichtlech 2007 e Wuesstum hu vu 4%, an trotzdeem ass eise Budget anscheinend am Déséquiliber.

Mir haten 2005 7.000 nei Aarbechtsplaze geschafen. Mir wäerte viraussiichtlech 2006 12.000 neier schafen, an trotzdeem ass de Chômage zënter de Wahlen 2004 vu 4 op 4,2 an op haut 4,5% geklommen.

Et gëtt sécherlech villfälteg Ursaachen, iwwert déi ee muss diskutéieren, fir déi Déséquiliberen do ze erklären.

Beim finanziellen Déséquiliber stellen ech ëmmer erëm fest, oder meng Fraktioun stellt dat ëmmer erëm fest, datt mir do am Moment haaptsächlech iwwert d'Dépensë schwätzen, an datt iwwert d'Recetten am Ufank vun de Budgetsdebatten quasi guer net geschwat ginn ass. A leschter Zäit gëtt awer e bësse méi doriwwer geschwat, an ech hunn d'Impressioun, wa mir nach e bëssen evoluéieren, wäert och ëmmer méi iwwert d'Recettë geschwat ginn. Ech mengen, dat ass och richteg esou, well den Déséquiliber am Budget, dee kënnt net nëmmen duerch d'Dépensen, mä dee kënnt duerch Problemer bei de Recetten a bei den Dépensen.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, mir hunn Eckdaten an dësem Budget, déi soen eis, datt d'Recetten ëm 5,6% wäerte klammen an d'Dépensen ëm 3,6%, an trotzdeem wäerte mir e Budgetsdefizit vun 991,8 Milliounen Euro hunn.

Och iwwert dee Budgetsdefizit ass scho villes gesot ginn, mä ech mengen awer, datt eng Rei Saachen nach net gesot gi sinn an deem Zesummenhang, ënner anerem och am Zesummenhang mat de Recetten. Ech wëll dann och bei de Recetten ufänken a mech awer natierlech beschränken, souwuel bei den direkte wéi bei den indirekten, op déi grouss Steierkategorien, well et ass jo schlussendlech virun allem op déi wou et ukënnt. An et ass virun allem och do, wou eiser Meenung no sech eng Rei Problemer stellen.

Bei den direkte Steieren hu mir am Moment bei der Lounsteier am Budget 2007 eng viraussiichtlech Recette stoe vun 1.775 Milliounen Euro. Bei der Kierperschaftssteier 1.300 Milliounen Euro, an dann iwwert d'Assiette nach eng Kéier 430 Milliounen Euro.

Opfalend ass hei déi ganz speziell Entwécklung vun der Kierperschaftssteier. Vläicht emol nach eng Kéier fir déi Zuele réckwierkend ze kucken: 2002 war d'Kierperschaftssteier bei 1.431 Milliounen; 2003 bei 1.439 Milliounen; 2004 ass se erofgefall op 1.167; 2005 ass se erëm eropgaangen op 1.206; 2006 bei 1.369 Milliounen, a viraussiichtlech, wéi gesot, 2007: 1.300 Milliounen.

Déi Zuelen hei geheien ech Iech natierlech net un de Kapp, fir Iech duercherneen ze maachen, mä fir ze ënnersträichen, datt mer bei der Kierperschaftssteier eng Entwécklung hunn, déi an där Hisiicht ganz speziell ass, well d'Recetten iwwert d'Kierperschaftssteier, eiser Meenung no, net méi dem Niveau vum Wuesstum, dee mer reell hunn, entspriechen, dee misst erakommen.

Dat fënnt een am beschten eraus, wann een d'Joer 2006 vergläicht mam Joer 2003. Mir sinn am Joer 2006 op engem Niveau ukomm vun der Kierperschaftssteier vum Joer 2003. Dat heescht, mir hunn éischter en Tassement, fir net ze soen eng Tendenz no ënnen, an dat trotzdeem datt mer erëm 2006 e Wirtschaftswuesstum erëmfonnt hu vu 5,5% respektiv d'nächst Joer emol viraussiichtlech eent vu 4%. Dat heescht, d'Steierrecetten, déi iwwer Betriber erakommen, entspriechen a kenger Hisiicht, eiser Meenung no, der Wuelstandsvermehrung, déi awer bei de Betriber stattfënnt.

Do gëtt et eiser Meenung no zwee Effekter, déi dat mat sech bréngen. Deen éischten, dat ass bekannt, mir haten 2002 eng Steierreform; an deen zweeten, dat ass deen, dee schonn an de leschte Wochen och vill kommentéiert ginn ass, vun engem intelligenten „fiscal engineering" vun de Betriber, haaptsächlech vun deene grousse Banken zu Lëtzebuerg.

Ech wëll fir d'éischt awer nach eng Kéier zréckkomme bei d'Steierreform fir d'Betriber vun 2002, well och erëm d'lescht Woch hei am Kontext vum Statsminister senger Ried eng Duerstellung gemaach ginn ass, wéi et zu där Steierreform do komm ass, wat d'Beweggrënn dozou waren, déi menger Meenung no dem Historique net standhält. Mir musse wëssen, datt déi Steierreform vun 2002 - dat heescht, déi Steierreduktioune vun 2002 vun de Betriber - net 2001 décidéiert ginn ass, mä schonn Enn Juli 2000.

Dir kënnt Iech nach vläicht erënneren, deen aarmen deemolege Fraktiounspresident vun der Demokratescher Partei, den Här Rippinger, huet nach an där enger Woch gesot: Dës Regierung wëllt keng Steierreduktioune virzéien; an annerhallef Woch duerno sinn d'Eckwäerter vum Budget virgestallt gi fir 2001, an do huet de Statsminister ugekënnegt, datt souwuel fir d'physesch Persounen 2001 wéi och fir d'Betriber 2002 massiv Steierreduktioune géife kommen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat war deemools, wéi d'DP d'Steierreform duerchgezunn huet.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat iwwerloossen ech elo Ärem Jugement.

Wat mech hei interesséiert, dat ass am Fong elo och net, wien deemools d'Steierreform bei der leschter Regierung duerchgesat oder proposéiert huet, mä mech interesséiert virun allem d'Argumentatiounsschinn, Här President, déi deemools gefouert ginn ass, fir zum Beispill déi Steierreduktioune bei de Betriber ze argumentéieren.

Mir hu souwuel virdru beim Här Wolter wéi och d'lescht Woch beim Premierminister hei héieren, dat wär eigentlech eng intelligent antizyklesch Moossnam gewiescht, fir eben d'Konjunktur ze stäipen zu engem Moment, wou se géif abriechen. Dat ass eng Approche, déi een - dat ass sécher - eventuell kann deelen. Dat gëtt sécherlech oft gemaach.

Mä am Juli, August, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2000, du ware mer an engem ganz aneren Zeenario. An ech wëll awer vläicht emol nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, wat deemools de Finanzminister a Premierminister öffentlech gesot huet, wéi e seng Steierreduktioune fir 2002 presentéiert huet. An ech zitéieren do aus dem Artikel vum „Luxemburger Wort“, also eng Zeitung, déi jo, mengen ech, dem Budgets- a Finanzminister net onbedéngt negativ géigeniwwersteet. Do stoung deemools Folgendes geschriwwen, do gëtt den Här Juncker folgendermoossen zitéiert:

„Als Erklärung für die vorverlegten Fiskalentlastungsmaßnahmen nannte der Premier- und Finanzminister den Umstand, dass kein Rückgang des Konjunkturzyklus auch im benachbarten Ausland zu erkennen ist, alle Zeichen vielmehr auf Wachstum stehen, das Steuerbelastungsvolumen genauer eingeschätzt werden kann und der von einem dauerhaften Wirtschaftsaufschwung begleitete definitive Übergang zum Euro bevorsteht.“

Dat heescht, 2000 ass net gesot ginn: Mir maachen hei aus enger antizyklescher Iwwerleeung eraus eng Steierreduktioun fir d'Betriber, well mer an engem Konjunkturofschwong sinn, mä et ass gesot ginn: Mir kënnen dat dote maachen, well all Parameteren deiten drop hin, datt am Ausland an och zu Lëtzebuerg dee formidabelen Opschwong - an ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: 2000 hate mer e Wirtschaftswuesstum vu bal 9% vum PIB - wahrscheinlech mat grousser Sécherheet kéint weidergoen, an den Euro dat nach géif renforcéieren.

Dat heescht, et muss een dat awer wourechtkeetshalber hei nach eng Kéier rappeléieren, datt dat net d'Resultat war vun enger enormer Wäitsiicht deemools bezüglech engem eventuelle Konjunkturabroch, dee géif kommen, firwat dat gemaach ginn ass, mä éischter aus deem Grond eraus, deen den Här Wolter och zum Deel ugeschnidden huet virdrun: Well effektiv am Land, am Joer 2000, den Honger esou grouss gi war, fir Gelder ze verdeelen, an den Drock op d'Regierung effektiv esou grouss ginn ass, datt am Juli du relativ, ech géif emol e bësse soen, awer an engem Schnellschoss déi Décisiounen do geholl gi sinn, an dat net onbedéngt esou wueliwwerluecht war, wéi se nawell heiansdo gäre verkaaft ginn.

M. Henri Grethen *(DP).*- Do iert Der lech awer.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Oh, Här Grethen, ech mengen, datt ech mech do net iren. Ech kéint där Zitatioune souwisou hei, och vu Vertrieder vun Ärer Partei, mä och souguer aus der ziviler Gesellschaft, eng ganz Rei virleeën, wéi déi Zäit applaudéiert ginn ass bei deene Steierreduktiounen. Do ware roseméineg Iwwerleeungen, wat d'zukünfteg Konjunktur vu Lëtzebuerg ubelaangt, hannendrun, dat kann ech lech soen. Wann ech domadder ufänken - ech hu se zwar all hei leien, wann Der wëllt, kann ech lech se alleguerte virliesen -, mä da musst Der lech laang haut de Mëtteg hei gedëllegen.

(Interruption)

Wat ech domadder wëll soen, dat ass - Dir wësst jo, mir hunn deemools eng aner Meenung gehat, a mir hunn och net gesot, wéi dat oft hartnäckeg duerno an och nach haut behaapt gëtt, mir hätte keng Steierreduktioune gemaach -, datt, wann ee sech do e bësse besser Zäit geholl hätt an effektiv och schonn e bësse méi an d'Zukunft vu Lëtzebuerg gekuckt hätt, ee wahrscheinlech eng ganz Rei méi cibléiert aner Saachen hätt kënne maachen, wahrscheinlech och zum Deel Saachen, déi op eis wäerten zoukommen an deenen nächste Joren. Mä déi kommen dann zousätzlech dorobber. An ech kommen nach dorop ze schwätzen.

Ech stellen natierlech och dann d'Fro vum Finanzement. Dann hätte mer mat Sécherheet eppes Besseres gemaach wéi dat, wat deemools 2000 décidéiert ginn ass. Well, an dat ass eppes, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat mech besonnesch stéiert, wann iwwert d'Steieren an d'Fuerderunge fir Steierreduktiounen diskutéiert gëtt: Déi si jo extrem villfälteg, an et ass jo och einfach déi opzestellen. Et ass ganz einfach, d'Steieren erofzesetzen, mä et ass ganz schwéier, se erëm eropzesetzen. Dat ass ganz evident. Dat hunn ech iwwregens och deemools hei gesot.

Dir gitt hei eiser Meenung no e Schratt ze wäit, well mer net genuch drop virbereet sinn, well et ass psychologesch gesinn natierlech net ubruecht, scho guer net an enger Situatioun vu konjunkturellem Ofschwong, fir d'Steieren dann erëm eropzesetzen. Mä och duerno, och wann een op engem Niveau ass vu méi enger héijer Konjunktur, ass dat net esou evident. Dat beschte Beispill erliewe mer jo iwwregens am Kader vun den Diskussioune ronderëm d'Tripartite-Moossnamen an dësem Budget.

Déi puer Steiererhéijungen - an effektiv, do muss ech dem Här Meisch Recht ginn, et sinn eng Rei Steiererhéijungen an dësem Budget mat dran -, wann ee scho kuckt, wéi déi de Moment diskutéiert ginn angesichts dem Wuesstum vun iwwer 5%, wéi vill Onverständnis deenen entgéintkënnt, da gesäit een eleng wéi schwéier datt dat ass.

Elo si mir natierlech an der Situatioun, datt effektiv dee steierlechen Niveau, dee mer zum Beispill fir d'Betriber geschafen hunn 2002, wou mer op eng Gesamtfiskalbelaaschtung fir d'Betriber komm si vu ronn 30%, datt mer duerch dat, wat virun allem an Däitschland envisagéiert gëtt, nämlech ab 2008 eng Steierreform fir d'Betriber ze lancéieren, wou dann an Däitschland d'Situatioun derbäi erauskënnt, datt se wëllen ënner 30% Gesamtbelaaschtung fir d'Betriber goen, erëm eng Kéier zolidd wäerten ënner Drock geroden.

An d'Erklärung läit jo op der Hand, firwat. Dee wichtegsten ekonomesche Secteur zu Lëtzebuerg ass d'Finanzplaz. An déi wichtegst Banken op der Finanzplaz sinn déi däitsch Banken. Mir brauchen eis do näischt virzemaachen. Mir kënnen do als Gréng duerchweegs verstoen, datt d'Regierung sech elo scho vill, vill Gedanke muss maachen, wéi se domadder ëmgeet 2008 an 2009.

Mä wéi gesot, mir hätte sollen deemools méi cibléiert virgoen, zum Beispill iwwer verschidden Elementer ronderëm d'Taxe d'abonnement. Mir schafe jo elo en neit Gesetz fir d'Fonds spéciaux, wou mer wëssen, datt d'Taxe d'abonnement en zimlech negativen Impakt op déi Spezialfongen huet, virun allem och wann een déi wëllt promouvéieren an der Zukunft. Do kann een iwwert d'Taxe d'abonnement geziilt vill méi Saache maachen, fir de Finanzsecteur da geziilt ze ënnerstëtzen, wéi am Contraire, datt een higeet, zum Beispill wéi 2002, andeem ee generell einfach fir all Betriber am Land, déi ënnert d'Gewerbekapitalsteier falen, fir deenen hiren Taux einfach emol erofzesetzen.

Duerfir wär e Ciblage méi sënnvoll gewiescht. Mä Steierreduktiounen, dat ass e Manque à gagner, donc ass et eng Ausgab. Dat heescht, ech hunn der elo haut de Mëtteg eleng hei eng ganz Rei héiere soen, wéi se wëllen d'Steiere reduzéieren. Si hunn awer mat kengem Wuert a kengem Saz erwähnt, wéi se dat op där anerer Säit bei den Dépensë wëlle sträiche goen.

An et deet mer leed, Här Meisch, wann Der sot Dir wëllt d'Steiertabellen un d'Inflatioun upassen, okay, dat kann ee maachen, mä da musst Der soe wéi Der deen Ausfall, deen Der doduerch bei de Recettë kritt, bei den Dépensë kompenséiere wëllt. Mä beim beschte Wëllen, ech hunn awer bis elo bei all deenen, déi de Moment duerch d'Land jäizen, fir Steierreduktiounen ze kréien, net héieren, wou se op där anerer Säit da wëlle kierze goen; oder - dat ass déi aner Méiglechkeet - wéi se nei Recettë wéilte schafen. Well wann een effektiv e Manque à gagner huet, duerch de Fait, datt een d'Steieren erofsetzt, da muss een entweder d'Dépensen op där enger Säit kierzen oder et muss een eng nei Steier schafen oder aner Recettë schafen; ansonste kritt een en zolitte Problem.

Här President, wat eis awer besonnesch als Gréng stéiert, dat ass, wann een entretemps d'Verhältnis kuckt bei den direkte Steieren, tëschent der Kierperschaftssteier an de Steiere fir déi Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn. Vläicht och do e puer Chifferen: 2000 hunn déi Leit, déi géint Loun a Gehalt geschafft hunn, 1.273 Milliounen Euro Steieren an d'Keess erabruecht; 2001 waren et der 1.311; 2002 ass et erëm e bëssen zréckgaangen, dat war duerch dee konjunkturellen Abroch: 1.261; an 2003 ass et awer schonn erëm eropgaangen op 1.300, an dunn 2004: 1.452; 2005: 1.612; 2006: 1.649 Milliounen, an am Budget fir 2007 sinn 1.775 Milliounen Euro virgesinn u Steieren, déi déi Leit bezuelen, déi géint Loun a Gehalt schaffen.

Fir dann e Verglach ze maachen: 1.775 Milliounen Euro bezuelen déi Leit u Steieren, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn, an op där anerer Säit d'Kierperschaftssteier - dat heescht déi wichteg Steier op de Gewënner vun de Betriber -: 1.300 Milliounen.

Just zur Erënnerung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Am Joer 1988 war dat Verhältnis nach 1.000 Millioune géint 1.000 Milliounen. Dat war total équilibréiert. Mir stellen also fest, datt mer entre-temps eng enorm Diskrepanz hei zu Lëtzebuerg bei de Steieren hu fir déi Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn, par rapport zu deene Steieren, déi op dem Kapital erhuewe ginn.

(Interruption)

Dat stëmmt, Här Juncker, do louche se wäit méi héich. Souwisou, op de Spëtzesteiersätz läit se och méi héich. An den 80er Jore louch de Spëtzesteiersaz zu Lëtzebuerg wäit iwwer 50%. Wann een d'Solidaritéitssteier derbäigerechent huet, louch en eng Zäit bal bei 60%. Dat wësse mer. Mir si jo och scho virdrun e wäite Wee gaangen. Dat muss ee jo och mat aberechnen; bei de Betriber idem. Wann een emol géif zréckrechne bis 1990, wat mir zu Lëtzebuerg bei den direkte Steieren no ënne gefuer sinn, haaptsächlech natierlech fir déi Leit,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dir däerft net drun denken.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo.

...fir déi Leit, déi héich Revenuen hunn.

(Interruption)

Dat ass enorm.

Mä, wat ech wëll soen, Här President, hei stellt sech en zolitte Problem vu Steiergerechtegkeet entre-temps. Et stellt sech en zolitte Problem vun Ëmverdeelung vu gesellschaftlechem Räichtum. Fir mech ass Steierpolitik och nach ëmmer en Instrument an enger Gesellschaft, fir fir Verdeelungsgerechtegkeet ze suergen. A wa mer op deem heite Wee esou weiderginn - a mir sinn do natierlech a gudder Gesellschaft an deene 25 respektiv an Zukunft 27 EU-Länner -, da kréie mer e Problem, Här President.

Wann ech da gläichzäiteg esou Saache muss liese wéi d'lescht Woch op der Wirtschaftssäit vum „Wort“, wou eng interessant Statistik opgestallt ginn ass iwwert d'Veméigensbildung an der Europäescher Unioun - et war eng Statistik, déi weltwäit opgestallt ginn ass, wou ënner anerem déi Superräich an de Vereenegte Staten opgezielt gi sinn -, a wou een da muss erschreckend feststellen, datt an der Zwëschenzäit de Wuesstem vun deene Superräichen an Europa - dat heescht d'Zuel vun de Leit, déi superräich ginn an Europa - vill méi séier zouhëlt wéi an de Vereenegte Staten, wann ech dat dann am Verhältnis kucken zu deem, wat ech virdru gesot hunn, da muss ech feststellen, datt mer entre-temps zu Lëtzebuerg an a ganz Europa en zolitte Problem hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir maachen eis wierklech Suergen, wa mer et net fäerdeg brëngen, a mir wësse ganz genee - dat soen ech hei ganz däitlech -, mir kënnen als klengt Lëtzebuerger Land net eleng deen dote Problem an de Gréff kréien. Dee kënne mer nëmmen um europäeschen Niveau geléist kréien. Mä dat ass eng enorm Erausfuerderung!

Wa mer wëlle verhënneren, datt an deenen nächste Joren Haideren, „Le Pen“en oder Peter Martinsen wëllen Héichkonjunktur feieren, an datt se eis laanscht d'Ouere geschloe ginn, méi wéi et eis léif ass, da musse mer op deem dote Gebitt eppes ënnerhuelen. Da musse mer e gewëssene Rééquilibrage an der ganzer Europäescher Unioun bei de Steiere kréien. Well soss, Dir Dammen an Dir Hären, wäert Der gesinn, da wäert d'Renationaliséierung an de Käpp vun de Leit méi séier goe wéi et eis alleguerte léif ass, an och d'Problemer, déi domadder verbonne sinn.

An natierlech ass een éischten Usaz, deen een do kréie muss, eng gewëssen Harmoniséierung vun de Betribssteieren, sief et bei der Bemiessungsgrondlag, mä awer och wahrscheinlech - mä dat ass net fir haut oder muer, mat Sécherheet -, fir gewësse Minimae festzeleeë bei de Betribssteieren, fir datt dee Steierdumping bei de Betribssteieren op europäeschem Niveau endlech en Enn fënnt. Mir hunn dorunner näischt ze gewannen.

Mir sollen ons keng Illusioune maachen. Wann dat esou weidergeet, da wäerte sämtlech europäesch Länner dobäi nëmmen ze verléieren hunn. Da wäert et zu soziale Spannunge féieren an Europa, déi net eng Verdéiwung vun Europa wäerten erbäifféieren, mä éischter eppes ganz, ganz aneschters.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wollt dann zu den indirekte Steiere kommen. Och do gëtt et nees grouss Kategorien. D'TVA: 1.350 Milliounen, d'Taxe d'abonnement: 550, an Accisen: 940. Et muss een natierlech soen, bei der TVA hu mer eng Situatioun - dat wësse mer alleguerten -, wou mer speziell staark profitéiert hunn duerch dee glécklechen Ëmstand, datt eng Direktiv an Europa ëmgesat ginn ass, déi e Pays d'origine festgeluecht huet beim Akasséiere vun der TVA, an datt mer iwwert dee Wee eng Rei Déngschtleeschtungsbetriber, wann een et esou wëllt nennen, op Lëtzebuerg kritt hunn, oder zumindest en Deel vun hinnen op Lëtzebuerg kritt hunn; deen Deel, deen dann heihinner transféréiert ginn ass, well hei dann d'TVA bezuelt gëtt. Dat ass e glécklechen Zoufall.

Dat sinn natierlech Gelder, déi mer wëllkomm huelen. Mä mir sollen eis awer keng Illusioune maachen. Vu datt et relativ evident ass, datt de Commerce électronique insgesamt an all senge Formen éischter wäert zouhuele wéi ofhuele wäert et net onendlech esou weidergoen, datt de Chiffre d'affaires do wäert terribel klammen, an all déi aner europäesch Länner eis einfach wäerten nokucke wéi mir hei d'Steieren dovun anzéien. Dat wäert d'Strooss sécherlech net laang halen. Duerfir solle mer natierlech déi Suen do wëllkomm huelen, mä mer solle se eiser Meenung no haut schonn asetzen, fir d'Zukunftssecteuren opzebauen.

Ënner anerem kéint ech mer och virstellen, datt, wann ee schonn iwwert dee glécklechen Ëmstand do en neie Secteur op Lëtzebuerg kritt huet, een och duerch e gewëssene Kader, deen ee schaaft, duerch e gewëssent Liewensëmfeld och fir déi Leit zu Lëtzebuerg, kann dozou bäidroen, datt, souguer wann eng Kéier dee glécklechen Ëmstand do ewechfält - dat heescht, mer déi Nisch do verléieren -, mer da vläicht awer déi Betriber kënnen halen doduerch, datt mer e bessere Kader, e gutt Ëmfeld fir déi Leit geschaf hunn oder effektiv déi Recetten do notzen, fir an nei Beräicher ze investéieren.

Mä mir sollen eis op alle Fall haut och bewosst sinn, datt dat doten net e Secteur ass, an datt déi Recetten an déi Plus-valuen, déi mer do kréien - an et sinn der net wéineg gewiescht déi lescht Joren an am Moment -, op alle Fall net dierfen an de Konsum gestach ginn.

Dann, Här President, bei den indirekte Steieren natierlech den Tanktourismus. De Rapporteur beschreift et a sengem Rapport: 866 Milliounen Euro kommen direkt eran iwwert d'Carburanten a 518 Milliounen nach eng Kéier duerch Produits du tabac, déi mat grousser Wahrscheinlechkeet an direkter Relatioun heizou stinn. De Rapporteur mécht sech - an dat begréissen ech - a sengem Rapport relativ vill Suerge ronderëm déi dote Recette.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Hie beschreift en éischte Problem, deen eis och schonn d'nächst Joer wäert betreffen an eis mat grousser Wahrscheinlechkeet do wäert zu enger Mannerrecette féieren, dat ass d'Aféierung vun deem berühmte Camionneur professionnel, dat heescht, datt professionell Camionë sech an der Belsch an Zukunft ravitailléiere kënnen iwwer e Spezialpräis, esou e Prix professionnel eigentlech.

De Rapporteur mengt, datt dat scho géif mat grousser Wahrscheinlechkeet zu enger Moins-value vun 350 Milliounen Euro bei den Accisen d'nächst Joer féieren. Bon, déi aner Punkte geet hien nëmmen zum Deel un, déi sträift en nëmme just, mä ech mengen, datt déi awer kuerz- a mëttelfristeg dozou féiere wäerten, datt beim Tanktourismus mat Sécherheet nach vill méi grouss Abréch ze erwaarde sinn.

Et gëtt méi Grënn. Et gëtt natierlech een éischte Grond fir eis, dat ass déi ganz Klima- an Energieproblematik. An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir kënnen eis natierlech nach ëmmer der Illusioun higinn, an et huet een eigentlech e bëssen d'Impressioun, datt mer hei zu Lëtzebuerg mengen, datt 2012 de Klimaproblem geléist ass, dat heescht, datt, wann de Kyoto-Prozess ofgeschloss ass, de Klimaproblem da geléist wär. Neen! Ech soen lech, 2012 geet et eréischt un, da geet d'Diskussioun eréischt richteg lass an da wäert den Drock eréischt richteg entstoen.

Well mir wësse jo all, datt dat, wat mer eis do fixéiert hu bis 2012, emol net am Geréngsten duergeet, fir iwwerhaapt de Klima stabiliséiert ze kréien, geschweig dann d'Rad zréckzedréinen. Dat heescht, no 2012 wäerten déi Diskussiounsphasen, déi jo schonn amgaangen sinn, en terriblen Drock maachen.

All Expertë soen eis entre-temps, datt mer nach ongeféier 15 Joer Zäit hu weltwäit, fir d'Rudder erëmzegeheien, an datt, wa mer dat net fäerdeg bréngen an deenen nächste 15 Joer, duerno irreversibel Schied entstinn, och irreversibel Schied fir eis Ekonomien. An den engleschen Ekonomist, den Här Stern, huet dat jo wierklech ganz gutt zu Pabeier bruecht. Hien huet eis och virgerechent wat fir eng désastréis ekonomesch Konsequenzen an och wat fir eng désastréis héich Käschtepunkten dat wäert hunn: Honnerte Milliarden Euro ginn der Ekonomie wahrscheinlech verluer oder kascht et se, wa mer an deene 15 Joer - an ech betoune 15 Joer, dat ass keng Éiwegkeet, dat ass net ganz laang - näischt maachen.

Et ass och duerfir net verwonnerlech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt ganz rezent Ëmfroen, zum Beispill eng, déi elo an Däitschland gemaach ginn ass, erginn, datt d'Klimaproblematik als eng vun deene gréisste Bedrohunge vun der Bevölkerung ëmfonnt gëtt.

Mir mussen och do oppassen, do erwaarden d'Mënsche vun eis, datt mer konsequent handelen, datt d'Politik net de Kapp an de Sand stécht. Well, wa mer d'Leit an hirer Angscht loossen a se dobäi loossen, datt se de Konsequenzen ausgeliwwert sinn an hinne mussen nokucken, da soen ech Iech, da wäert och do gesellschaftleche Sprengstoff draleien, an allen Hisiichten, am soziale Beräich esou gutt wéi och an anere Beräicher. Dat wäert et a sech hunn an duerfir menge mer och, datt ee sech haut schonn en Zeenario muss gi wéi een aus där Ofhängegkeet erauskënnt.

A virun allem, wat mer haut awer schonn décidéiere mussen, an zwar direkt, dat ass: Wat geschitt mat deem Geld, wat mer am Moment erakréien iwwert deen Tanktourismus an och mat grousser Wahrscheinlechkeet nach e puer Joer oder eng Rei Jore wäerten erakréien? An do héieren ech och ëmmer déi abenteuerlechst Saachen. Et gëtt nach ëmmer Leit, déi mengen, datt een déi Sue misst prioritär notzen, fir Sozialausgaben ze tätegen, oder déi wären haaptsächlech dowéinst do.

Mir soen op alle Fall, datt ee muss ufänken déi Suen ze notzen, fir d'Rekonversioun vun eiser Ekonomie ze finanzéieren, well, wa mer dat net maachen, haut an déi nächst fënnef, zéng, 15 Joer, da wäert et schwéier ginn iwwer Sozialpolitik ze diskutéieren an zéng, 15 Joer. Duerfir menge mer, datt een déi Diskussioun aus deem Bléckwénkel kucke muss.

Mir sinn duerfir engersäits frou a begréissen also, datt am Kader vun der Tripartite eng Rei Mesuren emol wéinstens elo thematiséiert gi sinn an och eng Rei Mesurë getraff gi sinn.

Mir bedaueren awer nach ëmmer, datt mer et net fäerdeg bruecht hunn zu Lëtzebuerg méi eng global Diskussioun iwwer eng méi gesamt ekologesch Steierreform ze definéieren. Dat heescht, et misst goen, fir einfach emol ze kucken, eise gesamte Steiersystem no ekologesche Kritären an och Zilsetzungen ze definéieren. Wou wëlle mer eng Kéier hikomme mat deem Ganzen? Mir mussen och hei oppassen, well d'Leit dobausse musse jo kënnen novollzéien, wat mer mat där Operatioun do maache wëllen. An dat ass de Moment net de Fall, well déi Mesuren, och wa mer se zum Deel begréissen, eiser Meenung no awer ze vill hallefhäerzeg sinn a virun allem net konzeptuell genuch ugaange gi sinn.

An, Här President, an deem Kontext kënnt een natierlech och net derlaanscht, fir e puer Wuert ze verléieren iwwert deen aktuelle Sträit mat der Kommissioun ronderëm den Allocatiounsplang. Eis stéiert do virun allem d'Aart a Weis vun der Reaktioun vun der Regierung op d'Verwerfe vun der Bréisseler Kommissioun.

Ech mengen, jiddfereen ass besuergt, dass mer och hei an dësem Land nach eng Schwéierindustrie oder Schwéierindustriesecteuren, déi mer haut hunn, méiglechst kënne behalen. An et ass keen heibannen, deen einfach elo esou géing soen, lapidar, eis ass dat alles egal, d'Haaptsaach ass, mir ginn elo einfach blann derduerch, fir Kyoto-Allocatiounspläng ze décidéieren, déi esou restriktiv wéi nëmme méiglech sinn, sief et dann och, datt d'Schwéierindustrie, déi mer de Moment hunn, d'Baach erofgeet. Där gëtt et keen! An déi, déi dat behaapten, datt et där géing ginn, déi wëlle just Polemik bedreiwen.

Mä et ass awer e Fakt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt an deenen ale 15 EU-Länner, wou natierlech déi méi héich Lounkäschten, déi mer hunn, scho souwisou groussen Drock maachen op d'Schwéierindustrie, op déi doten Industriesecteuren, et souwisou ganz schwéier wäert sinn déi an deenen Industriestaten nach ze halen. Et dierf een awer och bei där Debatt do allerdéngs net vergiessen, datt mir schonn eng laang Geschicht hunn am Beräich vun der Pollutioun, a wa mer duerfir driwwer schwätzen, ass net ze vergiessen, datt mer e 40 Joer laange Virsprong op vill Länner an aneren Deeler vun der Welt hunn.

An duerfir sollte mer och an deem Kontext net ze vill groussspureg optrieden, well et geet hei bei der Klimaproblematik jo och ëm méi eng gerecht insgesamt global Verdeelungslogik, déi sech hannendru verstoppt.

Duerfir menge mir och, datt et am Kontext vun där Diskussioun hei awer och wichteg ass, datt Drock bestoe bleift, datt een net mécht wéi wann alles selbstverständlech ass. Well et ass relativ kloer, och am industrielle Secteur wäerten déi Industrien, déi mer zu Lëtzebuerg nach hunn, déi beschten Iwwerliewenschancen hunn op deenen dee meeschten Drock ass an déi, déi am meeschte capabel si sech ze veränneren. Well mir sollen ons och do näischt virmaachen, do wäerten an deenen nächsten zéng, 15 Joer gewalteg Mutatioune kommen. An ech kommen och nach eng Kéier op déi interessant Saachen ze schwätzen, déi de Rapporteur a sengem Rapport an deem Zesummenhang beschriwwen huet.

Duerfir, wa mer eisen Allocatiounsplang wëlle verdeedegen, da wäert dat sécher am schlechteste goen, wa mer esou eng Aart kuerzsiichteg Épiciersmentalitéit un den Dag leeën. Domadder wäerte mer kaum Leit iwwerzeegt kréien.

Mä souwisou stellt sech eiser Meenung no iwwert deen dote Konflikt eraus, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert d'Diversification économique schwätzen, déi generell Fro wéi eng Industrie, jo, wéi eng wirtschaftlech Diversifizéierungspolitik mer iwwerhaapt realistesch kënnen a sollen ustriewen.

Natierlech, wéi gesot, musse mer versichen déi Schwéierindustrie ze erhalen, déi mer haut hunn an déi - dat muss een awer och nach eng Kéier dobäisoen - entre-temps nëmmen nach 10% vun eisem PIB duerstellt. Mä ëmmerhi sinn et nach 10%, dat ass net näischt. Mä déi Gréng sinn awer doriwwer eraus scho laang der Meenung, dass et an engem Héichlounland eng Illusioun ass, fir ze mengen, et kéint een nach op enger Industrieromantik vun de 70er Joren opbauen, fir méi produktiv Secteuren hei am Land opzebauen. An datt mer nach méi produktiv Secteuren niewent de Finanz- an Déngschtleeschtungssecteure brauchen, där Iwwerzeegung si mir och.

Et huet eis duerfir och erfreet ze liesen, dass de Rapporteur do ganz däitlech eis Vuen deelt, an ech wëll hien zitéieren op Säit 11 vu sengem Rapport, wou hie schreift: „D'où la nécessité de miser sur des produits et des services à haute valeur ajoutée qui sont seuls en mesure de satisfaire à nos exigences en matière de niveau de vie. (...) Au risque d'offusquer les romantiques de l'industrie traditionnelle, il faut se rendre à l'évidence que dans nos parages l'ère de la manufacture touche à sa fin."

Also, ech mengen, dat sinn däitlech Wierder och vum Rapporteur. Ech kënnt déi Zitatioun hei nach weiderféieren, wou e beschreift wéi hien, och à la lumière vun enger Culture écologique d'une part an enger Sidérurgie de recyclage d'autre part, de Poids économique vun den Industrien zu Lëtzebuerg an Zukunft gesäit. Mir deelen op alle Fall seng Analys do total a si frou, datt hien déi esou däitlech beschriwwen huet a sengem Rapport.

Här President, duerfir, mir befannen eis an enger Mutatioun, an enger Transitioun zu enger Wirtschafts- an Industriepolitik aus dem 21. Jorhonnert. An, Här President, et sinn net déi, déi där Tatsaach wëllen an d'A kucken, déi an dësem Kontext Ideologen oder Dreemer sinn, mä et sinn déi, déi mordicus esou wëlle maache wéi wann dës Mutatioun opzehale wär, déi domadder all Perspektiven an all Chancen och fir eng Lëtzebuerger Industriepolitik vum 21. Jorhonnert wäerte verschlofen.

Une voix.- Très bien.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- An dësem Kontext kann een och als Beispill eraushuelen - an de Rapporteur huet et och zum Deel hei gemaach mat engem gewëssene Sënn fir Humor -: d'Iwwernahm vun Arcelor duerch Mittal.

Hien huet hei nach eng Kéier drun erënnert, an zu Recht menger Meenung no, wat alles zu Lëtzebuerg an och op dëser Tribün gezielt ginn ass, wéi dee Prozess ugaangen ass. Ech ka mech hei u Rieden erënneren op dëser Tribün, an déi koumen och net vun där grénger Fraktioun, bei deenen huet ee geduecht, et wär een um 1. Mee!

An hien huet och dat Beispill vun enger Lëtzebuerger Dageszeitung zitéiert, wat ech net nach eng Kéier widderhuele wëll. Och dat ass eigentlech e Beispill vun där Mutatioun, an där mer amgaange sinn, a vun enger Realitéit mat där mer entre-temps konfrontéiert sinn, déi een endlech muss zur Kenntnis huelen. An et soll een net esou maache wéi wann déi net géing stattfannen, well een dann op alle Fall Verléierer gëtt, ier et ugeet.

Här President, ech wëll och an deem Kontext nach e puer Wuert soen zu där Politique de promotion vun der Regierung respektiv zu där nei ze schafender Agence de promotion, well déi jo bekanntlech iwwert déi eemoleg Recette vun dem Arcelor-Mittal-Coups soll finanzéiert ginn, oder zum Deel sollen déi Gelder genotzt ginn, fir déi ze finanzéieren.

Mir als Gréng fannen d'Iddi vun där Agence de promotion eng ganz gutt Iddi. Si stoung och an eisem Wahlprogramm. Ech wëll soen, datt mir an eisem Wahlprogramm, wéi mir eis d'Diversification économique virgestallt hunn, eng ganz Rei Saache gefuerdert hunn. Ënner anerem war dat do och eng vun deenen Iddien. Deemools hu mir am Kader vun de Wahle vu verschiddene Säite gesot kritt - net vu Parteien, mä vun aneren -, mir hätten an eisem Wahlprogramm vill Vages stoen. Ech stellen da fest, datt eng vun deene vagen Iddien an d'Realisatioun wäert iwwergoen.

Mä et stellt sech awer d'Fro, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat fir eng Prioritéitesetzung ee mécht mat där Agence de promotion. Mir mengen, datt un éischter Stell natierlech hei misst gekuckt ginn, datt mer dee Secteur, deen entre-temps zu Lëtzebuerg largement d'Nummer eent ass, festegen, well et huet kee Wäert iwwer anerer ze schwätzen, wa mer deen, deen de Moment eist eenzegt Standbeen ass an deen iwwerhaapt mécht, datt mer finanziell an deem Land nach iwwerliewe kënnen, datt mer net emol fir d'éischt no deem kucken.

Dofir läit déi éischt Prioritéit eiser Meenung no bei där Agence de promotion fir d'Festegung vum Finanzsecteur, fir ze kucke wéi mer haaptsächlech bei der Fongenindustrie nach diversifiéiere kënnen, wéi mer dee Beräich stabiliséiere respektiv wéi mer deen ausbaue kënnen. An da menge mir, datt et duerchwees méiglech ass fir iwwert dee Finanzsecteur do a seng Produkter, déi en ubitt, nei innovativ, héich technologesch Secteure kënnen unzezéien.

Ech wëll nëmmen ee Beispill eraushuelen. Dir wësst, datt de Moment ee Secteur weltwäit boomt, dat ass dee vun den Energieeffizienz-Techniken, vun den alternativen Energien, déi ganz Palette, déi dozou gehéiert, déi ëmmer méi breet gëtt. An entretemps hutt Der sécherlech och scho matkritt, datt et Finanzfonge gëtt an deem dote Beräich, an datt déi enorm boomen. Et ass souguer e gewësse Risiko de Moment do, datt do eng nei Bulle entsteet mat alle Risiken, déi dat jo beinhalt.

Mä wa mer dee Finanzsecteur an déi Finanzéierungsméiglechkeeten hunn, fir esou e Secteur wéi dat doten, deen innovativ ass, op Lëtzebuerg ze kréien, ma da kommt mir notzen dach dee Secteur do, fir iwwert deen och esou produktiv Beräicher op Lëtzebuerg ze kréien. Déi befanne sech éischter am innovative Mëttelbetribsberäich wéi a ganz groussen Industriesecteuren.

Wann Der de Moment kuckt, wat fir eng Betriber och do an deem Secteur weltwäit innovativ sinn, un der Spëtzt si vun der Innovatioun, da sinn dat éischter Mëttelbetriber. Si ginn zwar oft duerno vu Groussen iwwerholl. Et ass do net aneschters wéi och am Secteur vun den Neien Technologien, vun den Internet-Technologien um Enn vum 20. Jorhonnert, wou herno, wéi ëmmer esou schéi gesot ginn ass - et ass eng Zäit gesot ginn -, déi al Industrie, dat wär d'Dinosaurier-Industrie, an déi si just nach gekuckt ginn als Zukunft. Et hunn déi Zäit och scho vill Ekonomiste gewarnt: Passt op, d'Dinosaurier oder déi al Industrie wäert schonn herno och do erëm fir gewëssen Uerdnung suergen, an déi wäert dann déi vill Klenger, déi et do gëtt, opfriessen.

An hei ass et e bëssen ähnlech. Dir hutt de Moment ganz vill innovativ Mëttelbetriber an deem Beräich an déi ginn oft duerno vu groussen iwwerholl. Mä mir, mengen ech, kënnten hei och iwwert d'Finanzplaz eng Strategie opbauen, fir esou Secteuren heihinner unzezéien. Duerfir si mer och der Iwwerzeegung, Här President, datt mer eis net solle verzettelen, mä datt mer op eis Stäerkte sollen opbauen a realistesch Zeenarien esou ausbauen.

Duerfir d'Konklusioun, Här President, bei de Recetten:

Éischtens, verschidde Steiere wuessen eiser Meenung no net esou wéi se wuesse misste bei héijem Wirtschaftswuesstem. D'Ursaachen dovunner, op alle Fall wéi mir se gesinn, hunn ech virdru beschriwwen. Do gëtt et och eng Rei Saachen, haaptsächlech um europäeschen Niveau, déi ee kann oder muss ënnerhuelen.

Zweetens, verschidde Recettë wéi Tanktourismus oder héich TVA-Einnahmen duerch Commerce électronique kënne ganz séier abriechen. Mir kënnen op alle Fall an Zukunft net op déi opbauen.

Drëttens, mir hunn eng staark, eng ze vill staark Ofhängegkeet vum Finanzsecteur. Déi Recettë sinn awer ganz volatil, well se an Tëschenzäit och en vue vun de Produkter, déi mer hei op der Finanzplaz hunn, bal total tributaire si vun der Entwécklung vun de Bourssen. D'Platze vun der Internetblos an d'Reaktioune vun der Bourse duerno, am Joer 2001, hunn ons während dräi Joer virun Ae gefouert, wat passéiere kann, wann et do zu engem Abroch kënnt.

A véiertens, Här President, mir mengen, datt duerch déi Diskrepanz beim Verhältnis vun den Einnahmen, déi erakommen, déi Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn, par rapport zur Besteierung vum Kapital, e Phenomeen vu Steierongerechtegkeet sech och hei am Land, genee wéi an aneren EU-Länner, drastesch verstäerkt huet, wou mer onbedéngt mussen dergéint ugoen, well et soss zu Lëtzebuerg an och an Europa zu gréissere soziale Spannunge wäert kommen.

Här President, aus deene Risiken, déi ech natierlech hei beschriwwen hu bei de Recetten, ergi sech natierlech scho logescherweis och eng Rei Konsequenze bei den Dépensen. Et ass ganz kloer fir eis, mir sinn dergéint, obscho mer eng héich Konjunktur hu vun iwwer 5% 2006 an iwwer 4% - wahrscheinlech, wann alles esou bleift - 2007, datt mer net erëm d'Verdeelungsmaschinn sollen ulafe loossen, mä datt mer déi Gelder sollen notzen, fir d'Reconversioun vun eiser Ekonomie ze finanzéieren. Dat heescht, datt mer déi Gelder sollen notzen, fir an d'Zukunft ze investéieren.

Mir mussen eis bewosst sinn, datt mer effektiv eng maximal Notzung vun den öffentleche Mëttele musse während deenen nächste Jore bereetstelle, fir déi gewalteg Mutatioun ze finanzéieren, fir an d'Zukunft ze investéieren. Duerfir: Keng grouss Verdeelungsaktiounen, mä Ofsécherung vun eisem heitege Wuelstand, an deem mer eis haut befannen, och fir déi kommend Generatiounen. Dat ass dat, wat eiser Meenung no an deenen nächste Joren usteet.

Duerfir menge mir och, datt déi absolut Prioritéit bei den Dépensë muss bestoen, fir an d'Zukunft ze investéieren, fir déi Strukturdefiziter, déi mer am Ufank vum 21. Jorhonnert hunn, ze behiewen.

Un éischter Stell steet natierlech d'Schoul. Här President, et kéint ee laang doriwwer diskutéieren. Mir hu just e puer Saachen erausgestrach. Mir wëssen et alleguerten, mir hunn eng Schoul, déi eiser Gesellschaft net méi Rechnung dréit. Mir hunn eng Immigratioun hei zu Lëtzebuerg, déi eng aner ass wéi nach viru 40 oder 50 Joer. Déi schaaft eis Problemer am Schoulsystem. Mir hunn entre-temps eng Situatioun, datt bei deene ganz, ganz villen, vill ze villen Échecen an eisem Schoulsystem der vill och aus dem Beräich vun der Immigratioun kommen.

Mir hunn och eng Schoul, déi sech net méi genuch ausriicht op d'Wirtschaft an d'Gesellschaft. Mir hunn eng Schoul, déi derzou gefouert huet, datt entre-temps zum Beispill op der Finanzplaz dëst Joer e puer honnert Plazen net konnte besat ginn, well einfach d'Finanzplaz um Lëtzebuerger Aarbechtsmarché a souguer doriwwer eraus an der Groussregioun keng Leit méi fënnt. Dat muss ee sech emol virstellen. Dat muss ee sech op der Zong zergoe loossen. Wann een dat vergläicht mat de Problemer, déi Nopeschlänner vun eis hunn, da gëtt et héich Zäit, datt mer bei der Schoul wierklech zolidd Reformen uginn: nei Forme vun Enseignement, Opbau vun der Uni Lëtzebuerg, Recherche-Centeren.

D'Schoulpolitik, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass fir eis ee vun deene wichtegste Reformchantiere vun deenen nächste 15 Joer. A fir eis ass et och relativ kloer, mir brauchen elo alles anescht wéi

eng Denkpaus an der Schoulpolitik, an der Schoulreform. Mir brauchen au contraire Handelen; an Handele relativ séier, well déi eenzeg wierklech Ressource, déi mer eis opbaue kënnen ass d'Wëssen an d'Wëssengsgesellschaft, soss hu mer keng.

Zweete Punkt, Här President, d'Mobilitéit. E puer Zuele just: 450.000 Awunner an 315.000 Aarbechtsplazen, dovunner iwwer 100.000 Frontalieren haut schonn, Tendenz: massiv steigend. Eigentlech soen déi Zuelen alles aus. An dee gewaltege Mobilitéitsproblem, dee mer haut hunn, wou jorzéngtelaang gemengt ginn ass mir kéinten deen iergendwann eng Kéier an de Gréff kréien, andeems mer méiglechst vill an deier Stroosse bauen, do musse mer haut awer definitiv feststellen, datt en och een eenzege Constat d'échec vun der Politik ass.

Dat erstaunt eis vläicht manner wéi anerer, mä ech wëll net méi an d'Vergaangenheet kucken. Et gëtt héich, héich Zäit, datt mer an der Mobilitéit elo déi Weeër ginn, déi mer goe mussen, well soss riskéiere mer e Problem ze kréien. Well ech behaapten, datt zu Lëtzebuerg de Mobilitéitsfacteur méi wéi an allen anere Länner an der Europäescher Unioun zu engem ganz, ganz haarde Standuertfaktor fir eise Wirtschaftsstanduert ginn ass.

An, Här President, ech hat d'Chance, well ech an enger anerer Responsabilitéit elo an enger Institutioun sëtzen, nämlech der Agglolux - dat ass déi Konventioun, déi den Innenministère mat der Stad Lëtzebuerg a mat de Randgemenge vun der Stad huet -, wou mer amgaange sinn eng ganz Rei Zeenarien ze detektéiere fir déi nächst 15 Joer. Ech schwätzen do vun Horizonten, net vun 30 a 40 Joer, mä bis 2020. Mir hunn do déi neiste Strukturdate kierzlech op den Dësch geluecht kritt, an ech kann Iech soen, déi sinn net erschreckend, wat d'wirtschaftlech Potenzialitéiten ubelaangt vu Lëtzebuerg, mä déi sinn erschreckend, wann ee gesäit wat op eis zoukënnt, wa mer net an deem Beräich e Revirement an der Mobilitéit kréien.

Da wäerte mer eleng um Gebitt vum Zentrum an d'Situatioun kommen, wa mer e Status quo hu par rapport zu haut zum Beispill, datt mer Bewegunge mam Auto a Richtung Zentrum - also net nëmme Stad Lëtzebuerg, mä Stad Lëtzebuerg an d'Randgemengen - vun haut also ronn 200.000 op 400.000 Bewegunge bis d'Joer 2020 wäerte kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass relativ kloer, wa mer net ëmdenken, dann ass dat net ze bewältegen. An donc sinn dann och déi wirtschaftlech Entwécklungspotenzialer gehemmt, déi mer reell hunn.

A wann ech dat do soe fir den Zentrum, da soen ech Iech, dann ass et net wesentlech aneschters fir déi aner wirtschaftlech Entwécklungspoler, déi mer hunn, sief et am Süde vum Land ronderëm d'Frichen, wa mer do déi nämlecht Feeler maachen oder och an der Nordstad ronderëm Ettelbréck an Dikrech.

Duerfir, dat wäert eis eng déck Staang Geld kaschten. D'nächst Woch wäerte mer bei der Motioun, déi hei an der Chamber zur Diskussioun wäert stoe fir d'Budgetsjoer 2007, wann een eleng déi Lëscht kuckt, déi do opgezielt gëtt, wat alles misst geschéien an deenen nächste Joren eleng am Beräich vum öffentlechen Transport, da wäert dat eis eng déck Staang Geld kaschten.

Logement, Här President, de Premier huet selwer gesot, et wär ee vun deene schlëmmste Constaten, deen hien a senge leschte Joren Innenpolitik huet misse maachen, dass et e risegen Échec wär, d'Logementspolitik. Et kann een deem natierlech nëmmen zoustëmmen.

Bon, et kéint een elo laang driwwer diskutéieren iwwert d'Responsabilitéiten an deem Beräich, mä ech muss Iech éierlech soen: Ech kucke léiwer no vir wéi nacch laang no hannen. Well de Problem ass esou grave, datt mer hei souwisou all zesummen - all Parteien zesummen; de Stat mat de Gemengen zesummen - eppes mussen ënnerhuelen, well ansonste mer kee Millimeter wäerte weiderkommen.

Mir menge virun allem, datt dat och muss geschéien an engem gewëssene Respekt vu Landesplanung. Virun allem musse mer ons endlech Moyenë ginn - an do ginn ech dem Här Fayot Recht -, fir d'Spekulatioun ze bekämpfen. Ech hoffen, datt mer da mat deem Gesetz, wat mer elo gläich wäerte kréien, jo dann hoffentlech vum Logementsminister endlech déi Instrumenter wäerten insgesamt an de Grapp kréien, fir dat kënnen ze maachen.

E weidere Punkt, Här President, ass d'Moderniséierung vun eiser Verwaltung.

Mir hunn zu Lëtzebuerg ze lues Prozeduren. Et ass net ëmmer esou wéi behaapt gëtt, datt eis Gesetzer esou schlecht wieren, mä eis Prozedure sinn ze lues. Se sinn ze laang, an dat huet oft ze di mat enger insgesamt schlechter Organisatioun vun eiser Verwaltung. Lëtzebuerg ass ze vill am Hannertreffen, nach ëmmer.

Mir mussen och eis Verwaltung - an do zéien ech inklusiv och d'Parlament, d'Chamber mat an - besser op d'EU-Erausfuerderunge virbereeden, déi op eis zoukommen.

D'Vitesse an Europa, iwwert deen neie Bannemaart, ass méi schnell gi fir eis. Mir musse méi séier kënne vun der Plaz trëppelen. Mir sinn net méi eleng, wa mer Décisioune mussen huelen, an dat musse mer alles berücksichtegen. Dofir brauch eis Verwaltung eng Moderniséierung.

Dat kascht och eppes. Wann ech soen eLëtzebuerg oder eGovernment, da weess ech genee, datt dat och mat Käschte verbonnen ass. An do hannendrun hänkt sécherlech och d'Weiderbrénge vun der Réforme territoriale, déi eng wierklech Bluttnoutwendegkeet zu Lëtzebuerg ass.

An da leschte Punkt, Här President, bei den Dépensë Recherche an Innovatioun.

D'Regierung ass do um gudde Wee, well se Kreditter zur Verfügung stellt, fir d'Recherche massiv eropzesetzen.

Mir vermëssen de Moment nach e bëssen eng kloer Strategie an och wou d'Schwéierpunkte solle leien. Mir kréien nach eng Rei Geleeënheeten, och am Kader vun enger Rei vun Interpellatiounen, an deenen nächste Méint doriwwer ze diskutéieren a mir hoffen, datt mer do méi Kloerheet kréien.

Dann awer, Här President, e puer Kapitelen, déi och mat den Dépensen ze dinn hunn, wou mer och gréisser Reforme musse maachen, wou mer an Zukunft Choixë mussen treffen. Dat éischt ass d'Familljepolitik.

Här President, mir sinn der Iwwerzeegung, datt een am 21. Jorhonnert der Familljepolitik muss eng nei Definitioun ginn. Mir mussen natierlech an enger Gesellschaft alle Leit de Choix loosse wéi se sech privat organiséiere wëllen, mä mir mussen awer zur Kenntnis huelen, datt d'Aart a Weis haut schonn, wéi d'Leit sech organiséiert hunn, och an hirer Familljepolitik, sech gewalteg verännert huet par rapport zum leschte Jorhonnert a sech ganz rapid wäert weider veränneren.

Mir hunn haut schonn eng Gesellschaft, wou e groussen Deel vu béide Partnere beruffstäteg sinn an déi Tendenz - egal wat Verschiddener eis wëllen ziele kommen, - wäert rapid weidergoen.

Mir brauchen haut jo nëmmen ze kucke wéi et an eise Schoulen ausgesäit. Do gëtt et ëmmer manner, fir net ze soe gläich guer keng Ënnerscheeder méi. Au contraire. Et ass souguer esou, datt entre-temps Frae besser aus dem Schoulsystem erauskomme wéi Männer, ëmmer méi an ëmmer méi zahlreich, an duerfir léist sech déi dote Fro gesellschaftlech an deem Sënn selwer.

Mä mir hunn awer ee Problem, well d'Mechanismen an eiser Gesellschaft, eis sozial Strukturen nach ëmmer op d'lescht Jorhonnert ausgeriicht sinn.

Dat féiert dann dozou, Här President, datt mer am Moment zum Beispill, wann ech elo reng bei der Kannerversuergung kucken, finanziell ganz staark Geld verdeelen an och nach onselektiv, an op där anerer Säit ëmmer méi deier a qualitativ héichwäerteg Infrastrukture fir Kannerversuergung och nach ausbauen.

Nëmmen e puer Beispiller, dat ass sécherlech net exhaustiv wat ech hei maachen, mä ech wëll nëmmen e puer grouss Gruppen opzielen. Wann ech am Moment reng kucken, wat u Geldleeschtunge bezuelt gëtt bei der Familljepolitik: Mir hu Gebuertsprimen; mir hunn e grousszügege Congé parental; mir hunn en héicht Kannergeld zu Lëtzebuerg; mir hunn en Abattement an der Steiertabell fir Kanner; mir hunn eng villschichteg Berücksichtegung vu Kanner bei deene verschiddenste steierlechen Ofschreiwungsméiglechkeeten; mir hunn eng grousszügeg Mammerent agefouert, wou d'Fro sech mat grousser Wahrscheinlechkeet och nach vun der Exportabilitéit wäert stellen an deenen nächste Joren, wat natierlech och erëm de Käschtepunkt wäert an d'Luucht dreiwen.

Gläichzäiteg, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, maache mer ëmmer méi flächendeckend qualitativ héichwäerteg Crèchen, wa méiglech och nach - dat ass zumindest dat wat déi meescht Leit gären hätten - bal gratis fir jiddereen, Maisons relais an esou weider, dat heescht vill an deier Infrastrukture mat och nach héije Folgekäschte fir déi nächst Joren. Mir mussen endlech do e Bilan zéien. Mir musse Selektivitéit do erabrénge.

D'Prioritéit, Här President, ass fir eis als Gréng do relativ kloer. Mir sinn der Meenung, datt ee manner finanziell Leeschtunge soll fir Kannerversuergung ginn a méi héichwäerteg Betreiungsméiglechkeete fir Kanner soll schafen, a wann een op där anerer Säit selbstverständlech déi manner héich a méi selektiv finanziell Leeschtungen erofgesat huet, dann natierlech kann een och higoen an déi héichwäerteg Betreiungsméiglechkeete fir Kanner zu engem ganz gënschtege Präis fir jiddfereen an der Gesellschaft schafen. Mä béides zesummen, dat ass net ze finanzéieren, dat ass relativ kloer.

Dofir musse mer déi Diskussioun do eng Kéier féieren, en fonction vun deem Zeenario.

Déi Diskussioun gëtt awer eiser Meenung no am Moment net genuch oder vill ze vill wéineg gefouert. Dat huet dozou gefouert, datt mer eng deier Duebelstrategie de Moment fueren, déi engersäits ëmmer manner Leit zefridde stellt an insgesamt fir d'Allgemengheet kaum nach ze finanzéieren ass.

Duerfir menge mir, datt um Gebitt vun der Kannerbetreiung en enorme Reformchantier besteet, mat zolitte budgetären Impakter, jee nodeem wéi een et veranstalt bei de Recetten a bei den Dépensen.

Dee klassesche Sozialstat, Här President, fir d'éischt eise Rentesystem. De Rapporteur huet jo och vill a sengem Rapport doriwwer geschwat, mä ech mengen ier een iwwerhaapt iwwert de Rentesystem schwätzt, muss een emol fir d'éischt an der Öffentlechkeet kloerstellen - dat ass ee sech schëlleg, wann een dat mécht - zu wat fir engem Rentesystem ee stoe wëllt.

Et gëtt zwou Méiglechkeeten: Et gëtt d'Umlageverfahren an et gëtt d'Kapitaldeckungsverfahren. Fir eis, an dat soen ech duerfir hei ganz däitlech, fir dass iwwerhaapt kee Mëssverständnis bei näischt opkënnt: Mir stinn zum Umlageverfahren, well mer der Meenung sinn, datt dat dat eenzegt Verfahren ass, dat d'Solidaritéit tëschent de Generatiounen an der Gesellschaft garantéiere kann.

Dat wëllt natierlech net heeschen, datt een net kann an d'Umlageverfahre verschidden Elementer vu Kapitaldeckung erabrénge. Dat heescht, datt een zum Beispill Reserve ka besser uleeën.

Mä mir sinn awer net der Meenung, datt ee soll op d'Kapitaldeckungsverfahre ganz iwwergoen, well dat géing mëttel- bis laangfristeg en Ausenanerbrieche vun der Gesellschaft mat sech bréngen. An ech soen Iech: Déi Länner, déi dee Wee gaange sinn, sinn um beschte Wee dat matzemaachen. Wann ee kuckt wat fir eng Diskussiounen ëmmer méi an de Vereenegte Staten zum Beispill entstinn, wou dee Wee do relativ staark forcéiert ginn ass, da kann een dat do scho feststellen.

Mä mir sollen eis awer och keng Illusioune maachen: Och wa mer eis Reserve besser uleeë wéi dat gemaach gëtt, da bewierke mer domat nach keng Wonner.

Mir sollen zwou Saachen do bedenken:

1. E bessert Uleeën hei heescht, datt déi Gelder do iwwer e längeren Zäitraum blockéiert sinn. Dat heescht, wann ech dann ëmmer erëm héieren, datt mer bei de Rentekeesen am Geld géinge schwammen an ee sech do keng Suergen ze maache bräicht an ee gläichzäiteg verlaangt, datt ee soll d'Reserve besser uleeën, ausser et seet ee mer elo hei, ech wëll an héich riskant Beräicher d'Gelder uleeë goen, da muss ee wëssen, dass, wann een do méi Rendement wëllt hu wéi een haut huet, een da laangfristeg déi Gelder festleeë muss. Da kann een och näischt mat deene Gelder do maachen.

2. E bessert Uleeë vun eise Reserve léist eis net eise fundamentale Rentesystem, an dat geet iwwregens aus där Etüd, déi vu Pricewaterhouse gemaach ginn ass, ganz däitlech ervir. Et ass sécherlech richteg dat ze maachen, mä et léist eis net eise strukturelle Problem, dee mer hunn.

An dat vläicht nach eng Kéier zur Erënnerung: Ech hunn, wa mer iwwer Renten zu Lëtzebuerg diskutéieren, ëmmer e bëssen d'Impressioun, datt dat alles einfach vergiess gëtt. Et gëtt gesot, mir hunn héich Reserven, an dofir ass kee Problem fir déi nächst 30 Joer.

Mir hunn 2001, 2002, 2003 gesinn, dass, wann e konjunkturellen Abroch kënnt a wann d'Recettë vum Stat net méi esou héich sinn, da gëtt et ganz séier enk. An ech soen lech, de Moment hu mer een Drëttel vun eise Recettë bei de Rente fiscaliséiert. Dat ass eng Dramsituatioun. Vun esou enger Situatioun dreemen aner Länner an Europa, datt d'office een Drëttel vun de Rentekeesen iwwer Steiere finanzéiert gëtt.

Mä mir mussen ons bewosst sinn, mir kënnen eis et natierlech nëmme leeschten dat ze maachen, wa mer permanent an engem Héichkonjunkturzeenario sinn. Et dierf op alle Fall net eng längerfristeg Period antriede wéi 2002, well soss gëtt et do séier enk.

Dat Zweet, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat oft vergiess gëtt, ass, mir schafen zu Lëtzebuerg an der Moyenne téschent 6.000 an 10.000, jee nodeem - dëst Joer waren et der souguer 12.000 -, nei Aarbechtsplazen. Och do musse mer wëssen, wat dat zur Konsequenz huet. Do komme jonk nei Bäitragszueler, déi natierlech relativ séier riseg Zommen an d'Keese spullen, wou mer keng Leeschtungen ze bezuele brauchen, wou Leeschtungen eréischt an 30 oder 40 Joer ufalen.

An dann hu mer nach ee Problem do dobäi, dat ass, datt mer - Gott sei Dank, kann ee jo nëmme soen - eng Liewenserwaardung vun de Leit hunn, déi bestänneg klëmmt. Et war elo kierzlech am „Lëtzebuerger Wort", mengen ech, e ganz sympatheschen Artikel vun engem Här, deen 100 Joer al ginn ass, dee gesot huet: Wann ech et nach zwee Joer packen, da war ech esou laang an der Pensioun wéi ech aktiv geschafft hunn.

Mä ech soen Iech, gitt emol eng Kéier d'Geschichtsbicher noliesen - eise Rentesystem, dee staamt jo vum Bismarck of - op wat deen déi Zäit opgebaut huet, dat war net op eng Carrière an der Rent vu 40 Joer, mä dee war op ganz aner Saachen opgebaut. Duerfir musse mer och wëssen, datt dat eis e Problem schaaft. An do muss ee kënne roueg driwwer diskutéieren, sous condition, wéi gesot, datt ee sech am Ufank dozou bekannt huet wat een erhale wëllt, an datt een dat net ofschafe wëllt.

Duerfir, Här President, dräi Punkten. Éischtens, d'Reserve besser uleeën. Zweetens, nei Finanzéierungsquelle schafen. Do denken ech haaptsächlech un d'ekologesch Steierreform, déi sécherlech laangfristeg éischter soll no ënnen tendéieren, mä eis awer kuerz- a mëttelfristeg kann eng Recette bréngen, déi mer notze kéinten, fir gewëssen Transitiounen an eisem System vun haut matzefinanzéieren.

An dann, Här President, ass et relativ kloer, mir hunn zu Lëtzebuerg en Duerchschnëttspensiounsalter vu 57 Joer. Et geet sécherlech net drëms driwwer ze diskutéieren, fir de Pensiounsalter insgesamt abenteuerlech eropzesetzen, mir mussen et awer ronnbréngen, a wann ech soe Pensiounsalter vu 57 Joer, dann ass et nach laang net esou, datt all déi, déi mat 57 Joer - an dat ass jo nëmmen d'Moyenne, do sinn der éischtens emol vill, déi leie wäit drënner - an d'Pensioun ginn, och 40 Joer cotiséiert hunn. Loin de là!

Mir si jo hei an engem Assurancësystem - dat gëtt och heiansdo vergiess -, deen eigentlech drop opbaut, datt ee 40 Cotisatiounsjoren huet. Bon, do kritt ee jee nodeem nach Saachen ugerechent, Joren, mä am Endeffekt ass et sécherlech net esou, datt all déi, déi mat 57 ginn, déi 40 voll Cotisatiounsjoren hunn.

Dat heescht, mir musse mindestens do mëttel- a laangfristeg op e System kommen, datt mer déi 40 Cotisatiounsjore kréien. Dat ass sécherlech net bannent enger Generatioun hinzekréien. Souwisou kann een am Rentesystem, menger Meenung no, net bannent enger Generatioun grouss Veränderunge maachen, mä et muss een elo ufänken eng Rei Décisiounen ze huelen, déi laangfristeg hir Wierkung hunn.

Bei de Krankekeesen, Här President, ass 2006 gesot ginn: Mir hu keen Defizit a mir wäerten och wahrscheinlech 2007 kee kréien. Mä och do solle mer eis awer elo net eppes virmaachen. 2006 hu mer keen Defizit, well mer 12.000 nei Aarbechtsplaze geschafen hunn, well mer natierlech och do enorm vill méi Cotisatiounen erakritt hunn, net well mer do esou dichteg waren am Detektéiere vun Aspuerpotenzialer an am Spueren.

A mir wëssen alleguerten, datt mer dräi grouss Käschtefacteuren an de Krankekeesen hunn. Dat eent, dat sinn d'Infrastrukturen, deier Infrastrukturen, Spidolsinfrastukturen. Do musse mer Iwwerleeungen ustellen. Mir hunn eng medezinesch Versuergung, déi héichwäerteg ass, déi awer nach laang net ëmmer effizient ass.

Ee Beispill, nëmme fir dat erauszehuelen, dat ass dat berühmte Gedréins, datt ee fir eng Krankheet bei 15 Doktere geet. Dat ass nëmmen een Aspekt. Et kéint een der vill opzielen. Och do spillt natierlech déi steigend Alterserwaardung géint de System, well natierlech, wat d'Leit méi al ginn - am Alter huet ee méi Pech krank ze ginn, kann een hei nëmme soen - wat se do natierlech och méi vum System profitéieren.

Duerfir, Här President, do gëtt et Problemfäll, datt ee se skizzéiert. Et gëtt och Léisungen. Déi muss ee roueg ugoen. Mä mer mussen se awer ugoen an och diskutéieren.

Da gëtt et an der Preventioun eng ganz Rei Beräicher, déi wichteg sinn: Ëmwelt, Ernährung, Bewegung, Drogen an esou weider. Eng Rei Saache sinn eiser Meenung no an deene leschte Jore richteg thematiséiert ginn a mir hoffen, datt d'Regierung weiderfiert op deem Wee. Dat huet en immensen Impakt, net nëmmen op d'Liewensqualitéit an d'Liewenserwaardung vun de Leit, mä och op eis Krankekeesen. Duerfir musse mer déi weiderverfollegen.

Konklusiounen, Här President, bei de Recetten a bei den Dépensen: Mir hunn e Problem bei den Einnahmen a bei den Ausgaben. Mir hunn e Problem bei der Steiergerechtegkeet. Mir mengen, datt mer, wa mer och iwwer Steierreformen diskutéieren, endlech och déi ekologesch Steierreform mussen eescht huelen.

Mir mussen eng gesellschaftspolitesch Zilsetzung kréien, déi an d'Richtung geet, datt mer eis net einfach doutspueren, et geet net dorëms, mä datt mer Ëmschichtunge kréien, déi et eis effektiv erlaben, datt mer de Wuelstand, mat deem mer haut liewen, och fir déi nächst Generatioun nach erhale kënnen.

D'Prioritéit läit, wéi gesot, bei den Ausgabe fir Bildung, Fuerschung, Mobilitéit, Logement a Moderniséierung vun der Verwaltung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu menger Konklusioun.

De Rapporteur huet, eiser Meenung no, eng Rei Problemfäll opgeworf an Analyse gemaach, déi richteg sinn, déi awer eigentlech och net nei sinn. Déi si scho vun deene verschiddenste Rapporteuren, och vu verschiddenste Politiker vu verschiddenste Parteien an deene leschte Joren opgeworf ginn.

Hien huet awer ganz oft ausgelooss wéi hien déi Froen ugoe wëllt respektiv wat seng Virschléi sinn, fir déi Problemer do ze léisen.

Meng Fraktioun mengt, datt et awer endlech un der Zäit ass, fir net nëmme Problemfäll opzewerfen an ze analyséieren, mä och ze kucke wéi een endlech Reformen an d'Weeër geleet kritt.

Här President, mir sinn awer der Meenung, datt och wann dës Regierung eng Rei positiv Usätz ze verzeechnen huet; iwwregens muss ech Iech soen, dat ass net meng Aart a Weis fir ze fonctionnéieren, fir ze mengen, datt et iergendeng Regierung iergendwou gëtt - dach, an Diktature sécherlech -, also an demokratesche Länner gëtt, déi einfach alles falsch mécht. Ech halen net vill vun der Schwaarzwäissmolerei an ech mengen, datt déi Schwaarzwäissmolerei vläicht gutt ass fir einfach banal am politesche Raum ze polariséieren, mä datt déi eis net ganz vill weiderbréngt.

Mä déi gutt Usätz, déi an dëse Reformusätz dra sinn, si wierklech nëmmen hallefhäerzeg.

Dat kënnt och dohier, well dës Regierung an dës Majoritéit ze vill verschidde politesch géigesätzlech Richtungen a sech selwer dran huet, esou gutt an hire Parteie wéi och an der Majoritéit.

Dës Regierung ass eiser Meenung no dividéiert wéi kaum eng aner virdrun. Dat konnt een an deene leschte Wochen a Méint oft spieren. Sief et bei den Tripartitesaccorden, déi hei am parlamentaresche Raum ëmgesat gi sinn, bei der Schoulpolitik, bei der Logementspolitik. Mä, wéi gesot, déi Divisioune sinn net nëmmen an der Regierung, déi sinn och an deenen eenzelne Parteien. Et rappt jiddfereen a géigesätzlech Richtungen an duerfir weess een net esou richteg, wou et mëttel- a laangfristeg soll hiféieren. Duerfir gëtt sech bei de Reformen eigentlech drop beschränkt, fir iwwert dës Legislaturperiod erauszekommen.

Här President, mir mengen awer, datt mer am Moment dréngend eng Majoritéit bräichten, déi net hallefhäerzeg un d'Reformen erugeet, mä déi solidaresch gëeent a mat aller Kraaft un engem kloren Zukunftsprojet vu Lëtzebuerg géif schaffen. Duerfir verstitt Der sécherlech och, datt mer aus deem Grond dësen hallefhäerzegen a widderspréchleche Budget beim beschte Wëllen net stëmme kënnen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. D'Wuert huet elo den Här Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gär d'Wuert no deene véier Fraktiounschefen elo huelen, well et opgrond vun de Virbereedunge vum europäesche Conseil vun en Donneschdeg an e Freideg esou ass, dass ech vun den Owend sechs Auer un - dat gëtt mer zéng Minutten - a muer eng Rei vun europäesche Kommissäre muss empfänken, esou dass ech d'Geleeënheet net méi hunn, fir muer am Laf vum Dag hei ze schwätzen; wuerfir ech mech bei deene Riedner wëll entschëllegen, déi als eenzel Riedner hei optrieden an net am Numm vun hire Fraktioune schwätzen.

Ech géif gäre Merci soe fir déi Debatt, déi mer hei gefouert hunn, well déi Debatt eigentlech - dat muss een heiansdo feststellen, och wann ee mengt Eenzelner hätten et léiwer anescht - dach awer méi Konsensintersectiounen zu Dag gefördert huet wéi schroff Géigesätz an der Bewäertung vun der Politik oder am alternativen Entworf zu enger net fundamental kräfteg kritiséierter Regierungspolitik.

Ech war besonnesch frou iwwert dem Kolleeg Claude Meisch seng Ried, deen, wat ech korrekt fannen, sech ouni Nuancë bekannt huet zu der Budgets-, Finanz- a Wirtschaftspolitik vun där Regierung, déi eist Land tëschent 1999 an 2004 regéiert huet. Et mécht wéineg Sënn - an duerfir soll een och eenzel Aussoen ni an deem Sënn interpretéieren, wann ech se maachen - Distanz ze huelen zu deem, wat een zesummen an enger Regierung gemaach huet. Keen ass do mat dem Koalitiounspartner ëmmer honnertprozenteg averstan. A seltenste Fäll ass ee mat sech selwer ëmmer averstan.

(Hilarité)

An et kann een awer e Land nëmme regéieren an eng Regierung och nëmme féieren, wann ee jiddferengem dee Spillraum gëtt, soulaang wéi en zukunftsméisseg ze veräntwerten ass, deen e brauch, fir existéieren ze kënnen a Loft ze kréien. Dat ass eng Regel vun der Demokratie a vum Respekt, déi eenzel politesch Meenungen a Stréimungen eng virun där anerer mussen hunn.

An duerfir fannen ech et generell gutt, dass den Här Meisch hei d'Politik vun där aler Regierung an deene Beräicher, déi ech beschriwwen hunn, nojustifizéiert huet, wat eng utile Prezisioun war, wann ech dat vergläiche mat eenzelne Meenungsäusserunge vun him selwer respektiv vu Spriecher vu senger Partei an einschlägegen Dokumentatiounen, déi een heiansdo kann noliesen.

Ech sinn dankbar dofir an ech soen dat och wäit ewech vun all polemeschem Niewegedanken.

Hien huet gläichzäiteg däitlech gemaach, dass een déi Politik, déi déi lescht Regierung gemaach huet, muss ännere, well d'Zäite geännert hunn, well d'Erausfuerderungen anerer sinn a well dat, wat vun 1999 bis 2004 richteg war, logescherweis net méi ka richteg sinn am Zäitraum 2004 bis 2009 an duerno.

Well hätt een déi Politik virugefouert, déi ass guddem Grond entstanen ass, dann hätte mer an de Joren 2005 bis 2009 e kumuléierten zousätzleche Budgetsdefizit vun 20% par rapport zum Bruttoinlandsprodukt zesummegedroen. Dann hätte mer eis Statsschold vu ronderëm 2007 op mindestens 15% an d'Luucht gesat, an esou wéi den Här Meisch mat Bléck op aner politesch Zesummenhäng gesot huet, dass d'Léisung net kënnt an enger Verscholdungspolitik stoen, esou richteg ass et, dass hien d'Konklusioun zitt, dass déi Politik vun där fréierer Regierung - aus guddem Grond entstan - eng aner Tournure muss kréien an dëser Legislaturperiod, déi dorop ausgeriicht ass, fir net an de Verscholdungsstat anzetrieden an net an der Defizitautomatik ënnerzegoen.

Doraus huet sech erginn, dass mer, wéi och schonn an der Ried vum 12. Oktober 2005 ugekënnegt, déi dem Här Meisch seng nogereechte breet Zoustëmmung haut fonnt huet, eng Rei vu Gespréicher gefouert hu mat de Sozialpartner zu Lëtzebuerg an duerno och hei am Parlament, fir zu engem Richtungswiessel an der Budgetspolitik ze kommen, deen eben doranner besteet, dass een d'Automatisme sech net méi einfach brutaalst op zukünfteg Generatiounen doduerch exerzéiere léisst, dass se haut Käschten zeidegen, déi muer musse bezuelt ginn.

Doraus huet sech erginn, dass fir d'Joer 2007 opgrond vun deene Propositiounen, déi d'Regierung gemaach huet, par rapport zu deem, wat fir d'Joer 2007 entstane wier, wa mer keng Reformschrëtter ageluecht hätten, eng Mannerdépense vu 400 Milliounen Euro entstan ass, wat däitlech iwwer 1% vum Bruttoinlandsprodukt läit. Hätt een déi Reformen net gemaach, wier een net zu deenen Aspuerunge komm, an déi Aspuerunge wieren och wesentlech méi schwéier um politesche Plang ginn, wa se hei am Haus, soufern wéi se bis elo scho votéiert gi sinn, net breet gedeelt gi wieren.

Ech halen hei trotzdeem fest, nodeem ech elo feststelle muss, wat mech net wonnert, mä wat mech awer iergert, dass déi klug Geeschter, déi ëmmer alles scho besser wossten - normalerweis gehéieren ech jo och zu deenen, mä dës Kéier emol ausnahmsweis net -, elo erëm meckeren un de Resultater vun der Tripartite.

Et ass elo modern ginn - an et war jo nach ëmmer modern, modern ze sinn -, fir ze soen, déi Tripartite, déi brauche mir eigentlech net. Dat gräift am politesche Raum ëm sech, dat gräift och bei eenzelne Sozialpartner ëm sech. Jiddferee wäert sech hei am Land nach wonneren, wa mir déi Konsensmaschinn zu Lëtzebuerg eng Kéier ofstellen, wouhinner dass mer da ginn. Et kann ee ronderëm kucken, wou ee lant, wann een op de Sozialkonsens, soufern wéi de Konsens ëmmer och eng Léisung an der Saach duerstellt, vu virera verzichte wëllt. Ech ka virun esou engem Sech-Ofwende vum Lëtzebuerger Modell, well et komplizéiert ass, nëmme warnen.

Jiddferfalls, ouni déi Gespréicher mat de Sozialpartner an ouni dat Verständnis, wat mer och hei am Haus fonnt hu fir eenzel Saachen, déi misste gemaach ginn, wier d'Budgetssituatioun am Joer 2007 däitlech méi schlecht wéi se, wann Der dee Budget hei stëmmt, wouzou ech Iech gäre géif wëllen opfuerderen, am Joer 2007 wäert sinn.

Den Här Meisch huet zu Recht gesot, dat wären intensiv Aspuerungen, déi am Budget 2007 gemaach ginn, well, zënter dass ech mech ëm d'Statsfinanze bekëmmeren - dat ass säit 1985 -, ass nach ni esou eng staark Ofsenkung vun der programméierter öffentlecher Dépense vun engem Joer op dat anert gemaach ginn.

Fréier - Fréier? -...

(Hilarité)

..., viru Jore wier dat denkbar gewiescht, well d'wirtschaftlech Situatioun wesentlech méi schlecht war. Haut gëtt jo allgemeng an der Rosaroutmolerei vun den Zäitbetruechter gesot, d'wirtschaftlech Situatioun wier gutt, wat och stëmmt, an an esou engem Kontext ass et besonnesch bemierkenswäert, dass op Punkten, wou ee fréier souguer bei ausgeprägte Wirtschaftskrise keen Accord fonnt huet, een dës Kéier en Accord fonnt huet fir deen ee muss dankbar sinn.

Intensiv waren déi Aspuerungen, mä wann ech den Här Meisch richteg verstanen hu gi se him awer nach net duer. An ech wëll soen, mir och net, mä ech weess awer, wat d'Schwieregkeet ass, fir zu weideren Dépensenofsenkungen ze kommen, well mam Här Meisch si mir der Meenung, dass den Ausgabeproblem vum Stat den Haaptproblem vun der öffentlecher Finanzgestaltung ass, an dass deen - an do distinguéiere mir eis e bësse vum Kolleeg Bausch - net esou séier op der Recettësäit läit wéi haaptsächlech op der Ausgabesäit.

Nun huet den Här Meisch aus engem Grond, dee mir schleierhaft ass, Steiererhéijunge kritiséiert. Ech kann esou an där brutaler Form, wéi vun him préformuléiert, Steiererhéijungen net erkennen. Ech gesinn allerdéngs och keng Steierofsenkungen. Ech gesinn och keng richteg Steierneutralitéit. Mä ech gesinn op engem Punkt, nämlech an der Netindexéierung vum Steiertarif un d'Inflatioun, d'Fortsetzung vun der Politik vun där leschter Regierung, déi awer och d'Approbatioun fonnt huet vun de Sozialpartner an der Tripartite.

Et ass nozeliesen, dass d'Sozialpartner an d'Gewerkschaften, déi jo elo eng no där anerer eng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun froen, gesot hunn, am Prinzip wiere si domadder d'accord, dass bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod, dat steet am Avis vum Comité de coordination, keng Upassung un d'Inflatioun géif kommen.

Gradesou wéi d'Patronen an d'Gewerkschaften och averstane waren - Här Bausch, Dir hutt dat gelies am Avis vum Comité de coordination tripartite -, dass d'Tripartite Akt hëlt, an ech denken d'Chamber och, dat hu mir heibanne schonn oft erkläert, vun der Absicht vun der Regierung, sech konstruktiv un enger Harmoniséierung vun der Bemiessungsgrondlag fir d'Betribssteier an der Europäescher Unioun ze bedeelegen, well mer wéi Dir der Meenung sinn, dass deen éiwege Steierdumping, dee mir an der Europäescher Unioun erliewen, sech zum Nodeel vun den öffentlechen Haushalter an domat och zum Nodeel vun deene méi Schwaachen an der Gesellschaft wäert auswierken. Insofern sti mer an där Affär am Wuert.

Wann ech gesot hu bei menger Interventioun, am Accord mat der Regierung, dass mer eis iwwerleeë wéi een d'Betribssteierlandschaft an d'Steierlandschaft vun de Privatpersounen - heiansdo regruppéiert dat sech jo och nach am mëttelstännege Beräich - an de Joren 2008 an duerno ajustéiere wëllt, dann ass dat, well mer mussen zur Kenntnis huelen, dass opgrond vun eiser Fassong, fir Steierpolitik ze begräifen, wat duerchaus eng „schläichend Steiererhéijung“ ass, wat mer zënter 2002 hei virhuelen, dass een iergendwann, och fir Drock vun der Lounfront ewechzehuelen, erëm muss zu enger Ofsenkung kommen.

Ech hunn dat - an ech hätt gären, dass dat gutt an Erënnerung bleift - verbonne mat engem Hiwäis op déi budgetär Enkpäss, déi mer hunn an déi mer natierlech musse mat a Betruecht zéien.

Den Här Meisch huet iwwregens dankenswäerterweis mech do integral zitéiert, well hien deen Hiwäis op dat budgetäert Lach, wat een net däerf aus den Ae verléieren, wann een iwwer Steierpolitik schwätzt, mat a seng Zitatesammlung, déi mir beduecht war, opgeholl huet.

Duerfir ass dat, wat den Här Meisch hei iwwert d'Regierungspolitik generell gesot huet an iwwert d'Steierpolitik in specie gesot huet, eng korrekt Reflexioun an e korrekte Reflet vun der Regierungspolitik gewiescht.

Wäert Dir net Chef vun der Demokratescher Partei, Här Meisch, ech géif Iech direkt als Regierungssprecher engagéieren, well ech hunn d'Regierungspolitik selten an hirer Kohärenz a Konsequenz esou propper exposéiert gesi wéi Dir dat während engem laangen Deel...

(Interruptions)

...vun Ärer Ried hei gemaach hutt.

(Hilarité)

Just dass - an dofir ass vläicht awer Äre Profil net de richtege fir deen Job, deen ech ee Moment an engem autobiographeschen Exkurs, deen op Schwächt hindeit hei, opblëtze gelooss hunn - Der d'Steierpolitik net integral richteg beschreift, well, wann ech dat an Zesummenhang bréngen och mat deem, wat de Kolleeg Bausch gesot huet, iwwer ekologesch Usätz, déi een an der Steierpolitik brauch an déi mer an der Steierpolitik iwwregens och hunn zënter 1991, wann och net a genügend ausgeprägter Form, wéi hie wahrscheinlech denkt a wéi ech dat net total anescht gesinn, an uknäppt un de Verursaacherprinzip, deen och an der Fiskalpolitik eng Roll muss spillen, da kann een décemment d'Erhéijung vun der Autossteier a vun den Accisen net prinzipiell kritiséieren.

Wa mer et eescht huele mat dem Schlachtruff, dass mer a Saache Klimaschutz alleguer als Gemeinschaft musse vun der Plaz kommen; wa mer et eescht huele mam Verursaacherprinzip a wa mer eis vergläiche mat deenen Niveauë vu Besteierung, déi mer ronderëm eis hunn, da kann een déi Augmentatioune vun der Ursaachebelaaschtung am breedeste Sënn vum Ëmweltberäich net als de Géigendeel vun der richteger Politik beschreiwen.

Gradesou wéi een och wësse muss, dass an deene „schläichende Steiererhéijungen“, déi mer duerch d'Netindexéierung un d'Inflatioun vum Steiertarif erziilt hunn, eleng 50 Milliounen Euro dobäi sinn aus dem Steierjoer 2004 fir déi eng aner Koalitioun bei der Festleeung vum Steierniveau zoustänneg war wéi déi Koalitioun, déi elo an der Verantwortung steet.

Och den Här Bausch huet sech jo do laang mat der Steierpolitik beschäftegt, wéi ëmmer op rouegem a sachlechem Toun, mä net all sachlech Beschreiwung ass eng richteg Beschreiwung.

(Interruptions et hilarité)

Ech war e bëssen iwwerrascht beim Här Bausch hei en Auszuch aus enger Ried - aus dem Joer 2000 muss dat wuel gewiescht sinn - vum Stats- a Finanzminister,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

dat war deemools deeselwechten, iwwert d'Steierpolitik ze héieren.

Ech kann net richteg erkennen, wat dorunner falsch gewiescht wier, well hie wëllt u sech soen: Hei geschitt Nodichtung.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- D'Beweggrënn! D'Beweggrënn!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Jo, jo, hei geschitt Nodichtung!

Kuckt emol d'Joer 2000. Liest d'Prévision économique vun der OECD no, liest se no vum Fonds monétaire international, liest se no vum Statec, liest se no vun der Europäescher Kommissioun. Déi hunn erkenne gedoen - dat ass de Misère mat de Konsensprognosen, do stécht jo een deen aneren un -, wéi wa mer an engem Rhythmus vu relativ héijem Wirtschaftswuesstem kënnten heiheem an an der Eurozon virufueren.

Den immédiaten Haushaltsrisiko fir d'Joer 2001 an 2002 duerch d'Steierofsenkung war also opgrond vun der Konsensprognos net ginn, an duerfir och verantwortbar an deem Mooss wéi se geschitt ass.

Do war d'Tatsaach, dass mer duerno e konjunkturelle Redressement kritt hunn, zu Lëtzebuerg méi spierbar am massiven Ofstuerz vum Wirtschaftswuesstem, wuerfir mer vu ville Leit heibanne kritiséiert gi sinn, déi sech elo iwwerhaapt net méi wonneren, dass d'Statec-Zuelen all dräi Méint änneren, mä déi deemools awer der Regierung e grousse Prozess gemaach hunn, well mer net gesinn hunn, dass de Wirtschaftswuesstem sech géif no ënnen ofsenken.

D'Tatsaach, dass et zu där konjunktureller Verlangsamung komm ass, mécht déi Politik dofir awer nach net falsch, well mir hunn eis jo deemools och gemeinsam mat de Sozialpartner a mat aneren driwwer verstännegt, dass déi Politik, déi mer engagéiert haten, sollt virugefouert ginn, fir dass mer am Joer 2001, wat schonn e schwaacht Joer war, mä awer nach Excédenten am klassesche Budget nom Kontabilitéitsgesetz vun 1999 produzéiert huet, déi Ofsenkung kënnten ouni Gefore fir de Budget maachen a gläichzäiteg domat Impulser an d'Wirtschaft géifen eraginn, fir méiglechst séier aus där Dällt, an déi mer dunn erkennbar gerode waren, erauszekommen.

Duerfir kann ech, souguer am Zäitraum ënnerschiddlecher Begrënnung op d'Gesamtperiod bemiess an op dat, wat an där Period genee geschitt ass, wou déi Ried gehale ginn ass, net erkennen, wat fundamental un där Politik falsch gewiescht wier. An ech hunn dat, wat de Kolleeg Bausch hei virgelies huet, eigentlech och net als eng Remise en cause vun der Justificatioun vun där Politik gesinn, mä éischter als e Bémol un deem beharrlechen Insistéieren op engem Deel vun der Explikatioun: Hie wollt eigentlech soen, d'Explikatioun géif gewannen, wa se méi breet géif gemaach ginn.

M. le Président.- Här Statsminister, erlaabt Dir eng Tëschefro vum Här Bausch?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Selbstverständlech.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn dat nach eng Kéier zitéiert, well dat awer wichteg ass, och an der Explikatioun vun den Aspuerungen, déi mer musse virhuele mat dräi oder véier Joer Verspéidung.

Ech hunn 2001, wéi mer déi Steierreduktiounen hei am Parlament diskutéiert hunn, ëmmer gesot, datt wat ech vermësse géing, dat wär d'Géigefinanzéierung dovunner. Vu datt d'Géigefinanzéierung natierlech, wéi aus deem Zitat ersiichtlech, an der Hoffnung bestanen huet, datt se an enger weider unhalender héijer Konjunktur an donc héije Plus-valuë géif leien, war dat natierlech aneschters komm, wéi een et geduecht huet.

An donc ass dat, wat mer haut maache mat e puer Joer Verspéidung, och am Kader vun der Tripartite, menger Meenung no awer och zu engem Deel mindestens d'Resultat vun där net gemaachtener Géigefinanzéierung vun där Steierreform vun 2002.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Doriwwer kann ee laang streiden, mä mir kënnen dat och maachen. Mä ech mengen net, dass et richteg ass déi Moossnamen, déi elo hei am Aspuerpak geholl ginn, ze presentéieren als déi noutwendeg Géigefinanzéierung zu där ënnerloossener Géigefinanzéierung, wéi Dir se beschreift, vun der Steierreform vun de Joren 2001 an 2002 vun dësem Jorzéngt. Well richteg ass et, dass deen Deel Steieren, dee mer aus dem Bruttoinlandsprodukt, dat heescht aus dem nationale Räichtum erauszéien, haut nach genee op deemselwechten Niveau läit wéi dat de Fall virun der Steierreform war.

A richteg ass et, dass d'Dépense par conter an hirem Undeel par rapport zum nationale Räichtum sech ëm 5 oder 6% no uewen déplacéiert huet. Dat heescht, mir gi par rapport zu deem, wat mer am Joer verdéngen, méi aus wéi virun der Steierreform, mä mir kréie prozentual nach genee datselwecht era wéi virun der Steierreform, elo no der Steierreform. Insofern hätt d'Géigefinanzéierung vun der Steierreform dora bestanen, dass een déi Augmentatioune vun de Budgeten, déi ee vun de Joren 2002 bis 2005 gemaach huet, net ënnerholl hätt.

Hätt een dat awer gemaach, nämlech déi Dépensen do gebremst, notamment am Investivberäich, dann hätt ee weider Schwächungselementer an eng scho méi schwaach dohierkommend Konjunktur eraginn, wat d'Ursaach war firwat déi lescht Regierung précisément déi Politik do net gemaach huet.

De Problem sinn net d'Recetten.

Une voix.- Net nëmmen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- De Problem si virun allem d'Dépensen, an déi Tatsaach, dass mer haut esou vill aus dem PIB als Recette eraushuele wéi deemools, mä dass mer awer méi als Dépense aus dem PIB verbrauchen, fir eise Budget ze artikuléieren, weist, dass de Problem bei den Dépensë läit an net bei de Recetten.

Ech weess och, dass d'Leit fannen d'Betriber misste méi Steiere bezuelen, an dass ee kee Sträit mat de Leit kritt, wann een d'Betribssteieren erhéicht. Wann de Finanzminister, deen ech sinn, d'Kierperschaftssteier an d'Luucht setzt an d'Leit mam Index a mam Kannergeld a Rou léisst, dann hëlt seng Popularitéit zou, an deem Mooss, wéi e just de Géigendeel muss maachen, a seng Popularitéit eben deementspriechend ofhëlt.

Dat ass d'Regel vum Spill an dorunner däerf ee sech net allze vill stéieren, well et gëtt fundamental keng alternativ Konzeptioun zu där Gesamtpolitik do.

Wat mech e bëssen enttäuscht huet, nodeem ech esou vill gelueft hunn um Kolleeg Meisch senger Ried, dat ass, dass ech hei muss dee klassesche Saz vun all Regierungschef soen, nodeem d'Oppositioun geschwat huet, an deen doranner besteet, fir ze soen, hien hätt keng Alternativen héieren.

Ech fannen dat jo ëmmer esou stupid, d'Oppositioun gräift d'Regierung un, dat ass jo nach eenegermoossen normal, a seet déi Politik wier falsch, dat gëtt net ëmmer am Detail bewisen, och net an de graffe Linnen, well den Här Meisch huet jo eigentlech gesot hie wier mat där Politik averstanen, well hie seet, hie wier mat der Ried vum 12. Oktober vum leschte Joer averstane gewiescht, also och mat der Nullronn an der Fonction publique, well et geet jo drëm, fir méi ze spueren, et geet jo net...

(Interruption et hilarité)

Jo, wéi? Dir hutt dach hei eng Ried gehalen, wou Dir gesot hutt, eng Milliard Euro Verscholdung am Zentralbudget wier vill ze vill an et misste weider Effortë gemaach ginn, fir ze spueren. Da kënnt Dir jo décemment net - dat ass lech och net eescht gemengt -...

(Hilarité)

...hei derfir plädéieren, dass mer nach en Deel vun der Dépense no uewen ajustéieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat hunn ech jo och net gemengt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat heescht, Dir mengt also, et soll bleiwe wéi et ass?

Plusieurs voix.- Neen, neen.

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Gelift?

M. Claude Meisch *(DP).*- ..., datt een och der Regierung ka vertrauen, datt, wa se verhandelt mat de Leit, fir sech un een Dësch ze setzen, da gesäit een herno wat fir ee Resultat dobäi erauskënnt.

(Interruptions et hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Mä Dir sidd awer där Meenung, well Dir jo mat där Ried vum 12. Oktober averstane sidd a well Der sot weider Aspuerungen am Budget misste gemaach ginn an op jidde Fall wiere keng Augmentatiounen nach dobäizesetze bei deen Defizit vun enger Milliard, dee mer am Zentralstat schonn hunn. Also géif ech soen, Dir wiert awer méi no bei der Regierungspositioun wéi méi no bei enger Positioun, déi de Géigendeel vun der Regierungspositioun wier. Anescht kann ech dat op jidde Fall net erklären.

Misst ech mer et anescht erklären, misst ech natierlech vill manner frëndlech hei mat lech bei der Äntwert op Är Ried, déi ech wéi ëmmer propper fonnt hunn, ëmgoen.

Jiddefalls hunn ech mer ëmmer virgestallt, et wier esou topeg, wann de Chef vun der Regierung géif heihinner kommen, nodeem een Deel vun der Oppositioun geschwat huet, fir ze soen: Ech hu keng Alternativen héieren. Well dat ass esou e klassesche Boxkampf, dee mer ëmmer hunn. Ech hoffen, dass ech d'nächst Joer Är Alternative widderleeë kann, well dëst Joer hunn ech nu wierklech keng héieren, well dat, wat Der an Ären 33 Punkten opgeschriwwen hutt, dat hunn ech beim État de la nation schonn eng Kéier däitlech gemaach, dass och dat fundamental vun der Regierungspolitik, liest een et richteg a probéiert een et ze verstoen, net différéiert.

Ech soen also Merci fir Är breet Zoustëmmung zu der Budgetsphilosophie vun der Regierung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Elo hale mer op fir haut mat den Diskussiounen. Mir fuere muer de Moien um néng Auer weider. Muer de Moien ass als éischte Riedner den honorabelen Här Gibéryen agedroen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.11 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 93

Ordre du jour page 93

Dépôt d'une proposition de loi page 93

5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget pages 93-96

- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget pages 97-100

- Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances pages 100-102

- Discussion générale pages 118-129

5535 - Projet de loi portant approbation des amendements au Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé, arrêtés par la Vingtième session de la Conférence, le 30 juin 2005 page 102

5490 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés;

- la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

- la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 pages 103-107

5543 - Projet de loi portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de seize ans pages 107-111

5592 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, faite à Paris, le 9 décembre 2005 pages 111-112

5586 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et l'Ukraine, signé à Kiev, le 1er décembre 2005 pages 112-113

5604 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis du Mexique dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports, signé à Mexico, le 16 février 2006 page 113

5572 - Projet de loi portant:

1. transposition

- de la directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers;

- de la directive 2001/51/CE du Conseil du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985;

- de la directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers;

- de la directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers;

2. modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant

1) l'entrée et le séjour des étrangers;

2) le contrôle médical des étrangers;

3) l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère pages 114-117

Communications page 117

5646 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg (Déclaration de recevabilité) page 118

Ordre du jour page 118

Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens page 118

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1305	Mme Claudia Dall'Agnol	Information et éducation sexuelle et affective
1315	M. Aly Jaerling	Projets Belval Plaza 1 et Belval Plaza 2
1324	M. Xavier Bettel	Importation et commercialisation de fourrures de chien et de chat
1327	M. Camille Gira	Contamination des eaux par des pesticides
1332	M. Henri Kox	Crues actuelles sur la Moselle
1334	M. Marc Spautz	Négociations d'adhésion à l'UE avec la Turquie
1335	M. Robert Mehlen	Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean
1336	M. Claude Adam	Éducation différenciée
1337	M. Laurent Mosar	Assassinat de la journaliste russe Anna Politkovskaïa
1338	M. Laurent Mosar	Test nucléaire nord-coréen
1339	M. Marc Angel	Conférence nationale pour étrangers
1340	M. Marc Spautz	Déplacement de certaines lignes à haute tension
1341	M. Robert Mehlen	Contrôle de poids lourds sur l'autoroute A1
1342	M. Gast Gibéryen	Conséquences de la fusion entre Arcelor et Mittal Steel
1344	M. Lucien Clement et M. Marco Schank	Loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain
1345	M. Xavier Bettel	Enfants accueillis au Centre pénitentiaire avec leurs parents
1346	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Hôpital de la Congrégation «Fondation François-Elisabeth» à Luxembourg-Kirchberg
1347	M. Gast Gibéryen	Assurance contre les accidents des agents recenseurs
1348	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis	Piste cyclable de l'Alzette
1349	M. Camille Gira	Situation des agents municipaux
1350	M. Camille Gira	Estimation de la valeur des forêts luxembourgeoises
1351	M. Charles Goerens	Budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007
1352	M. Marcel Oberweis	Avenir professionnel des élèves inscrits en section horticole au Lycée Technique Agricole (LTA) d'Ettelbruck
1354	M. Henri Kox	Transparence dans le domaine des subventions agricoles
1355	M. Camille Gira	Laboratoires prenant en charge les analyses pour les animaux de compagnie
1356	M. Camille Gira	Ouverture contrôlée des écluses du barrage de la Sûre
1357	M. Jacques-Yves Henckes	Sécurité du trafic ferroviaire transfrontalier
1358	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis	Revalorisation de l'éducation physique et sportive à l'école primaire
1359	M. Laurent Mosar	«Loi antitabac»
1361	M. Ben Fayot	Accessibilité des lieux publics aux chiens d'accompagnement
1362	M. Ali Kaes, M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Sécurité routière sur la route nationale RN7
1363	M. Gast Gibéryen	Conférence et séminaire «Le rôle des hommes dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes»
1364	M. Laurent Mosar	Législation relative à l'exercice de la profession de notaire
1365	M. Roger Negri	Deuxième avenant à la Convention entre la France et le Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir les règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune
1366	M. Jos Scheuer	Loi sur bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil - Commission des loyers
1367	M. Xavier Bettel	Rapatriements forcés de demandeurs d'asile déboutés
1369	M. Claude Meisch	Réglementation de la vitesse applicable sur la RN11 Luxembourg-Echternach
1370	M. Marc Spautz	Création d'un lycée technique pour professions éducatives et sociales
1372	M. Félix Braz	Expulsion d'un demandeur d'asile biélorusse
1373	Mme Anne Brasseur	Encadrement individualisé des élèves
1374	M. Camille Gira	Sécurité à l'aéroport
1375	M. Félix Braz	Système de sécurité européen ERTMS (European Rail Traffic Management System)
1376	M. Emile Calmes	Publicité télévisée
1377	M. Laurent Mosar	Phénomène de la mafia chinoise
1378	M. Claude Meisch	Recettes publiques au premier semestre 2006
1379	M. Jean-Pierre Koepp	Règles de conduite de l'État en matière de paiements
1380	M. Jean Huss	Découverte près de Bascharage de citernes en béton contenant des hydrocarbures
1381	M. Laurent Mosar	Rapport annuel sur la Turquie
1382	M. Xavier Bettel	Système de brouillage des communications GSM au Centre pénitentiaire de Schrassig
1383	M. Robert Mehlen	Enquête de l'accident aérien survenu en novembre 2002
1384 urgente	M. Claude Meisch	Réorganisation de la structure de direction du groupe Arcelor-Mittal
1386	M. Claude Meisch	Société de fret ferroviaire des CFL et du groupe Mittal-Arcelor

Question 1305 (26.9.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**information et** l'**éducation sexuelle et affective:**

La loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse vise entre autres une politique d'information et d'éducation sexuelle renforcée et adaptée comme moyen essentiel de promouvoir la santé sexuelle, reproductive et affective et de prévenir les risques de grossesses non désirées tout comme les dangers des maladies sexuellement transmissibles.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Mesdames et Messieurs les Ministres les questions suivantes:

- Mesdames et Messieurs les Ministres souscrivent-ils toujours à la philosophie et aux buts de la loi précitée, notamment en ce qui concerne l'importance de l'information et de l'éducation sexuelle et affective?

- Le Planning familial qui, parmi d'autres, assure l'éducation à la santé sexuelle et affective, organise entre autres des séances d'information destinées surtout aux jeunes et pour lesquelles il existe une forte demande. Ainsi en 2005 2.682 élèves de 152 classes ont bénéficié de telles séances d'information. Toutefois, et malgré ses demandes répétées, le Planning familial ne dispose pas de poste conventionné pour accomplir cette mission. Mesdames et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il faudrait mettre à disposition du Planning familial les ressources et moyens nécessaires pour pouvoir accueillir plus de classes et pour assurer des séances d'information dans d'autres contextes?

- L'article 3 de la loi précitée prévoit l'introduction de séances spéciales d'information et d'éducation sexuelles dans les cours ou stages de formation pédagogique des candidats enseignants. Est-ce que ces séances spéciales ont été introduites? Si oui, sous quelle forme et depuis quand? Le cas échéant j'aimerais connaître les raisons qui ont fait obstacle à l'introduction de ces cours pendant les derniers 28 ans et si finalement l'introduction est prévue à court terme?

Réponse commune (13.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La philosophie et les buts de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse n'ont pas perdu de leur actualité. Les efforts en matière d'information et d'éducation sexuelle ne doivent pas discontinuer. Il importe même de les accentuer si on considère le nombre croissant de grossesses non désirées auprès de mineures ainsi que l'augmentation du nombre des personnes atteintes du Sida ces dernières années.

Les mérites qui reviennent au Planning familial pour le travail accompli au cours des dernières décennies en matière d'information sexuelle ne sauraient être assez soulignés. Depuis qu'il a été reconnu officiellement au milieu des années 70, le Planning familial bénéficie du soutien étatique. C'est ainsi que les salaires du personnel et le loyer sont pris en charge par le Ministère de la Famille ou que le Ministère de l'Éducation nationale contribue aux activités du Planning familial en accordant le financement des prestations de cours «Santé affective et sexuelle» (Total 2005-2006: 174 séances à deux heures).

Au niveau de la formation des enseignants, il convient de distinguer entre celle qui vise l'enseignement primaire et celle qui prépare à l'enseignement secondaire.

S'il est vrai qu'au niveau de l'enseignement primaire, la sexualité n'a pas fait l'objet de cours spéciaux comme le prévoit la loi de 1978, il faut toutefois relever que les questions ayant trait à la sexualité ont toujours été traitées de manière transversale dans la formation des instituteurs. Puisque l'éducation sexuelle figure au programme de la sixième année d'études et que certains aspects sont déjà abordés dès la deuxième année d'études, l'éducation sexuelle fait partie du profil de l'instituteur. Dans le cadre de son autonomie, l'Université sera libre d'introduire des séances spéciales en matière d'éducation sexuelle.

Question 1315 (1.10.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **projets Belval Plaza 1 et Belval Plaza 2:**

Fir e sougenannte Projet Belval Plaza 1 war eng Surface virgesi vu 6.500 m². Eng zousätzlech Demande, fir dës Surface op 13.000 m² ze erweideren, soll agereecht gi sinn.

Dësen zousätzlechen Areal soll fir Handel am Detail virgesi ginn, ënner anerem eng Surface vun 2.750 m² fir Textil, fir Schong a Maroquinerie 1.250 m², fir Hygiène a Gesondheet 500 m², Auermecherei a Schmock 500 m² a Sport a Fräizäit 1.500 m².

D'Genehmegung fir dës Erweiderung soll scho sou gutt wéi ausgestallt sinn.

Do derniewt soll awer engem Lëtzebuerger Groussmaart an Esch eng Erweiderung vu senger Surface fir Textilartikele verweigert gi sinn.

An der Argumentatioun vun den Demandeure fir d'Erweiderung vun der Surface op Belval Plaza 1, gëtt eng Zuel vun 130.000 Familljen uginn, wat de Besoin vu weidere Mëttelgeschäfter soll rechtfertegen.

Dës Zuel schéngt sech op déi ganz Groussregioun ze baséieren, wou menger Usicht no awer schon eng Saturatioun vum Besoin vun esou Geschäfter besteet, an zousätzlecher géif de Mëttelstand besonnesch an Esch a Bieles prekariséieren.

Déi Mëttelgeschäfter, déi sollen am Projet Belval Plaza 1 derbäi kommen, sinn déiselwecht, déi am Zentrum vun Esch a vu Bieles ugebueden ginn. Dat ze genehmege géif déi aktuell Escher an déi Bieleser Geschäftswelt (ëm déi 800 Betriber) a Gefor bréngen, wou ëmmerhin iwwer 4.000 Salariéen hiert Brout verdéngen.

Et schéngt och domadder nach net Schluss ze sinn, well en zukünftege Projet Plaza 2 weider kommerziell Aktivitéite kënnt ufroen.

Et misst emol kloer ermëttelt gi wéi vill Commerce nach opgrond vun der jetzeger an der zukünfteger Awunnerzuel nach sënnvoll ass, ouni datt duerch zevill Konkurrenz weider mëttelstänneg Betriber a Gefor geroden an domadder och vill Aarbechtsplazen.

Kann den Här Minister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass deenen Häre Ministeren de Projet Belval Plaza 1 a Plaza 2 bekannt? Wa jo, wat fir eng Ausmoosse soll e kréien?

2. Wat sinn déi kommerziell Surfacen, déi sollen an dës Projeten integréiert ginn?

3. Si scho Genehmegungen ausgestallt ginn, wa jo, wat fir eng?

4. Si sech déi zoustänneg Ministeren der Gefor fir d'Escher an déi Bieleser Geschäftswelt bewosst, wann zousätzlech Handelsflächen op dem Site Belval genehmegt ginn?

5. Wéisou kënnen engersäits Genehmegunge fir zousätzlech Kommerzarealer op dem Site Belval ausgestallt ginn, wann op där anerer Säit eng Genehmegung fir d'Vergréisserung fir Textilartikelen engem Lëtzebuerger Groussmaart zu Esch verweigert soll ginn?

6. Wat sinn d'Kritären - Awunner- a Flächeméisseg gesinn - fir Genehmegunge fir zousätzlech Handelsflächen?

7. Ass eis Regioun net schonns un der Grenz vun de vernünftegen Zouloossunge fir Handelsflächen ukomm?

8. Kann den Här Minister vun der Landesplanung mir matdeele wat fir eng Projeten nach op dem Site Belval virgesi sinn?

Réponse commune (11.12.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ainsi que le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire disposent des informations suivantes concernant les projets Belval Plaza 1 et Belval Plaza 2. Le premier aura une surface totale approximative de 44.000 m² dont un quart sera destiné à des surfaces commerciales. La surface restante sera réservée à des activités de loisirs (cinéma, fitness, restauration, etc.) et à des surfaces de bureaux. Le projet Belval Plaza 2 aura prévisiblement une surface totale de 37.000 m² qui seront réservées à des surfaces de bureau, des surfaces destinées au logement, des surfaces de restauration et des surfaces commerciales. La répartition exacte de la surface du projet Belval Plaza 2 par activité future n'est pas encore connue au stade actuel.

Pour ce qui est du projet Belval Plaza 1, des surfaces destinées à la vente en détail d'articles et de produits des branches commerciales principales habillement, chaussures et maroquinerie, hygiène et santé, horlogerie et bijouterie, sports et loisirs, électroménager et audiovisuel et papeterie et librairie sont prévues.

Une autorisation particulière, communément appelée autorisation grande surface, a été accordée pour les magasins vendant des articles de la branche commerciale principale électroménager et audiovisuel et papeterie et librairie.

Les Ministres sont tout à fait conscients des interactions possibles entre les magasins du centre-ville de la Ville d'Esch sur Alzette et ceux du futur centre commercial de Esch/Belval. On ne peut cependant pas nier que ce nouveau centre attirera de nouveaux clients ce qui créera de nouvelles opportunités pour les commerces du centre-ville. Il est cependant indispensable que les commerces du centre-ville et ceux du futur centre commercial Belval Plaza se mettent ensemble pour jouer la carte de la complémentarité.

En ce qui concerne l'extension d'un grand centre commercial sis à Esch/Alzette appartenant à un groupe luxembourgeois, le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement a délivré une autorisation d'extension en date du 24 avril 2006 portant également sur une extension de la surface destinée à la vente de textiles.

Conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement, une autorisation particulière peut être refusée si le projet risque de compromettre l'équilibre commercial dans la ou les branches commerciales principales concernées sur le plan national, régional ou communal. L'équilibre commercial est évalué sur base du marché théorique d'une zone de chalandise et de l'équipement commercial de cette même zone de chalandise ainsi que du chiffre d'affaires prévisionnel du projet en question. Le marché théorique est calculé à partir des dépenses commercialisables des habitants de la zone de chalandise concernée. L'équipement commercial est calculé à partir des surfaces de vente existantes dans cette zone de chalandise.

Sur base de plusieurs études récentes, on ne peut pas confirmer que toute sorte de projet risque de compromettre l'équilibre commercial dans la région citée par l'honorable Député. Il est cependant vrai que dans certaines branches commerciales principales, un risque de déséquilibre est imminent.

Finalement, rappelons les projets qui sont prévus sur le site de Belval:

Les projets terminés: Rockhal, bureaux d'une banque, rénovation du bâtiment du siège de la société Agora, siège du Fonds Belval (Bâtiment temporaire sur la Terrasse des Hauts-Fourneaux), bureau de chantier du Fonds Belval (ancien bâtiment des contremaîtres), Belval Info Point (Bâtiment temporaire sur la Terrasse des Hauts-Fourneaux).

Les projets en construction: nouveau bâtiment à bureaux d'une banque et Belval Plaza 1.

Les projets en préparation: Belval Plaza 2, Hotel Belval Square, Belval Plaza Tower (bureaux), six projets de logement dans le quartier Belval Nord, Pépinière d'entreprises dans le bâtiment Vestiaire, Archives nationales, bâtiments de l'université, Lycée technique Belval, CIPA de la commune de Sanem.

Les projets en développement: Centre national de la culture industrielle, réhabilitation des hauts-fourneaux, logements pour étudiants, trois îlots «Sudband» pour des showrooms, bureaux et l'artisanat, six îlots «Square 1» pour des bureaux et des logements, un complexe scolaire de la commune de Sanem, des quartiers de logements supplémentaires, des îlots pour des bureaux supplémentaires.

En total, le site de Belval accueillera de 5.000 à 7.000 habitants et plus de 20.000 postes de travail.

Question 1324 (4.10.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**importation et commercialisation de fourrures de chien et de chat:**

Dans sa réponse à une question parlementaire relative à l'importation et la commercialisation de fourrures de chiens et de chats *(cf. compte rendu N°1/2006-2007)*, Monsieur le Ministre avait indiqué que, vu les volumes extrêmement faibles, une interdiction totale de l'importation ne serait pas envisagée.

Or, dans un reportage télévisé en date du 3 octobre 2006 sur RTL Télé, les responsables d'une organisation de protection des animaux française ont affirmé avoir des preuves pour la fabrication de vêtements à partir de fourrures de chiens au Luxembourg. Malgré diverses tentatives, Monsieur le Ministre ne s'est toujours pas déclaré prêt à recevoir les responsables pour une entrevue.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces affirmations?

Réponse commune (15.12.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

Tout d'abord nous voudrions rassurer l'honorable Député que le Gouvernement est très sensible aux récits rapportés de la part des délégués de l'Association AFIPA concernant les traitements et les manipulations auxquels sont exposés en Chine les chiens et les chats détenus pour la production industrielle de fourrures.

Concernant l'allégation de l'honorable Député comme quoi le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ne s'est «toujours pas déclaré prêt à recevoir les responsables» de l'organisation française de protection des animaux, je dois vous informer qu'en ma qualité de Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural je me suis déclarée disposée à recevoir l'association AFIPA pour discuter du problème de l'importation des peaux canines et félines dans l'UE. Cette rencontre a cependant dû être reportée à plusieurs reprises faute de disponibilité des délégués de l'AFIPA.

L'honorable Député demande si les affirmations faites par une organisation française de protection des animaux lors d'un reportage sur RTL Télé peuvent être confirmées. Comme indiqué lors de la réponse à sa précédente question sur le même sujet, la nomenclature du Statec ne prévoit pas de code spécifique pour les fourrures de chien. En plus, les entreprises important pour moins de 150.000 euros de marchandises ne sont pas tenues de déclarer leurs importations au Statec. Nous ne disposons donc pas des données nécessaires pour pouvoir confirmer les affirmations de l'organisation en question. Ceci dit, depuis 1996, date de l'agrément du P.I.F. (Poste d'Inspection Frontalier) à l'Aéroport de Findel par la Commission européenne, les Services vétérinaires y installées n'ont enregistré aucune importation de peaux de chiens et de chats à ce poste de contrôle. Cela n'exclut cependant pas d'éventuels échanges intracommunautaires de telles marchandises dans le cadre du régime des libres échanges entre les États membres au sein de l'UE.

Il convient donc de relever que, nonobstant la mise en application du règlement grand-ducal du 10 juillet 2006 soumettant à licence l'importation, au Grand-Duché de Luxembourg, des peaux de chiens et de chats, seul un régime de restriction, voire d'interdiction à l'égard de l'importation de ces peaux au niveau communautaire saura garantir l'efficacité souhaitée. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle tant le Ministre que la Secrétaire d'État ayant dans leurs attributions l'Agriculture sont à maintes reprises intervenus en faveur d'une démarche communautaire dans les débats qui ont été menés en la matière au sein du Conseil des Ministres de l'Agriculture de l'UE, et y ont toujours préconisé une interdiction d'importation à un niveau plus global. C'est dans ce même ordre d'idées que le Gouvernement salue qu'en date du 20 novembre 2006 la Commission européenne a adopté une proposition visant à interdire l'importation, l'exportation et la vente de fourrures de chats et de chiens dans l'Union européenne. Cette proposition de règlement sera maintenant examinée par le Parlement européen et le Conseil des Ministres de l'Agriculture en vue de son adoption par la procédure de codécision.

Question 1327 (5.10.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **contamination des eaux par des pesticides:**

Le 17 août 2006, l'Institut français de l'environnement a publié son bilan sur la qualité de l'eau en France. Il en ressort qu'en 2004 des pesticides ont été retrouvés dans 96% des rivières, l'eau est jugée de qualité moyenne à mauvaise dans 49% des cas. Dans les eaux souterraines, dont le renouvellement peut prendre des centaines d'années, des concentrations de pesticides ont été relevées dans 61% des échantillons, 27% des eaux souterraines sont jugés de qualité médiocre ou mauvaise.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- À quels intervalles le Luxembourg procède-t-il à des analyses en vue de la détection de pesticides dans ses cours d'eaux et eaux souterraines?

- Quelles sont les conclusions tirées de ces analyses quant au degré de contamination de nos eaux par des pesticides?

Réponse (6.12.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Depuis 1991 des analyses de pesticides sont réalisées dans le cadre de la surveillance de la qualité des eaux souterraines. Ces analyses sont effectuées en sous-traitance au sein d'un laboratoire accrédité. Récemment le nombre de paramètres et la fréquence des analyses ont été adaptés dans le contexte de la directive 2000/62/CE dite «directive cadre eau» et s'effectuent dorénavant avec une fréquence biannuelle sur 34 sites répartis sur les différents aquifères du territoire national. Conformément à l'article 7 du règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 les fournisseurs d'eau potable (communes et syndicats) ont également l'obligation d'effectuer l'analyse de ces paramètres, soit au niveau du robinet du consommateur, soit au niveau de leurs ressources exploitées.

D'autre part, la division du laboratoire de l'AGE, dans l'optique de pouvoir réagir rapidement pour investiguer les origines de contaminations, a analysé entre février et août 2006 lors d'une première étape plus de 200 échantillons. Suivant ces analyses, 5% des nos ressources ne présentent aucune trace de pesticides, tandis que dans 25% des cas au moins trois pesticides ont pu être détectés. Environ 10% des concentrations mesurées dépassent le seuil de 100 ng/L pour une seule substance, ce qui correspond au seuil légal fixé par le règlement grand-ducal sur les eaux destinées à la consommation humaine et 20% des détections correspondent à des concentrations supérieures à 50 ng/L.

Les substances le plus souvent détectées sont l'atrazine et son métabolite principal l'atrazine-désethyl, suivis du dichlorobenzamide qui est le produit de dégradation direct du dichlobénil, vendu dans le commerce sous le nom commun «Casoron». Cette constatation mérite d'être soulignée et montre qu'à côté de l'agriculture, il existe bien d'autres origines comme l'utilisation de désherbants pour des espaces publics (places, cimetières,…) par des administrations communales ou encore leur utilisation sur des voies ferrées pour contrôler la pousse des herbes sur les tracés du chemin de fer.

Question 1332 (6.10.2006) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **crues actuelles sur la Moselle:**

Par rapport aux crues actuelles de la Moselle, le dernier message de la Cellule d'Annonce des Crues fonctionnant au sein du Service de la Navigation - diffusé ce matin par fax - prévoit le passage de la crête des crues pour aujourd'hui en fin d'après-midi, avec une cote maximale d'environ 770 cm à Stadtbredimus et de 680 cm à Remich. Quelques lignes plus bas, le lecteur est ensuite averti que les valeurs pour Remich ne sont pas fiables car «passagèrement affectées par un chantier sur une vanne du barrage de Stadtbredimus», un chantier sous régie allemande. Enfin, malgré l'affirmation que «cette situation ne devrait pas engendrer de sensibles conséquences aggravantes», son impact est bien réel dans la mesure où la prévision du niveau d'eau par rapport à celui de Stadtbredimus est moins fiable et que la montée de l'eau s'est avérée nettement plus rapide que lors de crues précédentes.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Depuis combien de temps le problème de la vanne défectueuse au barrage de Stadtbredimus est-il connu?

- Quand est-ce que les travaux de réparation ont commencé et quand est-ce qu'ils seront terminés?

- Est-ce que le Ministre est d'accord qu'en cas de crue, la distribution rapide, fiable et adéquate des informations et prévisions hydrologiques est essentielle pour les communes et citoyens concernés, surtout en cas de barrage non opérationnel?

- Quels moyens sont prévus pour améliorer les prévisions hydrologiques en cas de travaux, ainsi que pour minimiser les conséquences des chantiers?

- N'est-il pas urgent d'abandonner l'envoi des fax au profit d'un envoi par courrier électronique, ainsi que d'une publication parallèle sur le site web du Service de la Navigation ou sur un autre site dédié?

- Face à la recrudescence probable des crues durant les prochains mois, le Ministre n'envisage-t-il pas la mise en place rapide d'un site web, par exemple à l'image du site allemand http://www.hochwasser-rlp.de.

- Sinon, le Ministre envisage-t-il éventuellement une publication en ligne commune avec nos voisins allemands et/ou français?

Réponse commune (11.12.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Tout d'abord, il convient de noter que la crue qui a frappé début octobre la Moselle luxembourgeoise a été générée par des précipitations exceptionnelles qui ont concerné surtout le bassin versant de la Meurthe et qui ne pouvaient rester sans conséquences pour la Moselle avale. Si la crue avait un temps de retour de 50 ans dans le bassin de la Meurthe, les niveaux d'eau atteints à l'échelle de référence de Stadtbredimus relèvent avec 7.50 m de l'ordre d'une crue ayant une fréquence statistique de cinq ans.

Suite à une détection en date du 30 mai 2006 d'un problème d'étanchéité sur une vanne du barrage de Stadtbredimus, des travaux de réparation ont été effectués visant le remplacement préventif de la garniture d'étanchéité de la charnière.

Conformément à sa philosophie de sécurité, l'Administration luxembourgeoise a insisté à ce que les travaux de réparation de l'ouvrage en cause, effectués sous régie allemande, se fassent le plus rapidement possible. À cet égard, le Service de la Navigation a insisté auprès des autorités allemandes notamment à prévoir les moyens matériels et personnels appropriés, de sorte que la durée du chômage de la vanne soit limitée au plus strict minimum.

Les travaux, qui ont impliqué la mise en place du batardeau de secours, ont commencé le 3 juillet 2006 pour se terminer le 12 octobre 2006.

En ce qui concerne les informations et les prévisions hydrologiques, je suis d'accord avec l'honorable Député qu'une diffusion rapide, fiable et adéquate des informations et prévisions afférentes est essentielle pour la population concernée. À cet égard, il convient de noter que le service d'annonce des crues de la Moselle a été opérationnel à un stade précoce bien avant que la phase de vigilance déclenchant le service d'annonce des crues obligatoire n'a été atteinte. Des informations sur la situation, assorties de prévisions, ont ainsi été mises à disposition du public, notamment des communes et des citoyens concernés, à partir du mardi, 3 octobre 2006 dès 18 heures. La diffusion s'est faite par les voies traditionnelles bien rodées comme par exemple les administrations communales, la presse écrite et parlée, la messagerie P&T, la Protection civile, etc. La population concernée a par la suite été tenue informée sur l'évolution des niveaux d'eau moyennant 15 messages de crue.

La planification et l'exécution rapide des travaux permettent de minimiser les conséquences des chantiers. Il est clair que chaque fois que des travaux sont effectués, le Luxembourg insiste auprès du maître d'ouvrage afin d'aboutir à une finalisation des travaux dans les meilleurs délais. Il faut aussi savoir que pour les travaux en question, le personnel a veillé prioritairement au fonctionnement correct de la vanne du barrage restante en service.

Pour ce qui est d'une publication en ligne systématique à l'image, par exemple, du site allemand cité par l'honorable Député, la réalisation d'une plateforme d'information pour la prévision et l'alerte des crues en temps réel est prévue dans le cadre du projet transnational TIMIS («Transnational Internet Map Information System on Flood») créé en 2003 et cofinancé par le programme INTERREG IIIB de l'Union européenne. Le projet vise la mise en place d'un système d'information transnational pour les inondations couvrant les bassins versants internationaux de la Moselle, de la Nahe et d'une partie du Rhin. La phase opérationnelle du système d'information est prévue pour la fin de l'année 2008.

Question 1334 (10.10.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **négociations d'adhésion à l'UE avec la Turquie:**

L'Union européenne est en train de mener des négociations d'adhésion avec la Turquie, alors qu'il est patent que l'état des relations de la Turquie avec ses voisins chypriote et arménien ne permet pas vraiment de considérer de telles négociations comme justifiées à la lettre. Il y a quelques jours, la journaliste turque d'origine kurde, Zubeyde Ersöz, s'est vue accorder le statut de réfugié politique, et asile lui a été offert au Luxembourg.

Dans ces circonstances il semble de moins en moins judicieux de continuer les négociations d'adhésion avec un pays dont des ressortissants demandent et obtiennent l'asile politique au Luxembourg et dans d'autres pays membres de l'Union.

- Monsieur le Ministre partage-t-il cette appréciation?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la position du Gouvernement concernant la compatibilité de la décision d'offrir l'asile politique à une ressortissante turque avec la continuation des négociations d'adhésion avec un pays qui ne respecte manifestement pas l'ensemble des critères politiques d'adhésion, dits «de Copenhague»?

- Si le Gouvernement jugeait que la continuation des négociations d'adhésion avec la Turquie est incompatible avec la décision de conférer l'asile politique à Madame Ersöz, quelles initiatives compte-t-il prendre concernant la poursuite respectivement la suspension de ces négociations d'adhésion?

Réponse (20.11.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

En date du 3 octobre 2005, l'Union européenne a lancé les négociations d'adhésion avec la Turquie. La décision de principe d'ouvrir les négociations avec la Turquie a été prise par les chefs d'État et de Gouvernement des États membres de l'Union européenne au Conseil européen de décembre 2004 et sur base d'un rapport de la Commission européenne du 6 octobre 2004 qui concluait que la Turquie remplissait suffisamment les critères politiques de Copenhague et qui recommandait en conséquence le lancement des négociations. Les critères de Copenhague, dont le remplissage suffisant constitue une condition à l'ouverture des négociations d'adhésion, exigent la stabilité d'institutions garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'Homme, ainsi que le respect et la protection des minorités; l'existence d'une économie de marché viable et la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union; la capacité d'assumer les obligations résultant de l'adhésion, notamment de souscrire aux objectifs de l'union politique, économique et monétaire, et la capacité administrative d'appliquer et de mettre effectivement en œuvre l'acquis communautaire.

Le mandat de négociation pour la Turquie, qui régit les négociations d'adhésion, réitère que l'Union attend de la Turquie qu'elle poursuive le processus de réforme et s'attache à améliorer le respect des principes de liberté, de la démocratie et de l'État de droit, ainsi que des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Le mandat précise que l'Union et la Turquie poursuivront leur dialogue politique approfondi et que l'UE continuera à suivre de près les progrès de la Turquie. Il retient en plus que la progression des négociations sera influencée par les progrès réalisés par le pays dans le respect des critères de Copenhague ainsi que d'un certain nombre d'autres critères, dont notamment «l'engagement sans équivoque de la Turquie à entretenir des relations de bon voisinage» et «la véritable volonté de la Turquie de trouver une solution globale au problème chypriote dans le cadre des Nations Unies (…) et les progrès effectués dans la normalisation des relations bilatérales entre la Turquie et tous les États membres de l'UE, y compris la République de Chypre».

Afin d'évaluer l'état de préparation de la Turquie et le respect des critères, la Commission européenne publie chaque année un rapport régulier recensant les progrès réalisés par la Turquie sur sa voie vers l'Union et épinglant aussi les lacunes qui restent à combler. Si le dernier rapport de suivi de la Commission européenne, publié le 8 novembre 2006, constate que la Turquie continue de respecter suffisamment les critères politiques de Copenhague et qu'elle a poursuivi ses réformes politiques, elle note cependant avec préoccupation que le rythme des réformes s'est ralenti et exhorte la Turquie à redoubler d'efforts dans de très nombreux domaines pour se rapprocher des normes européennes. La Commission relève en particulier le fait que la Turquie n'a pas entièrement mis en œuvre le protocole additionnel de l'accord d'Ankara relatif à l'union douanière vis-à-vis de Chypre. La Commission fera des recommandations sur la voie à suivre dans les négociations d'adhésion et les relations UE-Turquie en général en vue du Conseil européen de décembre 2006, lorsque les chefs d'État et de Gouvernement seront appelés à tirer les conclusions du rapport de progrès.

Pour suivre d'encore plus près les efforts de la Turquie, la Commission européenne a annoncé par ailleurs dans son document stratégique sur l'élargissement, publié également le 8 novembre 2006, qu'elle a l'intention de renforcer davantage le dialogue politique dans le cadre des négociations d'adhésion. Le dialogue politique que l'Union mène avec le pays lui permet en effet de discuter avec la Turquie également de tous les sujets liés aux critères politiques. À ces occasions, l'UE incite la Turquie à chaque fois à ne pas relâcher ses efforts et à continuer sur la voie des réformes et à accélérer leur mise en œuvre.

En particulier l'Union européenne insiste sur la liberté d'expression et encourage la Turquie à procéder à la réforme des textes législatifs qui peuvent être interprétés de manière à enfreindre cette liberté. L'Union européenne encourage notamment la Turquie à retravailler certains articles de son Code pénal qui peuvent être invoqués au détriment de la liberté d'expression et d'autres libertés fondamentales des citoyens turcs.

Les progrès réalisés au cours des dernières années et les changements intervenus en Turquie témoignent du bien-fondé de l'approche européenne de soutenir et d'influencer le processus de réforme en Turquie dans le dialogue et dans la perspective d'une adhésion de la Turquie. Il est néanmoins vrai qu'il reste de très nombreux défis à relever. D'importantes lacunes persistent en matière de libertés fondamentales, des lacunes qui, le cas échéant, peuvent motiver une décision d'offrir l'asile politique à un ressortissant turc.

La décision d'attribuer le statut de réfugié politique à un ressortissant turc ne me semble de ce fait pas contradictoire avec l'approche de l'UE qu'il importe de soutenir le processus de réforme en Turquie dans le cadre des négociations d'adhésion.

La Turquie est en train de changer profondément et c'est avec le soutien de l'UE et grâce à la pression du processus de négociation qu'elle change. La Turquie qui pourrait un jour entrer à l'UE n'est pas la Turquie d'aujourd'hui.

Question 1335 (11.10.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean:**

Déi aktuell Ausstellung am neien «Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» huet vun Ufank u fir déi ënnerschiddlechst Reaktioune gesuergt, fir et emol galant auszedrécken. Well dobäi ëmmer erëm d'Fro opgeworf gëtt, wat dës Ausstellung de Steierzueler kascht, géif ech gären dës Froen un Iech riichten:

1. Kënnt Dir de Käschtepunkt vun dëser Ausstellung chiffréieren a wa méiglech Detailer dozou liwweren?

2. Wann Objekter, déi Bestanddeel vun der Ausstellung sinn, als Konschtwierker mat Steiergelder opkaf gi sinn, kënnt Dir dës Objekter mat hirem respektive Präis opléschten?

3. Wat ass de Joresbudget, dee fir Ausstellunge virgesinn ass, a wéi gesäit déi betreffend Planung fir d'Zukunft aus?

Réponse (23.11.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

D'Ausstellung „Eldorado", déi den honorablen Deputéierte Mehlen den Dag vun der Aweiung vum «Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» (MUDAM) den 1. Juli 2006 gesinn huet, stellt en Deel vun der Kollektioun vum MUDAM duer. Dem Musée seng Kollektioun ass no an no constituéiert ginn duerch eng jährlech Dotatioun, déi am Gesetz vum 28. Abrëll 1998 virgesinn ass: De Betrag vun där Dotatioun fir Konschtwierker ze kafe bedréit pro Joer 825.000 Euro an ass e Stéck vum Gesamtbudget, deen de Stat, nom Stëmmen an Akraafttriede vum Statsbudget, dem MUDAM all Joer zur Verfügung stellt.

D'Auswiel vun de Wierker ass d'Aufgab vun engem wëssenschaftleche Comité, deen aus internationalen Experte besteet. D'Direktesch vum MUDAM, d'Madame Marie-Claude Beaud, kann do op d'Rotschléi vu folgende Leit zréckgräifen:

- d'Madame Carmen Giménez, Art Curator 20. Jorhonnert, vum Solomon R. Guggenheim Musée vun New York;

- den Dr. Stephan Schmidt-Wulffen, Rektor vun der Akademie der bildenden Künste vu Wien;

- de Sir Nicholas Serota, Direkter vun der Tate Gallery vu London, an

- den Här Paul Reiles, fréieren Direkter vum Lëtzebuerger Musée national d'Histoire et d'Art.

Et ass dëse Comité, dee säin Accord gëtt ier e Wierk kaf gëtt. Dat garantéiert, datt Konschtwierker kaf ginn, déi internationale Qualitéitskritären entspriechen an déi och an d'Sammlung vum MUDAM passen.

De beschte Beweis, datt eis Kollektioun international unerkannt ass, ass datt eng Rei grouss Muséeë gefrot hunn, fir eis Wierker ausgeléint ze kréien: de MACBA vu Barcelona, de Museum of Contemporary Art vun Chicago, d'FRAC Lorraine vu Metz, de K20 vun Düsseldorf, d'Kunsthaus vu Graz, de Whitney Museum of American Art vun New York, de Centre Pompidou vu Paräis, an nach vill anerer. Domat ass Lëtzebuerg opgeholl ginn an d'Rei vun deene Länner mat Kulturinstitutiounen, déi och selwer international begierte Konschtwierker zur Verfügung stelle kënnen an net nëmmen, wéi dat bis elo bei eis de Fall war, Sammlungen oder individuell Objete bei auslännesche Muséeën ausgeléint hu fir Ausstellungen zu Lëtzebuerg ze organiséieren.

Sou sinn zënter 1999 circa 100 Ufroe fir Prête vun auslännesche Muséeën un eis erugedroe ginn. De gréissten Deel vun den Artisten, déi an der Sammlung vum MUDAM vertruede sinn, sinn international unerkannt an hir Wierker sinn a privaten an öffentleche Kollektiounen am Ausland ze fannen.

Als Annex zu dëser Äntwert fannt Dir d'Lëscht vun de Wierker vun der Ausstellung „Eldorado".

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 1336 (11.10.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**Éducation différenciée:**

Selon le rapport d'activité 2005 du Ministère de l'Éducation, «depuis l'année scolaire 2003/2004, les placements à l'étranger (d'enfants à besoins spécifiques) ont augmenté de plus de 40% (87 en 2003, 110 en 2004 et 123 en 2005)» et pourtant «le nombre total des enfants de l'Éducation différenciée est cependant resté constant par rapport à l'année précédente (550 en 2005, 546 en 2005)».

Le rapport d'activité 2004 du Ministère de l'Éducation ainsi que la publication de statistiques et indicateurs 2003-2004 «Les Chiffres Clés de l'Éducation nationale» révèlent bien que plus de 750 élèves ont fréquenté les structures scolaires faisant partie de l'Éducation différenciée mais ne renseignent guère sur le nombre d'enfants fréquentant une école à l'étranger.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Comment peut-on définir les besoins spécifiques des enfants orientés vers l'étranger? Quelle est la répartition des enfants par besoin spécifique?

- Quelles sont les institutions étrangères qui accueillent des enfants à besoins spécifiques venant du Luxembourg? Parmi ces institutions étrangères, lesquelles offrent une possibilité d'accueil en internat?

- Qui supporte les frais de scolarisation à l'étranger? Quel est en général le montant de ces frais de scolarisation?

- Est-ce que les scolarisations à l'étranger sont suivies voire évaluées?

- Qu'est-ce qui explique les orientations à l'étranger? Qu'est-ce qui explique l'accroissement du nombre de ces orientations? Le Gouvernement a-t-il prévu d'y remédier?

Réponse (20.11.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les motifs des placements individuels à l'étranger repris dans les statistiques du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ne sont pas exclusivement d'ordre scolaire.

Il faut discerner les placements à l'étranger proposés par la Commission médico-psycho-pédagogique nationale, les placements ordonnés par voie judiciaire et les placements recommandés en vue d'une prise en charge médicale particulière.

Les chiffres en question ne permettent donc pas une interprétation qui serait en relation directe avec

l'évolution du nombre d'élèves fréquentant une école de l'Éducation différenciée.

En ce qui concerne les motifs scolaires, le législateur a prévu que les placements à l'étranger ne sont à autoriser par la Commission médico-psycho-pédagogique nationale que dans le cas où une formation équivalente ne peut se faire au Grand-Duché (par exemple formations professionnelles pour jeunes sourds ou aveugles).

Le nombre des placements scolaires reste stable (23 par année) alors que les placements sur avis des instances judiciaires et des autorités médicales (respectivement 94 et 31 en 2006) ont considérablement augmenté au fil des années.

Parmi les causes des placements ordonnés par voie judiciaire, les troubles importants du comportement sont prépondérants tandis que les pathologies psychiques sont à l'origine des placements en milieu médical étranger. Parfois il est difficile de discerner si le premier motif du placement est d'ordre médical ou d'ordre judiciaire parce que des maladies psychiques peuvent engendrer un comportement inadapté.

Dans ces situations complexes la séparation géographique du milieu d'origine peut en elle-même avoir des effets thérapeutiques. L'exiguïté du territoire luxembourgeois ne permet guère à un élève de prendre un nouveau départ dans un environnement neutre.

Dans le cas de pathologies psychiques rares la collaboration avec des cliniques expérimentées des pays avoisinants s'avère utile voire indispensable de sorte que le Gouvernement ne saura y renoncer complètement.

Toutes les institutions avec lesquelles une collaboration régulière est entretenue offrent un accueil en internat (cf. relevé en annexe).

Les frais de scolarisation pouvant aller jusqu'à 2.200 euros sont imputés sur le budget de l'Éducation différenciée, les frais d'internat sont pris en charge par le Ministère de la Famille et comportent une participation de la part des personnes investies de l'autorité parentale, arrêtée selon un barème qui tient compte des revenus et de la composition du ménage.

Pour les élèves en faveur desquels le placement dans une institution à l'étranger a été entériné par la Commission médico-psycho-pédagogique nationale, une personne de référence est désignée afin de garantir le suivi de chaque élève.

De principe, le service social de l'Éducation différenciée est chargé d'accompagner les élèves et leurs parents à moins que cette tâche ne revienne aux services sociaux attachés au parquet général.

Une évaluation comparative s'avère difficile étant donné que les institutions étrangères sont choisies en complémentarité des établissements luxembourgeois.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 1337 (11.10.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**assassinat de la journaliste russe Anna Politkovskaïa:**

L'assassinat sauvage d'Anna Politkovskaïa a provoqué une vague d'indignation au sein de la communauté internationale. Ainsi l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe ainsi que plusieurs organisations non gouvernementales telle la Fédération internationale des Journalistes se sont, à l'unisson, dits «choqués» par ce meurtre et revendiquent la mise en place d'une enquête impartiale et rapide pour en démasquer les commanditaires. Ce meurtre est à ajouter à la liste noire de toute une série d'assassinats de journalistes russes perpétrés ces dernières années. L'assassinat de Paul Klebnikov, rédacteur en chef de l'édition russe de Forbes le 9 juillet 2004 à Moscou et qui n'a pas encore été élucidé à ce jour, en constitue un exemple significatif.

Cet assassinat ravive les craintes relatives au non-respect de la liberté d'expression et de la liberté de la presse en Russie. La question du durcissement de la répression à l'encontre des journalistes et opposants du régime se pose plus que jamais. À cet égard deux initiatives législatives semblent confirmer cette volonté de museler toute voix critique envers le régime en place, à savoir la loi sur les ONG de janvier 2007 qui réduit considérablement les libertés d'action des ONG russes et étrangères, désormais placées sous le contrôle de l'administration présidentielle, ainsi que la loi sur l'extrémisme de juin 2006, dont les défenseurs des droits de l'Homme craignent qu'elle puisse être utilisée pour interdire un certain nombre d'activités politiques d'opposition et entraver le travail des médias indépendants.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes aux Messieurs les Ministres:

- Quelle est l'appréciation du Gouvernement concernant ces allégations de violations des droits de liberté d'expression par le Gouvernement en Russie?

- Indépendamment des prises de positions internationales et notamment européennes, le Gouvernement luxembourgeois entend-il soulever la question de l'assassinat de la journaliste russe avec les autorités russes?

- Dans l'affirmative, de quelle façon le Gouvernement envisage-t-il de procéder?

Réponse (21.11.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le Gouvernement luxembourgeois partage sans réserve l'indignation de l'honorable Député au sujet de l'assassinat d'Anna Politkovskaïa.

Lors du dernier tour de consultations en matière de droits de l'Homme avec la Russie, le 8 novembre dernier à Bruxelles, l'Union européenne a soulevé la question du meurtre d'Anna Politkovskaïa et, de manière plus générale, de la liberté de presse en Russie. Elle a appelé une nouvelle fois à une enquête approfondie de ce crime haineux en vue de traduire au plus vite ses auteurs en justice.

Au-delà de ce drame, l'Union européenne a eu recours ces derniers mois aux moyens diplomatiques à sa disposition pour exprimer ses préoccupations sur les nouvelles lois russes sur les ONG et sur l'extrémisme. Suite aux protestations de l'UE, le Président Poutine a demandé l'avis juridique du Conseil de l'Europe et, par la suite, ordonné aux auteurs de la loi d'y apporter certains amendements, amendements qui se sont néanmoins avérés insuffisants. En ce qui concerne la loi sur l'extrémisme, la Présidence locale à Moscou a de même fait part des préoccupations de l'UE au Ministère russe des Affaires étrangères.

En tant que partie prenante aux positions de l'Union européenne décrites ci-dessus, le Luxembourg n'a pas l'habitude de publier, en sus, de grandes déclarations bilatérales. Je puis toutefois assurer l'honorable Député que le Gouvernement saisit toute occasion pour faire part de notre position aux autorités russes. Ainsi j'ai notamment soulevé la question de la loi sur les ONG lors de mes dernières rencontres avec mon homologue russe. Je me permets par ailleurs de rappeler que c'est sous Présidence luxembourgeoise que les premières consultations institutionnalisées sur les droits de l'Homme avec la Russie ont eu lieu.

Question 1338 (11.10.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **test nucléaire nord-coréen:**

L'Agence centrale de presse coréenne (KCNA), organe officiel du régime communiste de Pyongyang, a annoncé le 9 octobre 2006 l'essai nucléaire nord-coréen en assurant qu'il contribuerait à «défendre la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne et alentour».

Quelques heures après l'annonce de ce premier test nucléaire nord-coréen, le Conseil de Sécurité de l'ONU s'est réuni d'urgence pour «fermement condamner» le régime de Pyongyang et étudier des sanctions possibles.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelles sont les conséquences de ce test nucléaire au niveau du rééquilibrage des forces politiques dans la région, voire dans le monde? De quelle manière l'Union européenne envisage-t-elle de réagir à cette provocation nord-coréenne?

- Quelles seront les sanctions les plus vraisemblables contre la Corée du Nord de la part de l'ONU face à cet incident diplomatique majeur?

- Y a-t-il moyen de décréter des sanctions tout en épargnant la population civile, qui déjà maintenant fait les frais du régime nord-coréen en place?

Réponse (21.11.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

L'essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a affirmé avoir procédé le 9 octobre 2006 constitue non seulement une menace pour la paix et la stabilité dans la région et au-delà, mais aussi un défi pour le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et pour les efforts internationaux tendant à renforcer le régime de non-prolifération des armes nucléaires à travers le monde. Il va de soi que des pays tels que l'Iran observent attentivement la réaction de la communauté internationale suite à ces développements.

Par conséquent, le Gouvernement luxembourgeois se félicite de l'adoption à l'unanimité de la résolution 1718 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Les sanctions adoptées sont de nature à viser le régime nord-coréen et non la population civile. En effet, au terme de la résolution 1718, les États membres de l'ONU doivent empêcher la fourniture, la vente ou le transfert, directs ou indirects, vers la Corée du Nord des biens suivants: chars de combat, véhicules blindés de combat, systèmes d'artillerie de gros calibre, avions de combat, hélicoptères d'attaque, navires de guerre, missiles et lanceurs de missiles; tous articles, matières, matériel, marchandises et technologies susceptibles de contribuer aux programmes nucléaires, de missiles balistiques ou autres armes de destruction massive de la République populaire démocratique de Corée, et articles de luxe.

Il a également été décidé que les États membres doivent geler les fonds, avoirs financiers et ressources économiques se trouvant sur leur territoire à la date de l'adoption de la résolution ou par la suite, qui sont la propriété ou sous le contrôle direct ou indirect des personnes ou entités désignées par le Comité de sanctions ou par le Conseil de Sécurité comme participant ou apportant un appui, y compris par d'autres moyens illicites, aux programmes en rapport avec les armes nucléaires, les missiles balistiques et autres armes de destruction massive de la Corée du Nord.

Enfin, les États membres ont été instruits de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'entrée sur leur territoire ou le passage en transit par leur territoire de toute personne désignée comme étant responsable des politiques menées par la Corée du Nord en matière de programmes en rapport avec les armes nucléaires, les missiles balistiques et autres armes de destruction massive.

L'Union européenne a pour sa part lancé les procédures nécessaires en vue de la mise en œuvre de la résolution 1718 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. La position commune y relative devra en principe être adoptée le 20 novembre 2006.

Le Gouvernement luxembourgeois espère que le retour à la table des négociations dans le cadre des pourparlers à six, annoncé le 31 octobre dernier par la République populaire démocratique de Corée, permettra de mettre rapidement en œuvre la Déclaration commune publiée le 19 septembre 2005 par la Chine, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Japon, la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée et qui vise à parvenir à une dénucléarisation vérifiable de la péninsule coréenne et de maintenir la paix et la stabilité dans la péninsule et dans l'Asie du Nord-Est.

Question 1339 (11.10.2006) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **conférence nationale pour étrangers:**

La loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers stipule que le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers est chargé «d'organiser périodiquement une conférence nationale pour étrangers sur un ou plusieurs sujets concernant les étrangers, réunissant entre autres les membres du Conseil national pour Étrangers, les membres des commissions communales consultatives pour étrangers ainsi que des représentants des associations (…) ayant une activité sociale, culturelle ou sportive ainsi qu'avec les associations oeuvrant en faveur des étrangers». Depuis, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a organisé plusieurs conférences, dont la dernière a eu lieu le 6 mars 2004 et était intitulée «Ma participation citoyenne au Luxembourg: acteur ou spectateur?».

Il semblerait qu'une nouvelle conférence nationale pour étrangers est en cours de préparation au sein du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Dès lors je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quelles sont les suites qui ont été données à la conférence organisée en mars 2004? Les annales de la conférence sont-elles disponibles?

- Quel sera le thème de la conférence à venir?

- Dans quelles mesures le sujet de la réforme de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers, le contrôle médical des étrangers et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère sera-t-il traité au cours de la conférence?

- La proposition de loi portant modification de l'article 51(7) de la Constitution, de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national et de la loi électorale du 18 février 2003 (doc. parl. 5575) déposée par les députés Err et Fayot sera-t-elle intégrée dans les sujets abordés au cours de la conférence?

- Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0803 *(cf. compte rendu N°7/2005-2006)* adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire le 14 décembre 2005, ce dernier affirmait que le Conseil national pour Étrangers avait soumis des propositions de modification du règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à lui-même. À l'époque, ces propositions étaient à l'étude. Ont-elles entre-temps été transmises au Gouvernement? Ce sujet sera-t-il abordé au cours de la conférence?

- Une collaboration entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Ministère de l'Immigration a-t-elle lieu en vue de préparer la conférence?

- Sous quelle forme la Chambre des Députés aura-t-elle l'occasion de se saisir des conclusions de la conférence à venir?

Réponse (11.12.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Je vous informe que la prochaine conférence nationale pour étrangers aura lieu le 21 avril 2007.

1) Quant aux suites réservées à la dernière conférence nationale, je me permets de préciser que les différentes interventions introductives de ladite conférence et les rapports des ateliers ont fait l'objet d'une publication version papier et version électronique. La version électronique est toujours disponible. Les conclusions tirées ont été analysées au niveau du Ministère de la Famille et de l'Intégration au Commissariat du Gouvernement aux Étrangers en vue de leur transposition possible dans les actions qui sont de sa compétence.

À titre d'exemple, il y a lieu de relever l'atelier portant sur les discriminations sur le lieu du travail. Depuis la conférence, des actions de sensibilisation et d'information à l'attention des différents acteurs du monde du travail ont été mises en place. De même, divers séminaires et conférences ont été organisés.

Une étude sur la discrimination dans le milieu du travail a été commanditée par le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers en 2004 et réalisée par le Ceps/INSTEAD en collaboration avec le SeSoPI-Centre intercommunautaire. Les résultats de cette étude ont été publiés en octobre 2005.

2) Sur la question du thème de la conférence nationale, je peux vous informer que celle-ci sera placée sous les signes de l'Année européenne de l'Égalité des Chances pour tous, ainsi que de l'Année culturelle.

Il y aura un atelier plus politique visant l'intégration des non nationaux par la participation nationale et politique ainsi que la pleine citoyenneté. Les textes de loi cités par l'honorable Député en feront implicitement partis.

Un autre atelier thématisera les différents acteurs et moyens d'intégration autres que politiques.

3) Concernant les propositions de modification du règlement grand-ducal fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers, je vous informe que suite à l'introduction de ces propositions par mes soins auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire,

une réunion a eu lieu entre les deux Ministères en mars 2006 au cours de laquelle Monsieur le Ministre Jean-Marie Halsdorf a marqué son accord de principe sur ces modifications.

Celles-ci sont actuellement revues au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire de manière à les rendre conformes à la législation régissant les compétences communales. Ce sujet ne sera pas abordé au cours de la prochaine conférence nationale.

4) La préparation de la conférence nationale incombe de par la loi au Commissariat du Gouvernement aux Étrangers. Comme cela s'est fait pour les conférences nationales précédentes, le Conseil national pour Étrangers, ainsi que certaines associations d'étrangers et celles œuvrant en faveur des étrangers sont activement impliqués dans l'organisation de celle-ci.

Le rôle du Ministère de l'Immigration se situe plutôt au niveau de la participation.

5) Suite aux invitations qui vont à tous les membres de la Chambre des Députés, tel que cela s'est déjà fait pour les conférences précédentes, je m'attends à une présence effective d'un nombre représentatif de députés à ladite conférence tout au long de la journée et surtout lors de la séance de clôture où un débat animé avec salle se fera autour des conclusions.

En effet, une des critiques émises en 2004 par les participants lors de cette séance de clôture fut l'absence quasi-totale des élus nationaux et locaux.

Question 1340 (11.10.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **déplacement de certaines lignes à haute tension:**

Sur la route nationale RN13 entre Fennange et Bettembourg et sur la route nationale RN31 entre Bettembourg et Kockelscheuer les lignes à haute tension sont en train d'être déplacées selon un nouveau tracé.

Suivant mes informations le nouveau tracé suit de façon aérienne le chemin de l'autoroute de Schifflange vers Bettembourg jusqu'à la rive de l'Alzette. Un passage souterrain est ensuite prévu pour traverser la réserve naturelle. Après avoir parcouru cette dernière, la ligne à haute tension rejoint à nouveau de façon aérienne le tracé de l'autoroute

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes des Ministres concernés.

- Pour quelles raisons le nouveau tracé des lignes à haute tension ne suit-il pas intégralement de façon aérienne le tracé existant de l'autoroute?

- Jusqu'à quand la route nationale RN13 entre Bettembourg et Fennange restera-t-elle fermée?

Réponse (10.11.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Suivant les informations fournies par l'Administration de l'Environnement, le seul projet de la société Cegedel S.A. en cours de réalisation dans les environs de Bettembourg et qui tombe sous les dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, est la construction de la nouvelle ligne électrique 225 kV à partir de la ligne de distribution haute tension existante Schifflange-Dudelange jusqu'à la nouvelle sous-station de transformation de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois située à Bivange. La sous-station de transformation qui servira à renforcer l'alimentation en énergie électrique du réseau ferroviaire des secteurs Bettembourg-Luxembourg et Berchem-Wasserbillig ainsi que la ligne électrique 225 kV ont été autorisées en vertu de la loi relative aux établissements classés par l'arrêté N°1/04/0173 du 7 avril 2005.

Ad 1) Plusieurs variantes, dont notamment une variante qui suivait intégralement de façon aérienne le tracé de l'autoroute, ont été étudiées par le bureau d'études, de conseil et de gestion en matière écologique et environnementale «Oeko-Bureau» pour le compte de la société Gegedel S.A. et de la SNCFL. La variante sortant de cette étude comme étant le plus favorable en matière de protection de l'environnement a été retenue et autorisée.

Conformément à la législation en matière de la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement, le dossier commodo et incommodo peut être consulté auprès de l'Administration de l'Environnement.

Ad 2) Suivant mes informations, les travaux en relation avec la pose des conduites électriques sur la route nationale RN13 sont achevés.

Question 1341 (12.10.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **contrôle de poids lourds sur l'autoroute A1:**

De leschten 3. Oktober sinn de ganzen Dag iwwer bis spéit owes op der Autobunn Lëtzebuerg-Tréier op der Héicht vun der Sortie Potaschbierg Camionskontrollen duerchgefouert ginn. Dobäi ass de ganze Verkéier op der Autobunn esou behënnert ginn, datt et während der Haaptverkéierszäit zu engem Megastau komm ass, dee bal bis op de Findel gereecht huet, an dee souguer spéit owes ëmmer nach bis zur Sortie Fluesweiler gereecht huet. Automobilisten a Richtung Gréiwemaacher hu Stonne gebraucht fir dësen Trajet ze maachen. Deen Dag ware wéinst dem Feierdag an Däitschland zousätzlech ganz vill Automobilisten aus Däitschland ënnerwee, déi de Chaos nach vergréissert hunn. Et ass iwwregens net fir d'éischt, wou dat geschitt.

Duerfir géif ech Iech, Här Minister, gären dës Froe stellen:

1. Wourop hunn dës Kontrolle sech bezunn a wat sinn déi konkret Resultater vun dëser Kontroll gewiescht?

2. Besteet keng Méiglechkeet fir Camionskontrollen esou duerchzeféiren, datt esou eng onzoumutbar Behënnerung vum gesamte Verkéier kann évitéiert ginn?

3. Wa jo, sidd Dir bereet fir op entspriechend Verbesserungen hinzewierken?

Réponse (11.12.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Les contrôles en question ont été effectués conformément au règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 relatif aux limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours féries. Ce règlement prévoit notamment en son article 1er que:

«Art. 1er. Il est interdit aux conducteurs des véhicules automoteurs dont la masse maximale autorisée, avec ou sans remorque, dépasse 7.500 kg et qui sont destinés au transport de choses en provenant de la Belgique ou de l'Allemagne et en direction de la France de circuler sur les voies publiques du Grand-Duché de Luxembourg les samedis et veilles des jours fériés énumérés à l'article 3 à partir de 21.30 heures jusqu'à 21.45 heures les dimanches et jours fériés précités.

La même interdiction est d'application pour les véhicules mentionnés au premier alinéa en provenance de la Belgique ou de la France et en direction de l'Allemagne les samedis et veilles des jours fériés énumérés à l'article 3 de 23.30 heures jusqu'à 21.45 heures les dimanches et jours fériés précités.»

Les dispositions du règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 précité requièrent que la Police grand-ducale procède à un contrôle des poids lourds qui empruntent le réseau autoroutier soit en direction de la France soit en direction de l'Allemagne les jours où une interdiction de conduire est en vigueur dans l'un de ces deux pays. Cette procédure est nécessaire surtout à l'occasion des jours fériés qui varient selon le pays concerné. Il va sans dire que ces contrôles ont une répercussion négative sur la fluidité du trafic sur le réseau autoroutier. Cependant, au cas où ces contrôles ne seraient pas effectués, les conséquences sur le trafic seraient encore plus néfastes, puisque le réseau autoroutier serait obstrué par les poids lourds interdits d'entrée dans les pays respectifs. Toutefois, j'ai demandé à la police d'examiner si les contrôles et la gestion du trafic peuvent être organisés de manière telle à réduire au maximum les nuisances pour les autres automobilistes.

Le 3 octobre 2006 les contrôles de la Police grand-ducale ont donné lieu à l'établissement des 263 avertissements taxés pour non-respect de la réglementation précitée sans compter les autres infractions verbalisées pour non-respect aux dispositions du Code de la Route (Eurovignette, pneus lisses, fixation de la charge, etc.).

Question 1342 (12.10.2006) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **conséquences de la fusion entre Arcelor et Mittal Steel:**

Suergen an der Populatioun am Zesummenhang mat der Fusioun vu Mittal an Arcelor, wat de Sëtz vun der Arcelor zu Lëtzebuerg ugeet, sinn zanter haut och Thema an enger franséischsprooocheger Wochenzäitschréft. Rieds geet do vun Délocalisatiounen, déi ulafe géingen, a vum geplangte Verkaf vum Arcelor-Verwaltungsgebai an der avenue de la Liberté an der Stad.

Ënnert der Iwwerschréft «Arcelor: liquidation totale au siège à Luxembourg» gëtt behaapt, datt de Service informatique vun der Arcelor no Dubai délocaliséiert gëtt an datt déi éischt Licenciementer zu Lëtzebuerg ugelaf wieren.

De Service juridique fir säin Deel soll vum Haaptsiège an der avenue de la Liberté no London verluecht ginn. Och hei wieren déi éischt Licenciementer «en cours».

Den Arcelor-Sëtz an der Stad géing verkaf ginn an den Här Mittal géif sech an dëser Saach fir d'éischt un d'Regierung adresséieren.

Duerfir folgend Fro:

- Wat ass un deene genannten Informatiounen drun?

Réponse commune (23.10.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Den Här Deputéierte Gibéryen ass duerch eng Partie Rumeure beonrouegt, déi an enger Wochenzeitung lancéiert goufen iwwer Pläng, déi Arcelor-Mittal a Bezuch op Lëtzebuerg hätt.

Entgéint deem, wat do gemengt gëtt, gëtt et keng Intentioune fir de Siège vu Lëtzebuerg soss anzwousch ze transferéieren, och net de Service juridique oder d'Informatik. Arcelor-Mittal plangt och net, d'Haaptverwaltungsgebai an der avenue de la Liberté ze verkafen.

Question 1344 (12.10.2006) de **MM. Lucien Clement** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant la **loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain:**

L'article 108(1) de la loi susmentionnée prévoit que «Les plans d'aménagement général dûment approuvés par le Ministre de l'Intérieur conformément aux dispositions de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes qui existent au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi doivent faire l'objet d'une refonte et adaptation complète conformément aux dispositions et procédure de la présente loi dans un délai de six ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.»

Vu les développements ci-dessus nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire:

- Combien de communes ont déjà adapté leur PAG respectivement entamé une procédure d'adaptation aux dispositions de la loi du 19 juillet 2004?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend mettre en oeuvre afin d'inciter toutes les communes en question à respecter le délai de six ans tel que prévu à l'article 108 de la loi de 2004?

Réponse (20.11.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

- À l'heure actuelle le plan d'aménagement général (PAG) d'une seule commune (Esch/Sûre) a fait l'objet d'une refonte et adaptation complète au sens de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Le conseil communal de la commune d'Esch/Sûre a en effet procédé au vote définitif de son nouveau PAG en date du 11 octobre 2006, alors que des observations écrites ont été présentées dans le délai de 30 jours qui suivent l'approbation provisoire par le conseil communal. La procédure d'approbation pourra donc être achevée dans les prochains mois. À ce jour aucune autre commune n'a officiellement entamé la procédure d'approbation par la saisine de la commission d'aménagement.

- En vue de la refonte et adaptation complètes de leur plan d'aménagement général, quelque 40 communes ont d'ores et déjà soumis les contrats qu'elles ont conclu avec une personne qualifiée au sens de l'article 7 de la loi prémentionnée, aux services du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire en vue de leur approbation.

- Par trois circulaires datées respectivement au 13 juillet 2004, au 7 novembre 2005 et au 6 mars 2006, les communes ont été rendues attentives au fait que conformément à l'article 108(1) de la loi modifiée du 19 juillet 2004, leur plan d'aménagement général doit faire l'objet d'une refonte et adaptation complètes jusqu'au 7 août 2010 au plus tard. Dans ces circulaires il a de nouveau été rappelé qu'en cas de non-respect du délai précité les plans d'aménagement général établis sous le régime de la loi du 12 juin 1937 deviennent caducs, ce qui aura inévitablement comme conséquence que l'ensemble du territoire communal sera classé en zone verte.

- À titre exceptionnel, les communes concernées peuvent, sur délibération motivée du conseil communal et sous l'approbation du Ministre, demander que le délai soit prorogé pour une durée maximale d'un an.

- Les communes agissent donc en parfaite connaissance de cause et peuvent par conséquent prendre toutes les mesures qui s'imposent afin de pouvoir respecter les délais imposés par la loi.

Question 1345 (13.10.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **enfants accueillis au Centre pénitentiaire avec leurs parents:**

Deux jeunes mères sont actuellement incarcérées en détention préventive avec deux enfants en bas âge. Les deux femmes partagent une cellule avec leurs enfants. Malgré les efforts entrepris par les gardiennes pour offrir à ces enfants le minimum d'espace dont ils auraient besoin, ces derniers sont presque toute la journée enfermés en cellule et n'ont guère de possibilité de se défouler en plein air.

Par ailleurs, il paraît que les mères souhaiteraient elles-mêmes que leurs enfants quittent le Centre pénitentiaire et soient placés jusqu'au moment de leur sortie dans une institution appropriée ou dans une famille d'accueil.

Cette situation est inacceptable pour les enfants tant du point de vue de leur épanouissement personnel que du point de vue de leur sécurité.

- Dans ce contexte j'aimerais donc savoir de Madame et Monsieur les Ministres, qu'est-ce qu'ils veulent entreprendre pour mettre fin à cette situation.

- De façon générale, combien d'enfants sont accueillis au Centre pénitentiaire avec leurs parents? Quel est l'âge de ces enfants? Combien de temps ces enfants restent incarcérés au Centre?

- Au vu de la situation actuelle ne serait-il pas envisageable de prévoir les infrastructures nécessaires au sein du Centre pénitentiaire pour permettre aux mères de rester ensemble avec leurs enfants en bas âge pendant leur détention?

Réponse (8.11.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Dans la mesure où les faits ont été présentés de façon peu nuancée au public, il me tient à cœur de rappeler les faits et circonstances de cette affaire.

Le samedi 30 septembre 2006 deux femmes, chacune accompagnée de son enfant de 15 mois respectivement 29 mois, ont été arrêtées dans le cadre d'une affaire de trafic de stupéfiants.

Le dimanche 1er octobre 2006 les deux femmes ont été placées sous mandat de dépôt par le juge d'instruction.

Vu que les deux femmes s'étaient violemment opposées à une séparation de leurs enfants au moment de l'arrestation, ceux-ci ont à la suite de la mise en détention rejoint leurs mères au Centre pénitentiaire - quartier des femmes - en conformité avec l'article 142 du RGD du 24 mai 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires. Ce fut donc une décision humaine et de bon sens qui fut prise par les autorités judiciaires.

Le 13 octobre 2006, sur décision du Juge de la Jeunesse de Luxembourg intervenue suite à un courrier du Centre pénitentiaire, la mesure de placement des enfants dans un foyer a été remise en vigueur et les enfants ont quitté le CPL, alors qu'il s'avérait que les mères n'étaient pas à même de s'occuper de leurs enfants.

D'une manière générale il importe de relever qu'il n'y a pas lieu de confondre la situation d'enfants en bas âge avec celle des adolescents mineurs incarcérés au CPL.

Ainsi, l'article 142 du règlement d'ordre intérieur des établissements pénitentiaires de 1989 dispose ce qui suit:

«Hormis le cas où elle se constitue prisonnière, le directeur ne peut refuser une femme accompagnée d'un enfant incapable de se passer des soins de sa mère ou d'une femme dont l'accouchement pendant la détention est à prévoir.

Les enfants admis avec leur mère peuvent être gardés par celle-ci dans leur chambre ou cellule; ils y disposent toujours d'une couchette séparée.»

Il se dégage du texte qui précède que les auteurs du règlement de 1989 ont à juste titre considéré que d'une manière générale les bébés sont mieux avec leur mère que placés dans un foyer. Ces considérations ont aussi été à l'origine du placement des deux enfants en bas âge en prison ensemble avec leur mère.

Question 1346 (13.10.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**hôpital de la Congrégation «Fondation François-Elisabeth» à Luxembourg-Kirchberg:**

Selon mes informations, l'hôpital inauguré en juillet 2003 et ayant une capacité de 450 lits, ne dispose pas de chambres climatisées destinées aux patients hospitalisés.

Sachant que ces dernières années les températures ont souvent dépassé les 30 degrés pendant les mois d'été, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Pour quelles raisons l'installation n'a pas été réalisée au cours des travaux de construction du bâtiment, comme c'est le cas pour d'autres hôpitaux ou pour certains départements de l'Hôpital Kirchberg comme par exemple la salle de réanimation et le bloc opératoire?

- Le Gouvernement envisage-t-il l'installation et le cofinancement d'un système de climatisation dans l'Hôpital Kirchberg?

- En cas de réponse négative, ne pourrait-on pas équiper au moins les chambres de la station des maladies cardiaques avec un système de climatisation, sachant que ces patients souffrent énormément de la chaleur en été?

- À qui incombe la responsabilité en cas de décès d'un cardiaque pour cause de températures trop élevées dans les chambres?

Réponse (14.11.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Toutes les constructions hospitalières récentes, réalisées avant 2003 ou terminées pendant l'été 2003, qui s'est signalé par une canicule exceptionnelle, répondent à des standards internationaux. Ces standards n'exigeaient pas à l'époque, et n'exigent d'ailleurs toujours pas, la mise en place d'un système de climatisation pour les chambres d'hôpital.

Équiper après coup toutes les chambres d'un système de climatisation serait techniquement très difficile à réaliser. La mise en place d'appareils mobiles de climatisation n'offre pas les mêmes garanties d'hygiène qu'une climatisation centralisée, alors qu'un risque de légionellose ne peut pas être écarté.

Si, comme dit ci-dessus, les standards internationaux ne requièrent pas de climatisation pour les chambres d'hôpital, ils exigent cependant la mise en place d'un système de ventilation susceptible d'y maintenir une température convenable.

De tels systèmes existent dans nos hôpitaux, y compris à celui du Kirchberg. Suite à la canicule de 2003 mes services sont particulièrement attentifs, lors de l'examen de nouvelles demandes de construction ou de transformation d'hôpitaux ou d'ailes d'hôpitaux, à la question de la température à maintenir dans les chambres. La solution à retenir peut diverger de cas en cas, par exemple en raison de la localisation des chambres à l'intérieur du bâtiment, du volume de leur surface vitrée ou encore de leur exposition au soleil. Des solutions alternatives à la climatisation pouvant être envisagées sont notamment le post-refroidissement intégré pour les chambres d'hospitalisation ainsi que les plafonds rayonnants hydrauliques.

Il est bien évident que tout système de ventilation demande une manipulation adéquate pour fournir des résultats optimaux. D'après mes renseignements le système de ventilation adiabatique, en place à l'hôpital du Kirchberg, n'aurait pas pu donner son plein rendement lors de la canicule de 2003, alors qu'il présuppose la fermeture des fenêtres, que cependant certains patients, dans un réflexe bien compréhensible, ont laissées largement ouvertes. Des instructions au personnel et aux patients permettront d'y remédier, en cas de nouvelle canicule.

À noter qu'un système de climatisation centralisé fonctionne dans les services de soins intensifs des hôpitaux du pays, y compris à celui du Kirchberg.

Quant à la question de la responsabilité, soulevée par l'honorable Parlementaire, je n'entends pas prendre position, alors que si elle était effectivement portée devant les tribunaux, ceux-ci ne seraient en aucune façon liés par les considérations que je pourrais émettre.

Question 1347 (16.10.2006) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**assurance contre les accidents des agents recenseurs:**

Zur Zäit sinn an de Gemengen erëm d'Vollekszieler ënnerwee. Dëse Matbierger gëtt fir hire wäertvollen Déngscht eng kleng Indemnitéit vun der jeeweileger Gemeng (respektiv dem Stat) zougestanen.

- Meng Fro ass, ob dës Leit onfallverséchert si wann hinne während der Ausféierung vun hirer Fonctioun en Accident geschitt.

Réponse (23.11.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Well d'Vollekszielung nëmmen eemol all Joer duerchgefouert gëtt an d'Aarbecht vun de Vollekszieler och nach innerhalb vun enger kuerzer Zäit gemaach gëtt, kréien déi Leit keen Aarbechtskontrakt vun de Gemengen, mä si kréie fir hir Aarbecht vum Stat a vun de Gemengen eng kleng Indemnitéit. Well déi Leit awer net an engem rechtlechen Aarbechtsverhältnis mat där betraffener Gemeng stinn, si si net automatesch verséchert, fir de Fall wou hinne bei hirer Aarbecht als Vollekszieler eppes géif zoustoussen.

Fir d'Vollekszieler ofzeséchere fir de Fall wou hinnen en Accident sollt während hirer Aarbecht geschéien, muss déi jeeweileg Gemeng eng Versécherung ofschléissen, déi d'Risquen, deenen hir Vollekszieler ausgesat sinn, couvréiert.

Question 1348 (16.10.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **piste cyclable de l'Alzette:**

La piste cyclable PC15 fait la liaison entre la ville de Luxembourg et Ettelbruck et traverse entre autres les communes de Lorentzweiler et de Lintgen. Bien que la majorité des travaux soit déjà achevée, notamment les tronçons Luxembourg/Lorentzweiler et Lintgen/Ettelbruck, la réalisation de la liaison Lorentzweiler/Lintgen est pour l'instant suspendue. Entre ces deux localités, le cycliste, devant emprunter la route secondaire entre Gosseldange et Hunsdorf, est exposé aux risques de la circulation.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Où en est l'état d'avancement du dossier en question?

- Quelles sont les raisons exactes de l'interruption des travaux pour la piste cyclable entre Lorentzweiler et Lintgen?

- Quand les travaux peuvent-ils être repris en vue de la finalisation de la piste cyclable PC15?

Réponse (1.12.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'aménagement d'une piste cyclable d'une largeur de 1 m dans le sens Hunsdorf-Prettingen (CR123) constitue une solution provisoire qui fut installée en 2002.

Les services de l'Administration des Ponts et Chaussées ont eu une collaboration étroite avec les responsables du Ministère de l'Environnement et de l'Office national du Remembrement pour trouver un tracé pour la piste cyclable qui est compatible avec le projet de renaturation à réaliser dans le cadre de la construction de l'autoroute du Nord et qui satisfait aux doléances des propriétaires des terrains situés dans la vallée de l'Alzette. Le tracé proposé dans une première étape par l'Administration des Ponts et Chaussées emprunte les voies d'accès utilisées actuellement par les agriculteurs pour accéder à leurs terrains. En juillet 2005, une demande afférente a été soumise au Ministère de l'Environnement. Or, il a été constaté que le projet interfère avec l'actuel projet de renaturation globale de l'Alzette envisagé par le Ministère de l'Environnement.

C'est pour cette raison que le département des Travaux publics recherche une solution permettant la mise en chantier de la piste cyclable indépendamment du futur chantier de renaturation de la vallée de l'Alzette tout en assurant l'intégration de la piste cyclable dans le concept définitif de la future zone humide, ce qui garantira la continuité de la piste (PC15) dans les conditions de sécurité requises et permettra parallèlement un accès aux terrains agricoles.

Cette proposition sera examinée sous peu dans une réunion de concertation entre les représentants du Ministère de l'Environnement et du département des Travaux publics. Dès qu'un accord sera trouvé, l'Administration des Ponts et Chaussées finalisera le projet d'exécution de la piste cyclable, de sorte que la réalisation pourrait être mise en route rapidement.

Question 1349 (16.10.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **situation des agents municipaux:**

Le Gouvernement a promis à maintes reprises aux communes qu'il entendait règlementer la situation des agents municipaux afin d'élargir leurs compétences notamment en ce qui concerne le contrôle du respect des règlements communaux.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Sachant que cette question est examinée au Ministère de l'Intérieur depuis des années, où en sont les travaux de réforme du statut de ces agents?

- Quand est-ce qu'une première ébauche de règlement sera présentée? Quand les communes pourront-elles envisager d'élargir les compétences de leurs agents municipaux?

Réponse (13.11.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le Gouvernement a depuis longtemps reconnu le sérieux du problème ressenti par les communes face à l'impunité de bon nombre d'infractions aux règlements communaux et est en train de chercher une solution pour apporter une réponse prompte et efficace aux petits troubles à l'ordre.

Il s'est chargé en 1999 déjà d'examiner dans quelle mesure les agents municipaux pourraient davantage être intégrés entre autres dans les missions de surveillance de la circulation et si on pouvait par ailleurs leur confier des attributions dans le domaine de l'application des règlements communaux de police.

L'extension des compétences des agents municipaux en matière de circulation routière a été examinée en premier lieu. Les conclusions de cet examen sont entérinées dans un avis de la Commission de circulation de l'État du 20 septembre 2002. Les éléments essentiels de cet avis, qui est d'ailleurs partagé par le Gouvernement, peuvent être résumés comme suit:

- Il y a accord pour dire qu'il ne faut pas établir une nouvelle police communale et que l'agent municipal n'aura pas de fonction d'agent ou d'officier de police judiciaire.

- Il ne sera pas permis à l'agent municipal de porter une arme. Il faudra ainsi éviter de mettre cet agent dans une situation où il risque de s'exposer à une confrontation avec une personne qui le mettrait en danger et qui rendrait donc nécessaire le port d'armes.

- Dans son contact avec des personnes, l'agent municipal devra se limiter à constater l'identité de personnes: il aura le droit de demander de produire la carte d'identité. Mais il ne procédera pas à une vérification de l'identité des personnes; celle-ci restera réservée à la police et l'agent municipal devra faire appel à la police lorsqu'une personne refuse de lui montrer la carte d'identité qu'il demande.

La possibilité d'une éventuelle extension des compétences des agents municipaux dans le domaine de l'application des règlements de police autres que ceux relatifs à la circulation est en train d'être examinée par un groupe de travail composé de délégués du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, du Ministère de la Justice, du Ministère des Transports, de la Police grand-ducale et de la Ville de Luxembourg. Ce groupe retient comme base de ses travaux les principes arrêtés pour le volet «circulation» exposés ci-dessus.

Le groupe a analysé les règlements de police de la Ville de Luxembourg afin de déterminer concrètement quelles infractions pourraient être constatées par les agents municipaux. Dans ce contexte il a été retenu qu'il ne saurait s'agir que d'infractions dont la sanction ne serait un avertissement taxé ou une amende administrative. Or, ces deux catégories de sanctions nécessitent une modification de notre loi. En effet, l'avertissement taxé est actuellement réservé à des infractions en matière de circulation routière limitativement énumérées par la loi et l'amende administrative est une notion nouvelle que notre législation ne connaît pas encore.

Le groupe a encore étudié d'autres pistes. Il s'est notamment informé sur la manière par laquelle des villes de nos pays voisins font face aux problèmes qui nous préoccupent, en l'occurrence l'Ordnungsamt de Trèves et la Ville de Liège. Récemment, des experts du Canton de Vaud sont venus exposer le système vaudois qui permet d'apporter une réponse prompte et efficace aux petits troubles sociaux, sans qu'il ne soit nécessaire de mettre en route le lourd appareil judiciaire.

Le groupe de travail se réunira prochainement pour tirer les conclusions de ses travaux et présentera ensuite ses propositions au Gouvernement.

Question 1350 (18.10.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**estimation de la valeur des forêts luxembourgeoises:**

Pour tout bien qui est mis en vente, il faut en connaître la valeur afin de pouvoir négocier un prix convenable. Nos forêts ne font pas exception à cette règle et c'est dans ce contexte que je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Existe-t-il au Luxembourg une méthode scientifique et centralisée pour estimer la valeur de nos forêts?

- Quel est le service en charge de cette estimation?

- Qui a accès à ces données? Sont-elles accessibles au grand public?

- À quelle fréquence cette estimation est-elle renouvelée pour garantir l'actualité de ces données?

Réponse (31.10.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad point 1: La valeur de parcelles boisées est estimée d'après un mode généralement admis en Europe de l'Ouest par le secteur forestier.

Les parcelles présentant un âge de moins de un tiers de la révolution (âge d'exploitabilité) sont estimées d'après la valeur de l'investissement (plants, main d'œuvre, protection contre la dent du gibier, etc.).

Les parcelles présentant un âge situé entre un tiers et deux tiers de l'âge d'exploitabilité sont estimées en fonction de leur valeur d'attente.

Les parcelles présentant un âge dépassant le deuxième tiers de l'âge d'exploitabilité sont estimés d'après la valeur commerciale du bois présent sur la parcelle.

À ces valeurs s'ajoute la valeur du fonds forestier (valeur de la terre).

Étant donné que la valeur d'une forêt varie fortement en fonction du volume et de la qualité du bois ainsi que de la topographie (pente, présence ou absence de voirie forestière, présence ou absence d'habitats présentant une valeur environnementale, etc.) la valeur de chaque parcelle boisée est estimée individuellement.

Dans la brochure d'information «Forêt et Sylviculture au Grand-Duché de Luxembourg» le citoyen intéressé trouvera à la page 77 un chapitre intitulé «Quelle est la valeur de ma forêt?».

Dans notre pays les prix varient entre 25 et 25.000 euros par hectare.

Ad point 2: Il y a lieu de distinguer deux cas de figure:

a. Vente entre propriétaires privés: La valeur est fixée par les partis en présence.

b. Acquisition de parcelles par l'État respectivement par des communes:

L'Administration des Eaux et Forêts est chargée d'établir une expertise individuellement pour chaque parcelle boisée. Dans le cas d'une acquisition par l'État le dossier est présenté au Comité d'acquisition du Ministère des Finances.

Ad points 3 et 4: L'Administration des Eaux et Forêts (Service de l'Aménagement des bois) a réalisé au cours des années 1980 à 1984 (cinq années) un inventaire et une analyse détaillés des parcelles mises en vente publiquement dans notre pays. En raison d'un manque de personnel cette initiative n'a pas pu être maintenue.

Question 1351 (18.10.2006) de **M. Charles Goerens** *(DP)* concernant le **budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007:**

Dans le cadre des discussions relatives au projet de loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2007 au sein de la Commission des Finances et du Budget, je vous saurais gré de faire parvenir les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

1. Quel est, par exercice budgétaire depuis l'exercice 2002, le montant exact des recettes perçues par l'État suite à la non-adaptation du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à l'évolution de l'inflation?

2. Quelle est l'estimation de l'impact du relèvement de la TVA en Allemagne sur les recettes en général et en particulier émanant de la vente de carburants, d'alcools et de tabacs au Luxembourg?

3. Pour l'exercice 2007 le projet de budget prévoit au niveau de la TVA des recettes égales au budget voté 2006. Quelles en sont les raisons exactes?

4. Le Gouvernement a annoncé de combler le déficit du Fonds pour l'Emploi par un montant de 35 millions d'euros émanant des recettes extraordinaires perçues grâce à la fusion Arcelor-Mittal. Comment le Gouvernement entend-il couvrir les dépenses du Fonds pour l'Emploi à moyen et à long terme?

5. Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget a annoncé que le projet de budget 2007 prévoit le renforcement de l'effectif de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour combattre notamment la fraude au niveau de la TVA. Quels résultats Monsieur le Ministre escompte-t-il de cette mesure?

Réponse (23.11.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

1. Outre la modification du tarif d'imposition, la réforme tarifaire de 2002 a également procédé à une adaptation à l'inflation du barème d'imposition. Compte tenu de l'évolution des prix à la consommation et dans l'hypothèse d'une adaptation annuelle du tarif à l'inflation, le tarif d'imposition aurait évolué comme suit: + 2,96% pour l'année d'imposition 2004, + 2,02% pour l'année d'imposition 2005 et + 2,26% pour l'année d'imposition 2006.

Les chiffres cités par le passé par l'Administration des Contributions directes ou par le Statec - en l'occurrence une recette supplémentaire de l'ordre de 50 millions d'euros en 2004, 90 millions d'euros en 2005 et 140 millions d'euros en 2006 - sont le résultat d'estimations essayant d'approximer l'ordre de grandeur de la recette supplémentaire en se basant sur un taux d'imposition moyen (ou «effectif»).

2. Selon l'analyse et les estimations macroéconomiques de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne, du FMI et de l'OCDE, l'augmentation de la TVA en Allemagne de trois points de pourcent au 1er janvier 2007 aura un impact négatif sur la croissance et l'inflation en Allemagne et induira également un effet de «spill over» négatif sur toute la zone euro.

Selon la «prévision d'automne» de la Commission européenne publiée le 6 novembre dernier, la croissance économique dans la zone euro accusera en 2007 un recul à 2,1% par rapport à une croissance de 2,6% en 2006 et ceci notamment en raison de la hausse de la TVA en Allemagne en 2007. Compte tenu du degré d'ouverture très élevé de notre économie, la décélération de la croissance économique en Allemagne et dans la zone euro pourra avoir un impact négatif sur la croissance économique au Luxembourg. En effet, il est prévu dans le projet de budget pour l'exercice 2007 que la croissance réelle du PIB ralentira de 5,5% en 2006 à 4,0% en 2007.

En ce qui concerne l'impact du relèvement de la TVA en Allemagne sur les recettes provenant de la vente des carburants, d'alcools et de tabacs au Luxembourg, une telle estimation n'a pas été faite par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ou par un autre service compétent, étant donné qu'une telle estimation nécessiterait la mise en place d'un modèle complexe d'interaction stratégique et de détermination non coordonnée de la politique fiscale entre pays.

3. Afin d'améliorer progressivement le solde à rembourser après contrôle, tout en diminuant par la même occasion le délai de remboursement de la TVA aux entreprises, il a été décidé de procéder durant le dernier trimestre de l'exercice 2006 à des remboursements exceptionnels pour un montant de 100 millions d'euros. En conséquence, le montant des recettes de TVA pour ordre à attendre pour l'exercice 2006 se situera très vraisemblablement à 1,750 milliards d'euros avec un produit net TVA de 1,352 milliards d'euros.

Pour l'exercice 2007, le montant de TVA pour ordre a été estimé par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines à 1,850 milliards d'euros ceci hors évènements exceptionnels.

En tenant compte des prévisions du Statec quant à la croissance économique réelle pour 2007 à savoir 4%, et en considérant l'élasticité des recettes de TVA à la croissance économique, il a été décidé de retenir pour 2007 une croissance des recettes de TVA de 50 millions d'euros. Vu les éléments qui précèdent, les recettes pour ordre retenues au projet de budget 2007 sont de 1,755 milliards d'euros et le produit net TVA de 1,3507 milliards d'euros.

Il va de soi que la détermination des recettes TVA pour ordre 2007 et du produit net TVA 2007 doit être prudente dans la mesure où certaines activités d'une importante société de commerce électronique cesseront en 2007 et qu'il est difficile d'estimer le comportement des consommateurs résidents et non résidents qui consomment dans les quatre pays composant la Grande Région.

4. L'accord Tripartite conclu fin avril 2006 entre le Gouvernement et les partenaires sociaux identifie le rétablissement de la situation sur le marché de l'emploi et la réduction du chômage comme une priorité de l'action politique à court, moyen et long terme. Le Gouvernement est en train de mettre en œuvre les décisions prises en concertation avec les partenaires sociaux. À terme, le nombre de chômeurs et le nombre de personnes bénéficiant de mesures actives en faveur de l'emploi seront ainsi réduits, ce qui induira une réduction durable des dépenses du Fonds pour l'Emploi. Au-delà de l'exercice 2007, le Fonds pour l'Emploi devra être alimenté par d'autres recettes fiscales (par exemple impôt de solidarité) et budgétaires.

5. La pratique de la fraude en matière de TVA conduit à des pertes budgétaires et à des atteintes au principe de la justice fiscale. De plus, elle provoque des distorsions de concurrence.

Depuis surtout l'abolition des contrôles douaniers aux frontières en 1993 (les contrôles ont été déplacés dans les entreprises et sont à effectuer, a posteriori, par les fonctionnaires de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines), des escroqueries intracommunautaires organisées s'ajoutent aux fraudes connues jusqu'à cette date. Des circuits commerciaux fictifs sont construits dans le seul but d'éluder d'importantes sommes de TVA au Luxembourg et ailleurs dans l'Union européenne.

À ce nouveau défi s'ajoute la véritable explosion du nombre d'assujettis inscrits au Luxembourg (1992: 23.000 => 2006: 41.000).

Toutes ces circonstances exigent des modifications des procédures de contrôle de l'administration.

Le renforcement de l'effectif et parallèlement le développement d'une analyse de risque et une formation adaptée des vérificateurs permettront des contrôles plus fréquents et plus efficaces dans les entreprises et donc, à moyen terme, une augmentation des recettes TVA.

Question 1352 (19.10.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**avenir professionnel des élèves inscrits en section horticole au Lycée Technique Agricole (LTA) d'Ettelbruck:**

Le nouveau complexe scolaire, les nouvelles serres ainsi que le nouveau sas hygiénique, récemment installés au LTA d'Ettelbruck, répondent aux besoins des élèves inscrits en section horticole dans cette école, dont le nombre demeure important. Ainsi pour la seule année scolaire 2005/2006 la section horticole enregistre cinq réussites en régime de technicien, 27 réussites en CATP et 10 réussites en CCM.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Vu le manque de postes de travail dans le secteur de l'horticulture et vu le nombre de diplômés dans ce domaine, j'aimerais savoir quels sont les débouchés qui s'offrent de nos jours·ces derniers?

- Au cas ou ces diplômés n'arrivent pas à s'intégrer sur le marché de travail, quelles sont les solutions envisagées à leur égard?

- Ne pourrait-on pas recourir à ces jeunes diplômés afin de développer davantage la production horticole au Luxembourg partant du fait qu'actuellement seulement 1% des besoins en légumes de notre pays proviennent de la production nationale?

Réponse (1.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. La situation des diplômés varie selon la formation qu'ils ont suivie: La section horticole se compose de quatre sous-sections menant à quatre métiers différents:

- le fleuriste (Florist) fait partie du secteur des services. Il est employé dans les magasins fleuristes y compris dans le cadre de grandes surfaces; plus rarement dans les administrations communales et publiques;

- le floriculteur (Zierpflanzengärtner) fait partie du secteur des productions primaires. Il travaille chez des horticulteurs qui produisent des plantes ornementales. Les débouchés sont actuellement assez limités au Grand-Duché;

- l'horticulteur-maraîcher (Gemüsegärtner) fait aussi partie du secteur des productions primaires. Il travaille chez des horticulteurs qui produisent des légumes ainsi que dans des initiatives de mise au travail comme chef d'équipe ou d'insertion au travail. Toutefois les débouchés sont assez limités au Grand-Duché,

- le pépiniériste-paysagiste (Baumschulgärtner - Garten- und Landschaftsgärtner) appartient aussi au secteur des productions, mais la plupart des élèves s'orientent vers le secteur des services (partie paysagiste) et productions primaires (partie pépiniériste). Il existe des débouchés dans les pépinières, entreprises paysagistes, les Garden-Center, les initiatives de mise au travail (chef d'équipe) ou d'insertion au travail, les administrations communales et publiques.

Nombre d'élèves aux LTA (octobre 2006)

	Fleuriste	Floriculteur	Horticulteur-Maraîcher	Pépiniériste - Paysagiste
Technicien en horticulture	23			
10e CATP	52			
11e CATP	14	0	4	28
12e CATP	12	0	2	24
12e Cours du soir	5	0	0	4
10e CCM	6	0	0	22
11e CCM	4	0	0	24
12e CCM	5	0	0	18

2. L'Administration de l'Emploi nous informe que le nombre de demandeurs d'emploi dans le secteur horticole s'élève à 350. Il est toutefois à ce stade impossible de vérifier combien sont détenteurs d'un diplôme (CATP ou technicien).

Toutefois, vu que plus de 95% des apprentis ont choisi une formation dans le domaine de la prestation de services (Fleuriste et Pépiniériste-Paysagiste) et non pas dans ceux des productions primaires, comme floriculteur ou horticulteur-maraîcher, une augmentation de la production horticole nationale est peu envisageable.

Par ailleurs, pour se lancer dans la création d'une entreprise, que ce soit pour la production ou pour le secteur de services, un diplômé doit avoir acquis une solide expérience professionnelle dont une partie à l'étranger. La création d'une nouvelle entreprise de production en horticulture nécessite un investissement financier important.

La création d'une zone horticole permettrait d'établir de nouvelles entreprises dans le domaine de la production et de créer des emplois. Une telle démarche dépasse évidemment le cadre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Question 1354 (19.10.2006) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **transparence dans le domaine des subventions agricoles:**

Dans le cadre de l'initiative européenne de transparence, la Commission européenne publie depuis le 10 octobre les bénéficiaires ainsi que les montants de certaines subventions financières de l'Union européenne sur le site web EUROPA. La publication des données relatives aux montants et bénéficiaires de subventions agricoles est cependant du ressort des États membres. Il se trouve que quatre pays européens ont déjà rendu accessible les données relatives aux montants et bénéficiaires des subventions agricoles, le Luxembourg n'en faisant pas partie.

Dans ce contexte je me permets de poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Luxembourg entend contribuer à ces efforts de transparence et publier également les données relatives aux bénéficiaires et aux montants reçus dans le domaine agricole?

Réponse (23.11.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Dans son Livre vert sur la transparence (COM 2006/194) la Commission avait annoncé des actions dans trois domaines:

- meilleure transparence dans le domaine du lobbying et des actions des groupes de pression auprès des services de la Commission,

- instauration systématique d'une procédure de consultation publique des parties intéressées dans les processus décisionnels et/ou législatifs,

- publication de l'identité des bénéficiaires des fonds européens.

Actuellement la Commission européenne, sous sa seule autorité, rend déjà publiques les données sur les bénéficiaires des fonds européens qu'elle gère directement de façon centralisée.

Dans le cadre du nouveau règlement financier de l'UE pour la période 2007 à 2013, une approche législative a été approuvée par les États membres afin de publier les données individuelles des bénéficiaires dans les domaines du budget communautaires exécutés en gestion partagée entre l'UE et les États membres, par exemple la Politique agricole commune, avec la Politique commune de la pêche et les fonds structurels.

Ce processus va être lancé à partir de 2009 pour les paiements de la PAC, étant entendu que cette question doit encore être examinée par le Parlement européen.

Question 1355 (20.10.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **laboratoires prenant en charge les analyses pour les animaux de compagnie:**

Au Luxembourg il n'existe actuellement pas de laboratoire prenant en charge les analyses prescrites par des médecins vétérinaires pour les animaux de compagnie. Ces analyses sont pour l'instant effectuées par des laboratoires à l'étranger et il arrive régulièrement qu'un animal meure avant l'obtention des résultats des analyses.

Dans ce contexte je me permets de poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Étant donné que le Laboratoire national manque de personnel, ne pourrait-on pas profiter d'une augmentation de ses effectifs pour que ces analyses soient prises en charge par la division vétérinaire de celui-ci?

Réponse (13.11.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

Pour répondre à la question parlementaire de l'honorable Monsieur Camille Gira, je voudrais d'abord rappeler les compétences attribuées au Laboratoire de Médecine vétérinaire lors de sa création en 1922: le dépistage des maladies contagieuses des animaux de rente par des examens parasitologiques, bactériologiques, virologiques et sérologiques, le dépistage des zoonoses ou encore le diagnostic de toute autre maladie des animaux de rente et du gibier et accessoirement des animaux de compagnie.

Le rôle primordial du Laboratoire de Médecine vétérinaire consiste donc dans la surveillance et le diagnostic des maladies contagieuses des animaux de rente aux fins d'assurer un statut sanitaire élevé à notre cheptel producteur et de prévenir toute apparition de zoonose sur notre territoire. La prise en charge du diagnostic des animaux de compagnie n'est prévue qu'à titre accessoire.

Or, l'honorable Député n'est certainement pas sans savoir qu'actuellement nos animaux de rente sont exposés au risque de la contamination par plusieurs maladies émergentes, telles la fièvre catarrhale ovine, la peste porcine et la salmonellose, sans oublier la lutte contre la grippe aviaire. Sachant que le statut sanitaire élevé de notre cheptel est une priorité absolue et que la lutte contre ces maladies émergentes requiert des analyses rapides et nombreuses, il est évident qu'il ne reste guère de disponibilités pour effectuer des analyses pour des animaux de compagnie.

S'il est vrai qu'une augmentation de l'effectif, telle que préconisée par l'honorable Député, permettrait de réaliser un nombre plus élevé d'analyses, force est de constater que suite aux augmentations opérées au cours des dernières années les locaux disponibles pour la réalisation des travaux analytiques arrivent à leur limite de capacité.

C'est la raison pour laquelle l'implantation du Laboratoire de Médecine vétérinaire dans la phase 1 du futur Laboratoire National de Santé à Dudelange revêt une grande priorité.

Dans l'attente, l'examen des animaux de compagnie ne saurait se faire qu'à titre tout à fait accessoire en fonction de la disponibilité du personnel et de l'infrastructure.

Cette approche nous place, d'ailleurs, au même niveau que les laboratoires vétérinaires officiels des pays avoisinants qui concentrent leur travail analytique sur les animaux de rente et les zoonoses alors qu'ils cèdent aux laboratoires privés l'initiative de se spécialiser dans les procédures de diagnostic des maladies des animaux de compagnie.

Question 1356 (20.10.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**ouverture contrôlée des écluses du barrage de la Sûre:**

Selon nos informations, les écluses du barrage de la Sûre sont ouvertes à intervalles réguliers afin de permettre à l'eau de s'écouler. Or, ce déversement instantané provoque des crues pouvant atteindre les 50 cm derrière le barrage. Ces immersions régulières causent des dommages à la flore et à la faune.

Dans ce contexte je me permets de poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Est-il envisageable de procéder à une ouverture contrôlée des écluses, permettant un déversement moins brutal de l'eau afin de protéger la flore et la faune des rivages avoisinants?

Réponse (28.11.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'exploitation de la Centrale hydroélectrique d'Esch/Sûre est gérée par la convention conclue entre d'une part l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par les Ministères des Finances, de l'Économie, des Travaux publics et de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et, d'autre part, la Société luxembourgeoise des énergies renouvelables Soler. Cette convention définit le mode et les consignes d'exploitation de la Centrale.

L'exploitation de la Centrale d'Esch/Sûre en fonction des besoins du réseau Cegedel provoque de fortes variations brusques du débit de la Sûre à la sortie de l'usine principale, située au pied du barrage principal, qui se propagent à travers les trois bassins complémentaires qui assurent le maintien d'un plan d'eau constant dans la localité d'Esch/Sûre. Le quatrième bassin sert de bassin de compensation pour amortir ces variations de débit vers l'aval. Le barrage du bassin de compensation doit être exploité de façon à assurer un débit d'écoulement plus régulier en aval du barrage afin que ne soit pas porté préjudice à la faune et à la flore du cours d'eau. Notons que le cours d'eau de la Sûre en aval du quatrième barrage de compensation est caractérisé par un état beaucoup plus naturel, particulièrement vulnérable à des changements brusques et importants de débit d'eau.

Les variations horaires du débit de la Sûre en aval du barrage de compensation (quatrième bassin) ne doivent pas être supérieures à:

- 50% endéans une heure lors des augmentations de débit,

- 20% endéans une heure lors des diminutions de débit.

Le calcul de ces échelons s'opère à partir du débit aval établi.

Il est admis que le volume total du bassin de compensation sera mis à profit pour limiter les variations de débit en aval précitées.

Question 1357 (20.10.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **sécurité du trafic ferroviaire transfrontalier:**

Dans un communiqué les syndicats des cheminots français réunis au sein du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail viennent de lancer de graves accusations à l'encontre de l'organisation du transport ferroviaire au Grand-Duché et parlent de «diverses anomalies et dysfonctionnements se produisant quotidiennement en territoire luxembourgeois». Le récent accident ferroviaire n'en serait que la preuve incontestable. Pointés du doigt sont notamment des problèmes au passage de la frontière (inefficacité de l'alerte radio, impossibilité de coupures d'urgence de l'électricité, ...).

Ainsi les questions suivantes s'imposent:

1. Qu'en est-il de la base factuelle de ces accusations?

2. Monsieur le Ministre avait-il connaissance de l'existence des problèmes chroniques évoqués par les syndicats des cheminots français?

3. Quelles sont les améliorations, notamment au niveau de la sécurité du trafic ferroviaire transfrontalier qui s'imposent?

Réponse (27.11.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'exploitation technique d'une section de ligne transfrontalière est soumise à des dispositions particulières contenues dans des consignes communes arrêtées avec les réseaux limitrophes, notamment l'obligation de changer de canal RST au droit de la frontière ainsi que de franchir une section de séparation de caténaires.

Il est évident que la sécurité de la circulation des trains sur une telle section ne repose pas sur les deux mesures citées par l'honorable Député, qui ne constituent que des moyens ultimes de secours d'urgence.

En ce qui concerne l'accident mortel survenu à Zoufftgen le 11 octobre 2006, les enquêtes communes SNCF et CFL n'ont pas fait état de dysfonctionnements au niveau des installations techniques de sécurité tant du côté français que du côté luxembourgeois.

Jusqu'à cette date aucun problème au niveau du passage de la frontière franco-luxembourgeoise ni en situation normale ni en situation perturbée n'a été communiqué aux CFL. À l'instar des CFL, Monsieur le Ministre a pris connaissance de la publication du communiqué de presse des syndicats français en date du 17 octobre 2006 qui fait allusion à des prétendus dysfonctionnements.

Suite à l'accident mortel de Zoufftgen les CFL analysent, avec l'assistance d'un expert externe, les installations techniques et les dispositions réglementaires des sections de frontière avec les réseaux ferrés français, allemand et belge. Par ailleurs, ils mettent en service un poste mobile RST SNCF au Poste Directeur de Bettembourg en attendant l'installation du système Radio Mobile Numérique ERTMS/ETCS sur le ferré luxembourgeois prévue à partir de l'année 2007 et installent deux lignes téléphoniques directes entre le Poste Directeur de Bettembourg et la centrale de gestion du courant de traction électrique installée à Pagny/Moselle ainsi qu'entre le Poste Directeur de Thionville et la centrale de gestion du courant de traction électrique installée à Luxembourg. Par ces lignes directes la coupure d'urgence du courant peut être accélérée des deux côtés de la frontière.

Question 1358 (20.10.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **revalorisation de l'éducation physique et sportive à l'école primaire:**

Sachant que l'activité sportive est un moyen efficace dans la lutte contre l'obésité, différents experts réclament la revalorisation de l'éducation physique et sportive à l'école primaire. Pour atteindre ce but, on pourrait permettre à des chargés de cours d'éducation physique de l'enseignement secondaire d'accéder à la fonction d'instituteur enseignant le sport dans le primaire.

Au vu de ce qui précède, et par analogie à la loi du 5 juillet 1991 qui avait prévu une mesure transitoire et unique permettant à certains chargés de cours d'accéder à la fonction d'instituteur, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Quelle est la position du Ministère de l'Éducation nationale sur ce sujet?

- Le Gouvernement cherche-t-il le dialogue avec les enseignants concernés afin de sonder leur opinion à ce sujet?

Réponse (14.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il est évident que l'activité sportive est un moyen efficace dans la lutte contre l'obésité. Les cours d'éducation physique et sportive contribuent à augmenter en quantité et en qualité l'activité motrice de nos enfants.

La plupart des cours d'éducation physique et sportive sont assurés par des instituteurs brevetés admis à la fonction. Dans la réponse à la question parlementaire N°0418 de Madame Françoise Hetto-Gaasch *(cf. compte rendu N°11/2004-2005)*, j'ai signalé en date du 25 avril 2005 que le nombre de chargés de cours, y inclus ceux qui font partie de la réserve de suppléants, était de 56 personnes au cours de l'année scolaire 2004/2005. Il faut relever que certains chargés de cours ont accompli un cycle universitaire complet en éducation physique et sportive.

Étant donné que la loi du 5 juillet 1991 portant entre autres fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement à la fonction d'instituteur retient dans son article 1er que cette disposition constitue une mesure transitoire et unique, une telle formation ne peut être répétée.

Je me réfère encore une fois à ma réponse à la question parlementaire N°0418 au sujet des modalités suivant lesquelles les chargés de cours d'éducation physique et sportive peuvent accéder à la profession d'instituteur dans laquelle j'avais expliqué que ces candidats ne peuvent toutefois pas être recrutés comme instituteurs, vu qu'ils ne remplissent pas les conditions d'admissibilité au concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur. La profession d'instituteur est seulement accessible qu'aux candidats détenteurs d'un certificat d'études pédagogiques ainsi qu'aux candidats détenteurs d'un diplôme étranger d'instituteur conforme aux dispositions de l'article 3 de la directive du Conseil 89/48/CEE du 21 décembre 1988.

J'avais ajouté que les candidats qui souhaitent le faire doivent s'inscrire dans une formation d'instituteur de l'enseignement primaire, où ils pourront demander une validation des crédits de leur formation universitaire initiale (ECTS) respectivement des acquis professionnels éventuels auprès de l'Université de Luxembourg.

Quelques chargés de cours ont demandé et reçu auprès de mes services des renseignements sur les démarches éventuelles à suivre.

Question 1359 (20.10.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **«loi antitabac»:**

Le texte de la loi relative à la lutte antitabac prévoit à l'article 6 (1) 11 qu'il est interdit de fumer «dans les autobus des services de transports publics de personnes, même à l'arrêt ou en stationnement».

Un dépliant d'information a été publié par le Ministère de la Santé dans le but d'informer le grand public sur les dispositions de la nouvelle loi. La version française du dépliant reprend la formulation citée ci-dessus, tandis que dans la version allemande le passage «à l'arrêt» est traduit par «Haltestellen». Les deux variantes ont donc un sens différent, ce qui mène, selon mes informations, régulièrement à des discussions, voire à des disputes entre fumeurs et non-fumeurs aux arrêts de bus ou dans les abribus.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement est-il au courant de cette situation ambivalente pour nos concitoyens?

- Ne faudrait-il pas de l'avis de Monsieur le Ministre de la Santé:

- soit rééditer le dépliant, cette fois-ci avec la bonne traduction du passage «à l'arrêt»,

- soit modifier la loi de façon à interdire de fumer aux arrêts de bus ou dans les abribus?

Réponse (8.11.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire constate une discordance entre les versions française et allemande du dépliant d'information publié par mes services en rapport avec l'interdiction de fumer dans certains lieux édictée par la loi antitabac. Si la version française reproduit correctement la loi aux termes de laquelle «il est interdit de fumer dans les autobus des services de transports publics de personnes, même à l'arrêt ou en stationnement» la version allemande laisse erronément entendre que l'interdiction s'étendrait aux arrêts de bus (Haltestellen) ou abribus.

Le prédit dépliant a été diffusé à tous les organismes et établissements concernés par l'interdiction de fumer ainsi qu'à toute personne du public qui en a fait la demande. Étant donné la grande demande émanant du public, ainsi que d'établissements concernés qui ont sollicité des exemplaires supplémentaires, le dépliant d'information s'est très vite trouvé épuisé. De nouveaux dépliants ont été imprimés. Ils sont d'ores et déjà disponibles et communiqués à quiconque en fait la demande auprès de la Division de la médecine préventive et sociale de la Direction de la Santé.

L'erreur de traduction n'est bien entendu plus reproduite dans la nouvelle édition.

Quant à la solution alternative proposée par l'honorable Parlementaire, à savoir modifier la loi pour y ajouter une interdiction de fumer dans les arrêts de bus ou abribus, je n'en vois pas la nécessité, alors que ces emplacements se trouvent situés totalement ou au moins partiellement à l'air libre.

Question 1361 (23.10.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**accessibilité des lieux publics aux chiens d'accompagnement:**

En sus des personnes non voyantes, de plus en plus de personnes handicapées voyantes ont recours à des chiens d'assistance ou d'éveil pour augmenter leur qualité de vie, aussi au Luxembourg.

Malgré des initiatives de sensibilisation, des personnes handicapées accompagnées de tels chiens se voient refuser l'accès à certains bâtiments publics tels que des supermarchés et restaurants, tout en ayant accès à d'autres bâtiments de ce type. Il en est de même d'établissements offrant un travail à une personne handicapée ou assurant l'éducation scolaire d'un enfant handicapé.

Or, des études réalisées à l'étranger démontrent le bienfait qu'apporte à une personne handicapée la présence d'un tel chien dans toutes ses activités quotidiennes, y compris l'accompagnement à l'école et au lieu de travail, ce dans l'esprit d'une pleine intégration des personnes handicapées et de leur autonomie maximale dans la vie quotidienne.

Dans sa réponse du 23 mars 2005 à la question parlementaire N°0315 *(cf. compte rendu N°8/2004-2005)*, Madame la Ministre avait annoncé que «les travaux préparatifs à une révision de la réglementation sur l'accessibilité des lieux ouverts au public sont actuellement en cours. L'examen quant à la possibilité de l'introduction d'une disposition réglant l'accès aux chiens accompagnant les personnes handicapées et les non voyantes est envisagé pour faire, le cas échéant, partie intégrante de ces travaux».

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Madame la Ministre où en sont les travaux préparatoires à une révision de la réglementation sur l'accessibilité des lieux publics à ces chiens d'accompagnement. Dans quel délai un projet de loi y afférent sera disponible?

- Madame la Ministre peut-elle également préciser dans quelle mesure la révision précitée tiendra compte de l'accès aux bâtiments scolaires et aux lieux de travail pour les élèves et adultes handicapés en possession d'un tel chien d'accompagnement, fut-ce sous certaines conditions?

Réponse (27.11.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Actuellement il existe deux règlements grand-ducaux qui autorisent l'accès des chiens guidant des personnes aveugles à des lieux publics précis. Il s'agit du règlement grand-ducal du 11 mars 1997 portant modification du règlement grand-ducal du 4 juillet 1988 relatif à l'hygiène dans le commerce des denrées alimentaires et du règlement grand-ducal du 11 mars 1997 portant modification du règlement grand-ducal du 4 juillet 1988 fixant les conditions d'hygiène et de salubrité dans le secteur de l'alimentation collective.

À l'initiative du Ministère de la Famille et de l'Intégration et en concertation avec Monsieur le Ministre de la Santé, les termes «chiens guidant des personnes aveugles» employés aux articles 2, point 7, respectivement 8, point 12 des prédits règlements seront remplacés dans le cadre de la révision actuelle de la législation sanitaire par le Ministère de la Santé par ceux de «chiens d'aide accompagnant des personnes handicapées, quel que soit le type de handicap, moteur, sensoriel ou mental, et dont le propriétaire peut justifier de l'éducation de l'animal».

La modification de ces articles a pour objet de placer les chiens d'aide pour personnes handicapées sur un pied d'égalité avec les chiens guides d'aveugles en ce qui concerne leur accès à des locaux de vente de denrées alimentaires ainsi qu'aux locaux servant au débit de boissons alcooliques et non alcooliques ou d'autres aliments prêts à la consommation sur place. Cette mesure a pour objet d'éviter toute discrimination injustifiée entre les personnes ayant un handicap différent de la cécité qui se font accompagner par un chien d'aide par rapport aux personnes aveugles qui recourent aux services d'un chien guide.

En ce qui concerne l'accès des chiens d'aide accompagnant des personnes handicapées à d'autres lieux ouverts au public, notamment l'accès aux lieux de travail des élèves et adultes handicapés, il est envisagé d'intégrer des dispositions réglant ces questions dans un nouveau texte légal étant donné que les textes existants ne s'y prêtent pas.

Question 1362 (24.10.2006) de **MM. Ali Kaes**, **Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant la **sécurité routière sur la route nationale RN7:**

Au cours des dernières semaines, deux accidents très graves se sont produits sur la RN7 (E420) en direction de Wemperhardt entraînant la mort de deux personnes. Dans les deux cas les chauffards responsables de l'accident avaient perdu le contrôle de leur véhicule avant de heurter des automobilistes innocents circulant en sens inverse.

Afin de prévenir des sorties involontaires des automobilistes sur les voies opposées et de protéger de manière optimale les usagers de la route, des mesures de protection efficaces doivent être mises en place sur la RN7. Ainsi l'installation d'un mur de protection en béton appelé communément «mur californien» pourrait efficacement empêcher la traversée des véhicules et protéger les personnes circulant en sens inverse.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-il envisagé d'améliorer la sécurité routière sur la RN7 (E420) à court terme par l'installation d'un «mur californien» ou au moins sur les tronçons à haut risque?

- Est-il envisagé, dans le moyen terme, d'aménager à double voie la RN7?

- Dans la négative, quelles autres solutions peuvent être envisagées afin de diminuer le risque d'accident sur ladite route?

Réponse commune (1.12.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Au vu du fait que l'installation d'un «mur californien» rend nécessaire l'aménagement de voies doubles dans les deux sens de circulation et comme le risque d'un véhicule hors contrôle ne se limite pas seulement à quelques tronçons précis de la RN7 entre le lieu-dit «Friedhof» et la frontière belge, un tel projet prendrait une grande envergure et sa planification ne pourrait avoir lieu qu'à long terme. En effet, outre les nombreuses adaptations que cela impliquerait, tous les carrefours seraient à réaménager respectivement à déniveler.

Dans l'immédiat, un certain nombre de mesures précises sont à l'étude.

Il sera examiné si les limitations de vitesse sont toujours appropriées sur ladite route ou s'il s'avère que ces limitations doivent être révisées vers le bas. Il sera également vérifié si le nombre des panneaux de signalisation en place informe adéquatement les usagers de la route sur les périls éventuels qui guettent sur cette route ou s'il faut, le cas échéant, élargir le dispositif de panneaux de signalisation par d'autres mesures qui signalent de façon plus claire et plus prompte les dangers.

À cela s'ajoute l'étude pour la mise en œuvre d'un éclairage adéquat aux endroits à brouillard fréquent. Aussi l'Administration des Ponts et Chaussées analyse-t-elle actuellement les possibilités et les effets pouvant résulter d'une adaptation du marquage et de la signalisation horizontale sur la RN7.

Par ailleurs Monsieur le Ministre des Transports va instruire la Commission de Circulation de l'État d'examiner dans le cadre de leurs travaux si ladite route présente un ou plusieurs sites à haut risque, dits points noirs, et le cas échéant d'étudier si ces sites s'apprêtent pour la mise en place éventuelle de radars automatiques.

Enfin, le département des Travaux publics se propose d'entamer un audit de sécurité sur ce tronçon de la RN7.

Question 1363 (24.10.2006) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **conférence et séminaire «Le rôle des hommes dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes»:**

Le séminaire que le Ministère de l'Égalité des Chances organise du 23 au 24 octobre 2006 à l'hôtel Hilton à Luxembourg-Dommeldange vient d'essuyer une critique virulente de la part de l'«Association des Hommes du Luxembourg» (AHL) qui dénonce une vision partiale, idéologique et unilatérale dont témoignerait l'orientation même de ce séminaire.

Ces critiques m'amènent à poser les questions suivantes:

1. Combien ce séminaire coûtera-t-il en tout au contribuable?

2. Quels sont les critères ayant déterminé le choix des différents experts étrangers et des autres participants à la table ronde?

3. Est-ce que Madame la Ministre de l'Égalité des Chances ne voudrait-elle pas répondre favorablement à la demande de l'AHL et accepter un débat public avec cette Association sur les problèmes des hommes au Luxembourg?

Réponse (14.11.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

1. Le coût prévisionnel de la conférence des 23 et 24 octobre 2006 s'élèvera à 11.424,18 euros, 80% des frais étant remboursés par la Commission européenne.

2. Les critères ayant déterminé le choix des experts étrangers et des personnes ayant participé à la table ronde ont été:

- la contribution de l'intervenant au sujet, à savoir le rôle des hommes dans la promotion de l'égalité des femmes et des hommes;

- l'expérience des intervenants en la matière:

- un chercheur en matière d'études des masculinités

- un responsable d'un projet pour hommes

- des représentants du patronat et du syndicat

- un directeur d'une école pour parents

- des pères

- la représentation des trois pays partenaires du projet.

3. L'Association des Hommes du Luxembourg a bien été invitée à la conférence sur le rôle des hommes dans la promotion de l'égalité des femmes et des hommes.

Elle n'a pas saisi l'opportunité du débat publique à cette manifestation qui était pourtant l'occasion propice pour engager un dialogue concernant la thématique en question.

Question 1364 (24.10.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **législation relative à l'exercice de la profession de notaire:**

La profession de notaire est réservée au Luxembourg, comme d'ailleurs dans la plupart des États membres de l'Union européenne, aux nationaux. Pour la Commission européenne une telle condition de nationalité serait contraire au principe de libre établissement et constituerait une entrave à la libéralisation des services prônée par Bruxelles. Elle fait encore valoir que le notaire n'exerce aucune activité participant de l'exercice de l'autorité publique pouvant justifier une telle condition.

À noter que les «anciens» États membres de l'Union européenne, partant le Luxembourg, disposent de deux mois pour modifier leurs législations et autoriser des notaires venant d'autres pays à exercer leur profession sur leur territoire. Passé ce délai, le dossier sera transféré à la Cour de Justice. Il est rappelé dans ce contexte que lors de la négociation en cours de la directive «Bolkestein», la profession de notaire a été exclue du champ d'application de la directive.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelles suites le Luxembourg entend donner à cette décision? Envisage-t-il de modifier le cadre juridique concerné? Dans l'affirmative, pense-t-il libéraliser totalement la profession de notaire ou bien entourera-t-il l'établissement de notaires étrangers de conditions précises?

Réponse (9.11.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le Gouvernement estime que la condition de nationalité est justifiée du fait que les notaires sont selon la loi «des officiers publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique». Le Gouvernement n'envisage pas pour l'instant de modifier la législation et coordonnera sa démarche avec ses voisins, plus particulièrement la Belgique et la France qui connaissent un système similaire au nôtre.

Question 1365 (25.10.2006) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **deuxième avenant à la Convention entre la France et le Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir les règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune:**

Au mois de juillet 2006, un deuxième avenant à la Convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir les règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune a été paraphé par les deux parties contractantes. Aux termes de l'article 4, point 1. de l'avenant, ce dernier entrera en vigueur dès que les deux parties se seront notifié l'accomplissement des procédures de ratification qui leur sont propres.

- Étant donné qu'au Luxembourg la ratification de l'avenant en question devra se faire par le biais d'une loi, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre a l'intention de déposer dans un futur proche un projet de loi y relative à la Chambre des Députés?

Réponse (6.12.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Tout d'abord, il y a lieu de préciser que les dispositions de l'Avenant permettront l'imposition des bénéfices, revenus et gains provenant de l'exploitation et de l'aliénation de biens immobiliers dans l'État de la situation de l'immeuble, et ceci sans distinction selon que le propriétaire de l'immeuble est une personne physique, une société de capitaux ou une société dite transparente, ou selon que l'immeuble est ou n'est pas affecté à un établissement stable dans l'État de sa situation. Force est de constater que le présent Avenant rétablira le principe général appliqué en matière de droit fiscal international qui consiste à imposer les revenus immobiliers dans l'État de la situation de l'immeuble, principe écarté par une décision du Conseil d'État français en date du 18 mars 1994. Cette dernière approche n'a cependant pas été partagée par la Cour administrative du Grand-Duché.

Les négociations en vue de l'élaboration d'un Avenant à la Convention fiscale franco-luxembourgeoise avaient repris, il y a une dizaine d'années, mais tous les essais ont toujours échoué en raison d'autres revendications des autorités françaises.

Finalement, la Partie française s'est contentée du strict minimum en rétablissant la situation antérieure aux deux décisions des deux juridictions suprêmes.

Après la signature de l'Avenant qui a eu lieu le 24 novembre 2006, il est envisagé de déposer le projet de loi portant approbation dudit Avenant à la Chambre des Députés au début de l'année prochaine.

Question 1366 (25.10.2006) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant la **loi sur bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil - commission des loyers:**

La loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil dispose en son article 7, paragraphe (1), premier et deuxième alinéas ce qui suit:

«Dans les communes de 6.000 habitants et plus, il est institué une ou plusieurs commissions des loyers.

Plusieurs commissions des loyers sont instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants. Un règlement grand-ducal déterminera la zone de compétence territoriale et le siège de ces commissions des loyers.»

Faute d'explications plus détaillées dans le commentaire des articles qui accompagnait le projet de loi devenu la loi susmentionnée, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

a) En vertu de l'article 7, paragraphe (1), deuxième alinéa, une commune de moins de 6.000 habitants a-t-elle le droit de mettre en place sa propre commission des loyers?

b) Est-ce que plusieurs communes comptant chacune moins de 6.000 habitants peuvent instituer une commission des loyers commune, même si le total du nombre d'habitants des communes impliquées reste en deçà du seuil de 6.000 habitants?

c) Est-ce que la loi permet aux communes de moins de 6.000 habitants de s'associer à une commune de plus de 6.000 habitants dans le but d'instituer une commission des loyers commune?

d) En cas de réponse affirmative aux questions a) et b), est-ce que les commissions des loyers mises en place par une seule commune de moins de 6.000 habitants ou par plusieurs communes d'un total de moins de 6.000 habitants auront le même statut juridique et les

mêmes pouvoirs que les commissions des loyers des communes ou ensembles de communes de plus de 6.000 habitants?

Réponse (1.12.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Étant donné qu'il existe bon nombre de petites communes où il n'y a que très rarement une affaire relevant de la compétence de la commission des loyers, il a été jugé utile de ne plus maintenir l'obligation pour chaque commune d'avoir une commission des loyers. L'article 7 de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil prévoit qu'un règlement grand-ducal déterminera la zone de compétence territoriale et le siège des commissions des loyers instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants, et ceci surtout pour des raisons de transparence.

Une commune de moins de 6.000 habitants n'a donc pas le droit de mettre en place - quand bon lui semble - sa propre commission des loyers, à moins qu'il soit expressément prévu dans ledit règlement grand-ducal que la zone de compétence territoriale d'une commission des loyers donnée est limitée à cette seule commune.

Le projet de règlement grand-ducal en question est actuellement en cours d'élaboration. Jusqu'à l'entrée en vigueur de ce règlement grand-ducal, l'ancien article 6 de la loi modifiée du 14 février 1955 restera applicable.

Pour ce qui est de la deuxième question, il y a lieu de répondre par analogie à la réponse à la question précédente.

En ce qui concerne la question sub. c), il y a lieu de souligner que la loi fait une distinction claire entre communes ayant plus de 6.000 habitants et celles ayant moins de 6.000 habitants. Les règles de nomination et de révocation (président, membres, secrétaire), le lieu de réunion ainsi que les frais de fonctionnement des commissions des loyers sont différentes pour les deux catégories de communes. Par conséquent, et pour éviter toute confusion, la loi ne permet pas à une commune de moins de 6.000 habitants de s'associer à une commune de 6.000 habitants et plus pour instituer une commission des loyers commune.

En ce qui concerne la question sub. d), il importe de noter que toutes les commissions des loyers, peu importe leur zone de compétence territoriale respective, ont le même statut juridique et les mêmes pouvoirs pour juger les affaires introduites devant celles-ci.

Question 1367 (25.10.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **rapatriements forcés de demandeurs d'asile déboutés:**

Dans sa réponse à une question parlementaire au sujet du retour forcé d'un demandeur d'asile débouté que j'avais posé lors de la séance publique du 24 octobre 2006 *(cf. compte rendu N°2/2006-2007)*, Monsieur le Ministre avait répondu qu'une entreprise privée avait été chargée d'effectuer le rapatriement de la personne concernée vers la Biélorussie.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions supplémentaires suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la Luxembourg Air Rescue a effectué le rapatriement de la personne concernée?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer combien de fois la Luxembourg Air Rescue a déjà effectué des rapatriements de demandeurs d'asile déboutés à la demande des autorités compétentes?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer quels sont les coûts engendrés par cette pratique à ce jour?

Dans un article de presse, publié en date du 19 avril 2005 dans le quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung», Monsieur le Ministre avait fait à l'égard de la situation politique en Biélorussie la déclaration suivante: „Das Regime hat jede Anstrengung unternommen, um auch die letzten kritischen Stimmen zum Schweigen zu bringen und alle Aspekte des politischen und sozialen Lebens des Landes immer fester in den Griff zu nehmen."

- Monsieur le Ministre est-il toujours d'avis que le régime biélorussien réprime systématiquement toute forme d'opposition politique? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le rapatriement de demandeurs d'asile vers ce pays constitue un risque pour les personnes concernées?

Réponse (11.12.2006) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Comme Monsieur le Député doit l'avoir appris entre-temps, la Luxembourg Air Rescue a.s.b.l. (LAR) a effectué avec un de ces avions l'éloignement vers Minsk d'un ressortissant biélorusse en date du 12 octobre 2006.

Or, le Gouvernement n'avait pas sollicité directement la mise à disposition d'un avion de la LAR. En effet, la LAR a effectué ce vol en sous-traitance pour la société Luxair Executive SA., une de trois sociétés avec lesquelles le Gouvernement peut procéder, par marché négocié sans publication préalable, à la location d'avions destinés au rapatriement de personnes en séjour irrégulier au Luxembourg qui ne peuvent pas être rapatriées par vol régulier.

Trois autres rapatriements ont été effectués par des avions de la LAR. Une seule fois le Gouvernement avait expressément exprimé le désir de pouvoir recourir à un avion de la LAR, à savoir lors du «transfert Dublin» vers Athènes du ressortissant iranien qui après s'être dérobé de la surveillance de la police judiciaire devait se blesser gravement en faisant une chute dans la vallée de la Pétrusse.

Sachant que tout est entrepris pour effectuer les rapatriements par vol régulier, les cinq vols, individuels où cela n'a pas été possible, ont engendré un coût total de 82.600 euros.

Comme je l'ai déjà relevé dans la réponse à une autre question sur le même sujet *(cf. compte rendu N°3/2006-2007 - question parlementaire N°1372)*, la situation des droits de l'Homme et des libertés publiques en Biélorussie est très préoccupante. Le régime de Minsk mérite à cet égard notre entière condamnation. Le cas de la personne rapatriée est néanmoins particulier. Le ressortissant biélorusse n'a pas pu apporter la moindre preuve qu'il était exposé à des menaces ou poursuites du fait de ses convictions politiques ou autres, comme le prévoit explicitement la Convention de Genève relative au statut des réfugiés.

La décision de ne pas lui accorder un statut de protection a été confirmée par les juridictions qui ont eu à statuer sur les recours.

Question 1369 (26.10.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **réglementation de la vitesse applicable sur la RN11 Luxembourg-Echternach:**

Dans une carte blanche diffusée par Radio Lëtzebuerg le 11 octobre 2006 le président de la Sécurité routière a critiqué la réglementation de la vitesse applicable sur la RN11 menant de Luxembourg à Echternach.

- Comme les limites de vitesse y applicables résultent d'un règlement grand-ducal du 29 mars 2004, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports s'il partage l'avis défendu dans l'émission radiophonique susmentionnée.

- Peut-il en outre m'indiquer combien d'accidents se sont produits sur cet axe routier depuis l'entrée en vigueur de la réglementation actuelle de la vitesse?

- Est-ce qu'il y a eu à cet égard une évolution (positive ou négative) par rapport à la situation d'avant le règlement grand-ducal du 29 mars 2004?

- Est-il vrai que les limitations de vitesse inscrites dans ce règlement grand-ducal en question avaient préalablement à l'entrée en vigueur de celui-ci fait l'objet d'un avis de la Commission de Circulation de l'État? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me dire si un représentant de la Sécurité routière a pris part à la délibération en question et, si oui, s'il s'est opposé aux dispositions critiquées par l'auteur de la carte blanche?

Réponse (27.11.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans un avis du 28 septembre 2001 relatif aux lignes directrices à appliquer pour fixer les vitesses maximales autorisées, la Commission de Circulation de l'État a souligné l'importance et la nécessité d'un système cohérent de limitations réglementaires de la vitesse pour imposer aux usagers de la route la discipline requise en vue d'atteindre le niveau de sécurité souhaité.

La Commission a ainsi constaté que la N7 comporte entre Diekirch et Weiswampach des tronçons à trois voies de circulation et que la vitesse est limitée à 110 km/h sur les tronçons à deux voies de circulation dans une direction.

La Commission a également constaté que la N11 entre Luxembourg et Echternach comporte des similitudes avec la N7, à savoir des tronçons à trois voies de circulation. Poursuivant l'objectif d'un système cohérent de limitations réglementaires de la vitesse, la Commission a proposé de porter la limitation de la vitesse à 110 km/h sur les tronçons à deux voies de circulation dans une direction.

Le même avis a été à la base du règlement grand-ducal du 29 mars 2004 concernant les limitations de la vitesse dérogatoires sur les voies publiques faisant partie de la voirie de l'État située en dehors des agglomérations. L'avis en question a été approuvé le 21 décembre 2001 par l'Assemblée plénière de la Commission de Circulation de l'État.

En ce qui concerne l'évolution des accidents, trois usagers de la route ont trouvé la mort entre janvier 2000 et mars 2004 sur la N11, à savoir

- le 1er avril 2000: route de Luxembourg à Dommeldange (1 piéton; comportement),

- le 6 août 2001: Dommeldange - Waldhaff (vitesse) et

- le 30 novembre 2003: Echternach - Altrier (vitesse)

et qu'entre avril 2004 et novembre 2006 deux usagers de la route ont trouvé la mort sur la N11, à savoir

- le 14 juin 2004: au croisement Bech/Consdorf (causes: non respect de la priorité et drogues) et

- le 19 décembre 2005: Echternach en direction de Luxembourg (causes: vitesse et verglas).

Question 1370 (26.10.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **création d'un lycée technique pour professions éducatives et sociales:**

Selon mes informations, la situation des jeunes éducatrices et éducateurs diplômés sur le marché de l'emploi s'avère de plus en plus difficile. En effet, le soi-disant «secteur conventionné» offre de moins en moins d'emplois vacants dans le domaine de la' pédagogie et les autres employeurs potentiels à savoir l'État et les communes pratiquent une politique de recrutement pouvant être qualifiée de «restrictive».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- La situation actuelle sur le marché du travail concernant les éducateurs justifie-t-elle la création d'un lycée spécialisé pour professions éducatives et sociales?

- Le cas échéant, quelle sera la capacité de ce lycée?

- Les élèves fréquentant ce lycée seront-ils informés au préalable des contraintes régissant actuellement le marché de l'emploi concernant leur profession?

- À part une formation axée sur l'éducation des enfants et l'encadrement des personnes handicapées, ne conviendrait-il pas également de former ces jeunes gens à encadrer les personnes âgées, comme ce secteur est en progression constante?

- Le Gouvernement n'envisage-t-il pas d'inclure dans ce lycée la formation du CATP auxiliaire de vie ainsi que de mettre sur pied une collaboration avec le Ministère de la Famille, susceptible de gérer la formation en cours d'emploi ASF (aide sociofamiliale)?

Réponse (11.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le Ministre du Travail et l'Administration de l'Emploi m'ont rendu attentive en été à la récente évolution sur le marché de l'emploi dans le secteur socioéducatif. En effet, il y a actuellement plus de 100 professionnels socioéducatifs qualifiés inscrits à l'ADEM dont 75% d'éducatrices et éducateurs issus des récentes promotions du Lycée technique pour professions éducatives et sociales.

Ad 1) et 2)

La création de ce lycée s'est avérée nécessaire après le transfert en 2003 des études d'éducateur gradué à l'Université du Luxembourg. Vous n'êtes pas sans ignorer que la Chambre des Députés a voté en 2005 à l'unanimité la création d'un lycée technique spécialisé. Pour l'année scolaire en cours 707 élèves sont inscrits au LTPES et la capacité du lycée à construire à Mersch sera, à moyen terme, de quelque 900 élèves.

Le législateur a à l'époque rejeté l'idée de répartir les classes d'élèves dans plusieurs lycées techniques afin d'éviter l'inconvénient d'une dispersion des moyens et des compétences.

Ad 3)

Les membres des Services de Psychologie et d'Orientation Scolaire et les responsables du LTPES informent les élèves des ordres d'enseignement secondaire et secondaire technique au préalable au sein de leurs lycées de même que les élèves inscrits en première année d'études de l'éducateur de la situation qui règne sur le marché de l'emploi en général.

Question 1372 (27.10.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**expulsion d'un demandeur d'asile biélorusse:**

Le 12 octobre 2006 un ressortissant biélorusse, demandeur d'asile au Grand-duché, a été expulsé vers son pays d'origine par vol privé dans un avion sanitaire affrété auprès de la Luxembourg Air Rescue.

La Biélorussie vit aujourd'hui un régime politique qui se signale par l'étouffement systématique de toute opposition, une dictature aux portes de l'Union européenne. À son arrivée le ressortissant biélorusse a immédiatement subi des interrogatoires de plusieurs heures, dont on ignore encore quelles en seront les suites.

1. Quelle est la teneur exacte de l'accord d'expulsion entre les autorités luxembourgeoises et biélorusses?

2. Quelles autorités ont fixé les modalités d'expulsion, côté luxembourgeois et côté biélorusse?

3. Qui a pris la décision finale d'expulser le ressortissant biélorusse?

4. Sur quels fondements le Ministère de l'Immigration se base-t-il pour certifier qu'on peut «rapatrier» une personne en Biélorussie sans que celle-ci n'encoure de risques sachant que des sanctions allant jusqu'à deux ans de privation de liberté sont prévues dans le Code pénal Bélarus pour le discrédit de cette République?

5. Le Gouvernement ne considère-t-il pas que cette décision est tout simplement une erreur grossière? Si oui, ne conviendrait-il pas de permettre au ressortissant biélorusse de rejoindre son épouse au Grand-Duché?

6. Est-ce que le Gouvernement envisage de procéder à d'autres expulsions vers la Biélorussie ou sont-elles suspendues au vu de la situation des droits de l'Homme en Biélorussie? Qu'en est-il de l'épouse du ressortissant biélorusse expulsé?

7. Un suivi de la condition du ressortissant biélorusse expulsé sera-t-il réalisé?

La recommandation 1547 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe prévoit une série de mesures en cas d'expulsion et de refoulement du territoire des étrangers en situation irrégulière dont la présence d'observateurs indépendants lors du transport du départ à l'arrivée.

8. Quelle est la position du Gouvernement quant à l'emploi d'observateurs lors de la procédure d'expulsion?

9. Les organisations luxembourgeoises susceptibles d'observer une expulsion ont-elles été contactées?

10. Est-ce qu'une organisation luxembourgeoise en a fait la demande? Si oui, pourquoi n'a-t-elle pas été accordée?

11. Est-ce que des observateurs indépendants ont pu accompagner cette personne? Dans la négative, pourquoi?

Réponse (16.11.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

1. Il n'existe pas d'accord de réadmission de personnes en situation irrégulière entre le Luxembourg et la Biélorussie. Or, même en l'absence d'un tel accord, dont l'objet est de fixer les conditions et les procédures à respecter lors d'une demande de réadmission d'une personne en séjour irrégulier, les États sont tenus par le droit interna-

tional de réadmettre leurs ressortissants du moment où l'identité et la nationalité de la personne à réadmettre sont établies.

2. La demande de réadmission du ressortissant biélorusse a été adressée par la Direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration à l'Ambassade de la République de Biélorussie à Bruxelles. Cette ambassade a également délivré le laissez-passer nécessaire au rapatriement de la personne concernée, alors qu'elle était dépourvue d'un titre de voyage.

3. et 4. La décision de rapatrier le ressortissant biélorusse par la Direction de l'Immigration du Ministère a été prise, alors qu'il était débouté de sa demande en obtention du statut de réfugié, décision confirmée par un jugement du Tribunal administratif, de même que par un arrêt de la Cour administrative.

Dans ce contexte il y a lieu de préciser que l'article 14 de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère précise que «l'étranger ne peut être expulsé, ni éloigné à destination d'un pays s'il établit que sa vie ou sa liberté y sont gravement menacés ou qu'il y est exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, ou à des traitements au sens des articles 1er et 3 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants».

Or, la personne rapatriée vers la Biélorussie n'a pas pu établir que tel serait le cas après son retour dans son pays d'origine. Ainsi le Tribunal administratif, dans son jugement du 23 novembre 2005, rendu après recours de l'intéressé contre la décision ministérielle de rejet du 6 juin 2005 de sa demande d'asile, a estimé que le récit de l'intéressé était «incohérent, vague et contradictoire», jugement confirmé par la Cour administrative le 23 février 2006.

5. Renseignements pris auprès des instances compétentes d'autres États membres de l'Union européenne, avec lesquels les services de la Direction de l'Immigration sont en contact permanent. Contrairement à certaines allégations, il s'avère qu'entre autres la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne pratiquent une politique de rapatriements vers la Biélorussie. Ainsi, en 2005, les autorités allemandes ont procédé à 137 rapatriements forcés vers la Biélorussie.

Le seul rapatriement forcé auquel le Gouvernement luxembourgeois a procédé jusque-là vers le Biélorussie n'est donc pas une exception dans le contexte européen.

6. Le Gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu, à l'instar des politiques d'autres États membres de l'Union européenne, de «suspendre» de façon générale les rapatriements vers la Biélorussie. Comme lors de tout rapatriement, il sera évalué de cas en cas si l'éloignement peut se faire en conformité avec l'article 14 de la loi du 28 mars 1972.

7. Le Luxembourg n'étant pas représenté par une ambassade en Biélorussie, un «suivi de la condition» de la personne concernée n'est donc pas facile à établir. Toutefois, il peut être relaté que le ressortissant biélorusse s'est présenté en date du 27 octobre 2006 à l'Ambassade du Luxembourg à Moscou et y a été reçu par le consul. Ceci confirme que la personne en question n'a pas été mise aux arrêts en Biélorussie et a donc pu voyager librement de Minsk à Moscou.

8. à 11. Concernant la recommandation 1547 (2002) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe intitulée «Procédures d'expulsion conformes aux droits de l'Homme et exécutées dans le respect de la sécurité et la dignité», il y a lieu de souligner que cette recommandation a été adressée au Comité des Ministres du même Conseil de l'Europe, afin que celui-ci:

- mène une étude de fond et assure «un suivi par le biais de rapports périodiques sur les procédures et les pratiques mises en œuvre dans les États membres du Conseil de l'Europe (…) pour effectuer les expulsions légalement décidées, en réunissant des informations précises et circonstanciées (…)»;

- établit, «à l'échelle européenne, un groupe de travail (…), afin d'élaborer, dans un esprit pragmatique et humain, un code de bonne conduite» en la matière et

- invite les États membres à respecter un certain nombre de règles en matière de rétention et d'expulsion.

Aucune réponse du Comité des Ministres n'a été donnée jusque-là à la Recommandation de l'Assemblée parlementaire.

En l'absence de cette réponse, le Gouvernement est toutefois disposé à considérer la recommandation en question, notamment dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle loi en matière d'immigration actuellement en cours, de même que dans le cadre de la construction projetée d'un centre de rétention pour étrangers en situation irrégulière.

Question 1373 (27.10.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**encadrement individualisé des élèves:**

Dans une interview diffusée par RTL Radio en date du 25 octobre 2006, le président du Groupe parlementaire du PCS, Monsieur Michel Wolter, a indiqué qu'un encadrement plus individualisé des élèves, tel qu'il est prévu par la réforme de loi sur l'école primaire ne serait guère réalisable avec les ressources humaines actuellement disponibles. Afin d'éviter des dépenses supplémentaires pour l'État en vue de la réalisation d'un tel encadrement, Monsieur Wolter a proposé une augmentation de l'horaire des enseignants de l'enseignement primaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre partage-t-elle l'avis de Monsieur Wolter concernant le manque de ressources humaines en vue d'un encadrement et d'un enseignement plus individualisés des élèves? Dans l'affirmative, comment Madame la Ministre entend-elle aborder ce problème?

- Madame la Ministre est-elle également d'avis que la tâche des enseignants de l'enseignement primaire, à l'instar de celle des enseignants de l'enseignement postprimaire, devra être redéfinie, voire augmentée?

Réponse (1.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'avant-projet de loi réformant l'enseignement primaire prévoit effectivement que l'école de demain devra assurer un encadrement plus individualisé des élèves. Il est notamment prévu de créer dans les arrondissements des équipes multidisciplinaires où différents spécialistes collaborent avec les enseignants et conseillent les parents pour assurer une prise en charge des élèves qui ont des difficultés scolaires ou d'autres besoins spécifiques pour les amener vers un succès scolaire. Il va sans dire qu'une telle mesure sollicite des ressources humaines adéquates.

Il ne faut pas oublier que déjà aujourd'hui beaucoup de ressources humaines sont investies dans la prise en charge des élèves. Environ 10,7% des leçons d'enseignement dans l'enseignement primaire et 11,2% des leçons dans l'éducation préscolaire sont utilisées en vue de l'encadrement individuel des élèves. S'y ajoutent environ 110 postes dans l'enseignement spécial qui sont consacrés à la prise en charge d'enfants présentant des difficultés scolaires ainsi que plus de 500 postes dans l'éducation différenciée.

J'estime qu'une répartition plus rationnelle des moyens, telle qu'elle est étudiée actuellement par mes services, pourra pallier de manière significative le manque de ressources humaines. S'il s'avère par la suite que les ressources actuelles ne suffisent pas pour amener les élèves à développer au mieux leurs potentialités et à atteindre un succès scolaire, il me semble évident que le nombre des intervenants devra être renforcé.

Concernant la tâche des instituteurs de l'enseignement primaire et de l'éducation préscolaire, il m'importe de préciser que le règlement grand-ducal du 3 mai 1989, stipule que la tâche de l'instituteur se compose d'une tâche d'enseignement, d'une tâche de surveillance, d'une tâche d'orientation et de concertation ainsi que d'une tâche administrative. Ce règlement permet de concevoir la tâche de façon à ce qu'elle permette à l'enseignant de relever les défis qui résulteront de la réforme de la loi scolaire, notamment le dialogue avec les parents et la collaboration avec l'équipe multidisciplinaire.

Question 1374 (27.10.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **sécurité à l'aéroport:**

Le 13 octobre, dans sa réponse à ma question parlementaire N°1269 *(cf. compte rendu N°3/2006-2007)*, le Ministre des Transports a assuré qu'il n'y avait pas de manque de sérieux au niveau de la sécurité à l'Aéroport de Luxembourg et que le contrôle d'accès à l'enceinte aéroportuaire ne serait pas défaillant. Or, il se trouve que la veille de cette réponse, la Commission européenne a envoyé un avis motivé au Luxembourg pour non-respect de la législation européenne en matière de sécurité aérienne. Cet avis motivé concerne avant tout la mise en œuvre des règlements européens N°2320(2002) et N°622 (2003). La Commission note que des inspections au Findel ont fait apparaître une mise en œuvre incomplète des normes européennes et, plus grave, la persistance de certaines défaillances répertoriées lors d'inspections antérieures.

Sachant que l'avis motivé est la dernière étape avant la saisine de la Cour de Justice, je me permets de poser les questions suivantes au Ministre:

- À quelle date eurent lieu les dernières inspections au Findel?

- À quel niveau se situent les déficiences?

- Est-ce qu'on a déjà réalisé des progrès depuis cette inspection?

- De quelle période datent les déficiences anciennes non encore rectifiées?

- Dans combien de temps est-ce que le Gouvernement prévoit une mise en œuvre complète des normes communautaires de sécurité à l'Aéroport de Luxembourg?

Réponse (5.12.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La Commission européenne a effectué à deux reprises des inspections visant à vérifier l'application par le Luxembourg des règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile. Une première inspection eut lieu du 19 au 23 juillet 2004 et une inspection de suivi du 23 au 25 mai 2005.

L'avis motivé du 12 octobre 2006 que la Commission a adressé au Luxembourg et qui m'est parvenu par lettre transmissive du 27 octobre 2006 est en rapport avec ces deux inspections qui ont fait état de certaines déficiences au niveau de la sûreté aérienne à l'Aéroport de Luxembourg.

L'honorable Député n'est pas sans savoir que je me trouve dans l'impossibilité d'entrer dans le détail des déficiences constatées.

En effet, les rapports d'audits effectués par les autorités communautaires sont des documents classifiés et la divulgation publique de leur contenu serait par ailleurs incompatible avec l'objectif de la sécurité et la sûreté nationale.

Il y a lieu de constater que des progrès importants ont été réalisés depuis la première inspection au niveau de tous les domaines contrôlés lors de l'inspection de suivi, à savoir le contrôle d'accès, l'inspection-filtrage, la fouille et la vérification des aéronefs et le contrôle du fret, notamment en raison des travaux de coordination entre autorités concernées au sein, notamment, du Comité national de la Sûreté de l'Aviation civile.

Les remèdes aux déficiences constatées concernent à la fois l'adaptation du dispositif législatif et règlementaire, que des mesures opérationnelles qui se sont concrétisées entre autres par un renforcement de la fréquence des contrôles, la mise en place de formations spécifiques, l'établissement d'un catalogue de sanctions administratives et des contrôles aléatoires.

Le Conseil de Gouvernement vient par ailleurs d'arrêter un paquet de mesures de sûreté à mettre en œuvre afin de pouvoir satisfaire dans les meilleurs délais aux prescriptions internationales, européennes et nationales en matière de sûreté à l'Aéroport de Luxembourg.

Le Gouvernement a ainsi arrêté avec précision les rôles incombant aux différents acteurs en matière de sûreté sur le site aéroportuaire afin d'améliorer de manière transversale le dispositif en place. En tant que gestionnaire aéroportuaire indépendant, lux-Airport a été chargé d'effectuer les missions d'exécution de sûreté et dans le domaine du contrôle des personnes, sous la supervision de la Police grand-ducale, et dans le domaine du contrôle du fret, sous la supervision de l'Administration des Douanes et Accises, et ceci en conformité avec les missions lui attribuées par la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare et par le règlement grand-ducal du 14 avril 2003 portant approbation du contrat sur le développement, la mise en valeur et l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg.

Parallèlement, en plus de l'affectation déjà opérée depuis le 20 septembre 2006 d'un effectif supplémentaire de onze personnes de la Police grand-ducale à l'Aéroport, le Gouvernement a arrêté une programmation pluriannuelle prévoyant un renforcement important de l'effectif des autorités ayant des compétences en matière de sûreté. Ainsi pour 2007 un renforcement de deux agents de la Direction de l'Aviation civile, de 14 agents de la Police grand-ducale, de douze agents de l'Administration des Douanes et Accises et de 36 agents de lux-Airport est programmé. Parallèlement, le budget de 2007 prévoit des crédits substantiels pour l'acquisition du matériel de sûreté requis afin de renforcer la sûreté aéroportuaire.

Le Gouvernement a par ailleurs adopté un programme national de contrôle de la qualité en matière de sûreté de l'aviation civile qui permettra aux administrations de vérifier par des méthodes harmonisées si les opérateurs agissant sur l'Aéroport de Luxembourg sont en conformité avec la réglementation en matière de sûreté.

Avec la mise en place du dispositif précité, le Luxembourg a donc réuni tous les éléments pour assurer une mise en conformité avec la réglementation en vigueur dans les meilleurs délais.

Question 1375 (27.10.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **système de sécurité européen ERTMS (European Rail Traffic Management System):**

Après l'accident ferroviaire du 11 octobre 2006, les analyses mettent en lumière la complexité des systèmes de sécurité et de signalisation entre le réseau luxembourgeois et les réseaux techniquement différents de nos pays voisins. Ces différences ne facilitent guère le développement d'un véritable réseau ferroviaire européen. Voila pourquoi le système de sécurité européen ERTMS («European Rail Traffic Management System») prévoit une harmonisation de 20 systèmes nationaux différents.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- À quel stade se trouve la mise en place des différents volets de l'ERTMS au Luxembourg? Quand est-ce que le système sera complètement opérationnel?

- Est-ce que nos pays voisins ont prévu la mise en place complète de l'ERTMS sur leurs réseaux et notamment sur les lignes vers le Luxembourg? Si oui, à quelle échéance?

- Le Ministre ne pense-t-il pas que la Grande Région «SarLorLux-Rhénanie-Palatinat-Wallonie» devra servir de cadre à un projet pilote européen pour la mise en place rapide et complète du système ERTMS?

- Est-ce que le Ministre entend mettre l'introduction rapide et coordonnée de l'ERTMS à l'ordre du jour du prochain Sommet de la Grande Région ou d'une réunion de coopération spécifique avec les exécutifs des régions voisines?

- Est-ce que le Ministre entend prendre une initiative au niveau du Conseil des Ministres des Transports de l'UE et auprès de la Commission européenne pour accélérer la mise en place du système ERTMS?

- Est-ce que l'UE ne devrait pas soutenir prioritairement les investissements nécessaires à l'harmonisation des réseaux transfrontaliers et définir un calendrier contraignant?

- Est-ce que les subventions européennes pour des projets ferroviaires transeuropéens ne devraient pas être liées à une obligation d'introduire le système de sécurité européen sur ces lignes?

Réponse (11.12.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 27 octobre 2006, l'honorable Député Félix Braz s'enquiert auprès de Monsieur le Ministre des Transports sur le système de contrôle de vitesse ERTMS/ETCS.

Dans le cadre de la transposition des mesures reprises au plan d'action «Amélioration de la sécurité de l'exploitation ferroviaire», le conseil d'administration des CFL, en sa séance du 29 novembre 1999, a décidé d'introduire le système de contrôle de vitesse européen unifié ERTMS/ETCS niveau 1 sur tout le réseau ferré luxembourgeois. Pour permettre d'améliorer la sécurité ferroviaire à court terme, cette décision a été accompagnée par une mesure transitoire stipulant l'introduction du système d'aide à la conduite MEMOR II+. L'implémentation dudit système est achevée.

Le projet ETCS libellé sous «Installation d'un dispositif d'arrêt automatique des trains et installation d'un système de contrôle de vitesse sur l'ensemble du réseau» a été approuvé par la loi du 24 juillet 2000 sous le projet numéro 9. Son financement est assuré par le Fonds du rail.

Le planning de la mise en place de la partie infrastructure du système de contrôle de vitesse ETCS niveau 1 prévoit un déploiement successif en neuf lots. En 2008/2009 l'ensemble du réseau ferré luxembourgeois sera équipé du système ETCS niveau 1.

En ce qui concerne la partie du sous-système sol, l'ETCS niveau 1 est actuellement en service sur les tronçons Dommeldange-Ettelbruck-Burden, Ettelbruck-Diekirch et Bissen-Ettelbruck depuis le 20 mars 2004. Les éléments posés sont certifiés conformes aux spécifications européennes.

La partie matériel roulant se compose au stade actuel de trois locomotives électriques de la série 3000, ainsi que de huit automotrices de la série 2000 qui sont équipées du système ETCS. Les CFL sont en train de réaliser l'implémentation sur la série entière des 2000, série qui compte 22 engins. L'équipement du parc restant se fera au fil du temps tout en respectant les critères d'interopérabilité et en assurant le trafic transfrontalier. Dans ce contexte il faut souligner que chaque modification touchant à des organes ou à des systèmes de sécurité, l'implémentation d'ETCS est à considérer comme telle, nécessite une réhomologation sur les réseaux concernés.

Conformément à la directive européenne 2001/16/CE relative à l'interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen conventionnel, transposée par règlement grand-ducal du 6 juin 2003 en droit luxembourgeois, les textes afférents en matière d'interopérabilité des systèmes de contrôle et de commandement sont également applicables sur le réseau ferroviaire luxembourgeois. L'aménagement du réseau de la radio numérique intégrée ERTMS/GSM-R a été approuvé par la loi du 3 juin 2003 modifiant la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.

Actuellement la finalisation de la planification de la couverture et de la performance du réseau de la radio numérique intégrée GSM-R est en cours et la phase 2 concernant les préparations de mise en place est entamée.

Les 20 locomotives de la série 4000, les respectivement six et quatre locomotives de manœuvre des séries 1100 et 1500 (matériel pris en location par les CFL), ainsi que les 18 voitures pilotes disposent déjà d'un équipement bistandard c'est-à-dire d'une radio analogique et numérique (GSM-R).

Une fois la planification du réseau GSM-R terminée et arrêtée, un plan d'implémentation sera établi pour le restant du parc.

Les bénéfices des systèmes ETCS et GSM-R ne se feront réellement sentir une fois que des lignes entières et les trains y circulant seront équipés. Ainsi, la décision d'installer les systèmes ETCS et GSM-R sur une ligne frontalière dépend de la stratégie des réseaux ferroviaires limitrophes. Pour cette raison, ETCS et GSM-R ne peuvent pas être déployés de manière isolée. De même, une entreprise ferroviaire ne s'engagera pas dans une stratégie de migration sans avoir certaines assurances sur la stratégie des gestionnaires des réseaux qu'elle utilise. À son tour, la stratégie de migration des entreprises ferroviaires aura une influence importante sur la stratégie des gestionnaires d'infrastructures. La nécessité d'une coordination est donc évidente.

Allemagne

Il en ressort de la stratégie de migration ETCS allemande qu'il n'est pas prévu d'équiper la ligne Wasserbillig-Trier (Ehrang) en ETCS. Il est par contre intéressant de noter que le développement d'un module de transmission spécifique (STM) pour le système de sécurité allemand LZB/PZB est actuellement en cours. Ce module STM, qui sera installé à bord des engins de traction, permettra le fonctionnement de l'équipement ETCS côté bord pendant leur parcours sur une ligne non équipée d'ETCS, mais équipée d'un système de sécurité national, dans ce cas précis du LZB/PZB.

En ce qui concerne le déploiement du système GSM-R en Allemagne, celui-ci compte actuellement +/- 2.800 stations de base en service, soit l'équivalent de 24.500 km de lignes équipées du système GSM-R.

France

Le déploiement du système ETCS en France prévoit:

- l'installation du système ETCS niveau 1 sur le réseau ferré français pour assurer l'interopérabilité sur les corridors européens

- l'installation du système ETCS niveau 2 pour augmenter la capacité sur les lignes à grande vitesse (possible seulement si une grande partie des trains en sont équipés). En dehors de ces lignes, aucune application du système ETCS niveau 2 n'est envisagée.

Au stade actuel RFF envisage l'installation de trois lignes pilotes ETCS niveau 1 pour 2007/2008 (Thionville-frontière luxembourgeoise, Mont-St-Martin - Longuyon et Baudrecourt-Saarbrucken). L'appel d'offre pour le déploiement du système ETCS niveau 1 sera lancé prochainement.

En ce qui concerne le système GSM-R les travaux de renouvellement de la Radio Sol-Train analogique ont été lancés en 2003. Après une mise en service du GSM-R pour l'application radio de chantier de la LGV Est en novembre 2004, les premiers sites réalisés sur une ligne pilote entre Paris et Bar-Le-Duc ont été raccordés au centre de commutation nominal de Paris la Chapelle Evangile et ont permis une mise en service commerciale du tronçon Château Thierry - Châlons-en-Champagne fin mars 2006. Le déploiement du GSM-R se poursuit actuellement sur les régions de l'Est de la France et concerne quelque 2.000 km de lignes classiques. Le déploiement complet du réseau GSM-R est programmé pour fin 2014.

Belgique

INFRABEL envisage d'équiper le réseau classique avec le système ETCS niveau 1. Les lignes à grande vitesse vers les Pays-Bas et l'Allemagne seront équipées avec l'ETCS niveau 2 d'ici fin 2013. Le système GSM-R est déployé actuellement sur l'ensemble du réseau ferroviaire belge (+/- 3.000 km), dans les gares, les ateliers de maintenance et quelques bâtiments administratifs principaux.

En ce qui concerne l'introduction rapide et coordonnée de l'ERTMS dans la Grande Région, l'Union européenne a envisagé, dans un premier temps (2007-2015), six corridors qui traversent l'Europe. Ces six corridors, dédiés au fret, seront ainsi équipés prioritairement suivant un programme de l'UE.

Le Corridor C d'Anvers vers Bâle/Lyon traverse la Belgique, le Luxembourg et la France. De ce fait la Grande Région, à l'exception de la partie allemande, bénéficiera d'un axe équipé d'ERTMS. L'implémentation complète selon les premières prévisions sera réalisée vers 2012/2013.

Une mise en place plus rapide de l'ERTMS est toujours à l'ordre du jour tant au niveau infrastructure que matériel roulant. L'idée fondamentale d'équiper les corridors dédiés au fret est la meilleure façon en vue d'un développement rapide à travers toute l'Europe. Ainsi il est opportun d'équiper dans la suite l'ensemble du réseau ferré européen pour créer un vrai chemin de fer interopérable en termes de système de contrôle commande (système de sécurité). Ceci permettra de relever le niveau de sécurité des circulations ferroviaires. La Commission a nommé un coordinateur général ERTMS pour les six corridors en la personne de Monsieur Karel Vinck.

Les budgets 2007-2013 de l'Union européenne pour les réseaux transeuropéens prévoient des aides financières d'un montant total de 500 millions d'euros pour l'implémentation d'ERTMS tant au niveau des infrastructures que des équipements à bord du matériel roulant. Afin de bénéficier d'une aide financière de l'UE chaque projet doit fournir la preuve qu'il respecte les critères d'interopérabilité. En ce qui concerne le système de sécurité européen ERTMS, des spécifications techniques d'interopérabilité sont en vigueur tant pour la grande vitesse que pour le rail conventionnel. Les États membres sont obligés d'équiper toute nouvelle ligne avec ERTMS. Ceci vaut également pour tout renouvellement ou réaménagement de grande envergure de lignes existantes. Néanmoins vu l'envergure du réseau ferré européen et des montants à investir, l'implémentation du réseau complet est un projet à long terme.

Question 1376 (27.10.2006) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **publicité télévisée:**

Dans un article de presse publié en date du 20 octobre 2006 dans le quotidien luxembourgeois «d'Wort», le Premier Ministre bavarois a critiqué les projets de réforme de la Commission européenne concernant une nouvelle réglementation de la publicité télévisée dans le cadre du renouvellement de la directive «Télévision sans frontières». Parallèlement le Premier Ministre s'est prononcé contre les propositions de la Commission à autoriser le «product placement» sous différentes conditions.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis du Premier Ministre bavarois qui s'est prononcé contre une réduction quantitative de la publicité télévisée, comme elle est envisagée par la Commission européenne?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois en matière de «product placement »?

Réponse (20.11.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

Mon intervention lors du Conseil des Ministres à Bruxelles le 13 novembre 2006 est publiée sur le site Internet du Service Information et Presse. À toutes fins utiles, je joins une copie en annexe de la présente *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).*

Ce texte est le reflet des éléments sur lesquels le Luxembourg concentre ses efforts dans ce dossier.

Nous attendons maintenant que le Parlement européen prenne position.

Question 1377 (30.10.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **phénomène de la mafia chinoise:**

L'affaire de la fusillade dans un restaurant chinois à Mamer en janvier 2003, actuellement pendante devant la chambre criminelle du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, met à nouveau en lumière le phénomène de la «mafia» chinoise. Il est rappelé que plusieurs personnes présumées appartenir à la pègre chinoise, sont poursuivies pour extorsion et chantage, menace d'attentat et séquestration.

Dans ce contexte j'aurais souhaité poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement peut-il confirmer l'implantation de la pègre chinoise au Luxembourg? Quelle est l'ampleur du phénomène?

- Quelles sont les mesures qui ont d'ores et déjà été prises pour lutter contre le phénomène respectivement quelles sont les mesures que le Gouvernement entend mettre en œuvre à court et moyen terme pour contrer efficacement le phénomène?

Réponse (15.12.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Hormis quelques cas isolés, le Gouvernement ne dispose pas d'informations permettant de conclure à la présence de la «mafia» chinoise à Luxembourg.

Depuis des années, les autorités judiciaires et policières combattent avec détermination les phénomènes de crime organisé de quelque origine géographique qu'ils soient. À cet effet, le Gouvernement a constamment amélioré le dispositif législatif. Dans ce contexte il y a lieu de rappeler la loi du 11 août 1998 portant sur l'association de malfaiteurs ainsi que l'organisation criminelle. Par ailleurs deux projets de loi à savoir le projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et améliorant la protection des témoins (doc. parl. 5156) ainsi que le projet de loi fixant les méthodes particulières de recherche (doc. parl. 5588) ont été déposés.

Question 1378 (31.10.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **recettes publiques au premier semestre 2006:**

Dans l'édition du mois d'octobre du mensuel de la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP) l'éditorialiste note: «Ce qui frappe à propos de la situation financière de l'État et ce que la présentation du budget a passé sous silence, c'est la progression fulgurante des recettes publiques au premier semestre 2006 - et cela sans les 451 millions de la transaction Mittal-Arcelor - de respectivement 18,5% ou 714 millions d'euros, et même 860 millions pour les huit premiers mois de l'année fiscale en cours.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les chiffres avancés dans l'éditorial du mensuel de la Confédération Générale de la Fonction Publique?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le détail des recettes publiques se chiffrant pour le premier semestre 2006 à 714 millions d'euros et à 860 millions d'euros pour les huit premiers mois de l'année fiscale en cours?

Réponse (14.12.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Au 30 juin 2006, l'État a perçu des recettes courantes (sections 64.0-64.9 et 65.0-65.8 du budget de l'État) de 4.288 mio. €, soit 55% du budget voté pour l'exercice 2006. Au 31 octobre 2006, l'État a perçu des recettes courantes de 5.779 mio. €, soit 89% du budget voté. Il convient de relever que dans ces totaux, les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits de douane et d'accise et la taxe sur la valeur ajoutée sont enregistrées avec leurs montants bruts. Il convient également de relever que ce montant ne comprend pas les 451 mio. € perçues par l'État dans le cadre de l'opération d'échange des actions Arcelor contre numéraire et actions Mittal. En effet, cette recette est portée au budget des recettes en capital (article 95.1.86.030 - recettes provenant de la vente de participations de l'État).

Fin octobre 2006 les recettes courantes de l'État ont donc progressé de 1.149 mio. € ou +19,9% par rapport à la période correspondante de l'exercice budgétaire antérieur. Il est toutefois important de noter dans l'appréciation de ce chiffre que le budget voté pour l'exercice 2006 fut élaboré sous l'hypothèse d'une progression des recettes courantes de +4,6% par rapport au budget voté de l'exercice 2005, soit +10,7% par rapport au compte provisoire 2005 (étant donné que l'exercice 2005 s'est soldé par une moins-value globale au niveau des recettes courantes).

L'évolution des recettes courantes de l'État au cours des dix premiers mois de l'année en cours est affectée par un certain nombre d'événements à caractère exceptionnel. Il s'agit en l'occurrence de l'impôt retenu sur revenus de capitaux suite au paiement du dividende Arcelor (environ 200 mio. €), de l'introduction en 2006 d'une retenue à la source sur les revenus d'épargne perçus par des résidents et des non résidents (environ 30 mio. € au 31 octobre 2006) et de la perception par l'État de dividendes plus élevés que prévus (par exemple Arcelor, SES Global, Cegedel) ou plus élevés qu'en 2005 (par exemple BCEE, P&T) (environ 90 mio. €). Par ailleurs, la perception en janvier 2006 d'un solde d'imposition important en matière d'impôt sur le revenu des collectivités (environ 120 mio. €) fausse les comparaisons interannuelles 2005/2006, étant donné qu'en 2005 aucun montant significatif ne fut perçu avant octobre de l'année.

À noter aussi qu'en outre de l'impôt retenu sur les revenus de capitaux mentionné supra, la plus forte progression est observée au niveau des recettes perçues au titre de la taxe d'abonnement (+107 mio. € par rapport à la période correspondante de l'exercice budgétaire antérieur). L'évolution de cet impôt est liée étroitement à l'évolution des marchés boursiers internationaux et est donc caractérisée par une très grande volatilité.

En prenant en compte ces recettes à caractère «exceptionnel», la progression des recettes courantes de l'État au cours des dix premiers mois de l'année en cours est ramenée à +602 mio. € ou +10,4% par rapport à la période correspondante de l'exercice budgétaire antérieur. À noter que selon les estimations du Statec, la progression en 2006 du produit intérieur brut à prix courants se situe à 9,8%.

Par conséquent, la progression des recettes courantes de l'État doit être analysée avec prudence et est expliquée dans une très large mesure par des événements à caractère «exceptionnel» ou «saisonnier». Abstraction faite des ces événements, la progression des recettes courantes au cours des dix premiers mois de l'exercice budgétaire en cours progresse en ligne avec l'évolution du produit intérieur brut.

Question 1379 (31.10.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **règles de conduite de l'État en matière de paiements:**

A Geschäfts- an Handwierkskreeser ass a leschter Zäit ëmmer méi dacks ze héiere vun enger allgemenger steigender schlechter „Zahlungsmoral" an an dësem Kontext gëtt och ganz oft den „Stat" genannt.

Dës Virgoensweis - speziell vum „Stat" - bréngt Geschäfts- an Handwierksleit ganz oft oder liicht an ee finanziellen Enkpass an dëst Geld feelt fir Investitiounen.

Op där anerer Säit awer, wann de Stat seng Steiergelder andreiwt, ass den Délai ganz kuerz gehalen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi vill Rechnunge sti well méi wéi zwee Méint säitens dem Stat bei den eenzelne Geschäfts- an Handwierksléit aus?

2) Wéi héich sinn insgesamt dës staatlech Verflichtungen?

3) Wéi verdeelt dëst sech op déi eenzel Ministèren?

4) Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuele fir hir „Zahlungsmoral" ze verbesseren?

Réponse (23.11.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

D'Rechnungen, déi de Stat kritt fir ze bezuelen, kommen an deene respektive Ministèren eran, déi fir déi eenzel Ausgaben zoustänneg sinn. Et ass also net méiglech ee gesamten Iwwerbléck ze ginn iwwert d'Zuel an d'Héicht vun de Rechnungen, déi ee bestëmmten Dag nach ze bezuele sinn.

Et gëtt schnell behaapt, de Stat géing lues bezuelen ouni datt et onbedéngt wouer ass. Heiansdo dauert et méi laang, well d'Rechnunge musse kontrolléiert ginn oder well se kontestéiert sinn. Mä zanter dem Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Statskontabilitéit an der Aféierung vun der Finanzkontroll gëtt däitlech méi séier bezuelt. Een Dag nom Visa vun der Finanzkontroll bucht d'Trésorerie d'Ausgab an deen Dag duerno gëtt de Postscheck vun där anerer Partei kreditéiert (zwee Deeg wann et op eng aner Bank geet).

Question 1380 (31.10.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **découverte près de Bascharage de citernes en béton contenant des hydrocarbures:**

Selon des révélations dans la presse, des ouvriers auraient découvert durant les travaux d'extension d'une ligne ferroviaire des citernes en béton contenant des hydrocarbures près de Bascharage. Une société de production de goudron, la Solhyd S.A., se trouvait autrefois sur ce lieu.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre concerné:

- Depuis quand le Ministère a-t-il connaissance de ce site?

- Quelles sont les substances problématiques qui ont été trouvées sur ce site et en quelle quantité?

- Quelle est l'envergure de la contamination?

- Peut-on déjà estimer le prix de l'assainissement pour ce site?

- Qui étaient les principaux actionnaires avant la fermeture de cette société?

- Considérant le principe du pollueur-payeur, qui va financer ces frais d'assainissement?

- Quel impact cette découverte va-t-elle avoir sur le chantier de la ligne ferroviaire?

Réponse (27.11.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député s'interroge sur les cuves à goudron de la société Solhyd S.A. mises en évidence lors des travaux en relation avec l'extension de la ligne ferroviaire près de la gare de Bascharage.

Ad 1) Le site en question a été retenu en date du 13 juin 2002 dans le cadre du cadastre des sites potentiellement pollués établi par l'Administration de l'Environnement. Étant donné qu'à cet instant l'Administration ne disposait pas d'étude déterminant le degré de pollution du sol et sous-sol, le site a été classifié comme potentiellement pollué.

En date du 22 novembre 2005, l'Administration a reçu de la part d'un organisme agréé une notification d'intervention sur le site conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques autres que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement. Cet organisme qui est intervenu suite à un mandat de la part des CFL a procédé à des analyses du site et du goudron dans les cuves.

En date du 22 mars 2006, les résultats de cette étude ont été présentés aux responsables de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (SNCFL). L'Administration de l'Environnement a participé à cette entrevue lors de laquelle certaines modalités de l'assainissement ont également été discutées.

Le dossier de demande d'autorisation en matière d'établissements classés pour les travaux d'assainissement a été déposé par la SNCFL à l'Administration de l'Environnement en date du 4 juillet 2006.

Ad 2) Les études précitées ont mis en évidence la présence de goudrons contenant des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). Ces HAP qui représentent environ 20% du volume des goudrons sont toxiques et sont à classifier comme déchets dangereux.

Ad 3) Le projet d'assainissement prévoit l'excavation et l'assainissement hors site des éléments suivants:

- 360 tonnes de déchets de goudron

- 400 m^3 de béton pollué (parois des cuves)

- 15.000 m^3 des terres polluées (autour des cuves)

Ad 4) La législation sur les établissements classés ne prévoit pas que les coûts des projets doivent être notifiés à l'Administration de l'Environnement. L'Administration ne dispose donc pas de chiffres concernant le prix de l'assainissement.

Ad 5) L'Administration de l'Environnement ne dispose pas d'informations au sujet des actionnaires de la société.

Ad 6) Selon les informations dont nous disposons actuellement, les frais d'assainissement sont pris en charge par les SNCFL conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Ad 7) L'Administration de l'Environnement n'est pas au courant d'un impact de la découverte des cuves à goudron sur le chantier de la ligne ferroviaire.

Question 1381 (31.10.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **rapport annuel sur la Turquie:**

Plusieurs sources européennes s'accordent à dire que la Commission européenne dénoncera dans son rapport annuel sur la Turquie, le 8 novembre 2006, le ralentissement des réformes et les carences en matière de liberté d'expression. Ainsi, bien que certains progrès ont pu être constatés telles que l'adoption par les députés turcs d'un paquet législatif, notamment la loi créant le médiateur chargé de régler les conflits entre l'État et les citoyens et des dispositions mettant fin à la discrimination contre les Roms, des carences subsistent notamment au niveau de la liberté d'expression. Dans ce contexte le commissaire à l'élargissement, Olli Rehn, demande en particulier depuis des mois la modification ou la suppression de l'article 301 du Code pénal, qui a permis à la justice turque de poursuivre plusieurs dizaines d'auteurs, dont le prix Nobel de littérature 2006 Orhan Pamuk. Il semble également que le rapport revienne sur le refus d'ouverture par la Turquie de ses ports et aéroports aux navires et avions chypriotes grecs.

Lors d'une interview accordée au quotidien italien «Corriere della Sera», le président de la Commission européenne s'est dit très préoccupé par la situation actuelle en affirmant que les réformes n'avancent que très lentement et que les progrès se font désirer.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelles seront les conséquences pour la Turquie en cas d'un rapport annuel négatif sur les progrès du pays?

- Face à de nouveaux retards par rapport à l'accomplissement des critères de Copenhague, quelles mesures l'Union européenne pourrait-elle envisager?

- L'Union européenne ne devrait-elle pas adopter une position plus ferme voire reconsidérer sa position à l'égard de la Turquie?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à cet égard?

Réponse (8.12.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le rapport de progrès régulier de la Commission européenne sur la Turquie du 8 novembre 2006 conclut que la Turquie a poursuivi ses réformes politiques et continue de remplir suffisamment les critères politiques. Elle a notamment adopté une série de réformes politiques dans le cadre du 9e paquet législatif qui entraînent des améliorations en ce qui concerne le respect de ces critères. En même temps, la Commission constate avec préoccupation que le rythme des réformes politiques s'est ralenti au cours de l'année écoulée. Elle appelle la Turquie à assurer la mise en œuvre des réformes législatives et l'exhorte à redoubler d'efforts dans de très nombreux domaines pour se rapprocher des normes européennes. Des efforts supplémentaires doivent ainsi notamment être faits en ce qui concerne les droits fondamentaux, en particulier la liberté d'expression, la liberté de culte, les droits des femmes, les droits des minorités et les droits syndicaux.

D'autre part, la Commission relève dans son rapport que la Turquie n'a pas entièrement mis en œuvre le protocole additionnel de l'accord d'Ankara relatif à l'union douanière, et ce en particulier vis-à-vis de Chypre. Dans sa déclaration du 21 septembre 2005, qui prévoyait une évaluation de la mise en œuvre du protocole additionnel au cours de l'année 2006, l'UE avait souligné que l'ouverture de négociations sur les chapitres pertinents dépendait du respect par la Turquie de ses obligations contractuelles à l'égard de tous les États membres et que le non-respect par la Turquie de l'ensemble de ses obligations pèserait sur l'avancement général des négociations. Voilà pourquoi la Commission européenne a recommandé le 29 novembre 2006, suite aux conclusions de son rapport de progrès, une suspension partielle des négociations d'adhésion avec la Turquie en n'ouvrant pas les négociations d'adhésion sur huit chapitres de négociation liés à l'union douanière et en suspendant la clôture provisoire des négociations sur les autres chapitres de négociation (hormis le chapitre sur la recherche et la science pour lequel les négociations d'adhésion ont été clôturées provisoirement le 12 juin 2006).

Le Gouvernement luxembourgeois a noté avec préoccupation que le rythme des réformes politiques en Turquie s'est ralenti, mais souscrit à la conclusion du rapport de progrès selon laquelle, malgré les déficiences considérables, la Turquie continue de remplir suffisamment les critères politiques. Le Gouvernement déplore que la Turquie continue de ne pas remplir ses obligations relevant de l'Union douanière en ce qui concerne Chypre, et salue les recommandations de la Commission comme une bonne base pour les discussions du Conseil Affaires générales et Relations extérieures du 11 décembre prochain, qui devra déterminer de quelle manière ce non-respect des obligations pèsera sur l'avancement des négociations. Au nom du Gouvernement luxembourgeois, je m'efforcerai de contribuer à l'adoption d'une position commune des 25 États membres à l'égard du processus de négociation avec la Turquie.

En ligne avec l'engagement pris par le Conseil européen de décembre 2004, le Gouvernement luxembourgeois est par ailleurs convaincu que les négociations d'adhésion avec la Turquie représentent le meilleur cadre pour l'Union européenne pour suivre de près les progrès de la Turquie et pour l'accompagner sur la voie des réformes en appliquant de manière rigoureuse la conditionnalité européenne. Les progrès réalisés au cours des dernières années, les changements profonds intervenus en Turquie témoignent du bienfondé de l'approche européenne qui vise à soutenir et influencer le processus de réforme dans le dialogue et dans la perspective d'une adhésion de la Turquie afin d'assurer l'irréversibilité du processus des réformes. L'Union européenne continuera d'aborder tous les sujets liés aux critères politiques avec la Turquie et l'exhortera à remédier à toutes lacunes identifiées dans le rapport de progrès. En ce qui concerne plus particulièrement la liberté d'expression, l'Union européenne continuera à insister auprès des autorités turques sur la nécessité de réformer certains textes législatifs qui peuvent être interprétés de manière à enfreindre les libertés fondamentales, et notamment l'article 301 du Code pénal. Le Premier Ministre turc Monsieur Erdoğan comme le Ministre des Affaires étrangères Gül ont d'ailleurs récemment annoncé qu'un amendement de l'article 301 était envisagé.

Question 1382 (31.10.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **système de brouillage des communications GSM au Centre pénitentiaire de Schrassig:**

En date du 27 septembre 2006 je me suis renseigné dans une question parlementaire *(cf. compte rendu N°3/2006-2007 - question parlementaire N°1307)* auprès de Monsieur le Ministre de la Justice sur l'installation d'un système de brouillage au sein du Centre Pénitentiaire du Luxembourg (CPL) ainsi que du coût d'un tel système. Dans sa réponse Monsieur le Ministre a simplement indiqué qu'une installation de détection/inhibition des communications GSM avait été mise en place au CPL, mais que son bon fonctionnement ne pouvait pas être garanti. Dès lors, Monsieur le Ministre ne m'a pas signalé quels étaient/sont les coûts d'un tel système de détection/inhibition (achat, installation et maintenance).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur les coûts engendrés jusqu'à cette date par le système en question?

- Quelles sont les raisons empêchant le fonctionnement correct de ce système?

- Dans quel délai Monsieur le Ministre estime-t-il qu'un système efficace permettant de brouiller les communications GSM pourrait être installé au CPL de Schrassig?

Réponse (23.11.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Comme je l'ai dit en réponse à la question parlementaire N°1307, la société française chargée de l'installation de détection/inhibition des communications GSM au CPL de Schrassig n'a pas réussi à garantir un fonctionnement satisfaisant du système installé.

Les raisons empêchant le fonctionnement correct de ce système sont d'ordre purement technique.

Comme le système installé ne donne pas satisfaction, il va sans dire qu'aucune charge financière ne pourra en résulter pour l'État.

N'étant pas technicien, je ne peux pas avancer de délai dans lequel un système de brouillage des communications GSM pourra être installé. Toutefois, ainsi qu'il résulte de ma réponse à la question parlementaire N°1307, je tiens à ce que ce projet soit réalisé et j'ai demandé à l'Administration pénitentiaire d'examiner quelles autres solutions techniques sont sur le marché.

Question 1383 (6.11.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**enquête de l'accident aérien survenu en novembre 2002:**

Viru véier Joer ass bei Nideraanven eng Fokker vun der Luxair erofgefall an huet 20 Persounen an den Doud gerappt an domat immenst Leed an déi betraffe Familljе bruecht, déi zu Recht verlaangen, datt d'Ursaache vun dësem Accident missten opgekläert an d'Responsabilitéite festgestallt ginn.

Aus der Press ass ze erfueren, datt den Dossier ëmmer nach géif beim Untersuchungsriichter leien an et duerfir kee Fortkommes an dëser Affär gëtt. Dat verwonnert e bëssen, well den deemolegen Transportminister den definitive Rapport vun den Experten, déi mat der Enquête iwwert d'Ursaache chargéiert gi waren, well den 11. Dezember 2003, also viru bal dräi Joer, public gemaach huet.

Duerfir dës Froen un Iech an Ärer Funktioun als Responsablen an der Regierung fir de gudde Fonctionnement vun der Justiz:

1. Fannt Dir et normal, datt bal dräi Joer no der Publicatioun vum offiziellen Experterapport, déi geriichtlech Enquête ëmmer nach net ofgeschloss ass?

2. Wat sinn déi konkret Ursaache woufir dës Enquête nach ëmmer net konnt zu Enn bruecht ginn?

3. Wat sinn Är Méiglechkeete fir op d'Virukomme vun der Enquête respektiv der Prozedur anzewierken, a sidd Dir bereet fir an deem Sënn aktiv ze ginn?

4. Kënnt Dir Iech derfir verbiergen, datt an dëser schrecklecher Affär alles op den Dësch kënnt an d'Responsabilitéite kloer an däitlech festgestallt ginn?

Réponse (15.12.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Auch wenn ich mir der juristischen und technischen Komplexität der Angelegenheit bewusst bin, teile ich den Schmerz und das Unverständnis der Angehörigen und Freunde der Opfer des Luxair Unfalls vom November 2002 über die lange Dauer der gerichtlichen Untersuchung.

Wie Sie wissen, hat der Justizminister weder Zugang zu der gerichtlichen Akte, noch ein Weisungsrecht an den zuständigen Untersuchungsrichter. Leider gibt das Gesetz mir keine Möglichkeit, eine gerichtliche Untersuchung zu beschleunigen.

Ich habe den Staatsanwalt gebeten, die Opfer individuell über den Stand der Untersuchung zu unterrichten. Auch würde ich eine Kommunikation an die Öffentlichkeit über alle schon getätigten Schritte seitens der luxemburgischen Gerichtsautoritäten begrüßen.

Schließlich ist es der ausdrückliche Wunsch der Regierung, dass die Ursache dieses schrecklichen Unfalls - im Interesse der Opfer, deren Familien, der Luftfahrt und der Justiz - so schnell wie möglich von einem Gericht geklärt werden kann.

Question urgente 1384 (6.11.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **réorganisation de la structure de direction du groupe Arcelor-Mittal:**

Le conseil d'administration d'Arcelor-Mittal vient d'annoncer la réorganisation de la structure de direction du groupe. En effet, Monsieur Junck mettra un terme à son rôle de CEO du groupe, laissant sa place à Monsieur Mittal, ceci avec effet immédiat. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Quelle a été la position du Gouvernement lors de ce processus de décision au sein du groupe Arcelor-Mittal? Comment le Gouvernement évalue-t-il cette décision?

- De l'avis de Monsieur le Premier Ministre quelle influence cette décision aura-t-elle sur la gouvernance du groupe respectivement sur la représentation luxembourgeoise au sein de la direction de la société? Est-ce que cette décision faisait partie de l'accord que Monsieur le Premier Ministre et Monsieur le Ministre de l'Économie avaient conclu avec Monsieur Mittal dans le cadre du projet de fusion entre Arcelor et Mittal?

- Lors de sa déclaration du 27 juin 2006 à la Chambre des Députés, Monsieur le Premier Ministre avait souligné «que le siège de la nouvelle société, quelle qu'elle soit, devrait se trouver au Luxembourg et que cela nous permettrait d'avoir une certaine mainmise sur l'architecture du groupe et de nous montrer influents à partir du Luxembourg en tant que pays hôte d'une société dont la composition restait à déterminer». Après la décision de réorganisation de la structure de direction du groupe Arcelor-Mittal, Monsieur le Premier Ministre est-il d'avis que le maintien du siège du groupe au Luxembourg est toujours garanti et que toutes les conditions restent réunies pour une «certaine mainmise sur l'architecture du groupe»? Est-ce que jusqu'ici les décisions stratégiques du groupe Arcelor-Mittal ont été prises au siège du groupe?

- Dans le cadre de cette même déclaration, Monsieur le Premier Ministre avait précisé que Monsieur Mittal ne prendrait pas «le contrôle d'Arcelor, mais (fusionnerait) d'égal à égal avec Arcelor, de manière amicale (et reprendrait), en partie parce que le groupe doit démontrer ses intentions amicales, tous les arrangements conclus entre l'État luxembourgeois et Arcelor. Vous connaissez ce plan sur lequel nous nous sommes accordés lors de la tripartite de la sidérurgie et qui s'étend de 2006 à 2007. Il sera intégralement précisé». Est-ce que les arrangements conclus entre l'État luxembourgeois et Arcelor resteront toujours garantis après cette décision de réorganisation de la structure de direction du groupe?

Réponse (24.11.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

J'ai l'honneur de me référer aux questions parlementaires N°1384 du 6 novembre 2006 concernant la réorganisation de la structure de la direction du groupe Arcelor-Mittal et N°1392 du 9 novembre 2006 *(non encore publiée)* traitant de la protection des intérêts luxembourgeois dans le cadre de la création du groupe Arcelor-Mittal de Monsieur le Député Claude Meisch et à la réunion du 9 novembre courant de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports au cours de laquelle j'ai eu l'occasion de répondre en détail aux questions des membres de la Commission concernant l'évolution du dossier «Arcelor-Mittal». Cette réunion m'a notamment permis de couvrir les aspects du dossier mis en avant par Monsieur le Député Meisch dans ses questions parlementaires.

À la fin de la réunion, Monsieur le Député a indiqué, à ma demande, qu'il estimait que ses questions étaient, au vu des informations fournies lors de la réunion, devenues sans objet. J'estime dès lors que le Gouvernement peut se dispenser de répondre par écrit aux deux questions parlementaires.

Question 1386 (7.11.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **société de fret ferroviaire des CFL et du groupe Mittal-Arcelor:**

Les CFL viennent de constituer en collaboration avec le groupe Mittal-Arcelor une société commune destinée à reprendre l'activité du fret ferroviaire.

- Quels ont été les apports des deux partenaires? Comment est constitué le capital social de la nouvelle société? Quel en est le plan de gestion financière à moyen terme?

- L'État luxembourgeois a-t-il consenti en la matière à un quelconque engagement financier ou politique pour garantir la réussite de ce plan de gestion?

- Y a-t-il par ailleurs à côté des statuts un pacte d'actionnaires? Dans l'affirmative quel est le contenu de ce pacte? Monsieur le Ministre est-il d'accord pour communiquer ce pacte à la Chambre des Députés?

- Alors que le projet de constitution de la nouvelle société a dû être soumis à l'approbation préalable de la Commission européenne, quels ont été les arguments du Gouvernement luxembourgeois pour faire accepter ce projet? Quelles furent les réticences formulées dans une première étape par la Commission européenne pour avaliser le projet? Quels furent les arguments luxembourgeois pour persuader finalement la Commission d'y acquiescer? Monsieur le Ministre est-il d'accord pour communiquer l'ensemble du dossier à la Chambre des Députés?

- Quels sont les organes statutaires de la société? Qui sont les personnes qui siègent au conseil d'administration et qui en assument la direction?

Réponse (8.12.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Les CFL viennent de constituer en collaboration avec le groupe Mittal-Arcelor une société commune destinée à reprendre l'activité du fret ferroviaire.

L'apport des CFL à la nouvelle société se présente comme suit:

- le parc de wagons de transport de marchandises des CFL;

- un apport en numéraire d'un montant de 34,1 millions d'euros pour besoins en fonds de roulement, investissements et coût de restructuration;

- la société neg Uetersen et la partie fret de la société neg Niebüll en Allemagne;

- la société Dansk Jernbane au Danemark et

- les contrats de transport fret d'EuroLuxCargo et des CFL.

Les apports de Mittal-Arcelor comprennent:

- le parc de locomotives de manœuvre télécommandées;

- les wagons pour transports internes sans autorisation d'opérer sur le réseau public et

- un apport en numéraire d'un montant de 44,1 millions d'euros pour besoins en fonds de roulement, investissements et coût de restructuration.

Le capital social de la société s'élève à 147 millions d'euros, dont Arcelor détient 1/3 et les CFL 2/3.

Le plan de gestion et le pacte d'actionnaires sont à la base de la stratégie commerciale de CFL Cargo. Bien qu'il s'agisse de documents qui tombent sous le secret commercial, il est à relever que CFL Cargo vise à être profitable endéans deux ans à partir de sa création.

Les engagements financiers et politiques de la part de l'État luxembourgeois se résument à ceux contenus dans l'accord de la Tripartite ferroviaire du 20 décembre 2005.

La part de marché de l'entreprise commune est de 9% par rapport au volume total transporté au Grand-Duché de Luxembourg. Les modes de transport sont pour la plupart interchangeables ou à l'avantage du transport routier. Il n'y a donc pas de concentration dominante, d'autant plus que le réseau ferré luxembourgeois est accessible de façon non discriminatoire à toutes les autres entreprises ferroviaires de fret.

Par ailleurs, la Commission européenne a apprécié l'augmentation de l'efficience des opérations fret au Grand-Duché de Luxembourg, résultant notamment d'une profonde restructuration des services fret actuels des CFL, permettant de réduire substantiellement le coût de la desserte ferroviaire au Grand-Duché, et d'une augmentation de la distance parcourue en longue distance, optimisant ainsi l'utilisation du matériel et réduisant par là le coût par km.

L'honorable Député n'est pas sans savoir que le dossier soumis à la Commission européenne contient des éléments stratégiques et commerciaux de CFL Cargo qui sont confidentiels et qui ne peuvent pas être divulgués. La version officielle de la décision de la Commission européenne est par contre jointe en annexe *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).*

Le conseil d'administration et la direction générale constituent les organes statutaires de la société. Le conseil d'administration de CFL Cargo se compose comme suit:

Président: M. Marc Wengler, Directeur général adjoint de la SNCFL

Vice-Président: M. Alain Bouchard, Executive Vice President Arcelor-Mittal, Head of Purchasing Worldwide, Paris

Membres du conseil d'administration:

- M. Jeannot Waringo, Président du conseil d'administration de la SNCFL,

- M. Frank Reimen, Vice-Président du conseil d'administration de la SNCFL,

- M. Thierry Glaesener, membre du conseil d'administration de la SNCFL,

- M. Alex Kremer, Directeur général de la SNCFL,

- M. Henri Grober, Vice-Président d'Arcelor-Mittal, Bars Production Units,

- M. Nico Reuter, Vice-Président d'Arcelor-Mittal, Sales and Marketing Sections and Merchant Bars,

- M. Alain Coolen, Vice-Président d'Arcelor-Mittal, Downstream Flat Carbon Europe Industrial Supply Chain,

- M. Georges Bach, Président du SYPROLUX,

- M. Alain Kinn, Membre du Bureau exécutive de l'OGB-L,

- M. Nico Wennmacher, Président du FNCTTFEL.

Le comité de direction de CFL Cargo se compose de quatre membres:

- M. Fernand Rippinger, Directeur général,

- M. Marc Calmes, Directeur opérationnel,

- M. Raymond Lehnert, Directeur Finances,

- M. Marc Polini, Directeur commercial.

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°5
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

12 , 13 2006
13 , 13 2006
14 , 14 2006

DANS CE NUMÉRO

Budget 2007 - Débats (suite) (p. 130)
Modification du congé parental (p. 143)
Abolition du régime «Holding 1929» (p. 148)
Politique énergétique (débat d'orientation) (p. 155)

«Europa feiert seng 50. Mir wënschen…»



9 2007

À l'occasion du 50e anniversaire de la signature du Traité de Rome qui sera célébré au mois de mars 2007, la Chambre des Députés et le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) organisent en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) un concours destiné à promouvoir l'éducation à la citoyenneté européenne et à sensibiliser les jeunes aux questions européennes.

A 9 2007, -

14 18

5 10 -

50. ... .

( ).).

?



://50

Règlement du concours *(extraits)*

Modalités de participation

14 18 .

(,) (, ,). -

- .

Inscription au concours

, -

://50 -

. .

:

- ,
- ,
- ,
- ,
- .

8 2 2007.

Calendrier

2 2007.

31 2007.

Composition du jury

:

- ,
- -

, E -

.

Annonce des résultats

. -

. .

Prix à gagner

26 -

30 2007.

. -

.

Recours

. -

.

Acceptation du règlement

-

.

Informations personnelles

.

. . ,

. . , ...

2 2002 -

, -

(26).

, A .

, ( ), .: 59 59 20-1

( ), .: 466 966-662.

Budget 2007

5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

Les chiffres clefs du projet de budget pour 2007 tel qu'il est établi d'après les règles de la loi du 8 juin 1999 sur la comptabilité de l'État sont les suivants:

Le projet de budget pour l'exercice 2007 (selon les règles traditionnelles de la comptabilité de l'État) présente les caractéristiques suivantes:

	Compte 2005	Buget définitif 2006	Projet de budget 2007	Variation	
				en valeur	en %
Budget courant					
Recettes	6.526.443,1	7.223.682,0	7.760.972,2	537.280,2	+ 7,44
Dépenses	6.430.658,7	6.854.398,7	7.221.718,2	367.319,5	+ 5,36
Solde	95.784,4	369.293,3	539.254,1	169.960.8	...
Budget en capital					
Recettes	102.857,0	104.342,8	80.698,9	-23.643,9	- 22,66
Dépenses	892.955,7	774.931,5	789.860,2	14.928,7	1,93
Solde	-790.098,7	-670.588,7	-709.161,3	-38.572,6	...
Budget total					
Recettes	6.629.300,0	7.328.034,8	7.841.671,1	513.636,3	+ 7,01
Dépenses	7.323.614,3	7.629.330,2	8.011.578,4	382.248,1	+ 5,01
Solde	-694.314,3	-301.295,4	-169.907,2	131.388,2	...

Note: Les montants sont indiqués en milliers d'euros

- avec 5%, la progression totale des dépenses en 2007 sera inférieure à la croissance du PIB en valeur, estimée à 6,6%;

- l'accroissement global des recettes est supérieur à celui des dépenses;

- le déficit budgétaire se rétrécit de manière sensible, passant de 300 millions en chiffre rond en 2006 à 170 millions en 2007.

Il reste néanmoins que l'État central défini par le modèle «Maastricht» accusera un déficit total de quasiment un milliard d'euros en 2007. Le déficit de l'Administration centrale, le problème structurel majeur des finances publiques luxembourgeoises, frôle toujours les 3% du PIB, même s'il a été possible de le ramener d'un demi-point de pourcentage par rapport au budget voté pour l'année en cours.

En résumé: sur dix milliards d'euros que l'État central entend dépenser en 2007, il ne dispose réellement que de neuf milliards d'euros. Chaque dixième euro des dépenses projetées en 2007 devra donc être trouvé ailleurs que parmi les recettes courantes de l'État.

Les recettes:

Le budget des recettes devra connaître l'évolution suivante en 2007:

	Compte provisoire 2005	Budget définitif 2006	Projet de budget 2007	Variation	
				en milliers	en %
Recettes courantes	6.526.443,1	7.223.692,0	7.760.972,2	+ 537.280,2	+ 7,44
Recettes en capital	102.857,0	101.342,8	80.698,9	-23.643,9	- 22,66
Recettes totales	6.629.300,0	7.328.034,8	7.841.671,1	+ 513.636,3	+ 7,01

Note: Les montants sont indiqués en milliers d'euros

Les recettes globales du projet de budget pour 2007, selon la loi du 8 juin 1999 sur le budget et la comptabilité de l'État, se chiffrent très précisément à 7.841 mio d'euros, en retrait de 170 millions par rapport aux dépenses projetées de 8.011 mio d'euros suivant la même présentation. Alors que les recettes devront augmenter à raison de 7% par rapport à 2006, les dépenses ne progresseraient que de 5%.

Suivant la présentation «méthode Maastricht», les recettes totales de l'Administration centrale de 9.115 mio d'euros font face à 10.107 mio d'euros de dépenses. L'écart entre les deux présentations est dès lors de 2 milliards d'euros arrondis pour ce qui est des dépenses de l'État, tandis que du côté des recettes il n'est que de 1,25 milliards d'euros.

Cet écart s'explique notamment par le fait que les dépenses de l'État selon «Maastricht» doivent inclure celles des fonds d'investissement.

Les dépenses:

Les dépenses de l'État prévues pour l'exercice 2007 progressent de manière modérée. Cette modération de la progression est due aux facteurs suivants:

- un retour strict à la doctrine selon laquelle les dépenses de l'administration centrale ne doivent pas dépasser la perspective de moyen terme de la croissance économique;

- la mise en œuvre du paquet de mesures contenues dans l'avis du 28 avril 2006 du Comité de coordination tripartite;

- le tout sur la toile de fond de la nécessité de rééquilibrer le budget de l'État luxembourgeois en conformité avec les engagements du pays consignés dans son programme de stabilité (réduire le déficit budgétaire de 0,5 points-% par an, notamment).

Défis budgétaires particuliers en 2007:

Le budget de l'exercice 2007 doit permettre de continuer les grandes politiques de l'État luxembourgeois, notamment dans le domaine social et celui des infrastructures publiques, tout en dégageant les moyens nécessaires à la mise en œuvre de politiques nouvelles respectivement destinées à favoriser la modernisation et la croissance du Luxembourg à moyen et à long terme. En effet, il s'agit de conjuguer des politiques de consolidation des acquis avec des initiatives innovantes, conciliant par là les besoins d'une société luxembourgeoise habituée à la paix et à l'entente sociales avec ceux d'un État devant réussir son entrée dans le 21e siècle.

Comme il est de tradition luxembourgeoise, les transferts sociaux continueront en 2007 de dépasser les 40% des dépenses courantes de l'État. Ce sont notamment les crédits destinés aux politiques familiale et de l'emploi qui enregistrent des progressions substantielles au fil des années.

La méthode «Maastricht» vs. la structure budgétaire traditionnelle

Selon la méthode classique telle qu'elle est ancrée dans notre législation sur la comptabilité de l'État, l'excédent traditionnel du budget a basculé dans le déficit dès 2004 pour ne plus en sortir depuis lors. Mais en appliquant les critères budgétaires fixés par le Traité de Maastricht, qui se basent sur les normes comptables internationales SEC 95, la chute a déjà eu lieu en 2002.

Selon l'approche «Maastricht», qui se base sur le standard comptable SEC 95, bon nombre de dépenses sont comptabilisées différemment que la méthode traditionnelle, et la pratique luxembourgeoise qui consiste à constituer des réserves et à alimenter des fonds d'investissement spéciaux pour financer les grands projets de l'État n'est pas reconnue par les services communautaires. La méthode «Maastricht» va bien au-delà du budget classique luxembourgeois puisqu'elle prend en compte, en plus des recettes et dépenses de l'administration centrale, dépenses des fonds publics inclues, les comptes des communes ainsi que ceux de la Sécurité sociale.

Il s'avère cependant que l'intégration des fonds d'investissement dans le SEC 95 sera difficile, sinon impossible et qu'une transition abrupte d'un système à l'autre soulèverait une foule de problèmes de détail. Une utilisation parallèle des deux méthodes devra être instaurée, du moins pour une période transitoire.

L'envergure du basculement vers le SEC 95 se trouve amplifiée du fait que la nouvelle méthode basée sur les critères énoncés par Eurostat en exécution des décisions de Maastricht ne considère pas seulement les comptes de l'Administration centrale, mais encore ceux des communes et ceux de la Sécurité sociale. Ce qui veut dire que la norme SEC 95 devra être appliquée également aux comptes de ces deux secteurs.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 11.10.2006

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

12.09.2006	Désignation d'un rapporteur
12.10.2006	Échange de vues sur les grandes lignes du budget avec M. le Ministre du Trésor et du Budget
18.10.2006	Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État (entrevue avec l'Administration des Contributions directes)
	Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État (Administration de l'Enregistrement et des Domaines, Administration des Douanes et Accises, Administration des Contributions directes)
20.10.2006	Échange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques
27.10.2006	Entrevue avec M. le Ministre de la Sécurité sociale au sujet de la situation et de l'évolution financières de la Sécurité sociale
07.11.2006	Entrevue avec M. le Ministre de l'Intérieur au sujet de la situation financière des communes et de son évolution
09.11.2006	Information concernant les amendements
	Présentation générale du programme pluriannuel
10.11.2006	Présentation détaillée du programme pluriannuel
14.11.2006	Présentation de l'avis de la Banque Centrale et échange de vues
17.11.2006	Entrevue avec M. le Directeur de l'IGF au sujet de la conversion des chiffres relatifs à la sécurité sociale et aux communes selon SEC95
22.11.2006	Présentation de l'avis de la Cour des Comptes
23.11.2006	Examen des divers avis
30.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.12.2006

Loi du 22 décembre 2006.

Mémorial A: 2006, N°236, page 4315

5611

5611 - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant

1. modification du Code du travail;

2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;

4. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales;

5. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces;

6. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural;

7. réforme de la taxe sur les véhicules routiers;

8. modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

11. établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement;

12. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

Le projet de loi transpose les conclusions du Comité de coordination tripartite du 28 avril 2006.

À noter qu'une première série de réformes visant à assurer l'équilibre des finances de l'État et à augmenter la compétitivité de notre économie ont été mises en œuvre par la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements.

Le présent projet de loi vient compléter cette première série de réformes en prévoyant des mesures visant à rétablir l'équilibre sur le marché de l'emploi, à assurer l'équilibre des finances publiques en général et à garantir le financement de larges pans de la politique de l'environnement en vue de la réalisation des objectifs souscrits dans le cadre des accords de Kyoto.

Les mesures proposées par le projet de loi sous rubrique concernent trois domaines

distincts, à savoir la politique de l'emploi, de la sécurité sociale et de l'environnement.

1) La politique de l'emploi

Le projet de loi intervient au niveau de plusieurs domaines ou volets, notamment au niveau du dispositif relatif au maintien de l'emploi ou de la législation sur le chômage en passant par le volet des mesures en faveur de l'emploi des jeunes.

a) Au niveau du dispositif du maintien dans l'emploi

Le projet de loi entend optimiser les instruments de maintien dans l'emploi en place en les complétant le cas échéant. En effet, il a pu être constaté que de nombreux instruments existants d'ores et déjà en la matière ne sont souvent pas utilisés de manière adéquate.

Le projet de loi introduit une série d'innovations, dont les plus importantes sont:

- d'une part, la centralisation des informations sur les licenciements pour difficultés économiques,

- et d'autre part, l'établissement d'un plan de maintien dans l'emploi.

Par ailleurs, le projet de loi apporte une série de modifications à plusieurs autres législations, à savoir plus précisément à la législation

- sur le prêt temporaire de main-d'œuvre,

- sur la préretraite,

- sur l'impôt sur le revenu,

- sur le chômage partiel,

- sur le chômage involontaire dû aux intempéries et sur le chômage accidentel ou technique involontaire,

- sur les aides à l'embauche et les licenciements collectifs.

Ces modifications sont en grande partie nécessaires afin d'adapter les textes existants aux exigences découlant de l'introduction de la philosophie du maintien dans l'emploi. À titre d'exemple, le projet de loi introduit un nouveau taux de participation de l'entreprise aux charges résultant du paiement de l'indemnité de préretraite. Il prévoit aussi la mise en place d'un nouveau modèle de compensation au niveau du chômage partiel ou encore du chômage involontaire dû aux intempéries.

b) Au niveau de la législation sur le chômage

Au niveau de la législation du chômage, le projet de loi met l'accent sur l'activation ou la réactivation aussi précoce que possible des demandeurs d'emploi. À cet effet, il prévoit entre autres:

- l'introduction d'une convention d'activation conclue entre l'ADEM et le demandeur d'emploi

La convention d'activation constitue la pierre angulaire des reformes envisagées. Une telle convention sera proposée aux jeunes chômeurs au plus tard à la fin de leur troisième mois d'inscription et aux chômeurs adultes au plus tard à la fin de leur sixième mois d'inscription. Cette convention fixe les droits et obligations respectifs de l'ADEM et du demandeur d'emploi.

- au niveau des mesures en faveur de l'emploi des jeunes: la mise en place d'instruments offrant de réelles perspectives d'emploi.

La loi modifiée du 12 février 1999 prévoit actuellement trois mesures en faveur de l'emploi des jeunes âgés de moins trente ans, à savoir: le contrat d'auxiliaire temporaire dans le secteur public, le contrat d'auxiliaire temporaire dans le secteur privé et le stage d'insertion dans le secteur privé.

Le projet de loi sous rubrique entend réviser ces instruments afin d'en augmenter l'efficacité en termes d'intégration respectivement de réintégration sur le marché de l'emploi. Le nombre des mesures est réduit de trois à deux, à savoir le contrat d'appui-emploi (CAE), destiné à des promoteurs étatiques ou communaux et remplaçant l'ancien contrat d'auxiliaire (CAT), et le contrat d'initiation à l'emploi (CIE) destiné, quant à lui, à des promoteurs du secteur privé en remplacement du stage d'insertion.

c) Autres modifications:

- au niveau de la législation sur le revenu

Les montants exonérés sur base des points 9 et 10 de l'article 115 de la loi LIR sont uniformisés. Le projet de loi porte le montant en question à 12 fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs non qualifiés.

- au niveau de la législation sur les autorisations de travail supplémentaire

Dans un souci de simplification administrative, la procédure d'autorisation en matière d'heures supplémentaires est remplacée par une simple notification préalable.

- au niveau de la législation sur l'ADEM

Les moyens de sanctions de l'ADEM par rapport aux demandeurs d'emploi non indemnisés sont renforcés, en portant, en cas de comportement fautif, la période de suspension du dossier à six mois. Actuellement, le délai de suspension est de deux mois.

2) Mesures en matière de sécurité sociale

a) Modification du mode de financement de certaines dépenses de sécurité sociale

Dans l'avis du Comité de coordination tripartite du 28 avril 2006 et dans la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006, il a été retenu que, dans le cadre des mesures de consolidation budgétaire différentes interventions de l'État au niveau de la sécurité sociale seraient désormais à charge des cotisants. Ainsi, le projet de loi propose de transférer la prise en charge des «baby years» et du complément différentiel de l'administration centrale vers les caisses de pension.

b) Financement de l'assurance dépendance

Le deuxième volet des mesures en matière de sécurité sociale concerne le financement de l'assurance dépendance. Ainsi, par une modification de l'article 376 du Code des assurances sociales (CAS), il est proposé de porter le taux de la contribution dépendance de 1,0 à 1,4 pour cent à partir du 1er janvier 2007.

Par ailleurs, l'article 35 propose de geler la participation de l'État au financement de l'assurance dépendance à son montant nominal inscrit au budget 2006, c'est-à-dire à 140 millions d'euros. Au Comité de coordination tripartite, les partenaires sociaux et le Gouvernement ont convenu de renégocier le financement de l'assurance dépendance fin 2009.

Le projet de loi prévoit par ailleurs qu'au cas où, au 31 décembre 2009, la contribution de l'État serait inférieure à 40 pour cent des dépenses totales de l'assurance dépendance, elle serait portée à 40 pour cent en 2010. Cette disposition, qui n'a pas été arrêtée en tant que telle au Comité de coordination tripartite, vise à garantir un certain niveau de participation financière étatique au cas où les dépenses de l'assurance dépendance dépasseraient un certain seuil d'ici la fin des négociations.

3) Mesures dans le domaine de la politique de l'environnement

La réforme de la taxe sur les véhicules automoteurs selon des critères environnementaux ainsi que l'introduction d'une «contribution spéciale Kyoto» (dénommée par la suite «contribution changement climatique») moyennant un relèvement progressif du taux des accises sur les carburants routiers sont deux mesures clés du «1er plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2» que le Gouvernement a adopté fin avril 2006.

a) Réforme de la taxe sur les véhicules routiers

Le projet de réforme de la taxe encourage le consommateur à faire un choix réfléchi lors de l'acquisition d'un nouveau véhicule.

Les émissions de CO_2, qui serviront de base au calcul de la taxe selon le nouveau barème, n'ont été recensées de manière systématique par la Société nationale de contrôle technique (SCNT) que depuis janvier 2001.

Cette disponibilité limitée des données relatives aux émissions de CO_2 impose quelques contraintes quant au choix des barèmes. Une double approche, selon que la 1re immatriculation date d'avant ou d'après le 1er janvier 2001, s'avère incontournable, à moins de saisir rétroactivement les données pour plus de 100.000 voitures, charge administrative disproportionnée.

* Pour les voitures dont la 1re immatriculation date d'après le 1er janvier 2001, pour lesquelles les émissions de CO_2 (g/km) sont disponibles auprès de la SNCT, la taxe, exprimée en euros, sera calculée d'après la formule:

Taxe (euros) = a * b * c, avec

=> a = émissions de CO_2 en g/km

=> b représente un multiplicateur, qui ne peut dépasser:

- 1,50 pour les moteurs diesel

- 1,00 pour les moteurs essence

À noter que les voitures fonctionnant au gaz naturel sont avantagées par le biais du système proposé en ce que leurs émissions de CO_2 se situent à un niveau proche de la voiture diesel, tout en bénéficiant du coefficient d'ajustement de la voiture fonctionnant à l'essence (b ne peut dépasser 1,00).

=> c («facteur exponentiel») équivaut à 0,5 lorsque les émissions ne dépassent pas 90 g de CO_2/km, et augmente par pas de 0,10 pour chaque tranche supplémentaire de 10 g de CO_2/km.

À cela s'ajoutera une déduction de 50 euros pour les voitures diesel dont les émissions de particules ne dépassent pas 10 mg/km. En pratique, il s'agit des voitures équipées d'un filtre à particules.

* Pour les voitures dont les données d'émission de CO_2 ne sont pas disponibles sous forme électronique auprès de la SNCT, donc dont la première immatriculation date d'avant le 1er janvier 2001, la taxe maximale par tranche entière ou commencée de 100 cm^3 s'élève à:

- 7 euros pour les véhicules d'une cylindrée de 1 à 1600 cm^3,

- 9 euros pour les véhicules d'une cylindrée de 1601 à 2000 cm^3,

- 13 euros pour les véhicules d'une cylindrée de 2001 à 3000 cm^3,

- 15 euros pour les véhicules d'une cylindrée de 3001 à 4000 cm^3,

- 18 euros pour les véhicules d'une cylindrée dépassant 4000 cm^3.

Le but consiste à assurer une transition aussi équitable que possible avec le système basé sur les émissions de CO_2 utilisé pour les voitures immatriculées après le 1er janvier 2001.

b) Introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants

Le projet de loi prévoit l'introduction d'un droit d'accise autonome additionnel, dénommé «contribution changement climatique», sur les carburants dont le montant sera porté à 2 cents par litre d'essence à partir du 1er janvier 2007 et à 2,5 cents par litre de gasoil en deux étapes successives projetées pour le 1er janvier 2007 (+ 1,25 cent) et le 1er janvier 2008 (+ 1,25 cent).

À noter que l'augmentation des accises dont question ci-dessus sera neutralisée du point de vue de l'échelle mobile des salaires au vu du fait qu'il s'agit d'une contribution qui est affectée à un objectif écologique.

En application du principe pollueur-payeur, les recettes ainsi générées seront affectées intégralement au Fonds de financement des mécanismes de Kyoto.

c) Modalités de gestion du Fonds de financement des mécanismes de Kyoto

Pour les participations étatiques à des fonds multilatéraux ou aux mécanismes flexibles de Kyoto, une loi spéciale d'autorisation est requise conformément à l'article 80 (1) d) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, si le seuil légal de 7,5 millions d'euros est dépassé.

Or, la participation aux mécanismes flexibles peut requérir à la fois des engagements financiers importants et des délais d'action/de réponse très courts. Ceci vaut particulièrement pour l'acquisition de crédits d'émission sur le marché boursier.

Voilà pourquoi, le projet prévoit pour ces engagements le dépassement du seuil de 7,5 millions d'euros, sans pour autant dépasser la somme de 25 millions d'euros. Si à chaque engagement dépassant 7,5 millions d'euros une loi spéciale devait être votée, il est certain que le Luxembourg ne pourrait pas participer à des transactions importantes ni à des projets MOC ou MDP, vu notamment les délais dans lesquels une décision doit être prise et le nombre d'acteurs intéressés.

d) Participation du Grand-Duché de Luxembourg aux Fonds Carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement

Cette disposition du projet de loi est destinée à permettre au Luxembourg de participer aux efforts de la Banque Mondiale et de la BERD ensemble avec la BEI en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 18.09.2006

Rapporteurs: M. Marc Spautz et M. Romain Schneider

Travaux de la Commission spéciale «Tripartite»

(Président: M. Michel Wolter):

25.10.2006	Désignation des rapporteurs
07.11.2006	Titre 2: Mesures en matière de sécurité sociale (articles 31 à 35 du projet de loi)
	Entrevue avec M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale
13.11.2006	Titre 3: Mesure en matière de politique de l'environnement (articles 36 à 67 du projet)
	Entrevue avec M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement
15.11.2006	Titre 1: Mesures promouvant le maintien pour l'emploi (articles 1 à 30 du projet de loi)
	Entrevue avec M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi
20.11.2006	Continuation de l'examen du projet de loi
	Examen et adoption de propositions d'amendements
24.11.2006	Examen des avis des chambres professionnelles
30.11.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Continuation de l'examen des avis des chambres professionnelles
04.12.2006	Examen et adoption d'une deuxième série d'amendements parlementaires, suite à l'examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et examen de l'avant-projet de règlement grand-ducal précisant le contenu de la convention d'activation individualisée (1re ébauche)
14.12.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

(Président: M. Henri Grethen):

20.11.2006	Examen du point 4) de l'article 64 du projet de loi

Vote en séance publique: 20.12.2006

Loi du 22 décembre 2006.

Mémorial A: 2006, N°239, page 4710

Adaptation du salaire social minimum

5632 - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum

Le projet de loi vise à augmenter le salaire social minimum de l'ordre de 1,9% à partir du 1er janvier 2007, afin de tenir compte de l'évolution du niveau moyen des rémunérations en 2004 et 2005 qui accuse une progression de 1,9% pendant ce laps de temps.

Dans la mesure où le Gouvernement et la Chambre des Députés estiment que les conditions économiques et sociales, développées de manière détaillée dans le rapport biennal du Gouvernement à la Chambre des Députés, permettent de relever le salaire social minimum en l'alignant intégralement sur l'évolution du niveau moyen des rémunérations en 2004 et 2005, il est proposé d'augmenter le salaire social minimum de 1,9% à partir du 1er janvier 2007. Compte tenu de l'augmentation de 1,9% les nouveaux montants se présentent comme suit:

Taux mensuels indexés

	Taux mensuel au 1/12/06 (indice 668,46)	*Taux mensuel proposé au 1/1/07 (indice 668,46)*
100%	1.541,00	1.570,28
80%	1.232,80	1.256,22
75%	1.155,75	1.177,71
120%	1.849,20	1.884,34

Entre le 1er décembre 2006 et le 1er janvier 2007, le SSM passera de 1.541 euros à 1.570,28 euros pour les travailleurs non qualifiés et de 1.849,20 euros à 1.884,34 euros pour travailleurs qualifiés. Ainsi, la hausse du SSM sera de 29,28 euros pour travailleurs non qualifiés et la hausse du SSM pour travailleurs qualifiés sera de 35,14 euros.

Taux horaires indexés

	Taux horaire au 1/12/06 (indice 668,46)	*Taux horaire proposé au 1/1/07 (indice 668,46)*
100%	8,9075	9,0768
80%	7,1260	7,2614
75%	6,6806	6,8076
120%	10,6890	10,8921

La différence dans les salaires minimaux horaires est de 0,1693 euros (SSM non qualifié) et de 0,2031 euros (SSM qualifié).

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 15.11.2006
Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi
(Président: M. Marcel Glesener):
21.11.2006 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
14.12.2006 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.12.2006
Loi du 22 décembre 2006.
Mémorial A: 2006, N°237, page 4620

Code des assurances sociales

5574 - Projet de loi modifiant les articles 61 et 65 du Code des assurances sociales

En premier lieu, le projet de loi parfait en quelque sorte l'œuvre entreprise avec la loi du 21 décembre 2004 qui a autorisé l'État à participer au financement de la modernisation du Centre de convalescence Fondation Emile Mayrisch à Colpach. La modification du point 5) de l'alinéa 2 de l'article 61 du Code des assurances sociales étendra en effet la faculté pour l'assurance maladie de conclure une convention avec les centres de convalescence.

La modification du point 6) de la même disposition visée tend principalement à permettre la prise en charge des activités thérapeutiques effectuées en psychiatrie extra-hospitalière, tout en procédant parallèlement à une épuration d'ordre légistique.

Le projet de loi sous revue vise enfin à modifier l'article 65, alinéa 6 du Code des assurances sociales à l'effet de le rendre conforme aux règles constitutionnelles régissant le pouvoir réglementaire.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 16.05.2006
Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):
30.11.2006 Désignation d'un rapporteur
14.12.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2006
Loi du 22 décembre 2006.
Mémorial A: 2006, N°235, page 4298

Ajustement des rentes et pensions

5633 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2005

Conformément à l'article 225, alinéa 4 du Code des assurances sociales, «Tous les deux ans, le Gouvernement examine s'il y a lieu de procéder ou non à la révision du facteur d'ajustement par la voie législative, compte tenu des ressources et de l'évolution du niveau moyen des salaires et traitements. À ce sujet il soumet à la Chambre des Députés un rapport accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi». Le dernier ajustement remonte à la loi du 21 décembre 2004 qui a pris comme référence le niveau de vie de 2003.

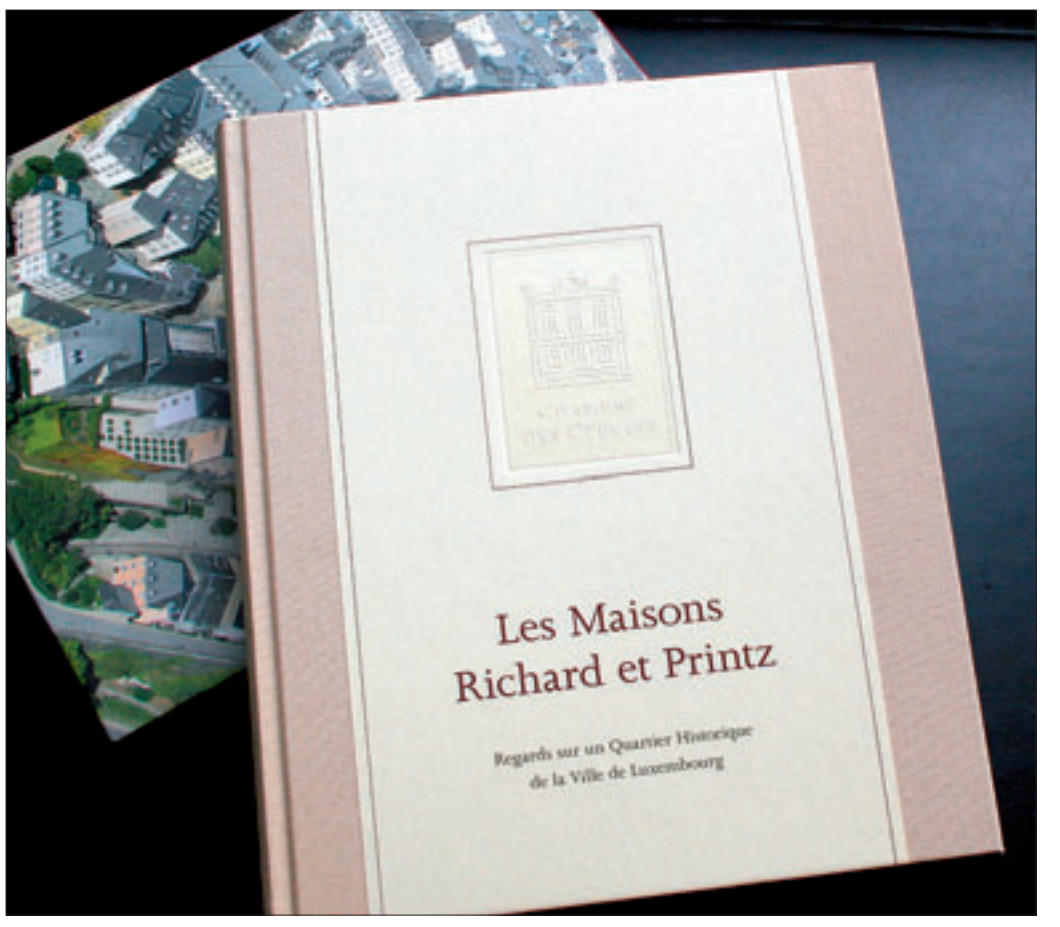
Suivant le rapport gouvernemental versé au dossier l'évolution du niveau moyen des salaires et traitements pendant les années 2004 et 2005 a connu une progression de 1,9 pour cent. Dans la ligne des errements du passé, les pensions et rentes seraient à relever en conséquence dès le 1er janvier 2007, date à laquelle le facteur d'ajustement passerait de 1,327 à 1,352.

Or, dans les conclusions de l'avis du Comité de coordination tripartite du 28 avril 2006, une des mesures retenues pour contribuer à consolider les finances de l'État a été celle de reporter et d'échelonner l'ajustement des rentes et pensions prévu pour le 1er janvier 2007. Aussi le Gouvernement propose-t-il, dans son rapport adressé à la Chambre des Députés, de procéder par étapes en augmentant les prestations visées de 1 pour cent au 1er juillet 2007, puis de 0,9 pour cent à partir du 1er juillet 2008. L'ajustement projeté s'annonce ainsi décomposé quant à son montant global et déphasé quant à son application dans le temps.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 15.11.2006
Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):
14.12.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2006
Loi du 22 décembre 2006.
Mémorial A: 2006, N°237, page 4620



À l'occasion de l'inauguration des bâtiments Printz/Richard, rénovés pour les besoins de son Greffe, la Chambre des Députés a édité un prestigieux ouvrage illustré retraçant l'histoire de ces deux bâtiments ainsi que du quartier historique de la ville de Luxembourg dans lequel ils sont situés. Le livre est en vente en librairie au prix de 50 euros.

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 12

Mercredi, 13 décembre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président • M. Jean-Pierre Koepp, Doyen

Ordre du jour

5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

(Discussion générale - suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen, Här Minister Frieden?

(Négation)

Neen.

Da fuere mer elo weider mat de Budgetsdebatten. Et si bis elo nach ageschriwwen: den Här Gibéryen, den Här Jaerling, den Här Mosar, den Här Goerens, d'Madame Mutsch, d'Madame Brasseur an déi Hären Haupert, Negri a Klein. Den éischte Riedner vun haut de Moien ass den honorabelen Här Gibéryen.

Här Gibéryen, d'Tribün ass fir Iech.

5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 (suite)

Discussion générale (suite)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei de Preparatioune vun dësen Debatten hunn ech mer emol eng Kéier d'Fro gestallt iwwert de Wäert vun der Budgetsprozedur a vun de Budgetsdebatten.

Fir d'éischt gëtt en Dépôt gemaach, wou de Finanzminister an de Budgetsminister relativ laang Deklaratiounen zum Budgetsprojet maachen. Duerno sammele mer d'Avisë vun de Beruffschamberen, déi sech ganz vill Aarbecht maachen an och ganz oft ganz gutt Dokumentatiounen zesummestellen. Mir huelen den Avis vum Statsrot eran. Mir liesen d'Kommentaren an der Press. D'Cofibu, d'Finanzkommissioun vun der Chamber, huet eng ganz Rëtsch vu Sitzunge mat Verwaltungen: der Steierverwaltung, dem Enregistrement, der Douane, mat der Cour des Comptes, mat der Zentralbank, mat enger Rei vu Ministeren an esou weider, an dach verléisst de Budget dëst Haus genee esou wéi e beim Dépôt presentéiert ginn ass.

Kee Punkt a kee Komma sinn dru geännert ginn. Dat ass net nei, mä dat ass d'Regel hei am Haus. Et dokumentéiert wéi d'Politik hei zu Lëtzebuerg fonctionnéiert. Eng Regierung diktéiert an hir Majoritéit paréiert.

Just eng Kéier an deenen 18 Joer, wou ech d'Éier hunn hei am Parlament ze sinn, war et aneschters, d'lescht Joer. Erënnert Der lech drun? Wéi et schéngt net, well et huet kee vu menge Virriedner ee Wuert doriwwer verluer. Souguer den Auteur vun där Initiativ vum leschte Joer, den Här Wolter, huet näischt gesot.

Zur Erënnerung: D'lescht Joer huet den Här Roger Negri e ganz gudde Rapport gemaach, a wéi hie praktesch fäerdeg war huet den Här Wolter eng Initiativ geholl, fir de Rapport ze amendéieren. Mat vill Tamtam huet misse festgehale ginn, dass d'Regierung 2006 e rigouréist Spuere misst duerchféieren, dat d'Ausgabe géing an den Aklang brénge mam Wirtschaftswuesstem.

Vun 150 bis 250 Milliounen Euro ass geschwat ginn. Ech hat mer dofir erwaart, nodeems d'Chamber oder besser gesot déi gréisste Majoritéitspartei fir ee Mol esou eng formidabel Initiativ ergraff hat, se elo och houfrech wär, fir d'Konklusiounen dorauser ze zéien an de Beweis vun hirer Initiativ vum leschte Joer ze bréngen. Mä, wéi gesot, kee Wuert.

Eng Seefeblos, déi just zum Zweck hat, wéi den Här Wolter dat d'lescht Joer an der Press gesot huet, ech zitéieren hien, hie wär frou, datt elo d'Leit am Land endlech duerch hir Initiativ bekäppt hätte wéi schlecht et ëm d'Finanzsituatioun hei am Land bestallt wär. Dat huet emol misse gesot ginn, well virun de Chambers- a Gemengerotswahle waren aner Parteien et, wéi zum Beispill mir als d'ADR, déi dës schlecht Finanzsituatioun kloer virausgesot hunn. A geneesou hu mer virausgesot, dass no de Chambers- a Gemengerotswahlen dat déckt Enn géif kommen, d'Kaz aus dem Sak géif gelooss ginn a massive Sozialofbau d'Realitéit géif ginn.

Mä d'CSV huet virun de Wahle behaapt, all déi, déi wéi d'ADR esou eppes behaapte géifen, dat wäre Populisten a Panikmaacher. Si, d'CSV, hätten d'Finanze fest am Griff a si hunn de Leit dofir och de séchere Wee versprach. Am CSV-Wahlprogramm stoung: „..., dass Luxemburg seine offensive Haushaltspolitik mit sichtbaren Akzenten und ohne Einschnitte in soziale Sicherungssysteme fortsetzen konnte und kann ist das Resultat von einer von CSV-Ministern geführten vorsichtigen und verantwortungsbewussten Finanzpolitik."

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Dat ass nach haut richteg.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Budgetsminister confirméiert mir dat elo nach, datt dat richteg ass.

Also, d'CSV a soss kee war virun de Wahlen deen, dee responsabel war fir déi gutt Finanzsituatioun. An dofir huet den Här Wolter d'lescht Joer esou eng Initiativ misse starten, fir dass d'Land an d'Leit et dach endlech bekäppen, dass d'CSV et war an nëmmen d'CSV, déi ëmmer kloer an däitlech an onmëssverständlech gesot huet, datt d'Finanzsituatioun am Land schlecht wär. Dat war den Zweck vum Här Wolter senger Initiativ, wéi gesot, no de Wahlen.

An d'Doppelzüngegkeet vun der CSV geet riicht virun. D'lescht Woch huet den Här Budgetsminister, den Här Frieden, hei behaapt: Déi, déi ëmmer virun de Wahle gesot hunn dat déckt Enn géing eréischt no de Wahle kommen, hätten sech geiert. Eng hallef Stonn duerno sot dunn den Här Finanzminister Juncker hei op därselwechter Plaz: Mir sëtzen um Dréchenen. Eng Kontradiktioun, déi an enger hallwer Stonn zustane komm ass. Hie wollt wahrscheinlech net soen, hien hätt d'Waasser bis zum Hals stoen, dofir sot en: Mir sëtzen um Dréchenen. Hien huet och gesot, hie géif net verstoe wéisou d'Leit am Land géife soen, dat wär d'Schold vun der CSV.

Ech, Här President, ech kann net verstoen, datt den Här Juncker dat net versteet, well wann ee jorelaang de Leit an d'Käpp eranhummert, net d'Betriber, net d'Banken, net d'Leit, déi hei am Land wieren, wiere schold drun, datt et dem Land esou gutt geet, mä dat wier just wéinst der CSV a wéinst der CSV och ganz eleng, a virun allem dann och nach wéinst dem Här Statsminister, da brauch dee sech dann awer och net ze wonneren, datt, wann dann op eemol d'Keess eidel ass, d'Leit dann och soen: Ma, dann ass et der CSV hir Schold jo och, wann elo d'Keess eidel ass.

Här President, ech hu geduecht ech misst dat emol vläicht ufanks soen, ier ech zu enger Rei vu méi spezifesche Punkte komme géif.

Deen éischten ass den Defizit vum Budget. Et ass dës Kéier déi fënnefte Kéier hannereneen, dass d'Regierung eis en defizitäre Budget presentéiert; dat trotz Tripartitesbeschloss mat sozialem Ofbau, deen de Statsbudget ëm 400 Milliounen Euro entlaascht; dat trotz engem weltwäiten Unzéie vun der Wirtschaft, wou mir all net dofir kënnen, mä eise Stat awer e puer honnert Milliounen, et gëtt vu 700 bis 900 Milliounen Euro geschwat, weider an d'Keess kritt; an dat trotz der Fusioun vun Arcelor-Mittal, déi och dem Stat honnerte vu Milliounen, 450 Milliounen, weider an d'Keess bréngt. Trotz all deene Punkte bleift de Budgetsdefizit praktesch d'selwecht wéi d'lescht Joer, bei enger Milliard Euro.

An ech mengen, Här President, dat eleng soen ze kënne beweist am beschte wéi et ëm d'Finanzsituatioun vum Stat bestallt ass. Doriwwer eraus wësse mer, datt d'Budgetsreserven all opgeschafft sinn.

Da kommen ech zum zweete Punkt, de Fongen. 2002 waren d'Reserven op de Spezialfongen op hirem Héichpunkt ukomm, dat obwuel de wirtschaftleche Wuesstem schonns en Abroch hat. Mä doduerch, datt d'Steierverwaltung nodréiglech encaisséiert sinn d'Reserven op de Fongen dunn nach 2002 an d'Luucht gaangen, op 2,97 Milliarden Euro. Si sinn du lues a lues gefall: 2003 op 2,75, 2004 op 2,33, 2005 op eng 1,99 an 2006 op annerhallef Milliard. Mir hunn also praktesch a véier Joer d'Reserven op de Spezialfongen halbéiert.

Déi Joren, wou mer nach Plus-valuë verdeele konnten, si leider eriwwer. 1999 hu mer nach Plus-valuë kënne feststelle vu 433 Milliounen Euro. D'Rekordjoer war 2000 mat 760 Milliounen, 2001 150, 2002 59, 2003 79 an 2004 an 2005 hate mer defizitär Konten. 2006 kéinten erëm Plus-valuen entstoen duerch déi virdru genannten onvirgesinnen awer praktesch eemoleg Recetten. Sollten dës Plus-valuen antrieden, missten déi laut eis als ADR, wéi och scho vun anere Virriedner hei ugeschwat ginn ass, integral de Fongen zoufléissen, well, wéi ech elo beweise wäert, wäerten d'Fongen an deenen nächste Joren net nëmmen opgeschafft sinn, mä souguer staark defizitär ginn.

Als ADR hu mir ëmmer gesot, dass bis Enn 2007 d'Fongen eidel wieren. Dobäi bleiwe mer och an ech widderhuele mech nach eng Kéier: De Budgetsminister, den Här Frieden, huet d'lescht Woch hei gesot, dass déi, déi dat ëmmer behaapt hätten, Onrecht kritt hätten, well Enn 2007 wier nach eppes op de Fongen. Hie wollt domat d'Finanzsituatioun vum Stat als besser dohinnerstelle wéi se a Wierklechkeet ass. De Statsminister huet jo och gesot: Mir sëtzen um Dréchenen.

Wat den Här Budgetsminister awer net gesot huet ass éischtens, dass d'Regierung eng Rei vu Projete gestreckt huet respektiv ganz ausgesat huet, an zweetens Emprunten opgeholl huet an déi direkt an d'Fongen iwwerwisen huet, soss wieren d'Fonge schonn 2007 eidel.

Interessant ass am Avis vun der Cour des Comptes déi Graphik op der Säit 80, wou driwwer steet „Évolution des avoirs des principaux fonds d'investissement, y compris les emprunts à charge du Fonds du rail et du Fonds des routes". Heirauser geet ervir, dass Enn 2007 nach 524 Milliounen Euro an de Fonge sinn, awer gläichzäiteg scho 732 Milliounen Emprunten opgeholl wäerte sinn, déi direkt an d'Fonge gefloss sinn. Ouni dës Empruntë wieren d'Fongen also schonn Enn 2007 defizitär.

Enn 2008, laut der Cour des Comptes, sinn nach 97 Milliounen Euro op de Fongen an d'Empruntë sinn an der Zwëschenzäit op 982 Milliounen ugeklommen. Dramatesch gëtt et laut der Cour des Comptes vun 2009 un, da sinn d'Fongen 341 Milliounen am Keller an d'Schold ass op 1.232.000.000 ugeklommen. An 2010 ass den Defizit an de Fonge laut der Cour des Comptes 733 Milliounen héich, obschonn d'Schold bis dohinner op 1,5 Milliarden ugeklommen ass. Dës Chiffere si laut der Cour des Comptes op de Programme pluriannuel vun der Regierung berechent.

Hei muss een also den Defizit 2010, deen an de Fongen ass, 733 Milliounen, an d'Schold, déi an de Fongen ass, vun 1,5 Milliarden zesummenzielen, fir da festzestellen, datt d'Fongen eleng en Defizit vu bal 2,3 Milliarden Euro oder 90 Milliarde Frang hunn. D'Cour ënnersträicht dat dann och an hirem Avis an deem se schreift: «Pour l'exercice 2010, le solde négatif des avoirs des fonds d'investissement serait de l'ordre de 2,3 milliards d'euros.»

Mir hunn et also da fäerdeg bruecht bannent aacht Joer, vun 2002 op 2010, Fonge vu Reserven an der Héicht vu bal 100 Milliarde Frang an en Defizit vun iwwer 90 Milliarde Frang ze transforméieren. Dat sinn déi engagéiert Perspektive vun eise Fongen, an dat bei engem Statsbudget, deen elo schonn defizitär ass a praktesch kee Spillraum méi léisst.

Dat féiert dann dozou, dass d'Regierung schonn elo op eng Rei vun Tricke muss zréckgräifen, fir iwwerhaapt finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen, esou zum Beispill bei den Emprunten, déi e wichtege Punkt bei der Finanzanalys vum Stat sinn. Hei hunn déi successiv Regierunge scho während enger Rei vu Joren op en Trick zréckgegraff, andeems se Projeten iwwert d'Garantiegesetz finanzéiert hunn. Hei ass da behaapt ginn dat wier keen Emprunt, mä e Loyer, deen normalerweis iwwer 20 Joer rembourséiert gëtt.

Laut Maastricht-Kritären ass dat awer elo och als Schold unzegesinn. Duerfir gëtt elo och net méi esou vill op dat zréckgegraff, mä et gëtt elo éischter versicht iwwer PPP-Projeten ze finanzéieren, erëm mam Hannergedanken, fir dëse Wee vu Finanzéierung och net als eng Statsschold da wëllen unzegesinn, mä ähnlech wéi iwwer Jore beim Garantiegesetz vun engem Loyer wëllen ze schwätzen. An der Realitéit ass et awer genee datselwecht wéi en Emprunt, deen een iwwer eng bestëmmten Zäit zréckbezuele muss.

Den Hummer ass awer, Här President, dass d'Regierung elo Emprunten ophëlt an net, wéi üblech, zréckbezilt. Wann e Privatmann oder eng Gemeng en Emprunt ophëlt iwwer zéng oder 20 Joer, da bezilt en iwwert déi festgesaten Zäit souwuel d'Kapital an de Mensualitéiten zréck wéi déi ufalend Zënsen.

D'Regierung hëlt Emprunten op, wéi zum Beispill dëst Joer am Februar, zwee Emprunten an der Héicht vun all Kéiers 200 Milliounen Euro iwwer zéng Joer a bezilt während deenen zéng Joer all Joer nëmmen Zënsen, laut dem Rapport vun der Cour des Comptes, 14.502 Euro d'Joer zréck, awer kee Kapital. Kee Kapital. Eréischt no zéng Joer, also 2016, muss an engem Budgetsexercice dat ganzt Kapital, déi 400 Milliounen, genee 401.953.435 Frang zréckbezuelt ginn. Dat ass e staarkt Stéck. Dat ass eng Hypothéik.

Wann een aneren dat géif maachen, Här President, wann eng Gemeng dat géif maachen, wann et...

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Der eng Tëschefro vum Här Minister Frieden?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Selbstverständlech.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Dat ass absolut falsch, esou wéi vill Saache virdru scho falsch waren, op déi kommen ech herno nach zréck, mä hei muss ech awer direkt reagéieren, soss hunn ech dat vergiess.

Duerfir hu mir zu Lëtzebuerg, atypesch par rapport zu deene Länner, de Fonds de la dette a contrairement zu deenen Emprunten, déi fréier opgeholl gi sinn, déi een huet missen zu engem Moment zréckbezuelen, kann een déi hei anticipativement zréckbezuelen. D'OLUXe mussen 2007 zréckbezuelt ginn, duerfir hu mer och do de Fonds de la dette gespeist. Duerfir misst Der zum Beispill fir d'éischt emol soen, datt mer déi 2007 net matenee mussen zréckbezuelen, well ech schonn dëst Joer an déi lescht Joren de Fonds de la dette gespeist hunn, an esou maache mer dat och, wéi déi Jore virdrun, weider.

Déi nei Modalitéite sinn esou, datt mer à tout moment kënnen à la fois Kapital an Zënsen zréckbezuelen. Et steet néierens - an dat ass och falsch -, datt mir géingen an engem Joer, 2016, dat mateneen zréckbezuelen. Dat géinge mer jo iwwerhaapt net fäerdeg bréngen, och net déi, déi dann do sinn. Duerfir ass dat doten einfach factuel falsch. De Kontrakt gesäit vir, datt ee spéitstens dann dat zréckbezuele muss. Et ass un der jeeweileger Budgetspolitik Joer fir Joer ze kucken, wou een dat rembourséiert. Duerfir hu mer de Fonds de la dette. Dee bleift och bestoen an dee gëtt och weider gespeist.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wëll lech soen, datt dat wat ech

hei gesot hu wuertwiertlech esou am Rapport vun der Cour des Comptes steet.

(Interruption)

An d'Cour des Comptes huet eis dat och an der Finanzkommissioun...

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Ma d'Cour des Comptes weess dach net wéi de Budget vun 2008, 2009 an 2010 ausgesäit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, d'Cour des Comptes huet dat an der Finanzkommissioun och esou explizéiert. An, Här President, ech hu souguer an der Finanzkommissioun nach eng Kéier nogehaakt an d'Cour des Comptes gefrot: Stëmmt dat, datt nëmmen d'Zënsen zréckbezuelt ginn an datt 2016 d'Kapital zréckbezuelt gëtt? Do huet d'Cour des Comptes gesot: Jo, dat stëmmt. An déi Chifferen, déi ech hei genannt hu vu 14.502 Euro d'Joer Zënsen, déi stinn am Rapport vun der Cour des Comptes. An dee Chiffer, datt 2016 misste 401.953.435 Euro an engem Exercice zréckbezuelt ginn, dee steet am Rapport vun der Cour des Comptes.

An et war keen anere wéi de Fraktiounspresident vun der CSV, deen dunn an der Finanzkommissioun gesot huet: Dat do wier awer säitens vun der Regierung op d'mannst eis vis-à-vis eng Informatioun wäert gewiescht. Ech rapportéieren also nëmmen dat, wat am Rapport vun der Cour des Comptes geschriwwe steet a wat an der Finanzkommissioun geschwat ginn ass.

An, Här Minister, Dir kënnt eis jo soen, ob Der 2007 schonn op deen Emprunt, deen Der dëst Joer opgeholl hutt, Kapital zréckbezuelt. Dir kéint eis jo dat elo scho beäntweren. Da wäert Der eis mussen äntweren, datt am Budget kee Remboursement fir 2007 vum Kapital virgesinn ass. Stëmmt dat oder hunn ech Recht?

(Hilarité)

M. le Président.- Jo, Här Gibéryen, dat hei ass keng Froestonn. Dir sollt...

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Mir hu fir 2007 virgesinn déi bestehend Emprunten zréckzebezuelen an...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, mat Ärer Erlaabnis wollt ech d'Regierung dat froen.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, ech wollt dem Här Gibéryen äntweren, datt 2007 110 Milliounen un Emprunten zréckbezuelt ginn an déi 110 Milliounen hu mer duerch de Fonds de la dette gespeist. Déi ginn doriwwer zréckbezuelt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Awer net op dësen Emprunt!

Dat ass wéi gesot, Här President, e staarkt Stéck. Wann eng Gemeng dat géif maachen, en Emprunt ophuelen a soe jee no Lafzäit, mir bezuelen nëmmen Zënsen zréck an an zéng bis 20 Joer fir d'éischt Kapital, da wier dat e kriminellen Akt. A fir eis ass dat hei genee d'selwecht, datt d'Regierung higeet a si hëlt Emprunten op a si bezilt d'Kapital net elo zréck. An d'Cour des Comptes huet eis och gesot, datt deen Emprunt, deen 2007 opgeholl gëtt, déi 200 Milliounen, datt déi eréischt 2017 géifen zréckbezuelt ginn an net virdrun.

Dat ass also eng Hypothéik op déi kommend Generatiounen, déi irresponsabel ass. Dat beweist wéi schlecht et ëm d'Finanzsituatioun vum Stat haut steet, wa mer emol net méi amstand sinn ons Scholden, wéi all normale Mënsch, direkt zréckzebezuelen.

D'Schold all Joer zréckzebezuelen ass awer eng Belaaschtung fir de Budget. Éischtens muss een à même si fir se zréckzebezuelen an zweetens géif dat de Statsbudget weider an den Defizit drängen an den Defizit géif méi grouss ginn. Et ass also och en Trick derhannert, fir déi 3%-Defizitgrenz laut Maastricht-Vertrag ze ëmgoen. Fir eis ass a bleift et e Skandal.

Obschonn de Budgets- a Finanzminister bis elo scho praktesch, jidderee vun hinnen, e puer Stonnen iwwert dëse Budget geschwat hunn huet net een Eenzege vun hinne bis elo iwwert déi heite Problematik, wat d'Emprunten ubelaangt, diskutéiert.

Duerfir, Här President, deponéiere mir och eng Motioun fir eng komplett Transparenz. An ech huelen un, datt d'Regierung domadder och averstanen ass, datt se der Chamber all déi Verträg, déi se gemaach huet, sief dat iwwer Emprunten oder iwwert d'Garantiegesetz, der Finanzkommissioun vun der Chamber zoukomme léisst an an Zukunft och, ier se Emprunten ofschléisst, der Finanzkommissioun d'Konditioune vun deene Prêtsverträg zoukomme léisst: Dann ass et kloer ëm wat, datt et geet!

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que la capacité de financement future de l'État est à garantir durablement;

- considérant l'absence d'information sur les engagements financiers à long terme résultant des pensions du secteur public;

- considérant l'inexistence de toute projection à court, moyen et à long terme du coût salarial total que l'État s'est engagé à supporter dans les années à venir;

- considérant qu'il y a lieu d'établir une étude prévisionnelle permettant de renseigner le législateur sur l'impact financier futur du régime des pensions du secteur public;

invite le Gouvernement

- à commanditer une étude sur le régime des pensions du secteur public fournissant aux décideurs politiques les mêmes renseignements que l'étude sur le régime des pensions contributives du secteur privé réalisée en l'an 2000 par le Bureau International du Travail;

- à remettre à la Chambre des Députés une information complète et transparente sur la masse des salaires du secteur public grevant annuellement le budget de l'État et de lui fournir les projections y relatives.

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Ech kommen dann nach zu e puer Punkten, déi eis esou wichteg schéngen, dass se hei an der Debatt ervirgehuewe musse ginn.

Well d'Finanzsituatioun vum Stat esou schlecht ass, huet d'Tripartite eng ganz Rei vu Moossnamen décidéiert, déi net méi an net manner bedeite wéi sozialen Ofbau. Et ass gëschter an och an der Vergaangenheet hei vu Majoritéitsdeputéierte geschwat ginn, Gott sei Dank géife mir kee sozialen Ofbau maachen a Gott sei Dank wieren och keng Steiererhéijungen hei gemaach ginn.

Ech wëll duerfir kuerz un e puer Saachen erënneren, déi an der Tripartite zréckbehale gi sinn: D'Erhéijung vun de Cotisatioune vun der Fleegeversécherung vun 1 op 1,4% wier weder eng Erhéijung nach eng Verschlechterung laut der Majoritéit; d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun ass keng Steiererhéijung laut der Majoritéit; d'massiv Erhéijung vun der Autossteier, dat ass och keng Steiererhéijung laut der Majoritéit; Indexmanipulatiounen, dat ass kee sozialen Ofbau; d'Désindexatioun vum Kannergeld a vum Forfait d'éducation ass och kee sozialen Ofbau; d'Zréckversetze vun den Upassunge vun de Renten a Pensiounen ass och kee sozialen Ofbau; d'Erhéijung vun der TVA vun 12 op 15% fir d'Fräberuffler, déi déi un hire Client musse weiderginn, ass och keng Erhéijung vun de Steieren; d'Erhéijung vun den Accisen op Bensin a Pëtrol ass och keng Erhéijung; d'Afréiere vun der staatlecher Participatioun bei der Fleegeversécherung ass och keng sozial Verschlechterung; d'Verschlechterunge bei de Chômageindemnisatiounen, dat schénge Verbesserungen ze sinn; d'Erhéijungen, déi op de Gastaxë sinn, dat sinn och keng Erhéijungen!

Also, alles Moossnamen, déi kee sozialen Ofbau bedeiten an déi kee Mënsch hei am Land wäert ee Centime weider kaschten, mä dat ass alles käschtenneutral, dat kascht kee Mënsch eppes. Dat ass d'Interpretatioun!

D'Leit, wann déi elo uganks vum Joer d'Rechnung kréien, kënnen hir Rechnung selwer maachen, an da gesi se wien hei Recht huet, déi, déi gesot hunn, et géif sozialen Ofbau bedriwwe ginn, oder déi, déi gesot hunn, et géif kee sozialen Ofbau hei am Land bedriwwe ginn.

D'Steiertabell, Här President. D'Wahlprogrammer an de Regierungsprogramm hu keng Steiererhéijunge virgesinn. Elo ass scho fënnef Kéieren hannereneen d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst ginn, a laut dem Tripartitesofkommes géif dat och nach déi nächst zwee Joer esou weidergoen.

D'Netupasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun bréngt dem Stat ongefeier, laut der Steierverwaltung, 100 Milliounen Euro pro Joer weider an. Kumulativ heescht dat: 2002 waren dat 100 Milliounen, am Joer 2003 200 Milliounen an 2006 huet dat dem Stat 500 Millioune weider Steieren erabruecht, duerch dat Netupasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun.

Et ass also eng schläichend Steiererhéijung gewiescht, déi och momentan virugeet, eng immens Steiererhéijung, déi den eenzelne Bierger awer net esou direkt bemierkt huet, well se wéi gesot duerch d'Netupassung vun der Steiertabell geschitt ass.

Mir reechen dowéinst dësen Amendement an dës Motioun an.

Amendement 1

Le «Chapitre B - Dispositions fiscales» du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 est amendé en complétant l'article 3 par un article 3bis:

Art. 3bis

L'article 118 est modifié comme suit:

«L'impôt sur le revenu est déterminé en fonction du revenu imposable ajusté au sens de l'article 126, conformément aux dispositions des articles 119 à 122 et 124, sur la base du tarif suivant:

0% pour la tranche de revenu inférieure à 11.000 euros

8% pour la tranche de revenu comprise entre 11.000 et 12.850 euros

10% pour la tranche de revenu comprise entre 12.850 et 14.700 euros

12% pour la tranche de revenu comprise entre 14.700 et 16.550 euros

14% pour la tranche de revenu comprise entre 16.550 et 18.400 euros

16% pour la tranche de revenu comprise entre 18.400 et 20.250 euros

18 % pour la tranche de revenu comprise entre 20.250 et 22.100 euros

20% pour la tranche de revenu comprise entre 22.100 et 23.950 euros

22% pour la tranche de revenu comprise entre 23.950 et 25.800 euros

24% pour la tranche de revenu comprise entre 25.800 et 27.650 euros

26% pour la tranche de revenu comprise entre 27.650 et 29.500 euros

28% pour la tranche de revenu comprise entre 29.500 et 31.350 euros

30% pour la tranche de revenu comprise entre 31.350 et 33.200 euros

32% pour la tranche de revenu comprise entre 33.200 et 35.050 euros

34% pour la tranche de revenu comprise entre 35.050 et 36.900 euros

36% pour la tranche de revenu comprise entre 36.900 et 38.750 euros

38% pour la tranche de revenu dépassant 38.750 euros.»

Motif

L'amendement vise à adapter la pression fiscale à l'évolution du coût de la vie alors que le tarif actuellement en vigueur est resté inchangé depuis le 1er janvier 2002. Les montants indiqués au tarif de 2002 sont augmentés de 13,14% et ce par tranche de 1.850 euros au lieu de 1.650 euros actuellement.

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que depuis le 1er janvier 2002, date de l'entrée en vigueur des barèmes de l'impôt sur le revenu actuellement applicables, aucune adaptation de ces barèmes n'a été effectuée;

- considérant que depuis janvier 2002 l'inflation a déclenché, via le système d'indexation automatique des salaires, le paiement de cinq tranches indiciaires ce qui correspond à une augmentation nominale de 13,14% des revenus imposables provenant des traitements et salaires;

- considérant que les augmentations salariales résultant de l'échelle mobile des salaires ne constituent qu'une compensation de la dévaluation monétaire et non pas une augmentation réelle du pouvoir d'achat;

- considérant que l'augmentation nominale des traitements et salaires sans adaptation en parallèle des barèmes de l'impôt sur le revenu correspond à une imposition accrue des revenus,

invite le Gouvernement

- à prévoir une adaptation du barème de l'impôt sur le revenu pour le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008.

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

An der Zwëschenzäit hu mir fënnef Indextranchë kritt an dofir sinn am Fong 13,1% net an der Steiertabell berücksichtegt ginn. Am Périodique vun der CGFP ass doropshin eng ganz interessant Tabell publizéiert ginn, aus där ech vläicht e puer Chiffere soe wëll:

Eng Persoun, déi 2002 2.500 Euro besteierbaart Akommes hat, no deene fënnef Indextranchen an der Netberengegung vun der Steiertabellinflatiounsberengegung bezilt elo als Jonggesell 37,4% méi Steieren, wa se bestuet ass 63%. Eng Persoun, déi 3.500 Euro 2002 verdéngt huet - besteierbar -, déi bezilt elo als Jonggesell 27,9% weider, als bestuete Persoun 42,9% weider a bestuet mat zwee Kanner - lauschtert gutt! - 127,8% méi Steiere wéi 2002.

A wat dat Gehalt méi héich gëtt, wa mir zum Beispill higi bei ee mat 10.000 Euro monatlechem Akommes, besteierbar, do ass d'Erhéijung beim Jonggesell 16,1%, beim Bestuetenen 20,3% a bestuet mat zwee Kanner 21,6%. Ech erënneren drun, datt d'Erhéijung bei engem Revenu vun 3.500 Euro bei enger Famill mat zwee Kanner 127% ausmécht a bei där mat 10.000 Euro 21,6%. Mir stellen also fest, dass grad hei d'Familljen eng enorm Steiererhéijung iwwer sech mussen ergoe loossen.

Dat ass d'Realitéit vun der Familljepolitik vun dëser Regierung. D'Famillje ginn ëmmer méi maximal besteiert.

A wann een elo gemengt hätt, Här President, den Här Rapporteur, deen hei een eenzegen Discours fir sozialen Ofbau a sengem Rapport bedriwwen huet, deen hätt elo a sengen Iwwerleeunge proposéiert, et misst een eng Steiererliichterung da bei deene Klengen, bei de Famillje mat Kanner maachen, deen huet sech geiert!

Neen, den Här Rapporteur huet hei proposéiert, datt den Héchststeiersaz vun 38%, also dee vum Héchstverdénger, misst hei am Land gesenkt ginn. An do gesäit een de ganze Fuedem, deen duerch de Rapport gaangen ass, vum sozialen Ofbau bei deene Klengen, während déi, déi vill verdéngen, nach vill iwwert de Wee vun de Steiere bäikréie sollen.

Här Thiel, Dir hutt hei gesot, den Héchstprozentsaz...

(Interruption)

Oh dach, ech hu mer et genee gemierkt!

... den Héchstprozentsaz vun 38% misst gesenkt ginn, well soss hätte mer Problemer, fir Leit mat där Lounkategorie hei an d'Land schaffen ze kréien. Ech kann Iech de Verbatim virleeën.

Et huet mech gewonnert, datt dunn d'Gewerkschaftler an der CSV, den Här Spautz an den Här Kaes, herno bravo geruff hunn, wéi den Här Thiel mat sengem Rapport fäerdeg war, nodeem hien hei eng Stonn laang sozialen Ofbau priedegen huet missen.

Här President, den Här Statsminister huet den 2. Dezember dëst Joer op „Radio Lëtzebuerg" an der Sendung „Background" gesot: „Ech hätt gären, datt een Niklosdag gutt ass zu de Kanner, well Kanner sinn eppes Wäertvolles, et sinn d'Prënze vum Liewen a soulaang wéi se Prënze sinn an ier se mat de Schwieregkeete vun de Kinneken ze di kréien, soll ee gutt a léif mat hinne sinn." - sot den Här Juncker den 2. Dezember dëst Joer um Radio.

D'Realitéit vum Här Juncker a senger Regierung hirer Familljepolitik ass awer ganz aneschters: Éischtens kréie mer massiv Steiererhéijunge fir Famillje mat Kanner; zweetens gëtt d'Kannergeld net méi indexéiert an drëttens huet déi sozialistesch a chrëschtlech Regierung op de Kanner hire Spuerbicher och nach eng Quellesteier vun 10% agefouert.

Här Juncker, Dir sot, Dir hätt gären, dass een Niklosdag gutt ass zu de Kanner. Mir soen Iech, Här Juncker, Dir an der Regierung hätt besser d'ganzt Joer gutt zu de Kanner ze sinn an eng Familljepolitik ze maachen, déi am Interesse vun der Famill a vun de Kanner ass.

En anere Punkt, Här President, vun deem ech och gemengt hat, dass de Rapporteur géif méi dorop agoen, dat ass den Déséquiliber, dee mer lues a lues tëschent der Betribssteier an der Steier vun de physesche Persoune kréien. Mir stelle fest, datt mer am europäesche Konkurrenzkampf e Steierdumping erliewen, wou ee Land dat anert no ënne schaukelt, mat dem Resultat herno, datt d'Betriber ëmmer manner Steiere be-

zuelen. Dat ass awer nëmmen am europäesche Bannemaart esou. Wann een dat méi weltwäit kuckt, da gesäit een, wann een aacht Joer zréckgeet, datt d'Betribssteier a Kanada an an Amerika och 40% héich war, wéi ongefeier hei an Europa, an déi hunn haut nach ëmmer deen Taux.

Par conter si mer an Europa amgaangen ee Land géint dat anert auszespillen an d'Betribssteier ëmmer erëm erofzesetzen, mat dem Resultat, datt, wa mer esou virufueren, d'Betriber bestëmmt geschwë guer keng Steiere méi bezuelen, an dat dann näischt mat dem Konkurrenzkampf ze dinn huet, mä datt dann d'Steierlaascht integral op d'physesch Persounen iwwerdroe gi muss. Ech schwätzen elo hei net vun de Kleng- an de Mëttelbetriber, mä hei schwätzen ech vun deene Groussen, vun de multinationale Konzerner, déi dat do maachen.

A sougutt wéi mer dofir plädéieren, datt mer sozial Mindestnorme kréien, hu mer als Lëtzebuerg haut och en Interesse drun, fir fir Mindeststeiersätz an Europa anzetrieden, quitte datt mer wëssen, dass dat net wäert einfach sinn an net wäert esou séier goen, mä mir mussen dohinner drängen, well soss kann dat Europa kee soziaalt Europa ginn, well da gëtt et en Europa, wou déi multinational Konzerner dominéieren a wou d'Leit dann d'Konsequenzen dovunner ze droe kréien.

Ech wollt nach ee Wuert verléieren, Här President, iwwert d'Renten, well d'Leit keng Geleeënheet verpassen, fir iwwert d'Renten ze schwätzen. Och esou de Rapporteur, dee sech iwwer eng laangfristeg Finanzéierung Gedanke mécht. Mir wëlle just soen, ouni wëllen elo hei méi déif an den Dossier eranzegoen, datt, wa mer emol géifen ophale permanent an d'Rentekeese Gelder klauen ze goen, a wa mer déi Engagementer, déi de Stat bis elo vis-à-vis vun de Pensiounskeesen hat, och géife weider behalen, a wa mer emol endlech géifen d'Gesetz vum Mee 2004 an d'Realitéit ëmsetzen, wou de Minister seet am Laf vum Joer 2007 wier d'Prozedur fäerdeg, fir déi Gelder kënne besser unzeleeën, da wieren déi Reserven, déi mer am Pensiounssystem hunn, nach méi laangfristeg ofgeséchert wéi se et elo sinn.

Mir wëssen och, datt et e bëssen eng Kontradiktioun an der Regierung gëtt. Mir wëssen, datt de Statsminister ëmmer vun enger Rentemauer schwätzt, mer wëssen awer och, datt de Sozialminister seet hie géif keng Rentemauer gesinn, mä datt een - an doriwwer si mer eis alleguer eens - sech ëmmer muss Gedanke maachen, datt déi Pensioune laangfristeg finanzéierbar bleiwen. An duerfir kann et net sinn, datt mer haut permanent Gelder aus de Pensiounskeesen eraushuele respektiv net unhalen.

Et ass ëmsou méi wichteg, datt mer déi Suen, déi mer hunn, wat jo enorm Zomme sinn, méi a besser uleeën, ouni an d'Spekulatioun ze goen, fir doduerch d'Reserven opzebauen an d'Garantien, déi elo schonn op 3,1-mol d'Joresdépensë sinn, fir déi kënnen ze halen an eventuell nach auszebauen.

Ech wëll dann, Här President, nach ee Wuert iwwert d'Mammerent verléieren. Ech hu gëschter Owend och nach d'Televisioun gekuckt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo? Et war exzellent!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, et war exzellent, awer exzellent falsch!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dat, wat virdru vun Iech komm ass, war falsch!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, den Här Di Bartolomeo kann d'Waasser de Moien net halen.

(Interruption)

Kuckt, ech erklären et, Här Di Bartolomeo. D'Regierung huet jo all Zäit, fir ze schwätzen, an ech si relativ limitéiert a menger Riedezäit hei,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dir hutt dach esou en Débat gären.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...an duerfir loosst mech wann ech gelift ausschwätzen.

M. le Président.- Här Minister, loosst Iech net provozéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Gesinn ech provozéiert aus?

(Hilarité)

M. le Président.- Da loosst den Här Gibéryen schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo, wann et ebe muss sinn.

M. Henri Grethen *(DP).*- Den Här Gibéryen ass ganz gär ënnerbrach.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Grethen, mir zwee hu verschidde Gemeinsamkeeten.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Hilarité)

M. Henri Grethen *(DP).*- Net vill! Net vill!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu jo gesot verschidde Gemeinsamkeeten, net lauter.

(Hilarité)

Här President, am Statsbudget ass de Forfait d'éducation 2007, mengen ech, mat 73,4 Milliounen Euro agesat. A mer wëssen, datt de Statsminister iwwer Joren ëmmer vun Ufank un derfir plädéiert huet, datt d'Mammerent misst iwwert d'Pensiounskeese bezuelt ginn. Dat war säin Dada, an hien ass op eng Oppositioun gestouss, souwuel bei de Gewerkschafte wéi bei de Parteien. A well den Här Juncker awer e ganz clevere Mënsch ass, huet hien et och verstanen iwwer zwee Joer, lues a lues awer zu Sengem ze kommen, ouni datt offiziell d'Mammerent aus de Pensiounskeese bezuelt gëtt.

Esou sinn zum Beispill am Budget vun 2006 d'Frais de fonctionnement, déi soss de Stat bei de Pensiounskeese bäigeluecht huet, dat ware 17 Milliounen, geholl ginn. Déi mussen elo integral vun de Pensiounskeese bezuelt ginn. An elo ass erëm e weidere Schratt gemaach ginn, nämlech d'Majoratioun, proportionell zu de Babyjoren. Dat ass d'Gesetz, wat mer d'nächst Woch hei um Leescht hunn.

An do gesäit een och eng Fiche financière, déi an deem Gesetz hannen derbäihänkt. Et sinn dat 6,8 Milliounen, déi bis elo vum Stat iwwerholl gi sinn, déi elo vun de Pensiounskeesen iwwerholl ginn. A mir hunn d'Charge vum Complément différentiel - dat sinn 22,2 Milliounen -, déi och elo vun de Pensiounskeesen iwwerholl gi vis-à-vis vum Statsbudget.

Do gesäit een also, datt lues a lues déi Chargen - 17 Milliounen, 6,8 Milliounen, 22,2 Milliounen -, déi soss ëmmer vum Stat bezuelt gi sinn, op d'Pensiounskeess transféréiert ginn. A wa mer dann nach e Budget hannerun eis hunn, da sinn eis nach e puer Saachen agefall, da ginn op eemol déi 73,4 Milliounen Euro, déi de Forfait d'éducation kascht, integral vun de Pensiounskeese bezuelt.

M. le Président.- Här Gibéryen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wëll elo meng Iwwerleeung fäerdeg maachen.

M. le Président.- Neen, da loosst elo den Här Gibéryen schwätzen a stellt Är Fro spéider.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn nëmmen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech hunn nämlech festgestallt, dass dem Här Gibéryen seng Rechnung iwwer Nuecht halbéiert ginn ass. Hien huet iwwer Nuecht 40 Millioune verluer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen. Ech hunn hei d'Chifferen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Hien huet 40 Millioune verluer, well hien huet an der Pressekonferenz nach vu 70, 80 Millioune geschwat. Déi sinn iwwer Nuecht verluer gaangen.

M. le Président.- Här Mars Di Bartolomeo, loosst elo den Här Gibéryen seng Ausféierungen an aller Rou hei maachen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo, Här President; iwwer Nuecht verluer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, den Här Di Bartolomeo an d'Regierung hunn dach all Riedezäit. Et ass ëmmer esou, wann den Här Di Bartolomeo an d'Bedrängnis kënnt, da versicht hien...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Hahaha!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...déi aner einfach ze ënnerbriechen.

M. le Président.- Här Gibéryen, ech ginn Iech déi Zäit bäi, déi hien Iech ënnerbrach huet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien, Här President!

Här President, et ass also ganz kloer, datt hei mat der Salamitaktik probéiert gëtt, wat de Forfait d'éducation de Stat kascht, datt dat lues a lues vun de Pensiounskeesen iwwerholl gëtt. Den Här Paul-Henri Meyers huet gëschter op der Televisioun gesot, mir hätten d'Babyjore mam Forfait d'éducation verwiesselt. Mir hu guer näischt verwiesselt! Mir hu schonn déi richteg Chiffere geholl a mir hunn och net - wéi den Här Meyers gëschter Owend op der Televisioun gesot huet - déi Suen, déi d'Privatbeamten als Emprunt geléint kréien, mir hätten déi...

(Interruption)

Ah neen, neen! Mir hu schonn déi Chifferen, déi wierklech placéiert gi sinn, an eis Berechnung mat erageholl.

An den Här Castegnaro huet gesot, dat wier Populismus. Den Här Castegnaro war awer wéinstens esou fein, datt hie gëschter Owend op der Televisioun gesot huet, et hätt effektiv en Transfert vu 40 Millioune stattfonnt, Här Di Bartolomeo.

(Interruption)

An dunn huet den Här Castegnaro awer gëschter op der Televisioun gesot, mir géifen do bëllege Populismus maachen.

Une voix.- Dat ass och esou!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wéilt dem Här Castegnaro emol soen, wat Populismus ass.

(Interruption)

Populismus ass, wann een zum Beispill jorelaang duerch d'Land jäize geet: Fanger ewech vum Index! An ech kommen dann als Deputéierten an d'Chamber an ech stëmmen hei enger Indexmanipulatioun zou. Dat, fannen ech, ass zum Beispill Populismus.

(Hilarité)

Oder wann een zum Beispill jäizt, d'Mammerent däerf net aus de Pensiounskeese bezuelt ginn, an et stëmmt een awer hei lauter Gesetzer, wou d'Laaschte vum Stat lues a lues op d'Pensiounskeesen iwwerdroe ginn, an et seet een dann: Neen, neen, de Stat bezilt nach ëmmer d'Mammerent! An a Wierklechkeet ass den Transfert vum Stat op d'Mammerent op d'Pensiounskeesen zréckgeschafft ginn. Dat nennen ech Populismus, Här Castegnaro, an dat musst Dir Äre Leit erklären.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Är Leit sinn e Musterbeispill vu Populismus!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dee Populismus musst Dir Äre Leit erklären, genausou gutt wéi Der Äre Leit dee sozialen Ofbau musst erklären, deem Der hei zoustëmmt; datt dat kee sozialen Ofbau ass. Wéi gesot, domadder brauch ech mech net ze befaassen.

(Interruption)

Esou wéi Dir populistesch schwätze kënnt wäert Dir et och fäerdeg bréngen, fir Äre Leit nach ze verkafen, datt dat alles positiv fir si wär.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kannergeld gëtt och net méi indexéiert. An d'Regierung huet sech engagéiert laut Tripartitesofkommes bis den 1. Januar 2008 eng Léisung ze fannen iwwert de Wee vun engem Crédit d'impôt, soss géif d'Indexéierung erëm hiergestallt ginn.

Mir waren als ADR, géif ech soen, iwwer eng Rei vu Joren déi eenzeg Partei hei am Land, déi vun der Negativsteier geschwat huet, déi geschwat huet, datt ee misst e Crédit d'impôt aféieren, fir hei zu Lëtzebuerg endlech Steiergerechtegkeet anzeféieren. Well alleguer déi Abattementer, déi mer hunn, spillen nëmme fir déi Leit, déi Steiere bezuelen. An déi Leit, déi vill Steiere bezuelen, déi am Héchsttaux leie vun 38%, sinn déi Leit, déi am Fong vun deenen Abattementer profitéieren. Mëttel- a Klengverdénger kënnen net dovunner profitéieren!

Et ass net richteg, datt een, deen an enger ganz héijer Lounklass läit, wou e bei 38% Steiere läit, datt deen zum Beispill Abattementer kritt an deen an deemselwechte Betrib schafft, an dee vläicht de Mindestloun oder zweemol de Mindestloun verdéngt, deen huet dach och wuel déi Abattementer zegutt! Fannt Der et richteg, datt een Direkter, deen, ech weess net, vun Ettelbréck an d'Stad schaffe kënnt, datt do de Stat deem iwwert d'Steieren 38% bei de Frais de déplacement bäileet a vläicht senger Botzfra, déi an dee Betrib schaffe geet, kee Frang bäileet?

Dat ass de Prinzip vum Abattement, deen nëmme fir déi spillt, déi vill verdéngen. Déi kënnen dovu profitéieren. An alleguer déi Kleng- a Mëttelverdénger kënnen net dovunner profitéieren. An duerfir ass et och net verwonnerlech, datt den Här Thiel Problemer huet, fir eng Negativsteier anzeféieren, well hie vertrëtt jo net déi mat de Kleng- a Mëttelgehälter, mä alleguer déi Leit, déi ganz héich Gehälter hunn. Déi hunn natierlech mat enger Negativsteier, mat engem Crédit d'impôt, Schwieregkeeten.

Ech muss awer soen, datt ech esou d'Gefill hat, datt an der Kommissioun a virun allem och bei de sozialistesche Kolleegen, eng gewëssen Ouverture besteet, fir an déi Richtung do ze goen. An der Kommissioun hunn déi eng gesot: Wat ass d'Negativsteier? Wat ass e Crédit d'impôt? Mir haten herno an der Kommissioun geduecht, datt dat eent an dat anert bal datselwecht wier.

Den Här Statsminister huet d'lescht Woch hei versicht ze erklären, datt ee Crédit d'impôt näischt mat Negativsteier ze dinn huet. Mer loossen eis duerfir iwwerrasche wéi dann déi Léisung ausgesi soll, déi jo fir den 1. Januar 2008 komme soll. Op jidde Fall soe mir, Här President, datt mer nëmme Steiergerechtegkeet hei kréien, wa mer eng Negativsteier aféieren iwwert de Wee vun engem Crédit d'impôt.

Här President, ech wollt eis nach zéng Minutten halen, fir spéider an d'Debatt agräifen ze kënnen. Duerfir muss ech leider zum Schluss kommen. Et wier sécherlech nach villes ze soen iwwert d'Schoulpolitik, den öffentlechen Transport, de Wunnengsbau; alles grouss Problemer, déi mer hunn. Mä leider léisst d'Zäit mer et net zou, fir dat hei kënnen ze maachen.

Op jidde Fall, mengen ech, muss een als Konklusioun zéien, wann hei d'Majoritéitsdeputéierten an de Statsminister optriede mat enger gewësser Iwwerhieflechkeet, da sinn ech der Meenung, datt se all Ursaach hätte vill méi kleng a méi roueg ze trëppelen.

Wann ee weess, datt keng Finanzreserve méi do sinn, datt d'Scholde rapid uwuessen, datt en Defizit am Statsbudget elo scho fir d'drëtt Joer hannereneen ass, datt massive sozialen Ofbau bedriwwe gëtt, datt de Chômage Rekordzuele schreift, d'Jugend keng Perspektive méi gesäit, d'Jugend sech ëmmer méi friem heiheem fillt, eng katastrophal Wunnengsbaupolitik bedriwwe gëtt - ëmmer méi Lëtzebuerger mussen an d'Ausland wunne goen -, iwwer 20 Joer nom Bommeleeër gesicht gëtt an e wëssentlech net wëllt fonnt ginn, ëmmer méi Leit ënnert d'Aarmutsgrenz falen, d'Schoulwiese katastrophal Resultater huet, wann dat de Bilan ass vun enger Regierung, an do schwätzen ech virun allem d'CSV un, déi jo awer fir 20 Joer hei d'Soen am Land huet a virun allem an deenen dote Ressorten och d'Ministere gestallt huet, da kéint se mat hirer Iwwerhieflechkeet e bëssen zréckgoen.

Dëst ass e Budget, deen eng finanziell Mogelpackung ass, dee sozialen Ofbau bedeit. Duerfir kann dëse Budget net eis Zoustëmmung fannen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling. Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech kann dem Här Rapporteur fir säi gutt strukturéierte Rapport félicitéieren, deen natierlech am Sënn vun der Politik vun der Regierung ass. Mä ech ka mech awer net, wéi den Här Fayot, mat dem Budgetsrapporteur senge Visiounen an Iddien identifizéieren, well och wann e villes vun deem, wat e gesot huet, net gemengt huet, an och vill falsch verstane ginn ass, esou bleift awer ee Leitmotiv vu senger Linn nach ëmmer den Déngscht um Kapitalismus.

Wann een dëse Budget misst an e puer Wierder résuméieren, da misst ee soen: D'Hirschen hänken aus! D'Juegd ass op!

Et schéissen awer net déi Jeeër vum Koeppe Jemp sengem Jeeërbal, mä déi Jeeër, déi hei um Wierk sinn, déi si vill méi gefèierlech. Déi schéisse mat décke Kaliberen aus de Kanoune vun der Tripartite, an hannendrun héiert een den Halali aus den Trotere vun den Tripartitesgewerkschaften. Viséiert sinn déi Kapitalhirschen aus der Sozialofsécherung. Besonnesch geziilt gëtt op den Index-Hirsch, dee bis elo ënnert Déiereschutz stoung an deen ëmmer méi am Viséier ass vun deenen neoliberale Jeeër.

Mä och op aner Sechsender gëtt geziilt. Den Automatissem vun der Index-Ausbezuelung ass am Viséier, d'Kitz vun de Familljenzoulagen, den Zwielefender vun de Rentenajustementer, deen elo méi spéit soll gefiddert ginn, an esou weider. Dës Kapitalhirsche sollten dem Buerghär aus dem Finanzschlass geaffert ginn. An hir Haren, déi solle vum Vollek gedroe ginn. Ass et dofir net e komeschen Zoufall, datt een elo iwwerall, iwwert d'ganzt Joer duerch d'ganzt Land och nach Hirschen an enger bloer Faarf hänke gesäit.

Här President, mä och déi, déi den Halali hannert der Juegd do geblosen hunn, sollen eppes ofkréien; an zwar en Hues. En Hues, deen awer genmanipuléiert gëtt, fir datt all Huese spéider eng Kéier d'selwecht sollen ausgesinn. Just, datt, wann deen Hues ofgezu gëtt, déi eng erëm eng Kéier dat gutt Fleesch wäerte behalen an déi aner erëm just de Kapp ze lecke kréien.

Wat waren dat nach Zäite viru 24 Joer, wou déi, déi haut den Halali hannert de Flënte vun de Sozialjeeër geblosen hunn, nach Déiereschützer vun eise Sozialhirsche waren a se sech och mat vollem Mutt zu dausenden deene Jeeër, déi et deemools op eis Sozialhirschen ofgesinn haten, entgéintgehäit hunn. Haut verstoppe se sech uewen um Héichsëtz, fir dass kee se gesäit, wa se hëllefen d'Flënte lueden.

Elo, wou se awer esou lues mierken, dass se näischt an d'Dëppe kréien, jäizen se: Wa mir eisen Hues net kréien, da verjoe mir Iech Är Hirschen! Da wäerte se wuel mussen eng Klappjuegd organiséieren, wou se awer keen Hirsch méi wäerte virfannen, well déi Kapitalhirsche vun der Manipulatioun vum Index, vun dem Afréiere vun de Familljenzoulagen an de Rentenajustementer, déi si scho geschoss. A si, si hu gehollef d'Flënt droen.

Déi Hirschen, déi elo nach ze schéisse sinn, déi stinn op der Menüskaart vum Restaurant 5611, mat als Aperitif d'Erhéijung vun der Autossteier, als Entrée d'Babyjoren - déi Tournée bezuelen d'Pensiounskeesen -, als Plat de résistance d'Beschäftegungsmesuren, dee Plat bezuelen déi Jonk, an als Dessert d'Erhéijung vun de Bäiträg vun der Fleegeversécherung, déi Rechnung ass fir all physesch Persoun; d'Industrie an de Stat hu sech gratis invitéiert.

Här President, d'Käch vun dëser batterer Zopp sëtzen an der Kiche vun der Tripartite. Et si Käch aus alle Branchen, d'Ingrédientë schmaachen nëmmen deenen, déi se selwer an d'Zopp gehäit hunn. Eng Zopp, déi, wa méiglech, esou soll giess gi wéi se aus der Kiche kënnt.

Wat seet awer de Maître d'hôtel, hei d'Chamber, dozou, déi jo eigentlech de Menü schmaache misst ier en zerwéiert gëtt? Ma do ass et esou, dass de Gros vun deene méiglechen Dégustateuren hei guer näischt kënne soen, well déi meescht Käch, déi an den Tripartite-Restaurant delegéiert goufen, aus hirer eegener Kiche stamen. Si mussen also déi Zopp ausläffelen, wa se net wëlle bei hirer eegener Kliantell e schlechten Numm kréien, oder si mussen eng nei Zopp kachen. Dat geet awer net, well den 20. am Chrëschtmount ass d'Kichen zou.

Här President, esou hätt ee kënnen a kuerze Wierder dëse Budget an alles, wat domat zesummenhänkt, ëmschreiwen. Mä d'Saach ass awer net esou einfach. D'Virschléi vun der Tripartite ginn an der leschter Zäit ëmmer méi contestéiert, souguer vu Verschiddenen, déi derbäi waren awer anscheinend an engem aneren Zëmmer souzen, besonnesch déi Virschléi, déi iwwert d'Beschäftegungsmesuren am Gesetzprojet 5611 festgehale sinn. Den Aarbechtsminister huet jo awer do just dat textuell festgehalen, wat an der Tripartite ofgemaach war.

Elo wëllen déi, déi an der Tripartite hir Verantwortung am Interessi vun deene Jonken net geholl hunn, alles ofstreiden an hunn aus Protest déi Jonk op d'Strooss geschéckt. Dat heescht, si hunn am Fong déi d'Aarbecht néierleeë gelooss, déi nach keng haten.

De 5611 ass awer nach net gestëmmt. Dee soll den 20. am Chrëschtmount hei gestëmmt ginn, wat ech mer awer kaum ka virstellen, wann ech all déi esou sozial agestallte Kolleeginnen a Kolleegen heibannen zielen. E Projet, deen esou vill sozial Réckschrëtter beinhalt, kann dach net vun dëser sozialer Assemblée hei gestëmmt ginn.

Dofir verstinn ech eppes net, Här President, wéisou datt d'Recetten, déi an engem Gesetzprojet stinn, deen nach net gestëmmt ass, an hoffentlech ni gestëmmt gëtt, hiren Nidderschlag scho mat 400 Milliounen hei am Statsbudget fannen. Dofir verstinn ech net firwat elo d'Gewerkschaften op d'Barrikade ginn an den Accord tripartite ofhängeg maache vum Statut unique. Dee schmäerzhaftesten Deel vum Tripartite-Accord ass gestëmmt mam Accord vun deenen, déi an der Tripartite derbäi waren an och heibanne sëtzen.

Wat wëllen se also elo maachen? E waarme Chrëschtdag verspriechen, well den Hierscht ass jo schonn ëm. Kloer ass op jidde Fall, datt wa se et eescht mengen, dann däerfe Verschiddener heibanne weder de 5611 nach de Budget stëmmen, well jo bis den 20. am Chrëschtmount sécherlech nach keen Accord iwwert de Statut unique wäert virleien.

Här President, dëse Budget ass mat Tréine geschriwwen. Mat Tréine vun deenen, déi d'Konsequenze vun där asozialer Politik, déi aus deem Budget hei erauskuckt, mussen droen. Tréine vun deenen, déi net nëmmen op hir Ajustementer, sief et iwwert den Index oder d'Rente musse verzichten, mä déi och nach do derniewent Taxenerhéijungen an hire Gemenge mussen erdroen an enger permanenter Deierecht ausgesat ginn, déi duerch näischt kompenséiert gëtt.

D'Solidaritéit soll spillen, fir de Budget ze stäipen an aus sengem Déif erauszebréngen, awer alt erëm eng Kéier d'Solidaritéit vun deene Klengen. De Stat an d'Wirtschaft ginn aus hirer Verantwortung entlooss. De Bierger gëtt zur Keess geruff. Et gëtt en Defizit ugekënnegt. A Wierklechkeet ass en awer net esou héich wéi ugekënnegt, well et schwammen nach iergendwou déi 400 Milliounen, déi duerch de Verkaf vun Aktien, eise Stolsiten an hirem Personal ergattert konnte ginn. Mä wou sinn déi 400 Milliounen? Huet de Finanzminister se am Keller leien?

Duerfir, Här President, dat doten erënnert mech un eng Anekdot: Dräi Studente sëtzen an engem Bistro eppes ze iessen. Zesummen haten se fir 30 Euro ze bezuelen a si hu sech dat gerecht opgedeelt. Well et Studente waren huet de Patron vum Bistro sech geduecht: Gëff hinnen eng kleng Remise. An hie gëtt dem Garçon fënnef Euro, fir de Studenten erëmzeginn. De Garçon konnt déi fënnef Euro awer net duerch dräi deelen an huet sech dofir einfach zwee Euro an d'Täsch gestach an huet dann all Student een Euro erëmginn. Dat heescht, all Student huet nëmmen néng Euro bezuelt an de Garçon huet zwee Euro an d'Täsch gestach. Dräi mol néng ass 27 plus zwee Euro vum Garçon mécht 29. D'Studenten haten awer 30 Euro ginn, mä wou ass dann elo deen Euro hikomm, dee feelt?

(M. Jean-Pierre Koepp prend la Présidence)

An déiselwecht Fro kann ee sech stelle bei deene 400 Milliounen, déi net am Budget virkommen, awer iergendwou sinn. Well si solle jo investéiert ginn, awer net an de Mënsch, mä alt erëm eng Kéier an d'Ekonomie.

Här President, an dësem Budget gëtt et eng Rei Recetten, déi mer wierklech um Mo leien, an dat sinn un éischter Stell déi Recetten, déi de Stat duerch den Ofbau vun de Sozialleeschtunge kasséiert. Mä et sinn awer och déi Recetten, duerch déi de Stat sech menger Usiicht no zum erbarmungslosen Dealer opspillt, andeem e Suen akasséiert op Substanzen, déi hien hei selwer als déidlech erkläert huet. Gelder, déi en iwwer Accisen um Tubak akasséiert, also op Substanzen, déi e selwer deelweis prohibéiert huet an op deenen en d'Accisen och elo nach erhéicht huet; Gelder, déi awer net dozou genotzt ginn, fir de Leit ze hëllefen, fir vun hirer Sucht lasszekommen. Dës Gelder fléissen einfach an de Statssäckel an d'Regierung schéngt och dobäi nach keng Gewëssensbëss ze hunn.

Datselwecht gëllt bei den Accisë vum Alkohol, wou zwar Infrastrukturen do sinn, fir ze hëllefen, mä wou déi Substanz nach ëmmer als salonfäeg unerkannt gëtt.

Eng aner Recette...

(Nuisances sonores)

Esou hat ech awer nach keen erschreckt!

(Hilarité)

Eng aner Recette ass déi vun de Spiller an de Lotterië wéi och dem Casino zu Mondorf.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Maacht virun.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Ech si frou Iech am Réck ze hunn, da ka mer net vill passéieren.

(Interruption et hilarité)

Wéi de Casino zu Mondorf opgaangen ass, goufen all Geldspiller an de Bistroe verbueden. Haut ass de Stat dee gréisste Spillautomatendealer, an zwar andeems en zouléisst, datt dës Apparater geschwënn an all Bistroen d'Leit zum Spille verleeden an domadder vill vun hinnen an de Misär geheien. An ech kann och net als Rechtfertegung gëlle loossen, dass déi Sue sollen all fir karitativ Zwecker zur Verfügung gestallt ginn. Et kann net sinn, dass op där enger Säit zougelooss gëtt, dass d'Leit duerch d'Spillen an de finanzielle Misär geheit ginn an dann als Entschëllegung gëllt, dass déi Sue solle geholl ginn, fir anere Misär ze dillegen. Ech mengen, dat ass eng Politik, déi einfach net tragbar ass.

Här President, datselwecht gëllt och fir d'Unerkennung vun engem Steierkredit als Kompensatioun fir déi sozial Ausbeutung, déi hei ageleet gëtt. Fir d'éischt ginn d'Leit geplëmmt an da gëtt doriwwer nogeduecht, ob een dat dann awer net ka finanziell offiederen, andeems een eppes Klenges erëmgëtt.

Et hätt scho längst missen eng Ënnerstëtzung agefouert gi fir déi Leit, déi bei de Steierreformen näischt kruten, an dat ier dës asozial Mesuren hei a Kraaft trieden. Ob dat elo Negativsteier oder Steierkredit heescht, dat dierft egal sinn. D'Upassung vun der Steiertabell, déi gefuerdert gëtt, déi bréngt deene klenge Leit, déi keng Steiere bezuelen, net allze vill. Mä si géing awer eng Rei Leit trotzdeem an de Genoss brénge vun enger Steiererliichterung. Wichteg ass awer, dass eppes kënnt.

Mä wéini kréie mer elo kloer Virschléi, datt iwwerhaapt eppes an deem Sënn kënnt? Oder sinn et einfach Parolen, déi vum Statsminister erëm eng Kéier zwecks Berouegung vum Vollek an d'Welt gesat goufen, gradesou wéi d'Ausso vum Statsminister vun der Verdueblung vun den Heizkäschtenzouschëss oder vun der Opfuerderung un d'Gemengen, bei den Taxenerhéijunge lues ze maachen, wou op där anerer Säit den zoustännege Banneminister awer fir de Käschtendeckungsprinzip plädéiert?

An do mengen ech, dass awer déi Kéier de Banneminister gewonnen huet, well Fakt ass op jidde Fall, datt déi meescht Gemenge schonn hir Taxenerhéijungen integral duerchgezunn hunn, mat der Konsequenz vläicht, datt d'Gemengen elo e puer Sue méi hunn, mä mat der Konsequenz awer och, datt domadder méi Leit an d'Prekaritéit rutschen, an datt mer deemnächst wäerte mat engem massiven Ustieg un Demandë fir Sozialwunnenge musse rechnen - zwar net nëmmen duerch d'Taxenerhéijungen, mä och duerch dat onsoziaalt neit Mietgesetz - an datt mer eis mussen drop ariichten nach méi Ënnerdaach fir Sans-abrië mussen ze schafen, an dat an deem grousse Sozialstat Lëtzebuerg.

Här President, dee Budget, deen hei virläit, deen investéiert net an de Mënsch. De Mënsch schéngt an dësem Land, a leider och doriwwer eraus, nach just eng sekundär Roll ze spillen. D'Ekonomie huet d'Prioritéit. De Mënsch gëtt an de Bicher, an de Regësteren nach just als Ressource humaine gefouert. Wat ass dat, eng Ressource? Dat ass an der Regel e Grondstoff, deen ausgepresst gëtt, bis näischt méi dran ass. Wann dann nach eppes Rescht bleift, da gëtt dat nach e bësse recycléiert, ier de Rescht op en Dépôt kënnt. A genausou gëtt och de Mënsch an eiser heiteger Gesellschaft behandelt: E gëtt ausgepresst bis et net méi geet, dann a Mesurë versicht ze recycléieren, bis en da schlussendlech am Renten- oder am RMGs-Dépôt ofgeluecht gëtt. Dat ass eng falsch Politik an déi wäert iergendwann eng Kéier zréckschloen.

Firwat sinn déi Mesuren, déi elo hei déi kleng Leit am meeschten treffen, geholl ginn? Verschidde Virriedner hu versicht dat ze erklären, mä si konnte mech awer net iwwerzeegen. Wa mer wierklech dee finanziellen Enkpass hunn, deen elo hei virgedroe gëtt, hätten da keng Mesurë kënnen erfaasst ginn, wou d'national Solidaritéit méi spillt, eng Solidaritéit, wou och d'Ekonomie an de Stat mat an d'Verantwortung kënne gezu ginn?

Et ass Rieds gaange vun der Solidaritéitssteier, déi net 2007, mä 2008 elo awer komme soll. Wéisou ass d'Solidaritéitssteier, déi vis-à-vis vun de Klengverdénger vill méi gerecht gewiescht wär, net méi eeschthaft a Betruecht gezu ginn? Dann hätt natierlech d'Ekonomie och misse Solidaritéit beweisen.

An ech hunn d'Fro gestallt un den zoustännege Minister: Wéi vill hätt da missen d'Solidaritéitssteier gehéicht ginn, fir dat Lach am Budget ze stoppen? Bis haut hunn ech nach keng Äntwert kritt. Et ass och net esou einfach, well soss hätt ee vläicht gemierkt, dass dat déi gerechte Léisung gewiescht wär.

D'Ekonomie, déi gëtt och verschount vun Ufank u bei der Fleegeversécherung. Déi Ekonomie virun där se all kuschen, well se fäerte si géing eis fortlafen. Et kann awer och sinn, datt d'Bierger eng Kéier fortlafen. Wéi seet een esou schéin? «Et s'il y avait du boulot et personne n'irait?»

Wéi laang mengt Der, datt d'Bierger déi Politik do nach matmaachen? Mir hunn et elo gesi bei deene Jugendlechen. Verschidde vun hiren Initiativen, hiert Kreesch-Dinn, fir nogelauschtert ze kréien, ass net eescht geholl ginn. Mä déi Aktioune vun deene Jugendlechen hu gewisen, datt e Malaise do ass, an datt d'Vollek ufänkt, esou lues a lues genuch ze hunn: De Ras-le-bol, well se net méi iwwert d'Ronne kommen, well hir Revenuen ëmmer méi kleng ginn. De Ras-le-bol, well se keng Famillje kënne grënnen, well se d'Loyeren net kënne bezuelen a bal forcéiert ginn, an d'Ausland ze plënneren. De Ras-le-bol, well déi, déi se solle vertrieden, am selwechte Boot matrudderen, dat vun der Wirtschaft a vum Kapital gesteiert gëtt. De Ras-le-bol, well eis Kanner keng Chance op eisem eegenen Aarbechtsmaart kréien. De Mangel u Qualifikatioun an Educatioun soll schold sinn, an dat soe grad déi, déi jorelaang, jorzéngtelaang d'Responsabilitéit an der Educatioun haten.

Och wat eisen Aarbechtsmaart ubelaangt, esou sichen elo déi iwwerall no Léisungen, déi et jorzéngtelaang versäumt hunn, d'Realitéiten ze erkennen. Hëllef siche se elo an externen Etüden an Avisen, am léifste bei der OECD, do wou se sécher sinn, datt hir léifste Kanner - d'Ekonomie an d'Kapital - verschount bleiwen.

Genau wéi beim Aarbechtsmaart geet et och bei der Rentenofsécherung zou, wou an engem Otemzuch gesot gëtt, eis Rentesystemer missten ofgeséchert sinn, da sech awer net genéiert gëtt, sech aus de Rentekeesen ze bedingen.

Wann de Sozialminister seet, hie wëllt den effektiven an de gesetzleche Rentenalter een deem anere méi no bréngen, da gëtt et zwou Méiglechkeeten: Hie senkt de legale Rentenalter oder hie versicht deen effektiven ze erhéijen. Dräimol dierft Der roden, wat fir eng Alternativ en applizéiere wäert.

Verstoppt gëtt sech do och alt erëm hannert Avisë vun der OECD oder Recommandatioune vun der EU-Kommissioun, fir selwer keng Verantwortung iwwerhuelen ze mussen.

Här President, wat hunn ech dach an all Wahlprogramm grouss Spréch iwwert d'Ofsécherung vun der Famillje gelies. Wat ass awer dorauser entstanen? D'Familljenzoulage ginn indexmanipuléiert an déi indirekt Steieren erdrécken d'Familljen. D'Famillje mat Kanner gi besonnesch getraff duerch d'Taxenerhéijung. Eng Famill ka sech weder en Terrain nach en Haus respektiv eng eege Wunneng leeschten. Souguer de Loyer ass hei am Land net méi erträglech.

An dozou huet een eminenten Ekonomist eng Kéier gesot: E Land an deem ee méi wéi 30% vum Revenu muss ausginn, fir Loyer ze bezuelen, ass e krankt Land. Lëtzebuerg läit an där Hisiicht schonn an der Agonie.

Wie wonnert et dann, datt ëmmer manner Jonker bereet sinn, eng Familljen ze grënnen? Wat bidde mer eiser Jugend dann nach fir Alternativen? Wéisou si mer esou erstaunt iwwert déi héich Selbstmordzuel bei de Jonken? Esou erstaunt dierfte mer eigentlech net sinn, well se eng Konsequenz ass vun enger Politik, déi laanscht de Mënsch leeft, well vill Jonker keng Alternativ gesinn an enger Welt, an där se ëmmer méi Drock ausgesat sinn a wou se vun allen Entscheedungsprozesser ausgeschloss ginn.

Här President, et ass net nëmmen déi heiteg Budgetsvirlag, déi schold ass un deem Malaise vun eiser Gesellschaft, et ass déi jorelaang op d'Kapital an d'Wirtschaft ausgeriichten a laanscht de Mënsch dirigéiert Politik.

De Malaise gëtt och nach doduerch verdéift, dass d'Bierger d'Gefill hunn, datt och Europa laanscht hir Doléancë leeft, an datt d'Politik bis elo et net fäerdeg bruecht huet dem Mënsch dëst Europa méi no ze bréngen. Ënner „Europa méi no bréngen" versteet de Bierger net, datt hie seng Ministeren an der Zeitung an all Dag an engem anere Land gewise kritt. De Bierger hätt gär en Europa mat deem hie sech identifizéiere kann an an dat hie Vertrauen huet. Duerch Politik wéi déi, déi elo hei virgedroe gëtt, kritt de Bierger weder Vertrauen an eis an doriwwer eraus bestëmmt och net an Europa.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, dat heiten ass kee gudde Budget, well et ass e Budget, deen d'Confirmatioun bréngt, datt de Mënsch ëmmer manner Wäert gëtt. Et ass ee Budget, dee beweist, datt och sozial agestallte Parteie sech dem Drock vum Kapitalismus ducken an de Kapp net méi héich kréien, ebe well se onbedéngt mat wollte regéieren an doduerch ëmmer méi an den neoliberale System mat eragerutscht sinn, vun deem se a gudden Zäiten natierlech och nach dichteg konnte profitéieren. Elo mussen se de Präis dofir bezuelen, andeems se déi, déi se eigentlech sollte vertrieden, an zwar déi sozial Schwaach, bei d'Lisette musse loossen.

D'Sozialgeschicht vun dësem Land ass matgeschriwwe gi vun enger Rei fortschrëttleche Parteien. Parteien, déi vläicht net méi hei an der Chamber vertruede sinn, mä déi awer ëmmer nach hir Existenzberechtegung behalen, besonnesch elo, wou kee méi do ass, deen déi kleng Leit vertrëtt.

De Moment ass do, wou mer mussen ëmdenken, wou mer nei mussen driwwer nodenken, wat eis sozial Engagementer vis-à-vis vun eise Bierger sinn. Et kann net méi sinn, datt mer e groussen Deel vun eise Recetten an d'Kapital, an d'Ekonomie pompelen an de Mënsch einfach vergiessen.

Duerfir, Här President, dat hei ass net nëmme kee gudde Budget fir de Mënsch, déi ganz Politik, déi an de leschte Jore bedriwwe ginn ass, ass engem Sozialstat net würdeg. An dass dat esou ass, wäerte mer och an deenen nächsten Deeg nach méi ze spiere kréie bei anere Projeten, déi nach viru Joresenn hei zur Debatt stoe wäerten.

Duerfir kann ech dëse Budget net stëmmen, esou wéi ech mech och wäert géint all asozial Mesuren zur Wier setzen, déi hei nach op den Ordre du jour kommen. An ech schléisse mat der Hoffnung, datt all sozial fortschrëttlech Kräfte vun der wierklecher Gauche sech endlech bewosst sinn, datt nëmmen eng geschlosse Gauche deem neoliberale Fléau, deen iwwert dëst Land geeschtert, Paroli ka bidden.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar ageschriwwen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll mech a menger Budgetsinterventioun haaptsächlech mat zwee Punkte beschäftegen, nämlech der Methodologie vum Budget an der Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie a ganz besonnesch vun där vun der Finanz- a Bankeplaz.

Ier ech awer zu deene Punkten iwwerginn, wëll ech och a mengem Numm zwee Mercië lassginn: Éischtens un de Rapporteur Lucien Thiel, deen an deene leschte Wochen eng Sisyphus-Aarbecht ofgeluecht huet an dee souwuel a sengem schréftleche wéi mëndleche Rapport eng detailléiert Duerstellung vun de Stäerkten a Schwächte vun eisem Land gemaach huet.

Une voix.- Oh!

(Interruption)

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Hien huet op déi him eegen Aart a Weis eng Rei Wourechte gesot respektiv widderholl, déi, och wa se net jiddferengem gefalen, dach d'Fragilitéit vun eisen öffentleche Finanzen op eng äusserst realistesch Manéier beschriwwen hunn.

Ech wëll awer dëst Joer och e ganz spezielle Merci un all Kolleeginnen a Kolleegen aus der Finanzkommissioun riichte fir hir grouss Gedold an hire groussen Asaz, well mer eis dës Kéier an net manner wéi 14 Sitzungen intensiv mat dësem Budgetsprojet befaasst hunn.

Dann, an aleedend zu mengen Ausféierungen, wëll ech hei nach eng Kéier dat ënnersträichen, wat de Budgetsrapporteur in extenso ausgeféiert huet, nämlech datt et an eisen öffentleche Finanzen haaptsächlech e Problem um Niveau vun eisen Ausgabe gëtt.

Nach kommen ech awer bei de Recetten net derlaanscht, zwou Feststellungen ze maachen, déi mer dach ze denke ginn:

Éischtens, d'Stagnatioun vun der Kierperschaftssteier, déi eigentlech am Géigesaz steet zu enger Finanzplaz, déi boomt.

Ech hat selwer virun zwee Joer bei der Presentatioun vu mengem Budgetsrapport op dës Stagnatioun an hir Ursaachen higewisen. Ech stelle fest, datt d'Situatioun sech par rapport zum Budget 2005 net verbessert huet, obschonn eis Banke Bilanzzommen opweisen, déi deelweis impressionnant sinn. Mir mussen eis also sécherlech méi mat deem Phenomeen „fiscal engineering" auserneesetzen, wéi dat bis elo de Fall war, wa mer net wëllen an d'Situatioun kommen, datt bei manner gudde Resultater vun der Finanzplaz dës Kierperschaftssteier riskéiert eis ewechzerutschen, wéi de Rapporteur vun dësem Budgetsrapport sech ausdrécke géif.

Eng zweet Suerg, déi mech plot, sinn d'Réck- an d'Ausstänn vu Steieren, souwuel um Niveau vun der Steierverwaltung wéi vun der Administration de l'Enregistrement. Wann een nämlech d'Zuelen am Detail kuckt, déi eis vu béide Verwaltunge virgeluecht gi sinn, stellt ee fest, datt mer am Moment an deenen zwou Verwaltunge fir ronn 1,6 Milliarden Euro Réck- oder Ausstänn hunn. Ouni elo wëllen an de Versuch hei ze falen eng vill ze vill einfach Mëllechmeederchersrechnung ze maachen, muss een dach feststellen, datt, wann een nëmmen d'Halschent vun deem Betrag géif androen, ee keen Defizit méi am Budget 2007 hätt!

Ech wëll awer gläichzäiteg ënnersträichen, datt eng ganz Rei vun Efforten an deene leschte Méint um Niveau vun deenen zwou Verwaltunge gemaach gi sinn, fir dëse Problem besser an de Grëff ze kréien, a mäi Wonsch wier, datt mer och resolut op deem ageschloene Wee géife weiderfueren.

Nach ginn, Här President, dës Efforten net duer, well fir mech ass et absolut inakzeptabel, datt dës Réckstänn sech op eng Zomm belafen, déi dat Duebelt vum Budgetsdefizit ausmécht.

Dëst gesot, Här President, wëll ech mech dann elo méi intensiv mat der Methodologie vun eisem Budget beschäftegen, enger Methodologie, iwwert déi scho villes vum Rapporteur awer och vun eenzelne vu menge Virriedner gesot ginn ass.

Mir sinn eis, mengen ech, an dësem Haus alleguerten eens, datt d'Analys vun den öffentleche Finanzen ëmmer méi komplex gëtt. Dëst haaptsächlech aus zwee Grënn: Éischtens, well mer niewent där traditioneller Budgetspresentatioun elo eng nom Modell SEC 95 hunn; mä zweetens awer och, well mer d'Recetten no där sougenannter Réalité économique musse verbuchen.

Fir sech an deenen ëmmer méi komplexen Zuelen erëmzefannen, ass et fir mech absolut noutwendeg, datt mer eng méiglechst grouss Transparenz hei erakréien. Ech begréissen duerfir och nach eng Kéier, datt d'Regierung fir d'éischt dëst Joer d'Eckwäerter vum Budget nom Modell SEC 95 presentéiert huet.

Ech wëll och vun dëser Plaz aus ënnersträichen, datt mer dëst Joer wesentlech méi detailléiert Zuele kritt hu vun deene verschiddene Verwaltungen, déi et der Kommissioun erméiglecht hu sech e bessert globaalt Bild, notamment iwwert de Volet Recetten, ze maachen.

Dëst sinn alles Schrëtt an déi richteg Directioun. Mä si eleng ginn allerdéngs net duer a mir musse konsequent an deenen nächste Joren a Richtung SEC-95-Presentatioun marschéieren.

Ech mengen nämlech, datt keen hei an deem Haus bestreit, datt d'Maastricht-Presentatioun eis méi eng global Visioun vun den öffentleche Finanzen erméiglecht wéi déi traditionell Presentatioun, an eis et och erlaabt nozevollzéien, ob déi jeeweileg a sukzessiv Budgeten am Aklang si mat de Maastricht-Kritären an deene budgetäre Situatiounen, déi sech dorauser erginn.

Op där anerer Säit erlaben awer och déi Donnéeën, déi sech aus der Presentatioun vun dësem Joer erginn, eis net, fir eng detailléiert Analys vum Budget ze maachen.

Firwat ass dat esou? Ech erënneren drun, datt net nëmmen déi wichtegst Recetten, mä ganz besonnesch och déi haaptsächlech Dépensen weder fir dat ugehend Joer nach fir déi zwee viregt Joren opgelëscht sinn. Et kënnt derbäi, datt déi Zuelen eigentlech pro Secteur, also pro Zentraladministratioun, Sécurité sociale a Gemengen, missten ënnerdeelt ginn, wat elo net de Fall ass.

Mir sinn eis eigentlech an der Kommissioun doriwwer eens gewiescht, datt dës Zuelenzalot an déi relativ oniwwersiichtlech Presentatioun net am Interesse vun enger méiglechst grouss gewolltener Transparenz ass, an de Rapporteur huet dat jo och schonn zur Genüge, souwuel a sengem schréftleche wéi a sengem mëndleche Rapport, ënnerstrach.

Ech sinn dovunner iwwerzeegt, datt kee Wee derlaanscht féiert, fir mëttelfristeg nëmmen nach eng Budgetspresentatioun laut Maastricht, der sougenanntener SEC 95, ze maachen. Dëst setzt souwuel um Niveau vum Zentralstat wéi awer ganz besonnesch op deem vun de Gemengen eng substanziell Ëmstellung viraus. Ech si mer och bewosst, datt sécherlech net all Gemengen an dësem Land outilléiert sinn, fir esou eng Ëmstellung virzehuelen. Hei ass sécherlech den Innenministère gefuerdert deene Gemengen ënnert d'Äerm ze gräifen.

Ech mengen allerdéngs, datt et wéineg Sënn mécht all déi Schwieregkeeten opzelëschten, déi esou eng Ëmstellung mat sech bréngt, mä et ass wesentlech méi sënnvoll an effizient, elo schonn zesumme mat de Gemengen ze kucken, wéi een esou eng Ëmstellung praktesch kann ëmsetzen. Wa mer hei an haut domadder ufänken, mengen ech, kënne mer dat och spéitstens an dräi Joer gepackt hunn. Ech weess och, datt dat um Niveau vun den Investitiounsfongen eng Ëmstellung bedeit, well mir si jo als Lëtzebuerg nun emol an der privilégiéierter Situatioun, Reserven ze hunn, an dofir si mer jo och dat eenzegt Land um Niveau vun der Europäescher Unioun, wat esou Investitiounsfongen huet.

Nach woen ech awer ze behaapten, dass et och um Niveau comptable Méiglechkeete gëtt, dës Investitiounsfongen esou ze buchen, datt se och an d'Maastricht-Logik erafalen. Mir sinn eis op jidde Fall eens gewiescht an der zoustänneger Kommissioun, datt spéitstens an dräi Joer et just nach dierft eng Presentatioun nom Modell SEC 95 ginn.

Bis et esou wäit ass an all déi noutwendeg Ëmstellunge virgeholl gi sinn, souwuel um Niveau vum Zentralstat wéi bei der Sécurité sociale an de Gemengen, hu mir als Kommissioun d'Propositioun vun der Zentralbank opgegraff, datt vum nächste Joer un et niewent där traditioneller Budgetspresentatioun an dem Budget pluriannuel en drëtte Band soll ginn, deen eng Presentatioun vum Budget no de Maastricht-Kritäre virgesäit. Ech begréissen och ausdrécklech, datt de Budgetsminister heizou scho seng Zoustëmmung ginn huet.

Ech erlabe mer dann am Numm vun allen hei am Parlament vertruedene Fraktiounen a Parteien eng Motioun an deem Sënn beim Här President ze deponéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la transparence des finances publiques doit requérir une attention particulière;

- considérant que l'analyse des finances publiques au Luxembourg devient de plus en plus complexe du fait notamment de l'existence de plusieurs modes d'appréhension comptable du budget et de la nécessaire transcription de concepts tels que l'enregistrement des recettes selon la «réalité économique»;

- considérant que la méthodologie du Système Européen des Comptes (SEC 95) offre une vision des finances publiques bien plus large que la comptabilité de l'État actuelle et permet de s'assurer de la compatibilité des projets de budget successifs avec le cadre de surveillance multilatérale des situations budgétaires au niveau européen;

- considérant que si la présentation budgétaire dualiste retenue pour le projet de budget pour l'exercice 2007 marque un progrès par rapport aux années précédentes, elle ne saurait être maintenue à l'infini, une présentation unique conforme aux exigences européennes étant requise dans les meilleurs délais;

- considérant que les données figurant au projet de budget 2007 sont en effet trop lacunaires pour servir d'arrimage à un examen pleinement informé du budget, ne comportant pas les détails requis de la situation financière des communes et de la sécurité sociale, et n'étant pas suffisamment précis en matière d'ordre de priorités des investissements publics;

invite le Gouvernement

- à procéder à une refonte de la présentation budgétaire en la mettant en conformité avec la norme SEC 95 endéans les trois ans;

- à prévoir dès lors une désagrégation par sous-secteurs (administration centrale, sécurité sociale et communes) des chiffres budgétaires;

- à concevoir aux fins de cette refonte pour l'exercice budgétaire 2008 un nouveau volume III du projet de budget, renfermant la «traduction» SEC 95 du projet de budget et comprenant une description de la façon dont le budget s'inscrit dans les engagements européens du Luxembourg (notamment le Pacte de Stabilité réformé et les programmes nationaux de stabilité) ainsi que diverses notices méthodologiques reprises en annexe, qui porteraient notamment sur les éventuelles corrections «réalité économique».

(s.) Laurent Mosar, François Bausch, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Charles Goerens.

Ofschléissend, Här President, erlaabt mer eng lescht Bemierkung zu dësem Punkt. Ech si mer bewosst, datt eng Ëmstellung op SEC 95 innerhalb vun dräi Joer mat enger Rei technesche Schwieregkeete wäert verbonne sinn. Schwieregkeeten, op déi d'Kollaborateure vun deene concernéierte Ministèren, Verwaltungen, Gemengen net wäerte midd ginn hinzeweisen.

Meng Fraktioun an ech sinn awer der Iwwerzeegung, datt keng vun dëse Schwieregkeeten oniwwerbréckbar ass. A mir sinn och dofir iwwerzeegt, datt esou eng Ëmstellung an där gesetzter Zäitdauer vun dräi Joer méiglech ass. Mir sinn awer och nach aus engem anere Grond vun der Richtegkeet vun esou enger Ëmstellung iwwerzeegt, nämlech datt et mëttel- a laangfristeg an der Europäescher Unioun just nach eng Budgetspresentatioun wäert ginn, nämlech déi laut Maastricht-Kritären.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu mengem zweete Punkt, nämlech der Erausfuerderung vun der Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie, mat där de Rapporteur sech jo och a sengem Rapport ausgiebeg beschäftegt huet.

Ech wëll och elo net alles dat widderhuele wat hien eigentlech op eng äusserst komplett Manéier beschriwwen huet; ech versichen also zousätzlech zu sengen Ausféierungen nach e puer weider Iwwerleeunge mat an d'Diskussioun ze bréngen.

Am Laf vun dësem Joer sinn eng ganz Rei vu Rapporten iwwert d'Kompetitivitéit an eisem Land ofgeliwwert ginn. Ech wëll se elo net alleguerten an Erënnerung ruffen. Insistéiere wëllt ech awer op de Kompetitivitéitsbilan, esou wéi en den 13. September vum Wirtschaftsminister a vum Observatoire de la Compétitivité presentéiert ginn ass.

All dës Etüden, Avisen a Rapporten, och wa se deelweis e kontrastéierte Bilan vun eiser Kompetitivitéit zéien, kommen awer alleguerten zu der Konklusioun, datt säit dem Joer 2000 Lëtzebuerg an der Moyenne manner kompetitiv ginn ass wéi déi meescht vun deenen aneren europäesche Länner.

Dir äntwert mer natierlech elo, datt dëse Constat eigentlech am Widdersproch ass mat der substanzieller Verbesserung vun der Konjunktur, besonnesch am éischte Semester vum lafende Joer. Mä och hei gëtt et eng Explikatioun, an dat ass déi äusserst gutt Performance vun eisem Finanzsecteur, déi virun allem, awer net eleng, vun deenen exzellente Performancë vun den internationale Finanzmäert profitéiert.

Wann een awer elo e bësselche méi hannert d'Zuele kraze geet, stellt ee fest, datt mer um Niveau vun der Steiergestaltung amgaange si par rapport zu eisen Nopeschlänner u Buedem ze verléieren. De Rapporteur huet zu Recht ënnerstrach, datt eng Rei vun europäeschen Nopeschlänner méi steierlech Virdeeler bidden, wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Och aus den Ausféierunge vum Avis vun der Zentralbank ass ervirgaangen, datt déi relativ gutt Gesondheet vun de Steierrecetten zu engem groussen Deel dem Finanz- a Bankesecteur ze verdanken ass, dass awer dëse Bankesecteur a senger

eegener Progressioun enger Rei vu Bankesecteuren aus anere Länner hannendruleeft, wéi notamment deem irlänneschen an deem hollänneschen. Mir kommen also net derlaanscht eis ze hannerfroen, ob d'steierlecht Ëmfeld kuerz- a mëttelfristeg d'Kompetitivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg am allgemengen a vun der Finanzplaz am Besonnesche wäert verbesseren.

Här President, erlaabt mer dofir ze hannerfroen, ob dësen aktuelle steierlechen Encadrement duergeet, fir den Erausfuerderungen um Niveau vun der Kompetitivitéit vun eisem Wirtschaftsstanduert gewuess ze sinn.

Ech wëll fir d'éischt nach eng Kéier virausschécken, datt et och um Niveau vun der Finanzplaz ëmmer méi schwiereg gëtt, fir sougenannten Nischen ze fannen an dës auszefëllen, ouni direkt dem Kräizfeier vun der Kritik vun der Bréisseler Kommissioun ausgesat ze sinn. A mir hu jo och an de leschte Wochen e puer rezent Beispiller gesinn, wéi d'Holdingsgesetzgebung, d'Titrisatioun an d'SICARen.

Ech hu perséinlech, Dir Dammen an Dir Hären, d'Impressioun, datt et ëmmer méi schwéier gëtt fir esou Steiernischen ze détectéieren an ze besetzen, ouni iergendwéi ëmmer erëm a Widdersproch mat der europäescher Législatioun ze geroden.

Mir mussen eis dofir iwwerleeën, ob et net méi sënnvoll ass op allgemeng gülteg an attraktiv Steiersystemer iwwerzegoen, déi fir all Betriber a Gesellschafte gülteg sinn, an dat e bëssen nom Modell vun Holland vun deene skandinavesche Länner, déi mat vill Erfolleg an de leschte Joren dëse Wee beschratt hunn.

Ee konkret Beispill: Wéi Dir alleguerte wësst ginn d'Plus-valuen, déi bei Cessioune vu Participatiounen, wa se an enger Holding sinn, net besteiert. Dës selwecht Plus-valuë sinn awer voll besteierbar, wann et sech ëm eng traditionell kommerziell Gesellschaft handelt, ausser et handelt sech ëm eng SOPARFI.

Och Privatpersoune ginn net op de Plus-valuë vun esou Participatioune besteiert, wa se se méi laang wéi sechs Méint an hirem Portefeuille titres halen. Wär et hei net méi einfach, et géif een décidéieren, datt ënner gewëssene Konditioune Plus-valuen, déi bei der Cessioun vu Participatioune realiséiert ginn, steierfräi wären, egal ob et sech hei ëm physesch Persounen oder Gesellschaften handelt?

An der Belsch ginn zum Beispill d'Plus-valuë steierlech ongefëier esou behandelt wéi ech elo beschriwwen hunn. Op dësem Punkt ass dofir déi belsch Steiergesetzgebung wesentlech méi attraktiv wéi eis.

Et gi sécherlech nach eng Rei vun anere Beispiller, déi esou eng Iwwerleeung dokumentéiere kéinten.

Här President, ech sinn a bleiwe weiderhi vum Potenzial vun eiser Banken- a Finanzplaz iwwerzeegt, allerdéngs ënnert der Viraussetzung, datt mer ëmmer erëm d'Wettbewerbsfäegkeet hannerfroen an eis Steiergesetzgebung permanent upassen.

Wou leien elo fir mech déi wesentlech Erausfuerderungen um steierlechen Niveau?

Fir d'alleréischt, an do deelen ech d'Meenung vum Rapporteur, komme mer net derlaanscht fir den Droit d'apport ofzeschafen. Ech begréissen och heizou d'Aussoe vum Budgets- a vum Finanzminister, déi esou eng Ofschafung an Aussiicht gestallt hunn. Dëst ëmsou méi, well mer jo entre-temps wëssen, datt d'EU-Kommissioun e bis spéitstens 2010 an alle Memberlänner wëllt ofgeschaf gesinn.

Dësen Droit d'apport, an ech wëll et ëmmer erëm widderhuelen, ass eigentlech eng Steier, déi net wirtschaftlech sënnvoll ass an déi d'Fonctionnementskäschten, ganz besonnesch vu Kapitalgesellschaften, onnéideg verdeiert. Lëtzebuerg ass entre-temps eent vun deenen eenzege Länner, dat iwwerhaapt nach esou en Droit d'apport kennt. Mir sinn dofir och an enger steierlech äusserst ongënschteger Situatioun par rapport zu deene meeschte vun eisen Nopeschlänner, ganz besonnesch hei par rapport zu der Belsch.

Betoune wëllt ech nach eng Kéier, datt mer virun e puer Wochen d'Gesetz iwwert d'Sociétés européennes an dësem Haus ofgeseent hunn. D'Grënnung vu sougenannte Sociétés européennes ass awer zu Lëtzebuerg nëmmen interessant, wann et keen Droit d'apport méi gëtt, deen esou eng Struktur onnéideg verdeiert.

De Virschlag, datt, wann een a Richtung vun der Ofschafung vun esou engem Droit d'apport géif goen, een dëst kéint iwwer eng Iwwergangsperiod maachen, ass virstellbar, och wann an der Praxis net onbedéngt einfach ëmsetzbar. Allerdéngs wëll ech hei nach eng Kéier op déi absolut Noutwendegkeet pochen, fir esou schnell wéi méiglech e staarkt Signal an dës Directioun un d'Acteure vun der Finanzplaz ze senden, a fir mech kann dat Signal nëmme sinn, datt spéitstens fir 2008 dësen Droit d'apport ofgeschaf gehéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en zweete Chantier schéngt mer deen ze sinn - an ech hunn et virdru schonn ugeschwat - vun der Taxatioun vu Plus-valuen, déi bei der Cessioun vu Participatioune realiséiert ginn. Och hei ass Lëtzebuerg - ech hunn et virdru gesot - wesentlech manner attraktiv wéi d'Belsch an Holland. Ech géif et begréissen, wann d'Regierung och Iwwerleeungen an déi Richtung géif ustrengen.

Den drëtte Chantier ass dee vun der Verméigenssteier, déi, nodeems se fir Privatpersounen ofgeschaf ass, weider fir Gesellschafte bestoe bleift. Ech mengen och, datt mer hei mëttelfristeg net derlaanscht kommen iwwer eng parallell Ofschafung vun der Verméigenssteier bei Kapitalgesellschaften nozedenken. Wann een aus verständleche Grënn net direkt wëllt op de Wee goen, ginn et Zwëschemodeller iwwert d'Matberechnung an dës Steier duerch d'Aféiere vun enger partieller Deduktioun vum Kapital vun dëser Gesellschaft. Ech wëll haut an hei net am Detail op esou Modeller agoen, nach schéngt et mer awer wichteg ze sinn, sech och heiriwwer Gedanken ze maachen. Ech géif och heizou wëllen op deen exzellenten Avis vun der Chambre de Commerce hiweisen.

Schlussendlech, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer net derlaanscht iwwert den Taux vun der Kierperschaftssteier ze diskutéieren. Och do rutsche mer ëmmer méi no hannen an der Hitparad vun den europäesche Länner. An d'Gefor ass grouss, datt, wann Däitschland elo mat sengem Taux vun 38 op 30% zréckgeet, mer als Land an dësem Klassement no hannen duerchgereecht ginn.

Duerch d'Erofsetze vum Hiewesaz vun der Gewerbesteier 2004 um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg vun 250 op 225% ass fir déi Entreprisen, déi um Territoire vun der Haaptstad etabléiert sinn, de globalen Taux vun 30,38 op 29,63% erofgaangen. Dëst ass, Dir Dammen an Dir Hären, eng psychologesch wichteg Limite an et wär och gutt, wa mer hei mëttelfristeg géifen a Richtung vun enger Gesamtbelaaschtung vu 25% histeieren.

Ofschléissend nach e Saz zur Ofschafung vun der Holdingslégislatioun. Mir wäerten dës Woch - wahrscheinlech schonn de Mëtten - een éischte Gesetzestext iwwert dës Ofschafung hei an dësem Haus diskutéieren. An der Zwëschenzäit huet jo och d'Regierung e Projet deponéiert iwwert d'SFPen, deen zumindest deelweis soll déi Kliantell zerwéieren, déi bis elo an den Holdingsgesellschafte waren. Allerdéngs - an dat wëll ech hei nach eng Kéier betounen - geet dëse Projet net wäit genuch a mir mussen eis iwwerleeë wéi mer an dësem Projet, oder an engem aneren, déi Froen, déi nach opstoe bleiwen an déi ech virdrun hei opgelëscht hunn, nach esou kënne beäntwerten, datt eis Finanz- a Bankeplaz och weider attraktiv bleift fir auslännesch Investisseuren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mer bewosst, datt déi aktuell budgetär Situatioun der Regierung net vill Spillraum léisst wat d'Steiererliichterungen - an dorëmmer geet et jo hei - fir Entreprisen ugeet. Ech begréissen dofir och d'Aussoe souwuel vum Budgetsminister wéi vum Premier, déi d'Ofschafe vum Droit d'apport an Aussiicht gestallt hunn an donieft och eng Iwwerleeung iwwer eng eventuell Verbesserung vun der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz par rapport zu eisen direkten Nopeschlänner an Aussiicht gestallt hunn.

Erlaabt mer heizou ofschléissend zwou Bemierkungen: Éischtens, mir sinn eis alleguerte bewosst, wat den Impakt vun der Finanzplaz op eis öffentlech Finanzen duerstellt a wat en Abroch, dee mer an de Joren 2001 respektiv 2002 op den internationale Finanzmäert kannt hunn, fir eis öffentlech Finanze bedeit; de Premier huet dat jo och d'lescht Woch nach eng Kéier méi wéi däitlech hei ënnerstrach.

Dir Dammen an Dir Hären, trotz deem substanzielle Wuesstem, dee jo am beschten dokumentéiert gëtt duerch d'Progressioun vun der Taxe d'abonnement, esou muss een dach feststellen, datt d'Kierperschaftssteier - an ech hunn et virdru scho gesot - säit enger Rei vu Jore stagnéiert; an dat trotz deem considérabele Wuesstem. Dat heescht, datt ëmmer méi Entreprisen aus dem Finanz- a Bankesecteur och hei zu Lëtzebuerg verschidden Departementer a Servicer délocaliséieren an iwwer all méiglech Strukturen en Deel vun hire Benefisser hei am Land net méi versteieren.

Dëst, Dir Dammen an Dir Hären, ass e seriöe Problem, dee mer nëmmen an de Grëff kréien, wa mer ëmmer erëm d'Kompetitivitéit vun eiser Steierlandschaft op de Leescht huelen a konstant déi noutwendeg Adaptatioune virhuelen. Verschidde vun eisen Nopeschlänner - an de Rapporteur huet et jo och scho gesot -, ganz besonnesch d'Hollänner, mä och d'Belsch, hunn eis gewise wéi een duerch eng attraktiv vereinfacht Steiergesetzgebung Entreprisen erëm an d'Land zitt. Mir dierfen eis och hei zu Lëtzebuerg net ze schued sinn, fir ëmmer erëm déi Produiten, déi eis Finanzplaz ubitt, ze hannerfroen a se ganz besonnesch um Niveau vun hirer Attraktivitéit mam Ausland ze vergläichen.

Zu enger performanter Finanz- a Bankeplaz gehéiert awer och hir Vermaartung, déi an de leschte Joren net esou effizient a vläicht - an ech benotzen dat Wuert hei wëssentlech - net aggressiv genuch war par rapport zu der auslännescher Konkurrenz. Duerch d'Schafung vun der Agence de promotion gëtt e wichtege Schrëtt an eng besser Vermaartung gemaach.

Zweet Observatioun, Här President: Ech ginn d'Gefill net lass, datt um Niveau vun der Europäescher Kommissioun säit enger gewësser Zäit mat zwee Gewiichter operéiert gëtt, wann et drëm geet d'Konformitéit vu verschiddenen nationale Steierlégislatioune par rapport zum EU-Recht ze iwwerpréiwen. Dat bescht a rezenteste Beispill ass déi Décisioun vun der EU-Kommissioun iwwer eis Holdingslégislatioun, déi, nodeem se 60 Joer ouni Problem fonctionnéiert huet, ouni datt d'Kommissioun dat geréngstent Hoer an der Zopp fonnt huet um Niveau vun der Aide fiscale, vun engem Moment op deen aneren als net méi zoulässeg par rapport zum EU-Recht duergestallt ginn ass.

Wann een awer elo déi lëtzebuergesch Holdingslégislatioun, déi mer de Mëtten hei wäerten ofschafen, mat ähnlech gelagerte Législatioune vu verschiddene vun eise Konkurrenten um europäeschen Niveau vergläicht, esou gëtt een d'Gefill net lass, datt déi Législatioun sech eigentlech am Wesentlechen net vun anere Législatiounen, wéi där hollännescher, ënnerscheet. Ech wär frou, wann d'Regierung hei net nëmme géif beim Small Talk mat der Kommissioun iwwert dës Problematik diskutéieren, mä och emol eng Kéier mat der Fauscht op den Dësch géif schloen, ganz besonnesch par rapport zu der Madame Kroes, där hiren hollännesche Pass net déi gréissten Objektivitéit an dësem Dossier garantéiert.

(Interruption)

Duerfir wëll ech en Appel un eis Regierung maache mat enger ganz besonnescher Opmierksamkeet den Aktivismus a steierleche Froe par rapport zu eisem Land ze suivéieren. Dëst ganz besonnesch an engem Moment, wou jo vill iwwer eng Harmoniséierung vun der Assiette fiscale geschwat gëtt.

Ofschléissend, Här President, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer mëttelfristeg net derlaanscht kommen eis Steiergesetzgebung un d'Exigencë vun eiser Ekonomie unzepassen, wa mer net wëllen den Uschloss un déi aner europäesch Länner verpassen. D'Joer 2007 gëtt dofir och an deem Kontext dat wichtegst Joer vun dëser Legislaturperiod, well et dorëm goe wäert, fir um Niveau vun der Kompetitivitéit vun der Ekonomie déi richteg Weichen ze stellen, fir datt och weider d'Zich vun den internationalen Investisseuren op der Stater Gare wäerten unhalen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Budgetsprojet fir d'Joer 2007 ass keen einfachen. Ech weess och iwwerhaapt net, ob en an der Presentatioun richteg bei de Leit, beim Mann vun der Strooss, eriwwerkomm ass. Déi eng mengen, et wieren nëmmen 0,9% Defizit, se wëssen awer net, dass dat sech net op de Statsbudget bezitt. Mir schwätzen heibanne vun 2,9 vun 0,9. Mat deem Chiffer, datt mer 1.000 Milliounen Euro - eng Milliard Euro - méi ausginn d'nächst Joer wéi mer der erakréien, kann ee wahrscheinlech nach am meeschten ufänken. An och dat ass nach net esou sécher.

Wa mer der Steierverwaltung an deene verschiddenen Administratiounen, déi bei de Schätzungen ee Wuert matzeschwätzen hunn an déi d'Finanzkommissioun d'Éier hat ze gesinn, Glawe kënne schenken, da sinn d'Recettë prudent ageschat. Mir hoffen och, datt d'Recettë prudent ageschat sinn, an datt vläicht méi erakënnt wéi geplangt ass. Fir 2006 ass dat jo Gott sei Dank emol de Fall gewiescht.

Ech soen dat hei, well et ass net evident, fir den Ist-Zoustand wierklech ze erfaassen. Wéi sinn - an dat ass emol eng eescht Fro, déi ech un de Budgets- an Tresorsminister wollt stellen - déi allerleschten Estimatioune vun de Recetten? Ech mengen et wier gutt, wa mer dat wéissten, fir datt mer och gestäipt op déi Zuele méi kloer an d'nächst Joer eragesinn. Well eng vun den Ursaachen, fir de Budget méi spéit ze déposéieren, war jo déi, datt een opgrond vun deenen allerrezentesten Erfahrunge méi wäit konnt an dat Joer drop erakucken. Eng Prozedur, déi mer elo fir d'Zweet duerchzéien an déi esou gesinn och Sënn mécht.

Do ass awer nach munches ze verbesseren. Et brauch een nëmme just de Rapport vun der Banque Centrale vu Lëtzebuerg ze beméien, fir dat festzestellen, deen och bemängelt, datt Lëtzebuerg eent vun de ganz wéinege Länner ass an deem eng Exécution trimestrielle budgétaire net systematesch ka publizéiert ginn, esou wéi dat an anere Länner de Fall ass. Ech wier frou, wann de Minister sech duerno géif dozou äusseren.

Meng Interventioun haut beschränkt sech am Fong op zwee Voleten. Deen ee Volet huet Bezuch op de Budget 2007. Do huelen ech haaptsächlech déi grouss Recetten- an Dépensëbléck e bëssen ënnert d'Lupp. An deen zweete Volet huet Bezuch op déi Period, déi no 2009 kënnt. No 2009, well déi aktuell Diskussioun, déi mer féieren, befaasst sech jo mat engem Budget, deen den éischten ass vun enger Ausféierungsperiod, déi dëst Joer ugeet an 2009 ophält, an déi gestäipt ass op d'Beschléss vum Tripartitesaccord vum leschte Summer. Well no 2009 hält d'Welt net op. An no 2009 lafen déi Accorden aus, an dann hu mer keen Ersatz dofir.

2007, hunn ech gesot, wier keen einfache Budget. Mir maachen eis Suergen iwwert déi grouss Dépensen- an och Recettëbléck. Ech wëll der nëmme just zwee eraushuelen, ee vun all Kategorie. Bei de Recetten hu mer eis méi genee och schonn an öffentleche Stellungnahmen als demokratesch Fraktioun mat der Fiabilitéit vun eenzelne Bléck befaasst. Bei de Banken ass et esou, datt et natierlech ganz vill dovun ofhänkt wéi een déi Risike streeë kann.

An ech si mam Rapporteur eens, deem ech iwwregens och wollt Merci soe fir seng Aarbecht - ech war selwer eng Kéier Budgetsrapporteur, ech weess, wat dat bedeit. Ech war deemools an engem schwieregen Exercice Rapporteur. Dat war 1982 - ce qui ne nous rajeunit pas. Den Här Thiel huet deen deemools als Journalist kommentéiert, an haut ass hie Rapporteur vun engem Budget, deen och net ganz einfach ass. Mir erkennen deen Effort un, och wa mer net mat alle Konklusiounen d'accord sinn. Mä do, wou e Recht huet, huet e Recht, datt een net kann d'Risikooffiederung an der Lëtzebuerger Ekonomie maachen, andeems datt een elo aus der Servicegesellschaft erëm ganz op eng Industriegesellschaft zréckgeet. Dat ass net realistesch an ech mengen do hu mer eng gemeinsam Vue.

Dat wat awer doudsécher noutwendeg ass, dat ass, datt duerch den innovative Charakter, duerch déi Démarchen, een natierlech muss de Risiko kënne streeën an och de Courage hunn, fir an de Steierfroen onpopulär Moossnamen ze diskutéieren. D'Fro ass net déi: Gi mer mat de Steieren erop oder gi mer mat de Steieren erof? D'Fro ass déi: Wéi kënne mer kuerz-, mëttel- a laangfristeg méi Recetten erakréien? Wann ee mat deem Prinzip d'accord ass, da muss een och akzeptéieren, datt een do mat där néideger Suergfalt un d'Analys vun der Opportunitéit vun den Op- an Ofbewegungen erugeet.

Eng Recette awer, déi apparemment extrem sécher schéngt - déi ass dat awer eiser Meenung no guer net -, dat eis déi vun den Accisen, déi enorm vill Geld an d'Statskeess eraspullt. Se schéngt sécher, well se praktesch all Joer weider bréngt, mä si ass awer an deem Sënn net ofgeséchert, well mer et awer do mat e puer Onsécherheetsfaktoren ze dinn hunn.

Deen éischten ass e politeschen. Mir hu jo bis elo net vill gemaach, fir datt deen Différentiel, deen et mat sech bréngt, datt nach vill hei zu Lëtzebuerg un Accisen erakënnt, soll esou si wéi en haut ass. Au contraire, mir hunn en éischter reduzéiert wéi augmentéiert. Déi zoustänneg Verwaltung seet eis, datt déi dote Recette éischter prudent ageschat wier.

Et gëtt awer och nach en zweete Risiko, e politesche Risiko. Wann ech eise Budget kucken, mir hunn 2,9% Defizit am Zentralstat. 2,9%, dat ass vill. Dat ass méi wéi deen, deen eis Noperen hunn; allen dräi. An den Différentiel, dee mer an den Accisë praktizéieren, ass jo een, fir eis attraktiv ze loosse vis-à-vis vun eisen Noperen. Theoretesch gesinn hätten eis Noperen also éischter Margen, fir den Différentiel zu hire Gonschten ze reduzéieren, wéi datt mir der nach hätten, fir en zu eise Gonschten ze reduzéieren.

Och do musse mer eis guidéiere loosse vun der Fro: Wéi kënne mer et maachen, soulaang wéi mer keen Ersatz hunn, fir datt déi doten Einnahm nach eng Zäit laang spruddelt? An duerfir hunn ech dat schrecklecht Wuert gebraucht an enger öffentlecher Stellungnahm vum virtuellen Ausstieg aus där doter Steier, aus dem Lëtzebuerger sougenannten Tanktourismus.

E virtuellen Ausstieg ass natierlech keen Ausstieg. Wat ass et dann? Mä et mécht ee grad, wéi wann et eng Kéier eriwwer wier, mä et hëlt een all Suen eran, déi ee kritt, ënnert dem Motto: Ce qui est pris est pris. An et wier gutt, wa mer awer géifen iergendwann ufänken deen dote Risiko ze provisionnéieren. Wann et esou ass, datt déi Einnahm do prudent ageschat ass, da kann ee jo och net vu virera Mehreinnahmen op deem Postë fir d'nächst Joer ausschléissen. Mir géife konkret virschloen, datt de Stat déi Mehreinnahme par rapport zu den estiméierte Recettë vun 2007 net einfach an d'Fonge verséiert, mä mer géife proposéieren, datt e Spezialkrisefong agesat gëtt, fir deen dote Risiko ze provisionnéieren.

An enger éischter Phas soll een dat dramaachen, wat een iwwert déi geplangte Recetten erakritt. An enger zweeter soll ee mat klenge Prozentsätz ufänken ëmmer méi e groussen Undeel vun där doter Recette an esou e Fong ze setzen, deen een dann eréischt kéint unzapen, wann de Super-GAU sech op där doter Front géif bemierkbar maachen. Dat ass ee Beispill wéi mer wëllen un d'Ofsécherung vun den Einnahmen erugoen.

Wat d'Dépensen ubelaangt, wëll ech och nëmme just een Dépensëblock eraushuelen. Et ass net dee gréissten, mä et ass och net dee klengsten. Et ass deen, dee mat der Klimaschutzproblematik ze dinn huet. Nun ass et méi einfach hei am Land e Pudding un d'Wand ze mole wéi dräi zesummenhängend Sätz iwwert de Klimaschutz ze soen, ouni datt een aus sechs verschiddene Kanäl beschoss gëtt. Ech wëll et nawell maachen, an ech mengen, datt een an e responsabelen Discours all déi Nuancë muss erafléisse loossen, déi an e responsabelen Discours gehéieren.

Fakt ass, datt mer eng moralesch Verflichtung agaange sinn, andeems datt mer de Protokoll ratifizéiert hunn. Fakt ass och, datt mer an enger internationaler Démarche dra sinn. Fakt ass och, datt eng Partie Länner de Luusspätter spillen, wéi d'Vereenegt Staten a Kanada, déi och ufänke sech lues aus hire Verantwortungen erauszezéien. Fakt ass och, datt et eng europäesch Démarche gëtt, déi sech orientéiert un den Engagementer, déi 1998 zu Bréissel fixéiert goufen opgrond vum 97er arrêtéierte Kyoto-Protokoll. A Fakt ass och, datt et zu engem „burden sharing" innerhalb vun der Europäescher Unioun komm ass, deen eis mat 72% Belaaschtunge par rapport zum Niveau 1990 forcéiert auszekommen.

Fakt ass och, datt d'Lëtzebuerger Ekonomie an enger atypescher Situatioun ass. Duerfir besti mer och nach wie vor op eisem Standpunkt, dee mer zum Allocatiounsplang agehoss hunn. D'Kommissioun huet Onrecht, wa se déi atypesch Situatioun vu Lëtzebuerg iwwersäit. Et kann een net 2005 als Ausgangsbasis huelen, wat en atypescht Joer war, an deem och eng Partie Betriber, déi ënnert déi 15 falen, déi mat deem Allocatiounsplang befaasst sinn, nëmmen zu engem gewëssene Prozentsaz vun hire Capacitéite geschafft hunn, also och nëmmen e gewëssene Prozentsaz vun deenen Emissiounsrechter beansprucht hunn, déi se haten.

Dat wat dozou nach ze soen ass, dat ass, datt et net ongeféierlech ass, fir deen Allocatiounsplang ze vill opzeblosen. Ech fannen et bedenklech, datt mer 500.000 Tonnen an deem Allocatiounsplang stoen hunn, fir en neit TGV-Wierk ze bauen. Ech wëll nach eng Kéier hei soen, datt dat TGV-Wierk, wat zu Esch-Belval steet,...

(Interruption)

... opgrond vun eiser Kommodo-Inkommodo-Prozedur, an opgrond vun enger strenger Kommodo-Inkommodo-Prozedur, net kann an net konnt ofgelehnt ginn. Och do ass de Fait deen, datt mer et mat engem vun deene modernste Wierker aus Europa ze dinn hunn.

Fakt ass och, datt aus der Siicht vum Klimaschutz dat do eng Anlag ass, déi absolut Sënn mécht. Just kréie mir déi Efforten, déi do gemaach ginn, op eise Kont bilanzéiert mat iwwer enger Millioun Tonnen oder mat iwwer 10% Emissiounsrechter, déi mer dréngend bräichten, fir aner Secteuren ofzedecken. Dat huet och eng direkt Incidence op de Budget.

Wirtschaftlech bréngt d'TGV-Wierk Twinerg eppes an. Haushaltspolitesch gëtt dat do awer fir Lëtzebuerg trotzdeem mëttel- a laangfristeg eng enorm Belaaschtung. Dat do wier exzellent, wann et hannert eise Grenze stéing. Duerfir, mengen ech, wier et och net gutt, datt mer an deem Allocatiounsplang nach eng Kéier 500.000 Tonne stoen hunn, fir en neit TGV-Wierk ze maachen. Dat géif eis am Fong erëm eng Kéier an eng Situatioun bréngen, wou mer ähnlech Experienze géinge maache wéi mat deem éischten.

Wat kënne mer do maachen? Les choses étant telles qu'elles sont, musse mer och kucken, datt mer do déi Risiken offiederen an an engem Mix vu Réckgréff op Mécanismes de développement flexibles dat do ofdecken. Dozou gehéiert och net nëmmen, datt een an d'Ausland dat kafe geet, wat ee brauch, fir hei am Land ze kompenséieren, mä ech wëll och nach eng Kéier an deem Zesummenhang eis Prioritéite rappeléieren.

Éischtens, all Effort, dee mer hei maache kënnen, muss gemaach ginn. D'Industrie huet der enorm vill gemaach. Déi huet praktesch hir Marge ganz uséiert, déi se zur Verfügung gestallt kruten.

Zweetens, an anere Secteuren ass nach e groussen Nachholbedarf. Dat ass eng laborieuse Geschicht. Dat dauert enorm laang a wäert och ganz vill kaschten. Kuerzfristeg komme mer net ouni „joint implementation" aus. Dat heescht, datt mer am noen oder am fernen Ausland, jiddefalls a sougenannten Annex-I-Staten, en Transfert vun Technologië musse maachen, déi et eis dann erlaben opgrond vun deem Investissement, dee mer do maachen, e Crédit d'émission op Lëtzebuerg ze kréien, deen eis dann hëlleft déi iwwerschësseg Emissiounen ze kompenséieren.

Duerfir, mengen ech, misst een do och - a mir kréien nach zweemol d'Geleeënheet elo am Laf vun där annerhallwer Woch, déi bleift - driwwer schwätzen, engersäits mar bei der Energiedebatt an och nach d'nächst Woch eng Kéier bei der Tripartitesgesetzgebung, wann déi hei Objet vun den Diskussiounen ass. Et wier also gutt, wa mer eis och do géifen dee Mix ginn, deen et eis erlaabt dat do op deem effizienteste méigleche Wee hinzekréien.

Elo wëll ech awer op en zweete Volet vu menger Interventioun kommen. Deen huet Bezuch op dat, wat no 2009 geschitt. Eis mécht et Suergen, datt mer 2009 am Fong riskéieren eng Année perdue ze kréien. 2009 ass e Wahljoer. Vum Mee bis den Oktober leeft net schrecklech vill, well dann ass entweder d'Regierung um Auslafen oder, wann een no der Vakanz kuckt, dann ass se an der Bildung, esou datt et am Fong dräi Méint sinn, déi net ze vergläiche si mat engem normale Joer. No 2009 muss awer nach virun Haushaltspolitik gemaach ginn. Wann näischt geschitt, da riskéieren d'Defiziter erëm ze galoppéieren.

Duerfir, mengen ech, wier et och gutt, wa mer eis haut am Kader vun dëser Debatt géife mat der Method ofginn. Dat gëtt net einfach. An ech wëll och soen, datt, als ee vun enger Partei, déi, mat dem John Castegnaro - loosse mer et carrément soen -, de Lëtzebuerger Modell an de 70er Joren aus der Daf gehuewen huet: Ouni de Lëtzebuerger Modell geet et net! Mir wëssen awer och, datt dee Lëtzebuerger Modell méi oder wéineger staark ënner Beschoss geroden ass; wat kee Grond ass an eisen Aen, fir dee Modell wéi d'Kand mam Bued auszeschëdden.

Mä, ech mengen, dee Modell muss een an enger anerer Method opgoe loossen. Mir wollten e puer Virschléi maachen, déi och a Motioune kleeden, an d'Chamber opfuerdere sech och domadder ze befaassen. Mir menge mat Arithmetik eleng kritt een d'Zuelen no 2009 net an d'Rei. D'Arithmetik ass wichteg, mä si kann nëmmen en Deel sinn, an zwar dee kontabelméissegen Deel vun de Budgetsajustementer, déi musse gemaach ginn.

Dat, wat jo bemängelt gëtt bei der Method, déi och zu dësem Budget gefouert huet, ass, datt een Deel vun der Société civile net vertrueden ass. D'Regierung, d'Patronat, d'Gewerkschafte sinn do, an déi, déi net do sinn, déi kritiséieren dat natierlech. D'Chamber mellt sech och ëmmer zu Wuert. Ech gehéieren net zu deenen, déi dat am stäerkste stigmatiséiert hunn, mä d'Chamber beklot ëmmer, datt se eréischt zum Schluss vun der Operatioun gefrot gëtt, wann een emol ofgesäit vun deene Kolleegen, déi ès Syndicaliste selwer an der Tripartite derbäi sinn. Déi aner kréien dovun nëmme just mat, wa se eppes aus der Schoul gezielt kréien. Si ginn offiziell eréischt domat befaasst, wann déi doten Operatiounen ofgelaf sinn.

Elo ass et schwéier fir et anescht ze maachen, awer net onméiglech. Dat, wat misst anescht gemaach ginn, dat wier eng Procédure en plusieurs temps. Premier temps: Mir hu viru kuerzem vum Minister gefuerdert, datt d'Regierung de Membere vum neien Nohaltegkeetsrot hir Nominatioun gëtt, deen elo presidéiert gëtt vum Raymond Weber. Do si Leit dra wéi Tom Conzemius, Emile Eischer, Viviane Goergen, André Hoffmann, Erny Lamborelle, Mike Matthias, Pol Reckinger, Jean-Claude Reding, Gaston Reinesch, Jean Stoll, Blanche Weber, Joëlle Welfring, René Winkin, Laura Zuccoli. Ech mengen, et ass eng exzellent Besetzung. De Gros vun der Société civile ass hei vertrueden an ech mengen et kënnt een deem d'Aufgab uvertrauen, fir sech emol an enger éischter Phas Gedanken ze maachen iwwert dat, wat no 2009 komme soll.

De Minister Frieden weess dat. Ech war an der Regierung virdru mam Eugène Berger zoustänneg fir den Departement vum Environnement, a mir hunn deen Nohaltegkeetsrot do per Gesetz an d'Liewe gesat. Elo sinn d'Nominatiounen do an et soll een deem Nohaltegkeetsrot och eng Aufgab ginn, an zwar déi: Si sollen éischtens d'Critères de développement durable, déi mer an der Regierung virdru fixéiert hunn an déi och oft d'Resultat si vu politesche Kompromësser, emol eng Kéier en toute indépendance analyséieren an da soen, wat an hiren Ae missten d'Kritäre sinn, no deenen den Développement durable hei am Land gemooss gëtt.

Wa se dat gemaach hunn, mengen ech, kënnt et eng zweet Aufgab ginn, nämlech déi, fir ze soe wéi dann aus hirer Siicht den Développement social, économique an environnemental no de Joren 2009 ausgesi kënnt. Opgrond vun deene Kritäre kënne se also och d'Situatioun vun deenen Departementer kucken an analyséieren, déi Objet si vun eise presenten Diskussiounen. Wa mer deen Avis hätten, an dee misst een am Joer 2008 kréien, da kënnt een eng éischt Debatt an der Chamber hunn, wou dann Orientatioune géifen definéiert ginn, Invitatiounen un d'Regierung a Form vu Motiounen. Wann d'Regierung dann opgefuerdert wier dat do mat an d'Tripartite ze huelen, da kënnt déiselwecht sech zesummefannen an da kéimen erëm déi klassesch Playeren an d'Spill: d'Gewerkschaften, d'Patronat an d'Regierung selwer.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Deen doten Exercice misst am éischten Trimester oder am éischte Semester 2009 ofgeschloss sinn, da géif 2009 eng Année utile ginn an net eng Année perdue. Well ech mengen net, datt dëst Land sech de Luxus leeschte kann déi ganz ekonomesch a sozial Situatioun ouni iergendee Gardefou an der nächster Wahlcampagne zerrieden ze loossen.

Well wa mer eis déi do Précautioune ginn a mir hu ganz zolidd Indicateuren, déi audessus de tout soupçon sinn, wann déi ouni iergendee politeschen Hannergedanken definéiert goufen en période non suspecte, dann hu mer eng aner Ausgangspositioun, fir déi Diskussiounen ze féieren, wéi wa mer dat doten net hunn.

Et kënnt also ganz villes op d'Method un. An et ass fir déi Method, wou mer plädéieren. Mir hunn och an där Hisiicht eng Motioun an eng Resolutioun hei verfaasst. Déi Motioun invitéiert, an ech ginn lech de Wording vum Dispositif erëm: «invite le Gouvernement à demander au Conseil supérieur pour le développement durable d'élaborer un avis sur les agrégats des finances publiques pour la période postérieure à 2009 dans l'optique des critères du développement durable».

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable définit le développement durable comme étant «axé sur la satisfaction des besoins des générations présentes, sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire leurs propres besoins, et basé sur trois piliers d'égale valeur, à savoir le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement»;

- relevant l'interdépendance des trois axes du développement durable à savoir du développement économique, du développement social et de la protection de l'environnement;

- soulignant que de ce fait des finances publiques saines jouent un rôle indispensable dans la conciliation des objectifs poursuivis par le développement durable;

- considérant que les accords tripartite sur la situation économique, financière et sociale du pays ne couvrent que la période de 2007 à 2009;

invite le Gouvernement

- à demander au Conseil supérieur pour le Développement durable d'élaborer un avis sur les agrégats des finances publiques pour la période postérieure à 2009 dans l'optique des critères du développement durable;

- à transmettre cet avis à la Chambre des Députés avant la fin de l'année 2008.

(s.) Charles Goerens, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Laurent Mosar.

An der Resolutioun froe mer natierlech d'Chamber, datt si selwer décidéiert: «de discuter l'avis du Conseil supérieur pour le Développement durable sur les finances publiques dans le cadre d'un débat d'orientation», an zweetens «d'inviter le Gouvernement à saisir le Comité de Coordination Tripartite des conclusions dudit débat d'orientation au début de l'année 2009 afin d'être en mesure de présenter des conclusions avant la fin de la présente législature».

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale du développement durable;

- réitérant son adhésion au principe du développement durable conciliant le développement économique, le développement social et le développement de l'environnement;

- notant que les objectifs poursuivis par le développement durable ne peuvent qu'être atteints si les acteurs politiques, économiques et ceux de la société civile se retrouvent dans une démarche cohérente en vue d'ouvrir la voie à des réformes susceptibles d'assurer la prospérité de notre pays;

- persuadée qu'à moyen terme l'équilibre budgétaire et la pérennité de nos systèmes sociaux doivent être rétablis respectivement garantis;

- considérant que la compétitivité de notre économie doit être améliorée;

décide

- de discuter l'avis du Conseil supérieur pour le Développement durable sur les finances publiques dans le cadre d'un débat d'orientation;

- d'inviter le Gouvernement à saisir le Comité de Coordination Tripartite des conclusions dudit débat d'orientation au début de l'année 2009 afin d'être en mesure de présenter des conclusions avant la fin de la présente législature.

(s.) Charles Goerens, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Laurent Mosar.

Mir mengen, datt déi Démarche eis kënnt virunhëllefen, an et ass esou wéi mer am Fong eng konstruktiv kritesch Approche vun enger Oppositiounspartei zu der Budgetspolitik vun der Regierung gesinn. Mir hunn, wat elo d'SEC-95-Method ubelaangt, eis Ënnerschréft ënnert déi Motioun gesat, déi den Här Mosar eis als President vun der Finanzkommissioun ënnerbreet huet. Mir mengen, et ass wichteg, datt een do an eng kohärent Presentatioun kënnt vun de Chifferen. Et ass wichteg, mä et ass net alles.

Ech mengen och, datt mer an deemselwechte Geescht sollen un déi Motioun erugoen, déi ech der Chamber elo grad ënnerbreet hunn an déi ech dem President dann och elo direkt wäert iwwerreechen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wéilt als alleréischt dem Rapporteur félicitéiere fir déi ëmfaassend analytesch Aarbecht a sengem schréftleche Rapport, awer och fir säin erfrëschenden, kloren a riedegewandte mëndleche Rapport. Si droen alle béid déi däitlech Trace vum Finanzmënsch a vum Journalist.

Bei mengen Ausféierungen zum Budget wäert ech haut dräi Themen erausgräifen, déi a mengen Aen d'zentral Erausfuerderunge fir d'zukünfteg Entwécklung vun eisem Land duerstellen: d'Gemengefinanzen, d'Gesondheets- an d'Pensiounswiesen an d'Universitéit.

1. d'Gemengefinanzen

Och hei gëllt wéi fir all aner Deelberäicher, déi een op hir Recetten an Dépensen hei beliichte wëllt, d'Remarque, dass déi Iwwergangsphas, an där mer sinn an nach dräi Joer wäerten drableiwen, dat ënnerschiddlecht Zuelematerial, dat mer ze analyséieren hunn, jee nodeem, ob mer eis am klassesche Statsbudget oder no de Maastricht-Kritäre bewegen, d'Saach net méi einfach mécht.

Ech wéilt direkt elo schonn drop verweisen, dass den Här Negri méi am Detail op d'Fuerderungen no méi Budgetstransparenz a sengem Rapport wäert agoen.

Bei de Gemengefinanze kënnt nach de Problem dobäi, dass wesentlecht Zuelematerial entweder guer net an enger kompriméierter Form virläit oder net ëmmer iwwereneestëmmt, jee nodeem, ob et vum Ministère, vum Statec oder vun der Cour des Comptes ausgewäert gëtt. Vläicht war dat jo och ee vun de Grënn, firwat de Rapporteur sech eigentlech net iwwerméisseg mat deem Sujet befaasst huet, och wann hie sech der Bedeitung vun dësem Secteur duerchaus bewosst ass.

Obwuel d'Lëtzebuerger Gemenge mëttlerweil méi wéi 38% vun der öffentlecher Gesamtverscholdung ausmaachen, 2003 waren et der souguer 43%, mengt de Rapporteur op Säit 64 vu sengem Rapport, dass eleng déi erfreelech Tatsaach, dass fir de Budget 2007 53 Millioune Recettë méi fir d'Gemengen iwwert den Dotatiounsfong virgesi sinn, zur Feststellung féiert, an ech zitéieren hien: «Globalement, les recettes communales connaîtront donc une situation assez confortable au cours du prochain exercice budgétaire (…) et (…) leurs recettes croissantes devraient leur permettre de présenter des budgets largement équilibrés.»

Schéi wier et! Dobäi passt dann och d'Ausso vum Statsminister, deen angesichts der Tatsaach vun där vermeintlech generéiser Budgetspolitik zugonschte vun de Gemengen en Opruff mécht, dach endlech mat deene landeswäit a regiounsiwwergräifenden Taxenerhéijungen opzehalen.

Här President, esou Zorte vun Aussoe féiere bei mir dozou, dass ech gemëschte Gefiller hunn, wann et drëm geet d'Gemengepolitiker an der Zukunft ganz aus der Parlamentsaarbecht erauszehalen, well dann huet jo kee méi d'Méiglechkeet, fir hei ze soen, dass d'Wierklechkeet dach ganz aneschters ausgesäit.

Jo, et ass richteg, dass och d'Gemengen eng professionell Finanzgestioun brauche mat enger analytescher Kontabilitéit, fir en connaissance de cause ze agéieren a fir e permanenten Iwwerbléck ze hunn iwwer hir Dépensen a Recetten. Mä mengt net, dat wier de Gemengen net bewosst. Ech wéilt gären eng Kéier wësse wéi vill Sue scho vun Ernst & Young an anere private Beroderfirmae verdéngt goufen, obwuel dës Hëllefstellung och ganz gutt vu staatlecher Säit, wou exzellenten Know-how an deenen eenzelne Ministèrë besteet, méiglech wier.

Mä wann de Stat op d'mannst dräi Joer brauch, fir en eenheetlecht Dokument no Maastrichter Kritären ze presentéieren, da soll een och fir d'Gemenge weder d'Komplexitéit dovunner ënnerschätzen nach den zousätzlechen aarbechtstechneschen a personellen Opwand, deen domadder verbonnen ass.

Jo, et ass richteg, dass de Fonds communal de Dotation financière an den Impôt commercial 2007 Plus-valuë vu 60 Millioune par rapport zu 2006 fir d'Gemenge bedeiten. An deem Zesummenhang dierfe mer awer net vergiessen, dass d'Gemengen am Budgetsjoer 2005 obligéiert ware 46 Milliounen Euro Mindereinnahmen an hir Recetten am Rectifié anzeschreiwen. Fir de Fonds communal de Dotation financière ware 513 Milliounen am Budget voté 2005 virgesinn a 467 Milliounen Euro stinn am Compte provisoire; wat dat éischter bescheident Uwuesse vun de Gemengerecettë fir 2006 an 2007 vu Säite vum Stat enorm relativéiert.

De Syvicol huet net fir näischt déi ganz Jore rappeléiert, dass net nëmmen d'Ofschafe vun der Gewerbekapitalsteier ni richteg kompenséiert ginn ass, mä Fakt ass och, dass mat Ausnahm vun deenen zwee exceptionnellë Joren 2002 an 2003, wou d'Steieren aus de Boomjoren '99 an 2000 erakoumen, d'Gewerbesteier zënter Jore bei ronn 460 Milliounen Euro stagnéiert. D'Progressioun vum FCDF, déi nëmme marginal méi héich ass wéi de Wuesstem vun de Statsrecetten, gläicht dee Manque à gagner fir d'Gemengen net aus.

Ech verweisen op de Kolleeg Jempy Klein, deen och Syvicol-President ass an dee sech wäert mam Thema vun de Gemengefinanze weider ausenanersetzen am Allgemengen, awer och mam Impôt foncier am ganz Besonneschen.

Jo, et ass och richteg, dass vill Gemengen duerch d'ganzt Land Taxen erhéijen. Mä mengt Dir, dat géif de Gemenge Spaass maachen? All Gemenge wiere frou, wa generéis Reservefongen hinnen d'Méiglechkeet géife ginn, fir hirer Awunnerschaft Cadeauen ze maachen. Leider hunn déi meescht Gemengen, bis op e puer Ausnahmen, iwwerhaapt keng oder nëmme minimal Reservefongen.

Dat erkläert och firwat de Stat trotzdeem zënter 2002 méi Suen ausgëtt wéi en der erakritt, keng iwwerméisseg öffentlech Verscholdung kennt, well de Stat contrairement zu de Gemenge beachtlech Reserven huet.

Déi meescht Gemenge kënne sech et duerfir guer net erlaben, net nom Käschtendeckungsprinzip hir Taxen unzepassen, esou wéi et am Iwwrege vun allen europäeschen an nationalen Instanzen, déi sech un d'Gemenge riichten, verlaangt gëtt.

Fazit: Wann d'Dette publique vum Secteur local sech innerhalb vun nëmmen zéng Joer vu ronn 370 Milliounen Euro am Joer 1995 op 684 Milliounen Euro am Joer 2005 bal verduebelt huet, an am Moment nach keng verlässlech Chiffere fir 2006 an 2007 virleien, da muss een déi Situatioun am A behalen. An da sinn déi strukturell Reformen, ënner anerem déi vum Landesplanungsministère a vun der Spezialkommissioun fir d'Réforme territoriale an d'Neiverdeelung vun den Aufgaben a Finanzéierungsmechanisme tëschent Stat a Gemengen, onerlässlech.

2. d'Gesondheets- an d'Pensiounswiesen

Fir d'éischt zu den Aussoe vum Rapporteur iwwert d'Sécurité sociale am Allgemengen an d'Zukunft vun eise Pensiounen am Besonneschen. Hei huet de Rapporteur e perséinleche Choix gemaach, deen een a mengen Ae respektéiere kann, awer ergänzen dierf.

Alleréischt Remarque: Strukturell Verbesserungen a Reforme sinn noutwendeg, och am Sozialwiesen. Dat seet d'Sécurité sociale, dat seet d'EU-Kommissioun, dat seet d'OCDE, dat seet de Gesondheetsminister. D'Aschätzung vun der Situatioun a 50 Joer ass haut schwiereg. Sécher ass, dass mir eise Pensiounssystem, an dat ass scho vu ville Virriedner gesot ginn, en vue vun der demographescher Entwécklung, mëttel- a laangfristeg ofséchere mussen. Rhythmuskontroll, Reservefonge kontinuéierlech opstocken, vläicht eng Kéier de System adaptéieren. Op kee Fall awer dierf een „worst case"-Zeenarien - woubäi ech dem Rapporteur awer net ënnerstellen, dass hien dat mécht - dozou méssbrauchen, fir radikal Ännerungen zum aktuelle Pensiounssystem ze maachen, deen am internationale Verglach seng Preuvë gemaach huet an ëm deen eis all déi aner Länner beneiden.

Tatsaach ass, dass d'Reserve vun eise Pensiounskeesen all Joer weider staark uwuessen: 504 Milliounen 2005, 612 Milliounen 2006, 675 Milliounen 2007. Vun de 24% Cotisatiounen, déi zu jee engem Drëttel vum Salarié, vum Patron a vum Stat an d'Keess abezuelt ginn, ginn nëmme ronn 21% gebraucht, fir déi aktuell Pensiounslaaschten ze bezuelen. Déi aner 3% ginn de facto kapitaliséiert, dat heescht déi, déi haut méi Cotisatiounen an d'Pensiounskeess erabezuele wéi de System eigentlech bräicht, fir am Équiliber ze sinn, leeën och haut scho Reserven u fir hiren eegenen Alter.

Dat ass näischt aneschters wéi Kapitaliséierung, just dass se net privat an individuell nëmme vun deene gemaach gëtt, déi sech et leeschte kënnen, mä iwwert de gesetzleche Pensiounsregime, also kollektiv a solidaresch.

Dat soll awer net driwwer ewechtäuschen, dass et an Zukunft ëmmer méi schwéier wäert sinn deen héijen Niveau u Fiskaliséierung, dee mer an eiser Sécurité sociale hunn, och oprechtzeerhalen. Haut iwwerweist de Stat ronn 1,8 Milliarden an d'Sozialkeesen. Dat entsprécht ongefëier 22% vu senge Gesamtdépensen. Dat ass ganz vill.

Ech sinn iwwregens och der Meenung, dass een den aktuelle Pensiounsregime emol fir d'éischt systemkonform soll weiderentwéckelen an aner Pisten exploréieren, ier een un e ganz anere System denkt.

An der Sitzung vun der Finanzkommissioun vum 17. November huet de Minister vun der Sécurité sociale ënner anerem betount, dass d'Reserve vun de Pensiounskeese vun 2007 u besser placéiert ginn, dass den entspriechenden OPC schonn operationell ass an dass déi éischt Appels d'offres elo ugelaf sinn. Do besteet also nach en enorme Potenzial, deen nach net ganz épuiséiert ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- E puer Remarquen zum Spidolswiesen. Et fält am Statsbudget 2007 op, dass d'Dépensë vum Fonds des Investissements hospitaliers vun 2006 op 2007 erofginn. D'Tendenz war schonn 2006 ze erkennen, wou d'Dépensë vun 120,9 op 107,2 zréckgaange waren. 2007 sinn et just nach 60,8 Milliounen Euro. A wann een dëse Fong am Pluriannuel kuckt, da sollen d'Dépensë bis 2010 op 44 Millioune reduzéiert ginn.

Eleng wann een déi aktuell Beméiungen am Süde kuckt, fir geméiss de Richtlinnen a Recommandatioune vum nationale Spidolsplang mat Hëllef vu Fusiounen eng optimal Gesondheetsversuergung fir déi gréisste Regioun vum Land ze garantéieren, an eng éischt gemeinsam Struktur net nëmme méi Kompetenze schaaft an en enorme Qualitéitssprong bedeit, mä dobäi och nach Käschte spuert, da wier et schued an net akzeptabel, wann déi gutt Partnerschaft, déi tëschent deenen eenzelnen Haiser an der Regierung besteet, doru géing scheiteren, dass net méi genuch Suen do wieren.

Duerfir musse mer alleguer zesummen dofir suergen an eis mat Nodrock dofir asetzen, dass grad dee Fong weider zolidd gespeist gëtt, fir dës Projeten, fir déi et nach kee Finanzéierungsgesetz gëtt an déi awer onerlässlech sinn, ofzesécheren.

Ähnlech Iwwerleeunge gëlle fir den Norde vum Land. Ouni eng Regioun géint déi aner wëllen auszespille muss et dach awer allgemeng akzeptéiert sinn, dass, nodeem an de Joren 2004 bis 2006 ronn 235 Milliounen a Spidolséquipementer an der Zentrumsregioun géigeniwwer knapps 30 Milliounen am Süden a 55 Milliounen am Norde vum Land investéiert goufen, elo schwéierpunktméisseg an d'Gesondheetsversuergung an deenen anere Regioune vum Land muss investéiert ginn - ëmsou méi garantéiert ass, dass dëst iwwert den obligatoresche Wee vu Partnerschaften a Synergië geschitt, an net a Konkurrenz an a Rivalitéit.

3. d'Universitéit

Och wann ech dank senge kloren Ausféierungen elo endlech verstanen hunn, wat de Rapporteur ënner Wald- und Wiesenuniversitéit versteet, an dass dat net säi Modell fir d'Land ass, huet et mech dach awer e bësse gewonnert wéi wéineg hie sech eigentlech awer mam Thema Universitéit auserneegesat huet; zumools et ausser Zweiwel ass, dass och hie grad deem Secteur zesumme mat der Recherche eng besonnesch Bedeitung fir de Wuesstem an d'Zukunft vum Land bäimoosst.

Wuel weist hien op d'Usteige vun den Unisa Recherchekreditter hin an op d'Tatsaach, dass den Undeel vun der Recherche publique um PIB vun 0,13% am Joer 2000 - Firwat eigentlech 2000? - op 0,44% am Joer 2007 an d'Luucht geet. Och wa mer nach e gutt Stéck vun der Lissabon-Strategie ewech sinn, déi nieft dem Privatsecteur 1% vum Secteur public verlaangt, hu mer awer scho gutt geschafft.

A Saachen Universitéit drängt sech e verstäerkte Bléck an de Programme pluriannuel op, een Dokument, dat ëmmerhi Partie intégrante vun der budgetärer Gesamtpresentatioun ass. Hei gesi mer, dass fir de Projet vun der Universitéit ëmmerhi 564,9 Milliounen Euro veranschlaagt ginn, dovunner ronn 234,3 Milliounen Euro an de véier kommende Budgetsjoren. Wat dat am Kontext vun den uviséierte Synergië mat Recherche an Ekonomie fir eist Land bedeit, brauch ech heibannen net méi ze ënnersträichen.

Et wonnert mech generell, dass weder bei der Budgetspresentatioun nach beim Budgetsrapport, nach bei den Interventioune vum Budgetsminister a vum Stats- a Finanzminister vun där eemoleger Erausfuerderung vun der Universitéit, vun der Cité des Sciences, vum Incubateur d'entreprises a vum aktuelle Konstruktiounsplang ronderëm d'Universitéit geschwat ginn ass, wou leschteren, wéi et an den Dépenses générales vun den Travaux publics preziséiert ass, en estiméierte Coût total vun ëmmerhin 957,2 Milliounen - also ronn enger Milliard - huet.

Wat d'Finanzéierung vum Bau vun den Unisgebaier ugeet, esou gesäit de pluriannuellë Budget vir, dass de Fonds Belval en Emprunt ophëlt, dee vum Stat garantéiert gëtt, fir den Invest vu ronn 565 Milliounen Euro ze finanzéieren. De Remboursement an d'Finanzéierungskäschte ginn dann duerch eng jährlech Dotatioun aus dem Budget vum Bauteministère assuréiert.

Et ass iwwregens déi éischte Kéier - an dat ass ausdrécklech ze begréissen -, dass d'Établissements publics am Pluriannuel opgefouert ginn, zum Beispill de Fonds Belval, deen iwwer Fonds publics alimentéiert gëtt.

Op jidde Fall fënnt ee bis op Weideres méi iwwert déi enorm gesamtwirtschaftlech Envergure vum Projet Universitéit fir eist Land erëm am Exposé des motifs vum Gesetz iwwert den Incubateur d'entreprises op Belval - ee Gesetz, dat mer jo virun dräi Wochen hei votéiert hunn -, wéi am déckste Rapport vum Joer.

Dobäi geet et ëm net méi an net manner wéi ëm d'Bestriewe ronderëm d'Wëssenschaftsuniversitéit, d'Recherche an d'Innovatioun, fir en neie Wirtschaftspilier fir d'Land opzebauen, dee Lëtzebuerg haut méi brauch wéi jee.

Trotzdeem weess ech, datt dës éischter erstaunlech Zréckhalung net gläichbedeitend ass mat engem Ënnerschätze vun den ausgewisenen Zukunftssecteure fir déi d'Universitéit an d'Fuerschung genausou wichteg si wéi d'Educatioun, d'Formatioun, d'Moderniséierung vun eisem Tissu économique, d'Spezialiséierung an d'Diversifizéierung an - wat oft vergiess gëtt - d'Vereinbarung vu Beruff a Famill mat allen Engagementer, déi dofir noutwendeg sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wa jiddferee vun eis d'Akzenter op där enger oder anerer Plaz anescht géing setzen, esou bitt dach awer dëse Budgetsrapport, dee mer haut an och gëschter hei hunn diskutéiere kënnen, eng exzellent Grondlag, fir eis mam Budgetsgesetz auserneenzesetzen an iwwert d'Zukunft vum Land konstruktiv nozedenken.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Kolleeg Lucien Thiel huet fir säin, a mengen Aen ausgezeechneten, schréftlechen an och mëndleche Rapport zum Budget 2007 vill Luef kritt. Hien huet awer och misse munch Kritik astiechen. Kritiken, déi vläicht berechtegt ze si schéngen, wann een déi zwee Rapporten net als ee Ganzt betruecht, mä nëmme versicht säi mëndleche Rapport ausenanerzehuelen. Da ka beim renge Sozialpolitiker d'Meenung entstoen, datt de Rapporteur ze vill Wirtschaft an net genuch Soziales agepaakt hätt.

An och an dësem Rapport muss een all Ausso vum Rapporteur ofweien, wann een dee Rapport an dat richtegt Liicht setze wëllt. Besonnesch ee vu senge Schlusssätz vu senger Ried - a Schlusssätz setzt ee jo gemengerhand zum Schluss, fir se extra ervirzeträichen - hätt och deene Kritiker déi néideg Berouegung verpasse missen, wat déi sozial Komponent vum dësjährege Budgetsrapport ubelaangt.

De Lucien Thiel huet nämlech mat Nodrock ënnerstrach, an ech zitéieren: „Ech weess, Dir héiert ëmmer nëmme Wirtschaft a frot

lech: Wou bleift do de Mënsch? Abee, et ass ëm hien an nëmmen ëm hien, wou et déi ganzen Zäit hei geet. Et ass evident, an ech geséich gär deen heibannen, deen eppes anescht géif soen, datt d'Wirtschaft kee Selbstzweck ass a ka sinn, datt si fir de Mënsch do ass an net ëmgekéiert. Et ass awer fir mech genauesou evident, datt d'Selbstverwierklechung vum Eenzelne wéi och seng sozial Ofsécherung ouni gutt fonctionnéierend Ekonomie net denkbar sinn."

Et ass net fir näischt, datt d'Studenten an enger vun den éischte Stonne vun hirem Ekonomiescours dee Saz geprägt kréien: Fir d'éischt muss verdéngt ginn, dann eréischt ka verdeelt ginn. Jo, ouni eppes erschafft ze hunn, kann een näischt verzieren a schonns guer näischt verdeelen. Dat geet bei jiddferengem doheem esou, an dat geet och an eiser Gesellschaft a beim Stat net anescht.

Här President, wa mir eis an eise Kanner hir Zukunft net verbaue wëllen, da musse mer kucken, datt eis Wirtschaft weider gutt funktionéiert. Duerfir muss se an engem globaliséierten Ëmfeld extrem kompetitiv bleiwen. Dat ass dem Lucien Thiel säi Message, dee wéi ee roude Fuedem duerch seng zwee Rapportë geet. Och de Budgetsminister Luc Frieden huet a senger Interventioun de leschte Mëttwoch en ähnleche Message an d'Diskussioun bruecht, wéi hie vum Reformbudget geschwat huet, dee sozial erträglech a wirtschaftsfrëndlech ass an deen d'Grondaufgabe vum Stat räsonnabel zerwéiert.

Wirtschaftsfrëndlech, fir d'Kreatioun vun Entreprisen ze encouragéieren, fir datt eis Ekonomie weider kompetitiv bleift a weider wuesse kann, fir datt de Stat och weider senge Grondaufgabe ka gerecht ginn an och an Zukunft d'Ofsécherung vun eisem soziale Netz assuréiere kann.

Här President, de Budgetsrapporteur zeechent a sengem schréftleche Rapport dann och eng Rei vu Pisten op, op déi eis Ekonomie versiche misst, sech an Zukunft ze focaliséieren. Eng vun deene Pisten ass d'Opportunitéit, déi eist Handwierk an eise Commerce an der Groussregioun misste gesinn an ergräifen. De Bannemaart ass eng Realitéit an d'Groussregioun zielt eelef Millioune Consommateuren. Dat sinn der 25 Mol méi wéi eleng hei zu Lëtzebuerg. D'Groussregioun erschafft e jährleche PIB vun 275 Milliarden Euro, wouvunner an eisem Land eng 30 Milliarde realiséiert ginn.

Déi potenziell Kafkraaft an der Groussregioun ass also ëm ee villes méi grouss wéi déi reng Lëtzebuerger. Dovu missten eist Handwierk an och eise Commerce profitéiere kënnen, ëmsou méi wéi d'Ausgangspositioun fir eng gutt Kompetitivitéit vun eise Betriber am Verglach mam Ausland gënschteg ass. Esou ass d'TVA bei eis am Land wesentlech méi niddreg wéi an den Nopeschlänner. An trotz dem héijen Nettoloun sinn eis Gesamtlounkäschte fir d'Betriber wéinst deene méi niddrege Lounniewekäschten och net méi héich wéi déi vun hiren auslännesche Konkurrenten an der Groussregioun.

An de Lucien Thiel schreift ganz richteg a sengem schréftleche Rapport: «Même si le marché local avec son pouvoir d'achat élevé offre pas mal de débouchés au commerce et à l'artisanat, ceux-ci ne devraient pas laisser s'échapper les opportunités du marché de la Grande Région. Le fait qu'une telle extension les obligerait à se réorganiser et à investir dans les structures de leurs entreprises ne devrait pas être ressenti comme handicap, mais comme défi. D'aucuns l'ont d'ailleurs déjà relevé, sachant bien qu'il n'y a pas d'expansion sans prix.»

Et stëmmt, datt verschidde Betriber besonnesch aus dem Handwierk d'Opportunitéit vum erweiderte Bannemaart ergraff hunn, fir hir Strukturen engersäits dem erweiderte Marché unzepassen an anerersäits doduerch besser der méi intensiver Konkurrenz bei eis am Land begéinen ze kënnen. Hei huet och den zoustännege Minister fir de Mëttelstand iwwert d'Kreditter vun der Loi-cadre des Classes moyennes fir déi néideg Ënnerstëtzung vun deenen Investissementseffortë gesuergt.

Awer och déi auslännesch Konkurrenz an der Groussregioun huet net geschlof. Och fir déi auslännesch Betriber stellt de Lëtzebuerger Marché mat senger héijer Kafkraaft eng interessant Opportunitéit duer. Am Bausecteur fält dat am meeschten op. Säit dem Bestoe vum Bannemaart huet den Taux de pénétration, dat heescht den Undeel vun den auslänneschen Entreprisen un der Gesamtaktivitéit vum Bausecteur, dee sech laang ëm 40% stabiliséiert hat, sech säit deene leschten dräi Joer bis op no bäi 50% eropgemausert.

An anere Wierder, eng vun zwou Entreprisen, déi am Bausecteur hei am Land aktiv sinn, huet hire Sëtz am Ausland a bezilt och do hir Steieren. Datt den Undeel vun den auslännesche Baubetriber um Chiffre d'affaires vun deem Secteur bei eis am Land vu 7% op 12% an d'Luucht gaang ass kann een also net verwonneren. Et ass dofir och net verwonnerlech, datt d'Importatioune bei eis am Land aus der Groussregioun méi wéi duebel esou héich si wéi d'Exportatioune vu Lëtzebuerg an déiselwecht Regioun: 2,7 Milliarden Euro géigeniwwer 1,22 Milliarden.

Här President, Erklärungen dofir gëtt et genuch.

Engersäits ass de Lëtzebuerger Marché och fir eis eegen Entreprisen héich interessant a si hu bis haut och do nach genuch Aarbecht fonnt, fir d'Betriber ze rentabiliséieren. Et wär schonns e bëssen onverständlech, wann eis Betriber sech op engem manner interessante Marché am noen Ausland géinge ploe goen, wa bei eis am Land nach genuch Aarbecht do ass a se déi deenen auslännesche Konkurrenten iwwerloosse géingen.

Op där anerer Säit hunn déi aner Länner aus der Groussregioun eis Betriber awer och net ëmmer mat der néideger Generositéit empfaang, esou wéi et de Geescht vum europäesche Bannemaart virgesäit. Vill administrativ Schikane goufen hinnen an de Wee gestallt, esou datt besonnesch déi kleng Betriber, déi nëmmen am Ausland en eenzelne Chantier ze erliedegen haten, no engem éischte Versuch d'Knëppele bei d'Tromm gehäit hunn, fir sech ausschliesslech op deem méi interessante Lëtzebuerger Marché no Clienten ëmzekucken.

Obschonns de Mëttelstandsminister zesumme mat der Handwierkskummer d'Efforten net gescheit huet, fir géint déi Entravë virzegoen an der och eng sëllechen aus der Welt geschaf huet, bleiwen der ëmmer nach haut bestoen: Esou virun allem déi obligatoresch Cotisatioun vun eise Betriber an d'Urlaubskeess an Däitschland, obschonns hiren Aarbechter hire bezuelte Congé iwwer Gesetz a Kollektivvertrag bei eis am Land ofgesécher ass.

De Lëtzebuerger Handwierker bezilt also zweemol fir den Urlaub vu sengen Aarbechter, déi hien zäitweileg an Däitschland op e Chantier ofsetzt: Eng éischte Kéier bei eis am Land, wann hie sengen Aarbechter de gesetzlechen Urlaub bezilt, an eng zweete Kéier an Däitschland iwwert d'Cotisatioun an d'Urlaubskeess, ouni datt den Aarbechter eppes méi dovun huet.

Par conter ginn dem Entrepreneur seng finanziell wéi och administrativ Chargen doduerch an d'Luucht an hie verléiert esou u Kompetitivitéit géigeniwwer sengen däitsche Konkurrenten um däitsche Maart.

Trotz all deene Schwieregkeete sinn ëmmerhin eng 500 vun deenen 2.000 Betriber aus dem Bausecteur am Ausland aktiv. Den Ëmsaz, deen se am Ausland erwirtschaften, gëtt op 7% vun hirem Gesamtëmsaz geschat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat de Commerce ubelaangt, esou stellt de Problem sech e bëssen anescht. Hei ass et net fir iwwert d'Grenzen ze goen, fir seng Wueren unzebidden, mä et geet vill méi drëm de Client duerch déi néideg Kommunikatioun an attraktiv Ugebueder bei sech an d'Geschäft ze lackelen, fir him esou seng Wuere verkafen ze kënnen.

Och am Commerce schéngt d'Ausgangspositioun fir eis Betriber déi bescht ze sinn. Éischtens ass Lëtzebuerg als Haaptstad a Sëtz vun europäeschen Institutioune méi attraktiv wéi Provënzstied aus dem noe Grenzgebitt. Grouss bekannt Marken, déi en interessante Magnéit fir de Gesamtcommerce vun enger Stad duerstellen, etabléiere sech nämlech am Zentrum vun enger Haaptstad an net an der Foussgängerzon vun enger Provënzstad oder enger Grande surface.

Zweetens missten eis Geschäfter vun där vergläichbar méi niddreger TVA wéi där vun eisen direkten Nopeschlänner profitéiere kënnen, fir sech e Kompetitivitéitsvirsprong um Marché erauszeschaffen. Awer, mir sinn op munchen Artikele méi deier wéi d'Ausland.

Oft gëtt versicht deen Ënnerscheed duerch déi méi deier Akafspräisser ze erklären, déi eis Commerçantë bezuele missten, well se hir Wueren duerch e Grossist aus dem Ausland bezéie mussen an net direkt vum Produzent. Dat mag fir eis eegestänneg Geschäftsleit wouer sinn, awer net fir d'Filialë vun deene groussen auslännesche Chaînen, an och bei hinne sinn d'Präisser hei zu Lëtzebuerg oft méi deier wéi zu Paräis oder Bréissel.

Wouru kann dat da leien? Läit dee Problem vläicht un deenen héije Loyeren, déi de Commerçant bezuele muss, oder sinn eis Präisser einfach ze héich, well d'Gewënnmargen ze héich ugesat sinn? Wären déi zwou Erklärunge richteg oder och nëmmen eng vun deenen, kéint ee sech déi berechtegt Fro stellen, ob mer net amgaange sinn d'Hong mat deene gëllenen Eeër selwer ze schluechten.

Här President, d'Attraktivitéit vun enger Geschäftsstrooss, vun enger Grande surface oder enger Geschäftsstad hänkt awer net eleng vun de Präisser of, si hänkt vu villem méi of. D'Präisser spille sécherlech eng Roll, awer och d'Qualitéit vum Ugebuet an d'Bild, dat de Gesamtcommerce no baussen ofgëtt.

Wat d'Qualitéit vum Ugebuet ubelaangt, mengen ech, datt eis Geschäfter hirer Konkurrenz am noen Ausland net hannendrunhippen. Wat awer d'Gesamtëmfeld ubelaangt an deem eis Geschäftswelt sech beweegt, schénge mir Nohuelbedarf ze hunn. Dat sinn net nëmmen d'Öffnungszäiten, op déi ech spéider nach zréckkomme wëll, mä dat ass virun allem d'Gesamtbild, dat eise Commerce no baussen ofgëtt. Déi grouss Akafszentren hunn dat deelweis verstane fir besser no baussen ze kommunizéieren. Dofir fanne mer jo och gradesou vill auslännesch Keefer an eisen Akafszentre wéi Lëtzebuerger Clienten an de Grande-surfacen déisäit de Grenzen.

Fir d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Pôle de commerce vun der Groussregioun ze promouvéieren huet de Mëttelstandsminister en neie Kredit vun 2,5 Milliounen Euro an de Budget gesat; dat sinn ëmmerhin 100 Milliounen eiser aler Frang. Dëse Kredit ass geduecht, fir Aktioune vun der Confédération du Commerce an de Beräicher: Formatioun vum Personal, méi ee frëndlechen Accueil vun de Clienten, Fidélisatioun vun der Kliantell hei am Land an de Racolage vun auslännesche Clienten an der Groussregioun, ze ënnerstëtzen.

Och de Kredit, fir d'Kompetitivitéit vum Commerce am Stadzentrum ze verbesseren, ass am Budget bäibehale ginn. Hei ass d'Geschäftswelt also gefuerdert, fir déi Perche, déi d'Regierung hir gereecht huet, richteg ze ergräifen an d'Zukunft vum Lëtzebuerger Commerce selwer an d'Hand ze huelen.

Här President, kuerz nach wat d'Öffnungszäiten an eise Geschäfter ubelaangt. De Geescht vum Gesetz vun 1995 huet op enger méi grousser Flexibilitéit vun den Öffnungszäiten, awer och op méi sozialen a familljefrëndlechen Aarbechtsbedingunge fir d'Personal an d'Commerçantë selwer berout. Duerfir huet de Mëttelstandsminister d'Öffnungszäiten an der Woch vu sechs Auer moies bis aacht Auer owes fixéiert, mat enger Verlängerung op engem Owend bis 21 Auer. Samschdes an de Virowend vun engem Feierdag huet de Législateur gemengt, d'Geschäfter no 18 Auer zouzemaachen, fir och deene Leit, déi an deem Secteur hiert Geld verdéngen, d'Méiglechkeet ze bidden hire Sonndeg respektiv Feierdag uerdentlech an der Famill virbereeden ze kënnen.

D'Flexibilitéit an déi sozial Komponent bilden an deem Gesetz e Ganzt, an déi muss een och als e Ganzt betruechten, wann een doru fréckele goe wëllt. Wann eis Nopeschlänner elo higinn, fir d'Geschäfter owes méi laang opzeloossen, dann hu se sécherlech eppes domadder bezweckt. Awer ze behaapten, dowéinst géifen déi Lëtzebuerger Cliente méi wéi bis elo owes op Metz oder op Tréier akafe goen, amplaz bei eis am Land, ass menger Meenung no mat den Hoer erbäigezunn. Dee ganzen Dag iwwer fannt Der Lëtzebuerger Clienten an de Geschäftsstroosse vun Tréier, Metz an Thionville.

Eis Geschäfter kéinten dem Gesetz no owes bis aacht Auer opbleiwen. A wien huet da bis elo e Geschäft an der Groussgaass no sechs Auer nach op fonnt? Also ass hei kee Bedarf, fir méi laang opzebleiwen. An déi Revendicatioun fir méi laang Öffnungszäiten owes, bezitt sech eleng op déi grouss Geschäftszentren. Awer och fir déi gëtt de Portmonni vun de Leit net méi déck doduerch, datt mer einfach d'Öffnungszäiten ëm déi eng oder aner Stonn verlängeren.

Une voix.- Gitt Dir net akafen, Här Haupert?

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Firwat?

Une voix.- Soss wéisst Der et vläicht besser.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Mä de Portmonni gëtt awer dofir net méi déck.

Une voix.- Neen.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Voilà! Ech mengen, dat wollt ech jo soen.

Vu datt déi meeschte Leit bei eis am Land spéitstens um sechs Auer ophale mat schaffen, hätten se jo bis aacht Auer völleg Zäit, fir hir Akeef ze besuergen a bräichten dann net no 20 Auer iwwert d'Grenzen ze fueren, fir do nach anzekafen. Hei gëtt e falsche Problem eesäiteg héichgespillt, mat der Gefor, datt d'Gefäll vum Commerce an de Stied vis-à-vis vun de Grande-surfacen nach méi ausgeprägt gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif menger Fonctioun als Éierepresident vum olympesche Comité net gerecht ginn, wann ech net e puer Wierder iwwert de Sportsbudget verléiere géif, net well den Avis vum Comité olympique zimlech kritesch ausgefall ass, mä well de Bréif vum President…

(Interruption)

Gelift?

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dat ass gelënd ausgedréckt.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Ben, et ass awer net dofir, firwat datt ech hei…

(Interruption)

Oh, ech mengen, Dir hutt e jo kritt.

(Interruption)

Dir hutt en awer kritt an e stoung an der Zeitung, esou datt d'Öffentlechkeet et ka liesen.

Also, net well den Avis vum COSL zimlech kritesch ausgefall ass, mä well de Bréif vum President un d'Regierungsmemberen an d'Deputéierten, déi en also alleguer gutt gelies hunn, a verschidde vun sengen Aussoen op Verbandsgeneralversammlungen als Tackling un de Sportsminister bezeechent gi sinn. D'Kritik vum COSL ass berechtegt, wann een de Sportsbudget vum Joer 2007 a senger Gesamtheet kuckt, statesch eleng op d'Budgetsjoer 2007 bezunn an ouni d'Beméiunge vun der Regierung ze berücksichtegen, no de Sacrificer, déi an der Tripartite vun alle Sozialpartner zougestane goufen, och an hiren eegenen Departementer Spuermoossnamen anzeleeën.

A Wierklechkeet ginn d'Kreditter fir déi allgemeng Ausgabe vum Sport fir d'Joer 2007 par rapport zu 2006 ëm 7,5% zréck a par rapport zum Budget 2005 klammen se nëmmen ëm 2%. Ech hunn hei nëmmen déi normal Ausgabe vum Sport berücksichtegt; also ech hunn d'Coque an och, mengen ech, de Budget pluriannuel net heimat berücksichtegt. Dat ass fir dat iewescht Organ vum Lëtzebuerger Sport, wann een d'Evolutioun vum Gesamtbudget betruecht, schrecklech enttäuschend. Esou wäit kann een dem COSL seng Reaktioun verstoen a muss een se och mat ënnerstëtzen.

Wann een awer déi eenzel Kreditter am Detail betruecht, da muss ee seng Kritik eppes nuancéieren. Et stellt een nämlech fest, datt déi Kreditter, déi de Mouvement sportif direkt betreffen - dat heescht de Congé sportif, d'Fonctionnementskäschte vun de Federatiounen, d'Indemnitéite fir d'Traineren an de Kredit fir de Service médico-sportif - ëm 6,4% respektiv 1,6%, 7,9% an 11,7% par rapport zum Budget 2006 klammen. De Kredit fir déi administrativ Kadere vun de Verbänn klëmmt souguer par rapport zu 2005 ëm 24%.

Donieft steet zënter 2005 fir d'éischte Kéier e Kredit fir Spezialmoossname fir den Héichleeschtungssport vun 362.000 Euro am Budget, dee fir 2007 op 375.000 Euro erhéicht gëtt. D'Evolutioun vun deene Kreditter hält also de Verglach mat der Evolutioun vum Gesamtbudget vum Stat.

Wann een déi eenzel Kreditter dann och nach op der Zäitschinn vun deenen éischte Jore vum neie Jorhonnert analyséiert, da stellt ee fest, datt zënter dem Budget vum Joer 2001 de Kredit fir d'Frais de fonctionnement vun de Federatiounen - ech mengen, do huet och déi al Regierung matgehollef -, also…

(Interruption)

…déi fréier. Pardon!

Jo, Dir sidd nach ëmmer jonk, Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech si jo awer net al.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Voilà! Dir waart an der fréierer Regierung.

Déi Kreditter sinn also, wat d'Frais de fonctionnement vun de Federatiounen ubelaangt, ëm 27% geklommen; d'Subsiden un d'Verbänn ëm 33,3%; d'Kreditter fir d'Participatioun u groussen internationale Manifestatiounen ëm 37,6% an de Kredit fir déi administrativ Kadere vum Mouvement sportif souguer ëm 234%. D'Gesamtaugmentatioun vun de Kreditter säit 2001 beleeft sech op 63,5%, wat enger Duerchschnëttsaugmentatioun vun iwwer 10,5% d'Joer gläichkënnt.

De COSL huet mat Sécherheet Recht, wann en op de Stellewäert vum Sport an eiser Gesellschaft opmierksam mécht an drop hält, datt déi Feststellung net nëmmen als eidele Constat am Raum ka stoebleiwen, mä datt dee Message mat Inhalter muss gefëllt ginn, wann engem d'Wuelbefanne vun eise Kanner um Häerz läit.

Déi rezent Etüd iwwert de Gesondheetszoustand, déi motoresch Fäegkeeten an déi physesch Aktivitéit vun eise Kanner vun den Altersklassen 9, 14 an 18 Joer, déi vum Educatiounsministère bestallt gouf, léisst déif blécke wat eise Kanner hir physesch Fäegkeeten ubelaangt. Hei muss schnellstens d'Bewosstsi vun eiser Gesellschaft, a besonnesch vun eise responsabele Politiker, iwwert d'Wichtegkeet vun der physescher Aktivitéit bei eise Kanner verschäerft ginn.

Och de Gesondheetszoustand vun eise schaffende Leit kann als wichtege Kompetitivitéitsfacteur fir d'Zukunft vun eiser Wirtschaft ugesi ginn. An zu dësem Gesondheetszoustand kann de Sport e wesentleche Bäitrag leeschten.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, well déi méi erfreelech Progressioun vun de Kreditter fir de Sport iwwert d'Zäitspan vun deene leschte fënnef Joer, déi ech elo grad beschriwwen hunn, an enger Zäit geschitt ass, wou et eis wirtschaftlech besser goung a wou an deenen aneren Departementer vum Stat och nach net esou drastesch gespuert gouf, mengen ech och, datt de COSL dat néidegt Versteesdemech dofir opbrénge wäert, datt, wann elo allgemeng méi lues getréppelt muss ginn, och de Sport an engem Élan de solidarité akzeptéiert, datt seng Kreditter manner schnell klammen.

Mat där sportlecher Astellung an optimistescher Nout wëll ech mäi Bäitrag zum Budget schléissen an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Anne Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Budget ass méi, wann ee vun der Arithmetik ofgesäit, wéi d'Zomm vun deenen eenzelnen Departementer. D'Budgetsdiskussioun kann een also nëmmen ugoen, andeems een eng allgemeng Budgetsanalys mécht, an dat huet am Numm vun der Demokratescher Partei de Parteipresident, de Claude Meisch, gëschter gemaach, an haut de Moien de Fraktiounschef, de Charles Goerens, esou dass ech déi Analys net méi wäert maachen an ech wäert just op zwee Departementer agoen an ech wäert uknäppen un dat, wou de Virriedner opgehalen huet, nämlech un de Sport, fir duerno nach e Wuert iwwert d'Educatioun ze soen.

Wat de Sport ubelaangt, sinn ech vläicht net esou optimistesch wéi den Här Haupert a senge Konklusiounen. Eppes wou mer ons all heibannen eens sinn, an d'Regierung huet dat jo och ugekënnegt, andeems se d'Wichtegkeet vum Sport ënnerstrach huet, an ech mengen do kritt een d'Zoustëmmung op alle Bänken. Wann een dat awer seet, da muss ee sech och d'Moyene ginn, fir sengen Ambitioune gerecht ze ginn. A leider spigelt d'budgetär Realitéit dat net erëm.

D'Dépensë fir de Sport ginn an dësem Budget par rapport zum leschte Joer ëm 12,4% zréck. Dat ass gewalteg. Dat ass ëmsou méi bedauerlech an engem Joer, wat elo op ons duerkënnt, wou d'Spiller vun de klenge Länner sinn, wou also enorm Dépensen op d'Sportsmouvementer duerkommen, an et ass bedauerlech an engem Joer vun der Préparation olympique op 2008 fir Peking.

D'Regierung hat, wéi se ugetrueden ass, gesot, dass den Développement physique des enfants et des jeunes eng Préoccupation constante vun der Regierung wier. Dat ass och gutt esou. Mä och do muss een sech dann d'Moyene ginn.

De Sportsminister hat ugekënnegt - ech mengen et war op der Assemblée générale vum Comité olympique -, dass an der Schoul géif eng drëtt Sportsstonn agefouert ginn. Doropshin hunn ech eng Question parlementaire gestallt an dunn huet de Sportsminister gemengt, dat géing mat der Educatioun gekuckt ginn. Doropshin hunn ech d'Educatiounsministesch gefrot, an déi huet mer awer geäntwert: „All dat, dat wier net esou einfach."

Dass dat net esou einfach ass, dat weess ech ganz genee, mä ech muss Iech soen, dass, wann de Sportsminister esou eppes ukënnegt, deen ass awer Member an enger Regierung, souguer vun därselwechter Partei wéi d'Educatiounsministesch, da sollen se dat am Virfeld klären, net awer higoen, grouss Ukënnegunge maachen an duerno an der Realitéit soen: „Mir bréngen dat do awer net fäerdeg."

Ech hätt, wat de Sport an d'Educatioun ubelaangen, och eng Fro zu der Struktur vum Budget. An der viregter Regierung huet de Sport zu der Éducatioun nationale gehéiert, dat war ee Ministère. Déi Departementer sinn elo erëm getrennt ginn. Am Budget fanne mer dat awer ënner enger Section budgétaire erëm. Ech wollt just froe firwat dat esou wier a firwat et do net zu enger Trennung komm ass. Dat ass awer eng reng technesch Explikatioun, déi ech gären hätt.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, ech gi se vläicht direkt, well soss passt déi herno net méi.

M. le Président.- Jo.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Et ass, well et kee Ministère ass.

Et ass den Département ministériel des Sports, dat ass keen onofhängege Ministère, mä et ass ee Minister, deen duerfir zoustänneg ass, mä dee kee separate Ministère kritt huet.

Dat gouf aus administrative Grënn esou gemaach, fir déi Beamten net dauernd op aner Plazen ze setzen. Duerfir gehéiert et zum Educatiounsministère, mä huet als Minister e Sportsminister, deen net deen nämlechten ass wéi den Educatiounsminister.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dat ass awer schwéier nozevollzéie fir een, deen dat dobausse soll verstoen. Ech hätt et dann awer zum Beispill besser gesinn, vu dass de Sportsminister jo och Ekonomiesminister ass, dass et vläicht do ugehaange gi wier, oder un d'Energie; well dat hei kënnt jo awer da méi der Energie gläich, wa mer iwwert de Sport schwätzen.

Mir stellen also fest, dass leider am Sport d'Moyenen net zur Verfügung gestallt ginn, déi mer géife brauchen; obwuel et eleng mat budgetäre Moyenen och net duergeet.

D'Attitüd vis-à-vis vum Sport, déi mécht een net nëmme mat Geld, mä mir sinn an enger Gesellschaft, wou mer all sesshaft sinn a wou jiddferee sech méi bewege misst. Dofir ginn et Gott sei Dank eng ganz Partie Aktivitéiten an de Gemengen, notamment an der Stad Lëtzebuerg mat „Sports pour tous", wou méi wéi 6.000 Leit all Joer ageschriwwe sinn.

Mä wat positiv ass un dësem Budget, dat ass, dass d'Kreditter eropgesat gi si fir d'Agence contre le Dopage. Do musse mer alles ënnerstëtzen, wat d'Lutte géint den Dopage ugeet. Den Dopage ass e Fléau am Sport, dee mat alle Mëttele bekämpft gi muss an do muss Tolérance zéro wierklech virherrschen. Net nëmme well mer e Punkt musse setze beim Gefuddels oder net nëmme well et hei ëm d'Gesondheet geet, mä och, fir all déi Sportler an d'gutt Liicht ze réckelen, déi dat verdéngen, well dat ass nämlech d'Majoritéit vun de Sportler, déi e proppere Sport maachen an déi et net néideg hunn, dass d'Sportswelt dauernd mat Dreck beworf gëtt, well der eng Partie fuddelen. An duerfir muss och d'Lutte géint den Doping weider ënnerstëtzt ginn a mir wëllen d'Regierung bei deem Effort begleeden.

Beim Sport geet et méi wéi ëm eng gesondheetsfördernd Moossnam. De Sport huet ganz aner Atouten, a mir all heibanne wëssen et, an duerfir musse mer ons d'Moyene wierklech vun onsen Ambitioune ginn. A mir hätte ganz gäre gehat, wann hei méi Effortë gemaach gi wiere vu Säite vun der Regierung an dass et net zu Deklaratioune kënnt op Assemblées générales, wou Hoffnunge suscitéiert ginn, déi awer duerno an der Realitéit net ëmgesat gi kënnen.

Et geet nämlech beim Sport - an do muss ee fréi usetze bei de Kanner - ëm den Développement vun de Kanner, ëm dee motoreschen, mä och ëm dee psychesch équilibréierten Développement vun de Kanner, esou dass mer ons dofir déi néideg Moyene gi mussen.

Deen zweete Volet vu menger Interventioun bezitt sech op d'Educatioun. Leider sinn och do d'politesch Deklaratioune ganz anerer wéi d'Budgetsrealitéit et opweist.

D'lescht Woch huet de Budgetsminister hei a senger Stellungnahm gesot, datt de Budget vun der Éducation nationale ëm 3,67% par rapport zu 2006 géing klammen. Dat ass och ze begréissen, wann een d'Augmentatioun kuckt. Mä déi Augmentatioun läit awer ënnert der Gesamtprogressioun vum Budget, déi bei 5,01% läit.

Kann een net dann zur Konklusioun kommen, dass awer hei d'Educatioun net als prioritär ugesi gëtt?

Mir kréien nämlech ëmmer méi Schüler, dat heescht: Mat kaum méi Sue wëlle mer eng Educatiounspolitik fir ëmmer méi Schüler maachen. A mengen Ae geet déi Rechnung net op.

Gëschter huet den Här Fayot a senger Interventioun gesot, hie géif déi Motioun, déi ech am Numm vun der DP abruecht hunn an déi muer zur Ofstëmmung komme soll, onméiglech fannen, well mir froe fir eng ganz Partie Projeten op Äis ze leeën.

Mä mir froen dat, well mer mengen, dass eng ganz Partie Projeten ugeduecht sinn, déi een awer nach eng Kéier iwwerdenke muss. Et gi ganz vill Projets pilotes, do sinn nach keng Konklusiounen, et sinn nach keng Evaluatioune gezunn, an dat hätte mer gär fir d'éischt, éier dann definitiv Projeten duerchgezu ginn.

Den Här Fayot huet gemengt hie misst d'DP attackéieren, mä mir sinn net eleng déi, déi dann attackéiert ginn, well mir sinn net déi Eenzeg, déi froen, dass déi Projeten emol sollen op Äis geluecht ginn. Mir sinn do zum Beispill a gudder Gesellschaft mat Gewerkschaften, wou eng Gewerkschaft datselwecht fuerdert, déi jo awer der LSAP nosteet.

Ech wëll nach e Problem uschneiden, wat d'Ëmgoe mat den öffentleche Gelder ubelaangt. Et ass jo esou - jiddfereen, dee mam Budget ze dinn hat oder huet, dee weess et -, dass, wann um Enn vum Joer nach Sue Rescht waren, Kreditter Rescht waren, da ganz vill Administratioune waren, déi gekuckt hunn nach eng ganz Partie Dépensë kënnen ze tätegen, fir hire Kredit kënnen ze erschöpfen. Dat ass jo Unfug. Dat ass onsënneg. Si hunn dat gemaach, well se gefaart hunn, d'Joer drop kriten se dann d'Kreditter gestrach.

Fir aus deem Cercle erauszekommen a fir d'Acteure méi ze responsabiliséieren ass beim Autonomiesgesetz iwwert d'Lycéeën, wat 2004 gestëmmt ginn ass, niewent der Autonomie administrative a pédagogique, och d'Autonomie financière agefouert ginn. Domat kritt all Lycée eng Dotatioun a mat där Dotatioun muss e selwer fir seng Fraisën opkommen: fir d'Hëtzen, fir d'Botzen, mä och fir d'Projets pédagogiques.

Dat heescht, si mussen dann en bon père oder Mère de famille hir Schoul verwalten. Wa se e bësse manner hëtzen, dann hu se méi Suen, oder wa se d'Schoul manner knaschteg maachen, brauche se manner Suen auszeginn, fir ze botzen, a kënne méi a Projets pédagogiques investéieren. Ech hunn dat fir e gudde System gehalen an d'Schoule sinn och domat ganz gutt eens ginn.

Wat ass awer dëst Joer am Budget geschitt fir 2007? D'Schoule kruten un Dotatioune Suen ewechgeholl, an zwar am Schnëtt eppes iwwer 8%. Dat geet bei verschidde Lycéeë bis zu 20%. Et sinn der och e puer, déi krute ganz liicht bäi, mä d'Dotatioune sinn insgesamt erofgaangen. An der Chamberskommissioun hunn ech d'Madame Minister gefrot, firwat déi Dotatiounen erofgaange sinn, an ech mengen, et war och e Vertrieder vun der CSV, deen dat gefrot huet, dat war den Här Maroldt, do ass gesot ginn: Mä déi Schoulen haten ze vill Suen, dat ass jo schliesslech kee Spuerveräin.

Dat heescht, mir penaliséieren elo d'Schoulen, well se ekonomesch a sënnvoll mat deene Suen ëmgaange sinn, fir vläicht dann ee Joer gréisser Projeten ze realiséieren, andeem mer soen: Ma Dir hat Suen ze vill, elo kritt Der manner Dotatioun.

Ech fannen dat als System net déi richteg Approche, well ech der Meenung sinn, dass déi Approche, déi mer bis elo haten, fir d'Acteuren eenzel ze responsabiliséieren, fir e sënnvollen Émgang mat de Statsgelder ze maachen, dass mer dee System domat briechen. Mir fannen, dass dat e falscht Signal ass a mir fannen och, dass an der Erzéiungspolitik souwuel inhaltlech wéi budgetär déi falsch Signaler vun dëser Regierung ausginn.

Zum Schluss, Här President, erlaabt mer eng ganz perséinlech Remarque: Den 2. Dezember huet op RTL an der Emissioun „Background" de Statsminister d'Bildungsoffensiv vun der DP kritiséiert, andeem hie gesot huet, hien hätt dat ni fir seriö geholl. Duerno, d'lescht Woch am Pressebriefing huet hien dat ofgeschwächt an hien huet gemengt, hie wier falsch verstane ginn.

Ech verstinn net, wéisou de Statsminister, dee jo en exzellente Rhetoriker ass, et ëmmer fäerdeg bréngt falsch verstanen ze ginn oder falsch interpretéiert ze ginn. Ech hunn de Verbatim hei, an et ass jo awer kaum ze mëssverstoen. Ech muss Iech soen, dass esou Aussoe politesch a mengen Ae verwerflech sinn a fir mech perséinlech inakzeptabel sinn.

Et ass politesch verwerflech, well, wann dat stëmmt, wéi hien et elo dréint, dass seng Argumentatioun sech nëmmen op de Wahlkampf vun der DP bezunn hätt, da froen ech mech, firwat 1999 de Formateur Jean-Claude Juncker der Madame Hennicot d'Educatiounspolitik ewechgeholl huet!

D'Madame Hennicot war virdrun Educatiounsminister, si war och déi Zäit nach Parteipresident vun der CSV, mengen ech, an hien huet hir dee Ressort ewechgeholl, fir en der DP ze ginn. D'DP huet dat selbstverständlech ugeholl, an ech muss soen, ech perséinlech sinn deen Défi mat ganz vill Determinatioun ugaangen a war mer menger Verantwortung bewosst.

Ech hunn déi Aarbecht esou gemaach, wéi ech dat gespiert hunn, an ech hunn un déi Politik gegleeft, déi ech do verdeedegt hunn, an ech gleewen haut nach drun. De Premierminister huet gemengt, hie misst dat diskreditéieren, an ech muss soen, dat ass a mengen Aen e Mangel vu politeschem Anstand.

An da wëll ech nach e Wuert soen, well dat perséinlech fir mech inakzeptabel ass: Mat där Deklaratioun huet den Här Jean-Claude Juncker mech perséinlech immens enttäuscht.

Mä, Här President, et geet hei weder ëm mech nach ëm den Här Juncker, et geet an der Educatiounspolitik ëm d'Zukunft vun de Kanner, et geet ëm d'Zukunft vun de Jugendlechen. An do sinn ech wierklech iwwerzeegt, dass déi Politik, déi am Moment geféiert gëtt, net an déi richteg Richtung geet, an dass mer duerfir méi wéi inquiets musse sinn. Budgetsmëttel stinn och net zur Verfügung, fir d'Politik an déi richteg Richtung ze lenken.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt dem Rapporteur Lucien Thiel Merci ze soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport an him domadder och nach eng Kéier ze félicitéieren.

Ech wëll am Kader vun der Budgetsdiskussioun iwwer e ganz spezifesche Volet schwätzen, dee mer besonnesch um Häerz läit: Ech hat et schonn am November a menger Ried zu de Budgetskonte vun 2004 gesot, dass mer e Problem hu mat der Budgetstransparenz.

Wann ech Transparenz soen, da mengen ech domat zweeërlee: Éischtens d'Transparenz vum Contenant, oder wann Dir esou wëllt, d'Transparenz am formelle Sënn vun der Duerstellung vum Budget; zweetens d'Transparenz vum Niveau vum politesche Contenu, dat heescht um Niveau vun de politesche Choixen, den agesate Moyenen an de Resultater vun der Politik.

Zum éischte Punkt: Mat formell mengen ech d'Méthodologie comptable an d'Presentatioun vum Budget. Op deem Plang ass d'Tâche vun allen implizéierten Acteuren net méi einfach ginn duerch déi duebel Presentatioun vum Budget,...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

... déi am Moment noutwendeg ass.

Op där enger Säit hu mer eist nationaalt Kontabilitéitsgesetz vun 1999, wat eis virschreift, wat an de Statsbudget stoe kënnt an ënner wéi enger Form. Op där anerer Säit hu mer no Maastricht de Système Européen des Comptes nationaux et régionaux vun 1995 kuerz SEC 95, an deem mer eis Zuelen all Joer am Kader vum Stabilitéits-a Wuesstemspakt op Bréissel notifiéiere mussen.

Dass déi zwou Manéieren, fir de Budget opzestellen, fir vill Konfusioun suergen, brauch ech net extra ze erwähnen: Dat steet bal an all Avis, sief et vun de Beruffskummeren, vum Statsrot, vun der Zentralbank oder vun der Cour des Comptes. Och d'Regierung ass sech där Saach bewosst, a mir hunn an der Finanz- a Budgetskommissioun mat verschiddene Ministeren an hire Beamte méi wéi eng Kéier doriwwer geschwat. De Budgetsrapporteur huet dëst a sengem Rapport an och hei op der Tribün erëmginn.

De SEC 95 huet ganz vill Virdeeler, mä en huet awer och eng ganz Rei Nodeeler. D'Virdeeler sinn ënner anerem dës zwee: Éischtens, dass mir e kompletten Iwwerbléck iwwert d'Finanzsituatioun vum öffentleche Secteur, der sougenannter Administration publique, kréien, wou alles mat dran ass - de klasseschen Zentralstat, d'Spezialfongen, d'Établissements publics, d'Sécurité sociale an net zulescht och d'Gemengen -; zweetens, dass mir um nationale Plang mat deeneselwechten Zuele schaffe kënne wéi um europäesche Plang an dass eis Zuelen international vergläichbar sinn.

Et gëtt och zwee Nodeeler:

Éischtens, dass mer eis alleguerten ëmstelle mussen, och hei an der Chamber. Bon, dat packe mer. Dont acte.

Zweetens awer, dass mer bei den Investissementsfongen an eng ganz cocasse Situatioun komme respektiv scho komm sinn. An der Logik nämlech vum SEC 95 sinn d'Reserve vun haut den Defizit vu muer, an d'antizyklesch Investitiounspolitik, déi net nëmme mir ausdrécklech bedreiwe wëllen, mä déi och vum Ecofin a vun der Bréisseler Kommissioun am Stabilitéitspakt verankert ginn ass, gëtt eis dee Moment, wou mer se praktizéieren, als Manktum u Rigueur ugerechent. Mir ännere vläicht den SEC 95 net, esou datt et ka sinn, dass mer zu Bréissel vernannt ginn, well mer a manner gudden Zäite Suen ausginn, déi mer a gudden Zäiten op d'Säit geluecht hunn. Do sinn net mir am Feeler, do ass e Feeler am System.

Här President, ech hunn opmierksam nogelauschtert, wéi den Här Budgetsminister eis d'lescht Woch erkläert huet, firwat d'Chamber sech géif wäit aus der Fënster leeën, wa se verlaangt, dass de Budget innerhalb vun dräi Joer ganz op d'europäesch Kontabilitéitsnorm ëmgestallt gëtt. Den Här Minister huet eis och erkläert, firwat dass hien do méi retizent ass.

Mir mengen awer trotzdeem, dass et kee Sënn mécht an och en enormen Opwand bedeit op Dauer zwee verschidde Budgeten niewenteneen opzestellen. An et ass och gutt, dass d'Chamber en Zäitplang vu maximal dräi Joer fir d'Transitioun op den SEC 95 freet, fir den Iwwergank méiglechst kuerz ze halen.

Dat gesot ass och kloer, dass meng Fraktioun hiren Accord zur Motioun wäert ginn, déi den Här Mosar elo grad deponéiert huet, well dat eis deen eenzege gangbare Wee ze si schéngt, fir dee Problem à moyen terme och geléist ze kréien.

Här President, esou vill zum Punkt 1, zum Contenant als formellen Aspekt vun der Transparenz vum Budget. Elo zum Punkt 2, zum Contenu, zum Inhalt vum Budget.

Transparenz heescht jo net nëmmen novollzéien ze kënne wéi vill Euroen an enger Budgetszeil ageschriwwe gi sinn an herno kontrolléieren ze kënnen, ob sech d'Exekutiv dru gehalen huet oder net. Transparenz heescht och net nëmme lëtzebuergesch mat europäesche Chiffere vergläichen ze kënnen oder e Gesamtiwwerbléck iwwert d'Finanzsituatioun vun der Administration publique ze kréien. Transparenz heescht och ze gesinn, wat den Objektiv vun enger Politik XY ass a wat d'Exekutiv mat de Moyenen, déi se zur Verfügung huet, tatsächlech um Terrain erreecht huet.

Ech hunn d'lescht Joer hei op dëser Tribün a menger Qualitéit als Budgetsrapporteur iwwert déi franséisch „Loi Organique relative aux Lois de Finances", kuerz LOLF, geschwat. Ech widderhuelen elo net alles, wat ech deemools schonn zur Genèse an zu den Ziler vun der LOLF gesot hunn. Just esou vill: Et ass eng Method, fir de Statsbudget opzestellen, déi iwwert d'Approche comptable eraus och an haaptsächlech nom Sënn an Zweck vun der Action politique kuckt; déi net nëmmen d'Legalitéit oder d'Regularitéit vun enger Dépense kuckt, mä och hir Effikassitéit; déi d'Logique des moyens duerch eng Logique des résultats ersetzt; déi um Niveau vun der Administratioun méi Flexibilitéit mat méi Responsabilitéit am Ëmgang mat de Steiergelder verbënnt, an déi en fin de compte och als Catalyseur fir d'Moderniséierung vum Statsapparat ugesi gi kann.

Mä fir dat Ganzt net ze vill theoretesch ze halen, erlaabt mer, wann ech gelift, d'Virdeeler vun esou enger Reform un engem ganz konkrete Beispill duerzestellen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech froen lech, ouni dass Der mer awer sollt eng Äntwert ginn:...

(Hilarité)

... Wou steet an eisem Budget wéi vill eise Stat fir d'Héichschoulen, d'Fuerschung an d'Innovatioun ausgëtt?

(Interruption)

E wichtegen Zukunftsdomän vun eiser Politik, wou mir eis och am Kader vun der Lissabon-Strategie engagéiert hu bestëmmt Ziler ze erreechen, déi sougenannten Objectifs de Barcelone.

Dir sot mer, dat steet am Budget vum Fuerschungsministère, an zwar an de Sektiounen 03.0 an 03.5. Richteg! An d'Uni steet bei 03.6. Awer dat ass net alles. Och aner Ministèren hu Kreditter an hirem Budget, fir d'Fuerschung an d'Innovatioun ze ënnerstëtzen: d'Ekonomie, d'Classes moyennes, d'Santé an esou weider.

Wann ech also e kompletten Iwwerbléck wëll kréien iwwer eis Dépensë fir d'Fuerschung, da muss ech direkt an e puer Ministerë sichen, fir déi entspriechend Budgetsposten ze fannen. An nach, deemno wéi déi eenzel Budgetszeilen intituléiert sinn, muss een dräimol noliesen, ob dat elo relevant ass oder net.

E weidere Problem ass dee vun der Zouuerdnung vun den Dépensen. Wann ech Personalkäschten oder soss Frais de fonctionnement hunn: Sinn dat da Fuerschungsausgaben oder sinn et keng? A wann zu deene Fuerschungsausgaben och d'Paie vun de Fuerscher zielen, dat awer net déi eenzeg Paie sinn, déi am Personalbudget vun engem Ministère oder Departement opgefouert sinn: Wou weess een dann, wéi vill ee vun deem Personalbudget als Fuerschungsausgab matziele soll?

Ech féieren dat elo net weider aus. Ech mengen, jiddfereen heibanne weess, wou de Problem fir eng Legislativ läit, déi hir Missioun, déi se am Kader vun hirem Budgetsrecht huet, gewëssenhaft erfëlle wëllt.

Elo, Här President, leeën ech dee franséische Projet de budget 2007 fir den Domän Recherche et Enseignement supérieur niewendrun. Wat gesi mer do?

Am Descriptif vun der Mission interministérielle „Recherche et Enseignement supérieur", enger vu 34 Missiounen am Ganzen, déi de franséische Stat definéiert huet, gëtt op e puer Säite beschriwwen, wat fir Politikberäicher dës Missioun ëmfaasst. Et ginn d'Objektiver vun der Fuerschungs- an Héichschoulpolitik kuerz ëmrass, déi concernéiert Ministèren opgelëscht an de Personalkader festgeluecht.

Am Projet de budget selwer geet et da weider an den Detail. All Missioun ass an eng Rei Programmer opgedeelt. An der Recherche sinn dat zum Beispill de Programm 150 „Formations supérieures et recherche universitaire" oder de Programm 231 „Vie étudiante".

Dir fannt do och Programmer, déi sech der Recherche spatiale, der Recherche industrielle, der Energie, der Défense oder der Landwirtschaft unhuelen. Déi eenzel Programmer ginn da weider preziséiert. Si sinn an Aktiounen ënnerdeelt. D'Objektiver ginn definéiert, d'Indicateurs de performance fir d'Evaluatioun ginn opgefouert an erkläert, an et ginn op déi eenzel Programmer an Aktioune Budgete gesat, déi och nach eng Kéier no fonctionnellë Kategorien opgeschlësselt sinn.

Och gëtt fir all Demande de crédit eng Justification au premier euro verlaangt. Dat heescht, dass de Responsable vum Programm net nëmme soe muss firwat eenzel Aktiounen elo méi oder manner Sue brauchen, mä firwat se iwwerhaapt gebraucht ginn. De Budget gëtt also net einfach vu Joer zu Joer fortgeschriwwen, mä all Joer op en Neits a Fro gestallt. „zero-based budgeting" heescht dat op Englesch.

Doriwwer eraus hunn d'Fransousen och aacht Politiques transversales definéiert. Ech zielen se emol ganz kuerz op:

1. Action extérieure de l'État;
2. Politique française en faveur du développement;
3. Sécurité routière;
4. Sécurité civile;
5. Enseignement supérieur;
6. Inclusion sociale;
7. Outre-mer;
8. Ville.

Den Enseignement supérieur - hutt Dir elo héieren - ass also eng dovun. An den Dokumenter zu dëse Politikberäicher gëtt op déiselwecht detailléiert Manéier duergestallt wat fir Programmer aus deene verschiddene Missiounen a Ministèren zu dëse transversale Politike bäidroen.

Wat bréngt dat? Ech menge ganz vill. Éischtens Transparenz, dat geet aus dësen Dokumenter ganz däitlech ervir, an zweetens méi Effikassitéit oder op d'mannst d'Méiglechkeet d'Politik besser ze evaluéieren.

Mir sinn ze vill an enger Logik vu Moyenen. Mir mussen awer an eng Logik vu Resultater erakommen. Net den Input zielt fir den Erfolleg vun enger Politik, mä den Outcome.

Fir am Fallbeispill vun der Recherche ze bleiwen: Et mag zwar a priori eng gutt Saach sinn, d'Ausgabe fir d'Fuerschung an d'Innovatioun bis 2010 op 3% vum PIB eropzeschrauwen - 2% privat, 1% public -, mä d'Erreeche vun deem Seuil seet nach näischt iwwert d'Qualitéit vun den Dépensen aus, déi eben d'Funktioun vun de Resultater ass. An deem Sënn misst och bei der Presentatioun vun de Statskonten d'Regierung d'Resultater vun hirer Politik virleeën an erkläre firwat si hir Objektiver, déi se am Budgetsprojet annoncéiert huet, erreecht huet oder och net. D'Rapports annuels vun de Ministerë wären do eng ganz gutt Ausgangsbasis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Woch huet eng Zeitung titréiert, ech zitéieren: „Sie sagen ‚strukturelle Reformen' und meinen Sozialabbau." Dat ass eng Ausso géint déi ech mech schonn d'lescht Joer a menger Budgetsried gewiert hunn. Wann ee keng Alternativen ze bidden huet, dann ass dat vläicht esou. Mä wann een d'Méiglechkeeten, fir mat den disponible Moyenen e Maximum u Resultater ze erreechen, nach net ausgeschöpft huet, da muss „manner" net automatesch „méi schlecht" bedeiten. A wann de Stat dann awer vu senge Bierger Aschränkunge verlaange muss, dann ass et e Minimum, dass de Stat selwer mam gudde Beispill virgeet an all seng Méiglechkeeten ausnotzt, fir méi effikass ze schaffen. Eng nei Budgetsarchitektur ass eng Manéier, fir dat ze erreechen.

Firwat net einfach mat engem Pilotprojet ufänken? Mir fält do e Ministère an, dee sech vläicht am beschten ubitt, fir esou e Pilotprojet se lancéieren, nämlech d'Kooperatioun. Firwat grad d'Kooperatioun? Net well, wann een esou wëllt, do de Besoin am Gréisste wär, mä well d'Kooperatioun haut scho gréisstendeels am „project management" täteg ass. A wat ass eng LOLF soss anescht wéi eng Form vu modernem „project management" um Niveau vum Stat a sengen Administratiounen?

D'Kooperatioun hätt och de Virdeel, dass op där enger Säit d'Objektiver vun der Politik grosso modo scho formuléiert sinn, zum Beispill am Fall vun den „Millennium goals", oder dass eng systematesch Evaluatioun vun de Programmer a Projeten haut schonn Usus ass an de Ministère vläicht scho méi wéi aner Ministèren Erfahrung op dësem Gebitt huet. Ech fannen dat eng Iddi, déi een emol virundreiwe sollt, fir am Klengen auszeprobéieren, wat herno am grousse Stil - och bei eis hei zu Lëtzebuerg - funktionéiere kéint.

Ech kéint elo och gradesou gutt eisen nationale Lissabon-Plang eraushuelen. Fir eis Kompetitivitéit ze verbesseren a Vollbeschäftegung ze erreechen hu mir eis eng ganz Rei vun Objektiver ginn, wou mer neierdéngs mat Hëllef vu 86 Indicateuren am Tableau de bord „Compétitivité" eis Fortschrëtter moossen. Wat ech domat wëll soen: Dass mir, fir op de Wee vun enger LOLF ze goen, d'Rad net musse ganz nei erfannen. Mir hunn haut scho punktuell Instrumenter zur Verfügung, déi een am Kader vun enger Budgetsreform weiderentwéckele kéint.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu menger Konklusioun. Mir brauchen onbedéngt e Quantesprong an eiser Budgetspolitik. Dat gëtt ëmmer méi offensichtlech. D'Ëmstellung op de SEC 95 ass nëmmen e klengen Deel dovunner, an eng nei Budgetsarchitektur nom Virbild vun der franséischer LOLF, deen anere méi wichtegen. Awéiwäit dat eent mat deem anere kompatibel ass, dat bleift am Detail ze kucken an ze klären.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech soen och net, dass mir d'franséisch LOLF eent zu eent sollen iwwerhuelen. Dat soll eis awer net dervun ofhalen, dee Chantier emol ze entaméieren, fir dass mer eis Statsfinanzen net nëmmen erëm an den Équiliber bréngen, mä an e gesonden an transparenten Équiliber, an domat am Endeffekt méi demokratesch Prozeduren an eis Statsfinanze bréngen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Pierre Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een de Finanzminister de leschte Mëttwoch gelauschtert huet, wéi en am Kader vum Statsbudget iwwert d'Gemengefinanze geschwat huet, hätt ee kënne mengen, d'Gemengen hätten elo neierdéngs keng finanziell Problemer méi. Sécher bekloen d'Gemenge sech net iwwert déi zousätzlech 43,5 Milliounen Euro, déi hinnen an deenen nächsten dräi Joer iwwert d'Autossteier zoukomme wäerten, mä dobäi däerf een awer net vergiessen, dass se eleng am Joer 2005 46 Millioune manner iwwert de Fonds communal de Dotation financière erakritt haten, wéi dat, wat am Budget virgesi war. Déi zousätzlech Recettë vun der Autossteier an de Joren 2007 bis 2009 kompenséieren dat also net emol.

D'Initiativ déi Gemenge finanziell ze ënnerstëtzen, déi Effortë maachen, fir zousätzlech Awunner bei sech opzehuelen, ass prinzipiell ze begréissen. Et brauch awer keen ze mengen, dass doduerch d'Gemenge finanziell aus dem Schneider wären. Engersäits hunn d'Gemenge sech virgeholl dës Plusvalue an d'Nohaltegkeet ze investéieren, esou wéi och de Stat dat mécht. Dat mécht net dee Supplément, deen iwwert d'Autossteier erakënnt.

Anerersäits wëll ech drun erënneren, dass de Premierminister a senger Ried am Mee zur Lag vun der Natioun annoncéiert huet d'Plazen an de Structures d'accueil solle vun 8.000 haut op 30.000 am Joer 2013 eropgoen. Déi reell Käschten, fir ee Kand plein temps an enger Maison relais während engem Joer ze versuergen, leien ëm déi 15.000 Euro, wouvunner d'Gemeng ongeféier een Drëttel bezilt. Et kann ee sech also ausrechnen, dass dëst d'Gemengen am Joer 2013 150 Milliounen Euro kaschte wäert. Wann ee weess, dass hir gesamt net zweckgebonne Recetten haut ongeféier eng Milliard Euro ausmaachen, kann ee sech e Bild dervu maache wat hei op se duerkënnt.

An esou engem Kontext ass et schwéier nozevollzéie firwat dann och nach gefuerdert gëtt d'Gemenge solle sech zréckhale mat der Erhéijung vun hiren Taxen, an dat nodeem se zënter Jore vum Innenministère un d'Häerz geluecht kréie si sollen d'Gemengeservicer dach wann ech gelift käschtendeckend ubidden. Jiddefalls ginn déi punktuell an isoléiert Moossnamen, déi d'Regierung elo agefouert huet, net duer, fir de Gemenge laangfristeg stabel a previsibel Recetten ze garantéieren.

Eng strukturell Reform vun de Gemengefinanzen ass duerfir noutwendeg, an zwar mat folgenden Objektiver: eng Reduktioun vum Gewiicht vun der Gewerbesteier an de Gemengerecetten, fir hir Ofhängegkeet vun dëser Steier anzeschränken; eng méi enk Ubannung vun de Gemengerecetten un d'Statsrecetten, fir dass se parallell evoluéieren; eng systematesch Uwendung vum Konnexitéitsprinzip: Keng nei Missioune fir d'Gemengen ouni zousätzlech Moyenen, fir se duerchzeféieren; méi Transparenz an der Attributioun vu staatleche Subsiden un d'Gemengen a schlussendlech d'Méiglechkeet erëm hierzestellen d'Grondsteier als Instrument vun der kommunaler Politik esou anzesetze wéi et ursprünglech geduecht war.

Thema Grondsteier: Iwwert dat Thema hu mer schonn oft op dëser Plaz geschwat, wou mer souguer an enger Motioun ganz prezis Fuerderunge gestallt hunn, déi awer bis elo bei der Regierung nach ëmmer keng

Suite kritt huet, et ass dëst d'Reform vun der Grondsteier, eng Gemengesteier. Ech fannen et zimlech erstaunlech, dass eng Motioun, déi 2003 ouni Géigestëmm vun dëser Chamber ugeholl ginn ass, einfach ignoréiert gëtt a gemaach gëtt wéi wann näischt gewiescht wär.

(Interruption)

Fir nach eng Kéier kuerz ze résuméieren ëm wat et hei gaangen ass: Nodeems d'Chamber festgehalen hat, dass et wichteg wär zousätzlech Méiglechkeeten ze schafen, déi et de Gemenge sollen erlaben hir Recetten, an doduerch hir Finanzlag, ze verbesseren, huet se d'Regierung invitéiert, an ech zitéieren: «à procéder à une réforme de l'impôt foncier; à abolir dans l'immédiat l'article 1er de l'arrêté grand-ducal du 27 juin 1967 du code fiscal qui stipule que les taux A et B sont liés».

Dëst war e mëttelfristegt an e kuerzfristegt Zil. Dee leschte Punkt war geduecht, fir de Gemengen am Kader vun deem aktuelle System méi Flexibilitéit ze ginn, fir vun hirer fiskaler Autonomie Gebrauch ze maachen an d'Terrainen an d'Immobilien, déi der Grondsteier B erleien, méi ze besteieren, ouni awer d'Landwirtschaft mat ze belaaschten. Dëst ass jo am Moment net méiglech, well déi zwee Tauxen uneneegekoppelt sinn.

Déi éischt Fuerderung war en Opruff, fir eng Reform vun der Grondsteier am Allgemengen ze lancéieren. Firwat ass dëse Revendicatioune bis elo keng Rechnung gedroe ginn?

Wat déi kuerzfristeg Mesuren ubelaangt gëtt eis vu Säite vun der Regierung gesot, dass esou eng punktuell Adaptatioun net méiglech ass, well dann de Risiko besteet, dass, wann d'Gemengen hir Tauxen héijen, d'Ongerechtegkeete vum aktuelle System just géife verstäerkt ginn. Folglech misst een da schonn eng komplett Reform vun der Grondsteier maachen.

Op där anerer Säit wëllt een awer anscheinend net un esou eng Reform erugoen, well se eng nei Bewäertung vun den Immeublen an den Terrainen am ganze Land mat sech brénge géif, a fir esou eng Aufgab duerchzeféieren ass eis Steierverwaltung anscheinend net équipéiert, wat d'Disponibilitéit vun de Leit ubelaangt.

Hei bäisst dach awer d'Kaz sech an de Schwanz. Mat esou Räsonnementer komme mer net virun.

Wann de politesche Wëllen do ass muss och eng Reform méiglech sinn. Et brauch een nëmme bei eis däitsch Noperen eriwwerzekucken, déi jo bekanntlech no deemselwechte Grondsteiersystem fuere wéi mir, wou am Moment en neit Gesetz ausgeschafft gëtt.

Erlaabt mer fir d'éischt nach eng Kéier kuerz op d'Argumenter anzegoen, firwat d'Grondsteier an där heiteger Form ofgeännert soll ginn. Duerno géif ech dann e puer Pisten opzeechnen a wéi eng Richtung esou eng Reform goe kënnt.

1. D'Berechnung vun der Base d'assiette vun der Grondsteier féiert zu Ongerechtegkeeten an ass net transparent fir de Steierzueler.

Den Haaptproblem bei der heiteger Berechnung vun der Grondsteier sinn déi sougenannten „valeurs unitaires", déi de Wäert vun den Terrainen an den Immeuble bestëmmen. Hautdësdags ginn dës „valeurs unitaires" nach ëmmer no der Präissituatioun vun 1941 gerechent.

Or, et kann ee sech jo gutt virstellen, dass en Terrain zu Bartreng oder Stroossen, fir elo nëmmen déi Beispiller ze huelen, Gemengen, déi 1941 nach zum ländleche Raum gezielt hunn, ee ganz anere Wäert hate wéi haut, wou se zur Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg zielen.

Et besteet also éischtens emol e kompletten Décalage tëschent der Bewäertung, déi vun der Steierverwaltung gemaach gëtt, an dem tatsächlechen heitege Wäert vun den Terrainen a Gebailechkeeten.

Doriwwer eraus ass et och net d'Fläch vum Terrain oder vum Haus, déi eleng ausschlaggebend sinn, fir de Wäert ze berechnen. Hei gëtt et eng Rei Regelen a Kritären, déi iwwregens och nach aus de 40er Jore stamen, déi dëse Bewäertungsmodus mat beaflossen. Wéi eng Kritären dës genee sinn a wéi se ugewannt ginn ass eng Informatioun, déi dem Bierger eigentlech guer net zougänglech ass, well se net telle quelle an engem Gesetz erëmzefannen ass.

2. De bürokrateschen Opwand, deen et kascht, fir d'Grondsteier anzedreiwen, ass disproportionéiert zu deem, wat se u Recetten erabréngt.

Et sief drun erënnert, dass d'Grondsteier 1980 - den A an de B - nach 2,8% vun den ordinäre Recettë vun de Gemengen ausgemaach huet; 2005 waren et nach just 1,5%. Dës Evolutioun ass besonnesch markant bei der Grondsteier A, déi haut manner wéi 1,4 Milliounen Euro erabréngt, wat nach just 0,09% vun de Gemengerecetten ausmécht.

3. D'Gemengen hunn a Wierklechkeet kee reelle Spillraum méi, fir hir fiskal Autonomie um Niveau vun der Grondsteier spillen ze loossen.

An deene leschte Joren hunn ëmmer manner Gemenge vun der Méiglechkeet Gebrauch gemaach hire kommunalen Hiewesaz vun der Grondsteier substanziell eropzesetzen. D'Ursaache si bekannt:

Engersäits hu mer, wéi scho gesot, de Problem vun der Uneneekoppelung vun den Tauxen A a B. Anerersäits huet de System, deen op d'Wäerter vun 1941 baséiert, zu grousse Verzerrunge gefouert. Eng Gemeng, déi hiren Taux hieft, verstäerkt dës Verzerrungen a mécht aus klengen Ongerechtegkeete grouss Ongerechtegkeeten.

An anere Wierder: Och wann d'Grondsteier theoretesch e Mëttel ass, dat de Gemengen et erlabe soll hir fiskal Autonomie spillen ze loossen, esou ass dës Autonomie a Wierklechkeet staark ageschränkt!

Wéi kéint dann elo eng Reform vun der Grondsteier ausgesinn?

Ech fannen et interessant sech vun den Iddien inspiréieren ze loossen, déi an Däitschland am Moment um Dësch leien. Do gëtt Folgendes proposéiert:

1) d'Grondsteier A soll ofgeschaf ginn;

2) d'Grondsteier B soll eng nei Base d'assiette kréien.

D'Propositioun fir d'Grondsteier A ofzeschafe kënnt engem op den éischte Bléck revolutionär vir, ass awer eigentlech ganz logesch, wann een d'Saach aus enger historescher Perspektiv analyséiert.

Fir den Ertrag fir säi Liewensënnerhalt an d'Moyene fir d'Steiere kënnen ze erwirtschafte war de Bauer ursprünglech gehal säin Terrain esou intensiv wéi méiglech ze notzen. An deene leschte 40 Joer huet dës Situatioun sech awer fundamental geännert an Europa.

Ee vun den Haaptproblemer ass haut net méi, dass net genuch produzéiert gëtt, mä dass ze vill produzéiert gëtt. An hei läit de Paradox: Während d'Bauere Primë bezuelt kréien, fir hir Lännereie broochleien ze loossen, hu mir genee wéi déi Däitsch eng Steier, déi op de Prinzip vun enger intensiver Notzung vum landwirtschaftleche Buedem berout.

Dës Steier ass duerfir weder gerechtfertegt nach ass se fir d'Gemenge finanziell interessant. An anere Wierder, si ass einfach net méi zäitgeméiss.

Den zweete Prinzip vun der zukünfteger Reform an Däitschland ass d'Festleeë vun enger neier Base d'assiette fir d'Grondsteier B.

Et gëtt proposéiert de System vun den „valeurs unitaires" ze ersetzen duerch e vereinfachte System, deen engersäits op der Fläch vun de Gebaier respektiv den Terrainë baséiert, anerersäits op der Zort vu Gebai, dat drop steet: Wunnhaus, Bürosgebai, Industriegebai, Hotel oder Bauerebetrib.

Andeems een d'Bewäertung op just e Minimum vu Kritären: d'Fläch an d'Notzung vum Gebai, reduzéiert, vereinfacht een net nëmmen déi administrativ Prozeduren a spuert domat Zäit a Suen, mä et mécht een de System och méi transparent fir de Bierger.

Ech fannen, dass dëst eng interessant Ausgangsbasis ass fir eng Diskussioun zu Lëtzebuerg, och wann een natierlech verschiddene spezifeschen nationalen Ëmstänn Rechnung droe misst.

Wéi ee gesäit ass et technesch gesinn also keng Saach vun der Onméiglechkeet, esou eng Reform duerchzeféieren. Et muss allerdéngs de politesche Wëllen do sinn, fir dat ze maachen.

Sécher, esou eng Reform huet als Konsequenz, dass eng Rei Leit déi Grondsteier wäerte bezuele wéi bis elo. Mä donieft bréngt eng adequat an effikass Grondsteier awer eng Rei Virdeeler mat sech, déi ech hei nach eng Kéier résuméiere wëllt:

1) En zäitgeméissen an transparente System, dee fir de Steierzueler novollzéibar ass an als gerecht emfonnt gëtt.

2) Méi fiskal Autonomie fir d'Gemengen. Aus finanzwëssenschaftlecher Siicht ass d'Grondsteier eng gutt Gemengesteier. Si stellt eng Relatioun hier tëschent dem Bierger a senger Gemeng an ass eng Zort Kompensatioun fir d'Gemengeservicer, déi him zur Verfügung stinn.

3) Potenziell zousätzlech Recettë fir d'Gemengen.

4) E positiven Effekt am Beräich vum Logement, andeems se d'Praxis découragéiert, d'Terrainen zu Spekulatiounszwecker net op de Maart ze bréngen.

Ënner anerem aus gemengepolitescher Siicht kann eng Reform vun der Grondsteier also eng ganz Rei positiv Auswierkungen hunn. Ech hoffen, dass dës Iwwerleeungen zur Diskussioun stinn, wa mer deemnächst wäerte weider iwwert d'Gemengefinanzen am Kader vun den Aarbechten iwwert d'Réforme territoriale schwätzen.

Nodeems mer d'Regierung schonn 2003 opgeruff haten eng Reform vun der Grondsteier an d'Weeër ze leeden, géif ech mer zumindest och wënschen, dass se d'Bereetschaft géif manifestéiere mat an dës Richtung ze goen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Jempy Klein Merci. Elo kritt nach d'Regierung d'Wuert, den Här Budgetsminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären als Budgetsminister zum Schluss vun dësen Debatte Merci soe fir déi interessant Ausféierungen, déi gemaach gi sinn. A wann ech vun der Interventioun vum Vertrieder vun der ADR ofgesinn, da muss ech soen, datt se och allegueten am Toun an am Inhalt sachlech waren, och wann ee selbstverständlech mat där enger oder anerer Analys net onbedéngt d'accord ass.

Déi Debatten hei hu bewisen, datt déi Analys, déi d'Regierung gemaach huet, op grousse Strecke gedeelt gëtt. Nämlech, datt mer hei e Wee gewisen hunn, wéi een zolidd Statsfinanzen erhale kann. Deenen enge geet et net schnell genuch, deenen aneren ze schnell, mä am Fong ass an der Budgetspolitik eng Kontinuitéit, wann ech iwwert déi lescht aacht bis zéng Joer kucken; a se war ëmmer charakteriséiert duerch grouss Virsiichtegkeet.

Dat dierft och net erstaunen, well déi, déi fir d'Finanz- an d'Budgetspolitik an deene leschte Joren zoustänneg waren, och bei ënnerschiddleche Koalitiounen net geännert hunn. An et wär komesch wann déiselwecht Leit géifen, jee no Koalitioun, eng total aner Budgetspolitik maachen.

Souwisou mengen ech, datt d'Budgetspolitik sech a villen Iwwerleeunge muss lassléise vun der Parteipolitik. D'Budgetspolitik, d'Finanzpolitik ass d'Grondlag vun engem Stat. Si ass selbstverständlech an deem Sënn héich politesch, datt jee no Ausgabechoixen a jee no Fixatioun vun de Steieren ee wesentlech politesch Akzenter ka setzen. Bei der Ausriichtung misst ee sech ëmmer eens sinn, datt e Land all Intérêt drun huet, gesond Statsfinanzen ze halen.

Ech weess, datt dat net jiddferengem seng Opfaassung an all de Länner ass, well et heiansdo méi einfach ass Schold ze maachen a méi einfach ass d'Steieren eropzesetzen, well een da verschidden Aufgaben tätege kann. Mir mussen eis ëmmer bewosst sinn, datt e klengt Land keen Intérêt drun huet héich Steieren ze hunn, well da ginn d'Betriber op aner Plazen, an ee klengt Land och keen Intérêt drun huet héich Schold ze maachen, well d'Zuel vun deenen, déi déi Schold mussen zréckbezuelen, bleift ëmmer kleng respektiv huet dat och eppes mat der Liewensqualitéit an der Attraktivitéit vum Site ze dinn.

An da muss een d'Budgetspolitik och ëmmer gesinn an der Perspektiv vun deene Joren duerno. Ech maache kee Budget an hunn an deene leschte Jore keen eenzege Budget gemaach, wou ech mech net gefrot hunn: Wat bedeit dat do da fir an zwee, dräi Joer?

Et ass an deem Sënn, wou ech och d'Propositiounen oder d'Reflexioun begréissen, déi hei de Fraktiounspresident vun der DP gamaach huet, fir ze soen: Mir mussen och kucken, wat sinn dann déi grouss Défien, déi sech no 2009 stellen. Dat ass eng Reflexioun, déi ech mer als Budgetsminister ëmmer maachen an déi och aner Kolleegen an der Regierung sech maachen. An datt een doriwwer diskutéiert, och ausserhalb vum parlamentaresche Raum, quitte datt d'Décisioun ëmmer am Parlament bleiwe muss, ass eng Iddi, déi ech novollzéie kann an och begréissen.

Den Här Deputéierte Goerens proposéiert, fir do och déi Reflexioun an dee Comité iwwer den Développement durable ze ginn. Ech mengen, dat ass eng Plaz wou iwwer esou Saache soll diskutéiert ginn, duerfir och déi ënnerschiddlech Kompositioun an deem Comité, mä et geet net duer, datt se do diskutéiert gëtt. Si muss selbstverständlech och heibannen an och an de Kommissioune vum Parlament vernetzt gefouert ginn. Oft hunn ech d'Impressioun, datt mer iwwer en Deel vun der Politik diskutéieren an da vergiessen, datt dat jo och eng Inzidenz op aner Beräicher huet.

Duerfir muss ech soen, datt ech mat där Motioun, déi den Här Goerens do déposéiert huet, an déi, mengen ech, och vun anere Fraktiounen ënnerschriwwe gëtt, liewe kann. Mä, wéi gesot, mäi Wonsch wär et, datt mer dat net nëmmen ofschieben op esou ee Comité, mä datt mer eis och als responsabel Politiker hei am Land mat där Fro auserneesetzen.

Ech sot, dëse Budget ass eng „road map" fir zolidd Statsfinanzen. Et ass e Reformbudget, an ech géif dat nach eng Kéier gären un zwee Elementer festhalen.

Mir hunn net eleng ze kucke wéi an engem Joer d'Ausgabe par rapport zu de Recettë sinn. Mir musse kucke wéi ass d'Evolutioun vun den Dépensë par rapport zum Bruttoinlandsprodukt a wéi ass d'Evolutioun vun de Recettë par rapport zum Bruttoinlandsprodukt.

A wa mer dat kucken, da gesi mer, datt mer e Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach hunn.

Well wa mer 2000 Recettes/Dépenses hate par rapport zum PIB vu 37% als Ratio, da si mer 2005 op 42% eropgaangen a mer sinn elo erëm op 40% erofgaangen. Well wat hu mer festgestallt?

De Ratio dépenses par rapport zum PIB ass permanent eropgaangen an de Ratio recettes par rapport zum PIB ass quasi stabel bliwwen. An et ass dee Problem, dee mer an de Grëff kréie mussen, an et ass un deem Problem, wou mer geschafft hunn an dee seng éischt Akzenter och an dësem Budget fënnt, an déi Effortë musse konsequent och an den nächste Budgete virugefouert ginn.

Zweet Remarque: Spueren heescht net Ofbau. Dëse Budget ass kee Budget vum sozialen Ofbau, well d'Leit hu genau dat Nämlecht wéi virdrun.

Wann ee seet: „Mir musse spueren.", dann huet d'Regierung e Wee proposéiert, net fir de Leit eppes ewechzehuelen; et huet keen a sengem Virement bei senger Pai oder bei sengen Zoulagen, déi e vum Stat kritt, manner kritt. Mir hu just gesot, mir loossen déi Dépensë manner schnell uwuessen, fir se och kënne laangfristeg ze finanzéieren.

Et ass ee méi populär, wann ee seet: „Ma jiddferee kritt d'nächst Joer 5% bäi, an da kucke mer wéi dat a fënnef Joer geet." Dat wär keng responsabel Politik. Et gëtt een zwar da vläicht héich gewielt, mä op d'mannst no fënnef Joer huet een en décke Problem. An dofir hu mir gesot, mir kucken, datt mer dat, wat mer hunn, kënne laangfristeg assuréieren, an duerfir wuessen d'Dépensë manner schnell.

An da stellen ech an deenen Debatten hei eng gewësse Kontradiktioun fest, op d'mannst bei verschiddenen; an ech gi gären zou, datt een déi Kontradiktioun oft bei sech selwer erëmfënnt.

Jiddfereen hätt gären, datt d'Steiere géifen erofgoen oder duerch d'internationaalt Ëmfeld adaptéiert ginn un d'Inflatiou, zugläich wëlle mer awer bei den Dépensen net déi noutwendeg Bremsen aleeën, well mer hei oder do fuerderen. Zesumme geet dat natierlech net an duerfir hu mer am Budget 2007 gekuckt, datt d'Dépensë manner schnell wuesse wéi d'Recetten.

Wa mer awer elo d'Steieren nach erofsetzen, wéi dat hei vun enger Rei Riedner gefuerdert ginn ass, da muss een natierlech och soen, wou een dann déi zousätzlech Dépensë sträiche geet. An do ass et mir an dëser Debatt net ganz kloer gi wat déi da géife proposéieren nach weider un Dépensen ze sträichen, wann een d'Steieren erofsetzt, well kuerzfristeg huet eng Steierreduktioun natierlech zum Effet, datt ee manner Recettë kritt. Mëttelfristeg - an dat ass jo och dat wat mer 2000, 2001 gemaach hunn - muss een hoffen, datt doduerch méi Activité économique kënnt.

Dofir huet jo och de Stats- a Finanzminister gesot, datt d'Regierung d'nächst Joer iwwert de Gesamtpak vun de Steiere kuckt, souwuel fir d'Betriber wéi fir d'Privatleit, ëmmer och am Bléck vum Budgetséquiliber. An duerfir kann ech och am Numm vun der Regierung net d'accord si mat Motioune wéi där, déi vun der ADR hei abruecht gi sinn, wou gesot gëtt: Just bei de Privatpersoune musse mir déi doten an déi dote Moossnamen d'nächst Joer maachen.

D'Steierpolitik muss een ëmmer am Ganze kucken. Bei der Steierpolitik kann ee sech net eppes erauspicken - et kann een dat maachen, mä dat ass net eis Approche. An duerfir, mengen ech, solle mer d'Gesamtsteierpolitik d'nächst Joer kucken, esou wéi mer dat all Joers kucken, mä zugläich awer och kucken, wat fir een Effet huet dat op de Budget a wat kënne mer dann am Budget bei den Dépensen net maachen.

Mir mussen, an dat ass heibanne gesot ginn, ëmmer méi attraktiv si wéi d'Ausland.

An dann ass d'Situatioun vun Holland bei der Betribsbesteierung zum Beispill hei beschriwwe ginn. Ech wëll just hei drop hiweisen, datt, wa verschidde Moossnamen an der hollännescher Betribsbesteierung attraktiv sinn an erofgesat gi sinn, dann ass dat awer zum Deel op Käschte vun der Besteierung vun de Privatpersoune gaangen. De Maximumstaux, deen d'Privatpersounen an Holland bezuelen, läit bäi 50%; zu Lëtzebuerg bäi 38%.

An Däitschland proposéiert elo déi nei Regierung fir d'Kierperschaftssteier erofzesetzen; si hunn awer zugläich d'TVA ëm 3% eropgesat.

An duerfir soen ech, et kann ee sech net iergendwou eppes erauspicken a soen: Maacht et wéi déi doten. Da muss een dat Ganzt kucken!

Ech soen nach eng Kéier: D'Regierung ass determinéiert fir souwuel d'Betribsbesteierung wéi d'Besteierung vun de Privatpersounen attraktiv ze halen, och am internationalen Ëmfeld, fir Ajustementer ze maachen, déi eis méi konkurrenzfäeg maachen, à condition datt mer eis vum Zil, de Budgetséquiliber ze erreechen, net oflenke loossen.

Déi Finanzplaz wäert - an ech soen dat och hei, well e puer Riedner op d'Wichtegkeet vun der Finanzplaz higewisen hunn - eis voll Ënnerstëtzung weiderhi fannen. Déi Finanzplaz ass eng ganz dynamesch. Déi ass eng, wou d'Acteure mer soen, datt d'Ëmfeld klappt, datt d'Ëmfeld Vertraue schaaft.

Net méi spéit wéi de Moien, just ier ech an d'Chamber komm sinn, hunn ech enger neier Bank den Agrément ginn, déi sech zu Lëtzebuerg etabléiert, eng Bank mat lëtzebuergeschem Kapital; wou also Leit och beweisen, datt se grousst Vertrauen an d'Finanzplaz hunn, well se vill Suen an esou ee Projet erastiechen. Well se der Meenung sinn, datt zu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren nach ganz vill ka gemaach ginn.

An duerfir mengen ech, datt dat Schrëtt sinn, déi beweisen, datt Lëtzebuerg eppes ze bidden huet. An och déi auslännesch Finanzleit, deenen ech an deene leschte Woche begéint sinn, hu mer ëmmer erëm gesot, datt si och wëlles hunn d'nächst Joer nei Leit anzestellen; esou datt do also net un Ofbau geduecht gëtt, mä datt se mat de Rahmebedingungen, déi d'Politik geschafen huet, vu Lëtzebuerg aus wëllen europäesch Geschäfter tätegen.

Zu deene Budgetsdebatte géif ech wëllen derbaifügen, datt e puer Riedner iwwert déi sougenannte Plus-valuë vun 2006 geschwat hunn.

Ech wëll hei nach eng Kéier drop hiweisen, datt de Gros vun deene Plus-valuë der vun enger ganz exceptionneller Natur sinn an eemoleg sinn. Ech weess net, wou déi Ziffer vu 700 Milliounen hierkënnt, déi do ëmmer erëm an de Raum gestallt gëtt.

Et kënnen der méi sinn, mä da muss een am Fong ëmmer direkt bedenken, datt 600 Milliounen an dësem Joer eleng duerch d'Operatioune ronderëm Arcelor-Mittal bedéngt sinn: 400 Milliounen duerch d'Vente oder den Échange vun eiser Participatioun vum Stat, eng 40 Milliounen duerch d'Dividendë vun der Arcelor, an eng 100 bis 150 Milliounen, wat déi Besteierung op den Dividenden ass, déi un anerer bezuelt gi sinn, déi de Stat duerch déi Operatioun kritt huet.

Et muss ee sech also bewosst sinn, dat si Suen, déi kommen net automatesch d'nächst Joer erëm; also kann een domadder keng Zukunftspolitik maachen. Mir si frou, datt se komm sinn, mä duerfir hu mir och gesot: Déi lafe guer net an de Budget. Duerfir kann een elo och net mat deenen dauerhaft Politike maachen. Do muss een Zukunftsgestaltung maachen, an ech hunn a menger Budgetsried gesot, wat mer notamment mat deene Suen envisagéieren ze maachen.

Eng Rei Kolleegen hunn an deem Kontext gesot: Déi Reserve musse weider opgebaut ginn, och duerch déi Plus-valuen, déi dann eventuell kommen, Abstraction faite vun deene Suen Arcelor-Mittal; da bleiwe vläicht nach - loosse mer soen - 200 Milliounen.

Do läit, léif Kolleegen, eng Kontradiktioun vun deem, wat der vill vun Iech gesot hunn, wa se gären eng aner Presentatioun vum Budget hätten. D'Regierung ass d'accord Iech d'nächst Joer en drëtte Volume zum Budget ze schreiwen, nach muss ech Beamte fannen, déi och nach Zäit hunn en drëtte Volume zum Budget ze schreiwen. Ech weess och net, ob d'Leit dann den éischten an den zweete liesen, well vill Leit ware schonn erstaunt, datt et iwwerhaapt en zweeten Deel vum Budget gëtt; ech hunn dat dobaussen e bësse getest.

Mir schreiwen d'nächst Joer och nach en drëtte Volume. Dat ass schrecklech vill Aarbecht, wëll ech Iech just soen, och am Numm vun deene Beamten, déi dat musse schreiwen. Mir wäerten also d'nächst Joer och en drëtt Buch an d'Chamber bréngen. Mä hei ass jo d'Grondfuerderung, fir eng ganz aner Presentatioun vum Budget ze maachen.

Mir huelen déi Motioun, déi hei eestëmmeg vun der Chamber wäert verabschiet ginn, well all Fraktiounen ënnerschriwwen hunn, un. Ech soen Iech just nach eng Kéier, datt, wa mer an Zukunft Avoiren an de Fongen hunn, wa mer Reserven op d'Säit setzen, déi fannt Dir dann a kenge Chiffere méi erëm. Ech hätt gären, datt Der Iech och mat där Fro auserneesetzt, an ech hu wëlles am Laf vum nächste Joer vläicht och emol eng Kéier e Gespréich an der Finanzkommissioun iwwert déi dote Problematiken ze kréien, well ech weess, datt et Leit gëtt, déi sech vill mat deene Saachen ofginn - an der Finanzkommissioun sinn eng ganz Rei Kolleegen, déi déi Problemer och mat gesinn -, fir datt mer och doriwwer diskutéieren.

Da soen ech och, dofir sinn ech e bëssen driwwer erstaunt, datt och trotzdeem wéineg hei iwwert d'Reserve vum Stat an dëser Debatt geschwat ginn ass, well all Kéiers wa mer an engem Joer méi ausgi wéi dat, wat mer an deem Joer erakréien, dann hu mer en Defizit, ob mer dee mat Reserv bezuelen oder mat Emprunt. An all Kéiers wa mer eppes Grousses bauen, dann hu mer automatesch an der Zukunft och en Defizit.

Zum Beispill ass hei wéineg geschwat ginn iwwert d'Dépensë vum Fonds Belval. Ech mengen d'Madame Mutsch hat kuerz dovunner geschwat, mä net an der Perspektiv vun der Gesamtpresentatioun vum Budget. Déi stinn net am Budget. Déi sinn an eise Chiffere Maastricht dran. Also mussen déi dann och hei mat gestëmmt ginn. Mä wann een do zum Beispill eng Universitéit baut oder eng gréisser Strooss op engem gewëssene Joer, op engem gewëssenen Exercice, dann ass dat eng enorm Dépense. Déi kann net mat deene Sue vun deem Joer bezuelt ginn. Also huet ee logescherweis do en Defizit.

An der Analys vum Defizit wär ech frou, wa mer och géife méi iwwert den Niveau vun der Schold schwätzen, deen eemoleg niddereg an Europa ass – an dat géif ech och gären esou behalen -, an iwwer Reserven, déi ëmmerhin nach do sinn. Well ech ka mech un all déi erënneren, déi virun de Wahle gesot hunn: Dir wäert gesinn, am Joer 2004 si keng Reserve méi do. Mir sinn elo 2007 an e puer Deeg an déi sinn nach ëmmer do a mir wäerten och duerfir suergen, datt déi net séier ausgi ginn. Zum Beispill, wann ech de Fonds du rail huelen, dann hu mer do schonn e Finanzement fir déi nächst Jore virgesinn. An duerfir, an enger nuancéierter Analys vun deenen, déi dat net parteipolitesch kucken, mengen ech, muss een dat och unerkennen.

Just, et bleift, datt mir d'accord sinn eng aner Presentatioun vum Budget ze maachen, mä da musse mer Äntwerte fannen. Wat maache mer da mat de Reserven, insofern mer der hunn? Wat maache mer zum Beispill mam Amortissement vun der Dette, wat Maastricht no iwwerhaapt net ausgewise gëtt? Dat ass keng einfach Fro. Duerfir si mer bereet un där Fro ze schaffen. Mä e Budget, deen een einfach versteet - ech hu mer och d'Budgete vun den Nopeschlänner ugekuckt -, dat ass net esou einfach, à moins datt een eng Broschür mécht, déi einfach nëmmen d'Schlësselelementer duerstellt, da kann een dat liicht anescht presentéieren.

Ech muss och soen, ech selwer sinn net ganz zefridde mat där Presentatioun wéi se zënter 50 Joer zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass. Déi ass gutt fir Techniker. Déi ass gutt fir Leit, déi sech mat de Statsfinanzen ofginn. Déi ass net gutt fir d'Communication grand public. Mä do soen ech nach eng Kéier, och do si mer spuersam Leit. An der Finanzinspektioun schaffen net esou vill Leit, datt mer och nach kënne grouss Broschüren erausginn.

Ech hu gekuckt, an den Nopeschlänner, do hu se an de Finanzministèrë gréisser Departementer, déi sech just mat der Öffentlechkeetsaarbecht beschäftegen. Déi maachen dann natierlech faarweg Broschüren. Mir hunn net wëlles dat ze maachen, well och mir si spuersam, och mir reduzéieren d'Fonctionnementskäschten. Ech wäert awer selwer kucke wéi een dat vläicht e bësse méi verständlech duerstelle kann. Ech soen awer och nach eng Kéier: Déi, déi et wëlle verstoen an déi sech wëllen am Detail mam Budget ofginn, déi verstinn et och elo.

An deem Kontext musse mer dann och eng Diskussioun kréien iwwert déi Suen, déi bis elo net am klassesche Budget esou zur Diskussioun komm sinn; ech hunn Iech d'Beispill gi vum Fonds Belval. Da musse mer natierlech och méi iwwert d'Securité sociale schwätzen. Et bleift ee Fakt, datt, wa mer en héijen Defizit bei der Administration centrale hunn, deen zu engem ganz groussen Deel dohier kënnt, datt mer honnerte vu Milliounen aus dem Statsbudget an d'Sécurité sociale transféréieren.

Den Iwwerschoss vun der Sécurité sociale kënnt duerch déi enorm Zoufuer vu Geld, déi se aus dem Statsbudget kritt. Net nëmmen, mä wa mer zum Beispill en anere System vum Finanzement vun der Sécurité sociale hätten, da geséich eisen Administration-centrales-Budget ganz anescht aus. An duerfir kucke mer jo d'Administration publique...

(Interruption)

Wann ech duerfir soen, datt mer déi 0,9% Defizit mussen an der Diskussioun kucken, dann ass dat, well mer och deen an deenen anere Länner kucken. Dir wësst zum Beispill guer net: Weess een heibanne wat den Defizit vun Däitschland oder Frankräich um Niveau vun der Administration centrale ass? Dat weess heibanne keen, well dat publizéieren déi iwwerhaapt net an hiren Dokumenter. Déi 2,5% Defizit, déi d'Nopere fir de Moment publizéieren, déi sinn ze vergläiche mat eisen 0,9%. Déi schwätze just iwwert dee Chiffer.

Duerfir ass et och net déi Milliard vun där Dir hei geschwat hutt, déi an der Diskussioun muss sinn, mä déi 300 Milliounen Defizit. Et ass en Defizit, dee mer nach gär erof hätten. Dat ass en Defizit, dee mer mat de Reserve finanzéiere kënnen. An ech hätt gären, datt mer eng nuancéiert Diskussioun iwwert d'Statsfinanzen hätten. D'Situatioun ass schwiereg. Mir musse virsiichteg bleiwen. Mir dierfen d'Suen net einfach ausginn.

Mir mussen zu alle Fuerderunge fir méi Dépensen Nee soen, well ech hätt gären, datt mer responsabel mat de Statssue bleiwen, esou wéi mer dat an de leschten zéng Joer waren. Mir packen et, wa mer eis weider op deem responsabelen, séchere Wee vun de Statsfinanze bewegen. Dee séchere Wee vun de Statsfinanzen, dat heescht fir eis: Eng sozial Responsabilitéit iwwert de Wee vum Stat assuréieren; dat heescht, e wirtschaftsfrëndlecht Ëmfeld halen, wat erméiglecht, datt Betriber op Lëtzebuerg kommen, zu Lëtzebuerg bleiwen, Aarbechtsplaze schafen, an dat heescht och, datt de Stat senge Grondaufgaben, wéi Sécherheet, wéi Educatioun, wéi Gesondheet, och an Zukunft wäert voll a ganz gerecht ginn.

Alles zesumme geet, mä et kann een net zu allem Jo soen, well et muss een e Plaffong fir verschidde Saache setzen. An dee Plaffong hu mer dëst Joer méi wéi an de Jore virdrun, souwuel bei den Investitiounsausgabe wéi bei de Sozialausgaben, gesat. Plaffong heescht net, datt d'Dépensen net dierfen uwuessen. Plaffong heescht, datt mer musse kucken, datt se net méi schnell wuesse wéi d'Einnahmen an net méi schnell wuesse wéi de Ratio tëscht den Dépensen an dem Bruttoinlandsprodukt.

Ech mengen, datt dëst wierklech e seriöe Budget ass, deen op eng responsabel Aart a Weis opgestallt ginn ass. Duerfir wënscht d'Regierung sech och nach eng Kéier eng Zoustëmmung vum Parlament. Et ass sécherlech an der Demokratie oft esou, datt beim Budget d'Majoritéit an d'Oppositioun dat Ganzt ënnerschiddlech bewäerten, mä an der Analys, déi heibannen an de Riede gemaach ginn ass, onofhängeg vum Vote, muss ech soen, datt mer eis op wäite Strecke bei villen Elementer eens waren.

An et ass déi Diskussioun, déi mer iwwert déi nächst Joren - 2008, 2009, 2010 - musse féieren, an et ass déi, déi wesentlech ass. Dëst ass den éischte Schrack an déi Richtung, an d'Regierung wäert och an deene Joren duerno un där festhalen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Budgetsminister Merci. Mir sinn domadder um Enn vun eiser Budgetsdiskussioun. De Vote iwwert de Budget, d'Motiounen an d'Resolutiounen ass d'nächst Woch.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn elo um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. De Mëtteg kënnt d'Chamber erëm um hallwer dräi zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.40 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Mercredi, 13 décembre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. 5161 - Projet de loi portant modification
   1. de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;
   2. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;
   3. de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;
   4. du Code du Travail;
   5. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
   6. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

   (Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

2. 5624 - Projet de loi abrogeant:
   - la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies),
   - l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 concernant les sociétés holding, pris en exécution de l'art. 1er, 7° alinéas 1 et 2 de la loi du 27 décembre 1937,
   - l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à 24.000.000 euros au moins,
   - la loi modifiée du 12 juillet 1977 modifiant et complétant a) la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) modifiée par l'article 21 de la loi du 29 décembre 1971 et b) l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938, sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à un milliard au moins, modifié par l'article 22 de la loi du 29 décembre 1971,
   - le règlement grand-ducal du 29 juillet 1977 fixant le minimum du capital social libéré dont doit disposer une société holding pour être admise au bénéfice des dispositions fiscales de l'article premier de la loi du 31 juillet 1929,
   - la loi du 21 juin 2005 portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies)

     et fixant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010 pour le maintien temporaire de ces régimes

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5610 - Projet de loi relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg
   - à l'initiative d'allégement de la dette multilatérale de l'Association Internationale de Développement

     et
   - à la septième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. 5626 - Projet de loi portant rectification du Code du travail

   (Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Da komme mer direkt zur Diskussioun vum Projet de loi 5161 iwwert de Congé parental. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Calmes, d'Madame Spautz, den Här Adam, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf!

1. 5161 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

2. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

3. de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

4. du Code du Travail;

5. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

6. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV), rapporteur.*- Här President, Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn haut e Projet de loi zur Debatt, deen e laange Wee hanner sech huet. Den 19. Mee 2003 huet d'Familljeministesch e Projet zur Ofännerung vum aktuelle Gesetz iwwert de Congé parental abruecht an haut, dräi an en halleft Joer duerno, komme mer zur Ofstëmmung am Plenum. Dat schéngt mer Grond genuch, fir awer e kuerzen Historique zum Werdegang vum virleiende Projet ze maachen, ier ech dann d'Neierunge vum Text wëll virstellen.

De Projet de loi ass nom Dépôt am Mee 2003 vun de Beruffschamberen a vum Comité du travail féminin aviséiert ginn. Den éischten Avis vum Statsrot datéiert op den 30. Mäerz 2004. De Projet de loi ass dunn an d'Chamberkommissioun „Plan d'action national en faveur de l'emploi" verwise ginn. Eng Spezialkommissioun, déi awer no de Chamberwahlen 2004 net méi zréckbehale ginn ass. Doropshin huet de Projet de loi missen an eng aner Kommissioun iwwerwise ginn, an ass an d'Familljekommissioun weidergereecht ginn. Den éischt genannte Rapporteur Marcel Glesener aus der Spezialkommissioun ass am Oktober 2005 duerch meng Persoun ersat ginn.

Dëse Projet huet fënnef Serië vun Amendementer zënter sengem Dépôt am Mee 2003 kannt: vun der Regierung am Juli 2005 an am Juni 2006, a vun der Chamberkommissioun selwer am Oktober 2005, am Dezember 2005 an am Juli 2006.

Wat ass awer de Grond gewiescht, fir d'Gesetz vum 12. Februar '99 iwwert de Congé parental ofzeänneren? De Gesetzesprojet zur Ofännerung vum Congé parental hat an huet nach ëmmer zum Zil eng Rei Dispositiounen aus dem aktuelle Gesetz ze preziséieren, fir den aktuellen Interpretatiounsspillraum ze verklengeren, aus der Praxis vun den zoustännege Beamten erliefte Schwieregkeeten aus dem Wee ze raumen an domadder déi praktesch Uwendung vun den Dispositiounen ëm de Congé parental ze verbesseren.

Ech wëll drun erënneren, datt de Congé parental hei am Land agefouert ginn ass opgrond vun enger EU-Direktiv vum 3. Juni '96, déi en individuellt Recht vu minimum dräi Méint Congé parental fir all Elterendeel, dee schafft, garantéiert. E Recht, dat entsteet duerch d'Gebuert oder d'Adoptioun vun engem Kand. D'Gesetz vun '99, dat déi Direktiv vu '96 transposéiert an am November '92 évaluéiert ginn ass. D'Gesetz vun '99 hat déi Evaluatioun am Gesetz selwer virgesinn, wéi se och virgesinn huet, datt d'Durée vum Congé parental automatesch géif reduzéiert ginn, falls keen neit Gesetz virum 31. Juli 2003 géif a Kraaft trieden, dat deen ale Regime géif verlängeren.

D'Etüd iwwert de Congé parental vun 2002 huet besonnesch déi familljepolitesch Aspekter wéi och déi vun der Chancëgläichheet als ganz positiv ervirgestrach. Déi aarbechtsmaartpolitesch Konsequenz war an ass och haut nach sécher schwéier ze moossen, mä si ass mat Sécherheet reell. An och den Impakt vum Congé parental op de Chômage ass do, wann en och vläicht méi kleng ass wéi e sech zu verschiddene Momenter erhofft ginn ass.

En vue vun de Konklusioune vun dëser Etüd a vun de positive Reaktioune vun alle Bedeelegten - vun de Sozialpartner, vun der Regierung, vun den Elteren - gouf décidéiert de Congé parental an de Congé pour raisons familiales ze verlängeren, ouni awer Ännerungen zu deem Zäitpunkt um Niveau vun der Dauer oder vun aneren Dispositioune virzehuelen. D'Gesetz vum 18. Juli 2003 verlängert de Congé parental op onbegrenzten Dauer. D'Regierung mat de Sozialpartner ware sech awer gläichzäiteg eens, datt ee misst de Kader vum Congé parental preziséieren, virun allem fir de Betriber entgéintzekommen, déi oft organisatoresch Problemer mat der Gestioun vun deem Congé hunn. Dat ass eigentlech den Objet gewiescht vum virleiende Gesetzesentworf.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll da probéieren an där kuerzer Zäit, déi ech hunn, op déi wesentlech Ännerungen an Innovatioune vum Text anzegoen.

Éischtens emol ass et esou, datt d'Dispositiounen iwwert de Congé parental am Kader vum neie Code du Travail integréiert ginn. Vu datt awer de Code du Travail sech weder un d'Statsbeamten nach un d'Gemengebeamten adresséiert, ginn déi Dispositiounen och an deene Gesetzer iwwert de Statut vun de Statsfonctionnairen an de Gemengefonctionnairen ageschriwwen. Den Titel vum Projet de loi dréit dëser legislativer an transparenter Ëmsetzung Rechnung. De modifizéierten Text vum 99er Gesetz regelt dann nach just déi finanziell Konditiounen an déi speziell Situatioun vun den Indépendanten.

Am Gesetz gëtt och de Basiskritär, deen iwwerhaapt d'Recht op de Congé parental begrënnt, preziséiert. De Projet iwwerhëlt op dësem Punkt genee de Kritär vun der Direktiv vu '96. Den Text preziséiert vun elo un, datt d'Elteren e Recht op de Congé parental hu wéinst der Gebuert oder der Adoptioun vun engem Kand. Bis elo stoungen am Gesetz d'Konditiounen, an deenen ee Congé parental kann hunn, ouni de Basiskritär ze ernimmen.

Drëttens ass et esou, datt d'Bedingung, dat Recht op de Congé parental besteet, wann en Aarbechtsvertrag oder en Ausbildungsvertrag während der ganzer Zäit vum Congé parental virläit. Déi Bedingung kënnt elo kloer aus dem Text ervir.

Eng véiert Ännerung ass déi, datt d'Condition d'occupation et d'affiliation continue - wéi se heescht - mam virleienden Text ofgeschwächt, atténuéiert gëtt. Bis haut ass et esou, datt d'Eltere mussen zwielef Méint schaffen a sozial verséchert sinn, fir kënne vum Congé parental ze profitéieren; déi zwielef Méint virum Ufank vum Congé parental. Dat féiert awer an der Praxis dozou, datt deen een oder deen aneren een Dag Ënnerbriechung huet innerhalb vun deenen zwielef Méint, an dann d'Recht op de Congé parental net méi ka wouerhuelen. Mat dem virleiende Projet ännert sech dëst. Den Text erlaabt elo eng oder méi Ënnerbriechungen an dësen zwielef Méint virum Untrëtt vum Congé parental, wann déi Ënnerbriechungen am Total manner wéi siwen Deeg ausmaachen.

Fënneftens, den neien Text dréit der Situatioun vun deene Leit, déi hire Patron wiesselen, entweder am Laf vun deenen zwielef Méint virum Congé parental oder während dem Congé parental, Rechnung. Si behalen elo d'Recht op de Congé parental, wann deen neie Patron domadder d'accord ass.

Eng sechst Ännerung ass - et ass och eng, déi fir e bëssen Diskussioun an der Kommissioun gefouert huet - eng, déi agefouert ginn ass och op d'Demande hi vum Patronat a mam Accord vun der Tripartite, an déi als Zil huet, fir de Betriber eng besser Planung vun de Remplacementer ze erméiglechen. Et geet Rieds vun den Notifikatiounsdélaie fir d'Demande vun engem Congé parental nom Congé de maternité.

De Projet gesäit vir, datt den Demandeur vum Congé parental schonns zwee Méint virum Ufank vum Congé de maternité sengem Patron muss matdeelen, ob en de Congé parental ufreet oder net. Bei der

Adoptioun muss deen Elterendeel, dee gären de Congé parental direkt nom Congé d'accueil an Usproch wëllt huelen, sengem Employeur Bescheed soen, ouni awer selbstverständlech déi Délaie vun zwee Méint ze respektéieren, wat materiell net ëmmer méiglech ass. Domadder gëtt och der Situatioun vun den Adoptanten, déi jo speziell ass, Rechnung gedroen.

Dann ass et esou, datt d'Aarbechtsdauer am Kader vum virleiende Projet och anescht definéiert gëtt, well de Congé parental jo och eréischt a Kraaft trëtt wann een eng gewëssen Zuel vu Stonne bei sengem Patron schafft. Dat gëtt preziséiert, an et gëtt dobäigefouert, datt Ännerungen, déi nom Datum vun der Demande fir de Congé parental duerchgefouert ginn, net méi zur Considératioun geholl ginn, wat d'Feststellung vum Recht op de Congé parental betrëfft. Op dës Manéier kënnen also nodréiglech Ännerunge vun den Aarbechtsstonnen no uewen oder no ënnen d'Recht op de Congé parental net méi beaflossen.

Aachtens ass et esou, datt et Prezisioune gëtt fir de Fall, wou e Salarié seng Aarbechtsplaz wëllt opginn nom Congé parental. Den aktuellen Text regelt dat net. Nom neien Text muss de Salarié sengem Employeur duerch en ageschriwwene Bréif an den Délaie vun enger normaler Kënnegung Bescheed soen a seng Entscheedung matdeelen. Wann en dëst net mécht, besteet e Kënnegungsgrond op de Säite vum Patron.

Da ginn d'Hypotheesen, an deenen de Congé parental ka refuséiert ginn, limitéiert a preziséiert. Nom virleienden Text kann e Patron den éischte Congé parental, also deen, deen direkt um Uschloss un de Congé de maternité geholl gëtt, nëmmen da refuséieren, wann en net an den Délaien an an de Formen ugefrot ginn ass, déi gesetzlech festgeluecht ginn. Den zweete Congé parental kann net refuséiert ginn. De Patron kann, tout au plus, a verschiddene Fäll dëse Congé op e spéideren Datum verleeën, ënner Konditiounen, wat de Betrib oder d'Wichtegkeet vun der Persoun am Betrib ubelaangt. Et bleift awer och nach ze bemierken, datt en de Congé parental vu sechs Méint temps plein net ka refuséieren, datt awer de Congé parental à mi-temps op en Accord tëschent Salarié an Ugestellte baséiert.

Eng vun deene wichtegsten Innovatiounen zum virleienden Text ass et awer och, datt d'Salariéë formell d'Recht kréien, fir hir Relatioun mam Betrib oprechtzeerhalen. Si kréien dat unerkannt, sief dat an der Form vun enger fräiwëlleger Participatioun u Weiderbildungsmoossnamen oder och un Informatiounsréuniounen, déi während dem Congé parental an hirem Betrib ofgehale ginn. Op déi Manéier gëtt et hinnen erméiglecht de Kontakt mam Betrib ze halen, ouni awer an d'Situatioun vun enger Aarbechtsleeschtung ze kommen.

Et ass esou eng fräiwëlleg Moossnam, déi hinnen et erlaabt, de Kontakt mam Betrib ze halen, un den Informatiounen deelzehuelen an nom Congé de maternité respektiv Congé parental dann eigentlech méi einfach erëm kënnen an de Betrib eranzekommen.

Eeleftens ass et esou, dass eng nei Schwangerschaft oder en neien Accueil während dem Congé parental bis elo zur Ännerung, also zur Ënnerbriechung vum Congé parental, ergo zum Enn och vum Ausbezuele vum Congé parental gefouert huet. Op déi Manéier kruten also déi Betreffend net déi ganz Méint Congé parental ausbezuelt.

Mat dësem Projet de loi ginn elo awer déi verbleiwend Méint an esou engem Fall, wou während dem Congé parental also ee Congé d'accueil oder een nächste Congé de maternité antrëfft, einfach hannert de Congé de maternité oder de Congé d'accueil hannendru gehaangen. Op déi Manéier kritt all Kand och d'Recht zu senger ganzer Regelung.

Schliesslech ginn nach Dispositiounen iwwert d'Berechnung vum RMG agefouert an nach eng Rëtsch kleng Neiegkeeten. Klengegkeeten, déi ech eigentlech hei aus Zäitgrënn net méi kann ernimmen.

Et gëtt nach zwou Saachen, déi ech awer wëll oder, mengen ech, och muss erwirsträichen. Dat ass dee Punkt vun der Desindexéierung. D'Familljekommissioun huet den Text esou adaptéiert, dass en déi nei Indexdispositiounen, déi am Gesetz vum Juni 2006 zréckbehale gi sinn, zréckspigelt. Dat Gesetz also, wat den Indexsystem vu sämtleche Leeschtungen ëmgeännert huet, ënner anerem och vun den Indemnitéite vum Congé parental. Déi Montantë stinn elo fest am Gesetz, sinn 1.778,31 Euro pro Mount à plein temps an 889,15 Euro fir de Mi-temps.

Eng Diskussioun gouf et an der Kommissioun iwwert d'Opportunitéit, ob een net misst an dësem Projet en Datum asetzen, zu deem een dann erëm kéint op en indexgebonnene Montant zréckkommen. Déi Diskussioun ass awer esou ausgaangen, dass de Gesamtkader vum Gesetz vum Juni iwwert den Index och als Gesamtgesetz erëm soll zur Dispositioun kommen an net elo schonns a sengen Eenzeldeeler soll diskutéiert ginn.

Dee leschte Punkt, Här President - meng Zäit ass zwar schonn ofgelaf -, deen ech awer nach wëll ernimmen, dat ass eng Innovatioun, déi de virleienden Text mat sech brëngt. E schaaft nämlech e Congé non indemnisé. Dat ass nei, an et gëtt zwou Zorte vu Leit, déi kënnen dovunner profitéieren. Déi éischt Zort ass déi, déi Kanner erzunn hunn an och haut dann erzéien, déi den 1. Januar 1999 nach keng fënnef Joer haten.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Rapporteur, sidd Der schonn…?

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV), rapporteur.*- Esou vill!

(Hilarité)

M. le Président.- Jo, mä Dir sidd scho bal zwou Minutten iwwert d'Zäit.

Une voix.- Schrecklech!

Une autre voix.- Här President, dat doten ass awer wichteg.

M. le Président.- Et ass wichteg, jo.

(Interruptions diverses)

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV), rapporteur.*- Et ass wichteg. Merci fir d'Chance. Ech maachen elo ganz séier.

An där aler Textfaassung, et geet also ëm déi Kanner, déi den 1. Januar 1999 nach keng fënnef Joer haten, déi eigentlech jo dann net konnte vun deem zweete Congé parental profitéieren. De virleienden Text gëtt hinnen elo déi Méiglechkeet, dat nozehuelen. Dat heescht, déi Eltere kënnen ee Congé awer vu Minimum dräi Méint a Maximum sechs Méint, deen och net bezuelt gëtt, also eng flexibel Dauer huet, mä awer net rémunéréiert gëtt, kréien.

Dës Erneierung dréit engem Arrêt vun der Cour de Justice européenne Rechnung vum Abrëll 2005, wou virgeworf ginn ass, dass d'Eltere vu Kanner, déi ebe virum 31. Dezember 1998 op d'Welt komm sinn oder adoptéiert goufen an déi keng fënnef Joer haten, wéi dat éischt Gesetz eben zum Congé parental a Kraaft getrueden ass, benodeelegt wieren.

An da kënne vun där Méiglechkeet och weiderhin elo déi Eltere profitéieren, déi de Choix maachen, fir den éischte Congé parental net uschléissend un de Congé de maternité ze huelen. Hinne gouf bis elo keng aner Congésméiglechkeet zougestanen. Si kënnen awer an Zukunft dräi Méint onbezuelte Congé ufroen, fir en Zäitpunkt, deen ebe besser an hire Liewensprojet passt.

Souwäit, Här President, zu de wichtegen Neierunge vun dësem Gesetz. Et war en Dossier, dee schwiereg war, immens technesch, dee ganz vill Aarbecht hat, mengen ech, bei all deenen, déi domadder betraff waren. Duerfir wëll ech vun dëser Plaz aus all deenen, déi un dësem Dossier ganz vill Stonne verbruecht hunn, e ganz grousse Merci soen. An domadder géif ech mäi Rapport als Rapporteur schléissen, awer ech wéilt nach ee Moment heibleiwen, wann et geet.

M. le Président.- Jo, voilà, elo hutt Der déi beschten Zäit, Här Schaaf. Dir hutt elo 34 Minutten Zäit fir ze schwätzen.

(Interruptions et hilarité)

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV), rapporteur.*- Ech hätt dat sollen ëmdréinen.

M. le Président.- 34 minus déi 4, déi Der schonn iwwerzunn hutt, …

(Hilarité)

… bleiwen der awer nach 30 iwwreg.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Merci, Här President.

Ech wëll awer nach e puer Wuert am Numm vu menger Fraktioun hei zu dësem Projet soen. Also all Projet de loi identifizéiert sech jo iwwer eng Nummer. Dëse Projet de loi dréit déiselwecht Zuelen, wéi dee vill zitéierte 5611, just an enger anerer Reiefolleg. Dat hei ass den 5161. Et sinn déiselwecht Zifferen dran, mä en huet awer manner Brisanz an der Öffentlechkeet gehat. E fënnt manner Opmierksamkeet, obwuel awer dëst Gesetz ville Leit eng Méiglechkeet garantéiert an hirem Liewen, e Stéck geliefte Familljepolitik am positiivste Sënn vum Wuert ze realiséieren.

(Interruption)

De Congé parental ass zu Lëtzebuerg eng Institutioun. Jiddferee kennt en, an e fënnt bei all deenen, déi an hirem Liewe Mamm a Papp ginn duerch d'Gebuert vun engem Kand oder duerch d'Adoptioun, eng grouss Bedeitung. Doduerjer, dass een e Recht op e bezueltene Congé kritt, stellt sech fir all déi, déi kënnen dovunner profitéieren, nämlech eng wichteg Fro: D'Fro, ob se wëllen, wa se an de Konditioune sinn an et hinne méiglech ass, doheem bleiwen, fir sech intensiv ëm hiert Kand ze këmmeren.

Wann ee Mamm oder Papp gëtt, schafft an e Recht op Congé parental kritt, da schaaft dat Recht eben och eng familljendynamesch Iwwerleeung. Béid Elterendeeler musse sech Gedanken ëm hiren Erzéiungsoptrag an ëm hir Organisatioun an der Famill maachen. D'Recht op Congé parental ass implizit och den Hiwäis op eng Eegeverantwortung fir d'Erzéiung vun de Kanner. Besonnesch fir d'Männer, déi manner dacks Congé parental huele wéi d'Fraen, ass et eng wichteg Erfahrung, sech virun der Fro nom Jo oder Neen zum Congé parental erëmzefannen a sech festzeleeën.

Zwee aktiv Elterendeeler leeschten an der Regel méi wéi een. Dat ass wouer, wann et ëm déi wirtschaftlech Leeschtung an Ofsécherung vun der Famill geet. Et ass gradesou wouer, wann et ëm d'Erzéiungsaufgabe geet. Eng rezent amerikanesch Etüd ënnersträicht d'Wichtegkeet vum Papp an der Erzéiung. Et kënnt zu enger anerer Bezéiung zum Kand. D'Partnerschaftsbezéiung intensivéiert sech a gëtt noweislech och méi dauerhaft. Et kënnt zu engem anere Verständnis ënnereneen. Et kënnt, statistesch gesinn, zu manner Gewalt am Stot, a souguer am Fall vun enger Trennung oder vun enger Scheedung kënnt et zu manner problemateschen Trennungssituatiounen.

Am Ablack gi pro Mount 3.260 Congéparentalen ausbezuelt. 59% oder ronn 60% si plein temps a ronn 40% si mi-temps. All Mount kommen an der Verwaltung iwwer 500 nei Demanden eran. Dräi Véirel si Fraen an ee Véirel sinn entre-temps Männer. Viru véier Joer war et nach manner wéi e Fënneftel Männer, déi de Congé parental gefrot hunn. Also och do ass eng Entwécklung feststellbar. Si geet lues, mä si geet, an a Richtung vun enger gewësser Chancëgläichheet.

Une voix.- Wonnerbar!

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Den éischte Congé parental gëtt virun allem vu Frae gefrot un Uschloss un de Congé de maternité. An deem Fall sinn et 22-mol méi Frae wéi Männer beim éischte Congé parental. Beim zweeten ass et ëmgedréint, do sinn et véier Mol méi Männer wéi Fraen, déi e froen.

Déi ënnerschiddlech Demanden, déi leien op villen Ursaachen a solle virun allem och net Ulass ginn zu vereinfachten Interpretatiounen. De Congé parental stellt net nëmmen e Recht duer fir all Elterendeel, e stellt och eng Erausfuerderung duer fir all Patron vun enger Entreprise. Et ass ni einfach fir e Patron, e gudde Mataarbechter während e puer Méint ze ersetzen.

Ech wëll duerfir am Numm vun der CSV-Fraktioun vun dëser Plaz an an dësem Kontext de Respekt ausdrécke virun all deene Patronen an Entreprisen, déi hiren Deel dozou bäidroen, fir dass de Congé parental ka mat Erfolleg duerchgefouert ginn. Vum Patronat erwaarde mer jo net nëmmen, dass et d'Gesetz respektéiert. Mir zielen och op hiert Verständnis vis-à-vis vun hirem Personal, op hir moralesch Ënnerstëtzung vum Wonsch fir d'Kand opzebréngen. Mir zielen op hir Bereetschaft, sech betriblech ze organiséieren, a mir zielen op hir Bereetschaft, nei Mataarbechter an engem Zäitvertrag am Betrib unzeléieren an domadder eng aktiv Roll och an der Chômage-Bekämpfung ze spillen.

Well de Congé parental net fonctionnéiert als e Recht vum Salarié géint säi Patron, duerfir sinn e puer Ännerungen am Gesetz, déi dem Patronat méi gerecht ginn, och aus eiser Siicht ze begréissen. D'Demande muss eben zwee Méint virum Congé de maternité gemaach ginn; wann een nom Congé parental seng Aarbecht net méi wëllt erëm ophuelen, dann zielen eben d'Kënnegungsdélaie fir dat matzedeelen. Wa während dem Congé parental een dat wënscht, kann de Kontakt mam Betrib a mat de Formatiouns- an Informatiounsméiglechkeeten erhale bleiwen. Déi Ännerunge sollen dozou bäidroen, d'Organisatioun vum Betrib ze vereinfachen a sinn och op en Accord mat de Sozialpartner zréckzeféieren.

Dëse Projet verbessert déi bestehend Gesetzgebung, mécht se méi prezis an domadder och besser géréierbar fir d'Administratioun vun der Kannergeldskeess, déi an dësem Dossier eigentlech eng enorm Aarbecht mat all dësen Demandë vun de Résidentë wéi vun de Frontalierë mécht.

Déi zäitlech begrenzt Aféierung vun der Indexatioun gëtt vun enger Rei vu Säite kritiséiert. Et ass och sécher keng Moossnam, déi am Interessi ass vun akommesschwaache Familljen. Duerfir ass et och heibanne kengem liichtgefall, dëst ze maachen, wat awer muss gemaach ginn.

Wann ee Politik als e Gesamtwierk gesäit an net eenzel Aspekter eleng an de Vierdergrond stelle wëllt a se esou géint anerer ausspillt, dann ass et net anescht méiglech wéi et elo geschitt ass. D'CSV-Fraktioun dréit duerfir am Hibléck op déi Gesamtnoutwendegkeet vun den Erausfuerderunge vun eisem Land och déi Tatsaach, dass de Congé parental op sengem, am Vergläich zum Ausland, ganz héijen Niveau bleift, déi nächst Joren. Mir droen domadder och den Tripartite-Beschlëss Rechnung.

De Projet de loi schaaft ee weideren Typ vu Congé, déi dräi respektiv dräi bis sechs Méint onbezuelte Congé. Dat ass e weidert Puzzlestéck an der Panoplie vun de Méiglechkeeten, Beruff a Familljeninteressen ënner een Hutt ze kréien. Et handelt sech hei net ëm eng zweet Kategorie vu Congé parental, well jidder Elterendeel jo säin eegent Recht op ee bezuelte volle Congé huet. Et ass de libre choix vum Eenzelnen, sech net fir dëse bezuelte volle Congé, mä fir en onbezuelte während dräi Méint ze entscheeden. Duerfir kënne mir och dës Moossnam matdroen, déi sech aus juristesche Grënn opdrängt an déi kengem eppes ewechhëlt.

Dëse Projet bëinhalt eng Hällewull vu klenge a groussen Upassungen, déi sech an der Praxis erginn an déi ech hei net méi wëll am Eenzelne beliichten. Rechtlech Onsécherheete verschwannen, den Interpretatiounsspillraum gëtt méi kleng, Verbesserunge fir den Demandeur a fir de Patron ginn agefouert an et gëtt keng Leeschtung gekierzt.

Ech mengen, dass dës Adaptatioune vum Congé-parentals-Gesetz no laangen Diskussiounen an der Chamberskommissioun, am Ministère, an der Kannergeldskeess, am Statsrot, an de Beruffschamberen, an de Fraktiounen ee gelongene Kompromëss un allen Interessenten an Interessen duerstellt. Duerfir sinn ech frou hei kënnen den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi ze ginn.

Merci.

Une voix.- Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir hutt nach 20 Minutten Zäit, Här Schaaf.

(Hilarité)

Une voix.- Villmools Merci!

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Schaaf. D'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner. Dat ass den honorabelen Här Emile Calmes.

(Interruption)

Här Bettel, et ass elo um Här Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech dem Rapporteur hei wëll félicitéiere fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech mengen, souwuel säi schréftleche Rapport wéi och säi mëndleche bëinhalten all d'Elementer, déi mat dësem Gesetz hei ze dinn hunn. E Gesetz, wat jo net eréischt récemment déposéiert ginn ass, mä wat schonn dräi Joer al ass, esou wéi a sech dat éischt Gesetz vun 1999 dat virgesinn huet, wat zréckgeet op d'PAN-Gesetz vun deemools, wat sengerzäit d'Bestëmmunge vun

enger Direktiv iwwerholl huet, déi a sech nëmmen den Accord-cadre tëschent den europäesche Patronen an den europäesche Gewerkschaften iwwerholl huet, wou deemools e Konsens fonnt ginn ass, fir minimalistesch Bestëmmungen am Kader vum Congé parental ze huelen, wou et a sech de Länner awer iwwerlooss ass, iwwer hir Gesetzgebung respektiv iwwer Kollektivverträg dat hei an hire Länner ëmzesetzen.

Ech mengen, dat Gesetz hei ass gespéckt ginn an der Zwëschenzäit mat enger Partie Amendementer, nodeem déi eng an déi aner sech zu Wuert gemellt haten, mä wou een dann awer um Schluss ka festhalen, datt deene verschiddene Bedenke Rechnung gedroe ginn ass an datt a sech e Kompromëss fonnt ginn ass tëschent op där enger Säit der Patronatssäit an op där anerer Säit den Intérête vun de Salariéen, esou datt et dee gréisstméigleche Kompromëss duerstellt op där enger Säit, op där anerer Säit awer och eng Partie Korrekture konnte gemaach ginn opgrond vun den Erfahrungen, déi opgrond vum éischte Gesetz gemaach gi sinn.

Dat erlaabt mer dann natierlech och, net méi brauchen am Detail op déi verschidde Bestëmmungen anzegoen. Ech mengen, de Rapporteur huet déi hei wierklech gutt erviirbuecht. An domat kann ech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun direkt zu deem Gesetz hei bréngen.

Ech wëll vläicht eng Partie Remarquë méi maachen am Kontext vun dësem Gesetz. Am Virfeld, opgrond vum Artikel 19, hate mer eis engagéiert, fir eng Etüd ze maachen no zwee Joer, wat dat Gesetz hei da géif bréngen. Ech mengen, d'Resultater kënnt Der all an där Etüd hei virbréngen.

Zwee Drëttel vun de Fraen hu Gebrauch gemaach vun deem wat se konnten. Wann een dat dann emol esou liest, sinn dann ee Véirel dovu Lëtzebuerger Fraen, dann en anere Véirel sinn da praktesch Résidenten hei, déi awer eng aner Nationalitéit hunn, an déi aner Halschent vun deenen, déi profitéiert hunn, si gréisstendeels da Frontalieren.

Et muss een awer wëssen, datt déi Direktiv och aus der Siicht gekuckt ginn ass aus natalisteschen Zwecker oder a Relatioun mat der Naissance, wat jo a sech och e Problem war mam Statsrot, deen dat liicht anescht gesinn huet. Wann een elo reng natalistesch Zwecker hei an deem Gesetz gesäit, an et weess een, datt nëmme 50% vu Résidenten dovu Gebrauch maachen, da stellt ee sech d'Fro natierlech, wéi bei all de Lëtzebuerger Familljemoossnamen, ob et hei net zu engem Ëmdenke muss kommen an deem Sënn, datt een déi Allocatioune fir d'Familljen net anescht versicht ze verdeelen, fir wierklech fir eis déi Zwecker do dermat ze verbannen, datt se fir Lëtzebuerg dann eben een Intérêt hunn. Mä dat si philosophesch Iwwerleeungen, déi relativ wäit géife féieren, mä eng Fro, déi mer eis awer ëmmer erëm hei stellen an dësem Kontext.

Dann ass et awer och esou, datt déi Direktiv, déi mer hei hunn, op d'mannst dräi Méint virgesäit, déi ee Leit - Mann oder Fra - kann zougestoen am Kader vun enger Gebuert, fir e Congé parental ze huelen. An d'Direktiv preziséiert, datt dat Ganzt à temps plein oder à temps partiel gemaach gëtt, wat mir jo a sech an deem Sënn respektéieren, datt mer entweder zwielef oder sechs Méint huelen, wou mer iwwert dat erausginn, wat d'Direktiv, déi a sech opgrond vun deem Accord do geholl ginn ass, virschreift.

Mä déi Direktiv gesäit awer och vir, datt dat ka fragmentéiert sinn an iwwer Crédit-temps a sech ka goen. A wann een op där anerer Säit gesäit, wéi vill Männer a sech vun deem Gesetz hei Gebrauch maachen, wat der relativ wéineg sinn - ech mengen, dat muss ee soen -, da kann ee sech d'Fro stellen an deem Kontext hei, ob ee sech net Gedanke soll maachen, ob een net aner Weeër kann exploréieren, déi ee kéint goen, fir d'Männer och méi Gebrauch maachen ze loosse vun deem Gesetz hei. Et sinn aner Länner, déi sinn op eemol op de Congé de paternité iwwergaangen.

Oder et kéint ee sech awer och vläicht Gedanke maachen, ob een d'Männer net méi hei an d'Boot kann eranhuelen iwwer ee Congé, deen ee kann iwwer e puer Joer zum Beispill octroyéieren. Well d'Gesetz erlaabt et jo a sech, datt een op d'mannst muss dräi Méint de Leit zeguttgestoen, deem engen oder deem aneren, jee no wéi een dat ausleet, mä datt een dat awer ka maache bis d'Kand aacht Joer huet. Et huet een a sech Zäit.

A wann ee seet, datt een dat a sech ka fragmentéieren oder iwwer Crédit-temps ka fueren, da kéint ee sech zum Beispill Iwwerleeunge maachen, ob een déi dräi Méint, déi een zegutt huet fir engem ze ginn, net kéint iwwer eng Partie Jore verdeelen. Ob dat net iwwer méi wéi dräi, véier, fënnef Joer oder vläicht sechs Joer ka goen, wou och Länner op dee Wee gaange sinn, vläicht iwwer aacht Joer ka goen.

Et ass vläicht einfach komesch, wann een hei esou Iwwerleeunge féiert, mä et kéint een zum Beispill dräi Méint huelen, an et géif ee soen, ma dat sinn esou vill Deeg, dividéiert duerch aacht Joer, déi mer zegutt hunn, an et kéint een da soen: Hei, Dir hutt d'Joer - wat weess ech - zéng oder 15 Deeg Congé méi; payant oder net payant, doriwwer kann ee jo dann diskutéieren, mä wou u sech dann och d'Männer méi kéinte Gebrauch dovu maachen an iwwer méi Congé, déi se d'Joer dann hätten, versichen, méi bei hire Kanner ze sinn.

Wéi gesot, et kann een elo net hei ufänken an d'Detailer dovun ze goen, mä ech mengen, dat wär awer ee Wee, an deen och vläicht de Patrone géif erlaben, dat méi liicht ze akzeptéieren - wat awer net sécher ass, wa se dat eent net wëllen, och vläicht dat anert net wëllen -, mä wou een awer vläicht eng Diskussiounsbasis hätt, fir dat ze maachen.

Also summa summarum wollt ech soen, datt mir mat deem Gesetz hei selbstverständlech d'accord sinn, wat eng Partie Korrekturen hei mécht, déi och gréisstendeels am Konsens gemaach ginn. Mä ech froe mech, ob een iwwert dat Gesetz hei ewech net soll driwwer nodenken, op där enger Säit wat de natalisteschen Zweck ugeet, op där anerer Säit wat och d'Dispositiounen ugeet, fir et op méi eng laang Zäit mat manner Deeg am Joer kënnen ze verbannen, fir datt eng gréisstméiglech Zuel vu Leit dovu Gebrauch maache kéinten.

An deem Sënn géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Calmes. D'Madame Vera Spautz ass déi drëtt Riednerin bei dësem Projet. D'Madame Spautz huet d'Wuert.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt Merci dem Här Rapporteur, dem Deputéierte Jean-Paul Schaaf, fir säi schréftlechen an haut och mëndleche Rapport.

De Congé parental huet hei zu Lëtzebuerg e laangen a komplizéierte Wee hanner sech. Erlaabt och mir e kuerzen Historique ze maachen, mä vläicht awer ënner e bëssel chen engem anere Bléckwénkel, wéi den Här Deputéierte Schaaf et gemaach huet.

Ugefaangen huet et mat enger europäescher Direktiv vum 3. Juni 1996 an engem Accord-cadre tëschent der Union des industries de la Communauté européenne, dem Centre européen des entreprises à participation publique et de service d'intérêt économique général - fir et vläicht emol eng Kéier ganz auszeféieren - an der Confédération européenne des syndicats. Dës Direktiv gesäit d'Aféiere vun engem individuelle Recht op Elternurlaub fir Aarbechterinnen an Aarbechter vir, bei der Gebuert oder bei der Adoptioun vun engem Kand.

D'Direktiv ass duerch d'Gesetz vum 12. Februar 1999 hei zu Lëtzebuerg transposéiert ginn, nodeems eigentlech virgesi war, dass d'Sozialpartner de Congé parental iwwer Kollektivverträg verhandele sollten, an dëst net funktionéiert huet. Laang Zäit ass d'Instrument vum Congé parental vun der deemoleger Politik als en neit an zousätzlecht Instrument zur Bekämpfung vum Chômage ugesi ginn. De Congé parental sollt dozou déngen Chômeuren, oder Leit ouni Aarbecht, als Remplaçantë fir den Zäitraum ze rekrutéieren, wou eng Aarbechtsplaz duerch en Elternurlaub net besat war.

Dëst huet awer selbstverständlech net funktionéiert. D'Resultat vun der Evaluatioun vum Gesetz vun 1999 huet dunn och bewisen, dass de Congé parental dat ass, als wat en am Ursprong definéiert war a wat déi europäesch Direktiv vun 1996 eigentlech wollt, nämlech de Congé parental als e familljepolitescht Instrument anzeféieren, dat dozou dénge soll Beruff a Famill besser mateneen ze vereinbaren oder, wéi et hei ëmmer gesot gëtt, besser ënner en Hutt ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems dat kloer mat där Etüd bewise war, wat d'Sozialpartner a virun allem d'Gewerkschaften ëmmer virdru betount haten - de Congé parental wier keen aarbechts- oder aarbechtsmaartpolitescht Instrument, mä eng familljepolitesch Initiativ -, huet déi deemoleg Regierung beschloss de Congé parental bäizebehalen, mä eng Rei Ännerunge virzegesinn. De Gesetzesprojet war dunn eng Zäit laang nach der Spezialkommissioun vum PAN-Gesetz zougeuerdnet, bis en dunn no de Chamberwahle vun 2004 dem Familljeministère, an domadder dann och der Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse zougeuerdnet ginn ass.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dësen Exkurs iwwert d'Geschicht vum Congé parental hei zu Lëtzebuerg nach eng Kéier ganz kloer ervirhiewen, fir lech ze verdäitleche wien, wéini, wéi eng Interesse mat der Aféierung vum Congé parental vertrueden oder verbonnen huet. Wéi Der gesitt, waren net ëmmer ganz lauter Argumenter respektiv zilorientéiert Ursaachen am Spill gewiescht. Also nach eng Kéier, de Congé parental ass a sengem Urspronksgedanke geschafe ginn, fir dass d'Elteren - Papp a Mamm - Beruff a Famill besser matenee koordinéiere kënnen, a virun allem d'Fraen no der Gebuert vun engem Kand erëm méi einfach an hire Beruff zréckgoe kënnen.

Dëse Projet de loi ass den 20. Mee 2003 vun der Familljeministesch an der Chamber déposéiert ginn. No de Chamberwahle vun 2004 huet d'Familljeministesch dunn am Oktober 2005 der zoustänneger Kommissioun de Gesetzesprojet virgestallt, an dëst mat enger Rei Amendementer, déi déi nei Regierungskoalitioun der zoustänneger Kommissioun ënnerbreet huet.

De Projet de loi iwwert de Congé parental, deen lech haut hei virläit, ass e Kompromëss, deen zum ursprünglechen Text vun 2005 ausgehandelt ginn ass. E bréngt op verschiddene Punkten eng ganz Rei Verbesserunge mat sech. Leider - an dat betounen ech hei awer och ganz kloer - hätten nach weider Veränneru ngen oder Verbesserungen un deem virleiende Gesetzesprojet misse gemaach ginn. Dofir huet sech awer leider keng Majoritéit fonnt.

Verbesserungen, déi awer wichteg si fir ervirgestrach ze ginn, si ganz kloer zum Beispill déi, dass wann ee Salarié an deenen zwielef Méint viru sengem Congé parental säi Patron wiesselt, dann huet en awer d'Recht op säi Congé parental; wat virdrun net méiglech war. Virdrun huet ee scho bei der Ënnerbriechung vun engem Dag de Congé parental net méi kritt. Dëst geet och elo, wann een de Patron während sengem Congé parental wiesselt, natierlech nëmmen am Rahme vun de gesetzleche Bestëmmungen. D'Recht op de Congé parental bleift da bestoen.

Eng weider wichteg Ännerung ass déi, dass de Salarié, deen am Congé parental ass, d'Recht huet un enger Formation professionnelle continue vu sengem Betrib deelzehuelen. Dëst huet als Zil d'Réinsertioun vum Salarié respektiv seng Employabilitéit zréck an de Betrib ze erliichteren oder ze ënnerstëtzen. An esou kann de Salarié och während sengem Congé parental un interne Sitzungen deelhuelen.

D'Amendementer vun der Regierung, déi d'Madame Ministesch der zoustänneger Familljekommissioun am Oktober 2005 virgeluecht huet, hunn awer och eng Rei Mesuren an Ännerunge virgesinn, déi fir zimlech hefteg Diskussioune gesuergt hunn. Esou war ënner anerem d'Definitioun betreffend d'Vollzäit- oder éischter d'Deelzäitaarbecht staark ëmstridden. Den Temps partiel war schonns bei just ënnert 30 Aarbechtsstonnen - dat heescht, dräi Véierel - definéiert, an hätt domadder och just d'Ausbezuele vun der Halschent vun den Indemnitéite bedeit.

A sengem Avis zu dësem Projet de loi huet d'Chambre des Employés privés dësen Artikel vum Gesetzesprojet schaarf kritiséiert; an net nëmme si. Dëst wier eng, ech zitéieren: «atteinte manifeste aux acquis de salariés employés sous le régime du travail à temps partiel, que le projet de loi initial excluait expressément du bénéfice de l'option du congé parental à temps partiel s'il ne remplissait pas le critère de la durée de travail des trois quarts». Dës Diskriminéierung respektiv deen Artikel ass dunn och ëmgeännert ginn.

Den Text vum Projet de loi gesäit eng weider positiv Ännerung vir. De Salarié muss säi Patron zwee Méint virum Ufank vum Congé de maternité iwwer seng Demande de congé parental schréftlech per Recommandé informéieren oder ufroen. Dëst huet bei Elteren, déi an enger Procédure d'adoption sinn, Problemer mat sech bruecht, well d'Eltere ganz oft net wësse wéini dann elo endlech deen Uruff kënnt a si hiert Kand kënne siche goen.

Mir hunn et hei zu Lëtzebuerg am Duerchschnëtt mat tëschent 50 bis 70 Adoptiounen am Joer ze dinn an ech denken, dass awer domadder och elo deen Deel Satisfaktioun fonnt huet. Vu dass de Congé d'accueil fir Adoptivelteren aacht Woche bedréit, huet d'Kommissioun gemengt, dass den Employeur domadder genuch Zäit hätt, fir sech ze organiséieren. Déi Klausel vun der Demande vum Congé parental vun zwee Méint un de Patron ass domadder fir Adoptivelteren opgehuewen.

Ech hunn am Ufank gesot, dass d'Gesetz iwwert de Congé parental e laange Wee hei zu Lëtzebuerg hanner sech huet; esou ass Lëtzebuerg jo duerch den europäesche Geriichtshaff an zwee Punkten dozou veruerteelt ginn, d'Gesetz nozebesseren.

Am éischte Fall ass et: D'Fraen a Männer, déi de Congé parental hunn, an en ënnerbrieche wéinst enger weiderer Gebuert respektiv Adoptioun, mussen net méi, wéi an der Vergaangenheet vum Gesetz virgeschriwwe war, hire Rescht Elternurlaub verfale loossen, mä e gëtt elo un deen anere mat drugehaangen.

En zweete Punkt, zu deem Lëtzebuerg veruerteelt ginn ass, ass deen, dass an Zukunft och déi Elteren, deenen hir Kanner virum Stéchdag vum ale Gesetz iwwert de Congé parental vum 31. Dezember 1998 gebuer gi sinn a manner wéi fënnef Joer al waren, och Recht an Usproch op de Congé parental hunn oder elo kréie sollen. Hei geet et laut Schätzungen ëm ongefeier 35.000 Kanner respektiv hir Elteren, déi dann elo d'Recht hätten op de Congé parental.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit elo awer vir, dass déi Elteren, deenen hir Kanner virun dem 31. Dezember '98 gebuer sinn, zwar elo e Recht hunn dësen nodréiglech ze huelen, mä et ass en onbezuelte Congé parental, an domat a mengen Ae ganz kloer e Congé sans solde. Dat heescht, hei gëtt mat zweeërlee Moossen an zweeërlee Gewiichter gemooss. Dëst ass sozial ongerecht, diskriminéierend an net familljefrëndlech.

Une voix.- Très bien.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Spannend dierft et ginn, wéi d'EU-Kommissioun op déi nei Diskriminéierung reagéiert.

Datselwecht gëllt fir en aneren Artikel am Gesetz, dee virgesäit, dass d'Regierung e weideren neien oder eng aner Form vu Congé parental aféiert, dee virgesäit, dass e Salarié d'Recht huet op e Congé parental vun dräi Méint, mä onbezuelt. Dëst an deem Fall wou, an ech zitéieren: «le parent qui a perdu son droit au premier congé parental du fait qu'il ne l'ait pas pris consécutivement au congé de maternité ou au congé d'accueil et que l'autre parent ait déjà pris le deuxième congé parental». Also, och hei muss een eigentlech vun engem Congé sans solde schwätzen, an net vun engem Congé parental. Heizou muss ech och deeselwechte Kommentar maache wéi virdrun: eigentlech sozial ongerecht an diskriminéierend.

D'Chambre des Employés privés, déi iwwregens haut de Mëtten nach eng Kéier hir Avisë verdeele gelooss huet, huet och do an hirem Avis geschriwwen, dass dëst géif kloer eng Verletzung vum Artikel 10bis vun eiser Constitutioun bedeiten, dee seet: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.» A si féiert weider aus: «Ce principe constitutionnel exige une égalité de traitement sous peine de discrimination par la loi de toutes les personnes se trouvant dans la même situation.»

An der Kommissioun huet d'Ministesch op d'Fro vun der Compatibilitéit vun deenen neie Congé-parentalen non indemnisés mat dem Principe constitutionnel vun der Gläichbehandlung vun alle Lëtzebuerger virun dem Gesetz drop higewisen, dass déi absolut juristesch Sécherheet net bestoe géif. Si huet och gesot, dass de virleiende Projet de loi eng grouss Urgence hätt, well d'Lëtzebuerger Regierung en zweeten offizielle Courrier vun der Europäescher Kommissioun kritt huet, déi d'Regierung opfuerdert sech konform zu der Direktiv ze setzen, an dat an engem Délai vun zwee Méint. Lëtzebuerg géif soss riskéieren eng Mise en demeure ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech schonns am Ufank gesot hunn, ass de virleiende Projet de loi e Kompromëss tëschent ënnerschiddleche Positiounen an Iwwerleeungen. De Projet de loi bréngt eng Rei net négligeabel Verbesserungen a positiv Changementer mat sech. Trotzdeem woen ech elo hei ze behaapten – oder, ech si mer bal sécher -, dass mir, wat d'Gesetz vum Congé parental hei ugeet, nach laang net duerch de Bësch sinn.

Et bleift ofzewaarden, wat déi zoustänneg EU-Kommissioun dann elo vun dësen neie Virschléi an Artikele vum Gesetz vun dem Congé parental hält an ob si dann elo fannen, dass d'Direktiv korrekt a propper ëmgesat ginn ass. An et bleift ofzewaarden, ob dann elo net awer dach verschidde Leit dës Diskriminéierungen ufechten, besonnesch déi am Sënn vun dem Artikel 10bis vun eiser Constitutioun: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.» Ech géif mengen, hei kéinte mir elo scho bal soen: Affaire à suivre.

M. le Président.- Merci, Madame Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Coups de cloche de la Présidence)

… d'Reform vum Congé parental huet laang op sech waarde gelooss. De Projet de loi ass viru gutt dräi Joer déposéiert ginn. En ass zweemol vun der Regierung an zweemol vun der Chamberkommissioun amendéiert ginn. Den Dossier ass och nach duerch verschidde Jurisprudenzen an Interventioune vun der Commission européenne zousätzlech komplizéiert gemaach ginn.

Dësen Dossier ass am Laf vun der Zäit ee ganz voluminéise ginn. Ech wëll och nach eng Kéier dem Jean-Paul Schaaf, dem Rapporteur, Merci soen, deen déi schwiereg Aufgab hat de mëndlechen a schréftleche Rapport hei ze presentéieren. Merci och menge Virriedner, déi op alleguer déi technesch Detailer an Neierungen agaange si par rapport zum Gesetz vun 1999.

De Projet de loi 5161 ass a sengem Exposé des motifs relativ bescheiden, fir net ze soen, kuerz an dënn. Aus enger Evaluatiounsetüd vun 2002 geet ervir, datt déi dräi Objektiver, déi mam Congé parental viséiert gi sinn, plus ou moins positiv Resultater opzeweisen hunn. Et sinn dës: d'Auswierkungen op d'Chancëgläichheet vu Mann a Fra, d'Auswierkungen op den Aarbechtsmaart, d'Auswierkungen op d'Interesse vum Kand.

Zum éischte Punkt. Bréngt de Congé parental méi Chancëgläichheet? De Congé parental gëtt zwar verschiddene Pappen eng Chance, sech méi fir hir Kanner ze interesséieren a sech ëm si ze këmmeren; mir mussen awer leider feststellen, datt relativ wéineg Pappe bis elo vum Congé parental profitéiert hunn. Mir enregistréiere mat Satisfaktioun, datt d'Zuel vun de Pappen, déi vun deem Congé profitéieren, an der Lescht awer kontinuéierlech eropgeet. Et ass awer genausou däitlech, datt et d'Mamme sinn, déi deen éischte Congé parental huelen, an datt d'Pappen haaptsächlech fir deen zweete Congé a Fro kommen.

Dat huet natierlech zum Deel och eng ganz einfach biologesch Ursaach, mä awer net nëmmen. Mir stelle fest, datt de Congé parental déi traditionell Rolleverdeelung iwwerhëlt, déi dra besteet, datt eben de Papp fir d'Besoins financiers vum Haushalt zoustänneg ass an d'Mamm nach ëmmer fir d'Kannererzéiung. Et ass jo esou, datt et ganz oft d'Männer sinn, déi déi gréisste Perte de revenu hunn, wa si ophale mat schaffen, well si am Duerchschnëtt déi besser bezuelte Plazen hunn.

Esou eng zäitweileg finanziell Verloschter si vill Leit bereet a Kaf ze huelen. Eng gutt an intensiv Relatioun zu engem eegene Kand ass jo schliesslech och ee Wäert, och wann en net ze chiffréieren ass. Méi gravéierend sinn awer oft d'Konsequenze fir d'berufflech Carrièrë vun deene Leit, déi de Congé parental huelen. Nach ëmmer si vill Entreprisen negativ zu dësem Congé agestallt. An nach ëmmer heescht eng Décisioun fir de Congé parental am Intérêt vun hirem Kand ze huele fir vill Männer a Fraen, datt se hir berufflech Carrière zumindest op Äis geluecht hunn, wann net definitiv an de Wand geschriwwen hunn.

De Congé parental kann zu enger meilleure conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle bäidroen. Dat stëmmt fir déi dach awer relativ kuerz Zäit vu sechs Méint, am Idealfall och souguer vun eelef Méint. Dat ass scho vill Wäert. Insgesamt awer kann och de Congé parental déi Problemer, déi sech ronderëm d'Organisatioun vum Privatliewen an dem Beruff stellen, relativ wéineg änneren. Dat ass: d'Garde vun de Kanner; Aarbechtszäiten, déi net kompatibel si mat den Zäiten, wou d'Garde vun de Kanner assuréiert ass; de Mangel u Structures d'accueil fir Schoulkanner; e ganzt ënnerschiddlecht Angebot vun esou Strukturen, jee no der Gemeng, wou ee wunnt; Waardelëschte bei konventionéierte Crèchen; Duebelbelaaschtung vun Haushalt a Beruff.

Déi Gréng erkennen déi rezent Efforten an déi Richtung un. Dat ännert awer näischt un der Tatsaach, datt déi historesch begrënnte Begënschtegung vun enger Fraepolitik a Richtung Kierch, Kanner a Kichen nach ëmmer hire laange Schiet op eis Familljepolitik werft a mir e groussen Nohuelbedarf hunn. Ech kann dat mat Beispiller aus der Géigend, wou ech wunnen, illustréieren. An der konventionéierter Crèche géing ech gären déi 1.143 Euro bezuelen, fir mäi fiktive Puppelche gutt versuergt ze kréien. Leider sinn ech ganz wäit hannen op der Waardelëscht, an ech krut och keng Hoffnung gemaach, ech kréich mäin - ech betounen et - fiktiivt Kand do jee ënnerdaach.

Wann ech elo de Pech hätt vill manner ze verdéngen, misst ech just de Mindestpräis vu 85 Euro bezuelen. Hätt awer nach ëmmer keng Plaz. Dat ass zwar sozial gerecht, mä keng Plaz ass keng Plaz. An der privater Crèche kéim ech mat mengem Revenu e bësse besser wech. Et géing mech nach 850 Euro kaschten. Mam soziale Mindestloun misst ech allerdéngs och 850 Euro bezuelen, grad wéi en Deputéierten. Dat ass net sozial, mä wie sech et leeschte kann, hätt eng Plaz.

Bei enger Organisatioun, déi Dagesmamme weidervermëttelt, krut ech gesot, si géingen déiselwecht sozial Kritären applizéiere wéi an de konventionéierte Crèchen. Si hätten awer leider keng Plaz a menger Géigend, an ech kéint op eng Waardelëscht komme mat allerdéngs ganz wéineg Aussiicht op eng Plaz. Interessant ass hei och nach, datt ech misst bal duebel esou vill un d'Vermëttlerorganisatioun bezuele wéi d'Dagesmamm erauskritt. D'Dagesmamm kréich 26,5 Euro pro Dag.

Och duerfir gëtt et eng Rei gutt a richteg Ursaachen. Wat awer net verhënnert, datt ee sech a mengem Fall géif ermontert spieren, sech laanscht d'Sécherheet vum Vermëttler ze schmuggelen. An deem Raum, wou ech wunnen, hunn ech mat enger gudder Pei e beschränkte Choix. Mat enger klenger Pei wier ech allerdéngs op de „Groe Maart" ugewise fir meng Kanner ze versuergen, oder ech wier gezwongen op eng Erwerbsaarbecht ze verzichten.

Duerfir ass eis Fuerderung, och wa se schonn zimlech al ass, nach ëmmer richteg an nach ëmmer urgent: Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen eist Netz vu qualitativ héichwäertege Betreiungsstrukture fir Kanner am ganze Land ausbauen. A selbstverständlech mussen d'Öffnungszäiten de reelle Bedürfnisser vun den Elteren entspriechen. Dat alles mécht, datt de Congé parental sécherlech keen Instrument ass, dat d'Égalité des chances um Aarbechtsmaart garantéiert. Dat beweist schonn d'Beschäftegungsquot vun de Fraen um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart, dee jo nach ëmmer zu de Schlussliichter um europäesche Plang gehéiert.

Dat alles heescht awer och net, datt de Congé parental enger Politik zu méi Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra am Wee steet. Mir sinn iwwerzeegt, datt de Congé parental et enger ganzer Rei Fraen erméiglecht am Beruff ze bleiwen, wa se de Congé à temps partiel huelen, respektiv de Kontakt zur Aarbechtswelt net ofzebriechen, wa se no hirem Congé erëm schaffe ginn. Ouni de Congé parental géife wahrscheinlech eng ganz Rei Fraen, déi sech et leeschte kéinten, de Choix huelen dem Aarbechtsmaart eng Zäit de Réck ze dréinen, mat allen negative Konsequenzen, déi esou eng Décisioun eventuell spéider fir si selwer kéint hunn.

Elo zu den Auswierkungen op den Aarbechtsmaart. Hei steet am Exposé des motifs just: «Les effets sur le marché de l'emploi se laissent plus difficilement appréhender, mais que somme toute, les effets ne sont pas non plus à rejeter.» Dat ass eng Ausso, mat där kënne mer net vill ufänken. Et ass mat Sécherheet esou, datt de Congé parental a ville Secteure guer net kann duerch Chômeuren ersat ginn, well mir net déi Leit mat deenen néidege Kompetenzen um Aarbechtsmaart fannen. Et ass och esou, datt eng Rei Congés parentals iwwerhaapt net ersat ginn a just eng Ëmverdeelung op déi aner Mataarbechter geschitt, wat d'Situatioun vun deem, deen de Congé freet, bestëmmt net méi einfach mécht.

Op där anerer Säit ass et duerchaus denkbar, datt duerch d'Tatsaach, datt deen éischte Congé parental direkt nom Congé de maternité soll oder muss geholl ginn, an datt eng grouss Majoritéit vu Fraen dësen éischte Congé hëlt, effektiv eng Rei Aarbechtsplaze fir zéng oder eelef Méint fräi ginn; a verschiddene Beruffer - ech denken un d'Kliniken an un d'Crèchen - fir nach méi eng laang Zäit. Datt dat och Auswierkunge misst op den Emploi hunn, schéngt eis logesch. Dat ass och een Argument, wann och kee ganz proppert, well et net am Aklang vun de Bestriewunge vu Chancëgläichheet ass, dat derfir schwätzt, datt deen éischte Congé direkt nom Congé de maternité soll geholl ginn. Datt mir domat de Chômage bekämpft kréien, ass awer méi wéi zweifelhaft. Mir kréien dat jo och duerch d'Chifferen um Aarbechtsmaart permanent beluecht.

Interessant ass awer och eng Ausso am Rapport d'activités vun 2005 vum Familljeministère. Beim zweete Congé parental, dee jo logescherweis méi vu Männer geholl gëtt wéi vu Fraen, stellt ee fest, datt d'Zuel vun de Pappen, déi dëse Congé huelen, däitlech eropgeet. Am Rapport gëtt de Verdacht geäussert, datt dat an Zäite vun enger liicht schwiereger Konjunktur eng Mesure kéint sinn, wou am Accord oder souguer op Recommandatioun vum Patron, de Congé parental ugefrot gëtt, fir en eventuelle Chômage ze évitéieren. Wann dat dann esou ass, dann ass dat jo och zum Notze vun all Interesséierten, an hoffentlech och dem Kand.

Déi gréng Fraktioun ass der Meenung, datt de Congé parental virun allem eng familljepolitesch Mesure ass. Mir wëssen alleguer, datt et fir e Kand ganz wichteg ass en Netz vu Bezuchspersounen ze hunn, an datt d'Qualitéit vun der Relatioun zu enger oder méi Bezuchspersoune fir all Kand vu grousser Bedeitung ass. Déi Gréng sinn iwwerzeegt, datt d'Qualitéit vun der Relatioun Eltere-Kand net just vun der Dauer ofhänkt, déi déi zwou Partië matenee verbréngen. De Congé parental erméiglecht et awer deenen Elteren, déi dat wëllen, sech Zäit ze huelen, fir déi éischt Méint vun hirem Kand vill Presenz ze weisen; an dat ass gutt esou. Mir stelle fest, datt d'Demanden, fir d'Indemnité du congé parental ze kréien, eropginn, an datt se zënter 2005 de Cap vun 3.000 iwwerschratt hunn.

Mir mengen et wier awer och emol interessant ze kucken, wéi eng Leit dann elo net vum Congé parental profitéiere wëllen oder profitéiere kënnen. Eisen Informatiounen no sinn dat virun allem Leit, déi ëm hir Aarbechtsplaz fäerten. Mammen a Pappen a prekären Aarbechtsverhältnisser verzichten oft léiwer op hiren Droit vum Congé parental, wéi datt si sech dem Risiko aussetzen den lerger vun hirem Patron op sech ze zéien, an hir Carrière oder eventuell souguer hir Aarbechtsplaz mëttelfristeg ze verléieren. Dat ass traureg, mä Realitéit. Et wier bestëmmt interessant, hei och emol Zuelen ze kréien, wéi eng Leit a wéi vill Leit hei betraff sinn.

D'Dauer vu sechs Méint vum Congé parental ass aus der Siicht vum Kand problematesch. De Congé ass just dann eriwwer, wann de Bëbee aacht oder néng Méint al ass. An dat ass awer grad just deen Alter, wou de Puppelchen an enger Entwécklungsphas ass, wou eng Trennung vu senger Bezuchspersoun guer net esou einfach ass. De Bëbee fremdelt. Aus dem Kand senger Siicht wier et besser, wann de Congé parental dräi Méint oder néng Méint géif daueren.

Wa mir och net probéiert hätten aus dem Congé parental eng Beschäftegungsmesure ze maachen - mat zweifelhaftem Erfolleg -, da wier et och méiglech gewiescht, dëse Congé méi flexibel ze gestalten. Eng Rei Fraen - déi Minoritéit, déi et fäerdeg bruecht huet eng zolidd berufflech Carrière niewent hirem Familljeliewen ze maachen - géifen eventuell nach e puer Méint ee Congé parental huelen. Sechs Méint kënne si sech eventuell aus berufflech Grënn net leeschten a se verzichten duerfir, oft mat Bedaueren, ganz op de Congé parental.

De Choix, fir eng grousszügeg Regelung zu Lëtzebuerg anzeféieren, wat de Congé parental ugeet, kascht eis Gesellschaft selbstverständlech och eng Staang Geld. Erstaunlech wéineg ass am Virfeld vun dëser Debatt, an och an der Debatt selwer, iwwert d'Finanze geschwat ginn. Graff gerechent kascht eis de Congé parental all Joer 55 Milliounen Euro.

An deem Kontext sief och d'Fro erlaabt, ob et net och eng Rei Ongereimtheeten tëschent dem Congé parental an der Allocation d'éducation gëtt. Sou steet zum Beispill op der Säit 15 vum Rapport d'activités 2005 vum Familljeministère: «Avec l'introduction de l'indemnité du congé parental l'on peut affirmer que le fait d'accorder l'allocation d'éducation sous condition de revenu, non seulement va à l'encontre de la finalité de l'allocation, aucun des parents n'ayant besoin de s'occuper de l'enfant, mais représente à proprement dire une concurrence déloyale au congé parental.»

Och iwwert de Montant vun der Indemnitéit ass wéineg geschwat ginn. Dëse Montant läit ëmmerhin tëschent dem Mindestloun fir qualifizéiert Aarbechter an deem vun onqualifizéierten Aarbechter.

Am Rapport vun der Familljekommissioun vum 11. Februar 2003, déi sech mat der Etüd vum Ceps/INSTEAD iwwert d'Effets redistributifs vun eiser Familljepolitik befaasst hat, steet: «Madame (...)» - den Numm ass bestëmmt net wichteg; d'Madame déi de Ceps/INSTEAD representéiert huet - «constate que la politique familiale de l'État consiste en la distribution d'argent.» Och wann déi Ausso an dëser strenger Form net méi ganz richteg ass, ganz falsch ass déi Feststellung och haut nach net.

Mat der Familljepolitik, wéi mer se zu Lëtzebuerg zënter Jorzéngte féieren, mat Geldtransfertleeschtungen, déi d'Doheembleiwe vun engem Elterendeel - der Mamm - förderen, ass den Ausbau an de Fonctionnement vun de Structures d'accueil nëmmen iwwer eng sozial gestaffelt Participatioun vun den Elteren ze finanzéieren. An de skandinavesche Länner gëtt et eng aner Familljepolitik. Hei investéiert de Stat méi an d'Betreiungsinfrastrukturen. Mir mussen eis d'Fro stellen, wéi eng Familljepolitik mir an Zukunft wëllen.

Wa mir feststellen, datt Kanner an eis Schoule kommen, déi praktesch sprachlos sinn, oder déi verhalensopfälleg sinn, ënner anerem well se kaum gefördert gi sinn, a wa mir wëssen, datt déi éischt Joren am Liewe vun engem Kand extrem wichteg si fir seng Bildungsbiographie, da muss d'Gesellschaft an d'Politik reagéieren. Mir hunn och schonns reagéiert; zum Beispill andeems mir de Précoce geschaf hunn. De Précoce ass eng schoulesch Infrastruktur an ass grad wéi all aner Schoulbesuch gratis. Dat steet am Schoulgesetz vun 1912 an an eiser Constitutioun; an dat steet och net hei zur Diskussioun.

Ech sinn iwwerzeegt, datt d'Schafung vun engem Précoce u sech eng gutt Saach ass. D'Iddi fir de Kanner vun dräi Joer u Raum an Zäit ze bidden, fir hir sproochlech a sozial Integratioun ze förderen, ass bestëmmt richteg. Hei ass och net d'Plaz, fir iwwert de Précoce am Detail ze diskutéieren - do géif mer nach munches derzou afalen -, mä ech wëll drun erënneren, datt déi Gréng ëmmer gesot hunn, datt et méi effizient gewiescht wier d'Précoce-Strukturen a Crèchen ze integréieren, anstatt eng eegen nei schoulesch Infrastruktur ze schafen, déi jo awer vill Zäit eidel steet. Wann déi 116 Gemengen, wou elo déi lescht amgaange sinn hir Précoce-Infrastrukture fäerdeg ze bauen, déiselwecht Gelder a Crèchë gestach hätten, dann hätte mer elo eng besser Situatioun.

Mir fuerderen eng Käschten-Notzen-Analys vum Précoce als eegestänneg Infrastruktur.

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis eens, datt et vill gutt Grënn gëtt, fir Kanner an d'Welt ze setzen, an datt Leit, déi décidéiere Kanner ze kréien, aner Motivatiounen hu wéi déi finanzieller Natur. D'Kanner kaschten awer nun och emol Geld. An duerfir ass et wichteg a richteg dofir ze suergen, dass de Fait, Kanner ze hunn, keng Fra a keng Famill a Gefor bréngt, hiren eegene sozialen Ënnergang anzelauden. Duerfir ass et richteg, wa mir eng ganz Rei vu Familljeleeschtungen zu Lëtzebuerg hunn, an et ass och richteg, wann d'Structures d'accueil ausgebaut ginn.

Mir mussen awer eis Transfertleeschtunge kritesch ënnersichen, ob se wierklech ee wierksaamt Instrument sinn, fir Ongläichheeten an Ongerechtegkeeten an eiser Gesellschaft ze bekämpfen.

Déi gréng Fraktioun bedauert, datt den Délai, mat deem de Congé parental vun deene betraffenen Eltere muss am Viraus ugefrot ginn, zwee Méint no vir gereckelt ginn ass. Hei deele mir dem Statsrot seng Meenung, datt et besser wier, wann déi betraffen Elteren aus medezineschen awer och aus familiären oder ganz einfach mënschlechen Ursaachen esou eng wichteg Décisioun net esou fréi missten huelen.

Bei aller Kritik bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zum familljepolitesche Projet de loi 5161, esou wéi en eis an där leschter Versioun hei haut zum Vote virgeluecht ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, Madame Minister, sidd Dir waarm ugedoen?

(Hilarité et interruption)

Här President, den Accord-cadre an d'Direktiv, op deenen dës Gesetzesinitiativ berout, gesäit Folgendes vir: Déi Mammen a Pappen, deenen hir Kanner virum Akraaftriede vum initiale Gesetz iwwert de Congé parental gebuer an nach keng fënnef Joer al waren, sollen och de Congé parental zougestane kréien, ebe well se deemools vun deem Avantage ausgeschloss waren. Wann dat net esou gewiescht wier, dann hätte se elo all deeselwechte Congé parental, an da krite mer och haut kee Sträit doriwwer. Den Accord-cadre schreift vir, datt dat bestehend Gesetz misst dann also deementspriechend geännert ginn, dass déi Leit dann och de Congé parental kréien.

Mä den Accord-cadre insistéiert awer drop, datt op kee Fall déi Ännerung vum Gesetz duerf mëssbraucht ginn, fir bestehend Rechter am Kader vum Congé parental ze verschlechteren. An dat bestehend Gesetz gesäit ebe vir, datt Mann a Fra innerhalb vu fënnef Joer no der Gebuert vun engem Kand d'Recht op sechs Méint voll respektiv zwielef Méint Deel-Congé-parental zougestane kréien. Dëse Congé parental ass rémunéréiert an indexgebonne gewiescht. Bis elo!

An eiser Verfassung ass ageschriwwen, datt all d'Bierger gläich sinn. Et steet souguer dran, datt Mann a Fra elo gläich sinn. Besonnesch wat d'Rémunératioun ubelaangt, gëtt iwwerall ëmmer méi staark Gläichheet tëschent Mann a Fra gefuerdert. An dat kann een och nëmmen ënnerstëtzen.

Här President, dat heite Gesetz geheit awer all déi virzitéiert Prinzipien a Rechter op d'Kopp. Deene Mammen a Pappen, déi deemools net an de Benefiss vum Congé parental komm sinn, soll dann elo dat Recht zwar och zougestane ginn, mä net dat bestehend Recht, esou wéi et den Accord-cadre virgesäit, sechs Méint Congé parental a rémunéréiert, mä nëmmen dräi Méint an net rémunéréiert; also eppes wéi e Congé sans solde, just dass de Stat d'Sozial-laaschten dréit.

Dat bedeit eng kloer Diskriminéierung vun deene betraffene Fraen a Männer. Dat heescht eng kloer Violatioun vun de Recommandatiounen aus dem Accord-cadre, dee seet, datt keng bestehend Rechter mat dësem Gesetz duerfe verschlechtert ginn. Dat heescht eng kloer Violatioun vun eiser Verfassung, déi d'Chancëgläichheet jo awer soll garantéieren. Déi eng Mammen a Pappe kréie sechs Méint bezuelte Congé parental, fir sech ëm hir Kanner ze këmmeren, wat nëmmen de Kanner zegutt kënnt a wat och richteg ass. Déi aner, déi kréie kee Recht op Congé parental; well dräi Méint net bezuelt, dat ass kee Recht.

Oder mengt heibannen een, datt eng eleng erzéiend Mamm mat zwee Kanner, déi de Mindestloun verdéngt, et sech ka leeschten, och nëmmen ee Mount oder och nëmmen eng Woch doheem sëtzen ze bleiwen, ouni e Su?!!

Deen zweete Skandal ass dann natierlech deen, dass de Congé parental net méi indexgebonnen ass. Déi Indexéierung vum Congé parental war och e bestehend Recht an deem initiale Gesetz iwwert de Congé parental a misst deemno laut dem Accord-cadre och bestoe bleiwen. Déi Désindexéierung duerf och net toleréiert ginn.

Här President, mä wat soen eis Fraerechtler dann dozou? Stëmme se dann elo dëse fir déi vill Fraen do ongerechte Projet? Also, ech soen lech just, wa jo, da solle se awer net méi hei Knäll doe komme géint d'Diskriminéierung vun de Rechter vun de Fraen,...

(Interruption)

... wa se elo hei mathëllefe ville Fraen hir Rechter ze violéieren a ville Kanner hiert Recht ze huelen, datt hir Mamm respektiv hire Papp sech kënne während sechs Méint full-time ëm se këmmeren.

Se sollen dann och net elo, wann dat Gesetz hei gestëmmt ass, erausgoen a maachen, wéi dat esou üblech ass, dass hei an der Chamber esou vill béis Männer sëtzen, deenen hir Schold et wier, dass dat Gesetz hei elo esou komm ass. Well, wa se elo hei géifen higoen a si géifen et net stëmmen, da géif ech soen, all Respekt. Mä wa se et matstëmmen, all déi vill Fraerechtler heibannen, da solle se sech schumme virun de Fraen an da solle se sech net méi Fraerechtler nennen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Madame Marie-Josée Jacobs, Ministerin zoustänneg fir d'Famill.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Si ass fir méi zoustänneg wéi fir d'Famill.

M. le Président.- An dësem Moment ass se zoustänneg fir d'Famill.

(Interruption)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif fir d'éischt wëllen dem honorabelen Här Jean-Paul Schaaf e grousse Merci soe fir seng Gedold, déi hien hat iwwert déi laang Zäit, an och virauser dem Marcel Glesener, deen an där anerer Konstellatioun de Rapporteur vun dësem Projet war, fir de Congé parental ëmzesetzen, an och der Kommissioun, déi et méiglech mécht, datt, wann ech dat richteg verstanen hunn, d'DP, d'CSV an déi Gréng dee Projet hei wäerte stëmmen an datt mer dee Projet also den Owend hei wäerten ugeholl kréien, an domadder hoffen ze verhënneren, datt d'Lëtzebuerger Land condamnéiert gëtt, fir ganz héich Strofen ze bezuelen.

Et war net d'Schold vun der Regierung an et war och net d'Schold vun der Chamber, datt et esou laang gedauert huet. Mä et ware laang Pausen ënnerwee gewiescht, déi onofhängeg vun lech a vu mir waren.

Dat gesot, huet Lëtzebuerg e Congé parental, deen déi Kaderdirektiv ëmsetzt, dee méi généréis ass wéi deen an engem anere Land. An de Conseil d'État hat a sengem Rapport geschriwwen, et soll dee verstoen, deen dat kënnt verstoen, datt dann d'Kommissioun géif soen, mir hätten dat net richteg ëmgesat, datt mer Uerteeler géinge kréie vum Europäesche Geriichtshaff, well mer dat net richteg gemaach hätten.

Ech wëll elo net méi op all déi eenzel Punkten agoen, déi hei an deem Gesetz dra sinn. De Jean-Paul Schaaf huet dat an esou enger exzellenter Form gemaach. Ech wëll mech befaasse mat deenen Iddiën a mat deene Saachen, déi hei gesot goufen, well déi eng jo awer vläicht nach méi erstaunlech si wéi déi aner - fir et emol esou auszedrécken -, a well ech och gären awer wéisst, wéi mer dann elo heimadder géife virufueren.

Den Här Calmes huet gesot, datt déi Etüd no zwee Joer gewisen hätt, datt haaptsächlech d'Fraen dovunner géife Gebrauch maachen an datt et als eng aarbechtsmaartpolitesch Moossnam net onbedéngt déi richteg wier.

Mir hu keng richteg Zuelen doriwwer, awer fir eis jiddferfalls als Kannergeldskeess, wann ech dat esou ka soen, ass et schwéier, fir dat erauszefannen. Ech denken awer, datt ee jo iwwer esou vill Saache kann Etüde maachen, datt een och eng doriwwer kéint maachen, wat et bruecht huet a wat et net bruecht huet.

Ech wëll nach eng Kéier soen, datt Lëtzebuerg sechs Méint agefouert huet, wougéint an der Directive-cadre dräi Méint virgesi waren. Et wier vläicht elo gutt, wann all déi sech emol géife mellen, déi da géife soen, si wieren dann nëmme fir dräi Méint.

An da wier et och flott ze héieren, wat dann elo déi konkret Virschléi wiere vun där Familljepolitik, vun där den Här Calmes geschwat huet, andeem hie gesot huet, de Congé de paternité misst iwwer méi Jore verdeelt ginn. Wann ech mech u verschidde relativ intensiv Diskussiounen och mat de Patronatsvertrieder weess ze erënneren, da soen déi, si kriten hir Betriber net organiséiert, wann dat op vill Zäit an op laang Zäit an op ëmmer erëm do verdeelt wier, wou een net wéisst, wéini datt da seng Arbeitnehmer do wieren an net do wieren, esou datt ech mengen, datt dat net gradesou evident ass, wéi ee sech dat kéint virstellen. Et wier also gutt, wa mer géifen och do gesot kréien, wat dann déi konkret Propositioune wieren.

Dir verstitt, datt ech relativ iwwerrascht war iwwert d'Aussoe vun der Madame Spautz. An ech géif och gäre vun der Madame Spautz wëssen, ob se dann elo derfir wier, datt mer op dräi Méint géife goen, oder ob mer sollen op sechs Méint bleiwen.

Well dat ass jo d'Fro, déi se da jo gestallt hutt, wéi se gesot huet, do wieren net lauter „lautere Gedanken" derhannert gewiescht. Fir mech sinn et nach keng unlautere Gedanken, wann een aus enger Moossnam och eng aarbechtspolitesch Moossnam wëllt maachen a probéiert ze maachen, fir domat ze hëllefen, fir eng Partie Leit eng Aarbecht ze kréien. Dat sinn och nach keng unlautere Gedanken - och net vis-à-vis vun enger Familljepolitik.

Bei Familljen, wou deen een oder deen anere keng Aarbecht dran huet, ob dat grad am Sënn ass vun deenen an ob dat am Sënn vun de Familljen ass, dat woen ech scho staark ze bezweifelen. Mir hunn ëmmer gesot, och op anere Pläng: Et ass méi wichteg, d'Leit fannen Aarbecht a si kënnen op enger Aarbechtsplaz Erfahrung sammelen. An et ass ëmmer gesot ginn: Et ass kloer, datt deen, deen an engem Congé parental dran ass, net onbedéngt deen ersetzt, deen elo fortgeet, mä datt ënnen ee kann nokommen, an dat denken ech ass awer sécher eppes wat net unlauter wier.

Datt eng Rei vu Saachen an deem Gesetz hei verbessert goufen, do ass jo guer keen Zweifel drun, soss hätte mer et net brauchen ze maachen. Well mir hunn et jo net nëmme gemaach, well d'Kommissioun respektiv de Geriichtshaff gesot huet, dat, wat mer géife maachen, wier net richteg gewiescht. Ech sinn och gären domat d'accord an ech gehéieren net zu deenen, déi uneinsiichteg sinn, datt, wa Verbesserungen ze maache wären - an dat war mam Temps partiel esou an och mat den Adoptiounen -, hunn ech kee Problem haut ze soen, datt dat Verbesserunge sinn, déi komm sinn opgrond vun deem, wat an der Chamberskommissioun diskutéiert ginn ass.

Ech kenne kee Congé sans solde op där anerer Säit, wou de Stat engem seng Cotisatioune bezilt, souwuel fir d'Krankekeess wéi fir d'Pensiounskeess. Esou datt ech mengen, datt et och kee Congé sans solde wier.

Dat, wat mer awer äusserst fragwürdeg virkënnt, ass - an do weess ech elo net wat d'sozialistesch Fraktioun mécht, well d'Madame Spautz huet jo net gesot, ob hir Partei géif derfir stëmmen oder net - wa se seet, dat wier ee Gesetz wat géint d'Verfassung wier. Ech stelle mer awer ganz seriö Froen. Wann et géint d'Verfassung ass, dann, denken ech, däerf keen dat Gesetz stëmmen!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass net fir d'éischt wou mer e Gesetz stëmmen, wat géint d'Verfassung ass, Madame Minister.

Plusieurs voix.- Ooohhh!!!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Jo, Här Bettel, dat steet elo hei net zur Debatt!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här Bettel, da musst Der dat beweisen, an da mussen…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Da bräichte mer keng Cour constitutionnelle!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Déi hu mer awer net gëschter kritt!

Une voix.- Wéi hat de Grethen gesot? Les gaffeurs!

Une autre voix.- Mä wann een awer weess, dass een dergéint ass, da kann een och net derfir sinn.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Also ech si jo dovun iwwerzeegt, datt et net géint d'Verfassung ass. Dofir denken ech och, datt déi aner Parteien an déi aner Fraktiounen, déi sech hei geäussert hunn a gesot hunn, si géifen et stëmmen, oder dovun iwwerzeegt sinn, datt et net géint d'Verfassung ass, well soss géife se et jo sécher net maachen. Mir loossen eis also dann iwwerraschen, wéi dat doten ze interpretéieren ass.

(Interruption)

Da géif ech gären…

M. le Président.- Madame Jacobs, erlaabt Der eng Zwëschefro vun der Madame Spautz?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Oder eng Explicatioun vläicht och?

(Hilarité)

Selbstverständlech.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Fir vläicht direkt zwou Saache kloerzestellen: Am ganzen Eifer vum Gefecht hunn ech vergiess gehat ze soen, datt d'sozialistesch Fraktioun dëse Projet stëmme wäert.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Zu deem zweete Punkt, wat d'Saach ugeet vun dem Artikel 10, sinn ech absolut sécher, datt mer wäerte Kloe kréien, a souwäit ech mech kann erënneren, hutt Der an der leschter Kommissioun och gesot gehat, Dir wéisst, datt et eng Onsécherheet géif ginn,…

(Interruptions)

Une voix.- Aha!

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- …juristesch, an da misste mer elo ofwaarden, wat géif geschéien, well mer soss den Délai vun deenen zwee Méint net kéinten anhalen. Am Rapport ass dat nozeliesen.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dat ass richteg.

Une voix.- Sou hunn ech dat och verstan gehat.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dat ass richteg am Kader vun der europäescher…

(Interruption)

M. le Président.- Da lauschtert elo emol no, wann ech gelift!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dat ass richteg am Kader vun deem, wou een net weess, ob d'Europäesch Kommissioun… Dat huet näischt mat Lëtzebuerger Rechtsméissegkeet ze dinn. Et huet eppes mat europäescher ze dinn, an deen, deen heibanne seet, hie géif wëssen, wéi ëmgesat géif ginn an domadder kee Problem géif kréie mat enger Direktiv, dee géif ech wierklech froen opzestoen an ze soen: Wa mer dat elo esou an esou maachen, da kréie mer kee Problem.

An dofir hunn ech virauser ewell gesot, de Conseil d'État, dee jo awer gutt Juristen huet, huet gesot, et misst ee verstoen oder dee soll verstoen, dee géif wëlle verstoen, wann een hei nach géif eppes derbäi fannen. Dofir mengen ech net, datt et am Kader vun enger Ongerechtegkeet a vun enger Diskriminéierung wier respektiv datt et géint d'Constitutioun géif goen. Dobäi bleift, wéi gesot, also nach ëmmer d'Fro, ob een e Gesetz ka stëmmen, vun deem een iwwerzeegt ass, datt et géint d'Verfassung ass.

Iwwert déi Froen an iwwert déi Bemierkungen, déi den Här Adam gemaach huet, géif ech gäre soen, datt et natierlech äusserst bedauerlech ass, wa Leit hire Congé parental net huelen, well se sech net trauen, fir en ze huelen. Well a sech ass et jo e Recht, an et steet och am Gesetz dran, datt ee muss déi Plaz erëmkréien, op där ee virauser war, respektiv eng, déi equivalent ass.

Vun dohier misst et klappen - an et ass déi éischte Kéier, datt mer dat an enger Gesetzgebung stoen hunn. Zum Beispill bei der Allocation d'éducation hu mer stoen, datt een eng Prioritéit huet, mä et huet ee keng Garantie, datt ee kann zréckkommen.

Dofir géif ech et wierklech bedaueren, wa Patronen do wieren, déi géifen herno d'Leit esou ënner Drock setzen oder virauser esou ënner Drock setzen, fir ze soen: Wann s de däi Congé parental hëls, da gëss de bei der éischtbeschter Geleeënheet, déi ech fannen, entlooss!

Une voix.- Dat seet keen, Madame Minister, dat mécht een éischter am Hannergrond. Dat gëtt et awer.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, et ass dofir awer net méi richteg.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Ech fannen dat och net. Mir sinn eis eens.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Da géif ech wëlle soen, wou Dir Recht domadder hutt, ass selbstverständlech och, datt et eng Fro ass vun den Aarbechtszäiten, déi besser musse compatibel si mat de Beruffszäiten a mat der Erzéiung vun de Kanner, d'selwecht wéi och wat d'Garde d'enfants ubelaangt.

Ech géif awer wëllen drun erënneren, datt an deenen zwou leschte Regierungen immens vill Effortë gemaach si ginn, wat sougutt d'Crèchen ubelaangt wéi och wat d'Betreiung vu Kanner ubelaangt, déi am Schoulalter sinn, an ech wëll och do soen, datt mir an de Maisons relais jo elo an där neier Konventioun, déi mir och mam Syvicol zesummen ofgeschloss hunn, wäerten op e Präis kommen, deen tëschent engem a siwen Euro kascht, wat jo dann och ërem gestaffelt ass jee nom Akommes vun den Elteren, a wou dann déi Feelbedarfsfinanzéierung, déi iwwreg bleift, op där enger Säit zu 50% gedroe gëtt vum Stat an op där anerer Säit zu 50% vun de Gemengen.

Dat wat déi flexibel Öffnungszäiten ubelaangt, ass do genau datselwecht wou mer gären hätten, datt d'Kanner net mussen entweder hallef ageschriwwen oder ganz Deeg ageschriwwe sinn a mussen do sinn, mä datt een och wierklech déi Stonne kann an Usproch huelen, déi och wierklech gebraucht ginn, a wou net dann d'Eltere soen: Ma mir loossen d'Kand do, mir hu bezuelt, also gi mer et och eréischt sichen, wa bis déi Zäit eriwwer ass. Mer hu gemengt, datt dat awer wichteg wier.

Ech mengen et ass och interessant, datt Der déi Ziffere genannt hutt, datt dat hei 55 Milliounen Euro kascht, well et hat ee bal dat Gefill, wann ee verschidde Saachen hei nogelauschtert huet, wéi wann dat do esou eng Nullrunde wier, déi mer hei géife maachen. Wann eppes esou deier kascht, dann denken ech awer, datt et och gutt ass, datt jiddferee sech dat emol eng Kéier duerch de Kapp goe léisst, fir och ze weisen, datt dat jo net grad esou ass.

Dir hat eng Fro gestallt vun där et interessant wier, wa mer eis eng Kéier méi géifen doriwwer ënnerhalen an dann och kucken, zu wat fir enge Resultater datt mer kéimen, an dat ass déi, wat fir eng Familljepolitik datt mer wëllen. Wëlle mer Geld oder wëlle mer Infrastrukturen? An da wonneren ech mech jo festzestellen, datt dann awer, soubal wéi gesot gëtt, elo désindexéiere mer d'Kannergeld, den Zodi lassgeet fir ze soen, wéi ongerecht datt dat ass a wéi onsozial datt dat ass a wéi schrecklech onfamilljefrëndlech datt dat ass fir…

(Interruption)

Neen, neen, neen, ech hu jo net gesot, datt Dir dat sot. Mir konnte jo net nëmme mat lech eleng eng Diskussioun doriwwer féieren an och Konklusiounen zéien.

(Interruption)

Et wier vläicht méi einfach. Mä awer, doriwwer eng ofschléissend Meenung eng Kéier ze kréien an ze mierken, datt dat… Jiddferee fënnt jo, datt ee kee Kannergeld oder datt dee kee Kannergeld bräicht, deen en hallwen Euro méi verdéngt wéi hien, mä wann s de drënner ufänks, da geet awer den Zodi lass fir ze soen: Ah, dat doten ass awer falsch! Elo hutt Der awer erëm déi falsch Leit domadder erreecht. Dofir mengen ech, datt dat wierklech der Méi wäert wier, fir ze kucken, wou mer do an deenen nächste Jore virufueren.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt een och an deenen nächste Joren op zwee, dat heescht och op dräi Niveaue bleift. Dir wësst, datt mer amgaang sinn, oder datt am Finanzministère amgaang ass gepréift ze ginn, wéi et mam Crédit d'impôt ass, wéi een dee kann aféieren a wéi een domadder och méi sozialgerecht Politik ka maachen, besonnesch och fir d'Familljen.

Op där anerer Säit mengen ech awer, datt een net definitiv kann op Kannergeld verzichten, am Ganze kann drop verzichten, oder och nëmmen net soll soen, dat ass eppes wat nëmme Leit kréien, déi vun engem bestëmmten Niveau sinn, well ëmmer Leit, déi Kanner hunn, méi Ausgaben hu wéi déi, déi keng Kanner hunn.

Ech sinn awer absolut domat d'accord, datt d'Kanner e ganz anere Wäert hunn a sech, an ech fannen et ëmmer schued, datt eigentlech dat ëmmer nëmmen esou duergestallt gëtt, wéi wann et eppes wier mat deem ee just Aarbecht hätt a wat ee just géif Sue kaschten. De Wäert a sech vu Kanner ass jo esou eppes vun onbeschreiflech, datt en net ka mat Geld aus- an opgemooss ginn.

Da wollt ech och dozou soen, datt d'lescht Joer am Kader vun de Budgetsdiskussiounen d'Demokratesch Partei gefrot hat fir d'Transfertleeschtungen nozekucken. Ech wëll och do soen, datt mer där Demande - also där Motioun, déi mer ugeholl hunn - selbstverständlech och nokommen an datt mer de Moment amgaang sinn, och mam Conseil économique et social ze kucken, fir gemeinsam och do e Wee ze fannen, wou ech awer net iwwermuer hei eng Äntwert ka ginn, well et eppes ass, wou ech wierklech och gären hätt, datt et méi laangfristeg géif gekuckt ginn.

Mir hunn hei ëmmer Problemer. Et ass esou wéi bei där Etüd iwwert de Congé parental. Da musse mer no zwee Joer kucken, wat dobäi erauskomm ass. Zwee Joer sinn dann awer esou eng kuerz Zäit, datt ee beim beschte Wëllen net ka soen, dat ass elo dat wat zielt, mä datt ee wierklech vläicht souguer iwwert dës Period erauskënnt fir ze soen, dat dote sinn déi richteg Resultater, déi mer brauchen, wann ee wëllt de Logement mat dran huelen, wann ee wëllt d'Studië mat dran huelen, wann ee wëllt eng ganz Partie vun anere Saache mat dran huelen, déi net onbedéngt elo direkt vu sozialen Transferten ofhänken, déi elo mat mir eppes ze dinn hunn oder déi mam Familljeministère eppes ze dinn hunn, fir datt een dann awer wierklech eng Kéier dat richteg géif erkennen.

Ech géif just wëllen, ouni op déi aner Froen a Punkte vum Här Jaerling anzegoen, dem Här Jaerling soen, datt eng elengerzéiend Mamm hire Congé parental kann huelen, wéini datt se e wëllt huelen. An dat stoung ewell an deem viregte Gesetz. Et ass also näischt Neies, näischt Schlechtes an näischt Aneschters wat mer aféiere wéi dat, wat doranner war. Een elengerzéienden Elterendeel muss net uschléissend un de Congé de maternité säi Congé parental huelen. E kann en huele bis d'Kand fënnef Joer al ass.

Dat wëll ech eng Kéier hei gesot hunn, well ech net weess, wou déi Hérésie do hierkënnt. Den Här Jaerling hat sécher e Fall, wou en dat erlieft huet an hien erzielt eis deen dann elo.

Här President, wann Dir dermat d'accord sidd, datt en d'Wuert huet?

M. le Président.- Jo, selbstverständlech, wann Dir d'accord sidd.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Madame Buergermeeschter, mir schwätzen hei vun deene Mammen, deenen hir Kanner deemools nach keng...

(Brouhaha général)

Madame Minister!

(Hilarité)

Meng Buergermeeschtesch geet mir einfach net aus dem Kapp!

Mir schwätzen hei bei deem Congé parental, deen nei ass, vun deene Mammen, deenen hir Kanner deemools nach keng fënnef Joer haten. Déi sollen dann elo de Congé parental huele mat dräi Méint an net bezuelt.

Dir wäert dach net mengen, dass do iergendeng Mamm higeet an et sech ka leeschten, emol nëmmen eng Woch doheem ze bleiwen ouni ee Su.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Also ech si souwisou jo gespaant, vu datt mer jo sou laang Zäit gebraucht hunn, bis mer dat hei ëmgesat hunn, da sinn där doter Fra hir Kanner mëttlerweil wahrscheinlech aacht bis néng oder zéng Joer al.

Ech weess net, ob et do nach ganz sënnvoll ass fir dann nach vun engem Congé parental ze schwätzen. Mä iwwer alles kann ee jo awer schwätzen.

(Hilarité)

An domadder wollt ech lech Merci soen. Ech si wierklech frou, datt dee Congé parental generell esou e grousse Succès huet, datt och esou vill Pappen dovunner profitéieren an datt mer wierklech och alles maache fir der och nach méi ze begeeschteren, fir dovunner ze profitéieren.

Et ass eng wichteg Erfahrung fir d'Mammen. Et ass eng wichteg Erfahrung fir d'Pappen. Et ass wichteg fir d'Kanner. A mer soe jo ëmmer, dat Kostbaarst, wat mer hätten, dat wären eis Kanner. Also solle mer och deene Pappen alleguerten d'Geleeënheet ginn, an ech hoffen, datt mer all déi Patronë vun eppes Besserem iwwerzeegt kréien, déi op där anerer Säit sinn, well et geet jo schliesslech do och ëm d'Zukunft vum Land.

Mir hu keng Consommateure méi, mir hunn näischt méi a mir bräichten och keng Industrie méi, wa mer op eemol keng Kanner méi hätten, déi do wären an déi also och hei am Land géife wëlle consommëieren, respektiv vun anere Servicer Gebrauch maachen. Dofir villmools Merci fir dee positive Vote vun dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Jo, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech kann dat net stoe loossen, wat d'Madame Minister elo hei gesot huet.

Och wann där Fra hir Kanner elo aacht Joer hunn, dann huet se e Recht op dee Congé parental. A wann deemools dee Congé parental esou agefouert gi wär, wéi en eigentlech virgesat huet, dass jiddfereen dee Congé parental kritt hätt, deem seng Kanner keng fënnef Joer hätten, dann hätt déi Fra jo de Congé parental och kritt, rémunéréiert, sechs Méint. Menger Meenung no huet se en dann elo och zegutt.

Déi zweet Saach ass einfach och nach déi, dass mer net nëmmen eng Verfassungsklo riskéieren, mä mer riskéieren och nach virum Europäesche Geriichtshaff ugeklot ze ginn, well ganz kloer am Accord-cadre steet, dass d'Ëmännerung vun dësem Gesetz net duerf benotzt gi fir bestehend Rechter ze verschlechteren. An dat gëtt hei mat deem Gesetz gemaach, esou dass ech lech elo scho ka verspriechen: Also déi Klo, déi kritt Der!

M. le Président.- D'Madame Minister nach eng Kéier.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Et ass awer eng lieweg Debatt. Dat ass awer dat mannst, wat ee muss soen.

Här President, ech wëll soen, datt heibäi näischt verschlechtert ginn ass bei deem, wat e viraus bestehend Gesetz war. An dofir gesinn ech net an, firwat datt den Här Jaerling esou vehement de Mëtteg hei ass fir ze soen, all déi, déi hei dat Gesetz elo géife stëmmen, wäre fir eng Verschlechterung. Dat ass iwwerhaapt net wouer. Et ass eng zousätzlech Méiglechkeet derbäikomm, mä et ass kengem eppes ewechgeholl ginn.

(Brouhaha général et hilarité)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Debatt ass elo eriwwer a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5161 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei enger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

(Interruption)

Här Jaerling, d'Debatt ass ofgeschloss!

(Hilarité)

Mir kommen elo zum Projet de loi 5624, deen d'Holdingsgesetz ëmännert. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Thiel, den Här Meisch, den Här Fayot an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorablen Här Laurent Mosar.

2. 5624 - Projet de loi abrogeant:

- la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies),

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 concernant les sociétés holding, pris en exécution de l'art. 1er, 7° alinéas 1 et 2 de la loi du 27 décembre 1937,

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à 24.000.000 euros au moins,

- la loi modifiée du 12 juillet 1977 modifiant et complétant a) la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) modifiée par l'article 21 de la loi du 29 décembre 1971 et b) l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938, sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à un milliard au moins, modifié par l'article 22 de la loi du 29 décembre 1971,

- le règlement grand-ducal du 29 juillet 1977 fixant le minimum du capital social libéré dont doit disposer une société holding pour être admise au bénéfice des dispositions fiscales de l'article premier de la loi du 31 juillet 1929,

- la loi du 21 juin 2005 portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies)

et fixant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010 pour le maintien temporaire de ces régimes

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen datt dëse Projet manner spektakulär ass wéi dee virdrun, och fir manner Welle wäert hei an dësem Haus suergen.

Et geet also hei ëm d'Ofschafung vum Holdingstatut an de Projet, dee mer de Mëtten hei sollen diskutéieren, ass a sech deen éischte Schratt, dee sech aus der Décisioun vum 19. Juli 2006 vun der Europäescher Kommissioun ergëtt.

Deen zweete Schratt ass entre-temps och scho vun der Regierung ëmgesat ginn, andeems den zoustännege Minister de Projet de loi iwwert d'Créatioun vun enger sou genanntener Société de gestion de patrimoine familial op den Instanzewee bruecht huet, mat deem mer eis sécherlech an deenen nächste Wochen a Méint wäerten och an dësem Haus méi intensiv befaassen.

Ier ech op déi verschidden Dispositioune vun dësem Projet aginn, erlaabt mer e ganz kuerzen historeschen Exkurs.

Den Holdingsregime, deen duerch e Gesetz vun 1929 an d'Liewe geruff ginn ass, wäert also vum 1. Januar 2007 un net méi existéieren, mat Ausnahm fir déi Holdinggesellschaften, déi bis zum 20. Juli 2006 gegrënnt gi sinn an déi nach vun Iwwerganksbestëmmunge kënne profitéiere bis zum 31. Dezember 2010.

Wéi ass et zu där Décisioun vun der Europäescher Kommissioun komm?

Et muss een hei nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, datt a sech den Holdingsregime scho säit ongefeier aacht Joer am Kräizfeier vun der Kritik vun der Europäescher Unioun steet. D'Kritiken, déi ëmmer erëm virbruecht gi sinn, sinn eigentlech vun enger duebeler Natur.

Éischtens ass ëmmer erëm dësen Holdingsregime opgefouert ginn an deem sou genanntene Groupe «Code de conduite», deen duerch de Conseil ECOFIN vun 1999 an d'Liewe geruff ginn ass an deen eng Rei vu sou genanntene Mesures fiscales dommageables an deene verschiddenen EU-Memberstaten definéiert huet. Fir dëse Groupe «Code de conduite» war et ëmmer kloer, datt d'Holdingen esou eng Mesure fiscale dommageable géifen duerstellen.

D'Chamber huet dann och net méi spéit wéi den 21. Juni vum leschte Joer e Gesetz ugeholl, wou d'Dividenden, déi un Holdinggesellschaften ausbezuelt ginn, enger gläichwäerteger Steier ënnerluecht gi wéi déi Steier, déi vun deenen eenzelnen EU-Memberlänner op den Dividenden opgehuewe ginn.

Dës Ännerunge sinn dann och ugeholl gi vun deem sou genanntene Groupe «Code de conduite», respektiv vum Conseil ECOFIN.

Domadder ass et awer leider net gedoe gewiescht, well d'Kommissioun ass virugefuer an hirem Kräizzuch géint d'lëtzebuergesch Holdinggesellschaften an huet dunn op eemol erausfonnt, datt den Holdingsregime zwar elo keng Mesure fiscale dommageable méi wär, awer géif eng sou genannten Aide d'État duerstellen an domadder géint d'Regele vum Marché unique verstoussen.

Betoune muss een nach eng Kéier, datt d'Argumentatioun vun der Europäescher Kommissioun juristesch net onëmstridden ass an d'Regierung huet jo och da während ville Verhandlungen ëmmer erëm versicht, op d'Konformitéit vun der Holdingslégislatioun par rapport zum EU-Recht hinzeweisen.

Leider Gottes huet d'Regierung et awer net fäerdeg bruecht, déi zoustänneg Kommissärin, d'Madame Kroes, vun der Richtegkeet vun hiren Argumenter ze iwwerzeegen an ass da schlussendlech zu där virgenannter Décisioun vum 19. Juli 2006 komm.

Elo kéint ee sécherlech nach laang driwwer diskutéieren a spekuléieren, ob an engem eventuelle Prozess virum Europäesche Geriichtshaff d'Kommissioun sech mat hirem Standpunkt duerchgesat hätt oder d'Regierung. Dat hätt allerdéngs bedeit, datt fir déi méi wéi 14.000 bestehend Holdingen eng juristesch total onduerchsiichteg Situatioun sech ausgebreet hätt.

D'Décisioun, déi d'Regierung also geholl huet, fir den Holdingsregime ofzeschafen an dofir eng méiglechst laang Iwwergankszäit erauszeschloen, ass also sécherlech richteg gewiescht an ass, esou wéi d'Diskussiounen an der zoustänneger Kommissioun gelaf sinn, och am Konsensus net nëmme vun de Majoritéits-, mä och den Oppositiounsfraktioune geholl ginn.

D'Gesetz, wat mer also haut an hei diskutéieren, schaaft elo definitiv den Holdingstatut of a preziséiert op där anerer Säit am Detail déi Dispositiounen, ënnert déi d'Holdinggesellschafte während der Iwwergangsperiod falen.

Wat sinn elo déi Haaptdispositioune vun dësem Gesetzesprojet? Éischtens gëtt d'Gesetz vum 31. Juli 1929 vum 1. Januar 2007 un ofgeschaaft. Dëst bedeit dann och, datt all Dispositioune vum aktuellen Holdinggesetz bis zu deem Datum a Kraaft bleiwen. Dëst heescht, datt all Participatiounen an Holdinggesellschafte fräi an ouni Limitatioune bis zu deem Datum kënne veräussert ginn.

Ech wëll dann am Kontext vun dësem Artikel kuerz op e Problem agoen, dee vum Statsrot soulevéiert ginn ass, an dee sech a sech mat der Abrogatioun vun deene Reglementer an Arrêté-grand-ducauxen, déi op deem Gesetz baséieren, ofgëtt. Do huet de Statsrot gemengt, datt, laut dem Prinzip vum Parallelismus vun de Formen, déi Reglementer an Arrêté-grand-ducauxen och nëmme kéinten duerch Reglementer an Arrêté-grand-ducauxen ofgeschaaft ginn.

Mir sinn allerdéngs an der zoustänneger Kommissioun zu enger anerer Konklusioun komm. Mir sinn och net eleng do mat eiser Positioun, well mir beruffen eis ënner anerem op den Avis vun eminente Juriste wéi dem Här Pierre Pescatore, déi d'selwecht argumentéiert hu wéi et d'Finanzkommissioun gemaach huet, an deem Sënn, datt Reglementer oder Arrêté-grand-ducauxen ëmmer kënnen duerch eng Norme hiérarchique plus élevée ofgeschaaft ginn. D'Kommissioun huet dann och aus deem Grond de Bedenke vum Statsrot keng Rechnung gedroen an ass beim ursprünglechen Text bliwwen.

D'Gesetz gesäit dann och vir, datt all déi Holdingen, déi nom 20. Juli 2006 gegrënnt gi sinn, net méi kënne vum Holdingstatut profitéieren. Och iwwert dee Punkt hate mer eng länger Diskussioun an der Kommissioun, well den Informatioune vun der Steierverwaltung no nach 16 Holdinge gegrënnt gi sinn zwëschent dem 20. an dem 31. Juli vun dësem Joer. D'Fro, déi sech hei gestallt huet, an déi sech och nach an Zukunft riskéiert ze stelle bei Décisioune vun der EU-Kommissioun, ass nämlech déi fir ze wëssen, vu wat fir engem Datum un eng Décisioun, déi vun der EU-Kommissioun geholl gëtt, dem Bierger an deem eenzelnen EU-Memberland opposabel ass.

Wa mir eis an déi Logik beginn, wéi se fir déi national Gesetzestexter zielt, esou hätt dat missen den Dag vun der Publikatioun am Mémorial sinn. Bei europäeschen Décisiounen ass allerdéngs d'Rechtslag eng aner, nämlech do zielt deen Dag, vun deem un d'Europäesch Kommissioun hir Décisioun un déi national Regierungen notifizéiert.

D'Fro, déi sech also hei net nëmmen am Kontext vun dësem Projet de loi stellt, ass déi fir ze wëssen, wéi een dem EU-Bierger kann eng Décisioun, déi den Dag a Kraaft trëtt, wou d'Regierung doriwwer au courant gesat gëtt, och deeselwechten Dag kann iwwermëttelen, fir datt déi Décisioun him och vun deem Dag un opposabel ass. Och wa mer eis hei an der Kommissioun der Meenung vun der Regierung an dem Statsrot ralliéiert hunn, esou wär dach de Wonsch un d'Regierung, fir hei eng Prozedur festzeleeën, an där ofgeséchert gëtt, datt de Bierger och esou schnell wéi méiglech a Kenntnis gesat gëtt vun enger Décisioun, déi vun der EU-Kommissioun an Zukunft wäert geholl ginn.

Wat elo déi Holdingen ubelaangt, déi virum 20. Juli vun dësem Joer gegrënnt gi sinn, esou profitéiere si weider vum Holdingstatut fir déi Frist vum 1. Januar 2007 bis den 31. Dezember 2010, ënnert de Konditiounen, wéi se an den Iwwerganksbestëmmungen definéiert ginn.

Wat sinn elo déi Konditiounen, déi déi bestehend Holdinggesellschafte musse respektéieren, fir bis Enn 2010 vun den Iwwerganksbestëmmunge kënnen ze profitéieren? Déi wesentlech Bedingung ass hei, datt keng Bedeelegungen an Holdinge méi kënnen un Drëttpersoune während der Iwwergangsperiod veräussert ginn. Sollt et trotzdeem zu enger Veräusserung vu Bedeelegunge kommen, wär automatesch den Holdingstatut hifälleg.

Dräi Ausnahme sinn allerdéngs am Text virgesinn. Net ënnert de Verbuet vun enger Veräusserung falen: éischtens, all déi Holdingen, déi op enger Bourse quotéiert sinn; zweetens, all Äusserunge vu Bedeelegungen zwëschent den Aktionäre vun enger Holdinggesellschaft, an drëttens, all déi Cessiounen, déi virgeholl ginn am Kontext vun enger Successioun, enger Liberalitéit oder engem Régime matrimonial.

Betoune wëll ech, datt mer bei der Analys vun dësem Projet iwwer e praktesche Problem gefall sinn, nämlech deen, datt duerch déi nei Regelunge géif e Risque bestoen, datt duerch de Verloscht vum Holdingstatut duerch eng Cessioun vun enger Bedeelegung un eng Drëttpersoun, et kënnt zu all méigleche Chantagen a gelungene Manöveren zwëschen Aktionäre kommen. Fir esou Manövere virzebauen, huet dann och d'Finanzkommissioun en Amendement zréckbehalen, dee beseet, datt wann et zu enger Cessioun vu Participatiounen zwëschen Aktionäre kënnt, dëst muss duerch eng Majoritéit vun zwee Drëttel vum Kapital an enger ausseruerdentlecher Generalversammlung guttgeheescht ginn.

Op dësem Punkt si mer allerdéngs als Kommissioun vum Statsrot mëssverstane ginn. Deen ass nämlech zu der Meenung komm, datt d'Kommissioun hei méi eng grouss Derogatioun par rapport zu den allgemenge Prinzipien aféiere wëllt. Dëst ass awer manifest net esou gewiescht, well et jo kloer ass - an ech wëll dat hei nach eng Kéier betounen -, datt et sollt zu enger Cessioun ënnert deene virgenannte Bedingunge kommen - also, Majoritéit vun zwee Drëttel vum Kapital an enger ausseruerdentlecher Generalversammlung -, an natierlech domadder duerch dës Cessioun automatesch den Holdingstatut vun där Gesellschaft hifälleg wär.

D'Chambre de Commerce huet dann och an hirem Avis déiselwecht Richtegstellung wéi d'Kommissioun gemaach. An ech hoffen, datt duerch dës Prezisioun, déi ech och a mengem schréftleche Rapport erëmgeholl hunn, d'Virbehalter vum Statsrot par rapport zum Amendement vun der Finanzkommissioun hifälleg sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach ganz schnell zu engem leschte Punkt, an zwar deem, datt an Zukunft mussen d'Domiciliatairë vun den Holdinggesellschaften zertifiéieren, datt et um Niveau vum Actionnariat zu kengen onautoriséierte Cessioune komm ass. Wéi soll dës Zertifikatioun an der Praxis accordéiert ginn?

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Jo. Ech sinn direkt fäerdeg, Här President.

Och do huet d'Kommissioun en Amendement ugeholl, laut deem et duergeet, datt den Domiciliataire oder de Réviseur d'entreprise e sou genannte «Certificat de non-objection» ausstellt, wat dann heescht, datt déi Duerstellung esou wéi se aus dem Aktiebuch erausgeet, zu kenger Objectioun féiert duerch den Domiciliataire oder Réviseur d'entreprise. Mir wäerten och dëse Certificat de non-objection erëmfannen am Gesetzesprojet iwwert d'SPFen, esou datt déi zwee Gesetzestexter op dësem Plang wäerten déiselwecht Prozedur virgesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Dëse Projet de loi bedeit d'Enn vun den Holdinggesellschaften op den 31. Dezember 2010; dat heescht, ee Joer nodeem d'Gesetz, wat dës Holdingstrukture geschaaft huet, säin 80. Gebuertsdag wäert feieren. Wa mer also haut dat Enn duerch de Vote vun dësem Projet beschléissen, esou solle mer dach net vergiessen, datt dës Holdingen zu engem groussen Deel am Ufank vun de 60er an de 70er Joren zum Succès vun dëser Finanzplaz bäigedroen hunn.

Et ass sécherlech richteg, datt säit enger Rei vu Joren dës Holdingstrukturen ëmmer méi duerch SOPARFIen ersat gi sinn, nach soll an dierf een awer net vergiessen, datt et nach ronn 14.000 esou Strukture ginn, wourunner och eng ganz Rei Aarbechtsplazen hänken. Et ass also wichteg, datt mer iwwert de Vote vun deem Gesetz vun haut an deenen nächste Wochen a Méint déi richteg Instrumenter a Produitë schafen, fir datt mer all déi Investisseuren, déi musse spéitstens no 2010 aus den Holdingen erausgoen, net riskéieren definitiv fir d'Finanzplaz ze verléieren. Nëmme wa mer dat fäerdeg brëngen, wäert den Dag vun haut net d'Enn, mä den Ufank vun enger neier „success-story" fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Merci, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Kolleeg Laurent Mosar huet Iech jo elo schonn des Laangen an des Breeden d'Geschicht erzielt. Ech ka mech dann e bësse méi kuerz faassen, wéi ech dat virgesinn hat.

Dir hutt eraushéieren, datt deem Ganzen eng zimlech mouvementéiert Geschicht virausgaangen ass, datt mer fir d'éischt gemengt hätte mir wären aus dem Schneider, nodeem d'Generaldirektioun zu Bréissel, déi fir d'Steieren zoustänneg ass, eis quasi eng Imprimatur ginn hat opgrond vun deem neie Gesetz, wat mer virun engem Joer gemaach hunn. An du koum dann d'Kolleegin vun dem Bannemaart, an déi huet da ganz sec fonnt, dat wär guer net an der Rei, wat mir do géife maachen, an huet dann en Instrument, wat 80 Joer al ass - wéi de Laurent Mosar elo grad nach eng Kéier ënnerstrach huet -, klak verbuet.

Nodeem datt deen Ukas am Summer vu Bréissel komm ass, hat d'Regierung am Fong nëmmen zwee Choixen: entweder huet se sech missen deem Ukas vu Bréissel béien oder awer se hätt kënnen op de Geriichtshaff goen. Ech mengen, d'Chancen hätten net schlecht gestane virum Geriichtshaff Recht ze kréien, well d'Argumentatioun vu Bréissel ass a stoung op séier wackelege Féiss, an een Deel dovunner war souguer total niewent dem Dill.

Op där anerer Säit muss ee wëssen, an d'Regierung weess et natierlech ganz genau, datt, wann ee géint esou eng Décisioun virgeet, da waart een zwee, dräi Joer, bis datt een eng Décisioun um Kierchbierg kritt, an op där anerer Säit muss een awer exekutéieren, well et ass direkt ze exekutéieren, also et ass keen Effet suspensif. Do huet d'Regierung dofir - géif ech soen - klorerweis gesot, majo neen, amplaz dann elo ze streiden an eventuell guer näischt ze hunn, kommt mer probéiere fir en Deal ze maache mat Bréissel, fir datt mer wéinstens eng Iwwergangszäit eraus-geschloe kréien.

A genau dat ass jo och du geschitt. Et ass dem zoustännege Minister Luc Frieden gelonge bei der Madame Kroes en Délai auszehandelen, en Délai bis 2010, an en plus och nach, nodeem datt d'Expertë sech mat der Regierung zesummegesat haten, e Splitting vun der Problematik ze maachen zwëschent engersäits deenen Holdingen, déi elo 2010 dann definitiv auslafen, an anerersäits deenen Holdingen, déi nach kënne weider bestoen.

Mir hu ronn 14.000 Holdingen, dovunner sinn 20% ongefeier betraff vun där Décisioun, déi mer elo mussen exekutéieren. Mä déi 20%, dat sinn allerdéngs déi mat de meeschte Suen dran. Dat sinn déi Holdingen, déi vu groussen Entreprisen, vu Konzerner hei installéiert gi sinn, fir deenen hiert Kapital ze verwalten, hir Participatiounen ze verwalten, an et sinn der jo dodrënner, déi heeschen och net fir näischt Holdingmilliardär. Ëm déi 20% geet et.

Wat deene virgeworf gëtt, ass, datt se am Fong keng passiv, mä eng aktiv Gestioun maachen. An dorobber ass gespillt ginn, op deenen zwee Begréffer passiv an aktiv Gestioun. An dat ass dat, wat d'Regierung do opgegraff huet, dee Ball huet d'Regierung do opgefaangen. A si huet gesot, majo da kommt mer splitten déi Holdinge mat enger passiver an déi Holdinge mat enger aktiver Gestioun, an da kréie mer op d'mannst déi, déi méi eng passiv Gestioun maachen, aus dem Collimateur eraus.

Dat ass dunn och geschitt. Dat ass dee Projet de loi, deen Dir deemnächst wäert misse bewäerten, deen och scho virläit, an deen en neien Numm kritt huet, fir en dann ze distinguéiere vun den traditionellen Holdingen. Dat Déier, dat heescht Société de gestion de patrimoine familial, ofgekierzt SPF, an et ass wéi gesot eng Form, déi sech applizéiert op déi net aktiv Gestioun, dat heescht op eng Gestioun, déi net agräift zum Beispill an d'Finanzmäert an dofir méi adaptéiert ass un déi sou genannt Familljenholding.

Elo kann een déi ganz Geschicht do positiv gesinn a soen, mir wieren eigentlech dach nach mat engem bloen A dervukomm, well souwisou hätte mir gespiert, datt no bal 80 Joer et esou lues zu Enn géif goe mat eisen Holdingen, an datt si och lues a lues an deem Mooss géifen iwwerflësseg ginn, wou d'Duebelbesteierungsofkommessen, vun deenen Der jo d'Nummere 50 an 51 virun zwou Wochen hei ofgeseent hutt, also déi Duebelbesteierungsofkommessen, déi géife lues a lues d'Missioun vun den Holdingen iwwerhuelen.

An da schliesslech, dat däerf een och net vergiessen, huet de Législateur in weiser Voraussicht virun enger Zäit schonn, virun enger Rëtsch vu Jore mat neie Finanzinstrumenter wéi de SOPARFIen oder och verschiddene Fonge längst fir en Ersatz fir d'Holdinge gesuergt.

Mä da freet ee sech, wann deem esou wär, ob et am Fong guer net derwäert wär, fir sech opzereegen, firwat esou e Gedäisch op der Finanzplaz gemaach gëtt, wou et heescht, datt tëschent 10 an 20% vum Geschäft riskéieren elo duerch d'Päif ze goen an entspriechend natierlech och Aarbechtsplaze riskéieren ze verschwannen.

Et kann ee kaum unhuelen, datt eis Banke sech grouss Suerge maachen ëm den Ausfall vun deenen 43 Milliounen Taxes d'abonnement an den néng Milliounen Droits d'apport, déi d'Holdingen all Joer bezuelen. Déi 52 Milliounen, vun deenen op d'mannst elo een Deel riskéiert eisem Enregistrement laanscht d'Nues ze goen, déi leie grad an dësen Zäiten héchstens dem Finanzminister an dem Budgetsminister um Mo.

Neen, et geet eigentlech ëm eppes ganz aneschters, ëm eppes, wat sech net an Zuele faasse léisst a wat sech och net richteg moosse léisst. Et geet éischtens ëm eis Konkurrenzfäegkeet an där ëmmer méi schaarfer Steierkompetitioun tëscht de Länner, an et geet zweetens ëm de Ruff vun eiser Finanzplaz, där hir Soliditéit an Zouverléissegkeet hei um Spill steet.

Wéi et schonn an deenen eenzelnen Interventiounen zum Budget ugeklongen ass, souwuel vun den Intervenanten hei aus eise Reien, notamment mengem Kolleeg Laurent Mosar, mä och aus der Regierungsbänk - de Premier souwuel wéi de Budgetsminister hunn dovu geschwat -, komme mir mat eiser

Besteierung ëmmer méi an d'Quëtsch. Mir si bannen e puer Joer am Ranking vun der Entreprisëbesteierung un den ënneschte Wupp ofgerutscht, a sinn domadder a puncto Attraktivitéit fir nei Wirtschaftsaktivitéite seriö an d'Hannertreffe geroden.

Och an eiser traditioneller Spezialitéit, der Nischepolitik, déi mir haaptsächlech iwwert d'Steiere fueren, gëtt et ëmmer méi enk. Derbannst d'Bannemaartskommissärin, d'Madame Kroes, eisen Holdingen den Hals ëmdréint, féieren hir hollännesch Landsleit en neie Steierregime fir déi Holdingen - si nenne se net Holdingen, mä et sinn Holdingen - an, déi bei hinnen domiciliéiert sinn an déi hiren Duechteren uechtert d'Welt Sue léinen. Op deene Revenuen, deenen Zënsen, déi se akasséieren, déi d'Mamme kasséiere bei hiren Duechteren, also op deene konzerninterne Kreditter, brauchen d'Mammen dann nëmme 5% Steieren ze bezuelen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence.)

Dat erënnert dach awer iergendwéi verdächteg un dat, wat mir mat eisen Holdingen hei gemaach hunn a firwat mir se haten, an déi et elo geschwënn net méi wäert ginn.

An eis aner Beneluxpartner, déi Belsch, deenen et mat hire Centres de coordination, wéi Dir lech vläicht kënnt erënneren, genausou gaangen ass, awer ganz genausou gaangen ass, wéi et eis elo mat den Holdingen ergoung, hu längst fir Ersatz gesuergt an hunn hire Regime vun den Intérêts notionnels op d'Bee gesat, deen offensichtlech schonn ufänkt ze gräifen.

Och eis géif esou e Regime - et geet ëm d'steierlech Urechnung vun der Kapitalisëierung vun de Betriber mat eege Mëttelen - net schlecht zu Gesiicht stoen, well hie géif gutt an eise Steiertableau passen.

Elo leeën eis belsch Noperen nach eng Schëpp no. Si bastelen am Moment un engem eegene Steierkader fir international Pensiounsfongen. Dat erënnert mech un eppes...

Une voix.- Ce n'est pas bête.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Ce n'est pas bête!

Mä si imitéieren am Fong domat - neen, net nëmmen imitéiere se, mä se attackéieren domat frontal de Lëtzebuerger Modell fir grenziwwerschreidend Pensiounsfongen, déi mir scho viru sechs Joer mat engem entspriechende Gesetz hei lancéiert hunn.

Et sinn nëmmen e puer Beispiller aus eiser direkter Noperschaft. Si eleng weisen eis schonn, a wéi eng Direktioun den Zuch fortgefuer ass, a wéi néideg et ginn ass, datt mir eis eeschtlech Gedanken iwwer eis steierlech Kompetitivitéit maachen. Besonnesch elo, wou mat den Holdingen den eelste Pilier vun eiser Finanzplaz ewechbrécht.

An deem Kontext sief et mer erlaabt, op dëser Plaz eng Lanz fir en Observatoire fiscal ze briechen, en Observatoire, dee ganz opmierksam d'Evolutioun vum steierlechen Ëmfeld dobausse suivéiere géif, fir datt mer an de Stand gesat ginn, esou séier wéi méiglech op Entwécklungen ze reagéieren, op Entwécklungen, déi fir eis geféierlech kéinte ginn. Ech kéint mir esou en Observatoire zum Beispill an der Ëmgéigend vun dem Comité pour le développement de la place financière virstellen.

An da geet et zweetens ëm de gudde Ruff vun eiser Finanzplaz, déi wéinst hirer Konstanz an hirer Zouverléissegkeet bei de Clienten uechtert d'Welt bekannt ass. Hir gesetzlech Kontinuitéit an hir rechtlech Sécherheet sinn nämlech Atouten, déi bis elo eng wichteg, vläicht souguer déi wichtegst Roll bei eiser internationaler Renommée als Finanzplaz gespillt hunn.

Dee gudde Ruff ass elo, net duerch eis Schold, mä duerch dat, wat Bréissel eisen Holdingen ugedoen huet, am héchste Mooss gefährdet, an deemno wéi et geet riskéiere mer an der Course mat eiser Konkurrenz, déi ëmmer méi haart gëtt, d'Schlappen ze verléieren.

Et war duerfir scho wichteg, datt d'Regierung séier reagéiert huet an eise Banken an deenen anere Finanzopérateuren, déi am „asset management" oder an der Gestion patrimoniale aktiv sinn, domat déi néideg Argumenter geliwwert huet, fir hir Clienten ze berouegen a se bei der Staang ze halen. Mä dat geet net duer!

Déi Clienten, déi betraff sinn, wëllen och wëssen, wéi et no 2010 fir si weidergeet. A si wëllen et elo gläich wëssen, net eréischt an engem oder an zwee Joer. Duerfir géif ech soen, datt dat, wat elo mat deenen zwee Gesetzer gemaach gëtt, eréischt den Ufank ass, an datt mir eis esou séier wéi méiglech Léisungen afale musse loossen, déi d'Clientë rassuréieren an de Finanzmäert weisen, datt mir net hei schlofen an net bereet sinn, der Konkurrenz den Terrain ze iwwerloossen.

Duerfir kënnt et elo drop un, nach eng Kéier d'Käpp zesummenzestrecken an esou séier wéi méiglech entweder nei Instrumenter ze schafen oder awer déi existéierend esou ze adaptéieren, datt se sech als vollen Ersatz fir d'Holdinge prêtéieren a vläicht souguer domat dozou bäidroen, nei Créneaue fir eis Plaz opzemaachen.

Mä, wéi gesot, et prëssëiert, well wa mir net ganz séier reagéieren, da kéinten net nëmmen eis Clientë kal Féiss kréien, mä eis Konkurrente kéinten dat als en Zeeche vu Schwächt ausleeën a sech dann doduerch animéiert fillen, nach en Tour un der Konkurrenzschrauf ze dréien.

Ech mengen, Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, esou liicht sollte mer hinnen et net maachen! An ech mengen ech sinn och befugt, fir den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch agedroen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Laurent Mosar villmools Merci soe fir déi ganz detailléiert Explikatiounen. Dat erspuert den Noriedner, nach emol op den Detail an och den Historique vum Projet de loi anzegoen.

Ech wëll mer awer erlaben, nach eng Rei vun aneren Iwwerleeungen an dësem Kontext unzeféieren.

Et ass e gutt Joer hier, datt mer hei iwwert d'Ofsécherung vum Statut vun der Holding 29 geschwat hunn, a mir haten alleguerte gemengt, datt mer mat deem Gesetz vum 21. Juni 2005, wou eng Rei vu Prezisioune gemaach si ginn, déi jo och net nëmmen hei am Land op Zoustëmmung gestouss sinn, mä och um europäeschen Niveau vum ECOFIN-Conseil ofgeseent gi sinn, de Statut vun der Holding, deen elo 80 Joer kritt, och fir eng Rei vu méi Joren ofgesécherт hätten. Datt et eigentlech nëmmen herno schlussendlech bis 2010 war, hätt dee Moment kee geduecht.

An et ass och eigentlech dat wat schued ass an dësem Dossier, datt, nodeems jiddfereen hei am Land op der Bankeplaz de Clientë gesot huet: Deen dote Statut, deen ass mat deem Gesetz ofgeséchert fir d'Zukunft, d'Leit dann awer iergendwa ganz kuerz duerno hu missen an der Zeitung liesen an um Radio héieren an op der Tëlee gewuer ginn, datt dat net esou ass an datt Lëtzebuerg sech ganz schnell eppes aneschters huet missen iwwerleeën.

Dat huet, mengen ech, awer och iergendwou Schued hannerlooss fir d'Confiance, déi d'Leit an d'Bankeplaz hei zu Lëtzebuerg kënnen hunn. Wann de Banquier hei seet, esou ass et, de Législateur huet eppes gemaach, Europa huet dat doten ofgeséchert, an op eemol ass et net méi esou, da wësse mer net, ob herno de Client, wann de Banquier dat doten nach eng Kéier seet, dann nach eng Kéier esou schnell wäert gleewen. An duerfir musse mer eis och Ustrengungen higinn, fir ze kucken, datt d'Clienten erëm Confiance an dës Plaz kënne kréien, datt déi Instrumenter, déi mer ubidden, a wou mer hei zu Lëtzebuerg soen, si sinn ofgeséchert, datt mer wierklech dat kënne mat Confiance soen.

Vläicht - an ech wëll do eng Klamer opmaachen - ware mer alleguerten ze vill optimistesch, och virun engem gudde Joer, wou mer hei d'Modifikatioun vum Statut vun der Holding 29 gestëmmt hunn, a vläicht hu mer och alleguerte gemengt, datt mer, mat där dach ganz larger Interpretatioun, déi mer do eragesat hunn, iwwerall géifen duerchkommen. Vläicht war et och dat, wat schlussendlech bei der EU-Kommissioun et laude gedoen huet, sou datt nach emol den Dossier op den Dësch komm ass a schlussendlech do déi zoustänneg Kommissärin agéiert huet a gesot huet: Elo geet et duer, elo musse mer eppes aneschters maachen.

Nun, déi Décisioun vum Juli 2006 ass iwwerraschend komm fir eis alleguerten. Mir mengen awer och als Demokratesch Partei, datt et richteg war, dëse Wee ze goen, fir ze kucken, deen Délai do auszehandelen a fir sech net op de Risiko anzeloossen, virun den Europäesche Geriichtshaff ze zéien, wat éischtens eng grouss Incertitude wat d'Resultat vun esou enger Aktioun géif ubelaange mat sech bruecht hätt, an zweetens wou d'Clienten, déi elo vun den Holdinge profitéieren, an där Iwwergankszäit, wou een net gewosst hätt, ob et herno en Uerteel an déi eng Richtung oder an déi aner Richtung géif ginn, sech souwisou hir Iwwerleeunge gemaach hätten a sech mat Sécherheet net dräi Joer dohinner gesiess hätten, bis dann d'Cour iergendwann eng Kéier en Uerteel an där doter Matière geholl hätt, esou datt mer déi Ustrengungen, déi mer elo mussen huelen, fir eigentlech en anere Statut amplaz ze setzen oder aner Instrumenter amplaz ze setzen, souwisou hätte misse maachen.

Et gesäit een awer och, wéi schnell eigentlech dat Fundament, oder e Stéck vun deem Fundament, op deem eis Bankeplaz steet, kann ewechbriechen. An dat soll eis alleguerten oplauschtere loossen, well wa mer wierklech mengen, datt d'Finanzplaz ofgeséchert wär fir déi ganz laangfristeg Zukunft, da gesäit een hei, datt mer all Dag mussen Effortë maache fir d'Finanzplaz ze stäerken; datt mer all Dag musse kucken, wat geschitt ronderëm eis; datt mer och all Dag musse kucken: Wat kënne mer selwer maachen, fir den Akteuren op der Finanzplaz an hirer grousser, globaler Konkurrenz eigentlech besser Startchancen ze ginn? Well déi Avantagen, déi mer an der Zäit haten als Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg, lues a lues awer et net méi wäerte sinn, déi d'Geschäft hei wäerten droen.

Duerfir mussen et aner Avantagë ginn. Ënner anerem selbstverständlech den Know-how, dee mer accumuléiert hunn, ënner anerem déi grouss Konzentratioun vun deem Know-how a vun den Akteuren hei op der Plaz, ënner anerem déi Instrumenter, déi mer mëttlerweil en place gesat hunn, an déi, déi mer nach sollen derbäi schafen.

Ech wëll nach eng Bemierkung maachen zu där Phase transitoire bis 2010. Et gëtt hei esou duergestallt, wéi wann dat de grousse Mérite wär vun der Regierung, datt d'EU-Kommissioun eis déi accordéiert huet. Nun, mir sinn der Meenung, datt dat eigentlech eng selbstverständlech Saach ass, well bei anere Länner, déi e ganz ähnleche Statut haten, d'EU-Kommissioun ähnlech tranchéiert huet; déi hunn och eigentlech selbstverständlech deen doten Délai transitoire kritt. An esou si mer der Meenung, datt, wann ee Land wéi dat anert awer par rapport zur Kommissioun soll traitéiert ginn, et hei och nëmme selbstverständlech war, datt mer den Délai bis 2010 kritt hunn a mer dat manner als e grousse Mérite vun der Regierung gesinn.

Mir kréie jo an e puer Wochen oder an engem Mount d'Geleeënheet, fir nach emol op den neie Modell vun der Holding, wann een esou ka soen, déi Société de gestion de patrimoine familial kënnen anzegoen, wuelwëssend awer, datt dat keng Léisung wäert fir d'Integralitéit vun deene 14.000 Holdinge sinn, esou datt mer eis mussen d'Méi maache fir ze kucken, datt mer och fir déi aner Clienten eppes hei op der Plaz kënnen ubidden.

Instrumenter gëtt et. Instrumenter musse mer awer och eventuell nach derbäi schafen, an den Här Thiel huet et richteg gesot: Et beweegt sech eppes, net nëmmen hei op der Plaz, mä och ronderëm eis, an net wäit ronderëm eis, an duerfir musse mer d'Aen ophalen, wat ronderëm eis geschitt, a kucken do gegebenenfalls ganz, ganz schnell och kënnen ze agéieren.

Well oft muss ee jo schonn agéieren, éier deen aneren niewendrun agéiert huet, éier deen d'Clientë vun hei ofgezunn huet, well et ass méi einfach, een heizehalen, wéi herno erëm een anzwousch aneschters hi sichen ze goen. Duerfir däerfen eis Effortë fir d'Finanzplaz, duerfir däerfen eis Effortë fir dat legaalt Encadrement vun der Finanzplaz an och fir déi Instrumenter ëmmer erëm à jour ze halen an ze iwwerdenken, déi eis Finanzplaz um Liewen erhalen, net noloossen. Dëse Schrëtt hei, dee mat dësem Gesetz gemaach gëtt, trëfft op jidde Fall op d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Elo huet den honorabelen Här Ben Fayot d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, dat Gesetz, wat mer de Mëtteg behandelen, huet zu vill Frustratioun zu Lëtzebuerg gefouert, och zu haarde Wierder, hei an dësem Haus wéi och dobaussen op der Bankeplaz.

Et ass sech gewonnert ginn, dass net géint déi Décisioun vun der Kommissioun geklot ginn ass vun der Lëtzebuerger Regierung. De Moien nach huet onse Rapporteur, deem ech fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport selbstverständlech wëll félicitéieren, hei an der Budgetsdebatt gemengt, et wär endlech un der Zäit fir mat der Fauscht op den Dësch ze schloen, besonnesch wat d'Persoun vun der Madame Kroes, der hollännescher Kommissärin vum Marché intérieur betrëfft.

Et ass och éinescht an der Debatt oft vun der Kommissioun a vu Bréissel geschwat ginn, wou dann déi schlëmm Décisioune geholl ginn, fir Lëtzebuerg an d'Knéi ze zwéngen. Dat weist alles, wéi gesot, op déi Frustratioun hin an och op déi Iwwerraschung, déi eigentlech ons war, wéi mer virum Summer vun där sech undroender Décisioun vun der Kommissioun Kenntnis geholl hunn.

Ech wëll awer vläicht e bësse méi wäit aushuelen. Ech erënneren hei drun, dass jo den Dezember 1997 ënner Lëtzebuerger Présidence - ënner Lëtzebuerger Présidence! - den Dossier vun der Besteierung vun de Kapitalerträg an de Code de conduite fir d'Besteierung vu Betriber deblockéiert ginn ass. Ënner Lëtzebuerger Présidence! Do ass jo och dee Groupe de travail «Code de conduite» agesat ginn, deen, wéi et och schonn hei gesot ginn ass, och d'Holdingen am Viséier hat, an opgrond vun deenen Aarbechten am Code de conduite, wat jo Aarbechte waren, déi sollten d'Länner zu fräiwëllege Réckzich vu Steieravantagë bewegen, ass en neit Gesetz iwwert d'Holdingsgesetzgebung gemaach ginn, wat mer 2005 ofgestëmmt hunn.

Wéi am Dezember '97 dee Pak ofgeschloss ginn ass, hat dat eng laang Virgeschicht. Zu där Zäit war jo eigentlech all europäesche Stat e Paradis fiscal fir Ressortissants communautaires aus anere Länner. Dat heescht, d'Sue vu Ressortissants communautaires aus aneren EU-Länner goufe méi gënschteg behandelt wéi déi vun den Awunner vun deem Land, wou d'Banke waren.

Mir hunn also z'joert dat Gesetz gestëmmt a mir hu geduecht, domat wäre mer mat den Holdingen aus dem Schneider. An ech verstinn och déi Opreegung vun der Bankeplaz gradesou gutt wéi vun der Politik zu Lëtzebuerg, well jo déi Dispositiounen am Gesetz vun 2005 vum Conseil ECOFIN ofgeseent gi waren an och vun der Kommissioun. Dat heescht also, dass och d'Kommissioun deemools hir Responsabilitéit geholl huet. Ëmsou méi onverständlech war et dunn am Fréijoer 2006, dass op eemol eng Kommissärin, d'Madame Kroes, am Numm vun den Dispositiounen iwwert de Marché intérieur en Hoer an der Zopp fonnt huet.

Nu stellt just dee Fait do fir mech e grousse Problem duer - an och fir d'zukünfteg Lëtzebuerger Politik, wëll ech ënnersträichen. De Problem ass deen: Vu dass et jo all fënnef Joer eng nei Kommissioun gëtt, a meeschtens och nei Kommissären, an dass déi Kommissären och meeschtens verschidde si vun deenen aneren - den Här Monti, dee virdrun ebe Kommissär vum Marché intérieur war, hat net déi Problemer wéi d'Madame Kroes, a virdru war et nach den Här Van Miert, wann ech mech gutt erënneren, deen hat och net déi Problemer.

Dat heescht, dass de Problem also vu Kommissioun zu Kommissioun sech kann nei stelle fir déi Instrumenter, déi mer probéiere fir ons Bankeplaz, fir déi Nischen, déi mer probéieren opzemaachen, dass dat eben ëmmer erëm nei Problemer ka ginn. An dat ass natierlech schlecht fir d'Sécurité juridique op enger Bankeplaz.

Duerfir wär ech frou wann d'Regierung ons géif soen, wéi se sech vis-à-vis vun deem Problem géif behuelen. Also wéi mer d'Sécurité juridique vun deenen Instrumenter, déi mer maachen, kënnen hierstellen.

Mir hunn elo an e puer Wochen dat Gesetz iwwert d'Société de participation financière, also fir déi Gestion passive, déi den Här Thiel hei schonn duergestallt huet. Vun deem Projet ass hien och de Rapporteur. Hie kennt dat also scho ganz gutt. Bei dësem Gesetz ass d'Kommissioun mat ageschalt ginn, fir ze kucken, ob alles an der Rei ass. Do ass also dans l'immédiat eng Sécurité juridique. Mä nach eng Kéier: D'Madame Kroes ass elo do bis 2010, an duerno kënnt en anere Kommissär, an duerno stelle sech dann erneit Froen.

Duerfir mengen ech schonn, dass eng vun de wesentlechen Aufgabe vun der Regierung vis-à-vis vun der Bankeplaz déi ass, fir

eng juristesch Sécherheet fir déi Instrumenter ze kréien, déi mer eben am Steierberäich fir d'Finanzplaz schafen.

D'Fro stellt sech och - elo natierlech in abstracto, well dat alles kale Kaffi ass, dat ass eriwwer -, mä d'Fro stellt sech trotzdeem, wéini dass mer vis-à-vis vun Décisioune vun der Kommissioun bei d'Cour de justice ginn oder net. An dësem Fall huet d'Regierung gemengt, si hätt laang genuch verhandelt a si hätt agesinn, dass do näischt ze maache wär. Mir huelen dat och gär un. Mir kennen elo net de prezisen Detail vun deem, wat verhandelt ginn ass. Mä mir huelen dat gären un, dass d'Regierung och net wollt eng Insécurité juridique während zwee, dräi Joer dauere loossen, an dass se dann eben déi Iwwergangsphas akzeptéiert huet, déi d'Kommissioun proposéiert huet, bis den 31. Dezember 2010.

Mä nach stellt d'Fro sech, wéini dass eng Lëtzebuerger Regierung géint eng Décisioun vun der Kommissioun, déi sech jo exklusiv géint ee Land riicht an net elo géint d'Länner alleguerten, kloe geet. Well et si vill Leit op der Finanzplaz, déi der Meenung waren, et hätt een och an dësem Fall kënne kloen. Wéi gesot, eng weider Fro fir d'Regierung, fir sech intensiv domat ze befaassen.

Mir si mat dësem Gesetz d'accord. Et ass en Ofschloss vun enger Period, mä fir ons stelle sech zwou Froen, an do wär ech frou wann den Här Minister, Här President, ons kéint eng Äntwert ginn oder eng Iwwerleeung driwwer signaléieren:

Éischtens, wéi mer fir déi zukünfteg Instrumenter, déi mer schafen, Sécurité juridique schafen, déi iwwer eng Kommissioun, iwwer e Mandat vun enger Kommissioun ewechgeet; an zweetens, wann an Zukunft esou Instrumenter geschaf ginn an duerch Décisioune vun der Kommissioun ugefecht ginn, wat fir Instrumenter mer ons do ginn. Ob mer ons iwwerleeën, fir bei d'Cour de Justice kloen ze goen, oder ob mer déi Décisiounen ëmmer akzeptéieren, tout en sachant, dass mer virdru seriö verhandelt hu mat der Kommissioun.

Ech hunn hei e bëssen - dat wëll ech nach zum Ofschloss soen - e gewëssent Mësstraue vis-à-vis vun der Madame Kroes erausgespiert aus deem wat meng Virriedner gesot hunn, déi jo eng Hollännerin ass, wou jo dann och hei annoncéiert oder évoquéiert ginn ass, dass Holland elo ganz favorabel Instrumenter développéiert huet, déi net am Collimateur vun der Kommissioun sinn.

Dat misst een natierlech ganz prezis kucken. Ech sinn net Fachmann genuch, fir dat hei kënne matzedroen. Wann dat natierlech esou wär, wär dat grave. Ech wëll awer och soen, dass ech eigentlech genuch Vertrauen, nach einstweilen, an d'Kommissioun als Gardienne des traités hunn an d'Kommissioun net als e Feind vun engem Land ugesinn, mä éischter, besonnesch wat kleng a mëttel Länner ugeet, als en Alliéierten, als Gardienne des traités vis-à-vis vu grousse Länner.

Ech kann also elo net novollzéien, ob déi Reprochen, déi hei implizit oder explizit vis-à-vis vun der Madame Kroes gemaach ginn, stëmmen, mä ech géif vu virera soen, dass ech d'Vertrauen an d'Kommissioun hunn, fir équitabel ze handelen. A soulaang ech net de géigendeelege Beweis dofir hunn, kann ech och déi Reprochen, déi vis-à-vis vun der Madame Kroes gemaach ginn, net genee novollzéien.

Mä, wéi gesot, nach eng Kéier: De Problem ass elo net bei dësem Gesetz, wat mer selbstverständlech stëmmen. De Problem ass an der Zukunft, wéi mer an Zukunft Sécurité juridique kréien a wéi mer ons behuelen an Zukunft, wa mer mat esou Décisioune vun der Kommissioun konfrontéiert sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur félicitéieren, well e mat grousser Sachkenntnis an Engagement hei dëse Projet de loi hei virgestallt huet. Mir wäerten en och stëmmen.

Dat gesot, erlaabt mir awer e puer Remarquë méi kritescher Natur un d'Regierung ze adresséieren an och e puer Suggestiounen ze maachen.

Ech mengen, d'Regierung huet d'Tendenz, fir an esou Froe wéi där vum Holding 29 de Kapp an de Sand ze stiechen an ofzewaarden. Ofzewaarde bis eppes geschitt ass an dann ze reagéieren, anstatt proaktiv scho verschidde Mesurë virzegesinn.

Well et gesäit ee jo, wat op ons duerkënnt. D'Situatioun, wéi mir elo dostinn hic et nunc, ass am Ablack déi heiten, datt mir vis-à-vis vun aneren Zentren, déi och versichen, déiselwecht Clientèle unzezéien, net méi kompetitiv sinn. Dat muss een einfach esou festhalen.

An duerfir wëll ech just nëmmen op dat Beispill agoen, wat hei schonn zitéiert ginn ass: An der Belsch ass och eng nei Form vu Gesellschaft gegrënnt ginn, wou den Intérêt notionnel agefouert ginn ass, wou d'Kapital verzënst gëtt, mä net besteiert gëtt. An Holland hu se den Droit d'apport ofgeschaf, an d'Europäesch Kommissioun huet all d'europäesch Länner opgefuerdert, fir den Droit d'apport bis 2010 ofzeschafen.

Ech wëll also elo direkt d'Regierung froen: Wëllt Dir net annoncéieren, wéini d'Regierung den Droit d'apport hei zu Lëtzebuerg wëllt ofschafen, oder waarde mir nees bis 2010, fir datt mir deen Ableck onse Leit näischt méi offréiere kënnen an net méi nei Décisiounen huele kënnen?

Wat ech gesinn, wat wichteg ass, ass, datt een natierlech ofwaart, bis datt d'Kommissioun eng Décisioun geholl huet, mä datt, wann ee weess, datt eppes kënnt, een da besser huet, et hëlt ee verschidde Mesuren an et annoncéiert een, wéini déi sollen a Kraaft trieden.

Dann ass et och evident, datt et an Holland eng nei Form vun Holding ass, déi elo geschaf ginn ass. Déi fueren no engem System vun - wéi soll ech dat elo explizéieren? - vu Këschten, wou an déi eng Këscht Zënse gesat ginn an an déi aner Këscht Royalties gesat ginn a wou an deene verschiddene Këschte keng Besteierung erfollegt.

Et muss ee permanent déi ganz Evolutiounen international gesinn, well soss verléiere mer u Kompetitivitéit. A wann ech d'Regierung opfuerderen, méi proaktiv ze sinn, da géif ech soen, datt se sech och d'Moyenë muss gi fir déi Prévisiounen ze maachen, fir am Virfeld scho kënnen nei Initiativen unzegoen.

Ech brauch do nëmmen dorop hinzeweisen, wat an Amerika am Stat Delaware geschitt. Do gëtt et eng Kommissioun Delaware, déi aus Banquieren - bien entendu -, aus Fiscalisten, Experts-comptables an aus Leit vun der Industrie besteet, déi kucken, wat ronderëm an deenen aneren amerikanesche State geschitt, a si kucken deen Ablack fir dorobber ze reagéieren am Virfeld, ier eng Décisioun kënnt, a fir esou deen Ablack permanent d'Kompetitivitéit vun hirem Stat virzegesinn.

Dann ass et ze begréissen natierlech, datt mir elo eng Société de gestion de patrimoine familial virgesinn. Déi wäert och eng 80% vun de Fäll opfänke kënnen, mä nach stelle sech Problemer fir eng etlech Holdingen, déi elo bestinn. Och do wollt ech e puer Suggestiounen un d'Regierung maachen.

Niewent der Schafung vun enger spezieller Kommissioun, déi intensiv de Suivi mécht vun deem, wat ronderëm ons passéiert, géif ech och proposéieren, datt mer missten eng Form vu Gesellschaft, vun Holding fanne fir alleguer déi Betriber, déi an deenen anere Länner wëllen investéieren, mat deene mir keen Duebelbesteierungsofkommes hunn. Mir missten och eng Méiglechkeet fanne fir déi Gesellschaften, vunn deenen de Bénéficiaire économique keen EU-Bierger ass.

An deenen zwee Fäll do, Här Minister, huet d'Europäesch Kommissioun keng Kompetenz. Mir sinn also do fräi ze handelen.

Desgläiche muss ee sech d'Fro stellen, ob een net soll eng Société de gestion vu Valeurs mobilières virgesinn, wou d'Kommissiounen assimiléiert ginn zu den Dividenden. Och dat fënnt een hei an Europa erëm. An et muss ee sech och iwwerleeën, ob een net esou eng Société de gestion ka virgesinn, déi steierlech exonéréiert wier an déi eng eenzeg Participatioun hätt an enger Sicav oder engem Fonds commun de placement. Och dat ass wichteg, datt mir op dee Wee ginn. Dat hu mir nämlech an England iwwert de Wee vum Trust.

Ech wollt hei an deene siwe Minutten, déi mir zu Verfügung stinn, nëmmen e puer Suggestiounen opwerfen. Ech weess, datt d'Regierung vill annoncéiert, datt se wëllt eppes fir d'Bankeplaz maachen. Ech mengen, et geet elo dorëm fir och elo aktiv ze ginn, séier aktiv ze ginn, an eng Kommissioun anzesetzen, déi dat dote fir d'Zukunft mat virplangt. A mir wäerte jiddferfalls vun onser Säit aus net feelen, fir der Regierung déi néideg Suggestiounen ze maachen, wat ech elo an deene siwe Minutten hei net konnt maachen.

Dat gesot, wëll ech awer nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun zu dëser Gesetzgebung ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Also, Här President, ech kann nëmme begréissen, dass mir hei emol endlech e Gesetz hunn, wou keen diskriminéiert gëtt, och wann et nëmmen d'Holdingë sinn.

M. le Président.- Gutt. Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den zoustännege Minister, den Här Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, ech géif gäre Merci soe fir déi breet Zoustëmmung, déi dëse Projet schéngt hei an der Chamber ze fannen. An och géif ech gären dem Rapporteur, dem honorabelen Här Mosar, Merci soen, souwéi de Kolleegen aus der Kommissioun, déi hei op eng extrem schnell Aart a Weis eng gutt Aarbecht gemaach hunn. Et gëtt oft eng gutt Aarbecht gemaach, mä hei war d'Zäit ee wichtege Facteur, well d'Zil vun enger gudder Politik fir d'Finanzplaz ass, dofir ze suergen, datt de juristesche Kader adequat ass fir d'Entwécklung vun de Geschäfter, mä virun allem och, datt mer Rechtssécherheet hunn.

An déi Rechtssécherheet, déi hu mer doduerch, datt mer dëst Gesetz stëmmen, wat alle bestehenden Holdinggesellschafte bis 2010 seet, wéi se kënne fonctionnéieren, an datt se kënne fonctionnéieren. Duerfir ass d'Rechtssécherheet fir mech d'Haaptelement gewiescht an deene Gespréicher, déi mer mat der Europäescher Kommissioun haten.

Et war keng Iwwerraschung fir eis, wat um Niveau vun der Europäescher Kommissioun komm ass. Vläicht war den Zäitpunkt oder déi Woch d'Iwwerraschung, mä et muss ee wëssen, datt zënter Joren d'Europäesch Kommissioun géint déi Holdinge war, fir d'éischt am Dossier Steieren - heirun ass erënnert ginn -, mä och am Kontext vun den Aides d'État.

Mä wat hei guer net de Mëtteg an der Debatt ervirkomm ass, dat ass, datt wéinst den Holdinge respektiv wéinst der Fassong, wéi mir d'Bankgeheimnis ausdehnen och op d'Holdinggesellschaften, d'OCDE eis considéréiert an der Kategorie vun de Steierparadieser. An dat ass also eng Problematik, déi d'Holdingen an d'Rampeliicht vun net nëmmen der Europäescher Unioun, mä och der OCDE gestallt huet an och nach weider stellt. Well eleng de Fait, datt d'Holdinge weider existéieren, voire datt aner Produkter kommen, déi sech un deem inspiréieren, bleift e Problem an der OCDE.

An ech mengen, et wär gutt, wann d'Chamber sech deem ëmmer bewosst wär. De Statsminister huet mam Generalsekretär vun der OCDE bei senger rezenter Visite zu Lëtzebuerg ofgemaach, datt ech soll eng Delegatioun bei d'OCDE uganks des Jores uféieren, fir nach eng Kéier déi ganz Problematik ze diskutéieren an ze duerchliichten. Mä dat heescht, déi Diskussiounen hei ginn ëmmer virun an anescht beliicht, mä déi Problematik musse mer am A behalen. Ech wäert och d'Chamber, wann déi Gespréicher weidergaange sinn, doriwwer informéieren, op d'mannst d'Finanz- a Budgetskommissioun, déi sech jo mat deene Froen hei intensiv beschäftegt.

Déi Décisioun vun der Europäescher Kommissioun, mat där kann een d'accord sinn oder net d'accord. Ech wëll hei nach eng Kéier soen, datt d'Rechtsonsécherheet enorm grouss gi wär, wa mir déi Décisioun beim Geriicht ugefecht hätten. Well déi ass net suspensiv, déi Prozedur. Mir hätten also dräi Joer net dee Steierregime kënne viruféieren. A mir hätten net gewosst, wéi de Prozess ausgaange wär.

Zweetens ass et esou, datt mer déi Iwwergangsperiod, déi mer kritt hunn, net kritt hätten, wa mer op den Europäesche Geriichtshaff gaange wären.

Et gëtt sécher Jurisprudenz iwwert de Prinzip vun der Confiance légitime. Mä d'Kommissioun war der Meenung, datt bei engem Steierregime d'Confiance légitime maximal ëmmer nëmme kéint ee Joer betreffen. Duerfir war d'Propositioun vun der Kommissioun, eng maximal op d'Joer begrenzten Iwwergangsperiod ze ginn, vläicht nach ee Joer méi. A mir hunn ëmmer gesot, mir brauche méi Zäit, fir den Entreprisen d'Méiglechkeet ze ginn, sech ëmzestrukturéieren, an et ass duerfir wou mer fonnt hunn, wa mer alles op eng Wo leeën, datt mer méi Rechtssécherheet hunn a méi eng laang Iwwergangsperiod fir déi bestehend Holdingen, wa mer géife mat der Kommissioun verhandelen.

Et ass duerfir, wou mer mat der Kommissioun verhandelt hunn. Et ass duerfir, wou mer d'Décisioun akzeptéiert hunn, obschonn datt mer heiheem sécherlech méi einfach géifen dostoen, wa mer géife soen: Mir si mat näischt d'accord vun der Kommissioun a mir maachen elo emol en décke Prozess! Mä dat hätt, an der Endanalys, eiser Finanzplaz geschuet, an duerfir hu mer dat net gemaach, wat fir eis den einfache Wee gewiescht wär, nämlech op d'Geriicht goen. Mir hunn dee schwéiere Wee gewielt, mä mir mengen, dee wier am Intérêt vun der Finanzplaz.

Déi Décisioun ass geholl ginn den 19. Juli. Ech hunn den 19. Juli eng Pressekonferenz ofgehale fir der Öffentlechkeet matzedeelen, wat an där Décisioun géif stoen. Ech hunn den 19. Juli och de President vun der Chambre des Notaires - dat ass also dee Beruffsstand, dee Gesellschafte grënnt - schréftlech informéiert iwwert déi Décisioun vun der Europäescher Kommissioun.

Déi Décisioun vun der Europäescher Kommissioun wennt sech net un d'Öffentlechkeet, mä ass eng Décisioun, déi sech un d'Lëtzebuerger Regierung wennt, andeem se der Lëtzebuerger Regierung seet: Dir dierft dee Steierregime net méi u Gesellschaften applizéieren. Déi Gesellschafte kënne weider fonctionnéieren, mä da musst Der hinnen den Droit commun applizéieren.

Duerfir ass d'Fro: Wéini trëtt déi Décisioun a Kraaft? Eng Décisioun, déi selbstverständlech zu Irritatioune féiert, dat kann ech verstoen, mä d'Rechtslag ass awer esou, datt vis-à-vis vun der Lëtzebuerger Regierung déi Décisioun dee Moment a Kraaft trëtt, wou se zu Bréissel eisem Vertrieder, dat heescht dem Lëtzebuerger Représentant permanent bei der Europäescher Unioun, zougestallt gëtt. An déi Rechtslag, déi kënne mir net änneren.

Ob ee se e puer Deeg éischter hätt am Mémorial vläicht solle publizéieren, wat iwwregens eng Prozedur ass, déi néierens virgesinn ass, doriwwer kann een diskutéieren. Si stoung op jidde Fall och vum 19. Juli un um Internetsite vun der Regierung, an all déi Leit, déi mat Holdingen eppes ze dinn hunn, déi hunn och duerch souwuel déi national wéi déi international Press vun där Décisioun Kenntnis gehat. Ob een nach aner Methode fënnt, fir dat besser ze communiquéieren, doriwwer, mengen ech, sollen d'Chamber an d'Regierung gemeinsam nodenken. Mir sinn op, fir do aner Suggestiounen entgéintzehuelen.

Dëst schaaft Rechtssécherheet. Ech mengen, et ass e gudden Text, deen hei d'Regierung der Chamber virgeluecht huet. Et muss een e selbstverständlech och am Liicht vun deem gesinn, wat d'Regierung nach proposéiert huet, nämlech eng nei Zort vu Familleje-Patrimoine-Gestioun, vu Familljevehikel fir d'Gestion de patrimoine ze proposéieren, déi sou genannte Société de gestion de patrimoine familial - d'Chamber wäert déi am nächste Joer kucken. Ech mengen och, datt et do gutt wär, wa mer dat esou schnell wéi méiglech kéinten duerch d'parlamentaresch Prozedur kréien.

Derniewent bleift et esou, wéi ech dat och de Moien a menger Budgetsried gesot hunn, datt d'Finanzplaz voll d'Ënnerstëtzung vun der Regierung huet, datt mir net eréischt elo kucken, wat mer an Zukunft maachen - wéi de leschte Riedner gemengt huet -, datt mer systematesch an deene leschte Joren eng ganz Rei vu Projeten hei haten, déi d'Infrastruktur vun der Finanzplaz verbessert hunn. An datt d'Steierpolitik ëmmer eng ass, déi ee muss am Gesamtkontext gesinn - net eng Steier eraushuelen an da soen: Déi do musse mer elo ofschafen! -; et muss een ëmmer d'Gesamtsteierlandschaft vun de Betriber a vun de Privatleit kucken. An et muss een ëmmer d'Budgetseffeten dobäi och kucken.

Dat huet de Statsminister d'lescht Woch hei annoncéiert. Dat hunn ech de Moien zum Schluss vun de Budgetsdebatten och nach eng Kéier gesot. Dat maache mer permanent, besonnesch och mat engem Bléck op d'Finanzplaz, wat een, wann net den Haaptpilier vun der Lëtzebuerger Ekonomie ass.

An et ass och an deem Kontext, wou sech d'Agence fir d'Promotioun vun der Ekonomie mat engem besonnesche Bléck och op d'Finanzplaz wäert entwéckelen. Ech weisen do zréck op dat, wat ech de Moie gesot hunn. Doriwwer wäerte mer och selbstverständlech an der Chamber an deenen nächste Méint nach interessant an intensiv Diskussioune kréien.

De Moment, wéi gesot, sinn ech frou, datt mer dëse Projet konnten zäitgerecht stëmmen. E schaaft eis Rou op der Finanzplaz, well elo hu mer bis 2010 Kloerheet fir dëst wichtegt Instrument.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5624 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Camille Gira), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5610 iwwert d'lëtzebuergesch Bedeelegung an der Association Internationale de Développement an dem Fonds International de Développement Agricole. Den Här Haupert ass Rapporteur. Här Haupert!

3. 5610 - Projet de loi relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à l'initiative d'allégement de la dette multilatérale de l'Association Internationale de Développement

et

- à la septième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5610 behandelt engersäits d'Bedeelegung vun eisem Land un der Annullatioun vun de Scholde vun deenen aarmen a staark verschëllte Länner un déi International Entwécklungsassociatioun, an anerersäits d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg un der siwenter Rekonstitutioun vum Kapital vum Internationalen Agrarentwécklungsfong.

Wat d'Annullatioun vun de Créancë vun deenen aarmen a staark verschëllte Länner un international Entwécklungsassociatiounen ubelaangt, sou berout dës op enger Initiativ, déi um G8 zu Gleneagles d'lescht Joer geholl gouf. Initiativ, déi sech «Initiative d'allégement de la dette multilatérale» nennt an déi dora besteet, fir deene ganz aarmen a staark verschëllte Länner hir Scholdlaascht géintiwwer den internationalen a multinationalen Institutiounen, dat heescht dem Internationale Währungsfong, dem FMI, der Weltbank an dem afrikaneschen Entwécklungsfong ze annuléieren an hinnen doduerch méi Mëttelen ze ginn, fir hir Entwécklung méi schnell weiderzefëieren an doduerch d'Objektiver vum Millénaire fir d'Entwécklung, dat heescht bis 2015 d'Aarmut an der Welt ëm d'Halschent erofzesetzen, ze erreechen.

Dës Initiativ kascht ëm déi 50 Milliarden Dollar. Well den FMI awer seng Annullatioun vun de Créancen iwwer eege Mëttel finanzéiert a Lëtzebuerg net Member vun dem afrikaneschen Entwécklungsfong ass, limitéiert d'Lëtzebuerger Participatioun sech op d'Annullatioun vun de Créancë vun dem Internationalen Entwécklungsfong.

Well déi international Instanzen hir Hëllefe gréisstendeels iwwert de Fonds de roulement vun dem Remboursement vun de Créancen, dat heescht iwwer Annuitéiten, déi zréckbezuelt ginn, finanzéieren, brauche se déi fir nei Prêten deenen aarme Länner ze accordéieren. Duerch déi Annullatioun vun de Créancë géif kee Remboursement geschéien, an domadder hätten déi international Instanzen also keng Mëttelen, fir nei Prêten ze accordéieren, sou datt d'Entwécklungshëllef domadder net kéint weidergefouert ginn. Duerfir huet déi International Entwécklungsassociatioun och e Finanzéierungsplang missen opstellen, fir d'Refinanzéierungsmëttele vun dem Fong fir déi nächst Joren ze garantéieren. Deen Entwécklungs- oder dee Refinanzéierungsplang, deen erstreckt sech bis d'Joer 2043. D'Participatioun vu Lëtzebuerg un deem Plang beleeft sech op ongefëier 30 Milliounen Euro, Participatioun, déi iwwert dëse Projet autoriséiert soll ginn.

Wat eis Bedeelegung un der siwenter Rekonstitutioun vum Kapital vum Internationalen Agrarentwécklungsfong ubelaangt, esou gëtt déi mat 650.000 Euro festgehalen. Wéinst den Donen an de bëllege Prêten, déi de Fong fir seng Programmer accordéiert, mussen d'Engagementer vun de Memberstate vun deem Fong regelméisseg aktualiséiert ginn. Dëse Projet autoriséiert d'Regierung, sech un där siwenter Rekonstitutioun vum Kapital vun dësem Fong ze participéieren. De Statsrot huet e favorabelen Avis zum Projet ofginn. D'Kommissioun huet mäi Rapport unanime an hirer Sitzung vum 7. Dezember ugeholl a schléit der Chamber vir, de Projet, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen, an ech bréngen och domat den Accord vun eiser Fraktioun.

M. le Président.- Ech gesinn, dass d'Fraktiounen alleguerten an och d'Regierung mat den Ausféierunge vum…

(Interruption)

Ah, den Här Goerens huet nach d'Wuert.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet muss ee sech Méi gi fir Argumenter ze fannen, fir derfir ze stëmmen. Ech soen dat, obschonn dat elo ganz brutal bei engem Projet kléngt, deen à première vue schéngt konsensfäeg ze sinn, well wien ass scho géint d'Annullatioun vun der Dette vun deenen Äermste vun deenen Aarmen?!

Ech soen och direkt, datt mir zwar zoustëmmen, mä ech mellen awer e puer ganz zolidd Reserven un, an ech ginn ee Grond, deen eis am Fong dozou beweegt, fir dësem Projet eis Zoustëmmung ze ginn.

Ech fänken emol u mat de Reserven. Hei geet et am Fong drëm, fir ronn 50 Milliarden Dollar deenen äermste Länner nozeloossen. Déi Schold, déi do entstanen ass an déi net konnt zréckbezuelt ginn, déi wier wahrscheinlech och zum gréissten Deel ni méi zréckbezuelt ginn, esou datt et am Fong e fiktive Soulagement ass vun deene sou genannte Pays les moins avancés.

Zweetens, dee Problem hei ass och e bësse Famill mat der Kris am Irak. Et muss ee wëssen, dass de President vun der Weltbank momentan den Här Wolfowitz ass, dee fréier zu Washington am Pentagon zu den Hardliner gehéiert huet, an dee sech och ganz staark gemaach huet, fir dem Irak d'Scholden nozeloossen.

Et kann ee sech also net virstellen, datt deen eng Politik hätt kënne maachen, wou nëmme just den Irak seng Dette annulléiert kritt hätt an net déi Äermst vun deenen Aarmen, well den Irak huet ëmmerhi jo awer eng Partie Ressources naturelles, déi e missten habilitéieren, progressiv kënne säin eegene Wuelstand, seng eege Subsistance ze finanzéieren.

Drëttens, déi Scholden, déi net konnten zréckbezuelt ginn, sinn och en Echec vum Consensus de Washington, deen am Fong virgesinn huet, datt d'Länner sech misste finanziell gesond schrumpfen, wat ugaangen ass bei der Gesondschrumpfung vun de Statsfinanzen, wat a sech kee répréhensibelt Zil ass, mä wat awer, wann een et isoléiert gesäit a wann et vu soss kenger Moossnam begleet gëtt, awer de Länner hir Problemer éischter vergréissert wéi se verklengert.

Eng ganz Partie Länner hunn opgrond vun deem Scholdendrock ugefaangen, en Deel zréckzebezuelen, an déi Suen, déi se natierlech op d'Dette hu misse bezuelen am Ufank, déi awer net duergaange sinn, fir se ganz ze rembourséieren, déi hunn natierlech gefeelt fir d'Secteurs sociaux de base ze développéieren: den Accès un d'Soins de santé de base zum Beispill, zweetens d'Educatioun, alles Rubriken, déi mer haut an den Objectifs du Millénaire pour le développement fannen, déi wahrscheinlech och bis 2015 - wat d'Deadline ass fir d'Erfëllung vun deeneselwechten - net kënnen erreecht ginn. Et geet am Fong do, wéi de Rapporteur et gesot huet, ëm d'Reduktioun vun der Aarmut ëm d'Halschent.

Dat Véiert: E Land wéi Lëtzebuerg ass net mat responsabel fir dee Problem. Mir mussen eis awer un der Refinanzéierung vun der Weltbank hire Prêten, déi se net konnt rembourséieren, mat bedeelegen.

Dat ass a sech ongerecht, well déi, déi am Fong eng richteg Entwécklungspolitik gemaach hunn, déi op Donë baséiert war an net op Prêten, déi mussen also mat elo d'Fraisë bezuele vun deenen, déi responsabel si fir den Echec. Op déi Manéier steet d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef am Fong irréprochabel do.

Elo gëtt et een eenzege Grond, deen eis dozou beweegt, fir eis Zoustëmmung zu dësem Projet ze ginn. Dat ass deen, datt déi Länner, déi vun deem Allègement, vun där Annullatioun vun där Dette hei betraff sinn, datt deenen hir Bevölkerung ni an der Lag war, jee ee Su vum Gros vun deene Prêten, déi gemaach goufen, fir hir eegen Entwécklung erëmzegesinn. Ganz villes ass an donkele Kanäl verschwonnen a ganz vill Gelder sinn duerch korrupt Regimer dévéiert ginn.

Duerfir mengen ech, an esou enger Phas ass et méi richteg, et hëlt ee Précautiounen an et sécuriséiert een d'Programmer an d'Projets de développement, wéi datt een einfach ouni Précautioun d'Geld iwwer eng sou genannten Aide budétaire deene Länner zur Verfügung stellt.

A wa mer also eis Zoustëmmung ginn, dann ass et, well mer net wëllen nokucken, datt viru Leit, déi ni eppes haten dovun, déi ni e Su gesinn hu vun deene Gelder, datt déi elo och nach misste fir déi nächst 20 oder 30 Joer déi Prêtë rembourséieren.

Une voix.- Très bien.

M. Charles Goerens *(DP).*- An dat Lescht, wat ech wëll soen, dat hänkt mat der Problematik Cap-Vert zesummen. De Cap-Vert huet eng speziell Situatioun. De Cap-Vert ass eent vun deene ganz wéinege Länner, déi nach bis viru kuerzem zu de Pays les moins avancés gezielt hunn, an déi hir Scholden zu engem Deel ëmmerhin zréckbezuelt hunn. Déi profitéieren heivunner net.

Et qui plus est...

M. le Président.- Här Goerens, däerf ech Iech soen, dass Dir elo Är Zäit ëm dat Duebelt iwwerschratt hutt?

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, gutt, wann Dir insistéiert, ech kann och direkt ophalen, soss maachen ech nach mäi Saz fäerdeg.

Ech wollt nëmme just soen, et ass ongerecht vis-à-vis vun engem Land wéi dem Cap-Vert, wat enorm Effortë gemaach huet, net nëmme fir seng Scholden zréckzebezuelen, mä fir och nach seng Situatioun ze verbesseren.

Do geet ee Bailleur de fonds nom anere fort, an ech fannen, datt mir als Lëtzebuerger do eng Responsabilitéit hunn an dem Cap-Vert sollen hëllefen, datt en net vun der internationaler Communautéit, vun de multilateralen Agencen an och vun deenen eenzelne Bailleurs de fonds abandonnéiert gëtt. Dat wier net gerecht, dat wier e ganz trauregen Nieweneffekt vun dëser Démarche.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Wa soss näischt méi bäizeflécken ass, da kënne mer zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5610 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 5626. Rapporteur ass den honorabelen Här Marc Spautz.

4. 5626 - Projet de loi portant rectification du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dee Projet, deen elo virläit, ass am Fong eng Rectificatioun vum Code du travail. Dir kënnt Iech nach erënneren, mir hu viru véier Méint de Code du travail gestëmmt a mir hate gesot, dass et méiglech wier, dass eis eng oder aner Erreur matérielle do mat duerchgaange wier.

Hei wieren elo dräi Artikelen, déi mer géifen änneren. D'Regierung huet de 26. Oktober de Projet déposéiert. De 14. November ass den Avis komm vum Conseil d'État, an de 5. Dezember huet d'Kommissioun mech zum Rapporteur bestëmmt. Mir hunn och dono direkt den Avis vum Conseil d'État analyséiert. Do ass et awer och esou, dass de Conseil d'État nach eng Kéier drun erënnert, dass just eng Rectificatioun géif gemaach ginn an net méi.

Ech weess och, dass elo verschidde Beruffschamberen nach schreiwe vun Ameliorationen, mä dat ass net de Sënn, well dee Projet hei soll wierklech just eng Rectificatioun sinn, well eis do e Feeler ënnerlaf war, wou mer zwee Numéroë matenee verwiesselt haten, dat ass riichtgebéit ginn: Eng Kéier hu mer eis op d'Gesetz vun 1972 beruff amplaz vun 2004. Dat beweist awer, wéi wichteg et war, e Code du travail ze kréien, well dat soss duerch verschidde Gesetzer verstoppt ass. Ech mengen, méi ass net dozou ze soen.

Ech wollt och soen, ech ginn och gläichzäiteg am Numm vun der CSV-Fraktioun d'Zoustëmmung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech sinn iwwerzeegt, dass alleguerten d'Fraktiounen zoustëmmen an och d'Regierung. Duerfir komme mer direkt zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5626 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Voilà, domat si mer um Enn vun der Sitzung. D'nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.12 heures)

SÉANCE 14

Jeudi, 14 décembre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. Motion de Mme Anne Brasseur relative aux réformes du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire
   (Discussion générale - Vote)
2. Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation de la contestation de la Shoah
   (Vote)
3. Débat d'orientation demandé par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la politique énergétique du Luxembourg
   (Débat - Motions - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres et M. Jeannot Krecké, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Mir hu keng Kommunikatioun, Här President.

M. le Président.- Keng Kommunikatioun.

Als éischte Punkt haut de Mëtteg op eisem Ordre du jour befaasse mer eis mat der Motioun, déi d'Madame Anne Brasseur den 21. November déposéiert huet, iwwert d'Reformen am Schoulsecteur. D'Fraktiounen hu fënnef Minutten Zäit, d'ADR zwouanenghallef Minutt an den Här Jaerling och zwouanenghallef Minutt. D'Madame Brasseur, als Auteur vun der Motioun, huet elo d'Wuert.

1. Motion de Mme Anne Brasseur relative aux réformes du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire

Mme Anne Brasseur *(DP), auteur.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat déi Motioun hei am Numm vun der DP-Fraktioun eraginn an do huet d'Majoritéit an dëser Chamber décidéiert, e Renvoi an d'Commission de l'Éducation nationale ze maachen. An enger Sëtzung hu mer och déi Motioun diskutéiert an et ass do ganz kloer zum Virschäi komm, dass déi aner Fraktiounen dës Motioun net géife matdroen, an dass d'Madame Minister och gesot huet, d'Motioun wär fir si inakzeptabel.

Ech wëll awer hei op dëser Plaz nach eng Kéier soen, dass ons de Contenu vun dëser Motioun immens um Häerz läit. Mir hunn an onsem Schoulwiesen zurzäit eng Partie Reformen, déi awer zu Onsécherheete féieren am concernéierte Milieu, déi zu Oprouer féieren, an dat ass net gutt fir onse Schoulsystem. D'Schoul brauch nämlech Serenitéit, fir ze fonctionnéieren.

Mir hate Projete wéi dee vun de Critères de promotion, déi geännert gi sinn. Du si se erëm geännert ginn a mir sinn einfach der Meenung, dass ze vill Changementer, dat Hin an Hier, fir d'Schoul net gutt ass.

Esou war annoncéiert ginn, dass op Septième d'Coursë vum Englesche sollen agefëiert ginn. Dofir kann ee sech froen opgrond vu wat, op Käschte vu wellechem anere Fach dat géif goen. Ob et net déi Kanner, déi Schwieregkeeten hunn, défavoriséiert, well de Passage vum 6. Schouljoer op Septième jo extra schwéier ass.

Da stelle mer ons och Froen iwwert de Cycle d'apprentissage am Secondaire technique, dass déi zwee éischt Jore sollen zesummegeschloe ginn an dass een an deem Cycle net soll kënnen duerchfalen, ob dat wierklech de richtege Wee ass.

D'Sprooche sollen och anescht evaluéiert ginn. Dee ganze System soll op d'Compétences linguistiques opgebaut ginn. Och do froe mer ons wéi dat fonctionnéiere soll.

Mir stellen ons d'Fro: Wat geschitt mat deene Schüler, déi dann déi Socles de compétences net erreechen?

Et ginn zurzäit an enger ganzer Partie Schoulen eng ganz Rei vu Projets pilotes iwwer ähnlech Thematiken, an dofir hätte mir gären, dass déi Projets pilotes evaluéiert ginn; dass no der Evaluatioun Konklusioune gezu ginn; dass déi Konklusiounen diskutéiert ginn a wann dat da positiv ass, dass dat mat de Concernéierten dann ëmgesat gëtt, fir dass mer esou onse Schoulsystem reforméiere kënnen.

D'Schoul brauch Reformen. D'Schoul brauch Adaptatiounen. Do ass jiddferee sech eens. Mä déi Adaptatioune muss een zesumme mat de Leit maachen, soss wierkt dat sech nämlech géint de Schoulsystem aus an et wierkt sech virun allem géint d'Kanner aus.

Dofir hu mer gefrot, dass all déi Projeten, déi elo ugeduecht sinn, emol op Äis geluecht ginn, fir dann an aller Serenitéit driwwer diskutéieren ze kënnen, fir Neel mat Käpp ze maachen, an dat am Intérêt vun onsem Schoulsystem.

D'Madame Minister huet gemengt, si géif ons Motioun iwwerhaapt net kënne verstoen a si ass op eng Rei Punkten agaangen an der Kommissioun, wéi zum Beispill, dass d'Englesch elo net op Septième ageféiert gëtt. Dann huelen ech Akt dovun. Dann ass dat jo schonn e Projet, deen op Äis geluecht ass.

Ähnlech ass et mat anere Projeten, mä vu dass d'Majoritéit net bereet ass dës Motioun ze akzeptéieren, mengen ech, huet et och keen Zweck, dass ech deen een oder anere Punkt vun der Motioun géif ofänneren.

An zum Schluss nach ee Wuert: Wann d'DP dat hei fuerdert, gesinn ech, dass mer net eleng sti mat onse Fuerderungen, mä dass et eng ganz Partie Leit gëtt, déi ons Meenung deelen. Mä dat Wichtegst ass, dass ech iwwerzeegt si vun deem, wat ech hei virdroen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Maroldt.

Discussion générale

M. François Maroldt *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op eis Propos hin ass der Madame Brasseur hir Motioun an d'Educatiounskommissioun verwise ginn. Mir wollten der fréierer Educatiounsministesch einfach d'Geleeënheet ginn, hir Iwwerleeungen am Detail ze développéieren. Si huet dës Geleeënheet allerdéngs verpasst an eis net iwwerzeegt.

Positiv ass, dass d'Madame Minister Delvaux d'Geleeënheet hat zu dëser Motioun Ried an Äntwert ze stoen. Leider awer huet d'Madame Brasseur weiderhin un hirer Motioun festgehalen a mir hu gesinn an héieren, datt et sech bei dëser Initiativ net ëm en neien Input an d'Diskussioun géif handelen, mä et am Fong just géif drëms goen déi aktuell Bildungsreform vun der Madame Delvaux ze stoppen.

Dat, wat mer an der Kommissioun héieren hunn, war, datt Saachen net sollte gemaach ginn. Wéi eng Saache sollte gemaach ginn a wéi eng Saachen aneschters sollten ugepak ginn, dat huet d'Madame Brasseur net gesot.

Datt iwwert der Schoul hir Ausriichtung, hir Inhalter an hir Reform kann a soll, souguer muss an engem permanente Prozess diskutéiert ginn, dat ass kloer. Datt awer esou e Prozess op eemol einfach esou soll gestoppt ginn, ass keng Optioun.

Kee Mënsch contestéiert der Madame Brasseur hiert Recht stänneg an der educatiounspolitescher Debatt present ze bleiwen, virun allem mat Alternativen, Ureegungen, Propositiounen a Prioritéiten, wéi si se gesäit.

Wa mer also eppes presentéiert kréien, dann diskutéiere mer zesummen driwwer. Dës Motioun, déi just eppes verhënnere wëllt ouni eppes aneschters ze proposéieren, lehne mir allerdéngs of.

M. le Président.- Merci, Här Maroldt. Als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun huet den Här Jos Scheuer d'Wuert.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Dir verstitt, datt den Här Maroldt mir aus dem Häerz geschwat huet, als President vun der Kommissioun.

(Hilarité)

Mir hunn an där Kommissioun der Madame Brasseur hir Motioun diskutéiert. Mir hunn alles diskutéiert, wat an de Considéranten opgezielt war. Mir hunn alleguerte fonnt, mat Ausnahm vun der Madame Brasseur, datt den Dispositif awer net tragbar wär.

Een, dee fir de Stëllstand um Niveau vun de Reforme plädéiert, dee plädéiert fir eng Stagnatioun matzen am Schoulsecteur, mat deem awer kee Mënsch méi zu Lëtzebuerg esou d'accord ass.

An d'Madame Minister huet virun allem zwou Saache kloergemaach.

Fir d'éischt: Et gëtt keng Reform, déi net duerchdiskutéiert ass mat de concernéierte Milieuen, ob dat d'Professere sinn oder d'Schoulmeeschteren oder alleguerten déi Kräften, déi sech mat der Schoul befaassen. Dat ass dat Éischt, well et gëtt kee Cavalier seul vum Ministère.

Dat Zweet: Wann déi theoretesch Projeten an d'Praxis ëmgesat ginn, da mussen se a kënnen se nëmmen aus der Praxis eraus evaluéiert ginn. Et geet keng Evaluatioun, déi um theoreteschen Niveau stoe bleiwe kann. Och do ass hir Bereetschaft do fir déi Evaluatioun vun der Praxis aus ze maachen.

Dofir war ech och frou, wéi all d'Vertrieder vun den eenzelne Fraktioune gesot hunn, datt se opgrond vum Dispositif vun dëser Motioun se géifen oflehnen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Fir d'Fraktioun vun deene Gréngen huet d'Wuert den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech stelle mat Freed a Satisfaktioun fest, datt déi Gréng méi séier gemierkt hunn a wéi eng Richtung, datt d'Motioun vun der DP géif goen,…

(Hilarité)

… a mir ware jo och direkt bereet fir se ofzelehnen.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Här Adam, Dir iwwerschätzt Iech awer!

(Hilarité et interruption)

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Dat musst Der eis dann nach beweisen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Jo, mir wëllen alleguerten eise Schoulsystem verbesseren. An dann ass et awer schonns eriwwer mat de Gemeinsamkeeten!

Déi Gréng sinn der Meenung, datt een net d'Schoul reforméieren an awer alles beim Ale loosse kann. Mir sinn iwwerzeegt dervun, datt eist Bildungswiese reforméiert gi muss, fir datt eis Kanner an Zukunft net den zweete Präis kréien.

Wann een awer reforméiere wëllt, da muss ee sech kloer Ziler setzen, seng Ziler mat deene Betraffenen diskutéieren, e Fahrplang opstellen, deen och novollzéibar ass, zum Beispill andeems een an deenen ënneschte Klasse mat de Reformen ufänkt, an net ëmgedréint; sech verséchert, datt säi Koalitiounspartner matspillt, an da schéi systematesch reforméiert. Dat geschitt awer leider net esou. D'Messagen aus dem Ministère sinn oft widderspréchlech. D'Konsequenze si bekannt: D'Schüler an d'Eltere gi veronséchert, d'Enseignantë sinn net zefridden; dat ass jo och net esou einfach. D'Reforme ginn ugeschwat, awer net am Fong diskutéiert.

Duerfir ass déi Motioun vun der Demokratescher Partei fir eis och schwéier verständlech. D'Reforme sollen op Äis geluecht ginn. D'Äis gesi mer a spiere mer och, mä wou sinn d'Reformen, déi mer sollen op Äis leeën? Elo, wou mer esou lues endlech eng Schouldebatt kréien, op déi mer schonns esou laang waarden, solle mer ophalen ze debattéieren, well méi wéi debattéieren ass jo bis elo nach net geschitt.

Wann allerdéngs bei deem Bëssen, wat bis elo geschitt ass, schonn esou vill Oppositioun entsteet - d'Oppositioun vun der DP ass zwar nach verständlech, mä och der Ministesch hir Hausgewerkschaft übt Widderstand; de Koalitiounspartner bréngt et emol net fäerdeg déi éischter harmlos Motioun direkt ofzelehnen -, da muss ee sech natierlech och froen, ob de Kommunikatiounsstil am Ministère net vläicht awer misst iwwerduecht ginn. Wann een op eemol muss feststellen, datt just de Premier nach hannert der Schoulpolitik steet, da gëtt et kritesch, well dee wiesselt jo bekanntlech vun Zäit zu Zäit seng Meenung.

Ech ginn inhaltlech net op d'Motioun an, just ee Punkt, an dat sinn d'Socles de compétences. D'Schoul huet an deene leschte Joren a Jorzéngten aus all gesellschaftlechem Problem e schoulesche gemaach. D'Socles de compétences sinn am Fong geholl dat, wat mer géifen eng Réckbesënnung op d'Basics nennen, wat mer jo kennen ass „back to basics". Mir hu léiwer „forward to basics". Duerfir fanne mir, datt eng Diskussioun, fir d'Socles de compétences festzeleeën, eigentlech guer net ka gefouert ginn; ëm d'Ëmsetze kann een natierlech diskutéieren, dat ass kloer.

Mir stëmme géint d'Motioun vun der Demokratescher Partei, well mir keng Diskussioun wëllen op Äis leeën. Am Géigendeel, all Schoulpartner - d'Enseignanten, d'Schüler an d'Elteren - solle seriö geholl ginn an an d'Diskussioun agebonne ginn. An da lass mat der grousser Schoulreform!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den Här Henckes fir d'ADR.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, d'Schoulreform ass absolut noutwendeg an dësem Land. Ech mengen, déi Resultater vun de successiven Études PISA hu gewise wéi wichteg et ass, datt eng Reform muss stattfannen; eng grondleeënd Reform. Als ADR hu mer e Schoulprogramm virgestallt, an déi Reformen, mat deenen d'Madame Ministerin amgaangen ass, gi grondsätzlech an déi Richtung, déi mir och gesinn a gefuerdert hunn; dat ass déi vum Aféiere vu Cyclen a vum Festleeë vu Kompetenzen. Bien entendu wëllt dat net heeschen, och wa mir mat där Politik grondsätzlech d'accord sinn, datt dat e Fräifahrtsschäi soll si fir all Detailreform.

Dofir hu mir et och gutt fonnt, datt d'Initiativ vun der Madame Brasseur wéinstens dozou gefouert huet, datt mer an der zoustänneger Kommissioun konnten Opklärung kréien iwwert dat, wat amgaangen ass, an dat, wat net amgaangen ass, a wéi d'Madame Ministerin wëllt an Zukunft deen Dialog, souwuel mat den Enseignantë wéi och mat der Chamber, viruféieren.

Wat wichteg ass, Madame Ministerin, ech mengen, wat misst verbessert ginn, dat ass d'Kommunikatioun mat der zoustänneger Chamberskommissioun, datt dat e bëssel che méi regelméisseg soll geschéien. Mä fir iwwert de Fong vun där Motioun elo alles auszesetzen, fir ee Stëllstand ze maachen, dat ass op jidde Fall de schlechte Wee. Dat ass de falsche Wee. An dofir wäert d'ADR och géint déi Motioun stëmmen.

M. le Président.- Den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Bon, ech géif mengen, deem bleift nach just derbäizefügen: Wa mer schonn eng Kéier eng Ministerin hunn, déi wëllt schaffen, da kommt mer loossen se schaffen!

(Hilarité)

M. le Président.- Voilà! Dann huet d'Madame Mady Delvaux-Stehres, Minister zoustänneg fir d'Educatioun, d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech wëll allen Intervenantë Merci soen - och der Madame Brasseur -, well dat gëtt mer jo dann d'Geleeënheet déi Punkten ze verbesseren op deenen ech ëmmer attackéiert ginn, ech géif net gutt kommunizéieren. Ech wéilt awer soen, dass ech ëmmer zur Verfügung sti fir d'Chamberskommissioun, dass ech nach keng verpasst hunn, an ech selbstverständlech do Ried an Äntwert stinn.

D'Aarbecht am Ministère vun der Éducation nationale soll jo dora bestoen eis Schoul esou gutt wéi méiglech ze maachen. A wat ass déi beschtméiglech Schoul? Dat ass déi, wou mer et fäerdeg bréngen d'Kanner, déi jonk Leit, déi zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn, alleguer esou héich wéi méiglech ze qualifizéieren. Dat ass d'Objektiv. Iwwert dat Zil do si mer eis eigentlech alleguerten eens; iwwert d'Mëttele streide mer.

Déi Aarbecht, déi mer amgaange sinn, déi besteet emol fir d'éischt doran d'Inhalter vun der Schoul ze definéieren. Wat muss all Kand op deene verschiddenen Etappe vu senger Schoulcarrière kënnen? Net: Wat muss et geléiert hunn an der Schoul, wat muss et gesinn hunn? Mä: Wat muss hänke bliwwe sinn, wann et duerch déi verschidden Etappe gaangen ass, fir dass mer op zolidd Basë kënnen opbauen?

Dat ass d'Diskussioun ëm d'Socles de compétences, déi gefouert gëtt. Déi Viraarbechte si gelaf. A mir hunn och do, wéi dat sech passt oder wéi ech mer dat virstellen, an der Spillschoul ugefaangen, fir bis erop ze goen. Mir sinn elo am sechste Schouljoer ukomm. Mir sinn elo an där Phas, wou mer diskutéieren: Wéi geet et am Cycle inférieur am Technique, am Classique? Dofir déi Remouen dann och a verschiddene Milieuen. Well wann dat esou einfach wär, dann hätt jo schonn ee viru mir dat gemaach. Dat erkläert, dass et also vill Diskussiounen ëm d'Inhalter vun der Schoul gëtt.

Fir mech bleiwen d'Inhalter dat Wichtegst. Derniewent muss een natierlech Strukturen hunn, déi et engem och erlaben ze funktionéieren. Dat gëtt mer d'Geleeënheet de Punkt ze maachen. Ech hunn ee Gesetz an der Chamber déposéiert, wat d'Strukturen ugeet, dat ass d'Gesetz iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle. Dat Gesetz ass hei déposéiert. Dat leeft säi Wee. Do kommen Avisën eran. Dat wäert och an dëser Enceinte an an der Kommissioun nach vill diskutéiert ginn.

Dat ass also e Pak vu Gesetzer, déi als Avant-projets de loi an der Consultatioun mat de Partner vum Ministère sinn. Dat ass dee ganze Pak wat d'Primärschoul ugeet, d'Reform vum Gesetz vum 1912. Déi Consultatioune lafen elo fir d'Zweet, säit ech do sinn. An ech hoffen, dass ech elo ufanks Januar domadder fäerdeg sinn, an dass dee Pak Strukturreforme vun der Primärschoul dann am Februar kann déposéiert ginn.

An da kënnt deen drëtte Volet. Do wëll ech soen, hunn ech keen Optrag vun der Regierung. Ech hu gesot kritt, mir sollen d'Formation professionelle maachen, dat steet am Regierungsprogramm, an d'Gesetz vun 1912 nei maachen, och dat steet am Regierungsprogramm. Da stellt een natierlech d'Fro: Wa mer déi Strukturreforme maachen, solle mer och duerno am Postprimär - Cycles inférieurs, Cycles supérieurs - eppes un de Strukturen änneren oder net?

Do hu mir am Ministère en Document de réflexion ausgeschafft, hunn et an d'Schoule verschéckt, wou dropstoung, et wär en Document de réflexion. Dat ass keen Avant-projet de loi, et ass kee Projet de loi, et ass en Document de réflexion. An ech hunn an de Schoulen a véier Regionalkonferenze mat den Enseignanten doriwwer diskutéiert, an ech zéien elo d'Konklusiounen dorauser. Ech wëll soen, dat war weder en Optrag, deen ech vum Regierungsprogramm krut, mä et war eng Reflexioun. Ech wäert dorauser déi Konklusiounen zéien, déi sech imposéieren. Et ass also net, fir sech iwwer Reformen opzereegen, wann en Document de réflexion erausgeet. Ech kréie gesot, ech misst dialogéiere mat den Enseignanten. Ech probéieren dat esou gutt wéi ech kann ze maachen.

Dann een inhaltleche Punkt. Och dat war e Saz, deen am Regierungsprogramm stoung iwwert d'Englescht; et wär envisagéiert d'Englesch méi fréi anzeféieren. Et steet net dran, et géif agefouert ginn. Et steet dran, et géif envisagéiert ginn. Ech hunn dofir och mat den Enseignanten, den Englesch-proffen, a mat aneren doriwwer diskutéiert. Dat huet Ursaach ginn zu Rumeuren, dass elo de Franséischproffe géife Stonnen ewechgeholl ginn.

Bon, ech kann awer net diskutéieren, ouni dass ech e puer Informatioune weiderginn. Ech hunn déi Échoen zréckgeholl, vu dass d'Engleschproffe mer gesot hunn, wann net am Ufank vum Apprentissage ganz vill Stonne beienee wären, da géif et fir si kee Sënn maachen, fir Englesch méi fréi anzeféieren. Mat nëmmen enger oder zwou Stonnen an der Woch géife si den Intérêt net gesinn.

Du sinn ech mat där Informatioun zréckgaangen an d'Regierung an hunn dat do gemellt. Do hu mer dann décidéiert, mir géifen an absehbarer Zäit d'Englesch op Septième net generell aféieren. Domadder hat ech déi Aufgab, déi Missioun do erfëllt. Dofir muss ech soen - dat hunn ech och an der Kommissioun gesot -, dass déi Motioun, esou wéi se hei virläit, fir mech inakzeptabel ass, well do einfach drasteet: «suspendre la réalisation des réformes envisagées».

Dat géif op dat erauskommen, dass ech iwwerhaapt näischt méi soll maachen. An esou gesinn ech meng Aufgab an deem Ministère net, well et läit mer drun, d'Schoul ze verbesseren an esou vill wéi méiglech deene Kanner, déi zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn, eng Chance ze ginn eppes an der Schoul ze léieren, esou vill wéi méiglech ze léieren a mat där gréisstméiglecher Qualifikatioun erauszekommen, well dat ass wichteg fir all Kand eenzel a seng Famill. Et ass wichteg fir eis sozial Cohésioun am Land an et ass wichteg fir d'Ekonomie vum Lëtzebuerger Land, well mir kënnen eis et net erlaben Leit net auszebilde fir déi komplizéiert Welt, déi op se zoukënnt.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Da komme mer zum Vote vun der Motioun. Ech denken, dass de Vote électronique verlaangt ass?

(Assentiment)

Très bien. Da maache mer dat.

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt, Madame Brasseur, mat 50 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. François Maroldt), Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Sylvie Andrich-Duval);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Ben Fayot) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass déi Resolutioun, déi den honorabelen Här Goerens gëschter déposéiert huet, iwwert d'Verueerteelung vum Revisionismus. D'Presidentekonferenz huet déi haut de Moien op den Ordre du jour gesat. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

2. Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation de la contestation de la Shoah

M. Charles Goerens *(DP), auteur.*- Här President, ganz kuerz nach eng Kéier de Rappel vun der Argumentatioun. Et ass net déi éischte Kéier, datt d'Chamber sech mat esou enger ähnlecher Resolutioun befaasst, déi de Regime vum Iran, vun der République islamique d'Iran condamnéiert, notamment wéinst hire Propos antisémites.

Wann d'Chamber dës Resolutioun stëmmt - an ech zweiwelen net drun, well d'Fraktiounen se jo alleguerten duerch hir Vertrieder ënnerschriwwen hunn an domat hire Wonsch ausgedréckt hunn, fir se kënne matzedroen -, da condamnéiere mer éischtens d'Idéologie antisémite. Et ass näischt Banales, well et geet iwwert de Rassismus, deen a sech scho condamnéierenswäert ass, eraus.

Wa Rassismus am Fong eng Hierarchisatioun vu sougenannte Rasse virgesäit, da geet den Antisemitismus nach méi wäit. E Rassist gesäit am Fong vir, datt et eng Hierarchie vun de sougenannte Rasse gëtt. Ech soen „sougenannten", well et ass wëssenschaftlech bewisen, datt dat Quatsch ass, fir iwwerhaapt vu Rassen ze schwätzen. A wann den Antisémite méi wäit geet, dann ass dat, well deen am Fong vun enger Welt dreemt ouni Judden.

E Mann, eng Fra, e Kand ze vill, e Grupp ze vill, e Vollek ze vill, e Stat ze vill - dat hate mer jo schonn alles eng Kéier. An et ass précisément op dee Wee, wou erëm eng Kéier de Mahmud Ahmadinedschad, de President vun der République islamique d'Iran, gaangen ass, andeem datt e fir den 11. an den 12. Dezember vun dësem Joer eng Konferenz zu Teheran ageruff huet, wou hien erëm eng Kéier Zweiwelen opkomme gelooss huet iwwert d'Véridicité vun deem, wat awer schliesslech um Tribunal vun Nürnberg révéléiert a condamnéiert ginn ass.

Mir fannen, datt et inakzeptabel ass. An „inakzeptabel" ass ze schwaach, fir dat auszedrécken, wat een emfënnt, wann een erëm esou e plompe Versuch gesäit wéi deen, deen den Ahmadinedschad ënnerholl huet.

Elo gëtt et e puer Haltungen dozou: Déi eng, bon, déi ass scho condamnéiert ginn. Déi aner: Et däerf een dat do net banaliséieren; a weider, et soll een déi Leit, déi esou Proposë féieren, mam Wuert huelen an och net versichen, hir Proposën ze diluéieren, andeems datt ee seet: Jo, mä ronderëmmer sinn awer Leit, déi e bësse méi verstänneg sinn. Il faut les prendre au mot! Wann dat viru 70 Joer geschitt wier, hunn ech scho gëschter beim Dépôt vun der Resolutioun gesot, dann hätte mer eis vläicht munches kënnen erspueren.

Ech wollt awer ophale mat enger e bësse méi optimistescher Note, andeems datt mer och erfuer hunn an de leschten Deeg, datt et an deene verschiddenste Communautéite Leit goufen, déi dat do condamnéiert hunn. Ënner anerem och am Milieu palestinien. Ënner anerem ee Palästinenser, deen 18 Joer laang an engem Prisong souz an Israel, dee seet: Och wann ech gelidden hunn ënner Israel, haut kann ech dat, wat zu Teheran de Moment passéiert, net akzeptéieren, net nëmmen, well et historesch falsch ass, mä och nach well et d'Cause vun de Palästinenser desservéiert.

An deem Zesummenhang wollt ech och erwähnen, datt scho virun e puer Joer eng Konferenz geplangt war zu Beirut, och eng negationistesch Konferenz, déi deemools vun der Ligue arabe condamnéiert ginn ass. Mir sinn also hei an enger breeder Gesellschaft, déi dem Humanismus wëllt Virrang ginn op déi ruckelzeg Äusserunge vum President vun der République islamique d'Iran.

Ech wollt och Iech froen, Här President, wann déi Resolutioun hei votéiert ass, fir déi un d'Ambassade vun deemselwechte Land zu Bréissel ze transmettéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens.

(Interruption)

Pardon?

Une voix.- Goebbels.

M. le Président.- Oh, lauschtert emol, ech krut scho gëschter hei ënnerstallt, ech géif den Här Goerens als Här Goebbels urieden. Ech denken, dass ech den Numm vum Här Goerens jo anstänneg hei pronothough céieren.

Wa kee méi eppes bäizeflécken huet, da komme mer zur Ofstëmmung. Kënne mer déi Resolutioun hei par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wie fir d'Resolutioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dass d'Resolutioun eestëmmeg ugeholl ginn ass, an opgrond vum Wonsch vum honorabelen Här Goerens wäerte mer déi Resolutioun hei op d'Ambassade op Bréissel weiderleeden.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Energiepolitik, déi vun der Fraktioun vun deene Gréngen ugefrot ginn ass. Laut eisem Reglement huet déi Grupp, déi d'Debatt ugefrot huet, 40 Minutte Riedezäit a fänkt mat der Debatt un. D'Regierung ergräift als Leschten d'Wuert.

Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Spautz, d'Madame Brasseur, den Här Bodry, den Här Henckes oder den Här Gibéryen an dann den Här Goerens. Voilà, dann huet de Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen d'Wuert, den honorabelen Här Kox. Här Kox!

3. Débat d'orientation demandé par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la politique énergétique du Luxembourg

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gletscher schmëlze méi séier wéi erwaart. Dréchent, Iwwerschwemmungen, Hëtzewelle gëtt et ëmmer méi heefeg. D'Wëssenschaft geet haut vun engem séchere Klimawiessel aus. E puer Millioune Mënsche sinn haut schonns wéinst Ëmweltproblemer op der Flucht. Wéini huelen d'Regierungen endlech déi richteg Mesuren?

Dës oder ähnlech Titele sinn ëmmer méi heefeg an der internationaler Press an och an der Lëtzebuerger Press nozeliesen. Nach haut de Moien ass am „Wort" nozeliesen, datt d'OECD viru gréngen Hiwwelen am Wanter an den europäeschen Alpe warnt. D'Mënschheet steet am Ufank vum 21. Jorhonnert virun der gréisster Erausfuerderung vun hirer Geschicht: dem Klimawandel! E Klimawandel, deen net nëmmen Europa trëfft, mä sämtlech Länner an der Welt. Et ass duerfir och eng global Erausfuerderung.

Dëse Klimawandel ass zum gréissten Deel op eisen héijen Energieverbrauch zréckzeféieren. En Energieverbrauch, deen haaptsächlech op den Asaz vu fossilen Energieträger zréckzeféieren ass. Fossil Energieträger wéi Kuel, Gas an Uelech, déi verantwortlech si fir den héijen CO_2-Undeel an der Atmosphär. Eng aktiv Klimaschutzpolitik ass deemno gläichbedeitend mat engem Paradigmewiessel an der Energiepolitik. Esou wéi zum Beispill Schweden et mécht: ewech vun de fossilen Energieträger, hin zu méi Energieeffizienz an erneierbar Energien, an dëst net nëmmen um Pabeier, mä mat ganz konkreten Ziler a mat ganz konkrete Schrëtter.

Derbäi kënnt, datt nieft der Klimafro den Energiehonger, wéi déi vu Brasilien a China mat Wirtschaftswuesstem vu bis zu 10%, d'Endlechkeet vun de fossilen Energieträger nach beschleunege wäert an d'Präisser vun de fossilen Energieträger nach weider an d'Luucht dreiwe wäert. Mat Konsequenzen net nëmme fir d'Ëmwelt, mä och fir d'Wirtschaft. Mä och mat soziale Konsequenzen. Dann nämlech, wann d'Präisser net méi vu jiddferengem kënne bezuelt ginn.

Wien nämlech mengt, d'Energiepräisser wäerten an der Zukunft bëlleg bleiwen, deen iert sech gewalteg a liest keng Press oder lieft op enger anerer Welt. Eng Wirtschaft, eng Gesellschaft, déi nach ëmmer nëmmen op fossil Energieträger setzt, rennt fréier oder spéider an eng Mauer; dës Kéier an eng Klimamauer. Et ass dofir net nëmmen eng Fro vu Klimaschutz, mä eng Fro vun nohalteger Wirtschaftspolitik.

Dofir hunn déi Gréng virun engem Joer - fir genau ze sinn, de 17. September 2005 - en Débat d'orientation iwwert d'Politique énergétique ugefrot. Folgend Sujeten hu mir dobäi proposéiert: den ekonomeschen an ekologeschen Aspekt vun der Energiepolitik; déi rationell Notzung vun der Energie, wéi Effizienz, Hëllefstellung a Berodung, Albausanéierung a Wärmeschutzverordnung; d'Transportpolitik, well d'Transportpolitik ass och Energiepolitik; d'Roll vun den erneierbaren Energien; d'Ofhängegkeet vum Pëtrol; d'Biokraaftstoffer an d'Promotioun vun erneierbaren Energien; d'Organisatioun vum Energiemarché an d'Roll vun de Gemengen, oder och nach déi sozial a fiskalesch Méiglechkeeten.

No gutt engem Joer sinn ech frou, datt mer haut elo endlech dësen Débat hei an der Chamber féiere kënnen. Säit dëser Ufro ass jo munches geschitt. D'Ekonomieskommissioun huet sech laang schwéiergedoen, fir zu dësem Débat Stellung ze huele respektiv sech ze organiséieren. Vläicht huet et och einfach nëmmen esou laang gedauert, well d'Kolleege vun de Majoritéitsparteien op d'Regierung gewaart hunn, fir endlech Gesetzesprojeten an Etüde virzeweisen.

Ech wëll dem laange Waarden awer och positiv Elementer zougestoen. Ech mengen, datt mer eng ganz Rei vun interessanten Diskussiounen innerhalb vun der Kommissioun gefouert hunn. Diskussiounen, déi op enger ganz sachlecher a fairer Basis gefouert goufen. Dofir wëll ech menge Kolleegen och vun dëser Plaz aus Merci soen. Dëse Merci sollt eis awer net dervun ofhalen eis Divergenzen an der Energiefro hei däitlech ze artikuléieren.

D'Kommissioun huet bal all Punkte vun der grénger Ufro zréckbehalen, ausser engem wichtege Beräich: Net zréckbehale gouf nämlech d'Transportpolitik. Hei war d'Meenung, datt dës eis ze wäit géif féieren. Aus grénger Siicht menge mir awer, datt grad d'Transportpolitik, besonnesch aus Siicht vun der Energiepolitik, misst beliicht ginn. Dëst grad hei zu Lëtzebuerg, an net nëmme wéinst dem Tanktourismus.

Den Transport ass haut, niewent der elektrescher Energieproduktioun hei an Europa, deen zweetgréisste Beräich, deen am meeschte verantwortlech ass fir den héijen Energieverbrauch respektiv CO_2-Ausstouss. D'Energiepolitik muss deemno och ëmmer am Transport berücksichtegt ginn. Mir kënnen d'Energiefro nëmmen dann an de Gréff kréien, wa mer endlech konsequent op eng aner Mobilitéitspolitik setzen, mat klore Strategië fir eng Minderung vum Individualverkéier respektiv kloren Ausriichtungen a Richtung vun Alternativen, sprëch öffentlechen Transport.

Ausgehend vun deenen an der Energiekommissioun festgehalene Punkte gouf en Hearing mat enger ganzer Rei vun Acteure respektiv ONGen, déi am Beräich vun der Energie doheem sinn, ofgehalen. Haaptfroe waren dobäi d'Strukture vum Energiesecteur respektiv d'Sécuritéit, d'Qualitéit an d'Kompositioun vun der Energie hei zu Lëtzebuerg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, firwat iwwerhaapt déi Fro ëm eng aner Energiepolitik? Energiepolitik ass Klimapolitik. A Klimapolitik ass net nëmmen Ëmweltpolitik, mä haut méi wéi jee Wirtschaftspolitik. Dat wat haut alles iwwert de Klimawiessel geschriwwe respektiv gewise gëtt, brauch ech a sech hei net ze beliichten. Säit Jore kréie mer dës Unzeechen op eng méi oder manner dramatesch Manéier vun der Natur demonstréiert. Eng Natur, déi ëmmer méi an d'Extremer fält. Eppes hunn déi Wiederextremer all gemeinsam, nämlech eng Konstanz, d'Konstanz vun der Zounam.

Dëst Experiment ka fir d'Welt och nach vläicht opgoen; fir de Mënsch, deen awer an dësem Experiment lieft, net onbedéngt. D'Vereenten Natioune ginn dervun aus, datt bis 2010 de Statut vum Ëmweltflüchtling iwwer 50 Millioune wäert drohen. D'Warnunge kommen haut net nëmme méi vu Wëssenschaftler respektiv Ëmweltschützer, neen, et sinn haut den Al Gore, Exvizepresident vun den USA, oder de Sir Nicholas Stern, briteschen Ekonomist.

Wa mir haut net richteg a wäitsiichteg an eng aner Wirtschaftspolitik investéieren, sinn d'Méikäschte vum Nethandelen an der Zukunft bäi Wäitem méi grouss, esou de Sir Stern. De Bericht vum Stern iwwert d'wirtschaftlech Aspekter vum Klimawandel am Optrag vun der britescher Regierung weist op erdréckend Manéier d'Auswierkunge vun engem Nethandelen op. Esou beziffert de Sir Stern d'Käschte vum Nethandelen op iwwer 5,5 Milliounen Euro pro Joer, wann d'Mënschheet weiderhin esou gewalteg Mengen u Klimagasen an d'Atmosphär ausstéisst. Dat sinn 20% vun der gesamter Wirtschaftskraaft vun der Welt vun engem Joer.

Am Géigesaz dozou sinn d'Käschte vum Handelen, sprëch d'Reduzéierung vun den Treibhausgasen, fir déi schlëmmsten Auswierkunge vum Klimawandel ze vermeiden, op ongeféier 1% vum globale Bruttoinlandsprodukt pro Joer begrenzt. Eng radikal Ännerung vun der physikalescher Geographie vun der Welt duerch den Temperaturstieg, als Folleg vum Klimawandel, muss noutgedrongen zu enger bedeitender Ännerung vun der humaner Geographie féieren. D'Fro stellt sech, wou d'Mënsche wäerte liewen a wéi d'Mënsche wäerte liewen.

De Klimawandel, deen an den nächsten zwee bis dräi Jorzéngte wäert stattfannen, léisst sech net méi ophalen, mä et ass ëmmer nach méiglech eis Gesellschaft als Volkswirtschaft op d'mannst e bësse virun dësem Afloss ze schützen. D'Käschte fir d'Stabiliséierung vum Klima si grouss, awer drobar. D'Nethandelen oder d'Verzögerung wäre gefëierlech a vill méi deier. Eng nohalteg Klimaschutzpolitik ass deemno echt Wirtschaftspolitik. Wirtschaftspolitik, déi net onnëtz Geld vernicht, mä déi vill Chancen opweist fir eng wirtschaftlech Entwécklung am Aklang mat der Ëmwelt.

Si ass awer net nëmmen eleng Wirtschaftspolitik, si ass och Landwirtschaftspolitik, well ouni dee wichtege Bäitrag vun der Landwirtschaft ass de Stopp vum Klimawandel net ze maachen, mat Méiwäertschafung an der Regioun. Si ass awer och Mëttelstandspolitik, well grad déi kleng- a mëttelstänneg Betriber de Garant si vun enger nohalteger Klimaschutzpolitik mat ville positiven Auswierkungen op d'Aarbechtsmaartpolitik.

Wéi schonns gesot, ass de Klimawandel haaptsächlech op de massive Verbrauch vu fossilen Energieträger zréckzeféieren. Dës fossil Energieträger wéi Kuel, Uelech oder och nach Gas, mussen deemno duerch méi klimafrëndlech Energieträger substituéiert ginn. Dëst sinn all Energieträger, déi direkt oder indirekt vun der Sonn ofzeleede sinn. Och d'Atomenergie ass a bleift fir déi Gréng keng Alternativ; och net am Zesummenhang mat dem Klimaschutz.

Frou si mir iwwert déi schnell Äntwert vum Wirtschaftsminister fir eppes kloerzestellen. An der „Süddeutsche Zeitung" war virgëschter ze liesen, datt Lëtzebuerg sech zu Bréissel staarkgemaach hätt fir d'Atomenergie. Wann ech op d'Äntwert zréckkucke vum Här Wirtschaftsminister, sinn ech frou ze héieren, datt Lëtzebuerg dëst net esou wëllt ënnerstëtzen a wär och frou, wann den Här Wirtschaftsminister sech aktiv zu Bréissel géif asetzen, fir keng Renaissance vun der Atomenergie kënnen ze bedreiwen. Och géif ech den Här Wirtschaftsminister dann opfuerderen, déi Zeitung opzefuerderen dëst richtegzestellen.

De Klimawandel begräift een déifgräifende Wandel vun eisem Handelen, besonnesch am Energieberäich. Mir mussen deemno eng Strategie entwéckelen, fir Lëtzebuerg aus dëser Ofhängegkeet erauszekréien. D'Strategiepabeiere vun der Regierung am Kader vum zweeten Allocatiounsplang zur Reduzéierung vun de Klimagasen sinn een éischte Schrëtt. Ee Schrëtt, deen aus grénger Siicht awer nach ganz bescheiden ausgefall ass. Längerfristeg Reduktiounsziler iwwert de Stéchdatum 2012 eraus feelen total.

Aus dem Presidentschaftsprogramm vun der däitscher Regierung fir d'EU-Présidence vum nächste Joer ass Folgendes iwwert d'Energiepolitik nozeliesen: Am Zildräieck vu Versuergungssécherheet, Wirtschaftlechkeet an Ëmweltverträglechkeet muss den Energieimport duerch d'Steigerung vun der Energieeffizienz, d'Aspuerung, den Ausbau vun erneierbaren Energien, wéi déi verstäerkt Notzung vu Biomasspotenzialer begrenzt ginn.

Ech wëll hei fir d'éischt op zwee Punkte vun dëser Strategie hiweisen, nämlech déi vun der Energieeffizienz an der Aspuerung. D'Energieeffizienz an d'Aspuerung goufen och um Hearing als ganz wichteg Aktiounsberäicher ugesinn. Egal wéi mir eis uleeën, eppes ass sécher: Wa mir et net fäerdeg bréngen eisen héijen Energiekonsum iergendwéi an de Gréff ze kréien, sprëch ze senken, kréie mir a puncto Klimaschutz kaum nach d'Kéier.

De Moment hu mir hei an Europa a besonnesch hei zu Lëtzebuerg en Energieverbrauch erreecht, deen einfach net méi ze veränteworten ass. An dat queesch duerch all Secteuren: sief dat am Transportsecteur, bei de Privathaushalter, am Déngschtleeschtungssecteur, an der Landwirtschaft oder och nach an der Industrie.

D'Verdeelung vum Energieverbrauch nom Muster vun de westleche Länner kéint net opgoen, wa sämtlech Leit op der Welt deeselwechte Konsum opweise géife wéi mir hei zu Lëtzebuerg. Da kéinte mer scho mar d'Luuchten ausmaachen. Dofir si besonnesch mir opgefuerdert eisen héije Konsum schnellstméiglech ze reduzéieren. Dës Reduzéierung däerfe mir awer net als Strof, mä solle mir als Chance ugesinn. Nach hu mir Zäit ze reagéieren, mä net méi allze laang.

Dofir ass d'Heftegkeet oder déi hefteg Opreegung aus Siicht vun de Gréngen iwwert d'Oflehnung vum zweeten Allocatiounsplang fir eis Industrie vun der EU net ganz nozevollzéien. Et kann ee sécherlech iwwert d'Héicht vun der Iwwerallocatioun fir d'Betriber streiden, ob et elo 50%, 30% oder just nëmmen 10% sinn, déi si während der Period 2008 bis 2012 zegutt hunn; Fakt ass - an dat ka keen eis falsch maachen -, datt eng Iwwerallocatioun virläit.

Et stëmmt och net, datt déi Gréng doriwwer näischt gesot hätten. An enger gemeinsamer Kommissiounssitzung vun der Ëmwelt an der Wirtschaft - fir méi genau ze sinn, den 19. Juni - hunn ech am Numm vun deene Gréngen dorop higewisen, datt d'Allocatioun fir d'Betriber net richteg wier a keen Ureiz méi bestéing, fir CO_2 ze reduzéieren. Nozeliesen, wéi gesot, an dem Rapport.

Fakt ass - ee Beispill - d'Arcelor-Mittal Déifferdeng: 2005 haten si en Ausstouss vun 200.000 Tonnen CO_2. D'Regierung gesteet hinnen e Prognosefaktor vun 1,18% zou. Dat heescht, si entwéckele sech an den nächste Joren ëm de Faktor 1,18. Déi 200.000 Tonnen CO_2 ginn also mat dem Faktor 1,18 multiplizéiert. Fir d'Joer 2008 huet Déifferdeng deemno 245.000 Tonnen zegutt. 2009 nach eng Kéier 245.000 Tonnen, an esou weider bis 2012; also e konstante Wäert fir déi ganz Period. Während fënnef Joer ass et deemno net méi méiglech en technologesche Fortschrëtt a puncto CO_2-Reduktioun op Déifferdeng ze maachen.

Okay, dat mag vläicht fir d'Arcelor-Mittal-Wierk zu Déifferdeng nach de Fall sinn, well et nach an der opsteigender, entwéckelnder Stuf ass, mä ass dat och de Fall fir déi aner Betriber? Sämtlech 15 Betriber, déi am Allocatiounsplang dra sinn, sinn awer no deemselwechte Schema behandelt ginn. Dat heescht, all Betrib huet e konstante Wäert iwwer fënnef Joer zougestane kritt. Laut der Regierung huet Lëtzebuerg deemno en technologeschen Innovatiounsstillstand während der Period 2008 bis 2012 oder mir hunn eise Betriber - an et ass dat, wat Bréissel kritiséiert - ze vill CO_2 zougestan. De System vun engem CO_2-Reduktiounswettbewerb tëschent de Betriber kann awer nëmmen da fonctionnéieren, wa sämtlech Spillregelen agehale ginn.

Eng Iwwerallocatioun féiert zum Kollaps vun dësem System. Et besteet keen Ureiz méi an d'technologesch Innovatioun ze investéieren, contrairement also zu sämtlechen Etüden, déi haut an deem Beräich veröffentlecht ginn; ech erënnere just un de Sir Stern. Kommt, mir vergiessen also d'Strategie vu Lissabon. Kommt, mir vergiessen d'Effizienzsteigerung. Kommt, mir vergiessen d'Kompetitivitéit. Kommt, mir vergiessen alles. Lëtzebuerg geet vun 2008 bis 2012 an den technologeschen Innovatiounswanterschlof.

Dobäi liesen ech praktesch all Dag - nach gëschter am Leitartikel vum „Écho de l'Industrie" - wéi vill a wéi gutt eis Industrie zur Reduktioun vum CO_2 an de leschte Jore bäigesteiert huet, wéi staark si zur Effizienzsteigerung bäigedroen huet. Mir kënnen dozou nëmme gratuléieren.

(Interruption)

Ass domat also 2008 Schluss?

(Interruption)

Wou bleift eise politesche Courage? Wou bleiwen eis Ingenieursleeschtungen?

Just nach d'Beispill vun der Luxlait. Och si ass ee vun deene 15 Betriber, déi am Allocatiounsplang dra sinn. Si hunn 8.000 Tonnen CO_2 pro Joer iwwert d'Period 2008 bis 2012 zougestane kritt. Dobäi soe si selwer beim Neibau, dee jo bekanntlech 2009 soll fäerdeg sinn, eng Reduktioun am Energieberäich vun iwwer 20% viraus. Also ass dat näischt? Jo, d'Industrie huet schonn e Bäitrag zur Reduktioun vum CO_2 bäigesteiert. Schonn eleng aus ekonomesche Virdeeler ass et awer wichteg, den Energiekäschtepunkt och innerhalb vum Betrib weiderhin ze reduzéiere respektiv duerch méi klimafrëndlech Produktiounsmethoden ze ersetzen.

Nach gëschter gouf op enger Konferenz an der Abtei Neumünster iwwert den „Wachstum auch für die nächste Generation" eng Etüd iwwert dësen Zesummenhang vun der Madame Candice Stevens virgestallt, Berodern vun der OECD. Aus dëser Etüd geet ervir, datt e ganz positiven Zesummenhang zwësche staatleche Regele fir Nohaltegkeet a Wettbewerbsfäegkeet vun der Wirtschaft besteet. Vereinfacht ausgedréckt: Wat d'Betriber méi streng op eng nohalteg Wirtschaft oppassen, wat de Virdeel vis-à-vis vun der Konkurrenz méi grouss gëtt. Anstatt d'Chancë vun enger nohalteger Wirtschaftspolitik ze gesinn, gi mir mat Réckewand nom Schema aus dem 20. Jorhonnert vir.

Iwwregens sti mir awer esou lues eleng do. Och Frankräich huet mëttlerweil säi Plang vun der Industrie vun 150 Milliounen Tonnen

op ongeféier 132 Milliounen Tonnen erofgefouert. Och déi Däitsch reduzéieren hire Plang fir d'Industrie vu 482 op 465 Milliounen Tonnen CO_2. Ech wënschen der Regierung jiddefalls méi Fangerspëtzegefill bei der Noverhandlung zu Bréissel. Et ass schwéier Kaarten ze spillen, wann ee keng Trompe méi am Grapp huet.

Hei geet et net fir oder géint eng wirtschaftlech Aktivitéit hei zu Lëtzebuerg. Mir hätten eis jiddefalls méi eng offensiv a proaktiv Klimaschutzpolitik virgestallt. Eng Klimaschutzpolitik, déi Hëllefsstellungen ubitt, déi Weeër opweist, déi Visiounen développéiert. Wie seet dann, datt mir eis Industrie do eleng gelooss hätten? Och si brauch Hëllefsstellung. Och si brauch Berodung. Och si brauch Impulser. Mä déi Hëllefsstellung brauch net nëmmen d'Industrie, sämtlech Secteure brauchen déi Ënnerstëtzung, Berodung, Informatioun a villes méi. Eng Klimaschutzdéngschtleeschtung fir déi ganz Gesellschaft, deklinéiert bis zum leschte Wénkel an eisem Ländchen.

Datt Lëtzebuerg an deem Beräich e groussen Nohuelbedarf huet, goung ganz däitlech aus de Gespréicher beim Hearing ervir. Eis momentan Strukturen an deem Beräich ginn net duer. Heifir geet eng Agence de l'Énergie net duer, weder vun der Struktur, der Zesummestellung, nach vun der Unzuel vun hire Mataarbechter. Fir den Energieverbrauch eenegermoossen an de Gréff ze kréie brauche mir dofir eng Klimaschutzagentur. Eng Klimaschutzagentur, déi no öffentlech-rechtleche Kritären, also engem Établissement public, schafft.

Déi Agentur huet net nëmme Kompetenzen an techneschen, wëssenschaftlechen oder juristesche Beräicher, neen, si muss gradesou wichteg Kompetenze wéi d'Kommunikatioun respektiv de Marketing opweisen. Wat hëlleft eis déi beschte wëssenschaftlech Erkenntnis iwwert d'Aspuermoossname respektiv d'Notzungsméiglechkeete vun erneierbaren Energien, wa mir et net fäerdeg brénge si un de Mann oder d'Fra ze kréien? D'Aufgabe vun der Agentur sinn dobäi villsäiteg: d'Koordinatioun, d'Ausaarbechtung vu Programmer, d'Ausschaffung vu Klimaschutzaktiounen, d'Ausschreiwung vun Energiedéngschtleeschtungen an esou weider an esou fort.

Des Weideren iwwerhëlt esou eng Agentur och d'Koordinatioun vun engem flächendeckenden dezentrale Berodungsnetz. E Berodungsnetz, dat zesumme mat de Gemengen a Syndikater a sämtleche Regioune vum Land aktiv ass. Beispiller vun esou Agenture ginn et der genuch. Besonnesch Éisträich huet do scho vill a gutt Viraarbecht geleescht.

E wichtegt Instrument vun dëser Agentur ass de Klimaschutzfong. E Klimaschutzfong, deen och haut schonn existéiert an deen duerch ënnerschiddlech Ëmwelttaxen, sief dat um Stroum, Gas oder Uelech, gespeist gëtt. D'Verwaltung vun dësem Fong soll deemno vun dëser Agentur, zesumme mat dem bestoenden interministerielle Grupp, iwwerholl ginn. Och hei ginn et ganz interessant Beispiller am Ausland; England zum Beispill mat hirem „energy saving trust".

Niewent dësem Fong brauche mer awer och nach e weidert, ganz wichtegt Instrument: d'Instrument vum Monitoring. Mir brauchen nämlech, fir d'Effikassitéit vun Aspuerprogrammer an Effizienzprogrammer ze iwwerpréiwen, verlässlech Indikatoren, déi eis den Erfolleg oder de Mësserfolleg op transparent Aart a Weis opdecken, esou datt mer déi eng oder aner Korrektur kënnen aleeden.

Den Accord volontaire vun der Industrie mam Wirtschaftsministère war sécherlech e gutt Instrument an den 90er Joren, fir d'Industrie mat op de Wee vun der Effizienzsteigerung ze huelen. Haut musse mer awer eng neutral Instanz ageschalt hunn, fir dës Zuelen ze iwwerpréiwe respektiv nei Moossname virzeschloen. Duerfir muss de Suivi vun der Effizienzsteigerung respektiv der Energieaspuerung souwuel vun der Industrie wéi fir all aner Beräicher an d'Hänn vun dëser Agence kommen.

Duerfir, Här President, wëll ech am Numm vum grénge Groupe parlementaire eng Motioun déposéieren, déi d'Schafe vun esou enger Agence virgesäit.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le réchauffement planétaire est devenu une réalité incontestable et se renforcera encore au cours des années à venir;

- considérant qu'un renforcement continu du changement climatique causera des dégâts énormes, aussi bien au niveau environnemental qu'aux niveaux économique et social;

- considérant qu'il ne s'agit pas d'une fatalité. Des remèdes existent, mais doivent être mis en oeuvre dans les dix à quinze prochaines années;

- considérant qu'un effort particulier incombe aux pays industrialisés qui sont à l'origine de la grande majorité des émissions de gaz à effet de serre causées par l'homme depuis 1850;

- considérant qu'un tel effort particulier incombe également au Luxembourg, pays dont la consommation énergétique, respectivement les émissions de CO_2, ont augmenté de plus de 30% depuis la signature du protocole de Kyoto en 1997;

- considérant qu'un tel niveau d'émissions de CO_2 par habitant n'est absolument pas soutenable et ne peut aucunement servir de référence au reste de la planète et particulièrement aux pays en voie de développement;

- considérant qu'il faut un véritable sursaut et des efforts communs de toutes les composantes de la société luxembourgeoise pour mettre en oeuvre les projets, réformes et mesures nécessaires à la réduction de notre consommation énergétique et de notre dépendance envers le pétrole;

- considérant que les mesures évoquées par le «1er Plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2» du Gouvernement ne constituent qu'une première étape;

- considérant que les acteurs de la société luxembourgeoise ne peuvent relever ce défi sans la mise en place par l'État d'un réseau d'experts et de conseillers couvrant tous les aspects techniques, toutes les régions et tous les secteurs de la société;

- considérant qu'à l'heure actuelle les structures de décision, de coordination, de conseil et de soutien publiques restent largement inefficaces;

- considérant que l'Agence de l'Énergie ne possède ni l'indépendance, ni les ressources humaines ou les compétences professionnelles nécessaires pour relever le défi;

- considérant que la répartition des compétences et responsabilités sur quatre ministères et encore davantage d'administrations est inadaptée à une action coordonnée, rapide et efficace;

invite le Gouvernement

- à créer un nouvel établissement public appelé «Agence pour la Protection du Climat» qui aura pour mission l'élaboration, la mise en oeuvre, le suivi et la coordination générale des programmes de réduction de la consommation énergétique, de renforcement de l'efficacité énergétique et de la promotion des énergies renouvelables;

- à attribuer également à l'établissement public précité la gestion du fonds de financement «Kyoto» en veillant à une coopération structurée avec le groupe de travail interministériel qui en assure la gestion à l'heure actuelle;

- à mettre en place - sur base des programmes et des objectifs définis par «l'Agence de Protection du Climat» - un réseau décentralisé de conseillers professionnels, destiné à aider dans leurs efforts aussi bien les citoyens individuels que les entreprises, les communes ou les associations;

- à élaborer un éventail d'indicateurs d'efficacité énergétique fiables qui permettent une évaluation objective et régulière des mesures et programmes mis en œuvre.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Aspueren an Energieeffizienzsteigerung sinn also déi wichtegst Aufgaben um Wee zu enger neier, méi nohalteger Klimaschutzpolitik. Energie, déi net verbraucht gëtt, brauch och net hiergestallt ze ginn. Dat gëllt fir sämtlech Energieformen a sämtleche Gesellschaftsberäicher.

Mir wëssen awer, datt mer ëmmer nach Energie brauchen. Nom Strategiepabeier vun der däitscher EU-Présidence sinn d'erneierbar Energien a besonnesch och d'Biomass deen Energiesecteur, dee verstäerkt Ënnerstëtzung brauch.

Och mir hei zu Lëtzebuerg kënnen e wichtege Bäitrag zum Klimaschutz leeschten a mat den erneierbaren Energien och eng méi grouss Onofhängegkeet vum Ausland erreechen. Gläichzäiteg schafe mer e Mehrwäert, deen am Land respektiv an der Regioun bleift. All investéierten Euro hei am Land ass e Mehrwäert fir eis Wirtschaft.

Hei läit jo säit kuerzem eng Etüd iwwert d'Potenzialer vun den erneierbaren Energië vir. Ouni wëllen a kënnen hei an den Detail ze goen, fanne mir, datt hei eng ganz konservativ Approche gewielt gouf.

Et gëtt nämlech eng grouss Diskrepanz tëschent dem méiglechen technesche Potenzial an deene vun der Etüd proposéierten Ziler bis 2020. Hei feelen nach eng ganz Rei vu wichtegen Informatiounen, déi zu dësem Resultat gefouert hunn. Besonnesch déi politesch Interpretatioun vun der Regierung géif eis interesséieren. Mir hoffen duerfir, datt déi ausféierlech Etüd och endlech virgeluecht gëtt.

Esou weist d'Etüd zum Beispill fir de Stroum e Bäitrag vun nëmme 6% fir erneierbar Energië bis 2020 op, gesamtenergetesch souguer nëmme 4,6%, ouni den Tanktourismus. Esou kann ech mer gutt virstellen, datt am Beräich vun der Wandenergie de proposéierte Potenzial méi héich kënnt si wéi deen, deen an der Etüd virgestallt ass.

Wann een d'Netzkäschten esou verdeelt, dass d'ganz Gesellschaft dru bedeelegt ass, sinn och aner Potenzialer am Wandenergieberäich nach méiglech. All Anlagen, déi ze wäit vun engem Versuergungsnetz entfernt sinn, falen nämlech bei der Privatiséierung ewech. Mir mussen all méiglech Form vun Energie am alternative Beräich dofir ënnerstëtzen.

De prozentualen Ausbau vun den erneierbaren Energië geet awer och just am Aklang mat enger massiver Reduktioun vum Energieverbrauch. Jee méi Energie agespuert gëtt, desto méi grouss gëtt den Undeel vun den erneierbaren Energien.

Duerfir ass eng Klimaschutzagentur esou wichteg. Ouni esou eng Struktur, déi jo och de Volet vun der Promotioun fir d'erneierbar Energien iwwerhëlt, packe mir et net. Duerfir brauch dës Agentur och besonnesch Leit, déi am Beräich vun der Kommunikatioun doheem sinn.

Mir mussen awer erëm eng Opbrochstëmmung fir d'erneierbar Energien ausléisen, Hemmnisser ofbauen, Chancen opweisen, Ziler definéieren. Ech wëll hei net méi op d'Polemik vun der Photovoltaik zréckkommen. Eppes bleift awer festzehalen: nämlech d'Vertrauen. D'Vertraue vis-à-vis vun den erneierbaren Energien, wat mir do zerstéiert hunn, huet eng ganz Wirtschaftsbranche ëm e puer wichteg Joer zréckgeworf.

Vläicht just nach eng Remarque zu där neier Wärmeschutzveruerdnung. Ouni wëllen och hei an den Detail ze goen, menge mir, wär et wichteg d'Kennzeechnung vun den Haiser nom selwechte Prinzip wéi déi bei den Elektrogeräter virzehuelen, a besonnesch - an dat feelt komplett an dëser Propos - d'Produktioun vun erneierbaren Energië mat eranzehuelen.

De Message vun engem Plusenergiehaus, also engem Haus, dat méi Energie produzéiert wéi et selwer verbraucht, huet e ganz wichtege psychologeschen Effekt, deen een net ënnerschätze soll.

Niewent der Notzung vun der aktiver Solarenergie, an hei besonnesch där thermescher Solarenergie, bleift e weidere ganz wichtege Beräich, dee mir esou schnell wéi méiglech solle beackeren: d'Biomass, wat jo soss näischt ass wéi gespäichert Sonnenenergie.

D'Presentatioun vun enger Biomassetüd iwwert d'Potenzialer eleng vun der Biomass hei zu Lëtzebuerg weist en enorme Reduktiounspotenzial fir CO_2 op. Déi Etüd, déi vu sämtlechen Associatiounen aus dem Baueremilieu gedroe gëtt, musse mir eescht huelen. Mir mussen e Kader schafen, fir zesumme mat hinnen - all den Acteuren - méiglechst schnell eng Suite dëser Propos ze ginn.

An där leschter Zäit gouf et eng ganz Rei vu Seminären iwwert d'Biomassnotzung hei zu Lëtzebuerg an och speziell iwwert d'Biokraaftstoffer. Nach de Moien an der Agrarkommissioun huet den Här Stoll, als Représentant vun den eelef Associatiounen, eis méiglech Pisten opgewisen. E Reduktiounspotenzial...

(Interruptions)

... vu bis zu enger Millioun Tonnen CO_2 ass do opgewisen.

Ech entschëllege mech och do, dass ech éischter aus där Kommissiounssitzung hu misse fortgoen,...

(Interruptions)

... mä an där leschter Zäit - dat hunn ech jo virdru gesot - ginn eng ganz Rei vun Initiativen an deem Beräich scho geholl, an net méi spéit wéi leschte Méindeg war e ganz interessante Seminär zu Stengefort, wou nach eng Kéier op déi Potenzialer higewise gouf. Iwwregens sinn ech dem Här Goerens och op deem Seminär begéint.

Duerfir wëllt ech eng Motioun déposéieren...

M. Charles Goerens *(DP).*- Mir hunn also allen zwee eng gutt Referenz!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Exzellent!

Duerfir wëllt ech eng weider Motioun déposéieren, déi d'Schafung vun esou engem Kader als Hëllefsstellung fir dës Associatioune freet.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- félicitant les onze organisations du monde agricole qui viennent d'élaborer et de présenter un projet d'envergure visant l'utilisation systématique de la biomasse domestique pour la production d'énergie;

- considérant que ce projet prévoit, sous certaines conditions, la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre d'environ 1 million de tonnes CO_2 par an;

- rappelant que la production d'énergie à partir de la biomasse permet aux agriculteurs de développer une nouvelle source de revenus importants;

- jugeant que ce projet ne pourra se réaliser sans l'accord et le soutien actif des ministères et administrations concernés;

- estimant que ce projet paraît tout à fait réalisable et mérite donc l'attention du Gouvernement;

invite le Gouvernement

- à mettre en place un groupe de travail ayant pour mission d'étudier en détail le projet des onze associations du monde agricole et de préparer des pistes pour la mise en œuvre d'un tel programme;

- à rassembler au sein de ce groupe de travail les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement, de l'Économie et de l'Intérieur, les associations agricoles, ainsi que l'Université et les centres de recherche publics.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Ofschléissend zum Beräich vun den erneierbaren Energië wëllt ech den Här Mario Ragwitz vum Fraunhofer-Institut für System- und Innovationsforschung, deen d'Etüd vun den erneierbaren Energiepotenzialer mat ausgeschafft huet, zitéieren: „All erneierbar Energië musse gefördert ginn. Mat ënnerschiddleche produktorientéierten Ënnerstëtzungen. Mat zouverlässege Kritäre fir d'Produzenten a fir d'Handwierker."

An nach eng Kéier, d'erneierbar Energië brauchen d'Vertraue vun der Politik, soss kréie mer de Klima net an de Gréff. De Stop-and-go muss endlech am Beräich vun den erneierbaren Energien ophéieren

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well et haut nach net ouni fossil Energieträger fonctionnéiert, a mir duerfir jo och déi néideg Infrastrukturen a Strukture brauchen, huet d'Energiekommissioun sech laang iwwert déi Strukture respektiv Infrastrukture vum Lëtzebuerger Energiesecteur ënnerhalen. Dëst gouf och speziell mat den Energie-Acteuren um Terrain beim Hearing diskutéiert.

Sécherlech wäerte mer nach bei de Gesetzer iwwert d'Stroum- an d'Gasliberaliséierung dorop ze schwätze kommen, oder och nach beim Gesetz iwwert d'Auskopplung vun der Wäermt beim Gas- an Dampkraaftwierk zu Esch.

Wat d'Infrastrukture vun der Versuergungssécherheet ubelaangt, huet den Expertëbericht iwwert d'Öffnung vum Stroum- a Gasmaart zu Lëtzebuerg vum Claude Turmes, deen am Optrag vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké duerchgefouert gouf, d'Wichtegkeet vun der öffentlecher Tutelle iwwert d'Transportnetzer opgewisen, dëst souwuel wat de Stroum wéi och de Gas ubelaangt. Dëst heescht net, datt mir elo alles verstaatlechen. Dëst heescht just, datt d'öffentlech Hand eng demokratesch Kontroll iwwert déi wichteg Infrastrukture behale respektiv neier kréie muss.

Netzer däerfen net Spillball vu gewënnorientéierter Privatwirtschaft si respektiv ginn. Negativ Beispiller gëtt et do genuch. Hei si sech d'Parteien och praktesch all eens, datt d'Regierung all Ustrengunge soll ënnerhuelen, fir dëst esou schnell wéi méiglech unzegoen, ouni awer de Rôle vun de Gemengen an dësem Kontext ze vernoléissegen.

Duerfir wëll ech e puer Wuert iwwert d'Gemengen am Allgemenge verléieren. Si hunn haut schonn e wichtege Rôle an der Versuergungssécherheet ze spillen. Si wäerten an der Zukunft nach méi e grousse Rôle am Energieberäich iwwerhuelen. Dëst besonnesch am Zesummenhang mat der Berodungsstruktur, well si de Lien zu de Biergerinnen a Bierger am beschte kënnen hierstellen. Och hei war sech d'Kommissioun relativ eens, dass d'Gemengen do méi Ënnerstëtzung sollte kréien.

Dofir hunn déi Gréng eng drëtt Motioun preparéiert, fir genau op dee Punkt anzegoen. Et ass jo net normal, datt engersäits den Ëmweltminister d'Wichtegkeet vun de Gemengen am Beräich vum Klimaschutz ënnersträicht, den Innenminister et awer kaum ausléisst de Gemengen ëmmer erëm Steng an de Wee ze leeën.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance cruciale accordée aux collectivités locales pour la réalisation de l'Agenda 21, programme d'action retenu par les Nations Unies lors du Sommet de Rio de Janeiro en 1992, qui reconnaît que: «Les problèmes abordés dans l'Agenda 21 qui procèdent des activités locales sont si nombreux que la participation et la coopération des collectivités à ce niveau seront un facteur déterminant pour atteindre les objectifs du programme.»;

- se référant au rapport de la Commission des Affaires intérieures du 30 septembre 2003 sur la répartition des compétences entre l'État et les communes, qui conclut que les communes ont un rôle considérable à jouer dans la mise en place progressive de concepts énergétiques alternatifs conférant une place importante non seulement aux économies d'énergie, mais également à la production d'énergies alternatives et renouvelables;

- considérant que le «Fonds pour la Protection de l'Environnement», instauré par la loi modifiée du 31 mai 1999, prend en compte l'importance des communes en leur proposant des subventions conséquentes dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la promotion des énergies renouvelables;

- rappelant que le «1er Plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2» du Gouvernement attribue également un rôle important aux communes. Le Plan les mentionne notamment en ce qui concerne la création d'un «véritable réseau avec les communes et les organisations œuvrant dans le domaine du conseil énergie», en ce qui concerne la fixation de standards ambitieux en matière de performance énergétique dans les PAP, ainsi que pour leur importance quant à l'utilisation accrue de la biomasse;

invite le Gouvernement

- à soutenir résolument les communes pour qu'elles puissent participer pleinement aux efforts communs pour relever un des principaux défis du XXIe siècle, c'est-à-dire la protection du climat et la réduction des émissions de gaz à effet de serre;

- à mettre en place une coordination efficace entre les différents ministères et administrations, afin d'éviter que des projets communaux correspondant aux objectifs visés et subventionnés par le Ministère de l'Environnement soient refusés ou bloqués au niveau du Ministère de l'Intérieur.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Do wou et, mengen ech, net esou richteg zu engem Konsens wäert kommen, ass am Beräich vun engem Uschloss un dat franséischt Netz, besonnesch tëschent de momentanen Netzgesellschaften, der Cegedel Net an der Sotel. Aus grénger Siicht ass d'Zesummeleeung vun den Netzer vu Cegedel a Sotel eng Optioun, déi net ausgeschloe soll ginn. Am Zesummespill mat dem Escher Gas- an Dampkraaftwierk respektiv dem Pompspäicherkraaftwierk vu Veianen, dat jo bekanntlech ausgebaut gëtt, ka Lëtzebuerg am Beräich vun der Stroumregelung e wichtege Bäitrag iwwerhuelen, ouni dem Spill vun de groussen Energiekonzernen ausgesat mussen ze ginn. Bei engem Uschloss un déi dräi grouss Länner riskéiere mir zum Spillball degradéiert ze ginn.

Den Uschloss no Frankräich wäert deem engen oder aneren e kuerzfristege Virdeel verschafen, längerfristeg ass et awer fir d'Versuergungssécherheet vun de Lëtzebuerger net onbedéngt vu Virdeel. Dëst bedéngt awer, datt och am Stroumberäich endlech an onbedéngt eng Aspuerung virgeholl muss ginn. Wa mir de Stroumverbrauch esou fortlafe loossen, mat jährleche Steigerunge vun ëm déi 3 bis 4%, kréie mir och do an deem Beräich d'Kéier ni. Mir mussen och do d'Chancen erkennen, datt mir mat engem méi spuersame Stroumverbrauch e wichtege Bäitrag zu enger nohalteger Wirtschaftspolitik bäisteieren.

Datselwecht gëllt fir den Ausbau vun den Uelechreserven hei am Land. Wa mir weiderhin d'Steigerung vum Uelechverbrauch hei zu Lëtzebuerg als Gott gegeben ugesinn, an och do net wëllen d'Klimamauer gesinn, brauche mir eis iwwert de Klimawandel de Kapp net méi ze zerbriechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Ausféierung. Et bleift nach villes iwwert de Klimawandel an den Zesummenhang vum héijen Energiekonsum ze beschwätzen. An den nächste Méint wäerte mer nach e puer Mol d'Geleeënheet kréien zu dësem Thema hei am Haus Stellung ze huelen, esou insbesondere bei de Gesetzer iwwert d'Stroum- an d'Gasliberaliséierung. Och d'Wärmeschutzreglement respektiv d'Potenzialanalys iwwert d'erneierbar Energië muss nach eng Kéier kritesch ënnert d'Lupp geholl ginn. Besonnesch de fairen a käschtenneutralen Zougang zu den Energienetzinfrastrukture fir erneierbar Energien, besonnesch déi vum Biogas, musse mer an den Ae behalen.

De Klimaschutz ass aus grénger Siicht just mat engem Paradigmewiessel an der Energiepolitik ze bewältegen. Dat wichtegst Standbee vun dëser Strategie ass den héijen Energiekonsum endlech ze thematiséieren. Mir mussen et fäerdeg bréngen d'Chancë vun dësem Wiessel opzeweisen.

Eng Gesellschaft, eng Wirtschaft, déi sech haut drop virbereeden, hu mar d'Nues vir: D'Industrie duerch eng konsequent Effizienzsteigerung an technologesch Innovatioun; d'Finanzwelt duerch Finanzinstrumenter, fir dëse Wandel ze begleeden; d'Landwirtschaft duerch de Wandel vum Landwirt zum Energiewirt; de Mëttelstand duerch d'Mobiliséierung vun Energiequellen an der ganzer Regioun; d'Fuerschung an d'Uni duerch Grondlagefuerschung an d'Ausschaffung vu Begleetprogrammer. All dës Aktivitéite mat engem Zil: konkrete Klimaschutz heiheem duerch d'Schafung vu Mehrwäert an der Regioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, rasant steigend Energiepräisser, zréckzeféieren ënner anerem op weltwäit Konflikter; Naturkatastrophen; Stroumausfall a ganzen Deeler vun Europa; Versuergungsengpäss a verschiddene Länner souwéi de russesch-ukraineschen Erdgasträit hunn an deene leschte Wochen a Méint d'Energiepolitik ëmmer méi an den Zentrum vun den Diskussioune geréckelt. An dat zu Recht, well eng sécher, wirtschaftlech, präisstabil an ëmweltverträglech Energieversuergung d'Häerzstéck vun nohalteger Wirtschaftspolitik ass, déi och hir Auswierkungen op d'Sozialpolitik huet; an dat an all Land.

Wéi gesot, de globalen Energiezeenario huet sech an deene leschte Joren däitlech zougespëtzt. D'Energienofro klëmmt weltwäit, net nëmmen eleng an den Industriestaten, mä et sinn och nei Demandeuren derbäikomm, wéi zum Beispill China an Indien, déi an hirem wirtschaftlechen Opschwong enorm Capacitéite vun Energie brauchen. Och aus dëse Grënn muss méi intensiv iwwert d'Sécherung vun der globaler Energieversuergung nogeduecht ginn.

An dësem Kontext muss een och iwwert déi Energieressourcen, déi et gëtt, nodenken. Déi domat verbonnen net méi viraussobar Präisentwécklung op dem Energiemaart mat all hire Konsequenze fir d'Ekonomie an awer och fir jiddfer Eenzelne sinn d'Problemer, mat deene mir eis an Zukunft méi intensiv mussen auserneesetzen. Et gëtt deemno héich Zäit, datt mir iwwert d'Problemer an d'Erausfuerderunge vun enger sécherer, laangfristeger an nohalteger Energieversuergung och hei bei eis am Land nodenken, diskutéieren an dann och handele respektiv eis Verbrauchergewunnechten upassen.

Ier ech awer elo op déi spezifesch Problemer hei zu Lëtzebuerg wëll agoen, beliichten ech kuerz nach den internationalen an duerno den europäesche Kontext, an deem mer eis bewegen.

Här President, de weltwäiten Energieverbrauch läit haut bal duebel esou héich wéi ufanks de 70er Joren a soll bis d'Joer 2030 nach eng Kéier ëm knapp d'Halschent klammen. Dat wieren am Schnëtt 1,6% pro Joer. Iwwer 70% vun deem zousätzlechen Energieverbrauch wäert an den Entwécklungslänner gebraucht ginn, dovunner eleng 30% a China. Déi wichtegst Energieträger sinn haut den Uelech, d'Kuel an de Gas. Déi erneierbar Energië wéi d'Atomenergie maachen nëmme 14 respektiv 7% vum globalen Energieverbrauch aus.

No Schätzunge vun der internationaler Energieagentur wäerte bis d'Joer 2030 och weiderhin déi fossil Brennstoffer déi wichtegst Energiequell bleiwen. An datt dës Energiequellen net onendlech sinn, ass gewosst. Esou gëtt geschat, datt mir haut nach fir gutt 40 Joer Äerduelechreserven, fir 70 Joer Äerdgas a fir iwwer 100 Joer Kuel hunn. Dëst schéngt deem enge laang, fir déi aner, déi awer e bësse méi wäit kucke wéi hir Nuesespëtzt, ass dat scho mar.

Hei muss een dann awer och fairerweis preziséieren, datt et sech bei dësen Zuelen ëm bekannten an haut schonn erschlossen Energiequellen handelt, also ëm weltwäit Reserven. Et geet een awer dovun aus, datt et nach weider Ressourcë ginn, déi awer haut aus wirtschaftlechen an technesche Grënn nach net erschloss an exploitéiert sinn. Dofir erwaart déi international Energieagentur bis 2030 och keng grondleeënd Engpäss. Allerdéngs hëlt weltwäit d'Ofhängegkeet an der Uelech- a Gasversuergung vu politeschen a wirtschaftlechen onstabile Förderregiounen zou. Am Moment ginn an den OECD-Länner 56% vum Uelechverbrauch duerch Importer gedeckt. 2030 sollen déi Importer schonns zwee Drëttel ausmaachen.

Ee groussen Deel vun dësen Importer soll an Zukunft aus Regioune kommen, déi net grad als stabil unzegesi sinn, den Noen Oste souwéi Nordafrika. Ech denken u Länner wéi den Iran, deen no Saudi-Arabien déi gréissten Äerduelechreserve besëtzt a bei de Gasreserven op Nummer zwee steet, direkt hanner Russland.

Well dës Importer - souwuel vum Uelech wéi och vum Gas - aus enger ëmmer méi klenger Unzuel vu Länner wäerte kommen, muss een an Zukunft mat méi héijen Energiepräisser rechnen. Héich Energiepräisser si Gëft fir d'Kompetitivitéit vun enger Wirtschaft. Mir ginn dovun aus, datt de wirtschaftleche Wuesstem a verschiddene Länner méi grouss gewiescht wier, wann d'Energiepräisser net explodéiert wieren. An Däitschland huet ee beispillsweis nogerechent, datt falls den Uelechpräis ëm een Dollar pro Barrel klëmmt, d'Rechnung fir Gas an Uelech sech parallell ëm eng Milliard verdeiert. Dës Proportioune gëlle sécher och fir Lëtzebuerg, wou eis grouss Industriebetriber ëmmer méi ënnert deenen héijen Energiepräisser keimen.

Här President, als ee vun deene weltgréissten Importateure vun Äerduelech, Äerdgas a Kuel ass d'Europäesch Unioun e wichtegen Acteur um internationale Weltenergiemaart. Och wann déi eenzel Memberlänner eleng fir hir Energiepolitik responsabel sinn, esou kritt d'Energiepolitik, bedéngt duerch d'Evénementer vun de leschte Méint, an der EU-Politik een ëmmer méi grousse Stellewäert. Dobäi kënnt, datt d'Uelech- an d'Gasfelder an der Nord- an Ostsee no an no eidel sinn, wouduerch sech déi europäesch Ofhängegkeet vun Drëttlänner vergréissert.

Datt d'Situatioun eescht ass, kann een och am Gréngbuch vun der Kommissioun iwwert d'Energieversuergung noliesen. Wann näischt Konkretes ënnerholl gëtt, klëmmt d'europäesch Energieofhängegkeet op 70% am Joer 2030. Haut komme 45% vun eisen Uelechimporter aus dem Noen Osten. Am Joer 2030 sinn dëst der schonns 90%. Beim Gas belafe sech d'Importer am Moment op 40%. An Zukunft läit dësen Taux da bei 80%. Bei der Kuel mussen an Zukunft 66% vum Verbrauch duerch Importer gedeckt ginn.

Europa muss deemno a Saachen Energie eng gemeinsam Sprooch schwätzen. Et kann net méi sinn, datt mir an Zukunft nach ëmmer - 25 Länner, a vum 1. u 27 Länner - 27 ënnerschiddlech Usiichten an der Energiepolitik hunn! Ech mengen, datt d'Problematik, déi sech stellt, mëttlerweil bekannt si misst. Schonns 2005 gouf ënner englescher EU-Présidence fir d'éischte Kéier dat kloert Zil vun enger gemeinsamer Energiepolitik formuléiert. Geschitt ass awer leider séier wéineg.

Den 8. Mäerz vun dësem Joer huet dunn d'Kommissioun e weidert Gréngbuch publizéiert, wat zum Zil huet, eng nohalteg, kompetitiv a sécher Energieversuergung ënnerhalb der EU sécherzestellen. An dësem Dokument nennt d'Kommissioun sechs Schwéierpunkten:

Ënner anerem, éischtens, d'Vollendung vum europäesche Bannemaart fir Stroum a Gas - hei huet Lëtzebuerg jo och ganz schlecht Kaarten, well mir si bei der Ëmsetzung vun där Direktiv nach wäit hannendran -; d'Stäerkung vun der Solidaritéit tëschent den eenzelne Memberstaten am Fall vu Versuergungsënnerbriechungen; an drëttens - menger Meenung no dee wichtegste Punkt -, fir eng gemeinsam Energieaussepolitik an der EU ze kréien, d'Bezéiungen zu den internationalen Energieliwweranten, wéi beispillsweis Russland oder d'OPEC-Staten, ze koordinéieren, mam Zil, laangfristeg d'Energieversuergung ze sécheren an ze verbesseren.

D'CSV ënnerstëtzt voll a ganz dës gestachen Ziler vun der gemeinsamer EU-Energiepolitik. Dovun hänkt jo och bekanntlech eis Ofsécherung zu uerdentleche Präisser of.

Här President, dëst ass den internationalen an europäesche Kontext an deem mir eis bewegen a bestoe mussen. Kolleeginnen a Kolleegen, elo zu eiser nationaler Situatioun a wéi Lëtzebuerg an dësem gemeinsamen Energiemaart bestoe kann.

Och hei zu Lëtzebuerg kritt d'Energiepolitik eng ëmmer méi grouss Bedeitung. Eng Tatsaach op déi ech schonns méi wéi eemol higewisen hunn. D'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft ass ouni räsonnabel Energiepräisser a Fro gestallt. Mir brauche stabil a bezuelbar Energiepräisser aus wirtschaftleche Grënn. D'Energie muss méi intelligent a méi effizient genotzt ginn, fir doduerch de Verbrauch ze reduzéieren.

Ee Bléck iwwert d'Grenz an Däitschland weist eis wéi dat ka goen. Si leien zënter Joren am Spëtzepeloton vun deene Länner, déi mat engem relativ geréngen Energieopwand eng héich Wirtschaftsleeschtung fäerdeg bréngen. Zu Lëtzebuerg hu mir an dësem Punkt nach Nohuelbedarf. D'Strategie ewech vun der Ofhängegkeet vum Pëtrol muss dozou féieren, datt déi erneierbar Energien an engem méi grousse Mooss zur Hierstellung vu Stroum, Wäermt a Mobilitéit kënne genotzt ginn.

Drëttens, d'Fuerschung an dës nei Forme vun Energienotzung muss gefördert ginn, fir innovativ Produkter op de Maart ze bréngen. Wann ech an deem Zesummenhang vun Innovatioun schwätzen, däerf een do virun allem d'Automobilindustrie net vergiessen. Et ass schonns komesch, datt mir bal an allen Technikberäicher virukommen - wéi der Elektronik, der Kommunikatioun, der Medezin -, an engem grousse Beräich awer, deen och dozou bäidréit, vill Energie ze verbrauchen - ech denken do konkret also, wéi gesot, un d'Automobilindustrie -, do hu mir e quasi Stëllstand, an dat schonns zënter ronn 100 Joer.

Do fuere mir nach ëmmer mat quasi deemselwechte Prinzip vum Verbrennungsmotor, woubäi d'Verbrauchswäerter an de Joren zwar erofgaange sinn, awer um Prinzip huet sech näischt geännert an et sinn och keng grouss Fortschrëtter ze gesinn. Et kann een do éischter schwätze vun engem technesche Stëllstand, woubäi all Alternativen, déi bis elo ausprobéiert gi sinn, nach net zur néideger Ertragsfäegkeet komm sinn. Et kann ee sech do lues awer sécher froen, ob do net verschidde grouss Industrieller all Intérêt drun hunn, vill ze investéieren an de Verbrennungsmotor, awer wéineg an d'Alternativen.

Här President, Energiepolitik ass an éischter Linn Wirtschaftspolitik. D'Energiepolitik muss dem Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg entgéintkommen. Si soll eis Wirtschaft net belaaschten a paralyséieren. Energiepolitik ass awer och Aarbechtsmaartpolitik. Energiepolitik ass och Sozialpolitik an Energiepolitik ass och Ëmweltpolitik. Energiepolitesch Elenggäng mat engem globale Maart si fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg onméiglech. Lëtzebuerg brauch den europäeschen Energiemaart, fir och an Zukunft en attraktiven a kompetitive Wirtschaftsstanduert ze bleiwen.

Lëtzebuerg brauch och onbedéngt e weideren Uschloss betreffend d'Stroumversuergung. Wéi dat sech auswierkt, wann et net de Fall ass, dat hu mir jo elo viru kuerzem eng Kéier kënne live erliewen, wéi während Stonnen d'Luuchten aus waren. Mir sinn un Däitschland an un d'Belsch ugeschloss, brauchen awer och e weideren

Uschloss un de franséische Réseau. Dëst ass iwwregens och eng Fuerderung vun de Chambre-professionnellen, déi am Kader vun der Ofsécherung vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg zënter laangem op deen drëtten Uschloss drängen. Mir begréissen, datt sech an der Tripartite op esou en Uschloss gëeenegt ginn ass. Et gëllt elo dësen Accord schnellstméiglech an d'Realitéit ëmzesetzen.

Wann ech da kucken, wat ech haut de Mëtteg erlieft hunn an enger anerer Kommissioun, wou sech och beruff ginn ass op en Accord aus der Tripartite an do elo d'Beruffschambere soen, si wéilten näischt méi dovu wëssen, a si schreiwe souguer dran, ganz kloer, datt den Avis vun der Tripartite dat zwar géif festhalen, mä si géife sech net doru gebonne fillen. Do hoffen ech just, datt dat an der Energiepolitik net och nach d'Ausso ass.

Här President, fir d'CSV-Fraktioun sinn d'energiepolitesch Ziler esou zesummenzefaassen: Versuergungssécherheet, Wirtschaftlechkeet, Wettbewerbsfäegkeet an Ëmweltgerechtegkeet. Dës Ziler musse gläichrangeg verfollegt ginn. Dat gëllt am nationale wéi am europäesche Kontext. Mir brauchen e breeden Energiemix aus Uelech, Gas, Stroum an erneierbaren Energien. Mir mussen erneierbar Energië weider ënnerstëtzen, dat awer och no wirtschaftleche Kritären. Mir mussen awer gläichzäiteg d'Energieeffizienz an Evidenz setzen an Energieaspuerungen als eng reng rational Notzung vun der Energie weider propagéieren an ënnerstëtzen.

D'Aspuerpotenzialer an dëse Beräicher sinn enorm, wann ee bedenkt, datt haut bis zu engem Fënneftel vun der gebrauchter Energie einfach verbëtzt gëtt. Einfach Gesten am Stot, wéi zum Beispill d'komplett Ausmaache vun de Luuchten, Computeren, Fernseher, also kee Standby vun den elektroneschen Apparater, oder kleng Investitiounen, wéi beispillsweis an Energiespuerluuchten, Isoléierung oder Thermostater, wierke sech mat Sécherheet positiv op d'Energiefro aus. Ausserdeem erméiglechen Energiespuermoossname finanziell Aspuerunge fir Privatleit an Entreprisen. Si schafen Aarbechtsplazen an neien, energieeffizienten Technologie- an Déngschtleeschtungssecteuren. An zu gudder Lescht hu se och nach e positiven Effekt op d'Ëmwelt duerch de Réckgang vun den CO_2-Emissiounen.

Et ass wichteg, datt mir eise Kanner e Virbild sinn, andeems mir net fir all Meter den Auto huelen. Dëst ass souwuel kontraproduktiv fir eis Ëmwelt wéi och fir d'Gesondheet vun eise Kanner.

Une voix.- Très bien.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mir brauchen zousätzlech Moossname fir d'Stabiliséierung vum Uelechverbrauch. Hei gëllt et am Verkéiersberäich Alternativen ze sichen an anzesetzen, zum Beispill Biokraaftstoffer an Äerdgas.

Wéi wäit een do goe kann, demonstréieren d'Brasilianer. Nom éischte Pëtrolsschock am Joer 1975 huet dat südamerikanescht Land décidéiert op Bioethanol ëmzeklammen, fir seng energetesch Ofhängegkeet vum Pëtrol ze reduzéieren. An datt dës Entscheedung hir Friichte gedroen huet, beweisen d'Zuelen.

2005 war Brasilien dee weltgréissten Ethanolproduzent mat 16,7 Milliounen Tonnen. Och eis Landwirtschaft kéint dovu profitéieren. Och eis Landwirtschaft kéint hiren Notzen dorauser zéien, an ech war dofir frou, wéi ech héieren hunn, dass d'Uni Lëtzebuerg amgaange wär, un esou engem Projet ze schaffen.

Brasilien ass och weltwäit dat eenzegt Land, wou Biokraaftstoffer ouni steierlech Virdeeler den Äerduelechprodukter Konkurrenz maachen. Datt et bal ouni Pëtrol geet, beweist hiren nationale Fuerpark. Bal 80% vun hiren Autoe si mat enger Flex-fuel-Technologie ausgerüst, wou d'Motore souwuel mat Ethanol wéi och mat Bensin bedriwwe kënne ginn. Dat Ganzt zu engem geréngen Oppräis. Zu Lëtzebuerg kéint ee sech virstellen, den öffentleche Fuerpark, dat heescht eis Bussen, ëmzerüsten. Allerdéngs muss dann awer och d'Versuergung mat Ethanol séchergestallt ginn.

Wat den Äerdgas ugeet, lafe schonns verschidde Busser vum TICE souwéi e puer Autoe mat dëser ëmweltfrëndlecher Energie. Äerdgas bei Autoen ass zurzäit nach kee Renner, bedéngt ënner anerem doduerch, datt en net flächendeckend iwwert d'Land ze bezéien ass. Am Moment hu mir zwou öffentlech Tankstellen, eng an der Stad an nach zwou fir d'Besoine vum TICE am Süden ze decken. Wann ee bedenkt, datt den Äerdgasauto am Schnëtt bis zu 300 km wäit kënnt, een awer aus dem Norde bis an d'Stad oder an de Süden an erëm zréck bal 150 Kilometer oder méi brauch, da versteet ee firwat d'Zuel vun dësen ëmweltfrëndlechen Autoen am Land esou kleng ass.

Mir begréissen awer och d'Beméiunge vun der Regierung, déi sech an Zesummenaarbecht mat den Acteuren um Terrain dofir asetzt, datt an noer Zukunft landeswäit Äerdgastankstellen ze fanne sinn. Mir sinn iwwerzeegt, datt falls d'Offer an de Präis, souwuel vum Äerdgas wéi och vun den Autoen, stëmmen, d'Demande no Äerdgasautoen och klamme wäert.

Här President, d'Energiesécherheet ass eng grouss Erausfuerderung fir eist Land, well mir jo selwer net vill eege Ressourcen hunn. Eis prioritär genotzten Energieträger sinn de Pëtrol, den Äerdgas, de Stroum an d'alternativ Energien. Ech ginn dann och elo kuerz op déi eenzel Energien an.

De Pëtrol. Hei hu mir betreffend d'Präispolitik an dësem Beräich iwwerhaapt keen Afloss. Dee Präis mécht sech do, wou e gefördert, gehandelt a kaaft gëtt; an dat ass net hei zu Lëtzebuerg. Mir mussen awer derfir suergen, datt eis national Reserven ausgebaut ginn. Mat all deenen Tankreservoiren, déi et haut hei am Land gëtt, geet et einfach net méi duer, fir eis Oplag vun der Réserve nationale ze erfëllen. Mir mussen eis Pëtrolsreserven opstocken. Wéi d'Camionneure gestreikt hunn, stoung Lëtzebuerg just virum Schrëtt dréchegeluecht ze ginn. Wéi eng Konsequenzen dat fir eis Ekonomie bedeit hätt, brauch ech lech jo net hei ze soen.

Mir mussen eis national Uelechreserven ausbauen. Och gëllt et dësen Ausbau op verschidde Standuerter ze verdeelen. Et ass wichteg, datt déi Tanken iwwert dräi Transportweeër - Waasser, Strooss a Schinn - kënnen alimentéiert ginn. Doraus ergëtt sech och d'Noutwendegkeet, datt mir dräi verschidde Lageren hätten, déi duerch d'Land verdeelt wieren, a wou den Zougang geséchert wier. Hei ass d'Regierung schnellstméiglech gefuerdert.

De Wirtschaftsminister muss Virschléi fir déi potenzial Standuerter erschaffen. Des Weideren däerf net vergiess ginn, fir mam noen Ausland déi néideg Kontakter hierzestellen an och mat hinnen ze kucken, fir dat gemeinsam kënnen ze maachen, well hei am Land wäert wuel kaum eng Gemeng „Hei!" ruffen, wann et heescht Stockageplazen ze sichen.

Wat den Äerdgas ubelaangt: De Gaspräis ass un de Präis vum Barrel gekoppelt, zwar mat sechs Méint Verspéidung, mä Tatsaach ass, datt een déiselwecht Präiserhéijunge beim Gas wéi beim Pëtrol ze spiere kritt. Dobäi kënnt jo, datt vum 1. Januar 2007 un och um Gaspräis Accisen erhuewe ginn, esou datt och de Gaspräis nach méi deier wäert ginn.

Ech erënneren un de Projet vun der Regierung, fir d'Gasliberaliséierung an den nächste Stadium ze bréngen. Dëse Projet steet Ufank 2007 hei an dësem Haus um Ordre du jour, esou datt ech elo net weider dorobber aginn. Kloer an evident ass et, datt mir eis Kräften an der Gaspolitik bündele mussen. Bis ewell deele sech verschidde Gemengen, e Gemengesyndikat an eng Réseausfirma d'Gasnetzer zesumme mat engem ganz Groussen hei am Land.

Wat de Stroummaart ubelaangt, esou ënnerstëtzt d'CSV den Ausbau vun der SEO zu Veianen, net nëmmen, fir an d'Ausland ze liwweren, mä och, fir a Spëtzestonnen op dëse Stroum, national gesinn, kënnen zréckzegräifen. Och den Invest a Kogeneratioun mat Gas oder Holz bedriwwen a Biomass fënnt voll a ganz d'Ënnerstëtzung vun der CSV. Vill Gemenge probéiere jo och mëttlerweil op dëse Wee ze goen. Dat bréngt och op enger Säit eiser Ëmwelt eppes, awer op där anerer Säit - an doriwwer hu mer schonn oft hei diskutéiert - schuet et eiser nationaler Kyoto-Bilanz, wat och e klengen Nonsens ass.

Hei gëllt et awer och - an ech hunn dat schonns eemol gesot -, datt eist Land schnellstméiglech un de franséische Réseau ugeschloss gëtt. Déi lescht Joren ass ëmmer méi oft déi eng oder aner Leitung zesummegebrach, an déi eng oder aner Kéier hu mir dat och hei zu Lëtzebuerg ze spiere kritt. Mir mussen eis no alle Säiten ofsécheren. Et mécht kee Sënn, fir keen direkten Uschloss un dat franséischt Netz ze hunn, awer iwwer Ëmweeër duerch Däitschland respektiv d'Belsch Stroum aus Frankräich ze bezéien.

Ech wëll och drun erënneren, datt, wann ëmmer erëm geschwat gëtt vum belschen a vum däitschen Netz, am belschen Netz ass de Mix 68% Atomstroum an am däitschen Netz 30% Atomstroum; net am Gesamtnetz, mä dee Bedreiwer, deen hei zu Lëtzebuerg ass - en ass vun Essen, mä méi soen ech elo net -, deen huet 30% Atomstroum a senger Bedreiwung.

Et ass wichteg, datt mir also och en Uschloss u Frankräich kréien. De Konsument huet jo dann och nach ëmmer d'Méiglechkeet op de grénge Stroum zréckzegräifen. Grad am Rahme vun der Liberaliséierung ass et awer och méi wéi jee noutwendeg, datt mir zu alle Säiten en Uschloss hunn; wéi gesot, op déi dräi Grenzen.

Genee wéi beim Gas fanne mir och um Elektrizitéitsmaart e puer Gemengen, eng grouss an eng ganz grouss Firma, déi sech de Réseau an de Verkaf vum Elektreschen hei zu Lëtzebuerg deelen. Hei gëllt deeselwechte Prinzip wéi beim Gas: Mir mussen eis Kräfte bündelen an eng Strategie entwéckelen. Et gëllt elo schonns doriwwer nozedenken, ob mir wierklech esou vill Netzbedreiwer hei am Land brauchen. Wier et net méi sënnvoll eng Bedreiwerfirma am Land unzestriewen, déi fir d'Netz zoustänneg wier, an déi an der öffentlecher Hand d'Soen hätt, dat souwuel fir de Gas wéi och fir den elektresche Réseau?

Wat de Kaf an de Verkaf ubelaangt, do ass eng gesond Konkurrenz, wa se grouss genuch ass, fir eng Mindestabgabemenge ze garantéieren, mat Sécherheet net vu Muttwëll. Vergiesse mer heibäi awer net, datt mer fir déi Haaptliwwerante souwuel beim Gas wéi beim Stroum wéi beim Pëtrol hei zu Lëtzebuerg just kleng Männercher oder - Pardon - kleng Männercher a kleng Dämmercher sinn, an datt déi net grad ëmmer Rücksicht op Lëtzebuerg huelen. Wéi den Här Goerens gesot huet: kleng Männercher a grouss Dammen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wéi schonn ufanks ënnerstrach, ass et fir eist Land wichteg, fir nach méi an d'Alternativenergien ze investéieren. Mir mussen eisen Undeel vun den erneierbaren Energien onbedéngt ausbauen. An dat ass richteg souwuel fir d'Biomass wéi fir de Biofuel, de Wand, d'Waasser, d'Sonn an d'Holz. Do hu mir nach vill Potenzial, dat et ze notze gëllt. Mir mussen eis en Zil fir déi nächst zéng Joer setzen, a firwat net 10% bis 2015?

Et ass wichteg doran ze investéieren, awer et ass och wichteg, datt eng Kosten-Nutzen-Rechnung besteet respektiv erstallt gëtt, an zwar eng Kosten-Nutzen-Rechnung, déi souwuel wirtschaftlech wéi och ëmweltpolitesch ass, an déi och eng sozial Komponent huet. Bei all deem, wat mir wëlle maachen, däerfe mir déi international Ufuerderunge betreffend de Klima- an Ëmweltschutz net vergiessen an dëse Rechnung droen. Mir musse grousse Wäert op eng méi spuersam Notzung vun der Energie leeën.

Spueren ass eppes, wat jiddferee versteet. Eist Energiespuerpotenzial ass nach laang net erreecht an et gëtt nach villes, dat gemaach gi kann. Dëst gëllt souwuel fir d'Privatstéit wéi och fir d'Betriber, de Stat an d'Gemengen. D'Energieeffizienz kann a muss gesteigert ginn, an zwar an alle Beräicher. Dat gëllt fir déi eenzel Gebaier, dat gëllt fir den Déngschtleeschtungsberäich, dat gëllt fir den Transportberäich a fir d'Industrie.

Wat d'Gebaier ugeet, esou ass d'Wärmeschutzverordnung e Schratt an déi richteg Richtung; energieoptiméiert bauen ass hei d'Stéchwuert. Bei der Albausanéierung ginn et nach massiv Aspuerméiglechkeeten, déi et ze notze gëllt. Uerdentlech Versuergungssécherheete mat räsonnabelen Energiepräisser si wichteg fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, si wichteg fir eng Aarbechtsmaartpolitik, si wichteg fir eng gutt Familljepolitik a si wichteg fir eis all.

Zum Schluss nach eng Kéier kuerz zesummegefaasst: Lëtzebuerg brauch e gesonden Energiemix a verschidden Ubidder aus all eisen Nopeschlänner. Lëtzebuerg brauch wettbewerbsfäeg Energiepräisser, fir de Standuert Lëtzebuerg attraktiv ze halen, a fir méi Wirtschaftswuesstem. Nëmmen da geléngt et eis d'Problemer um Aarbechtsmaart an de Gréff ze kréien. Erneierbar Energië mussen ausgebaut ginn, awer net zu egal wat fir engem Präis. Véiertens, d'Energieeffizienz muss gesteigert ginn. A fënneftens, mir mussen d'Leit sensibiliséieren an och dozou bréngen méi verantwortungsbewosst mat der Energie ëmzegoen. All agespuerten Energie mécht sech bei jiddfer Eenzelnem am Portmonni bemierkbar an huet och positiv Auswierkungen op eis Ëmwelt an op d'Kyoto-Ziler.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Wuelstand huet méi Dimensiounen a beschränkt sech net eleng op de materielle Wuelstand. Et gëllt déi eis zur Verfügung stoend Ressourcen an Energien esou anzesetzen, datt mir eis Liewensgrondlagen erhale kënnen a gläichzäiteg och eng intakt Ëmwelt ustriewen. All dat ass eng Grondviraussetzung fir de Wuelstand an eisem Land.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Als Vertriederin vum Grupp vun der demokratescher Fraktioun ass d'Madame Brasseur elo um Tour.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, d'Nouvellen, déi mer vum Energiesecteur kréien, si säit enger Zäit alles aneschters wéi berouegend: Pëtrolskricher am Noen Osten; Gaspipeline aus Länner, wou Onroue sinn, aus Regiounen, iwwert déi sech kee vun ons oder déi wéinegst vun ons bis elo Gedanke gemaach hunn; de Kyoto-Protokoll; CO_2-Zertifikater a Klimawandel; Blackout; „Oil peak"; Präissteigerungen; Globaliséierung a Liberaliséierung vum

Energiesecteur, oder och nach Fusioune vun Energiekonzerner.

Dat sinn eng ganz Rei vu Sujeten, déi préoccupéiere mussen an déi net nëmmen déi concernéiert Milieue beschäftegen, mä virun allem och d'Consommateuren, déi eenzel Haushalter, mä awer och d'Betriber an d'Industrie.

An der Kommissioun hate mer eng ganz Rei vun Hearinge mat den Haaptacteuren um Energiesecteur hei zu Lëtzebuerg. Hearingen, déi ganz interessant waren a wou ee konnt verschidde Point-de-vuë matgedeelt kréien. Bei dëser Debatt wäert de Charel Goerens am Numm vun der DP-Fraktioun duerno op d'Emissiounsproblematik agoen, an och op d'Struktur vun den Décisiounen, wéi déi solle geholl ginn. Ech wäert haaptsächlech iwwert den Approvisionnement vun der Energie an iwwert d'Distributioun schwätzen.

Här President, Dir Dammen, Dir Häre, de Mënsch ass energieofhängeg an d'Energiefro ass zu engem zentralen Enjeu an der Welt ginn. Déi industriell a gesellschaftlech Entwécklung huet mat sech bruecht, datt mir mat der Zäit eigentlech ëmmer méi vun den Energiequellen ofhängeg gi sinn. Den Accès un Energie ass fundamental an eisem deegleche Liewen. Mir verbrauche méi a méi Energie, wat natierlech eng Rei vu Konsequenze mat sech zitt. D'Reserve vun de fossile Brennstoffer ginn dramatesch méi kleng, de Präis geet deemno an d'Luucht an d'CO_2-Emissiounen och. De Präis vu Pëtrol a Gas huet sech an deene leschte Jore méi wéi verduebelt, wat eng Hausse vum Elektresche mat sech gezunn huet.

Den Haaptdéfi besteet deemno doran, en Energieapprovisionnement ze garantéieren, dee gläichzäiteg fiabel ass, d'Ëmwelt respektéiert, an deen een awer och zu engem akzeptabele Präis ka kréien. Et besteet Urgence, wa mer bedenken, datt d'Energiedemande weltwäit stänneg klëmmt. Bis 2030 soll dat eng Progressioun duerstelle vu 50 bis 60%. Haut muss d'Europäesch Unioun ronn 50% vu senge Besoinen, wat d'Energie betrëfft, importéieren, an et gëtt domat gerechent, datt an deenen nächsten 20 bis 30 Joer dës Part op 70% wäert uklammen. D'EU ass deemno an der Energiefro extrem vun Drëttlänner - Russland, Norwegen an Algerien -, mä och natierlech vun de Pëtrolslänner ofhängeg.

Wann Europa an der Weltwirtschaft wëllt kompetitiv gi respektiv kompetitiv bleiwen, muss déi Ofhängegkeet selbstverständlech atténuéiert ginn, well mir mussen onofhängeg ginn oder méi onofhängeg, wat d'Energieversuergung ubelaangt. Wat kann een do an d'Ae faassen? Et gëllt un éischter Plaz gutt Relatioune mat eisen Energiefournisseuren oprechtzeerhalen, fir Krise wéi déi viru kuerzem tëschent Russland an der Ukraine, wat de Gas betrëfft, ze vermeiden, fir do Afloss kënnen drop ze hunn, ouni datt mer ons awer dobäi sollen iwwerschätzen. Hei musse gesond Partnerschaften opgebaut ginn, fir Approvisionnementskrisen ze vermeiden. A wa méiglech misst d'EU an der Energiefro eng gemeinsam Aussepolitik féieren.

An do wollt ech den Energieminister froen, wéi dee Sujet debattéiert gëtt am Kader vun den Energieministeren, am Kader vun der Aussepolitik vun der EU, ob een do ka gemeinsam Strategië feststellen, ob do iwwerhaapt e Wëlle besteet, datt d'EU-Länner sech eng gemeinsam Strategie fir den Approvisionnement ausdenken. Europa ass deen zweetgréissten Energiemarché mat ronn 450 Millioune Consommateuren. Dofir muss d'Diversitéit am A behale ginn; d'Diversitéit, wat d'Energiequellen ubelaangt, mä awer och d'Diversitéit iwwert déi Länner vun deene mer d'Energie bezéien, wéi och d'Diversitéit vun den Transitlänner.

Et ass awer gradesou kloer, datt d'EU muss verstäerkt op eege Ressourcen zréckgräife kënnen, och wann et evident ass, datt mer op deem Terrain ni wäerten eng Autarcie kréien. Dat heescht, datt nieft Pëtrol a Gas den energetesche Bouquet nach weider misst diversifizéiert ginn. D'Stockagecapacitéiten innerhalb vun der EU, notamment wat de Gas betrëfft, missten onbedéngt ofgesëchert ginn, fir a Krisenzäite gewappnet ze sinn.

Europa ass awer net nëmmen ofhängeg vun Energieimporter, mä gräift natierlech och op eegen Energiequellen zréck, déi allerdéngs net onproblematesch sinn; esou gëtt op Kuel zréckgegraff, fir insgesamt en Drëttel vun onser Stroumproduktioun an Europa. Et ass evident, datt d'Kuel keng ëmweltfrëndlech Energiequell ass, an och wann technologesch Effortë gemaach ginn, fir eng sougenannt „propper Kuel" ze entwéckelen, esou musse mer dach mat Sécherheet nach ganz laang waarde bis mer do d'Léisung fonnt hunn.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

En aneren Drëttel vun eiser Stroumproduktioun kënnt vun der Nuklearenergie. Do ass den Avantage, datt domat keng CO_2-Emissiounen erfalen. Awer den Désavantage ass selbstverständlech dee vum Atommüll. D'Risiken, déi mat der Atomenergie verbonne sinn, kenne mer jo net eréischt säit Tschernobyl, mä et ginn awer de Moment eng Rei vun europäesche Länner, déi erëm verstäerkt op den Atomstroum setzen, wéi beispillsweis Finnland, Schweden oder Groussbritannien. Och dat däerfe mer net aus den Ae verléieren. Frankräich produzéiert zu 80% säin Elektresch mat Atomenergie.

Och par rapport zu deenen Energiequelle muss Europa säi Bouquet diversifizéieren. D'Zukunft gehéiert sécherlech den erneierbaren Energien, deenen hiert Potenzial enorm ass. Mä et bleiwen awer op dësem Gebitt nach eng Rei vun Efforten ze maachen, oder ganz vill Efforten ze maachen. An do ass d'Fuerschung gefuerdert. Och dozou ka Lëtzebuerg säi Bäitrag leeschten. An den Här Goerens wäert sécherlech och nach déi eng oder aner Iwwerleeung zu deem Thema maachen.

Här President, d'Industrie, d'Privathaushalter, mir all brauchen Energie. Dat ass evident. D'Fro ass awer déi: Wéi vill Energie brauche mer an Zukunft? Dat hänkt vun der demographescher an der wirtschaftlecher Entwécklung of engersäits, anerersäits hänkt et dovun of wéi mer de Konsum an de Gréff kréien; an anere Wierder, wéi eng Fortschrëtter mer um Niveau vun der energetescher Effizienz opweise kënnen.

Mat steigender Energieeffizienz limitéiere mer eis Ofhängegkeet par rapport zu Energiequellen a mer verknaschten eis Ëmwelt manner. Wa mer vun Energieeffizienz schwätzen, denke mer un eng performant Technologie, grad wéi beispillsweis u Gebaier, déi méiglechst wéineg Energie brauchen, fir ze hëtzen oder fir ze killen.

An der EU muss dofir verstäerkt dru geschafft ginn, datt mer en oppenen a konkurrenzfäegen Energiebannemaart op d'Bee setzen. Mir brauchen an der EU en Energiereseau, dee vun engem europäesche Régulateur iwwerwaacht gëtt. Et muss weiderhi verstäerkt Wäert op d'Interconnexiounen an op d'Sécherheet vun esou engem Réseau geluecht ginn. De Risiko vun engem quasi europawäite Blackout - an en ass vun de Virriedner ugeschwat ginn -, wéi mer en an der Lescht haten, muss op e Minimum reduzéiert ginn. Dat bréngt och e groussen Investissement an d'Infrastrukture mat sech.

Déi bevirstehend Liberaliséierung vum Energiemarché, wou mer elo eng weider Etapp wäerten duerchzéien, stellt mat Sécherheet en enormen Défi duer. Et kann eng Chance sinn, mä et leien awer och eng Rei Geforen dran. Hei bestinn nach eng ganz Rei vun Ënnerscheeder tëschent deene verschiddene Memberstaten, notamment wat d'Ëmsetzung ubelaangt, besonnesch wat d'Trennung vun Transport- an Distributiounsaktivitéiten ubelaangt.

D'Energiefro ass eng zentral Fro, wa mer vun der Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft schwätzen, an deemno och wa mer vun der Lissabon-Strategie schwätzen. D'Kompetitivitéit ass extrem ofhängeg vun der Fiabilitéit an dem Coût vun der Energiezoufuer. Den Défi vun deenen nächste Jore besteet notamment dodran, fir d'Lissabon-Strategie an de Kyoto-Protokoll ënner een Hutt ze kréien.

Engersäits wëlle mer, datt déi europäesch Wirtschaft sech par rapport zu anere Regiounen an der Welt weiderentwéckelt, anerersäits hu mer eis Contrainten operluecht, fir d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren. Dat, béides ze maachen, wäert net einfach ginn. Dat ass e ganz schwieregen Exercice. Dobäi ass ze bemierken, datt ronn zwee Drëttel vum weltwäite Pëtrolskonsum an den Transportsecteur fléissen.

D'Energieproblematik ass eng weltwäit, eng global Problematik. Ouni wëllen an den Detail ze goen, wëll ech just bemierken, datt déi sougenannt Pays émergents, wéi China an Indien, an deenen nächste Joren nach en enorme Besoin un Energie wäerte brauchen. Et muss ee bedenken, datt op der Welt haut nach ronn 2,4 Milliarde Leit keen Accès u Brennstoff hunn, an 1,6 Milliarde Leit keen Accès un d'Elektresch. Or, déi Leit hu Recht op Komfort, déi hu Recht op Entwécklung. Wa mer déi nach derbäizielen, da wësse mer wou eis Limitë sinn.

Fir Léisungen am Energie-Froekomplex ze fannen sinn d'Innovatioun an d'Recherche vu kapitaler Wichtegkeet. D'Innovatioun ass indispensabel! D'Energieeffizienz hunn ech schonn ugeschwat, an hei besteet sécherlech Potenzial, niewent selbstverständlech dem sënnvollen Ëmgang mat der Energie.

Nei Energiequelle musse fonnt oder verbessert ginn. Ech denken un erneierbar Energien, un Hydrogène, un Thermosolarenergie, oder wat d'Biomass ubelaangt ginn et jo villverspriechend Usätz, besonnesch hei zu Lëtzebuerg. An dat sinn Usätz, déi mer ënnerstëtze mussen. Ech sinn och frou, datt d'Stad Lëtzebuerg bei engem europäesche Projet matmécht, wat de Busbetrib ubelaangt, fir ze kucke wéi mir do kënnen nei Forme vun Energie kréien, och wann dat am Moment wierklech nach wäit ewech ass, datt et soll käschtendeckend sinn.

Wéi ass elo d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg? Mäi Virriedner ass am Detail drop agaangen, esou datt ech just e puer Bemierkunge wëll maachen. Déi Lëtzebuerger Situatioun charakteriséiert sech doduerch, datt mir als Land méi wéi en anert vum Ausland ofhängeg sinn, wat den Approvisionnement an der Energie ubelaangt. Dat ass näischt Neies. De gréissten Deel vum Stroum bezéie mir aus dem Ausland, aus eisen Nopeschlänner. Een Deel vum Stroum produzéiere mer selwer. Engersäits hu mer d'TGV-Zentral zu Esch - mä wat eis da bei Kyoto ugerechent gëtt -, a mir hunn d'Pompelspäicherwierk zu Veianen; wou mer och der Meenung sinn, datt een dat ausbaue muss.

Ervirzesträichen ass d'Positioun vun der Cegedel, déi eng dominant Plaz am Transportnetz an am Verdeelernetz hei zu Lëtzebuerg huet. Donieft gëtt et nach d'Transportnetz vun der Sotel, wat d'Elektresch ubelaangt. D'Fro ass, ob ee soll en nationalen Energie-Elektreschréseau maachen oder net. D'Haaptfro, déi ee sech muss stellen: Gëtt d'Versuergungssécherheet doduerch méi grouss? Ech mengen, et ass déi Fro, déi ee muss stellen, ier een eng Äntwert ka fannen an ier ee Strategien entwéckelt.

D'Versuergungssécherheet ass effektiv eng Suerg, déi een zu Lëtzebuerg muss virrangeg am A behalen. Mir wëssen, datt, wa mer an Energieproduktioun investéieren, mer riskéieren, datt eis Kyoto-Bilanz sech nach weider verschlechtert. Do läit jo och eng vun den Ongereimtheeten, wat d'Allocatiounen ubelaangt. Et mécht an eisen Aen dofir och kee Sënn nach weider an d'Turbine Gaz Vapeur ze investéieren.

Eng aner Méiglechkeet: d'nuklear Energie. Do huet d'Regierung elo jo nach kierzlech Stellung dozou bezunn. Dat war eng Debatt an de 70er Joren. Meng Partei war deemools dofir, fir an d'Atomenergie anzeklammen. D'Sozialistesch Partei als Koalitiounspartner huet sech mat ganz knapper Majoritéit dogéint ausgeschwat a war fir e Moratoire op deem Gebitt. Dee Moratoire gëllt jo am Fong nach bis haut, mä mam Resultat, wat mer kennen, datt wuel Rëmerschen net gebaut ginn ass, datt mer weider vun der Energie ofhängeg sinn, mä datt mer awer Contrainten a Problemer kruten doduerch, datt Cattenom déi aner Säit vun der Grenz gebaut ginn ass. Wa mir Rëmerschen gebaut hätten, wier Cattenom mat Sécherheet net opgeriicht ginn.

(Interruption)

Dat ka kee mer falsch maachen, mä dat ass de l'histoire. Aus der Geschicht soll ee léieren, mä dat gëtt eis keng...

M. le Président.- Madame Brasseur, däerf ech ee Moment stéieren? Den Här Kox ass ganz opgereegt. Dee géif Iech gären eng Fro stellen.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Oh Mamm! Ech hat dat jo net gesinn. Jo, Här Kox?

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Entschëllegt, ech wollt awer historesch eppes riichtstellen. Cattenom wär awer trotzdeem an där Gréisst gebaut ginn, wa Rëmerschen gebaut gi wier. A mir wären haut gradesou ofhängeg vun Energieimporter, well den Uran hu mer och bis elo net hei zu Lëtzebuerg opgedriwwen.

Merci.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- D'Matière première hu mer effektiv net hei zu Lëtzebuerg, dat ass ganz kloer. Mä wat d'Stroumproduktioun ubelaangt: Et war jo och de But, deen deemools d'Demokratesch Partei verfollegt huet, fir ebe manner ofhängeg ze ginn, wat d'elektresch Energie ubelaangt. Mä deen Zuch ass effektiv elo fort.

Perséinlech wëll ech och nach eng Remarque zu Cattenom maachen. Mir hunn ëmmer d'Diskussioun, mir däerfte kee Stroum vun do bezéien. Ech muss Iech soen, datt ech déi Diskussioun wierklech terribel hypocrite fannen, well mer net wëssen, mat der Vernetzung vun de Réseauen, wou de Stroum hierkënnt. An do ass einfach no baussen eng Fassad opgeriicht, well wa mer wësse wou mer de Stroum hierkréien, zum Beispill dee vun der RWE, da wësse mer jo awer, datt do Atomstroum dran ass. A reng ze soen: „Mir wëlle kee Stroum vu Cattenom!", dat schéngt - a mengem perséinlechen Numm soen ech dat hei - wierklech eng hypocrite Attitüd ze sinn.

(Interruption)

Mä wat ech awer wollt soen, datt mir als Lëtzebuerger jo awer net musse mengen, datt mer d'Autarcie eng Kéier géifen op deem Gebitt erreechen, oder op iergendengem anere Gebitt. Dat ass illusoresch, well mir sinn an engem gemeinsamen europäesche Bannemaart. Mä mir mussen awer kucken, datt deen esou équilibréiert gëtt, datt mer eis do kënnen approvisionnéieren. Et kann ee jo och net soen, datt mer mat dem Energieimport aus eisen Nopeschlänner bis elo schlecht gefuer wären. Lëtzebuerg kann awer sécherlech vun engem besser integréierten europäeschen Energie-Bannemaart profitéieren.

Wou mer awer nach kënne bei eis Effortë maachen, dat ass um Niveau vu méi engem gebremste Konsum; a mir brauche méi Energieeffizienz! Mir mussen eis Energie méi rationell gebrauchen a mir musse méi rationell mat deem kostbare Gutt ëmgoen. Do soll jiddferee bei sech selwer ufänken. Et huet keen Zweck d'Déclaration d'intention ze maachen, wann een net selwer gewëllt ass e Schrëtt an déi richteg Richtung ze maachen.

Lëtzebuerg weist nämlech eng vun deene gréissten Augmentatiounen op, wat den Energiekonsum betrëfft. Dat huet natierlech mat eiser wirtschaftlecher Entwécklung ze dinn, an dat ass besonnesch apparent beim Stroum. Firwat solle mer net och méi geziilt nei Technologië gebrauchen an an d'Fuerschung investéieren, fir ebe just deen Impakt do ze reduzéieren?

De Stockage vun Energie hei am Land ass e weidere Problem, Här President. Mir sinn zimlech limitéiert, wat eis Stockagecapacitéiten ubelaangt. Do denken ech virun allem un de Pëtrol. Mir hate grouss Diskussioune viru méi wéi engem Joer iwwert de Stockage vum Pëtrol, an do huet den Energieminister gesot, hie géif kucken an der Groussregioun Léisungen ze fannen. Mir misste jo normalerweis 90 Deeg Pëtrolsreserven hei zu Lëtzebuerg hunn, mir wëssen awer, datt mir déi nach laang net erreecht hunn. Mir hu ronn 20 Deeg Reserven. Dofir wollt ech de Minister froe wéi wäit hie mat senge Pourparleren ass, fir eng Léisung an der Groussregioun erbäizefëieren, wat de Stockage vu Pëtrolsreserven ubelaangt.

Déi geplangte Liberaliséierung vum Energiesecteur bréngt natierlech fir Lëtzebuerg enorm Défie mat sech. Et gëtt sech villes vun der Liberaliséierung versprach, mä et kommen och Ängschten op. An déi sinn och ze verstoen. Mir mussen also elo kucken, datt mer vun den Avantagen, déi esou en Energie-Bannemaart bitt, maximal profitéieren. D'Zil oder d'Hoffnung vun der Liberaliséierung ass, datt et méi eng grouss Zuel vun Acteure soll um Energiemarché ginn, déi sech Konkurrenz bidden, an datt dann d'Präisser erofginn. Allerdéngs, wa mer am Moment kucken, wat sech um Niveau vun de Fusioune vu grousse Produzenten oder vu grousse Liwwerante mécht, da muss ee sech echt Suerge maachen.

Ech wollt och nach, Här President, en anert Thema uschneiden, wat kéint Répercussiounen hunn, nämlech op de Finanzsecteur. Am Energiesecteur a besonnesch an deem ganze Beräich, dee mer als Commodities bezeechnen, ginn et eng Hällewull vun neien Aktivitéiten, déi Répercussiounen op de Finanzsecteur kënnen hunn. Et kann een et gutt oder schlecht fannen, datt elo haut schonn d'Stroumpräisser fir 2012 am Viraus gehandelt ginn.

Et gëtt kaaft, et gëtt gehedget, et gëtt mat Optioune gecovert - fir de Jargon aus deem Métier ze gebrauchen - geneesou wéi mat CO_2-Zertifikater gehandelt gëtt, oder och mat Zertifikater vu gréngem Stroum. Et gi Gasoptioune geholl mat Katar an en Investment-Portfolio opgestallt. Et kéint een déi Lëscht nach virufëieren. Eppes ass sécher: Dat dote sinn nei Marchéen, déi mat der Liberaliséierung esou richteg lassgeluecht hunn a weider wäerte lassleeën.

Ech géif ureegen, datt d'Politik hei proaktiv gëtt, an datt mer kucken, datt dat do eng

Nisch ka ginn hei zu Lëtzebuerg fir onse Finanzsecteur, fir op dësem Terrain aktiv ze ginn. Mir wäerten ni hei zu Lëtzebuerg Energieproduktioun am grousse Stil kréien. Mir wäerten och ni zu deene Grousse gehéieren, wat den Energietransport oder den Energiehandel ubelaangt; do kënne mer mat Sécherheet net mathalen, mä et wier jo awer gutt, wa mer dann am Finanzsecteur hei kënnten aktiv ginn, wat déi nei Perspektive vum Energiemarché ubelaangt.

Nach ee Wuert, Här President, iwwert de Rôle vun de Gemengen an deem Secteur. Mir hunn eng Partie Gemengen, déi am Gassecteur aktiv sinn, aner Gemenge sinn am Stroumsecteur aktiv oder maache béides. Duerch de Gesetzesprojet iwwert d'Liberaliséierung stelle sech do eng Rei Froen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift, sidd e bësse roueg!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President.

Ech wëll net op déi Debatt agoen an net der Debatt iwwert de Projet de loi virgräifen, déi mer iwwert d'Gesetz vun der Liberaliséierung vum Stroum a vum Gas wäerten hunn, mä ech wëll awer elo scho soen, datt all déi Démarchen, déi d'Gemengen elo amgaange sinn ze maachen, ganz oft vum Innenministère contrecarréiert ginn, well gesot gëtt d'Gemengen dierfte sech net kommerziell op dësem Terrain bewegen.

An do hu mer e Problem a mir kréien e Problem. Ech wier ganz frou, wann do den Innenminister sech och géif eng Rei vu Problemer zu Häerz huelen - hie schéngt dat jo ze maachen -, mä net nëmmen zu Häerz ze huelen, mä datt hien och Léisunge géif bréngen, fir d'Gemengen à même ze setzen, fir och hei op dësem Plang, wat d'Energiedistributioun ubelaangt, kënnen hire Rôle ze spillen, an datt se net gebremst ginn.

Dat waren, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, déi Iwwerleeungen, déi ech an dëser Debatt wollt abréngen. Eng Debatt, déi mer awer da weider wäerte féieren, wa mer d'Geleeënheet hunn iwwert déi zwee Projets de loi vun der Ëmsetzung vun der Direktiv iwwert d'Liberaliséierung vum Gas a vum Elektreschen ze schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Politik beschäftegt sech net nëmmen hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Méint intensiivst mat Energiefroen. Dat huet se an der Vergaangenheet an eisen Aen net oft genuch a virun allem net systematesch genuch gemaach, well wann een op déi lescht 25, 30 Joer hei zu Lëtzebuerg zréckkuckt, da stellt ee fest, dass iwwer Energie méi allgemeng eigentlech nëmmen diskutéiert ginn ass, wann d'Energie méi knapp oder méi deier ginn ass oder wa gréisser Projeten zur Debatt stoungen.

D'Energiepolitik ass oft als Unhängsel betruecht ginn, bal vun der Wirtschafts-, bal vun der Sozialpolitik. Dobäi ass verkannt ginn, dass no an no - an dat gëtt elo net nëmmen zu Lëtzebuerg offensichtlech - d'Energiefro u sech ëmmer méi an den Zentrum vun deene grousse politesche Froe vun der Zukunft réckelt. Fir eis Sozialisten ass d'Energiefro déi dréngendst politesch Erausfuerderung vun eiser Zäit, besonnesch och international. Si gëtt momentan gepuscht duerch déi erdréckend Fro vum Klimawandel an der noutwendeger schneller Reaktioun vun der internationaler Gemeinschaft op déi doten Erausfuerderung, wéi awer och vum Risiko vu Stéierungen an der Energieversuergung weltwäit.

D'Energiepolitik ass an eisen Aen also eng zentralpolitesch Fro an all hiren Aspekter; dat soe mer awer och mat gläicher Däitlechkeet. Energie ass eng wichteg Ëmweltfro duerch de Klimaschutz, duerch aner Forme vu Pollutioun, déi vun der Energieproduktioun ausgoe kënnen, duerch d'Noutwendegkeet vun enger rationeller Notzung vun allen natierleche Ressourcen, och bei der Energiegewannung.

Si ass awer och eng Sécherheetsfro: An der Versuergung vun Energie; Sécherheet vun den Installatiounen, déi Energie sollen herstellen, an natierlech och Sécherheet am Sënn, dass an deenen nächste Jorzéngten de Kampf ëm d'Energieressourcen och riskéiert zu Krich ze féieren. Also ass et och eng Fro, déi zur internationaler Sécherheet gehéiert.

D'Energiepolitik huet och eng wirtschaftlech Dimensioun an der Industrie, awer och als zukunftsträchtege Wirtschaftssecteur eng Standuertfro an och eng Fro vu Kompetitivitéit, déi mer musse matberücksichtegen. A schliesslech huet d'Energiepolitik - an eisen Aen zumindest - och e sozialen Aspekt, eng sozial Dimensioun duerch déi Aarbechtsplazen, déi deen dote Secteur bréngt bei der Produktioun, mä och bei der Distributioun an duerch d'Interesse vun de Konsumenten, déi mir och wëllen an de Virdergrond stellen, wa mer iwwer Energiepolitik schwätzen. Eng Fro, déi haut eigentlech nach net immens vill hei an den Debatte behandelt ginn ass.

Déi véier Aspekter sinn also fir eis als LSAP wichteg. D'Äntwerten op déi grouss Energiefroe kënnen an däerfen also och net eesäiteg sinn. Et däerf een net eppes vereinfachen, wat a Wierklechkeet vill méi komplex ass. Mir mussen also hei och de Courage hu vernetzt ze denken, vernetzt ze handelen, nohalteg, wéi dat haut gären ëmschriwwe gëtt.

D'Betounung vun der sozialer Dimensioun an der Energiepolitik differenzéiert eis vläicht vun anere politesche Kräften: Déi eng, déi haaptsächlech op d'Kräfte vum Maart setzen, mengen, dass de Maart och am Energieberäich am Endeffekt alles zefriddestellend regele kann, dass d'Konkurrenz alles zum Gudde wäert regelen, déi aner politesch Kräfte stellen ausschliesslech déi ökologesch Considératioun an de Vierdergrond vun hiren Iwwerleeungen.

Mir däerfen op kengem A blann sinn. Mir stellen eis duerfir hannert eng offensiv integréiert Energiepolitik zu Lëtzebuerg, an natierlech och an Europa. Mir mussen eis also och hei afügen an eng europäesch Politik. Mir mussen déi natierlech och an eisem Sënn versichen ze beaflossen.

Mir sinn der fester Iwwerzeegung, dass eng offensiv Energiepolitik nei Chancë bréngt fir d'Ëmwelt, fir d'wirtschaftlech Entwécklung an och fir d'Erhale vun engem héije sozialen Niveau an der Schafung vun neien a qualitativ héichwäertegen Aarbechtsplazen och hei zu Lëtzebuerg. Als Sozialiste sti mir duerfir mat eisen europäesche Frënn fir en intelligente grénge Wuesstem, dee wuel déi operationell Mäert betruecht a wëllt hunn, dass mer hei an Europa operationell Mäert am Beräich vun der Energie fonctionnéieren hunn, mä deen awer e breede Raum léisst fir eng innovativ Interventioun vun der öffentlecher Hand, vum Stat a vun de Gemengen.

Mir stinn also ganz kloer als sozialistesch Fraktioun hannert de Klimaschutzziler, déi am Joer 1998 vereinbart gi sinn an déi fir Europa am Hibléck op 2008-2012 bei minus 8% leien, a fir Lëtzebuerg bei minus 28%. Dat kléngt nach ëmmer esou freeschlech, ech wëll awer nach eng Kéier hei soen - ech hunn et schonn x-mol betount -, dass dat sengerzäit, wéi déi doten Ziler vereinbart gi sinn, se fir Lëtzebuerg Stabiliséierungsziler waren. Mir louchen 1998 bei minus 30% par rapport zu 1990.

Mir mengen och, dass mer mat den Efforten net däerfen ophalen, an dass ee sech iwwer 2012 eraus muss nei Ziler setzen, fir 2020, wou jo och op europäeschem Plang Ziler an der Diskussioun sinn, déi vu minus 15% bis minus 30% reechen. Och do muss Lëtzebuerg sech an deem Kader méi wäitreechend Ziler setze wéi déi, déi mer eis bis 2012 fixéiert hunn.

Mir sinn och der Meenung, dass Europa weider probéiere muss offensiv eng Virreiderroll an deem ganze Klimaschutz ze spillen, mat dem Zil, selbstverständlech, doriwwer och esou Länner wéi d'USA a China derzou ze brénge matzemaache bei deem ganze Prozess hei. Nëmme wa weltwäit an déiselwecht Richtung gehandelt gëtt, kënnen och wierklech gräifbar Ziler am Klimaschutz erreecht ginn.

Lëtzebuerg däerf sech also och als klengt Land dëser Verantwortung net entzéien a muss also bereet si sech weider wäitreechend Aktiounspläng vun CO_2-Emissiounsreduzéierungen ze ginn, wéi dat dës Regierung gemaach huet. E konkrete Plang ass am Abrëll 2006 virgestallt ginn, op deem eigentlech och den zweeten Allocatiounsplang opbaut, wat d'Emissiounsquoten am Beräich CO_2 ugeet. Dësen Allocatiounsplang fousst also op der nationaler Klimaschutzstrategie. Si ass wëssenschaftlech ofgeséchert, si ass am Virfeld mat den Acteuren diskutéiert ginn a si versicht och der spezifesch Lëtzebuerger Situatioun, besonnesch am Industriesecteur, Rechnung ze droen, an déi ass eben net vergläichbar mat grousse Länner.

Wann een e Marché huet, wou nëmme 15 Installatiounen drënnerfalen, ass et evident, dass do kleng Variatioune scho kënne relativ grouss Auswierkungen hunn, wéi wann een an engem Land ass, wou e puer honnert Installatiounen ënner esou Bestëmmunge falen. An duerfir si mir der Meenung - mir soen et och ganz kloer -, dass d'Bréisseler Kommissioun Onrecht huet pauschal eigentlech ze soe Lëtzebuerg muss 30% vu sengen Emissiounsquoten erofféieren am Horizont vun 2012. Dat ass an eisen Aen net machbar, an dat ass an eisen Aen eppes, wat net ze akzeptéieren ass.

D'LSAP stäipt also dem Ëmweltminister an der Regierung de Réck an där dote Fro, wéi och aner Parteien et hei maachen: d'CSV, d'DP an d'ADR. An och souguer e Mouvement écologique huet an där dote Fro gewisen, dass en net direkt emol jäizt an dann nodenkt, mä dass e fir d'éischt nogeduecht huet a gesinn huet wat fir eng Répercussiounen et kann hunn, wann een einfach déi Décisioune vun der Bréisseler Kommissioun ondifferenzéiert kommentéiert an nëmme versicht op d'Regierung ze schloen, wéi déi gréng Partei dat hei gemaach huet.

Si huet jo eigentlech nach éischter reagéiert wéi d'Regierung an där dote Fro. Hei ass jo eng Course, fir virun d'Fernsehkameraen a virun de Mikro ze kommen. Déi Gréng si ganz staark doran, mä leider, mengen ech, dass se an deem heite Fall e bësse schnell reagéiert hunn. Et wier besser gewiescht si hätten déi Nuancen, déi se elo probéieren im Nachhinein an hiren Discours eranzebréngen, vu vireran eigentlech an hir éischt Reaktioun och scho mat erabruecht.

Wann e gréngen Europadeputéierten hei dem Ëmweltminister virwërft e géif en Industriediscours féiere wéi an de 70er Joren, da géif ech gären dat Kompliment do ëmdréinen. Ech hunn den Androck, dass eis gréng Kolleegen hei amgaang sinn erëm an en Discours vun de grénge Fundamentaliste vun de 70er an den 80er Joren zréckzefalen; déi Zäit wéi se mat Birkenstock-Sandalen a gestréckte Pulloveren an Ziehharmonika hei an d'Chamber komm sinn, a wou se gären op d'Wirtschaft an op d'Industrie gedrescht hunn.

Ech hat gemengt déi Zäite wären eriwwer. Ech hat gemengt, déi lescht Joren hätt déi Gréng Partei probéiert sech am Beräich vun der Wirtschaftspolitik och en anert Gesiicht ze ginn. Abee, ech muss soen, dass déi Mask hei vun hinne selwer erofgerappt ginn ass, an dass eigentlech dach an deenen éischte Reaktiounen, wou et drëm gaangen ass, mengen ech och - an dat däerf jo awer kee Feeler sinn -, d'Interesse vun der Lëtzebuerger Wirtschaft géigeniwwer aneren Institutiounen ze verdeedegen, se aus dem nationale Konsens erausgetratt sinn a se eigentlech probéiert hu parteipolitesch Polemik ze maachen.

(Interruption)

Dat fanne mir net gutt. Mir hätten eis gewënscht, dass déi Gréng - Selbstkritik ass natierlech net hir Stäerkt - an deem heite Fall vläicht agesinn hätten, dass se falsch louche bei hiren iwwerschnelle Reaktiounen no där Décisioun vu Bréissel, an dass een hei awer däerf a muss niewent Ëmweltgesiichtspunkten och deen een oder anere wirtschaftlechen Intérêt vun eiser Industrie, besonnesch hei, mat a Considératioun huelen, zumools well jo déi Zuelen, déi vun der Regierung op Bréissel geschéckt gi sinn, net einfach vun der Regierung erfonnt gi sinn.

Déi fousse jo op enger ganzer Rëtsch vun Etüden, déi am Virfeld gemaach gi sinn an déi souguer kontradiktoresch an enger Rei vu Seminären diskutéiert gi sinn. An et war e relativ breede Konsens do, fir ze soen, dass dat realistesch Zuele sinn, déi der spezifescher Situatioun vun deene 15 Installatiounen do Rechnung droen an och eng kleng Marge nach loossen, fir eventuell kënnen an deenen nächste Joren nach emol en neie Betrib hei op Lëtzebuerg opzehuelen - wat jo awer mat eisen Aarbechtslosenzuelen och kee Feeler däerft sinn -, deen à la rigueur och nach kann zousätzlech CO_2-Emissiounen opweisen.

Dat ass eiser Meenung no dee Sputt, dee mer brauchen, fir déi sozial Entwécklung hei zu Lëtzebuerg och wirtschaftlech nach däerfe virunzebréngen. Ech mengen also, dass een hei, wéi gesot, net däerf eesäiteg un déi dote Froen erugoen, an dass ee muss eng Pondératioun maache vun deenen eenzelne Kritären, déi een ze berücksichtegen huet, wann een zu energiepolitesche Froe Stellung hëlt.

D'Etüden hu jo och gewisen, dass den Industriesecteur net dee Secteur ass, deen eigentlech déi meeschte Schold dréit un deenen héijen CO_2-Emissiounen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Déi maache knapp 20% aus vun eise ganzen Emissiounen. Mir wëssen, dass iwwer 50%, iwwert d'Halschent also vun den CO_2-Emissiounen, op den Transportsecteur hei zu Lëtzebuerg zréckzeféiere sinn. Et ass also do, wou een haaptsächlech usetze muss an deenen nächste Joren, an net sech focaliséieren op den Industriesecteur; och wann ech selbstverständlech der Meenung sinn, dass do nach e gewësse Potenzial ass. D'Etüden hunn dat och gewisen.

Mä d'Etüden hunn awer och gewisen, dass kee risegen Aspuerpotenzial méi am Industriesecteur besteet, well mer awer duerch d'Bank hei Betriber hunn, déi modern sinn, déi relativ rezent sinn. Déi hunn och misse relativ streng Norme respektéieren, och am Ëmweltberäich. Doduerch hunn déi eigentlech op eng relativ rezent Technologie zréckgegraff, déi schonn op Energieeffizienz ausgebaut ass, esou dass also do relativ wéineg ze huelen ass; am Géigesaz, wéi gesot, zu anere Secteuren, wou mer eis effektiv méi staark drop konzentréiere mussen.

Ech mengen, wat een dëser Regierung och onbedéngt zegutt hale muss, dat ass, dass se eng Rei vu wëssenschaftlechen Etüden intensivéiert huet, déi onbedéngt noutwendeg sinn, fir vun där reng theoretescher Diskussioun erauszekommen. Ech si jo och der Meenung, dass ee sech muss politesch Ziler ginn. Et muss een awer zu engem gewëssene Moment soen: Majo, wéi kënne mer déi politesch Ziler do ëmsetzen? Wat heescht dat do an der Praxis, wa mer déi Ziler wëllen ëmsetzen? Wat ass technesch machbar? Wat ass wirtschaftlech machbar? Wat ass wënschenswäert an deem Ganzen? An da muss ee probéieren déi Begréffer esou wäit wéi méiglech zesummenzestrécken. Dat schéngt mer och selbstverständlech ze sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat ass gemaach ginn andeem op Knowhow vu spezialiséierten Instituter zréckgegraff ginn ass an deene leschte Joren, fir ebe genau erauszeschaffe wat mer eigentlech vu Potenzial zu Lëtzebuerg hunn, fir kënnen déi vun eis alleguerten a bluttnoutwendeg Reduzéierung vun den CO_2-Emissiounen an deenen nächste Joren duerchzeféieren. Well och mir sinn der Meenung - och wann dat schrecklech schwéier gëtt -, dass dee gréisstméiglechen Effort muss hei am Land gemaach ginn, an dass een dann an zweeter Instanz muss op déi aner komplementar Instrumenter kënnen zréckgräifen, déi déi Klimaschutzprotokoller virgesinn: „clean development mechanisms", „joint implementation" an Emissiounshandel.

D'Regierung huet een éischte Moossnamepak décidéiert, dee mer zum Deel am Budget fir d'nächst Joer erëmfannen. Déi Moossname fanne mer och an engem aneren Text erëm, dee mer d'nächst Woch hei wäerten, denken ech, an der Chamber stëmmen. Et sinn also eng ganz Rëtsch vu steierleche Moossname besonnesch och op den Transportsecteur an op den Energiesecteur ausgeriicht. Déi kënne schonn eng positiv Trendwell mat erbäiféieren an natierlech eng massiv Investitiounspolitik am Beräich vum öffentlechen Transport.

Et ass do, wou et wichteg ass, dass mer an deenen nächste Jore konkret virukommen, fir dass mer och deenen eenzelne Leit Alternativen opweise kënnen. Dat ass jo och déi Suerg, déi mir als Partei hunn, wa mer déi sozial Komponent wëlle berücksichtegen. A wa mer och wëllen de Verursacherprinzip duerchzéien, muss dat nach esou gemaach ginn. Da musse mer eis op jidde Fall iwwerleeë wéi mer dat kënnen esou gestalten, dass déi Leit, déi wéineg am Portmonni hunn, net futtiginn un esou enger ausschliesslech op Präisser ausgeriichte Politik.

Fir dass se dat eben net ginn ass et noutwendeg, dass se entweder vun enger anerer Säit Bäihëllef kréien oder awer, dass se alternativ Méiglechkeeten hunn op déi se kënnen zréckgräifen a wou se dann deen doten Effort, dee verlaangt gëtt, och kënne verkraaften. Et ass also wichteg, dass och de Konsument, besonnesch de klenge Konsument, mat esou enger Energiepolitik eens gi kann an net doduerjer an e soziale Misär eragedréckt gëtt.

Wichteg si mir och déi Décisiounen, déi d'Regierung scho preparéiert huet am Beräich vum Bau. De Bau ass niewent dem Transport nach e wesentleche Secteur, wou munches dran ass a wou mer nach e Poten-

zial vun Erspuernisser hunn, wat den Energieverbrauch ugeet. Duerfir si mir ganz staark fir déi nei thermesch Isolatiounsnormen, déi d'Regierung proposéiert, déi wäit ginn an déi eis also sécherlech virubrénge beim Neibau. Mä et ass awer och wichteg, dass mer Assainissementsprogrammer duerchzéie beim Albau - beim öffentlechen Albau fir d'éischt, awer och dann herno beim privaten Albau -, dass mer déi néideg Moossnamen do virgesinn, fir dat och kënnen ze begleeden.

D'staatlech Bäihëllefe mussen also an deenen dote Beräicher verbessert ginn, an d'öffentlech Hand muss selbstverständlech - de Stat an d'Gemengen - mam gudde Beispill virgoen. Et geet net duer ëmmer mam Fanger op déi aner ze weisen, a mir selwer, wa mer d'Décisioune kënnen huelen, dann hu mir d'Reflexer net, fir u sech nei Standarden am Energieberäich och beim Bauen duerchzesetzen.

D'Fro vun erneierbaren Energien ass och ganz wichteg. Och do ass vun dëser Regierung elo viru kuerzem, ufanks November, en Diskussiounspabeier virgestallt ginn - duerfir ass d'Diskussioun och nach net ofgeschloss doriwwer, déi geet jo eréischt un - iwwert d'Bestëmmung vu Potenzialer an der Ausaarbechtung vu Strategien zu der verstäerkter Notzung vun erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg am Horizont 2020.

Och do gesäit een, dass deemno wéi een déi wirtschaftlech Kritären do applizéiert eis Potenzialer hei zu Lëtzebuerg och net enorm sinn. Si sinn do, mä si bréngen eis awer net onbedéngt an eng aner Welt eran, et sief dann et fréckelt een un deem Kritär vun der Wirtschaftlechkeet, wou sécherlech nach e gewësse Sputt besteet. Et ass eben un der Politik dann ze décidéieren, awéiwäit sech esou eng Politik nach wëllt méi kaschte loosse wéi dat haut de Fall ass. Et ass eben dat, wat mer gemeinsam a ganz transparent an offen ënnereneen nach mussen an deenen nächste Méint diskutéieren.

Wat mer och gefält ass sécherlech, dass sech am Beräich vu Biogasen, vun der Notzung vun der Biomass, ganz nei a ganz vill Initiative maachen. Och entsti virun allem konkret Projeten, zum Beispill, fir d'Biogasinjektioun an d'Äerdgasnetz ze maachen. An ech mengen, mer brauchen net ze betounen, dass och de Biofuel eppes ganz Wichteges ass, wou nach Margë sinn, déi mer hei zu Lëtzebuerg notze kënnen a wou d'Regierung net sollt fäerten Tacheles mat deene Leit ze rieden, déi d'Energieversuergung an deem Beräich hei zu Lëtzebuerg steieren, an do och déi néideg Punkten duerchzesetzen, wat de Biofuel ugeet.

Da schliesslech kënnt dee ganze Volet, wou mer eis Hausaufgabe musse maachen, do kënne mer eigentlech net op anerer weisen, dat ass: d'Formatioun, d'Berodung an d'Sensibiliséierung.

D'Formatioun vun deene Leit, déi mat neien Energietechnologien a Kontakt kommen, déi oft den éischte Kontakt och si fir d'Bierger, fir d'Gemengen, fir Leit, déi Bauträger vun eenzelne Projete sinn, déi den Know-how vläicht net hunn an déi musse kënnen op déi richteg Fachleit zréckgräifen, fir och am Energiesecteur innovativ kënne virzegoen. Mir mussen also am Handwierk, bei den Architekten, den Urbanisten, awer och beim Grand public déi Berodungsaarbecht maachen, déi Formatiounsaarbecht duerchsetzen, an och a puncto Sensibiliséierung konkret kënne virugoen.

Ech wär och frou, wa mer eppes kéinte fäerdeg bréngen, dat ass, dass mer déi Zilsetzungen, déi mer eis ginn hunn a sëlleche Pabeieren, bal national, bal europäesch, bal international, och Definitiounen, déi ëmmer erëm liicht anescht sinn, dass mer déi emol kéinten uniformiséieren an eis kloer Zilsetzunge gi fir déi nächst Joren, an déi Zilsetzungen och mat konkrete Pläng ënnermaueren, wéi mer dann déi eenzel Objektiver vu Reduzéierungen an deenen nächste Joren erreeche kënnen.

Ech fannen och eigentlech d'Iddi, déi déi Gréng ervirbruecht hunn, fir e Monitoring anzeféieren, ganz richteg, well et huet keen Zweck, dass mer vun Ziler schwätzen, wa mer eis net och parallell dozou Instrumenter ginn, fir ze kucke wéi wäit, dass mer an der Ëmsetzung vun deenen Ziler mat den Tëschenetappe sinn. Dat musse mer och maachen.

Ech sinn allerdéngs e bësse méi am Zweifel, ob een dofir elo erëm muss eng nei Institutioun hei grënnen. Mir hunn där schonn esou vill, déi a leschter Zäit gegrënnt gi sinn. Do soll ee fir d'éischt emol kucken, ob vläicht eng vun deene bestoenden Institutiounen, déi mer hunn, déi natierlech och eng gewëssen Neutralitéit huet, net schonn esou outilléiert ass, dass se zousätzlech kënnt déi Aufgab vum Monitoring maachen, wat de Klimaschutz an d'Energiepolitik hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Wichteg ass - ech betounen et nach eng Kéier -, dass mer vun deenen theoreteschen, abstrakten a politeschen Zilsetzungen och eng praktesch Ëmsetzung kréien, also, wéi et op gutt Lëtzebuergesch heescht, Neel mat Käpp an deenen nächste Joer maachen.

Ech wollt nach e puer Schwéierpunkten ervirsträichen aus der Siicht, déi d'sozialistesch Fraktioun vun där doter Problematik huet, dat heescht eng Bestriewung, déi mer mussen hu fir Lëtzebuerg an europawäit: d'Reduzéierung vun eiser Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger, an natierlech elo ganz kloer d'konsequent Förderung op alle Plaze vun Energieeffizienz, Energiespueren an erneierbaren an och eventuell neien Energieformen.

Bei deenen alen traditionellen Energien, wat jo meeschtens fossil Energië sinn, déi nach do sinn, gëllt et awer derfir ze suergen, dass mer do Produktiounsinstallatiounen hunn, déi dem leschte Standard entspriechen, an net mat alen, verknaschten Installatiounen op deem dote Punkt an Europa weiderfueren. Do muss een also och probéieren esou wäit wéi méiglech modern a propper Installatiounen an der Iwwergangsphas ze kréien, bis d'Ofhängegkeet da kloer reduzéiert ginn ass.

Fir d'LSAP ass d'Atomenergie keng adequat Äntwert op d'Klimaerwärmung. Dat wëll ech och an aller Däitlechkeet soen. Esou wéi mer eis Vergaangenheet och am Dossier Cattenom net reniéieren, vu Rëmerschen, Pardon. Et war eng knapp Ofstëmmung. Ech hu se als Bouf verfollegt. Et war den éischte Parteikongress un deem ech deelgeholl hunn. Ech hunn dat sécherlech och verhalen.

Mä ech mengen, dass déi Haltung, déi mer zu Rëmerschen haten a spéiderhin och zu Cattenom - et ass jo dee Match, dee verluer gaangen ass, deen awer gefouert ginn ass -, richteg war. Eis Partei ass eigentlech houfreg op déi do Episod an hirer Geschicht. Ech mengen, dass et nach wie vor déi richteg Décisioun war, fir deemools Neen ze soen an net mat op deen dote Wee ze goen, och wann d'Fransousen eis herno net vill Respekt gezollt hu fir déi couragéiert Haltung, déi Lëtzebuerg sengerzäit un den Dag geluecht huet.

Mir sinn der Meenung, dass een den Däiwel net ka mam Beelzebub ausdreiwen, a wann de Problem Klimaschutz besteet, dass d'Äntwert net kann dora bestoen, dass mer elo iwwerall an der Welt soen: Elo baue mer dann erëm iwwerall Atomreakteren op. Dat kann d'Äntwert net sinn, well a puncto Sécherheet, a puncto Sanéierung an och a puncto Entsuergung vun den Offäll herno vun Installatiounen, ass nach keng richteg Léisung fonnt ginn.

Duerfir ass d'Positioun vun eiser Partei an där dote Fro ganz kloer. Mir setzen eis an, besonnesch och op europäeschem Plang - an d'europäesch Sozialisten hunn dat op hirem leschte Kongress zu Porto virun e puer Deeg gemaach - fir eng nei industriell Revolutioun an Europa, déi opgebaut ass op Energieeffizienz, op intelligent Notzung vun de Ressourcen, déi den Ökoindustrien, den Ëmwelttechnologië vill Plaz mécht; deenen Technologien, déi eben de Betriber hëllefen Energie ze spueren, och erneierbar Energien. Alles dat ass schrecklech wichteg. Alles dat ass haut Spëtzentechnik, och Spëtzewirtschaft. Dat kann awer nëmme bestoen, wa mer ronderëm deen dote Beräich eng Forschung opbauen, wa mer eis och hei zu Lëtzebuerg probéieren en eegenen Know-how ze ginn an deenen doten neie Wirtschaftssecteuren, a wa mer och allgemeng gutt Kaderbedingungen hei zu Lëtzebuerg behalen, wat d'Uplanzung vun neie Betriber an eisem Land ugeet.

Dat kléngt alles gutt. Verschidde Riedner sinn och gëschter an der Debatt ronderëm de Budget drop agaange wéi wichteg et wär dat doten ze maachen. De Problem ass just bei deem Ganzen, dass mer eis d'Saach e bëssen ze einfach maachen, well méi an déi dote Secteuren investéiert misst ginn. Et misst een där Zorte vu Betriber kréien. Déi huet wierklech all Mënsch an Europa. Et ass e bëssen de Pech, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dass mer mengen, mir hätten elo wierklech d'Wourecht do entdeckt a mir wären déi Eenzeg, déi dorunner schaffe géifen, fir déi dote Betriber hei bei eis an d'Land ze kréien.

Abee, deen doten Effort gëtt vu praktesch alle Länner hei an Europa gemaach, well si natierlech och déiselwecht Analys gemaach hu wéi mir hei zu Lëtzebuerg. Et ass erkannt ginn, dass dat dote Secteure sinn, déi sech nach staark wäerten an deenen nächste Joren entwéckelen, wou nach en immense Potenzial vun Entwécklung drastécht. Mir mussen also nach kucken, dass mer awer och konkret Argumenter hunn, fir déi Betriber hei op Lëtzebuerg ze bréngen. Dorunner muss sécherlech nach an deenen nächste Jore gefeilt ginn.

Mir sinn och der Meenung, dass déi Lëtzebuerger Energiepolitik sech an en europäesche Kader muss eranintegréieren. Mir si fir en integréierten Energiemaart an Europa, deen op de Prinzipië vun der Solidaritéit a vun der Kooperatioun tëschent de Länner opgebaut ass. Dofir si mer och fir Netzer, déi eigentlech interconnectéiert sinn hei an Europa.

Mir mussen oppasse wéi mer un d'Ëmsetzung vun deene leschten Direktive ginn, wat d'Liberaliséierung vun de Mäert beim Stroum an der Energie an Europa ugeet. Dat si jo zwee Punkte bei deene mer nach am Detail wäerten d'Freed kréie se an der Kommissioun an dann och am Plenum ze diskutéieren. An ech si schonn der Meenung, dass mer do sollten dee Spillraum notzen, dee mer als Lëtzebuerg hunn, fir eng Rei vun Akzenter bei där doten Ëmsetzung ze setzen, am Interessi vum Konsument, am Interessi vun der Ëmwelt, am Interessi och vum Standuert Lëtzebuerg.

Wichteg schéngt et mer ze sinn, dass mer effektiv Suerg droen, an dat och konkret ëmsetzen, dass d'öffentlech Hand d'Kontroll kritt oder d'Kontroll behält iwwert d'Netzer beim Transport a bei der Distributioun. Dat schéngt eis immens wichteg ze sinn, well mer och an Zukunft wëlle landeswäit Netzer hunn. Mir wëllen net hunn, dass déi fest Strukturen u sech engem kuerzfristege Profit géifen ausgeliwwert sinn. Et ass scho wichteg, dass also do d'öffentlech Hand d'Soe behält, an dann och mat dem néidege Sënn fir den öffentlechen Intérêt d'Wartung an den Opbau vun deenen doten Netzer och an Zukunft ka maachen. Eis Suerg muss et sinn, dass mer déi néideg Transparenz an dee ganze Beräich erakréien.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Eng Iddi, déi eis Ënnerstëtzung fënnt, ass och déi, dass mer et an Zukunft musse fäerdeg bréngen, d'Energie ze kennzeechnen, dass mer also den Ursprong vun der Energie kënnen zréckverfollegen. Och dat gehéiert an eisen Aen zur Transparenz. An dat ass eppes, wat sécherlech net einfach gëtt.

Wa vun „unbundling" geschwat gëtt, misste mer och probéieren an eisen nationalen Energiestrukturen e bëssen en „unbundling" fäerdegzebréngen, well mer do awer zimlech Querverbindunge lénks a riets an eisem Organigramm vun den Energiebetriber hei zu Lëtzebuerg erëmfannen. Och wann et net einfach ass, misst ee probéieren do op jidde Fall Interessekonflikter an deem Ganzen ze eliminéieren an och do op propper Strukturen hei zu Lëtzebuerg opzebauen.

An déi lescht Suerg, déi mer hunn, dat ass effektiv déi vun der Roll vun de Gemengen, wou mer déi Meenung hunn, dass d'Gemenge schonn eng Roll am Energieberäich ze spillen hunn; net nëmmen am Beräich vun der Energieberodung, wat scho wichteg ass, mä och an der Planung an hirer Gemeng. Do kënnen d'Gemenge ganz vill maachen.

An et war sécherlech, mengen ech, net klug, dass mer bei där leschter Iwweraarbechtung vum Gesetz iwwert d'Entwécklung vun eise Gemengen, hinnen eigentlech och déi Kompetenz an der Planung fir Energiefroen net mat erageschriwwen hunn. Et schéngt mer allerdéngs wichteg ze sinn, dass mer och kënnen esou Bestëmmungen an eis Baupläng eranhuelen an esou Bestëmmungen och vun Energieversuergung op lokalem Plang imposéiere kënnen, wa mer och wierklech wëlle regional a lokal konkret um Terrain an Energiefroe virukommen.

Ech wëll net méi am Detail hei op aner Froen agoen. Mir kréien nach Geleeënheet dat ze maachen.

Den Här Kox huet virdru kritiséiert, dass an der Kommissioun gesot gi wär, mer géifen den Transportsecteur hei aus der Diskussioun ausklameren. Ech wëll dat e bësse richtegstellen an an dat richtegt Liicht réckelen. Selbstverständlech ass gesot ginn, et kann och jiddfereen hei am Plenum zu deene Froe Stellung bezéien.

Et ass eis drëm gaangen, dass mer an eise Virbereedungsaarbechten an der Kommissioun, wou mer schonn en Hearing haten, wou mer eng Dose Leit an den Institutiounen héieren hunn, eis net ëmmer erëm an nei Aspekter vun den Energiefroe verzettelen, mä dass mer eis an eise Virbereedungsaarbechten op déi Froe vun de Strukture konzentréieren, op déi Froe vun der Energiesécherheet, vun der Qualitéit vun der Energiezesummesetzung. Mir hunn och als Wirtschaftskommissioun gemengt, dass dat eigentlech eis Grondkompetenz wär a mir eis wa méiglech, wéi gesot, an eise Virbereedungsaarbechte sollten dorobber beschränken. Mä selbstverständlech si mer eis alleguerten eens, dass den Transportsecteur e wesentleche Facteur - ech hunn et jo selwer virdrun ervirgehuewen - bei enger ganzer Energiestrategie duerstelle muss.

Zum Schluss wëll ech kuerz op den Text vun enger Motioun zréckkommen, déi ech preparéiert hunn opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer an der zoustänneger Wirtschaftskommissioun vun der Chamber haten, respektiv opgrond vun där enger oder anerer Ausso, déi d'Parteien a leschter Zäit zu Energiefroe gemaach hunn a wou ech eigentlech probéiert hunn hei net d'Differenzen tëschent deenen eenzelne Parteien erauszeschielen, mä probéiert hunn d'Gemeinsamkeeten tëschent deenen eenzelne Parteien an engem Text zesummenzebréngen, wat déi zukünfteg Ausriichtung vun der Energiepolitik hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Dir fannt eng Rei vun deene Punkten erëm, déi ech schonn am Numm vu menger Fraktioun hei duergeluecht hunn. Ech mengen, dass mer hei sécherlech kee revolutionären Text virleien hunn, mä et weist awer, dass mat allen Divergenzen, déi een op deem engen oder anere Punkt huet, et awer och ganz vill Gemeinsamkeeten an der Energiefro gëtt, wat déi Ausriichtung ugeet. Dat eleng scho festzestellen, mengen ech, war et d'Méi wäert, dass ee probéiert huet hei en Text ze maachen, deen an déi dote Richtung geet.

Vun alle Fraktiounen a vun alle Sensibilités politiques ass mer gesot ginn, dass se deen heiten Text kënnten deelen, mat Ausnahm vun der grénger Fraktioun. Haut de Moien, et ass allerdéngs relativ spéit gewiescht, muss ech soen, den Text louch schonn zënter dem Freideg de Fraktioune vir...

»» Une voix.- Deen huet schonn erëm geännert.

»» M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo. Den éischten Text louch de Freideg vir. Den Ëmwelttext hu mer gëschter ëmgeännert opgrond vun den Amendementer, déi mer vu sämtleche Fraktioune kritt hu, just net vun der grénger Fraktioun. Déi huet mer de Moien ee virgeluecht.

Ech mengen, wat si stéiert - fir dat just ze soen - ass déi Fro, déi mer och elo schonn hei diskutéiert hunn an deenen eenzelnen Interventiounen, wat den Allocatiounsplang vun der Lëtzebuerger Regierung ugeet, deen op Bréissel geschéckt ginn ass. Hei an der Motioun steet dran, an dat war d'Propositioun vun deene meeschte Parteien, mat Ausnahm vun deene Gréngen, dass eigentlech dës Parteien, déi hei an der Chamber vertratt sinn, d'Regierung ënnerstëtze bei hire Verhandlungen, déi se mat Bréissel féiert, fir dass den Allocatiounsplang, dee se eragereecht huet, och sollt vu Bréissel akzeptéiert ginn.

Bon, déi Gréng hunn eng aner Meenung an deem dote Punkt, dont acte, mä ech hoffen trotzdeem, dass déi Motioun op eng breet Zoustëmmung hei am Parlament stéisst.

Motion 4

- Considérant que la politique énergétique constitue un élément important pour le développement économique du Luxembourg;

- considérant que notre pays doit dès lors se doter d'une stratégie intégrée poursuivant trois objectifs principaux: la sécurité d'approvisionnement, la prise en compte de l'impact environnemental, local et global, et la compétitivité;

- considérant que cette stratégie doit incorporer les questions liées à la production, à la commercialisation, au transport et à la distribution de l'énergie;

- considérant qu'elle doit s'inscrire dans une optique de long terme et contribuer à la réalisation d'un marché européen commun de l'énergie au sein de l'Union européenne;

- considérant qu'une telle politique énergétique soutenable doit réserver une large

part au renforcement de l'efficacité énergétique et à la promotion des énergies nouvelles et renouvelables;

- considérant que le Luxembourg doit continuer à définir des objectifs ambitieux en matière d'efficacité énergétique et d'utilisation des énergies nouvelles et renouvelables;

- considérant qu'il y a lieu d'adapter les structures existantes dans le domaine énergétique pour faire face aux nouveaux défis découlant de la libéralisation des marchés de l'énergie en Europe;

- considérant qu'il importe de créer un environnement favorable au développement de nouvelles technologies dans la production et l'utilisation rationnelle de l'énergie, de réduire notre dépendance énergétique par rapport à l'étranger, et de favoriser un changement de mentalité auprès des consommateurs, et de garantir que l'énergie produite, importée ou consommée reste pour chacun disponible et économiquement accessible;

la Chambre des Députés

- encourage le Gouvernement à élaborer sur la base des études existantes et des conclusions politiques qui en découlent, une stratégie énergétique à long terme intégrant l'ensemble des considérations d'ordre énergétique, économique, écologique et social, comportant des objectifs à atteindre, ainsi qu'un plan de réalisation;

- demande au Gouvernement de soutenir tous les efforts en vue de réduire la dépendance énergétique de notre pays, tout en tenant compte des engagements pris dans le cadre des accords de Kyoto;

- souhaite que les pouvoirs publics prennent les dispositions utiles afin de mettre en place les structures nécessaires pour avoir un contrôle sur les réseaux de transport et de distribution de l'énergie pour garantir une fourniture nationale adéquate, à des prix compétitifs, et de bonne qualité;

- invite le Gouvernement à assurer la sécurité de l'approvisionnement du pays en énergie en misant entre autres sur le renforcement des capacités de stockage de produits pétroliers;

- demande au Gouvernement à apporter son soutien à la création d'un marché européen intégré de l'énergie comportant une interconnexion des réseaux et garantissant un accès juste au réseau;

- considère que le recours croissant à l'énergie nucléaire ne constitue pas une réponse valable aux défis environnementaux globaux dans la mesure où les questions liées à la sécurité et au traitement des déchets radioactifs ne sont pas résolues de façon satisfaisante;

- invite le Gouvernement à garantir un accès équitable aux réseaux de gaz naturel et d'électricité à tous les producteurs d'énergie et notamment les producteurs d'énergies renouvelables;

- invite le Gouvernement à soutenir les investissements en énergies nouvelles et renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie au-delà de l'année 2007, en fournissant un cadre défini et durable aux investisseurs dans le domaine énergétique;

- encourage le Gouvernement à promouvoir l'étude et le développement de technologies de l'énergie modernes, notamment en vue de faciliter l'implantation d'entreprises du secteur des écotechnologies au Luxembourg;

- demande que l'ensemble des mesures envisagées par le Gouvernement dans le cadre de son plan d'action de lutte contre le changement climatique soient réalisées en vue d'utiliser pleinement le potentiel de réduction d'émissions de CO_2;

- soutient le Gouvernement dans sa détermination à défendre son plan national d'allocation de quotas d'émission de gaz à effet de serre 2008-2012 en tenant compte de la situation spécifique de l'industrie luxembourgeoise;

- demande au Gouvernement de renforcer les activités de formation et de conseil en matière énergétique destinées aux entreprises, aux communes et aux particuliers en accentuant leur dimension régionale et locale.

(s.) Alex Bodry, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Marcel Sauber, Jos Scheuer.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den nächste Riedner ass den Här Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei der Energiedebatt hei froe mer eis natierlech: Vu wat fir enger Zäitachs schwätze mer? Ass et d'Zäitachs 2006-2008? Ass et d'Zäitachs 2006-2012? Ass et déi bis 2020 oder bis 2050?

Wa mer iwwert d'Renten diskutéieren, da kucke mer dat natierlech à l'horizon 2050, well mer wëllen natierlech alleguer der nächster Generatioun hir Existenz ofsécheren, déi dann an de Pensiounsalter kënnt.

Wa mer och wëllen där Generatioun, déi nach net an der Pensioun ass, hir Existenz no 2050 ofsécheren, da musse mer och aus der Energiedebatt eng Reflexioun maachen, déi sech op der Zäitachs vun elo bis 2050 beweegt. Dat huet mat Sécherheet mat Approvisionnementer ze dinn, et huet awer och virun allem mat der Maîtrise vun den Nofolgen ze dinn; mat der Maîtrise vun den CO_2-Emissiounen ënner anerem.

Ech wollt och direkt op dem Här Bodry seng lescht Remarque agoen, wou hie begréisst huet, datt déi meescht Fraktiounen hei an der Chamber d'Regierung bei dem Allocatiounsplang ënnerstëtzen, esou wéi se en op Bréissel eragereecht huet. Ech wëll do just eng Nuance eraflécken.

Mir ënnerstëtzen déi Démarche, well eng Partie Betriber net kënne mat der Décisioun vu Bréissel liewen, aus där ganz einfacher Ursaach, well 2005 als Basisjoer geholl gëtt, fir d'Emissiounen ze rechnen. Wëssend, datt et do Betriber goufen, déi mat enger ganz limitéierter Capacitéit geschafft hunn, mat 30 respektiv 50%, kann dat d'Basis net sinn. Dat huet eppes mat Nohaltegkeet ze dinn oder mat Verstouss géint d'Nohaltegkeet, well wann een déi Existenze menacéiert, wann een deene Leit, déi an deene Betriber schaffen, mam Broutkuerf wénkt - an dat kënnt d'Resultat si vun der Décisioun vu Bréissel, sollt se definitiv ginn -, da kann dat vun eis net akzeptéiert ginn.

Ech hat gëschter schonn d'Geleeënheet, fir ze soe wat ech vun der Aschreiwung vun enger eventueller TGV-Zentral mat engem Emissiounsvolume vun CO_2 vu 500.000 Tonnen halen. Ech mengen, dat ass geféierlech, well mer, sollte mer nach esou eng TGV-Zentral op Lëtzebuerg kréien, nach eng Kéier 5% vun eisem Emissiounsvolume beusprochen, dee mer bluttnoutwendeg brauche fir aner Secteuren. Ech mengen, dorop kënne mer wierklech verzichten.

Ech soen och nach eng Kéier firwat. Wa mer dat do am Allocatiounsplang als Reserve bestoe loossen, dann ass et ganz gutt méiglech, datt esou eng Zentral dovunner profitéiert. An da gesinn ech wierklech keen Argument an der Kommodo-Gesetzgebung mat deem een e gudde Projet kënnt ofblocken, au motif datt eis Allocatiounen, déi mer kritt hunn, net duerginn. Well och déi, déi zu Esch-Belval steet, ech soen et nach eng Kéier, déi huet d'Kommodosprozedur duerchlaf, an zu Recht. Et gouf keen Argument, fir se ofzelehnen, well hire wëssenschaftleche Stand, deen huet absolut de gréisste Performancen entsprach an och déi gréissten Erwaardunge voll a ganz erfëllt. Ech wollt déi Nuance awer erabréngen, wa mer iwwert d'Ënnerstëtzung vun der Regierung an deene Verhandlunge schwätzen.

Ech hat par conter eng aner Ënnerstëtzung eng Kéier hei ugemellt, dat war déi, fir de Minister Lux mat mengem Virgänger Bodry zesummen ze ënnerstëtzen, datt mer zu Bréissel en Emissiounsvolume kréie vun 72% vu 14 Milliounen Tonnen, an net vun 12,8 Milliounen Tonnen, well déi Décisioun, déi 1998 zu Bréissel geholl ginn ass a wou Lëtzebuerg do och säin „share" kritt huet am Kader vun der Gesamtdémarche vun der Europäescher Unioun, déi deemools nach aus 15 Mitgliedsstate bestanen huet, dat war précisément déi politesch Ausso, déi eis 72% Emissiounsvolume vun eppes iwwer 14 Milliounen Tonnen garantéiere sollt.

Ech maachen déi Parenthees zou. Ech hunn et just nach eng Kéier rappeléiert, well oft an enger Debatt, déi esou vill mat Detailer gespéckt ass, ass et net ëmmer evident, fir do nach dat Wesentlecht vun deem Onwesentlechen ze trennen.

Ech hu gesot, Energiepolitik huet mat Sécherheet an och mat Maîtrise vun Emissiounen ze dinn. D'Sécherheet vum Approvisionnement ass mëttlerweil den Haaptmobil vun der chinesescher Aussepolitik. D'ganz chinesesch Afrika-Politik ass just fokusséiert op d'Ofsécherung vun den Energie-Importer. Dat gesi mer am Sudan. Dat gesi mer am Kongo. Dat gesi mer am Nigeria. An alles wat sech deem Zil net ënneruerdnet, fënnt och am Fong keng Plaz an der chinesescher Aussepolitik.

Deem entgéintzehalen ass awer déi europäesch, jiddefalls um Niveau Afrika, well déi awer nach eng intelligent Conditionnalitéit an hir Kooperatioun mat Afrika abaut, wou et och nach ëm eppes geet wéi Mënscherechter, wat anerer manner ze interesséiere schéngt.

D'Sécherheet vun eisen Netzer muss virun ausgebaut ginn. D'Risike mussen ofgefiedert ginn. Sécherheet kann een awer och erreechen duerch méi Spueren. Wann ee wëllt muer méi sécher Approvisionnementer hunn, da muss een an där Hisiicht dat gréisste Potenzial mobiliséiere wat et gëtt, nämlech dat vun den Energiespuermoossnamen.

Ech wollt déi Interventioun hei ganz kuerz halen, Här President, fir nach eng Kéier drun ze erënneren, datt Energieversuergung, Energiesécherheet, Energieproduktioun also mussen op enger ganz laanger Zäitachs gesi ginn, an et muss ee wëssen: Wat kann d'Politik maachen? Wat muss d'Politik maachen? Wat geschitt, wat geschitt net?

Dat wat net geschitt de Moment ass dat wat net direkt vum Maart als Léisung sech quasi imposéiert. Mir kënnen awer de Maart an dëser Debatt eleng net ausschalten. Mir kënnen en awer och net eleng gewäerde loossen, well ech gleewen och, wéi den Henri Kox dat gesot huet a senger Introduktioun, datt dat hei och eppes mat Voluntarismus ze dinn huet. Nei Weeër goen an der Energieproduktioun, an der Energieversuergung, huet näischt mat Fatalitéit ze dinn, mä au contraire mat enger ganz zolitter Portioun Voluntarismus. Mir waarden och op déi Etüd, déi soll erauskommen an déi d'Energiepotenzialer soll inventéieren, déi et gëtt, notamment an deenen alternativen Energien.

An ech wollt och elo, ier ech zum Schluss kommen, mech nach eng Kéier referéieren op eng ganz interessant Sitzung, déi mer de Moien an der Agrarkommissioun haten, wou och de Vertrieder vu Convis war, dee fir eelef Organisatiounen e Projet ausgeschafft huet iwwert d'Méiglechkeeten, déi et am Beräich vun der Biomass gëtt, fir ze soen: Dat do ass wierklech e Beispill, datt een dat do och kann ouni Fatalitéit ugoen. Hei musse mer effektiv voluntaristesch virgoen, an et kënnt virun allem…

(Interruption)

Wat gelift, Här Gira?

… an et kënnt virun allem op d'Method un, wéi mer dat do wëllen duerchkréien.

Ech si ganz frou - an ech hunn dat de Moien och an där Kommissioun nach eng Kéier rappeléiert -, datt mer gëschter praktesch en Accord hei fonnt hunn iwwer e Wee wéi mer wëlle virugoen no 2009 an der Haushaltskonsolidéierung. An zwar deen, datt mer den nationalen Nohaltegkeetsrot chargéiere mat engem Plang, mat engem Avis iwwert d'Evolutioun vun de finanziellen Aggregater. A wa mer deen hunn, esou wéi et an där Motioun steet, 2008, da kënne mer och 2009, nodeem déi klassesch Playere sech domat ofginn hunn, eis eens gi wat mer maachen.

An ech géif och d'Plaz, déi déi Gréng hei virgesinn hu fir eng Energie-Agentur, an deem Kader placéieren. Duerfir ënnerstëtze mer déi Motioun haut net, well et menger Meenung no nach verfréit ass. Et soll ee kucken, wéi mer, opgrond vun deenen Avisën an deenen Diskussiounen, déi mer dann hei kréien, eis kënnen op deem dote Wee institutionell organiséieren.

Dat heescht net, datt een elo näischt Verstänneges maachen a bestehend Modellen ausbaue kann. Et si jo och schonn Usätz do. An d'Gemenge konnte jo och scho bis elo ënnerstëtzt ginn. De Beweis ass jo och do, datt zum Beispill d'Gemengen, déi eng beispillhaft Roll ze spillen hunn an deem dote Secteur, eng Leaderroll an deem dote Secteur ze spillen hunn, absolut dat kënne maachen.

Just - an et ass schued am Fong, datt den Innenminister net hei ass - kommen oft vun enger Säit Bremsen, déi op dëser Plaz awer wierklech näischt méi verluer hunn. Wann ee wëllt hunn, datt d'Gemengen hir Roll do spillen, da muss een och d'Gemengen, déi verstänneg Virschléi hunn, encouragéieren, amplaz datt se do ofgebremst ginn.

(Interruption)

Et wier gutt, wou mer alleguer de Mëtteg praktesch, ouni d'Wuert ze nennen, awer vu Paradigmewiessel geschwat hunn, wa mer am Fong och ufänke géifen ëmzedenken an net mat Mëttelen aus dem 19. Jorhonnert Politik maache vum 21. Jorhonnert.

D'Froen, déi bleiwen, si souwisou komplizéiert genuch. An ech mengen, déi puer konkret Initiativen, déi elo um Dësch leien an déi an den nächste Jore sech wäerte konkretiséieren, déi weisen, datt et enorm vill Méiglechkeete gëtt hei am Land, fir an där doter Hisiicht virunzekommen, fir effektiv Neel mat Käpp ze maachen.

D'Potenzial vun der Biomass ass reell an et geet a Beräicher, wa mer do eng Kéier d'kritesch Mass erreecht hunn, da komme mer do an de Benefiss vun der Économie d'échelle. Mir mussen dat hei zu Lëtzebuerg maachen. Anerer mussen dat och bei sech maachen, fir datt mer och kënnen an där Hisiicht e Maximum vun alternativen Energië verwierklecht kréien. Dat ass eng Erausfuerderung fir déi nächst Zukunft: Net nëmmen eleng sech op de Maart baséieren, ofgesinn dovunner, datt de Maart verfälscht ass, well d'Nofolgekäschte bei deene meeschten Energien net gerechent ginn.

Ech wollt och e Wuert zur Atomenergie soen. Do si mer direkt an enger ideologescher Diskussioun. Toujours est-il, datt et wouer ass, datt d'Atomenergie awer trotzdeem eng Partie CO_2-Emissioune prevenéiert. Op där anerer Säit, an duerfir ass se jo och zu Rio net zréckbehale ginn als nohalteg Energie, well keng Maîtrise do ass vun den Décheten, vun der ganzer Problematik vun den Décheten. An och d'Befürworter vun därselwechter soen, datt et nëmmen eng Énergie de transition ass an datt dat och à l'horizon 2050 jiddefalls souguer fir déi, déi nach haut op d'Atomenergie setzen, se keng Alternativ méi ass, jiddefalls keng gangbar Méiglechkeet fir déi ganz wäit Zukunft.

Wann ech soen, datt et en enormt Potenzial gëtt an der Biomass, da soen ech, wie Potenzial seet, seet och Limiten. Mir kënnen net alles maachen. An deem ganze Mix vu Prioritéiten, déi heeschen: spueren, d'Produktioun vun alternativen Energien, d'Promotioun vum Faktor 4, zweemol méi maache mat zweemol manner Inputer, dat ass alles richteg, mä do muss een och direkt hannendrop soen, datt, wann et Limitë gëtt - zum Beispill an dem Ausbau vun den alternativen Energien, bedéngt duerch de Gebrauch vu Biomass -, da muss een och op déi aner Méiglechkeeten nach higoen.

Ech bedaueren e bëssen, datt déi ganz Énergie solaire ënnergeet. Ech mengen, datt déi och en enormt Potenzial huet. Datt se ënnergeet, datt se net méi konnt esou virulafen, wéi ech se selwer ugefaangen hunn, ginn ech gären zou, well si war net ze finanzéieren, an duerfir hunn ech selwer e Reglement geännert. Mä datt se awer elo praktesch ënnergaangen ass, dat ass awer ze bedaueren.

An ech schwätzen emol net eleng vun der Fotovoltaik. Ech mengen et gëtt eng aner thermesch Solarenergie, déi enormt Potenzial huet, dat hei zu Lëtzebuerg zimlech broochläit, obschonn et Méiglechkeete gëtt fir se ze förderen. Do hu mer et effektiv entweder mat enger Absence de volonté ze di bei de Privatleit, déi doranner sollen investéieren, oder et ass e Mangel un Informatioun oder et ass béides mateneen.

Duerfir mengen ech, mat engem Ausbau vun de Réseaux de vulgarisation, dee mer ugefaangen hunn, misst ee scho kënnen an enger éischter Phas de Gros vun de Schied ofwieren. An ech mengen am Réidener Kanton ass ugefaange ginn domat; dat ass e Modell, deen een absolut och ausdehne kann op aner Géigenden, ouni schrecklech grousse Personalopwand. Et kann een do systematesch virgoen an d'Leit emol opmierksam maachen op déi Méiglechkeeten, déi et gëtt.

Mä, ech mengen, den Haaptdéfi nieft der eigentlecher Promotioun vum Spueren a vun alternativen Energien ass d'Method, déi mer eis ginn. Duerfir nach eng Kéier: Wa mir et hikréien an eng gutt kohärent organiséiert Debatt iwwert den Développement durable maachen, mengen ech, da kënne mer wéinstens een Deel vun deenen Erausfuerderungen opgräifen a vun deenen Engagementer erfëllen, déi mer zu Bréissel geholl hunn a puncto Produktioun vun alternativen Energien an och a puncto Maîtrise vun den CO_2-Emissiounen.

Dat ass net vun haut op muer ze bewältegen. Do kann een nëmmen etappeweis virgoen. Ech mengen, datt déi Wett ka gewonne ginn, wann och déi Mécanismes de flexibilité, wéi se am Kyoto-Protokoll ageschriwwe sinn, beusprocht ginn. Virun e puer Joer huet ee sech missen entschëllegen, wann een dat Wuert an de Mond geholl huet; haut gesäit awer jiddfereen an, datt et ouni dat net geet. Et geet net ouni

dat, an et ass och gutt, datt et net ouni dat geet, well soss hätte mir keng Méiglechkeet, fir eise Commitments nozekommen.

Duerfir ass, a mäi Virriedner huet dat och nach eng Kéier gesot, de Recours op d'„joint implementation" menger Meenung no ee Moyen, dee mat dat gréisste Potenzial huet. Et mécht Sënn, well een direkt, konkret duerch Moossnamen, déi een engagéiert, op d'Reduktioun vun CO_2-Emissioune kann awierken.

Dat gesot, Här President, wollt ech den Accord vu menger Fraktioun gi fir déi Motioun, déi d'Kommissioun zesummen ausgeschafft huet. Déi éischt Motioun vun deene Grénge kënne mer net matdroen, par conter déi zweet an déi drëtt Motioun, déi den Här Kox hei am Numm vu senger Fraktioun agereecht huet, fannen eis Ënnerstëtzung.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer Energie an Energiepolitik schwätzen, da wësse mer, datt d'Verfügbarkeet vun der Energie d'industriell Entwécklung vun eiser Gesellschaft iwwerhaapt eréischt méiglech gemaach huet. A mir wëssen och, datt d'Verfügbarkeet vun der Energie determinant wäert bleiwe fir d'Weiderentwécklung vun der Mënschheet an domadder selbstverständlech jo och vun eisem Land.

Mir wëssen, datt Lëtzebuerg extrem ofhängeg ass vum Energieimport, well eis eege Potenzialitéiten extrem begrenzt sinn, an déi, déi mer hunn, och nach nëmmen deelweis développéiert sinn. Generell kann ee soen, datt d'intelligent Léisung vun der Energieproblematik iwwert d'Schicksal vum Globus a vun der Mënschheet entscheet. An ech wëll, obscho meng Zäit limitéiert ass, probéieren am Schnellgang d'Energiefro ënner siwen Aspekter ze kucken:

1. genügend Verfügbarkeet, dat ass fir eis gréisstendeels den Import, awer och den Développement vun eegener Produktioun;

2. d'Sécherheet vun der Versuergung, och a Krisenzäiten;

3. d'Wirtschaftlechkeet, de Präis an eis Konkurrenzfäegkeet sinn do am Spill;

4. de Klimaschutz, Stéchwuert Kyoto an no Kyoto;

5. - dat leet sech doraus of - d'Energiespueren, d'Energieeffizienz;

6. Eegepotenzial an d'maximal Entwéckelen an Notzen, an

7. zum Schluss nach vläicht ee Wuert iwwert d'Nuklearenergie.

Genügend Verfügbarkeet: Mir sinn a mir bleiwen op länger Siicht ofhängeg vum Import. Mir wäerten eis wahrscheinlech ni ganz kënnen dovunner lassmaachen. Duerfir brauche mir eng europäesch Strategie. Mir brauchen eng gesamteuropäesch Energiepolitik. Et ass ënnert deem Aspekt, wou mäi Grupp déi Attitüd och voll a ganz ënnerstëtzt, mä mir brauchen als Land eng laangfristeg Strategie, fir esou wäit wéi méiglech vun Importer onofhängeg ze ginn.

Sécherheet vun der Versuergung, och a Krisenzäiten: Et ass kloer, datt angesichts där aktueller europäescher Rechtslag eng Trennung muss si vu Produktioun, vu Liwerung an Transport respektiv Verdeelung. Et muss séchergestallt sinn, datt d'Netzer vu Stroum a Gas ausgebaut, moderniséiert an un d'Bedierfnisser vun haut ugepasst ginn, fir wäitgehend Versuergungsenkpäss a Katastrophen ze évitéieren.

Mir sinn och der Meenung, datt dat ënnert der Kontroll vum Stat soll bleiwen, woubäi dat net ausschléisst, datt Aarbechten, déi ënnert der Kontroll vum Stat duerchgefouert ginn, d'Exekutioun dovun net awer gréisstendeels duerch de Privatsecteur soll kënne gemaach ginn.

An deem Kontext stellt sech och d'Fro vun der Tanklagercapacitéit fir de Fuel, fir flësseg Brenn- an Treibstoffer hei zu Lëtzebuerg, wou mer eis extrem schwéier doen, fir eisen Obligatiounen nozekommen, oder fir wéinstens ze soen: Mir wëllen dat integral hei op eisem Territoire hunn, fir och e sécheren Zougréff drop ze hunn, wann et eng Kéier enk gëtt.

Ech muss soen, mir verstinn net, wéisou datt mir eis esou extrem schwéier mat där Fro do doen. Et misst dach awer méiglech sinn iergendwou relativ wäit ewech vun Agglomeratiounen, dat heescht vun do, wou et d'Leit stéiert oder fir d'Leit geféierlech ass, eng Plaz ze fannen, wou mir esou en zousätzlecht Lager kéinten opbauen, verkéiersméisseg selbstverständlech gutt situéiert. Wa mir dat net fäerdeg bréngen, da si mir der Meenung, datt dat enger Ofdankung vun der Statsgewalt gläichkënnt.

D'Wirtschaftlechkeet, dat ass den drëtte Punkt, dat heescht Präis- a Konkurrenzfäegkeet. Natierlech kënne mir keng Energiepolitik bedreiwen, wann déi lassgekoppelt ass vun deem, wat ronderëm eis virgeet. Dat heescht, mir musse schonn dofir suergen, datt d'Energie präiswäert bleift, souwuel fir den eenzelne Konsument wéi och besonnesch fir d'wirtschaftlech Acteuren.

Duerfir muss, och wann d'Netz eenheetlech ass, bei de Fournisseuren de Prinzip vun der Konkurrenz spillen an dat däerf net, wéi dat anscheinend an Däitschland trotz der Applicatioun vun deem Prinzip geschitt ass, dru scheiteren, datt Ofsprooche stattfannen. Do muss d'öffentlech Hand Dispositioune schafen, fir datt dat fräit Spill vun der Konkurrenz bei der Fourniture spille kann.

Et ass och néideg Kontroll iwwert d'Distributeuren auszeüben, datt, wann dann och eng Monopolstellung do soll sinn, déi op kee Fall dozou féieren däerf, datt d'Distributeuren hir staark Positioun ausnotzen, fir Tariffer ze verrechnen, déi iwwert deem leien, wat tatsächlech d'Fraisë sinn. Mä et bleift, an dat wäert och bleiwen, dass generell de Präis duerch d'Offer an d'Demande bestëmmt gëtt. An ech mengen, wa mer d'Entwécklung um Energiemaart kucken an deene leschte Joren a mer gesinn d'weltwäit Entwécklung vun der Ekonomie, da kënne mir dovun ausgoen, datt de Präis vun der Energie och an Zukunft nach weider klamme wäert.

Här President, ech kommen zum véierte Punkt, dat ass den Aspekt vum Klimaschutz virum Hannergrond vu Kyoto an no Kyoto. Ech mengen, dat wär aktuell dee wichtegste Faktor an allen Iwwerleeungen, déi mer an eis energiepolitesch Strategie musse mat eranhuelen.

Kyoto hin oder hier, wëll ech kuerz drun erënneren, datt aktuell d'Wëssenschaftler eis soen, datt d'Moyenne vun der Temperatur um Globus ëm 0,2 Grad Celsius geklommen ass, a mir gesinn, datt d'Auswierkunge scho gravéierend sinn, fir net ze soe plazeweis verheerend. Déiselwecht Wëssenschaftler soen eis, datt et net méi ze évitéieren ass angesichts der jëtzeger Situatioun, datt d'Temperatur ëm zwee Grad klamme wäert - dat kënne mir schonn net méi verhënneren -, an datt et ganz sécher ass, datt dat gewalteg Verännerungen am Klima wäert no sech zéien, vun deene mir d'Auswierkungen iwwerhaapt nach net ofschätze kënnen.

Allerdéngs kann een, wann een dee Stern-Rapport hëlt, wann ee gesäit, datt déi Schied, déi doraus resultéieren, datt dat 5 bis am Extremfall 20% vum globale BIP kann ausmaachen, da kann een, mengen ech, souguer wann een de klimapoliteschen Aspekt wëllt vernoléissegen, awer gesi wat fir ee wirtschaftlechen Impakt dat wäert hunn, wa mir deen Aspekt do géingen an eiser Klimapolitik ignoréieren.

D'Chance fir den Temperaturanstieg op zwee Grad ze begrenzen hu mer och nëmmen, wann elo tatsächlech séier an entschlosse gehandelt gëtt. Wann d'Temperatur sollt, wat d'Katastrophenzeenarie virausgesinn, ëm véier bis fënnef Grad klammen, dat heescht, wann et eis net geléngt elo d'Kéier ze huelen, da wäert d'Situatioun esou sinn, datt se bal net méi ze beschreiwen ass. Et gëtt Wëssenschaftler, déi soe wann d'Äis iwwer Grönland géif schmëlzen, datt dann d'Mier insgesamt ëm siwe Meter géif uklammen. A wat dat bedeit, dat ka jiddferee sech selwer ausmolen.

Dat heescht, mir kommen net derlaanscht an eiser ganzer Klimapolitik den ëmweltpoliteschen Aspekt viropzestellen, den CO_2-Ausstouss drastesch ze senken an en, iwwer Kyoto eraus - erëm eng Kéier de Wëssenschaftler no - ëm 80% zréckzefëiere par rapport zu deem, wat mer haut ausstoussen. Duerfir ass et, ofgesi vun allen anere Considératiounen, absolut noutwendeg fir e weltwäite Quantesprong an der Energiepolitik ze bewältegen.

Et ass och evident, datt déi westlech Industriestaten, déi zum gréissten Deel fir déi Entwécklung verantwortlech sinn, och als Éischt gefuerdert sinn, fir do dergéintzesteieren a Solutiounen ze fannen; och Lëtzebuerg, esou kleng wéi et och ass an esou kleng wéi eisen Impakt och ass. Et kann een deene Leit jo net Onrecht ginn, déi soen: Wat solle mir dann do dergéint halen? Mir sinn awer do net aus eiser Verantwortung entlooss, a mir mussen och eisen Deel derzou bäidroen, wa mer wëlle glaubwürdeg bleiwen.

Domadder kéim ech op d'Strategie Energiespueren, Energieeffizienz. Et ass ganz kloer, datt den Akzent muss drop geluecht ginn, fir Energie anzespueren. Hei läit dat gréisste Potenzial, zum Beispill duerch manner Verkéier, doduerch, datt mer Wunnen, Aarbecht a Schoul méi no beienee bréngen. Do muss een awer soen, datt an deene vergaangene Joren a Jorzéngte just de Contraire gemaach ginn ass.

Ech erënnere mech drun, datt mir eis vehement dergéint gewiert hunn, datt nach e Lycée sollt op de Geesseknäppche kommen. En ass awer dohi gebaut ginn. Elo baue mer eng Europaschoul op Mamer, wou d'Eltere soen: Wou kommt Dir iwwerhaapt dodrun, mir wunne bal alleguer um Kierchbierg? Ma da baut eis dach ëm Gottes Wëllen déi Schoul op de Kierchbierg, datt mer net och nach alleguerte musse bis op Mamer dorower rennen. Ech mengen, wa mer déi Iwwerleeungen ustellen, da musse mer se och konsequent probéieren ëmzesetzen.

D'Akzeptanz vum öffentlechen Transport ass jo och en Deel, fir de Verkéier ze reduzéieren. Wann en net akzeptéiert gëtt, dann huet alles kee Wäert, da kënne mer maache wat mer wëllen. An ech wëll an deem Zesummenhang nach eng Kéier drun erënneren, datt et eiser Meenung no nëmmen eng Solutioun gëtt, an dat ass, fir wierklech déi Zich, déi d'Leit vun alle Géigende vum Land an d'Stad bréngen, ënnert der Stad erduerchlafen ze loossen, an d'Leit schonn um Territoire vun der Stad erauszeloossen, do, wou se schaffen oder wou se an d'Schoul ginn.

En anert Stéchwuert: Standby Televisiounsapparater. Mir stinn d'Hoer zu Bierg, wann ech héieren, datt Däitschland kéint zwee Kraaftwierker ofschalten, wann dee Phenomeen net méi spille géif. Ech hunn dëslescht eng Diskussioun héieren op der däitscher Televisioun, wou ganz kloer de Standpunkt vertruede ginn ass: Ma, da soll een dat reglementéieren. Da soll ee soe per Ordonnance vun uewen erof - et kéint eng europäesch Direktiv sinn -: Et däerf iwwerhaapt keen Apparat méi an den Ëmlaf kommen, dee sech net automatesch ewechschalt, wann en eng gewëssen Zäit net a Betrib war.

Wuerfir musse mir dann iwwer eng extrem Verdeierung vun der Energie fueren, fir d'Leit dozou ze bréngen dorun ze denken? An dat ass och eise grondsätzleche Standpunkt: Et soll ee gréisstendeels iwwer Norme fueren, déi een imposéiert, well mir kréien déi immens Erausfuerderung, déi sech un eis stellt, nëmme bewältegt, wa mer konsequent virginn.

D'Verdeierung vun der Energie ass och sozial ongerecht, well et ëmmer eng Partie Leit gëtt, déi et net stéiert, déi dann awer riicht viruconsomméieren - mir gesinn et jo un eisem Automobilspark. Da soll ee per Verordnung fueren. Ech stéiere mech net drun, wann een en décken Auto fiert, mä mir musse kucken, wat den Auto verbraucht. Do geet et jo am Prinzip drëm.

D'Fransousen hu viru kuerzem gesot, datt se hiren Automobilsfirme wëllten imposéieren e Familljenauto ze bauen, deen net méi wéi dräi Liter brauch; einfach per Verordnung. Wann ech gelift, rappt lech elo um Rimm! Mir gesinn de Moment, datt d'Incitatioun fir an déi Richtung ze goen iwwerhaapt net grouss genuch ass.

Ech wollt e Wuert iwwert d'Isolatioun vun de Gebaier soen. Do ass immens vill ze maachen. Mir sollen och do d'Standarden héich genuch setzen. A wa Leit sech dat net kënne leeschten - leschten Enns gewanne se jo Geld derbäi -, da musse mer kucken, datt mer en d'Geld ginn, datt se deen Invest kënne maachen, an datt se dann herno dat, wat se do erëmgewannen, erëm eng Kéier kënnen iergendwéi zréckginn. Mä et kann net sinn, datt een aus der Onméiglechkeet, fir sech e Passivhaus ze leeschten, et dann net baut. Soss komme mer ganz sécher net dohinner, wou mer mussen hikommen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wëll och nach eppes iwwert de Verbrauch vum Stat soen. Ech hat eng Question parlementaire gestallt. De Stat brauch 17,65 Millioune Liter - dat war virun zwee Joer - a sengen eegene Gebaier. Wann en nëmmen 20% spuert, huet de Minister mer geäntwert, an hie seet, dat wär realistesch, da géife mer 3,52 Millioune Liter beim Stat aspueren. Dat sinn 3.520 Fudder Mazout. Ech sinn awer der Meenung, wann een dat richteg konsequent géif maachen, da kéint ee 50% aspueren an nach méi. Dat wären dann néng Millioune Liter.

Här President, et gëtt vill Weeër wéi ee kann do hikommen. Nach eng Kéier, mir sinn der Meenung, datt ee soll d'Obligatioun iwwert d'Normen zum Haaptinstrument maachen, fir d'Leit dozou ze bréngen Energie anzespueren.

Dann als leschte Punkt - well ech gesi meng Zäit leeft schonn esou lues of -: Eis eege Potenzialer maximal entwéckelen an notzen, fir ëmweltfrëndlech Energie ze produzéieren. Mir wëssen, datt, wann d'Waasser limitéiert ass, d'Solar- a Geothermie sécher villverspriechend ass. Dat hänkt vum Invest of a vun der Incitatioun, déi ee mécht, fir déi Politik ze maachen, wou eist gréisste Potenzial läit. Dat hu mer och an enger jéngster Etüd gesinn: Ronn 70% vun eisem Gesamtpotenzial läit bei der Biomass. Do musse mer ganz massiv drugoen. Do däerf effektiv net gespuert ginn, fir dat risegt Potenzial, wat mer do hunn, intelligent ze développéieren, do, wou et effektiv netto am meeschte bréngt.

An dann zum Schluss - ech gesi meng Zäit ass ofgelaf -: D'Nuklearenergie ass keng Zukunftsenergie. Si ass geféierlech; mer gesinn, wat den Terrorismus alles an der Welt fäerdegbréngt. D'Entsuergungsproblematik ass net geléist. Den Uran, soen d'Wëssenschaftler, wär souwisou net méi laang verfügbar, wéi den Uelech de Moment. Firwat baut een nach deier Zentralen, wann op eng Kéier kee Brennstoff méi do ass? D'Kernfusioun kënnt vill ze spéit, wa mer se dann eng Kéier realiséiert kréien, fir de Problem ze léisen.

Duerfir als Konklusioun, Här President, d'Zukunft, an nach méi déi vun eise Kanner, hänkt dervun of, ob mer dëse Quantesprong a kuerzer Zäit packen.

M. le Président.- Kommt zum Schluss, Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Jo. Ech wëll soen, datt mir déi Motioun jo mat ënnerschriwwen hunn, an datt mir déi selbstverständlech och matdroen, an d'Regierung an all hiren Efforten an déi Richtung ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Wuert huet nach den Här Jaerling gefrot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, ech wëll mech elo net hei als Ëmweltspezialist opspillen, mä ech hu mer awer eng Rei Froe gestallt, wéisou dass mer elo haut deen Débat hei hunn, wéisou dass mer elo an der Lescht ëmmer méi Débaten hunn iwwert d'Ëmwelt; wat jo och richteg ass.

Ech sinn awer do zur Konklusioun komm, dass d'Feeler, déi geschitt sinn, déi si jo net haut geschitt, déi sinn net gëschter geschitt. D'Feeler huet d'Politik säit 40 Joer gemaach. 40 Joer laang, wou se jo am Fong d'Wirtschaft schalten a walte gelooss huet op Käschte vun der Ëmwelt a vum Mënsch. An dass mer awer mussen oppassen an der Situatioun, wou mer elo sinn, dass mer net vun engem Extrem an deen anere falen.

Dat heescht also: Wa mer elo déi Ufuerderungen, déi vun der EU kommen, missten erfëllen, da géife mer op där enger Säit vläicht ee Problem kuerzfristeg léisen, mä awer op där anerer Säit wär dee Schued, dee mer do uriichten, gradesou grouss. Dann hätte mer näischt geschafft. Bon, et seet een, d'Industrie huet 20% vum Verbrauch, da soe mer: Jo, wat maache mer dann? Maache mer d'Industrie zou? Dat kënne mer net. Kënne mer nei Betriber an d'Land huelen? Jo, musse mer. Da musse mer just kucke wat fir eng Betriber, dass et sinn. Dat geet nëmme laangfristeg.

D'Autoe maachen de Gros vun den Emissiounen aus. Wat maache mer dann? Huele mer d'Autoen all vun der Strooss? Dat ass kuerzfristeg och net méiglech. Dat heescht also, dat hei ass elo eng Situatioun, wou ëmgeduecht gëtt, wou mer amgaange sinn ëmzedenken, wou och richteg ëmgeduecht ginn ass. Mä et ass awer e laangwierege Prozess, wou mer elo net kënnen einfach mam Briecheisen derduerchgoen an dann elo versichen eppes riichtzebéien innerhalb vu kuerzer Zäit, wat 40 Joer laang versäumt ginn ass.

Dofir ass déi Motioun, déi hei virläit, fir ze soen, dass mer d'Regierung sollen an all hire Beméiungen ënnerstëtzen, fir dee richtege Wee do ze goen an da laangfristeg ze kucken, fir eben déi Problemer do ze léisen, dat schéngt mer dee richtege Wee. An dofir wäert ech déi Motioun och ënnerstëtzen.

M. le Président.- Dann huet nach eng Kéier den Här Kox kuerz d'Wuert gefrot.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Bon, Här President, ech wëll nach eng Kéier ganz kuerz op d'Stellungnahmen agoen. Mir hu jo de Mëtten hei ganz interessant Stellungnahmen, och ganz sachlech Bäiträg, vu praktesch bal alle Fraktiounen héieren.

Et ass schued, dass ëmmer den Här Bodry do bei deem Spill net esou richteg wëllt matmaachen…

(Interruption)

… an en Dialog hei féiert wéi an de 70er, 80er Joren. Ech wëll dat einfach hei am Raum stoe loossen. Ech si frou, dass d'Sozialistesch Partei jo esou stolz drop ass op déi Körnerfresser a vläicht Birkenstockdroer vun de 70er an 80er Joren, déi awer dozou bäigedroen hunn, dass dat Atomkraaftwierk vu Rëmerschen net gebaut ginn ass, wou och dann d'Sozialistesch Partei jo anscheinend e grousse Mérite drun huet. Ech wëll dat jiddefalls hei erwähnen. Wann…

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- An Ärem Intérêt maache mer dee Vergläich léiwer net, soss ginn ech den Här Huss sichen, dee kann Iech dat besser erklären.

(Interruption)

M. le Président.- Kommt, elo streide mer net nach um Enn vun der Debatt hei!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Här Bodry!

Ech géif déi gréng Fraktioun bieden, hirem Spriecher hei nozelauschteren.

(Brouhaha général)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Den Här Bodry provozéiert eis.

(Interruptions)

M. le Président.- Neen, den Här Bodry huet net provozéiert an den Här Kox och net, an elo loosst den Här Kox schwätzen!

M. Charles Goerens *(DP).*- Elo kënnt déi Zäit vun der Besënnung, Här President.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech probéieren dat da fortzefëieren.

Nach eng Kéier vläicht awer zu Zuelen. Et gëtt hei esou duergestallt wéi wa mer eng total antiindustriell Politik géife féieren. Ech mengen, dann hat Der den Dialog, deen ech virdrun awer wollt féieren, net esou richteg nogelauschtert, dass mer ganz kloer, och hei zu Lëtzebuerg, fir eng industriell Weiderentwécklung sinn. Mä do, wou mer falsch leien, an do, wou, mengen ech, och d'Regierung falsch läit, an dat hate mer an där enger Kommissioun nach eng Kéier gesot, dat sinn déi Zuelen, déi op Bréissel geschéckt gi sinn.

Ech zitéieren hei aus dem Rapport vum 19. Juni: «Monsieur Henri Kox exprime ses doutes vis-à-vis du mode de calcul appliqué en vue de déterminer les quotas à allouer aux différentes entreprises. L'orateur estime que ce mode de calcul ne reflète pas vraiment la réalité étant donné que les chiffres obtenus ne reproduisent guère les réalités économiques, mais tiennent compte du facteur pronostique et conduisent dès lors à des surévaluations pour les différentes périodes.»

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Et ass einfach dat, wou mir wollten drop hiweisen. Mir hätten eis virgestallt, dass d'Regierung méi eng differenzéiert Approche gemaach hätt fir déi eenzel Betriber, déi sécherlech de Potenzial nach opzeweisen hunn, fir do och entspriechend an hirem Allocatiounsplang dat esou duerzestellen, an och zu Bréissel dat entspriechend esou virzestellen.

Et ass jo och virdrun nach gesot ginn, dass net eleng d'Industrie hei d'Effortë muss maachen, mä dass sämtlech Secteuren hei zu Lëtzebuerg deen Effort musse maachen. An nach eng Kéier d'Betounung: De Verkéier ass deen, dee mer am meeschten an der nächster Zäit mussen ugoen.

Zur Motioun: Och do hätte mer gäre gehat, dass dat méi eng nuancéiert Approche gewiescht wär, insbesondere deen Tiret, deen iwwert déi Determinatioun geet mat där eise Quoteplang zu Bréissel soll verteidegt ginn, dass deen ofgeschwächt gi wär, an dass een der Realitéit vläicht an d'Ae kuckt an net a sech blann Saache verteidegt, déi eis an e puer Joer wäerten nach vill méi schrecklech wéidoe wéi dat elo schonn de Fall ass.

Bon, souwäit zu der Ausféierung. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, wann Der erlaabt, misst ech kuerz awer wéinst Fait personnel hei intervenéieren.

Plusieurs voix.- Och!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, et ass jo net üblech, dass e Riedner nach eng Kéier zum Schluss op d'Riednerpult geet.

(Interruptions diverses)

Majo d'LSAP-Fraktioun huet och Riedezäit! Da wäert Der jo, Madame, Dir Häre vun der grénger Fraktioun, engem Sozialist awer datselwecht zougestoen, wat Der Iech elo grad selwer zougestanen hutt. Duerfir verstinn ech Är Opreegung also net, wann ech hei d'Wuert ergräifen.

Ech wëll dat gäre maachen. Ech wëllt mech awer gären op de Fait personnel beruffen, well effektiv hei mäin Numm gefall ass, an den Här Kox gemengt huet, wat jo heiansdo Gréngen-Deputéierte virkënnt, aner Leit missen ze bewäerten an ze beuerteelen. Si selwer hunn awer ëmmer Problemer, wann een hir Politik beuerteelt, dat verdri se manifestement vill manner.

(Interruptions diverses)

Si sinn ëmmer gutt am Kritiséieren an am Beléieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Si hunn awer méi Problemer, och emol eng Kéier eng kleng Kritik anzestiechen. Eng Kritik, mengen ech, mussen se sech hei gefale loossen, Här President, well wann hei anere Leit, déi et woen déi gréng Positiounen ze kritiséieren, direkt gesot gëtt, si géife béis Polemik bedreiwen, wëll ech soen, dass dat eigentlech dann awer nëmmen eng Äntwert ass op déi Reaktioun, déi déi Gréng haten, wat genee deen

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Dossier vun dem Allocatiounsplang ugeet, wou, wann ech hei d'Pressekommentaren noliesen, an ech hu se hei viru mer leien, déi Gréng ganz kloer dozou iwwergaange sinn an emol fir d'éischt vun der Regierung gesot hu si géif Onwourechte soen. Dat schéngt hei zu Lëtzebuerg zum gudden Toun ze gehéieren, enger Regierung ze soen, si géif praktesch léien.

(Interruption)

An ech muss ganz éierlech soen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Jo, da loosst elo den Här Bodry hei seng Ausféierungen an aller Rou maachen. Et huet jo kee Wäert, dass mer eis elo géigesäiteg hei opschaukelen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …dass ech déi doten Aart a Weis fir Politik ze maachen net ka guttheeschen. Ech bleiwe bei menger Meenung an ech soen et dann nach eng Kéier ganz däitlech, dass et wënschenswäert gewiescht wär an där heite Fro, wou eng national Regierung sech elo a schwiereg Verhandlunge mat der Europäescher Kommissioun begëtt, fir iwwer eng net onwesentlech wirtschaftlech Fro ze verhandelen, dass dann d'Chamber iwwer all Fraktiounen der Regierung géif de Réck stäipen, anstatt dass eng Fraktioun manifestement der Regierung de Réck net stäipt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Dann huet d'Wuert den zoustännege Minister, den Här Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer wierklech, dass ech der Kommissioun an hirem President Bodry Merci soen, net onbedéngt fir dat, wat mer haut gemaach hunn, mä fir déi vill Viraarbecht, déi am Virfeld geschitt ass. Déi geet am Fong geholl haut hei ënner.

Et sinn eng ganz Kuelebootsch voll Réunioune gewiescht, wou se déi verschidden Akteuren ugehéiert huet a wou probéiert ginn ass, emol breet iwwer sämtlech Akteuren ewech Verständnis hierzestelle fir d'Démarchë vun deenen Eenzelnen. Ech mengen, dat ass dee wesentleche Facteur gewiescht, deen een dann och haut erëmfënnt an der Diskussioun, wou een am Fong geholl sech seet: Mir sinn net esou wäit ausenaner.

Hei ass wierklech ee Punkt, wou mer wäit ausenaner sinn, deen den Här Bodry elo just ënnerstrach huet, nämlech dee vu Kyoto. An nach nëmme géif ech mengen op deem Punkt vun der Industrie. Ech mengen, dat wat den Här Goerens gesot huet, selbstverständlech wat den Här Spautz dozou gesot huet, kann ech absolut ënnerschreiwen. Dir wësst, dass ech ee Moment gesot hunn, Kyoto ass e ganz wichtege Problem, deen eis alleguerten ugeet. Just hunn ech gesot, dass ech meng Zweifel hunn an der Approche vu Berechnungen. Dat war mäi ganze Problem.

An ech gesinn, dass dat erëm eng Kéier hei optaucht, nämlech dass ech fannen, dass einfach Nonsens-Berechnunge gemaach gi si vun der Kommissioun. An duerfir ënnerstëtzt och déi gesamt Regierung den Ëmweltminister, well hei einfach Saache gemaach gi sinn, ça ne tient pas la route! Et kann een net einfach fir Lëtzebuerg d'Joer 2005 huelen, wou ee weess, dass mer gedrosselt gefuer sinn, a wéi aner Länner hélt een eng Moyenne. Et kann een net higoen an déiselwecht Industrie, déi zu Lëtzebuerg ass an déi och an England ass, ganz anescht behandelen. Dat geet einfach net!

Et kann een net higoen, menger Meenung no, wéi dat geschitt ass, an net akzeptéieren, dass eng Industrie, déi beispillsweis hei zu Lëtzebuerg am Moment e Fënneftel bis e Véirel vun hirer Energieversuergung iwwer Biomass mécht, iwwer Holz. Mä de Problem ass deen, dass et ëmmer méi schwéier gëtt, Holz ze kréien. An dass se iergendwa wahrscheinlech muss ëmschalten an dann net méi Holz huet. Och dat Holz kritt se am Moment jo net ugerechent. Wann déi Industrie also emol net méi d'Méiglechkeet huet, an dat ass natierlech e ganze Batz Tonnen, déi derbäikommen, da gëtt direkt gesot: Jo, mä Dir verknascht elo erëm méi!

Jo, mä si huet sech d'Méi gi virdrun, wat anerer manner gemaach hunn, nämlech ze probéieren, hiren Energieverbrauch mat anere Mëttelen ze decken. Da fannen ech einfach, dass déi Berechnung net normal ass. Ech hat de Moien déi Industrie bei mir sëtzen; déi verstinn d'Welt net, dass dat esou eng Berechnung op der Säit vun der Kommissioun ass.

An duerfir soen ech, dass ech frou gewiescht wier, wa mer e Konsens fonnt hätten. Ech respektéieren d'Meenung vun eise grénge Kolleegen,…

(Interruption)

Une voix.- Merci.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- …mä ech wier frou gewiescht, wa mer e Konsens fonnt hätten, fir hinzegoen an ze probéieren, mat engem Mond ze schwätzen.

Ech soen och, déi Ofso, déi ech ginn hunn un d'Atomenergie, zu där stinn ech, mä et ass ganz geféierlech. Wa Berechnunge wéi déi, déi am Moment gemaach ginn, wann déi Berechnunge wierklech als d'Relioun geholl gi vun deem Kyoto-Protokoll an der Emsetzung, ass dat ganz geféierlech, well da läit et op der Hand, dass deen een oder anere kënnt a seet: Jo, wann Dir mat esou Berechnunge kommt, wann Dir eis esou behandelt, ma dann hu mir jo nach just d'Atomenergie, fir eis erauszeschaffen. An do läit déi grouss Gefor.

Ech mengen, et sinn e ganze Koup Länner mëttlerweil der Meenung, dass d'Atomenergie net d'Solutioun ass, fir do erauszekommen, mä dass se op eemol gezwonge quasi ginn duerch aner Obligatiounen a sech soen: Ma wann den Noper esou erauskënnt iwwert déi do Aart a Weis, majo da maache mer et och op eemol. Well soss bezils de dech jo domm an dämlech op eemol, well s de net nokënns, well déi Berechnungsmethoden net normal sinn.

Éierlech gesot, mir schwätze jo net hei driwwer, mä et ass dach net normal, dass ech, wann ech d'Kyoto-Bilanz wëll verbesseren hei zu Lëtzebuerg, am Fong geholl nëmme bräicht jiddferengem ze roden: Schaaft d'Mazoutsheizung an d'Gasheizung of an hëtzt mat Elektresch. Dat ass déi schlechtsten Energieform, fir ze hëtzen, déi et gëtt! Déi oneffikassten. Géinge mer dat maachen, krite mer et net ugerechent.

Dat ass dach iergendwou, wat lues a lues an de Käpp vun de Leit dämmert, an op eemol kommen esou Iddiën erëm op, fir ze soen: Majo, dann ass dat jo eng Solutioun, fir dass mer aus deem Problem erauskommen. Ech weess, dass dat eng ganz kuerzfristeg Siicht ass, déi ech och iwwerhaapt net deelen. Déi ech och net deelen! Ech wëll just op déi Gefor opmierksam maachen, wann d'Mechanismen an hirer Logik net d'Strooss halen; an ech mengen, dass déi vun der Kommissioun d'Strooss net halen. Duerfir sinn ech der Meenung, dass ee soll higoen a ferm dergéint virgoen.

Dir braucht och nëmmen op der Säit 142 vum Rapport d'activité vum Ministère vun der Ekonomie eng Kéier kucken ze goen, do ass d'Entwécklung vun der Industrie an d'Entwécklung vun anere Secteurë schéin an deene leschten 20 Joer opgewisen.

Entweder hu mer de Courage fir ze soen, wou de Problem wierklech läit, net nëmme bei eis, mä a ganz Europa. Nämlech läit e beim Transport! E läit also ganz vill zum Deel beim professionellen, mä ganz vill och beim private Verbrauch am Transport, am Verkéier. Da musse mer de Courage hunn och doriwwer ze schwätzen, well wa mer iwwer Développement durable wëlle schwätzen, dann ass dat menger Meenung no deen Hiewel, wou am éischten unzesetzen ass. Dat ass a bleift meng Iwwerzeegung.

Mir kréie jo d'Geleeënheet heiriwwer ze schwätzen am Laf vun där nächster Woch bei deem Gesetzesprojet, wou jo Rieds geet iwwert déi Mesuren, déi geholl gi sinn, fir dass mer eise Kyoto-Ziler méi nokommen. Ech hu jo vun Ufank u gesot: Mir packen dat do net, mä dass mer hinnen dann zumindest méi nokommen. Do kréie mer d'Geleeënheet, fir doriwwer ze schwätzen; do kritt Dir och d'Geleeënheet da mam zoustännege Minister vläicht nach eng Kéier ze schwätzen, deen haut, wann ech mech net iren, bei der Kommissioun ass, fir eventuell ze kucken, ob déi Berechnungsmethod, déi ugewannt ginn ass, dann net awer nach eng Kéier misst iwwerkuckt ginn. Loosse mer emol d'Resultat vun där Démarche do ofwaarden.

Ech wëll och drop hiweisen, dass mer probéiert hunn - an ech wier frou gewiescht, wa mer e Konsens fonnt hätten -, fir den Tissu industriel hei zu Lëtzebuerg trotzdeem nach esou ze ënnerstëtzen, fir dass mer eis net nëmme baséieren op eng Aktivitéit, déi am Moment gutt geet, dat ass de Finanzsecteur oder vläicht den E-Commerce, mä dass mer ebe just dat Wuert Diversifikatioun mat eppes fëllen. A wa mer et mat eppes fëlle wëllen, da gehéiert och Industriepolitik derzou, an an der Industrie hätt ech mer gewënscht, wéi gesot, dass mer e gréissere Support gehat hätten, fir dass mer eis an eise wirtschaftlechen Aktivitéite kënnen diversifiéieren, fir dass mer an den Tailles vun den Entreprisen eis kënnen diversifiéieren, fir dass mer am Export, geographesch gekuckt, eis kënnen diversifiéieren.

An et gëtt Betriber, déi vill Energie brauchen; et gëtt Betriber, déi net vill Energie brauchen. Et si Betriber, déi kapitalintensiv sinn, an déi aner sinn aarbechtsintensiv. Dat ass d'Diversifizéierung am gesamten Tissu économique, déi mat sech bréngt, dass net eng eenzeg Aktivitéit de wichtege Facteur op eemol ass.

Sécherlech, ech deelen déi Bedenken, déi Eenzelner hunn, wat d'Entwécklung ubelaangt, mëttel- a laangfristeg. An duerfir muss eng gemeinsam Démarche gemaach ginn.

Mir probéieren - a mir hunn dat probéiert ënnert eiser Présidence - ze kucken, dass Europa emol mat engem Mond schwätzt. Et ass ënnert eiser Présidence, wou fir d'éischt emol iwwerhaapt en Dialog mat den OPEC-Länner ugaange ginn ass, fir och e Verständnis ze kréie fir deenen hir Suergen. Well déi hunn och eng Rei Suergen, déi net nëmmen um Geld eleng baséieren, a mir hu probéiert dofir Verständnis ze kréien.

Mir hu probéiert, dass Europa an der Agence internationale de l'Énergie esou wäit wéi méiglech emol mat engem Mond schwätzt, wat iwwerhaapt net de Fall ass, a wat och beweist, dass eng europäesch Politik wuel méiglech ass, mä eng communautär, nämlech eng, wou ech Souveränitéitsrechter opginn, esou bal a mengen Aen nach net méiglech ass. Duerfir ass de Mix vun der Produktioun an deenen eenzelne Länner einfach ze vill grouss.

Et ass am Moment net méiglech e gemeinsaamt Virgoen ze fannen, ganz einfach well déi eenzel Länner ganz ënnerschiddlech Sources d'énergie hunn, an domat d'Interessen esou verschidde sinn, dass een nëmmen op eenzelnen Démarchë wuel Europa vis-à-vis vu Russland, vis-à-vis vun de grousse Gruppen eventuell virschwätze léisst, mä ech muss soen: Wa mir dat och ënnerstëtzen, da fueren ech awer och zwou aner Schinnen.

Dat eent ass déi, dass mer probéiere Länner zesummenzefëieren. Mir hunn duerfir e Forum gegrënnt och ënner eiser Présidence, de Forum Europe nord-ouest - dozou gehéieren d'Hollänner, d'Fransousen, d'Belsch, déi Däitsch a mir -, fir ze kucken, dass mir an eiser Regioun - grad wéi aner Regioune och, wéi déi baltesch Länner, wéi déi südöstlech Länner - eis zesummendinn, fir dass mer e gemeinsaamt Virgoen hunn, fir dass mer probéieren, duerch Interconnexiounen een deen aneren ofzesécheren, fir dass mer eis ofschwätzen. An dat geschitt mëttlerweil; dat geschitt op regelméisseger Basis.

Dat huet vläicht nach net ëmmer dat Resultat, wat ech mer erwaarden, mä en absence vun deem Dialog do, soen ech, gi mer ganz ville Problemer entgéint. Mir hu gesinn, wat fir eng Auswierkungen ee Land op eemol op anerer kann hunn, wann do net propper Interconnexioune sinn, wann do net Ofsproochen doriwwer sinn, wat an deem dote Fall geschitt. Dat hu mir an d'Weeër geluecht ënner eiser Présidence, an dat fonctionnéiert och am Moment nach.

Ech probéieren och bilateral virzegoen. D'Madame Brasseur huet dat ugedeit. Mir hunn de Problem vun de Präisser, an do gëtt et nëmmen zwou Démarchen:

Entweder kréien ech Accès op d'Primärenergie a Kollaboratioun, well do läit de Problem nämlech, d'Primärenergie décidéiert herno, wat de Präis ass. Duerfir gëtt jo och oft de Feeler gemaach, dass d'Liberalisatioun vun der Energie gläichgestallt gëtt mat der Liberalisatioun vun de Kommunikatiounen - ce qui n'est pas comparable. An de Kommunikatiounen ass keng Substanz à la base. An der Energie ass awer eng. An de Präis vun där Substanz, nämlech der Primärenergie, dee Präis décidéiert herno, wat erauskënnt, während et beim Service d'Effikassitéit ass, et d'Infrastruktur ass, déi herno den Ausschlag ginn.

Duerfir ass jo duerch d'Liberalisatioun vun den Telekommunikatiounen de Präis erofgerutscht, an duerfir solle mer eis bei der Liberalisatioun vum Energiemaart näischt virmaachen, do wäerten d'Präisser net an deem Mooss erofgoen. Ech wier frou, wann et esou wier, mä ech gleewen net drun, dass dat esou ass.

An deen éischte Punkt ass also deen, vu dass mir jo keng Ressourcen hunn, dass ech probéieren Accès op d'Primärenergie ze kréien; an deen zweeten Deel ass, dass mir nach wie vor Accès op d'Produktioun mussen hunn. Ech warnen all déi, déi soen Twinerg ass net noutwendeg. Ech soen lech, wa mer nach méi ofhängeg wëlle ginn, wa mer nach manner Marge de manœuvre wëllen hunn, da solle mer op d'Produktioun verzichten.

Dat ass och de Grond, firwat dass ech eng Ëmännerung vun der Politik an der SEO - gefrot hunn. Genee ass de Grond, dass mer an der SEO ee vun deenen eenzege groussen Instrumenter am Fong geholl niewent der Twinerg hunn, wou mer d'Méiglechkeet hunn eng Eegeproduktioun fir Lëtzebuerg emol erauszeschloen; mir dat do jorelaang net gemaach hunn. Dat hätte mer kënne maachen! An dohier léisst sech mäi Konflikt mam fréiere President liicht explizéieren aus deem, wat haut geschitt a wat virdru geschitt ass.

An duerfir soen ech lech, ass dat eng Démarche, déi eis herno vläicht 100 Megawatt abréngt, 100 deier Megawatt abréngt, déi vill wäert sinn an déi mer fir aner Saache verwende kënnen.

Ech probéiere mat deenen eenzelne Länner och speziell Relatiounen opzebauen. Ech war leschte Méindeg - Madame Brasseur, vu dass Dir dat ugeschwat hutt - an der Ukrain. Mir si kee grousse Partner fir d'Ukrain. Ech war aus engem anere Grond do. Mä ech hunn awer mam Energieminister geschwat an hu gefrot, wat dann hannert hirem Ofkommes am Moment mat Russland ass, fir awer emol e Bild ze kréien, wat op eis zoukënnt an dësem Wanter oder am nächste Wanter. Well déi hu jo en Ofkommes getraff, wou een net richteg derhannert gesäit.

Dat sinn déi Genrë Relatiounen, grad ewéi mat Katar, grad ewéi mat Russland - dat muss ech soen -, mat deene mir am Moment exzellent Relatiounen hunn, a mer sinn amgaangen, déi och nach auszebauen. Ech erhoffe mer ganz vill dorauser, an dat wäerte mer an deenen nächste Méint, mengen ech, och mierken.

Déi Ofhängegkeet, déi Lëtzebuerg nun eemol huet, ass en Défi an ass och - ech gi ville Leit an och de grénge Kolleegen do Recht - eng Opportunitéit. Et ass eng Opportunitéit, fir ze kucken, d'Effikassitéit am grousse Sënn wierklech ze verbesseren. An ech wäert och voll dorobber hischaffen.

An duerfir solle mer net soen: „Vergiesst Lissabon." Domadder sinn ech guer net d'accord. Just do kréien ech d'Moyenen, fir Saachen ze entwéckelen, déi d'Effikassitéit wäerte steigeren. Wann ech am Moment déi Fro vun der Solarenergie och ënnert dem Aspekt vun der Ekonomissitéit kucken - ech fannen, et ass och eng gewësse Responsabilitéit, fir ze kucken, zu wellechem Präis ech eng Energie entwéckelen -, da wëll ech op därselwechter Säit awer probéieren, ze ënnerstëtzen eng Verbesserung vun...

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

Ech mengen, dat sinn ech awer net. Ech mengen, dat ass ee vun Iech.

... eng Verbesserung erbäizebrénge vun der Effikassitéit vun där Solarenergie. Wéi mer de Problem mat TDK an der Produktioun haten, hunn ech gesot: Ma, kënnt Der dann net Forschungselementer hei hunn? Do hu se gesot: Bon, do wiere mer eventuell bereet, mä si hu sech d'Forschungselementer virgestallt am CD, DVD, Blue-ray an an all deenen neien Technologien. Lëtzebuerg huet d'TDK gefrot - mir hu gefrot -: Ma kënnt Der dann net eventuell an der Solarenergie probéieren eppes ze maachen? Duerfir kucke mir effektiv um Niveau vun der Universitéit eng Verbesserung vun der Effikassitéit vun där Technologie iwwert dee Wee do erbäizeféieren.

Et ass net esou, dass mir Lissabon sollen an där Saach vergiessen. Ech soen Iech och, dass mir aner Firmen hei hunn, déi menger Meenung no ganz staark sinn. D'Delphi ass e gutt Beispill. Ech géif soen, d'Halschent vun der Aarbecht vun Delphi ass d'Recherche vu besseren Technologien am Automobil, vu besserer Ausnotzung vun där Energie, déi disponibel ass; sief dat d'Hëtzt, déi am Auto ass, d'Hëtzt, déi op dem Auto ass, fir d'Climatisatioun beispillsweis erofzemaachen, sief dat de Verbrauch vum Auto. Mir hu Firmen hei, déi gutt sinn.

Paul Wurth ass an der ganz grousser Industrie - wann een esou wëllt, an der Schwéierindustrie - en Ingenieursbetrib, deen eppes Opweises huet. Ech probéieren

déi ze ënnerstëtzen, och doduerch, dass se an d'Ausland ginn, an anere Länner hëllefen. Ech wëll mech elo net méi wäit avancéieren. Dat do ware just e puer Äntwerten zu Froen, déi gestallt gi sinn.

Mä vläicht awer dann e Wuert zum Lëtzebuerger Problem, well et ass e Problem an duerfir wäert ech eng nei Energiestrategie virleeën. Mir sinn amgaang déi ze preparéieren. Déi soll am Joer 2007 fäerdeg sinn. Déi deckt sech mat deem, wat Dir och an Ärer Motioun virgeschloen hutt. Den Här Bodry huet dat jo hei e bëssen explizéiert. An de Problem ass och haaptsächlech dee vun der Diversifizéierung vun eiser Energiezoufuer, vun eisem Energiemix.

Wann ech da kucken, am Pëtrol hu mer net ganz vill Méiglechkeeten. Mir sinn ofhängeg vun Antwerpen, vu Rotterdam. Dat Eenzegt, wat mer do hunn, dat ass, dass mer kënne kucken, dass mer manner verbrauchen.

Dat Zweet, wat mer kënnen hunn, dat ass, dass mer e seriöe Stockage hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech soen Iech, beim leschte Streik vun de franséische Camionneure ware mer op e puer Stonne virum Kollaps! Dat muss een einfach wëssen. Ech soen Iech dat haut nach eng Kéier. Duerfir wäerte mer eng Rei Saachen ënnerhuelen, fir dee Stockage och national ze organiséieren. Mir si wäit ewech mat 20 Deeg vun deenen 90 Deeg, déi mer hu missten.

Wat maache mer da mat dem Ticketing? Am Moment si mer vis-à-vis vun der Agence internationale de l'Énergie an der Rei, mä wat maache mer mat deenen Ticketen, déi do kaaft ginn? Mengt Der, herno géife mer mat den Tickete fueren? Oder mengt Der wierklech, wann e grousse Problem ass, dass gestreikt gëtt, dass dann op eemol d'Hollänner soen: Ah! D'Lëtzebuerger, dat sinn awer déi Éischt, déi mer elo beliweren. Ma, mat Sécherheet net!

Duerfir musse mer éischtens higoen an deen Unfug mat deem Ticketing ophalen. Ech probéieren eng Agence op d'Been ze setzen, wou mir eis Responsabilitéit selwer huelen a selwer d'Gestioun dovunner maachen. Dat gëtt net einfach.

Dat Zweet ass, mir probéieren national eise Stockage ze verbesseren. Mir wëllen dee Stockage net op enger Plaz hunn, fir all déi, déi mengen, dat wier esou. Mir wëllen en op e puer Plazen hunn, well et och kee Sënn gëtt, fir vun enger Plaz op déi aner Plaz ze fueren, déi wäit ewech ass. Duerfir muss en op e puer Plazen am Land sinn. Duerfir musse mer en op Plazen hunn, wou och garantéiert ass, dass verschidden Approvisionnementer méiglech sinn.

Mir musse Siten hunn, déi un d'Autobunn ugebonne sinn. Mir musse Siten hunn, déi un d'Eisebunn ugebonne sinn, a mir musse Siten hunn, déi un d'Waasser ugebonne sinn. Dann hu mer nämlech déi Ofhängegkeet manner. Wa muer e Streik op der Strooss ass, hu mer d'Eisebunn an d'Waasser. Wa muer Héichwaasser ass, dann hu mer d'Strooss an d'Eisebunn.

Esou kënne mer virgoen, mä da musse mer alleguerten eis Responsabilitéiten huelen, an eis net hanner e puer egoisteschen Approchë verstoppen; dat muss ech wierklech soen. Et ka jo net sinn, dass et op eemol ee Problem ass, wann ech eppes an een Tank maachen, an dass et kee Problem ass wann ech zéng Tankstellen an der Entrée vun der Uertschaft hunn. Do verstinn ech op eemol d'Welt net méi. Duerfir soen ech: Et si vill Diskussiounen, déi mer am Moment op ville Plaze féieren. Dat fannen ech net korrekt, an ech wäert awer probéieren national Léisungen erbäizeféieren.

Et kann dach net sinn, dass mir alleguerten Diesel a Bensin verbrauche wëllen an awer de Courage hätten „deenen aneren de Stockage dohinnerzetippen". Ass dat wierklech d'Approche, déi mer hei zu Lëtzebuerg wëllen hunn, dass mer deenen aneren déi schwiereg Elementer dohinnertippen a mir verbrauchen et? De deux choses l'une. Entweder huele mer eis Responsabilitéit oder mir sollen eise Verbrauch erofsetzen.

(Interruption)

Ma hunn ech dat dann net gesot? Ech hu gesot: Aus deene Grënn, déi ech elo just gesot hunn, musse mer op ville Plaze sinn. Mir musse beim Waasser, bei der Eisebunn a bei der Autobunn sinn. Duerfir huet et och kee Wäert, dass mer muer op Klierf ginn an eise ganze Stockage op Klierf setzen, wa mer en am Süden, am Osten, am Zentrum brauchen. Duerfir musse mer dat verdeelen. An duerfir hätt ech och gär, datt heibanne jiddfereen net nëmme mat de Prinzipien d'accord ass, mä och herno mat de konkrete Moossnamen. Well soss, soen ech Iech, gesinn ech grouss Problemer op eis zoukommen. Dofir hu mir eng Responsabilitéit.

Ech probéieren derniewent och dee regionalen Deel selwer an d'Hand ze huelen. Et sinn niewendrun eis an de Regioune Méiglechkeeten, mä mir sollen eis net hannert deene Méiglechkeete verstoppen, fir näischt bei eis ze maachen. Ass dat elo d'Solutioun? Neen, dat ass just de complémentairen Deel. Mir mussen en Deel selwer gebrauchen an deen aneren Deel kënne mer kucken net méi zu Antwerpen, mä vläicht nobäi ze hunn, fir dass, wann et eng Kéier schwiereg gëtt, mer dann och drukommen.

Da wëll ech jiddferengem soen: Dee gréissten Deel vun deem, dee mer souwisou hei verbrauchen, nämlech deen op der Autobunn, deen de Problem duerstellt, dee gëtt guer net stockéiert! Dee gëtt direkt dohinner gefouert. Et ass den nationalen Deel - Dir alleguerten, deen Dir verbraucht -, deen hei stockéiert ass. Dir fuert jo net all Kéiers noutgedrongen op d'Autobunn tanken...

(Interruption)

Mengt Der ech géing mat Waasser fueren?

Une voix.- Neen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Maja! Dat kënnt awer eng Kéier. Jo.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- D'Chamber seet, et ass un der Regierung, fir hir Verantwortung ze iwwerhuelen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mä et ass dann och un der Chamber se ze huelen. Dat garantéieren ech Iech awer och.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Wéini kënnt elo de Projet?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Mehlen, ech wäert Äre Courage jugéieren.

Une voix.- Mir hëllefen Iech dobäi.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister et ass un Iech.

M. Charles Goerens *(DP).*- ... maachen iwwert de kollektive Courage, dee sech an esou enger Situatioun breetmécht.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech verstinn Är Remarque absolut.

Ech komme bei d'Biocarburanten. Och dat ass net esou einfach. Mir hunn der mëttlerweil, déi dat wëllen zu Lëtzebuerg maachen. Wou läit de Problem? Mir mussen dat mixen. Dat op der Autobunn, hunn ech Iech gesot, kënnt vun Antwerpen. Awer dee Courage, deen ech bis elo gemierkt hunn, fir Stockage zu Lëtzebuerg ze maachen, wäert jo net heeschen, dass mer elo esou vill Tanke maachen, dass alles, wat op d'Autobunne kënnt, fir d'éischt do stockéiert gëtt an da gemixt gëtt. Och wann Der Biocarburantë mixe wëllt, musst Der dat op enger Plaz maachen.

Wat musse mer also maachen? Da musse mer et do maachen, wou et u sech erakënnt a wou et raffinéiert gëtt: zu Antwerpen an zu Rotterdam. Also kann een net soen: Mir mussen eng national Biocarburantsproduktioun opbauen. Well soss baue mer déi op, a wat maache mer dann domadder? Da fuere mer domadder op Antwerpen an op Rotterdam, fir et ze mëschen. Et muss eng Logik hannert där ganzer Démarche sinn, an duerfir sinn eenzel Schlagwierder menger Meenung no hei feel am Platz.

Mir hunn elo d'Pétrolieren obligéiert 2% Biocarburant ënnerzemëschen. Mir géifen och léiwer méi héich fueren, mä mir sinn ofhängeg vun deem, wat d'Belsch an d'Hollänner maachen, well de Gros, dee bei eis kënnt, kënnt vun do, an dee mësche mir net. Mir géifen deen Deel mëschen, deen an deene klengen Tankstelle gebraucht gëtt. Dee kéinte mir mëschen. Duerfir misste mer Anlage souwuel zu Mäertert, zu Bartreng, an esou weider bauen, well soss geet dat do net. Duerfir, Biocarburantë wëlle mer, mir wëllen och, dass der hei ugebaut ginn, mä ech soen Iech: Esou einfach geet dat do net. Ech sinn der Meenung, dass mer et kënnen hikréien, mä ech hoffen op all Är Ënnerstëtzung.

Här President, wat d'Elektresch ubelaangt, kréie mer d'Geleeënheet, mengen ech, nach driwwer ze schwätzen. Nach eng Kéier: Étiquetage, déi verschidde Reglementer, déi mer musse virleeën. Notamment den Étiquetage si mer amgaang ze maachen. Mir sinn amgaang alles wat mat Konzessiounen ze dinn huet ze preparéieren.

Mir hunn d'Gemengen elo virun enger Woch zesummegeholl, fir mat hinnen driwwer ze schwätze wéi déi Ëmsetzung vun där Direktiv sech wäert op d'Gemengen ausleeën. Mir hu jo nach siwe Gemengen, déi am Elektrizitéitsberäich täteg sinn. D'Gemenge solle selwer décidéieren, wat fir ee Wee, dass se ginn. Mä dës Kéier décidéieren se et esou, dass se Bescheed wëssen. Si hu vun eis gesot kritt, wat fir e Wee, dass opsteet. Et ginn der e puer. Et ass un hinnen ze décidéieren, wéi se et maachen. D'Madame Brasseur war eng vun deenen, déi un där Réunioun deelgeholl hunn.

Mir probéieren datselwecht am Gas ze maachen, a selbstverständlech dat, wat hei gefrot ginn ass. Ech kann Iech soen, déi éischt Réuniounen hat ech am Oktober 2004. Dunn hu mer ugefaangen ze kucke wéi mer kéinten eis Participatioune beim Stat esou zesummekréien, dass mer d'Réseauen an öffentlecher Hand hunn. Mir schaffen dorunner. Ech hat d'lescht Woch zwee voller Deeg Diskussiounen dozou. Ech hunn ufanks Januar erëm eng Kéier dozou Diskussiounen, an dann hoffen ech, dass mer zu Konklusioune kommen. Op alle Fall Inaktivitéit ass et net.

Et ass eng laang Virbereedung, well et ass e komplizéierte Mechanismus, well et sinn d'Participatiounen. Ech mengen an der Kommissioun hat Der jo déi eenzel Participatiounen an do hutt Der jo gesi wéi d'Querverbindunge ginn a wéi schwiereg et ass, dat do ze organiséieren.

Mir probéieren och - an d'Diskussioune sinn um finanziellen an um techneschen Niveau amgaangen - d'Sotelsnetz mat deem vum Cegedelsnetz zesummenzebréngen. Och dat ass amgaangen ze geschéien.

Mir sinn amgaangen op den Tariffer, souwäit e Minister nach kann Afloss hunn, Afloss ze huelen. Mir hu probéiert, en neien Accord tarifaire mat der Cegedel auszehandelen, deen op ganz aneren Elementer baséiert wéi op all deenen Tariffer, déi bis elo ausgehandelt gi sinn. Datselwecht hu mer gemaach mat Cegedel Net, deenen hir Netzkäschte mer och probéiert hunn ze drécken.

Zum Gas brauch ech net vill ze soen. Mir kréien och do d'Geleeënheet, mengen ech, nach drop anzegoen. Do hu mer eng nei Tax agefouert. Ech sinn och der Meenung, dass de Gas muer muss zum Fonds de Compensation mat bäidroen, well dat ass eng aner Energiequell. Et gëtt kee Grond, firwat dass déi eng - d'Elektresch - zur Oder gelooss ginn an déi aner net. Mir mussen dat e bëssen anescht opdeelen. Duerfir ass eng Reform vum Fonds de Compensation virgesinn. Dat gëtt déi zweet Reform, déi mer envisagéiert hunn a wou doudsécher esou Elementer wäerte mat erakommen.

Mir ënnerstëtze selbstverständlech och d'Biomass, an duerfir kann ech dee Virstouss, dee mat där zweeter Motioun vu Säite vun deene Grénger do komm ass, vun der Grénger Partei, an där Form net unhuelen. Ech hätt gären, dass mer e Joint maachen tëschent Ekonomie, Energie an Agrikultur. Ech soen Iech nämlech, dass mir eng Etüd elo maache gelooss hunn iwwer Biogas. Mir hunn eng ganz Rei Gespréicher gefouert, a mir hunn u sech e Groupe de travail. Ech wollt keen neie Groupe de travail schafen. Mir hunn e Groupe de travail, deen ass bal d'selwecht zesummegesat, just dass déi Associatiounen net dra sinn, mä déi sinn als Observateur dohinner invitéiert. Ech menge mir ginn eis doriwwer eens.

Mir solle kucken, dass mer effektiv déi Biomass och esou organiséiert kréien, dass net eng elektresch Produktioun kënnt - dat ass meng Haaptsuerg -, mä dass mer eng Injektioun kréien. Duerfir si mer amgaangen déi Technik ze studéieren, fir d'Injektioun an den normale Réseau ze maachen. Zu Kielen ass esou eng Démarche amgaangen.

De Minett-Kompost ass en anert Beispill, wou mer mat amgaange sinn.

Wat d'Utilisation rationnelle de l'énergie an d'Économie d'énergie ugeet, ech mengen do ass jiddfereen dofir. Just wëll ech soen, dass mer Jorzéngten elo verluer hunn. Dat do hätte mer an de 70er Jore misse weiderféieren. Dunn op eemol ass de Pëtrol erofgaangen. Duerfir solle mer och elo oppassen, wann de Pëtrolspräis ee Moment erofgeet, wachsam bleiwen a weiderfuere mat Erspuernisser maachen an net elo op eemol soen: Dann ass et jo net méi esou deier, dann ass de Problem net méi esou grouss.

An och um Niveau vun der Efficacité énergétique hoffen ech, dass ech eng Hëllefsstellung iwwert de Règlement grand-ducal, wat d'Wärmeschutzverordnung ubelaangt, hei an der Chamber kréien, fir dass mer kënne virugoen.

Mir hunn e Logiciel ausgeschafft, fir dass et ganz einfach gëtt fir deen, deen dat muss maachen, op déi Valeur ze kommen, déi herno déi wichteg Valeur ass. Mir sinn amgaange Sensibilisatioun ze maachen. Mir sinn amgaange Formatioun elo schonn ze maache vum Secteur vun den Architekten, vun den Ingenieuren. Ech hoffen, dass ech do deen noutwendege Support kréien, well dat ass d'Basis dovun, fir dass mer och muer op déi aner Gebaier kënnen iwwergoen, déi funktionell Gebaier nämlech, déi Industriegebaier, déi öffentlech Gebaier, wou mer am Moment nach kee Konzept stoen hunn.

Iwwregens, et ass nach quasi keen, deen an Europa e Konzept stoen huet, an d'Kommissioun ass och do amgaangen eis esou ze nerven, fir eis erëm viru Geriicht ze huelen, mä et ass kee Land, wat richteg weess, wéi et dat soll ugoen. Mir sinn amgaangen ze kucken. Mir sinn net esou grouss, dass mer honnerte Leit op deenen Dossiere schaffen hunn. Da kucke mer alt heiansdo, wat déi ronderëm vu gudde Beispiller hunn, mä mir hunn nach näischt entdeckt. Déi meescht sichen elo och nach op hirer Säit.

Selbstverständlech wäerte mer fir d'Halschent vun 2007 e Strategiepabeier dohinnerleeën iwwert de Plan d'action efficacité énergétique, esou wéi dat och gefrot ass um Niveau vun der Europäescher Unioun.

Schlussendlech, Här President, läit e Projet hei, dee mer um Häerz läit, dat ass de SUDCALs-Projet. Dat ass och eng Fro vun Efficacité énergétique. Ech hoffen, dass mer deen esou bal wéi méiglech kënnen duerchkréien, fir dass mir an déi Phas kënne goen, wou mer dat do kënnen dann och richteg ëmsetzen.

Schlussendlech iwwert d'Énergie renouvelable. Et brauch kee mech ze iwwerzeegen iwwert d'Noutwendegkeet dovunner. Ech gleewen drun an ech weess och, dass dat à terme dat Eenzegt ass, wat eppes bréngt, well de Pëtrol, deen ass nach eng Zäit do, mä de Pëtrol, dee gëtt ëmmer méi schwiereg ze kréien. Doduerch gëtt e méi deier, well och wa se muer an d'Barentssee ginn an op all méiglech Plazen, doduerch gëtt en héchstens méi deier. En ass nach vläicht do, mä e gëtt méi deier, an duerfir musse mer un alternativ Energië goen.

D'Fro ass ebe just, wat zu Lëtzebuerg geet. An duerfir sinn esou pauschal Prozenter, déi queesch duerch sämtlech Länner festgesat ginn, wa se Lëtzebuerg obligéieren, e gewëssene Prozentsaz ze kréien, oder mir obligéieren eis, e gewëssene Prozentsaz ze kréien, dann ass dat jo awer eppes anescht, wéi wann Däitschland dat probéiert, wéi wann Éisträich dat probéiert, wéi wann aner Länner dat probéieren.

Ech ginn e Beispill. Mir hunn nëmmen e puer Siten, déi sech eegne fir Wandenergie. Or, Wandenergie ass esou zimlech dat effikasste Mëttel, wat een am Moment huet fir alternativ Energien. Ech sti voll do hannendrun, mä mir musse kucken, mir hunn net vill Siten, an déi puer Siten, déi mir hei an deem klenge Land hunn, musse mer dann och fäerdeg brénge bei de Leit duerchzesetzen.

Deen Zweetwichtegsten ass dee vum Waasser. Duerfir ass jo dee Projet SEO esou wichteg. Dat bréngt enorm vill an, mä mir hu leider net vill méi. 100 Megawatt sinn enorm vill. Här Grethen, et sinn der 200, an 100 Megawatt fir eis ass enorm vill.

M. Henri Grethen *(DP).*- Däerf ech dem Minister eng Fro stellen?

M. le Président.- Jo. Här Minister, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Grethen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech wollt den Här Minister froen: Brauch een net éiere méi Energie, fir d'Waasser eropzepompelen zu Veianen, wéi et der erausgëtt beim Erofloafen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, et weist sech, dass dat eng ganz interessant Form vun Energiegewannung ass, déi Lëtzebuerg kann hunn. D'Waasserkraaft

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

ass souwisou eng ganz interessant Form, just dass mir net vill Méiglechkeeten hunn. Ënner Ärer Regie, Här Grethen, sinn déi kleng Barragen alleguerten astand gesat ginn. Eng géif mengen, mir hätten de Maximum do erausgeholl, deen erauszehuelen ass. Et ass net vill méi dran, ouni dass de Zodi mam Ëmweltminister kriss, dat wësst Der, well dann op eemol erëm Fëschbrécke musse gebaut ginn, déi erëm mat sech bréngen, dass dann d'Wierer net méi déi Effikassitéit hunn, déi se missten hunn.

(Interruption)

Mir mussen déi Diskussioun och eng Kéier féieren, vu wellechem Moment aus un d'Ëmweltpolitik an d'Energiepolitik openanerklappen, och wann d'Energiepolitik esou ausgeriicht ass, dass se op alternativ Energien ausgeriicht ass. An dat ass eng Diskussioun, déi eenzel Leit scheien, mä déi musse mer awer a mengen Ae féieren.

Mir probéieren, déi Potenzial-Etüd...

M. Charles Goerens *(DP).*- Den Här Grethen huet sech net vu mir stéiere gelooss do.

(Interruption)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech probéieren, déi Potenzial-Etüd iwwert d'Énergie renouvelable elo, déi ass scho virgestallt ginn. Et war hei gefrot ginn, si misst public gemaach ginn. Si ass schonn eng Kéier virgestallt ginn.

(Interruption)

Jo, jo, mä si ass awer scho virgestallt ginn, a mir probéieren och selbstverständlech do dat erauszehuelen, wat erauszehuelen ass. Mä, Här Kox, gestitt och an, et sinn eng Rei Saachen, déi bei eis net esou liicht méiglech si wéi an anere Länner. Mir hunn net déi Wandkraaft. Mir hunn net déi Méiglechkeeten, déi anerer hunn, duerfir musse mer och oppassen, dass mer wierklech d'Potenzial ausloten, an duerfir kann een net soen, dat theoretescht Potenzial an dat praktescht Potenzial, dat wär datselwecht. Esou einfach ass dat do net.

An ech mengen, mir hu mat engem Ëmweltinstitut dat do probéiert ze kucken. Mir hu jo net just mat der Wirtschaft dat do gekuckt, mä mat engem Ëmweltinstitut, a mir hu gekuckt, wéi et am beschten ze maachen ass. Ech menge mir kéimen och do zu Resultater. Ech rechnen, dass mer am Laf vum nächste Joer déi Resultater an hirer Praxis kënnen analyséieren. Dorauser ergëtt sech jo dann och d'Reform vun der Subsidiatioun vun den alternativen Energien.

Dat gesot, Här President, hunn ech mat där Motioun, déi vum Här Bodry déposéiert ginn ass, u sech keen direkte Problem. Déi zweet, déi vun de grénge Kolleegen, do hunn ech gesot, mengen ech, solle mer aus deene Grënn, déi ech Iech genannt hunn, vläicht an enger gemeinsamer Sitzung kucken. Déi lescht Motioun vun deene grénge Kolleegen ass eng, déi menger Meenung no misst a Richtung vun der Intérieurskommissioun goen. Ech wëll net hei am Numm vum Intérieursminister schwätzen, deen awer an deenen Diskussiounen elo mat de Gemengen dobäi ass, an ech wëll virausschécken, deen awer eng Ouverture d'esprit do gewisen huet, déi, hoffen ech, sech och an d'Wierklechkeet kann ëmsetzen.

Schlussendlech...

(Interruption)

Dir sidd awer Zeien, dass hien et gemaach huet.

Une voix.- Et brauch een awer vill Optimismus fir ze mengen, dass mer do...

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Oh, ech mengen awer, dass mer dat fäerdeg bréngen, mä ech mengen, dat wär gutt, wann Der dat vläicht eng Kéier an der Gemengekommissioun géift analyséieren.

Schlussendlech, Här President, déi éischt, déi muss ech - net well mer eis net eens sinn iwwert den Inhalt - awer oflehnen, well mir amgaange sinn iwwer eng Studie ze kucken, déi Agence de l'Énergie anescht dohinner ze stellen. Dat hei, ass dat eppes anescht? Ass dat eng Ëmwandlung? Ech hunn d'Tendenz, eppes wat besteet ze probéieren ze verbesseren. Mir hunn en Dissens, dat weess ech, op der Struktur vum Aktionariat. Ech weess dat.

Ech hunn ëmmer gesot, et bréngt näischt, Är Fuerderung. D'Cegedel an d'SEO, déi Aktionär mat do dra sinn, déi si glécklech, wa se kënnen erausgoen, da brauchen se näischt méi ze maachen, brauche keng Sue méi dran ze verwenden. Den Här Bodry hat dat deemools agefouert an ech wëll et bäibehalen. Ech hätt gären, datt se hir Responsabilitéit och weider huelen. Si stéiere mech net. Si stéieren d'Agence am Moment net.

Mä déi Agence muss eng aner Ausriichtung kréien. Do sinn ech mat Iech d'accord. Mir probéieren déi Agence de l'Énergie unhand vun enger Etüd, déi mir och vun engem auslänneschen Institut maache loossen, ze verbesseren, fir datt se hirer Conseilsaufgab e bësse méi entgéintkënnt, an dann, mengen ech, wär se och méi effikass herno a kéint déi Aarbecht op deem Niveau, deen Dir Iech virstellt, menger Meenung no maachen.

Mä an där dote Form kann ech et net akzeptéieren, well ech och net wëlles hat en Établissement public ze maachen. Et ass am Moment eng S.A., et ass eng Agence, an ech gesinn net an, éierlech gesot, wat den Établissement public méi géing abréngen, wéi dat, wat eng S.A. am Moment ka maachen. Ech ginn net erëm eng S.A. ëmwandelen an en Établissement public. Ech géing mengen, mir kéinten dat am Kader vun der S.A. maachen, esou datt ech am Moment déi do Motioun net an där Form kann unhuelen.

Ech sinn awer bereet mat Iech doriwwer ze schwätzen, well ech vill vun Äre Fuerderungen, déi dra sinn, absolut kann deelen; just kann ech mam Instrument, esou wéi Dir Iech et virstellt, net ganz d'accord sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Voilà. Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert déi eenzel Motiounen.

Motion 1

D'Motioun 1 vum Här Kox, huet den Här Minister gesot, kann hien net unhuelen. Ech huelen un, datt e Vote électronique verlaangt gëtt.

(Assentiment)

Da maache mir dat direkt.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 35 Nee-Stëmmen, bei 9 Abstentiounen a 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Laurent Mosar), Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz, Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Fernand Diederich), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Marc Angel), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: Mme Anne Brasseur, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 2

D'Motioun 2. D'Propositioun ass, fir déi an d'Kommissioun ze verweisen. Wat seet déi gréng Fraktioun dozou?

Une voix.- Jo, dat huele mer un.

M. le Président.- Dann ass déi an d'Kommissioun verwisen.

Motion 3

Déi drëtt Motioun hat de Minister proposéiert oder geduecht an d'Commission des Affaires intérieures ze verweisen.

Une voix.- Och dat huele mer un.

M. le Président.- Da si mer och do kloer.

Motion 4

An dann d'Motioun 4. Déi ass vun alle gedroen, da kënne mer par main levée driwwer ofstëmmen.

Une voix.- Neen, mir froen de Vote électronique.

M. le Président.- Da maache mer e Vote électronique.

Vote

D'Motioun 4 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Marie-Josée Frank), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Domat, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 19., den 20. moies a mëttes an den 21. Dezember. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech matgedeelt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.16 heures)

Sommaire des séances publiques

5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 (suite)

- Discussion générale (suite) pages 130-142

5161 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

2. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

3. de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

4. du Code du Travail;

5. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

6. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux pages 143-148

5624 - Projet de loi abrogeant:

- la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies),

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 concernant les sociétés holding, pris en exécution de l'art. 1er, 7° alinéas 1 et 2 de la loi du 27 décembre 1937,

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à 24.000.000 euros au moins,

- la loi modifiée du 12 juillet 1977 modifiant et complétant a) la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) modifiée par l'article 21 de la loi du 29 décembre 1971 et b) l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938, sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à un milliard au moins, modifié par l'article 22 de la loi du 29 décembre 1971,

- le règlement grand-ducal du 29 juillet 1977 fixant le minimum du capital social libéré dont doit disposer une société holding pour être admise au bénéfice des dispositions fiscales de l'article premier de la loi du 31 juillet 1929,

- la loi du 21 juin 2005 portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies)

et fixant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010 pour le maintien temporaire de ces régimes pages 148-152

5610 - Projet de loi relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à l'initiative d'allégement de la dette multilatérale de l'Association Internationale de Développement

et

- à la septième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole page 152

5626 - Projet de loi portant rectification du Code du travail pages 152-153

Motion de Mme Anne Brasseur relative aux réformes du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire pages 153-154

Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation de la contestation de la Shoah pages 154-155

Débat d'orientation demandé par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la politique énergétique du Luxembourg pages 155-167

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1155 cf. 1224	M. Claude Meisch	Abrogation du régime fiscal des Holdings 1929 jusqu'en 2007
1224 cf. 1155	M. Ben Fayot	Sociétés holding 1929
1293	M. Ben Fayot	Transfert des données des passagers aériens entre l'UE et les États-Unis
1312	M. Aly Jaerling	Campagne de sensibilisation de la Loterie nationale
1343	M. Ali Kaes	Mise en œuvre du Processus de Bologne
1360	M. Aly Jaerling	Accusations de l'hebdomadaire «L'Investigateur»
1371	M. Marcel Oberweis	Construction de centrales éoliennes dans le parc éolien du canton de Redange
1387	Mme Claudia Dall'Agnol	Mesures en faveur de l'emploi des jeunes
1388	M. Laurent Mosar	Réunion des pays les plus peuplés de l'UE regroupés au sein du G6
1389	M. Jean-Pierre Koepp	Transposition de la directive européenne relative à l'établissant d'un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau
1390	M. Marc Angel	«Bénévolat payant»
1391	M. Marcel Oberweis	Utilisation des «mégacamions»
1393	M. Carlo Wagner	Équipement des voitures de pneus d'hiver
1394	M. Alexandre Krieps	Mise sur le marché d'un vaccin anti-papillomavirus humain
1395	M. Roger Negri	«PostShop»
1396	M. Ali Kaes	Procédure administrative d'adoption d'un plan d'aménagement particulier (PAP)
1397	M. Aly Jaerling	Prix affichés
1398	M. Aly Jaerling	Perquisition à domicile
1400	M. Xavier Bettel	Vols de nuit
1401	M. Claude Meisch	Statut de l'Administration de l'Aéroport
1403	M. Claude Meisch	Emplacement du futur département informatique du groupe Arcelor-Mittal
1404 cf. 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410	Mme Anne Brasseur	Enseignement par compétences
1405 cf. 1404, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410	Mme Anne Brasseur	Apprentissage de l'anglais dès la classe de 7e
1406 cf. 1404, 1405, 1407, 1408, 1409, 1410	Mme Anne Brasseur	Enseignement par compétences - critiques des milieux professionnels
1407 cf. 1404, 1405, 1406, 1408, 1409, 1410	Mme Anne Brasseur	Enseignement par compétences - triple notation
1408 cf. 1404, 1405, 1406, 1407, 1409, 1410	Mme Anne Brasseur	Enseignement par compétences - critères de promotion traditionnels
1409 cf. 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1410	Mme Anne Brasseur	Programme «socle de compétences»
1410 cf. 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409	Mme Anne Brasseur	Abolition du régime préparatoire
1411	M. Gast Gibéryen	Carte d'identité - Nom patronymique du conjoint
1412	M. Xavier Bettel	Lutte contre le trafic de drogues au sein de l'établissement pénitentiaire de Schrassig
1413	M. Xavier Bettel	Système de gestion électronique de la billetterie dans les transports publics
1414	M. Aly Jaerling	Acompte sur le paiement des dividendes Arcelor-Mittal
1415	M. Aly Jaerling	Manifestations des élèves et étudiants
1416	M. Claude Meisch	Subsides de l'État aux communes pour les investissements en infrastructures
1420	M. Claude Adam	Éléments consignés dans les bulletins scolaires et information communiquée aux élèves et parents
1422	MM. Roger Negri et Roland Schreiner	Sécurité dans les transports publics
1423	Mme Vera Spautz	Manifestations des élèves et étudiants
1424	M. Ali Kaes et M. Marcel Oberweis	Création d'un «Sentier de la Minette»
1426	M. Gast Gibéryen	Audit sur des associations d'insertion dans le marché du travail
1427	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis	Maladie du botulisme bovin
1429	M. Marcel Oberweis	Zone transfrontalière belgo-luxembourgeoise et le Plan de Base Ecologique - Plan Transfrontalier (PBEPT)
1430	M. François Bausch	Équipement du réseau d'autobus TICE de solutions de navigation par guidage satellite
1431	M. Marcel Oberweis et M. Ali Kaes	Guichet de la gare de Diekirch et les travaux sur la voie ferrée à la gare de Mersch
1438	M. Aly Jaerling	Taxe sur les véhicules automoteurs
1439	M. Claude Adam	Chiens d'assistance
1440	M. Jacques-Yves Henckes	Fermeture de deux sections offrant aux détenus la possibilité d'exercer un travail
1441	Mme Claudia Dall'Agnol	Phénomène du «stalking»
1442	Mme Claudia Dall'Agnol	Inscription de la protection de l'enfant dans la Constitution luxembourgeoise
1443	M. Aly Jaerling	Aide de la Commission européenne à la République démocratique du Congo
1444	M. Aly Jaerling	Communication des articles de presse aux personnes qui y sont citées
1445	M. Félix Braz	Camions en transit qui quittent l'autoroute A6 à hauteur du Windhof pour se diriger vers une station-service locale
1446	M. Félix Braz	Prise en charge par l'Union des Caisses de Maladie des frais de traitement à l'étranger
1447	Mme Sylvie Andrich-Duval et M. Marcel Oberweis	Transport transfrontalier par ambulance
1449	M. Camille Gira	Organisation d'une chasse en battue dans la zone de protection Grünewald
1450	M. Aly Jaerling	Ponctualité des trains sur la ligne Luxembourg-Esch/Alzette
1456	M. Claude Meisch	«Super poids lourds»
1457	M. Claude Meisch	Liaisons à partir de l'Aéroport de Luxembourg vers l'Europe centrale
1458	M. Aly Jaerling	Subvention pour frais de chauffage
1459	M. Robert Mehlen	Sécurité des vols partant de l'Aéroport de Luxembourg
1463	M. Henri Kox	Énergie nucléaire
1466	M. Xavier Bettel	Évolution de l'Aéroport de Luxembourg
1468	M. Ben Fayot	Examen approfondi de la situation des contribuables résidents après l'application de la loi du 23 décembre 2005 portant 1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; 2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques; 3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Question 1155 (6.7.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**abrogation du régime fiscal des Holdings 1929 jusqu'en 2007:**

Il me revient par voie de presse que la Commission européenne demande au Gouvernement luxembourgeois d'abroger le régime fiscal des Holdings 1929 jusqu'en 2007. Selon la Commission européenne ce régime fiscal enfreint les règles du marché commun. Suite à un communiqué de presse publié en date du 8 février 2006 par la Représentation permanente de la Commission européenne au Luxembourg, dont il ressortait qu'une enquête officielle avait été lancée sur la loi luxembourgeoise de 1929 exonérant les sociétés de la participation financière de l'impôt sur le revenu des sociétés, j'ai posé une question parlementaire afférente à Messieurs les Ministres des Finances, du Trésor et du Budget en date du 9 février 2006 *(cf. compte rendu N°9/2005-2006)*. Dans sa réponse, Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget a répondu en substance qu'il avait toujours estimé que la Commission européenne considérait à tort que le régime fiscal des sociétés holding 1929 constituait une aide de l'État et qu'il ne pouvait se déclarer d'accord avec une abolition pure et simple de ce régime. Par ailleurs, la Commission européenne n'aurait pas tenu dûment compte des amendements apportés au traitement fiscal des sociétés holding par la loi du 21 juin 2005.

Sur la toile de fond des nouveaux développements concernant le régime fiscal des Holdings 1929, je souhaite poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Finances, du Trésor et du Budget:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations relatées par la presse?

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils réagir face à la missive de la Commission européenne demandant l'abrogation du régime fiscal des Holdings 1929?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me donner des informations détaillées sur les contacts et leur contenu ayant eu lieu entre le Gouvernement luxembourgeois et la Commission européenne depuis février 2006?

- Quelles répercussions une abolition du régime fiscal des Holdings 1929 risque-t-elle d'avoir sur la perception des recettes au niveau du budget de l'État notamment au niveau de la taxe d'abonnement et de la taxe sur la valeur ajoutée?

- Quelle est l'appréciation de Messieurs les Ministres quant aux conséquences pour la place financière dans l'hypothèse où le Luxembourg se voit contraint de suivre la décision de la Commission européenne? Quelles incidences ce cas de figure peut-il avoir pour le marché du travail et plus particulièrement pour les sociétés spécialisées dans la gestion des portefeuilles détenus par des holdings?

Question 1224 (7.8.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **sociétés holding 1929:**

Une décision de la Commission européenne en date du 19 juillet 2006 a arrêté que «le régime fiscal actuellement en vigueur au Luxembourg en faveur des sociétés holding exonérés sur la base de la loi du 31 juillet 1929 est un régime d'aide d'État incompatible avec le marché commun». L'article 2 de la décision permet cependant de proroger les effets du régime jusqu'au 31 décembre 2010.

Ce même article précise cependant que «les sociétés qui continueront à bénéficier du régime visé à l'article 1er jusqu'au 31 décembre 2010 ne pourront pas faire l'objet d'aucune cession totale ou partielle de leur capital pendant toute

la durée de ce régime transitoire d'exonération».

- Le Gouvernement a-t-il examiné les différents effets de cette dernière disposition pour la place financière? Quelles sont en particulier les conséquences pour les holdings cotées en bourse, par exemple en ce qui concerne la liquidité des titres, étant donné que les transferts de titres ainsi que tout négoce seront désormais impossibles? Quelles sont les dispositions transitoires pour la période d'ici le 31 décembre 2010 fixées par le Gouvernement pour éviter toute insécurité juridique?

Réponse commune (19.12.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Pour répondre aux critiques de la Commission européenne, le Gouvernement a déposé deux projets de loi [doc. parl. 5624 - Projet de loi abrogeant la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) et fixant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010 pour le maintien temporaire de ces régimes et doc. parl. 5637 - Projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)] qui tiennent compte des observations de la Commission et des intérêts de la place financière quant aux principes de confiance légitime et de sécurité juridique. Avec ces deux projets de loi, élaborés en étroite collaboration avec les représentants du secteur financier, le Gouvernement estime avoir donné au secteur du private banking les instruments dont il a besoin pour se développer en conformité avec le droit européen.

Question 1293 (20.9.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **transfert des données des passagers aériens entre l'UE et les États-Unis:**

Suite à l'annulation par la Cour de Justice européenne de l'accord de 2004 entre l'Union européenne et les États-Unis sur le transfert des données des passagers aériens (PNR, passenger name records), annulation qui prend effet le 30 septembre 2006, le Conseil et la Commission essaient de parvenir à un nouvel accord avec les États-Unis d'ici octobre 2006, accord intérimaire qui pourrait, selon la Commission, entrer en vigueur immédiatement sans ratification. Il est aussi prévu de négocier un nouvel accord définitif qui devrait entrer en vigueur le 1er janvier 2008.

Pour rappel, il convient de signaler que la Cour a rejeté la base juridique de l'accord relative au marché intérieur, ce qui élimine la procédure de codécision et donc l'intervention du Parlement européen dans la procédure.

Il est bien connu que le domaine dont il s'agit et qui relève du troisième pilier (justice, affaires intérieures) est hautement sensible du point de vue des libertés publiques puisqu'il s'agit aussi bien de protéger la sécurité des passagers de vols aériens que d'assurer la protection et l'utilisation des données personnelles de ces mêmes passagers.

- J'aimerais donc demander à Monsieur le Ministre quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois dans cette négociation. Ne devra-t-il pas faire intervenir le Parlement luxembourgeois en l'informant dès maintenant des négociations en cours et en faisant ratifier tout accord aussi bien intérimaire que définitif par la Chambre, étant donné la nature intergouvernementale du troisième pilier?

Réponse (19.12.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

L'accord provisoire précité a reçu l'accord unanime des États membres de l'Union européenne et est déjà en vigueur. À l'instar de ce qui fut fait dans la plupart des autres États membres, le Gouvernement a informé la Chambre des Députés (Commission juridique) du contenu de l'accord, qui visait surtout à constituer un cadre visant à éviter que les États-Unis d'Amérique ne concluent un accord séparé avec chaque compagnie aérienne qui souhaite atterrir aux États-Unis. L'accord ne concerne pas directement le Luxembourg dans la mesure où il n'y a pas de vol direct pour passagers entre le Luxembourg et les États-Unis.

Question 1312 (29.9.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **campagne de sensibilisation de la Loterie nationale:**

D'Nationallotterie huet eng Sensibiliséierungscampagne gestart, fir d'Leit iwwer hir Spillgewunneschten ze befroen.

D'Formularen zu der Campagne fënnt een an allen Zubido-Filialen.

D'Froen, déi gestallt ginn, sollen dem Spiller virun Ae féieren ob en nëmmen aus Pleséier spillt oder scho spillsüchteg ass.

Déi Informatiounen, déi do opgrond vun deene Froen erausgefiltert ginn, kënnte ganz nëtzelch si fir endlech emol analyséieren ze kënnen, wéi grouss de Problem vun der Spillsucht hei am Land schonns ëm sech gegraff huet.

Besonnesch grad bei deenen Zubido-Automaten, déi ee geschwënn an all Bistrot fënnt an déi d'Leit regelrecht zum Spille verleeden.

Wann déi Froeformularen och elo sollen dozou déngen, d'Leit iwwer sech selwer opzekläre wat hiert Spillverhalen ubelaangt, sou ass awer gewosst, datt e Spiller, dee spillsüchteg ass, dat garantéiert net wäert zouginn.

Et schéngt mer och hypokritesch wann engersäits de Stat an allen Ecke Geldspiller erlaabt an dichteg drop kasséiert, an dann do derniewent déi staatlech kontrolléiert Nationallotterie Formularen ausdeelt, déi d'Spiller iwwer hiert Spillverhale sollen opklären a vum Spillen ewechbréngen.

Engersäits sollen d'Leit iwwert déi Formularen iwwert d'Gefore vum Spillen opgekläert ginn an anerersäits awer gëtt d'Spille gläichzäiteg e bësse bagatelliséiert an de Leit d'Meenung vermëttelt, si kënnten hir Spillgewunnechten an de Gréff kréien, wat awer bei deene mannsten de Fall wäert sinn.

Dofir wier et onbedéngt noutwendeg, endlech eng seriö Analys vum Spillproblem hei am Land duerchzeféieren an opgrond vun deenen Erkenntnisser Mesuren ze ergräifen, déi hëllefe vun der Sucht lasszekommen.

Sou eng Etüd misst och d'Folge vun der Sucht analyséieren, besonnesch fir d'Famillje vun den Affer an och wat d'Selbstmorden ubelaangt, déi duerch déi praktesch ausweglos Situatioun schonns entstane sinn an och nach weider wäerten entstoen.

Kann den zoustännege Minister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Gedenkt d'Regierung endlech eng déifgräifend Etüd an Optrag ze gi fir d'Ausmoosse vun der Spillsucht, souwuel op déi legal erlaabten an illegale Geldspiller, hei am Land ze ergrënnen?

2. Gedenkt d'Regierung niewent dem ugebuedene Suchttëlefon eng effizient Hëllef unzebidden, déi de Spillsüchtegen hëlleft sech aus hirer Sucht ze befreien?

3. Wivill Spillsüchteger konnten iwwert de Suchttëlefon erfaasst ginn, wat fir eng Hëllefe kréien se ugebuden a wat fir eng Konklusioune kann een aus dësen Erkenntnisser zéien?

4. Wivill Gelder fléisse viraussichtlech 2006 iwwert d'Geldspill - de Casino zu Mondorf abegraff - an d'Statskeess an zu wat fir engen Zwecker ginn déi Soue verwendt?

5. Mat wat fir enge Recettë rechent d'Regierung am Joer 2007 iwwert d'Geldspiller ze encaisséieren?

6. Ass d'Regierung net och der Meenung, datt déi Campagne vun der Nationallotterie ka kontraproduktiv sinn duerch hir zweedeiteg Texter?

Réponse (19.12.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Och wann et der Regierung bewosst ass, datt verschidde Leit kënne spillsüchtesch sinn an datt dëst - wéi all Sucht - e grousse Problem fir déi Betraffen ass, mengt d'Regierung, datt eng Etüd keng zousätzlech Erkenntnisser géing bréngen, well scho vill am Ausland iwwert dës Fro geschriwwe ginn ass. D'Regierung begréisst d'Sensibiliséierungscampagne vun der Nationallotterie a weess, datt déi Organisatiounen, déi sech ëm Suchtproblemer bekëmmeren, sech och mat dëser Sucht ofginn. Wat d'Recette fir de Stat vu Casinosspiller ubelaangen, sou gesäit de Budget fir 2007 13 Milliounen Euro vir.

Question 1343 (12.10.2006) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **mise en œuvre du Processus de Bologne:**

En signant la déclaration de Bologne en juin 1999, 29 pays de l'Espace européen, parmi lesquels le Luxembourg, ont pris la décision d'harmoniser leurs cursus de formation universitaire et d'adopter un système de diplômes commun. Le Processus de Bologne devrait permettre de procéder à des comparaisons et des équivalences des diplômes de fin d'études au niveau international ainsi que de favoriser la mobilité des étudiants et leur accès au monde du travail en Europe.

Concrètement il s'agit de placer jusqu'en 2010 les systèmes nationaux de l'enseignement supérieur dans un cadre commun reposant sur trois cycles à savoir le «bachelor» qui correspond au bac+3, le «master» qui correspond au bac+5 ainsi que le «doctorat» qui correspond au bac+8 ans.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieure et de la Recherche:

- Dans le cadre de la mise en œuvre du Processus de Bologne, quel cycle d'études les étudiants devront-ils dorénavant accomplir pour pouvoir devenir professeur de l'enseignement secondaire?

- L'exception faite actuellement au niveau du Ministère de l'Enseignement supérieur concernant les études accomplies en Angleterre se maintiendra-t-elle dans le cadre du Processus de Bologne?

Réponse commune (22.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Il convient de relever qu'à l'heure actuelle la loi du 17 décembre 2003 modifiant la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur ainsi que le règlement grand-ducal du 10 septembre 2004 fixant les critères d'homologations des titres et grades étrangers sont toujours en vigueur. L'article 10 du règlement grand-ducal susmentionné stipule que les «diplômes finals doivent sanctionner un cycle d'études, à temps plein d'une durée minimale de quatre années ou huit semestres ou douze trimestres, ou à temps partiel, prévu par les autorités compétentes, à condition que le volume total, le niveau et la qualité de cette formation ne soient inférieurs à ceux de formations à temps plein».

De même l'article 4 de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique stipule que les professeurs de lettres ou de sciences, les professeurs de sciences économiques et sociales, les professeurs d'éducation artistique, d'éducation physique ou d'éducation musicale, les professeurs-ingénieurs et les professeurs-architectes, les professeurs de sciences de l'enseignement secondaire technique et les professeurs de doctrine chrétienne doivent tous avoir accompli un cycle complet d'au moins quatre années d'études universitaires ou de niveau universitaire.

La mise en œuvre du Processus de Bologne nécessitera donc une modification de l'ensemble de ce dispositif législatif et réglementaire. À cette fin un groupe de travail interministériel a été instauré, groupe de travail dont les travaux sont sur le point d'être clôturés. Conscient de l'importance et de l'urgence que revêt ce dossier, le Gouvernement prendra une décision quant aux diplômes requis pour l'accès à la fonction publique dans les mois à venir. Il est évident que cette décision prévoira une phase de transition assez importante pour éviter que des étudiants actuellement inscrits dans certains cycles ne doivent réorienter leurs études ou ne soient exclus de la possibilité d'accès à la fonction publique.

Dans l'attente de cette décision, l'exception faite actuellement pour les étudiants ayant accompli leurs études en Angleterre et ayant au préalable accompli avec succès une année d'études à l'Université du Luxembourg est maintenue.

Question 1360 (21.10.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **accusations de l'hebdomadaire «L'Investigateur»:**

An der Nummer 351 vum 19-25 am Wäimount 2006 vun der Zäitschréft «L'Investigateur» ginn eng Rei grav Uschëllegunge géint d'Lëtzebuerger Polizei an d'Justiz ervirbruecht, wéi zum Beispill op der Titelsäit: Esclaves du sexe - Police et justice ferment les yeux, Säit 10 - Policier protecteur du milieu, Säit 12 - Policier informateur du monde de la nuit «Il y a, dans la police, des éléments qui sont favorables à ce milieu de la nuit».

An dem Ofsaz vum Artikel ginn och nach Undeitunge gemaach iwwer e bestëmmte Beamten aus der Police judiciaire a souguer iwwer e Magistrat, déi solle Kontakter zu Prostituéiertekreesser gehat hunn. Dat do si grav Uschëllegunge vun dem Responsabelen aus der Zäitschréft, déi ech irresponsabel a geféierlech fannen.

Duerch déi Aussoen do an der Zäitschréft ginn all éierlech Polizeibeamten, d'Police judiciaire an d'Justiz diskriminéiert an d'Vertraue vun de Bierger an d'Polizei an an d'Justiz gëtt prekariséiert.

Kann den Här Justizminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Huet den Här Justizminister Kenntnis vun deenen Uschëllegungen, déi an der Zäitschréft «L'Investigateur» géint d'Justiz an d'Polizei gericht ginn?

2. Gedenkt den Här Justizminister eng Enquête anzeleede fir d'Véracitéit vun deenen Aussoen do ze iwwerpréifen?

3. Wann déi Aussoen do net stëmmen, wat gedenkt den Här Justizminister dann ze ënnerhuele fir de Responsabele vun deenen Uschëllegungen zur Rechenschaft ze zéien?

Réponse (19.12.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Je n'ai pas connaissance des affirmations citées et j'estime inopportun et inefficace, à chaque fois que quelqu'un, dans un État libre comme le Luxembourg, exprime des vues personnelles ou sème des rumeurs, de faire mener une enquête policière et déposer plainte auprès des autorités judiciaires. Pour le surplus, j'estime que la police fait son travail correctement et conformément aux lois et règlements en vigueur. Dans les cas très exceptionnels où tel ne fut pas le cas, des sanctions disciplinaires ont été prises.

Question 1371 (26.10.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **construction de centrales éoliennes dans le parc éolien du canton de Redange:**

Les énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne, l'énergie solaire et la biomasse représentent des atouts pour la production d'énergie électrique décentralisée. L'avantage principal des ces sources d'énergie est que leur utilisation permet de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et ainsi de s'approcher des objectifs fixés dans le cadre du protocole de Kyoto.

Parmi ces sources, la production d'énergie à partir des centrales éoliennes devrait, à mes yeux, être encouragée davantage au Luxembourg surtout parce que nos campagnes livrent les conditions optimales pour leur construction voire leur exploitation. D'après mes informations pourtant parmi les quinze centrales éoliennes, dont la construction avait été planifiée au parc éolien du canton de Redange, seulement sept seront finalement construites. En effet, la construction des huit autres centrales éoliennes vient d'être refusée dans le cadre de la procédure commodo-incommodo. Ce refus me semble d'autant plus incompréhensible que la commune d'Attert (Belgique) planifie quant à elle d'ériger de son côté son propre parc éolien.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelles ont été les raisons de ce refus dans le cadre de la procédure commodo-incommodo?

- Quelles sont les chances de voir un jour d'autres parcs éoliens au Luxembourg?

Réponse commune (28.12.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1) Demande d'autorisation «commodo-incommodo»

Dans un souci de transparence et de cohésion quant au projet global envisagé, la Société Électrique de

l'Our (SEO) a introduit en date du 17 octobre 2003 une demande d'autorisation pour la construction de 15 aérogénérateurs sur le territoire des communes de Redange, Ell, Rambrouch et de Wahl.

L'Administration de l'Environnement a considéré le dossier de demande comme «complet» le 29 juin 2004.

Le 14 avril 2006, le Ministre de l'Environnement a autorisé la construction de sept éoliennes sur le territoire des communes de Ell et de Redange.

Jusqu'à présent l'autorisation d'exploitation du Ministère du Travail et de l'Emploi n'a pas encore été délivrée.

2) Demande d'autorisation dans le cadre de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

La demande d'autorisation dite «environnement» a été déposée le 7 décembre 2004. Cette demande porte sur la seule mise en place des sept aérogénérateurs sur le territoire des communes de Ell et de Redange.

Le 7 avril 2006, le Ministre de l'Environnement a autorisé la construction de ces sept éoliennes.

3) La différence entre le projet global de 15 éoliennes (demande d'autorisation «commodo-incommodo») et le projet de sept éoliennes (demande d'autorisation «environnement») s'explique par le fait que la SEO a adressé une lettre d'information au Ministre de l'Environnement le 22 octobre 2004, précisant que le projet initial était divisible en deux parties, une partie sud sur le territoire des communes de Ell et Redange, d'une part, et une partie nord sur le territoire des communes de Rambrouch et Wahl, d'autre part.

La partie sud sur le territoire des communes de Ell et de Redange est réalisable dès la mise en service de la ligne aérienne de haute tension entre Roost et le poste 65 kV de Redange, prévue pour début de l'année 2007, tandis que la partie nord n'est techniquement réalisable qu'après la mise en place d'une ligne de bouclage de haute tension entre Redange et Koerich prévue actuellement au programme d'investissement de Cegedel pour être mise en service en 2011!

Pour faciliter la procédure d'autorisation, la SEO a demandé à l'Administration d'autoriser dans un premier temps uniquement la réalisation de la partie sud du projet global, considérant qu'à ce stade les raisons du report de la partie nord sont surtout d'ordre technique mais tout en étant conscient par ailleurs d'une certaine opposition dans la population ainsi qu'au niveau des communes de Rambrouch et de Wahl quant à la possible réalisation future de la partie nord du projet.

Voilà pourquoi aucune démarche particulière n'a été initiée à ce jour auprès desdites communes de Rambrouch et de Wahl afin que celles-ci puissent prévoir dans leur Plan d'Aménagement Général (PAG) l'implantation et l'exploitation d'éoliennes dans les zones actuellement retenues pour la réalisation de la partie nord du projet global, en conformité avec l'article 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Partant, dans son arrêté du 14 avril 2006 portant approbation de la partie sud du projet de parc éolien projeté par la SEO dans le canton de Redange, le Ministre de l'Environnement a refusé à ce stade la réalisation de la partie nord du projet dans la mesure où l'aménagement et l'exploitation de ces huit éoliennes ne sont actuellement pas prévues dans une zone prévue à cette fin en conformité avec la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Ceci dit, l'autorisation établie par le Ministre de l'Environnement en date du 16 avril 2006 répond entièrement à la demande actuelle de la SEO. Toutefois, il y a lieu de relever dans le même ordre d'idées que cette même autorisation fait actuellement l'objet de deux recours en réformation introduits par huit requérants devant le Tribunal administratif!

Il m'est par conséquent difficile de prévoir à quel moment d'autres parcs éoliens seront effectivement réalisés au Luxembourg. Les trois projets concrets en cours à ma connaissance, à savoir à Redange/Ell, à Boursdorf et à Garnich sont tous les trois en cours de planification depuis plus de trois ans. Ce délai, extrêmement long, illustre à lui seul l'envergure tant financière que technique d'un tel projet ainsi que la complexité des procédures d'autorisation à respecter tout en faisant apparaître dans certains cas des contraintes environnementales des fois incompatibles les unes vis-à-vis des autres. Je garde néanmoins espoir que les trois projets dont question ci-dessus pourront être réalisés d'ici la fin de l'année 2007.

Question 1387 (7.11.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **mesures en faveur de l'emploi des jeunes:**

La publication «Population et Emploi» d'août 2006, réalisée par le CEPS/Instead, est consacrée aux mesures en faveur de l'emploi des jeunes de 1978 à nos jours. Il en ressort que le Luxembourg a beaucoup investi dans la mise en place de mesures en faveur de l'emploi des jeunes qui au cours des années ont connu plusieurs adaptations.

Dans ce contexte et en raison des discussions actuelles en relation avec une nouvelle modification des mesures j'aimerais recevoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre:

- Existe-t-il des statistiques, ventilées par âge, sexe et niveau de formation, concernant l'efficacité des mesures actives en faveur de l'emploi en matière d'insertion ou de réinsertion professionnelle?

- Quel est le nombre et le profil des jeunes sortant d'une mesure active qui n'ont pas été engagés par l'entreprise qui l'ont employés respectivement qui n'ont pas trouvé d'emploi? Quel est le nombre de jeunes ayant trouvé un emploi pendant ou suite à une mesure active en faveur de l'emploi? Quel est le nombre de jeunes ayant participé consécutivement à plusieurs mesures?

- Quel est le nombre d'entreprises ou d'administrations ayant régulièrement recours à des jeunes en contrat d'auxiliaire temporaire, que ce soit dans le secteur privé ou dans le secteur public?

- Afin d'éviter que les administrations et les entreprises aient recours à des jeunes en mesure active en faveur de l'emploi au lieu d'engager des salariés sous CDI ou CDD, ne serait-il pas opportun de prévoir une priorité d'embauche pour le jeune sortant d'un contrat appui emploi à l'instar de ce qui est prévu pour le jeune ayant effectué un stage d'insertion en entreprise?

- Existe-t-il des chiffres concernant le chômage des jeunes sortant de l'école ou venant de terminer leurs études?

- Combien de jeunes se trouvent actuellement dans cette situation et perçoivent une indemnité de chômage? Quelle est l'évolution des chiffres au cours des dernières années?

- Existe-t-il des données sur la durée du chômage, l'âge et le profil des jeunes sortant de l'école ou venant de terminer leurs études?

Réponse (15.11.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Les questions pertinentes posées par Madame la Députée me donnent l'occasion de divulguer le résultat de diverses études et évaluations effectuées soit en interne par l'Administration de l'Emploi (ADEM), soit en externe par une étude du CEPS commanditée par le Ministère du Travail et de l'Emploi.

Étant donné que les questions sont extrêmement vastes, je dois procéder par de brèves réponses assorties de renvois aux études précitées que je me permets de joindre en annexe. Je commenterais, en cas de besoin, les réponses lors de la présentation de l'évaluation du CEPS que je ne manquerai pas de proposer à la commission parlementaire compétente.

Questions tirets 1 et 2:

Toutes les réponses se trouvent dans l'étude du CEPS «Évaluation des mesures en faveur de l'emploi» que je me permets de joindre en annexe de même qu'une présentation résumé en PowerPoint des principaux résultats. Je me propose de présenter cette étude, en présence du CEPS, à la Commission du Travail et de l'Emploi de la Chambre des Députés.

Question tiret 3:

2.301 personnes ont débuté dans une mesure CAT entre le 1er janvier 2005 et le 31 décembre 2005, dont 1.632 dans un CAT-Public. 626 entreprises et administrations ont recruté ces personnes.

1.802 personnes ont débuté dans une mesure CA entre le 1er janvier 2006 et le 1er novembre 2006, dont 1.132 dans un CAT-Public. 560 entreprises et administrations ont recruté ces personnes.

Question tiret 4:

La priorité à l'embauche est prévue dans le cadre du nouveau CIE (contrat insertion emploi) dans le secteur privé. En effet cette mesure vise l'insertion directe sur le marché de l'emploi, soit dans l'entreprise promotrice, soit dans une autre entreprise (efficacité respective du stage d'insertion actuel de 75% (embauche dans l'entreprise promotrice) et de 90% (effet d'insertion général). Elle ne figure pas dans les dispositions relatives au nouveau CAE (contrat appui emploi), remplaçant notamment l'ancienne mesure CAT, qui est plus destiné à compléter les connaissances et compétences professionnelles et sociales et n'est pas liée, en général, à une réelle perspective d'emploi comme pour le CIE.

Question tirets 5 et 7:

En ce qui concerne la question concernant le chômage des jeunes sortant de l'école ou venant de terminer leurs études, je me permets de donner le tableau suivant, les explications méthodologiques étant les suivantes:

Règle 1): 1re inscription à l' ADEM + une date d'inscription dans le mois analysé

Sont repris tous les demandeurs d'emploi qui se sont inscrits pour la première fois à l'ADEM au cours du mois considéré.

Règle 2): Règle 1) + âge < 31 ans

Même population que pour la règle 1) avec la condition supplémentaire: «âge inférieur à 31 ans».

Règle 3): Règle 2) + date fin d'études est égale à l'année d'inscription

On reprend la règle 2) et on applique le critère de sélection supplémentaire:

«date fin d'études se situe dans l'année d'inscription».

	07/2005	08/2005	09/2005	07/2006	08/2006	09/2006
Règle 1	542	629	829	516	574	769
Règle 2	299	354	548	305	321	475
Règle 3	174	217	321	181	201	274

Pour le mois de septembre 2006, parmi 248 jeunes sortant de l'école, 165 jeunes avaient une formation supérieure.

Je me permets par ailleurs d'ajouter certaines précisions sur le profil des jeunes chômeurs enregistrés à l'ADEM:

Fin septembre 2006 les demandeurs d'emploi âgés de moins de 26 ans représentaient 21,3% (2.026 personnes) de l'ensemble des demandeurs d'emploi enregistrés à l'ADEM (9.497 personnes, dont 49% sont des femmes).

Parmi les jeunes, le taux de présence des femmes (49%) est identique à celui constaté dans la population totale.

L'analyse des durées d'inscription auprès des bureaux de placement indique que l'insertion dans la vie active s'avère plus rapide et donc plus facile pour les chômeurs de moins de 26 ans comparativement à la situation des demandeurs d'emploi plus âgés.

En effet, plus de 57% des jeunes demandeurs d'emploi connaissent des durées d'inscription inférieures à trois mois. Ce taux n'est que de 28,4% pour les inscrits âgés de 26 ans et plus.

Par contre 20% des jeunes sont à considérer comme des chômeurs de longue durée alors que la part des demandeurs d'emploi plus âgés connaissant une durée d'inscription supérieure à douze mois est de presque 36%.

Pour ce qui concerne plus précisément le profil scolaire des jeunes inscrits à l'ADEM il est renvoyé à deux études réalisées par l'Administration reprises en annexe. Elles traitent notamment la question des niveaux de formation et de qualification scolaires des jeunes demandeurs d'emploi ainsi que des personnes bénéficiant d'une mesure pour l'emploi.

Question tiret 6:

En 2005 371 personnes ayant le statut «Jeune» bénéficiaient de l'indemnité de chômage, dont 10 jeunes sortant de l'école et remplissant la condition de stage.

Pour l'année en cours 380 personnes ayant le statut «Jeune» bénéficient de l'indemnité de chômage, dont 29 jeunes sortant de l'école et remplissant la condition de stage.

(Une documentation fournie par le Ministère du Travail et de l'Emploi est consultable au Greffe de la Chambre des Députés - Service des Séances plénières et Secrétariat général - Mme Maria Mathieu)

Question 1388 (7.11.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **réunion des pays les plus peuplés de l'UE regroupés au sein du G6:**

Un des nombreux thèmes abordés par les Ministres de l'Intérieur lors de cette réunion concernait l'immigration illégale ainsi que les façons de travailler avec les pays du Tiers-monde pour arriver à un contrôle des flux migratoires. Il semble dans ce contexte que le Ministre de l'Intérieur français, Nicolas Sarkozy, et son homologue allemand, Wolfgang Schäuble, ont présenté une initiative conjointe pour promouvoir une «politique d'immigration commune» à l'échelon européen.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:

- Monsieur le Ministre pourrait-il fournir davantage d'informations sur cette initiative conjointe des Ministres français et allemand, ainsi que sur les résultats de cette réunion concernant l'immigration illégale et plus précisément les manières selon lesquelles les pays du G6 entendent procéder contre cette dernière?

- Le fait que ce soient les Ministres des pays de l'UE les plus peuplés qui se sont réunis pour discuter de sujets tellement importants comme l'immigration illégale par exemple signifie-t-il un recours régulier de ces pays à une «coopération renforcée» au sein de l'UE pour les affaires concernant le volet «Justice et Affaires intérieures»?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à cette initiative précitée?

Réponse (8.12.2006) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

- L'initiative à laquelle fait référence l'honorable Député repose sur un papier conjoint franco-allemand qui a nourri les débats des Ministres de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, de la Pologne, et du Royaume-Uni lors de leur réunion à Stratford-upon-Avon. Les conclusions de la réunion reprennent en grande partie des propositions qui figurent déjà dans le programme de La Haye ou ont été discutés au Conseil des Ministres de la Justice et des Affaires intérieures. Ainsi, dans le domaine de l'immigration illégale, il est proposé, notamment, un renforcement de l'agence Frontex, une meilleure coopération dans la lutte contre le trafic d'êtres humains ainsi qu'un renforcement du dialogue avec les pays d'origine et de transit.

- Dans le cas auquel se réfère Monsieur le Député, il s'agit d'une simple concertation entre six pays de l'Union européenne et non pas d'un recours à la coopération renforcée. En effet, la procédure du recours à la coopération renforcée est clairement fixée par les traités. Dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale (troisième pilier), la coopération renforcée est régie par l'article 40 du Traité sur l'Union européenne. Celui-ci prévoit que l'initiative d'une coopération renforcée émane des États membres concernés. Le déclenchement de ladite coopération est soumis à une décision du Conseil statuant à la majorité qualifiée. L'avis de la Commission est sollicité et la demande des États membres est transmise au Parlement européen.

- Le Gouvernement estime que les États membres de l'Union européenne sont libres de se concerter entre eux sur les sujets qu'ils souhaitent. Il est évident que toute décision dans le domaine de la Justice et des Affaires intérieures, notamment dans le domaine de l'immigration, et qui aurait vocation à s'appliquer à l'ensemble des 25 États membres, voire aux pays Schengen, peut être prise uniquement dans le cadre des institutions de l'Union européenne et selon les procédures fixées par les traités. Dans ce contexte le Gouvernement luxembourgeois attache une grande importance à la clause passerelle prévue à l'article 42 TUE qui permet d'étendre le champ d'application du vote à la majorité qualifiée et de la procédure législative ordinaire en matière de coopération judiciaire et pénale. Cette «communautarisation» (c'est-à-dire le transfert dans le premier pilier communautaire, au titre IV du Traité instituant la Communauté eu-

ropéenne) de tout ou partie de la coopération policière et judiciaire en matière pénale permettrait de continuer à progresser dans ce domaine.

Question 1389 (8.11.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **transposition de la directive européenne relative à l'établissant d'un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau:**

D'europäesch „Wasserrahmenrichtlinie" gesäit ënner anerem vir, datt bis zum Joer 2010 de Waasserpräis muss käschtendeckend verrechent ginn. Dëst bréngt ënner anerem mat sech, datt d'Gemenge keng staatlech Bäihëllefe fir Kläranlage méi kréien. Dëst bedeit, datt dës Käschten op de Bierger iwwerdroe misse ginn.

Eng ganz Rei vu Gemengen hunn a Saache Kläranlagen awer nach e grousse Nohuelbedarf. Fir dës Gemengen dierft dëst Gesetz vu besonneschem Interessi sinn a se wéisste gäre wou et hei hi geet. Am Ausland si well grouss Ustrengunge gemaach ginn, fir dëser Richtlinn Rechnung ze droen.

Den Här Banneminister hat am Fréijoer 2005 an der Press ugekënnegt, datt bis den Hierscht 2005 dëst Gesetz an der Chamber deponéiert géif ginn. Wann ech mech net ieren, hätt déi genannt Direktiv awer schonns Enn 2003 a nationaalt Recht missen ëmgesat ginn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Firwat genee ass bis elo nach keen entspriechende Gesetzesprojet deponéiert ginn a fir wéini ass mam Dépôt vun dësem Projet ze rechnen?

2) Kënnt Dir schonns a groussen Zich matdeelen, op wat fir eng Changementer d'Gemengeresponsabel an de Bierger sech mussen astellen?

Réponse (10.1.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1) De Gesetzesprojet, deen déi europäesch Richtlinn 2000/60/CE vum Europaparlament a vum Conseil vum 23 Oktober 2000, déi e Kader fir eng gemeinschaftlech Politik am Gebitt vum Waasser opstellt („Wasserrahmenrichtlinie"), an d'nationaalt Recht soll ëmsetzen, gëtt an enger vun deenen éischte Sëtzunge vun 2007 vum Regierungsrot diskutéiert. De Projet kann dann an der Chamber deponéiert an an déi legislative Prozedur agefouert ginn.

2) Well et um Regierungsrot ass fir dem Projet gréngt Liicht ze ginn, wëll ech senger Décisioun net virgräifen.

Sou wéi den honorablen Députéierten et awer a senger parlamentarescher Ufro selwer schreift, verlaangt d'Ëmsetze vun der Richtlinn, dass de Waasserpräis am Joer 2010 käschtendeckend verrechent gëtt. Des Weidere muss laut der „Wasserrahmenrichtlinie" eist Grond- an eist Uewerflächewaasser bis am Joer 2015 an engem gudden Zoustand sinn. Dëst verlaangt, dass eis Gemengen - déi jo zoustänneg si fir d'Drénkwaasserversuergung an d'Ofwaasserentsuergung - déi néideg Mossnamen huelen, fir dass dësen Zoustand bis dohinner erreecht gëtt.

Question 1390 (8.11.2006) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **«bénévolat payant»:**

Selon mes informations, il est courant que dans maintes maisons de retraite et maisons de soins, des personnes sans aucune affiliation à un service spécialisé ou une Organisation Non Gouvernementale (ONG) exercent une sorte de «bénévolat payant», ceci avec la tolérance de la direction de l'institution. Ainsi, elles rendent des visites à des personnes âgées, pensionnaires d'un tel établissement, elles leur tiennent compagnie et effectuent pour elles certaines petites courses. Pour ces services, qui néanmoins font partie intégrante des services assurés par des ONG de bénévoles dans les mêmes établissements, ces personnes se font payer entre 200 et 350 euros par mois par la personne concernée et bien souvent même par la famille consentante.

- Est-ce que Madame la Ministre est au courant de ces pratiques et est-ce qu'elle les approuve?

- Sachant que certaines de ces personnes âgées sont tout à fait délaissées, seules et sans famille et qu'elles sont reconnaissantes pour toute visite ou petit service rendu, est-ce que Madame la Ministre n'estime pas qu'avec ces pratiques il existe un risque d'abus (recherche d'argent ou héritage facile)?

- Qui contrôle ce bénévolat très spécial, car rémunéré, et qui assume la responsabilité de ces personnes, surtout en cas d'abus?

- Étant donné que bon nombre de ces personnes sont placées sous tutelle, est-ce que le juge des tutelles ne devrait pas être au courant de ces paiements?

- Par ailleurs, est-ce que cet argent est déclaré comme revenu auprès des autorités compétentes?

Réponse (11.12.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

D'après les informations du Ministère de la Famille et de l'Intégration, la majorité des structures pour personnes âgées n'admet officiellement que des services/organisations spécialisés pour tenir compagnie à des personnes âgées.

Si le personnel des structures du long séjour observe avec une attention certaine les situations de visites de leurs résidents, surtout lorsqu'il s'agit de personnes isolées ou fragilisées par des dépendances physiques ou mentales, leur marge d'intervention reste limitée. Les structures du long séjour sont en principe des institutions ouvertes qui ne disposent pas de prérogatives particulières leur permettant de contrôler systématiquement tout visiteur.

Par ailleurs, toute personne, à moins qu'elle ne soit placée sous une forme de tutelle/curatelle, peut charger toute autre personne - avec ou sans rémunération - de l'exécution de services. Ceci est également vrai pour les familles des personnes vivant en institution.

Si ces initiatives concourent du libre choix des concernés, elles se situent en dehors de l'autorité du gestionnaire à moins que les personnes dont question ne se distingueraient par un comportement général inapproprié dans l'institution.

Afin d'éviter des situations d'abus, je ne peux que conseiller à toute personne qui aurait connaissance de situations de visite peu transparentes dans le cadre d'institutions pour personnes âgées, d'en référer à la direction de l'établissement concerné voire même d'en informer le juge des tutelles au cas où il s'agissait de personnes placées sous tutelle/curatelle.

Dans la mesure où les situations de «bénévolat payant» relèvent de la sphère privée des concernés, la déclaration ou non des ressources y relatives, incombe à ces seules personnes.

Question 1391 (8.11.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**utilisation des «mégacamions»:**

Un «mégacamion» constitue un ensemble plus long et plus lourd que le camion classique. D'après mes informations, plusieurs séries de tests avec de tels mégacamions se sont déroulées entre les mois d'août 2004 et de novembre 2006 dans les pays du Benelux. Ces tests ont été suivis aussi bien par le secteur privé que par les autorités de ces trois pays.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'indiquer à partir de quand les résultats de ces tests seront-ils disponibles?

- La mise en route de tels «mégacamions» ne porte-t-elle pas préjudice aux efforts des sociétés de chemins de fer européens en vue d'un accroissement du transport de fret?

- L'utilisation de tels «mégacamions» ne va-t-elle pas à l'encontre des appels à la réduction de la dépendance des hydrocarbures lancés aussi bien par notre Gouvernement que par la Commission européenne?

Réponse (27.11.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Le Ministère des Transports n'a pas connaissance que de tels essais auraient été effectués au Luxembourg. Il est cependant vrai que les Pays-Bas poursuivent actuellement un programme d'essai de mégacamions en relation notamment avec le port de Rotterdam.

Le Ministère des Transports n'est pas au courant quand les résultats de ces essais seront publiés par les autorités néerlandaises.

Comme je l'ai déjà indiqué dans ma réponse à la question parlementaire N°1303 de l'honorable Député Claude Meisch *(cf. compte rendu N°3/2006-2007)*, le Luxembourg n'a pas un intérêt spécifique justifiant l'introduction de ce type de véhicule et préfère attendre une éventuelle initiative de la part des autorités communautaires.

La politique du Gouvernement est de promouvoir le trafic de fret par voie ferroviaire. Ainsi le Ministère des Transports participe dans la création de «Lorry-Rail», projet de transport combiné où les remorques et semi-remorques de poids lourds seront transportées par chemin de fer entre Bettembourg et Perpignan.

Le Ministère des Transports est donc engagé sur la voie à promouvoir les initiatives et projets ayant pour but la réduction de la dépendance des hydrocarbures.

Question 1393 (10.11.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**équipement des voitures de pneus d'hiver:**

Dans une question parlementaire N°0758 datant du 23 novembre 2005 *(cf. compte rendu N°6/2005-2006)* je me suis enquis auprès de Monsieur le Ministre des Transports sur la position du Gouvernement relative à l'obligation d'équiper les voitures de pneus d'hiver pendant la mauvaise saison en me référant notamment à l'exemple allemand. Dans sa réponse Monsieur le Ministre m'a fait part de son intention de faire examiner la question de l'équipement obligatoire des véhicules avec des pneus d'hiver, respectivement de faire ériger en infraction le fait de provoquer un accident ou un bouchon en raison de pneus non adaptés aux circonstances, par la Commission de Circulation de l'État.

- Partant j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Transports si la Commission de la Circulation de l'État a pris une décision quant à l'introduction de l'obligation d'équiper les véhicules de pneus d'hiver? Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire quand les dispositions y afférentes entreront en vigueur?

Réponse (1.12.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Je me permets de vous informer qu'un groupe de travail ad hoc de la Commission de circulation de l'État est entrain d'élaborer un projet de règlement grand-ducal modifiant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route.

Le groupe de travail et, par conséquent, la Commission de Circulation de l'État ne se sont pas encore exprimés quant à l'obligation d'équiper les véhicules avec des pneus d'hiver. Je voudrais pourtant y rajouter que le projet de règlement grand-ducal sera finalisé au cours du premier semestre de l'année prochaine.

Question 1394 (10.11.2006) de **M. Alexander Krieps** *(DP)* concernant la **mise sur le marché d'un vaccin anti-papillomavirus humain:**

Un vaccin anti-papillomavirus humain vient d'être mis sur le marché luxembourgeois sous la dénomination «Gardasil». Ce vaccin est utilisé pour la prévention des dysplasies de haut grade du col de l'utérus, des cancers du col de l'utérus, des dysplasies de haut grade de la vulve et de verrues génitales externes dus aux papillomavirus humains de types 6, 11, 16 et 18. Il s'agit en l'occurrence de la première mise sur le marché d'un vaccin efficace en matière de prévention d'un cancer.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Ne juge-t-il pas opportun de lancer une campagne de vaccination, prise en charge par l'UCM, auprès de la population féminine au Luxembourg dans un but de prévention de cette maladie grave?

Réponse (11.12.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Nous suivons avec grand intérêt les progrès en matière de vaccination contre le cancer.

Ainsi avons-nous introduit dès 1994 le premier vaccin efficace en matière de prévention d'un cancer, le vaccin contre l'hépatite B et sa complication la plus lourde, le cancer du foie en organisant deux programmes de vaccination, le programme de vaccination systématique des nourrissons et, jusqu'au moment où la cohorte des bébés vaccinés entrera dans l'adolescence, un programme de vaccination de tous les adolescents de 12 à 15 ans.

Récemment deux vaccins susceptibles de contribuer à prévenir le cancer du col de l'utérus ont été développés; ces vaccins semblent présenter un intérêt certain en matière de prévention du cancer du col, puisqu'ils protègent contre 70% des Human Papilloma Virus (HPV) ayant un lien causal avec la grande majorité des cancers du col de l'utérus.

Dans la plupart des pays européens, des programmes de dépistage et de traitement précoces du cancer du col ont réduit la mortalité par ce cancer de façon spectaculaire: ainsi, depuis l'introduction du dépistage précoce par frottis cervical au Luxembourg, la mortalité a chuté de 10 pour 100.000 dans les années soixante à 1-2 pour 100.000 actuellement. D'après les données du Registre Morphologique des Tumeurs (RMT), l'incidence du cancer du col de l'utérus invasif a diminué de moitié environ depuis une vingtaine d'années.

En ce qui concerne la vaccination contre le HPV, un certain nombre de questions restent à clarifier. Le premier problème est de déterminer le meilleur moment pour une vaccination. Ce vaccin a pour but de fournir une protection au niveau vaginal par des anticorps contre HPV 16 et 18. Cela implique de vacciner les filles avant une infection par HPV, c'est-à-dire avant le début de leur activité sexuelle. Le choix du meilleur moment dépend aussi de la durée de la protection induite. Une protection a été observée sur un suivi de 3 à 4,5 ans. On ne peut pas vacciner trop tôt sans preuve de la persistance de cette protection à plus long terme, notamment au moment où le risque de s'infecter (maladie à transmission sexuelle) est le plus élevé. Se pose dans ce contexte aussi la question de la nécessité d'un rappel; et il est à espérer que les études en cours apporteront une réponse à cette question.

Le vaccin est ciblé contre les HPV 16 et 18, correspondant à environ 70% des types identifiés dans les cancers du col. Même avec une efficacité de 100%, il restera toujours 30% de cancers associés à d'autres types de HPV. Il faudra donc continuer le dépistage précoce par frottis du col et l'adapter en fonction de l'effet à long terme de la vaccination.

Des études sont en cours qui cherchent à démontrer une certaine protection croisée contre les types HPV non contenus dans ce vaccin. Mais il s'agit aussi de clarifier par des études scientifiques, s'il n'y a pas de danger d'émergence sélective de types contre lesquels le vaccin ne protège pas.

Malheureusement, le taux de couverture pour tous les vaccins s'adressant à des adolescents dans tous les pays est toujours bas; ainsi, si le taux de vaccination contre l'hépatite B chez les nourrissons est de l'ordre de 95% au Luxembourg, ce taux se situe en dessous des 60% dans notre programme pour les adolescents de 12 à 15 ans, malgré une invitation individuelle envoyée à chaque adolescent personnellement. Il faudrait trouver les moyens d'atteindre les personnes les plus à risque, celles-là précisément qui échappent aussi aux programmes de dépistage.

Une protection chez les hommes n'a pas encore été rapportée dans la littérature scientifique; des études en cours étudient spécifiquement cet aspect.

D'autre part il faudra éviter que cette vaccination ne procure une fausse sécurité; les médecins vaccinateurs devront veiller à bien expliquer la protection relative du vaccin et la nécessité de maintenir le dépistage par frottis du col et l'utilisation de moyens de protection adéquats contre les autres maladies à transmission sexuelle.

C'est pourquoi tous les pays européens sont actuellement en train de faire une analyse coût/bénéfice avant d'introduire ce vaccin dans leurs programmes de vaccination officiels remboursés par la sécurité sociale. Une concertation étroite avec les Ministres de la Santé et de la Sécurité sociale de nos pays voisins a été entamée.

Nous attendons donc avec impatience les «European Guidelines»

élaborées par un groupe d'experts de l'Union européenne et en validation auprès du Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC, Lyon) qui seront publiées au printemps prochain, pour pouvoir définir la meilleure approche de la prévention du cancer du col au Luxembourg.

Le prix pour une dose de vaccin s'élève à 135 euros et une vaccination complète nécessite trois doses (405 euros), raison de plus pour faire cette analyse dans le but d'optimiser globalement notre stratégie de lutte contre ce cancer, qui avec le cancer du poumon, est l'un des plus faciles à prévenir.

Question 1395 (13.11.2006) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **«PostShop»**:

Selon mes informations et suivant un communiqué de presse du Syndicat FNCTTFEL, le conseil d'administration de l'Entreprise des P&T envisage la fermeture de quelque 65 bureaux de poste sur 105 ouverts actuellement pour les remplacer par des «PostShops».

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état des choses et me communiquer les raisons qui expliquent les fermetures projetées? Quels sont les bureaux de poste visés?

- Qu'en est-il plus précisément des plans de fermeture de tous les bureaux de poste à Mamer et dans la commune de Rambrouch, prévus dans un délai très proche?

- Estimant que l'Entreprise des Postes et Télécommunications devra garantir aux citoyens et frontaliers habitant et séjournant sur le territoire du Grand-Duché un service postal intégré, de qualité et de proximité, qui prend en considération le fait qu'une grande partie d'une population âgée est peu mobile, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si un tel service pourra être assuré à l'avenir.

- Dans quels délais ces fermetures sont-elles prévues?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur d'autres projets de la direction des P&T concernant l'avenir des bureaux de poste sur tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg?

- D'une manière plus générale, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur la stratégie et les projets de la Poste pour l'avenir?

Réponse (8.1.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

L'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT) mène actuellement une réflexion stratégique sur son réseau de vente afin de l'adapter aux besoins réels des clients tout en tenant compte des critères de rentabilité et d'efficacité. À la lumière des changements des habitudes de la clientèle au cours des dernières années, le réseau des points de présence (106 points de vente) dans sa configuration actuelle, ne correspond en effet plus toujours aux besoins des clients en termes d'accessibilité, d'heures d'ouverture, de localisation géographique et d'aménagement des locaux.

Une première approche a permis de dégager, sur base du critère démographique, une liste de localités devant bénéficier prioritairement de bureaux de poste à service étendu. Cependant, afin de garantir la cohérence du réseau, la définition des sites idéaux des points de présence devrait se faire par l'application de critères géographiques, démographiques, sociaux et commerciaux.

Dans sa démarche l'EPT se fait accompagner par un consultant externe. Une proposition détaillée sur les projets régionaux sera ensuite soumise au conseil d'administration de l'EPT auquel il échet de prendre une décision suivant les dispositions statutaires en vigueur. Il est donc prématuré de se prononcer sur le maintien ou non de tel ou tel bureau de poste.

L'objectif principal de ce remaniement est l'amélioration de la qualité de service offerte et une meilleure maîtrise du coût des services postaux. Toujours est-il que des points de vente bénéficiant d'une situation géographique attrayante, d'un aménagement moderne et d'heures d'ouverture étendues devraient permettre, ensemble avec quelques 1.200 boîtes aux lettres, de fortifier le réseau dans son rôle d'interface privilégié entre l'EPT et ses clients que ce soit pour des services postaux, des services financiers ou de télécommunications.

Question 1396 (13.11.2006) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **procédure administrative d'adoption d'un plan d'aménagement particulier (PAP):**

La procédure d'adoption d'un PAP est engagée par le collège des bourgmestre et échevins qui transmet le PAP avec le rapport justifiant l'initiative et les orientations fondamentales retenues au Ministre de l'Intérieur pour avis. Il semble que la procédure d'adoption d'un PAP soit souvent retardée ou bloquée, le Ministère de l'Intérieur retournant le dossier aux autorités communales compétentes sans l'aviser, et ce à cause de «pièces manquantes» au dossier. Les personnes privées concernées ont souvent du mal à comprendre ces aléas de procédure, alors qu'elles étaient persuadées que le dossier était complet, les autorités communales ayant transmis le dossier au Ministère. Il est, en effet, plus logique de retourner un dossier faute de pièces en début de procédure qu'en cours ou en fin de procédure.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- S'il est en mesure de confirmer cet état des choses? Dans l'affirmative quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre à court et moyen terme pour améliorer la procédure d'adoption d'un PAP afin d'éviter tout blocage et retard inutiles?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il serait nécessaire que les architectes, mais aussi les techniciens communaux soient davantage informés quant à la procédure administrative d'adoption d'un PAP? Le Ministère ne pourrait-il pas envisager d'organiser des ateliers d'information pour les personnes concernées afin que celles-ci soient régulièrement informées sur la présentation d'un dossier PAP?

Réponse (11.12.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:*

En premier lieu je tiens à relever qu'au cours des derniers mois bon nombre de dossiers concernant des projets d'aménagement particulier (PAP) ont dû être retournés aux autorités communales dans la mesure où les pièces, prévues par le règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu d'un plan d'aménagement particulier respectivement le contenu du apport justificatif, faisaient défaut. Conformément à l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain la mission du Ministre de tutelle consiste à vérifier la conformité et la comptabilité des projets aux lois et règlements en vigueur, de sorte que les dossiers ne remplissant pas les critères y définis ne sauraient être avisés par mes services en bonne et due forme.

Afin d'éviter des retards dans la procédure d'adoption des PAP, je ne peux que conseiller aux autorités communales de veiller à ce que les dossiers qui me sont soumis pour avis, soient conformes aux exigences du règlement grand-ducal prémentionné.

Il y a par ailleurs lieu de rappeler que, conformément à l'article 28 de la loi modifiée concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le PAP est élaboré sous la responsabilité d'un homme de l'art, disposant en principe de toutes les connaissances nécessaires en vue d'éviter que des dossiers incomplets soient engagés dans la procédure.

Quant au deuxième point de votre question je tiens à souligner qu'un cours de formation destiné notamment au personnel technique des communes a eu lieu en date du 3 octobre 2006 à l'Institut National de l'Administration Publique (INAP). Ce cours de formation a précisément eu trait au contenu du dossier PAP. Malheureusement on a dû constater que seulement douze personnes s'étaient inscrites à ladite formation.

Toutefois, je tiens à vous informer que de nouveaux cours de formation sont prévus pour l'année 2007 au vu de permettre au personnel technique des communes d'approfondir d'avantage ses connaissances en la matière. Je tiens encore à souligner qu'à l'heure actuelle, ni l'Ordre des architectes et ingénieurs-conseils, ni l'Ordre des géomètres n'ont souhaité voir organiser un cours de formation à leur intention. Néanmoins, si les Ordres en question expriment leur souhait de suivre des cours de formation dans ce domaine, il est évident que des cours pour les hommes de l'art seront organisés.

Question 1397 (14.11.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **prix affichés:**

Et gëtt Situatioune wou an den Austellungsfënstere vu Geschäfter Präisser affichéiert ginn, déi am Geschäft selwer awer net respektéiert ginn.

Sou zum Beispill: E puer Schong gi mat dem Montant vun 69 Euro an der Fënster affichéiert, am Geschäft krut de Client awer 125 Euro gefrot. Dësen Ënnerscheed ass domadder erkläert ginn, dass den Dekorateur d'Präisschëlder verwiesselt hätt.

Menges Wëssens no sinn déi Präisser, déi affichéiert ginn, massgebend an d'Wuer muss och fir dee Präis zougestane ginn.

Kann den Här Mëttelstandsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass et sou, datt déi Präisser, déi affichéiert sinn, och musse respektéiert ginn?

2. Wann dat sou ass, wat sinn dem Client seng Rechter am Fall wou dat net respektéiert gëtt?

Réponse commune (20.12.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Ufro vum 14. am Wantermount 2006 vum éirewäerten Deputéierten Aly Jaerling deelen de Wirtschaftsminister an de Mëttelstandsminister mat, dass de «réglement grand-ducal du 29 juillet 2004 relatif à l'indication des prix des produits et des services» virgesäit, dass dee Präis, deen affichéiert ass, massgebend ass an d'Wuer fir dee Präiss muss zougestane ginn. D'Geschäftsléit sinn deemno gebonnen déi Praisser ze respektéieren, déi si affichéiert hunn. Wann dat net de Fall ass, huet de Client d'Recht eng Plainte ze maachen. Eng Enquête gëtt dann an d'Weeër geleet.

Question 1398 (14.11.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **perquisition à domicile:**

Verschiddentlech ginn Hausduerchsichunge vun den zoustännegen Instanzen autoriséiert a vun der Section de Recherche et d'Enquête criminelle duerchgefouert.

Dës Duerchsichunge gi meeschtens ganz professionnell duerchgefouert. Et kann awer och emol zu Ausschweifungen engersäits respektiv Kompetenziwwerschreidungen anerersäits kommen. Et gëtt och verschiddentlech Saache mat beschlagnahmt, déi näischt mat dem Délikt ze dinn hu fir deen d'Hausduerchsichung autoriséiert gouf, sou wéi et och verschiddentlech Problemer gëtt déi beschlagnahmt Saachen zréckzekréien.

Kann den Här Justizminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wéini ginn Hausduerchsichungen autoriséiert a vu wiem?

2. Wat sinn d'Richtlinne bei sou Hausduerchsichungen, wat ka beschlagnahmt ginn a wat net?

3. Duerfe Saache beschlagnahmt ginn, déi net am direkten Zesummenhang mat dem Delikt sti fir déi d'Hausduerchsichung autoriséiert gouf?

4. Wéi hunn déi zoustänneg Beamte sech vis-à-vis vum Besëtzer vun den duerchsichte Raimlechkeeten ze verhalen?

5. Wat sinn d'Rechter vun der Persoun, bei där d'Hausduerchsichung duerchgefouert gëtt?

6. Wat sinn der Persoun hir Rechter fir déi beschlagnahmt Saachen zréckzefuerderen, déi näischt mat der Enquête ze dinn hunn?

7. Wéini kann eng Persoun hir beschlagnahmt Saachen zréckfuerderen, a wat geschitt mat deene Saachen, déi net zréckgefuerdert oder net zréckerstatt goufen?

8. Wéi vill Hausduerchsichunge sinn an deene leschte fënnef Joer autoriséiert ginn?

Chamber TV
weist all öffentlech Sitzung live an integral

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Réponse (27.11.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Je me permets d'orienter Monsieur le Député vers la lecture notamment des articles 30 à 44, 63 à 68 et 126 du Code d'instruction criminelle qui règlent en détail la matière des perquisitions et des saisies.

Il va de soi que les fonctionnaires de police chargés de l'exécution d'une perquisition doivent se comporter d'une façon correcte vis-à-vis des personnes chez qui la perquisition est effectuée.

Il n'y a pas de statistiques quant au nombre de perquisitions effectuées dans une année.

Question 1400 (14.11.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **vols de nuit:**

Dans ma question parlementaire N°1210 du 28 juillet dernier *(cf. compte rendu N°1/2006-2007)*, j'avais interrogé Monsieur le Ministre des Transports sur l'évolution du nombre des vols de nuit à l'Aéroport de Findel et j'ai également voulu savoir si la limitation du nombre des vols imposée par la décision du Tribunal administratif du 19 mai 2004 a été respectée.

Dans sa réponse du 1er septembre Monsieur le Ministre m'a fait savoir que le nombre des vols effectués pendant la période de juillet 2005 à juin 2006 n'était pas encore disponible.

J'aimerais dès lors poser les questions complémentaires suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre trouve-t-il normal que deux mois après le terme de la période visée le Gouvernement n'est pas en mesure de fournir ces données reposant sur le simple comptage d'avions à l'arrivée ou au départ de l'Aéroport de Findel?

- N'aurait-il pas été normal que compte tenu de la sensibilité de la question - il ne s'agit en fait de rien de moins que du respect d'une décision judiciaire par le Gouvernement - les services compétents auraient dû faire faire acte d'un zèle particulier pour rassembler ces données?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si à ce jour à plus de quatre mois du terme de la période visée les données que j'ai demandées sont disponibles? Si oui, que disent-elles? Est-ce que notamment les limitations proscrites par le Tribunal administratif ont été respectées?

Réponse (15.12.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député n'est pas sans savoir que l'établissement de statistiques requiert une confection et une mise en relation de données brutes qui ne sont pas nécessairement exploitables en tant que telles.

En l'occurrence, les données concernant les mouvements de vols ne permettent pas le dépouillement immédiat de renseignements spécifiques tels que requis dans le cadre du jugement du Tribunal administratif du 19 mai 2004. En effet l'Administration de l'Aéroport ne dispose pas d'un département spécifique pour l'établissement de statistiques. La collecte, le contrôle ainsi que le traitement des données provenant de plusieurs services a comme conséquence que les statistiques peuvent seulement être publiées quelques mois après les événements.

Je suis en mesure de vous communiquer ci-joint les chiffres de la période de référence s'étendant du 1er juillet 2005 au 30 juin 2006, comparés à ceux des années précédentes:

Période	Avions à hélice d'un poids > 5,7 t et tous les avions à réaction	Hélicoptères	Total
01.07.2003 - 30.06.2004	54.328	5.714	60.042
01.07.2004 - 30.06.2005	57.488	2.544	60.032
01.07.2005 - 30.06.2006	58.896	4.208	63.104

Le dépassement du seuil indiqué dans le jugement prémentionné est donc dû au nombre exceptionnellement élevé de mouvements d'hélicoptères (Luxembourg Air Rescue et Police grand-ducale), qui se caractérisent par leur caractère imprévisible et ne pouvant faire l'objet d'une quelconque régulation étatique. En effet, ces mouvements correspondent à des missions de sécurité en ce qui concerne la Police grand-ducale, voire des missions humanitaires en ce qui concerne la Luxembourg Air Rescue, par exemple lors d'un rapatriement d'une personne blessée à l'étranger.

Outre l'accroissement exceptionnel de ces missions, il convient de noter que j'ai réussi à contenir le nombre des autres mouvements aériens à un niveau stable durant ces trois dernières années, malgré une limitation du nombre de mouvements annuels d'avions en période «creuse» et une croissance moyenne annuelle de 4% du trafic aérien général. À titre de comparaison lors de la période 2004 à 2005 le volume des mouvements aériens à l'Aéroport de Francfort-Hahn a augmenté de 18%. Par ailleurs, avec plus de trois millions de passagers transportés par l'Aéroport de Francfort-Hahn comparé à une moyenne de 1,5 millions de passagers pour l'Aéroport de Luxembourg, celui-ci s'est hissé d'ores et déjà à la première position dans la Grande Région.

Le nombre de mouvements d'avions a été communiqué au Ministère de l'Environnement conformément au jugement précité et afin de garantir une conformité avec le jugement précité dans les meilleurs délais mes services ont engagé toutes les démarches nécessaires en vue d'une délivrance rapide d'une décision en vertu de la législation sur les établissements classés, décision qui a pris du retard notamment en raison des études à réaliser par des organismes tiers.

Question 1401 (15.11.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **statut de l'Administration de l'Aéroport:**

Suite à ma question parlementaire N°1246 du 21 août 2006 concernant la transformation projetée de l'Administration de l'Aéroport en établissement public *(cf. compte rendu N°1/2006-2007)*, Monsieur le Ministre des Transports m'a expliqué que les raisons à l'origine de sa décision tiennent notamment au paquet législatif communautaire «ciel unique» adopté avant son entrée en fonction.

Au vu des explications qui m'ont été fournies je voudrais connaître avec précision les raisons juridiques qui de l'avis de Monsieur le Ministre des Transports s'opposent à l'actuel statut de l'Administration de l'Aéroport.

- En quoi la reconnaissance mutuelle de la licence de contrôleur aérien rendrait-elle impossible l'engagement de ressortissants communautaires pouvant se prévaloir de cette qualification alors que le projet de loi budgétaire énumère, à l'instar de la pratique des années précédentes, une ribambelle de postes ouverts à des ressortissants communautaires?

- En quoi les règles de comptabilisation des tarifications appliquées - qui à ma connaissance ne changent pas pour le moment - dicteraient-elles la constitution d'un établissement public? Y a-t-il éventuellement d'autres éléments juridiques qui justifieraient le projet de Monsieur le Ministre des Transports de faire de l'Administration de l'Aéroport un établissement public?

- Par ailleurs, Monsieur le Ministre suggère que la transformation de l'Administration de l'Aéroport en établissement public ait été décidée dans le dialogue social avec tous les partenaires concernés. Comment se fait-il dès lors qu'au moins deux organisations syndicales se soient entre-temps insurgées contre les projets ministériels?

Réponse (20.12.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa séance du 1er décembre 2006 le Conseil de Gouvernement a décidé dans le cadre de la mise en conformité de la législation nationale avec la réglementation du ciel unique européen d'entamer la procédure législative pour soumettre l'Administration de l'Aéroport au mécanisme de la gestion séparée prévue dans la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. Il m'appartient partant de constater que les questions de l'honorable Député sont devenues sans objet.

Question 1403 (16.11.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**emplacement du futur département informatique du groupe Arcelor-Mittal:**

Dans une interview publiée en date du 14 novembre 2006 dans le quotidien luxembourgeois «d'Wort» le nouveau CEO du groupe sidérurgique Arcelor-Mittal a relevé que ses services seraient en train de faire une analyse concernant le futur emplacement du département informatique du groupe. Selon Monsieur Mittal, la décision entre le Luxembourg et Doubaï dépendra essentiellement de facteurs tels que la largeur de bande et la technologie disponibles.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Communications:

- Quels sont, de l'avis de Messieurs les Ministres, les atouts du Luxembourg qui plaident en faveur du maintien du département informatique du groupe au Grand-Duché?

- Quelles sont les démarches concrètes du Gouvernement luxembourgeois en vue du maintien du département informatique du groupe Arcelor-Mittal au Luxembourg?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que la connectivité aux réseaux internationaux à très haut débit du Luxembourg est suffisante en vue de cet objectif?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que la connectivité aux réseaux internationaux à très haut débit du Luxembourg est suffisante pour les autres grandes entreprises installées au Luxembourg ou intéressées par une implantation au Luxembourg?

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'une décision par Arcelor-Mittal contre le site luxembourgeois pourrait avoir des conséquences négatives pour l'image de marque du Grand-Duché en tant que centre de référence pour les technologies de l'information et de la communication?

- Combien d'emplois seraient concernés d'un départ éventuel du département informatique d'Arcelor-Mittal du Grand-Duché?

- Est-ce que la délocalisation éventuelle du service informatique faisait partie des discussions entre le Gouvernement et Mittal?

- Quels sont les services minima qui doivent rester au Luxembourg afin qu'il soit considéré que le «siège social» se trouve effectivement au Luxembourg?

Réponse commune (19.12.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

La fusion de Mittal Steel et d'Arcelor implique de toute évidence l'intégration des infrastructures et fonctions informatiques et de communication - interne et externe - des deux groupes.

Plus d'une dizaine de groupes de travail sont actuellement à l'œuvre auprès d'Arcelor-Mittal pour dégager la meilleure solution d'intégration pour chaque domaine étudié. À l'évidence ces travaux ne sont pas finalisés.

Les fonctions informatiques et de communication du groupe Arcelor sont dispersées sur plusieurs sites en Europe de sorte que l'on ne peut parler de «délocalisation du service informatique» ou de «départ éventuel du département informatique d'Arcelor-Mittal».

Ainsi, par exemple, Arcelor dispose d'une infrastructure informatique importante à Dunkerque, en particulier pour le produit plat, alors que cette infrastructure pour le produit long et les fonctions «corporate» sont localisées au Luxembourg avec une centaine de personnes. D'autres fonctions informatiques sont localisées dans ou à proximité des usines.

Quant au Groupe Mittal Steel, sa plateforme informatique «corporate» comportant une quinzaine de personnes, se situe à Dubaï où le groupe dispose également d'une équipe de commercialisation et de vente pour l'Asie.

Entre-temps la structure organisationnelle est en train de s'affiner. La gestion des besoins se situera autour des CIO's (Chief Information Office) responsables des unités opérationnelles et des fonctions corporate, rapportant au CIO Groupe et à la direction de l'unité opérationnelle respective. Les réalisations informatiques s'organiseront autour d'unités de service partagées globales complétées par des organisations locales.

En attendant les propositions d'intégration des groupes de travail, on peut d'ores et déjà affirmer que le Grand-Duché et l'ancienne structure Arcelor disposent d'excellents atouts en termes de compétences - technologique et humaine - et de coûts opérationnels.

L'honorable Député n'est pas sans ignorer non plus les derniers développements ainsi que ceux en cours dans le domaine de la connectivité. Pour mémoire, il est rappelé que l'Entreprise des P&T est en train d'augmenter ses capacités et que le Gouvernement a pareillement pris une initiative à travers le projet de loi sur les autoroutes de l'information. À ceci s'ajoutent d'autres initiatives comme par exemple celle d'Artelis. Ces atouts ont été portés à l'attention des responsables concernés d'Arcelor-Mittal.

Il n'y a donc guère de valeur à spéculer sur un «départ éventuel du département informatique d'Arcelor-Mittal du Grand-Duché» alors que les fonctions informatiques et de communication sont nombreuses et d'ores et déjà dispersées sur plusieurs sites.

Question 1404 (16.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**enseignement par compétences:**

Dans le cadre de la réforme du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire il est prévu de faire démarrer l'enseignement et l'évaluation par compétences dès l'année scolaire 2007/2008.

L'instauration de l'enseignement par compétences s'accompagnera de la mise en place des cycles d'apprentissage de deux ans.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre est-elle d'avis qu'une promotion automatique entre la 7e et la VIe (8e) sera une mesure pédagogiquement efficace?

- L'année de 7e, pourtant cruciale dans le parcours scolaire de tout lycéen, ne risque-t-elle pas de se transformer en une simple période d'exploration pendant laquelle les élèves ne seront guère incités à fournir des efforts soutenus?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une réorientation qui n'intervient qu'au terme de deux ans est trop tardive pour des élèves manifestement dépassés par les exigences de l'enseignement classique?

Question 1405 (16.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**apprentissage de l'anglais dès la classe de 7e:**

Dans le cadre de la réforme du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire il est entre autres envisagé d'introduire l'apprentissage de l'anglais dès la classe de 7e.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que les élèves éprouvant des difficultés à gérer le passage de l'enseignement primaire à l'enseignement postprimaire risqueront d'être dépassés par l'introduction d'une branche supplémentaire?

- Combien de leçons d'autres branches seront supprimées pour permettre l'enseignement de l'anglais? Quelles seront les branches concernées par cette suppression?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une éventuelle diminution du nombre de leçons de français et d'allemand en classe de 7e ne permettrait plus aux enfants d'acquérir des bases solides dans ces deux branches indispensables?

Question 1406 (16.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**enseignement par compétences - critiques des milieux professionnels:**

Dans le cadre de la réforme du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire il est prévu de faire démarrer l'enseignement et l'évaluation par compétences dès l'année scolaire 2007/2008. Il me revient pourtant que le projet en question a suscité certaines critiques dans les milieux professionnels concernés.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quelles suites Madame la Ministre entend-elle réserver aux critiques formulées par les associations et milieux professionnels concernés?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que toute réforme de l'enseignement devrait tenir compte des avis et des propositions des enseignants oeuvrant sur le terrain?

- Au vu de ces réactions, ne faudrait-il pas renoncer à faire démarrer l'évaluation par compétences dès la rentrée scolaire 2007?

Question 1407 (16.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**enseignement par compétences - triple notation:**

Dans le cadre de la réforme du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire il est prévu de faire démarrer l'enseignement et l'évaluation par compétences dès l'année scolaire 2007/2008. Le projet prévoit une triple notation (compréhension orale et écrite / expression orale / expression écrite).

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des détails quant aux modalités pratiques des épreuves orales et des tests de «compréhension pure»?

- Comment Madame la Ministre entend-elle assurer que les pratiques d'évaluation ne différeront pas trop d'un établissement à l'autre?

- De quelle façon seront pondérées les trois notes?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'introduction d'un tel système d'évaluation risque de se faire au détriment des compétences écrites?

Question 1408 (16.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**enseignement par compétences - critères de promotion traditionnels:**

Dans une interview parue en date du 3 août 2006 dans le quotidien luxembourgeois «d'Wort», Madame la Ministre a affirmé que l'instauration de l'évaluation par compétences rendrait obsolètes les critères de promotion traditionnels.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Faudra-t-il s'attendre, à terme, à la disparition de l'évaluation chiffrée sur 60 points et à la mise en place d'une évaluation purement descriptive?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une évaluation purement descriptive peut donner lieu à des appréciations trop subjectives?

Question 1409 (16.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **programme «socle de compétences»:**

Dans un article de presse publié en date du 8 novembre 2006 dans un quotidien luxembourgeois il a été affirmé que dans le cadre du programme «socle de compétences» le Ministère de l'Éducation nationale avait chargé chaque établissement postprimaire de définir ses propres degrés de développement pour les élèves, d'élaborer ses propres programmes et méthodes pédagogiques.

Partant je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer cette démarche?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'introduction de programmes et de méthodes pédagogiques différant d'un lycée à un autre risque de mener à une progression de la disparité entre les différents établissements scolaires?

- Comment Madame la Ministre entendra-t-elle réaliser sous ces conditions une comparaison entre les différents établissements scolaires?

- Comment Madame la Ministre entendra-t-elle réaliser sous ces conditions une évaluation sur le plan national des performances scolaires des élèves?

Question 1410 (16.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**abolition du régime préparatoire:**

Dans le cadre de la réforme du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire il est prévu de transformer les deux premières années scolaires en un cycle d'apprentissage de deux ans et d'abolir le régime préparatoire.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les raisons de l'abolition du régime préparatoire?

- Madame la Ministre n'est-elle d'avis que cette mesure défavorisera les élèves plus faibles?

Réponse (21.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le document auquel vous faites référence dans vos questions Nos 1404, 1405, 1406, 1407 et 1410 a été conçu comme document de réflexion. Il m'a paru nécessaire de soumettre un certain nombre de considérations d'ordre pédagogique à l'avis des enseignants, c'est à dire à l'avis de ceux qui par après doivent mettre en œuvre les décisions. C'est également suite à une motion de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'étendre l'organisation de l'enseignement par cycles à l'ensemble de l'enseignement primaire et aux premières années de l'enseignement postprimaire que la question a été évoquée avec les enseignants.

Dans la question N°1404 vous me demandez si dans le contexte d'une mise en place éventuelle de cycles d'apprentissage de deux ans, une promotion automatique entre la classe de 7e et la classe de VIe (8e) serait une mesure pédagogiquement efficace. L'objectif de l'enseignement est que chaque élève progresse dans son apprentissage et développe au mieux ses capacités et ses connaissances. Quant à l'efficacité pédagogique, il est établi qu le redoublement ne constitue pas une mesure de remédiation efficace, ni d'ailleurs la promotion appelée «automatique».

Voilà pourquoi il est demandé aux enseignants de proposer aux élèves qui n'ont pas atteint les compétences nécessaires des mesures de remédiation individualisées leur permettant d'atteindre les objectifs visés.

Je signale qu'en ce moment les seules classes dans lesquelles les élèves avancent «automatiquement», c'est-à-dire sans redoublement depuis la classe de 7e jusqu'en classe de 9e, sont celles du projet PROCI qui a démarré dans quatre lycées techniques du pays en 2003/2004.

Dans la question N°1405 vous me demandez si dans le contexte d'une éventuelle introduction de l'anglais en classe de 7e les élèves ne risquent pas d'être dépassés par l'introduction d'une branche supplémentaire.

Il s'est avéré au cours des entretiens que j'ai eus avec les enseignants concernés qu'un enseignement de l'anglais en classe de 7e ne fait sens que si la branche dispose d'un nombre élevé de leçons pour démarrer avec un apprentissage plus intensif, ce qui reviendrait à changer fondamentalement la grille des horaires de la classe de 7e. Le Gouvernement a convenu de ne pas introduire l'anglais en 7e.

Dans la question N°1406 vous me demandez quelles suites j'entends réserver aux critiques formulées à l'encontre de l'introduction d'un enseignement et d'une évaluation par compétences dés l'année scolaire 2007/2008.

Les lycées qui sont prêts à commencer en classe de 7e avec un enseignement par compétences pourront le faire dès la rentrée 2007. Voilà pourquoi figureront sur les bulletins de la classe de 7e dès l'année prochaine des sous-rubriques permettant d'attester le niveau de compétences atteint, sans qu'il ne soit obligatoire pour l'enseignant de remplir ces cases. En effet, seule la note figurant sur le bulletin sera prise en compte pour la promotion de l'élève. C'est également dans le contexte du projet PROCI qu'un enseignement par compétences et un bulletin correspondant ont déjà été expérimentés.

Dans la question N°1407 vous me demandez si des tests de compréhension orale n'induiraient pas des pratiques d'évaluation différant d'un établissement à l'autre.

À ce que je sache des interrogations orales ont lieu tous les jours en classe, des épreuves orales ont lieu aux examens de fin d'études sans que l'on se pose trop de questions sur les pratiques qui pourraient différer d'un établissement à l'autre. Cela est bien ainsi et je suis opposée à toute tentative de surréglementation car j'estime qu'il faut faire confiance à ceux qui connaissent leur métier.

Vous me demandez aussi si l'introduction d'une évaluation de la compréhension orale et écrite, de l'expression orale et écrite ne se ferait pas au détriment des compétences à l'écrit. Ce n'est pas du tout le cas si l'on évalue l'expression écrite par une note spécifique ce qui permet de donner une juste appréciation des capacités que l'élève a réellement dans ce domaine. C'est plutôt la démarche actuelle qui risque de donner une fausse impression puisque les différentes compétences de l'élève sont confondues pour former une seule note permettant ainsi de compenser des faiblesses en expression écrite par des performances élevées en expression orale sans que cette compensation ne soit documentée.

Dans la question N°1408 vous me demandez si avec l'introduction de l'évaluation par compétences il faudra s'attendre à la disparition de l'évaluation chiffrée sur 60 points.

La réponse est non, puisqu'il est prévu d'intégrer l'évaluation des compétences dans l'évaluation des autres devoirs et que toutes les évaluations convergeront vers une note. D'ailleurs ce genre d'évaluation se pratique déjà dans le contexte de plusieurs projets.

Dans la question N°1409 vous me demandez si l'introduction de programmes et de méthodes différant d'un lycée à un autre accentuera la disparité entre les établissements. C'est justement pour maintenir la cohésion nécessaire entre les classes et entre les lycées que les socles de compétences et les épreuves qui les évaluent à différents niveaux du parcours scolaire seront introduits.

Comme par le passé, les lycées pourront profiter d'un certain degré d'autonomie en ce qui concerne les programmes et aussi les manuels scolaires à condition de demander l'autorisation du Ministre. Les choix didactiques restent le fait de l'enseignant, légitimés par sa liberté et sa responsabilité pédagogiques. Cependant pour assurer leur mission de plus en plus difficile et complexe les enseignants doivent travailler davantage en équipes.

Dans la question N°1410 vous me demandez si j'entends abolir le régime préparatoire.

Ma réponse est clairement non. Le document sur le cycle inférieur a proposé de renommer ces classes dites modulaires en classes d'adaptation. J'ai l'intention d'intégrer ces classes au cycle inférieur et de les organiser sous le même toit que les classes actuelles du cycle inférieur, mais je ne prévois pas des classes comprenant simultanément les élèves orientés vers une 7e ST et les élèves orientés vers le régime préparatoire.

Question 1411 (17.11.2006) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **carte d'identité - nom patronymique du conjoint:**

Le règlement ministériel du 12 juin 1989 déterminant le modèle de la carte d'identité obligatoire à délivrer par les autorités communales prévoit à son article 4 que «pour la femme mariée, le nom à indiquer est le nom de jeune fille et, si elle le désire, le nom patronymique du conjoint».

La disposition citée constitue une discrimination légale envers les maris qui aimeraient ajouter le nom de famille de leur épouse. De plus, cette disposition ne permet pas non plus aux veuves de continuer à porter le nom de leur mari défunt quant bien même beaucoup d'entre eux voudraient le maintenir.

Ainsi les questions suivantes s'imposent:

1. Est-ce que le Gouvernement est-il favorable à étendre la disposition précitée aux veuves - si non, pour quelles raisons veut-il continuer à refuser ce droit aux veuves?

2. Est-ce que le Gouvernement est-il disposé à étendre le droit précité également aux époux qui désireraient ajouter le nom de leur épouse à leur nom de famille - si non, pour quelles raisons le Gouvernement veut-il continuer à refuser ce droit aux hommes mariés?

Réponse (2.1.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:*

L'article 4 du règlement grand-ducal auquel se réfère l'honorable Député ne mentionne effectivement que le cas de la femme mariée qui a la possibilité d'indiquer, si elle le désire, le nom patronymique du conjoint sur sa carte d'identité.

J'aimerais cependant attirer l'attention sur le fait que plusieurs circulaires ministérielles du département de l'Intérieur (entres autres n°1307 du 7 juin 1990, n°2155 du 14 mars 2000 et n°2370 du 13 mars 2003) ont fourni des explications et précisions concernant les données à indiquer sur le document de base respectivement sur le formulaire de demande servant à la production des cartes d'identité luxembourgeoises. Le document de base comprend, sur demande du titulaire, la mention époux(se) ou veuf(ve) suivie du nom patronymique du conjoint, mention qui est placée en deuxième ligne du nom sur la carte d'identité.

Contrairement à ce qu'affirme Monsieur le Député dans sa question parlementaire, le Gouvernement ne refuse ni aux femmes respectivement hommes mariés ou aux veuves respectivement veufs le droit de faire mention du nom du conjoint sur leur carte d'identité.

Question 1412 (17.11.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **lutte contre le trafic de drogues au sein de l'établissement pénitentiaire de Schrassig:**

Il me revient par voie de presse que des arrestations de personnes ont eu lieu dans l'enseigne du Centre pénitentiaire de Schrassig. En effet les personnes arrêtées sont soupçonnées d'avoir essayé à introduire en contrebande des stupéfiants dans la prison afin de les distribuer parmi les détenus. Il est certes à saluer que les responsables ont finalement découvert l'existence d'un large trafic de drogues au sein de l'établissement en question et que des mesures pour lutter contre ont été prises, mais de nombreuses questions restent toujours en suspens.

Dans ce contexte j'aimerais donc savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est la quantité de drogues qui a été saisie lors de ces arrestations?

- A-t-on des précisions d'où ces drogues proviennent; ont-elles toutes été introduites de l'extérieur ou peuvent-elles également provenir de l'intérieur de l'établissement?

- Pour réaliser les arrestations, est-ce que le détecteur de drogues a été utilisé? Combien de fois ce détecteur a-t-il été utilisé au cours des derniers mois?

- Quel est le nombre de personnes décédées de 1998 à 2006 d'une overdose au sein de l'établissement pénitentiaire? Quel est le nombre de personnes traitées médicalement au cours de cette même période pour éviter une éventuelle overdose?

Réponse (20.12.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Au mois de novembre 2006 17,2 g de cannabis et 5,6 g d'héroïne ont été saisis au service des visites du CPL de Schrassig.

Les dossiers en question ont été transmis au parquet pour enquête, de sorte qu'on ne dispose pas de plus de précisions pour l'instant.

Chaque fois qu'une substance suspecte est trouvée, le détecteur de drogues est utilisé.

D'après les informations de l'Administration pénitentiaire, il y a eu un tel décès en 1998, un en 2004 et deux en 2005. Il reste encore à attendre le résultat définitif des enquêtes de deux décès en 2006.

Question 1413 (17.11.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **système de gestion électronique de la billetterie dans les transports publics:**

Au vu des retards manifestes intervenus dans l'introduction d'un nouveau système de gestion électronique de la billetterie dans les transports publics par rapport à l'échéancier projeté, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quel est le taux d'autobus du RGTR, du TIGE, des CFL et de la Ville de Luxembourg qui se trouvent entre-temps équipés de lecteurs électroniques adaptés aux cartes «e-go»? Qu'en est-il des trains des CFL ainsi que des trains étrangers assurant en partie le service intérieur luxembourgeois?

- Quel est le nombre de cartes «e-go» actuellement en circulation?

- Quel taux représentent ces cartes par rapport à l'ensemble des titres de transport?

- Est-ce vrai que les bus équipés de lecteurs «e-go» ne comportent plus d'oblitérateurs pour les titres de transport (classiques) délivrés sur support papier?

- Dans l'affirmative, comment se fait en pratique l'oblitération des tickets utilisés?

- Dans l'hypothèse où il y aurait plus d'oblitérateurs dans les bus munis de lecteurs «e-go», comment se fait la vérification des titres de transport dans le but d'en éviter une utilisation multiple?

Réponse (8.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

À la fin du premier trimestre 2007 tous les autobus affectés au transport public du Grand-Duché seront équipés d'oblitérateurs du système «e-go». Il en sera de même des gares CFL qui sont munies d'oblitérateurs fixes sur les quais. Un équipement des trains n'est pas nécessaire pour cette raison.

Actuellement une centaine de cartes électroniques restent encore en circulation, provenant de la période d'essai qui s'était déroulée en 2003/2004 sur la relation Mersch-Luxembourg.

Une diffusion de cartes «e-go» au-delà de cette période n'a pas eu lieu, en attendant la mise en vigueur du système sur tout le réseau national des transports publics.

Les anciens oblitérateurs en service depuis 1991 ne sont plus remplacés, notamment dans les nouveaux autobus équipés du système «e-go». Cet équipement comporte, outre l'oblitérateur, également une imprimante pour les billets réseau et courte distance sur papier.

Ces imprimantes sont déjà en fonction dans tous les autobus régionaux, de sorte qu'uniquement les abonnements mensuels et les carnets du système tarifaire actuel nécessitent une oblitération dans les bus.

Suivant les instructions en vigueur, les prédits titres sont validés, à défaut d'un oblitérateur, moyennant une poinçonneuse à main ou par inscription à la main de la date sur le titre de transport à valider.

L'hypothèse avancée par Monsieur le Député, qu'il n'y aurait pas d'oblitérateurs munis de lecteurs «e-go» dans les bus, ne peut se produire, puisque chaque véhicule, afin d'être admis à l'exploitation du transport public, doit correspondre aux conditions du cahier des charges y relatif. L'installation d'oblitérateurs «e-go» y constitue une condition élémentaire et indispensable également au fonctionnement de l'imprimante de billets.

Question 1414 (17.11.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**acompte sur le paiement des dividendes Arcelor-Mittal:**

Mittal Steel huet annoncéiert, datt géif en Acompte op déi trimestriel Dividenen ausbezuelt gi vun 0,125 Dollar pro Aktie, an dat de 15. am Chrëschtmount 2006.

Dësen Acompte géif souwuel déi ehemoleg Aktionäre Mittal wéi och déi vun Arcelor betreffen, déi hir Aktien am Kader vun der OPA Arcelor-Mittal échangéiert hunn.

Kann den Här Finanzminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wéi wäit ass de Lëtzebuerger Stat vun dëser Ausbezuelung betraff?

2. Wat ass dem Lëtzebuerger Stat seng exakt Participatioun bei Mittal Steel an Aktien ausgedréckt?

3. Wéi vill zousätzlech Recettë géifen duerch dës Ausbezuelung an d'Statskeess fléissen?

4. Wat géif mat deenen zousätzleche Recettë geschéien?

5. Wat wieren déi viraussichtlech zousätzlech Steierrecette fir de Lëtzebuerger Stat duerch dës Dividendenaktioun vu Mittal Steel.

Réponse (28.11.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Wéi bekannt, huet de Stat seng Arcelor Aktien am Kader vun der OPA géint 38.965.330 Aktien vu Mittal Steel getosch. Duerfir kritt de Stat elo net méi Dividendë vun der Arcelor, mä vu Mittal Steel an dat bis d'Fusioun tëscht Arcelor a Mittal Steel fäerdeg ass. Et handelt sech also net ëm eng zousätzlech Recette. Den Ënnerscheed ass, datt Mittal Steel d'Dividenden trimestriell an net eemol d'Joer ausbezillt.

Question 1415 (20.11.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **manifestations des élèves et étudiants:**

De 17. am Wantermount 2006 hunn eng Rei Jugendorganisatiounen d'Schüler an d'Studenten zum Streik respektiv zu enger Manifestatioun géint déi am Projet 5611 virgeschloe Beschäftegungsmesurë fir Jonker opgeruff.

Dësem Streik, dee während den Unterrechtsstonne stattfond huet, seng Legitimatioun ass net vun allen Unterrechtsstrukturen als solchen unerkannt ginn an et ass och verschiddentlech mat Sanktioune gedréit ginn. Menger Kenntnis no gëtt et hei am Land keng Legislatioun, déi d'Streikrecht vu Schüler respektiv Studente regelt, wat fir déi Jonk, déi sech un dëser Manifestatioun bedeelegt hunn, riskéiert Konsequenzen ze kréien.

Kann d'Madame Unterrechtsministesch mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Gëtt et am Unterrechtswiese Regelungen, déi d'Recht op e Streik vu Schüler respektiv Studente festschreiwen?

2) Riskéieren déi Schüler respektiv Studenten, déi wéinst dem Streik net an der Schoul present waren, Sanktiounen - wa jo, wat fir eng?

3) Wier et net ubruecht, well déi Aktioun eng spontan war an ebe well et keng Regelunge gëtt, déi sou Situatioune gesetzlech encadréieren, ganz op Sanktiounen ze verzichten?

4) Wa mer wellen de Schüler a Studenten dat Verfassungsrecht Streik garantéieren, wier et dann net sënnvoll dëst per Gesetz kloer ze définéieren?

5) Gëtt den Dialog mat de Schüler a Studente vun der Regierung dann elo méi intensiv entaméiert, sou wéi dat schonns no der Ofstëmmung vum europäesche Verfassungsvertrag - nodeem datt 62% vun de Jonken nee gestëmmt haten - an elo erëm virum an nom Streik versprach gi war?

Réponse (21.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1) Et gëtt am Unterrechtswiese keng Regelung, déi e Streikrecht fir Schüler respektiv Studenten virgesäit.

2) Fir de 17. November 2006 ass un all Direktioun d'Uweisung gaangen, dass deen Dag Schoul wier an d'Lycéeën an Lycée-techniquën sollten normal fonctionnéieren. Am Kader vun hirer Opsichtsflicht sinn d'Schoule gehalen all Absencë während der Unterrechtszäit ze notéieren. Den 22. November hunn ech an enger Réunioun vun de collèges des directeurs vum Enseignement secondaire et secondaire technique, d'Direktere gebieden, de Streik als Motif d'absence gutt-zehalen a jiddfer Schüler, deen eng schréftlech Excuse virweist, eng «Absence exusée» opschreiwen ze loossen. Am Fall vu mannerjährege Schüler muss déi Excuse vun engem Elterendeel ënnerschriwwe sinn.

3) Wéi aus der Äntwert op d'Fro 2 ervirgeet, ginn déi Schüler, déi um Streik deelgeholl hunn an eng schréftlech Excuse presentéieren, net sanktionéiert.

4) E Streik ass eng kollektiv Aktioun, déi an enger konzertéierter Aarbechtnidderleeung vu Salariéen, sief et aus dem privaten oder öffentleche Secteur, besteet. D'Streikrecht als solcht ass an der Verfassung net festgeschriwwen. Et gëtt allgemeng als Corollaire vun der Liberté syndicale ugesinn, déi am Artikel 11 vun der Constitutioun garantéiert ass. D'Ausübung vum Streikrecht ass nëmme geregelt am Kader vun engem Aarbechtsverhältnis tësche Patron a Salarié. Well Schüler sech net an engem Aarbechtsverhältnis befannen, kann d'Notioun vu Streikrecht net sou op d'Schoul iwwerdroe ginn.

D'Regierung, awer och aner Institutioune wéi d'Chambre des Députés, sinn ëm den Dialog mat de Schüler beméit an organiséiere regelméisseg Initiativen an deem Sënn. Vill Ministere sichen den direkte Kontakt mat de Jonken a ginn an d'Schoulen, wou si mat hinnen iwwer ënnerschiddlech politesch Themen, zum Beispill iwwer Europa oder aner fir hir Departementer spezifesch Sujeten debattéieren.

Weider Informatiouns- a Sensbiliséierungsaktioune bestinn zum Beispill a Visitë vun Institutiounen, der Organisatioun vu Conférence-débaten oder themespezifesche Concoursen, etc.

Question 1416 (20.11.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **subsides de l'État aux communes pour les investissements en infrastructures:**

L'État participe par le biais du budget de l'État aux investissements en infrastructures des communes avec des subsides ou des aides.

- Pour l'exercice en cours, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur les montants engagés par l'État et sur les montants payés?

- Pour quels projets finalisés l'État n'a pas encore procédé au versement des subsides aux communes? Quel est le montant total des subsides à verser?

- Combien de décomptes ont été faits et quel est le volume global des décomptes n'ayant pas encore été faits?

Réponse (2.1.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En réponse à la question parlementaire N°1416 du 20 novembre 2006 de Monsieur le Député Claude Meisch, j'ai l'honneur de vous informer que le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ne dispose ni de données concernant l'engagement et le paiement des différentes aides étatiques au profit des communes, ni d'une liste comportant les projets décomptés ou non des communes de sorte qu'il ne peut pas communiquer les détails demandés par Monsieur le Député Claude Meisch. Par ailleurs le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire tient à signaler qu'il n'a pas accès aux données financières des autres départements ministériels concernant leurs politiques d'aide au secteur communal.

Question 1420 (22.11.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **éléments consignés dans les bulletins scolaires et information communiquée aux élèves et parents:**

Le règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire fixe dans ses articles 2 et 3 différentes dispositions relatives aux éléments consignés dans les bulletins scolaires et à l'information communiquée aux élèves et parents.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Dans les établissements dans lesquelles les places de classement sont inscrites dans les bulletins, est-ce que les décisions ont, de façon générale, bien été prises par le conseil d'éducation conformément à l'article 2 § 3 du règlement susmentionné?

- Est-ce que Madame la Ministre dispose de données relatives à de telles décisions?

- Est-ce que les dispositions de l'article 3 du règlement susmentionné trouvent une application généralisée et est-ce que les dispositions sont réellement portées à la connaissance des élèves en début de l'année scolaire comme le prévoit l'article 3 § 2?

Réponse (20.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je n'ai pas de raison d'admettre que les lycées ne font pas une application correcte des articles 2 § 3 et de l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire et je ne dispose pas non plus d'informations, voire même d'indices qui pourraient laisser présumer une application inexacte des dispositions en question. Ce n'est que dans cette dernière hypothèse que je pourrais être amenée à intervenir. Je fais donc confiance aux directions et enseignants quant aux décisions qui sont à prendre dans ce contexte.

Pour ce qui est de l'inscription sur les bulletins des élèves des lycées et lycées techniques des places de classement et des moyennes de la classe pour les différentes branches, je dispose des informations suivantes:

- pour 86% des élèves, les bulletins comportent à la fois les places et les moyennes;

- pour 3,9%, les places sont inscrites, mais non pas les moyennes;

- pour 9,9%, la moyenne est inscrite, mais non la place;

- dans 0,2% des cas, il n'y a ni place ni moyenne.

Question 1422 (22.11.2006) de **MM. Roger Negri** et **Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **sécurité dans les transports publics:**

En l'espace d'une semaine seulement, deux agents d'entreprises de transports publics ont été victimes d'agressions. À en croire les affirmations des syndicats de ce secteur, les actes de violence récents ne constituent que la partie visible de l'iceberg. Il semble que les attaques verbales et même physiques contre le personnel des entreprises de transport deviennent de plus en plus fréquent.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que les statistiques du comité de pilotage «sécurité dans les transports publics» confirment une augmentation des agressions à l'encontre du personnel ou des utilisateurs des transports publics?

Conformément à l'article 22 paragraphe 4 de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics, le Ministre peut interdire en tout ou en partie pour une durée ne dépassant pas un an aux personnes qui ont fait l'objet d'une injonction de quitter un moyen des transports publics, une gare, une halte ou un arrêt, l'accès et le séjour dans les moyens de transports publics, et dans les gares, dans les haltes et aux arrêts.

- Combien de personnes ont fait l'objet d'une telle interdiction au cours de cette année? Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que cette mesure est efficace?

- Monsieur le Ministre prévoit-il d'autres mesures pour renforcer la sécurité dans les transports publics?

Réponse (13.12.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Le comité de pilotage «sécurité dans les transports publics» a élaboré un formulaire standardisé appelé «constat incident sûreté» pour saisir les données concernant les incidents en relation avec la sûreté dans le domaine des transports publics, et ce en vue d'établir des statistiques reflétant notamment la nature des incidents, leur périodicité et leur localisation.

Ainsi depuis le 1er juin 2005 les incidents sont signalés par l'agent qui est lui-même victime d'un incident ou qui le constate au moyen d'un formulaire uniforme, à savoir le «constat incident sûreté».

Les données recueillies à l'aide de ces formulaires sont centralisées au moyen d'un logiciel dit «Wach-Office» permettant de saisir et de traiter les données ainsi que d'établir des statistiques fiables.

Il résulte desdits statistiques que la majorité des incidents sont recueillis par le personnel des CFL, alors que très peu de «constat incident sûreté» sont remplis par les chauffeurs des autobus RGTR, TICE et AVL.

Les statistiques du comité de pilotage ne permettent pas de conclure à une augmentation des agressions à l'encontre ni du personnel ni des clients des transports publics. Dans ce contexte il convient de noter qu'il résulte des statistiques de la Police grand-ducale que les infractions en relation avec les transports publics sont stables sinon en régression.

Conformément à l'article 22 paragraphe 4 de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics, le Ministre des Transports a la possibilité d'interdire pour une durée ne dépassant pas un an l'accès aux personnes qui ont fait l'objet d'une injonction de quitter les transports publics. En date du 7 mars 2006, une telle interdiction a été notifiée à un individu qui a commis à plusieurs reprises des agressions à l'encontre d'agents des CFL.

Au vu des difficultés d'exécution de ladite interdiction, un groupe de travail «Interdiction d'accès aux transports publics» a été mis en place au sein du comité de pilotage qui a pour mission de discuter de la mise en œuvre pratique de l'interdiction d'accès aux transports publics et d'établir les critères de décision et la procédure à suivre.

Ce volet est également pris en compte lors de l'élaboration du projet de loi sur la sûreté dans les transports publics qui sera introduit sous peu dans la procédure législative.

En effet, en vue de permettre une application efficace des instruments juridiques prévus par la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics, il s'avère nécessaire d'apporter certaines modifications au Chapitre VI - Les règles d'exécution et de police de ladite loi.

Dans cet ordre d'idées un autre groupe de travail «Instruments juridiques» a été institué par le comité de pilotage, qui se compose de représentants du Ministère des Transports, de l'Administration des Douanes et Accises, de la Police grand-ducale et du Parquet général et qui a pour mission d'élaborer ledit projet de loi relatif à la police et la sûreté dans les transports publics.

Différentes mesures ont déjà été mises en place pour assurer la sûreté dans les transports publics, à savoir notamment la présence d'agents de sécurité, la surveillance par caméras ou encore l'équipement des agents avec des téléphones portables.

Par ailleurs, dans ses conclusions du 20 décembre 2005, la Tripartite ferroviaire a retenu que le personnel temporairement en surnombre auprès des CFL serait affecté à des missions de contrôle et de surveillance dans le cadre de projets de sécurisation des clients du transport public. À cette fin les crédits budgétaires requis sont prévus dans le budget pour l'exercice 2007 et le Ministre des Transports a demandé aux CFL d'entreprendre les démarches nécessaires en vue de la mise à disposition d'agents CFL à partir du 1er janvier 2007 pour renforcer le contrôle dans les autobus circulant sur le réseau RGTR.

Ensuite la surveillance du respect des règles de police s'effectue notamment par le contrôle des titres de transport qui consistera à requérir l'exhibition du titre de transport et à percevoir à charge des fraudeurs découverts les surtaxes prévues à cet effet par la réglementation afférente. Ce contrôle est assuré par des agents qui ont, à cet effet, été spécialement formés et qui sont assermentés par le Ministre des Transports. Il s'agit d'agents relevant des opérateurs, de la Communauté des Transports ou bien du Ministère des Transports.

Il convient d'ajouter que les agents autorisés à procéder au contrôle du respect des règles de police en matière de transports publics ont la possibilité d'enjoindre à des personnes qui, dans les moyens de transport ou dans l'enceinte des gares, haltes et arrêts, se sont comportées de manière à troubler l'ordre ou à mettre en cause la sécurité, de quitter le véhicule et de s'éloigner des lieux.

La loi modifiée du 29 juin 2004 précitée prévoit en son article 22 paragraphe 3 qu'un règlement grand-ducal portera approbation du programme de la formation spéciale que doivent avoir suivies les agents concernés en vue de leur agrément.

Le règlement grand-ducal du 21 juillet 2006 portant approbation du programme de la formation spéciale permet une dispense partielle ou intégrale de la formation spéciale pour l'agent qui a suivi avec succès une formation équivalente, de sorte que les agents CFL sont ainsi dispensés de suivre cette formation spéciale.

Le Ministère des Transports a été saisi d'une demande d'assermentation de la part des CFL et il est prévu de procéder le plus vite possible à l'assermentation des agents concernés.

Dans le cadre de la problématique de la sûreté dans les transports publics, le Ministère des Transports a demandé aux opérateurs des ré-

seaux voisins des informations sur leurs moyens de réagir face à des problèmes de sûreté. Un dossier des réponses obtenues a été distribué aux membres du comité de pilotage. La Communauté des Transports a fait un résumé des réactions reçues.

Dans ce cadre le comité de pilotage s'est notamment rendu compte que la sensibilisation dans les écoles sur le comportement et la sûreté dans les moyens de transport public reste à parfaire et qu'une telle campagne pourrait être assumée par la Communauté des Transports.

Dans cet ordre d'idées j'ai chargé la Communauté des Transports d'organiser une telle campagne de sensibilisation dans les établissements scolaires en collaboration avec les services du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Question 1423 (22.11.2006) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant les **manifestations des élèves et étudiants:**

Selon les chiffres publiés par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, quelque 8.000 jeunes se sont mobilisés pour participer aux manifestations de grève organisées le vendredi 17 novembre 2006.

À côté des taux d'absences retracés par le Ministère, des listes nominatives des élèves absents furent dressées.

- Est-ce que Madame la Ministre peut m'éclaircir sur la finalité de ces listes et quel sera le sort leur réservé?

La direction de l'Athénée à Luxembourg avait décidé de fermer les portes d'entrée ce qui a finalement engendré - selon les informations de la presse écrite - la dégradation d'une porte et d'une fenêtre.

- Est-ce que Madame la Ministre approuve la décision de la direction de l'établissement en question?

- Est-il exact que les sonneries d'alarme de l'Athénée étaient éteintes pendant cette phase et dans l'affirmative, est-ce que la sécurité des élèves à l'intérieur du bâtiment était assurée?

Réponse (21.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les relevés des absences d'élèves établis le vendredi 17 novembre 2006 par les lycées et lycées techniques de l'enseignement public ont fait état d'un total de 7.933 absences. Ce chiffre représente le total des absences qui ont été enregistrées dans les différents établissements et qui m'ont été communiquées, à ma demande, l'après-midi même du jour de grève. Il ne permet ni d'apprécier les motifs des absences, ni de rendre compte du taux de participation aux manifestations de grève organisées.

J'ai donné l'instruction que le fonctionnement normal des lycées et lycées techniques devait être assuré le jour de grève en question. Conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal du 1er juin 1994 fixant la tâche et les attributions des régents de classe dans les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, le régent est tenu de contrôler les absences des élèves et d'en informer, le cas échéant, les parents et le directeur. Dans le cadre de l'obligation de surveillance que l'école exerce à l'égard des élèves qui lui sont confiés il relève de la responsabilité des enseignants de noter quotidiennement les absences des élèves dans les journaux de classe, absences qui sont par ailleurs également inscrites sur les bulletins.

Lors de la réunion des collèges des directeurs de l'enseignement secondaire et secondaire technique du 22 novembre 2006, j'ai demandé aux directions des établissements de ne pas prendre de sanction contre les élèves qui se sont absentés le jour de grève pour autant qu'ils présentent une excuse écrite. En d'autres termes, la participation à la grève du 17 novembre est considérée comme motif d'absence donnant lieu à l'inscription d'une «absence excusée» sous condition que l'élève produise un mot d'excuse, signé par un des parents ou le tuteur dans le cas de l'élève mineur.

Quant aux événements qui se sont produits le jour de grève à l'Athénée de Luxembourg, le directeur de l'établissement, Monsieur Emile Haag, a informé mon Ministère sur-le-champ du fait qu'un groupe d'environ 200 jeunes, dont certains visiblement mal intentionnés, essayait de pénétrer à l'intérieur du bâtiment et que la direction avait fait fermer les portes d'accès pour éviter tout dérapage de la situation. J'ai approuvé cette décision alors que le directeur insistait que la fermeture des portes n'empêche nullement les élèves de l'Athénée de quitter l'établissement s'ils le souhaitaient. La fermeture des portes a eu lieu vers 8h20. La majorité des élèves grévistes étaient déjà à l'extérieur de l'école à ce moment-là. Tous les autres élèves désirant participer à la grève ont pu quitter l'établissement sans entraves. Malgré les mesures préventives prises, des jeunes ayant réussi à s'introduire dans le bâtiment ont occasionné l'endommagement d'une douzaine d'avertisseurs d'incendie, de deux portes vitrées, d'une porte de secours, d'une porte de salle de classe ainsi que d'un soupirail.

Les sonneries d'alarme de l'Athénée n'étaient pas éteintes pendant cette phase. Le système d'alarme de l'établissement est conçu de manière que, lors d'une alerte, la conciergerie dispose d'un intervalle de temps avant le déclenchement du signal d'alarme pour désactionner le dispositif en cas de fausse alerte. Le matin en question, les responsables de la conciergerie, informés qu'il n'y avait pas lieu de faire retentir le signal d'alerte, ont donc pu arrêter le système avant le déclenchement de la sonnerie. Les fausses alertes ont d'ailleurs été enregistrées. À aucun moment, la sécurité des élèves à l'intérieur du bâtiment n'a été mise en jeu. Au contraire, des troubles supplémentaires ont pu être évités.

Question 1424 (23.11.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **création d'un «Sentier de la Minette»:**

Le Grand-Duché dispose d'un réseau de sentiers pédestres couvrant l'ensemble du territoire. Actuellement on compte environ 171 circuits auto-pédestres, qui sont entretenus par le Ministère du Tourisme et dont la longueur varie entre 4 et 16 km. À ces circuits auto-pédestres s'ajoutent encore 24 sentiers nationaux qui sont plus longs à savoir entre 13 et 84 km. Ces derniers se prêtent à des randonnées par étapes réparties sur plusieurs jours et ils peuvent être combinés entre eux. À part le fait que de telles randonnées représentent un loisir, cette activité permet aux randonneurs d'accroître leurs connaissances du patrimoine local et régional.

Ainsi le sentier menant de «Prënzebierg - Giele Botter» à Niedercorn situé au «Pays des Terres rouges» par exemple passe par une ancienne minière exploitée à ciel ouvert. À travers des panneaux le randonneur obtient des informations sur les activités de l'extraction de la minette ainsi que sur la création de la réserve naturelle.

Dans ce contexte nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Tourisme:

- Comme une multitude de villes situées au «Pays des Terres rouges» possède un sentier pédestre, ne conviendrait-il pas de relier les différents sentiers de Dudelange, Rumelange, Kayl, Esch/Alzette, Schifflange et Rodange afin de créer un «Sentier de la Minette», qui permettrait de souligner encore plus la valeur symbolique très forte que représente la «Minette» pour le pays?

Réponse (19.12.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le Grand-Duché de Luxembourg dispose d'un réseau de sentiers pédestres parmi les plus denses d'Europe avec quelque 5.000 km et avec plus de 500 sentiers et promenades balisés. On distingue différents types de sentiers dont notamment:

- 24 sentiers nationaux reliés entre eux et composant ainsi un réseau couvrant l'ensemble du territoire du Grand-Duché - ce réseau à lui seul compte quelque 850 km,

- 171 circuits auto-pédestres répartis sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché et comptant quelque 1.500 km,

- 40 sentiers «CFL» reliant diverses gares ferroviaires,

- un réseau important de sentiers locaux et thématiques.

Sur ces différents réseaux se greffent des sentiers internationaux dont les plus importants sont:

- E2 qui va des Pays-Bas jusqu'à la Méditerranée,

- E3 qui relie l'Atlantique à la Forêt de Bohème,

- GR5 qui prend son départ à Ouren jusqu'aux Vosges,

- les sentiers «Ardennes-Eifel» et «Rhin-Meuse» qui traversent notre pays.

Cette multitude de sentiers correspond à différents types de randonnées et nécessite un balisage cohérent, uniforme et facilement repérable.

Il ne s'agit donc pas de créer de nouveaux sentiers, mais de revaloriser le réseau de sentiers existants. Ainsi d'ici la fin de l'année, le Ministère du Tourisme publiera, en étroite collaboration avec l'Entente du Sud, un dépliant d'appel sur le «Sentier des Mineurs» situé dans la région de Rodange, Pétange, Differdange et Lasauvage.

Un deuxième dépliant de ce type est prévu pour fin 2007 concernant le «Sentier du Sud» reliant les villes de Dudelange, Kayl, Rumelange, Schifflange, Esch/Alzette, Belvaux, Differdange, Pétange et Rodange.

Les travaux de restructuration de notre réseau de sentiers, combiné à un renforcement de nos efforts publicitaires, contribueront à rehausser l'image de marque du Luxembourg en tant que destination d'un tourisme de qualité.

Question 1426 (24.11.2006) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**audit sur des associations d'insertion dans le marché du travail:**

Dei a verschiddene Presseorganer publizéiert Erkenntnisser aus engem vum Här Aarbechtsminister beoptraagten Audit iwwert d'Beschäftegungsgesellschafte „ProActif" a „Forum pour l'emploi" suerge weiderhi fir vill Opreegung.

Dee genannten Audit vun Ernst & Young Business Advisory Services S.a r.l. schéngt néierens publizéiert ginn ze sinn, sou datt et schwiereg ass sech an dëser Saach en objektiivt Uerteel ze bilden.

Duerfir folgend Froen:

1. Ass et wouer, datt just 154 vun deene 644 an de genannte Beschäftegungsinitiativen ze formëierende Leit duerch d'ADEM vermëttelt goufen - sou wéi dat gesetzlech virgeschriwwen ass?

2. Stëmmt et, datt déi dem Aarbechtsminister nostoend Gewerkschaft sech hiert Personal deelweis via d'Beschäftegungsinitiativen, also dem Beschäftegungsfong, finanzéiere léisst?

3. Stëmmt et, datt den LCGB sech seng Initiativen deelweis méifach finanzéiere gelooss huet?

4. Stëmmt et, datt Material ënner Wäert weiderverkaf gouf?

5. Stëmmt et, datt duerch Comptabilitéitstricken d'Recettë vun de genannte Beschäftegungsinitiative bewosst méi kleng gehale goufen?

6. Stëmmt et, datt d'Zesummenaarbecht mat dësen Initiative vun engem Mangel un Transparenz charaktériséiert ass?

7. Wier et méiglech mat der Äntwert op déi virleiend Froen och de genannten Audit selwer ze kréien, fir sech kënnen en objektiivt Uerteel iwwert déi dach schwéier Accusatiounen, déi am Raum stinn, ze bilden?

Réponse (21.12.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

De Ministère fir Aarbecht a Beschäftegung huet an Zesummenaarbecht mam Finanzministère op Décisioun vum Regierungsrot eng Kontroll iwwert d'Benotzung vun de staatleche Finanzmëttele bei de Beschäftegungsinitiativen „ProActif" an „Forum pour l'emploi" gemaach. Dës Kontroll, ass grad wéi déi vun der Initiativ „Objectif Plein Emploi" op Basis vum selwechte Laaschtenheft vun därselwechter Firma realiséiert ginn, an zwar Ernst & Young Business Advisory Services S.à r.l.

D'Resultater vun der Kontroll si kontradiktoresch vun deenen zwou Gesellschafte kommentéiert ginn an de Kommentar vun de Gesellschaften ass als Annex un de Rapport vun der Kontroll selwer ugehaange ginn.

De Regierungsrot huet den 10. November 2006 de Rapport mat der Annex diskutéiert an en Aarbechtsgrupp agesat fir eenzeg an alleng d'Fro ze kläre vun den „valeurs ajoutées" un de Gebailechkeeten, déi Privatleit gehéieren. Soubal deen Aarbechtsgrupp seng Aarbechten ofgeschloss huet an de Regierungsrot seng Konklusiounen an deem Kontext geholl huet, gëtt de ganzen Dossier vun der Kontroll mat der Annex an de Konklusioune vum Aarbechtsgrupp der „Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes" vun der Chamber an der „Cour des Comptes" zougestallt.

Vu datt den Dossier nach net definitiv constituéiert ass hëlt de Ministère fir Aarbecht a Beschäftegung keng weider Stellung zum Dossier. Seng éischt Reaktioun op den éischten Artikel an der Press leet hien awer dem honorabelen Deputéierten als Annex un dëse Bréif bäi.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 1427 (24.11.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **maladie du botulisme bovin:**

Le botulisme est une maladie rare causée par une toxine produite par la bactérie sporulée Clostridium botulinum. La spore de Clostridium botulinum est présente à l'état naturel dans le sol, l'eau, les animaux, les aliments contaminés ou les produits agricoles. Il s'agit de la plus puissante toxine connue capable d'affecter les humains et les animaux. La forme la plus fréquente est le botulisme d'origine alimentaire.

Chez les bovins cette intoxication résulte la plupart du temps de la consommation de fourrage ou d'eau contaminés par la toxine botulinique. La maladie se manifeste au début par des difficultés progressives de mastication et de déglutition, causées par une paralysie de la langue ainsi que de la musculature des joues et du pharynx. Ces troubles conduisent à une prise de nourriture ralentie, à une mastication lente, à de la salivation et au reflux de l'eau. La paralysie musculaire amène après un à trois jours à une paralysie générale progressive aboutissant à la mort suite à une paralysie respiratoire.

Au cours des dernières années plusieurs centaines de cas de botulisme ont été détectés dans des exploitations agricoles européennes.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette maladie?

- Est-ce que des cas de botulisme bovin ont déjà été détectés au Luxembourg?

- Existe-t-il des traitements efficaces pour lutter contre cette infection? Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre en cas d'apparition de la maladie du botulisme bovin?

Réponse (13.12.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

Le botulisme est une grave maladie toxi-infectieuse essentiellement d'origine tellurique et alimentaire commune à l'homme et à de nombreuses espèces animales. La maladie se caractérise cliniquement par un syndrome neuro-paralytique (paralysie flasque des muscles locomoteurs) évoluant en général rapidement vers la mort.

La spécificité à l'égard du germe du botulisme «Clostridium botulinum» est que son pouvoir pathogène réside dans la production d'une toxine exogène susceptible de provoquer une véritable intoxication de l'animal contaminé. Actuellement six types de toxine botulinique sont connus. La forme végétative du bacille est d'autre part à même, dans des conditions de survie contrariantes, de produire des spores dont la résistance aux facteurs externes explique la pérennité de ce germe dans certaines régions.

Dans les conditions naturelles, la maladie affecte de nombreuses espèces animales domestiques ou sauvages, notamment les herbivores et à un degré plus faible les oiseaux.

Dans certaines régions, tel le Sahel en Afrique et le Texas aux États-Unis, le botulisme apparaît comme une maladie enzootique due au pica, c'est-à-dire à l'ostéophagie et à la sarcophagie, le pica étant lui-même favorisé par l'aphosphorose. Dans nos régions le botulisme est une maladie plutôt rare se produisant par la contagion indirecte, c'est-à-dire l'ingestion de substances imprégnées de la toxine, comme l'eau de boisson, les aliments d'origine animale ou végétale, le fourrage ou les grains contaminés ou souillés par les cadavres de petits animaux, tels les rongeurs.

Exceptionnellement, la maladie peut être contractée lors d'une blessure souillée par le bacille du

botulisme sécrétant la toxine. Cette forme est connue notamment pour l'espèce équine.

La variante du botulisme connu chez l'homme sous la forme «viscérale», qui est rencontrée avant tout chez le nourrisson ayant ingéré des spores se développant en bacilles avec production de la toxine, n'est pas décrite pour les espèces animales bien que théoriquement elle ne peut pas être exclue.

Les cas de botulisme détectés au Luxembourg sur les animaux sont rares, voire exceptionnels, ceci d'autant plus que pour un cas isolé le diagnostic clinique n'est pas toujours évident. Un foyer spectaculaire a été décrit il y a plusieurs années sur une exploitation luxembourgeoise entraînant la mort de 24 bovins, suite à l'ingestion d'ensilage contaminé.

À noter que durant les dernières années, aucun cas de botulisme chez l'homme n'a été notifié dans notre pays.

Les thérapies préconisées contre le botulisme sont les traitements symptomatiques sous la forme de tonifiants généraux et le traitement spécifique reposant sur la sérothérapie antitoxique instituée précocement.

La protection préventive de l'animal réside essentiellement dans le fait:

- d'assurer une bonne préparation et une bonne conservation des ensilages et des fourrages,

- de protéger les réserves de grain, de fourrage et les points d'eau de la pollution contre les cadavres des rongeurs,

- d'éviter l'utilisation de fourrages souillés par les cadavres de petits animaux,

- d'éviter les pâturages marécageux,

- de lutter contre la carence en phosphore et le pica par une supplémentation des aliments avec un complément minéral vitaminé enrichi en phosphore.

En zone d'enzootie, tels le Sahel et le Texas, une immunisation active, c'est-à-dire une vaccination par l'utilisation de l'anatoxine botulinique, dotée d'une durée d'activité d'un an, est propagée.

En cas d'apparition de la maladie du botulisme bovin le Gouvernement prendra recours aux mesures préventives énoncées ci-dessus et aux mesures thérapeutiques spécifiques conseillées par les experts vétérinaires.

Question 1429 (28.11.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **zone transfrontalière belgo-luxembourgeoise et le Plan de Base Écologique - Plan Transfrontalier (PBEPT):**

La nature est un enjeu de taille pour la zone transfrontalière belgo-luxembourgeoise. La concertation entre les deux pays porte sur une intensification de leur coopération en vue d'élaborer une meilleure cohérence spatiale de cette zone et une gestion adéquate de la nature. Les mesures envisagées devraient avoir pour but de rehausser l'épanouissement de la région et d'augmenter la qualité de vie des habitants.

Afin d'atteindre ces objectifs, un plan de base écologique paysager transfrontalier, né d'une initiative wallonne entre le Luxembourg et la région wallonne, a été mis en place. Il devrait consister entre autres à développer une cohérence d'intervention à l'échelle régionale en vue de préserver la biodiversité biologique et d'élaborer une stratégie visant des actions qualitatives.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement.

- Le Ministre peut-il me signaler quels sont les points-clés de cette stratégie écologique transfrontalière à moyen et long terme?

- Cette démarche représente-elle une partie d'un projet Interreg?

- Est-ce que les premiers résultats de cette stratégie sont disponibles et dans l'affirmative serait-il envisageable d'intégrer les mesures à entreprendre pour la renaturation de la Chiers dans ce plan de base écologique - paysager transfrontalier?

Réponse (20.12.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1) Le PBEPT Wallonie-Luxembourg s'inscrit dans la démarche engagée par le Conseil de l'Europe et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUD), adoptée à Sofia en 1995 par plus de 50 pays, visant la constitution d'un réseau écologique paneuropéen, pour faire face à la dégradation constante des habitats naturels et préserver la biodiversité.

Il participe également à la mise en application des directives européennes «Habitats» et «Oiseaux» et à la mise en place du Réseau Natura 2000.

Le projet est né d'une initiative commune du Ministère de l'Environnement luxembourgeois et du Ministère wallon de l'Agriculture et de la Ruralité en vue du développement, sur leurs territoires, d'un projet de réseau transfrontalier susceptible d'être intégré dans le réseau européen. Il concerne l'ensemble des communes situées de la part et d'autre de la frontière belgo-luxembourgeoise du nord au sud.

Son concept développe une intégration des systèmes nationaux et régionaux des deux pays concernés. Après comparaison juridique des outils de gestion sur base de la compilation des données disponibles complétées d'études de terrain, le réseau écologique est défini en zones centrales, zones de développement et zones de liaison. Ce «plan de base écologique» est complété par un diagnostic du paysage et des contraintes.

Le plan, présenté à l'échelle de 1/25.000, a une fonction de cadre de référence pour tout projet concernant l'utilisation du territoire. Son avenir dépendra du suivi qui en sera fait et de son intégration dans les planifications nationales et régionales du réseau écologique.

Ad 2) Une étude pilote a été réalisée sur quatre communes transfrontalières pour tester la méthodologie de la démarche.

Sur cette base le projet a ensuite été proposé au Programme Interreg III Wallonie-Lorraine-Luxembourg 2000-2006 et retenu par ce dernier comme projet participant directement à la promotion du développement régional intégré et notamment à ses objectifs en matière d'environnement.

C'est donc un projet Interreg à part entière qui s'est déroulé en deux phases sur les 22 communes de la bande transfrontalière non concernées par la phase pilote.

Ad 3) Le document final est en cours d'achèvement. Les données de travail sont régulièrement transmises au Ministère de l'Environnement. Un site Internet est en cours d'installation et permettra aux autorités gestionnaires du territoire, dont les communes, d'avoir accès au plan du réseau écologique, aux cartographies du paysage et des contraintes, ainsi qu'aux bases de données qui accompagnent le réseau écologique.

Question 1430 (28.11.2006) de **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**équipement du réseau d'autobus TICE de solutions de navigation par guidage satellite:**

Selon mes informations, le Ministre des Transports va lancer un projet afin d'équiper le réseau d'autobus TICE de solutions de navigation par guidage satellite avec comme option l'introduction d'un système d'exploitation informatique (Betriebsleitsystem).

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Où en est concrètement ce projet?

- Quel est le coût de ce projet et comment est-il financé?

- Est-il correct que le Ministre des Transports a chargé la firme Smart-Tec de s'occuper de ce projet alors que cette même société a démontré certaines déficiences sur le projet de billet électronique «e-go»?

- Est-ce qu'il est prévu d'étendre ce projet aux autres réseaux d'autobus du Grand-Duché du Luxembourg?

Réponse (8.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Le Ministère des Transports a connaissance du projet du TICE d'équiper une partie de ses autobus d'un système de localisation.

Le Ministère encourage le TICE à faire ses expériences avec un tel système, en vue d'une application générale sur son réseau.

Les frais relatifs aux installations étant supportées par les TICE, il m'est impossible d'informer Monsieur le Député du coût de cette opération.

Les TICE ont confirmé avoir chargé Smart-Tec du premier équipement, étant donné la complémentarité de cet équipement avec les installations effectuées dans le cadre du projet «e-go», ces dernières ne donnant d'ailleurs lieu à aucune réclamation jusqu'ici.

Il est entendu que le Ministère des Transports s'intéresse aux conclusions des essais entamés par les TICE dans le domaine de la localisation des autobus, en vue notamment d'une extension aux autres réseaux de transport public.

Question 1431 (29.11.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Ali Kaes** *(CSV)* concernant le **guichet de la gare de Diekirch et les travaux sur la voie ferrée à la gare de Mersch:**

Selon nos informations, le guichet de la gare de Diekirch est depuis quelques semaines définitivement fermé aux voyageurs. Cette situation va sûrement à l'encontre du but visé par le Gouvernement d'améliorer la qualité du transport public et de le rendre plus attrayant aux yeux du grand public.

- Dans ce contexte nous voudrions savoir de Monsieur le Ministre des Transports pour quelles raisons le guichet de la gare de Diekirch n'est-il plus ouvert au public.

À la gare de Mersch des travaux substantiels ont été effectués sur les voies ferrées. Ainsi a-t-on entre autres supprimé les voies 403 et 404 qui étaient le seul endroit sur le tracé entre Dommeldange et Ettelbruck où un train pouvait en doubler un autre ou changer de voie en cas d'incident.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles ont été les raisons qui ont amené les responsables des CFL à supprimer les voies 403 et 404 à la gare de Mersch?

- Cette décision ne risque-t-elle pas d'engendrer des retards accrus en cas d'incident et d'avoir des répercussions négatives sur la sécurité du réseau ferroviaire?

Réponse (28.12.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Pour ce qui est de la gare de Diekirch, le guichet de celle-ci n'est pas définitivement fermé, mais a dû temporairement être fermé à partir du lundi 27 novembre 2006 en raison d'un manque d'effectifs.

Dans ce contexte il reste à relever que ce manque d'effectifs s'explique par le fait que tout nouvel embauchage a été suspendu pour attendre, conformément à l'accord de la Tripartite ferroviaire, la mise à disposition éventuelle de ressources humaines devenant disponibles par la création de CFL-Cargo.

Il va sans dire que la réouverture du guichet de la gare de Diekirch aura lieu dès que les effectifs nécessités pour garantir un fonctionnement normal du service auront été mis en place.

En ce qui concerne les voies 403 et 404 en gare de Mersch, la solution recherchée a été motivée par le fait qu'en vue de l'ouverture des nouvelles structures scolaires du Lycée des professions éducatives et sociales situé entre Mersch et Beringen, les CFL en concertation avec la commune de Mersch et le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ont pressenti un risque accru par les élèves clients du rail amenés à emprunter le passage à niveau n°23a sur leur itinéraire entre le quai 2 et le nouveau Lycée.

Pour éliminer ce risque, les CFL ont barré la partie nord des voies 403 et 404 (qui restent accessibles en cul-de-sac depuis Luxembourg) et aménagé un chemin direct entre le quai 2 et la route vers Beringen. Cette mesure est considérée comme provisoire et temporaire en attendant la suppression du passage à niveau, projet actuellement au stade d'étude.

Question 1438 (1.12.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **taxe sur les véhicules automoteurs:**

No den Diskussiounen an der zoustänneger Parlamentskommissioun gesäit de Gesetzesprojet 5611 vir, datt d'Autossteiere sollen drastesch erhéicht ginn. Et ass virgesinn, datt déi Steier op Demande hi kann an zwou Kéiere bezuelt ginn, awer verbonnen mat enger Tax vun 10 Euro. Bei der aktueller Autossteier war et bis elo sou, datt konnt an zwou respektiv dräi Kéiere bezuelt ginn, wat fir d'Klengverdénger eng avantagéis Léisung war, déi vu ville physesche Persounen awer och vu Betriber mat Fuerparke genotzt gouf.

Et wier deemno sënnvoll sou eng Facilitéit oprecht ze erhalten.

Fir awer kënnen d'Ausmooss vun der aktueller Mesure vum Akassséiere vun den Autossteieren ze iwwersinn, awer och well de Gesetzesprojet 5611 elo a senger Enddiskussioun ass a soll den 20. am Chrëschtmount 2006 an der Chamber diskutéiert an ofgestëmmt ginn, wollt ech den Här Finanzminister bieden mer duerfir dës Froen drénglech ze beäntwerten:

1) Wivill physech Persounen hunn hir Autossteier an de leschten zwee Joer an zwou respektiv dräi Kéiere bezuelt?

2) Wivill Betriber mat Fuerparken hunn hir Autossteier an de leschten zwee Joer an zwou respektiv dräi Kéiere bezuelt?

3) Wat war de Supplément, deen ze bezuele war, wann een an zwou respektiv dräi Kéiere seng Autossteier bezuelt huet?

4) Wat sinn déi zousätzlech Recetten, déi duerch Supplémente beim échelonnéierte Bezuele vun den Autossteiere kasséiert gi sinn?

5) Wéi stinn dës Recetten a Relatioun mat der zousätzlecher administrativer Aarbecht, déi doduerch ugefall ass?

Réponse (2.1.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

D'Douane ka leider net prezis op d'Froen 1, 2 a 4 äntwerten, well d'Gestioun vum Autossteierprogramm vum Centre Informatique de l'État (CIE) assuréiert gëtt. Well sou eng Ufro, wéi den Deputéierte Jaerling se gestallt huet, ee Filter am Informatiksprogramm verlaangt (fir un déi Donneeën ze kommen), deen et awer de Moment net gëtt, misst de CIE een neie Programm schreiwen, wat awer op kee Fall a Relatioun mat deem benéidegten Zäitopwand steet an eng Beäntwertung vun der Fro an den Délaien onméiglech mécht. Mat deem neien Autossteierprogramm, dee vun 2007 u funktionéiert, ass et awer ganz liicht déi Donneeën erauszefannen.

D'Zentralkeess vun der Douane huet 73 Codë fir d'Recetten, déi si generéieren, ze enregistréieren an dovunner ass eng fir d'Autossteier ob se an enger, an zwou oder dräi Kéieren bezuelt gëtt.

Dofir kann ech dem Deputéierte leider nëmmen ee bëssen onprezis äntwerten, meng Äntwert baséiert deemno op den Erfahrungswäerter vun de Beamten, déi am Service Recette-Autos zënter Jore schaffen.

Allgemeng kann dervun ausgaange ginn, datt 80% vun der Tax an enger Kéier bezuelt ginn an datt déi aner 20% sech zu 5% fir dräi Méint an zu 15% fir sechs Méint opdeelen an dat sougutt bei de Persouneween, wéi bei de Camionen, Camionetten, etc.

Wann een an dräi Kéiere bezuelt huet, huet dat ee Supplément vu 6% kascht, bei 6 Méint war de Supplément 3% vun der jährlecher Steier.

2005 si ronn 31 Milliounen Euro erakomm an 2004 waren et der 30,3.

Ech hale fest, dass also och schon d'jëtzegt Gesetz e Supplément fir échelonnéiert Bezuelen vun der Autossteier virgesinn hat an déi nei Autossteier an deem Sënn net inovéiert.

Question 1439 (1.12.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **chiens d'assistance:**

Au Luxembourg il n'existe à l'heure actuelle pas de disposition législative spécifique sur les chiens d'assistance qui accompagnent des personnes malvoyantes ou à mobilité réduite au quotidien.

L'arrêté grand-ducal du 4 juillet 1988 et modifié le 11 mars 1997 fixant les conditions d'hygiène dans le commerce des denrées alimentaires ainsi que dans l'alimentation collective permet aux chiens guide accompagnant des personnes malvoyantes l'accès dans les commerces de denrées alimentaires ainsi que dans les établissements de restauration. La transposition de la directive 2001/85/EG en droit national en 2002 garantit également l'accès de ces animaux dans les transports publics. Les autres types de chiens d'assistance, par exemple ceux qui assistent des personnes à mobilité réduite ou malentendantes ne tombent par contre pas sous cette réglementation.

En France la loi ne différencie pas entre chiens de guide ou chiens d'assistance et leur accès aux lieux ouverts au public est garanti. La région wallonne est en train de finaliser un décret allant dans la même direction.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il serait judicieux de regrouper les dispositions relatives aux chiens d'assistance dans un même texte et d'abolir la distinction entre chiens guide pour personnes malvoyantes et les autres types de chiens d'assistance?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'élargir l'accès des chiens d'assistance à tous les lieux ouverts au public constituerait un gain considérable pour la qualité de vie de ces personnes?

Réponse (2.1.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Il est dans mes intentions de proposer une base légale qui mettra à égalité tous les chiens d'assistance et qui définira un même principe d'accessibilité à ces animaux.

Dans les semaines qui viennent un avant-projet y relatif sera soumis par mes soins au Conseil de Gouvernement.

Question 1440 (1.12.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **fermeture de deux sections offrant aux détenus la possibilité d'exercer un travail:**

Mengen Informatiounen no goufen am Prisong zu Schraasseg zwou Sektiounen zougemaach an deenen Inhaftéierter enger Aarbecht nogoe konnten.

D'Beschäftegung vu Prisonéier am Bléck op hir Resozialiséierung a spéider Reintegréierung an d'Gesellschaft ass awer vun eminenter Bedeitung an engem humane Strofvollzuch.

Dofir folgend Froen:

- Stëmmt déi genannten Informatioun, a wa jo,

1) wéi eng Sektioune goufen zougemaach,

2) aus wéi engem Grond,

3) wéini ginn dës Sektiounen erëm opgemaach,

4) wéi vill Prisonéier si vun dëser Mesure betraff,

5) ginn deene Betraffenen alternativ Beschäftegungsméiglechkeeten ugebueden, a wa jo,

5a) wéi eng a

5b) si genuch Plaze fir all Betraffen do?

Réponse (28.12.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Je partage l'opinion de Monsieur le Député que la possibilité de pouvoir travailler ou de suivre une formation en prison est importante pour la resocialisation des détenus. Voilà pourquoi je n'ai cessé d'œuvrer, avec mes collègues du Gouvernement, à multiplier les postes de travail ou les possibilités de formation. Un exemple en est l'ouverture de la buanderie centrale qui fonctionne maintenant depuis à peu près un an au CPL de Schrassig.

Quant aux différentes questions de Monsieur le Député, je peux donner les informations suivantes:

L'atelier de peinture est fermé depuis la mise à la retraite du contremaître instructeur le 1er octobre 2006 et le sera jusqu'à la prise de service de son successeur.

L'atelier électrique chôme provisoirement, le contremaître instructeur électricien ayant été appelé à reprendre la mission de coordinateur des ateliers, l'actuel coordinateur s'étant décidé à demander sa mise à la retraite plus tôt que prévu, à savoir à partir du 1er février 2007.

Une solution intermédiaire pour la reprise de l'atelier sera opérationnelle dès le début de 2007, en attendant une décision définitive sur la succession.

L'atelier de peinture occupait en moyenne deux détenus, l'atelier électrique en occupait trois au moment de sa fermeture, dont un a pu être réaffecté à l'atelier mécanique.

Question 1441 (4.12.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **phénomène du «stalking»:**

À ma question parlementaire N°0849 du 17 janvier 2006 concernant le phénomène du «stalking» *(cf. compte rendu N°7/2005-2006)*, Monsieur le Ministre a avancé que le Ministère de la Justice ne disposait pas d'informations chiffrées relatives au «stalking», ce phénomène en tant que tel n'étant pas réglementé ni sanctionné pénalement au Luxembourg.

Par ailleurs, Monsieur le Ministre avait l'intention de suivre de près l'évolution de la législation dans les autres pays membres de l'Union européenne pour juger de la nécessité pour le Luxembourg de légiférer à son tour en la matière.

De plus en plus de pays s'engagent dans des travaux législatifs relatifs à ce type d'harcèlement. Ainsi en Allemagne, par exemple, le législateur vient de voter une loi «anti-stalking» en date du 30 novembre 2006.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a pris une démarche pour rendre le Ministère de la Justice en mesure de chiffrer le phénomène susmentionné? Sinon, par quels moyens est-ce que le Ministère peut documenter l'ampleur du «stalking» au Luxembourg?

- Est-ce que le fait que l'Allemagne a légiféré récemment incitera l'élaboration d'un projet de loi en la matière pour le Luxembourg?

Réponse (20.12.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Ainsi que je l'avais souligné dans ma réponse à la question parlementaire N°0849 même si le «stalking» en tant que tel n'est pas réglementé au Luxembourg, il n'en reste pas moins que l'un ou l'autre aspect peut revêtir, le cas échéant, une qualification pénale. J'avais visé plus particulièrement la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée.

D'après nos informations, le phénomène du «stalking» est relativement peu fréquent au Luxembourg, mais il constitue évidemment une perturbation considérable pour la vie des victimes.

Soucieux de protéger davantage les victimes, j'envisage de prévoir, à l'instar de la nouvelle législation allemande, l'infraction de «stalking» dans le droit pénal luxembourgeois. Il me semble opportun de le faire dans le cadre des travaux sur la législation sur les droits des victimes, projet de loi que le Gouvernement a déposé à la Chambre déjà en 2003 et dont j'espère qu'il pourra être adopté bientôt par le Parlement.

Question 1442 (4.12.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**inscription de la protection de l'enfant dans la Constitution luxembourgeoise:**

Dans son rapport annuel de l'année 2006 l'«Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) recommande à la Chambre des Députés d'inclure, à l'instar de la Belgique, la protection de l'enfant dans la Constitution luxembourgeoise.

Sachant, d'une part, que l'inscription du principe de l'égalité des chances (Loi du 13 juillet 2006 portant révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution) et l'inscription de la protection de l'environnement (vote à la Chambre des Députés en date du 22 novembre 2006) nécessitaient des procédures de révision constitutionnelle de longue haleine et, d'autre part, que l'ORK a signalé déjà en février 2006 sa revendication à Monsieur le Ministre, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quel sort il entend réserver à cette proposition, respectivement quelle est l'opinion du Gouvernement quant à l'inscription de la protection de l'enfant dans la Constitution luxembourgeoise.

Réponse (15.12.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En tant que Ministre et père, je partage l'opinion de l'Ombudscomité visant à faire référence à la protection de l'enfant dans la Constitution.

Toutefois, conformément aux usages, il appartient à la Chambre des Députés et non au Gouvernement de déposer une proposition de révision de la Constitution.

Question 1443 (5.12.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**aide de la Commission européenne à la République démocratique du Congo:**

Nodeem datt d'Wahlen an der demokratescher Rebublik Kongo ofgeschloss sinn, bei därer Iwwerwaachung Lëtzebuerg mat bedeelegt war, an de 6. am Chrëschtmount den neie President seng Fonctioun iwwerhëlt, huet d'EU-Kommissioun beschloss d'Hëllefe fir de Kongo ze verduebelen.

En éischte Pak vun 33 Milliounen Euro sollen zougestane gi fir d'Gouvernance an d'Institutiounen am Déngscht vun de Bierger ze verstäerken. D'EU hat och schonns 397 Milliounen Euro fir d'Organisatioun vun de Wahlen am Kongo zur Verfügung gestallt.

Während de Joren 2002-2007 goufen dem Kongo 201 Milliounen Euro zougestanen, dës Enveloppe soll an der Periode 2008-2013 verduebelt ginn. Des Weideren huet d'Generaldirektioun vun der humanitärer Hëllef vun der EU-Kommissioun (ECHO) fir Affer aus de kongolesesche Konfliktsituatiounen am Kongo am Joer 2004 45 Milliounen Euro, am Joer 2004, 2005 an 2006 38 Milliounen Euro zougestanen, a fir d'Joer 2007 sinn 30 Milliounen Euro virgesinn.

Kann den Här Bausseminister mer duerfir dës Fro beäntwerten:

1. Wa sou vill Gelder fir e Land vun der EU-Kommissioun zougestane ginn, zum Beispill fir d'Gouvernance an d'Institutiounen, wie kritt déi Gelder an dem respektive Land an iwwer wat fir en Wee?

2. Wie kontrolléiert, datt déi Gelder net kënnen zweckentfriemd ginn?

3. A welch Regioune vum Kongo sinn déi virzitéiert Gelder vun der Direktioun vun ECHO gefloss?

4. Wéi wäit a wéi laang ass d'EU, an domadder och Lëtzebuerg, nach un der weiderer Entwécklung vum Kongo bedeelegt?

5. Wéi laang bleift déi militäresch Iwwerwachung nach bestoen?

6. Gëtt et eng bilateral infrastrukturell respektiv humanitär Zesummenaarbecht tëschent dem Kongo a Lëtzebuerg - wa jo, wat fir eng?

Réponse (12.1.2007) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

1. Déi Gelder kréien d'Regierung vun der DRK souwéi verschidden ONG'en.

2. D'kongolesesch Regierung huet, wéi am Ofkommes vu Cotonou virgesinn, en «Ordonnateur national du FED» ernannt, deen déi Aktivitéiten, déi mat Gelder vum FED finanzéiert ginn, identifizéiert, géréiert an auswäert. D'Servicer vun dem Ordonnateur national schaffen enk mat der Delegatioun vun der Europäescher Kommissioun zu Kinshasa zesumme fir sécherzestellen, datt déi Gelder op eng effizient, transparent an zilgeriicht Aart a Weis ausgi ginn. Doriwwer eraus ginn a regelméissegen Ofstänn vu renomméierten internationalen Auditsfirmë Stëchprouwen duerchgefouert. A leschter Instanz ginn d'Konten dann nach eng Kéier duerch den Europäesche Rechnungshaff iwwerpréift.

3. D'Aktioun vun der DG ECHO konzentréiert sech op d'Regiounen Ituri, Nord- a Südkivu an Nordkatanga.

4. D'EU, an domadder och Lëtzebuerg, ass weiderhin onageschränkt bereet, d'Konsolidéierung vun der Stabilitéit a vum Neesopbau an der DRK ze ënnerstëtzen. An deem Kontext ënnerstëtzt d'Missioun EUSEC-RDC den Opbau vun enger nationaler kongolesescher Arméi. D'Missioun EUPOL-Kinshasa, där hiert Mandat vru kuerzem bis Juni 2007 verlängert ginn ass, këmmert sech ëm d'Formatioun vun der Police an der Haaptstad Kinshasa.

5. D'Mandat vun der EUFOR-Missioun ass nom erfollegräichen Oflaf vun de Wahlen den 30. November 2006 ausgelaf.

6. Lëtzebuerg bedeelegt sech un humanitäre Projeten a Programmer an der DRK vun dem UNHCR, dem PAM an der CAR. Donieft ënnerstëtzt d'Lëtzebuerger Regierung regional Programmer vum IKRK, dem PAM an dem UNHCR.

Question 1444 (5.12.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **communication des articles de presse aux personnes qui y sont citées:**

An zwou hei zu Lëtzebuerg publizéiert Wochenzäitschréften, eng op däitsch an eng op franséisch, ginn ëmmer méi oft Persounen op déi minabelst Aart a Weis un de pranger gestallt an an Artikelen, déi vu kengem ënnerschriwwe sinn, beleidegt.

Ganz oft well déi meeschte Leit sou Schundblieder net kafen, ginn déi Betraffen déi Attacken géint hir Persoun eréischt gewuer duerch aner Persounen, déi hinne dat matdeelen.

Oft ass et och sou, datt déi Betraffen da schonns duerch Flüstercampagnë geschleeft ginn, ier se sech kënnen duerch déi meeschtens un den Hoer erbäigezunnen Uschëllegungen an Diffamatioune wieren.

Fir sech dann awer wieren ze kënne respektiv geriichtlech Schrëtter ze ënnerhuelen, mussen déi Betraffen dann awer piéce à l'appui hunn, ergo, se musse sech dann och nach déi Schundblieder fir deiert Geld kafen.

Kann den Här Justizminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Misst et net sou sinn, datt, wann eng Persoun namentlech an engem Artikel zitéiert respektiv souguer beleidegt gëtt, där Persoun vum Auteur vum Artikel oder responsabelen Editeur vun der Zäitschréft, den Artikel respektiv déi Zäitschréft zougestallt gëtt?

2. Wéi kann de Bierger sech géint sou Machenschafte schützen, ouni datt e muss deier Geriichtsaffären aleeden?

Réponse (15.12.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

J'attire l'attention de Monsieur le Député sur le Code pénal qui prévoit notamment dans le chapitre V du Titre VIII du Livre II toute une série d'infractions qualifiées «d'atteintes portées à l'honneur ou à la considération des personnes» (art. 443 et suivants).

Je me permets de renvoyer aussi à la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et notamment à son chapitre V - Des devoirs découlant de la liberté d'expression (art. 10 et suivants).

À défaut d'arrangement amiable il ne reste qu'à la personne se sentant offensée par un article de presse à avoir recours aux tribunaux.

Question 1445 (5.12.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **camions en transit qui quittent l'autoroute A6 à hauteur du Windhof pour se diriger vers une station-service locale:**

Les habitants de la localité de Windhof se plaignent que nombre de camions en transit au Grand-Duché quitteraient l'autoroute A6 à hauteur de la sortie Windhof en dépit d'une interdiction réglementaire, afin de se diriger vers la station-service locale.

Ce trafic engendre des nuisances pour les habitants de Windhof, que ce soit au niveau du bruit, de la circulation ou de l'environnement. Contrôles et procès-verbaux de la Police grand-ducale ne semblent avoir aucun effet sur la situation.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir une explication pourquoi les mesures actuelles sont manifestement inefficaces?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faut évaluer les méthodes de contrôle actuels et, le cas échéant, adopter des mesures de contrôle et/ou de sanction plus efficaces?

Réponse (19.12.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Le nombre de poids lourds transitant à travers le Luxembourg a en effet connu une telle évolution que la législation en la matière a dû être adaptée à plusieurs reprises. Le règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique énonce, à côté du champ d'application, les itinéraires obligatoires des poids lourds qui transitent dans les deux sens entre l'Allemagne et la Belgique, entre la France et la Belgique ou entre l'Allemagne et la France à travers le Grand-Duché.

La réglementation en place exige par ailleurs d'un camionneur en transit, lorsqu'il entre au Grand-Duché par une route autre qu'une autoroute, à rejoindre le réseau autoroutier par le chemin le plus court.

Or, nos pays voisins ne connaissent pas une telle réglementation de sorte que le camionneur venant de Bruxelles et se rendant à Metz peut quitter l'autoroute à Ar-

lon sans commettre une infraction et entrer ensuite au Grand-Duché par une route nationale.

Tel est le cas de la N6, qui permet aux camionneurs d'entrer sur le territoire luxembourgeois via la Belgique et de rejoindre ainsi la station de service de Windhof sans enfreindre la législation concernant le transit.

À cela s'ajoute que la plupart des entreprises de transports ont conclu des contrats avec des compagnies pétrolières. Les camionneurs disposent, par conséquent, exclusivement des cartes à essence de leurs partenaires ce qui implique qu'ils sont contraints de rejoindre les aires de services respectives pour s'approvisionner en carburant.

Afin de remédier à cette situation malcontreuse et dans l'objectif d'améliorer les conditions de sécurité de tous les usagers de la route ainsi que de garantir la qualité de vie des riverains, je m'empresse de procéder à une concertation avec les autorités belges territorialement concernées. Notamment, si les autorités belges procédaient à une réglementation identique à celle d'application au Luxembourg, accompagnée de contrôles fréquents, les répercussions négatives pourraient à l'avenir être évitées.

Question 1446 (5.12.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **prise en charge par l'Union des Caisses de Maladie des frais de traitement à l'étranger:**

Cette semaine on a pu lire dans la presse nationale qu'au cours de cette année l'UCM a accordé à quelque 17.000 personnes la permission de se faire soigner à l'étranger.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Sous quelles conditions une autorisation pour des traitements à l'étranger est-elle accordée par l'UCM?

- Quels sont les traitements pour lesquels ce genre de demande est formulé?

- Le Ministère de la Sécurité sociale a-t-il fait une analyse des motivations qui conduisent les personnes concernées à vouloir se faire soigner à l'étranger?

Réponse (28.12.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le chiffre d'environ 17.000 formulaires E112 (17.490 cas en 2004) émis par l'UCM pour autoriser la prise en charge de traitements médicaux à l'étranger se rapporte à quelque 12.000 personnes.

Cette différence tient au fait que beaucoup de personnes se voient accorder pour un même traitement plusieurs accords successifs. Ceci est notamment le cas lorsqu'il s'agit de consultations postopératoires ou de suivi d'un traitement médial subi auparavant à l'étranger.

Le nombre d'environ 12.000 personnes autorisées annuellement pour recevoir un traitement médical à l'étranger n'est cependant pas surprenant dans la mesure où ce chiffre n'accuse pas de taux de progression spectaculaires par rapport à la population protégée. Il s'explique principalement par l'absence au Luxembourg de certaines infrastructures médicales de pointe ou universitaires notamment dans les domaines de la chirurgie lourde, de la chirurgie cancérologique, ophtalmologique, d'autres interventions graves ou de thérapies spécialisées. Les dispositions du droit national et communautaire stipulent qu'un transfert à l'étranger ne peut être refusé si les traitements ne sont pas possibles ou inadéquats dans le pays d'affiliation.

Dans tous les cas, les médecins traitants doivent justifier sur la demande de transfert de l'accomplissement de ces conditions, qui doivent être acceptées par le contrôle médical. Aussi la jurisprudence de la Cour de Justice européenne a confirmé que la prise en charge par l'assurance maladie des prestations à l'étranger dans une infrastructure hospitalière continuent à être soumises à une autorisation préalable de transfert d'après la procédure du formulaire E112, contrairement aux prestations ambulatoires n'utilisant pas de telles infrastructures, dont la prise en charge peut être sollicitée par les assurés d'après la procédure dite Decker-Kohll. Les décomptes E125 au moyen desquels les prestations obtenues à l'étranger sont mises en compte au régime luxembourgeois ne fournissent pas des indications exploitables concernant la nature des traitements délivrés.

Les statistiques disponibles reposent sur des diagnostics posés avant le traitement et relevés par le Contrôle médical de la Sécurité sociale lors de la décision relative à l'autorisation de transfert. Le tableau du nombre des cas traités par pathologie est publié annuellement dans le rapport général de l'Inspection générale de la Sécurité sociale (Rapport 2004, p. 99). Comme il a été indiqué plus haut, les principales motivations pour un traitement à l'étranger sont à chercher dans l'impossibilité technique ou l'inadéquation des moyens dont disposent les hôpitaux luxembourgeois pour assurer les traitements adaptés à la gravité des pathologies susceptibles d'être traitées. En effet, le nombre de certaines pathologies n'atteint pas au Luxembourg la masse critique justifiant une mise à disposition d'infrastructures spécialisées.

Question 1447 (5.12.2006) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **transport transfrontalier par ambulance:**

Considérant que la recommandation 721/1 du 4 décembre 2004 du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux relative au transport transfrontalier par ambulance est restée sans suites jusqu'à ce jour.

Vu le courrier du 17 novembre 2006 adressé par le président du Conseil de Benelux au président du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux lui demandant de faire en sorte qu'un tel accord soit signé.

Nous aimerions savoir, en notre qualité de membres du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux,

- si l'aide médicale urgente dans un pays voisin peut être apportée à l'heure actuelle sans écueils d'ordre juridique, financier ou administratif et

- si une convention relative à la coopération transfrontalière dans le domaine en question est en voie de préparation.

- Si tel n'est pas le cas, quelles sont les raisons pour lesquelles un tel accord n'a pas encore été signé?

Réponse conjointe (2.1.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il y a lieu de distinguer dans le cadre de la coopération transfrontalière en matière d'aide médicale urgente entre une demande d'assistance bilatérale et une intervention urgente régionale ponctuelle.

Le premier cas de figure relève de l'accord conclu entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en matière de protection civile du 13 mai 1993.

Dans le cadre d'une intervention urgente régionale ponctuelle il n'existe actuellement pas d'accord mutuel. Les interventions des ambulances et du SAMU luxembourgeois sur le territoire belge et les interventions belges sur le territoire luxembourgeois sont en effet extrêmement rares. Dans certaines régions limitrophes, à cause du recoupement des réseaux de GSM, il arrive que des appels d'urgence envoyés à partir du territoire belge aboutissent au Central des Secours d'Urgence 112 du Luxembourg, ou encore que des ressortissants luxembourgeois accidentés sur le territoire de la Belgique souhaitent être transportés directement vers un hôpital luxembourgeois et vice-versa.

Les aspects financiers de l'aide médicale urgente transfrontalière et les questions concernant les mutualités ne posent pas de problèmes entre la Belgique et le Luxembourg alors que ce point semble être une difficulté majeure entre la Belgique et les Pays-Bas.

Question 1449 (6.12.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**organisation d'une chasse en battue dans la zone de protection Grünewald:**

Mercredi le 29 novembre 2006 l'Administration des Eaux et Forêts avait organisé une chasse en battue avec chiens courants dans la réserve cynégétique du Grünewald (zone «Natura 2000» et «Habitats» du Grünewald, LU0001022). Un nombre important de chasseurs publics et privés y a participé.

Le fait que la zone de protection du Grünewald a été exclue des lots de chasse par arrêté ministériel du 4 janvier 1957 pris en conformité de l'article 2 de la loi du 20 juillet 1925 a comme conséquence qu'aucune chasse en battue ne peut être organisée sur ce terrain, à moins de disposer d'une autorisation ministérielle explicite.

Je me permets dès lors de vous poser les questions suivantes:

- Quel a été l'argument à base de l'autorisation ministérielle explicite pour organiser à nouveau cette chasse en battue avec chiens courants?

- Est-ce que le nourrissage est toujours pratiqué dans ce domaine?

- Monsieur le Ministre de l'Environnement avait déclaré dans sa réponse à la question parlementaire du 2 février 2006 *(cf. compte rendu N°8/2005-2006 - question parlementaire N°0893)* que les 59 miradors de battue installés spécialement pour l'organisation de la chasse du 30 novembre 2005 seront enlevés et «stockés après usage», et que partant n'avaient pas besoin d'autorisations afférentes. Est-ce que les 59 miradors installés en 2005 ont été enlevés?

- Est-ce que ces miradors disposent entre-temps des autorisations ministérielles requises?

- Est-ce que de nouveaux miradors ont été érigés à proximité immédiate des anciens miradors?

- Ces nouveaux miradors ont-ils été autorisés?

- Considérant que le Grünewald se trouve dans une zone «Habitats» et que les projets «Habitats» bénéficient des subsides de l'UE, est-ce que les rapports sur la gestion des zones «Habitats» transmis à la Direction générale XI (Environnement) mentionnent les nourrissages et les organisations annuelles de chasses en battue avec chiens courants?

- Est-ce que la gestion actuelle des zones «Habitats» est conforme avec les objectifs et visées des directives européennes?

Réponse (8.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1. La chasse constitue une mesure de gestion importante durable des populations d'herbivores, d'omnivores et de carnivores classées gibier qui peuvent fortement modifier les buts recherchés de la zone «Natura 2000» et «Habitats» du Grünewald. Le projet de gestion ad hoc prévoit expressément le prélèvement de chevreuils, sangliers et renards par les moyens d'une chasse durable, comme une des mesures de gestion et de monitoring les plus importantes.

Le rôle de la réserve cynégétique du Grünewald est celui de concilier les prélèvements nécessaires pour la gestion durable de la zone spéciale de conservation avec les intérêts des autres utilisateurs de ce complexe forestier périurbain (promeneurs, joggers, cavaliers, cyclistes, etc.). Le rôle de la réserve cynégétique est aussi celui d'une chasse pilote et expérimentale dans le cadre du réseau de chasses pilotes européennes en vue de l'utilisation durable des ressources naturelles.

Il est reconnu aujourd'hui par la grande majorité des biologistes spécialisés dans la conservation et la gestion du gibier et de la faune sauvage que la chasse en battue, pratiquée selon les règles de l'art, constitue une mesure de gestion efficace, qui permet de réaliser la quasi-totalité du tableau de chasse à réaliser en une année en une seule chasse pour une aire déterminée. De cette façon la perturbation et le stress pour la faune sauvage sont réduits à un strict minimum de même que le dérangement des autres utilisateurs de la forêt.

Enfin il y a lieu de remarquer que la zone LU0001022 ne comprend pas seulement la réserve cynégétique du Grünewald d'environ 1.000 ha, mais toute la superficie du massif du Grünewald d'environ 4.400 ha englobant beaucoup de lots de chasse privés.

2. Le nourrissage artificiel du gibier n'est pas pratiqué dans la réserve cynégétique du Grünewald, pourtant le Ministre de l'Environnement ne dispose actuellement d'aucun instrument lui permettant d'interdire ou de limiter le nourrissage du gibier sur les lots de chasse privés du Grünewald.

3. Dans sa réponse à la question parlementaire N°0893 en février, le Ministre de l'Environnement a précisé qu'il s'agit effectivement de dispositifs amovibles, qui jusqu'en 2005 ont été «enlevés et stockés après usage». Or, après la chasse du 30 novembre 2005, l'enlèvement et la remise en place des podiums ont été abandonnés pour des raisons d'organisation interne et financières. Je demanderai à l'Administration d'enlever tous les dispositifs encore en place et de pourvoir à leur stockage.

4. Vu qu'il s'agit de dispositifs amovibles, destinés à une mise en place temporaire et ayant pour unique but d'assurer une plus grande sécurité à tous les participants d'une chasse en battue, et aux autres utilisateurs de la forêt, les podiums n'ont jusqu'ici jamais été considérés comme construction au sens de l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

5. Vu que les podiums sont construits en bois, matériel qui se détériore au cours du temps, un certain nombre de podiums ne garantissant plus la stabilité nécessaire, sont remplacés annuellement.

6. Voir réponse 4)

7. + 8. L'Administration des Eaux et Forêts est en train de faire élaborer les plans de gestion pour les zones «Natura 2000». Ces plans détermineront pour chaque zone les objectifs de conservation ainsi que les mesures à prendre afin d'atteindre ces objectifs. Actuellement 17 de ces plans, dont le Grünewald, sont en élaboration, concernant environ 40% de la surface «Natura 2000» au Luxembourg.

Question 1450 (6.12.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **ponctualité des trains sur la ligne Luxembourg-Esch/Alzette:**

Ëmmer méi heefeg lafen Zich mueres fir an d'Stad Lëtzebuerg zu Esch mat Verspéidung an - souguer alt 15 Minutten.

Dat bréngt mat sech, datt d'Zich och mat Verspéidung an der Stad alafen, wat zur Folleg huet, datt d'Konnexioun mat de Busse fir an d'Stad eran oft net méi stëmmt.

Et gëtt Persounen, déi doduerch ze spéit op hir Aarbecht kommen. Et kann dach net sou sinn, datt ee geschwë muss den Zuch vu 7.18 Auer zu Esch huelen, fir um 9.00 Auer an der Stad op senger Aarbecht ze sinn.

Fir de Leit Vertrauen an den öffentlechen Transport ze ginn, musse se sech och kënnen op déi affichéiert Zäite vun den Départe vun den Zich verloossen.

Kann den Här Transportminister mer duerfir matdeelen:

1) Wat sinn d'Ursaache vun deenen heefege Retarde bei den Zich vun Esch an d'Stad?

2) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt déi Retarden a Grenze bleiwen?

3) Wier et net méiglech d'Koordinatioun tëschent dem Ukomme vum Zuch an d'Stad an dem Départ vun de Bussen ze iwwerdenke fir se besser ze koordinéieren?

Réponse (9.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 6 décembre 2006, l'honorable Député Aly Jaerling s'enquiert sur la situation de retards fréquents des trains en provenance d'Esch/Alzette et à destination de Luxembourg.

Depuis début novembre 2006, l'état de la voie sur le passage supérieur dit «viaduc d'Esch» à Esch/Alzette est tel que les CFL ont instauré un ralentissement temporaire de 40 km/h engendrant des retards pour les trains passant par la gare d'Esch/Alzette. Ce ralentissement sera prévisiblement maintenu pour une durée de 24 mois.

Suite à la circulation élevée sur la ligne Bettembourg-Luxembourg en heure de pointe (en moyenne une circulation toutes les cinq minutes) tout retard d'un train sur cette ligne se répercute irrévocablement aux trains suivants. Il s'en suit que tout incident (dérangement des installations fixes ou retards de trains au moment d'engager la ligne Bettembourg-Luxembourg) engendre des retards aux trains suivants.

Depuis le début du chantier de renouvellement du souterrain des ascenseurs en gare de Luxembourg, un deuxième chantier important (centre de remisage et de maintenance de Luxembourg-triage) entrave la circulation ferroviaire normale en gare de Luxembourg. Cette situation entraîne des périodes de pénurie de voies de réception ou de départ disponibles pour gérer l'entièreté du trafic journalier ce qui peut engendrer un encombrement de la gare et générer des retards. La fin des travaux en gare de Luxembourg est prévue pour 2008.

Les causes particulières pour les retards des derniers mois sont:

- le 21 novembre 2006, le patinage d'un train de marchandises entre Thionville et Bettembourg a provoqué des retards de l'ordre de 328 minutes au total,

- le 27 novembre 2006, un train happa un sanglier entre Thionville et Bettembourg ce qui a engendré 442 minutes de retards,

- de plus, en date du 29 novembre 2006, le service de l'infrastructure a condamné le passage supérieur dit «saut de mouton» entre Luxembourg-sud et Luxembourg-gare centrale. De ce fait il n'existait qu'une seule voie permettant l'entrée et sortie de la gare de Luxembourg vers Bettembourg (via Luxembourg-triage). Cependant cette voie sert également à la mise à quai ainsi qu'au dégagement de matériel ferroviaire de et vers le secteur de l'entretien. Ce barrage a provoqué un total de 1.084 minutes de retard pour les journées du 29 et 30 novembre 2006.

Le taux de ponctualité moyen (c'est-à-dire le nombre de trains n'ayant pas plus de cinq minutes de retard) qui atteignait en 2005 une valeur de 95,7% est retombé actuellement, pour l'exercice en cours, à 93,3%.

Il reste à préciser que ce sont les grands projets d'investissement pour l'amélioration de l'infrastructure qui sont susceptibles d'améliorer la régularité des circulations. Par ailleurs l'analyse des retards chroniques permet d'apporter des mesures correctives aux horaires.

En ce qui concerne la coordination de l'arrivée des trains et des autobus partants, il faut souligner que la cadence des différentes lignes des autobus de la ville de Luxembourg est telle, qu'une coordination allant au-delà de celle appliquée actuellement, n'est pas à envisager dans la mesure où on ne peut pas parler de correspondances dites normales entre les trains à l'arrivée et les 23 lignes du réseau AVL.

Question 1456 (12.12.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **«super poids lourds»:**

Dans sa réponse du 7 novembre 2006 à ma question afférente N°1303 du 23 septembre 2006 *(cf. compte rendu N°3/2006-2007)*, Monsieur le Ministre des Transports avait bien voulu me renseigner sur les perspectives éventuelles d'autoriser au Luxembourg la circulation de «super poids lourds». Au regard des informations reçues je voudrais avoir de la part de Monsieur le Ministre les renseignements complémentaires suivants:

- Combien d'autorisations exceptionnelles pour la mise en circulation de «super poids lourds» ont déjà été délivrées au Luxembourg?

- Qu'en est-il de l'autorisation pour des «super poids lourds» de circuler sur les routes luxembourgeoises?

- Est-ce leur circulation doit également être autorisée? Si oui, combien de permis ont été délivrés?

- Quant aux adaptations des infrastructures routières dont parle Monsieur le Ministre dans sa réponse précitée, de quelles modifications s'agit-il et quel est le coût estimé de ces adaptations?

Réponse (8.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question l'honorable Député souhaite obtenir des informations supplémentaires concernant les «super poids lourds». À ce jour, aucune autorisation d'immatriculation ni autorisation de circuler sur les routes luxembourgeoises n'a été délivrée pour des «super poids lourds».

L'immatriculation respectivement la circulation peut être autorisée dans des cas exceptionnels par des autorisations individuelles en vertu des articles 7 et 12 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Finalement je tiens à faire savoir l'honorable Député que les infrastructures routières ne rentrent pas dans mes compétences.

Question 1457 (8.12.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **liaisons à partir de l'Aéroport de Luxembourg vers l'Europe centrale:**

Dans son rapport relatif au budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2004 le rapporteur, qui a été nommé à la suite des élections législatives de 2004, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, avait consacré un chapitre entier à l'avenir de l'Aéroport de Luxembourg et constatait à l'époque: «…il est déraisonnable que le Luxembourg ne dispose que d'une seule connexion directe vers l'Europe centrale - et encore Budapest n'est desservi que depuis quelques semaines». Il faut dire que l'actuel Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a à l'époque fait preuve d'une perspicacité certaine étant donné qu'il prédisait dans son rapport: «Si Luxair, pour des raisons logistiques ou autres, est dans l'incapacité d'assurer ces liaisons ou si pour notre compagnie nationale, ceci serait une opération de perte, il devient urgent d'attirer vers le site luxembourgeois des compagnies étrangères capables de le faire.» Il semblerait que justement le deuxième cas de figure mis en exergue par le rapporteur de l'époque soit devenu réalité étant donné que l'on peut lire dans le quotidien «d'Wort» du 7 décembre 2006 que pour des raisons de rentabilité les Aéroports de Budapest et de Prague ne sont plus desservis, l'Aéroport de Varsovie n'étant plus desservi depuis 2005.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre des Transports partage l'analyse du rapporteur du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 2004 quand celui-ci estime que le Luxembourg doit disposer de connexions directes vers l'Europe centrale?

- Un groupe de travail vient d'être institué afin de se concerter notamment sur la question relative à l'établissement d'autres compagnies aériennes au Findel. Monsieur le Ministre des Transports est-il d'accord avec le rapporteur du budget de l'État pour l'exercice 2004 quand celui-ci estime qu'il est urgent d'attirer d'autres compagnies aériennes vers le site luxembourgeois pouvant desservir des destinations vers l'Europe centrale?

- Face à la prolifération d'aéroports dans la Grande Région où des compagnies à bas prix proposent des destinations vers l'Europe centrale et dans l'hypothèse où Monsieur le Ministre des Transports se prononce en faveur de l'option consistant à attirer d'autres compagnies aériennes sur le site luxembourgeois, comment estime-t-il qu'une masse critique de voyageurs à l'Aéroport de Findel peut être atteinte afin de permettre la rentabilité de ces destinations.

Réponse (12.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député cite un article du «Wort» du 7 décembre 2006 qui se réfère au fait qu'avec la suppression de la liaison aérienne de Luxair vers Budapest pour la saison d'hiver 2006/2007 et la suspension des vols de Czech Airlines vers Prague, le Luxembourg ne dispose plus de connexion sans escale vers l'Europe centrale.

Il est clair qu'un aéroport national doit s'adapter aux réalités économiques et politiques. Avec l'agrandissement de l'Union européenne vers l'Est, des connexions directes vers ces pays pourraient être de nature à développer davantage les relations bilatérales. Cependant, il n'en est pas moins que les liaisons directes vers l'une ou l'autre destination de l'Europe centrale et orientale, mises en place avant même l'entrée de ces pays dans l'Union européenne, ont toutes été suspendues en raison d'une rentabilité insuffisante. Par ailleurs, il peut être constaté que le marché du transport aérien en relation avec ces pays ne représente que 15% du total du marché européen de l'aviation (source: Yearbook 06; Association of European Airlines).

Afin de déterminer une approche coordonnée pour les liaisons aériennes à desservir à partir de l'Aéroport de Luxembourg, un groupe de travail interministériel a été institué par décision du Conseil de Gouvernement du 13 septembre 2006, chargé d'analyser quelles lignes aériennes devraient être assurées en sus de celles offertes actuellement par les compagnies aériennes installées au Findel.

Il convient désormais d'attendre les conclusions dudit groupe de travail qui se penchera également sur la question des moyens se trouvant à disposition du Gouvernement pour assurer ces liaisons en tenant compte notamment de la concurrence des aéroports limitrophes.

Question 1458 (8.12.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **subvention pour frais de chauffage:**

An enge vu senge Virträg hat den Här Statsminister verlaude gelooss, hie wéilt den Heizkäschtenzouschoss veduebelen. Wat och verständlech wier, nodeem datt d'Pëtrols- an d'Gaspräisser massiv gestige sinn.

Nodem datt d'Escher Gemeng de Käschtendeckungsprinzip bei de Gemengentaxe voll spille gelooss huet - obwuel den Här Statsminister d'Gemengen opgefuerdert hat mat den Erhéijunge vun de Gemengentaxe lues ze maachen -, wat eng supplementar Recette vu sechs Milliounen ausmécht, war als sozialen Ausgläich fir Mannerbemëttelter eng Enveloppe vun enger Millioun agesat ginn.

Ausgeschloss aus deser Hëllef war d'Augmentatioun vum Gas- a Pëtrolspräis. Fir an de Genoss vun enger Hëllef an deem Sënn ze kommen, muss een den Heizkäschtenzouschoss kréien.

Kann den Här Statsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Gedenkt d'Regierung den Heizkäschtenzouschoss ze verduebele respektiv ze erhéijen - wa jo, wéini?

2. Wann neen, wéi gedenkt d'Regierung deene Mannerbemëttelten, déi bei der Erhéijung vun de Pëtrols- a Gaspräisser am meeschte leiden, ze hëllefen, fir datt se net an eng nach méi prekär Situatioun kommen?

Réponse (2.1.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

D'Regierung huet am Hierscht 2000 en Heizkäschtenzouschoss fir manner bemëttelt Stéit geschaf, nodeems d'Mazoutpräisser dat Joer staark geklomme woren. Wéi d'Präisser 2005 op en Neits eropgaange sinn an nei Rekorder erreecht hunn, huet d'Regierung de 6. September 2005 décidéiert den Heizkäschtenzouschoss em 50% an d'Luucht ze setzen. De Mazoutpräis wor dee Moment bei 59,90 Cent de Liter. D'Nofro no der Allocation de Chauffage ass dunn och staark gewuess, sou datt am Joer 2005 d'Zuel vun de Bénéficiairen ëm 46% op 7.751 geklommen ass an d'Gesamtzomm vun den ausbezuelten Zouschëss sech op 5,7 Milliounen Euro verduebelt huet.

D'Präisser vum Mazout, déi als Referenz geholl gi sinn, si glécklecherweis duerno nees gefall. Och wann et vill Beweegung an deene Präisser gouf, gouf de Rekord vum September 2005 zënterhier net méi erreecht. Zënter dem 5. Dezember 2006 läit de Präis pro Liter Mazout bei 49,40 Cent, 17% ënnert dem Präis wéi d'Regierung fir d'lescht den Heizkäschtenzouschoss erhéicht huet.

Och wann et weider gëllt d'Situatioun am A ze behalen, gesäit d'Regierung de Moment keen zwéngende Grond fir d'Allocation de Chauffage op en Neits ze erhéijen.

Question 1459 (9.12.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **sécurité des vols partant de l'Aéroport de Luxembourg:**

Suite aux événements récents en matière de fiabilité des contrôles de sécurité à l'Aéroport de Luxembourg, je désire poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transport:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés par la presse en ce qui concerne les contrôles supplémentaires en Allemagne et fournir des explications supplémentaires à ce sujet?

2. Quelles sont les justifications invoquées du côté allemand?

3. Est-ce que cette attitude des autorités compétentes en Allemagne est justifiée en fait et en droit?

4. Comment et par qui le Gouvernement a-t-il été informé de la décision de ne plus faire confiance aux contrôles luxembourgeois?

5. Est-ce que Monsieur le Ministre dispose d'informations que d'autres pays vont suivre cet exemple?

6. Quelle est l'appréciation du Ministre de la situation actuelle en ce qui concerne la sécurité des vols partant de l'Aéroport de Luxembourg?

7. Quelles sont les conséquences que le Ministre respectivement le Gouvernement envisagent tirer de cette situation, afin de mettre fin à cette situation qui nuit gravement et à la réputation de notre pays et à la fiabilité de notre transport aérien?

8. Pour quelle date le passager aérien peut-il s'attendre à une normalisation de la situation?

Réponse (19.12.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1. Les autorités allemandes ont décidé qu'à partir du vendredi 8 décembre 2006 des mesures compensatoires seront d'application sur les aéroports allemands pour les passagers en provenance du Luxembourg (transit ou transfert), comme d'ailleurs pour ceux en provenance de Copenhague et de Budapest. Ils seront, jusqu'à nouvel ordre, soumis en Allemagne à une inspection filtrage supplémentaire.

2. Les autorités allemandes justifient leur décision en se référant aux informations communiquées par la Commission européenne. En effet, suite aux deux inspections effectuées par la Commission européenne en juillet 2004 et mai 2005, celle-ci a adressé le 12 octobre 2006 un avis motivé au Luxembourg en relation avec certaines obligations dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile. Par ce même avis motivé du 12 octobre 2006, les autres États membres de l'Union européenne ont été invités à mettre en place des mesures compensatoires relatives à l'inspection filtrage des passagers et des bagages en provenance du Luxembourg.

3. La décision des autorités allemandes, même si elle peut se justifier sur base de l'avis motivé précité, a été prise sans information préalable des autorités luxembourgeoises et sans s'enquérir sur les remèdes mis en place par les autorités luxembourgeoises, voire sans attendre la réponse luxembourgeoise à l'avis motivé qui parviendra au cours de la semaine courante à la Commission européenne. Cette réponse fait état notamment du paquet de mesures de sûreté que le Conseil de Gouvernement vient d'arrêter afin de pouvoir satisfaire dans les meilleurs délais aux prescriptions internationales, européennes et nationales en matière de sûreté à l'Aéroport de Luxembourg.

Le Gouvernement a ainsi arrêté avec précision les rôles incombant aux différents acteurs en matière de sûreté sur le site aéroportuaire afin d'améliorer de manière transversale le dispositif en place. En tant que gestionnaire aéroportuaire indépendant, lux-Airport a été chargé d'effectuer à l'avenir les missions d'exécution de sûreté et dans le domaine du contrôle des personnes, sous la supervision de la Police grand-ducale, et dans le domaine du contrôle du fret, sous la supervision de l'Administration des Douanes et Accises, et ceci en conformité avec les missions lui attribuées par la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare et par le règlement grand-ducal du 14 avril 2003 portant approbation du contrat sur le développement, la mise en valeur et l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg.

En sus de l'affectation déjà opérée depuis le 20 septembre 2006 d'un effectif supplémentaire de onze personnes de la Police grand-ducale à l'Aéroport, le Gouvernement a arrêté une programmation pluriannuelle prévoyant notamment un renforcement important de l'effectif des autorités ayant des compétences en matière de sûreté. Ainsi pour 2007 un renforcement de cinq agents de la Direction de l'Aviation civile, de 14 agents de la Police grand-ducale, de douze agents de l'Administration des Douanes et Accises et de 36 agents de lux-Airport est programmé. Le budget de l'État pour l'exercice 2007 prévoit des crédits substantiels de quelque 17 millions d'euros, entre autres pour l'acquisition du matériel de sûreté requis afin de renforcer la sûreté aéroportuaire.

Le Gouvernement a par ailleurs adopté un programme national de contrôle de la qualité en matière de sûreté de l'aviation civile qui permettra aux administrations de vérifier par des méthodes harmonisées si les opérateurs agissant sur l'Aéroport de Luxembourg sont en conformité avec la réglementation en matière de sûreté.

4. Aucune notification officielle de la décision allemande n'est parvenue jusqu'à ce moment aux autorités luxembourgeoises.

5. Aucune information n'est disponible à ce moment que d'autres États s'engageraient dans la même voie que les autorités allemandes.

6. La sécurité et la sûreté des vols en partance de l'Aéroport de Luxembourg est garantie. Je tiens à réitérer que la grande majorité des déficiences constatées en juillet 2004 ont pu être redressées

depuis. Les mesures prises en la matière incluent entres autres l'interdiction de l'accès aux zones de sûreté aéroportuaires par des voitures privées, la mise en place d'une Commission spéciale d'autorisation d'accès, le rappel à l'ordre de l'ensemble des opérateurs et l'élaboration d'une procédure administrative applicable en cas de non-respect de la législation en matière de port visible du badge d'accès.

Lors d'une conférence de presse en date du 21 septembre 2005 à l'Aéroport, j'ai fait part de la volonté du Gouvernement de poursuivre une politique de «tolérance zéro» en matière de sécurité et de sûreté ce qui s'est concrétisée par une sensibilisation du parquet concernant les procès-verbaux dressés par les agents de la DAC et par l'assermentation depuis fin 2005 d'agents supplémentaires pouvant constater des infractions à la législation en matière de l'aviation civile. La mise en place d'un système de sanctions applicables à l'égard des opérateurs en cas d'observation défaillante des exigences de sécurité et de sûreté aériennes est en voie d'être finalisée.

Des possibilités d'améliorations ponctuelles du dispositif du contrôle d'inspection filtrage dans l'intérêt de la sécurité et de la sûreté ont été identifiées lors d'une mise au point en matière de sûreté qui a été effectuée du 28 au 30 novembre 2006 au Findel par le Comité national de la Sûreté de l'Aviation civile. Ces agencements du dispositif en place sont en train d'être mis en place.

Concernant l'obligation du port visible du badge d'accès, l'obligation d'exiger de toute autre personne le port visible du badge d'accès, l'obligation de signaler ceux qui ne portent pas de badge d'accès ou ne sont pas accompagnés, en cas de port de laissez-passer journalier ainsi que l'obligation de se soumettre purement et simplement aux inspections et fouilles effectuées aux postes de contrôles, un dépliant a été élaboré par le Ministère des Transports en collaboration avec la Police grand-ducale et l'Administration des Douanes et Accises afin de maintenir à un niveau élevé la sensibilisation du personnel des opérateurs et des administrations agissant dans l'enceinte aéroportuaire.

7. Le Gouvernement continue sa politique de «tolérance zéro» en ce qui concerne la sécurité et la sûreté aériennes notamment par des contrôles renforcés par les autorités compétentes des opérateurs sur le site aéroportuaire et par l'amélioration du dispositif réglementaire en place notamment par le biais des travaux au sein du Comité national de la Sûreté de l'Aviation civile. Afin de mettre un terme à la situation actuelle de double inspection filtrage des passagers provenant de Luxembourg en transit ou en transfert en Allemagne, le Gouvernement entreprendra les démarches requises auprès des autorités allemandes et invitera la Commission européenne à effectuer une visite des lieux lui permettant de constater la conformité du Luxembourg avec les exigences de la Commission européenne concernant le contrôle «sûreté» des passagers en partance de Luxembourg.

8. La mesure introduite par l'Allemagne cessera ses effets à partir du moment où la Commission européenne notifiera aux États membres que l'Aéroport de Luxembourg est en conformité avec les normes européennes en matière d'inspection filtrage des passagers et du contrôle des bagages. Le Gouvernement est confiant que les mesures compensatoires initiées par les autorités allemandes deviennent sans objet d'ici la fin de l'année 2006.

Question 1463 (13.12.2006) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**énergie nucléaire:**

Dans un article paru dans la «Süddeutsche Zeitung» du 12 décembre 2006, un journaliste cite un extrait d'un protocole interne d'une réunion récente du Conseil des Ministres de l'Économie de l'Union européenne:

„Luxemburg und Litauen verwiesen darauf, dass die ehrgeizigen CO_2-Ziele der Kommission nicht ohne Kernkraft erreichbar wären."

Cette affirmation, pour le moins irritante, positionne le Luxembourg dans le camp des pays pro-nucléaires. J'aimerais donc avoir des précisions de la part de Monsieur le Ministre en charge de l'Énergie:

- Est-ce que le Ministre peut confirmer cette affirmation?

- Quelle est l'attitude du Gouvernement vis-à-vis de l'énergie nucléaire?

Réponse (15.12.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

- L'affirmation de la «Süddeutsche Zeitung» est totalement erronée. Il s'agit vraisemblablement d'une erreur matérielle.

- La position du Gouvernement n'a pas changé par rapport à ce qui est exprimé dans le programme gouvernemental.

Question 1466 (15.12.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**évolution de l'Aéroport de Luxembourg:**

La presse vient tout récemment à faire état des succès enregistrés par d'autres aéroports de la Grande Région en accueillant des compagnies à bas prix. Ce modèle qui est appliqué avec grand succès à l'Aéroport de Hahn, mais également par les plates-formes de Charleroi et de Liège, vient de faire maintenant aussi son introduction à l'Aéroport de Metz.

- En comparant la quasi-stagnation du nombre de passagers transitant par l'Aéroport de Findel aux investissements importants qui y sont consacrés dans le cadre de la réalisation de la nouvelle aérogare, Monsieur le Ministre des Transports ne craint-il pas que devant cette toile de fond il ne soit difficile de rentabiliser, voire de justifier les fonds publics investis dans ce projet?

- Monsieur le Ministre peut-il dire quelle est l'évolution attendue du nombre de passagers en 2007 par rapport à 2006?

- Quelle a été au cours des quatre dernières années l'évolution du nombre des compagnies aériennes desservant l'Aéroport de Findel?

- Combien de compagnies opérant dans le domaine des passagers sont venues s'ajouter et combien ont abandonné l'exploitation?

- Quelle est la stratégie de Monsieur le Ministre en ce qui concerne le développement de l'activité aéroportuaire comme portail du transport aérien?

- D'autres compagnies nouvelles seront-elles les bienvenues? Si oui, dans quelles conditions? Y a-t-il des démarches actives pour attirer de nouveaux opérateurs?

Réponse (12.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Les investissements dans l'infrastructure aéroportuaire sont vitaux pour l'économie nationale. Non seulement l'Aéroport est-il à l'origine d'environ 5.000 emplois directs et indirects représentant une partie importante de l'emploi total, mais il constitue également, pour une économie résolument ancrée dans le tertiaire, une fenêtre essentielle vers l'extérieur.

Tout d'abord la réalisation d'une aérogare plus moderne et d'une capacité portée à trois millions de personnes s'impose aux fins de remplacement de l'actuelle aérogare, dont les infrastructures ne sont plus adaptées aux perspectives de trafic. Par ailleurs et contrairement aux aéroports low cost de la Grande Région, la nouvelle aérogare répond non seulement aux besoins de la clientèle touristique, mais tient également compte, pour une économie tournée vers l'étranger, du fait qu'une infrastructure aéroportuaire de qualité supérieure constitue un atout majeur pour attirer des entreprises étrangères désirant s'installer au Luxembourg. La nouvelle aérogare reflétera dignement l'image d'un Luxembourg moderne et tourné vers l'avenir.

La rentabilité des investissements consentis dans la nouvelle aérogare n'est donc nullement mise en cause par l'implantation de compagnies low cost dans des aéroports limitrophes. Par ailleurs, il convient de noter que l'enveloppe budgétaire accordée par le législateur est scrupuleusement respectée depuis le début des travaux.

L'honorable Député s'enquiert sur l'évolution attendue du nombre des passagers. Il peut être escompté que l'Aéroport de Luxembourg verra une stagnation du nombre de passagers jusqu'à la mise en service du nouveau terminal A. Par la suite, il est escompté que la croissance du trafic aérien se poursuivre au Luxembourg parallèlement à la croissance du marché.

Quant à l'évolution du nombre des compagnies aériennes desservant l'Aéroport de Findel, le tableau annexé reprend le détail des compagnies aériennes opérant au Luxembourg pour la période 2003-2006 *(tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Pour ce qui est de la stratégie de développement de l'Aéroport de Luxembourg, il s'agit de positionner l'Aéroport de Luxembourg comme aéroport de référence de la Grande Région, en termes de qualité inégalée par les aéroports limitrophes. Outre une analyse continue de la compétitivité de l'Aéroport de Luxembourg, un groupe de travail interministériel a été institué par décision du Conseil de Gouvernement du 13 septembre 2006 chargé d'analyser quelles lignes aériennes devraient être assurées en sus de celles offertes actuellement par les compagnies aériennes installées au Findel, afin de déterminer une approche coordonnée pour les liaisons aériennes à desservir à partir de Luxembourg.

Il convient désormais d'attendre les conclusions dudit groupe de travail qui se penchera également sur la question des moyens se trouvant à disposition du Gouvernement pour assurer ces liaisons en tenant compte notamment de la concurrence des aéroports limitrophes.

Question 1468 (19.12.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**examen approfondi de la situation des contribuables résidents après l'application de la loi du 23 décembre 2005 portant 1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; 2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques; 3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu:**

Lors du vote du projet de loi 5504 le 21 décembre 2005, devenu la loi du 23 décembre 2005 portant 1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; 2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques; 3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, une motion a été adoptée par la Chambre des Députés invitant le Gouvernement «à procéder à un examen approfondi de la situation des revenus de capitaux des contribuables résidents, actuellement soumis à l'impôt sur le revenu par voie d'assiette, en vue d'étendre la retenue à la source libératoire à ces revenus; à évaluer les effets de la loi à la fin de exercice fiscal 2006; à analyser si le montant de l'abattement de 250 euros fixé par la loi suffit à libérer effectivement les petits épargnants de la retenue à la source; à présenter, le cas échéant, des amendements au vu des conclusions de cet examen».

L'année fiscale 2006 venant à échéance, j'aimerais avoir les éclaircissements suivants de la part de Monsieur le Ministre:

- Est-ce qu'un examen approfondi tel que décrit dans la motion susmentionnée à été effectué? Dans l'affirmative, quel en est le résultat?

- Quels sont les effets de la loi du 23 décembre 2005 et est-ce que cette loi répond à ses aspirations, surtout en ce qui concerne les petits épargnants?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage des amendements et, dans l'affirmative, lesquels?

- Dans quel délai est-ce que Monsieur le Ministre présentera-t-il les conclusions des examens susdits respectivement des amendements éventuels à la Chambre des Députés?

Réponse (2.1.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

La motion citée invite le Gouvernement à évaluer les effets de la loi à la fin de l'exercice fiscal 2006. Or, l'exercice n'est pas encore clôturé, dans la mesure où une partie de la retenue à la source de 2006 ne sera transféré qu'au début 2007.

Toutefois, déjà à l'heure actuelle, on peut indiquer que cet impôt a rapporté en 2006 (jusqu'à la fin novembre 2006) 18 millions d'euros. Une première évaluation montre que le système mis en place fonctionne bien et qu'il constitue une simplification du système fiscal.

Il n'est pas prévu de modifier la législation citée pour l'exercice fiscal 2007.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°6
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

15e séance, mardi 19 décembre 2006
16e séance, mercredi 20 décembre 2006
17e séance, mercredi 20 décembre 2006
18e séance, jeudi 21 décembre 2006

Arbeitsbesuch des neuen EP-Präsidenten in Luxemburg

„Die Substanz des Verfassungsvertrages erhalten!“



Empfang des neuen EP-Präsidenten durch Kammerpräsident Lucien Weiler

Zwei Tage nach seiner Wahl zum neuen Vorsitzenden des Europäischen Parlaments weilte der 61-jährige deutsche Christdemokrat Hans-Gert Pöttering am 18. Januar in Luxemburg. Nach seinem Antrittsbesuch bei Großherzog Henri und einem Gespräch mit Premierminister Jean-Claude Juncker traf Pöttering mit Abgeordneten des Kammerbüros und des außen- und europapolitischen Ausschusses zusammen. Empfangen wurde Hans-Gert Pöttering im Parlament von Kammerpräsident Lucien Weiler.

Pöttering war am 16. Januar bereits im ersten Wahlgang von seinen Kollegen mit 450 der 689 abgegebenen Stimmen zum neuen EP-Präsidenten bestimmt worden. Einer Absprache der beiden großen Parlamentsfraktionen - Europäische Sozialisten und Europäische Volkspartei - folgend, übernahm er das Amt vom spanischen Sozialisten Josep Borrell Fontelles, der dem EP in den letzten zweieinhalb Jahren vorstand. Sein Arbeitsprogramm wird Pöttering am 13. Februar in Straßburg vorstellen.

Der neue Vorsitzende machte jedoch bereits gleich nach seiner Wahl im Straßburger Plenum deutlich, dass ihm besonders an der Wahrung der europäischen Werte gelegen sei. Zudem wolle er den „Dialog der Kulturen“ mit der arabischen Welt wiederaufleben lassen, und die Zukunft des Verfassungsvertrages vorantreiben.

Hierzu erklärte Pöttering vor den luxemburgischen Abgeordneten, er halte einen neuen Konvent für nicht notwendig. Es sei an den Regierungen klar zu äußern, welche Änderungen am vorliegenden Text sie wünschten. „Ich hoffe, dass sie nur wenig ändern wollen.“, sagte der EP-Präsident, „Die Substanz des Vertrags muss erhalten und verwirklicht werden!“

Seiner Auffassung nach werde, nach Abschluss dieser Sondierungsphase, eine kurze Regierungskonferenz, „bei der das Europaparlament und die Kommission angemessen vertreten sein müssen“, einen definitiven Text beschließen, der dann in den Mitgliedsländern ratifiziert werden müsse. „Mein Wunsch wäre es, dass dieser gesamte Prozess noch vor den Europawahlen im Juni 2009 abgeschlossen werden kann.“ Zu diesem Zeitpunkt wird die Amtszeit des neuen Parlamentspräsidenten zu Ende gehen.



Schwerpunkt der Unterredung mit luxemburgischen Abgeordneten war die Zukunft des Verfassungsvertrages

DANS CE NUMÉRO

Heure de questions au Gouvernement p. 169
Maintien dans l'emploi - projet de loi 5611 p. 188
Adaptation du salaire social minimum p. 209
Ajustement des pensions et rentes accident p. 218

Assemblée parlementaire de la Francophonie

Diversité culturelle et situations de crise politique dans l’espace francophone



(de gauche à droite) M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF, M. Bruno Bourg-Broc, Président délégué de la section française, député, maire de Châlons-en-Champagne

La réunion annuelle du Bureau de l’Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), organe regroupant l'ensemble des parlements ayant le français en partage, s'est tenue du 17 au 19 janvier à Châlons-en-Champagne.

Sur invitation de la section française, une trentaine de parlementaires, présidents ou vice-présidents d’assemblée, députés et sénateurs venus des cinq continents ont participé à la réunion. La Chambre des Députés du Luxembourg y était représentée par M. le Vice-Président Jos Scheuer, Trésorier international de l’APF.

Le Bureau de l’Assemblée consultative de la Francophonie a tenu à inviter à l’occasion de sa première réunion en 2007, année de son quarantième anniversaire, M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, qui a salué «l’indépendance de parole et la liberté de ton» de l’Assemblée et a reconnu son rôle de «conseil et de catalyseur des coopérations propres à renforcer durablement les capacités des nouvelles assemblées issues des processus de sortie de crise et de consolidation de la paix».

M. Jean-Louis Debré, Président de l’Assemblée nationale française, a souligné que la défense de la langue française partout dans le monde, objectif principal de l’Assemblée parlementaire de la Francophonie, constitue un rempart contre les risques de l’émergence d’une langue unique, synonyme de pensée unique.

Au cours de sa réunion, l’Assemblée a adopté une déclaration saluant la ratification de la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, prenant acte qu’elle entrera en vigueur le 18 mars 2007 et appelant les États membres de la Francophonie qui ne l’auraient pas encore fait à ratifier cette convention.

Le budget pour l'année en cours, présenté par le député luxembourgeois, la situation politique instable dans divers pays francophones ainsi que la collaboration interparlementaire furent les trois principaux sujets abordés lors des réunions de travail.

➤ Présidence luxembourgeoise du Parlement Benelux

À l'aube du 50e anniversaire

Depuis début 2007 - et ce jusque fin 2008 -, la Chambre des Députés assume la présidence du Parlement Benelux, de son vrai nom «Conseil interparlementaire consultatif de Benelux». Cette institution supranationale réunit 49 parlementaires désignés par les Parlements des trois États: 21 Belges, 21 Néerlandais et 7 Luxembourgeois. Actuellement la délégation luxembourgeoise ne compte que six membres, à savoir Mmes Sylvie Andrich-Duval et Lydia Mutsch ainsi que MM. Marcel Oberweis, Roger Negri, Emile Calmes et Félix Braz. À ces 49 membres effectifs correspondent autant de suppléants (actuellement six du côté luxembourgeois: MM. Marco Schank, Jean-Paul Schaaf, Marc Angel, Fernand Diederich, Xavier Bettel et Camille Gira).

Le Parlement - une instance consultative - est l'une des composantes de l'Union Benelux. Outre les matières relatives à l'Union, il traite notamment du rapprochement culturel, de la coopération en matière de politique extérieure, de l'unification du droit entre les trois États membres et de toute autre matière d'intérêt commun. La concertation est une autre dimension essentielle du Parlement Benelux qui est amené à se prononcer sur des questions européennes.

Les assemblées plénières - en principe trois sessions de deux jours ou plus si les Gouvernements des trois États ou la majorité des membres du Parlement Benelux en font la demande - se tiennent toujours dans le pays qui assume la présidence. Ces sessions plénières sont préparées au sein des sept commissions parlementaires (Problèmes extérieurs, Questions financières et sociales, Affaires économiques, Agriculture et Pêche, Culture, Enseignement et Santé publique, Justice et Ordre public, Aménagement du Territoire et Infrastructure, Environnement et Énergie). Ces commissions sont chacune composées de douze membres (cinq membres belges, cinq membres néerlandais et deux membres luxembourgeois).

Le Parlement Benelux est une instance consultative. Il informe les trois Gouvernements des opinions régnant dans les assemblées parlementaires dont ses membres sont issus et rend des avis concernant l'évolution de l'Union Benelux en matière de coopération économique et transfrontalière. En fonction de l'intérêt commun ou de l'actualité, ses recommandations peuvent s'étendre à d'autres matières. De plus il promeut la coopération intérieure et extérieure. Au niveau intra-Benelux, la coopération s'inscrit dans les domaines économique, social et financier où l'objectif reste l'achèvement du marché intérieur. Elle s'applique à tous les aspects de politique transfrontalière qu'il s'agisse, par exemple, d'aménagement du territoire, de rapprochement culturel, de lutte contre la fraude fiscale, de libre circulation des personnes, de problèmes de transport ou de questions environnementales. Elle favorise le rapprochement des polices et l'unification du droit dans les trois pays et concourt au renforcement du poids des trois pays partenaires dans l'Union européenne. Au niveau international, le Parlement Benelux coopère avec des organisations suprarégionales et supranationales. Enfin, il tisse des liens avec des groupes de pays désireux de s'inspirer du système Benelux pour établir entre eux des relations de coopération. Il entretient notamment des contacts étroits avec les pays baltes.



M. Roger Negri, nouveau Président du Parlement Benelux

Ainsi, son champ d'activité dépasse celui de l'Union économique Benelux. Cela s'explique par sa création antérieure à celle de l'Union. Institué le 5 novembre 1955, il a tenu sa première session en 1957 au Sénat belge à Bruxelles.

Le 19 janvier 2007, le Bureau et le Comité permanent se sont réunis à la Chambre des Députés sous la présidence du député luxembourgeois Roger Negri afin de faire le point et d'entamer la préparation de la session de printemps qui se tiendra les 23 et 24 mars à Luxembourg. Les 16 et 17 février, les membres des Commissions des Questions financières et sociales, des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche et de l'Aménagement du Territoire et de l'Infrastructure, ainsi que du Comité permanent se retrouveront à Clervaux pour un séminaire sur le tourisme rural. Une délégation de l'Assemblée balte a également été invitée à ce rendez-vous.

Le 15 juin 2007, le Parlement Benelux célébrera son 50e anniversaire à Luxembourg en présence des familles royales des trois pays.

➤ Petitioun fir de Chamberspresident

16.530 Ënnerschrëfte fir d'Muppen

16.530 Leit hu bannent engem Mount d'Petitioun vun der A.s.b.l. „Mënsche mat Muppen" ënnerschriwwen. Esou vill Ënnerschrëfte sinn dach aussergewéinlech zu Lëtzebuerg an esou war de Chamberspresident Lucien Weiler och beandrockt vun där Petitioun. D'Agrarkommissioun, déi e puer Deeg duerno zesummekomm ass, huet sech och mat deem Sujet beschäftegt.

„Ech sinn impressionnéiert wéi vill Leit an esou enger kuerzer Zeit mobiliséiert konnte gi fir e Sujet ze verteidegen, deen hinnen um Häerz läit.", sot de Chamberspresident wéi déi Responsabel vun der A.s.b.l., mat un der Spëtzt dem Nico Feider, him déi dräi Classeure mat den Ënnerschrëften iwwerreecht hunn.

D'A.s.b.l. „Mënsche mat Muppen" ass net mam aktuellen Text vum Gesetzprojet 4985 iwwert d'Hënn averstan. Besonnesch eenzel Artikele sinn an hiren Aen ëmstridden, zum Beispill déi, wou et ëm d'Obligatioun vun der Léngt fir d'Hënn geet, oder ëm d'Strofen, wann dat Gesetz net respektéiert gëtt.



De Chamberspresident huet der A.s.b.l. „Mënsche mat Muppen" verséchert, datt hien hir Suerge versteet. Et ass a sengen Aen en delikate Problem an et misst versicht ginn d'Intérêtë vun deenen engen a vun deenen aneren ze respektéieren.

„Ech sinn zouversiichtlech, datt ee mat e bësse guddem Wëllen a gesondem Mënscheverstand d'Suerge vun deenen engen an deenen aneren an Aklang brénge kann.", sot nach de Lucien Weiler.

De Chamberspresident huet d'Ënnerschrëften direkt un d'Petitiounskommissioun weidergereecht. Déi huet sech mam Sujet befaasst an décidéiert, der Agrarkommissioun d'Petitioun weiderzeginn. D'Membere vun dëser Kommissioun hunn an hirer Sëtzung vum 18. Januar zesumme mat der Statssekretärin Octavie Modert den Dossier analyséiert an zum Deel kontrovers duerchdiskutéiert.

Zréckbehale gouf, datt den Deputéierte Marcel Oberweis Rapporter vum Gesetzprojet 4985 ass. Den aktuellen Text ass och weider un déi eenzel Fraktiounen an der Chamber gaang. D'Regierung wäert verschidden Dispositioune vum Gesetz nach emol iwwerschaffen. An eng nächst Réunioun vun der Agrarkommissioun gi Vertrieder vun der A.s.b.l. „Mënsche mat Muppen" invitéiert. Duerno gëtt nach emol mat der Statssekretärin Octavie Modert iwwert de Projet geschwat.

En bref: cheminement du projet de loi 4985

04.07.2002: dépôt à la Chambre des Députés par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural du projet de loi 4985 relatif aux chiens

12.09.2002: projet de loi 4985 à l'ordre du jour de la réunion de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

10.12.2002: avis du Conseil d'État relatif au projet

30.10.2003: amendements gouvernementaux

12.12.2006: avis complémentaire du Conseil d'État

18.01.2007: projet de loi 4985 à l'ordre du jour de la réunion de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Monsieur le Député Marcel Oberweis est désigné rapporteur du projet de loi.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

➤ Échanges parlementaires entre un nouveau et un ancien membre de l'UE

Visite de la Commission juridique du Parlement de Lituanie



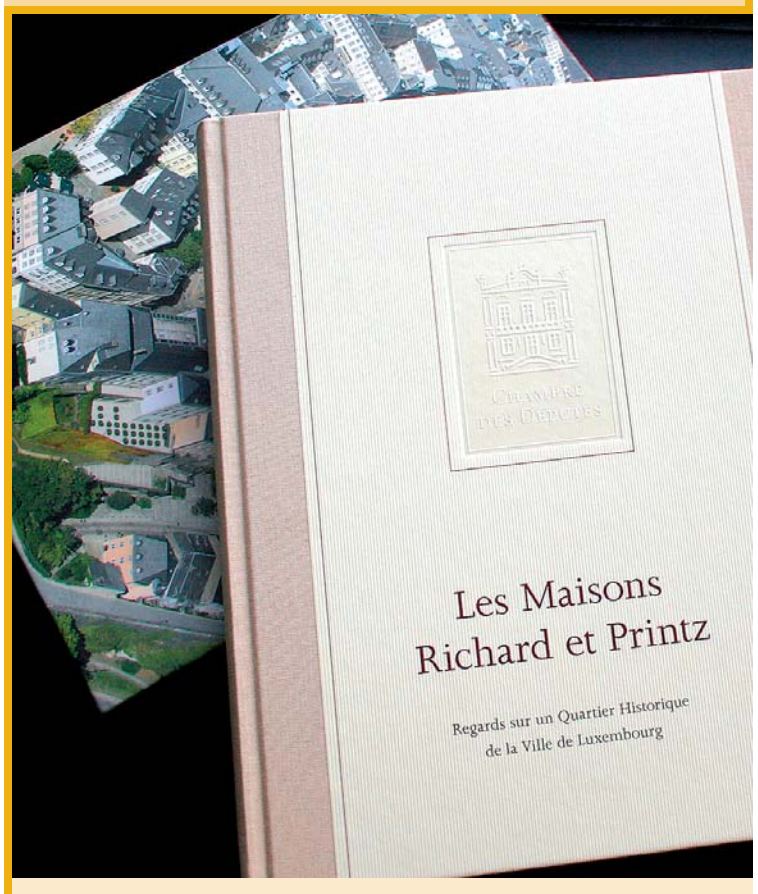
Les délégations lituanienne et luxembourgeoise

La Lituanie est depuis 2004 membre de l'Union européenne, sa déclaration d'indépendance date de 1991 et sa Constitution de 1992. Après ce parcours court mais intense, les députés lituaniens sont intéressés aux systèmes politiques des autres pays, donc aussi du Luxembourg.

Les parlementaires luxembourgeois, membres de la Commission juridique de la Chambre des Députés, avec à leur tête le Président de la Commission juridique, M. Patrick Santer, leur ont entre autres présenté la procédure législative au Luxembourg. Les règles qui régissent la vie politique de la Lituanie et du Luxembourg ne sont pas tout à fait les mêmes. Ainsi en Lituanie, le mandat de député est incompatible avec toute autre fonction, sauf celle de Premier Ministre ou Ministre. Un député lituanien n'est autorisé à recevoir aucune autre rémunération que celle liée à sa fonction, à part une exception: il peut être payé pour une activité créative telle que par exemple la peinture, l'écriture ou la composition de musique.

D'après le Président de la Commission juridique du Parlement lituanien, M. Julius Sabatauskas, les décisions les plus importantes du Parlement de Lituanie se prennent à la Commission des Affaires européennes. Le Parlement dispose de procédures précises pour participer à l'élaboration et à la transposition des règles européennes.

Nouveau livre



À l'occasion de l'inauguration des bâtiments Printz/Richard, rénovés pour les besoins de son Greffe, la Chambre des Députés a édité un prestigieux ouvrage illustré retraçant l'histoire de ces deux bâtiments ainsi que du quartier historique de la ville de Luxembourg dans lequel ils sont situés. Le livre est en vente en librairie au prix de 50 euros.

Accord Benelux-Suisse

5577 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Confédération suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et du Protocole d'application, signés à Berne, le 12 décembre 2003

Le projet de loi porte approbation de l'accord entre les pays du Benelux et la Confédération suisse relatif à la réadmission de personnes en situation irrégulière ainsi que du protocole d'application de l'accord.

Confrontés à un nombre croissant de personnes en séjour irrégulier, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont conclu des accords de réadmission pour régler les problèmes pratiques d'éloignement desdites personnes et pour améliorer la coopération avec leurs pays d'origine.

Le principe général d'un accord de réadmission est que chaque partie contractante réadmet sur son territoire ses nationaux en séjour irrégulier sur le territoire d'une autre partie contractante. L'accord définit les conditions et les modalités pratiques de la réadmission, l'objectif étant de faciliter l'émission de documents de voyage en vue du retour des personnes en question.

S'il est rare qu'un ressortissant des parties contractantes visées séjourne de manière irrégulière sur le territoire de l'autre partie, l'accord contient aussi des dispositions concernant le cas plus fréquent de la réadmission de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière sur le territoire d'une des parties lorsqu'ils sont en possession d'un titre de séjour ou d'un visa en cours de validité de l'autre partie ou lorsqu'ils y ont séjourné au courant de six mois précédant la demande de réadmission. L'accord définit en outre les règles concernant le transit de personnes en destination de pays tiers.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 19.05.2006

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

26.06.2006 Désignation d'un rapporteur

18.09.2006 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

11.12.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2006

Loi du 22 décembre 2006.

Mémorial A: 2006, N°233, page 4264

Protection réciproque des investissements

5578 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Le projet de loi porte approbation des accords conclus entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) et quatorze pays tiers (Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Chine, Comores, République démocratique du Congo, Costa Rica, Émirats arabes unis, Guatemala, Libye, Nicaragua, Paraguay, Serbie-et-Monténégro et Thaïlande) concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

L'objectif de tels accords, outre l'encouragement des investissements, est de proposer à l'investisseur les garanties d'une protection maximale, telles que la garantie d'un traitement juste et équitable de l'investissement, la clause de la nation la plus favorisée afin de prévenir des discriminations, l'obligation d'indemnisation en cas de mesures privatives de propriété, le libre transfert des revenus et la création d'un cadre juridique approprié pour régler les éventuels différends relatifs aux investissements et aux divergences d'interprétation des accords.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 19.05.2006

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

06.11.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

11.12.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2006

Loi du 22 décembre 2006.

Mémorial A: 2006, N°238, page 4630

SÉANCE 15

Mardi, 19 décembre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Dépôt de deux projets de loi

2. Communications

3. Ordre du jour

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°131 du 7 novembre 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'avis du 20 octobre 2006 de la Cour constitutionnelle sur la compatibilité des exceptions au droit du travail pour chargés de cours avec la Constitution luxembourgeoise, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question N°132 du 18 décembre 2006 de Monsieur Ben Fayot relative à l'initiative du Gouvernement, ensemble avec le Gouvernement espagnol, de réunir les dix-huit États membres ayant ratifié à ce jour le Traité constitutionnel, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
- Question N°136 du 15 novembre 2006 de Monsieur Charles Goerens relative à l'avenir du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
- Question N°133 du 18 décembre 2006 de Monsieur Camille Gira relative à la transposition de la directive cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (délai de transposition 22/12/2003), adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- Question N°134 du 19 décembre 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative aux déclarations du Ministre de la Santé relatives aux „Krankeschäinautomaten“, adressée au Ministre de la Santé
- Question N°135 du 15 décembre 2006 de Monsieur Roger Negri relative aux résultats au Luxembourg de la campagne de sensibilisation au dépistage précoce du diabète dans le cadre d'un projet européen Interreg III ayant eu lieu du 20 au 25 novembre 2006, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Question N°137 du 19 décembre 2006 de Monsieur Félix Braz relative à la modification en cours de la directive européenne «Télévision sans frontières» et les résultats du vote en première lecture au Parlement européen, adressée au Ministre des Communications
- Question N°138 du 18 décembre 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à l'acquisition par la main publique de terrains situés hors périmètre et la vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- Question N°139 du 18 décembre 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative au projet Eurocap-Rail, adressée au Ministre des Transports

5. Ordre du jour *(suite)*

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la construction d'un lycée dans le canton de Clervaux

(Débat)

7. 5642 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État

(Exposé du papier de discussion de la Commission des Travaux publics - Exposé de l'avis de la Commission des Transports - Débat - Motions)

8. Question avec débat N°12 de Monsieur Félix Braz au sujet d'un système de tram léger

9. 5598 - Projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres

(Début de la séance publique à 15.04 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruptions)

Den Här Minister Wiseler.

1. Dépôt de deux projets de loi

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech wollt zwee Gesetzesprojeten hei déposéieren. Éischtens sinn ech autoriséiert, duerch Arrêté grand-ducal vum 12. Dezember 2006, e Projet iwwert d'Construction d'un Centre de Rétention hei ze déposéieren an zweetens sinn ech autoriséiert, duerch Arrêté grand-ducal vum 14. Dezember 2006, e Projet de loi iwwert d'Marché-publicen ze déposéieren.

- Projet de loi N°5654 relatif à la construction d'un Centre de Rétention;

- Projet de loi N°5655 sur les marchés publics.

M. le Président.- Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun dëse Projets de loi, déi un déi zoustänneg Chamberskommissioune weidergeleet ginn.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5651** - Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (champs électromagnétiques)

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 12.12.2006

2) **5652** - Projet de règlement grand-ducal concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation modifiant: 1. le règlement grand-ducal du 22 novembre 1995 concernant l'isolation thermique des immeubles; 2. le règlement grand-ducal du 25 mai 2005 fixant les conditions et modalités d'octroi et de calcul de la participation étatique aux frais d'experts exposés par le propriétaire d'un logement pour l'établissement d'un carnet de l'habitat de son logement; 3. le règlement grand-ducal du 10 février 1999 relatif à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques autres que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de contrôle dans le domaine de l'énergie

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 12.12.2006

3) **5653** - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/14/CE sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs et modifiant - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; - la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 18.12.2006

3. Par lettre du 14 décembre 2006, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 13 au 16 novembre 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Canada établissant un cadre de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à l'approbation, au nom de la Communauté européenne, d'un amendement à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement;

- résolution sur une stratégie thématique pour la protection et la conservation du milieu marin;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République Islamique de Mauritanie;

- résolution sur la situation à Gaza;

- résolution sur la Convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (BTWC), bombes à fragmentation et armes conventionnelles;

- résolution sur la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité dans le cadre de la PESD;

- résolution portant recommandations à la Commission sur les successions et testaments;

- résolution sur les femmes dans la politique internationale;

- résolution sur le Rapport annuel relatif aux activités du Médiateur européen en 2005;

- résolution sur le Livre blanc sur une politique de communication européenne;

- résolution sur l'Iran.

3. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 14. Dezember Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung, duerno eng Aktualitéitsstonn, déi d'DP-Fraktioun ugefrot huet, iwwert d'Baue vun engem Lycée am Klierfer Kanton. Dann eng Orientéierungsdebatt iwwert de Finanzement vu groussen Infrastrukturprojeten a schliesslech de Projet de loi 5598 iwwert d'Informatiounsautobunnen.

Muer de Moien debattéiere mer de Projet de loi 5611 iwwert d'Tripartite-Gesetz.

Muer de Mëtteg fuere mer mat den Debatten iwwert dëse Projet weider. Duerno hu mer de Projet de loi iwwert d'Unhiewe vum Mindestloun, a schliesslech de Vote iwwert de Projet de loi iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2007.

Iwwermuer, en Donneschdeg, hu mer als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour d'Question avec débat vun der honorabeler Madame Brasseur iwwert d'Flexibiliséierung vun den Öffnungszäite vun de Geschäfter. Duerno hu mer de Projet de loi 5574, eng Ofännerung vum Code des assurances sociales. Dann, drëttens, de Projet de loi 5633 iwwert d'Upassung vun de Pensiounen an den Unfallrenten nom Modell 1. Duerno d'Question avec débat vum honorabelen Här Félix Braz iwwert dee liichten Tramsystem. Dann, fënneftens, en Ofkommes tëschent de Benelux-Staten an der Schwäiz iwwert d'Réadmissioun vu Leit ouni gülteg Openthaltsgenehmegungen. An duerno nach en Ofkommes tëschent der Union économique belgo-luxembourgeoise an Drëttlänner fir d'Investissementer ze förderen, a schlussendlech um Enn vun där Sitzung maache mer nach Naturalisatiounen.

Et gëtt mer elo signaléiert, dass den Här Minister Lucien Lux en Donneschdeg keng Zäit huet fir hei d'Question avec débat vum Här Braz iwwert dee liichten Tramsystem ze huelen. Duerfir gëtt proposéiert fir dëse Punkt op haut virzezéien, nämlech als Punkt 4 vun eisem Ordre du jour no der Orientéierungsdebatt iwwert de Finanzement vu groussen Infrastrukturprojeten.

Ass d'Chamber mat deem esou ëmgeännerten Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

M. Henri Grethen *(DP)*.- Neen!

M. le Président.- Wien ass net domat d'accord?

Une voix.- Den Här Grethen.

M. le Président.- Den Här Grethen?

M. Henri Grethen *(DP)*.- Jo. Einfach esou.

(Hilarité)

M. le Président.- Très bien. Ech mengen awer, och wann den Här Grethen dergéint ass, dass d'Majoritéit vun der Chamber mam Ordre du jour d'accord ass. Dann ass et esou décidéiert.

Mir fänken haut de Mëtteg u mat der Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun.

Mir fänken u mat der Fro vun der Madame Anne Brasseur un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Chargé-de-coursen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°131 du 7 novembre 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'avis du 20 octobre 2006 de la Cour constitutionnelle sur la compatibilité des exceptions au droit du travail pour chargés de cours avec la Constitution luxembourgeoise, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 20. Oktober dëst Joer huet d'Cour constitutionnelle en Avis ofginn, opgrond vun enger Question préjudicielle vun der Cour administrative, fir ze kucke wéi et mam Statut vun de Chargé-de-coursen ass. An d'Cour constitutionnelle koum zu der Konklusioun an hirem Avis, dass déi Dispositiounen, déi am Code du Travail stinn, déi eng Exceptioun virgesi fir d'Chargé-de-coursen, anticonstitutionnelles sinn, opgrond vum Artikel 10 vun onser Constitutioun, dee seet, dass d'Bierger virum Gesetz all gläich sinn. Doropshin ass deen Avis vun der Cour constitutionnelle erëm hannescht un d'Cour administrative gaangen.

Nach stelle sech elo eng ganz Rei Froe fir de Législateur, mä och fir den Exécutif, an duerfir wollt ech d'Madame Educatiounsminister froen, wéi vill Leit betraff sinn, kënnte betraff si vun där Décisioun. Ob se ons chiffréiert Donnéeën iwwert d'Zuel vun de Chargé-de-coursë kënnt ginn. Wat d'Madame Minister gedenkt elo mat deem Avis vun der Cour constitutionnelle ze maachen an ob se net der Meenung ass, dass se de Projet de loi, dee se jo schonn eraginn huet iwwert d'Chargé-de-coursen, mat deem de Conseil d'État awer a sengem Avis net d'accord war, misst änneren.

Des Weidere wëll ech froen, ob déi Kandidaten, déi en Diplom hunn, vun der Uni kommen a sech dem Concours stellen, fir an den Enseignement ze kommen, déi deen net packen - an et sinn der enorm vill, déi en net packen, well déi Epreuven eben esou agencéiert sinn, dass der eng Partie écartéiert ginn -, ob d'Madame Minister net der Meenung ass, dass dee Concours misst enger Reform elo ënnerzu ginn.

An da wëll ech froen, wéi d'Politique d'embauche vun den Enseignanten ass an der Zukunft a wéi d'Madame Minister mengt, dass een nach misst op d'Chargé-de-coursë Réckgréff huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet d'Madame Mady Delvaux-Stehres, Minister zoustänneg fir d'Educatioun.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv huet d'Cour constitutionnelle deklaréiert oder an hirem Arrêt festgehalen, dass déi Disposition dérogatoire, déi am Gesetz ass, déi et awer säit iwwer 15 Joer gëtt, comme quoi d'Éducation nationale däerf Leit an engem Contrat à durée déterminée méi wéi zweemol verlängeren, net constitutionnelle ass. Déi Décisioun ass komm elo Enn des Joers, a mir waarden elo natierlech op den Arrêt vun der Cour administrative, well déi Décisioun vun der Cour constitutionnelle geet un d'Cour administrative an de Prozess. D'Plaidoyere sinn, mengen ech, virgesi fir Enn Januar. Mir waarden natierlech bis Recht geschwat ass.

Nach bleift et, dass mir also e Problem hunn. Et ass e Problem, dee Joren al ass. Also et ass elo net e rezente Problem. Deen do ass op d'mannst 15 bis 20 Joer al. Elo musse mer natierlech eng Léisung fannen dofir.

Dir frot, wéi vill Leit concernéiert sinn. Am Postprimaire hate mer den 19. Dezember 763 Leit, déi mat engem Contrat als Chargé d'éducation, engem Contrat à durée déterminée agestallt waren. Dovunner sinn der elo 115 duerch de Concours admissibel als Stagiaire, esou dass mer der 648 behalen. Dat ass awer nëmme fir de Postprimaire. Ech wëll awer drop hiweisen, dass déiselwecht Fro sech selbstverständlech stellt - hei si jo vill Gemengepäpp a -mammen - fir d'Gemengen, well och do Chargéë Schoul halen, déi Joer fir Joer hire Kontrakt verlängert kréien. Do kann ech Iech déi genau Chifferen haut net soen.

Mir sinn natierlech am Ministère mat anere Ministèren zesummen - do si concernéiert: d'Fonction publique, den Intérieur an den Travail - an engem Aarbechtsgrupp, oder d'Beamte sinn an engem Aarbechtsgrupp amgaangen doriwwer Propositiounen ze maachen, well verschidde fundamental Décisioune musse geholl ginn.

Ech wëll dee Projet de loi, dee schonn déposéiert ass an deen aviséiert ass vum Conseil d'État, net änneren, mä zréckzéien an en neie Projet maachen, dee souwuel der Cour constitutionnelle wéi och dem Avis vum Conseil d'État wäert Rechnung droen. Ech kann Iech awer haut elo nach net soen, wat elo genau doranner stoe kënnt.

Mir waarden d'Aarbechte vun deem Groupe interministériel of, deen awer den Optrag krut schnell virun ze maachen, fir dass mer déi Situatioun kënnen an d'Rei bréngen. Well ech et - perséinlech, wëll ech awer soen - eigentlech inadmissibel fannen, dass de Stat sech Dérogatioune gëtt a Leit all Joer eng Kéier verlängert, wat am Privatsecteur einfach net méiglech ass. Also ech denken, dass et scho richteg ass, dass mer deene Leit ee Statut ginn an eng Sécherheet op der Aarbecht.

Nach bleift dann d'Fro: Wie rekrutéiere mer an der Zukunft fir d'Éducation nationale?

Ech wëll do soen, dass d'Madame Brasseur mech freet, ob mer de Concours de recrutement wëllen änneren. Ech stelle fest, dass eng voluntaristesch Politik gemaach gëtt säit 1999 fir ze soen, mir maachen en héijen Numerus clausus, mir kënne vill Leit eranhuelen an da maache mir de Concours. Dat ass am Postprimaire jo komplizéiert, well mer dat mussen opdeelen no de Fächer. An eenzelne Fächer hu mer ganz vill Kandidaten a wéineg Posten, wéi zum Beispill Sport, Zeechnen, Bio. An anere Fächer hu mer e grousse Besoin, hunn och relativ vill Kandidaten, awer vu dass et en Examenconcours ass, muss een natierlech fir d'éischt mol den Examen packen an da kann ee sech en rang utile klasséieren.

Ech hu mech amëséiert fir auszerechnen, wéi vill Posten dass mer haten. Vun 1999 bis 2005 hätt d'Éducation nationale kënnen 1.175 nei Proffe rekrutéieren; déi Posten also, déi am Numerus clausus waren. Et sinn der awer nëmmen 935 rekrutéiert ginn. Dat heescht, mir hunn an deene sechs Joer 240 Posten net rekrutéiert an duerfir hu mer misse Chargéën astellen.

Ech wëll awer soen, dass dat esou weidergeet, well dëst Joer hunn ech d'Resultater vum Concours an et si véier Fächer, wou mer net genuch rekrutéiert hunn, obscho mer d'Posten haten. Dat ass Däitsch, dat ass Franséisch, dat ass d'Mathematik an et ass d'Philo. Dat sinn also déi Fächer, wou mer Posten hunn, mä wou duerch de Concours de recrutement d'Leit net admissibel si fir de Stage.

Elo freet d'Madame Brasseur - mir sinn effektiv amgaang doriwwer nozedenken -, wat mer kënne maachen. Ech muss Iech soen, ech hunn dat scho mat all de Proffen diskutéiert, mat de Gewerkschaften. D'Meenunge ginn do ganz wäit auserneen.

Ech perséinlech sinn der Meenung, dass et méi eng einfach Léisung wär fir keen Examen-concours ze maachen, mä einfach e Concours an dann déi bescht ze rekrutéieren. Ech sinn dann awer ëmmer dem Reproche exposéiert, ech géif en Nivellement vers le bas maachen. Ech kann d'Madame Brasseur jo elo net accuséieren, si géif mech an den Nivellement vers le bas drécken. Duerfir waarden ech dann elo op den Avis vun all deene Leit, déi douzou eng Léisung hunn.

Merci.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech muss Iech bieden, …

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, ech si fäerdeg!

M. le Président.- …Madame Delvaux, fir opzehalen. Mir hunn elo zwou Froen, déi iwwer Europa traitéieren, an den Här Ausseminister huet gefrot, ob een déi zwou Froe kéint mateneen huelen. Déi zwee Auteure sinn d'accord, fir déi noëneen ze exposéieren, an dann huet den Här Ausseminister Zäit fir drop ze äntweren. Fir d'éischt den honorabelen Här Fayot un den Här Ausseminister, et geet ëm d'Zesummeruffe vun der Lëtzebuerger an der spuenescher Regierung vun de Länner, déi den Traité fir eng europäesch Verfassung ratifizéiert hunn.

- Question N°132 du 18 décembre 2006 de Monsieur Ben Fayot relative à l'initiative du Gouvernement, ensemble avec le Gouvernement espagnol, de réunir les dix-huit États membres ayant ratifié à ce jour le Traité constitutionnel, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President.

Um leschte Sommet européen zu Bréissel d'lescht Woch ass et bekannt ginn, dass Lëtzebuerg mat Spuenien zesummen - also déi zwee Länner, déi de Verfassungsvertrag per Referendum ratifizéiert hunn - eng Konferenz aberuffen zu Lëtzebuerg am Januar, oder zu Madrid, an eng aner am Februar zu Lëtzebuerg, fir déi Länner zesummenzeruffen, déi den Traité constitutionnel ratifizéiert hunn. Dat sinn 18 Länner, dat heescht 16 aktuell Länner vun der Europäescher Unioun plus déi zwee nei, Bulgarien a Rumänien.

Si wëllen domat drop opmierksam maachen, dass och déi Länner, déi mat Jo zum Verfassungsvertrag gestëmmt hunn, Gewiicht hunn an där politescher Diskussioun iwwer Europa. Dass et net nëmmen déi Länner sinn, déi Nee gestëmmt hunn, op déi sech alles konzentréiert.

Et ass och ganz besonnesch wichteg, dass déi zwee Länner, déi mat Jo duerch Referendum gestëmmt hunn, d'Initiativ geholl hunn, well et selbstverständlech fir déi zwee Länner ganz schwéier wäert sinn, iergendwann eng Kéier en neie Referendum ze maachen, wou een en neien Traité géif de Leit dohinner leeën an da géif soen: Deen Traité, deen Der virdru ratifizéiert hutt, huet näischt gedaacht.

Duerfir meng Froen un den Här Ausseminister:

1. Wat ass dann den Objectif vun där Initiativ? Wou wëlle mer domat erauskommen?

2. Ass déi Initiativ am Accord mat der däitscher Présidence geholl ginn, well dat jo déi ass, déi elo d'Steier vun der Europäescher Unioun am éischte Semester 2007 iwwerhëlt? Wëll een, Här President, vun där däitscher Présidence eppes Prezises erreechen, am Zesummenhang mat där Konferenz? Kënne mer op déi Manéier aus deem Blocage erauskommen, an deem mer ons befannen?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Goerens huet d'Wuert.

- Question N°136 du 15 novembre 2006 de Monsieur Charles Goerens relative à l'avenir du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President.

Am Fong misst et ganz kloer sinn: 2003 hate mer e Konvent iwwer eng nei Europäesch Verfassung. Et koum en Text eraus dee gedroe ginn ass vu Vertrieder aus de Parlamenter, de Regierungen, dem Europaparlament an et war och all Mënsch zefridden iwwert déi flott Prozedur. 2004 - wa meng Erënnerunge richteg sinn - gëtt dee Vertrag ënnerschriwwen. Déi Ënnerschréft engagéiert 25 Regierunge fir deen Text do och ratifizéieren ze loosse bei sech, entweder iwwert d'Voie parlementaire oder iwwert d'Voie référendaire. Mir hunn eis derfir entschloss, fir et par voie référendaire ze ratifizéieren.

Mir haten de leschten Donneschdeg an der Conférence des Présidents Rieds doriwwer, Här President, an ech hat Iech gesot, ech géif dräi Froe stellen iwwer Europa.

Hei sinn déi dräi Froen:

1. Wat ass, opgrond vun deene leschten Evénementer, déi och vu mengem Virriedner ënnerstrach goufen, dem Grand-Duc seng Ënnerschréft ënnert dem Ratifikatiounsdokument vu Lëtzebuerg nach wäert?

2. Wéi ass d'Démarche vun der Lëtzebuerger an der spuenescher Regierung ze verstoen, déi jo elo wëllen eng gemeinsam Front vun deenen 18 opbauen, fir de Vertrag ze ratifizéieren - huelen ech un?

3. Kann de Minister mer haut versécheren, datt déi Front vun deenen 18 Staten, quoi qu'il advienne, sech esou behëlt, datt mir keng zweete Kéier méi brauchen ze ratifizéieren?

M. le Président.- Merci, Här Goerens. D'Wuert huet dann den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt wëll ech och grad esou kloer wéi d'Froesteller nach eng Kéier widderhuelen, dass am Conseil européen vum Juni vun dësem Joer déi däitsch Présidence jo chargéiert ginn ass fir e Rapport ze maachen. E Rapport, nodeems déi däitsch Présidence da Consultatioune gemaach huet mat deenen eenzelne Staten, iwwert den État vun den Débaten an den nationale Staten an och fir eventuell Evolutiounen, Solutiounen ze exploréieren.

Mir wëssen inoffiziell, dass vum Januar un d'däitsch Regierung souwuel um Niveau Kanzleramt wéi um Niveau Ausseministère wäert zwee Leit beoptragen, fir mat deenen nationale Regierungen alleguerten ze schwätzen, mam Zil fir bis zum 25. Mäerz - dat ass de 50. Anniversaire vum Traité de Rome, do gëtt eng Berliner Erklärung gemaach, wéi Der jo wësst - scho méi eppes Handfestes eventuell kënnen ze hunn iwwert de Stand vun de Saachen.

Dat zweet, wat ech hei wëll direkt ënnersträichen, ass, dass mer eis jo och d'Wuert ginn hunn, och wann et nëmmen indirekt ass, dass mer wëllen 2009 an der Europäescher Unioun, wann d'Wahle si fir d'Europaparlament, een neie Basistraité hunn.

Fir dat fäerdeg ze bréngen, ass eng „road map" am Gespréich. Déi géif dohinner tendéieren, dass elo am Juni 2007, um Schluss vun der däitscher Présidence, déi „road map" géif opgestallt ginn, fir da spéitstens an der franséischer Présidence vum zweete Semester 2008 an der Substanz fäerdeg ze sinn, fir da kënnen nach e klengt Joer Zäit ze hu fir ze ratifiéieren.

Fir op d'Froen ze kommen: Ech wëll Iech soen, dass d'Spuenier an d'Lëtzebuerger, an den Här Goerens wéi den Här Fayot hunn dat jo och gesot, an enger spezifescher Situatioun sinn, well an deenen zwee Länner ass per Referendum jo den Traité ugeholl ginn um politesche Plang. An dat gëtt eis eng Stäerkt an deenen zwee Länner, esou dass eng Konsultatioun stattfonnt huet um Niveau vun de Statssekretären, vun den delegéierte Ministeren, vun deenen, déi sech speziell ëm Europa bekëmmeren. Dat ass gemaach ginn zu 18. Et ass net géint déi aner siwe gemaach ginn - doudsécher net - oder géint déi aner néng gemaach ginn.

Et ass och mat der däitscher Présidence ofgeschwat ginn. Déi éischt Réunioun ass fixéiert ginn. Den Nicolas Schmit, eisen delegéierte Minister, an den Alberto Navarro, dat ass de Statssekretär, déi hunn eng Réunioun fir de 26. Januar 2007 zu Madrid aberuff. Den Objectif vun där Réunioun ass evident. Et geet fir d'alleréischt drëm fir den État des lieux ze maache vun der Situatioun an deenen eenzelne Länner, an et geet drëm - an dat ass dee wichtegste Punkt, an dat ass dat, wat eis interesséiert, wat den Här Goerens wéi och den Här Fayot gesot huet - fir d'ganz Substanz, déi an deem Text dran ass, op engem héchstméiglechen Niveau, oder souguer fir eis 100%eg, ze retten. Dat ass also dat, wat den Objectif vun eiser Démarche ass.

Sou! Ech mengen, d'Reflexiounsphas en tant que telle, déi geet jo elo zu Enn, a mir kommen elo an der däitscher Présidence an eng Phas eran, wou ee muss konstruktiv kucke fir op d'Issues vum Juli 2007 zouzeschaffen an also der däitscher Présidence ze hëllefen, där ënnert d'Äerm gräifen, esou dass mer hei elo versicht hunn all déi 18 Länner, déi ratifizéiert hunn, zesummenzebréngen, an dass d'Stëmm vun deene Länner, déi dat gemaach hunn, selbstverständlech och nach kéint no baussen eng aner Portée kréie wéi déi, déi se huet. Mir wëssen, dass vill geschwat gëtt iwwer Holland an iwwer Frankräich, mä d'Stëmm vun deenen aneren 18 muss selbstverständlech och zum Droe kommen.

Anerersäits, Här President - an ech sinn do formell dran -, geet et net drëm fir déi, déi nach net ratifizéiert hunn, an den Eck ze drécken. Dat ass net de Sënn dovunner. Et gëtt elo net e Block gemaach géint déi aner; ganz au contraire. D'Stëmm vun deenen, déi ratifizéiert hunn, soll deenen aneren hëllefen, fir dass se sech och op dee Wee beginn.

Eng zweet Réunioun ass elo festgehalen, op jidde Fall emol geplangt Enn Februar, uganks Mäerz hei zu Lëtzebuerg. An där Réunioun géifen net nëmmen déi 18 Länner, déi ratifizéiert hunn, invitéiert ginn, mä et géif eng Invitatioun un all États membres

goen. Mir hunn och geduecht, an dëser Phas op jidde Fall, dass et elo soll bei deenen zwou Réunioune bleiwen, an dass et selbstverständlech déi däitsch Présidence ass, déi d'Négociatioune féiert. An dass si och d'Responsabilitéit dovunner huet an och behale muss, dat schéngt mir evident ze sinn.

Ech géif also soen, dass déi däitsch Présidence - dat war eng vun de Froen - 100%eg am Bild ass. Heiansdo kënnt dat an Europa net ëmmer richteg op deenen ieweschte Plazen un, mä dat ass concertéiert gewiescht mat alleguerten deene Spezialisten, déi sech ëm d'Europa-Froe bekëmmeren aus deene 27 Länner, a selbstverständlech och mat der Présidence.

Ech sinn och iwwerzeegt, an ech engagéiere mech och hei do derfir, dass den Nicolas Schmit zu all Moment an d'Kommissioun vun den Affaires étrangères kënnt a mat all deenen interesséierte Parlamentarier, déi sech dofir interesséieren, virun där Réunioun zu Madrid, no där Réunioun zu Madrid, an och virun der Réunioun hei zu Lëtzebuerg schwätzt. Et ass och esou geplangt, dass den Ausseminister vu Spuenien zu Madrid en Discours d'ouverture hält, an dass och meng Wéinegkeet soll eng Ried halen, wann d'Réunioun hei zu Lëtzebuerg ass.

Sou! Ech hu versicht elo am Prinzip op alleguerten déi Froen ze äntwerten; vläicht net esou am Detail. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer alleguerten heibannen op enger Linn sinn, dass mir deen Text net wëllen eng zweete Kéier ratifizéieren, deen d'Vollek hei zu Lëtzebuerg ugeholl huet.

Mir sinn an enger Phas, wou mer dat an d'Vitrine musse stellen, wëssend, dass selbstverständlech d'Europäesch Unioun jo eng Démarche ass, wou mer de Konsens musse sichen. Mä et däerf net op Käschte vun der Substanz goen, vun deem, wat d'Lëtzebuerger Vollek hei guttgeheescht huet.

Ech wëll och soen, et ass vläicht d'lescht net esou gefrot ginn, mä dat ass awer wichteg, Här President. Mir hunn dat erëm zu Bréissel gemierkt, an ech hunn et och gëschter de Kolleegen aus der Kommissioun vun den Affaires étrangères gesot: Et gëtt an Europa eng gewëssen Zuel vu Länner, déi sech d'Liewen ze vill einfach maachen. Déi leeën d'Schwéiergewiicht op d'Erweiderung. Ech hunn näischt do dergéint.

Mä et sinn heiansdo och déi nämlecht Länner, déi mat aller Force soen, dass d'Verdéiwung vun Europa net esou wichteg wier. An et sinn och déi Länner, déi bei de Passerellen, dat heescht, dee Schrëtt, dee mir wëlle maachen, fir vun der Unanimitéit a wichtege Froen ewechzekommen, déi deen och net wëlle matmaachen. Et geet net, dass mer an enger Situatioun bleiwen, wou Länner prédominéiere mat enger Démarche, wou Erweiderung, Erweiderung, Erweiderung um Ordre du jour steet, an d'Verdéiwung an deene veschiddene Facetten, déi mer hunn, fir virun allem awer de Basistraité ze kréien, vernoléissegt gëtt.

Dat ass eng Démarche, déi net gutt ass. An iwwert dat, wat Elargissement elo ass - d'Definitioun vum Elargissement am Dezember 2006 -, gëtt et och Länner, déi scho wëllen doriwwer erauskucken. An déi kucken op d'Ukraine, si kucken op Wäissrussland, si kucke Moldawien, si kucke Georgien. Je veux bien, dass dat Länner sinn, zu deene mer eng ganz grouss Affinitéit mussen hunn; och politesch gesinn. Mä Elargissement elo am Dezember 2006 - an ech mengen, dat ass och fir déi nächst zéng, 15 Joer -, dat ass de Balkan, wou mer eis mussen dofir hierginn, an et ass d'Négociatioun mat der Türkei.

Voilà! Ech hoffen, dass ech politesch op jidde Fall op déi Froe geäntwert hunn, déi gestallt waren.

Merci.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Hat Der gesot d'Associatioun mat…

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Gira un den Här Innenminister iwwert d'Transpositioun vun der Directive-cadre fir eng gemeinsam Waasserpolitik. Här Gira!

- Question N°133 du 18 décembre 2006 de Monsieur Camille Gira relative à la transposition de la directive cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (délai de transposition 22/12/2003), adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 22. Dezember 2003 - 2003 an net 2006, wéi irrtümlecherweis an der Formulatioun vun der Fro stoung - hätt missen d'europäesch Waasserdirektiv a Lëtzebuerger Recht ëmgesat ginn. Mir sinn also gläich dräi Joer hannendran. Et ass och esou, dass den 21. Januar 2005 d'Europäesch Kommissioun eng éischt Saisine fir Lëtzebuerg gemaach huet. Duerfir fänkt et awer elo lues a lues u bedenklech ze ginn; net nëmme wéinst de Risike vun enger Verkloung vun der Kommissioun um Europäesche Geriichtshaff, mä ech maache mer och esou lues Gedanken iwwert d'Ëmsetzung vun enger Rei wichtegen Aspekter vun dëser Waasserdirektiv.

Wann ee weess, dass ee bis zum 1. Januar 2010 misst de käschtendeckende Präis ëmsetzen a mer, doduerch dass d'Gesetz dann net do ass, um Niveau vun de Gemengen nach erëm e Joer verléieren, a wann een déi Präisser héiert, déi an där Diskussioun zirkuléiere vun iwwer véier Euro, an et kennt een eng Rei Präisser a gewësse Gemengen, da froen ech mech wéi et politesch nach soll méiglech sinn an deenen zwee Joer, déi eis da bleiwen, dat do ëmzesetzen. Mä, wéi gesot, dat ass nëmmen en Niewenaspekt.

De Minister hat eis u sech virun der grousser Vakanz versprach, dass de Projet de loi géif kommen. Elo ass de Kleesche laanscht, d'nächst Woch kënnt d'Chrëschtkëndchen an, souvill ech weess, ass déi Direktiv oder dat Gesetz nach ëmmer net déposéiert. Dofir wollt ech dann awer elo froen, wéini dass de Minister definitiv hofft, dee Projet hei kënnen an der Chamber ze déposéieren, respektiv wat dann awer d'Ursaache sinn, firwat deen Text esou laang brauch, éier e bei eis hei am Haus lant.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. D'Wuert huet den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et louch op der Hand, dass ech dem Här Gira seng Fro eng Kéier géif hei gestallt kréien. Ech hunn, mengen ech, och Äntwerten op dës Fro, déi derzou féiere wäert, dass Der mer beim nächsten Ouschterdag déi Froen net méi wäert musse stellen.

Et ass esou, dass mir wëssen, dass mer eng Obligatioun hu fir déi Wasserrahmenrichtlinien ze transposéieren. Mä mir sinn emol e klengt Land; däers soll ee sech ëmmer bewosst sinn, wann een esou Direktiven ëmsetzt. Mir hunn déiselwecht Obligatioune wéi déi grouss Länner, wéi Frankräich an Däitschland. Mir hunn awer net deeselwechte Staff, géif ech soen. Dir sollt wëssen, am Ministère hu mer zwee an en hallwe Poste fir de Waasserberäich, a mer hunn am Ganzen 115 Leit bei der Wasserwirtschaftsverwaltung schaffen. Dat soll een och wëssen, wann een déi Problematik ugeet.

Doriwwer eraus wëlle mer jo net nëmmen eng Ëmsetzung maache vun der Wasserrahmenrichtlinie, mä mer wëllen e richtegt Waassergesetz maachen; dat wäerte mer och maachen. Et sinn och Elementer an deem Gesetz, notamment iwwert d'Hydrologie, wou mer eng Gesetzgebung hunn aus dem 17. an 18. Jorhonnert, souguer aus dem Ufank vum 20. Jorhonnert. Och iwwert den Héichwaasserschutz wäerte mer ee Block dran hunn, dee ganz kohärent ass an dee sécherlech eng modern Ëmsetzung ass vun dëser Problematik.

Doriwwer eraus, och nach eng Kéier, ass et e Gesetz, wat integrativ ass. Et si vill Ministèren, déi dermat befaasst sinn, notamment d'Ëmwelt, d'Landwirtschaft, den Transport, d'Travaux publics an d'Fonction publique. Der gesitt, et ass also näischt Einfaches. Dee Wee hu mer intern an eisen Administratiounen an an eise Ministèrë gemaach, esou dass den Text elo ofgestëmmt ass an an de Regierungsrot kënnt.

Wéini kënnt en an dem Regierungsrot un? Nun, ech hoffen, dass en an den éischte Regierungsrot vum neie Joer kënnt. Ech wollt Iech dat soen.

(Interruption)

Dat ass dat éischt.

Dat zweet ass, ech wollt Iech och soen, dass mer all Obligatiounen, déi mat dëser Direktiv verbonne sinn, erfëllt hunn. Dat heescht, dass mer eis net an engem loftleere Raum - géif ech bal soen - bewegen, mä mer hunn éischtens den Artikel 3 vum Gesetz, dee poséiert wäert ginn, ëmgesat; an zwar de Juni 2004. Do sollte mer déi sougenannte Bassin-hydrographiquen an d'Autorités compétentes definéieren; dat heescht, d'Einzugsgebidder sollte mer definéieren. Dat ass alles geschitt. Mir hunn den Artikel 5 ëmgesat, wou mer sollten e Rapport maachen iwwert den Etat des lieux, den Zoustand vun eise Gewässer haut. Dat hu mer gemaach. Wat sinn d'Haaptpressiounen, Ëmwelt, diffus Pollutioun an esou weider? Alles dat ass geschitt.

Mir hunn eis mam Rhäin ofgestëmmt. Mir hunn eis mat der Meuse-Kommissioun ofgestëmmt. Mir sinn elo säit dësem Dezember offiziell Member vun der Meuse-Kommissioun. De Réseau de surveillance hu mer an d'Liewe gesat, an do solle mer en detailléierte Rapport maache bis de Mäerz d'nächst Joer. Also ganz kloer: Mir hunn eis Hausaufgabe gemaach, wat de praktesche Volet dervun ugeet. A mer wäerte se och elo maache fir déi éischt Sitzung am Regierungsrot, wou mer dann hoffentlech dëst Gesetz kënnen op den Instanzewee schécken.

Deen nächste Schrëtt, dee mer nach sollte maachen, dat ass dee fir 2009 ee Moossnameprogramm ze definéieren, an och e Bewirtschaftungsplang, dat ass e sougenannte Plan de gestion. Dat maache mer och. An dee käschtendeckende Präis wäert kee Problem sinn, fir dat bis 2010 ëmzesetzen. Der gesitt also elo, mer sinn um richtege Wee. A wann de Commentaire des articles an den Exposé des motifs definitiv fäerdeg geschriwwe sinn, da si mer prett. An da braucht Der mer déi Fro hei net méi ze stellen. Da kënne mer am Waasserberäich Neel mat Käpp maachen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro kënnt vum honorabelen Här Mehlen un den Här Gesondheetsminister iwwer seng Ausso am Kader vun der Emissioun „Background" op RTL-Radio vum leschte Samschdeg zum Thema Krankeschäinautomaten. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°134 du 19 décembre 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative aux déclarations du Ministre de la Santé relatives aux „Krankeschäinautomaten", adressée au Ministre de la Santé

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir hutt scho bal alles gesot. Den Här Gesondheetsminister huet zimlech grouss ugekënnegt, datt hien determinéiert wär, fir géint déi Praxis vun de sougenannte Krankeschäinautomate virzegoen, souwäit wat d'Assuréen ubelaangt wéi och wat d'Dokteren ubelaangt, déi apparemment e bësse liichtfankeg mat där Praxis do ëmginn. Da wësse mer awer alleguer, datt am Liewen d'Theorie eent ass an d'Praxis eppes anescht, an datt och déi beschten Intentiounen näischt sinn, wann ee se net an der Praxis ëmgesat kritt.

Duerfir si meng Froen un de Minister eigentlech: Wéi gedenkt den Här Minister hei am Land, wat vläicht e bësse méi einfach ass, dës Kontrollen auszefëieren, an dann awer och ëmzesetzen?, well leschten Enns do jo awer och e bëssen d'Ethik vun de Medeziner mat eraspillt, well et jo net an alle Fäll einfach ass, fir ze gesinn, ob eppes simuléiert gëtt, oder ob et sech tatsächlech ëm eng Krankheet oder ëm en Onwuelsinn handelt.

An dann natierlech och déi zweet Fro: Wéi gedenkt den Här Minister am Ausland virzegoen, wou et jo nach wahrscheinlech wäert wesentlech méi schwéier sinn, fir dat do an der Praxis ëmzesetzen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir sinn eis eens, dass mer hei zu Lëtzebuerg ee vun deene fantasteschste Systemer vun der Sécurité sociale hunn, déi et op der Welt gëtt. Dat gëllt och fir d'Krankeversécherung, wou mer et bis elo fäerdeg bruecht hunn e ganz generéise System ze erhalen. Mir wëssen awer an der Zwëschenzäit, dass mer dee System nëmme kënnen ofsécheren, wa jiddferee responsabel mat deem System ëmgeet, dat heescht sech dat eraushëlt wat e brauch, wat en zegutt huet, wat utile a wat nécessaire ass, an net dat Duebelt oder dat Dräifacht.

Aus där Iwwerzeegung eraus hu mer viru gutt zwee Joer ugefaangen d'Responsabiliséierung vun allen Acteuren erbäizeféieren. Déi Moossnam, vun där den Här Mehlen schwätzt, ass eng vun deenen, wou mer d'Partner wëlle responsabiliséieren, fir mat Fangerspëtzegefill mat deem System ëmzegoen. Mer hunn an deene leschte Quadripartiten d'Geleeënheet gehat, fir iwwert déi hei Problematik ze schwätzen, well mer festgestallt hunn, dass an enger Rei vu Fäll - dat ass net d'Majoritéit, dat ass eng Minoritéit vun Dokteren - d'Zuel vun de Consultatioune quasi identesch ass mat der Zuel vun de Krankeschäiner.

Dat heescht, dass a quasi alle Consultatiounen e Krankeschäin erauskënnt, wat eis zur Iwwerzeegung bruecht huet, dass do eppes faul ass an dass dat jiddefalls net deene gültegen Normen entsprécht, dass do vläicht liichtfankeg e Gefale gemaach gëtt, deen een awer net däerf maachen. Well ech soen et nach eng Kéier: Jiddfereen huet d'Recht krank ze sinn, jiddfereen huet d'Recht op e Krankeschäin, wann hie krank ass, mä wann een net krank ass, soll een dee Gefalen net gemaach kréien.

Mir hunn och ganz gutt Diskussiounen an der Quadripartite a mat de Sozialpartner gehat, an och mat der AMMD, déi mat op de Wee gaangen ass fir déi ganz Diskussioun ze objektivéieren, eng kloer Bestandsopnahm ze maachen an eis Parameteren ze ginn, opgrond vun deene mer feststellen: Wat entsprécht deenen normale Gepflogenheeten a wat sprengt dat Normaalt?

An deene leschte Méint huet de President vun der Union des Caisses de Maladie mat senge Servicer an den Dokteren déi dote Bestandsopnahm gemaach a festgestallt, dass et effektiv eng Minoritéit vun Dokteren ass, déi iwwerdreift, a sech d'Méi gi fir Parameteren opzestellen, opgrond vun deenen een an Zukunft ka kucke goen.

Well dat war de Problem, och wann een d'Gefill hat, dass hei Abusë kéinte kommen, hat ee keng konkret Seuilen, keng konkret Parameteren, wou een dat kéint iwwerpréifen. D'Dokteren, d'AMMD an d'UCM si sech elo eens ginn op Parameteren, opgrond vun deenen, wann déi iwwerschratt ginn, de Contrôle médical kucke geet firwat déi Parameteren iwwerschratt gi wa keen objektive Grond do ass, zum Beispill duerch méi eng problematesch Zesummesetzung vun der Patientèle oder duerch aner erklärbar Ursaachen. Wann also keng Ursaachen do sinn, da gëtt den Dossier weider un d'Commission de surveillance geleet.

Bis elo gouf et Méiglechkeeten, fir d'Assuréen ze kontrolléieren. Elo hu mer och d'Méiglechkeeten, dass mer d'Doktere kontrolléiere kënnen. Hei zu Lëtzebuerg méi einfach, awer mir ginn eis och d'Moyenen, fir zumindest Anormalitéiten iwwert d'Grenzen eraus festzestellen. A mir hunn am Moment d'Methodik am Gréff, fir dat kënnen ze maachen. Och wann et méi schwéier ass fir bei d'Dokteren iwwert d'Grenz ze goen, dann ass et awer méiglech fir d'Patiente vun deenen Dokteren ze kucken an och dorop anzewierken.

Als Konklusioun, Här President, hu mer hei e Problem festgestallt, dee sécher net op all d'Dokteren zoutrëfft, mä dee sech awer wierklech stellt. A wa mer dee System wëllen erhalen, da musse mer eis d'Moyene ginn, d'Kontrollméiglechkeeten, d'Sanktiounsméiglechkeeten an enger zweeter Phas fir Abusën ze verhënneren. Mir hoffen, dass déi Déterminatioun, wéi och schonn an anere Fäll, hir Friichten dréit.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Wuert huet dann den honorabelen Här Negri fir eng Fro un den Här Gesondheetsminister, an un den Här Minister vun der Sécurité sociale, iwwert de fréien Dépistage vun der Zockerkrankheet.

- Question N°135 du 15 décembre 2006 de Monsieur Roger Negri relative aux résultats au Luxembourg de la campagne de sensibilisation au dépistage précoce du diabète dans le cadre d'un projet européen Interreg III ayant eu lieu du 20 au 25 novembre 2006, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, vum 20. bis de 26. November 2006 gouf eng Sensibiliséierungscampagne iwwert d'Diabeteskrankheet, déi och als schläichend Zivilisatiounskrankheet be-

zeechent gëtt, organiséiert. Dës Campagne huet stattfonnt am Kader vun dem europäeschen Interreg III-Projet, an zwar grenziwwergräifend an der belscher Province de Luxembourg, an der Lorraine an och hei zu Lëtzebuerg. Dat Ganzt stoung ënnert dem Motto „A wann Dir Zocker hätt ouni et ze wëssen... Kommt a loosst Ären Zocker gratis testen an Är Risikofacteuren auswäerten".

Ech hunn do och selwer matgemaach a konnt mech iwwerzeegen, dass dës gratis Ënnersichung, wou een och direkt d'Resultat kritt huet, a wou ee sech och nach vu Fachleit op engem Informatiounsstand konnt berode loossen, immens gutt organiséiert war. Dofir meng Félicitatiounen. Ech wëll de Minister an deem Kader froen, ob elo schonn eng Evaluatioun vun dëser Campagne virläit, an ob geduecht ass dësen exzellente Programm a Campagne an deenen nächste Jore weider auszebauen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Wuert huet den Här Minister Di Bartolomeo. Als Minister vun der Sécurité sociale oder als Gesondheetsminister, dat gesi mer bei der Äntwert. Als wat?

Une voix.- Als Gesondheetsminister.

M. le Président.- Et ass als Gesondheetsminister, wou den Här Minister Mars Di Bartolomeo...

(Hilarité)

... sech un Iech wennt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen an der Problematik vum Diabetes Typ 2 wësse mer, dass dat eng vun deenen Zivilisatiounskrankheeten ass, déi an engem ganz schnelle Rhythmus zouhuelen, hei zu Lëtzebuerg wéi an eisen Nopeschlänner. An et gëtt eigentlech nëmmen eng gutt Méiglechkeet, fir déi doten Explosioun vun där Krankheet ze verhënneren: Dat si verännert Liewensgewunnechten, Gesondheetsförderung, dat heescht eng bewossten Ernährung, Bewegung esou vill wéi méiglech, well Sédentaritéit an Obésitéit sinn d'Virzeechen, fir sech a Richtung Diabetes ze bewegen. Et gëtt also keng Alternativ zu der Preventioun an zu der Förderung vu gesonde Liewensaart a -weisen.

Direkt hannendru kënnt de Fréidépistage vun där heiter Krankheet. An do kann een der Association Luxembourgeoise du Diabète félicitéiere fir déi Efforten, déi se um Terrain mécht, fir d'Leit ze informéieren iwwert déi beschtméiglech Liewensgewunnechten a fir och iwwer Sensibiliséierungscampagnen a Campagnes de dépistage esou schnell wéi méiglech den Diabetes, wann en do ass, kënne festzestellen.

Dat ass och den Haaptsënn vun där Campagne, déi de Roger Negri uschwätzt an déi zënter dem leschte Joer organiséiert gëtt, zesumme mat de Spideeler, zesumme mat den Dokteren. Dëst Joer hu siwe Spideeler bei där Campagne matgemaach, zwee am Norden, dräi am Zentrum an zwee am Süden. Mer konnte feststellen, dass insgesamt 1.450 Leit vun deem doten Ugebuet Gebrauch gemaach hunn, wat ganz anstänneg ass. Dat sinn der vill. Dat sinn der 150 méi wéi an deem Joer virdrun. Déi Campagne bei den Dokteren, déi huet méi e méissegen Erfolleg. Do kann ee bei den Dokter goen a sech gratis den Zocker moosse loossen. Dat huet also méi e bescheidenen Erfolleg.

Et ass e bësse fréi, fir d'Campagne komplett auswäerten ze kënnen. Dat wäert an deenen nächsten zwee, dräi Méint geschéien am Zesummenhang mat engem Institut vun Nanzeg.

Dat, wat een awer kann aus den Experienze vum Virjoer soen, dat ass, dass eng Rei vu Leit, déi net woussten, dass se Zocker hätten, dat bei dëser Campagne gewuer ginn. Dat waren d'lescht Joer sechs, siwe Leit. An an enger éischter virsiichteger Aschätzung vun dësem Joer geet Rieds vun aacht bis zéng Leit, déi bis elo hir Krankheet net kannt hunn, déi duerch déi dote Campagne gewuer gi sinn, dass se e Problem mat hirer Gesondheet hunn.

Mir encouragéieren ähnlech Initiativen op anere Pläng a félicitéieren der ALD fir déi doten Initiativ, déi ganz gutt beim Publikum ukomm ass an déi och gehollef huet, fir verstoppte Krankheeten ze erkennen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro kënnt vum honorabelen Här Félix Braz iwwert d'Ëmännerung vun der europäescher Direktiv iwwert d'Télévision sans frontières. Eng Fro, déi sech riicht un den Här Kommunikatiounsminister Schiltz.

- Question N°137 du 19 décembre 2006 de Monsieur Félix Braz relative à la modification en cours de la directive européenne «Télévision sans frontières» et les résultats du vote en première lecture au Parlement européen, adressée au Ministre des Communications

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Här Minister, nom éischte Vote am Europaparlament huet déi sougenannten Direktiv «Télévision sans frontières» schonn éischt Modifikatioune kritt. Déi Modifikatioune wëlle mer haut op zwee Punkte speziell ënnersträichen: engersäits dat Stéchwuert vum Pays d'origine, an anerersäits am selwechte Kontext dat vun den nationale Kontrollgremien - Stéchwuert hei zu Lëtzebuerg ass de CNP. Et ass esou, dass déi Positioun, déi d'Lëtzebuerger Regierung verdeedegt huet, nämlech déi vum Prinzip vum Pays d'origine, éischt Téitsche kritt huet, ënner anerem mat der Begrënnung, dass et am Fall vun national éischter défaillantë Kontrollmechanisme misst kënnen erlaabt sinn, dass éischter am Beräich vun enger Kollaboratioun zesummegeschafft gëtt, notamment wann e Sender vun engem Territoire aus exklusiv an en aneren Territoire ausstrahlt.

Déi Positioun, déi d'Lëtzebuerger Regierung verdeedegt huet, ass also am Moment net méi ganz an deem Zoustand, wéi se nach virum Passage am Europaparlament war.

Duerfir d'Fro un d'Regierung, wat d'Regierung gedenkt ze ënnerhuelen an deenen nächsten Deeg a Wochen, fir déi doten Diskussioun och dohinner ze kréien, wouriwwer et eigentlech hei e Konsens gëtt, nämlech dass mer wëllen de Prinzip vum Pays d'origine verdeedegen.

An zweetens: Wéi eng Konklusiounen zitt d'Regierung aus der Entwécklung, déi amgaangen ass, wat eise Conseil National des Programmes betrëfft, fir en opzewäerte mat senge Moyenen an och mat senge Pouvoiren, déi him zur Verfügung stinn, fir kënnen als eescht ze huelenden nationale Kontrollgremium considéréiert ze ginn, wat erëm eng Kéier eng Konditioun ass - an dat haten déi Gréng virun zwee Méint bei der Interpellatioun hei ënnerstrach, dass dat eng Noutwendegkeet ass -, wann een de Prinzip vum Pays d'origine vollends wëllt verdeedege kënnen?

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Jean-Louis Schiltz, Kommunikatiounsminister, huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, richteg ass, datt d'Direktiv «Télévision sans frontières», déi entretemps «Services audiovisuels sans frontières» heescht, zwou éischt Ronnen duerchlaf huet am Conseil an am Europaparlament. À l'origine waren - fir op déi éischt Fro ze äntwerten - 13 Länner géint de Principe du pays d'origine, deen elo an der Direktiv verankert ass.

Ech hunn am éischten Tour dogéint gestëmmt, well ech der Iwwerzeegung sinn, datt de Principe du pays d'origine, deen dra war, nach verbesserungsfäeg war. Ech sinn entre-temps vum Europaparlament doranner confirméiert ginn, well d'Europaparlament précisément déi Notioun vum Abus, vun där ech gefuerdert hunn, datt se dra kéim, erëm an den Text drageschriwwen huet, nämlech datt de Principe du pays d'origine nëmme wäicht - oder, fir Franséisch ze schwätzen: qu'il doit céder le pas lorsqu'il y a abus, ou lorsqu'il s'agit de prévenir un abus. Dat ass drakomm. Ech fille mech also bestätegt an deem Vote négatif.

Weider geet et elo am Februar am Kader vun enger Informelle zu Berlin an am Mee dann am Conseil.

Ech wëll preziséieren zu där éischter Fro vum Här Braz, Här President, datt mir ëmmer de Prinzip vun der Kollaboratioun tëschent den Autoritéiten och héichgehalen hunn.

Et huet also näischt mat eventuell défaillanten Autoritéiten ze dinn. Ech mengen, datt eng Kooperatioun an eng Kollaboratioun tëscht den Autoritéiten eng gutt Saach ass. Mir hunn och de Wee gewisen, andeem ech d'lescht Woch an der Belsch als Lëtzebuerger zoustännege Minister dobäi war, wéi RTL-TVI en Accord ënnerschriwwen huet mat de belsche Produzenten - dem Principe du pays d'origine no. An ech mengen, datt deen Accord weist, datt eng Gesellschaft, déi mat enger Lëtzebuerger Lizenz operéiert an e Programm huet, dee circuléiert an Europa, sech och kann an dat soziaalt Ëmfeld vun deem Land abetten, an déi Kollaboratioun ass wichteg. Mir sinn also net géint de Prinzip vun där Kollaboratioun, dat wollt ech just kloerstellen.

Zweet Fro, wat d'Surveillance ubelaangt, erlaben ech mer d'Fro opzewerfen, ob déi Aspekter, déi vum Europaparlament do beliicht gi sinn, effektiv europäesch Froe sinn.

Ass dat net eng Fro wou Europa sech soll eraushalen, wou et ëm d'Mise en œuvre geet, wou d'Länner solle funktionéieren a sech selwer sollen organiséieren? - Ech tendéieren éischter zu där Positioun.

Richteg ass, datt mer och virun zwee Méint hei am Parlament iwwert d'Surveillance geschwat hunn. De Conseil National des Programmes mécht dat, wéi ech mengen, op eng gutt Manéier.

Ech ginn Iech dat rezente Beispill: Den 20. November huet de Conseil National des Programmes sech beschwéiert bei der CLT-UFA iwwer e Programm, deen «Appel gagnant» heescht vun RTL9 - dat war den 20. November. De 7. Dezember huet eng Réunioun stattfonnt tëscht dem CNP an de Responsabele vun RTL9.

De CNP bericht mer, datt déi Réunioun positiv verlaf wär an datt d'Chaîne de Conseil informéiert hätt, datt déi Emissioun, déi kritiséiert ginn ass, vun der Grille des programmes zréckgezu ginn ass. Dat heescht, dat ass also e Beweis, datt déi Surveillance funktionéiert. Dat ass ee Beispill.

Ech sinn och der Meenung, datt an Zukunft am Kader entweder vun där klenger Reform, déi mer elo virschalten, oder vun där duerno, där grousser, de Conseil National des Programmes soll Pouvoirs de sanction kréien, déi awer moduléiert solle ginn, well ech fannen och, et soll een do net iwwert d'Zil erausschéissen.

E leschte Punkt betrëfft d'Surveillance, wat d'Publicitéit ubelaangt. Do ass et meng Iwwerzeegung, datt ech net gesinn, firwat de Service des Médias et des Communications net d'Publicitéit ka surveilléieren a firwat mer do mussen en Organ kreéieren. Mä dat ass eng Fro, déi mer sécher nach wäerten an Zukunft och diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Schiltz. Dann déi nächst Fro, déi sech un den Här Innenminister wennt. Se kënnt vum honorabelen Här Meisch iwwert den Akaf vum Stat vu Bauplazen, déi zu engem Präis, deen ënnert deem vum Marché läit, wäerte verkaaft ginn.

- Question N°138 du 18 décembre 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à l'acquisition par la main publique de terrains situés hors périmètre et la vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, viru kuerzem hu mer aus dem Mond vum CSV-Fraktiounschef an och vum Premier selwer op Parteikongresser respektiv iwwert d'Medien eng Propositioun verlauschtert, wéi wa géif dru geduecht gi fir Terrainen, déi ausserhalb vun de Bauperimetere leien, vun der öffentlecher Hand opzekafen, fir duerno viabiliséiert kënnen ze ginn.

Ech wollt den Innenminister froen, ob hien déi Propositioun do deelt; ob hien dee positiven Effet, deen den CSV-Fraktiounspresident an de Premier sech dovunner op d'Baupräisser am Land insgesamt erwaarden, och gesäit.

Ech wollt och froen, ob hien esou eng Démarche géif kompatibel fanne mam IVL a mat anere Programmer, déi mer eis ginn, fir eng kohärent Landesplanung an eng Regionalplanung ze kréien.

Ech wollt och froen, ob d'Regierung bereet ass, fir iwwert deen dote Wee herno d'Terrainen effektiv ënnert dem Marchéspräis op de Maart ze ginn.

Fir dat Ganzt ze maachen, wollt ech vum Innenminister och wëssen, ob hien dovunner ausgeet, datt eng Rei vu legislative Modifikatioune musse gemaach ginn, déi dann als Base légale fir déi do Démarche kënnen déngen.

An zulescht wollt ech och froen, wéi et mat der Autonomie communale steet, ob hei d'Gemengen herno nach Meeschter sinn iwwer hiren Territoire oder ob d'Regierung envisagéiert hei iwwert d'Gemengen ewech ze fueren an Terrainen auszeweisen, op deenen trotz dem Widdersproch vun der Gemeng kann an enger Gemeng gebaut ginn.

Ech wollt also froen, ob déi Propositioune vum CSV-Fraktiounspresident a vum Premierminister scho konkret Regierungspolitik sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. D'Wuert huet den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Iddi, déi den Här Meisch hei opwërft, an déi och Parteikolleege vu mir opgeworf hunn, mengen ech, ass eng Iddi, déi et derwäert ass analyséiert ze ginn an déi ee soll creuséieren.

Well eppes ass kloer: Mir wäerten Imaginatioun brauchen, fir an deenen nächste Joren an d'Spill vun Offer an Demande anzegräifen, wa mer wëllen d'Präisser erofkréien - well déi steieren am Fong geholl d'Präisser. An duerfir ass jo eng éischt Initiativ de sougenannte Pacte de logement, dee mer mat de Gemenge maachen, den Innenminister an de Landesplanungsminister zesumme mam Logementsminister.

D'Spillregele si bekannt: Et sinn zwee Acteuren, de Stat an d'Gemengen, déi hei mussen - géif ech soen - hir Hausaufgab maachen.

D'Planungshoheit hunn d'Gemengen; déi wäerte se och ëmmer behalen; an et wäert net um Stat si fir do anzegräifen an d'Autonomie communale net ze respektéieren. De Stat huet eng Kontrollfunktioun. Mä d'Gemenge musse matspillen an d'Gemenge musse responsabiliséiert ginn. Dat ass ganz kloer.

Da kann eng Gemeng an engem Cas de figure ëmklasséieren, wann et konform ass mat de Kritäre vum IVL oder mat de Prinzipie vum Programme directeur de l'Aménagement du Territoire. An et muss natierlech och mat deem anere legislativen Instrument, wat mer nach hunn, dem Plan sectoriel Logement iwwereneestëmmen. An déi Elementer kenne mer: Innenverdichtung virun Aussenentwécklung; den öffentlechen Transport muss valoriséiert ginn; d'CDAen, déi zentral Orte musse respektéiert ginn.

A mir wëssen, dass mer 37 Kilometer an de bestehende Bebauungspläng hunn, déi am Fong geholl kënne benotzt ginn, fir dran ze bauen. Mir wëssen awer och, dass se net all kënne benotzt ginn. Mir wëssen also, dass mer Flächen am PAG hunn, déi net gutt sinn; a mer wëssen awer och, dass mer ausserhalb vum PAG Flächen hunn, déi gutt sinn.

Et muss een also Fall fir Fall kucken, an dat si mer amgaang ze maachen, a mer wäerten Enn 2007 à même sinn, egal wou am Land ze soen, hei dat do sinn Terrainen, déi sinn IVL-kompatibel an déi dote sinn net IVL-kompatibel.

Dat de Moment elo schonn ze soen, wier natierlech kontraproduktiv, well da géifen d'Präisser schrecklech an d'Luucht goen. Dees muss ee sech bewosst sinn.

Wouriwwer ee sech och nach muss bewosst sinn, dat ass d'Stéchwuert IVL-Monitoring. Mir si jo amgaang ze kucken, wéi sech eist Land entwéckelt mat deene politesche Virgaben, déi mer eis ginn hunn: 4% Wuesstem, Horizont 2020, Pendlerzeenario - Awunnerzeenario.

Den Awunnerzeenario, dee bedeit jo, dass, wann Aarbechtsplazen hei am Land geschafe ginn a besat ginn, 60% vun deenen Aarbechtsplaze solle vu Leit, déi am Land wunnen, besat ginn.

Wa mer wëssen, dass mer am Joer 2005 bis Ufank 2006 10.000 Aarbechtsplaze kreéiert hunn an eisem Land, dat heescht 10.000 Leit an d'Land schaffe kommen, a wa mer wëllen den Awunnerzeenario realiséieren, dee jo am Fong geholl eng politesch Optioun ass, déi mer am Fong geholl missten ustriewen, da missten - wann et 60% sinn - 6.000 Haiser oder 6.000 Wunnenge kreéiert ginn an deem Zäitraum, fir am Awunnerzeenario ze sinn. Mir hunn der awer nëmmen 3.000 hikritt a vill méi ass och net dran - einfach infrastrukturell.

Dir gesitt also, hei geet Gepiddels net duer, dat bréngt hei näischt, mir mussen hei eng grouss Léisung sichen.

An ech soen Iech eppes, wat ech och dëser Deeg gewuer si ginn an enger Réunioun mat Spezialisten aus Däitschland: Déi behaapten, zu Lëtzebuerg wäre mer praktesch do, wa mer wierklech wéilten

eng Äntwert fannen op de Wunnengsproblem, da misste mer e sougenannte Gründerzeiturbanismus am Fong geholl hei zu Lëtzebuerg nees aféieren. Dat heescht ganz kloer, et misst ee praktesch op d'gréng Wiss eng Uertschaft setze respektiv kleng Agglomératioune massiv ausweiden, fir deene Problemer, déi mer elo hunn, ze begéinen.

Ech soen Iech, dat si verschidden däitsch Spezialisten, déi dat soen, mä dat beweist awer eppes: Dat beweist am Fong geholl, dass ee muss eng grouss Léisung hunn, an déi Iddi hei, déi de Michel Wolter hat an déi de Statsminister mat deelt, dat ass och esou eng grouss Iddi, déi natierlech vill Froen opwërft, déi et awer derwäert ass, duerchduecht ze ginn, well den Esprit, d'Finalitéit dovun ass genau déiselwecht. A mir mussen och esou eng Léisung kréien, wa mer wëllen hei zu Lëtzebuerg weider déi ganz Problematik vum Wunnen an de Gréff kréien.

De Stat, dee kann opkafen, mä et muss een och wëssen: Deen Dag, wou de Stat seet, dass hien opkafe geet, geet d'Präisspiral nees an d'Luucht. Dat muss een och wëssen!

Et muss een och wëssen, dass de Stat, wann hien opkeeft, an hie wäert dat och maachen, nëmme kann zur Verfügung stellen. Wann hie wëllt verkafen, da musse mer ee Gesetz maachen - dat ass ganz kloer.

An et muss een och wëssen, dass d'Gemengen e wichtege Partner sinn an där ganzer Problematik, a si kréie jo och 50% mat deem neie Gesetz, wat mer deemnächst an der Chamber wäerten diskutéieren, wa se Terrainen zur Verfügung setze mat Emphytéosen.

Dir gesitt also, d'Strategie, déi mer hei hunn, déi ass mat deene Moyenen, déi mer elo hunn, praktesch ze maachen.

Mä eng Fro, déi ech mer stellen an déi fir mech gradesou wichteg ass, dat ass folgend Fro: Wa mer elo en Terrain hunn, dee 500 Euro den Ar wäert ass, en normalen Terrain, wann deen elo vun haut op muer ëmklasséiert gëtt, da gëtt deen op eng Kéier 50.000 Euro wäert. Dat heescht honnertmol méi! Do steet esou vill Geld um Spill, dass ech mer d'Fro stellen, ob ee sech net do misst d'Moyenë gi fir eng méi gerecht Verdeelung ze kréien, fir e Bäitrag un d'Kollektivitéit ze ginn, wat hei am Fong geholl och gefuerdert ass. Déi Problematik sollte mer eis och emol duerch de Kapp goe loossen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro kënnt vum honorabelen Här Bettel un den Transportminister iwwert de Projet vum Eurocap-Rail.

- Question N°139 du 18 décembre 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative au projet Eurocap-Rail, adressée au Ministre des Transports

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, an enger Äntwert op eng Fro, déi ech gestallt hat iwwert den Eurocap-Rail, huet de Minister den 21. September 2006 geäntwert, dass den 19. Juli eng Réunioun war vun de Regierungen aus der Belsch a Lëtzebuerg an dass do selbstverständlech den Eurocap-Rail eng Prioritéit wier - och fir dës Regierung.

Alors mon étonnement, Här President, wéi ech am „Soir" gelies hunn, dass de Josy Arens, e Kolleegdeputéierten aus der Belsch am belsche Parlament dem Statssekretär aux entreprises publiques eng Fro gestallt huet, a wou an der Editioun vum 14. Dezember, dat heescht net manner wéi virun e puer Deeg, de belsche Statssekretär gesot huet, dass de Projet vum Eurocap-Rail - ech zitéieren - «pas viable financièrement» ass.

Den Här Minister hat mer deemools geäntwert, dass ganz vill Aarbechte géife gemaach ginn tëschent Gembloux, Ciney a Jemelle an dass och zéng Courbë misste gekuckt ginn. Et gesäit esou aus, wann een de Belsch nolauschtert, wéi wann dat net de Fall wär an dass si net an déiselwecht Richtung géife goen. Fir mech wier et wichteg ze wëssen elo, wéi et ausgesäit.

Gi mer dee belschen Zeenario an, gi mer de lëtzebuergeschen Zeenario an? Well elo gläich, Här President, ass et méi einfach, wann ee vu Bréissel op Stroossbuerg wëllt fueren, et hëlt een den Thalys bis op Paräis a vu Paräis den TGV bis op Stroossbuerg - an dann ass Lëtzebuerg ganz vergiess.

Dowéinst, Här President, wier ech frou, déi Infoen ze kréien.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Minister Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, hei zu Lëtzebuerg war den Här Bettel deen Eenzegen, deen iwwert déi Diskussioun am wallounesche Parlament iwwerrascht war, well den Här Josy Arens, Deputéierten, fir...

(Interruption)

... fir d'57. seng Opreegung matdeelt, oder nach méi, ech mengen, hie war skandaliséiert, esou stoung am „Soir". Ech mengen, do kënnt d'Informatioun jo hier.

M. Xavier Bettel *(DP).*- De Mann huet Recht, Här President. De Mann huet Recht!

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Dat wëll ech net bestreiden.

Skandaliséiert ass hien iwwer eppes, wat mer hei als wichteg emfannen, an duerfir ass déi Äntwert, déi ech Iech ginn hunn am September och absolut nach ëmmer aktuell.

Ech mengen, et ass jo esou - fir et nach eng Kéier kloer ze maachen -, dass mer beim Eurocap-Rail dräi Zeenarië virleien haten. Am Joer 2005 ass deen éischten Zeenario dat wat genannt ginn ass den Eurocap-Rail de base, dee 458 Milliounen Euro Investitiounen op der belscher Säit bedeit a 15 Minutte Gewënn tëschent Bréissel a Lëtzebuerg, dat heescht ganz genau pro gewonne Minutt 30,6 Milliounen.

Deen zweeten Zeenario war dee vum Eurocap-Rail mat enger neier Linn, enger wierklech nei gebauter Linn tëschent Ciney a Libramont. Dat hätt allerdéngs op belscher Säit eng Investitioun vun 1,13 Milliarden Euro bedeit.

Derbäi kënnt nach en aneren Zeenario, den drëtten Zeenario, deen eng nei Linn bedeit hätt, awer och nach méi schnell op der ganzer Streck bedeit hätt ze fueren - deen hätt effektiv geleeë bei enger Investitioun op der belscher Säit vun 1,9 Milliarden Euro.

An ech mengen, dass d'Konklusioun vun der Étude de marché, déi gemaach ginn ass an déi och validéiert ginn ass, souwuel op belscher Säit vun der SNCB wéi op eiser Säit vun der CFL, gewisen huet, dass bei allen Hypotheesen de Gewënn u Passagéier tëschent 2,6 a 4% louch. An et ass och dat, wat den Här Teubens a senger Äntwert am wallounesche Parlament nach eng Kéier kloergemaach huet, dass d'finanziell Risquë bei bal zwou Milliarden Investitiounen am héchstgeleeënen Zeenario, am drëtten Zeenario, wou de Gewënn allerdéngs dann 32 Minutte gewiescht wär, dass déi vu 15 Minutten op 32 Minutten effektiv nëmme bedeit hätt vun 2,6% op 4%, laut Étude de marché. An ech mengen, dee Risiko do ass dat wat de Statssekretär geäntwert huet.

Dofir war et fir eis kloer gewiescht, dass et besser wär, ee fir alle Mol eis eens ze ginn, wéinstens iwwer eng Moderniséierung vun der Streck. Et ass also dee Modèle de base, dee mer huelen. Dat sinn nach ëmmer 458 Milliounen Euro. Dobäi huet eis souwuel déi federal Regierung wéi och déi wallounesch kloergemaach, dass déi Finanzéierung op der belscher Säit assuréiert wär, dass mer also domadder kéinten elo bei der Kommissioun en Dépôt maachen, wou de Projet jo op der Lëscht vun deenen an déi 20 Projete vun de Grands réseaux transeuropéens dropsteet. Dee kann domadder, mengen ech, bis zu maximal 15% subventionéiert gi vu Säite vun der Bréisseler Kommissioun, sou dass mer mat deem Projet kënnen ufänken.

Dat heescht awer och - an dat war dat wat eis Regierung der belscher och kloergemaach huet -, dass bei engem Modèle de base Lëtzebuerg sech net géif bedeelegen un de Käschten op der belscher Säit. Dat wat mer jo op der franséischer Säit gemaach hunn. Mä wann et wierklech nëmmen ëm eng Moderniséierung vun der Streck geet, si mer der Meenung, dass dat vu belscher Säit dann och integral muss kënne finanzéiert ginn. Wa mer an en aneren Zeenario komm wären, wäre mer bereet, doriwwer ze négociéieren, mä ech mengen dozou ass et net komm.

Mir kënnen nach ëmmer net, Här Deputéierten, décidéieren, wat fir eng finanziell politesch Décisiounen d'belsch Regierung hëlt. Ech mengen, esou wäit si mer net. Sou dass mer frou sinn, dass mer elo iwwerhaapt emol an eng Moderniséierung vun der Streck kommen. Dat heescht natierlech och, dass mir op eiser Säit eise Projet fir d'Streck op Klengbetten musse fäerdeg maachen. Den APS soll Mëtt 2007 fäerdeg sinn, fir dass mer dann och als Projet de loi heihinner kommen. Dorunner hänkt jo dann och d'Gare vun Zéisseng, déi Der jo och hei um Niveau vun der Responsabilitéit an der Stad Lëtzebuerg gutt kennt, fir dass mer déi kënne gestëmmt kréien a prett sinn, fir da bis 2014 - ech paken Holz un - souwuel op der belscher wéi der Lëtzebuerger Säit déi Moderniséierung vun der Streck do kënne fäerdeg ze maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm. Déi Froen, déi haut net konnte gestallt ginn, kënnen an enger nächster Sitzung gestallt ginn.

(Interruption)

Jo?

5. Ordre du jour (suite)

M. Charles Goerens *(DP).*- Dat heescht, Här President, datt mer déi Froen, déi nach bleiwen, huelen, well et dauert jo awer elo laang bis déi nächst Sitzung bis d'Méiglechkeet erëm eng Kéier gebuede gëtt, fir Froen ze stellen.

M. le Président.- Jo, Här Goerens, ech hu mech un dat gehalen, wat d'Conférence des Présidents décidéiert huet, déi mir gesot huet, an eisem Reglement géif stoen eng Stonn, ech soll mech un dat halen. Ech hu mech doru gehal. Ech sinn awer bereet, wann d'Chamber dat hei décidéiert, dass mer nach weiderfueren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, wann Der erlaabt, ech schwätzen elo zwar pro domo, mä ech hu meng Zäit agehale mat annerhallwer Minutt. Bei der Regierung ass all Kéiers bei den Äntwerten d'Zäit iwwerzu ginn. An d'leschte Kéier - wéinst de Budgeten hu mer de Rapporteur schwätze gelooss - ass keng Frostonn geholl ginn; wéi d'Aussepolitik-Debatt war, hu mer keng Froestonn geholl. Mir kënnen net all zwee Méint eng Kéier…

M. le Président.- Jo, Här Bettel, et geet hei ëm eng Prinzipiendécisioun. Ech hale mech just un dat wat d'Conférence des Présidents ofgemaach huet. Wann d'Chamber hei anerer Meenung ass, da soll se mer dat soen, mä da wéisst ech gären, wéi dat ëmmer ass. Et kann net eng Kéier sinn, dass sech dru gehale gëtt, an da komme verschidde Kolleegen net drun; eng aner Kéier gëtt sech net dru gehalen, an da kommen d'Kolleegen alleguerten drun.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann d'Zäiten agehal gi wären, Här President, hätt ech nach Zäit gehat fir meng zwou Froen ze stellen.

(Interruptions)

M. le Président.- Neen, neen, neen, Här Bettel. Dat ass net esou.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Et huet een aacht Minutte gehat!

Une voix.- D'Liewen ass awer esou.

M. le Président.- Neen, Här Wagner, den Här Ausseminister huet aacht Minutte geschwat, well en zwou Froe gestallt kritt huet. En huet eng vum Här Fayot gestallt kritt an eng vum Här Goerens. Dat goufen zweemol véier gëtt aacht Minutten, wann ech ka richteg rechnen. Madame Flesch!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, wa mer all dënschdes wa mer Sitzung hunn eng Froenzäit vun enger Stonn hätten, hätte mer kee Problem. De Problem ass elo, dass déi lescht Woch an déi Woch virdrun an déi Woch virdrun entweder keng Chamber war oder et war keng Froestonn. Doduerjer huet sech alles konzentréiert. Wa mer ons eens sinn, dass mer all dënschdes wa mer Sitzung hunn eng Stonn Froen hunn, dann ass kee Problem.

M. le Président.- Mä Madame Flesch, ech hu kee Problem. Wann an der Presidentekonferenz d'Propos kënnt fir eng Heure de questions, da gëtt se hei gehalen!

(Interruption)

Jo, ech wéisst elo gären, wéi d'Meenung doriwwer ass.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hätt…

M. le Président.- Neen, Här Bettel, ech mengen, mir hunn elo dräi Vertrieder vun der demokratescher Fraktioun héieren, déi der Meenung sinn, dass ee soll weiderfueren. Elo géif ech gär d'Meenung vun deenen aneren héieren. Här Wolter!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech géif mech, Här President, wëllen un dat halen, wat mer an der Conférence des Présidents ofgemaach hunn, dass eng Heure de questions eng Heure de questions ass an net eng Heure et demie oder deux heures de questions. Et ass eng „Heure" de questions. Mat deemselwechten Argument kënnen déi nächst Kéier 20 oder 25 Froe gestallt ginn.

Et ass gesot ginn, eng Heure de questions, a wann do eng aner Propositioun virläit, géif ech lech froen, fir déi nächste Kéier dann an der Conférence des Présidents nees doriwwer ze diskutéieren. En attendant solle mer eis un dat halen, wat mer an der Conférence des Présidents zesummen ofgemaach hunn.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Här Fayot!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt fir d'éischt soen à l'adresse vun der Madame Flesch, dass mer heiansdo keng Heure de questions hunn aus Ursaachen, déi esou al si wéi d'Chamber. Dat heescht, wann de Budgetsrapporteur seng Ried hält, wann den Ausseminister seng Deklaratioun virun der Chamber mécht, hu mer zur Gepflogenheet keng Heure de questions virdrun ze hunn. Dofir ass et normal - d'Madame Flesch weess dat jo, si huet dat selwer och matgemaach als Ausseminister -, dass dann d'Chamber probéiert deene Leit aus der Regierung oder aus der Chamber d'Primautéit ze ginn. Dat erkläert, firwat dass mer elo alles beieneen hunn. Mä ech mengen awer schonn, dass et wichteg wär, dass, wa mer ebe just eng Décisioun an der Conférence des Présidents huelen, mer ons och sollen dorunner halen.

Une voix.- Très bien.

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hätt laang Zäit gehat meng zwou Froen ze stellen, Här President.

M. le Président.- Ech wëll awer hei der demokratescher Fraktioun soen, et sinn haut néng Froe gestallt a beäntwert ginn, a vun deenen néng sinn der véier vu Vertrieder vun der demokratescher Fraktioun gestallt ginn.

(Brouhaha général)

Also kann een awer net soen, dass hei iergendee muséiert géif ginn. Mä ech géif dem Här Wolter seng Propos opgräifen a soen, an der nächster Conférence des Présidents - dat do war eng Décisioun, du war den Här Goerens nach net Member vun der Conférence des Présidents - solle mer dat do nach eng Kéier diskutéieren an da gesi mer wéi mer weiderfueren.

Ech gesinn, dass fir haut d'Majoritéit der Meenung ass, dass mer sollen no enger Stonn ophalen. Wa mer eis elo kéinten am Gudden, ouni Sträit dorobber eenegen...

(Interruptions diverses)

M. Henri Grethen *(DP).*- Da solle mer am Januar méi Sitzunge maachen, da kënne mer méi Froe stellen.

(Interruption)

M. le Président.- Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Heure d'actualité, déi d'DP-Fraktioun ugefrot huet. Eng Aktualitéitsdebatt iwwert d'Baue vun engem Lycée am Klierfer Kanton. D'Riedezäit ass nom Artikel 78 festgeluecht. Zéng Minutte stinn där Fraktioun zou, dem Här Goerens, déi se ugefrot huet, a fënnef Minutten deenen anere Fraktiounen an zwou Minutten de Sensibilités politiques. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la construction d'un lycée dans le canton de Clervaux

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Aktualitéitsdebatt vun haut dréint ëm de geplangte Lycée vu Klierf. Ech soen de geplangte Lycée vu Klierf, en ass nach net

realiséiert. Au contraire, d'lescht Fréijoer ass duerch eng Stellungnahm vun der Regierung matgedeelt ginn, datt de Bau emol ajournéiert wier bis op onbegrenzten Zäit. Dat ass eng Ausso, déi am Widdersproch steet zu enger anerer vun z'joert, wou domat gerechent ginn ass, datt de Bau vun engem Lycée zu Klierf acquis wär, an dofir gouf et och eng Partie gutt Grënn.

Éischtens, d'Expertë vum Aménagement du Territoire hu festgestallt, datt et e grousse Vide scolaire gëtt, e Vide scolaire absolu an dem Ostdeel vum Klierfer Kanton. Zweetens weist d'Croissance démographique am Klierfer Kanton ganz kloer op eng ganz dynamesch Entwécklung hin. Wa virun 20 Joer knapps 10.000 Leit am Klierfer Kanton gewunnt hunn, da sinn dat der mëttlerweil ewell ronn 13.000, an 2012 gëtt gerechent, wann d'Populatioun esou uwiisst wéi dat elo ausgesäit, mat 15.000 Leit.

Och d'Population scolaire a préscolaire weist an déiselwecht Richtung. 2001 waren 1.533 Kanner an de Préscolaires- an an de Primärschoulsklassen an et gëtt gerechent, datt dat der elo scho mëttlerweil 1.546 sinn, an dat wäert och nach uwuessen an den nächste Joren.

Ech mengen och, datt et bal iwwerflësseg ass fir op d'Argumenter vun enger dezentraler Schoulorganisatioun hinzeweisen. D'Décentralisation scolaire huet eng ganz Rei Avantagen, dat weess d'Ministesch, déi hei present ass, besser wéi ech. An iwwerschaubare Schoulinfrastrukture léisst sech besser Unterrecht halen. Eng besser Proximitéit hëlleft och en anert Verhältnis tëschent Léierpersonal a Schüler erbäizeféieren.

Ech wollt awer - an ech brauch och dofir an der Presentatioun déi zéng Minutten net, déi ech gefrot hat - och nach eppes soen iwwert d'Implantatioun.

Firwat grad Klierf? Mä mir hunn zu Klierf eng Situatioun, déi an där Hisiicht interessant ass, well déi Plaz, déi ëmmer erëm évoquéiert gëtt, fir de Lycée ze plangen, iwwer all Zweifel erhaben ass. Klierf läit zentral. Klierf läit un der Eisebunn. Klierf ass och e Verkéiersknotepunkt. Dee Lycée soll bei d'Gare kommen. Do ass en Terrain reservéiert, an deen hu mer och der Wäitsiicht vum viregte Wirtschaftsminister ze verdanken, deen an der viregter Legislaturperiod eng Décisioun matgehollef huet erbäizeféieren, fir e Betrib, dee CTI heescht, ze délogéieren, an zwar an d'Industriezon vu Lenzweiler. Dee CTI gehéiert der SNCI, d'SNCI ass den Actionnaire unique vun där Gesellschaft - de CTI gehéiert also praktesch dem Stat.

Deen Terrain gehéiert also quasi och dem Stat, an esou hu mer also déi penibelst Fro, déi mer op anere Plazen am Norden ëmmer begéinen, geléist. Zu Klierf hu mer en Terrain an do kéint e Lycée gebaut ginn, mä do feelt et nach un där politescher, definitiver Décisioun.

Zu Ettelbréck weist alles dorop hin, datt de Lycée muss vergréissert ginn. Do hu mer keen Terrain. Entweder hu mer d'Méiglechkeeten, fir et ze maachen, an da gëtt en net gemaach, oder et sinn e puer Konditiounen net erfëllt, an dann ass et ganz schwéier, fir dohinner ze kommen.

Zu Klierf, mengen ech, schwätzen alleguer déi Argumenter, déi ech elo gesot hunn, dofir. Nach eng Kéier: d'Population scolaire, d'Evolution démographique an och Kritären, déi mer normalerweis bei der Raumplanung beméien, sinn hei erfëllt. Net zulescht wëll ech drop hiweisen, datt am Plan sectoriel „Lycées" déi do Plaz, de Klierfer Kanton, och schonn ausgewisen ass fir de Lycée dohinner ze bauen.

Duerfir hu mir och dovun ofgesinn, fir haut eng Motioun ofzeginn. Mir wollten der Regierung nach eng Kéier d'Méiglechkeet ginn, an och der Chamber, fir sech doriwwer ze erklären.

An ech reservéiere mer och, well ech meng Riedezäit elo net ganz beasprocht hunn, dat dono ze maachen an an enger kuerzer Reaktioun Stellung ze huelen zu deem, wat mer elo wäerten héieren.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt e Lycée an de Klierfer Kanton gehéiert, dat steet ausser Zweifel, an datt dee Lycée muss kommen, ass an den Ae vu menger Fraktioun gradesou kloer.

Am Plan sectoriel - de 26. Juli 2005 ass en a Kraaft getrueden - geet och onmëssverständlech Rieds vun deem Lycée am ieweschten Norden, an et geet vill vun enger Phas 2 Rieds, well de Prozedere den demographeschen Entwécklunge misst Rechnung droen.

Et muss een awer soen, an der Zwëschenzäit ass an deem Dossier munches geschitt. Fir d'éischt, wann een d'Analys vun de Besoinë kuckt, steet däitlech am Plan sectoriel, datt a puncto Capacitéite bis zum Joer 2010 am Norden am Ganzen 2.611 Unitéite feelen, a wann een de Réidener Lycée mat senge geplangten 1.200 Élèven do ofrechent, maachen dat bal 1.500 Unitéiten, déi ëmmer nach géife feelen. Déi Héichrechnung ass iwwregens wéinstens fënnef Joer al.

Wann een déi aktuell Zuele méi genee kuckt, ass et awer och kloer, datt elo schonn d'Besoinen däitlech sinn, an an der Äntwert op eng entspriechend Question parlementaire am Juni 2005 hat d'Educatiounsministesch gesot, datt zu deem Zäitpunkt 990 Schülerinnen a Schüler aus dem Kanton Klierf an ee postprimäert Gebai am Norde gaange sinn.

Da krut ech rezent Zuele vun eben och dem Educatiounsministère a puncto Élèven an Anzuchsgebitt vun engem Lycée zu Klierf: Am Schouljoer 2005/2006 ginn do an de Postprimaire insgesamt knapp 1.300 Schülerinnen a Schüler, dovunner 630 an de Cycle inférieur.

D'Bevölkerungsentwécklung am Klierfer Kanton läit tëschent 1995 an 2005 am Duerchschnëtt bei plus 16,5%. Dës Entwécklung geet an deenen nächste Jore ganz sécher virun, wann een drun denkt, datt d'Bauterrainen am Norden, speziell am Klierfer Kanton, nach vläicht éischter erschwinglech si wéi an aneren Deeler vum Land, an dat wäert besonnesch Familllje mat Kanner unzéien.

Compte tenu vun dësen Zuele gëtt däitlech, datt een elo misst mat der Planung vun deem Lycée ufänken, dëst ëmsou méi ee jo weess, datt et zu Lëtzebuerg besonnesch an der Vergaangenheet e ganzt Jorzéngt konnt dauere bis esou e Gebai zustane komm ass. De Réidener Lycée, hoffen ech, ass eng rühmlech Ausnahm. Deen neie Bauteminister probéiert jo och méi séier héich qualitativ a méi präiswäert ze bauen.

D'Gemengen aus dem Kanton Klierf ware sech an engem gewësse Moment och oneens iwwert de Site. Déi Oneenegkeet ass awer an der Zwëschenzäit iwwerwonnen. Si hu sech viru kuerzem an enger Ofstëmmung däitlech fir de Site vun der Uertschaft Klierf ausgeschwat, déi jo och de geographesche Mëttelpunkt vun deem Kanton duerstellt.

Dobäi kënnt - et ass scho gesot ginn -, datt de potenziellen Terrain vun der CTI eigentlech prett ass, fir kaaft ze ginn, an nëmmen dräihonnert Meter vun der Zuchgare vu Klierf ewech ass.

Dann hunn déi Responsabel aus dem Kanton sech och scho Gedanke gemaach iwwert d'Ausriichtung vun hirem neie Lycée. Haut ass et jo esou, datt een net e Standardlycée, e Standardgebai plangt a baut, mä datt ee sech och mat konzeptuelle Froen ofgëtt. Ech weess, datt déi Responsabel sech zum Beispill Gedanke gemaach hunn, datt déi nei Kommunikatiounstechnologien, déi och iwwert de LEADER schonn eng Traditioun hunn an deem Eck vun eisem Land, eng Roll do kéinte spillen.

Ech weess, datt am Réidener Lycée beispillsweis den Direkter sech Gedanke gemaach huet, fir an der Ausriichtung a Richtung vun neien Technologies de l'énergie respektiv a Richtung vum Ëmweltberäich Schwéierpunkter ze setzen.

Da wëll ech nach soen, wéi wichteg e Lycée fir eng Regioun ass. E Lycée huet ëmmer nieft sengem Bildungsoptrag en Effet multiplicateur, deen net ze ënnerschätzen ass. Wann ee kuckt, wat fir een aktiivt Eegeliewen e Lycée eigentlech kritt, wat vu soziokulturellen, iwwerhaapt kulturellen Infrastrukturen an eng Regioun kommen, och um sportleche Gebitt, wat vun Events un engem Lycée hänken, Ausstellungen an „art working", Musek an esou weider, an och a puncto Formation continue villes duerch e Lycée leeft, da mengen ech, datt dat eng wichteg Entwécklung ass.

An da wollt ech zum Schluss soen, datt et zu Ëlwen an zu Housen zwou regional Zones d'activités gëtt mat ville klengen Handwierksbetriber, wou jonk Leit aus der Regioun, mengen ech, gäre géifen opgeholl ginn. Et ass och scho vun der Industriezon vun Eeselbur-Lenzweiler geschwat ginn, wou 850 Leit beschäftegt sinn a wou ee sech Synergien tëschent dem Lycée an de Betriber kéint virstellen.

Här President, als Konklusioun loosse mer elo ufänken de Klierfer Lycée ze plangen, fir datt e prett ass, wa mer e brauchen, net datt en dann an deem Moment, wou en definitiv prett ass, vläicht schonn eng Nummer oder zwou ze kleng ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Nächste Riedner ass den Här Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ëm d'Implantatioun vun engem Lycée am Klierfer Kanton huet geschéngt eng „never-ending story" ze ginn. Haut gesi mer, mengen ech, Liicht am Tunnel. De Bau vun engem Lycée am Klierfer Kanton schéngt eng beschlosse Saach ze sinn. D'Regierung wäert eis - hoffentlech - mat Sécherheet Opschloss iwwert dëse Fait herno ginn.

(Interruption)

Loosse mer hoffen, Här Goerens, jo!

De Lobbyismus, den Asaz vun all Politiker, all Bierger an dësem Kanton a wäit doriwwer eraus huet endlech seng Friichte gedroen.

Eenzel Parteie sprangen op eemol op den Zuch erop a preise sech dobaussen als grouss Kämpfer fir dëse Lycée. D'LSAP huet vun Ufank un de Bau vun dësem Lycée ënnerstëtzt, an ech erënneren hei un d'Interventioune vum fréiere Minister an Deputéierte Georges Wohlfart, deen am Januar 2003 a senger Interpellatioun iwwert d'Politik vun der Regierung fir den Développement am Norde kloer Aussoe gemaach huet.

D'Äntwerte vun där deemoleger Regierung ware manner kloer an d'Intentioune ware relativ schwiereg ze bëuerteelen.

(Interruption)

Speziell den Unterrechtsministère huet mat onkompletten an onprezisen Zuelen d'Nécessitéit deemools a Fro gestallt.

(Interruption)

Den Här Goerens huet eis nei Zuele geliwwert, déi hoffentlech och esou oprecht sinn, an d'Madame Minister wäert eis mat Sécherheet herno nach weider Zuelen noreechen.

Ech erënneren hei un eng Pressekonferenz am Joer 2001, wou deen deemolege Plan sectoriel „Lycées" virgestallt gouf. Den deemolegen Innenminister Michel Wolter, d'Madame Bauteminister Erna Hennicot an d'Educatiounsministesch Madame Brasseur hu voller Stolz dëse Plang a sengen Detailer virgestallt. Dat war och gutt a richteg esou.

Just wëll ech bemierken, datt de Bau vun engem Lycée am Klierfer Kanton net prioritär, mä nëmme sekundär agestuuft ass.

An der Phas 2 an u 6. Positioun steet, an ech zitéieren: «construction d'un lycée dans une zone d'implantation dans l'extrême nord». Et sollten also fir d'éischt déi éischt véier Lycéeë gebaut ginn a spéider de fënneften an dann de sechsten, deen éischten am Süden an, wéi gesot, dee sechsten am Norden, an dat der demographescher Entwécklung ugepasst ginn. Dës demographesch Entwécklung huet stattfonnt, an zwar positiv am Sënn vum Süden an och am Klierfer Kanton.

D'Zuele leien hautdësdags kloer um Dësch a beweisen, datt e Lycée am Klierfer Kanton berechtegt ass a komplementar am Norden zu de Lycéeën, hoffen ech, an der Nordstad an och zu Woltz ka fonctionnéieren. De Besoin un Infrastrukturen am Schoulwiesen ass weider enorm an d'Bauzäit muss an dësem Kontext onbedéngt verkierzt ginn, soss lafe mer Gefor, e puer honnertdausend Kanner ouni Klassesäll dostoen ze hunn oder a Wandersäll ze fonctionnéieren.

De Claude Wiseler, eise Bauteminister, ass um richtege Wee an eenzel Projeten hu bewisen, datt et och méi séier ka goen. Ze bemierke bleift och, datt duerch déi onnëtz Diskussioun vum Site vum Klierfer Lycée - Ëlwen oder Klierf? - onnëtz Zäit verluer gaangen ass. De Marco Schank huet eis grad gesot, datt endlech do eng Eenegung do ass, an et ass och gutt esou, datt mer endlech an där Diskussioun virukommen.

De Lycée am Klierfer Kanton gehéiert op Klierf, an zwar op de Site vun der CTI no bei der Gare. Hei sinn Terrainen disponibel oder ze kréien. Hei ass d'Ubannung un d'öffentlecht Transportnetz ginn an et gëtt weider wéineg Wunnkultur zerstéiert. Hoffe mer, datt de Site och vu gréisserer Pollutioun verschount ass, esou datt zügeg kann ugefaange ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, allze grouss Problemer awer bleiwen an de Schoulinfrastrukture bestoen. An ech denken hei konkret un de Lycée technique vun Ettelbréck, wou d'Petitiounskommissioun sech an dësem Joer iwwert de schlechten Zoustand vergewëssere konnt. Hei muss dréngend eppes geschéien, an d'Festrennen un engem Site sollt alternative Virschléi wäichen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Klierfer Kanton hat fréizäiteg erkannt, datt d'Zäit komm war ze reagéieren an en Ausbludden ze verhënnere war. An dësem Kontext huet de Syndicat SICLER exzellent Aarbecht geleescht an dëse Kanton souwuel wirtschaftlech wéi gesellschaftlech restrukturéiert. De Schoulsyndicat SISPOLO géif ech gär vun dëser Plaz aus als eng vun de Pilotschoulen am Land bezeechnen, an dofir wier et ëmsou méi onglécklech, wann dës gutt Basis bei de Schüler géif net d'Méiglechkeet kréien, och am Kanton selwer spéider de Lycée ze besichen, wou si sech da kënnen hire leschten Know-how, hir schoulesch Kompetenzen an hirer Ëmgéigend uneegnen.

Loosse mer also net weider Zäit verléieren an e weidere wichtege Richtpfeiler am Développement vum Norde beschléissen.

(Coups de cloche de la Présidence)

No dem Bau vum Woltzer Lycée, no deem vum Réidener Lycée - ech sinn direkt fäerdeg, Här President -, mussen d'Décisiounen an d'Aarbechte fir en Nordstad-Lycée an e Lycée am Klierfer Kanton schnellstméiglech falen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Dann huet den honorabelen Här Gira d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op dëser Tribün héiert een dacks, ëmmer méi dacks, meeschtens Leit aus der Regierung, sech beschwéieren, dass et zu Lëtzebuerg éiweg dauert fir e Bauprojet ze realiséieren. Si hunn och meeschtens séier e Schëllege bei Hand. Eng Kéier ass et d'Ëmweltverwaltung oder d'ITM wéinst onméigleche Kommodo-Oplagen, eng aner Kéier Gemengen, déi keng staatlech Infrastruktur am Schiet vun hirem Kierchtuerm wëllen, eng drëtte Kéier d'NIMBYen, déi hire Virgäertche gär propper halen.

Wann awer den Dossier vum Klierfer Lycée schonn éiweg dauert an de Moment och net ofzegesinn ass, ob en net nach eng Kéier éiweg dauert, dann ass dat awer weder, Här President, der ITM oder der Ëmweltverwaltung nach de Gemengen aus dem Kanton Klierf nach den NIMBYen hir Schold, mä ganz eleng déi vun dëser an der viregter Regierung.

E puer Wuert zur Chronologie. Et ass elo müsseg, iwwert déi vill Hiefammen ze diskutéieren, déi anscheinend d'Iddi vun dësem Lycée mat gehollef hu bueren. Ech mengen dann och, dass déi gréng Fraktioun net onschëlleg ass bei dëser Gebuert. Ech erënneren drun, dass hei de 14. Juni 2001 op Initiativ vun eiser Fraktioun an duerch d'Hand vum heitege bloen Hirsch eng Motioun déposéiert ginn ass, dass d'Regierung sollt studéieren, ob et net un der Zäit wär, e Lycée an den ieweschten Norde vu Lëtzebuerg ze maachen. Nach eng Kéier: Si ass unanime ugeholl ginn.

Wat interessant ass: Deen Dag drop - ech weess net, ob dat Zoufall ass, mä d'Preuvë sinn awer hei - huet de Schäfferot vun der Gemeng Klierf e Bréif un den Här Statsminister Juncker geschriwwe wou e seet, e wär frou de Lycée zu Klierf ze implantéieren, an e schléit och deemools schonn - et sinn ëmmerhi méi wéi fënnef Joer hier - e konkrete Site fir dat Gebai vir, an e schreift, dass de Propriétaire, ech zitéieren: «est disposé à vendre» - viru fënnef an en halleft Joer!

Fir déi Gréng, Här President, ass et dofir onverständlech, dass déi viregt Regierung net mat zwee Féiss op esou eng Propos sprëngt oder gesprongen ass, wann ee weess, dass deemools schonn dausend Schüler a Schülerinnen aus dem Kanton Klierf hu missen erausfueren; dass mer jo wëssen, dass mer nach fënnef bis sechs Joer brauchen, souguer wann eng Décisioun geholl ass; dass deemools schonn de Lycée Ettelbréck aus allen Néit gebascht ass. A wann déi Regierung dat gemaach

hätt, dann hätt déi symbolesch Aweiung, déi déi Gréng Norden dann den 21. Januar 2006 virgeholl hunn, fir alt erëm e bëssen Drock an den Dossier ze bréngen, net missen eng symbolesch sinn, mä dann hätt et scho vläicht eng reell Grondsteeleeung kënne sinn.

Fir déi Gréng ass et awer nach vill méi onverständlech, dass mer haut anscheinend nach net vill méi wäit sinn, wou ee weess, dass haut 1.700 Schüler a Schülerinnen am Préscolaire an am Primaire a Klasse sinn am Klierfer Kanton; dass domat a fënnef bis sechs Joer ongeféier 1.500 Schüler a Schülerinnen aus dem Kanton Klierf fir e Lycée am Kanton Klierf zur Verfügung stinn; dass d'Zoustänn am Lycée Ettelbréck - an dovu konnte mer eis als Petitiounskommissioun iwwerzeegen - ëmmer méi onhaltbar ginn, net emol well d'Gebai esou a schlechtem Zoustand ass, dat kann een emol net onbedéngt soen, mä well et einfach dräimol ze kleng ass; dass och de Lycée Woltz méi wéi voll wäert sinn an dass de Lycée Réiden, deen normalerweis 2008 am September opgeet, net esou vill Entlaaschtung fir de ganze Secteur Norde bréngt, well ganz vill Kanner aus dem Kanton Réiden de Moment op Mamer oder an d'Stad an d'Schoul ginn an déi Entlaaschtung nëmme punktuell wäert sinn.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erwaarden déi Gréng sech vun der Regierung haut kloer Aussoen, dass de Stat den Terrain bei der Gare zu Klierf kaaft huet oder amgaang ass ze kafen, dass d'Bâtiments publics un engem Projet de loi fir d'Gebai amgaang sinn ze schaffen an dass d'Educatiounsministesch um Fonctionnementsprojet amgaang ass ze schaffen. Alles anescht ass fir déi Gréng, mä virun allem fir d'Leit aus dem Kanton Klierf, net méi novollzéibar.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. D'Wuert huet elo d'Regierung. Ech weess...

(Interruptions)

Oh pardon, Här Koepp!

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- Här President, ech wollt awer nach eppes soen.

M. le Président.- Jo, Här Koepp, et ass net gär geschitt, mä Dir waart net ageschriwwen.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- Ouh?

M. le Président.- Neen. Duerfir hat ech Iech vergiess. Mä selbstverständlech huet den Här Koepp d'Wuert.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- Ech wollt zwar awer als eenzegen Deputéierten, ausser der Ministerin, aus dem Klierfer Kanton e puer Wuert heizou soen.

Une voix.- Très bien.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Juni 2001 hu mir hei an der Chamber eestëmmeg eng Motioun gestëmmt, fir datt d'Regierung soll Studië fir de Bau vun engem neie Lycée am Klierfer Kanton opstelle respektiv an d'Wee leeden.

Mä souwäit ons bekannt ass, ass bis haut näischt geschitt. Wéi esou oft wann et ëm den Norde geet, da gëtt geschleeft, gedréint a ronderëm de Bräi geréiert, a mir am Norde ginn zappele gelooss. Dat kenne mer jo ewell jorelaang. Beispiller gëtt et jo genuch: d'Nordstrooss, oder méi rezent wann et ëm de Standuert vun engem Lycée am Raum Nordstad geet. Da siche mer scho jorelaang no engem Terrain fir do kënnen ze bauen, wat ëmmer nach net fonnt gouf.

Laang ass et jo scho bekannt, datt d'Schülerzuel am Éislek wéi och am Land allgemeng ëmmer méi eropgeet, an domat drängt sech och noutgedrongen e Bau vun engem neie Lycée am Norde förmlech op. Zu Woltz selwer ass jo bekanntlech keen Ausbau vum Lycée méi méiglech, an domat muss an der Nordregioun en anere Standuert fonnt ginn.

D'Zäit drängt wann ee weess, datt mir hei zu Lëtzebuerg vun der Planung bis zur Fäerdegstellung siwe bis aacht a vläicht méi Jore brauchen, ier een an en neie Lycée kann anzéien. Dat ass, mengen ech, eng laang Zäit.

D'ADR Norden huet schonns am Joer 2003 sech fir de Kantonalhaaptuert Klierf als Standuert vun engem neie Lycée ausgeschwat. Infrastrukturell wéi administrativ wär dëst eng Opwäertung vun dem Kanton Klierf a vun der Gemeng Klierf. Klierf läit ganz zentral a verkéiersméisseg gekuckt ganz gënschteg, an do derbäi läit d'Eisebunnsnetz direkt um neie Standuert. E Standuert, dee schonns vun der Gemeng aus programméiert ginn ass.

Et wär ze hoffen an ze wënschen, dass d'Regierung emol eng Kéier méi schnell a richteg géif handelen, well där Containeren, an déi eis Kanner am Norde mussen dragoen, hu mer scho genuch. En Erauszögere vun engem Projet ass net ze verantwerten. Et ass schlecht fir eng Regioun, déi an de leschte 60, 70 Joer e Réckgang vun der Populatioun ze verzeechnen hat, an déi elo an deene leschten 20 Joer awer eng Entwécklung no uewe weist, dank viller eegener Initiativen. Et wär also gutt am Sënn vun enger Dezentralisatioun, well hei am Zentrum erstécke mer jo souwisou schonn am Verkéier.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Koepp. D'Wuert huet elo d'Regierung: dMadame Delvaux, den Här Wiseler an och d'Madame Jacobs. Fir d'éischt huet d'Madame Jacobs d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech freeë mech, dass esou eng grouss Eestëmmegkeet hei op alle Räng ass an datt jiddfereen esou vill Mérite drun huet.

(Hilarité)

M. le Président.- Très bien. Dann héiere mer elo d'Madame Delvaux, Minister vun der Éducation nationale. Madame Delvaux, Dir hutt d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech deele mer d'Zäit mam Bauteminister, dem Här Wiseler, well een eleng dee schwéieren Dossier do net packt.

(Interruption et hilarité)

Ech wëll just als Introduktioun awer trotzdeem soen, datt mech éischtens hei dat Lamentéieren iwwert den Norde wonnert, well de Moment si mer néierens amgaang méi ze baue wéi am Norden. Zweetens freeën ech mech awer och iwwert déi Unanimitéit, well ech eigentlech elo keng discordant Stëmmen hei héieren hunn - wien och ëmmer den Auteur vun de gudden Iddien ass.

Am Mee 2005 sinn d'Vertrieder vum Kanton Klierf bei mech komm an hu mer eng Propositioun bruecht mat engem Terrain. Do war nach e bësse Gewulls, an eigentlech hat d'Regierung a priori e Préjugé favorable, fir ze soen: Jo, mir bauen e Lycée am Klierfer Kanton.

Et muss ee jo soen, dass de Plan sectoriel „Lycées" virgesäit, an der éischter Phas dräi Lycéeën ze bauen - dat waren déi zu Réiden, Jonglënster an Esch/Belval. Déi dräi sinn an der Maach.

An da kënnt déi zweet Phas, an där si mer elo dran. Do geet dann d'Diskussioun ëm e Lycée am Kanton Klierf. Elo huet awer all Saach seng Uerdnung. Et kann een net einfach soen: Mir sinn der Meenung, dass d'Populatioun zouhëlt am Norden an da baue mir do e Lycée.

Well do gëtt et e Groupe ministériel, deen ass agesat am Plan sectoriel „Lycées", an dee muss iwwer esou Dossierë befannen. An dee Groupe ministériel huet sech dann op Wonsch vun der Regierung begéint, huet sech zesummegesat an huet en Dossier ausgeschafft. Ech muss soen, et ass deen décksten Dossier, deen ech bis elo am Ministère krut. Hei ass en. Esou déck. Do ass dann am ganzen Norden alles, Uertschaft fir Uertschaft analyséiert ginn: Wéi ass d'Population scolaire? Wéi vill sinn der am Préscolaire? A wéi eng Lycéeë gi se am Norden?

Dat ass en Dossier, deen ech och dem Parlament schenken. Dat heescht all Deputéierte kann deen och liesen.

Ech wëll direkt soen, dass op der Säit 26, mengen ech, nach eng Erreur matérielle ass. Ech ginn Iech alt schonn dësen, awer dee richtege kritt Dir dann nogeschéckt.

Gutt. Well dat Éischt, wat huet misse gemaach ginn, dat ass eppes ze definéieren. Mir hu jo e Pôle Nord, an ech brauch jo d'Norddeputéierten, déi hei d'Wuert geholl hunn, net dovun ze iwwerzeegen, dass den Norde grouss ass!

Een, deen zu Réide wunnt, geet net op Klierf an de Lycée. An déi meescht Klierfer, esou hu mer erausfonnt, ginn op Wolz an de Lycée. Dat heescht d'Halschent vun de Schüler vu Wolz kommen aus dem Kanton Klierf. An da geet och nach e groussen Deel vun de Schüler aus dem Kanton Klierf an d'Nordstad, op Ettelbréck an op Dikrech. An et ass och...

(Interruption)

Hei, den Här Mehlen, mengen ech, wollt mech eppes froen?

M. le Président.- Här Mehlen, wann Dir eng Tëschefro hutt, da formuléiert se kloer an däitlech.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Selbstverständlech. Ech wollt dann d'Madame Minister froen, ob si net der Meenung ass, datt déi selbstverständlech dohinner ginn, well se am Kanton Klierf keng aner Méiglechkeet hunn.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Jo, ech wollt awer just soen, dass déi Leit aus dem Kanton Réiden net op Klierf ginn, och wann do e Lycée ass. Ech mengen, et muss ee jo d'Distanzen am Norden awer kucken.

Also, ech sinn net méi aus dem Norde wéi Dir, Här Mehlen, mä ech hu mech awer kënneg gemaach.

An dofir ass dann emol fir d'éischt eng Zone de proximité definéiert ginn, en Anzuchsgebitt, wat déi Gemenge sinn, wou d'Schüler besser hätten, a wou et fir si méi interessant wär, op Klierf ze goe wéi an eng aner Uertschaft, wéi an en anere Lycée am Nordpol. Dat sinn, Dir musst mech elo entschëllegen, dat sinn eigentlech zéng Gemengen, an der Zwëschenzäit awer nëmmen néng Gemengen. Dat ass also d'Gemeng Klierf, dat ass d'Gemeng Konstem, dat ass d'Gemeng Hengescht, dat ass d'Gemeng Housen, dat ass Munzen, dat ass Élwen, dat ass Wäisswampech, dann ass et Hengescht, an dann déi nei Gemeng Kiischpelt.

Plusieurs voix.- A Wëntger!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Wëntger, hat ech déi iwwersprongen?

Gutt, elo wëll ech awer nach soen, dass et zwësche Wëntger a Kiischpelt net evident ass, ob alleguerten d'Kanner besser hunn op Klierf ze goen oder ob der net en Deel sinn, déi awer léiwer op Wolz ginn. Mir hunn awer fir déi Berechnungen hei emol gesot, datt dat am Prinzip Anzuchsgebitt vu Klierf ass.

An da komme mer zu där Konklusioun, dass et also ongefëier de Moment 1.280 Schüler gëtt, déi aus deene Gemengen do am postprimären Unterrecht sinn. Dovunner sinn der 630 am Cycle inférieur. Wa mer dovunner ausginn, dass dovunner déi Meescht da géifen op Klierf goen, da géif et sech sécher justifiéieren, och wann een den Zouwuess vun der Populatioun bedenkt, well déi Prévisioune vum Statec weisen, dass eigentlech den Norde mam Osten déi Géigend ass, wou d'Populatioun am meeschten zouhëlt.

(Interruption)

Dann ass et also ganz wahrscheinlech, dass et sech justifiéiert, fir am Kanton Klierf e Lycée ze bauen.

An zwar hätte mer geduecht - dat wär elo d'Propositioun - emol unzefänken an e Cycle inférieur ze bauen, dat heescht fir déi ënnescht Klassen, 7e, 6e, 5e respektiv 4e, respektiv 7e, 8e, 9e, also alles, wat déi méi kleng Schüler vum Postprimaire ugeet, an dass mer dann d'Entwécklung weiderkucke mat der Méiglechkeet, fir duerno e Cycle moyen an e Cycle supérieur dobäizesetzen.

Well ech wëll dorobber opmierksam maachen, dass mat deene verschiddene Filièren, déi offréiert ginn, mer also dat Potenzial, wat dann ass an deem Kanton, rationell verdeele mussen zwëschent deene verschiddene Schoulen, déi et am Norde gëtt.

Esou dass ech ka soen, dass mer also wäerten e Projet ausschaffen, fir am Kanton Klierf e Lycée ze bauen. De Volet Transport ass och gekuckt ginn dobäi. Vu dass aus alle Gemengen aus dem Kanton Klierf en Transport op Klierf organiséiert gëtt, ass eigentlech d'Offre de base schonn do. Déi muss awer dann en fonction vun der Schülerzuel renforcéiert ginn, wa mer dann emol esou wäit sinn.

An domadder wär ech mat mengem Volet fäerdeg, an da géif den Här Wiseler weiderfueren, fir eis ze soen, wéi et da mat dem Plange geet.

M. le Président.- Madame Delvaux, erlaabt Dir eng Tëschefro vum honorabelen Här Koepp?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Selbstverständlech.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- Ech wollt lech nach froen, ob Dir och déi Schüler mat abegraff hutt, déi an d'Belsch, déi op St. Vith an d'Schoul ginn?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Mir hunn identifizéiert, dass iwwer 300 Schüler aus der Régioun Norden an der Belsch an der Schoul sinn, wou et natierlech ganz schwéier ass ze soen ob déi, wann e Lycée zu Klierf wär, géifen erëmkommen oder net. Mä deem ass an der Projektioun Rechnung gedroe ginn an dofir komme mer op deen Zouwuess, well dat ass eng ganz komplizéiert Rechnung. Do uewe sëtzen d'Auteurë vun der Rechnung; si kënnen lech dat och eng Kéier ganz genau erklären. Ech wollt hinnen och Merci soe fir déi Aarbecht.

Do gëtt d'Zuel vun den Awunner gerechent an da gëtt gerechent eng Ratio op esou vill Awunner, wéi vill Schüler, an déi ass normalerweis, mengen ech, 8,8 - wa meng Erënnerung mech elo net täuscht. Vu dass awer 350 Schüler an der Belsch sinn, hu mer d'Ratio gerechent fir de Kanton Klierf op 9,5 - an net op där jëtzeger Zuel vu Schüler, déi an de Lëtzebuerger Lycéeë sinn.

Also ass där Zuel vu Schüler, déi an d'Belsch an d'Schoul ginn, Rechnung gedroe ginn. Meng Hoffnung wär et jo och, dass dat géif eng Rei vu Schüler zréck an d'Lëtzebuerger Schoul bréngen.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- Merci.

M. le Président.- Gutt. Merci, Madame Delvaux. Dann huet den Här Bauteminister Wiseler d'Wuert, deen nach ronn aacht Minutten Zäit huet, fir ze schwätzen.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Bei all deene Froen, déi elo gestallt gi sinn, ob den Etablissement, de Bau vun engem Lycée an enger gewëssener Géigend opportun ass, muss een natierlech zwou Saache kucken: dat Éischt sinn d'Besoinë vun dem potenzielle Rekrutementsgebitt - dat huet d'Madame Delvaux elo op Basis vun där Etüd,...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

... déi eise Pilotagegrupp do gemaach huet, am Detail duergestallt - an och natierlech zweetens d'Analys, wat an dem Ëmfeld ronderëm an där Régioun am Allgemengen nach geschitt. An do hunn och verschidde Virriedner schonn eng Rei Saachen ugeschwat.

Ech wëll awer nach eng Kéier, well dat mer och wichteg schéngt, kloer hei soen, wat fir eng Projetë momentan alleguer amgaange sinn am Norden ze lafen, gebaut ze ginn, deenen een och muss Rechnung droen, wann een en neie Projet ugeet.

Well am Norde geschitt momentan eppes. Am Norde gëtt extrem vill am Schoulbau gemaach a mir probéieren esou schnell wéi méiglech do weiderzekommen.

Ech wëll just awer eng Kéier opzielen, wat do gemaach gëtt:

De Lycée du Nord: Déi zweet Phas si mer amgaang ze bauen. Do war den Ufank vum Chantier 2004. September 2007 wäert de groussen Ateliersblock opgoen, Abrëll 2008 d'Sportsinfrastrukturen a September 2009 nach eng ganz Rei Klassesäll, déi derbäikommen. Mir wäerten duerno zu Woltz eng Capacité d'accueil vun 1.500 Schüler hunn.

De Lycée classique vun Dikrech, do gëtt d'Phas 9 an 10 momentan gemaach, nodeem datt selbstverständlech schonn 8 Phase virdru waren. September 2006 ass de Chantier ugaangen. Wann dat fäerdeg ass, hu mer do eng Capacité d'accueil vun 1.200 Schüler. D'Mise en service ass September 2008.

De Lycée technique an d'Internat zu Réiden sinn amgaang. De Chantier huet 2004 ugefaange fir 96 Milliounen Euro. September 2008 si mer fäerdeg. Eng nei Capacité d'accueil vun 1.200 Plazen.

Bei de Lycéeë vun Ettelbréck, wou mer e Problem momentan hunn - dat ass vun de Virriedner ugeschwat ginn -, si mer amgaang ze kucken, datt mer schnellstens eng provisoresch Léisung fannen, déi eis dann erlaabt, iwwert déi nächst Joren an déi Konditiounen ze kommen, déi mer wëllen, an datt mer och kënnen déi éischt Schrëtt maache fir definitiv Léisungen. Do sinn ech de 25., wann ech mech gutt erënneren, an der Petitiounskommissioun mat der Madame Delvaux zesummen, fir iwwert dee Problem ze schwätzen, an ech hoffen, datt mer bis dohin och nach méi konkret Saache kënne soen, déi ech haut nach net à même sinn, well se nach net definitiv sinn, esou op den Dësch ze leeën.

Mä do geet et ëm de Lycée agricole, ëm de Lycée technique, dee muss erweidert ginn, ëm d'Sportsinfrastrukturen, ëm den CNFPC an eng nei Schoul fir d'Professions de santé, déi awer an eisem Finanzprogramm musse virgesi ginn an deenen nächste Joren.

Et ass och en neie Lycée zu Miersch virgesinn. Elo kann ee soen, dat läit net am Norden. Mä et ass awer gradesou evident, datt dat d'Populatioun vun deene Lycéeën, déi zu Ettelbréck an d'Schoul ginn an déi aus der Ëmgéigend vun Ettelbréck kommen, och op iergendeng Aart a Weis wäert influenzéieren. Och do soll en neie Programm kommen.

An dann, wéi d'Madame Delvaux et gesot huet, en neie Lycée, deen zu Klierf soll hikommen.

Also am Norde gëtt vill geschafft a gëtt vill investéiert fir d'Zukunft vum Norden.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Et muss een awer och wëssen, datt dat Ganzt wäert eng Rei Influenzen, Inzidenzen hunn op dat wéi am Norde sech muss an Zukunft organiséiert ginn, wann de Klierfer Lycée, wann aner Strukturen dohi kommen. Mir mussen en Ausbau vun den Transporten op Klierf dee Moment maachen a mir mussen op där anerer Säit natierlech awer och kucken, datt déi Linnen, déi Buslinnen, déi momentan op aner Zentren orientéiert sinn, an Zukunft da reorientéiert ginn, datt op Woltz, Ettelbréck aner Linnen, manner Linnen oder aner gestalte Linne wäerten hifueren, wa mer zu Klierf esou en Zentrum hunn.

Alles dat sinn nach Froen, déi gestallt sinn. Alles dat sinn nach Froen, wou mussen Äntwerten drop fonnt ginn.

An dann ass et esou, datt déi Fro vum Terrain och nach definitiv muss geléist ginn. Mir hu momentan deen Terrain vun der CTI, wou d'Négociatioune mat de Propriétairë ganz wäit sinn. Bleift awer nach d'Fro op vum An-d'Rei-Setze vum Terrain. Dat ass en Terrain, deen an engem Usage industriel virdru war. E muss also an d'Rei gesat ginn. Do bleiwen nach eng Rei Froen op. A vun der Demolitioun vun deem wat haut op deem Terrain ass. An ech hoffen och do, datt mer an der nächster Zäit definitiv Décisiounen da kënnen huelen. Mä fir dat, wat den Här Gira gesot huet, awer kloer an däitlech kënnen ze soen: Déi Négociatiounen hunn ugefaangen a sinn och e gutt Stéck scho weider.

Bleift dann nach hannendrun eng Rëtsch Klassementsprozeduren ze maachen. Wann ech d'Gemengen douewe verstanen hunn, dierft dat jo iwwerhaapt kee Problem sinn.

Da bleift natierlech och d'Elaboratioun vun engem Programme de construction. Do si mer elo esou wäit, datt mer kënnen d'Décisioun huelen, wat mer da wëllen dohinnersetzen. Déi Décisioun konnte mer awer nëmmen huelen op Basis vun deem décke Buch wat d'Madame Delvaux hei an der Chamber déposéiert huet, wat eis a sech astand gesat huet, fir déi Besoinen ze analyséieren an déi éischt Phas ze determinéieren. Op Basis vun deem Dokument kann déi éischt Phas vun der Programmatioun vun der Planifikatioun dann och ugoen.

Voilà, dat war dat wat ech nach zousätzlech wollt soen. Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

(Interruption)

Jo, d'Regierung huet nach e wéineg Zäit.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech wollt just soen, den Här Wiseler huet jo alleguerten déi Projeten opgezielt. Ech wollt derbäifügen, datt och nach en neit Internat elo dëses Joers zu Dikrech opgaangen ass, fir och nach d'Bild fäerdeg ze maachen, esou datt ech net mengen, esou wéi Verschiddener dat hei gemengt hunn, datt den Norden ëmmer géif schlecht ewechkommen. Ech mengen, datt mer op ganz ville Plazen, wa mer géifen den Inventar maachen, zu anere Konklusioune géife kommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Den Här Goerens huet d'Wuert gefrot.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn net héieren, datt ee gesot huet, den Norde kéim schlecht ewech.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ah dach, dach.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech hu just héieren…

Une voix.- Den Här Koepp huet dat gesot.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech hunn haaptsächlech héieren, datt déi meescht Riedner gär gehat hätten, datt mer sollen no dëser Debatt wëssen, ob den Accord de principe definitiv arrêtéiert ass, jo oder neen, opgrond vun deene Viraarbechten, déi gemaach goufen.

Ech fannen déi Debatt war utile an ech wollt just nach zwou Saache soen. Den Terrain, d'Terrainsfro ass nu wierklech déi allereinfachst. Well de Stat muss do mat sech selwer verhandelen, de Stat an d'SNCI, dat ass Speck a Schwéngefleesch, bonnet blanc, blanc bonnet. Do ass d'Décisioun schonn an der viregter Regierung geholl ginn.

Dat Zweet wat ech wollt soen, dat ass, well den Här Wiseler elo grad doriwwer geschwat huet, d'Gebai muss demoléiert ginn. Dat heescht, et muss en Assainissementsplang vum Site gemaach ginn, an och duerfir ass den Accord de principe wichteg, well den Assainissementsplang ass opgrond vun der Kommodo-Gesetzgebung nämlech och d'Funktioun vun der Affektatioun, déi een dem Terrain duerno gëtt. Wann een also elo definitiv weess, datt dohinner e Lycée soll kommen, da weess een och wéi eng Konditiounen datt herno mussen erfëllt ginn, fir datt den Terrain ka fir deen Zweck gebraucht ginn.

Dat gesot, soen ech alleguer Merci, an datt mer eis eestëmmeg eens sinn, datt déi do Infrastruktur gebraucht gëtt an datt de politesche Wëllen och ka constatéiert gi fir weiderzefueren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech denken, dass mer eis alleguerten zesumme mat der Regierung doriwwer eens sinn, dass et kloer ass an dass keng Diskussioune méi kënnen doriwwer opkommen.

(Interruptions diverses et hilarité)

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass den Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État. Et si bis elo ageschriwwen…

(Interruption)

Neen, mir hate gesot si kéim duerno.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Neen, et war gesot ginn no der Heure d'actualité.

M. le Président.- Also, wéi ech d'Propositioun hei gemaach hu fir den Ordre du jour, dunn ass mir gesot ginn, dass se no där heiter Debatt kéim. Ech hunn der Chamber dat esou proposéiert, Här Braz, an d'Chamber huet sech esou d'accord erkläert mam Ordre du jour.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dat war net de Virschlag.

(Interruptions)

Neen, et ass net schlëmm. Kommt mir fuere weider.

M. le Président.- Här Minister? Gutt. An den Här Braz souwisou och, dann ass jo kee Problem. Da kënne mer dat och e bësse méi spéit maachen.

Sou, bei dëser Debatt sinn ageschriwwen: den Här Kaes, d'Madame Brasseur, déi Hären Diederich, Braz an Negri an d'Madame Loschetter. Mir hunn zwee Rapporteuren. D'Wuert huet elo den éischte Rapporteur vun dëser Orientéierungsdebatt, den honorabelen Här Lucien Clement, an duerno kënnt den honorabelen Här Roland Schreiner. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

7. 5642 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État

Exposé du papier de discussion de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), co-rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut hei an der Chamber iwwert de Finanzement vun deene groussen Infrastrukturprojeten, déi d'Regierung d'nächst Joer realiséiere wëllt oder an Ugréff huele wëllt. Heibäi handelt et sech ëm eng nei Prozedur, déi mir all zesummen am Laf vum Joer 2005 ausgeschafft hunn. No deene bekannten Ulafsschwieregkeeten d'lescht Joer gëllt et elo awer déi Datumen an déi Modalitéiten, déi mer eis jo selwer a sech operluecht hunn, en musique ze setzen. Ech kommen elo gläich nach eng Kéier kuerz op d'Modalitéite vun dëser Prozedur zréck.

Fir d'Diskussioun e bësselchen ze lancéieren oder e bësselche méi einfach ze maachen, hunn ech als President vun der Bautekommissioun eng Zort Diskussiounspabeier virgeluecht an deem nozeverfollegen ass, ëm wéi eng Projeten et sech handelt a wat d'Haaptdiskussiounspunkten an der Kommissioun waren. Ech hu ganz bewosst kee fäerdege Rapport virgeluecht, iwwert deen dann no där üblecher Manéier - Majoritéit, Oppositioun - ofgestëmmt sollt ginn, well ech et als enorm wichteg ugesinn, datt mer eis bei där éischte Kéier, wou mer dës Prozedur applizéieren, Zäit huele sollen, fir alles duerchdiskutéieren ze kënnen.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Mir kruten an der Kommissioun all Informatiounen, déi mer gebraucht hunn. Mir kruten och, an dat an aller Transparenz, Äntwerten op déi Froen, déi mer am Laf vun net manner wéi dräi Sitzunge gestallt hunn. Ech wëll dofir och dem Bauteminister Claude Wiseler an de Beamtinnen a Beamte vum Ministère an der Administratioun ausdrécklech Merci soen. Elo kann all Partei an aller Offenheet herno och Stellung huelen zu deenen eenzelne Projeten an och dozou hir Meenung äusseren.

De Sënn vun där neier Prozedur ass et jo, fir déi grouss Bauprojete vu vireran - ugefaange beim Ausschaffe vum Projet - méi transparent a méi öffentlech ze maachen.

Duerfir verstitt och, Här President, datt et mäin Uleies ass, dass mer eis haut Zäit huelen, fir dës Projete virzestellen an och ze diskutéieren.

D'Prozedur u sech: Den 23. Mee 2005 hat d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes, d'Comexbu, eng Entrevue beim Bauteminister, fir iwwert d'Propositioun ze diskutéieren, wéi een d'Prozedure kéint verbesseren, fir bei de grousse Bauprojete vum Stat déi heiansdo dach enorm Budgetsdépassementer ze vermeiden.

Esou Dépassementer hate mer der jo e puer an deene leschte Joren, wéi zum Beispill d'Coque oder d'Philharmonie, fir der just zwee ze nennen, iwwert déi iwwerall sécherlech vill geschwat an och vill geschriwwe ginn ass.

Dobäi muss een awer der Richtegkeet halber soen, datt déi grouss Mass vun alle Projeten an där finanzieller Enveloppe, déi mir heibanne gestëmmt hunn, ofgewéckelt gëtt. Iwwer 90% vun de Bauprojete ginn also ouni finanziell Nobesserungen iwwert d'Bühn.

Den 20. Juni 2005 ass an der Comexbu déi nei Prozedur ugeholl ginn, no där an Zukunft nei Infrastrukturprojete preparéiert an och presentéiert ginn. Ouni elo op d'Detailer vun der Prozedur anzegoen, wëll ech just kuerz déi wichtegst Elementer nach eng Kéier erläuteren.

Spéitstens den 30. Juni vun all Joer muss de Bauteminister an der Commission des Travaux publics eng Lëscht mat deene Projete presentéieren, déi de Stat am Laf vum da kommende Joer oder an de kommende Jore wëlles huet ze realiséieren. Heibäi handelt et sech ëm nëmmen déi Projeten, déi e Käschtepunkt hunn, deen iwwer 7,5 Milliounen Euro läit.

D'Kommissioun analyséiert an diskutéiert déi Lëscht, preparéiert den Avis a selbstverständlech och d'Debatt an der Chamber. Am Laf vun där Debatt an der Chamber huet all eenzel Fraktioun d'Méiglechkeet, sech zu dëse Projeten ze äusseren.

Déi Projeten, mat deenen d'Chamber averstanen ass, ginn dann duerch eng Motioun accordéiert, an där dann och de Bauteminister autoriséiert a selbstverständlech och opgefuerdert gëtt, méi am Detail ze plangen.

Fir all Bauprojet, deen e Käschtepunkt huet, dee méi héich ass wéi 7,5 Milliounen Euro, muss de Ministère des Travaux publics dann e Projet de loi déposéieren. Wann am Nachhinein awer, nodeems de Projet de loi schonns gestëmmt ass, bei engem Projet wichteg Ännerunge virgeholl ginn, gëtt déi zoustänneg Chamberskommissioun dovunner a Kenntnis gesat an huet selbstverständlech no enger Diskussioun an enger Analys d'Méiglechkeet sech doriwwer auszeschwätzen.

Wann elo awer d'Ausgabe méi wéi 5% vum urspréinglech autoriséierte Montant iwwerschreiden, da muss en neie Projet de loi déposéiert ginn. Ass den Dépassement manner wéi 5% vum autoriséierte Montant, da gëtt dat dat Joer, wou den Dekont virgeluecht gëtt, geregelt. Esou wäit dat zu deene wichtegste Punkte vun der Prozedur selwer.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll elo déi Projete virstellen, déi mer an der Kommissioun virgestallt kruten an och diskutéiert a selbstverständlech och analyséiert hunn. Ech wëll dat awer kuerz maachen, ouni ze vill an den Detail ze goen, soss misst ech Iech deelweis mat relativ ville bautechneschen Eenzelheete praktesch bombardéieren. Fir dës Diskussioun wäerte mir nach d'Geleeënheet kréien, wann déi eenzel Bauprojeten an e Gesetzestext gefaasst sinn an heibannen zum Vote virleien.

Déijéineg vun Iech, déi awer zousätzlech Informatiounen iwwert déi eenzel Projete wëllen hunn, kënnen dës, sief et an de Kommissiounsrapporten oder am Papier de discussion, méi genee noliesen.

Am éischte Volet fanne mer déi Bauprojeten, déi de Ponts et Chaussées ënnerleien. Dat ass éischtens emol eis Grenzbréck zu Gréiwemaacher. Dës Bréck ass sécherlech eng wichteg Verkéiersachs fir d'Frontalieren, déi aus dem däitsche Grenzgebitt all Dag op Lëtzebuerg kommen. Mir kruten an der Kommissioun gesot, datt déi Maacher Bréck an engem äusserst schlechten Zoustand wär.

D'Iddi, déi deene Verantwortleche virschwieft, ass déi, fir eng nei Bréck nieft déi bestehend ze bauen, déi al Bréck dann ofzerappen an dann déi nei Bréck op déi Plaz ze setzen.

Et handelt sech hei ëm eng stole Konstruktioun an duerfir ass et technesch méiglech, fir déi nei Bréck, nodeems dass se gebaut ass an nodeems dass déi al ofgerappt ass, op d'Plaz vun där aler eriwwerzerippen. Well et sech dobäi ëm eng Grenzbréck handelt, muss Lëtzebuerg net déi ganz Baukäschte vun dësem Projet eleng droen. Et ass souguer esou, datt mer momentan de Seuil vu 7,5 Milliounen a sech nach net erreecht hunn. Dës Zuele sinn awer no eisen Informatiounen nach laang net definitiv, obschonns no den heitege Previsiounen déi 50% vum Gesamtmontant 7,2 Milliounen ausmaachen. Allerdéngs ass an dësem Montant nach keng Vëlospist fir déi nei Bréck virgesinn.

Ouni elo wëllen am Detail op dat anzegoen, wat an der Kommissioun beschwat ginn ass, wëll ech awer just soen, datt mir an der Kommissioun d'Propos gemaach hunn, fir eng nei Bréck direkt op der Route du Vin ze baue vis-à-vis vun der Autobunnsopfahrt, wat fir Gréiwemaacher eiser Meenung no als Uertschaft eng enorm Entlaaschtung vum Trafic duerstelle géing.

Allgemeng ass d'Situatioun esou, datt alleguer déi Grenzbrécke mat Däitschland, déi nom Zweete Weltkrich erëm opgebaut gi sinn, sech an engem méi oder manner schlechten Zoustand befannen, woubäi et zu Gréiwemaacher besonnesch dréngend ass, datt eppes ënnerholl gëtt.

Wat déi Gréiwemaacher Bréck ugeet an notamment d'Iddi, fir eng nei Bréck op d'Route du Vin ze bauen, esou spillt do natierlech och ëmmer d'Roll vum Mäerterter Hafe mat. Fir de Ministère ass et net denkbar, datt iergendwa keng Bréck méi soll op deem aktuellen Emplacement stoen. Et gëtt awer weiderhin zesumme mat deenen däitschen

Autoritéiten iwwert d'Méiglechkeet vun enger zweeter Bréck nogeduecht an och verhandelt.

Ech sinn der Meenung, Här Minister, datt Dir zesumme mat Äre Servicer nach eng Kéier mat de Responsabele vun der Stad Gréiwemaacher iwwert dëse Projet diskutéiere sollt. Bleift et bei där aktueller Versioun vum Projet, kritt Gréiwemaacher wuel eng nei Bréck, eng Bréck, déi doriwwer eraus och nach vill Sue kascht, mä u sech null Entlaaschtung vum Verkéier hier mat sech bréngt. E Verkéier, dee sech all Owend an all Moien a Stauen zu Maacher bemierkbar mécht.

Eng nei Bréck vis-à-vis vun der Autobunn géing de Pendlertrafic zolidd reduzéieren an d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi zu Gréiwemaacher wunnen, merklech verbesseren.

Au contraire mengen ech awer, datt déi heiteg Bréck, déi haut jo awer, muss ee soen, nach allerhand Camionen an och anere Verkéier aushale muss oder aushält, no enger technescher Revisioun och weiderhi fir Vëloen oder vläicht méi e soften Autosverkéier ze gebrauche wär.

Wat elo no heitegem Stand der Dinge dat Technescht ugeet, esou soll d'Bréck an enger Mixtur aus Stol a Bëton gebaut ginn. Well dat Ganzt jo awer relativ urgent ass, sollen d'Aarbechten esou séier wéi méiglech ufänken. Spéitstens an engem Joer soll de Projet, fir d'Bréck ze bauen, finaliséiert sinn an den Accord mat Däitschland och ënnerschriwwe sinn.

Deen zweete Projet ass d'Rekonstruktioun vun der Fuerbunn op de Brécken OA 498 an OA 499 op der N27 um Stausee zu Ënsber a Lëlz. Heibäi handelt et sech ëm zwou Brécken, bei deenen d'Fuerbunn an de Belag erneiert musse ginn. Déi zwou Brécke sinn zesummegeholl ginn an engem Projet.

Et hätt een och kënnen déi zwou Brécken separat behandelen. Da wäre se guer net ënnert d'Prozedur vun deem Gesetz gefall, mä, Här President, Dir gesitt, och hei wëllt den Här Wiseler sech op kee Fall de Virworf gefale loossen, ze truquéieren oder de Projet ze splitten, fir iwwert dee Wee de Seuil vu 7,5 Milliounen net ze erreechen.

Déi concernéiert Fuerbunnsplacke bestinn aus virgespaante Poutren, déi einfach ersat gi mussen. Aus verkéierstechnesche Grënn ass et sécherlech wichteg, datt déi zwou Brécke gläichzäiteg, also matenee frësch gemaach ginn. Am beschten dann och net während der Touristesaison.

Drëttens, de Réaménagement vum Boulevard Raiffeisen op der Cloche d'Or. Dëse Projet ass vun enger enormer Bedeitung, géing ech soen, fir d'Entwécklung vum Quartier ronderëm d'Cloche d'Or. Fir d'éischt ginn hei d'Niewestroosse frësch gemaach, ab 2008 dann de Boulevard Raiffeisen. Et soll e schéine städtesche Boulevard ginn, deen 48 Meter breet gëtt, mat Pistë fir den normale Stroosseverkéier, den öffentlechen Transport an och d'Vëlospisten. De Projet gesäit och vir, datt en Tram, wann e kënnt, kéint iwwert deen neie Boulevard fueren.

Dësen äusserst komplexe Projet bréngt eng Modifikatioun vum Autobunnséchangeur mat sech a muss enger Eisebunnsgare an eventuell och enger Gare routière da Rechnung droen. Dësen Ausbau vun der Cloche d'Or ass noutwendeg fir d'Entwécklung vun dësem Stater Quartier. En ass och esou am IVL virgesinn.

D'Fro, déi mir eis zu dësem Projet an der Kommissioun gestallt hunn, war déi vum Impakt op de Commerce an dësem Quartier, fir dee sécher esou e Laangzäitchantier net onbedéngt optimal ass. Et ass deemno wichteg, datt een dofir suergt, oder d'Méiglechkeet ausnotzt, fir dofir ze suergen, esou mann wéi méiglech Perturbatiounen do ze kréien.

Des Weideren huet den Här Wiseler eis matgedeelt, datt hien an Diskussioune mat der Stad Lëtzebuerg ass, fir en neie Site vun de Pompjeeë souwéi och vum Service de Secours op der Cloche d'Or ze definéieren.

Dann d'Sanéierung vum Stau zu Rouspert. Bei dëser Sanéierung geet et net eleng ëm d'Bauwierk vum Staudamm selwer, mä och ëm verschidden hydraulesch Deeler. Déi haaptsächlech Problemer bestinn doran, well verschidde Plazen am Beräich vun der Zentral, wéi zum Beispill verschidde Prisen oder en Ëmleedungskanal, net méi dicht sinn.

Dernieft huet d'Waasserwirtschaftsamt gefrot fir d'Quantitéite vum Waasser, dat offléisse gelooss gëtt, ze erhéijen. Dat bréngt eng Diminutioun vun der Stroumproduktioun mat sech an domat eng Perte vu Recettë fir déi Sociétéit, déi d'Zentral exploitéiert. Dat erëm huet als Konsequenz, datt de Stat entweder dës Moins-value kompenséiere muss oder awer d'Zentral mat enger zousätzlech neier Turbin équipéiere muss, wat e Käschtepunkt vun 3 bis 3,5 Milliounen Euro bedeit. Iwwert dës zwou Alternative muss deemno nach nogeduecht ginn.

An der Kommissioun hate mir zu dësem Sujet eng Diskussioun iwwert d'Eliminatioun vun den Oflagerunge souwéi d'Noutwendegkeet vum zousätzlechen Ofloosse vu Waasser. Heizou si mir informéiert ginn, datt bei dësem Thema och Däitschland betraff ass an datt déi Fro folglech an deem internationale Bléckwénkel och diskutéiert gi muss.

Bis elo gesäit de Projet u sech keng direkt Moossname géint Héichwaasser vir, ausser datt de Sand an de Bulli, déi sech am Stau während all deene Joren ugesammelt hunn, andeems datt de Barrage opgemaach gëtt, duerch eng méi staark Duerchflutung ofgeschwemmt gi sollen.

Eng Mesure, déi, isoléiert gekuckt, eis an der Kommissioun awer net ganz iwwerzeegt huet an déi mat Sécherheet d'Gemeng Rouspert an hir Populatioun net zefridde stelle wäert. D'autant plus weess ech aus der Zeitung, datt d'Gemeng Rouspert en Héichwaasserschutz zu Steenem opriichte wëllt. Eng Mesure, déi nom heitege Stand der Dinge zu 50% iwwert de Ministère de l'Intérieur, also vum Stat selwer matgedroe gëtt oder subventionéiert gëtt.

Dofir, Här Minister, den Opruff un Iech, datt an dësem Dossier Är Beamte mat de Beamten aus dem Ministère de l'Intérieur nach eng Kéier Kontakt ophuelen, fir datt déi eenzel Mesuren hei och koordinéiert kënne ginn.

Mir kruten des Weideren an der Kommissioun och vum Här Wiseler versprach, datt öffentlech Informatiounsversammlunge wäerten ofgehale ginn iwwert d'Renovéierung vun der Zentral an engem eventuellen Héichwaasserschutz, wann de Projet bis méi wäit ausgeschafft ass.

Fënnefte Punkt ass d'Konstruktioun vum Évacuateur de crues um Haaptbarrage zu Esch-Sauer a vun engem Tunnel de décharge zu Esch-Sauer selwer. Dës Ëmännerung am Stau ass absolut noutwendeg, an dat net nëmmen, fir déi europäesch Sécherheetsmoossnamen anzehalen. Dësen Héichwaasserschutz soll automatesch asetzen, soubal e gewëssene Waasserpegel erreecht ass. Et ass en natierlechen Iwwerlaf, deen déclenchéiert gëtt, wann d'Waasser e gewëssene Stand, e gewëssene Pegel erreecht huet. Hei gëtt dofir och en Tunnel als Querverbindung gebaut. An der vereinfachter Duerstellung kann een et vergläiche mat enger Buedbidden, wou e Stopp drop ass, a fir datt se net iwwerleeft wann ee Waasser dralafe léisst, ass en Iwwerlaf virgesinn, deen als Missioun huet, dat Zevill u Waasser automatesch ze evakuéieren.

Da kommen déi Projeten, déi der Administration des Bâtiments publics ënnerleien. De Service Incendie a Sauvetage vum Findel. Hei geet et dorëms, datt déi aktuell Garagen ze kleng sinn, fir déi nei grouss Camionen all ënnerdaach ze stellen. Des Weideren entsprieche souwuel d'Ateliere wéi och d'Vestiairen net méi deenen heitegen Normen an deenen heitegen Ufuerderungen.

Dëse Projet ass nach am Stadium vun den Études préliminaires an ëmfaasst och just den éischten Équipement vun deem neie Gebai an den Atelieren, awer nach net déi spezifesch Ausrüstung vum Service Incendie a Sauvetage. Des Weideren ass hei och e klenge Pied-à-terre fir d'Arméi virgesinn.

Zweeten an drëtte Punkt, den Neie Lycée an dat definitiivt IEES-Gebai zu Miersch. De Choix ass op dëse Site gefall, well éischtens d'Terrainen dem Stat gehéieren, an zweetens déi Mierscher Gemeng dësem Projet géigeniwwer ganz favorabel agestallt ass. Wat bei dësem Projet entscheedend ass an och zum Deel nei ass, ass, datt d'Regierung virschléit fir dës zwee Projeten iwwer PPP, also „Public-Private Partnership" ze finanzéieren. An der Bautekommissioun hu mir d'Regierung dozou opgefuerdert, fir déi néideg Mesurë virzegesinn, fir datt Lëtzebuerger Entreprisen net défavoriséiert oder ganz ausgeschalt kënne ginn an där neier PPP-Prozedur.

Den Här Wiseler huet eis informéiert, datt verschidden Deeler vun der Infrastruktur gemeinsam genotzt kënne ginn. Eng Iwwerleeung, déi an der Kommissioun Zoustëmmung fonnt huet an déi mat Sécherheet zu enger Käschtereduzéierung bäidroe wäert. Des Weidere krute mer d'Informatioun, datt e spezielle Cahier des charges ausgeschafft gëtt. An dësem Cahier des charges soll net d'Gebai selwer als solches ausgeschriwwe ginn, mä éischter de Besoin, also dat wat mer un Infrastrukture brauchen. Des Weideren - an och dat ass bis haut net onbedéngt üblech - gëtt den Entretien an d'Garantie iwwer 20 Joer mat ausgeschriwwen.

Dëse Modell vun Ausschreiwung bréngt mat sech, datt duerch d'Oplag vun 20 Joer Garantie an 20 Joer Entretien, déi d'Entreprise mat offréiere muss an duerno selbstverständlech och leeschte muss, eng Entreprise, déi den Zouschlag kritt, sech am Prinzip net ka leeschten am Virfeld scho schlecht Qualitéit unzebidden oder schlecht Qualitéit ze bauen, soss kritt se an deene Joren nom Bau ganz zolidd Schwieregkeeten. Hoffe mer just, datt dëse Modell fir ze baue richtungsweisend fir d'Zukunft ass an deem Sënn, fir souwuel d'Bauzäit wéi och de Coût de construction ze verréngeren.

Drëtte Punkt, dat sinn déi Projeten, déi der Kompetenz vum Fonds Belval ënnerleien. Do ass éischtens emol d'Universitéit. Wéi Der Iech alleguer kënnt virstellen, ass dat sécherlech deen importanteste Projet, eleng scho vu senger Envergure hier. Et ass awer och dee Projet, wou d'Aarbechte bis elo am mannste wäit virgeschratt sinn. Am Moment ass den Architekteconcours amgaange virbereet ze ginn. Dëse Concours d'architectes soll net nëmmen d'Gebai vun der Uni plangen, mä och en urbanistescht Konzept fir dee ganze Plateau vun den Héichiewe virleeën.

Selbstverständlech wäert an dësem Konzept och dat neit Gebai vun der Dexia mat abezu ginn, grad ewéi aner Gebaier, wéi zum Beispill d'Pépinière d'entreprises, déi mer viru kuerzem eréischt hei an der Chamber gestëmmt hunn.

Dëse Projet ass och konform mam Masterplang vum Site Belval. De ganze Projet gëtt vum Fonds Belval iwwer en Emprunt finanzéiert. Dësen Emprunt gëtt da vum Stat remboursëiert an d'Administration des Bâtiments publics gëtt dann och Propriétaire vun den Immeublen a selbstverständlech och zoustänneg da fir den Entretien.

Beim Lycée zu Esch-Belval handelt et sech ëm e Projet, dee scho relativ wäit fortgeschratt ass, esou datt de Projet de loi heizou geschwënn déposéiert gi kann. Den technesche Deel wäerte mer dann och an dësem Projet de loi erëmfannen a kënnen deen dann och hei an der Chamber diskutéieren.

Drëtte Punkt dovun, de Bâtiment administratif zu Esch-Belval. D'Büroen, ëm déi et hei geet, si virgesi fir d'Administration de l'Environnement an d'Waasserwirtschaftsamt mat hire Laboratoirë souwéi de Fonds Belval, deen och do soll eppes kréien, an eventuell nach aner Administratiounen. D'Preparatioune si scho relativ wäit, esou datt de Projet de loi och an e puer Méint misst prett sinn.

Souvill, Här President, zu de Projete selwer. Ech bieden d'Chamber, dës Projeten duerch déi an där neier Prozedur virgesinne Motioun och ofzeseenen, fir datt déi néideg technesch Aarbechten a Calculatiounen, déi dës Projete betreffen, weider verdéift a weidergefouert kënne ginn.

Dat gesot, Här President, soen ech selbstverständlech Merci fir d'Nolauschteren, bréngen och den Accord vun der CSV-Fraktioun an déposéieren hei och nach d'Motioun, déi de Bauteminister, den Här Wiseler, opfuerdert an autoriséiert, fir déi eenzel Projete méi am Detail ze studéieren an och ze berechnen. Mir denken, datt mer duerch dës Prozedur herno e Projet de loi hei an d'Chamber kréien, deen, wat dee finanzielle Volet ugeet, méi detailléiert a méi no bei der Realitéit dierft sinn.

D'Motioun, Här President, dréit och d'Ënnerschrëft vun alle Fraktiounen hei an der Chamber, plus déi vun der ADR, esou datt ech dovun ausginn, datt et kee Problem ass déi Motioun hei ze stëmmen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructures telle qu'elle a été mise en évidence par la déclaration gouvernementale du 4 août 2004;

- vu d'autre part:

- l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructures du 22 mars 2001;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet «d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructures dans le futur» transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- vu les propositions du Ministère des Travaux publics adoptées par la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire relatives à une nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructures et qui se présente comme suit:

1. Au 30 juin de l'année en cours au plus tard, le Ministère des Travaux publics présente à la Commission des Travaux publics de la Chambre des Députés une liste de projets prioritaires à construire par l'État au cours de l'exercice suivant, voire les exercices suivants, et susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 7,5 millions d'euros, hors emprises. Cette liste comportera des projets émanant de divers ministères, mais n'englobera pas les projets de construction auxquels l'État participe par l'intermédiaire d'une subvention (plafonnée). Le prix des projets figurant sur cette liste servira à donner un ordre de grandeur très approximatif de leur coût futur.

2. La Commission des Travaux publics examine cette liste. Elle prépare un avis et un débat au sein de la Chambre des Députés en tenant compte des avis (écrits) des Commissions concernées par certains projets (par exemple, de la Commission de l'Éducation nationale en cas de construction d'un établissement scolaire). Ce débat aura lieu chaque année au cours de la deuxième semaine d'octobre au plus tard.

3. Au cours du débat, la Chambre des Députés examine chaque projet de la liste et choisit les projets auxquels elle souhaite donner son accord de principe par voie de motion. La liste finale des projets accordés figurera en tant qu'article budgétaire dans la loi budgétaire dont le vote permettra au Ministère des Travaux publics d'engager les frais nécessaires à des études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation et, le cas échéant, des cahiers des charges nécessaires pour la mise en adjudication publique, ainsi que du projet de loi.

4. Pour chaque projet, le Ministère des Travaux publics déposera un projet de loi élaboré sur base d'un avant-projet détaillé.

5. Tout changement «important» de programme survenant après le vote de la loi devra faire l'objet d'un nouvel examen par la Chambre des Députés.

6. Un nouveau projet de loi devra être déposé chaque fois que les dépenses pour un projet dépassent 5% du montant autorisé, un dépassement inférieur à 5% étant à régulariser au moment du décompte final du projet. Cette régularisation aura lieu dans le cadre de l'approbation de la loi portant règlement du compte général de l'État.

- Considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation de principe et d'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un APD à charge du département des Travaux publics en 2006/2007 présentée par Monsieur le Ministre des Travaux publics lors des séances du 6, 14 et 20 septembre 2006 à la Commission des Travaux publics;

- considérant que, suite aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre des Travaux publics, l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause s'avère indispensable à partir de l'exercice budgétaire 2007 afin de garantir au pays l'existence d'une infrastructure permettant:

• de garantir la pérennité des liaisons routières avec nos pays voisins - reconstruction du pont frontalier à Grevenmacher;

• d'assurer la longévité des grands ouvrages traversant le lac du barrage d'Esch-sur-Sûre - reconstruction des tabliers des ponts OA 498 et OA 499 portant sur le lac du barrage à Insenborn et à Lultzhausen -/- réhabilitation des ouvrages d'art du barrage de Rosport;

• de contribuer au développement urbain de la ville de Luxembourg - réaménagement du boulevard Raiffeisen à la Cloche d'Or;

• de remplir les normes européennes en matière de sécurité - construction d'un évacuateur de crues au barrage principal à Esch-sur-Sûre et d'un tunnel de décharge dans la localité d'Esch-sur-Sûre;

• de garantir la sécurité de l'aéroport - service incendie et sauvetage de l'aéroport;

• de fournir au pays l'infrastructure scolaire qui lui est indispensable - Neie Lycée à Mersch et IEES, bâtiment définitif à Mersch;

• de contribuer à la matérialisation du projet-phare de Belval-Ouest tout en fournissant un apport à la décentralisation - bâtiment administratif à Esch-Belval -, à l'infrastructure scolaire - lycée à Esch-Belval, ainsi qu'à la création de l'Université du Luxembourg;

donne son accord de principe pour les projets énumérés ci-dessus et autorise le Gouvernement à engager les frais nécessaires à des études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation et, le cas échéant, des cahiers des charges nécessaires pour la mise en adjudication publique, ainsi que du projet de loi pour l'ensemble des projets présentés par Monsieur le Ministre des Travaux publics à la Commission des Travaux publics dans ses séances du 6, 14 et 20 septembre 2006.

(s.) Lucien Clement, Anne Brasseur, Fernand Diederich, Viviane Loschetter, Robert Mehlen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Dem Rapporteur, dem Här Clement, Merci fir seng Ausféierungen. Duerno kritt de Corapporteur fir de Volet ferroviaire, den Här Schreiner, d'Wuert. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

Exposé de l'avis de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), co-rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Kolleeg Lucien Clement huet elo am Kader vu sengem Rapport in extenso déi nei Prozedur beschriwwen, déi mer als Chamber décidéiert hunn anzeschloen, fir e bessere Suivi ze kréie vun deene groussen Infrastrukturprojeten, déi de Stat realiséiere wëllt. Hien huet och d'Beweggrënn erläutert, déi dozou gefouert hunn, datt mer déi Prozedur aschloen. Dat erspuert mir dat alles nach eng Kéier ze widderhuelen.

Ech wëll just soen, dass mer, wa mer vu groussen Infrastrukturprojete schwätzen, net nëmmen de Stroossebau an den Héichbau viséiert sinn, mä natierlech och déi grouss Investissementer an eis Schinneninfrastrukturen dozou gehéieren. Dat huet och den Transportminister dozou beweegt de Wonsch zum Ausdrock ze bréngen, déiselwecht Prozedur anzeschloe wéi de Bauteminister fir seng Projeten. E Wonsch, deem d'Comexbu an hirer Sitzung vum 10. Juli 2006 stattginn huet, nodeems se dat scho fir d'Projeten aus dem Beräich vun den Travaux publics den 20. Juli 2005 prinzipiell an den 3. Abrëll 2006 definitiv du gemaach huet.

Grad eméi bei de Bauteprojete beinhalt déi Lëscht, déi mer dann an Zukunft fir den 30. Juni vum Transportminister virgeluecht kréien, déi prioritär Projeten, déi am Laf vum nächsten Exercice respektiv deenen nächsten Exercicer solle realiséiert ginn, an déi de Seuil vun deenen ominéise 7,5 Milliounen Euro iwwerschreiden oder susceptibel sinn, dat ze maachen. Un eis ass et dann eise prinzipiellen Accord dozou ze ginn an iwwert d'Loi budgétaire de Minister ze beoptragen d'Kreditter ze engagéieren, fir d'Projeten iwwert d'Niveauen APS, APD bis hin zum Projet de loi weiderzedéveloppéieren.

Här President, den Transportminister huet de 4. Oktober der Transportkommissioun eng laang Lëscht vu Projete virgeluecht, déi an deenen nächste Jore solle realiséiert ginn an déi alleguerten e prioritäre Charakter hunn, well se sech all areien an e feste Bestanddeel si vun deem ënnert deene viregte Regierunge scho lancéierten an ënnert dëser Regierung konkretiséierte Globalkonzept, fir d'Eisebunn hei zu Lëtzebuerg an och an der Grenzregioun weiderzedéveloppéieren.

Ier ech op déi eenzel Projete kuerz aginn, wëll ech drun erënneren, dass d'Regierung sech an hirer Regierungserklärung zu engem leeschtungsfäegen öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg an zu eiser Eisebunn, déi d'Réckgrat dervu soll duerstellen, bekannt huet.

Aus viregten Débaten hei an der Chamber an och an der Kommissioun, mengen ech soen ze kënnen, datt et e fraktiounsiwwergräifende Konsens gëtt an der Aschätzung, dass, wa mer den affichéierten „modal split" vu 25/75 am Kader vum IVL bis d'Joer 2020 erreeche wëllen, mer hei am Land eng Eisebunn brauchen, déi performant ass, déi attraktiv ass, déi sécher ass an déi an der Lag muss si fir d'Mobilitéitsbedürfnisser vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen an déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, ze befriddegen.

Mir brauchen also duerfir zousätzlech Transportcapacitéiten iwwert d'Schinn, wa mer d'Eisebunn wëlle fit maache fir déi zukünfteg Erausfuerderungen, fit maachen duerch Investitiounen um Niveau vum Material an um Niveau vun den Infrastrukturen.

Wat d'Material ugeet, esou ass jo e Programm vu 570 Milliounen Euro décidéiert an amgaangen exekutéiert ze ginn - deen ass och elo net Objet vun dësem Débat. Um Niveau vun den Infrastrukturen hu mer awer e groussen Nohuelbedarf. An duerfir gëtt et héich Zäit, dass, wéi de Minister ëmmer seet, Neel mat Käpp an deem Beräich gemaach ginn.

Als Transportkommissioun hu mer duerfir och mat Satisfaktioun festgestallt, datt et en ambitiéisen Investitiounsprogramm gëtt, deen d'Eisebunn an d'Lag versetze soll, fir och an der Zukunft dat zousätzlecht Transportopkommes am Persounen- an och am Gidderverkéier ze bewältegen.

A wann een emol eng Kéier den Iwwerschlag mécht vun all deenen Investitiounsprojeten, déi zum Deel schonn amgaang sinn ausgefouert ze ginn, an och vun deenen, déi nach geplangt sinn, da komme mer awer séier op e globale Montant vu ronn 2,6 Milliarden Euro Investissementer an d'Schinneninfrastruktur an engem Zäitraum vu 15 bis 20 Joer.

Här President, d'Regierung huet also hir Bereetschaft zum Ausdrock bruecht, an d'Schinnen ze investéieren, an dat gëtt jo och duerch de Budget dokumentéiert. Et brauch ee sech nëmmen d'Entwécklung vum Fonds du rail unzekucken, da gesäit een, datt, wa mer am Joer 2000 nach nëmmen - „nëmmen" - bei 133 oder 134 Milliounen Euro loungen, da leie mer am Budget vum nächste Joer bei iwwer 300 Milliounen Euro. En Trend, dee sech sécher an deenen nächste Joren, wa mer an déi verschidde Realisatiounsphase vun deenen eenzelne Projete kommen, nach fortsetze wäert.

Eng Rei vu Projeten hu jo schonn eng gesetzlech Basis an hunn och den Aval vun der Chamber scho kritt. Zum Deel sinn do d'Aarbechten och schonn ugelaf. Ech denken do speziell un de Centre de Remisage et de Maintenance vun der Eisebunn oder d'Zweegleisegkeet vun der Linn vu Péiteng op Lëtzebuerg, wou bis d'Joer 2012 ronn 368 Milliounen Euro sollen investéiert ginn.

Am Stadium vum APS respektiv vum APD sinn da wichteg Projete wéi de Bau vun engem Viaduc op der Polvermillen oder den Uschloss vum Kierchbierg un d'Schinnennetz vun der Gare iwwert den Cents, de Findel bis bei déi heiteg Ausstellungshalen. E Projet, dee ganz wichteg ass, well en d'Méiglechkeet schaaft d'Haaptgare ze entlaaschten an d'Zuchbenotzer a kuerzer Zäit op de Findel an op de Kierchbierg ze bréngen.

Och schonn eng legal Basis hunn natierlech déi ganz wichteg Projete wéi dee vun där neier Gare um Findel a Kombinatioun mam Bau vun där neier Aérogare oder och dee vun där neier Gare um Belval an der direkter Noperschaft vun de Frichen.

All dës Projete si wichteg Deeler vun engem Mobilitéitskonzept, wat Sënn mécht, wat sech aus der Luxtraffic-Etüd respektiv der Etüd „mobilitéit.lu" ergëtt; e Konzept, wat sech natierlech awer och voll a ganz areit an integréiert an d'Entwécklungskonzept vum IVL, well just déi integrativ Dimensioun vun dësem Projet am Kader vun der Landesplanung immens wichteg ass, dat och am Sënn vun enger dezentraler Approche vun eise wirtschaftlechen Aktivitéiten, déi sech an Zukunft jo net nëmmen an der Stad a ronderëm d'Stad, mä och an anere Regioune vum Land - ech denken do un d'Nordstad, ronderëm Ettelbréck an Dikrech, oder och un d'Südregioun, ronderëm Esch an d'Frichen um Belval, fir nëmmen déi Haaptpolen ze nennen - wäerten ofspillen.

Här President, Bestanddeel vun dësem Konzept sinn natierlech dann och all déi Projeten, deene mer haut am Kader vun dëser Debatt eis prinzipiell Zoustëmmung solle ginn. Et sinn am Ganze 16 Projeten, déi mer vum Transportminister proposéiert kréien. Projeten, déi, wéi ech gesot hunn, alleguerten hir Bedeitung hunn, well se aneneegräifen.

Dee Projet, deen natierlech am meeschten erausstécht, well en e ganz entscheedend Element an deem Konzept ass, ass natierlech dee vun der Extensioun vum Schinnennetz um Territoire hei vun der Stad Lëtzebuerg. Hei geet et konkret ëm den Tram, e Modell mat enger neier Dimensioun fir d'Organisatioun vum öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg. E Modell, deen eis erlabe wäert dee Quantesprong ze maachen, deen néideg ass, fir och an der Zukunft kënnen d'Mobilitéitsbedürfnisser vun de Leit ze befriddegen.

D'Chamber huet de 6. Abrëll an enger Motioun dësem Projet seng Zoustëmmung ginn an d'Regierung och opgefuerdert en esou séier wéi méiglech ze konkretiséieren, an dat och a Verbindung mat der Realisatioun vun anere Projeten, déi mer och op eiser Lëscht vun haut erëmfannen.

Well den Tram an der Stad - egal wéi den definitiven Tracé dann och innerhalb der Stad tëschent der Gare an dem Kierchbierg herno wäert verlafen - keng Inselléisung däerf bleiwen, ass et och wichteg ze kucken, wou d'Vernetzung a wéi d'Vernetzung vum klassesche Schinnennetz mat deem neien Tramsnetz an der Stad geschéie kann. Nëmmen esou, duerch dat Gesamtkonzept „Verbindung Tram mam klasseschen Netz", wäerte mer et fäerdeg bréngen, d'Fördercapacitéiten am öffentlechen Transport iwwert d'Schinn ze erhéijen a virun allem - an dat ass wichteg - d'Quell- an d'Zilgebidder vun de Bewegunge schnell, séier a virun allem bequem mateneen ze verbannen.

Niewent deem, wat mer u Schinnen dann um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg leeën, ass natierlech och e ganz wichtegt Element an deem Dossier de Bau vun deene verschiddene Gare-périphériquen: Houwald, Zéisseng a Kierchbierg. Déi spille ganz sécher an deem Konzept eng Schlësselroll. Et ass do, wou d'Ubannung un dat klassescht Schinnennetz soll geschéien, an et ass do, wou déi verschidde Systemer dann och openeestoussen.

Hei gëllt et dann dorop opzepassen, dass déi Garen esou aménagéiert ginn, dass dës Intermodalitéit garantéiert ass op eng sécher Aart a Weis, op eng bequem Aart a Weis och fir d'Leit, dass d'Ëmsteige vum Zuch op den Tram oder ëmgedréint esou attraktiv wéi méiglech kann duerchgefouert ginn. Dat soll jo dann och am Kader vun engem Architekteprojet gekuckt ginn, speziell wat d'Garen Houwald an Zéisseng ugeet.

Dës nei Garë maachen et da jo och méiglech, dass déi Aktivitéitszonen, déi um Rand vun der Stad Lëtzebuerg leien, wéi zum Beispill d'Cloche d'Or, en direkten Accès zum klassesche Schinnennetz wäerte kréien. A si sinn och ze gesinn am Kader vun deenen anere Projeten a Richtung Süden oder och am Kader vum Projet Eurocap-Rail, iwwert dee mer éinescht scho geschwat hunn. Dëse steet erfreelecherweis dann och op der Lëscht, selbstverständlech. Den Eurocap-Rail viséiert jo d'Verbindung iwwert d'Schinn tëschent den europäeschen Haaptstied Bréissel, Lëtzebuerg a Stroossbuerg, déi de Moment wierklech alles anescht wéi optimal ass, bedéngt duerch déi vill Defiziter op der belscher Säit.

Eis Regierung ass natierlech elo hei nëmmen emol direkt zoustänneg fir de lëtzebuergeschen Deel, an dofir geet et och hei op eiser Lëscht konkret ëm déi Aarbechten, déi um infrastrukturelle Plang hei um lëtzebuergeschen Territoire, dat heescht op der Linn Lëtzebuerg-Klengbetten, solle gemaach ginn, wou am Joer 2007 den APS soll finaliséiert ginn. Ech mengen, op de Risque vum Contournement vun eisem Land duerch eng besser Verbindung Bréissel-Stroossbuerg via Paräis mam TGV brauch ech jo hei net nach eng Kéier hinzeweisen.

Ech hunn éinescht vun de Projeten a Richtung Süde geschwat. Hei geet et ëm déi nei Linnen op Esch respektiv op Beetebuerg, déi allen zwou an deem neie Verkéierskonzept ganz wichteg sinn. Déi nei zweegleiseg Linn op Esch, wou mer nach ëmmer mat Schmäerzen op d'Resultater vun der Impakt-Etüd waarden, soll jo d'Stad Lëtzebuerg méi séier a méi performant mat der Stad Esch, awer doriwwer eraus och mat deem ganze Minett verbannen. Wann ee kuckt wéi sech haut d'Verkéierssituatioun an d'Verkéiersstréim iwwert d'Strooss tëschent deenen zwou Agglomeratiounen entwéckelen, da gesäit een, dass do drénge nden Handlungsbedarf besteet, wat nach verstäerkt gëtt duerch déi zousätzlech Aktivitéiten, déi um Belval wäerten entstoen an deenen nächste Joren, déi eis och sollen dozou verleeden, iwwer nei Mobilitéitskonzepter och fir de Süden nozedenken.

Här President, déi nei zweegleiseg Linn op Beetebuerg huet gradesou eng zentral Bedeitung. Dës Linn stellt haut schonn e bëssen d'Réckgrat vun eisem Eisebunnsnetz duer, mat där déi an den Norde féiert, well se déi international Verbindunge mat Frankräich an den Uschloss un déi transeuropäesch Héichgeschwindegkeetsnetzer assuréiert an och national Verbindungen an de Süde vum Land ofwéckelt. Hei stousse mer haut schonn un eis Capacitéitsgrenzen, an dofir brauche mer onbedéngt eng Streck, déi déi bestehend entlaascht, och am Hibléck op den TGV, deen op Lëtzebuerg jo haut scho kënnt, an an Zukunft nach verstäerkt; och am Intérêt awer vun deene ville Frontalieren, déi op Lëtzebuerg aus Richtung Frankräich kommen an déi esou effikass wéi méiglech Verbindunge mam öffentlechen Transport mussen ugebuede kréien. An dat geet nëmme mat der Zurverfügungstellung vun ausräichende Capacitéiten.

Ech mengen, déi Projeten, déi ech elo ernimmt hunn, déi sinn e bëssen d'Häerzstécker vun deem neie Verkéierskonzept, fir dat mer eis hei an der Chamber de 6. Abrëll ausgeschwat hunn. Dat wëllt awer net heeschen, dass all déi aner Investitiounen, déi de Minister eis virgeschloen huet, manner wichteg wären. Am Géigendeel. Et ass en zesummenhängend Konzept, wou ee Rad an dat anert muss gräifen, fir dass et herno och funktionéiert.

An deem Kontext sinn d'Projete vun der Upassung vun den Infrastrukture souwuel um Westkapp wéi um Südkapp vun der Gare Lëtzebuerg ze betruechten. Déi um Westkapp stinn am direkten Zesummenhang mat dem Bau vun der neier Linn op Esch, dem Projet Eurocap-Rail, mä och där neier Gare Zéisseng, während déi um Südkapp indispensabel si fir herno de Fonctionnement vun der Gare Houwald a Relatioun mat der neier Linn op Beetebuerg an och dem Projet Eurocap-Rail ze garantéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Am Beräich vun der Gare Lëtzebuerg sti mer also viru groussen Transformatiounen, wou ganz nei Fluxen an deenen nächste Jore wäerten entstoen. Déi mussen natierlech och verkéierstechnesch sécher a bequem an der Zukunft kënnen ofgewéckelt ginn. Dofir brauche mer och e ganz neit Stellwierk; dat muss ee wëssen. Et muss een och wëssen, dass dat heitegt op de Limitë vu senge Capacitéiten ukomm ass, obschonn dat Stellwierk eigentlech nach guer net esou al ass an haut schonn eigentlech dat modernst aus dem Land duerstellt. Mä et huet einfach seng Capacitéiten erreecht, a wa mer nach méi wëlle maachen, esou wéi et ugeduecht ass, brauche mer och do nei Elementer an deem Stellwierk, fir dat och kënnen ze assuréieren.

Da mussen och nei Aménagementer am Gleisberäich selwer vun der Gare Lëtzebuerg gemaach ginn, an och déi si Bestanddeel hei vun dëse Projeten.

Een aneren absolut noutwendege Projet am Beräich vun der Stater Gare ass d'Rekonstruktioun vun der Eisebunnsbréck, déi iwwert d'Rue d'Alsace féiert an déi haut schonn an engem schlechten Zoustand ass. Dës Bréck ass 1903 gebaut ginn an ass an der Zwëschenzäit natierlech verschiddentlech iwwerholl ginn, och ënnerhale ginn, verstäerkt ginn, mä opgrond vun där ëmmer méi grousser Unzuel vu Verkéiersbewegungen, déi driwwer ginn, hannerléisst se ëmmer méi Spure vu Vétustéit, esou dass se kuerzfristeg muss ersat ginn. Hei soll 2007 den APS och finaliséiert ginn.

Déi véier lescht Projeten, déi op eiser Lëscht stinn, betreffen dann net méi d'Stad Lëtzebuerg, mä de Süden an den Norde vum Land. Am Norde geet et ëm den Neibau vun enger Bréck zu Ettelbréck iwwert d'Uelzecht, um P.K. 46,930 vun der Nordstreck. Dës Bréck ass schonn 1860 gebaut ginn, huet och schonn eng Rei vun Transformatioune matgemaach, muss awer elo ersat ginn. An da geet et och nach ëm den Aménagement vun engem Iwwerhuelungsgleis zu Méchela, wat och zu enger Verbesserung vun de Verkéiersflëss op der Nordstreck féiere wäert.

Zum Schluss dann nach kuerz bis an de Süden, wou ech jo schonn drop higewisen hunn, dass soll driwwer nogeduecht ginn - an do ass jo och schonn eng Aarbechtsgrupp agesat ginn -, ob de System Tram, deen elo fir d'Stad Lëtzebuerg konzipéiert ass, sech net och op de Süden iwwerdroe léisst. Mä dat ass nach Zukunftsmusek an der heiteger Diskussioun.

Haut geet et konkret ëm de Bau vun engem Eisebunnstunnel tëschent Belval an Uewerkuer. E Projet, dee mer aus „mobilitéit.lu" scho kennen, deen d'Verlängerung soll duerstelle vun der Antenn tëschent Belval-Usines an dem Zentrum vu Bieles, dee jo schonn duerch d'Gesetz vum 18. Abrëll 2004 eng gesetzlech Basis kritt huet. Dësen Tunnel soll wesentlech dozou bäidroen, de Site Belval adequat ze bedéngen, mä virun allem och d'Liewensqualitéit vun de Bielesser Awunner ze verbesseren, déi haut ganz vill ënnert deene Verkéiersbewegungen do ze leiden hunn.

Duerch dëse Projet kéint een dann och dee sougenannten „Balkan" quasi vergiessen. Eng Streck, déi haut schonn eleng vun hirer Topographie hier alles anescht wéi performant ass an och elo opgrond vum Zoustand, an deem se sech befënnt, komplett misst erneiert ginn a wou finanziell ganz grouss Investissementer misste getätegt ginn.

An dann dee leschte Projet, deen ech ernimme wëll, dat ass d'Erneierung an d'Modernisatioun vun den techneschen Installatiounen an der Gare Déifferdeng, wou an den nächste Jore grouss Aarbechten ufalen, fir d'Infrastrukturen och hei op deen neiste Stand ze bréngen. Déi lescht gréisser Erneierungsaarbechte ginn op d'Joren 1950 respektiv 1960 zréck.

Här President, domadder hätte mer déi ganz Lëscht vu Projeten, déi d'Regierung eis virgeluecht huet, ofgehandelt. D'Transportkommissioun war der Meenung, dass se alleguerte vu grousser Wichtegkeet sinn, well se Bestanddeel vun engem Globalkonzept sinn, dat eis dee Qualitéitssprong am öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg wäert bréngen, dee mer als Land brauchen. All dës Projete reie sech an an déi grouss Orientatioune vum IVL. Si si wichteg fir eis Landesplanung, fir d'Mobilitéitsbedürfnisser vun de Leit. Si sinn awer och wichteg fir de Wirtschaftsstanduert.

D'Lëtzebuerger wäerten och dozou bäidroen, fir eis Ziler och am Beräich vum Klimaschutz ze erreechen, well mer wëssen, dass just am Beräich vum öffentlechen Transport ganz vill Aspuerpotenzialer, wat CO_2-Emissiounen ugeet, méiglech sinn. An deem Sënn wëlle mer d'Regierung invitéieren, all dës Projete weiderzedéveloppéieren, fir dass mer hinne le moment venu hei an der Chamber eng gesetzlech Basis kënne ginn.

Mir hunn dat dann och an där Motioun, déi an der Prozedur virgesinn ass, festgehalen. Dës Motioun ass vun de véier Fraktiounen: vun der LSAP, vun der CSV, der DP an DÉI GRÉNG ënnerschriwwen. An ech géif Iech déi, Här President, och heimat dann iwwerreechen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure;

- considérant l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001 et la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 y relative;

- considérant les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastucture dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- considérant la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure ferroviaire, adoptée au cours de sa réunion du 10 juillet 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la liste des projets d'investissement du Ministère des Transports qui ont atteint le niveau d'avant-projet sommaire ou qui sont susceptibles de l'atteindre au cours de l'exercice 2007 et la note y relative, établies à l'attention de la Chambre des Députés conformément à la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure dépassant le seuil de 7,5 millions d'euros prévue à l'article 80 de la loi modifiée du 11 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et présentée par Monsieur le Ministre des Transports en date du 4 octobre 2006 aux membres de la Commission des Transports;

- considérant que divers projets infrastructurels devant contribuer à atteindre les objectifs définis en matière de transports en commun, et notamment de partage modal par l'IVL, sont d'ores et déjà votés par la Chambre, voire en cours de réalisation (ligne ferroviaire Hamm-Aérogare-Kirchberg, gare ferroviaire Findel, antenne ferroviaire entre Belval-Usines et Belvaux-Mairie, gare Belval, nouveau viaduc Pulvermühle, mise à double voie de la ligne Pétange-Luxembourg, centre de remisage et de maintenance des CFL) tandis que d'autres projets élaborés dans le même but font partie du programme des investissements publics à plus long terme, et que l'ensemble de ces projets doit être combiné de manière à permettre d'atteindre les objectifs fixés en matière d'aménagement du territoire et de développement des transports en commun;

- considérant que, suite à la déclaration sur les projets à réaliser de manière prioritaire et aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre des Transports, l'élaboration, voire la poursuite des études en relation avec les projets suivants s'avère indispensable au cours de l'exercice budgétaire 2007:

1. Nouvelle ligne ferroviaire à deux voies entre Luxembourg et Esch-sur-Alzette;

2. Gare périphérique de Cessange (espace public);

3. Modifications au niveau de la Gare centrale nécessaires dans le cadre des projets repris sub. 1. et 2. (y compris les infrastructures ferroviaires dans la Gare de Cessange);

4. Nouvelle ligne ferroviaire à deux voies entre Luxembourg et Bettembourg;

5. Gare périphérique de Howald (espace public);

6. Modifications au niveau de la Gare centrale nécessaires dans le cadre des projets repris sub. 4. et 5. (y compris les infrastructures ferroviaires dans la Gare de Howald);

7. Installation d'un nouveau poste directeur pour la Gare de Luxembourg;

8. Réaménagement de la Gare de Luxembourg avec les têtes Sud et Ouest (sans les projets repris sub. 3. et 6.);

9. Extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg (tram léger);

10. Gare périphérique de Kirchberg (Luxexpo);

11. Tunnel de raccordement en direction d'Obercorn;

12. Optimisation de la ligne Kleinbettingen (modernisation et renouvellement des infrastructures de la ligne et redressement des courbes dans le cadre du projet Eurocap-Rail);

13. Gare de Differdange - renouvellement et modernisation des installations fixes;

14. Gare de Luxembourg - reconstruction d'un passage supérieur (rue d'Alsace);

15. Ligne du Nord - reconstruction d'un pont-rivière à Ettelbruck;

16. Aménagement d'une voie d'évitement à Michelau;

- considérant l'avis que la Commission des Transports a émis après avoir examiné la liste des projets d'infrastructure ferroviaire prioritaires ci-dessus;

invite le Gouvernement

- à entamer, voire à poursuivre les études d'opportunité, les études de la relation coût-utilité ainsi que les études de faisabilité technique et les études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire avec la comparaison de variantes et de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation ainsi que du projet de loi des projets d'infrastructure, d'ouvrages d'art et d'équipements techniques ainsi que les frais des études de trafic et des études de bruit y relatives, présentés par Monsieur le Ministre des Transports à la Commission des Transports dans sa réunion du 4 octobre 2006.

(s.) Roland Schreiner, Anne Brasseur, Félix Braz, Ali Kaes, Roger Negri, Marc Spautz.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech hoffen, dass Der där Motioun an och deene Projeten, déi op der Lëscht sinn, Är Zoustëmmung gitt.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll a menger Interventioun op de Volet vum Transport public agoen. Mir sollen haut de Mëtteg kucken, wéi eng grouss Projeten am Beräich vum öffentlechen Transport prioritär musse behandelt an ëmgesat ginn, wa mer net wëllen an Zukunft am Verkéier erstécken.

All Dag kommen iwwer 130.000 Pendler op Lëtzebuerg schaffen, dovunner awer nëmmen e ganz klengen Deel, e minimalen Deel mam öffentlechen Transport. Wäit iwwer 90% huelen den Auto, fir op hir Schaff ze kommen. D'Konsequenzen dovunner erliewe mer all Dag op eisen Autobunnen, wou dee klengsten Zwëschefall kilometerlaang Stauen op den Haaptverkéiersachse produzéiert.

Mir bewegen eis am Moment an engem total iwwerdréinte Pendlerzeenario, esou wéi vum IVL schonn ausgemoolt, an dës Situatioun wäert sech an noer Zukunft och net wesentlech änneren, héchstens nach verschlechteren.

Eis Ekonomie schaaft all Joer eng 12.000 Aarbechtsplazen. De Gros dovunner, ëm déi 9.000 Plazen, gi vu Frontalierë besat. Konkret heescht dat, datt all Joer eng 9.000 Pendler op eis Autobunne wäerte bäikommen, wat, wa mer net kuerzfristeg handelen, onweigerlech zum totale Verkéierskollaps wäert féieren.

Deemno musse mer elo dofir suergen, datt mer absolut prioritär dat maachen, wat mer zur Meeschterung vun esou enger Situatioun brauchen. Dozou gehéiert, dass mer dem öffentlechen Transport absolut Virfahrt an all eise Planunge ginn.

Den IVL seet an dësem Kontext däitlech, dass d'Grondstruktur vun engem attraktiven öffentlechen Transport um Schinneverkéier muss baséieren, wa mer an der Zukunft d'Verkéierssituatioun iwwerhaapt nach wëllen an de Gréff kréien.

Wëssend, Dir Dammen an Dir Hären, dass mer nëmme begrenzt Moyenen zur Verfügung hunn, an et deemno onméiglech ass, all envisagéiert Projete mateneen ze realiséieren, musse mer elo déi richteg Prioritéiten am Beräich vum öffentlechen Transport setzen. Jo, mir mussen elo déi richteg Décisioune fir d'Zukunft huelen, ouni de finanziellen Aspekt vum Land aus den Aen ze verléieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut sinn iwwer 60% vun allen Aarbechtsplazen aus dem Land an der Stad Lëtzebuerg an an hiren Nopeschgemengen ugesiedelt. D'Leit schaffen zum gréissten Deel um Kierchbierg, op der Cloche d'Or an an Zukunft och nach am Ban de Gasperich, op der Porte de Hollerich respektiv zu Zéisseng an um Houwald. D'Leit wunnen deemno net do, wou se schaffen. Si mussen sech déplacéieren, fir schaffen ze goen, well do, wou d'Aarbechtsplaze geschafe gi sinn, kommen se zum groussen Deel mam öffentlechen Transport net hin.

Wa mer also de „modal split" vun 25/75 wëllen erreechen, dat heescht, dass mer bis d'Joer 2020 25% vum Individualverkéier duerch den öffentleche Persounentransport wëllen ofdecken, da musse mer duerfir suergen, dass den öffentlechen Transport d'Leit op direktem Wee, also ouni Ëmweeër, dat heescht ouni Ëmklammen a Waardezäiten, op hir Aarbecht bréngt, an deem Sënn, dass den Auto kaum nach konkurrenzfäeg géigeniwwer vum öffentlechen Transport ass.

Duerfir missten der CSV no Randgarë vun der Stad Lëtzebuerg, déi sougenannte Gares périphériques, um Kierchbierg, zu Zéisseng an um Houwald absolut prioritär gebaut ginn.

An dësem Kontext suggeréiere mer och d'Schafe vu lokale Sammelpunkten op deene verschiddenen CFL-Knuetpunkten, déi de Leit en Zréckgräifen op d'Schinn vereinfache sollen, respektiv wéi am IVL virgesinn d'Ariichte vu groussen Opfangparkinge laanscht den Eisebunnsréseau.

Dës Opfangstrukture si wichteg, well wann d'Leit alleguerten d'Flemm hunn, wa se laang no enger Parkplaz gesicht hunn a keng fonnt hunn, dann ass et ganz normal, da fuere se léiwer direkt mam Auto an d'Stad. Wann d'Leit op de Garen also keng Parkméiglechkeete fannen, maachen se, an dat ass logesch, ganz einfach net Gebrauch vum öffentlechen Transport. Duerfir ass et wichteg, Opfangparkingen op de Knuetpunkten ze installéieren, dat virun allem och op de Grenzen, fir dass mer d'Pendler, wa se an d'Land erakommen, direkt op den Zuch drainéiert kréien, dee se dann ouni Ëmwee op hir Aarbechtsplaz bréngt.

Dës Mesuren an d'Realisatioun vun de Garë Kierchbierg, Houwald an Zéisseng si vun enger absoluter Noutwendegkeet, fir dass mer de „modal split" vu 25% fir den öffentlechen Transport erreechen an en attraktive Persounentransport iwwert d'Schinn kréien.

Gläichzäiteg muss awer och d'Realisatioun vun enger neier Streck Esch-Lëtzebuerg an Ugréff geholl ginn, déi der Logik no op där neier Gare périphérique zu Zéisseng muss ukommen. Dës Streck ass wichteg fir d'Leit vun Esch an awer och gläichzäiteg wichteg fir d'Rekonversioun vun den Industriebrooche Esch-Belval, mat der zukünfteger Cité des Sciences, déi jo och eng grouss Prioritéit huet.

Och wann d'Ubanne vum Réseau Waasserbëlleg un d'Stad Lëtzebuerg relativ gutt klappt, wier et allerdéngs wichteg, wa vun däitscher Säit aus déi néideg Modernisatiounsaarbechte géingen an d'Wee geleet ginn, fir dass och déi vill däitsch Pendler vun engem performanten öffentlechen Transport profitéiere kéinten. Och wann dat net an eisen Hänn läit, wier et net schlecht, wann d'Regierung duerfir Kontakt zu hiren däitsche Kolleege géif ophuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en anere wichtege Punkt ass d'Schafung vum Réckgrat vum Norden a vum Süden. De Fonctionnement vun der Dorsale, där sougenannter Réckgratsstreck vun Esch an d'Stad a vun der Stad an d'Nordstad, an - an ech mengen, datt soll net vergiess ginn - weider an den Norde vum Land muss optimiséiert ginn. Vun deenen zentral geleeënen Achse muss den Transfert vun enger Plaz op déi aner méi séier goen. Et kann net méi sinn, dass, wann ech vun der Nordstad aus an de Süde vum Land wëll fueren, ech ënnerwee ëmmer erëm verschidde Waardezäiten a Kaf muss huelen oder souguer méi dacks ëmklamme muss. Dat Ganzt muss flëssteg, séier an duerchgehend vum Norden an de Süden an zréck geschéien.

Une voix.- Très bien! Do sidd Der op der richteger Linn.

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Et ass duerfir wichteg, datt et zu enger performanter Vernetzung vun deenen Achse kënnt. Eng weider absolut Prioritéit ass d'Ubannung vum Findel vun der Stater Gare aus un d'Schinn. Dësen Tracé ass net nëmme wichteg, fir kënnen e performante Persounentransport vum Findel aus a Richtung Stad ze assuréieren, mä d'Noutwendegkeet vun der Ubannung vum Findel un d'Schinn gëllt och am Kontext vun enger Logistikoffensiv fir de Fret, dat heescht fir de Wuerentransport.

Duerch d'Cargolux an de Cargocenter ass de Findel zum fënneftgréisste Frachtflughafen an Europa ginn. De Cargocenter gëtt awer haaptsächlech iwwert d'Strooss duerch Camionen ugesteiert, deenen hir Unzuel laut Previsiounen an deenen nächste Jore weider wäert an d'Luucht goen. Dëst wäert déi ablécklech Situatioun op eise Strooss sécherlech net vereinfachen.

Duerfir ass et och am Kader vun der Konsolidéierung vum Standuert Lëtzebuerg wichteg, dass mer de Findel un den nationale Schinnenréseau ubannen an dëse wichtegen Tracé realiséieren.

Här President, hei nach eng Kéier eis Prioritéitelëscht am Beräich vum öffentlechen Transport: Fir d'CSV ass et wichteg, dass déi Haaptachsen Nordstad-Lëtzebuerg-Esch eng absolut Prioritéit kréien, an dat zesumme mat der Realisatioun vun de Gare-périphériquë Kierchbierg, Houwald an Zéisseng souwéi där neier Streck Esch-Lëtzebuerg an der Ubannung vum Findel un d'Schinn, fir dass mer en attraktiven öffentlechen Transport an Zukunft kréien. Ouni dës Realisatioun erreeche mer ni de „modal split", dee mer virgesinn hunn. Dir Dammen an Dir Hären, a wann dann nach Sue bleiwe sollten, si mer d'accord fir aner Projeten, déi och hir Wichtegkeet am öffentlechen Transport hunn, an Ugréff ze huelen.

Zum Schluss vu menger Interventioun wëll ech awer nach a mengem perséinlechen

Numm e puer Wierder iwwert d'Problemer op der Streck vun der Nordstad Richtung Ëlwen soen. Och an dëser Géigend vum Land gëtt et vill Leit, déi gären op e performanten öffentlechen Transport géifen zréckgräifen, dëst awer net maachen a léiwer den Auto virzéien, fir op hir Aarbechtsplaz ze kommen. D'Ursaache fir dëst Verhale leien haaptsächlech un där net optimaler Offer an där net ugepasstener Infrastruktur vun der gesamter Nordstreck.

Zënter laangem gëtt en Hallefstonnentakt vun Ëlwen a Richtung Stad gefuerdert. Dësen ass leider net duerchzesetzen, well d'Capacitéite wéinst der Eegleisegkeet vun der Streck tëschent Ettelbréck, Bierden a Méchela limitéiert a momentan komplett ausgelaascht sinn. Fir deem entgéintzewierken, plädéieren ech derfir, dass den Ausbau vun dësem Tronçon op zwee Gleisen esou séier wéi méiglech an Ugréff geholl gëtt, fir dass d'Leit am Norden och endlech vun enger performanter Ubannung un eis Haaptstad profitéiere kënnen. Ech wëll och drop hiweisen, dass mer duerch den Hallefstonnentakt d'Verbindung mat Wolz wesentlech verbessere kéinten.

Am Kontext vum Bau vum zukünftege Lycée zu Klierf, iwwert dee jo virdrun all Mënsch d'accord war, fir deen ze bauen - an ech mengen, ech ënnerstëtzen dat absolut a si frou, wann endlech e Lycée zu Klierf Realitéit gëtt -, mä do wier et och net falsch, elo sech scho seriö Gedanken ze maachen iwwert den duebelgleisegen Ausbau vum Tracé Ëlwen-Pafemillen erof op Klierf. Ech mengen, wann een Infrastrukturen op eng Plaz setzt, dann ass et och wichteg, dass eng gutt Ubannung besteet. An et ass virdru méi wéi eng Kéier gesot ginn, dass a sech Klierf direkt un der Eisebunn läit. Dann ass et awer och wichteg, dass mer déi Eisebunn esou ausbauen, dass och hiren zukünftege Lycée optimal fonctionnéiere kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer wëllen, dass am Norde méi Leit op den Zuch zréckgräifen, da musse mer hinne ganz einfach d'Méiglechkeet ginn, dass si hiren Auto bei de Garë parke kënnen. Duerfir maachen ech en Appel un den Transportminister, fir esou séier wéi méiglech mat den noutwendegen an dréngend gebrauchte Vergréisserunge vun de Park&Riden zu Ëlwen, zu Klierf, zu Kautebaach an zu Wëlwerwolz unzefänken.

Besser wier et natierlech, wann d'Leit flächendeckend vun engem flexiblen Zoubréngerdéngscht profitéiere kéinten, dee si schnell an onkomplizéiert op déi verschidde Garë laanscht d'Nordstreck géif féieren. An dësem Fall, Dir Dammen an Dir Hären, kéint ee ganz einfach den Auto doheem an der Garage stoe loossen.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat wollt ech nach zur Debatt derbäifügen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass ageschriwwen déi honorabel Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir befannen ons hei an enger neier Prozedur, net nëmme wat d'Bauten ubelaangt oder wat d'Investissement an d'Schinn ubelaangt, mä och an enger neier Prozedur wéi d'Chamber mat Problemer ëmgeet. An ech mengen, hei hu mer bewisen, dass mer de richtege Wee ginn, an ech wëll der Kommissioun vum Contrôle de l'exécution budgétaire villmools Merci soen ënnert der Presidentschaft vum Här Henri Grethen, déi an hirer Diskussioun sachlech un d'Problematik vun den Dépassementer erugaangen ass.

Well et geet net duer, politesch sech ze iergeren iwwert Dépassementer, nach muss ee Léisunge fannen! An ech si ganz frou, dass dunn de Bauteminister, den Här Wiseler, an der Kommissioun d'accord war fir mat op e Wee ze goen, fir zesumme mat der Chamber Solutiounen auszeschaffen. An dat sinn déi Solutiounen, déi mer haut diskutéieren.

Ech wëll och deenen zwee Rapporteuren ausdrécklech Merci soen: dem Här Clement, deen de Rapport hei gemaach huet fir d'Commission des Travaux publics, an och dem Här Schreiner, deen hei fir d'Transportkommissioun geschwat huet. Ech fannen dat do eng gutt parlamentaresch Aarbecht, déi mer gemaach hunn, zesumme mat der Regierung, fir ze kucken, wéi mer aus där Impasse, an där mer waren, erauskommen.

Well wat ass deene sukzessive Bauteministere geschitt? Si hate vill Freed andeem se Gebaier konnten aweien, déi hir Virgänger oder Virvirgänger op d'Schinn gesat hunn, mä si haten awer och de ganz grousse Pech hei virun d'Parlament mussen ze trieden, fir Dépassementer ze verteidegen, an den Ursprong dovu ware bestëmmt net si.

Mir wëllen elo mat dëser Prozedur dozou kommen, dass déi Devisën, déi hei an der Chamber gestëmmt ginn, vill méi no bei der Realitéit leien; ob et ons geléngt - an ech soen „ons", well hei ass jiddferee vun der Chamber matgefuerdert, wa mer déi Prozedur droen, an d'DP, déi seet Jo zu dëser Prozedur -, mä wa mer also méi no un d'Realitéit kommen, ass et awer net ausgeschloss, dass et nach kann zu Dérapagë kommen. Mä duerch déi Prozedur, déi mer wielen, komme mer méi no bei d'Realitéit, well de Bauteminister eréischt dann d'Projete vill méi detailléiert kann ausschaffe loossen, wann hien de Feu vert vun der Chamber huet.

Bis elo war einfach déi Zäit tëschent dem Vote hei an der Chamber an der definitiver Exekutioun bis zur Aweiung vill ze laang, an dann ass et normal, dass déi Präisser einfach net méi genee geklappt hunn. Et ass awer net nëmmen den Dérapage vun de Präisser, deen dru schold ass, mä et sinn och Changementer an der Programmatioun. An do kommen am Laf vun de Bauten ëmmer nach Wënsch op, an och dat hu mer an der Kommissioun ugeschwat.

Allerdéngs stellt sech do e Problem bei der Exekutioun vu Projeten, wéi een do virgeet. Ech hunn d'Impressioun, dass an der Vergaangenheet allze oft d'Bauhären, wat de Ministère des Travaux publics war - an déi haten och d'Surveillance vum Chantier, déi hunn dat och esou gutt wéi méiglech gemaach -, mä do ass de Projet da ganz suivéiert ginn, an déi, déi duerno Bénéficiaires vum Gebai waren, ware just an der Planung am Ufank gefrot ginn, an der Programmatioun, mä haten da keen A méi op d'Exekutioun. An da kënne Saache virkommen, déi sech duerno an der Praxis als net gangbar erweisen.

Duerfir ass et beispillsweis gutt, dass, wann eng nei Schoul gebaut gëtt - et dauert nach ëmmer ze laang; déi Usiichten, déi hunn ech gehat als Minister, déi hunn ech och nach haut -, d'Kreatioun vun der Schoul selwer och duerch e Gesetz votéiert gëtt, an dass den Direkter gläich bestëmmt gëtt, wann d'Gebai nach net dosteet, fir dass deen awer kann de Bau begleeden, well mer soss Objete realiséieren, déi an der Praxis awer duerno schwiereg ze exploitéiere sinn. Duerfir muss een och duerno bei der Exekutioun kucken.

Wéi ech virdru gesot hunn: Wa mer déi nei Prozedur ginn, ass d'Probabilitéit méi grouss, dass et net zu Dérapagë kënnt, mä et kann nach zu Dérapagë kommen. Mir hu jo hei e Kritär agesat vu 5%. Wann den Devis ëm méi wéi 5% iwwerschratt gëtt, da muss de Minister zréck an d'Chamber komme mat engem Projet de loi.

Ech hu mer d'Fro gestallt, ob déi 5% net ze enk bemooss wieren, well effektiv, deemno wat den Objet ass, an deemno wellech Matière première do dran ass, kann et ganz oft zu Haussë kommen, an da musse mer hei légiféréieren. Da kréie mer och eng Unanimitéit, mä et ass awer relativ schwéierfälleg. Mä anerer, déi Rigueur hunn - an ech mengen ech gehéieren och zu deenen, déi der nawell vill hunn -, soen, komm 5% geet duer. Wann et iwwer 5% gëtt, muss de Minister bei d'Chamber zréckkomme mam Projet.

Mä ech hoffen, dass dat net ze knapp bemooss ass, an dass mer, net well mer elo Rigueur am Contrôle wëllen hunn, wat jo gutt ass, dat awer net op Käschte vun der Effikassitéit maachen. Well mir mussen och effikass sinn, an d'Effikassitéit ass och Zäit. An Zäit, déi stellt och Suen duer. Wann ech kucken, all déi Projeten, déi duerch Prozedure vill méi laang gedauert hunn, wat dat en fin de compte de Steierzueler kascht huet, ouni dass een eng Plus-value am Bau hat, dann ass dat wierklech e staarkt Stéck!

Mir maachen also hei eng Prozedur, fir dass mer méi prezis Devisë kréien an dass d'Chamber déi och besser begleede kann. Dat ass ëmmer wichteg, dat ass ëmsou méi wichteg, well mer elo a finanziell méi schwieregen Zäite sinn. Dat ass zwar eng Usiicht, déi net vu jiddferengem gedeelt gëtt, ech hunn de Samschdeg e Leitartikel am „Tageblatt" gelies, an deem den Här Sold schreift: „Die Krise ist erfunden." Hie schreift vun „herbeigeredete Krise" a seet, wann een esou dernieft géing leien an de Prognosen an engem Privatbetrib, da misst een den Hutt huelen. Dat bezitt hien op den Här Juncker. Da schwätzt hien nach eng Kéier vun „Nichtkrise in Luxemburg" a seet: „Herr Juncker und die Seinen tun nichts Gutes mit ihrem Krisengeschwafel." Et sinn also Leit, déi mengen, mir géingen am Floribus liewen.

Gott sei Dank hu mer vill Recetten, mä op der Dépensëséit musse mer awer oppassen. Doriwwer ass jiddferee sech eens heibannen, an dëst ass en Instrument, fir d'Dépenses en investissement mathëllefen ze maîtriséieren, esou dass een dat nëmme ka begréissen. Mir maachen haut also eng éischt Etapp. Mir heeschen eng Lëscht gutt, op där eng Partie Projete sinn, déi dann de Ministeren et erlaabt, déi Projeten auszeschaffen. An da kommen déi eenzel Projete jo hei an d'Chamber zréck.

Ech wëll net elo am Detail op déi Projeten agoen. Ech wëll just den Här Minister froen, wéi et mam Timing ass. Ech weess, dass den Timing net nëmme vu senge Wënsch a Wonschvirstellungen ofhänkt, mä et si Saachen, déi sinn awer méi prioritär, ob hien do schonn eng Indikatioun huet?

An dann eng zweet Fro. Déi geet ëm den Investissement. Mir hunn an der Kommissioun laang driwwer geschwat, ob ee soll Chifferen avancéieren oder net. Déi eng Projete waren indikativ chiffréiert, anerer net. Mä wann een dat hei mécht, da riskéiert een, dass ee wierklech erëm dernieft läit, an dass gesot gëtt: Mä den Devis war en aneren.

Et muss een awer wëssen an der Programmation financière - d'Budgetsdebatte sinn ofgeschloss, mä an der Programmation financière -, wat fir eng Enveloppe dat duerstellt. Wa mer déi Lëscht haut hei mam Vote vun där Motioun arrêtéieren, oder déi zwou Lëschten, da gëtt dat en onwahrscheinlech héijen Investissement an dees musse mer ons bewosst ginn. Mir mussen dat natierlech och finanzéiert kréien. Ech huelen un, dass de Minister duerno e Wuert dozou seet.

Ee Punkt, deen drasteet, dat ass, dass zwee Lycéeë sollen iwwer „public-private partnership" gebaut ginn. Dat ass elo esou e magescht Wuert ginn. Mä et kritt ee keng Sue geschenkt, ob een et iwwert dee Wee baut oder iwwert de klassesche Wee. A wann een d'Suen net selwer gespuert huet an ee se sech léine geet, dat ass nach eppes aneschters.

De „public-private partnership" ass jo och, dass een en anere Bauhär hëlt, dee fir ee selwer de Bau duerchzitt, an dass een duerno mat Loyer dann dee Bau oflount, oder et kann een en och no enger Zäit zréckkafen. Dat si Modeller, déi ze kucke sinn. Mä heiansdo gëtt esou gemaach, wéi wann hei privat Gelder géinge matinvestéiert ginn. Or, e private Financier stécht nëmme Geld an eppes, wann hien och eng Ristourne drop huet. Or, mat öffentleche Gebaier ass kee Geld nun ze verdéngen. Bestëmmt net mat enger Schoul.

Duerfir wollt ech dat awer hei am Numm vu menger Fraktioun soen, well eng Partie Leit ëmmer esou maachen, wéi wann een iwwer PPP eng ganz Partie Saache realiséiert krit, déi soss net méiglech wieren. Et ass e Modell, mä et ass och net geschenkt, an et muss ee kucken, dass dat Finanziellt awer um Schluss opgeet.

Da wollt ech, Här President, ganz kuerz nach op e puer vun deene Projeten, déi opgelëscht sinn, agoen. Iwwert dee vu Gréiwemaacher huet de Rapporteur, dee jo och vun der Musel ass, sech laang ausgeschwat. Allerdéngs kann ee sech do d'Fro stellen iwwert den Tracé, ob dat glécklech ass, well de Problem vum Grenzverkéier duerch Gréiwemaacher domat net geléist ass.

Ech wëll méi spezifesch op de Projet vum Boulevard Raiffeisen agoen. Ech si frou, dass deen op der Lëscht ass, well dat ass, wéi d'Virriedner dat och hei gesot hunn, en enorm wichtege Projet fir den Développement vun der Stad Lëtzebuerg a vun där ganzer Regioun, engem Développement, deen IVL-gerecht ass. An dofir brauche mer déi Infrastruktur, an d'Stad Lëtzebuerg wäert elo eng provisoresch Stroosseninfrastruktur dohinner ariichten, fir verschidde Projeten awer schonn do ze erméiglechen, well mer soss mat dem Bau vun, beispillsweis, dem franséische Lycée net ukommen. Or, mir brauchen och international Schoulen hei zu Lëtzebuerg, a mir mussen dat maachen.

Wann een esou Lëschten erausgëtt, Här Minister, da riskéiert een, dass een iwwert déi Saache schwätzt, déi net op der Lëscht stinn, well et ass ee jo d'accord mat all deem Gudden, wat gemaach gëtt.

Mä um Boulevard Raiffeisen - a mir hunn dat och an der Kommissioun diskutéiert - hänkt och de Bau vun de Pompjeeskasären drun, an do krute mer explizéiert, dass de Stat déi Pompjeeskasären, déi d'Stad Lëtzebuerg zesumme mam Stat wollt bauen, fir Synergien am Service de secours ze maachen, zréckgesat huet an dass de Stat do wëllt etappeweis virgoen.

Et ass fir d'Stad Lëtzebuerg a fir d'Sécherheet vun de Bierger enorm wichteg, dass mer awer esou séier wéi méiglech virukommen. Or, d'Stad Lëtzebuerg kann dee Projet elo am Moment net eleng ugoen, well déi verschidde Fonctioune vill ze vill enk matenee verstréckt sinn. Do soll bis de Februar eng Propositioun um Dësch leien. Ech hätt léiwer, de Stat géing déi zwou éischt Etappe matenee maachen, dass mer zesumme kënnten op dee Bau goen. Dat wier net nëmmen am Intérêt vum Rettungswiese vun der Stad Lëtzebuerg, mä vun der ganzer Regioun. An da géif de Centres de secours um nationale Plang och Satisfaktioun gi ginn.

Da wollt ech, Här President, nach ee Wuert soen iwwert d'Infrastrukturen am Réseau ferroviaire. Ech si ganz frou, dass de Rapporteur esou op dee Punkt agaangen ass, wat de Réseau ferroviaire ubelaangt a besonnesch wat d'Gare-périphériquen ubelaangt.

Den öffentlechen Transportsystem vun der Stad Lëtzebuerg hänkt vun deene Gare-périphériquen of. Wa mer déi net bauen, a wa mer awer par ailleurs en Ausbau vum Schinnennetz maachen, wa mer begréissen a wa mer hoffen, dass ëmmer méi Leit op d'Schinnennetz ëmklammen, da kënne mer net all d'Leit op d'Gare centrale bréngen, dass se laanscht hir Aarbechtsplaz mat engem Zuch fueren, aus deem se net erausklammen. Mir féiere se op d'Gare centrale an da misste mer se vun do erëm transportéieren. Dat ass éischtens onsënneg an zweetens kann een dat och vun de Capacitéiten hier net packen.

Duerfir ass et enorm wichteg, dass dat prioritär behandelt gëtt. An dat ass am Fong d'Kärstéck vun dem Transport en commun, ob e schinnegebonnen ass oder net, vun der Stad Lëtzebuerg. Mä wann dat hei net gemaach gëtt, wann déi Gare-périphériquen net realiséiert ginn, da brauch een net vun engem performanten Transport en commun um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg ze diskutéieren. An duerfir sinn ech frou, dass dat éischtens op der Lëscht steet. An ech wëll dem Rapporteur och villmools Merci soe vun der Transportkommissioun, dass hien extra op dee Punkt higewisen huet.

No all deenen Explikatiounen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech den Accord vun der DP-Fraktioun ginn. Ech hoffen, dass déi Prozedur hei eng Prozedur ass, wou net den Nofolger vum Här Wiseler, wat hie vläicht selwer ka sinn, oder ee vu sengen Nofolger, muss hei erëmkommen a soen, déi Prozedur war näischt, well et dauert eng Zäitche bis mer gesinn, ob se gräift.

Ech hoffen, dass mer elo e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach hunn, a si frou, dass dat hei jo awer an der Chamber schéngt e Konsens ze fannen, well hei geet et ëm den Investissement an d'Zukunft mat Gelder, déi ons vum Steierzueler uvertraut ginn. An da géing ech mer wënschen, dass all déi Projeten, well si sinn all néideg, ganz gutt virukommen, well - an ech schléisse mam Erich Kästner, deen dat gesot huet -: „Es gibt nichts Gutes, außer man tut es."

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur Merci soe fir den ausféierleche Bericht. Ech ka mech da ganz kuerz faassen, och no menge verschiddene Virriedner. De Rapporteur ass op déi nei Prozedur agaangen, déi fir eng optimal Transparenz soll suergen an déi grouss Dépassementer soll évitéieren, déi mer an der leschter Zäit kannt hunn. Ech selwer hu missen, ech mengen, wéinstens véier Mol zu deene Rallonges budgétaires do Stellung huelen als Member vun der Commission des Travaux publics, a mäin Accord do ginn. An ech hat nach net d'Éier déi Projete virdru matzestëmmen.

Ech kann iwwer eenzel Projeten ewechgoen. Si sinn alleguerte schonn am Detail

virgestallt ginn. Ech wëll just zu zwee Projete Stellung huelen, an zwar zu de Lycéeën zu Miersch, déi och den Accord vun der Kommissioun fonnt hunn.

Deen éischte Lycée ass den Neie Lycée, deen op Miersch kënnt, an dann dat definitiivt Gebai vum Lycée technique pour professions éducatives et sociales. Ech muss do soen, ech hunn do e bëssen entdeckt, datt e klenge Feeler an der Motioun ass: Dee Lycée heescht net méi esou wéi do steet, IEES. Dat war fréier den Institut. Mä mir hunn e Gesetz gestëmmt viru kuerzem - den Här Castegnaro war do Rapporteur - an an deem Gesetz heescht de Lycée elo Lycée technique - wéi ech elo just gesot hunn - pour professions éducatives et sociales. Jo.

M. le Président.- Da verbessere mer dat.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Zu deenen zwee Projeten zu Miersch wier ze soen, datt hei där Iddi vun der Dezentralisëierung Rechnung gedroe gëtt. Vu datt et spéiderhin nëmmen ee Lycée technique pour professions éducatives et sociales an een Neie Lycée wäert ginn, si se optimal am Zentrum vum Land implantéiert, IVL-konform, well no bei der Gare an och direkt un der Nordstrooss geleeën.

Et ass och e gutt Beispill dofir, datt, wann en Terrain disponibel ass, Projete kënne schnell geplangt a realiséiert ginn, esou wéi et scho bei de provisoresche Strukturen zu Miersch de Fall war, wou an enger Rekordzäit vu véier Méint, zu engem interessante Coût (knapp een Drëttel vun der traditioneller Bauweis) a Schnellbauweis (keng Containerqualitéit) déi néideg provisoresch Raimlechkeete konnte geschafe ginn, déi spéider och nach weider kënne genotzt ginn als Raimlechkeete fir d'Formation professionnelle continue.

Den Här Bauteminister huet jo e puermol drop higewisen - ech weess net, ob en drop ageet haut de Mëtteg -, datt déi zoustänneg Chamberskommissiounen déi nei Infrastrukturen zu Miersch an och zu Ettelbréck an der Ackerbauschoul besiche goe kéinten, fir sech e Bild ze maachen doriwwer, wéi ee ka méi séier bauen, dobäi awer an enger héichwäerteger Qualitéit, besonnesch awer och andeem een de wirtschaftlechen an nohaltege Kritäre Rechnung dréit.

Wann de Mëtteg hei op d'Noutwendegkeet vun neie Lycéesgebaier am Norden higewise ginn ass, esou wéilt ech awer op d'Prioritéit vum Projet Lycée technique Ettelbréck hiweisen. De Mëtteg hu mer vun der Noutwendegkeet vun enger gudder Planifikatioun héieren. Kann dat am Fall Ettelbréck de Fall gewiescht sinn, wann ee weess, datt d'Gebai 1970 a Betrib geholl ginn ass, 1973 schonn eng éischt Extensioun fälleg war, an duerno, ëmmerhin während 33 Joer, ausser enger klenger Containerstruktur am Haff, keng Extensioun méi erfollegt ass? Ech hoffen, datt elo kuerzfristeg, wéi de Mëtteg hei och ugedeit, fir Ettelbréck eng zefridde stellend Léisung wäert kënne fonnt ginn.

Wat d'Motioun ubelaangt, wëll ech heimat den Accord vu menger Fraktioun ginn a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz. Här Braz!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wëll fir déi gréng Fraktioun méi zu deem Volet, deen den öffentlechen Transport betrëfft, schwätzen. Ech wäert dat awer ganz kuerz maachen, well mer mengen, dass et haut haaptsächlech ëm de Volet vun der Prozedur geet. Och wann dann eng Motioun soll gestëmmt ginn, wou eng Rei Projeten drastinn, haut geet et drëms, d'Zoustëmmung ze gi fir eng Method mat där mer an Zukunft wëlle schaffe bei deene Projeten, a wou mer eis inspiréiert hu vun der Prozedur hier bei de Bauteprojeten, déi net am Transportberäich, am öffentlechen Transportberäich gëllt. Mir fannen déi Prozedur eng däitlech Verbesserung. Mir hunn och an den zoustännege Kommissioune schonn eis Meenung dozou gesot, dass mer déi Prozedur ënnerstëtze wëllen.

Dat versetzt net nëmmen d'Regierung, mä och d'Chamber an eng besser Positioun. Éischtens, well d'Maîtrise verbessert gëtt vun de Projeten, an zweetens awer och, well d'Spillregelen elo geklaert sinn an dann och e bësse mat Momenter dat larmoyant Gejéimers ophéiert, wat vu Verschiddenen heiansdo emol opkënnt, wann et dann awer net erëm eng Kéier esou gaang ass bei de Projeten, wéi ee sech dat erhofft hat. Dat hei mécht eng Rei Saache méi kloer. Et mécht d'Spillregele méi kloer. Dovunner kann eigentlech jiddfereen nëmme profitéieren.

Mir wäerten eis dofir erspueren, elo op all déi eenzel Projeten anzegoen; de Rapporteur, de Roland Schreiner, huet dat schonn in extenso gemaach. Ech mengen, et ass kloer, dass mer déi Projeten alleguerten ënnerstëtzen, souwuel déi am internationale Beräich…

(Bruit)

D'Chamber ass amgaang auserneenzefalen, deelweis awer nëmmen.

(Hilarité)

Une voix.- Här Mehlen, Äert Pult!

(Hilarité)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här Mehlen, Äert Pult ass auserneegefall. Et ass och net schlëmm, ech fuere weider.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Also op jidde Fall, den Här Mehlen kann net dofir.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech géif elo bieden, trotz deem zesummegebrachene Pult, dem Här Braz nozelauschteren!

(Interruption et hilarité)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dat trëfft, wéi gesot, zou souwuel fir de Beräich vun den internationale Connexiounen - Stéchwuert Eurocap-Rail -, an dat trëfft och zou fir eis Zoustëmmung fir déi Projeten, déi am interne Betrib d'Capacitéite verbessere sollen.

Ech wëll just drop verweisen, dass, wann déi Entwécklung, déi mer an de leschte Joren haten hei zu Lëtzebuerg um Aarbechtsmarché, iwwert déi nächst 15 Joer mat därselwechter Vitesse weidergeet, dann hu mer um Horizont vun 2020 ronn 150.000 Aarbechtsplaze weider dagsiwwer hei zu Lëtzebuerg. Dat just fir d'Gréissenuerdnung och nach eng Kéier ze ënnersträichen an där mer eis an den nächste Jore wäerte musse bewege beim Ausbau vum öffentlechen Transport.

An déi Kolleegen, déi sech berechtegt Suergen doriwwer maachen, wéi de Finanzement heivu kann assuréiert ginn, do soll vun eiser Säit awer d'Äntwert drop sinn, dass mer de Finanzement wäerte mussen assuréieren, an dass just déi Usammlung vu Projeten, déi hei och an där Motioun erwähnt ginn, kloermécht, dass mer an den nächste fënnef, zéng, 15 Joer nach wäerten däitlech méi mussen investéieren un öffentleche Suen an de Beräich vum öffentlechen Transport. Dat ass an der Vergaangenheet net oft genuch am richtege Mooss gemaach ginn, an d'Vergaangenheet hëlt eis elo ganz einfach erëm.

An an den nächste Joren, wa mer och kucken, wou mer dru si bei de Kyoto-Engagementer, beim Allocatiounsplang, da stelle mer fest, dass et bei der Mobilitéit ass, wou am Prinzip d'Saach amgaang ass komplett aus dem Rudder ze lafen. An dat ass bedéngt och doduerjer, dass mer an der Vergaangenheet, an der rezenter a mëttelfristeger Vergaangenheet, definitiv net genuch investéiert hunn an den öffentlechen Transport. Dat hëlt eis elo erëm bei de Kyoto-Engagementer an et wäert eis erëmhuele bei deenen Investitiounen, déi mer an den nächste Jore maache mussen.

Mä nach eng Kéier, just fir et kloerzemaachen: Eis Wirtschaft ass op engem Rhythmus, deen iwwert déi nächst 15 Joer 150.000 zousätzlech Aarbechtsplaze wäert bréngen. Do brauche mer also gewalteg zousätzlech Capacitéiten am Beräich vum öffentlechen Transport, an déi musse finanzéiert ginn. D'Fro ass net, ob se finanzéiert ginn. D'Fro wäert just sinn, wéi se wäerte finanzéiert ginn, mä dass mer et musse maachen, dorunner besteet keen Zweifel.

Mat deene Wierder bréngen ech och dann eis Zoustëmmung zu där Motioun an zu der Prozedur, wéi se proposéiert ass.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den honorabelen Här Negri.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech sinn awer och nach drun.

M. le Président.- Jo, also ech denken, dass et net d'Verwaltung vun der Chamber hei ass. Här Mehlen, Dir sidd net ageschriwwen, mä den Här Negri huet näischt dergéint, wa mer hei d'Reiefolleg net anhalen. Här Mehlen, Dir hutt dann d'Wuert. Ech schreiwen lech nodréiglech an.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President.

(Interruption)

Jo, et ass do iergendeppes schifgelaf, mä et ass awer net esou schlëmm wéi dat, wat an der Vergaangenheet beim Stat bei deene grousse Projets d'infrastructures schifgelaf ass, muss ech awer och hei mer erlabe kënnen däerfen ze ënnersträichen.

(Interruptions)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ursaache vun där neier Prozedur, déi si bekannt. Et waren an der Vergaangenheet ganz dacks Dépassementer, déi eis alleguer béis eropgestouss sinn. Ech ernimmen der just e puer, wou mer net nëmmen eng Kéier, mä wou mer alt zweemol hu missen ofstëmmen, zum Beispill an engem Fall wou mer nach net fäerdeg sinn; dat betrëfft d'Coque. Mir hu beim Pei-Musée eng onglécksëileg Geschicht gehat, wou d'Regierung schonn eleng an d'Etüden an an d'Plange méi Geld engagéiert hat, wéi se hätt däerfen, well se och do de Seuil légal iwwerschratt hat. Dat heescht, d'Chamber hätt fir d'éischt missen e Gesetz stëmmen, éier d'Regierung hätt kënnen däerfen esou wäit goen. D'Philharmonie ass total aus dem Rudder gelaf gewiescht. Datselwecht bei grousse Stroossebauprojeten, wéi d'Saarautobunn oder d'Nordstrooss.

Duerfir déi nei Prozedur, déi mir och grondsätzlech guttheeschen. Mir haten och do selwer Propositioune gemaach, wou mer der Meenung waren, d'Regierung soll, wa se eppes plangt, fir d'éischt heihinner an d'Chamber kommen, fir den Accord de principe ze froen. Do hu mir ënnerscheet tëschent zwou Zorte vu Gebaier zum Beispill: Engersäits, wann een eng Schoul baut, da weess een normalerweis - an do wär jo dann d'Enseignementskommissioun dofir zoustänneg - wat ee wëllt bauen, wéi vill Klassesäll, datt ee brauch, wéi vill Atelieren, datt ee brauch, wéi vill gemeinsam Infrastrukturen, datt ee brauch. An da weess ee jo méi oder wéineger, wat fir een Objet, datt ee realiséiert a wat deen och ka kaschten.

Ganz anescht ass et, wann een e Musée baut oder wann een eng Philharmonie baut. Ech mengen, mir sinn zwar elo net an der grousser Versuchung fir nach esou eppes derbäi opzeriichten, mä do geet et net fir ze soen: Komm mir bauen emol drop lass!

Et ass bei den Diskussiounen erauskomm, déi mer doriwwer gefouert hunn, datt déi Architekten, déi chargéiert gi sinn, déi Objeten ze realiséieren, kee konkrete Finanzrahme gesat kritt hunn, an duerfir war eis Meenung, datt, wann een esou eppes realiséiert, een dès le départ och just hei vun der Chamber aus ganz kloer soll soen, bei esou engem Objet, do sinn d'Limiten, an déi mussen agehale ginn, fir datt den Architekt, wann en ufänkt ze molen - a si mole jo gär a schéin an och grouss -, awer weess wou d'finanziell Limitë sinn an net mengt hie kéint sämtlech Iddië realiséieren. An aner Leit, déi dann herno och nach mat um Projet bedeelegt sinn, vläicht menge si kéinten hir Iddien och nach mat erabréngen, wat dann derzou féiert, datt mer um Enn 25 oder 30% driwwer leien.

Nach eng Kéier: Mir si mat der aktueller Prozedur, déi zréckbehale ginn ass, d'accord, och wann een iwwer verschidden Detailer nach diskutéiere kéint.

Här President, mir hunn eng ganz Partie verschidden Zorte vu Projeten, déi hei an der Diskussioun sinn. Dat ass natierlech virun allem - an do geet jo an deenen nächste Jore wahrscheinlech dat meeschte Geld dran - den Transport, wou mer amgaange si Projeten nach fäerdeg ze maachen, zum Beispill vun der Nordstrooss, déi vill méi deier gëtt wéi se geplangt war, mä awer och - an do hu mer de Mëtteg jo schonn driwwer geschwat - Schoulgebaier, déi een natierlech ganz anescht ugeet, Gebaier um administrative Plang, Sozialinfrastrukturen, déi awer meeschtens iwwer Konventioune lafen, an och nach aner Gebaier. Ech wëll hei just drun erënneren, datt d'Regierung scho laang seet, mer bräichten en zweete Prisong; dee jo dann, wann e sollt realiséiert ginn, och net ganz bëlleg gëtt.

Ech wollt e puer Wierder, Här President, verléieren zu eenzelne Projeten; ech kann net op alles agoen. Den Här Clement huet schonn hei kuerz iwwert dat geschwat, wat zu Gréiwemaacher mat där Bréck do passéiert. Et kann ee sech allerdéngs nëmme wonneren, wann ee gesäit, datt déi Brécken, déi nom Krich gebaut si ginn, quasi alleguer an engem miserabelen, fir net bal ze soe baufällegen Zoustand sinn. Här Minister, wann een dat liest, wéi dat duergestallt gëtt, da muss ee sech jo bal Suerge maachen, oder et muss ee bal fäerten, fir iwwert déi Bréck ze fueren, wa gesot gëtt se wär esou gutt wéi baufälleg. Bon, da muss natierlech séier eppes geschéien. Dat ass kloer.

Ech wëll awer och vun eis aus hei soen, datt mir ganz kloer eng Preferenz gehat hätten, vu d'Situatioun zu Gréiwemaacher, wann een effektiv do, wou d'Sortie vun der Autobunn ass, hätt kënnen iwwert d'Musel goen an e groussen Deel vun deem Verkéier, dee sech de Moment duerch Gréiwemaacher quält, do awer ronderëm hätt kënne féieren. Mä wéi et schéngt bleift dofir elo keng Zäit méi. Et muss séier gehandelt ginn, an dofir komme mer och net derlaanscht. Ech bedaueren awer op dëser Plaz e bëssen, datt esou laang domadder gewaart ginn ass. Et gëtt och gesot déi däitsch Autoritéite wären nach net ganz mat esou engem Projet d'accord, mä vläicht hätt een, wann ee fréi genuch ugefaangen hätt, trotzdeem elo schonn eng Solutioun kënnen hunn.

En anere Projet, deen hei zur Diskussioun steet, ass dee vum Aménagement vum Boulevard Raiffeisen hei an der Stad. Do gëtt gesot, datt och den Tracé fir den Tram virgesi wär. Ech iwwerrasche keen hei dermat wann ech soen, datt mir den Tram net prioritär gesinn, datt mir fir eng aner Solutioun sinn, op déi ech herno nach wäert zréckkommen. Duerfir wär et gutt, wann een emol grondsätzlech géif wëssen, wou et géif higoen, well menges Wëssens ass jo de Moment och nach ëmmer keng definitiv a grondsätzlech Décisioun gefall, wat den Tram ubelaangt.

En anere Projet, deen d'Leit un der Sauer interesséiert, dat ass déi Saach vum Barrage vu Rouspert, wou mer erzielt kritt hunn, do misst den Zoulaf zur Turbine nei gemaach ginn, well de Kanal duerchlässeg gi wär, well d'Stabilitéit a Fro gestallt wär, well och Waasser géif verluer goen. Et kënnt derbäi, datt d'Ëmweltverwaltung seet, et misst méi Waasser an den ale Waasserlaf lafe gelooss ginn, deen näischt mat der Turbine ze doen huet, aus Ëmweltgrënn. Doduerch géif de Rendement vun den Turbinen erofgoen. An duerfir misst een dann awer versiche souwäit wéi méiglech d'Fuiten ze reparéieren, oder fir déi ze eliminéieren. Domadder kann een d'accord sinn. Ech mengen, mir si jo och fir ëmweltfrëndlech Stroumproduktioun, da solle mer och kucken, datt mer déi Infrastrukturen an der Rei halen.

En anere Projet oder en anere Problem, deen heimat näischt ze doen huet, dat ass effektiv dee vun de Sedimenter uewen um Barrage, dee virun allem de Leit zu Steenem vill Suerge mécht. Mir wëssen, datt et ëmstridden ass, ob dat Ausbaggeren zu engem grousse Changement géif féieren, mä et liicht engem awer an, wa sech esou vill ofgelagert huet, wéi dat elo de Fall ass während där ganzer Zäit, datt fir déi Uertschaften, déi uewendru leien - oder wéinstens déi Uertschaft, déi direkt uewendru läit -, doraus natierlecherweis e Problem resultéiert. A wann dat nëmmen 30, 40 Zentimeter sinn am Fall vun enger grousser Iwwerschwemmung, da kann dat awer fir eng Partie Leit trotzdeem schonn zu dramatesche Konsequenze féieren.

Ech wëll hei soen, datt mir fannen, wann de Lëtzebuerger Stat schonn higaangen ass an en huet e Barrage do gebaut, fir Stroum ze produzéieren, datt en dann och an der Flicht ass, fir vun Zäit zu Zäit dat, wat sech do hannert där Mauer an och méi wäit erop ofgelagert huet, erauszehuelen, datt e sech net do derlaanscht däerf drécken. Ech wëll och soen, datt déi Solutioun, déi elo mat vill Optimismus ugepeilt gëtt, eis net iwwerzeegt, an datt ech och net dru gleewe kann, datt, wann een elo de Floss e bësse méi rapid mécht, doduerch déi Sedimenter automatesch a vum selwe géifen ofgedroe ginn an deem Fall, wou eng Kéier vill Waasser dorower kënnt.

Ee Wuert zum Iwwerlaf, dee soll beim Barrage Esch-Sauer gebaut ginn. Do si mer jo aus Sécherheetsgrënn an enger internationaler Obligatioun. Do stellt sech d'Fro - an dat ass jo och net eréischt haut a gëschter gewosst gewiescht -: Hu mer do net awer laang e gewëssene Risiko mat a Kaf geholl? Duerfir si mer och absolut d'accord, datt dat gemaach gëtt. Just, deen Entlaaschtungstunnel, deen do gebaut gëtt fir d'Uertschaft Esch-Sauer, deen ass jo schéin a gutt, mä wat ass da mat deenen Uertschaften

ënnendrun, wann et dann eng Kéier richteg déck kënnt?

Deenen ass jo dann domadder och net gehollef. Et wär jiddefalls ze wënschen, datt d'Gestioun vum Barrage esou géif gemaach ginn, datt ëmmer eng gewëssen Opfangcapacitéit bleift, an datt een de Barrage och als Puffer kann notzen, an datt, wa ganz vill Reen ugesot ass, een dann och scho preventiv e bësse Waasser kann ofloossen, fir där schlëmmster Katastroph virzebauen.

Ee Wuert zu de Lycéeën. Do ass jo aktuell e relativ grousse Besoin u Gebaier. Bal fäerdeg ass, souwäit ech weess, Réiden. Geplangt ass Jonglënster, wou nach, wéi et schéngt, e bëssen Terrainsproblemer sinn. Geplangt sinn Esch-Belval an d'Europaschoul zu Mamer, wou ech awer wëll soen, et ass jo schéin a gutt, mä wann d'Eltere selwer soen: Wuerfir baut Der déi Schoul zu Mamer, mir wunne bal alleguer um Kierchbierg?, da froen ech mech, wéi dat soll IVL-kompatibel sinn, wou mer jo gären hätten, datt do, wou d'Leit wunnen, an do, wou d'Leit aktiv sinn, dat heescht och do, wou d'Kanner an d'Schoul ginn, datt mer dat esou no wéi méiglech beienee solle bréngen, fir de Verkéier esou wäit wéi méiglech ze évitéieren. Dat ass hei manifestement net de Fall!

Dréngend néideg - ech wëll dat just awer hei ernimmen - ass Ettelbréck. Et ass iwwerhaapt keen Zweifel drun, datt een do no enger Solutioun muss sichen. A Klierf selbstverständlech och, wat jo haut de Mëtteg hei schonn ugefouert ginn ass.

De Problem vum PPP; och dozou sief ee Wuert gesot. Public-Private Partnership, dat ass éischtens finanziell net ganz éierlech, genausou wéi d'Bauen iwwert d'Loi de garantie financiell net ganz éierlech war, well doduerch d'Statsschold net an deem Mooss richteg ausgewise gëtt wéi dat soss de Fall wär. Mä wahrscheinlech kréie mer do vu Bréissel op d'Fangere geklappt. Dat heescht, wann deen een Trick net gezunn huet, da wäert deen heiten an där Bezéiung och net zéien. Méi bëlleg? Anscheinend ass dat jo net de Fall laut Erkenntnisser, déi am Ausland gemaach gi sinn. Duerfir muss ee sech dat ganz gutt iwwerleeën. Méi séier? Dat gleewen ech schonn. Dora léich ganz sécher en Avantage vun dëser Virgoensweis.

Et kann ee sech awer d'Fro stellen: Gëtt et da keng aner Solutioun, esou datt mer trotzdeem méi séier kënne bauen? An d'Kommissioun seet och zu Recht an hirem Rapport, datt mer onbedéngt mussen drop oppassen, datt do net grouss Entreprisen all déi aner erstécken. Dat heescht, datt wierklech och eis Lëtzebuerger Handwierksbetriber, wann dann iwwert dee Wee soll gebaut ginn, datt déi och do musse kënnen zum Zuch kommen.

Wat gëtt net gebaut? Här President, och déi Fro muss ee bei dësem Débat stellen. De Contournement vun der Stad Lëtzebuerg, d'Autobunn op dräi Bunnen, ass zréckgestallt. Mir froen: Wat passéiert, wann d'Nordstrooss eng Kéier fäerdeg ass, do uewen um Kierchbierg?

Dann zu de Schinnen an Eisebunnsinfrastrukturen, well dat eis awer ganz uewe läit. Mir sinn am Prinzip, Här President an Här Minister, mat deene meeschte Projeten d'accord, esou wéi se elo geplangt sinn. Den Ausbau vun deene Strecken am Süden - deelweis duebelgleiseg, wou et elo eegleiseg ass -, och déi Garen un der Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg sinn absolut noutwendeg, mä mir sinn awer der Meenung, datt d'Prioritéite falsch gesat ginn. Wann d'Regierung seet: Mir mussen elo emol prioritär vun Hamm erop op de Findel fueren, a vum Findel uewe bei d'Kliniken um Kierchbierg, well d'Stad mam Kierchbierg ass den Zentrum vun den Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg - esou wäert et bleiwen a wäert et an Zukunft nach méi ginn -, da läit se falsch, well mir hunn haaptsächlech de Problem vum konzentréierte Verkéier moies an owes. Dofir muss et e Konzept sinn, wat schlësseg ass vu vir bis hannen a wat och vun de Leit akzeptéiert gëtt. Dat ass och virdrun hei zu Recht gesot ginn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Dofir gëtt et nëmmen eng valabel Solutioun. Dat ass vun Norden no Süde mam Zuch ënnert der Stad erduerchzefueren, mat Garen um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg: Lampertsbierg, am Beräich vun der Rouder Bréck an am Stadzentrum. Minimum dat.

(Interruption)

D'Prioritéit fir d'Streck vun Hamm op de Findel an dann op de Kierchbierg léist eis dee Problem net. Mir fueren domadder ronderëm d'Stad amplaz an d'Stad era mat de Leit.

Da stellt sech d'Fro, éinescht ass gesot ginn, dee ville Giddertransport um Findel: Wéi vill kréie mer der do vun de Fernlaster op d'Schinn?

(Interruption)

A wa mer d'Schinn bis do gebaut hunn - mer wëssen alleguer, datt de Persounentransport nëmmen akzeptéiert gëtt, wann e séier genuch leeft, dat heescht, wann d'Frequenz vun de Persounenzich relativ kuerz ass - a wann Der da Gidderzich, déi vill méi lues sinn, dertëschent hänken hutt, da fonctionnéiert d'Konzept och alt erëm net richteg. Déi Iwwerleeung just nach derbäi. Den Tram, wann en da jee sollt gebaut ginn, léist dëse Problem ganz sécher net; ofgesinn dervun, datt d'Problemer vun der Neier Bréck, dem Pont Adolphe, an der Rouder Bréck och nach net geléist sinn.

D'Leit, déi aus dem Norde kommen, kéinte bei dësem System, wa se wéilten op de Lampertsbierg an d'Schoul goen, direkt do erausklammen ouni iwwerhaapt bräichte bis erof an d'Stad ze fueren. D'Leit aus dem Süden, déi wëllen op de Kierchbierg an d'Klinik fueren, déi kënne mam Zuch riichtduerch bis dorobber fueren. D'Leit aus dem Osten, déi op Gaasperech musse schaffe goen, kënne riichtduerch fueren, an zwar, Här Minister - an dat ass entscheedend -, mat Äre schéine Wagonen, an deenen esou vill Leit kënnen drasëtzen; dat heescht, déi d'Capacitéit hunn. Duerfir gëtt et och nëmmen déi valabel Solutioun. Dat erkläert och woufir, datt mir déi zweet Motioun net unhuelen.

M. le Président.- Här Mehlen, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Jo, sidd elo net gradesou streng. Ech si fäerdeg, Här President.

Une voix.- Wou lieft Dir, Här Mehlen?

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Duerfir kënne mir déi Motioun iwwert den Ausbau vun de Schinneninfrastrukturen net stëmmen. An domat sinn ech fäerdeg, Här President.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, „nine-eleven" huet d'Welt verännert, „ten-eleven" muss d'Lëtzebuerger Eisebunn veränneren. Den 11. Oktober 2006 ass déi tragesch Eisebunnskatastroph zu Zoufftgen geschitt. Dëst ass de schwéiersten Accident an der Geschicht vun der Lëtzebuerger Eisebunn. Et ass elo zwee Méint hier, wou sechs Mënschen hiert Liewe verluer hunn a ganz vill Misär an hire Familljen hannerlooss hunn, deenen eist déifste Bäileed gehéiert. Et ass een nach ëmmer fassungslos an traumatiséiert, dass esou en Accident passéiere konnt.

An den Enquêten, déi lafen, mussen d'Konsequenze gezu ginn, well esou eng Katastroph dierf net méi passéieren. Et muss sécher esou sinn, dass et net duergeet elo dat eent oder dat anert ze veränneren, mä hei muss de ganze Betribssystem analyséiert a reforméiert ginn. Säit deene schwéieren Zuchaccidenter vun 1997 ass alles gemaach gi wat technesch machbar war, fir d'Zich bei Rout un d'Stoen ze kréien. Wann nom Stoe bleiwen awer duerch Rout gefuer muss ginn, an dat ass esou, fir zum Beispill op Chantieren a gespaarte Gleiser fueren ze kënnen, da muss déi entspriechend materiell Sécherheet hannendrukommen, déi eventuell mënschlech Feeler opfänkt.

Et muss also elo vu Grond op alles a Fro gestallt ginn, an zwar schnell, fir esou oder ähnlech Accidenter ze verhënneren. Et mussen awer och déi vill Eisebunnerinnen an Eisebunner, déi all Dag eng gutt a geféierlech Aarbecht leeschten, an hirer deeglecher Aarbecht rassuréiert ginn, fir dass se dat néidegt Selbstvertrauen hunn, fir hir Aufgab zu 100% ze erfëllen. Nëmmen esou kann déi passiv Sécherheet verbessert ginn.

Anerersäits muss déi aktiv Sécherheet elo nach méi konsequent an de Projeten duerchgezu ginn. Dat heescht, am Infrastrukturberäich gëllt et Projete schonn esou ze gestalten, dass et guer net zu Konfliktsituatioune komme kann. An do, wou esou Situatiounen nach haut bestinn, muss prioritär gehandelt ginn. Et muss also ënner Ëmstänn zu enger Reorientéierung vun de Prioritéiten am Infrastrukturberäich vun der Eisebunn kommen.

Ech denken do un d'Stellwierker vu Klengbetten, vu Beetebuerg, an och vun der Nordstreck, déi nach net op déi elektronesch Technik ëmgestallt sinn.

Ech denken un de sougenannte Saut-de-mouton. Dat ass déi Bréck, déi hei zu Lëtzebuerg op der Gare fir op Beetebuerg fiert, déi d'lescht Woch jo och huet missen aus deem Grond gespaart ginn.

Ech denken un deen zweete Viaduc am Ausgang vun der Nordsäit vun der Gare Lëtzebuerg, a wou ech och schonn eng Question parlementaire gestallt hunn. Op där Bréck, dem Viaduc vun der Polvermillen, do leie Weichen. Jo, si leie scho laang do an et ass nach ëmmer gaangen, mä de Verkéier hélt ëmmer méi zou. A wa mer elo op de Findel via Cents-Hamm fueren, dann hélt de Verkéier nach ëmmer méi zou. Den Transportminister huet jo d'lescht Woch ganz plastesch duergestallt, dass mir net kënnen um Flughafen eng Eisebunnsgare bauen, ouni dass dës un den Eisebunnsréseau ugeschloss ass. Dozou gehéiert och deen zweete Viaduc op der Polvermillen. De Projet de loi ass jo schonn eng Zäit laang gestëmmt, an do misst elo wierklech eppes geschéien.

Ech denken och un d'Zweegleisegkeet vu Péiteng op Lëtzebuerg. Do ass jo en zweet Gleis vu Péiteng op Lëtzebuerg gestëmmt. Dat solle mir dann och elo bauen. Iwwerleeunge fir d'Zweegleisegkeet zu Dippech vu Péiteng aus opzehalen, sollen aus Grënn vun dëser aktiver Sécherheet guer net méi gefouert ginn. Mir hunn e Gesetz, fir zwee Gleiser vu Péiteng an d'Stad ze bauen. Dëst soll dann och esou gebaut ginn. Et ass kloer, dass dat aktuellt Gleis, déi eegleiseg Streck vu Péiteng op Lëtzebuerg, dat 1980 fir d'lescht erneiert ginn ass, och muss ëmgebaut ginn. Da muss do eben en neit Gesetz virgeluecht ginn. Do gëtt et elo wierklech Zäit ze handelen.

Ech denken och un d'Streck vu Klengbetten op Lëtzebuerg, wou d'Stellwierker an d'Stroumleitungen, Caténairë genannt, dréngend erneiert musse ginn. Et ass scho gesot ginn, de Projet Eurocap-Rail, fir méi eng séier a besser Verbindung vu Lëtzebuerg op Bréissel ze schafen, ass gutt, mä do solle mer eis net dauernd hannert de Belsch verstoppen. Mir wësse jo, dass do dauernd blockéiert gëtt. Et ass eis Flicht, d'Stellwierker an d'Stroumleitungen um Lëtzebuerger Terrain vun der Stad op d'belsch Grenz zu Klengbetten esou séier wéi méiglech ze ersetzen. Do brauche mir och dréngend e Projet de loi, wéi dat jo och elo grad schonn hei gesot ginn ass.

Wat elo déi nei Streck vun Esch ugeet, muss nach eng Kéier iwwerluecht ginn, ob et net méi sënnvoll ass direkt aus der Stad op de Belval Richtung Uni, Bank, Lycée an esou weider ze fueren. Den Här Minister Jean-Marie Halsdorf huet jo viru kuerzem hei gesot, säi Ministère géif ënnersichen, ob de Belval iwwer Beetebuerg oder direkt an d'Stad ugeschloss gi soll. Ech weess och net, ob et eng gutt Iddi ass, nach méi Verkéier iwwert de bestoende Viaduc matzen duerch Esch ze féieren, wou op dësem Viaduc scho méi lues gefuer gëtt. De Viaduc duerch Esch huet vill Problemer an der Vergaangenheet gestallt an e wäert der och an Zukunft nach stellen.

Op alle Fall gëtt elo emol eescht gemaach mat där neier Gare um Belval op där bestoender Streck vun Esch op Péiteng. Dat ass ze begréissen. Déi nei Streck vu Beetebuerg an d'Stad muss och hëllefen de Verkéier vun deene 60.000 Frontalieren - an e puer Joer sinn et der bestëmmt 100.000 -, also de Verkéier aus Frankräich, de Sillon mosellan, besser ze kanaliséieren. Deene ville Staue moies an owes kënne mir net weider nokucken. Net zulescht duerch dat schwéiert Zuchongléck musse mir do eis Infrastrukture verbesseren, wou et am néidegsten ass. An dat ass vun Thionville op Lëtzebuerg sécher de Fall.

Musse mer net op der Grenz vläicht e Park &Ride-Parking bauen, wann et muss sinn op der Grenz iwwert dem fréieren Tunnel vun Zoufftgen a vun do aus dräigleiseg an d'Stad fueren? Ech sinn der Meenung, dass generell am ganze Land de Park&Ride muss vill méi promouvéiert ginn, fir besser Interfacen zwësche Strooss a Schinn ze schafen.

Här President, als Konklusioun solle mir déi nei Projete weiderdreiwen, ouni ze vergiessen déi bestehend Anlagen an der Rei ze halen an aus där Katastroph vun Zoufftgen eis Prioritéiten ze iwwerdenken. Dat war sécherlech bis elo aus Zäitgrënn net méiglech, mä dat si mer eis awer alleguerte schëlleg. Domadder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dëser Motioun iwwert d'Schinneninfrastruktur a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Roger Negri Merci. An als lescht Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech schwätzen dann als Member vun der Travaux-publics-Kommissioun. Déi huet sech, esou wéi déi nei Prozedur dat virgesäit, hiren Avis zu deene groussen Infrastrukturprojete gemaach.

Mir denken als Fraktioun - et ass scho vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Här Braz, gesot ginn -, dass dat en interessanten an och iwwersiichtlechen Exercice war, deen et de Membere vun der Kommissioun erlaabt huet sech kënnen e Gesamtbild ze maachen, zesumme mam zoustännege Minister, deen eis och an aller Transparenz iwwer alles informéiert huet: iwwert der Regierung hir Investitiounspolitik um Niveau vun de Bauten, vun de Brécken, vun de Stroosse bis zu de Lycéesgebaier.

Et schaaft och eng wichteg Transparenz par rapport zum finanziellen Impakt vun dëser Bauteplanung. Ech denken, dass dëst och d'Aarbecht vun alle Politiker a Politikerinnen heibanne vereinfacht, andeem et et méi einfach mécht sech an der Regierung hire Prioritéiten erëmzefannen. Et ass also eng nei Mesure, déi déi gréng Fraktioun begréisst an och ënnerstëtzt. Dëst Joer kënne mer och souguer den Inhalt vun dësen neie Mesuren ënnerstëtzen an déi Projeten, déi drastinn, souguer matstëmmen.

Villes ass schonn zu deenen eenzelne Projete gesot ginn. Ech wëll just e puer Remarquen zu de Projete maachen, déi op där Lëscht stinn, respektiv zu verschidde Projeten, déi eben net op där Lëscht stinn.

Éischtens, vläicht méi witzeg, erstaunlech vill Projeten hunn eppes mat Waasser ze dinn: d'Gréiwemaacher Bréck, d'Bréck tëschent Lëlz an Ënsber, d'Staubréck zu Rouspert an och den Évacuateur an den Tunnel de décharge zu Esch-Sauer.

Zweetens, et si meeschtens Projete fir d'Sécherheet an d'Sécherheetsnormen, wéi zum Beispill och deen Évacuateur zu Esch-Sauer - déi flott Beschreiwung vum Här Clement mat der Buedbidden.

An et sinn eng ganz Rei ebe vu Projeten, déi eigentlech Maintenanceaarbechte sinn, Aarbechte fir de Fonctionnement vu bestehenden Infrastrukture besser ze maachen oder weider fonctionnéieren ze loossen.

De Réaménagement vum Boulevard Raiffeisen ass e wichtege Projet fir de Südweste vun der Stad, mä ech denken och doriwwer eraus fir de ganze Südwesten an och de ganze Süde vum Land. D'Cloche d'Or ass e grousst an och e wichtegt Ballungsgebitt an ass och am IVL als eent vun deene wichtegste Gebidder ugesinn. Ech denken, datt et wichteg ass wéi dësen Deel vum Quartier dann urbanistesch och gestalt gëtt oder besser gesot fäerdeg gestalt gëtt. An do spillt och sécherlech d'Stad Lëtzebuerg eng grouss Roll. Si ass gefuerdert a wäert sech deenen Erausfuerderungen och stellen.

Mä et ass och um Stat fir Hand an Hand mat der Stad Lëtzebuerg zesummenzeschaffen, well dat hei wär eng gutt Geleeënheet, fir e gutt Beispill vun enger gudder Zesummenaarbecht ze ginn.

D'Stroosse vun der Cloche d'Or gehéieren nämlech dem Stat a verantwortlech dofir ënnerschreiwen dann och d'Ponts et Chaussées. Hei ginn och elo d'Wäiche gestallt fir eng optimal Offer - an dat begréisse mir ausdrécklech - vun engem performanten an nohaltegen öffentlechen Transport. De Vëlo an och den Tram kréien hir Spuren.

Zu den zwee Lycéeën zu Miersch an iwwerhaapt och zum Lycée vu Belval, do musse mer leider bemierken, datt et déi eenzeg Schoulgebaiprojeten op der Lëscht sinn. An dobäi ass eigentlech d'Lëscht vun de Lycéeën, déi en Terrain sichen, grouss. Mir hunn eis och soe gelooss, datt de Stat ebe keng Terrainë fënnt oder keng Terrainen zu akzeptabele Präisser fënnt. Mir bedaueren, egal wéi an egal wou d'Ursaach läit, datt mer net méi séier do virukommen, well awer en unerkannte Besoin u méi Schoulen do ass.

Déi zwee Lycéeën zu Miersch sollen dann och mat deem System PPP gebaut ginn. Hei ass och scho villes doriwwer gesot ginn. Et gëtt sech erwaart fir d'éischt emol, datt d'Projete méi séier solle virugoen duerch dës nei Mesure - loosse mer emol soen. Am beschte Fall gëtt sech och erwaart, datt de Projet eventuell, well en och méi séier gëtt, dann och vläicht méi bëlleg soll ginn. Ech denken, datt et e flotten Exercice ass. An ech denken och, mat der grénger Fraktioun zesummen, datt et e gudden Exercice ass, fir grad mat deenen zwee Lycéeën deen dote Projet auszeprobéieren.

Déi zwee Mierscher Lycéeë kréien och en Internat. Mir fannen et eng interessant Pist, och hei zu Lëtzebuerg déi Offer un Internater ze vergréisseren. Mir denken, datt eng ganz Rei vu Jugendlecher am fréie Lycéesalter vun esou enger Offer profitéiere kënnen. Ech wëll elo awer hei an dësem Kontext net op déi sozialpedagogesch a gesellschaftlech Inhalter vun deem Besoin vun Internater agoen. Sécher ass awer, datt et eng Plus-value fir eis Gesellschaft ass oder gëtt, an eventuell och, denken ech, fir de Succès scolaire vun etleche Jugendlechen.

Zum Fonds Belval. Do stinn dräi Projeten do. Mir denken och, datt et richteg a gradesou wichteg ass, datt mer urappe mam Immobilier, wéi och an engem Rapport steet, vun der Uni Lëtzebuerg fir deen Deel, deen dann eben op d'Frichë komme soll.

Datt d'Recherche nëmme ka virukommen, wa se och d'Méiglechkeet huet ze schaffen, ass och richteg. De Fonds Belval mécht en Emprunt, streckt d'Sue vir. De Stat rembourséiert en an de Stat gëtt Propriétaire. Déi Mesure ass och schonn hei beschriwwe ginn.

De Concours d'architectes ass a Preparatioun, dat huet de Rapporteur och gesot. Dee soll net nëmmen d'Gebaier analyséieren, mä och den urbanisteschen Aspekt an d'Konzept dovunner sollen analyséiert ginn. Mir denken, datt dat och wichteg ass, an dat soll och ënnerstrach ginn, datt et am Concours d'architectes net méi duergeet eenzel Gebaier ze maachen, mä datt dat Ganzt muss engem urbanistesche Konzept entspriechen. Ech denken, datt d'Frichen och dofir virprogramméiert sinn.

De Lycée Belval gehéiert an de Planning vun der zukünfteger Urbaniséierung vu Belval. Bei den administrative Gebaier erhoffe mer eis, datt dës wäerten enger Rei Leit et erméiglechen oder iwwerhaapt emol erlaben an där Géigend ze wunnen, wou se dann och schaffen, oder ëmgedréint, an där Géigend ze schaffen, wou se dann och wunnen.

Dem Boulevard Raiffeisen, de Baute vun deenen zwee Lycéeën zu Miersch souwéi de Bauten op den Escher Frichë kënne mir alleguerten och am Kontext vum IVL zoustëmmen, an dofir géing ech dann d'Zouso vu menger Fraktioun ginn.

Mir wäerten dat hei matstëmmen a mir wënschen dem Minister weider eng glécklech Hand.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Loschetter Merci. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Fir d'éischt de Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech wëll och ufänken, andeem ech dem Rapporteur Lucien Clement Merci soen, deen zoustänneg war fir deen Deel, deen elo d'Travaux publics ugeet, awer och dem Henri Grethen, als President vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, déi responsabel dofir gezeechent huet fir déi Prozedur am Fong vun der Origine vun dëser Debatt, déi fir mech eng wichteg Debatt ass, well se einfach den Aboutissement vun enger ganzer Rei Iwwerleeungen doriwwer ass, wéi mer an Zukunft - Regierung a Chamber zesummen - mat deem hei Typ vu Projete sollen ëmgoen.

Ech hunn ugefaangen dee ganzen Typ vun Dossieren hei unzepake mat am Fong dräi Froen, déi sech an deene leschte Méint ëmmer mat méi Acuitéit gestallt hunn.

Déi éischt Fro, dat war: Wéi halen ech déi Projeten, déi mer hei zesumme gestëmmt hunn, am Gréff?

Déi zweet Fro war: Wéi bauen ech méi bëlleg?

An déi drëtt Fro war: Wéi kann ech d'Progressioun vum Investitiounsvolume bremsen?

Dat sinn a sech dräi separat Froen, déi sech ganz oft an der Diskussioun vermëschen, déi och vermëscht ginn, mä déi am Fong separat Äntwerte brauchen, an ech wollt just a graffen Zich e puer vun deenen Äntwerte ginn.

Déi éischt Fro: Wéi halen ech meng Projeten am Gréff? Mir hunn - a verschidde Virriedner hunn et scho gesot - wéinst all deene Problemer, déi sech a verschiddene Projeten an deene leschte Jore gestaut hunn, all deenen Dépassementer, déi mer nostëmmen, déi mer hei haten, eis jo och missen eng ganz Rei Froe stellen a probéieren ze analyséieren, wat dann d'Origine vun deene Problemer wär an dann doraus och d'Konsequenzen ze zéien an doraus ze léieren.

Ech weess elo net méi wien et gesot huet, et ass signifikativ, datt déi Iwwerschreidungen haaptsächlech dann do waren, wa mer exzeptionell Projeten haten, do, wou mer keng Erfahrung virdrun haten, wou mer keng Erfahrungswäerter konnten op den Dësch bréngen, an datt bei Projeten, wat méi klassescher waren, wéi Schoulprojeten, dat ganz anescht am Gréff behale ginn ass.

Wat waren déi Problemer? Déi sinn och virdrun zu engem Deel gesot ginn. Dat Éischt, dat war deen, datt ganz oft Projete gestëmmt gi sinn, déi sech iwwer eng enorm laang Dauer verspreet hunn. Zum Beispill d'Nordstrooss. Et ass evident, datt, wann Dir 1993, 1994, 1995 plangt, 1996 stëmmt, an déi Strooss 2011 oder 2012 fäerdeg gëtt, datt Der 1996 net kënnt e Projet stëmme mat enger Zuel dran, déi dann 2011 - méi wéi 15 Joer duerno - déi richteg ass vum Projet.

Dofir hu mir hei an der Chamber zesummen décidéiert, datt mer deen Typ vu Projete géingen an Tranchë stëmmen. D'Liaison Micheville ass deen éischte Projet, deen esou gestëmmt ginn ass.

Eng aner Fro, déi sech gestallt huet, dat war déi vun der Kontroll, déi mer sollte maachen. Mir hunn hei zesummen ofgemaach, datt mer all sechs Méint an der Chamberskommissioun déi grouss Projete gemeinsam géinge kucken, Corps de métier par corps de métier, fir ze analyséieren, wou mer do leien, esou dass direkt, wa sech Froen oder Problemer stellen, déi sech ëmmer en cours de route kënne stellen, d'Chamber au courant gesat gëtt an datt mer dann och gemeinsam Léisungen zu deene Problemer an deene Projeten do kënnen unhuelen.

Mir hunn och kloer gesinn - an dat ass och virdru gesot ginn -, datt mer déi Projeten an deene leschte Jore vill ze vill fréi gestëmmt hunn, an Etappen, wou et iwwerhaapt net méiglech war, dee Präis esou definitiv ze fixéieren. Duerfir hu mer dës Prozedur gemaach, fir eben elo an enger fréierer Etapp eis d'Méiglechkeet ze ginn ze plangen, an an enger zweeter Etapp mat engem vill méi detailléierte Projet, an engem Moment, wou et vill méi schwéier ass, Neen ze soen zu deem Projet, well scho ganz vill dran investéiert ginn ass, da prezis, mat enger preziser Zuel virun d'Chamber ze trieden. Dat sinn e puer vun deene Saachen, e puer vun deenen Äntwerten zur Fro: Wéi halen ech Projeten am Gréff?

Op déi zweet Fro: Wéi bauen ech méi bëlleg?, well dat war och eng Fro, déi wichteg war an ass, konnten och eng Rei Äntwerte gi ginn. Déi éischt war déi, datt, wa mer eng Kéier e Projet hei zesummen diskutéieren, wa mer eng Kéier e Projet fäerdeg gemaach hunn, mer dann och sollen évitéieren, dee Projet nach wesentlech ze changéieren. Et sinn ëmmer Modifikatioune méiglech, mä et muss ee se méi laang a besser virbereeden, fir sécher ze sinn, datt dat, wat mer stëmmen, och dat ass, wat mer do an der Realitéit bauen. Alles wat en cours de route - Beispill Philharmonie, Beispill Cité judiciaire - ëmgeplangt gëtt nom Stëmmen, gëtt méi deier. Dat ass fatal. Duerfir musse mer déi Prozedur anescht maachen.

Bei der Architektur ass och gesot ginn, datt mer solle méi einfach a méi rationell bauen. Dat ass op där enger Säit. Op där anerer Säit hu mer eis awer och d'Moyenë ginn, fir et kënne besser am Gréff ze behalen. Mir hu virun e puer Wochen en neie Règlement grand-ducal op de Wee ginn, deen d'Concours-d'architectë soll frësch gestalten. An deem Reglement steet dran, wéi de Concours d'architectes, no wat fir enge Kritären e soll ausgeschriwwe ginn, an esou ka wesentlech méi Gewiicht op d'Rationalitéit, op d'Ekonomissitéit, op de Käschtepunkt vun engem Projet geluecht ginn, déi also ganz anescht an esou e Concours wäerten an Zukunft erakommen.

Mir sinn och amgaang mat deenen Architekten en neie Contrat-type d'architecte ofzemaachen, wou och en Aspekt vun där Problematik vun den Dépassementer mat erakënnt, wou a sech den Architekt an deenen Diskussiounen, déi mer amgaange sinn ze féieren, soll d'Méiglechkeet kréien, sech och als ee vun deenen ze gesinn, deen op deen do Aspekt opmierksam mécht. Dat heescht, wann en hëlleft fir e Projet méi bëlleg ze maachen, och dofir sollt e belount ginn, an au contraire, wa mer Problemer kréien duerch de Suivi, datt mer dann och kënnen op där anerer Säit Penalitéiten arechnen.

Dat si schwéier Diskussiounen, net einfach Diskussiounen. Mir kucken, datt mer déi och zum Schluss kënne féieren.

Datselwecht sinn déi Efforten, déi mer bei de Cahiers des charges an de Soumissioune maachen, den enke Suivi, dee wesentlech méi Corps de métier par Corps de métier um Terrain muss gemaach ginn, déi Dekonten, déi mer extrem enk suivéieren, an dann - an Dir hutt et an dësem Budget stoen - och vum nächste Joer un e Fonds d'entretien fir déi Gebaier, wou mer d'Méiglechkeet hunn dann och den Entretien vun all deenen eenzelne Strukturen an engem vill méi regelméissege Suivi a vill méi direkt a vill méi konkret ze maachen, wann Der d'Gesetz, d'Budgetsgesetz vun 2007, dann och stëmmt.

An dann - an dat ass och gesot ginn - hu mer Effortë gemaach fir imaginativ ze sinn an nei Prozeduren och ze fannen. De PPP ass eng, déi net einfach ass, eng, déi och eng ganz Rei Schwieregkeete wäert an der Exekutioun mat sech bréngen, well mer se nach net gemaach hunn, well mer musse léieren, well mer musse kucken, wéi dat geet. An duerfir hu mer gesot, mir maachen e Projet oder zwee Projeten, déi schéi separat zu Miersch ofgetrennt sinn, datt mer kënnen dee finanziellen, dee juristeschen Aspekt och esou an de Gréff kréien, datt mer net vun extern nach Problemer mat erakréien.

Mir hoffen, datt mer doduerch kënnen Zäit gewannen. Mir hoffen, datt mer doduerch méi bëlleg sinn. Mir musse mat der Chamber zesumme kucken, ob dann och déi do Aart a Weis, fir un e Bauprojet erunzegoen, eis déi Resultater bréngt, déi mer dovunner erhoffen. Dat gesi mer elo an der Realitéit.

Am Ausland gëtt et ganz gutt Beispiller an et gëtt och Beispiller, déi dernieft gaange sinn. Ech hoffen, datt mer an e puer Joer eis kënnen an déi Beispiller aschreiwen, déi positiv waren.

Mir hunn och aner Aart a Weise fir ze baue probéiert. Dat ass och virdrun ugeschwat ginn. Déi vum Fäerdegbau. Mir hu gekuckt, datt mer kënnen op Dossieren, wou mer relativ ënner Drock waren, schnell bauen. Mir hunn zum Beispill zu Miersch e Bau dohinner kritt fir 280 Schüler innerhalb vu véier Méint Bauzäit. Mat de Prozeduren huet eis dat aacht Méint gebraucht. E Beweis, datt et schnell geet, wann d'Konditiounen dann och all erfëllt sinn. Datselwecht fir Ettelbréck, wou mer fir 1,9 Millioune 14 Klassesäll konnten innerhalb vu siwen oder aacht Méint derbäibauen. Also nei Modeller fir méi bëlleg, fir méi schnell kënnen ze schaffen.

An dann huet sech och d'Fro gestallt: Wéi kréien ech déi Investissementer am grousse Ganzen an de Gréff an d'Progressioun vun deem, wat mer sollte maachen, well am Tripartitesofkommes kloer an däitlech gesot gi war, datt misst gebremst ginn an der Evolutioun vun den Investissementer?

An do huet ee misse Prioritéite setzen. Et kann een net einfach an eng Lëscht higoen a soen, elo sträichen ech emol dat heiten, oder sträichen eppes anescht, mä et muss een erklären, firwat een dat hei baut a firwat ee vläicht eng aner Saach net baut. Et muss een also erklären, wat seng Prioritéite sinn, wat ënnert déi Prioritéite fält a wat eventuell an dësem Moment net drënner fält.

D'Regierung huet kloer am Héichbau gesot, datt d'Schoulen, datt d'Europabauten, datt déi sozial Bauten eis Prioritéite wären. Domat war och jiddfereen d'accord. Wann een dann awer seet: Wat heescht dat? A wat gëtt an deem nächste Moment vläicht net gebaut?, da fänken natierlech d'Kritiken un.

Mir hu gesot, datt mer déi Cité policière, esou wéi se virgeplangt ass, an dësem Joer net kënnte bauen; datt mer den CRP-Santé net kënnte bauen; datt mer de Centre de conduite zu Colmar-Bierg an dësem Moment net kënnte bauen; datt mer eng Rei Kommissariater net kënnte bauen; datt mer Servicë vu Ponts et Chaussées elo net kënnte bauen; datt dat Projete wären, déi aus deenen do Grënn missten zréckgeschobe ginn.

Awer déi Prioritéiten, déi mer gesot hunn, déi mer géife setzen, déi fannt Der och am Budget erëm an déi fannt Der och an deem erëm, an där Lëscht vu Projeten, déi mer ofginn hunn. Am Schoulbau, muss ech soen, ass gesot ginn, datt mer géingen eng Prioritéit setzen. Virdrun, mengen ech, ass regrettéiert ginn, datt net nach méi Schoulbauten op der Lëscht stinn. Ech wëll awer do just e puer Zuele soen:

1995 sinn 20 Milliounen d'Joer investéiert ginn an de Schoulbau. 2001 waren dat der 43. Dat sinn der 2006 85. An dat wäerten der 2007 121 Milliounen Euro Investissementer an de Schoulbau sinn. Déi Prioritéit, déi mer als Prioritéit soen, fënnt och hir Realitéit an de Budgeten erëm an an deem wat um Terrain ëmgesat gëtt.

Mir wäerten 2007 Dummeldeng fäerdeg kréien; mir wäerten 2008 de Mathias-Adam zu Péiteng fäerdeg kréien; mir wäerten 2008 Réiden fäerdeg kréien; mir wäerten 2009 Lalleng fäerdeg kréien; mir wäerten 2009 de Jencker, den Ubau vum Jencker Mathias-Adam fäerdeg kréien; mir wäerten 2008 déi lescht Phas vum Lycée classique zu Dikrech fäerdeg kréien; mir kréien 2007, 2008 an 2009 déi verschidde Phasë vum Lycée du Nord fäerdeg. Mir wäerten och September 2008 den Ausbau vum Nic-Biver zu Diddeleng fäerdeg kréien. An da sinn an der Planifikatioun: de Joseph Bech, de Lycée pour professions de santé, de Jonglënster Lycée, de Lycée technique zu Miersch, de Lycée pour professions éducatives et sociales zu Miersch, déi Lycéeën an der Nordstad, wou ech hoffen, datt mer weiderkommen, den Hubert-Clement, de Lycée technique zu Bouneweg, d'Europaschoul, den Athenäum, d'Universitéit Lëtzebuerg - alles Projeten, wou mer amgaang sinn drun ze schaffen!

A fir déi, déi soen, datt dat net esou geet wéi se dat wëllen, do muss ech awer froen: Wat hätt Der dann nach gär derbäi? Ech weess net, wat fir eng Projete mer elo nach sollen derbäisetzen a wat fir eng Projete mer nach kënnen do maachen. Mir maachen an deem do Punkt, mengen ech, kloer an däitlech de Maximum.

Europäesch Prioritéiten, d'selwecht. Wann ee kuckt wat um Kierchbierg momentan geschitt - d'Cour de Justice, d'Parlament, d'Kommissioun, d'europäesch Schoul, d'Cour des Comptes, de Centre de Conférences -, ronn 1,5 Milliarden Euro wäerten an deenen nächste siwe bis zéng Joer an deem do Typ vu Bauten investéiert sinn. Ronn 1,5 Milliarden Euro! Dovunner bezuelt de Lëtzebuerger dem Stat nëmmen 0,5, eng hallef Milliard. Déi aner prefinanzéiere mer oder ginn direkt vun europäeschen Institutioune bezuelt. Mä et muss ee sech awer emol eng Kéier Rechenschaft ginn, wat déi do Investissementer fir d'Lëtzebuerger Ekonomie an deenen nächste Jore bedeite wäerten.

Fir de Sanitaire et social, och do ass et kloer: 2006, 22 Milliounen Investissementer; 2007: 32 Milliounen Investissementer; och do sinn d'Prioritéite respektéiert.

Mir hunn awer natierlech probéiert ze spuere par rapport zu deem wat programméiert war. Wann een am Fonds des routes kuckt, mat all deene Projeten, déi mer do gemaach hunn, wou mer och eng Rei Prinzipien haten, wéi mer Décisioune geholl hunn, da gesäit een, datt 2005 fir 2007 189 Millioune virgesi waren, datt mer déi op 144 Milliounen erofgeschrauft hunn. Sou gesäit een, datt fir 2008 am Joer 2005 der 207 virgesi waren, datt mer déi op 175 erofgeschrauft hunn.

Elo muss een awer wëssen, wann Dir sot, nach vill ze vill, wat fir eng Prioritéite mer do gesat hunn a firwat mer déi Choixen do geholl hunn. Et ass ganz kloer, datt mer am Stroossebau eng Prioritéit am Kader vum Développement vum IVL geholl hunn, an datt mer soen, datt Projete wéi déi vun der Nordstrooss, déi déi dräi grouss Zentre matenee verbannen - déi d'Nordstad, d'Stad Lëtzebuerg an Esch wäerte sinn -, datt dat eng Noutwendegkeet ass, wéi déi, datt mer décidéiert hunn d'Liaison Micheville esou schnell wéi méiglech ze bauen, ganz einfach, well déi am Kader vun den IVL-Développementer logesch ass. Datselwecht hutt Dir an deem Pabeier, deen Der virleien hutt, an där Motioun, fir de Boulevard Raiffeisen stoen, well deen eng Noutwendegkeet ass a logesch ass par rapport zu den Développementer, déi mer am IVL virgesinn haten.

Déi Choixen, déi geholl gi sinn, fir verschidde Saachen ze bauen, si kloer. Déi Choixen, déi geholl gi sinn, an déi heiansdo contestéiert gi sinn - dat hunn ech och haut

héieren -, deen Ausbau vun zweemol dräi Pistë vun der Autobunn, déi mer och brauchen op der A3 an A6, dat kann net alles zur selwechter Zäit gemaach ginn. Ech weess awer och, datt mer deen doten Ausbau iergendzwouch eng Kéier brauchen, mä dat anert huet eis an dësem Moment am budgetäre Kader, dee mer haten, an dem IVL-Programm, dee mer ëmsetzen, prioritär geschéngt. Dat anert ass déi nächst Etapp, déi och muss gemaach ginn, dann, wa mer d'Méiglechkeeten hunn, fir et ze maachen. Datselwecht gëllt fir d'Tangente Ouest, déi elo an deenen nächsten dräi Joer net um Programm wäert stoen.

Elo kommen ech nach ganz kuerz zu deene puer Froen, déi prezis gestallt gi waren iwwert d'Bréck zu Gréiwemaacher. Ech hunn do héiere wat gesot ginn ass. Ech muss just kloer an däitlech soen, datt déi Bréck, déi zu Gréiwemaacher gebaut gëtt, esou wéi se elo besteet, an deenen nächste Jore muss transforméiert ginn. Do komme mer net derlaanscht, an dat maache mer och. Mir hunn am Prinzip e System gewielt, fir se ze bauen, deen eis erlaabt et esou ze maachen, datt déi al Bréck kann esou laang wéi méiglech en fonction bleiwen, an datt déi nei ka gebaut gi während déi al en fonction ass, an déi nei dann eriwwergeréckelt gëtt.

Elo muss een awer wëssen, fir all déi Leit, déi nach zousätzlech aner Brécke froen, notamment déi Bréck zu Mäertert, datt, wann een eng Bréck iwwert d'Musel baut, een och déi aner Säit muss ukommen. Mir mussen och mat deenen anere Leit schwätzen, déi op där anerer Säit da responsabel sinn,...

(Interruption)

... fir datt mer do ukommen. An déi Diskussiounen, déi lafen. Mä déi Diskussioune sinn awer net fäerdeg, an deen Accord ass awer net do. Da kann een net einfach soen: Maacht elo déi Bréck zu Maacher net a baut eng aner, well dat geet net esou einfach. Mir hunn eis bei den däitschen Autoritéite kloer agesat, datt mer dat do wëllen, datt mer déi Mäerterter Bréck brauchen. Ech muss awer weiderkommen an deenen Diskussiounen.

Déi Diskussioune sinn och fir déi däitsch Säit keng einfach Diskussiounen, well se awer zu engem Deel vum Moselaufstieg oder der Westumfahrung ofhänken, a well se awer vum Lückenschluss zwëschent der A64, A1, der Nordumfahrung ofhänken. Wéi gesot, do si mir net eleng déi, déi décidéieren. Do décidéieren och nach aner Leit mat. Dat ass einfach d'Realitéit, an där mer dra sinn.

Ech mengen, datt mer an dësem Moment elo déi Gréiwemaacher Bréck prioritär musse maachen. Ech menge souwisou, datt mer guer keen anere Choix an dësem Moment hunn, fir et ze maachen. A wat de Mäerterter Projet ugeet, do bleiwe mer um Ball, mä deen hänkt net definitiv a ganz vun eis eleng of.

Wat de Barrage zu Rouspert ugeet, sinn och eng Rei Froe gestallt ginn. Ech wëll do just zwou Zuele soen, well dee Barrage vu Rouspert ëmmer am Kontext vum Héichwaasser hei ernimmt gëtt. Or, ass de Barrage vu Rouspert e Barrage, deen a sech net concevéiert ass, fir géint d'Héichwaasser ze kämpfen. Just zwou Zuelen, fir Iech dat ze weisen: Mir hunn zu Esch-Sauer um Barrage 60 Millioune m³ Stockage. Dat erlaabt engem déi Problematik vum Héichwaasser mat ze considéréieren. Mir hunn awer um Barrage zu Rouspert nëmmen eng Millioun m³ Stockage.

Een Ënnerscheed vun engem Meter zu Esch-Sauer huet dräi Mol esou vill Capacitéit, wéi den Total vum Volume vu Rouspert der huet. Just fir Iech ze soen, datt a sech deen dote Barrage net de Barrage ass, deen eis erlaabt déi Héichwaasserproblematik unzegoen. Mä dem Rapporteur seng Suggestioun, fir awer déi Diskussioun evidenterweis mam Innenministère, dee responsabel ass fir den Héichwaasserschutz, a mat de Gemengen unzegoen, a fir dee Projet, dee mer hei maachen, wann en da bis fäerdeg ass, presentéieren ze goen, huelen ech evidenterweis op, well et zur Normalitéit gehéiert, wéi mer esou Projete maachen.

D'Madame Brasseur huet iwwert den Timing geschwat. Ech schwätze gär iwwer jiddfer eenzelne Projet an och den Timing soubal mer se geplangt hunn, mä et ass awer schwéier an dësem Moment, wa mer elo vu Barragë schwätzen, wa mer vun deene Brécke schwätzen, genau ze soe wéini déi Saachen definitiv fäerdeg ginn.

Firwat mer et dëst Joer op den Ordre du jour gesat hunn? Dat ass, well dat hei Projete sinn, wou mer mengen, datt mer mat de Virbereedungsaarbechten d'nächst Joer - 2007 – weiderkommen - wat mer zu engem groussen Deel bei deene capabel wäerte sinn - a mir hoffen, datt mer kënnen d'nächst Joer e Projet hei an der Chamber déposéieren. Dat geet wahrscheinlech net bei allen, mä bei enger Rei wäerte mer d'Aarbechten awer kënnen esou wäit pousséieren, fir zumindest hei e Projet ze déposéieren, a fir kënnen an deem Kader weiderzekommen.

Jo, de PPP war och nach ugeschwat ginn. Et ass gesot ginn, et ass keng Aart a Weis fir ze bauen, déi eis am Fong Sue spuert. Dat ass richteg. Och wa mer beim PPP bauen, wäert de Stat déi Gebaier, déi en zur Verfügung gestallt kritt, bezuelen. An déi kaschten eppes.

Dat ass och net onbedéngt de Grond, deen eis de PPP wiele gedoen huet. Mir hoffen - an ech hunn et virdru gesot -, datt mer kënnen Zäit a Sue spueren. Mir kréien och doduerch zu engem Deel déi praktesch Aart a Weis, wéi gebaut gëtt, an déi Aarbecht, déi do muss gemaach gi vun der Administratioun, déi en enorme Bauprogramm huet, op eng Rei aner Responsabilitéiten eriwwer. Mir hoffen esou, datt mer och méi schnell kënnen an deem heite Projet, mä awer dann och an anere Projeten, weiderkommen. Dat ass den Haaptgrond fir de PPP!

An nach eng Kéier, wéi virdru gesot, mir probéieren elo, ob mer dat esou hikréien an ob dee System hei zu Lëtzebuerg en effikasse System ass. An da musse mer gemeinsam Konklusiounen dorauser zéien. Voilà! Här President, dat ass dat, wat ech nach als zousätzlech Explikatiounen ze soen hat.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bauteminister Claude Wiseler Merci. An elo kritt nach den Transportminister Lucien Lux d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëllt och versiche kuerz op déi eenzel Remarquen anzegoen. Fir d'éischt emol wëll ech Merci soe fir déi sachlech, zilorientéiert Diskussioun, déi mer an deene leschte Wochen a Méint fir d'éischt an der Comexbu beim Kolleeg Henri Grethen haten, wou mer jo selwer virstelleg gi sinn, fir an déi hei Prozedur mat erageholl ze ginn, an zweetens dann och an der Transportkommissioun, wou mer déi eenzel Projeten eng Kéier duerchexercéiert hunn an och op e largë Konsens gestouss sinn.

Ech mengen, den Ënnerscheed tëschent där Lëscht aus dem Transportberäich, wat de Ferroviaire ubelaangt, an där aus dem Bauteberäich huet virun allem dermat ze dinn, dass mir dës Kéier fir d'éischte Kéier an där Prozedur dra sinn, an dass deementspriechend d'Lëscht och eng relativ laang Lëscht ass, well se am Prinzip all déi Projeten un deenen am Moment an och an nächster Zäit nach geschafft gëtt englobéiert. D'nächst Joer wäert eis Lëscht dann och deementspriechend vill méi kuerz ginn, well mer elo d'Autorisatioun kréie souwuel hei elo duerch déi Motioun, déi duerno wäert gestëmmt ginn, wéi och duerch d'Budgetsgesetz, wou déi eenzel Projete jo nach eng Kéier opgelëscht sinn.

Ech mengen, den Ënnerscheed ass och sécherlech deen - an ech wëll dat awer och eng Kéier hei kloer soen -, dass mer hei iwwer Projete geschwat hunn, wou mer d'Autorisatioun vun der Chamber kréie fir d'nächst Joer, sief et APS, sief et APD, sief et iwwerhaapt Analysen ze maachen, also Kreditter kënnen ze engagéieren, mä dass mer hei iwwer en Zäitraffer schwätzen, deen ouni Zweifel an der Géigend vun 20, 25 Joer wäert leien. Wann ech all déi Projete kucken, déi hei an der Intersectioun engersäits vu fréieren Iddien aus dem BTB-Beräich, wann ech d'Aarbecht kucke vum Aarbechtsgrupp Tram, wéi vum „mobilitéit.lu", wéi och dem IVL, an alles zesummerechnen, da wäert sécherlech den Zäitraffer an där Géigend do leien.

Dass mer hei - an e puer Riedner hunn dat gesot - en Défi souwuel hunn, wat d'Mobilitéit ubelaangt, wa mer d'Situatioune moies an owes op eise Stroosse kucken an eis virun Aen halen, dass mir dat jo alleguer sinn - mir sinn de Stau -, deementspriechend ass dat eng Responsabilitéit, déi een, och wat de Finanzement an deenen nächste Joren ubelaangt, muss mëttel- a laangfristeg gesinn, an och dat wat mer iwwert de Beräich vun Emprunten hei kënne finanzéieren. Ech wëll och soen, dass et natierlech en Défi am Beräich vun der Ëmwelt ass.

De Mëtten hu mer nach an der Ëmweltkommissioun iwwer eisen Allocatiounsplang geschwat. Do schwätze mer oft iwwert den Tanktourismus, mä mir kéinten och iwwert de Résidenten hir Tankentwécklung an iwwert de Fuerpark schwätzen. Och deen huet sech an deene leschte Joren an engem Mooss entwéckelt, wou deen Défi sech och op deem Plang stellt, a wou et net nëmmen eleng drëm geet, dass mir en attraktiivt Angebot dobausse realiséieren, mä natierlech och jiddfer Eenzelnen eng gewëssen individuell a kollektiv Responsabilitéit gesäit, fir eis ze hëllefen, déi Défien um Niveau vun der Atmosphär, um Niveau vun der Pollutioun vun der Loft och kënnen ze attackéieren.

Ech wëllt dräi Bekenntnisser maachen. Dat Éischt ass, ech kommen do zréck op de Riedner vun der CSV, de Kolleeg Ali Kaes, dee gesot huet: Fir eis - an ech ënnerschreiwen dat dräi Mol - ass d'Prioritéit an deenen nächste Jore ganz kloer déi vum öffentlechen Transport an d'Realisatiounen am Schinneverkéier si weiderzedreiwen.

An ech mengen, et huet och ee Riedner hei eppes gesot, an ech mengen, och dat ass e Fakt iwwert dee mer net brauchen ze streiden, ech mengen, et war de Kolleeg Camille Gira, dee ganz däitlech gesot huet, dass mer an deene leschte Joren an dësem Land vill an de Stroossebau investéiert hunn a ganz wéineg, fir net ze soe bal guer näischt, an de Schinneverkéier, a jiddefalls - et war de Kolleeg Braz, pardon -, dass mer net investéiert hunn an nei Strecken am Schinneberäich.

Mir hunn e gutt ënnerhalen. Mir hunn eist Schinnennetz an engem uerdentlechen Zoustand. Wann ech dat vergläiche mat deem, wat an Däitschland am Moment muss gemaach ginn oder an der Belsch oder a Frankräich, ass do ouni Zweifel gutt geschafft ginn an deene leschte Joren.

Mä dat ass net wouer, wéi gesot, fir dat, wat un neie Strecken hätt misse gemaach gi fir dat Netz, besonnesch do, wou mer nei Pôles d'attraction économique et commerciale geschafen hunn, do lafe mer jo iwwerall hannendrun. Iwwerall lafe mer do hannendrun!

Mir hu fir d'éischt emol dat do gemaach, urbaniséiert an nei Attraktivitéitszentre gebaut, an haut renne mer, fir net ze soen hechele mer hannendrun, fir dann ze kucke mam öffentlechen Transport och dohinner ze kommen, sief et heiansdo fir d'Persounen, natierlech un éischter Stell, mä sief et och heiansdo fir de Frachtberäich, wou et net aneschters ass.

Dat zweet Bekenntnis ass ouni Zweifel dat hei: Mir hu genuch geriet a mir hu genuch Iddien a genuch Projeten a genuch Konzepter do leien, fir dass elo wierklech d'Phas vun de Realisatioune muss sinn, an dass mer wierklech musse virukommen, fir, wéi ech et gesot hunn, op der Basis vum IVL, op der Basis vun der „mobilitéit.lu" an haaptsächlech och op der Basis vun där Motioun iwwert den Tram, déi mer heibannen ugeholl hu mat enger grousser Majoritéit, och virunzekommen.

An drëttens, mengen ech: Mir kënnen an där Zäitraffer, iwwert déi mer hei schwätzen, iwwer Joren erausgekuckt, net waarde bis mer déi do Projeten alleguer do stoen hunn ier mer och um Niveau vum öffentlechen Transport awer eng ganz Rei vu Verbesserunge maachen, déi da musse spillen, sief et am Beräich vun der Eisebunn, mä déi och am Busberäich musse lafen.

An ech hu mer de Moien emol nach eng Kéier ugekuckt, wat mer säit 2004 an dësem Land vu Verbesserunge gemaach hunn. Mir hu säit 2004 bis haut zwielef nei öffentlech Buslinne geschafen, wat der, mengen ech, net wéineg sinn. Mir hunn op 15 bestehende Linne d'Kadenz verbessert. Mir hunn zwielef nei Linnen am Beräich vum Schülertransport kreéiert, a wann ech dat eleng um Niveau vun den Investitioune kucken, da louch den Apport vun 2004 vum Stat bei 67 Milliounen. Mir wäerten 2007 am Budget bei 84 Milliounen Apport vum Stat fir den öffentlechen Transport am Beräich vum RGTR, am Beräich vun dem TICE, vun der Stad a vum Schülertransport leien.

An et sief och gesot, dass mer och am Schinneberäich jo déi Linne Virton an Athus erëm opgemaach hunn an dass emol erëm eng Kéier duerch den Asaz vu ville Leit e bestehend Netz erëm opgebaut ginn ass, amplaz dass mer wéi an deene leschte Joren oft de Géigendeel gemaach hunn.

An ech mengen, dass mer och zousätzlech zu deene bestehende Linne véier nei Buslinnen am Transfrontalier geschafen hunn an deene leschten zwee Joer: vu Saarburg aus, vun Nittel aus, vun Ëtting aus a vu Mont-Saint-Martin aus. Och dat, fir ze erlaben, dass mer am Beräich vun de Buslinnen och wierklech virukommen. An dat brénge mer och fäerdeg, wann ech d'Entwécklung vun de Passagéier an deem Beräich kucken, där hir Zuel an enger relativ kuerzer Zäit vu 94.000 op 116.000 Passagéier an d'Luucht gaangen ass.

Dann ass hei vum Kolleeg Roland Schreiner gesot ginn, dass e puer Projete jo endlech amgaange sinn. Mir konnten Ufank 2005 ufänke mat dem Dédoublement vun der Streck vu Lëtzebuerg op Péiteng. Mir hu viru kuerzem endlech mat der Gare um Belval ugefaangen.

Hannendrun, mengen ech, stinn déi aner Projete prett, fir den Halt Lycée ze realiséieren a weiderzefuere bis bei d'Märei op Bieles. Mir hunn endlech d'Aarbechte vum Centre-de-Maintenance-Dossier, iwwert deem säi Projet op der Eisebunn - wéi vill? - zéng, zwielef a méi Joren diskutéiert ginn ass, ugefaangen an hoffen, dass mer weider esou gutt virukommen, wéi dat bis elo de Fall ass.

An dann ass d'Fro vun de Prioritéiten, déi jo hei gestallt ginn ass. Déi eng hunn dat méi prezis beäntwert wéi déi aner. Ech muss soen, fir 2007, an déi Motioun, déi mer hei diskutéieren, wennt sech un dat Joer do, mengen ech, steet nach d'Diskussioun oder d'Entscheedung iwwer eenzel Prioritéiten net un.

Deenen, déi soen, mir mussen éischter eng nei Eisebunnsstreck op Esch bauen oder éischter eng nei Eisebunnsstreck op Beetebuerg, soen ech, dass ech mengen, dass déi Décisioun vläicht eng Kéier muss geholl ginn, wat mer virbauen, mä dass dat op jidde Fall nach keng Décisioun vum Joer 2007 oder vläicht souguer emol net 2008 ass, well mir geet et elo emol drëm, dass mer bei deenen zwee Projeten aus der Prozedur erauskommen. Am Moment leie se beim Landesplanungsminister, fir d'Décisiounen iwwert d'Impaktstudien ze huelen an och déi Décisiounen iwwert d'Tracéen ze preparéieren, fir dass de Regierungsrot déi endlech kann huelen. Mir geet et drëm, dass mer da Gesetzesprojete kënne maachen, déi wa méiglech an dëser Legislaturperiod nach hei deponéiert kënne ginn an och dann diskutéiert a verabschiet musse ginn. An dann ass et sécherlech eng Kéier un der Regierung, fir dann d'Prioritéiten op deem Gebitt festzeleeën.

Fir d'éischt emol ass et mir wichteg, dass mer elo an engem Projet wa méiglech 2008 mat der Realiséierung kënnen ufänken. Dat ass de Projet, fir vun der Gare centrale iwwert de Findel eropzekommen op de Kierchbierg. Ech mengen, dat ass e Projet, dee wichteg ass. Ech hoffen, dass mer 2008 mat der konkreter Realisatioun op eenzelnen Tracéë kënnen ufänken, well dat erlaabt eis och dann, fir direkt aus dem Süden ze fueren iwwert d'Gare centrale, iwwert de Findel erop op de Kierchbierg. An da mengen ech, gëtt et Sënn, och hannendru weider ze denken am Désenclavement vun der Gare centrale, dass mer den Tramsprojet bis dohinner och fäerdeg maachen, fir dass mer vum Kierchbierg weider iwwert de Boulevard Kennedy kënne fuere bis an d'Stad eran an natierlech datselwecht och vun der Gare centrale aus kënne maachen.

Duerfir sollte mer konform zu deem, wat mer an der Motioun hei décidéiert hunn, zesummen och dee Projet fäerdeg maachen, well dat alles zesumme Sënn gëtt.

An dann hoffen ech, dass mer och an där Period hei zwee aner Gesetzesprojete kënne virleeën. Deen een ass dee vun der Gare périphérique vum Houwald. Dat gëtt enorme Sënn fir déi Leit, déi aus dem Süde kommen, déi aus dem franséische Transfrontaliersberäich kommen, fir déi direkt do kënnen erauszehuelen an net bis op d'Gare centrale mat deenen ze fueren.

An datselwecht, mengen ech, gëllt dann och am Zesummenhang mat dem Eurocap-Rail-Projet, iwwert dee mer virdru scho kuerz geschwat hunn, an am Zesummenhang dann och mat der Fro vun der Moderniséierung vun der Streck bis op Klengbetten an der Realisatioun vun der Gare Zéisseng.

An da schlussendlech ee Projet, deen a sech schonn hätt misse vun der Chamber gestëmmt ginn, dat ass, dass mer zwar eng nei Eisebunnsstreck décidéiert hu vun der Gare iwwert de Findel bis op de Kierchbierg, mä dass mer keng Gare hannendrun hunn, well mer keng Gare matgestëmmt hunn!

Duerfir gëtt et och elo emol Zäit, dass mer als Gesetzestext och d'Gare uewen um Kierchbierg gestëmmt kréien, an domadder och d'Fro beäntwerte vun der Zukunft vun de Foiren, déi de Wirtschaftsminister natierlech och staark an deem Zesummenhang do interesséiert.

Dat ass d'Prioritéitelëscht vun der Regierung. Déi ass konform zu deem Regierungsprogramm an zu deenen Décisiounen, déi mer geholl hunn. Dozou gehéiert och, dass mer relativ schnell och de Plan sectoriel „Transports" kënne fäerdeg maachen, an dass mer deen - dat ass jiddefalls eng Prioritéit, déi ech gesinn - zesumme mat dem Plan directeur sectoriel „Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers" kënnen an d'Prozedur ginn.

Zesummen dann - wa se bis dohinner fäerdeg sinn - mam Plan sectoriel vum Logement a vun de Zones d'activités gëtt dat en Ensemble, deen d'Fro, wéi mer eis d'Lëtzebuerger Land um Niveau vun deene grousse Froe vun der Mobilitéit a vun de Gréngzonen virstellen, awer och virun allem d'Fro, wou mer wunne wëllen a wou mer schaffe wëllen, dann an deenen nächste Jore beäntwerte kann.

Dat alles do huet e Präis. Ech hunn d'Zäitraffer genannt, dat sinn 20, 25 Joer. Doniewent, mengen ech, ass et esou, dass mer eis um Niveau vun den Emprunten déi Méiglechkeeten am Fonds du rail déi lescht Jore scho ginn hunn. Mir hunn all Joer en Emprunt vun 100 Milliounen Euro gemaach, fir déi Dotatiounen ze ginn. Dee Wee musse mer sécherlech och weidergoen.

Et gëtt sécherlech dann och de Wee iwwer e PPP ze fueren, wat mer bei deem engen oder deem anere Projet och wäerte kucken. Mir hunn och wëlles eis beim Eurocap-Rail-Projet ze iwwerleeën, ob mer deen net iwwer en Emprunt zesumme mat der BEI kënne maachen. Well et en europäesche Projet ass, géif dat wierklech dohinner gehéieren, fir esou e Projet iwwert dee Wee ze maachen.

Ech mengen, dass mer besonnesch beim Tramsprojet och eng ganz Rei Interessenten hunn, privat Promoteuren hunn, déi bereet sinn an esou ee Projet mat eranzeklammen. Dat soll a mengen Aen ni majoritär geschéien. Ech denken, dass d'öffentlech Hand hei, de Stat a sécherlech och d'Stad Lëtzebuerg, majoritär sollen d'Soe behalen, mä dass awer en Apport ka kommen, souwuel wat herno de Bau wéi d'Gestioun kann ubelaange wéi och dee finanziellen Apport; dat ass sécherlech dat, wat ee sech ka virstellen.

Voilà, e puer Kommentaren, déi ech wollt maachen, an déi Prioritéiten, déi d'Regierung an ech mir selwer setzen, fir am Joer 2007 drop ze schaffen. Wéi gesot, d'nächst Joer gëtt d'Lëscht vill méi kleng, well där heite Projeten, där detektéiere mer net all Joer eng hallef Dosen. Dat hei ass, mengen ech, e Programm, iwwert dee mer eis grondsätzlech heibannen, mengen ech, eens sinn, fir an déi Richtung ze goen.

D'nächst Joer maache mer da vläicht dem President vun der Kommissioun an dem Rapporteur vun der Motioun e klenge Kado, andeem mer zum Beispill de Projet vun der Eliminatioun vun den dräi Barrièren, e groussen, wichtege Projet an der Uertschaft Schëffleng, op d'Lëscht setzen, well ech mengen och dat wär e Projet, op deem mer sécherlech fir déi nächst Jore kéinte schaffen.

Merci.

M. le Président.- Sou, ech soen dem Transportminister Lucien Lux Merci. D'Diskussioun wär domadder ofgeschloss a mir kéimen elo zur Ofstëmmung vun deenen zwou Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt hu mer do eng Motioun vum Här Lucien Clement. Kënne mer déi par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass also mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wär déi Motioun ugeholl a mir kéimen dann zu enger zweeter Motioun, zu där vum Här Roland Schreiner.

Motion 2

Kënne mer déi och par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass domadder d'accord?

Wien ass do dergéint?

Wien enthält sech?

Déi wär domadder ugeholl mat dräi Enthalungen.

Mir kéimen dann elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Do hätte mer elo déi Question avec débat vum Här Félix Braz iwwer e liichten Tramsystem. Dem Auteur vun der Questioun sti fënnef Minutten Zäit zur Verfügung fir seng Haaptfro, duerno d'Äntwert vum Minister, an duerno kann hien nach eng Zousazfro virdroen. Der Regierung stinn am Ganzen zéng Minutten Zäit zou. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

8. Question avec débat N°12 de Monsieur Félix Braz au sujet d'un système de tram léger

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Merci, Här President. Mir hunn elo vill a laang geschwat iwwert déi Projeten am Beräich vum öffentlechen Transport op der Schinn, déi am Prinzip décidéiert sinn, am Prinzip beschloss sinn, wou et eng breet Zoustëmmung och dofir gëtt. Et gëtt een Aspekt vum Tram-léger-System an der Stad Lëtzebuerg, dee mer elo nach net diskutéiert hunn - duerfir passt och déi Question avec débat eigentlech ganz gutt bei dëse Punkt -, an zwar, wat mat deem System vum Tram léger soll geschéien ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg.

Wou déi Noriicht komm ass, dass et net géif méiglech ginn, zu Lëtzebuerg en Train-Tram ze maachen, dat war eng Informatioun, déi vill Leit wéineg glécklech gemaach huet, well dat Konzept vum Train-Tram hat eng ganz Rei Potenzialer a Qualitéiten, déi mer domadder verluer hunn. Vläicht net fir ëmmer, mä trotzdeem op absehbar Zäit hu mer déi Potenzialitéite verluer.

Elo gëtt an der Stad e System développéiert, dee mat liichtem Zuchmaterial bannent der Stad zirkuléiere soll. An déi Fro, déi sech stellt, an déi hate mer och deemools schonn an der Transportkommissioun diskutéiert, ass déi, wéi mer dat Konzept vun deem Tram léger och an anere Regioune vum Land kënne valoriséieren. Ass dat e System, deen nëmme fir d'Stad Lëtzebuerg ka kohärent sinn, oder ass et e System, deen och kann an anere Géigende vum Land kohärent sinn?

Mir sinn der Meenung, dass et kloer ass, dass dee System och an anere Regioune vum Land seng Chance misst kréien, oder zumindest misst ënnersicht ginn, ob en do seng Chance ka kréien. De Minister huet sech och deemools an der Transportkommissioun bei der Presentatioun vun deem System vun der Stad Lëtzebuerg an déi Richtung do éischter positiv geäussert, dass en där Meenung wär, dass een dat misst préiwen. Hien hat deemools op den Hierscht 2006 verwisen, fir eventuell do mat de Reflexioune kënnen unzefänken.

Dat huet eis d'Ursaach ginn, fir déi kuerz Question avec débat un de Minister ze stellen, fir ze froen, wou mer do dru si bei den Iwwerleeungen, fir an déi Richtung do ze goen. Mir wëssen, dass an de leschten Deeg och elo eng Invitatioun komm ass vum Transportministère, fir schonn am Januar eventuell eng éischte Kéier zesummen doriwwer ze diskutéieren, wéi een dee System vun der Stad Lëtzebuerg kéint bei anere Géigenden och ausbauen.

Mir sinn der Meenung, dass et net nëmmen am Süden, mä och, wann een den IVL considéréiert, am Beräich vun der Nordstad en Instrument ass, wat mat Sécherheet kéint Qualitéiten hunn. Et ass also net nëmmen am Süde vum Land, mä och am Norde vum Land, am Beräich vun der Nordstad, wou esou en Tramsystem ka Potenzialer hunn. En huet awer mat Sécherheet Potenzialer am Süden.

Et ass virdru geschwat ginn iwwert déi nei Eisebunnsubannung, wou mir Gréng eng aner Meenung hu wéi déi, déi den Här Negri virdrun hei als Fro an de Raum gestallt huet. Mir sinn der Meenung, dass et méi Sënn mécht, dass déi nei Eisebunnsubannung tëschent Esch an der Stad tatsächlech soll fir d'éischt de Centre-ville desservéieren. Et wär eiser Meenung no net richteg, fir déi 30.000 Leit lénks leien ze loossen. Esou e Potenzial hu mer soss am Land nëmmen eemol. An do laanschtzefuere wär, eiser Meenung no, dee falsche Wee.

Mä nieft där méi séirer Eisebunnsubannung gëtt et, eiser Meenung no, och e Potenzial am Süde fir méi liicht Zuchmaterial, wat eiser Meenung no sech kéint développéiere vu Péiteng bis eriwwer op Diddeleng. Awer am Besonneschen, wann een déi grouss a riseg Entwécklung kuckt, déi elo op der Friche Belval stattfënnt, si mer der Meenung, dass een op jidde Fall och prioritär misst préiwen, awéiwäit dass e liichten Tramsystem kéint tëschent Belval-Mairie, der Friche an dem Zentrum vun Esch fueren.

Mir sinn der Meenung, dass een och offen doriwwer muss kënnen diskutéieren, ob an der zweeter Stad vum Land net och den Tram nees kéint an zentraler Positioun duerch d'Stad seng Aufgab am öffentlechen Transport iwwerhuelen. Mir hunn d'Zuele virdru scho genannt: An den nächsten zéng, 15 Joer wäerten zu Lëtzebuerg, wann de Rhythmus deeselwechte bleift, bis zu 150.000 zousätzlech Aarbechtsplazen derbäikommen. Dat kann nëmme bewältegt gi mat engem performanten öffentlechen Transport op der Schinn. Sief et op méi groussen Distanze mat méi schwéierem Zuchmaterial, wéinst der Capacitéit a wéinst der Vitesse, awer och an deem méi klenggliddregen, sief et an der Stad, sief et am Norden, sief et am Süden, an am Besonneschen am Beräich tëschent der Friche, déi herno och bis zu 25.000 an 30.000 Leit am Dag wäert hunn, an dem Zentrum vun der Stad Esch.

Duerfir d'Froen un de Minister: Wou si mer um Niveau vum Ministère mat de Planungen drun? Wéini ka seriö déi Optioun vum Tram am Süde respektiv vum Tram an der Nordstad gepréift ginn? A mat wéi engem Rhythmus gedenkt d'Regierung déi doten Diskussioune weiderzeféieren? Well mer si ganz kloer der Meenung, wann een d'IVL-Entwécklungen an déi Virgabe wëllt eescht huelen, da muss ee sech och déi dote Froen elo stellen an net eréischt a fënnef oder siwen oder aacht Joer. Et ass haut, wou déi Entwécklungen ustinn. Et ass haut, wou mer d'Fro musse beäntwerten, ob ee kann am Beräich vun der Mobilitéit fir déi zwou Regioune mat engem liichten Tramsmaterial rechnen oder net. Dovun hänken extrem vill a wichteg Entwécklungen of. An duerfir hätte mer gären dorobber vum Transportminister eng Äntwert.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci. An elo huet den Transportminister Lucien Lux d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, ech wëll ganz kuerz op déi Froen do agoen, well et sécherlech net d'Plaz elo hei ass, fir iwwert de Fong vun der Saach ze schwätzen. Wa mer eis eng Method wëlle ginn, da geet et elo emol ëm d'Form, manner ëm de Fong, well ech mengen do hu mer nach Zäit, déi nächst Méint drop ze schaffen. Ech mengen, mir inspiréieren eis hei vun der Method, déi mer mat Succès an der Stad Lëtzebuerg ugewannt hunn, fir d'Décideuren alleguer un den Dësch ze kréien, souwuel déi lokal wéi och déi national, an dann ergebnisoffen, géif ech soen, un d'Fro erunzegoen an ze kucken, wat dobäi erauskënnt.

Dofir, mengen ech, maache mer déiselwecht Operatioun och fir, ech géif emol soen, déi Fënster vun deene Gemengen, der Stad Esch an der Gemeng Suessem, déi natierlech dann d'Uertschaften an deenen zwou Gemengen, mä och d'Frichë mat englobéiert. An deem Zesummenhang gesi mer vir, fir zwee Comitéen anzesetzen:

E Comité de pilotage, deen éischter déi politesch Responsabel géif englobéieren, déi de 24. Januar eng éischte Kéier sollen zesummekommen, déi dräi zoustänneg Ministeren hei, engersäits de Bauteminister, de Landesplanungsminister a meng Wéinegkeet. An zweetens dann och déi zwee Buergermeeschtere mat natierlech deene Responsabelen, politesch Responsabelen, déi op den Dossieren ze schaffen hunn.

A gläichzäiteg wollte mer duerno dann e Comité technique asetzen, well mer um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg jo éischter direkt geschafft hunn um Niveau vun de Funktionären, déi déi Aarbecht direkt iwwerholl hunn. A mir hunn eis éischter dann heiansdo, wéi nach viru kuerzem, ënner politesch Responsabelen zesummegesat, ouni dass dat awer eng institutionell Form hat. Et war éischter méi eng Koordinatioun, déi mer do gemaach hunn.

Dat ass also, mengen ech, d'Prozedur, an da sollte mer kucken, wéi mer an d'Diskussioun iwwer e méiglechen Tram op de Frichë kommen. Dat ass jo näischt Neies. Do gëtt et jo eng Rei vu Viraarbechten, déi scho gemaach gi sinn. Ech mengen, déi kënnen direkt mat englobéiert geholl ginn an déi Diskussioun, an ech mengen, déi kënne mer dann an deene Méint am Joer 2007 analyséieren, fir ze kucken, zu wat fir engem Schluss mer kommen.

A wann ech soe Fënster Esch-Suessem, dann heescht dat, mengen ech ganz kloer, dass, wann een déi Fënster eng Kéier gekuckt huet, sech natierlech och d'Fro stellt fir duerno vläicht eng Kéier méi regional ze kucken. Ech denken dann un de Pro-Sud, deen do eng Viraarbecht kënnt maachen, fir dann nach eng Kéier de Süden insgesamt ze kucken an ze kucken, awéiwäit dass all déi Äntwerten, déi mer dann um Dësch leien hunn, dann och deem gerecht gi wat an deenen eenzelne Gemenge geduecht gëtt um Niveau vum öffentlechen Transport, souwuel wat de Schinneverkéier - Tram, Zuch oder awer och, mengen ech, den TICE - wéi déi eenzel Busangeboter ugeet.

Dann ass déi zweet Fro - ganz schnell - déi an der Nordstad. Mir hunn, mengen ech, ëm den Abrëll do uewen deenen eenzelnen Nordstadgemengen - och déi dräi zoustänneg Ministeren - Optiounen dohinnergeluecht. Optiounen, déi haaptsächlech op deem spillen: Wat geschitt op der Linn tëschent Ettelbréck an Dikrech? Wat geschitt mat där Zuchlinn? Ass dat eng Méiglechkeet fir hei och eng Optioun ze gesinn, fir mar och op där Assiette do en Tram ze gesinn, dee vläicht Virdeeler hätt, fir déi Nodeeler, déi den Zuch besonnesch zu Dikrech huet, kënnen ze beäntwerten, dass ee mat engem liichten Tram och méi an Dikrech an den Zentrum kéint eragoen, an datselwecht och zu Ettelbréck ze maachen? Oder gesi mer iwwerhaapt vun engem schinnegebonnene Verkéier op där Linn of a ginn éischter op en Angebot am Busberäich?

Déi jeeweileg Gemengen hunn eis viru kuerzem, an zwar den 3. November, geäntwert, andeem se gesot hunn, dass se éischter déi Optioun gesi vun enger Kompatibilitéit vun dem Tram op där Linn, an am Ufank natierlech de Busservice auszebauen, wat zu engem Deel an der Nordstad jo scho virun zwee Méint geschitt ass duerch, mengen ech, nei Méiglechkeeten, déi mer eis ginn hunn, an och nei Kadenzen, déi mer agesat hunn. Ech mengen, dat ass also eng Meenung, déi elo vun de Gemengen ausgedréckt ginn ass.

Wann ech gutt informéiert sinn, kënnt deen éischte Workshop, dee sech iwwerhaapt mat der Gestaltung vun där ganzer Assiette vun Dikrech bis op Ettelbréck befaasst, awer net nëmmen op engem transportpolitesche Plang, mä och um Niveau vun engem stadtplaneresche Plang den 10. Januar fir d'éischte Kéier zesummen. An ech mengen, et ass dann un eis dräi Ministèrë mat de Gemengen eis sécherlech am Ufank vum nächste Joer eng Kéier ze gesinn, fir ze kucken: Wat heescht dat do elo politesch um Niveau vun där Zuchlinn?

Da geet et natierlech och drëm d'Diskussioun ze féiere mat der Eisebunn selwer, an och sécherlech do mat de Syndikater um Niveau vum Eisebunnsberäich, well dat jo sécherlech dann och seng Auswierkungen dorop wäert hunn. Mä och do géif ech wierklech proposéieren ergebnisoffen doriwwer ze diskutéieren. Déi Zuchlinn gëtt vläicht och elo emol direkt vill ze schnell a Fro gestallt an op den Tram gesat. Mir wäerten déi Zuchlinn jiddefalls an deenen nächste Joren nach brauchen, well hei ass - wéi et virdru gesot ginn ass - d'Zukunftsmusek.

Dat hei ass eppes, dat schloe mer net an deenen éischte puer Joer aus dem Steen eraus, esou dass een, mengen ech, am Ufank virun allem emol de Bus muss gesinn als deen, deen Äntwerte muss ginn op déi Problemer, déi sech do uewe stellen. Da musse mer eng large Consultatioun maachen, fir hei och Konzepter auszeschaffen.

Also, d'Konklusioun: De 24. Januar wäerte mer eis emol gesinn, fir déi Fënster Esch-Suessem mateneen ze diskutéieren, an dann eng Aarbecht weiderzeginn un eis Mataarbechter an Experten, fir dorobber ze schaffen, an zweetens, mengen ech och, ufanks dës Joers no deem éischte Workshop vum 10. Januar eis och am Norden eng Kéier erëmzegesinn, fir eis och do d'Method ze ginn, wéi mer dann op där Trace tëschent Ettelbréck an Dikrech an och innerhalb vun deenen zwou Stied Äntwerte fir déi nächst Jore kënnen ausschaffen.

Merci.

M. le Président.- Här Braz, wëllt Dir nach eng Zousazfro stellen?

(Négation)

Net méi. Da wär dëse Punkt och domat ofgeschloss, a mir kéimen a sech elo zur Diskussioun vum leschte Projet de loi, nämlech dem 5598 iwwert d'Informatiounsautobunnen. Do géif ech lech awer proposéieren, datt mer dëse Projet just géifen diskutéieren, d'Ofstëmmung iwwert dee Projet awer am Laf vun der Sitzung vu muer - entweder muer de Moien, am spéide Moien oder direkt muer de Mëtten - virzehuelen. Mir géifen also elo just d'Diskussioun vun dësem Projet maachen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo schonn ageschriwwen: den Här Santer, den Här Grethen, den Här Schreiner an den Här Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Thiel.

9. 5598 - Projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Honorabelen Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, als Budgetsrapporteur hat ech virun zwou Wochen d'Geleeënheet lech och e bëssen iwwer eis Zukunftsperspektiven, besonnesch am Beräich vun der sougenannter Neier Ekonomie ze schwätzen.

Ech muss mech dofir scho bal entschëllegen, net well et esou spéit ass - dat ass net meng Schold -, mä well ech lech elo erëm eng Kéier hei mat deem Thema befaassen. Mä éischtens huet den zäitlechen Zoufall et eben esou gewollt, an zweetens musse mir eis domat offannen, datt den elektroneschen Handel an all dat wat dodrun hänkt eis elo ëmmer méi beschäftege wäert.

Obwuel mir am Moment nëmmen am europäesche Mëttelfeld leien, wat d'Benotzung vum Internet a vun der Breetbandkommunikatioun duerch d'Entreprisen ubelaangt - dofir leie mer allerdéngs mat de Privathaushalter un der Spëtzt -, bréngt Lëtzebuerg all Viraussetzunge mat, fir e wichtege Kommunikatiounszenter ze ginn: Mir hunn déi sëlleche Banke mat all deem Ëmgeréits bei eis, déi ëmmer méi mam Rescht vun der Welt vernetzt ginn; mir sinn ee vun den Haaptstanduerter vun den EU-Institutiounen, déi och ëmmer méi enk ënnerenee verknäppt ginn, a mir hu schliesslech d'Ambitioun mat ganz vir ze spille beim elektroneschen Handel, fir dee mer jo mat den Europazentrale vun Amazon, iTunes an Ebay déi éischt Jalonë gesat hunn.

Dat heescht allerdéngs och, datt mir dann iwwert déi néideg Infrastruktur fir d'Datentransmissioun verfüge mussen, well e computeriséiert Land ouni Breetbanduschloss un de Rescht vun der Welt wier eppes wéi eng motoriséiert Gesellschaft ouni Autobunnen. Dohier dann och de Begréff vun den Informatiounsautobunnen, dee mer jo dann am Titel vun deem Projet erëmfannen, iwwert dee mer elo schwätzen.

Virun engem Joer huet d'Regierung Expertë chargéiert eis Internetverbindung mam Rescht vun der Welt ze analyséieren, fir erauszefanne wou mir dann elo dru sinn. D'Konklusioun vun de Spezialiste war, datt mir ähnlech gutt wéi d'Schwäizer - dat ass schonn net schlecht -, awer manner gutt wéi d'Belsch an d'Iren, a wesentlech méi schlecht wéi d'Hollänner sinn.

Wat d'Capacitéite vun eiser Breetbandinfrastruktur ubelaangt, krute mer bei där Geleeënheet gesot, datt déi fir de Moment géifen duergoen, awer scho muer iwwerfuerdert wäre wann d'IT, also d'Information Technology, nei Spréng mécht, oder wa sech en neien internationalen Opérateur mat grousse Megabyte- oder Gigabyte-Updatë bei eis nidderloosse wëllt. Hei klappen offensichtlech eis Capacitéiten net mat eisen Ambitiounen iwwereneen: Mëttelmooss bei der Infrastruktur op där enger Säit an „high-flying" bei den Ambitiounen op där anerer Säit.

Effektiv kënne mir eis kaum bretze mat eise Breetbandconnexiounen no baussen. Mir hunn nach keen direkten Zougang zu engem vun deene sougenannte primäre Verbindungszentre wéi Frankfurt, Amsterdam oder London, mä mir fueren iwwer Bréissel. Dat ass en Ëmwee, deen den Uschloss un d'Weltnetz net nëmme méi ëmständlech, mä virun allem méi deier mécht, an dat souwuel fir deen eenzelne Konsument wéi och fir de professionelle Benotzer. An op d'mannst bei deem leschten - beim professionelle Benotzer - chiffréiert dat sech ganz séier, a scho si mer am Standuert-Ranking alt erëm eng Partie Plazen no ënne gerutscht. Dofir ginn et der souguer, déi mengen d'Direktuschlëss un d'Primärkniet, déi ech elo grad genannt hunn, géifen emol net duer a mir misste selwer esou e Primärzenter bei eis heiheem ariichten.

Elo kéint ee sech jo froen, firwat mir net méi Begeeschterung un den Dag leeën, fir eis déi néideg Attraktivitéit an esou wichtegen an zukunftsträchtege Beräicher wéi der Informatiounstechnologie ze ginn. Un Netzbedreiwer feelt et jo net bei eis; ugefaange bei der gudder aler Post, déi sech ënnert dem Drock vun der Liberaliséierung däitlech verjéngt huet a lues an déi privatwirtschaftlech Dimensioun eragewuess ass.

Et stëmmt. Un de Suen hänkt et net; wuel awer feelt et um „business case". Ebe well se elo no maartwirtschaftleche Kritäre fonctionnéiert, huet d'Post, wéi och aner Netzbedreiwer, e Problem mat der Rentabilitéit vun esou Investissementer. Wann en Entrepreneur seng oder och geléinte Suen an e Projet stécht, da wëllt hien och sécher sinn, datt dat sech lount. Fält d'Aussiicht op e „return on invest" schauper aus, oder versprécht de Projet net vu vireran, datt hie sech iwwerhaapt bezuelt mécht, da léisst den Entrepreneur d'Fanger dovun. An et kann een him dat net veriwwelen.

Mat eiser verbesserter Breetbandconnexioun kënne mir wuel Viraussetzunge schafen, fir nach deen een oder anere gewiichtegen Acteur vun der Neier Ekonomie op Lëtzebuerg ze zéien - ëmmerhin hu mer nach déi niddregst TVA an Europa, dat spillt jo hei eng Roll -, mä eng Garantie ass dat net. Wann een dann op där anerer Säit als Haaptaktionär vu beispillsweis der Post-Entreprise verlaangt, datt se streng no kommerzielle Kritäre fonctionnéiert, dann däerf een net erwaarden, datt déiselwecht Entreprise sech Hals iwwer Kapp an eng Finanzaventure stierzt.

Mir haten en ähnlecht Beispill mat LuxTrust, där Firma, déi bei eis elektronesch Ënnerschrëfte certifiéiere wäert. Lancéiert gouf de Projet vu privaten Entreprisen, mä wéi et ëm dee faméisen „business case" goung, war op eemol kee méi do, an de Stat huet missen asprangen, fir dat Instrument ze retten. En Instrument, dat enges Dags eng Schlësselroll bei eisem E-Commerce wäert spillen.

Elo versteet een och, firwat d'Regierung sech beméissegt gefillt huet, den Ustouss zu enger anerer Firma ze ginn, déi LuxConnect heescht an déi sech ëm den Ausbau vun eisem Breetbandnetz këmmere soll. Si ass d'Resultat vun deem Prozess, deen d'Regierung am Summer mat dem Gesetzesprojet lancéiert huet, iwwert dee mir haut befanne sollen. LuxConnect gëtt vum Stat chargéiert, fir sech do an d'Verkabelung dranzehänken, wou déi aner Privatentreprisen inklusiv d'Post aus kommerziellen Iwwerleeunge Raute wénken.

An anere Wierder, dem Stat seng Roll beschränkt sech dorop, als Facilitateur ze wierken an déi Lächer am nationale Gesamtkonzept ze stoppen, déi d'Entreprisen oploossen.

Ech muss agestoen, datt déi Architektur fir eenzel Membere vun der Kommunikatiouns-a Mediëkommissioun net esou liicht nozevollzéie war. Wuel huet keen d'Richtegkeet an d'Wichtegkeet vun der Zilsetzung, nämlech dem Ausbau vun eiser Breetbandcapacitéit ugezweifelt - an deem Punkt ware mer all d'accord -, mä vu datt hei am Fong dräi Interessente mat am Spill sinn - de Stat, d'Post an déi privat Netzbedreiwer - goungen d'Meenungen iwwert deenen eenzelnen hir Roll auserneen.

Déi eng hu gefaart, d'Société anonyme LuxConnect krit vun hirem Mentor, dem Stat, Privilegië wéi zum Beispill den exklusiven Zougank zu de Kabelkanäl laanscht d'Eisebunn a laanscht d'Autobunn zougeschoustert, wat dann e klore Fall vu Concurrence déloyale vis-à-vis vun deenen aneren Opérateure wär.

Anerer hu gemengt, de Stat géing hei double emploi oder souguer sech selwer Konkurrenz maachen, well him jo och schliesslech d'Post gehéiert.

An zu gudder Lescht ass jo och gefrot ginn, firwat een net d'Post mat deem ganzen Ausbau vun eiser Infrastruktur chargéiert hätt, déi jo souwuel iwwert déi néideg Kompetenz wéi och iwwert déi néideg Sue verfügt.

Deene Kritiken hält d'Regierung entgéint, datt si éischtens net an d'kommerziell Autonomie vun der Post interferéieren a si zu Investissementer zwénge wëllt, déi se als Entreprise net veräntwerte kënnt; datt zweetens souwisou eng Alternativ zum Postréseau op d'Bee gestallt misst ginn, well erfahrungsgeméiss potenziell grouss Clienten op engem Choix tëscht méi Netzbedreiwer an och op enger gewësser Redundanz fir den Eeschtfall bestinn; an drëttens, dass si sech als Facilitateur versteet - si, d'Regierung -, deen dofir suergt, datt och déi méi laangfristeg Perspektiv an der Investitiounspolitik fir d'Kommunikatiounsnetzer net ze kuerz kënnt.

Grad, wat de leschte Punkt ubelaangt, fillt d'Regierung sech dann och schonn an der Tëschenzäit an hirer Approche confirméiert. Well d'Post an och aner privat Netzbedreiwer hirersäits elo annoncéiert hunn an déi 100 Milliounen an d'Breetbandverkabelung ze investéieren, huet de Subsidiaritéitsprinzip eigentlech scho voll gespillt. Et gesäit esou aus wéi wann déi 30 Milliounen, déi an dësem Projet fir LuxConnect virgesi sinn, vläicht guer net oder op d'mannst net all gebraucht wäerte ginn. A well deem esou ass, huet d'Majoritéit vun der Kommunikatiouns- a Mediëkommissioun décidéiert, der Chamber ze recommandéieren, dëse Projet ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Patrick Santer agedroen. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Patrick Santer *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'alleréischt wollt ech dem Rapporteur, dem Lucien Thiel, villmools Merci soe fir säin detailléierte schréftleche wéi och mëndleche Rapport.

Ech hunn deem, wat de Lucien Thiel alles gesot huet, net vill bäizefügen. Ech wollt mech duerfir a menger Interventioun just op e puer Punkte konzentréieren, déi fir mech an dësem Gesetzesprojet besonnesch wichteg erschéngen.

Esou wéi de Rapporteur et elo scho viru mir erwähnt huet, ass zwar jiddferee mat der Finalitéit vum dësem Gesetzesprojet averstanen, an zwar, wéi wichteg et ass, hei zu Lëtzebuerg eng Breetbandcapacitéit wéi och déi Internetconnectivitéit mam Ausland auszebauen, wéi dëst awer elo konkret bewerkstellegt soll ginn, doriwwer ginn d'Meenunge séier auserneen.

D'Avisë vun de Chambre-professionnellë weisen allze gutt, datt et Zweifel gëtt, wéi dës Finalitéit soll ëmgesat ginn. Esou fäerten déi eng, datt déi nei Entreprise LuxConnect eng ganz Partie Virdeeler vum Stat géing zougesprach kréien, datt esou do eng Concurrence déloyale géing entstoen. Anerer sinn der Meenung, dass d'Post, déi och an dësem Beräich aktiv ass, dës Aufgab soll iwwerhuelen, an dass duerfir dëse Gesetzestext an doriwwer eraus LuxConnect eigentlech iwwerflësseg wär, well jo hannen um Enn mat dësem Projet eppes geschaf géif ginn, wat schonn existéiert.

Ech géif just gären, Här President, op dës puer Kritiken agoen. Fir dëst ze maachen, géif ech dann och, wéi dat den Här Rapporteur gemaach huet, op d'Resultater vun der Etüd iwwert déi international Connectivitéit ze schwätze kommen, déi am November 2006 am Optrag vum Kommunikatiounsministère realiséiert gouf.

Dës Etüd huet festgestallt, datt d'Netzopérateuren zwar momentan iwwert déi néideg Capacitéit verfügen, fir déi aktuell Verbindungsbedürfnisser ze garantéieren, wann awer elo eng Firma wéi Amazon oder iTunes zum Beispill vun engem Dag op deen anere méi Capacitéit brauch, déi iwwert d'Bedürfnisser vun haut ewech ginn, oder wa vun engem Dag op deen aneren eng nei Firma sech an eisem Land wëllt nidderloossen an déi mat méi héije Capacitéitsbedürfnisser befaasst ass, da lafe mer Gefor dëse Firmaen dës Usprëch net erfëllen ze kënnen.

Doropshi soen zwar déi betraffen Acteuren, dass, wann d'Besoinen an d'Luucht sollte goen, si da séier nozéie kéinten. Mä, Här President, esou Versprieche ginn den Entreprisen aus deem Secteur net duer. Déi wëllen nämlech elo scho wëssen, wat alles u Capacitéit méiglech ass, well se plange mussen a well se de Risiko net agoe wëllen, dass hir Entwécklung duerch Mangel u Compacitéit géif gebremst ginn.

Ech mengen, dëst ass am Fong d'Schlësselargument, firwat de Stat d'Drénglechkeet emfonnt huet, fir dëse Projet anzereechen. Well, wa mir d'Ambitioun hunn, fir ganz uewen am elektroneschen Handel matzespillen, dann ass et och un eis dofir ze suergen, dass déi néideg Infrastrukture verfügbar sinn. Ouni dës geet et jo net.

Wa mer vu Kompetitivitéit schwätzen, dann denke mer dacks als alleréischt u Begréffer wéi Lounkäschten an alles, wat domadder verbonnen ass. Dobäi musse mer awer bedenken, dass aner Elementer wéi Infrastrukturen, vun deene mer jo virdru geschwat hunn, awer net nëmme Bus, Zuch oder Flugverbindungen, mä och - wéi dat och heescht - Autoroutes de l'information, Internetconnectivitéit eng ausschlaggebend Roll spillen.

Natierlech kann een de Privatgesellschaften oder der Post d'Méiglechkeet iwwerloossen, selwer ze handelen. Esou wéi de Rapporteur dat awer scho viru mir ënnerstrach huet, fonctionnéieren dës Entreprisen no maartwirtschaftleche Kritären. Dës Kritäre brénge mat sech, datt si sech, ier iwwerhaapt vun dësem Gesetzestext Rieds goung, net dozou verleede gelooss hunn, an dëse Beräich ze investéieren, fir eng potenziell Demande ze befriddegen, déi ënner Ëmstänn ni zustane komme wäert.

Esou ass et an eisem Fall déi öffentlech Hand, déi d'Initiativ ergraff huet, fir op dës Aart a Weis an eis Zukunft, an d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg ze investéieren. Et ass falsch an dësem Kontext vu Monopolstellungen oder Privilegien oder Exklusivrechter ze schwätzen, déi déi Gesellschaft LuxConnect an Zukunft géing besëtzen.

Ganz am Géigendeel muss dem Stat seng Roll als déi vun engem Facilitateur ze verstoe sinn, deen - wéi de Rapporteur dat elo scho virdru gesot huet - déi Lücken um wirtschaftleche Plang fëllt, wou aner Entreprisë sech wéinst kommerziellen Iwwerleeungen an enger éischter Phas erausgehalen hunn. LuxConnect kritt keng privilegiéiert oder monopolistesch Positioun. Och LuxConnect muss sech un d'Gesetzgebung halen, ënner anerem un d'Gesetz vum 30. Mee 2005 „sur les réseaux et les services de communications électroniques", wéi dat heescht.

Här President, ech géing dann och gären op zwee weider Elementer ze schwätze kommen, déi sech aus därselwechter Etüd erginn, an zwar sinn dat déi aktuell Verkafspräisser vum Internet souwéi och de Facteur vun der Redundanz.

Esou gouf duerch dës Etüd kloer festgestallt, datt d'Verkafspräisser, déi momentan vun den Opérateuren zu Lëtzebuerg praktizéiert ginn, fir d'Breetbandkommunikatioun zur Verfügung ze stellen, ganz héich si par rapport zu deenen, déi am Ausland ugewannt ginn. Esou huet de Conseil économique et social festgestallt, datt déi duerchschnëttlech Präisser an der Moyenne 20 bis 30% méi héich leie wéi um internationalen Niveau. Dat si Welten! Dëst gëtt jo awer ze denken.

Dës Iwwerkäschte ginn duerch d'Weiderleede vun Donnéeë vun den europäeschen Haaptinterconnexiounspunkte wéi Frankfurt, Amsterdam oder London op Lëtzebuerg verursaacht. Eis aktuell Verbindunge lafen nämlech momentan iwwert d'Belsch, wou d'Belsch awer nëmmen e secondairë Connexiounszentrum duerstellt. Esou soll de virleiende Gesetzesprojet, deen d'Connexioun vu Lëtzebuerg op d'mannst un zwee primär Zougangszentre wéi Frankfurt oder Amsterdam virgesäit, mat sech bréngen, datt d'Internetkäschte wäerten oder sollten erofgoen. Datt dëst am Interessi vum Konsument geschitt, brauch ech, mengen ech, net weider am Detail ze beschreiwen.

Déi méi niddreg Käschte missten awer och bei enger selwechter Marge oder bei enger proportionaler Marge un de Konsument weidergeleet ginn, natierlech dans le meilleur des mondes. A mir wësse jo, datt dat net ëmmer och hei zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Dir Dammen an Dir Hären, en anert wichtegt Element an dësem Gesetzesprojet, dat och ënner anerem dem Konsument zegutt kënnt, ass dat vun der Redundanz. Esou huet nämlech d'Etüd, fir nees op déi zréckzekommen, erginn, datt eis Connexioune wéineg oder iwwerhaapt guer net redundant sinn. An anere Wierder heescht dëst, datt eis Réseauen net sécuriséiert, net geséchert sinn. Momentan lafen eis Opérateuren alleguerten zu engem bestëmmten Deel iwwert d'Post. Wann déi eng Kéier e Problem hätt, da kéint deen normalen Trafic vun Donnéeën zesummebriechen, an d'Gefor wier dann héich, datt Lëtzebuerg souzesoen „offline" wier.

Esou bitt eis dee virleiende Gesetzesprojet en zweete Réseau un, deen den Entreprisë wéi awer och dem Konsument e sécurisëierten Uschloss zu all Moment ubitt, also eng Garantie zu enger permanenter Connectivitéit mam Ausland. Et ass awer och wichteg ze ënnersträichen, datt duerch dëse virleiende Gesetzesprojet eng Alternativ zu bestehende Connexioune mam Ausland ugebuede gëtt, souwuel fir de Konsument wéi fir déi betraffen Entreprisen, fir déi d'Fräiheet vum Choix an déi domadder gebonne Käschte vu grousser Wichtegkeet sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir meng Fraktioun schéngt d'Objektiv vun dësem Projet de loi ganz kloer. Meng Fraktioun ass iwwerzeegt vun der Wichtegkeet wéi och vun der Noutwendegkeet vun dësem Text. Et handelt sech heibäi ëm eng generell wirtschaftspolitesch Moossnam, déi souwuel den Entreprisen an doduerch der Kompetitivitéit vun eisem Standuert wéi och den eenzelne Konsumenten zegutt kënnt. Ech géif heimadder am Numm vun der CSV-Fraktioun den Accord zu dësem Text ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Santer Merci. An als nächste Riedner ass den Här Henri Grethen agedroen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Merci, Här President. Et hätt ee sech gewënscht, Här President, dass esou e wichtege Projet wéi dësen net zu esou später Stonn hei an der Chamber géif diskutéiert ginn. An ech géif och d'Conférence des Présidents bieden, bei der Opstellung vum Ordre du jour vläicht och dorobber Rücksicht ze huelen. Mir taumele jo vun enger sitzungsfräier Woch an déi aner, esou dass een dëse Projet, dee wuel seng Bedeitung huet, vläicht och hätt kënnen en aneren Dag op den Ordre du jour setzen.

Här President, jiddfereen ass mat der Zilsetzung vum Projet d'accord, mä de Wee, dee gewielt gëtt, stëmmt mech awer nodenklech. Ech froe mech, ob net de Fong vun dësem Projet eigentlech Meenungsverschiddenheeten an der Regierung selwer sinn? Bis elo war et esou, dass op där enger Säit den Opérateur fir d'Kommunikatiounsservicer, fir d'Post, de Wirtschaftsministère war, an de Kommunikatiounsministère, dee war Régulateur. Elo gëtt duerch dëse Projet de Régulateur Opérateur.

Une voix.- Très bien.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Et gëtt eis gesot, Här President, dat wier, well an enger Etüd erausfonnt ginn ass, dass eng Rei Defizienze géife bestoen an dass ganz besonnesch - dat ass d'Haaptargument nieft de präislechen - d'Redundanz géif feelen. Här President, ech sinn do sprachlos! Ech si sprachlos, well d'Lëtzebuerger Post, souwäit ech dat nach weess, gehéiert am Moment nach zu 100% dem Lëtzebuerger Stat. Et ass emol keng Société anonyme. Et ass en Établissement public de droit privé mat engem eegene Statut.

Et huet e Conseil d'administration, an an deem Conseil d'administration sinn d'Majoritéit vun de Membere Fonctionnairen, an doduerch - well d'Fonctionnairë vum Stat, déi de Stat an engem Conseil d'administration vertrieden, hu jo en anere Statut wéi all déi aner Administrateuren - ass op där enger Säit hir Haftung limitéiert, an duerfir si se jo och déresponsabiliséiert. De Stat iwwerhëlt fir si d'Responsabilitéit. Et misst jo eigentlech méiglech sinn a mengem Versteesdemech, wann den Actionnaire unique sengen Administrateure seet, mir hätten elo gär, dass an där Gesellschaft dat an dat gemaach gëtt, dass dat da géif gemaach ginn!

Wann also d'Regierung géif eng Deliberatioun huelen a soen, mä mir hätte gären, dass d'Lëtzebuerger Post déi an déi Investissementer virhëlt an déi an déi Tarifpolitik fiert, dann dierft dat jo keng Schwieregkeet sinn, dass dat géif op den Ordre du jour vum Conseil d'administration kommen, dass de Conseil d'administration dat géif décidéieren, an d'Direktioun géif et exekutéieren. Dat schéngt awer net méiglech ze sinn, well soss géif jo dëse Projet an dëser Form net kommen.

Da bräichte mer net haut hei e Projet ze stëmmen, fir der Regierung d'Autorisatioun ze ginn, fir bis zu 30 Milliounen Euro an eng nei Gesellschaft ze investéieren, dat a budgetär ugespaantener Situatioun. A mir kéinten der Post soen: Mä maacht Dir dat! D'Post misst natierlech drop opmierksam maachen: Wa mer déi Investitioune musse maachen, da misst Der eis och d'Méiglechkeet loossen, déi finanziell Mëttelen zur Verfügung ze hunn. Dat ass einfach.

Da bräicht d'Regierung net, wéi se dat d'lescht Joer gemaach huet, dem Conseil d'administration vun der Post ze soen: Deen Dividend, deen Dir wëllt bezuelen, dee geet eis net duer. Mir hätte gär méi Dividend. Dat ass jo och d'lescht Joer esou décidéiert ginn. Dann hätt d'Post déi Moyenen, fir déi Investissementer do ze maachen. Da kéint d'Post mat den Tariffer erofgoen, wann dat gewënscht ass.

Dat maache mer jo och op anere Plazen, wann et zum Beispill drëms geet, fir d'Zeitungen auszedeelen. Souguer dass d'Post sech total ëmstellt fir se moies um sechs Auer schonn an all Bréifboîte eranzegeheien, dat huet och e Präis. An dee Präis, dee bezilt jo och de Steierzueler oder de Statsbudget, wéi een och ëmmer wëllt, well d'Post mécht do eng schéin Opstellung, seet, mir hunn esou vill erakritt, et huet eis esou vill kascht, duerfir musse mer duerfir dédommagéiert ginn. Also op d'Präispolitik kéint ee schonn iwwert d'Post e groussen Afloss huelen an iwwert d'Investitiounspolitik och.

Duerfir, Här President, verstinn ech dee Wee hei net, well mer hei erëm eng Kéier eigentlech déi Prinzipien, déi mer bis elo haten, fir Opérateur a Régulateur ze trennen, iwwer Bord werfen, a well elo de Régulateur riskéiert op d'mannst och Opérateur ze ginn.

Et gëtt eng eenzeg Méiglechkeet, Här President. Ech hunn driwwer nogeduecht: Wat ass d'Intentioun vun der Regierung fir dat do ze maachen? An dunn hunn ech mer op eemol geduecht: Dat hei wäert dach net - dat kéint jo méiglech sinn - den Astieg an d'Privatiséierung vun der Post sinn? Well da mécht et op eemol Sënn, wann ee seet, ma mir trennen d'Infrastrukture vun der Exploitatioun, mir trennen also d'Netzer vun der Exploitatioun. Da maache mer eng eege Gesellschaft, déi elo Propriétaire vun den Netzer ass, an d'Exploitatioun, déi ass da fir jiddfereen op. Dat géif dann och erméiglechen, fir op d'mannst méi einfach d'Telekommunikatiounsservicer ze privatiséieren.

Wann dat d'Absicht vun der Regierung wier - ech wëll hir dat net ënnerstellen -, da misst een dat awer ganz kloer soen, an et dierft een net esou eng Geheimagenda eventuell hunn, wou ee seet: Mir bereeden elo emol alles an déi Richtung vir.

An, Här President, wann ee sech all déi Gedanke mécht, wann ee weess, dass mer hei elo op e Wee ginn, dee mir als net ganz gesond ugesinn, well et elo erëm zu enger Vermëschung vun deenen eenzelne Kompetenze kënnt, da musst Der verstoen, Här President, dass d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei hir Zoustëmmung zu dësem Projet net ka ginn.

Net well mer mam Objet net d'accord sinn, mä ganz einfach well dee Wee, dee gewielt ginn ass, eis ze onduerchsiichteg, ze komplizéiert virkënnt.

Mir hätte vill léiwer gehat, d'Post hätt gesot kritt, maacht déi Investissementer, déi sinn am Intérêt vum Land. Dann hätte mer eng propper Situatioun gehat. Hei kënnt elo eppes op eis duer, wou mer wësse wou den Einstieg ass, mä mer wëssen net, wou d'Fahrt soll higoen.

An duerfir, Här President, nach eng Kéier, mir kënnen zu dësem Projet eis Zoustëmmung an där Form, wéi en elo virläit, net ginn. Et sief dann d'Regierung géif soen, dass zum Beispill déi nei Gesellschaft géif ënnert d'Tutelle vum Wirtschaftsministère kommen, da géif de Projet erëm eng aner Nues kréien. Mä och da géife mer nach ëmmer froen, firwat een dee komplizéierte Wee geet, firwat ee fir d'éischt bei der Post Dividende freet an dann am Budget eng nei Dépense aschreift.

Duerfir, op alle Fall, kënne mir an dësem Moment eis Zoustëmmung net ginn. Ob mer dergéint stëmmen, ob mer eis enthalen, hänkt zu engem ganz groussen Deel vun den Äntwerten of, déi mer op eis Froe kréien.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Grethen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Schreiner agedroen. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer emol fir d'alleréischt dem Kolleeg Lucien Thiel Merci ze soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Bericht a fir déi Aarbecht, déi domadder verbonne war. Hie selwer wéi och meng Virriedner hunn eng Rei vu wesentlechen Aspekter vun dësem Projet de loi scho kommentéiert.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass et sech wuel hei ëm e klengt Gesetz mat nëmmen dräi Artikelen handelt, dat awer e ganz wichtegt Gesetz fir eist Land a fir eis Ekonomie ass, obschonn een tatsächlech geneigt wier ze soen, dass et eleng duerch seng Existenz sech schonn nees bal géif eriwwregen. Dat ass awer net esou, et ass héchstens op den éischte Bléck esou wann ech dat esou soen.

Et ass einfach eng Realitéit, dass wa mer eise Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg wëllen attraktiv halen an nach weider ausbauen, mer och mussen a sollen interessant bleiwe fir Entreprisen, déi am Beräich vum Commerce électronique täteg sinn. E Beräich, deen onwahrscheinlech schnellieweg ass an onheemlech Zukunftsperspektiven opzeweisen huet.

Fir eist Land ass et duerfir wichteg och an deem Secteur an Zukunft um Topniveau ze sinn an deenen Entreprisen, déi interesséiert sinn, en Émfeld unzebidden an deem si hir Aktivitéiten an deem Beräich voll entfale kënnen.

Fakt ass, dass de Réseau, deen d'Post deene verschiddenen Opérateure bis haut zur Verfügung gestallt huet, duergaangen ass, fir hinnen hir Besoinen an der internationaler Connectivitéit ofzedecken, och wa mer net un en Haaptzentrum ugebonne waren, mä nëmmen un e secondaires zu Bréissel.

Mä wat haut wouer ass, ass et mar sécher net méi, well den Usproch an d'Usprëch vun den Entreprisen einfach ëmmer méi grouss ginn. Dass d'Post an der Vergaangenheet net méi gemaach huet, wéi noutwendeg war, liicht engem verständlecherweis an, well och den Enjeu bei esou Investissementer jo net kleng ass an et geet jo och fir si ëm d'finanziell Rentabilitéit. Aus deenen Ursaache wäert et och wuel esou gewiescht sinn, dass de Privatsecteur an deem Beräich bis elo ontäteg bliwwen ass.

Wa mer awer wëllen, dass an Zukunft sech méi Internetsentreprisë wéi zum Beispill Ebay oder Internetservice-Provider hei zu Lëtzebuerg installéieren, da musse mer ganz einfach méi maache wéi dat bis elo de Fall war an nei Ureizer fir déi Entreprisë schafen.

Da brauche mer en direkten Internetaccès zu groussen europäeschen Zentre wéi Frankfurt, Amsterdam oder London, fir op déi Manéier eng optimal Ubannung un déi grouss Datenautobunnen hei an Europa ze erméiglechen.

Et ass sécher richteg, dass dëse Gesetzesprojet och d'Post dozou bruecht huet ze reagéieren an hire Réseau dann och elo un déi international Datenautobunnen esou unzeschléissen, dass en och zukünftegen Erausfuerderunge gerecht gëtt. Mat der kuerzfristeger Realisatioun vun hirem Projet TERALINK an deem Invest vu 75 Milliounen Euro, huet och d'Post bewisen, dass se d'Zeeche vun der Zäit dann elo endlech erkannt huet a schléisst domat och eng vun deene grousse Lacunen, déi jo och vun der Etüd, déi de Minister vun Analysys maache gelooss huet, opgezeechent goufen. Dat ass positiv an et ass e Signal ganz sécher an déi richteg Richtung. Mä d'Etüd, an dat ass hei scho gesot ginn, huet awer och nach aner Schwaachpunkten opgewisen.

De Verkafspräis, deen déi heiteg Opérateuren ubidden, zumools wat d'Breetbandconnexiounen ugeet, ass immens héich a vill ze héich am Verglach mat den Nopeschlänner. Da sinn eis Connexiounen oft net ofgeséchert - redondant, wéi dat esou schéin heescht. Dat ass och scho gesot ginn. An am Fall vun engem Ausfall riskéiere mer offline ze sinn. An dann ass och d'Diversitéit vum Ugebuet, wann och haut vläicht nach ëmmer ausreechend, fir d'Zukunft sécher net zefridde stellend.

Anescht gesot: Et feelt ganz kloer en zweet Standbeen niewent der Post hei zu Lëtzebuerg an dat gëtt deenen och onrecht, déi soen, d'Post kéint dat alles an der Zukunft eleng assuréieren.

De Projet LuxConnect, esou wéi en eis elo presentéiert ginn ass, soll a wäert also dëst zweet Standbeen sinn, well en duerch eng Rei vu positiven Aspekter an Elementer eng Äntwert liwwert op déi Besoinen an Ufuerderungen, déi sech fir d'Zukunft stellen.

An den Avis, deen zum Beispill d'A.s.b.l. Internet society verfaasst huet, bestätegt dës Aschätzung ganz kloer, an deem se seet, dass duerch d'Kreatioun vun dësem „Internet hub" hei zu Lëtzebuerg eist Land sech als internationalen Zenter vum E-Commerce wäert positionéieren an d'Verbesserung vun de Breetbandverbindungen e positiven Impakt wäert hu fir all Internetutilisateuren hei zu Lëtzebuerg, an dozou gehéieren och d'Privatleit an och déi Kleng a Mëttelentreprisen.

Duerch d'Ubannung un déi grouss Datenautobunne verfügt Lëtzebuerg an Zukunft iwwer zefridde stellend Connectivitéitscapacitéiten. Doduerch gëtt de Standuert Lëtzebuerg fir Internetentreprisen, awer och fir Banken an aner Firmae ganz sécher méi attraktiv.

Déi haut vu villen Entreprisë verlaangten „vendor diversity" gëtt duerch dëst zweet onofhängegt Standbeen assuréiert an dëst zweet Standbeen erméiglecht och eng national „offline situation" ze évitéieren, wéi ech dat scho gesot hunn an aner Leit dat viru mir och gesot hunn.

Haut benotzen all d'Opérateuren hei zu Lëtzebuerg de Réseau vun der Post. Mä wann technesch Problemer opkommen, besteet de Risiko, dass dee ganzen nationale Réseau broochläit an esou dat ganzt Land keen Accès méi zum Internet huet. Dat wier natierlech fatal fir d'Entreprisen an et wier och fatal fir ganz vill ekonomesch Virgäng hei am Land.

Dësen zweete komplementare Réseau erlaabt, dës negativ Konsequenze vun enger eventueller Défaillance op d'mannst anzegrenzen.

Här President, och wann d'Post elo décidéiert huet nozerüsten a 25 Milliounen Euro investéiert, an domat alles quasi och gemaach huet hirersäits, fir a puncto Connectivitéit alles kënnen unzebidde wat verlaangt gëtt, behält LuxConnect seng Wichtegkeet, well d'Post - an dat seet si och selwer - net hir eegen Alternativ an deem Beräich ka sinn.

Dëse Projet de loi wäert dofir och d'Zoustëmmung vun der LSAP fannen. Ech wëll awer soen, dass en awer nëmme Sënn mécht, wann en och un eng Rei vu Bedingunge gekoppelt ass.

D'Post investéiert jo elo ganz vill öffentlech Gelder, an och LuxConnect investéiert öffentlech Gelder, bis zu 30 Milliounen Euro. Laut dësem Projet de loi sinn am Budget vum nächste Joer 17 Millioune virgesinn. D'Post a LuxConnect däerfen also net an der Zukunft zu Konkurrente wuessen op deem Marché, well soss schneit de Stat sech effektiv a säin eegent Fleesch.

LuxConnect soll nëmmen do aktiv ginn, wou de Marché et net regelt, a soll virun allem komplementar zur Post sinn. Déi zwou Entreprisë sollen zesummeschaffen, solle Synergien opbauen, wéi jo och de Statsrot et a sengem Avis suggéréiert huet. Si sollen enk matenee kooperéieren, fir dass hir Aktiounen effektiv komplementar sinn an esou zu enger „gesonder" Konkurrenzsituatioun féieren.

Et mécht kee Sënn, wann een deem aneren dann an deem Beräich ufänkt op d'Platebanden ze trëppelen.

An deem Sënn ass et och wichteg a richteg wat d'Chambre de Commerce an hirem Avis zu dësem Projet seet: LuxConnect soll net zu engem eegenen Opérateur ginn, deen déi aner Endclientë bedéngt, mä LuxConnect soll d'Roll vun engem Fédérateur vun de bestehenden Infrastrukture spillen a vun engem Facilitateur - wéi et och schonn hei gesot ginn ass - fir den Développement vun neien Infrastrukturen, déi en dann deenen aneren Opérateuren zu engem kompetitive Präis an op eng net diskriminatoresch Manéier zur Verfügung stellt. LuxConnect soll also d'Roll vun engem Opérateur am Déngscht vun deenen aneren Opérateure spillen.

Ech hunn och elo just op den net diskriminatoresche Charakter vu LuxConnect higewisen. Dat bedeit, dass dës Gesellschaft hir Positioun um Marché net zur ongläicher Behandlung vun den Opérateuren ausnotzen däerf. Et bedeit och, dass LuxConnect, wéi all Entreprise am Secteur vun der Telekommunikatioun, dem Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert d'Telekommunikatiounsréseauen a -servicer ënnerläit an ënner anerem en Droit de passage an den Zougang zu staatlechen Infrastrukturen an Equipementer fir all notifiéiert Telekommunikatiounsentreprise garantéiere muss.

LuxConnect mécht also Sënn, och wa mer dann hei nees eng Kéier de Wee vun enger

Privatgesellschaft ginn, déi mat öffentleche Gelder finanzéiert gëtt a sech domat eigentlech där demokratescher Kontroll ënnerzitt, déi mer soss emol oft gären hätten. Wa mer wëssen, dass den eigentleche Stat oft ze onflexibel ass, da si mer hei awer an engem Beräich, wou ganz séier muss op verschidden Evolutioune reagéiert ginn, an dat ass mat komplizéierte Strukturen, wéi mer se da ganz oft beim Stat, wéi gesot, erëmfannen, schwéierfälleg. Dofir mécht et an dësem Beräich Sënn. Et soll een awer dorop hiweisen, dass dat net onbedéngt d'Regel muss ginn.

LuxConnect mécht also Sënn, well et dat Ëmfeld schaaft, wat mer als Lëtzebuerger Land brauchen, fir kuerzfristeg op deem schnellliewege Marché vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië kompetitiv ze bleiwen, an dat letztendlech am Intérêt vun all Consommateur, ëm deen et schlussendlech geet, an dee vun dëser Entwécklung profitéiere soll.

An deem Sënn géif ech dann och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Schreiner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech och soen, dass mer eis mat den Zilsetzunge vun deem Projet kënnen d'accord erklären, och wa mer an der Kommissioun erklärt kritt hunn, dass mer fir haut nach am Prinzip an deem heite Beräich genuch Capacitéiten hätten.

Mir hunn awer och erklärt kritt, dass dat relativ séier kéint kippen, an et géif duergoen, dass entweder eng nei Technologie géif relativ mëttelfristeg agefouert gi respektiv eng nei gréisser Demande derbäikéim. Da wären d'Capacitéiten awer scho relativ séier opgebraucht. Op deem Hannergrond muss een déi heiten Diskussioun och gesinn. Dofir si mer duerchaus mat der Regierung d'accord, fir ze soen: Et ass gutt, dass gehandelt gëtt, an et ass gutt, dass sech iwwer Investitioune Froe gestallt ginn.

Wat awer och kloer ass, dat ass, dass eng Rei Froe gestallt sinn. Ech wëll se net all widderhuelen. De Kolleeg Henri Grethen huet schonn en Deel vun deene Froen opgeworf. Ech sinn net mat all sengen Aschätzungen d'accord, awer trotzdeem mat engem groussen Deel dovun.

Mir maachen eis och eng Rei Suergen, well mer tatsächlech och d'Gefill hunn, dass et e bëssen eng wackeleg Saach ass, wéi hei virgaange gëtt. Et huet een effektiv e bëssen d'Gefill, dass sech de Mediëminister hei Suerge mécht iwwer eng Situatioun, déi hien als préoccupant aschätzt. An et huet een effektiv d'Gefill, dass hien net onbedéngt esou vill gehollef kritt vun anere Säite vun der Regierung, fir säi Problem kënne geléist ze kréien. Dat ass e Fait. De Mediëminister huet eis an der Kommissioun d'Situatioun beschriwwen, an et ass Fakt, dass de Postminister net d'Solutioun kann erbäibréngen, déi de Mediëminister bräicht, fir seng Suerge geholl ze kréien.

Wat mécht de Mediëminister? E geet vläicht iwwert dat eraus wat d'klassesch Opdeelung bis elo war. Dat huet den Här Grethen scho beschriwwen, déi Opdeelung tëschent Opérateuren an op där anerer Säit deenen, déi d'Infrastrukture stellen. Mä hien huet probéiert sech selwer ze hëllefen. Dat muss een esou beschreiwen. De Mediëminister probéiert sech selwer ze hëllefen a probéiert en Ëmfeld ze schafen, wat et him erlaabt bei senge Reesen am Ausland och Lëtzebuerg esou kënnen duerzestelle wéi hien et gären hätt.

Wat méi verwonnerlech ass, dat ass, dass d'Post selwer - well mer hu se jo drop ugeschwat, si ware jo bei eis - seet, dass se net bereet wär dat hei ze maachen. Et ass eis och erkläert gi wuerfir. Et ass eis begrënnt ginn domadder, dass déi auslännesch Investisseure gären zwee verschidden Opérateuren hätten an net onbedéngt wéilten, dass d'Post alles selwer géif iwwerhuelen. Elo kann een awer natierlech hannerfroen, ob de Stat, wann en et iwwert dëse Wee mécht, wéi elo am Gesetzesprojet virgeschloen, tatsächlech en aneren Opérateur ass wéi deeselwechte Stat, dee Propriétaire ass vum Établissement public „Entreprise des Postes et Télécommunications".

Elo kann ee soen: Dann hu mer der awer zwee. Mir hunn der zwee, déi den Investisseure kënne presentéiert ginn, mä et ass awer zweemol zu 100% deeselwechten Aktionär. Dofir muss ech och soen, fir déi gréng Fraktioun sinn déi Erklärungen, déi mer kritt hunn, an och déi Erklärung, déi mer vun der Post kritt hunn, iergendwou net ganz zefridde stellend.

Et versteet ee schonn, dass, wann d'Investisseuren dat esou gesinn, et Sënn mécht fir ze probéieren e weideren Opérateur a weider Investitiounen erbäizekréien, mä et ass een net ganz iwwerzeegt dovun, wann een déi Erklärunge kritt, well ee sech awer seet: Egal wéi mer déi eenzel Opérateuren do nennen, wann do zweemol zu 100% de Stat dohannert stécht, da weess ech net, ob ech als Investisseur esou rassuréiert wär, fir dass d'Konkurrenz tatsächlech kéint spillen. An déi Fro ass eigentlech bis elo net zefridde stellend beäntwert ginn.

Net frou si mer och doriwwer, dass d'Société LuxConnect scho gegrënnt ginn ass, an zwar éier d'Chamber mam Projet befaasst war, éier mer elo als Chamber eng Décisioun huele kënnen. An dat ass, ouni et wëllen ze dramatiséieren oder iwwerzebewäerten, awer zumindest e Schéinheetsfeeler. Dat ass net déi richteg Aart a Weis. Wann een e Projet de loi an d'Chamber bréngt mat finanziellen Implikatioune bis hin an der Gréissenuerdnung vun 30 Milliounen Euro, dann ass dat mat Sécherheet vläicht souguer méi wéi e Schéinheetsfeeler, wann d'Société scho constituéiert ass, éier sech d'Chamber mat deem Projet befaasst. An dat hätt eiser Meenung no och net onbedéngt misse sinn.

Mä op där anerer Säit - an dat wëlle mer och soen - ass et awer och esou, dass d'Initiativ vum Minister schonn zum Deel déi Resultater bruecht huet, déi sech d'Regierung erhofft huet; nämlech, dass tatsächlech op dësem Marché elo méi investéiert ginn ass. An déi Gréng si bestëmmt net déi Fraktioun, déi enger Regierung géif virwerfe politesch ze handelen. Mir sinn net der Meenung, dass ee permanent alles de Kräfte vum Marché iwwerloosse soll.

A wann d'Regierung et duerch dës Initiativ fäerdeg bruecht huet - op eng wahrscheinlech net mathematesch beweisbar Aart a Weis, objektiv muss een dat feststellen -, dass Bewegung an dee Marché komm ass, da soe mir och als gréng Fraktioun, dass et vun der Regierung hier net falsch ass, wa se handelt. Et ass net falsch, wann eng Regierung net drop waart, dass de Marché alles vum selwe regelt. Si huet eng Initiativ geholl, déi op enger Rei vu Punkte ka kritiséiert ginn, an déi op enger Rei vu Punkte fir eis net zefridde stellend beäntwert ass. Mä si huet gehandelt. Si huet net nogekuckt. A wa mir elo feststellen, dass um Marché Investitioune stattfannen, dann ass dat mat Sécherheet eppes wat mir net kënne falsch fannen an och an deem dote Sënn ënnerstëtzen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci. Als leschte Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e Merci un de Kolleeg Lucien Thiel als Rapporteur vun dësem Gesetz. Ech mengen, Här President, et ass keng Diskussioun, dass mer als Lëtzebuerg all Interessi drun hunn eist Land mat deene beschten Infrastrukturen auszeriichten. Mir hunn haut de Mëtten zwou Motiounen hei diskutéiert a gestëmmt, fir Investitiounen ze maachen an Infrastrukturen, Gebaier, Stroossen, an den öffentlechen Tranport an esou weider. Dëse Projet ass och eng Investitioun an d'Infrastrukturen. Et ass déi Nei Ekonomie - et ass virdru gesot ginn -: den elektroneschen Handel, d'Breetbandconnexioun, d'Vernetzung, den Uschloss weltwäit.

D'Fro, déi sech awer hei stellt, ass, ob dës Investitioun an dësem Fall néideg ass. Ech mengen, meng Virriedner hu schonn drop higedeit - an ech muss et dann nach eng Kéier widderhuelen -, datt mer am Fong mat der Post eng Gesellschaft hunn, déi an der Regel déi Offerten hei misst kënnen ubidden. Et ass richteg, datt hei wahrscheinlech opgrond vun dësem Projet Bewegung op den Terrain komm ass, souwuel bei der Post wéi bei deene privaten Offerten. Et ass och e Mérite, deen dann an dësem Projet soll leien.

Mä et muss een awer wëssen, datt de Stat, wa mer dëse Projet realiséieren, am Fong hei Haaptaktionär - 100% Aktionär - vun zwou Gesellschaften ass, déi am Endeffekt dach wäerten datselwecht maachen. Et ass d'Argumentatioun opgefouert ginn am Ufank vun den Diskussiounen, datt am Fong déi auslännesch grouss Clienten sech net wëllen engem Monopol ausliwweren, mä datt déi gäre méi eng breet Palett - méi Choix - um Terrain hätten, déi do géif offréiert ginn. An d'Regierung huet am Fong gesot, mat dësem Projet géife mer de Choix méi grouss maachen, mer géifen d'Palett méi breet maachen.

Den Här Schreiner huet elo grad hei gesot, datt dëse Projet am Fong éischter soll komplementar wierken, datt am Fong Synergië solle geschéien, datt keng Konkurrenz soll geschéien, mä da froen ech mech dann awer, wou déi Argumentatioun bleift, datt déi auslännesch Gesellschafte gären de Choix hätten, wa mer elo scho soen, se sollen a Synergie zesummefonctionnéieren an datt se solle komplementar wierken.

Et muss ee sech d'Fro stellen, ob de Stat hei, wann dee Projet - well ech si jo nach net onbedéngt iwwerzeegt, datt de Projet och an der Praxis ëmgesat gëtt -, mä wann e géif an der Praxis ëmgesat ginn, ob de Stat dann net hei sech selwer Konkurrenz mécht.

An et muss ee sech dann och an deem Zesummenhang d'Fro stellen, wann de Stat sech Konkurrenz mécht, ob dann net och déi Ressource, déi budgetär iwwert d'Dividenden eng substanziell Ressource fir de Stat war, ob hie sech déi dann net och an deenen nächste Jore wäert limitéieren, eben duerch de Konkurrenzdrock, deen do besteet.

Mir wëssen, datt mer hei am Projet soen, datt bis 30 Milliarden investéiert kënne ginn, a mer wëssen och, datt am Budget och scho fir d'nächst Joer, 2007, 17 Milliarde virgesi ginn. Da muss een also soen, datt d'Regierung trotzdeem dach awer méi konkret scho vläicht virausgesinn huet, wat se 2007 investéiere wëllt, well soss hätt se net och e prezise Chiffer schonn an de Budget gesat. Et muss een also wëssen, wat d'Regierung hei wierklech wëllt.

A mir waren, Här President, an der Kommissioun zesumme wéi souwuel d'Post wéi och d'privat Bedreiwer uwesend waren an eis am Fong gesot hunn, datt si elo alleguer à même wieren dat dote schonn ze offréieren. Quitte datt dat entstanen ass opgrond vum Drock vun dësem Projet, mä si hunn eis gesot, si wieren à même fir dat ze offréieren, a si wieren och à même méi e grousse Choix ze offréieren, well d'Demande vun de Capacitéiten an Zukunft an d'Luucht goe géif.

Wann also dëse Projet geduecht war, fir deen Drock auszeüben, fir datt déi Bewegung op de Maart kënnt, dann huet e säin Zil erreecht. Wann de Projet - obschonn e wierklech esou geduecht ass, an trotzdeem datt elo souwuel d'Post wéi déi privat Bedreiwer dat kënnen offréieren an och zukünfteg Capacitéite kënnen offréieren an ofdecken - awer géif ëmgesat ginn, da muss ee sech natierlech d'Fro stellen, firwat datt de Stat sech selwer eng Konkurrenz dohinner setzt an zweemol e Betrib opbaut, deen zu 100% Stat ass.

An da kann een natierlech och dat denken, wat den Här Grethen virdrun ugeschnidden huet, ob net vläicht iwwert dee Wee de Wee vun der Privatisatioun ugesteiert gëtt, well där Regierung hei ass jo awer an där Hisiicht alles zouzetrauen.

Well mer wësse jo awer, dass eis sozialistesch Kolleegen - se grinsen esou léif doiwwer, Här President - och virun de Wahle géint eng Privatisatioun vun der Eisebunn waren. Mir hunn awer virun e puer Wochen hei e Projet gestëmmt, wou souguer déi gréissten Opponenten...

(Interruption et hilarité)

Also, Dir wäert jo awer elo net hei wëlle soen, mir hätten de Fret net an deem Gesetz hei privatiséiert an an eng privatrechtlech Gesellschaft ginn. An déi grouss Gewerkschaftler wéi den Här Schreiner hu jo als Gewerkschaftler ëmmer gesot, datt déi aktuell an zukünfteg Beschäftegt vun der Eisebunn missten de Fonctionnairesstatut behalen. An den Här Schreiner huet souguer als Rapporteur an als fréiere gudde Gewerkschaftler hei elo awer der Chamber e Projet iwwert d'Liberaliséierung vum Fretbetrib op der Eisebunn proposéiert, wou hie souguer der Chamber recommandéiert huet, deen ze stëmmen, an datt déi zukünfteg Agente vun der Eisebunn dann ënnert de Privatbeamtestatut géinge falen!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- An Dir wëllt alles privatiséieren, Här Gibéryen. Dir wëllt alles privatiséieren.

M. le Président.- Neen, den Här Gibéryen huet elo eleng d'Wuert. Wann een him wëllt eng Fro stellen, ass hie bestëmmt op, fir déi Froen ze beäntwerten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä den Här Fayot huet natierlech eng pertinent Remarque do gemaach. Well et ass richteg, Här President, datt mir och méi laang gesot hunn, datt mer am Kader vun den europäeschen Direktiven net derlaanscht kommen, fir d'Eisebunn ze privatiséieren. Mir ware just esou éierlech, datt mer den Eisebunner virun de Wahle gesot hunn, datt dat géif kommen, genausou gutt, wéi mer elo den Eisebunner musse soen, datt deen zweeten Deel vun der Eisebunn, nämlech de Persouneservice, och eng Kéier wäert privatiséiert ginn. Och do waart Dir virun de Wahlen den Eisebunner erëm eppes aneschters verzielen.

Mä hei kéint een natierlech elo, well mer awer déi Erfahrung mat der Regierung nun hunn, datt se iwwert déi Ëmweeër do geet, fir ze privatiséieren, och mengen, wann eben hei dat Gesetz elo wierklech géif a Kraaft trieden, wann et gestëmmt ginn ass, fir Drock auszeüben, gutt, mä wann et awer elo soll a Kraaft trieden, an de Stat kënnt do an deene gespaante finanzielle Situatiounen, an deenen eist Land sech beweegt, elo...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Den Här Gibéryen ass dee gréisste Liberalen hei an dëser Chamber!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- 30 Milliarden aus...

Une voix.- Milliounen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Pardon, 30 Milliounen Euro aus, ech mengen, dann ass dat heiten net dee richtege Wee an duerfir wäert dëse Projet och net eis Zoustëmmung fannen, Här Fayot.

(Hilarité)

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. An elo huet d'Wuert de Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- En ass dee gréisste Liberalen...

(Interruptions diverses et hilarité)

M. le Président.- Sou, elo huet ganz eleng hei d'Wuert den Här Jean-Louis Schiltz.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications*.- Meng Zäit leeft. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Chamber fir d'éischt Merci soen, datt mer dee Projet nach konnten haut hei op den Ordre du jour huelen. Ech hätt en och léiwer méi fréi am Dag geholl, mä vu datt ech muer eng ganz Rei Engagementer hunn, ass et mer muer leider net méiglech heihinner ze kommen.

Ech hunn insbesondere muer en Evaluatiounsexercice iwwert de Lëtzebuerger Effort beim Tsunami mat enger ganzer Rei Leit, deen ech awer wierklech net verleeë kann. Duerfir sinn ech dankbar, datt mer dat haut hei nach konnte maachen, wéi et och virgesi war.

(Interruption)

Merci, Här Fraktiounschef.

Ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säin detailléierte Rapport a kuerz op verschidden Aspekter vum Projet agoen.

Op där enger Säit ass et jo en einfachen Exercice, well et geet drëm, d'Connectivitéit ze verbesseren. Et geet drëm, d'Connectivitéit ze verbesseren am Intérêt vun den Entreprisen. Mä et geet awer och drëm, d'Connectivitéit ze verbesseren am Intérêt vum Konsument, fir datt d'Präisser sech weider no ënne bewegen, wat an deene leschte Joren net de Fall war.

Op där anerer Säit ass et och e komplizéiert Ënnerfaangen, well am Kader vun der Mise en oeuvre LuxConnect eng Missioun kritt. Den Här Santer, mengen ech, huet ervirgehuewen - an ech hunn dat bei enger Rei vun deenen anere Riedner, déi jo och méi kritesch Froe gestallt hunn, vermësst -, datt dat hei eng Mesure de politique économique générale ass, an also eng complémentaire Mesure ass, wéi den Här Schreiner et richteg gesot huet, an also ënnert de Kompetenzberäich vum Kommunikatiounsminister fält.

Do gëtt et och keng Konfusioun vun de Rollen, précisément well et eng Mesure de politique économique générale ass opgrond vun där Complémentarité. An ech kann och verschidde Leit dohigehend berouegen, datt de Wirtschaftsminister dee Projet hei ënnerstëtzt. Hien huet dat schonn öfters kloergemaach.

Iwwregens seet den Direkter vun der Post och, datt et gutt wär, wann zousätzlech Alternative kéimen. An d'Post ass, wann ech richteg informéiert sinn, och an der Chambre de Commerce vertrueden, a vun där kann ee jo awer net soen, datt déi e massacranten Avis gemaach hätt. Op jidde Fall huet an der Chamberskommissioun d'Post sech grondleeënd positiv zu deem Projet geäussert.

D'Chambre de Commerce huet och dorop higewisen, datt LuxConnect eng Roll vu Facilitateur spille soll. Déi Roll war ëmmer als Roll vu Facilitateur ugeduecht. Dat Gesetz setzt also de Kader, fir datt déi complémentaire Roll kann erfëllt ginn. An ech soen och ganz kloer hei, datt, wann anerer méi maachen, an anerer hu jo elo méi gemaach, LuxConnect da selbstverständlech manner mécht; et geet net drëm fir hei eng ongesond Konkurrenz eropzebeschwieren. Am Iwwrege sinn och keng aner Hannergedanke mam Projet verbonnen.

Mir hunn an deene leschte Méint gesinn, datt massiv Investissementer annoncéiert gi sinn. Dat ass de richtege Wee. Dat ass dat, wat d'Regierung wëllt. Déi complémentaire Roll huet also LuxConnect an engem gewësse Sënn, wann ee wëllt, schonn erfëllt, ier se iwwerhaapt operationell war, an déi wäert se och weider an Zukunft erfëllen.

Et ass eng Mesure de politique économique générale am Intérêt vum Konsument, am Intérêt vun den Entreprisen, an dat ënnerscheet och LuxConnect vun all deenen aneren Opérateuren, inklusiv der Post, déi am Telekom-Beräich jo nun awer wahrlech keng Mission de politique économique générale huet, mä déi sech am Konkurrenzfeld beweegt wéi all déi aner Entreprisen och. Dat ass de grondleeënden Ënnerscheed, an deen dréckt sech aus an där Complémentaritéit.

D'Diversitéit op de Säite vun de Vendeuren ass eng vun den Haaptfonctiounen am Kader vun deem complémentairë Rôle vu LuxConnect. Et geet drëm fir méi Diversitéit op der Säit vum Vendeur ze bréngen, am Intérêt vum Konsument, datt dee méi eng grouss Offer am Endeffekt herno huet, mä och am Intérêt vun den Entreprisen, datt déi kënne wielen, wou se higinn a wat se maachen.

An deem Sënn och déi Fro vun der Redundanz, déi vu verschiddene Leit beliicht ginn ass, wat eigentlech déi Fro vum zweete physesche Wee ass. Mä, wéi gesot, et geet drëm fir d'Diversitéit op der Säit vun de Vendeuren ze verbesseren, fir datt méi Vendeuren do sinn. An dat mécht LuxConnect.

Et ass hei a Fro gestallt ginn, ob dat d'Entreprisen zefridde stellt. Ech denken, datt déi rezent Evolutioun vum Secteur weist, datt d'Entreprisen, déi jo wëssen, datt dee Projet hei kënnt, mat op dee Wee ginn. Dat ass d'Quintessenz vun der Mesure de politique économique générale, déi ech hei beschriwwen hunn.

Zweetens geet et drëm, och am Kader vun der Complémentaritéit a vun der genereller Politique économique, punktuell Defiziter, déi soss kee behiewe wëllt, ze behiewen. Och dat mécht LuxConnect. Och dat maachen déi aner Opérateuren, déi net eng Mission de politique économique générale hunn, net!

An dann, drëttens, ass eng Offer hei zu Lëtzebuerg, déi feelt. Dat ass déi vun der Dark Fiber, dat heescht déi Fiber, déi net beliicht ass, wou keng Servicer drop sinn. Dat gëtt de Moment hei net offréiert. Sollt keen dat offréieren a sollt eng Demande sech do konkretiséieren, wéi ech dat mengen, an deenen nächste Méint, da wäert LuxConnect dat och maachen. LuxConnect wäert och weider do sinn an Zukunft, fir gréisser Defiziter ze behiewen, wann déi Pläng an déi Projeten, déi all annoncéiert ginn, sech net konkretiséieren. Si kann et séier maachen.

Mir wäerte mat deem zousätzlechen Instrument, wat d'Regierung sech ginn huet, zu all Moment prett sinn, an net, wann Der esou wëllt, mussen op de Marché waarden. Mir kënnen all Moment agéieren. LuxConnect wäert schliesslech och do sinn - et si schonn eng Rei vun Iech, déi et gesot hunn -, fir nei Capacitéiten zur Verfügung ze stellen, wa se gebraucht ginn.

Stellt Iech emol nëmme vir, an dat wäert mat aller Wahrscheinlechkeet net méi allze laang daueren, datt muer nach méi wéi haut Biller transferéiert ginn iwwert déi Datenautobunnen. Dat brauch méi Capacitéit. Wann dat esou exponentiell weider an d'Luucht geet, ass et gutt, datt d'Regierung en zousätzlecht Instrument huet, an déi Roll wäert LuxConnect an Zukunft erfëllen.

De Conseil d'État huet drop higewisen, datt et en Unterfangen ass, wat net ouni Risiko ass. Dat ass selbstverständlech richteg, well wann et eng Mesure ass, déi d'Politique économique soll generell guidéieren an orientéieren, ass et selbstverständlech, datt dat mat Risikoe verbonnen ass. Mä ech denken, datt mer eis selwer, dem Konsument, den Entreprisen an dem Standuert et schëlleg sinn, fir eis dat zousätzlecht Standbeen hei ze ginn.

A wann 30 Milliounen am Gesetz veranschlagt sinn, wëll ech och soen, datt déi de Kader, alt erëm eng Kéier, duerstellen. Wann de Marché et regelt, jo, da ginn déi 30 Milliounen net zur Integralitéit veranschlagt am Kader vu LuxConnect, well nach eng Kéier: Wat de Marché mécht, wäert LuxConnect net maachen. Et ass eng complémentaire Initiativ. Et ass eng wichteg Initiativ. Et ass en zousätzlecht Instrument wat d'Regierung huet an et dréit virun allem deem Argument vun der Diversitéit op der Säit vun de Vendeure Rechnung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir stëmmen also muer iwwert dëse Projet of.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn och elo um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. Muer kënnt d'Chamber erëm um néng Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.31 heures)

SÉANCE 16

Mercredi, 20 décembre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

5611 - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant

1) modification du Code du Travail;
2) modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3) modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;
4) modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales;
5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces;
6) modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural;
7) réforme de la taxe sur les véhicules routiers;
8) modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;
9) introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;
10) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
11) établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement;
12) modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

(Rapport de la Commission spéciale «Tripartite» - Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

(Interruption)

Et ass awer unzehuelen, Madame Flesch, dass se geschwënn hei ass.

Mir kommen zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 5611 „promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement". D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes, Meisch, Schneider, Bausch, Gibéryen, Jaerling, Clement a Goerens. D'Wuert huet elo den éischte Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

5611 - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant

1) modification du Code du Travail;

2) modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3) modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;

4) modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales;

5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces;

6) modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural;

7) réforme de la taxe sur les véhicules routiers;

8) modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

9) introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

10) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

11) établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement;

12) modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

Rapport de la Commission spéciale «Tripartite»

M. Marc Spautz *(CSV), corapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kollee-

gen, de virleiende Gesetzesprojet, deen haut am Plenum zur Diskussioun steet, setzt en Deel, e weideren Deel vun de Konklusioune vun der Tripartite vum 28. Abrëll vun dësem Joer ëm. D'genee Analys vun der wirtschaftlecher, der finanzieller an der sozialer Lag vum Land, déi an deem Kader vun der Regierung an de Sozialpartner erstallt gouf, huet op déi verschidden Déséquilibren higewisen, déi d'Konkurrenzfäegkeet vun eisem Standuert a Gefor bréngen an domat d'Zukunft vum Land op d'Spill setzen.

Dräi grouss Felder, wou Handlungsbedarf besteet, konnten definéiert ginn: den Aarbechtsmaart, de Statsbudget an d'Inflatioun. Op Basis vun dëser Analys huet de Gremium eng Rei vu Méiglechkeete virgeschloen, déi dozou bäidroen, méi Aarbechtsplazen ze schafen, d'Inflatioun besser an de Gréff ze kréien an d'Statsfinanzen ze sécheren. Dës Virschléi dréie sech méi spezifesch ëm sechs Achsen, an zwar:

- d'Maîtrise vun der Inflatioun;

- de Rétablissement vum budgetären Équiliber an der Situatioun um Aarbechtsmaart;

- d'Asetze vun zousätzlechen Dispositioune fir d'Wettbewerbsfäegkeet vun de Betriber nach weider auszebauen;

- d'Aféierung vum Statut unique, wou ech hoffen, dass d'Regierung muer mat de Sozialpartner en Accord wäert fannen;

- d'Asetze vu bestëmmte Moossnamen am Beräich vun der Sécurité sociale

- an zu gudder Lescht de Crédit d'impôts, wou ofgemaach gi war, wann alles géif désindexéiert ginn, wat d'Familljenzoulagen ubelaangt, datt do e Crédit d'impôts géif op den Dësch kommen.

D'Regierung huet fir hiren Deel, via dem Statsminister seng Ried zu der Lag vun der Natioun, Ufank Mee eng Rei vun Initiativen ugekënnegt. Zu dëser Geleeënheet huet se och op den noutwendege finanzielle Spillraum higewisen.

Eng éischt Rei vu Mesurë si scho virun der Summervakanz ëmgesat ginn. Et handelt sech dobäi ëm d'Gesetz vum 27. Juni 2006 iwwert d'Adaptatioun vun der automatescher Indextranche, der „Net-méi-Indexéierung" vun de Familljenzoulagen an dem Congé parental an och der Neutraliséierung vu verschiddene Präiserhéijungen.

De virleiende Gesetzesprojet vervollstännegt dës éischt Serie vu Reformen, andeems e Moossname virgesäit, déi zum Zil hunn, den Équiliber souwuel um Niveau vum Aarbechtsmaart wéi vun de Statsfinanzen ze restauréieren, an d'Finanzéierung vu bestëmmten ëmweltpolitesche Moossnamen, déi dozou bäidroe sollen, d'Kyoto-Objektiver ëmzesetzen, ze erméiglechen.

Ier ech méi am Detail d'Elementer vum Gesetzesprojet 5611 virstellen, virun allem d'Elementer vum éischte Volet, dee vun der Aarbechtspolitik - déi zwee aner Volete vum Projet, an zwar d'Volete Sécurité sociale an Environnement, wäerten Iech vum Corapporteur, dem Romain Schneider, virgestallt ginn. Dem Romain wëll ech och Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht beim Erstelle vun dësem Bericht -, ginn ech awer nach kuerz op de legislative Werdegang vum virleiende Projet an.

Den 18. September 2006 huet de Statsminister Jean-Claude Juncker der Chamber de virleiende Gesetzentworf ënnerbreet.

Dëse Projet de loi ass an der Spezialkommissioun „Tripartite", déi de 25. Oktober vun dësem Joer fir d'alleréischt zesummekomm ass, ënnert der Leedung vum Michel Wolter, diskutéiert an analyséiert ginn. An där Sitzung vum 25. Oktober goufen den honorabelen Här Romain Schneider an ech selwer als Rapporteur vun dësem Projet genannt.

De Gesetzentworf ass vun de Beruffschamberen a vum Statsrot relativ schnell aviséiert ginn. Eng Beruffschamber huet et och scho fäerdeg bruecht, vum 18., wou den Dépôt war, bis den 28. hiren Avis erauszebréngen. Do gesäit ee wéi séier déi kënne schaffen.

(Interruption)

Vun dëser Plaz aus e ganz grousse Merci un d'Beruffschamberen an un de Statsrot. Et war bestëmmt net einfach, esou schnell en esou komplexe Projet ze aviséieren.

E weidere Merci all deenen, déi mat hirer konstruktiver Kritik an Diskussiounsfreed, an awer och hirer aktiver Mataarbecht dozou bäigedroen hunn, datt de Romain Schneider an ech dëse Projet de loi haut kënne virstellen. Ech denken do un d'Membere vun der Spezialkommissioun. E grousse Merci un all déi Beamten an de Ministèren, un de Sekretär vun der Spezialkommissioun an all d'Mataarbechter aus de Fraktiounen, ouni déi dëst net méiglech gewiescht wier.

D'Kommissioun huet zéng Mol getagt, fir iwwert déi verschidde Voleten a Presenz vun den zoustännege Ministeren ze schwätzen, d'Avisë vun de Beruffschamberen a vum Conseil d'État ze analyséieren, den initialen Text ze amendéieren an de schréftleche Rapport mam koordinéierten Text vum Projet unzehuelen.

Wat déi parlamentaresch Amendementer uginn, wëll ech preziséieren, dass zwou Serië vun Amendementer vun der Spezialkommissioun ugeholl goufen. Déi éischt Serie vun Amendementer, déi vum 20. November, sinn adoptéiert ginn iert d'Kommissioun d'Avisë vun de Beruffschamberen analyséiert huet, an dëst fir dem Statsrot ze erlaben, d'Amendementer direkt ze aviséieren am Kader vu sengem éischten, méi generellen Avis.

De 4. Dezember ass eng zweet Serie vun Amendementer adoptéiert ginn, an dat opgrond vun de Bemierkungen an de Suggestioune vum Statsrot. An dëser Sitzung ass och den Avant-projet vun engem groussherzogleche Reglement iwwert d'Konventioun, déi tëschent der ADEM an den Demandeurs d'emploi ofgeschloss soll ginn, virgestallt ginn. Ech kommen op dëse Punkt spéider zréck.

Här President, et ass prioritär d'Situatioun um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart, déi et géllt nees hierzestellen. An dëst besonnesch ënnert dem Aspekt, datt ëmmer méi Leit riskéieren an de Chômage structurel eranzerutschen. D'Haapterausfuerderung vun der aktueller Aarbechtspolitik ass et, d'Beschäftegungschancë vun deene Leit, déi keng Aarbecht hunn, ze erhéijen, andeems een hinnen déi néideg Kompetenzen a Qualifikatioune vermëttelt, fir sech kënnen um Aarbechtsmaart ze behaapten, souwéi d'Betriber unzereegen, op déi einheimesch oder lokal Aarbechtskraaft zréckzegräifen.

D'Situatioun vun eisem Aarbechtsmaart ass atypesch. Dëst ass näischt Neies. Zënter Jore stellt ee fest, datt e groussen Deel, wann net souguer dee gréissten Deel vun deenen neien Aarbechtsplazen, déi geschaf ginn, vu Frontaliere besat ginn. 65% vun deenen 11.492 Aarbechtsplazen, déi tëschent dem 1. Januar 2005 an dem 1. Januar 2006 nei entstane sinn, kommen de Frontalieren zegutt, an dëst haaptsächlech well si oft besser qualifizéiert si respektiv hir Qualifikatioune besser deenen um Aarbechtsmaart entspriechen.

Dëst ass e Phenomeen, deen ee besonnesch bei deene Jonke feststelle kann. Dräi vu véier jonke Chômeuren, déi sech bei der ADEM ageschriwwen hunn, hu kee Schoulofschloss. Eng Situatioun mat tragesche Konsequenzen, wann ee weess, datt an eiser aktueller Informatiounsgesellschaft e Feeler oder e Mangel u Qualifikatioun leider oft mat sozialer Exklusioun gläichzesetzen ass. Et ass dowéinst extrem wichteg dofir ze suergen, datt déi, déi eng Aarbecht sichen, eng reell Chance kréien, sech um Aarbechtsmaart ze insséréieren oder ze réinséréieren.

Dernieft ass et wichteg an engem wirtschaftleche Kontext - gezeechent duerch Facteure wéi d'Globalisatioun an déi doraus folgend Delokalisatiounen, Fusiounen a Restrukturatioune vu Betriber - der Politik vum „maintien dans l'emploi" eng wesentlech Plaz ze verschafen.

De virleiende Gesetzesprojet gräift souwuel um Niveau vun de Moossname géint de Chômage wéi um Niveau vun der Aarbechtsplazofsécherung an. En dréit esou deenen neien Erausfuerderunge vun der Aarbechtspolitik Rechnung a spigelt iwwerdeems d'Evolutioun an d'Approche vun der Aarbechtslosegkeet erëm. E reit sech an eng Wull vu Gesetzer an, déi zënter méi wéi 30 Joer gestëmmt gi mam Objet, d'Moossnamen an d'Instrumenter andauernd un de wirtschaftlechen a soziale Kontext unzepassen.

Ech wäert net hei all Gesetz, dat zënter 1970 gestëmmt ginn ass, respektiv all Moossnam, déi geholl gouf, opzielen, mä ech verweisen do op de schréftleche Bericht, wou mer e Bilan gemaach hu vun all deene Mesuren, déi zënter 1977 bis haut an deem Volet geholl gi sinn. Et wieren der vill, wat beweist, datt d'Politik hirer Verantwortung nokënnt, andeems der Aarbechtslosenentwécklung net einfach nogekuckt gëtt. Mir hunn en exzellente legislative Kader, deen et heescht op deem engen oder anere Punkt ze verbesseren. Dat ass och d'Zil vum virleiende Projet.

Et geet awer net duer e gudde gesetzleche Kader ze schafen. All Nobesserung respektiv all Verbesserunge bréngen net vill, wann déi betraffen Akteuren déi nei legislativ Moossnamen net an d'Praxis ëmsetzen. An dat ass eppes wat mer och schonn déi Jore virdru festgestallt hunn, datt mer zwar legislativ Moossnamen hunn, mä datt oft déi betraffe Leit, sief et individuell oder d'Betriber, net wëssen op wat fir eng Hëllefe si zréckgräife kënnen.

Der ADEM wäert an Zukunft eng méi grouss an eng méi spezialiséiert Aufgab zoukommen. Den Aarbechtsminister huet sech an der Kommissioun engagéiert, fir d'Mëttele vun der ADEM esou ze erhéijen, datt d'ADEM hiren neien Aufgaben och gewuess wäert sinn. Momentan recrutéiert d'ADEM massiv. Dat ass och gutt, mä mat enger Personalopstockung eleng ass de Problem nach net geléist. Eng grondleeënd Reform vun der ADEM, a méi spezifesch vun deene verschiddene Servicer, vum Service Emploi des jeunes a vum Service Formation, drängt sech op. Dëst soll esou schnell wéi méiglech ëmgesat ginn.

D'Responsabilitéit läit awer net nëmmen eleng beim Aarbechtsminister. De Wirtschafts- an de Mëttelstandsminister musse sech an Zukunft méi an der Sensibiliséierung vun den Employeuren implizéieren, fir datt d'Betriber méi systematesch op déi bestehend aarbechtspolitesch Instrumenter och zréckgräifen. D'Situatioun um Aarbechtsmaart wäert sech eréischt da verbesseren, wann d'Betriber reell Stage- an Aarbechtsperspektiven ubidden, well all dat anert, dann huet och d'Gesetz kee Wäert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzesprojet gesäit eng Interventioun op verschiddenen Niveaue vir, an zwar souwuel um Niveau vum Dispositif «maintien dans l'emploi» wéi och um Niveau vun den Dispositiounen iwwert de Chômage oder d'Beschäftegungsmoossname fir déi Jonk.

Wat den «maintien dans l'emploi» ugeet, setzt de virleienden Text op eng Optimiséierung vun de bestehenden Instrumenter, déi net oft genuch oder net adequat agesat ginn, obscho se zum Deel d'Aarbechtslosegkeet verhënnere kéinten.

De virleienden Text verfollegt en ambitiéist Zil: d'Konsequenze vun enger schwiereger ökonomescher Situatioun fir de Betrib besser virauszegesinn an an de Gréff ze kréien. Dëst Zil entsprécht souwuel der Approche vun der Tripartite wéi och där vum Koalitiounsaccord vun 2004.

Déi zwou wichtegst Innovatiounen an dësem Kontext sinn:

Éischtens, d'Zentraliséierung vun all deenen Informatiounen iwwert d'Entloossunge wirtschaftlecher Natur an den Hänn vum Comité de Conjoncture, deen iwwregens all Mount e Relevé vu sämtlechen ökonomeschen Entloossungen opstelle wäert. Fir kënnen d'Konsequenze vun enger finanzieller oder ökonomescher Sakgaass virauszegesinn, bräicht een als Alleréischt de Feedback vun dëse Schwieregkeeten. Dat wäert an Zukunft de Fall sinn, vu datt de virleiende Gesetzentworf eng obligatoresch Notifikatioun fir ökonomesch Entloossunge virgesäit, wann am Betrib, wou méi wéi 15 Salariéë schaffen, entlooss gëtt.

Zweetens, d'Asetze vun engem «plan de maintien dans l'emploi» als Alternativ zum «plan social» an zum Chômage. Et muss mat alle Mëttele verhënnert ginn, datt Leit, déi entlooss ginn, an de Chômage falen. De Comité de Conjoncture soll dowéinst d'Méiglechkeet kréien, zu all Moment, a spéitstens wann eng gewëssen Zuel vu Salariéë während enger bestëmmtener Zäitspann entlooss gi sinn, d'Sozialpartner opzefuerderen, mam Betrib en «plan de maintien dans l'emploi» auszeschaffen.

Am Kader vun den Diskussiounen iwwert dëse Plang soll ënner anerem gekuckt ginn, ob d'Entloossungen noutwendeg sinn oder ob net d'Méiglechkeet besteet, fir déi betraffe Salariéen hallef Deeg ze beschäftegen oder si intern respektiv extern ze reklasséieren. Fir datt d'Betriber op dëst Instrument och zréckgräifen, gesäit de Projet de loi verschidde finanziell Ureizer vir. Ausserdeem ass virgesinn, datt am Fall wou en «plan social» négociéiert gëtt, ouni datt virdrun en «plan de maintien dans l'emploi» ausgehandelt a vum Minister homologéiert ginn ass, d'Diskussiounen zum «plan social» noutgedrongen déi Sujeten traitéieren, déi normalerweis am Kader vun engem «plan de maintien dans l'emploi» diskutéiert ginn.

D'Initiativ, en «plan de maintien dans l'emploi» auszehandelen, gehéiert awer net nëmmen dem Comité de Conjoncture, mä och de Sozialpartner, déi zu all Moment esou e Plang kënnen ausschaffen, wa si der Meenung sinn, datt de Betrib a finanzielle Schwieregkeete stécht.

Wat dëse Volet hei ugeet, kann een ervirsträichen, datt d'Beruffschamberen aner Positioune verdeedegen, jee nodeem ob et sech ëm d'Beruffschambere vun der Salariats- oder Patronatssäit handelt. Fir déi eng geet de virleiende Projet net wäit genuch a kéint méi en obligatoresche Charakter hunn. Dëst ass beispillsweis d'Positioun vun der Privatbeamtechamber, déi bedauert, datt d'Notifikatiounsprozedur vun den Entloossunge wirtschaftlecher Natur nëmme fir Betriber iwwer 15 Salariéë gëlle soll. An hiren Ae ginn heimat d'Salariéen aus klenge Betriber benodeelegt, well se net an de Genoss vun dësem schützende Mechanismus, deen d'Notifikatioun duerstellt, kommen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir déi aner Beruffschamberen, déi d'Positioun vum Patronat verdeedegen, schränkt de virleiende Projet de Spillraum vun de Betriber vill ze vill an. Si kritiséiere virun allem de Fait, datt de Projet zousätzlech Prozedure virgesäit, déi fir si - an notamment d'Chambre des Métiers seet dat - kaum vun Notze wären. Viséiert ass hei virun allem den «plan de maintien dans l'emploi».

Am Kader vun der Tripartite gouf versicht, d'Positioune säitens de Gewerkschaften an dem Patronat mateneen ze verbannen, wat net richteg gelongen ass, well d'Positioune vun deenen zwee vill ze wäit ausernee louchen. De virleiende Gesetzentworf stellt souzesoen eng Approche intermédiaire duer. Vu datt een net kann an engem wirtschaftleche Kontext, deen duerch d'Globaliséierung gekennzeechent ass, Restrukturatioune vermeiden, ass et immens wichteg, d'Evénementer ze anticipéieren an domat kollektiv Entloossungen esou wäit wéi méiglech ze vermeiden. Et ass ëmmerhi besser, en «plan de maintien dans l'emploi» ze négociéiere wéi en «plan social».

Den Dispositif, deen de virleienden Text op d'Bee stellt, ass flexibel an zur gläicher Zäit op engem gewëssene Grad zwéngend. Den Text gesäit net vir, wéi d'Négociatioune gehandhaabt solle ginn. Dës Négociatioune mussen iwwregens net ipso facto zu engem Accord féieren. Op där anerer Säit ass et awer och esou, datt, falls keen Accord zustane kënnt, den Employeur am Kader vun engem «plan social» eng Rei vu finanziellen Hëllefen net méi accordéiert wäert kréien. Et ass also schonn am Intérêt vum Employeur, iwwert de Wee vun engem «plan de maintien dans l'emploi» ze fueren, wann d'Situatioun et verlaangt.

Nach eng Remarque wat de Comité de Conjoncture ugeet. A sengem Avis vum 28. November 2006 huet de Statsrot d'Fro no enger Reform vun dësem Organ opgeworf. D'Spezialkommissioun ass der Meenung, datt esou eng Reform net vu Muttwëll ass. Speziell d'Kompositioun vun dësem Organ ass ze iwwerdenken. Fir komplett ze sinn, muss een dobäi soen, datt den Aarbechtsminister der Meenung ass, et kéint een de Comité de Conjoncture am Kader vun engem Reglement enger Reform ënnerzéien.

Et ass virgesinn, d'Struktur vum Office national de conciliation ze applizéieren, wat d'Kompositioun ubelaangt. An Zukunft sollen déi dräi grouss Gruppen de Comité zesummesetzen, an zwar de Grupp vun der Regierung, dee vum Patronat an deen, deen d'Salariat vertrëtt.

Um Niveau vum Dispositif vum «maintien dans l'emploi» kann een nach ervirsträichen, datt bestëmmten Texter, wéi zum Beispill deen iwwert d'Préretraite oder deen iwwert de Chômage partiel oder involontaire, adaptéiert ginn, fir datt och si déi nei Philosophie vum «maintien dans l'emploi» erëmginn. Ech komme spéider kuerz op dëse Punkt zréck.

Um Niveau vun der Gesetzgebung iwwert de Chômage setzt de virleiende Projet de loi en Akzent op déi schnellstméiglech Aktivéierung respektiv Reaktivéierung vun den Demandeurs d'emploi. E féiert déi sougenannten «convention d'activation individualisée» an, déi tëschent der ADEM an dem Demandeur d'emploi ënnerschriwwe gëtt. Dës Konventioun spillt eng zentral Roll am neien Dispositif vun de Moossnamen. Si ass souzesoen den A an den O vun deene Reformen, déi virgesi sinn. Well se op déi individuell Besoinë vun den Demandeurs d'emploi ausgeriicht ass, gehéiert dës Konventioun zweifellos zu deene Moossnamen, déi d'Integratioun respektiv d'Reintegratioun vun den Demandeurs d'emploi op den Aarbechtsmaart wäerten esou schnell wéi méiglech förderen.

D'Obligatiounen an d'Rechter, souwuel vun der ADEM wéi och vum Demandeur d'em-

ploi, ginn am Kader vun dëser Konventioun definéiert. Den Inhalt wäert iwwert de Wee vun engem groussherzogleche Reglement preziséiert ginn. Wéi ech dat schonn am Ufank vu menger Ried ugedeit hunn, ass déi éischt Ébauche vun dësem Reglement vum Aarbechtsminister François Biltgen an der Spezialkommissioun virgestallt ginn.

Esou eng Konventioun soll ënner anerem d'Informatiounen iwwert de Schoulgang oder déi berufflech Formatioun an Experienz vun där betraffener Persoun enthalen. Si soll och iwwert déi aktuell Situatioun vum Demandeur d'emploi Auskunft ginn a genee festleeën, wat d'Virstellunge vum Demandeur d'emploi sinn. Doriwwer eraus soll dës Konventioun och d'Recommandatioune vun der ADEM iwwert d'Moossnamen, déi ze huele wären, enthalen, wéi och iwwert déi verschidden Hëllefen informéieren, déi d'ADEM bereet ass ze accordéieren.

De Gesetzesprojet, deen haut diskutéiert gëtt, setzt ganz besonnesch en Akzent op d'Aktivatioun vun deene Jonken. Dat sougenannte PAN-Gesetz vun 1999 huet verschidden Instrumenter agefouert mam Zil, d'Beschäftegungsfäegkeet vun de jonken Demandeurs d'emploi ze verbesseren. Dräi Beschäftegungsmoossnamen huet dëst Gesetz agefouert: den CAT am privaten an am öffentleche Secteur an de Stage d'insertion fir d'Privatbetriber.

D'Wierksamkeet vu verschiddene Moossnamen ass zënter enger rezenter Etüd vum Ceps a Fro gestallt. Dës Etüd weist, datt, wann de Stage d'insertion funktionéiert, ronn 70% vun deene Jonken, déi an de Genoss vun esou engem Stage komm sinn, och eng fest Plaz fonnt hunn. Wat den CAT ugeet, esou gesäit d'Saach e bëssen anescht aus. Virun allem den CAT am öffentleche Secteur ass ganz oft an der Praxis vu senger Finalitéit ofbruecht ginn, ënner anerem fir d'Aschränkunge vum budgetären Numerus clausus ze ëmgoen. En huet och oft falsch Hoffnunge bei deene betraffene Jonken an hiren Elteren ervirgeruff, déi gemengt hunn, elo wären hir Kanner respektiv si selwer definitiv beim Stat agestallt.

Op Basis vun der Etüd vum Ceps ass décidéiert ginn, de Stage d'insertion auszeschaffen, mam Zil, en ze optimiséieren, an den CAT duerch en anert, méi effizient Instrument ze ersetzen, dat méi d'Finalitéit vun der Moossnam zur Geltung bréngt.

De Stage d'insertion gëtt duerch den CIE ersat, den «contrat d'initiation à l'emploi», dee fir de private Secteur bestëmmt ass, während den CAE, den «contrat d'appui-emploi», den CAT am öffentleche Secteur ersetzt.

Et handelt sech ëm zwee ganz verschidden Instrumenter, déi zwee ganz verschidden Ziler verfollegen. Während den CAE op eng Verbesserung vun der Beschäftegungsfäegkeet vun de jonken Demandeurs d'emploi ziilt an hinnen doweinst d'Méiglechkeet gëtt, éischt Beruffserfahrung ze sammelen, strieft den CIE op d'Integratioun vun den Demandeurs d'emploi a Richtung vun enger definitiver Astellung hin.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et bleift, datt déi initial Formatioun an der Schoul nach ëmmer déi ass, déi bei Wäitem deene jonke Mënschen et erlaabt, sech um Aarbechtsmaart ze behaapten. D'Erzéiungsministesch muss hei ganz kloer Prioritéite setzen an Alternativen zum aktuelle System sichen, wou all Kand, all Jugendlechen d'Chance kritt, seng Fäegkeeten ze entwéckelen, déi och spéiderhin um Aarbechtsmaart Uwand fannen.

Ee Punkt, deen een nach an dësem Kontext ervirsträiche kann, ass d'Aféierung vun engem Formatiounsplang am Kader vum CIE. Dëse Plang steet souzesoe fir d'Effizienz vun dësem Instrument, dat iwwert de Wee vun engem groussherzogleche Reglement preziséiert wäert ginn. Den CAE gëtt fir minimal dräi a maximal néng Méint ënnerschriwwen, während den CIE am Prinzip fir zwielef Méint ofgeschloss gëtt, woubäi Verlängerunge méiglech sinn. Dës differenzéiert Behandlung berout op de Fait, datt d'Finalitéit vun dësen Instrumenter net déiselwecht ass.

Et sinn och déi verschidden Objektiver vun dëse Moossnamen, déi erklären, datt d'Aarbechtsdauer am Kader vum CAE nëmmen 32 Stonnen d'Woch bedréit an déi aner aacht Stonne vun de Jonke solle genotzt ginn, fir eng Formatioun matzemaachen oder fir sech op aner Plaze virstellen ze goen.

De virleienden Text ënnersträicht a béide Fäll, also souwuel am Kader vum CAE wéi och vum CIE, déi wichteg Roll, déi dem Tuteur, deen dee Jonke begleet an encadréiert, zousteet.

Wat d'Rémunératioun ugeet, kréien d'Bénéficiairë vum CAE a vun engem CIE 80% vum soziale Mindestloun, déi engem net qualifizéierten Aarbechter zegutt stinn. Am Kader vum CIE kann nach eng Prime ausbezuelt ginn, mä déi ass à discrétion vum Employeur. Just awer fir ze soen: Am Bankesecteur ginn do Zommen ausbezuelt vun 2.700 Euro, wou dee Complément vun de Betriber dropgeluecht gëtt.

Här President, d'Reformen am Beräich vun de Beschäftegungsmoossname fir déi Jonk hunn an deene leschte Woche fir vill Diskussiounsstoff gesuergt. Diskutéieren a Kritik übe kann engersäits konstruktiv sinn, mä dat setzt allerdéngs eng gewëssen intellektuell Éierlechkeet viraus.

Ech erënneren Iech drun, datt d'Reformen um Niveau vun de Beschäftegungsmoossname fir déi Jonk am Ufank am Projet de loi 5501 integréiert waren. E Projet, dee virun der Summervakanz ofgestëmmt gouf. Deemools huet d'Regierung mam Accord vun der Chamber décidéiert, dëse Volet aus dem Projet 5501 erauszehuelen, well nach deen een oder deen anere Punkt am Kader vun der Tripartite diskutéiert gouf.

Wéi de Gesetzesprojet 5501 deponéiert an an der Aarbechtskommissioun virgestallt an examinéiert gouf, huet keen - net een! -, an dat ass nozeliesen an de Procès-verbalen, den Text kritiséiert. Au contraire, den Text krut eng breet Zoustëmmung. E puer Méint méi spéit soll dat, wat nach am Juni gutt war, op eemol net méi gutt sinn. Ech stelle mir op alle Fall heira vill Froen.

Ausserdeem, wéi kann ee Moossnamen, déi zum Zil hunn, jonke Leit d'Chance ze ginn, sech um Aarbechtsmaart, um regulären Aarbechtsmaart ze integréieren, als eng Détérioration inadmissible vun hirer Situatioun gesinn?

Wann ech aus der Schoul kommen a mech bei der ADEM aschreiwen, déi sech verflicht mir eng Aarbecht ze vermëttele respektiv mir unhand vu mengem Profil eng Beschäftegungsmoossnam unzebidden, wou ech d'Méiglechkeet kréien, éischt Erfahrungen ze sammelen an niewebäi eppes ze verdéngen, ass dat a mengen Aen nach ëmmer besser wéi mech anzeschreiwen an eréischt no 56 Wochen de Chômage ze kréien, deen no aktueller Législatioun 70% vum Salaire social minimum ausmécht. Dräi Méint ass fir mech nach ëmmer manner wéi sechs. An 80% si fir mech nach ëmmer méi wéi 70. Dat hunn ech op alle Fall esou an der Schoul geléiert.

(Interruption et hilarité)

Ech wollt och hei d'Geleeënheet notzen, fir kloerzestellen...

(Interruption)

Gelift? Do war d'Schoul nach staark.

(Hilarité)

Une voix.- Da war et net fir näischt!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat ass de Beweis, datt Dir an der Schoul waart!

M. Marc Spautz *(CSV), corapporteur.*- Gesitt Der, Här Jaerling. Merci!

(Interruption)

Oh, Här Bettel, mir féieren déi Debatt hei net iwwert d'Educatiounsfro!

(Interruptions diverses)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt och hei d'Geleeënheet notzen, fir kloerzestellen, wat ech emol an der Press gelies hunn. Dee Jonken, deen aus der Schoul kënnt oder mat der Schoul ophält, fënnt net ipso facto eng Beschäftegungsmoossnam.

D'ADEM huet d'Obligatioun, wann et net méiglech war deem Jonke vun Ufank un eng fest Plaz ze vermëttelen, him eng Moossnam dräi Méint no senger Aschreiwung unzebidden. Dat zielt iwwregens fir all Demandeur d'emploi, just bei deenen eeleren ass et spéitstens no sechs Méint.

Wa mir scho bei de Kritike sinn, zwee weider Punkten hu fir vill Wirbel gesuergt: an zwar d'Aféierung vun enger Karenzzäit vu sechs Méint an d'Ofschafung vum Chômage fir déi Jonk.

D'Membere vun der Spezialkommissioun hu sech an hirer Majoritéit mat där Philosophie, op där déi aktuell Projete baséieren, d'accord erkläert. D'Philosophie däerf awer weder zu neie Sozialfäll nach zu enger Benodeelegung vun deene Leit féieren, déi sech all Méi ginn, fir eng Aarbechtsplaz ze fannen.

Aus dëse Grënn huet d'Spezialkommissioun éischtens décidéiert, de Chômageregime vun deene Jonken iwwert de Wee vun Amendementer nees ze rétabléieren. Si sollen, wéi dat och elo schonn de Fall ass, no 26 Woche Recht op Chômage hunn. Et ass awer ganz kloer a virun allem kohärent mat der Philosophie vum virleiende Projet de loi, dass d'Ausbezuele vun de Chômage-Indemnitéiten an dësem Fall an Zukunft d'Ausnahm soll duerstellen, mä prioritär ass et esou, dass si eng Convention individualisée kréien.

Zweetens ass d'Karenzzäit, déi den initiale Projet virgesinn hat, supprimiéiert. Nom initialen Text konnt de Bénéficiaire vun enger Beschäftegungsmoossnam eréischt no enger Karenzzäit vu sechs Méint eng Chômage-Indemnitéit ausbezuelt kréien.

No laangen Diskussiounen huet sech eng majoritär Approche erausgeschielt, déi fir eng differenzéiert Handhabung plädéiert. Et soll fir all Fall eenzel gekuckt ginn, firwat d'Insertioun oder d'Réinsertioun net geklappt huet. Am Fall, wou den Demandeur d'emploi senge Verflichtungen net géif nokommen, sollen déi allgemeng Sanktiounen ugewannt ginn.

Den initialen Text ass nach op e puer weidere Punkte vun der Spezialkommissioun amendéiert ginn. Ouni wëllen hei aus zäitleche Grënn op den Detail vun allen Amendementer anzegoen, ass et awer wichteg op deen een oder aneren Amendement zréckzekommen.

Esou huet d'Spezialkommissioun zum Beispill beschloss, datt den Dispositif iwwert de Chômage eréischt méi spéit, also fir méi genau ze sinn den 1. Juli 2007, a Kraaft soll trieden. Dësen Amendement, deen iwwregens mam Averständnis vun der Regierung ugeholl ginn ass, soll der ADEM et erlaben intern Moossnamen ze ergräifen, fir datt se och capabel ass, hiren neien Aufgabe gerecht ze ginn. D'Regierung huet sech an där Kommissioun verflicht, der ADEM déi néideg materiell a personell Moyenë bis spéitstens den 1. Juli 2007 zur Verfügung ze stellen.

D'Spezialkommissioun huet och décidéiert, den Artikel 5, fréieren Artikel 6, dee sech op de steierlechen Dispositif bezitt, ze amendéieren. An hirer initialer Form huet dës Dispositioun virgesinn, den Artikel 115-9 an 115-10 L.I.R. ëmzeänneren.

Den Artikel 115-9 betrëfft d'Exonératioun vu verschiddenen individuellen Indemnitéiten, déi engem Salarié ausbezuelt ginn, wéi zum Beispill d'Indemnité de départ, während den Artikel 115-10 sech mat den Exonératioune vun de kollektiven Indemnitéiten ofgëtt, wou all Kéiers de Comité de Conjoncture fir d'éischt säi Feu vert gi muss.

Den initialen Text hat virgesinn, déi, déi Recht op eng Fréirent hunn, vun der Exonératioun auszeschléissen. Vu dass dëst awer an den Ae vun der Spezialkommissioun zu enger gewësser Ongerechtegkeet géif féieren, huet d'Spezialkommissioun dës Exceptioun an enger éischter Phas via Amendement ofgeschaf.

Dësen Amendement krut keng Zoustëmmung vum Statsrot. Au contraire, en ass Géigestand vun enger Opposition formelle ginn. Fir dëser Opposition formelle Rechnung ze droen, huet d'Spezialkommissioun an hirer Sitzung vum 4. Dezember 2006 décidéiert, op den initialen Text zréckzekommen.

D'Texter vum Artikel 115-9 an 115-10 L.I.R. wäerten an Zukunft méi harmoniséiert ginn. D'Beträg, déi op Basis vun deenen zwee Texter kënnen ofgesat sinn, sinn uniformiséiert. Et kënne maximal zwielefmol de soziale Mindestloun, also ronn 18.000 Euro, dee bei enger onqualifizéierter Aarbecht ausbezuelt gëtt, ofgesat ginn.

Dee virleienden Text preziséiert méi genee a wat fir enger Hypothees eng Exonératioun méiglech ass. Domat wäerten an Zukunft eng ganz Rei vun Abusë verhënnert ginn. Ech denken do virun allem iwwer iwwerdriwwen „golden handshakes".

Kolleeginnen a Kolleegen, den Text vun der Regierung hat och virgesinn, den Artikel 26 vum Gesetz vum 4. September 1990 iwwert d'Reform vum Enseignement secondaire technique an der Formation professionnelle continue ze änneren. D'Alterskonditioun sollt adaptéiert ginn. Nom initialen Text sollt den Apprentissage des adultes nëmme fir Erwuessener iwwer 23 Joer a Fro kommen. Déi Jonk sollten iwwert den Apprentissage initial déi néideg Formatioun kréien.

Ausnahme ware virgesinn. Leit, déi manner wéi 23 Joer al waren, déi awer mindestens zënter 25 Méint net méi an der Schoul ageschriwwen an déi mindestens zënter 25 Méint als Salarié sozialverséchert waren, konnten un esou enger Formatioun deelhuelen. D'Iddi war ze verhënneren, datt déi Jonk sech direkt an d'Formatioun fir Erwuessener géifen aschreiwen, ouni fir d'éischt iwwert d'initial Formatioun ze fueren.

Or, déi zwou Formatiounen hunn awer ganz aner Zweckbestëmmungen. D'Formatioun fir Erwuessener soll Leit, déi scho geschafft hunn, d'Méiglechkeet ginn, sech zum Beispill professionell ze réorientéieren, während déi initial Formatioun geduecht ass, fir deene Jonken, déi aus der Schoul kommen, eng Formatioun mat op de Wee ze ginn, déi hir Insertioun um Aarbechtsmaart vereinfache soll.

D'Spezialkommissioun huet als alleréischt dës Dispositioun bäibehalen, mä den Text liicht ëmgeännert respektiv preziséiert, fir all Ongewëssheet ze vermeiden. Opgrond vun deene ville Jonken, déi ouni Ofschloss d'Schoul verloossen, vertrëtt d'Spezialkommissioun d'Meenung, datt ee misst all Moossnam ënnerstëtzen, déi zum Zil huet, déi jonk Leit an déi initial Formatioun ze drainéieren.

De Statsrot huet dës Dispositioun schaarf kritiséiert. Hie vertrëtt d'Meenung, dass dës Dispositioun éischter an de Kader vum Projet iwwert d'Formation professionnelle soll stoe kommen. Doriwwer eraus huet hien och eng Opposition formelle formuléiert, wat d'Méiglechkeet ugeet, d'Ausnahmen iwwert de groussherzogleche Reglement festzesetzen. A senger initialer Fassung hält de virleienden Text den Ausnahmeprinzip fest, verweist awer fir den Detail op e Règlement grand-ducal.

Aus zäitleche Grënn, fir d'Ofstëmmung zum virleienden Text net ze verzögeren, huet d'Spezialkommissioun sech dofir entscheet, den initialen Artikel 26 aus dem Text vum Projet erauszehuelen. Dës Entscheedung berout och op der Deklaratioun vum Aarbechtsminister, datt den Educatiounsministère dës Approche deelt.

Et ass och festgehale ginn, datt den initialen Artikel 26 ënner enger modifizéierter Form an engem vun deenen zwee Projeten iwwert d'Formation professionnelle, déi momentan virun der Erzéiungskommissioun unhängeg sinn, integréiert soll ginn.

Nach eng kleng Bemierkung, wat d'Approche légistique vum Text ugeet. Nom initiale Gesetzesprojet sollt den Titre 1er vum Livre V vum Code du Travail duerch en neit Kapitel 1 ergänzt ginn. A sengem Avis vum 28. November opposéiert sech de Statsrot formal dëser Approche, déi a sengen Aen net kompatibel mat der ganzer Konstruktioun vum Code du Travail ass. De Statsrot huet suggeréiert, d'Dispositioun vum initialen Artikel 2 nom Artikel L. 512-14 vum Code du Travail an engem neie Kapitel 3 ze integréieren. D'Spezialkommissioun war mat den Iwwerleeunge vum Statsrot averstanen an huet seng Suggestion légistique iwwerholl.

Här President, erlaabt mer nach kuerz op deen een oder aneren Artikel vum virleiende Gesetzestext anzegoen an och déi aner Modifikatioune kuerz ze beliichten, déi Objet vum virleienden Text sinn. Den Artikel 1 betrëfft d'Zentralisatioun vun den Informatiounen iwwert d'Entloossungen ökonomescher Natur, während den Artikel 2 de Plan de maintien dans l'emploi aféiert.

Wéi ech scho virdrun erkläert hunn, huet ënner anerem de Comité de Conjoncture d'Méiglechkeet d'Sozialpartner opzefuerderen e Plan de maintien dans l'emploi ze verhandelen. Fir dës Entscheedung kënnen ze treffen, soll de Comité säi Sekretariat opfuerdere kënnen déi finanziell oder ökonomesch Situatioun vum Betrib ze ënnersichen. D'Sekretariat kann op extern Experten zréckgräifen. D'Spezialkommissioun ass hei net op de Wee gaang, dee vum Statsrot suggeréiert gouf, fir nëmmen agréiert Expertscomptables mat där Analys ze befaassen. Dat géif de Choix vill ze vill limitéieren.

Wéi ech ebenfalls scho virdru gesot hunn, sollen am Kader vun der Négociatioun zum Plan de maintien dans l'emploi eng Rei vun de Froen diskutéiert ginn. D'Diskussioune sollen och wa méiglech déi entloosse Salariéë mat abezéien. Et handelt sech hei ëm eng Méiglechkeet an net ëm eng Verflichtung, wéi am Kader vum initialen Text, deen op Suggestioun vum Statsrot hin amendéiert gouf.

Den Artikel 3 bezitt sech op d'Dispositioun vum Code du Travail iwwert de Prêt temporaire de main-d'oeuvre. Den Artikel 4 betrëfft d'Préretraite. Wat d'Préretraite ugeet, gesäit de virleiende Gesetzesentworf eng nei Marge fir d'Participatioun vum Employeur

vir. Bis elo ass et esou, datt den Employeur sech bis maximal zu 50% am Kader vun der Préretraite konnt bedeelegen. Nom virleienden Text läit dës Participatioun tëschent 30 a 75%. Dës Participatioun ka manner wéi 30% bedroen, awer nëmmen am Kader vun engem Plan de maintien dans l'emploi.

Den Artikel 7, dee sech op de Chômage partiel bezitt, gesäit eng nei Opdeelung vun der Prise en charge vun der Indemnité compensatoire vir. Nom virleienden Text iwwerhëlt den Employeur d'Entschiedegung fir déi éischt 16 Stonnen. Bis elo war et 50 zu 50: aacht Stonne fir de Salarié an aacht Stonne fir de Patron.

Déiselwecht Léisung ass am Kader vum Chômage involontaire en cas d'intempéries fonnt ginn. Et ass och komesch - et steet expressis verbis esou am Accord vun der Tripartite -, datt awer Leit, déi Partner waren an der Tripartite, dat duerno an hiren Avisë contestéiert hunn, virun allem, wat de Chômage en cas d'intempéries ubelaangt. Et ass scho komesch, wann een esou eppes ganz kloer an dem Accord stoen huet, an duerno kritiséiert een dat Ganzt.

De Gesetzesprojet 5611 komplettéiert och d'Dispositioune vum Code du Travail, déi sech op d'Käschte bezéien, déi vum Fonds pour l'Emploi iwwerholl ginn. Dëse soll an Zukunft all d'Käschten, déi am Zesummenhang mat der Kollaboratioun tëschent der ADEM an dem Interimssecteur stinn, iwwerhuelen. De Fonds pour l'Emploi soll och d'Fraisë vun de Moossnamen, déi am Kader vun engem Plan de maintien dans l'emploi négociéiert gi sinn, droen.

Wat d'Législatioun vum Chômage ugeet, ginn d'Konditiounen, fir kënnen an de Genoss vum Chômage ze kommen, preziséiert. Nom Artikel 12, deen den Artikel L. 521-3 vum Code du Travail ännert, muss een, fir kënne Chômageindemnitéiten ausbezuelt ze kréien, am Moment vun der Entloossung respektiv déi lescht sechs Méint virun der Expiratioun vum CDD zu Lëtzebuerg wunnen. Et wëllt een domat verhënneren, datt Leit sech extra zu Lëtzebuerg kuerz éier se entlooss ginn oder während dem Préavis mellen, fir vun eisem méi generéisen Endschiedegungsmodell profitéieren ze kënnen. Et war der Spezialkommissioun wichteg dës Dispositioun bäizebehalen. D'Stagekonditioune ginn am Kader vum Artikel 13 méi kloer - nämlech ganz kloer - definéiert.

Den Artikel 15 féiert d'Convention d'activation individualisée an. Et ass wichteg drop hinzeweisen, datt dëst Instrument flexibel bleift a sech speziell un d'Besoine vun deene verschiddenen Demandeurs d'emploi riichte soll.

Den Artikel 17 preziséiert, datt den Demandeur d'emploi, dee senge Verflichtungen am Kader vun der Convention d'activation net nokënnt, säi Recht op d'Ausbezuele vum Chômage verléiert, an dëst entweder definitiv oder fir eng gewëssen Zäitdauer. D'Spezialkommissioun huet hei e méi nuancéierten Text, wéi deen, deen dem Statsrot virgeschloe gouf, zréckbehalen.

Déi Zäit, déi een an Orientéierungs- oder an Initiatiounscoursë verbréngt, soll an Zukunft net méi mat den Inscriptiounsperiode bei der ADEM gläichgestallt ginn. Et soll doweinst net an der Berechnung vum Chômage zielen. Dëst gëllt awer net fir Formatiounen, déi am Kader vum CNFPC mat enger Konventioun mam Aarbechtsministère ugebuede ginn.

De virleienden Text adaptéiert och d'Législatioun iwwert d'ADEM. D'Sanktiounsméiglechkeet vun der ADEM gëtt verstäerkt. D'Dossiere vun den Demandeurs d'emploi non indemnisés kënne bis zu sechs Méint suspendéiert ginn. Elo ass déi maximal Suspensiounsdauer zwee Méint. Et gëllt hei e gewëssene Parallellismus tëschent dem Demandeur d'emploi indemnisé an dem Demandeur d'emploi non indemnisé ze erhalen. Wann nämlech een, deen eng Indemnitéit kritt, bestrooft gëtt, spiert en et direkt, an deen, deen an den Dossieren nach keng Indemnitéit kritt, wann do keng Strof géif ausgeschwat ginn an e verléiert och näischt, da wär dat vläicht kontraproduktiv.

Bei de Modifikatioune kann een och nach déi, déi zum Zil hunn, d'Dispositioun iwwert d'Erlaabnes vun den Iwwerstonnen ëmzeänneren, zitéieren. Déi aktuell Erlaabnesprozedur gëtt duerch eng einfach Notification préalable ersat.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, ech hunn den Tour vun deene groussen aarbechtsrechtlechen Innovatioune vum virleiende Gesetzesprojet gemaach. Ech hunn op deen een oder deen anere méi kontroverse Punkt opmierksam gemaach. Aus zäitleche Grënn kann ech net méi an den Detail goen, mä Dir fannt alles am schréftleche Rapport, op deen ech hei nach eng Kéier wëll verweisen.

Ech wéilt meng Ried mat engem Zitat vum „Spiegel" ofschléissen, deen ech an der viregter Woch gelies hunn an dee perfekt heihi passt. An engem Artikel vum „Spiegel" stoung, datt d'Aarmut net eng Fro vu Suen, mä eng Fro vu Bedeelegung wier: Bedeelegung um gesellschaftlechen, sozialen, politeschen, kulturellen a wirtschaftleche Liewe vun engem Land, Bedeelegung um Aarbechtsmaart.

Wann ee weess, datt déi aktiv Bedeelegung vun de Matbierger vun der Fro vun der Integratioun um Niveau vum Aarbechtsmaart ofhänkt, wann ee weess - fir et emol méi krass auszedrécken -, datt een näischt ass ouni eng Aarbecht, a wann ee weess, datt d'Aarbechtslosegkeet oft den éischten Träpplek zur sozialer Ausgrenzung an zur Aarmut ass, da muss ee sech d'Fro stellen, ob mir weider op de Wee ginn, fir just de Chômage ze finanzéieren, fir just Indemnitéiten auszebezuelen an der Hoffnung, datt et dem Chômeur net allze schlecht geet, an datt besser Zäite wäerte kommen, oder ob mir wëllen zumindest probéiere jiddferengem d'Chance ze gi sech um Aarbechtsmaart ze integréieren. Tëschent enger finanzieller Indemnisatioun oder enger Aarbecht ass mir kloer, datt ech léiwer eng Aarbecht hätt. Fir mech, fir meng Kanner, fir all déi Leit dobaussen, déi keng hunn. Et ass nach ëmmer besser eng Aarbecht ze hunn, wéi vu sozialen Hëllefen ze profitéieren.

Ech géif doweinst bieden och am Numm vun der Majoritéit vun der Spezialkommissioun de virleienden Text ze stëmmen. Ech fuerderen awer d'Ministere vun der Educatioun, der Ekonomie an de Classes moyennes op zesumme mam Aarbechtsminister derfir ze suergen, datt d'Betriber och elo all déi Méiglechkeeten an Usproch huelen, déi mer geschafen hunn, well nëmmen op déi Aart a Weis ass et och méiglech, datt mer de Chômage massiv bekämpft kréien, an datt mer de Leit d'Méiglechkeet ginn och eng Beschäftegung ze kréien. Ech fuerderen d'Regierung och op no spéitstens 24 Méint e Bilan vun dëse Moossnamen, déi mer mat dësem Gesetz hei maachen, virzeleeën.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. D'Wuert huet elo den zweete Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Schneider.

M. Romain Schneider *(LSAP), co-rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt, ier ech mat mengem Rapport ufänken, e puer Mercien an och Andréck lasszeginn. En éischte Merci geet un de Marc Spautz, Corapporteur. Ech mengen, et war eng flott Zäit, déi mer zesummegeschafft hunn un dësem Projet 5611. Et war eng ganz korrekt an eng frëndschaftlech Zesummenaarbecht während deem ganze Projet. Derniewent och e Merci virun allem un de President vun der Spezialkommissioun, deen dëse schwéiere Projet de loi ganz flott geleet huet, a mat enger gudder Hand probéiert huet d'Debatten ze féieren, fir datt mer och zügeg duerch dëse Projet koumen. De Michel Wolter huet dat exzellent gemaach, an ech mengen, dat huet dës Kommissioun och virubruecht.

Et war fir mech als souzesoen neien Deputéierten eng flott Erfahrung an enger Spezialkommissioun kënne matzeschaffen. Dës flott Debatte ware sachlech vun alle Partner. Ech wollt och nach eng Kéier all Fraktioun Merci soe fir déi sachlech Debatten, déi do gefouert goufen, souwéi och fir d'Presenz vun de Ministeren, déi all Kéiers gi war, wa se hu missen do sinn. Merci awer och un d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter vun den eenzelne Fraktiounen, déi probéiert hunn an dësem Rapport, wou mer zwee Rapporteuren haten, ee Rapport ze maachen, deen och eng gewëssen Linn, e gewëssene Fuedem derduerch krut. A schlussendlech net ze vergiessen déi Sisyphusaarbecht, déi geleescht gouf vum Sekretär vun der Spezialkommissioun, dem Martin Bisenius, deen en exzellenten Zousazrapport iwwert déi eenzel Artikelen dran hat.

Här President, et gouf vill iwwert de Projet de loi 5611 geschwat a geschriwwen, a gréisstendeels goufen déi Deeler, mat deenen d'Spezialkommissioun mech als Rapporteur chargéiert huet - d'Sécurité sociale an d'Ëmwelt -, wéineg diskutéiert. Dobäi hunn dës Deeler wichteg a schwéiergewiichteg finanziell Influenzen op de Statsbudget.

De Comité tripartite huet den 28 Abrëll 2006 a sengem Avis kloer Richtungen an dësen zwee Beräicher festgesat.

Ech erlabe mer elo méi konkret op déi eenzel Moossnamen an dësem Projet anzegoen.

Éischtens, de Volet vun der Sécurité sociale. Hei goufen, kuerz gesot, verschidde Chargë vum Statsbudget op d'Pensiounskeese geluecht.

Éischtens den Transfert vun der Prise en charge vun de Babyjore souwéi de Complément différentiel hin zu de Pensiounskeesen. Wat den Transfert vun de Babyjoren ubelaangt, entraînéiert dëst eng Diminutioun vu 6,8 Milliounen Euro fir de Statsbudget 2007. An deenen nächsten zéng bis 15 Joer sinn dat ëmmerhi 25 bis 30 Milliounen Euro. Wat de Complément différentiel ubelaangt, wäert dee fir d'Joer 2007 22,2 Milliounen ausmaachen. Dës Décharge geet selbstverständlech op natierlech Aart a Weis an deenen nächste Joren zréck.

Derniewent gëtt een Drëttel Décharge vum Stat an der Adaptatioun an am Ajustement vun der Assurance accident industriel ofgeschaf. Dëst mécht fir de Budget 2007 eng Ekonomie vun 13,3 Milliounen Euro aus. Ausgeschloss aus dëser Mesure sinn d'Rentes accident fir d'Baueren. Hei iwwerhëlt weiderhin de Stat dës Chargen iwwert de Budget, fir dëse Secteur net nach méi ze belaaschten. De finanziellen Impakt ass an dësem Beräich ounidees relativ geréng. Zum Beispill fir d'Joer 2007 sinn dat 30.000 Euro.

Deen zweete grousse Volet betrëfft de Finanzement vun der Assurance dépendance. Duerch Modifikatioun vum Artikel 376 vum Code des assurances sociales gëtt proposéiert, den Taux de contribution vun 1 op 1,4% eropzesetzen, an dat ab 1. Januar 2007. Dës Mesure huet als Effet bis 2010 Reserve vun 200 Milliounen Euro unzeleeën. De Moment leien d'Reserven tëschent 60 bis 70 Milliounen. A wa mer wëssen, datt d'Prestatiounen an dësem Beräich ëmmer méi deier ginn, esou ass et gutt déi néideg Reserven elo unzeleeën, fir spéider dës Käschte kënnen ze decken.

Derniewent proposéiert den Artikel 35, d'Participatioun vum Stat um Finanzement vun der Fleegeversécherung op deen ageschriwwene Montant am Budget 2006, dat heescht 140 Milliounen Euro, anzefréieren. De Comité tripartite hat virgeschloen, de Finanzement Enn 2009 nei ze négociéieren. De Projet de loi gesäit elo vir, de Prozentsaz op 40% ze setzen, wann dësen op dem 31. Dezember 2009 ënnert dësem Pourcentage géif leien. D'Afréiere vun der Participatioun vum Stat op 2006 bedéngt all Joer eng Ekonomie vu 15 Milliounen Euro.

An der Kommissioun hu mer déi eenzel Avisen zum Volet Sécurité sociale gekuckt. Bal eenheetlech hunn déi eenzel Chamberen op d'Décisiounen aus dem Comité tripartite higewisen. Et goufe keng Amendementer an dem Deel Sécurité sociale gemaach. De Conseil d'État huet d'Mesurë fir d'Agrikultur (wéinst der Gläichbehandlung) an d'Abrogatioun vun de Babyjoren (wéinst der familljepolitescher Natur) a Fro gestallt.

D'Regierung hält un de Beschléss vum Comité tripartite fest, an d'Kommissioun huet sech dëser Haltung majoritär ugeschloss. D'Spezialkommissioun gëtt awer och d'Remarque weider vum Conseil d'État, fir net nëmmen d'Recetten, mä och d'Dépensë vun der Fleegeversécherung virun allem am A ze behalen.

Dat zum Volet vun der Sécurité sociale, deen dee klengste Volet, mä net deen ongréisste Volet finanzieller Aart duergestallt huet.

Deen drëtte grousse Volet vun deem ganze Projet, niewent deem vum Emploi, niewent deem vun der Sécurité sociale, ass dee vun der Ëmwelt. Hei handelt et sech ëm véier Beräicher:

Den éischte Beräich ass d'Reform vun der Autossteier;

den zweete Beräich d'Aféierung vun enger Contribution changement climatique op dem Sprit;

den drëtten, d'Modalitéite vun der Gestioun vum Finanzfong vun de Mechanisme vu Kyoto

a véiertens, d'Participatioun vu Lëtzebuerg um Fonds carbone vun der Weltbank an der BERD.

Ech géif dann eenzel op déi verschidde Punkten agoen, ugefaange mat deem éischte Punkt, wat d'Autossteier betrëfft. Inspiréiert vun enger europäescher Direktiv, wat de Prinzip Pollueur-payeur ubelaangt, soll den Objektiv dee sinn, de Consommateur ze incitéiere Preferenz Gefierer mat niddreger Consommatioun ze ginn, dat heescht engem niddregen CO_2-Emissiounswäert, a parallell dozou awer och déi atmosphäresch Pollutioun ze limitéieren.

Am Kontext vum Projet de loi war et interessant, de Lëtzebuerger Automobilspark ze analyséieren. Hei zu Lëtzebuerg komme 640 Autoen op 1.000 Awunner. Mir hunn domadder deen héchsten Taux a ganz Europa; derniewent och deen niddrege Liewensalter vum Fuerpark, dee sech rasend schnell erneiert. Wat d'Repartitioun Diesel a Bensinsgefierer betrëfft, esou läit déi ongeféier bei 50 zu 50.

Lëtzebuerg huet de Moment nëmmen eng Tax, déi jährlech erhuewe gëtt. De Montant vun dëser Tax ass ganz niddreg a gouf 1984 fir d'lescht erhéicht. Wann een nëmmen eleng d'Präisdeierecht géif an d'Luucht setzen, a Considératioun zéien, da misst dës Tax ëm 61% gehuewe ginn.

Här President, bei der Reform vun der Autossteier ginn nei Barèmer agefouert. D'Tax gëtt gekoppelt un d'CO_2-Emissiounswäerter vun de Gefierer. D'SNCT huet systematesch säit 2001 dës Wäerter saiséiert. Duerfir kréie mer och en Ënnerscheed tëschent Gefierer, déi virum 1. Januar 2001 immatrikuléiert goufen a vun deenen duerno, wou d'CO_2-Wäerter bekannt sinn.

D'Tax vun de Gefierer immatrikuléiert nom 1. Januar 2001 gëtt no der Formel a mol b mol c gerechent. Dobäi steet a fir d'Emissioune vun CO_2 a Gramm/Kilometer, b representéiert e Multiplicateur, dee bei Diesel bei 1,5 a bei Bensin bei 1,0 läit, an c ass de Facteur exponentiel, équivalent mat 0,5, wann d'Wäerter net iwwer 90g CO_2 de Kilometer sinn, an augmentéiere mat 0,10 fir all Tranche vun 10g CO_2/Kilometer.

Dieselautoe kréien eng Deduktioun vu 50 Euro, wann hir Emissiounspartikelen net iwwer 10 mg/km leien. An der Praxis, wësst Der, handelt et sech hei ëm Autoen, déi mat Filtres à particules ausgestatt sinn. D'Tax mat allen Deduktioune kann awer, an dat steet och kloer am Projet de loi dran, net ënner 50 Euro leien.

Fir Iech Zuelen ze ginn, wat déi nei Tax betrëfft - an ech géif mengen, déi meescht vun eis an och déi meescht dobausse vun den Nolauschterinnen an Nolauschterer hu sech dat selwer um Internet ausgerechent -, wëll ech awer kuerz e puer Statistike soen:

Wann déi nei Tax ëmgesat gëtt, leie beim Park Diesel 25% bei 126 Euro, 57,7% ënner 173 Euro an nëmmen 3,7% bei 472 Euro fir déi nei Tax. Bei de Bensinsgefierer leien 30,7% ënner 115 Euro, 65,3% bei 192 an 3,9% bei 468 Euro.

Bei de Gefierer, déi virum 1. Januar 2001 immatrikuléiert goufen, gëtt d'Berechnung weider nom Hubraum, also nom cm^3, gemaach, wéi bis elo. Keng Emissiounswäerter besti bei Motoen, Camionnetten, Camionen, Autobussen, Trakteren an anere Gefierer. Hei kann also keng Berechnungsformel zum Asaz kommen.

En Ajustement vun de Barèmer gëtt awer gemaach, an natierlech selbstverständlech och erhéijend. Fir Camionen a Camionnetten, där hir Masse maximale net 12.000 kg iwwertrëfft, ginn d'Tariffer ëm 50 bis 70% erhéicht. D'Camionen iwwer 12 Tonnen, also déi enger Eurovignette ënnerleien, bleiwen onchangéiert. D'Semi-remorquë gi liicht adaptéiert op eng minimal Tax vu 50 Euro. Bei den Autobusse gëtt et zwee Tariffer, déi net iwwer 200 respektiv 300 Euro leien däerfen.

Eng Rei Gefierer sinn exonéréiert vun der Tax am Kader vun dësem Projet de loi, wéi d'Statsgefierer, wéi d'Gemengegefierer, wéi d'Gefierer vun Établissements publics an och, an dat war en Zousaz, deen de Statsrot derbäi agefouert huet, déi vum grussherzoglechen Haff souwéi d'Gefierer, wat ganz richteg ass, vun de Leit, déi eng Carte d'invalidité hunn. Hei huet och de Statsrot drop higewisen, datt den Terme carte d'invalidité géif drakommen an net handicapéiertegerecht Gefierer géif drastoe kommen.

Fir d'Ophiewung vun där neier Tax ze maachen, gëtt schlussendlech fir eng Iwwergangsphas am Laf vum Joer 2007 optéiert. No der Optimiséierung vun der Informatik an deem Beräich ginn d'Taxen ofgerechent mam Consommateur.

Interessant a wichteg ze wëssen ass, dass d'Recette, déi duerch dës Tax op de Véhicules automoteurs erakënnt, de Moment bei 35 Milliounen Euro läit an duerch déi nei Be-

rechnung verduebelt gëtt, also op 70 Milliounen Euro steige wäert. 20% vun dëse Recettë ginn un d'Gemenge viruginn a 40% ginn direkt an de Fong Kyoto agespeist.

Den zweete Punkt vum Volet Ëmwelt ass de Punkt vun der Introduktioun vun enger Contribution changement climatique um Spritt. Hei wësse mer, datt der Methodologie, déi d'Affectatioun vun den CO_2-Emissiounen betrëfft an déi op der Territorialitéit berout, hei zu Lëtzebuerg selbstverständlech eng grouss Wichtegkeet zoukënnt. De Moment ginn ëm déi 75% vum Spritt exportéiert. D'Aarbechtsatelieren hunn am Kader vum Opstelle vum éischten Aktiounsplang CO_2 och festgehal, datt de Sprittpräis e Rôle régulateur ze spillen huet.

Dëse Projet gesäit also vir, en Droit d'accise autonome additionnel op dem Spritt anzeféieren. Dat heescht am Kloertext, dës Contribution changement climatique ass vum 1. Januar 2007 2 Cent pro Liter um Bensin méi, an 2,5 Cent um Diesel, opgedeelt beim Diesel op 1,25 Cent ab dem 1. Januar 2007 an nach eng Kéier 1,25 Cent ab dem 1. Januar 2008.

Am Prinzip gouf vum Comité tripartite am Gesetz festgehalen, datt d'Erhéijung vun den Accisen neutraliséiert gëtt, wat d'mobil Lounskala betrëfft. Duerch de Principe pollueur-payeur ginn déi généréiert Recetten direkt dem Fong Kyoto zougefouert.

De finanzielle Volet ass schwéier ofzeschätzen, mä mir wëssen, datt en importent ass, a mir schätzen en op ongefeier 300 Milliounen an deenen nächste Jore vun 2007 bis 2012.

Den drëtte Punkt vum Volet Ëmwelt behandelt d'Modalitéite vum Finanzement vum Kyoto-Fong. Duerch d'Gesetz vum 23. Dezember 2004 gouf de Fonds de financement Kyoto kreéiert. Nieft dem Finanzement vu Projeten a Programmer fir d'Reduktioun vun CO_2-Emissiounswäerter hei zu Lëtzebuerg, also national, gëtt et dem Ëmweltminister d'Méiglechkeet an den Échange vun Emissiounsrechter ze intervenéieren, sief dat duerch d'Partizipéieren u conjointë Projeten oder eegene Projeten oder u multilaterale Projeten, déi vun internationalen oder regionalen Organismë géréiert ginn.

Schwéier ofzeschätzen ass de Käschtepunkt, well d'Erfahrungswäerter hei feelen. Wa mer awer als Referenz huelen, datt de Präis vun enger Tonn CO_2 ëm déi 20 Euro läit, a mer wëssen, datt eis Besoinen ongefeier bei 23,65 Milliounen Tonne leien, kënne mer eis ongefeier ausrechnen, datt 500 Millioune gebraucht ginn, fir dëse Wäerter ze entspriechen.

Dëse Projet gesäit elo wéi gesot eng weider Finanzsprëtz fir de Kyoto-Fong duerch d'Contribution changement climatique um Spritt vir, niewent de Gelder, déi aus dem Statsbudget kommen, esou wéi et am Gesetz vum 23. Dezember 2004 festgesat ass.

De Moment huet Lëtzebuerg dräi Accorden, déi eng Partizipatioun u multilaterale Fonge betreffen, ënnerzeechent. Dir fannt déi eenzel Projeten an eisem Rapport zréck.

Fir dës Partizipatioune misst e Spezialgesetz gemaach ginn, well se zum Deel iwwert dem Seuil vum Kontabilitéitsgesetz vu 7,5 Milliounen Euro leien. Dëse Problem géing sech elo ëmmer an dësem Beräich stellen, well et eng speziell Matière ass, wou séier a konkret reagéiert muss ginn, ansonsten ee schnell eidel wäert ausgoen. Hei denken ech virun allem un d'Emissiounswäerter, déi op der Bourse gehandelt ginn, a wou ee schnell muss zouschloen, wann d'Offer do ass.

An deem Sënn gëtt gefrot, de Seuil vu 7,5 op 25 Milliounen Euro ze erhéijen. Dëst huet an der Kommissioun, an den Avisë vum Statsrot a vun de Chamberen zu etlechen Diskussiounen a Meenunge gefouert.

D'Spezialkommissioun huet de Fait och viruginn un d'Comexbu, déi doriwwer diskutéiert huet an dat hirersäits un d'Cour des Comptes viruginn huet.

Schlussendlech gouf sech mam Accord vum Statsrot dorobber gëeenegt, den Artikel 80 vum Kontabilitéitsgesetz ëm ee Punkt ze erweideren an dee Seuil vu 25 Milliounen Euro fir de Fonds Kyoto dranzesetzen.

De Punkt 4 erlaabt da Lëtzebuerg, mat der Weltbank an der Europäescher Bank an der Rekonstruktioun an am Développement Efforten ze maachen, fir d'Emissiounsgaser ze reduzéieren. D'Regierung engagéiert sech op e puer Niveauen ze intervenéieren: a bilaterale Konventiounen, Partizipatiounen, Projeten a multilaterale Fongen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi eenzel Chamberen hunn de Volet Ëmwelt net a Fro gestallt an eenzel Detailelementer opgehäit, déi d'Spezialkommissioun en long et en large diskutéiert huet, fir awer schlussendlech grondsätzlech um Initialtext festzehalen.

Méi déif Kritike koume säitens dem Statsrot. Net manner wéi sechs Oppositions formelles goufen ausgesprach. D'Regierung huet zesumme mat der Spezialkommissioun op dës Remarquen an Oppositioune reagéiert, ass op d'Fuerderunge vum Statsrot agaangen an huet eng nei Rei vun Amendementer agereecht. De Statsrot huet dës Amendementer no enger Rei vu klenge Verbesserungen, deels grammatescher, deels technescher Natur, akzeptéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu probéiert, lech dësen zum gréissten Deel technesche Volet vum 5611 an enger vereinfachter a verständlecher Form duerzeleeën. Wéi gesot sinn de Volet 2 an de Volet 3 vum 5611 manner medienträchteg gewiescht; allerdéngs si se a puncto Consolidatioun vun de Statsfinanzen importent a ganz wichteg fir d'Zukunft vun eisem Land.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Da komme mer zur Diskussioun, no de Rapportë vun de Rapporteuren. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Kaes.

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, ier ech mat menger Interventioun ufänken, e puer Mercien auszedrécken. Ech wëll emol fir d'éischt e Merci un déi zwee Corapporteuren, den Här Spautz an den Här Schneider, ausdrécken. Si hunn eng ganz gutt Aarbecht gemaach, eng effikass Aarbecht an där kuerzer Zäit, an där d'Spezialkommissioun getaagt huet.

Ech wëll awer och an dee Merci de President vun eiser Kommissioun aschléissen, dee vun alle Säite gesot kritt huet, datt hien déi Kommissioun mustergülteg geleet hätt. A schlussendlech wëll ech awer och dem Kommissiounssekretär Merci soen, deen awer och mat eis alleguerten dach e bësse gehäit war, fir ëmmer zur Zäit déi Onmass vun Texter ze koordinéieren, an eis se erëm esou presentéiert huet, wéi mer se gebraucht hunn, fir kënnen zügeg weiderzekommen. Also, den Här Bisenius huet ebenfalls e Merci vun dëser Plaz aus verdéngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Evolutioun vun der Lëtzebuerger Wirtschaft, déi duerch d'Schafung vu villen néien Aarbechtsplaze gekennzeechent ass, verfollegt - et schwätzt ee vu bal 11.500 neie Plazen eleng während dem Zäitraum Januar 2005 bis Januar 2006 - an et vergläicht een dës Evolutioun mat den Zuele vum Chômage, dee stänneg klëmmt, da kënnt een net laanscht d'Fro vum Stellewäert vum Mënsch an eiser Gesellschaft.

Huet de Mënsch iwwerhaapt nach eng Bedeitung? Dës Fro ass um Hannergrond vun där staark zouhuelender Globaliséierung an hirer Kohorte vu Konsequenzen um Niveau vum Aarbechtsmaart ënnert der Form vun Délocalisatiounen, Restrukturatiounen a wuel verstanen onzählegen Entloossunge ganz sécher gerechtfäerdegt.

10.487 Leit waren Enn Oktober bei der Administration de l'Emploi ageschriwwen, dovunner 9.835, déi hei am Land wunnen. Bei déi 10.487 Demandeurs d'emploi kommen och nach 3.880 Leit dobäi, déi an enger Beschäftegungsmoossnam sinn. Am Ganze wären dat also Enn Oktober iwwer 14.000 Leit, déi an enger prekärer Situatioun hei zu Lëtzebuerg waren.

Déi méi glécklech vun hinne kréien eng finanziell Indemnisatioun, sief dat ënnert der Form vu Chômage-Indemnitéiten oder Indemnitéiten, déi am Kader vun de Beschäftegungsmoossnamen ausbezuelt ginn. Déi manner glécklech kréien iwwerhaapt näischt. Aarbechtslosegkeet ass also de Buedem, op deem d'Aarmut an déi sozial Ausgrenzung gedeit.

D'Politik huet déi grouss Verantwortung, den néidege legislative Kader ze schafen, fir deene Leit, déi haut eng Aarbecht hunn, d'Perspektiv ze ginn, datt se och muer eng Aarbecht wäerten hunn - vläicht net déiselwecht, awer op d'mannst eng Aarbecht.

An engem aarbechtspoliteschen Ëmfeld, wou zumindest an absehbarer Zäit keen Enn vun der Globaliséierung ze erwaarden ass, spillt de Maintien dans l'emploi eng wichteg Roll. E stellt eng wichteg Achs, fir net ze soen d'Haaptachs vun der moderner Aarbechtsmaartpolitik duer.

D'Philosophie vum virleienden Text geet an déi Richtung. Dësen Text schaaft nei Instrumenter, déi dem Maintien dans l'emploi eng wichteg Roll araumen, wéi zum Beispill d'Verflichtung fir all Betrib, wou méi wéi 15 Salariéë schaffen, de Comité de Conjoncture iwwer all wirtschaftlech Entloossung ze informéieren, oder d'Aféiere vun engem Plan de maintien dans l'emploi, wou gekuckt gëtt, éier d'Situatioun vum Betrib esou aus dem Rudder geréit, datt kollektiv entlooss muss ginn, ob do net aner Méiglechkeete bestinn, fir Entloossungen ze vermeide respektiv, fir ze verhënneren, datt d'Salariéen an de Chômage falen.

Dat kënnen zum Beispill Reklassementer sinn, entweder intern op engem anere Posten, wéi och extern an engem anere Betrib. De Plan de maintien dans l'emploi ass als Alternativ zum Plan social geduecht. Mam Plan de maintien dans l'emploi, dee fir eng gewëssen Zäit ausgehandelt gëtt, verfügt een iwwer méi Zäit d'Salariéen ze réorientéieren. Se stinn och manner ënner Drock, well se wëssen, datt am Géigendeel zum Plan social, dee fir Entloossungen a Chômage steet, si d'Chance kréie weider um Aarbechtsmaart ze bleiwen. Si sinn dann och oft méi motivéiert sech aus- a weiderzebilden, fir den Usprëch vun hirer zukünfteger Tâche ze entspriechen.

De Maintien dans l'emploi ass a sech keen total neit Konzept. Zënter e puer Joer scho gëtt vu Maintien dans l'emploi geschwat, mä de virleiende Projet de loi verankert definitiv dës Philosophie an eisem legislative Kader. Wéi bei esou villem Neiem, huet och hei déi konkret Ëmsetzung vun der Iddi Maintien dans l'emploi fir kontroverséiert Positioune gesuergt.

D'Gewerkschaften hu sech e méi zwéngende Kader gewënscht. Wat d'Patronat ugeet, dat war an ass nach ëmmer zum Deel mësstrauesch, well et mengt en neit Instrument géif geschafe ginn, dat de près ou de loin de Betriber hir Gestiounsfräiheet géif aschränken. Ech mengen, déi Instrumenter, déi de virleienden Text op d'Bee stellt, kréien de Spagat tëschent zwou verschiddenen Approchë gemaach. Elo zielt et d'Betriber esou wäit ze kréien, datt se och op dës Instrumenter zréckgräifen, an dat ass nees d'Verantwortung vun der Regierung, an notamment vum Wirtschaftsminister.

D'Politik huet net nëmmen d'Verantwortung den néidege legislative Kader ze schafen, fir de Salariéë vun haut d'Perspektiv ze ginn och muer eng Aarbechtsplaz ze fannen, mä si huet och virun allem d'Responsabilitéit, fir ze kucken, datt déi Leit, déi haut keng Aarbecht hunn, reell Aussiichte kréien, fir sech an den Aarbechtsmaart ze integréieren oder ze reintegréieren. Ech denken do besonnesch un déi, déi méi schwéier vermëttelbar sinn, wéi zum Beispill all déi jonk Leit, déi ouni Ofschloss aus der Schoul kommen.

Ronn 21%, Dir Dammen an Dir Hären, vun den Demandeurs d'emploi si manner wéi 26 Joer al. Enn Oktober 2006 huet dat genee 2.124 Leit ausgemaach. Wann een der Analys vun der Administration de l'Emploi, op déi iwwregens de schréftlechen an de mëndleche Rapport higewisen hunn, Rechnung dréit, si 75% vun dëser Zuel, ergo 1.593 jonk Demandeurs d'emploi, ouni Schoulofschloss. Si kënnen also keen Diplom respektiv keng Formatioun virweisen. D'Chancë sech op dem regulären Aarbechtsmaart behaapten ze kënnen sti fir si schlecht, et sief et gëtt een hinnen d'Méiglechkeet de Mangel u Qualifikatioun wettzemaachen, notamment iwwert de Wee vu Formatiounen am Kader vu Beschäftegungsmoossnamen.

Et bleift, wéi de Rapporteur a mäi Fraktiounskolleeg, de Marc Spautz, dat ganz gutt a senger Ried gesot huet, datt déi eenzeg Formatioun, déi bei Wäitem de jonke Leit et erlabe wäert sech op dem Aarbechtsmaart ze behaapten, nach ëmmer déi ass, déi een an der Schoul vermëttelt kritt. Ech kann och hei nëmmen de Konklusioune vum Rapporteur zoustëmmen, datt en vue vun där ëmmer nees weider klammender Unzuel vu Jugendlechen, déi fréizäiteg mat der Schoul ophalen, eis Regierung a speziell eis Erzéiungsministesch gefuerdert ass fir den aktuelle Schoulsystem ze iwwerdenken.

Ech warnen awer hei viru Solutiounen, déi eng Nivellëierung vun eisem Schoulsystem no ënne beinhalten. Natierlech ass mat enger Reform vum Schoulsystem net alles gedoen. Et wäerten ëmmer jonk Leit ginn, déi ouni Diplom oder Ausbildung vun der Schoul ginn. Et ass virun allem an dësem Kontext, datt d'Bedeitung vun de Beschäftegungsmoossname voll a ganz zur Geltung kënnt. D'Beschäftegungsmoossnamen hunn zum Zil d'Beschäftegungsfäegkeet vun de jonken Demandeurs d'emploi ze fördere respektiv ze verbesseren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech begréissen dowéinst ganz staark d'Initiativ, fir d'Beschäftegungsmoossname vun deene Jonken op Basis vun de Konklusioune vum Ceps auszeschaffen an ze optimiséieren. Vu datt dës Instrumenter eng wesentlech Roll um Niveau vun der Integratioun um Aarbechtsmaart spillen, wier et gutt wann d'Effizienz vun dësen neien Instrumenter - dem CAE an dem CIE - op hir Wierksamkeet hi géif gepréift ginn. Dës Bemierkung zielt ausserdeem och fir all déi aner Instrumenter, déi de virleiende Gesetzesprojet aféiert.

Nieft deene Jonken ouni Diplom ginn et awer och eng Partie méi eeler Leit, fir déi et schwiereg, wann net souguer onméiglech ass, fir eng fest Plaz ze fannen. Et ass d'Aufgab vun eiser Gesellschaft fir hinnen - an et ginn der ëmmer méi - entgéintzekommen. De virleiende Gesetzesprojet setzt den Akzent op de Maintien dans l'emploi an de Chômage. E betrëfft net direkt de sougenannte Chômage social, deen am Kader vum Gesetzentworf 5144 behandelt gëtt.

Dëse Projet gesäit d'Asetze vun enger Rei vun Initiativen oder Aktivitéite vir, déi déi schwéier vermëttelbar Demandeurs d'emploi aktivéiere sollen. Dëse Projet ënnerläit därselwechter Philosophie wéi de virleienden Text. Déi zwee Texter sinn a mengen Ae ganz kloer complémentaire. Et wär dowéinst wënschenswäert, wann de Projet de loi 5144 esou schnell wéi méiglech kéint an där zoustänneger Kommissioun behandelt ginn. Et bleiwen allerdéngs nach verschidde Punkten ze diskutéiere bis dëse Projet hei an der Chamber gestëmmt gi kann.

Am Fall vu schwéier vermëttelbaren Demandeurs d'emploi, Dir Dammen an Dir Hären, ass et menger Meenung no net gedoe reng aarbechtsrechtlech Hëllefen an Ënnerstëtzungen unzebidden. Schwéier vermëttelbar sinn oft Leit, déi am Liewe schwéier vum Schicksal getraff gi sinn, oder déi, nodeems se hir fest Aarbechtsplaz verluer hunn, sech no an no ëmmer méi ausgegrenzt hunn. Et si ganz oft, och wann et net ëmmer de Fall ass - ech wëll dat hei ënnersträichen -, Leit, déi e puer Problemer mat sech schleefen: Alkoholprobleméer, verschidden Handicapen, Krankheeten, an esou weider. Hei muss vill Wäert op e besonnesch intensiven an individuelle Suivi geluecht ginn. Et däerf een net vergiessen, datt de Kampf géint de Chômage eng koordinéiert a kohärent Approche virausgesäit. An do spillt ënner anerem och dee sozialen Aspekt eng ganz wichteg Roll.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech wëll nach kuerz op zwee Punkte vum Gesetzesprojet 5611 agoen, an zwar als alleréischt op déi fiskalesch Erneierungen. D'Beträg, déi op Basis vun den Artikelen 115-9 an 115-10 vum L.I.R. kënnen ofgesat ginn, ginn duerch de virleienden Text uniformiséiert. Et kann een elo e Betrag ofsetzen, dee maximal zwielefmol dem soziale Mindestloun vun engem onqualifizéierten Aarbechter entsprécht. Dëst soll verhënneren, datt ökonomesch Entloossungen aus steierleche Grënn duergestallt ginn als ob et e Licenciement abusif wär, fir vun engem méi interessanten Ofsetzungsplaffong ze profitéieren.

Den Text gesäit awer och vir, datt Leit, déi e Recht op eng virverluechten Altersrent hunn, vun der Exonératioun ausgeschloss sinn. Dës Ausschléissung féiert zu Ongerechtegkeeten. D'Spezialkommissioun hat iwwert de Wee vun Amendementer probéiert, dës Exceptioun ofzeschafen, mä opgrond vun der Opposition formelle vum Conseil d'État ass se nees an den Text eragesat ginn. De Fait ass, datt dës ongläich Behandlung a mengen Aen net gerechtfertegt ass. Au contraire, si féiert zu neie sozialen Härtefäll, jo fir mech ass dëst an engem gewëssene Sënn eng Diskriminéierung.

Ech fuerderen duerfir d'Regierung op, d'Méiglechkeeten ze ënnersichen, ob een net kéint dem Wonsch vun der Spezialkommissioun am Sënn vum Prinzip vun der Gläichheet entgéintkommen an trotzdeem d'Ausnahm aus dem Text eraushuelen. Eng aner Méiglechkeet besteet doran, datt ech eng Proposition de loi zu dëser Problematik maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, éier ech meng Ried zum Volet Aarbechtspolitik ofschléissen, wéilt ech kuerz nach op eng Moossnam zréckkomme vu geréngerer Bedeitung, virun allem am Verglach mat

deenen anere Moossnamen, déi de virleienden Text aféiert, mä déi awer a mengen Aen och eng bestëmmte Wichtegkeet huet.

De Gesetzestext gesäit um Niveau vun den Dispositiounen iwwert de Chômage partiel d'Aféierung vun engem neie Kompensatiounsmodell vir; nom virleienden Text iwwerhëlt den Employeur eleng d'Entschiedegung vun deenen éischte 16 Stonnen. Iwwregens ass déiselwecht Solutioun och am Kader vum Chômage involontaire en cas d'intempéries oder vum Chômage accidentel ou technique involontaire zréckbehale ginn.

Dës nei Opdeelung soll dozou bäidroen, de Lounverloscht vum Salarié ze reduzéieren. Et ass esou, datt, no der aktueller Législatioun déi éischt 16 Stonne Chômage vum Aarbechter a vum Employeur iwwerholl ginn. An der Praxis ass et esou, datt den Aarbechter déi éischt aacht Stonnen an den Employeur déi aner aacht Stonnen iwwerhëlt. De Stat spréngt eréischt no der 16. Stonn, also vun der 17. Stonn un an. De Kompensatiounstaux läit bei 80% vum normale Stonneloun fir den Aarbechter.

Or, no deem heitege System huet de Salarié eng Perte vun 100% fir déi éischt aacht Stonnen, déi integral vun him iwwerholl ginn, an nach eng Kéier eng Perte vun 20% fir déi aner aacht Stonnen, déi vum Employeur gedroe ginn. A mengen Aen eng ongerechtfertegt Situatioun.

Ech hat am Juli vum leschte Joer d'Regierung op dës Problematik via eng parlamentaresch Fro opmierksam gemaach. Ech krut als Äntwert, datt et un de Sozialpartner wär, eventuell Disparitéiten opzehiewen. Ech sinn duerfir ganz frou, datt och dës Fro am Kader vun der Tripartite diskutéiert ginn ass an datt do eng zefridde stellend Solutioun fonnt ginn ass.

Här President, erlaabt mer elo nach kuerz een, zwee respektiv och dräi Sätz zum Volet Sécurité sociale ze soen.

Ech sinn d'accord mat de virgeschloenen Ännerungen um Niveau vun den Dispositiounen am Kader vun der Sécurité sociale a virun allem dem neie Finanzéierungsmodus vu verschiddenen Ausgaben, deen zum Zil huet de Statsbudget ze entlaaschten, andeems eng Rei vun Interventiounen net méi iwwert de Statsbudget wäerte finanzéiert ginn, mä iwwert d'Pensiounskeesen. Ech denken do un d'Babyjoren oder un de Complément différentiel.

Dës Entlaaschtung vum Statsbudget erméiglecht esou d'Adaptatioun vum Index, d'Netindexéierung vun de Familljenzoulagen an dem Congé parental oder d'Neutraliséierung vu verschiddene Präiserhéijungen, déi virun der Vakanz am Kader vum Gesetz vum 27. Juni 2006 gestëmmt gi sinn, fir der Regierung den néidege finanzielle Spillraum ze loossen, fir d'Statsfinanzen ofzesécheren, fir weiderhi wichteg Investitioune finanzéieren ze kënnen.

Ech wëll awer all deenen, déi mengen, d'Tripartite-Accordë wären den éischte Schratt fir an Etappen den Indexmechanismus laangfristeg ausser Kraaft ze setzen, soen, datt se sech keng Illusioune brauchen ze maachen. Dat wäert ganz sécher net de Fall sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- En ass ausser Kraaft gesat!

M. Ali Kaes *(CSV).*- D'Sozialpartner hunn am Kader vun der Tripartite eng responsabel Haltung ageholl - déi eng vläicht méi eng responsabel wéi déi aner -, fir dozou bäizedroen, datt mer bis 2009 erëm gesond Statsfinanzen hunn.

(Interruption)

Aus deeneselwechte Grënn eraus gëtt och ab dem 1. Januar 2007 den Taux vun der Contributioun un d'Assurance dépendance vun 1 op 1,4% erhéicht. Doduerch gëtt fir d'Joer 2010 eng Reserv vu ronn 200 Milliounen Euro erwaart, wat wäit iwwert där aktueller Reserv vun ongeféier 60 bis 70 Millioune läit. Op Hibléck op déi demographesch Evolutioun ass dës Erhéijung a sech logesch.

Wéi och ëmmer, d'Prestatiounen an d'Leeschtunge vun der Assurance dépendance sollen am Laf vum kommende Joer kritesch am Detail ënnersicht a kontrolléiert ginn, wat äusserst positiv ass. Dëst Instrument, wéi och all anert, soll, wann dat noutwendeg ass, ganz einfach ugepasst an optimiséiert ginn. Do derniewent gëtt d'Bedeelegung vum Stat agefruer. Si dierf net iwwert den aktuelle Betrag, deen am Budget 2006 steet, erausgoen, an zwar 140 Milliounen Euro.

D'Sozialpartner hunn awer mat der Regierung ausgemaach, fir de Finanzement vun der Assurance dépendance am Joer 2009 frësch ze verhandelen. Den Text gesäit och nach vir, datt déi staatlech Bedeelegung un den Dépensë vun der Assurance dépendance Enn 2009 net ënner 40% leien dierf. D'Bedeelegung soll agefruer ginn, mä net zu egal wat fir enge Konditiounen. D'staatlech Bedeelegung muss awer e gewëssenen Niveau erreechen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend wollt ech nach eng Kéier ënnersträichen, wat de Marc Spautz schonn a senger Ried gesot huet a wat am Fong fir bal jiddfereen an der Spezialkommissioun wichteg a richteg war, an zwar, datt een d'Organisatioun an d'Aarbechtsweis vun der Administration de l'Emploi iwwerdenke muss an un déi heiteg Situatioun an Ufuerderungen um Aarbechtsmaart upasse muss.

Fir de Rescht, mengen ech, geet de virleienden Text an déi richteg Richtung. Effortë sinn elo vu jiddferengem verlaangt, an dëst am Numm vun der sozialer Kohesioun. Ech wär frou, wann de virleienden Text eng grouss Zoustëmmung géif kréien. Et geet nämlech hei ëm vill méi wéi de Chômage, et geet ëm e wesentlecht Recht: d'Recht op Aarbecht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 5611 ass hei am Land jo e Synonym gi vu Jugendprotester; d'Jugend, déi géint dëse Projet de loi op d'Strooss gaangen ass. Eng Situatioun, déi ongewinnt ass hei am Land, déi mer laang net haten an eis duerfir och soll deementspriechend ze denke ginn.

Et war eigentlech iwwerraschend, datt e Projet de loi, dee jo eng ganz Rei vu Moossnamen ëmsetze soll, déi an der Tripartite décidéiert gi sinn, herno awer zu esou enger Revolt oder zu esou Oppositioun am Land gefouert huet. Eigentlech si mer jo ëmmer dovunner ausgaangen, datt, wann d'Tripartite getagt huet, wann et do en Accord ginn ass tëschent der Regierung, tëschent domadder jo och der parlamentarescher Majoritéit, op d'mannst hei am Haus, tëschent de Sozialpartner, Gewerkschaften an dem Patronat, datt domadder eng grouss Unanimitéit am Land géing herrschen, iwwert dat, wat dann do décidéiert ginn ass.

Trotzdeem hu mer hei relativ schnell gesinn, datt souguer déi, déi mat um Dësch souzen, wou den Accord hei ausgehandelt ginn ass, e puer Deeg duerno schonn aner Interpretatiounen hate wéi aner Leit, déi mat um Dësch souzen, an datt haut nach ëmmer erëm ze liesen ass, datt dat eent an dat anert net esou gemengt war, an datt ee sech dorunner net méi géing gebonne spieren.

A ganz besonnesch déi Leit, déi jo net um Dësch souzen, an dat sinn der ganz vill hei am Land, well d'Tripartite jo awer hannert zouenen Dieren tagt, spiere sech net gebonnen un dat, wat do ofgemaach ginn ass, an duerfir ass et eigentlech och esou, dass déi ganz Problematik, déi an der Tripartite diskutéiert ginn ass, déi eescht ze huelen ass, well et do ëm eescht Zukunftsfroen hei am Land gaangen ass, datt déi ganz Problematik eis alleguerten hei am Land an och der Öffentlechkeet net esou bewosst war.

Dat ass ee vun den Nodeeler dovunner, datt hannert zouenen Dieren diskutéiert gëtt, datt iwwert d'Käpp vun de Leit ewech décidéiert gëtt. Da riskéiert een, datt déi Décisiounen, déi Propositiounen herno an der Öffentlechkeet och net deementspriechend matgedroe ginn.

D'Parlament war do net mat agebonnen; d'Öffentlechkeet war net mat agebonnen; d'Société civile war net mat agebonnen. An dat sinn awer Acteuren, déi musse mat agebonne sinn, wann et ëm d'Zukunftsgestaltung hei am Land geet.

An duerfir wëll ech nach eemol op déi Motioune vu mengem Fraktiounspresident, dem Charel Goerens, verweisen, déi hien d'lescht Joer hei am Kontext vun de Budgetsdebatten déposéiert huet, déi eng Pist weisen, wéi een och déi dote wichteg Zukunftsfroe kéint zesumme mat der Öffentlechkeet, zesumme mat der Société civile, zesummen och mat deenen eenzelne Fraktiounen hei am Parlament, mat deenen eenzelne gewielte Volleksvertrieder hei kéint diskutéieren, ier een an eng Tripartite erageet, ier een dann Diskussiounen um Niveau vun der Tripartite mat de Sozialpartner an der Regierung géing féieren.

Dann hätt ee wahrscheinlech méi gemaach fir d'Akzeptanz och herno vun deem, wat dobäi erauskomm wär, well och do d'Problematik eis alleguerten e Stéck méi bewosst gi wär.

Den Dialog, dee gefouert ginn ass, ass eigentlech ze spéit gefouert ginn. De Minister Biltgen huet sech vill Méi gemaach déi lescht Wochen, fir mat Jonken ze schwätzen, fir en oppent Ouer ze hu fir hir Revendicatiounen, fir hir Malaisen, déi se spieren. Mä hien huet et eréischt gemaach, wéi déi Jonk op d'Strooss gaange sinn, wéi déi Jonk gesot hunn, datt dat do net déi Politik ass an där si sech kënnen erëmfannen.

En Dialog an engem méi fréie Stadium wär hei mat Sécherheet besser gewiescht, och fir d'Akzeptanz vun deenen dote Mesuren, déi zum Deel net onsënneg sinn an eisen Aen.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei war dann och déi, déi an der Spezialkommissioun dofir plädéiert huet, datt och déi Kommissioun sech soll opmaachen, fir datt mer och do deen een oder deen aneren Acteur, dee sech bis dunn net agebonne gespiert huet, hätte kënnen héieren, fir datt mer hätte kënne Kontakt ophuele mat deenen, déi dëse Projet de loi net fir déi beschte Solutioun halen...

(Interruption)

Neen, neen, et war definéiert ginn an der Kommissioun, wat fir eng Acteuren, nämlech déi, déi sech schréftlech géinge mellen, a bei deenen een dann d'Impressioun hätt - an dat war en Arrangement an der Kommissioun opgrond vun eiser Interventioun -, datt dat, wat se géinge proposéieren, nach e positive Bäitrag an déi ganz Diskussioun kéint bréngen.

(Interruption)

Mir wëssen, Här Clement, datt dat net déi Hoffnung erfëllt huet, déi mer alleguerten doranner...

(Interruption)

Här President, ech hunn d'Impressioun, wéi wann hei d'Leit méi ënnerenee schwätze wéi se mir nolauschteren. Ech weess net firwat!

Une voix.- Et ass hiert schlecht Gewëssen!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä mir wëssen, datt dat net deen Erfolleg hat, well et och ze spéit komm ass dee Moment, dee mer eis vläicht alleguerten erwaart hunn. Mä d'Demokratesch Partei huet awer an hire Beméiungen, fir en oppent Ouer ze hu fir déi Jonk, an net nëmmen déi Jonk, net nogelooss. A mir haten eng ganz Rei vun Entrevuë mat Jugendmouvementer aus de Gewerkschaften, mat de Studentevertriedungen an aneren, wou mer gespiert hunn, datt de Malaise méi déif sëtzt, datt de Malaise net nëmmen ëm de Gesetzesprojet 5611 geet, ëm déi konkret Dispositiounen, déi haut hei diskutéiert ginn an haut hei sollen ëmgesat ginn, mä datt d'Jugend sech Froe stellt, berechtegt Froe stellt iwwert d'Zukunft hei am Land.

Mir wëssen och, datt déi Reaktioun vu ville Jonken hei am Land manner oder zum Deel op jidde Fall net nëmme berout op deem, wat am Gesetzesprojet steet, mä och nach eng Kéier supplémentaire ugefacht ginn ass vun enger Rei vun net ganz qualifizéierten an op jidde Fall onglécklechen Äusserunge vun eisem Statsminister Jean-Claude Juncker.

Wann hie seet, datt de Chômage just am September an am Oktober géing an d'Luucht goen, well déi Jonk dann eben emol nach éischter géinge Vakanz maachen, wa se hiren Diplom gepackt hunn, ier se sech géingen d'Méi maachen, eng Aarbecht ze sichen, da si mer der Meenung, datt, wann ee laang Méint oder och Joren op d'Zil higeschafft huet, säin Diplom ze kréien, datt een dann och emol eng Kéier e puer Woche kann ausspanen, d'Féiss héich leeën an d'Liewe genéissen, ier et da richteg lassgeet.

An ech weess jo och net, ob et de Premier, den Aarbechtsminister oder d'Regierung gefreet hätt, wann d'Croissance beim Aarbechtslosentaux schonn am Juli ze verzeechne gewiescht wär amplaz herno eréischt am September. Do wär ënnert dem Strëch dann och näischt dobäi erauskomm.

(Interruption)

Et kann een also de Protest vu ville Jonke verstoen. Vill Jonker, déi soen: Denkt och un eis, wann Der Politik maacht. Denkt och un eis Suergen, déi mer haut konkret hunn, déi mer awer och an Zukunft kënnen hunn, wann een d'Entwécklung vun eisem Land kuckt.

A villes dat, wat fir jonk Leit an der Vergaangenheet eng Gewëssheet war, wat en Halt duergestallt huet, dat hu se haut net méi an där doter Form. D'Suerg, eng Aarbechtsplaz ze fannen, eng Aarbechtsplaz ze behalen, ass haut vill méi konkret wéi dat nach viru Joren, geschweig viru Generatioune war.

D'Suerg, fir eng Aarbechtsplaz ze halen, eigentlech an de Beruff anzetrieden a bei e Betrib anzetrieden an herno och do an d'Pensioun ze goen, dat ass jo och net méi d'Realitéit. Den Aarbechtsmaart ass en aneren. D'Wirtschaftswelt ass haut eng aner, erfuerdert och do vill, vill méi vun deem Eenzelnen, deen dorunner participéiert. A ganz besonnesch déi, déi keen Ofschloss hunn, déi Schwieregkeeten hate bei hirem Schoulparcours, ganz besonnesch déi si jo vu Précaritéit bedroht. Dat wësse mer heibannen. An dat spieren och ganz vill Jonker, hir Elteren, hir Familljen a Kolleegen.

Et geet also och hei ëm déi konkret Zukunftschancë vu Jonken. A wann een da kuckt, wat déi bishereg Mesurë bruecht hunn, wéi se deene Jonken, déi op der Sich waren no enger Aarbecht, gehollef hunn, dann däerf een net nëmme kucken, wat da lass ass, oder wéi dee Jonke gehollef kritt, wann en an der Mesure ass, mä mer mussen och kucken, wat duerno geschitt. Wéi hu mer seng Chance verbessert duerch déi dote Mesure?

Eigentlech musse mer kucken, net nëmme wou en drun ass, wann en 18 oder 20 Joer huet, wéi en do gehollef kritt, mä: Wéi brénge mer et fäerdeg, datt en herno, wann en 30 Joer huet, oder 25 Joer huet, oder 33 Joer huet, datt en dann eng stabil Situatioun huet, datt en dann eng fest Aarbechtsplaz huet, datt en dann integréiert ass an d'Aarbechtswelt. Dat muss d'Zil si vu ganz ganz villen Iwwerleeungen.

Och aner Perspektiven, déi sech fir jonk Leit hei am Land bidden, sinn net nëmme positiv ze bewäerten. Mir konnten d'lescht Woch zum Deel doriwwer hei diskutéieren, wéi mer iwwert de Statsbudget geschwat hunn.

Haut, wann een den Defizit am Statsbudget kuckt, kann ee behaapten, datt mer op Käschte vun der Zukunft liewen. Mir waren eis bal alleguerten d'lescht Woch heibannen eens, datt Handlungsbedarf do ass fir d'Ofsécherung vun eisem Pensiounssystem fir d'Zukunft, fir déi Jonk vun haut, fir deen, deen 2006 fir d'éischte Kéier eng Contributioun dozou abezuelt huet, fir datt och deen nach herno un de System ka gleewen, wann hien no 40 Joer dann aus dem System erausgeet an dann emol ufänkt dovunner ze profitéieren.

D'Verscholdung soll eis Suerge maachen, a wa mer um Niveau vun de Pensioune jo dat kucken, wat an dësem Projet de loi elo hei mat gemaach, wat ëmgesat gëtt, dann ass dat jo näischt, wat dozou bäidréit, fir d'Pensioune fir d'Zukunft ofzeséchere mam Transfert vun de Babyjoren, vum Complément différentiel an de Statsbudget eran duerch d'Opbrauche vun de Rentereserven.

De Statsbudget ass amgaangen d'Reserven opzebrauchen. Mir kënnen an eng Situatioun erakommen, wou Scholde gemaach ginn, wou mer eng net einfach Ierfschaft deene Jonken hannerloossen. Mir mussen awer och éierlech si mat deene Jonken. Mir mussen och soen, datt grouss Erausfuerderunge virun eis leien, datt awer och Effortë musse gemaach ginn, vun hinnen, vun eis alleguerten, vu jiddferengem am Land an och vun der Politik, fir déi Erausfuerderungen ze meeschteren.

D'Leeschtungsbereetschaft ass dobäi eent vun de Stéchwierder, laanscht déi mer net kommen. Leeschtungsbereetschaft an der Schoul. Leeschtungsbereetschaft, fir en Diplom ze kréien. Leeschtungsbereetschaft och duerno am Beruff.

Wann een awer och kuckt, wat fir eng Messagen dës Regierung bis ewell ginn huet, zum Beispill bei der Educatiounspolitik, da waren dat och zum Deel déi falsch Messagen, well een do den Term Leeschtungsbereetschaft jo net uewen op der Agenda erëmfonnt huet bei der Bildungspolitik vun dëser Regierung.

An déi bishereg Mesuren, fir deene Jonken ze hëllefen an den Aarbechtsmaart eranzekommen, hunn eigentlech och ganz oft déi

falsch Messagë ginn. A jiddferee vun eis kennt Beispiller. Ech als Buergermeeschter vun enger Gemeng, déi vill geplot ass mat Jugendaarbechtslosegkeet, kenne se mat Sécherheet och, an ech kéint Iech vill Beispiller hei opzielen.

Eng Kéier, wéi ech beim Coiffeur souz an niewendrun e jonke Mënsch um Stull souz, hunn ech héieren, wéi de Coiffeur gefrot huet: „Wat méchs de?“ An du sot hien: „Jo, ech sinn amgaange meng Léier ze maachen, mä ech weess awer net, ob ech déi soll weiderféieren, well meng Kolleege sinn op der Gemeng an déi hunn do en CAT. Déi verdénge méi wéi ech. Dat ka jo och net sinn. Ech mengen, ech probéieren och do eranzekommen.“

Dat kann et net sinn, datt mer deen avantagéieren, datt mer dee besser stellen oder dat encouragéieren, datt hie kuerzzäiteg an eng Mesure erageet, well hien et do vläicht besser huet, an op där anerer Säit gëtt den Effort net encouragéiert, fir eng Léier ze maachen, fir en Diplom ze kréien, fir seng eegen Zukunft domadder ofzesécheren.

Ech hat en aneren, deen ass bei mech komm, hien hat 17 Joer, e jonke Mënsch, deen d'Liewe viru sech huet, dee gesot huet: „Ech hunn an dräi Wochen Noexamen, mä ech packen deen net. Kann ech net op d'Gemeng kommen als CAT?“ Ech hu gesot: „Dräi Wochen, do ass nach alles dran. Elo gees de emol heem an da léiers de. Da kucks de wéi dat geet. A wann dat doten net geet, an du wëlls deng Schoul net weidermaachen, da kuckt een iergendwann eng Kéier wat da gemaach gëtt.“

Komescherweis wou deen eraus war kënnt en aneren eran, an dee seet: „Ech hunn e Feeler gemaach. Ech hat 18 Joer, wou ech d'Schoul geschmass hunn, an ech hunn duerfir permanent a menger Beruffscarrière Problemer gehat.“ Dat sinn awer och déi Messagen an déi Geschichten, déi mer deene Jonke vermëttele mussen. Mir musse weisen, datt et duerch eegen Efforten herno och geet, fir d'Ziler ze erreechen. Mir däerfen net weider un der Illusioun vun engem Schlaraffeland festhalen, datt hei zu Lëtzebuerg alles vum selwe goe soll.

Mir mussen awer och vermëttele firwat een déi Effortë maache soll. Mir mussen och vermëttelen, datt et sech lount déi Efforten ze maachen. Mir mussen och vermëttelen, datt deen Eenzelnen doduerjer seng eegen, seng ganz perséinlech, seng ganz privat Ziler erreeche kann, datt hien net nëmme finanziell ofgeséchert ass, mä datt hien doduerjer och kann e fräit Liewe féieren, a säi Liewen esou gestalte wéi hie sech dat virstellt, datt hie säi Liewen och doduerjer emol ka genéissen. Mir mussen och alleguerte wëssen, datt et och nëmmen doduerch herno méiglech ass, fir dat wat mer eis hei zu Lëtzebuerg alleguerten am Laf vun deene leschte Jorzéngten opgebaut hunn, fir d'Zukunft ofzesécheren: De Wuelstand fir jiddfereen an d'Méiglechkeet, d'Capacitéit iwwerhaapt nach a Solidaritéit konkret kënnen ze liewen.

Beim 5611 ass an den Ae vun der Demokratescher Partei also net alles gutt, awer och net alles schlecht. Reformen an der Aarbechtsmaartpolitik sinn eiser Meenung no noutwendeg. Mir hunn eng ganz Rei vu Propositiounen am Laf vun de leschte Méint hei an op anere Plaze virgeluecht, mä et däerfen och net egal wat fir eng Reforme sinn. Déi éischt Approche, déi d'Regierung unhand vun enger Rei vun Detailpunkte virgeluecht hat, ass mat Sécherheet och do an déi falsch Richtung gaang, well et awer herno hätt kënnen zu Situatioune kommen, wou Jonker onverschélt an d'Précaritéit ofgedrängt gi wären a se doduerjer hir Startchancë fir d'Liewen eigentlech verschlechtert kritt hätten, amplaz se verbessert ze kréien.

Et däerf een och net nëmme bestrofen, wann een net hannendrun och kann Alternativen ubidden. Alternativen um Aarbechtsmaart, Alternativen, fir dann och herno konkret eppes kënnen unzehuelen. Trotzdeem si mer der Meenung, datt de Volet vun der Reform vun enger Rei vun Aarbechtsbeschafungsmoossnamen hei noutwendeg ass, an datt een dee Volet, deen hei ugepaakt gëtt, vun der Direktioun an der Philosophie hier och ka matdroen a mat deelen.

D'Ceps-Etüd, déi jo viru kuerzem presentéiert ginn ass, beweist jo ganz kloer, datt eng ganz Rei vun deene Mesuren, virun allem den CAT-Kontrakt am Secteur public, versot hunn, datt se et net fäerdeg bruecht hunn, fir d'Leit, déi aus der Mesure erauskomm sinn, herno méi employabel ze maachen, fir hinnen eng besser Chance herno ze ginn um Aarbechtsmaart. Déi Etüd, déi presentéiert ginn ass, ass zum Deel dann och eng Descriptioun vum Échec vun där doter Aarbechtsmaartpolitik, wéi mer se an der Vergaangenheet gemaach hunn.

Dann, wann een als Eenzelnen op de Karussell eropklëmmt, ee Joer, zwee Joer an der Mesure ass, an herno vum Karussell erëm erofklëmmt, steet een eigentlech erëm op därselwechter Plaz mat gradesou wéineg oder gradesou vill Bagage wéi dee Moment, wou een eropgeklommen ass. Dat ass dat, wat déi Etüde bewisen hunn. Dat ass awer och den Échec vun der Aarbechtsmaartpolitik, wéi mer se zum Deel déi vergaange Joren hei am Land gemaach hunn.

Mir hunn dann och alleguerte gesinn, datt de Stat an d'Gemengen - an do soll ee keen ausschléissen - och ganz oft vun deenen dote Mesurë profitéiert hunn, fir op bëlleg Aarbechtskräften zréckzegräifen. Esou éierlech solle mer dann och alleguerte mat eis selwer sinn. An déi Éierlechkeet solle mer awer och dann hunn, fir ze kucken: Wéi behale mer dann de Stat an d'Gemengen um Funktionéieren, wa mer déi dote bëlleg Aarbechtskräften net méi an eis Servicer, an eis Verwaltungen integréieren?

Et ass also Handlungsbedarf. Handlungsbedarf ganz besonnesch och, wat dann d'Formatioun vun deenen doten ubelaangt. Duerfir ass et ze begréissen, datt nieft der Disponibilitéit fir de Betrib oder fir de Patron - och de Patron am Secteur public - et esou ass, datt déi Jonk ugehale si während där Zäit, wou se do d'Chance kréien e Schratt an den Aarbechtsmaart eranzemaachen, eng Formatioun ze maachen, fir duerno besser Chancen ze hunn eng definitiv Plaz ze kréien.

Ech verweisen nach eng Kéier op d'Beispill virdru vum Coiffeur; déi Geschicht, déi mer do héieren hunn. Et ass eben och ze verstoen, datt een, deen iwwert deen dote Wee probéiert dann och e Fouss an d'Aarbechtswelt eranzekréien, sech op eege Féiss ze stellen, datt dee finanziell net onbedéngt däerf besser, vill besser gestallt sinn, wéi deen, deen op där anerer Säit iwwert den traditionelle Wee, iwwert d'Schoulausbildung, iwwer en Apprentissage probéiert zu eppes ze kommen.

Trotzdeem, wann een eng Rei vun deenen Iwwerleeungen an deene Mesuren hei ka begréissen, ginn et nach Kritikpunkten. Mir stellen nach ëmmer fest, datt en CIE, deen dann am Privatsecteur ugebuede gëtt, méi schlecht ënnerstëtzt gëtt, finanziell méi schlecht gestallt gëtt iwwert d'Participatioun vum Fonds pour l'Emploi, woubäi mer jo awer gesinn, datt et eigentlech grad déi dote Kontrakter waren, wa jonk Leit am Privatsecteur bei e Patron komm sinn an do eng gewësse Formatioun am Betrib ganz konkret gemaach hunn, datt se herno besser Chancen haten.

Et versteet een net firwat, datt do déi finanziell Ënnerstëtzung fir de Betrib méi kleng ass, wéi déi finanziell Ënnerstëtzung am Fall vun engem CAE herno am Secteur public, wou do eigentlech och nach ëmmer d'Gefor besteet, datt ee mëssbraucht gëtt als bëlleg Aarbechtskraaft, an datt herno deen, deen aus där Mesure erauskënnt, awer nach ëmmer net déiselwecht Chancen huet, wéi deen, deen am Privatsecteur ënnerdaach komm ass.

Mir mussen also dofir nach Effortë maachen, fir méi Jonker, déi an esou enger prekärer Situatioun sinn, bei Privatbetriber ënnerdaach ze kréien, well d'Statistike weisen, datt dat et méi bréngt. Mir mussen dofir e kloren Ureiz schafe fir déi Jonk a fir d'Betriber. Déi Elementer schéngen eis an dësem Gesetz nach ze feelen. Ech wëll hei net nëmme vu méi enger héijer Subsidiéierung fir de Privatsecteur am Fall vun esou Kontrakter schwätzen. Et kéint ee sech do zum Beispill virstellen, datt een e gestaffelte Remboursement géif virgesinn, deen eigentlech am Ufank vun esou engem Kontrakt méi héich wär.

Am Ufank, dann, wa jo och deejéinegen, deen an de Betrib kënnt, nach net richteg Fouss gefaasst huet am Betrib, dem Patron do och nach net op déiselwecht Aart a Weis kéint hëllefen, an en herno, wann en eng Zäitchen do ass, scho méi Kompetenzen huet, e méi am Betrib eng Hand ka mat upaken, an datt dann d'öffentlech Hand e géif manner rembourséieren, datt doduerjer och d'Chance géif bestoen, datt deen dote Kontrakt an e festen Aarbechtskontrakt herno géif iwwergoen, well dann déi finanziell Situatioun vum Patron während dem Kontrakt respektiv während dem CIE och herno eigentlech an déiselwecht finanziell Situatioun vun engem normalen Aarbechtskontrakt iwerleeft.

Et kéint ee sech och virstellen, datt nei gegrënnten Entreprisen anescht do géife gestallt ginn, fir esou Leit mat erunzezéien, fir deenen nei gegrënnten Entreprisen eigentlech och d'Chance ze ginn iwwert deen dote Wee emol richteg kënne Fouss ze faassen. Dat sinn Iwwerleeungen, déi ee fir d'Zukunft ka mat eranhuelen.

Zil soll et sinn - an dat hu mer hei ëmmer vertrueden -, datt deejéinegen, deen eng Aarbechtsplaz sicht, wa méiglech eng Aarbechtsplaz um éischten Aarbechtsmaart kritt. Duerfir ginn dës Reformen och eleng net duer. Dat weist och d'Resultat vum Maintien dans l'emploi, do wou e scho konkret proposéiert ginn ass; zum Beispill beim Monopol, wou ëm en Drëttel vun de Leit elo eréischt no Méint vun intensiven Ustrengunge bei engem anere Patron ënnerdaach komm sinn. Zwee Drëttel sinn nach net ënnerdaach komm. Dat ass och keen Allheelmëttel.

Mir mussen och Iwwerleeungen ustellen iwwert déi, déi manner jonk sinn. An do geet et och net duer, datt de Premierminister de Jugendwahn an eiser Gesellschaft gäisselt. Doriwwer kënne mer eis gären ënnerhalen, mä domat ass engem manner Jonken, deen op der Sich no enger Aarbecht ass - een, dee 50, 55 Joer huet -, och nach net konkret gehollef. Mir mussen eppes maachen - an ech sinn eigentlech frou, datt ech et virdru vun de Virriedner och schonn héieren hunn -, an dat ass de permanente Monitoring vun deenen dote Mesuren. Dat ass dat, wat mir awer och hei op der Chambertribün an op anere Plazen als Demokratesch Partei des Öftere gefrot hunn. Mir mussen déi Mesuren do stänneg op de Leescht huelen, fir ze kucken: Wat fir eng bréngt eppes, a wat fir eng bréngt näischt?

Mir mussen och déi Mesuren, déi Kontrakter, déi Systemer, déi mer elo hei en place setzen, no sechs Méint, no engem Joer evaluéieren. Et ka villes sinn, wat hei gutt geduecht war initialement, datt dat an der Realitéit net funktionéiert. Et ka villes sinn, datt herno an der Privatwirtschaft eppes geännert huet, datt do d'Konditiounen anerer ginn, datt een Instrument, dat an der Vergaangenheet gutt gegraff huet fir Jonker an d'Aarbecht ze kréien, haut net méi gräift. Duerfir musse mer och déi Mesuren analyséieren. Duerfir musse mer och d'Législatioun lafend iwwerkucken.

Mir mussen dat aussortéieren, wat näischt méi bréngt, an dat renforcéieren, wat gutt funktionéiert. Mir sollten eis och do net nëmmen op eis selwer konzentréieren. Et kann een an engem Prozess vun Échanges de bonnes pratiques zum Beispill an d'Ausland kucke goen: Wat fir eng Mesuren hunn et do bruecht?

Mir denken do zum Beispill un den dänesche Modell, deen et schéngt fäerdeg ze bréngen, duerch e gudde Mix vu Sécuritéit, deen en dem Aarbechtssichende gëtt, an awer och vun Ufuerderung un hie selwer, déi un e gestallt gëtt, fir do méi Leit am Endeffekt an d'Aarbecht ze kréien. Kommt, mer maachen eis op, kommt, mer kucken an d'Ausland...

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Erlaabt Der eng Zwëschefro?

M. Claude Meisch *(DP).*- Selbstverständlech, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Hien erlaabt eng Zwëschefro.

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo, ass dann de President d'accord?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, de President muss selbstverständlech d'accord sinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, de Minister wëllt mer eng Zwëschefro stellen.

M. Henri Grethen *(DP).*- En ass awer skeptesch.

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- E kuckt esou skeptesch, de President.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Just eng kuerz Zwëschefro. Den dänesche Modell besteet aus dräi Deeler: laang Chômagegeld, Activatioun, an en drëtten ass kee Kënnegungsschutz. Stitt Dir fir déi dräi Deeler vum dänesche Modell?

M. Claude Meisch *(DP).*- Den drëtten Deel ass jo een, deen ofgefiedert ass duerch déi aner Deeler. Also ass et schwéier do elo een Deel erauszehuelen, wa mer soen, mir ginn hei un de Kënnegungsschutz a mer probéieren awer net, deene Leit deementspriechend ze hëllefen.

Mä awer wat de System vun der „flex security“ ubelaangt, e gewësse Méi u Flexibilitéit ze bidden, op där anerer Säit méi Sécuritéit awer och kënnen ze bidden, a fir déi Jonk - an net nëmmen déi Jonk; déi, déi Aarbecht sichen - unzehalen, där Efforten ze maachen, fir herno erëm kënnen an den Aarbechtsmaart eranzekommen, och iwwer Weiderbildungssystemer, iwwer ganz konkret Engagementer um Niveau vun der Weiderbildung, fir dann herno se fit ze hu fir den éischten Aarbechtsmaart, dat sinn déi Elementer, wou mer mengen, datt ee se hei och op eise System kann transposéieren, a mer géifen net méi domm ginn, wa mer dohinner oder op aner Plazen, wou et funktionéiert, géife kucke goen.

Mir hunn eis och vill beschäftegt mat der Administration de l'Emploi, wou elo hei deelweis nei Elementer sollen zur Uwendung kommen. Mir mengen och, datt dat net duergeet. Et muss ee sech d'Fro stellen iwwert d'Struktur vun der Administration de l'Emploi, iwwert d'Aufgabefelder vun der Administration de l'Emploi.

Eis Proposen, an ech widderhuelen se nach eemol, ginn an déi Richtung, fir aus der Administration de l'Emploi eigentlech eng Agentur ze maache fir Weiderbildung, aus deenen Iwwerleeungen eraus well mer wëssen, datt mer dausenden, oft iwwer 10.000 Aarbechtsplazen am Joer hei am Land schafen, datt awer déi Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, net déi Formatioun an déi Capacitéit hunn.

Also musse mer kucken, datt mer d'Usprëch vun de Patronen an d'Capacitéit vun deenen, déi eng Aarbecht sichen, méi no beienee kréien. An dat geet eben iwwer Weiderbildung. Dat geet net nëmmen, wa mer eis haaptsächlech op d'Vermëttlung vu Leit baséieren, déi dann awer eigentlech oft net gefrot sinn.

Mir mengen och, datt et keen Tabu dierft sinn, fir privat Vermëttlung zouzeloossen. Jiddfereen, dee privat vermëttelt géif ginn, wär e Fall, dee fir d'Placeuren op der ADEM manner ze vermëttele wär, géif do Entlaaschtung bréngen. Mir froen och ganz konkret: Wou si mer dru mat enger méi enker Zesummenaarbecht tëschent der Administration de l'Emploi an den Interimsfirmen? Eppes wat hei virun engem Joer ugekënnegt ginn ass, wou mer och eng Rei vun Hoffnungen dragesat hunn.

Fir eis wär et och keen Tabu, wa punktuell méi eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten och kéint dozou féieren, datt e Betrib, e produzéierende Betrib ganz besonnesch, herno géif hei am Land bleiwen, fir doriwwer ze diskutéieren an doriwwer nozedenken.

Mir mengen och, Dir wësst et, datt mer eis um Niveau vun den Öffnungszäiten am Commerce vun ale Virstellunge verabschiede mussen. D'Leit sollen hei och kënnen akafe goen, wa se wëllen akafe goen. Da mussen d'Butteker awer op hunn. Wa se hei net op hunn, da ginn d'Leit anzwousch aneschters akafen. An dat kascht herno och hei Aarbechtsplazen, fir Leit, déi net en universitären Diplom hunn, an déi musse mer awer och hei am Land an Aarbecht behalen.

Also fir ofzeschléissen zum Aarbechtsmaartvolet vum Projet de loi 5611: D'Richtung, déi stëmmt zum Deel, mä mir däerfen hei net stoe bleiwen. Mir musse weider un aneren Instrumenter schaffen. Mir musse weider den Aarbechtsmaart reforméieren an déi Pistë creuséieren, déi mer genannt hunn.

Eigentlech stoung de Premierminister d'lescht Woch op dëser Plaz an hien huet gesot, déi Propositiounen, déi d'Demokratesch Partei am Kontext vun deenen 33 Reformpropositiounen am Fréijoer gemaach huet, géif hien alleguerten deelen. Nun, en Deel dovunner hunn ech hei opgelëscht. Ech mengen, den Här Biltgen hätt dann nach vill Aarbecht, wann hien dat, wat de Premier deelt, hei alles misst ëmsetzen, wann et dann esou ass, datt déi Unanimitéit tëschent Premierminister an der Demokratescher Partei esou grouss ass wéi d'lescht Woch hei behaapt ginn ass.

E kloren Nee par contre muss d'Demokratesch Partei soen, wann et ëm de Volet Sécurité sociale vum Projet de loi 5611 geet, well dee geet wierklech zu Laaschte vun deene Jonken. Dee geet wierklech zu

Laaschte vun deene kommende Generatiounen.

Mam Transfert vun den Dépensë fir d'Babyjoren a fir de Complément différentiel aus dem Statsbudget eraus eran an d'Pensiounskeesen, do derzou och nach den Drëttel vun de Rentes de l'assurance accident industriel, wat fir 2007 ëm déi 42 Milliounen Euro ausmaachen. Wa mer dann nach déi 17 Milliounen Euro derbäihuelen, déi schonn d'lescht Joer transferéiert gi sinn aus dem Statsbudget eran als Dépensen an d'Pensiounskeesen, da mécht dat ongeféier 60 Millioune manner Reserven aus, net eemoleg, mä eigentlech herno pro Joer. Da si mer do bei eppes, wat ganz vill Leit heibannen an der leschter Wahlcampagne als eng grouss Katastroph bezeechent hunn, nämlech déi 80 Millioune vun der Mammerent, déi envisagéiert jo waren aus dem Statsbudget erauszehuelen an als Laascht an d'Pensiounskeesen eranzetransferéieren.

Haut maache mer eppes, wat vun der Envergure hier deem net wäit ewech kënnt an haut fanne mer dat, oder e groussen Deel vun eis heibanne fannen dat ganz, ganz normal, Leit, déi fréier dergéint zu Feld gezu sinn, Leit, déi e Wahlkampf do dergéint gefouert hunn. Haut schlécken se dat doten ouni emol weider sech laang domadder auserneenzesetzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dir hutt déi 130 Millioune vergiess, déi Dir Iech „ausgeléint" hat.

(Interruption)

M. Claude Meisch *(DP).*- Duerch…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- 130 Milliounen, déi Dir Iech ausgeléint hat!

M. Claude Meisch *(DP).*- Duerch déi dote Politik, Här Di Bartolomeo,…

(Interruption)

Ech mengen, den Här Wagner wëllt eng Fro stellen.

M. le Président.- Här Wagner? Neen, Här Wagner, wëllt Der dem Här Meisch eng Fro stellen?

M. Carlo Wagner *(DP).*- Neen, ech wollt dem Här Minister äntwerten an him duerno eng Fro stellen.

M. le Président.- Neen, ech mengen, esou fonctionnéiere mer awer net hei.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Ah, fein.

(Hilarité)

Den Här Minister behaapt nämlech hei Saachen, ech mengen, déi hien net richteg verstanen huet.

M. le Président.- Här Wagner, schreift Iech an an da kommt Der heihinner den Här Minister dat froen.

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wäert dem Här Wagner nach genuch Riedezäit rescht loossen, fir datt hien dann och nach hei op d'Tribün ka kommen an dem Minister déi dote Fro ka stellen.

Mä mat deene 60 Millioune pro Joer zousätzlech Dépensë fir d'Pensiounskeese réckelt d'Rentemauer Joer fir Joer e Stéck méi no, hu mer e budgetäre Problem, dee mer haut hunn, transferéiert an d'Zukunft. Nämlech da kréie mer an der Zukunft e Renteproblem. Dëst ass keng nohalteg Politik. Dëst ass keng responsabel Politik fir déi Jonk, fir d'Zukunft hei am Land, an duerfir fënnt se d'Oflehnung vun der Demokratescher Partei.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Net richteg verstanen hu mer dann och déi awer exagéréiert Augmentatioun vun der Contributioun bei der Assurance dépendance. Mir verstinn a mir gesinn, datt d'Assurance dépendance defizitär war 2004 an 2005. Déi Augmentatioun, déi awer elo geplangt ass vum Bäitrag vu jidder Eenzelnen, deen hei am Land verséchert ass, vun 1% op 1,4%, also insgesamt ëm 40%, féiert dann dozou, datt méi Reserven ugeluecht ginn.

Mä mir verstinn eigentlech net oder mir hunn net gesinn, an och op Nofro hi konnt keen an der Regierung eis soen: Firwat brauche mer déi Reserven? Wéi laang reechen dann déi dote Reserven? Wéi wäerten d'Dépensen am Laf vun den nächste Joren an d'Luucht goen? Wat maache mer eigentlech duerno, wann déi dote Reserven opgebraucht sinn? Wéi kënne mer eventuell d'Käschtenevolutioun kontrolléieren? Wat ass mëttelfristeg oder laangfristeg dann nach e vertrietbaren Taux?

Hei schéngt et eis awer wierklech sech ëm de Pilotage à vue ze handelen. Elo gëtt emol zougelaangt bei de Leit. Si musse 40% méi Contributioun zur Assurance dépendance leeschten. An dann duerno soll iwwerhaapt eréischt gekuckt ginn, firwat dat Ganzt dann noutwendeg wär a wéi mer iwwerhaapt d'Assurance dépendance missten opstellen. Eiser Meenung no, Här President, hätt et missen ëmgedréint geschéien.

Mir stellen eis d'Fro, ob d'Leit dann och elo fir déi 40% méi Contributioun 40% méi Leeschtung kréien, ob 40% méi qualifizéiert Personal agestallt gëtt. Firwat also déi dote 40% de Leit aus der Täsch zéien?

De Stat bezilt jo och hei selwer. Seng eege Contributioun wëllt e plafonnéieren, do bezilt e manner, an d'Leit musse méi bezuelen. Och dat entsprécht an eisen Aen enger verstopptener Steiererhéijung, well wann et bei der dynamescher Entwécklung bei der Contributioun vum Stat bliwwe wär, hätt de Stat sech dat jo misse bei d'Leit iwwert de Steierwee siche goen. Hei mécht en et iwwer eng aner Astuce fir de Leit net mussen iwwer Steiererhéijungen nach méi an d'Täsch ze gräifen, wéi en et jo souwisou mécht. Dëst ass eng weider Belaaschtung, déi sech areit an all déi Belaaschtungen, déi am Laf vun deene leschte Méint hei annoncéiert an décidéiert gi sinn.

An et ass net d'Demokratesch Partei, déi dat doten eleng esou gesäit! Gëschter hu mer d'„Wort" gelies. Dir hutt et wahrscheinlech alleguerten och gemaach, op d'mannst déi, déi hei um rietse Bord vu mer sëtzen, an do stoung ze liesen: „Die Neuregelung der Kraftfahrzeugsteuer, die Kyotoabgabe sind herausragende Interventionen in einem bunten Strauß von Einkommensbeschränkungen, die eigentlich nur ein zynischer Humorist nicht als eine Fiskalbelastung bewerten kann."

Une voix.- Dat kann dach net sinn!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat stoung gëschter am „Wort".

M. Charles Goerens *(DP).*- Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo.

M. Charles Goerens *(DP).*- Mir hunn och e Samschdeg d'„Tageblatt" gelies.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, de Samschdeg d'„Tageblatt" gelies. Do stoung net vill aneres geschriwwen,...

(Interruptions diverses)

...mä eng Zeitung, déi eisem Budgetsminister, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Zeitung, déi eisem Budgetsminister jo awer esou no steet wéi d'„Wort" an déi fir „Wahrheit und Recht" steet, déi schreift dat do. Eise Budgetsminister kënnt heihinner an hie presentéiert e Budget fir d'Joer 2007, wou hie seet: 2007 gëtt et keng Steiererhéijung; an d'„Wort" ass also der Meenung, hie wär en zyneschen Humorist.

Déi Tripartitesmesurë féieren alleguerten eenzel zu enger däitlecher Méibelaaschtung vun den eenzelne Leit. An dofir wëll ech nach eng Kéier op déi Propositiounen hiweisen, déi mer d'lescht Joer hei an de Budgetsdebatte gemaach hunn: Da kommt, mer ginn hin a mer entlaaschten op där anerer Säit och d'Leit. Da kommt, mer ginn hin a mer passen d'Steiertabell endlech emol nees un d'Inflatioun un, do, wou iwwer en anere Wee, iwwer e schläichende Wee, d'Leit Joer fir Joer däitlech an d'Täsch gegraff kréien, däitlech méi Akommessteier musse bezuele wéi no deenen Tariffer wéi se hei mat grousser Majoritéit 2001 fixéiert gi sinn, wéi se deemools décidéiert gi sinn.

Dat géing et erlabe bei de Leit op d'mannst eppes dovunner ze kompenséieren, wat se op där anerer Säit elo géing méi belaaschten. Dat géing och Spillraum bidde fir eng moderat Lounpolitik, déi jo am öffentlechen an och am private Secteur vu ville Leit gefuerdert gëtt, déi jo och eigentlech en Zil war, fir d'Kompetitivitéit ze stäerken, also och en Zil vun där Kompetitivitéitstripartite war.

Déi Tripartite hat d'Zil, fir d'Kompetitivitéit ze stäerken. Mir hunn eis herno, an dat bedauere mer eigentlech, just nach zum groussen Deel ëm d'Sanéierung vum Statsbudget gekëmmert.

Et bleiwen also nach Chantierë virun eis, ëm déi mer eis mussen um Niveau vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber këmmeren. Well, wa mer déi Problemer net geléist kréien, da wäerte mer eis vill Wënsch, déi mer am soziale Beräich hunn, fir de jonke Leit ze hëllefen um Aarbechtsmaart a fir anere Leit eng ganz konkret Stäip ze ginn, dann, wa se se brauchen, net kënne leeschten.

Mir hunn Zukunftsfroen, wéi zum Beispill d'Ofsécherung vun eisem Pensiounssystem, déi mer mussen ugoen, an duerfir dierfe mer och déi nächst Joren net ongenotzt verstréiche loossen. Dës Legislaturperiod huet nach zweeanenhalleft Joer, kommt mer notzen se, fir déi dote Problemer op den Dësch ze huelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Schneider.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer no mengem Rapport iwwert de Volet Sécurité sociale an Ëmwelt als Riedner vun der LSAP Stellung ze huelen zum Gesamtprojet 5611.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Seele virdru gouf ee Gesetzesprojet esou kontrovers diskutéiert wéi dëse Projet 5611. Dobäi hunn d'Diskussioune sech focaliséiert op d'Verännerungen oder besser gesot d'Verbesserungen an der Gesetzgebung vun der Jugendaarbechtslosegkeet.

Dëst ware mat Sécherheet noutwendeg a wichteg Diskussiounen a se hunn eis och als Politiker rappeléiert, den Dialog fréizäiteg ze sichen, och mat deene Jonken, déi eis Gesellschaft oft ze schnell astuuft als politesch Oninteresséiert an nëmmen op Party, Sex an Abenteuer ausgeriicht.

Plusieurs voix.- Oh!

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Déi Jonk maache sech Gedanken iwwer...

Une voix.- Dat ass guer net esou schlecht!

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Et geet hei gutt un. Mir waren an der Zäit och esou, géing ech soen.

(Hilarité)

Déi Jonk maache sech Gedanken iwwer hir Zukunft, virun allem hir berufflech. Ech verstinn dat hirersäits a fügen dozou bäi, datt och hir Elteren - an ech hunn d'Chance dozouzegehéieren - sech dës Gedanken ëm hir Zukunft maachen.

Här President, Dir gesitt, och ech driften of a focaliséiere mech erëm am Projet op dëse wann och wichtegen Detail.

De Projet 5611 beinhalt méi. Ech hu probéiert a mengem Rapport op déi wichteg Volete Sécurité sociale an Ëmwelt hinzeweisen. Substanziell finanziell Ëmwälzunge säitens der Statskeess hin zu de Pensiounskeesen an nei Finanzsprëtze fir de Fong Kyoto si bal onbemierkt bliwwen. Dach wäerte si et an Zukunft erlaben, eng dauerhaft ofgeséchert Sozial- an Ëmweltpolitik ze bedreiwen. Ech denken elo hei speziell un d'Uleeë vun de Reserve bei der Fleegeversécherung an awer och déi Milliounen, déi direkt an de Fong Kyoto fléissen.

Wat deen Deel vum Projet ubelaangt, deen d'Beschäftegung beinhalt, esou huet déi sozialistesch Fraktioun an enker Zesummenaarbecht mam Koalitiounspartner maassgeblech dozou bäigedroen, datt de Projet 5611 a senger definitiver Fassung eng echt Chance bitt an Aarbecht an net an Aarbechtslosegkeet ze investéieren.

Dës Philosophie entsprécht genau de Richtlinnen, déi an der Resolutioun vun der LSAP op hirem Landeskongress 2006 waren, wou och en Zéng-Punkte-Programm ausgeschafft gouf, dee genau dëse Viraussetzunge gréisstendeels Rechnung dréit.

Une voix.- War den Här Sold och do?

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Den Här Sold war och do, selbstverständlech als Journalist.

Mir wëllen dank geziilter Hëllefleeschtungen den Aarbechtssichende besser op den Aarbechtsmaart virbereeden oder besser gesot erëm méi fit maachen. Dëst gesäit den Aarbechtsminister François Biltgen och esou, an ech ka seng Schrëtt gutt novollzéien.

Une voix.- War deen och op Ärem Kongress?

(Hilarité)

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Dëse Gesetzprojet 5611...

Här Grethen, ech huelen un, datt hien als interesséierte Politiker d'Aussoe vun der LSAP selbstverständlech verfollegt an och dëse Pabeier gesinn huet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech gleewe kaum.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Ech huelen un, Här Gibéryen, datt Dir dat och verfollegt hutt, fir als interesséierte Politiker och bei den Debatten do kënne matzeschwätzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir musst just kucken, wat d'CSV décidéiert, well dat musst Dir maachen, an net ëmgedréint.

(Hilarité)

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Ech géing mengen, an engem Politspektrum muss een all Parteie liesen a kucken, op jidde Fall wat d'Meenunge sinn, a sech selbstverständlech da seng eege Meenung bilden, wat eis Partei bis elo nach ëmmer selbstverständlech souverän gemaach huet.

Dëse Gesetzesprojet 5611 intensivéiert...

(Interruption)

Hutt Dir eng Fro ze stellen, Här Jaerling?

Une voix.- Loosst den Här Jaerling a Rou. Deen huet souwisou keng Kolleege méi.

Plusieurs voix.- Oh!

M. le Président.- Här Schneider, loosst Iech net vum Thema ofbréngen.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Selbstverständlech net. Merci, Här President.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Op déi Kolleege kann ech gutt verzichten.

(Hilarité)

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Dëse Gesetzesprojet 5611 intensivéiert substanziell d'Hëllef un den Aarbechtslosen, fir eng nei Schaff ze fannen. Spéitstens no dräi respektiv sechs Méint gëtt säitens der ADEM dem Arbeitslosen, ob ënner oder iwwer 30 Joer, eng konkret Hëllef ugebueden, déi individuell ausgeriicht ass.

Dem Patron ginn dank neie finanziellen Ureizer bei der Astellung vun Arbeitslosen nei Weeër opgemaach, fir méi massiv op dem Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ze rekrutéieren. Mir brauchen an Zukunft qualifizéiert Personal, mä och onqualifizéiert Persounen däerfen net op eisem Aarbechtsmaart isoléiert ginn. Hei bitt dat neit Gesetz nei Ausbildungs- a Weiderbildungsméiglechkeete mat verstäerktem Akzent op enger Opwäertung vun de Kompetenze vu jiddferengem.

D'Gesetz stellt awer och kloer, datt all Arbeitslosen an d'Verwaltung Rechter, mä och Flichten hunn. Déi nei individuell Activatiounskonventioun, Convention d'activation individualisée, bitt all Arbeitslosen eng nei Chance eng betreiten Aarbechtssich gratis ze erhalen. Dëst begleet Sichen no enger Plaz gëtt ëmmer méi wichteg.

Mir mussen um Aarbechtsmaart net nëmmen équivalent sinn, wat den Niveau vun den Diplomer ubelaangt, mä mer mussen doniewent och, an dat ass op d'mannst esou wichteg, op d'Preparatioun an op d'Formatioun fir d'Beruffsliewen hischaffen. Dat geet u mat der richteger Sich no enger Plaz. Dat geet u mat der Definitioun vun de Kompetenze vu jiddferengem. Dat geet weider mat dem richtege Schreiwe vun Demanden an CVen an hält op mat engem korrekten, engagéierten an iwwerzeegenden Optriede beim Virstellungsgespréich.

Här President, et gëtt net einfach dëse Match ze maachen, trotz engem engagéierte Minister, trotz engem Gesetzestext, dee verbessert gouf. An der Praxis wäerten déi ugesprache Reformen nämlech nëmmen Erfolleg hunn, wann endlech eng effizient Partnerschaft tëschent Regierung, spréch Arbeitsamt a Statsverwaltung, dem Patronat an dem Salariat entsteet, an dat am Sënn vun enger Integratioun vu méiglechst villen Arbeitslosen um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart.

Och de Wirtschafts- an den Educatiounsministère sinn an dësem Prozess integréiert a gefuerdert. Wichteg Signaler gi vun hinnen erwaart, a wann een d'Projeten an d'Iddien an d'Kontakter, sprëch d'Viraarbecht weess, déi an deenen eenzelne Beräicher geleescht sinn, esou ass dëse Prozess voll amgaangen.

Eis Wirtschaft dréint, mir gesinn et um Wuesstem, un deene jährlech geschafenen Aarbechtsplazen, och wann eng Ënnersichung vun dësen Aarbechtsplazen drëngend noutwendeg ass.

D'Educatiounsministesch huet eng Rei Projets de loi op den Instanzewee ginn, wat d'Formation professionnelle, d'Formation continue, de Fonctionnement vum CNFPC, d'COIP-Coursen an, aus dem Projet de loi elo erausgeholl, d'Formation des adultes ubetrëfft.

Ech gesi gutt Viraussetzungen dofir, datt mer mat Hoffnung an d'Zukunft kënne kucken, fir och dës Challengë meeschteren ze kënnen. Mä um Terrain bleift no dëse Gesetzer vill ze maachen.

Am Kader vum Projet 5611 heescht et elo dës Neierungen esou schnell wéi méiglech an d'Praxis ëmzesetzen. Den Aarbechtslosen an de Patron mussen iwwert dës Neierungen informéiert ginn. Fir d'Stagen, déi duerch de ganze Projet ginn, brauche mer Stageplazen, brauche mer Leit, déi bereet sinn deenen, déi keng Plaz hunn, eng Formatioun ze ginn, fir hinnen och d'Chance ze gi sech eng stabil Situatioun opzebauen. An dann, d'Verwaltung, déi mat dëse Bestëmmungen an Iddië befaasst ass, ass d'Arbeitsamt oder d'ADEM. Sécher kritt dës Verwaltung laut Statsbudget zéng Leit bäi. Sécher ass d'OCDE amgaang en Audit iwwert d'Verwaltung ze maachen.

Hei wëll ech eng kleng Klamer opmaachen. Och wann ech de Moment éischter gesinn, datt et an enger éischter Tëschebilanz eng Analys vun eisem Chômage hei zu Lëtzebuerg ass, déi gemaach gëtt, respektiv eis lauter Saache gesot ginn, déi mer zënter laangem wëssen, mä op eppes musse mer op jidde Fall oppassen: Den Optrag war net deen, eis sozial Errongeschaften, eis sozial Moossname wéi RMG, Mindestloun a Chômageindemnitéit a Fro ze stellen, mä et goung drëm de Fonctionnement vun der Verwaltung ze hannerliichten a Verbesserungsvirschléi ze maachen. Klamer zou.

Sécher huet d'Verwaltung eng dynamesch a kompetent Direktioun mat gréisstendeels motivéierten a kompetente Mataarbechter. Mä geet dat duer? Eng Äntwert ze ginn ass schwéier, an et ass scho gutt, an et war fir de Projet liewensnoutwendeg, datt d'Ulafzäit bei dësem Projet, wat de Volet Emploi betrëfft, op den 1. Juli 2007 geréckelt gouf, fir der Verwaltung Zäit ze gi sech ze organiséieren a virun allem dat neit Personal nei ze schoulen.

Hoffe mer, datt den Drock op déi, déi un der Front sëtzen - an ech mengen hei d'Placeuren, déi all Dag honnerte vu Leit, vun Aarbechtslosen ze betreien hunn -, net ze grouss gëtt. De Moment ass d'Villfalt an den Aufgabeberäich vu kengem Placeur méi korrekt ze managen. An ech kann heibanne jiddfereen, deen dëst net gleeft, nëmmen invitéieren eng Woch dësen Job ze maachen, fir dës Erfahrungswäerter mat eriwwerzebréngen.

Här President, mir hu vill am Kader vum 5611 iwwer CAT, Stage d'insertion, Stage d'initiation, an esou viru geschwat; haut schwätze mer vun CAE an CIE. Dat kléngt alles verwirrend, an et ass et och. All Deputéierte sollt dofir op den Tableau, dee vum Ministère du Travail erstallt gouf, kucken, fir déi richteg Notiounen ze kréien.

D'Mesurë fir déi Jonk goufen also geännert; fir mech verbessert. Aus der Ceps-Analys konnt een, wann ee wollt, d'Erkenntnisser an d'Wourecht erausliesen. Den CAT privé an de Stage d'initiation waren eng Success story mat ongeféier 85% Réussiten. Den CAT public war manner erfollegräich. En huet awer enger Rei vu Jonken erlaabt eng éischt a wichteg Beruffserfahrung ze kréien. Dëse Projet probéiert d'Mëssstänn an dësem Beräich ze verbesseren an ze änneren.

De Motto „An Aarbecht investéieren an net a Chômage" spigelt sech grad an dësen neie Mesuren, CAE an CIE, erëm. Den CIE gëtt ofgeschloss mat engem Promoteur, wou eng fest Aarbechtsplaz hannendru steet. Et gi 40 Stonne geschafft, an niewent deene festgesaten 80% vum Mindestloun ass eng Prime de mérite virgesinn, déi iwwregens hautdësdags scho bal an all Betrib ausbezuelt gëtt, an an de meeschte Fäll op dem Minimum vum Mindestloun läit.

Derniewent, mengen ech, gouf awer och zousätzlech hei an de Verbesserungen ee Plan de formation erstallt, fir zesumme mam Jugendlechen ze kucken hie beschtméiglech op den Aarbechtsmaart virzebereeden an dranzeloossen. An derniewent gëtt och mat den Tuteure gekuckt eng gëeegent Formatioun ze maachen, fir dee Jugendlechen och beschtméiglech ze begleeden.

Den CAE par contre gouf agefouert, fir d'Employabilitéit vum Jugendlechen ze verbesseren. E gëtt hei an der Regel am Statsan am Gemengesecteur applizéiert, awer och un A.s.b.l.en offréiert. Hei gouf aus der Erfahrung eraus d'Stagezäit vun 18 op néng Méint zréckgesat, fir d'Mesurë méi aktiv a méi formatiounsfäeg ze maachen. Sécher ass dat e Schrëtt, deen ze veränterwerten ass, wësse mer dach all, datt dacks dës Mesuren - an den Här Meisch huet et och gesot - säitens vum Stat a vun de Gemengen als Noutléisunge benotzt goufen.

Bei eenzelnen A.s.b.l.en - zum Beispill d'Jongenheem, an esou virun - kéint déi kuerz Zäit allerdéngs Problemer duerstellen, well d'Evaluatioune vun hire Clientë weisen, datt eréischt no néng Méint eng richteg Orientatioun ka stattfannen. Dës Problemer muss een eenzel um Terrain kucken. Verbessert am CAE par rapport zum CAT ass awer virun allem de Volet Formatioun, deen ugebuede gëtt, an derniewent virun allem och d'Responsabilisatioun vun den Tuteuren.

Ech mengen also, datt dës Stoussrichtunge richteg sinn, an ee probéiere soll Erfahrunge mat dësen neie Moossnamen ze maachen. Positiv gestëmmt an dësem Beräich hu mech och déi wéineg Kritiken, déi säitens de grousse Beschäftegungsinitiativen: OPE, Forum, ProActif, an esou weider koumen. Dës Initiativen, déi um Terrain Aarbecht leeschten, si mat Sécherheet beschtens gestallt eng Bewäertung vun dësen neie Moossnamen ze maachen.

Schnell sollt duerno, mengen ech, eng Evaluatioun vun dëse Mesurë gemaach ginn. Ech géif hei proposéieren dat fréistens no 18 Méint, no engem éischten Zyklus, ze evaluéieren. Et sollt een och un e längerfristege Suivi vum Demandeur d'emploi denken, fir och säi Beruffswee weider am A ze behalen, an dorauser wichteg Erkenntnisser ze kréie fir de Placement vun neien Aarbechtsloser.

Här President, niewent de Mesuren, wat déi jonk an eeler Chômeuren ubetrëfft, gesäit de Volet Emploi awer och eng Rei nei oder verbessert Elementer vir. De Maintien dans l'emploi ass eng Fuerderung déi d'LSAP zënter laangem heegt, déi nämlech, datt d'Clignotantë mat Zäit uginn, wann an engem Betrib Problemer si respektiv Aarbechter Gefor lafen an engem Betrib hir Aarbechtsplaz ze verléieren. Wann esou Clignotanten ugi ginn, da kann nämlech mat Zäit reagéiert ginn, an d'Leit kënnen zäitlech ëmgeschoult, ëmorientéiert oder nei placéiert ginn.

Och d'Ännerungen an der Chômageindemnisatioun setzen nei Eckwäerter. Mat Sécherheet ass iwwert d'Proportionalitéit vum Chômage ze diskutéieren; awer doranner ass déi ganz Logik vun dësem Projet enthalen. Aner Ännerunge probéieren d'Abusën ze vermeiden, sprëch d'fiktiv Umellungen hei zu Lëtzebuerg. Och dat ass e positiivt Signal, wat ee muss eriwwerginn.

Eng fir d'Salariéë positiv Entwécklung ass d'Ëmverdeelung - an et ass schonn hei ugeschwat gi vum Kolleeg Ali Kaes - vum Chômage partiel an dem Chômage dû aux intempéries hivernales, déi beschtbekannten an och vun him zitéierte 16 Stonnen dovunner. Dës ginn elo integral vum Patronat iwerholl. Den Apprentissage des adultes hu mer jo elo am Gesetz gestrach, fir en am Kader vun deenen eenzelne Projeten an der Educatioun ze behandelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend géif ech den Accord vu menger Fraktioun ginn, gewosst, datt dëse Gesetzesprojet net all Problemer a Saache Chômage léise wäert, awer op där anerer Säit nei interessant Pisten ubitt, déi eis erlaben an Aarbecht an net an Aarbechtslosegkeet ze investéieren.

D'Bekämpfung vum Chômage ass een alldeegleche Prozess mat ëmmer neien Erkenntnisser. An deem Kontext wäert och de Projet 5144 iwwert de Chômage social ee weidere wichtegen Eckfeiler bei dësem Kampf sinn. Niewent enger gutt fonctionnéierender Kapitalwirtschaft huet och d'Solidarwirtschaft eng wichteg Roll an dësem Beräich ze spillen. Hei sinn nei Besoinen, nei durabel Aarbechtsplazen entstanen, déi vill zur sozialer Kohesioun bäidroe kënnen.

All Mënsch huet e Recht eng Aarbechtsplaz ze hunn. Et ass den A an den O vu würdegem Mënschelliewen. Dëst geet awer nëmmen dann, wann de Pakt zwësche Stat, Salariat a Patronat fonctionnéiert a jiddferee sech senger Responsabilitéit bewosst ass a sech hir och stellt.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Nächste Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht fir d'éischt e puer Bemierkungen zu der Tripartite als solches, déi um Ursprong steet vun dësem Gesetz, wat mer haut hei diskutéieren. Déi sinn net nëmmen néideg, menger Meenung no, well een de Moment d'Impressioun huet wéi wann d'Tripartite als Schëff amgaange wär ënnerzegoen, a just am Fong nach de Kapitän vum Schëff hannert deem steet, wat négociéiert ginn ass; ech hunn d'Impressioun - an dat ass wierklech am Kader vun der Geschicht och vun deem Instrument Tripartite einmalig -, datt entretemps jiddferee bei alle Mesurë quasi eppes aneschters an der Tripartite verhandelt huet, wéi dat wat mer an den Texter hei hunn.

Mä dat ass awer net de Grond, firwat ech wëll drop agoen. Ech mengen, et ass derwäert, fir awer vläicht eng Kéier e puer Reflexiounen ze maachen iwwert dat Instrument.

D'Tripartite ass eigentlech geschafe ginn als e Kriseninstrument am Kontext vun der Restrukturéierung vun der Stolindustrie. An och meng Fraktioun fënnt, datt dat eng gutt Approche war, fir dat Kriseninstrument an deem Kontext ze schafen. Allerdéngs si mir der Meenung, an dat huet sech am beschten erausgestallt an deenen Diskussiounen hei vun der Tripartite, datt dat Instrument sech eigentlech net eegent, fir am Fong, loosse mer soen, eng gesamt gesellschaftspolitesch Diskussioun ze féieren, well da kënnt dat derbäi eraus, wat hei derbäi erauskomm ass.

Wann ech kucken, wéi d'Bandbreet eigentlech ass vun de Felder, déi dës Kéier diskutéiert gi sinn: Dat ass gaange vu Chômage iwwer Beschäftegung, Ëmwelt, de Sozialstat als solches ass thematiséiert ginn, d'Schoulpolitik, Mobilitéit, Energiepolitik, dat heescht, en onwahrscheinlech breede Spektrum. Et kann ee bal soen, d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Gesellschaft ass do diskutéiert ginn, an et kann ee sech d'Fro stellen, ob an esou engem Zeenario do d'Tripartite wierklech dat allergëeegenst Instrument ass.

D'autant plus well ech jo weess, datt awer an deenen Négociatiounen do de Législateur als solchen ausgeschloss ass, e Punkt, deen ee souwisou schonn emol diskutéiere kann, an zweetens eng ganz Rei gesellschaftspolitesch Akteuren awer net un deem Dësch sëtzen. Et si jo nëmmen d'Regierung an d'Sozialpartner, déi do sëtzen. Duerfir kann ee sech déi Fro stellen.

Ech wëll an deem Kontext och soen, datt mer am Kader vun de Budgetsdebatten déi Motioun, déi den Här Goerens erabruecht huet, wou hien eng Etüd verlaangt iwwert de finanziellen Impakt vun der Nohaltegkeet, ënnerstëtzen. Mä bei där zweeter, enger Resolutioun am Fong, wäerte mer eis enthalen, also déi net ënnerstëtzen. Mir hunn déi och duerfir net ënnerschriwwen, well mer eben net der Meenung sinn, datt d'Resultat dovunner emol prioritär an der Tripartite soll diskutéiert ginn, mä mir fannen, datt dat prioritär am politesche Raum, nämlech hei diskutéiert gi soll.

Mir hätten eigentlech léiwer gehat, et hätt een do eng Resolutioun geholl, wou ee festgehalen hätt, datt d'Resultater dovun dann Ulass gi fir en Échange hei am Parlament tëschent dem Parlament an der Regierung.

(Interruption)

Jo, mä bon, ech weess awer aus Erfahrung wéi dat geet, Här Goerens. Wann déi Etüd bis virläit, wäert se wahrscheinlech un alleréischter Stell emol do diskutéiert ginn, hannert zouenen Dieren, an dann eréischt, wann do scho méi oder wéineger Konklusioune gezu gi sinn, wäert se heihinner kommen. An duerfir si mir do skeptesch.

Mir hätte léiwer gehat, et hätt een am Fong déi Iddi opgegraff och e bëssen, déi Dir an enger Motioun als Demokratesch Partei d'lescht Joer eraginn hutt, déi mir och schonn eng Kéier an der Vergaangenheet hei gemaach hunn, fir ze soen hei am Kader vum Parlament esou eppes ze organiséieren, am Kader och vun engem Zukunftsdësch zum Beispill dorun erunzegoen, wéi elo onbedéngt der Tripartite dat dohinnerzeschieben.

Et muss ee soen, datt och duerno d'Virgoensweis vun der Regierung fir d'Ëmsetzung vun den Décisiounen aus der Tripartite extrem contestabel ass. Virun allem am Kader vun dësem Gesetz 5611, wat mer haut virleien hunn. Et ass jo e Fourre-tout-Gesetz, wou steierlech Mesuren, Mesurë fir oder géint de Chômage, Ëmwelt, Sécurité sociale dra sinn. Et ass e Fourre-tout-Gesetz, wat ganz kloer - an dat soen ech däitlech - strategesch zum Zil hat, fir Camouflage ze maachen, politesche Camouflage ze maachen. Do kann een eis hei ziele wat ee wëllt, dat ass ganz däitlech esou.

An de Beweis dovunner hu mer eigentlech och dës Woch virleien. Well nämlech dës Woch stëmme mer nach en anert Gesetz, wat och eigentlech d'Resultat ass vun der Tripartite, nämlech d'Modulatioun vum Ajustement vun de Renten a vun de Pensiounen. An dat hu mer schéi propper separat gemaach, well mer natierlech wëssen, datt dat vläicht och fir e bësse Gespréich suergt, well mer den Ajustement moduléieren, mä awer ëmmerhi kréien d'Leit do eppes, an dat ass manner contestéiert, och wa se et méi spéit kréien oder an zwou Tranchë kréien, wéi verschidde Mesuren, déi heira sinn. An duerfir hu mer déi schéi propper separat gemaach.

An et ass eigentlech, dat muss ee soen, deene Jugendlechen ze verdanken, datt zumindest iwwer ee Volet vun dësem Fourre-tout-Gesetz e bësse méi kontrovers diskutéiert ginn ass. Well wann de Streik an d'Manifestatiounen an och den Engagement vu verschiddene Jugendorganisatiounen net gewiescht wären, da wär wahrscheinlech dëst 5611-Gesetz, dëst Fourre-tout-Gesetz hei an enger parlamentarescher Debatt, wou et sécher och Kontroverse gëtt tëschent der Oppositioun an der Regierung, mä awer plus ou moins, loosse mer soen, im stillen Wasser, in der stillen Kammer iwwert d'Bühn gaang.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Mir ginn awer net all gären tauchen, Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Gelift? Wat mengt Der, Madame Minister?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Net tauchen.

Une voix.- Jo, mä ech ginn awer net ongär.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Wann et „im stillen Wasser" ass.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Verschiddener hätte vläicht awer besser se géifen heiansdo tauche goen, da géife se vläicht manner Saache soen. Ech kommen herno nach drop zréck, wann ech iwwer eenzel Elementer hei ze schwätze kommen.

Une voix.- Oh, et gëtt der och, déi ënner Waasser schwätzen.

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Verschiddener hätte besser se géifen heiansdo ënnerdauchen, dat géif hinne bestëmmt net schlechtdoen.

Ech wëll, Här President, duerfir och am Ufank hei direkt soen, datt ech natierlech deenen zwee Rapporteure Merci soe wëll fir hiren ausféierleche Rapport. An ech bestätegen och, datt zumindest an der Kommissioun, och vum President, d'Kommissioun gutt gefouert war an datt do och eigentlech e gudde Klima war. Duerfir wëll ech mech och beschränken a mengen Ausféierungen op déi Punkten, wou mer Kritiken hunn oder net averstane sinn, well ech lech jo net wëll hei langweilen, andeem ech nach eng Kéier bei all deenen anere Punkten, wou mer kee Problem hunn, dat nämlecht zielen, wat d'Rapporteuren eis jo schonn en long et en large virgedroen hunn.

An dat sinn der fënnef, wou mer Problemer a Kritiken hunn: Deen éischten ass bei der Contribution climatique vum Sprit; deen zweeten, d'Participation étatique bei de Fonds multilatéraux oder an der Notzung vun de flexible Mechanismen am Kader vu Kyoto. Drëttens, d'Autossteier; véiertens da beim Kapitel Chômage jeunes; a fënneftens beim Kapitel Sécurité sociale natierlech den Transfert vun dem Finanzement vun de Babyjoren an d'Pensiounskeesen, wéi Der lech kënnt virstellen.

Zum éischte Punkt, d'Contribution climatique vum Sprit. Mir hu prinzipiell kee Problem mat där Décisioun, déi hei geholl gëtt. Mir mengen awer, datt hei mëttel- a laangfristeg d'Zilsetzunge vun där Operatioun net esou kloer sinn. Et ass evident, mir erhéijen hei eng Steier, an ech deelen d'Meenung vun all deenen, déi hei zu Recht drop hiweisen, datt hei eng Steier gehéicht gëtt, datt hei eng Steiererhéijung stattfënnt, mä mir soen no baussen, et ass net ganz kloer: Wat ass d'Strategie vun der Regierung? Wou wëlle mer eigentlech laangfristeg histeieren hei zu Lëtzebuerg?

Dach, et gëtt natierlech an de Kontext gesat vun der Klimaproblematik a vu Kyoto, mä wat mer national wëllen erreechen, ass net ganz kloer. Ausser datt mer natierlech déi Gelder hei notzen, fir gréisstendeels eis fräizekafen am Kader vun de Kyoto-Engagementer, eng Approche, déi mir sécherlech als Gréng net déi allergescheitst fannen, och scho guer net laangfristeg.

Da muss ee soen, déi do Approche, déi erlaabt eis och net fir sozial Differenzéierungskritären anzebaue bei eng ekologesch Steier. Zumindest huet se jo hei eng ekologesch Ausriichtung. Eppes wat mir awer bedaueren. Et ass och schwéier wann een esou etappeweis an häpperchersweis virgeet, ouni datt een eng mëttel- a laangfristeg Strategie huet, datt d'Leit dobaussen novollzéie kënnen, wat een eigentlech domadder wëllt. Et kënnt dann natierlech noutgedrongen Onverständnis op, och zum Deel Roserei iwwer esou Mesuren. An dat ass sécherlech net am Intérêt vun der Saach.

Duerfir si mir der Iwwerzeegung, datt et absolut noutwendeg ass, datt mer eng ekologesch Steierreform an d'Wee leeden, eng ekologesch Steierreform, déi sech net nëmmen op eenzel Elementer bezitt, mä déi einfach eise gesamte Steiersystem eng Kéier analyséiert an da kuckt a wat fir enge Beräicher ee muss Korrekturen ubréngen, fir datt déi ekologesch Dimensioun, déi mer jo gäre laangfristeg ustriewen, kann erreecht ginn, a fir datt mer ons dann och d'Méiglechkeete kënne ginn, fir sozial ze differenzéieren, fir sozial schwaach Leit hei zum Beispill e bësse méi ze schützen.

Une voix.- Très bien.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Dat ass souwisou eng Diskussioun, déi mer scho laang zu Lëtzebuerg féieren. An den 90er Jore war et op eemol méi positiv. Souguer de Premier- a Finanzminister huet an x Interviewe gesot, hie géif fannen, dat wier eng absolut Noutwendegkeet. Et sinn och eng Rei Versich gestart ginn an der Vergaangenheet vu verschiddene Regierungen. Déi sinn zwar meeschtens all am Usaz stieche bliwwen. Et gëtt entre-temps och zwou Etüden, déi scho virleien, wéi een dat kéint zu Lëtzebuerg maachen. Déi missten eigentlech nëmmen nach verfeinert ginn.

Mir mengen awer, vu datt mer wëssen, datt 2008 eng Steierreform oder zumindest Steieradaptatioune jo wäerten ustoen, bei de Betribssteieren zum Beispill - dat huet de Premierminister an de Finanzminister ugekënnegt am Kader vun de Budgetsdebatten -, datt mer dës Kéier op alle Fall déi Chance net nach eng Kéier solle verpassen, fir de gesamte Steiersystem no ekologesche Kritären auszeriichten.

An duerfir, Här President, wëll ech hei am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun déposéieren, déi e bëssen all déi doten Elementer enthält, an ech hoffen dann, datt déi Motioun hei an der Chamber eng breet Zoustëmmung fënnt, well se d'Regierung eben opfuerdert, um Horizont 2008 vun deem, wat do wahrscheinlech kënnt, eben déi doten ekologesch Steierreform virzehuelen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que l'orientation de nos économies vers un développement soutenable est une question de survie écologique et économique;

- estimant qu'une taxation écologique aurait pour effet bénéfique de freiner la détérioration de notre environnement et de réduire notre consommation des ressources naturelles et notamment des énergies fossiles;

- constatant que le Premier Ministre a récemment évoqué l'éventualité d'une réduction d'impôts à l'horizon 2008;

- considérant que les taxes nouvellement introduites (voitures, carburants,...) furent décidées hors du contexte d'une réforme écologique générale de la taxation;

- estimant que par ce manque de coordination les taxes susmentionnées ne s'inscrivent pas dans un objectif écologique à long terme et ne permettent par ailleurs aucune différentiation sociale;

- estimant que l'introduction des écotaxes conduirait à un accroissement de la demande intérieure sur les produits écologiquement soutenables et les technologies non polluantes;

- convaincue que les recettes fiscales dégagées par l'introduction générale de l'écotaxation doivent servir de façon prioritaire à alléger la charge fiscale sur le facteur «travail» et à financer les investissements dans les domaines les plus importants de la reconversion écologique;

- soulignant le potentiel de création d'emplois découlant de l'introduction de l'écotaxation et d'une restructuration écologique de notre économie;

invite le Gouvernement

- à analyser de manière approfondie l'impact de ces mesures sur notre économie, en particulier sur l'évolution des recettes de l'État et sur le marché de l'emploi;

- à proposer à l'horizon 2008 une réforme générale de la fiscalité vers un système d'écotaxation des ressources au profit d'un allégement des impôts sur le travail.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Zweete Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Participatioun vum Lëtzebuerger Stat am Kader vu Kyoto un deenen dofir spezifesche Fonge respektiv d'Notzung vun de flexible Mechanismen. Do gi mer jo vun deem Seuil vu 7,5 Milliounen op 25 Milliounen erop, a mir hu jo emol fir d'éischt e Problem gehat - natierlech an deem Kontext - mat eisem Artikel 99 vun der Verfassung a mat der Loi sur la Comptabilité.

Mir hunn elo eng Léisung fonnt fir deen heite Problem, an Zesummenaarbecht och mat der Budgetskontrollkommissioun. Eng Léisung, déi mir, wat de Prinzip ubelaangt, matdroe kënnen.

Ech wëll awer nach eng Kéier vun eis aus hei dorop hiweisen, datt et wierklech héich Zäit ass, datt mer higinn an am Kontabilitéitsgesetz deementspriechend méi generell eng Regelung afeiere fir esou Saache wéi dat doten, well de Risiko soss ganz däitlech gëtt, datt mer ëmmer méi Demandë kréie fir Ausnahmeregelungen. An duerfir musse mer ons eng Kéier eenegen am Parlament iwwert d'Prinzipien an deem Kontext.

Mir sinn do ganz wachsam, mir si bereet eng Rei Saachen do matzedroen, op engem gewëssene Wee matzegoen, mä mir sinn dergéint, datt mer iwwert d'Kontabilitéitsgesetz den Artikel 99 a senger Essenz komplett verwässeren, datt mer deen ënnerhielegen. Et muss scho ganz kloer definéiert sinn, ënner wat fir enge Konditiounen datt dat soll stattfannen. A mir sollen duerfir eis eng Kéier eenegen op eng Gesamtreform vun deene betreffenden Artikelen do am Kontabilitéitsgesetz.

Elo wat de Fong awer ubelaangt vun dem Fräikafen iwwer flexibel Mechanismen oder Participatiounen a Fongen, esou wëll ech emol fir d'éischt soen, datt mir natierlech och mengen, datt een déi Mechanismen do muss notze kënnen. Et geet jo och souwisou net anescht.

Mä mir hunn awer hei ganz kloer de Verdacht, datt d'Regierung nach ëmmer op der Schinn ass, fir ze mengen, datt dat den Haaptvolet ass vun eiser Klimaschutzpolitik. Dat heescht, den Haaptvolet besteet doranner, net d'Hausaufgaben heiheem ze maachen an deene verschiddenste Beräicher, mä sech fräizekafen.

An éischtens wëll ech do nach eng Kéier rappeléieren, datt dat haaptsächlech och am Post-Kyoto-Prozess, dat heescht no 2012, ëmmer méi schwéier wäert ginn, méi restriktiv wäert ginn.

Et war elo kierzlech vun engem fréiere Wirtschaftsminister am „Tageblatt" erëm en ellelaangen Artikel iwwert dat Ganzt, wou hie gemengt huet, de Feeler wär net de Klimaschutz, mä de Kyoto-Prozess. Mir hätten ons do fir Saachen engagéiert, déi total dernieft wären, well souwisou jo nëmmen d'Europäesch Unioun sech do géing engagéieren, an de Rescht vun der Welt géing maachen, wat se wëllt. Den Här Goebbels huet do gemengt, China an Amerika géinge souwisou nëmmen droplass produzéieren an déi kënnten dat do alles ignoréieren.

Ech wëll nëmmen drop hiweisen, datt, wann een esou eppes schreift, een dann net wäit iwwert den Tellerrand kuckt. Well, wann ech gesinn, wat d'Diskussiounen de Moment um Terrain sinn, zum Beispill an de Vereenegte Staten, da sinn ech sécher, och wann d'Vereenegt Staten de Kyoto-Accord net ënnerschriwwen hunn, datt et relativ rapid wäert an d'Richtung goen, datt och an de Vereenegte Staten drakonesch Mesurë wäerten ergraff ginn an deem dote Kontext, well mer en plus jo och wëssen, datt hei net nëmmen d'CO_2- a Klimaproblematik sech hannendru verstoppen, mä och d'Knappheet vu Ressourcen a sécherheetspolitesch Risiken hannendru sinn.

An donc ass et einfach totale politeschen Unfug, fir esou eppes wéi dat doten ze schreiwen an ze mengen no 2012 géing et vläicht méi einfach ginn, also einfach e bëssen d'Gefill ze vermëttelen, duerno géing et méi einfach ginn an do géingen d'Regelen nach méi liicht, also méi liicht ginn, wéi se hei am Kyoto-Prozess dra beschriwwe sinn.

Deen, deen dat mengt, also dee gëtt sech net nëmmen enger Illusioun hin, mä deen - dat soe mir ganz däitlech - setzt d'ekonomesch Basis vun eisem Land absolut op d'Spill, well hien net verstanen huet, datt de Moment alles drop hiweist, datt no 2012 nach vill méi de Rimm wäert zougezu ginn, wéi dat am Kader vum Kyoto-Prozess haut de Fall ass.

Duerfir si mir der Meenung, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, datt effektiv hei net d'Fräikafen un éischter Stell muss stoen, mä d'Hausaufgaben heiheem ze maache sinn, well dat éischtens net nëmmen aus etheschen oder aus moralesche Grënn méi richteg ass, mä och eis Ekonomie an d'Lag versetzt, fir bei den Économies de pointe ze sinn a fënnef oder zéng Joer, an net bei de Verléierer ze sinn a fënnef oder zéng Joer. Well déi, déi d'Hausaufgaben haut net maachen heiheem, déi wäerten d'Verléierer ginn a fënnef, zéng oder fofzéng Joer.

Da kënnt awer nach en anere Punkt dobäi. Do wëll ech op e Bréif verweisen, deen Dir jo och alleguerte kritt hutt als Deputéierten, vun der ASTM, vun enger Drëttweltorganisatioun, enger, déi awer um Terrain ganz vill Erfahrung huet an déi souwisou och dee ganze System an deem Sënn contestéiert.

Éischtens emol seet se, si wär der Meenung, datt vu 7,5 Milliounen op 25 eropzegoen ze vill héich wär, datt wahrscheinlech 7,5 ze niddereg wär, mä éischter ëm déi 14, 15 Milliounen duergaange wären. Mä bon, dat ass elo emol net de springende Punkt.

De springende Punkt ass hei, datt net ëmmer alles nohalteg ass a sënnvoll ass vu Projeten, déi mer an der Drëtter Welt zum Beispill ënnerstëtzen, also datt net alles, wat d'Regierung als sënnvoll verkeeft, och um Terrain sënnvoll ass. De Problem ass jo hei, datt net um Terrain d'Länner selwer festleeën, wat nohalteg ass, mä mir selwer hei an eise Länner - dat heescht déi, déi bezuelen - décidéieren, wat fir déi Länner gutt ass a wat fir déi Länner nohalteg a sënnvoll ass. An dat ass um Terrain nach laang net ëmmer richteg an dat nämlecht.

Duerfir sinn d'Mechanismen do nach laang net ëmmer esou hehr an esou propper, wéi dat heiansdo an deem dote Kontext duergestallt gëtt. Mä, wéi gesot, laangfristeg ass et souwisou méi rentabel a méi sënnvoll am ëmwelt- an am wirtschaftspolitesche Sënn heiheem ze investéieren, well dat fir d'Zukunft méi richteg ass.

Drëtte Punkt, Här President, sinn d'Autossteieren. Do wëll ech fir d'éischt nach eng Kéier op dee Problem vum Kafe vun Autoen iwwer Leasing verweisen, haaptsächlech dee Problem vum Parc de voitures d'entreprise, deen ëmmer méi Usus ass, well erëm eng Kéier déi Autoen, déi do iwwer Leasing kaaft ginn, jo och erëm eng Kéier vun de Steiere kënnen ofgeschriwwe ginn. Dat ënnergrieft zum Deel, wat mer hei amgaange sinn ze maachen, well d'Leit natierlech, wa se iwwer hir Firmen Autoe kënne kafen an d'Firma dat kann ofschreiwen, sech meeschtens dann net kleng Autoe kafen, mä éischter déck Autoen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech weess awer, datt dat e Problem ass, deen am Kader vun dësem Gesetz net ze léisen ass. Dee musse mer oder dee misste mer am Fong léisen am Kader vun enger gesamtekologescher Steierreform, well deen huet jo éischter mat der Besteierung, Gesamtbesteierung vu Betriber oder vu Persounen ze di wéi elo mat deem Punkt hei. Mä et soll een dat awer hei och erwähnen.

Mä, wat eis awer besonnesch stéiert a woumat mer och guer net kënnen averstane sinn am Kader vun der Autossteier, dat ass, datt de Stat an d'Gemengen an d'öffentlech Institutioune sech hei ausgeklamert hunn aus deem Ganzen.

Mir sinn der Meenung, datt dat absolut e falscht Signal ass, well éischtens no baussen hi kee Mënsch novollzitt, keng privat Persoun kann novollzéien, datt si elo hei iwwert deen dote steierleche Wee soll dozou bruecht ginn, datt se oppasst, wa se sech an Zukunft en Auto keeft, datt dee méiglechst ëmweltfrëndlech ass, an deen Drock, deen de Stat do de private Persoune schaaft iwwert de steierleche Wee, op d'öffentlech Hand net geschafe gëtt.

Elo krut ech an der Kommissioun gesot, datt dat net gemaach ginn ass, well dat administrativ eng méi einfach Prozedur ass, well, wann de Stat fir säi Fuhrpark zum Beispill och méi héich Steiere misst bezuelen oder iwwerhaapt misst Steiere bezuelen, da géinge mer jo do d'Suen déi eng Säit aus dem Stat eraushuelen, fir se dem Stat oder der Kollektivitéit op deem anere Wee erëm zréckzeginn.

Mä dat ass jo net hei de Problem! Ech gi jo net dovun aus, oder hoffen net, datt mer dat hei maachen, fir d'Statskeesen ze fëllen, mä well mer wëllen een Zil erreechen, nämlech datt d'Leit mëttel- a laangfristeg méiglechst ëmweltfrëndlech oder méi propper Autoe kafen. Ech hoffe jo, datt dat hei d'Zil war, wéi mer dat heiten agefouert hunn.

(Interruption)

Den Här Gibéryen ass do méi skeptesch, ech si vläicht da méi e guttgleewege...

(Interruption)

...Mënsch, datt ech hei dovun ausginn, datt dat hei d'Objektiv war. Op alle Fall ass dat fir eis d'Objektiv, wa mer esou eppes wéi dat heiten aféieren.

An an deem Sënn ass et absolut gerechtfäerdegt, datt mer och Drock ausüben op de Stat, op d'Gemenge respektiv op d'Établissements publics, fir datt déi beim Akaf vun hire Gefierer och dorobber oppassen. An do gëtt et entre-temps Méiglechkeeten.

Ech wëll lech just ee Beispill ginn: An där Gemeng, an där ech Responsabilitéit hunn, kafe mer do all Joer zéng nei Bussen. Mir hunn am leschte Joer bei eiser Ausschreiwung ekologesch Kritären afléisse gelooss, an d'Resultat, dat léisst sech weisen. Mir wäerten an anerhallwem bis zwee Méint Busse geliwwert kréien, déi absolut Spëtzentechnologie sinn, wat de Bus ubelaangt. Dat heescht, déi, sougutt wat de Verbrauch wéi d'CO_2-Emissiounen oder iwwerhaapt d'Schadstoffemissiounen ugeet, wesentlech - wesentlech! - besser si wéi dat, wat haut fiert.

Mä, wa mer keen Drock schafen, och op d'öffentlech Hand, majo dann ass et jo och kloer, dass op deem dote Gebitt näischt geschitt, respektiv fanne mer et och total ongerecht par rapport zu deem Drock, dee mer jo hei schafen, wéi gesot, op d'Privathaushalter oder op d'Betriber, fir deen dote Wee ze goen.

An, Här President, well mer net domadder kënnen averstane sinn, hunn ech dann en Amendement, deen ech heimat wëll erareechen, deen am Titre 3 bei de Mesures en matière de politique de l'environnement Chapitre 1er Réforme de la taxe sur les véhicules routiers den Artikel 44 erëm supprimëiere soll, dat heescht, deen Artikel, deen déi Ausnahmeregelung do fir de Stat, fir d'Gemengen, fir d'Établissements publics an och natierlech fir d'Cour grand-ducale afeiert. Dat soll erëm gestrach ginn.

Amendement 1

Titre 3

Mesures en matière de politique de l'environnement

Chapitre 1er.- Réforme de la taxe sur les véhicules routiers

Supprimer l'article 44

(s.) François Bausch, Claude Adam, Camille Gira, Viviane Loschetter, Claude Meisch.

Mir mengen, datt deen Amendement duerchweegs kënnt ugeholl ginn, ouni datt mer heizou den Avis vum Conseil d'État hunn, well mer jo näischt Neies aféieren. Mir sträiche just een Artikel eraus aus dem Gesetz an duerfir kéinte mer dat duerchwees och nach haut décidéieren.

Dann, Här President, kommen ech zu deem Kapitel Chômage des jeunes. Ech wëll do dem Här Spautz emol fir d'éischt soen, datt

dat net stëmmt wat hie virdrun hei behaapt huet, datt am Kader vum 5501, dee jo déi Mesuren hei och schonn diskutéiert huet, keng Kritik komm wär.

Här Spautz, do konnt net vill Kritik kommen, aus deem ganz einfache Grond, dee Projet ass eng Kéier presentéiert ginn an der Kommissioun, an an där Kommissiounssitzung duerno huet de Minister gesot, hie géif en erëm zréckzéien, well hie géif en an d'Tripartite elo wëllen erabréngen, an da géif en am Kader vun der Tripartite nei diskutéiert ginn an da kéim en heihin am Kader vun engem anere Projet zréck. Donc logescherweis konnt net vill Kritik kommen am Kader vum 5501, well en ass am Fong iwwerhaapt net diskutéiert ginn an der Kommissioun. An duerfir ass dat och e bësselchen eng Duerstellung, déi een emol net kann deelen.

(Interruption)

En ass virgestallt ginn. Et sinn iwwregens och eng Rei Kritiken, wëll ech lech soen, do schonn an där Kommissioun virbruecht ginn, och vun eiser Vertriedung, inklusiv ass mer gesot ginn, Här Spautz, souguer vun lech selwer. Mä am Fong ass de Projet net do weider diskutéiert ginn…

M. le Président.- Erlaabt Der eng Zwëschefro vum honorabelen Här Kaes?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Selbstverständlech, Här President.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ma ech wëll lech just soen, Här Bausch, datt dat och net richteg ass wéi Dir et sot, wann Der schonn dem Här Spautz sot, hien hätt…

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech sinn net esou kriddelech.

M. Ali Kaes *(CSV).*- …do falsch Informatioune ginn. Ech kann lech just soen, datt mer am Detail dee Projet 5501 och zu deem dote Punkt an der Kommissioun sécher…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Oh, wann ech gelift!

(Interruptions)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Da ware Leit vläicht net ëmmer do, mä sécher ass dat am Detail duerchgekuckt ginn. An do war keng Objektioun a kenger Hisiicht, esou wéi den Här Spautz dat virdru gesot huet.

M. le Président.- Här Kaes, wéi war Är Fro, déi Der dem Här Bausch wollt stellen?

(Hilarité)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ma meng Fro ass dann, ob hien da mat senge Leit an der Kommissioun geschwat huet, ier hien hei déi Behaaptung opstellt.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Selbstverständlech, Här Kaes, mir bereeden eis Chamberssëtzungen intensiv an der Fraktiounssëtzung vir; an d'Madame Loschetter, déi do an der Kommissioun ass, sëtzt och hei. Si huet intensiv mam Kapp gewénkt, wéi ech geschwat hunn, a si huet ganz intensiv de Kapp gerëselt, wéi Dir geschwat hutt.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Här Bausch, fuert elo weider an Ären Ausféierungen, déi aner lauschteren no!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wëll dann awer, ier ech zum Detail kommen, fir d'éischt eng Virbemierkung maachen zu engem Virgank, dee mech a meng Fraktioun enorm schockéiert huet. An dat ass d'Ausso vum Premierminister am Zesummenhang vu Jugendlechen. Ech muss lech soen, Här President, wann ee Premierminister sech hiräisse léisst, fir op engem Briefing, wou e jo eigentlech sollt d'Öffentlechkeet, dat muss een och emol eng Kéier vläicht hei soen, informéieren iwwert dat, wat de Regierungsrot décidéiert huet, wann ech dee Regierungsbriefing a leschter Zäit beobachten, da stellen ech ëmmer méi fest, datt hie mam Inhalt...

(Interruption)

Här President, huet den Här Minister elo d'Wuert oder hunn ech elo d'Wuert?

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Oh, Här Bausch, d'Zwëscheriff, Dir bréngt dat och fäerdeg. Elo huet de Minister et och eng Kéier fäerdeg bruecht.

(Hilarité)

Also loosse mer net ze vill pingeleg sinn.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech kann hien och verstoen, well an deem heite Kontext vun där Bemierkung hei gëtt hien natierlech nervös a wëllt natierlech elo net onbedéngt, datt déi zitéiert gëtt.

(Interruptions)

M. le Président.- Da kommt, Här Bausch, fuert Dir elo weider, well Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech hu schonn erlieft, datt den Här Minister d'Diere geklaakt huet a Kommissiounen, an duerfir mengen ech, datt ech net esou falsch leien.

(Interruption et hilarité)

Här President, ech muss soen, datt meng Fraktioun souwisou Schwieregkeeten huet mat där Aart a Weis wéi dee Briefing a leschter Zäit ofleeft, well, wéi gesot, a fir dann awer och op deen Zwëscheruff ze reagéieren, do geet et net ëm d'Froen, déi d'Journalisten do stellen, mä generell gesinn hunn ech d'Impressioun, datt dee Briefing ëmmer méi ausaart zu enger Ofrechnung mat alle méigleche Leit hei zu Lëtzebuerg, vun de politesche Parteien ugefaangen hei aus dem Parlament bis iwwer all méiglech gesellschaftlech Gruppen. An ech fannen dat kee ganz gudde Stil.

(Interruption)

Ech wär frou, wann dee Regierungsbriefing éischtens emol erëm géif zréckkommen op dat wat e soll sinn, nämlech eng Ausenanersetzung mat deene Saachen, déi am Conseil de Gouvernement diskutéiert ginn.

Mä dovun ofgesinn, déi Ausso, Här President, datt Jugendlecher, wa se hir Schoul ofgeschloss hunn, léiwer an d'Vakanz géife fuere wéi sech no enger Aarbechtsplaz ëmzekucken, déi fanne mir wierklech skandaléis. An ech muss och soen, ech fannen dat wierklech och an deem Sënn skandaléis, net nëmme fir déi Jugendlech, mä och fir déi Elteren, déi do betraff sinn.

Ech weess net, ob den Här Juncker sech bewosst ass, Elteren hei zu Lëtzebuerg, deenen hir Kanner mat der Schoul fäerdeg sinn an eng Aarbechtsplaz sichen, wéi nervös déi sinn a wéi opgereegt déi sinn an ob déi frou sinn, wa se esou Aussoen héieren. Well am Endeffekt ass dat do jo net nëmmen eng Culpabiliséierung vun deem Jugendlechen, deen aus der Schoul erauskënnt, mä et ass jo eigentlech och gesot, deenen hir Eltere foutéiere sech dovunner wat mat hire Kanner soll an Zukunft ginn. Well jiddferee weess jo awer, deen heibannen ass, dee Kanner huet, datt, wann ee Jugendleche mat senger Schoul fäerdeg ass, dat Éischt, ëm dat ee sech suergt, Här President, natierlech ass, datt dee Jugendleche soll eng Plaz kréien.

An da gesinn ech net vill Elteren hei zu Lëtzebuerg, déi elo zu hire Kanner soen: „Ma fuer emol an d'Vakanz; dat ass mir zimlech egal. Ech bezuelen der et waméiglech och nach, ier s de eng Aarbechtsplaz sichs."

(Interruption)

Dat sinn Aussoen, Här President, an ech géif awer elo ewell wierklech wënschen, datt den Här Minister sech e bësse géif berouegen, soss bréngen ech him eng Lexotan eriwwer, fir datt e sech berouegt.

(Brouhaha général)

Dat sinn Aussoen, Här President, dat si Stammdëschparolen, wëll ech hei ganz däitlech soen, an déi eegne sech ganz schlecht am Kontext vun der Chômagebekämpfung.

(Interruption)

An ech géif wierklech, wierklech hei en Appel maachen, datt esou Aussoe wéi déi doten an Zukunft net méi gemaach ginn. Dat sinn effektiv populistesch Aussoen, Här Gibéryen, richteg gesot, a mir condamnéieren déi ganz staark,…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

…zemools, Här President, wann et ëm esou e gravë Problem geet wéi deen, dee mer hei diskutéieren.

A wann ech dann, Här President, d'Zuele kucken, déi mer jo all virleien hunn, ëm wat fir eng Leit et sech dréit am Kader vum Chômage, da versteet een och direkt firwat et besonnesch verwerflech ass, esou eppes ze soen. Mir wëssen entre-temps, datt de Gros vun de Chômeuren, déi net no sechs Méint eng Aarbechtsplaz hunn, der sinn, déi keng Qualifikatioun hunn.

49,3%, laut den Zuele vum September 2006, sinn an deem Fall, a bei de Leit, déi eng Aarbecht sichen, bei deene Jonken, ass festzestellen, datt 57% bannent dräi Méint eng Aarbechtsplaz fannen an 68% banne sechs Méint, mä et sinn 23% vun den ënner 30 Joer, déi zwielef Méint a méi brauchen, ier se eng Aarbechtsplaz fannen. An dat si genau déi, déi aus eisem Schoulsystem erausginn ouni eng Qualifikatioun. Duerfir mengen ech och, Här President, datt dat net gutt ass, wann een do mat esou Spréch virgeet.

Dann zu deenen eenzelne Kritikpunkten. En éischten emol, dat ass dee vun der ADEM, Här President. Bon, ech mengen, den Här Schneider huet et just nach hei erwähnt. Et ass en Audit vun der OECD amgaangen am Kontext vun der ADEM. Et gëtt och entretemps schonn eng Rei Analysen iwwert d'ADEM. Mir wësse wou d'Schwaachstelle sinn.

Mir wëssen awer och, datt esou e Reformprozess vun der ADEM, fir datt se effektiv déi Struktur gëtt, déi mer brauchen, fir déi Instrumenter, déi mer hei solle schafen, ze begleeden, datt dat nach eng Zäit brauch. An ech muss och soen, wann ech kucke wéi laang mer schonn iwwert d'Reform vun der ADEM diskutéieren a wéi schwéier mer eis dinn, fir zu konkrete Resultater do ze kommen, da si mir skeptesch an där Hisiicht.

Mir wëllen de gudde Wëlle vum Aarbechtsminister an och vun der Direktioun vun der ADEM hei net a Fro stellen, mä op alle Fall hätte mir léiwer gehat, an dat wier och méi logesch gewiescht, datt ee fir d'éischt déi Reform do gemaach hätt, ier een nei Instrumenter schaaft, wou d'ADEM wierklech en immens wichtegt Instrument ass, fir datt se herno fonctionnéieren, a wann een déi ofgeschloss hätt, da sech d'Instrumenter ginn hätt, déi zu där Institutioun do passen.

Et gëtt zwar elo gesot, et géifen do Leit agestallt ginn. Mir wëllen och Tuteure schafen. Mä et sinn immens vill Onkloerheeten, wat zum Beispill d'Formatioun vun deenen Tuteuren ubelaangt. Et ass och nach ëmmer net genau definéiert, wat fir eng Leit dann an der Zukunft wierklech gebraucht gi bei der ADEM.

Ech mengen duerfir, datt dat eigentlech d'Päerd vun hannen opgezäumt ass wat mer hei maachen, andeem mer nei Instrumenter schafen, an am Fong dat Instrument wat wichteg ass, fir datt all déi Saachen, déi mer hei schafen, ugefaange beim neien CAE iwwert den CIE bis och iwwert déi Contrats individualisés, datt eigentlech do déi wichteg Institutioun nach net reforméiert ass. An dat ass eng Virgoensaart a -weis, déi eis net berouegt a wou mir extrem skeptesch sinn.

An ech muss och soen, wann ech nëmmen d'Beispill huele vum Contrat individualisé, do soll jo e Règlement grand-ducal d'Ausféierungsbestëmmungen dovu festleeën, den Detail dovunner festleeën. Dovun hu mer eng éischt Ébauche virgeluecht kritt an der Kommissioun. Ech muss lech soen, et deet mer leed, mä déi ass nach extrem vag eigentlech. Do fënnt een net vill eraus iwwert den Detail. Et ass do den Detail och hei ganz kloer erëm där do Institutioun iwwerlooss, déi dat herno soll festleeën, an domadder hu mir gréisser Schwieregkeeten, a mir net eleng!

Ech muss nëmmen zitéieren, datt haut en Artikel am „Tageblatt" steet, wou de Jean-Claude Reding zitéiert gëtt, de President vum OGB-L. Deen ass och extrem skeptesch, fënnt, datt eigentlech villes onkloer ass an deem heite Beräich an datt dat hei eigentlech keng an deem Sënn gutt legislativ Aarbecht ass.

Dann deen zweete Punkt, Här President, dat ass dee vun där 80%-Regelung vum Netqualifizéierten-Mindestloun. Ech hu virdru gesot, datt de Gros vun de Chômeuren zu Lëtzebuerg Netqualifizéierter sinn an de Gros vun deene Qualifizéierten éischter relativ séier eng Plaz fannen. Bon, duerfir versti mer scho guer net méi, firwat keng Differenzéierung agefouert gëtt, wa mer entre-temps jo awer wëssen, duerch dee Constat, dee gemaach ginn ass, datt dat esou ass.

Mä virun allem muss ech awer soen, et gëtt och gewësse Risike bei deenen dote Regelungen, a mir sollen eis jo awer näischt virmaachen, onofhängeg emol vun der Gerechtegkeetsfro, ob dat gerecht ass, datt mer esou virginn. Et gëtt Risike vu Loundumping iwwert deen dote Wee. Do kënne mer hei ziele wat mer wëllen.

Eigentlech ass den Échec vum CAT jo e gutt Beispill duerfir, well wat ass dann eigentlech do geschitt? Majo, beim CAT, do ass de Stat, do sinn d'Gemengen higaangen, entweder wa se iwwert den Numerus clausus d'Leit net kritt hunn, hu se iwwert de CAT Leit esou agestallt. Oder bei Gemengen hunn ech oft de Verdacht, datt hei, well dat méi bëlleg gëtt, déi Leit ze huelen, lauter CAT-Leit geholl gi sinn, well domadder Geld gespuert gëtt an der Gemengekeess.

Dat heescht, do ass gewëssermoossen, amplaz fest Leit op verschidde Plaze fir verschidde Servicer anzestellen, iwwerdriwwen op CAT-Verträg zréckgegraff ginn, well dat méi bëlleg gëtt wéi wann ech der muss astellen. Donc hunn ech hei och en Element vu Loundumping dran.

An dat ass am Privatsecteur net aneschters, egal wéi vill Virsiichtsmoossnamen, datt mer hei aféieren. De Fait, datt dat doten Instrument besteet, schaaft och e gewëssenen Drock op d'Lounstruktur insgesamt, op d'Loungefälle insgesamt. Wann ee sech e bësselchen domadder beschäftegt huet, weess een dat och, an zemools d'Gewerkschaftler, déi missten et wëssen a si wëssen et och wahrscheinlech. Wa se éierlech wären, hätten se dat och vläicht deementspriechend e bëssen aneschters thematiséiert.

Dann, Här President, ginn eng Rei Sanktioune verschäerft an deem ganze Beräich, woubäi mir der Meenung sinn, datt dat de Problem jo mat Sécherheet net wäert léisen. Firwat? Majo éischtens, Sanktioune si jo am System dran, oder do musse Sanktiounen dra sinn - dat ass net de Problem -, fir schwaarz Schof, déi et ëmmer gëtt, am Grëff ze behalen.

Allerdéngs soen ech lech hei, datt een de Gros vun deene Jugendleche sécherlech net kann zu de schwaarze Schof zielen, an déi, déi et sinn, oft der sinn, déi aus sozial ganz défavoriséierte Milieue wahrscheinlech éischter kommen, déi net qualifizéiert sinn, dat heescht, déi souwisou ganz schlecht dru sinn, déi aus ganz konkreten Ursaachen e gewëssenen „Foutismus" un den Dag leeën, wéi onbedéngt generell Jugendlech. Duerfir ass dat, och wa mer d'Sanktioune verschäerfen, sécherlech keng Léisung, fir deene Leit weiderzehëllefen. Au contraire, mir drécke se éischter nach méi an de soziale Misär eran, an doduerjer verbessert d'Situatioun sech net.

Duerfir si mir net fir déi Verschäerfung vun der Situatioun. Mir fannen dat wierklech verwerflech, datt hei och iwwert d'Sanktioune gewëssermoossen awer erëm dat, wat latent an där ganzer Diskussioun matgeschwongen ass, erauskënnt, nämlech d'Culpabiliséierung eigentlech vun de Chômeuren, amplaz datt mer misste feststellen, datt am Beräich vum Chômage jeunes iwwer eise Qualifikatiounssystem zum Beispill an aner Saachen eigentlech den Échec bei der Politik a bei der Gesellschaft selwer läit.

An da kommen ech och gläich zur Schoul, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Och bei der Schoul, do ass et jo awer relativ kloer. Mir hunn iwwer eng Rei Etüden, déi mer virleien hunn, d'Bestätegung wou de Problem eigentlech läit. Mir wëssen zum Beispill iwwert d'PISA-Etüd, datt déi Leit, déi ouni Qualifikatioun aus eisem Schoulsystem erausginn, zum gréissten Deel Leit sinn, déi och hei drënner falen, déi aus sozial défavoriséierte Milieuen oder Immigrantemilieue kommen.

An da muss ech och soen, ass dat och net nëmmen en enorme sozialen Échec vun eiser Gesellschaft, wa mer eise Schoulsystem esou schlecht ausgestalt hunn, datt dee mat dru schold ass, mä et ass och eng total verfeelten Immigratiounspolitik an där mer eis zurzäit befannen an déi eis, wa mer net ganz schnell handelen an deem dote Beräich, gréisser gesellschaftspolitesch Schwieregkeeten an Zukunft wäert bréngen.

An dann ass et och de Problem, datt d'Schoul eigentlech net méi, loosse mer soen, der gesellschaftlecher Entwécklung gefollegt ass. Mir hunn haut eng Gesellschaft, wou - fir aus verschiddenaartege Grënn nëmmen een erauszehuelen zum Beispill, deen natierlech och am direkten Zesummenhang ass mat éischter sozial schwaache Leit - de Fait, datt a sozial défavoriséierte Milieuen d'Leit scho quasi gezwonge sinn zu zwee schaffen ze goen, fir datt se iwwerhaapt nach de Liewensënnerhalt kënne garantéieren, deen natierlech mécht, datt do an deene Familljen d'Kanner nach vill méi sech selwer iwwerlooss sinn, wa mer net gläichzäiteg Strukture schafen, d'Prise en charge vun der Sociétéit méi breet maachen a qualitativ besser maache vun deene Kanner aus deene Familljen. Dat si Choix de société, déi een do muss treffen. Déi sinn awer net geholl ginn. Do sinn enorm Defizienzen a Lacunë festzestellen.

An dann dee leschte Punkt, Här President, dat ass d'Orientation professionnelle, déi wierklech ganz, ganz schlecht ass zu Lëtzebuerg, déi awer och eng wichteg Bedeitung huet. Si ass guer net méi ausgeriicht op dat wat d'Débouchéë sinn an eiser Ekonomie. Si iwwerléisst souwuel déi Diplomëiert wéi déi Netdiplomëiert oft hirem eegene Schicksal an ass total ineffizient.

E ganz gutt Beispill ass de Fait, datt mer am Finanzsecteur de Moment Schwieregkeeten hunn, um Lëtzebuerger Aarbechtsmarché iwwerhaapt nach Leit ze rekrutéieren. Dir wësst, datt am Finanzsecteur dëst Joer e puer honnert Leit agestallt gi sinn oder sollten agestallt ginn, an datt de Finanzsecteur Schwieregkeeten huet, déi iwwerhaapt nach um Lëtzebuerger Aarbechtsmarché ze fannen, well d'Qualifikatiounen net klappen.

Dann ee leschte Punkt, Här President, an deem dote Kontext, deen eis besonnesch stéiert, dat ass, datt mer hei eppes maachen, ouni datt mer engersäits déi Etüden, déi virleien, am Detail, zumindest am parlamentaresche Rahmen analyséiere konnten. Ech fänken u bei der Ceps-Etüd, wou eigentlech eng global Evaluatioun emol gemaach ginn ass iwwert déi Mesuren, déi et bis haut gi sinn: CAT, Stage d'insertion an esou weider.

Mir hunn déi als Parlament de 15. November kritt. Elo kann ee soen, vum 15. November bis haut, oder loosse mer soe bis d'lescht Woch, bis mer de Rapport ugeholl hunn, waren et dräi Wochen, do hat ee jo gutt Zäit fir dat ze liesen. Ech mengen, datt dat awer e bëssen einfach ass. Ech mengen, datt et wierklech och do méi intelligent gewiescht wär, et hätt ee sech do e bësse méi Zäit geholl, fir awer eng Kéier genau déi Evaluatioun do duerchzekucken.

Dann dat Zweet ass, Här President, da sinn nach zwou Etüden, déi opstinn. Eng ass an Zesummenaarbecht vum Ministère du Travail mam Ministère de l'Éducation, wou et drëms geet eng Analys ze maache vum Passage vum CNFPC zum COIP. Do ginn natierlech haaptsächlech déi Mesuren touchéiert, déi jeunes demandeurs d'emploi betreffen, déi eben aus der Schoul erauskommen ouni e Certificat, déi sougenannten „early school leavers". Dat ass eng Etüd, déi nach aussteet. Déi soll am Laf vun 2007 ofgeschloss ginn.

An dann awer dat Wichtegst, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat fanne mer wierklech de Clou, dat ass, datt de Ministère du Travail et de l'Emploi den Ceps beoptraagt huet, am Laf vum Joer 2007 eng drëtt Etüd nach ze maachen, eng essenziell Etüd eiser Meenung no, wou et drëms géif goen, emol bei den Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg implantéiert sinn, ze identifizéieren, wat dann hir Meenung ass zu de Praktiken an zu de Besoinen en termes de mesures en faveur de l'emploi. Dat heescht, am Fong d'Essenz, wann een et esou wëllt huelen, vun all de Mesuren, déi am Kader vum Chômage vu Jeunes am Kader vum 5611 hei dra sinn.

Dat heescht, do ass eng Etüd, déi opsteet, déi am Fong zum Deel d'Essenz dovunner enthält, haaptsächlech wat de Privatsecteur ubelaangt, a jiddfereen huet jo hei betount, datt am Fong den CIE dat wichtegst Instrument an Zukunft soll ginn. Déi Etüd, déi feelt eis. Déi kréie mer eréischt am Laf vum Joer 2007.

Elo kënnt Der mer soen, d'Gesetz trëtt jo eréischt a Kraaft den 1. Juli 2007. Mä effektiv, an dat war och eise Beweggrond firwat mer dee Bréif erageschéckt haten an d'Kommissioun, wou mer de Report vun deem heiten Deel aus dem Gesetz verlaangt hunn, éischtens well mer der Meenung waren, datt eng Rei Inkohärenzen dra sinn am Text, mä virun allem awer och wéinst deenen Etüden, datt mer wéinstens da solle waarden, bis mer déi doten essenziell Donnéeën hunn, an dann eben eis nach sechs Méint Zäit ginn.

Dann hätt een och nach kënnen den Dialog, deen den Här Minister amgaang ass jo intensiv mat de Jugendlechen ze féieren, weiderféieren. Dat hätt och nach do zu villen zousätzleche Clarificatioune kënne féieren. Dann hätte mer dat schéi propper bis d'Summervakanz d'nächst Joer ofschléisse kënnen, amplaz datt mer elo hei coûte que coûte versichen einfach dat Ganzt duerchzezéien.

Dann dee leschte Punkt, Här President, op deen ech wëll agoen, awer kuerz, well déi meescht Saachen eigentlech gesot sinn an et am Endeffekt och ganz einfach ass, fir dat ze beschreiwen, dat ass de Fait, datt elo de Finanzement vun de Babyjore vum Stat eriwwergeholl gëtt an d'Pensiounskeesen. Dat ass ganz kloer, dat ass Renteklau. Do gi Gelder, déi fir eppes aneschters geduecht sinn, genotzt fir d'Babyjoren ze finanzéieren. Dat ass fir eis total inakzeptabel!

Mir hunn ëmmer gesot, datt souwuel d'Mammerent wéi awer och de Mechanismus vun de Babyjore familljepolitesch Mesurë sinn, déi sécherlech hir Berechtegung hunn, haaptsächlech d'Babyjoren, mä datt déi awer mussen iwwert de Statsbudget finanzéiert ginn an op kee Fall kënnen iwwert de Rentesystem finanzéiert ginn. Duerfir kënne mir op kee Fall déi dote Mesure matdroen.

Meng Konklusiounen duerfir, Här President: Mir sinn der Iwwerzeegung, datt dat wat am Kader vun der Tripartite hei diskutéiert ginn ass, an eng Rei Saache sti jo och nach aus - ee ganz heiklen Dossier, dee vum Statut unique, dee jo verkaaft ginn ass no der Tripartite als e risegen Duerchbroch, zu Recht fannen ech ass en als dat verkaaft ginn, wann et eis géing geléngen, wär et e risegen Duerchbroch, do kann een de Moment déi gréisst Zweifel hunn, wéi mer do aus där Sakgaass erauskommen, wann ech d'Stellungnahmen de part et d'autre kucken -, mä, Här President, doriwwer eraus si mir der Iwwerzeegung, datt effektiv iwwert déi Mesuren hei net d'Zukunft vum Land virbereet gëtt, mä grosso modo awer déi Mesuren hei an d'Richtung ginn, fir datt dës Regierung finanziell d'Enner zesummekritt bis 2009.

Doriwwer eraus sinn eiser Meenung no déi Mesuren onkohärent. Si sinn deelweis falsch a si entsprieche jo anscheinend emol net méi dem Geescht vun der Tripartite, dat heescht vun de Verhandlungspartner, déi selwer mat dobäi waren, wéi d'Mesuren ausgehandelt gi sinn. Well et ass kaum eng Mesure, déi mer diskutéieren, déi net entretemps bal vun alle Verhandlungspartner vun der Tripartite erëm a Fro gestallt gëtt, respektiv vun deene gesot gëtt, datt d'Texter dovunner net dem Geescht vun der Tripartite entspriechen.

An duerfir, Här President, kënnt Dir Iech jo virstellen, datt déi gréng Fraktioun dëse Projet, de 5611, net wäert stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Wuert vu Merci un déi zwee Kolleege Rapporteure Marc Spautz a Romain Schneider, déi de Rapport vun der Kommissioun hei virgedroen hunn, déi eng gutt Aarbecht gemaach hunn - och, wa mer selbstverständlech inhaltlech net mam Rapport averstane sinn.

E Merci geet awer och un de President vun der Kommissioun, un de Kolleeg Wolter, deen déi Kommissiounssitzunge mustergülteg strukturéiert a gefouert huet. Mir hu wierklech iwwer all Themen an allen Detailer diskutéiert a konnten diskutéieren. E Merci och un eise Sekretär, de Martin Bisenius, souwéi all déi aner Leit, déi matgeholl hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass awer, esou géif ech soen, scho bal alles, wat mer u Gemeinsamkeete mat dësem Projet hunn.

(Hilarité)

Den Haaptbut vun dësem Projet ass d'Ëmsetze vun den Tripartite-Resultater. Dat gëtt am Prinzip iwwert dräi Gesetzer gemaach. Eent, dat hu mer am Juli gemaach, wéi mer d'Indexmanipulatioune gestëmmt hunn. Dat zweet Gesetz ass dat vun haut, de 5611, an dat drëtt ass muer, wa mer de Rentenajustement fir d'Upassungen aussetzen.

Zesummen hunn déi dräi Gesetzer en alleréischt Zil, nämlech de Statsbudget finanziell ze entlaaschten, an dat ëm 400 bis 450 Milliounen d'Joer.

An ech hunn am Fong geduecht, datt déi zwee Rapporteuren, Här President, an d'Vertrieder vun de Majoritéitsparteien dat zumindest géife mat engem Saz hei ernimmen haut de Moien. Mat Ausnahm vum Här Meisch a vum Här Bausch huet nämlech keen dat gesot, datt den Hannergedanken, d'Zil vun dëse Gesetzer eng finanziell Aspuerung vum Stat ass, datt de Stat entweder manner Gelder ausgëtt oder datt hie méi Gelder erakritt. Dat ass och d'Haaptzil vun dësem Gesetz.

An och, wann haut hei mat enger ganzer Kuerbelbootsch voll vun Argumenter, vu Kyoto, vu Chômagebekämpfung, vu bessere Moossnamen, vu Reserven uleeën an esou viru geschwat gëtt: Neen, dat ass alles dat Zweet. D'Haaptzil ass, fir méi Suen an d'Statskeesen eranzekréie respektiv fir manner Gelder auszeginn.

A Wierklechkeet gëtt mat dësen dräi Gesetzer dee gréisste Sozialofbau no dem leschte Weltkrich hei zu Lëtzebuerg gemaach...

(Hilarité)

...an dat vun enger CSV an enger LSAP, enger chrëschtlech-sozialer a sozialistescher Regierung, gestäipt an ënnerstëtzt a gedroe vun zwou grousse Gewerkschaften, dem OGB-L an dem LCGB.

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Konklusiounen, Här President, zu dëse Gesetzer, déi sinn am Fong eis scho virgegraff ginn. An zwar an der Lëtzebuerger Press, am „Wort" an am „Tageblatt".

Wa mer d'„Wort" vu gëschter liesen, an de Kolleeg Meisch huet dat scho gemaach, mä et ass esou wichteg, datt et derwäert ass, fir datt et nach eng Kéier widderholl gëtt, wat am „Wort" gëschter stoung: „...die Neuregelung der Kraftfahrzeugsteuer, die Kyoto-Abgabe sind herausragende Interventionen in einem bunten Strauß von Einkommensbeschränkungen, die eigentlich nur ein zynischer Humorist nicht als Fiskalbelastung bewerten kann."

An dann, Här President - dat do ass jo scho relativ kloer, et kéint vun ons sinn -, hate mer dann de leschte Samschdeg am „Tageblatt" en Artikel: „Die Krise ist erfunden."

Här President, deen Artikel huet et natierlech a sech. Wann een do liest: „Hier haben führende Politiker nicht längst erkannt, dass sie ihre versteckten Ziele..." - an do schwätze mer dovunner, Finanzen an d'Keess ze kréien - „am besten erreichen, wenn sie überzeugend vor laufender Kamera lügen. Ein typisches Beispiel für diesen Kunstgriff ist die vom Staatsminister herbeigeredete Krise."

Also: „wenn sie überzeugend vor laufender Kamera lügen", an deen, deen dat am beschte ka maachen, ass laut dem „Tageblatt" de Statsminister.

„Er brauchte eine um von der schlechten Führung der Staatsfinanzen unter seiner Regie und der seines Budgetsministers abzulenken."

Une voix.- Ah, elo wësse mer et!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An da wësse mer och, firwat dat gemaach gëtt. Et gëtt also fir Sue gemaach.

An dann: „Deshalb führte der brillante Rhetoriker sein Land auf einen Sparkurs, der die kleinen und mittleren Einkommensgruppen schmerzlich trifft."

An da geet hie souguer op de Budget an: „Wir unterstellen nicht, die Haushaltspläne würden absichtlich gefälscht. Wir stellen aber fest, dass sie auch seit Junckers Zeit in einem Ausmaß falsch waren, das in keinem Privatunternehmen, schon gar nicht in solchen, die mehr Geld hin- und herschieben als der Luxemburger Staat, toleriert würde. Da hätte der Chef den Hut zu nehmen."

Also d'„Tageblatt" mengt, den Här Juncker misst den Hutt huelen.

„Herr Juncker und die Seinen tun nichts Gutes mit ihrem Krisengeschwafel." Wien „die Seinen" sinn, dat ka menger Meenung no nëmmen d'Regierung sinn, dat kënnen nëmmen d'Koalitiounspartner, d'CSV an d'LSAP, hei an der Regierung sinn. Dat kann den OGB-L, et kann den LCGB sinn, mä ech weess net, wie soss mat „die Seinen, die nichts Gutes tun", gemengt ass. „Draußen in Europa nimmt niemand ihnen diese Lüge ab."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn iwwerzeegt, datt mëttlerweil och hei am Land keen hinne méi déi Ligen do ofhëlt.

Ech hu bei mir geduecht, wéi ech dat „Tageblatt" do de Samschdeg gelies hunn: Wat fir eng revolutionär Oppositiounszeitung soll dat dote sinn?

(Hilarité)

An ech hu geduecht, elo muss de awer emol kucken, wiem déi Zeitung do gehéiert. An do fannen ech dann eraus, déi gehéiert dem OGB-L, déi gehéiert dem Landesverband an déi gehéiert der LSAP.

Ech hu geduecht, et kann dach net sinn, datt déi esou iwwer sech schreiwen. An dunn hunn ech geduecht, et ass vläicht iergendwéi een Tëntekulli, esou e klengen, deen an der hënneschter Rei am „Tageblatt" schafft, e Lokalreporter, deen eng Kéier huet dierfen e Leitartikel schreiwen. An du sinn ech dann an déiselwecht Zeitung kucke gaangen, wien dann deen Alvin Sold, deen deen Artikel do geschriwwen huet, ass.

An do steet dann do, deen ass Rédacteur en chef an Directeur général. Directeur général ass dee vun där Zeitung! Also, et war net egal wien, deen dat geschriwwen huet. An dunn hunn ech geduecht, da muss deen awer fei Chefen hunn, wann deen esou eppes ka schreiwen. An dunn hunn ech geduecht, géi emol kucken, wien am Verwaltungsrot sëtzt a wie President vun deem Verwaltungsrot do ass vum „Tageblatt". An do stellen ech fest: John Castegnaro, President.

(Hilarité)

An dunn hunn ech gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat kann net sinn dat doten, datt eng Zeitung, déi der LSAP gehéiert, déi dem OGB-L, dem Landesverband gehéiert, wou den Här Castegnaro och nach President vum Verwaltungsrot ass, datt déi hire Generaldirekter an hire Chefredakter erausschécken, fir esou iwwer si selwer hierzefalen, wéi dat hei gemaach gouf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat beweist am beschten, mat wat fir enger...

(Interruption)

..., mat wat fir enger Doppelzüngegkeet hei gefuer gëtt.

(Interruption et hilarité)

Ech hat och duerfir gemengt, Här President, dass den Här Castegnaro sech zu Wuert mellt. Ech huelen un, datt dat nach de Fall ass. Den Här Castegnaro huet elo „Aha! Aha!" dohanne gemaach. Ech hätt geduecht, datt den Här Castegnaro sech awer och géif zu dësem Projet mellen. Hie war d'éinescht nach net ageschriwwen, mä ech ginn awer dovun aus, datt hie sech nach aschreift.

(Interruption et hilarité)

Et ass nämlech jo awer och wichteg, dass hien als President vum Verwaltungsrot vum „Tageblatt" hei e puer klärend Wierder zu deenen Artikelen do seet.

Op jidde Fall, Här President, wann d'„Tageblatt" seet, den Här Juncker an déi Regierung hei géife léien, dann ass dat eng ganz staark a béis Behaaptung. An ech ginn dovun aus, datt mer dat haut hei gekläert kréien. Dat ka keen anere kläre wéi d'Sozialiste selwer, well wann d'Sozialisten de Projet haut hei stëmmen, da gi se dem Här Juncker Recht a se soen den Här Sold hätt gelunn. Wa se awer dem Här Sold Recht ginn - deen huet d'Wourecht am „Tageblatt" geschriwwen -, da mussen se haut hei géint dee Projet stëmmen.

(Hilarité)

Si kënnen net déi zwou Saache maachen. Si kënnen net schreiwen, datt et lauter Lige sinn, wat déi do maachen, a si stëmmen et hei. Da stinn d'Sozialisten...

(Interruption)

...hei an haut virun hirer Responsabilitéit. Et geet net mat där Doppelzüngegkeet do esou einfach duer.

M. le Président.- Här Gibéryen, dat gesi mer jo da spéider. Loosse mer elo emol erëm zum Projet zréckkommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, mir kennen eis elo gutt, an Dir wësst, datt ech nëmmen zum Projet schwätzen.

(Hilarité)

Zum Chômage, Här President.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, mä wat muss gesot ginn, muss gesot ginn.

Mat der Ausriichtung, wat de Chômage ubelaangt, si mer averstanen. Et ass wichteg, datt mer an Aarbecht an a Formatioun investéieren, amplaz a Chômage an a Fräizäit.

Här President, d'Ceps-Etüd huet erwisen - an et ass de Moien och schonn hei ugeklongen -, datt a priori déi Leit, déi mer a Richtung Fonction publique a Beschäftegungsmoossnamen eragedréckt hunn, am Fong do an enger Salle d'attente waren an no zwee Joer erëm do stounge wou se virdru waren. Verschiddener sinn och hin- an hiergeschubst ginn, well déi Verträg net konnten iwwer zwee Joer goen, datt se bei enger

Gemeng, beim Stat, bei der Post, an esou viru waren, an da souguer zwee, véier bis sechs Joer a Moossname waren ouni awer eng fest Plaz kritt ze hunn.

D'Etüd huet awer och erwisen, datt déi Leit, déi an de Privatsecteur gaange sinn, zu 70% eng fest Plaz kritt hunn. Dat waren der net esou vill. Et ass elo no der Tripartite eropgaangen op bal 400, déi an esou Moossname sinn. Déi Leit hunn awer zu 70% eng Plaz fonnt.

Mir hunn duerfir an der Kommissioun och en Amendement erabruecht, wou mer gesot hunn: Ma, mir mussen de Wee an de Privatsecteur goen, well egal wou mer se elo hindirigéieren, herno sti se awer virum Privatsecteur, fir eng Plaz ze fannen. Mir mussen dat méi attraktiv maachen, an duerfir hu mir och gesot: Et sollt een deene Leit, déi an de Privatsecteur ginn, 100% ginn, fir dat méi attraktiv ze maachen, an op där anerer Säit de Betriber awer net, wéi elo virgesinn ass, 50% vun 80%, mä 80% vun 100% ginn, fir datt och d'Betriber en Intérêt drun hunn, fir méi Leit an de Privatsecteur iwwert déi dote Moossnamen ze huelen.

Eisen Amendement ass leider net ugeholl ginn. Mir bedaueren dat, well mer der Meenung sinn, datt dat e wichtege Schrëtt gewiescht wier, fir de Privatsecteur méi attraktiv ze maachen, fir d'Leit an déi Richtung ze kréien. Mir sinn och der Meenung an där ganzer Diskussioun, déi mer haten, ob mer 80% oder 100% bezuelen, wat déi Beschäftegungsmoossnamen ubelaangt, datt een hätt missen differenzéiert virgoen, wat d'Qualifikatioun ubelaangt.

Wat mer elo maachen, Här President, datt mer am Fong no dräi Méint deene Jugendleche soen, si kréichen ee Vertrag op néng Méint - oder zwielef Méint am Privatsecteur, deen am Privatsecteur och kann op 24 Méint erausgoen -, dat ass eng gutt Léisung, wa mer dat fäerdeg bréngen. Mir mussen awer och wëssen, datt och dës Moossnam erëm gemaach ass, fir Gelder ze spueren. Déi Jonk hunn net Onrecht wa se soen, datt un de Gelder gespuert gëtt, well soss konnte se bis 24 Méint schaffen, elo sinn et der néng respektiv zwielef; an et kann am Privatsecteur ënner Konditiounen op 24 Méint augmentéiert ginn. Also gëtt och erëm Geld agespuert. Et muss ee wëssen, datt et nëmme méi néng Méint sinn.

D'Jugend huet haaptsächlech vis-à-vis vun dëse Propositiounen, wat de Jugendchômage ubelaangt, manifestéiert. Ech mengen, mir solle frou si wann d'Jugend sech manifestéiert. Et ass eng positiv Entwécklung. Mir hu jo ëmmer gemengt, d'Jugend géif sech net ëm d'Politik bekëmmeren. D'Jugend huet och e Recht, fir ze manifestéieren. Si huet och e Recht, fir ze streiken. An ech mengen, et sëtzen esou vill Gewerkschaftler heibannen, a si wëssen, datt mir dat als en elementaart Recht ugesinn, datt ee ka streiken. Duerfir hunn ech Problemer dermat gehat, datt verschidde Leit Problemer dermat haten, datt déi Jugendlech gestreikt hunn.

Dann huet de Statsminister jo awer och dozou bäigedroen, datt dat Resultat koum. Hien huet jo awer wierklech provozéiert - an et ass de Moien och schonn hei ugeklongen -, wéi hie gesot huet, déi Jonk géife fir d'éischt an d'Vakanz goen a sech et gutt huelen, a sech dann eréischt bei d'ADEM aschreiwe goen.

Här President, ech hoffen, datt déi Jonk am Land dem Här Statsminister an dem Här Biltgen d'nächst Joer eng grouss Freed maachen, an datt se sech de 15. Juli direkt alleguer aschreiwe ginn; direkt deen éischten Dag, déi 1.000 oder 1.200, déi aus der Schoul kommen. Ech géif deene proposéieren, déi sollen direkt de 15. Juli alleguer op d'Arbeitsamt goen a sech dann direkt aschreiwe loossen. Da ginn d'Demanden de 15. Juli spronghaft an d'Luucht.

A vu datt mer jo soen, déi kréie bannent dräi Méint e Vertrag, dann hu mer och d'ADEM an der Summervakanz voll a ganz beschäftegt. Well déi mussen dann deene Jugendlechen, wann déi aus der Vakanz erëmkommen, bis de 15. Oktober alleguer e Vertrag virleeën. Dozou hu se sech hei engagéiert. Also, ech kann nëmmen en Appel un déi Jugendlech maachen, se sollen dem Här Juncker an dem Här Biltgen eng Freed maachen, datt déi nëmmen ni méi op dee Gedanke kommen, si géife fir d'éischt an d'Vakanz goen. Si solle sech direkt de 15. Juli aschreiwe goen!

Wann ech da bedenken, Här President, datt et d'CSV ass, déi do esou iwwert déi Jugendlech hiergefall ass; ma kënnt Der Iech erënnere bei de leschte Chamberswahlen? D'CSJ war jo dergéint, datt déi Jugendlech manifestéiert a gestreikt hunn. War et dann net d'CSJ, déi virun de leschte Chamberswahle gesot huet: „Jonker wiele Juncker."?

Une voix.- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat war e Slogan, deen huet gutt geklongen. Et sinn anscheinend och e ganze Koup Jonker drop eragefall. Mä haut soen déi Jonk awer: E gudden Iesel stéisst sech nëmmen eng Kéier. Dat ass och e Lëtzebuerger Sprëchwuert, op wat een do kann zréckkommen, Här President.

(Interruption)

Op jidde Fall, haut wësse mer, datt och déi heite Moossnam nëmme gemaach ass, fir Gelder ze spueren.

Ech kommen elo zum Renteklau, Här President. Et hunn och schonn zwee vu menge Virriedner gesot, datt hei e systematesche Renteklau gemaach gëtt. An dat sinn dann déiselwecht Leit, déi soen: Mir renne widder eng Rentemauer. Si baue se selwer, hir Rentemauer, andeem se permanent Geld an d'Pensiounskeese klaue ginn. Dat sinn déiselwecht Leit, déi soen: Mer musse laangfristeg Finanzéierunge maachen, fir datt och d'Jugend vun haut mar nach ka Pensioune kréien. Et sinn déi Leit, déi awer elo d'Geld an d'Pensiounskeese klaue ginn, fir datt mer keng laangfristeg Ofsécherung vun eise Pensiounskeese kréien.

Dann huet den Här Juncker sech och hei erëm duerchgesat vis-à-vis vun der CSV, vis-à-vis vun der LSAP, vis-à-vis vum OGB-L, vis-à-vis vum LCGB. Kënnt Der Iech erënnere wéi mer d'Mammerent agefouert hunn um Rentendësch, eestëmmeg? Dat ass eng familljepolitesch Moossnam. Si gëtt iwwert de Statsbudget bezuelt. A wéi den Här Juncker gesot huet, se misst iwwert d'Rentekeese bezuelt ginn, dunn hunn all Parteien - d'CSV, d'LSAP, den OGB-L, den LCGB, an all aner Gewerkschaften a Parteien - gesot: Dat kënnt net a Fro!

A wat ass elo geschitt? Elo gi 70 Milliounen un Transferte manner vun der Statskeess op d'Sozialversécherunge gemaach. An den Här Mars Di Bartolo huet mer d'lescht Woch hei Zwëscheriff gemaach, wou ech dann dorunner géif kommen, datt déi...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här Gibérius!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bartolomeo, entschëllegt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Aaahhh! Dat kléngt scho besser.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, hien huet mam Här Bodry geschwat an ech hu geduecht: So emol eppes, fir ze kucken, ob en nolauschtert.

(Hilarité)

An ech hu gesinn, et war en Trick. Hien huet dat gemaach mam Här Bodry, fir mir ze weisen: Hei, ech lauschteren deem do net no. Mä hien huet awer formidabel nogelauschtert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Alles an der Rei, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hien huet souguer déi kleng Nuancë bemierkt.

M. le Président.- Här Gibéryen, passt op, d'Zäit leeft lech fort.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo! Déi ass scho bal eriwwer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President. All Kéiers, wann Dir dat sot, mengt Dir meng Riedezäit, ne?

M. le Président.- Jo, selbstverständlech.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà! Dat war awer bal net kloer.

(Hilarité)

Här President, ech schwätze vun deene 70 Milliounen. Den Här Juncker huet dat mat enger gewësser Satisfaktioun den 2. Mee hei an der Chamber, wéi hien d'Tripartite-Resultater virgestallt huet, gesot. Iwwert den Ofschloss vun der Tripartite sot hien: „Eleng fir d'Rentekeese musse mer esou vill Geld opbréngen." An da seet hien: „Ech war duerfir frou,..." - also hie war frou -„datt d'Sozialpartner" - dat waren nämlech déi, déi dergéint waren - „domat d'accord waren Ausgabe vu ronn 70 Milliounen Euro am Joresduerchschnëtt op d'Pensiounskeesen aus dem Budget vum Zentralstat eraus ze iwwerdroen. Et ass evident, datt den eigentleche Statsbudget, de Budget vum Zentralstat, huet missen diesbezüglech transfertméisseg entlaascht ginn."

Also, den Här Juncker war frou, fir ze soen, hei, alleguer déi, déi elo dergéint waren, datt d'Mammerent aus de Pensiounskeese bezuelt gëtt, datt déi elo also frou an averstane waren, datt elo 70 Millioune manner un d'Sozialversécherung ginn. Domadder huet hie seng Mammerent bezuelt. Alles ass a Botter, an et héiert ee kee méi vun deenen, déi sech hei allzäit opgereegt hunn, datt mer hei d'Mammerent missten aus de Pensiounskeesen huelen. Si gëtt elo fiktiv bezuelt.

Här President, ech wollt nach iwwert d'Fleegeversécherung an iwwert d'Autossteier schwätzen, mä vu datt Dir Recht hutt, datt meng Riedezäit fortleeft, iwwersprangen ech dat. Mä ech mengen, den Här Meisch an den Här Bausch hunn do ganz gutt Interventioune gemaach. Ech wëll just dem Här Bausch soen: Och bei der Autossteier, datt als éischt Zil net ekologesch Kritären do waren, mä als éischt Zil vum Här Juncker waren et finanzpolitesch Kritären, nämlech fir méi Gelder an de Statsbudget eranzekréien. Déi ekologesch Kritären, dat ass den Alibi, fir dat anert kënnen duerchzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung, déi geet sécherlech an d'Geschicht an als déi, déi de gréisste Sozialofbau gemaach huet: Mir hunn Indexmanipulatioune kritt; d'Kannergeld, d'Familljenzoulage ginn net méi indexéiert; d'Renten- a Pensiounsupassunge ginn zréckgesat; Erhéijung vum Bäitrag vun der Fleegeversécherung vun 1 op 1,4%; Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun; massiv Erhéijung vun der Autossteier; Erhéijung vun den Accisen op Bensin a Pëtrol; Erhéijung vun der TVA fir Fräiberuffler; Erhéijung vun der TVA an der Tax op dem Gas; maximal Taxen- a Steiererhéijunge bei de Gemengen, dat alles a méi fir eng falsch Finanzpolitik ze kompenséieren.

Mir hu vun engem Büro emol ausrechne gelooss, Här President, wat all déi Moossnamen d'Leit an dëser Legislaturperiod vun 2006 bis 2009 wäerte kaschten. E Jonggesell, deen 2.000 Euro brutto de Mount verdéngt, verléiert duerch all dës Moossnamen 3.002 Euro an dëser Legislaturperiod. E Jonggesell, dee 4.000 Euro verdéngt, verléiert an dëser Legislaturperiod duerch dës Moossname 7.331 Euro. Eng Koppel, déi zesummen 8.000 Euro verdéngt, verléiert an dëser Legislaturperiod 15.531 Euro, an eng Famill mat zwee Kanner, déi 5.000 Euro de Mount verdéngt, verléiert an dëser Legislaturperiod duerch dës Moossnamen 9.574 Euro.

Dat, Här President, ass d'Resultat vun där Politik, déi dës Regierung mécht, an duerfir ass dëst e Gesetz, wat mir mat Iwwerzeegung net wäerte stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir hutt nach e bësse Riedezäit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nach véier Sekonnen, Här President.

(Hilarité)

M. le Président.- Gutt. Als leschte Riedner fir haut de Moie kënnt den Här Jaerling drun. Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, den Här Rapporteuren och Merci fir hir detailléiert Rapporten, och wann ech net mam Inhalt kann d'accord sinn. Mä och awer Félicitatiounen un de President an un d'Membere vun der Kommissioun, wou ech mech als Observateur awer konnt iwwerzeegen, dass dee schwierege Projet an aller Serenitéit an och ouni iwwert de Knéi gebrach ze gi konnt evakuéiert ginn.

Här President, d'Regierung huet sech am Juli dëst Joer mat der Manipulatioun vum Index an der Desindexéierung vun de Familljenzoulage schonn Urlaubsgeld vum Bierger ausbezuele gelooss. Haut mécht se sech mat der Ofstëmmung vum 5611 a mam Projet iwwert d'Verréckele vum Ausbezuelen an der Spléckung vum Rentenajustement och nach e Chrëschtkado derbäi.

Här President, ier ech zum Projet 5611 elo kommen, wollt ech awer nach eng Recommandatioun un den Här Statsminister, un d'Regierung an un d'Deputéierten aus der Majoritéit riichten. Den Här Statsminister, d'Regierung an d'Deputéierten aus der Majoritéit sollen, nodeem dass se d'Bierger geplëmmt hu mat den Indexmanipulatiounen, der Desindexéierung vun de Familljenzoulagen an och mat der Ofstëmmung vum 5611 an dem Verréckelen an dem Splécke vum Rentenajustement, op Neijoerswënsch un d'Bierger an d'Verschécke vun Neijoerskaarte verzichten, well dat wär jo awer och nach de Geck mat de Bierger gemaach.

Här President, de Projet 5611 ass e Projet, dee resultéiert aus den Tripartite-Accorden an deelt sech am Fong a véier Sujeten op. Mä en hätt awer am Fong misse méi Sujeten hunn, well déi Indexmanipulatioune vum Juli dëst Joer och e Verbriechen un de Klengverdénger sinn, wat an der Tripartite geplangt gouf. Loosst mech awer ufänke mat deem Deel vum 5611, deen am meeschte fir Opreegung gesuergt huet, an dat war den Deel iwwert d'Beschäftegung an de Chômage.

Do wëll ech emol virausschécken, dass den zoustännegen Aarbechtsminister just dat festgeschriwwen huet, wat an der Tripartite ofgemaach war. Verschiddener haten awer an der Tripartite hir Verantwortung net iwwerholl am Interessi vun deene Leit, déi se vertriede sollten, oder si waren héchstwahrscheinlech bei den Diskussiounen an engem aneren Zëmmer. Duerno hu se versicht hir Verfeelungen erëm riichtzebéien a si hu sech deene Jonke bedéngt. Déi Jonk, ëm deenen hir Zukunft et geet, hu sech natierlech berechtegterweis manifestéiert an et och fäerdeg bruecht, eng Rei Onkloerheete riichtzebéien an e puer wesentlech Ännerungen am Projet ze erzwéngen.

An deem Deel „Beschäftegung" vum Projet geet et net drëm, d'Chômage-Indemnitéiten ze kierze respektiv deene Jonken an hiren éischte Beschäftegungszäiten eppes ewechzehuelen. Et geet drëm fir hinnen esou schnell wéi méiglech eng Plaz um initialen Aarbechtsmaart ze garantéieren. Et geet och drëm kloerzestellen, dass eng Beschäftegung ëmmer nach méi wäert ass wéi doheem ze bleiwen. An et geet och drëm, mat deenen e Konsens ze fannen, déi Aarbechtsplaze schafen.

Mir schafe keng Aarbechtsplazen, andeem mer deem engen oder anere Mesuren octroyéieren. Mir schafen nëmmen Aarbechtsplazen an engem gesonde Konsens an am fräiwëllege Matwierke vun allen Akteuren. An d'Akteuren, dat sinn déi, déi d'Aarbechtsplaze schafen, an dat sinn déi, déi eng Aarbechtsplaz sichen.

Déi Mesuren, déi mat dësem Projet iwwert d'Beschäftegung am Fong ageleet ginn, sollen deen néidege Konsens schafen, an et soll een deem Deel vum Projet 5611 och eng Chance ginn, fir dee Konsens ze erwierken. Dat ass eppes wou ech awer kann 100% domat d'accord sinn.

Här President, eppes wat awer schonn erreecht ginn ass, ier de Projet gestëmmt gëtt, dat ass den Dialog mat deene Jonken. Deen Dialog war schonn nom Referendum vum Traité constitutionnel versprach ginn, huet awer ni stattfonnt. Elo, wou déi Jonk sech manifestéiert hunn an den Dialog forcéiert hunn, huet dann endlech den Dialog stattfonnt. Et schéngt wéi wann deen Dialog mat deene Jonken awer ëmmer nëmme fir noutwendeg fonnt gëtt, wann een, wéi zum Beispill beim Traité, hir Stëmm brauch oder wann déi Jonk op d'Strooss ginn, fir gehéiert ze ginn.

Och wann den Dialog elo stattfonnt huet, esou hoffen ech, dass et keen Dialogue de sourds war, an dass d'Doléancë vun deene Jonken endlech eescht geholl ginn. Och wa se elo beim 5611 net an allem Recht kruten.

Ech kann op jidde Fall mat deem Deel am Projet, wat d'Beschäftegung an de Chômage ubelaangt, d'accord sinn an ech bedaueren duerfir och an deem Kontext, dass dëse Projet elo als Ganzt ofgestëmmt gëtt an net Kapitel fir Kapitel, soss hätt ech da meng Approbatioun zu dësem Deel vum Projet mat engem Jo dokumentéiere kënnen.

Här President, en aneren Deel vun dësem Projet sinn d'Mesuren am Zesummenhang mat der Ëmweltproblematik a mam Transport. Hei si mer erëm an där traditioneller Philosophie vun der Regierung: Erhéije vun den Taxen a Repressioun ouni Géigeleeschtung. D'Erhéije vun der Autossteier, vun den Accisen op de Pëtrol an all déi Mesuren, déi domadder zesummenhänken, treffe sécherlech heibanne keen. Mä si treffen erëm eng Kéier déi Kleng am meeschten, besonnesch Familljen an déi Leit, déi op hiren Auto ugewise sinn, fir schaffen ze goen.

Besonnesch Famillje mat Kanner, déi méi e groussen Auto brauchen a méi oft ënnerwee

sinn, ginn hei gestriizt. An dat ouni Géigeleeschtung. Well iwwert dee versprachene Steierkredit leien nach keng Propose vir, an et weess och keen, ob en iwwerhaapt eng Kéier kënnt. Déi wäerte kommen, wa se kommen, wa vill vun deene Betraffenen an de Strukture vu Sans-abri ënnerbruecht sinn, wa se näischt méi hu fir sech en Eegenheem oder eng Wunneng ze leeschten. Et sinn och soss weider keng Géigeleeschtunge virgesinn.

Wann ech mech awer richteg erënneren, dann hat dach eng Partei virun de Wahle versprach, den öffentlechen Transport gratis unzebidden, wa se géif an d'Regierung kommen. Knapps war se awer an der Regierung, huet se just de Contraire gemaach an d'Transportpräisser drastesch erhéicht. Et si weder genuch Ugebueder vun öffentlechem Transport do souwéi och scho Gerüchter kursëieren, den öffentlechen Transport géif nach méi deier ginn.

Hätt d'Gratisugebuet vum öffentlechen Transport net grad elo als Kompensatioun kënnen déngen, fir datt méi Leit op den öffentlechen Transport ëmklammen an domadder net nëmmen déi Erhéijung vun der Autossteier an den Accisë kënnten erdroen, mä et wier och eng zousätzlech ekologesch Initiativ gewiescht fir Emissiounswäerter ze verringeren?

Do hätt am Fong d'LSAP missen hir Verantwortung iwwerhuelen an zumindest versichen als Géigeleeschtung den öffentlechen Transport gratis unzebidden, dann hätte mer awer zumindest Méiglechkeete gehat, fir de Familljen entgéintzekommen, déi elo dat do héchstwahrscheinlech net wäerte kënnen erdroen.

Här President, deen aneren Deel, deen ech uschneide wëll, ass dee vun der Erhéijung vun der Bedeelegung un der Assurance dépendance. Hei muss all physesch Persoun elo 40% weider bezuelen. De Participatiounstaux gëtt vun 1% op 1,40% vum Nettorevenu eropgesat, dat däerf een net vergiessen. E gëtt op den Nettorevenu eropgesat!

Ausgeschloss vun där Participatioun un der Fleegeversécherung sinn natierlech erëm d'Betriber, déi dat vun Ufank u waren an deemno och elo; an dat obwuel d'Betriber deelweis och mat schold um Gesondheetszoustand vun de Bierger sinn, sief et duerch eng schlecht Ergonomie oder duerch Ëmweltbelaaschtung.

Deen, dee sech awer op eng inakzeptabel Aart a Weis aus senger Verantwortung stielt, dat ass de Stat. Hie fréiert einfach seng aktuell Participatioun an a féiert och an dësem Beräich d'Bierger bei d'Lisett. Déi Erhéijung betrëfft alt erëm eng Kéier déi Klengst, déi elo niewent der Indexmanipulatioun, dem Afréiere vun de Familljenzoulagen, der Manipulatioun vum Rentenajustement an der Erhéijung vun der Autossteier och nach mussen déi Laascht dobäi droen.

Här President, och mat den Transferten an d'Rentekeese kann ech net d'accord sinn, sief et, wat d'Rémunératioun vun de Mataarbechter vun de Keesen ubelaangt, wéi och den Transfert vum Käschtepunkt vun de Babyjoren - wat eng familljepolitesch Moossnam ass - op Käschte vun de Pensiounskeesen.

An ech ginn och de Verdacht net lass, dass dat doten deen éischte Schrëtt ass, fir spéider d'Mammerent mat aus de Pensiounskeesen ze finanzéieren, well d'Mammerent an d'Babyjoren awer ganz kloer enk matenee verbonne sinn.

Et héiert een och ëmmer erëm méi Stëmmen aus der Regierung an och vun hiren Kumpanen, et misst een de Rentesystem laangfristeg ofsécheren. Dozou gehéieren och déi bestallten international Avisen, déi d'Erhéijung vum Rentenalter oder d'Ofschafung vun de Prépensiounssystemer ubelaangen. Op där anerer Säit genéieren déiselwecht sech awer net, d'Rentekeesen als Self-Service fir hir Besoinen unzeginn.

Här President, ech mengen, ech halen elo op, well wat ech méi virufueren, wat ech méi depressiv ginn.

(Hilarité et interruptions)

Depressiv well ech eleng näischt ka géint déi Aart a Weis vu Politik do ënnerhuelen, mä awer nach méi depressiv ginn, wann ech gesinn, datt déi, déi eppes kënnte géint déi Politik och am Interesse vun hiren eegene Leit ënnerhuelen, déi se eigentlech sollte vertrieden, och nach déi Politik do matmaachen.

Et gëtt fir eis Bierger, besonnesch fir déi mat de klenge Revenuë kee schéint Joer, well se net nëmmen déi asozial Politik vun dëser Regierung erdroe mussen, mä well se vun hire Gemengen och nach zousätzlech Taxenerhéijungen opgedrängt kréien. D'Gemengen huelen sech also och hire Chrëschtkado aus den Täsche vun de Bierger, fir hir Budgeten opzepäppelen. An déi Eenzeg, déi sech an hire Kanner geschwë kee Kado méi kënne leeschten, dat sinn d'Klengverdénger an d'Rentner.

Duerfir, Här President, brauch een dëser Regierung kee Kado ze maachen an och hir keen erfollegräicht Joer ze wënschen. Si huet sech dee Kado selwer gemaach op Käschte vun de Bierger, op Käschte vun deenen Aarmen.

Wat elo hei d'Ofstëmmung iwwert dëse Projet ubelaangt, mat deem ech natierlech net kann d'accord sinn - ausser mat deem enge Punkt -, esou maachen ech mer awer Gedanken driwwer, dass Verschiddener hei dee Projet guer net dierfe stëmmen, well jo einfach nach am Raum steet, dass gesot ginn ass, wann den Eenheetsstatut, d'Garantie vum Eenheetsstatut net kënnt, da fält dee ganzen Tripartitesaccord.

An do muss ee sech awer einfach Froe stellen, wéi een dann eppes, wat am Juli scho gestëmmt ass, nach un d'Fale ka kréien, a wéi een haut den Owend, wa mer hei erausginn, dat, wat haut gestëmmt ass, an dat, wat muer nach gestëmmt gëtt, wéi mer dat dann un d'Fale kréien - do muss ee sech awer Froe stellen!

Also misste Verschiddener heibannen a weiser Viraussiicht weder dëse Projet nach de Projet iwwert de Rentenajustement stëmmen. Well soss géif ech awer mengen, wären se schlussendlech net méi glaubwürdeg, a si missten also a weiser Viraussiicht sech zumindest enthalen an ofwaarden an hir Ofstëmmung dann awer ofhängeg maache vum Statut unique, mä dat wäerten se natierlech net maachen.

Wéi esou oft ass et einfach heihinner bläre kommen a géint alles sinn an dann awer herno Jo stëmmen. Ech mengen déi, déi dat gemaach hunn, déi hu sech genuch hei blaméiert.

Ech brauch deem näischt méi hinzuzefügen.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domat si mer um Enn vun där Sitzung vun haut de Moien ukomm. Haut de Mëtteg fänkt d'Sitzung um hallwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.29 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

SÉANCE 17

Mercredi, 20 décembre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. 5611 - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant

1) modification du Code du Travail;
2) modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3) modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;
4) modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales;
5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces;
6) modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural;
7) réforme de la taxe sur les véhicules routiers;
8) modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;
9) introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;
10) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
11) établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement;
12) modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État (suite)

(Discussion générale - suite - Amendement - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

2. 5598 - Projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5632 - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. Dépôt d'un projet de loi

5. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 (suite)

(Amendement - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Résolution - Motions)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.29 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

D'Regierung kann eis keng Kommunikatioune maachen, well se de Moment nach net hei ass. Dofir fuere mer elo weider mat der Debatt iwwert de Projet, dee mer haut de Moien ugefaangen hunn, de Projet 5611. Als zweetleschte Riedner ass den honorabelen Här Lucien Clement ageschriwwen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

1. 5611 - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant

1) modification du Code du Travail;

2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;

4. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales;

5. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces;

6. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural;

7. réforme de la taxe sur les véhicules routiers;

8. modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

11. établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement;

12. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État (suite)

Discussion générale (suite)

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aganks menger Interventioun wëll ech mech selbstverständlech dem Luef an de Félicitatiounen uschléisse fir déi zwee Rapporteuren. Dat gëllt awer och stellvertriedend fir all déi aner, déi dru geschafft hunn; fir de President vun der Kommissioun, de Michel Wolter, an och de Martin Bisenius. Et war, wann een dat esou gekuckt huet, iwwert déi ganz Zäit, wou mer zesummegeschafft hunn, wierklech eng Fläissaarbecht vun deene Leit. Dat hu si och bravourös, géif ech soen, gemeeschtert.

Et huet elo kee Wäert fir alles dat ze widderhuelen, wat schonn hei gesot gouf. Duerfir wëll ech mech dann och a menger Ried nëmmen op e puer Punkte konzentréieren. Mir hu bis elo dräi Mesurë gehat fir d'Beschäftegungschance vun deene jonke Leit, déi net direkt eng Aarbechtsplaz an engem Betrib fonnt hunn, ze verstäerken. Dat waren de sougenannten CAT PU fir den öffentleche Secteur, den CAT privé fir d'Établissements publics an drëttens de Stage d'insertion fir privat Entreprisen. Dës dräi Mesurë gi mat dësem Projet duerch zwou nei Mesuren ersat. Dat ass éischtens den CAE, de Contrat d'appui-emploi fir de Secteur public, an zweetens den CIE, de Contrat d'initiation à l'emploi fir de private Secteur.

E jonke Mënsch, deen op d'mannst ee Mount bei der ADEM ageschriwwen ass a manner wéi 30 Joer al ass, kann en CAE kréien. Spéitstens no dräi Méint muss en e Kontrakt hunn. E Kontrakt, deen zwëschent deem jonken Demandeur d'emploi an der ADEM ënnerschriwwe gëtt. De Kontrakt leeft iwwer eng Period vun op d'mannst dräi Méint a kann och nëmmen eng Kéier renouveléiert ginn, ouni awer méi laang wéi néng Méint ze daueren. Während der Zäit vum Kontrakt steet dee jonke Mënsch zur Verfügung, fir beim Stat oder an enger Gemeng oder bei enger Verwaltung kënnen ze schaffen. Hie soll och eng praktesch an theoretesch Formatioun op senger Aarbechtsplaz kréien.

Et ass virgesinn, datt déi wöchentlech Aarbechtszäit 32 Stonne bedréit an d'Rémunératioun 80% vum Mindestloun ass. De Grond firwat nëmmen 32 Stonnen d'Woch soll geschafft ginn, ass, datt déi reschtlech aacht Stonne vum Jonke selwer genotzt solle ginn, fir entweder eng Formatioun ze maachen oder sech selwer fir eng Aarbechtsplaz ze beméien an eng Formatioun ze kréien. Sou vill zum CAE.

Et bleift awer nach ze soen, datt iwwert de Wee vun deem ale Modell, dem CAT public, déi wéinegst jonk Leit eng Aarbechtsplaz fonnt hunn. Allze dacks sinn an der Vergaangenheet falsch Hoffnunge geweckt ginn, an d'Enttäuschung souwuel beim Jonke selwer, mä och bei sengen Elteren, war ëmsou méi grouss wann et mat enger fester Plaz fir hire Jong oder fir hiert Meedchen am Secteur public oder bei der Gemeng net geklappt huet.

Dofir, Här President, ass et wichteg an och noutwendeg, datt probéiert gëtt dee Jonken an de Privatsecteur ze guidéieren. Dofir deen neie Modell CIE. Hei gëtt en Dräiparteiekontrakt ënnerschriwwen, an zwar tëschent deem Jonken, dem Betrib an der ADEM. Och an dësem Fall ginn 80% vum Mindestloun bezuelt, mä et gi 40 Stonne prestéiert. Et ass dem Betrib allerdéngs fräigestallt eng Prime de mérite un dee Jonken auszebezuelen.

Des Weideren engagéiert de Betrib sech iwwert d'Persoun vun deem Tuteur dee Jonken ze betreien, souwéi e Plan de formation opzestellen. Ee Plan de formation, deen iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal definéiert gi soll. Dat mécht - soen ech emol - sécherlech Sënn bei gréissere Betriber, déi en adequaten administrative Staff hunn, fir esou e Plan de formation opzestellen, ze begleeden a selbstverständlech och ëmzesetzen.

Problemer awer, Här President, wäert et ginn an deene méi klengen handwierkleche Betriber. An do sinn ech der Meenung, hei soll een éischter op de Wee vum Learning by doing goen, wéi eis dat d'Chambre de Commerce virgeschloen huet.

An engem klenge Betrib ass d'Gefor nu wierklech net grouss, datt dee Jonken de ganzen Dag laang ëmmer déiselwecht Aarbecht maache muss, ouni dobäi wierklech eng Formatioun ze kréien. D'Palette vun der Aarbecht, déi gemaach gëtt, ass nun eemol nees an engem klengen handwierkleche Betrib méi diversifizéiert wéi an engem spezialiséierten a méi grousse Betrib. Här Minister, dofir nach eng Kéier - den zoustännege Minister ass allerdéngs net hei - den Opruff un Iech, fir dës Dispositioun am Règlement grand-ducal awer esou an där Form nach eng Kéier ze berücksichtegen.

Des Weidere sinn ech der Meenung, datt wann ee wëllt hunn, datt dee Jonke sech éischter op de Wee vun dem CIE soll beginn, da muss een déi Mesure och méi attraktiv gestalte wéi déi vum öffentleche Secteur, dem CAE. 80% vum Mindestloun, déi vun der Entreprise bezuelt ginn, ginn - esou gesäit d'Gesetz et vir - zu 50% plus d'Chargë vum Stat iwwerholl. Et hätt ee sech awer och kënne virstellen aus Iwwerleeungen eraus, fir de Modell méi lukrativ ze gestalten, datt hei an dësem Modell 100% vum Mindestloun ugebuede gi wären; allerdéngs ouni de Betrib dofir méi ze belaaschten, mä datt een op eng Opdeelung vu 60/40, vu 60% fir de Stat komm wär a 40% fir de Betrib.

Et ass richteg, wat den Här Gibéryen de Moie gesot huet, datt mer an der Kommissioun en Amendement haten, deen allerdéngs méi wäit gaangen ass, dee virgesinn huet 80% vum Stat an 20% vum Betrib. Dee konnte mer eigentlech net unhuelen, an et sinn och Ursaachen dofir ginn. Éischtens emol wäre mer do a Kollisioun gerode mat deem traditionelle klasseschen Apprentissage, wou da wahrscheinlech iwwert dee Wee kee Betrib méi een agestallt hätt, an zweetens, och op Récksproch hi mat de Patronatsorganisatioune selwer, ware si net gewëllt esou en Amendement unzehuelen.

Mir hunn d'lescht Woch an der Réunion jointe vun der Educatioun an dem Travail de Gesetzesprojet 5622 virgestallt kritt an eng éischt Diskussiounsronn doriwwer gedréint. Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, wat ech do an der Kommissioun scho gesot hunn. Et geet do ëm d'Formation professionnelle initiale. Ech zitéieren emol einfach den Exposé des motifs: «La formation professionnelle initiale a pour objet de donner aux jeunes, mais également aux adultes qui n'ont pas pu en bénéficier dans leur jeunesse, une formation générale, théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un

diplôme officiel.» An do soen ech, do feelt et einfach u Koordinatioun.

Wat hu mer elo? Mir kennen - wa mer de 5611, dee mer haut stëmmen, an duerno de 5622 huelen, dee gëtt jo dann och sécher gestëmmt - haut a sech dräi Ausbildungsweeër: éischtens, dee klasseschen Ausbildungswee, den Apprentissage mat enger jee no Beruff a jee no Ausbildungsjoer minimaler Rémunératioun; zweetens, den CIE, wat jo och en Ausbildungswee ass - dat gesäit d'Gesetz jo esou vir -, deen zu 80% vum Mindestloun rémunéréiert gëtt, plus eng eventuell Prime, an deen op d'mannst Accès verschaaft zu engem drëtten Ausbildungswee, der Formation professionnelle initiale, deen dann am 5622 esou virgesinn ass. Eng Formatioun, déi hirersäits dann erëm op d'mannst mat 100% vum Mindestloun rémunéréiert gëtt.

Ech ginn d'Gefill net lass, Här President, datt iwwert déi lescht zwou Mesuren d'Méiglechkeet geschaaft gëtt, de klasseschen Apprentissage einfach auszehiewelen. Dofir widderhuelen ech dat wat ech scho viru Joren hei op der Chambertribün gesot hunn, datt ee sech ganz seriö muss Gedanken iwwert d'Rémunératioun vum klasseschen Ausbildungswee maachen, dee menger Meenung no awer nach ëmmer - wann ech dat esou kucken - dee beschte vun deenen dräi dierft si fir jonk Leit.

Hei ass et an de leschte Jore wierklech verpasst ginn, seriös an d'Aarbecht an an d'Formatioun ze investéieren. Hei besteet e Gehaltsgefäll tëschent deenen eenzelne Mesuren, déi ech elo opgezielt hunn, opgrond vun deem et deem jonke Mënsch wahrscheinlech och net schwéier dierft fale sech net fir de klasseschen Apprentissage ze entscheeden.

Op d'mannst, mengen ech, misst an dësem Modell dee Jonken nom Ofschloss vu senger normalerweis dräi Joer undauernder Léier eng Prime an Aussiicht gestallt kréien. Eng Prime, déi den Ënnerscheed tëschent sengem reelle Loun, deen e kritt huet, an dem Mindestloun géif kompenséieren. Des Weidere géif jo esou eng Prime fir dës jonk Leit, déi dee Wee gaange sinn, déi jo och nach herno potenzial Créateurs d'entreprise sinn, e séchert Startkapital duerstellen.

Maache mir dat net, probéiere mer weider prioritär déi Jonk iwwer aner Weeër - Weeër, déi ech als zweet Méiglechkeet guer net hei wëll contestéieren, och guer net wëll a Fro stellen - op den Aarbechtsmaart ze kréien, hunn ech d'Gefill; hei gëtt d'Päerd wierklech vun hannen opgesuedelt.

Fazit ass: Wann de reelle Wëlle vun der Politik besteet, fir méi jonk Leit an e klasseschen Apprentissage ze kréien, fir duerno och Créateurs d'entreprise, déi hirersäits dann och Aarbechtsplazen erëm schafen, ze hunn, muss een dësen Ausbildungswee, dee sech jo bis haut awer bewäert huet, op d'mannst esou lukrativ, wann net méi lukrativ gestalte wéi déi zwee aner Weeër, déi ech elo just beschriwwen hunn.

Här President, ech hu virdru gesot, datt ech déi Mesuren, fir jonk Leit op den Aarbechtsmarché ze kréien, déi dëse Projet virgesäit, net a Fro stellen. Ech hu se just par rapport zu anere bestehenden Ausbildungsweeër wëlle beliichten.

Esou kommen ech dann och zu mengem zweete Punkt, der Roll vun der ADEM oder der Roll, déi d'ADEM hei ze spillen huet oder menger Meenung no spille misst. Wann et d'Zil ass, fir e Jonken, deen net direkt eng Aarbechtsplaz fënnt, prioritär an dem Secteur privé ënnerzebréngen an net beim Stat zwëschenzelageren, da muss d'Promotioun fir dës Moossnam eng aner ginn.

Well ech jo awer weess, an dat aus praktesch 40 Joer Beruffserfahrung eraus, wéi dee klenge Patron oder dee klengen Handwierker fonctionnéiert, wann et ëm administrativ Pabeieren oder Informatioune geet, hunn ech awer zolidd Crainten, ob et geléngt déi 14.000 Betriber, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, eleng iwwert de schréftleche Wee ze erreechen. Et kann een elo soen, et ass elo d'Missioun vun de Beruffschamberen, fir hir Memberen ze informéieren. Déi maachen dat dann och iwwert de Wee vun enger Zeitung, iwwert de Wee vun engem Bréif oder engem Flyer, an da geschitt dat, wat ech uganks gesot hunn: De Betrib oder de Patron gëtt net erreecht.

A ville klenge Betriber - an et si jo déi, déi prioritär awer Leit astellen - schafft de Patron a seng Fra selwer nach aktiv mat. Kënnt dann emol esou e Bréif oder esou eng Zeitung, déi déi wierklech gutt Mesuren och nach wëllt erklären, da gëtt se emol op de Koup geluecht, well am Moment grad keng Zäit ass fir esou eppes ze liesen. Läit se dann emol nees um Koup vun den Zeitungen, da läit se och geschwënn tëschent den Zeitungen an iergendwa verschwënnt se dann am Container.

Well, wann ech dobausse mat Patronen oder führende Persoune vu Betriber iwwer verschidde Mesuren, déi et scho gëtt, oder déi, déi eréischt virgesi sinn, diskutéieren, da sinn ech awer wierklech dacks erstaunt, wéi e minimale Wëssensstand déi Leit hunn, wat dës Mesurë betrëfft, déi et scho gëtt. Ech muss awer zouginn, dat war a menger aktiver Zäit bei mir och net anescht.

De Rapporteur, de Marc Spautz, huet de Moie gesot, an zu Recht, et wier eréischt en Erfolleg, wann d'Betriber Aarbechtsplazen ubidden. Ech sinn och där Meenung, mä ech soen awer dobäi: D'Betriber mussen awer och richteg doriwwer informéiert ginn, datt et déi Modeller an déi Mesuren, déi mer haut hei diskutéieren, och gëtt.

Aus all dëse Grënn, Här President, sinn ech der Meenung, datt ee sech bei der ADEM soll Gedanke maachen, fir de perséinleche Kontakt, dat perséinlecht Gespréich mam Betrib ze sichen.

Et muss een dat maachen, net eréischt wann de Betrib iergendwa seet oder sech bereet erkläert, fir eng Aarbechtsplaz an deem Sënn ze schafen. Et muss een d'Gespréich mam Betrib am Virfeld sichen, an zwar fir d'Moossnamen, déi dëse Projet bëinhalt, richteg ze erklären.

Eréischt wann dëse gewosst groussen - ech si mer däers bewosst - Effort säitens der ADEM gemaach gouf, kann ee berouegt vun dëser Säit aus soen, datt alles ënnerholl ginn ass säitens der Administratioun, fir jonke Leit zu enger adequater Schaff ze verhëllefen.

Ech wëll nach en drëtte Punkt kommentéieren. Dat ass den Artikel 7 iwwert de Chômage pour intempéries. De Modell, wéi en haut besteet, ass, datt déi éischt 16 Stonnen, wa Chômage pour intempéries ugefrot gouf, zu 50% vum Arbeitgeber an zu 50% vum Arbeitnehmer gedroe goufen, duerno iwwerhëlt de Fonds pour l'Emploi.

Dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, war bis elo e Modell, dee sech bewäert huet an deen, souwäit mäi Wëssensstand ass, och dobaussen net der Däiwel vill contestéiert ginn ass.

Dat soll elo duerch dëse Projet geännert ginn, an zwar esou datt déi 16 Stonnen, ëm déi et sech hei handelt, ganz zu Laaschte vum Patron ginn. Duerno iwwerhëlt wéi virdrun de Fonds pour l'Emploi. Dat ass nieft der Tatsaach, datt et eng Verbösung - soen ech einfach emol eng Kéier - vun der Situatioun vum Patronat ass, och nach eng Mesure, déi en fin de compte fir hiren Deel als inflationstreibend ugesi muss ginn.

Et huet an der Kommissioun zu Diskussioune gefouert - och, well et op eemol zwee Tripartites-Pabeiere gouf. Allen zwee ware se op den 28. Abrëll datéiert, dat eent war mäin an dat anert war dem Marc Spautz säin. Se hunn awer net allen zwee op deem heite Punkt dat nämlecht gesot.

Ech sinn der Meenung, dass dës méi contraignant Mesure och fir de Salarié net onbedéngt eng Verbesserung duerstellt. Mir wäerte gesinn, datt et an Zukunft manner Chômage pour intempéries gëtt, wou et dann ausser dem Stat iwwert de Fonds pour l'Emploi, well dee brauch jo da manner dacks anzesprangen, kee reelle Gagnant méi gëtt.

Virun allem net de Salarié, dee wuel iwwert déi Dispositioun eng textuell Verbesserung gesäit, mä ob hien an der Realitéit nach vill Chômage pour intempéries kritt, dat steet mat Sécherheet awer op engem anere Blat.

Mir waren an der Kommissioun nach mat enger Demande befaasst, fir d'Camionnetten ënner zwielef Tonne vun der Erhéijung vun der Steier ze entbannen. Mir sinn där Demande net nokomm, an ech sinn der Meenung, datt déi Argumenter, déi mer dofir kruten, och ganz verständlech sinn.

Éischtens gëtt déi Tax, déi säit 1982 net méi ugehuewe ginn ass, net mat engem ähnlech héijen Taux ugehuewe wéi anerer. Zweetens besteet d'Gefor, datt verschidde Camionë vun de Betriber eliminéiert géife ginn, fir dann duerch Camionnetten ersat ze ginn. Géif dat antreffen, wier dat och nach eng zolidd Méibelaaschtung fir d'Stroossennetz hei zu Lëtzebuerg. Ech sinn der Meenung, datt et genuch Argumenter goufen, fir dëser Demande u sech net nozeginn.

Dat, Här President, waren e puer méi allgemeng Punkten, op déi ech wollt agoen. Ech wëll awer soen, trotz deene puer Kritiken, déi ech dann hei ubruecht hunn, datt de 5611 u sech awer e gudde Projet ass. E Projet, dee mat Sécherheet richtungsweisend ass an deen, wann e richteg ugepaakt gëtt, mat Sécherheet dozou bäidroe wäert, de Chômage hei am Land - soen ech emol - besser an de Gréff ze kréien.

Ech soen Iech Merci, Dir Dammen an Dir Hären, an ech brénge selbstverständlech och nach den Accord vun der CSV zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Mir héieren elo d'Interventioun vum Sprecher vun der DP, dem honorabelen Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu datt mäi Parteipresident, de Claude Meisch, de Moien eng relativ global Ried gehalen a mir de Klimaschutz iwwerlooss huet, also d'Artikele 35 bis 61 an 62 bis 67, kann ech mech also op déi Aspekter beschränke vum Klimaschutz, déi an dësem Projet de loi, dem 5611, behandelt ginn.

Déi Moossnamen déi drastinn, ginn déi duer? An ass dat do en Ersatz fir eng Klimaschutzpolitik? D'Äntwert ass ganz kloer: Neen. An ech mengen d'Absicht vun der Regierung war jo och net, fir an dësem Projet de loi den Androck opkommen ze loossen, dat do wier elo alles wat ee géif maachen oder wat ee misst maachen, fir kënnen eist Kyoto-Zil ze erreechen.

Déi geplangte Moossnamen, déi wéi gesot an deenen Artikele 35 bis 67 erëmzefanne sinn, hu Bezuch op d'Autossteier, op d'Accisenerhéijungen an och op eng Autorisatioun, déi d'Regierung soll kréien duerch dëst Gesetz, fir kënne Mesuren ze ergräifen, déi bis 25 Milliounen Euro droen, ouni datt duerfir muss e Spezialgesetz kommen.

Mir hu keng virgefaasste Meenung gehat iwwert déi do Moossnamen, jiddefalls keng negativ. Mir haten d'Autossteier selwer an eisem Wahlprogramm stoen. Mir hunn ëmmer gesot, et muss ee kucken, datt een déi Moossnamen, déi fälleg ginn am Kader vum Kyoto-Accord, och finanzéiert kritt.

An déi Tripartite, déi den éischten Allocatiounsplang ugeholl huet, hat schonn am Prinzip akzeptéiert, datt mer géifen e Kyoto-Fong schafen, éischtens, an zweetens, datt ee wahrscheinlech net laanscht eng Erhéijung vun den Accisen um Brennstoff kéim. Dat gëtt heimadder konkretiséiert. Esou wäit, esou gutt!

Commentaire dozou, an dee wäert net ganz laang ausfalen, ass, datt wéi gesot mir als Partei déi do Saachen am Prinzip matgedroen hunn. Ech fannen och, datt déi Moossnam, fir op 25 Milliounen eropzegoen, richteg ass. Ech hunn dat och ausdrécklech an der Tripartites-Spezialkommissioun mat ënnerstëtzt, a souguer oft mat méi Vehemenz wéi Vertrieder vun der Majoritéit, déi gemengt hunn, et misst een nach laang bei d'Commission du Contrôle budgétaire goen.

Deen Ëmwee ass ëmmer gutt, mä wann dat net gaange wier, hat ech suggéréiert, da soll een d'Regierung froen, ob se net kéint am Conseil de Gouvernement esou Moossnamen décidéieren, quitte datt se duerno iwwer e Gesetz entérinéiert géifen. Et war net evident, datt de Statsrot géif dat do esou duerchgoe loossen. Dat emol zu dem Aspekt 25 Milliounen Autorisatioun fir Mesuren am Kader vun de Kyoto-Moossnamen ze finanzéieren.

En zweete Commentaire, dee gëtt allerdéngs e bësse méi kritesch. Mir musse wëssen, datt déi Moossnamen, déi mer huelen, nëmme just da kënnen akzeptéiert ginn dobaussen, op déi gewënschten Akzeptanz stoussen, wa mat deem Effort, dee vun de Leit verlaangt gëtt, och en Ofhuele vun der Laascht, déi mer wëlle bekämpfen, verbonnen ass. Ech kommen do nach eng Kéier op zwou Saachen zréck, déi ech net fir d'éischt an dëser Chamber erwähnen.

Dat Éischt ass de Constat, datt d'Regierung sech an hirem zweeten Allocatiounsplang mat engem Dépassement vun deem eis allouéierten Emissiounsstand vu 25 Milliounen Tonnen op d'Joren 2008 bis 2012 befaasst. Meng Meenung ass déi, datt mer awer nach eng Kéier missten iwwert déi 25 Millioune schwätzen.

Ech erneieren hei nach eng Kéier d'Bereetschaft vu menger Partei fir de Minister ze ënnerstëtzen zu Bréissel bei der Kommissioun, datt aus deene 25 Milliounen Tonnen 20 Milliounen Tonne gemaach ginn.

Nach eng Kéier: Ech erënneren un den Accord, deen 1998 geholl ginn ass vun der deemoleger Regierung, duerch de Mond vum Här Alex Bodry, deen deemools Ëmweltminister war an deen eng politesch Ausso gemaach huet, déi eis Engagementer op 72% fixéiert hu vu 14 Milliounen Tonnen, wat den deemools estiméierte Stand war vun 1990. Ech ginn net méi op déi Saach an. Eis Bereetschaft steet nach wie vor, fir der Regierung ze hëllefen dat do erofzedrécken.

An dat ass net anodin, well de 5611 ass jo e Projet, dee gebuer ginn ass aus der Suerg fir eng Maîtrise ze kréien, net nëmmen iwwert d'Kyoto-Problematik, mä besonnesch och iwwert déi finanziell an haushaltspolitesch Aspekter, déi domadder verbonne sinn. Dat éischt Geld, wat ee spuert, ass dat, wat een net muttwëlleg ewechgehäit, an ech mengen hei ass eng Schluecht, déi ass nach net ganz ausgedroen, an dat solle mer viru maachen.

An ech mengen et ass och net vun ongeféier, datt dat hei zréckbehale ginn ass am zweeten Allocatiounsplang, ënner anerem och op eist répétéiert Dränge fir esou ze procédéieren. Also eis Bereetschaft besteet nach wie vor fir dat esou ze maachen.

Dat Zweet, an ech mengen do kënne mer direkt eppes maachen: Am zweeten Allocatiounsplang, dee vun der Kommissioun vu Bréissel refuséiert ginn ass, dee sech natierlech nëmme just op déi Allocatioune beschränkt, déi fir d'Industrie a fir déi 15 gréisst Betriber hei am Land gemënzt sinn, fanne mer nach eng Kéier 500.000 Tonne fir eng TGV-Zentral erëm. Och dat huet répétitive Charakter wat ech hei soen, mä wa mer kucken, wat dat do eis kascht, dann hu mer strictement keen Avantage hei am Land, nëmme just en Nodeel. Mir sollen op eng nei TGV-Zentral vun där doter Héicht verzichten. Si bréngt eis näischt, si bréngt eis just eng seriö Belaaschtung.

Wa mer déi Belaaschtung behalen, da geet et mat där Autossteier, déi mer elo aféieren, a wou d'Sue jo net alleguer an de Kyoto-Fong fléissen, mä och wann déi un d'Gemeng ginn, net duer fir dat ze kompenséieren, wat bei där net vun der Regierung ausgeschlosse Konstruktioun vun enger TGV-Zentral mat engem Emissiounsstand vu 500.000 Tonnen ze kompenséiere wär.

Och hei soll ee sech nom Prinzip orientéieren: Dat éischt Geld, wat ee spuert, ass dat, wat een net muttwëlleg ausgëtt. Loosst dee Projet falen, an da gesäit Äre Projet zu Bréissel bei der Kommissioun scho besser aus!

Mir sti voll a ganz hannert deenen, déi soen, eis Industriebetriber musse kënne schaffen, an et kann net sinn, datt mer dat, wat d'Kommissioun elo décidéiert huet, a wou eenzel Betriber ganz seriö Schwieregkeete kréien, datt déi an eng Lag versat ginn, wou se wéinst deene Mesurë mam Broutkuerf gewénkt kréien. Dat kann et net ginn!

Wann et hei an enger Tripartite geet ëm Méibeschäftegung an als Endzil Vollbeschäftegung an d'Konsolidéierung vun de Statsfinanzen, da mengen ech muss een déi Saachen esou ugoen. Wann d'Regierung deen Engagement hëlt, da ka se sécher sinn, datt se an där doter Fro eis voll a ganz hanner sech huet.

Elo nach e Wuert zu der Akzeptanz am Allgemenge vun deenen Efforten, déi an deem Kapitel, wat ech elo grad behandelen, ugeschnidde ginn. Wéi gesot, den éischte Commentaire war jo deen, datt, wa mer en Effort verlaangen, deen Effort och mat der Reduktioun vun enger Laascht begleet ass. Klimaschutz ass gutt, Klimaschutzmoossname finanzéieren ass schwéier. Klimaschutzmoossname richteg finanzéieren ass besser an indispensabel, fir op déi noutwendeg an indispensabel Akzeptanz ze kommen.

Wat déi Facteuren ubelaangt, déi déi Akzeptanz positiv oder negativ beaflossen, wëll ech just heirunner erënneren: International ass déi Problematik net erliichtert doduerch, datt déi gréisste Verschmotzer net matmaachen. Dat wësse mer. D'USA a Kanada fänken och un, an Unzeeche wéinstens erkennen ze loossen, datt se net méi voll hannert deem Kyoto-Protokoll stinn. Dat ass net gutt. Dat dréit och net zur Akzeptanz bäi, well d'Leit musse jo wëssen, ob mer et packen. A mir kënnen et nëmme just packen, wa jiddferee seng Responsabilitéit iwwerhëlt, net nëmme just d'Europäesch Unioun, mä och déi aner, an och net nëmmen d'Industriestaten, mä och déi aner alleguer. Dat gehéiert wesentlech zur Beaflossung vun der Akzeptanz an där doter Matière.

Dat wat och zur Akzeptanz vun deenen Efforté ka bäidroen, dat ass d'Erkennung vun de reelle Chancen, déi fir eis Ekonomie kënnen doduerch entstoen. Mir hunn et mat en-

gem esou oft schonn erbäigeriete Paradigme-Wiessel ze dinn. Jo, mir mengen, datt mer kënne mëttel- a laangfristeg profitéieren, och ekonomesch, wa mer eis op dee Wee beginn, op de Wee vun der Produktioun vun alternativen Energien.

Mir kennen d'Chancen, mir kennen d'Potenzialitéiten, mir wëssen awer och wou d'Handicapë leien. Et ass technesch enorm vill ewell méiglech haut. Ech denken zum Beispill un d'Solarthermie, ech denken un d'Verwäertung vun der Biomass, vum Holz, ech denken och un d'Verwäertung vu Kuelen, wou ee kann den CO_2, deen do produzéiert gëtt, bannen, also neutraliséieren, an duerno senken. Dat sinn alles Méiglechkeeten, déi technesch entweder scho méiglech sinn oder déi et mëttelfristeg gëtt.

Mir mussen en A dorobber behalen an och kucken, wéi mir als Lëtzebuerger Ekonomie eis Plaz an deene Créneauen do fannen. Mir mussen och kucken, datt mer am Kader vun enger voluntaristescher Démarche esou wäit kommen, datt déi Potenzialer och kënne mobiliséiert ginn. Wa mer dem Marché dat do eleng iwwerloossen, fäerten ech ganz, fänke mer mat e puer Joer oder e puer Jorzéngte Retard un.

Mëttelfristeg muss also d'Politik dorobber ausgeriicht ginn, an ech menge mir hunn och - fir d'Kohärenz vun eiser Positioun an deenen zwou Debatten, Budget a 5611, ervirzesträichen - Virschlléi gemaach d'lescht Woch, an ech freeë mech driwwer, datt déi an der Chamber vun enger breeder Basis akzeptéiert ginn, wéi mer kënnen eis Statsfinanzen op laang Siicht méi nohalteg ofsécheren. Dat och doduerch, datt een d'Politik, datt een d'Chamber direkt am Ufank vum Prozess mat aschalt opgrond vun engem Rapport, dee vum Conseil national de développement durable erstallt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis ass déi do Problematik keng Fatalitéit, mä et ass eng reell Chance, et ass eng Wett op d'Zukunft. Déi kann ee gewannen, wann een och, net nëmmen deene puer Bedenken, déi mir hei geäussert hunn, mä wann een déi awer och a sengen Iwwerleeunge mat berücksichtegt, da menge mer hätt een eng seriö Chance fir méi séier virunzekommen. Wëssend, datt et ouni d'Akzeptanz op laang Siicht keng nohalteg Politik gëtt, menge mir, wieren déi puer Kontributiounen hei och essenziell fir kënnen an där Debatt do weiderzekommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. D'Wuert huet elo d'Regierung. Fir d'éischt a virop de Statsminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wollt ech meng physesch Absence haut de Moien entschëllegen. Déi hat mat Flugverbindungen ze dinn, an du mat anerere Beschäftegungen, mä ech hunn awer matkritt wat an der Debatt hei de Muere gesot ginn ass.

Ech wëll fir d'éischt emol feststellen an, nodeem ech de Rapporteure Merci gesot hunn an och de Majoritéitsparteien, zu grousse Stécker och der Oppositioun meng Unerkennung dofir gesot hunn, dass esou zügeg un deem Projet geschafft ginn ass; wéi och de Beamten an der Regierung, besonnesch deene vum Ministère du Travail, dass se esou dacks esou séier reagéiert hunn op d'Evolutioun vun där Diskussioun, soen, dass ech fonnt hunn, dass dat eng héichpolitesch Debatt war, déi hei gefouert ginn ass, déi sech heiansdo lassgeléist huet vun deem eigentlechen Objet vun deem Problem a vun deem Problemkrees, ëm deen et sech eigentlech hei dréint.

Et ass mer och opgefall, dass bal esou diskutéiert ginn ass wéi wann eigentlech nëmmen een an der Regierung dee Gesetzesprojet hei ze vertrieden hätt. Mä dat ass jo keen ongewéinleche Virgank hei am Haus. Just wann deen äntwert, da gëtt en ëmmer an de Beräich vun de statsmännesche Reaktioune verwisen, an deenen e sech soll ophalen. Déi aner kënnen eigentlech an der Offensiv soe wat se wëllen, mä am Äntwerte gëtt vun deem, dee betraff ass, ëmmer eng extrem vornehm an nobel Zurückhaltung erwaart. Dat maachen ech och nach haut. Mä iergendwa kann ech och wéi déi aner; wëll ech just soen. An Eenzelner menge jo schonn, ech wär amgaang. Déi kënnen nach eppes erliewen, wann et esou virugeet.

Et ass haut d'Répétitioun u sech vun de Budgetsdebatten, erëm eng Kéier sech intensiv mat de Statsfinanzen a mat alle Problemer, déi ronderëm d'Statsfinanze gravitéieren, beschäftegt ginn. An erëm eng Kéier ass - aussergewéinleche Virgank an engem westeuropäesche parlamentaresche System; Westeuropa gehéiert zu de gefestegten eeleren Demokratien - de Virworf géint d'Regierung erhuewe ginn, si wéilt derfir suergen, dass d'Statsfinanze géifen an Uerdnung kommen.

Ech kommen aus dem Staunen net eraus, andeem ech d'lescht Woch scho mäin Erstaunen hei zum Ausdrock bruecht hunn, dass een der Regierung virwerft, si géif probéieren d'Statsfinanzen an Uerdnung ze bréngen. Souguer wann déi, déi soen, et wier der Regierung ëm soss näischt gaange wéi ëm d'Neeshierstellung vu budgetäre Gläichgewiichter, Recht hätten - déi hunn net Recht -, kënnt ech dat ëmmer nach net als ee massive Reproche un d'Regierungsadress emfannen.

Wa jiddfereen an Europa, an och doriwwer eraus, sech géif esou ëm d'Konsolidéierung vun de Statsfinanze bekëmmeren, wéi d'Lëtzebuerger Regierung dat gezwongen ass ze maachen, da géif et ëm munch makroekonomesch Gläichgewiichter an der Europäescher Unioun an der Eurozon wesentlech besser stoen, wéi dat de Moment de Fall ass.

Jiddefalls wëll ech nach eng Kéier a menger schmueler Capacitéit als Finanzminister soen: Ech hu scho méi grouss perséinlech Beleidegungen erlieft - an deen Niveau hänkt jo ewell déif -, wéi dass een der Regierung an in specie dem Finanzminister virwerft, e géif probéieren d'Statsfinanzen an Uerdnung ze kréien. Mat där Zort Virwërf léisst et sech am Regelfall ganz gutt liewen.

Déi, déi de verzweifelte Versuch hierstellen, d'Statsfinanze vum Stat ze léisen an nach just d'Finanzen iwwregzeloossen, an de Stat vum Land ze léisen, an d'Wirtschaft vum Land ze léisen, an d'Sozialpolitik vum Land ze léisen, fir soss näischt méi iwwreg ze hu wéi d'Geréiers an de Finanzen, vun deene se vergiessen, dass et dem Stat seng sinn, dem Land seng sinn, der Wirtschaft hir sinn, de Sozialpartner hir sinn an de Bierger hir sinn, déi maachen am Gesamtzesummenhang deemselwechten ee kuerze Prozess.

Well d'Statsfinanzen hänken elementar mat der Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft a mat der sozialer Gerechtegkeet zesummen. Wien d'Statsfinanzen net probéiert an de Gréff ze kréien, nodeem se deelweis aus dem Gréff gerode sinn - aus deene Grënn, déi mer d'lescht Woch hei, ouni do nei Iwwerzeegter ze gewannen, duergestallt hunn -, déi leeën de Grondsteen derfir, dass d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie, an domat d'Liewens- an d'Aarbechtsbedingunge vun de schaffende Leit a vun de Bierger hei am Land, sech an deenen nächste Joren drastesch verschlechteren.

Déi, déi haut Krokodilstréinen driwwer kräischen - wat ech jo verstinn, well déi Weinerlechkeet kënnt jo bei de Leit gutt un -, dass mer d'Steieren net un d'Inflatioun upassen, leeën doduerch, dass se d'Berechtegung vun der Konsolidéierungspolitik am Beräich vun de Statsfinanzen an Ofried stellen, de Grondsteen derfir, dass op eng laang Siicht net nëmmen d'Steieren net kënnen un d'Inflatioun ugepasst ginn, mä dass d'Steieren iwwert d'Inflatioun eraus mussen no uewen ugepasst ginn.

Een deen dauerhaft hei wëllt d'Thees etabléieren, et kéint ee méi ausgi wéi een erakritt, dee kann net gläichzäiteg verlaangen, dass een d'Steiertabelle misst un d'Inflatioun upassen, well e leet jo eigentlech de Grondstee fir eng Politik, déi a Verschëldung besteet an déi an enger Erhéijung vun der Steierlaascht besteet. Insofern passen déi virgedroen Deelräsonnementer, wat emol keng Frakture vun Iwwerleeunge sinn, absolut net zesummen.

Nun hunn ech nach eng Kéier hei héieren, nodeem ech dat dann och erëm hu misse liesen, dass eigentlech nëmmen een zoustänneg ass fir déi Situatioun, an där mer sinn. Do wëll ech soen: Déi, déi dat esou gesinn - där schéngt et jo méi heibannen ze ginn -, déi sollen d'Brems zéien!

Wann een heibannen der Meenung ass, d'Mammerent soll ofgeschaaft ginn, well déi ze deier wier: Motioun! An da stëmme mer of.

Wann een der Meenung ass, net jiddfereen, deen d'Mammerent kritt haut, hätt d'Mammerent zegutt, mä just déi, déi soss näischt kréie wéi d'Mammerent: Motioun! An da stëmme mer of.

Wann een der Meenung ass, wéi d'Chambre de Commerce, d'Militärausgabe solle begrenzt ginn, a mir sollen eis domat aus der internationaler an atlantescher Solidaritéit erauszéien an och d'Versprieche vun där leschter Regierung annulléieren: Motioun! An da stëmme mer doriwwer of.

Wann een der Meenung ass, wéi d'Chambre de Commerce, d'Erzéiungsgeld, d'Allocation d'éducation soll ofgeschaaft ginn, well d'Sozialausgaben ze wäit ginn: Motioun! An da stëmme mer iwwert déi Motioun of.

Mä fir generell Kritik virzebréngen, ouni se punktuell zouzeschneiden, andeems een dat a Motiounen a parlamentaresch Anträg akleet, ass eng Fassong fir Politik a fir Schwindel ze bedreiwen, déi een an där Form nach just haut kann duerchgoe loossen. An Zukunft muss een eigentlech, fir dass d'parlamentaresch Geschäft reserruriséiert gëtt, derfir suergen, dass een, deen eppes seet, dat och muss froen, andeems en dat hei mat fënnef Ënnerschréften - falls en der fënnef huet - virbréngt. An da muss d'Parlament seng Verantwortung an deem Beräich huelen.

Sou ze maachen, wéi wann déi Spuermoossnamen, déi am Statsbudget fir d'Joren '07, '08 an '09 - fir d'Joer '07 gëtt et muer gestëmmt a fir d'Joren '08 an '09 muss et an deene respektiven Dezembere vun den nächsten zwee Joer gestëmmt ginn - virgeholl ginn, fir esou ze maache wéi wann dat soss näischt wier wéi den diabolesche Plang vun deenen, déi de klenge Leit wéilten de Botter vun der Schmier huelen, ouni ze soe firwat dass dat geschitt a wat an der Plaz vun deem geschitt, wat een elo ofbremst, ass jo eng absolut unlauter Aart a Weis vun der Politikbeschreiwung, déi hei am Land probéiert gëtt an der politescher Aktioun ze maachen.

Et kënnt selbstverständlech gutt un - ech verstinn dat jo och -, fir ze soen: Et ass net richteg, dass d'Kannergeld desindexéiert gëtt. Mä fir esou ze maachen, wéi wa soss näischt géif geschéie wéi d'Desindexéierung vum Kannergeld, ass natierlech nëmmen eng Millimeterbewegung op d'Wourecht zou. Well dat wat d'deklaréiert Politik ass - dat soen ech virun allem deenen, déi ëmmer Tréinen an d'Ae kréien, wa se vu selektiver Sozialpolitik schwätzen, ouni jeemools eng Kéier gesot ze hunn, wat dat eigentlech soll sinn -, fir esou ze maachen, wéi wann d'Kannergeld elo bei der Inflatiounsupassung géif ofgebremst ginn an domat d'Famillje géifen an hirer Globalitéit geschiedegt ginn, ass jo einfach keng richteg Beschreiwung vun deem, wat mer hei maachen.

Wat mer hei maachen, ass méi Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir am Beräich vu Vereinbarkeet vu Beruff a Famill, fir am Beräich vun der Kannerbetreiung déi zousätzlech Budgetsmëttelen an d'Hand ze kréien, déi mer brauchen, fir déi Politik kënnen ze garantéieren. Dëst an d'Kannergeld wuesse loossen, déi zwou Saachen zesumme ginn net. A wien der Meenung ass, dass an der leschter Legislaturperiod d'Kannergeld zu Onrecht erhéicht ginn ass, soll eng Motioun hei abréngen, fir dat réckgängeg ze maachen. Da stëmme mer doriwwer of. Mä fir esou ze maachen, wéi wann d'Kannergeld elo nëmme géif blockéiert gi fir beim Stat ze spueren, ass jo net richteg.

Dat eleng wier Ursaach genuch. Ech kann dat och vertrieden, wann dat muss sinn. Mä mir maachen dat, fir Geldmëttel an d'Hand ze kréien, fir d'Kannerbetreiungsstrukturen hei auszebauen.

Elo muss ee sech emol froen, déi Strukturkonservativ Kräften heibannen: Wat ass dann elo déi richteg Politik fir d'Zukunft? Einfach mat deem, wat soss jo nawell gär als Géisskanepolitik beschriwwe gëtt, virunzefueren, oder dofir ze suergen, dass do, wou nei Besoinen an der Gesellschaft sinn, Suen op déi richteg Plaz bruecht ginn, fir dass déi Kannerbetreiungsinfrastukture kënnen ausgebaut ginn?

Do hu jo eenzel Parteie mussen e klenge Revirement maachen, ier se dat verinnerlecht haten, dass dat déi richteg Politik wier.

Elo gëtt et awer ganz vill Leit, déi hei am Land zu zwee schaffe ginn a Kanner hunn, zu zwee schaffe wëlle goen, zu zwee schaffe musse goen, well d'Liewensbedingunge vun deene Leit esou sinn, dass se mussen zu zwee schaffe goen. A wann déi owes heemkommen, da sinn d'Kanner schonn e puer Stonnen doheem, mä et war kee bei hinnen, dee konnt mat hinne léieren an dee sech konnt ëm se bekëmmeren.

Elo kann een dat laang bekloen, mä dat ass d'Soziologie vun eisem Land. Dat ass de Wëlle vu ville Bierger vun dësem Land, an et sinn noutwendeg Liewensëmstänn vu ville Leit, déi hei am Land wunnen.

Wat solle mer elo maachen? D'Kannergeld virun indexéieren, oder dat, wat mer duerch d'Netindexéierung aspueren, an dat, wat mer nach iwwert de Budgetswee dobäisetzen, ze cumuléieren, fir dass mer déi Infrastrukture kënne verbreeden, déi mer brauchen, fir dass déi Kannerbetreiungsstrukture méi zahlreich ginn, méi komplett ginn an hirer Offer a fir dass d'Leit mat hirem Liewen, wat se selwer gewielt hunn, oder wat sech hinnen imposéiert, besser eens ginn.

Déi Beschreiwung also, hei géif d'Politik bremsen a géif näischt amplaz setzen, ass falsch. D'Politik bremst, fir Sue genuch ze hunn, fir déi kënnen amplaz ze setzen, plus nach eppes dropzeleeën, fir dass déi ganz Politik sech op Dauer kann droen.

Déi, déi der Meenung sinn, déi Politik wier falsch, fir an d'Betreiungsinfrastrukturen ze investéieren, sollen dat soen. An déi, déi mengen, et wier méiglech, deen Ausbau vu Kannerbetreiungsstrukturen, vu méi Recherche, vu méi Innovatioun, vu méi Universitéit, vu méi Schoul, fir déi Mehrausgaben, déi al an nei Politike kombinéiert an Zukunft droen, fir dat net ze maachen, déi sollen dat soen. An déi, déi soen, dat wat mer hunn, wëlle mer halen an ausbauen, an dat, wat mer brauchen, solle mer kréien a musse mer hunn, déi solle soen, dass se gären e Budget fir d'Joer 2007 virleeën, dee 16 Milliarde Lëtzebuerger Frang méi Defizit opweist, well dat ass genau dat, wat an der Tripartitesronn opgrond vu Regierungspropositioune fir de Budget 2007 agespuert ginn ass.

Also, anstatt laang Rieden ze halen, ass d'Fro: Wëllt een doduerch, dass hien alles behält, wat mer hunn, an alles wëllt kréien, wat mer nei dobäisetzen, wëllt een, dass mer doduerch 16 Milliarde Budgetsdefizit am Joer 2007 méi kréien, Jo oder Neen?

Eng aner Fro gëtt et net. Op jidde Fall net fir déi, déi regéieren an déi musse probéieren, fir dass dat, wat een huet, an dat, wat ee gären hätt, beieneekënnt.

An duerfir ass och déi Diskussioun, déi ech verstinn, iwwert d'Steierbelaaschtung eng, déi sech an deemselwechten Zesummenhang stellt. Déi ekologesch Steierreform, déi virun allem och déi gréng Kolleegen heibanne fuerderen, ass jo nëmmen theoretesch méiglech. Um Pabeier. Duerch eng Neutraliséierung vun der Méibelaaschtung op anere Pläng. Si ass just um Pabeier méiglech.

Ech gehéieren zu deenen - anerer hunn dat och gemaach, mat ënnerschiddleche Konklusiounen -, déi sech intensiv domat beschäftegt hunn. Ech sinn, wéi dat och vum Här Bausch de Moie korrekterweis gesot ginn ass, keen, dee sech méi ekologesche Faarwen an der Steierlandschaft géif verweigeren.

Mä ech hätt gären, dass mer dat emol an der Finanzdiskussioun an aller Rou a mat allen Experten, déi een dofir brauch - ech si keen 100%egen Expert an deene Saachen -, diskutéieren an dass mer dann eng öffentlech Debatt heiriwwer féieren.

Ech sinn och net dergéint, dass mer eng öffentlech Debatt doriwwer féieren, ier mer an der Finanzkommissioun schwätzen. Mä ech halen et fir d'Solidaritéit vun de Léisungen, déi mer huelen...

(Interruption)

Jo, mä an där Motioun ass jo schonn d'Konklusioun dran.

Une voix.- Neen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, da sot mer dat.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Et steet ganz däitlech do: «(...) à analyser de manière approfondie».

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, mä den Här Bausch liest seng eege Motioun vir. Well ech d'Wuert grad hunn, kann ech vläicht fir de François Bausch soen, wat hien amgaangen ass ze erklären.

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Et steet dran, datt mer dat sollen analyséieren, d'une manière approfondie analyséieren, an „d'une manière approfondie" heescht näischt aneschters wéi dat, wat Dir elo gesot hutt, dat ass, datt mer effektiv kucke mam Expert zesummen, wat do machbar ass, a mer dann en fonction vun där Analys, déi do erauskënnt, um Horizont 2008, eng Reform virschloen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, et steet net do, eng Reform am Horizont 2008 virzeschloen, et steet do eng Reform virzeschloen, déi eng generell Reform vun der Fiskalitéit wier, dat heescht also eng ganzheetlech Reform, ...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, selbstverständlech.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …déi sech a Richtung Eko-Taxatioun beweegt, an zwar esou, dass dat een Allègement vun de Steiere géif erginn, déi op der Aarbecht leien.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, an där Modeller gëtt et.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Schnell ist die Jugend mit dem Wort. Prinzipiell sinn ech jo dann d'accord mat deenen Zilsetzungen do, mä ech géif dat awer gär am Detail an der Finanzkommissioun kucken, fir dass een opgrond vun engem méi breeden Dokument a méi engem dichten Dokument dat heibanne kënnt diskutéieren, esou dass ech déi Motioun eigentlech net wëll oflehnen - dat sinn ech amgaangen ze erklären -, mä dass ech froen, dass een déi Motioun vläicht verweist an d'Finanzkommissioun an dass mer do eng grëndlech Diskussioun mat deenen zoustännege Ministeren a Kolleegen aus der Verwaltung, déi och eppes dovu kennen, féieren.

Also, ech géif déi Motioun net wëllen oflehnen, Här President, dat wollt ech soen, mä froen, ob een net kënnt an der Finanzkommissioun opgrond vun einschlägegem Sachmaterial doriwwer diskutéieren.

Ausserdeem hu mer jo net op eng stringent Aart a Weis fir d'Joer 2008 Steiererliichterunge versprach. Mir hunn dat schéi kombinéiert - mä scheinbar ass dat jo eng Doudsënn, wann ee sech domat beschäftegt - mat der allgemenger Situatioun vun de Statsfinanzen. An dat bleift: Steiererliichterungen a massiivstem Ëmfang kann een nëmme maachen, wann d'Finanzsituatioun vum Stat dat fir d'Joer 2008 hiergëtt.

A well et jo elo ewell zum gudden Toun gehéiert, dass jiddferee seet, wat en net mécht, wann een aneren eppes net mécht, wëll ech och eppes an där Kategorie bäidroen - beräichernd.

Ech liesen elo iwwert de Statut unique jo munches. An do erkläert jo deen een deem aneren, wat en net mécht, wann deen aneren net mécht, wat e soll maachen. Selbstverständlech, wann een d'Gefill géif kréien, dass déi Argumenter, déi genannt ginn, fir sech an der Fro vum Einheitsstatut net eens ze ginn, net déi richteg wieren, wann een zum Beispill géif ënnerstellen, dass vill Privatbeamten et guer net gären hunn, souguer an de Gewerkschafte selwer, dass d'Aarbechter elo deeselwechte Statut kréien, an duerfir verzweifelt probéieren, en anere Schëllegen ze fannen, deen dann d'Regierung wier, dee bis elo deen Eenzegen ass, deen dauernd Propositiounen hei gemaach huet, ...

(Interruption)

...a wa sech ënnert deene verschiddene Patronatsorganisatiounen net géif kloer driwwer ausgesprach ginn, ënner wat fir Bedingungen deen een averstane wier, mä wann déi Bedingungen do wieren, deen aneren net méi kënnt averstane sinn - wann dat sech esou op eemol géif erausstellen, dass dat esou wier, jo dann däerf een och net, wa mer an där Saach net virukommen, vun der Regierung erwaarden, dass op allen anere Punkte, wou bei hir Revendicatiounen ageklot ginn, d'Regierung elo an eng betribsam Emsegkeet géif verfalen.

Déi Saachen hale sech. Steierreduktiounen, Strukturreformen si Saachen, déi ginn zesummen. «J'aime les choses qui vont ensemble.», sot de Pascal, an dat hei si Saachen, déi zesummeginn.

D'Réarticulatioun vun der Steierlandschaft a Strukturreformen, déi wäit an hirer Bedeitung iwwert den Dag erausginn, sinn natierlech Politikelementer, déi sech mussen d'Hand ginn, fir d'Strooss ze halen.

Duerfir, wat déi eng kënnen, dat kënne mir och. A wann déi eng géifen ophalen, déi Rieden ze halen, bräichte mir dës Riede guer net unzefänken. Wann déi eng awer virufueren hir Rieden ze halen, féiere mer eis Ried virun, well mer gären hätten, dass eng Politik aus engem Goss besteet. An do mussen alleguer déi Deelelementer, Deelreformelementer zesummegefouert ginn.

D'Kolleege vun der grénger Fraktioun hunn och kuerze Prozess gemaach mat engem Artikel 44 aus dem Projet de loi 5611, wou et ëm d'Autostaxe vun den öffentleche Ween geet. Ech drécke mech elo emol esou aus: Vun der Prozedur hier, wëll ech soen, dass dat net geet. Well, wann een iwwert de Wee vun engem Amendement en Artikel aus dem Gesetzesprojet eraushëlt, muss ee schonn de Conseil d'État awer ëm seng Meenung froen. Déi Tatsaach, dass een eppes ewechléisst, also näischt ännert, ass vum institutionellen Oflaf jo net ganz kloer.

Ech hat net Zäit genuch, mech do endgülteg schlëlsseg driwwer ze maachen, mä ech géif awer net gäre riskéieren, dass mer eng Dispens vum zweete Vote net kréien, well mer dat doten elo, esou kéng wéi mer hei heiansdo sinn, géife maachen.

Dat Zweet, wat ech dozou wëll soen, ass, wat déi Autoe vum Stat a vun de Gemengen an esou virun ubelaangt, dass, souwäit ech dat gesinn hunn, den Innenminister iwwert de Wee vun enger Circulaire sech un d'Gemenge riicht, fir ze kucken, wéi een dat am Eenzelfall ka maachen.

Wat d'Regierungsmemberen ubelaangt an hir Déngschtween...

(Interruption)

Jo, neen, ech weess dat. Ech wollt Iech just soen, dass mer an der Regierung d'Décisioun geholl hunn, dass all Regierungsmember déi Autossteier, déi op sengem Déngschtwon entfält, selbstverständlech muss entriichten. An dat gëtt och gemaach.

Ass et richteg fir ze soen, dass et, ech soen dat elo emol esou, keng sozial ekologesch Gewiichtung gëtt tëscht deenen eenzelnen Autostypen? Ech mengen dat net, well déi héchsten Autossteier, déi ze bezuelen ass, ass zwanzegmol méi héich wéi déi niddregsten Autossteier, déi bezuelt gëtt, esou dass ech also scho fannen, dass eng selektiv Approche an deem ganzen Autobesteierungssystem do draläit. Dat muss ee selbstverständlech elo an der Praxis kucken an do muss een déi Modifikatioune maachen, déi sech logescherweis doraus erginn.

Déi Tatsaach, dass mer d'Filtere mat enger Bezuschussung vun enger Mannersteier vu 50 Euro d'Joer begläichen, ass net dee klenge Schrëtt, als dee se oft dohinnergestallt gëtt, well déi däitsch Steierbefreiung - 300 Euro - betrëfft eng einmaleg Zahlung, während déi lëtzebuergesch 50 Euro Reduktioun eng jährlech ass. A vu dass am Duerchschnëtt een Auto fënnef Joer a siwe Méint leeft, ass also déi Steierbefreiung, déi Lëtzebuerger Automobiliste kréie fir Filteren, méi grouss wéi dat, wat se an Däitschland kréien. Mä och doriwwer kann een am Laf vum Joer roueg schwätzen, fir ze kucken, ob een dat net ka réarticuléieren.

Ech soe just, déi laangatmeg Erklärung iwwert d'Autossteier, obschonn den Här Lux sech do als en Autossteierfinanzminister déi lescht Méint massiv profiléiert huet, fir ze soen, firwat dass mer deen Amendement an där Form hei net kënnen unhuelen, mä awer selbstverständlech am Liicht vun den Experienze wëlle kucken, wéi een dat nach eng Kéier kann iwwerkucken.

Ech fäerte just, da muss ech et selwer maachen, well den Här Lux huet definitiv keng Loscht méi, fir Finanzminister ze spillen, wann et ëm d'Autossteier geet.

Den Här Bausch huet, mengen ech, eng Fro, Här President.

M. le Président.- Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt just eng Prezisioun ginn, Här President.

Also éischtens emol, wat dee Volet ubelaangt vun de Gemengen a vum Stat, dat hat ech an der Kommissioun och opgeworf, an do hunn ech gesot kritt, eigentlech vum Transportminister selwer, datt hien och mat där Variant kéint...

(Interruption)

Wat gelift? Vum Ëmweltminister, pardon, deen deen nämlechten ass wéi den Transportminister, krut ech gesot, datt hie mat där Variant do och kéint liewen, mä et ass leider net gemaach ginn. D'Kommissioun huet den Amendement dunn net méi gemaach - dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass d'Selektivitéitsproblematik. Déi hunn ech ugeschnidden de Moie virun allem am Kontext vun der Kontributioun um Bensin a Richtung Kyoto. Do hunn ech gesot, vu datt mer net iwwer eng generell ekologesch Steier diskutéieren am Moment, hu mer am Moment och kee Mechanismus, dee mer kënnen uwennen, wéi mer do sozial kéinten eppes offiederen. Also, dat war net fir d'Autossteier gemengt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat war mer scho kloer. Ech wollt just am Zesummenhang mat der Autossteier weisen, dass do och ënnerschiddlech Belaaschtunge sinn en fonction vum Typ vum Auto an domat theoretesch och en fonction vun den Akommesverhältnisser vun de Leit, déi mat deenen Autoe fueren.

Wat d'sozial Ausriichtung vum Kyoto-Deel an der Accisëbesteierung ubelaangt, wëll ech soen, bei deene minimale Beträg, déi do erhuewe ginn, gëtt et extrem schwiereg, lassgeléist vun enger gesamter Reflexioun iwwert d'Fiskalitéit - do si mer eis eens -, fir op deem eenzelne Punkt selektiv Ingredienten an déi Besteierungsfassong do afléissen ze loossen.

Iwwerhaapt ass iwwerall do, wou et eng Ökosteier gëtt, déi iwwert d'Mineralölsteier, also iwwer Accisë bezuelt gëtt, kee soziaalt Element dran. Ech inspiréiere mech ëmmer gären u gudden auslännesche Beispiller, déi jo och ënner politesche Kompositiounen zustane komm sinn, déi et jo haut leider, wéi Eenzelner fannen, net méi gëtt an deenen Nopeschlänner.

Et ass iwwer Jugendaarbechtslosegkeet vill geschwat ginn. An deen Exame vun deem Gesetzesprojet 5611 ass jo virun allem ënnert dem Signum vun der Beschäftegung vu ville jonke Leit mat deem Projet de loi 5611 gefouert ginn. Den Aarbechtsminister, de François Biltgen, huet jo op dausend Plazen entre-temps erkläert, wat Saach ass a wat net Saach ass. Duerfir brauch een dorop net anzegoen.

Ech wëll just, well dat de Moien och vun zwee Riedner, souwuel vum President vun der Demokratescher Partei wéi och vum Fraktiounschef vun der grénger Partei, nach eng Kéier nodrécklech hei virbruecht ginn ass, soen, dass ech - ech däerf jo net méi soen, dass ech iwwerrascht sinn iwwer Reaktiounen, déi Aussoe vu mir produzéieren - nodrécklech net verstinn, firwat dass dat zu Iwwerraschungen Anlass ginn huet.

Wann een, op d'Fro ugeschwat, firwat dass am September de Chômage an d'Luucht geet, déi Fro beäntwert, da muss ee jo soe firwat dass ee mengt, dass dat esou wier. An op déi Fro ugesprach hunn ech net nëmme gesot, dat wier, well vill Jonker - ech hunn nach derbäigefügt, bei Wäitem net all - fir d'éischt an d'Vakanz fueren, ier se sech um Arbeitsamt androen, mä ech hunn nach aner Ursaache genannt, déi och Oktoberursaache sinn. Déi Ursaache sinn hei gelungenerweis net erwähnt ginn.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mir sinn um Briefing derbäi.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Ech hunn allerdéngs gemierkt, Här Bausch, dass Dir um Briefing net dobäi waart, well Dir hutt Iech iwwert de Briefing hei geäussert an enger Form, déi net zoutreffend ass.

Ech hunn dëst Joer elo 48...

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- ...an der Press, dat ass jo awer dat, wat Dir sot, huelen ech un! Oder bréngt d'Press alles falsch eriwwer?!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech luewe mer Är Naivitéit.

(Interruption et hilarité)

A well ech dat och liesen, well ech dat nämlech seriö huelen, an dann Ergänzunge ginn zu deem, wat ech gesot hunn, da gëtt jo gesot, ech géif erëm maachen, wéi wann ech falsch verstane gi wier. Dat hat Dir nach net, dat kritt Dir awer och - well Dir sidd jo och elo an Exekutivfunktiounen - nach öfters an deenen nächste Joren.

Et hunn 48 Regierungsréit stattfonnt dëst Joer an ech hunn 13 Briefinge gehalen. Et ass also net esou, dass ech géif do probéieren, wéi den Här Castegnaro fréier, wéi hien nach a Form war, gesot huet, ech géif dobäi mäi...

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Dat gëtt e Fait personnel!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, wësst Der, ech sinn ouni Iech ëmmer mam Här Castegnaro eens ginn. Dir braucht Iech guer net an déi intim Relatioun do anzemëschen, dat geet tipptopp. Wéi hien nach richteg a Form war! Als Gewerkschaftspresident. En huet elo eng aner Verantwortung; et wier gutt, wann Der dat emol géift zur Kenntnis huelen.

Hien huet ëmmer gesot, ech géif mäi Freidesnomëttesgebiet maachen. Ech hunn nëmmen dräizéngmol, Här Castegnaro, dëst Joer gebiet. An dat, wat ech bieden, dat besteet eng Stonn an der Explikatioun vun Décisiounen, déi d'Regierung deen Dag geholl huet. An da beäntwerten ech Froen.

Wann et de Wonsch vum geballte Mediëverstand heibannen ass, dass ech keng Froe beäntwerten, mä nëmmen dat soen, wat mer an der Regierung geschwat hunn, da kann ech dat maachen, mä da geet ee Communiqué och eigentlech duer.

Déi gelunge Fassong vun der externer Riedebeschneidung fir deen, dee Statsminister ass, ass e bëssen eng curiéis Fassong, fir déi noutwendeg Streitkultur, déi mer jo, denken ech, gemeinsam hei am Land wëllen, ze förderen.

Op jidde Fall hunn ech e puer...

(Interruption)

Wat gelift?

Une voix.- Hutt Der net wëlles, eng Kéier den Här Sold an Äert Gebiet mat anzeschléissen?

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann ech d'Gefill hunn, dass bei engem all Hoffnung verluer ass, bieden ech net fir hien!

(Interruption et hilarité)

Ech verdroe mech...

M. le Président.- Här Statsminister, Dir wäert dat elo mierken a bei menger Interventioun all Hoffnung verléieren. Ech wollt Iech just froen, wéi laang datt Dir nach gedenkt ze schwätzen, wéinst dem Timing vun eisen Aarbechten,...

(Brouhaha général)

...well den Här Biltgen an den Här Di Bartolomeo och wollten zu Wuert kommen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et däerfen natierlech de President vun der Demokratescher Partei an de Fraktiounschef vun deene Grénge soen, et wier onerhéiert, vermessen an arrogant a besserwisseresch, wann de Statsminister sech iwwert déi Fro, firwat dass de Chômage am September geklommen ass, äussert, mä ech versti ganz gutt, dass ech mech muss méi kuerz faasse wéi si - besonnesch, well den Här Gibéryen dat och nogereecht huet -, fir dorop ze äntweren. Dat ass d'Waffegläichheet am Parlament.

(Interruptions)

Dir hutt Iech jo och, Här Gibéryen, wat och Äert gutt Recht ass, zu där Ausso geäussert, wat déi Jonk betraff huet.

Ech wëll Iech just zu deem Punkt soen, dass dat éischtens esou ass, dass ech dat, vun do un, datt ech Statsminister sinn, all Joer am Oktober soen, elo am September ass d'Aarbechtslosegkeet an d'Luucht gaangen, well vill jonk Leit sech elo eréischt um Arbeitsamt agedroen hunn. An ech stelle fest, dass sech erstmaleg dëst Joer doriwwer méi breet ënnerhale ginn ass.

(Interruption)

An, Här Meisch, verstitt Der mat Äre gescheite Spréch, dass d'Lëtzebuerger mech net verstinn, domat kann ech ganz gutt liewen. Verstitt Der? Well et ass mäin Androck net. Ech si keen, dee Meenungsëmfroe gleeft, well ech ka mer mam beschte Wëllen net virstellen, bei aller Selbstüberschätzung, dass 84% vun de Leit mat mer averstane sinn. Ech gleewen dat net. Mä et sinn der vill.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mech hu se ni gefrot.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wat gelift? Här Bettel, sidd Dir dann net mat mir averstanen?

(Hilarité)

Une voix.- Dat muss ee kucken.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et hänkt dervun of, he?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat hänkt dervun of.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi eng soen esou an déi aner soen esou.

(Hilarité)

Une voix.- An Dir sot esou.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll soen, dass ech dat konstant zënter ville Jore soen, well et zënter ville Joren esou ass. A wann een d'Ursaachen nennt, firwat dass d'Aarbechtslosegkeet op eemol am September an d'Luucht geet, an net schonn am Juli an d'Luucht geet, gehéiert et einfach zur Sachbeschreiwung vun deem Virgang, dass een dat seet, wat do gesot ginn ass.

Ech weess net, ob de Minister vun der sozialer Sécherheet zu deene Froe Stellung hélt, déi säin Departement betreffen, déi hei vun eenzelne Kolleege vun deenen anere Fraktioune virbruecht gi sinn. Wann dat de Fall wier, kënnt ech, Här President, meng Ried méi séier ofschléissen. Da misst ech awer d'Garantie hunn, dass den Här Di Bartolomeo seng Politik hei verdeedegt; selwer a grouss.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Une voix.- Hutt Dir Zweifel drun?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat géif mer dann d'Geleeënheet ginn, wann den Här Di Bartolomeo erkläert, firwat dass net d'Mammerent iwwert d'Regimer vun der Sécurité sociale finanzéiert gëtt, mä aner Leeschtungen aus dem Sozialbudget transféréiert gi sinn an de Budget vun der Sécurité sociale, déi sech inhaltlech, sachlech a kohesiv a kohärent explizéieren. An nodeem en dann och vläicht eng Kéier erkläert huet, firwat dass et da schlëmm ass wann dat gemaach gëtt, wat hei gemaach ginn ass, während et normal war fréier zur Defizitdeckung vun de Krankekeesen, och e Gréff - wéi deemools gesot ginn ass - an d'Pensiounskeesen ze maachen.

Alles dat ka jo dann den Här Di Bartolomeo mat senge Kolleegen aus deenen anere Fraktiounen hei diskutéieren. Ech kann déi zwou Saache verdeedegen, well ech war un deenen zwou bedeelegt, mä et ass mer dann egal wéi Der dat maacht. Den Här Di Bartolomeo hélt also dozou Stellung.

Dofir wëll ech nach just een ofschléissend Wuert, Här President, zur Tripartite soen, déi jo och hei intensiivst diskutéiert ginn ass; heibannen an dobaussen. Ech fannen, dass mer eis vill Fräiheeten am Ëmgang mat deem wichtege Konsensinstrument do huelen. Ech hunn dat d'lescht Woch scho gesot. Ech soen dat fir déi politesch Acteuren hei am Land, déi, falls se net an der Regierung sinn, d'Tripartite net ganz gären hunn.

Déi, déi hanner verschlossenen Diere souzen, wonnere sech op eemol driwwer, dass déi Dieren och nach zou sinn, wa si net méi hannert de verschlossenen Diere sëtzen, well dee Saz: „Hanner verschlossenen Dieren ass dëst an dat diskutéiert ginn", dat zitt sech jo wéi ee Strëch duerch d'Oppositiounsriede vun allen Oppositiounsparteien, déi heibanne gehale gi sinn. Dat war fréier och net fundamental anescht. Mir brauche Gespréicher, fir Konsenselementer a genügend grousser Zuel beieneen ze leeën, an där Form, wéi mer se do hunn, quitte dass d'Parlament - an dat ass esou, an d'Parlament huet ëmmer nach un deenen Tripartite-Gesetzer an deene leschte Jore Saache geännert - dat lescht Wuert behält.

An déi Sozialpartner, déi sech och Fräiheete mat de Beschléss vun den Tripartiteskonklusiounen huelen, musse sech dat och ganz gutt iwwerleeën. Ech wëll dat just nach eng Kéier an aller Rou soen. Esou kann dat jo net sinn, dass et d'Tripartitesverhandlunge sinn - an déi si laangwiereg, an dës Tripartitesronn huet iwwregens schonn an der leschter Legislaturperiod ugefaangen, déi iwwert d'Kompetitivitéitsverbesserung vun eiser Ekonomie -, dass ee sech do d'Méi gëtt während de Sitzunge vun dem Koordinatiounscomité vun der Tripartite, während onendlech ville Sitzunge mat eenzelne Sozialpartner zwëschenduerch, konsensbildend täteg ze sinn, Kompromësser ze formuléieren, Kompromësser duerchzesetzen, mam Accord vun deenen aneren.

Jiddfereen ass dann d'accord, wann et dann eriwwer ass, an et geet een zréck bei déi, déi een dohinner geschéckt hunn, dass een dann ufänkt seng Distanz par rapport zu deenen Décisiounen ze huelen. Dat ass d'Méi eigentlech net wäert.

Ech hunn ëmmer fonnt, dass et wichteg wier an enger moderner Gesellschaft an och an enger moderner Demokratie mat deenen ze diskutéieren, déi déi vertrieden, déi vun Décisioune betraff sinn. Wa mer iwwer Energiepolitik schwätzen, da betrëfft dat d'Betriber, an da betrëfft dat d'Leit, déi an de Betriber schaffen. Wa mer iwwer Haushaltskonsolidéierung schwätzen a bestëmmt Politike mussen ofbéien, fir dass aner Saache kënne gemaach ginn, da betrëfft dat d'Leit, déi dovun a séier direkter Konsequenz betraff sinn an déi domat konfrontéiert ginn.

Mä fir eng Regierung ass et och méiglech ouni Tripartite ze regéieren. Si kritt zwar da gesot, si géif net dialogéieren, si géif net probéieren Eenegkeet an der Gesellschaft hierzestellen, mä dat geet och ganz gutt. An dat kënnen och d'politesch Parteien. Wann also d'Sozialpartner zunehmend d'Gefill hunn, si wieren an der Tripartite ze vill agespaart, musse se en Ausbrochversuch sichen.

An da wëll ech nach eng Kéier soen - well dat meng fest Iwwerzeegung ass -, dass d'Gewerkschaften an déi schaffend Leit hei am Land keen Interessi drun hunn dat Tripartite-Instrument zur Dispositioun ze stellen a liichtfankeg mat deem Instrument ëmzegoen. Déi, déi genuch hunn, déi ginn eens ouni d'Tripartite. Gleeft mer dat. An déi, déi eng kollektiv Suerg mussen organiséiere fir Uleies, déi brauche Konsensinstrumenter an Eenegkeetsfabrike wéi déi, déi mer an der Tripartite hunn.

Elo si mer konfrontéiert mat der Fro vum Statut unique. Dat ass jo och hei diskutéiert ginn. An do hu mer an der Tripartite e Kompromëss formuléiert. Dee steet, an dee muss och erreecht ginn. Mä vu dass jiddfereen, à moins dass ech dat total falsch verstanen hat, heibanne gesot huet, e géif fannen, dat wier eng wichteg Fro, dat wier eng iwwert den Daach erausreechend Strukturreform, déi et a sech hätt, dass mer Aarbechter am Privatbeamteregime op méiglechst ville Punkten zesummeféieren.

Wa mer dann elo keen Accord mat de Sozialpartner fannen, nodeem all Parteie gesot hunn, dat wär awer eng wichteg Fro an dat misst ee maachen, kënnt et jo iwwerhaapt net a Fro - esou hunn ech déi Debatt verstanen -, dass d'Regierung mat där Fro nach eng Kéier zréck an d'Tripartite géif goen. Mir probéieren a Verhandlunge mat de Sozialpartner déi Froen ze klären. Kréie mer se net gekläert, komme mer heihinner zréck.

Vu dass jiddferee gesot huet, dat misst gemaach ginn an et wier gutt gemaach, da soll all Partei onofhängeg vun deenen aneren hei op den Dësch leeën - ouni op d'Fédération des artisans, op d'CGFP, op dësen oder op deen ze weisen, all Partei fir sech, schéin im stillen Kämmerlein -, wéi et soll gemaach ginn. All Partei mécht hire Virschlag. An da stëmme mer of. An da kucke mer emol, ob mer eng Tripartite brauchen, an ob mer e Sozialdialog brauchen oder net.

Wa mer eis agëenkt spieren an der Politikgestaltung duerch Sozialdialog an duerch d'Tripartite-Verhandlungen, da kënne mer op deem Punkt, dee wichteg ass fir jiddfereen heibannen - a jiddfereen heibannen huet dat gesot -, weise wat mer eleng zesumme fäerdeg bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Vu dass d'Ausféierunge vum Här Statsminister sech an engem groussen Deel ëm d'Statsfinanze gedréint hunn, ëm d'Tripartite, ëm de Statut unique an accessoirement ëm de 5611, géif ech…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass dach de Comble, dat do! Ech hunn hei op d'Debatte geäntwert, Här President.

M. le Président.- Jo, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn hei geäntwert op déi Froen, déi an der Debatt hei mentionnéiert gi sinn. Do leeën ech awer grousse Wäert op déi Feststellung.

M. le Président.- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn hei zum Deel iwwer Punkte geschwat, déi d'Kolleegen an den Debatten erëmginn hunn.

M. le Président.- Ech wollt lech soen, Här Statsminister, datt ech Är Deklaratioun considéréieren als eng Deklaratioun am Kader vum Artikel 80 vun der Verfassung, well mer soss keng Zäit méi hunn, opgrond vun eisem Reglement, fir déi zoustänneg Ressortministeren. Deementspriechend ginn ech gären zou, dass Deeler vun deene Froen, déi haut de Moien opgeworf gi sinn, am Kader vun der Äntwert vum Statsminister hei ugeschnidde gi sinn.

En huet och op d'Motioun, op den Amendement geäntwert. Mä mir brauchen Zäit fir déi zoustänneg Ressortministeren. An deementspriechend, denken ech, wann d'Chamber domadder d'accord ass, déi Interpretatioun virzehuelen, da bleift fir d'Regierung elo déi normal Riedezäit iwwreg, an dann ass den éischte Minister, dee sech zu Wuert mellt, den Aarbechtsminister. Här François Biltgen, Dir hutt d'Wuert!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Ech wéilt dann op de Volet agoen iwwer alles, wat mat Aarbechtsmaart ze dinn huet. Dat ass vill; Jugendaarbechtslosegkeet, et ass awer net nëmmen dat.

Ech wëll emol fir d'éischt der Kommissioun Merci soen, an un alleréischter Stell hirem President, dem Michel Wolter. An ech mengen, dat hutt Der och verstanen, wann Der d'Oppositiounsriedner hei de Moien héieren hutt, dass déi Kommissioun eng exzellent Aarbecht gemaach huet an dass an där Kommissioun alles op den Dësch koum, wat huet missen op den Dësch kommen, an dass alles ausdiskutéiert gouf. An ech mengen, dat war net einfach, mä dat huet gutt geklappt.

Duerfir e grousse Merci selbstverständlech och un déi zwee Rapporteuren, de Marc Spautz, deen natierlech vill méi nach zu deem Volet Stellung geholl huet wéi ech an dee ganz vill Detailer gesot huet, op déi ech net méi brauch zréckzekommen, an och dem Romain Schneider.

Ier ech e bësse wëll iwwert d'Beschäftegungspolitik schwätzen, e puer aleedend Bemierkungen. Ech hunn natierlech festgestallt, dass sech hei e Mouvement gedoen huet; an dat war ier dass d'Schüler op d'Strooss gaange sinn. E Mouvement, fir de 5611 ze stoppen. An dat war jo, muss ech soen als een, dee sech och vill ëm Kommunikatioun bekëmmert huet, e Meeschtercoup, fir ze soen: Mir si géint de 5611, well et ass ee ganz liicht géint eng Ziffer; et verléift ee sech seelen an eng Ziffer.

An Ziffere kann ee sech seele verléiwen. Da liest den Da Vinci Code, do gëtt et eng Ziffer, an déi ee sech anscheinend muss verléiwen; mä soss verléift ee sech net an eng Ziffer. Dat hat jo natierlech och en Zweck, dass esou e Mouvement géint de 5611 koum. Well et hätt misse géint d'Tripartite-Gesetz sinn. Mä wann ee seet: Mir si géint de 5611, an net seet: Mir si géint d'Tripartite-Gesetz, da kënnen och Leit, déi bei der Tripartite dobäi waren, sech och erëm eng Kéier désolidariséieren an op eemol géint de 5611 sinn.

Dann hunn ech jo och ganz interesséiert zur Kenntnis geholl, dass gesot ginn ass: Beim 5611, do spuert de Stat op Käschte vun der Jugend. Wat jo falsch ass, mä dat ass dat wat erauskomm ass. An dat huet natierlech och mat sech bruecht, dass iwwer all déi aner Moossnamen, wou effektiv d'Leit an enger Décisioun, déi mer an der Tripartite geholl hunn, och mussen eng Kontributioun leeschten, dass déi Voleten iwwerhaapt net dobaussen diskutéiert goufen. An ech ginn dovunner aus, dass déi, déi den Anti-5611 lancéiert hunn, och dat am Sënn haten.

Ganz interessant ass zum Beispill, wéi mer d'Amendementer diskutéiert hunn, a wéi mer den Avis vum Statsrot - besser gesot - diskutéiert hunn, ware mer dräi Stonnen an der Chamberkommissioun. An d'Press huet gemellt: Elo war d'Chamberkommissioun dräi Stonne mam Aarbechtsminister zesummen. Den Aarbechtsminister huet ganz genee eng hallef Stonn - emol net - gebraucht mat der Chamberkommissioun, fir iwwert dee Volet vum Avis vum Statsrot ze schwätzen; dat anert ware ganz aner Voleten. Gutt. Dat ass also déi éischt Virbemierkung.

Déi zweet Virbemierkung ass déi, déi och elo ëmmer opkomm ass, a wou de Premier, mengen ech, ganz brillant drop geäntwert huet: d'Limite vun der Tripartite. Natierlech huet all Tripartite seng Limiten, mä si huet awer och hir Mériten. Ech kommen nach op dee Reproche, deen notamment dem Aarbechtsminister gemaach gëtt, en hätt den Dialog net genuch gesicht. E Reproche, deen e jo zum Deel nach ëmmer ugeholl huet.

Mä wa mer soen Dialog féieren, dann heescht dat och mat de Sozialpartner dialogéieren; wat richteg ass. An dat ass eng Lektioun, déi ech aus där heiter Debatt zéien. Mat de Sozialpartner ass et méi einfach an och méi wichteg ze diskutéieren, do wou si och d'Leit representéieren. D'Sozialpartner representéieren d'Jugend net. Dat ass ganz kloer. An och dat, mengen ech, solle mer eis an Zukunft verhalen.

Wa mer iwwer Statut unique schwätzen, gesinn ech awer net an, wéi mer mat engem anere schwätze wéi mat de Sozialpartner, well do sinn déi zwee gefuerdert. An et geet ëm si. Et geet ëm de Betrib an et geet ëm d'Salariat. Mä wa mer iwwert d'Jugend an iwwert d'Chômeure schwätzen, sinn effektiv d'Sozialpartner manner gutt gestallt, fir fir d'Jugend an och fir d'Chômeure matzeschwätze wéi an anere Punkten, well si schwätzen haaptsächlech fir d'Salariat.

Dat soll eis soen, dass et Limite gëtt an der Tripartite. Dat soll eis matdeelen, dass mer och sollen en aneren Dialog féieren, mä dat soll eis net soen, dass mer sollen ophale Sozialdialog ze féieren. A wann ech da fir mech selwer schwätzen: Ech sinn elo siwe Joer am Amt, a wann ech eppes gemaach hunn als Aarbechtsminister, dann ass et dauernd den Dialog ze féiere mat jiddferengem, dee wëllt mat mer dialogéieren, notamment mat de Sozialpartner.

Mir hunn och an dësem Haus ganz vill Projete gefouert. Dat wëllt net soen, dass ech ëmmer versicht hunn op de Minimalkonsensus ze kommen. Wa mer net eens gi si mat de Sozialpartner, dann hunn ech als Minister meng Proposen an d'Regierung bruecht, dann huet d'Regierung e Projet gemaach an dann hu mer deen nach ëmmer an der Chamberkommissioun ausdiskutéiert. An ech mengen, et ass kee Projet, deen den Aarbechtsminister an der Chamberkommissioun diskutéiert hätt, deen tel quel erauskomm wär wéi en e proposéiert hätt, well mer eis eben ëmmer d'Méi ginn hunn Argumenter auszetauschen. A wa mer zesummen der Meenung waren, mir kéinten eppes verbesseren, dann hu mer dat gemaach.

Elo ass effektiv de Moie gesot ginn: Et ass richteg, dass den Aarbechtsminister den Dialog mat der Jugend gesicht huet, mä et ass ze spéit. Jo, natierlech ass et ze spéit! Just: Wéini ass jee eng Kéier mat der Jugend den Dialog gesicht ginn? Ass eng eenzeg Schoulreform jee eng Kéier mat de Schüler ausdiskutéiert ginn?

An da géif ech mengen, dass Schoulreformen d'Schüler och interesséieren, vläicht souguer nach méi wéi Aarbechtsmaartpolitik. Da solle mer dat an Zukunft maachen. Ech hu meng Lektiounen aus deem heite geléiert. An ech hu mer geschwuer, dass ech an Zukunft den Dialog sichen.

Ech soen lech awer och, dass ech mech froen, ob et méiglech gewiescht wär a 14 Lycéeë schwätzen ze goen, wann net e Schülerstreik komm wär. Esou huet alles säi Gutt, he? Well ech hunn ëmmer versicht, zënterdeem ech Aarbechtsminister sinn, fir kënnen an d'Schoulen eranzekommen. Notamment wéinst eppes, wat de Moien och kritiséiert gouf: Mangel un Orientation professionnelle. Well ech nämlech effektiv gemierkt hunn, och mat deenen - ech huelen un - 2.500 bis 3.000 Schüler, net ech eleng, mä mat mengem Mataarbechter, mam Pierre Schloesser, dass do falsch Ängschte bestinn, well Leit mengen: Et huet kee Wäert méi ze studéieren; wann ech studéieren, hunn ech awer keng Chance. Et ass just de Contraire!

Et sinn och falsch Illusiounen, dass ee mengt: Egal wat ech studéiere muss de Stat mer eng Plaz ginn. Mä wann déi falsch Ängschten an déi falsch Illusioune bestinn, da musse mer eis mat deenen auserneesetzen, a mir mussen diskutéieren, a mir musse kucken do no vir ze kommen.

(Interruption)

Dofir sinn ech eigentlech ganz frou, dass elo dee Mouvement komm ass, fir ze soen: Mir hätte gär méi Dialog. Ech si frou, dass mer konnten an déi 14 Schoule goen. Ech hoffen, dass ech d'nächst Joer net nëmme frësch an déi 14 Schoulen invitéiert ginn, mä dass et no engem Schema ofleeft, deen ech mer esou virstellen, dass et an Zukunft all Kéiers de Schülercomité ass - well do gëtt et jo och eng Demokratie an de Schoulen, do gëtt e Schülercomité gewielt -, deen, net nëmmen an deene 14 Schoulen, wou mer waren, mä och an deene 14 Schoulen, wou mer net waren, den Aarbechtsminister a seng Leit invitéiert opgrond vun engem Katalog vu Froen, vu Problemer, vu Kritiken, déi d'Schüler selwer iwwer hire Schülercomité zesummestellen. Dat wëll ech all Joer maachen.

An dann, mengen ech, kann een nach aner Saache maachen. Ech hu souwuel menger Kolleegin Jugendministesch wéi menger Kolleegin Schoulministesch e Bréif geschéckt, wou ech gefrot hunn: Wéi kënnt Dir

lech e strukturéierten Dialog mat de Schüler - awer mat der Jugend insgesamt - virstellen? D'Jugendministesch huet mer geäntwert, dass se amgaang ass en Avant-projet auszeschaffen, dee soll deemnächst an d'Regierung kommen, iwwer e strukturéierten Dialog mat de Jonken am Kader virun allem vun der nationaler Jugendkonferenz, der Conférence générale de la jeunesse.

Eppes Ähnleches kann ech mer virstelle mat der Schülerkonferenz. Ech sinn absolut bereet, ech hunn dat och ëmmer erëm gesot an all deene Gespréicher, déi ech mat all deene Leit hat, déi ech elo gesinn hunn, dass ech zum Beispill fir déi Projets de Règlement-grand-ducalen, déi elo nach ënnerwee si fir de 5611, souwuel d'Schülerkonferenz wéi och d'Jugendkonferenz wéilt domadder befaassen. Woubäi ech natierlech och gär hätt, dass déi zwee Gremien dat net just ënner sech diskutéieren, mä dass déi och versichen en Dialog ze kréien iwwer: bei der Jugendkonferenz hir Ënnerorganisatioune respektiv bei der Schülerkonferenz iwwert d'Schülercomitéë vun deenen eenzelne Lycéeë respektiv wierklech iwwert d'Schüler an deenen eenzelne Lycéeën.

Ech mengen, dass dat ganz wichteg ass. Ech ginn och gären zou, dass ech villes bäigeléiert hu mat deem Dialog, dee mer elo gefouert hunn. Do si ganz vill positiv Erfahrungen. Et ass awer och ganz wichteg, och an engem Souci vun ordentlechem Dialog, ëmmer erëm ze soen, dass Dialog heescht: Et lauschtert een engem no; wann Argumenter kommen déi iwwerzeegen, da muss een deenen Argumenter Rechnung droen; wann een awer der Meenung ass, déi Argumenter wären net gutt, da muss een och kënnen zu senger Meenung stoen an als Politiker seng Verantwortung huelen, souwuel als Minister wéi als Chamber. Dat maache mer elo.

Zum Fong. Ech hu sechs Remarquen zum Fong.

Éischtens, natierlech ginn et eng ganz Partie Géigner vum Projet, déi eng aner Philosophie hu wéi déi, déi mir hunn. A wann ech soe mir, heescht dat net nëmme mir am Aarbechtsministère oder mir an der Regierung, dann heescht dat: mir an dësem Haus. Well ech hunn de Moien awer gutt nogelauschtert, an ech hat awer d'Impressioun wéi wa just dee Volet Jugendaarbechtslosegkeet largement - mat deem engen oder aneren Detail, mä largement -, notamment wat d'Philosophie ubelaangt, hei géif gedeelt ginn, och vun der Oppositioun; wat jo scho ganz interessant ass.

Déi Philosophie, déi mir hunn, dat ass fir ze soen: Mir hätte gär d'Leit op eng Schaff. Déi Philosophie, déi mer net hunn, dat ass fir ze soen: Mir hätte gär, dass d'Leit esou séier wéi méiglech zu Sue kommen. E soziaalt Opfangnetz muss do sinn, awer nëmmen „wenn alle Stricke reißen". An d'soziaalt Opfangnetz, dat dierf net esou interessant sinn, oder méi interessant si wéi d'Leeschtung, fir ze schaffen.

Ech ginn ëmmer gären an de Rieden, wéi elo, d'Beispill vum Zirkus. Do trëtt en Artist uewen op den Trapez an e spréngt op déi aner Säit. An natierlech brauch en ënnen en Netz, mä en ass frou wann en et net brauch. An e léisst sech bestëmmt net dra falen. Wann en dra fält, steet en direkt erëm op, fir erëm erop ze goen a fir wierklech dem Publikum ze weisen, dass e säi Métier kennt.

An ech mengen dat ass d'Philosophie, déi mer mussen hunn. Mir brauchen e soziaalt Netz zu Lëtzebuerg, a mir hu jo e soziaalt Netz, op dat mer houfreg sinn. Mä mir mussen awer kucken, dass mer d'Leit esou séier wéi méiglech zu enger Schaff bréngen. Wat ee méi laang waart, wat et méi schwiereg ass erëm zréck zu enger Schaff ze kommen, oder, wann een nach ni eng hat, iwwerhaapt op eng Schaff ze kommen.

Zweet Iwwerleeung - an déi ass de Moien zum Beispill beim Marc Spautz senger Ried opgetrueden -, d'Beschäftegungspolitik geet eleng net duer. Ech hu jo ëmmer d'Bild gebraucht vum Aarbechtsminister, dee Pompjee ass. Vum Pompjee gëtt erwaart, dass en de Brand läscht - de Chômage ass e Brand -, mä et bréngt een et net fäerdeg ee Brand ze läschen, ouni dass et Dégâtë ginn. An et bréngt een et net fäerdeg all Brand ze läschen. Wa mer also wëllen d'Bränn évitéieren, da geet et net duer e Pompjee ze hunn. Da musse mer virbeugend schaffen. Dat ass net nëmme Beschäftegungspolitik, dat ass virun allem Schoulpolitik an et ass Wirtschaftspolitik.

Et ass och dofir - de Romain Schneider huet ganz vill Iddiën de Moien nach eng Kéier bruecht vun deem Kongress, déi ech och ganz gutt fannen an do sinn der jo eng ganz Partie, déi mer agebaut hunn -, dass ech awer eng Iddi vun Ärem Kongress, Här Schneider, net kann iwwerhuelen, dat ass, wou Dir sot, den Aarbechtsminister dierft nëmmen Aarbechtsminister sinn.

Ech fannen et ganz wichteg, dass den Aarbechtsminister och Recherche-Minister ass, well doduerch kann hien an der Wirtschaftspolitik e Wuert matschwätzen, an dass hien och Héichschoulminister ass, well en doduerch kann an der Bildungspolitik e Wuert matschwätzen. A mir bréngen et nëmme fäerdeg, de Chômage ze bekämpfen, wa Bildungspolitik, Wirtschaftspolitik a Beschäftegungspolitik Hand an Hand ginn.

An do hu mer, dat soen ech awer, an dëser Regierung ganz vill Effortë gemaach zesummen, déi dräi Responsabele vun deene Ressorten, fir do no vir ze kommen. Mir hunn nach ganz vill Iddië fir d'Zukunft an ech sinn iwwerzeegt, dass mer dat mat Ärer Hëllef zesumme packen.

Drëtt Iwwerleeung: Zwou grouss Neierunge sinn an dësem Gesetz dran, wat d'Beschäftegungspolitik ubelaangt. Déi éischt ass déi, dass déi Leit, déi en Job hunn a riskéieren en Job ze verléieren, net sollen duerch d'Case chômage lafen, bis dass se en neien Job kréien. Dat ass d'Politik vum Maintien dans l'emploi. An déi zweet Neierung ass, dass déi Leit, déi nach ni en Job haten, esou séier wéi méiglech sollen zu engem Job kommen an och net sollen duerch d'Case chômage lafen. Dat sinn déi zwou grouss Neierungen hei an der Beschäftegungspolitik.

Zu der Maintien-dans-l'emploi-Politik huet de Moien den Här Meisch gesot: Jo, mir hu jo gesinn, beim Monopol ass dat net esou gutt ausgaangen. Bon, dat hänkt ëmmer dovunner of, wéi een et kuckt, wësst Dir! Et ass d'Saach vum Glas…

(Interruption)

Une voix.- Et ass kee Patentrezept. Erkläert dat de Leit, déi…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Voilà! Voilà! Elo gesi mer, et ass kee Patentrezept.

Wou ass et kee Patentrezept? Mä esou wéi et elo nëmme ka fonctionnéieren!

Wéini konnte mer elo Maintien dans l'emploi maachen? Am Kader vun engem Sozialplang. Wat ass nei an dësem Gesetz? Ma mir wëlle just évitéieren, dass et zum Sozialplang kënnt.

Wat ass beim Monopol? Éischtens fannen ech 35% scho guer net esou schlecht! Dat muss ech emol éierlech hei soen. An ech fannen, dass déi Leit sech do Méi ginn hunn, an do zielen ech souwuel d'Gewerkschafte wéi d'clc a virun allem och d'Servicen aus dem Aarbechtsministère, aus der ADEM mat derbäi, an dass dat scho gutt ass.

Mä wat ass hei geschitt? D'Leit gi vun haut op muer entlooss. Do si Leit, déi hunn 20 Joer an engem Schema geschafft. Déi hunn e Schock. Do ass et net evident, fir déi vun haut op muer an e Schema vun engem neie Betrib ze denken ze kréien.

Do si Leit, an dat ass och eppes - an duerfir war meng Fro vun de Moien, ob Dir wëllt de Kënnegungsschutz ofschafe wéi an Dänemark, jo net innocent, Här Meisch! -, déi hu gesot, mir huele fir d'eischt eise Préavis eran an da gi mer eis aschreiwen an da siche mer eis en Job. Duerfir musse mer den definitive Bilan maachen an e puer Méint.

Mä dat alles beweist, dass, wann ee Maintien-dans-l'emploi-Philosophie wëllt maachen am Kader vun engem Sozialplang, een do limitéiert ass.

Wat wëlle mer hei maachen? Mir wëllen et virzéien, mir wëlle soen, soubal de Betrib mengt, hien hätt Schwieregkeeten, setze mer eis zesummen a mir hëllefen, fir dann Zäit ze hunn, sechs Méint bis ee Joer - kann ech mer virstellen -, fir de Leit ze hëllefen, op en neien Job ze kommen.

Dat ass dat, wat mer do wëlle maachen, nämlech Plans sociaux ze évitéieren. Duerfir wëll ech d'Chamber hei félicitéieren, dass se och déi Philosophie verstanen huet an dass se eis hei wierklech eppes gëtt, wat revolutionär ass. Déi Exercicen, déi mer elo gemaach hunn, déi hunn eis alleguer Enseignementer ginn, souwuel de Patronatsvereenegunge wéi de Gewerkschafte wéi virun allem och der Regierung. An dat wëlle mer an Zukunft ausbauen.

Véiert Iwwerleeung: D'Roll vun der Beschäftegungspolitik besteet aus dräi Elementer:

1) esou séier wéi méiglech d'Leit zu engem Job ze kréien;

2) déi Leit, déi een net séier zu engem Job kritt duerch d'Beschäftegungsmoossnamen, awer esou séier wéi méiglech zu engem festen Job ze kréien;

3) deene Leit, déi beim beschte Wëllen net méi um Aarbechtsmaart ze integréiere sinn, och eng Chance ginn op mënschewierdeg Aarbecht, an dat sinn d'Beschäftegungsinitiativen. Si sinn de Moie scho genannt ginn: Objectif Plein Emploi, ProActif, Forum pour l'Emploi, wouriwwer mer jo och e Gesetz hunn, och dat ass genannt ginn, 5144 - wa mer elo weiderfuere mat den Zifferen ze spannen.

Wéi kréie mer d'Leit zu engem Job? Mä doduerch, dass mer se méi eenzel betreien, doduerch, dass mer d'Convention d'activation individualisée maachen, mä doduerch awer och, dass mer eis an dësem Gesetz d'Méiglechkeet ginn, fir eis Kompetenze vu bausse sichen ze goen. Doduerch, dass mer Interimsboîten zum Beispill e Pak vu Leit kënne ginn a soen: Hei, wann Dir eis déi iwwer Är Aktivitéit placéiert, kritt Dir och eng Prime dofir.

Wat mir just wëllen, Här Meisch, am Géigesaz zu Ärer Philosophie, dat ass net d'Vermëttlung privatiseieren, well soss ginn déi Leit, déi souwisou géifen eng fannen, bei privat Vermëttler an d'ADEM kritt dann nach méi de Ruff, dass si just eppes ze dinn huet mat deene Leit, déi schwiereg ze vermëttele sinn. An da schaffen d'Betriber manner mat der ADEM zesummen oder nach manner - deemno wéi een et wëllt huelen.

Mir wëllen also mat Interimsboîten, awer och mat Human-Ressources-Boîten zesummeschaffen, mä mir wëllen, dass d'ADEM seet, wat fir eng Leit dohinner kommen.

An dat bréngt mech op d'Beschäftegungsmoossnamen. D'Beschäftegungsmoossname besti jo net doranner - dofir gesinn ech dee Loundumping net, deen den Här Bausch gesäit -, dass de Betrib seet, majo ech stellen elo ee fir 80% an. Neen, et ass nëmme wann d'Aarbechtsamt feststellt, dass een net vum Patron agestallt gëtt, well en net fäerdeg ass, an dass hie wëllt de Patron incitéiere fir awer eng Plaz ze kréien, dass hien dann e Stage ugebuede kritt, fir ze évitéieren, dass de Patron da géif op d'Grenzregioun rekrutéiere goen. An dofir gesinn ech déi dote Gefor sécher net.

An ech sinn awer ganz frou, dass haut jiddfereen ënnerstrach huet, dass de CAT beim Stat a bei de Gemengen eng schlecht Moossnam war, well mer do dem Stat an de Gemenge bëllegt - dat soen ech awer wierklech ganz brutal - Fudder zur Verfügung gestallt hunn, an doduerch de Stat an d'Gemenge déresponsabiliséiert hu fir fest Aarbechtsplazen zu engem ordentleche Loun ze schafen, an déi Jonk, déi dra waren, déresponsabiliséiert hunn, a virun allem - virun allem! - de Stat déresponsabiliséiert hunn.

(Interruption)

Mir hunn de Stat déresponsabiliséiert; déi Jonk, déi hu mer illusionnéiert. Dat ass, mengen ech, de Problem: Mir hu se illusionnéiert. A mir hunn oft virgeworf kritt: Dir sot, déi Jonk si passiv.

Neen! Wat ech ëmmer gesot hunn, wat och am Text steet vum Exposé des motifs, ass: Mir hunn eng Moossnam, dat ass de CAT beim Stat a bei de Gemengen, wou mir selwer déi Jonk an e passive Regime drängen, ouni dass déi Jonk gefrot hunn, iwwerhaapt an dee passive Regime ze kommen. Dofir muss dat dote fort.

An da komme mer op d'Beschäftegungsinitiativen. Den Här Schneider huet de Moien d'Beispill geholl vum Jongenheem, wat seet: Néng Méint geet eis net duer. Ech hat eng Diskussioun elo viru kuerzem nach op der Uni Lëtzebuerg, och mat dem Responsabele vum Jongenheem, wou mer iwwert de 5611 kontrovers diskutéiert hunn; dat war d'lescht Woch. Do hu mer gesot, déi Populatioun, vun deenen d'Jongenheem do schwätzt, déi ass net an néng Méint, mä déi ass och net an zwielef Méint fit ze kréien.

An dofir ass et wichteg, deen anere Projet ze kréie vun de Beschäftegungsinitiativen, well déi Populatioun, déi muss an aner Traitementer erakomme wéi deen heiten. Deen heiten ass een, an dat huet all Etüd eis bis elo gewisen, wou ee muss séier d'Leit fit a flott maachen, ganz séier - wann et ze laang dauert, bréngt et näischt.

Et gëtt eng Initiativ, déi och mat nëmmen Défavoriséierten zesummeschafft, déi heescht Schläifmillen. An déi soen eis: Mir kucken d'Leit innerhalb vun dräi Méint, spéitstens sechs Méint, mä dat ass scho schlecht, op de Marché ze kréien, well alles, wat méi laang dauert, ass kontraproduktiv, da kréie mer se net méi eriwwer.

Da fënnefte Punkt, d'Aarbechtsamt. Natierlech musse mer nach Reforme maachen am Aarbechtsamt, mä mir maachen dauernd Reforme mam Aarbechtsamt. Kuckt emol no, wat 1998 d'Aarbechtsamt war, a kuckt, wat et haut ass. Mä d'Problemer dobaussen ënneren och dauernd. Si ënneren och an Zukunft.

An do wëll ech dem Kolleeg Claude Wiseler Merci soen, well mir elo e Concours ausgeschriwwen hunn, nëmme fir Leit um Aarbechtsamt ze kréien; e Concours, deen also net méi am gesamte Statsconcours ass, an dat ass eng wichteg Saach.

Mä mir sollten och an Zukunft iwwerleeën, ob een net soll en anere Rekrutement nach kënne maache beim Aarbechtsamt wéi biswell, woubäi mer bei de Consultanten nämlech gutt Erfahrunge gemaach hunn doduerch, dass mer do Leit aus dem Privatsecteur rekrutéiert hunn, an d'Consultantë wëlle mer abannen.

An dann e leschte Punkt - well ech de Kolleegen aus der Regierung versprach hat, ech géing net méi wéi 20 Minutte schwätzen, dofir entschëllegt mech, dass ech net op alles agaange sinn, wat haut gesot gouf.

M. le Président.- Den Här Statsminister huet dat jo gemaach, déi aner Punkte beschwat.

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also, et goufen eleng zwou Stonnen zu der Aarbechtsmaartpolitik geschwat. Ech mengen, dass ech wierklech net zu alles Stellung geholl hunn, wat hei gesot ginn ass, an et waren eng ganz Partie Saachen, zu deenen ech gäre Stellung geholl hätt.

Den Här Bausch huet nach eng Kéier säi Plädoyer gehalen, fir ze soen, kommt mir waarden nach domadder. An do soen ech Neen. Wa mer der Meenung sinn, dass eppes falsch ass an dass mer et solle richteg maachen, ma da musse mer et maachen. Mer kënnen net soen, mir waarde bis erëm nei Etüde kommen an erëm nei Etüden a bis dass mer d'Aarbechtsamt reforméiert hunn.

Mir hunn elo Problemer, déi falsch lafen, Här Bausch!

(Interruption)

Mer hu Problemer, déi falsch lafen. Ech sinn der Meenung, dass mer de CAT direkt mussen ofschafen. Ech kämpfen zënter dräi Joer dofir; Leit bei eis am Haus kämpfen zënter dräi Joer dofir, fir ze soen, dat brauche mer net méi.

Ech hat wierklech de Moien e bëssen d'Impressioun, Här Bausch, Dir hutt méi als Finanzschäffe vun der Stad Lëtzebuerg geschwat, wou de CAT lech kann hëllefen, wéi als President vun engem Grupp.

(Interruption)

An duerfir wëll ech soen...

M. le Président.- Här Minister, lauschtert ee Moment, mir rechnen déi Zäit un. Den Här Bausch wëllt eng Tëschefro stellen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Neen, ech wëll dem Aarbechtsminister just soen, datt dat doten net fair ass, well ech hunn de Moien effektiv kee Wuert gesot iwwert dat, wat d'Gemengen an der Praxis maache mat de CATen. Ech hunn iwwerhaapt net iwwert d'Stad Lëtzebuerg geschwat, mä einfach just déi nämlecht Feststellung gemaach, wat de CAT ubelaangt, déi hien och gemaach huet an iwwert déi mer eis an der Kommissioun och eens waren.

Dat Eenzegt, wat awer ass: Et geet jo net drëm, fir ze soen, mir waarden nach Etüden of. Mä ech hu gesot, wat mir falsch fannen, dat ass datt mer déi Instrumenter, déi mer bräichte fir den Encadrement vum CAE a vum CIE, nach net hunn an datt dat d'Päerd vun hannen opgezäimt ass, wann een déi net huet, ier een am Fong dann e Gesetz schaaft, wou ee sech nei Instrumenter gëtt. Dat ass eise gréisste Problem bei där ganzer Saach.

An duerfir fanne mer et net gutt, datt mer dee Feeler hei iwwregens schonn erëm eng Kéier maachen, well de CAT hu mer an den 90er Jore geschaf, Här Minister, an och do wousste mer, datt mer déi Instrumenter net hätten. An ech mengen, duerfir hätte mer et léiwer gehat, mir hätte fir d'éischt dann elo dat korrigéiert, wat een als Éischt misst korrigéieren, ier ee sech Instrumenter gëtt, erëm neier, déi da riskéieren oneffikass ze ginn.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, mä ech mengen ebe just, dass dat falsch ass, well mer d'Gesetz den 1. Juli a Kraaft triede loossen, well mer elo musse wëssen, och d'Aarbechtsamt muss elo wëssen, wat dann effektiv politesch décidéiert ass, an da kënne mer dat ëmsetzen. Da kënne mer dat ëmsetzen an deem Dialog, deen ech, wéi ech et hei nach eng Kéier wëll soen, och wëll mat der Jugend féieren.

Ech wëll och an der Zukunft deen Dialog mat der Jugend weiderféieren a mat all deenen aneren och, ech vergiessen déi aner net. Ech wäert vläicht e bësse manner mam OGB-L, e bësse méi mat der Jugend diskutéieren an Zukunft, mä awer och nach mam OGB-L a mat de Sozialpartner a mat der Regierung, mat Iech diskutéieren. A fir op eppes zréckzekomme vun enger Kritik, Här Bausch, déi Dir gesot hutt, déi richteg ass: Mir mussen eis begleeden.

Mä duerfir widderhuelen ech dat, wat ech schonn an der Chamberskommissioun gesot hunn: Mir maachen e permanente Monitoring. Déi sechs Méint, déi benotze mer elo scho fir Kritären auszeschaffen, wéi mer déi dote Moossnamen, déi mer elo nei schafen, direkt kënne begleeden, fir dass mer dauernd kënnen eng Evaluatioun kréie vun deem, wat déi dote Moossname bréngen. Datselwecht wäerte mer och maachen…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen! Et deet mer leed, mä d'Presidentschaft huet virdrun erlieft, wéi et hei geet, wann ee mat der Regierung ganz fein a ganz large ass. Duerfir wëll ech mech elo genee hei un d'Reglement halen. Ech sinn och opgefuerdert gi vun de Fraktiounschefen, fir dat ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Zäit fir d'Regierung ass 30 Minutten. Et deet mer leed, et ass esou a mir halen eis elo dorunner. A wann Är Kolleegen nach wëlle schwätzen, da musse mer elo zum Schluss kommen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wäert mech selbstverständlech, Här President, drun halen, well ech jo och amgaang si meng nei Neijorsvirsätz ze huelen, an ech hat mer virgeholl, dass ech ni méi wëll mat Iech streiden.

(Hilarité)

Une voix.- Dat ass schwéier!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wëll just soen, wann ee kuckt, dass zënter dräi Méint iwwert déi dote Voleten dobausse vill diskutéiert ginn ass an dass ech dobaussen och all Diskussioun ugeholl hunn, fannen ech 20 Minutten hei an Ärer Chamber driwwer ze schwätzen net iwwerdriwwen.

Merci.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech kann Iech net Onrecht dobäi ginn, Här Minister.

(Hilarité)

Dann huet den Här Minister Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren esou kuerz wéi méiglech op déi verschidden Interventioune vun de Moien anzegoen. Wat mer ëmsou méi liicht fält, well ech ee vun deene sinn, déi sech doriwwer freeën, dass mer an der Tripartite en Accord kruten, wat ganz kloer eng Chance ass, wou vill anerer eis géifen drëm beneiden. A well ech selwer Zeie war vun enger exzellenter Aarbecht an där zoustänneger Kommissioun, déi déi eenzel Regierungsmembere gehéiert huet a vun deenen eenzelne Regierungsmemberen Explikatiounen, Erklärungen, Detailer zu all eenzelne Punkt vun deene verschiddene Moossname kritt huet.

Ech hunn de Moie vun enger Rei vu Leit héieren, dass et net akzeptabel wär, dass een am soziale Beräich Renteklau géif maachen, dass een Transferte géif maache vum Budget an d'Pensiounskeesen. Et si relativ abenteuerlech Chiffere genannt gi vu 70 Milliounen Euro, déi aus de Pensiounskeese géifen erausgeholl ginn, an et ass gemengt ginn, dass dat onverantwortlech wär.

Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi dote Moossnamen op en Accord hi getraff sinn an dass déi Moossname vun der Suerg gedroe sinn, fir e Bäitrag ze leeschten, fir d'Manövréierfäegkeet vum Statsbudget ze halen, fir kënnen e staarken Engagement an der Sozialversécherung duerch de Stat ze halen a sech net ze désengagéieren, an dass de Choix vun deene Mesuren esou ausgefall ass, dass een den Haaptengagement vum Stat an de Pensiounskeesen, an der Assurance dépendance, an de Pensiounskeesen, an de Krankekeesen net a Fro gestallt huet. Et ass also gekuckt ginn, wou een e Bäitrag kéint leeschten, fir de Statsbudget ze entlaaschten, ouni awer d'Equiliberen an de Keesen a Fro ze stellen.

Ech hu virdru gesot, dass dee Chiffer vu 70 Milliounen Euro abenteuerlech ass, mä deen ass wahrscheinlech aus dem Tirang erausgeholl ginn, fir de Verglach kënnen ze maache mat der Mammerent. Ech hunn och e bëssen d'Impressioun kritt, dass bedauert gëtt, oder bedauert ginn ass, dass déi zwee Koalitiounspartner sech wéinst der Mammerent net an d'Hoer kritt hunn. Si kréie sech net an d'Hoer wéinst der Mammerent, well d'Mammerent net vum Budget an d'Sécurité sociale transferéiert ginn ass an och net gëtt. Déi doten Diskussioun ass gefouert, ass tranchéiert, an déi, déi gemengt haten, et géif zu engem Koalitiounsstréit doweinst kommen, déi sinn enttäuscht ginn.

Wat geschitt ass, dat ass, dass mer d'lescht Joer, an et ass erwähnt ginn, d'Frais administratifs vun de Pensiounskeesen aus dem Budget transferéiert hunn an d'Pensiounskeesen. Dat ass eppes wat ee ka kloer veräntwerten, well et an deenen anere Beräicher vun der Sécurité sociale d'selwecht gehandhaabt gëtt. Do gëtt d'Tripartite-Finanzéierung gemaach vun deem Ganzen, och vun de Frais administratifs. Dat war bei de Pensiounskeesen nach net de Fall, dat ass do och elo esou de Fall. De Stat ass engagéiert zu 33% bei de Pensiounskeesen, ass also och zu 33% engagéiert bei de Frais administratifs. Dat war eppes wat ee konnt veräntwerten, wat och net zu enger Levée de boucliers gefouert huet.

Bei den Unfallrente war de Stat bis elo engagéiert zu engem Drëttel bei de Frais d'ajustement. Et ass awer esou, dass d'Unfallversécherung eng Patronatsversécherung ass, an an der Tripartite driwwer diskutéiert ginn ass, wéi een de Budget kéint entlaaschten. An do ass dann als Iddi op den Dësch komm, fir deen Engagement vum Stat aus der Unfallversécherung erauszehuelen. D'Unfallversécherung ass keng Pensiounsversécherung, ass also och net eng Tripartite-finanzéiert Versécherung, mä ass eng vum Patronat finanzéiert Versécherung. Wann d'Patronat dat akzeptéiert huet, wäre mer schlecht berode gewiescht, fir dat heiten net ze maachen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat heescht also, doduerch ginn d'Pensiounskeesen net méi belaascht.

Bei der Assurance dépendance wëll ech drun erënneren, dass mer och am Budget 2007 als Stat nach méi staark engagéiert si wéi an dem leschte Joer vun der viregter Regierung. Dir kënnt Iech drun erënneren, dass deemools net an enger Tripartite, mä unilateral décidéiert ginn ass, fir de Bäitrag vu 45 op 40% erofzesetzen, a virun zwee Joer ass dat erëm op 45% eropgaangen.

Och wa mer elo de Bäitrag vum Stat…

M. le Président.- Här Minister, kommt Der zum Schluss. Den Här Lux waart schonn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kommen direkt zum Schluss.

Une voix.- En ass schonn an de Startbléck.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Et heescht also, mir sinn och an dësem Joer méi héich nach an am nächste Joer méi héich wéi am leschte Joer vun där viregter Regierung. A wann ee wëllt héichrechnen, wat d'Leit fir d'Bäitragserhéijung kréien, da kann een dat mat rouegem Gewësse maachen, well d'Zuel vun deene Leit, déi intervenéieren an der Fleegeversécherung, huet sech an deene leschte Jore verduebelt. D'Zuel vun de Better geet an d'Luucht. D'Leit kréien also wesentlech besser Prestatiounen. A wann ee feststellt, dass d'Fleegeversécherung an der Zwëschenzäit zënter 2004 am Defizit ass, muss een eppes maachen, fir d'Fleegeversécherung erëm an den Equiliber ze kréien, …

(Coups de cloche de la Présidence)

…fir de Leit déi beschtméiglech Leeschtunge kënnen ze ginn.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, ech wollt just…

M. le Président.- Oh!

Une voix.- Oh neen! Oh!

Une autre voix.- Är Riedezäit ass jo ganz eriwwer! Dann huet den Här Lux emol keng dräi Minutte méi.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech wollt just, fir dat Ganzt ofzerënnen a fir ze soen, dass d'Equiliberen an de Pensiounskeesen net a Fro gestallt ginn, mat dräi Chifferen dat beleeën. Am Joer 2005 hu mer eng zousätzlech Reservebildung an de Pensiounskeese vu 534 Milliounen Euro. Am Joer 2006 hu mer eng zousätzlech Reservebildung vu 599 Milliounen Euro…

(Brouhaha général)

…an, Här President, wann ech net ënnerbrach ginn, …

M. le Président.- Jo, Dir loosst Iech jo net ënnerbriechen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- …kann ech Iech och nach soen, dass mer am Joer 2007 eng zousätzlech Reservebildung vu 724 Milliounen Euro hunn. Wann een also trotzdeem behaapt, mir géifen d'Equiliberen duerch déi Moossnamen, déi mer geholl hu fir de Budget ze entlaaschten, a Fro stellen, dann ass dat „mauvaise foi" an dann ass dat eng falsch Duerstellung vun den Tatsaachen! Ech si fäerdeg.

Une voix.- Jo, Dir gerot an d'Labränten hei.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Oh, dat do ass jo Quatsch!

(Hilarité)

M. le Président.- Här Minister Lux! Eng Minutt Ënnerbriechung kënnt derbäi.

Une voix.- Eng an eng hallef Minutt.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, ech mengen, dass de Respekt virun den Deputéierten et verlaangt, wéinstens op zwou, dräi Bemierkungen zréckzekommen, virun allem op dat, wat den Här Goerens am Numm vun der DP hei gesot huet.

Ech wëll soen, dass mer an dëse Stonnen, an dësen Deeg kuerz virun der Décisioun stinn, fir d'Europäesch Kommissioun op den Europäesche Geriichtshaff ze huelen, an ech wëll hei soen, dass et am Zesummenhang mam zweeten Allocatiounsplang, deen eis jo an dësem Gesetz staark interesséiert huet, keng erfreelech Perspektiv ass dat ze maachen, dass mer fir d'Akzeptanz dobausse vun de Bierger vis-à-vis vum Instrument Kyoto eng schwiereg Gratwanderung kréien, fir d'Bierger ze bewegen an ze motivéieren, de Klimawandel als e seriöe Sujet unzehuelen, an op där anerer Säit mat der Kommissioun e Rechtsstréit musse maachen.

Ech wëll awer soen, dass dat onausweichlech ass. Ech wëll och soen, firwat et onausweichlech ass. Den Här Goerens huet hei gesot am Zesummenhang mat der Reserv vun deene 590.000 Tonnen: Firwat affert Der déi net emol direkt?

Ech wëll soen, dass dat net eleng mat engem zweete Wierk ze dinn huet, wat zwar vun der FEDIL proposéiert ginn ass, mä dass dat generell eis Reserv ass, déi mer hu vun 2008 bis 2012, fir all nei Anlagen, déi zu Lëtzebuerg am industriellen oder am Energie- oder am Cogénératiounsberäich kënne kommen. Och am Cogénératiounsberäich!

Déi nei Anlag, déi mer maachen, fir d'Wäermt vun der Twinerg ze notze fir d'Agora, ass eng zousätzlech Allocatioun, déi mer an der Reserv och mussen herno hunn oder net hunn. Ech hunn zu Bréissel d'lescht Woch en Donneschden déi Reserv do vu 590.000 - ech wëll drun erënneren, dass mer fir déi éischt dräi Joer 2005-2007 eng Reserv gefrot hate vu 400.000 par rapport zu 590.000 fir eng Period vu fënnef Joer - zur Dispositioun gestallt beim Kommissär Dimas, an och déi 190.000 Tonne fir déi Auktionéierung, déi mer fir d'Betriber virgesinn hunn. D'Äntwert dorobber war: 2.690.000 Tonnen. Keng méi a keng manner.

Et gëtt also do kee Sputt, well dat bedeit, dass wa mer dat dote vun der Kommissioun unhuelen, hu mer net nëmme keng Reserv fir déi nächst Jore bis 2012, net nëmme keng Tonn fir Auktionéierung, mä mir mussen zousätzlech zu deem, wat d'Industrie alloquéiert kritt huet, nach iwwer 600.000 Tonnen erofgoen, wat heescht voluntaristesch eng Drosselung oder eng Schléissung vun eenzelnen Anlagen ze maachen. Wa mer en Industriestanduert wëlle bleiwen, musse mer déi Spezifissitéit do zu Bréissel verdeedegen, well déi effektiv net kompatibel ass mat deem, wat grouss Ekonomien - wéi Däitschland, England oder Frankräich - duerstellen.

An ech wëll aus Aktualitéitsgrënn, Här President, just nach eng Minutt huele fir ze soen, dass d'Kommissioun haut proposéiert huet, fir d'Emissiounen aus der Aviatioun och an den Emissiounshandel mat eranzehuelen. Mir sinn absolut d'accord mat deem Prinzip, dass een dat soll maachen, obschonn dat 2% vun de gesamten Emissiounen op der Welt sinn. Trotzdeem ass et richteg dat ze maachen.

Mä et muss een awer och do wëssen, vis-à-vis vun eiser nationaler Fluggesellschaft, der Luxair - dat wëll ech awer haut scho soen -, wa mer do mat därselwechter Method behandelt ginn, wéi mer elo behandelt gi bei der Industrie, dann deet dat enorm wéi. Da wäert dat fir d'Luxair enorm wéi dinn, well d'Luxair als eenzeg national Fluggesellschaft do nëmme ganz kuerz Strecke flitt, sech just hei an Europa beweegt, an oft op senge Business-Linnen eng Auslaaschtung huet, déi mer jo gären hunn, well mer gären eng Rei vun Destinatioune bedéngt hätten, déi net ganz grouss ass.

Dat wäert also bedeiten, dass och do eng Spezifissitéit fir Lëtzebuerg wäert op eis zoukommen, wou ech fäerten, dass mer do, d'selwecht wéi beim Allocatiounsplang, iwwer ee Kamm, iwwer eng Method gezu ginn an dass der Spezifissitéit vu Lëtzebuerg net Rechnung gedroe gëtt. Et ass dat wat mer am Moment zu Bréissel versiche kloer ze maachen, an et ass net einfach.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Lux. Den Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech wollt den Här Minister nach froen: Déi 500.000 Tonnen, vun deenen ech geschwat hunn, déi hunn ech aus der Lecture vun Ärem Allocatiounsplang erausfonnt. Dir hat do 500.000 Tonne fir eng nei TGV-Zentral agesat. Meng Fro war déi: Kann een déi net sträichen? Well mir brauchen déi net. Dat bréngt eis just Belaaschtung an et geet op d'Käschte vun der Akzeptanz.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech hu se zu Bréissel gestrach.

M. Charles Goerens *(DP).*- Dat ass gutt. Mir huelen Akt dovunner a mir begréissen och déi Décisioun do.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Domat ass de Problem awer net geléist.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här Gira, dat hunn ech net behaapt.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun iwwert dëse Projet ass elo ofgeschloss. Ech wëll deene Ressortministere soen, Här Biltgen, déi onzefridde ware mat der Riedezäit, déi se haut de Mëtteg haten - an dat och vläicht aus verständleche Grënn -, dass se an Zukunft bei Projete vun där heiter Envergure sollen an der Conférence des Présidents froen, datt hinnen déi noutwendeg Zäit zougestane gëtt. D'Presidentschaft kann net méi maache wéi dat exekutéieren, wat virdrun décidéiert ginn ass.

(Interruption)

Mir kommen elo zu den Ofstëmmungen.

Amendement 1

Fir d'éischt stëmme mer iwwert den Amendement of, deen den honorabelen Här Bausch abruecht huet, iwwert d'Suppressioun vum Artikel 44.

Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmme bei 21 Jo-Stëmmen an enger Abstentioun.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette

Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi selwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5611 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmme bei 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Mir stëmmen dann iwwert d'Motioun of, déi den Här François Bausch abruecht huet iwwert d'Analys vun den Impakter vun den Ekotaxen op eis Ekonomie an op den Aarbechtsmaart. Här Bausch?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech sinn d'accord mat dem Här Finanzminister senger Propositioun, fir se an d'Finanzkommissioun ze huelen.

M. le Président.- Voilà, d'accord.

Vote

Ass d'Chamber domat averstanen, dass mer déi an d'Finanzkommissioun renvoyéieren?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

2. 5598 - Projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information (suite)

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5598 iwwert d'Informatiounsautobunnen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5598 ass ugeholl mat 37 Jo-Stëmme bei 22 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Grethen freet d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wollt eng Explikatioun gi fir eise Vote, well ech hat op der Tribün ugekënnegt, mir géife géint dee Projet stëmmen, et sief dann d'Regierung kéint eis berouegen, ob se d'Iddi hätt en Einstieg an d'Privatisatioun vun der Post ze maachen duerch dëse Projet. An de Minister Schiltz huet hei op der Tribün zwar ganz „dé" gesot - et war net extra prezis - dat wier net seng Absicht. Duerfir loosse mer em elo emol de Bénéfice du doute a mir enthalen eis bei dësem Projet, mat der Warnung, awer net an esou eng Richtung ze goen, wéi ee kéint bei esou engem Projet wéi deem do fäerten.

M. le Président.- Also eng Dé-Haltung.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat muss emol gesot sinn.

M. le Président.- Mir huelen Akt vun der Deklaratioun vum Här Grethen a kommen zum nächste Projet: d'Diskussioun iwwert de Mindestloun. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo geschriwwen: déi Häre Kaes, Krieps, Castegnaro, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Glesener.

3. 5632 - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Jo, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn der Meenung, datt...

(Interruption par le Président)

...déi Nervositéit, déi elo während enger Stonn hei geherrscht huet, sech elo e bësse leet. Well hei geet et jo net drëm fir engem eppes ewech ze huelen, mä hei geet et drëm, fir deenen, déi am mannste verdéngen hei zu Lëtzebuerg, eppes bäi ze ginn; also och eppes Produktives, wat vun der Tripartite begleet ginn ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Upassung vum Mindestloun un d'Lounentwécklung ass den 1. Januar 2005 erfollegt. D'Bemiessungsgrondlage waren déi aus de Joren 2002 an 2003. Den Ajustement war 2%; profitéiert deemools hu ronn 46.000 Persounen. Op d'Zuel vun de Mindestlounbezéier kommen ech spéider nach eng Kéier zréck.

D'Method, fir d'Persounen ze erfaassen, déi de Mindestloun kréien, ass wesentlech changéiert, ass verbessert ginn. Duerfir sinn déi nei Zuele méi prezis an entsprieche méi genau der wierklecher Zuel vun de Mindestlounbezéier. Vergläicht een awer déi Zuele vun haut mat deene vun den Ajustementer virdrun, da changéiert d'Bild fundamental. Dat heescht, d'Zuel vun de Mindestlounbezéier ass doduerch wesentlech méi kleng ginn. Mä, wéi gesot, ech komme spéider nach eng Kéier drop zréck.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Här President, d'Gesetz gesäit vir, datt all zwee Joer d'Regierung dem Parlament ee Bericht iwwert d'Lounentwécklung am öffentleche wéi am private Secteur virleeë muss.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kolleegen, lauschtert dem Riedner e bëssen no. Et ass e wichtege Sujet.

(Interruption)

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Déi Entwécklung vun de Léin gëtt no enger festgesater Method gerechent. Si ass festgeluecht duerch d'Gesetz vun 1991 an ass erweidert ginn duerch ee Gesetz vun 1994, an den éischten Ajustement no där neier Methodologie ass den 1. Januar 1995 a Kraaft getratt.

Gepréift ginn ebenfalls déi wirtschaftlech Entwécklung an déi wirtschaftlech Capacitéit zu Lëtzebuerg. Opgrond vun dësen Analyse kann dann d'Regierung dem Parlament virschloen, d'Mindestléin un déi errechent Lounentwécklung unzepassen oder awer och net. Dat ass also keng Verflichtung.

Dëse Bericht, vun deem ech elo geschwat hunn, ass der zoustänneger Chamberkommissioun den 21. November vun dësem Joer mat engem Projet de loi virgeluecht ginn. An därselwechter Sitzung huet dann och d'Kommissioun hire Rapporteur genannt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir hutt mäi schréftleche Bericht virleien. Ech wëll mech dann och beschränke ganz kuerz op e puer Kommentaren zu deem detailléierte Bericht, an zwar éischtens zu där gesetzlecher Prozedur, awer zweetens kuerz och e Wuert soen zu dem Inhalt vum Projet selwer.

D'Bemiessungsgrondlag vun deem virgeschloenen Ajustement, deen haut mat zur Diskussioun steet, dat sinn d'Léin aus de Joren 2004 an 2005. Während dëse Jore sinn d'Léin zu Lëtzebuerg ëm 1,9% an d'Luucht gaangen. Dës Lounentwécklung ass ënner anerem awer och d'Resultat vun enger modéréierter Lounpolitik vun de Sozialpartner a virun allem awer och de Gewerkschaften.

Opgrond vun deenen Analysen an Etüden, déi gemaach gi sinn, déi Der am Rapport erëmfannt, ass et ganz kloer, datt déi wirtschaftlech Capacitéit zu Lëtzebuerg et och erlaabt ouni weideres, datt d'Mindestléin ëm déi 1,9% erhéicht kënne ginn. Deemno proposéiert d'Regierung een Ajustement vun de Mindestléin vun 1,9% op den 1. Januar 2007.

De Statsrot huet säin Avis den 12. Dezember vun dësem Joer ofginn, an dësen Devis bëinhalt absolut kee Bedenke géint déi virgeschloen Upassung vum Mindestloun un d'Lounentwécklung aus de Joren 2004-2005.

De Statsrot bemierkt awer och, an et ass net déi éischte Kéier - mir hunn dat och an eiser Kommissioun nach eng Kéier gesot -, datt bei senge Berodunge keen Avis vun enger Beruffschamber virlouch. Leider Gottes ass dat de Fall. Mir hunn dat permanent och an eiser Kommissioun gesot, an ech kéint nach eng Kéier drop agoen, datt och d'Kommissioun dëst Joer erëm eng Kéier gesot huet: Wann ech gelift, Regierung, presentéiert de Projet e bësse méi fréi, fir datt d'Beruffschamberen nach d'Méiglechkeet hunn, en Avis der Kommissioun virzeleeën, fir datt een en connaissance de cause Entscheedunge kann treffen.

Leider, wéi ech gesot hunn, louch eiser Kommissioun och keen Avis vir, wéi mer dëse Rapport diskutéiert hunn, mat Ausnahm vun engem gemeinsamen Avis vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers.

Erlaabt mer ee kuerze Kommentar zu deem Avis ze maachen. Ech wëll dat elo mat ganz feine Wierder ausdrécken. Ech sinn iwwerzeegt, datt eng Rei Kolleegen dat anescht maachen. Mer waren an der Kommissioun wierklech „erstaunt", an erstaunt tëschent Gänsefüßchen, iwwert d'Haltung an iwwert de Contenu vun deem gemeinsamen Avis, iwwert d'Haltung vum Patronat, dat ganz kloer onmëssverständlech Neen - Neen! - zu de virleienden Ajustementer seet.

Mir sinn der Meenung gewiescht, datt opgrond vun den Accorden an der Tripartite, wou d'Patronat jo awer och deen Ajustement gedroen huet, et onvirstellbar wier, datt e puer Méint méi spéit datselwecht Patronat, wann et drëm geet, de Mindestloun ze ajustéieren, urplötzlech net méi zu deem steet, wat et ofgemaach huet an der Tripartite, mä dergéint ass.

Mir ware wierklech, wéi gesot, scho bal skandaliséiert iwwert déi Haltung, déi mat Sécherheet net zur Glaubwürdegkeet bäidréit vun deenen, déi un der Tripartite deelhuelen, sou wéi iwwerhaapt d'Glaubwürdegkeet vun der Tripartite am Allgemengen dorënner leid. Zumindest wollt ech dat awer als Rapporteur soen am Numm vun deem, wat an der Kommissioun gesot ginn ass.

An ech sinn der Meenung, Kolleeginnen a Kolleegen, datt dat net déi gutt Aart a Weis ass, fir datt een och an der Zukunft sech nach gebonne fillt un d'Accordë vun der Tripartite, wann déijéineg, déi d'Accorden treffen, sech selwer net méi un hir eegen Accordë gebonne fillen. Da kann een eng Rei vu Problemer hunn am Nachhinein, fir sech dann och nach weider doru gebonnen ze fillen, wat presentéiert ginn ass.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, a mengem Bericht fannt Dir och d'Äntwerten op folgend Froen: Ass et iwwerhaapt ze veränt-werten, grad elo an enger wirtschaftlecher Relance, déi sech ofzeechent, dee Mindestloun ze erhiewen? Wat fir eng Auswierkungen huet d'Erhéijung vum Mindestloun op d'Kompetitivitéit vun eise Betriber, op d'Lounentwécklung an de Gemengen, op d'Beschäftegung, also och den Aarbechtsmaart, a wat ass de Käschtepunkt vun dëser Upassung? Op all déi Froe fannt Dir eng Äntwert am Detail a mengem schréftleche Bericht.

Uganks hunn ech gesot, wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt dee Mindestloun bezéien. An do wollt ech e puer Bemierkungen dozou maachen. Et ass esou, datt mer an der Vergaangenheet eis am Klore waren, datt déi Zuel, déi errechent ginn ass vun de Mindestlounbezéier, net der Wierklechkeet géif entspriechen, well deejéinegen, déi d'Erfaassung gemaach hunn, eng ganz Rei vun Ënnerlage gefeelt hunn, esou datt se dovun ausgaange sinn, d'Zuel vun de Mindestlounbezéier missten se bezifferen och opgrond vun all deene Leit, déi 30% méi wéi de Mindestloun verdéngen. Mer waren eis am Kloren, datt dat eng Zuel ass, déi wäit iwwert där läit vun deenen, déi effektiv de Mindestloun hei zu Lëtzebuerg hunn.

Duerfir ware mer och virun zwee Joer an der Kommissioun der Meenung, datt et noutwendeg wier, datt d'Method vun de Berechnunge misst méi prezis gestalt ginn, fir méi prezis déi effektiv Zuel vun de Mindestlounbezéier ze erfaassen. Dat ass och geschitt. Dat ass geschitt an amplaz datt elo dee Mindestloun mol 1,3 geholl gëtt, fir d'Zuel festzeleeën, ginn elo all Joer déi Lounempfänger geholl, déi de Mindestloun mol 0,3% verdéngen, esou datt dat awer elo dann endlech eng Zuel ass, déi méi konkret ass an déi mat Sécherheet där Zuel méi no kënnt vun deenen, déi hei zu Lëtzebuerg de Mindestloun kréien.

Fir awer elo e bëssen eng Tendenz festzestellen, wat déi nei Method bedeit par rapport zu deenen Zuelen, mat deene mer eis auserneegesat hunn an deene leschte Jore bei den Upassungen, hunn ech vun der IGSS, an ech muss deene Merci soen, errechne gelooss, wat fir eng Auswierkungen et gehat hätt, wa mer schonn opgrond vun där neier Methodologie, fir d'Zuel vun de Mindestlounbezéier ze erfaassen, déi lescht Mindestlounerhéijungen an de Joren 2005, 2003 an 2002 festgesat hätten.

Dir fannt déi Tabell a mengem schréftleche Rapport. Do gesäit een, datt d'Zuel vun de Mindestlounbezéier par rapport zu der Zuel vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, zum Emploi salarié, sech tëscht 11,1 an 11,8 oder 12% beweegt. Dat heescht also...

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir musst esou lues zum Schluss kommen. D'Conférence des Présidents huet hei de Modell 1 festgeluecht. Dir hutt zéng Minutte Riedezäit, an déi hutt Dir erreecht.

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Här President, nach eng Minutt, dann halen ech op.

Voilà. Also dat heescht, datt elo den 1. Januar 11,8% vun de Salariéen insgesamt de Mindestloun bezéien, dat sinn 32.549 Persounen.

Sou, Kolleeginnen a Kolleegen, déi Mindestlounerhéijung ass eng Folleg och vun enger Sozialpolitik zugonschte vun deene Lounempfänger, déi kee Kollektivvertrag hunn an esou absolut keng Verbesserung vun hiren Akommësse géife kréien. Et si 14.808 Männer, 17.741 Fraen, déi de Mindestloun bezéien. 61% wunnen an eisem Land an 39% vun all deene Mindestlounbezéier si Grenzgänger. 36% schaffen an der Landwirtschaft, 36% an der Hotel-Restauratiouη, 18% am Handel, 19% am Sozialberäich. D'Erhéijung vun…

Une voix.- Här President…

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Jo, jo. D'Erhéijung vun de Mindestléin…

M. le Président.- Här Rapporteur! Här Rapporteur, Dir musst elo wierklech zum Enn kommen!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Ech kommen zum Enn.

M. le Président.- Da maacht dat!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Da géif ech dann nach just soen, datt de Mindestloun den 1. Januar 1.570,28 Euro ausmécht an de qualifizéierte Mindestloun 20% méi héich ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif Iech also bieden, déi virgeschloen Erhéijung, déi d'Kommissioun eestëmmeg ofgestëmmt huet, ze akzeptéieren an domat all deene Leit - an et sinn der jo vill - eng wesentlech Verbesserung vun hiren Akommesbezéiungen op den 1. Januar ze garantéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Jo, Här Rapporteur, wa mer ganz streng mat der Regierung sinn, da musse mir eis als Éischt déi Disziplin operleeën. Ech géif also Appel maachen un d'Riedner, fir hir Riedezäit net ze iwwerschreiden, se ze respektéieren.

Nächste Riedner ass elo den Här Kaes, dee fir d'Chrëschtlech-Sozial Volleksspartei…

(Interruption)

…Stellung zu dësem Projet hélt.

(Hilarité)

Une voix.- Wou Der Recht hutt, hutt Der Recht.

M. le Président.- Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Merci, Här President.

M. le Président.- An Dir hutt genuch Riedezäit.

(Hilarité)

34 Minutten! Ech soen Iech et elo, dat ass scho laang.

(Interruptions diverses)

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV).*- Da probéieren ech et nach méi kuerz ze maachen.

(Interruption)

Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, nodeems viru ronn zwou Wochen dee méi patronatsfrëndlechen Deel, wann een dat esou ka soen, vun eiser Volleksspartei am Kader vun der Presentatioun vum Budgetsrapport seng Iwwerleeungen hei konnt ubréngen, ass et haut awer un engem méi salariatsnoe Volleksvertrieder…

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Kënnt Der Iech méi däitlech ausdrécken?

(Interruptions)

M. Ali Kaes *(CSV).*- …Stellung ze huelen zu engem weidere wichtege Gesetzesprojet, nämlech deem vun der Upassung vum Mindestloun. Et geet hei drëms deene Leit, déi sech op der ënneschter Lounskala…

(Interruption)

M. le Président.- Loosst wann ech gelift de Riedner schwätzen!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ären Tour kënnt un d'Rei.

M. le Président.- Loosst Iech net ënnerbriechen, Här Kaes.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Merci, Här President.

Et geet hei drëms deene Leit, déi sech op der ënneschter Lounskala befannen, hir Léin a Gehälter un déi allgemeng Loun- a Gehaltsentwécklung an de Joren 2004 an 2005 unzepassen.

Ier ech e puer Punkten iwwert de Mindestloun am Allgemengen uschneiden, wëll ech awer fir d'éischt dem Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet, mengem Fraktiounskolleeg, dem honorabele Marcel Glesener, Merci soe fir säin exzellenten an natierlech ganz ausféierleche schréftleche wéi och mëndleche Rapport.

Wéi schonns gesot, gëtt den 1. Januar 2007 d'Akommes vun de Mindestlounbezéier ëm 1,9% gehéicht op da ronn 1.570 Euro fir en onqualifizéierten Aarbechter a ronn 1.884 Euro fir e qualifizéierten Aarbechter. Dat ass eng Erhéijung vun 29 respektiv 35 Euro. Och wann dës Erhéijungen net no vill ausgesinn, esou hëllefe mer awer duerch dës Form vu Sozialpolitik, well de Mindestloun ass eng Form vu Sozialpolitik, enger ganzer Rei vu Lounempfänger hei am Land, déi net duerch e Kollektivvertrag vun enger kontinuéierlecher Lounpolitik profitéieren, deen hinnen automatesch e Plus vun Akommes garantéiert.

Hätte mer dës automatesch Upassung net, esou géife vill Leit, déi fir de Mindestloun schaffen oder musse schaffe goen, ni vun enger Erhéijung an der Paitut profitéieren, dat heescht si géifen net un déi allgemeng Lounentwécklung ugepasst ginn. Hir prekär Situatioun géif sech nach verschlechteren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi regelméisseg Upassung vum Mindestloun soll et jo de Mindestlounempfänger erlaben, och vum ekonomesche Wuelstand a vun deenen domat verbonnene Léin a Gehälter ze profitéieren, déi an deene leschten zwee Joer ëm bekanntlech 1,9% an d'Luucht gaange sinn. Dat ass och richteg esou, well d'Aarbechter an d'Beamten, déi um Mindestloun schaffen a bezuelt ginn, droe genausou zum Wirtschaftswuesstum an zum Räichtum vun eisem Land bäi wéi all aner Schaffenden hei zu Lëtzebuerg.

Här President, wann een dovunner schwätzt, dass d'Geld fir d'éischt muss verdéngt ginn, ier een et ka verdeelen, da mengen ech, dass grad dës Leit ganz besonnesch mussen e Stéck vun deem erwirtschaftete Kuch kréien.

Apropos verdeelen: Et gesäit ee jo däitlech bei deem gemeinsamen Avis vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, wat d'Patronat ënner verdeele versteet: nämlech alles an déi eegen Täsch, an déi Leit, déi et erwirtschaft hunn, solle laut hinnen alt erëm eng Kéier eidel ausgoen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Sidd Dir net selwer Patron?

(Interruptions diverses)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Och wëll ech drop opmierksam maachen, dass dës Populatioun duerch hiert klengt Akommes keng oder kaum Steiere bezilt, also och net vun den Abattementer um steierlechen Niveau ka profitéieren. D'Liewen ass fir si awer gradesou deier wéi fir anerer. Ech begréissen duerfir ganz besonnesch, dass am Tripartite-Accord festgehale ginn ass, ee Crédit d'impôts anzeféieren. Dëst ass och nach eng Kéier am Kader vun de Budgetsdiskussioune vun eisem Premier ënnerstrach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt keng gutt oder schlecht, gutt oder manner gutt bezuelten Aarbecht; jiddfer Eenzelne seng Aarbecht ass eppes wäert, well all Mënsch duerch säi Schaffen zum Wuelstand vun eiser Gesellschaft bäidréit, egal ob Mindestlounempfänger, Dokter oder Schoulmeeschter. Duerfir appréciéieren ech och dem Statsrot seng Astellung zum Mindestloun, wann hien a sengem Avis schreift, an ech zitéieren:

«Il», also de Statsrot, «approuve la décision du Gouvernement de reconnaître par une rémunération minimale la valeur du travail fourni et en même temps la dignité du travailleur.»

An anere Wierder gesot, d'Aarbecht, dat heescht d'Leeschtung vu jiddfer Schaffende gëtt duerch eng minimal Entschiedegung, ergo dem Mindestloun, unerkannt an opgewäert. An dat ass ganz wichteg a richteg esou.

Ech wëll drun erënneren, dass de Mindestloun ganz kloer fir de soziale Fridden an eiser Gesellschaft steet, an dat scho säit e puer Jorzéngten. Soulaang net all Salarié vun den Avantagë vun engem Kollektivvertrag ka profitéieren, muss de Stat seng Responsabilitéit huelen an deene Leit mat niddregem Akommes ënnert d'Äerm gräifen, fir dass och si an Zukunft eenegermoossen hire Liewensstandard hale kënnen.

Duerch d'Upassung vun de Mindestléin un déi allgemeng Lounentwécklung suerge mer souzesoe fir eng gewësse Gerechtegkeet ënner alle Salariéen hei am Land. Duerfir däerfe mer net midd gi weider fir d'Erhale vum Mindestloun ze kämpfen an all deenen d'rout Kaart ze weisen, déi sech fir d'Ofschafe vum Mindestloun ausschwätzen.

Une voix.- Très bien!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Och wann eise Mindestloun am Verglach mat deenen anere Mindestléin an Europa ee vun deenen héchsten ass, esou stellt de Mindestloun bei Wäitem kee komfortabelt Akommes duer, wann ee weess wat d'Liewen hei zu Lëtzebuerg kascht. Wann een déi iwwerdriwwen héich Präisser fir Loyere kuckt oder och nach déi fir Stroum, Heizung a Liewensmëttel an aner Saachen, da kann ee sech séier ausrechnen, dass et fir de Mindestlounbezéier net einfach ass iwwert d'Ronnen ze kommen.

An dësem Kontext…

M. le Président.- Här Kaes, erlaabt Der dem Här Mehlen eng Fro?

M. Ali Kaes *(CSV).*- Selbstverständlech, Här President.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech si mam Här Kaes d'accord, wann hie seet, datt verschidde Saachen, wat d'Liewenshaltungskäschten ubelaangt, hei am Land deier sinn, mä hien huet dobäi „iwwerdriwwen héich" zum Beispill och d'Liewensmëttel opgezielt. Ech wollt froen, ob dat tatsächlech seng Meenung wier an ob hien net doriwwer informéiert ass, datt de Rapport, deen d'Liewensmëttel an de Liewenshaltungskäschten ausmaachen, am Laf vun de Jore permanent erofgaangen ass?

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech si ganz gären d'accord mam Här Mehlen senger Fro an ech verstinn och grad, dass hien déi Fro an där doter Form stellt, an ech ginn him och Recht, dass a sech d'Produzenten net onbedéngt de grousse Benefiss vun deem hunn, wat se produzéieren; dass a sech si net onbedéngt gutt entschiedegt ginn, mä awer duerch d'Verschaffen, den Zwëschenhandel an all dat, stellen eng ganz Rei Liewensmëttel haut scho fir eng ganz Rei vu Mindestlounbezéier - an et ass an deem Sënn wou ech dat wollt erklären, och wann et an der Moyenne déif ass - dach och e relativ groussen Deel vun hirem Akommes duer, wa se wëllen eenegermoosse Qualitéitsprodukter kafen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Se sinn zwar ni iwwerdriwwen deier.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Kontext wëll ech op eng aner Remarque vum Statsrot opmierksam maachen, deen a sengem Avis ervirhieft, dass laut enger rezenter Etüd vum Statec mam Thema Travail et cohésion sociale 8,3% vun alle Ménagen als aarm ugesi ginn, an dat obwuel dass se schaffe ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Zuel soll eis ze denke ginn. An ech wëll mer guer net ausmolen, wéi héich de Prozentsaz wier, wa mer net de System vum Mindestloun hei zu Lëtzebuerg hätten, dee Gott sei Dank nach ëmmer fir eng gewësse Sozialëmverdeelung vum Wuelstand hei am Land suergt.

Wien a wivill Leit sinn dann elo vum Mindestloun betraff? Dës Fro ass haut méi einfach ze beäntwerte wéi déi Jore virdrun, well mer jo een neie Berechnungsmodus agefouert hunn, deen eis méi prezis Zuelen iwwert déi reell Mindestlounempfänger liwwert. Fréier goufe jo all déi Persounen als Mindestlounbezéier considéréiert, déi bis 1,3-mol de Mindestloun verdéngt hunn. Dës Zuele waren ni fiabel an hir Interpretatioun schwiereg, well dorënner jo och déi Leit gefall sinn, déi de qualifizéierte Mindestloun kritt hunn. Dee reelle Mindestlounempfänger, dee wierklech fir de Mindestloun schaffe geet, konnte mer also statistesch ni esou ganz richteg erfaassen.

Mat där neier Methodologie ass dat elo aneschters. A mir gesinn elo fir d'éischte Kéier wivill Leit effektiv bei eis am Land fir de Mindestloun schaffe ginn. Op den 31. Mäerz 2006 waren dat 32.549 Leit, oder 11,8% vun der schaffender Bevölkerung. Dovunner liewen 61% hei am Land; deemno ginn 39% vun de Mindestléin an d'Ausland exportéiert. 11,8% Mindestlounempfänger: Dat ass deen niddregste Pourcentage zënter dem Joer 2002. Do louche mer bei 10,4%. Ech si frou, dass d'IGSS eis déi Zuele geliwwert huet an dass mer elo emol endlech d'Evolutioun iwwert déi lescht fënnef Joer kënnen novollzéien.

Mir gesinn, dass de Prozentsaz vun de Mindestlounempfänger an dem leschte Joer konstant an d'Luucht gaangen ass. Dëst Joer ass en awer kloer erofgaangen, an zwar op de Stand vun ongeféier 2003.

Och wann dësen Trend no ënnen erfreelech ass, esou ass et awer nach ëmmer e Fait, dass et virun allem Frae sinn, déi mat ongeféier 55% zu de Mindestlounempfänger zielen. Si schaffe virun allem an de Secteure vun der Horesca an dem Commerce. Dat ass vill, wann ee bedenkt, dass bal duebel esou vill Männer schaffe wéi Fraen. Dat ka verschidden Ursaachen hunn, déi awer schwéier bis schwiereg auszemaache sinn. Zum Beispill kéint et vläicht doru leien, dass d'Frae fir déiselwecht geleeschten Aarbecht am Duerchschnëtt 28% manner verdénge wéi d'Männer.

Dëst wier eng vu ville méiglechen Erklärungen. Ech sinn awer optimistesch, datt an Zukunft den Undeel vun de Fraen un de Mindestlounempfänger wäert erofgoen, well ëmmer méi Meedercher a jonk Frae studéieren, sech weiderbilden a sech duerno als qualifizéiert Aarbechtskraaft an den Aarbechtsmaart integréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn um Enn vu menger Interventioun a ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi, well en all déi kleng Leit, déi op där niddreger Stuf vun der Lounskala stinn, net vergësst an hinnen dat zougesteet, wat se ganz einfach zegutt hunn, a wat se an enger extrem profitorientéierter Aarbechtswelt, wou de Mënsch ëmmer méi kuerz kënnt, ouni Mindestloun ni géife kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Dokter Alexandre Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps (*DP).*- Merci, Här President. Ech si speziell geéiert ënner Ärer Opsiicht hei ze schwätzen.

D'Erhéijung vum Mindestloun vun 1,9% op den 1. Januar ass net, wéi den Här Loes 2000 hei gesot huet, eng Selbstverständlechkeet, mä dës Kéier wäert et wuel eng Noutwendegkeet sinn. Dës Erhéijung wäert och net de Konsum undreiwen, wéi bei deene leschten Erhéijungen hei ëmmer argumentéiert ginn ass. Souguer bei de Kollektivverträg - an den Här Kaes huet dat vergiess ze soen - si relativ moer Resultater an de leschte Joren erausgefall, och zum Deel wéinst enger réckleefeger Kompetitivitéit vun den Entreprisen ausserhalb vum Finanzsecteur.

De Konsum wäert also net ugefeiert ginn, well déi 30.000 bis 40.000 Mindestlounempfänger, wat ëmmer d'Methodologie ergëtt, dës Suen dëst Joer brauche wäerten, fir d'Präisdeierecht zum Deel ze iwwerwannen. D'Loyere klammen - et ass gesot ginn -, d'Energiepräisser klammen, d'Gemengentaxe klammen, d'Desindexatioun installéiert sech, an esou virun.

Glécklecherweis gëtt awer an de Berichter dëst Joer keng Referenz op successiv Steierreforme gemaach, keng Referenz op Steiererliichterunge fir Betriber. Et ass och keen Oppositiounspolitiker, dee schonn dëst Joer eng zweet Erhéijung vun 3,5% fir d'nächst Joer fuerdert, wéi den Här Lux dat hei am Dezember 2000 - dat kënnt Der noliesen - gemaach hat. Hei gesitt Der natierlech wat dat gutt deet e klenge Stage an der Regierung ze maachen, well da muss ee vill Couleuvres schlécken. Et deet mer leed, dass en net hei ass, mä...

(Interruption)

Zur Methodologie vun der Ermëttlung vun den Zuele vun de Mindestlounempfänger wëll ech hei keng Stellung huelen, Här Scheuer. Ech gesinn dat awer éischter als eng kontabel Kosmetik. Den Här Fayot, ici

présent, hat an den Debatten am Dezember 2002 gesot, dat wär d'Kasuistik. Dir musst Är Ried noliesen. Ech hunn et gemaach.

(Interruption)

M. le Président.- Här Krieps, den Här Fayot wëllt Iech sécher eng Fro stellen.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Neen, neen. Ech wollt dem Här Krieps soen, ech begréissen, dass e meng gesammelt Wierker ëmmer liest.

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Neen, ech muss soen, ech hunn awer nëmmen déi Debatt aus dem Dezember 2003 vun Iech gelies, well soss hätt ech de Mëtteg net kënnen zur Zäit heihinner kommen.

(Interruption)

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Ech wollt virufueren, andeems dass ech soe géif, dass mir tatsächlech par rapport zu der Zuel vun de Salariéen an dësem Land dee gréissten Undeel vu Mindestlounempfänger a ganz Europa hunn. Ech muss zwar soen, hei muss een an dësem Land och nach derbäisoen, dass mer awer eng Rei Sozialmesuren hunn, déi déi Zuel offiederen.

Och wa mir als DP dës Erhéijung ënnerstëtze vum SMIC, si mir frou wann eben och keng Referenz zum PIB gemaach gëtt. An deene leschten Debatten ass ëmmer gesot ginn, de Mindestloun soll mam Produit intérieur brut an d'Luucht goen. Ech géif mengen, momentan ass déi Evolutioun nëmme vum Finanzsecteur ofhängeg, an ech gleewen, dass dat eng schlecht Method wär.

Et ass sech effektiv an der Kommissioun opgereegt ginn iwwert deen Avis vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce. Ech muss awer soen, dass no deem Avis - no menger Roserei, well ech haaptsächlech geduecht hunn, se wéilten d'Accorde vun der Tripartite net respektéieren; wat a mengen Aen ondenkbar ass, - hunn ech dach virdrun hei de Statsminister héiere seng autokratesch Positioun an där Tripartite reaffirméieren. An do hätt ech guer net erwaart, dass een do dergéint géif virgoen. Mä ech mengen, déi Avis communs vun der Chambre des Métiers, déi si säit 1991 ëmmer déiselwecht, wann een déi noliese geet. Dat ass awer net esou schlëmm.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir als Demokratesch Partei denken awer och un déi méi wéi 100.000 Aarbechtsplazen, am Mëttelstand - haaptsächlech Horesca, Commerce an am Handwierk, wou dës Erhéijung, no der Erhéijung vun der Indextranche den 1. Dezember, awer ouni Zweifel eng Belaaschtung duerstellt. An dësem Zesummenhang wollt ech de Minister Biltgen froen, ob hien eng Etüd virleien huet, wat dann déi Mindestlounerhéijungen als Konsequenz op de strukturelle Chômage hunn, dat heescht op d'Ewechrationaliséiere vun onqualifizéierten Aarbechtsplazen, a wéi e Schnéiballeffekt déi Mindestlounerhéijungen op d'Paistrukturen an de Betriber hunn.

An, Här President, hätt den Här Biltgen déi Etüden net, géife mir mengen als Demokratesch Partei a mir géifen och voll ënnerstëtzen, dass hien dës Etüde soll an Optrag ginn an dass déi fäerdeg wären, ier déi nächst Mindestlounerhéijung kéim.

Mir soen natierlech dem President-Rapporteur Marcel Glesener Merci fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

M. le Président.- Wann Der scho beim Här Glesener sidd, erlaabt Dir eng Téschefro vum Här Glesener?

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Jo, ganz gären.

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur*.- Jo, Här Krieps, Dir hutt vollkomme Recht, datt Der déi Etüde verlaangt, mä zu engem allergréissten Deel leien déi Etüde vir a sinn am Rapport vun der IGSS dran.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Jo, neen, mä ech mengen, mir hätte gär prezis Zuelen. Dat ass esou een e bësse schwammege Rapport, deen een net richteg aschätze kann, well Dir wësst jo, datt, wa Betriber rationaliséiert...

(Interruptions)

...ginn, ginn déi onqualifizéiert Leit fir d'éischt Victime vun deene Mesuren.

An ech soen Iech natierlech och Merci, nodeem dass ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Castegnaro.

Une voix.- Da gitt Iech emol drun, fir den Här Kaes ze iwwerhuelen.

(Interruption et hilarité)

Une autre voix.- Loosse mer eis net provozéiere loossen.

(Interruptions)

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech versichen dann och meng Aufgab hei ze erfëllen, nodeem ech opmierksam nogelauschtert hunn, wat de Rapporteur gesot huet, an ech him och Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, och fir eng Rei Aussoen, déi ech absolut deele kann. Dat gëllt och fir den honorabele Kolleeg Kaes.

Méi Problemer hunn ech mat mengem Kolleeg, dem honorabelen Dokter Krieps, deen eigentlech an der Kommissioun eng ganz opgereegten Haltung par rapport zum Avis vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce ageholl hat, vun deem ech awer haut näischt dovun hei a senge mëndlechen Ausféierungen erëmfannen.

Mä dat si vläicht déi zwee Joer op der Ersatzbank, déi Dir verbruecht hutt, honorabelen Här Krieps, déi Iech e bëssen ofgeschwächt hunn, ...

(Hilarité)

...oder Dir hutt den Duerchbléck vläicht net méi esou richteg. Mä dee kënnt mat Sécherheet erëm zur Form op. Jee méi laang een hei ass, desto besser gëtt et.

(Interruption)

Jiddferfalls sinn ech der Meenung, dass dat wichteg ass: Déi 1,9% gi mat Sécherheet net duer, fir déi Verloschter, déi ab 1. Januar an de Revenuen antrieden, an ech kommen nach dorop zréck, auszegläichen.

Et géif mech natierlech staark interesséieren, d'Attitude définitive vun der DP kennen ze léieren, nodeem ech Äre Kongress rezenterweis och verfollegt an nogelies hunn, an ëmmer erëm héieren a liese vun der Eegeverantwortung an der Eegebedeelegung och vun de Salariéen, Här Krieps.

Wann dat bis eng Kéier antrëtt, da musse mer de Mindestloun ëm 30 oder 40% héijen, fir dass déi dote Leit net definitiv an dësem Land ënnert d'Rieder kommen.

Ech wëll direkt dobäi soen, de Mindestloun a besonnesch déi wäit iwwer 30.000 Leit, déi mam Mindestloun bezuelt ginn, déi sollt een net benotzen, fir ze polemiséieren. Duerfir ass déi Saach vill ze vill schued.

A wann een da seet: „Ech hu meng Meenung zum Avis vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce geännert, well ech erausfonnt hunn, dass déi vun 1991 un eigentlech ëmmer deeselwechten Text schreiwen." -, da wëll a muss ech drun erënneren, dass dëse Mindestloun e Bestanddeel vum Gesamtpak vun der Tripartite ass, d'Konditiounen also liicht geännert hunn an déiselwecht Beruffschamberen, déi do vertruede waren - direkt oder indirekt - d'accord waren, dass dës Kéier de Mindestloun no där Methodologie, déi mer kennen, géif gehéicht ginn. An et ass do, wou mer auserneelafen; et ass do, wou et net méi seriö ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen also haut iwwert déi 1,9% Erhéijung of. Dat ass eng Upassung, déi, an dat läit einfach am System, mat zwee bis dräi Joer Verspéidung geschitt, un déi allgemeng Lounentwécklung. An déi allgemeng Lounentwécklung, wann déi net méi héich war, ënnersträicht déi immens grouss Responsabilitéit vun de Gewerkschaften an de Lounverhandlungen a méi schwieregen Zäiten, fir net an d'Luucht ze dreiwen, mä Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Dat ass natierlech da schued, wann een d'Methodologie vum Mindestloun koppelt un déi allgemeng Lounentwécklung, well dann awer d'Saachen och do erëm eng Kéier auserneelafen.

An ech sinn d'accord, ech wëll dat nach eng Kéier soen: An engem Moment, wou den Index ofgebremst gëtt, wou d'Familljenzoulagen an aner Zoulagen désindexéiert ginn, da sinn déi 1,9% déi berühmten Drëps op engem waarme Steen. A fir déi Betraffe bedeit dat kaum eng Erhéijung vun hirer Kafkraaft, mä eng kleng, eng geréng an engem bescheidenen Ëmfank. An déi Mindestlounempfänger, déi wäerten da mat deenen 1,9%, plus déi 2,5% Index, déi se jo am Dezember kritt hunn, dat Geld, wat se dann awer méi hunn, gebrauchen, fir dat, wat un Taxen an aneren Erhéijungen op si duerkënnt, ofzebezuelen. An de Rescht wäert integral awer an de Konsum goen, well se da versichen, hir Liewensqualitéit trotz allem ze verbesseren.

Wéi grouss dee Spillraum ass, kann ech net selwer ausrechnen. E wäert net grouss sinn, mä dat, wat ganz sécher ass, ass, dass dat Geld, wat vun de Mindestlounbezéier an de Konsum geet, sech an de Keese vum Commerce a vum Handwierk erëmfënnt. An duerfir versteet een einfach de Lamento vun deene Leit net. Deen ass onbegräiflech an en ass och verwerflech, well en am Endeffekt dozou bäidréit an där Form, wéi et elo zu dësem Zäitpunkt geschitt, fir de soziale Klima zousätzlech ze vergëften.

A wat ass dann den eigentlechen Hannergrond, dee mat deem Veto vun deene Beruffschamberen do verfollegt gëtt? Nodeem ech jo gesot hunn, dass et e Bestanddeel vun dem Tripartite-Accord aus dem Fréijor war, da mengen ech haut kënnen ze soen, dass et eng Provokatioun ass, déi dozou soll bäidroen, fir déi schwiereg Verhandlungen iwwert den Eenheetsstatut opfléien ze loossen. Dat schéngt mer den eigentlechen Hannergrond ze sinn.

A wa muer déi sougenannte lescht Sitzung vun der leschter Chance ass, dann hoffen ech, dass do eng Eenegung fonnt gëtt. Am anere Fall erënneren ech drun, dass d'Regierung an der Flicht steet, a leschter Instanz dann déi richteg Décisioun och am Sënn vum Accord tripartite ze huelen, nämlech den Eenheetsstatut realiséieren.

Mä déi Attitüd vun deenen zwou Patronatsberuffschamberen, dat ass e Wuertbroch, dee provokativ ass an deen ebe Géigereaktioune wäert provozéieren. An et däerf een d'Fro ganz haart stellen: Wéi steet et mat der Responsabilitéit vun deene Patronatschamberen, wa se iwwert den Ëmwee vun den Äermsten an eiser Gesellschaft Sträit ëm de Statut unique eigentlech wëllen ausléisen?

Dat ass onfair an dat ass inakzeptabel. Dëst Parlament wäert also mat grousser Majoritéit Jo stëmmen. Mir hu jo héieren, dass och eis Kolleeginnen a Kolleege vun der DP Jo wäerte stëmmen, also wäert dëst Parlament mat enger grousser Majoritéit déi Mindestlounerhéijung hei décidéieren. Ech ginn dovun aus, dass déi aner Parteien dat och maachen.

Mä op där anerer Säit soll een a muss een drun erënneren, dass déi fundamental Diskussioun iwwert de reellen Niveau, iwwert déi reell Héicht vum Mindestloun zu Lëtzebuerg aussteet. Déi strukturell Debatt, wou een natierlech vill Zuelematerial och brauch an och net brauch, mä déi strukturell Debatt, wéi héich muss dann de Mindestloun sinn, wéi héich och dat garantéiert Mindestakommes muss sinn an der Relatioun och mat der Kafkraaft. A mat Kafkraaft mengen ech do net nëmme Geméis akafen ze goen a Fleesch, mä ech mengen domat och iwerhaapt dezent liewen ze kënnen, anstänneg, dezent wunnen ze kënnen, Kanner erzéien ze kënnen, Kanner an d'Schoul schécken ze kënnen. Do drängt sech eben esou eng fundamental Debatt op.

An da muss een d'Miesslat och entspriechend héich leeën, well am Endeffekt jo dee richtege Mindestloun eng immens Viraussetzung ass, fir d'sozial Kohesioun an dësem Land op Dauer ze garantéieren, awer och eng Viraussetzung ass, fir d'Aarmut - wou mer jo aner Statistiken hunn, déi eis weisen, dass d'Aarmut zu Lëtzebuerg permanent an d'Luucht geet - net nëmmen ofzebremsen, mä erofzekréien. An am Endeffekt ass och e seriöe Mindestloun en Instrument wat dozou bäidréit, dass een eng Zweeklassegesellschaft do och verhënnert kritt.

An ech wéilt eis selwer un d'Regierungserklärung erënneren, wou d'Regierung seet: «Le Gouvernement reste attaché au mécanisme de la revalorisation du salaire social minimum à un rythme biennal sur base des rapports techniques établis à cette fin. En parallèle, il fera étudier si le niveau actuel du salaire social minimum est adapté aux réalités sociales et économiques.» An da stellen ech d'Fro: Wou ass dann d'Etüd? Hu mer se schonn ugefaangen? Wéini kënne mer se gesinn a wéini kënne mer doriwwer diskutéieren?

An deem Zesummenhang, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass et och noutwendeg, dass ee Kloerheet huet a Bezuch op déi ugemellten Aféierung vun engem sougenannte Crédit d'impôts, dee jo och an de leschten Deeg hei oft ugeschwat ginn ass, wou d'Fro däerf gestallt ginn, éischtens: Wat soll dann dee Crédit d'impôts duerstellen? Wéi soll e fonctionnéieren? Wie soll e kréien? An zweetens: Wéini soll en dann a Kraaft trieden? Well mer jo ab 1. Januar, wéi mer et selwer wëssen, eng Rei Décisiounen hunn, déi sech negativ op d'Kafkraaft wäerten auswierken.

Duerfir ass et also scho bedeitend, dass déi Belaaschtung op där enger Säit kéint opgefaange ginn duerch e Crédit d'impôts, deen dann iwwert d'Mindestlounbezéier de Kleng- a Mëttelverdénger kéint zegutt komme wéi eng Ausgläichsmoossnam. An da muss se kuerzfristeg décidéiert ginn, dann däerfe mer net nach vill Zäit domat verléieren.

An da mengen ech awer och, dass ee misst gegebenenfalls och erëm iwwert d'Negativsteier als Alternativ kënne schwätzen. Et soll een dat net aus den Ae verléieren. Ech iwwersinn de Crédit d'impôts fir de Moment net, an duerfir däerf dat anert net auf immer und ewig ausgeschloss sinn, mä muss kënnen eng Alternativ sinn. De Crédit d'impôts oder, wéi ech gesot hunn, d'Negativsteier, dat soll jo dann och eng selektiv Moossnam sinn, déi der reeller Situatioun vun hiren Empfänger Rechnung muss droen, also der Héicht vum Akommes, dem Familljestand an der Kannerzuel an anere Kritären, déi jo da wäerte misse festgeluecht ginn.

Et geet also drëms, déi dach sozial ongläich ausgeriichten Tripartite-Spuermoossnamen, déi esou si wéi se sinn, auszegläichen. An ech kann ëmmer nëmme soen: D'Zäit leeft fort, mir mussen do eppes iwwert déi 1,9% Mindestlounerhéijung ewech ënnerhuelen. A wann ech et an de Wierder vum Statsminister haut de Mëtteg soen - hien huet gesot, eppes amplaz setzen -, dat bitt sech hei bei de Mindestloun- an aneren Akommesbezéier mat niddregem Akommes mat Sécherheet un.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi nei Methodologie seet eis also, dass mer 32.549 statt 46.000 Bezéier vum Mindestloun a mindestlounähnleche Léin hunn. Dat seet eppes an et seet awer laang net alles aus. Et kann ee mat Zuelen natierlech spillen, a mir wëssen alleguer, wa mer och d'Deierecht a Betruecht zéien, wéi se einfach zu Lëtzebuerg an alle Gebidder ass, dass och déi, déi 10, 20, 30 a 40% méi wéi de Mindestloun hunn, beileiwe keng Groussverdénger sinn, mä dass déi immens Problemer hunn a wäerte kréie mat all deem wat op se duerkënnt, wat op eis duerkënnt.

Ech wëll awer och soen, wat déi Tripartite-Beschlëss, déi geholl gi sinn dëst Joer, ubelaangt, an de Statsminister huet och mat Recht drop higewisen, dass nach ënnert där viregter Regierung déi Diskussiounen iwwert d'Kompetitivitéit a wéi kann ech d'Betriber nach méi fit maache gefouert gi sinn. A wann een d'Betriber méi fit mécht, da mécht een eigentlech d'Salariéë méi aarm. Dat ass déi Gläichung, déi do meeschtens da geduecht oder ugeduecht gëtt.

Da soen ech, dass an där Tripartite vill Responsabilitéit vun de Sozialpartner iwwerholl ginn ass. An et géif riskéieren dramatesch ze ginn, wann dat, wat un Ausfäll elo kënnt, dann op eng Kéier misst iwwert d'Kollektivverträg integral agedriwwe ginn. Da geet déi Rechnung do jiddefalls fir d'Betriber net méi op. Fir de Stat ëmmer, deen zitt Steieren a vun allem wat u Méieinnahmen erakënnt.

Mä mir mussen awer an där Gesamtpolitik wierklech iwwert d'Selektivitéit - déi ass och e bëssen zynesch de Mëtteg ugeschwat ginn - an der Sozialpolitik vill méi rieden a besonnesch och duerno handelen.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, mir lamentéieren, wann ech dat och däerf soen, oft driwwer, déi eng méi offen, déi aner méi verstoppt, dass vill ze vill Grenzgänger oder ëmmer méi Grenzgänger géifen agestallt ginn um Aarbechtsmaart statt Résidenten. An an deem Zesummenhang hunn ech viru 14 Deeg an enger Wochenzeitung eng geféierlech Iwwerleeung gelies, déi net hätt missen onbedéngt ofgedréckt ginn, well dat kommentarlos gemaach ginn ass. Déi Iwwerleeung ass an deem Sënn gemaach ginn, dass een eigentlech misst d'Grenzgänger strofen, andeem een hinnen nëmme géif 80% vum gesetzleche Mindestloun ginn. Dat géif se also ofschrecken.

Ech fäerten, dat wär e Schoss, deen no hanne géif lassgoen, well se da jo nach méi bëlleg an domat méi attraktiv géife ginn an et mat Sécherheet Grenzgänger a Patrone gëtt, déi sech do ganz wuel an där Roll kéinte fillen. Dat ass en absurde Gedankegank, deen ass och onsolidaresch an och

inakzeptabel, well e geféierlech ass, an duerfir muss een och op esou Saachen oppassen.

A wann ech e fréiere Kolleeg hei aus dem Haus dann där Deeg am „Tageblatt“ gelies hunn, dee seet, dass den Duerchschnëttsloun a Frankräich net méi héich wier wéi de Mindestloun hei zu Lëtzebuerg, dann ass dat absolut näischt wäert. Ofgesinn dovun, déi eng hunn eng Force de frappe, mir hu keng, mir kënnen eis e bësse méi leeschte wéi anerer, well mer aner Chargen net hunn, déi déi erëm hunn. Mä déi Vergläicher, wëll ech nëmme soen, si geféierlech, well se zu Gedankegäng féieren, déi mat Sécherheet net déi sinn, wou deen, deen dat doten da geschriwwen huet, gemengt huet, mä dat kann allerhand Reaktiounen ausléisen, déi net onbedéngt noutwendeg sinn.

Erlaabt mer och nach drop hinzeweisen, dass mer muer jo iwwert déi vun der Tripartite zweegedeelten a mat Verspéidung ugewannte Rentenajustementer wäerten ofstëmmen. A mir hu gëschter gesinn, dass déiselwecht Patronatschamber - elo misst ech dat nokucken, wéi den honorabelen Här Krieps, ob dat dann och schonn zënter 1991 esou gemaach gëtt - och e Veto ageluecht huet géint deen ofgeschwächten, ofgebremsten Ajustement. An ech fannen dat schockant an eng regelrecht Provokatioun an et ënnersträicht, dass eng ganz Rei vu Patronen, besonnesch déi, déi d'Patrone vertrieden, wéineg Responsabilitéitsgefill mat esou enger Attitüd beweisen. Och dat do ass jo e Stéck vun deem Tripartite-Pak, deen do ausgehandelt ginn ass.

An ähnlech Attitüde vun deenen zwou Beruffschambere wéi beim Mindestloun fënnt een och beim Ajustement. Wat wëll ech domat soen? Mä déi zwou Chambere vum Patronat stelle jo net nëmmen d'Erhéijung vum Mindestloun a Fro. Si stellen de Mindestloun als solchen a Fro! An an hirem Avis zum Rentenajustement maache si genee datselwecht! Do stelle se de Prinzip vum Ajustement a Fro a si leeën nach eng drop, well dat esou kuerz viru Chrëschtdag sech jo ganz gutt mécht. Si soen, iwwerhaapt dee ganze Rentesystem muss reforméiert ginn an däerf net esou bleiwe wéi en haut ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass eng Haltung, déi ganz geféierlech an duerfir inakzeptabel ass, an et muss een och do den Ufänk wieren, et muss een do och an dësem Haus déi richteg Signaler setzen, fir dass mer net op eng Kéier ufänken alles ze liquidéieren oder alles a Fro ze stellen, wat mer awer a jorzéngtelaanger Klengaarbecht an haarder Aarbecht opgebaut hunn, a wou mer eis immens wuel gefillt hunn a wou mer fonnt hunn an eis bretzen, dass de soziale Fridden zu Lëtzebuerg deen ass, deen en ass. Mä en ass et jo nëmmen duerch dat an duerch villes aneschters. A wa mer ufänken eent nom aneren ze liquidéieren oder ze verschlechteren, jo, da kréie mer Onrou. Da wäerten d'Gewerkschafte sech aneschters musse wieren, fir déi beschtméiglech Interessivertrieder ze sinn.

Et ass an dësen Deeg jo hei op dëser Tribün scho vill iwwer Sozialofbau geschwat ginn, iwwer soziale Kalschlag, iwwert den Ufank vum Enn, wat d'Sozialnetz ubelaangt. De Regierungsprogramm gesäit dat alles net esou vir, an dat kann och esou net a Fro kommen. Iwwert déi Tripartite 2006, déi d'Responsabilitéit an engem dach deemools breede Konsens iwwerholl huet, sollten d'Partner sech elo net an ze vill Nachhutgefechter verléieren. Déi Entscheedungen, déi si virbereet hunn, musse mir hei ofstëmmen an ëmsetzen. Mir wëssen dat. Dat ass jo d'Aufgab vum Parlament.

Mir si frou, wa se et méiglechst gutt virbereeden an eis alles dat, wat mir vill méi schwiereg hei géifen diskutéieren, eigentlech scho mondgerecht presentéieren. Et leeft elo liicht duercherneen, och opgrond vun deem wat ech virdru gesot hunn. Mä ech wëll nach eng Kéier soen: Déi Décisiounen, deen Deel, dee wéi deet, dee soll engem awer och de Respekt ofverlaange vun deenen dräi Parteien, déi an der Tripartite verhandelt an diskutéiert hunn, déi also och scho Responsabilitéit fir dëst Land iwwerholl hunn; och wann déi Responsabilitéit ville Leit wäert vill wéi dinn.

Mä am Endeffekt ass et jo ëm dat gaangen, wat mir oft hei an deem Haus umahnen, nämlech ëm d'Interesse vun den zukünftege Generatiounen. D'Jugend vun haut, déi denkt jo net un hir Pensioun, an déi denkt och net un de Pensiounsalter, mä déi denkt prioritär driwwer no, ob se eng Aarbecht fënnt, a wa se eng huet, ob se déi méiglechst laang ka behalen, sech eng Existenzgrondlag kann opbauen an domat e séchert Fundament, wou se hiert ganzt Liewen an dat vun hirer Famill mat kann opbauen. Et steet mir net zou mech zu den Tripartitesaccorden esou ze äusseren, a scho guer net se ze bewäerten, ausser déi unerkennend Wierder, déi ech un d'Adress vun deenen, déi Responsabilitéit iwwerholl hunn, ausgedréckt hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, déi Mindestlounerhéijung vun haut, den Ajustement vun de Renten an de Pensioune mar, ass also eng agréabel Ausnahm par rapport zu deem, wat mer an de leschte Stonnen diskutéiert hunn. D'Chrëschtkëndche kënnt da schlussendlech awer elo, wann och mat engem Kuerf, dee vläicht nëmmen hallef voll...

(Interruption)

...oder e bëssen eidel ass; mä ëmmerhin. Am Numm vun der LSAP-Fraktioun wëll ech soen, dass mir natierlech fir dat Gesetz do stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Mir héieren elo d'Madame Loschetter fir de Grupp vun deene Gréngen. Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 1.1.2005 hate mer de Mindestloun ëm 2% un d'Deierecht adaptéiert. Den 1.1.2007 adaptéiere mer de Mindestloun ëm 1,9%. Dat wäert dann och déi eelefte Kéier sinn, wou deen Automatismus gemaach gëtt. Lëtzebuerg ass eent vun den 18 EU-Länner, dat e Mindestloun huet. Mir sinn dat Land - dat gëtt eis jo ëmmer gesot - mat deem héchste Mindestloun. Mir sinn awer och gläichzäiteg dat Land mat där héchster Ratio, dat heescht de Coût salarial moyen verglach mam Mindestloun an der EU.

Just zwou Zuelen, déi awer impressionant sinn, déi een och am Rapport erëmfënnt: D'Paie vun de Banke sinn an der Moyenne fënnefmol méi héich wéi de Mindestloun, an an der Fonction publique véiermol méi héich wéi de Mindestloun. Verschidden nei Momenter kommen haut an den Zuelen a Statistiken eraus, an dëst ass bedéngt - dat huet de Rapporteur och gutt erklläert - duerch eng nei, an eisen Aen, eng méi transparent an och méi eng prezis Berechnung vun de Leit, déi Mindestlounbezéier sinn.

Zum Beispill huet sech d'Statistik verschäerft op d'Populatioun Fraen. Et gi méi Fraen, déi Mindestlounbezéier ginn; virdru waren et der scho méi, elo sinn et der nach méi; an de façon croissante déi jonk Salariéen. D'Statistik huet sech och verstäerkt, wat d'Secteure vun de Mindestlounbezéier betrëfft. D'Secteuren Hôtellerie, Restaurant, Café bleiwe bei Wäitem d'Secteuren, zesumme mat de Baueren a Wënzer a Gäertner, mat deene meeschte Mindestlounbezéier. Dat war och virdru schonn esou. Dat ass elo just nach e bësse méi prezis esou, an e bësse méi.

Ganz beonrouegend sinn awer an eisen Aen d'Secteure Services collectifs et sociaux, d'Déngschtleeschtungssecteuren, wou all Fënnefte mëttlerweil an deem Secteur e Mindestlounbezéier ass. Dat ass och eng Augmentatioun par rapport zu där leschte Kéier, soubal een dann och déi aner Berechnung mat a Kaf hëlt. Do ass den Désavantage, oder besser gesot d'Diskriminéierung, bei de Fraen och carrément inakzeptabel ginn. D'Männer verdéngen 49,3% méi wéi d'Fraen, eleng an deem dote Secteur.

Et ass och beonrouegend ze wëssen, datt iwwer 8% vun de Stéit als aarm agestuuft ginn, obwuel se schaffen. Mäi Kolleeg Claude Adam wäert am Januar dann och nach eng Kéier a senger Interpellatioun iwwert d'Aarmut méi prezis dorop agoen. Mä ech denken an engem Land, wou bal 10% vun de Stéit als aarm agestuuft ginn, ass dat och net näischt, an et sollt eis och an deem heite Kontext ze iwwerleeë ginn.

Ech denken, datt dës konkret Beispiller aus dem reelle Liewe weisen, datt et wichteg, richteg an noutwendeg ass, datt mer e Mindestloun am Land hunn, an datt mer och e System hunn, deen et eis erlaabt, deen un d'Deierecht ze adaptéieren.

Mir deelen och déi méi moderéiert Kritik vum Statsrot an och déi manner moderéiert vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, déi dann och soen, ënner anerem - ech kommen op déi aner och nach eng Kéier zréck -, datt de Stat net genuch organiséiert ass, fir zousätzlech Daten ze analyséieren: wéi zum Beispill d'Nationalitéit, d'Tranche d'âge, de reellen Impakt op d'Assiette vun de Cotisation-sociale, den Impakt op déi aner Salairen, esou wéi den Drock entsteet.

Ech wëll och net agoen op den Avis vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers; dat ass schonn in extenso hei gesot ginn. Ech deelen och d'Bemierkunge praktesch vun alle Leit, déi virdru geschwat hunn. Dat war schonn e staarkt Stéck, fir déi Sätz do an hirem Avis ze liesen.

Mir wëllen awer als gréng Fraktioun - a mir soen dat ëmmer erëm, a mir maachen ëmmer erëm drop opmierksam, datt mir all Kéiers am Kader, ënner anerem och vu Mindestlounadaptatiounen - soen, datt mer och trotzdeem kënnen deene Kleng- a Mëttelbetriber hir Besuergnis verstoen. De Mindestloun trëfft si nämlech ëmmer erëm méi wéi vläicht Groussbetriber. De Commerce, d'Déngschtleeschtungen, d'Baueren-, d'Gäertner-, d'Wënzerbetriber sinn déi Secteuren, déi vill méi aarbechtsintensiv si wéi déi aner. Et sinn och déi Secteuren, déi ëmmer erëm - a si sollen et jo elo méi wéi bis elo - eis Partner sinn; ënner anerem an der Beruffsausbildung.

Dofir denke mir, datt et batter noutwendeg ass, sech seriö Gedanken ze maachen iwwert déi onéquilibréiert Verdeelung vum Coût salarial an eiser Aarbechtswelt an hir Répercussiounen op d'Ekonomie. Wa mir an Zukunft weider un dësem System esou festhalen - ech hunn dat schonn eng Kéier hei uewe gesot -, wou haaptsächlech de Facteur Aarbecht finanziell belaascht gëtt, riskéiere mir:

- éischtens, effektiv, an dëst mat oder ouni Diskussiounen iwwert de Mindestloun, d'Kreatioun oder d'Bäibehale vun den Aarbechtsplazen an deene Secteuren net ze förderen;

- zweetens, datt déi Kleng- a Mëttelbetriber seriö benodeelegt gi par rapport zu grousse Boîten, déi proportionell net esou aarbechtsintensiv sinn; an

- drëttens kënne mir an Zukunft net ausschliesslech - denken déi Gréng - iwwert de Wee vun der Berechnung vun de Cotisations sociales um Facteur Aarbecht eise Sozialstat erhalen; op jidde Fall net wa mer wëllen déi fir eis esou wichteg Cohésion sociale weider fleegen.

Mir vertrieden och als Gréng, datt et haut noutwendeg ass iwwer Lounniewekäschten ze diskutéieren, iwwer eng nei a méi équilibréiert Participatioun, an och d'Redistributioun vun de Sozialleeschtungen, wou net nëmmen, oder net haaptsächlech de Facteur Aarbecht zu de finanziellen Ofsécherunge vun eisem Sécherungssystem bäidréit.

Mir sinn als Gréng der Iwwerzeegung, datt nei, aner Weeër, zum Beispill wéi eng Wertschöpfungsabgabe oder eng Ekosteier, wichteg Piste sinn, fir an Zukunft eise Sozialstat ze garantéieren a virun allem fir déi aarbechtsintensiv Kleng- a Mëttelbetriber ze entlaaschten.

Dës Bemierkunge gesot, dierfe mer net vergiessen, datt e Mindestloun aus der Siicht vun deem, deen e kritt, awer nach ëmmer nëmmen e Mindestloun ass, dat heescht e Salaire social minimum. Dat heescht, dat ass den absolute Minimum, wat e Mënsch brauch hei an dësem Land, fir ze iwwerliewen.

Dofir si mir der Meenung, datt et eng wichteg an noutwendeg Saach ass, e Mindestloun ze hunn, an datt den Automatismus vun der Adaptatioun un d'Deierecht och eng wichteg Saach ass. An domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, all zwee Joer esou ëm dës Zäit, dann zéie mer hei déi Diskussioun duerch, wa mer de Mindestloun un d'Deierecht upassen. D'Lounentwécklung, déi mer am öffentlechen an am Privatsecteur an deenen zwee Joer virdrun an der Realitéit erlieft hunn, ass esou, datt et dës Kéier laut den aktuelle Berechnungen 1,9% ausmécht, déi d'Mindestléin dann elo op den 1. Januar géhéicht ginn.

De Kolleeg Marcel Glesener, deem ech wëll Merci soe fir säi Rapport, huet eis mat enger ganzer Rei vun Zifferen hei gedéngt, an och a sengem schréftleche Rapport kann ee villes noliesen, wat eis erspuert, dorobber anzegoen.

Datt de Mindestloun regelméisseg ugepasst gëtt, mengen ech, doriwwer si mer eis heibannen eens; datt dat eng Noutwendegkeet ass, datt e grad elo ugepasst gëtt, datt dat méi wichteg ass wéi jee virdrun, doriwwer - géif ech mengen - misste mer eis och heibannen eens ginn.

Wann den normale Mindestloun vun 29 Euro an de qualifizéierte Mindestloun vu 34 Euro duerch dëst Gesetz vum 1. Januar un an d'Luucht ginn, dann ass dat an der Realitéit nëmmen eng Drëps, wann ee gesäit, wat déi Leit am Fong och musse vum 1. Januar u weider bezuelen.

Eleng d'Erhéijung vun der Fleegeversécherung vun 1 op 1,4% bedeit, datt déi Leit do och musse sechs Euro de Mount weider bezuelen.

Mir gi jo awer och dovun aus, datt all Mënsch hei am Land en Auto huet, et muss kee ganz décken Auto sinn, mä en normalen Auto. A wa mer kucken, wat d'Autossteier d'nächst Joer an d'Luucht geet, dann ass eleng duerch déi zwee Facteuren, deem vun der Augmentatioun vun der Fleegeversécherung an deem vun der Augmentatioun vun der Autossteier, praktesch déi ganz Augmentatioun, déi mer hei zouschloen, schonn opgeschafft.

Da schwätze mer net vun deenen anere Moossnamen, déi och déi Leit do treffen, a wou dann ënnert dem Stréch déi Leit weider rechnen. Duerfir, wa mer soss gesot hunn, datt am Fong de Mindestloun eng Augmentatioun ass, fir och kënne méi an de Konsum ze investéieren - well dat si jo an der Regel déi Leit, déi hiert Geld och heiheem ausginn, déi gi jo net mat deene puer Euro, déi se weider am Mindestloun kréien, an d'Vakanz, mä déi ginn hiert Geld an der Regel hei aus -, da stëmmt dat dës Kéier net.

Am Fong kann net méi an de Konsum duerch dës Augmentatioun ausgi ginn, mä eventuell kann dee Pak, deen d'Leit hate fir ze konsuméieren, zu engem groussen Deel beschtefalls erhale bleiwen.

Ech mengen, Här President, datt mer ëmmer Leit kréien, déi derfir sinn, a Leit, déi dergéint schwätzen. Dat schéngt mer an engem Stat, wou et och géigesetzlech Interesse gëtt, eng Normalitéit ze sinn. Och datt d'Gewerkschafte massiv derfir plädéieren an d'Patronat dergéint plädéiert, schéngt mer eng normal Gepflogenheet an engem demokratesche Stat ze sinn.

Et ass jo net nëmme beim Mindestloun,...

(Interruption)

...mä et ass an allem.

Une voix.- Et ass wéi am „Tageblatt“!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et ass wéi am „Tageblatt“,…

La même voix.- Voilà!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- …just datt d'„Tageblatt“ heiansdo gutt schreift.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Neen, neen, et ass exactement esou.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wéi d'„Tageblatt“, dat heiansdo gutt schreift, mä Dir follegt dem „Tageblatt“ net genuch, Här Castegnaro,...

(Hilarité et interruption)

...mä soss, géif ech soen, hätt Der Recht an där doter Ausso.

Op jidde Fall, Här President, ech wëll hei soen, datt mer awer eng Tripartite haten, déi en Accord gemaach huet, dee vun de Sozialpartner esou akzeptéiert ginn ass, an da geet een och dovun aus, datt déi sollen dozou stoen.

Ech géif och mengen, datt déi Leit, déi do an de Federatioune sëtzen, dat si jo e bëssen, esou wéi och an de Gewerkschaftsspëtzen, Strategen, déi schéisse jo ëmmer Feiler mat engem gewëssenen Zil a schéissen och fir eppes aneschters ze bewierken. A wann elo vläicht e bëssen iwwerspëtzt do och vun der Patronatssäit geschoss ginn ass, dann ass dat och iergendwéi eng Taktik, déi do derhannert stécht, wéinst aneren Négociatiounen, déi am Ableck lafen, net vläicht zulescht souguer dem Eenheetsstatut.

Fir awer dann heihinner ze kommen, wéi de mandatéierte CSV-Spriecher dat gemaach huet, an einfach hei ze deklaréieren, datt d'Patronat einfach gären all Frang oder all Sou an d'Täsch géif stiechen an näischt erausginn, dat hunn ech awer trotzdeem e bëssen e staarkt Stéck fonnt. Ech mengen, dat ass net d'Absicht vun de Betriber, well d'Betriber hunn och en Intérêt drun, datt hir Leit zefridde bei hinne schaffen.

Ech wollt dem Här Kaes dat soen, Här President,...

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*-...et ass net all Kleng- a Mëttelbetrib, dee seng Leit kann einfach esou bezuele wéi den Här Kaes dat a senger Beschäftegungsinitiativ mécht.

Do sinn et de Steierzueler, de Stat an d'Gemengen, déi bezuele wat dat kascht, an do brauch weider net gekuckt ze ginn, ob d'Rechnung opgeet. E Betrib, e Kleng- an e Mëttelbetrib, dee seng Leit muss finanzéieren, dee muss och kucken, datt iergendwéi d'Rechnung ënnert dem Stréch opgeet, fir datt de Betrib kann iwwerliewen a fir datt hien och ka weider Leit beschäftegen an och weider ka Mindestléin bezuelen. Et ass also net esou einfach.

Et wier vläicht besser, wann den Här Kaes géif kucken, datt seng Beschäftegungsinitiativ och géif laut privatrechtleche Kritäre fonctionnéieren. Ech géif mengen, da wier hien een, dee vill Problemer hätt déi nächste Kéier mat der Mindestlounaugmentatioun.

Här President, dat gesot, géif ech awer mengen, datt mer en Intérêt hunn, fir hei Begleetmoossname fir déi sozial Schwaach am Land ze maachen.

Ech sinn och duerfir frou, datt de Kolleeg Castegnaro hei d'Negativsteier ugeschwat huet. Ech hu beim Budget scho gesot, datt ech bei de Sozialisten och an de Budgetsdebatte schonn eng Ouverture an déi Richtung fonnt hunn. Mir solle weider an déi Richtung diskutéieren, well mer wierklech do kënnen e sozialen Ausgläich maache fir déi Leit, déi et hei am Land am néidegste brauchen, an dat kënnen iwwert d'Steierpolitik maachen an domadder net d'Betriber zousätzlech belaaschten.

Op där anerer Säit géif ech nach an där leschter Minutt, déi ech hunn, soen, datt mer och en Intérêt hunn, an Europa weider drop ze insistéieren, fir sozial Mindestnormen ze kréien. Mir hunn 18 Länner an Europa, déi e Mindestloun hunn.

Wa mer dëser Deeg d'Debatten an Däitschland kucken, da gesi mer, datt grad d'CDU/CSU am Fong eng formell Oppositioun géint eng Aféierung vun engem soziale Mindestloun an Däitschland mécht, wat sécherlech op europäeschem Plang d'Diskussioun net méi liicht mécht.

Mir hunn awer en Intérêt, fir ze kucken, datt mer insgesamt sozial Mindestnormen an Europa kréien. Wa mer déi kriten, och wann déi muer dann net op eisem Niveau wieren, wier dat awer en Ufank, a wann een déi lues a lues géif opbesseren, da géif dat och eise System laangfristeg oder mëttelfristeg méi ofsécheren.

Dat gesot, Här President, wëll ech d'Zoustëmmung och vun eisem Grupp hei zu dësem Gesetz bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, Här President, mäi Grupp, dee freet sech, a wat fir eng Gesellschaft dass ech hei eragerode sinn.

(Hilarité)

Déi eng Gewerkschaftler, déi vertrieden hei, verdeedegen hei a stëmmen d'Indexmanipulatioun. An da kënnt een hannendrun, dee vertrëtt d'Patronat. Ech verstinn d'Welt net méi.

Bon, dat gesot, Här President, wat ass de Mindestloun? Ma dat ass ganz einfach: Et geet net duer, fir ze liewen, an et ass ze vill, fir ze stierwen. Net méi an net manner ass et.

An ech stelle mer d'Fro, wa sech hei esou vill opgereegt gëtt iwwert d'Patronat, wéi elo d'Chambre de Commerce, déi am Fong dat jo scho jorelaang mécht an hir Roll do spillt, fir ëmmer erëm doranner ze stëppelen, firwat dass hei verschidde Leit sech opreegen, firwat dass déi elo esou schéissen.

Ech reege mech driwwer op, wéisou dass d'Gewerkschaften et zougelooss hunn, dass e Mindestloun, e Rentenajustement an en Index, wat am Fong Automatisme sinn, fir un d'Deierecht unzepassen, fir deene klenge Leit eppes Besseres ze ginn, wéisou dass se zougelooss hunn, dass do an der Tripartite iwwerhaapt driwwer diskutéiert ginn ass.

Et soll dach kee sech elo hei driwwer opreege kommen, wann d'Patronat dat mécht, wat et ëmmer gemaach huet, a si sinn déi, déi hei zougelooss hunn, dass an enger Tripartite iwwerhaapt iwwer Saachen diskutéiert gëtt, déi eng permanent Upassung un d'Liewenskäschte waren, dass dat iwwerhaapt zougelooss ginn ass, dass dat eng Diskussioun an der Tripartite ginn ass.

Dat si gesetzlech festgeluechten Upassungen, de Mindestloun, de Rentenajustement an den Index, a si solle sech elo net hei opreege kommen, wann anerer just dat maachen, wat se ëmmer gemaach hunn.

Si hu sech hei driwwer opgereegt, vläicht fir hiert eegent Versoen an der Tripartite ze verstoppen. Dat ass et wat hei emol kloer muss gesot ginn.

An da kucke mer déi 4,4%, déi déi Leit, déi de Mindestloun kréien, elo bäikréien. Do soe se, déi 1,9 mam Index vun 2,5 zesumme 4,4, déi déi elo vum 1. Januar u kréien, déi géifen dem Konsum zegutt kommen.

Wat fir engem Konsum? Den Taxenerhéijunge vun de Gemengen? Oder den Erhéijunge vun de Loyeren? Mat deem Konsum, do kënne se sech net vill kafen!

Just dass de Misär méi grouss gëtt a keen do ass, deen eppes dergéint ënnerhëlt. An et gëtt och keng Kompensatiounen. E gëtt hei vun engem Steierkredit geschwat, vun Negativsteier, awer kee weess, wéi se soll ausgesinn, a kee weess och, wéini dass se soll kommen. Dat sinn esou Aussoen, déi de Statsminister dann einfach emol an de Raum stellt, an da gëtt laang driwwer diskutéiert, awer et geschitt ni eppes.

Oder wéi hien d'Verduebelung vun den Heizkäschtenzoulage versprach huet. Dat huet de Statsminister och versprach. Doriwwer huet hei kee geschwat. Wéini kommen déi dann? Ass dat wat de Statsminister seet dann elo eppes, wou ee sech kann drop verloossen a wat iergendwann eng Kéier kënnt? Well et ass jo awer esou hei Usus, wann deen eppes seet, da lafen déi meescht hannendru wéi Mippercher, op jidde Fall, an hien décidéiert da wéini dass et kënnt oder wéini dass et net kënnt.

Wann ech awer, ech hunn dat schonn e puermol gesot, iwwert d'Erhéijung vum Mindestloun schwätzen, da stellen ech mer awer ëmmer d'Fro iwwert de Wäert vun der Aarbecht hei am Land. An doriwwer muss emol eng Kéier diskutéiert ginn, well ech mer einfach ëmmer Froe stellen, ouni elo de Mindestloun, d'Héicht vum Mindestakommes a Fro ze stellen, wéi et méiglech ass, dass eng Famill mat zwee Kanner, an déi allen zwee doheem sinn, am Mindestakommes méi hunn, wéi e Mindestlounbezéier wou ee schaffe geet. Do stëmmt d'Relatioun net.

Do kann een natierlech dergéinthalen a soen, hei lauschter emol, dee ka jo awer och d'Mindestakommes ufroen. Mä ass et da schonn ewell esou, fannt Dir dat dann normal, dass een, dee schaffe geet, och nach muss biedele goen, fir datselwecht ze kréien, wéi een, deen net schaffe geet? Dat ass d'Fro, déi mer eis awer an Zukunft eng Kéier musse stellen, iwwert de Wäert vun der Aarbecht hei am Land.

Well wa mer gesinn, wa mer eis och rühme mat deene villen Aarbechtsplazen, déi mer hei am Land schafen, da musse mer kucken: Mä wat fir eng Aarbechtsplaze schafe mer dann? Ma déi meescht, dat sinn der mam Mindestloun. Dat si Leit, déi beschäftegt gi mam Mindestloun.

Dat meescht si Grenzgänger. Mir kréien eis Leit hei op eisem Aarbechtsmaart net ënnerdaach, well mer einfach entweder soen, si wären net qualifizéiert oder si géifen ze vill verlaange fir hir Aarbecht. Ech mengen et sinn awer e puer Gewerkschaftler heibannen, déi sech nach kënnen erënneren an de 70er Joren oder an de 60er Joren, wéi d'Patronen den Aarbechter nach nogelaf sinn, fir dass se bei se schaffe sollte kommen, an ugebueden hunn a gesot hunn: Wat häss de gär, wat frees de fir bei mech schaffen ze kommen?

Haut ass et just ëmgedréint. Haut arrangéiert dat natierlech déi Multien alleguer, dass mer méi Leit hu mam Mindestloun, dass mer méi Leit am Chômage hunn. An et ass och doweinst, dat sinn och d'Ursaachen, firwat dass keen interesséiert ass eppes dorunner ze änneren, a scho guer net d'Patronat.

Duerfir soen ech awer elo hei ganz kloer: Dee Mindestloun hei ass eng normal Upassung un d'Deierecht an däerf net a Fro gestallt ginn, esou wéi och de Rentenajustement net hätt dierfen a Fro gestallt ginn an esou wéi och den Index net hätt dierfen a Fro gestallt ginn. A wann déi Leit, déi ëmmer hei déck optrieden a sech ausgi wéi wa se déi kleng Leit an d'Aarbechter géife vertrieden, hir Verantwortung iwwerholl hätten, da wär esou eppes ni zur Diskussioun komm an dann hätt d'Patronat och keng Argumenter kritt, fir elo aus där anerer Richtung erëmzeschéissen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, dass ech hei eng Unanimitéit spieren, fir de Mindestloun un d'Entwécklung vun de Léin an deene leschten zwee Joer unzepassen. Ech hunn elo e puermol haut héieren, mir géifen en un d'Deierecht upassen. Dat ass falsch. Mir passen en un d'Lounentwécklung un. Un d'Deierecht hu mer en elo ugepasst den 1. Dezember, dat heescht zum Schluss vum Dezember, well den Index och fir d'Mindestléin spillt, wat natierlech och, soen ech, fir e Patron, dee vill Leit um Mindestloun huet, fir Dezember a Januar e relativ héije Käschtepunkt ausmécht.

Ech wëll just dräi Remarquë maachen. Dat éischt ass eng vu Merci. De gréisste Merci hunn ech scho virdru gesot, nämlech hei eng Unanimitéit ze kréien. Ech weess net, ob et eng Chamber gëtt op der Welt, wou eng Unanimitéit besteet an der Chamber fir de Mindestloun ze erhéijen. Dat ass a ville Parlamenter vun der Welt vill méi kontroverséiert. E grousse Merci selbstverständlech un de Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Bericht an un d'Orateuren.

Ech wëll awer och e Merci lassginn un déi Leit bei mir am Aarbechtsministère, déi um Projet geschafft hunn a gekuckt hunn, dass Der en esou séier wéi méiglech kritt hutt, och wann e sech heiansdo verlaf huet, nodeem mir e scho fäerdeg haten. Dat ass iwwregens déiselwecht Equipe ronderëm Maryse Fisch a Jeannot Berg, déi och schonn dee ganzen 5166-Volet Chômage hu misse maachen, déi also och ganz vill geschweesst hunn an deene leschte Wochen.

D'zweet Remarque ass déi, dass et fir eis Lëtzebuerger net nëmmen hei zu Lëtzebuerg - ech schwätze fir déi sukzessiv Regierungen -, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och an Europa wichteg ass, dass mer d'Recht op e Mindestloun hunn. Da kënnt d'Fro vun der Héicht. Mä d'Recht op e Mindestloun, an dat ass iwwregens och eppes wat mer an Europa och ëmmer propagéiert hu fir ze soen, all Land misst e Mindestloun hunn. Dat ass also e Recht op e Mindestloun an Europa, mä net d'Recht op en europäesche Mindestloun.

An dat bréngt mech zu der drëtter Remarque, nämlech déi ze soen: Wat soll d'Héicht vum Mindestloun sinn? An de Mindestloun kann een zwëschent zwou Héichten usiedelen. Et sinn Iwwerleeungen, déi ëmmer kommen. Déi eng ass déi fir ze soen, de Mindestloun muss nach ëmmer der Produktivitéit entspriechen. Dat ass déi, déi notamment vu Wirtschaftssäit ëmmer gesot gëtt. De Mindestloun däerf net manifest iwwert der Héicht leie vun der Produktivitéit.

Déi aner Iwwerleeung ass déi: De Mindestloun - an dat ass eng, fir déi mir Lëtzebuerger ëmmer agestane sinn an nach haut astoen - muss engem kënnen erlaben, mat deem Loun och ze liewen.

Dat heescht, wann ech misst an Europa definéieren, wat de Mindestloun an Europa wär, misst ech soen, an all Land misst de Mindestloun op d'mannst esou héich sinn, wéi dass e just iwwert der Aarmutsgrenz fir eng Persoun läit.

Une voix.- Très bien.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- An dat ass, mengen ech, nach wie vor e wichtege Prinzip.

Ech sinn och géint déi Theorien, déi soen, ma de Mindestloun soll niddreg leien an da kritt ee Sozialhëllef derbäi. Ech mengen, dass de Mindestloun eleng soll enger Persoun kënnen hëllefen ze liewen. Dat huet och verschidde Limiten. An ech wëll och esou däitlech soe wéi ech virdru versicht hunn ze erklären, dass Beschäftegungspolitik net Sozialpolitik ass, och wann Interferenze sinn, an och Lounpolitik net Akommespolitik ass, och wann do Interferenze sinn.

Wann ech soen, de Mindestloun muss enger Persoun hëllefen, fir doudsécher iwwert der Aarmutsgrenz ze leien, da wësse mer awer, dass de Mindestloun net onbedéngt enger Famill kann hëllefen iwwert der Aarmutsgrenz ze leien. An ech wëll drun erënneren, dass mer fréier an dësem Land e Mindestloun hate fir Familljelaaschten, an deen hu mer ofgeschaaft. An do ware mer och, mengen ech, unanime an der Chamber fir deen ofzeschafen.

Du waart Dir nach guer net derbäi, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech war awer net d'accord.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dir waart net d'accord, mä Dir waart nach net derbäi, also.

(Hilarité)

Dir hutt Är Fauscht an Ärer Täsch gemaach doheem an der Kanalstrooss.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dir kënnt Iech awer virstellen, dass ech der e puer gerëselt hunn, déi do mat am Coup waren.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, bon, et gëtt se awer nach haut, déi Der gerëselt hutt.

Gutt. Also nach eng Kéier: Mir hunn dat net gemaach, an duerfir mengen ech ass déi Theorie, déi mer hei hunn, nach wie vor déi richteg, fir ze soen, mir hunn de Mindestloun. De Mindestloun gëtt gekuckt op deen Eenzelnen. De Mindestloun gëtt och der Lounentwécklung ugepasst.

An do muss ee jo natierlech wëssen, dass eis Lounentwécklung ganz héich ass, well mer Secteuren hunn, wou vill verdéngt gëtt. Eng vun den Ursaachen, dass eise Mindestloun zu Lëtzebuerg méi héich ass wéi an anere Länner, huet eben domat ze dinn, dass mer Secteuren hunn, déi bei eis iwwerrepresentéiert sinn, wou och am Ausland vill verdéngt gëtt - wéi am Finanzsecteur -, mä déi bei eis méi e grousse Poids hunn, an doduerch ass och d'Lounentwécklung an eisem Land méi héich.

Voilà, dat waren déi puer kuerz Remarquen, déi ech wollt maachen. Dat gesot, Här President, hoffen ech, dass Der zefridde sidd, dass ech an esou enger vorweihnachtlecher Stëmmung Iech net weider hei Minutte klauen. An ech wëll lech dann och just encouragéieren, fir wierklech unanime ze stëmmen. Ech soen Iech Merci an ech wënschen e schéine Chrëschtdag.

(Interruptions)

M. le Président.- Et deet mer leed, dass Der nach esou vill Zäit hutt, déi Der net kënnt ausnotzen.

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet betreffend d'Adaptatioun vum soziale Mindestloun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5632 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Minister Wiseler freet d'Wuert,…

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Jo, Här President,…

M. le Président.- …fir eng Deklaratioun opgrond vum Artikel 80?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Här President, fir en Dépôt vun engem Projet de loi.

(Hilarité)

M. le Président.- Fir?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Fir en Dépôt vun engem Projet de loi.

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert fir den Dépôt vun engem Projet.

4. Dépôt d'un projet de loi

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Ech wollt Iech informéieren, datt ech autoriséiert sinn duerch Arrêté grand-ducal vum 19. Dezember 2006, fir e Gesetzesprojet iwwert de Bau vum Lycée technique Belval hei an der Chamber ze déposéieren.

- Projet de loi N°5657 relatif à la construction d'un Lycée technique à Belval.

Merci.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Minister Wiseler Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi, deen un déi zoustänneg Chamberskommissioun weidergeleet gëtt.

5. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 (suite)

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum Projet de loi iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2007.

Amendement 1

Mir stëmme fir d'éischt of iwwert den Amendement vum Här Gibéryen betreffend den Artikel 3.

Vote

Den Amendement vum Här Gibéryen ass ofgelehnt mat 45 Nee-Stëmmen, bei 15 Jo-Stëmmen. Den Artikel 3 bleift also an där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de ganze Projet de loi fir de Statsbudget vum Joer 2007.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Statsbudget fir d'Joer 2007 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, bei 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Trotz der Lautstäerkt vum Nee gesinn ech, dass awer eng Majoritéit do ass fir d'Dispens ze ginn.

Une voix.- Dee geet awer an d'Oueren!

M. le Président.- Deementspriechend ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zu dem Vote vun de Motiounen an enger Resolutioun, déi am Zesummenhang mam Statsbudget déposéiert goufen.

Résolution 1

Fir d'éischt huele mer d'Resolutioun vum Här Charles Goerens iwwert d'Organiséiere vun enger Orientéierungsdebatt iwwert den Avis zu de Statsfinanze vum Conseil supérieur du Développement durable. Wa kee méi d'Wuert freet, da komme mer zur Ofstëmmung. Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Vote

D'Resolutioun ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei 8 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: M. Marcel Glesener;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Motion 1

Sou, mir kommen dann zur Motioun 1, déi den honorabelen Här Mosar déposéiert huet iwwert d'Upassung vun der Presentatioun vum Budget un d'Norme SEC 95. Kënne mer bei där Motioun par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dass Unanimitéit doriwwer besteet. Déi Motioun ass also unanime ugeholl.

Motion 2

Dann d'Motioun vum Här Goerens iwwert d'Ufro vun engem Avis vum Conseil supérieur pour le Développement durable iwwert d'öffentlech Finanzaggregater fir d'Joren no 2009. De Vote électronique ass verlaangt.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt just drun erënneren, datt d'Regierung déi ugeholl huet.

Une voix.- Jo, mä d'Chamber ass souverän!

M. Charles Goerens *(DP).*- Jo, jo. Wa vläicht nach een opgrond vum Artikel 80 wëllt d'Wuert froen, Här President?

(Hilarité)

M. le Président.- Deen Artikel ass leider net applicabel un d'Membere vun dësem Parlament.

Ech kann näischt hei maachen, well d'Elektronik net geet. Da probéiere mer par main levée.

Vote

Trotz der Souveränitéit ass d'Motioun eestëmmeg ugeholl - oder dowéinst.

Motion 3

Dann d'Motioun vum Här Gibéryen iwwert d'Ufro vun enger Etüd vum Bureau international du Travail iwwert d'Renteregimer am öffentleche Secteur.

Ass hei de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

De Vote électronique ass verlaangt.

Une voix.- Et geet net.

M. le Président.- Bei lech och net?

Voilà, elo klappt dat. Da stëmme mer of.

Vote

Nee-Stëmmen: 48, Jo-Stëmmen: 11, 1 Abstentioun. Här Gibéryen, Är Motioun ass mat grousser Majoritéit ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Motion 4

Voilà, mir kommen dann zur leschter Motioun. Dat ass déi och vum Här Gibéryen iwwert d'Aféiere vun enger neier Steiertabell fir de Statsbudget fir d'Joer 2008. Vote électronique?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Kann ech d'Wuert huelen?

M. le Président.- Jo, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, well mer geduecht hunn, datt eisen Amendement fir d'Steiertabell dëst Joer schonn un d'Inflatioun unzepassen net géif ugeholl ginn, hu mer eis du geduecht, da gi mer direkt hannendrun eng Motioun of, fir datt se zumindest d'nächst Joer soll ugepasst ginn. Dat ass de Sënn vun där Motioun.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Très bien.

M. le Président.- Den Här Minister Frieden freet d'Wuert dozou.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, de Statsminister huet hei an der Chamber gesot, datt d'Regierung am Laf vum nächste Joer géif d'Gesamtsteierlandschaft souwuel fir d'Betriber wéi fir d'Privatleit iwwerkucken, andeem mer d'Konkurrenzfäegkeet vu Lëtzebuerg engersäits kucken an d'budgetär Zwäng anersäits, an datt mer da fir d'Joren 2008/09 kucke wat machbar a finanzéierbar ass.

An deem Sënn muss een eng gesamtsteierlech Analys maachen. Et kann een net eng Steier oder een Element vun der Steierlandschaft eraushuelen an doriwwer eng Motioun maachen. Duerfir géif d'Regierung d'Chamber invitéieren, déi Motioun ze verwerfen, wëssend wéi gesot, datt d'Regierung am nächste Joer d'Gesamtsteierlandschaft iwwerkuckt. Mä mir wäerten eist Budgetszil och festhalen, well Steiere reduzéieren ass liicht, um Budgetszil zugläich festhalen ass schwéier. A mir wëllen dat Schwéierst erreechen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Bausch huet d'Wuert nach gefrot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President, mir wäerten eis enthale bei där Motioun do, well mer och gäre wéissten, wat insgesamt usteet 2008. Mir wären net dergéint, fir an déi do Richtung ze goen, mä et hänkt vum Gesamtkontext of, och déi ekologesch Dimensioun, déi mer gëschter Mëtteg ugeschwat hunn, wou eis Motioun an d'Finanzkommissioun verwise ginn ass. Duerfir wäerte mir eis enthalen.

M. le Président.- Voilà. Da sinn d'Haltunge kloer. Här Goerens?

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, meng Fraktioun enthält sech och. Mir wollten awer der Regierung eng Chance ginn, fir do emol eng Propositioun ze maachen an déi dann emol am Laf vum nächste Joer ze iwwerpréifen.

M. le Président.- Dat ass dat wat den Här Minister Frieden ugekënnegt huet.

M. Charles Goerens *(DP).*- Do wollte mer de Benefiss vum Doute nach loossen. Wann et ze vill eng Dé-Ausso gëtt, da musse mer eis Positioun iwwerdenken.

M. le Président.- Gutt, mir kommen dann zur Ofstëmmung. Här Gibéryen, Dir frot de Vote électronique?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

Vote

M. le Président.- Et sinn 38 Nee-Stëmmen, 18 Abstentiounen, bei 4 Jo-Stëmmen: D'Motioun ass mat grousser Majoritéit ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Schluss vun eiser Sitzung. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi zesumme fir déi lescht Sitzung vun dësem Joer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.49 heures)

SÉANCE 18

Jeudi, 21 décembre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi

2. Communications

3. Ordre du jour

4. Question avec débat N°11 de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce

et

Dépôt d'une motion

5. Motion de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce

(Discussion générale - Vote)

6. Dépôt d'une motion relative à la situation au Darfour par M. Laurent Mosar

(Vote)

7. 5574 - Projet de loi modifiant les articles 61 et 65 du Code des assurances sociales

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

8. 5633 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2005

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. 5577 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Confédération suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et du Protocole d'application, signés à Berne, le 12 décembre 2003

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

10. 5578 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

11. Discours de fin d'année

12. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Fernand Boden, Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruption)

Den Här Minister Luc Frieden.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech wollt an der Chamber den Dépôt vun engem Projet de loi maachen. Duerch e groussherzoglechen Arrêté sinn ech autoriséiert ginn an der Chamber de Projet de loi iwwert de Beruff vum Affekot ze déposéieren. Dëst ass e wichtegt Gesetz, well et gehéiert zum gudde Fonctionnement vun engem Rechtsstat, datt och de Beruff vum Affekot uerdentlech organiséiert an der Zäit ugepasst ass. An et sinn am Fong dräi grouss Reformen, déi mer domadder maachen:

Éischtens passe mer duerch dëst Gesetz eis Gesetzgebung un d'europäescht Recht un, wou Lëtzebuerg condamnéiert gi war, well mer bei den auslänneschen Affekoten, déi mat hirem Ursprongstitel op Lëtzebuerg kommen, d'Lëtzebuerger Sprooch verlaangt hunn, an dat net méi kënnen.

Zweetens wëlle mer duerch dëst Gesetz den Affekotenétuden et erlaben sech als Gesellschaft ze konstituéieren, wat noutwendeg ass, well mer haut iwwer 1.000 Affekoten zu Lëtzebuerg hunn.

An dréttens - an dat betrëfft ganz vill Bierger - erlabe mer et den Affekoten an Zukunft hir Étude ausserhalb vun den Uertschaften, wou e Geriicht ass, ze konstituéieren. Dat heescht, an Zukunft kann et och eng Étude ginn ausserhalb vun den Uertschaften Dikrech, Lëtzebuerg an Esch, wéi dat haut de Fall ass, wat och e positiven Effet wäert hu fir d'Relatioun tëschent de Leit an den Étudë vun den Affekoten, a wat anerersäits och de Präisser um Immobiliemaart Rechnung dréit, wou also manner Drock op dräi Uertschafte kënnt. Et besteet dann also méi Choix fir d'Bierger a fir d'Affekoten.

- Projet de loi N°5660 portant modification: 1. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. des articles 2273 et 2276 du code civil; 3. de la loi du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1) modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2) modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés; 4. de la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés Européennes; 5. de la loi modifiée 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Merci.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Justizminister Luc Frieden Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi. Dëse wichtege Projet de loi, deen nach fir munch Diskussioune wäert suergen, gëtt un déi zoustänneg Kommissioune weidergeleet.

(Interruption)

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Innerhalb vum Bezierk ass et.

2. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5656** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 20.12.2006

2) **5658** - Projet de loi portant modification des articles 257, 271, 273bis, et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.12.2006

3) **5659** - Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2006

3. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Häre, mir haten eisen Ordre du jour arrêtéiert. Et ass awer elo esou, dass den honorabelen Här Mosar gefrot huet, fir eng Motioun iwwert d'Situatioun am Darfur ze déposéieren. Wann Der domat d'accord sidd, géife mer den Dépôt vun där Motioun maachen; an direkt uschléissend d'Diskussioun an och d'Ofstëmmen.

(Interruption)

Den Här Minister Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech hat gefrot, fir um hallwer dräi kënnen unzefänke mat der Question avec débat, well ech och gewësse Verflichtungen hunn. Ech weess net, wéi laang déi Diskussioun elo dauere wäert. Da kréien ech Problemer mat mengem nächste Rendez-vous.

M. le Président.- Dann huele mer, esou wéi d'Chamber dat ëmmer mécht, Rücksicht op d'Verflichtungen, déi mer verstinn, vun der Regierung, a mir huelen dem Här Minister Boden seng Question avec débat vir. Duerno huele mer dann d'Motioun vum Här Mosar, an der Hoffnung, dass awer och an der Zukunft d'Bereetschaft vun der Chamber, fir entgéintzekommen, dass awer och déiselwecht Bereetschaft op Säite vun der Regierung vis-à-vis vun der Chamber besteet.

Mir kommen dann, esou wéi dat de Wonsch vum Här Minister ass, an och eise Wonsch, direkt zur Question avec débat vun der Madame Anne Brasseur iwwert d'Flexibiliséierung vun den Öffnungszäite vun de Geschäfter.

Madame Brasseur, Dir hutt fënnef Minutten Zäit, fir Är Fro virzedroen. No der Äntwert vum Minister hutt Der nach eng Kéier d'Méiglechkeet, fir eng Zousazfro virzedroen. D'Regierung, Här Minister Boden, huet zéng Minutten Zäit, fir op d'Fro ze äntwerten.

Madame Brasseur, Dir hutt elo d'Wuert.

4. Question avec débat N°11 de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce
et
Dépôt d'une motion

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, d'Fro iwwert d'Öffnungszäite vun de Geschäfter gëtt hefteg diskutéiert, spéitstens säit se an Däitschland décidéiert hunn, et wier un de Länder selwer d'Entscheedung ze treffe wéi d'Öffnungszäiten an deene verschiddene Bundeslänner sollen organiséiert ginn.

Doropshin hunn ech am Juli dem Mëttelstandsminister eng Fro gestallt, wéi hie gedenkt mat där neier Approche an Däitschland ëmzegoen. De Mëttelstandsminister huet mer am August op meng Fro geäntwert a gesot, et misst een am A behalen, wat am Saarland geschitt, a besonnesch wat a Rheinland-Pfalz geschitt. Mir wëssen elo, dass se am Saarland bis elo näischt änneren un den Heures d'ouverture, mä dass se par contre a Rheinland-Pfalz elo décidéiert hunn, dass d'Geschäfter owes bis zéng Auer kéinten op sinn.

Ech hat och eng Fro un de Premierminister gestallt, well de Premierminister beim Débat sur l'État de la nation deklaréiert hat, Lëtzebuerg soll déi éischt Akafsadress vun der Groussregioun ginn. Duerfir hunn ech hie gefrot wéi hien da géif gedenken d'Heures d'ouverture ze reglementéieren? Doropshin huet de Premierminister mer geäntwert, hien hätt de Mëttelstandsminister chargéiert e Sondage ze maache bei de concernéierte Milieuen, fir ze kucke wat fir eng Attitüd een adoptéiere sollt. Dofir wollt ech elo eng Rei Froe stellen:

Éischtens, wéi d'Positioun vun der Regierung elo ass, wat d'Heures d'ouverture hei zu Lëtzebuerg ubelaangt.

Zweetens, dee Sondage, deen de Mëttelstandsminister sollt maachen, ob dee stattfonnt huet. Wa jo, mat wat fir engem Resultat? Oder wann nach ee kënnt, wien domat beoptraagt gëtt, wien do alles consultéiert gëtt.

An da wollt ech dréttens de Minister froen, ob hien net der Meenung ass, dass mer wierklech eng Flexibilisatioun vun den Heures d'ouverture hei zu Lëtzebuerg géife brauchen.

Ech wëll och am Numm vun der Demokratescher Partei soen, dass mir net der Meenung sinn, dass d'Politik - de Législateur - dem Commerçant soll virschreiwen, wéini e säi Geschäft opspäert a wéini en et zouspäert. Dat soll dem Commerçant selwer iwwerlooss sinn, oder engem Groupement vu Commerçanten.

Une voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Allerdéngs si mer der Meenung, dass ee soll d'Législatioun esou flexibel gestalten, dass de Commerçant och kann esou reagéieren, wéi dat am Intérêt vu senge Clienten ass, wéi dat am Intérêt vu sengem Commerce ass, an och am Aklang ass mat de Rechter vun deene Leit, déi an de Geschäfter schaffen. Mä ech mengen nach eng Kéier, dass et net um Législateur ass do Virschréften ze maachen.

Dëst ass ëmsou méi wichteg, well se elo iwwert d'Grenz dat Ganzt vill méi soupel handhaben, an dass net duerch Contrainten, déi mir ons hei operleeën, onse Commerce an d'Hannertreffe kënnt. Dofir sinn ech der Meenung, et soll een dat méi soupel handhaben. Ech hunn och, fir dass d'Chamber sech kann expriméieren, eng Motioun preparéiert, déi ech hei déposéiere wollt, Här President, wou mer froen «à procéder dans les meilleurs délais à une révision de la réglementation actuelle en matière d'heures d'ouverture des commerces, afin d'éviter des effets négatifs supplémentaires pour le commerce luxembourgeois».

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que récemment plusieurs «Länder» allemands ont décidé une libéralisation des heures d'ouverture des commerces;

- considérant que les commerces et les grandes surfaces constituent un moteur important de la croissance économique;

- estimant que des obligations légales et réglementaires trop strictes en matière d'ouverture par rapport aux principaux concurrents risquent de produire des effets négatifs pour le commerce luxembourgeois;

- soucieuse d'éviter une fuite de pouvoir d'achat vers des pôles commerciaux étrangers;

invite le Gouvernement

- à procéder dans les meilleurs délais à une révision de la réglementation actuelle en matière d'heures d'ouverture des commerces afin d'éviter des effets négatifs supplémentaires pour le commerce luxembourgeois.

(s.) Anne Brasseur, Xavier Bettel, Colette Flesch, Charles Goerens, Claude Meisch.

Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Regierung mat op dee Wee geet, well wann ech verschidden Äntwerten op meng Question parlementaire lauschteren, doraus gesinn ech, dass de Mëttelstandsminister gesot huet, et misst een d'Politik, jee nodeem wat an Däitschland géif geschéien, bei eis adaptéieren.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Mëttelstandsminister Fernand Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt der Madame Brasseur soen, datt dësen Dossier zwee Voleten huet, an zwar de Volet vun den Öffnungszäiten an de Volet vum Aarbechtsrecht, an datt een déi zwee Voleten net einfach vuneneen trenne kann.

Da wëll ech soen, datt d'Regierung d'Entwécklung an eisen däitschen Nopeschlänner genee verfollegt, a besonnesch d'Entwécklung a Rheinland-Pfalz, wou sech jo zënter ganz kuerzem eréischt eppes deet, wat mer genee analyséiere wäerten. Am Saarland - huet d'Madame Brasseur selwer gesot - huet sech am Fong guer näischt geännert.

D'Regierung - ech wëll dat nach eng Kéier kloer soen - ass am Moment éischter retizent, fir eng fundamental Gesetzännerung ze maachen, ëmsou méi, well dat aktuellt Gesetz eng gewësse Flexibilitéit zouléisst. Dës Flexibilitéit vum Gesetz ass iwwregens genotzt ginn. Tëschent de Sozialpartner ass zënter e puer Joer en Accord-cadre ausgehandelt ginn, fir d'Öffnungszäiten ze verlängeren. An zwar kann um Virowend vu Feierdeeg a samschdes zéngmol bis 20 Auer, also bis aacht Auer, owes op sinn, an dat während deene Samschdeger, déi am interessanteste si fir d'Geschäftsleit, an déi am interessanteste si fir d'Konsumenten.

Zum Beispill hutt Der elo am Dezember gemierkt, datt bal all Sonndeg an all Samschdeg d'Geschäfter op waren. Dat ass just dee Mount, dee bäi Wäitem am interessantesten ass.

Iwwerhaapt, sonndes gëtt et hei zu Lëtzebuerg méi laang Öffnungszäite wéi an eisen Nopeschlänner. D'Geschäfter kënnen all Sonndeg vun 8 bis 13 Auer op hunn a sechs Sonndeger kënnen se während aacht Stonnen, also och nomëttes, op hunn. An a gewëssene Grenz- an Touristenuertschafte kënnen d'Geschäfter während vill méi Sonndeger opmaachen. Also do besteet schonn eng grouss Flexibilitéit, wat d'Opmaachen ugeet.

Et däerf een och net vergiessen, datt déi bestehend Öffnungszäite villfach net genotzt ginn. D'Geschäfter dierften all Owend an der Woch bis 20 Auer, also bis aacht Auer, opmaachen an eemol an der Woch bis néng Auer. Wien notzt dës Zäiten? Gitt emol an der Stad ëm siwen Auer duerch d'Groussgaass, da gesitt Der, datt d'Geschäfter net méi op sinn. Also déi bestehend Öffnungszäite gi vum Commerce net genotzt esou wéi se kéinte genotzt ginn.

Wiem notzen déi méi laang Öffnungszäiten? Mä dat si bäi Wäitem am meeschten d'Grande-surfacen. A méi laang Öffnungszäiten all Dag bis 21 Auer an all Samschdeg bis 20 Auer, wéi dat vun der Confédération luxembourgeoise du Commerce verlaangt gëtt, wäre bal nëmmen zu Gonschte vun de Groussgeschäfter ausserhalb vun den Uertschaften an éischter zu Ongonschte vun de klenge Geschäfter an de Stied. Well d'Suen, déi een am Portmonni huet, déi kann een nëmmen eemol ausginn. An ech wëll och soen, datt keen dobäi ze gewannen huet, wann d'Iwwerliewe vun de Geschäfter an de Stadkären ëmmer méi schwiereg gëtt.

Elo zur Fro vum Sondage. Dee Sondage, deen ass den 30. November gemaach gi mat alle concernéierten Organisatiounen - d'CLC, de Geschäftsverband vun der Stad Lëtzebuerg, d'Union des Consommateurs, den LCGB, den OGB-L, den Handwierkerverband -, an dat a Presenz vum Aarbechtsminister a mir selwer. Iwwert d'Resultater vum Sondage ass jo schonn öffentlech diskutéiert ginn, duerfir kann ech mech kuerz faassen.

Just dat hei dozou: Eng grouss Majoritéit huet sech géint d'Verlängerung bis 21 Auer vu méindes bis freides ausgeschwat. D'Verlängerung vun den Öffnungszäiten all Samschdegowend bis 20 Auer, wat jo besonnesch vun der grousser Distributioun gefrot gëtt, ass negativ aviséiert gi vu 75% vun de concernéierten Handwierker, laut enger Enquête, déi d'Handwierkerfederatioun bei hire Membere gemaach huet.

D'Gewerkschaften hunn hir Zoustëmmung ofhängeg gemaach vun engem Accord social, deen ënnert de Sozialpartner auszehandele wier.

D'CLC huet an engem Sondage erausfonnt, datt 27% vun de Konsumenten interesséiert dru wären, fir hir Akeef samschdes no 18 Auer ze maachen.

D'Konsumenteschutzvereenegung, also d'Union luxembourgeoise des Consommateurs, déi huet gesot an där Sitzung, si hätt nach keng Revendicatioune vun hire Membere kritt, fir sech fir méi laang Öffnungszäiten anzesetzen a staarkzemaachen.

Wat d'Opmaache vun de Geschäfter sonndes mëttes am Zentrum - vun der Haaptstad also -, am Quartier Gare an am Quartier Uewerstad ubelaangt, esou hu sech d'CLC an de Stater Geschäftsverband derfir, d'Handwierkerfederatioun an d'Gewerkschaften dergéint ausgeschwat. De Stater Geschäftsverband ass opgefuerdert ginn, seng Demande ze preziséieren an unzeginn, wat fir eng Geschäfter a wat fir enge Branchen a während wat fir enger Zäitspan sonndes mëttes opmaache wéilten. An d'Regierung huet éischter e Préjugé favorable, fir hei zu enger akzeptabeler Léisung ze kommen.

Nun zur nächster Fro. Ausser Nordrhein-Westfalen - an dat ass jo net eist direkt Nopeschland - huet keen Nopeschland eng komplett Liberalisatioun vun den Öffnungszäite virgesinn. Dat ass och net am Regierungsprogramm virgesinn. D'Regierung huet schonn e puermol kloergestallt, an de Premier huet dat selwer gemaach, datt se géint eng komplett Liberaliséierung an am Moment och éischter retizent fir eng gréisser Gesetzesännerung wär. Et sollt een d'Flexibilitéit vum aktuelle Gesetz fir d'Verlängerung vun den Öffnungszäiten notzen, an dat am Konsens mat de Sozialpartner, fir do no Léisungen ze sichen.

Bis elo hu mer ëmmer nach Léisunge fonnt. Ech sinn och gäre bereet, fir weiderhin eng gewësse Vermëttlerroll ze spillen, fir, wéi gesot, dozou Léisungen ze fannen, déi am Intérêt vun de Geschäftsleit, vum Salariat an och vun de Konsumente sinn.

Ech mengen, datt een awer vill aner Trëmp nach soll a muss ausspillen. Et gëtt méi Facteure wéi d'Öffnungszäiten, déi d'Attraktivitéit vum Commerce ausmaachen, wéi zum Beispill d'Ambiance, d'Offer, de Service, den öffentlechen Transport a virun allem och d'Präisser. An d'Regierung ass bereet, fir Promotiounsaktioune vum Commerce an der Groussregioun ze ënnerstëtzen. Si huet och dofir e Kredit vun 2,5 Milliounen Euro am Budget 2007 virgesinn, e Kredit, deen Dir jo gestëmmt hutt.

An ech wäert nächstens mat de Vertrieder vun de concernéierte Secteuren en Aktiounsprogramm starten, fir déi inlännesch Clienten ze fidéliséieren a méi e groussen Undeel vun auslännescher Kafkraaft, besonnesch aus der Groussregioun, an eise Lëtzebuerger Commerce ze zéien.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Boden. Kënne mer dann...

(Interruption)

Jo, Madame Brasseur?

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President. Ech soen dem Här Minister Merci fir seng Explikatiounen. Ech hu mech op d'Heures d'ouverture beschränkt. Selbstverständlech sinn ech och der Meenung, dass d'Heures d'ouverture eleng de Problem vun der Attraktivitéit vum Commerce mat Sécherheet net léisen. Mä nach eng Kéier: Mir sinn der Meenung, dass een dem Commerce selwer soll iwwerloossen, wéini si opmaachen a wéini si zoumaachen, an dass een dofir e Gesetz brauch, wat ee ganz largë Kader duerstellt.

Ech wëll eng Zousazfro awer stellen, Här President. A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 12. Juli 2006 huet den Här Minister de 25. August geäntwert, an ech zitéieren: «Partant, une modification des heures de fermeture en Sarre et surtout en Rhénanie-Palatinat pourrait avoir des conséquences sur la politique luxembourgeoise en la matière.»

Den Här Minister huet elo gesot, si géifen net drun denken, d'Politik ze änneren. Dofir wollt ech den Här Minister froen, firwat hien a senger Äntwert am August awer dat do virgesinn hat, dass kéint do eng Änneru virgesi ginn, an haut elo seet, d'Regierung géif net drun denken, d'Gesetz grondleeënd ze änneren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Här Minister!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Madame Brasseur, d'Regierung huet net gesot, si géif net drun denken, fir d'Gesetz iergendwéi ze änneren. Mir hu jo och e Sondage gemaach bei de Leit, fir gewuer ze ginn, wéi hir Attitüd wär. Ech hunn elo d'Resultat vun deem Sondage kloer duergeluecht. Do ass keng Majoritéit, déi eng grondleeënd Gesetzesännerung hu wëllt.

Am Contraire, et war bal e Konsensus do, mat Ausnahm vun der CLC géif ech soen, vun deenen, déi gesot hunn, mir hunn an der Vergaangenheet déi Flexibilitéit vum aktuelle Gesetz genotzt, fir vernünfteg Léisungen ze fannen. Loosse mer zesummekommen a versichen och an Zukunft, souwäit wéi dat Gesetz dat zouléisst, vernünfteg Léisungen ze fannen. An och d'Gewerkschaften hu sech net deem entgéintgesat.

A wéi gesot, si ware bereet fir mat de Geschäftsleit zesummenzekommen, fir ze kucken, fir an engem Accord social do Léisungen ze sichen, fir d'Öffnungszäiten eventuell erweideren ze kënnen. An ech mengen, dat ass dee Wee, dee mer ëmmer gaange sinn an deen och zu akzeptabele Léisunge gefouert huet.

Wann herno musse punktuell Ännerungen um Gesetz gemaach ginn, huet d'Regierung net gesot, si géif sech deem widdersetzen. Wou mer eis dergéint widdersetzen, well dat ass net am Regierungsprogramm virgesinn, dat ass eng absolut Liberaliséierung vun den Öffnungszäiten, esou wéi Dir dat am Fong gäre gehat hätt.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert…

(Interruption)

5. Motion de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce

Jo, mir kënnen nach iwwert d'Motioun diskutéieren. Mir hunn eng Motioun hei virleie vun der Madame Brasseur. Déi gëtt elo hei behandelt an et gëtt dann driwwer ofgestëmmt.

Här Spautz, Dir hutt eng Fro zur Motioun?

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, ech wollt d'Demokratesch Partei froen, ob si domadder, wann déi Resolutioun virläit, géif proposéieren, dass an Zukunft sonndes hei zu Lëtzebuerg kee Buttek méi op wier; well wa mer eis nämlech beruffen op plusieurs „Länder" - an Däitschland ass sonndes zou. Domadder wollt ech d'Demokratesch Partei froen, ob dat heescht, si wieren där Meenung, dass mer hei zu Lëtzebuerg d'Geschäfter sonndes sollen zoumaachen?

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Madame Brasseur! Et ass zwar keng Froestonn hei. Jiddferee soll zur Motioun Stellung huelen.

(Brouhaha général)

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, do géif ech gäre soen, sans commentaire.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, et steet awer esou dran.

M. le Président.- Jo, wann elo nach een d'Wuert freet zur Motioun? Wann dat net de Fall ass, da stëmme mer driwwer of. Huele mer de Vote…?

(Interruption)

Den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, hei ass et jo scho wéi esou oft, et sinn zwou Säite betraff. Déi eng sinn derfir, déi aner sinn dergéint. Ech géif soen, dass een déi Motioun do soll an eng Kommissioun ginn, an da solle mer kucken, ob déi zwee Partner, déi hei betraff sinn, net solle kucke mateneen eens ze ginn an eng Léisung ze fannen, déi jiddfereen zefridde stellt. Well dat do ass jo en Thema, wat elo scho jorelaang schleeft, an iergendwann eng Kéier hélt vläicht ee vun uewen erof eng Décisioun. Duerfir wier et vläicht besser, wann awer d'Sozialpartner géifen emol vernünfteg doriwwer matenee schwätzen, ier mer iwwerhaapt hei iwwer eppes ofstëmmen.

M. le Président.- Här Glesener!

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech mengen, d'Äntwert vum Här Minister Boden war ganz kloer, an deemzufolleg kënne mer déi Motioun net unhuelen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Den Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Also mir wäerten net géint déi Motioun stëmmen, well mer och der Meenung sinn, dass do nach Diskussiounsspillraum besteet, well et gëtt ënnerschiddlech Behandlungen am Moment an déi sinn eigentlech net gutt. Et kann een net deenen engen dat verwieren, wat ee bei anere bereet ass ze maachen.

Op där anerer Säit fanne mer d'Motioun an hirer Fuerderung dann awer e bëssen ze vill onprezis. Duerfir wäerte mer eis enthalen, ouni awer eis wëllen enger Diskussioun ze verwieren.

M. le Président.- Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wollt am Fong praktesch datselwecht soen, wat de Kolleeg Braz gesot huet. Ech mengen, mir wëllen och weder fir nach géint déi Motioun hei stëmmen. Ech mengen, wann do steet «une révision de la réglementation actuelle», dann ass dat relativ vag gehalen an et weess een net genau, wat domadder gemengt ass. Mir verschléissen eis och net där Diskussioun, an duerfir wëlle mer eis enthalen, fir och ze gesinn, wat da soll als Revisioun kommen. A wann een do e Konsens fënnt, si mir selbstverständlech bereet fir do matzemaachen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Da komme mer zur Ofstëmmung. Ech denken, dass de Vote électronique verlaangt ass?

(Assentiment)

Voilà. De Vote fänkt un.

Vote

(Interruptions diverses)

D'Motioun vun der Madame Brasseur ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen an 11 Abstentiounen.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jean-Pierre Koepp);

M. Aly Jaerling.

Sou, elo komme mer zur Demande vum honorabelen Här Mosar, deen eng Motioun déposéiere wëllt iwwert d'Situatioun am Darfur.

6. Dépôt d'une motion relative à la situation au Darfour par M. Laurent Mosar

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Deeg viru Chrëschtdag spillt sech op e puer dausend Kilometer vun eis eng mënschlech Tragédie of, nämlech am Darfur, a wann een do e bësselchen déi Zuele kuckt, déi mer och an de leschten Deeg iwwermëttelt kritt hunn, esou ass een dach e bësse perplex, wann een dat héiert: 3 Millioune Leit sinn an deene leschte Méint verdriwwe ginn aus hiren Dierfer, aus hire Stied, 300.000 Leit si bis elo ëmbruecht ginn, 300.000 sinn an akuter Liewensgefor an eng Millioun Leit befanne sech am Moment a Flüchtlingslager an äusserst prekäre Situatiounen.

Wann een also elo géif wëllen e virleefege Bilan zéien, ass deen elo scho wesentlech méi dramatesch, wéi dee vum Tsunami. An et muss een och soen, datt d'Gewalt all Dag an deem Land nach zouhëlt. An d'international Communautéit kuckt no, fir net ze soen, kuckt ewech.

Wann een dann och nach e bësselchen elo kuckt, wat fir eng Politik deen aktuelle Regime zu Khartum unhëlt, gëtt dat engem kee Grond zum Optimismus. Déi Regierung, déi zu Khartum am Moment um Pouvoir ass, léisst nach wie vor keng UNO-Truppen an d'Land a schéngt sech och méi oder wéineger vun allen internationalen Engagementer ze foutéieren.

Wat elo nach derbäikënnt ass, datt de Konflikt och nach riskéiert sech op aner Republiken auszedehnen, wéi den Tschad oder d'Zentralafrikanesch Republik.

Ech wëll direkt hei déi ganz grouss Effortë begréissen, déi um Niveau vun der Europäescher Unioun, awer och um Niveau vun eisem Land gemaach ginn, wat d'Entwécklungshëllef betrëfft. Gëschter huet den zoustännegen Entwécklungsminister Jean-Louis Schiltz déi Aiden nach eng Kéier virgestallt. Dat si fir d'nächst Joer 2,6 Milliounen Euro.

Allerdéngs geet dat alles net duer, wa mer net eng politesch Léisung och an deem Land fannen. An déi politesch Léisung, déi beinhalt, datt et onbedéngt zu engem Cessez-le-feu kënnt, deen och vun den Autoritéite respektéiert gëtt, an datt och déi Autoritéite sech un all déi politesch Ofmaachungen halen.

An deem Sënn géif ech wëllen hei eng Motioun deponéieren, déi och vun alle Fraktiounen aus dësem Haus gedroe gëtt.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que l'Accord de paix au Darfour demeure la base de stabilité, de la paix et de la réconciliation au Darfour;

- considérant cependant que cet accord est constamment violé par toutes les parties en cause;

- considérant que la lutte armée entre forces régulières, milices progouvernementales et rebelles provoquent quotidiennement de nouvelles victimes ainsi que le déplacement de millions de personnes;

- considérant en outre que le conflit au Darfour affecte non seulement la stabilité de l'ensemble des pays d'Afrique centrale, mais qu'il représente également une menace pour la paix internationale;

- considérant que la situation est également particulièrement préoccupante au niveau des droits de l'Homme, qui sont bafoués de manière persistante;

- considérant in fine que toutes les parties continuent d'enfreindre le cessez-le-feu et que les violences sont souvent dirigées contre la population civile;

invite le Gouvernement à oeuvrer

- auprès de l'Union européenne pour qu'elle intervienne auprès des autorités soudanaises afin qu'elles mettent immédiatement fin à toute action militaire et instaurent le cessez-le-feu;

- auprès de l'Union européenne pour que celle-ci intervienne auprès des autorités soudanaises afin que ces derniers respectent les différentes résolutions et autres instruments juridiques internationaux adoptés en la matière et qui ont pour but de faire cesser les violations des droits de l'Homme, de garantir la protection de la population civile et de mettre en oeuvre l'accord de paix au Darfour.

(s.) Laurent Mosar, Félix Braz, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Charles Goerens.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Ech denken, dass d'Fraktiounen d'Ausféierunge vum Här Mosar deelen. Den Här Ausseminister Asselborn hëlt nach Stellung an da komme mer zum Vote.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech deele voll a ganz dat wat den Här Mosar hei gesot huet am Numm vun der Chamber - ech mengen, et ass eng Motioun, déi ënnerschriwwen ass vun alle Fraktiounen heibannen -, déi schrecklech Eskalatioun vun der Situatioun am Darfur um Niveau vun der Sécherheet, vum Humanitären, awer och vun de Mënscherechter.

Um leschten Europäesche Rot zu Bréissel hate mer d'Geleeënheet fir déi aktuell Situatioun Revue passéieren ze loossen. D'Europäesch Unioun, dat ass richteg, ass fest entschloss fir d'Friddensbeméiungen am Darfur ze ënnerstëtzen. Mir wäerten och d'Missioun vun der Afrikanescher Unioun am Darfur, nämlech AMIS, weiderhin an enker Zesummenaarbecht mat de Vereenten Natiounen ënnerstëtzen.

Mir hunn als Lëtzebuerg, dat huet den Här Mosar richteg gesot, jo vill gehollef a mir wäerten och weider hëllefen. Mä et ass richteg, dass eenzeg an eleng eng politesch Léisung ka wierklech dat Leed vun deenen honnertdausenden, vläicht Millioune Leit am Darfur, mä och doriwwer eraus schonn am Tschad ka verbesseren.

Wat elo den Iwwergank vun der Missioun AMIS ugeet, AMIS dat si 7.000 Zaldoten, dat geet laang net duer. De franséischen Ausseminister Douste-Blazy war an der Regioun virun e puer Wochen an huet bericht, dass logistesch gesinn AMIS iwwerhaapt net équipéiert ass. De Bensin fir d'AMIS-Truppe gëtt vun der sudanesescher Regierung zur Verfügung gestallt, mat alle Konsequenzen, déi dat selbstverständlech huet. Also musse mer hëllefen, an dat maache mer an der Europäescher Unioun, fir AMIS ze ënnerstëtzen.

Allerdéngs huet jo d'UNO eng Resolutioun festgehalen, wou et besser wier, wann AMIS och do géif integréiert ginn, dass géif eng UNO-Missioun mat den Afrikaner zesummen opgestallt ginn, an et ass gerechent ginn, dass mindestens 20.000 Zaldoten néideg wieren. Dir wësst, dass den Här President Omar al-Bashir nach ëmmer Problemer domadder huet.

Ech muss awer elo soen, fir e wéineg méi ze nuancéieren, finanziell, logistesch an d'Personalverstäerkung ass ewell akzeptéiert gi vum Bashir. Dat wat net akzeptéiert ass, dat ass de Kommandement vun den Truppen. Si wëllen net, dass dat ënner UNO-Kommandement sollt kënne gestallt ginn.

Bon, mir als Europäesch Unioun, mir maachen Drock op d'sudanesesch Regierung, esou gutt wéi mer dat kënne maachen. Ech war 2004 mam hollänneschen Ausseminister deemools mat der Troika an deem Land. Dat ass extrem komplex. Mat Suen eleng erreecht een näischt do. Den Drock ass ganz schwéier och opbauen. Mä mir mussen ëmmer erëm widderhuelen, dass et d'Aufgab ass vun der sudanesescher Regierung, fir fir d'Sécherheet vun hire Leit opzekommen, zemools vun deene ganz aarme Leit am Darfur.

Dir wësst och vläicht, dass zu Genf eng Spezialsessioun war vun dem Mënscherechtsrot, also vum Conseil des droits de l'Homme. An do ass jo eng Mission d'évaluation décidéiert ginn. A mir hoffen, dass déi ganz séier elo kann zesummegesat ginn an op d'Plaz geschéckt ginn. D'Darfur-Friddensofkommes, dat ass effektiv déi eenzeg Grondlag, déi mer hunn, fir e politesche Prozess weiderzefëieren, fir am Dialog zu engem Friddensofkommes ze kommen.

Positiv ass och, dass direkt den Här Pronk, dee jo net méi toleréiert ginn ass als UNO-Emissär vun de Sudanesen, elo ersat ginn ass duerch e Mann mat ganz vill politeschem Gewiicht, dee fréieren Ausseminister vu Schweden, de Jan Eliasson, deen och President war vun der UNO-Vollversammlung, an d'Europäesch Unioun wäert hie voll ënnerstëtzen a senger Aarbecht.

Ech wëllt nach soen, Här President, dass mer och ëmmer erëm musse schwätzen an der Unioun vun der Resolutioun 1591. Do steet alles dran, a mir wäerten am Ministerrot vum Januar 2007 - ech mengen dat ass den 21. Januar - zu Bréissel d'Situatioun am Darfur ënner europäeschen Ausseministeren erëm ganz am Detail analyséieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung. Ech denken, dass mer par main levée ofstëmme kënnen?

(Assentiment)

Vote

Wie mat der Motioun d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

D'Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5574, eng Ofännerung vum Code des Assurances sociales. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Romain Schneider. Här Schneider!

7. 5574 - Projet de loi modifiant les articles 61 et 65 du Code des assurances sociales

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer als Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet kuerz op den Inhalt vun dësem Projet anzegoen. Ee Projet, deen de 16. Mee 2006 déposéiert gouf vum Minister Mars Di Bartolomeo. Den 10. August 2006 koum en Amendement säitens der Regierung derbäi. D'Santéskommissioun huet no dem Avis vum Statsrot, nodeem deen do war, dëse Projet zesumme mat den Avisë vun den eenzelne Chamberen de 14. Dezember 2006 ënnersicht an de Rapport unanime akzeptéiert. De Statsrot hat ausser enger klenger Formulatioun, déi integral am Projet iwwerholl gouf, dëse Projet positiv aviséiert.

Den Objet vum Projet ass entstan aus den Debatten am Kader vum Gesetz vum 21. Dezember 2004, dat dem Stat erlaabt, sech un dem Finanzement vun der Modernisatioun vum Centre de Convalescence vun der Fondation Emile Mayrisch zu Kolpech ze bedeelegen. D'Chamberskommissioun an och de Statsrot hu sech deemools d'Fro iwwert d'Modalitéite vum Finanzement an der Prise en charge bei de Prestatioune bei engem Séjour am Centre gestallt. An de Statsrot hat och festgehalen, datt de Cadre juridique misst preziséiert ginn.

De Moment bénéficiéiert de Centre de Convalescence net vun enger Budgetisatioun vun de Frais de fonctionnement, an och den Artikel 74 vum CAS limitéiert dës op d'Spideeler. Op där anerer Säit énuméréiert den Artikel 61 vum CAS och net de Centre de Convalescence als ee vun de Partner, mat deenen eng Konventioun mat de Krankekeese kann ofgeschloss ginn. D'Krankekeess limitéiert hir Interventioun also op déi statutaresch festgesate Prestatioun als Participatioun un de Frais de séjour vum Patient.

Här President, an Zukunft presentéiert sech de Centre ënner engem ganz neie Konzept, an deem een an enger eenzeger Behandlungsstruktur d'Délivrance an de Finanzement vun de Prestatiounen a Relatioun mat der Konvaleszenz vun der betraffener Bevölkerung gesäit. Et gouf och optéiert, fir de Finanzement iwwert de Biais vun Actes forfaitaires, an net iwwert de System vun der Budgetisatioun ze maachen. Als Modell gëtt de Centre thermal vu Mondorf geholl. D'Dispositiounen applizéiere sech souwuel bei der Assurance maladie wéi och bei der Assurance accident.

Wat d'Bénéficiairë vun der Assurance dépendance betrëfft, esou kréien dës Leit de Benefiss vun hire Prestatiounen Dépendance suspendéiert während hirem Openthalt an engem Centre.

Deen zweete Volet, deen derbäikomm ass duerch deen ugeschwaten Amendement, ass dee fir de Projet de loi ze complétéieren iwwert den Inhalt vum Objet eraus, andeem dann och eng Prise en charge iwwerholl gëtt, wat therapeutesch Aktivitéiten an der Psychiatrie extrahospitalière betrëfft. Hei geet et och drëm, eng Rei vu Propositioune vum Professer Rössler ëmzesetzen, notamment wat eng méi grouss Offer vun den encadréierte Logementer betrëfft.

De Moment gëtt et schonn Associatiounen, wéi zum Beispill „Liewen dobaussen", d'Ligue d'hygiène mentale, Réseau Psy an esou virun an anerer, déi dës Strukturen ofréieren. Während hirer psychiatrescher Rehabilitatioun kréien d'Patienten an dëse Strukturen e medezineschen Traitement, wou d'Prise en charge duerch d'Assurance maladie duerch dësen Amendement elo ofgeséchert gëtt. D'Prise en charge vun engem längeren Openthalt bleift virun am Domän vun der Konventioun, an dat op Basis vum 98er Gesetz. Bei Dépendance vu Patiente kann och eng Interventioun säitens der Fleegeversécherung envisagéiert ginn.

Schlussendlech modifizéiert dëse Projet den Artikel 65 vum CAS andeem en e konform zu Konstitutioun mécht, dat heescht, d'Nomenclature vun den Akter, de Servicer a Prothesen duerch Règlements grand-ducaux festgesat ginn, opgrond vun enger Recommandatioun vun der Commission de nomenclature. Een Avis gëtt och beim Collège médical an dem Conseil supérieur des professions de la santé gefrot.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi gesäit also een Article unique vir, fir d'Artikele vum CAS ze änneren: Éischtens den Artikel 61, den Alinea 2, wou d'Punkte 5 a 6 erweidert a verbessert ginn, an den Artikel 65, deen nei definéiert gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet déi éischt ageschriwwe Riednerin. Dat ass déi honorabel Madame Frank. Madame Frank!

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech dem Här Schneider villmools Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Wéi mer viru bal zwee Joer hei an der Chamber d'Gesetz gestëmmt hunn, dat dem Stat et erlaabt huet, sech finanziell un der Modernisëierung vum Centre de Convalescence vun der Fondation Emile Mayrisch zu Kolpech ze bedeelegen, war dat e wichtege Schrëtt. Haut gi mer en nächste Schrëtt an déiselwecht Richtung, andeems mer d'Gesetz stëmmen, dat d'Prise en charge vun den Déngschter zu Kolpech, déi geleescht ginn, regléiert.

Schonn 2004 hate mer eis an der Santéskommissioun Gedanken iwwert d'Prise en charge gemaach a bedauert, datt d'Patienten nach net an de Genoss vun dëser finanzieller Ënnerstëtzung komm sinn. Grad eréi de Statsrot hu mer schonn deemools gemengt, d'Regierung misst e juristesche Kader fir d'Prestatioune während deem Openthalt zu Kolpech schafen. Well Kolpech jo net am Spidolsplang drasteet, war kee Budget virgesinn, fir eben d'Fonctionnementskäschten ze decken, well den Artikel 74 vum Code des Assurances sociales an dësem Domän just d'Spideeler selwer opféiert.

Den Artikel 61 aus dem Code gesäit fir de Centre zu Kolpech eng Participatioun un de Fraisë vum Openthalt vun de Patiente vir. Dat ware bis elo 25 Euro den Dag. Mat dësem neie Projet awer schafe mer elo endlech e gesetzleche Kader am Beräich vun der Prise en charge vun de Prestatiounen, déi zu Kolpech getätegt ginn. Et ass wuel e klenge Projet, mä en huet e signifikativen Impakt.

Ech wëll just nach op den zweete Volet vum neie Gesetz agoen, deen duerch en Amendement vun der Regierung abruecht ginn ass, an nach e puer allgemeng Remarquë maachen. Duerch dësen Amendement ass vun elo un och d'Prise en charge vu Patiente virgesinn, déi aus der Psychiatrie hospitalière kënnen op Kolpech kommen an dann net méi an enger hospitalierer Struktur nobehandelt musse ginn. Dëst ass en immens wichtege Schrëtt, well och dës Mënschen hunn d'Recht, wann hire Gesondheetszoustand et erlaabt, an engem Rekonvaleszenz-Zenter wéi Kolpech encadréiert ze ginn. Et ass e weidert positiivt Element vun der Dezentraliséierung vum CHNP, wéi de Plang vum Professer Rössler dat virgesäit.

Hei musse mer awer onbedéngt eng Vernetzung tëschent deene bestehende Strukturen an dem Net-Spidol-Secteur schafen. Et ass wichteg, datt déi Patienten, déi aus der

Psychiatrie kommen, erëm geléiert gi sech an der Gesellschaft zurechtzefannen a Responsabilitéiten ze iwwerhuelen. Och wa si eng erfollegräich Behandlung hannert sech hunn, esou ass et oft néideg, datt si erëm léieren hiren Alldag ze meeschteren a mat den alldeegleche Problemer eens ze ginn. Also wichteg ass et, datt se Ënnerstëtzung kréien op deem Wee, dee se an déi néideg Autonomie an Onofhängegkeet ka féieren. Heiduerch gëtt de Risiko hoffentlech vun der Rechute vill méi kleng, an domadder kënne mer eise Gesondheetssystem entlaaschten.

Dëst ass eng grouss Erausfuerderung fir d'Responsabel vun der Croix-Rouge, déi de Fonctionnement vu Kolpech assuréieren. Mä ech sinn awer sécher, datt d'Responsabel, d'Madame Marie-Josée Thill, mat all hirem Personnel soignant, déi do schaffen, sech deenen Erausfuerderunge stellen a probéieren, deenen eenzelne Patienten déi néideg Prise en charge mat hire kierperlechen, séileschen an intellektuelle Souffrancen ze garantéieren.

No dësen Ausféierungen zu deem, wat da bis elo am Gesetz steet, wëll ech nach e puer allgemeng Remarquë maachen. Et dierf a mengen Aen an engem gerechte Gesondheetswiesen net dozou kommen, datt Kolpech genotzt gëtt oder méssbraucht gëtt doduerch, datt verschidde Leit regelméisseg op Käschte vun de Krankekeesen, also vun der Allgemengheet, Kuren iwwer eng Prescriptioun kréien, wéi zum Beispill zu Mondorf. A mir kennen der genuch, déi dat selwer sécher aus hirer eegener Täsch kéinte finanzéieren. Dës Form vu Luxus ass déi Leit, déi et wierklech néideg hunn, méssbraucht, an d'Krankekeesen an d'Allgemengheet ginn a mengen Aen domadder bedrunn.

Mä ech kommen zréck zum Text. Dës nei therapeutesch Konvaleszenz ass ee wichtegt Element an der Kette vun eisem Gesondheets- a Versuergungssystem, deen absolut am Sënn vun enger laangzäitlecher a ganzheetlecher Gesondheetspolitik steet. Dës nei Méiglechkeet muss integrale Bestanddeel vun eiser Prise en charge ginn, fir jiddferengem zougänglech ze sinn, deen et brauch.

Zum Schluss wëll ech awer nach eng Fro un eise Gesondheetsminister stellen. Ech si besuergt drëm ze wëssen, wéi eng Dokteren Zougank zu Kolpech kréien, fir de Suivi vun deene psychesch kranke Leit ze maachen. An zweetens: Ass de Minister gesënnt eng Evolutioun vun de Käschten a vun der Qualité des soins, déi do geleescht ginn, virzehuelen? Wa jo, dann a wéi enger Zäitspan? Ech wier frou, doriwwer Informatiounen ze kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och direkt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Romain Schneider, félicitéiere fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech mengen, hien hat dat schonn ugedeit, de Projet de loi ass en fait d'Suite logique vun deem Modernisatiounsprogramm vun der Fondatioun Emile Mayrisch zu Kolpech, dee mer am Dezember 2004 hei an der Chamber gestëmmt hunn.

Wär déi heite Gesetzesännerung net komm, wär menger Meenung no déi Modernisatioun iwwerflësseg gewiescht, well och mat enger Modernisatioun kann een net, wéi gesot, déi néideg therapeutesch Betreiung ginn, wann dat net esou virgesinn ass.

Et ass jo uganks scho gesot ginn, dass bis elo en fait d'Partizipatioun vun der UCM limitéiert war op e Forfait journalier, wat de Séjour ubelaangt, an op verschidden Actes infirmiers a physiotherapeutescher, mä isoléiert Akten. Dat heescht an anere Wierder, dass alleguerten déi Leit, déi an der Konvaleszenz waren, net onbedéngt déi Betreiung kritt hunn, déi se gebraucht hunn. Duerch dëst Gesetz ass dat an Zukunft méiglech. An domadder ass och de Centre de Convalescence vu Kolpech gläichgestallt mam Domaine thermal vu Mondorf.

An ech hoffen, Madame Frank, dass d'Leit dann do ähnlech gutt Traitementer kréien, wéi dat och zu Mondorf de Fall ass.

Begréissenswäert zousätzlech bei deem heite Projet ass selbstverständlech de Fait, dass am Kader vun der Décentralisation psychiatrique och effectivement déi psychiatresch Betreiung an deem heite Projet de loi mat virgesinn ass, esou zwar dass dat och e Schrëtt no vir ass.

Doduerch kënne mir als Demokratesch Partei deen heite Projet de loi nëmme begréissen an domadder ginn ech selbstverständlech och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Déi gréng Fraktioun seet och dem Rapporteur Merci fir säi Bericht. Dee war ganz explizit an huet alles gesot, wat dozou ze soe war. Mir wëllen dofir keng aner Remarquen hannendrun hänken a brénge just eis Zoustëmmung zu deem Projet.

M. le Président.- Den Här Minister Mars Di Bartolomeo, zoustänneg fir eiser aller Gesondheet, huet d'Wuert.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass e klengt Gesetz mat zwou Dispositiounen, déi awer an deene jeeweilege Beräicher erwaart ginn. Et ass u sech deem, wat de Rapporteur a sengem exzellente Rapport gesot huet, net schrecklech vill bäizefügen.

Opgrond awer vun där enger oder anerer Fro, déi gestallt ginn ass, wollt ech kuerz Stellung huelen zum Projet.

Wat Kolpech an d'Erhuelung, d'Reconvalescence ugeet, bréngt dee Projet hei e qualitative Sprong an e bréngt och eng Entlaaschtung fir déi Leit, déi dovu profitéieren. Och dat muss een esou gesinn, well déi 25 Euro, déi bis elo den Dag bäigedroe gi sinn, déi sinn net duergaang, fir déi Käschten opzefänken. Et wäert also dovu profitéiert ginn, fir d'Offer zu Kolpech ze verbesseren, wou en ambitiéise Programm besteet, deen allerdéngs mat der Krankekeess muss ofgestëmmt ginn, fir ze kucke wéi et complémentaire ka sinn a wou et Iwwerschneidunge gëtt. Also wäert hei d'Prise en charge verbessert ginn, besonnesch och dann, wann deen neie Bauprojet um Terrain realiséiert ass.

Et sinn e puer Suerge geäussert ginn: Dass een d'Qualitéit vun de Soinen, dass een d'Evolution vun de Käschte suivéiere muss. Dat ass eng Selbstverständlechkeet. Mir sinn amgaang eis ëmmer méi performant Instrumenter ze ginn, fir net nëmmen d'Qualitéit, mä och d'Evolutioun vun de Käschten ze suivéieren.

Wa mer de Fortschrëtt wëllen, musse mer d'Käschten am Gréff behalen. All Euro, dee falsch ausgi gëtt, dee feelt herno op där richteger Plaz, wou mer e Fortschrëtt missten hunn.

D'Dokteren, den Zougang zu Kolpech, dat ass keng Fro, déi ech elo aus der Hëft ka beäntwerten, mä déi Äntwert reechen ech selbstverständlech no.

D'Madame Frank kann ech berouegen: Et ass sécher net Luxus, deen hei begënschtegt gëtt. Ech ginn och net dovun aus, dass zu Mondorf bei de Kuren nëmme Luxus geleescht gëtt, mä dass zu Mondorf eng ganz Rei vu Leit gutt Soinë kréien, déi se brauchen an déi se soss an d'Ausland misste siche goen. Hei ginn ech selbstverständlech vun deemselwechten aus.

Ech muss och soen, dass d'Kuren zu Mondorf, och wann dat heiansdo am Emfannen esou vläicht opgeholl gëtt, e Posten an de Krankekeese sinn, deen net explodéiert, dat heescht, déi Gefällegkeetskuren, vun deenen ëmmer geschwat gëtt, si sécher eng Ausnahm, mä ganz sécher net d'Regel. An dat soll och hei net esou sinn. Et soll een dat och, wann ech gelift, net esou duerstellen.

Dann deen zweete wichtege Volet am Gesetz, wichteg, well en der Psychiatrie, der Psychiatrie extra-hospitalière en zweet finanziellt Standbee gëtt. Mir hunn an der Lescht e puermol d'Geleeënheet gehat, iwwert d'Entwécklung an der Psychiatrie ze schwätzen. Dat, wat mer als Erfolleg kënne wäerten, dat ass d'Dezentraliséierung vun der Psychiatrie, vun dem CHNP a Richtung akut Spideeler, wou ech déi leschte Kéier drop higewisen hunn, dass dat e Projet war, dee preparéiert ginn ass vun der viregter Regierung an dee realiséiert an an d'Praxis ëmgesat ginn ass ënnert dëser Regierung.

Dat féiert dozou, dass d'Hospitalisatioune vill méi kuerz ginn, wéi dat an der Vergaangenheet war. Dat féiert och dozou, dass déi Besoinë fir d'Leit, wa se aus der akuter Phas erauskommen, méi grouss ginn, also, dohier och den Drock aus dem Professeur Rössler sengem Rapport eraus, fir déi extrahospitalière Réseauen ze verstäerken.

An am Moment ass et esou, dat wësst Dir, dass deen dote Beräich vun der Psychiatrie reng iwwert de Statsbudget, iwwer Kreditter vun der Santé iwwer Konventioune bezuelt gëtt.

Mir sinn awer der Meenung, dass bei deenen Ausserspidolsinfrastrukturen och eng ganz Rei vu medezineschen Déngschtleeschtunge geleescht ginn. An duerfir si mer zur Konklusioun komm, dass mer d'Krankekeese mat an deen dote Beräich sollen eranhuelen, fir d'Offer kënnen ze vergréisseren, fir selbstverständlech net am Budget schneiden ze goen, mä d'Offer ze vergréisseren doduerch, dass mer en zousätzleche finanzielle Support kréien.

Dat erlaabt eis eng ganz Rei vun neie Strukturen ze schafen. Et sinn der eng Rei, déi amgaang si geschaf ze ginn. Déi lescht, vun där Dir héieren hutt, ass virun e puer Wochen opgaangen an der fréierer Orangerie vun dem CHNP. Et ass déi spezialiséiert Struktur fir am Prisong feelplacéiert Kanner mat enger Rei vu Problemer, sief dat psychescher, sief dat Dependenznatur. Déi Struktur huet hir Dieren de 4. Dezember offiziell opgemaach, ass also eng nei Struktur, déi kloer achséiert ass op Jugendlecher.

Mir hu virun e puer Deeg den definitive Go ginn, fir e Foyer - also méi eng liicht Struktur - am Norden ze schafen. Do ass et bis elo esou eng Struktur net ginn. Déi Struktur gëtt vun „Liewen dobaussen" opgebaut, an enker Zesummenaarbecht mat hire Partneren, sief dat den CHNP, sief dat déi fräischaffend Spezialisten.

Mir wäerten an deenen nächste Wochen a Méint weider Strukture genehmegen. Et sinn der, hannert där spezialiséierter Struktur fir Jugendlecher, nach néideg a spezialiséierte Foyeren. An an deenen nächsten Deeg wäert de Plan stratégique vum CHNP genehmegt ginn an den CHNP wäert da mat senger Moderniséierung kënne weiderfueren.

Dat gesot, bréngt dëse Projet eis also eng weider Ënnerstëtzung an der Dezentraliséierung vun der Psychiatrie, fir eis Bestriewungen, fir d'Psychiatrie de Leit méi no ze bréngen, a fir eis Bestriewungen, fir d'Continuité des soins an der Psychiatrie ähnlech gutt ze organiséieren an ze strukturéiere wéi bei deene sougenannten normale Soinen. Dat heescht, vun deene ganz liichte Strukturen iwwer Logementsstrukturen, iwwer Réseauen - dat heescht Prestatiounen, déi bei de Leit doheem och kënne gemaach ginn -, iwwer spezialiséiert Foyerë bis hin zu akute Spideeler an zu Rehabilitatiounsstrukturen.

Domat geet de Krees zou, an ech kann Iech soen, dass mer uganks des Joers no där nächster Gesondheetskonferenz den Aktiounsplang fir déi weider Reform vun der Psychiatrie presentéieren an dann och mat Iech zesummen diskutéiere wäerten.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Här Kox, ass e Problem?

(Interruption)

Et feelt nach ee Vote. Voilà.

De Projet de loi 5574 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5633 iwwert d'Upassung vun de Pensiounen an den Unfallrenten. D'Wuert huet och hei de Rapporteur, den honorabelen Här Romain Schneider. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Meyers, den Här Krieps, den Här Braz, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

8. 5633 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2005

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dat ass fir mech dës Woch dee leschte Rapport dann ze maachen, dëst fir de Projet 5633. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer als Rapporteur op de Projet iwwert den Ajustement vun de Pensiounen a Renten op den Niveau de vie 2005 kuerz anzegoen an lech déi néideg Erklärungen ze ginn.

Laut Artikel 225, Alinea 4, vum Code des assurances sociales ënnersicht d'Regierung all zwee Joer, ob et noutwendeg ass, eng Revisioun vum Facteur d'ajustement iwwert de legislative Wee ze maachen. Si gëtt esou der Chamber e Rapport iwwert de Wee vun engem Gesetzesprojet virun.

Säit 1995 ersetzt een Indicateur unique déi zwee, déi bis 1992 ugewannt goufe fir d'Pensiounen an d'Renten an de Mindestloun. D'Referenzpopulatioun gëtt zesummegesat vu Salariéen tëschent 20 bis 65 Joer, ageschloss och de Statssecteur. Den Indicateur miesst d'Progressioun vun de Salairë bis zum Siwefache vum Mindestloun. Dir fannt déi eenzel Tableaue mat de Resultater am Unhank vun dësem Projet erëm.

D'Gesetz vum 21. Dezember 2004 hat d'Pensiounen an d'Accidentsrenten op de reellen Niveau vun de Salairë vum Joer 2003 bruecht, mat Effet op den 1. Januar 2005. De Moment ass also komm, een Ajustement op de Lounniveau vun 2005 ze maachen, an dat ab 1. Januar 2007. Dunn huet awer de Comité tripartite a sengem Avis vum 28. Abrëll 2006 beschloss, an dat fir d'Statsfinanzen ze konsolidéieren, dësen Ajustement ze reportéieren an ze échelonéieren, deen, wéi gesot, den 1. Januar 2007 sollt kommen.

Laut Evolutioun vun de Salairë gouf deemools an der Tripartite proposéiert, wou gerechent gi war, datt dës Hausse 2% sollt sinn, 1% den 1. Juli 2007 ze erhéijen an e weideren 1% den 1. Juli 2008.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'Konklusioune vum Rapport awer, deen Der virleien hutt, weisen, datt d'Evolutioun vun de Léin eng Hausse vun nëmmen 1,9% bedeit. Duerfir ginn d'Pensiounen an d'Unfallrenten elo gehéicht ëm 1% op den 1. Juli 2007 an ëm 0,9% op den 1. Juli 2008. De Facteur d'ajustement geet also net erop ab 1. Januar 2007 vun 1,327 op 1,352, mä vun 1,327 op 1,340 ab 1. Juli 2007, an duerno vun 1,340 op 1,352, an dat, wéi gesot, ab dem 1. Juli 2008.

De Käschtepunkt vun dësen Ajustementer beleeft sech op 11,6 Millioune fir 2007 an op 34,1 Millioune fir 2008. Dësen Zousazkäschtepunkt kann duerch d'Pensiounskeese laut den ugekënnegte Reserven hoffentlech gedeckt ginn.

Bei den Unfallrente läit de Käschtepunkt bei 0,7 Milliounen Euro fir 2007 a bei 2 Milliounen Euro fir 2008. Duerch d'Abrogatioun vum Artikel 100, Alinea 6, vum CAS, dat mer gëschter am Gesetz 5611 ugeholl hunn, gëtt d'Charge vum Stat, also deen een Drëttel, wou mer gëschter geschwat hunn, komplett vun de Keesen, wat d'Assurance accident industrielle ubelaangt, iwwerholl. Dëst spillt net, wéi mer och gëschter geschwat hunn, wat d'Bauere betrëfft, wou virun de Statsbudget Träger ass. An hei hunn ech gëschter schonn d'Zuelen eng Kéier ge-

nannt: Fir 2007 sinn dat 30.000 Euro a fir 2008 100.000 Euro, déi am Spill sinn.

Mat dësem Gesetz ginn och d'Pensiounen an d'Rente vun de Statsbeamten an d'Luucht. De Käschtepunkt läit hei fir 2007 bei 2 Milliounen a fir 2008 bei 6 Milliounen Euro.

Eis Kommissioun huet de Projet an hirer Sitzung vum 14. Dezember 2006 ënnersicht. Si huet gläichzäiteg den Avis vum Conseil d'État ënnersicht, dee keng Objektioun hat. Leider louch de 14. Dezember awer keng Prise de position vun iergendenger Chamber do. Déi koume méi spéit eran. Déi konnte mer liesen an a Rou liesen, mä déi waren nom 14. Dezember eréischt do, sou datt d'Kommissioun also net d'Méiglechkeet hat, op dës Avisen anzegoen.

Wat do den Avis vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers ubelaangt, mengen ech, sou wëll ech als Rapporteur näischt driwwer soen, weisen awer drop hin, datt gëschter de Kolleeg John Castegnaro en long et en large drop agaangen ass an en och wierklech esou kommentéiert huet, wéi ech mengen datt en aus menger Siicht ze kommentéieren ass.

Den Avis vun der Chambre des Employés privés iwwregens hunn ech kuerz eng Kéier duerchgelies. E gesäit jo kee Problem vir. A souwäit ech weess ass haut och nach ee vun der Chambre de Travail komm, deen ech och duerchkucken, mä ech mengen, deen ass och plus ou moins an der Rei.

Här President, mat enger Géigestëmm vum Här Jaerling huet d'Commission vun der Santé an der Sécurité sociale dëse Projet akzeptéiert an der Chamber zum Vote proposéiert. Ech soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren an dësem Kontext, an Här President, erlaabt mer, datt ech kuerz am Uschloss dozou e Wuert soen, fir och d'Meenung respektiv vun eiser Fraktioun eriwwerzeginn. Ech wollt kuerz...

(Interruption)

M. le Président.- Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, wann Der erlaabt géif ech dem Här Rapporteur wëllen eng Fro stellen. En huet eis gesot elo wat de Käschtepunkt fir d'Pensioune vum Privatsecteur respektiv fir de Stat ass, wat deen Ajustement hei kascht. Ech wollt froen: Et ass jo am Kader vun der Tripartite fir d'Statsfinanzen ze konsolidéieren, wou déi Datumer zréckversat si ginn. Wat ass dann elo d'Aspuernis fir de Stat, opgrond vun där doter Moossnam, souwuel am private wéi am öffentleche Secteur?

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här Gibéryen, ech soe Merci fir d'Fro, mä ech mengen, ech géif déi Fro weiderginn un den zoustännege Minister, deen do ass, deen dorop géif äntwerte spéider dann am ganze Package. Da kann een déi Froen ofmaachen.

Bon, ech mengen, ech géif Merci soe fir d'Nolauschtere bei dësem Rapport, géif dann awer och, wann Der erlaabt, Här President, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Dann ass deen éischten ageschriwwene Riedner den Här Meyers.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur Merci fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. Dee schréftleche Rapport, wou ech géif festhalen, dass e bal komplett war, mä dat ass net seng Schold, well e keng Kommentaren iwwert d'Avisë vun de Beruffschambere konnt ginn. Dat kënne mer dann awer hei mëndlech nohuelen.

Sou wéi de Rapporteur gesot huet, ass déi gesetzlech Basis vun dem Ajustement den Artikel 225 vum Code des assurances sociales, deen eigentlech véier Bedingunge virgesäit, fir dass den Ajustement kann erfollegen:

Éischtens, d'Obligatioun fir d'Regierung, fir all zwee Joer e Rapport ze presentéieren iwwert d'Lounentwécklung am öffentlechen a private Secteur; zweetens, wa sech dorauser ergëtt, dass eng positiv Entwécklung do ass, d'Obligatioun fir der Chamber e Gesetzesprojet ze ënnerbreeden, wou och d'Pensiounen un déi Lounentwécklung ugepasst ginn; drëttens, d'Festsetzung vun deem neien Ajustementsfacteur, deen, esou wéi de Rapport se ginn huet, hei mat sech bréngt, dass d'Renten an d'Pensiounen ëm 1,9% hanne kënne sinn - wann een esou ka soen - par rapport zu de Léin a Gehälter. Sou dass dee Moment och eigentlech missten opgrond vun där doter Entwécklung, sou wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, d'Renten an d'Pensioune vum 1. Januar un ëm deeselwechte Betrag gehéicht ginn.

E véierte Faktor, deen ze ënnersichen ass, ass dee vun de Ressourcen. De Rapporteur huet schonn drop higewisen, wat d'Ausgabe fir de Privatsecteur sinn. Dat sinn 11,6 Milliounen Euro fir d'nächst Joer a 34,1 Millioune fir 2008. De Solde vun de Recettë par rapport zu den Dépensë beleeft sech an därselwechter Zäit op 500 Milliounen, esou dass iwwert de Regime vun de Pensiounen ouni zousätzlech Belaaschtung den Ajustement ka finanzéiert ginn.

Et kéint een also dervun ausgoen, dass och deen Ajustement op den 1. Januar kéint a Kraaft trieden. Allerdéngs ass am Rahme vun dem Accord tripartite den Ajustement an der Zäit zréckgesat a gesplit ginn. Ech wëll hei net op d'Ursaachen agoen, firwat dass dat geschitt ass. Mir hu gëschter erëm hei vum Statsminister répétéiert kritt, dass dat geduecht ass fir d'Konsolidéierung vun den öffentlechen Dépensen. D'Chamber huet sech an der Vergaangenheet e puermol mat deem Problem befaasst, an, wéi gesot, den Ajustement ass och en Deel vun deem Paquet tripartite.

Ech hu virdru gesot, de Rapport ass bal komplett, mä de Rapport konnt den Avisë vun de Beruffschamberen net Rechnung droen. A mir konnten déi Rapporten an de leschten Deeg liesen. Do war een awer plus ou moins erstaunt, dass eenzel Beruffschamberen, déi Vertriedunge si vun hire Beruffsstänn, op eemol net méi mat deem Accord tripartite d'accord sinn, während mer liesen, dass d'Beruffschambere vun de Salariéen - Privatbeamten, Aarbechter a Statsbeamten - an engem kuerzen Avis hiren Accord ginn hunn zu deem Ajustement.

Sou wéi en elo zréckgesat a gesplit gëtt, hunn d'Beruffschamber vum Commerce an d'Chambre des Métiers e gemeinsamen Avis ofginn, deen een eigentlech kéint - wann ech dat e bëssen op eng karikaturistesch Aart a Weis wëllt duerstellen - an dräi Sätz erëmginn: Éischtens stelle se fest, dass am Rahme vun der Tripartite een Accord getraff ginn ass, fir den Ajustement ze échelonnéieren an zréckzesetzen. Zweete Saz: Déi zwou Chambere begréissen déi dote Mesure. An deen drëtte Saz: Si opposéiere sech engem Ajustement, och esou wéi en an der Tripartite festgehale ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat do ass eng grave Décisioun. Si ass grave, well éischtens - elo kéint ee soen, dat kann eigentlech deenen anere Partner egal sinn - domat d'Glaubwürdegkeet vun engem vun de Sozialpartner bei der Tripartite a Fro gestallt ass. Well dee Moment, wou een esou reagéiert, mussen déi aner Partner sech d'Fro stellen, awéiwäit dass een nach Vertrauen an ee vun de Partner kann hunn, wann een en Accord, dee ganz sécher och deenen anere Sozialpartner an de Gewerkschafte vill méi ofkascht huet, op eemol a Fro stellt.

Mä mat dem Afrostelle vum Tripartite-Accord muss ee sech awer d'Fro stellen, ob hei am Land, allgemeng gesinn, den Dialogue social net a Fro gestallt ass.

Une voix.- Très bien.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Well d'Instrument vun der Tripartite ass a mengen Aen ee wesentlecht Instrument vum Dialogue social. An et huet eis erlaabt an der Vergaangenheet, an deene leschten 30 Joer, eng ganz Rei Reformen am Accord mat deenen dräi Vertrieder - mat der Regierung, de Gewerkschaften an de Patronatsvertrieder - auszehandelen a se op eng Aart a Weis ze presentéieren, déi et och der Chamber erlaabt huet, wäitgehend deenen doten Accordë Rechnung ze droen.

An den Nopeschlänner gi mer wéinst deem doten Instrument vun der Tripartite beneit. Ech hunn dëser Deeg an engem Interview, dat de Michel Rocard enger Zäitschréft ginn huet, gelies, dass e bedauert, dass a Frankräich keen Dialogue social méiglech ass, an dass dofir och keng négociéiert Accorden am Hibléck op d'sozial Reformen a wesentlech gesellschaftlech Reforme kënnen duerchgefouert ginn. Well soubal wéi d'Regierung mat Reforme kënnt, ass et bal deen een, bal deen anere Partner, deen drop schéisst an déi Reformen dann ofschéisst.

Dat war hei zu Lëtzebuerg an der Vergaangenheet net de Fall. Et konnten Accordë getraff ginn, déi sécher Kompromisser waren, mä wou jiddfereen dermat konnt liewen. Wa mer awer elo feststellen, dass op enger Säit deen Accord zu engem Deel - an zu engem wesentleche sozialen Deel - a Fro gestallt gëtt, da muss een Angscht kréie fir déi weider Entwécklung vun deem doten Instrument. An ech mengen, mir kéinten hei nëmmen den Appel maachen, dass an där Zäit vu méi Besonnenheet d'Patronat sech och fir deen doten Deel géif fir d'Zukunft besënnen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Firwat kuckt Der dann elo op den Här Frieden?

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Et kann ee fir d'Zukunft iwwer Renten a Pensiounen diskutéieren, mä wann een en Accord ginn huet am Rahme vun der Tripartite, wéi et hei de Fall war, ech mengen, da muss ee sech och un deen Accord halen, wann ee wëllt glaubwürdeg bleiwen a wann een als seriöe Partner och fir d'Zukunft wëllt unerkannt ginn.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech Iech soen, dass d'CSV zu deem Accord steet. Et ass och fir vill Leit heibannen net einfach engem Ajustementsgesetz zouzestëmmen, wat aneschters ausgesäit wéi déi Ajustementer, déi mer an der Vergaangenheet haten. Ech mengen, dat ass och fir vill Leit, besonnesch déi am soziale Secteur schaffen, eng Erausfuerderung an een Affer, wat bruecht gëtt, wat een och dobaussen oft deene Pensionéierten net liicht ka verkafen.

Ech wëll awer och soen, dass d'CSV zu deem Instrument vun dem Ajustement steet. Dat bedeit, dass deen nächste Rendezvous hei an der Chamber, fir iwwert den Ajustement ze schwätzen, an zwee Joer ass, am Dezember 2008.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Nächste Riedner ass den Här Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President. „Denke ich an Herrn Kaes und Konsorten in der Nacht, dann bin ich um den Schlaf gebracht."

(Hilarité)

Dës liicht ofgeännert Versioun vum Heinrich Heine sengem Gedicht „Nachtgedanken" hunn ech natierlech net aus Zoufall hei gewielt, well den Heinrich Heine deen éischte Poet war, dee sech no der industrieller Revolutioun der Aarbechterklass ugeholl huet, an als gutt Frënn de Friedrich Engels an de Karl Marx hat. Offensichtlech huet dee Gedanken net nëmme mech gëschter Owend betraff, wéi ech heemgefuer sinn, mä och hei am Haus den Här Sauber an den Här Thiel, déi bal vum Stull gefall waren.

Ech muss och soen, dass den Heinrich Heine, nodeem en de Karl Marx begéint huet, nach en anert Gedicht gemaach huet: dat berühmt „Wintermärchen". Et war wou e jonkt Meedchen - ech schwätzen elo net vun der Tripartite, well dat ass schonn en aalt Meedchen - op eng flott Aart a Weis gesongen huet. Ech zitéieren Iech nëmme véier Zeilen.

Une voix.- Sangt eis se.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Ech ka se net sangen, well doranner sinn ech net gutt. Ech war ni an engem Kierchechouer.

„Ich kenne die Weise, ich kenne den Text,

Ich kenn auch die Herren Verfasser;

Ich weiß, sie tranken heimlich Wein

Und predigten öffentlich Wasser."

Ech leeën Iech un d'Häerz, dass den Heinrich Heine Gedichter geschriwwen huet iwwert d'Aarbechterklass 1844 a seng Texter vum preisesche Kinnek 1846 verbuede gi sinn. Also, en ass och natierlech e puer Joer duerno - 1933 - verbuede gi vum Hitler fir aner Ursaachen.

Glécklecherweis ass dëse virleiende Projet - an do sinn ech mat mengem Virriedner, dem Paul-Henri Meyers, d'accord - an der Tripartite net ganz Victime vum flächendeckenden Ofbau gemaach ginn. An ech hoffen och, wéi hie gesot huet, dass an zwee Joer mer hei zu deem do Text kommen. Ech bedaueren natierlech wéi vill anerer, dass déi Auszuelung elo verspéit kënnt, mä domadder muss ee kënne liewen. An déi eeler Persounen am Land, déi hei an de Benefiss vun dësem Gesetz kommen, déi sinn d'Spuere méi gewinnt wéi déi méi Jonk a sinn och net esou ongedëlleg wéi déi Jonk.

Ech erënneren och drun, dass déi Gesetzgebung hei vum 13. Mee 1964 datéiert, wat d'Upassung, den Ajustement am private Secteur betrëfft, well am Statssecteur war dat scho méi fréi do. An ech erënneren och drun, dass e jonken DP-Deputéierten deemools, deem säin Numm Gaston Thorn war, an de Kommissioune vun der Chamber un dësem Gesetz vun 1964 maassgeblech bedeelegt war. Dir kënnt dat alles noliese goen.

Ech mengen och, dass alles zu dësem Gesetz vun de Virriedner gesot ginn ass. Ons DP-Fraktioun ënnerstëtzt dat hei Gesetz, well dat an der Traditioun vun der DP hirem sozialen Opbau ass.

Ech soen Iech dofir Merci, begréissen och d'Aarbecht vum Rapporteur Romain Schneider zu dësem Gesetz a wënschen Iech schéi Feierdeeg. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Den nächste Riedner ass den Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Déi gréng Fraktioun seet dem Rapporteur Merci a bréngt och d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Dann huet den Här Gibéryen d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat geet de Mëtteg am Schnellverfahren hei. Ech wëll och dem Kolleeg Romain Schneider Merci soe fir säi Rapport.

Ech mengen, all zwee Joer ëm dës Zäit, sou wéi beim Mindestloun gëschter, hu mer dann och erëm um Ordre du jour den Ajustement vun de Renten a Pensiounen.

Wann alles normal gelaf wär, da géifen d'Pensiounen an d'Renten am privaten an am öffentleche Secteur den 1. Januar elo 2007 ëm 1,9% ugepasst ginn. D'Tripartite war leider do dertëschent den 28. Abrëll 2006, an do ass, fir d'Statsfinanzen ze sanéieren, dann décidéiert ginn, dësen Ajustement opzedeelen an en zréckzeversetzen, op den 1. Juli 2007 1% an op den 1. Juli 2008 0,9%.

Den Här Rapporteur huet eis hei matgedeelt, wat mer do un Erspuernisser kréien: Fir d'Pensiounskeese vum Privatsecteur sinn dat 2007 11,6 a fir 2008 34 Milliounen, also iwwert déi zwee Joer gesi 45 Milliounen am Privatsecteur fir d'Pensiounskeess. Am öffentleche Secteur sinn et fir 2007 2 Milliounen a fir 2008 6 Milliounen, also 8 Milliounen.

Mä wann een awer weess, datt dee Projet jo hei gemaach ginn ass, dat Zréckversetze vun den Datumer, vun den Erfalsdatumer vum Ajustement, fir d'Statsfinanzen ze konsolidéieren, da muss ee sech och d'Fro stellen: Wat hu mer dann doduerch gespuert?

Den Här Minister war esou frëndlech, mer an der Zwëschenzäit déi Zuelen ze ginn. D'Pensiounskeese vum Privatsecteur spueren duerch dat Zréckversetzen 43 Milliounen iwwert déi zwee Joer, an de Statsbudget duerch d'Zréckversetzen, wat d'Ajustementer vun de pensionéierte Statsbeamten ubelaangt, iwwert déi zwee Joer 7,5 Milliounen.

Dat heescht also, datt déi Ajustementer, déi hei zréckversat ginn ëm sechs Méint an ëm annerhallef Joer, am Fong dem Stat net méi an net manner wéi just déi 7,5 Millioune vun Erspuernisser bréngen. Am Privatsecteur, mengen ech, huet de Stat keen Afloss, well do den Ajustement integral vun de Pensiounskeese bezuelt gëtt.

Duerfir stellt d'Fro sech, wann ee seet, mir wëllen d'Statsfinanze sanéieren, firwat datt een dann och hei am Privatsecteur den Ajustement net gemaach huet. A well mer gëschter hei och den zoustännege Minister héieren hunn, deen eis hei opgezielt huet, wéi héich d'Reserven am Privatsecteur sinn, déi enorm héich sinn, wou mer eng Deckungsperiod vun 3,1-mol d'Joresdépensen hunn, mat enger steigender Tendenz souwuel 2006 wéi och 2007, esou gëtt et absolut keng Ursaach, fir deen Ajustement net zum Erfalsdatum den 1. Januar 2007 ze bezuelen.

Op där anerer Säit, mengen ech, muss ee soen, wann de Stat bei den Ajustementer wëllt spueren, da kann en dat just spueren, wann e bei senge pensionéierte Beamten den Ajustement net bezilt. Mir wëssen awer, datt mer vum 1. Januar 1999 un en eenheetlechen Ajustement hei am Land hunn, dee souwuel fir de private wéi fir den öffentleche Secteur zielt. Mir waren déi, déi dat ëmmer verlaangt hunn, an duerfir sti mer och dozou.

Mir sinn och der Meenung, datt an Zukunft alles, wat mer an deem gemeinsame Statut hunn, wat d'Renten ubelaangt, wat privaten an öffentleche Secteur ubelaangt, datt een dat am privaten an am öffentleche Secteur ëmmer nëmme kann d'selwecht evaluéieren. Ob dat d'Ajustementer sinn, ob dat d'Cotisatioune sinn. Alles dat, wat eenheetlech ass, muss och eenheetlech bleiwen.

Mir wëssen awer, Här President, datt also hei vum Privatsecteur vun de Reserven aus absolut keng Ursaach do war, fir den Ajustement net ze bezuelen.

An et kann net esou sinn, Här President, datt mer deen een Dag higinn, wéi gëschter hei décidéiert am 5611, wou mer am Fong e Renteklau décidéiert hunn, wou d'Pensiounskeese vum Privatsecteur manner Gelder kréien, wou de Stat manner Transferten un d'Pensiounskeese vum Privatsecteur mécht, deen een Dag e Renteklau maachen, wat d'Bezuelen un d'Pensiounskeese vum Privatsecteur ubelaangt, an dann deen Dag duerno maache mer schonn e Klau vum Ajustement.

Dat heescht, dat, wat gëschter manner abezuelt ginn ass, mussen d'Pensionären aus dem Privatsecteur haut schonn erëm zréckbezuelen. Et ass also en duebele Renteklau, dee mer hei maachen, well déi Leit am Privatsecteur hunn dësen Ajustement verdéngt, an ech soen och déi Leit an der Fonction publique, well, wann de Stat wierklech schonn esou wäit ass, dass en déi 7,5 Millioune muss anhalen, sou datt d'Pensiounen och am öffentleche Secteur an am private Secteur net kënnen ugepasst ginn, dann ass et nach vill méi schlecht ëm d'Statsfinanze gestallt, wéi dat an deene leschten Deeg a Wochen hei duergestallt ginn ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Insgesamt spuert de Stat 7,5 Milliounen iwwer zwee Joer am Statsbudget. An duerfir kréie souwuel am private wéi am öffentleche Secteur déi Pensionéiert an d'Pensionären hir berechtegt Ajustementer net op den 1. Januar 2007.

Dat ass eng Situatioun, déi mir ënner kengen Ëmstänn kënnen akzeptéieren. Mir halen drop, datt den Ajustement op den 1. Januar 2007 ganz misst ausbezuelt ginn. Mir kënnen net heimadder averstane sinn. Duerfir stëmme mir och géint dëse Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann ass als leschte Riedner den honorabelen Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat deet esou gutt, wann Dir „honorabel" ëmmer esou betount, Här President.

(Hilarité)

Här President, ech wëll och dem Rapporteur fir säi Rapport félicitéieren. An ech sinn och frou, dass en hei ernimmt huet, dass ech an der Kommissioun och géint dee Rapport war, mä e weess awer och ganz genau...

Une voix.- Als Eenzegen!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, als Eenzegen. Ech sinn och houfreg drop, well e weess awer ganz genau, dass ech net géint de Rentenajustement war, mä dass ech géint déi aarmséileg Aart a Weis war, wéi deen aarmséilegen Ajustement hei och nach an zwee gedeelt gëtt an eréischt no annerhalleft Joer voll ausbezuelt gëtt. Do war ech dergéint an do sinn ech och hei dergéint.

A mäin Neen hei zu deem Projet wëllt och just ausdrécken, dass ech géint déi aarmséileg Aart a Weis sinn, wéi hei d'Rentner bei d'Lisette gelooss ginn.

Den Här Meyers huet hei gesot, heibannen, do wären der, déi géifen Affer bréngen, wa se dee Projet hei misste stëmmen. Heibannen ass keen, deen en Affer bréngt. Dat kann ech lech soen! An dat hu mer an deene leschten Deeg hei gesinn. Hei sinn nach ganz aner Saachen ofgestëmmt ginn, an ech hu kee vun deenen alleguer heibanne gesinn eng Tréin vergéissen.

(Interruptions)

An ech ka mer och net virstellen, dass se owes eng Temesta huelen, fir roueg ze schlofen. An duerfir, déi Eenzeg, déi hei Affer bréngen, dat sinn d'Rentner. Déi Eenzeg, déi hei Affer bréngen, dat sinn déi Leit, déi elo an deene leschten Deeg hei gestriizt gi sinn. An ech kann nëmme soen, dës Regierung, déi ass um séchere Wee, fir an d'Guinnessbuch vun de Rekorder vum Sozialofbau opgeholl ze ginn.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den zoustännege Minister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur en häerzleche Merci soe fir säi Rapport, deen d'Nuancë richteg erausbruecht huet an deen och kloergemaach huet, dass eigentlech jiddfereen...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...léiwer, esou wéi oft beim Rentenajustement, beim Ale bliwwe wär. Mä Dir wësst a wat fir engem Kader dass d'Diskussioune gefouert gi sinn. D'Diskussioune sinn am Kader vun der Tripartite gefouert ginn, an am Rahme vun engem Accord, deen e ganze Koup Komponenten hat, ass deen heite Projet, ass déi heiten Décisioun zustane komm, well d'Diskussiounspartner sech och eens waren, dass all Beräicher sollten an déi Diskussioun erabezu ginn a sollten équilibréiert Accordë fonnt ginn.

Ech wëll just ënnersträichen, well dat jo vläicht ënnergeet bei deenen Aarmséilegkeeten, déi ervirgestrach ginn, dass duerch deen heite Projet de Prinzip vum Ajustement net a Fro gestallt ginn ass. Dat war an ass net esou evident an enger Diskussioun, wou heiansdo déi einfach Mëttelen an de Vierdergrond gestallt ginn: de Pensiounsregime total op d'Kopp dréien, Ajustementer total op d'Kopp dréien. Einfach Rezepter also bréngen, fir méi komplex Prozesser.

Ech wëll och soen, dass an deenen Diskussiounen, déi an der Tripartite gefouert gi sinn, der waren, et pas des moindres, déi net op deen heite Wee wollte goen, mä op vill méi eng radikal Aart a Weis un den Ajustement wollten erugoen. D'Sozialpartner hu sech am Endeffekt gëeenegt, dass de Prinzip vun enger Zweejoresadaptatioun vum Ajustement net a Fro gestallt gëtt, mä dass et zu engem différéierten Ajustement kënnt an - deemools am Gespréich - gläichméissegen Tranchë vun engem Prozent 2007 an engem Prozent 2008.

Dat war eng approximativ Rechnung deemools, well d'Basisdate fir den Ajustement nach net virlouchen. Déi Berechnungen, déi d'Regierung am Zesummenhang mam Mindestloun a mat dem Rentenajustement gemaach huet, déi hunn net 2% erginn, mä 1,9%, an duerfir ass d'Optioun geholl ginn, déi éischt Tranche op 1% festzeleeën, also déi méi grouss Tranche, an déi zweet Tranche op 0,9% festzeleeën. Dat heescht also, dass an der Tripartite no laangen a kontroversen Diskussiounen, wou vill méi wäit reechend Positiounen um Dësch louchen, en Accord fonnt ginn ass op dësem Punkt, esou wéi en elo virläit.

Et gouf also en kloren Accord an der Tripartite!

An ech verstinn dofir ganz kloer d'Opreegung an och d'Betraffenheet vun enger Rei vu Leit heibannen an och vun dobaussen, well elo an der Diskussioun an an den Avisen zu deem heite Projet eenzel Patronatsorganisatiounen deen Accord a Fro stellen, deen awer aus der Tripartite erauskoum. An ech sinn honnertprozenteg mat deem, wat de John Castegnaro gëschter gesot huet, a mat deem, wat de Paul-Henri Meyers haut gesot huet eens, dass, wann Accords tripartites getraff sinn, déi Accorden all Partner engagéieren, an dass déi Partner gutt drun dinn, sech och nach sechs Méint duerno dorun ze erënneren.

Well dee wäertvolle Modell, deen d'Tripartite ass - an ech sinn honnertprozenteg do dermat d'accord, dass all d'Länner, déi en net hunn, eis drëm beneiden, dass mer den Tripartite-Modell hunn -, dee Modell musse mer erhalen. An all Kéiers wann eng Tripartite-Ronn a schwieregen Zäite mat engem Accord endegt, och wann deen Accord net jiddfereen zefridde stellt, dann ass dat vill méi wichteg a vill méi richteg a fir jiddferee vill méi sënnvoll, wéi en Désaccord! Well den Désaccord setzt nämlech vill méi op d'Spill wéi den Accord, deen no méiséileger Aarbecht zwëschent Partner fonnt ginn ass.

Ech muss dat vläicht eng Kéier ënnersträichen, fir dat ze relativéieren, wat heiansdo esou mir näischt, dir näischt vun anere Bänke kënnt, dass mer hei iwwer Aarmséilegkeete schwätzen. Mir hunn e Rentesystem, deen zu deene beschten op der Welt gehéiert, wann et net dee beschten ass. Et gëtt just an deem beschtméigleche Rentesystem nach Nuancen, ob een an deem enge Secteur oder an deem anere Secteur ass. Mä et ass dee beschtméigleche Rentesystem. An et ass quasi deen eenzegen, wou ech jiddefalls op der Welt kennen, deen ajustéiert an indexéiert gëtt. An déi Prinzipien, déi sinn net a Fro gestallt.

An duerfir, wann ech gelift, wann ech gelift, wann een no bausse kommunizéiert, och vis-à-vis vun de Rentner, déi hei Affer bréngen, dat ass ganz kloer, an och déi Kleng, déi Affer bréngen, wéi all déi aner Leit hei zu Lëtzebuerg am Rahme vun der Tripartite Affer bréngen, fir eis Manövréierfäegkeet erëm hierzestellen oder ze verbesseren, fir aner wichteg sozial Elementer a Projete kënnen ze realiséieren, da soll een déi eemoleg Situatioun zu Lëtzebuerg nët schlechtrieden.

Ech hunn eigentlech zu deene Saachen, déi vum Rapporteur ënnerstrach gi sinn a vun enger Rei vu Riedner verstäerkt gi sinn, net vill bäizefügen. Just dass et richteg ass, dass d'privat Renteregimer hei iwwer zwee Joer ëm 43 Milliounen Euro entlaascht ginn, dass et richteg ass, dass de Stat ëm 7,5 Millioune bei dem Rentenajustement a liicht och bei dem Ajustement vun den Unfallrenten entlaascht gëtt iwwer en anere Wee. Mä wann ee probéiert Equiliberen erëm hierzestellen, da muss een och no Chiffere kucken, déi vläicht net esou grouss sinn, fir aus deem Ganzen en Ensembel ze maachen, dee sech dréit.

Ech mengen, an dat als ofschléissende Saz, dass et extrem wichteg ass, dass mir - an ech soe mir! - als Regierungsvertrieder an och als déi, déi d'Regierungsmajoritéit droen, dee richtege Message vis-à-vis vum Instrument Tripartite erausginn, an zwar, dass mir zu deenen Accordë stinn. Ob dat elo zum Ajustement ass oder, wéi mer de Moie laang diskutéiert hunn, zu engem anere Volet, deen den Eenheetsstatut ass -, dass mir als Majoritéit an als Responsabel an der Chamber an an der Regierung zu deenen Ofmaachunge stinn an och alles wäerte maachen, fir dass déi Ofmaachungen ageléist ginn. Mat Blocagen oder ouni Blocagen -, mir jiddefalls stinn zu eisem Wuert.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5633 ass mat 55 Jo-Stëmmen ugeholl, bei 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5577, en Ofkommes tëschent de Benelux-Staten an der Schwäiz iwwert d'Réadmissioun vu Leit ouni gülteg Openthaltsgenehmegungen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel.

9. 5577 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Confédération suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et du Protocole d'application, signés à Berne, le 12 décembre 2003

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi geet et ëm d'Approbatioun vun engem Ofkommes zwëschent de Benelux-Staten an der Schwäiz iwwert d'Réadmissioun vu Persounen, déi en situation irrégulière sinn. Et geet och drëms, de Protocole d'application unzehuelen. Dësen Accord an de Protokoll goufen den 12. Dezember 2003 zu Bern ënnerschriwwen.

Et ass vläicht an dësem Kontext wichteg drun ze erënneren, dass d'Schwäiz an d'EU-Memberstaten 2001 en Accord de libre circulation vu Persounen ënnerzeechent hunn. Dat heescht, wann et ëm d'Réadmissioun geet, dass hei net Benelux-leit oder Schwäizer concernéiert sinn, mä dass et besonnesch wichteg ass wat Leit aus Drëttstaten, aus Drëttlänner ugeet.

Et ass och wichteg ze soen, dass an esou engem Accord d'Konditiounen an de prakteschen Oflaf vun der Réadmissioun, awer och d'Regelen, déi beim Transit, fir an Drëttlänner ze kommen, unzewenne sinn, definéiert ginn.

An eiser Kommissiounssëtzung vum 18. September 2006 hate mer décidéiert, dem Ausseminister zwou Froen ze stellen. Éischtens wollte mer wëssen, wéi eng Kategorië vu verschiddenen Accords de réadmission Lëtzebuerg schonn ënnerschriwwen huet, an déi zweet Fro war ze wëssen, wéi vill Persounen eventuell vun dësem Accord kéinte concernéiert ginn.

Mir kruten och direkt eng Äntwert, an do hu mer gesot kritt, dass et verschidden Accords de réadmission gëtt, déi am Kader vun der Benelux gemaach gi sinn. Dat ass säit de 60er Jore mat Frankräich, Éisträich, Slowenien, enger ganzer Rëtsch Länner. An da gëtt et eng zweet Kategorie, dat sinn déi, déi am Kader vu Schengen gemaach ginn. Do hu mer 1991 ee mat Polen. An da sinn elo neierdéngs och där Accords de réadmission am Kader vun der Europäescher Unioun gemaach ginn, an zwar mat Hongkong, Macau, Sri Lanka, Albanien a Russland.

Dësen Accord, iwwert dee mer haut schwätzen, besteet aus 20 Artikelen. Wichteg ass vläicht ze soen, dass am Artikel 1 och nach festgehale gëtt, dass d'Fürstentum Liechtenstein duerch e bilateraalt Ofkommes mat der Schwäiz mat concernéiert ass. Den Accord d'application besteet aus zéng Artikelen an zwou Annexen. De Statsrot huet a sengem Avis drop opmierksam gemaach, dass et par rapport zu fréieren Accords de réadmission e puer Neierunge gëtt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Zum Beispill enthält dësen Accord Dispositiounen iwwert den Dateschutz an awer och iwwert d'Regele vun de Käschten, déi opkomme kënnen, wann et bei engem Transit zu Dégâte komme géif.

Dat gesot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bleift mir nach just iwwreg elo den Accord vun der LSAP-Fraktioun ze ginn. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Angel. D'Madame Stein-Mergen huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och de leschten Dag virun der Vakanz wollt ech net vergiessen als alleréischt dem Rapporteur Marc Angel villmools Merci ze soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. Wéi de Rapporteur et scho preziséiert huet, schreift de Projet sech um europäesche Plang an de Kader vun der Lutte géint d'illegal Immigratioun an, déi eng zentral Achs vun der gemeinsamer Europapolitik zënter dem Joer 1999 duerstellt.

Et ass zënter dem Amsterdamer Vertrag, wou d'Kommissioun d'Méiglechkeet huet, fir hir Réadmissiounsverträg am Numm vun der Europäescher Unioun mat Drëttstaten ze verhandelen. Dëst gouf jo och scho mat séllechen Drëttstate gemaach. Et sollt awer och kloer erausgestrach ginn, dass de Management vun der illegaler Immigratioun nëmmen een Aspekt vun der europäescher Immigratiouns- an Integratiounspolitik ass, déi sech an dem Den Haager Programm e Kader gesat huet an déi e gemeinsaamt Virgoen a souguer e Fong fir d'Länner zur Verfügung gestallt huet fir den Ëmgang mat der Immigratioun a mat der Integratioun.

Déi communautär Réadmissiounsaccordë verhënneren awer net, dass déi eenzel Memberstaten d'Méiglechkeet hunn, fir hir Verträg um bilateralen Niveau auszehandelen, esou wéi mer dëst haut hei maachen. D'Bäibehale vun de Souveränitéitsrechter ass also an deem Kader ze begréissen, well se eis et erlaben nach zousätzlech Moossnamen ze huelen, fir nach besser kënne mat eenzelnen Drëttstaten an dësem kriddeleche Beräich zesummenzeschaffen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech just e puer kuerz generell Remarquë maachen, déi mer am Kontext vum Objet vun dësem Gesetzestext, also der illegaler Immigratioun, besonnesch wichteg erschéngen. Et muss ee bemierken, dass mir am Kader vun der gemeinsamer Europapolitik kënnen am wierksaamsten dogéint virgoen. Esou erlaben eis déi communautär Accorden ënner anerem d'Réckféierungsprozedure méi effikass ze gestalten duerch d'Operstelle vu gemeinsamen Normen, déi d'Etappe vun der Réckféierung betreffen, wéi awer och duerch d'Koordinatioun vun de statisteschen Informatiounen, oder d'Opstellung vun enger technescher Assistenzstruktur fir d'Zesummenaarbecht.

En anert wichtegt Argument ass, dass mer um Niveau vun der EU méi Drock hunn op Drëttstaten, fir se dozou ze bewegen Réadmissiounsaccordë mat ons ofzeschléissen.

Déi illegal Immigranten, déi all Dag hire Wee an d'EU fannen, sinn e Problem, deen ons alleguerte betrëfft; all d'Länner vun der EU. E betrëfft awer och déi nordafrikanesch Länner, mat deene mer e Partenariat am Kader vum Prozess vu Barcelona hunn. An esou wäit wéi méiglech probéiert all Land, fir sech an d'EU zesummen an de Gréff ze kréien. Et geet natierlech nëmmen, wann net jiddferee viru sech hipiddelt.

Dës Leit, Dir Dammen an Dir Hären, mat deenen ech perséinlech all Dag a mengem beruffleche Liewen a Kontakt sinn, déi sinn net ze beneiden. Wann ee Kontakt mat hinnen huet, da schéngt et - wann ech se elo emol als Grupp gesinn, net als Eenzelner -, wéi wann et hinnen egal wier wou se dann an engem Centre de rétention sëtzen oder hänken. Vill vun hinnen hunn nëmme ganz nebulös Geographiekenntnisser iwwer Europa. A wat Lëtzebuerg ass, dat wëssen se och net; wa se dann iwwerhaapt wëssen, dass se zu Lëtzebuerg sinn. Et ass natierlech an dësem Kader ze begréissen, dass de Projet vun engem Centre de rétention um Wee ass, fir dass ons Immigranten hei zu Lëtzebuerg aus dem Schraasseger Prisong erauskommen.

Ech erënneren nach eng Kéier ganz kuerz un déi véier europäesch Direktiven am Beräich vun der illegaler Immigratioun, déi mer de 7. Dezember an d'nationaalt Recht ëmgesat hunn. Déi europäesch Länner - a mir selwer net als lescht - brauchen aus evidenten demographeschen Ursaachen elo, an awer och an Zukunft, méi Immigranten. Dat geet jiddefalls aus dem Rapport vum Conseil économique et social ervir. Dës Immigratioun sollt eng geziilte sinn a kann nëmmen da fonctionnéieren, wa se vun deenen néidegen Integratiounsmoossname begleet gëtt.

Illegal Immigratioun bréngt dës Prozesser an dës Politiken a Gefor. Si ass ugedriwwen duerch d'Wuelstandsgefäll vun Norden no Süden. Dofir wëll ech net ofschléissen, ouni un dat drëtt awer wahrscheinlech wichtegst Standbee vu Moossname géint d'illegal Immigratioun ze erënneren, nämlech eng kohärent, plausibel a substanziell Kooperatiounspolitik.

M. le Président.- Merci, Madame Stein-Mergen.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Ech wollt nach just den Accord...

M. le Président.- Oh, entschëllegt! Ech hat gemengt Dir wiert fäerdeg.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Merci.

(Hilarité)

Ech wollt nach zum Schluss den Accord vun onser Fraktioun zu dësem Gesetz ginn, a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Déi gréng Fraktioun gëtt hir Zoustëmmung zu dësem Projet.

M. le Président.- Dann den Här Goerens. Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ech wollt just den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech denken, dass d'Regierung och d'accord ass mat den Développementer, déi mer gemaach hunn. Wann d'Regierung d'accord ass, da kënne mer direkt...

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Jo, a si seet dem Rapporteur och Merci.

M. le Président.- Voilà! Da komme mer zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Madame Doerner?

Mme Christine Doerner *(CSV)*.- Ech wollt och derfir stëmmen.

M. le Président.- Hat Der et vergiess?

(Interruption)

Dann ass et gutt. Dann hu mer 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum leschte Punkt. De leschte Projet, deen op eisem Ordre du jour ass, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5578, en Ofkommes tëschent der Union économique belgo-luxembourgeoise an Drëttlänner, fir d'Investissementer ze förderen. Och hei ass den honorabelen Här Marc Angel Rapporteur.

10. 5578 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gesinn, d'Ambiance hei an der Chamber ass dee leschten Dag virun der Vakanz genausou, wéi ech dat a menger Erfahrung gesinn hunn an der Schoul déi lescht Deeg.

(Hilarité)

Dat fannen ech flott, an dofir wäert ech och kucken, dass ech net ze laang schwätzen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Bei dësem Projet de loi geet et ëm d'Approbatioun vun Accordë vun der UEBL, also der Union Économique Belgo-Luxembourgeoise, mat verschiddenen Drëttlänner iwwert de géigesäitege Schutz an Encouragementer vun Investissementer. Erlaabt mer vläicht ganz kuerz op den Historique vun der UEBL anzegoen, déi 1921 tëschent der Belsch a Lëtzebuerg kreéiert gouf.

Dësen Accord huet der wirtschaftlecher an der monetärer Zesummenaarbecht tëschent der Belsch a Lëtzebuerg e Kader ginn. Deemools war d'Belsch awer wirtschaftlech vill méi entwéckelt wéi Lëtzebuerg, an huet och dofir eleng déi gemeinsam Intérête vertratt, an och eleng d'Négociatiounen an d'Accordë vun der UEBL mat Drëttlänner ausgeschafft. No ongeféier 80 Joer gudder Zesummenaarbecht hunn d'Premierministere vun deenen zwee Länner décidéiert d'Konventioun vun der UEBL ze iwwerkucken. Den 18. Dezember 2002 gouf dunn eng renouveléiert Konventioun ënnerschriwwen, déi an dësem Haus duerch d'Gesetz vum 27. Mee 2004 ugeholl ginn ass.

Zur gläicher Zäit hunn d'Lëtzebuerger Autoritéiten estiméiert, dass et net méi wënschenswäert wär mat der Praxis weiderzefueren, dass d'Belsch eleng Accorde mat Drëttlänner aushandelt, an dass dat zu Lëtzebuerg net zu enger Ratifikatioun an zu enger Publikatioun féiere géif. Iwwregens verlaangt eis Verfassung an hirem Artikel 37, dass dës Accorden duerch d'Chamber ginn an och duerno publizéiert ginn. De Regierungsrot huet dofir am Joer 2002 décidéiert, dass mir elo all déi Accordë vun der UEBL mat den Drëttlänner hei ratifizéieren an och duerno publizéieren.

Lëtzebuerg ënnerschreift also elo all d'Accords d'investissement vun der UEBL mat Drëttlänner. A bei deene 14 Accorden, ëm déi et sech hei an dësem Projet de loi handelt, do sinn der drënner, déi nach no der fréierer Praxis behandelt gi sinn, an och no där neier Praxis, wou also mir Lëtzebuerger mat négociéiert an ënnerschriwwen hunn.

D'Zil vun esou Accorden ass et - scho wéi den Titel et seet - den Encouragement an de géigesäitege Schutz vun den Investissementer ze garantéieren.

Déi belsch an och d'Lëtzebuerger Entreprisë sinn net déi eenzeg, déi an deene Länner, ëm déi et hei geet, investéiere wëllen. Et geet also drëm opzepassen, dass ons Entreprisen net désavantagéiert gi par rapport zu Konkurrenten aus anere Länner.

Duerfir ginn dës Accorden eng gewësse Rechtssécherheet a verschidde Garantien, wéi zum Beispill déi vun der gläicher Behandlung oder der Clause de la nation la plus favorisée, déi et erlaabt all Diskriminatioun ze vermeiden.

Déi 14 Accords d'investissement vun dësem Projet de loi weisen am Fong all en ähnlecht Schema op: E Préambule beschreift d'Philosophie vum Accord an duerno ginn déi wichteg Termë wéi Investissement, Investisseur, Revenu, Territoire an esou weider definéiert. Neierdéngs stinn an esou Accorden awer och Dispositiounen iwwert den Ëmweltschutz an d'Aarbechtsrecht dran.

Et ass also och duerfir wichteg ze bemierken, dass bei deenen Definitiounen och Termë wéi Législation de l'environnement a Législation du travail ganz kloer definéiert ginn. A wat d'Aarbechtsrecht ugeet, gëtt och ganz kloer Referenz geholl op d'Obligatiounen, déi e Land huet als Member vun der OIT - also vun der Organisation Internationale du Travail.

Eng weider wichteg Dispositioun an dësen Accorden ass d'Engagement, fir direkt oder indirekt Expropriatiouns- oder Privatisatiounsmoossnamen, wat d'Investissementer ugeet, fir do Regele virzegesinn. D'Interdictioun dovun ass allerdéngs net absolut, an duerfir gesinn dës Accorden och adequat Indemnisatioune vir am Fall vun enger Nationaliséierung oder enger Expropriatioun am Sënn vun der Utilité publique oder der nationaler Sécherheet.

Dës Accordë gesinn och Prozedure vir am Fall, wann et zu enger Procédure des règlements des conflits kënnt. Am Prinzip gëtt festgehalen, dass, wann et zu Differenzen zwëschent de Partie-contractantë kënnt, dës sollen à l'amiable geregelt ginn. Ass dat awer net de Fall, da kann den Investisseur déi eventuell Differenzen enger Juridictioun vum Land, wou d'Investissement sech befënnt, virleeën oder duerch en internationalen Arbitrage vun deenen am Accord virgesinnenen Arbitrage-Organisme regele loossen.

All dës Accorden, déi mer duerch dëse Projet de loi approuvéieren, si fir eng Dauer vun zéng Joer ofgeschloss a ginn duerno fir Periode vun zéng Joer weider.

De Statsrot geet a sengem Avis och op den Historique vun der UEBL an. Wat dëse Projet awer elo ganz konkret ugeet, wënscht de Statsrot sech, dass mer den Dispositif vun dësem Projet de loi änneren, andeems mer den Article unique, an deem déi 14 verschidden Accorden enthale sinn, duerch 14 Artikelen ersetze sollen. Dat heescht, fir all Land, mat deem d'UEBL esou en Accord ofgemaach huet, e separaten Artikel.

Am Fall, wou mer dat net géinge maachen, hätt deen eenzelnen Deputéierten net méi d'Méiglechkeet ze verlaangen, datt iwwer en eenzelnen Artikel ofgestëmmt gëtt, wéi et laut Artikel 65 Alinea 2 vun eiser Verfassung virgesinn ass.

D'Kommissioun huet sech also dësem Wonsch ralliéiert, an duerfir wëll ech lech zum Schluss nach schnell déi 14 Länner opzielen, mat deenen d'UEBL déi Accorden ofgeschloss huet. Dat sinn: 1. d'République du Bénin, 2. Bolivien, 3. Bosnien-Herzegowina, 4. d'Volleksrepublik China, 5. d'Komoren, 6. d'Demokratesch Republik vum Kongo, 7. Costa Rica, 8. déi Vereenegt Arabesch Emiraten, 9. d'Republik vu Guatemala, 10. Libyen, 11. Nicaragua, 12. Paraguay, 13. Serbien a 14. d'Kinnekräich vun Thailand.

Dat gesot, wëll ech lech nach den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn, an ech wëll lech alleguer, vu dass ech dee leschte Riedner haut sinn, „Äre Kanner a Kandskanner" - wéi eisen illustren Noper géif soen - schéi Feierdeeg wënschen.

Merci.

(Hilarité)

M. le Président.- Sou, Dir Dammen an Dir Hären, ech gesinn un der Lëscht vun den ageschriwwene Riedner, datt d'Fraktiounen alleguerten d'accord si mat den Ausféierungen an och mat de gudde Wënsch vum Här Rapporteur. D'Regierung, déi ass frou, datt mer dee Projet hei esou zügeg behandelt hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert de Projet de loi 5578.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner (par M. Emile Calmes);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

11. Discours de fin d'année

Dir Dammen an Dir Hären, d'Joer 2006 kënnt an e puer Deeg op en Enn. Et war e Joer, wat séier gelaf ass, esou wéi allgemeng d'Zäit séier leeft an där schnellliweger Welt, an där mer sinn.

D'Mënschen hei am Land, mir hei am Parlament, mä och d'Regierung musse sech druginn, fir Schrëtt mat där séierer Zäit ze halen. Mä d'Enn vun engem Joer ass eng Zäit, wat eng besënnlech Zäit ass. Eng Zäit, an där et gutt ass, fir ee Gank zréckzeschalten, zu Otem ze kommen, zréckzekucken op dat, wat am vergaangene Joer war, fir besser ze spieren, wat am neie Joer ka kommen.

D'Joer 2006 war ee Joer mat ville Biller. Mat schéinen a mat manner schéinen. Mat nodenklechen, mä och mat Biller, déi eis revoltéiert hunn. Déi dramatesch Situatioun am Irak, de Libanon-Konflikt, déi méi kloer Ambitioune vum Iran, Darfur, iwwert dat mer haut de Mëtteg nach geschwat hunn, a bei eis heiheem dat schrecklecht Zuchaccident zu Zoufftgen, wat vill Familljen a Leed a Misär gestierzt huet, déi schlëmm Brandstëftung an engem Zuch, Mënschen, déi aus Verzweiflung fräiwëlleg aus dem Liewe gescheet sinn.

Där däischter Biller, där gëtt et vill, heiheem an och dobaussen.

Mä et gouf och där gudder an där schéiner Momenter. Wann den europäesche Konjunkturmotor gutt leeft an domadder honnertdausende vu Mënschen erëm eng Aarbecht fannen, dann ass dat eng gutt Nouvelle. Wa mir hei zu Lëtzebuerg et fäerdeg bréngen, am Kader vun der Tripartite an engem breede Konsens Mesuren ze proposéieren, déi eis noutwendeg schéngen, fir eis Zukunftschancen net ze verspillen, dann ass dat eng erfreelech Donnée.

Wann d'Chamber sech, esou wéi se dat dëst Joer gemaach huet, net aniigelt an hire parlamentaresche Strukturen, mä sech beschäftegt mat deem, wat d'Mënsche wierklech dobausse beschäftegt, nämlech hire Froen, hire Suergen, hire Problemer, da gëtt d'Chamber hirer Roll gerecht. A mir sinn eiser Roll gerecht ginn.

Mir hunn eis emol an de Kommissiounen, emol am Plenum beschäftegt mat ville vun de Problemer vun de Lëtzebuerger a vun den Auslänner, déi hei zu Lëtzebuerg liewen. Mir hunn eis bekëmmert ëm de Chômage, de Chômage vun deene Jonken an de Chômage vun deenen Eeleren ënner eis. Mir hunn eis bekëmmert ëm d'Suerge vun deene Jonken an hiren Eltere fir e bessere Schoulsystem.

Mir hunn d'Suergen an d'Problemer eescht geholl, déi sech dréinen ëm d'Renten an d'Pensiounen an ëm déi materiell Ofsécherung vun deene Mënschen hei am Land, deenen et net esou gutt geet.

Mir hu geschafft un der Gesondung vun den öffentleche Finanzen, u méi engem effikassen öffentlechen Transport, un der Wettbewerbsfäegkeet vun eise Betriber, un de Froen, déi sech ëm d'Energieversuergung dréinen, ëm d'Gesondheet vun de Mënschen, an och un der zukünfteger territorialer Organisatioun vun eisem Land an domadder och vun eiser Landesentwécklung. An ech kéint där Dossieren nach eng ganz Rei opzielen.

Mä eis Aarbecht ass net fäerdeg, well se ni fäerdeg ka sinn an enger Gesellschaft, déi sech permanent verännert. Ech wënschen eis, dass mer et d'nächst Joer ënner villem anere fäerdeg bréngen, an aller Serenitéit déi grouss Dossieren, déi eng gesellschaftspolitesch Connotatioun hunn, virunzebréngen a wa méiglech ofzeschléissen. Ech schwätze vun der Reform vum Divorce, der duebeler Nationalitéit an dem Projet iwwert d'Palliativmedezin. Ech hoffen, dass mer alleguerte spieren, dass dëst d'Chantiere sinn, déi an d'Kategorie vun de Prioritéite sollten agereit ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll jiddferengem vun Iech, Kolleeginnen a Kolleegen, de Membere vum Greffe virop mam Generalsekretär a sengem Adjoint, dem Personal vun der Chamber, dem Personal vun de Fraktiounen, der Press an och dem Sécherheetspersonal e ganz häerzleche Merci soe fir eng gutt Zesummenaarbecht an dësem Joer, fir hiren Asaz a virun allem och fir déi permanent Disponibilitéit.

Fir dat neit Joer wënschen ech eis alleguerten hei am Haus an och der Regierung eng glécklech Hand bei deenen Décisiounen, déi ustinn, an eng gutt Aarbecht am Interessi vun deenen, déi mir alleguerte vertrieden.

Ech wënschen eis och gutt Relatioune mat deenen aneren Institutiounen, dem Grand-Duc, de Membere vun der Regierung, dem Statsrot an de Beruffschamberen.

Ech wënsche jiddferengem vun Iech, dass e Chrëschtdag esou ka verbréngen, wéi hie sech dat wënscht. Schéin a friddlech Chrëschtdeeg an e gudde Rutsch an d'neit Joer fir Iech alleguerten!

Plusieurs voix.- Merci gläichfalls!

M. le Président.- Den Här Goerens huet d'Wuert gefrot.

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, datt ech an Ärem Numm dem President och Merci soe fir déi léif Wierder an déi treffend Wierder, déi hie fonnt huet bei der Geleeënheet vum Ofschloss vun den Aarbechte vun dësem Joer an der Chamber.

Wéi mer et gesinn, hu mer ganz intensiv Aarbechtswochen hannerun eis mat dem 5611, dem Budgetsgesetz, dem Salaire social minimum, dem Rentenajustement, fir nëmmen e puer Gesetzer ze huelen, déi d'Zesummeliewen hei am Land sollen nei gestalten.

Ech mengen, jiddfereen, ob en elo fir oder géint déi Gesetzer gestëmmt huet, huet awer säin Apport bruecht, seng Kontributioun bruecht, fir datt déi Diskussioune konnten op engem korrekten Niveau verlafen. Ech ka jiddefalls soen, och als ee Vertrieder vun der Oppositioun, datt déi Aarbechtsbedéngunge ganz korrekt waren an datt mer och duerch déi Kommunikatiounsméiglechkeeten, déi mer haut hunn, souwuel doheem wéi och hei kënnen eng interessant Aarbecht maachen.

An et ass ëmmer nach eng Éier, fir d'Leit dobaussen hei ze vertrieden. Och deene géif ech am Numm vun eis alleguer wënschen, datt se net ze vill vun eis enttäuscht sinn. Mir si jo jiddfereen ebe wéi en ass; deen een huet dëst Temperament, deen aneren huet déi Mucken,…

(Interruptions et hilarité)

…mä insgesamt brénge mer et fäerdeg, mat engem Minimum un Toleranz an och enger zolitter Portioun Humor, déi, wéi ech nach ëmmer mengen, nach liicht ausbaufäeg ass, iwwert d'Distanz ze kommen.

Ech hu gesot, mir hu mat enger Partie eeschte Gesetzer opgehalen. A mir hunn och de Mëtteg nach, stellvertriedend och fir eng aner Partie Momenter am Laf vum leschte Joer, iwwert d'Leit am Darfur nogeduecht. Dat Éischt ass d'Solidaritéit heibannen, dat anert ass d'Solidaritéit mat deenen dobaussen. Et ass net am Geescht vun der Chamber, e Choix tëschent deem engen oder deem aneren ze maachen; et ass dat eent an dat anert. Et ass jiddefalls esou, mengen ech, wéi dës Chamber, déi och unanimement nach déi Motioun de Mëtteg gestëmmt huet, d'Solidaritéit versteet. Si ass indivisible.

An deem Geescht géif ech menge wier et gutt, wa mer d'nächst Joer och kéinte mat engem flotte Geescht vun Toleranz a Correctness un d'Aarbecht erugoen, well et bleift nach schrecklech vill ze maachen, an ech mengen d'Problemer ginn net méi einfach. Au contraire, si huelen zou. An ech hoffen, datt mir alleguer d'Kraaft hunn, fir eis dem Défi ze stellen. An datt mer et fäerdeg bréngen, datt mer och d'Institutioun Chamber dobaussen net dévaloriséieren, mä datt mer à la hauteur si vum Optrag, deen op eis duerkënnt.

An deem Sënn, Merci virun allem un Iech! Well ech mengen, mir hunn Iech heiansdo rose gemaach. Ech hoffen, datt Der net ze vill onzefridden an Är wuelverdéngte Chrëschtvakanz gitt.

Une voix.- Naja!

(Hilarité)

M. Charles Goerens *(DP).*- Mir verbesseren eis d'nächst Joer.

(Interruptions et hilarité)

D'nächst Joer ass et un engem aneren, fir dee Bilan hei ze maachen.

Ech wollt awer och dem Generalsekretär a sengem Adjoint an där ganzer Equipe Merci soen, déi extrem dévouéiert eis ëmmer zur Säit steet an déi à tout moment disponible ass - ech hu seelen Equipë gesinn esou dévouéiert sinn. Ech mengen, ech kann och do eist Personal, wat an deene verschiddene Fraktiounen ass, mat aschléissen, an och d'Press, déi et och net ëmmer einfach huet, fir an där Diversitéit vun de Standpunkten duerno ee Bericht ze maachen.

Also Iech alleguer an hinnen och alleguer an och der Regierung, déi…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Interruption)

M. Charles Goerens *(DP).*- Wësst Der, wann een eng Kéier do dran ass, da gëtt een däers net méi lass, da schléisst een déi ëmmer an déi Mercië mat an. An ech mengen, si hunn et jo och, streckeweis jiddefalls, verdéngt.

(Hilarité)

Iech alleguer e schéine Chrëschtdag a virun allem och ganz vill Energie a Kraaft an e flotte Geescht fir an dat neit Joer.

Plusieurs voix.- Très bien!!!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. D'Madame Statssekretärin Modert huet d'Wuert gefrot.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement.*- Merci, Här President. Dir Häre Fraktiounspresidenten, honorabel Deputéierten, léif alleguerten, a besonnesch och de Generalsekretär a seng ganz Equipe vum Greffe gradesou wéi d'Equipë vun de Fraktiounen: Merci fir dat „streckeweis verdéngt". Duerfir wollt ech hei e komplette Merci zréckginn un d'Parlament, als zoustännege Regierungsmember fir d'Bezéiungen zum Parlament.

De Chamberspresident gradesou wéi de Charles Goerens, Fraktiounschef vun der DP, hu mat treffende Wierder an och mat deene richtege Biller, déi se derbäi erausgesicht hunn, gesot, wat dëst Joer lass war a wat eis um Häerz läit fir d'nächst Joer. Ech kann, am Numm vun der gesamter Regierung an, wéi gesot, als zoustännege Member fir d'Bezéiungen zum Parlament, dat just nach ënnersträichen a bekräftegen an Iech Merci soen alleguerte fir eng gutt Zesummenaarbecht, vun där ech mer wënschen, datt se esou ka virugoen am nächste Joer an an deene Joren duerno.

Nodeem Der eng besënnlech Chrëschtzäit hat, nodeem e bësse Rou ginn ass, wou ee sech konnt erhuelen, fir datt een d'nächst Joer erëm ka fest schaffen, voll draklammen, weider richteg virufueren an deem, wat eis zesummen a gemeinsam um Häerz läit, nämlech matenee schaffen, zesummen diskutéieren a beienee streiden am Sënn vun enger gesonder parlamentarescher Sträitkultur, dat Ganzt zum Gudde vun deem gemeinsame Wuel, dat eis um Häerz läit, nämlech d'Zukunft vun eisem Land an all sengen Awunner.

Duerfir Iech alleguerte villmools Merci! D'Regierung seet Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. No engem - wéi üblech - ganz aktiven Dezember freeë mer eis op dat nächst och aktiivt parlamentarescht Joer wat an d'Haus steet. Iech alleguerte schéi Feierdeeg an alles Guddes am neie Joer an e flott Kulturjoer!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Modert.

12. Demandes en naturalisation

No deene Wënsch ass et awer esou, dass mer elo nach net ganz um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm sinn. Mir hunn nach ee Punkt op eiser Dagesuerdnung, nämlech d'Naturalisatiounen, an duerfir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 16.27 heures)

* * *

(Le huis clos est levé à 16.32 heures)

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 75 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat véier Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 21 décembre 2006

1. ALLIOT Philippe René Gabriel, né le 27 juillet 1953 à Voves (France), demeurant à Strassen

2. BAGHAI ARASSI Mehdi, né le 15 novembre 1968 à Téhéran (Iran), demeurant à Reisdorf

3. BAKOVIĆ Safet, né le 14 février 1969 à Cetinje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Ettelbruck

4. BEJTJA Elza, née le 13 mars 1987 à Tirana (Albanie), demeurant à Rumelange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de BECKER Elza.

5. BUBANI Daut, né le 27 septembre 1974 à Priština (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Strassen

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de BUBANI David.

6. CASTILLO Norma Haydée, née le 8 novembre 1950 à Buenos Aires (Argentine), demeurant à Esch-sur-Alzette

7. CATENA Antoinette, née le 7 juin 1935 à Audun-le-Tiche (France), demeurant à Soleuvre

8. CERVEIRA BORGES Sandra Sofia, née le 3 avril 1983 à Vacariça/Mealhada (Portugal), demeurant à Scheidgen

9. COSIĆ Esmira, née le 16 juin 1981 à Zavidovići (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

10. DA ROCHA PATACAS Isabel Maria, née le 1er février 1970 à Pena/Lisboa (Portugal), demeurant à Hautcharage

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de DA ROCHA Isabel Maria.

11. DAUTBASIĆ Alen, né le 14 avril 1983 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

12. DAUTBASIĆ Rizaheta, née le 1er janvier 1980 à Jelovo Brdo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

13. DE BRUYN David, né le 29 octobre 1984 à Jette (Belgique), demeurant à Grevenknapp

14. DE MELO RODRIGUES Antonio, né le 14 janvier 1958 à Moreiro do Lima/Ponte de Lima (Portugal), demeurant à Belvaux

15. DESSOY Catherine Liévine Ida Ghislaine, née le 14 décembre 1963 à Namur (Belgique), demeurant à Luxembourg

16. DIFFERDANGE Jean-François Pierre Joël, né le 27 avril 1973 à Arlon (Belgique), demeurant à Heiderscheid

17. DIONE Mamadou, né le 8 mars 1961 à Kaolack (Sénégal), demeurant à Strassen

18. DE MUNTER Herman Constant Victor, né le 22 mars 1955 à Wetteren (Belgique), demeurant à Luxembourg

19. DOS REIS MONTEIRO Ilidio, né le 28 janvier 1966 à Nossa Senhora do Rosario/São Nicolau (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

20. DUCHATEAU Pascal Colette Albert Emile Ghislain, né le 12 décembre 1969 à Namur (Belgique), demeurant à Wormeldange

21. DECKERS Heidi Jeannine Lea, née le 24 janvier 1973 à Genk (Belgique), demeurant à Wormeldange

22. DURIĆ Ljubica, née le 4 septembre 1984 à Janjevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

23. ECO Nezo, né le 5 juin 1957 à Crnis (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettembourg

24. SULJEVIĆ Emira, née le 20 octobre 1961 à Kanje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettembourg

25. FARGHADANI CHARSOOGHI Hirad, né le 9 mars 1972 à Téhéran (Iran), demeurant à Roodt/Ell

26. FIRULESCU Octav Petrus, né le 6 juillet 1959 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Olm

27. OPRESCU Liliana, née le 20 février 1961 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Olm

28. FRÖHLICH Daniel, né le 10 juin 1981 à München (Allemagne), demeurant à Wasserbillig

29. FURTADO CABRAL Margareth, née le 27 octobre 1975 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

30. GENIN Ambroise Frédéric Guillaume Raphaël François Marie, né le 13 juillet 1985 à Grasse (France), demeurant à Luxembourg

31. GENTEN Arthur Alex, né le 7 juin 1962 à St. Vith (Belgique), demeurant à Luxembourg

32. GLADKOV Iouri, né le 23 juin 1976 à St. Petersburg (Russie), demeurant à Imbringen

33. HAIGH Claire Frances, née le 16 septembre 1980 à Ottignies-Louvain-La-Neuve (Belgique), demeurant à Schuttrange

34. HENRIQUES PINTO Ricarlo Miguel, né le 1er mai 1980 à Paranhos/Seia (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

35. HONSIĆ Resmija, née le 4 avril 1977 à Honsice (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Colmar-Berg

36. HUGUEL Jean-Jacques Michel Georges, né le 2 octobre 1952 à Montbéliard (France), demeurant à Differdange

37. JAKOBEK Jacek Stanislaw, né le 8 octobre 1958 à Krakow (Pologne), demeurant à Junglinster

38. KLAS Elvira Marianne, née le 19 janvier 1970 à Bernkastel-Kues (Allemagne), demeurant à Oberbillig (Allemagne)

39. KOLA Arjan, né le 22 février 1957 à Durres (Albanie), demeurant à Senningen

40. DONA Dave, née le 10 mai 1960 à Rrëshen (Albanie), demeurant à Senningen

41. KONZOK Christine Annemarie, née le 17 janvier 1965 à Wittlich (Allemagne), demeurant à Wasserbillig

42. KIOSZEGHY Eva, née le 24 septembre 1985 à Myjava (Slovaquie), demeurant à Esch-sur-Alzette

43. LAUER Hedwig Elisabeth, née le 17 janvier 1946 à Mehring (Allemagne), demeurant à Howald

44. LORENZEN Patrick Johann Nikolaus, né le 20 janvier 1970 à St. Vith (Belgique), demeurant à Bissen

45. LUDES Peter, né le 7 mars 1950 à Karlshausen (Allemagne), demeurant à Echternach

46. MACHADO CARVALHO Henrique, né le 17 juin 1969 à Soutelo de Aguiar/Vila Pouca de Aguiar (Portugal), demeurant à Vianden

47. MAKEDONOV Sergueï, né le 24 juillet 1967 à Presnowka (Kazakhstan), demeurant à Bridel

48. MIRANDA TOMASIO Alexandre Manuel, né le 5 mars 1976 à Troyes (France), demeurant à Schifflange

49. MURATOVIĆ Elza, née le 10 janvier 1985 à Petnjica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

50. NEVES DA LUZ Nuno Manuel, né le 16 juillet 1982 à São Sebastião da Pedreira/Lisboa (Portugal), demeurant à Beringen

51. NEVES PIRES Lidia, née le 6 mai 1964 à Santo Antonio das Pombas/Paul (Cap-Vert), demeurant à Dudelange

52. RASTODER Alena, née le 29 juin 1986 à Peč (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Pétange

53. REINHARDT Alexandre, né le 6 septembre 1979 à Kiel (Allemagne), demeurant à Roodt (Septfontaines)

54. RODRIGUES Maria do Rosario, née le 4 octobre 1965 à Santo Crucifixo/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

55. SALOMOA Pedro Valentina, né le 8 septembre 1944 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

56. SCHMITZ Matthias Josef, né le 28 février 1960 à Lutzerath (Allemagne), demeurant à Welfrange

57. VOLKMANN Birgit, née le 24 juin 1966 à Berlin-Pankow (Allemagne), demeurant à Welfrange

58. SCHULDAY Karl Eberhard, né le 4 avril 1947 à Halle/Saale (Allemagne), demeurant à Dudelange

59. DURST Michaela, née le 16 septembre 1954 à Haan (Allemagne), demeurant à Dudelange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de DURST Michèle.

60. SENNAI Mouna, née le 30 mars 1974 à Casablanca (Maroc), demeurant à Soleuvre

61. SIBONJIĆ Sanela, née le 9 mars 1979 à Derventa (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

62. SOFTIĆ Emina, née le 7 novembre 1983 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wasserbillig

63. SPINA Ornella Clorinda, née le 7 juin 1956 à Monfalcone (Italie), demeurant à Derenbach

64. STARK Anneliese Hannelore Elisabeth, née le 4 juin 1949 à Monsheim (Allemagne), demeurant à Grevenknapp

65. STEEN Gerhard Heinrich Walter, né le 25 mai 1949 à Ratekau (Allemagne), demeurant à Dudelange

66. STEIPER Elke Monika Petra, née le 17 novembre 1967 à Tettnang (Allemagne), demeurant à Tuntange

67. TEIXEIRA ALVES SANTOS Maria João, née le 21 avril 1969 à Pena/Lisboa (Portugal), demeurant à Wecker

68. THEISMANN Nicole Elisabeth, née le 16 novembre 1961 à Büllingen (Belgique), demeurant à Nocher-Route

69. TOSORONI Antonietta, née le 5 mars 1941 à Cingoli (Italie), demeurant à Soleuvre

70. VAN WELDEN Jérôme Paul Urbain, né le 14 juillet 1945 à Eke (Belgique), demeurant à Luxembourg

71. VERMEIREN Luc Gerard Alfred, né le 17 novembre 1950 à Blankenberge (Belgique), demeurant à Echternach

72. Defebere Mary Rose Irène Georgette, née le 18 mai 1946 à Oostende (Belgique), demeurant à Echternach

73. WANG Lianna, née le 6 décembre 1984 à Zhejiang (Chine), demeurant à Hesperange

74. WEIS Denise, née le 5 juin 1956 à Saarbrücken (Allemagne), demeurant à Luxembourg

75. YE Xianhong, née le 4 décembre 1985 à Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun dëser Sitzung a vun där leschter Sitzung vun dësem Joer ukomm. Déi nächst Sitzung ass Enn Januar. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech matgedeelt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.33 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

Dépôt de deux projets de loi page 168
Communications page 168
Ordre du jour page 168
Heure de questions au Gouvernement
- Question N°131 du 7 novembre 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'avis du 20 octobre 2006 de la Cour constitutionnelle sur la compatibilité des exceptions au droit du travail pour chargés de cours avec la Constitution luxembourgeoise, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 169
- Question N°132 du 18 décembre 2006 de Monsieur Ben Fayot relative à l'initiative du Gouvernement, ensemble avec le Gouvernement espagnol, de réunir les dix-huit États membres ayant ratifié à ce jour le Traité constitutionnel, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 169
- Question N°136 du 15 novembre 2006 de Monsieur Charles Goerens relative à l'avenir du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 169-170
- Question N°133 du 18 décembre 2006 de Monsieur Camille Gira relative à la transposition de la directive cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (délai de transposition 22/12/2003), adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 170
- Question N°134 du 19 décembre 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative aux déclarations du Ministre de la Santé relatives aux „Krankeschäinautomaten", adressée au Ministre de la Santé page 170
- Question N°135 du 15 décembre 2006 de Monsieur Roger Negri relative aux résultats au Luxembourg de la campagne de sensibilisation au dépistage précoce du diabète dans le cadre d'un projet européen Interreg III ayant eu lieu du 20 au 25 novembre 2006, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale pages 170-171
- Question N°137 du 19 décembre 2006 de Monsieur Félix Braz relative à la modification en cours de la directive européenne «Télévision sans frontières» et les résultats du vote en première lecture au Parlement européen, adressée au Ministre des Communications page 171
- Question N°138 du 18 décembre 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à l'acquisition par la main publique de terrains situés hors périmètre et la vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 171-172
- Question N°139 du 18 décembre 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative au projet Eurocap-Rail, adressée au Ministre des Transports page 172
Ordre du jour (suite) page 172
Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la construction d'un lycée dans le canton de Clervaux pages 172-175
5642 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État pages 175-184
Question avec débat N°12 de Monsieur Félix Braz au sujet d'un système de tram léger page 184
5598 - Projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information pages 185-188
page 209
5611 - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant
1) modification du Code du Travail;
2) modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3) modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;
4) modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales;
5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces;
6) modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural;
7) réforme de la taxe sur les véhicules routiers;
8) modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;
9) introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;
10) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
11) établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement;
12) modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État pages 188-201
pages 202-209
5632 - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum pages 209-214
Dépôt d'un projet de loi page 214
5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 (suite)
- Votes page 214
Dépôt d'un projet de loi page 215
Communications page 215
Ordre du jour page 215
Question avec débat N°11 de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce
et
Dépôt d'une motion pages 215-216
Motion de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce pages 216-217
Dépôt d'une motion relative à la situation au Darfour par M. Laurent Mosar page 217
5574 - Projet de loi modifiant les articles 61 et 65 du Code des assurances sociales pages 217-218
5633 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2005 pages 218-220
5577 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Confédération suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et du Protocole d'application, signés à Berne, le 12 décembre 2003 pages 220-221
5578 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements pages 221-222
Discours de fin d'année page 222
Demandes en naturalisation pages 222-223

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1385	M. Claude Adam	Paiement des droits d'auteur par les bibliothèques
1399	M. Ben Fayot	Prise en charge des migrants en situation irrégulière
1419	M. Camille Gira	Publication par les communes des résultats des analyses de leur eau potable
1432	Mme Claudia Dall'Agnol	Protection des mineurs (contrôle de l'accès à des contenus illicites ou préjudiciables diffusés dans les médias)
1435	M. Aly Jaerling	Absentéisme des élèves
1452	M. Jean Huss	Tarification liée à la durée de consultation
1460	M. Jean Huss	Convenances personnelles (CP1)
1464	M. Aly Jaerling	Centre pour sports cyclistes
1465	M. Xavier Bettel	Transport public transfrontalier entre l'Allemagne et le Luxembourg
1469	M. Jean Huss	Renouvellement de la convention qui définit les dispositions de fonctionnement du service de remplacement de nuit en vigueur entre l'AMMD et l'État
1470	M. Jean Huss	Tensides perfluorés
1472	M. Marco Schank	Sécurité sur la ligne ferroviaire Nord
1473	M. Roland Schreiner	Système «Benerail»
1476	M. Jean Huss	Vaccins contenant du thiomersal
1478	M. Marcel Oberweis	«Péage commun»
1481	M. Robert Mehlen	Prix de vente des produits de la «Marque nationale»
1483	M. Laurent Mosar	Demandes d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise actuellement pendantes
1487	Mme Colette Flesch	Attaque verbale du Député français Arnaud Montebourg à l'égard de la place financière de Luxembourg

Question 1385 (6.11.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **paiement des droits d'auteur par les bibliothèques:**

Le projet de règlement grand-ducal relatif à la rémunération équitable pour prêt public prévoit que chaque bibliothèque, ou par substitution, la commune ou l'établissement de prêt pour le compte duquel la bibliothèque est exploitée, verse la somme de 2 € par utilisateur ayant emprunté un ouvrage durant l'année à la société de redistribution des droits d'auteur Luxxor. Ce même règlement prévoit que certaines bibliothèques seront exemptées du payement de ce forfait.

Dans ce contexte, et en me référant au résumé du Conseil de Gouvernement du 22 avril 2005, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État et à Monsieur le Ministre:

- Quand ce règlement grand-ducal entrera-t-il en vigueur?

- Quelles seront les bibliothèques exemptées du payement des droits d'auteur?

- Les bibliothèques ainsi que les communes se trouvant déjà dans une situation financière difficile, ne serait-il pas envisageable que ces frais supplémentaires soient directement pris en charge par l'État?

- Comment les bibliothèques qui manquent de toute façon de personnel pourront-elles prendre en charge le surplus de travail administratif engendré par cette mesure?

- Les publications libres «open access», c'est-à-dire pour lesquelles les auteurs ont volontairement renoncé à toute entrave de distribution, sont-elles mentionnées dans le règlement grand-ducal?

Réponse (18.1.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Le règlement et l'arrêté grand-ducal relatifs à la rémunération équitable pour prêt public vont être publiés sous peu au Mémorial.

Sont exempts du paiement d'une rémunération les établissements scolaires, universitaires ou de recherche scientifique ainsi que les institutions et établissements pratiquant le prêt spécialisé ou ouvert à un public ciblé. La liste de ces institutions et établissements est reproduite en annexe *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

La rémunération équitable pour prêt public est un mécanisme introduit au niveau européen (directive 92/100/CE) afin de compenser l'impossibilité pour les auteurs et les artistes interprètes ou exécutants d'interdire le prêt public de leurs œuvres licitement rendues accessibles au public. Aussi, vu que les établissements pratiquant le prêt généralisé sont par essence des institutions publiques, la collectivité doit-elle supporter de manière solidaire les frais engendrés par la rémunération équitable due aux créateurs.

La Bibliothèque nationale, institut culturel de l'État, devra générer en la matière la créance la plus importante en faveur des auteurs et artistes interprètes ou exécutants. Cette créance sera directement supportée par l'État. Les bibliothèques communales, de leur côté, devront à leur juste part contribuer à la rémunération équitable telle que voulue par le législateur. Il est souligné que l'État subsidie déjà bon nombre de bibliothèques à vocation régionale.

Quant aux informations que les différentes bibliothèques devront, le cas échéant, collecter et transmettre à un ou plusieurs organes de gestion collective de droits, il y a lieu de souligner qu'il existe des outils informatiques performants devant faire en sorte qu'un surplus de travail administratif devrait se situer dans des proportions raisonnables.

Enfin, les publications libres dites «open access», qui permettent la libre disponibilité en ligne de contenus numériques, mettent en distribution via un dépôt spécialisé ou une page personnelle sur Internet des articles de journaux scientifiques ou de recherches universitaires ou d'articles de journalistes et d'auteurs de façon générale. Le règlement grand-ducal relatif à la rémunération équitable pour prêt public ne constitue nullement une entrave à l'accès libre aux publications qui bénéficient de ce label. En effet, les publications dont objet sont librement accessibles sur des bornes Internet de la Bibliothèque nationale.

Question 1399 (14.11.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **prise en charge des migrants en situation irrégulière:**

Le Luxembourg n'échappe pas aux tendances internationales en matière de flux migratoire. Ainsi, bien que leur nombre soit inconnu, il est clair qu'un certain nombre de migrants en situation irrégulière se trouve sur le territoire luxembourgeois.

Par la loi du 17 septembre 1991 portant approbation de la Charte sociale européenne, signée à Turin le 18 octobre 1962, le Luxembourg a approuvé «La Charte sociale européenne» qui stipule dans son article 13 que: «(…) les Parties Contractantes s'engagent: 1) à veiller à ce que toute personne qui ne dispose pas de ressources suffisantes et qui n'est pas en mesure de se procurer celles-ci par ses propres moyens ou de les recevoir d'une autre source, notamment par des prestations résultant d'un régime de sécurité sociale, puisse obtenir une assistance appropriée et, en cas de maladie, les soins nécessités par son état; (…)».

Dans l'affaire Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) c. France, le Comité des droits sociaux du Conseil de l'Europe, dans sa décision du 3 novembre 2004 a fait une interprétation dynamique des droits des migrants. En l'espèce, le Comité constate «qu'une législation ou une pratique qui nie le droit à l'assistance médicale aux ressortissants étrangers, sur le territoire d'un État partie, fussent-ils en situation irrégulière, est contraire à la Charte».

À la lumière de l'interprétation citée ci-dessus, Monsieur le Ministre est-il d'avis que le Luxembourg honore ses engagements pris en approuvant la Charte sociale européenne?

Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'éclaircir sur la prise en charge des migrants en situation irrégulière dans les cas suivants:

- Les migrants en situation irrégulière peuvent-ils bénéficier d'une affiliation au Centre commun de la Sécurité sociale?

- Les femmes enceintes, non mariées, bénéficient-elles d'une couverture sociale leur permettant de régler les frais médicaux liés à la grossesse et à l'accouchement?

- Les jeunes enfants, nés d'une mère en situation irrégulière, bénéficient-ils d'une prise en charge par l'État des cotisations sociales afin qu'ils puissent être vaccinés et suivis par un médecin?

- L'État prend-il en charge les frais liés à une opération urgente ou des soins urgents devant être administrés à une personne sans papiers?

- De quelle prise en charge bénéficient les personnes en situation irrégulière en cas de besoins médicaux tels que les soins dentaires ou de petites opérations diverses?

Réponse (24.1.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En ce qui concerne le premier volet de la question parlementaire qui a trait à l'affiliation à la sécurité sociale des migrants en situation irrégulière, il y a lieu de noter que le Centre commun de la sécurité sociale ne procède pas à un contrôle pour savoir si les conditions pour le séjour ou la résidence d'un étranger sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg sont remplies.

Si un employeur procède à une déclaration d'entrée pour un salarié, le centre commun accepte l'affiliation s'il y a un lien de subordination dans l'accomplissement du travail. Du moment que des cotisations ont été payées, des droits aux prestations, notamment en matière de soins de santé, sont ouverts.

En ce qui concerne le second volet de la question parlementaire, qui a trait à la situation des migrants en situation irrégulière et qui ne sont pas affiliés à la sécurité sociale, il y a lieu de signaler que le Ministère de la Santé dispose de crédits budgétaires pour faire face à des situations d'urgence où des soins sont ou ont été accordés à des personnes qui ne bénéficient pas d'une couverture en matière de sécurité sociale.

Question 1419 (21.11.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **publication par les communes des résultats des analyses de leur eau potable:**

Il apparaît que dans certaines communes, le collège échevinal refuse de publier les résultats des analyses effectuées sur l'eau potable. Or, selon le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, les communes sont tenues de publier annuellement les résultats des analyses de leur eau potable.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le règlement de 2002 est appliqué correctement dans les communes du pays en ce qui concerne le devoir d'information? Qu'en est-il pour l'Administration de la Gestion de l'Eau?

- Quelles sont les données qui doivent être publiées chaque année?

- Monsieur le Ministre entend-il informer les communes par circulaire de leur devoir de communication envers le citoyen?

- Serait-il envisageable de mettre un espace Internet (par exemple sur www.waasser.lu) à disposition des communes pour qu'elles puissent y publier les données relatives à la qualité de leur eau?

Réponse (24.1.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. Il est exact que suivant l'article 12 du règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées a la consommation humaine, les autorités communales doivent informer au moins une fois par an la population desservie par leur infrastructure d'approvisionnement ainsi que les organes techniques compétents sur la qualité de l'eau fournie pendant l'année civile écoulée. En outre, les communes sont tenues de communiquer à tout consommateur qui en fait la demande les informations adéquates et récentes sur la qualité de l'eau fournie dans la zone de distribution qui l'alimente.

D'autre part, en cas de non-respect des valeurs paramétriques prévues par le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002, les autorités communales doivent prendre soin que la population concernée soit immédiatement informée et reçoive les conseils nécessaires.

Le devoir d'information incombe donc aux communes, le rôle de l'Administration de la Gestion de l'Eau se limitant, en application de l'article 2 de sa loi organique du 28 mai 2004, de faire respecter lesdites dispositions réglementaires.

Les données d'analyse sur les eaux potables, issues de prélèvements effectués par des agents de l'Administration de la Gestion de l'Eau, sont bien évidemment accessibles à toute personne physique ou morale qui en fait la demande selon les modalités de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement.

En cas de non-respect des valeurs paramétriques, l'Administration de la Gestion de l'Eau examine si ce non-respect présente un risque pour la santé humaine et ordonne les mesures correctives qu'elle estime indiquées pour rétablir la qualité de l'eau.

Je constate que dans la majorité des communes et des syndicats intercommunaux une prise de conscience s'opère en vue d'une gestion de qualité de l'eau potable.

Je constate toutefois également que certaines communes respectent encore de façon insuffisante les fréquences et l'étendue des paramètres à analyser. En outre, en cas de non-respect des valeurs paramétriques, l'Administration de la Gestion de l'Eau en tant qu'organe technique compétent n'est pas encore toujours informée et par ce fait ne peut remplir sa mission de conseil technique auprès des administrations communales.

2. Les données qui doivent être rendues publiques sont énumérées à l'annexe I du règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 et font partie intégrante du contrôle dit complet. En l'occurrence, il s'agit de contaminants microbiologiques et chimiques ainsi que de paramètres indicateurs, ces derniers étant aussi de type microbiologique et chimique, mais à valeur uniquement indicative.

Le contrôle complet des valeurs paramétriques est à effectuer au moins une fois par an pour chaque zone de distribution.

3. Lors de réunions d'information dans les trois districts en date des 2, 9 et 30 avril 2003, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et l'Administration de la Gestion de l'Eau ont présenté aux autorités communales le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002. Lors de ces présentations, il a été

insisté sur les principales obligations des fournisseurs d'eau potable prévues par ce règlement, et notamment l'obligation d'informer la population au moins une fois par an sur la qualité de l'eau distribuée par leurs réseaux.

Question 1432 (29.11.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **protection des mineurs (contrôle de l'accès à des contenus illicites ou préjudiciables diffusés dans les médias):**

Dans sa réponse à ma question du 22 décembre 2005 concernant l'accès des mineurs d'âge aux productions cinématographiques destinées à un public adulte, Monsieur le Ministre avait annoncé vouloir «présenter, sous peu, la solution envisageable pour le Luxembourg en matière de protection des mineurs contre des films qui ne devraient pas faire l'objet de représentations publiques». Dans sa réponse à la question écrite N°379 du 29 mars 2005, Monsieur le Ministre avait d'ailleurs précisé que l'approche à retenir devait être «horizontale et englober tous les moyens de mise à disposition dont le cinéma, les vidéogrammes, DVD et logiciels de jeu ainsi que les médias électroniques et autres et, bien évidemment, l'Internet».

L'année 2006 touchant à sa fin, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre si la contribution du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche aux travaux du groupe interministériel instauré en vue de l'élaboration d'un projet de loi destiné à proposer un dispositif d'ensemble de protection des mineurs a pu être finalisée et, dans l'affirmative, si Monsieur le Ministre peut me renseigner sur ses principaux éléments. Dans la négative, j'aimerais connaître les raisons pour lesquelles le Ministère n'a pas encore arrêté sa position en la matière.

Réponse (18.1.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire sous objet, je peux informer l'honorable Députée que mes services viennent d'élaborer un avant-projet de loi relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques. Ce document a été soumis pour avis à plusieurs Ministres dans le cadre de la consultation préalable à la saisine du Conseil de Gouvernement, de sorte que le dossier devrait pouvoir être soumis à ce dernier au cours des semaines à venir. Une fois déposé, le texte pourra être examiné par la Chambre des Députés.

Question 1435 (30.11.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**absentéisme des élèves:**

Am Frankräich läit den Absentéismus vun de Schüler bei 5 Prozent. Dëst huet déi franséisch Autoritéiten derzou verleet, en informatesche System anzeféieren, deen et erlaabt d'Eltere kuerzfristeg iwwert d'Feele vum Schüler ze informéieren a se domadder ze responsabiliséieren.

Kann d'Madame Unterrechtsministesch mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wéi héich war den duerchschnëttlechen Absentéismus vun de Schüler hei am Land während deene leschte 5 Joer?

2) Wat sinn déi heefegst Ursaache vum Absentéismus?

3) Ginn d'Eltere systematesch iwwert d'Feele vun hire Kanner informéiert, wa jo, op wéi eng Aart a Weis?

4) Wat geschitt bei engem heefegen, respektiv systemateschen Absentéismus?

5) Ass der Madame Ministesch de franséische System bekannt a gëtt et eng Méiglechkeet, deen och hei am Land anzeféieren, fir datt d'Eltere kënne responsabiliséiert ginn, wat d'Feele vun de Schüler ubelaangt?

Réponse (16.1.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) Am Schouljoer 2004/2005 louch den Taux vun den onentschëllegten Absencë par rapport zu allen Absencen am postprimairen Enseignement duerchschnëttlech bei 7,0% an am Joer 2005/2006 bei 6,5%. Virdru sinn d'Absencen net am „Fichier élèves" zentraliséiert ginn an duerfir läit och do kee Chiffer vir. Datselwecht ass de Fall am Primaire wou nach keen zentraliséierte Fichier mat den Donneeën iwwert d'Absencë vun den Élèven existéiert.

Ad 2) D'Ursaache vum Absentéismus ginn net statistesch erfaasst a kënnen deemno och net ventiléiert ginn.

Ad 3) Jo, si gi systematesch informéiert: iwwert de „Carnet de liaison" an der Primärschoul wéi am Enseignement secondaire technique. Ma ganz vill Régenten, Schoulmeeschteren a Léierinnen intervenéieren all Kéiers esoubal si e Verdacht op eng onentschëllegt Absence hunn. Si ruffen dann d'Elteren un oder schreiwen hinnen e Message. Am Fall vun de Schoulmeeschteren a Léierinne gëtt och den Inspekter au courant gesat *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Ad 4) Wéi scho virdru gesot sinn d'Reaktiounsweisen ënnerschiddlech: Interventioun vum Schoulmeeschter oder der Léierin, dem Régent oder der Inspektioun/Direktioun. Am Kader vu Projets d'établissement gëtt et Schoulen, déi Remédiatioun a besonnesch grave Fäll virschloen. Esou gëtt et zum Beispill a 4 technesche Lycéeën e Projet, genannt „Mosaik", dee sech ganz spezifesch ëm Schüler këmmert, déi no dru sinn duerch sämtlech Masche vun allen Netzer ze falen. Och systematesch Absentéistë gehéieren dozou.

Ad 5) Den Absentéismus ass a Frankräich ënner anerem duerch d'Gesetz vum 31.3.2006 réglementéiert. Dat gesäit vir, dass regelméisseg Buch gefouert gëtt iwwert d'Absencen. Dat geschitt och zu Lëtzebuerg. Am Fall wou d'Elteren op Invitatioun vun der Direktioun keng Grënn fir d'Absence uginn, oder awer falscher, oder wann e Kand wéinegstens 4 hallef Deeg an engem Mount onentschëllegt feelt, da kann eng Mesure geholl ginn, déi «mise en place d'un contrat de responsabilité parentale» genannt gëtt.

Question 1452 (7.12.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **tarification liée à la durée de consultation:**

Dans certaines professions de santé comme par exemple les psychiatres, les tarifs facturés par les médecins peuvent être établis en fonction de la durée de la consultation. Pour la grande majorité de ces professions cependant, le système à tarif unitaire par acte reste en vigueur, ce qui engendre une certaine insatisfaction chez les patients, qui se plaignent du peu de temps que les médecins leur accordent. De même, certains médecins reconnaissent que ce système n'est pas très flexible pour permettre des consultations plus approfondies.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait utile d'introduire la tarification liée à la durée de la consultation dans toutes les professions de santé, permettant ainsi un suivi plus personnalisé des patients?

- Les représentants gouvernementaux auprès de l'UCM entendent-ils faire usage de leur droit d'initiative et soumettre une telle proposition pour discussion?

Réponse (19.1.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La nomenclature médicale règle la durée que le médecin doit consacrer pour la délivrance des services à son patient de plusieurs manières:

1) De manière indirecte, en incluant dans la rémunération du médecin un certain nombre de gestes ou l'application de moyens de diagnostic qui, s'ils sont réalisés d'après les règles de bonne pratique, demandent un certain temps de disponibilité du médecin lorsque celui-ci met en compte une consultation. Ainsi l'article 5 de la nomenclature énumère certains de ces gestes à titre exemplatif.

La nomenclature prévoit la possibilité d'une mise en compte périodique d'une consultation majorée, lorsque le temps nécessaire pour un examen approfondi du malade dépasse sensiblement celui dont a besoin le médecin pour une consultation ou une visite normale.

2) De manière directe, lorsqu'un nombre de minutes déterminé constitue le minimum de temps que le médecin doit consacrer au patient pour un service donné. Cette détermination du temps minimum s'applique notamment pour certains actes psychiatriques répétitifs qui en principe constituent des éléments d'une thérapie au moyen ou au long cours.

Ceci étant dit, il convient de préciser que la question soulevée par l'honorable Député Jean Huss retient tout l'intérêt du Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, ce particulièrement dans le contexte du fait que de nouvelles approches font l'objet de discussions au sein de la Commission de Nomenclature, qui examine par exemple le modèle de la nomenclature suisse. Celle-ci prévoit la possibilité de composer la durée d'une consultation par l'addition d'unités de temps comptant chacune un laps de temps de cinq minutes. A priori ce système pourrait apporter une plus grande précision dans la composition de la durée et de la rémunération des consultations ou visites.

Dans le contexte luxembourgeois, il convient toutefois de choisir une solution de rechange avec une très grande prudence, car les dépenses de l'assurance maladie pour les consultations constituent environ 1/3 des dépenses totales pour honoraires médicaux. En corollaire, ce type de prestations constitue une portion extrêmement importante du revenu professionnel des médecins. Il n'est dès lors pas pensable de remanier le système actuel sans une analyse d'impact exhaustive.

En effet le système forfaitaire actuel du tarif des consultations n'est pas forcément dénué d'avantages, ce dans la mesure où il constitue une moyenne permettant une certaine marge de manœuvre pour composer la durée des consultations tant par rapport aux besoins du cas, que par rapport à la disponibilité du médecin. Ce système procure une certitude relativement grande en termes de prévisibilité et de stabilité des dépenses et des revenus en dépendant.

La Commission de Nomenclature se propose d'étudier, de concert avec les cercles de médecins concernés, l'impact de toute nouvelle solution susceptible d'améliorer le système actuel. Elle prendra en considération dans cette étude d'impact tant les aspects relatifs à qualité des services médicaux que ceux liés aux dépenses de l'assurance maladie et aux revenus professionnels des médecins.

Des conclusions positives dans le sens d'une réglementation différente de la durée de certains actes et de leur prise en charge par l'assurance maladie, pourraient également être transposées dans la nomenclature d'autres professions de santé. Des durées préfixées existent d'ailleurs actuellement déjà pour certains actes repris dans les nomenclatures des orthophonistes et des psychomotriciens.

Question 1460 (11.12.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **convenances personnelles (CP1):**

Les convenances personnelles que l'on trouve dans les conventions signées entre certains prestataires et l'UCM, ainsi que le supplément de 66% sur les actes lors d'une hospitalisation en chambre individuelle génèrent une insatisfaction grandissante chez les patients.

Le concept des convenances personnelles semble avoir perdu pour certains prestataires le caractère d'exception, notamment la CP1. On est donc en droit de se demander si ces convenances personnelles ne sont pas utilisées par certains prestataires comme une source de revenus supplémentaires.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le montant et le nombre des convenances prestées étant consignés dans les bases de données des caisses de maladie, pouvez-vous me donner le montant total des convenances personnelles perçues par les médecins pour les années 2003, 2004, et 2005?

- Le montant des convenances personnelles est censé être appliqué avec «tact et mesure». Pouvez-vous me donner les montants moyens appliqués ainsi que les extrêmes qui auraient pu être relevés?

- Quel est le taux d'application des convenances personnelles par prestataire? Dans quelle mesure des abus ont pu être détectés? Ces abus ont-ils été sanctionnés?

- Fin décembre 2004, une pétition visant à annuler les 66% de supplément sur les actes médicaux que les médecins sont en droit d'appliquer lorsqu'un patient séjourne en chambre individuelle vous a été remise. Quelle suite entendez-vous réserver à cette initiative?

Réponse (24.1.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il convient de rappeler que les dispositions de la convention médicale relatives aux convenances personnelles et aux suppléments de première classe ont été introduites sur base d'une obligation légale imposée aux partenaires à la

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

convention par l'article 66, alinéa 3 du Code des Assurances sociales. La convention médicale actuellement en vigueur, conclue à la suite de la loi réforme de 1992, s'est contentée à reprendre essentiellement les dispositions conventionnelles en place depuis 1974, voire antérieurement.

Dans une analyse statistique des CP, présentée aux partenaires sociaux, l'UCM n'a pris en compte que les médecins ayant facturé plus de 50 CP par an. Les statistiques citées ci-après sont tirées de cette analyse.

Les convenances personnelles codées CP1 à CP7 par la nomenclature montrent pour 2003 un montant de 2.208.293 euros et pour 2004 un montant de 2.236.774 euros (2005 pas encore disponible).

En moyenne, les CP facturées aux patients atteignent 4,8 euros en 2003 et 5,0 euros en 2004.

Concernant les extrêmes, les statistiques montrent que ceux-ci sont à considérer comme des situations très isolées et se rapportent presque toujours à des médecins-dentistes. Si la CP1 la plus élevée enregistrée a été de 2.550 euros en 2003, la plus élevée constatée en 2004 a été de 1.700 euros.

Les caisses de maladie ne détiennent pas le détail des services, voire des fournitures rémunérées par ces montants, mais on peut décemment admettre qu'à travers les CP atteignant de tels montants, les médecins en cause ont facturé des matériaux ou services de tiers. Dans cette hypothèse le code CP8 aurait cependant dû être appliqué.

Toutefois, il convient de remarquer que les CP enregistrées par l'assurance maladie ne figurent dans les statistiques de l'UCM que si elles ont été valablement acquittées sur base des formulaires de mémoires d'honoraires conventionnels. Il faut déduire de cette situation que dans la mesure où les CP ont été acquittées par les assurés, ceux-ci ont accepté ce paiement ou du moins ont renoncé à les considérer comme litigieux.

Quant à la question de connaître le taux d'application des convenances personnelles par prestataire, il convient de préciser que pour quelque 1.300 médecins susceptibles d'être pris en considération pour les années 2003 et 2004, seulement 336 ont facturé des CP alors que presque 1.000 médecins n'en ont pas facturé ou moins de 50 par an.

Parmi les médecins qui facturent des CP, la proportion du nombre de séances ayant donné lieu à la facturation de CP par rapport au nombre total de séances délivrées s'établit pour 2004 d'après le tableau suivant. La proportion la plus élevée constatée s'élève à 89,82%.

Proportion de séances avec CP par rapport au total de séances	Nombre de médecins par tranche
entre 89,82% et 80%	9
entre 79% et 70%	16
entre 69% et 60%	17
entre 59% et 50%	23
entre 49% et 40%	30
entre 39% et 30%	39
entre 29% et 20%	52
entre 19% et 10%	56
entre 9% et 0,74%	94
pas de facturation de CP ou moins de 50 par an	964 *)

**) Calcul opéré sur une moyenne de 1.300 médecins théoriquement éligibles*

Concernant la question relative aux sanctions d'abus, il faut préciser qu'une sanction ne peut être prononcée que sur base d'une procédure conduite devant la Commission de Surveillance ou devant les juridictions sociales compétentes dans cette matière, voire devant le Collège médical lorsqu'elle possède un caractère disciplinaire.

Or, les renseignements de l'UCM montrent qu'aucune affaire n'a abouti devant cette Commission ou devant une juridiction en matière de CP. Dès lors il n'y a pas eu jusqu'ici constat juridictionnel d'abus et, partant de sanction. Aucune affaire relevant du pouvoir disciplinaire du Collège médical n'est connue à l'UCM dans cette matière.

Les critiques soulevées à l'encontre de la pratique actuelle s'étant articulées principalement au niveau de plaintes informelles portées devant des associations oeuvrant dans le domaine de la protection des patients ou des consommateurs, celles-ci ont cependant conduit au sein des organes de l'UCM à une remise en question des dispositions conventionnelles et font actuellement l'objet de négociations concrètes avec le corps médical.

Question 1464 (15.12.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **centre pour sports cyclistes:**

Aus den Noriichten, awer och no Aussoe vum Här Statsminister an dem Här Sportminister, war gewuer ze ginn, datt opgrond vun den Exploitë vun eise Vëlossportler berechtegterweis e Vëlossportzenter soll elo gebaut ginn.

Ech erlabe mer d'Regierung op déi jorzéngtelaang Erfolleger vum Keelesport hinzeweisen, mat Weltmeeschter- an Europameeschtertelen par équipe a par individuel.

Den internationale Lëtzebuerger Keelesportler sti keng ugepassten Trainingsplaze méi zur Verfügung, well de Keelenzenter op der Kockelscheier weder den internationalen Normen, nach de Sécherheetsbestëmmungen entsprécht.

Wéi d'Coque geplangt gouf, war e Keelesportzenter mat ageplangt, deen awer grad wéi de Vëlodrom nodréiglech fale gelooss gouf.

Et kéint een elo mat der Planung vum Vëlossportzenter e Keelesportzenter mat abauen, wat méi käschtegënschteg wier, wéi spéider e Keelesportzenter, dee mer wierklech brauchen, eleng ze bauen.

Kann den Här Bauteminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Gëtt e Vëlossportzenter respektiv e Vëlodrom gebaut, wa jo, wéini a wou?

2) Wier et net sënnvoll gläichzäiteg e Keelesportzenter mat anzeplangen, dee jo och scho virgesi war, a verschiddentlech op de Kongresser vun der Keelefédératioun vu Regierungsvertrieder versprach gouf?

3) Ass dem Här Bauteminister bekannt, datt de Keelenzenter op der Kockelscheier net méi den internationalen Norme vum Keelesport entsprécht, an datt Lëtzebuerg als Welt- an Europameeschter weder eng Europa-, nach eng Weltmeeschterschaft do kann organiséieren an och néierens anescht am Land?

Réponse (16.1.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Wéi zoutreffend bemierkt ginn ass, konnte mer de Bau vun enger iwwerdeckter Vëlospist - et ass dëst d'Bezeechnung déi mir gebrauchen, nët Velodrom - kuerz virun Enn leschte Joers bestätegen, nodeems virdru mam groussherzogleche Règlement vum 1. September 2006 eng 3. Lëscht vum 8. Fënnefjoresplang vun der Regierung guttgeheescht gouf. No jorelaangem Réngen an no betrachtlechen Efforten an Ermahnungen, dëse Bau an der prekärer budgetärer Zäit wou mer eis befannen esou präiswäert wéi nëmme méiglech ze halen, conditio sine qua non, huet d'Stad Lëtzebuerg sech definitiv bereet erkläert, Bauhär vum Projet ze ginn. D'Konstruktioun soll beim Sportskomplex bekannt ënnert dem Numm Boy Konen zu Lëtzebuerg-Zéisseng op der Basis vun enger Étude de faisabilité ab dësem Joer an Ugrëff geholl ginn.

Wat de Keelesport betrëfft, deen effektiv iwwer sëllege Jore wosst, sech eng exzellent Renommée zu Lëtzebuerg opzebaue mat all senge Resultater, déi en opweises huet, soll gewosst sinn, dass am uewegenannte Règlement de Prinzip vun engem nationalen Zenter och vun der Regierung ugeholl ginn ass. Zurzäit lafe Kontakter mat de Gemenge vu Péiteng an Déifferdeng fir dëse Projet ze realiséieren. Weem deen definitive Projet schlussendlech wäert zougesprach ginn, dat soll och nach am Laf vun 2007 entscheet ginn. Falls keng vun dësen zwou Gemenge mat engem Projet virstelleg gëtt, musse mer eis no engem anere Bauhär ëmkucken.

Question 1465 (15.12.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **transport public transfrontalier entre l'Allemagne et le Luxembourg:**

L'amélioration au cours des dernières années en matière d'offre de transports publics ainsi que l'évolution du prix du carburant sont apparemment à l'origine d'un regain en intérêt des relations de transports publics transfrontalières entre l'Allemagne et le Luxembourg.

Or, de récentes réorganisations malencontreuses et un manque de coordination manifeste entre les autorités organisatrices des deux côtés de la frontière sont sources de nombre de problèmes rencontrés par les clients du train et du bus.

- Que pense à ce sujet Monsieur le Ministre des Transports du reproche adressé aux autorités luxembourgeoises par un responsable de l'entreprise de transports «Moselbahn» qu'un développement plus conséquent d'une offre transfrontalière se heurte au fouillis de compétence du côté luxembourgeois?

- Le manque de perspectives de développer cette offre constaté par le «Verkehrsbund Region Trier» doit-il être attribué au même facteur?

- Qui, de l'avis de Monsieur le Ministre, est responsable pour coordonner une démarche cohérente vis-à-vis des autorités de transports allemandes: son département des Transports ou la Communauté des Transports, à laquelle il a fait enlever grand nombre de ses compétences organisatrices par la loi du 25 janvier 2006?

- Est-il vrai que les entreprises d'autobus allemandes, actives sur les relations transfrontalières, sont obligées de se procurer les titres de transports luxembourgeois auprès d'une entreprise d'autobus luxembourgeoise pour pouvoir les tenir à la disposition de leur clientèle?

Réponse (24.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député constate une augmentation de l'intérêt au transport public transfrontalier entre l'Allemagne et le Luxembourg, grâce, notamment, à une amélioration de l'offre de transport réalisée ces dernières années.

De grands efforts ont en effet été déployés du côté du Gouvernement luxembourgeois afin d'offrir aux travailleurs frontaliers allemands des communications confortables par le biais de lignes d'autobus et dont les frais d'exploitation sont portés pour une part prépondérante par notre budget.

Sauf dans le cas de la ligne publique Bitburg-Echternach-Luxembourg, où les autorités allemandes participent à raison de plus ou moins 40% aux frais d'exploitation, aucune autre intervention financière allemande ne m'est connue dans le prédit contexte.

Il m'est donc impossible de commenter la citation de Monsieur le Député d'un reproche formulé à l'adresse des autorités luxembourgeoises, reproche qu'aucun représentant d'une entreprise allemande ne nous a jamais adressé directement.

Il ne peut d'ailleurs s'agir de «fouillis de compétence du côté luxembourgeois» dans le cadre des projets réalisés au niveau des transports publics transfrontaliers étant donné que cette compétence est dans les mains de mon département qui depuis plus de 30 ans y assume le rôle de l'autorité organisatrice.

Sous cette autorité et en collaboration avec les responsables sarrois et de Rhénanie-Palatinat, un développement dynamique de l'offre de transport a eu lieu de sorte à avoir réalisé les services suivants:

Ligne Saarlouis-Mertzig-Luxembourg

Ligne Saarburg-Luxembourg

Ligne Trèves-Mesenich-Luxembourg

Ligne Bitburg-Echternach-Luxembourg

Ligne Nittel-Wellen-Luxembourg

À l'heure actuelle, mon service examine les possibilités d'une meilleure connexion de la région de Konz au réseau de transport public luxembourgeois. Une réalisation dans ce sens s'annonce dans la première moitié de 2007.

Au vu de ce qui précède il ne peut donc être question d'un manque de perspectives dans le développement de l'offre de transport.

J'invite donc Monsieur le Député à se renseigner davantage sur les formalités dans l'organisation des transports publics transfrontaliers, information qu'il peut recueillir à tout moment auprès de mon service des transports publics.

Quant à sa dernière question traitant la fourniture des titres de transport, il y a lieu de remarquer que tous les billets et abonnements valables suivant la tarification luxembourgeoise sont imprimés, soit par le Ministère des Transports, soit par les opérateurs publics (CFL, AVL, TICE). La distribution des stocks de titres de transport aux entreprises d'autobus indigènes ou étrangères (si elles participent à des services pour le compte de notre budget) se fait régulièrement suivant les besoins de ces dernières, ce qui représente d'ailleurs une situation tout à fait normale.

Question 1469 (19.12.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **renouvellement de la convention qui définit les dispositions de fonctionnement du service de remplacement de nuit en vigueur entre l'AMMD et l'État:**

Monsieur le Ministre a déclaré dernièrement dans une émission télévisée que le service médical de nuit sera encore développé à l'avenir. La convention qui définit les dispositions de fonctionnement du service de remplacement de nuit en vigueur entre l'AMMD et l'État prend fin le 31 décembre 2007, si elle n'est pas reconduite tacitement.

Or, il nous a été rapporté que les représentants gouvernementaux n'entendent pas renouveler cette convention. Au lieu du service actuel, il serait prévu d'instaurer des permanences dans un centre médical par région et ce jusqu'à minuit. Toute urgence après minuit serait alors prise en charge par l'hôpital de garde, les personnes ne pouvant se déplacer devant faire le trajet en ambulance.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que la convention ne sera pas renouvelée sous sa forme actuelle?

- Les plans décrits ci-dessus correspondent-ils aux intentions de Messieurs les Ministres?

- Quelle sera la plus-value de la nouvelle organisation par rapport à la situation actuelle?

- Messieurs les Ministres entendent-ils réévaluer la situation ainsi que les services prestés par les ambulanciers bénévoles?

- Le nouveau plan de remplacement contiendra-t-il également des dispositions quant à l'organisation des services de remplacements en journée, aussi bien pendant les jours ouvrables que pendant les fins de semaine?

Réponse (12.1.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La convention visée par l'honorable Parlementaire, conclue en décembre 2004, prend effectivement fin en principe le 31 décembre 2007, mais sera tacitement reconduite à défaut de résiliation par l'une des parties trois mois au moins avant l'échéance.

Le principe de la reconduction d'une convention similaire à celle actuellement en vigueur est admis entre parties. Toutefois des discussions en vue d'un réaménagement de la convention ont déjà été entamées et vont être intensifiées avant l'échéance prérappelée. Ces discussions vont dans le sens d'une meilleure adaptation des prestations offertes aux besoins réels que l'expérience acquise a permis de mettre en évidence. De telles adaptations permettraient en outre une extension du service, fonctionnant actuellement entre 22 heures le soir jusqu'au lendemain à 7 heures, à d'autres plages d'horaires de non-ouverture des cabinets médicaux, par exemple les samedis ou dimanches.

Question 1470 (19.12.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **tensides perfluorés:**

Les tensides perfluorés sont des substances utilisées dans de nombreux articles de la vie quotidienne: emballages, vêtements, produits de nettoyage, extincteurs de feu... Ces substances présumées cancérigènes n'ont qu'une très faible biodégradabilité et s'accumulent dans les tissus vivants, les cours d'eau, les nappes phréatiques, les sols... Des études scientifiques ont relevé qu'on retrouve désormais ces tensides, qui n'ont pas de source naturelle, de manière généralisée dans les cours d'eau et les sols européens, jusqu'aux coins les plus isolés de la terre, comme l'arctique. Il arrive que les quantités de tensides perfluorés trouvés dans les aliments et l'eau potable dépassent de 30 fois les seuils considérés comme inoffensifs.

En octobre 2006, le Parlement européen a pris la décision d'interdire complètement, avec une période transitoire de dix ans, l'utilisation d'un groupe de substances de la même famille, les sulfonâtes perfluorés. Une initiative similaire pour

les tensides perfluorés semble probable.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- Dans un souci de prévention et de protection de la santé et de l'environnement, Messieurs les Ministres ont-ils l'intention d'intervenir auprès de la Commission européenne afin de soutenir une telle initiative?

Réponse commune (24.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les tensides perfluorés constituent un groupe hétérogène assez vaste de substances chimiques non naturelles qui ont en commun une substitution des atomes d'hydrogène par des atomes de fluore. Le nom de tenside désigne en fait le comportement de la molécule par rapport à l'eau et aux lipides et non pas l'identité chimique.

Parmi les tensides perfluorés, il faut distinguer trois grands sous-groupes selon leurs propriétés chimiques et qui sont des alcools télomériques perfluorés, des acides carboniques perfluorés ou encore des sulfonates ou acides sulfuriques perfluorés (dont le SPFO ou sulfonate de perfluorooctane).

Par conséquent les propriétés physico-chimiques, la volatilité, la solubilité dans l'eau ou dans les lipides, la bioaccumulation, la longévité dans l'organisme humain (temps de demi-vie) ou encore le mode d'action peut changer fondamentalement d'une molécule à l'autre. Ainsi par exemple il n'existe à l'état actuel pas de données écotoxicologiques concernant les alcools télomériques perfluorés.

La plupart des études sur la contamination des eaux de surface, des animaux sauvages (ours polaires, cormorans, souris, poissons, loutres, phoques ou dauphins) concernent deux molécules bien précises le SPFO (un sulfonate perfluoré) et le APFO (un acide carbonique perfluoré). Les données ou études sur les autres molécules appartenant aux tensides perfluorés ne sont que très incomplètes ou font défaut.

Ainsi, si un effet cancérigène semble reconnu pour certaines molécules comme le SPFO ou encore le APFO (acide perfluorooctanoïque), d'autres molécules ne semblent, du moins à l'état actuel ne pas être directement cancérigènes d'après le «Umweltbundesamt» allemand.

Le SPFO (PFOS en allemand) vient d'être interdit par le Parlement Européen en octobre 2006. Après l'approbation probable par le Conseil Européen (la Commission, le Conseil et le Parlement s'étaient portés d'accord au préalable, l'interdiction devra être transcrite en droit national par les États membres endéans une année et appliquée endéans 18 mois.

Sur proposition de la Commission Européenne, le Parlement Européen a décidé en date du 13 juillet 2006 une extension de l'interdiction des tensides perfluorés qui verrait l'interdiction du APFO (PFCA en allemand) à condition d'une approbation par le plenum européen respectivement par le Conseil interministériel européen.

En Allemagne, la contamination de deux cours d'eau par des tensides perfluorés en 2006 (mars-mai) en Rhénanie-Palatinat (Ruhr et Münde) a une origine criminelle et résulte d'engrais (Terrafarm) contaminés par des déchets et produit par une firme belge GW Umwelt. Des analyses de tensides perfluorés dans d'autres bassins fluviaux en Allemagne par l'université de Bonn ont mis en évidence des concentrations inférieures aux limites de détection et ceci pratiquement sans exception.

D'autre part, à l'état actuel les risques relevant d'une contamination de l'eau potable par des tensides perfluorés ne sont connus que de façon incomplète. Une étude de «Human Biomonitoring» vient d'être démarrée par les autorités allemandes suite à la pollution locale en Rhénanie-Palatinat renfermant quelque 700 personnes dans le but de vérifier si la consommation d'eau potable contaminée entraîne une augmentation de la concentration de molécules perfluorées dans le sang. Des résultats ne seront disponibles qu'au cours de l'année 2007.

Il n'existe d'ailleurs pas de valeurs limites («Grenzwerte») pour l'eau potable en Allemagne, la valeur de 0,1 microgramme par litre constituant une norme de «minimisation» («Minimierungswert») donc préventive. En ce qui concerne la législation luxembourgeoise en matière d'eau potable ou d'alimentation, je renvoie à la compétence de l'Inspection sanitaire.

En conclusion, devant l'hétérogénéité physico-chimique et biologique des différentes molécules appartenant au groupe des tensides perfluorés d'une part ainsi que devant l'absence de données scientifiques ou d'études concernant les propriétés de la plupart de ces molécules, il semble hasardeux d'extrapoler à partir des données existant au sujet de quelques molécules (SPFO et APFO) sur tous les tensides perfluorés. Ces deux molécules, dont les risques peuvent à présent être évalués ont d'ailleurs ou font actuellement objet de réglementation à l'échelle européenne. Par ailleurs des études complémentaires sont en cours.

Dans ce sens, il s'agit de rester vigilant devant la question des tensides perfluorés en général, d'encourager les études s'y relatant et de faire confiance aux institutions européennes qui par leurs initiatives récentes ont bien prouvé leur volonté de réagir par rapport aux risques pour la santé et pour l'environnement issu par les tensides perfluorés en général et par le SPFO et le APFO en particulier.

Il est entendu que les autorités luxembourgeoises suivront de près l'évolution du dossier.

Question 1472 (19.12.2006) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **sécurité sur la ligne ferroviaire Nord:**

En cas d'accident sur la ligne ferroviaire du Nord, en particulier sur les tronçons à voie unique et/ou dans un des tunnels vieux d'un siècle, les services de secours seraient confrontés à de nombreux problèmes rendant difficile leur intervention.

En effet, certains endroits et tunnels sur cette ligne ne sont pas, voire difficilement accessibles via le réseau routier. En cas d'accident sur un des lieux susmentionnés, la voie ferrée constituerait pour les services de secours le seul accès possible pour se rendre sur le lieu du drame. Or ni les CFL, ni les services de secours ne disposent actuellement du matériel approprié permettant un déplacement sur la voie ferrée. L'acquisition d'un «train de sauvetage», équipé avec tout le matériel d'intervention nécessaire pourrait toutefois remédier à cette situation et augmenter la performance d'intervention des services de secours non seulement sur la ligne ferroviaire du Nord, mais également sur le réseau ferroviaire tout entier.

Arrivés sur le lieu de l'accident, les sauveteurs seraient cependant exposés à un autre problème: vu le risque d'une décharge électrique, ils devraient attendre un agent caténaire pour la mise à terre de la caténaire avant de pouvoir intervenir et d'aider les blessés éventuels.

Sachant que les CFL disposent, selon mes informations, d'un seul agent caténaire, normalement en service dans la région sud du pays, un temps précieux s'écoulerait pour les services de secours jusqu'à l'arrivée de cet agent.

Si les équipements de sécurité dans nos tunnels routiers sont toujours à la pointe de la technologie, même parfois supérieurs aux exigences européennes, il n'en va pas de même pour les tunnels ferroviaires. Construits au début du 20e siècle, la majorité d'entre eux ne disposent même pas d'équipements de sécurité élémentaire tels qu'une signalisation de sortie, un éclairage adéquat, des portes de refuge ou encore un quai facilitant l'évacuation des voyageurs. Les conséquences de l'arrêt d'un convoi ferroviaire en feu seraient catastrophiques vu l'absence totale d'extincteurs, d'installations d'évacuation de fumées toxiques ou encore de réservoirs d'eau pour combattre le feu.

Au vu de l'importance du dossier en question, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces allégations?

- Est-il prévu d'acquérir un train de sauvetage pour les besoins des CFL et des services de secours?

- Estime-t-il opportun de prévoir un agent caténaire dans la région Nord du pays qui pourrait intervenir dans les plus brefs délais en cas d'accident?

- Quelles mesures sont envisagées dans les tunnels ferroviaires afin d'augmenter à moyen et long terme leur niveau de sécurité?

- Quelles autres mesures sont prévues sur la ligne ferroviaire du Nord afin d'accroître la sécurité en général?

Réponse (24.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En France, des mesures particulières de sécurité ne sont appliquées qu'à partir d'une longueur de 400 mètres pour des tunnels neufs, et à partir de 1000 mètres pour des tunnels existants. En Allemagne, les seuils appliqués sont de 500 mètres respectivement 1000 mètres. Parmi les 20 tunnels situés au nord d'Ettelbruck, seul un dépasse les 500 mètres, et deux autres dépassent les 400 mètres; aucun tunnel du réseau ferré luxembourgeois ne dépasse les 1000 mètres.

Nonobstant, et à la suite des accidents observés au niveau international, les CFL étudient en partenariat avec la SNCF une sécurisation adéquate des tunnels existants du réseau ferré luxembourgeois.

Du fait de la mise à voie unique du tronçon situé au nord d'Ettelbruck, ces tunnels initialement exploités à double voie offrent maintenant des passages latéraux exceptionnellement généreux.

Il revient à dire que lors des concertations initiées à la suite des accidents ferroviaires de 1997, il a été confirmé que le sauvetage et la tenue à disposition des équipements adéquats sont de la seule compétence de la Protection civile. Celle-ci n'avait pas jugé nécessaire l'acquisition d'un train de sauvetage. À noter que les CFL disposent d'un train spécialisé pour les secours techniques.

Par ailleurs, les CFL ont créé et mis à disposition de la Protection civile des cartes visualisant tous les accès avec les éventuelles restrictions de carrossabilité (gabarit, chemin piétonnier). Pour chaque tunnel ferroviaire, il y a au moins vers l'une des têtes un accès carrossable (le cas échéant par chemin rural, forestier, piste cyclable ou à gabarit réduit).

En tant que gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, les CFL tiennent à disposition permanente une équipe d'agents caténaires dont plusieurs habitent le nord du Grand-Duché. Pour une mise à la terre imprévue sera délégué celui des agents d'astreinte domicilié le plus près du lieu incriminé. À noter qu'en cas d'accident majeur, une ligne peut être immédiatement mise hors tension dans son ensemble à partir du Central de surveillance de Luxembourg.

La sécurité des circulations ferroviaires est assurée par les postes directeurs. Un même mode d'exploitation est appliqué sur l'ensemble du réseau ferré luxembourgeois.

Le projet ETCS libellé «Installation d'un dispositif d'arrêt automatique des train et installation d'un système de contrôle de vitesse sur l'ensemble du réseau» est actuellement en cours de déploiement successif en 9 lots. Pour le sous-système sol, l'ETCS niveau 1 est actuellement en service sur le tronçon Dommeldange-Ettelbruck-Bürden depuis le 20 mars 2004. En 2008/2009 l'ensemble du réseau ferré luxembourgeois sera équipé du système ETCS niveau 1.

Question 1473 (20.12.2006) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **système «Benerail»:**

Jusqu'au début de ce mois, la distribution électronique de l'offre ferroviaire internationale des CFL, en gare et dans les agences de voyages accréditées, était assurée par le biais des systèmes de distribution de la Deutsche Bahn (DB) et de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF). Depuis le dernier changement horaire, les CFL ont mis en place le nouveau système de distribution «Benerail». Selon mes informations, la Direction des CFL a décidé d'utiliser ce nouveau système seulement dans les gares de Luxembourg, d'Esch/Alzette, d'Ettelbruck et de Wasserbillig. En même temps, elle aurait supprimé la possibilité pour les agents des CFL de vendre à leurs clients des titres préimprimés ou établis manuellement pour les trajets internationaux, comme c'était le cas avant le changement de système. Ceci a par exemple pour conséquence qu'un voyageur qui veut se rendre de Troisvierges ou de Clervaux à Liège doit d'abord se rendre à Ettelbruck pour acheter son billet de train.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du problème décrit ci-dessus?

- Pour quelle raison les billets de train internationaux ne sont plus vendus dans toutes les gares CFL?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait revoir la décision de la Direction des CFL, étant donné que la réduction des points de vente pour les billets de train internationaux n'aide pas à rendre les transports publics plus attrayants?

Réponse (24.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La distribution électronique de l'offre ferroviaire internationale des CFL dans les gares et dans les agences de voyages accréditées était assurée jusqu'au 9 décembre 2006 par le biais des systèmes de la Deutsche Bahn (KURS'90/AMADEUS) et de la SNCF (SOCRATE/MOSAIQUE). Ces systèmes de distribution étaient également utilisés pour la vente de produits ferroviaires transfrontaliers.

Or, le contrat portant sur l'utilisation du système de distribution KURS'90/AMADEUS était résilié par la DB pour l'échéance du 10 décembre 2006. Aussi faut-il relever que le système de distribution SOCRATE/MOSAIQUE à lui seul ne garantit pas aux CFL la vente de l'ensemble des produits et offres internationaux et transfrontaliers actuellement accessibles à la clientèle. En effet, ce système est surtout adapté pour la distribution de valeurs SNCF et de produits à prix global.

De ce fait et dans le souci de continuer à assurer la distribution de l'intégralité des titres de transport du trafic international et transfrontalier, les CFL, après comparaison de plusieurs systèmes, ont mis en place le système Benerail, également mis en œuvre par les NS et la SNCB. Ce système offre les plus grandes opportunités en matière de distribution ferroviaire tant pour une vente en gare que pour celle en agence de voyages.

À relever que l'ancien système KURS'90 était installé aux seules gares de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck, tandis que Benerail fonctionne dans les gares de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette, d'Ettelbruck ainsi qu'à la gare de Wasserbillig.

Par ailleurs, les CFL viennent de mettre en place un Call Center pour la vente des titres internationaux et sont en train de travailler sur la vente par Internet de leurs produits. En attendant le rodage de ces mesures, une vente manuelle sera provisoirement assurée dans les autres gares du pays.

En ce qui concerne la question sur la relation entre les points de vente pour les billets de trains internationaux et l'attractivité des transports publics, je tiens à relever que la vente de ces billets relève de l'autonomie commerciale des CFL.

Question 1476 (21.12.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **vaccins contenant du thiomersal:**

Le thiomersal est un composé contenant du mercure, utilisé comme conservateur dans les médicaments et dans les vaccins. L'Agence européenne d'évaluation des médicaments (EMEA) avait déjà demandé en juillet 1999 aux industriels de travailler au retrait du thiomersal comme conservateur dans les vaccins. Son comité des spécialités pharmaceutiques a rappelé, le 4 juillet 2000, sa décision rendue publique le 8 juillet 1999 de promouvoir l'utilisation de vaccins ne contenant pas de thiomersal chez les nourrissons et les jeunes enfants. Enfin, il recommande l'utilisation de vaccins sans thiomersal, quand ils sont disponibles, pour la vaccination des nouveaux-nés. L'Agence française de sécurité sanitaire et des produits de santé (Afssaps) s'est associé à cette décision.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la position du Luxembourg par rapport à la décision de l'EMEA?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le pourcentage des vaccins actuellement utilisés au Luxembourg sur les enfants et nouveaux-nés qui contiennent encore du thiomersal?

- L'alternative sans thiomersal est-elle utilisée de manière systématique quand elle existe?

Réponse (19.1.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le Luxembourg était toujours représenté par un délégué aux réunions de l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

(EMEA), consacrées à la présence de thiomersal dans les médicaments. Le Luxembourg approuve la décision prise par l'EMEA en la matière.

Sur la liste des vaccins recommandés pour les nouveaux-nés et les jeunes enfants par le Conseil supérieur d'Hygiène ne figure plus aucun vaccin contenant du thiomersal. Ces vaccins sont commandés par mes services et mis à la disposition des médecins vaccinateurs à leur demande.

Dans l'ensemble il apparaît que l'industrie pharmaceutique s'est conformée à la décision de l'EMEA et offre des vaccins sans thiomersal dans toutes les hypothèses où l'efficacité et la qualité des vaccins ne sont pas affectées.

Question 1478 (22.12.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **«péage commun»:**

Les Gouvernements des Pays-Bas et de la Belgique ont pris la décision de principe d'introduire un système de péage routier le 1er janvier 2008. Au Luxembourg, aucune démarche n'a encore été entreprise jusqu'à présent en vue de l'instauration d'une vignette routière.

Selon mes informations, le Luxembourg a cependant plaidé lors d'un colloque Benelux-GIBET sur la thématique des transports et de l'énergie pour l'introduction d'un «péage commun» au Benelux.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces allégations?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire un système de péage routier au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il entend intervenir auprès des Gouvernements des Pays-Bas et de la Belgique en vue de l'introduction éventuelle d'un «péage commun» au Benelux?

Réponse (8.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans un souci de répondre de façon précise à la question de l'honorable Député qui porte sur l'intention éventuelle d'introduire un péage routier commun au Benelux il y a lieu d'opérer une distinction entre poids lourds et voitures particulières.

En ce qui concerne les poids lourds, l'utilisation des autoroutes et des routes à caractère similaire sur le territoire du Grand Duché de Luxembourg est actuellement soumise à un droit d'usage commun appelé «Eurovignette» introduit en vertu de l'accord du 9 février 1994 conclu notamment entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Belgique et du Royaume des Pays-Bas relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds.

Il convient de confirmer que le Luxembourg est demandeur d'une solution commune de péage routier Benelux pour poids lourds, si, le cas échéant, l'abandon du système actuel de droit d'usage au profit de l'introduction d'un système de tarification routière serait décidé aux Pays-Bas et en Belgique dans le cadre de la directive communautaire 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 199/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures.

En ce qui concerne les voitures particulières, les informations recueillies par le Ministère des Transports auprès des représentants néerlandais et belges notamment dans le cadre de réunions régulières de concertation et d'information au niveau du Benelux - Sous-commission Communication et Transports terrestres - font ressortir deux approches distinctes avec des concepts divergents qui ne permettent point de retenir une approche commune Benelux en matière de péage.

Tandis qu'en Belgique les régions veulent introduire à partir de 2008 une vignette autoroutière, les Pays-Bas étudient les différentes possibilités d'introduction d'une tarification kilométrique pour voitures particulières à partir de 2012.

Si les autorités belges et néerlandaises soulignent de part et d'autre que l'introduction de la vignette autoroutière, voire du péage routier s'accompagnera de mesures de compensation consistant notamment dans une réduction de la taxe de circulation pour les résidents, la vignette autoroutière à introduire en Belgique vise prioritairement le trafic de transit et les coûts d'infrastructure qu'il occasionne alors qu'aux Pays-Bas on recherche plutôt à mettre en place un système de tarification différenciée permettant de faire payer et de faire vivre autrement la mobilité.

Le Ministère des Transports qui suit les développements en matière de tarification routière en l'occurrence en Belgique et aux Pays-Bas a souligné lors du colloque auquel se réfère l'honorable Député l'intérêt d'une réflexion à un concept commun de péage au Benelux ceci d'autant plus qu'à l'occasion visée un représentant belge a laissé d'ores et déjà entrevoir que la vignette autoroutière se conçoit comme une étape transitoire vers une réelle tarification routière comparable à celle que les Pays-Bas se proposent de mettre en place.

Question 1481 (3.1.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **prix de vente des produits de la «Marque nationale»:**

Aus gutt informéierter Quell gëtt mer gesot, datt gereechert Hame mat dem Label vun der „Marque nationale" aus dem Mierscher Schluechthaus, dat vun enger Duechtergesellschaft vun der sougenannter baueréneegener Cepal S.A. bedriwwe gëtt, a verschiddene Supermarchéë regelrecht géife bradéiert ginn. Et gëtt mer verséchert, datt dee betreffende Präis ongefeier bei 50% vun dem reelle Gestehungspräis (inklusiv üblech Handelsspann vum Commerce) géif leien. Dobäi ass gewosst, datt déi betreffend Firma zënter ville Jore mat Verloscht schafft a laut leschter publizéierter Bilanz souguer e staark negatiivt Eegekapital opweist.

Duerfir erlaben ech mer, dës Froen un lech ze riichten:

1. Wat ass Är grondsätzlech Meenung derzou, wann e Produit vun der „Marque nationale", e Label, dee staatlech ënnerstëtzt gëtt, am Commerce regelrecht bradéiert gëtt an doduerch de Wäert vun der „Marque nationale" erofgesat gëtt?

2. Ass et ze toleréieren, datt doduerch aner, virun allem mëttelstänneg Betriber eng deloyal Konkurrenz gemaach kréien an op laang Zäit onméiglech gemaach ginn?

3. Ass et iwwerhaapt erlaabt, fir ënnert dem Gestehungspräis ze verkafen, a wat fir Méiglechkeeten huet d'Regierung, fir esou Machenschaften, déi eng deloyal Konkurrenz duerstellen a seriö Betriber a Gefor bréngen, en Enn ze setzen?

4. Sidd Dir bereet an deem Sënn aktiv ze ginn, fir dëse Praktiken, déi och der Landwirtschaft global schueden, en Enn ze maachen?

Réponse (18.1.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

D'une source qualifiée de bien informée, l'honorable Député croit savoir que les jambons portant de label de la Marque nationale et fabriqués par l'abattoir de Mersch seraient vendus en dessous de leur prix de revient et pose un certain nombre de questions à cet égard.

N'ayant nullement connaissance des faits relatés et à défaut de précisions quant à la source d'information et aux prix pratiqués permettant une analyse plus détaillée du problème évoqué et, partant, une réponse circonstanciée, le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ne peuvent que renvoyer à un article paru au quotidien «Lëtzebuerger Journal» du 5 janvier 2007 dans lequel un porte-parole de l'abattoir de Mersch exprime sa stupeur à l'égard des allégations faites par l'honorable Député et informe que l'abattoir impose des limites de prix pour la vente de jambons labellisés et fournit des indications précises sur les prix pratiqués.

Ceci dit et sur un plan plus général je voudrais rappeler à l'honorable Député la loi du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement Européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative et dont l'article 20 pose comme principe une interdiction d'offrir en vente ou de vendre au consommateur un bien à perte tout en prévoyant une série d'exceptions dont, notamment, pour les biens susceptibles d'une détérioration rapide et dont la conservation ne peut plus être assurée.

Question 1483 (4.1.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **demandes d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise actuellement pendantes:**

Le projet de loi 5620 sur la nationalité luxembourgeoise a été déposé le 13 octobre 2006. Ce projet innove par rapport au dispositif législatif actuel qui régit l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise, notamment parce qu'il introduit le principe de la double nationalité en droit luxembourgeois. Une telle innovation est saluée de toutes parts, car elle constitue incontestablement un plus par rapport aux règles en vigueur. En effet, une personne n'a plus besoin de renoncer formellement à sa nationalité d'origine pour acquérir la nationalité luxembourgeoise. Or, de nombreuses personnes, qui pourraient bénéficier des nouvelles dispositions plus favorables contenues dans le projet de loi, s'en verront en principe privées, car elles ont déposé leur demande avant l'entrée en vigueur de la future loi.

Dans ce contexte j'aurais souhaité poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- N'y aurait-il pas moyen de permettre à ces personnes de demander à ce que le traitement de leur dossier soit suspendu jusqu'à l'entrée en vigueur de la future loi sur la nationalité luxembourgeoise et permettre ainsi à ces personnes de bénéficier des nouvelles dispositions en la matière?

Réponse (16.1.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il est évidemment possible que, sur demande à adresser au Ministre de la Justice, les dossiers de naturalisation ou d'option en cours de traitement soient tenus en suspens jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la nationalité.

Évidemment, dans ce cas, et en fonction des dispositions transitoires qui seront approuvées par la Chambre, l'ensemble des nouvelles dispositions législatives trouveront application, y compris celles en matière de durée de résidence, de connaissances linguistiques et de maintien de la nationalité d'origine. Il est par ailleurs difficile à ce stade d'indiquer aux personnes intéressées la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la nationalité.

Question 1487 (8.1.2007) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant l'**attaque verbale du Député français Arnaud Montebourg à l'égard de la place financière de Luxembourg:**

- Le Gouvernement entend-il réagir aux attaques verbales du Député français Arnaud Montebourg à l'égard de la place financière de Luxembourg?

- Quand?

- Sous quelle forme?

Réponse (16.1.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Le Gouvernement a déjà rejeté les critiques citées par la voie du Ministre du Trésor et du Budget. Il n'entend pas y réserver d'autres suites.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°7
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

19e séance, mardi 30 janvier 2007
20e séance, mercredi 31 janvier 2007
21e séance, jeudi 1er février 2007

26.000 Ënnerschrëfte fir de Roude Léiw

De Roude Léiw brécht Rekorder. Mat 26.000 Ënnerschrëften ass déi Petitioun, déi sech fir de Roude Léiw um Lëtzebuerger Fändel asetzt an déi dem Chamberspresident den 12. Februar 2007 iwwerreecht gouf, déi gréissten, déi bis elo an der Chamber war.

„Dee grousse Succès weist, datt et e Sujet ass, deen d'Leit beweegt. An dofir solle mir eis domat beschäftegen. Et gëtt Argumenter fir de Roude Léiw, mä et gëtt och Argumenter fir de rout-wäiss-bloe Fändel.", sot de Chamberspresident wéi déi Responsabel vun der Initiativ Roude Léiw, Jean Ries a Marc Gubbini, d'Petitioun an der Chamber iwwerreecht hunn.

„26.000 Leit hunn d'Petitioun bannent dräi an engem hallwe Mount ënnerschriwwen, dat sinn der vill", huet de President vun der Initiativ Roude Léiw, Jean Ries, ënnerstrach. Elo wier et un der Politik fir d'Décisiounen ze huelen.

D'Proposition de loi 5617 „portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée" ass de 5. Oktober 2006 vum Deputéierte Michel Wolter an der Chamber déposéiert ginn. Se gesäit vir, fir den aktuelle rout-wäiss-bloe Fändel duerch dee mam Roude Léiw ze ersetzen. Esoubal den Avis vum Conseil d'État an dee vun der Commission héraldique do sinn, gëtt d'Proposition de loi an der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle vun der Chamber analyséiert.

„Ech wënsche mir, datt d'Deputéiert mat Häerz a Verstand déi richteg Décisioun huelen", sou de Chamberspresident. De Lucien Weiler wier frou wa bis d'Enn vum Joer eng Décisioun géif geholl ginn. „Et muss een sech déi néideg Zäit huele fir de Sujet duerchzediskutéieren, mä de Projet däerf net schleefe gelooss ginn", dat war de Wonsch vum éischte Bierger vum Land.



Visite officielle du Président du Conseil de la République italienne

Lors de sa visite officielle au Luxembourg, le Président du Conseil italien, M. Romano Prodi, a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. Les sujets européens, et surtout l'avenir du Traité constitutionnel ont dominé leur entretien.
Les deux présidents ont également abordé des thèmes de politique intérieure comme la réforme des pensions, la lutte contre la criminalité et la situation budgétaire.



Assemblée parlementaire de l'UEO

M. Marcel Glesener réélu Vice-Président



(de gauche à droite) M. Norbert Haupert, M. Marcel Glesener, M. Jean-Pierre Masseret, Président de l'UEO, et M. Charles Goerens

Pour la huitième année consécutive, M. Marcel Glesener a été désigné Vice-Président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale - Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense (UEO). Au cours de la session 2007 le député luxembourgeois sera le premier suppléant du Président Jean-Pierre Masseret, sénateur français, qui a également été reconduit dans ses fonctions. L'élection du Président et des dix Vice-Présidents figurait à l'ordre du jour de la deuxième partie de la 52e session de l'Assemblée qui a eu lieu à Paris du 18 au 20 décembre 2006. Le Luxembourg y était représenté par MM. Marcel Glesener (Président de la délégation luxembourgeoise) et Charles Goerens (membre effectif) ainsi que par M. Norbert Haupert (membre suppléant).

Au cours de cette deuxième partie de session, l'Assemblée s'est penchée e.a. sur un rapport du député luxembourgeois Charles Goerens, analysant les relations entre l'UE et l'OTAN: «Il faut mobiliser davantage nos parlementaires, les inviter à suivre de très près ce que font nos gouvernements qui sont les acteurs essentiels, tant au niveau de l'OTAN que de l'Union européenne. Nous sommes là investis aussi en tant qu'Assemblée, d'un double rôle de contrôle et d'impulsion politique. Le contrôle nous l'avons fait. Soyons vigilants et faisons de l'impulsion politique notre véritable vocation pour tabler sur les progrès réels dans un avenir proche.» C'est avec ces mots que M. Charles Goerens a clôturé la discussion de son rapport intitulé «L'OTAN: transformation et partenariat stratégique avec l'Union européenne».

La situation au Moyen-Orient, la sécurité et la stabilité en Asie centrale, les opérations de l'Union européenne en République démocratique du Congo (RDC) et l'évolution de la perception du terrorisme par l'opinion publique et les médias furent d'autres sujets à l'ordre du jour.

http://www.weu.int/assembly/

DANS CE NUMÉRO

Nouvelle législation en matière d'études d'impact p. 231

Évolution future du secteur vitivinicole p. 237

Pauvreté au Luxembourg p. 246

Travaux à la Fondation Pescatore p. 259

➤ Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Protéger les enfants victimes



(de gauche à droite) Mme Toiny Thommes, MM. Jean Huss, Marcel Glesener, René Van der Linden, Président de l'APCE, Mme Anne Brasseur et M. Norbert Haupert

150 millions de filles et 73 millions de garçons dans le monde ont subi des relations sexuelles forcées infligées dans le cadre familial ou par un proche parent; 220 millions d'enfants dans le monde sont exploités économiquement; dans les pays industrialisés près de 3.500 enfants de moins de quinze ans meurent chaque année des suites de mauvais traitements, violences ou négligences - deux par semaine en Allemagne ou au Royaume-Uni et trois par semaine en France: Ces quelques chiffres clés tirés d'un rapport des Nations Unies ont amené S.A.R. la Princesse Caroline de Hanovre dans sa qualité de Présidente de l'Association mondiale des amis de l'enfance (AMADE) à lancer l'appel à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de soutenir tout effort de «défendre l'évidence même: le droit de ne pas souffrir, le droit de ne pas être abusé sexuellement, le droit de ne pas être vendu, de ne pas être exploité, de ne pas être violé, de ne pas être enlevé, de ne pas être mutilé, le droit de ne pas être négligé, puis oublié.»

Le discours de la Princesse de Hanovre fut l'un des points forts à l'ordre du jour de la première partie de session 2007 qui s'est tenue à Strasbourg du 22 au 26 janvier. Le Luxembourg y était représenté par MM. Marcel Glesener, président de la délégation luxembourgeoise, Charles Goerens, membre effectif ainsi que par les membres suppléants Mme Anne Brasseur et MM. Norbert Haupert et Jean Huss.

D'autres sujets abordés furent la situation actuelle au Kosovo avec l'intervention de M. Martti Ahtisaari, envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le processus de détermination du statut futur du Kosovo, le danger de l'utilisation de l'approvisionnement énergétique comme instrument de pression politique, ainsi que le VIH/sida en Europe avec un accent particulier sur la situation des enfants atteints et des orphelins du sida ainsi que sur la propagation du VIH/sida chez les femmes et les jeunes filles en Europe.

Notons finalement que M. René Van der Linden a été reconduit dans ses fonctions de Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

➤ **«La Bulgarie, nouveau membre de l'Union européenne, poursuit les réformes et prépare son entrée à l'espace Schengen»**

C'est le Ministre des Affaires étrangères de la République de Bulgarie, M.Ivaïlo Kalfin, en visite de travail à Luxembourg le 13 février, qui a énoncé les priorités de la politique du Gouvernement bulgare, lors de ses entretiens à la Chambre des Députés. En ce qui concerne l'adhésion à l'espace Schengen, la Bulgarie estime être prête en 2009.

Les critères de Maastricht à respecter pour l'introduction de l'Euro sont pour la plupart remplis. Cependant l'inflation pose encore problème et le Gouvernement bulgare poursuit ses efforts pour l'abaisser.

Lors de son entrevue avec la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés, le Ministre des Affaires étrangères bulgare a soulevé que la politique énergétique lui tient particulièrement à cœur: il faudrait trouver des sources d'énergie alternatives afin de ne pas dépendre d'un seul fournisseur.

Le Vice-Président de la Commission, M. Marcel Glesener, a encore relevé que le Luxembourg a toujours été en faveur de l'entrée de la Bulgarie dans l'Union européenne.



Le Ministre des Affaires étrangères de Bulgarie, M. Ivaïlo Kalfin, reçu par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, et la Commission des Affaires étrangères.

Transport de marchandises dangereuses

5182 - Projet de loi portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève, le 26 mai 2000

Le projet de loi 5182 portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), signé à Genève le 26 mai 2000 a comme objectif d'approuver l'Accord ADN, de l'appliquer également au transport national des marchandises dangereuses, de déterminer des infractions aux prescriptions du Règlement annexé à l'Accord ADN ainsi que de déterminer les fonctionnaires chargés de rechercher et de constater ces infractions et de donner à ces fonctionnaires le pouvoir d'immobiliser le navire e en question si un cas particulièrement grave d'infraction est constaté, i.e. les bateaux ne répondant pas aux dispositions réglementaires prises en exécution de la présente loi.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 14.07.2003

Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports (Président: Monsieur Roland Schreiner):

13.11.2003	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.10.2006	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen du projet de loi, du premier avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18.01.2007	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2007

Études d'impact

5198 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée

3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée

La directive 97/11/CE impose aux États membres de l'Union européenne (UE) de procéder, avant l'octroi de l'autorisation, à l'évaluation des incidences environnementales des projets publics et privés susceptibles d'avoir des effets notables à cet égard. L'objectif est d'identifier ces incidences pour déterminer s'il y a lieu de les prévenir ou de les atténuer. Le public doit être consulté et ses observations doivent être prises en considération dans le processus décisionnel aboutissant à l'autorisation du projet. À noter que dans le domaine de l'accès à l'information sont en vigueur les dispositions de la loi du 31 juillet 2005 portant approbation de la Convention d'Aarhus.

Ces études d'impact sont obligatoires pour certains projets tels que la construction d'une autoroute; pour d'autres projets concernant par exemple le développement urbain, les États membres doivent appliquer une procédure de contrôle pour identifier ceux qui nécessitent une évaluation. Ils peuvent fixer des seuils ou des critères, procéder à un examen au cas par cas ou avoir recours à plusieurs de ces instruments de contrôle, l'objectif étant de faire en sorte que soient évalués tous les projets ayant une incidence sur l'environnement. Cette procédure d'évaluation constitue donc un instrument fondamental de la politique environnementale.

La philosophie à la base de la directive 97/11/CE est l'harmonisation des règles de tous les pays européens afin que les États membres se dotent d'une procédure d'évaluation commune, qui réponde aux principes de précaution et de prévention ainsi qu'au principe pollueur-payeur.

Um Internet:

www.chd.lu

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 26.08.2003

Rapportrice: Madame Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: Monsieur Lucien Clement):

05.05.2006 Désignation d'un rapporteur

12.05.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.05.2006 Continuation de examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01.06.2006 Continuation de examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

06.11.2006 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

21.12.2006 Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption du projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: Monsieur Roger Negri):

01.06.2006 Échange de vues avec Mme la Rapportrice

Vote en séance publique: 30.01.2007

5446 - Projet de loi portant approbation du deuxième Amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, adopté à la troisième réunion des Parties à la Convention, tenue à Cavtat (Croatie) du 1er au 4 juin 2004 (Décision III/7)

Le présent projet de loi se propose d'approuver le 2e amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, lequel a été adopté à l'occasion de la 3e réunion des Parties qui s'est tenue à Cavtat (Croatie) en juin 2004.

Ladite Convention, signée à Espoo le 25 février 1991, a fait l'objet de la loi d'approbation du 29 juillet 1993. À l'occasion de la 2e réunion des Parties, un 1er amendement à la Convention a été adopté le 27 février 2001 à Sofia; il a fait l'objet de la loi d'approbation du 7 mars 2003.

La Convention d'Espoo est le premier instrument international d'importance juridiquement contraignant, qui a trait à l'évaluation de l'impact sur l'environnement. La Convention a eu un retentissement considérable sur le droit international de l'environnement et a favorisé l'évaluation de l'impact sur l'environnement au niveau mondial. Elle a contribué à favoriser une plus grande transparence du processus de prise de décision.

L'amendement de Sofia permet, d'une part, de renforcer le dialogue objectif avec le public à travers une participation généralisée au processus de prise de décision et, d'autre part, d'accroître le potentiel d'application de la Convention, en élargissant le processus de ratification à des pays non membres de la CEE/ONU.

L'amendement de Cavtat vise à améliorer encore l'application de la Convention. Il prévoit des procédures de délimitation du champ de l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière. En outre, il précise le texte de la Convention en y apportant quelques retouches afin qu'aucune incertitude juridique ne vienne en compromettre l'application.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 23.02.2005

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: Monsieur Roger Negri):

27.09.2005 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

20.09.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

24.01.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2007

Chambre des Fonctionnaires et Employés publics

5612 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Le projet de loi 5612 est un texte purement technique qui a pour objet de modifier certaines dispositions de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective. Ces modifications se limitent aux dispositions contenues au chapitre VII de ladite loi qui concernent la seule Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, sans qu'il n'y ait aucune incidence sur les dispositions en vigueur pour les autres chambres professionnelles. Le projet de loi comporte plusieurs ajustements concernant la procédure électorale pour la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics et adapte les dispositions qui avaient donné lieu à des difficultés d'interprétation lors d'élections antérieures (particulièrement lors de celles de mars 2005). Ainsi, l'ensemble des textes en vigueur a été remanié à la lumière des problèmes de procédure, des lacunes et des incohérences y constatés. Les principaux changements inscrits dans le projet de loi sont:

- le terme «permanent» qui qualifie le fichier des électeurs à la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics est supprimé, et ceci pour deux raisons pratiques. D'une part, il est inutile de constituer un fichier permanent des électeurs dans la mesure où la liste des électeurs comprend tous les agents de l'État et des communes qui, au 31 octobre précédant l'année les élections, remplissent les conditions de l'électorat. D'autre part, la tenue et la mise à jour d'un fichier permanent sont irréalistes car elles nécessiteraient des adaptations mensuelles, ce qui constituerait une charge administrative disproportionnée;

- de nouveaux délais sont fixés en matière d'établissement de la liste des électeurs et en ce qui concerne les recours éventuels contre celle-ci. En effet, en raison du fait que la procédure de recours se déroule pendant la période des vacances de Noël, le juge de paix aura dorénavant plus de temps (jusqu'au 10 janvier de la nouvelle année) pour rendre sa décision;

- une précision est faite en ce qui concerne les électeurs de la catégorie D: le terme «instituteur» est remplacé par celui de «fonctionnaire de la carrière moyenne de l'Enseignement». La notion «instituteur» est en effet trop restrictive, car elle n'englobe pas les enseignants de la carrière moyenne comme, par exemple, les maîtres de cours pratiques et les maîtres de cours spéciaux;

- les volontaires de la Police sont ajoutés à la catégorie G étant donné qu'ils peuvent être comparés aux volontaires de l'Armée. Au moment de la fusion de la gendarmerie et de la police en 1999, il avait en effet été oublié de les ajouter en tant qu'électeurs de cette catégorie.

Étant donné que des contradictions ont été constatées dans les textes en vigueur, à savoir, d'une part, la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective et, d'autre part, le règlement grand-ducal modifié du 17 janvier 1984 portant 1° réglementation de la procédure électorale pour la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics 2° répartition des fonctionnaires dans les catégories A, B et C prévues à l'article 43*ter* de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective, le projet de loi 5612 a également pour objet la mise en conformité du règlement grand-ducal avec la loi.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 20.09.2006

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications (Président: Monsieur Lucien Thiel):

27.11.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.01.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2007

Fondation Pescatore

5614 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore

Le projet de loi a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement d'une part, de la reconstruction de l'Aile Centrale et d'autre part, de la rénovation, de la transformation et de la modernisation de certaines parties du complexe immobilier de la Fondation J.-P. Pescatore à Luxembourg. La Fondation Pescatore à Luxembourg a été créée par arrêté royal grand-ducal du 8 avril 1885. Depuis 1892, date à laquelle la Fondation a ouvert ses portes, elle s'est spécialisée dans l'hébergement des personnes âgées. La Fondation Pescatore dispose actuellement d'un agrément de «Centre intégré pour personnes âgées».

Grâce aux travaux projetés, la capacité d'accueil totale de la Fondation sera portée de 301 à 375 lits répartis en 303 chambres individuelles et 36 chambres doubles. Cette augmentation de la capacité d'accueil permettra de mieux traiter les dossiers en suspens. Le nombre de demandes d'admission s'élève actuellement à 1000 demandes dont environ 100 sont considérées comme urgentes.

Concernant la situation urbanistique du projet, on peut noter qu'il prend en considération le contexte de son implantation à l'intérieur du complexe de la Fondation Pescatore et qu'il sera réalisé sur un terrain prévu pour ce type de construction dans le nouveau plan d'aménagement général de la commune de Luxembourg. À noter toutefois qu'un plan d'aménagement particulier a été dressé pour permettre le reclassement du site autorisant les modifications nécessaires.

Le projet a été conçu en tenant compte des éléments préexistants et plus particulièrement de l'obligation de garder en service l'ensemble du site. La volonté du maître de l'ouvrage est de limiter au maximum les inconvénients pour les pensionnaires.

L'organisation fonctionnelle est l'élément déterminant du projet. Il ne s'agit pas uniquement d'agrandir le complexe afin d'accueillir davantage de pensionnaires, mais aussi de rendre l'ensemble plus pratique.

Une attention particulière a été portée aux aspects écologiques des travaux envisagés notamment en ce qui concerne l'orientation du bâtiment ou encore la composition des parois.

Il résulte de la convention signée entre l'État luxembourgeois et la Fondation J.-P. Pescatore en date du 17 mars 2003 et de ses avenants du 23 août 2005 et du 16 janvier 2007 que le coût total maximum des travaux prévus, premier équipement compris, auquel l'État est prêt à participer s'élève à 10.800.000.- euros, TVA et honoraires inclus. L'État participe au financement du projet à raison de 80%, soit 8.640.000.- euros.

Le projet de loi sous rubrique répond aux exigences de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, portant exécution de l'article 99 de la Constitution qui prévoit que tout engagement de l'État qui dépasse le montant de 7,5 millions d'euros doit être autorisé par une loi particulière.

À noter que dans son avis le Conseil d'État s'est déclaré d'accord avec une nouvelle actualisation du montant de la participation de l'État à la valeur la plus récente de l'indice des prix de la construction au moment du vote du projet de loi.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 21.09.2006

Rapportrice: Madame Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Madame Marie-Josée Frank):

05.12.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

16.01.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.02.2007

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

SÉANCE 19

Mardi, 30 janvier 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications

2. Départ en retraite de deux membres du Greffe

3. 5667 - Proposition de loi de M. Henri Grethen modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes;

5668 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée

et

5669 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

(Déclaration de recevabilité)

4. Ordre du jour

5. Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution

6. Dépôt d'une motion par M. Marcel Oberweis

7. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°140 du 30 janvier 2007 de Monsieur Marcel Sauber au sujet du nouveau Plan d'action en faveur des PME, adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
- Question N°141 du 30 janvier 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à la relance du débat sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
- Question N°142 du 29 janvier 2007 de Monsieur Ben Fayot relative à la réunion à Madrid des 18 pays qui ont ratifié le Traité établissant une Constitution pour l'Europe et à l'avenir dudit traité, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
- Question N°143 du 30 janvier 2007 de Monsieur Henri Kox relative à l'organisation d'une véritable campagne de sensibilisation des citoyens à l'occasion du festival automobile 2007, campagne à organiser conjointement par le Gouvernement, l'ADAL et la FEGARLUX, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports
- Question N°144 du 30 janvier 2007 de Madame Martine Stein-Mergen relative à l'accompagnement des personnes aveugles détentrices d'une carte d'invalidité C, adressée à Monsieur le Ministre des Transports
- Question N°145 du 30 janvier 2007 de Monsieur Jean-Pierre Koepp relative à la simplification administrative, adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
- Question N°146 du 29 janvier 2007 de Madame Lydie Err relative au permis de séjour des ressortissants européens, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
- Question N°147 du 26 janvier 2007 de Madame Anne Brasseur relative à la compensation de notes insuffisantes dans l'enseignement secondaire, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question N°148 du 30 janvier 2007 de Monsieur Henri Kox relative à la condamnation du Luxembourg - en décembre 2006 - par la Cour de Justice européenne pour non-respect des obligations découlant de la directive 1999/94/CE concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO_2 à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports
- Question N°149 du 26 janvier 2007 de Monsieur Xavier Bettel relative au traitement à percevoir par un fonctionnaire ayant été mis en liberté et se trouvant sous contrôle judiciaire, adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- Question N°150 du 30 janvier 2007 de Monsieur Claude Adam relative à la stratégie du Gouvernement luxembourgeois face à la discrimination des étudiants étrangers par voie de quota ou autres formalités lors de l'inscription dans des universités belges et autrichiennes, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Question N°151 du 30 janvier 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à un essai effectué par la Chine pour tester une arme antisatellite, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
- Question N°152 du 30 janvier 2007 de Monsieur Robert Mehlen relative à une directive européenne par laquelle la protection des cormorans serait abrogée, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement

8. 5182 - Projet de loi portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève, le 26 mai 2000

(Rapport de la Commission des Transports - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. 5198 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement
2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée
3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée

(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

10. 5446 - Projet de loi portant approbation du deuxième Amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, adopté à la troisième réunion des Parties à la Convention, tenue à Cavtat (Croatie) du 1er au 4 juin 2004 (Décision III/7)

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi, propositions de loi et de modification du Règlement de la Chambre, ainsi que les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5661** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 19 juillet 2004 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 22.12.2006

2) **5662** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections municipales en République d'Albanie

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.12.2006

3) **5663** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections législatives en République de Serbie

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.12.2006

4) **5664** - Projet de loi portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier de la directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte) et de la directive 2006/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 sur l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit (refonte)

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 28.12.2006

5) **5665** - Projet de loi portant a) approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006; b) approbation du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le «Landkreis Merzig-Wadern» sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», signé à Perl, le 4 décembre 2006; c) dérogation à l'article 7.2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.01.2007

6) **5666** - Projet de loi concernant les exigences de sécurité minimales applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen et modifiant 1. la loi du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'administration des Ponts et Chaussées; 2. le Code du Travail

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 04.01.2007

7) **5667** - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes

Dépôt: Monsieur Henri Grethen, le 09.01.2007

8) **5668** - Proposition de loi modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée

Dépôt: Madame Anne Brasseur, le 22.01.2007

9) **5669** - Proposition de loi modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Dépôt: Madame Anne Brasseur, le 22.01.2007

10) **5671** - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: Monsieur Gast Gibéryen, le 22.01.2007

11) **5670** - Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des Douanes et Accises (modifiée)

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 23.01.2007

3. Par lettre du 6 décembre 2006 Monsieur Gast Gibéryen a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet des corps des sapeurs-pompiers: Analyse de la situation actuelle et des défis majeurs résultant d'un environnement économique et social en mutation. Ébauche des initiatives politiques et législatives qui s'imposent.

4. En date du 9 janvier 2007, des utilisateurs du CR101 ont remis la pétition N°275 relative aux conditions de sécurité sur le CR101 menant de Mamer à Mersch.

En date du 15 janvier 2007 l'Association «Mënsche mat Muppen» a remis la pétition N°276 contre le projet de loi relatif aux chiens.

5. «Il faut mobiliser davantage nos Parlementaires, les inviter à suivre de très près ce que font nos Gouvernements qui sont les acteurs essentiels, tant au niveau de l'OTAN que de l'Union européenne.

Nous sommes là investis aussi en tant qu'Assemblée d'un double rôle de contrôle et d'impulsion politique. Le contrôle, nous l'avons fait. Soyons vigilants et faisons de l'impulsion politique notre véritable vocation pour tabler sur les progrès réels dans un avenir proche.» Avec ces mots Monsieur Charles Goerens a terminé la discussion de son rapport sur «L'OTAN: transformation et partenariat stratégique avec l'Union européenne - réponse au rapport annuel du Conseil».

Les points principaux de ce rapport ont été:

1) Le sommet de Riga sur l'OTAN en novembre dernier, où a été discutée, entre autres, la situation en Afghanistan. En effet, une large partie de la population n'est pas prête à s'adapter aux exigences d'une société occidentalisée. Et il a précisé: «Il y va de la construction d'un État, de la stabilisation d'un pays, des avancées du rôle de la femme, de l'application d'un minimum des droits de l'Homme, de la personne humaine en général et de la femme en particulier. Il y va de la crédibilité de l'OTAN.»;

2) l'évolution de la PESD ainsi que l'affirmation de l'émancipation de l'indépendance et de l'autonomie de la responsabilité européenne;

3) les conséquences d'une nouvelle OTAN et d'une nouvelle UE;

4) les conséquences du changement de l'environnement sécuritaire dans le monde après le 11 septembre 2001;

5) l'importance capitale des liens entre la sécurité et vice-versa et

6) la pertinence du concept de la responsabilité de protéger.

À la deuxième partie de la 52e session de l'Assemblée le l'Union de l'Europe Occidentale qui a eu lieu à Paris du 18 au 20 décembre 2006, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation, Monsieur le Député Marcel Glesener, et par Monsieur le Député Charles Goerens, membre effectif, ainsi que par Monsieur le Député Norbert Haupert, membre suppléant; Mesdames les Députés Lydie Err et Anne Brasseur ainsi que Monsieur le Député Jean Huss, Membres, s'étant excusés.

Lors de cette deuxième partie de session on a procédé pour la 53e session, qui a débuté le 1er janvier 2007, à la réélection de Monsieur Jean-Pierre Masseret comme Président de l'Assemblée ainsi que de Monsieur Marcel Glesener comme premier Vice-Président. Madame Anne Brasseur a également été reconduite dans son mandat de Vice-Président de la Commission des Affaires budgétaires et de l'Administration.

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- l'OTAN: transformation et partenariat stratégique avec l'Union européenne - réponse au rapport annuel du Conseil;

- le débat d'actualité de l'Assemblée: «Vers une situation durable pour le Moyen-Orient: un rôle pour l'Europe»;

- le projet de budget révisé de l'Assemblée pour 2007;

- les comptes relatifs aux dépenses de l'Assemblée pour 2005 - Rapport du Commissaire aux comptes et motion d'approbation des comptes définitifs pour l'année 2005;

- avis sur les budgets des organes ministériels de l'UEO pour 2006;

- sécurité et stabilité en Asie centrale;

- les forces terrestres européennes dans les opérations d'intervention extérieure;

- la coopération transatlantique dans le domaine aéronautique: l'avion de combat F-35 Lightning II (joint strike fighter);

- les opérations de l'Union européenne en République démocratique du Congo (RDC) - réponse au rapport annuel du Conseil;

- l'industrie aérospatiale en Ukraine - La coopération avec l'Europe;

- l'Assemblée de l'UEO: un outil pour les parlements nationaux et

- l'évolution de la perception du terrorisme par l'opinion publique et les médias.

En outre, l'assistance a pu suivre

au cours de la première séance de lundi:

- le discours de Monsieur Günter Gloser, Ministre délégué aux Affaires européennes, représentant la Présidence allemande de l'Union européenne et de l'Union de l'Europe Occidentale;

- le discours de Monsieur Pertti Torstila, Secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères de Finlande, représentant la Présidence finlandaise de l'Union européenne;

- la déclaration de Madame Nino Bourdjanadzé, Présidente du Parlement de Géorgie et

- la présentation du sommet tenu par l'OTAN à Riga par Monsieur Zoltan Nagy, chef de la Section Affaires OTAN multilatérales et régionales (Division Affaires politiques et politique de sécurité), siège de l'OTAN, Bruxelles, représentant le Secrétaire général de l'OTAN, Monsieur Jaap de Hoop Scheffer

et

au cours de la huitième séance de mercredi matin le discours

- de Monsieur André Flahaut, Ministre de la Défense nationale de Belgique, représentant la Présidence belge de l'UEO.

L'Assemblée a adopté lors des quatre séances de cette deuxième partie de sa 52e session deux directives, deux résolutions et dix recommandations au Conseil.

6. Par lettre du 21 décembre 2006 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Greffe de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 29 au 30 novembre 2006:

• position sur la proposition de règlement du Conseil relative à la conclusion de l'Accord de Partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République du Cap-Vert;

• résolution sur l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne;

• résolution sur l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne;

• résolution sur les progrès enregistrés par l'UE dans la création d'un Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice (ELSJ) (articles 2 et 39 du traité UE);

• résolution sur la situation des personnes handicapées dans l'Union européenne élargie: plan d'action européen 2006-2007;

• résolution sur «Passons à la vitesse supérieure: créer une Europe de l'esprit d'entreprise et de la croissance».

2. Départ en retraite de deux membres du Greffe

Ech wollt der Chamber matdeelen, dass zwou Dammen, déi beim Greffe vun der Chamber ugestallt waren, an hir wuelverdéngte Pensioun gaange sinn. Et handelt sech dobäi ëm d'Madame Jeanne Thoss, déi zënter 1974 hiren Déngscht am Compte rendu verriicht huet, an ëm d'Madame Josette Tock-Weyland, déi vun 1995 u während de Sitzungsperioden d'Cafeteria gefouert huet.

Am Numm vun der Chamber wëll ech deenen zwou Damme Merci soe fir hir Aarbecht a wënschen hinnen an Ärem Numm vill Gléck an hirem neie Liewensofschnëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Bravo.

3. 5667 - Proposition de loi de M. Henri Grethen modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes;
5668 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée
et
5669 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Déclaration de recevabilité

M. le Président.- D'Chamber ass opgeruff iwwert d'Recevabilitéit vun dräi Propositions de loi ze befanne bei deenen d'Presidentekonferenz sech positiv geäussert huet. Dat sinn d'Propositions de loi, déi ech virdrun opgezielt hunn, vum honorabelen Här Grethen a vun der honorabeler Madame Anne Brasseur: déi eng iwwert d'Cour des Comptes, déi aner iwwert d'Wahlgesetz an nach eng iwwert d'Gesetz vum Referendum.

Ass d'Chamber domat averstanen déi Propositions de loi als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour ubelaangt huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtten hu mer:

- fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung;

- dann en Ofkommes iwwert den internationalen Transport vu geféierleche Gidder. Bei dësem Projet de loi muss mat enger qualifizéierter Majoritéit, nom Artikel 114 vun der Verfassung, ofgestëmmt ginn. De Vote par procuration ass net erlaabt;

- duerno hu mer e Projet, wou et sech ëm eng Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven iwwert d'Inzidenz vu verschiddene Projeten op d'Ëmwelt handelt

- a schlussendlech fir haut de Mëtten eng Ofännerung vun der Konventioun vun Espoo.

Muer sti folgend Punkten um Ordre du jour:

- d'Interpellatioun vum Här Carlo Wagner iwwert d'Entwécklung vum Secteur viti-vinicole

- an de Projet de loi 5612 iwwert d'Beruffschamberen.

Iwwermuer evakuéiert d'Regierung:

- d'Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg;

- dann hu mer de Projet de loi 5614 iwwert d'Renovéierung vun der Fondation Pescatore

- an uschléissend nach d'Naturalisatiounen.

Wat elo den Ordre du jour vu muer de Mëtten ubelaangt ass et esou, dass den zoustännege Minister bei dem Projet 5612 iwwert d'Beruffschamberen, den Här Wiseler, contraignant Terminer huet an dofir stellt d'Fro sech, vu datt et e Projet ass, deen nëmme ganz kuerz Zäit an Usproch hëlt - ech denken, dass mer an enger Véirelstonn dee Projet kënnten iwwert d'Bühn kréien -, ob een deen, wann den Här Wagner d'accord wär, da géinge mer dee Projet um hallwer dräi un d'Rei huelen. Deen ass virun dräi Auer fäerdeg an da kéimt Dir duerno mat Ärer Interpellatioun drun?

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Kee Problem, Här President.

M. le Président.- Ech soen dem Här Wagner Merci fir seng Kulanz vis-à-vis vun de Contraintë vun der Regierung. Da maache mer dat muer de Mëtten esou.

Ass d'Chamber mat deem esou ëmgeännerten Ordre du jour d'accord?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Selbstverständlech.

(Assentiment)

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann ass et esou décidéiert.

Elo hu verschidde Leit mech d'Wuert gefrot. Den honorabelen Här Meyers.

5. Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn am Juli am Numm vun der Verfassungskommissioun eng Ofännerung vum Artikel 10 proposéiert, déi virgesäit, dass den Artikel 10 vun der Verfassung soll ofgeschaf ginn. Deen Artikel gesäit vir, dass d'Naturalisatiounen duerch d'Chamber gemaach ginn. An deem neie Gesetz iwwert d'Nationalitéit soll dat awer geschéien iwwer e Verwaltungswee, wat eng zousätzlech juristesch Sécuritéit och fir d'Demandeure vun der Nationalitéit mat sech bréngt, doduerch, dass se Recours maache kënnen.

Elo gesäit awer den Artikel 9 vun der Verfassung vir, dass déi Recoursë beim Tribunal civil gemaach ginn. Mir sinn awer der Meenung, souwuel d'Verfassungskommissioun wéi och déi juristesch Kommissioun, dass et besser ass déi Recoursë beim Verwaltungsgeriicht ze maachen. Dofir muss also och den Artikel 9 vun der Verfassung ofgeännert ginn, an ech kann am Numm vun der Verfassungskommissioun hei eng Proposition de loi an deem Sënn deponéieren.

- Proposition de révision N°5672 de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Déi Proposition de loi gëtt un déi zoustänneg Chamberskommissioun verwisen, nodeems datt se vun der Presidentekonferenz begutacht ginn ass an hir Recevabilitéit festgestallt ginn ass.

Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och eng Proposition de loi hei deponéieren am Numm vun der Kommissioun vun den Institutiounen a vun der Verfassungsrevisioun.

Et handelt sech ëm d'Schafung vun engem neien Artikel 32bis an eiser Verfassung. Dee géing politesch Parteien an de Verfassungstext verankeren. Dat sinn Diskussiounen, déi eigentlech zënter laange Joren a besonnesch zënter 2001 ganz intensiv gefouert gi sinn a wou mer eis an der zoustänneger Kommissioun op en Text gëeenegt hunn. Ech géing also da proposéieren, dass am Numm vun där Kommissioun en neien Artikel 32bis géing erakommen an de Kapitel iwwert d'Puissance souveraine an eiser Verfassung, mat folgendem Wuertlaut: «Les partis politiques concourent à la formation de la volonté populaire et à l'expression du suffrage universel. Ils expriment le pluralisme démocratique.»

- Proposition de révision N°5673 portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Och do gëtt d'Recevabilitéit gepréift an da geet d'Proposition de révision un déi zoustänneg Chamberskommissioun.

Den Här Marcel Oberweis huet d'Wuert gefrot.

6. Dépôt d'une motion par M. Marcel Oberweis

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst

alleguerten, dass zënter dem 9. Februar 1999 fënnef bulgaresch Infirmièren an ee palästinenseschen Dokter am Prisong a Libyen festsëtzen, well hinne virgeworf gëtt si wären um Doud vun honnerte vu Kanner duerch Aidsinfizéierung schëlleg.

Den 19. Dezember 2006 si se dunn och nach zum Doud veruerteelt ginn an ech mengen et wär un där fräier Welt, sech géint esou Ongerechtegkeeten ze opposéieren. Ech liwweren déi Motioun hei of an invitéieren eis Regierung, sech anzesetzen, fir dass déi Leit net zum Doud veruerteelt ginn a se esouguer fräizesetzen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Här Oberweis, Dir misst kucken, datt d'Motioun och nach eng Partie Ënnerschréfte kritt.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Da muss ech dann och mäi Lapsus erklären. Ech gesinn awer schonn, dass Leit wénken.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que cinq infirmières bulgares (Christiana Malinova, Valia Georgieva Cherveniashka, Nasia Stoitcheva Nenova, Valentina Manolova, Snezhana Ivanova) et un médecin palestinien (Ashraf Ahmad Jum'A) sont emprisonnés depuis le 9 février 1999, l'État libyen les accusant d'avoir sciemment inoculé le virus V.I.H. à plusieurs centaines d'enfants de l'hôpital pédiatrique El-Fatih de Benghazi dans lequel ils travaillaient;

- considérant que plusieurs experts, dont le professeur français Luc Montagnier, codécouvreur du virus V.I.H., ont démontré que les enfants ont contracté le virus bien avant l'arrivée sur place du personnel médical en cause et ont conclu que la contamination des enfants était due au manque d'hygiène et à l'organisation défaillante de l'hôpital;

- considérant que de récentes publications confirment ces conclusions et apportent des preuves scientifiques sérieuses sur l'origine et le timing des infections à l'hôpital El-Fatih;

- considérant qu'il existe des preuves tangibles que les personnes en cause ont été victimes d'actes de tortures et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

- considérant que de nombreuses autres violations des droits des prévenus ont également été commises;

- considérant que les garanties pour un procès juste et équitable au regard des normes internationales ont été refusées aux personnes en cause et que toutes les preuves d'innocence de ces dernières ont été systématiquement négligées et n'ont pas été prises en compte;

- considérant la condamnation à mort par la justice libyenne le 19 décembre 2006, des cinq infirmières bulgares et du médecin palestinien;

- considérant finalement son opposition à la peine de mort dans tous les cas et dans toutes les circonstances;

invite le Gouvernement

- à condamner fermement le verdict du Tribunal pénal de Libye du 19 décembre 2006, reconnaissant coupable à l'occasion d'une révision du procès, et condamnant à mort les cinq infirmières bulgares et le docteur palestinien, qui ont déjà passé huit ans en prison en rapport avec les cas de sida découvert à l'hôpital de Benghazi en 1999;

- à faire part de sa forte préoccupation quant à la base sur laquelle les personnes accusées ont été poursuivies, le traitement qui leur a été infligé en prison et la lenteur de la procédure;

- à intervenir, ensemble avec les partenaires européens, auprès des autorités libyennes concernées afin que ces dernières prennent toutes les mesures nécessaires pour réviser et annuler la condamnation à mort;

- en tout état de cause à oeuvrer, ensemble avec les partenaires européens, auprès des autorités libyennes compétentes pour que celles-ci ouvrent la voie à une solution rapide de ce cas sur une base humanitaire afin d'obtenir la libération du personnel médical concerné;

- de revoir, au cas où la suite donnée serait négative, ensemble avec ses partenaires européens, la politique commune d'engagement avec la Libye;

- de veiller à ce que l'Union européenne continue à porter assistance à la mise en œuvre du Plan d'Action Sida et de soutenir le Fonds International Benghazi dans le but d'alléger les souffrances des enfants infectés et celles de leurs familles de même que pour aider les autorités libyennes à prévenir et combattre la prolifération du sida dans le pays.

(s.) Marcel Oberweis, Lydie Err, Charles Goerens, Jean Huss, Robert Mehlen.

M. le Président.- Mir kommen dann zur Heure de questions. Laut eisem Reglement hunn d'Deputéierten zwou Minutten Zäit fir hir Fro virzedroen. D'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntweren. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun. Fir d'éischt hu mer eng Fro vum honorabelen Här Marcel Sauber, déi sech adresséiert un de Mëttelstandsminister iwwert de Plan d'action en faveur des petites et moyennes entreprises.

7. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°140 du 30 janvier 2007 de Monsieur Marcel Sauber au sujet du nouveau Plan d'action en faveur des PME, adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Merci, Här President. Jo, de Plan d'action fir Kleng- a Mëttelbetriber war an ass och nach ëmmer d'Grondelement vun der Mëttelstandspolitik, well do ginn nämlech d'Akzenter gesat fir d'Zukunft. De Mëttelstandsminister steet net bei sengem éischte Plang. Deen éischten ass scho relativ al, ass an der Vergaangenheet aktualiséiert ginn an et sinn och nei Aktiounspläng komm. Elo schafft de Mëttelstandsminister un engem neien Aktiounsplang an dat mécht hien och net im stillen Kämmerlein, mä hie mécht dat zesumme mat de Partner aus dem Mëttelstand.

Meng Fro ass folgend: Wou sti mer elo mat dem Aktiounsplang? Wéini kënnt en a kann de Minister eis vläicht a kuerze Wierder déi wesentlech Aspekter haut matdeelen?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Sauber. Den Här Minister Fernand Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem honorabelen Deputéierte Marcel Sauber direkt soen, dass d'Viraarbechte fir deen neie Plan d'action fir Kleng- a Mëttelbetriber amgaange si fäerdeg gestallt ze ginn, an dass ech domat rechnen, dass de Plan d'action Enn Februar am Regierungsrot wäert kënne guttgeheescht ginn.

Den Här Sauber huet drop higewisen, datt dat hei deen drëtte Méijoresplang ass fir déi Kleng- a Mëttelbetriber; deen éischten ass vun 1996 bis 2000 gelaf an deen zweete vun 2001 bis 2005. An der Regierungserklärung vun 2004 ass festgehale ginn, datt dëst Instrument - wat jo ausgeschafft gëtt an Zesummenaarbecht mat den zoustännege Beruffschamberen a Federatiounen -, soll eng Neioplag kréien, well et sech an der Vergaangenheet bewährt huet. An, wéi gesot, mir sinn amgaangen zënter enger gewësser Zäit mat den Organisatiounen zesummen dëse Plang auszeschaffen.

Et geet hei drëm, fir besonnesch Akzenter ze setze fir de Kleng- a Mëttelbetriber ze hëllefen. Den Här Sauber huet mat Recht drop higewisen, datt déi Kleng- a Mëttelbetriber d'Réckgrat vun eiser Ekonomie sinn. Do geet et ëm 16.000 Entreprisen, déi 140.000 Leit beschäftegen - dat si méi wéi 40% vun der aktiver Bevölkerung -, an déi an deene leschte Jore ganz vill nei Aarbechtsplaze geschaf hunn.

Déi Struktur vun deem Plan d'action wäert sech ëm zéng Achsen dréine mat ronn 100 Moossnamen. Et geet virun allem drëm fir dofir ze suergen, datt eng effikass Entrepreneuriatspolitik gemaach gëtt, datt d'Schafung vun Entreprisen a besonnesch vun innovanten Entreprisë gefördert gëtt an datt favorabel Kaderkonditioune fir Kleng- a Mëttelbetriber zur Verfügung gestallt ginn.

Fir d'Konkurrenzfäegkeet vun de Betriber ze fördere gi fir d'éischt emol zwou Saachen an d'Wee geleet, dat ass éischtens d'Promotioun vum Entrepreneursgeescht an zweetens déi administrativ Vereinfachung fir d'Betriber. Un dësen zwee Theme schaffe schonn zënter enger gewësser Zäit zwee Gremien: Deen een ass de Conseil national de la promotion de l'esprit d'entreprise an deen zweeten ass de Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises. An et ass virgesinn, datt do niewent deene Saachen, déi scho realiséiert ginn, eng Rei vu wichtegen neie Reforme wäerte kommen.

Da geet et drëm, fir gewësse finanziell Ënnerstëtzungsmechanisme fir d'Betriber ze iwwerdenken an och eenzel fiskalesch Moossnamen ze analyséieren, fir d'Aktivitéit vun de Betriber weider unzekuerbelen. Da geet et an engem aneren Achs drëm, fir géint d'Distorsion de concurrence - déloyale virun allem - virzegoen. Dann ass e weideren Achs do, wou driwwer Rieds geet, fir d'Société de la connaissance, déi jo duerch d'Lissabon-Strategie gefördert gëtt, ze begleeden duerch aktiv Ënnerstëtzung wat d'Recherche an d'Innovatioun an de Kleng- a Mëttelbetriber ubelaangt. An et geet och drëm, fir ze hëllefen den eGovernment méiglechst schnell ze realiséieren; och dovunner kënnen déi kleng Betriber ganz staark profitéieren.

Dann ass e weidere wichtegen Aspekt fir d'Entwécklung vun de Betriber den Aarbechtsmaart an d'Sécurité sociale. Mir musse versichen eis Soziallaaschte kompetitiv par rapport zum Ausland ze halen an doduerch de Standuert Lëtzebuerg attraktiv ze behalen.

Des Weidere geet et dann och drëm, fir d'Entreprisen an Aklang ze brénge mat der nohalteger Entwécklung, souwuel wat d'Implantatioun vun de Betriber also de Plan sectoriel „Zones d'activités économiques" ubelaangt wéi och wat de Schutz vun der Ëmwelt ubelaangt. An dann déi zweetlescht Achs, wou et drëm geet fir sektoriell Entwécklungen ze stäipen, wéi zum Beispill de Commerce am Allgemengen. Dir wësst, datt mer do versichen, fir mat dem Commerce zesumme Lëtzebuerg als regionalen Attraktiounszenter fir de Commerce ze entwéckelen; de Commerce urbain gëtt ënnerstëtzt, den Tourismus an och de Wunnéngsbaumaart.

Schlussendlech geet et drëm, fir d'Aus- a Weiderbildung méi kohärent ze maachen an dobäi och dem ekonomeschen Aspekt vun de Betriber Rechnung ze droen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Goerens iwwert d'Relance du débat sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, déi sech un den Här delegéierten Ausseminister adresséiert.

Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°141 du 30 janvier 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à la relance du débat sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dës Fro huet Bezuch op e Colloque, deen d'lescht Woch stattfonnt huet an Holland a wou et iwwert d'Relance vun der Europäescher Verfassung, also iwwert den Europäesche Verfassungsvertrag geet, esou wéi och d'Bundeskanzlerin Angela Merkel als Presidentin vum Europäesche Conseil dat wënscht. An zwar huet den Här Mandelson, Kommissär zoustänneg fir Handel, un deem Colloque deelgeholl an hie gëtt zitéiert mat folgendem Wuertlaut: «Il estime nécessaire de reprendre à zéro le débat sur le Traité constitutionnel plutôt que d'essayer de sauver ou de dénaturer celui qui a été rejeté en France et aux Pays-Bas.»

Ech staunen net wéineg, wann ech dat do héiere vun engem Kommissär, dee jo awer normalerweis och misst kolleegial un d'Haltung vun der Kommissioun gebonne sinn, déi sech awer bis elo jiddefalls, jusqu'à preuve du contraire, ëmmer hannert deen Traité gestallt huet, wann och mat méi oder manner Enthusiasmus. Jiddefalls ass dat hei dee Wuertlaut, dee sech am meeschten écartéiert vun der offizieller Positioun vun der Kommissioun.

Et schéngt mer och net kompatibel ze si mat deem wat d'Kommissioun, wéi se zu Berlin war, mat der Bundeskanzlerin diskutéiert huet. Jiddefalls ass et contraire zum Geescht an et ass och nach contraire - dat wollt ech nach hannendrop soen - zu der Haltung, déi d'Lëtzebuerger Regierung ageholl huet, déi se jo ëmmer stäipt an ech mengen, do kann ee se och nëmme just ënnerstëtzen, datt een net soll den Traité a seng eenzel Segmenter zerleeën a scho guer net während deene sechs Méint, déi elo amgaange sinn, déi am Fong och kruzial si fir d'Konsolidatioun vun deem Wierk.

Wéi appréciéiert Dir déi Haltung do vun deem Kommissär an hutt Dir d'Gefill, datt d'Kommissioun amgaang ass ze bougéieren oder steet se nach ëmmer zu hirer ursprünglecher Haltung, déi ech a mengen aleedende Sätz versicht hunn ze skizzéieren.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här delegéierten Ausseminister, den Här Schmit, huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, Här Deputéierten, dem Här Mandelson seng Aussoen, dat sinn Aussoe vun engem Kommissär vu 27. Mir wëssen alleguer, datt et d'Kommissioun, de Collège ass, mä am Prinzip soll dee Collège mat enger Stëmm schwätzen.

Et ass also natierlech am Intérêt, datt eng Institutioun wéi d'Kommissioun och eng kloer Positioun am Débat constitutionnel féiert. An ech ginn dervun aus, datt dat, wat a leschter Zäit - ech betounen „a leschter Zäit" - vum President vun der Kommissioun gesot ginn ass a Bezuch op deen Traité constitutionnel och d'Positioun vun der Kommissioun an hirem Ensembel ass. Wat elo eenzel Kommissären op Colloquë soen, bon, loosse mer hinnen déi gewëssen intellektuell Fräiheet zougestoen, mä ech menge si hunn déi politesch Importance, déi déi vun engem englesche Kommissär dann ebe kann hunn.

Ech mengen esou wéi Dir, datt et elo wichteg ass, datt besonnesch déi Länner, déi ratifizéiert hunn, aner Länner, déi zu deem Text stinn, mä awer och déi europäesch Institutiounen, a besonnesch déi Institutioun, déi och den Optrag huet den Droit communautaire ze verteidegen, mä awer och Europa weiderzebréngen, datt déi eng kloer Sprooch schwätzen. An déi kloer Sprooch kann nëmmen dat sinn, datt mer an Europa eng Reform brauchen, datt mer net nëmmen d'Institutioune musse reforméieren, mä datt mer Politike mussen adaptéieren, fir zu engem Europa vun de Resultater ze kommen. A wa mer awer net méi capabel sinn ze décidéieren: Wou ass et da méiglech zu Resultater ze kommen? Duerfir bleift déi bescht Basis, fir op dat Zil hinzeschaffen, nach ëmmer de Projet de Traité constitutionnel.

An ech hoffen och, datt d'Kommissioun dat an der nächster Zukunft unisono da kloer mécht, zesumme mat aneren Institutiounen. Firwat net? Ech mengen, am Europaparlament - op dat Der jo wahrscheinlech uspillt - geschitt dat. Ech hunn och do Échoen, datt eng grouss Majoritéit vum Europaparlament weider zu deem Traité constitutionnel steet an och bereet ass ze hëllefen, besonnesch déi, déi d'Substanz vun deem Traité verteidegen, datt dat och an deene kommende Méint wäert ënnert däitscher Presidentschaft a weider och ënner portugisescher Presidentschaft assuréiert sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur nächster Fro, zu där vum honorabelen Här Ben Fayot, och un den delegéierten Ausseminister, iwwert d'Réunioun vu Madrid vun deenen 18 Länner, déi den europäesche Verfassungstraité ratifizéiert hunn.

- Question N°142 du 29 janvier 2007 de Monsieur Ben Fayot relative à la réunion à Madrid des 18 pays qui ont ratifié le Traité établissant une Constitution pour l'Europe et à l'avenir dudit traité, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, de 26. Januar - leschte Freideg - hu sech zu Madrid Vertrieder vun 18 Regierungen zesummefonnt vun deene Länner, déi den Europäesche Verfassungsvertrag ratifizéiert hunn. Dobäi koumen zwee Länner, déi nach net ratifizéiert hunn, awer dat maache wëllen: Portugal an Irland. Et sinn nach zwee aner Länner - Dänemark a Schweden -, déi sech och zu deem Vertrag bekannt hunn, esou dass mer am Fong geholl 22 Länner hunn, déi dee Vertrag positiv gesinn. Et hunn der zwee Nee gesot an et sinn der dräi, déi sech nach net expriméiert hunn.

Déi Réunioun vu Madrid war menger Ansicht no e Succès, well se et erlaabt huet fir dobaussen ze weisen, dass eng ganz grouss Majoritéit vu Länner a vun der Bevölkerung fir dee Verfassungsvertrag sinn. Dofir muss een och de Regierunge vu Spuenien a vu Lëtzebuerg félicitéieren, fir déi Réunioun do suscitéiert ze hunn.

Ech wollt an deem Zesummenhang zwou Froen un den delegéierten Ausseminister stellen.

Déi éischt Fro, dat ass déi, dass jo am Virfeld dovunner zwou Réunioune programméiert waren, an no der Réunioun zu Madrid ass déi zweet zu Lëtzebuerg ofgeblose ginn. Ech wollt de Minister froen, ob d'Annulatioun vun där zweeter Réunioun zu Lëtzebuerg am Februar eventuell op Drock vun der däitscher Présidence geschitt ass, oder och op Drock vu gréissere Länner, déi sech vun där Réunioun do ausgeschloss gefillt hunn, wéi zum Beispill Frankräich.

Meng zweet Fro ass, dass an der Deklaratioun vu Madrid gesot gëtt, dass déi Länner, déi ratifizéiert hunn, op wäre vis-à-vis vun deene Länner, déi nach net ratifizéiert hunn, fir op der Basis vun deem bestehenden Traité dans un esprit constructif all aner Propositiounen opzehuelen, fir deen Traité ëmzeänneren.

Ech wëll hei soen, dass dës Chamber ganz grouss Bedenken huet, fir iwwerhaapt un deen Traité fréckelen ze goen, virun allem och net, fir iergendwéi Ofstrécher un deem Traité ze maachen. Dofir wollt ech den Här Ausseminister froen, wéi hien dat gesäit.

Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den delegéierten Här Ausseminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech mengen ech brauch net vill op déi Réunioun vu Madrid zréckzekommen. Si ass eigentlech entstanen aus deem Gefill eraus, datt et elo Zäit géif ginn, datt net méi den Nee géif den Discours iwwer Europa dominéieren, mä datt awer och d'Stëmm vun 18 Länner, déi deen Traité ratifizéiert hunn, wat och ëmmer d'Method vun der Ratifikatioun war, misst gelauschtert ginn.

Ech mengen, deen Objectif ass voll erreecht. Mir sinn zu 18 op Madrid gaang a mir koumen zu 20 do un; zwee Länner hu sech effektiv do ugeschloss. A mindestens zwee Länner hunn awer duerch Deklaratioune vun hiren Ausseministere kloer gemaach, datt si vill Sympathië fir déi Démarche vu Madrid haten.

De Message ass also elo kloer, a mir wënschen der däitscher Présidence all Chance, fir elo op der Basis vun hiren eegene Pläng, vun hiren eegenen Ambitioune bis de Juni e Plang virzeleeë wéi mer effektiv, wéi ech virdru gesot hunn, Europa utilement kënne reforméieren op der Basis vun deem, wat 27 Länner zu Roum ënnerschriwwen hunn.

Ech kommen dann zu Äre prezise Froen. Firwat keng zweet Réunioun zu Lëtzebuerg? Wéi mer eigentlech déi Réunioun zu Madrid geplangt hunn, do si mer dovun ausgaangen, datt mer eppes missten évitéieren, an dat wier déi Unioun ze diviséieren an eng Zort vun zwee Clibb: dee Club vun deene Gudden - wann ech dat esou e bësse salopp exprimëieren dierf -, déi ratifizéiert hunn, an dee Club vun deene manner Gudden, déi entweder net ratifizéiere konnten, well se een Échec am Referendum hate respektiv dee Moment net méi politesch wollten oder konnten. Ech mengen, dat war net den Objectif vun där Réunioun vu Madrid.

Den Objectif vun der Réunioun vu Madrid ass e klore politesche Message ze ginn, mä awer gläichzäiteg ze soen: Mir mussen zesummen um Enn - an dat heescht zu 27 - e Kompromëss fannen. E Kompromëss, deen awer d'Positioun vun 18 Länner, déi elo scho ratifizéiert hunn, net ignoréiere kann. Mir hunn doropshi festgestallt, datt mer zu Madrid eigentlech net méi zu 18 waren, mä zu 22. Wann ech dann och nach dierf soen, datt dräi Länner sech derzougesellt hunn op engem Niveau vun Observateur, fir nozelauschteren, da kann ee jo soen, datt déi Réunioun a voller Transparenz stattfonnt huet. An déi Informatioun, déi mer hei zu Lëtzebuerg wollten zu 27 ginn, e bëssen iwwerflësseg gouf.

Dat huet ons och eigentlech motivéiert op déi zweet Réunioun ze verzichten. Mir hu mat der Présidence geschwat a mir hunn erausfonnt, datt eigentlech déi Réunioun net méi vun enger grousser Utilitéit wier, d'autant plus, datt d'Présidence selwer elo hir Démarchen ugefaang huet. Onst Zil zu Madrid war dat, d'Présidence ze ënnerstëtzen, der Présidence ze hëllefen; net d'Présidence an eng Situatioun ze bréngen, wou hir Aarbecht méi schwiereg géif ginn. Ech mengen duerfir - ouni vun Drock ze schwätzen - war et de bon sens, fir ze soen: „Et ass elo net de Moment eng zweet Réunioun ze halen, mir kënnen déi Informatioun och anescht ginn", mä ganz einfach der Présidence dee Message iwwerginn, fir datt si elo hir Aarbecht ka maachen.

Ech géif soen: Verschoben ist nicht aufgehoben. Mir hunn ons souwisou zu Madrid d'Méiglechkeet vun neie Rendez-vousë ginn.

Déi zweet Saach ass: Madrid - hunn ech gesot - ass op där enger Säit ferm op der Substanz an op den Équiliberen, déi hiergestallt gi sinn am Traité constitutionnel, mä mir mussen awer Realiste sinn. Mir musse mat all de Länner, och mat deenen, déi net ratifizéiert hunn, an eng Diskussioun kommen. Déi Diskussioun kann net op enger minimalistescher Basis gefouert ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech hu gesot: Europa brauch keng Mini-Léisungen, mir brauchen éischter a verschiddenen Domäne Maxi-Léisungen. Mä mir mussen awer och eng gewësse Flexibilitéit, eng Ouverture, eng konstruktiv Haltung en général beweisen. An dat ass dat, wat hei an deene Presselinien - Dir hutt et Deklaratioun genannt, mir ware méi modest, mir hunn et just Lignes de presse genannt - gesot gouf. Et heescht hei net den Traité a Fro stellen, mä et heescht awer op där anerer Säit eng Ouverture markéieren, fir um Enn zu 27 unzekommen, well ouni 27 kënnt den Zuch net un.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann déi nächst Fro ass eng vum honorabelen Här Henri Kox un den Ëmwelt- an Transportminister iwwert d'Organisatioun vun enger Sensibiliséierungscampagne während dem Autosfestival.

- Question N°143 du 30 janvier 2007 de Monsieur Henri Kox relative à l'organisation d'une véritable campagne de sensibilisation des citoyens à l'occasion du festival automobile 2007, campagne à organiser conjointement par le Gouvernement, l'ADAL et la FEGARLUX, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Här Minister, eng Fro betreffend der Sensibilisatioun vun de Clienten, insbesondere dës Woch, wou den Autosfestival leeft.

D'lescht Joer hunn d'Taxë jiddefalls zu enger ganz grousser Opreegung gefouert, insbesondere, wat d'Klassifikatioun betreffend den CO_2-Ausstouss ubelaangt.

Meng Fro ass: Hätt een net missen am Virfeld zesumme vill méi aktiv op den Terrain goe mat deenen zwou Federatiounen, fir d'Leit méi aktiv dorobber hinzeweisen?

Hätt ee sech net och missen eng Aart Dépliant ausdenken, fir d'Leit landeswäit op déi Problematik hinzeweisen, an de Lien ganz genee tëschent héijer Motorisatioun an dem CO_2-Ausstouss opzeweisen?

Gläichzäiteg misst ee sech och Gedanke gemaach hunn, wann déi Campagne elo net gräift, wéi eng Moossindikatoren ee sech ginn huet, fir e bëssen erauszefannen, ob d'Leit dann elo sensibiliséiert gi sinn, fir en anert Verhalen unzehuele bezüglech engem méi CO_2-ausstoussaarmen oder engem ëmweltfrëndlechen Auto. Meng Fro ass och, ob e Bilan gezu gëtt entspriechend deene Kritären, déi dann opgestallt goufen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Ëmwelt- an Transportminister Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement et Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kolleeg Kox kënnt zréck op déi Diskussioun, déi mer effektiv Ufank d'lescht Joer gefouert hunn iwwert déi nei Gestaltung vun der Autossteier net méi no Hubraum, mä no ekologesche Komponenten - haaptsächlech den CO_2-Emissiounen.

Ech mengen, Dir verstitt, datt mer haaptsächlech d'lescht Joer diskutéiert hu mat der ADAL an der FEGARLUX iwwert d'Gestaltung vun där Autossteier, an öfters zesummesouzen, fir ze kucke wéi se herno definitiv an der Propositioun, déi mer hei gemaach hunn am Rahme vum 5611, sollt ausgesinn.

Ech muss och soen, dass ech souwuel bei der ADAL wéi bei der FEGARLUX ganz interesséiert Gespréichspartner fonnt hunn, déi vun Ufank un de Prinzip vun där Gestaltung do ënnerstëtzt hunn.

Sécherlech gouf et iwwert d'Gestaltung am Detail déi eng oder déi aner Meenungsverschiddenheet, mä d'Joer 2006, wat jo am Ufank sécherlech mat enger gewësser Onrou ugaangen ass, huet jo gewisen, mat engem Rekord vun neien Immatrikulatiounen - fir d'éischte Kéier iwwer 50.000 -, dass de Marché net, wéi Eenzelner gefaart hunn, ganz agesackt ass.

Zweetens huet een, fir vläicht op déi lescht Fro vum Bilan zréckzekommen, gesinn, dass een a sech zwou ganz ënnerschiddlech Bewegungen am Joer 2006 feststellt. Engersäits sinn déi kleng Autoen, wou ee kënnt soen, dass schonn e gewëssene Reflex do ass, fir méi ausstoussaarm Autoen ze kafen, immens an d'Luucht gaangen, ëm 26%, mä gläichzäiteg sinn awer och déi Autoen: 4x4-en an anerer, wou den Ausstouss nach ëmmer ganz héich ass, och staark an d'Luucht gaangen, wat weist, dass et eng Rei vu Leit gëtt, deenen et op 100 oder op 200 Euro net ukënnt, wat d'Autossteier ubelaangt, an déi net duerno kucken.

Sécherlech kënnt een an deenen nächste Joren nach méi prezis op d'Argumentatioun, déi à la base ass vun där neier Steier, agoen. Ech géif awer mengen, dass mer am Joer 2006 jo awer enorm vill doriwwer diskutéiert hunn, och vill communiquéiert hunn, sief et vum Ministère aus, sief et vun der ADAL, der FEGARLUX an dem Secteur selwer aus.

Doniewent muss ech soen, dass opgrond vun där Direktiv, op déi mer an der Froestonn e bësse méi spéit nach eng Kéier ze schwätze kommen, jo virgesinn ass, dass all Distributeur eng Etikett op all Auto muss hunn, op där souwuel iwwert d'Consommatioun wéi och den Ausstouss muss informéiert ginn.

Déi meescht maache fräiwëlleg och, dass se d'Tax, d'Autostax, selwer ausrechnen an dat och dobäischreiwen, fir de Leit dat direkt ze soen. Vill Garagisten hu mer gesot, dass den Intérêt bei de Leit, sech doriwwer ze informéieren, och ganz grouss ass. Doniewent ass virgesinn, dass eng Affiche an alle Garagen hänke muss, déi och nach eng Kéier eng Informatioun doriwwer mécht.

An Dir hutt geschwat vun enger Broschür. Et gëtt e Guide national vun allen Autosmarken, dee vun der Sandweiler Statioun verdriwwe gëtt, deen iwwregens am Internet och anzegesinn ass, wou iwwer all Autosmarke mat hirem Ausstouss souwuel um Niveau NO_x-en wéi um Niveau CO_2-Emissioun an esou virun och informéiert gëtt. A schlussendlech ass och virgesinn an där Direktiv a muss ëmgesat ginn, dass an all Promotiounsdokumenter, all Reklammen, déi gemaach ginn, och déi Informatioune musse stoen. Ech mengen, dass een also do schonn Instrumenter huet.

Dass een da vläicht fir den Autosfestival 2008 eng Kéier kënnt ramasséiert mam Secteur nach méi op d'Pédagogie och vun der Problematik agoen, ech mengen, dat ass eng Diskussioun, där ee sech da vläicht am Hierscht muss stellen. Ech wäert dat jiddefalls emol mathuelen, fir mam Secteur doriwwer ze diskutéieren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der Madame Martine Stein-Mergen och un den Transportminister iwwert d'Begleedung vu blanne Persounen. Madame Stein-Mergen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°144 du 30 janvier 2007 de Madame Martine Stein-Mergen relative à l'accompagnement des personnes aveugles détentrices d'une carte d'invalidité C, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Här President, Här Transportminister, meng Frënn vun der Association des amis et maîtres de chiens guides d'aveugles au Luxembourg hu mech op e Problem opmierksam gemaach, deen si am Moment mat der Eisebunn hunn. Ech wëll virausschécken, dass si dësem Problem op kengem aneren öffentlechen Transportmëttel begéinen, well et e bëssen eng Fro vun Interpretatioun ass.

En fait ass d'Begleedung vun Handicapéierten am öffentlechen Transport geregelt iwwer e Règlement ministériel vum 2. Februar 2006, wou virgesinn ass, dass: «La personne accompagnant une personne titulaire de la carte d'invalidité C» - dat ass bei Malvoyanten a Blannen de Fall - «bénéficie également de la gratuité du transport.» An: «Le chien accompagnant un aveugle est transporté gratuitement.»

D'CFL interpretéiert elo dësen Text esou, dass entweder eng Persoun oder en Hond ka gratis matfueren. Elo ass et awer esou, dass de Malvoyant oder de Blannen, dee gewinnt ass, sech mat sengem Hond ze déplacéieren, sech kann op dee verloossen, fir Obstaclen aus dem Wee ze goen oder och e bësse sech am Verkéier erëmzefannen, mä de Mupp ass net amstand erauszefanne wellechen Zuch op wellechem Quai fortfiert, wéi eng Zuchendier opgeet - well do gëtt et verschidden Typen -, wéini dass de richtegen Arrêt erreecht ass, well en fait déi Meldungen iwwer Lautsprecher oft onverständlech sinn.

Dat kéint zwar vläicht de Lassie, mä esou en Hond gëtt et leider net a Wierklechkeet.

Et gëtt eng sechs bis aacht ausgebilte Blannenhënn hei zu Lëtzebuerg. Et geet also am Prinzip net ëm vill Suen.

Ech wollt och nach bemierken, dass de Règlement ministériel mëssverständlech formuléiert ass, well ënner engem «chien accompagnant un aveugle» kann een egal wellechen Hond verstoen. Et wier besser, wann den Term géif duerch deen ersat ginn, deen am Text iwwert d'Fleegeversécherung steet, nämlech «le chien guide d'aveugles».

Ech wéilt also den Här Transportminister froen, ob et méiglech ass, bei der CFL anzewierken, fir dass souwuel de Blannenhond wéi och eng Persoun dës visuell Handicapéiert kënne begleeden; ob et net méiglech wier, den Text esou ze änneren an deem Sënn, wéi ech elo grad gefrot hunn; an d'Blannenhënn bei där Geleeënheet och vum Droe vum Maulkuerf ze entbannen, well déi Hënn sinn alleguerten terribel brav an harmlos.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Den Här Transportminister Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mat der Demande, déi hei formuléiert ginn ass vun der honorabeler Madame Stein d'accord an allen Hisiichten a wäert an der Tarifgestaltung deementspriechend mat der Eisebunn Kontakt ophuelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da si mer un der nächster Fro, dat ass déi vum honorabelen Här Jean-Pierre Koepp. Déi adresséiert sech un de Mëttelstandsminister an handelt iwwert de Stand vun der administrativer Vereinfachung.

- Question N°145 du 30 janvier 2007 de Monsieur Jean-Pierre Koepp relative à la simplification administrative, adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- Här President, Här Minister, am Fréijoer 2006 hat ech Iech, Här Minister, eng schréftlech Fro gestallt, fir d'administrativ Prozedur vun de PMEë méi geschmeideg ze maachen an d'Décisiounsprozesser méi séier ze gestalten, esou wéi dat an der Regierungserklärung vun 2004 ugekënnegt ginn ass.

An der Äntwert hutt Dir, Här Minister, duerchblécke gelooss, datt de Rapport „Simplification administrative" wéi geplangt den Hierscht géif virgestallt ginn an Ustouss zu weideren Aktiounen an Décisiounen an dëser schwiereger a komplexer Fro wäert sinn.

Meng Fro ass déi: Wéini kënnt Der eis dee Rapport virstellen?

M. le Président.- Merci, Här Koepp. Den Här Mëttelstandsminister Fernand Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

(Interruption)

Den Här Deputéierte Jean-Pierre Koepp huet zu Recht gesot, datt an der Regierungserklärung festgehalen ass, datt d'administrativ Vereinfachung fir d'Betriber eng politesch Prioritéit wär. Dofir ass och de Comité National pour la Simplification Administrative en faveur des Entreprises, den CNSAE, geschafe ginn an deen huet zënterhier vill a gutt Aarbecht geleescht.

An deem Gremium sinn niewent de Ministèren och eng ganz Rei vu Vertrieder vu Beruffsorganisatiounen a vu Betriber dran täteg.

Mir hunn och e Site Internet opgemaach: **www.simplification.lu.** Do ginn d'Aktivitéite vun dësem Gremium presenteiért an do ass och en Tableau de bord drop mat de Projeten, déi amgaange sinn an déi an nächster Zukunft realiséiert ginn. Jiddferee kann also do nokucke wéi den aktuelle Stand vun den Aarbechte vun dësem Gremium ass. Do kann een och Formulairen erofluede fir Doléancen oder Bemierkungen a Suggestiounen ze maachen.

Den Här Koepp huet gefrot: Wéini kënnt dee Rapport? Ech hunn Enn Dezember gesot, ech géif de Rapport dem Regierungsrot am Februar virleeën; an dat wäert och de Fall sinn. An deenen nächste Woche wäert also dee Rapport an de Regierungsrot kommen. Et wäert ee relativ voluminéise Rapport ginn.

Virun allem gëtt éischtens emol festgehale wat entre-temps geschitt ass an deem Comité national do, wéi e fonctionnéiert a wat fir eng Aarbecht, dass e geleescht huet. Da wäert e Kapitel do dra sinn iwwert d'Préalablen, déi néideg si fir eng substanziell a wäitgehend administrativ Vereinfachung fir d'Betriber hei am Land maachen ze kënnen. Ënner Préalablë verstinn ech zum Beispill den Identifiant unique schafen, den Dateschutz moderniséieren, eng elektronesch Identifikatioun aféieren, den Austausch vun den Donnéeën erméiglechen, den eGovernment virundreiwen. Alles dat ass schonns an d'Wee geleet, mä dat muss awer och fäerdeg gemaach ginn ier ee wäitgehend Vereinfachunge maache kann.

An engem weidere Kapitel geet et ëm generell Prinzipien, déi mussen agehale gi fir kënnen eng administrativ Vereinfachung ze kréien. Ee Prinzip, deen ech ernimme wëll, ass zum Beispill «toute la directive et rien que la directive» bei der Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven an dat nationaalt Recht. Dann ass et e Kapitel iwwer Instrumenter vun der administrativer Vereinfachung. Do gëtt geschwat vu «fiches d'impact», déi musse gemaach ginn ier e Gesetz oder e Règlement ausgeschafft gëtt an och «fiches ex post», wou d'Betriber an d'Administratioune kënne Virschléi maachen, wat een a bestehende Reglementer a Gesetzer méi einfach an aneschters maache kann. Et geet och ëm d'Formatioun fir d'Beamten a fir Leit, déi an de Betriber schaffen.

An dann e lescht Kapitel, do kommen eng ganz Rei vu Verbesserungsvirschléi, wéi zum Beispill de Guichet unique anzeféieren. Et gëtt eng Hitparad gemaach vun de prioritären Aktiounsdomänen an eng ganz Rei vu Moossnamen, déi sollen an d'Wee geleet ginn, wäerten och do festgehale ginn.

Da wäert och un dee Rapport en Tableau de bord ugehaange ginn, wou dra festgehalen ass: Wat ass realiséiert ginn; wat ass amgaange realiséiert ze ginn; a wat soll d'Regierung décidéiere wat nach soll weider gemaach ginn.

Dat ass am Fong de Bestanddeel vun deem Rapport, deen, wéi gesot, an deenen nächste Woche wäert virgestallt ginn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der Madame Lydie Err un den Här delegéierten Ausseminister iwwert den Openthalt vun EU-Bierger.

Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°146 du 29 janvier 2007 de Madame Lydie Err relative au permis de séjour des ressortissants européens, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här President, Här Minister, meng Fro betrëfft déi europäesch Matbierger, déi bei eis liewen an déi aus ale Memberstate kommen.

Mir hunn zënter dem 1. Januar zwee nei Memberstaten an der Europäescher Unioun, déi nëmme limitéierten Accès op eisen Aarbechtsmaart hunn a mir hunn och aus deenen anere PECO-Länner limitéierten Accès op dësen Aarbechtsmaart. Dat ass awer net de Fall fir all déi aner Memberstaten. Trotzdeem brauchen och déi Matbierger, déi schonns zënter Joren, heiansdo Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg schaffen a Steiere bezuelen nach ëmmer eng Carte de séjour, där hir Bedeitung een awer net weider agesäit. Si kënnen nämlech net domadder reesen a si hunn och dem Prinzip vun der Liberté de circulation et d'établissement no souwisou d'Recht an all deenen aneren europäesche Länner ze schaffen.

Dofir wier meng Fro déi: Wéi ass dës Kaart an Aklang ze brénge mat dem Principe de libre circulation et de liberté d'établissement a wier et net, Här Minister, un der Zäit, fir dës Carte de séjour, där hir Erneierung iwwregens och nach mat administrative Schikane verbonnen ass, ofzeschafen?

M. le Président.- Merci, Madame Err. Den Här Minister Nicolas Schmit huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv hu mer hei zu Lëtzebuerg nach op Grond vum Gesetz vun 1972 d'Obligatioun fir d'Ressortissants communautaires - an do soen ech all d'Ressortissants communautaires - vun enger Carte de séjour. An déi Praxis steet a Kontradiktioun mat der „Directive relative au droit des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille de séjourner librement sur le territoire des États membres", déi 2004 a Kraaft getrueden ass.

A mir sinn dobäi déi Direktiv, natierlech am Kader vun engem neie Gesetz iwwert d'libre circulation, iwwer all d'Facettë vun der Immigratioun ze transposéieren an domat natierlech och déi Carte de séjour ofzeschafen.

Mir hunn eis effektiv d'Fro gestallt, vu datt d'Préparatioun vun deem Gesetz nach eng Zäitche wäert brauchen, a besonnesch och d'Adoptioun vun deem Gesetz, ob et net wichteg wier, datt een elo schonns eigentlech kéint d'Mise en oeuvre vun där Direktiv maachen andeems ee besonnesch géif déi Carte de séjour ofschafen, mä och - wéi Dir richteg gesot hutt - eng Rei Pratiques administratives, déi e gewëssenen Opwand mat sech bréngen. Dorënner zum Beispill eng Enquête de police, déi all europäesche Bierger iwwer sech ergoe loosse muss wann hie sech hei zu Lëtzebuerg nidderléisst.

Ech mengen, all déi Saache ware gutt gemengt an enger Unioun am Ufank. Haut si mer an enger Unioun wou et d'Citoyenneté européenne gëtt, wou et sécher nach ëmmer wichteg ass all Forme vun Abusën ze évitéieren, mä wou eng gewësse Rei vu Praxissen net méi adaptéiert sinn. An dofir si mer amgaang ze studéieren, éier mer dat neit Gesetz wäerten hunn - dat op jidde Fall déi Carte de séjour suppriméiere wäert -, ob mer net do virdru kënnen an déi Richtung goen, obwuel dat am Gesetz vun 1972 nach virgesinn ass.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Anne Brasseur un d'Madame Erzéiungsministesch iwwert d'Kompensatioun vun ongenügende Punkten am Secondaire.

- Question N°147 du 26 janvier 2007 de Madame Anne Brasseur relative à la compensation de notes insuffisantes dans l'enseignement secondaire, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, leschte Samschdeg wor e Leserbrief am „Lëtzebuerger Wort" ënnert dem Titel: „Ass dat normal?" An do schreift de Professeur, dass hien op enger Troisième Élèven huet, déi op enger Quatrième eng Ongenügend an der Geographie haten an dass se doduerjer en Travail de vacances kruten an dass déi Note vun deem Travail de vacances elo op der Troisième - well si sinn duerchkomm - géif verrechent gi mat der Physik.

An do stellt dee Professeur sech d'Fro, ob dat nach normal ass. Et kann net méi mat der Geographie verrechent ginn, well keng Geographie méi op der Troisième enseignéiert gëtt. Mä et muss ee sech awer wierklech froen, ob deen do Mode de calcul dee richtegen ass.

Weider schreift hien a sengem Leserbrief, dass eng Schülerin op der Quatrième dräi Ongenügender an der Mathematik am éischten Trimester hat, dräi Ongenügender am zweeten Trimester an dräi Ongenügender am drëtten Trimester. Doropshi krut si een Travail de vacances - den Noexamen ass jo ofgeschaf - an an deem Travail de vacances hat si 18 Punkten an ass trotzdeem awer op Troisième komm. An do gëtt sech d'Fro gestallt, well besonnesch d'Mathematik ass jo en Opbau-Studium, wann een déi Matière vu virdrun net beherrscht, da kann ee sech awer wierklech d'Fro stelle wéi een duerno virukënnt.

Entre-temps sinn d'Critères de promotion jo erëm ofgeännert ginn, mä ech wollt d'Madame Minister froe wat an Zukunft gemaach gëtt, fir wierklech esou abusivë Situatioune wéi déi heiten ze verhënneren; well domat gëtt dem Schüler nu wierklech net gehollef. Hie gëtt einfach eng Klass mat virugeschleeft, an da kënnt dat béist Enn duerno. An dee Retard kritt hien ni méi opgeschafft. Duerfir meng Fro un d'Madame Minister.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Madame Delvaux-Stehres, Minister zoustänneg fir d'Erzéiung, huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Lieserbréif, op deen d'Madame Brasseur sech bezitt, fir mer eng Fro haut am Parlament ze stellen, dee berout, nodeem ech en da mat grousser Opmierksamkeet gelies hunn, op enger Verwiesselung zwëschen zwee Begréffer, wou ech d'accord sinn, dass et schwéier ass se auserneenzehalen, mä déi ech awer probéiere wëll hei ze erklären.

Et gëtt en Travail de vacances, dat ass dee klasseschen Noexamen. Et muss een en Travail de vacances gepackt hunn, fir an dat Joer duerno weiderzekommen. Doniewent gëtt et en Travail de révision. Den Travail de révision besteet doranner, dass een an der Vakanz eng Aarbecht kritt, do kritt een eng Nummer drop a wann een d'Aarbecht zefridde stellend ausgefouert huet, kritt een eng gutt Nummer, a wa se schlecht war, kritt een eng schlecht Nummer. Déi gëtt dann dat Joer duerno mat verrechent; dat Resultat vun deem Travail de révision.

Ech wéilt der Chamber awer och net virenthalen, dass déi Dispositioun do 2003 agefouert ginn ass am Cycle inférieur vum EST. Dat war an där Zäit, wou d'Madame Brasseur jo Educatiounsminister war. Dat ass also eppes, wat et säit 2003 gëtt.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- An den Travail de révision?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Jo, um Travail de révision kritt een eng Nummer, an déi zielt fir dat Joer duerno.

Une voix.- Ah sou.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- A wann dat dann eng Ongenügend war, dann ass et eng Ongenügend. A wann et eng Genügend war, dann ass et eng Genügend. Déi gëtt da verrechent mat deenen Nummeren, déi een dat Joer duerno kritt. Also, déi Dispositioun gëtt et säit 2003 an eisem ganze Gebilde, wat mer do an der Éducation nationale hunn.

(Interruption)

Well ech de Prinzip gutt fannen, deen Dir do agefouert hutt - ech fannen dat ech gutt Saach, dass d'Kanner an der Vakanz sollen eppes schaffen -, ass am leschte Reglement festgehale ginn, dass am Classique de Conseil de classe décidéiert, ob e Schüler en Travail de révision kritt oder en Travail de vacances, wat also den Noexamen ass. Et ass also eng Décisioun vum Conseil de classe aus där Schoul, dee seet: Travail de révision oder Travail de vacances. Do kann ech elo net décidéieren, wat de Conseil de classe Fall fir Fall fir richteg fënnt. Esou vill also zu där éischter Fro.

An déi zweet Fro war, ob et méiglech ass, dass ee Schüler lauter Ongenügender an der Mathé huet an och nach am Travail de vacances, an dann awer duerchkënnt. Do ass meng Äntwert, wann Der d'Explikatiounen elo gelauschtert hutt: Dat ass net méiglech, well wann een en Travail de vacances - also en Noexamen - kritt, da muss een deen Noexame packen. Wann ee keen Noexame kritt, an et gëtt jo effektiv de System vun der Kompensatioun - an dee gëtt et säit 1991, dat sinn also elo scho 15 Joer, wou et de System vun der Kompensatioun an eisem Schoulsystem gëtt -, da kann een effektiv eng Ongenügend an engem Fach hunn an awer an dat Joer duerno weidergoen.

Voilà! Dat sinn d'Explikatiounen. Merci, Här President.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et ass awer net normal!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Et soll een d'Lat ëmmer esou héich leeën, dass ee gutt ënnendrënner erduerchkënnt.

M. le Président.- Sou! Ech mengen, mir ginn eis elo net eens doriwwer. D'Explikatioune vun der Madame Minister waren däitlech. Da kënnt den Här Henri Kox mat enger Fro un den Här Transportminister iwwert d'Opklärung vum Konsument iwwert den Energieverbrauch beim Kaf vun engem neien Auto.

- Question N°148 du 30 janvier 2007 de Monsieur Henri Kox relative à la condamnation du Luxembourg - en décembre 2006 - par la Cour de Justice européenne pour non-respect des obligations découlant de la directive 1999/94/CE concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO_2 à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Bon, ech wollt nach eng Kéier drop zréckkommen, well virdrun an deenen zwou Minutte kann ee jo net ausféierlech genuch op déi Problematik agoen. Et geet nämlech ëm d'Direkiv 1999/94/CE, wou et a sech drëm geet, fir d'Konsumenten iwwert de Verbrauch vun den Autoe besser opzeklären, insbesondere och iwwert den CO_2-Ausstouss. Do ass Lëtzebuerg veruerteelt ginn, well se ee Bericht nach net eraginn hunn. Do meng Fro: Wou ass dee Bericht drun? A wéini gëtt dee Bericht dann op Bréissel geschéckt?

Dozou kënnt awer och, dass, wann ee sech elo an de Garagen e besse beweegt a kuckt wéi dann d'Opklärungscampagnë vun den eenzelne Garagistë lafen, esou gi ganz ënnerschiddlech Labelen do gebraucht. Misst ee sech do net dann elo eng Kéier schlussendlech op ee Label festleeën an insbesondere zesumme mat de Garagisten eng Opklärungscampagne starten? Do bleift dann natierlech och, an där Direktiv gëtt vu Kontrolle geschwat, wéi eng Kontrollen a wéi engem Rhythmus an Zukunft sollen ëmgesat ginn.

Da vläicht ganz kuerz iwwert dat, wat Der virdrun iwwert de Guide gesot hutt. Effektiv gëtt et ënnert dem Site vu Sandweiler dee Guide. Ech hunn elo eng Kéier séier gekuckt; ech hat deen och schonn de Moie gekuckt. Et muss een awer feststellen, dass dee Guide net grad ganz opklärend wierkt. Ech huele just dee beschten Auto, deen do vir geholl ginn ass, dat ass den Toyota Prius zum Beispill, deen nëmmen 104 Gramm CO_2 ausstéisst. Dee kënnt awer och nach eng Kéier an där Tabell op Positioun - géif ech soen - 12, och mat 120 Gramm. Deeselwechen Auto ass an deemselwechte Guide op zwou verschiddene Positiounen, an en ass net däitlech ënnerscheet. Ech mengen, do misst onbedéngt nogekuckt ginn an entspriechend e proppere Label ausgeschafft ginn.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Minister Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement et Ministre des Transports.*- Merci, Här President. Zur Fro, wat d'Ëmsetzung vun der Direktiv ubelaangt, esou ass de Rapport, deen d'Transpositioun fir Lëtzebuerg bedeit, de 4. Oktober 2006 zu Bréissel bei der Kommissioun notifizéiert ginn. Trotzdeem ass, well d'Rouagen do net méi ze stoppe sinn, am Dezember awer nach festgehale ginn, dass mer net verklot sinn, mä an der éischter Instanz gëtt et dann a sech fir d'éischt eng Opfuerderung un d'Membersland, fir sech ze conforméieren. Dat ass bei eis awer, wéi gesot, de 4. Oktober 2006 mat dem Rapport geschitt.

An esou wéi ech virdru gesot hunn, mengen ech effektiv, dass an der Ëmsetzung vun där Direktiv fir deen nächsten Autosfestival, wat den eenheetleche Label ubelaangt an esou virun, sécherlech Verbesserungen ze maache sinn. Mä ech mengen, mir hunn elo transposéiert. Op der Basis dovunner wäert ech, wéi ech virdru gesot hunn, am Hierscht Kontakt ophuelen, fir dass mer d'nächst Joer och besser gestallt sinn, wat d'Ëmsetzung ubelaangt, och wat den Internetsite an effektiv seng Aktualiséierung ubelaangt, fir kënne virzegoen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Xavier Bettel un de Minister vum öffentlechen Déngscht iwwert d'Bezuelung vun engem Fonctionnaire, deen ënner Contrôle judiciaire steet. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°149 du 26 janvier 2007 de Monsieur Xavier Bettel relative au traitement à percevoir par un fonctionnaire ayant été mis en liberté et se trouvant sous contrôle judi-

ciaire, adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci, dass ech haut meng Fro dierf stellen.

D'Gesetz vum 6. Mäerz 2006 gesäit vir, dass d'Gesetz iwwert d'Introduction vun der Instruction simplifiée, vum Contrôle judiciaire et réglementant les nullités de la procédure d'enquête, dass et eng Alternativ gëtt zwëschent fest am Prisong sëtzen an Untersuchungshaft, a fräi gelooss ginn ënner Konditiounen. Dat nennt een dann de Contrôle judiciaire.

D'Gesetzgebung awer vum 16. Abrëll 1979 gesäit a sengem Artikel 48, Alinea 5 vir, dass e Beamte während der Untersuchungshaft nëmmen d'Halschent vu sengem Traitement kritt. Dat heescht, am Fong gëtt et haut nach keng Dispositioun bei der Fonction publique iwwert de Contrôle judiciaire. Dofir wollt ech froen, wat dann elo d'Konditioune si vum Traitement vun engem Beamten, dee vun der Chambre du Conseil oder vun engem Untersuchungsriichter ënner Contrôle judiciaire gesat gëtt.

An eng aner Fro ass: Wat geschitt mat engem Beamten, deen dann elo condamnéiert gëtt, deen da während engem, zwee oder dräi Joer seng Pai weider kritt huet? Muss deen déi Suen dann dem Ministère oder dem Stat zréckbezuelen, oder net? Wat sinn do d'Konditiounen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Minister Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. All déi Dossieren, déi esou leie wéi déi, déi den Här Bettel hei ugeschwat huet, sinn ëmmer komplizéiert Dossieren. Den Artikel 48 vum Statut vum Fonctionnaire gesäit a sech zwou verschidden Zorte vu Suspensioune vir: Dat eent, dat ass déi fakultativ Suspensioun; dat anert, dat ass déi Suspension de plein droit.

Wat d'Suspension de plein droit ugeet, do setzt d'Gesetz relativ kloer eng Rei Konditiounen, wéini ee souwisou eng Suspension de plein droit huet.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat ass, wann deejéinegen am Prisong ass en exécution d'une condamnation judiciaire, déi en force de chose jugée ass. Ech mengen, dann ass d'Saach kloer, dann ass evidenterweis och kee Gehalt méi, wat ausbezuelt gëtt.

Déi zweet Konditioun, dat ass, wann e Condamnéierte par une décision judiciaire am Prisong ass, mais qui n'est non encore passé en force de chose jugée. Dann ass et esou, dass en halleft Gehalt ausbezuelt gëtt.

Déi drëtt Konditioun ass, wann deejéinegen Détenu préventivement ass, an dann ass während der Durée vun der Détentioun och nëmmen d'Ausbezuele vun engem hallwe Gehalt geschëllt.

Eng weider Saach ass, wann deejéinegen disziplinar condamnéiert ass à la révocation, à la mise à la retraite d'office pour inaptitude professionnelle et disqualification morale par une décision non encore passée en force de chose jugée, dann ass et esou, datt mer och eng automatesch Suspensioun hunn, eng Suspension de fait hunn, wou nëmmen d'Halschent vum Traitement ausbezuelt gëtt.

Deen zweete Fall, dat ass deen, deen am Artikel 48-2 ugeschwat gëtt, am Fong déi Suspension, déi fakultativ ass, dat heescht wou de Ministre de tutelle d'Méiglechkeet huet se auszeschwätzen. Déi gëtt dann ausgeschwat, wann eng judiciaire oder eng administrativ Poursuite en cours ass. An dann ass et esou - ganz kloer -, datt déi Suspensioun a sech keng Diminutioun vum Gehalt erfuerdert.

Elo ass hei an deem Fall oder an deem Beispill, wat Der ugeschwat hutt d'Situatioun esou, datt mer am Fong an enger Situatioun sinn, déi actuellement net virgesi ginn ass am Statut vum Fonctionnaire, well et eng Situatioun ass, déi op d'Gesetz vum 6. Mäerz 2006 baséiert, an dat Gesetz gesäit vir am Artikel 107.3, datt de Juge d'Méiglechkeet huet, fir a sech kënnen de Fonctionnaire ze obligéieren oder eng Interdictioun ze maachen „pour se rendre en certains lieux". Dat heescht hie kann also déi Mise en liberté mat enger Rei Konditioune verbannen; wat bis elo net de Fall war. Dat ass actuellement net am Statut virgesinn.

Ech mengen, datt bei enger nächster Revisioun vum Statut mer déi dote Saachen och an d'Gesetz aschreiwe mussen. Mir musse kucke wéi mer dat aschreiwen.

Elo bleift awer bei Fäll, déi momentan ausgeschwat ginn, also en législation actuelle, wou et net am Statut en tant que tel virgesinn ass, d'Méiglechkeet fir am Fong dann esou eng Situatioun ze interpretéiere wéi wann et eng Suspension de plein droit wär, also d'selwecht wéi eng Détention préventive, oder op där anerer Säit de Fall d'selwecht ze behandele wéi eng Suspension facultative, wou d'Administratioun obligéiert ass en Akt ze huelen a wou och dee Moment awer de Salaire weiderlafe kann.

Déi Interpretatioun ass net einfach ze maachen. Et ass eng offen Interpretatioun. Ech mengen, datt, wann d'Fonction publique do ëm en Avis gefrot gëtt, da géing ech suggéréieren, am Fall wou mer nach keng prezis an definitiv Gesetzgebung hunn, déi sech op dëse Fall referéiert - an ech schwätzen hei sous réserve d'analyse juridique awer -, dass ech géing mengen et soll een se interpretéiere momentan wéi eng Suspension facultative, mat Bäibehale vum Gehalt.

Dir hutt mech gefrot, ob dat Gehalt muss zréckbezuelt ginn. An deem heite Fall muss et dann net zréckbezuelt ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer un d'Fro vum honorabelen Här Adam un den Här Héichschoulminister iwwert d'Studenten, déi sech bei belschen an éisträicheschen Universitéiten aschreiwen. Här Adam.

- Question N°150 du 30 janvier 2007 de Monsieur Claude Adam relative à la stratégie du Gouvernement luxembourgeois face à la discrimination des étudiants étrangers par voie de quota ou autres formalités lors de l'inscription dans des universités belges et autrichiennes, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wa mer d'Regierung froe wéi eng Strategie se wëllt anhuelen, wat d'Diskriminatioun vun den auslännesche Studenten iwwert d'Quotaen oder aner Formalitéite bei der Aschreiwung op belschen an éisträicheschen Unien ugeet, dann ass deen Thema am Fong geholl net nei, mir haten deeselwechte Problem schonn d'lescht Joer, an do hat d'Regierung am Fong geholl mat bilaterale Verhandlungen, souwuel mat der Belsch wéi mat den Éisträicher Léisunge fonnt. Mir froen eis natierlech och, ob déi Léisungen nach fir dëst Joer gëllen. Dat ass dann den direkten Interessi fir eis Studenten.

Mä doriwwer eraus gëtt et och en neie Moment: D'EU-Kommissioun wërft Éisträich an der Belsch déi Diskriminéierung vu Studente vir a si ass och gewëllt rechtlech Schrëtter souwuel géint Éisträich wéi géint d'Belsch ze ënnerhuelen.

An deem Kader froe mer eis dann och, ech hat eng Kéier als Äntwert op eng schréftlech Ufro vum Minister kritt, datt déi Entwécklunge géint de Geescht vum Prozess vu Bologna sinn, an datt mer dat och hei zu Lëtzebuerg géinge mat Opmierksamkeet verfollegen. Duerfir froen ech och: Wat ass eis mëttel- a laangfristeg Strategie an där dote Fro? Wéi wëlle mer och op europäescher Ebene virgoen, fir op déi Diskriminatioun do a fir op déi Behënnerung vum Prozess vu Bologne anzegoen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den Här François Biltgen, Minister zoustänneg fir d'Héichschoul Oder d'Madame...

(Interruption)

Madame Statssekretärin Modert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert déi hei Fro hu mir effektiv scho méi dacks an enger Froestonn geschwat. Eis Strategie ass also bekannt. Ech fänken also net bei „Adam an Eva" un, wann ech dat däerf esou soen.

Une voix.- Ooohhh!

(Hilarité)

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Dir wësst, mir hunn eng Léisung fonnt mat Éisträich, an zwar direkt am Ufank.

Mir hunn eng Léisung fonnt mat der franséischsproocheger Gemeinschaft vun der Belsch iwwert den Accès zu dem zweete Joer Medezin.

Mir si systematesch am Gespréich mat eisem franséischsproochege Partner aus der Belsch fir d'Fro vun de Quoten fir den Zougank an dat éischt Joer Medezinstudien a Studien, déi domadder Famill sinn.

Mir wëssen awer, wéi komplizéiert eisen Uspriechpartner an der Belsch ass an duerfir hu mir eis scho laang parallell dozou an anere Länner ëmgekuckt, dat sinn zum Beispill: d'Schwäiz, Holland, Frankräich, Däitschland, Éisträich op verschiddene Punkten, fir de Wee ze weisen, an deene Länner déi betreffend Formatioun ze maachen. Dat hu mer publizéiert, dat ass verfügbar fir d'Studenten. Dat hu mer elo kuerz nach eng Kéier zousätzlech bekannt gemaach. Mir hunn och Kontingenten ausgehandelt kritt mat anere Länner fir déi dote Studieberäicher. A mir si weider a Kontakt, wéi gesot, mat eise franséischsproochege Partner aus der Belsch.

Mir woussten awer och, datt Iwwerleeungen amgaange wären innerhalb vun den europäeschen Institutiounen, fir gewësse Froen ze stellen iwwert d'Vereinbarkeet vun de Studiequote mam europäesche Recht. Ech muss allerdéngs dozou soen, dass se sech am Fong d'Fro aneschters fir Éisträich stelle misste wéi fir d'Belsch, mä dat schéngt awer elo iwwer en ähnleche Leescht vun der Europäescher Kommissioun gezunn ze ginn.

D'Kommissioun huet also elo eng Mise en demeure un Éisträich an un d'Belsch geschéckt a mir wëssen all, datt et dann nach eng Zäitchen dauert bis déi Prozedur un en Enn kënnt. Mir suivéiere selbstverständlech ganz no déi eventuell Geriichtsprozedur, well nach weess ee jo net, ob déi Mise en demeure och an eng Prozedur virum Europäesche Geriichtshaff amünt.

Mir wëssen och ni wéi eng Geriichtsprozedur wierklech ausgeet. Duerfir si mir systematesch virugefuer fir d'Verhandlunge weiderzedreiwen, a parallell dozou, fir eis eben net eleng op d'Belsch ze verloossen, mat anere Länner ze kucken, wat een do ka maache fir Studieplaze fir eis Studenten.

Mir hunn net gewaart, well mer déi Zäit net wollte verléieren, déi derzwëschent vergaange wär, bis d'Kommissioun vläicht eppes géif maachen. Mir wollten och selbstverständlech de Bologna-Prozess virundreiwen; de Bologna-Prozess, deen awer net onbedéngt eng Fro vu Quoten ass.

Mir wëllen also elo kucke wéi et herno geriichtlech ausgeet. Mir hu jiddefalls fir genuch Studieplaze gesuergt, och elo wou déi belsch franséischsproocheg Gemeinschaft Quoten agefouert huet. Mir hunn de September just zwou Persounen anescht orientéiert, déi gesot hu si hätte keng Plaz kritt an der Belsch.

Wéi gesot, mir suivéiere ganz no, wat elo d'Europäesch Kommissioun mécht. An de Bologna-Prozess, selbstverständlech, do huet Lëtzebuerg ëmmer eng ganz aktiv Roll gespillt a wesentlech gehollef, fir dee virunzedreiwen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Modert. Dann déi nächst Fro ass déi vum Här Goerens un den delegéierten Ausseminister iwwert de chineseschen Test vun enger Antisatellittewaff.

- Question N°151 du 30 janvier 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à un essai effectué par la Chine pour tester une arme antisatellite, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Wéi Der schonn ugekënnegt hutt, kënnt et sech hei ëm eppes ganz Exotesches handelen, néanmoins hu mer et mat engem Fall ze dinn, deen eis awer muss ophorche loossen.

De Chineesen ass et nämlech gelonge viru ganz kuerzem en eegene Satellit mat enger Rakéit ze zerstéieren. Dat huet och d'Europäesch Unioun op de Plang geruff, déi sech extrêmement préoccupée seet, wéi et aus Pressemeldungen ervirgeet, datt d'«réalisation d'un essai visant à tester une arme antisatellite est incompatible avec les efforts internationaux visant à éviter une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique où la sécurité s'en trouve compromise».

Meng Fro un de Minister ass natierlech déi, ob dee ganzen Ensembel vun Accorden an internationale Verträg duergeet, fir den Espace ze sécuriséieren, ob mer et hei net mat enger neier Menace ze dinn hunn, déi awer eescht ze huelen ass. Et ass e Potenzial do fir ze zerstéieren. A wëssend och, wéi vill datt ofhänkt vun einwandfrei funktionéierende Satellittekommunikatiounen, a wëssend och, datt mer iwwer eis national Satellittegesellschaft no Famill si mat asiatesche Satelittegesellschaften, mengen ech, wier et schonn ubruecht, datt d'Europäesch Unioun a besonnesch Lëtzebuerg dat do eescht huelen.

Wéi wäit d'Europäesch Unioun elo bereet ass, sech an deem doten Dossier ze aktivéieren, ass meng Fro. Ech weess net, wann dat de Fall ass, ob dat lech duergeet, an ob Lëtzebuerg net en Interessi drun huet, fir sech do um éischte Peloton vun deenen ze bedeelegen, déi awer do wëllen alles ënnerhuelen, fir datt mer zu ziviliséierte Rapporten am Weltall kommen, an dat an eisem Intérêt; am Intérêt och vun der Berechebarkeet vun eise Kommunikatiounen.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Minister Nicolas Schmit huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech menge mir sinn ons all eens, datt eng nei Course aux armements, ob am Espace extra-atmosphérique oder wou och ëmmer, der Welt absolut net vun Notze si kann.

A mir deelen natierlech och déi Inquiétuden, déi elo den Här Goerens hei expriméiert huet iwwert den Essai, deen d'Volleksrepublik China gemaach huet. An duerfir ass och ganz schnell eng Deklaratioun vun der Europäescher Unioun adoptéiert ginn, eng Déclaration publique, déi ganz kloer deen Essai kritiséiert voire condamnéiert an och d'République populaire de Chine dozou oprifft, vun aller Militarisatioun vum Espace extra-atmosphérique ofzegesinn. Dobäi krut d'Troika vun der Europäescher Unioun och Äntwerte vun de chineeseschen Autoritéiten, déi awer eigentlech net zefriddestellend sinn.

Elo muss ee soen, datt eng öffentlech Deklaratioun vun der Europäescher Unioun an den diplomatesche Gepflogenheete schonn e klore Message duerstellt un d'Chineesen. Et si jo och aner Länner, déi sech par ailleurs doriwwer expriméiert hunn.

Ech ginn Iech och absolut Recht, datt deen Essai do Konsequenze kéint hu fir déi friddlech Notzung vum Weltall. A mir Lëtzebuerger gehéiere jo zu deene Länner, déi eng friddlech Notzung vum Weltraum maachen iwwert déi Satellitte vun der SES, déi haaptsächlech der Radio-Télé디ffusioun an anere Kommunikatiounsbuten déngen. Et ass ganz kloer, datt esou Essaië wéi deen doten och eng Gefor fir déi friddlech Notzung kënnen duerstellen.

An deem Kontext wëll ech och drop hiweisen, datt et eng Konventioun gëtt iwwert déi international Responsabilitéit am Fall, wou Schied iwwer Objets spaciaux verursaacht ginn, an och dat Land, wat à l'origine vun esou Schied steet, misst natierlech zur Responsabilitéit gezu ginn. Dat ass e juristeschen Aspekt.

Dee politeschen Aspekt ass kloer. Ech mengen, de Message ass vun der Europäescher Unioun gi ginn iwwert déi Deklaratioun, a mir wëssen alleguer, datt öffentlech Deklaratiounen, déi jo och vun der ganzer Weltöffentlechkeet gekuckt ginn, op déi gelauschtert gëtt, kengem Land a priori besonnesch gefalen.

Elo kéint een natierlech weiderfueren iwwer öffentlech Diplomatie. Ech weess net, ob een dann dat Zil erreecht, wat ee wëllt erreechen, nämlech datt effektiv déi Konventioun vun 1967 iwwert déi Utilisation pacifique vum Weltraum soll respektéiert ginn, dat heescht keng militäresch Utilisatioun dovu propagéiert gëtt, a fir och all Land op déi Positioun ze bréngen. Dobäi muss ee soen, datt d'Chineesen déi Konventioun och ratifizéiert hunn.

Et gëllt also elo am Dialog mat alle Partneren, y compris natierlech och mat China, drop hinzeweisen, datt vläicht esou Instrumenter wéi déi vun 1967 misste réactualiséiert ginn, fir och hei Standarden ze kréien, déi méi kloer a méi contraignant wieren. Mä mir wëssen alleguer, esou international Konventioune si komplizéiert an hir Renégociatioun ass eng laangwiereg Geschicht, well do natierlech ëmmer eng ganz Rei vun Intérêten openeestoussen.

Op jidde Fall, de Message vun der Europäescher Unioun un d'Chineese war kloer. Dee

Message soll een och weiderdroen a Gespréicher mat de chineeseschen Autoritéiten, mä ech mengen, den Dialog ass elo dat Éischt, wat ons ka weiderbréngen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt natierlech all Initiativ vun der Europäescher Unioun, déi am Dialog probéiert mat de Chineesen och iwwert deen dote Sujet - mir schwätze mat de Chineesen iwwer vill Sujeten -, mä och an deem do Sujet eng positiv Evolutioun ze kréien.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zu der leschter Fro, dat ass déi vum honorabelen Här Mehlen un den Här Ëmweltminister iwwert de Schutz vun de Kormoranen.

- Question N°152 du 30 janvier 2007 de Monsieur Robert Mehlen relative à une directive européenne par laquelle la protection des cormorans serait abrogée, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass kee Geheimnis, datt hei am Land e relativ grousse Sträit iwwert d'Kormoranen entbrannt ass tëscht den Naturschützer op där enger Säit an de Fëscher oder der Fëschervereenegung op där anerer Säit.

Ech enthuelen dem Leitartikel aus der Zeitung vum Fëscher, datt d'Europäesch Kommissioun, an zwar duerch den EU-Ëmweltkommissär Dimas op eng Ufro geäntwert hätt, datt déi politesch Responsabel an de Memberstaten an eegener Verantwortung all erfuerderlech Mossnamen zur Bewirtschaftung vum Kormoran ergräife sollen. Duerfir wär et dann och méiglech, an Zukunft eppes géint d'Iwwerhandhuele vun dëser Vogelaart hei zu Lëtzebuerg - déi iwwregens net hei heimesch ass - ze ënnerhuelen.

An den Här Graas, dee mer nach alleguer...

Une voix.- Très bien!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- ...a beschter Erënnerung hei hunn, seet: „Sollten jetzt keine richtungsentscheidenden Weichen gestellt werden, würden sich die politisch Verantwortlichen definitiv als inkompetent erklären."

Une voix.- Très bien!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech enthuelen engem aneren Artikel, dass do e Präisfëschen un der Sauer war, wat anscheinend doduerch handicapéiert war, well déi vun der Forstverwaltung op Käschte vum Steierzueler an der Sauer ausgesate Routaen a Schleien net méi do waren, well anscheinend déi ongebiede Gäscht am Gastland Luxemburg hei derfir gesuergt hunn, datt se dann net méi verfügbar waren.

Duerfir, Här President, meng Fro un de roude Minister, deen hei am Land fir dee grénge Beräich zoustänneg ass, wat hie gedenkt géint déi grouss, schwaarz Vigel ze ënnerhuelen.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Dat war jo net zweedäiteg, déi lescht Remarque?

Den Här Minister Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Interruptions)

...ech fänken un ze verstoen, firwat den Här Graas mech e Sonndeg an aacht Deeg als Festriedner op de Kongress vun de Fëscher invitéiert huet. Da wäerte mer sécherlech och iwwert de Kormoran ze schwätze kréien an effektiv festhalen, wéi den Här Mehlen et gesot huet, dass et richteg ass, dass d'Europäesch Kommissioun de Kormoran vun der Annex 1 vun der Vulleschutzdirektiv vun 1979 erofgeholl huet, well effektiv de Vull net méi als eng bedrohten Aart ugesinn ass, well sech säi Bestand an deene leschte Joren eben duerch de Fait, dass en op där Annex 1 stoung, verbessert huet. Dat ass also richteg.

(Interruption)

Dat heescht awer net, Här Grethen, dat heescht awer net,...

(Hilarité)

...dass domadder d'Juegd op de Kormoran automatesch op ass, well doduerch, dass en net méi op der Annex 1 steet, fält en ënnert de generelle Schutz vun der Direktiv. E wär nëmmen op fir d'Juegd, wann en op der Annex 2 stoe géif, wat awer net de Fall ass, well en net vun der Annex 1 op d'Annex 2 gesat ginn ass.

Dobäi bleift dann nach ëmmer wéi virdrun, dass nëmmen op der Basis vum Artikel 9 vun der Vulleschutzdirektiv, déi mer transposéiert hunn duerch d'Naturschutzgesetz 2004, den Ëmweltminister allerdéngs d'Méiglechkeet huet, fir Moossnamen ze ergräifen. Dat kann awer nëmme geschéien opgrond vun enger klorer Evaluatioun engersäits vum Bestand vun de Kormoranen. Mir hunn der, gëtt mer gesot, 400 bis 500, déi hei zu Lëtzebuerg iwwerwanteren. D'Saarland, dat ongeféier e Gebitt ass wéi Lëtzebuerg, läit bei 1.000; fir nëmmen e bëssen d'Relatiounen hierzestellen, an domadder awer och net nëmmen de Bestand vun de Kormoranen, mä och déi eventuell Répercussioune vun engem ze héije Bestand op de Bestand vun de Fësch och genee ze evaluéieren.

D'Waasserwirtschaftsamt huet dofir am Joer 2006 - d'Resultater, op déi waarde mer nach - Zielunge gemaach, souwuel wat de Bestand vun de Kormorane wéi och vun de Fësch ubelaangt. Et ass dann nëmme méiglech opgrond vun enger Demande op der Basis vum Artikel 9, déi vum Service de pêche oder vun enger anerer Säit géif kommen, an déi wierklech géif beweisen, dass et eng Relation de cause à effet an deem Zesummenhang gëtt, wou den Artikel 9 an eventuell Moossname kéinte spillen. Vu dass esou eng Demande dem Ëmweltminister mat noweisbaren Elementer net virläit, wäerten och keng Moossnamen, wa se iwwerhaapt dann och géife gräifen, an der nächster Zäit an d'Haus stoen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Froestonn un d'Regierung ukomm. Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 5182, een Ofkommes iwwert deen internationalen Transport vu geféierleche Gidder. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Grethen an den Här Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner.

8. 5182 - Projet de loi portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève, le 26 mai 2000

Rapport de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5182, iwwert deen ech haut hei d'Éier hunn ze rapportéieren, betrëfft en europäeschen Accord, deen de 26. Mee vum Joer 2000 zu Genf opgestallt ginn ass, an deen den internationalen Transport vu geféierleche Gidder op den europäesche Gewässer am Kader vun der Banneschëfffahrt reglementéiert huet. Ier et dësen Accord gouf, gouf et just esou eng Reglementatioun fir d'Rhäinschëfffahrt respektiv d'Zouflëss vum Rhäin, zu deene jo dann och d'Musel gehéiert.

Virun enger Rei vu Jore war awer déi zentral Kommissioun fir d'Schëfffahrt um Rhäin der Meenung, et sollt een dës Reglementatioun op ganz Europa ausdehnen. Eng Initiativ, déi dann och vun der zoustänneger ekonomescher Kommissioun vun der UNO opgegraff gouf, déi dann och hir Strukturen ugebueden huet, fir déi nei ADN-Konventioun - esou heescht dann déi Konventioun - auszehandelen an ze ënnerschreiwen.

Här President, dëse Projet de loi, mat deem mer dann och hei zu Lëtzebuerg dësen europäeschen Accord approuvéieren, ass eigentlech e klenge Projet mat nëmme fënnef Artikelen, déi och eigentlech näischt un den techneschen Dispositioune vun der bestehender Reglementatioun änneren, wéi zum Beispill d'Definitioun vun deene Gidder, déi als geféierlech anzestufe sinn.

Dëse Projet hält awer e puer Punkte fest, déi wichteg sinn, wéi zum Beispill d'Prezisioun, dass d'Bestëmmungen, déi fir den internationalen Transport vu geféierleche Gidder Gültegkeet hunn, och op den nationalen Transport iwwert de Waasserwee ausgedehnt ginn. Dat erkläert sech eigentlech aus engem praktesche Problem, dee sech hei zu Lëtzebuerg stellt:

Dir wësst, dass d'Musel op deene 37 Kilometer tëschent Schengen a Waasserbëlleg ënner gedeelter lëtzebuergesch-däitscher Souveränitéit steet. Dat bréngt mat sech, dass déi Definitioun, déi den Accord ADN vum internationalen Transport mécht, all Transport op dëser Streck och als internationalen Transport astuft. Wann awer elo eng Kontroll an engem Hafe gemaach gëtt, dee just der Lëtzebuerger Souveränitéit ënnerläit, wéi dat dann zu Mäertert zum Beispill de Fall ass, wieren d'Regele fir den internationalen Transport net méi applicabel. Fir dësem Problem aus dem Wee ze goen hunn d'Auteure vum Projet de loi décidéiert, d'Regele vum ADN-Accord och op den nationale Wuerentransport um Waasserwee auszedehnen.

Da leet dëse Projet de loi och d'Héicht vun de Strofe fest, déi am Fall vun enger Infraktioun géint d'Bestëmmunge vum Accord fälleg sinn. An en definéiert prezis wien déi Leit sinn, déi autoriséiert sinn dës Infraktiounen ze recherchéieren an och festzestellen.

Nei an dësem Kontext ass, dass niewent den Agente vun der Police grand-ducale och Beamte vun der Douane-an-Accisë-Verwaltung esou Kontrolle kënnen duerchféieren. En vue vun dësem Accord goufen dann och scho Formatiounen organiséiert fir déi Leit. Fir d'Zukunft sinn och Recyclage-Coursë virgesi fir déi betraffe Beamten.

Da gesäit de Projet de loi och vir, dass bei besonnesch gravë Verstéiss géint den Accord, wann zum Beispill eng Gefor besteet fir d'Sécherheet, d'Salubritéit, d'Gesondheet oder d'Ëmwelt, oder och wann e Schëff bestëmmte Pabeieren, déi verlaangt sinn, op Nofro net ka virweisen, déi Persounen, déi fir d'Kontrollen zoustänneg sinn, alles kënne maachen, fir d'Schëff drun ze hënneren, fir weiderzefueren.

Grosso modo bréngt d'Zoustëmmung zum ADN-Accord fir eist Land deemno keng allze grouss Ännerungen. Et ass esou, dass d'Lëtzebuerger Regierung sech och mat enger Deklaratioun ofgeséchert huet, dass dësen Accord net kann a Konflikt triede mat eisen aneren eventuelle bilaterale Verflichtungen, déi mer am Kader vun der Europäescher Unioun hunn.

Dat war wichteg, well d'Memberstate vun der Europäescher Unioun jo an eenzelne Beräicher e Stéck vun hirer Souveränitéit un d'Europäesch Unioun oftrieden an duerno net méi d'Recht hunn, fir an esou engem Domän bilateral Accorden ofzeschléissen, déi kéinten am Widdersproch zur EU-Législatioun stoen. Et kann een och dozou soen, dass d'EU-Kommissioun souwisou Enn 2006 ee Projet vun enger Direktiv presentéiert huet, dee virgesäit, dass den Accord ADN um ganze Gebitt vun der Europäescher Unioun obligatoresch gëtt.

Här President, obwuel et sech bei dësem Accord éischter ëm e reng techneschen handelt, deen um politesche Plang och net vill Stoff fir Diskussioune wäert liwweren, huet et awer vum Zäitpunkt vum Dépôt vum Projet de loi bis zum Débat haut hei an der Chamber gutt dräianenhalleft Joer gedauert. Et ass awer vläicht eng Erklärung dozou noutwendeg.

An der éischter Versioun vum Projet de loi, déi de 14. Juli 2003 schonn déposéiert gouf, stoung am Artikel 3 ouni weider Prezisioun, dass Verstéiss géint d'Reglement vum ADN-Accord kéinte mat enger Strof vun 252 bis 2.500 Euro beluecht ginn. Zu dësem Punkt huet de Statsrot awer a sengem éischten Avis vum 29. Abrëll 2003 eng Opposition formelle ugemellt, well Infraktiounen, déi zu enger Strof féiere kënnen, am Gesetz prezis definéiert gi mussen.

Just zur Informatioun sief och gesot, dass et scho virum Dépôt vum Gesetz tëschent dem deemoleg zoustännege Minister an dem Statsrot zu engem Bréifwiessel komm war, wat d'Héicht vun de Strofen ugeet. Um Enn gouf festgehalen, dass d'Mindeststrof bei 252 Euro géif leien an domadder net d'selwecht ass wéi déi, déi am Artikel 11 vum modifizéierte Gesetz vum 24. Januar 1990 iwwert d'Schafung an d'Organisatioun vun engem Tribunal fir d'Navigatioun op der Musel festgehalen ass, obwuel dat esou am Exposé des motifs vum Projet de loi stoung. Dat bedeit dann awer och, dass dësen Tribunal net méi fir d'Infraktiounen zoustänneg ass, mä dass dat elo an de Kompetenzberäich vum Tribunal correctionnel fält, well mer et net méi mat enger Contraventioun ze dinn hunn, mä mat engem Délit.

An engem Amendement huet d'Regierung de 27. Mäerz 2006 dëser Opposition formelle vum Statsrot Rechnung gedroen, a méi prezis definéiert wat fir eng Infraktiounen elo da kënne bestrooft ginn. A sengem Avis complémentaire vum 20. Juni 2006 huet de Statsrot doropshin och seng Opposition formelle zréckgezunn, awer gläichzäiteg d'Fro opgeworf, ob net och Verstéiss géint nach aner Dispositiounen, wéi déi, déi preziséiert goufen, aus dem technesche Reglement vum ADN-Accord misste kënnen ënner Strof gestallt ginn, well an deem Amendement vun der Regierung net all méiglech Violatiounen ofgedeckt wieren.

Och mat deem Awand war dunn d'Regierung averstanen an huet den Artikel 3 mat engem neien Amendement vum 21. August 2006 nach eemol komplettéiert, esou dass de Statsrot mat sengem zweeten Avis complémentaire vum 12. Dezember 2006 dann definitiv gréng Luucht zu dësem Projet de loi ginn huet.

Här President, de Statsrot huet doriwwer eraus awer och nach eng aner prinzipiell Remarque gemaach, an zwar am Zesummenhang mat der Prozedur oder mat de Prozedure wann dësen Accord soll amendéiert ginn. Eng Remarque, déi awer scho virum Dépôt vum Gesetz gekläert gouf, esou dass se an der parlamentarescher Prozedur eigentlech keng Roll méi gespillt huet.

Et geet drëm, dass den europäeschen Accord a sengem Artikel 19 an och am Artikel 20 Amendementsprozedure virgesäit bei deenen eist nationaalt Parlament net méi obligatoresch misst seng Zoustëmmung ginn. Dës Prozedure sollen esou einfach wéi méiglech sinn, fir effikass op d'Evolutioun vun techneschen Neierunge reagéieren ze kënnen. Grad bei techneschen Accorden ass et wichteg, dass se regelméisseg un d'Evolutioun, un d'Realitéit ugepasst ginn, a vu dass d'Prozedur, fir een Amendement ratifizéieren ze loossen, an deenen eenzelne Länner oft Jore kann daueren, riskéiert ee schnell der techneschen Entwécklung hannendrun ze sinn.

Duerfir approuvéieren d'Signatairë vum Accord schonn am Virfeld eng Méiglechkeet, fir méi schnell Amendementer kënne wierksam ze maachen. An dës Virgehensweis gëtt iwwregens och an aneren internationalen Accorden ugewannt.

An dësem Fall gesäit den Artikel 19 vum Accord vir, datt en Amendement zum Accord selwer automatesch a Kraaft trëtt, wann en am Comité d'Administration, wou all Land vertrueden ass, mat enger Zweedrëttelmajoritéit ugeholl gëtt a kee vun de Staten, déi den Accord ënnerschriwwen hunn, sech innerhalb vun engem bestëmmten Délai géint den Amendement ausgeschwat huet.

Heizou sief awer gesot, dass eis Regierung sech och schonn 1999 verflicht huet all Amendement, dat op internationalem Niveau beschloss gëtt, vun der Chamber ratifizéieren ze loossen.

E bëssen anescht ass d'Situatioun beim Artikel 20, deen d'Amendementer zum technesche Reglement betrëfft, wat eng Annex vum Accord duerstellt. Hei musse sech mindestens een Drëttel vun de Staten, respektiv fënnef Staten, wann een Drëttel méi wéi fënnef ass, géint den Amendement ausschwätzen, deen de Reglement betrëfft, deen dann un den Accord annexéiert ass. Dat bedeit, dass Lëtzebuerg eleng net driwwer bestëmme kann, dass en Amendement net ugeholl géif ginn. Eist Land gëtt domadder also e Stéck vu senger nationaler Souveränitéit un en internationalen Organismus of.

An da si mer am Kontext vum Artikel 114 vun der Konstitutioun, deen eis seet, dass dëse Projet de loi d'Zoustëmmung vun zwee Drëttel vun den Deputéierte bei engem beschlossfäege Quorum kréie muss.

Voilà, Här President, ech kommen domadder zum Schluss. Dat hei ass sécher kee spektakuläre Projet de loi, mä en ass awer net onwichteg fir eist Land. Duerfir géif ech lech och alleguerte bieden Är Zoustëmmung ze ginn, wat ech dann och am Numm vun der LSAP-Fraktioun heimadder wëll maachen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech denken, dass d'Fraktiounen alleguerte mat den Ausféierunge vum Rapporteur, dem honorabelen Här Schreiner, d'accord sinn. Wann deementspriechend näischt zouzefügen ass, och vun der Regierung, da kënnte mer zum Vote komme vum Projet de loi 5182.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Kee Vote par procuration.

(Brouhaha général)

D'Madame Mutsch, Dir mellt herno, wou et net gaangen ass.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Oh! Oh!

M. le Président.- Wou sidd Der dann alleguer?!

(Brouhaha général et hilarité)

Madame Brasseur!

Geet den Apparat net? Déi, bei deenen en net gaangen ass, melden eis dat.

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 47 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Fernand Diederich, Mme Lydie Err, M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Bei wiem huet et net markéiert? Den Här Scheuer, d'Madame Err, d'Madame Mutsch an den Här Helminger.

Den Här Fayot freet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech wollt eng Question d'ordre soulevéieren. Wann een dat hei elo gesinn huet, wéi dat vir sech gaangen ass, bräichte mer onbedéngt eng Schell, déi e puer Minutte virum Vote géing hei am Gebai ugoen, fir dass d'Leit alleguerten aus deene verschiddene Plazen, wou se natierlech Obligatiounen hunn, kënnten...

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Mir huelen eis där Saach un, Här Fayot, dat ass an der Rei.

Ech froen d'Chamber, ob se d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gëtt.

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 5198, d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv iwwert d'Inzidenz vu verschiddene Projeten op d'Ëmwelt. Ageschriwwe si bis elo: den Här Clement, den Här Calmes, den Här Scheuer, d'Madame Loschetter an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, dat heescht d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval.

9. 5198 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée

3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée

Rapport de la Commission des Travaux publics

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut stëmme mer an der Chamber of iwwer e Gesetzesprojet, deen e gewëssenen Impakt huet, an dat net nëmmen, well et hei ëm d'Ëmsetzung vun där sougenannter Impaktstudiendirektiv geet.

Ier ech also op den Impakt vun dësem Projet aginn, erlaabt mer kuerz ze erklären, wéi mer an der Kommissioun um Text geschafft hunn. De Projet de loi 5198 ass vun der deemoleger Bauteministesch Erna Hennicot-Schoepges de 7. August 2003 hei an der Chamber déposéiert ginn. Insgesamt huet de Statsrot dräi Avisen ofginn: een am Januar 2005, een am Juli 2006 an zu gudder Lescht een am Dezember 2006. An der Sitzung vun der Bautekommissioun vum 5. Mee gouf ech als Rapportrice bestëmmt a mir hunn net manner wéi sechs Mol iwwert de Projet diskutéiert.

Ech wollt op dëser Plaz och de Membere vun der Bautekommissioun Merci soe fir dat Vertrauen, wat se a mech gesat hunn, fir mer als alleréischte Gesetzesprojet e Projet mat groussem Impakt zougewisen ze hunn.

Des Weidere war ech a menger Qualitéit als Rapportrice de Projet an d'Ëmweltkommissioun virstellen an hunn d'Remarquen aus där Entrevue mat op de Wee geholl. Och hat de Mouvement écologique eng Stellungnahm zum Projet de loi erageschéckt. Déi gouf dann an deene jeeweilege Fraktiounen analyséiert an d'Kommissioun huet deene verschiddenen opgeworfene Problemer zu engem Deel kënne Rechnung droen.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Déi Kommissiounssitzunge waren also alleguer néideg, haaptsächlech, well den Text e puermol amendéiert ginn ass. Am Ganze waren et fënnef Amendementer. Schlussendlech hu mer an der Sitzung vum 21. Dezember 2006 de schréftleche Rapport kënne majoritär unhuelen.

Ëm wat geet et beim virleiende Gesetzestext? Duerch de virleiende Projet gëtt éischtens d'Direktiv 97/11/CE vum Conseil vum 3. Mäerz 1997, déi hirersäits Ännerungen aféiert vun der Direktiv 85/337/CE, wou Rieds geet iwwert d'Evaluatioun vum Impakt vu verschiddenen öffentlechen a private Projeten op d'Ëmwelt, an d'Lëtzebuerger Recht ëmgesat, an dat am Beräich vun den Transportinfrastrukturen.

Et gëtt och - zweetens - dat modifizéiert Gesetz vum 16. August 1967 iwwert d'Schafung vu gréissere Stroosseverbindungen a vun engem Stroossefong geännert.

An et gëtt - dréttens - och dat modifizéiert Gesetz vum 10. Mee 1995, dat d'Gestioun vun der Schinneninfrastruktur regelt, ofgeännert.

D'Direktiv 97/11/CE imposéiert de Memberlänner vun der EU den Impakt op d'Ëmwelt ze evaluéiere bei öffentlechen a private Projeten, déi riskéieren esou en Impakt ze hunn, an zwar ier d'Genehmegung ausgestallt gëtt. Et geet drëms, den Impakt festzestellen, fir ze bestëmmen, ob et méiglech ass, dëst ze verhënneren oder op d'mannst ofzeschwächen.

E wichtegt Element heibäi ass, dass d'Öffentlechkeet hir Meenung muss gefrot ginn. Déi Bemierkungen, déi vun dëser Säit kommen, musse berücksichtegt gi während der Entscheedungsprozedur, déi zur Genehmegung vum Projet féiere soll.

Ech wëll och hei ervirhiewen, datt den Accès zur Informatioun duerch d'Gesetz vum 31. Juli 2005, dat d'Konventioun vun Aarhus approuvéiert, garantéiert gëtt an eng wesentlech Neierung an dem demokratesche Prozess duerstellt.

Déi nei Direktiv 97/11 betrëfft gradesou gutt Projeten, déi duerch dat sougenanntent Kommodo-Inkommodo-Gesetz viséiert si wéi Stroossebauprojeten, d'Schafung vu Schinneninfrastrukturen an de Bau vu Flughäfen, awer och Urbanisatiouns- a Rembrementsprojeten am ländleche Beräich.

Déi nei Direktiv preziséiert, dass bei verschiddene Projete wéi zum Beispill beim Bau vun enger Autobunn d'Impaktstudien obligatoresch sinn. Dorënner falen och d'Schnellstroossen, nei Stroosse mat véier Spuren oder méi, oder d'Riichte respektiv d'Verbreederung vu Stroosse mat Minimum zwou Bunne bis op véier Bunnen erop oder méi, wann dëst Stroossesték wuelverstanen eng Längt ouni Ënnerbriechung huet vu Minimum zéng Kilometer. Bei de Schinneninfrastrukture si laang Strecke viséiert, bei de Flughäfen déi, déi minimum 2,1 km Start-a Landepist hunn.

Bei anere Projeten, zum Beispill am Kader vun der städtescher Entwécklung, mussen d'Memberlänner eng Kontrollprozedur applizéieren, fir erauszeschielen ob eng Impaktstudie muss gemaach ginn oder net. Domat sinn all Stroosseprojeten, Schinneninfrastrukturen a Flughäfe gemengt, déi net vun der obligatorescher Impaktstudie betraff sinn, zum Beispill en Tram, all Zort vu Metro, déi ënnerierdesch wéi déi iwwert dem Buedem. Awer betraff sinn och bestehend Transportinfrastrukturen, déi ausgebaut oder erweidert ginn oder scho genehmegt goufen, déi déi fäerdeg sinn oder amgaang si fäerdeg ze ginn, zum Beispill d'Stécker vun enger Schinnestreck oder d'Schafung vun engem zousätzleche Schinnestrang.

Et kënne Plaffongen oder Kritäre festgesat ginn an et ka Fall pro Fall analyséiert ginn oder et ass och méiglech dës Kontrollinstrumenter ze kombinéieren, fir dass och wierklech all Projet, deen en Impakt op d'Ëmwelt huet, evaluéiert ka ginn.

Hei gëtt also e fundamentaalt Instrument vun der Ëmweltpolitik agefouert. Dofir gouf en interministeriellen Aarbechtsgrupp vun der Regierung an d'Liewe geruff, deen och elo schonn déi jëtzeg Projeten, no där am Gesetz virgesinnener Prozedur, mat Erfolleg traitéiert ënnert der Présidence vum Innen-an Aménagement-du-Territoires-Ministère.

Dee virleiende Gesetzesprojet geet souguer iwwert d'Direktiv 97/11 eraus, wann e virschléit dës Moossnamen och unzewenne wa Stroosseverbindungen tëschent Haaptstroossenartërë geschaf ginn, déi sougenannte Liaisons routières entre routes d'ordre supérieur.

D'Direktiv 97/11 harmoniséiert d'Regelen an den europäesche Länner, esou dass all Memberlänner sech eng gemeinsam Evaluatiounsprozedur ginn, déi op de Prinzipie vun der Virsiicht, der Preventioun an dem Prinzip vum Pollueur-payeur baséiert.

Wéi gëtt dës Direktiv 97/11 ëmgesat? Ma par rapport zu der éischter Direktiv vun 1985 gouf déi heiten iwwerschaffte Versioun verschäerft. D'Memberlänner ware gehalen dëst an hiert jeeweilegt Recht ëmzesetze bis spéitstens de Mäerz 1999.

Och wann déi fréier Direktiv schonn iwwert de Wee vu verschiddene Gesetzer a groussherzogleche Reglementer ëmgesat gouf, also op eng fraktionéiert Aart a Weis an net global an engem eenzege Gesetz, esou ass Lëtzebuerg bei der Ëmsetzung vun der Direktiv 97/11 a Verzuch geroden. D'Europäesch Kommissioun huet iwwregens schonn dowéinst eng Prozedur géint Lëtzebuerg a géint nach néng aner Memberlänner agereecht. Am Juli 2006 koum eng éischt Verwarnung an dofir ass et vu groussem Impakt, datt mer dat Gesetz elo haut och stëmmen.

Och bei där neier Direktiv huet d'Regierung fir eng fraktionéiert Ëmsetzung optéiert, well déi eenzel Bauprojeten ze verschidde sinn, fir an enger eenzeger Evaluatiounsprozedur integréiert ze ginn. Dat ass och liicht verständlech wann ee sech déi jeeweileg Annexë vun der Direktiv ukuckt.

Wat d'Chronologie vun der Ëmsetzung vun der éischter Direktiv a lëtzebuergescht Recht ubelaangt, esou verweisen ech fir dës komplex Detailer op mäi schréftleche Rapport, well soss géif ech Gefor lafen, datt den Impakt op d'Verdaulechkeet vu mengem mëndleche Rapport ze grouss wär.

Heizou nëmmen esou vill, dass déi nei Direktiv 97/11 schonn deelweis an deem groussherzogleche Reglement vum 7. Mäerz 2003 ëmgesat gouf, am Kader vum Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'Établissements classés. Do ginn d'Konditiounen an d'Modalitéite vun enger Impaktstudie, esou wéi hiren Inhalt, festgeluecht an et gëtt sech reng op Etablissementer limitéiert, déi duerch dat sougenanntent Kommodo-Inkommodo-Gesetz viséiert sinn.

Da kéime mer zu deem Punkt, wat de Statsrot dann elo zu deem Gesetzesvirschlag seet. Op Detailer vun deenen dräi Avisen, déi de Statsrot zu deem heite Projet de loi ofginn huet, ginn ech net an, mä ech wëll awer deen een oder deen anere Schwéierpunkt erausgräifen.

De Statsrot war vun Ufank un net mat enger fraktionéierter Ëmsetzung vun der Direktiv d'accord. Déi Héich Kierperschaft wollt dat am Kader vun engem eenzege Gesetz maachen, an zwar vum Kommodo-Inkommodo-Gesetz mat senge jeeweilegen Ausféierungsreglementer, an dëst aus Grënn vu juristescher Sécherheet an am Sënn vum Bierger, deen dann nëmme mat engem eenzegen iwwerbléckbare Referenzgesetz an där Matière ze di gehat hätt.

Mä d'Regierung huet virgezunn d'Direktiv 97/11 an engem eegene Gesetzestext ëmzesetzen, wou all Transportinfrastrukturen eng gemeinsam Prozedur duerchlafen, och wa se elo ënnert d'Kompetenz vu verschiddene Ministèrë falen; an zwar ass dat de Bauteministère, den Transportministère, den Innen- an Aménagement-du-Territoires-Ministère, dëst natierlech an enker Matabezéiung vum Ëmweltministère.

Entgéint de Recommandatioune vum Statsrot huet d'Regierung also décidéiert, fir d'Direktiv 97/11 net duerch eng Ëmännerung vum Gesetz vum 10. Juni 1999 ëmzesetzen, besonnesch och well eng Consultatioun vun der Öffentlechkeet a verschiddenen Etappe vun där Prozedur net méiglech wier a well gréisser Stroossebauprojeten oder d'Erweiderung vum Schinnennetz ganz einfach riskéiert hätte blockéiert ze ginn, wat jo kaum am öffentlechen Interesse wier.

D'Bautekommissioun huet sech där Meenung vun der Regierung ralliéiert, nodeems si hir Argumenter am Detail gehéiert huet; an déi alleguer a mengem schréftleche Rapport nogelies kënne ginn.

Eng gréisser Diskussioun op Grond vun den Avisë vum Statsrot gouf et och ronderëm d'Artikele 14 an 28bis.

Wat den Artikel 14 ubelaangt, esou gouf dee verschiddentlech ëmformuléiert, fir d'Décisiounsprozedur vun der Regierung am Fall vun net obligatoreschen Impaktstudie méi kloer ze maachen. An hei wëll ech drop hiweisen, dass de virleiende Gesetzestext souguer iwwert d'Direktiv eraus geet.

D'Recoursprozedur géint eng Décisioun vun der Regierung, fir keng Impaktstudie ze maachen, gouf dunn op Urode vum Conseil d'État an den Artikel 28bis eriwwergeholl. Et gouf drop higewisen, datt, wa kee Recours an dësem fréie Stadium gemaach gouf, et op kee Fall méiglech wär herno bei der Décisioun vun der Regierung iwwert déi definitiv Variant dee ganze Projet dann nach eng Kéier a Fro ze stellen, soss kéint et hei am Land zu engem komplette Stëllstand vun de Projete kommen, an dat läit sécherlech, wéi scho gesot, net am öffentlechen Interessi.

Dee vun der Regierung zousätzlech proposéierten Artikel 28bis gesäit Recoursméiglechkeete vir, gemäss der Konventioun vun Aarhus, déi bei eis den 23. Januar 2006 a Kraaft getratt ass duerch d'Gesetz vum 31. Juli 2005. Doduerch kritt de Public Zougang zur Informatioun, en däerf sech um Entscheedungsprozess bedeelegen an e kritt d'Recht, fir am Ëmweltberäich viru Geriicht ze goen. Dofir ass an dësem an an nach anere Gesetzer d'Méiglechkeet geschafe ginn, fir ONGen, also Netregierungsorganisatiounen, den Zougang zur Justiz ze erméiglechen. Dee Recours soll kënne beim Tribunal administratif agereecht ginn.

Hei hat de Statsrot eng Opposition formelle gemaach, well de Recours net kéint op eng einfach Kontroll vun der Rechtméissegkeet vun de Prozeduren an op d'Iwwerpréiwung vun der Conformitéit vun den Impaktstudië limitéiert sinn.

Eng länger Diskussioun gouf et iwwert den Typ vum Recours: Recours en annulation oder Recours en réformation. D'Kommissioun huet dunn eng nei Versioun vum Artikel 28bis zréckbehalen, wou de Recours en annulation, en accord mam Statsrot, bäibehale gouf an huet och d'Délaien harmoniséiert op déi am Kommodo-Inkommodo-Gesetz virgesinne 40 Deeg.

De Recours riicht sech also net méi géint d'Impaktstudien, mä géint déi administrativ definitiv Autorisatioun vun enger Variant. Domat huet de Statsrot sech dunn averstanen erkläert. Iwwregens gëtt d'Nullvariant als eng vun de méigleche Varianten ugesinn an ass also och am Dossier virzefannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach zum Schluss e puer Mercien auszedeelen, un éischter Stell un d'Mataarbechter vum Greffe an aus menger Fraktioun, mä och un den Här Bauteminister, dee mat senge Fonctionnairen entgéintkommend war an deem heiten éischter techneschen Dossier. Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht a Merci un Iech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Rapporteur. Éischte Riedner ass den Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Projet de loi 5198 solle mir haut eng EU-Direktiv a Lëtzebuerger Gesetz ëmsetzen, déi, géif ech soen, fir Lëtzebuerg vun enormer Bedeitung ass. Ech ginn elo net weider op d'Detailer vun dësem Projet de loi an, dat huet meng Fraktiounskolleegin a Rapportrice vun dësem technesch ganz schwierege Projet, Sylvie Andrich-Duval, jo schonns ausféierlech gemaach, a wuerfir ech hir och wëll félicitéieren an och, mengen ech, dierft, als President vun der Kommissioun, am Numm vun der ganzer Kommissioun Merci soen.

Ech wëll aganks just kuerz eppes méi Allgemenges zu dësem neie Gesetz soen: Mir mussen eis an Zukunft nach méi Gedanke maache wouhi mer wat bauen. Mir kënnen net einfach droplassbauen, ouni eis Gedanken iwwert d'Suitë vun deem ze maache wat mer bauen.

Dowéinst begréissen ech dëse Projet de loi, well mat dësem Gesetz de Kader geschaf gëtt an deem ee sech beweegt, wann ee gréisser Bauprojeten ugeet. Duerch déi verschidde Prozeduren, déi anzehale sinn, kann a soll och verhënnert ginn, datt falsch gebaut gëtt an op Plaze gebaut gëtt, déi einfach net dofir gëeegent sinn.

Mir hunn eis an der Bautekommissioun och bewosst vill Zäit geholl, fir dee virleiende Gesetzestext, deen - wéi ech schonns erwähnt hunn - ganz technesch a komplex ass, ganz genee ze studéieren an och ganz genee ze analyséieren. Am Laf vun der parlamentarescher Aarbecht si jo nom éischten Avis vum Statsrot verschidden Ännerungsvirschléi abruecht ginn, iwwert déi mir da ganz gewëssenhaft an der Kommissioun beroden hunn. Och de Mouvement écologique huet sech an dëser Diskussioun zu Wuert gemellt. Dat ass jo och nëmmen normal vun enger Organisatioun wéi dem Mouvement bei esou engem Projet, datt deen do d'Ouere spëtzt, fir ze kucke wat do geschéie soll, an dee gegebenenfalls och Virschléi abrénge wëllt.

Mir hunn och dem Mouvement écologique säin Avis ganz genee ënnert d'Lupp geholl, well et eis natierlech interesséiert wat eng Ëmweltorganisatioun zu engem Gesetzestext ze soen huet, deen an Zukunft e bessere Schutz vun der Natur garantéiere soll. De Mouvement hat um initialen Text eng Herd Saachen auszesetzen. Am Laf vun der parlamentarescher Aarbecht ass den Text dunn e puermol duerch Amendementer ofgeännert ginn. Dës Amendementer sinn deelweis vum Mouvement écologique begréisst ginn, och wa se net grad all esou formuléiert waren, wéi dat vun hinne virgeschloe gouf.

Här President, et ass mer en Uleies, heizou e puer Saache kloerzestellen. Ech mengen, jiddferengem vun eis ass et bewosst, datt mir an Zukunft nach besser op eis Ëmwelt, op eis Natur oppasse musse wéi dat bis elo de Fall war, well mir soss d'Zukunft vun de kommende Generatiounen, d'Zukunft vun eise Kanner an deenen hiert Recht op eng liewenswäert Welt zolidd verbaue géifen.

Op där anerer Säit, an dat ass déi ekonomesch Säit vun der Medail, hu mir, d'Politiker, awer och eng Verantwortung par rapport zu der Wirtschaft hei am Land ze droen. Mir mussen och kënnen Décisiounen huelen, déi d'Land du point de vue économique weiderbrénge sollen. D'Politik huet nun eben déi verdammte Flicht ze kucken, datt de Grand-Duché och an Zukunft capabel ass déi sëlleche Leit opzehuelen, déi all Dag bei eis schaffe kommen. Si, déi all Dag iwwer eis Grenze bei eis schaffe kommen, hunn dofir och wesentlech zur Croissance économique hei am Land bäigedroen.

D'Croissance économique bedeit nieft allen Nuisancen, déi ee sech ka virstellen, awer och Wuelstand. Dëse Wuelstand ze halen a wa méiglech och nach auszebauen, och dat ass d'Zukunft fir déi heiteg Generatioun an och fir déi zukünfteg Generatioun.

Dowéinst hu mir als Politiker och d'Verantwortung, fir Stroossen- an Eisebunnsréseauen ze bauen, déi dofir néideg sinn; an dëst an enger Aart a Weis, datt d'Ëmwelt esou mann wéi méiglech belaascht gëtt. Mir hunn awer och derfir ze suergen, datt d'Prozedure fir ze baue sech net onendlech laang hinzéien. Duerch dëst Gesetz hu mer elo en zolitte juristesche Kader an deem mer eis bewegen. Wieren awer all Fuerderunge vum Mouvement écologique - bei allem Respekt awer fir dës Organisatioun - an den Text opgeholl ginn, da wär et bal net méi méiglech an engem uerdentlechen a vernünftegen Délai Stroossen- oder Eisebunnslinnen hei am Land ze bauen.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Et ass elo schonn net méiglech.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Et ass elo scho bal net méiglech; do ginn ech lech Recht, Madame Brasseur.

Et kann elo net sinn, datt wichteg Stroossebauprojete méintelaang, wann net souguer jorelaang blockéiert gi wéinst nach zousätzleche Recoursméiglechkeeten. Ech kommen nach dorobber zréck. Déi Recoursméiglechkeeten, déi mer elo am Text fannen, ginn an eisen Aen absolut duer a sinn och e gudde Kompromëss tëschent der Méiglechkeet e Recours ze maachen op där enger Säit, an der Garantie, datt a räsonnabelen Délaië ka gebaut ginn anerersäits.

De Mouvement huet sech och um Artikel 4 vum Projet de loi gestéiert. Dat ass den Artikel, deen déi Projeten definéiert, déi d'office enger Impaktstudie ënnerleien. Hei gëtt bei Stroossen eng Längt vu mindestens zéng Kilometer verlaangt - an ech mengen, d'Rapportrice huet dat och en long et large explizéiert - éier eng Impaktstudie gemaach gi muss. Heimadder, mat dësem Text, si mer absolut konform mat der EU-Direktiv.

(Interruption)

Wa mer heibäi méi streng wären...

Sidd Dir net där Meenung, Här Gira?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Net 100%eg. Neen.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Dann hutt Der se net gelies.

Wa mer heibäi méi streng gewiescht wären an eng Längt vu just engem Kilometer an den Text ageschriwwen hätten, esou wéi dat vum Mouvement écologique gefuerdert ginn ass, da misst bei der klengster Verbreederung vun enger bestehender Strooss oder beim Neibau vun engem klenge Contournement gläich eng Étude d'évaluation gemaach ginn. Do musse mer jo awer verstänneg bleiwen a bedenken, datt all déi Studien, nieft der Zäit, déi verluer geet, och nach vill Geld géife kaschten. Iwwerhaapt ass e grousse Problem bei verschiddene Bauprojeten hei zu Lëtzebuerg, datt immens vill Zäit verluer geet bis gebaut ka ginn.

En anere Grond dofir ass déi aktuell Législatioun vun der Expropriatioun. Wann do eenzel Propriétairë sech queeschstellen, da si ganz Projete behënnert. Als negativt Beispill kann een do - muss ee souguer - d'Saarautobunn nennen. Och wann de Besëtz vun eenzelne Bierger absolut respektéiert muss ginn, sollte mir eist Gesetz awer esou ofänneren, datt Enteegnungen, wa se dann am Wuel vun der Allgemengheet sinn, méi einfach kënnen iwwert d'Bühn goen.

An deem Sënn si jo och d'Aarbechten amgaangen, wat sécherlech net vu Muttwëll ass. Wann den Artikel 16 vun eiser Constitutioun bis ëmgeännert ginn ass, kann och d'Expropriatiounsgesetz ugepasst ginn. Wann dat bis geschitt ass, dann hu mer zesumme mat deem neien Text, iwwert dee mer elo gläich hei ofstëmmen, uerdentlech Instrumenter an der Hand, fir an Zukunft méi séier, méi effikass an och méi am Respekt vun eiser Ëmwelt ze bauen.

Ee Wuert nach, Här President, zum Recours en annulation an zum Recours en réformation. De Mouvement hat hei éischter eng Preferenz fir de Recours en réformation. Als Argument huet gedéngt, datt bei engem Recours en réformation net méi déi ganz Prozedur misst nei gemaach ginn, et awer dem Geriicht géif operleien, den Tracé vun enger Strooss, vun enger Eisebunn ze änneren an nei festzeleeën. Wann een elo eleng d'Facteuren Zäit a Prozedur a Betruecht zitt, kann een dat jo nach in etwa novollzéien. Mir an der Kommissioun waren awer majoritairement der Meenung beim Regierungstext ze bleiwen, dat heescht beim Recours en annulation.

Mir waren a mir sinn och haut nach der Meenung, datt et ëmmer nach der Politik hir Kompetenz ass, muss sinn an och muss bleiwen, wou, wéini a virun allem wéi muss gebaut ginn, an datt dës Décisioun net ënnert d'Kompetenz vun de Geriichter hei zu Lëtzebuerg gehéiert. Mir hu mat dësem Gesetz, denken ech, kloer Regele geschaf; an un dës Prozedure muss d'Politik sech bei hire Bauvorhaben an Zukunft halen. Ass dat net de Fall, ass e Recours en annulation méiglech. Et ass dann un de Geriichter festzestellen, ob d'Prozeduren, déi d'Gesetz virgesäit, agehale goufen oder ob se net agehale goufen.

Dat gesot, Här President, bréngen ech zum Schluss nach den Accord vun der CSV zu dësem Projet de loi a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Calmes.

Den Här Calmes ass wéinst anere Verflichtungen zréckgehalen. Seng Interventioun gëtt vum Här Goerens virgedroen.

M. Charles Goerens *(DP), en remplacement de* **M. Emile Calmes** *(DP)*.- Et ass alles net esou einfach, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5198 ass am August 2003, deemno nach ënnert där viregter Regierung, déposéiert ginn. Dëse Gesetzesprojet, deen eigentlech en Ëmweltgesetz ass, gouf net vum Ëmweltminister, mä vum Bauteminister déposéiert, an ass duerfir och net an der Ëmwelt-, mä an der Bautekommissioun diskutéiert ginn.

Op den éischte Bléck kéint een dat bedaueren, mä ech mengen awer net, datt d'Diskussiounen an der Bautekommissioun bedeitend anescht verlaf sinn, wéi wann dëse Projet an der Ëmweltkommissioun diskutéiert gi wier. D'Tatsaach, datt e Beamte vun der Ëmweltverwaltung derbäi war, ënnersträicht, datt hei e Konsens bestanen huet, dee vun engem Groupe de travail vu Vertrieder aus de Ministèrë vun de Bauten, dem Transport, der Landesplanung an der Ëmwelt zustane komm war.

Et kann een awer net ofstreiden, datt et am Virfeld vun dësem Konsens e gewëssent Kompetenzgerangel ginn ass. Vläicht, well déi Responsabel vun den Travaux publics an dem Aménagement du Territoire gefaart hunn, falls dëst zum Kompetenzberäich vum Ëmweltministère géif ginn, et zu enger ähnlecher Problematik kéint komme wéi mer se viru kuerzem am Artikel 17 vum Naturschutzgesetz haten, andeems se hei aner, voire ze vill streng Interpretatioune geholl hätten. Oder war et einfach nëmme prinzipieller Natur, datt en Ëmweltgesetz soll an den Ëmweltministère kommen?

Ech mengen awer, datt bei dësem Projet, bei deem et sech jo ëm d'Transpositioun vun enger Direktiv handelt, jiddferee seng Responsabilitéit geholl huet. Dëse Projet de loi geet a verschiddene Punkte méi wäit wéi d'Direktiv dat eigentlech verlaangt hätt. An dat war jo och nëmme méiglech, well et eng enk Concertatioun tëschent Travaux publics, Aménagement du Territoire, Ëmwelt an Transport ginn ass.

D'Décisioun, ob Jo oder Neen eng Impaktstudie muss duerchgezu ginn, läit jo finalement beim Conseil de Gouvernement, wou den Ëmweltminister, momentan jo gestäerkt duerch den Transportminister, seng Meenung verdeedege kann.

Mat deenen zwee Gesetzesprojeten, dem Projet de loi 5198 an dem 5446, gi mer eis weider Instrumenter a Mëttelen, fir d'Ëmweltverträglechkeet vu gréisseren Infrastukturprojeten ze iwwerpréiwen.

Et handelt sech ëm en Iwwerpréiwen dovunner, wat den Impakt op d'Natur an d'Ëmwelt vun engem Bau oder Aménagement kéint sinn, dat heescht, wat d'Risiken an d'Geforen op d'Ëmwelt kéinte sinn a wat fir irréparabel Schied hei entstoe kënnten.

D'Iddi vun esou enger Etüd am Virfeld huet sech an den 80er Joren duerchgesat. Virdrun ass sech net weider ëm d'Ëmwelt gekëmmert ginn, an de Schued, deen duerch deen een oder anere Bau entstanen ass, ass dann eréischt duerno erkannt ginn an héchstens bedauert ginn.

Hei huet sech um europäeschen Niveau zumindest e Mentalitéitswiessel vollzunn, deen ze begréissen ass, mengt den Här Calmes. Eng Impaktstudie, wéi se jo schonn a verschiddene vun eise Gesetzestexter a Reglementer virgeschriwwe gëtt, kann natierlech dozou féieren, datt d'Ulafe vun engem Projet sech erauszögert an oft kostbar Zäit, ech wëll net soe verluer geet, mä versträicht. Dat ass allerdéngs de Präis, dee mer musse bezuelen, wa mer gäre respektvoll mat eiser Ëmwelt ëmginn.

Et ass op jidde Fall besser et kuckt een am Virfeld, wou eventuell e Konfliktpotenzial tëschent Natur an Agréff vum Mënsch besteet, wéi datt en cours de route op eemol de ganze Projet gestoppt muss ginn. Wat de Stroossebau betrëfft, esou ass sécherlech an der Vergaangenheet net ëmmer alles optimal gelaf, wa mer un d'Nordstrooss oder un d'Saarautobunn denken. Et bleift ze hoffen, datt mat dësem Projet de loi an Zukunft déi Feeler net méi gemaach ginn.

Ee Wuert zu de Kompensatiounsmoossnamen: D'Nordstrooss huet bewisen, datt esou Mesuren net ëmmer evident sinn duerchzeéien. Ech denken do un d'Renaturéierung vun der Uelzecht tëschent Luerenzweiler a Lëntgen.

E wichtegen Aspekt an deem heite Kontext ass d'Informatiounsflicht vun der Bevölkerung, gemäss der Konventioun vun Aarhus. Dëst Gesetz gesäit vir, fir dës Öffentlechkeetsaarbecht an engem relativ fréie Stadium ulafen ze loossen.

Et ass an eisen Aen awer kloer, datt esou Impaktstudien net mat iwwerdriwwene Kritären däerfen ausgeluecht ginn, well soss riskéiere mer an en Immobilismus ze verfalen, well all mënschlechen Agréff an d'Natur, sief dat de Bau vun enger Strooss oder engem Flughafen, huet natierlech ëmmer en Impakt op d'Ëmwelt. Et gëllt awer drop ze uechten, datt deen Impakt sech a Grenzen hält. Et geet also schlicht ëm d'Fro vun der Nohaltegkeet vun esou engem Projet.

Wär e vläicht méi nohalteg, wann den Environnement eleng d'Soen hätt? Wär et nohalteg, wann extrem strikt Kritären applizéiert géife ginn an esou Projeten net kënnte realiséiert ginn, oder et zu iwwerdriwwe laange Prozedure kéim?

Dat si Froen, déi sech an dësem Zesummenhang stellen, net déi, ob ëmmer d'Ëmwelt muss dru gleewen, mä déi, wou de Kompromëss an de Sënn vun der Nohaltegkeet läit, mengt den Här Calmes.

(Interruption et hilarité)

Ma Dir kënnt lech jo dann herno, wann den Här Calmes erëm ass vu senger Obligatioun, mat him auserneesetzen, Här Bodry.

Wat de Recours betrëfft, esou sinn an der Kommissioun verschidde Meenunge vertratt ginn, wéi ee Recours dann elo ubruecht wär - Recours en annulation oder Recours en réformation. Deen éischten ass zréckbehale ginn. An der Gesetzgebung vun den Établissements classés ass nach wie vor de Recours en réformation virgesinn. Mir hunn deemno zwee Poids, zwou Mesuren.

Nei dobäi komme mat dësem Projet véierspureg Stroossen a Wandkraaftwierker. Ech hoffen, datt d'Liewen eis net nach méi schwéier gemaach gëtt, wann et heescht nei Wandparken opzeriichten, wann et eis eescht gemengt ass mat der Wichtegkeet vun der erneierbarer Energie.

Net op de Wee vum Statsrot ze goen, fir d'Gesetz iwwert d'Gesetz vun den Établissements classés deementspriechend ëmzeänneren, ass menger Meenung no richteg, vu datt jo de Gemengen hir PAGe keng Genehmegung vun Infrastrukture wéi dem Bau vu Stroosse virgesinn. Dëst hätt zu engem totale Blocage gefouert, engem Blocage pur et simple, wéi et am Rapport steet.

Och kann et net sinn, datt den Ëmweltminister an den Aarbechtsminister hei Kompetenzen am Beräich vum Urbanismus kréien an de Gemengen hei och nach op d'Fangere klappen.

Ech mengen, hei ass en Équiliber fonnt ginn, deen d'Strooss hält - mengt den Här Calmes -, wat eis awer net soll dovun ofhalen, fir no enger gewësser Zäit de Bilan vun der Ëmsetzung vun dësem Projet ze zéien.

Ech ginn och heimat den Accord vu menger Fraktioun an ech soen lech Merci fir Är geschätzten Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert. Dir drot Är eege Ried vir.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Ech wäert mech beméien, Här President, fir meng eege Ried virzedroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Virfeld soen ech der Madame Rapporteuse Merci. - Ech wollt lech soen, Här President, datt d'Francophonie sech gëeenegt huet, fir Rapportrice ze ersetzen duerch Rapporteuse.

M. le Président.- Elo musse mer dann nach kucken, Här Scheuer, ob och d'Académie française sech deem ka ralliéieren.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Dat schéngt esou ze sinn, mä awer Rapporteuse ass en Terme consacré a Frankräich, fir de Moment op jidde Fall.

Félicitatiounen un d'Madame Andrich. Merci och fir de Courage fir dat hei unzegoen. Si huet e gudde schréftleche Rapport gemaach an e gudde mëndleche Rapport; vläicht och, well se net virbelaascht ass an den Diskussiounen, wéi dat vill Leit heibannen hätte kënne sinn, wa se Rapporteur vun dësem Projet gewiescht wären.

De Projet 5198 ass a mengen Aen net onbedéngt en technesche Rapport, mä et ass e komplexe Rapport. En huet dräi grouss Voleten.

Den éischte Volet transposéiert d'Direktiv 97/11, déi sougenannt Impaktstudiendirektiv.

Den zweete Volet ass dann d'Ëmännerung vum Fonds-des-routes-Gesetz aus dem Joer 1967.

Den drëtte Volet d'Modifikatioun vum Gesetz vun 1995 iwwert d'Gestioun vum Eisebunnsnetz.

Dëst Gesetz ass also net d'Ëmsetzung vun enger Direktiv eent zu eent, mä d'Lëtzebuerger Parlament an d'Lëtzebuerger Regierung, d'Lëtzebuerger Politik also bréngt eegestänneg Ännerungen an dëst Gesetz mat an.

De Projet 5198 schreift eng Serie vu Mesuren, vu Prozedure vir am Beräich vum Ëmweltschutz bei grousse Bauprojeten. E regléiert Matièren an Domänen, déi an der Vergaangenheet äusserst sensibel waren, an déi, mengen ech, och an Zukunft extrem sensibel wäerte bleiwen a munch politeschen a gesellschaftleche Sprengstoff regelrecht a sech droen. Ech mengen, et kënnt een dat hei soen: Iwwert dee Projet hei soll d'Nohaltegkeet vun Investissementer a vu grousse Projete verbessert ginn.

Wourëm geet et? D'Flichte vum Stat als Bauhär bei grousse Bauprojete ginn opgezielt, an déi grouss Bauprojete ginn och definéiert. A wann Dir Iech d'Annexen ukuckt, déi zwou Annexen, da stellt Dir fest, datt dat - a mengen Aen - prezis ass. Do geet et ëm d'Charakteristike vun deene Projeten, et geet ëm d'Lokaliséierung vun deene Projeten. Dat heescht de Spillraum, deen eng Verwaltung huet, wann esou Projeten entworf ginn, dee gëtt heimat kloer definéiert.

D'Flichten, déi de Bauhär huet, ginn och definéiert, an zwar bestinn déi Flichten doranner, fir d'Ëmwelt, déi natierlech an déi mënschlech Ëmwelt, maximal ze schounen, respektiv, fir Schued ze kompenséieren, och wann dat munchmol oder meeschtens net esou sécher an honnertprozenteg méiglech ass. Kuckt nëmmen déi ganz Serie vun Études d'impact a vun Etüden, déi mussen ofgeschloss ginn, éier e Bauprojet ugefaange gëtt.

Den zweete Volet ass, datt d'Rechter vun de Bierger an och d'Rechter vun den Organisatiounen an dësem Projet festgeschriwwe ginn: D'Rechter, fir en Ableck an d'Dossieren ze kréien, fir en Avis ofzeginn. Also ass d'Asprochrecht vun de Bierger an dësem Fall ee vun den Haaptakzenter aus dem Projet 5198. De Bierger kritt d'Recht och fir eng Plainte ze maachen an hie kritt d'Recht op en Droit de recours virun der Verwaltungsjustiz. A gutt ass och, datt Organisatiounen, déi am Ëmweltberäich täteg sinn, en Droit personnel kréien, fir dee Recours ze maachen.

De Projet, hunn ech gesot, wier net esou technesch, well e faasst zesumme wat schonn haut an enger Serie vun anere Gesetzer steet, respektiv wat hätt kënnen nei an deene Gesetzer formuléiert ginn. Dat erkläert och wahrscheinlech dem Statsrot seng Positioun, dee jo eng Preferenz huet, fir d'Kommodo-Inkommodo-Gesetzgebung un dëse Projet unzepassen oder ëmgedréint.

Dat féiert dann awer zréck un d'Urspréng vun dësem Projet. Dee Projet huet e laange Baart. E féiert zréck an d'Geschicht an e féiert zréck an d'Geschichten, an d'Geschichtercher, déi zu heroeschen Diskussiounen hei an der Chamber gefouert hunn. Erënnert Iech un d'Saarstrooss, wou mer zwee Mol légiféréiert hunn, 1995 an 2001. Erënnert Iech un d'Nordstrooss, wou prozedural och vill diskutéiert ginn ass, obscho mer schonn deemools net méi déiselwecht Schwieregkeeten haten...

(Interruption)

...- net méi déiselwecht Schwieregkeete wéi bei der Saarstrooss, bestëmmt net -, mä dat ass Schnéi vu gëschter. A mir kucke genausou wéi déi gréng Kolleegen no vir a mir si frou, datt mat dësem Gesetz endlech déi Rechtssécherheet besteet, déi mer eis alleguerten erhofft hunn, an d'Zukunft gesäit also anescht aus wéi d'Vergaangenheet.

Dir Dammen an Dir Hären, wann een dat Gesetz hei liest, huet een d'Impressioun, datt een alles schonns eng Kéier gelies huet, datt alles iergendwou steet, datt et quasi en Texte coordonné ass vun enger ganzer Serie vun anere Gesetzer.

An ech wollt de Minister froen, ob hie mat dësem Text elo iwwert déi Rechtssécherheet verfügt, déi seng Virgänger net haten an déi dofir hu misse vill experimentéieren. Ass dat hei elo d'Kréinung vun der legislativer Aarbecht an deem Beräich, deen dem Bauteminister an dem Ëmweltminister - virun allem dem Bauteminister - esou um Häerz läit? An zu där Kréinung gehéiert dann awer och den Artikel 28, wou d'Expropriatioun ugeschwat gëtt. Wa mer dann och nach an eiser Aarbecht un der Konstitutioun virukommen, da misst jo haut e glëckleche Bauteminister do ënne sëtzen?

(Interruption)

Ech wollt nach ee Problem opwerfen, fir op d'Komplexitéit hinzeweisen: An dësem Projet si ganz verschidde Ministèren implizéiert an et sinn och eng ganz Serie vu Verwaltungen implizéiert, an et taucht niewent dem Ministère des Travaux publics eng Aart Superministère op, den Aménagement du Territoire, deen hei eppes soll chaperonnéieren, wou ech mer d'Fro stellen, ob dëse Ministère équipéiert ass, fir dat ze maachen.

A wann ech dann och dee leschten Avis vum Mouvement écologique kucken, dee jo awer - an ech mengen en ass am November erauskomm - am Fong d'Zefriddenheet vun där Bewegung zréckspigelt, da steet dran, an et gëtt bedauert, datt hei am Fong quasi eng Abdicatioun vum Ëmweltministère stattfënnt zu Gonschte vum Ministère de l'Aménagement du Territoire. Wann een d'Annexen duerchkuckt, da gesäit een, wéi déi Nohaltegkeet virun allem am Beräich vun der natierlecher Ëmwelt soll spillen.

En anere Problem, d'Implikatioun vun de Gemengen, kënnt och zu prozedurale Schwieregkeete féieren. Wann een e bëssen Erfahrung huet an dem Gemengewiesen, da weess een,wéi schwiereg et oft ass, wann d'Gemenge vum Stat verschidde Chargë kréien. Dës Chargë sinn oft net esou richteg an de Käpp an an der Mentalitéit vun de Gemengepolitiker verankert, a si ginn och oft vun de Beamten a klengere Gemengen net esou richteg beherrscht. Do kënnt sech dann d'Fro vun de Formfeeler aschläichen oder akut stellen.

An da si mer och bei där Remarque, déi de Mouvement écologique gemaach huet, iwwert d'Recoursrecht. Et kann ee jo nëmmen e Recours maachen en annulation an net en réformation. Do wollt ech awer vläicht, vu datt ech jo awer e komplette Laien a juristesche Froe sinn, den Ënnerscheed tëschent der Annulation an der Réformation vum Minister besser erkläert kréien.

Ech mengen ze wëssen, datt bei engem Recours en annulation net onbedéngt nëmmen op d'Prozedur vun de Riichter gekuckt gëtt, mä och de Fong ka gekuckt ginn. Mä dann ass awer wichteg, datt d'Riichter de Projet zréckschéissen un lech, Här Minister, an da musst Dir nei untrieden. Dir kritt awer vun de Riichter net gesot, wat Dir sollt maachen oder wat Dir maache misst. Sidd Dir frou doriwwer oder ass dat eng Belaaschtung fir de Ministère? Also dat dierft jo awer net de Fall sinn, mengen ech, no deene puer Informatiounen an deem klenge Wëssen, wat ech doriwwer hunn.

Déi wichtegst Fro, déi sech stellt, ass, ob hei mat dësem Projet och d'Natur - d'natierlech Ëmwelt an d'mënschlech Ëmwelt - besser geschützt ass géint de Raubbau, deen awer wierklech oft bedriwwe ginn ass bei esou grousse Projeten, wou d'Exécutioun vum Projet Virrang hat a wou de Begréff Nohaltegkeet iwwerhaapt keng Roll gespillt huet.

Tatsaach ass, datt dëse Projet hei zu Lëtzebuerg villes regelt an d'Fro, déi sech stellt, ass: Ass dee Projet nach néideg? Wat geschitt nach alles am Beräich vun de grousse Bauprojeten? Et ass hei net de Moment, fir all Är Kaarten opzedecken, Här Bauteminister, mä trotzdeem, mengen ech, hu mer am Bau déi grouss Jalonë gesat éier mer dëse Projet gestëmmt hunn. Et gëtt nach Séquellen dovunner do, déi musst Dir och droen, an ech ginn dovunner aus, datt dat och geschitt. Ech hoffen, datt Dir op déi puer Froen, déi ech gestallt hunn, äntwerte kënnt an et ass esou, datt selbstverständlech meng Partei, d'LSAP, mat Begeeschterung dëse Projet stëmmt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 3. Mäerz 1997 huet den Europäesche Conseil eng verbessert Direktiv aus dem Joer 1985 deponéiert. Den Inhalt vun der Direktiv - ech wäert dat haut nach e puer Mol rappeléieren, fir datt Dir och richteg wësst ëm wat et haut hei geet - ass d'Évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

Sechsanenhalleft Joer duerno huet d'Lëtzebuerger Regierung dann endlech de Projet de loi an der Chamber deponéiert, fir dës Direktiv, oder och Impaktstudie-Direktiv genannt, a lëtzebuergescht Recht ëmzesetzen.

Dräianenhalleft Joer duerno, dat heescht haut, gëtt dann elo séier séier dëse Projet de loi gestëmmt, um leschte Stëppel quasi. Dat heescht am grousse Ganzen zéng Joer Gestatioun, fir dëse Projet de loi ze stëmmen.

D'Ursaach, datt dëse Projet de loi elo an engem anere Rhythmus duerch d'Verwaltungen an d'Institutioune gerutscht ass, ass, datt eng fatzeg Facture vu Bréissel gewénkt huet an datt dann och nach de Bauteminister, wéi hien eis et verzielt huet, dat heescht d'Regierung, huet misse fir Chrëschtdag e Courrier op Bréissel schécken an deene matdeelen, datt mer awer da ganz séier séier elo de Rapport gestëmmt hätten an datt mer an där éischter Sitzung dann dee Projet de loi och wäerte stëmmen. Ech denken, datt dat och déi eenzeg Ursaach war, firwat et op eemol esou séier goung.

D'Ursaach oder d'Ursaachen, firwat et esou laang gedauert huet, kënnen der e puer sinn, méi oder manner objektiver, méi oder manner sachlecher. Eent awer steet fest: Vun Ufank un hat d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv et zimlech schwéier an dësem klenge Land, wou vill Bëton laanscht d'Uelzecht gezu ginn ass.

Déi laang Verzögerung, déi laang Zäit tëschent dem Dépôt vun der Direktiv an dem Vote haut vum Projet de loi, deen d'Direktiv da soll ëmsetzen, huet zumindest de Virdeel eis drop opmierksam ze maachen, datt an där Zäit d'Welt ausserhalb vu Lëtzebuerg weidergedréint huet, an datt, zumindest um europäeschen Niveau, déi politesch Prioritéiten, déi och hei an dësem Projet de loi sollten eng Prioritéit sinn, weidergedriwwe gi sinn.

Gott sei Dank fir Lëtzebuerg gëtt et eng EU, déi sech ëm eis Ëmwelt an eisen Ëmweltschutz këmmert. Ech zitéieren zum Beispill nëmmen d'Convention vun Aarhus, déi mir direkt, eben duerch déi vill Verspéidung, konnten an de Projet de loi mat integréieren, an déi dem Bierger an der Biergerin notamment den Accès zur Informatioun gëtt. D'Madame Andrich hat et scho gesot: Et ass elo knapp ee Joer hier säit déi Convention de Aarhus och a Kraaft getrueden ass.

Eng wichteg Komponent, well se den engagéierten Associatiounen, notamment den ONGen oder de Privatleit, déi sech fir d'Erhalen an de Respekt vun der Ëmwelt an den Ëmweltschutz asetzen, eng ganz Rei vu wichtegen Outilen, fir net ze soe Rechter, gëtt: e Recht op Informatioun, op Partizipatioun op dee ganze Processus décisionnel, an zulescht den Accès op d'Justice, notamment en matière d'environnement.

Domadder kéint ech bal behaapten, datt de Public, notamment duerch déi Convention d'Aarhus, scho bal méi Matsproochrecht an dëser Affär hei huet wéi den zoustännegen Ëmweltminister, well - an ech wëll dat am Numm vun der grénger Fraktioun soen, där, déi haut hei sëtzt, awer och där, déi déi lescht Legislaturperiod hei souz; déi war jo och schonn domadder beschäftegt - ech wëll domadder expressément ënnersträichen, datt et hei reng ëm Ëmweltpolitik an Ëmweltschutzpolitik geet.

Et ass scho bemierkenswäert, datt trotz deem dach awer kloren Intitulé, souwuel an der Direktiv wéi och hei am Projet de loi concernant l'évaluation des incidences (...) sur l'environnement, d'Regierungen - dës an déi virdrun - an déi concernéiert Ministeren a Ministèren et fäerdeg bruecht hunn d'Verwaltunge vum Aménagement du Territoire a vun den Travaux publics mat der Ëmsetzung vun dëser Direktiv ze beoptragen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Méi kloer ka jo eigentlech en Titel net sinn, an awer ass den Ëmweltministère nëmmen „unter ferner liefen" mat där Ëmsetzung beschäftegt gewiescht. A vläicht ass den Ëmweltministère och wéinst dem Titel mam Projet de loi befaasst ginn. En ass dann och an deem Groupe interministériel vertrueden, deen notamment säin Avis doriwwer ofgëtt, ob eng Impaktstudie gemaach gëtt oder net. A vläicht ass et och wéinst dem Titel, datt d'Ëmweltkommissioun eng Kéier, an enger eenzeger Sitzung iwwert dëse Projet de loi informéiert ginn ass. A si war emol net esou wäit komm oder zougeloss ginn, fir en Avis dozou ze schreiwen.

D'Form, wéi dëse Projet de loi behandelt ginn ass, wäert sécherlech och en Impakt hunn op de Fong a virun allem op déi praktesch Ëmsetzung vun den Impaktstudien, wéi se elo definéiert gi sinn. Et bleift ze hoffen, datt déi nächst Ëmweltministeren da vläicht och zugläich Bauteminister wäerte ginn, an notamment d'Stroossebauverwaltung sech dann iergendwéini enger obligatorescher ekologescher Weiderbildung ënnerzéie misst. Esou gëtt et an dësem Projet de loi eng ganz Rei vu Kontradiktiounen tëschent dem Titel an der Ursprongsiddi vun der Direktiv an der Manéier wéi dës Direktiv an nationaalt Recht ëmgesat gëtt.

Ech géif dann och gären e puer Remarquë maachen zu der Diskussioun an där dann éischter net zoustänneger Chamberskommissioun vun den Travaux publics zum Droit de recours bei den Tribunaux administratifs, an zwar iwwert de Choix, deen am Gesetz verankert gëtt iwwert de Recours en annulation, an do explizit de Recours en réformation ausschléisst.

E puer Memberen aus verschiddene Fraktioune vun der Bautekommissioun haten och d'Bemierkung gemaach d'Juristen dach awer nach eng Kéier mat där Analys ze befaassen, ob e Recours en réformation net och eng adequat Méiglechkeet wär, mä wahrscheinlech huet de Stress, de Wénk vun der Facture vu Bréissel kommend, dozou bäigedroen, datt de Rapport awer huet missen ofgestëmmt ginn, an datt mer keng Zäit méi haten, fir dann nach eng Kéier mat den zoustännege Juristen diskutéieren ze kënnen.

D'Erklärung vum Minister, datt et net ubruecht ass, datt e Geriicht iwwer politesch Décisiounen eppes ze bauen entscheede kann, kënne mir definitiv net gëlle loossen. Do och, Här President, gi mir definitiv d'Gefill net lass, datt versicht ginn ass - aus wat fir enge Grënn och ëmmer - all potenzieller Schwieregkeet aus dem Wee ze goen an d'Diskussioun an den Accès zur Justice vum Public sech ausschliesslech wäerten op d'Form reduzéieren.

Här President, ech brauch Iech bestëmmt net ze erklären, datt e Recours en annulation sech net oder kaum mam Fong ausenanersetzt, weder mam Bien-fondé nach mat der Opportunitéit vun enger Décisioun, ob eng Impaktstudie soll gemaach gi respektiv ob e Bauteprojet oder kee Bauteprojet realiséiert gëtt.

Duerfir ass dem Bauteminister säin Asaz den ëmweltbesuergten Associatiounen a Persounen entgéintzekommen an och en Droit de recours bei der Décisioun, ob eng Impaktstudie gemaach gëtt oder eben éischter net gemaach gëtt, dat heescht schonn zimlech vir am ganze Processus realiséiert gëtt, der Saach hei praktesch wéineg gehollef. Eng Impaktstudie analyséiert d'Inzidenzen op d'Ëmwelt, vun zum Beispill engem Stroossebauprojet; an e Recours en annulation beschäftegt sech reng mat Prozedure vun engem bestëmmte Projet, dat heescht vum Bauteprojet an definitiv net iwwert d'Inzidenze vum Projet op eis Ëmwelt.

E Recours en réformation, zumindest op deem Niveau vun der Décisioun, ob eng Impaktstudie gemaach gëtt oder net, wier eigentlech déi eenzeg éierlech Méiglechkeet gewiescht e Projet op ekologesch Kritären hin ze analyséieren, dat heescht, d'Opportunitéit vun engem Projet ze analyséieren unhand vun ekologesche Kritären an doriwwer ze jugéieren, ob e Projet kann oder soll realiséiert ginn.

Ech muss och heibanne soen, Här President, datt et fir eis dach awer onverständlech bleift a mir dat och héich irresponsabel fannen, datt d'Politik vun der Regierung an dësem Land nach ëmmer net verstanen huet, datt Ëmweltkritären ze considéréiere sinn, wéi all aner technesch Kritären. Eigentlech misst et dach ganz einfach ze verstoen an ëmzesetze sinn.

Et géif jo och kee Bauteminister op d'Iddi kommen eng Bréck do bauen ze loossen, wou de Buedem net dofir gëeegent ass, well physikalesch Kritären dat géife beweisen. Dat huet dann och näischt méi mat enger politescher Décisioun vun enger Regierung ze dinn, mä dat huet da reng mat poli-

tescher Verantwortung vun enger Regierung ze dinn. Hei geet et genau ëm déiselwecht Attitüd, just, amplaz datt mer physikalesch Kritären huelen, huele mer ekologesch Kritären.

Wann een net kann um Stade vun enger Décisioun décidéieren, ob misst eng Impaktstudie gemaach ginn, an dës Décisioun och esou um Verwaltungsgeriicht ka realiséiert ginn, nämlech iwwert de Wee vun engem Recours en réformation, da riskéiere mer - an dat ass och haut schonn hei gesot ginn - irréparabel falsch Décisiounen ze huelen. Da sinn déi Leit, déi e Recours en annulation maachen, gläichzestellen - ech polemiséieren elo e bëssen - mat engem Patient, deen d'Zänn wéi huet, deen awer da bei den Aendokter geschéckt gëtt.

Mir bedaueren et zudéifst, datt an dësem Projet de loi den Ëmweltvolet esou vill wéi méiglech versicht ginn ass an den Hannergrond ze drécken. Ech wëll lech och soen: Mech erstaunt, datt dann awer trotzdeem, wa mer hei iwwer Ëmweltkritäre schwätzen, de President vun der Travaux-publics-Kommissioun seet, datt mer mussen oppassen op engersäits d'Ëmweltnuisancen an anersäits de Wuelstand. Mir denke bien au contraire, datt dat matenee geet, d'Nuisancë souwuel wéi de Wuelstand, an datt een net kann dat eent géint dat anert ausspillen. Et kann een och net déi Suen, déi eng Impaktstudie kascht, géint déi Suen, déi een dofir asetzt, ausenanersetzen. Ech denke wuel, datt dat alles zesummegeet.

Mir bedaueren et och, datt schlussendlech herno am Projet de loi festgehale ginn ass, datt de Rapport vum Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions et un comité interministériel dont la composition et l'organisation sont déterminées par règlement grand-ducal iwwert d'Opportunitéit décidéieren eng Impaktstudie ze maachen. Et ass also net den Ëmweltminister, deen eng Impaktstudie proposéiert iwwert d'Incidencë vun der Ëmwelt, mä et ass den Innenminister, deen d'Regierung dann opkläert iwwert d'Opportunitéit eng Impaktstudie ze maache respektiv e Projet ze maachen. Den Ëmweltminister kann da gegebenenfalls d'Mesure-compensatoiren ausschaffen.

A wa mer net schonn een oder souguer méi traureg Prezidenzfäll hätte vun engem Stroossebauprojet, da kéinte mer der Regierung natierlech net esou séier e schlechte Wëllen ënnerstellen. Mir wëssen awer pertinemment wéi et der Ëmweltschutzpolitik, den Incidences sur le milieu naturel et humain, de Mesure-compensatoiren, déi net déi vun haut sinn, Här Scheuer, well wann ech d'Nordstrooss kucken an d'Mesures compensatoires, dann huet dee Schnéi nach ze falen...

(Interruption)

...an och wéi et ëm verschidde Variante gaangen ass, a mat wat fir enger Nonchalance, souwuel a Saache Budgetspolitik, a Saachen Ëmweltpolitik a schlussendlech, wann ech d'Nordstrooss kucken, och a Saachen Aménagement-du-Territoires-Politik, dëse Projet vu knapp 14 Kilometer Stroossebau gehandhaabt ginn ass, da gëtt et eis éierlech gesot ellen, wa mer gesi wien herno zoustänneg ass fir d'Ëmsetzung vun dësem Projet de loi.

Da géif ech nach gär ganz kuerz op déi Eent-zu-eent-Ëmsetzung agoen, wou jo gesot ginn ass: Mir si souguer méi wäit gaangen. Bon, ech hunn lech och scho gesot, datt um Niveau vun der Impaktstudie an dem Droit de recours en annulation wahrscheinlech dat kee gréisseren Impakt wäert hunn.

Mä ech wëll awer och eng kuerz Remarque maachen iwwer eng Direktiv, déi iwwer zéng Kilometer Stroossebau schwätzt, wat souwuel gëllt fir Polen, Spuenien, Frankräich a wat och gëllt fir d'Lëtzebuerger Land. Ech wëll just eng Fro opstellen, ob et effektiv net eng Reflexioun wéinstens derwäert gewiescht wär, fir eng Direktiv ze adaptéieren, géing ech emol soen, op d'Moosse vun eisem Land. Well ech denken, datt zéng Kilometer Autobunn zum Beispill an eisem Land eng ganz aner Inzidenz op de Milieu naturel et humain hu wéi zéng Kilometer Autobunn, déi vläicht duerch en anert Land ginn, wat vill méi grouss ass a wat net esou a Zones vertes agedeelt ass, wéi mir et hei sinn.

Dës Direktiv stellt zum Beispill eng West-Tangente, déi manner wéi zéng Kilometer hätt, mat engem Tram gläich, deen da soll duerch eng Stad fueren, wéi och mat enger Verduebelung vun enger Zuchlinn, déi da soll zum Beispill op Péiteng fueren. Dat alles gëtt op ee Level gestallt. Déi dräi Projeten zum Beispill kënnen eventuell le cas échéant enger Impaktstudie ënnerleien, mä sinn net obligatoresch enger Impaktstudie ze ënnerleeën. Dat fanne mir absolument disproportionéiert.

Mir denken, datt do eng Chance verpasst ginn ass, fir d'Kilometer an d'Gréisst, déi an den Direktive virgi sinn, op d'Gréisst vun eisem Land ze adaptéieren.

Mir wënschen dësem Projet de loi, deen elo haut gestëmmt gëtt, wou eis Fraktioun sech och wäert aus deene Grënn, déi ech lech elo opgezielt hunn, enthalen, trotzdeem déi beschtméiglech Chance eppes ze maachen um Niveau vun der Ëmwelt an ze probéieren ee fir allemol déi Disproportioun téschent Stroossebauten a Schinnebauten ofzebauen. Mir hoffen, datt dee Projet de loi eis schlussendlech awer kann herno e bëssel chen hëllefe bei allem, wat mer eigentlech un Hausaufgaben hei an dësem Land nach ze maachen hunn am Sënn vun der Ëmwelt.

Ganz zum Schluss géif ech gären der Madame Andrich Merci soe fir hire Rapport. Si huet de Rapport kritt, well si nei an der Kommissioun war, a well, denken ech, awer jiddferee frou war, datt mer ee fonnt haten, fir sech dësen techneschen Dossier ze huelen. Ech fannen, si huet dat ganz flott gemaach.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Mehlen ageschriwwen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll mech dem Merci gläich uschléissen un d'Rapporteuse, déi eng excellent Aarbecht hei ofgeliwwert huet, déi eis och e relativ techneschen a komplexe Projet hei erklärt huet. Ech mengen, een, deen nogelauschtert huet, dee weess zimlech am Detail ëm wat et geet. Duerfir wäert ech mech och hidden nach eng Kéier dorop anzegoen. Ech wëll hei just an där awer relativ limitéierter Zäit e puer politesch Iwwerleeungen ustellen.

Ech wollt ufänken, Här President, et ass vläicht e bëssen ongewéinlech, mä wéi 1860 hei zu Lëtzebuerg décidéiert ginn ass, d'Land mat engem Eisebunnsnetz ze iwwerzéien, do huet nach keen dru geduecht, fir op d'Inzidenzen op d'Ëmwelt ze kucken an iwwer Kompenséierungsmoossnamen...

(Interruption)

...ze schwätzen. Do ass gebaut ginn. An an enger fir déi deemoleg Verhältnisser an déi deemoleg Moyenen, déi zur Verfügung stoungen, erstaunlech séierer Zäit war dat Eisebunnsnetz gebaut.

Haut si mer an enger anerer Zäit. Et ass entre-temps vill gebaut ginn. An et ass och richteg, datt ee sech muss Gedanken driwwer maachen, wat fir eng Infrastrukturen an Zukunft nach solle gebaut ginn. Ob se solle gebaut ginn, a wa mer d'Décisioun geholl hunn, datt se solle gebaut ginn, wéi mer se bauen, an datt mer se och esou bauen, datt se esou e mann wéi méiglech negativen Effet op d'Ëmwelt hunn.

Et muss een och soen, datt mer e bëssen an där Bezéiung hannert dem Zuch hierlafen, well déi grouss Infrastrukturen, ganz besonnesch, wat Autobunnen ubelaangt, déi sollte gebaut sinn, déi si praktesch fäerdeg oder sinn amgaang fäerdeg gestallt ze ginn. Déi entspriechend Gesetzer si gestëmmt an déi entspriechend Kompenséierungsmoossname sinn och an deene Gesetzer dran.

Une voix.- Theoretesch!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech muss soen, ech hu menger Virriednerin gutt nogelauschtert. Si huet hei vun de physikalesche Kritäre geschwat a gesot, et géing jo kengem afalen, eng Bréck do ze bauen, wou d'physikalesch Kritären et net géifen zouloossen. Dat ass richteg. An ech mengen, dat ass och eng exakt Wëssenschaft.

Mä wa mer bis an de Beräich vun der Ekologie ginn, da kënne mer eis zwar am Kader vun enger Etüd virrechne loossen, wat fir een Impakt, datt de Bau vun där Strooss oder där Eisebunnsstreck oder deem Flughafen op d'Natur huet, mä et bleift awer dann dem Pouvoir politique iwwerlooss, fir ze jugéieren, ob hien déi Nuisancen a Kaf hëlt. Well et gëtt keen esou ee Bau, deen net Nuisancen op d'Natur huet. Dat wär illusoresch ze mengen, et géif esou eppes ginn. An ech mengen, et wier och illusoresch fir ze mengen, et kënnt een dat komplett kompenséieren. All Quadratmeter, däers si mer eis jo awer bewosst, dee mer zoubëtonéieren, ass zoubëtonéiert. An dee kréie mer net op iergendeng aner Manéier, et sief da mir géinge soss eppes ewechrappen, erëm eng Kéier duerch e Quadratmeter Natur ersat.

Duerfir hunn ech och meng Bedenken, wat heiansdo ganz deier Renaturéierungsmoossnamen ubelaangt, déi als Kompenséierungsmoossname fir d'Nordstrooss virgesi sinn. Ech weess net, ob, wa mer am Kader vun der Nordstrooss - soe mer emol einfach iwwert den Daum, well e groussen Deel geet jo awer duerch de Buedem - 20 Hektar mat Makadam zoumaachen, ob mer dann dat kompenséiert kréien doduerch, datt mer am Uelzechtdall, wou Naturfläche sinn, wou Wise sinn a wou och Hecken dra wuessen, wa mer déi dann op eng Kéier iwerschwemmen an dann do Fräschen a Jinken zillen, ob dann e grousse Kompenséierungseffet erreecht ass.

Wéi gesot, och dat ass eng Saach, iwwert déi ee kann diskutéieren a wat einfach am Ermessensberäich läit a wat keng exakt Wëssenschaft ass, contrairement zu deem, wat d'Physik hiergëtt, wann een eng Bréck baue wëllt.

Iech schéngt et wichteg ze sinn, datt, wann een esou eppes realiséiert, an dat ass leider an der Vergaangenheet zu engem groussen Deel verpasst ginn, datt ee wierklech net nëmmen Études d'impact op enger spezieller Variant mécht, mä datt ee wierklech eng Etüd mécht iwwer verschidde Varianten, fir ze kucken, wat fir eng Variant dann elo déi ass, mat där mer der Natur am mannste Misär undoen.

Da muss een natierlech och erëm eng Kéier, an do si mer als Législateur gefuerdert, d'Fro stelle vun der Verhältnismëissegkeet par rapport zu de Käschten.

An der Nordstrooss - ech mengen, do sinn der vill heibanne menger Meenung - ass ganz sécher net déi glécklechsten Décisioun geholl ginn. An ech menge mech erënneren ze kënnen, datt déi Diskussioun iwwert déi verschidde Varianten net déi Diskussioun war, déi et eigentlech hätt misse sinn en pleine connaissance de cause. Wat dozou féiert, datt mer haut heimlich, still und leise d'West-Variant dann awer iergendwéi probéieren hinzekréien, ouni datt dat elo als grousse Projet dobaussen duergestallt gëtt.

Datselwecht ass bei der Saarautobunn geschitt, wou et eng Nord-Variant ginn ass an eng Süd-Variant. Mä leider muss een och erëm eng Kéier soen, sinn déi zwou Varianten net regelrecht zueneen a Konkurrenz gesat ginn an et ass net gekuckt ginn, wat dann déi eng Variant bewierkt a wat dann déi aner bewierkt. Och do sinn am Ministère d'Weiche virgestallt ginn, an de Misär huet eis jo duerno ageholl.

Ech deelen net alles, wat virdru gesot ginn ass, well et muss een d'Virgeschicht kennen, fir dat ze verstoen, wat sech do um Terrain de Moment ofspillt. Dat kënnt och net ganz vun näischt. A wann een do no där richteger Manéier virgaange wär, a mer hätten och deemools eis Législatioun esou an der Rei gehat, wéi dat hätt solle sinn, da wär eis wahrscheinlech en Deel dovunner erspuert bliwwen.

Här President, ech wollt nach eng grondsätzlech Iwwerleeung hannendrunhänken, an dat ass déi, datt den Ëmweltschutz op där enger Säit, an d'ekonomesch Entwécklung op där anerer Säit, hei am Land natierlech ëmmer, egal wéi mer probéieren déi zwou Notioune mateneen ze conciliéieren, wäerten am Widdersproch zuenee bleiwen. An do stellt sech d'Fro vun der weiderer ekonomescher an demographescher Entwécklung vun dësem Land.

Wa mer stramm esou viruginn op de 700.000-Awunner-Stat oder nach vläicht doriwwer eraus, dann ass et evident, datt mer nach weider Infrastrukture brauchen. An ech wëll an deem Zesummenhang un e legendären Aussproch vum Statsminister erënneren, dee gesot huet: „Dëse staarke Wuesstem, dee mer all déi Joren elo haten, generéiert just esou vill Räichtum, fir hannendrun d'Folgekäschten ze finanzéieren."

Wann dat de Fall ass, da musse mer eis och Iwwerleeungen driwwer maachen, wéi mer dat Land hei an Zukunft wëllen entwéckelen, well dovunner - wéi gesot nach eng Kéier - hänkt dann och de Besoin vun de groussen Infrastrukturen of.

Här President, déi Remarquë gemaach, wëll ech mäin Discours ofschléisse mat dem Accord vun eiser Fraktioun. Et kann een iwwer eenzel Detailer an dësem Projet anerer Meenung sinn, mä am grousse Ganze fanne mir, datt et e gudde Projet ass, an dofir wäerte mer en och stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech wëll och ufänken andeem ech der Madame Andrich villmools Merci soen. Ech weess elo net, ob ech soll nom Här Scheuer sengen Ausführungen der Rapporteuse oder der Rapportrice Merci soen. Als fréiere Fransëischproff war et fir mech nach ëmmer d'Rapportrice, mä der Madame Andrich villmools Merci.

Si huet dat ganz gutt gemaach. Et war keng einfach Aarbecht, well et e schwéieren Text war, deen och schonn eng ganz laang Geschicht huet. Et ass virdru rappeléiert ginn, eng Direktiv, déi 1997 ugeholl ginn ass, wou den Dépôt vum Gesetzestext 2003 no villen Diskussioune gemaach ginn ass, wou den Avis vum Conseil d'État 2005 komm ass an duerno nach zwee supplémentaire Avisë mat all deene juristeschen, techneschen Diskussiounen, déi dat beinhalt huet.

Well eng Rei Froen hei gestallt gi sinn, wollt ech am Fong kuerz ufänken, andeem ech nach eng Kéier déi néng Punkte rappeléieren, déi d'Direktiv eis am Fong gefrot huet ëmzesetzen. An déi Punkte weisen eis am Fong, wat d'Basis ass vun där mer ausginn a wat mer en fin de compte just hätte misse maachen.

Den éischte Punkt ass, datt déi Direktiv engem am Fong ganz einfach zwou Lëschte gëtt. Déi éischt Lëscht ass déi vun deene Projeten, déi d'office mussen enger Evaluatioun ënnerleien. Déi zweet Lëscht beinhalt déi Projeten, déi kënnen, mä net mussen enger Evaluatioun ënnerleien, déi nëmmen enger Evaluatioun mussen ënnerleien, wa bewise gëtt, no enger Rei Kritären, déi dann och an der Direktiv an der Annex stinn, datt se notabel Inzidenzen an alle Fäll op d'Ëmwelt kënnen hunn.

Den zweete Punkt an där Direktiv ass, datt déi Direktiv obligéiert eng Procédure d'évaluation an eng Procédure d'autorisation ze fixéieren, wat d'Inzidenzen op d'Ëmwelt, mä awer och wat d'Inzidenzen op d'Sécherheet uginn.

Den drëtte Punkt ass, datt de Maître d'ouvrage, dat heescht deen, dee baut, obligéiert ass eng Rei Informatioune virum Bau hierzestellen an och weiderzeginn.

De véierte Punkt ass, datt ee bei enger ganzer Rei gréisser Projeten obligéiert ass, wann ee seng Choixen a seng Décisioune mécht, dat net eleng einfach esou ze maachen, mä dat am Fong an Alternativë virzeleeën an iwwer Alternativen ze diskutéieren, notamment och iwwert d'Alternativ näischt ze maachen; dat, wat een d'Nullvariant nennt.

De fënnefte Punkt ass, datt déi Autoritéiten, déi och nach concernéiert sinn, zum Beispill d'Gemengen, an där ganzer Prozedur mussen d'Méiglechkeet kréien, fir hir Meenung ze soen.

De sechste Punkt ass, datt d'Leit dobaussen, de Public, mussen informéiert ginn, an dat éier d'Autorisatioun ausgestallt gëtt.

De siwente Punkt - dovun ass haut net geschwat ginn an deen ass awer fir Lëtzebuerg och net onwichteg - ass, datt mer musse virgesinn, datt bei Projeten, déi grenziwwerschreidend sinn, sech op der Grenz befannen, och eng zwëschestaatlech Consultatioun stattfënnt an datt déi eenzel State mussen am Kader vun hire Procédures d'autorisatioun deem anere Stat déi noutwendeg Informatiounen, déi si gesammelt hunn, och zur Verfügung stellen, fir d'Décisiounen ze huelen.

Een néngte Punkt ass deen, datt de Public muss informéiert ginn iwwert d'Konditiounen an d'Modalitéiten an där eng Décisioun geholl ginn ass. Dat ass am Fong dat, wat hei an der Direktiv steet, an dat ass am Fong dat, wat mer gefrot gi waren ëmzesetzen.

Nodeems déi Zilsetzung kloer ass, wëll ech op eng Rei Diskussiounen agoen, déi elo hei évoquéiert gi sinn.

Mir haten eng Diskussioun virun enger Rei: véier, fënnef Joer. Fir d'éischt emol eng mam Conseil d'État, dee gesot huet: Mä et wär gradesou gutt, mir géingen alles dat, wat Dir an dësem Text elo wëllt maachen am Kader vun den Établissements classés, zesummen an een Text ëmsetzen, well et gutt ass, wa mer juristesch een Text mat enger ganzer Prozedur dran hunn, deen eis am Fong déi Autorisatiounsprozedur gemeinsam beschreift an dohinnerstellt.

Do huet d'Regierung sengerzäit eng Rei Argumenter ugefouert, firwat dat an den Ae vun der Regierung net sënnvoll wär.

Dat éischt Argument huet geheescht, datt d'Décisioune vum Bau vun deene groussen öffentlechen Transportstrukturen dann zu engem groussen Deel an der Hand vun de Gemenge géinge leien an do misst opgepasst ginn, datt an deenen eenzelne Gemengen och déi Pläng richteg klasséiert géife ginn; dat wär mat 118 PAGen net evident gewiescht.

Dat Zweet war, datt et am Fong eng Démarche war, déi anescht sollt gemaach ginn. Hei ass nämlech gesot ginn, contrairement zu deem, wat an den Établissements classés steet, datt ee sollt eng Consultation publique maachen an engem ganz fréie Stadium, an zwar dann, wann et nach méiglech ass fir dee ganze Projet ze reorientéieren; ganz anescht wéi bei den Établissements classés, wou dat eben net de Fall ass a wou et méi spéit geschitt, dann, wann de Projet scho ganz ausgeschafft ginn ass an zur Autorisatioun virläit.

Dat drëtt Argument war, datt et e ganz aneren Typ vu Planifikatioun war. D'Établissements classés sinn a sech Gebaier oder Chantieren, déi an enger ganzer Schlussprozedur erauskommen, klasséiert ginn, während mer hei och am Kader vum IVL wollten d'Méiglechkeet ginn, fir d'Definitioun vu Korridoren ze maachen, vläicht scho wäit éier de Projet an de Bau kënnt, datt ee kann am Kader vu Plans sectoriels och Tracéë festleeën.

Dat véiert Argument war, datt, well och de Conseil d'État akzeptéiert huet, datt een a Konformitéit vun den Dispositiounen, notamment vun der Konventioun vun Aarhus, sollt sinn, wou am Stade précoce vun der Planifikatioun den Avis du public mat den Alternativë sollt kënne gefrot ginn, wou d'Alternativen also nach eng reell Diskussioun wären, also net nëmmen iwwer méiglech Kompensatioune sollt diskutéiert ginn, mä och iwwer Alternativen.

Meng Konklusioun och doranner war, datt et sech am Fong an deem enge wéi an deem aneren Dossier ëm verschidden Zorte vun Approchen, och ëm verschidden Zorte vu Problemer géing handelen, déi een also noutgedronge besser hätt anescht unzefänken an hinnen eng aner Prozedur ze ginn. Dofir war et och a mengen Ae keng wesentlech Diskussioun, ob mer hei een oder zwee Texter géingen oder sollte maachen.

Déi zweet Diskussioun, déi haut ugeschwat ginn ass, ass déi zwëschent op där enger Säit dem Ministère des Travaux publics an op där anerer Säit dem Ëmweltministère.

Ech soen och ganz gär fir d'éischt, datt déi Fro do, wat elo de Choix vun der Kommissioun ugeet an där se an der Chamber traitéiert ginn ass, ënnert der Responsabilitéit selbstverständlech vun der Regierung läit, mä datt awer dee Choix, datt de Ministère des Travaux publics deen Text hei gemaach huet, sécher emol ganz am Ufank e Choix war, deen aus historesche Grënn eraus komm ass, well d'Transpositioun vun där viregter Direktiv, der 85/337/CEE, déi am Gesetz vum Fonds des routes ëmgesat ginn ass, och sengerzäit vum Ministère des Travaux publics gemaach ginn ass an hei déi Kompetenz also weider aus historesche Grënn esou gedroen ass. Dat ass elo déi formell Saach.

An da soen ech awer inhaltlech, datt déi Aart a Weis, wéi deen Text hei virbereet ginn ass a wéi déi Aarbechten haaptsächlech an deene leschten zwee, dräi Joer, wou ech et ka jugéieren, gemaach gi sinn, datt déi Zesummenaarbecht, déi mer an deem Aarbechtsgrupp, dee säit 2002 existéiert huet, wou d'Travaux publics, den Transport, d'Ëmwelt an den Intérieur - den Deel vum Aménagement du Territoire - zesummegeschafft hunn a wou all déi Décisiounen, an alles, wat an deem Text hei steet, awer aus enger gemeinsamer Fieder komm ass, datt een net do ka soen, dat eent oder dat anert wär benodeelegt oder bevirdeelegt ginn.

Mir hunn hei probéiert eng équilibréiert Aarbecht ze maachen, déi déi verschidden Departementer an déi verschidden Zilsetzungen, déi d'Regierung sech gëtt, fir déi an en Text eranzebréngen, fir do am Praktesche weiderzekommen, a fir och en Text dohinnerzeleeën, deen deenen engen an deenen aneren Nécessitéite géif Rechnung droen. Mir hunn eis eng Aarbechtsaart a -weis ginn, déi sënnvoll a logesch ass.

Ech wëll awer nach eng Kéier déi fundamental Équilibere vun deem Text hei duerstellen, well et ass jo d'Resultat, wat zielt, an net deen, deen elo federführend an deem Text war; mä fir sech d'Fro ze stellen: Wat ass dann an deem Text do erauskomm? Da wëll ech soen, datt mer déi Équiliberen, wa mer se eng Kéier kucken, da muss ee soen, datt et jo evident ass, datt op där enger Säit d'Travaux publics oder den Transport, deemno wat fir eng Infrastruktur et dann eben ass, d'Maîtres d'oeuvre sinn. Dat ass jo net contestéiert; dat sinn déi Ministèren, déi bauen.

Wat d'Prozedur ugeet, hu mer drop gehalen, datt et ebe just net déi zwee Ministèren, déi bauen, sinn, déi och responsabel sollte fir d'Prozedur sinn, mä datt dat sollt en anere Ministère sinn. Duerfir ass do de Ministère de l'Aménagement du Territoire geholl ginn, deen op Basis vun Notices d'impact, déi ee schonn an engem ganz fréie Stadium zur Verfügung gestallt kritt, dann och sollt der Regierung - an net eleng décidéieren, mä da sollt der Regierung - proposéieren, ob Jo oder Nee bei verschiddene Projeten, wou et net souwisou obligatoresch ass, esou eng Etüde gemaach ginn.

Déi Étude d'impact comparative gëtt dann och vum Ministère de l'Aménagement du Territoire gemaach, net vum Maître d'œuvre, net vum Bauteminister, net vum Travaux-publics-Ministère. An et kommen nach eng Rei Études d'impact détaillées dobäi, déi da vun deenen anere Ministèren, ënnert deenen hirer Tutelle an hirer Regie, gemaach ginn. Dat ass den Ëmweltministère, wat den Environnement humain ugeet a wat den Environnement tout court ugeet.

Déi Etüden, déi zu deene wichtegsten Deeler vun deem Dossier gehéieren, ginn evidenterweis ënnert der Tutelle vum Ëmweltministère hiergestallt. Et ass och den Ëmweltministère, deen an deem ganze Kontext hei d'Definitioune vun de Mesures compensatoires mécht. D'Fixation vum Tracé, wat fir een definitiven Tracé bäibehale gëtt, gëtt och vun der Regierung geholl op Rapport vum Ëmweltministère. Dobäi kënnt nach, datt d'Informatioun vum Public a vum Bau selbstverständlech vum Transport- a vum Bauteministère gemaach gëtt, wat jo an der Logik vun der Saach ass.

Wann een dat Ganzt kuckt, wann een also déi ganz Prozedur vu vir bis hannen eng Kéier duerchgeet a wann ee gesäit, wien a wat fir engem Moment vun där Prozedur do muss agräifen, da mengen ech kann een awer soen, datt mer hei eng Prozedur geschaf hunn, wou dat, wat ech „checks and balances" géif nennen, vun deenen engen a vun deenen aneren - vun deenen, déi bauen, vun deenen, déi et analyséieren, vun deenen, déi d'Etüde maachen, vun deenen, déi d'Décisioun duerno proposéieren an huelen - awer engem Konzept entsprécht, wou all déi verschidde Facetten, déi bei den öffentlechen Infrastrukture sinn, dann, wann et grousser sinn, dann, wann et wichteger sinn, mussen, fir eng Décisioun ze huelen, erafléissen, datt dat awer hei ofgeséchert ass.

Déi aner Fro, an dofir hunn ech virdru gesot, wat d'Direktiv eis an de Prinzipien a sech operluecht hätt; an ech wëll soen, datt mer am Fong schonn déi ganzen Zäit an deene leschte Joren nach eng Prozedur tëschent deenen eenzelne Ministèren haten, fir eis an där leschter Zäit déi grouss Projeten autoriséieren ze loossen, déi duerchaus scho fonctionnéiert huet an déi duerchaus scho Realitéit war. Mir hu probéiert alles dat, wat an der Direktiv hei stoung, och esou ëmzesetzen, datt mer déi Prozedur konnte bäibehalen an ausbauen, well déi Prozedur, déi mer elo haten, och schonn zu engem Deel méi wäit gaangen ass wéi dat wat d'Direktiv eis virgeschloen huet.

Esou seet zum Beispill d'Direktiv ganz einfach, datt d'États membres „déterminent si le projet doit être soumis à une évaluation conformément aux articles 5 à 10". Et ass natierlech d'Fro: Wéi determinéiert een dat? Dofir hu mer gemengt, datt déi Missioun vun engem interministerielle Grupp misst determinéiert ginn, wou all déi verschidde Ministèrë sollten drasëtzen. An dat war dee Grupp, deen dann och scho säit 2000 agesat ginn ass, dee fonctionnéiert.

Eppes anescht, dat ass, datt mer eng ganz Rei spezifesch Etappe virgesinn hunn, datt zum Beispill eng vun deenen Etappen déi ass, datt de Ministère de l'Aménagement du Territoire och seng Plaz dran huet, an datt och hie mat an déi Diskussioun erakënnt. D'Direktiv seet just «une esquisse des principales solutions de substitution qui ont été examinées par le maître de l'ouvrage et une indication des principales raisons de son choix, eu égard aux effets sur l'environnement». Dat ass dat, wat mer am Fong gefrot ginn. Wann een awer elo kuckt, wat mir an den Text drasetzen, da muss ech soen, ass dat awer vill méi konsequent a mengen Aen a vill méi logesch wéi dee Minimum, dee mer gefrot gi waren an den Direktiven.

En drëtte Punkt wier nach ervirzehiewen, dat ass deen, datt d'Direktiv am Fong ganz einfach seet, wat d'Mesures compensatoires ugeet, datt «une description des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser les effets négatifs importants du projet sur l'environnement» ze liwwere wär. Mir soen awer hei am Gesetz am Artikel 11: «Les mesures compensatoires qui font partie intégrante du projet, doivent être reprises dans le plan parcellaire des terrains à inclure et sont déclarées d'utilité publique.» Och do ass ganz kloer, wat mer maachen, wéi mer et maachen a wéi wäit mer ginn.

An dat hätt och nach net, wa mer e strikte Minimum hei vun der Direktiv gemaach hätten, tel quel missen esou prezis am Gesetz drastoen. Dofir mengen ech, datt mer déi Aarbecht, déi mer eis gemaach hunn, déi Prozedur, déi mer eis hei gemeinsam ginn hunn, an déi och schonn ugewannt gëtt, awer dobausse kënne weisen.

Dann d'Fro, d'Obligatioun vun den Impaktstudien, déi jo och contestéiert ginn ass vun der Madame Loschetter dobaussen. Ech wëll just soen, datt dee leschten Amendement, dee mer gemeinsam an der Chamberskommissioun gemaach hunn, awer kloerstellt, datt bei deene Projeten, déi net obligatoresch enger Direktiv ënnerleien, et awer net einfach esou ass, datt een elo kann egal wéi décidéieren, ob oder ob net esou eng komparativ Studie da gemaach gëtt, mä datt et muss sinn.

Dee leschten Amendement preziséiert dat ganz kloer, obwuel mir och gemengt hunn, datt et virdru schonn dragestanen hätt. Mä fir keng Diskussioun ze kréien, hu mer et nach méi prezis kloergestallt, datt déi Décisioun no prezise Kritären - esou wéi se an der Annex stinn, „incidences notables sur l'environnement" - festzestelle wär, och wann de Projet méi kleng wär, datt dann awer esou eng Etüd gemaach géif ginn.

Schonn eleng géint déi prezis Décisioun, wa géif gesot ginn et bräicht keng esou eng Etüd gemaach ze ginn, ass schonn an deem Moment direkt eng Recoursméiglechkeet an deem heiten Text virgesinn, datt scho kann, wann ee mat der Décisioun, keng ze maachen, net d'accord ass, e Recours um Geriicht gemaach ginn. D'Geriicht kann déi Décisioun annuléieren. A wa se annuléiert gëtt, ass et nu jo awer ganz kloer wat dat heescht.

Sou! Ech wëll also soen, datt mer do awer och relativ kloer an däitlech Saache gemaach hunn.

Wat d'Recoursméiglechkeeten ugeet an déi Diskussioun iwwert d'Recours en annulation an d'Recours en réformation, esou wëll ech emol fir d'éischt soen, datt déi Convention d'Aarhus, déi jo hei ganz vill zitéiert ginn ass, néierens an a kengem Moment virgesäit, datt iergendwou e Recours en réformation misst gemaach ginn. Do steet dran, datt d'Possibilitéit muss existéieren de contester «devant une instance judiciaire (…) la légalité, quant au fond et à la procédure (…)». Dat ass dat, wat d'Convention d'Aarhus hei virgesäit. Dofir ass natierlech de Recours en annulation dat, wat absolut suffisant ass, fir deem do Rechnung ze droen.

Da wëll ech awer och soen, datt de Recours en réformation am Fong, notamment an enger Prozedur, wou mer mat Alternativë schaffen a wou eng Rei Alternativen um Dësch leien, jo awer dem Riichter d'Méiglechkeet géif ginn zwëschent dräi, véier, fënnef Alternativen, déi proposéiert wären, dann eng Décisioun ze huelen, an ech considéréieren awer, datt dat nu wierklech eng Saach vun der Politik, vun der Regierung a vun der Chamber ass, fir eng eminent politesch Décisioun zwëschen Alternativen ze huelen. Dofir mengen ech, datt de Recours en annulation an dësem Fall dee richtegen ass. An dofir hu mer och drop gehalen, fir et dobäi ze loossen.

Mir hunn och déi zwou Etappen aus deem Grond agefouert, fir am Fong Rechtssécherheet ze ginn: Éischtens, d'Recoursméiglechkeet, wann da gesot gëtt et misst keng Étude d'impact ginn - dat hunn ech scho virdru gesot -; an zweetens nach eng Kéier déi Recoursméiglechkeet, wann déi décisiv an déi definitiv Décisioun geholl ass, fir dann do och nach eng Kéier Recours ze huelen an déi Décisioun och nach eng Kéier a Fro ze stellen.

Ech weess net, Här Scheuer, ob dat hei elo d'Kréinung ass an ob ech haut den Owend glécklech soll sinn. Ech si just frou haut den Owend, datt mer deen Text hei duerch hunn.

(Interruption)

An ech sinn haaptsächlech frou, datt mer eis heimadder kënnen eng Prozedur ginn, wou ee Rechtswee kloer ass, wou mer wësse wéi mer déi Projeten do sollen duerchféieren a bis zum Schluss bréngen a wou ech och mengen, datt mer hei weiderkomme mat enger Prozedur, déi effikass ass an déi awer dem Naturschutz an dem Aménagement du Territoire Rechnung dréit, deene mer och wëlle bei esou wichtegen Décisioune Rechnung droen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir kommen elo zum Vote iwwert de Projet de loi 5198.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Oberweis), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, zum Projet 5446, enger Ofännerung vun der Konventioun vun Espoo. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Negri. Et sinn agedroen: den Här Oberweis, den Här Calmes an den Här Gira.

10. 5446 - Projet de loi portant approbation du deuxième Amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, adopté à la troisième réunion des Parties à la Convention, tenue à Cavtat (Croatie) du 1er au 4 juin 2004 (Décision III/7)

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Häre, hätt sengerzäit, wéi d'Atomzentral vu Cattenom gebaut ginn ass, d'Espoo-Konventioun scho bestanen, dann hätte mir als Lëtzebuerger Land bei engem Projet, deen esou no un eis Grenz gebaut ginn ass, jo, dann hätte mer eis um internationale Plang mat adequate juristesche Moyenë besser géint Cattenom wiere kënnen.

Den Objet vun der Espoo-Konventioun ass, den Impakt op d'Ëmwelt vu bestëmmte festgeluechte Projeten ze evaluéieren, déi e grenziwwerschreidende Kontext hunn.

De Projet de loi 5446, deen den zweeten Amendement vun der Espoo-Konventioun beinhalt, ass den 23. Februar 2005 an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis de 5. Juli 2005 ofginn; de 27. September 2005 gouf ech als Rapporteur genannt.

De Projet de loi ass an der Ëmweltkommissioun an de Réunioune vum 27. September 2005 a vum 20. September 2006 analyséiert ginn. Mäi Rapport zum Projet de loi gouf de 24. Januar 2007 unanime adoptéiert.

Här President, d'Zil vum Projet de loi 5446 ass, wéi gesot, d'Approbatioun vum zweeten Amendement vun der sougenannter Espoo-Konventioun, deen am Juni 2004 zu Cavtat ugeholl gouf.

Fir deen zweeten Amendement an dee richtege Kontext ze setzen, wëll ech awer fir d'éischt op d'Basiskonventioun vun Espoo an duerno op déi zwee respektiv Amendementer ze schwätze kommen.

D'Espoo-Konventioun iwwert d'Evaluatioun vum Impakt op d'Ëmwelt vu bestëmmte festgeluechte Projeten, déi an engem grenziwwerschreidende Kontext stinn, gouf de 25. Februar 1991 a Finnland ugeholl. Si ass vun de Vereenten Natiounen ausgehandelt ginn am Kader vun der ekonomescher Kommissioun fir Europa.

De Contenu selwer vun der Espoo-Konventioun kann ee folgendermoossen erklären: Wann e Land e Projet wëllt realiséieren, dee méiglecherweis e seriöen Impakt op d'Ëmwelt an d'Liewensqualitéit vun engem vu sengen Nopeschlänner huet, mussen déi Nopeschstaten an déi betraffe Bierger an enger fréier Planungsphas doriwwer informéiert ginn.

Duerfir muss obligatoresch - an ech betounen: obligatoresch - eng Impaktetüd gemaach ginn. D'Informatioune vun där Impaktetüd mussen alle Betraffenen zougänglech sinn. Dat ass ganz am Geescht vun der Aarhus-Konventioun, wou mir hei jo schonn des Öfteren doriwwer ofgestëmmt hunn, fir eng maximal Informatioun un de Public ze ginn am Sënn vun enger méi partizipativer Demokratie.

D'Leit an der Regioun mussen d'Méiglechkeet kréien hiren Avis dozou ofzeginn. Duerno verhandelen déi zwee State mateneen, ier da ka schliesslech eng Décisioun getraff ginn. Et kann no der Realisatioun vum Projet och nach eng Evaluatioun vun de reellen Auswierkungen op d'Ëmwelt gemaach ginn, an et steet all Land fräi, sech nach méi streng Regelen zousätzlech opzeerleeën.

Wéi gouf d'Konventioun ëmgesat? D'Europäesch Gemeinschaft huet d'Konventioun vun Espoo ënnerschriwwen an huet se iwwert d'Direktiv 85/337/CEE respektiv iwwert d'Direktiv 97/11/CE ëmgesat, wéi mer dat hei scho virdru beim Projet de loi 5198 vun der Rapporteuse, der Madame Sylvie Andrich-Duval, hei esou gutt virgestallt kruten.

Dës Direktive bezéie sech allerdéngs net nëmmen op e grenziwwerschreidende Kontext, mä betreffen all Projeten, déi am Unhank vun der Konventioun opgelëscht sinn.

Fir e Land wéi Lëtzebuerg, dat keng Grenz zu Net-EU-Länner huet, bedeit dat, dass mer d'Konditioune vun der Konventioun vun Espoo erfëllen, wa mir déi virgenannten EU-Direktiven ëmsetzen an applizéieren an dobäi iwwer eis Grenzen eraus déi betraffe Partei mat an d'Prozedur abannen.

Lëtzebuerg huet d'Espoo-Konventioun den 29. Juli 1993 a Lëtzebuerger Recht ëmgesat. Nodeem déi éischt 16 Staten d'Konventioun ratifizéiert haten, ass si den 10. September 1997 a Kraaft getrueden. Haut hunn 43 Länner plus d'EU selwer d'Espoo-Konventioun ugeholl.

Här President, en éischten Amendement zur Konventioun gouf de 27. Februar 2001 zu Sofia ugeholl. Dësen éischten Amendement huet zwou Neierunge bruecht: Fir d'éischt ass kloergestallt ginn, dass d'Definitioun vum Public, deen e Matsproochrecht huet, och ONGen an aner Interessegruppe mat aschléisst. Zweetens gouf décidéiert, dass och Länner ausserhalb vun Europa dës Konventioun kéinten ënnerschreiwen. Lëtzebuerg huet de 7. Mäerz 2003 den éischten Amendement vu Sofia a Lëtzebuerger Recht ëmgesat.

Dësen éischten Amendement ass de Moment nach vu sechs anere Länner ëmgesat ginn an ass domat international nach net a Kraaft, well e muss vu 75% vun de Länner ugeholl ginn, déi d'Espoo-Konventioun matratifizéiert hunn.

Den zweeten Amendement, iwwert dee mer haut jo ofstëmmen, gouf am Juni 2004 zu Cavtat a Kroatien ugeholl. E preziséiert, dass déi betraffe Parteien e Wuert kënne matschwätze bei der Definitioun vun der Envergure vun der Impaktetüd.

Den Amendement gesäit och vir, dass Rapportë musse gemaach ginn, déi solle weisen, ob d'Prozeduren, déi an der Konventioun festgeschriwwe sinn, och agehale ginn.

Virun allem gouf d'Lëscht vun de Projeten iwwerschafft, fir déi eng Impaktetüd muss gemaach ginn. E puer Aktivitéiten op där Lëscht goufe méi exakt beschriwwen. Fënnef nei Aktivitéite sinn dobäikomm.

Här President, wat fir eng Projete sinn also elo vun dësem Projet de loi betraff? D'Konventioun enthält eng Annex, déi 22 Aktivitéiten oplëscht, fir déi d'Prozedur muss ugewannt ginn. Dozou zielen ënner anerem d'Pëtrolsraffinerien oder déck Pipelinen a Pëtrol, Gas oder Chemikalien, déi dovunner transportéiert ginn. Mä awer och Atomzentralen - wéi Cattenom a Chooz - a Pabeierfabrikatiounsanlagen, déi méi wéi 200 Tonnen dobaussen an der Loft dréchnen, wéi zum Beispill Cellardennes zu Harnoncourt bei Virton, wou duerno, deemno wéi d'Loft geet, e Geroch vu waarmem Kabes iwwert de Süden an de Weste vu Lëtzebuerg läit. Ëmmerhi läit dëse Betrib net méi wäit wéi 30 km Loftlinn vun der Lëtzebuerger Grenz ewech.

Och Héichspannungsleitunge vun 220 kV, déi méi laang wéi 15 km sinn, zielen dozou - deen neie Projet vun Aubange léisst gréissen. Och Wandkraaftanlagen an de Parcs d'éoliennes, fir Elektresch ze maachen, falen ënnert dëst Gesetz. Do konnt ee jo déi lescht Deeg an der Zeitung liesen, wou d'Prozedur zu Mompech de Moment leeft. Wat soen dann d'Nopeschlänner dozou? - Och dat gehéiert dozou!

Mä dozou gehéieren awer och Autobunne vu méi wéi zéng Kilometer Längt - wéi et och elo scho beim viregte Projet virgestallt ginn ass -, Zuchstrecke fir de Fernverkéier, oder Flughäfe mat enger gewësser Längt vu Landepist - nämlech vun ab 2.100 Meter.

Genau dorop huet am Kontext vun dësem Projet de loi och de Statsrot higewisen a sengem Avis. A fir dass kee juristesche Vide an Onsécherheet sollten entstoen, hat de Statsrot proposéiert, fir d'Projets de loi 5198 a 5446, also déi vun haut, deeselwechten Dag an der Chamber zum Vote ze bréngen.

D'Ëmweltkommissioun huet deem zougestëmmt a gewaart bis de Projet de loi 5198 fäerdeg war. Dat erkläert firwat zwëschent dem Dépôt vum Projet de loi 5446 an haut relativ vill Zäit vergaangen ass. Et wier einfach net gutt gewiescht, wa mir eis mat der Ratifizéierung vun deem zweeten Amendement vun der Espoo-Konventioun zu eppes verflicht hätten, wat eréischt Méint méi spéit säin Nidderschlag an eiser Législatioun fonnt hätt.

Haut hu mir elo also déi zwee Projete virleien a kënnen eis Responsabilitéit a voller Transparenz huelen. Fir komplett konform zu dësem Projet de loi ze sinn, mussen nach zwee Règlements grand-ducaux iwwert de Remembrement vun de Biens ruraux an den Aménagement urbain approuvéiert ginn.

Wa mir haut dësen zweeten Amendement vun Espoo stëmmen, si mir niewent Albanien, Éisträich a Schweden, dat véiert Land op der Welt, dat dëst Impaktstudiegesetz komplett ëmgesat huet. Bis et international a Kraaft ass, mussen ebenfalls do 75% vun de Ratifizéierungslänner dëst och nach no eis maachen. Domat leie mir un der Spëtzt op der Welt, wat d'internationaalt Recht zur Evaluatioun vum Impakt op d'Ëmwelt bei bestëmmte Projeten ugeet. Dëst soll och eemol ganz kloer gesot ginn. Domat wëlle mer weisen, dass dës Regierung d'Ëmweltproblemer erkannt huet, an dass d'Chamber an deem Sënn handelt an Neel mat Käpp mécht.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den honorabelen Här Marcel Oberweis huet als éischte Riedner d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, erlaabt mer am Ufank wéi ëmmer dem Roger Negri, dem Rapporteur, Merci ze soe fir de schréftlechen an och de mëndleche Rapport, dee mer hei virgeluecht kritt hunn.

Mir hunn et hei mam Amendement vu Cavtat am Zesummenhang mat der Konventioun vun Espoo ze dinn. Kuerz e Rappel: D'Konventioun vun Espoo, déi de 25. Februar 1991 ënnerschriwwe ginn ass, stellt a sech dat éischt internationaalt juristescht Element duer am Zesummenhang mat dem Impakt op eis Ëmwelt, an dat am Kader vun der nohalteger Entwécklung, déi mer eis haut permanent op de Fändel schreiwen. Am Spezielle gëtt do den Ëmweltimpakt op den nationalen, awer hei nach vill méi, op den internationalen oder grenziwwerschreidenden Niveau geluecht.

Dass dës Konventioun eng héich Bedeitung huet, ass duerch déi Tatsaach begrënnt, dass am Artikel 17 vun der Rio-Deklaratioun aus dem Joer 1992 - also ee Joer méi spéit - den Impakt op eis Ëmwelt als e wichtegen Deel zréckbehale ginn ass.

An dem Amendement vu Cavtat aus dem Joer 2004 stoung de grenziwwerschreidenden Impakt op d'Ëmwelt am Mëttelpunkt vun den Diskussiounen. Et si Projeten, déi am Beräich vun de Grenzen tëschent de Länner duerchgefouert ginn, déi duerch eng Evaluatioun op Grond vun Informatiounen eng Consultatioun hannerfroen.

Dat op alle Fall, wann e Land eng Infrastruktur opbaut an domadder d'Liewensqualitéit an d'Ëmwelt vun de Mënschen, déi op där anerer Säit vun der Grenz wunnen, eventuell schuede kéint.

Duerch den Amendement an der Konventioun vun Espoo kënnen dann d'Matbierger op deenen zwou Säite vun der Grenz en Ablëck an den Dossier kréien, fir sech en connaissance de cause mat dem Dossier auserneenzesetzen. Dat ass speziell de Fall bei Infrastrukture gréisserer Aart oder bei Industriekomplexer. Si kënne souguer Récksprooch vun Experten huelen, fir sech e bessert Bild ze maachen. D'Matbierger kënne sech deemno am Geescht vun der Aarhus-Konventioun aus dem Joer 1998 bewegen, déi den Accès zur Informatioun an der Partizipatioun wéi och den Accès à la Justice regelt.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer eis awer e relativ grousse Kader opgespaant mat Ëmweltgesetzer, fir all Kéiers den Impakt op d'Ëmwelt ze hannerfroen, fir erauszefanne wou d'Natur- oder eis Liewensressourcen attackéiert ginn.

Här President, an deem virleiende Gesetzestext sinn déi Infrastrukturen opgelëscht ginn, déi dann eben hei ënnersicht solle ginn. Ech maachen et ganz kuerz hei, mä fir vläicht emol e Beispill ze ginn: eng Twinerg, wéi mer se zu Esch opgebaut hunn, mat 300 Megawatt fält och hei drënner; oder d'Autobunnsnetzer ab 2,1 km; eis nei SIDOR-Anlag zu Leideleng, déi mer elo baue wäerten, fält och hei drënner; Kläranlagen, wa se méi wéi 150.000 Awunnergläichwäerter hunn, falen och hei drënner; a souguer Tanklageren, déi mer zur Zäit diskutéieren, wéi mer se eventuell an engem Hafen hei am Land plangen, falen och do drënner. Dann, wat immens iwwerrascht, och d'Wandparken.

D'Avisë vun de Chamberen, déi waren duerchwees positiv agestallt. Si hunn alleguer um Charakter vun der Grenziwwerschreidung festgehalen an och de juristesche Kader ënnerstrach. D'Ëmweltverträglechkeetsstudie ass eben e wichtegt Instrument vum Ëmweltschutz, an dat am Zesummenhang mat der Planung an dem Bau - wéi ech gesot hunn - vun Infrastrukturen an Industriekomplexer, wéi mer se haut de Mëtte schonn eng Kéier gestëmmt hunn.

Et geet ganz einfach drëm, wann een d'nohalteg Entwécklung wëllt seriö huelen - an ech mengen, mir stinn ënnert dem Androck vun e puer Konferenzen, d'Aarhus-Konferenz, muer fänkt de GIEC zu Paräis un -, da gesäit ee jo, dass d'Ëmwelt ëmmer méi staark an de Mëttelpunkt réckelt. Dat gëtt souguer mëttlerweil iwwert dem grousse Pull erkannt, wou mer ëmmer gemengt haten, do géif et net gräifen; och do gräift et mëttlerweil.

Mir wëlle gären erausfannen awéiwäit dem Mënsch seng Liewensqualitéit beschiedegt gëtt; an net nëmme seng, och fir d'Déieren an d'Planzen, déi hei keen Deputéierte sëtzen hunn, musse mer dann de Respekt weisen. Des Weidere ginn och an deem Gesetz hei d'Agréffer an d'Loft, d'Waasser an d'Klima hannerfrot.

Et geet awer net duer, dass dës Etüd gemaach gëtt. Vill méi mussen d'Bierger och hir Kloen areeche kënnen, fir gelauschtert ze ginn. Duerch dëse Projet de loi zum zweeten Amendement vun der Espoo-Konventioun kréien d'Matbierger nämlech d'Recht sech weider aktiv am Beräich vun der Ëmweltpolitik ze bedeelegen. Dat ass ee Prozess, dee mer amgaange sinn ze begleeden.

A well der CSV d'Suerg ëm d'Sécherheet oder d'Ëmwelt vum Mënsch an och iwwert d'Planzen- an d'Déierewelt eng ganz grouss Suerg ass, bréngen ech och dofir den Accord vu menger Fraktioun eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President, ech ka mer zwar ënner engem frëndleche Rapport net esou richteg eppes virstellen, mä ech wëll awer dem Rapporteur félicitéiere fir dee Rapport, deen hie gemaach huet, a just bäifügen, dass déi gréng Fraktioun dëse Projet selbstverständlech och wäert stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Voilà! Den Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech wollt och den Accord vu menger Fraktioun bréngen a just op ee Punkt hiweisen, Här Bodry, dat ass dee vum Artikel 24bis vum Remembrementsgesetz, op dat och de Rapporteur zu Recht higewisen huet. Ech sinn och frou, datt dee Projet de règlement grand-ducal endlech um Instanzewee ass, an do kënne mer enger Incertitude och bei där doter Zort vu Projeten en Enn setzen, wann deen eng Kéier adoptéiert ass.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Domadder gesinn ech, dass mer um Enn vun der Debatt ukomm sinn. Vill Accord op alle Säiten, och vun der Regierung, an dofir komme mer elo zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement (par Mme Martine Stein-Mergen), Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. François Maroldt), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir sinn dann um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.21 heures)

Mercredi, 31 janvier 2007

SÉANCE 20

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
Mme Lydie Err, Doyenne

Ordre du jour

1. 5612 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à la base élective

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

2. Interpellation de M. Carlo Wagner au sujet de l'évolution future du secteur vitivinicole

(Discussion générale - Motion - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Mir kommen dann direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, dat ass de Projet 5612 iwwert d'Chambres professionnelles. Ech ginn direkt dem Rapporteur d'Wuert, dem honorabelen Här Paul-Henri Meyers.

1. 5612 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à la base élective

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5612 huet als Zil fir d'Gesetz vum 4. Abrëll 1924 iwwert d'Beruffschamberen ofzeänneren. Allerdéngs ass et keng ganz wäit Reform. Si betrëfft nëmmen d'Beruffschamber vun de Statsbeamten. Et ginn och nëmmen e puer technesch Problemer geléist, déi sech bei deene leschte Wahle vum Mäerz 2005 gestallt hunn. Souwuel de Conseil d'État wéi och d'Beruffschamber selwer si mat deenen Änneurungen d'accord. De Conseil d'État huet allerdéngs e puer kritesch Bemierkunge gemaach, déi awer zum Deel net der juristescher Realitéit entspriechen.

Ech wëll kuerz op déi Texter agoen. Eng éischt Änneurung betrëfft den Artikel 43bis-2. An deem jëtzegen Artikel ass virgesinn, dass ee Fichier permanent vun dem zoustännege Minister vun der Fonction publique misst opgestallt ginn. An deem Saz gëtt den Ausdrock „permanent" aus zwou Ursaache gestrach: well et éischtens opwänneg wär, fir esou ee Fichier permanent ze etabléieren, an zweetens well d'Lëschten op den 31. Oktober vun deem Joer virun de Wahlen definitiv opgestallt ginn. Et ass also deen Datum, dee wichteg ass, an net de Fichier permanent. Den Term „permanent" kann hei zu juristesche Schwieregkeete féieren, an huet et och an der Vergaangenheet gemaach, esou dass d'Regierung proposéiert huet deen Ausdrock ze sträichen.

De Conseil d'État huet awer gemengt, et misst een den „permanent" eventuell bäibehalen, well et awer kéint zu virgezunnene Wahlen oder zu Deelwahle kommen. A justement do läit de Conseil d'État net richteg, well d'Gesetz iwwert d'Chambres professionnelles gesäit am Artikel 21, Alinea 2 vir, dass et keng esou Deelwahlen oder virgezunne Wahle gëtt, well bei de Beruffschambere ginn et Effektiv-Memberen a Membres suppléants. Wann ee Poste vacant gëtt, da gëtt dee vum Suppléant ageholl. Et ginn also keng nei Wahle gemaach. Also ass déi Remarque och an den Ae vun der Kommissioun juristesch net ganz richteg. D'Kommissioun war och der Meenung, dass een op de Wee vun der Regierung goe soll an den Ausdrock „permanent" sträiche soll.

Eng zweet Änneurung betrëfft deeselwechten Artikel, den Alinea 4, wou de Gebuertsdatum duerch d'Matricule nationale ersat gëtt, déi nach méi prezis ass wéi de Gebuertsdatum, a well och d'Matricule nationale bei allen administrativen Donnéeë gebraucht gëtt.

Eng drëtt Änneurung gesäit vir, wat de Recours ugeet géint d'Wahllëschten - listes des électeurs -, dass och ee Vertrieder, deen d'Regierung kann nennen, esou e Recours ka maachen. Dat war bis elo net méiglech. Wann d'Lëscht definitiv arrêtéiert ass an et gesäit een, dass eventuell nach eng Änneurung misst gemaach ginn, da kann déi nëmme gemaach ginn opgrond vun engem Recours, dee beim Friddensriichter gemaach gëtt. Wann d'Regierung dat géif feststellen, da muss d'Regierung och d'Méiglechkeet hunn esou e Recours ze maachen. Dofir ass och virgesinn, dass d'Regierung eng Persoun kann designéieren, déi dee Moment, niewent allen anere Leit, déi déi Recoursméiglechkeet hunn, och dee Recours kéint virhuelen.

D'Recoursë kënnen da gemaach gi bis den 21. Dezember vun deem Joer iert d'Wahle stattfannen. Ech hu gesot, dass d'Wählerlëschten Enn Oktober definitiv etabléiert sinn. Wa Reklamatiounen do sinn, kënnen déi gemaach gi bis den 21. Dezember, an de Friddensriichter misst dann an enger kuerzer Zäit seng Décisioun huelen. Déi fält dann awer, oder ass an der Vergaangenheet an d'Chrëschtvakanz gefall. Mat deene Feierdeeg waren dat Schwieregkeeten. Den Délai, wou de Riichter ka seng Décisioun huelen, gëtt da verlängert bis op den 10. Januar vun deem Joer duerno.

Eng lescht Änneurung betrëfft eng Kategorie vu Wieler oder Gewielten. Dir wësst, dass déi Statsbeamtekummer opgedeelt ass no verschiddene Kategorië vu Leit, déi gewielt gi kënnen. An do gëtt et eng Kategorie, déi sech Schoulmeeschteren oder „Catégories d'instituteurs" nennt, an eng zweet, déi vun de Volontairë vun der Arméi. Or, an deene leschte Jore sinn niewent de Schoulmeeschteren nach derbäikomm: d'Maîtres de cours pratiques an d'Maîtres de cours spéciaux.

Well awer den Ausdrock „instituteurs" do steet, gëtt dee geännert. Dee soll an Zukunft esou sinn: „les autres catégories de fonctionnaires de la carrière moyenne de l'Enseignement". Domat sinn dann och d'Maîtres de cours pratiques an d'Maîtres de cours spéciaux mat abegraff. Ausser de Volontairë vun der Arméi hu mer och Volontairë bei der Police. Déi kommen hei am Text derbäi, esou dass déi an Zukunft och mat kënne wiele goen an an där Kategorie vu Wieler mat abegraff sinn.

Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, dat si kuerz gesot déi Änneurungen, déi hei virgesi sinn. D'Kommissioun huet sech eestëmmeg fir déi, wéi ech gesot hunn, méi technesch Änneurungen ausgesprach. Ech géif och d'Chamber bieden der Kommissioun ze follegen an dee Projet hei esou ze stëmmen, wéi mer e proposéiert hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech wollt froen, ob een den Ausféierunge vum Rapporteur eppes zouzefügen huet?

(Négation)

Wann dat net de Fall ass an d'Regierung och mat all deem d'accord ass, wat den Här Meyers eis hei ausféierlech rapportéiert huet, da géif ech Iech proposéieren, fir zum Vote vun dësem Projet ze kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Norbert Haupert), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes (par Mme Martine Stein-Mergen), François Maroldt (par Mme Christine Doerner), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Weiler), Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel (par M. Fernand Diederich), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. John Castegnaro), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Jos Scheuer), Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, MM. Charles Goerens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ech géing dem Här Oberweis Folgendes proposéieren: Ech wollt d'Motioun, déi hie gëschter abruecht huet, elo de Moment zur Diskussioun stellen. Ënnert den Ëmstänn, wéi se sinn, géing ech awer proposéieren, datt mer dee Vote géingen op muer reportéieren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Interpellatioun vum Här Carlo Wagner iwwert d'Entwécklung vum Secteur viti-vinicole. Den Här Wagner huet d'Wuert.

2. Interpellation de M. Carlo Wagner au sujet de l'évolution future du secteur vitivinicole

M. Carlo Wagner *(DP), interpellateur.*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, den 22. Juni d'lescht Joer huet d'EU-Kommissioun dem Europaparlament an dem zoustännege Conseil des Ministres eng Propositioun fir eng déif gräifend Reform vum europäesche Wäimarché zoukomme gelooss. An dësem Pabeier, deen nach kee legislative Charakter huet, mécht d'Kommissioun eng Rei Virschléi, wéi den europäesche Marché an Zukunft sollt geregelt sinn.

Vill vun dëse Propositiounen hu fir Beonrouegung a Veronsécherung bei de Betraffenen am Wäibausecteur gesuergt. An d'Reaktiounen op hir Virschléi hunn déi zoustänneg Kommissärin, eegenen Aussoen no, esou iwwerrascht, dass se den ursprünglechen Zäitplang, deen se sech gesat hat, net méi anhale kann.

Ursprünglech war nämlech virgesinn, dass dës Reform bis Enn 2006 sollt stoen. Elo gesäit et éischter duerno aus, wéi wann d'Reform fréistens am spéide Fréijoer vun dësem Joer oder souguer nach méi spéit kënnt ofgeschloss ginn.

Dat vun der Kommissioun formuléiert Zil soll doranner bestoen, eng nei Dynamik an den europäesche Wäisecteur eranzebréngen. Eiser Meenung no ass awer mam Pabeier, esou wéi e vun der Kommissioun virgeluecht ginn ass, keng dynamesch Politik fir dëse Beräich méiglech.

An hire Propositioune vum 22. Juni 2006 schreift d'Kommissioun, dass den Iwwerschoss an der Wäibauproduktioun sech op ronn 15 Milliounen Hektoliter géif belafen, wat 8,4% vun der jährlecher Produktioun ausmécht. Der Kommissioun no handelt et sech bei dësem Iwwerschoss ëm e strukturelle Problem.

Mir an der DP sinn awer der Meenung, datt d'Grondanalys, vun där d'Kommissioun ausgeet, falsch ass. Den europäesche Wäimarché ass net mat engem strukturellen Iwwerschoss konfrontéiert, mä - menge mir - mat engem konjunkturellen.

D'Zuelen, op déi d'Kommissioun sech berifft, fir hir Argumenter ze beleeën, sinn déi vum Joer 2004. Et muss een awer wëssen, dass 2004 en aussergewéinlech gutt Joer fir de Wäibau war, an dass an deem Joer wierklech Rekordresultater konnten erziilt ginn.

Welleche Schwankungen dës Zuelen ënnerleien, léisst sech ganz einfach mat den Zuele beleeën. Goufe beispillsweis 2004 nach ronn 156.000 Hektoliter op der Musel gelies, esou waren et der 2005 nëmmen nach 138.000. D'Lies 2006 ass mat ongefeier ronn 125.000 Hektoliter allerdéngs bei enger gläich gudder Qualitéit 20% méi kleng ausgefall wéi beispillsweis am Referenzjoer 2004. D'Moyenne vun deene leschten zéng Joer läit bei ronn 135.000 Hektoliter, also 13% ënnert dem Ertrag vun 2004.

Jiddfereen heibanne weess, dass de Wäibau extrem vum Wieder ofhänkt. En Iwwerschoss vun zéng bis 20 Milliounen Hektoliter an der Union européenne sollt een éischter, menge mir, als eng Marge de manœuvre, fir méi schlecht Joren iwwerbrécken ze kënnen, ugesinn, an net als e strukturellen an dauerhafte Problem ugesinn.

An deene leschte 15 Joer sinn an der Union européenne ronn 1½ Milliounen ha Wéngerte verschwonnen. Vu ronn 4½ Milliounen existéieren der haut nach just ronn 3 Milliounen. Weltwäit gesinn ass d'Fläch vun de Wéngerten awer net zréckgaangen. An anere Wierder: All Hektar, deen an der Union européenne mat Subventioune vun der Unioun européenne verschwonnen ass, gouf an engem anere Land, wéi zum Beispill an Argentinien, Chile, Australien oder anerer, nees nei ugeplanzt.

Et ass also net zu engem Réckgang vun der weltwäiter Wäiproduktioun komm, just den Undeel vun den europäesche Wäiner um Weltmaart ass vill méi kleng ginn.

D'Kommissioun proposéiert am Kader vun hire Reformvirschléi den Arrachage vu weidere 400.000 ha iwwert déi nächst fënnef Joer. Dofir solle ronn 2,4 Milliarden Euro zur Verfügung gestallt ginn.

Ofgesinn dovunner, dass ee mat dësen Zuelen op eng Prime vu just 6.000 Euro den Hektar géing kommen, wat net immens vill ass, mécht den Arrachage an eisen Aen absolut kee Sënn.

An dofir gëtt et nieft der Tatsaach, dass op déi Manéier keng weltwäit Reduktioun vun der Wäiproduktioun ze erreechen ass, eng Rei vu Grënn, op déi ech elo méi detailléiert wëllt agoen.

Parallell zu dësem Arrachage soll nämlech 2013 de Verbuet, nei Wéngerten unzeplanzen, opgehuewe ginn. Dat géing bedeiten, dass also an der éischter Phas 400.000 ha géinge verschwannen, déi dann duerno nees dierften nei ugeplanzt ginn. Ech brauch Iech jo wuel net extra hei ze betounen, dass hei e grousse Widdersproch am Räsonnement vun der Kommissioun läit!

Souwäit ech weess, huet och keent vun deene betraffene Länner sech fir déi vun der Kommissioun proposéierte Mesure ausgeschwat. Au contraire! Nieft deenen héije Käschten, déi domadder verbonne sinn, spillt virun allem mat, dass et doduerch zu engem massiven Agréff a bestehend Wäilandschafte géing kommen.

Fir nëmmen ee Beispill ze nennen: Fir d'Wachau, e Wäibaugebitt an Éisträich, dat viru kuerzem eréischt zum Patrimoine culturel

vun der UNESCO erkläert ginn ass, wären esou Agréffer verheerend an net ze vertrieden, wann se hire Statut als Patrimoine culturel behale wëllen.

Beim geplangten Arrachage stelle sech awer och nach aner Problemer:

Éischtens, mat Rumänien a Bulgarien sinn zwee weider grouss Wäilänner Member vun der Union européenne ginn. An dëse Länner gëtt et Wéngerten, déi zënter zéng bis 15 Joer net méi bewirtschaft ginn, déi also broochleien. Et kann awer net sinn, dass Subventiounen ausbezuelt gi fir den Arrachage vu Wéngerten, déi jorelaang net méi bewirtschaft gi sinn.

Zweetens, et kann net sinn, dass d'Kommissioun de Länner den Arrachage regelrecht géif imposéieren. Et däerf net sinn, dass d'Kommissioun beispillsweis seet, mir deelen déi envisagéiert 400.000 ha ënnert de Länner op, an all Land muss dann e bestëmmte Prozentsaz vu senge Wéngerten aushaen. All Land, dovunner si mer fest iwerzeegt, muss kënne selwer décidéieren, ob et dës Mesure fir sënnvoll hält, a wa Jo, a wéi engem Ëmfang se soll ëmgesat ginn.

Dëst féiert zu engem weidere Problem, deen duerch der Kommissioun hir Reformvirschléi opgeworf gëtt. D'Kommissioun ass nämlech der Meenung, datt an Zukunft d'Kompetenzen a puncto Wäibau misste quasi integral u si falen.

Mir mengen awer, dass déi meescht Kompetenzen onbedéngt musse beim Conseil des Ministres bleiwen, an dass, wat d'Kommissioun ubelaangt, déi héchstens kéint zoustänneg si fir allgemeng Rahmebedingungen.

Wat déi zukünfteg Opdeelung vum europäesche Budget ugeet, esou menge mir, dass all Land sollt eng Enveloppe nationale kréien. All Land soll dann och selwer kënnen entscheede wat fir Mesuren dat Land mat deene Suen ëmsetze wëllt.

An hire Propositioune schléit d'Kommissioun e Verbuet vun der Uräicherung vu Wäi mat Saccharos an e Stopp vun der Subventionéierung vun der Uräicherung mat konzentréiertem Moscht respektiv Moût concentré rectifié vir. Wat sech op den éischte Bléck gutt unhéiert, ënnert den Ae vu ville Leit och gutt kléngt, dat erweist sech awer, wann een deen Aspekt méi genau analyséiert, als zimlech problematesch fir den europäeschen, awer och besonnesch fir de Lëtzebuerger Wäibausecteur. Well och hei mécht d'Kommissioun eiser Meenung no en entscheedenden Denkfeeler. Ech wëll dat unhand vun engem Beispill illustréieren.

Esou hunn ech mer soe gelooss, fir eng Erhéijung vum Zockergehalt ëm zwee Volumeprozent, brauch ee fir 1.000 Liter Wäin ongeféier 35 Kilogramm Saccharos. Dat Ganzt kascht de Wënzer ongeféier 45 Euro. Wann de Wënzer datselwecht Resultat, nämlech eng Verbesserung vun zwee Volumeprozent, wëllt mat konzentréiertem Moscht erreechen, da brauch hien dofir ongeféier 45 Liter. De Käschtepunkt awer an dësem Fall läit mat 200 Euro ronn véier bis fënnef Mol esou héich, wéi bei der Uräicherung mat Saccharos.

Wann d'Kommissioun also den Enrichissement mat Saccharos an Zukunft wëllt verbidden an nëmmen nach dee mat konzentréiertem Moscht wëllt zouloossen, da wäert dat selbstverständlech indirekt zu enger Verdeierung vum europäesche Wäi féieren. Schonns haut kritt den europäesche Wäin awer haaptsächlech iwwert de Präis de Konkurrenzdrock par rapport zu Wäiner aus Net-EU-Länner ze spieren. Gitt emol nëmmen a Supermarchéé kucke wat eng Fläsch aus Südafrika oder Südamerika kascht.

Och géif et zu enger Benodeelegung vun deenen nördleche Wäibaulänner vis-à-vis vun deene südleche Länner wéi Italien, Spuenien oder Griichenland féieren. D'Wënzer aus dëse Länner sinn am Géigesaz zu hire Kolleegen aus den nördleche Länner net op eng Uräicherung ugewisen. Während déi eng also op verdeierten, well net méi subventionéierte Moscht, missten zréckgräifen, hätten déi aner keng Produktivitéitsaboussen ze verkraaften.

An nach e Problem stellt sech am Zesummenhang mat der Uräicherung. D'Kommissioun wëllt nämlech, dass nëmmen nach eng Verbesserung vu maximal zwee Volumeprozent sollt erlaabt ginn. Bis elo konnten all Wäibaugebidder aus der Zon A a B, dat heescht déi nördlech Gebidder, zu deene beispillsweis och Frankräich, Éisträich, Däitschland an och Lëtzebuerg zielen, hir Wäiner ëm maximal 3½ respektiv 2½ Volumeprozent verbesseren.

An deene leschte Joren - dat stëmmt - war dëst opgrond vun de Qualitéitsverbesserungen a verännerte klimatesche Bedingungen net méi néideg. Et ass awer net sécher, dass dëst och an Zukunft esou bleiwe wäert.

Et ass also net verwonnerlech, dass eng Rei vu Länner, déi vun dëse Mesurë betraff wären, sech géint dëse Virschlag vun der EU-Kommissioun wieren.

Virun zéng Joer konnt a puncto Enrichissement en Accord - ech géif bal soen, en historeschen Accord - zwëschent deenen nördlechen an deene südleche Länner erreecht ginn. Firwat also dësen Accord, deen no méi wéi fënnef Joer haarden a schwierege Verhandlungen an Diskussioune zustane komm ass, elo einfach opginn? Eiser Meenung no probéiert d'Kommissioun mat Hëllef vun dësem marginale Punkt - well dorëmmer handelt et sech trotz allen Diskussiounen - vun anere vill méi wichtege Punkten ofzelenken.

Bedeitend méi wichteg an eisen Aen ass nämlech folgende Punkt: eng méiglech, wéi vun der EU-Kommissioun proposéiert Verschneidung vun europäesche Wäiner mat Wäiner aus anere Länner. Praktesch all Länner hu sech, souwäit ech renseignéiert sinn, géint d'Méiglechkeet vun esou enger Verschneidung ausgeschwat. Et besteet de Risiko, dass de Konsument herno iwwerhaapt net méi weess wat an der Fläsch ass, déi hie kaaft huet. Dobäi kënnt nach, dass de kulturelle Wäert vum Produkt Wäin bei esou enger Mesure géif komplett verluer goen.

A méi bilaterale Verträg, déi am Kader vun der OMC ofgeschloss gi sinn, ass esou eng Verschneidung jo praktesch zougestane ginn. Et däerf awer net esou sinn, dass déi Klausel elo einfach géif generaliséiert ginn. Der Kommissioun hir Haltung besteet doranner ze soen, si kéinten do net méi zréckrudderen, well dat schonn an deene Verträg géif drastoen. Dozou muss een awer wëssen, dass dës bilateral Verträg de Moment zu engem groussen Deel op Äis leien.

An dësem Punkt gëtt ee vun de Grondproblemer sichtbar, an zwar den Dissens téschent de Wäiproduzenten, also haaptsächlech de Wënzer op där enger Säit an de grousse weltwäit aktive Wäinhändler op där anerer Säit. Während d'Produzente sech ganz däitlech géint dës Propositioun ausschwätzen, sinn déi aner derfir, well dëst hinnen eng quasi industriell, fir net ze soe chemesch Wäiproduktioun erlabe géif. Et muss een allerdéngs hei soen - an ech wëll dat och ënnersträichen -, dass de Lëtzebuerger Wäinhandel sech an dësem Punkt och kloer géint esou eng Verschneidung ausgeschwat huet.

D'Kommissioun proposéiert an hirem Pabeier och eng Vereinfachung vum Étiquetage. Esou eng Vereinfachung ass mat Sécherheet ubruecht, well et de Moment fir de Consommateur net ëmmer ganz einfach ass sech erëmzefannen. Et muss zu enger Vereinfachung kommen, déi op där enger Säit de verännerte Gewunnechte vum Konsument Rechnung dréit, déi awer op där anerer Säit net derzou féieren däerf, dass keng Énnerscheeder méi tëschent qualitativ héichwäertege Wäiner a sougenannten einfache Vins de table méi méiglech wären. Mir schwätzen eis kloer dofir aus, dass de Konsument op den éischte Bléck erkenne muss, wat hie kaaft huet. Duerfir däerf et och net derzou kommen, dass beispillsweis d'Zortenangab vun der Etikett verschwanne géif.

Mir sinn der Iwwerzeegung, dass d'Kommissioun virun allem an der Promotioun vum europäesche Wäi misst nei Weeër aschloen. An eisen Ae wär et vill méi sënnvoll, wann een déi 2,4 Milliarden Euro, déi fir den Arrachage ageplangt sinn, géif zumindest deelweis fir Mesurë fir eng besser Vermaartung a Promotioun vum europäesche Wäin asetzen.

Aktuell si pro Joer nëmme fënnef bis zéng Milliounen Euro fir d'Promotioun vum europäesche Wäi virgesinn. Bei engem jährleche Budget vu ronn 1,3 Milliarden Euro stellt dëse Chiffer nëmme Peanuts duer. Mir sinn dervun iwwerzeegt, dass den europäesche Wäin, an dat gëllt och fir de Lëtzebuerger Wäin, net nëmmen am Wéngert an am Keller ka verdeedegt ginn, mä virun allem och um Marché. An duerfir brauche mer endlech eng offensiv Promotiounspolitik, déi och op déi néideg finanziell Mëttele muss kënnen zréckgräifen.

Weltwäit sinn och grouss Potenzialer do. China, Indien a Russland beispillsweis si Marchéé mat engem grousse Wuesstemspotenzial. Et gëllt den Undeel um Konsum vum europäesche Wäin an dëse Länner auszebauen.

Och innerhalb vun der Union européenne selwer ass awer nach villes ze dinn. De Moment geet de Konsum vum Wäin an der Union européenne all Joer ëm ronn 750.000 Hektoliter zréck. Dësen Trend ass virun allem drop zréckzefëieren, dass déi jonk Konsumenten haut en anert Verhältnis zum Produkt Wäin hu wéi déi eeler Generatioun. Nei Konsumprofiler hu sech an deene leschte Joren entwéckelt, an et gëllt elo deene Rechnung ze droen.

Ech wëll awer och nach op déi spezifesch Situatioun vu Lëtzebuerg agoen. De récke leefegen Trend a puncto Konsum vu Wäi mécht selbstverständlech och net zu Schengen op der Grenz Halt. 2003-2004 konnten nach 62.000 Hektoliter Lëtzebuerger Wäin exportéiert ginn. Am Exercice 2004-2005 ass dës Zuel schonn op 55.000 Hektoliter zréckgaangen. Parallell dozou huet an deemselwechten Zäitraum och den Inlandsverbrauch ofgeholl vu 87.000 Hektoliter an de Joren 2003-2004 op 81.000 Hektoliter an de Joren 2004-2005.

D'Situatioun am Export vum Lëtzebuerger Wäin gesäit momentan folgendermoossen aus: 92% vun den Exporter lafen iwwert d'Vinsmoselle a jeeweils 4% iwwert d'Privatwënzer an de Wäinhandel. Bei den Zorten, déi mer exportéieren, dominéiert ganz kloer de Rivaner, während Lëtzebuerger Qualitéitswäiner kaum an d'Ausland verkaaft ginn.

(Interruption)

Gelift?

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ass de Rivaner kee Qualitéitswäin?

M. Carlo Wagner *(DP), interpellateur.*- Ech gesinn de Rivaner als e Konsumwäin un. Ech hunn nach kee Rivaner gesinn...

(Interruption)

...mat engem Grand premier cru.

Selbstverständlech, Här Scheuer, wann ee Rivaner konsuméiert, da kann ee fir déiselwecht Sue méi Rivaner konsuméiere wéi Riesling, dat ass richteg!

Plusieurs voix.- Ah!

(Hilarité)

Une voix.- De Rivaner ass also de Wäi vum klenge Mann, Här Wagner!

M. Carlo Wagner *(DP), interpellateur.*- Wann dat sollt Äert Argument sinn, dann hunn ech Verständnis fir Är Meenung.

Et ass eben net vill wat vun deem, wat ech ënner Qualitéitswäin verstinn, dat heescht Grand premier cru, an d'Ausland verkaaft gëtt. Dat ass a mengen Aen haaptsächlech eng Fro vum Präis a vun ongenügender Promotiounsstrategie.

(Interruptions)

Den Här Scheuer kënnt duerno drun.

(Hilarité)

Nëmmen ee Beispill vun engem Marché mat groussem Zukunftspotenzial: De 6. Oktober beispillsweis war am „Wort" folgend Ausso vum chineseschen Ambassadeur zu Lëtzebuerg ze liesen, ech zitéieren: „Mir persönlich schmeckt er..." - geduecht war natierlech de Lëtzebuerger Wäin - „...sehr gut, und ich denke, er entspricht auch unserem Geschmack in China."

Et sinn also nach Marchéen do, déi kënnten erschloss ginn a wou nach Konsumente fir de Lëtzebuerger Wäin ze fanne wären. An enger verstäerkter Promotioun vun eisem Wäin am Ausland läit e groussen Deel vun der Zukunft.

Mir mengen, dass fir eng besser Vermaartung vum Lëtzebuerger Wäin eng Reform vum Fonds de solidarité viticole néideg ass. D'Aféiere vun engem Comité interprofessionnel, wat jo scho jorelaang aus ënnerschiddlechen Ursaache schleeft, wär och wichteg an onbedéngt noutwendeg.

Och muss een driwwer nodenke wéi een déi aktuell Veronsécherung oder deelweis Veronsécherung beim Konsument kann ugoen. D'Diskussioune beispillsweis ëm d'Utilisatioun vun Holzspéin amplaz vun Holzfässer oder awer d'Diskussioun iwwert déi industriell Wäiproduktioun ginn net spurlos laanscht de Client.

Opgrond vun dëser Veronsécherung kéint een eventuell, ähnlech wéi beispillsweis dat an Däitschland de Fall mam Béier ass, emol driwwer nodenken och de Lëtzebuerger Wäin mat engem Reinheitsgebot ze schützen. Dee regionale Charakter vum Lëtzebuerger Wäi muss op alle Fall, wéi dat beim Crémant de Fall ass, nach méi ervirgehuewe ginn.

Här President, et ass ausseruerdentlech bedauerlech, dass laang Zäit bal näischt vun der Regierung respektiv vum zoustännege Minister a senger Statssekretärin zu dësem Thema ze héiere war. Et huet bis den November gedauert bis de Minister am Kader vun enger Réunioun mat der Lëtzebuerger EU-Kommissärin mat de Lëtzebuerger Wënzer op verschidde Punkte vun där Reform agaangen ass.

Wéi gesot, déi éischt Stellungnahm vun der Regierung war eréischt ufanks November an der Lëtzebuerger Press ze liesen, bal fënnef Méint no der Ukënnegung vun der Kommissioun hire Propositiounen.

An ech muss soen, Här Minister: Wie weess, ob zu dëser Reform iwwerhaapt eppes vun der Regierung komm wär, wann d'Demokratesch Partei net déi heite parlamentaresch Initiativ ergraff hätt?

(Interruption)

An dësem Zesummenhang géing ech, Här President, awer och gären drop hiweisen, dass mir et gäre gesinn hätten, wann dës Interpellatioun scho vill méi fréi hätt kënnen evakuéiert ginn. Ech wëll drun erënneren, dass d'Interpellatioun...

Une voix.- U wiem huet dat da gehaangen, Här Wagner?

Une autre voix.- Net um Här Wagner!

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.*- Och net um Här Boden!

M. Carlo Wagner *(DP), interpellateur.*- U mir doudsécher net. Ech war vum Oktober u bereet, Här Minister!

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.*- Mir haten Datumer am Oktober an am November virgeschloen!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Ech hat Datumer am Oktober an am November virgeschloen. Et ass awer net dozou komm.

M. Carlo Wagner *(DP), interpellateur.*- Am Büro oder ech weess net wou hutt Dir vläicht méi Vertrieder sëtze vun de Regierungsparteie wéi dat de Fall bei den Oppositiounsparteien ass.

Une voix.- Aha!

(Interruptions)

M. Carlo Wagner *(DP), interpellateur.*- Wéi gesot, bal fënnef Méint huet et gedauert.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bettel, mir streiden net iwwer Klengegkeeten hei.

(Interruptions)

M. Carlo Wagner *(DP), interpellateur.*- Mä ech wollt dat awer just nach ënnersträichen, fir dass d'Leit wëssen, Här President, wéi laang et gedauert huet. Ech hat déi Interpellatioun hei den 20. September, also scho viru laanger Zäit, ugefrot.

Erlaabt mer duerfir awer och nach op ee Punkt aus dem CSV-Wahlprogramm vun 2004 hinzeweisen. Do kann een op Säit 33 liesen, ech zitéieren: „Die CSV ist sich bewusst, dass der Weinbau ein immer noch unverzichtbarer Wirtschaftszweig ist. Der Weinbau ist nicht nur wirtschaftlich relevant, er spielt eine überaus wichtige Rolle in der Erhaltung einer einmaligen Kulturlandschaft und er prägt die ganze Moselgegend." - Ech ka mech deene Wierder eigentlech nëmmen uschléissen.

Mä, wann een also wéi d'CSV dat vu sech selwer behaapt, a sech der Wichtegkeet vun eisem Wäibau bewosst ass, just dann hätt ee sech an dësem Dossier, denken ech, vill méi proaktiv verhale missen a vill éischter op d'Propositioune vun der Kommissioun reagéiere missen.

Sécher, eng Rei vu Punkte wéi beispillsweis d'Ofschafe vun der Distillatioun, eng Mesure vun där zu Lëtzebuerg jo kee Gebrauch gemaach gëtt, betreffen de Lëtzebuerger Wënzer net direkt; aner Propositiounen awer ëmsou méi.

Eng iwwerdriwwe Vereinfachung vum Étiquetage, d'Kräize vun europäesche Wäiner mat Wäiner aus Net-EU-Länner, d'Zoulooss vun der industrieller, jo souguer der chemescher Produktioun, oder d'Ännerung vun

der aktueller Uräicherungsregel kéinten awer d'Existenz vum Lëtzebuerger Wäibau mëttelfristeg a Fro stellen.

Ech wëll dem Här Minister just mat op de Wee ginn, dass d'Verschwanne vun e puer honnert Wéngertstracteuren dem Här Lux seng Kyoto-Bilanz net géing entscheedend opbesseren, an dass awer och eng Léisung wéi am Beräich vum Logement - „Da loosse mer d'Leit am Ausland bauen." - an dësem Fall fatal wär.

Grad fir e klengt Land ass et wichteg, dass mer aktiv ginn, ier den definitive Pabeier vun der Kommissioun um Dësch läit. Grad als klengt Land musse mer kucken, fir Alliéierter ze fannen, déi déiselwecht Interesse vertrieden a mat deenen een dann zesumme ka kucken, fir d'Propositioune vun der Kommissioun ze veränneren.

Wéi gesäit et an dësem konkrete Fall aus? Wat fir Länner sinn zum Beispill géint den Arrachage? Wat fir eng Länner si géint oder fir d'Bäibehalung vun der Uräicherung? Wéi vill Länner wëllen an Zukunft eng Kräizung vun europäesche Wäiner mat net europäesche Wäiner erlaben?

Huet Lëtzebuerg scho Gespréicher mat anere Länner gefouert? Wa jo, mat wéi enge Länner? A wat sinn d'Resultater vun deenen Diskussiounen? Wie sinn also d'Alliéierte vum Lëtzebuerger Wäibau an dësem Dossier?

Ech wär frou, wann den Här Minister eis haut kéint eng Äntwert op all dës Froe ginn.

Zil muss et sinn e staarken europäesche Wäibausecteur ze behalen. Eise Lëtzebuerger Wäibau ka sech nëmmen am Kader vun engem europawäit gesonden a stabile Wäibausecteur weiderentwéckelen. D'EU-Kommissioun muss de verschiddene Wäibauregioune méi Flexibilitéit erlaben, fir esou eng besser Wettbewerbsfäegkeet, eng besser Vermaartung an domadder insgesamt besser Perspektive fir de Wäibau ze garantéieren.

De Reformpabeier, esou wéi en den 22. Juni vun der Kommissioun virgeluecht ginn ass, erméiglecht keng Entwécklung an dës Richtung. Och wann et sech dobäi de Moment nëmmen ëm Propositiounen handelt an nach net ëm e konkret Reglement, esou géifen dës Propositiounen éischter zu engem weidere Recul vum europäeschen an domadder och vum Lëtzebuerger Wäin um weltwäite Marché féieren.

De Secteur vum Wäibau gesäit sech - weltwäit gekuckt - mat enger ganzer Rei vun Erausfuerderunge konfrontéiert. Et wäert schwiereg genuch sinn, sech all dësen Erausfuerderungen ze stellen a se méiglechst erfollegräich ze bestoen. Dofir musse mir eis net nach selwer zousätzlech Problemer schafen, an eise Wënzer net nach zousätzlech Knëppelen tëschent d'Bee geheien.

Dëst riskéiert scho kuerzfristeg ze kommen, sollt hei zu Lëtzebuerg beispillsweis d'Promill-Grenz vun 0,8 Promill op 0,5 Promill erofgesat ginn, wat éischter, géif ech soen, op eng traureg Lobby zréckzeféiere wär, wéi op effikass Mesuren am Kader vun der Verkéierssécherheet. Och an dëser Problematik wär ech frou, fir d'Positioun vum Wäibauminister a senger Statssekretärin ze héieren.

Här President, ech sinn um Schluss vu mengen Ausféierungen ukomm. Ech kann nëmmen hoffen, datt déi irrealistesch Propositioune vun der Kommissioun ni wäerte Realitéit ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Lucien Clement.

(Interruption)

Här Bettel, hutt Dir d'Wuert gefrot?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen.

M. le Président.- Här Clement!

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV).*- Sou! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et haut mat enger Interpellatioun iwwert déi geplangten zukünfteg Ausriichtung vun der europäescher Wäibaupolitik ze dinn souwéi iwwert d'Erausfuerderunge vun der Lëtzebuerger Wäibaupolitik am europäeschen an och am internationale Kontext.

Obwuel de Wäikonsum pro Kapp par rapport zu de Joren '83 bis 2003 liicht an d'Luucht geet, gëtt an Europa ëmmer manner europäesche Wäi gedronk; am Duerchschnëtt eng 750.000 Hektoliter am Joer. Dobäi kënnt, datt d'Wäinimporter aus de sougenannten Drëttlänner wéi Australien, Chile, Neiseeland oder och Amerika a Südafrika ëmmer méi zouhuelen. Dëst bedéngt ënner anerem, datt mer an Europa beim Wäi mat enger Iwwerproduktioun, engem sougenannten Iwwerschoss, ze kämpfen hunn.

De strukturellen Iwwerschoss fir d'Joren '83 bis 2003 gëtt op eng 15 Milliounen Hektoliter geschat; dat wiere ronn 8,4% vun der Gesamtproduktioun vun deenen elo 27 Memberstaten. Fir elo awer eng gewësse Präisstabilitéit kënnen ze assuréieren, muss all Joer den Iwwerschoss vum Maart geholl ginn, an dat duerch verschidde Moossnamen, wéi zum Beispill d'Distillatioun. Fir dës Zort vun Entsuergung bezilt d'EU Subventiounen an der Héicht vu plus/minus 600 Milliounen Euro, wat méi oder wéineger 60% vum Gesamtbudget fir de Wäin ausmaachen.

Opgrond vun enger detailléierter Analys ass d'Europäesch Kommissioun der Meenung, datt déi gemeinsam Maartorganisatioun vum Wäin, d'GMO, enger déif gräifender Reform ënnerzu gi muss. Déi aktuell Maartorganisatioun fir de Wäin ass mëttlerweil zu engem Instrument verkomm, dat d'Wettbewerbsfäegkeet vun de Prozeduren net méi dauerhaft assuréiere kann, an och net méi wesentlech verbessere kann. Dofir huet d'Kommissioun den 22. Juni 2006 hir Pläng fir eng fundamental Reform vun der GMO presentéiert.

D'Ziler vun dëser Reform sinn a groussen Zich:

1. D'Kompetitivitéit vun de Produzenten ze steigeren, de Ruff vun den europäesche Wäiner als déi bescht vun der Welt ze stäerken, verluere Maartundeeler zréckzegewannen an neier um Weltmaart ze besetzen;

2. eng Wäiregelung ze schafen, déi mat einfachen a kloren Instrumenter d'Gläichgewiicht tëschent der Offer an der Demande vum Wäi sécherstelle soll;

3. déi sozial Kohesioun am ländleche Raum ze stäerken an den Ëmweltschutz sécherzestellen.

Fir dës Ziler elo ze erreechen huet déi Europäesch Kommissioun véier Reformoptiounen op den Dësch geluecht, a sech schlussendlech op eng grondleeënd Reform vun der Wäiregelung gëeenegt.

Ouni elo ze vill an den Detail wëllen ze goen, géif ech awer gären d'Haaptpunkte vun där Reform erläuteren:

Et ass virgesinn als Éischt erëm, d'Gläichgewiicht tëschent der Offer an der Demande hierzestellen, a sech dann ëm d'Verbesserung vun der Kompetitivitéit ze këmmeren. Fir dat ze erreeche si folgend Mesurë virgesinn: D'Wënzer sollen duerch finanziell Ureizer animéiert gi fräiwëlleg onrentabel Wéngerten opzeginn an ofzeholzen. D'Zil ass et innerhalb vun den nächste fënnef Joer d'Gesamtfläch vun de Wéngerten an Europa ëm 400.000 ha ze verklengeren. De Wënzer soll awer d'Wiel kréien, ob ofgeholzt gëtt oder net.

Mir sinn der Meenung, datt dës Mesure net onbedéngt dozou wäert bäidroen den Iwwerschoss u Wäin ze stoppen an de Problem vum Déséquiliber tëschent der Offer an der Demande ze léisen. Et ass éischter ze fäerten, datt duerch dës Mesure de Paysage viticole wesentlech verschlechtert gëtt. Zum Beispill dierft op kee Fall matzen am Wäibauperimeter ofgeholzt ginn. Dat géif enorm Problemer mat sech bréngen. Zum Beispill kënnte sech op dësem Broochland ganz schnell Krankheeten a Pilzer breetmaachen, déi sécherlech schiedlech fir déi ëmleiend Wéngerten a Betriber wieren. Wéi dës Rodung schlussendlech duerchgefouert misst ginn, an ob all Land en Deel vun dëse 400.000 ha iwwerhuele misst, dat ass nach net gewosst. Do besteet souwisou nach Klärungsbedarf.

Des Weidere si mer der Meenung, datt eng wesentlech méi offensiv Approche géif méi bréngen. Ech mengen, datt déi vill Suen - et geet hei ëmmerhin ëm déi stattlech Zomm vun 2,4 Milliarden Euro, déi esou eng Rodung géif kaschten - besser opgehuewe wieren am Marketingsberäich fir de Wäin, an der Promotioun fir de Wäin, an an der Informatioun fir de Consommateur selwer. A wann eng Rodung oder Eliminatioun vu Wéngerten déi sozial Problemer am ländleche Raum soll matléisen, andeems et eelere Produzente mat Geld soll schmackhaft gemaach ginn éischter a Pensioun ze goen, esou si mir als CSV der Meenung, datt dat net dee richtege Wee ass, an datt esou eng Mesure näischt mat Marktordnung ze dinn huet, an dofir och net an den éischte Pilier gehéiert, mä an den zweete Pilier vun engem Agrargesetz.

Zur Distillatioun, Här President, wëll ech soen, datt ech der Meenung sinn, datt hei ganz zolidd Abus mat europäesche Gelder gedriwwe gëtt. Héich subventionéiert Distillatioun gëtt einfach en Ureiz fir d'Produktioun ze vergréisseren. Mir kennen dat aus anere Landwirtschaftsberäicher zur Genüge. Wat ech méi produzéieren, desto méi Subventiounsgelder kréien ech. Ëm déi 60% vum Gesamtbudget fléissen an dës Distillatioun. Dës 60% si gläichzestelle mat där enormer Zomm vu 600 bis 650 Milliounen Euro pro Joer. Hei gëtt et Géigenden, déi reng a gelleg fir Distillatiounszwecker produzéieren; an dat a Wéngerten, déi och nach zum Deel illegal ugeplanzt sinn.

Et huet nach net all Memberland, Här President, e Wäibauperimeter, wéi mir en hei zu Lëtzebuerg kennen. Mir soen dofir Jo zur Distillation de crise, mä Neen - ganz entscheedend Neen - zur Distillation permanente.

Des Weidere soll deen aktuelle System vun de Planzungsrechter bis 2013 verlängert ginn; an dann awer auslafen. Déi am mannste kompetitiv Wënzer géifen Ureizer kréien hir Planzungsrechter ze verkafen. Et gëtt domadder gerechent, datt duerch dës Mesure de kompetitive Betriber hir Konkurrenzfäegkeet gesteigert ka ginn, well d'Planzungsrechter dann der Expansioun vun deene Betriber net méi géifen am Wee stoen.

Hei, Här President, gëtt awer näischt iwwert de Präis vun dëse Planzungsrechter gesot, ob et iwwer e Reglement oder e Gesetz soll festgeluecht ginn, ob se um fräie Marché verhandelt solle ginn, oder ob déi Planzungsrechter zum Nulltarif - deemno gratis - weider solle verdeelt ginn. Ech warnen awer: Et däerf op kee Fall esou goe wéi bei de Mëllechquoten, dem Recht fir Mëllech ze sträichen, wou en fin de compte deen, deen d'Kéi net méi gestrach huet, méi Sue verdéngt huet, wéi deen, deen d'Kéi gestrach huet.

Mir mengen awer, datt dat alles nach zimlech vag ass. Déi zukünfteg Gestioun vun de Planzungsrechter muss nach méi déif gräifend preziséiert ginn. Ausserdeem stelle mer eis och nach d'Fro, ob d'Ofschafe vum System vun de Planzungsrechter effektiv zu méi Kompetitivitéit féiert an zu enger qualitativ besserer Produktioun bäidroe soll. Et kann ee sech wuel virstellen, datt et esou kéint sinn, mä dann nëmmen ënner klore Regelen an ënner klore Prozeduren.

Mam Ewechfale vun de Planzungsrechter dierft et net esou sinn, datt d'Wënzer am Géigesaz zu haut d'Recht kréien egal wou a wat unzeplanzen. D'Perimeteren, wou Wäi produzéiert däerft ginn, musse weiderhi kloer an däitlech definéiert sinn. Et soll och all Land fir sech d'Recht hunn ze soe wat fir eng Wäinzorten a wéi vill bei sech selwer ugeplanzt dierft ginn. Et muss een dat am europäesche Kontext gekuckt op Regioune festleeën.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg nëmmen eng Regioun, mä grouss Länner wéi Frankräich, Spuenien oder Däitschland hu ganz ënnerschiddlech Regiounen. An duerfir muss och den Transfert vun de Planzungsrechter vu Regioun zu Regioun méiglech sinn an anescht festgeluecht ginn.

Mir mussen och an Zukunft de Wäibau op déi Regioune beschränken, déi am gëeegentsten dofir sinn. Dat heescht déi, déi déi héchste Qualitéit assuréiere kënnen. Et mécht wierklech kee Sënn a gudde Lagen de Wäibauperimeter restriktiv ze kucken, an op manner gudde Lagen eng Auswäitung ze autoriséieren. Sënnvoll wier et schonn, datt een hei géif Transfertë méiglech maachen.

Kënnt et allerdéngs 2013 zu enger kompletter Liberalisatioun vun den Uplanzungsrechter, esou wéi d'Kommissioun dat virgeschloen hat, wier dat mat Sécherheet den Doud vu ville Wënzerbetriber heiheem an och soss.

Fir méi Transparenz elo ze schafen, soll och déi bestehend Klassifizéierung an Etikettéierung vun de Wäiner reforméiert ginn. Et gëtt duerfir virgeschloen, de Wäin an zwou Kategorien anzedeelen: Engersäits a Qualitéitswäiner mat geographescher Angab, wou se hierkommen, dat heescht Wäiner aus bestëmmten Ubaugebidder wéi zum Beispill Bordeaux, Rioja, Médoc; an anerersäits Tafelwäiner ouni Angab vum Pays d'origine.

Bei den Tafelwäiner heescht dat konkret, datt zwou oder dräi Zorte Most och aus ënnerschiddleche Länner matenee kënne vermëscht ginn. Do ass och keng Indication de cépage an och keng Indicatioun vum Joergang méi virgesinn.

Duerch dës Etikettéierung soll méi Transparenz an den Dschungel vun deene verschiddenen Dénominatioune vu Wäi kommen. D'Etikettéierung vun den europäesche Wäiner soll heimadder harmoniséiert a vereinfacht ginn. Wann een dat esou liest an héiert, ass dat sécherlech eng begréissenswäert Initiativ, déi virun allem de Consommateur ze schätze weess.

Den Text heizou brauch awer - sinn ech der Meenung - nach e ganz zolitte Feinschliff. Et dierft, an dat ass eis Meenung, och an Zukunft net méiglech sinn, datt een australeschen oder chilenesche Wäi mat franséischem Wäi vermëschen däerf, ouni datt dat op der Fläsch steet. Steet et op der Fläsch, och dann ass d'Fro nach erlaabt, ob et wierklech Sënn géif maachen, fir dat ze erlaben. Wann esou e Verschnëtt iwwerhaapt soll Sënn maachen, da soll een et allefalls fir europäesch Wäiner zouloossen, an dat ëmmer nëmmen innerhalb deene verschiddene Länner oder innerhalb deene verschiddene Regiounen.

Lëtzebuerg ass nun emol en Héichlounland. Mir kënne bei Tafelwäiner net konkurréiere mat Länner, wou wesentlech manner héich Léin bezuelt gi wéi hei zu Lëtzebuerg. Tafelwäin aus ënnerschiddleche Länner aus Europa matenee verschneiden dierft eréischt en Thema sinn, wa mir och eng europäesch Harmoniséierung vun de Mindestléin hunn. Bis dohinner, an dat wësse mer alleguerten, ass et nach e laangen, ech géif soen, souguer e ganz laange Wee.

Ech hunn zoufällegerweis gëschter, wéi ech heemgefuer sinn, um Radio eng Emissioun iwwert d'Mindestléin héieren. Bulgarien läit mat 90 Euro pro Mount hannen um Wupp, an dat geet weider iwwer 300 Euro - Däitschland huet guer keen -, 400 Euro, 750 Euro, dat si scho bal déi bescht. An da kënnt Lëtzebuerg mat 1.580 Euro, wat de Mindestloun ubelaangt.

Dat heescht net, dass ech deene Leit hei dat net wëll vergonnen, mä wann een dat an de Kontext setzt, datt een domadder muss Wäin zillen an de Lëtzebuerger Wéngerten an iergendwou a Bulgarien kann es gezillt gi mat praktesch 90 Euro Mindestloun, dann ass dat schonn e Risenënnerscheed,...

Une voix.- Wie soll de Wäin da kafen?

M. Lucien Clement *(CSV).*- ...wann een dovunner Tafelwäiner muss maachen.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Wie soll de Wäin da kafen, wa mer keng Suen hunn?

Une voix.- Genau!

(Interruption)

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här Castegnaro, wann Dir elo alles nogelauschtert hätt, wat ech gesot hunn,...

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Mir hunn! Mir hunn! Jo, jo!

M. Lucien Clement *(CSV).*- ...dann hunn ech gesot, dat huet näischt domat ze dinn, datt ech deene Leit hei am Land dat net vergonne wëll. Ech wëll et just an de Kontext setzen, datt wann déi Wäiner aus Bulgarien kommen, datt déi zu anere Produktiounskäschten zu Lëtzebuerg als Tafelwäi kënne verkaaft gi wéi dee Wäin, deen hei zu Lëtzebuerg gezillt gëtt.

(Interruption)

Och Dir, Här Bettel, hätt elo besser gehat roueg ze sinn, well och de Rivaner gëtt mat deene Mindestléin gezillt, déi zu Lëtzebuerg bezuelt ginn.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Do hu mer de Problem. Voilà!

Une voix.- Dat ass awer keng Äntwert.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Neen, et war eng Bestätegung.

(Interruption)

M. le Président.- Jo, loosse mer elo den Här Clement schwätzen, net datt d'Nolauschterer herno mengen, mir hätten de Rivaner scho geschmaacht haut de Mëtteg.

(Hilarité)

Här Clement, fuert weider.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Merci, Här President.

Géif awer Lëtzebuerger Wäi mat Wäin aus Länner, wou d'Produktiounskäschten da wesentlech manner héich si wéi heiheem, verschnidde ginn an ënnert der Dénominatioun „Vin du Luxembourg" verkaaft ginn, da

wier dat mat Sécherheet den Ënnergang vu ville Wënzerbetriber heiheem.

Et geet drëms, dee spezifesche Charakter vun der Regioun, dem Land oder der Produktiounsmethod ze erhalen an och deem Rechnung ze droen.

E leschte Punkt, deen och bei eis am Land zu Problemer ka féieren, ass dat geplangtent Verbuet vun der Zockeruräicherung. Nieft dem konzentréierte Most gëtt jo och Zocker gebraucht, fir den Alkoholgehalt vun de Wäiner eropzesetzen. Dës Prozedur gëtt am Fachjargon Chaptalisation genannt. Zockeruräicherung gëtt virun allem an deene Wäibaugebidder bedriwwen, déi net esou vun der Sonn profitéiere wéi anerer.

Wou läit elo de Problem? Firwat soll d'Zockeruräicherung verbuede ginn? Duerch déi europäesch Zockerreform ass den Zocker méi bëlleg ginn. En ass méi bëlleg gi wéi de Moût concentré, dee scho subventionéiert gëtt. Wéi awer elo duerch déi geplangte Reform vum europäesche Wäimaart Subventioune fir de Most gestrach solle ginn, soll den Zousaz vun Zocker oder Saccharos ganz ënnersot ginn. Als Alternativ fir d'Uräicherung vum Wäin géif dann nëmmen nach de konzentréierte Drauwemost a Fro kommen.

Och wann een a priori näischt dogéint kann hunn, fir mat engem drauweneegene Konzentrat unzeräicheren, esou bréngt et dach awer vill Problemer mat sech. Dëst Produkt ass, eemol net méi subventionéiert, vill méi deier - an ech mengen de Carlo Wagner huet d'Chiffere gesot -, vill méi deier wéi den Zocker. An dat bedéngt och zum Deel eng Rei vun neien Installatiounen an Dépensen an de Wënzerbetriber selwer. Investitiounen a Gestiounen, déi sech am klenge Privatbetrib, esou wéi mir en hei zu Lëtzebuerg kennen, kaum lounen. Dës Betriber wäerten och e Problem mam Handling vum Moût concentré, beim Verdeele vum Moût concentré kréien.

Mir sinn deemno der Meenung, datt d'Uräicherung duerch Zocker och weiderhi soll erlaabt bleiwen. Et soll een deem eenzelne Betrib oder där eenzelner Kellerei de Choix loossen, ob en oder se mat Zocker oder mat Moût concentré wëllt uräicheren.

Och wa mir an de leschte Joren opgrond vun enger favorabeler Wiedersituatioun méi alkoholräich Wäiner konnte produzéieren, an zum Beispill wéi beim Pinot gris ganz oder bal ganz op den Zousaz vun Zocker konnte verzichten, esou gëtt et awer en Deel vu Riefzorten, wou den Alkoholgehalt ze niddereg ass oder ze niddereg war a wou huet missen ugeräichert ginn. En ze nidderegen Alkoholgehalt féiert zu engem Geschmaachsverloscht an deemno och zu enger manner gudder Qualitéit.

Eng qualitéitsorientéiert Produktioun ouni Méiglechkeet vun enger Zockeruräicherung ass an eisen Aen an deene méi nördlech geleeëne Wäibaugebidder nëmme schwiereg ze realiséieren.

Bleift et awer bei der Kommissioun hirer Astellung, den Zocker duerch de Moût concentré ze ersetzen, deen dann och nach net méi géif subventionéiert ginn, wäert dat d'Produktiounskäschte vum Wäin an den nördleche Länner zolidd an d'Luucht dreiwen. Eng Begrenzung vun den Uräicherungsspanne géif d'Spezifissitéit vun de Wäiner aus dëse Regioune selbstverständlech och nach zolidd beeinträchtegen.

Här President, de Lëtzebuerger Wäibau huet sech an deene leschten zéng bis 15 Joer ganz staark gewandelt. Déi Richtung, déi deemools ageschloe gouf, war aus heiteger Siicht betruecht net falsch. Sämtlech Akzenter, déi an den 90er Joren op der Musel gesat goufen, hunn d'Verbesserung vun der Produktqualitéit viséiert. D'„Guideline" war ewech vun der Quantitéit hin zu enger besserer Qualitéit.

D'Haaptmesurë waren deemools de Rendement pro Hektar ze limitéieren, an no an no qualitativ méi héichwäerteg Drauwenzorten unzebauen. Esou gouf zum Beispill den Ubau vu méi einfache Wäiner wéi Elbling oder Rivaner zugonschte vun neie Wäiner reduzéiert wéi dem Gewürztraminer, dem Pinot noir oder säit kuerzem och dem Chardonnay.

Och dierf net vergiess ginn, dass verstäerkt a sougenannten Nischeproduiten investéiert gouf. Esou gëtt et haut eng ganz Gamme vun exzellente Crémanten a Spezialwäiner wéi de Vin de paille, d'Vendange tardive, de Pinot noir, rouge oder rosé oder och nach den Äiswäin.

Ausserdeem hu sech an deene leschte Joren och nach Produktiounsmethode wesentlech verbessert, an zwar am Wéngert an an de Wënzerbetriber selwer, a selbstverständlech och nach an de Kellereien. Hei huet dee ganze Secteur vill geschafft an huet sech vill missen ëmstellen, moralesch a finanziell, wat net ëmmer esou einfach war.

Wann ech soe moralesch, da muss ee wëssen, datt et fir déi eeler Generatioun Wënzer net grad esou einfach war, wou se op eemol hu missen Drauwen am Wéngert hänke loossen, well de Rendement/Hektar komm ass. Déi Leit hunn och missen an hirem Häerz, an hirer Séil domadder eens ginn, an dat ass alles net grad esou einfach gewiescht.

Och a Saache Vermaartung vun de Wäiner ass esou munches geschitt. Hei ass de Rôle vun der Commission pour la promotion des vins et crémants luxembourgeois, soen ech, wann och net alles perfekt ass, dach awer net ze négligéieren.

Eng Tendenz, déi ee leider Gottes muss feststellen, ass déi, datt den Undeel u Lëtzebuerger Wäiner um Gesamtmarché lues a lues zréckgeet. Elo kéint ee jo unhuelen, datt d'Lëtzebuerger manner Wäi géifen drénken. Dat stëmmt awer net esou. D'Consommatioun vum Wäi geet weider liicht an d'Luucht. Dëst ass awer haaptsächlech bedéngt duerch eng Preferenz beim Consommateur vun anere Wäiner, wéi dem roude Wäin a Wäiner aus Frankräich, Südeuropa an esouguer den Importer aus der sougenannter neier Welt. Et sinn zum Deel si, déi fir d'Croissance u sech verantwortlech sinn. Mat dësem Ist-Zoustand musse mer ebe liewen. Wat mer awer kënnen oder souguer mussen an de Gréff kréien, ass, datt de Réckgang bei der Consommatioun vun de Lëtzebuerger Wäiner net weidergeet, datt een dee gestoppt kritt.

Un der Qualitéit kann et jo sécherlech net leien. Déi sëllech Auszeechnunge bei international renomméierte Concoursen ënnersträichen ëmmer erëm, wellech exzellent Wäiner a virun allem och Crémanten op eiser Musel produzéiert ginn. Hei muss d'Vermaartung vun de Wäiner nach verfeinert ginn an et muss méi eng offensiv Marketingspolitik ugepeilt ginn. Ech wëll net weider dorobber agoen. Et sinn nach Mäert do, déi ee kann erschléissen; och de Carlo Wagner war virdrun dorobber agaangen.

Als Konklusioun wëll ech awer festhalen: Eng Reform vun der europäescher Weinmarktordnung muss kommen. Drauwen ze zillen eleng fir an d'Distillatioun ass Onsënn a muss ophéieren. Programmer fir eng Distillation de crise solle bestoe bleiwen. Dës iwwert dëse Wee fräi gesate Gelder solle spezifesch fir d'Promotioun vun europäesche Wäiner agesat ginn an net, wéi schonns heiansdo zu Bréissel ugedeit ginn ass, horizontal fir de gesamte Liewensmëttelberäich agesat ginn. Dës Gelder musse spezifesch dem Secteur Wäin erhale bleiwen.

Et sollen, eiser Meenung no, och national Enveloppë ginn, deenen hire finanziellen Inhalt no bestëmmten, klore Kritäre festgeluecht gi soll. Dës Kritäre mussen eventuell kombinéiert gi mat den Hektaren, dem Aarbechtsopwand pro Hektar, dem Coût de production an esou weider. Jiddefalls muss een drop Uecht ginn, datt net eleng de Critère historique als eenzege Kritär hei geholl gëtt, soss kréichen déi Länner, déi haut schonns 65% vun der Subventioun fir Distillatioun vum Gesamtbudget kréien, erëm nees dee gréissten Undeel u Subventiounen zougeschoustert.

Weider soll ee sech Gedanken driwwer maachen, ob net en Deel vun deenen agespuertene Gelder sollen an d'Recherche investéiert ginn, mam Zil fir a méi schlechte Lagen awer nach kënnen eng Drauweproduktioun ze maachen an ze erlaangen. Eng Drauweproduktioun, déi aneren Zwecker zougefouert kéint ginn. Ech denken hei haaptsächlech un eng Produktioun vu Softdrinks wéi Drauwejus oder aner Mixgedrénker. Vläicht ass am Domän vun der Energie mat Drauwen och eppes méiglech. Ech weess et net, mä an der Wëssenschaft ass jo haut schonns villes méiglech, wat virun zéng Joer praktesch ondenkbar war. Wichteg ass op jiddfer Fall, datt en Deel vun deenen agespuertene Gelder vun der Distillatioun och an d'Recherche géife fléissen an dofir verwennt ginn.

Et ass och wichteg, datt déi ganz Marktreform sech net allze laang hinzitt. De Wënzer an d'Betriber brauche Planungssécherheet. Si musse wëssen, wou se an de Bounen dru sinn. Dat däerf sech net iwwer sechs, siwe Joer erëm hinzéien, bis do en Accord fonnt ginn ass.

Wat Lëtzebuerg elo speziell ugeet, muss weider un der Qualitéit geschafft ginn. Do hunn d'Wënzer an d'Wënzerbetriber ewell Villes gemaach a vill Sacrificer op sech geholl. Do si mer mat Sécherheet um richtege Wee.

D'Restrukturéierung vun de Betriber muss weidergefouert ginn. Déi dozou néideg Instrumenter a Bäihëllefe mussen an deem neien Agrargesetz niddergeschriwwe ginn.

Datselwecht gëllt och fir de Remembrement. Och dee muss ouni wenn und aber weidergefouert ginn. Nëmmen duerch e méi einfacht Schaffen am Wéngert ass et dem Wënzer méiglech, esou käschtereduzéiert wéi méiglech produzéieren ze kënnen.

Mir hu beim Neijoersempfang an der Wäibaustatioun zu Réimech vum Direkter Raymond Weydert gesot kritt, datt d'Schmaachen esou wéi d'Schmaachkommissioun an d'Raimlechkeeten, wou se dra kommen, nei gemaach ginn oder d'Kommissioun enger Reform ënnerzu gëtt. Hei soll ënner anerem d'Zuel vun de Membere vun der Schmaachkommissioun vu 14 op siwe reduzéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot, wëll ech zum Schluss awer nach soen, datt et mer a sech net baang ass fir de Wäibau hei zu Lëtzebuerg. Och wann et ëmmer manner Wënzer gëtt, esou sinn ech dach der Meenung, datt mir herno nach ausräichend Betriber hunn, Betriber an enger Gréisst vun aacht bis zéng Hektar en moyenne, fir dee ganzen Areal ze bewirtschaften.

Et ass un der Politik, heiheem an och an Europa, fir dës Betriber esou ze encadréieren, datt si eng gesond an eng stabil Struktur opweise kënnen. De Reformpabeier, deen elo virlät, dat sinn eréischt Propositiounen. Verschiddener vun hinnen, hunn ech gesot, kann een novollzéien, et kann een och mat op dee Wee goen; bei aneren net. Mir als CSV jiddefalls hu vollt Vertrauen. Anerer och, wéi den Här Wagner gesot huet; d'DP. Mir op jidde Fall hu vollt Vertrauen an de Minister Fernand Boden a seng Statssekretärin, datt si déi Verhandlungen...

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Et wär jo awer schlëmm, wann et net esou wär!

(Hilarité)

M. Lucien Clement *(CSV).*- Also wann ech eng Kéier net mam Här Minister d'accord wär, dann hätt ech souguer de Courage dat och hei ze soen. Also et ass net esou wéi Dir dat mengt, Här Mehlen. Esou ass dat net!

Jiddefalls, mir als CSV hu vollt Vertrauen an d'Verhandlungsgeschéck vun hinne fir bei dëse Verhandlungen, wou si jo do dobäi sinn, dat Bescht fir Lëtzebuerg oder fir de Lëtzebuerger Wäibau erauszezéien.

Une voix.- Här Clement, Dir sidd dem Här Minister scho bal héireg, héiert!

(Hilarité)

M. Lucien Clement *(CSV).*- Dann hutt Der nees de leschte Saz net héieren, deen ech gesot hunn!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Jos Scheuer. Här Scheuer.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all Joer oder all dräi Joer treffe mir eis hei op der Chamberstribün, d'Museldeputéierten - normalerweis si se ënner sech; haut ass eng Ausnahm, haut si mer zu ganz vill. Dat wäert Ursaachen hunn. D'Lëtzebuerger Musel huet nei Frënn gewonn ënnert den Deputéierten, esou wéi et ausgesäit. Mir trieden dann op als Lobbyiste vum Lëtzebuerger Wäin a vum Lëtzebuerger Wäibau an ëmmer ass et deeselwechte Minister, deen eis dodrop äntwert.

(Hilarité)

M. le Président.- Här Scheuer, et sinn och ëmmer d'Deputéierten aus dem Osten, déi ageschriwwe sinn. Déi sinn och haut alleguerten hei gemellt.

(Hilarité)

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Esou ass et.

An da „bléimelen" déi eng dem Minister; déi streeën dem Minister Blummen a Rousen, an déi aner ginn e bësse méi kriddeleg mat him ëm. Zum Schluss si mer eis alleguerten eens, datt op der Musel alles gutt geet, soulaang wéi Eiser Härgott d'Hand iwwert d'Musel hält. 40% vum Lëtzebuerger Wäi sinn ofhängeg vun der Protektioun vum Himmel, mä 60% vun der Qualitéit gi jiddefalls zréck op d'Wëssen, op d'Kënne vun deene Leit, déi aus den Drauwe Wäi maachen. Haut diskutéiere mer also nach eng Kéier driwwer.

Ech wëll awer elo dem Kolleeg Carlo Wagner félicitéieren; et ass jo och d'Roll vun der Oppositioun fir ze interpelléieren.

Mir diskutéieren déi nei europäesch Wäimaartuerdnung a Wäibauuerdnung a mir maachen et emol eng Kéier virun der Zäit. Normalerweis zéie mer d'Konklusiounen aus Décisiounen. Dës Kéier verschafe mer eis, mat engem klenge Retard, en Iwwerbléck iwwert d'Propositiounen, déi vun der Kommissioun komm sinn, a mer ginn dem Wäibauminister e puer Rotschléi mat op de Wee oder mer soen him, wat d'Lëtzebuerger Chamber an och d'Lobby, déi mir eben duerstellen, well mer eben aus dem Oste sinn, dem Wäibauminister wëlle soen.

Ech maachen a menger Interventioun dräi Etappen. Fir d'éischt e puer Wuert iwwert d'europäesch Wäibaureform; zweetens d'Situatioun, esou wéi se sech duerstellt an den Impakt, deen d'Reform op Lëtzebuerg sollt hunn a kéint hunn; an drëttens maachen ech dann awer e puer Propositiounen, déi onofhängeg vun der neier Wäibauuerdnung, esou wéi se dann herno sech ergëtt, awer trotzdeem kéinten Denkustéiss fir de Lëtzebuerger Wäibau ginn.

Et ass schonn impressionant wann een déi Zuele liest, déi an de Pabeiere stinn, déi vun der Europäescher Kommissioun publizéiert gi sinn. Ech hunn dat duerchgekuckt, do ginn et ganz flott Résuméën, et gi ganz flott Tabellen, déi einfach weisen, datt eng Wäibaureform noutwendeg ass, an datt mer net sollte soen: Si ass iwwerflëssig a mir fueren esou weider wéi et bis elo gelaf ass. Europa huet 45% vun de Wäibaufläche vun der ganzer Welt a 60% vun der Wäiproduktioun weltwäit kommen aus Europa.

Et soll ee sech déi Zuelen, déi virgeluecht ginn, emol eng Kéier ulauschteren: 180 Milliounen Hektoliter, déi féieren zu engem Revenu vu 15 Milliarden Euro, zu engem Wäert vu 15 Milliarden Euro! Wann Dir deem entgéinthaalt, wat hei zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt: 130.000 bis 150.000 Hektoliter, da sinn dat verhältnisméisseg Drëpsen. Vun där onheemlecher Quantitéit vun 180 Millioune produzéiert Frankräich eleng 55 Milliounen. Da verstitt Dir de Rapport de force, wéi en an där Kommissioun an Europa eben do ass a mat deem ee liewe muss. Frankräich eleng erwirtschaft vun deene 15 Milliarden Euro aus dem Wäibausecteur 7,7 Milliarden Euro.

D'Perspektiven, déi vun der Kommissioun gezeechent sinn, sinn denkbar düster fir den europäesche Wäibau. Am Joer 2010 bis 2011 solle mer grouss Excédentë produzéieren, déi mer net méi lassginn, bis 15%. Dat wär an de Paragë vu 25 Milliounen Hektoliter. Den Export bedréit fir de Moment nach 13 Milliounen Hektoliter, mä den Import schonn 12 Milliounen Hektoliter.

(Mme Lydie Err prend la Présidence)

E Chiffer, deen a och impressionant ass: 40% vun eiser Produktioun si Vins de table a 60% si Vins de qualité. An et gëtt beim Vin de table a beim Vin de qualité eng Onmass vun Dénominatiounen, déi zu enger grousser Konfusioun bei de Konsumente féieren. Och op deem Plang wëllt a muss d'Europäesch Kommissioun intervenéieren.

D'Proposen, déi d'Kommissioun mécht, bezéie sech op ganz Europa. Fir d'éischt proposéiert se, fir d'Uplanze vun neie Wéngerten ze beschränken, zweetens fir d'Aushaen ze förderen, a si fuerdert, an all meng Virriedner hunn et gesot: Déi absurd Prozedur vun der Distillatioun soll ophéieren. D'Distillatioun gëtt jo gemaach, fir de Präisverfall ze verhënneren a fir Wäiner, déi sech eben net klasséieren oder klassifzéiere loossen, vum Maart erofzehuelen.

Neierdéngs hu mer och de Problem vun de Variétés à double classement an et ginn och scho Vins de qualité distilléiert. Ech mengen, do sinn d'Alarmluuchten ugaangen. Wann een d'Qualitéitswäiner distilléiere muss, fir de Präisverfall ze verhënneren, da gëtt et héich Zäit, datt eppes Neies geschitt.

Zu de Konklusiounen, déi um europäesche Plang gezu ginn: D'Consommatioun hëlt of, europawäit, net grad ëm 1%, mä knapp drënner. D'Distilléierung bedréit 15%. D'Importer huelen zou, a virun allem entstinn nei Wäibaugebidder op der ganzer Welt a virun allem an der Neier Welt. Och mir kréien nei Wäibaugebidder an der Europäescher Unioun dobäi. Dorop hu mir null Impakt.

Ech weess net, ob de Minister eis vläicht déi Zauberformel soe kënnt, wéi een d'Uplanze vun neie Wéngerten an och d'Vinificatioun fir héich qualitativ Wäiner an Chile oder an Amerika verhënnere kéint. Wien dat maache kënnt, hätt den „Stein der Weisen" fonnt.

An da gëtt an deenen europäeschen Texter esou unterschwelleg eng Parallell tëschent dem Wäin op där enger Säit an dem Botter- a Mëllechiwwerfloss viru Jore gezunn. A genau dat soll net méi virkommen. Ee Wäiséi soll net entstoen. En ass en fait do. Mir ware mat dem Mëllechséi geplot, mir ware mat de Botterbierger geplot, a genau dat soll beim Wäin verhënnert ginn.

Wann ee kuckt, wat de Budget fir de Wäibau an Europa ausmécht, da sinn dat 1,269 Milliarden. Dat ass vill! Mä hei si mer am Fong vun der Diskussioun: Déi 1,269 Milliarden Euro, déi solle bäibehale ginn. Dat heescht also, datt muss gekuckt gi wéi dat Geld nei affektéiert gëtt. Dee Match muss ebe gemaach ginn.

Hei huet Lëtzebuerg seng Roll esou ze spillen, datt mer behalen, wat mer zegutt hunn. Et ass och net enorm vill. Mir dierfen och an der Gestioun vun eisem Wäibauareal, an eiser Vinificatioun net ageschränkt ginn. De Lëtzebuerger Wäin ass ouni Zweifel am Laf vun deene leschte 15 Joer zu enger „success story“ ginn. Dat muss een esou soen, dat hunn och meng Kolleegen hei uewe gesot. Am Laf vun deene leschte 15 Joer huet de Lëtzebuerger Wäin e Qualitéitssprong gemaach duerch d'Zesummewierke vu ganz ville Facteuren.

D'Propositioune vun der Kommissioun bedeite fir mech Pisten oder Figuren, déi op engem Schachbriet hin- an hierbougéiert ginn. An do musse mer oppassen, datt dat Schachspill esou gespillt gëtt, datt eise Wäibau net drënner ze leiden huet.

Arrachage vu 400.000 ha: Wat heescht dat fir eis? Mir sinn alleguer der Meenung, datt mir zu Lëtzebuerg net erof solle goe vun eisen 1.300 ha, déi mer hunn. Mir brauchen déi. Mir ginn eise Wäi lass.

Den Här Clement huet geschwat iwwert de Verbuet vun Zockerung a Moût concentré. Och dat hätt en Impakt an en immensen Impakt op eise Lëtzebuerger Wäibau. D'Distillatioun gëtt ofgeschaf an den Enrichissement soll och ofgeschaf ginn, ganz, oder héchstens nach zu engem bestëmmten, ganz klenge Prozentsaz bäibehale ginn? Ech mengen zu 2%.

Mir hunn iwwregens ni zu Lëtzebuerg distilléiert. Dat betrëfft eis also net. D'Distillatioun war kee Problem fir eis.

D'Fro, déi sech also stellt, ass: No wat fir enge Kritäre gëtt déi nei Wäibauuerdnung opgestallt? Si muss esou opgestallt ginn, datt och mir eise Profit dovun hunn, an datt d'Lëtzebuerger Musel ënner kengen Ëmstänn dorënner ze leiden huet.

Wat zéie mer aus der jëtzeger Wäibauuerdnung eraus? Net extra vill, mä hei geet et och ëm de Prinzip. Mir kréien eng Bäihëllef, wann ugeplanzt gëtt no de Kritäre vun der Maartuerdnung, dat heescht, wa Wéngerten am Ertrag ausgehaen an neier ugeplanzt ginn, well eben déi Zort keng Zukunft méi um Maart huet. Mir haten am leschte Joer 80.000 Euro dofir kritt. Dat ass häerzlech wéineg, mä et geet eben ëm de Prinzip. Beim Moût concentré, do gëtt et jo och eng Bäihëllef.

Ech stellen d'Fro no de Kritäre bei der Ëmstrukturéierung an ech sinn iwwerzeegt, datt de Minister dorop äntwere kann. A wat fir eng Richtung gi mer? Kritären, déi der Promotioun vum Lëtzebuerger Wäin zegutt-kommen an och Kritären, wat d'Informatioun vun de Konsumenten iwwert de Lëtzebuerger Wäin ugeet?

E puer Wuert dann, ech hat dat ugekënnegt, zur Ëmstrukturéierung vu Lëtzebuerg an zur sougenannter Rekonversioun vun eise Wéngerten. An domadder wär ech da bei deem, wat ech ugekënnegt hat, wéi den Här Wagner e bëssen ofwäertend iwwert de Lëtzebuerger Rivaner geschwat huet.

(Interruption)

Op Däitsch heescht e Müller Thurgau, fréier war et de Riesling Silvaner. Et kéint een an dësem Kontext och iwwert den Elbling schwätzen. Fir mech stellt sech beim Rivaner virun allem eng zentral Fro vun der Ëmstrukturéierung.

Rivaner an Elbling, dat sinn déi sougenannt kleng Wäiner. Or, et huet keen Önolog mir nach bäibruecht, wat e sougenannte klenge Wäin ass. Dee Beweis huet nach kee bruecht, weder op organoleptescher Basis nach op chemescher Basis, datt de Rivaner e mannerwäertegt Produkt wär, am Verhältnis zu engem Auxerrois zum Beispill. Vläicht vun der Quantitéit hier. Fréier wéi d'Leit hu misse méiglechst vill Quantitéit zille fir kënnen iwwert d'Ronnen ze kommen, dunn hu mer Elbling a Rivaner ugesat, well een do den Ertrag extrem héich steigere konnt. Déi Zäite sinn eriwwer. Dohier vläicht de Begréff klenge Wäin.

Or, wat fir eng Roll spillt de Rivaner haut an eisem Lëtzebuerger Wäibau? Mir exportéieren 61% vun eisem ganzen Export a Form vu Rivaner, 30% vun eisem Areal ass Rivaner. An déi sougenannt Cépages nobles, déi stellen nëmmen 13% vun eisem ganzen Export duer. Ergo si mer drop ugewisen, fir den Export vum Rivaner bäizebehalen.

An dann hu mer verschidde Marchéen. Et gëtt ee Marché, deen ass eis verluer gaang, ech hunn e weider net méi erëmfonnt a gréisseren Zifferen. Dat ass de Marché aus Holland. Firwat ass dee verluer gaang?

De Marché an der Belsch, deen de Gros opfänkt vun eisem Export, deen ass, wéi ee seet, „gefährdet“. An et muss ee sech folgend Fro stellen - ech hunn awer net déi Recherchë bei den Exportateure gemaach: Wat geet vun Exportwäiner eraus bei eis? Vu wat fir enger Qualitéit sinn déi Wäiner, déi eis Land verloossen? A wat geschitt domadder an deem Exportland?

Ech hu viru Joren ëmmer plädéiert fir Qualitéit beim klenge Wäin. Dat ass den Ambassadeur vum Lëtzebuerger Wäibau bei den Touristen. Een Tourist, dee sech e Glas Wäi bestellt an dee schlecht zerwéiert gëtt, drénkt duerno och kee Cépage noble méi. Eng Kéier ugeschass, da peekt en an, da wëllt hie kee méi. Ergo mussen déi Produits de base - a richteg, de Rivaner ass eist Basisprodukt - gefleegt ginn a si mussen ëmsou méi gefleegt ginn, wa se eraus an d'Ausland ginn, wann et eist Exportprodukt par excellence ass.

Mir kënnen elo iwwer China schwätzen. Dat ass gutt gesot. Mäi Gott, de chineseschen Ambassadeur, deen drénkt bestëmmt gäre Lëtzebuerger Wäin. Hien drénkt och gär de Wäi vun der chinesescher Mauer. Deen Export ass net de grousse Créneau. Mir musse fest Abnehmer hunn, déi méiglechst no bei eis wunnen.

An da stellt sech d'Fro vun der Qualitéit. Déi beschte Qualitéit musse mer fäerdeg brëngen an de Créneauen Elbling a Riesling-Silvaner. Et ass och ze begréissen, datt probéiert gëtt, wat dobaussen an Däitschland schonn de Fall ass, fir aus verschiddenen aneren Drauwenzorten e Crémant ze maachen. D'Versucher lafen am Institut vitivinicole, fir aus Rivaner Crémant ze maachen. Ech si ganz gespaant dorop, wann déi Auswäertung geschitt ass.

Ech soen elo meng Meenung iwwer e Problem, dee keen anere bis elo nach ugeschwat huet: Ech sinn der Iwwerzeegung, datt de Fonds viticole mat deem Geld, wat hie kritt - zu engem Drëttel vun de Wënzer iwwert den Hektarbäitrag, plus dann d'Colleretten, déi d'Wënzer bezuelen, dat mécht en Drëttel, vläicht e bësse méi wéi en Drëttel; de Ministère bezilt dann déi aner zwee Drëttel oder 60% -, datt de Fong also déi Campagne am Ausland maache muss am Intérêt vun dem Verkaf vum Rivaner, ouni deen eis Lëtzebuerger Musel net auskënnt an ouni deen och eis ganz Wäilandschaft net auskënnt. De Rivaner muss salonfäeg sinn a salonfäeg bleiwen. Hie stellt en Ambassadeur fir de Lëtzebuerger Wäibau duer.

D'Exportatioun gëtt zu 92% vun de Genossenschafte gemaach, a mir kënnen eis et net leeschten dat ze ignoréieren.

Ech froen also, wéi et mat enger spezifischer Campagne ausgesäit an no enger Initiativ, fir deen Image vum Rivaner opzepoléieren. Et ass net gutt, wa mer dës grouss Produktioun ënnert den Dësch rieden an esou niewebäi mat duerchhuelen.

Zweete Volet, mir schwätzen iwwert d'Promotioun. Ech wollt an deem Kader e bëssen iwwer integréierte Wäibau schwätzen an iwwer biologesche Wäibau. Wann ee sech e bësse schlaumécht an der Grenzregioun, da stellt ee fest, datt d'Wënzer sech zesummendinn, fir no Labels de qualité ze sichen. Si sichen no Dénominatiounen, si sichen no Nimm a si sichen no Wäertkritären, déi hinnen hëllefen, hir Wäiner ze vermaarten, a woubei si dann eppes Spezifesches op d'Etikett schreiwe kënnen.

Dobei gëtt et dann staark Tendenzen. Déi eng, déi schreiwe biologesche Wäin op d'Etikett. Anerer sinn um Wee fir den integréierte Wäibau ze promouvéieren. Mengen Informatiounen no lafen do ganz grouss Initiativen am Elsass, wou d'Wënzer schonn méi Hektaren integréierte Wäibau bedreiwen, an och de Sigel dovun hunn, wéi mir hei zu Lëtzebuerg Gesamtareal hunn.

Den integréierte Wäibau ass soss näischt aneschters wéi, op eng Formel bruecht, eng Harmonie tëschent der Natur an deene Mëttelen, déi een asetze muss, fir e proppert Produkt ze kréien. Dat heescht, ech schützen d'Natur esou wäit wéi méiglech, setzen nëmme Saachen an, déi nët biologesch sinn, wann ech se brauch, fir meng Qualitéit respektiv och meng Quantitéit ze halen. Ech siche virun allem fir den Ënnerbau, d'Struktur vum Buedem, fir d'Geologie ze respektéieren, maachen eng Begréngung vum Buedem, etc.

An et gëtt esou kleng Tricken, déi ugewannt ginn, an déi äusserst interessant sinn, si héieren sech u wéi Spillereien, sinn et awer net. Zum Beispill de Fait, datt Steng an de Wéngert geluecht ginn, wou sech dann Déiercher zillen, déi dann d'Schädlinge bekämpfen, etc., esou datt een ëmmer méi op Pestizide verzichte kann. Dat gëllt fir den Elsass, wou déi Tendenz virugedriwwe gëtt. Et gëllt och fir Däitschland.

An ech stellen dann als zweet Fro déi hei: Ass et net méiglech, fir de Begréff integréierte Wäibau och hei zu engem Label de qualité opzebauen? Dat géif eis ofsetze vis-à-vis vu Masseproduktiounen, déi dee Label net hunn.

Ech wollt an deemselwechte Kontext och d'Fro stellen no verschiddene Reglementer, besonnesch no engem Reglement, dat mir perséinlech um Häerz läit, Här Minister, nodeem ech e puermol Wäi gedronk hunn, deen esou atypesch fir Lëtzebuerg war, datt ech mech gefrot hunn: Vu wou kënnt deen? Hien huet mech erënnert u Wäiner, déi nëmmen op där anerer Säit vun der Musel produzéiert gi si virun enger gewësser Zäit. Ech froen nom Reglement iwwert de Reschtzocker.

Do gëtt et munchmol Wäiner um Maart, déi drénkt een ewéi Drauwejus. Et mierkt een eréischt datt et Wäin ass, wann ee voll ass - virdru kriss de et net mat -,…

(Interruptions)

…well se esou vill Reschtzocker hunn, datt se sech…

(Interruption)

Dat kënnt alt vir, Här Gira.

(Interruptions)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ass et wouer?

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Mä dach. Da si mir d'Affer vun eisem Beruff.

(Brouhaha général)

Une voix.- Dir sidd dach net méi Buergermeeschter.

Une autre voix.- Déi Excuse ass gutt!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Zum Begréff Reschtzocker: Wann een elo higeet, esou wéi et wahrscheinlech och proposéiert gëtt, fir de Reschtzocker unzeginn op der Etikett…

(Brouhaha général)

Et gëtt Deputéiert, déi interesséiere sech terribel fir Zocker. Si sinn am Ënnerzocker.

(Hilarité)

Kuerz gesot: Ech wär frou, wann et méiglech wär, fir de Reschtzocker exakt op d'Etikett ze schreiwen oder wéinstens kloer Normen anzeféieren an déi Norme fir de Verbraucher däitlech ze maachen. Ech fannen, datt e Begréff wéi Vin moelleux net duergeet, fir d'Typicitéit vun engem Wäin ze bezeechnen. Et kann ee wahrscheinlech méi Nuancen erabrénge wéi just déi do.

Just nach ee Wuert zum Biowäibau: E Begréff, dee jo och vill strapazéiert gëtt an deen oft zu engem Argument an der Vente ginn ass. Mir hunn zu Lëtzebuerg sage und schreibe 4,5 ha biologesch ugebaute Wéngerten, an et ass ganz kloer,datt et zu Lëtzebuerg eng Demande vun de Konsumente gëtt no Bioprodukter. Et streide sech d'Geeschter, ob mir 20 oder 25 ha verkraafte kënnen zu Lëtzebuerg, oder nach an d'Luucht gi bis op 60 ha. Déi zwou Proposë si wahrscheinlech extrem. Do kann een eng Etüd maachen, eng Étude du marché, an da wäert ee sech wuel an der Mëtt erëmfannen.

De Biowäibau zu Lëtzebuerg solle mer förderen, a wann een déi Pist vum integréierte Wäibau suivéiert als Promotiounslabel an déi vum Biowäibau fir Alternativproduktioun, da kréie mer doduerch keng zousätzlech Nischeproduktioun, mä Wäiner, déi eis differenzéiere vun de Produkter aus anere Länner a virun allem vun de Produkter, déi iwwert d'Mier bei eis kommen.

Mä ech wëll awer elo dem Här Kox net virgräifen, well hie seet et ganz bestëmmt. De Begréff „Biowäibau“ ass äusserst problematesch. Wa Wéngerten do leien, wou den Helikopter laanschtflitt, da fält déi Britt vu Sprëtzmëttel op d'Biowéngerten erof. Wann een dat wëllt verhënneren, a wann ee wëllt virukommen...

Une voix.- Den Helikopter muss 20 km derlaanscht fléien dee Moment.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Jo, wann ee wëllt déi Pist vum Biowäibau suivéieren, da muss een och de Courage hunn, fir se ze gruppéieren op Plazen, wou een no deene festgeluechte Kritäre vum Wäibau dann och eng Bioproduktioun maache kann.

Et gëtt awer nach ee Fait, dee gëtt och vun der Kommissioun ënnerstrach a laanscht dee komme mer net: Et kann een eng Bioproduktioun vun Drauwe maachen. Mä dann huele mer dës Drauwen an de Keller, an do gëtt et keng Kritären, fir Biowäin ze maachen. Déi Kritäre sinn net festgeluecht, dat ass eng Lacune am europäesche Wäibau, eng Lacune an der europäescher Uerdnung. D'Kellerwirtschaft muss der Produktioun vun der Drauf ugepasst ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Musel an de Wäin sinn ouni Zweifel en Deel vun eiser nationaler Identitéit. Mir hu fir de Moment eng Produktioun, déi mer verkafe kënnen. Ech hunn awer op eng Schwieregkeet am Export higewisen.

Mir hunn eng Wënzerschaft, déi eppes entdeckt huet, wat virdrun net esou de Fall war, nämlech d'Wënzer hunn entdeckt, datt een Entrepreneur ass, wann ee Wéngerten huet a wann ee säi Wäi mécht oder wann een un der Wäiproduktioun bedeelegt ass. Dat gëllt och fir d'Kellereiwënzer, fir d'Genossenschaftswënzer.

Deen Engagement, deen e Wënzer, e jonke Wënzer brëngt, ass ouni Zweifel positiv ze wäerten um gesellschaftleche Plang. De Wënzer ass eng Perséinlechkeet, deem säi Beruff hien an eis Gesellschaft integréiert an op en héijen Niveau setzt. Dat erkläert och, firwat ewell esou vill - oder relativ vill am Verhältnis zu deene leschte 15 Joer - jonk Leit nees bereet si, Betriber ze iwwerhuelen. Mä et geet net duer. Et mussen der méi ginn.

Da stellt sech natierlech d'Fro vun der Formatioun. Ech mengen, datt zu Ettelbréck ee jonke Mënsch amgaangen ass, eng Ausbildung ze maachen. Also musse mer Synergië maachen am Ausland, wou déi jonk Leit, déi munchmol eng ganz héich Formatioun hunn ier se Önologie studéieren, eng fachlech Ausbildung kréien. Och d'Formation continue muss op engem héijen Niveau da regelméisseg vu Lëtzebuerger Säit respektiv och vun däitscher oder vu franséischer Säit assuréiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, vu datt jiddferee fir seng Partei schwätzt, war dëst en Apport vun de Sozialisten zum Lëtzebuerger Wäibau, mat engem Plädoyer fir d'Promotioun vun deem klenge Wäin; dat ass de Rivaner nämlech net!

(Interruptions)

Et kënnt e ganz grousse Wäi sinn, esou sollte mer en zillen, esou sollte mer en ausbauen an esou sollte mer en dann och vermaarten.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Scheuer. Deen nächste Riedner ass den Här Kox. Dir hutt d'Wuert, Här Kox.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wann een als véierten Ostdeputéierte schwätzt, ass jo munches virdru scho gesot ginn. Duerfir wëllt ech och net ausféierlech op déi Wäibaureform agoen, mä punktuell verschidde Saachen opwerfe respektiv dann de Lien zu der Lëtzebuerger Musel maachen.

Wéi Dir wësst, waren et jo bekanntlech d'Réimer, déi de Wäin op Lëtzebuerg bruecht hunn. Et ware si, déi laanscht d'Musel, an net nëmme laanscht d'Musel, d'Wéngerten ugeplanzt an domat och d'Kultur vum Wäin a ronderëm de Wäin matbruecht hunn.

Am Kader vun der europäescher Kulturhaaptstad 2007 Lëtzebuerg a Groussregioun presentéiert d'Land Rheinland-Pfalz zesumme mam Bistum Tréier an der Stad Tréier eng bedeitend kulturhistoresch Ausstellung „Konstantin der Große“. D'Ausstellung zu Tréier wäert sécherlech ee vun de kulturellen a geschichtlechen Héichpunkte vum Kulturjoer 2007 duerstellen. Dës Ausstellung ass d'Häerzstéck vum Projet „Straßen der Römer“, e Projet, dee säit Januar

2007 als historescht Stroossennetz eng ganz Regioun matenee verbënnt. De Kulturprojet brëngt deemno och eis Musel besonnesch an d'Rampeliicht. A wa mer Musel soen, da sinn eis Wéngerte respektiv de Miseler Wäin net méi wäit.

Wéi heescht et zum Beispill op hirem Site: „An der Nahtstelle des Dreiländerecks Deutschland, Luxemburg und Frankreich ist die Freude an guter Küche und erlesenen Weinen der Mosel- und Saar-Ruwer-Region überall zu spüren." Alles nozeliesen op www.konstantin-ausstellung.de.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Hären, wat huet dës Ausstellung dann elo mat der neier Wäibaureform vu Bréissel ze dinn? Ech menge ganz vill. D'„Straße der Römer" ass eng vun den Äntwerten op d'Problematiken, déi am Zesummenhang vun der Wäibaureform opgeworf goufen. Souwuel de Virschlag vun der Kommissioun wéi och d'Europaparlament a sengen Diskussioune gesinn d'Promotioun an d'Vermaartung vum Wäin als eng vun deene wichtegsten Aufgaben un.

Wien haut e Wäi verkafe wëllt, dee kann net nëmmen eleng an ausschliesslech d'Produkt Wäi verkafen. Et muss een eng Regioun, hir Leit an hir Kultur, hir Liewensphilosophie a villes méi vermaarten. Grad a Wäibauregioune léisst sech déi Synergie exzellent koppelen. Dës Strategie ass zwar net nei, mä hei zu Lëtzebuerg bei Wäitem nach net ausgebaut. Mir dinn eis nach ëmmer schwéier, d'Regioun als Ganzes ze verkafen. Och den eenzelne Wäiproduzent deet sech nach ëmmer schwéier, dës Synergien anzegoen.

En éischte positive Worf an déi Richtung ass sécherlech de Projet vu LEADER+ Musel, fir d'Regioun als Ganzes ze vermaarten an d'Regioun nämlech ënnert engem Numm „Miseler Land" optrieden ze loossen.

Mir däerfen eis awer näischt virmaachen: D'Landwirtschaft an domadder och de Wäibau stiechen an engem Strukturwandel. D'Globaliséierung mécht och net virun dësem Wirtschaftssecteur an dem entspriechende Produkt halt. Eng ganz Rei vun Indikatore schwätzen do eng eendeiteg Sprooch: Réckgang vum Verbrauch, staark Zounahm vun den Importer, strukturell Iwwerschëss, systematesch Destillatioun. Den europäesche Wäibau kënnt deemno net laanscht eng Reform. Den europäesche Wäisecteur huet eng ganz Rei vu Stäerkten; en huet awer och beträchtlech Schwächten. Zu de Stäerkte gehéieren - wéi virdru scho gesot - sécherlech d'Traditioun vun engem méi wéi dausend Joer alen Know-how, wat d'Hierstellung vun héchster Qualitéit garantéiert.

Do dergéint schwätzt awer e strukturellen Iwwerschoss u Wäin ouni Ofsaz, deen zu drasteschen Akommesverloschter fir d'Wënzer féiert. Dësen Iwwerschoss brëngt mat sech, datt de Wäin deier gelagert respektiv destilléiert muss ginn. Vun dëse Moossname si mir bis elo hei zu Lëtzebuerg gréisstendeels verschount bliwwen, well mir praktesch nëmme Qualitéitswäibau ubaue respektiv e konstante Wäibauperimeter opweisen ouni illegal Uplanzungen, vun deenen et der an de südleche Länner eng etlech ginn, an déi haaptsächlech zur Iwwerproduktioun bäidroen.

Dobäi kënnt, datt déi europäesch Wäiner insgesamt ëmmer méi u Wettbewerbsfäegkeet vis-à-vis vun de Wäiner aus der Neier Welt verléieren. Déi ginn als méi bestänneg ugeholl an hu sech eendeiteg besser op de Geschmaach vun engem Deel vun de Konsumenten hei an Europa ausgeriicht: d'Generatioun Vanille, Wäiner also, déi e Passepartout duerstellen; de Chardonnay als Paradebeispill vun dëser Geschmacksrichtung; Einheits-Goût par excellence, sief dat e Wäin aus Australien, Chile oder och nach Kalifornien.

Eis Gesellschaft wëllt sech scheinbar net méi mat der Komplexitéit vun de Wäiner ausenanersetzen: Wäiner, déi un d'Regioun ugepasst sinn; Wäiner, wou een den Terroir erausschmaacht. All Regioun huet säi Wäin a seng Typicitéit. Do läit d'Stäerkt vun Europa. Mir däerfen dës Traditioun net opginn a mussen alles drusetzen dës Trëmp auszespillen.

Bei dëser Aufgab musse mer de Konsument och méi verstäerkt zréck an d'Boot kréien.

D'Geiz-ist-geil-Mentalitéit ass och am Beräich vum Wäikonsum sécherlech net dénglech. Global denken a regional handelen, muss d'Devise sinn. Fir dëst ëmzesetzen, a besonnesch och zu Lëtzebuerg, muss de Wäiproduzent awer och op si fir nei Experimenter. Hie muss op d'Leit duergoen a se mathuelen an eng Welt vun Traditioun an Innovatioun, Qualitéit an Transparenz.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'EU-Kommissioun huet eng ganz Rei vu Virschléi presentéiert, wéi déi strukturell Schwächte vum europäesche Wäibau kënne behuewe ginn. Och fir déi Gréng sinn eng ganz Rei vun dësen Zilsetzungen ze ënnerstëtzen. Den europäesche Wäi soll och an der Zukunft fir Qualitéit a regional Besonderheete stoen. Déi momentan Villfalt u Wäinzorte respektiv Wäiner a Wäikulturen däerf net verluer goen.

Déi wichtegst Fro ass awer: Wéi wäit kënne mer a musse mer d'Liberaliséierung vum Wäibau dreiwen? Awéiwäit däerfe mer d'Maartöffnung fir Wäiner aus onorthodoxer Hierstellung akzeptéieren? Awéiwäit erlabe mer den Zousaz vu Waasser, Holzspéin oder och nach Wäifraktionéierungen, wéi dat schonns a ville Länner Praxis ass? Wichteg aus grénger Siicht ass, datt fir de Verbraucher erkennbar ass wou de Wäin hierkënnt a wéi de Wäin hiergestallt gouf.

Ech wëll da kuerz op déi eenzel Reformvirschléi vun der Kommissioun agoen. D'Kommissioun schléit zum Beispill, fir de strukturellen Iwwerschoss u Wäi kënnen an de Gréff ze kréien, eng massiv Rodung vir; also en Aushae vu bal 400.000 ha Wéngerten. Dës Moossnam ass sécherlech a südleche Länner punktuell néideg, besonnesch do wou illegal Planzungen duerchgefouert gi sinn. Am grousse Ganzen dierf et awer net zu dëse massiven Aschnëtter kommen, besonnesch well d'Ausha-Primmen e groussen Undeel vum EU-Budget verschléngen an domat a Beräicher, wou se méi néideg wären, wéi zum Beispill der Promotioun, feelen.

D'Dier vu punktuellen Ausha-Moossnamen däerf awer net ganz zougeschloe ginn. Och mir hei zu Lëtzebuerg hu schonns deelweis dovu profitéiert; dëst zum Beispill a Randgebidder vum Wäibauareal. Wann awer muss ausgehae ginn, däerf den Droit de plantation net ganz verluer goen, well d'Gefor vun Dréischten innerhalb vum Wäibauareal grouss ass, wat dann zousätzlech Problemer schaaft.

De Subsidiaritéitsprinzip bei der Uwendung vun Ënnerstëtzungsgelder ass sécherlech begréissenswäert. Esou kënnen d'Länner besser op hir spezifesch Situatioun agoen. D'Gefor ass awer och do grouss, datt mer erëm zréckfalen an eng ze staark Zersteckelung vun der gemeinsamer Agrarpolitik. Besonnesch déi grouss Länner kéinte sech hei op Käschte vun deene klenge Länner besser Virdeeler verschafen.

Zur Entwécklung vum ländleche Raum: D'Kommissioun schléit vir den Transfert vu Gelder aus der éischter Sail - also Gelder, déi fir d'Ëmstellungs- an d'Ëmstrukturéierungsmoossname genotzt ginn - an de Beräich vun der zweeter Sail ze integréieren; eng zweet Sail, déi d'Verbesserung vun der Ëmwelt respektiv vun der Landschaft ënnerstëtze soll.

Dës Reform gëtt zwar vun deene meeschten europäesche Wäibauverbänn ofgelehnt, déi Gréng mengen awer, datt d'Koppelung u méi spezifesch Ëmweltmoossname längerfristeg net opzehalen ass. Dës Moossname si jo schonns laang e Bestanddeel vun der allgemenger Agrarpolitik, an hunn do zu méi oder manner positivem Verständnis bei de Bauere vis-à-vis vun der Ëmwelt bäigedroen. Derbäi kënnt, datt déi eenzel Länner Méiglechkeeten hunn zousätzlech Hëllefstellung ze ginn.

Zu der Qualitéitsproblematik an der geographescher Appellatioun: Fir déi Gréng ass et wichteg, dass d'Liewensmëttelproduktioun d'Qualitéit an de Vierdergrond stellt. Nëmmen héich qualitativ Produkter, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, kënnen dobäi iwwerliewen. D'Wäibauproduktiounsmethoden, oder besser gesot déi önologesch Verfahren, sinn dobäi e wichtege Bestanddeel. D'Liberaliséierung vu Wäibauveraarbechtungsmethoden ass scho wäit fortgeschratt; och déi industriell Wäinhierstellung. Déi traditionnell Wäinhierstellungsverfahre mussen dofir méi ënner Schutz gestallt ginn.

D'Beispill vun den Holzspéin weist, datt d'Methoden ëmmer méi originell ginn. Déi europäesch Regelen erlaben deen Asaz jo och scho bekanntlech hei zu Lëtzebuerg respektiv an Europa. Et wär un der Zäit och hei zu Lëtzebuerg eng Diskussioun iwwert deen Asaz ze féieren. Ass d'Verbot generell oder erlabe mer den Asaz punktuell? A Frankräich respektiv Däitschland sinn déi Diskussioune scho gelaf a si hu sech eendeiteg fir e Verbot vum Asaz vun Holzspéin a Qualitéitswäiner ausgesprach.

Mir däerfen eis awer och do net an d'Täsch léien. Och hei zu Lëtzebuerg ginn et schonn eng ganz Rei vun Hëllefsstoffer, fir d'Wäiproduktioun ze ënnerstëtzen: sief dat am Ufank, während oder och nach no der Gärung, sief dat fir de Goût oder d'Faarf oder och nach d'Feeler bei der Wäiproduktioun ze beaflossen. Duerfir kritt an huet den Étiquetage eng besonnesch Roll vis-à-vis vum Konsument ze spillen.

Och d'Verschaffe vu Moscht oder Wäin aus Drëttlänner schaaft Problemer; e Wäin also, deen op Basis vum importéierten Drauwemoscht oder Wäin entstanen ass. Dëst ass contraire zum Gedanke vun enger Stäerkung vum ländleche Raum mat sengen Traditiounen a Produkter, wat jo besonnesch fir de Wäi gëllt. Engersäits stelle mer gären d'Wichtegkeet vun der Wäibauregioun op kulturellem a politeschem Feld an de Vierdergrond, op där anerer Säit loosse mer respektiv ënnerstëtze mer d'Veraarbechtung vun net europäeschem Moscht zu engem europäesche Wäin. Dëst kann an däerf a sech net sinn. Mir wëssen awer alleguerten, datt dat haut scho gängeg Praxis ass.

D'Globaliséierung mécht jo awer net beim Wäin halt. Och haut kritt een chileneschen, australeschen a mar vläicht chinesesche Moscht oder Wäi fir en Apel an e Stéck Brout, fir dann a groussen industrielle Kellereien zu europäeschem Wäi verschafft ze ginn. Duerfir kritt och hei den Étiquetage eng besonnesch Bedeitung. D'Gefor vun enger Banaliséierung vum Goût ass grouss. Eng Banaliséierung, déi et mat sech brëngt, datt eng Upassung vum europäesche Wäin un international Goûten d'Folleg ass. Wou bleift do de Charakter vun der Regioun, vum Terroir respektiv vun där aus der Regioun spezifescher Wäinzort?

Mir kënnen awer nëmmen da bestoen, wa mer et fäerdeg brëngen de Konsument erëm méi mat den ënnerschiddleche Goûten ze konfrontéieren an och hie vun hinnen ze begeeschteren. Dëst ass sécherlech net einfach, mä et ass déi eenzeg Chance, besonnesch hei op der Musel, wou mer eis dach gären op de Qualitéitswäi beruffen.

Dofir ass d'Reform vun der Marque nationale eng wichteg Erausfuerderung. Déi Reform ass awer dann eréischt vollstänneg a richteg, wa mer endlech eng raimlech getrennte Sëtzuerdnung duerchféieren, ouni datt deen een oder anere beim Wäin-Schmaachen an d'Glas kuckt.

(Interruption)

Mir brauche keen Eenheetswäin. Mir brauchen e Wäin, deen et fäerdeg brëngt d'Kliantell ze begeeschteren an unzezéien. Dës Aufgab ass virun allem eng Aufgab vun de Wäiproduzenten.

Och d'geographesch Appellatioun ass e weidere wichtege Punkt fir den europäesche Wäibau. Wann d'Regiounen nach e Stellewäert sollten hunn, muss d'Typicitéit vun der Regioun och oprechterhale ginn. Grad den Zesummenhang vu regionale Produkter a regionalem Tourismus ass eng wichteg Tromp fir den europäesche Wäin.

Och fir Lëtzebuerg stellt sech d'Fro vun enger méi optimaler geographescher Appellatioun. D'Lagebezeechnung ass sécherlech e wichtegen Atout an dëser Iwwerleeung. Vläicht kann de Minister eis iwwert de Stand vun den Diskussiounen ëm eng Lagebezeechnung op der Lëtzebuerger Musel opklären?

Dass den Étiquetage e wichtegt Instrument fir d'Transparenz vis-à-vis vun de Clienten ass, hunn déi Gréng schonn oft op dëser Plaz hei ënnerstrach. Besonnesch am Beräich vun de Liewensmëttel huet den Étiquetage eng grouss Roll ze spillen. Niewent der Transparenz ass awer och d'Éierlechkeet an d'Eendeitegkeet vum Étiquetage vu Wichtegkeet.

Ouni Promotioun an Informatioun ass och dee beschte Wäin oder Crémant net un de Mann oder un d'Fra ze kréien. Wéi aganks schonn emol gesot, mussen iwwert de Wee vu gemeinsamen Aktioune Synergië gesicht ginn, fir eng optimal Vermaartung bedreiwen ze kënnen. Dofir muss och op europäeschem Plang méi an dee Beräich vun der Promotioun investéiert ginn. Hei muss de Secteur awer och selwer nach méi Ustrengunge maachen.

Fir Lëtzebuerg gëllt virun allem, eng gemeinsam Visualitéit no baussen opzebauen. D'„Miseler Land" ass een éischte Schrëtt an déi Richtung a soll dofir och ënnerstëtzt ginn. Duerch déi nei Wäibaureform ginn och d'Comités interprofessionnels méi staark gefördert. Dofir misst a sech de Comité interprofessionnel, wéi virdrun och scho vum Här Wagner gesot, hei méi staark ënnerstëtzt ginn. D'Kompetenzgerangel am Beräich vun der Promotioun an der Informatioun ass och hei sécherlech kontraproduktiv.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vu menger Ausféierung wéilt ech nach op e puer Punkten agoen: Dëst sinn de Biowäin, den Ëmweltschutz an d'Klimaproblematik. Et ass virdru scho kuerz erwähnt ginn, dass de Biowäin hei zu Lëtzebuerg och e grousst Potenzial huet. Et dierft och mëttlerweil an de Käpp vun de Wënzer respektiv dem Wäibauinstitut an dem Minister ukomm sinn, dass den Ubau vu Biowäin och hei zu Lëtzebuerg méiglech ass. D'Nofro no biologesche Produkter gëtt nämlech ëmmer méi grouss. D'Produktioun kënnt der Demande bei Wäitem net no.

Sécherlech däerf net laanscht de Maart produzéiert ginn. Dëst gëllt jo awer net nëmme fir de Biosecteur, mä fir sämtlech Produkter. An der konventioneller Landwirtschaft ass d'Iwwerproduktioun schonns bal d'Regel. Dofir gëtt jo bekanntlech och dës Wäibaureform duerchgefouert.

Datt de Biowäin och hei zu Lëtzebuerg funktionéiert, brauch jo elo net méi bewisen ze ginn. Datt mer awer nach ëmmer nëmme bei engem professionelle Wënzer sinn, ass schonn erstaunlech. D'Demande ass bei Wäitem vill méi grouss, wat dozou féiere géif, dass ëmmer manner, wa méi géif ugeplanzt ginn, auslännesche Wäin do importéiert kéint ginn.

D'Virdeeler leien net nëmmen am Beräich vun der Vermaartung, mä och a besonnesch am Ëmgang mat der Ëmwelt. D'Belaaschtung vu Buedem a Loft ass bekanntlech ganz kleng, well op synthetesch Sprëtzmëttel a Konschtdünger verzicht gëtt. Och gëtt duerch d'Uplanze vun ënnerschiddleche Kraider a Grieser eppes fir d'Planzevillfalt an de Wéngerten ënnerholl. Hei kann och déi konventionell Landwirtschaft nach munches ophuelen.

Datt d'Produktioun vu Biodrauwe méi Opwand bedeit, dat ass bekannt. Och am Biowäibau muss gesprëtzt ginn. Déi natierlech Mëttele sinn och bei Wäitem net esou staark an dofir och net esou wierksam. D'Wierksamkeet gëtt awer duerch de richtegen Zäitpunkt vun der Sprëtzung ëmsou méi verstäerkt. Dofir ass am Biowäin d'Feststellung vum richtegen Zäitpunkt ee vun de wichtegste Punkten. Mä och fir de konventionelle Wäibau ass den Zäitpunkt vun der Sprëtzung ee vun de wichtegste Punkten.

De Klimawandel brëngt mat sech, dass mer am Ufank vun der Vegetatiounsphas, datt heescht Mee-Juni, scho relativ héich Temperature mat héijer Fiichtegkeet hunn, idealen Nährbuedem also fir Pilzkrankheeten. Dëst war besonnesch d'lescht Joer an der Gemeng Schengen de Fall. Staarke Pilzbefall war a sämtleche Wéngerten opgetrueden. Duerch eng effikass Wiederstatioun mat Pilzpreventiounssystem loossen sech vill Kränkten an och vill Sprëtzmëttel aspueren. Dofir geet et net duer, een oder zwee esou Systemer opzestellen, mä op der ganzer Musel mussen esou Systemer opgestallt ginn. D'Ëmwelt an déi nokommend Generatiounen danken.

Ech kommen zum Schluss. De Lëtzebuerger Wäibau ass net an der Kris, mä och mir mussen eis strukturell upassen. E puer vun deenen Upassungen hunn ech hei genannt. Och d'Diskussiounen an der Kommissioun respektiv am Europaparlament si bei Wäitem nach net ofgeschloss. Wënschenswäert wär op jidde Fall, dass de Minister méi frél a méi konzertéiert mat dem ganze Secteur, méi oft an am Virfeld vun deenen Diskussiounen zesummekënnt.

Global denken a regional handelen oder wéi an dësem Fall éischter regional Produkter drénken ass fir déi Gréng d'Devise. Esou wéi virdru scho gesot, muss de Lëtzebuerger Wäisecteur awer de Konsument mathuelen. Mathuelen an eng Welt vun Traditioun an Innovatioun, Qualitéit an Transparenz.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme la Présidente.- Merci, Här Kox. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Dir hutt d'Wuert, Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'europäesch Agrarpolitik, an do ziele mer d'Wäibaupolitik jo och dozou, déi zeechent sech doduerch aus, datt eng Reform déi aner jot. Kaum, datt déi eng duerchgesat, ëmgesat ass, da gëtt schonn erëm vun där nächster geschwat. Dat ass eppes, wat d'Leit, déi hir Betriber musse géréieren a laangfristeg an hire Betriber plange mussen, viru grouss Problemer stellt.

De Wäisecteur an Europa kriselt scho laang an en ass an enger déiwer Kris. Mir kënnen

iwwert d'Grenz kucken. En traditionellt Wäiland wéi Frankräich, do sinn traditionell Familljebetriber, déi iwwer vill Generatioune bewirtschaft gi sinn, déi vir bäi an hanne widder sinn an net méi wëssen, wéi et soll weidergoen. An dofir kann een och grondsätzlech d'accord sinn, datt de Wäisecteur hei an Europa eng Reform brauch, datt eppes muss passéieren.

D'Virschléi allerdéngs, déi d'EU-Kommissioun den 22. Juni d'lescht Joer gemaach huet, kënnen eis Zoustëmmung net fannen. Déi Virschléi hunn natierlech e konkreten Hannergrond. Et gëtt strukturell Iwwerschëss. Dat léisst sech net ewechdiskutéieren. Dat ass och net nei.

Ech hunn aus Ärem Rapport, Här Minister, erausgeholl, datt d'lescht Joer, 2005, d'Demandes de distillation an der EU 15,4 Milliounen Hektoliter betraff hunn, datt d'Kommissioun dovun 8,4 Milliounen Hektoliter accordéiert huet, an datt dat ingesamt e Käschtepunkt vun 185 Milliarden Euro bedéngt. Déi Destillatioun, wa se dann ëmmer an ëmmer erëmkënnt, ass eng onsënneg Moossnam. Ech mengen, doriwwer si mer eis eens. Do muss dann eng strukturell Reform kommen.

Mir bréngen et och vläicht fäerdeg, d'Leit ze iwwerzeegen, datt se aus gesondheetleche Grënn e bësselche Wäi sollen drénken, déi, déi déi Gewunnecht net hunn. Da wär de Problem sécher séier geléist. Oder mir sollen dat, wat do un Energie produzéiert ginn ass, well dat ass och en Aspekt, dann enger sënnvoller energetescher Notzung zoufëieren. Mä d'Destillatioun ass sécher net déi sënnvoll energetesch Notzung, well do gëtt praktesch méi Energie verbraucht derbäi, wéi der netto erëm ënnen iwwreg bleift.

Et kann een och, wann ee Lëtzebuerg kuckt, soen, datt de Klimawiessel, dee mer alleguer spieren, sech an deene leschte Jore positiv op d'Ertragssituatioun, op d'Ertragssécherheet ausgewierkt huet. Mir brauchen nach net esou schrecklech wäit zréckzedenken, fir eis u Joren ze erënneren, wou praktesch ganz Récolten erkaalt waren oder verhagelt gi sinn. Dee Problem si mer zwar haut och nach net lass, mä et gesäit een awer, datt an där leschter Décennie a souguer e bësse méi wäit zréck praktesch net méi richteg op der Musel eppes erkaalt ass.

D'Kommissioun schléit, aus Lëtzebuerger Siicht wichteg, zwou Mesurë vir. Dat ass hei scho gesot ginn. 400.000 ha erausrappen. Dat géif 2,4 Milliarden Euro kaschten. Dat géif Sënn maachen, wann d'Europäesch Unioun ee protegéierte Maart hätt. Dat ass awer net de Fall! De Maart ass op. An dat, wat anerer och scho vun dëser Plaz aus gesot hunn, nämlech datt dat, wat mir selwer reduzéieren, automatesch duerch Importer erëm ausgeglach gëtt an duerch méi Produktioun, méi Usetzen ausserhalb der EU méi wéi kompenséiert gëtt, dat trëfft ganz sécher zou.

Dat Zweet ass de Problem - dee jo och hei net nei ass - vun der Uräicherung mat Saccharos, déi verbuede gi soll. D'Kommissioun hätt gären, datt dat da soll mat konzentréiertem Most geschéien. Dat ass eng Ingérence an d'Aart a Weis, an d'Traditiounen, fir Wäin ze produzéieren, déi een net toleréiere kann. Do geet eiser Meenung no d'Kommissioun ganz eendeiteg ze wäit.

Dat géif d'Typicitéit vum Lëtzebuerger Wäin, a just dat ass jo awer säin Atout dobaussen, esou verfälschen, datt just déi Chancen, déi mer awer gesinn, doduerch géinge futti gemaach ginn. Duerfir kann dat absolut net akzeptéiert ginn.

Mir sinn hei en face vum generelle Problem vun der Liberaliséierung, wou mir an engem Land, wou vill verdéngt gëtt, wou d'Käschte relativ héich sinn, enger Konkurrenz ausgesat sinn, wou kee freet ënner wat fir enge Konditiounen, datt déi Importwäiner da produzéiert gi sinn, wéi héich d'Aarbechtsléin an deene Länner sinn, wéi héich d'sozial Protektioun vun deene Leit ass, déi an deene Wéngerte an an deene Kellere schaffen, an no wat fir enge Methoden d'Vinificatioun do virgeholl gëtt.

Och muss een d'Fro opwerfe vun den Transporter haut, an dat ass ee reellen a generelle Problem, datt nämlech déi wierklech Transportkäschten, wann een d'Ëmweltbelaaschtung an d'Auswierkungen op d'Ëmwelt mat a Betracht zitt, einfach net realistesch sinn.

Et kann och net logesch sinn, Madame Presidentin, datt zum Beispill d'Servicer an der EU protegéiert ginn - mir hunn eng Risendiskussioun gehat iwwert d'Bolkestein-Direktiv, wou mer eis Gott sei Dank eens gi sinn, datt dat net esou ka goen, wéi den Här Bolkestein sech dat virgestallt hat -, an datt awer aner Beräicher der fräier Konkurrenz gnadenlos ausgeliwwert ginn, ouni datt mer et fäerdeg bréngen an deem fräien Handel e Minimum u sozialen an ekologeschen Normen ze etabléieren.

Mir als ADR si jiddefalls kategoresch géint esou eng Approche am Kader vun der WTO.

Madame Presidentin, et ware Leit viru mir hei, déi sech beklot hunn, an net zu Onrecht, datt de Ministère sech bis elo relativ roueg verhalen huet vis-à-vis vun de Propositioune vun der Europäescher Kommissioun. An ech ka mech deem och nëmmen uschléissen.

Ech erlabe mer mat Ärer Genehmegung hei aus enger Lëtzebuerger Zeitung ze zitéieren. Do stoung den 23. Januar - dat ass jo nach net laang hier -: „In Luxemburg hat sich das zuständige Ministerium für Weinbau, genauer Minister Boden und Staatssekretärin Modert - beide CSV -, nur zurückhaltend und relativierend geäußert. Engagiert Stellung bezogen hat dagegen schon früh die Europaabgeordnete Astrid Lulling - CSV -, Vorsitzende der Intergruppe ‚Wein, Tradition und Qualität'."

Ech géing, Madame Presidentin, mat Ärer wohlwollender Genehmegung eisen zwee Regierungsmemberen un d'Häerz leeën, sech un hirer Parteikolleegin e gutt Beispill ze huelen.

(Interruption)

Do hu se jo ganz sécher näischt dergéint.

Zréck vum internationalen Terrain op Lëtzebuerg. Ech géing soen, mir hätten als Wäibaugebitt prinzipiell grouss Chancen, eis géigeniwwer der internationaler Konkurrenz ze behaapten.

Allerdéngs ass d'Situatioun net roseg. Wann een d'Consommatioun hei am Land kuckt, an dat si Statistiken, déi ech aus Ärem leschte Rapport geholl hunn, da gesäit een, datt nëmmen 32% vun deem, wat hei am Land verkaaft gëtt, Lëtzebuerger Origine huet - Wäin, Crémant a Mousseux -, datt 22% Wäisswäiner aus dem Ausland a 46% Routwäiner a Rosé aus dem Ausland sinn. Dat heescht, manner wéi een Drëttel vun deem, wat hei gedronk gëtt, ass d'origine luxembourgeoise. An dat muss eis ganz staark ze denke ginn.

D'Exporter. Et sinn, wéinstens an deem Berichtjoer, 55.000 Hektoliter an den Export gaangen. Dat bedeit vis-à-vis vun deem Joer virdrun e Réckgang vun 10,5%. D'Explikatioun ass, datt den Export u Vin de table no Däitschland an an d'Belsch e Réckgang vu 45% ze verzeechne gehat hätt.

Madame President, dozou muss ech umierken, datt déi däitsch Wënzer, déi sécher och därselwechter Konkurrenz ausgesat si wéi d'Lëtzebuerger Wënzer, et fäerdeg bruecht hunn an Däitschland deen Trend ëmzedréinen, datt an Däitschland de Consommateur erëm méi däitsche Wäin drénkt, wéi dat virdrun de Fall war. Ergo kann een dovunner ausgoen, datt mer hei zu Lëtzebuerg nach e gutt Stéck Terrain wettzemaachen hunn an datt dat och misst méiglech sinn. Quitte datt hei d'Populatioun e bëssen anescht zesummegesat ass. Ech mengen, dat wësse mer alleguer.

40% vun eiser Produktioun ginn an den Export. Dovunner gi 87% an d'Belsch, traditionell eise gréissten Abnehmer. Nëmme 6% ginn an Däitschland, 6% a Frankräich, an - d'éinescht ass d'Fro hei opgeworf ginn - 0,3% an Holland, wou ee géif mengen, do wär effektiv e Marché, deen ee misst opbaue kënnen.

Och nach e Wuert iwwert d'Exporter. Aus de Chiffere geet ervir, datt eis Genossenschaftskellereien 92% vun den Exporter ausmaachen, d'fräi Wënzer an den Handel 8%. Ech mengen, och dat weist drop hin, wéi wichteg datt de perséinleche Kontakt mam Consommateur ass.

D'Stocker vum Wäin op den 31. Juli 2005 waren 194.000 Hektoliter. Dat bedeit eng Couverture vu 17 Méint vun der Vente vun den einheimesche Wäiner.

Et muss een awer och soen, datt mer eng ganz Partie intern Problemer hunn, déi mer duerch eng gutt national Politik besäitege kënnen. Engersäits sinn d'Konditioune fir ze produzéiere schwiereg. Si si generell schwiereg. Dat ass bedéngt duerch den Terrain, wat awer och op där anerer Säit en Atout duerstellt, well eis Wäiner doduerch eng Qualitéit hunn, déi net esou liicht mat aneren, besonnesch am wäisse Wäin, Gebidder ze vergläichen ass. Duerfir ass et noutwendeg, datt déi Hëllefen, déi fir d'Steillage gewährt ginn, weiderhin erhale bleiwen.

Et ass och ganz kloer, datt d'Léin an d'Käschte méi héich hei si wéi an anere Länner. Wesentlech méi héich. D'Vergläichsakommes ass wesentlech méi héich wéi an eisen direkten Nopeschlänner. Dat mécht eise Wënzer et esou schwéier, fir kënne matzehale mat den Akommessen hei am Land.

Ee Wuert zum Remembrement. En ass natierlech noutwendeg, fir déi ëmmer méi grouss Betriber an d'Lag ze versetzen hir Terrainë kënne mat engem Minimum un Aarbechtsopwand, well d'Léin jo esou deier sinn, hir Betriber kënnen ze bewirtschaften. Et muss ee bedaueren, datt deen Hickhack, deen an der Vergaangenheet war, deen elo Gott sei Dank schéngt iwwerwonnen ze sinn, esou laang gedauert huet an iwwer esou eng laang Zäit zu Blocagë gefouert huet, déi sech awer op déi Betriber schiedlech ausgewierkt hunn.

An ech erlabe mer hei d'Fro ze stellen: Hätt dat elo geännert, wäre mer endlech iwwert dee Punkt ewech, wann net esou massiven Drock vu bausse komm wär?

Madame Presidentin, d'Regierung hat virun e puer Joer d'PriceWaterhouse-Etüd ordonnéiert. Déi ass vum Steierzueler bezuelt ginn. Ech hat dowéinst eng Interpellatioun de 6. Juni 2002 hei, fir ze kucken, wat dann elo ëmgesat ginn ass vun all deene Konklusiounen, well dat ass e ganzt Konzept! An et muss een och leider haut feststellen, wat ech schonn deemools gesot hunn: „Außer Spesen nicht viel gewesen." Et si partiell kleng Deeler ëmgesat ginn, mä dat ganzt Konzept net, an et muss een déi Etüd vu vir bis hannen am Detail gelies hunn, fir ze verstoen, wat gemengt ass. Dat ganzt Konzept ass leider nach net ëmgesat.

Dann zum Schluss nach, well meng Riedezäit geet zu Enn,...

Mme la Présidente.- Allerdéngs.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- ...de Problem - en ass hei schonn ugeschnidde ginn - vum Erofsetze vun de Promille bei de Verkéierskontrollen. Den Transportminister seet eis hei, hien hätt keng Donnéeën iwwert dat, wat d'Influenz wär vun deenen, déi tëschent 0,5 an 0,8 Promill hätten, well déi Donnéeën net géingen zréckbehale ginn. Wann en Accident geschitt gëtt selbstverständlech eng Bluttprouf geholl, mä wann een dann net iwwer 0,8 ass, da géing dat net zréckbehale ginn. Et si keng Donnéeën do. An trotzdeem seet hien, hie wéilt dat mordicus esou séier wéi méiglech ëmsetzen.

Mir sinn der Meenung, datt dat eng onverantwortlech Haltung vun der Regierung ass. Well, wann een net ka beleeën, woufir een esou eng Mesure wëllt aféieren, da soll een et och net maachen.

Eleng d'Argument fir ze soen: „Ma déi aner hunn et awer scho gemaach.", dat kënne mir net akzeptéieren, well am Sënn vun der Subsidiaritéit ass dat do e Problem, deen all Land soll kënne bei sech esou léise wéi et et fir richteg fënnt.

Ech wëll och hei de Kolleegen aus der CSV soen, datt et net geet, fir sech hannert dem sozialisteschen Transportminister ze verschanzen an dobaussen ze erzielen: Oh neen, mir sinn och net domat d'accord. D'Regierung setzt sech aus zwou Parteien zesummen, a se droen allen zwou déiselwecht Verantwortung an deem Beräich.

Madame Presidentin, ech sinn domadder fäerdeg.

Mme la Présidente.- Très bien.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech hunn awer eng Motioun.

Mme la Présidente.- D'Zäit ass eriwwer, Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Jo, ech weess dat. Sidd elo net esou kriddelech.

Ech hunn eng Motioun hei, wou et just ganz konkret...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hien huet heiansdo esou gelungen Naupen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- ...ëm déi Problematik do geet, wou mir froen, datt d'Regierung fir d'éischt emol soll eng Etüd driwwer maachen, wat da wierklech den Impakt ass tëschent deene vun 0,5 bis op 0,8 Promill. An da kënnt Der jo emol eng Décisioun en pleine connaissance de cause huelen. Ech hu se nëmmen eleng ënnerschriwwen, ech hoffen, datt d'Kolleegen aus deenen anere Fraktiounen och déiselwecht Meenung hunn, an duerfir bereet sinn hir Ënnerschrëft drop ze setzen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- soucieuse de la sécurité routière d'une part et de la viabilité des secteurs vitivinicole et gastronomique d'autre part;

- considérant la détermination du Gouvernement d'abaisser le seuil légal d'alcoolémie au volant de 0,8 à 0,5 g d'alcool par litre de sang;

- estimant que toute disposition contraignante devrait être fondée sur une base solide de données et d'arguments qui justifient la mise en vigueur d'entraves légales;

- constatant la déclaration du Ministre compétent que des statistiques sur les accidents routiers causés par des conducteurs présentant un taux d'alcoolémie entre 0,5 et 0,8 g d'alcool par litre de sang font défaut;

- considérant que le seul fait que la plupart des autres États membres de l'Union européenne ont déjà abaissé le taux légal d'alcoolémie ne constitue en soi pas un argument assez valable pour justifier cette mesure;

invite le Gouvernement

- à faire établir dans les douze mois à venir une base statistique solide, renseignant sur les accidents routiers causés par des conducteurs ayant presenté un taux d'alcoolémie entre 0,5 et 0,8 g d'alcool par litre de sang;

- à procéder à une étude fiable, démontrant l'impact positif de l'abaissement du seuil légal d'alcoolémie dans d'autres États de l'Union européenne sur les accidents de la route.

(s.) Robert Mehlen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, dann ass d'Wuert elo un der Regierung. Den zoustännege Minister Fernand Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei enger Interpellatioun iwwert de Wäibau mierkt een ëmmer, datt d'Lëtzebuerger Musel vill Frënn huet, datt vill Leit hei frou mam Wäin sinn, an domadder och mat de Wënzer a mam Wäibau.

Ech stellen och ëmmer fest, dass hei eng relativ grouss Eestëmmegkeet herrscht iwwert dat Wesentlecht, wat d'Politik vum Wäibau insgesamt - elo europawäit, wat haut diskutéiert ginn ass, awer och national - ugeet. Dass dann esou Scharmützel sinn iwwer manner Wesentleches, ech mengen, domadder kann ee liewen.

Wéi gesot, ech si frou, datt mer haut eng gutt Diskussioun haten. Et mierkt een, datt d'Deputéierten, déi hei geschwat hunn, gutt dokumentéiert sinn. Dat erlaabt dann och, fir Akzenter ze setzen a fir och gemeinsam de richtege Wee ze sichen an ze fannen.

Ech stelle fest, datt e puermol vu verschiddene Leit gesot ginn ass, datt de Lëtzebuerger Wäibau an de leschte 15 Joer en Erfolleg, eng „success story" war. Dat ass net vum selwe gaangen. Do haten ouni Zweifel d'Wënzer dee gréisste Mérite drun, mä ech mengen, och d'Politik huet et erméiglecht, datt d'Wënzer konnten an engem gudden Ëmfeld gutt Aarbecht leeschten. Ech géif mengen, déi Qualitéitspolitik, déi hei an de leschte Jorzéngte gemaach ginn ass, déi huet wesentlech derzou bäigedroen, datt de Lëtzebuerger Wäibau och a schwieregen Zäiten awer nach besser do steet wéi anerer.

Et ass drop higewise ginn, datt de Wäibau an der Europäescher Unioun eng ganz wichteg an eng ganz grouss Roll spillt. Der wësst, datt zënter dem 1. Januar 2007 zwee nei Länner derbäikomm sinn: Rumänien a Bulgarien. Déi hunn zesummen 340.000 ha Wéngerten. Dat sinn also och zwee grouss Wäiproduzenten. Domadder sinn insgesamt elo 3,7 Milliounen Hektar an der Europäescher Unioun, déi mat Wéngerte beplanzt sinn, a mer hunn 1,8 Millioune Betriber, déi Wäi produzéieren.

Schonn ier dëse Bäitrëtt komm ass, war d'Konkurrenz um europäesche Bannemaart ganz grouss. Et ass drop higewise ginn, datt ëmmer méi Wäiner aus Drëttlänner an d'Europäesch Unioun erakommen. Den Här Scheuer an anerer hu mat Zuelen hei gedéngt wéi d'Importer geklomm an d'Exporter erofgaange sinn. De Konsum vun de Wäiner ass an de leschten zéng Joer an Eu-

ropa relativ drastesch zréckgaangen. Et besteet also e Problem. Dee kann een net verkennen. Am Agrarministerrot op jidde Fall an och bei villen Experten ass grouss Eestëmmegkeet, datt eng EU-Wäibaureform néideg ass, datt eng muss kommen. D'accord sinn ech, datt se net esou däerf komme wéi déi éischt Kommunikatioun vun der Kommissioun ausgesinn huet.

Ech hu grad vum Réckgang vum Konsum vun de Wäiner an der Unioun geschwat. Dat ass besonnesch ausgeprägt bei den Tafelwäiner; manner bei de Qualitéitswäiner, do ass de Konsum souguer éischter an d'Luucht gaangen. Dat weist also, datt viru 35 Joer, 1970, wéi deemools de gesamte Lëtzebuerger Wäibauareal als Qualitéitswäibauareal dekretéiert ginn ass, dat de richtege Wee war. Ech soen et nach eng Kéier, datt déi Qualitéitspolitik, déi gemaach ginn ass, sech gelount huet, datt dat de richtege Wee ass. Da musse mer alleguer kucken, fir och gemeinsam op deem Wee do virunzefueren.

Wéi gesot, datt eng Reform néideg ass, doriwwer besteet Eenegkeet. Ech hu just héieren, datt d'DP der Meenung ass, mer wären nëmmen an engem konjunkturelle Problem, an net an engem strukturellen. Ech mengen, do steet d'DP zimlech eleng do, well allgemeng stellt ee fest, datt schonn zënter Jore ganz vill Suen - an et ass och hei gesot ginn - an d'Interventioun, an d'Distillatioun an an aner Interventiounsmechanisme gestach gi sinn. Den Här Scheuer huet gesot, dat géif 15% ausmaachen.

Dat kascht all Joer en Heedegeld. Wann ech Iech dat elo aus dem Kapp muss soen, mengen ech, sinn dat 600 Milliounen Euro, déi pro Joer an d'Distillatioun gestach ginn, bei engem Gesamtbudget pro Joer an der EU vun 1,2 Milliarde fir de Wäibau. Dat sinn also praktesch 50% vum europäesche Wäibaubudget, déi an Interventiounsmechanisme gestach ginn. Déi Suen, déi sinn am Fong fir eng gutt Politik verluer.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der eng Tëschefro?

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Ech wär zwar frou gewiescht, wann ech mäi Gedanken hätt kënne fäerdeg formuléieren.

M. le Président.- Da formuléiert Äre Gedanke fäerdeg, an duerno huet den Här Wagner d'Wuert, fir eng Fro ze stellen.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Déi 600 Milliounen Euro pro Joer, déi si fir eng gutt Politik verluer, well et ass mat Recht hei gesot ginn, datt a gewësse Regioune produzéiert gëtt, fir ze distilléieren. An dat mécht jo kee Sënn! Dofir mengen ech schonn, datt mer e Problem hunn, an datt et wichteg ass, datt a gewësse Regiounen, wou de Wäibau nëmme gemaach gëtt, fir ze distilléieren, a wou e keng Konsumente fënnt, datt een do besser huet déi ze encouragéieren domadder opzehalen an en anere Wee ze sichen.

M. le Président.- Här Wagner!

M. Carlo Wagner *(DP), interpellateur.*- Ech mengen, Här Boden, Dir hutt dat e bësselche falsch verstanen, déi Argumentatioun, déi ech bruecht hunn. Ech hu jo d'Chiffere genannt, dass effectivement 15 Milliounen Hektoliter pro Joer ze vill sinn, wat 8,4% ausmécht. Ech hunn awer och gesot, dass d'Referenzjoer 2004 geholl ginn ass, an dass dat en Exceptiounsjoer war. An ech hunn et beispillsweis mat deem verglach, wat hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn ass zwëschent 2004 an 2006; datt 2006 d'Produktioun ongefäier ëm 20% méi déif louch wéi dat 2004 de Fall war.

Ech hu gesot, do gi se also vun engem falsche Chiffer aus, mä bei deem konjunkturelle bleiwen ech. Et ass och deelweis doduerch bedéngt - an Dir hutt et elo grad selwer gesot -, dass ëmmer méi Wäin importéiert gëtt aus Drëttlänner. Ech gleewen awer net, dass ee ka soen, dass mir e strukturelle Problem hei à l'intérieur vum Wäibau hunn, wann effectivement e groussen Deel duerch d'Importer aus den Drëttlänner bedéngt ass.

M. le Président.- Här Wagner, wéi ass dann elo Är Fro?

M. Carlo Wagner *(DP), interpellateur.*- Ech wollt den Här Minister froen, ob e mat där Ausenanersetzung averstane wär.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Et ass e Fait, datt an de leschte Joren - net nëmmen an engem Joer - ronn 600 Milliounen an d'Distillatioun gestach gi sinn. Dat si ganz vill Suen, an dat mécht kee Sënn. Do mierkt een also, datt a gewësse Regioune Problemer sinn. Mir liewen an engem Weltmaart. Mir kënnen net verbidden, datt Wäiner aus den Drëttlänner hei an d'Land kommen. Dat wäert och an Zukunft esou bleiwen. Wat mir maache mussen, dat ass, datt d'Qualitéit an d'Konkurrenzfäegkeet vum europäesche Wäin ausschlaggebend sinn, datt mer nei Exportmäert gewannen. A mir hunn do Chancen! Eisen europäesche Wäin huet jo e gudde Ruff an e gudden Numm an Drëttlänner. An ech mengen, dat ass déi Politik, déi och soll geschéien.

Dofir sinn ech d'accord mat den Objektiver, déi d'Kommissioun upeilt. Jiddfereen ass d'accord dermat, datt mer musse kucken, fir erëm nei Mäert ze gewannen a verluere Mäert zréckzeerueweren, kucken, datt méi Publicitéit gemaach gëtt, an datt méi Ofsaz gemaach gëtt an den Drëttlänner. Dofir mengen ech, datt eng Reform néideg ass. Do ass jiddfereen dermat d'accord.

Et ass jo hei ënnerstrach ginn, datt d'Kommissioun nach keng Virschléi gemaach huet, mä datt se eng Kommunikatioun erausginn huet, wou se véier Optiounen duergeluecht huet, no Diskussioune mat ville Secteuren, och mat de Leit aus dem Secteur selwer. Den Här Wagner ass jo am Detail op dat agaangen, wat d'Kommissioun am Fong elo an hirem Dokument festgehalen huet. Ech muss soen, datt mir och net mat deem d'accord sinn.

An ech hunn och vun zwou Persounen héieren, déi gesot hunn, d'Regierung wär spéit erausgaangen. Ech kann Iech nëmme soen, datt mer all Kéiers, wann e Ministerrot war, e Communiqué gemaach hunn iwwert dat, wat mer als Stellungnahm am Agrarministerrot gesot hunn. Et kann och jiddfereen elo nach dat op dem Internet-Site noliesen, wat d'Stellung vun der Lëtzebuerger Regierung war. Mir haten och eng Réunioun mat der europäescher Kommissärin Viviane Reding a mat de Wënzer zesummen. An, wéi gesot, et ass jo nach guer näischt geschitt. Et sinn nach guer keng Propositiounen do, a mir hunn eis Meenung ëmmer a kloer gesot am Agrarministerrot. Déi ass bekannt an déi ass gréisstendeels jo och déi, wat hei vun den Deputéierte praktesch alleguer gesot ginn ass.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Aushae vu 400.000 ha kee Sënn mécht. Datt ee punktuell, wéi gesot ginn ass, doruechter soll aushaen, do sinn ech d'accord domat, do, wou et néideg an onëmgänglech ass, mä dat generellt Aushaë vu 400.000 ha a fënnef Joer ass net richteg.

Ech wëll awer och derbäi soen, datt dat, wat d'Kommissioun gesot huet, net heescht, datt obligatoresch soll ausgehae ginn, mä fräiwëlleg. Dat heescht, d'Länner selwer soen elo: Do si Regiounen, do hu mer besser, mir halen op mat dem Wäibau. Et ass also net virgesinn, datt mer missten zu Lëtzebuerg aushaen. Ech hoffen och, datt dat ni komme wäert. Mä et huet ee besser vun Ufank un dergéint ze wieren.

Well och bei der Zockerreform sinn ähnlech Virschléi gemaach ginn. Dat Resultat, wat se sech erwaart haten, ass awer net agetratt. An elo gi wahrscheinlech lineär Kierzunge gemaach bei de Quoten am Zockersecteur. Dofir ass et wichteg, datt ee seet, dat do ass op jidde Fall ëmmer op fräiwëlleger Basis, an d'Memberstate sollen décidéieren, wou se wat aushaen a wou se net aushae wëllen.

Och si mer eens mateneen,…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

…datt déi önologesch Verfahren, déi traditionell an den Nordlänner ugewannt ginn, weiderbestoe sollen. Do sinn all d'Nordlänner d'accord, an ech mengen och d'Südlänner sinn d'accord. Si hätte gären en contrepartie - an dat sinn dann déi Alliéiert, déi mer sichen -, datt den RTK, also de konzentréierte Moscht, weider ka subventionéiert ginn. An ech denken och, datt d'Kommissioun dee Message do verstanen huet. Also wann Der gefrot hutt: Wou sinn d'Alliéiert? Mä alleguer d'Länner, praktesch alleguer, si géint d'massiv Aushae vu 400.000 ha einfach esou. Alleguer d'Nordlänner sinn dergéint fir an d'önologesch Verfahren anzegräifen.

Et ass och kontradiktoresch, well d'Kommissioun jo wëllt d'OIV-Regelen akzeptéieren, déi vum OIV unerkannten önologesch Verfahre wëllt generaliséieren. Ech mengen, mir kommen och net derlaanscht, fir dat ze maachen. Dat gëtt och e puer Leit eng Äntwert hei, déi vun Holzspéin oder esou geschwat hunn. Ech mengen, mir kommen net derlaanscht, fir déi önologesch Verfahren, déi am OIV festgehale sinn, ze akzeptéieren.

Mä ech sinn awer, wéi gesot, der Meenung, datt d'grouss Majoritéit am Conseil - alleguer déi nördlech Länner an och anerer - d'accord ass domat, datt d'Uräicherung duerch Saccharos weider erlaabt bleift. En contrepartie hätten d'Südlänner gären, datt si och kënne weider konkurrenzfäeg bleiwe mam konzentréierte Moscht an datt deen och weider ka subventionéiert ginn.

Also wat ech hei gehéiert hunn u Meenungen an un Ureegungen, do kann ech nëmme soen, datt dat och d'Positioun war, déi d'Lëtzebuerger Regierung am Agrarministerrot verteidegt huet. An ech denken och, datt d'Kommissärin an d'Kommissioun déi Bemierkungen do zur Kenntnis geholl hunn, an datt bei deene Virschléi, déi kommen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif awer ëm e bëssen Opmierksamkeet bieden!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- …datt bei deene Virschléi, déi kommen, an déi wäerte wahrscheinlech am Juni kommen, denken ech, datt do och deene Bemierkunge Rechnung gedroe wäert sinn. Iwwregens kënnt d'Kommissärin, d'Mariann Fischer Boel, Enn Mee op Lëtzebuerg, a si kënnt och do mat de Wënzer zesummen. Da kann also do, wahrscheinlech schonn ier Virschléi offiziell um Dësch leien, nach eng Kéier iwwert déi Problematik diskutéiert ginn.

Also mir maachen alles, fir Stellung ze bezéien, fir ze soen, wat eis Meenung ass, fir Alliéierter ze sichen am Agrarconseil a fir och bei der Kommissioun ze intervenéieren a se op dee richtege Wee ze bréngen, datt duerch déi EU-Veruerdnung net de Lëtzebuerger Wäibau zu Schued kënnt. Dat also zu deenen Diskussiounen, déi do gefouert gi sinn.

Da wëll ech kuerz Stellung bezéien zu enger ganzer Rei vu Problemer, déi och nach hei ugeschwat gi sinn. Den Här Wagner huet sech praktesch konzentréiert op d'Problematik vun dëser EU-Wäibaureform. Anerer hunn och eng ganz Rei vun nationale Problemer ugeschwat, an ech wëll dann och, wéi gesot, op déi Saachen do agoen.

Den Här Wagner huet nach d'spezifesch Situatioun vu Lëtzebuerg ugeschwat, wat d'Exporter ubelaangt, an och den Här Scheuer an nach anerer sinn dorobber agaangen. Och den Här Clement. Et ass gesot ginn, datt 92% vun den Exporter iwwer Vinsmoselle lafen. A mir wësse jo, datt mer méi produzéieren, wéi hei am Land konsuméiert gëtt. Mir kënnen Effortë maachen, fir de Konsum hei am Land an d'Luucht ze dreiwen, mä mir mussen exportéieren. Also musse mer kucken, datt mer och nei Mäert kréien. Mir si praktesch ausschliesslech um belsche Maart present. An dat ass keen einfache Maart. An dat gëtt ëmmer méi schwiereg.

Mir mussen nach weider Standbeen kréien, an duerfir sinn ech och frou, datt déi Commission de promotion sech eng Strategie ginn huet, fir ze versichen, fir méi aggressiv Marketing, Publicitéit fir d'Lëtzebuerger Wäiner am Ausland ze maachen. An och denken an hoffen ech, datt doduerch Resultater kommen.

Et gi vill Suen doranner gestach, dat well mer déi Commission de promotion virun e puer Joer geschaf hunn a se finanziell substanziell ënnerstëtzt gëtt. Si huet praktesch 900.000 Euro, souguer e bësse weider pro Joer zur Verfügung, fir Publicitéit a Propaganda fir de Lëtzebuerger Wäin ze maachen, souwuel am Inland wéi och am Ausland. An hire Budget ass konstant an d'Luucht gaangen, wat d'Publicitéit am Ausland ubelaangt.

De Rivaner ass do den Haaptexport-Cépage, an ech gi verschidde Leit Recht, wa se soen, mir sollen de Rivaner net schlechtrieden, mä e valoriséieren. Et ass e Wäin, dee sëffeg ass, dee gutt schmaacht, deen och qualitéitsméisseg net schlecht ass. An duerfir soll een, mengen ech, aktiv Publicitéit dofir maachen.

Ech wëll Iech soen, et gëtt net méi einfach fir den Export vu Rivaner an der Belsch esou héich ze halen, wéi mer en elo hunn. Well déi Däitsch maachen och vill Efforten, fir méi Rivaner unzebauen. An déi wäerten och op deene Mäert an op deem Maart, wou mir present sinn, eis Konkurrenz maachen. Dofir muss een aner Moossnamen ergräifen, fir datt och hei zu Lëtzebuerg méi käschtegënschteg Rivaner ka produzéiert ginn. Deen ass jo oft op Flächen ugebaut, déi méi flaach sinn. Do muss ee kucken d'Mechaniséierung virunzedreiwen, esou datt grouss Arealer kënne méi käschtegënschteg bewirtschaft ginn.

Dat féiert mech dann zur Strukturpolitik. Et ass hei gesot ginn, mat Recht, datt de Strukturwandel grad wéi dee vun der Landwirtschaft rasant virugaangen ass. Mir hunn och am Wäibau praktesch all 20 Joer d'Halschent vun de Betriber, déi verschwannen. Wann een awer déi Betriber kuckt, déi méi wéi 5 ha grouss sinn, do gesäit dat e bëssen anescht aus. Déi Betriber maachen e groussen Deel vun eiser Produktioun aus.

Dat sinn 107 Betriber, déi bewirtschaften zesummen 893 ha vun deene ronn 1.250, déi mer bewirtschaften. Dat sinn also méi wéi zwee Drëttel vun der Gesamtfläch. Do läit d'Betribsmoyenne bei 8,3 ha. An et gesäit een och, datt an deene Betriber d'Nofolleg vill besser assuréiert ass, wéi an anere Betriber. Also et ass net grad esou schlecht, wéi dat heiansdo gesot gëtt. An deene Betriber do si Leit, déi bereet sinn, d'Nofolleg ze iwwerhuelen. Mir mussen déi och encouragéieren, déi Nofolleg ze iwwerhuelen. An et wäert och sécher sinn, datt déi Betriber an Zukunft nach méi grouss wäerte ginn.

Et ass berechent ginn, datt déi nächst 20 Joer esou ongefäier 350 ha fräi gi vu Betriber, déi net haaptberufflech Wäibau bedreiwen, déi ophale wäerten. D'Betriber wäerten also méi grouss ginn. Wesentlech ass also, datt mer d'Mechaniséierung, de Remembrement, d'Ëmstrukturéierung geziilt weiderféieren.

D'Agrargesetz, och dat neit - dat aalt huet dat scho gemaach -, wäert do Jalonë setzen, datt déi Betriber, déi investéieren, zolidd ënnerstëtzt ginn, datt mer de Remembrement weider wäerte staark encouragéieren. Deen huet et erméiglecht, datt mer haut keng Dréischen an eise Wéngertarealer hunn, datt mer haut och op méi schwierege Lage gudde Wäin nach kënnen zillen, datt déi nach bewirtschaft ginn, a mir wäerten och déi Ëmstrukturéierunge weiderféieren.

Mir hu gesinn, datt Cépagen do ugebaut ginn, déi dem Konsument senger Demande méi staark entspriechen. Mir hunn och versicht, fir do den Intervall tëschent de Reien esou ze maachen, datt d'Wéngerte kënne mechanesch beschafft ginn. Mir hunn eng Landschaftsfleegeprime ageféiert, déi besonnesch fir Steillagen, déi am meeschten a Gefor sinn, fir broochleien ze bleiwen, ganz héich ass an déi wäert nach eng Kéier an deem neien Agrargesetz wesentlech an d'Luucht gehuewe ginn, fir datt mer net Situatioune kréie wéi an Däitschland, datt déi schéinste Plazen, och wou dee beschte Wäin am Fong wiisst, wat awer mat ganz vill Aarbecht verbonnen ass, broochleie bleiwen.

Dat huet sécher och eng Inzidenz op d'Qualitéit vum Lëtzebuerger Wäin, dee jo, an dat erkennt jiddfereen un, ausgesprache verbessert ginn ass an de leschte Jorzéngten an dee sech haut duerchaus weisen a moosse ka mat all deenen anere Wäibaugebidder.

Mir wäerten och, wéi gesot, weiderfueren, fir jonk Leit ze encouragéieren, fir e Betrib ze iwwerhuelen. Mir ginn de Maximum vun der Betribsprime, vun der Éischtinstalléierungsprime, dee méiglech ass. An och do wäerte mer d'Ufuerderunge vun der Ausbildung, fir e Betrib ze iwwerhuelen, an d'Luucht hiewen, wéi an der Landwirtschaft, fir datt een en CATP huet.

Haut gëtt e Betrib féieren ëmmer méi schwiereg, besonnesch wann d'Betriber méi grouss ginn an ëmmer méi innovéiert gëtt. An do si mer jo ganz gutt dran an hu vill a gutt Resultater opzeweisen. Da muss ee méi Kënnen a méi Wëssen hunn. Mir wëllen also d'Ausbildung op en CATP eropschrauwen. An déijéineg, déi nach méi eng héich Ausbildung kréien, déi kréien och nach 5.000 Euro zousätzlech als Unerkennung fir déi Efforten, déi se gemaach hunn, fir sech weiderzebilden, wa se sech installéieren.

Also och do gëtt eng Politik gemaach, fir d'jonk Leit ze encouragéieren, e Betrib ze iwwerhuelen. Si kréien och 5% weider wa se investéieren, wéi deen normale Wënzer, deen net e Betrib iwwerhëlt.

Ech hunn elo net d'Zäit, fir op d'Resultater vum alen Agrargesetz anzegoen, mä et gesäit een, datt an de Wäibau ganz vill investéiert ginn ass, datt déi Bäihëllefen och d'Leit encouragéiert hunn, fir ze investéieren, fir ze moderniséieren, och an der Kellerwirtschaft, an do ass Wesentleches ver-

bessert ginn. Ech menge schonn, datt mer och an där Richtung sollen a musse weiderfueren.

Ech sinn och frou, wat de Remembrement ubelaangt, datt mer do eng Eenegung fonnt hu mam Ëmweltministère, och mat der Mathëllef hei vun den zoustännege Chamberskommissiounen - an dofir wëll ech och Merci soen -, esou datt de Remembrement ka weidergefouert ginn, datt ee wuel muss ekologesche Considératioune vläicht méi staark Rechnung droe wéi an der Vergaangenheet, mä datt et awer virun allem och muss esou gemaach ginn, datt de Wënzer kann dra schaffen an datt hien och méi liicht kann dra schaffen, wéi wann net remembréiert gi wär. Soss wäerte mer de Strukturwandel net esou weiderféiere kënne wéi mer dat gären hätten.

Dann ass gefrot a gesot ginn, mir solle weiderfuere mat der Qualitéitsverbesserung. De Rendement à l'hectare, dee mer jo agefouert hunn, ass sécher nach verbesserungsbedürfteg, well d'Wënzer méi wäit ginn, wéi dat am Fong reglementaresch festgesat ass, fir d'Qualitéit ze verbesseren.

An der Marque nationale ass de Prozentsaz vun deene Wäiner, déi déi héchst Mentioun kréien, de Grand premier Cru, méi wéi verduebelt ginn. Zënter der Aféierung vum Rendement à l'hectare, vum Hektarhéchstertrag, ass do eng wesentlech Steigerung vun der Qualitéit komm. Dat wäert och, wéi gesot, weidergefouert ginn an et hunn och Leit drop higewisen, datt mer bei der Marque nationale amgaang sinn, kleng Reformen ze maachen, fir d'Schmaachkommissiounen anescht ze organiséieren, och d'Konditioune fir ze schmaachen ze verbesseren, mä datt mer och Ureegunge gemaach hunn, déi iwwregens an der Pricewaterhouse-Etüd virgesi waren, fir e Spëtzewäin ze kréien, deen d'Image de marque vun de Lëtzebuerger Wäiner, am Inland an am Ausland nach weider géif stäerken.

Mir wëssen, datt d'Wënzer amgaange si selwer un esou enger Charte ze schaffen, déi se Charte de Schengen wëllen nennen. Ech hat proposéiert, fir dat souguer ze verallgemeineren an eng Aart Grande réserve anzeféieren, wou also méi streng Kritären a Konditiounen däerfen agefouert ginn; wou och de Prozentsaz vun de Wäiner, déi déi Mentioun géife kréien, limitéiert wär; an datt och de Präis géif stëmme fir dee Méi un Efforten.

Bis elo hunn ech nach keng Eenegkeet bei de Wënzer fonnt, fir dat anzeféieren. Mä ech mengen och bei hinnen ass awer d'Erkenntnis do, datt Spëtzewäiner, déi ee ka wierklech gutt vermaarten, och e wichtegt Instrument wären, fir kënnen, wéi gesot, d'Positioun vun de Lëtzebueger Wäiner am In- an am Ausland nach ze stäerken an ze verbesseren.

Ech sinn och frou, datt d'Ëmweltbewosstsi vun de Lëtzebuerger Wënzerbetriber ganz staark gewuess ass. Dat spigelt sech erëm an deem Areal, wou d'Wënzer matmaachen, bei der Landschaftsfleegeprime, wou eng ganz Rei vu strenge Kritären a Konditiounen operluecht ginn. An, wéi gesot, mir wäerten d'Landschaftsfleegeprime wesentlech erhéije fir d'Steillagen, fir d'Leit ze encouragéieren do weider Wäibau ze maachen. Mir hunn och praktesch elo d'ganz Musel, déi matmécht, beim RAK, dat heescht, wou de Sauer- an Heewuerm, mengen ech, sexuell verwirrt gëtt. Amplaz also chemesch Agrëffer virzehuelen, fir deem Meeschter ze ginn, wenne mir biologesch Methoden un.

Och do gesäit een, datt wann d'Wënzer en Ugebuet kréien, datt se matmaache bei engem méi ëmweltschounende Wäibau. Mir stellen och fest, datt den Intérêt um Biowäibau, dee jo och hei ugeschwat ginn ass vu verschiddene Leit, an d'Luucht gaangen ass. Mir hunn haut 5,84 ha, dräi Betriber, déi Biowäibau maachen. An do ass nach munches dran. Ech sinn d'accord mat deenen, déi dat gesot hunn.

Mir wären och frou, wa mer op 25 bis 30 ha géife kommen. Normalerweis, an eisen Nopeschlänner, läit d'Demande u Konsum fir Biowäin esou ëm déi 3 bis 4%. Mir kënnen also roueg 25 bis 30 ha hei zu Lëtzebuerg verkraften.

D'Ëmstellung op Biowäibau wäert och weiderhin am Agrargesetz gefördert ginn. Mir mussen natierlech déi Wënzer, déi bereet sinn dat ze maachen, och iergendwéi encadréieren. Am Wäibauinstitut ginn och schonn zënter dräi Joer Versich gemaach fir de Biowäibau: Ech mengen, et sinn 20 Ar Rivaner, déi se maachen. Et ginn och Versich gemaach, fir interspezifesch Zorten unzeplanzen, déi manner ufälleg si fir Pilzkrankheeten.

Mir hunn eng Zesummenaarbecht mat Rheinland-Pfalz a mat dem Saarland, wou periodesch och eis Lëtzebuerger Biowënzer an déi, déi drun interesséiert sinn, zesummekomme fir en Erfahrungsaustausch, wéi een dat am Beschte maache soll, fir datt se och doranner an d'Bild gesat ginn. An den Här Kox huet drop higewisen, datt et wichteg wär, besonnesch fir d'Biowënzer, mä awer och fir déi aner Wënzer, fir Wiederstatiounen ze hunn.

Mir si mat dem Saarland a mat Rheinland-Pfalz amgaangen, fir och gemeinsam déi eng oder déi aner weider Wiederstatioun anzeriichten, fir datt déi Daten do och bei d'Wënzer kommen, well et wichteg ass, datt een zum richtege Moment sprëtze geet.

Wéi gesot, och do sinn Effortë gemaach ginn, fir déijéineg, déi wëlle Biowäibau maachen, doranner ze ënnerstëtzen. Et ass net ëmmer ganz einfach; mir wëssen dat. Mir hunn hei d'Helikoptersprëtzung, dofir kann een net iwwerall Biowäibau maachen, quitte datt een och dorobber oppasse kann.

Et ass haut zwar net ugeschwat ginn, ech wëll awer e Wuert derzou soen, well jo heiansdo esou d'Gerücht geet, wéi wann d'Helikoptersprëtzung vun der Europäescher Unioun géif verbuede ginn.

Dat ass net de Fall. Et ass amgaangen iwwer eng Strategie, wat d'Pestiziden ubelaangt, europawäit diskutéiert ze ginn. Et ass amgaangen eng EU-Veruerdnung iwwert d'Pestiziden diskutéiert ze ginn. Do ass virgesinn, datt d'Helikoptersprëtzung soll méi staark encadréiert ginn. Se gëtt net verbueden, mä se gëtt erlaabt fir speziell Situatiounen. Do wäert de Wäibau ganz sécher hei zu Lëtzebuerg drënner falen, mä se soll besser encadréiert ginn.

Et däerf een net vergiessen, datt wann ee seet, dat muss besser encadréiert ginn, datt et vill Länner gëtt, wou mam Helikopter gesprëtzt gëtt, ouni datt Kontrollen a Kritäre fir Virsiichtsmoossnamen ergraff gi sinn.

Dofir ass et scho richteg, mengen ech, a wichteg, datt dat europawäit encadréiert gëtt. Mä bei eis ass et schonn zimlech staark encadréiert an dofir hunn ech kee Problem fir kënnen do mat ze diskutéieren, dat mat ze ënnerstëtzen, well ech mengen dat huet absolut keng Inzidenz op d'Helikoptersprëtzung hei am Lëtzebuerger Wäibau.

Dann ass d'Problematik vun der Nischepolitik ugeschwat ginn. Och dat muss weidergefouert ginn an de Wäibauinstitut versicht jo fir do selwer verschidden Essaien ze maachen. Wann ee kuckt, wéi eng innovativ Akzenter an de leschte Joren am Lëtzebuerger Wäibau gesat gi sinn, ass dat scho ganz encourageant a mir kënnen nëmmen d'Wënzer weider encouragéieren op deem Wee virunzegoen.

Dat ass och eppes, wat d'Vermaarte vum Lëtzebuerger Wäin erliichtert, wa Crémanten do sinn, wat eng „success story" ass. Ech mengen, dee stellt elo 15% scho vum Konsum duer. Mir hunn, wéi gesot: Vin de paille, Äiswäin, Vendange tardive, Pinot noir an aner flott interessant Essaië vu Wënzer kenne geléiert a mir wëllen si och weider encouragéieren an och beroden an ënnerstëtzen an deem Trend vun Innovatioun.

Och dat ass eppes Wichteges an do kann ee Präisser kréien, déi och méi héich sinn. Et kann een also eng besser Valorisatioun vun eise Produkter do maachen.

Vläicht awer nach ee Wuert, fir zréckzekommen op d'europäesch Wäimaartuerdnung: Ech wéilt drop hiweisen, dass déi europäesch Wäimaartuerdnung sech an engem internationale Kontext mécht. Europa ass net eleng do. Mir si Member vun der WTO, der Welthandelsorganisatioun. Dir wësst, dass do Diskussiounen amgaange sinn, an et geet ganz sécher weider a Richtung vun der Liberalisatioun. Déi wäert net gebremst ginn, mä déi wäert weider ausgebaut ginn.

An ech géif soen, dat, wat elo um Verhandlungsdësch läit, wou driwwer diskutéiert gëtt, dat muss net zum Schued vum europäesche Wäibau sinn. Well et ass zu Recht gesot ginn: Mir hu jo en Intérêt drun, datt déi aner Länner, d'Drëttlänner, eis IGPen, also eis geographesch Indikatiounen, unerkennen, datt se déi akzeptéieren an esou déi beschte Marke vun den europäesche Wäiner besser zur Geltung kommen. Net datt Drëttlänner Etikette maachen, wou genee dat nämlecht dropsteet wéi dat vun den europäesche Wäiner, mä datt do eng Différenciatioun do ass, an datt een nëmme kann eppes op d'Etikett schreiwen, wann dat och der Wourecht entsprécht a kontrolléiert ass.

Also, mir hunn och vill dobäi ze gewannen, wa mer an der WTO d'Dier méi opmaachen a versichen, fir och do méi Chancen ze kréien, fir den europäesche Wäi kënnen an Drëttlänner ze exportéieren an nei Marchéen ze erueweren. Wa mir d'Dieren zoumaachen, da sinn och do d'Dieren zou fir eis Wäiner. An dee Wäin, deen hei an Europa produzéiert gëtt, kréie mer net alleguer gedronk. Mir mussen exportéieren.

Dat heescht, mir hunn Intérêt drun och deen - géif ech soen - internationale Kontext net ze vergiessen. Dat, wat d'Kommissioun also virschléit, nämlech och déi önologesch Verfahren vun der OIV, der internationaler Wäinorganisatioun, unzeerkennen, geet an déi Richtung, fir ebe wéi gesot méi Sécherheet fir de Konsument ze kréien. Och méi Sécherheet ze kréien, fir d'Etiketten esou ze maachen, datt de Konsument net trompéiert gëtt, wat wichteg ass, an datt dat allgemeng an international unerkannt gëtt, an datt mer eis och do drop verloosse kënnen. An ech sinn d'accord mat deenen, déi gesot hunn, d'Etikette wiere wichteg, fir de Konsument richteg ze informéieren.

Wann de Lëtzebuerger an den europäesche Wäin da qualitativ gutt sinn, wann e kompetitiv ka gestalt ginn, a wa mer och eng gutt Vermaartung maachen - ech sinn d'accord mat deenen, déi gesot hunn, et misste méi Gelder an d'Vermaartung gestach ginn -, da sinn ech der Iwwerzeegung, datt mer zolidd Chancen hunn, fir Wäiner ze produzéieren, déi beim Konsument ukommen an déi et och erlaben, fir nei Mäert ze erueweren.

Dann ass och ugeschwat ginn, datt bei der Wäibaureform jo Gelder agespuert ginn, wann d'Distillatioun verschwënnt. Déi Sue solle jo och da genotzt ginn, fir de Länner eng Enveloppe nationale zoukommen ze loossen. Do wäert natierlech vill driwwer gestridde ginn, well jiddfereen hätt gäre méiglechst vill vun deem Kuch, deen do verdeelt gëtt. Do geet et ëm ganz vill Suen.

Mir hoffen, datt net esou vill Sue mussen an d'Aushae gestach gi wéi vun der Kommissioun ugeduecht, dass also méi Sue bleiwe fir Propaganda an Drëttlänner an och fir déi Enveloppe nationale. Mir schwieft vir a mir wäerten och dofir plädéieren, datt een déi verdeelt, net no historesche Kritären, well, wann een déi uwennt, ass et esou, datt déi belount ginn, déi fir d'Distillatioun produzéiert hunn, déi also keng Qualitéitspolitik gemaach hunn, mä datt déi verdeelt gëtt no dem Wäibauareal vun deenen eenzelne Länner. Ech mengen, dat wär en objektive Kritär, dee jiddferee misst kënnen novollzéien.

Dann ass dat, wat mer kréien, net immens, mä et erlaabt eis awer, weiderzefuere mat der Ëmstrukturéierungspolitik, fir weiderzefuere mat enger Rei vu Politiken, déi och méiglech sinn duerch déi nei Wäimaartuerdnung, well do kréien d'Länner Méiglechkeeten, fir am Kader vun där Enveloppe nationale och interessant Programmer ze maachen, déi fir hire Wäibau wichteg sinn. Si kréien do eng gewësse Flexibilitéit, a wéi gesot wäerte mir schonn dofir kämpfen, datt mer déi Enveloppe kréien, vun där mer mengen, dass se eis géif zoukommen an dass se och gerechtfäerdegt wär.

Voilà, ech denken, datt ech elo op déi meescht Problemer, déi ugeschwat gi sinn, och geäntwert hunn. Wéi gesot, ech soen och nach eng Kéier Merci Iech alleguer fir déi interessant Diskussioun, déi gutt dokumentéiert a gutt fondéiert war. Ech kann, mengen ech, feststellen, datt mer hei net meilewäit auserneeleien, wat d'Orientéierung vun der Politik ubelaangt, europawäit an och national.

Ech soen Iech Merci fir déi Ënnerstëtzung.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann huet d'Statssekretärin...

(Interruption)

Neen. Voilà. Den Här Wagner freet d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP), interpellateur.*- Ech hat dem Här Minister zum Schluss vu mengem Exposé trotzdeem nach eng ganz wichteg Fro gestallt, an zwar ass dat déi, wéi seng Positioun à l'intérieur vun der Regierung wär zum Abaissement vun der Promill-Grenz vun 0,8 op 0,5 Promill. Ech mengen, et wär och flott, wa jiddferee Kloerheet doriwwer hätt wéi déi zwee fir de Wäibau responsabel Regierungsmitglieder sech géifen am Kader vum Conseil des Ministres an där doter Fro behuelen.

M. le Président.- Här Minister.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här Wagner, Dir enttäuscht mech e bëssen. Dir waart dach Member vun enger Regierung. Dir wësst, datt d'Regierung eng Meenung no bausse vertrëtt, datt een am Ënnere vum Conseil, am Regierungsrot, seng Meenung ka soen, fir seng Meenung ka streiden, mä datt no baussen eng Regierungsmeenung do ass. Dat ass och hei an dëser Fro net anescht.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Gutt. Mir sinn dann um Enn vun der Debatt ukomm. Mir hunn eng Motioun virleien, déi den honorabelen Här Mehlen déposéiert huet.

Motion 1

Kënne mer iwwert déi Motioun par main levée ofstëmmen?

Den Här Schreiner freet d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Ech kann eng ganz konziliant Propositioun vläicht maachen.

M. le Président.- Wou ass da Sträit?

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Et ass jo esou, dass de Virschlag, fir d'Promill-Grenz erofzesetzen, den Objet ass vun engem Projet de loi, deen de Moment um Instanzewee ass, dee beim Conseil d'État läit. Eng Diskussioun iwwert dee Projet de loi kréie mer souwisou eng Kéier an der Transportkommissioun, wann den Avis do ass. Mir wäre gär bereet, an der Transportkommissioun iwwert déi Propositioun do ze diskutéieren. Da kéinte mer dat ganzt Thema do boucléieren am Kader vun deenen Diskussiounen an der Kommissioun. Ech wär domadder d'accord, fir déi Motioun an d'Transportkommissioun ze verweisen.

M. le Président.- Eng ganz konziliant Propositioun vum Här Schreiner. Mir huele Kenntnis dovun.

An da komme mer elo zum Vote. Wien huet déi Motioun hei mat ënnerschriwwen? Ech hunn hei de Moment nëmmen eng Ënnerschrëft. Den Här Wagner. Wien nach?

(Interruptions)

An déi véier Deputéierte vun der ADR. Voilà.

De Vote électronique ass verlaangt.

(Interruption)

Ah, d'Propos, fir d'Motioun an d'Kommissioun ze verweisen.

Wat seet den Auteur vun der Motioun? Wat ass d'Haltung vun der ADR?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Mir sinn der Meenung, datt ee soll driwwer ofstëmmen. Jiddferee kennt d'Problematik. Et geet hei nëmmen drëm, fir...

(Interruption)

M. le Président.- Dach, et si fënnef Ënnerschrëften.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- ...onofhängeg vun der Diskussioun iwwert dee Projet de loi, deen ënnerwee ass, der Regierung ze soen, si soll alt ufänken, Donnéeën ze sammelen, fir datt ee wierklech kann en connaissance de cause iwwert dee Projet do diskutéieren.

Wat mer dee Vote hei méi fréi huelen an d'Regierung dozou opfuerderen, wat se och méi fréi kann ufänken, déi Donnéeën ze sammelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Also, Dir gitt dovun aus, datt d'Regierung näischt mécht, soulaang wéi mer se net opgefuerdert hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An där heiter Fro, jo.

M. le Président.- Den Här Scheuer.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, wann d'ADR drop besteet, datt ofgestëmmt gëtt, proposéiere mir, fir d'Motioun ofzelehnen. Dat verhënnert net, datt déi do Problematik an der Kommissioun diskutéiert gëtt. Et wär besser, wa se bereet wären d'Iwwerweisung vun der Motioun an d'Kommissioun guttzeheeschen, dann hätten se d'Garantie, datt doriwwer och diskutéiert gëtt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass e Begriefnis mat dräi Hären.

M. le Président.- Sou, also ech gesinn, mir ginn eis hei net eens. Elo gëtt iwwert déi Motioun ofgestëmmt.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen géint 14 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Emile Calmes), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par Mme Lydie Err), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich (par M. Roland Schreiner), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.20 heures)

SÉANCE 21

Jeudi, 1er février 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Interpellation de M. Claude Adam au sujet de la pauvreté au Luxembourg
   (Discussion générale - Motion et Résolution - Votes)
2. Motion de M. Marcel Oberweis relative à la condamnation à mort par la justice libyenne de cinq infirmières bulgares et d'un médecin palestinien
   (Exposé - Vote)
3. 5614 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore
   (Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
4. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden et Mme Marie-Josée Jacobs, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Jacobs. Da komme mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass d'Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg. Et si bis elo ageschriwwe bei dëser Debatt: den Här Schaaf, den Här Bettel, d'Madame Spautz, den Här Gibéryen, den Här Jaerling, d'Madame Flesch an den Här Diederich. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Adam. Här Adam!

1. Interpellation de M. Claude Adam au sujet de la pauvreté au Luxembourg

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG), interpellateur*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mir eis de 25. Oktober 2006 mat engem Bréif un d'Regierung adresséiert haten, wou mir dës Interpellatioun ugefrot haten, war dat un éischter Stell eng Reaktioun op déi nei Statistiken, déi am Rapport travail et cohésion sociale vum Statec am September 2006 publizéiert goufen an zum Weltdag géint Honger a Misär rappeléiert goufen.

Do geet Rieds vun engem däitlech méi grousse Risiko, aarm ze sinn oder aarm ze ginn an dësem räiche Land. Mir ginn dovun aus, datt, wann et ëm de sozialen Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft, ëm d'Zesummeliewen haut an och an Zukunft vun alle Mënschen hei am Land geet, genausou gutt eng nohalteg a laangfristeg Politik verlaangt ass, wéi wa mer iwwer Energiepolitik a Klimapolitik schwätzen.

Mir sinn natierlech frou, datt eis Interpellatioun ugeholl gouf, a mir ginn dovun aus, datt dës Debatt iwwer aarm sinn an aarm ginn net eng Eintagsfliege gëtt, mä den Ufank vun engem laangfristegen an nohaltege Projet zur Bekämpfung vun der Aarmut an eisem räiche Land. Lëtzebuerg ass ee räicht Land. Mir hunn ee vun deenen héchste PIBe weltwäit. Mir hunn een héije Wirtschaftswuesstum vun iwwer 4%, an dat schonns 20 Joer laang; zurzäit schwätze mer souguer vu 6%.

Dat ass mat d'Ursaach, firwat mir zu Lëtzebuerg een héije Liewensniveau hunn, an och eng héich Liewenserwaardung. Am Joer 2003 war déi bei der weiblecher Populatioun bei 81 Joer, bei der männlecher bei 75 Joer. Mir si ganz frou, datt mer eng niddreg Kannerstierflechkeetsrat hunn, déi kontinuéierlech vun 11,4 am Joer 1980 op 7,3 am Joer 1990, an op 3,9 am Joer 2004 erofgaangen ass.

Ee besonnesch interessanten Taux, oder besser ee ganz däitlechen a brutalen Taux, wann iwwert déi international Situatioun vun de Kanner Rieds geet, ass den TMM5, den Taux de Mortalité des Moins de 5 ans. Hei läit Lëtzebuerg - wéi mir et eis net anescht erwaart haten - mat deenen aneren europäesche Länner am Spëtzepeloton mat nach ëmmer tragesche fënnef doudege Kanner op dausend. An Niger an am Mali - zwee vun de Pays cibles vun eiser Kooperatiounspolitik - läit deeselwechten TMM5 bei 256 respektiv 218. Dat heescht, an dëse Länner, déi zu de Pays les moins avancés zielen, stierft ee Kand vu véier viru sengem fënnefte Gebuertsdag.

Mir hunn et zu Lëtzebuerg also, wéi an allen EU-Länner, net mat enger direkt liewensbedrohlecher Aarmut ze dinn, an awer ass et eigentlech erstaunlech an engem Land, dat schonns zënter méi wéi 60 Joer a Fridden a Fräiheet lieft, an engem Land, dat zu deene räichste vun der Welt zielt, an eisem Land, datt mindestens 13% vun den Awunner aarm sinn oder riskéieren et ze ginn. Mir hunn et och zu Lëtzebuerg net fäerdeg bruecht, mat engem permanente Wuesstum, mat enger permanenter Reform vun den Aarbechtsmëttelen, mat enger permanenter Evolutioun vun der Aarbechtsorganisatioun, trotz enger ganzer Rei Efforten op nationalem an internationalem Plang, och net mat enger Serie vun Anti-Aarmutsprogrammer, d'Aarmut aus der Welt ze schafen, emol net aus Europa, emol net aus Lëtzebuerg.

Europawäit stelle mer fest, datt 5 bis 10% vun der Populatioun ëmmer méi räich ginn, an engem Wuelstand liewen, dee schwéier novollzéibar ass, eng Majoritéit vu Leit an engem relative Wuelstand liewen - dee Wuelstand, deen awer éischter stagnéiert oder no ënne weist -, an en Deel vun der Populatioun et opginn huet op eng Verbesserung vun hirer Situatioun ze hoffen, mä sech mat enger miserabeler Situatioun schéngt mussen ofzefannen. An de Risque, datt dësen Deel vun der Populatioun nach méi grouss gëtt, ass reell.

Grad wéi mir hunn eng ganz Rei westlech Länner et fäerdeg bruecht, am Laf vun der Zäit gesellschaftlech Verännerungen ze realiséieren, déi dem Gros vun der Populatioun zu engem relative Räichtum verhollef hunn. Waren nach am Ufank vum 20. Jorhonnert och hei zu Lëtzebuerg d'Leit am Allgemengen éischter aarm wéi räich, esou hu sech déi héich industrialiséiert Länner spéitstens zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich esou entwéckelt, datt d'Aarmsinn als ee marginaalt Phenomeen definéiert ginn ass. Déi aarm Leit si stigmatiséiert ginn, als sozial Fäll betitelt ginn. Sou ass de Phenomeen vun der Aarmut vun enger Majoritéit an der Gesellschaft mat Hëllef vun engem staarken ekonomesche Wuesstum, an net ze vergiessen dem Engagement vu soziale Politiker a Gewerkschaftler, zu engem éischter méi marginale Problem ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, och wann de Phenomeen aarm sinn zu Lëtzebuerg nëmmen eng Minoritéit betrëfft, ass d'Aarmut u sech an engem esou räiche Land ee Skandal an en Zeechen derfir, datt d'Politik versot huet. Den Taux de risque de pauvreté monétaire ass international definéiert, wat dann och Vergläicher erméiglecht, déi interessant kënne sinn.

Den Taux de risque de pauvreté, deen 2003 hei zu Lëtzebuerg bei 11,5% louch, ass 2005 op 13% geklommen. Wann ee weess, datt dësen Taux sech an deene leschten zéng Joer ëmmer tëschent 10 an 13% beweegt huet, a wann ee weess, datt et bei esou Evaluatiounsrechnungen och ëmmer eng gewësse Marge d'erreur gëtt, da kéint ee soen, datt dësen Taux relativ konstant bliwwen ass. Mir mengen allerdéngs, datt villes drop hindeit, datt den Taux de risque de pauvreté eng däitlech Tendenz no uewe weist, an datt dës Tendenz no uewen an Zukunft nach méi grouss wäert ginn.

Do ass et wichteg ze wëssen, datt de Risiko aarm ze ginn als reell ugesi gëtt, wann de Revenu vun engem Erwuessenen ënner 60% vum Revenu médian, dem mëttleren Akommes, läit. Fir d'Mathematiker ënner lech ass dat alles kloer; fir déi aner nach eng zousätzlech Erklärung: De Revenu médian, dat ass net d'Moyenne vun de Revenuen, mä dat ass dee Revenu, wou ee ka soen, déi eng Halschent vun de Leit verdéngt méi an déi aner Halschent verdéngt manner wéi dëse Revenu médian. Den Avantage vum Medianwäert, dem Zentralwäert, ass, datt déi extrem Héich- an déi extrem Déifwäerter net weider an d'Gewiicht falen. D'Millionären dreiwen zum Beispill d'Moyenne an d'Luucht, awer net de Median.

Une voix.- Haha!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG), interpellateur*.- Am Joer 2004 louch de Seuil vum risque de pauvreté monétaire relative bei engem Revenu vun 1.362 Euro de Mount fir eng eenzel Persoun. Am selwechte Joer - 2004 - louch den RMG fir eng eenzel Persoun bei 970 Euro Netto an de Mindestloun bei 1.230 Euro Netto. An da gëtt et Leit, déi mengen, de Mindestloun wier ze héich zu Lëtzebuerg!

Fir d'EU insgesamt läit dësen Taux vun der Veraarmungsgeforgrenz bei 16%. Mir stinn zu Lëtzebuerg also nach relativ gutt do. Mä och 13% ass vill ze vill, an et gëtt all Ursaach, wéi gesot, fir mussen dovun auszegoen, datt den Taux nach eropgeet.

Ee regelméissege Revenu ass - wie wonnert et? - eng éischt Noutwendegkeet, fir net aarm ze sinn an engem räiche Land. Eise Chômagetaux louch 2005 bei 4,5%, wat op europäeschem Niveau nach ëmmer relativ gutt ass, wat net verhënnert, datt sech hei e puer ganz bedenklech Tendenze bemierkbar maachen. Den Taux vum Chômage huet sech an deene leschte sechs Joer verduebelt.

Vun der Aarbechtslosegkeet si méi Fraen - 5,9% - wéi Männer - 3,5% - betraff. Do ass awer och nach ze bedenken, datt 2005 d'Beschäftegungsquot bei de Frae bei 53,9% louch. Dat ass ee relativ déiwe Prozentsaz, an dat ass e Problem, wat d'Chancëgläichheet vu Mann a Fra betrëfft. Dat ass ee Risikofacteur wat aarm sinn oder aarm gi fir Frae betrëfft. Den Taux vun de Laangzäitchômeuren ass an deene leschte sechs Joer vun 0,7 op 1,2% eropgaangen. Ee bedenklechen, ee geféierlechen Trend. Den Taux vun deene jonke Chômeuren hélt relativ krass Ausmoossen un, vu 6,9 op 13,8%; op dëse Punkt kommen ech nach eng Kéier zréck.

Wa mir d'Aarmut bekämpfen, da musse mir de Chômage bekämpfen. Mir musse feststellen, datt wirtschaftleche Wuesstum zwar nei Aarbechtsplaze schaaft, mä datt d'Aarbechtslosegkeet doduerch net automatesch erofgeet. Zu Lëtzebuerg ass éischter de Géigendeel de Fall.

Mir brauchen eis net ze wonneren, wann all Mënsch wëllt bei de Stat oder d'Gemenge schaffe goen. Ech ginn hei net op de Verdéngscht am öffentleche Secteur an, mä ech wëll just däitlech maachen, wéi wichteg haut d'Sécherheet vun der Aarbechtsplaz am öffentlechen Déngscht ass. Engersäits geet d'Zuel vun de Salariéen, déi e Contrat à durée déterminée hunn, permanent erop. 2004 hate 4,8% vun de Salariéen esou ee Kontrakt, 2005 waren et der 5,3%.

Mä och e Contrat à durée indéterminée hält net méi ëmmer dat, wat e versprécht. Virun e puer Joer konnt een nach d'Gefill hunn, mat engem Contrat à durée indéterminée an der Privatindustrie hätt een eng gewësse Garantie. Mä et gëtt genuch Beispiller, déi eis soen, datt e Contrat à durée indéterminée net onbedéngt indéterminé muss sinn: TDK, Villeroy, Monopol, Technicolor an esou weider.

Wann et dann esou ass, datt all Joer eng Rei Aarbechtsplaze verschwannen, da muss et politesch d'Prioritéit sinn, de betraffene Leit all erdenklech Hëllef ze ginn, op enger neier Schaff Fouss ze faassen.

Bedenklech ass och, datt eng ganz Rei Betriber d'Tendenz hunn, keng ganz Aarbechtsplaze méi auszeschreiwen, mä zum Beispill nach just 30 Stonnen/Woch-Tâchen. Wann dat dann nach Aarbechtsplaze sinn, déi zum Mindestloun bezuelt ginn, dann ass de Misär virprogrammiert. Dat huet näischt domat ze dinn, datt ee Salarié fräiwëlleg eng véirels, eng hallef oder eng dräivéirels Tâche wëllt, well et en arrangéiert oder well e sech et ka leeschten.

Leider ass dat net nëmmen eng Pratique vun deem engen oder anere Supermarché. Och Gemenge maache bei deem Spill mat. Ech hu schonns gesot, e regelméissege Revenu ass eng éischt Noutwendegkeet, fir net aarm ze sinn an engem räiche Land. Mä e regelméissege Revenu eleng geet net duer. Et kënnt natierlech och nach drop un, wéi héich dëse Revenu ass. Mir hu jo Gott sei Dank e garantéierte Mindestloun zu Lëtzebuerg. Mä domat sinn nach net all d'Problemer geléist.

Zu Lëtzebuerg hunn am Joer 2005 ongeféier 32.000 Leit dëse Mindestloun verdéngt. Dat sinn iwwer 12% vun de Salariéen, ouni d'Fonctionnairen. An och hei erëm eng Kéier: D'Frae si mat 17,7% iwwerrepresentéiert. Den Taux bei de Männer läit bei 8,8%.

Fir e bëssen däitlech ze maachen, wat dat bedeit, hei e Beispill:

Ech gi vun enger Famill aus, Fra, Mann, zwee Kanner. Ee Partner schafft a verdéngt de Mindestloun. Dat sinn haut 1.570 Euro de Mount Brutto. Bleiwen nach Netto knapp 1.400 Euro. Ech hu mech beim Fonds national de Solidarité iwwert de Plaffong RMG a Fräibetrag informéiere gelooss. Ech erspueren Iech d'Berechnung. Ech soen Iech just d'Konklusioun: Dës Famill kréich 875 Euro Brutto complément RMG, a wa si muss Loyer bezuelen, da kann dës Zomm nach ëm 123 Euro eropgoen. D'Famill a mengem Beispill huet e Recht op e Revenu vun ongeféier 2.250 Euro, mat der Majoratioun Loyer vu bal 2.400 Euro.

Do kënnt selbstverständlech och d'Kannergeld nach derbäi. A schonns mierkt een, datt d'Décisioun, fir d'Kannergeld ze desindexéieren, net fir all Famill déiselwecht Konsequenzen huet. Et ass, besonnesch wann ee ganz enk muss mat de Finanze rechnen, net ëmmer méiglech, do ze wunnen, wou de Loyer eventuell nach e bësse méi niddreg ass. Dat ass ganz oft eng Fro vu Mobilitéit. Wann d'Famill Loyer bezilt, da muss se mat 1.000 Euro Loyer fir en Appartement vun 80 m² rechnen, an 80 m² si fir véier Leit wierklech kee Luxus. En Haus lounen ass meeschtens net méi dran.

Den Observatoire de l'Habitat schwätzt hei eng däitlech Sprooch. Ronderëm d'Stad Lëtzebuerg geet Rieds vun engem Duerchschnëttsloyer vun 1.154 Euro fir en Appartement vu ronn 80 m². D'Moyenne fir d'ganzt Land läit bei 1.029 Euro. Den Duerchschnëttsloyer fir en Haus läit bei 2.564 Euro respektiv 2.041 Euro, virun allem well d'Haiser däitlech méi grouss sinn. Dat mécht dann och de Loyer vill méi héich. Dës Zuele si bal net ze gleewen, leien an der Realitéit vläicht och e bëssen drënner. Et dréint sech jo hei ëm d'Präisser, wéi se an den Annoncë stinn, an awer kréie mer hei en Androck vun der Situatioun um Wunnengsmaart zu Lëtzebuerg, deen erschreckend ass.

Elo fänkt et u fir d'Famill an eisem Beispill enk ze ginn. Wa gutt Infrastrukture vu Kannerbetreiung bestinn, da geet selbstverständlech och deen zweete Partner mat schaffen. Wann een dann elo seng Taxë bezuelt huet, stellt sech d'Fro, ob ee sech een Auto ka leeschten oder net. Déi Fro ka sech natierlech och anescht stellen. Deemno wou a wat ee schafft, brauch een einfach en Auto. Deemno wou ee wunnt, brauch een och en Auto. Haut gëtt vu ville Patronen eng permanent Mobilitéit, am beschte 24 Stonnen op 24, verlaangt. Datt et mat dësem Revenu fir zwee Autoen duergeet, ass schwéier virstellbar.

Da kommen déi kleng Extraen: d'Wunneng ariichten, Télefon, Télee. Bei staark strapazéiertem Budget kann dee klengsten Imprévu e grousse Problem ginn. Wann dann en Auto do ass, da muss deen an d'Revisioun. Do steet emol eng gréisser Reparatur un. Schonns eleng de Führerschäi maachen ass eng Dépense, déi enger Rei Leit Kappzerbrieches mécht. Da gëtt d'Télee oder de Frigo de Geescht op, de Mazout gëtt méi deier, d'Schong gi méi kleng. Da kënnt d'Schoul a seet: Mir fueren an d'Kolonie an d'Eltere maachen eng minimal Participatioun vun zum Beispill 100 Euro. A wann d'Schoul an d'Schivakanz fiert, da gëtt et nach vill méi deier.

Mir hu ganz oft net genuch Gefill fir d'Situatioun vun deene Leit, deenen et an eisem räiche Land finanziell net esou gutt geet. Wann eis Famill dann elo enk rechent, sech keng Extravaganze leescht, da kënnt se iwwert d'Ronnen. Wat geschitt dann awer elo, wann et an der Partnerschaft net méi klappt? Wann et zu enger Trennung kënnt? Wann aus engem Haushalt vu véier Persounen op eemol en Haushalt vun enger Persoun an ee vun dräi Persoune gëtt?

Da ginn d'Fraisën erop an de Revenu kann net mathalen. Et ass duerfir och net iwwerraschend, datt de Risque, aarm ze sinn oder aarm ze ginn, bei den Elengerzéier iwwerduerchschnëttlech héich ass. D'Statistike schwätze vun 21%. Gutt Betreiungsstrukture sinn net nëmme kanner- a familljefrëndlech, si si fir vill Elteren einfach eng Noutwendegkeet. Den Ausbau vum öffentlechen Transport ass net nëmmen eng ëmweltpolitesch Noutwendegkeet. Dësen Ausbau ass och eng Noutwendegkeet fir déi Leit, déi finanziell net mat der automobiler Gesellschaft mathale kënnen. Energieeffizient bauen ass net nëmmen eng ëmwelt- a klimapolitesch Erausfuerderung, mä grad just déi Leit, déi finanziell schwaach sinn, däerfen net och nach duerch gewalteg Heizkäschten erschloe ginn.

Dat gëllt natierlech besonnesch, awer net nëmme fir de soziale Wunnengsbau. Leider gëtt hei nach ëmmer net genuch no Niddreg-Energie-Standarde gebaut.

Dir Dammen an Dir Häre, zu Lëtzebuerg gëtt et vill ze mann Wunnengen. Eng staark Nofro an zum Deel och Spekulatioun mécht d'Terrainen deier. Déi wirtschaftlech Attraktivitéit vun eisem Land dreift d'Loyeren an d'Luucht. Eng Rei Donnéeë regelt de Marché selwer, zum Beispill d'Gréisst vun de Bauplazen. Bei deene Präisser ginn déi Bauplazen natierlech vum selwe méi kleng. Et ginn och ëmmer méi Appartementer gebaut wéi Eefamilljenhaiser. Mir sinn och frou, datt de Minister Boden endlech säin Avantprojet de loi zum Pacte logement an de Regierungsrot bruecht huet a mir waarde mat Interessi op d'Debatten zu dësem Projet an der Chamberskommissioun an doriwwer eraus.

Ech erënneren nach eng Kéier un eisem Premier seng Ried vum 12. Oktober 2005: „Wunnen a Baue si schrecklech deier zu Lëtzebuerg ginn. Um Wunnengsmaart kucken déi kleng Leit dacks no, wat déi aner maachen, mä si gesinn net wéi se kënne matmaachen. Ech" - den Här Juncker - „fanne mech net mat där Feelentwécklung um Lëtzebuerger Wunnengsmaart of. Duerfir hätt ech gären, dass mer alleguer zesummen eis der Wunnengsproblematik zu Lëtzebuerg objektiv-orientéiert unhuelen."

D'Entwécklung um Wunnengssecteur deet ganz ville Leit wéi. Fir verschidde Leit ass déi Entwécklung awer einfach fatal. De Fonds du Logement misst nach vill méi Wunnenge bauen, wéi dat am Moment de Fall ass, well d'Waardelëschte sinn nach ëmmer ze laang. Do derbäi stellt sech och d'Fro, ob d'Kritären, wien iwwert de Fonds du Logement zu enger Wunneng kënnt, nach ëmmer korrekt sinn oder eventuell missten iwwerschafft ginn. Eng Rei Leit hu keen Urecht op eng Wunneng, well se, loosse mer emol soen, ze schwiereg sinn. Anerer leie just iwwert dem maximale Revenu.

Mir hunn zu Lëtzebuerg iwwerduerchschnëttlech vill Propriétairen. Nëmme ronn 30% vun de Leit bezuelen e Loyer, a mir froen eis, ob déi Politik nach ze halen ass. Wann ee weess, datt d'Banken haut schonns op 30 Joer Sue léinen, fir en Haus ze kafen; wann ee weess, wéi knapps oft gerechent gëtt, fir en Haus kënnen ze kafen - déi meescht Haiser gi verkaaft, well de Propriétaire gestuerwen ass oder well e gescheet gëtt -, misste mer net endlech och emol eeschtlech kucken, fir däitlech méi Wunnengen zu faire Loyeren op de Wunnengsmaart ze kréien?

Wa mer en Haus kafen, da bezuele mer eng Zäit laang op d'Schold an da si mer Här a Meeschter, dann hu mer en Eegentum, da si mer onofhängeg, da si mer schlussendlech Gewënner. Mir zweifelen ob dës Rechnung ëmmer opgeet. D'Avantagen, wann ee Propriétaire vun enger Wunneng ass, leien op der Hand. Et brauch ee kee Loyer ze bezuelen. Et huet een am Alter, wann ee seng Schold bezuelt huet, manner Käschten. An et ass ee sécher, datt een net gekënnegt kritt.

Mä besonnesch déi éischt Joren, wou een eng Wunneng keeft, kënnen zu kritesche Situatioune féieren. Déi éischt Jore gi bal nëmmen Zënsen un d'Bank zréckbezuelt. Wann d'Zënse klammen oder wann de Propriétaire sech muss vu sengem Haus trennen, da riskéiert en ee Verloscht ze maachen. Da riskéiert en net nëmmen ouni Haus dozestoen, mä och nach mat engem Bierg Scholden. Wann e ganz enk muss rechnen, fir sech en Haus ze kafen, huet en eventuell och net méi déi néideg Finanzen, fir déi néideg Investitiounen a Reparaturen ze maachen, fir datt d'Propriétéit hire Wäert behält.

Et gëtt och nach ëmmer déi ganz miserabel Wunnengen iwwert de Caféen, wou mer d'Aen zoumaachen, well mer keng Alternativen unzebidden hunn. Hei hëllefe gutt gemengten Appelen, d'Leit sollen hire Wunnraum zu soziale Präisser zur Verfügung stellen, ongefëier genausou vill wéi dem Premier säi Wonsch, d'Leit sollen hir Bauplazen net ze vill deier verkafen. Hei ass d'öffentlech Hand, hei ass d'Politik gefuerdert.

Well Déi Gréng iwwerzeegt sinn, datt d'Wunnengsproblematik hei zu Lëtzebuerg esou Ausmoosse kritt huet, datt se d'Effikassitéit vu ganz ville soziale Mesuren a Fro stellt, proposéiere mir der Chamber eng Resolutioun ze stëmmen, déi d'Recht op eng Wunneng als ee Mënscherecht betruecht. A mir wëllen, datt d'Recht op eng Wunneng an d'Constitutioun opgeholl gëtt. Ech ginn dann och dem President déi Resolutioun.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 déclare dans son article 25.1. que: «toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires»;

- que la Charte sociale européenne révisée le 3 mai 1996 précise dans sa

Partie I, article 31, que: «toute personne a droit au logement»; et dans sa

Partie II, article 31, intitulé «droit au logement», que: «En vue d'assurer l'exercice effectif du droit au logement, les Parties s'engagent à prendre des mesures destinées: 1) à favoriser l'accès au logement d'un niveau suffisant; 2) à prévenir et à réduire l'état de sans-abri en vue de son élimination progressive; 3) à rendre le coût du logement accessible aux personnes qui ne disposent pas de ressources suffisantes.»;

estimant

- que le logement est un instrument clé de la cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté;

- que le droit au logement est un droit fondamental;

décide

- de charger la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle d'étudier l'inscription du droit au logement dans la Constitution luxembourgeoise.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox.

Mir erwaarden eis keng Wonner vun esou enger Mesure. D'Recht op eng Aarbecht steet an der Constitutioun an de Chômage geet awer an d'Luucht. An trotzdeem, de Problem vum Chômage ass allgemeng unerkannt. Et gi vill Mesuren ergraff. An och wa se net ëmmer zu deem erwënschten Erfolleg féieren, solle mer eis awer och emol heiansdo d'Fro stellen, wéi et um Aarbechtsmarché ausgeséich, wann net all déi Effortë géife gemaach ginn.

Wunnen ënner mënschewierdege Konditiounen ass eng Aufgab, där mir eis alleguerte musse stellen. A well et eis vill ze vill lues weidergeet, musse mer eis selwer ënner Drock setzen. Duerfir eis Resolutioun.

Et ass net eist Zil, d'Recht op eng Wunneng als en Droit absolu a sans conditions anzeféieren. Et geet net drëm, deene Leit, deenen et schlecht geet, e gratis Logement zur Verfügung ze stellen. Fir d'Leit ze responsabiliséieren, muss ëmmer ee Loyer gefrot ginn, mä deen däerf vu Fall zu Fall ganz kleng sinn.

Et geet net drëm, datt ee sech vun haut op muer décidéiert, iergendwou hinzeplënneren an da säi Wunnengsrecht anzekloen. Et musse schonns Klausele festgehale ginn, déi eng gewësse Wunndauer viraussetzen, ier ee ka säi Recht op eng Wunneng reklaméieren.

E Recht op ee Logement fir all Persoun, déi regelméisseg an dauerhaft zu Lëtzebuerg wunnt an net selwer déi néideg finanziell Mëttelen huet, sech eng anstänneg Wunneng ze leeschten, setzt d'Méiglechkeet viraus, datt déi betreffend Leit kënnen eng Kommissioun mat hirer Demande befaassen an, ab engem bestëmmten Zäitraum, dee mer brauchen, fir déi Mesuren, vun deene mer ëmmer schwätzen, ëmzesetzen, och hiert Recht kënnen akloen.

A Frankräich ass esou ee juristesche Recours virgesi fir d'Sans-abri; fir déi Leit, déi riskéieren aus hirer Wunneng erausgesat ze ginn; fir déi, déi just ee provisoreschen Ënnerdaach hunn; a fir déi, déi an enger net mënschewierdeger Wunneng ënnerdaach kommen. Mir sollen och zu Lëtzebuerg an déi Richtung schaffen.

Mäi Beispill vun der Famill mam Salaire social minimum huet däitlech gemaach, datt eng Trennung kann ee Risiko sinn, aarm ze ginn. Mä och Famillje mat vill méi engem héije Revenu riskéieren duerch eng Trennung a grouss finanziell Schwieregkeeten ze geroden. D'Liewenskäschte passe sech jo ëmmer dem Revenu un, a wann ee mat engem héije Revenu zum Beispill en héijen Emprunt fir en Haus mécht, da kann am Fall vun enger Trennung ganz villes zesummebriechen.

Am Rapport de stratégie national sur la protection sociale et sur l'inclusion sociale vum 23. September 2006 heescht et…

(Interruptions et hilarité)

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kommt loosse mer dem Här Adam nolauschteren!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Am Rapport de stratégie national sur la protection sociale et sur l'inclusion sociale vum 23. September 2006 heescht et, datt de Risque aarm ze gi speziell héich ass bei den Elengerzéier.

Déi Gréng sinn der Meenung, datt dat och ee Problem ass, well mir eis esou schwéier vun dem traditionelle Familljebild „Papp a Mamm a Kand" trenne kënnen. Och wann haut nach 35% vun eiser Populatioun an esou enger Famill liewen, wäit méi wéi an deenen aneren EU-Staten - do sinn et nëmme 24,5% -, dann ass dat sécher gutt a positiv, mä et ass awer noutwendeg d'Individualiséierung vun eisem Renten- a Sozialsystem endlech décidéiert unzegoen.

All Mënsch, deen aus der Schoul erauskënnt, huet e Recht op seng perséinlech Sozialversécherung. Dat muss fir de Stat eng Flicht sinn. Et geet net duer, sech derhannert ze verstoppen, datt vläicht déi eng oder aner Grupp eppes Klenges verléiert, wa mir individualiséieren, a fir dann näischt ze maachen.

Thema Gesondheet: Och räich Leit hu keng Garantie op eng gutt Gesondheet. Mä Leit, déi finanziell schlecht dru sinn, fille sech oft krank. Leit, déi finanziell Problemer hunn, riskéieren och éischter krank ze ginn.

Esou ass zum Beispill Obésitéit vill méi verbreet bei de Kanner, deenen hir Eltere wéineg verdéngen. An dat huet wéineg mam Präis vun de Liewensmëttel ze dinn; éischter mat Sensibilitéit, mat Opklärung, wat gesond Iessen an Drénke betrëfft.

Direkt mat de Suen huet awer d'Bedeelegung un de Käschte vun de Medikamenter a vun den Dokteschrechnungen ze dinn. Wann dës Participatioun fir déi meescht Leit och kee finanzielle Problem ass, fir déi Leit, déi e klengt Akommes hunn, stellt dat schonns e Problem duer. A wien et net wëllt gleewen, dee soll emol eng Kéier an den Office social vu senger Gemeng nofroe goen!

Ee Problem ass och fir eis deen Deel, deen d'Krankekeese bei Zännprothesen a bei Brëller rembourséieren. Loosst Iech emol eng Kéier vun Ärem Optiker dee Krankekeessmodell weisen. Frot emol eng Kéier Ären Zänndokter, wéi eng Kroun datt en Iech zum Tarif vun der Krankekeess verkeeft. An dobäi ass gutt Ausgesi kee Luxus; spéitstens wann een an engem Ustellungsgespréich bei engem potienziellen neie Patron ass, stellt een dat fest.

Genau wéi bei der Gesondheet, ass och bei der Bekämpfung vun Aarmut an Ausgrenzung d'Preventioun dat Wichtegst. D'Zuelen an den Alldag beleeën et. Eng zolidd Ausbildung ass déi beschte Viraussetzung, net op e soziaalt Ofstellgleis ze geroden.

Fir eis ass eng gutt Ausbildung fir déi Jonk besser, wéi all Beschäftegungsinitiativ herno, wa se keen Job fonnt hunn.

Déi Etüd, déi esou oft ernimmt gëtt, datt ech hiren Numm schonns net méi héiere kann, huet fir d'x-te Kéier festgestallt, datt de Lëtzebuerger Schoulsystem sozial net gerecht ass. Dës Etüd huet awer bis haut nach net bewierkt, datt sech eppes un eisem Schoulsystem verännert huet. Am Géigendeel.

Mir sinn der Meenung, datt den Enjeu fir Lëtzebuerg an den Enjeu fir eis Kanner a Jugendlech nach ëmmer net erkannt ginn ass. Wéi soss ass et ze verstoen, datt d'Diskussioun ëmmer nëmmen iwwert d'Angscht vum Nivellement vers le bas dréint?

Dobäi ass et erwisen, datt all Hëllef, déi mer deene schwaache Schüler zoukomme loossen, sech automatesch och positiv op déi gutt Schüler auswierkt. Eis Schoul huet och vill Defiziter, wat déi staark Schüler ugeet. Well dat haut net den Thema ass a well ech

an der Zäit scho knapp wäert sinn, maachen ech déi Klammer haut net op; mä ech hunn d'Gefill, ech kréien nach oft d'Geleeënheet hei am Haus, iwwert déi Defiziter ze schwätzen.

Besonnesch héich ass de Risque de pauvreté bei Kanner vun 0 bis 15 Joer - 18% steet am Rapport iwwert d'Inclusion sociale -; aarm Kanner an engem räiche Land.

Hei ass et kloer, hei ass d'Familljen- a Sozialpolitik gefuerdert. Mä déi beschten, vläicht souguer déi eenzeg Méiglechkeet, aus dem Däiwelskrees vun der Aarmut - Aarmut vierft sech bekanntlech - erauszekommen, ass d'Schoul.

Wa mir iwwer eng Schoulreform diskutéieren, da muss d'Cohésion sociale ee ganz wichtegt Kapitel vun der Diskussioun sinn. All Statistike beleeën et. De gréisste Risiko fir e Jugendlechen, an de Chômage ze geroden, ass keng oder eng schlecht Ausbildung.

Et ass leider och esou, datt Elteren, déi keng Ausbildung hunn, ganz oft Kanner hunn, déi keng Ausbildung hunn.

Wat de Risque de pauvreté betrëfft, esou soen d'Statistiken, datt et net esou wichteg ass, wéi eng Formatioun déi Jonk hunn, mä datt se eng hunn.

An der Etüd iwwert d'Schoulofbriecher vum Oktober 2005 steet fir 322 jonk Mënschen „ne font rien". Dat ass eng Katastroph!

Den Taux vun deene jonke Chômeuren ass eropgaangen. Dat huet och ganz vill mat eiser Schoul ze dinn. Mir brauchen eng Schoul, déi méi en individualiséierten Unterrecht ubitt; eng Schoul, déi d'Schüler besser motivéiert; eng Schoul, déi d'Schüler fördert a fuerdert; eng Schoul, déi mat den Eltere schafft; an eng Schoul mat kloren Ziler a klore Strukturen.

Déi Gréng wëllen all Beméiungen op dem Wee zu esou enger Schoul ënnerstëtzen, a wien dës Beméiunge mat engem Nivellement vers le bas résuméiert, huet näischt vum gewaltege schouleschen a gesellschaftlechen Enjeu, ëm deen et hei geet, verstanen an deem kënne mir och net méi weiderhëllefen.

D'Cohésion sociale ass an eisen Ae kee politescht Gespills an ideologescht Gespréich, mä eng gesellschaftlech Noutwendegkeet. D'Cohésion sociale ass net nëmmen eminent wichteg fir déi Leit, déi relativ ënnen op der sozialer Leeder sinn, mä och fir déi Leit, déi an der Mëtt oder méi wäit uewe sëtzen. D'Cohésion sociale ass d'Bedingung fir eng gerecht a liewenswäert Gesellschaft.

Déi Gréng sinn duerfir och, an anscheinend nach ëmmer, déi eenzeg Partei, déi warnt, ëmmer wëlle politescht Kapital doraus ze schloen, datt mer de Leit Steierreduktioune verspriechen. Steiergelder, déi gutt ugeluecht sinn, déngen der Allgemengheet. Steiergelder, déi net méi do sinn, feelen der Allgemengheet.

Mir plädéiere fir en transparente Stat, net fir e schlanke Stat. Well ouni Sozialstat wier d'Situatioun vill méi grave. Eise Système socio-fiscal huet als Zil, öffentlech Ausgaben ze finanzéieren an d'Transferten tëschent den Haushälter ze géréieren, andeems déi ekonomesch Donnéeë berücksichtegt ginn. Sou ass jo de Revenu disponible deen, deen iwwreg bleift nodeems de socio-ekonomesche System gespillt huet.

Ier mer eis iergeren, datt mer mussen esou vill Steiere bezuelen, musse mer bedenken, datt duerch de System vum sozialen Ëmverdeelen en Deel méi sozial Gerechtegkeet entsteet: De Revenu initial vun deenen 20% räichste Leit am Land ass 5,7-mol méi héich wéi dee vun deenen 20% äermsten. De Revenu disponible vun deenen 20% Räichsten ass dann nach just - oder ëmmerhin - 3,4-mol esou héich. Dobäi ass et den Impôt sur les personnes physiques, dee mat 51% zu der Reduktioun vun den Inégalitéite bäidréit. Logesch! Wa mer deene Leit, déi en héije Revenu hunn, eppes ewechhuelen, an deenen eppes ginn, déi en niddrege Revenu hunn, dann hu mer eng Ëmverdeelung gemaach.

Zweetwichtegste Punkt bei der Ëmverdeelung sinn d'Familljeleeschtungen. Si droen zu 38% zu der Reduktioun vun den Ongläichheete bäi. Datt d'Familljebäihëllefen esou wichteg sinn, berout dorop, datt Familje mat méi wéi zwee Kanner iwwerduerchschnëttlech oft Famillje mat klengem Revenu sinn - 18% -, an datt natierlech déi Hëllefe bei Famillje mat niddregem Revenu vill méi an d'Gewiicht falen, wéi bei anere Familljen.

Déi Gréng sinn der Meenung, datt d'Desindexéierung vum Kannergeld net de richtege Wee ass, fir zu Geld ze kommen; Geld, dat mer onbedéngt brauche fir den noutwendegen Ausbau vun de Betreiungsstrukturen. Déi Gréng sinn och der Meenung, datt e gestaffelt Kannergeld ee falsche Message wier. Mir sinn éischter bereet, en indexéiert Kannergeld mat an d'Berechnung vun der Steier ze huelen, an dat am Kader vun enger grouss ugeluechter Redefinitioun vun den Ziler vun eiser Sozial- a Familljepolitik.

Wéi ech dës Interpellatioun preparéiert hunn, hunn ech och mat Interessi ënner anerem d'Ausféierungen am Kader vun enger Aktualitéitsstonn iwwert den nationalen Aktiounsplang géint d'Aarmut an de sozialen Ausschloss gelies, déi am Mee 2001 op Ufro vun der LSAP hei am Haus um Ordre du jour stoung. De Problem ass zënter 2001 net geléist an net entschäerft ginn. Deemools ass nach vun enger Erhéijung vum Kannergeld geschwat ginn; haut ass d'Kannergeld desindexéiert. Eis Positioun dozou hunn ech jo elo grad gesot.

Opgefall ass mir virun allem awer, datt dem honorabele Kolleeg Camille Gira säi Ruff, datt mir sollen dezentral virgoen, leider net zu deene Konsequenze gefouert huet, déi dëse Ruff verdéngt hätt. Mir kënnen eis net virstellen, datt eng zentral staatlech Bürokratie et fäerdeg bréngt, eleng fir eng preventiv Sozialaarbecht ze suergen. Mir sinn der Meenung, datt ee méiglechst no bei de Leit, an de Leit hirem normale sozialen Ëmfeld a mat de Leit zesumme muss schaffen, am beschte wann d'Problemer nach kleng sinn.

Fir dës dezentral Aarbecht ze maachen, brauche mir selbstverständlech eng Rei ONGen, déi gutt um Terrain implantéiert sinn, mä mir brauchen awer och d'Gemengen. Wann iwwert d'Kompetenze vun de Gemengen diskutéiert gëtt, a wa Reformen an d'Haus stinn, da muss een och iwwert d'Roll vun de Gemenge bei der Aarmutsbekämpfung schwätzen. An deem Sënn géif et eis och interesséieren, wéi dann haut d'Erfahrunge sinn, nodeems deen eenzege flächendeckende preventive Service, nämlech dee vun de Centres médico-sociaux, opgespléckt ginn ass. Ech schwätzen hei vun der Scheedung tëschent der Ligue an der Croix-Rouge.

Ee Punkt, an deen ass eis och eng Motioun wäert, sinn d'Offices sociaux vun de Gemengen. D'Législatioun vun den Offices sociaux datéiert op d'19. Jorhonnert, op den Arrêté royal-grand-ducal concernant la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance vum 11. Dezember 1846, an d'Gesetz iwwert den Domicile de secours vum 28. Mee 1897, enger Zäit, wou et wierklech de Problem vun de Gemenge war derfir ze suergen, datt d'Leit net sollten erhéngeren. Zënterhier ass d'Zäit net stoe bliwwen. Déi soziologesch Donnéeën hu fundamental geännert. Mir mengen, datt mer d'Problemer vun haut net méi mat den Instrumenter vu virgëschter léise kënnen.

Haut ass et éischter e Problem, datt d'Leit „am Konsum ersaufen" - ech zitéieren den Här Gira aus senger Ried vun 2001 - respektiv eng Rei Leit net méi kënne mathale mat deem Drock vu Konsum, deen op se duerkënnt. Duerfir si mer och der Meenung, datt d'Preventiounscampagnen, wéi déi vum Familljeministère an Zesummenaarbecht mat Interaction an der Ligue médico-sociale, wichteg sinn an och an Zukunft verstäerkt a geziilt mussen duerchgefouert ginn. An deem Kontext sief nach eng Kéier un d'Diskussiounen an der Familljekommissioun iwwert d'Gesetz géint d'Iwwerschëldung erënnert, an iwwert de breede politesche Konsens, datt eng Prozedur vun enger Faillite civile sollt installéiert ginn.

Et gëtt eng ganz Rei vun Hëllefen, wou et net ëmmer einfach ass den Iwwerbléck ze behalen, an d'regional Ënnerscheeder sinn och relativ grouss. D'Offices sociaux setze sech nach genausou zesummen, wéi et am Arrêté royal-grand-ducal viru laanger Zäit festgehale gouf.

Och wa mir der Meenung sinn, datt net alles, wat al ass, automatesch schlecht ass, si mer awer der Meenung, datt hei dringend Handlungsbedarf besteet. Dat fänkt beim Domicile de secours un, geet iwwert d'Recettë vum Office social - a menger Gemeng ass dat nach zum Beispill d'Keelebunnstax, e Pourcentage vun der Kierfechttax, e wäitaus méi e grousse Bäitrag vun der Loterie nationale, de gréissten Deel kënnt vum Stat -, an och d'Dépensen - de gréissten Deel vum Office social geet drop fir eng Participatioun bei de Käschten, wann e Kand oder e Jugendlechen an engem Foyer placéiert ass -, iwwert de Fonctionnement an iwwert d'Richtlinnen, oder méi wichteg: de Mangel u Richtlinnen, hin zu der méi oder manner gudder Zesummenaarbecht mat den Assistantë vun der Ligue an/oder der Croix-Rouge.

Mir brauche richteg Sozialämter, déi eng Plattform zu den nationale Gremië sinn, déi eng kloer Struktur hunn an erkennbar sinn an déi och mat qualifizéiertem Personal kënne schaffen. Fir datt mer net Gefor lafen, erëm eng Kéier no e puer Joer musse festzestellen, datt sech näischt beweegt huet, déposéieren ech am Numm vun der grénger Fraktioun eng Motioun, wou d'Chamber d'Regierung opfuerdert, dat, wat se an der Regierungserklärung ugekënnegt huet, och ëmzesetzen an d'Reform vun den Offices sociaux op de Leescht ze huelen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le programme gouvernemental du 4 août 2004 déclarant que: «Le Gouvernement procédera à la réforme de la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours et l'Arrêté royal-grand-ducal du 11 décembre 1846 sur la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance d'après les principes arrêtés au rapport du 3 juin 2003 qui a été soumis pour approbation au Ministres de la Famille et de l'Intérieur.»;

- considérant le rapport du 30 septembre 2003 de la Commission des Affaires intérieures dans le cadre du débat d'orientation sur la répartition des compétences et des responsabilités entre l'État et les communes (document parlementaire N°4906) qui propose de réformer la législation sur les offices sociaux, afin de l'adapter aux réalités actuelles;

- considérant que le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté est passé de 11,5% en 2003 à 13% en 2005 et que cette situation confronte les offices sociaux à de nouveaux défis;

invite le Gouvernement

- à présenter dans les meilleurs délais un projet de loi portant réforme de la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours et de l'Arrêté royal-grand-ducal du 11 décembre 1846 sur la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance en tenant compte des recommandations formulées par la Chambre des Députés dans son rapport susmentionné.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox.

Ech hunn am Ufank schonn drop higewisen, datt mir zu Lëtzebuerg an an den EU-Länner vun enger relativer Aarmut schwätzen, am Géigesaz zu de Pays les moins avancés oder den Entwécklungslänner am Allgemengen, wou et och eng wäit verbreet absolut Aarmut gëtt. Dat heescht, wou et de Mënschen un der liewensnoutwendeger Kleedung, de Liewensmëttel, dem Daach iwwert dem Kapp, oder enger minimaler medezinescher Versuergung feelt.

Bei eis sinn duerch eis sozial Sécherungssystemer d'Leit prinzipiell virun der absoluter Aarmut geschützt, mä et gëtt och bei eis Ausnahmen. Wann ee vun de Pilieren Aarbecht-Wunneng-Famill ewechfält, a wann dann nach e bësse Pech am Liewe matspillt, riskéiert de Mënsch och zu Lëtzebuerg säi sozialen Ënnergang. Leit ouni feste Wunnsëtz, Leit, déi oft suchtkrank sinn oder psychesch Problemer hunn, Leit, déi op inoffizielle Weeër an d'Land komm sinn, ginn aus deene verschiddensten Ursaachen net ëmmer vun eisem sozialen Netz erfaasst a riskéieren och zu Lëtzebuerg vun absoluter Aarmut betraff ze sinn.

Datt d'Zuele vun dëse Leit zouhuelen, kann ee schonns aus de Statistiken, déi d'Stëmm vun der Strooss fir all Interesséierte parat huet, feststellen. Zënter 2001, wou dës Statistike gefouert ginn, geet d'Zuel vun de Leit, déi d'Stëmm vun der Strooss besichen, permanent an d'Luucht. 2006 ware ronn 1.000 Leit Client bei der Stëmm; just hei an der Stad. Ronn 80% ware Männer. 2006 sinn all Dag duerchschnëttlech 74 Persoune bei d'Stëmm vun der Strooss komm; och dat sinn der däitlech méi, wéi jee virdrun. 16% vun de Leit, déi bei d'Stëmm vun der Strooss kommen, hu manner wéi 35 Joer. Dat heescht, dës 144 Persounen hunn am Prinzip kee Recht op den RMG.

Och wann déi existenziell Aarmut zu Lëtzebuerg marginal ass, et gëtt se a si kann eis net onberéiert loossen. Wéi kënne mir dës Form vun Aarmut bekämpfen? Ganz oft hu mir et hei mat Problemer vun Ofhängegkeet ze dinn, sief et Alkohol, Medikamenter oder aner Drogenofhängegkeeten. Ganz oft geroden d'Mënschen duerch perséinlech Mësserliefnisser an esou eng Situatioun: Divorce, Krankheet, Aarbechtslosegkeet am Zesummenhang mat enger gewësser sozialer Isolatioun. Et schéngt eis duerfir ganz wichteg, datt eist Netz vun Hëllefsstrukturen ausgebaut an dezentraliséiert gëtt. Mir brauche méi Leit, Sozialaarbechter, „street worker", déi hei kënnen en Encadrement bidden, déi Leit kënnen opfänken a stabiliséieren.

Mir hunn och verschidde Lächer an eisem sozialen Netz. Aus Zäitgrënn ginn ech just méiglechst kuerz op zwee an. Ech gesinn, meng Zäit leeft of. Wann ee Mënsch seng Aarbecht duerch Faute grave verléiert, dann huet hie keen Urecht op Chômage. Et dauert heiansdo e bëssen, bis dee Mënsch seng negativ Äntwert vun der ADEM kritt a versteet, datt hien eng Demande fir den RMG muss maachen, fir iergendee Revenu ze hunn, fir seng Liewenskäschten ze decken.

Wann ech haut eng Demande fir den RMG maachen, da kann et zwee, dräi oder véier Méint daueren, bis ech eng Äntwert vum Fonds national de Solidarité kréien. Wa sech dann erausstellt, datt ech keen RMG zegutt hunn, well ech d'Konditioune vum Artikel 3a vum Gesetz vum 29. Abrëll 1999 net erfëllen, dann däerf ech eréischt eng nei Demande no dräi Méint erareechen, an zwar eréischt vun deem Datum un, wou ech de Bescheed vum Fong krut. Dat heescht, ech riskéieren net dräi Méint ouni Revenu, ouni Krankekeess ze sinn, mä fënnef, sechs oder siwe Méint.

Hei fanne mir, datt eis Sozialgesetzgebung duerch dës laang Délaië riskéiert, Mënschen an eng prekär Situatioun ze schécken, wou dann d'Leit vun den zoustännege Réseauen, ech denken un de Foyer Ulysse an d'Stëmm vun der Strooss, eng laangwiereg a schwiereg Resozialisatiounsaarbecht musse maachen.

Iwwert d'medezinesch Versuergung vun de Sans-papiers zu Lëtzebuerg ass an der rezenter Press och geschwat ginn. Mir bedaueren déi Diskussiounen an déi Zoustänn. Mir sinn eis bewosst, datt d'Léisungen net einfach sinn, well mir erkennen och de méigleche Sogeffekt un.

Mir sinn awer der Meenung, datt een net däerf vergiessen, och wann et Leit ouni Pabeiere sinn, et sinn awer ëmmer Mënschen. An do musse mer dann och wéinstens Richtlinnen un eis Offices sociaux ginn, wéi mer do kënnen hëllefen.

An dann zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wollt ech nach eng Kéier drun erënneren, datt mer schonns eng Diskussioun haten. Virun allem 2005 war eng Plattform, wou alleguerten d'Intervenantë vun der sougenannter Économie solidaire et sociale zesumme waren. Do waren eng ganz Rei Réuniounen. Et ass och esou dervu geschwat ginn, datt sollt eng interministeriell Aarbechtsgrupp vun Aarbechts-, Familljen- a Wirtschaftsministère gegrënnt ginn. Et sollt och ee Comité de pilotage derbäikommen.

D'Madame Minister huet an enger Äntwert op eng Fro vum Här Castegnaro virun engem Joer festgestallt, datt et zu enger Mésentente komm ass, a gehofft, datt déi Mésentente vorübergehend wier.

Ech wollt am Fong geholl do just froen: War déi vorübergehend? Gëtt et do nei Momenter?

Mir sinn nämlech der Meenung, datt mat allen Efforten, déi mer maache mat Formatioun, mat Aarbechtsbeschafungsmesuren, ëmmer en Deel vu Leit bleiwen, déi keng Chance hunn op dem real existéierenden éischten an zweeten Aarbechtsmaart, dem privaten an dem öffentlechen, an datt mer e fest drëtt Standbee vun der Économie solidaire et sociale brauchen, datt mer dat mussen unerkennen an ausbauen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf, Vertrieder vun der CSV-Fraktioun.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- Här President, léif Regierungsmemberen, Kolleeginnen a Kolleegen, wann een zu Lëtzebuerg iwwer Aarmut schwätzt, géif ech emol mat engem klengen Exercice ufänken, fir ze soen, wat dat bedeit. Et kann ee sech folgend Fro stellen: Wann ech Iech heibannen elo géif froen, jiddferee fir sech, wéi vill Suen dass hie pro Mount brauch fir seng Kleeder; wéi vill Suen dass hie brauch fir Iessen an Drénken; wéi vill Suen dass hie pro Mount brauch fir säin Transport oder fir seng Wunneng oder fir d'Chargë vu senger Wunneng; wéi vill Suen hie pro Mount zur

Verfügung huet fir seng Kanner, da sinn ech iwwerzeegt, dass déi wéinegst heibannen - ech inklusiv - kéinten dorobber eng Äntwert ginn.

Et ass relativ einfach ze wëssen, firwat mer keng Äntwerte ginn: Well et Froe sinn, déi mer eis net stellen, well mer se eis net brauchen ze stellen. Wann een awer zu Lëtzebuerg un d'Grenz vun der Aarmut stéisst, da sinn dat doten déi Froen, déi ee sech stellt. Net eng Kéier, mä all Dag an all Mount. Duerfir ass deen Exercice gutt, fir sech eng Kéier virzestellen, wou mer dru sinn.

Ech hu selwer zéng Joer laang mat RMG-Bezéier geschafft hei am Land an ech weess duerfir relativ gutt wat et heescht zu Lëtzebuerg aarm ze sinn oder un der Aarmutsgrenz ze sinn. Ech hu mat ganz ville Famillje missen esou Budgeten opstellen, esou Haushaltsbudgeten, déi pro Woch gemaach ginn. Ech hu beispillsweis geléiert, dass e Mount net véier Wochen huet, mä e Mount huet der 4,3. Dat muss ee wëssen, wann ee säi Budget wëllt opstellen an ee weess, wéi vill Sue kann ech pro Woch zu dësem oder deem Zweck ausginn. Dat sinn déi Klengegkeeten, déi am Alldag deene Leit, déi begrenzt finanziell Mëttelen hunn, Suerge maachen a Suerge maache mussen.

An da gëtt nieft deem, wat liewensnoutwendeg ass, alles dat, wat dodriwwer erausgeet - emol an de Kino goen, en lessen am Restaurant, engem e Kado maache bei iergendenger Geleeënheet, en neit Stéck Miwwel, Kleeder kafe fir d'Kanner -, all déi Saache ginn zu enger exceptionneller a belaaschtender Ausgab, eng, déi een nimools ka spontan maachen, eng, déi een nëmmen da ka maachen, wann een op anere Pläng e Verzicht muss akzeptéieren. Dat ass d'Situatioun vun der Aarmut zu Lëtzebuerg. Dat ass d'Situatioun, déi net anescht ass wéi d'Aarmut an anere Länner. Et ass déi, déi sech eben duerch eng materiell Bescheidenheet muss auszeechnen.

Do derbäi kënnt selbstverständlech nach eng aner Bescheidenheet, an dat ass déi fir sech kënnen anzebréngen an eiser Gesellschaft. D'Méiglechkeete vun deene Leit, déi materiell méi schlecht gestallt sinn, sinn anerer wéi déi vun deenen, déi materiell besser gestallt sinn, wann et drëm geet, fir sech kënnen anzebréngen, fir Unerkennung ze kréien op Plazen, wou een aktiv ass, fir kënne seng Meenunge geltend ze maachen, fir Energië fräizesetzen, fir um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen. All déi Saachen do si fir déi eng anescht wéi fir déi aner.

Duerfir ass déi Interpellatioun vum Kolleeg Claude Adam, där eben dem Statec seng Etüd «Travail et Cohésion sociale 2006» zu Lëtzebuerg zugrond läit, sënnvoll haut, fir dass mer eis eng Kéier eng gemeinsam Suerg dorauser maachen, wat et heescht, zu Lëtzebuerg aarm ze sinn, a wou mer histeieren.

Déi Publikatioun weist eng Tendenz op. Eng Entwécklung, déi en Auserneendrifte vun der Gesellschaft befierchte léisst, wann een dat esou op den éischte Bléck kuckt. Et gesäit esou aus, wéi wann d'Aarmut substanziell géif wuessen. Dee Rapport, vum Statec opgestallt mat Donnéeë vum Ceps, kann an dierf eis duerfir och net onberéiert loossen.

Ech wëll duerfir am Numm vun der CSV-Fraktioun dräi Elementer hei erabréngen: Fir d'éischt e puer Bemierkunge maachen zur Definitioun vun der Aarmut an zu der statistescher Entwécklung; dann e puer Remarquen zum Sozialstat mat der Fro, ob hien da seng Verantwortung erfëllt huet oder net, an nach um Schluss e puer Iddië ginn an e puer Piste fir d'Zukunft.

Fir d'éischt zur Definitioun vun der Aarmut. Et gëtt jo méi Modeller, fir d'Aarmut ze definéieren, monetär Aarmut oder op där anerer Säit och déi gelieften oder déi subjektiv Aarmut.

An dësem Kontext schwätze mer vun där europäescher Definitioun - de Kolleeg Adam huet et erklärt -, vun der monetärer Aarmutsgrenz, déi eis eben och erlaabt, justement den europäesche Verglach ze maachen. Ech kommen nach ee Moment dorobber zréck.

Wa mer déi Médiane do huelen, déi also d'Leit all an eng Rei stellt a wou mer soen, déi eng Halschent huet méi wéi déi Médiane an déi aner Halschent huet manner wéi déi Médiane, dann hu mer en objektive Kritär, dee läit de Moment bei 2.373 Euro pro Mount a pro Persoun. D'Halschent vun de Leit huet manner, déi aner Halschent huet méi. 60% vun deem Chiffer, dat sinn dann déi 1.424 Euro de Mount pro Erwuessene respektiv pro Unité de consommation, wéi et da statistesch heescht. Dat ass déi Grenz, vun där mer hei schwätzen.

Dat mécht dann och fir e Ménage vun zwee Erwuessener, eng Koppel, 2.136 Euro de Mount. Deen, deen dodrënner fält, dee bezeechne mer zu Lëtzebuerg als vun engem Aarmutsrisiko betraff - zumindest ass seng Situatioun prekär. D'Moyenne vun allen Akommesse läit bei 4.500 Euro pro Stot. Och do gesäit een den Ënnerscheed, deen dat mécht, vun deenen enge par rapport zu deenen aneren.

Et ass awer net esou, dass, wéi een an der Interpellatioun konnt erausliesen, mer eng nette Hausse vun der Aarmut zu Lëtzebuerg hätten. D'Chercheuren an dëser Matière, déi schwätzen éischter vun der Stabilitéit. De Pourcentage vun der Aarmutsgrenz, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, dee louch beispillsweis 1995 bei 13,2%. E war also du méi héich wéi haut. Dat Joer duerno ass e gefall op 11%. Dunn op 11,1%. Haut - haut, dat sinn d'Statistike vun 2005 - läit e bei 13%. En ass ëmmer gewiescht tëschent 11 an 13% an de leschten zéng Joer.

Nach e Wuert zur Statistik. Et muss ee sech jo d'Fro stellen: Wat ass dann d'Zil? Ass dat 0%? Wou wëllt een dann hi mat der Aarmut? An da muss ee wëssen, dass reng mathematesch oder statistesch gekuckt et eng 0%-Grenz net gëtt. Et kann een net op 0% erofkommen. Et kéim een nëmmen dohinner, wann all Mënsch zu Lëtzebuerg genau datselwecht Akommes hätt. Dat ass also statistesch net wouer. Duerfir bleift engem, fir sech kënnen ze situéieren, just den europäesche Verglach, den EU-Verglach, fir ze wëssen: Sinn déi 13% dann héich? Si se net héich? Wou steiere mer do hin?

Zum Verglach e puer Saachen: Mat deenen 1.424 Euro ass de Seuil vun der Aarmutsgrenz zu Lëtzebuerg deen héchsten an Europa. Dat erféiert keen a verwonnert och keen heibannen. De Claude Adam huet gesot, Lëtzebuerg ass nun emol eent vun deene Länner mat deem héchste PIB-Produit.

Just eng Klammer opgemaach. Wa mer awer regional géifen denken, da fanne mer an Europa Regiounen, déi méi en héije PIB pro Awunner hu wéi d'Lëtzebuerger Land. Also och ëmmer do eng relativ Donnée.

Den niddregste Prozentsaz an Europa, wat d'Aarmut ubelaangt, huet déi Tschechesch Republik mat 8%. Duerno kënnt Slowenien mat 10%, da kommen Dänemark, Finnland, Schweden, dräi Länner, déi oft als Musterbeispiller jo a ville Kritäre geholl ginn. Déi hunn 11%, also dat wat mir och virun e puer Joer haten.

Den EU-Duerchschnëtt vum Aarmutsrisiko läit awer bei 16%. Am europäesche Verglach, muss ee soen, steet Lëtzebuerg relativ gutt do. Am Verglach mat deenen neien EU-Länner, déi en niddregen Taux hunn - dat kënnt och wahrscheinlech dowéinst, dass eben eng relativ Gläichverdeelung nach vun de Revenuen do besteet an et manner déséquilibréiert Verdeelunge sinn.

E weidere Facteur, fir d'Stabilitéit awer kënnen ze ënnermaueren, ass einfach déi subjektiv oder déi erlieften Aarmut, déi mer hunn. Do soen d'Statistiker eis, dass zu Lëtzebuerg 2005 bei deenen Donnéeën, déi eis hei zugrond leien, 14% vun de Gefroten hir finanziell Situatioun als schwiereg erlieft hunn a 6% als ganz schwiereg. Also an der Zomm 20%, déi soen, schwiereg bis ganz schwiereg. Dat ass e Chiffer, deen nach ni méi kleng war zu Lëtzebuerg. 1995 louch e bei 25%.

Dann ass et och esou, an dat ass gesot ginn, dass et opgrond vun Échantillonen ass, wou déi Donnéeën hei errechent ginn, Échantillonen, déi jo ëmmer eng Verléisslechkeet hunn, déi net 100% ass, mä déi gemengerhand bei 80% ugeholl gëtt, oder an anere Wierder ausgedréckt, dass d'Wourecht tëschent engem Prozent méi niddreg oder engem Prozent méi héich läit, iergendwou do dertëschent.

Et gëtt awer zwou aner Zuelen, déi zu Lëtzebuerg wichteg sinn, fir vun der Aarmut ze schwätzen. Dat eent, dat ass den RMG. 3% vun der Lëtzebuerger Populatioun, 3% vun den Awunner kréien RMG. 7.288 Ménagen, mat 13.800 Kanner an Erwuessener. Dat sinn der vill an et waren der nach ni esou vill. Graff gesot, stëmmt dat nach ëmmer, wat schonn zu menger Zäit gestëmmt huet, wéi ech do geschafft hunn. E Véierel sinn ongefeier Kanner, e Véierel si Leit am Pensiounsalter. D'Kanner kréie jo net fir sech selwer RMG, si sinn an engem Stot, wou RMG bezuelt gëtt. D'Leit am Pensiounsalter kréien e Complément zu hirer Pensioun, well se niddreg ass.

An da bleift eng kleng Halschent, an do sinn nach ganz vill Leit derbäi, déi gesondheetlech net apte si fir den Aarbechtsmaart, deenen also déi Integratioun verwiert bleift, an déi dann iwwer Aarbechtsbeschafungsmoossnamen aus dem RMGs-Gesetz, duerch individuell Projeten Hëllefe kréien an e Wee zréck an d'Aarbechtswelt respektiv an d'sozial Integratioun.

Déi aner Donnée, déi zu Lëtzebuerg wichteg ass, ass de Chômagetaux - et ass och gesot ginn -, dee relativ héich ass. An den Aarmutsrisiko, de Risiko, an d'Aarmut ofzerutschen, läit bei Leit, déi Chômage kréien, bei 45%, während e bei engem, dee schafft, nëmme bei 8% läit. Et brauch een also do kee Bild ze molen, fir ze wëssen, dass d'Aarbecht - an de Claude Adam huet et hei ënnerstrach - eigentlech den éischten Integratiounsfacteur ass an déi éischt Garantie ass, fir aus der Aarmut erauszekomme respektiv och net do erofzerutschen.

Déi aner Fro ass jo déi, wéi dann de Räichtum zu Lëtzebuerg verdeelt ass. Hunn déi eng alles an déi aner näischt? Wou sti mer do? Do gëtt et zwee esou Koeffizienten, déi dofir benotzt ginn. Deen een, deen heescht Coefficient de Gini, ass eigentlech een, deen tëschent 0 an 100% schwankt, woubäi 0% géif heeschen, dass mer eng total gläich Verdeelung hunn an 100% eng total ongläich Verdeelung. Do leie mer zu Lëtzebuerg bei 36%, wat also e relativ gudden Taux ass, well 30% ass d'EU-Moyenne.

An dann ass et och esou, wann een déi 20% vun de Leit kuckt, déi déi meeschte Geldmëttel hunn, par rapport zu deenen 20%, déi déi mannste Geldmëttel hunn zu Lëtzebuerg, dann hunn déi, déi am meeschten hunn, 3,8-mol esou vill, wéi déi 20%, déi am mannsten hunn. Den EU-Duerchschnëtt läit bei 4,8.

Déi Statistike soen eis also am Résumé, dass mer eng relativ Stabilitéit hu vun der Situatioun vun der Aarmut zu Lëtzebuerg, wat net heescht, dass ee kann doriwwer ewechgoen, wat awer, mengen ech, heescht, dass ee sech méi geziilt muss domat auserneesetzen a kucken, wat fir eng Risikogruppen eigentlech de Moment an der Situatioun vun der Aarmut sinn.

Dat sinn d'Elengerzéier mat Kanner à charge, dat si Koppele mat dräi a méi Kanner, dat sinn d'Haushälter, wou nëmmen ee schafft, an dat sinn déi Haushälter schliesslech, wou kee schafft a wou och keng Rent bezuelt gëtt. Déi hunn e ganz héijen Aarmutsrisiko. Dat ass evident.

D'Suerg vun dëser Debatt soll et jo sinn, no Weeër ze sichen an ze kucken, wéi kann een déi Grondviraussetzungen, déi d'Leit zu Lëtzebuerg hunn, verbesseren. Ech wollt déi puer Remarquen do zu der Statistik maachen, fir deen Débat an déi Richtung ze objektivéieren.

Wann ee vun Aarmut schwätzt, da kann een awer net nëmme vun de Sue schwätzen a vun der monetärer Aarmut, mä da schwätzt een och vun deem, wat mer als Exclusion sociale bezeechnen, eben deen aneren Aspekt vun der Aarmut. Déi Leit, déi Geldschwieregkeeten hunn, hunn och manner Méiglechkeeten oder méi Schwieregkeeten, fir sech an eiser Gesellschaft kënnen anzebannen. Déi monetär Indicateuren déngen dozou, d'Exklusioun an d'Aarmut vun engem Land mat der Situatioun vun deem anere Land kënnen ze vergläichen. Déi aner Kritären, mengen ech, sinn och der Méi wäert. An do muss ee soen, dass d'Politik dat och erkannt huet.

Den Traité vun Amsterdam huet de Kampf géint déi sozial Ausgrenzung zu engem politeschen Zil vun der EU gemaach. De Conseil vu Lissabon huet d'Aarmut am Joer 2000 fir inakzeptabel erkläert an déi sozial Inklusioun, eben de Contraire vun der Exklusioun, zu engem vun de wichtegsten Elementer vun enger europäescher Strategie definéiert. De Kampf géint déi sozial Ausgrenzung an d'Aarmut reit sech dobäi an eng global Approche vun der Cohésion sociale an.

Déi Kohesioun kann awer net eleng eng politesch Aufgab sinn. Déi Kohesioun ass net eleng d'Verantwortung vun der Regierung. De sozialen Zesummenhalt ass nun eemol eng Aufgab vun der ganzer Gesellschaft. D'Politik eleng kann dat net leeschten. Dofir wëll ech och hei ausdrécklech déi Initiative begréissen, déi elo um Terrain entstinn, zum Beispill d'Sozialwuert vun der Lëtzebuerger Kierch, zum Beispill de Projet clips vun der Caritas, zum Beispill d'Initiative vun EAPN Lëtzebuerg an anerer, déi sécherlech nach wäerte kommen an déi sech aktiv beméien ëm dat, wat een ënner Cohésion sociale ka verstoen.

Ech hunn et gesot, de Stat iwwerhëlt Verantwortung. Do sinn ech bei mengem zweete Punkt, d'Aufgabe vum Sozialstat. D'Regierung, grad wéi déi europäesch Kommissioun, huet sech Ziler gesat an déi Ziler ganz kloer formuléiert, fir eben där sozialer Ausgrenzung entgéintzewierken. Dat heescht ënner anerem och, dass een net nëmme méi reaktiv do kuckt, wou ee muss agräifen, mä awer proaktiv sech och Gedanken doriwwer mécht, wéi ee muss un de Problem erugoen. De Lëtzebuerger Stat iwwerhëlt hei Verantwortung fir alle Bierger eng Existenzméiglechkeet ze assuréieren a fir ebe grad do anzegräifen, wou et noutwendeg ass.

De wichtegsten Outil - ech hunn et gesot -, dat ass den RMG, d'RMGs-Gesetzgebung, déi elo virun 20 Joer zu Lëtzebuerg agefouert ginn ass. Dat Gesetz huet deemools nach Loi de lutte contre la pauvreté geheescht. Et ass no an no geännert ginn. Et sinn nei Méiglechkeeten definéiert ginn, och besonnesch fir de Leit de Wee an d'Gesellschaft erëm zréck ze erméiglechen. An de Krees och vun deenen, déi dovunner kënne profitéieren, ass no an no ausgeweit ginn.

D'Zuel vun den RMG-Bezéier, an dat ass eng logesch Konsequenz dovunner, klëmmt vu Joer zu Joer, an haut ginn eben 3% vun der Bevölkerung iwwert dëse Wee ënnerstëtzt. Et muss een awer wëssen, dass déi wesentlech Errungenschaft och doranner besteet, dass et e Recht ass, dass een net méi zu Lëtzebuerg deen ass, deen op de Knéie muss kommen, fir eppes ze froen, mä dass et e Recht ass, ënner verschiddene monetären Zoustänn e Recht ass, fir kënnen eng Ënnerstëtzung vum Stat ze kréien.

Dat Wichtegst ass an dësem Kontext awer dann de Réckgréff, deen am RMG gemaach gëtt op all déi Mesuren, déi eigentlech dozou féieren, fir de Leit den Uschloss un d'Aarbechtswelt erëm zréck ze erméiglechen. Déi Transferts sociaux, déi de Stat organiséiert op alle Plangen, vum Kannergeld iwwer RMG bis Pensiounen, Chômage an all déi Transfertleeschtungen, déi féieren awer dozou, dass den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg wesentlech erofgeet.

Ouni déi Transfertleeschtungen, soen d'Statistiker eis, léiche mer bei engem Aarmutsrisiko vu 40%. Mat den Transfertleeschtunge si mer 27% méi déif. Duerfir, mengen ech, muss een hei d'Aktioune vum Stat ganz besonnesch ervirhiewen an et muss ee selbstverständlech Suerg droen, dass déi net kënnen zréckgeschrauft ginn.

De Claude Adam huet et negativ bewäert a vill vun eis haten och kee gutt Gefill do dobäi, wéi hei am Haus eben och décidéiert ginn ass am Kontext vun den Accorden, déi fonnt gi sinn am Laf vum leschte Joer, fir den Index anescht ze organiséieren a fir och Kannergeld, Congé parental, Congé d'éducation aus dem Index do erauszehuelen. Déi Saachen do si jo gemaach gi virun engem Hannergrond vun enger laangfristeger Politik, fir ze soen, mir mussen d'Grondstrukturen änneren.

Mir mussen de finanzielle Spillraum erhalen, fir eben déi Basiskonditioune kënnen ze schafen zu Lëtzebuerg, déi et dann awer deene Leit - deeneselwechten eigentlech, ëm déi et hei geet - méiglech maachen, fir no vir ze kucken a fir sech selwer déi Strukturen an hirem Liewen ze ginn, dass se déi Objektiver, déi hinnen um Niveau vun der sozialer Integratioun gestallt sinn, kënnen erreechen. Virun deem Hannergrond muss een d'Analys maachen, ob een dat erreecht respektiv wéi een an Zukunft domadder weiderfiert. Et ass jo och ugeduecht, datt dat kënnt.

D'Regierung huet hirersäits am «PANincl» - wéi ech en ëmmer nennen -, dem Plan d'Action National pour l'inclusion sociale, deen elo vun 2006 bis 2008 leeft, véier haapt politesch Objektiver festgeschriwwen. Et sinn der, déi och an där Strategie vun deem Plang fir d'Joren 2003 bis 2005 zréckbehale gi sinn. Et sinn dëst - ech ka se nennen -: éischtens, d'Vollbeschäftegung versichen ze erreechen; zweetens, den Échec scolaire verhënneren an den Niveau vun de Kompetenzen eropsetzen; drëttens, Famill a Beruff mateneen ënner een Hutt ze bréngen; an dee leschten, de véierten, den Accès fir eng Wunneng ze erliichteren.

Dës Objektiver weisen och wéi wichteg eng fest Aarbechtsplaz, e gudden Ofschloss an eng adequat Beruffsformatioun, wéi och eng Wunneng am Kader vun engem Integratiounsprozess sinn. Si weisen och, dass dës Objektiver ganz staark matenee verbonne sinn. Eng fest Aarbechtsplaz setzt als Alleréischt en Ofschloss an eng adequat berufflech Formatioun viraus. Et ass e Fakt, dass mer déi gréisst Schwieregkeeten um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ebe juste-

ment mat deenen hunn, déi fréizäiteg aus der Schoul ausgescheet sinn an d'Schoul ouni Ofschloss verlooss hunn. Dat si jo och déi, déi eisem Aarbechtsminister déi meeschte Suerge maachen.

Dat Instrument vun deem Plan d'Action National pour l'inclusion sociale ass eng ganz wäertvoll Démarche. An déi gëtt eigentlech de globalen Effort vun der Regierung zilorientéiert erëm, faasst deen zesummen. En interessant Dokument, awer virun allem och eng Guideline fir all déi, déi domadder schaffen. Do sinn eng ganz Hällewull vun Detailweeër opgezeechent. Et géif ze wäit féieren, fir déi hei opzezielen, duerfir wëll ech zum Schluss op e puer Iddien agoen, déi een deelweis doran erëmfënnt an deelweis och net.

Ech wollt awer vläicht nach dem Kolleeg Claude Adam op eng Remarque, déi hie gesot huet a puncto RMG, äntwerten, dass et menger Erfahrung no awer net esou ass, dass Leit e puer Méint mussen op eng Décisioun waarden, ob se RMG kréien oder net. Den Office social vun der Gemeng - ech kommen nach op den Office social zréck - huet gesetzlech d'Méiglechkeet, fir dat bannen 48 Stonnen ze tranchéieren. A souguer dann, wann e sech a senger Argumentatioun gëiert hätt oder wann den Objektiv do net all Kritären erfëllt, kritt hien déi Sue vum Fonds national rembourséiert.

Zu de Moossnamen, déi ee sech zousätzlech zu all deem wat mer kenne kann afale loossen. Ech wëll e puer Remarquen zum Logement soen. De Wunnengsproblem mécht net direkt aarm, mä d'Aarmut féiert awer de Moment zu Lëtzebuerg zum Wunnengsproblem.

Une voix.- Très bien.

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Duerfir ass dee Pakt, deen de Wunnengsbauminister definéiert huet, ee ganz, ganz wäertvolle Pakt. E wäert ganz sécher dozou féieren - ech sinn awer wierklech dovunner iwwerzeegt -, dass mer d'Zuel vun de Wunnengen zu Lëtzebuerg eropkréien. A wa mer d'Zuel vun de Wunnengen eropkréien, da misste mer eng Stabilitéit an eng Verbesserung op der Präisfront erreechen. Dat ass kloer, an et ass de Problem mat de Wuerzelen ugepaakt.

Wann ech just drun denken, dass 10% vun de Wunnengen, déi an neien a grousse Lotissementer entstinn, de soziale Kritäre vum soziale Wunnengsbau entspriechen an dofir och zu anere Präisser kënne verkaaft ginn, da sinn ech iwwerzeegt, dass mer och do op deem Niveau eppes kënne maachen. Et ass awer esou, dass et mäi Wonsch un de Logementsminister hei wier, de Gemenge berodend zur Säit ze stoen, well ech Angscht hunn, dass déi Villfalt vun de Moossnamen, déi am Wunnengspakt dran ass, d'Gemenge kann iwwerfuerderen.

Schonn an der Vergaangenheet - dat ass richteg - ware vill Moossnamen do a si sinn net alleguer an Ugréff geholl ginn. D'Gemengen hunn net genuch dovunner Gebrauch gemaach, well dat och eigentlech eng proaktiv Haltung viraussetzt. Et muss ee sech en Zil ginn an et muss ee soen: Dat dote wëlle mir elo hei ganz konkret upaken.

Mir brauchen do eigentlech um Niveau vun de Gemengen déi fachlech Begleedung vu Leit vum Logementsministère, déi deen Dossier in- an auswendeg kennen, well ech fäerte soss, dass eng Rei Saachen e gudden Text sinn, awer dass en net genuch an Ugréff geholl gëtt. Duerfir mäi Wonsch, fir do wierklech eng berodend Funktioun an eng aktiv Berodung vu Säite vum Wunnengsbauministère ze maachen, esou wéi se jo och am Pacte Logement fir déi Gemengen, déi deen ënnerschreiwen, eigentlech virginn ass.

Fir eng aner Iddi wéilt ech eng Lanz briechen, fir eng nei Institutioun, déi heescht eng Agence immobilière sociale. Dat ass e Projet, dee vun EAPN Lëtzebuerg - dat ass de Lëtzebuerger Ofleefer vum European Anti Poverty Network - virgeschloe ginn ass an deen eigentlech viséiert e System auszedehnen, dee verschidden Organisatiounen aus dem soziale Beräich haut schonn, awer just fir hir eege Kliantell, hunn; zum Beispill d'Jugend- an Drogenhëllef mat engem Projet «Niches», wou se Wunnraum zur Verfügung stellen, an d'Stëmm vun der Strooss mat engem Projet „Immo Stëmm".

Hei geet et eigentlech drëm, dass déi sozial Institutioun - an dësem Fall eng Agence immobilière sociale - eng Vermëttlerroll tëschent dem Propriétaire an dem Locataire ka spillen. Doduerch kritt de Propriétaire eng Garantie fir säi Loyer an hie kritt eng Garantie fir e Suivi vun deene Persounen, déi bei him wunnen. Ob dat e sozialen oder finanzielle Suivi ass, e kritt eng Garantie, dass e Suivi gemaach gëtt. De Loyer, deen de Locataire bezilt, dee kann dann dem Revenu ugepasst ginn. Dat féiert allerdéngs dozou, dass dann um Niveau vun der Agence immobilière sociale Feelbeträg ufalen, well net genuch bezuelt gëtt par rapport zu deem, wat een de Propriétairë muss rembourséieren.

Fir dass de System fonctionnéiert, mussen also Suen drakommen. Déi kënnen iwwer en einfache Wee drakommen, wou ech de Logementsminister géif bieden driwwer nozedenken, ob et zu Lëtzebuerg méiglech ass - am Ausland gëtt et dat -, wann ee kann esou enger Agence Wunnenge gratis zur Verfügung stellen, dass si se géréiert. Da kann op deene Wunnengen ee Revenu produzéiert ginn duerch e Loyer, deen een dann huet. Domadder kann de Feelbetrag op anere Wunnenge vergréissert ginn. Den Avantage dovunner ass, dass ee ganz schwiereg Leit - a mir hunn där op dem sozialen Niveau...

Une voix.- An d'Gemengen?

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Selbstverständlech kënnen d'Gemengen déiselwecht Démarche maachen. Ech géif souguer hoffen, dass si et géife maachen, fir och do Wunnengen zur Verfügung ze stellen. Et gëtt och schonn e puer Gemengen, déi dat bei deene genanntene sozialen Institutioune maachen. Et ass, mengen ech, eng Form, déi eigentlech ka punktuell de Leit hëllefen, a wann een dat géif ausgliddderen an eng neutral Organisatioun, da kéinten d'Leit alleguer dovunner profitéieren.

Et gouf schonn emol iwwer eng Garantie locative nogeduecht. Ech weess net, awéiwäit dee Projet Friichte gedroen huet. D'Garantie locative ass jo oft e Problem fir d'Leit, déi eng nei Wunneng bezéien an dann awer mussen dräi Méint a vläicht nach e Mount Garantie - véier Méint - virstrecken. Dat ass eng relativ schwiereg a komplizéiert Notioun. Iwwert de Wee vu sozialen Institutioune misst een do kënnen, mengen ech, probéieren e Schratt weiderzekommen. Et wier e wesentlecht Instrument, fir einfach den Accès zu der Wunneng méi einfach ze maachen. Et ass net vill gewosst an et gëtt mengem Wëssen no net ganz vill praktizéiert. Ech weess och net direkt firwat.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Et ass awer a Kraaft, an et si vill Leit, déi dat kréien an déi heivunner profitéieren.

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Ech weess, dass et a Kraaft ass, mä ech hunn awer wéineg héiere vum Gebrauch dozou. Et muss een déi Saachen och soen.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Här Schaaf, fuert weider!

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Eng aner Iddi, déi de CES 1999 scho proposéiert huet, gesinn ech net onbedéngt esou. Dat wier eng Allocation de loyer, déi deemools diskutéiert ginn ass, déi eigentlech de Problem net bei der Wuerzel paakt, nämlech dat - wéi den Här Bettel seet -: Mir hunn net genuch Wunnengen. Dat ass, mengen ech, net onbedéngt de Wee, dee flächendeckend eng Erliichterung ka ginn. Et kéint an den eenzelne Fäll selbstverständlech eng Hëllefstellung ginn.

Ech wëll awer nach en anert Wuert soen zu der Bedeelegung un der Gesellschaft an zu deem wat d'Ausgrenzung mat sech bréngt. An engem Workshop, deen am Mäerz 2006 hei ofgehale ginn ass mat Leit, déi ënner sozialer Ausgrenzung leiden, déi zesumme mat deene Leit aus hire sozialen Institutiounen do waren, gouf och de Wonsch no der Participatioun un de Strukture vun eiser Gesellschaft ausgedréckt. Et gouf och festgehalen, dass dat schwiereg wier.

Ech denken do zum Beispill besonnesch un den Accès zu der Kultur. D'Fro stellt sech, ob een, dee vum Aarmutsrisiko betraff ass, et net misst méi einfach gemaach kréien, fir verschidden Accèsen ze hunn, sief et, dass e ka vu Sportsinfrastrukturen, vun enger Entrée an de Kino oder vun Theatermanifestatiounen an esou weider profitéieren, ob een do net kann Initiative fannen, fir Ënnerstëtzungen ze kréien, fir dass deen Accès méi einfach gëtt an net déi Leit ausschléisst aus renge finanzielle Grënn. Datselwecht betrëfft d'Foiren, Ausstellungen an esou weider.

Zweete Wonsch ass, dass déi Méthode ouverte de coordination, déi jo besteet, fir eng partizipativ Gesellschaftsdiskussioun ze kréien, net an de Vergiess gerode soll. Déi soll ee weider förderen. Dat mécht de Familljeministère ganz gutt. An et soll een, mengen ech, och deenen Institutiounen, déi justement mat dëser Populatioun ze dinn hunn, Méiglechkeete gi vun Diskussiounsforen, fir déi Participatioun an déi Suergen a Wënsch, déi vun ënne kommen, mat kënnen opzehuelen an och mat kënnen an de Politiken ze verschaffen.

E lescht Wuert nach zu der Kannerbetreiung an de sozialen Déngschtleeschtungen, well mer aus der Statistik och erausliesen, dass et grad déi Leit sinn, déi am gréissten ënnert dem Aarmutsrisiko leiden. Et muss ee soen, dass mer trotz alle Beméiungen ëmmer jo nach awer zu Lëtzebuerg ze wéineg Strukturen hunn de Moment, esou dass eigentlech do Theorie a Praxis nach ëmmer e bësselchen auserneeleien, wa mer och an engem Prozess dra sinn, deen extrem dynamesch ginn ass, dank dem Impuls vun dem Familljeministère an deene leschte Joren.

Dass d'Maisons relais e bësselche wéi Champignonen aus dem Buedem schéisse lénks a riets, ass eng excellent Entwécklung. Mir sinn de Moment awer an enger Situatioun, dass nach 30 Gemengen am Land keng Maison relais hunn. Ech wëll awer d'Hoffnung hei ausdrécken, dass och do sech d'Leit der Verantwortung bewosst sinn an zesumme mam Familljeministère esou eng Démarche maachen, fir dass mer net herno en Netz hu mat Lächer dran, wou et ebe verschidde Plaze gëtt, wou déi Infrastrukturen net ugebuede ginn, an anerer, wou se dann ugebuede ginn. Sou dass mer dann eigentlech Leit kréien, déi jee nodeem wou se wunnen dann ebe méi oder manner Schwieregkeeten hunn, fir eigentlech hir Enner beieneen ze kréien.

Begréissenswäert sinn an deem Kontext selbstverständlech all déi aner Initiativen, wéi Dageselteren, Placement familial an eben och den Alternativmodell Ganzdagsschoul, deen et versuchsweis jo de Moment gëtt.

Zu den Offices sociaux wëll ech soen, dass ech mech dem Wonsch vum Claude Adam géif uschléissen, fir déi Offices sociaux ze reforméieren. Ech bemierken dat, well mer op der Gemeng och en Office social hunn, deen ee probéiert ze professionaliséieren, auszestafféieren, well een einfach domadder e ganz aneren Zougang an eng ganz aner Aktivitéit am Intérêt vun de Leit kann développéieren. Mir mussen et also hikréien, dass mer do déi Offices sociaux aus dem virleschte Jorhonnert an dëst Jordausend eriwwerkréien. Well esou wäit leie se auserneen. Duerfir, mengen ech, ass dat schonn eng wichteg Donnée an enger aktiver Roll vun Aarmutsbekämpfung op lokalem a regionalem Plang.

E lescht Kapitel ass d'Educatioun. Dat ass och schonn ugeklongen, well bei niddreger Ausbildung de Risiko vun der Aarmut net bei 13%, mä wesentlech, wesentlech driwwer läit. Duerfir wëll ech hei nach eng Kéier erënneren un déi Diskussioun iwwert de Projet de loi 5611, deen am Contraire zu deem, wéi en duergestallt ginn ass, awer eng Hällewull vu klenge prezisen a wichtegen Aktiounen am Intérêt vun de Chômeuren a vun deene Leit, ëm déi et hei geet, beinhalt. Also, dat Instrumentarium steet do. Ech hoffen, dass d'Administration de l'Emploi et gutt ëmgesat kritt. Do ass fir mech déi wesentlech Erausfuerderung dran, well de Stat sech selwer hei eigentlech ganz vill op d'Hausaufgabelëscht geschriwwen huet. Dat ass extrem positiv.

Gradesou positiv ass d'École de la deuxième chance, eigentlech een Usaz, deen net soll eng Schoul bis ginn, mä deen awer, mengen ech, en zousätzlecht Instrument fir jonk Leit duerstellt.

Et geet aus dem Statec-Rapport ervir, dass am Alter vu 16 bis 18 Joer nach 78% vun de Jugendleche scolariséiert sinn. Dat heescht an anere Wierder, dass 22% d'Schoul verlooss hu virun 18 Joer. Also, ech muss éierlech soen, dass ech dat relativ vill fannen an ech mer d'Fro stellen, ob dat nach adequat ass par rapport zu den Ufuerderungen, déi de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché un déi jonk Leit haut stellt.

An et muss een zumindest d'Fro hei däerfen opwerfen, an ech wëll se a mengem Numm awer hei maachen, ob d'Schoulflicht zu Lëtzebuerg nach um richtegen Niveau ugesiedelt ass.

Här President, ech kommen zum Schluss. Lëtzebuerg ass ganz sécher e räicht Land. A Lëtzebuerg huet och an trotzdeem eng ongläich Verdeelung vun dësem Räichtum an en Aarmutsrisiko - ech soen dat nach eng Kéier -, deen eng relativ Stabilitéit huet, mä dee mer mat Virsiicht musse kucken, tëschent 11 an 13%.

Mir sinn duerfir gefuerdert, eigentlech op zwee Pläng Léisungen ze hunn. Dat eent, dat sinn all déi Kapitele vun den individuelle Léisungen, déi ze siche sinn, a permanent Verbesserungen un den Hëllefsstrukturen am Land unzestriewen. Fir e konkrete Problem - esou ass et nun emol och an der Sozialaarbecht - brauch een eng konkret Léisung. An all déi sozial Servicer hei am Land leeschten an deem dote Kontext eng formidabel Aarbecht. Geziilt hinnen awer nei Méiglechkeeten ze bidden, do wou se se froen, a wou d'Besoinë sech stellen, dat soll eis all um Häerz leien.

Zweete Plang ass dee vun dem Stat senge laangfristege Politiken am Sënn vun deem, wat de Plan National d'Action pour l'inclusion sociale festleet. De Wunnengsmaart, den Aarbechtsmaart, den Ausbildungsniveau an d'Vereinbarkeet vu Famill a Beruff - wa mer op deene Punkten aktiv sinn a weider esou aktiv sinn, wéi mer waren, a vläicht nach déi eng oder aner Iddi och aus dësem Débat kënne mathuelen, mengen ech, si mer um richtege Wee. Mir hunn op alle Fall Vertrauen an eis Regierung, dass se den Norden net verléiert...

(Hilarité)

...an do déi richteg Décisioune kann huelen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schaaf. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- La misère ne se gère pas, elle se combat! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Diskussioun iwwer Aarmut oder Exclusion sociale ze féieren, ass keng einfach Saach. Et fänkt schonn domadder un, dass et ëmmer nees Diskussioune gëtt, wéi Aarmut iwwerhaapt ze definéieren ass respektiv ob sech Aarmut iwwerhaapt definéiere léisst.

Ech wëll elo net agoen op Zuelen. Ech mengen, den Interpellant an den Här Schaaf sinn elo schonn op vill Zuelen agaangen, an ech fannen och, dass plakeg Chifferen eleng allerdéngs net d'Situatioun kënne beschreiwe vun engem Mënsch, deen an esou eng Lag geréit oder scho méi laang dra lieft.

Wat kann ee maachen, fir an Zukunft ze verhënneren, dass manner Leit an eisem Land ënnert d'Aarmutsgrenz falen? Wou leien d'Ursaache vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg a wéi kënne se bekämpft ginn?

Ech wëll net op aner Zuelen agoen, mä just vläicht déi eng oder aner erauspicken. Aarbecht ass e Schutz virun der Aarmut. 6,7% vun de Leit mat Aarbecht si vun der Aarmut bedroht, géint 14,4% bei deene Leit ouni Aarbecht.

Den Alter an d'Zesummesetzung vum Haushalt spillen och eng wichteg Roll. Sou riskéiere bal 15% vun de Fraen, déi eleng liewen, an d'Aarmut erofzerutschen, a ronn 13% vun de Leit iwwer 65 Joer. 18,3% vun de Locatairë si vun der Aarmut bedroht, awer nëmmen 8,1% vun deene Leit, déi sech eng Wunneng oder en Haus kaaft hunn. - Och wann hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer vill Leit un déi „heile Welt" gleewen, well et der grousser Majoritéit gutt geet, an och wann et e Gefill vu Guttgoen hei zu Lëtzebuerg gëtt.

Am Oktober 2002 ass nämlech vun der Eurostat am Kader vum Eurobarometer en Ënnerscheed gemaach ginn tëschent der Pauvreté objective an der Pauvreté subjective, wou een dann d'Zuele gesäit vun de Prozenter vun de Ménagë vivant en dessous du revenu se situant vum Revenu médian 99, an do ass Lëtzebuerg mat 12% an der Statistik. A wann een awer d'Leit, déi sech als aarm considéréieren, kuckt, da sinn et der nëmmen 8%. A wann een déi ganz Zuele kuckt an déi ganz Länner kuckt, dann hunn an deene meeschte Länner méi Leit d'Gefill, dass se aarm sinn, wéi se iwwerhaapt aarm den Zuelen no ze considéréiere sinn. Dat heescht, dass de Lëtzebuerger awer e groussen Optimist ass.

Et gesäit een awer och, dass déi Zuele vun deene Leit, déi als aarm considéréiert ginn, déi lescht Joren net of-, mä éischter zougeholl hunn. An ech mengen, et gesäit een et och als einfache Bierger, deen op der Strooss ass. Et gesäit een, dass d'Zuel vu jonke Leit, déi op der Strooss heeschen, viru Joren net esou grouss war wéi déi Zuel haut. A beim Heesche muss een och nach ëmmer oppassen. Dir hutt eng ganz Rëtsch vu Leit, déi wierklech en désespoir de cause heesche ginn. An Dir hutt eng aner

Rëtsch vu Leit, wou een dann enttäuscht gëtt, wann een dann eppes ginn huet, a gesäit, dass se mat deene Suen e puer Sekonnen drop hire Stoff kafe ginn, well se un der Nol hänken.

An der Debatt iwwert d'Aarmut kann een an deem Kontext och vu sozialer Exklusioun oder Précaritéit schwätzen, well oft kënnen déi betraffe Leit och nëmmen ageschränkt um gesellschaftleche Liewen deelhuelen. Et geet virun allem ëm d'Würd vum Mënsch. Et geet och ëm d'Dignitéit vum Mënsch.

Alleguerten heibannen, wa mer duerch d'Stroosse ginn a mir gesinn een, deen heescht, kucke mer dohinner. Déi eng soe sech, komm ech ginn alt eppes. Déi aner soen: Oh, deen Aarmen! Deen anere seet, et ass doudsécher eng Ursaach, fir dass hien hei sëtzt. Hien huet sech vläicht selwer dohinner bruecht, et ass e Choix. Mä wie vun Iech ass scho bei ee schwätze gaangen an huet gefrot, wat lass ass? Wien huet vläicht mat engem diskutéiert?

Stellt Iech emol vir - kommt mir sinn och éierlech heibannen -, Dir begéint Ären Noper oder iergendeen, deen Der an Ärer Jugend kannt hutt, deen op der Strooss heescht. Da gitt Der net dohinner, fir ze froen: Wat ass geschitt? Mä da gitt Der heem an dann huelt Der den Tëlefon an de Grapp an da rufft Der un: „So, weess de schonn, hues de héieren oder weess de, wat ech gesinn hunn?" An da gëtt gekuckt…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Oh, kommt, Madame Ministesch!

(Brouhaha général)

Voilà! Hei ass nees Hypokrisie. Kommt, maacht d'Aen op! Kommt, mir sinn eis eens. Ech hu meng Meenung hei, Här President, an erlaabt, dass ech se soen. Ech sinn iwwerzeegt heibannen, dass dat och d'Behuele vun deene meeschte Leit wier, a wann net heibannen, dann op jidde Fall hei an deem Land, wat soi-disant dat räichste Land jo op der Welt ass. Mir sinn alleguerte frou, hei an der Chamber iwwer Budget, iwwer Suen an iwwer grouss Pronkbaute kënnen ze diskutéieren. Mä wann et dorëms geet, de klenge Bierger op der Strooss…

Ausser Iech, Madame Jacobs, dat muss ech Iech loossen.

(Interruptions)

Dir hutt e groussen Engagement. Ech muss et soen. Als Oppositiounsdeputéierte kann ee soen, dass Ären Engagement an der Sozialpolitik grouss ass. Ech hu just heiansdo d'Gefill, dass Der eleng an dëser Regierung sidd.

(Hilarité et interruptions)

Mir mussen awer och verstoen, dass Aarmut net nëmmen e materiellen an e finanzielle Problem duerstellt. Sécherlech ass dësen Aspekt dee sichtbarsten. Mä et gëtt och aner Zorte vun Aarmut, wéi zum Beispill den héijen Taux vu Suiciden an eiser Jugend. Kuckt d'Zeitung vu muer… Vu gëschter, pardon!

(Hilarité)

Oh, wësst Der, dat ka sinn hei am Land. Dat ka sinn.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kommt, loosst dat elo!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä kuckt d'Zeitung vu gëschter, wou eng Annonce ass vun engem jonke Kärel, deen nees säi Liewe geholl huet. Dat ass och e Sujet iwwert deen een am léifste guer net gäre schwätzt. Mä mir hunn hei zu Lëtzebuerg, an dat ass komm op eng Question parlementaire, déi ech der Ministesch gestallt hunn, och ee vun deenen héchsten Tauxë vu Suiciden! Dat muss een och eng Kéier agesinn.

Här President, ech hat et virdru schonn ugedeit. An eisen Ae wär et fahrlässeg, wann een d'Aarmut respektiv d'sozial Exklusioun nëmme géif op hire materiellen a finanziellen Aspekt beschränken. Ech betounen nach eng Kéier, dass dësen Deel sécher dee mat Ofstand wichtegsten Aspekt vun der Thematik ass. Et gëtt awer dernieft och nach aner Beräicher. Ech wëll elo kuerz op e puer Punkten agoen.

Et gëtt, niewent deene Leit, déi opgrond vu finanzielle Schwieregkeeten ausgeschloss sinn, och nach Leit, déi ausgegrenzt ginn, well se keng Wunneng oder keng Aarbecht hunn. Dës Punkte sinn oft mat deem finanziellen Aspekt verbonnen. Oft zéie finanziell Schwieregkeeten aner Problemer mat sech, respektiv duerch de Verloscht vun der Aarbecht geréit ee finanziell an d'Labränten oder awer et kritt ee säi Loyer oder säi Prêt vum Haus net méi bezuelt. Dat entwéckelt sech da ganz oft zu engem Cercle vicieux.

A mir wësse jo dann, wéi et weidergeet. Wann een zu Lëtzebuerg näischt méi kritt, da liest een d'Luxpost oder de Weekend an da geet een op Baaschtenech an da mécht een do e Prêt mat horrenden Tauxen. An d'Boucle ass zou. An da geet et weider, bis een op eng Kéier guer näischt méi huet, an d'Saisie vun deem wéinegen, dat een nach hat.

Niewent dësem Punkt gëtt et och nach Leit, déi aus eiser Gesellschaft ausgeschloss sinn opgrond vu Problemer mat der Gesondheet oder opgrond vun engem Handicap. D'Feele vu soziale Kontakter an oft e Mangel u Bildung sinn aner méiglech Indicateure vu sozialer Exklusioun. Well et an dëser Diskussioun awer méi spezifesch ëm d'Aarmut an déi domat verbonne Konsequenze geet, wëll ech dës Saachen nëmme kuerz uschwätzen.

Här President, oft gëtt behaapt, d'liberal Politik wär antisozial respektiv géif sech net genuch ëm déi sozial Schwaach an eiser Gesellschaft këmmeren. Dat ass net richteg. D'liberal Politik ass och eng sozial Politik. D'liberal Politik bekennt sech zu enger positiver Diskriminéierung vun deene Schwaachen, fir hinnen ze hëllefen.

Zum Beispill an der Schoul, an der Weiderbildung. Eist Educatiounssystem ass, an dat wësse mer elo scho méi laang, eng Haaptursaach fir den Opbau vu sozialen Ënnerscheeder zu Lëtzebuerg. Oft gouf der liberaler Bildungspolitik de Virworf gemaach, d'Schoul als eng reng Léierfabrik ze betruechten. Dëse Virworf ass net richteg. D'liberal Bildungspolitik setzt sech dofir an, dass jiddfereen déiselwecht Chancen huet a kritt.

Woumat mir allerdéngs net kënnen averstane sinn, dat ass, dass ënnert dem Deckmantel vun der Chancëgläichheet Diplomer bradéiert ginn. Elo gläich ass eng Première näischt méi wäert, an da brauch een och net méi ze soen, dass eng aner Bildungspolitik, déi manner op Leeschtung steet, gutt ass.

An deem Kontext och vun der Bildung stellt sech e weidere Problem. Déi nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien hunn eist alldeeglecht Liewen an deene leschte Jore radikal verännert. An zwar an engem Mooss, dass deen, deen net mat dësen Technologien ëmzegoe weess oder zum Beispill keen Zougang zu Internet huet, haut scho staark benodeelegt ass, wann et zum Beispill ëm Beschafung vun Informatioune geet, awer och finanziell. Mir hunn alleguerten e Computer doheem. Mir kënnen eis Virementë mam Computer doheem maachen iwwert Internet. Et kascht näischt. Deen, dee keen Internet huet, muss se um Pabeier maachen. An dat kascht, a vill. Egal ëm wat et geet, ob et Reese si fir ze buchen, ob et ass fir eppes ze bestellen: Et gëtt vill méi bëlleg, wann ee kann iwwert déi heiteg Technologië profitéieren, wéi wann een dat net huet.

Mir däerfen net zouloossen, dass nëmmen eng gewësse privilegéiert, haaptsächlech jonk Minoritéit iwwert dës Méiglechkeete ka verfügen, während anerer, an do kann een haaptsächlech un eis eeler Matbierger denken, net iwwert den néidege Know-how, net iwwert d'Fachwësse verfügen am Ëmgang mat PC, Internet oder Handy.

Et geet net duer, deen néidege Breetbandoutput zur Verfügung ze stellen. Den intelligenten Ëmgang mat dësen Technologië muss jiddferee bäibruecht kréien. D'Demokratesch Partei géif et dohier begréissen, wann an eise Schoule méi Wäert op Medienerzéiung a Mediekompetenz géif geluecht ginn.

Mä och domadder ass et net gedoen. Och déi haut eeler Generatioun muss d'Méiglechkeet kréien, sech mat dësen Technologië vertraut ze maachen an den Ëmgang domat ze léieren. Am anere Fall riskéiere mir, dass nees en Deel vun eiser Bevölkerung ausgeschloss gëtt. An dësem Fall emol net onbedéngt, well en aarm am materielle Sënn ass, mä well en aarm un Informatioun ass.

Dëst ass sécher nëmmen e Randaspekt vun der Problematik vun der Aarmut. Ech warnen awer virdrun, dësen Aspekt ze ënnerschätzen. Oft genuch krute mer schliesslech an deene leschte Joren, ze oft, scho gesot vu Wëssenschaftler, vu Fuerscher, dass dat 21. Jorhonnert d'Jorhonnert vun der Technik a vun der Informatioun géif ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Entwécklung vun der Aarmut zu Lëtzebuerg an an Europa zréckverfollegt, gesäit een, dass Aarmut ëmmer ganz enk verbonnen ass mat der Aarbecht respektiv mat Chômage a mat Wunnen. Et kéint ee bal soen, dass d'Aarbecht e Synonym ass fir perséinleche Wuelstand, an dass d'Aarbechtslosegkeet gläichzesetzen ass mat sozialem Ofstieg. Entscheedend ass an eisen Aen, dass d'Aarmut an déi sozial Ausgrenzungen net kënne geléist ginn, ouni d'Abannung vun deene Betraffenen an den Aarbechtsprozess. Ech wëll dorop méi spéit nach eng Kéier méi detailléiert agoen, wann ech iwwert den RMG schwätze wäert.

Här President, ech hat scho virdru gesot, dass d'sozial Exklusioun och mam Logement zesummenhänkt. Grad zu Lëtzebuerg ass dëst e wichtege Facteur. Ëmmer méi Lëtzebuerger Familljen oder Célibatairë kënne sech hei am Land keng Wunneng méi leeschten. Et ass schued, dass eise Minister elo net heiënnen ass, well wat elo…

M. le Président.- Deen héiert alles.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, ech hu gesinn, en héiert mech awer.

(Hilarité)

Wat viru Joren nämlech d'Ausnahm war, ass haut Regelfall ginn. Ëmmer méi oft stellen d'Banken hire Logementsprêt net méi op 20 oder 25, mä op 30 Joer aus. Dës Tendenze sinn an eisen Aen e kloert Aarmutszeugnis vun der Wunnengsbaupolitik vun deene leeschte Joren, déi haaptsächlech duerch Passivitéit an Immobilismus ausgezeechent sinn.

Ech si frou, an ech mengen, mir sinn och elo gëschter informéiert ginn, wat elo an der Logementspolitik géif gemaach ginn. Ech erënnere mech, dass den Här Juncker hei op der Tribün bei enger Lag-zu-der-Natiouns-Deklaratioun gesot huet, de Stat géif all seng Terrainen op de Marché ginn, fir d'Spekulatioun ze briechen.

Une voix.- Keen Ar bis elo!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Keen Ar ass bis haut vun der Regierung an dee Pakt komm. Keen Ar! Ech hat dunn den Här Minister och gefrot, wat da géif gemaach ginn. Ech si frou, dass dee Wunnengsbaupaquet elo presentéiert ginn ass gëschter, mä ech fanne just no 28 Joer, wou déiselwecht Partei - et ass net meng...

(Interruptions)

Also wann ech 28 Joer de Logementsministère gehat hätt an ech hätt esou ee Bilan wéi Dir haut een hutt, wär ech net houfreg bei der CSV ze sinn! Dat kann ech awer soen, Här Haupert!

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Dann hätt Der scho laang den Neelche kritt!

(Brouhaha général)

M. Xavier Bettel *(DP).*- 28 Joer! Et geet net duer, dass mir…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Une voix.- En huet awer Recht.

M. le Président.- Et ass ëmmer vill méi roueg heibannen, wann den Här Bettel sech u säin Text hält. Loosst hien elo schwätzen!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, soubal een hei d'Wourecht seet, dann ass nees Zirkus.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Si haten elo zwar scho vill am „Wort" doriwwer geschriwwen.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wëll just soen, dass ech awer op jidde Fall frou sinn, dass eppes geschitt ass. Ech soe jo net, dass näischt geschitt ass. Et kënnt. Mä et huet just 28 Joer gedauert. Ech hoffen, dass net déi nächst 28 Joer nees musse gebraucht gi fir en zweete Pak am Immobiliemarché-Geschéien, an der Wunnengsbaupolitik.

Et geet net duer, dass mir iwwert déi horrend Wunnengspräisser lamentéieren. Dës stellen eng ganz grouss Source vu sozialer Exklusioun duer. Mä déi politesch Verantwortlech mussen och handelen. Et ass dofir äussert bedauerlech, dass de Wunnengsbauminister bal e Joer gebraucht huet, bis en de sougenannte Pacte logement elo presentéiert huet.

An den Här Bodry, dee jo heibannen ass, wann ech en zitéieren däerf, deen op RTL den 31. Januar 2007 gesot huet: „Dann dauert et op d'mannst nach zwee bis dräi Joer…" - also, Dir sëtzt an der Koalitioun, mir net; mir wëssen net, wéi laang Dir braucht, fir dat ze applizéieren, wat Der décidéiert - …

(Interruption)

„…ier dës Mesuren e positiven Effet op de Wunnengsmarché wäerten hunn."

Une voix.- Ah, dat ass richteg.

Une autre voix.- Et dauert och nach méi laang. An et gëtt nach méi deier.

M. Xavier Bettel *(DP).*- An da musse mer nach kucken, ob et eng Baisse vun de Präisser provozéiert.

Et gëtt an Europa Länner, wou am Beräich vum Logement gesot gëtt, dass 20% vum geschafene Wunnraum musse reservéiert gi fir de Logement social. Esou en Taux ass sécherlech begréissenswäert. Mir begréissen et, dass eng vun deene rezente Mesurë vun der Regierung am Beräich Logement doranner besteet, dass zukünfteg bei all Projet, dee méi wéi een Hektar ëmfaasst, 10% vun der Fläch solle fir de soziale Wunnengsbau reservéiert ginn. Mir sinn nämlech der Meenung, dass verstäerkt Efforten an dësem Beräich...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da lauschtert och dem Här Bettel no, wann ech gelift!

(Interruption et hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also ech fanne just d'CSV, déi den „Sozial" an hiren dräi Buschtawen huet, sollt wierklech eng Kéier mierken a froe wat „sozial" heescht.

An deem Kontext kann ee sech duerchaus och d'Fro stellen, ob d'Recht op eng Wunneng net zu den elementare Grondrechter vum Mënsch zielt. Am Moment lafen a Frankräich Diskussiounen iwwert den Droit au logement opposable. Déi franséisch Regierung wëllt e Gesetzestext ausschaffe mam Zil, d'Recht op e mënschewierdege Logement kënne viru Geriicht anzekloen. D'Demokratesch Partei wëllt sech esou enger Diskussioun mat Sécherheet net verschléissen. Mir mengen awer, dass parallell zu dëser Diskussioun gutt fonctionnéiernd Opfangstrukture fir Leit, déi an eng Noutsituatioun geroden, mindestens genausou wichteg sinn.

Här President, ech wëll och nach e puer Sätz iwwert den RMG zu Lëtzebuerg soen. En ass elo e bësse geheicht ginn, mä bon. Enn Dezember 2006 hu ronn 14.000 Leit - 7.400 Stéit - zu Lëtzebuerg den RMG kritt. Dës Zuel ass och an deene leschte Jore geklommen: Wann een 2003 kuckt, waren et der nëmmen 12.000. Bon, d'Kritäre vum RMG si jo och modifiéiert ginn.

D'Hausse vun dëser Zuel - an dat ass keen onwichtegen Detail - ass awer net nëmmen op eng Hausse vun der Aarmut am Allgemengen zu Lëtzebuerg zréckzefëieren, mä si erkläert sech deelweis och doduerch, dass an deene leschte Joren d'Basis vun de Leit, déi vum RMG profitéiere kënnen, erweidert ginn ass. Trotzdeem ass dës Zuel e gudden Indicateur vun der Entwécklung vun der Aarmut an eisem Land.

D'Demokratesch Partei wëllt de System vum RMG net a Fro stellen, an awer si mer der Meenung, dass déi eng oder aner Adaptatioun néideg ass. Mir mengen nämlech, dass d'Differenz tëschent dem RMG an dem Mindestloun ze kleng ass. Domat wëll ech net soen, dass den Niveau vum RMG ze héich ass, well mat ronn 1.400 Euro kann een net vill ufänken. Mir wëllen op kee Fall enger Famill mat Kanner den RMG kierzen, oder enger Witfra, déi opgrond vu feelende Cotisatiounen op den RMG ugewisen ass.

Mir mengen awer, dass ee méi e groussen Ureiz muss schafen, fir d'Leit nees ze motivéiere sech eng Aarbecht ze sichen. Ech hat jo virdru gesot, dass Aarbecht hu respektiv keng Aarbecht hunn en Deelaspekt vun der Aarmut respektiv der sozialer Exklusioun ass. An enger Gesellschaft, an där de soziale Status vun engem Mënsch ganz staark vu senger Aarbecht ofhänkt, ass et an eisen Ae wichteg, dass och méiglechst vill Leit eng Aarbecht fannen. Eng fest Aarbechtsplaz kann och vill dozou bäidroen,

d'Selbstwäertgefill vun engem Mënsch ze steigeren. E weidere Grond also derfir ze suergen, dass méiglechst vill Leit eng Aarbecht hunn an och behalen.

An dësem Kontext kann een driwwer nodenken, ob et net sënnvoll ass, dofir ze suergen, dass déi Leit, déi nieft dem RMG schaffe ginn a sech eppes zousätzlech verdéngen, eppes méi an der Täsch behale vun hirem Geld. Eng Zort vu Crédit d'impôts kéint hei eng méiglech Pist sinn.

Dir hutt esou vill Leit, déi Iech jo soen: Firwat soll ee schaffe goe fir 200 oder 300 Euro méi? Wa mir den RMG an de Mindestloun esou no beieneen hunn, do hutt Der eng ganz Rëtsch Leit - ech wëll net generaliséieren -, Dir hutt awer verschidde Leit, déi Iech dat soen. A wa se verstinn, dass, wann ee schaffe geet, wann ee moies Regelen huet, wou ee muss opstoen, ee sech muss prepariére fir op d'Aarbecht, ass et och vill méi motivant. Ech behaapten, dass hei zu Lëtzebuerg net an d'Aarbecht investéiert gëtt, mä dass et hei heescht: «Trop de social tue le social». A wa mer net oppassen an de Leit keng Loscht ginn, fir schaffen ze goen, ass dat bestëmmt net de richtege Wee an déi richteg Motivatioun, fir d'Leit ze encouragéieren.

Här President, d'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass een an där ganzer Debatt iwwert d'Aarmut respektiv déi sozial Exklusioun muss oppassen, dass sech dës Diskussioun net nëmmen op d'Lëtzebuerger beschränkt. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg - an domat soen ech Iech näischt Neies - och eng ganz grouss Communautéit vun Netlëtzebuerger. Et muss verstäerkt gekuckt gi wat dëse Leit hir Problemer, Suergen a Besoinë sinn. Wou leien hir Schwieregkeeten? A wat kënne mir maachen, fir hinnen ze hëllefen, iwwert dës Schwieregkeeten ewechzekommen? An deem Fall geet et net ëm d'Exklusioun vun deene Leit, mä ëm hir Integratioun.

Här President, leider ass et an eiser Gesellschaft esou, dass de soziale Status vun engem Mënsch oft via säi Konsum a Kafverhalen definéiert gëtt. Kuckt den Autofestival. Ëmmer méi Leit tappen allerdéngs an d'Fal vun engem iwwerdriwwene Konsum a geroden domadder och oft an d'Verscholdung respektiv an d'Iwwerverscholdung. 2005 goufe 483 Demandë bei deenen zoustännegen Organismen agereecht. Fir 2006 leien de Moment nach keng offiziell Chiffere vir; et kann een awer dovunner ausgoen, dass dës Zuel weider geklommen ass.

Ech kann Iech et soen. Wann Der haut an de Foyer Obenthalt gitt: Déi Leit hu keng Suen. Si liewe mat engem Minimum, mä si hunn déi gréissten an déi deiersten Tëlee, oder verschidde Leit dee schéinsten Auto. Déi Leit brauchen och e Soutien.

(Interruption et hilarité)

Déi Leit brauchen eng Ënnerstëtzung. Et geet net duer de Leit Suen ze ginn an ze soen: Kuckt, dass Der eens gitt! Et muss een deene Leit hëllefen, déi den RMG haut kréien. Quitte wann den RMG ausbezuelt gëtt, dann ass déi Épicerie zu Bouneweg bei der Place Léon XIII ze kleng, fir d'Leit ze empfänken, déi dann hir Saache kafe ginn, fir ze drénken. Et ass Zäit, dass op jidde Fall och e Suivi assuréiert gëtt mat de Suen, déi d'Leit kréien.

D'Demokratesch Partei huet sech an deem Zesummenhang fir d'Aféierung vun der Faillite civile zu Lëtzebuerg ausgeschwat. Mir sinn eis bewosst, dass d'Aféierung vun esou enger Prozedur grouss Konsequenzen an eisem Rechtssystem mat sech wäert bréngen an dass d'Ëmsetze vun esou enger Prozedur net einfach wäert ginn. An awer menge mir, dass mer dëse Wee sollten aschloen. Aner Länner, wéi zum Beispill Frankräich, hu mat dëser Prozedur relativ gutt Erfahrunge gemaach. Mir schwätzen eis och fir e Modell vun der Faillite civile aus, esou wéi se a Frankräich gehandhaabt gëtt. D'Faillite civile soll nëmmen als ultima ratio kënnen an Usproch geholl ginn, wa wierklech keng Aussiicht méi besteet, dass déi betraffe Persoun kann aus hirer Schold erauskommen.

Esou gesäit et och de franséische System vir. Eréischt no e puer Etappen - Report des dettes, Réduction du taux d'intérêt, Moratoire, Effacement partiel des dettes - kann eng Faillite civile deklaréiert ginn. An eisen Aen ass et wichteg, dass d'Faillite civile eréischt ganz um Schluss vun esou engem Prozess ka stoen. Op kee Fall sollt et mat dëser Méiglechkeet de Leit einfach gemaach ginn hir Scholde lasszeginn.

Et gëllt, wéi an anere Beräicher och, d'Leit verstäerkt ze responsabiliséieren an ze sensibiliséieren. Campagnen, déi virun de Gefore vun engem exzessive Konsumverhalen an der Iwwerschëldung warnen, si mat Sécherheet e Schrëtt an déi richteg Richtung. Et muss eis geléngen, dësen Trend ze stoppen. Dat erreeche mir nëmmen, andeems et zu engem Mentalitéitswandel bei de Leit kënnt. Et soll hei net drëm goen, de Leit d'Loscht um Kafen ze huelen, mä et geet drëms, d'Leit fir e responsabelen Ëmgang mat hire finanzielle Moyenen ze sensibiliséieren.

Zum Ofschluss vu mengen Ausféierunge wollt ech och den Associatioune Merci soen. E Stat an - an ech gesinn et och als Gemeng - eng Gemeng kann net déi ganz sozial Aarbecht leeschten. Wa mer déi ganz Associatiounen an ONGen net hätten, déi hei am Land hir Aarbecht maachen, wier d'Situatioun doudsécher nach ganz, ganz, ganz vill méi schlëmm. Ech zitéieren elo keng, well soss vergëtzt een ëmmer eng. Mä et muss ee wierklech hei de Chapeau hiewen, andeem ee kuckt wéi een Engagement a wéi eng Aarbecht vun deene Leit geleescht ginn ass.

Et muss een och éierlech sinn. Ech hu jo virdrun d'CSV kritiséiert. Et muss een awer soen, dass d'Kierch an der Zäit an der Geschicht eng wichteg Roll hat mat den aarme Leit. Mä dat war nach deemools.

(Interruption)

Jo, mä Här Boden, dat geet net duer fir alles elo ze excuséieren, wat ech virdru gesot hunn.

(Hilarité)

Also, d'Kierch geet elo net duer fir alles guttzemaachen, Här Boden.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Passt op wat Der sot, Här Bettel!

(Brouhaha général)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also, neen, neen. Et muss ee gesinn, dass d'Kierch op jidde Fall eng rechtlech Roll hat, an dass herno vu verschiddene Regierunge verschidde Positioune komm sinn. Déi eng ware méi dirigistesch, bei deenen anere war et souguer verbueden ze heeschen. D'Assurance maladie, d'Assurance pension sinn alles Errungenschaften, déi an deene Jore komm sinn an déi haut selbstverständlech d'une importance capitale sinn.

Ech wëll och nach zu menger Ausféierung Folgendes soen: D'Thema Aarmut respektiv d'sozial Exklusioun ass en onheemlech vasten Thema. Ganz vill Aspekter vun eiser Gesellschaft hänken domadder zesummen. All déi Elementer, déi ech opgezielt hunn, si wichteg. Mir brauchen als Äntwert op dës Erausfuerderung kee Sammelsurium a keen endloost Uneneereie vu ganz bestëmmt gutt gemengte Mesuren, mä eng koordinéiert Strategie mat enger mëttel- a laangfristeger Perspektiv. Fir d'Zukunft ass et wichteg, dass all concernéiert Acteuren - net nëmmen déi politesch - méi enk zesummeschaffen an deene Leit och e Minimum un Dignitéit ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. D'Wuert huet elo d'Madame Vera Spautz, fir d'sozialistesch Fraktioun.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech mech op d'Interpellatioun vun haut iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg virbereet hunn, ass mir erëm en Zeitungsartikel a mengen Ënnerlagen opgefall, deen d'lescht Joer, den 19. Oktober 2006, vum «Le Jeudi» publizéiert ginn ass. Den Auteur, den Här René Hoffmann, huet säin Artikel iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg mat dësem Titel iwwerschriwwen: «Sois pauvre et tais-toi!». Véier Wierder, déi een enorm nodenklech maachen: «Sois pauvre et tais-toi!»

Den Auteur schléisst säin Artikel iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg mat folgende Sätz of: «Il ne suffit donc pas de prétendre que tout va bien au Grand-Duché. Faire croire à la population que le Luxembourg est un havre de paix et de bien-être équivaut à lui jeter de la poudre aux yeux. Il est grand temps que chacun regarde enfin les réalités en face. Et réagisse!»

Den Auteur huet mat senge Schlussbemierkunge ganz sécher net déi Organisatiounen - ONGen - oder och eenzel Leit gemengt, déi sech an hirem Alldag ëm déi Leit bekëmmeren, déi an der Précaritéit liewen, déi ausgeschloss an och isoléiert sinn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Déi Organisatiounen an eenzel Leit versichen där Populatioun hei zu Lëtzebuerg eng Stëmm ze ginn. Si vertrieden déi Leit a si versichen eis - eis hei, de Politiker - dat och matzedeelen.

Ech liesen Iech emol einfach just e puer Beispiller vir, eng Zesummefaassung aus „Interviewen", déi vun der Caritas an hire Sozialaarbechter um Terrain gemaach gi sinn an déi vun der Cellule cohésion sociale/pauvreté esou zesummegefaasst gi sinn iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg:

„Armut hat viele Gesichter. Es gibt Armut in Luxemburg. Oft wird darunter die finanzielle Armut verstanden. Tatsächlich gibt es Menschen in Luxemburg, die finanziell nicht über die Runden kommen. (...) Der Riss zwischen Arm und Reich wird immer größer und verstärkt das Gefühl der Ausgrenzung bei denjenigen, die auf der Verliererseite stehen. (...) Armut hat also viele Gesichter und kann verschiedene Formen annehmen: finanzielle Armut, soziale Armut oder kulturelle Armut. Diese unterschiedlichen Formen der Armut beeinflussen sich gegenseitig und können sich im Leben eines Menschen miteinander verketten. Wie sich aus der Umfrage mit den Sozialarbeitern ergeben hat, kann zum Beispill eine plötzliche Erkrankung finanzielle Einbußen zur Folge haben sowie Gefühle der Einsamkeit. Am Anfang hat eine Verschlechterung der Lebensbedingungen (Krankheit) finanzielle Armut ausgelöst (weniger Lohn), was zu einer sozialen Armut geführt hat (Vereinsamung)."

Et gëtt an deem Beräich och Interviewen zu der Aarmut wat de Wunnengsberäich ugeet an d'Wunnengsnout. An d'Caritas schreift och do an den Interviewen, déi se mat de Leit gemaach huet: „Manche Familien können nicht jeden Monat Ersparnisse beiseitelegen und verdienen doch zu viel, um in den Genuss der verschiedenen staatlichen Hilfen zu kommen. Dies betrifft zum Beispill Familien mit mehreren Kindern oder Familien, die sich in einer Übergangssituation befinden (zum Beispill wegen einer Scheidung). Diese Familien können nicht auf eine Hilfe zählen. Auf der anderen Seite üben sie Druck auf den Wohnungsmarkt aus, indem sie zu einer Erhöhung der Mieten beitragen, da die Nachfrage nach günstigen Mietwohnungen weiter zunimmt bei ungenügend vorhandenem Mietwohnraum."

Wéi den Auteur vun dem Artikel a sengem Schluss gesot huet: «Il est grand temps que chacun regarde enfin les réalités en face. Et réagisse!» Domadder sinn och mir gefuerdert a virun allem mir als Politiker, als Verantwortlech hei an der Chamber, an der Regierung, an de Gemengen, wou der och vill vun eis heibanne Verantwortung hunn, an op villen anere Plazen a Gremien, wou mir och soss nach engagéiert sinn.

Alles, wat mir hei an der Chamber beschléissen an ofstëmmen, huet Auswierkungen. An eng ganz Partie Gesetzer, déi mer hei stëmmen, hu flagrant Auswierkungen op d'Liewen an d'Liewensqualitéit vu ganz ville Leit, dem eenzelne Bierger oder, fir et vläicht méi bildlech ze soen, op ganz Familljen.

D'Leit dobaussen, vun deene mir oft hei schwätzen - mir heibanne vun hinnen dobaussen -, dat si Mënschen, dat si Pappen, Mammen, Kanner, Aler, Jonker, Familljen oder Eenzelpersounen, Kranker, Auslänner, Asylanten an esou weider an esou weider. Déi Leit hunn e Gesiicht!

D'Thema Aarmut, Précaritéit, sozial Benodeelegung an Isolatioun sinn Themen, mat deene mir eis permanent hei beschäftege mussen.

Ech wëll Iech och hei net weider mat offiziellen Zuelen oder Statistiken oder Analyse beleeën, datt et héich Zäit ass, sech dësen Theme seriö unzehuelen. Déi vill Leit, déi um Terrain schaffen an eis ëmmer erëm op den Zoustand vun engem ëmmer méi wuessenden Deel vun eiser Gesellschaft opmierksam maachen, déi Leit an Organisatioune vum Terrain, déi deelen eis dat regelméisseg mat. Mir mussen nëmmen nolauschteren oder besser gesot, mir mussen nolauschtere wëllen.

Dir Dammen an Dir Hären, zu Esch sinn an deene leschten Deeg, dat heescht virgëschter, en Dënschdeg, dräi Déguerpissementer an engem Dag gewiescht. Dorënner och Famillje mat Kanner. Dräi Stéck an engem Dag! E Mëttwoch, gëschter, sinn an engem Hotel-Restaurant, dee Faillite gemaach huet, alleguerten d'Locataire vun den Hotelszëmmeren op d'Strooss gesat ginn. Déi eng mussen an en Obdachlosefoyer, déi aner versiche sech iergendwéi ze hëllefen. Am Moment kënne mir hinnen net hëllefen. Mir wësse selwer net méi, wou mer d'Leit sollen ënnerbrénge vun der Gemeng aus.

Mir hu mëttlerweil bal 480 Demandë vu Leit a Familljen op der Liste d'attente fir eng Gemengewunneng, ouni emol vun der Waardelëscht vum Fonds du Logement ze schwätzen.

Verschidde Leit liewen esou no un der Aarmutsgrenz, dass, wa bei deenen eng Wäschmaschinn oder wat och ëmmer futtifiert - ech mengen, den Här Adam hat d'Beispill scho genannt -, da brécht do eng schwéier Katastroph aus. Si hu kee Geld fir dat ze bezuelen.

Ech wëll Iech e puer Beispiller soen, déi ech och erlieft hunn. Et gëtt Dokteren, vereenzelt Dokteren, ech geheie se net all an een Dëppen, déi Leit, oder - wat nach méi dramatesch ass - Kanner an der Nuetsurgence vu Spideeler net behandele wëllen, wann déi hir Rechnung net direkt bezuele kënnen. Ech ka mat Beispiller déngen.

Et gëtt Propriétairen, déi duerch dat neit Mietsgesetz zwar elo net direkt hire Loyer un d'Locataire erhéicht hunn, mä si setzen de Locataire einfach d'Chargë massiv erop. An dat ass dann eng indirekt Mieterhéijung. A vill Leit vun deenen traue sech net ze protestéieren, aus Angscht, op d'Strooss gesat ze ginn.

(Interruption)

Och do kann ech mat Beispiller déngen.

Et steet net am Gesetz, datt een d'Chargen däerf an d'Luucht setzen, selbstverständlech. Et gëtt där Fäll an do gëtt iwwert dee Wee elo probéiert, fir dat an d'Luucht ze setzen - éischt Fäll, déi och mëttlerweil bei eis um Office social gelant sinn. An ech kéint eng ganz Rei aner Beispiller nach nennen.

Iwwerall am Land, a bal an alle Gemengen, sinn d'Taxe fir 2007 an d'Luucht gesat ginn. An all Verantwortlechen a senger Gemeng erkläert dat domadder, datt de Stroum, d'Heizkäschten oder wat och ëmmer méi deier ginn an de Stat de Gemengen ëmmer manner Geld gëtt. D'Rechnung dovunner bezilt jo de Verbraucher, an da sollen déi méi spueren.

Kolleeginnen a Kolleegen, wéi vill Leit, Familljen, gëtt et dann, déi dat iwwerhaapt net maache kënnen? Wat maachen déi Leit, déi an enger schlecht isoléierter Wunneng liewen, wou d'Hëtzt vun der Heizung duerch d'Päif geet, well d'Fënsteren net isoléiert sinn, den Daach futti ass oder wat och ëmmer an de Propriétaire seng Wunnenge verkomme léisst? Sollen déi Leit dann elo hir Heizunge méi erofsetzen oder ausmaachen, fir Geld ze spueren, a sech da mat hirer Famill - an ech ginn elo e bësse polemesch - wéi fréier am Wantermantel an d'Bett leeën? Sollen déi Leit, well se Waasser wëlle spueren, sech wéi fréier zu dräi oder véier am selwechte Buedwaasser wäschen?

Dir Dammen an Dir Hären, hei zu Lëtzebuerg gëtt et mëttlerweil schonn eenzel Fäll vu Leit, déi am Dag schaffe ginn an nuets an de Foyer de nuit, dat heescht an den Obdachlosefoyer, schlofe ginn. Si hunn eng Aarbecht, mä si hunn net genuch Geld, fir sech eng Wunneng oder en Zëmmer ze lounen. „Working poors" nennt een déi. Do si mer amgaangen op e Wee ze goen, dee mer op engem anere Kontinent kennen, nämlech an Amerika. Dorop si mer amgaangen zouzegoen.

D'Beispill vun der Stëmm vun der Strooss ass genannt ginn. Zu Esch an der Stëmm vun der Strooss sinn all Dag, all Dag am Duerchschnëtt 75 Leit, déi dohinner iesse kommen. An dat sinn net eleng déi, déi am Foyer de nuit sinn. Vill Familljen, déi net méi wëssen hannen a vir, wéi se solle bäikommen, déi gi mat de Kanner dohinner. Wann een an der Mëttesstonn emol dohinner geet an dohinner iesse geet, da gëtt et engem ganz mulmeg, wann ee matkritt, wéi vill Kanner do mat um Dësch sëtzen a wéi grouss d'Aarmut bei Kanner - an dee Prozentsaz ass jo och zimlech héich - elo schonn ass.

Kréie mir dat heibannen, an net nëmme mir, mä och anerer, déi an der Gemeng Verantwortung hunn, iwwerhaapt nach richteg mat? An ech huele mech do och ganz gäre selwer hei perséinlech an d'Verantwortung. Ech hunn heibanne Gesetzer matgestëmmt, vun deenen ech weess, an et a mengem Alldag op der Gemeng mëttlerweil erliewen a matkréien, wat se bedeiten a wat fir eng Auswierkungen datt se hunn.

A wann ech d'Leit, déi da bei mir am Büro stinn, déi verzweifelt sinn an déi keng Léisunge méi hunn, wann ech déi da gesinn, wéi déi probéieren, fir sech an hir Famill e bësselchen dezent duerch d'Liewen ze bréngen an no Hëllefe froen, da weess ech mer och oft wierklech kee Rot méi.

Vun dëser Plaz aus hei hunn ech schonn e puermol gesot, datt et wichteg wier, verschidden Themen an Diskussioune vernetzt ze féieren. D'Thema Aarmut, Précaritéit, soziale Fortschrëtt a sozial Gerechtegkeet, déi fuerderen e vernetztent Denken an Handelen. Si betreffen d'Politikfelder wéi de Chômage, Aarbechtsmaartpolitik, Iwwerverscholdung, Wunnengspolitik a Wunnengsnout, Steieren- an Taxepolitik, Bildungs-, Schoul- a Familljepolitik a villes méi.

Ech wëll domadder soen, datt et net eleng duergeet, hei en eenzelnen isoléierten Débat iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg ze féieren - obwuel dës Initiativ, Här Adam, immens gutt a wichteg ass; an ech mengen och vill Leit heibanne begréissen, datt dat op der Dagesuerdnung stoung. Iwwert dat eraus geet et drëms, éierlech an iwwer all Parteigrenzen ewech mat de gesellschaftleche Kräften, den Organisatiounen, ONGen a Sozialpartner ze diskutéieren an no gemeinsame Léisungen ze sichen.

Et ass och ze bëlleg an ze einfach, een deem anere Scholdzouweisungen ze maachen. An et ass och net éierlech, wann d'Regierung de Gemengen d'Verantwortung fir dës Problematiken oder eenzelner opdrécke wëllt, an ëmgedréint d'Gemenge sech erklären, andeems se soen, si hätte kee Geld fir verschidde Mesuren a Moossnamen ze ergräifen.

Hei geet et drëms, politesch Prioritéiten ze definéieren oder nei ze definéieren. An dat géif heeschen, datt mir immens villes un eiser Politik, un den Inhalter an un de Prioritéite verännere respektiv a Fro stelle missten.

Verschidde Gemengen hunn awer schonns Initiativen a Moossnamen an d'Weeër geleet. Um lokale Plang ass et méiglech, wann een dat da wëllt, op ënnerschiddlechen Niveaue Projeten ze entwéckelen. Ech wëll der e puer nennen.

D'Gemenge kënnen am Beräich vum soziale Wunnengsbau ganz däitlech Akzenter setzen. Si kënne Projeten op där enger Säit mat dem Fonds du Logement zesumme realiséieren, mä si kënnen och selwer nach Gemengewunnengen oder -haiser fir hir eege sozial benodeelegt Bierger zur Verfügung stellen a verlounen.

D'Gemenge sollte Konventioune mat Organisatiounen ofschléissen, wéi zum Beispill d'Stëmm vun der Strooss, Jugend an Drogenhëllef oder anere sozialen Organisatiounen, fir deene Wunnengen zur Verfügung ze stellen, wou déi Organisatiounen da kënnen hir Leit drasetzen a wou si se kënnen an hirem Alldag begleeden oder de Suivi maachen.

Dat geet alles. Et si kleng Schrëtt, mä si hëllefe vill. Ech kann do aus Erfahrung schwätzen.

Um private Wunnengsmaart, deen hei schonn ugeschwat ginn ass, hunn déi Organisatioune keng Chance, dezente Wunnengsraum zu abordabele Präisser a Loyeren ze fanne fir hir Leit. Do sinn d'Gemenge wierklech gefuerdert, mat Ënnerstëtzung ze ginn an deenen Organisatiounen ze hëllefen.

D'Gemenge kënnen e finanzielle sozialen Ausgläich schafe fir déi Stéit, déi duerch d'Eropsetze vun de Gemengentaxen elo och dëst Joer a finanziell nach méi prekär Situatioune geroden. De politesche Wëllen dozou muss natierlech bestoen.

D'Gemenge kënnen e Sozialbericht erstellen, wou si d'Liewenssituatioun an d'Liewenskonditioun vun hire Bierger an der Gemeng analyséieren an da konkret Moossnamen an d'Weeër leeden, fir der Précaritéit an der Exklusioun duerch geziilte Projeten entgéintzewierken.

Et wär ze begréissen, oder aneschters ausgedréckt, d'Gemeng Esch, an ech géif mengen och d'Gemeng Lëtzebuerg - den Här Bettel ass elo net heibannen, awer ech si sécher, datt en do mat mir enger Meenung wier - wäre frou, wann och aner Gemengen hir Verantwortung iwwerhuele géifen an an ënnerschiddleche Beräicher aktiv ginn. Ech nennen e puer Beispiller.

Am Beräich vun der Obdachloseproblematik: Verschidde Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg an Esch kéinte kleng Wunnunitéite schafe fir Leit, déi keng Wunneng hunn, fir esou Foyeren anzeriichten. Déi Leit, déi vun der Obdachlosegkeet betraff sinn, komme jo net eleng aus der Stad Lëtzebuerg a vun Esch; si kommen aus villen Deeler vum Land.

An ech kéint weiderfuere mat Iddien an Iwwerleeungen, déi d'Gemengeverantwortlech, an et sëtzen der, wéi gesot, eng Rei hei, déi mer zesumme kéinte realiséieren, andeems mer eis vläicht emol eng Kéier géifen och zesummesetzen an iwwer all Parteigrenzen ewech analyséieren, diskutéieren an dann och Projeten décidéiere géifen.

D'Viraussetzung natierlech ass wéi ëmmer, datt een och Prioritéiten an de Wëllen dozou muss hunn. Awer dovunner ginn ech aus, wann ech déi vill Rieden a Riedner, déi viru mer geschwat hunn, haut de Mëtteg héieren hunn, datt dat kee Problem dierft sinn.

Bei deem Ganze stellt sech jo nach eng weider Fro, an ech denken, dat ass awer eng kruzial Fro; dat ass dann déi vun der Finanzéierung vun enger Rei Projeten.

D'Regierung fuerdert d'Gemengen op, si misste käschtendeckend schaffen, a ginn domadder déi finanziell Verantwortung un d'Gemenge respektiv un d'Bierger weider, déi dann nach méi aus hirem Portemonnaie bezuele mussen, déi eng oder déi aner.

Och d'Regierung - a virun allem d'Regierung! - ass gefuerdert, vill méi Geld zur Verfügung ze stellen, fir datt d'Gemengen, mä awer och sozial Organisatiounen, déi um Terrain schaffen, hir Verantwortung iwwerhuele kënnen an hir Aarbecht och weider um Terrain maache kënnen.

D'Realitéit, wat d'Finanzéierung ugeet, gesäit awer am Moment e bëssen aneschters aus. Eng ganz Rei Budgeten, déi am Beräich vun der Sozialaarbecht oder Familljepolitik oder an enger ganzer Rei Politiken noutwendeg wieren, oder Budgete fir Organisatiounen, déi an deem Beräich schaffen, si fir dëst Joer entweder agefruer oder souguer gekierzt ginn.

Och d'Regierung an awer och mir heibannen, mir alleguerte mussen d'Prioritéiten nei setzen an d'Projeten oder d'Gesetzer, déi mir diskutéieren an ofstëmmen, fir d'éischt emol op hir sozial Gerechtegkeet préiwen oder se, wéi et an engem neie Begréff elo heescht - „poverty proofing" -, enger Sozialverträglichkeitsprüfung ënnerzéien.

Do kommen ech och kuerz op den Zesummeschloss vun zwielef Organisatiounen, der EAPN an hire Réseau luxembourgeois de lutte contre la pauvreté et l'exclusion hei zu Lëtzebuerg zréck, déi sech an engem Bréif de 17. Oktober un eis als Deputéiert geriicht hunn, andeems si eis eng Rei Informatiounen an hire Rapport zoukomme gelooss hunn. Wéi gesot, Material, Beweiser, Statistiken an esou weider hu mer méi wéi genuch, fir kënnen och op Punkten aktiv ze ginn.

An zum Schluss an deem Bréif, dee se eis als Deputéiert geschéckt hunn, schreiwe si un eis: «Pour éviter que des décisions politiques continuent à se répercuter de façon disproportionnelle sur des personnes en situation de pauvreté et multiplient les facteurs d'exclusion et d'injustice sociale, EAPN Lëtzebuerg plaide en faveur de l'introduction d'un mécanisme connu sous le nom de ‚poverty proofing'», also Sozialverträglichkeitsprüfung, wat ech elo just genannt hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, et ass héich Zäit aktiv ze ginn an en déif gräifenden Débat ze féieren. Ech mengen net deen elo vun haut de Mëtteg vun e puer Stonnen, wou mer awer eng Rei Saache konnten undiskutéieren. Et kann net sinn, datt mer elo betraff heemginn a muer d'Saache vergiess hunn. Deen Débat muss weidergoen.

Et ass absolut dringend an et ass héich Zäit, datt sech all gesellschaftlech Kräften zesummesetzen: Parteien, Gewerkschaften, Organisatioune vum Terrain, politesch Verantwortlech, Regierung, wien och ëmmer, a sech eens géife ginn ëm e Pakt. E Pakt, wou mer eis dozou géife verflichten, ënner anerem och déi Sozialverträglichkeitsprüfung an eise politeschen Décisiounen anzeféieren a Gesetzer an Diskussiounen, déi mer féieren an de Kommissiounen, och no deem Label do kënnen ze préiwen.

Et stëmmt, wat den Här Schaaf virdru gesot huet, datt d'Politik net eleng kann am Beräich vun der Bekämpfung vun der Aarmut aktiv ginn. Dat stëmmt. Mä si huet eng enorm grouss Verantwortung, a si huet och do opzepassen, wéi eng Décisioune se hëlt. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer e relativ gudde soziale System mat soziale Leeschtunge wéi RMG, soziale Mindestloun an esou weider an esou fort. Mä wat déngen déi eis alleguerten, wa mer an Zukunft weider esou Décisiounen huelen, wéi se elo geholl gi sinn am Dezember? Ech nenne se emol Décisiounen am Kader vun den Tripartite-Mesuren. Wat hëlleft dat deene Leit? Si hunn zwar den RMG oder de soziale Mindestloun, anerer hunn iwwerhaapt näischt méi, mä si hunn esou oder esou manner an der Täsch.

Ech denken, datt et héich Zäit ass, an dat schéngt mer awer de Konsens vun haut de Mëtteg hei ze sinn, e Wee ze fannen, sech zesummenzesetzen, wann dee politesche Wëllen, deen haut de Mëtteg gesot ginn ass, och besteet, fir Virschléi op den Dësch ze leeën - an där sinn der och eng Rei haut de Mëtteg genannt ginn an et wäerten der nach kommen; et si jo nach Riedner och ageschriwwen -, an dann aus deem eraus vläicht emol e Stéck, e Pakt ze maachen, un dee mer eis da géifen halen an dee mer och géife fir eis iwwerpréiwen all Joer a kucken, wat ass do ze änneren.

Ech mengen, dat géife sech déi Leit, vun deene gesot gëtt, si hu keng Stëmm, méi wënsche wéi jee, an ech hoffen, datt mir hinnen nolauschteren iwwert d'Organisatiounen an dat dann och ëmsetze wäerten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Spautz Merci, an als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Kolleeg Claude Adam Merci soe fir d'Initiativ, fir dës Interpellatioun haut de Mëtteg hei an der Chamber ugefrot ze hunn, well et mer schéngt, datt dat hei eng vun deene wichtegsten Interpellatiounen ass, déi mer zënter Laangem an der Chamber diskutéiert hunn.

2003 hate mer hei zu Lëtzebuerg 11,3% vun eisen Awunner, déi un der Aarmutsgrenz louchen, 2004 11,4%, 2005 13%, laut éischten Estimatiounen, an de Prozentsaz, dee liicht driwwer wäert leien, wäert op d'mannst nach eng Kéier esou grouss sinn, wéi den eegentleche Prozentsaz. Et ass am Fong eng traureg Bilanz fir e Land, wat sech weltwäit bretzt, eent vun deene räichste Länner vun der Welt ze sinn.

Déi éischt Fro, déi ee sech muss stellen: Wien ass betraff? Elengerzéier, Fraen, Männer, mä meeschtens Frae mat engem oder méi Kanner. 2004 hunn déi an dësem Grupp eleng 20,8% ausgemaach. Déi nei Familljesituatiounen, Scheedungen, dat ass eng Realitéit. Kannerräich Familllje si betraff an och elengstehend Persoune vun iwwer 65 Joer.

An trotzdeem d'Vollbeschäftegung dat beschte Géigemëttel géint d'Aarmut ass, sinn och nach vun deene Leit, déi an der Vollbeschäftegung sinn, 8,3% betraff. D'Chômeure sinn déi, déi am meeschten dovunner betraff sinn. 45,6% vun deene Persoune leien ënnert der Aarmutsgrenz. Männer e bësse méi héich mat 48, Frae mat 42%.

D'Loyere ginn als eng vun den Haapturssaache bei 49% uginn. Ze héich Loyeren, déi déi Leit net méi bezuele kënnen, wat eng vun de groussen Ursaache vun de Käschten ass. D'Ursaach, ech wëll net vun der Schold schwätzen, déi dozou féiert, datt déi Leit dohinner kommen, geet deelweis perséinlech zréck, datt Leit net wësse richteg hir Gelder ze géréieren, dat wat se erakréien, dat wat se ausginn. Et ass awer och dat familiäert, dat soziaalt Ëmfeld, an deem se liewen, an deem déi Leit opgewuess sinn. An dann och an eiser moderner Konsumgesellschaft, den Drang menge missen dobäi ze sinn, wa Geld ausgi gëtt. Wann deen een es ausgëtt, net wëllen hannendrun ze stoen. Virun allem bei Jugendlechen. Dat geet bis hin zu den Handy-Dépensen.

Wa mer wëssen, wéi liicht et haut ass, datt d'Leit d'Täschen oder d'Portefeuiller voll hu mat Kreditkaarten, ouni sech ëmmer de Konsequenzen dovunner bewosst ze sinn; wa mer wëssen, wéi einfach et ass, haut Kreditter ze kréien; wa mer wëssen, well den Autofestival elo leeft, wéi séier een haut direkt Prêtë kann an de Garagë mat ënnerschreiwen; a wa mer wëssen, datt haut déi meescht Geschäfter de Leit direkt Wuere verkafen a se doen oder hinnen d'Méiglechkeet ginn, se iwwer Mensualitéiten ofzebezuelen; alles dat dréit dozou bäi, datt vill Leit et net méi fäerdeg bréngen, hir Finanzen esou ze géréieren, datt se mat den Enner zesumme kommen.

Mä et ass awer och opgrond vu politeschen Décisiounen, politeschen Décisiounen op europäeschem, op nationalem oder op kommunalem Plang. Op europäeschem Niveau, wou mer am Kader vun der Mondialisatioun ëmmer méi Risikoe lafen, datt déi multinational Konzerner eng Iwwermuecht kréien an ee Land, ee Stat géint deen aneren ausspillen an dann hir Steiersätz erofsetzen. Och mir sinn erëm amgaangen an deem internationale Konkurrenzkampf driwwer ze diskutéieren, fir d'Steiersätz fir d'Betriber erofzesetzen, mam Resultat, datt mer eng Kéier an eng Situatioun kommen, wou d'Betriber keng Steiere méi bezuelen an dann d'Steierlaascht muss op d'physesch Persounen iwwerdroe ginn.

En Europa, wou mer et bis haut net verstanen hunn, eng Sozialpolitik ze maachen! Mir hunn nach ëmmer dofir plädéiert, datt dat Europa fir d'Leit nëmmen akzeptabel gëtt, wa mer och um europäeschen Niveau sozial Mindestnorme kréien. Virun allem fir e Land wéi Lëtzebuerg ass et wichteg, datt och déi aner Länner sozial Mindestnorme kréien.

Mir wëssen awer wéi schwéier dat ass. Mir brauchen nëmme bei eis däitsch Noperen ze kucken, wéi schwéier datt déi et hunn, bei sech e Mindestloun anzeféieren. Da wësse mer wéi schwéier et wäert sinn, fir dat op europäeschem Niveau anzeféieren.

En Europa, wat net ausgrenzt, musse mer kréien, mä en Europa, wat de Mënsche liewenswierdeg Konditioune garantéiert.

Op nationalem Plang hunn déi meescht vun deenen alldeegleche politeschen Décisiounen, déi mir hei huelen, iergendwéi eng Répercussioun, ob d'Leit méi räich oder méi aarm hei am Land ginn. Mir hunn 2001 hei d'Steierreform gemaach. Eng vun deene massiivste Steierreformen, déi mer jeemools hei am Land gemaach hunn. An och deemools hu mer scho gesot, et muss een awer oppassen, wa mer als Stat Steierreforme maachen, da wësse mer, datt mer déi Reform nëmme maache fir déi Leit, déi och Steiere bezuelen. Déi verdéngen eppes weider. An een, dee vill Steiere bezilt, kritt duerch eng Steierreform vill weider. An alleguer déi Leit, déi esou kleng Revenuen hunn, datt se keng Steiere bezuelen, hu vun esou enger Steierreform näischt kritt.

De Stat huet awer elo no enger gewësser Zäit net méi déi finanziell Moyenen, fir ebe kënne mat Steieren eng Ëmverdeelung, eng Sozialpolitik ze maachen an alle Punkten. An duerfir kommen elo Aschneidungen. Aschneidungen, wéi mer se an deenen dräi Gesetzer, déi mer d'lescht Joer am Juli gestëmmt hunn, d'Indexmanipulatiounen am Dezember, d'Tripartitesgesetz an d'Rentenajustementsgesetzer, gemaach hunn, wouvunner awer elo alleguer d'Leit betraff sinn, och déi, déi bei der Steierreform näischt kruten.

Et kéint ee jo dovun ausgoen, datt Leit, déi bei der Steierreform Gelder agespuert hunn, vläicht souguer massiv Gelder agespuert hunn, och elo, wou et dem Stat méi schlecht geet, missten à même sinn, hiren Obolus méi grouss ze maachen, fir dem Stat finanziell ze hëllefen. Mä mir maachen dat net. Mir maachen eng flächendeckend Gläichbelaaschtung vun de Leit. An domadder belaaschte mer déi Leit, déi bei der Steierreform näischt kruten, elo zousätzlech, well mer se elo iwwert de Stat an d'Gemengen iwwert d'Taxen, d'Steieren a Gott weess wat fir eng Erhéijunge belaaschten. Mir belaaschten déi Leit also duebel. A wann een dann d'Steierreform a Kombinatioun mat der aktueller Politik kuckt, da gëtt dat sozial ongerecht.

Mir hunn als ADR duerfir scho vun 2001 un an och scho virdru bei der Steierreform ëmmer derfir plädéiert, datt een onbedéngt, wéinst deene sozial méi Schwaachen hei am Land, d'Negativsteier misst afëieren, de Crédit d'impôts afëieren, fir datt och déi Leit, déi keng Steiere bezuelen, awer iwwert dee Wee vum Stat kéinte gehollef kréien.

Mir ware laang eleng heibannen déi, déi vun enger Negativsteier geschwat hunn, vun engem Crédit d'impôts. Mir wëssen awer, datt zënter de Budgetsdebatten och d'Sozialiste vun der Negativsteier schwätzen, vum Crédit d'impôts. An ech war frou, och haut de Mëtten den Här Bettel hei ze héieren, datt hien am Numm vun der DP vun engem Crédit d'impôts, enger Negativsteier geschwat huet. Och am Tripartitesofkommes, wou jo d'Kannergeld indexneutral ass, ass jo an Aussiicht gestallt ginn, fir do eng Léisung sous forme vu Crédits d'impôts ze fannen. Et schéngt eis dat eng ganz wichteg Moossnam ze sinn, datt mer déi Saachen esou décidéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech soen, datt mer mussen hei an der Politik oppassen, da wëll ech awer soen, datt ech de Mëtten e bësse Problemer hat, wann ech hei d'Riedner vun der CSV a vun der LSAP héieren hunn, déi och gewarnt hunn, wéi jiddfereen, a wann ech d'Madame Spautz elo grad héieren hunn, där hire sozialen Engagement ech kennen, an un deen ech och gleewen, mä wou d'Konsequenz awer feelt.

Wann ech jo awer weess, datt déi zwou Parteien d'lescht Joer hei a voller Eintracht eng ganz Rëtsch vu Gesetzer gestëmmt hunn - ech hu se elo grad genannt: am Juli d'Indexmanipulatiounen, am Dezember d'Tripartitesgesetz, de Rentenajustement -, wou e groussen Deel vun dëse Leit, nodeems elo de Mëtten hei esou gejéimert ginn ass, awer duerch déi Décisiounen nach méi aarm gi sinn, da mengen ech, da muss ee sech awer och der Konsequenz bewosst sinn, datt et net duergeet, datt een heihinner jéimere kënnt an ee Mount virdrun awer deene Gesetzer zougestëmmt huet, wouduerch se déi Leit nach méi aarm gemaach hunn.

Déi Leit, déi op d'Kannergeld ugewise sinn, wat net méi indexéiert ass, an op d'Familljenzoulagen - alles wat mer elo hei héieren hunn -, dat si jo déi, déi mat am meeschte betraff sinn. Firwat hu mer net missen eng Léisung fannen? An elo soe mer: Wa mer bis 2009 keng Léisung fonnt hunn - et huet awer an der Zwëschenzäit nach näischt bougéiert -, da géif d'Kannergeld erëm indexéiert ginn.

Mä och aner Augmentatiounen treffen déi Leit voll: sief et d'Erhéijung vun der Autossteier, de Bensin, de Gas, de Mazout oder de Rentenajustement. Mir gesinn och, datt esou vill Leit, déi mat deene klenge Pensiounen am Land liewen, wa mer deenen de Rentenajustement ginn, datt dat déi Leit voll trëfft. Dat heescht also, mir kënnen net eng Politik maachen, wou mer fir d'éischt duerch eis politesch Décisioune Leit méi aarm maachen, dann heihinner kommen an eise soziale Mäntelchen undoen a jéimeren a soen: D'Leit sinn elo esou schlecht drun, elo musse mer eppes maachen. Et wier besser, mer géife preventiv denken, a mer géife fir d'éischt déi Gesetzer net an deem Sënn a Kraaft triede loossen.

D'Schoulpolitik: Et ass haut praktesch vu jiddferengem d'Schoulpolitik hei ugeschwat ginn, a praktesch alleguer déi haten iwwer Jorzéngte Responsabilitéit hei am Land. Si missten zumindest e Mea culpa maachen. Si missten zumindest heihinner kommen a soen: Et ass eis Schold, wa mer haut soen, eis Schoul ass net gutt. Mä si maachen esou, wéi wa si virdrun ni eppes domat ze di gehat hätten.

Integratiounspolitik: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg bis haut nach keng Integratiounspolitik gemaach; wierklech keng richteg Integratiounspolitik! Duerfir ass dat och e grousse Problem vun der Aarmut. A wa mer haut keng Integratiounspolitik maachen, da si muer déi Kanner, déi Familljen déi nei Aarm vu muer. Also och do muss e groussen Effort gemaach ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir wëssen, datt d'Zënsen op der Schold an d'Luucht gaange sinn; d'Scholdzënsen. Dat ass net d'Schold vun der Lëtzebuerger Regierung oder dem Lëtzebuerger Parlament wann d'Europäesch Zentralbank se eropsetzt, mä mir kennen awer d'Konsequenzen, déi d'Leit ze droen hunn. Wa mer haut hei vun der Wunnengsbaupolitik schwätzen, da muss een och soen, datt de Boden, deen, mengen ech, an d'Geschicht ageet, als dee Minister...

M. le Président.- Den Här Minister Boden!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Här Minister. Wéi hat ech elo gesot, Här President?

M. le Président.- De Boden.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ah, entschëllegt. Den Här Minister Boden, deen hei sëtzt, deen an d'Geschicht ageet als dee Minister, deen am längste Minister war, mä deen awer och an der Wunnengsbaupolitik dat aarmséilegst Resultat huet, wat jeemools konnt ee Minister hei virféieren. Da muss een dat awer och soen, datt haut esou vill Leit hei am Land sech keng Wunneng méi kënne leeschten, an datt déi Leit, déi e Loyer musse bezuelen, d'Loyeren net méi bezuele kënnen.

D'Madame Spautz huet elo mat Recht gesot - an ech hunn och nogefrot -: An der Moyenne gi praktesch dräi Familljen den Dag hei am Land aus engem Haus, aus enger Wunneng erausgesat, well se d'Loyeren net méi bezuele kënnen. Dat ass eng Realitéit. Wa mer kucke wéi vill Leit, datt haut an d'Grenzregioun musse wunne goen, fir nach kënnen ze wunnen oder fir en Eegenheem ze kréien, dann ass dat eng äusserst traureg Bilanz, déi dës Regierung opzeweisen huet.

D'Gemenge ginn elo hin a se maachen d'Taxen an d'Steiere méi deier. A verschiddene Gemenge sinn d'Steieren an d'Taxë massiv an deene leschte Wochen a Méint an d'Luucht gaangen. An ech wëll och dobäi soen, datt schonn erëm nei Erhéijungen en vue gestallt ginn. Mir sinn amgaangen ze soen, mer maachen eng nei Regelung bei der Grondsteier, mä mam Hannergedanken, fir d'Grondsteier ze erhéijen. Mir schwätze vun enger Waasserwirtschaftsrichtlinn, déi awer och als Resultat wäert hunn, datt d'Waasserpräisser erëm wäerten an d'Luucht goen. An dat trëfft erëm alleguer déi Leit, déi Familljen hu mat Kanner. Duerfir, mengen ech, musse mer och de Gemengen déi Moyenë ginn, fir datt se kënnen hirer Aufgab nokommen an hir Leit net ze vill belaaschten; an dat och am Zesummenhang, wat d'Maison-de-Relaisen ubelaangt.

D'Madame Spautz huet hei och éineschter gesot - ech muss dat awer soen, Här President -, datt och d'Gemenge mussen oppassen, datt se d'Leit net ze vill belaaschten. D'Madame Spautz huet och hei gesot, si hätten zu Esch iwwer 400 Leit, déi Demandeur wieren, fir eng Gemengewunneng ze kréien. Si hätten der mëttes 70, déi géife bei „Hëllef Doheem" oder bei „d'Stëmm vun der Strooss" iesse goen. Mä dann hätt och d'Escher Gemeng missen do konsequent sinn. Si huet awer ganz pompös 100 Joer gefeiert, a si huet awer och ganz grouss Projeten, déi vill Gelder kaschten, a wéinst deenen se och muss Steier- an Taxenerhéijunge maachen, déi déi kleng Leit da bezuele mussen.

D'Madame Spautz, déi awer do am Schäfferot sëtzt, huet och misse wëssen, datt een net heihinner ka kommen a jéimeren, a gläichzäiteg grouss Fester feieren an de Leit Steier- an Taxenerhéijungen opbrummen. Däers muss ee sech dann awer och bewosst sinn.

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, Här President.

Mir stellen also fest, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, datt de Gros vun den Décisioune politesch Ursaache huet. Mir musse preventiv wierkend Décisiounen huelen, wou d'Leit net duerch eis Décisiounen an d'Aarmut erarutschen an herno da kommen a soen: Ma da musse mer eppes géint d'Aarmut maachen. Mir mussen Décisiounen huelen, déi am Sënn vun de Mënscherechtsdeklaratioune sinn. Mir mussen Décisiounen huelen, wou mer eng Politik maachen, wou et net wéi elo ass, wou ëmmer manner Leit méi räich ginn an ëmmer méi Leit méi aarm ginn. Wa mer op déi Politik oppassen, dann hat dës Interpellatioun vun haut de Mëtten e Wäert.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. De Moment ass et um Här Jaerling. Duerno kommen d'Madame Flesch an den Här Diederich un d'Rei. Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Bon, Här President: Wat ass Aarmut? Oder eng aner Fro: Si mer wierklech esou e räicht Land, wéi dat ëmmer erausposaunt gëtt? Wa mer da feststellen, dass mer iwwer 13% aarm Leit hei am Land hunn, dann ass déi aner Fro: Wat fir eng Leit sinn dat dann, déi mer als aarm aschätzen? Sinn dat déi, deene mer op der Strooss begéinen, déi biedelen - där begéine mer jo ewell ëmmer méi -, oder sinn et d'Sans-abrien, oder sinn et déi Leit, déi mam RMG musse liewen?

Et sinn awer net nëmmen déi. Ech mengen, dat ass heiraus kloer ervirgaangen, an dat kann een och iwwerall an de Statistiken noliesen, et sinn och déi Leit, déi schaffen a mam Mindestloun liewe mussen, well se mat deem Mindestloun méi wéi d'Halschent vun hirem Revenu mussen ausginn, fir ze wunnen, a mat ëmmer neien Taxen, déi octroyéiert ginn, ëmmer méi un d'Aarmutsgrenz erugedrängt ginn, an da schonn un der Aarmutsgrenz ukomm sinn, wann net schonn doriwwer eraus sinn.

Zu deenen, déi un der Aarmutsgrenz liewen, musse mer och déi Leit zielen, déi hei am Land de Mindestloun verdéngen, awer net hei am Land wunnen. Well wa se missten hei liewen a wunnen, da wieren se och un der Aarmutsgrenz, grad ewéi eis Awunner hei. Well et sech eben am noe Grenzgebitt mam Mindestloun besser liewe léisst, ass d'Konsequenz och dovun, dass mer amgaang sinn aus ville vun eise Bierger - besonnesch Jonken - Grenzgänger ze maachen, well se eben an d'Ausland wunnen a souguer baue ginn, well et an dësem Land mat engem Loun, a souguer mat zwee Léin, bal net méi méiglech ass ze wunnen oder ze bauen.

Et soll ee sech och keng Wonner erwaarde vun deem Wunnengspakt, deen elo vun der Regierung virgeschloe gëtt. Datt vill Wunnenge wäerte geschwë fräi ginn, huet näischt mat deem Pakt ze dinn, deen d'Regierung elo virschléit. Et huet éischter mat deem neie Loyersgesetz ze dinn, opgrond vun deem een d'Leit elo méi séier kann op d'Strooss setzen.

Här President, wou leien d'Ursaache vun der steigender Aarmut? Ass d'Globaliséierung schold, oder d'Liberaliséierung? Dat sinn op jidde Fall d'Ursaachen hannert deenen sech der vill gäre verstoppen, wa se keen Auswee méi fannen oder keng Ausried. D'Globaliséierung huet natierlech zum But de Betriber a besonnesch de Multien a Maximum u Profit ze garantéieren. Eis Regierung gëtt es jo och net midd ze behaapten, dass mer jo och dovunner profitéiert hätten.

An der leschter Zäit kréie mer awer ëmmer méi déi aner Säit vun der Medail ze spieren, mat der Auswanderung vu Betriber a Bëlleglounlänner. D'Liberaliséierung, déi am Interessi vum Konsument soll geschéien - esou gëtt et eis am Fong ageriet -, gëtt eigentlech och selwer vum Konsument verlaangt, ebe well hie gären d'Recht hätt do ze kafen, wou et am bëllegsten ass; dat fält och ënnert de Begréff Liberaliséierung. Do derniewent huelen dann awer d'Produzenten sech d'Recht eraus, dohinner produzéieren ze goen, wou et fir si am bëllegsten ass. A schonn ass den Däiwelskrees zou. Verléierer ass an deem Zyklus ëmmer de Klengsten am Krees, an dat ass de Konsument, dat ass d'Salariat.

Et ka vläicht duerch d'Liberaliséierung méi bëlleg akaaft ginn, mä mat wat, wann ee keng Aarbecht a keng Pai huet, well duerch d'Globaliséierung an d'Liberaliséierung seng Aarbechtsplaz ausgewandert ass. Dat ass d'Konsequenz dovun, déi mer ëmmer méi ze spiere kréien.

Här President, d'Aarmut ass awer keen isoléierte Phenomeen. D'Aarmut huet fir déi Leit, déi drarutschen, och nach eng Rei Niewewierkungen, well déi, déi aarm sinn oder als aarm duergestallt ginn, Tendenz hunn, sech ze verstoppen. Sech ze verstoppe virun enger Gesellschaft, déi nach ëmmer déi aarm Leit wéi Aussesäiter behandelt an d'Tendenz huet se ëmmer méi ze marginaliséieren.

An déi Leit, déi schummen sech och. Schummen sech esou, dass se souguer oft aus Schimmt eraus drop verzichten, déi sozial Hëllefen unzefroen, déi hinne rechtméisseg zoustinn.

D'Aarmut an d'Marginaliséierung vun der Aarmut iwwerdroe sech dann och leider op d'Kanner. Kanner, déi net verstinn, firwat hir Kolleegen sech kënnen d'Markegezei kafen a si net. Kanner, déi dann och nach gehänselt ginn, well se aarm sinn oder well se net esou adrett ausgesi wéi anerer. An dat ass mat dat Schlëmmst, wat Kanner ka passéieren, well se sech dann och schummen an esou déi Kanner vu kleng un ofgestempelt sinn an et schwéier wäerten hunn, sech an der Gesellschaft ze behaapten.

A vun där Schimmt profitéieren déi, déi Kapital aus der Aarmut kënne schloen. Wat d'Leit méi kleng gehale ginn, wat se besser ze beaflosse sinn, wat se manner opmucken, éischter sech verstoppen, wat se och manner Fuerderunge stellen, wa se zum Beispill eng Aarbecht sichen.

An hirem Buch „L'horreur économique" huet d'Viviane Forrester richteg geschriwwen: «La honte devrait être cotée à la bourse.» Well d'Schimmt ass, wéi gesot, Kapital fir déi, déi et verstinn, Profit doraus ze zéien.

Här President, d'Aarmut ass leider och en Nährbuedem fir d'Delinquenz, och wann dat net esou evident ass, well se dozou ka féieren sech dat, vun deem een och schonn als Kand net versteet, firwat een et net kritt, op iergendeng Aart a Weis ze beschafen, an och de Wee zum schnelle Geld ze sichen; wat ganz oft eng Folleg vun der Aarmut ass.

D'Aarmut kann awer och zu Nährbuedem vu Xenophobie a Rassismus ginn, well ebe ganz oft mam Fanger op déi Falsch gewise gëtt. Et gëtt op déi Friem gewisen, déi och nëmmen an eist Land komm sinn, fir e bessere Liewensstandard ze kréien, an déi ganz oft déi Éischt sinn, déi vun där Aarmut betraff sinn, well se meeschtens op prekären Aarbechte beschäftegt ginn. Et sinn net si, déi schold sinn un der Aarmut an och net un der Degradatioun vun eisem Sozialsystem. Déi Schëlleg dovunner sëtzen an de Chefetagë vun de Konzerner. Well déi provozéieren de Chômage, fir mat ëmmer manner Leit e Maximum u Profit ze maachen.

Mir mussen also de Courage hunn, mam Fanger op déi ze weisen, an net op eis Noperen, well se eng aner Sprooch schwätzen oder eng aner Hautfaarf hunn. Mir mussen awer och de Courage hunn, mam Fanger op déi politesch Verantwortlech ze weisen, op déi, déi deenen an de Chefetagen ëmmer méi Moyenë ginn, fir kënnen hire Profit auszebauen, an dat meeschtens ouni sozial Begleetmoossnamen.

Hei an der Chamber, wéi scho virdru gesot ginn ass, hu mer Mëtt d'lescht Joer an Enn d'lescht Joer Gesetzer gestëmmt, déi garantéiert erëm zousätzlech Leit an d'Précaritéit wäerten dreiwen, well eben de Verloscht vun hirer Kafkraaft net kompenséiert ginn ass an d'Präisser hinne fortlafen.

Mir hu Moossname getraff, déi normal sozial Mechanismen ausser Kraaft gesat hunn an domadder den Ënnergang vun eisem Sozialsystem mat agelaut hunn.

An och elo héiert een am Zesummenhang mam Statut unique, datt erëm eng Kéier déi sougenannte Krank oder Blomécher, wéi se genannt ginn, sollen erausgefiltert a sanktionéiert ginn. Et gëtt erëm eng Kéier mam Fanger op déi Falsch gewisen. Den Hannergedanken ass, eist Aarbechts- a Sozialrecht ze beschneiden, fir d'Leit kënne méi séier erauszegeheien. Hei wäert d'Regierung sech erëm eng Kéier dem Diktat vun hirem Patron ënnerwerfen.

D'Konsequenze wäerten déi Krank mussen droen. An dat ass och nëmmen eng Suite vun engem Gesetz, dem Gesetz iwwert de Reclassement professionnel vun deem dat hei eng Folleg ass, well do schonn déi krank Salariéen an en externe Reclassement geheit ginn, wou se da bis zu zwee Joer Chômage kënne kréien an dann an e Revenu d'attente falen, bis et eben iergendwéi net méi geet a se dann awer hir Invaliderent kréien. Net vill Employeure sinn hirer sozialer Verflichtung nokomm, fir hir krank Leit, déi nach deelweis aarbechtsfäeg waren, intern ze reclasséieren.

Dat Gesetz ass also manifestement en asoziaalt Gesetz gewiescht mat der Konsequenz, datt déi Krank manner verdéngen an domadder och an d'Aarmut kënnen ofrutschen.

Här President, eng aner Aarmut ass eng, vun där ech festgestallt hunn, datt se muttwëlleg provozéiert gëtt, dat ass dat ëmmer méi Verleede vun de Leit hin zu Illusiounen; dat ëmmer méi Verleeden zum Spillen. An do ass de Stat och matschëlleg, well en duerch d'Opstelle vu Spillautomaten de Leit d'Illusioun vermëttelt, spille wier ongeféierlech. An en ass och matschëlleg dorunner, dass et ëmmer méi där Grattage-Kaarte gëtt, duerch déi d'Leit d'Illusioun kréien, mat engem Coup aus hirem Misär erauszekommen, a sech dann domadder awer am Contraire just ëmmer méi an de Misär erandreiwen. Doduerch entsti vill Problemer an och eng Rei Famillje ginn doduerjer zugronn a wäerten och nach weider zugronn goen.

Ech wëll net weider op dëst Thema agoen, well ech just zu deem Thema d'Regierung wëll interpelléieren, well ebe grad déi Regierung op eng Fro hi vu mir scho bal süffisant geäntwert huet, wéi wa se d'Spillsucht hei am Land einfach ignoréiere wëllt.

Här President, d'Aarmut huet vill Gesiichter. Fir se ze erkennen, musse mer d'Aen awer opmaachen. A fir ze hëllefen, musse mer eist Häerz opmaachen, an net nëmmen de Porte-monnaie, a mengen, domadder hätt et sech gedoen. Mir mussen och bereet sinn, deenen Aarmen an d'Aen ze kucken, wa se hire Bléck op eis riichten, fir Hëllef ze kréien. Well d'Aarmut ass och gréissstendeels e psychologesche Problem, deen een net mat Geld ka pléischteren.

Wichteg ass et awer, datt mer eist Sozialnetz ausbauen an eis net domat vertréischten, mir hätte sozial Institutioune genuch, fir dem Phenomeen Meeschter ze ginn. Et kann net sinn, dass de Stat seng Verantwortung op privat Organisatiounen ofwälzt an dann der Meenung ass, domadder hätt en dat gemaach.

An et däerf och net esou sinn, datt mer déi sozial Betreiung vun den aarme Leit op d'Gemengen ofwälzen. An do wëll ech awer och Folgendes soen: Wann een dann awer heihinner kënnt, an et seet een, déi eng géife kräischen, well d'Gemengen net Sue géife genuch kréien, da verstinn ech awer net, dass déiselwecht Leit, déi dat soen, dann awer an der Gemeng Lëtzebuerg domat d'accord waren, datt d'Gewerbesteier erofgesat ginn ass, wouduerch de Gemengen och wichteg Mëttel ewechgeholl gi sinn.

Also, do soll d'ADR dann awer och, wann se hei Knäll doe kënnt, oppassen, dass se dann awer och an där Linn bleift an net ëmmer mam Fanger op déi aner weist.

(Hilarité et interruption)

Ma dat ass ganz einfach. Wann een heihinner kënnt an et seet een, d'Gemenge misste Finanze kréien, an et geet een op där anerer Säit hin an et stëmmt een awer an der Gemeng Lëtzebuerg mat of, fir d'Gewerbesteier erofzesetzen, woumadder d'Gemenge forcément manner Finanze kréien, dann ass dat jo awer net konsequent zu deem, wat een dann hei behaapte kënnt.

Bon, d'Aarmut, Här President, ass eng Fro vun nationaler Solidaritéit, zu där awer och déi endlech musse bäidroen, déi bis elo ëmmer nëmme vun der Aarmut profitéiert hunn. Wa mer dat net fäerdeg bréngen iwwer eng aner Ëmverdeelung vun de Räichtümer, da musse mer eis drop astellen, datt mer geschwënn e Véierel vun eise Bierger an d'Aarmut dreiwen. Ech si jo iwwerzeegt, dass dat net dat ass, wat mer wëllen, an dass dann och d'Regierung awer mat eis zesumme wäert déi néideg Schrëtt ënnerhuelen, fir deem Fléau vun der Aarmut bäizekommen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Madame Colette Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zu där allgemenger Thematik, déi mer elo diskutéieren, huet mäi Frënd, Xavier Bettel, am Numm vun onser Fraktioun geschwat. Ech wëll mech sengen Ausféierunge voll a ganz uschléissen. An ech limitéiere mech op de Sujet vum Rôle vun den Offices sociaux. A wann ech dat maachen, Här President, wëll ech och direkt en Intérêt deklaréieren, well ech si Presidentin vum Office social vun der Stad Lëtzebuerg.

Wat ass hei d'Basislégislatioun? Den Arrêté royal grand-ducal vum 11. Dezember 1846 iwwert d'Reorganisatioun vun de Bureaux de bienfaisance an d'Gesetz vum 28. Mee 1897 iwwert den Domicile de secours. Mir sinn hei en présence vu wuelgemengten a paternalisteschen Texter aus dem 19. Jorhonnert, déi awer vill dozou bäigedroen hunn, dass ville Leit konnt gehollef ginn.

Déi Législatioun aus dem 19. Jorhonnert ass bis elo op kengem signifikative Punkt geännert ginn. Si ass obsolet, mä trotzdeem ass se haut nach néideg, notamment à l'égard vun deene Leit, déi duerch d'Masche vun onsem nationale Sozialnetz falen. An et gëtt där: Déi Leit, déi ebe keen RMG kënne kréien oder déi eng Aide complémentaire brauchen, déi eben am Gebitt, am Feld vum RMG oder vun anere Prestatioune vum Stat net derbäi sinn, wou d'Gemenge mat de Sozialämter kënnen agräifen.

Am Laf vun de Joren, wéi d'national Gesetzgebung iwwert d'Sécurité sociale sech entwéckelt huet, notamment duerch d'Gesetz vum 30. Juli 1960 iwwert de Fonds national de Solidarité, d'Gesetz vum 26. Juli 1986 an d'Gesetz vum 29. Abrëll 1999 iwwert d'Schafe vum RMG, d'Gesetz iwwert d'Assurance dépendance, sinn déi Felder, wou d'Offices sociaux agräifen, méi kleng ginn. An ech mengen, dat ass och eng gutt Saach, well eng ganz Partie vun deene Fäll, mat deenen d'Offices sociaux sech soss hu misse beschäftegen, eben elo ënnert déi national Gesetzgebung falen.

Hir Interventiounen, de Käschtepunkt - an ech mengen, dat trëfft fir all d'Offices sociaux zou -, de Gesamtkäschtepunkt ass erofgaangen an d'Aart a Weis wéi se intervenéieren, d'Natur vun den Interventioune vun den Offices sociaux huet geännert. Mä, wéi scho gesot, si behalen eng Daseinsberechtegung.

Fir d'alleréischt wëll ech drop hiweisen, dass et e fundamentalen Ënnerscheed gëtt zu der Sécurité sociale um nationale Plang, Fonds national de Solidarité, RMG, Assurance dépendance, wou e Recht geschafe gëtt a wou dann natierlech och gewësse Kritäre mussen erfëllt ginn, fir dass een dat Recht kann an Usproch huelen. Um kommunale Plang, bei den Offices sociaux, do gëtt et kee Recht. Et huet keen e Recht op Hëllef vum Office social.

Et gëtt eng gewëssen Obligatioun fir d'Gemengen, mä d'Gemengen, hir Offices sociaux entscheede souverän, wat se maachen a wat se net maachen. Sécher hu se sech alleguerten ewell Barèmë ginn an hu sech Konditioune virgeholl, no deene se handelen, fir dass e gewëssenen Automatismus an déi Interventiounen erakënnt a fir dass och eng Linn besteet. Mä nach gëtt et kee Recht.

An dofir gëtt et och do kee Recours. Wann ee keen RMG kritt an et mengt een, et hätt een en zegutt, da kann ee Recours maachen. Bei den Offices sociaux gëtt et kee Recours. Dat ass also eng fundamental Differenz tëschent deenen zwee Systemer, deem vum Stat an deem vun den Offices sociaux.

Wat ginn d'Offices sociaux nu fir Secoursen? Engersäits permanenter, anerersäits punktueller. Bei de Secours permanents gëtt et, wéi ech scho gesot hunn, d'Hëllef un déi Leit, déi aus iergendenger Ursaach net berechtegt sinn, den RMG ze kréien, mä awer am Besoin sinn. Et gëtt Secours mensuels, déi all Mount ausbezuelt ginn. Et gëtt Subventions au logement. Fir Leit, déi net assuréiert sinn, déi also net bei der Krankekeess oder fir d'Accidents de travail assuréiert sinn, bezuelen d'Offices sociaux ganz oft déi Beiträg, fir dass se eben déi Couverture hunn.

An, wat mer ëmmer méi feststellen, dat ass, dass d'Offices sociaux en fait ganz vill Avancë bezuelen. Fir de Secours vum Stat ze kréien à un titre ou à un autre mussen natierlech Dossieren traitéiert ginn. Dat dauert, an entre-temps hunn d'Leit keng Suen. Do gräifen d'Offices sociaux dann an. Si bezuelen Avancen. Wuelverstane ginn déi Avancen duerno zréckbezuelt, wann d'Leit d'Arriéréë kréie vum Fonds national de Solidarité. An dat ass eng wichteg Saach, mä nach erkläert dat wuerfir d'Dépensë vun den Offices sociaux an de leschte Joren éischter erofgaange sinn, wéi eropgaange sinn.

Da gëtt et Secours temporaires, wou ee kann d'Wantergeld erwähnen, wou ee kann den Traitement médical oder pharmaceutique erwähnen, wou keng Prise en charge ass, oder de Remboursement vun deem Deel, deen den Assuré muss bezuelen an deen d'Leit net kënne bezuelen. Et gëtt Subventioune fir éischt Kommiounen, Bar-Mizwaen an aner Fester a Geleeënheete vun där Zort. Et gëtt eng Partie Secours en nature: Bons de vivres; Placements; Loyer, deen en retard ass; Steiere vun de Gemengen; Elektrizitéitsrechnungen an esou weider.

D'Offices sociaux hunn och aner Prestatiounen, déi se assuréieren. Dat ass engersäits e Service d'accueil et d'écoute. Si informéieren d'Leit, si orientéieren se, si beroden se, wéi se musse virgoen, fir kënne vum Stat gehollef ze kréien. Si kollaboréiere mat de Servicer vum Stat a mat de Servicer vun enger ganzer Partie vu sozialen Ariichtungen: Foyers d'accueil, Maisons d'enfants an esou weider. Si géréieren heiansdo d'Akommes vu Leit, déi selwer net eens ginn. Si assuréieren d'Tutellen an d'Gérances de tutelles. Si orientéieren d'Leit bei enger ganzer Partie Problemer, si hëllefen eelere Leit, si assuréieren a verschiddene Fäll Repas sur roues an esou weider.

Wie kann op déi Prestatiounen, sief et finanzieller oder anerer Natur, vun den Offices sociaux zréckgräifen? Déi Leit, déi um Territoire vun der Gemeng wunnen, laut Registre de la population, ausser Urgencen. An Urgencë mussen d'Offices sociaux intervenéieren, och wann d'Leit net um Territoire vun där Gemeng domiciliéiert sinn. An ech mengen, hei misst een e puer Wuert soen iwwert den Domicile de secours an d'Gesetz vun 1897.

Am Résumé ass et esou an ass et am Fong ganz einfach: De Lëtzebuerger huet säin Domicile de secours an där Gemeng, wou säi Papp oder à défaut seng Mamm gewunnt huet, wéi hie gebuer ginn ass. Deen Domicile de secours kann ersat ginn duerch déi Gemeng, wou den Interesséierte während véier Joer consécutifs gewunnt huet an à condition, dass hie keng Secoursë vu senger Commune de résidence kritt huet.

Dat schéngt vläicht einfach, och vläicht komplizéiert, mä ass am Fong nëmmen den Ufank vun den Exceptiounen an de Komplikatiounen. D'Fro vun der Determinatioun vum Domicile de secours au titre vum Gesetz vun 1897 ass eng abstrus Wëssenschaft ginn,…

Une voix.- Très bien.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- …wou am Fong kee Mënsch sech méi dran erëmfënnt a wou d'Gemengen eng där anerer schreiwen, fir ze probéieren ze determinéieren, wou den Interesséierten dann effektiv säin Domicile de secours huet. An ech géif festhalen, dass dee Commissaire de Gouvernement, dee laut dem Gesetz vun 1897 sollt genannt ginn, ni genannt ginn ass, an dass een also och do bei enger administrativer Entscheedung kee Recours huet.

Bon, en vertu vum Gesetz iwwert den Domicile de secours...

(Interruption)

Gelift?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Et war anscheinend keen interessante Posten.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Jo.

(Hilarité)

En vertu vun deem Gesetz gëtt de Ministère de la Famille den Offices sociaux eng ganz Partie vun den Dépensen erëm. Zum Beispill bei den Auslänner iwwerhëlt de Stat d'Integralitéit vun den Dépensen.

Mä et muss een awer hei ganz kloer soen, Compte tenu vun deene Komplikatiounen; Compte tenu dovun, dass d'Offices sociaux souverän décidéieren, wat se maachen, dass se de Secours ginn oder net; Compte tenu dovun, dass d'Offices sociaux an de verschiddene Gemenge ganz verschiddenaarteger Natur sinn - an deene klenge Gemengen ass keen Office social à proprement parler wéi zu Lëtzebuerg, zu Esch, zu Déifferdeng oder zu Diddeleng -, gëtt et ënnerschiddlech Traitementer fir ähnlech Problemer. An dat ass och am Fong keng zefriddestellend Situatioun.

Dat erkläert och wuerfir d'Fro vun der Reform vum Gesetz iwwert den Domicile de secours scho säit längerer Zäit an der Diskussioun ass, mais je suis comme soeur Anne, je ne vois rien venir.

(Hilarité)

Den éischte Plan national d'action pour l'inclusion sociale 2001/2003 hat virgesinn: «la mise en place d'un groupe de réflexion en vue de préparer un projet de réforme de la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours et de l'arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846 sur la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance». Dee Grupp ass zesummekomm. En ass fënnef Mol zesummekomm: de 14. Mäerz 2002, den 2. Mee 2002, de 7. Mäerz 2003, den 2. Mee 2003 an de 25. Juli 2003.

En huet der Regierung Konklusiounen iwwerreecht an et gouf proposéiert, am Plan d'action national pour l'inclusion sociale 2003/2005 sollt e Projet de loi elaboréiert ginn, deen d'Gesetz vu '97 iwwert den Domicile de secours an den Arrêté royal grand-ducal ersetze géif.

Dee Groupe de travail hat am Fong fënnef Punkten ervirgestrach:

Éischtens, et soll een e Recht schafen „à l'aide sociale, assorti d'un droit de recours".

Zweetens, et soll een d'Bénéficiairë vun der Assistance vum Office social determinéieren iwwert den Domicile an d'Résidence sur le territoire communal.

Drëttens, et soll een den Domicile de secours duerch den Délai vun engem Joer de résidence definéieren, indépendamment vun den Aiden, déi ee ka riets a lénks kritt hunn. Ech hale fest, dass d'Vertrieder vum Ministère de la Famille net iwwerzeegt dovu waren, dass dat néideg wär.

Véiertens, et soll een dem Office social de Statut d'établissement public communal sous la surveillance de la commune et le contrôle de l'État ginn. Dat ass an de gréissere Gemenge schonn de Fall. A menger Meenung no, ass dat net iwwerall méiglech. Ech mengen, et ass och vläicht d'Méi wäert, dass een an deem Zesummenhang eng méi wäit gespaante Reflexioun ustrieft.

En termes vum Management muss ech soen: An enger Gemeng wéi der Stad Lëtzebuerg muss ee sech froen, ob et opportun ass, dass een den Office social huet - wéi mir een hunn -, dass mer e Service du Logement hunn, dass mer e Service Seniors hunn an dass mer e Service Jeunesse hunn. Vläicht wär d'Zäit komm, dass ee géif alles zesummeschléissen, an dass d'Gemengen e groussen Département social géife schafen, wou se all déi Saache matenee géife maachen. Ech wëll awer hei net déi do Diskussioun ze wäit féieren. Ech wollt et just erwähnen.

Wat mech iwwerrascht...

(Interruption)

Ah, jo! De Grupp huet och nach weider proposéiert, d'Offices sociaux solle regruppéiert ginn a regionale Büroen, an et soll een do de Recommandatioune vum Plan directeur d'Aménagement du Territoire follegen.

Wat mech wonnert, dat ass, dass an deene Konklusioune vum Groupe de travail am Fong näischt gesot ginn ass iwwert d'Détermination du domicile de secours an iwwert d'Simplificatioun vun de Modalitéiten an deem Zesummenhang.

Fir nach eng Kéier drop hinzeweise wéi komplizéiert déi Domicile-de-secours-Geschicht ass, géif ech e Beispill erwähnen, wat ech viru kuerzem op mengem Dësch leien hat. Do ass en Här, dee gebuer ass als Fils naturel, an dee legitiméiert ginn ass nom Mariage vu sengen Elteren. Dunn hu seng Elteren divorcéiert, an duerno huet seng Mamm sech fir d'zweet bestuet. De Mann huet entre-temps a fënnef verschiddene Gemenge gewunnt, mä huet den Domicile de secours de sa minorité behalen.

Et war also an dësem Fall e Kand, né d'un premier mariage; an dat wär datselwecht fir en Enfant naturel gewiescht. Do muss een en considération zéien: Wat waren d'Residenze vun der Mamm? Wann déi Residenzen en application vum Artikel 7 vum Gesetz fir d'Mamm net applicabel sinn, kënnen se awer applicabel gi fir d'Kanner. D'Residenze vun der Mamm an där Zäit, déi a Fro kommen, waren der eelef. Nach huet déi Persoun vun där ech schwätzen den Domicile de secours behalen an der Résidence de sa minorité, well entre-temps d'Secoursen accordéiert gi waren oder well aner Elementer derfir gesuergt hunn, dass keen neien Domicile de secours entstanen ass.

Entre-temps huet déi Persoun um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg gewunnt. Mir hunn am gudde Glawe Secoursë bezuelt. An elo erweist et sech, dass mer bei der Gemeng, déi den eigentlechen Domicile de secours ass, déi Sue mussen erëmfroen. Ech weess net, ob mer se kréien.

(Hilarité)

Mir hunn ons an onsem Bréif ganz vill Méi ginn, fir ze dokumentéiere wéisou onse Raisonnement en conformité ass mam Domicile-de-secours-Gesetz. Dat alles huet mech virdrun derzou bruecht, fir ze soen: Et ass eng absolut abstrus Wëssenschaft a mir däerfen ons d'Liewen net esou schwéier maachen.

Bon, verschidde Recommandatioune vum Grupp si menger Meenung no nach ze diskutéieren. Et muss ee sech froen, ob ee Joer Résidence duergeet. Mä, ech mengen, de Grupp huet seng Aarbecht gemaach. En huet seng Propositiounen op den Dësch geluecht, an ech mengen, mer kënnen net nach laang drop waarden, bis dass d'Regierung ons hei e Projet op den Dësch leet.

Dofir mäin Appel un d'Madame Minister vun der Famill: Wat ass säit deene Recommandatioune vun 2003 am Ministère geschitt? Wat hunn d'Servicer entre-temps gemaach? Wou si mer drun? A wat fir eng Richtung huet d'Regierung wëlles sech ze engagéieren? A schliesslech: Wéini ass d'Regierung gewëllt der Chamber e Projet op den Dësch ze leeën, fir d'Gesetz vun 1897 ze ersetzen?

Ech wëll dobäi soen, dass mir ons der Motioun vun onse grénge Kolleegen onbedéngt wëllen uschléissen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Diederich. Här Diederich!

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Merci, Här President. Madame an Här Minister, no deene ville Virriedner, an och no der Madame Spautz, déi fir eis Partei geschwat huet, kann ech mech méi kuerz faassen. Ech wëll fir d'éischt emol hei un de regrettéierte Kolleeg Deputéierte Marc Zanussi erënneren, dee schonn 1993 eng Proposition de loi gemaach hat iwwert deen heite Sujet. Déi ass net zréckbehale ginn, mä et kann awer sinn, datt déi den Ustouss ginn huet zum Gesetz vum 8. Dezember 2000, wou mer och elo de Rapport iwwert déi éischt fënnef Joer kritt hu vun der Madame Minister am Joer 2006.

Ech wëll an deem Zesummenhang och emol eppes Positives soen, mengen ech, datt och ee Merci, e Luef soll goen un déi Leit, déi fënnef Joer un deem Gesetz geschafft hunn. An ech denken dann do besonnesch un d'Interaction Faubourg an un d'Ligue médico-sociale. Gutt, et ass net alles perfekt gewiescht. Mir hunn och am Regierungsprogramm gesot, mir géife vläicht eng Rei Prozeduren änneren, wann et sech als noutwendeg erweist. Déi eenzel Fraktiounen hu jo och hiren Avis an d'Kommissioun vun der Famill eraginn, wat se anescht gesi wëllen. Och Interaction huet Propositioune gemaach, déi eventuell elo och da kënnen enger Revisioun ënnerzu ginn.

Ech mengen och soen ze kënnen, datt mir drageschriwwen hunn - dat Wichtegst -, dass mer och d'accord sinn an den Accord de principe ginn hu fir d'Faillite civile. Mir hunn zwar nach keng Detailer, also all d'Paritéiten, duerchgerechent, duerfir fuere mer

iwwert den däitschen an de franséische Modell, mä ech menge vum Prinzip hier si mer awer d'accord, wéi och eng Rei aner Fraktiounen. Ech mengen herno wäert d'Madame Minister op dee Punkt agoen.

Ech wollt just nach kuerz e puer Punkten erwähnen. Et ass de Mëtteg geschwat gi vun deenen, déi am meeschte gefährdet si vum Surendettement a vun der Aarmut. Ech wëll elo just ee Punkt erwähne bei den Diskussiounen, dat neit Scheedungsgesetz. Et wier gutt, wa mer och do géifen oppassen - et ass gesot ginn, d'Alleinerzieher sinn direkt do touchéiert -, dass mer dann och besonnesch dee sozialen Aspekt bei deem neie Gesetz berücksichtegen.

Bei Famillje mat méi Kanner géif ech besonnesch appeléieren un de Problem an de Maisons relais. Wann do eventuell sollen déi finanziell Apportë vun der Regierung a vun de Gemenge plafonnéiert ginn, da wäerten och vläicht eng Rei Famillje Schwieregkeete kréien, fir da vun deene Strukturen ze profitéieren.

De soziale Wunnengsbau ass elo grad genannt ginn. Ech mengen, et ass ganz wichteg, datt een dat als Buergermeeschter och hei ënnersträicht. Mir selwer hunn och - ee Beispill, wat ech och emol wollt soen - dee Projet gehat. En ass awer gekippt gi vun enger neier Majoritéit. Net all Conseillere sinn esou dervunner iwwerzeegt. Ech wier awer frou, wann den Här Minister - en ass elo hei - eis kéint hëllefen ee Projet vläicht, wann en och méi kleng gëtt, awer op de Wee ze bréngen. Mir géifen dat gäre maachen. Mir kréien och eng Eenegung. Heiansdo dauert et e bësse laang - mä eng kleng Kritik muss jo awer och sinn - bis mer virukommen, mä mir si jo nach disposéiert, wéinstens a méi enger klenger Form, dee Projet do duerchzezéien.

Et ass och geschwat gi vun de Problemer, fir hei am Land seriö Prêten ze kréien. Do seet natierlech ee Betrib wéi d'Spuerkeess: Mir verlaangen eng gewësse Garantie vun esou vill Euro pro Demandeur. Da si vill Leit, déi dat net kënne maachen. Da gi se natierlech an d'Ausland - wat hei gesot ginn ass - déi Prêten ophuelen. Do muss een natierlech och aner Prinzipien awer net a Fro stellen: d'Bankgeheimnis - ech mengen et wëllt jo keen dat ofschafen -, den Dateschutz. Et ass och méiglech, datt eventuell nach e klenge Prêt accordéiert gëtt bei enger seriöer Lëtzebuerger Bank. Da ginn awer d'Leit doriwwer eraus nach en zweete Prêt engagéieren an d'Ausland, do wou d'Bank net kann intervenéieren.

D'Inegalitéite sinn elo grad och ugesprach ginn. Ech mengen, et ass gesot ginn, datt déi Schéier erëm méi auserneeklafft, mä ech mengen, et muss een och nach déi sozial Transferten erwähnen. Et ass vum Här Schaaf gesot ginn, et wiere 40%; mir kommen op 13% erof. Ech mengen, dat ass awer ee Beispill, datt och de Stat mat deem sozialen Transfert gutt ka soen: Et geet net duer, mir mussen nach méi do maachen. Mä ech mengen, datt awer do och schonn eng Méiglechkeet besteet, fir déi Zuel natierlech vill méi kleng ze halen. Et muss een zwar soen, datt ee muss méi differenzéiert virgoen - dat ass richteg -, méi selektiv virgoen, manner mat der Géisskan, fir besonnesch deene Leit ze hëllefen, déi am meeschten Hëllef brauchen.

Den Här Gibéryen an och anerer hunn de Crédit d'impôts ugeschwat. Ech mengen, och bei eis ass dat elo diskutéiert ginn. Mir sinn amgaang och ze kucken awéiwäit mer kënnen deene Leit, déi wierklech keng Steiere kënnen nogelooss kréien, iwwert deen dote Wee hëllefen. An ech mengen, et geet drëm fir an allen Décisiounen, déi elo kommen déi nächst Zäit, eng transversal Komponent ëmmer am A ze behalen, wéi et och am Kontrakt war vun Europa, iwwerall déi transversal sozial Komponent mat ze considéréieren, wann een Décisiounen op deene verschiddenen Niveauen hëlt.

Et ass geschwat gi vu Preventioun. Dozou muss een och e Wuert soen. Obschonn am Rapport steet, et wiere méi déi Zwëschefäll, wéi Scheedung oder Krankheet oder Aarbechtsverloscht, déi méi géifen an d'Gewiicht falen, mengen ech awer och, datt ee muss an der Preventioun méi wäit goen, besonnesch bei der Jugend. Mir hu scho ganz vill Beispiller opgezielt déi lescht puer Méint hei an der Chamber, wou ee méi misst maachen. An der Schoul zum Beispill ass hei geschwat gi vun enger besserer statsbiergerlecher Ausbildung, zum Beispill de Schüler méi iwwer Europa bäibréngen oder och iwwer Verkéierssécherheet, Ëmwelt, Drogen, Ernährung a Gesondheet. Ech mengen, dat sinn eng ganz Rei Saachen, déi ee maache kënnt.

Ech hu scho probéiert dat och an d'Kommissioun fir d'Educatioun mat eranzebréngen, mä mir sinn e bësse wéi am Gemengerot d'Conseilleren, awer fir et ëmzesetzen, do gëtt et Problemer. Ech mengen, et gëtt e Problem vum Personal, vun den Enseignanten, fir dat ze maachen. Besonnesch gëtt et dann och de finanzielle Volet, fir dat doten alles dann och kënnen ëmzesetzen.

Ech wollt awer ee Beispill nennen, wat och de Mëtteg scho gesot ginn ass: Déi jonk Leit si ganz staark geprägt vun dem Rôle intégrateur. Dat heescht, wa se gesinn an der Grupp, datt déi aner Leit dat hunn, da mussen se och eventuell dat e bësse matmaache kënnen, soss fillen se sech dann do dévaloriséiert. An ech mengen, et ass ganz wichteg, dass een do awer geziilt déi Preventioun do vläicht verstäerkt.

Et ass och de Fall Automobil ugeschwat ginn. Ech wëll hei keng Reklamm maachen, ech si keen Autoshändler, mä ech mengen, och do gëtt et, wann een d'Zeitunge genau kuckt, ganz valabel Autoen, déi duerchaus och haut technesch an der Rei sinn an och laang genuch halen, genau wéi anerer. Mä et keeft kee Mënsch déi, well se net in sinn. Ech mengen, wann Dir elo d'Zeitunge kuckt, gëtt et ganz komfortabel Autoen, souguer grousser, Vanen an esou weider, mä déi keeft keen. Da ginn d'Leit hin, si kafe fir deeselwechte Präis Occasiounen, déi in sinn, déi och modern sinn, an no zwee, dräi Méint hu se dann eng Reparatur, déi da schonn den éischte Prêt noutwendeg mécht. Dat ass nëmmen ee Beispill.

Dann nach ee Wuert och zu der Mobilitéit, déi méi grouss ass. Ech mengen, wann eis jonk Leit dauernd ënnerwee sinn, vill Fräizäit hunn, vill erëmkommen an de Stied am Ausland, wou se och...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...kënne méi Geld ausginn, dann ass dat eng grouss Gefor.

Mir hu schonn e Begréff dofir, deen ech eréischt eng Kéier an der Schoul bei mir virun dräi, véier Joer héieren hunn: Oniomanie. Ech hunn dee Begréff net kannt, en ass a kengem Dictionnaire dran, mä dat bezeechent d'Kaufwut. Dat ass en neie Begréff, deen et och offiziell am Franséische gëtt, an dee kënnt net vun näischt. Dat beweist, datt eng ganz Rei Leit vun där dote Manie bedroht sinn.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Erlaabt mer awer nach e Beispill ze ginn, och wann et schonn e bësse méi spéit ass, vu Lëtzebuerger Publicitéit...

Une voix.- Et ass hallwer sechs!

Une autre voix.- Schwätzt e bësse méi lues, da versteet een eppes!

M. le Président.- Jo, mä et versteet een net alles, well heibannen esou vill Gespréich ass, datt een den Här Diederich bal net kann héieren.

(Interruption et hilarité)

A wann den Här Diederich sollt ee stéieren heibannen, da muss deen dat soen, dann hëlt den Här Diederich Akt dovunner. Mä elo géif ech bieden, fir weiderzefueren.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Ech hunn e Beispill, dat ech wëll ginn, vun enger Publicitéit, déi mech net geiergert awer trotzdeem gestéiert huet an déi een och elo viru kuerzem héieren huet.

All Reesbüro kann eng Pub maachen iwwert d'Vakanzen. Wann ech awer héieren, datt op eemol een esou eng Pub mécht iwwert déi al Leit, wou gefrot gëtt, ob se doheem wieren. Neen, heescht et dann, si sinn net hei, si sinn a Florida. Okay, et kann een eng Kéier dohinner fueren. „Gutt, da komme mer d'nächst Woch oder a 14 Deeg." - „Neen, da si mer an der Karibik."

Ech mengen, dat si Saachen, déi ee stéieren. Do muss een och vläicht kucken, awéiwäit een do kann awierken, fir esou Saachen um Privatmarché ze évitéieren.

Dee leschte Punkt nach vum Rôle social vun de Gemengen. Ech wier frou, wa mer och do kënnte vläicht méi einfach differenzéiert Taxë maachen. Et gëtt och gesot: Dat geet net, well mer dee ganz bekannten Adage hu vun der Égalité des citoyens devant la loi. Mä ech mengen, d'Gemenge wiere gutt, wa se kënnten op deem Wee och selwer méi differenzéiert virgoen. Et géif vläicht méi Aarbecht ginn, mä si hätten dann d'Méiglechkeet, wa se dat wëlle maachen, fir hir Bierger och do vläicht méi differenzéiert ze behandelen.

Ech weess, a mir maachen dat och, et ass genannt ginn de Mëtteg, et gëtt d'Prime de chauffage, d'Allocation de vie chère, Primë fir Étudianten an esou weider. Mä et wieren nach aner Méiglechkeeten dran, fir deene Leit ze hëllefen, déi effektiv de Moment scho Schwieregkeete mat den Taxes communales hunn.

Ech wollt nach just ee Wuert soen zu den Offices sociaux. D'Madame Flesch huet dat hei ganz gutt erklärt, och den Domicile de secours. Dat ass och dat, wat eis um Häerz louch an de klenge Gemengen.

An zum Schluss wéilt ech d'Madame Minister froen, ob se kuerz kënnt agoen op dat, wat se gesot huet an hirer Campagne, déi lancéiert ginn ass 2005, iwwert déi Moossnamen, an déi zweet an drëtt Phas mat nach méi Aktiounen, fir méi geziilt iwwert divers Manifestatiounen op eng Rei Problemer vun dem Surendettement anzegoen.

Ech soen Iech da Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Domat ass d'Debatt ofgeschloss an elo huet d'Regierung d'Wuert. Fir d'éischt d'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing fir d'éischt froen, datt Dir mech géingt no 20 Minutten ënnerbriechen, fir datt mäi Kolleeg, de Fernand Boden, och nach hei zu Wuert kënnt.

Et ass net einfach, fir op eng Debatt vu véier Stonnen a 40 Minutten ze äntwerten. De Minister Biltgen hat Iech matdeele gelooss, datt hien eng Kéier extra heihinner kënnt, wann dat Äre Wonsch ass, fir iwwert den Aarbechtsmaart ze diskutéieren, dee jo e wichtege Punkt awer och an der Bekämpfung vun der Aarmut ass. Obschonn een och muss wëssen, datt och Leit, déi eng Aarbecht hunn, net automatesch domadder net an d'Aarmut kënne kommen. Et gëtt och Leit, déi schaffen an déi Sue verdéngen, an domadder trotzdeem nach ëmmer aarm sinn.

Wa mer déi Ziffere kucken, dann, mengen ech, ass dat eppes, wou ee sech muss soen: All Aarmen an enger Gesellschaft ass een Aarmen ze vill. Et muss een awer och realistesch genuch sinn, fir ze wëssen, datt, egal wat mer maachen an egal wéi mer eis uleeën, mir et wahrscheinlech awer net fäerdeg kréien och an deem räiche Lëtzebuerg fir deem leschte Mënsch, deen ënner Aarmut leit, hëllefen ze kënnen. An trotzdeem muss een och wëssen, soulaang wéi d'Aarmut besteet, bleiwen och Diskriminatioune bestoen, doduerjer, datt een ausgeschloss ass vum Aarbechtsmaart, vum Logement, vun der Sécurité sociale a vun anerem.

D'Lobby vun deenen Aarmen ass och seelen esou grouss wéi de Mëtteg hei. Meeschtens ass et eppes, woufir net terribel vill sech begeeschteren. An et ass éischter schwéier fir déi aarm Leit, fir sech Gehéier ze verschafen, besonnesch an enger Gesellschaft, wou alles ëm de renge Konsum geet. Et ass hei geschwat ginn iwwert d'Autoen. Et ass geschwat ginn iwwert d'Vakanzen.

Ech muss wierklech soen, mech geheit et terribel, wann ech ëmmer erëm héieren, wann eng Vakanz ass, bei deene 77 Spiller, déi dann do mat de Leit gemaach ginn op de Radioen, datt dann emol gefrot gëtt: „Gitt Dir dann net fort an d'Vakanz?" Dat ass ëmmer emol dat, wat derzougehéiert, dat ass de klassesche Spréchelchen. An da mierkt een, wéi genéiert op där anerer Säit ganz dacks Leit sinn, dacks Kanner sinn, déi da soen: „Neen, mir ginn net." Et huet ee bal néideg sech ze entschëllegen, datt een heiheem bleift.

Ech mengen och, datt et gutt wier, wa mer eis emol géinge mental erëm domadder offannen an ofginn, datt net alles muss ëmmer nëmme just do Richtung Konsum goen.

Et ass hei geschwat gi vu Markekleeder. Et gëtt Länner, wou erëm driwwer nogeduecht gëtt, ob d'Kanner sollen eng Schouluniform kréien, fir deem Chaos do en Enn ze maachen.

Da wier et och wichteg ze froe bei der Aarmut: Wien ass dat? Kanner? Fraen? Männer? Mir wëllen an der Zukunft eis Statistiken och kucken, besonnesch och an deene Servicer, mat deenen ech eppes ze dinn hunn, fir dat och ze ventiléieren no Männer a Fraen, a sécher sinn et och Fraen, déi an d'Aarmut falen. De President hat eng Kéier och iwwert d'Scheedunge geschwat, wouno een och kucke muss. Et sinn awer och Männer, déi no Scheedungen aarm ginn. Et ass also net e Phenomeen, deen nëmmen zu enger Säit fonctionnéiert, mä wou een dann och wierklech muss kucken, wat een dergéint ka maachen an deem neie Scheedungsgesetz.

Do derniewent gëtt et selbstverständlech déi sozial an déi kulturell Aarmut. De Mangel un Unerkennung, datt ee keng Frënn huet, datt een ausgeschloss ass vun der Gesellschaft, an ech denke besonnesch och un d'Isolatioun vun eelere Leit, vu behënnerte Leit, trotzdeem datt se vläicht finanziell Mëttelen hätten.

Den Deputéierten, den honorabelen Här Adam, hat de Mëtteg virun allem och op de Rapport „Travail et cohésion sociale" vum Statec higewisen a geschwat vun der Zuel vun 11,5% am Joer 2003, déi op 13% 2005 eropgeet.

Ech wëll probéieren dat kuerz ze maachen, mä awer trotzdeem och soen, datt et ewell ëmmer schwéier war, fir d'Aarmut ze definéieren. Et ass schwéier se ze definéieren am eegene Land. Et ass nach méi schwéier, wann een se definéiere wëllt iwwert d'Grenzen eraus, oder dat och ze maache mat anere Länner.

D'Europäesch Unioun hat duerfir am Joer 2000 mat der Lissabon-Strategie erkläert, datt d'Aarmut zu hirem prioritären Zil géing ginn, an dobäi koum et zu enger Definitioun, déi d'Aarmut als e relative monetäre Risiko begräift. Dat heescht, et gëllt als aarmutsgefährdet, wann ee par rapport zu der Bevölkerung am eegene Land ënner engem bestëmmten Akommes läit.

Dunn si komplizéiert statistesch Verfahren a Moosseenheeten definéiert ginn, déi ech net wëll an net kann hei opzielen, well et éischtens deen heite Kader géif sprengen, an zweetens, mengen ech, och net ganz vill Leit dat do géife verstoen.

Fir ze verstoen, wat déi zitéiert Tauxen awer bedeiten an d'Geforen am Zesummenhang mat hirer Entwécklung, muss een déi jo richteg aschätzen a muss ee méi genee kucken, wat déi Chifferen heeschen a wéi se dann zustane komm sinn.

Et geet eng Kéier Rieds iwwert de relativen Aarmutsrisikoquotient. Dat muss ee sech schonn eleng virstellen: de relativen Aarmutsrisikoquotient! Taux de risque de pauvreté relative - dat ass méi einfach ze soen.

Do geet et also drëm, fir ze kucken, wat fir een Deel vun der Bevölkerung relativ zu sengem Land engem monetären Aarmutsrisiko ausgesat ass, respektiv wéi vill Prozent vun de Leit mat hirem Revenu ënnert dëser Aarmutsrisikogrenz leien. Dës Grenz gëtt am Eurostat op 60% vun engem statistesche mëttlere Revenu disponible par équivalent adulte festgeluecht, a louch fir 2005 fir eng Persoun de Mount bei 1.423 Euro, a fir e Stot mat zwee Erwuessener a mat zwee Kanner ënner 14 Joer bei ronn 3.000 Euro fir Lëtzebuerg. 3.000 Euro, un der Aarmutsgrenz? Dat ass eppes, wat een, mengen ech, sech awer och emol eng Kéier muss unhéieren.

Et gëtt eng ganz Partie vu Froen, déi ze beäntwerte sinn an déi een och am Kontext vun deene Statistike kucke muss, a wéi een dat dann och interpretéiere muss.

Éischtens muss een emol soen, datt déi Tauxen, vun deene mer hei schwätzen, net heeschen, mir hätten esou vill Prozent aarm Leit hei am Land. Dat gëtt no bausse jo ëmmer esou duergestallt a vereinfacht duergestallt, an duerfir och ëmmer falsch duergestallt. Et geet hei ëm e statistesche relative Risikowäert, deen net seet, datt déi, déi dorënnerfalen, als aarm ze bezeechne sinn. An op EU-Niveau gëtt amplaz vun Aarmutsrisiko ganz dacks den Term vun „bas revenu" gebraucht, dee menger Meenung no och der Saach méi no kënnt.

Da gesäit een, datt an deenen Tauxen nach ongefeier 2% vu Variatioun méiglech sinn, an ech denken och, datt dat eppes ass, wat wichteg ass. Mir leien elo mat deenen 13%, déi de Statec virausgesinn huet an déi dann och nach net bewise sinn, a relativ guddem Verhältnis vis-à-vis vun der Moyenne vun Europa, déi bei 16 oder 17% läit. An an deene leschten zéng Joren hate mir eis nach ëmmer zwëschent 10 an 13% beweegt. Dat heescht, mir haten och nawell Joren, wou mer op 13% waren. Den Ceps geet elo domadder méi virsiichteg ëm a seet, et bestéing eng relativ Stabilitéit vun deem Indicateur an eisem Land.

Da gëtt et nach eng ganz Partie vun anere Saachen, déi ech awer elo net hei opziele wëll, mä déi ech awer gären nach eng Kéier och schréftlech der Chamber zur Verfügung stellen, well dat soss ze wäit féiert.

Eng vun de Feststellungen, déi een awer ka maachen, ass déi, datt et besser ass zu Lëtzebuerg aarm ze sinn, wéi an anere Länner

an Europa aarm ze sinn. Dat, mengen ech, kann een awer nach ëmmer behaapten. Och wann dat ugepasst ass un d'Entwécklung vun de Präisser an engem Land, dann ass et awer kloer, datt ee sech zu Lëtzebuerg nach méi ka leeschten, wéi dat op anere Plazen de Fall ass.

Och e wichtegt Argument, fir dee Risiko do méi kleng ze halen, ass ouni Zweifel - an dat ass vu bal alle Riedner och hei gesot ginn - d'Chance, déi mer hunn, datt mer en RMG hunn.

Elo gëtt et natierlech eng grouss Diskussioun, déi ee kann doriwwer féieren, ob den RMG ze héich ass oder ob en ze déif ass. An et wär och derwäert, fir déi Diskussioun eng Kéier ze féieren. De Xavier Bettel hat gesot, de Mindestloun ass net ze héich, mä den RMG ass nach manner héich. Wann ee mam Mindestloun also net méi auskënnt, wéi kann een da mam RMG auskommen, deen nach manner héich ass?

Ech weess awer, datt déi Diskussioune gefouert ginn, a si sinn och net an alle Fäll falsch. Deemno wat datt ee mécht, ass et net onbedéngt eng Motivatioun, fir schaffen ze goen. Mir hunn awer en Ënnerscheed doranner, datt deen, dee mam RMG schaffe geet, och méi kritt wéi en aneren. Et rentéiert sech also och, wann een am RMG dran ass, fir schaffen ze goen.

Op där anerer Säit wësse mer awer, datt nëmmen 10% vun deene Leit, déi den RMG kréien, capabel si schaffen ze goen. Et muss een sech och an d'Haut vläicht vun enger Partie vu Patronë setzen, déi déi Leit dohinner geschéckt kréien, a wou et also och net ëmmer esou einfach ass, fir déi dann ënnerdaach ze kréien. Meng Servicer gi sech vill Méi, fir och fir déi Leit do Beschäftegungen ze fannen, mä dat ass, wéi gesot, net alles esou einfach.

Den RMG zu Lëtzebuerg geet duer. Am Regelfall gesi mer jo, datt déi allermeescht Leit eng Televisioun hunn an déi allermeescht dann och nach en Handy. Da komme mer op déi Saachen, fir déi et wahrscheinlech schonn net méi duergeet oder bei deene meeschten net méi duergeet: Dat sinn d'Autoen; dat sinn d'Vakanzen; dat sinn d'Eegenheemer. Dat ass eppes, wat mat deene Suen net méi ze maachen ass.

Mä besonnesch dramatesch gëtt et, an den Här Adam hat dat och hei ervirgeruff, wann déi Leit, déi, trotzdeem datt se an der Krankeversécherung sinn - an d'Madame Spautz hat och nach dovunner geschwat -, bei den Dokter ginn an, wa se hir Rechnung net bezuelen, dann och net behandelt ginn.

An do, mengen ech, misste mer seriö driwwer nodenken, wéi et do mam Tiers payant wär fir eben déi doten Zort vu Leit. Dat sinn och ëmmer erëm Diskussiounen, déi gefouert ginn, a wou et dann och ëmmer erëm op där anerer Säit Argumenter gëtt, mä ech denken awer, datt dat ee vun deene Punkte vun där Diskussioun vun de Mëtteg ass, wou een nach eng Kéier misst nokucke wéi déi an der Realitéit ëmzesetze sinn.

Ech géing vläicht och wëllen eng Kéier just dee Chiffer nennen, dee mer 2006 un RMG bezuelt hunn: Dat waren awer 95,2 Milliounen Euro. Et ass vläicht net jiddfereen, dee sech och doriwwer Rechenschaft ofleet, mä dat ass awer dat, wat mer ausbezuelt hunn. An ech denken elo, datt den RMG wierklech e wichtege Modérateur ass, fir eben ze verhënneren, datt déi Leit, déi sech am Risiko befannen, wierklech an déi grouss Aarmut kommen.

Et ass en Netz, bei deem mer awer musse kucken, datt och déi Maschen net ze vill grouss ginn, a vun deem mer och musse wëssen, datt jo net jiddfereen dovunner ka profitéieren. Déi Leit, déi aus Drëttlänner kommen, déi nach keng fënnef Joer hei am Land liewen, kréien den RMG net, grad d'selwecht wéi och déi jonk Erwuessen, déi manner wéi 25 Joer al sinn, déi och net dovunner profitéiere kënnen.

Den RMG ass - an ech denken, datt dat och richteg war - den 1. Januar ugepasst ginn. An d'Regierung huet dat iwwer e Règlement grand-ducal gemaach, mam Mindestloun.

Mä, wéi gesot, déi Diskussiounen, déi och den Här Bettel hei gefouert huet, sinn awer sécher esou ganz alleguerten net aus der Loft gegraff.

Dann ass gefrot ginn, wat déi Instrumenter sinn, déi d'Regierung huet. Ech denken, datt mer och net alles nei brauchen elo den Nomëtteg hei ze erfannen. Mir hunn de Plan d'action national pour l'inclusion sociale, deen och d'Chamber zougestallt kritt huet. Dat ass fir mech eigentlech de Pakt, dee besteet, fir géint d'Aarmut virzegoen a fir déi och ze bekämpfen.

Ech wëll elo net erëm op all dat agoen, wou dat an Europa décidéiert ginn ass, mä dat ass awer eppes, wat och iwwer Europa komm ass. Meeschtens beschwéiere mer eis jo iwwer alles, wat net gutt ass a vun do kënnt. Heiansdo ass et jo gutt, fir ze weisen, datt et awer och an eisen eegene Länner dozou féiert, datt mer eis aner Gedanken doriwwer solle maachen.

Mir si gefrot ginn, fir véier Prioritéite festzehalen. An dat si fir 2006 déi Aktiounsfelder, déi erausgesicht goufen, nodeems d'Prioritéite vun engem interministerielle Grupp zesumme mat de betraffenen Acteuren, mam Grupp vum Plan d'inclusion, de Sozialpartner an den ONGen aus deem Beräich och festgehale goufen. Et ass also och déi Plattform, wou dat festgehale gouf. An ech denken, datt et och déi richteg ass, well och d'Acteure vum Terrain dobäi waren, déi Leit, déi do Responsabilitéit haten, fir also och ze soen, wat fir si wichteg ass.

Véier Prioritéiten, vun deenen eng eng aktiv Beschäftegungspolitik ass, bei där d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet eng absolut Prioritéit huet, an iwwert déi wéi gesot de Minister Biltgen schwätze kënnt.

Eng Familljepolitik, déi den Elteren den Zougank zur Aarbecht erliichtert, andeems se d'Conciliatioun vun der Famill an dem Beruff erméiglecht an domat zur Reduktioun vun der Kanneraarmut bäidréit. Ech wëll och soen, datt déi nei Konventioun, déi mer mam Syvicol ausgeschafft hunn, jo och virgesäit, datt an de Maisons relais an an de Crèchen d'Präisser ugepasst sinn un d'Akommes vun den Elteren, an datt ech ëmmer gesot hunn, ech wëll net hunn, datt ee Kand net dovunner profitéiere kann. Wann d'Elteren dat net kënne bezuelen, da soll dat bezuelt ginn iwwert den Office social, an da kréien d'Gemengen dat iwwert de Familljeministère zréck.

Iwwert de Logement wäert de Minister Boden schwätzen.

D'Schoulpolitik ass de véierte Pilier gewiescht, dee virun allem och op méi eng staark Preventioun vu schoulesche Mësserfolleger an op eng Verbesserung vun de Kompetenzen ausgeriicht ass, an och déi Zuele sinn hei genannt ginn.

Dann huet den honorabelen Här Diederich elo grad op d'Gesetz higewisen iwwert d'Iwwerverschëldung, iwwert déi mer e Rapport gemaach hunn. Mir hu festgestallt an deem Rapport, datt et am mannste Fall eigentlech Leit sinn, déi an d'Iwwerverschëldung kommen doduerch, datt se vill consommëieren, mä si kommen dran duerch Krankheet; si kommen dran doduerch, datt se hir Aarbecht verléieren; doduerch, datt se gescheet ginn. Et gëtt vill méi esou Fäll wéi am Fong den iwwerméissege Konsum.

D'Preventioun ass sécher eppes, wat wichteg ass. Doriwwer ass geschwat ginn. Mir sinn elo och amgaang en Dépliant auszeschaffen, deen deemnächst erauskënnt, fir d'Leit drop opmierksam ze maachen, datt, wa se e Prêt sollen ënnerschreiwen, se sech och sollen d'Froe stellen, ob se dee wierklech brauchen an ob et sënnvoll ass, fir dat ze maachen; gradesou wéi och vun de Surendettementsservicer Konferenze gehalen a Presseartikele geschriwwe goufen, fir eben d'Preventioun ze maachen.

Prozeduren: Do wosst Der, datt 2.159 Demanden an déi Servicer erakomm sinn zwëschent 2001 an 2005. Dat sinn awer déi Leit, déi sech Rechenschaft ofgeluecht hunn driwwer, datt se an enger schlechter Situatioun sinn. Wann ee bis dohinner geet, da weess een, datt een e Problem huet. Wéi vill datt der awer net dohinner goungen, well se nach ëmmer gemengt hunn, si kéime vläicht selwer do eraus, dat kann ech natierlech net soen. Mä ech ka mer awer virstellen, datt do och nach eng Partie Donkelziffere bleiwen.

63 Dossiere sinn an d'Commission de Médiation komm. Do si siwe Pläng, déi an der Zwëschenzäit ewell ofgelaf sinn. 31 hunn e Plan de redressement arrêtéiert. 24 Pläng sinn op d'Friddensgeriicht komm. An do sinn der och 11, wou de Friddensriichter e Plan de redressement fäerdeg kritt huet. Op alle Fall krut och all Client Informatioun a Rotschléi, wéi e sech a senger finanzieller Lag sollt verhalen, an och gouf de Leit d'Méiglechkeet ginn, fir erëm hir Schold kënnen zréckzebezuelen an domat och e Liichtbléck ze kréien, fir aus där Iwwerschouldungssituatioun erauszekommen.

A wa mer wëssen, datt 60% vun deene Leit der sinn, wou Kanner am Stot draliewen, dann ass et och kloer, datt dat ee vun deene Punkten ass, wou mer géint d'Kanneraarmut wëlle virgoen.

En zousätzlecht Hëllefsmëttel ass de Fonds d'assainissement en matière de surendettement, wou ee kann e Prêt bis 12.000 Euro maachen. Et goufen zwielef esou Prêtë gemaach, mat 60.000 Euro. An 9.530 Euro goufen och zréckbezuelt vun de Clienten an der Zwëschenzäit. Et sinn och Prêten, déi a Secoursen ëmgewandelt goufen, also net méi do drënnerfalen.

Wat sinn d'Changementer? Do sinn et virun allem d'Faillites civiles, op déi jo hei higewise gouf a wou meng Servicer amgaange sinn dorunner ze schaffen a wou ech hoffen, datt deemnächst déi Propositiounen dann och an de Justizministère kënne virugoen, well dat war d'Demande vun der Familljekommissioun, datt och Är Kommissioun hannenno soll kënnen en Avis dozou ofginn, well dat jo awer eng Fro ass, déi iwwert d'Kompetenze vun eis eleng ewechgeet.

Datt een och an der Zukunft der Commission de Médiation den Optrag soll ginn, fir déi Admissiounen ze kontrolléieren, mengen ech, wär eng gutt Initiativ, well mer awer mierken, datt eng Partie vu Leit och einfach nëmmen do an déi Servicer ginn, fir emol nach sechs Méint Ausstand ze kréien an dofir net musse Saisien a Cessiounen ze bezuelen; fir dat einfach ze verhënneren.

D'sozial Strukturen, de Rôle vun den Officesocialen ass haut de Mëtteg méi dacks hei ugeschwat ginn. An ech denken, datt et virun allem op nationalem wéi op regionalem Plang an öffentlecher an a privater Hand eng ganz Partie Hëllefe gëtt, vun deenen d'Leit profitéiere kënnen. Mir hunn am Ministère selwer esou ee Service de solidarité, dee fir 2007 e Budget huet vun ëmmerhin 13.362.000 Euro, an dee funktionéiert e bësselchen esou wéi der Madame Flesch hiren Office social, wou d'Leit kommen a wou se och kënne gehollef kréien, ouni datt dat no dacks komplizéierte Methoden awer erofgeet, wou se emol fir d'éischt berode ginn, wou se op aner Servicer kënne verwise ginn, mä letztendlech awer och finanziell Hëllefe kënne kréien.

Ech denke besonnesch u Kanner, déi an eng Crèche wëlle goen, wou d'Elteren awer keng Plaz kréien an enger öffentlecher oder an enger konventionéierter Crèche, esou datt se also an eng privat Crèche musse goen, wou se dann eng Hëllef kréien, fir eben déi Crèche ze bezuelen.

Mir bezuelen och dacks Cotisatioune viru vun de Krankekeesen. Och dat ass eppes, wat vläicht net jiddferee weess. D'selwecht wéi mer eis och bedeelege bei Kanner, déi am Ausland sinn, an Internater, déi eben dohinner placéiert ginn, well mer hei zu Lëtzebuerg net déi adequat Hëllefe fir déi Kanner an eise Schoulen hunn. Dat sinn 150 Kanner, déi de Moment do betreit ginn.

En anere Problem, wou mer de Mëtteg och ewell hei dovun héieren hunn, ass dee fir en offiziellen Domicile ze kréien. Dat ass eng Schwieregkeet, wou mer ëmmer méi mierken, wou d'Gemenge probéieren, do derlaanscht ze kommen, wat dann dozou féiert, datt mer mussen aner Weeër goen. Mir hunn elo mat enger ganzer Partie vun Associatiounen Ofkommesse gemaach, fir datt mer an enger Iwwergangszäit déi Domicilë fäerdeg kréien, fir datt d'Leit en Usproch kréien op hir sozial Rechter, fir datt se kënnen affiliéiert ginn an der Krankeversécherung, fir datt se kënnen eng Demande maache beim RMG oder och nach, fir datt se sech kënnen um Aarbechtsamt umellen.

Mir gesinn, datt eng Partie vu Leit et domat schwéier hunn, well se ebe kee Logement méi hunn an da kucken, fir bei Frënn ënnerdaach ze kommen, op de Campinger dorëmmer ze logéieren oder awer op de Stroossen oder an de Spideeler sinn, wat dann natierlech awer fir si ganz schwiereg ass. En Aarbechtsgrupp, deen aus Vertrieder vum Innen- an Ausseministère an och vum Familljeministère zesummegesat ass, ass amgaange Kritären auszehandelen, fir datt mer och déiselwecht Moossen da fir jiddfereen huelen an net deen een oder deen aneren aneschters behandelen.

Bei der Reform vum Gesetz iwwert d'Domiciles de secours wäerte mer deen dote Problem och léisen.

Dann hu mer d'Wanteraktioun, déi eis 75.000 Euro d'Joer kascht. Dat ass fir deene Leit e Logement ze ginn, déi net ënnerdaach kommen. Mir hunn eng ganz Partie vu Servicer, déi iwwert d'Land bestinn, mä déi net duerginn, wann et ebe kal gëtt. Da kommen se also an Hotelen ënnerdaach, wou mir dann déi gratis Bongen de Leit zur Verfügung stellen iwwert d'Associatiounen, wou se da logéiert ginn an och moies nach de Kaffi kréien. Dagsiwwer gi se a Servicer, déi och konventionéiert sinn, wou se waarm Molzechte kréien.

Dat wat mir feststellen, dat ass, datt och ëmmer méi Jugendlecher ënner 25 Joer op der Strooss sinn, an datt mer also do musse kucken, fir Opfangstrukture méi spezifesch fir si ze maachen.

Déi Leit mussen, wa se eppes hunn, no hirem Akommes matfinanzéieren, mä wa se näischt hunn, da kënne mer selbstverständlech näischt ofhuelen. Déi Opfangstrukturen hu virun allem d'Aufgab fir den Accueil ze maachen, de Logement, ze kucken, datt déi Leit eng Aarbecht fannen an och e psychosozialen an éducativen Encadrement hunn.

Mir sinn och amgaang eng Etüd ze maachen iwwert déi Leit, déi op der Strooss sinn, oder déi an esou Centres d'accueil sinn. An do goufen et am Februar 2006 715 Persounen, déi dorënner gefall sinn, a soubal wéi mer dat méi genau hunn, wäerte mer dorobber zréckkommen.

Ech wëll just eng Kéier soen, datt hei an der Stad et de Foyer Ulysse ass, zu Koplescht ass et de Centre de l'Oseraie. Mir hunn awer och Strukturen zu Viichten, zu Ettelbréck, zu Miersch, zu Dikrech a souguer zu Beesslek. D'Maison Neiers ass zu Dikrech an zu Mutfert an zu Helmdeng, an dann ass et d'A.s.b.l. Ënnerdaach, déi fënnef Immeublen huet. Et ass de Foyer de nuit zu Esch, an ech muss Iech soen, datt mer vill Reklammen...

(Interruptions)

Jo, jo, ech hat gesinn.

Ech wëll just soen, datt och do eng ganz Partie vu Gemengen eppes gemaach hunn an och nach vill méi zéi doranner sinn. An ech wär wierklech frou, wann och do jiddferee seng Responsabilitéit géif huelen.

Dat alles kascht eis d'Joer 7.200.000 Euro. Wann ech dann nach d'Fraenhaiser derbäirechnen, da komme mer op 11,5 Milliounen Euro, déi dat kascht. Do hutt Der also gesinn, datt dat net esou evident ass.

De Fonds de Solidarité, dee participéiert op ville Plazen, ënner anerem och bei deem Heizkostenzuschuss, an dee geet dëst Joer op 7.641.000 Euro. Ech denken awer och un den Accueil gérontologique, dee 5.627.000 Euro ausmécht an esou virun. Ech kann net méi alles soen, well soss behält de Fernand wierklech keng Zäit méi.

Eppes iwwert d'Offices sociaux…

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Boden.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Den Här Minister Boden. Oh Mamm, entschëllegt!

(Interruptions et hilarité)

Nenne mer un éischter Stell elo d'Offices sociaux, an ech wéilt do wierklech ouni an den Detail ze goen awer, Madame Flesch, Iech soen, well Dir dorobber och insistéiert hutt, datt mer och wëlle virufueren e Recht ze schafen, och op de Gemengen, an dat subsidiaresch zum RMG. An et ass virgesinn, datt déi aktuell Offices sociaux och regelrecht Services d'action sociale communale ginn. Deenen hir Missioune gi vum einfache Beroden hi bis zur regelméisseger Ënnerstëtzung, vun der Affiliatioun an de Krankekeesen iwwert d'Prise en charge vu Persounen ouni legale Wunnsëtz bis zu Garantië vu minimaler Versuergung vun Haushaltsenergie oder och Drénkwaasser.

Déi Aarbechten dorunner sinn ofgeschloss, och mam Innenministère, esou datt ech hoffen, datt mer dee Projet alt ganz geschwë kënnen hei hunn oder wéinstens hei déposéieren.

An domadder kann ech och déi Motioun vun der grénger Fraktioun unhuelen, well dee Gesetzesprojet um gudde Wee ass. Ob en dann esou wëllkomm hei ass, wéi de Mëtteg jiddfereen e gefrot huet, dat ass dann nach eng aner Fro. Mä ëmmerhin si mer emol frou, datt mer bis dohinner komm sinn.

Mir hunn iwwer vill Punkten elo nach näischt kënne soen, mä vläicht kréie mer eng aner Kéier d'Geleeënheet dozou, vläicht an der Familljekommissioun dorobber zréckzekommen iwwert d'Sozialekonomie, iwwert déi Leit ouni Pabeieren an esou virun ze schwätzen. Mä ech wéilt Iech fir de Moment Merci soen an och déi gutt Rotschléi, déi Dir eis mat op de Wee ginn hutt, probéieren an deene verschiddene Gesetzer, déi mer an deenen nächste Méint och wëlle maachen, ëmzesetzen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister Jacobs. Den Här Minister Fernand Boden huet d'Wuert.

(Interruption)

Är Fraktioun huet nach Zäit. Dir kënnt nach „eng Asprosch“ halen.

(Hilarité et interruption)

Dann ass et gutt. Da lauschtere mer elo ganz intensiv no.

Une voix.- Wéi vill brauch den Här Boden?

M. le Président.- Dem Här Boden bleiwen nach 17 Minutten.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Sou, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou fir bei dëser wichteger an interessanter Debatt iwwert d'Aarmut derbäi gewiescht ze sinn. Ech sinn och dankbar, datt eng Rei vu Spriecher hei d'Wunnengsbauproblematik ugeschwat hunn. Mir wëssen alleguer, datt eng dezent Wunneng e wichtegt Element ass vun der sozialer Integratioun. Wien also derzou bäidréit, fir Leit zu enger dezenter Wunneng ze verhëllefen, dee mécht och e wesentleche Bäitrag zur Bekämpfung vun der sozialer Exklusioun an zur Bekämpfung vun der Aarmut.

Heibäi leeschten de Stat, de Fonds du Logement, eng Rei vu Gemengen an och eng Rei vun ONGen e wichtege Bäitrag. Ech soen hinnen alleguer dofir en häerzleche Merci. Ech wëll soen, datt de Stat och säi Bäitrag leescht. Mir hunn hei am Land ganz vill Bäihëllefen; eng ganz Panoplie vu Bäihëllefen. D'Gesetzgebung iwwert déi sozial Bäihëllefen, wann ee wëllt bauen oder sech eng Wunneng beschafen, ass permanent ugepasst ginn. Dës Bäihëllefe komme virun allem deene Leit mat méi engem klengen Akommes entgéint. Ech wëll och soen, datt dës Bäihëllefe souwuel an hirem Fächer wéi och an hirem Ausmooss ouni Gläiches sinn, wann een déi aner Länner hei an Europa kuckt.

Si hunn och derzou bäigedroen, datt haut 70% vun de Stéit hei zu Lëtzebuerg en Eegenheem hunn. En Eegenheem, wat eng Wunnqualitéit ubitt, déi sech ganz sécher och mat där vum Ausland vergläiche kann. Et ass also, wéi gesot, villes a Bewegung gesat ginn, fir de Leit - a besonnesch de Leit mat klengem Akommes - ze hëllefen, fir zu engem Heem, zu enger Wunneng ze kommen.

Besonnesch dat Gesetz vum 8. November 2002 huet och säi Bäitrag dozou geleescht. Der kënnt Iech vläicht erënneren, datt do eng ganz Rei vu Moossnamen ergraff gi sinn, fir d'sozial Mixitéit ze stäerken, fir derfir ze suergen, datt 10% vun de Wunnengen, déi gebaut ginn, musse Sozialmietwunnenge sinn. No deem Gesetz kréien d'Gemenge 70 respektiv 75% Bäihëllef vum Stat, wa se Mietwunnengsbau bedreiwen. Se kréien 100% Bäihëllef, wa se Wunnenge baue fir Sans-abrien, Wunnenge baue fir Asylanten, fir auslännesch Aarbechter, och fir Studenten a Chercheuren, mä och fir dës Kategorie vu Leit, iwwert déi jo haut hei geschwat ginn ass.

Dat heescht, d'Regierung huet de Gemengen offréiert: Hei, mir si bereet 100% vun de Käschten ze iwwerhuelen, wann Dir bereet sidd och en Effort ze maachen, esou Leit ze akzeptéieren. Ech sot Iech dat och virdrun als Familljeminister. Déi Zäit hu mer och scho bei Gemengen insistéiert fir esou Foyeren ze maachen. D'Begeeschterung war net ganz grouss, a se ass och haut mat 100% Bedeelegung nach net ganz grouss. Ech géif elo also en Appel maachen: Wann ech gelift, versicht och e Bäitrag ze leeschten, datt déi Leit, déi aus deem engen oder anere Grond keng Wunneng fannen, awer kënnen an enger Iwwergangsphas op d'mannst opgeholl ginn an dezent eng Rei vu Méint kënnen doranner verbréngen.

Mir hunn och am Kader vun deene Bäihëllefen e Fënnefjoresplang oder e Méijoresplang - géif ech soen - opgestallt. Normalerweis huet e Méijoresplang, dat sinn déi subventionéiert Constructions d'ensemble, esou 4.500 Wunnenge gehat. Deen neie Plang gesäit opgrond vun deenen Hëllefen a vun, géif ech soen, engem groussen Asaz vum Fonds du Logement elo 10.800 Wunnenge vir.

Also, do soll och e substanziellen Effort gemaach ginn, fir datt méi subventionéierte Wunnengsbau, souwuel Mietwunnengsbau wéi och anere Wunnengsbau, dee verkaaft gëtt, op de Maart kënnt; an dat zu méi gënschtege Präisser, datt och Leit mat méi klengem Akommes kënnen entweder do en Haus kafen oder an esou en Haus miete goen. Och do kommen, wéi gesot, virun allem déi Leit mat deene méi klengen Akommessen, wat de Mietwunnengsbau ubelaangt, ënnerdaach. Et ass jo mat Recht drop higewise ginn, datt eng Rei vu Leit eben net genuch Suen hunn, fir sech kënnen um private Marché en Haus ze kafen oder sech och eng Mietwunneng ze leeschten.

Da sinn och eng Rei vu fiskalesche Moossnamen ergraff ginn, fir de private Mietwunnengsbau unzekuerbelen. Och d'Mietgesetz soll e weideren Ureiz ginn, fir d'Offer vun de Mietwunnengen ze vergréisseren. Och dat ass e wichtege Problem. Ech mengen, mir hunn effektiv 70% Leit, déi en Eegenheem hunn, mä et sinn awer och 30%, déi ebe musse miete goen. Et sinn och Leit, déi wëlle miete goen. Do muss also d'Offer vergréissert ginn. An ech denken an ech hoffen, datt dat neit Mietgesetz och säi Bäitrag dozou wäert leeschten. Also, och do ass eng Gesetzgebung gemaach ginn, déi och misst, géif ech soen, dem Wunnengsbau entgéintkommen.

Den Här Adam huet drop higewisen, datt den Observatoire de l'Habitat eng Erhiewung gemaach huet iwwert de Präis vun de Mietwunnengen hei am Land: 1.000 Euro fir 80 Quadratmeter, dat wär de Schnëtt. Se soen och, datt 80% vun de Mietwunnengen tëschent 500 Euro a 1.500 Euro leien. Et stëmmt also och, datt déi e wéineg méi gënschteg sinn. Ech sinn d'accord dermat, de Schnëtt ass dat do, mä dat sinn déi, déi haut um Wunnengsbaumaart offréiert ginn.

De Statec hat 2001 och eng Erhiewung gemaach. An ech hunn, mengen ech, den Deputéierten, op d'mannst deenen aus der Kommissioun, dat ausgedeelt gehat wéi mer d'Mietgesetz gemaach hunn. De Statec huet gekuckt: Wou sinn an de Gemengen déi meeschte Mietwunnengen? An et ass d'Stad Lëtzebuerg an Esch, déi am meeschten där Wunnengen unzebidden hunn. Déi gréisst Tranche vu Loyeren, déi louch an der Stad Lëtzebuerg tëschent 500 a 624 Euro. An zu Esch louch déi gréisst Tranche tëschent 375 a 499 Euro. Si hunn do an Tranchë geschafft. Do gesäit een also, datt een trotz allem och nach hei am Land ka Mietwunnenge kréien, déi awer och abordabel si fir Leit mat méi klengem oder mat mëttlerem Akommes.

Doniewent muss een natierlech kucken, datt och Mietwunnenge geschafe ginn, ebe wou méi sozial Schwaacher ënnerdaach kommen. Do wëll ech och dem Här Adam soen, dee seet et missten och méi Mietwunnenge vum Fonds du Logement gebaut ginn an d'Lëschte géifen ëmmer méi laang ginn, datt dat net stëmmt. De Fonds du Logement huet seng Baucapacitéit verduebelt. Am Moment ass en amgaang 800 Wunnengen ze bauen. An d'Lëscht vum Fonds du Logement ass net eropgaangen, mä si ass staark erofgaangen. 2002 ware fir Mietwunnenge beim Fonds du Logement 1.642 Demandeuren, an 2006 sinn et der 980. Dat ass also e wesentlecht Erofgoe vun den Demandë beim Fonds du Logement, fir eng Mietwunneng ze kréien.

Ech weess net wéi d'Entwécklung zu Esch ass - d'Madame Spautz huet vu 400 geschwat -, ech kann dat elo net aschätzen. Mä op jidde Fall ass do awer en Effort vum Fonds du Logement gemaach ginn. Ech wëll och soen, datt ech der Meenung sinn, an och weider der Meenung sinn, datt hei eng gemeinsam Verantwortung ze iwwerhuelen ass vum Stat a vun de Gemengen.

Den Här Gira hunn ech gëschter héieren um Radio soen, ech géif elo gäre mat deem neie Wunnengsbau-Paquet de Gemengen d'Verantwortung iwwerdroen, an hie géif keng gesetzlech Basis kennen, déi de Gemenge géif iergendwéi do eng Aufgab operleeën. Dach! D'Mietgesetz seet scho ganz laang, datt d'Gemengen d'Flicht an d'Aufgab hunn alle Bierger aus hirer Gemeng zu enger dezenter Wunneng ze verhëllefen. Dat ass also eng Aufgab vun de Gemengen.

(Interruption)

Dofir sinn ech frou, datt d'Gemenge méi staark wéi virdru bereet sinn hir Verantwortung ze iwwerhuelen. An ech si wierklech frou, datt bei deem neie Wunnengsbau-Paquet - deen ass jo allgemeng begréisst ginn - schonn am Virfeld ronn 40 Gemengen eis gefrot hunn, fir e Wunnengsbau-Pakt mat der Regierung ofzeschléissen, dat heescht mam Wunnengsbauminister a mam Innenminister. Dat beweist, datt se och erkannt hunn, datt mer musse gemeinsam versichen dee Problem do - deen e gravë Problem ass, well d'Problemer sinn net geléist bei all deem, wat mer gemaach hunn - ze léisen. Et muss nach eng Schëpp nogeluecht ginn. Mä si sinn awer bereet hir Verantwortung mat ze iwwerhuelen.

Ech sinn iwwerzeegt, wa mer dat zesummen uginn, a wa jiddferee seng Verantwortung iwwerhëlt, dat heescht wa kee Stëllstand kënnt bei deene Projeten, déi ee realiséiere wëllt, datt een do och bereet ass contraignant Moossnamen ze ergräifen, da sinn ech der Meenung, datt mer relativ schnell kënnen iwwert dee Seuil vun 3.000 Wunnenge pro Joer hei am Land kommen.

Mir hunn an deene leschten 30 Joer...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der eng Tëschefro vun der Madame Spautz?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Ech bleiwe sëtzen.

Här Boden, Dir hutt elo just iwwert d'Problematik Esch geschwat; also déi 400 Demanden, déi mer hu fir eis Gemengeneegewunnengen. 400 Gemengewunnengen hu mer schonn.

(Interruption)

Ech kann net opstoen, et deet mer Leed.

Meng Fro ass einfach déi, oder d'Fro, déi Der gestallt hutt: Firwat ginn et op eemol esou vill Demanden? Mir hu ganz...

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- D'Demandë ginn erop; dat hutt Der net gesot.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Gelift?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Gi se erof oder erop?

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Si gi massiv erop. D'Demandë gi massiv erop, awer mir si mat enger Problematik konfrontéiert - an ech mengen, d'Stad Lëtzebuerg och -, datt déi Leit, déi vum Fonds du Logement gekënnegt kréien, sech bei eis an de Gemenge mellen - an dat zimlech massiv déi lescht Zäit -, fir dann op d'Lëscht ze kommen a fir eng Wunneng ze kréien, well do d'Kritären net esou - soe mer - sozial ugewannt gi wéi mir et als Gemeng maachen, fir ze kucken de Leit aus der Situatioun awer erauszehëllefen.

An den zweete Grond, firwat se massiv an d'Luucht ginn, dat hat ech virdru gesot, sinn d'Déguerpissementer, d'Mietsgesetz an esou weider, wat ufänkt seng Auswierkungen ze hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- D'Mietsgesetz huet iwwerhaapt näischt domadder ze doen, well den Déguerpissement doduerjer guer net geännert ginn ass. Also, ech mengen, datt Dir do vläicht e bësse Polemik wëllt maache mat engem neie Gesetz,...

(Interruptions diverses)

...wat Iech net esou richteg an de Krom passt. Also, neen, ech menge schonn, datt de Stat an d'Gemengen...

(Interruption)

Ech soen et nach eng Kéier, ech si frou, datt de Stat an d'Gemenge gemeinsam wëlle probéieren, dee Problem do ze léisen.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt, wa mer versichen dat ze maachen, méi wéi 3.000 Wunnenge wäerte gebaut ginn. Dat wäert dozou bäidroen, datt d'Offer esou vergréissert gëtt - well an deene leschten 30 Joer hu mer am Schnëtt 2.300 Wunnenge pro Joer gebaut -, datt d'Präisser erofginn, an datt och déi Moossnamen, déi contraignant Moossnamen, déi d'Gemenge bereet si vläicht ze huele mam d'Stat zesummen, datt déi och dozou bäidroe wäerten, datt déi Explosioun vun de Baulandspräisser eng Kéier misst an de Gréff ze kréie sinn.

Wéi gesot, deen neie Paquet, dee jo elo virgestallt ginn ass, deen Dir och vläicht an der nächster Zäit...

(Interruption)

Neen, liest emol de Paquet eng Kéier, da gesitt Der, datt et vill legislativ Aarbecht war, an datt déi siwe Méint net verschlof gi sinn, mä datt während deene siwe Méint ganz vill Aarbecht gemaach ginn ass.

D'Virkafsrecht, do muss ee genee kucken, wéi dat gemaach gëtt. Gesetzer vun 1824 iwwert d'Ierfpachtrecht an den Droit de superficie hu missen nei geschriwwe ginn. Dat sinn also keng esou eng einfach Saachen. An do wäert och sécher nach dru geännert ginn, dees sinn ech mer bewosst. Dat war schonn eng schwiereg Aufgab, mä ech menge schonn, datt dee Paquet misst esou sinn, datt et e Signal ass, datt eppes muss änneren am Land. A wa gewësse Leit net bereet sinn, dat ze änneren, da kommen eben déi contraignant Moossnamen, an déi wäerten dann och menger Meenung no gräifen.

Dann, wéi gesot, mengen ech, datt, wa Stat a Gemengen zesummen do den Hiewel usetzen, mer do och wäerten eppes zesumme realiséiert kréien.

Den Här Adam huet nach eng Resolutioun hei déposéiert, an där en am Fong dofir plädéiert, fir d'Recht op eng Wunneng an d'Verfassung anzeschreiwen. Hien huet awer och gesot, datt dat misst e bësse méi nuancéiert ginn. Ech soen Iech just, datt d'Geriichter keng Wunnenge schafen - ganz sécher net! An et mécht och kee Sënn, wann op eemol hei an do ageklot gëtt.

Ech mengen, wat wichteg a richteg ass, dat ass, datt Stat, Gemengen an ONGe verstäerkt versichen, Wunnengen ze schafen. An dat ass och de Sënn vun deem Wunnengsbaupakt. An duerfir schéngt et mir wichteg drop hinzeweisen, datt mer elo net menge sollen, wann esou ee Recht do wär, dat e Grond wär fir d'Hänn e bësse méi an de Schouss ze leeën, mä mir solle versiche fir konsequent a geziilt a gemeinsam Wunnengen ze schafen. Dat ass dat beschte Mëttel, fir de Leit zu engem Recht op eng Wunneng ze verhëllefen.

M. le Président.- Här Bausch, hutt Dir eng Fro un den Här Minister?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt den Här Minister froen, wann hie seet, d'Geriichter géinge keng Wunnenge schafen, wat richteg ass, wéi hien dann do de Parallelismus gesäit: D'Geriichter schafe jo och keng Aarbechtsplazen, d'Recht op Aarbecht steet awer an der Verfassung.

(Interruptions)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Den Här Adam huet selwer gesot, hien erwaart sech net alles dovunner. Et kéint ee jo och...

Une voix.- Et kann een et studéieren.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- An et soll och studéiert ginn. Ech hunn och kee Problem domat. Mä ech wollt just soen, ech mengen net, datt dat eng Ursaach soll sinn, fir méi roueg ze ginn. Mä et soll ee geziilt an ech menge schonn tatkräfteg weiderfueren, fir Wunnenge gemeinsam ze schafen. Ech weess, datt eng ganz Rei vun ONGen och bereet sinn, do méi Efforten ze maachen.

Et ass hei, mengen ech, och vum Här Schaaf a vun engem anere vun där Associatioun geschwat ginn, der EAPN, déi eng Agence immobilière sociale maache wëllt. Ech fannen déi Iddi net schlecht. De Fonds du Logement ass gefrot ginn, ob e bereet ass, fir Wunnengen zur Verfügung ze stellen. Jo, deen ass bereet, fir Wunnengen zur Verfügung ze stellen. D'Wunnengsbauhëllef selwer ass bereet, fir dat ze maachen. An ech hoffen, datt d'Gemengen och bereet sinn, fir et ze maachen.

Wann d'Gemengen esou enger Associatioun Wunnengen zur Verfügung stellen, da kann do besonnesch schwaache Leit, déi jo och vun aneren ONGen dohinner geschéckt ginn a vläicht och eng Betreiung dobäi brauchen, scho gehollef ginn. Och do ass eng Méiglechkeet. Ech mengen, de Projet gesäit 150 där Unitéite vir. Do ass eng Méiglechkeet, fir och esou Leit zu enger Wunneng ze verhëllefen, esou datt se kënnen drableiwen, datt se och betreit ginn, an datt hinne gehollef gëtt erëm an dat normaalt, geregelt Liewen zréckzefannen.

Beim Wunnengsbaupakt huet den Här Schaaf och d'Suggestioun gemaach, d'Gemenge solle berode ginn. Si wären heiansdo net richteg am Bild, wat fir eng Méiglechkeet, datt se iwwerhaapt hätten, fir Drock auszeüben, fir datt méi a méi schnell gebaut gëtt.

Ech hu gemierkt bei deenen Diskussiounen, déi ech mat de Gemengen an och an der Chamberskommissioun hat - dat muss ech ganz éierlech soen -, datt vill Buergermeeschteren net richteg wëssen, wat fir eng Méiglechkeeten, datt se hunn.

An deem neie Projet de loi ass eng ganz wichteg Méiglechkeet, dat ass d'Obligation de construire, déi scho bestanen huet, mä elo nei gefaasst gëtt. Deem Bauland, dat am Bauperimeter läit, wou et wichteg wär, dass et bebaut géif ginn, a wat awer net bebaut gëtt, kann d'Gemeng eng Obligation de construire operleeën. An dann huet se Handhabung genuch, fir dofir ze suergen, datt do och gebaut gëtt.

Ech sinn d'accord domat, datt d'Gemengen doriwwer sollen informéiert ginn, dat

ass jo och de Sënn, firwat mir elo mat all eenzel Gemeng versichen, esou eng Konventioun ze maachen. Do diskutéieren eis Leit mat de Gemengevertrieder, a se hëllefen a se soen och, wat fir eng Méiglechkeeten da bestinn. An ech denken, datt, wann déi Pakten ofgeschloss sinn, all d'Gemengen, déi matmaachen, genee wëssen, wat fir eng Méiglechkeeten, datt se hunn, fir dofir ze suergen, datt méi a méi schnell ka gebaut ginn.

Et ass vun der Garantie locative geschwat ginn. Déi besteet zënter dem Abrëll 2004. D'Konditiounen dofir sinn, datt ee muss manner wéi 2,5-mol den RMG als Akommes hunn, an de Loyer däerf och net méi héich si wéi een Drëttel vum Akommes an net méi wéi 1.250 Euro. An ech ka soen, datt eng ganz Rei vu Leit dovunner profitéieren an och esou eng Garantie bancaire kréien. Dir wësst, ëm wat et do geet. Heiansdo muss een dräi Loyere plus ee Mount Kommissioun fir d'Agence plus nach een éischte Mount Loyer, dat heescht fënnef Méint Loyer beieneen iergendwéi opbréngen. Dat hu vill Leit a Stéit net fäerdeg bruecht. Hei kréie se eng Garantie, fir datt se net déi vill Sue brauche beieneen opzebréngen. Och dat hëlleft Leit, déi keen ze vill grousst Akommes hunn, fir méi schnell a besser kënnen eng Wunneng um fräie Maart ze kréien.

Da vläicht zum Schluss - ech gesinn d'rout Luucht geet un - nach eng Äntwert awer och fir den Här Bettel. Den Här Bettel huet gesot, 28 Joer CSV-Wunnengsbaupolitik an elo endlech e Projet - et wär näischt geschitt.

Ech hunn elo eng ganz Rei vu Gesetzer...

(Interruption)

M. le Président.- Här Bettel, lauschtert elo emol no.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- ...eng ganz Rei vu Gesetzer a vu Moossnamen opgezielt, déi ergraff gi sinn, fir de Wunnengsbau unzekuerbelen.

Total Faillite! Här Bettel, ech mengen,...

Une voix.- Den Här Juncker seet dat.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- ...d'Problematik vun der Aarmut eegent sech net dozou, Polemik ze maachen. Erlaabt mer vläicht lech awer och de Ball zréckzespillen.

Wësst Dir, wat de gréisste Problem hei am Land ass? Wou dee gréisste Problem am Wunnengsbau hei am Land läit? Dat ass an der Stad Lëtzebuerg!

(Interruptions diverses)

An d'Stad Lëtzebuerg huet an deene leschten 30 Joer, an deene leschten 28 Joer hutt Dir jo gesot, 28 Joer, no dem Statec, net méi Awunner, mä 3.000 manner!

Mme Colette Flesch *(DP).*- D'Chiffere si falsch.

(Hilarité et interruptions)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo, mä de Statec huet seng Berechnunge wahrscheinlech no där nämlechter Method an där ganzer Zäit gemaach.

Wat ass geschitt, och no de Berechnunge vun deemselwechte Statec? Am ganze Land ass d'Bevölkerungszuel ëm 1,3% pro Joer - pro Joer! - gewuess. Wann also an deenen 28 Joer - an normalerweis wiisst eng Haaptstad duebel esou schnell wéi de Rescht - nëmmen 2% Wuesstum gewiescht wär, da wären also 28 mol 2%, dat sinn da 56%, dat si méi wéi 40.000 Awunner, déi an der Stad hätte misse bäikommen!

(Interruptions)

An déi wären och bäikomm, wa wat geschitt wär? Wa méi Bautätegkeet hei an der Stad Lëtzebuerg gewiescht wär!

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'CSV war ze laang am Schäfferot!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Et hätte 15.000 Wunnenge méi gebaut misse ginn, a wann déi 15.000 Wunnenge gebaut gi wären, hätte mer kee Problem mam Wunnengsbau.

Ech wollt dat nach eng Kéier dann e bësse polemesch hei soen. Mä ech sinn awer frou, ech soen lech dat ganz offen, dass de Buergermeeschter bei de Wunnengsbauminister komm ass a gesot huet, si hätten erkannt, datt Problemer do wieren, datt hei en Nohuelbedarf wär, dass eppes misst gemaach ginn, an dass se elo bereet sinn, e Wunnengsbaupakt mam Ministère ze maachen, well, wann d'Haaptstad matspillt, da ka villes geschéien, ganz villes geschéien, well ganz vill Terrainë kënne bebaut ginn.

Et ass net nëmmen hir Schold, domadder sinn ech och d'accord, mä...

M. le Président.- Här Minister, elo misste mer nach éischtens eng Tëschefro vum Här Bettel drunhuelen an da misste mer ofschléissen, well d'Zäit ass ofgelaf. Här Bettel, kuerz, an eng Fro!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, Här President, fir d'éischt, ech wollt just dem Minister soen, dass déi lescht 28 Joer, ausser elo säit deene leschte Wahlen hier, eise viregte Koalitiounspartner him méi no stoung wéi mir.

A meng Fro ass, Här President, ob Dir den Här Minister kéint froen, wéi vill Meter carrés Administration publique, déi dem Stat gehéieren, an der Stad Lëtzebuerg sinn, a wéi vill Awunner an deene Bürosflächen an der Stad Lëtzebuerg, déi haut vum Stat benotzt ginn, kéinten anzéien, an ob mer do net méi wéi 2, 3 oder 10% méi Zouwuess kritt hunn.

(Interruptions et brouhaha général)

M. le Président.- Kommt, Här Henckes, Dir hutt d'Wuert elo net. Den Här Minister äntwert op dem Här Bettel seng Fro.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech wollt dem Här Bettel soen, datt hie gesot huet 28 Joer CSV-Wunnengsbaupolitik. Do hate mer och Koalitiounspartner. D'DP war méi wéi eemol derbäi…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- …an zënter 28 Joer stellt d'DP de Buergermeeschter hei an der Stad. Ech hu just eng Parallell gemaach tëschent deenen zwou Saachen.

(Interruptions diverses)

Jo, ech fuere virun.

M. le Président.- Jo, mä, Här Minister, Dir musst lech awer elo kuerz faassen!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Den Här Boden huet absolut Recht!

M. le Président.- Jo, jo, dann…

(Brouhaha général)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Den Här Boden leet de Fanger op d'Wonn.

M. le Président.- Sou, Här Minister!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech wëll soen, datt am Mietgesetz steet, datt een nëmme ka Wunnengsbau détournéieren a Bürosflächen oder eppes aneschters, wann een eng Autorisatioun vum Schäfferot huet. Dat gëllt wuel net, do sinn ech domat d'accord, fir Flächen, déi de Stat notzt.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo, mä mir hunn awer Banken hei, mir hu ganz vill Betriber hei, a wann ech déi Wunnenge géif opzielen alleguer, déi ëmgewandelt ginn, net vum Stat, mä vun aneren, dat wären der och ganz vill an do wär eng Handhab gewiescht. D'Gemeng hält déi Leit missen op d'Geriicht huelen. Dat huet awer d'Stad Lëtzebuerg net gemaach.

Une voix.- Voilà!

(Interruptions)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- An am Mietgesetz, an deem neien, wat jo net jiddferee gären huet, do ass virgesinn, datt elo och ganz staark Sanktiounen domat verbonne sinn, datt de Riichter méi Méiglechkeeten huet, fir ze sanktionéieren. An ech hoffen, wéi gesot, datt elo d'Stad Lëtzebuerg an esou Fäll dann och dergéint virgeet an datt deen Détournement vu Wunnengsbau…

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- …fir Bürosraim ophéiert. Well wann do erëm géif eng Zréckwandlung kommen, dann hätte mer vill Wunnengen ouni neier brauchen ze bauen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Sou, ech gesinn iwwerall zefridde Gesiichter op d'Äntwert vum Minister.

(Brouhaha général et hilarité)

Här Adam, ganz kuerz. Kee Kommentar, mä eng Fro.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här President, wierklech eng Fro, eng ganz prezis Fro. Här Minister, Dir hutt gesot, mir hätte selwer gesot, eis Resolutioun géif keng Wonner wierken. Mä mir sinn awer der Meenung, datt se fondéiert ass an datt se richteg ass. An ech wollt am Fong geholl just froen: Wéi stitt Der zu eiser Resolutioun?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Mä et ass eng Resolutioun un d'Chamber.

M. le Président.- Jo.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Et ass keng Resolutioun un d'Regierung.

M. le Président.- Voilà. Sout, Dir Dammen an Dir Hären, elo ass d'Debatt ofgeschloss…

M. Charles Goerens *(DP).*- Déi nächst 28 Joer geet et besser, Här President.

(Hilarité)

M. le Président.- …an da komme mer zum Vote. Fir d'éischt de Vote vun der Motioun, déi den Här Adam déposéiert huet.

Motion 1

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Jo. Da stëmme mer elektronesch of. Voilà, de Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Marie-Josée Frank), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Michel Wolter), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Romain Schneider), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

S'est abstenu: M. Paul-Henri Meyers.

Résolution 1

D'Resolutioun, déi den honorabelen Här Adam deponéiert huet, fir d'Commission des Institutions vum Här Meyers ze chargéieren, fir d'Fro vun der Inscriptioun vun engem Droit au logement an d'Verfassung ze studéieren. Ech denken, dass do de Vote électronique verlaangt ass.

(Interruptions)

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Voilà. Ech gesinn, et ass eng écrasant Majoritéit fir déi Resolutioun an den Här Meyers ass chargéiert fir déi Resolutioun a senger Kommissioun ze analyséieren.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi…

Oder ech denken, mir kéinten och vläicht direkt d'Resolutioun vum Här Oberweis huelen, well déi am Programm esou elo virgesi war. Pardon, d'Motioun, déi den Här Oberweis gëschter déposéiert huet.

Ass do nach eppes derbäizefügen, Här Oberweis?

(Interruptions)

2. Motion de M. Marcel Oberweis relative à la condamnation à mort par la justice libyenne de cinq infirmières bulgares et d'un médecin palestinien

M. Marcel Oberweis *(CSV), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da lauschtert no!

M. Marcel Oberweis *(CSV), auteur.*- Also, wa mer bal véier Stonne iwwert déi Aarm am Land schwätzen, da sollte mer, mengen ech, vläicht e puer Sekonne verweile bei Mënschen, déi dach genausou am Dreck sëtzen, wéi et hei ugeklongen ass.

M. le Président.- Ganz gutt!

M. Marcel Oberweis *(CSV), auteur.*- Ech hu virun zwee Deeg gesot: An der Motioun geet et eis drëm, dass mir eis net mat dem Lous vu sechs Mënschen, fënnef bulgaresch Infirmièren an ee palästinensesche Dokter averstanen erkläre kënnen. Si sinn den 9. Februar 1999 an de Prisong gehäit ginn ouni e faire Prozess, well hinnen nogesot gi war, si wären um Doud vu villen 100 Kanner duerch Aidsinfektioun schëlleg. De Professer Luc Montagnier, de Koentdecker vun dem Virus, huet kloer nogewise, dass dat scho längst virdrun de Fall war. Et ass also hei a Libyen e Bouc émissaire gesicht ginn.

Mëttlerweil sinn och scho Publikatioune gemaach ginn, wou kloer dran nogewise gëtt, dass et iwwerhaapt keen Zesummenhang gëtt. Et ass nach schlëmmer komm. Den 19. Dezember d'lescht Joer sinn déi Leit, ouni e faire Prozess, zum Doud veruerteelt ginn.

A mir mengen, all Fraktioun huet matgeholl ef, dass mer eis Regierung invitéiere sollen, Drock ze maachen, a sech och mat hire europäesche Partner konzertéieren sollen, dass mer dem Stat Libyen soen, dass dat net richteg ass, dass déi Mënschen erëm fräikommen an nees an hir Heemecht kënne goen.

Derniewent froe mer awer och, dass deene Familljen, déi duerch dee ganze Misär an Nout komm sinn, Kanner an Elteren, och finanziell gehollef sollt ginn.

Ech soe Merci fir d'Ënnerstëtzung.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Voilà. Merci, Här Oberweis. Mir kommen zum Vote vun der Motioun.

Vote

Wien domat d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dat ass d'Unanimitéit hei am Haus. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5614 iwwert d'Renovéierung vun der Fondation Pescatore. D'Wuert huet elo d'Madame Rapportrice Marie-Josée Frank.

3. 5614 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dee virleiende Gesetzesprojet erlaabt et dem Stat sech finanziell un de Rekonstruktiouns- an Transformatiounsaarbechte vun der Fondation Pescatore, déi säit 1892 an der Stad Lëtzebuerg schonn hir Aktivitéiten opgeholl huet, ze bedeelegen. Via Konventioun vum 17. Mäerz 2003

respektiv via Avenant vum 23. August 2005, déi tëschent dem Stat an der Fondation Pescatore ënnerschriwwe gi sinn, ass décidéiert ginn, op där enger Säit den alen zentrale Fligel ofzerappen an en neien amplaz ze bauen, an op där anerer Säit verschidden Deeler vun de bestehende Gebaier ze renovéieren, ze transforméieren an ze moderniséieren.

Et handelt sech hei ëm 38 nei Unitéiten an dräi Mini-Appartementer fir zwou Persounen. De Stat iwwerhëlt allerdéngs nëmmen d'Finanzéierung vun 32 neien Unitéiten zu 125.000 Euro pro Unitéit.

An dësem Kontext kann een ervirhiewen, datt duerch d'Rekonstruktiouns- an d'Transformatiounsaarbechten d'Zuel vun de Better vun 301 op 375 wäert klammen. Dës Erhéijung vun der Unzuel vun de Better wäert et der Fondatioun erlaben, Demanden, déi en suspens sinn, besser Rechnung ze droen. Et läit eng Liste d'attente vun ongeféier 1.000 Demandë vir, dovunner 100 Demanden, déi méi oder manner urgent anzeschätze sinn.

An deem virleiende Gesetzesprojet, deen d'Finanzéierung vun der Erweiderung vum zentrale Fligel virgesäit, dréit een der Noutwendegkeet, d'Betreiung vun deenen eelere Leit ze restrukturéieren, Rechnung. D'Zuel vun deene Leit iwwer 65 Joer klëmmt kontinuéierlech. Si huet sech an engem Jorhonnert vervéierfacht an d'Tendenz weist ganz kloer, dass dës Zuel an deenen nächste Joren a Jorzéngte wäert zouhuelen. Dës demographesch Evolutioun stellt eis virun eng grouss Erausfuerderung, an dëst net nëmmen um Niveau vun der Sozial- a Gesondheetspolitik, mä och um Niveau vun der Wunnengs- a Betreiungspolitik.

Haut de Mëtteg ass des Öfteren hei am héijen Haus iwwert déi Problematik geschwat ginn. Eis Senioren, als wäertvoll Bierger, hunn och e Recht op eng adequat Wunnengs- a Betreiungskonditioun. Eisen eelere Leit eng diversifizéiert Offer u Betreiungsméiglechkeeten ze garantéieren, ass eis Responsabilitéit.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit och d'Renovatioun an d'Modernisatioun vun der ganzer Kicheninfrastruktur vir, déi net méi deenen aktuellen Normen entsprach huet. Déi nei Infrastruktur ass esou geplangt, datt zum Beispill d'Zouliwwerungen iwwert den internen Haff kënnen erfollegen. Déi nei modern Kichen ass d'Kärstéck vun den Ausbauaarbechten. Déi verschidde Salles à manger sinn direkt vun der Kichen aus iwwert de Gaart an d'Terrass, déi um Daach selwer vun der Kichen aménagéiert gëtt, erreechbar. Iwwregens wat d'Salles à manger ugeet, ginn déi bestehend Iesszëmmere réaménagéiert an eng nei Salle à manger gëtt gebaut, wat sécher besser zum Confort bäidréit.

Et ass och virgesinn de psycho-geriatreschen Dagesfoyer ze verleeën an och ze erweideren. Dëse Foyer existéiert scho säit 2001. Dëst weist, datt d'Fondation Pescatore, wéi vill aner Strukturen, sech progressiv un d'Besoinë vun hire Pensionären ugepasst huet a spezifesch Servicer ubitt. Déi Responsabel vun der Fondation Pescatore hunn d'Entscheedung getraff, e psycho-geriatreschen Dagesfoyer an der Struktur vun der Fondatioun ze integréieren, wëssend, datt ëmmer méi Pensionären un Demenz leiden an dowéinst en extrem pluridisziplinären Encadrement brauchen.

Et ass wichteg, den individuellen Usprëch vun alle Pensionäre Rechnung ze droen, wéi och d'Prise en charge vun deene Leit en fin de vie ze maachen. An do sinn ech frou, datt d'Directrice mer matgedeelt huet, datt permanent Leit a Formatioun vun Omega 90 sinn, fir eben d'Betreiung vun de stierwende Leit en charge ze huelen.

An dann, Här President, ass selbstverständlech Wäert op den urbanisteschen Aspekt vum Projet geluecht ginn, dee sech perfekt an déi bestehend Infrastruktur vun der aktueller Fondatioun afügt. De Konstruktiounsprojet respektéiert souwuel d'Gebaier, déi nieft der Fondation Pescatore stinn um Niveau vum Accueil, wéi och de Komplex selwer vun der Fondatioun.

De Projet entsteet op engem Terrain, deen am Kader vum neie PAG vun der Stater Gemeng fir esou eng Konstruktioun geplangt ass, wéi déi, déi um Niveau vum virleiende Projet virgesinn ass. An et huet och missen e PAP ausgeschafft ginn.

Déi funktionell Organisatioun spillt eng wichteg Roll am Kader vum virleiende Projet. Eng 20 nei Parkplaze sinn och virgesinn, déi haaptsächlech fir d'Fleegepersonal, mä och fir d'Pensionäre selwer reservéiert sinn.

Et ass och vill Wäert op den ekologeschen Aspekt geluecht ginn. Dat gesäit een zum Beispill um Niveau vun der Orientéierung vum Gebai.

Här President, de Projet de loi huet virgesinn, datt déi staatlech Participatioun bei 9.596.080,66 Euro läit. Dëse Bäitrag ass op Basis vum leschtbekannte publizéierte Bauindex gesat, an zwar op de leschten Abrëll 2006. Zënterdeem ass awer deen neie Bauindex a Kraaft. Hien ass vum 1. Oktober, awer eréischt virun e puer Deeg vum Statec publizéiert ginn. No dësem Index klëmmt déi staatlech Participatioun op 9.714.478,84 Euro. Ech mengen, och wann déi virleiend Participatioun nach ëmmer op deem alen Index baséiert, misst dat kee Problem sinn, vu datt jo d'Adaptatioun éischtens virgesinn ass an zweetens automatesch erfollegt.

De Statsrot huet sech a senger Sitzung vum 28. November 2006 iwwregens mam Prinzip vun enger Aktualisatioun vum Betrag vun der staatlecher Participatioun averstanen erkläert. Hien huet awer am selwechten Otemzuch bemierkt, datt den Avenant den éischten Alinea vum véierte Punkt vun der Konventioun vun 2003, deen déi staatlech finanziell Bedeelegung festhält, net zréckgeholl huet. Et ass awer kloer, datt d'Fondation Pescatore net op eng Adaptatioun wollt renoncéieren. Fir allen Interpretatiounsschwieregkeeten aus de Féiss ze goen, ass en zweeten Avenant de 16. Januar 2007 ënnerschriwwe ginn.

Vu datt d'Kommissioun sech bewosst ass, datt et onméiglech ass, wichteg Projete bis op de leschten Detail am Viraus virzegesinn, esou datt Ëmännerungen net auszeschléisse sinn, suggéréiert d'Kommissioun der Familljeministesch, iwwert d'Opportunitéit nozedenken, de Suivi vun den Dossieren op d'Prozedur, déi fir d'Projete vum Bauteministère Usus ass, unzepassen. D'Kommissioun sollt als Éischt den Avant-projet ënnerbreet kréien, fir ze kucken, ob se mam Prinzip selwer d'accord ass, éier ee mam detailléierte Projet weiderfiert.

Jo, dëse Projet, wéi ech éineschters gesot hunn, huet schonn 2003 ugefaangen. En ass awer scho bal um Schluss vu senger Bauphas ukomm an no mengen Informatioune soll e bis Enn vum Joer funktiounsfäeg sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun a wëll Iech nach soen, datt ech de 5.12.2006 als Rapportrice genannt gi sinn, an invitéieren Iech alleguerten, dëse Projet unzehuelen, a ginn och domadder den Accord vu menger CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Den Här Bettel huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen der Rapportrice Merci. Ech mengen, si huet dat meescht gesot. Dat Eenzegt, wat ee ka feststellen, do ass déi éischt Konventioun de 17. Mäerz 2003, den Avenant 2005 am August an dann am Januar 2007. Wann ech richteg gesinn hunn, ass de Chantier bal fäerdeg, a mir stëmmen elo den Text. Mieux vaut tard que jamais, mä d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei stëmmt den Text selbstverständlech.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den honorabelen Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'Fondation Pescatore ass um Enn vum 19. Jorhonnert entstanen. Et war déi éischt modern, op d'Besoinë vun den eelere Leit ausgeriichten Institutioun, déi mer am Lëtzebuerger Land haten. Mir hate virdrun nëmmen Institutioune wéi d'Pafendaller Spidol oder d'Rumm, déi fir Leit waren, déi wierklech am Besoin waren an déi soss keng Bleif haten.

D'Fondation Pescatore an der Uewerstad war fir deemools eng biergerlech Schicht vu Leit, déi wollten opgeholl ginn op eng méi modern a confortabel Manéier, déi wollten zugläich och an hirem gewinnte Milieu bleiwen, bei eben där Stad wou se sech hiert ganzt Liewen opgehalen hunn a wou se zirkuléiert sinn.

Ech wollt dat trotzdeem am Zesummenhang mat dësem Projet soen, well et eben an der Geschicht vun der Altersversuergung zu Lëtzebuerg esou eng grouss Roll gespillt huet.

Dës Institutioun, d'Fondatioun, wéi se an der Stad jo einfach esou genannt gëtt, huet sech mat de Joren och erneiert an erneiert sech heimat och erëm. D'Madame Frank huet an hirem exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport duergeluecht, wéi dat geschitt. A mir si selbstverständlech als Fraktioun och mat dësem Projet d'accord.

Ech wollt awer, Madame Minister, well ech jo elo net an där Kommissioun sinn, mä et mech awer interesséiert, och ebe well d'Fondatioun esou eng déif Stater Institutioun ass, eigentlech zwou Froe stellen.

Déi éischt Fro, wann ech kucken, wat säit der Fondatioun an der Stad, besonnesch säit de 70er, 80er Joren als Institutioune fir eeler Leit entstanen ass, da gesäit een do eng ganz grouss Diversitéit. Et gesäit een eng grouss Diversitéit vun Träger. Et gesäit een och vill nei Institutiounen, héich modern Institutiounen. Dat aalt Pafendaller Spidol ass zu engem vun deene modernsten Altersheimer a Fleegeheimer am Land ginn. An do hunn ech mech gefrot, wéi ech mer dat iwwerluecht hunn, wéi dat vir sech geet.

Mir hu wierklech eng grouss Ballung vun Institutiounen an der Stad, déi héchstwahrscheinlech iwwert d'Besoinë vun de Leit aus der Stad erausgeet. An ech hu mech gefrot, mir schwätze jo iwwerall vun Aménagement du Territoire, mir schwätze vu Plans sectoriels, mir schwätze vun IVL, well mer jo gären hätten, dass d'Leit och do versuergt ginn, wou se no bei sech doheem sinn oder no bei hirer Famillje sinn: Gëtt et esou Iwwerleeungen, fir e Plan sectoriel vun der Altersversuergung ze maachen?

Mat deene Kritären, déi ech gesot hunn, also Leit no bei sech doheem versuergen, no bei hirer Famillje versuergen, an am Zesummenhang vun deem, wat jo och dem Fraktiounspresident vun der CSV esou staark um Häerz läit, nämlech den Aménagement du Territoire an den IVL, fir eben och op deem Plang eppes ze maachen.

Dann déi zweet Fro: Ech hunn an den Orientations budgétaires vun 2007 gelies, dass mer elo 51 Zentren hu mat insgesamt 4.700 Better, dass mer 14 Projeten en cours hu mat weideren 800 Better. Ech huelen un, dass dat hei och elo dozou gehéiert. An an deenen Orientations budgétaires steet, et géif op en Développement modéré higeschafft ginn.

De Statsminister hat a senger Deklaratioun iwwert den État de la nation vun 150 Millioune fir dräi Joer geschwat. Dat war an där Deklaratioun vun 2006. Dat heescht, et wären also 150 Millioune fir déi nächst dräi Joer fir Altersheimer. Mir hunn also eng Couverture vun de Besoinë vu 7,5%. Par rapport zum Ausland, wou et meeschtens 4% ass, ass dat bal dat Duebelt.

Meng Fro duerfir: Wéi wäit gi mer? Selbstverständlech steet hei bei der Fondatioun, dass do eng Lëscht vun 1.000 Leit ass, déi waarde fir an d'Fondatioun ze kommen. Mir wëssen nun awer, dass et Leit gëtt, déi sech op e puer Lëschten opsetzen, dass een also déi 1.000 vläicht net 100%eg als boer Mënz soll huelen.

Ech wär interesséiert, Madame Minister, fir gewuer ze ginn, ob d'Regierung, déi jo wierklech och den haapt finanzielle Poids dréit, en Iwwerbléck huet iwwert déi reell Besoinen, iwwert déi Lëschten eraus, déi jo no den eenzelnen Träger iwwerall bestinn.

Dat si meng zwou Froen, déi ech wollt stellen. Ech entschëllege mech bei de Kolleegen, déi scho laang Gedold haten de Mëtteg, fir déi puer Froen derbäizesetzen. Mä ech mengen, et ass awer trotzdeem e wichtege Projet, dee mer selbstverständlech mat stëmmen. Duerfir wollt ech déi zwou Froen hei drunhänken, well ech eben net an där Kommissioun sinn, mä et mech awer interesséiert.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Här Braz, Madame Doerner, den Här Fayot huet Explikatioune ginn zu Froen, déi Dir Iech ganz sécher och scho gestallt hutt.

(Hilarité)

Sou. Dann ass et nach um Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'honorabel Madame Frank huet an hirem mëndlechen a schréftleche Rapport all erdenklech Erklärunge ginn, a mir soen hir Merci derfir. Duerfir gi mer och net méi dorobber an.

Am Moment sinn 301 Pensionären an der Fondation Pescatore, a wann den Ëmbau fäerdeg ass, da sinn et der 375. Dat ass schonn zimlech interessant, well mer et hei mat engem Haus ze dinn hunn, dat méi wéi duebel esou grouss ass wéi déi aner Altersheimer, déi mer zu Lëtzebuerg hunn.

Mir sinn als Gréng ëmmer e bësse skeptesch, wa mer et mat esou grousse Strukturen ze dinn hunn. A mir si wierklech drun interesséiert, wéi d'Erfahrunge sinn, wat d'Gestioun, d'Onkäschten an och d'Liewensqualitéit vun engem Haus vun dëser Gréisst par rapport zu engem Haus mat eben 130 oder 140 Better - wéi mer se normalerweis hunn - betrëfft. Am Rapport steet dozou just, datt doduerch, datt d'Zuel vun de Better eropgesat gëtt, d'Waardelëscht e bësse méi kleng gëtt. Mat deem Argument kéinte mer déi allermeeschten Haiser ausbauen, well där Waardelëschte gëtt et iwwerall.

An et ass interessant; ech kommen dann eigentlech op déiselwecht Froen, déi den Här Fayot gestallt huet. Ech erënneren drun: Am Rapport steet zum Beispill och nach, datt mer eng Waardelëscht vun 1.000 Persounen hätten, an 100 Demanden dierfen als dréngend betruecht ginn.

Wann een esou Waardelëschten ufeiert an dann am selwechte Rapport mengt, datt mer mat dësem Projet an all deenen anere Projeten, déi vum Familljeministère um Wee sinn oder ënnerstëtzt ginn, zum Zil kéimen, an do zitéieren ech: «d'offrir aux personnes âgées une réelle liberté de choix en matière de logement et de service de soutien», da kënne mer dat awer net esou richteg novollzéien. Mir mengen, dat ass awer e bësse Wonschdenken. Oder et kann een och vläicht vun Zynismus schwätzen. Et entsprécht op alle Fall nach laang net der Realitéit.

Duerfir - an da kommen ech op dat, wat den Här Fayot och gefrot huet - erënneren ech eng Kéier un déi Motioun, déi ech hei den 19. Januar 2005 am Numm vun der grénger Fraktioun déposéiert hat an déi och vun der Chamber ugeholl ginn ass. Just zur Erënnerung: Den 19. Januar 2005 hate mer hei dräi Projets de loi votéiert: d'Transformatioun an d'Extensioun vum Fleegeheim Saint-Joseph zu Péiteng, de Bau vun engem CIPA zu Mamer a vun engem zu Jonglënster. An där Motioun huet d'Chamber d'Investissementer vun der Regierung an d'Structures d'accueil fir eeler Leit begréisst.

Mir hunn d'Noutwendegkeet vu weideren héichwäertegen an ekonomesch effikassen Infrastrukturen ënnerstrach. Mir hunn d'Wichtegkeet vun der Zesummenaarbecht bei der Planung vun esou Strukturen tëschent deene verschiddenen Acteuren - Familljeministère, Sécurité sociale, Krankekeesen, Cellule d'évaluation et d'orientation vun der Assurance dépendance, Travaux publics - betount. Mir hunn op d'Noutwendegkeet vun zouverlässege Statistiken higewisen. Mir hunn d'Transparenz an d'Effikassitéit beim Féiere vun de Listes d'attente als wichteg emfonnt.

Aus all deenen Iwwerleeungen eraus hat d'Chamber d'Regierung invitéiert, éischtens d'Zesummenaarbecht vun allen Acteuren, wat d'Plange vun Institutioune fir eeler Leit ugeet, ze verstäerken, an awer och d'Zesummenaarbecht vun allen Acteuren, wat d'Gestioun vun de Capacitéite vun dësen Haiser ugeet, ze verstäerken. Dat war den 19. Januar 2005, a mir wéisste gär, Madame Minister, wat d'Regierung aus dëser Invitatioun vun der Chamber gemaach huet. Mir waarde mat Interessi op Är Äntwert.

Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dem Projet de loi 5614.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Wa soss kee méi d'Wuert freet? Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wollt just vun eiser Säit och der Madame Rapportrice Merci soen. Ech mengen, et ass alles zu dësem Projet gesot. Et ass e wichtege Projet an e fënnt och selbstverständlech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. D'Madame Familljeminister, d'Madame Marie-Josée Jacobs, huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass ee vun deene Projeten, dee sech areit an eng ganz laang Lëscht vun neien Institutiounen, déi mer iwwert d'Land hëllefe bezuelen, well et normalerweis de Stat net ass. Do ass awer een Deel vun där Motioun vum Här Adam. Et ass nëmmen de Stat, deen nach zum Deel mathëlleft participéiere bei deene Gebaier, déi fréier am Établissement public waren, dat heescht, dem Stat seng eege waren an elo Établissement public sinn. Wat Servior ass, déi sinn also an där Majoritéit vun deene Gebaier do net dran involvéiert.

Här President, ech hunn elo keng Landkaart matbruecht. Mir hunn awer esou eng Land-

kaart. Ech géif mer erlaben, dem Här Fayot déi zoukommen ze loossen. Ech géif Iech awer hei elo déi nei Better, déi nach amgaang si geplangt ze ginn, déposéieren. Do gesitt Der, dat geet vu Bäerbuerg iwwer Clierf bis Dikrech, Diddeleng, Heesdref, Jonglënster, d'Rumm, d'Fondation Pescatore, Rëmeleng, Déifferdeng, Soleuvre, Conter, Lëtzebuerg, Ettelbréck, Ierpeldeng, Péiteng, Hamm.

Dir gesitt also, dat geet iwwert d'ganzt Land. Dat hei sinn elo also nëmmen déi, déi nei derbäikommen, mä wéi gesot, ech ginn Iech awer gären d'Landkaart, fir datt Der gesitt, datt mer dat awer wierklech an deene leschte Jore probéiert hunn. An dat war jo dann de Wonsch aus der Motioun, déi vun deene Gréngen erauskomm ass, fir ze kucken, datt dat iwwert d'Land verdeelt wier an datt d'Leit wa méiglech kéinten do an déi Institutioun goen, wou se dann doheem sinn.

Ech sinn den Owend eigentlech frou hei ze héieren, datt Der Iech Gedanke maacht, ob mer net ze vill géife bauen. Ech sinn an deene leschte Joren ëmmer hei gedriwwe gi fir ze soen: Et muss nach an et muss nach an et muss nach; an et geet ni duer; an déi aarm Leit, déi am Ausland sinn, an hei an do. De Mëtteg héieren ech emol fir d'éischte Kéier, datt hei och e bësselchen en aneren Toun mat doranner kënnt.

Mir hu selbstverständlech vill méi Capacitéiten. Den Här Fayot huet gesot, mir hu bal 7%, vis-à-vis vu 4% am Ausland. Et gëtt Spezialisten, déi soen, datt wat ee méi baut, wat méi de Besoin do ass. Eppes ass awer ganz sécher: Dat kënnt hei zu Lëtzebuerg do derduerch, datt mer eng Fleegeversécherung hunn, do derduerch, datt mer en Accueil gérontologique hunn, an och gutt Pensiounen hunn - loosse mer dat och nach derbäi soen - , datt mer vill méi Leit hunn, déi sech et kënne leeschten, an en Altersan an e Fleegeheim ze goen, wéi dat am Ausland de Fall ass.

Ech kenne Leit iwwert der däitscher Grenz, Däitscher - de Mëtteg ass gesot ginn, et mussen esou vill Leit an d'Ausland goen; dat ass och net fir alles gutt -, déi an där zweeter Generatioun ewell verschëllt sinn, well se musse fir hir Elteren an den Altersheimer bezuelen. Dat alles gëtt et zu Lëtzebuerg net. Dat incitéiert natierlech méi séier, fir datt een iergendwou an esou en Heem geet. Ech traue mech net méi, fir do Heem ze soen, well dat och heiansdo schlecht vun de Leit opgeholl gëtt. Mä dat bréngt sécher eng ganz aner Demande, wéi dat an anere Länner de Fall ass.

Derbäi kënnt awer, datt ech net fäerten, datt mer der ze vill géife schafen, well ech gesinn, datt mer ëmmer méi al ginn. Mir hunn awer eng al Bevölkerung an eisem Land a si gëtt ëmmer méi al. Duerfir mengen ech och, datt déi Servicer, déi amgaang sinn ausgebaut ze ginn, och nach an deenen nächste Joren net riskéieren eidel ze stoen.

Ech wëll och soen, datt mer an dësem Moment och e Problem hu fir Leit ënnerdaach ze kréien, well eng ganz Partie vun deenen Haiser am Ëmbau sinn. Ech denken un d'Rumm, déi elo bal ganz zou ass. Aner Ëmbauten dorëmmer sinn amgaang gemaach ze ginn, wou Der also gesitt, datt et de Moment net liicht ass, fir Leit ënnerdaach ze kréien. Vun do aus mengen ech, datt de Plan sectoriel sech aus der Realitéit erginn huet, mä wéi gesot, ech loossen Iech dat awer gären nach eng Kéier zoukommen, datt Der Iech dat och kënnt ukucken.

Dat, wat ech mech éischter froen, dat ass eppes Neies, wat amgaang ass ze entstoen op verschiddene Plazen. Ech denken zum Beispill u Bascharage, wou och esou en „betreutes Wohnen" kënnt, och u Schëffleng, wou mer leider d'Geleeënheet net haten, fir op de Strauss ze kommen, Här Buergermeeschter, mä Dir hat keen aneren Dag fonnt, soss wiere mer gär komm, den Här Boden an ech. Do maache mer also esou en „betreutes Wohnen", wou d'Leit, déi kommen, awer wierklech nach méi autonom sinn. Dat heescht, si hunn nach en Appartement a si brauchen eréischt an déi aner Institutioun ze goen, wa se dat dann och wierklech mussen hunn a wann et net méi aneschters geet.

Elo musse mer gesi wéi dat sech auswierkt, well dat gëtt jo dann ëmmer gemaach mat esou Enquêten, déi an de Gemengen duerchgefouert ginn. Da seet all Mënsch voller Begeeschterung: selbstverständlech! A wann et da bis driwwer hiergeet, dann ass et awer net méi ëmmer gradesou selbstverständlech. Mä ech denken éischter, datt dat och nei Weeër sinn, wou mer musse kucken, wat de Leit hëlleft, wéi mer hinne kënnen entgéintkommen, wéi datt mer elo onbedéngt nach virufuere mat deem klassesche Centre intégré, vun deem ech mengen, datt e souwisou amgaang ass de Wee ze goe vun enger Maison de soin, well déi Leit, déi doranner sinn, awer mat der Zäit éischter Fleegefäll ginn, wéi datt dat der dann awer nach lauter wären, déi gudder Déng sinn.

Zu där Motioun, vun där den Här Adam geschwat huet. Do probéiere mer selbstverständlech esou vill wéi méiglech Partner ëmmer mat anzebannen. Dat ass och net ëmmer esou einfach. Mä, wéi gesot, et war ëmmer e grousse Widderwëlle vun de Leit, fir esou eng gemeinsam Lëscht ze hunn, wou se alleguerte géifen drop stoen, well net jiddferee wëllt, datt jiddferee weess, datt hien do op esou enger Lëscht ass. Dat féiert natierlech dozou, datt awer eng ganz Partie vun duebelen Inskriptiounen do sinn. Mä, wéi gesot, fir mech huet d'Realitéit bis haut gewisen, datt mer am Fong nach net esou bäi sinn, datt mer op eemol misste fäerten, datt déi Zëmmeren net méi géife besat ginn.

Ech wollt just eng Kéier kuerz eppes soen, well ech elo grad keng Zäit méi dofir hat. Den Här Bettel hat de Mëtteg geschwat iwwert d'Exklusioun vun deenen eelere Leit aus deenen neien Technologien. Dozou wëll ech soen, datt mer net nëmmen un deenen Haiser do schaffen, mä op enger ganzer Partie vu Weeër sinn, fir wierklech och déi eeler Leit mat hei an eiser Gesellschaft dranzehalen, datt zum Beispill Cyber-Caféë bestinn, Jugendorganisatiounen a Jugendklibb, déi eelere Leit hëllefen an hinnen déi nei Technologië bäibréngen - an den RBS dat och mécht.

Also, ech denken och, datt et wichteg ass, datt déi eeler Leit - dat fänkt bei eisem Alter jo ewell un - och wëssen, wéi een domadder eens gëtt, fir viru mat de Kanner, mat der ganzer Famill, déi iwwert d'Welt dorëmmer verdeelt sinn, och nach a Kontakt kënnen ze bleiwen a selbstverständlech och déi aner Saachen ze maachen.

Ech géif wëllen ofschléissen a selbstverständlech och der Madame Frank villmools Merci soe fir hiren exakte schrëftlechen a mëndleche Rapport. D'Fondation Pescatore huet esou wäit gebaut, mä dat huet, mengen ech, och net direkt ee getraff, dee keng Sue gehat hätt, fir dat kënnen ze maachen. Duerfir si mer frou, datt mer dat elo haut stëmmen, an datt si an der Zwëschenzäit och ewell gebaut hunn.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dëse wichtege Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5614 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Laurent Mosar), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Ali Kaes), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro (par M. Roland Schreiner), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

Als nächste Punkt op eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatioune stoen, déi ënnert dem Huis clos virgeholl ginn.

4. Demandes en naturalisation

De Huis clos ass domat ausgesprach.

(Le huis clos est prononcé à 18.47 heures)

* * *

(Le huis clos est levé à 18.58 heures)

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 121 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat aacht Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 1er février 2007

1. ABDEMOULAH Abdellatif, né le 22 août 1952 à Sakiet Eddaier (Tunisie), demeurant à Esch-sur-Alzette

2.ADROVIĆ Edin, né le 6 novembre 1980 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

3. BAYEGI Mohammed, né le 21 mars 1955 à Chahroud (Iran), demeurant à Bettembourg

4. BECIĆ Amir, né le 14 mai 1983 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

5. BORGES FONSECA LIMA Ricélio, né le 8 juillet 1984 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

6. BSARANI Joseph, né le 6 mars 1968 au Caire (Égypte), demeurant à Rolling

7. BURKIĆ Sedika, née le 1er janvier 1971 à Donja Lovnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Oberanven

8. CHAVES FERNANDES MARQUES Bruno Antonio, né le 2 septembre 1982 à Santa Maria de Viseu/Viseu (Portugal), demeurant à Troisvierges

9. CHRISTOPH Mike, né le 15 mars 1976 à Hachenburg (Allemagne), demeurant à Pétange

10. COX Maurice Louis Marie, né le 30 mai 1936 à Kuringen (Belgique), demeurant à Huldange

11. BROSCH Sofia Maria Katharina, née le 1er juin 1924 à Garzweiler (Allemagne), demeurant à Huldange

12. DAI Keying, née le 20 décembre 1985 à Jiangsu (Chine), demeurant à Luxembourg

13. DAUDBASIĆ Rizah, né le 8 janvier 1977 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

14. DE ALMEIDA PEREIRA Luis Filipe, né le 22 octobre 1986 à Tamengos/Anadia (Portugal), demeurant à Remich

15. DELALLE Arnaud Raymond Georges, né le 27 août 1981 à Thionville (France), demeurant à Bascharage

16. DEMAJ Milihate, née le 5 octobre 1973 à Llozhan (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Lamadelaine

17. DEVOLDER Peter Jan Gustaaf, né le 28 janvier 1966 à Veurne (Belgique), demeurant à Friedbusch

18. D'HERBAIS DE THUN Natasja, née le 6 septembre 1983 à Jette (Belgique), demeurant à Differdange

19. DJULOVIĆ Vahdeta, née le 10 février 1970 à Sahmani (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Mersch

20. DUVAL PIMENTEL Ramona Altagracia, née le 3 novembre 1965 à San Juan de la Maguana (République dominicaine), demeurant à Bertrange

21. DYACHUK Olena, née le 8 avril 1969 à Kiev (Ukraine), demeurant à Senningerberg

22. EVORA SPENCER Raquel, née le 6 janvier 1968 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

23. FARIA CASTELO PEDRO Luis Carlos, né le 15 octobre 1962 à Caldas da Rainha (Portugal), demeurant à Kehlen

24. FEDOROV Andrei, né le 1er août 1983 à Moscou (Russie), demeurant à Strassen

25. FERREIRA MARTINS Gloria da Conceição, née le 19 avril 1980 à Castelões de Cepeda/Paredes (Portugal), demeurant à Troisvierges

26. FIGUEIREDO SERRANO José Antonio, né le 21 mars 1969 à São Julião da Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Dudelange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de SERRANO José Antonio.

27. FORTES Palmira Idalina, née le 2 mars 1971 à São Pedro Apostolo/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Bettembourg

28. FRANK Wolfgang Friedhelm, né le 24 octobre 1963 à Trier (Allemagne), demeurant à Beringen

29. FRAUSING Jens, né le 18 mars 1943 à Barrit Sogn (Danemark), demeurant à Mondercange

30. FRÉCHIN Emmanuel, né le 11 juin 1967 à Épinal (France), demeurant à Luxembourg

31. FREITAS MARQUES PEREIRA Olivia, née le 2 janvier 1982 à Quinta Grande/Camara de Lobos (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les noms et prénom de FREITAS MARQUES Olivia.

32. FRIEZA MOREIRA GODINHO David José, né le 12 novembre 1962 à Foros de Salvaterra/Salvaterra de Magos (Portugal), demeurant à Luxembourg

33. FURTADO Magda do Nascimento, née le 3 novembre 1973 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

34. FURTADO Maria Elisabete, née le 26 octobre 1971 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

35. GASHONGA Lionel, né le 25 juin 1971 à Nyarugenge/Kigali (Rwanda), demeurant à Diekirch

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de GAASCH Lionel.

36. GATLEY Duncan, né le 19 juin 1955 à Runcorn (Grande-Bretagne), demeurant à Dudelange

37. GOMES RODRIGUES Ana Maria, née le 1er septembre 1957 à São Julião da Figueira da Foz/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Luxembourg

38. GORGINPOUR Mohammad, né le 20 septembre 1978 à Chiraz (Iran), demeurant à Mondorf-les-Bains

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de GORGIN Armin.

39. GORGIZADEH Ezzat, née le 12 octobre 1948 à Guénavéh (Iran), demeurant à Mondorf-les-Bains

40. GREBO Goran, né le 14 avril 1954 à Zemun (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

41. GUMNISHTA Driton, né le 29 juin 1968 à Vushtrri (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettembourg

42. HAJAJI Rachid, né le 12 décembre 1968 à M'Dhilla (Tunisie), demeurant à Luxembourg

43. HAJDARPASIĆ Mersiha, née le 31 mars 1963 à Nikšiċ (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange

44. HALILOVIĆ Bahrudin, né le 4 septembre 1978 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Sanem

45. IARMOCHEVITCH Elena, née le 5 décembre 1969 à Novopokrovka (Russie), demeurant à Berchem

46. KAHVEDZIĆ Jasmin, né le 30 novembre 1972 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Schwebsingen

47. LUKSIĆ Enida, née le 15 novembre 1973 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Schwebsingen

48. KIHM Gabrielle Annette, née le 28 janvier 1927 à Munster (France), demeurant à Luxembourg

49. KINER Valérie Léa Ghislaine, née le 30 novembre 1968 à Luxembourg, demeurant à Pintsch

50. KRAFFT Reinhard Helmut, né le 21 juillet 1964 à Athènes (Grèce), demeurant à Strassen

51. BLOCH Miriam Beatrice, née le 8 avril 1962 à Mannheim (Allemagne), demeurant à Strassen

52. LARA Giuseppe, né le 6 janvier 1984 à Lanusei (Italie), demeurant à Esch-sur-Alzette

53. LOPES DA CRUZ Sara Sophie, née le 27 janvier 1983 à La Teste-de-Buch (France), demeurant à Pétange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de LOPES Sara Sophie.

54. LOPES DE SOUSA Jacinto Carlos, né le 30 décembre 1967 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

55. LOVADINA Adriano, né le 2 septembre 1971 à Binche (Belgique), demeurant à Esch-sur-Alzette

56. LUKIĆ Goran, né le 30 juin 1963 à Smederevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Clemency

57. LUKIĆ Milica, née le 23 août 1984 à Smederevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Clemency

58. MACEDO GONÇALVES Julia Marlene, née le 29 mai 1983 à Anais/Ponte de Lima (Portugal), demeurant à Dudelange

59. MAHMUTOVIĆ Asim, né le 27 décembre 1956 à Potklece (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bertrange

60. MAIA LOPES SANTOS Fernando, né le 31 juillet 1965 à Perafita (Portugal), demeurant à Differdange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de SANTOS Fernand.

61. MAIA LOPES SANTOS Paula Maria, née le 25 octobre 1968 à Vilar/Vila do Conde (Portugal), demeurant à Kayl

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de SANTOS Paula Maria.

62. MEHRAFZA Shayan, né le 31 août 1985 à Karlsruhe (Allemagne), demeurant à Schifflange

63. METZ Kim, née le 24 novembre 1982 à Amsterdam (Pays-Bas), demeurant à Koetschette

64. MOTIANI Sheela Naraindas, née le 8 mars 1958 à Gandhi Nagar/Nasik (Inde), demeurant à Fentange

65. MURANA Laurent, né le 7 juillet 1986 à Shkoder (Albanie), demeurant à Echternach

66. MURANA Stiljana, née le 8 mai 1985 à Shkoder (Albanie), demeurant à Hosingen

67. MURERA UWANYIRIGIRA Diane, née le 29 octobre 1986 à Mwiyanike (Rwanda), demeurant à Rodange

68. MUSLIĆ Enis, né le 8 juin 1977 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Tétange

69. NAKASOLYA Hajara, née le 23 août 1972 à Mulago (Ouganda), demeurant à Esch-sur-Alzette

70. NIBAKURE Généreuse, née le 16 février 1958 à Rutonde (Rwanda), demeurant à Luxembourg

71. NIKOLOVA Maya, née le 1er mai 1961 à Stara Zagora (Bulgarie), demeurant à Esch-sur-Alzette

72. NYINDU Miandabu, née le 23 novembre 1975 à Kinshasa (République démocratique du Congo), demeurant à Bettel

73. OHRBERG Lars, né le 29 octobre 1973 à Sonderborg (Danemark), demeurant à Luxembourg

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

74. OMEROVIĆ Adis, né le 14 juin 1980 à Zenica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Oberanven

75. PALI Bardhe, née le 20 juin 1968 à Shkoder (Albanie), demeurant à Clervaux

76. PATWARY Mahfuzul Islam, né le 27 septembre 1986 à Comilla (Bangladesh), demeurant à Luxembourg

77. PAULMIER Murielle Pauline Aline, née le 6 avril 1965 à Algrange (France), demeurant à Mondorf-les-Bains

78. PENEV Aleksandar, né le 16 août 1983 à Vranje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

79. PEREIRA FARIA Oscar Gabriel, né le 13 octobre 1980 à Barcelos (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

80. POPOVIĆ Lidija, née le 17 octobre 1965 à Smederevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Clemency

81. PRANGE Toralf, né le 28 décembre 1966 à Güstrow (Allemagne), demeurant à Troisvierges

82. PRINGELS Jacques Jules Valère, né le 2 mai 1925 à Linkebeek (Belgique), demeurant à Bettendorf

83. PUSCH Oliver, né le 2 juin 1973 à Prüm (Allemagne), demeurant à Wecker

84. RAMOS MARTINS Ana da Conceição, née le 26 juillet 1966 à Nossa Senhora do Livramento/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Schifflange

85. REBRONJA Zilbija, née le 15 juillet 1981 à Bijelo Polje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

86. RIBEIRO DA SILVA Sonia Catarina, née le 3 août 1981 à Torredeita/Viseu (Portugal), demeurant à Schifflange

87. RIBEIRO SILVA Esmeraldina, née le 21 octobre 1979 à Nossa Senhora da Luz (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

88. ROCHA PRATES Elisa Maria, née le 19 mai 1964 à Montargil/Ponte de Sor (Portugal), demeurant à Luxembourg

89. SAKU Benard, né le 18 mai 1973 à Mulago/Kampala (Ouganda), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de SAKU Bernard.

90. SALAS DOMINGUEZ Leli Rocxana, née le 26 août 1965 à Huari (Pérou), demeurant à Bettembourg

91. SCHEID Dennis, né le 18 mai 1985 à Trier (Allemagne), demeurant à Aspelt

92. SEHIĆ Vahidin, né le 4 janvier 1980 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Lintgen

93. SHEN Hao, né le 8 novembre 1962 à Shanghai (Chine), demeurant à Luxembourg

94. STAHL Nandor, né le 30 octobre 1982 à Subotica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

95. STOIBER Gertraud, née le 18 avril 1963 à Haselbach (Allemagne), demeurant à Esch-sur-Alzette

96. STOYANOVA Svetlana, née le 26 juin 1960 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Esch-sur-Alzette

97. SUN Yixian, née le 10 octobre 1986 à Wenzhou/Zhejiang (Chine), demeurant à Wasserbillig

98. SZYMANSKI Véronique, née le 11 février 1964 à Briey (France), demeurant à Luxembourg

99. TASCA Mihai Fanel, né le 15 décembre 1960 à Balabanesti (Roumanie), demeurant à Luxembourg

100. TEIXEIRA GOMES VILELA Irene Luciana, née le 9 février 1955 à Bragança (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

101. TOURÉ Alioune Badara, né le 22 juin 1966 à Paray-le-Monial (France), demeurant à Dudelange

102. VARELA MENDES Alexandre, né le 1er mars 1967 à Santiago Maior (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

103. VENNEMAN Ria, née le 20 octobre 1961 à Wetteren (Belgique), demeurant à Luxembourg

104. VIDEIRA FIGUEIREDO Manuel Antonio, né le 17 novembre 1981 à Aguas Boas (Portugal), demeurant à Differdange

105. WEI Wenzhu, né le 24 mars 1984 à Jiangsu (Chine), demeurant à Bech-Kleinmacher

106. ZHAN Chenru, née le 14 février 1982 à Zhejiang (Chine), demeurant à Wasserbillig

107. ZHANG Weihong, née le 2 septembre 1984 à Qingtian County/Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

Liste complémentaire des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 1er février 2007

1. BEUEL Sebastian Helmut, né le 9 août 1980 à Trier (Allemagne), demeurant à Luxembourg

2. BOUTROS Manon, née le 27 juillet 1946 au Caire (Égypte), demeurant à Strassen

3. HANKE Kurt Franz, né le 26 décembre 1949 à Trier (Allemagne), demeurant à Esch-sur-Alzette

4. HIZ Ugur, née le 31 janvier 1959 à Acipayam (Turquie), demeurant à Junglinster

5. JAGIELLO Marleen Erika, née le 22 octobre 1979 à Halle (Allemagne), demeurant à Luxembourg

6. JAHIĆ Admir, né le 2 juin 1980 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

7. JIANG Xiaoping, né le 25 février 1975 à Zhejiang (Chine), demeurant à Mertert

8. JI Jiqing, née le 1er décembre 1985 à Zhejiang (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette

9. KOCANOV Stojan, né le 22 avril 1967 à Vicina (Macédoine), demeurant à Luxembourg

10. LICINA Arkin, né le 31 décembre 1977 à Skopje (Macédoine), demeurant à Dudelange

11. LOTELE Djambite, née le 25 novembre 1969 à Mbandaka (République démocratique du Congo), demeurant à Tétange

12. PEREIRA Tiago José, né le 17 janvier 1984 à Mortagua (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

13. VAZ DA PONTE Rui Filipe, né le 9 avril 1984 à Longos Vales/Monção (Portugal), demeurant à Differdange

14. ZINEDDINE Rachid, né le 16 septembre 1964 à Casablanca (Maroc), demeurant à Senningerberg

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn elo um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 13., 14. a 15. Februar. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech zougestallt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.59 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

Communications pages 224-225

Départ en retraite de deux membres du Greffe page 225

5667 - Proposition de loi de M. Henri Grethen modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes;

5668 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée

et

5669 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national page 225

Ordre du jour page 225

Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution page 225

Dépôt d'une motion par M. Marcel Oberweis pages 225-226

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°140 du 30 janvier 2007 de Monsieur Marcel Sauber au sujet du nouveau Plan d'action en faveur des PME, adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement page 226

- Question N°141 du 30 janvier 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à la relance du débat sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 226

- Question N°142 du 29 janvier 2007 de Monsieur Ben Fayot relative à la réunion à Madrid des 18 pays qui ont ratifié le Traité établissant une Constitution pour l'Europe et à l'avenir dudit traité, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration pages 226-227

- Question N°143 du 30 janvier 2007 de Monsieur Henri Kox relative à l'organisation d'une véritable campagne de sensibilisation des citoyens à l'occasion du festival automobile 2007, campagne à organiser conjointement par le Gouvernement, l'ADAL et la FEGARLUX, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports page 227

- Question N°144 du 30 janvier 2007 de Madame Martine Stein-Mergen relative à l'accompagnement des personnes aveugles détentrices d'une carte d'invalidité C, adressée à Monsieur le Ministre des Transports page 227

- Question N°145 du 30 janvier 2007 de Monsieur Jean-Pierre Koepp relative à la simplification administrative, adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement pages 227-228

- Question N°146 du 29 janvier 2007 de Madame Lydie Err relative au permis de séjour des ressortissants européens, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 228

- Question N°147 du 26 janvier 2007 de Madame Anne Brasseur relative à la compensation de notes insuffisantes dans l'enseignement secondaire, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 228

- Question N°148 du 30 janvier 2007 de Monsieur Henri Kox relative à la condamnation du Luxembourg - en décembre 2006 - par la Cour de Justice européenne pour non-respect des obligations découlant de la directive 1999/94/CE concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO_2 à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports page 228

- Question N°149 du 26 janvier 2007 de Monsieur Xavier Bettel relative au traitement à percevoir par un fonctionnaire ayant été mis en liberté et se trouvant sous contrôle judiciaire, adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative pages 228-229

- Question N°150 du 30 janvier 2007 de Monsieur Claude Adam relative à la stratégie du Gouvernement luxembourgeois face à la discrimination des étudiants étrangers par voie de quota ou autres formalités lors de l'inscription dans des universités belges et autrichiennes, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 229

- Question N°151 du 30 janvier 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à un essai effectué par la Chine pour tester une arme antisatellite, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration pages 229-230

- Question N°152 du 30 janvier 2007 de Monsieur Robert Mehlen relative à une directive européenne par laquelle la protection des cormorans serait abrogée, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement page 230

5182 - Projet de loi portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève, le 26 mai 2000 pages 230-231

5198 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée

3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée pages 231-235

5446 - Projet de loi portant approbation du deuxième Amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, adopté à la troisième réunion des Parties à la Convention, tenue à Cavtat (Croatie) du 1er au 4 juin 2004 (Décision III/7) pages 235-236

5612 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à la base élective page 237

Interpellation de M. Carlo Wagner au sujet de l'évolution future du secteur vitivinicole pages 237-246

Interpellation de M. Claude Adam au sujet de la pauvreté au Luxembourg pages 246-259

Motion de M. Marcel Oberweis relative à la condamnation à mort par la justice libyenne de cinq infirmières bulgares et d'un médecin palestinien page 259

Projet de loi autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore pages 259-262

Demandes en naturalisation pages 262-263

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1353	M. Aly Jaerling	Soutien financier pour les cours du Centre National de Formation Professionnelle Continue (CNFPC)
1392	M. Claude Meisch	Protection des intérêts luxembourgeois - Démission du CEO d'Arcelor-Mittal
1417	M. Jos Scheuer	Examen-concours d'admission au stage des carrières du rédacteur et de l'expéditionnaire
1418	M. Laurent Mosar	Prix maxima des courses de taxi
1425	M. Jacques-Yves Henckes	Amélioration des infrastructures
1428	Mme Viviane Loschetter	Nouveau Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg
1433	M. Félix Braz	Comité interministériel en charge de la coordination de la politique en faveur des étrangers
1434	M. Laurent Mosar	Ouverture du marché du travail luxembourgeois aux étrangers
1436	Mme Anne Brasseur	Projet d'agrandissement du Centre d'éducation différenciée d'Esch/Alzette
1437	M. Jacques-Yves Henckes	Transposition de directives relatives à la réduction des nuisances aux alentours des aéroports
1453	M. Camille Gira	Traitement des eaux urbaines résiduaires
1454	M. Claude Adam	Bonification de l'ancienneté dans la fonction publique
1455	M. Aly Jaerling	Infrastructures de l'État prévues pour le site Terre Rouge d'Esch/Alzette
1467	Mme Viviane Loschetter	Retrait de l'indemnité de chômage pour refus d'un emploi proposé pour des raisons de non-conciliation emploi/situation familiale
1474	M. Claude Adam	Assurance continuée et assurance facultative
1475	M. Claude Adam	Équipe pédagogique et éducative de l'éducation précoce
1477	M. Roger Negri	Taux super réduit de la TVA pour les systèmes de sécurité dans les habitations privées
1480	M. Robert Mehlen	Assainissement total des porcs d'élevage et de reproduction pour cause de la détection de la maladie contagieuse «Rhinite atrophique» au centre de sélection «Kuelbecherhaff»
1482	M. Laurent Mosar	Droit au logement opposable
1486	M. Claude Meisch	Potentialités offertes par la transplantation de cellules souches issues du sang du cordon olombical
1490	M. Marcel Oberweis	Candidature du Benelux pour la Coupe du Monde de football 2018
1492	M. Marc Spautz	Sécurité routière sur le CR101 entre Kopstal et Mamer
1493	M. Marcel Oberweis	Communes sans OGM
1496	M. Laurent Mosar	Arrêt de la Cour de Justice européenne du 12 juin 2003 à l'égard du Luxembourg relatif à ses marchés des télécommunications
1500	M. Jean Huss	Service médical public
1502	M. Carlo Wagner	Extraction de l'air contaminé par la fumée de tabac dans les restaurants
1505	M. Xavier Bettel	Projets de renforcement de la sécurité routière
1506	Mme Claudia Dall'Agnol	Association «Immo-Stëmm»
1511	M. Laurent Mosar	Prix des permis d'émission de CO_2
1513	M. Laurent Mosar	Droit applicable et compétence en matière de divorce et de séparation de corps
1521	M. François Bausch	Source libératoire sur certains revenus de capitaux
1522	M. Romain Schneider	Fermeture de la société «Technicolor Home Entertainment Services» à Schifflange

Question 1353 (19.10.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **soutien financier pour les cours du Centre National de Formation Professionnelle Continue (CNFPC):**

Wéi mer matgedeelt gouf, gëtt am Centre National de Formation Professionelle Continue fir d'Erwuessenweiderbildung keng staatlech Entschiedegung méi ausbezuelt vun dësem Joer un.

Dës Entschiedegung war awer eng zousätzlech Motivatioune fir sech an déi Ausbildung anzeschreiwen an awer och fir déi manner bemëttelt Eltere vu betraffene Jonken eng wichteg finanziell Ënnerstëtzung.

An och eng Ënnerstëtzung fir deene Jonken oder Eeleren, déi op sech eleng gestallt waren, kee Revenu haten a sech wollte weiderbilden, entgéintzekommen.

Et kann dach net sinn, datt just do, wou mer anscheinend de gréisste Malaise hu wat de Chômage betrëfft, an zwar bei der Qualifikatioun, elo just do soll gespuert ginn, wou de Problem am gréissten ass.

Kann den Här Minister respektiv d'Madame Ministesch mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Stëmmt et, datt keng finanziell staatlech Ënnerstëtzung méi zougestane gëtt fir Erwuesseneweiderbildung am CNFPC?

2) Wa jo, firwat?

3) Ass dat net kontraproduktiv an hält wa méiglech Leit, déi sech wëlle weiderbilden, aus finanzielle Contrainten dovun of?

4) Widdersprécht dat net dem Gedanke vum life long learning, laut deem soll all Mënsch d'Méiglechkeet kréie sech ouni finanziell Contrainte weiderzebilden?

Réponse commune (30.1.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Et stëmmt, datt keng finanziell staatlech Ënnerstëtzung méi fir Erwuesseneweiderbildung am CNFPC iwwert de Fonds pour l'Emploi bezuelt gëtt fir Coursen, déi net een direkte Lien zum Aarbechtsmaart hunn, mä nëmmen nach fir Leit, déi um Aarbechtsamt ageschriwwe sinn a vun dësem an déi Coursë geschéckt ginn.

Op där anerer Säit awer deelen ech d'Meenung vun dem Här Deputéierten, datt d'finanziell Situatioun vun deem Eenzelnen net dierf eng Contrainte si fir um life long learning deelzehuelen. Duerfir gesäit dee Projet de loi 5593 verschidden Aiden a Primë vir.

Ech verweisen op den Titre 2, Chapitre I vun dësem Gesetzesprojet.

Question 1392 (9.11.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **protection des intérêts luxembourgeois -** la **démission du CEO d'Arcelor-Mittal:**

Dans le contexte de la démission du CEO d'Arcelor-Mittal, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État vient de déclarer sur les ondes de RTL Radio Lëtzebuerg avoir eu au préalable un entretien téléphonique avec Monsieur Mittal, dans lequel il avait posé la question «ob sech fir Mittal eppes geännert hätt, wat d'Engagementer fir Lëtzebuerg ubelaangt. Et ass mir héich an helleg versprach ginn, dat wier net de Fall. Ech gleewen dat och».

Cette déclaration de Monsieur le Premier Ministre pourrait être interprétée de façon à ce qu'il n'existe aucun accord écrit ou juridiquement valable entre le Gouvernement et Arcelor-Mittal visant à protéger les intérêts nationaux dans le cadre de la fusion entre Arcelor et Mittal Steel, alors que les déclarations publiques faites par Monsieur le Premier Ministre lors de l'annonce du rapprochement entre Arcelor et Mittal Steel laissaient encore conclure à l'inverse. Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

a) Est-ce qu'il existe un accord formel écrit entre le Gouvernement et Arcelor-Mittal, respectivement entre Arcelor et Mittal Steel, respectivement entre Arcelor et Monsieur Lakshmi Mittal en nom personnel, respectivement entre le Gouvernement et Mittal Steel ou encore entre le Gouvernement et Monsieur Lakshmi Mittal en nom personnel, ayant repris les engagements vitaux pour le pays dont le Premier Ministre a fait état et dont il fait toujours état?

b) Dans l'affirmative, quelle est la valeur juridique de cet accord? Le Gouvernement pourra-t-il le cas échéant ester en justice si les engagements portant protection des intérêts nationaux ne seraient pas respectés par l'une quelconque des parties?

c) Existe-t-il encore d'autres engagements écrits ou non écrits visant la protection des intérêts nationaux à part le maintien du siège de ladite société au Luxembourg et le respect des engagements antérieurs conclus entre l'État et Arcelor? Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il m'en donner les détails?

Réponse (24.11.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

J'ai l'honneur de me référer aux questions parlementaires N°1384 du 6 novembre 2006 concernant la réorganisation de la structure de la direction du groupe Arcelor-Mittal *(cf. compte rendu N°4/2006-2007)* et N°1392 du 9 novembre 2006 traitant de la protection des intérêts luxembourgeois dans le cadre de la création du groupe Arcelor-Mittal de Monsieur le Député Claude Meisch et à la réunion du 9 novembre courant de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports au cours de laquelle j'ai eu l'occasion de répondre en détail aux questions des membres de la Commission concernant l'évolution du dossier «Arcelor-Mittal». Cette réunion m'a notamment permis de couvrir les aspects du dossier mis en avant par Monsieur le Député Meisch dans ses questions parlementaires.

À la fin de la réunion, Monsieur le Député a indiqué, à ma demande, qu'il estimait que ses questions étaient, au vu des informations fournies lors de la réunion, devenues sans objet. J'estime dès lors que le Gouvernement peut se dispenser de répondre par écrit aux deux questions parlementaires.

Question 1417 (21.11.2006) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant l'**examen-concours d'admission au stage des carrières du rédacteur et de l'expéditionnaire:**

Les examens-concours pour l'admission au stage des carrières du rédacteur et de l'expéditionnaire sont ouverts aux candidats ayant fait leurs études soit dans un établissement d'enseignement secondaire soit dans un établissement d'enseignement secondaire technique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

Quel est, aux différents types d'examen, le nombre de candidats

- en provenance de l'enseignement secondaire,

- en provenance de l'enseignement secondaire technique?

Quel est, aux différents types d'examen, le taux de réussite des candidats

- en provenance de l'enseignement secondaire,

- en provenance de l'enseignement secondaire technique?

Tout en sachant que les épreuves diffèrent selon la carrière visée (carrière administrative ou technique), une grande importance est accordée aux épreuves de langues (traduction d'un texte luxembourgeois en langue française ou en langue allemande; dissertation en langues française, allemande et anglaise).

Sachant que la finalité de l'enseignement des langues varie selon l'ordre d'enseignement suivi, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il en est tenu compte dans l'appréciation des travaux d'examen. Si tel n'était pas le cas, les candidats provenant de l'enseignement technique seraient nettement défavorisés par rapport à ceux en provenance de l'enseignement secondaire.

Considérant que l'enseignement est subdivisé de plus en plus en des formations spécialisées, je voudrais savoir si Monsieur le Ministre n'entend pas davantage tenir compte de cette diversité lors du recrutement par examen afin de garantir par là, à la fois une plus grande égalité des chances aux candidats et un savoir-faire technique accru à la Fonction publique.

Réponse (25.1.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans son courrier du 21 novembre 2006, Monsieur le Député Jos Scheuer soulève essentiellement deux questions qui se réfèrent aux examens-concours pour l'admission au stage dans les carrières du rédacteur et de l'expéditionnaire.

La première question concerne le nombre de candidats inscrits aux examens-concours en provenance de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique.

La deuxième question se réfère aux taux de réussite des candidats en provenance de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique.

Afin de donner une réponse adéquate à ces questions, les services de la Fonction publique et de la Réforme administrative ont établi un tableau spécifique qui reprend les données disponibles pour les sessions des concours des années 2005 et 2006 dans les carrières du rédacteur et de l'expéditionnaire administratif.

Examens-concours pour l'admission au stage dans la carrière du rédacteur des années 2005 et 2006:

Candidatures reçues de candidats issus de l'enseignement secondaire classique:	501
Candidatures reçues de candidats issus de l'enseignement secondaire technique	734
Total des candidats ayant réussi	165
Taux de réussite des candidats issus de l'enseignement secondaire classique	77,02%
Taux de réussite des candidats issus de l'enseignement secondaire technique	22,98%

Examens-concours pour l'admission au stage dans la carrière de l'expéditionnaire administratif des années 2005 et 2006:

Candidatures reçues de candidats issus de l'enseignement secondaire classique	97
Candidatures reçues de candidats issus de l'enseignement secondaire technique	562
Total des candidats ayant réussi	92
Taux de réussite des candidats issus de l'enseignement secondaire classique	29,87%
Taux de réussite des candidats issus de l'enseignement secondaire technique	70,13%

Dans la deuxième partie de sa question, l'honorable Monsieur Jos Scheuer soulève la question de l'importance accordée aux épreuves de langues dans les différents examens-concours et aimerait savoir s'il est tenu compte dans l'appréciation des épreuves d'examen de l'ordre d'enseignement suivi par les candidats.

Le règlement grand-ducal du 30 janvier 2004 portant organisation des examens-concours pour l'admission au stage dans les carrières moyennes du rédacteur, de l'ingénieur-technicien, du technicien diplômé, de l'éducateur gradué et de l'informaticien diplômé détermine dans son article 3 que la carrière du rédacteur comprend une catégorie administrative et une catégorie technique. Pour accéder à la carrière du rédacteur, catégorie administrative ou catégorie technique, les candidats doivent être détenteurs soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires, soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires technique, soit d'un certificat d'études reconnu équivalent par le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions.

La carrière du rédacteur, catégorie administrative, s'adresse à des fonctions à caractère prédominant administratives pour lesquelles des compétences en matière de rédaction sont requises, tandis que la catégorie technique devrait s'adresser à des fonctions à caractère prédominant techniques. Cette différence se manifeste aussi au niveau des programmes des épreuves de l'examen-concours dans le sens que le programme de la catégorie administrative prévoit une épreuve de connaissances générales tandis que la catégorie technique prévoit une épreuve de technologie professionnelle qui est une épreuve d'aptitude à caractère technique en relation avec les fonctions à exercer. Au niveau de l'épreuve des langues étrangères il n'est pas tenu compte de l'ordre d'enseignement suivi par les candidats puisque les diplômes requis pour l'accès à la carrière sont reconnus équivalents par la loi.

Il importe par ailleurs de noter que le programme des épreuves impose pour toutes les carrières, à savoir pour les carrières supérieures, moyennes et inférieures, une épreuve de langues étrangères.

Question 1418 (21.11.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **prix maxima des courses de taxi:**

Le règlement grand-ducal du 9 juillet 2004 fixe les prix maxima pour courses en taxi Or, selon mes informations, une des plus grandes entreprises de taxis du Luxembourg considère ce règlement grand-ducal comme non valable et applique en conséquence des tarifs nettement supérieurs par rapport à ceux fixés par le texte en question.

Depuis l'entrée en vigueur dudit règlement grand-ducal, plusieurs entrepreneurs de taxis qui respectent la loi se sont plaints auprès de Monsieur le Ministre des Transports à cause de cette situation parfaitement illégale qui leur cause un préjudice tellement grave qu'ils risquent même de devoir se déclarer en faillite. Les entreprises qui respectent la loi sont donc pénalisées.

Bien que Monsieur le Ministre des Transports ait confirmé le bienfondé de ces doléances à l'égard de l'entreprise susmentionnée aucune solution n'a été trouvée par les services compétents.

Il y a lieu de constater que les transports en taxis ne sont pas particulièrement attrayants.

Au vu des développements antérieurs, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Le Gouvernement peut-il confirmer cette situation? Dans l'affirmative pour quelles raisons le Gouvernement n'est-il pas encore intervenu dans l'affaire en question?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage pour remédier à cette situation?

- Au vu de la situation décrite, le Gouvernement ne devrait-il pas réformer le règlement grand-ducal du 9 juillet 2004, voire réexaminer dans sa totalité la législation en la matière afin de rendre les transports en taxis plus attrayants?

Réponse commune (6.2.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports*:

1. Les Ministres de l'Économie et du Commerce extérieur et des Transports peuvent confirmer que certaines entreprises de taxis ne respectent pas le règlement grand-ducal du 9 juillet 2004 fixant des prix maxima pour courses en taxi. Cette situation trouble manifestement le fonctionnement normal du marché en cause.

Les agents de la Direction de la Réglementation des marchés et de la Consommation se sont déplacés à plusieurs reprises et ont pu dresser procès-verbaux contre les entreprises qui violent les prix fixés par le règlement grand-ducal susmentionné.

Ces procès-verbaux ont été continués au Parquet près du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, qui n'a cependant pas engagé de poursuites pénales.

2. Pour établir la sécurité juridique dans le secteur, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a saisi le Conseil de Gouvernement vendredi dernier qui a approuvé une modification de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence. Ce projet de loi évitera toute discussion sur la légalité de la réglementation des prix des courses en taxis qui est actuellement, mais à tort, mise en cause.

3. Dans un premier temps et dans le but de parer au plus urgent, il est envisagé de prendre un nouveau règlement grand-ducal sur la base de la loi modifiée du 17 mai 2004 qui reprendrait le contenu du règlement grand-ducal du 9 juillet 2004.

Une révision plus fondamentale de la réglementation générale des services de taxis est à l'étude. Elle est préparée de concert entre les départements de l'Économie et des Transports. Cette collaboration est nécessaire dans la mesure où la fixation des prix est intimement liée aux conditions légales qui encadrent le marché des courses de taxis.

4. Il est inexact d'affirmer que le Ministère des Transports ne serait pas intervenu dans l'affaire en question, le litige ayant été plaidé le 4 août 2006 devant le juge des référés lequel n'a cependant pas tranché quant au fond. Ainsi l'affaire sera-t-elle plaidée prochainement devant les instances du Tribunal administratif.

Question 1425 (24.11.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**amélioration des infrastructures:**

Ëmmer méi dacks beweise Stauer vun ëmmer méi groussem Ausmooss, déi alt de ganzen Zentrum a Süde vum Land blockéieren, e gewaltege Réckstand, dee Lëtzebuerg bei der Upassung vu senge Verkéiersinfrastrukturen un dee konstant staarke Wirtschaftswuesstem vun deene vergaangene Jorzéngten huet. Sou koum et zum Beispill nach haut de moie wéinst engem Accident zu enger Komplettsperrung vun der Escher Autobunn an Direktioun Stad an engem entspriechende Verkéierschaos.

Konsequenz: Dausende vu Leit komme vill ze spéit op hir Schaff, hallef Betriber stieche mat hirem Geschier op den Autobunnen oder deenen dann och verstoppte Niewestroosse fest, déi diverst Gidderra Produktiounsmëttele ginn ëm Stonnen ze spéit ausgeliwwert... . Kuerz: Eis Verkéiersinfrastrukture sti virum Kollaps, déi aktuell Situation ass net méi drobar a se schued massiv der Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg.

Paradoxerweis muss ee feststellen, datt verschidde schonns laanggefuerdert Verbesserungsprojeten - op d'mannst op Regierungssäit - keen Thema méi sinn.

Duerfir folgend Froen:

1. Ass déi aktuell Regierung sech dem chronesche Réckstand am Beräich vun de Verkéiersinfrastrukturen nach bewosst - a wa jo, firwat gëtt den dräispueregen Ausbau vun der Autobunnsinfrastruktur op deene kritesche Plazen a virun allem vun der A6 (méiglechst vun der belscher Grenz un) bis zum Gaasperecher Kräiz a vun do weider op d'A3 (méiglechst bis op d'franséisch Grenz) net endlech prioritär a resolut ugepakt?

2. A wéi enger Entwécklungsphas stinn déi geplangten Ëmgehungsstroossen (Käerjeng, Dippech) op der Nationalstrooss vun der Stad/Helfenterbréck Richtung d'Dräilännereck Longwy (F)/Athus (B)?

3. Wier et net méiglech duerch eng Extensioun vum CITA-System bei Staugefoer schonns virun der Autobunnsfahrt, virun der Benotzung vun der jeeweileger Autobunn ofzeroden?

4. Wat ass geplangt, fir dee Fläschenhals, deen d'Stad Lëtzebuerg am Beräich vum Schinnentransport duerstellt, ze léisen - hei gouf jo zum Beispill mam sougenannte „Projet Schummer" eng Léisung esquisséiert?

5. Ass et net méiglech dee verschiddentlech lafenden Ausbau vum Schinneréseau, wéi zum Beispill den zweegleisegen Ausbau vun der Streck Péiteng-Stad, ze forcéieren?

6. Wéi Steet et mam Timing vun der Direktzuchubannung vun Esch/Uelzecht un d'Stad, fir wéini ass hei mam Ufank vu Bauaarbechten ze rechnen?

Réponse commune (25.1.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1. De Projet vun der Verbreederung op 2 x 3 Piste vun den Autobunnen A6 an A3 ass nieft der Fäerdegstellung vun der Nordstrooss mat hiren Tunellbauten an der liaison Michelville en drëtte wichtege Projet, deen um Niveau vun der Grande Voirie an dëser Legislatur soll lancéiert ginn.

Dëse Projet fängt zu Mamer beim Échangeur vu Capellen un an hält um Beetebuerger Kräiz op. Laut de Verkéierssimulatiounen, déi am Kader vum IVL réaliséiert gi sinn, bréngt dëse Projet op sengem ganze Verlaf eng grouss Entlaaschtung fir de bestehende Réseau mat sech. Doduerch wäerte mir eng besser Liewensqualitéit an den Uertschaften awer och méi Sécherheet op den entspriechenden Tronçone vun der A6 an der A3 erreechen.

Aus budgetäre Grënn hunn dës Aarbechte leider missen bis no 2008 zréckgesat ginn. Fir déi Verspéidung sou kleng wéi méiglech ze hale ginn d'Etüde virugedriwwen.

2. D'Ëmgehungsstrooss vu Käerjeng/Dippech ass, wat d'Contournementen ugeet, e prioritäre Projet vun der Regierung.

D'Stroossebauverwaltung huet an de leschte Jore Varianten, déi méiglech sinn, zesumme mam Environnement ënnersicht. Den technesche Projet vun der Variant, déi dono nach iwwreg war, ass elo sou wäit ofgeschloss.

Leider huet dëse Projet bis haut nach net den Accord vun alle betraffene Gemenge fonnt.

D'Regierung ass sech bewosst, datt et och aus Grënn vun der Ëmsetzung vun der C02-Direktiv wichteg ass an dësem Dossier weiderzekommen.

Dofir ginn d'Kontrakter vun den Etüden elo ausgeschafft an de PST (Plan Sectoriel Transports), deen de Moment och an der Maach ass, wäert e Couloir fir dëse wichtege Projet reservéieren.

3. D'Stroossebauverwaltung confirméiert, datt d'Méiglechkeet fir d'Informatiounen direkt un d'Benotzer vun den Autobunne bei hirer Opfahrt weiderzeginn am Moment gepréift gëtt. Et muss een awer dobäi bedenken, datt all auslännesch Experten zesumme betounen, datt et vu Virdeel ass, d'Autofuerer am Fall vun engem Stau (wann eng Bunn fräi ass) op der Autobunn ze halen anstatt se op dat normaalt Stroossennetz ze leeden. D'Konzeptioun vun eisem Stroossennetz bréngt et nämlech mat sech, datt een, wann ee vun der Autobunn erof fiert, sech direkt an den Uertschaften oder op de Kräizunge befënnt an do a Situatiounen, wou vill manner Capacitéite bestinn, nei Problémer kreéiert.

4. Fir déi verschidde Konzepter an Tracéë fir en éventuellen Ausbau vum Schinneréseau an der Stad Lëtzebuerg ze analyséieren, gouf am Juni 2005 op Initiativ vum Transportministère a vum Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg den Aarbechtsgrupp «Extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg» geschaf. Dësen Aarbechtsgrupp besteet aus Vertrieder vum Transportministère, dem Bauteministère, de Ponts & Chausées, de CFL an vum Fonds fir d'Urbanisëierung an den Ausbau vum Kirchberg.

Aus der detailléierter Bewäertung vu verschiddenen Zeenarioen, ënner anerem och vum Konzept vum Har Schummer, ass den Zeenario «Système combiné Train classique + Tram léger» zréckbehal ginn, deen ee Virsprong vun ongefeier 30% op déi aner Zeenarioe virzeweisen hat. Déi einfach Integratioun an dat urbaant Ëmfeld, d'Méiglechkeet d'Capacitéit um klassesche Schinneréseau oprecht ze erhalten, de Zeenario op kuerz Dauer ze realiséieren, de Gewënn un Attraktivitéit säitens de Passagéier a virun allem déi verstänneg Baukäschte sinn déi grouss Virdeeler vun dësem Zeenario.

5. D'Rekalisatioun vum zweegleisegen Ausbau vun der Streck Lëtzebuerg-Péiteng ass an zwou Phase virgesinn:

- Éischt Phase: Streckenofschnëtt Péiteng-Dippech ass virgesi fir 2009

- Zweet Phase: Streckenofschnëtt Dippech-Lëtzebuerg ass virgesi fir 2012

6. Den Dossier «APS» vun der Zuchubannung Lëtzebuerg-Esch/Uelzecht, mat verschiddene Varianten, gouf am November 2003 vum Transportministère finaliséiert. Am November 2003 huet den Transportministère dësen Dossier un den Innenministère viru geleet, dee säitdeem eng Vergläichsstudie ausschafft, sou wéi dat de Gesetzesprojet vun der Ëmsetzung an d'lëtzebuergescht Recht vun der europäescher Directiv 97/11/CE virgesäit. No dëser Vergläichsstudie gëtt den Dossier, dee sech aus dem «APS», den Auswierkungen op d'Ëmwelt, den Auswierkungen op d'Sécherheet, sou wéi der Vergläichsstudie zesummestellt, der concernéierter Öffentlechkeet virgestallt.

Déi gesammelt öffentlech Reaktiounen, zesumme mat de réaliséierte Studien, orientéiert schliesslech d'Regierung an hirer Wiel vum Tracé.

Den Transportministère favoriséiert an dësem Kontext eng Variant, déi no un der Autobunn A4 verleeft an déi zwee Arrêten huet, een zou Leideleng, no bei der Industriezon «European Business Park», an een zu Féitz op der nordlecher Säit vun der Industriezon/bestehender Aktivitéitenzon.

De Projet vun der «Neibaustreck Lëtzebuerg-Esch/Uelzecht» steet och op der Lëscht vun de groussen Investissementsprojeten vum Transportministère, eng Lëscht, déi Enn 2006 der Chamber zur Zoustëmmung fir d'Engagement vun de Studien- an Entworfsausgabe vun engem «APD» zu Laaschte vum «Fonds du Rail» 2006/2007, virläit.

Falls dëse Projet vun der Chamber am Kader vun der neier Legislativprozedur iwwert d'Optimiséierung vun der finanzieller Prozedur vun de groussen Investissementsprojeten zréckbehale gëtt, kann den Dossier «APD» ausgeschafft ginn.

Question 1428 (24.11.2006) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **nouveau Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg:**

Un reportage sur RTL Télévision vient de révéler que le nouveau Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg coûtera 80 millions d'euros de plus qu'initialement prévu, soit une hausse de presque 50%. Une nouvelle annexe demandée par l'UE engendrerait ces coûts supplémentaires. Cette partie du bâtiment ne sera terminée qu'après 2011. La partie du bâtiment qui aurait dû être terminé pour la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne en 2005 sera achevée l'année prochaine.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) Depuis quand Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de cette demande supplémentaire de la part de l'UE?

2) Quel sera le nouveau plan des travaux jusqu'en 2013?

3) Quand le projet de loi relative à la construction et le financement de cette nouvelle annexe sera-t-il déposé à la Chambre des Députés?

4) Qu'en est-il de la coordination entre le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère des Travaux publics? Combien de réunions de concertation ont eu lieu et quelles sont les conclusions de ce groupe de travail concernant la situation actuelle du projet?

Réponse commune (6.2.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

1) Le projet de la première extension était basé sur des études de 1998 et sur les besoins du Conseil de l'Union européenne, partant du principe que les aménagements pour la presse feraient l'objet d'une transformation (annexes existantes) et que la deuxième grande salle serait intégrée dans une des salles existantes, projet qui a été voté le 24 juillet 2001.

Fin 2001 et début 2002, une analyse plus approfondie de tous les intervenants - Ministère des Travaux publics, Ministère des Affaires étrangères et Secrétariat Général de la Commission (SGC) - avait montré qu'en vue des différents élargissements de l'Union européenne prévoyant dix pays membres supplémentaires en 2004 et deux en 2007 et compte tenu de la complexité du programme, des adaptations du projet s'étaient avérées indispensables, plus particulièrement la décision de construire une «nouvelle annexe» (deuxième extension, centre de presse) pour subvenir aux besoins du Conseil des Ministres.

C'est en date du 30 juillet 2002 que le Conseil du Gouvernement a décidé d'entamer des études sur le projet «variante», à savoir la non-réalisation de la transformation de fond en comble des salles A - E et la construction d'une «nouvelle annexe» pour la presse avec une deuxième grande salle de conférences, conforme aux normes en vigueur pour les locaux d'interprètes (28 cabines de traduction) et d'un Centre de Conférences provisoire dans les Halls de la Foire (Luxexpo) pour les besoins des Conseils des Ministres à partir de 2003.

C'est donc sur décision du Conseil de Gouvernement du 27 mars 2003 que le Centre de Conférences provisoire fut construit pour être mis en service à partir du mois d'octobre 2003.

Le SGC a fourni le 28 juillet 2004 un programme actualisé des besoins pour le Centre de Conférences provisoire et le Centre de Conférences définitif. Ces actualisations ont été prises en compte pour les études et ont notamment été d'une importance tout aussi déterminante pour les adaptations du projet qui ont été élaborées en 2004 et 2005.

Ce n'est qu'après analyse du dossier par la Comexbu (Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes) en date du 5 décembre 2005 et la motion adoptée par la Chambre des Députés le 1er février 2006 qu'il a été donné suite à ces demandes. Dans ce contexte il convient également de noter que le projet global, avec toutes ses adaptations et dans toute sa complexité, n'a été approuvé définitivement qu'en juillet 2006 par le Secrétariat Général du Conseil.

2) et 3) Le planning de la «nouvelle annexe» (deuxième extension) va jusqu'en 2011. Il prévoit la finalisation de l'avant-projet définitif pour début 2007 suivi du dépôt d'un projet de loi.

Conjointement avec la procédure d'approbation du projet de loi, les études d'exécution commenceront en avril 2007 et le début des travaux proprement dits ne serait à envisager que vers la mi-2008. La durée des travaux est estimée à environ trois ans, c'est-à-dire jusqu'en 2011.

4) En général, la coordination entre le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère des Travaux publics est assurée par les réunions mensuelles du Comité de Coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens du Ministère des Affaires étrangères. Le dossier en marge figure régulièrement à l'ordre du jour de ce Comité.

En plus, des réunions de travail plus ciblées ont eu lieu avec le Secrétariat Général du Conseil. Des réunions de ce type se sont déroulées à Bruxelles et à Luxembourg notamment en avril, mai, juin, août, septembre et novembre de l'année 2003, en mai, juillet et octobre de l'année 2004, ainsi qu'en janvier et juin de l'année 2005. Une dernière réunion avec le Secrétariat Général du Conseil a eu lieu au mois de mars 2006, avec l'objectif de finaliser définitivement le projet global du Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg. Il est à noter que diverses adaptations du projet ont dû être prises en compte depuis lors, lesquelles ont finalement abouti à des conclusions et accords définitifs au mois de juillet 2006! L'accord du Conseil nous a été notifié par lettre du Secrétaire Général du Conseil.

Question 1433 (29.11.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **comité interministériel en charge de la coordination de la politique en faveur des étrangers:**

Dans la réponse à ma question parlementaire N°1311 *(cf. compte rendu N°3/2006-2007)*, Monsieur le Premier Ministre évoque qu'un comité interministériel serait en charge de la coordination de la politique en faveur des étrangers.

Je voudrais dès lors avoir quelques précisions supplémentaires en ce qui concerne la coordination de la politique d'immigration et d'intégration alors que Madame la Ministre de la Famille m'a appris, en réponse à ma question parlementaire N°1122 *(cf. compte rendu N°15/2005-2006)*, que ce comité n'a pas encore été saisi de la moindre question par l'actuel Gouvernement.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

1) Quel cadre politique le Gouvernement a-t-il donné au comité interministériel?

2) Quel est son calendrier de travail?

3) En ce qui concerne le groupe de travail ponctuel pour l'organisation de cours d'intégration, j'aimerais savoir combien de réunions ont déjà eu lieu et dans combien de réunions le Ministère de l'Immigration a été invité?

4) Combien d'interventions ont été formulées de la part des ONG pour demander que le Ministère de l'Immigration y soit associé?

5) Quels sont les délais impartis au groupe de travail ponctuel?

Réponse commune (6.2.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

1) L'article 19 de la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers prévoit l'institution d'un comité interministériel coordonnant la politique en faveur des étrangers. Il est présidé par le Ministre ayant dans ses attributions la Famille ou par son délégué. Aucun cadre politique spécifique ne lui a été assigné par le Gouvernement.

2) Ce comité n'a pas de calendrier de travail prédéfini.

3) Le groupe de travail ponctuel pour l'organisation de cours d'intégration a eu cinq réunions pour lesquelles le Ministère de l'Immigration a été invité chaque fois.

4) Il y a eu de la part des ONG faisant partie du groupe deux demandes de participation d'un représentant du Ministère de l'Immigration.

5) Il n'y a pas eu de délai imparti au groupe de travail ponctuel.

Question 1434 (29.11.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**ouverture du marché du travail luxembourgeois aux étrangers:**

Deux ans après l'adhésion de dix nouveaux États membres à l'Union européenne, il se révèle que l'ouverture des frontières aux travailleurs issus de ces pays (à l'exception de Malte et de Chypre) reste un sujet sensible. Lors du Conseil Justice et Affaires intérieures du 27 et 28 avril 2006, le Luxembourg a déclaré·son intention de vouloir procéder à une ouverture progressive se son marché de travail en réduisant les contraintes administratives pour les secteurs de l'hôtellerie-restauration, la viticulture et l'agriculture et en accélérant les procédures dans d'autres secteurs comme le secteur bancaire par exemple.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:

- Quel est le nombre de permis de travail que le Luxembourg a délivré aux personnes issues des nouveaux États membres depuis le 1er mai 2006? Pour quels secteurs d'activité ces permis de travail ont-ils été délivrés?

- De l'autre côté, comme le Gouvernement encourage l'établissement au Luxembourg des grandes fortunes issues de pays tiers, Monsieur le Ministre saurait-il m'indiquer le nombre d'autorisations de séjour délivrées à des personnes issues de pays non communautaires n'ayant pas besoin d'un permis de travail pour s'établir au Luxembourg?

Réponse (8.2.2007) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

L'honorable Député trouvera en annexe à la présente deux tableaux reprenant

- le nombre de permis de travail délivrés entre le 1er mai 2006 et fin janvier 2007 à des ressortissants originaires des États membres qui ont adhéré à l'Union européenne en date du 1er mai 2004 pour lesquels des dispositions transitoires concernant l'accès au marché de travail sont d'application;

- les secteurs d'activités pour lesquels les permis de travail ont été accordés *(annexes à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Quant à la deuxième partie de sa question, il m'est difficile d'y répondre, alors que l'honorable Député semble mélanger deux choses bien distinctes. Alors qu'il se rapporte à ce qu'il appelle des «grandes fortunes», il aimerait savoir combien d'autorisations de séjour ont été délivrées à des ressortissants d'États tiers non membres de l'Union européenne non soumis à l'obligation d'un permis de travail. Or, ne sont pas soumis à cette obligation, toutes les personnes ayant un statut autre que celui de travailleur salarié (travailleur non-salarié, étudiant, membre de famille, ...).

Question 1436 (30.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **projet d'agrandissement du Centre d'éducation différenciée d'Esch/Alzette:**

Actuellement 86 élèves sont accueillis au Centre d'éducation différenciée d'Esch/Alzette alors que les infrastructures sont conçues pour l'accueil d'une quarantaine d'élèves seulement. C'est pourquoi, la direction et l'association des parents d'élèves sont soucieuses de savoir à quel stade le projet d'agrandissement se trouve actuellement.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- À quel stade le projet d'agrandissement se trouve-t-il actuellement?

- Dans quels délais pourra-t-on s'attendre au début des travaux de construction?

Réponse commune (7.2.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Les services de l'Administration des Bâtiments publics ont chargé un bureau d'études de planifier l'agrandissement du Centre d'éducation différenciée d'Esch/Alzette en 2003 suite à la remise d'un programme de construction du Ministère de l'Éducation nationale.

Le programme comporte un agrandissement et une remise en état des locaux existants. Les architectes ont remis un premier projet estimé à 3,9 millions d'euros.

En février 2006, les bureaux d'études techniques chargés de cette mission ont entrepris de revoir le projet sous l'angle d'un assainissement énergétique. L'Administration des Bâtiments publics a reçu en juillet 2006 une première ébauche de concept énergétique. Le projet énergétique serait terminé en février 2007 et adapté de suite par le bureau d'architecture.

Les travaux de construction proprement dits commenceront après clôture de la procédure des adjudications publiques. La remise en état des locaux existants a été entamée.

Question 1437 (1.12.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **transposition de directives relatives à la réduction des nuisances aux alentours des aéroports:**

La directive 2002/30/CE du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports, ni la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement vise toutes les deux notamment à réduire les nuisances aux alentours des aéroports.

Étant donné que ces deux directives permettront de prendre de nombreuses mesures pour réduire les nuisances sonores aux abords de Findel, la non-transposition des directives en droit national prive les habitants des avantages liés à ces mesures. Il y est question d'approche équilibrée des avions, d'aéroports urbains, de normes pour augmenter la protection sonore dans les immeubles etc.

En outre, de nombreuses constructions ont été érigées voire sont en voie de l'être sans que les nouvelles normes notamment au niveau isolation leurs soient applicables. De nombreux citoyens devront faire des investissements supplémentaires et ni la Ville de Luxembourg ni les autres communes voisines de Findel ne peuvent imposer aux promoteurs les nouvelles normes faute de base légale.

Par arrêt du 8 juin 2006 le Gouvernement a été condamné par la Cour européenne de Justice pour non-transposition de la directive 2002/30/CE.

Par ailleurs, il me revient que le Gouvernement envisage de revoir à la hausse les pénalités pour décollages tardifs.

Dans ce contexte je vous prie de bien vouloir me répondre aux questions suivantes:

1. Quand le Gouvernement entend-il déposer les projets de loi afférents?

2. Au vu de l'arrêt du 8 juin 2006 le Gouvernement a-t-il été condamné à une astreinte? Si, oui quel en est le montant?

3. En attendant le dépôt et l'adoption du projet de loi le Gouvernement entend-il, dans le cadre de la législation existante, prendre des initiatives visant à informer les communes voisines de Findel des conséquences pratiques qu'aura la nouvelle législation afin de leur permettre de s'y adapter d'ores et déjà?

4. Est-ce que le Gouvernement envisage de subsidier au moins partiellement les nouvelles mesures notamment en matière d'isolation acoustique en mettant à disposition des propriétaires concernés notamment le montant des pénalités payées au titre des décollages tardifs?

5. Afin de réduire les nuisances sonores le Gouvernement entend-il donner enfin une suite concrète à l'étude Cargolux/Boeing quant à des décollages et des atterrissages directs qui réduisent le bruit de quelque 50%?

6. En ce qui concerne les pénalités pour décollage tardif le Gouvernement entend-il varier ces pénalités en tenant compte des nuisances sonores des différents types d'avion dans le but de favoriser la modernisation des flottes des diverses compagnies aériennes?

Réponse commune (6.2.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et *Ministre de l'Environnement:*

1. En ce qui concerne la directive 2002/30/CE relative à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté, le projet de loi portant transposition de ladite directive a été introduit dans la procédure législative fin décembre 2006. Le Gouvernement a par ailleurs insisté auprès des chambres professionnelles et du Conseil d'État sur la nécessité d'un traitement prioritaire à accorder audit texte au vu notamment de l'arrêt du 8 juin 2006 de la Cour de Justice des Communautés européennes.

Quant à la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, celle-ci a été transposée en droit national par règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement.

2. À ce stade, suite à l'introduction du projet de loi portant transposition de la directive 2002/30/CE dans la procédure législative, notifiée à la Commission européenne conjointement avec un calendrier de transposition prévisionnel, aucune amende n'a été prononcée à l'égard du Luxembourg.

3. En tant que membres de la Commission consultative aéroportuaire créée par arrêté ministériel du 14 février 2001, les communes limitrophes de l'Aéroport de Luxembourg seront impliquées dès l'entrée en vigueur de la loi portant transposition de la directive 2002/30/CE dans la mise en œuvre de celle-ci.

4. Il appartiendra à la Commission consultative aéroportuaire de soumettre des propositions relatives à

la gestion et la prévention du bruit au Ministre des Transports. La gestion du bruit se fait conformément à une approche équilibrée qui consiste dans un examen de différents moyens d'action tenant compte des caractéristiques de l'Aéroport de Luxembourg, dont notamment les plans d'action préparés en application de la directive 2002/49/CE précitée, et des intérêts légitimes des parties concernées (voir aussi sous 7.).

5. L'étude au sujet des voies d'approche pour les phases du décollage et d'atterrissage des avions qui avait été effectuée par Cargolux conjointement avec le constructeur Boeing ne tenait pas compte d'éventuelles adaptations techniques à réaliser aux infrastructures aéroportuaires. Or, la réalisation de ce dispositif implique un déplacement des installations de radionavigation, dont la faisabilité dépend du développement général des infrastructures aéroportuaires. Alors que ce déplacement paraît à ce stade être incompatible avec les infrastructures aéroportuaires planifiées en raison des servitudes liées aux installations de radionavigation, une étude supplémentaire a été initiée par mes services pour examiner l'hypothèse d'un réaménagement éventuel de ces infrastructures.

6. Le projet de règlement portant détermination des taxes aéroportuaires prévoit une modulation des taxes d'atterrissage en fonction du certificat de limitation de nuisances sonores de l'aéronef. Pour ce qui est des vols de nuit, les taxes y relatives, directement couplées aux taxes d'atterrissages, sont donc également modulées en fonction des nuisances sonores.

7. En ce qui concerne l'information des citoyens, respectivement les mesures antibruit, la directive 2002/49/CE prévoit des dispositions concrètes, qui se présentent pour l'aéroport comme suit:

a) jusqu'à fin juin 2007 des cartes de bruit stratégiques déterminant l'impact sonore causé par les mouvements des avions sont à transmettre à la Commission européenne;

b) jusqu'à mi-juillet 2008 des plans d'action sont à transmettre à la Commission européenne, visant à gérer et à réduire les problèmes de bruit et les effets y relatifs.

En ce qui concerne la carte de bruit stratégique pour l'aéroport, celle-ci est actuellement en cours de réalisation.

Pour ce qui est de l'élaboration du plan d'action, les citoyens des alentours de l'aéroport seront consultés, ceci suivant la procédure prévue à l'article 2 de la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit. En effet, cet article précise qu'une enquête publique est à effectuer dans les communes limitrophes concernées. Durant la période de dépôt du projet, le Ministre tient au moins une réunion d'information de la population à un endroit qu'il détermine.

Le plan d'action spécifique doit satisfaire aux critères minimaux énoncés dans l'annexe V du règlement grand-ducal du 2 août 2006. Un des critères le plus important est celui des valeurs-limites d'exposition au bruit, à partir desquelles des mesures spécifiques sont à prendre.

Dans le cadre de la motion votée par la Chambre des Députés en date du 11 juillet 2006, l'Administration de l'Environnement est chargée d'élaborer pour fin 2007 une proposition adéquate relative à des valeurs-limites à respecter dans les alentours des infrastructures de transport (aéroportuaire, routiers et ferroviaires), simultanément avec un catalogue de mesures à prendre en considération si les valeurs-limites en question sont dépassées. Ces travaux sont en cours de préparation.

Reste à signaler que les cartes de bruit stratégiques et les plans d'action approuvés seront rendus accessibles au public au moyen des technologies de l'information disponibles.

Question 1453 (7.12.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **traitement des eaux urbaines résiduaires:**

Le Grand-Duché de Luxembourg vient d'être condamné aux dépens par la Cour de Justice européenne pour avoir manqué aux obligations qui lui incombent par la Directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 13 mai 1994.

Selon cette directive, le Grand-Duché aurait dû réduire au plus tard le 31 décembre 1998 dans toutes ses stations d'épuration la quantité totale d'azote de 75%.

Le constat de non-conformité aux dispositions de la directive a engendré une procédure de manquement par la Commission. D'après une communication des autorités luxembourgeoises, le pourcentage de réduction de la charge globale d'azote augmenterait régulièrement depuis 1994, pour atteindre 49% en 2004. Le Gouvernement luxembourgeois a fait valoir qu'il devrait être en conformité avec la directive au plus tard en 2008, après l'achèvement de la modernisation des stations d'épuration.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons de ce retard? Quelles sont les stations d'épuration visées par les dispositions de cette directive? Quelles sont les mesures concrètes envisagées pour se conformer à la directive?

- Quels sont les frais en relation avec la condamnation que l'État luxembourgeois devra assumer en attendant la mise en conformité de ses stations d'épuration?

- Quand le Gouvernement compte-t-il exactement être en conformité?

Réponse (25.1.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. Monsieur le Député me demande d'abord quelles sont les raisons du retard dans la mise en conformité à la directive 91/271/CEE. Il m'importe de rappeler d'emblée que ce sont les communes qui sont dans l'obligation de collecter, d'évacuer et d'épurer les eaux usées produites sur leur territoire, conformément aux articles 15 et 16 de la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau et en tenant compte des délais et des normes de rejet du réglement grand-ducal du 13 mai 1994 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires. La question de Monsieur le Député ne peut donc trouver de réponse de la part du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire dont les services ne font qu'assister les communes dans leurs projets de construction et de modernisation d'infrastructures d'assainissement. Je dois malheureusement constater que les communes en retard se sont souvent fixé d'autres priorités dans leur programme d'investissements et ceci nonobstant le fait que ces communes, pour leurs investissements en matière d'épuration, étaient et sont toujours fortement subventionnées par le biais du Fonds pour la gestion de l'eau.

Pour ce qui est des meures concrètes nécessaires pour se conformer à la directive 91/271/CEE, et à l'arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes, il s'agira de mettre l'accent sur les modernisations et l'ajout d'une phase de traitement tertiaire assurant l'élimination de l'azote et du phosphore dans les stations d'épuration traitant les charges polluantes supérieures à 10.000 équivalents-habitants; en l'occurrence les stations d'épuration de Bettembourg, de Bettendorf-Bleesbruck, de Betzdorf, de Differdange (raccordement de Differdange à la station de Pétange et agrandissement de celle-ci en conséquence), d'Echternach, de Grevenmacher-Port, de Mertert, de Hesperange, de Luxembourg (Beggen et Bonnevoie), de Mersch-Beringen et de Wiltz. Même si la condamnation de la Cour de Justice ne concerne que les agglomérations avec une charge polluante supérieure à 10'000 équivalents-habitants, il est évident que les agglomérations en dessous de ce seuil devront également se conformer aux dispositions respectivement de la directive 91/271/CEE et du règlement grand-ducal du 13 mai 1994 et ce jusqu'à la date butoir du 31 décembre 2005.

2. Une seconde condamnation par la Cour de Justice des Communautés européennes entraînera le paiement d'une astreinte très importante par jour de retard de mise en conformité. Cette astreinte devra être payée par l'État, ceci nonobstant le fait que la condamnation a trait à la non-observation de la directive par les communes. Il faut dans ce contexte se poser la question, si à l'occasion d'une prochaine modification de la législation sur l'eau, le législateur ne devait pas introduire de possibilité pour le Gouvernement de répercuter cette sanction sur les communes responsables du retard.

3. Comme, encore une fois, ce sont les communes qui sont dans l'obligation de se mettre en conformité, elles seules sont à même de répondre à la question de l'honorable Député. L'État, par le biais du Fonds pour la gestion de l'eau et de l'Administration de la Gestion de l'Eau continuera toutefois à assister les communes dans leurs démarches.

Question 1454 (7.12.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **bonification de l'ancienneté dans la fonction publique:**

Au Luxembourg, la fonction publique ne reconnaît pas toujours l'intégralité de l'expérience et de l'ancienneté qu'un travailleur a acquis au cours de son parcours professionnel car notre législation en la matière fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État prévoit que la bonification d'ancienneté ne peut dépasser douze ans. Cette disposition s'applique également aux employés de l'État. Pourtant, le droit communautaire sur les dispositions sur la libre circulation des personnes et sur la non-discrimination contredit notre législation, à travers:

- la directive 2000/78/CE relative à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail

- la communication de la Commission européenne COM(2002)694 «Libre circulation des travailleurs - en tirer pleinement les avantages et les potentialités»

- les arrêts de la Cour de Justice des Communautés européennes qui confirment que «des périodes d'emploi dans un domaine d'activité comparable accomplies antérieurement dans le service public d'un autre État membre» doivent être équitablement prises en considération.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Comment, Monsieur le Ministre interprète-t-il cette contradiction entre la législation nationale et le droit européen?

- Si l'expérience et l'ancienneté professionnelles d'une personne ne sont pas ou ne sont que partiellement prises en considération, ce qui a généralement comme conséquence que celle-ci recommence sa carrière du début ou à un niveau inférieur, n'est-ce pas une discrimination inacceptable face aux personnes qui ont directement débuté leur carrière dans la fonction publique?

- Dans la positive, n'est-ce pas également un frein pour attirer certains travailleurs expérimentés et hautement qualifiés dans la fonction publique?

- Ne faudrait-il pas supprimer la disposition limitative qui prévoit que la bonification d'ancienneté ne peut dépasser douze ans de notre législation en la matière fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État?

- N'est-il pas grand temps d'adapter nos pratiques législatives et administratives de manière à les mettre en conformité avec les dispositions européennes?

Réponse (29.1.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse, permettez-moi tout d'abord de citer les dispositions du droit positif luxembourgeois actuellement en vigueur qui se retrouvent principalement à l'article 7 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et qui ont trait à la bonification d'ancienneté dont peuvent bénéficier les candidats à un poste dans la fonction publique.

L'article 7 en question fait une différence entre l'ancienneté acquise au service de l'État avant la nomination définitive et celle qui est acquise ailleurs qu'au service de l'État. Cependant, est assimilé au temps passé au service de l'État «le temps passé à tâche complète au service de la Couronne, des communes, des établissements publics et de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, ainsi que le temps de formation à l'Institut pédagogique». Le même texte précise que: «Il en est de même pour les périodes passées à tâche complète au service d'une institution auprès d'un État membre de l'Union européenne identique ou similaire à une de celles énumérées ci-dessus».

Il résulte de cette disposition que le temps de service passé auprès du secteur public d'un État membre de l'Union européenne est bonifié de la même façon que le temps de service passé antérieurement à l'engagement auprès de l'État luxembourgeois dans le secteur public luxembourgeois, il est vrai sous les mêmes conditions et limitations.

Je ne peux par conséquent déceler aucune contradiction entre la législation nationale et le droit européen tel que décrite dans la question de l'honorable Député alors que ni la communication de la Commission dont il y est fait référence, ni la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes ne contiennent des recommandations plus contraignantes. En ce qui concerne la directive 2000/78/CE relative à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail, il me semble aussi que celle-ci n'est pas susceptible de s'appliquer alors qu'elle ne vise pas les discriminations (éventuelles) qui auraient lieu dans le domaine de la computation de l'expérience professionnelle.

En ce qui concerne le recrutement de certains travailleurs hautement qualifiés, je me permets également d'attirer l'attention de Monsieur le Député sur l'article 2, paragraphe 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État qui rencontre la préoccupation du Gouvernement de recruter de tels agents et qui dispose que:

«En cas de circonstances exceptionnelles dûment constatées par le Gouvernement en Conseil, des agents pouvant se prévaloir d'une expérience professionnelle étendue dans le secteur privé ou disposant de qualifications particulières requises pour un emploi déclaré vacant peuvent être admis au service de l'État. Cette admission se fait sur proposition du ministre du ressort par dérogation aux conditions normales d'admission, de nomination et de stage prévues au présent article.

Ces agents sont engagés sous le régime des employés de l'État à un poste correspondant à leur degré d'études pour la durée d'une année. Après cette période, ils peuvent être nommés en qualité de fonctionnaire de l'État à un emploi d'une carrière de fonctionnaire correspondant à leur degré d'études. À cet effet, ils peuvent être dispensés par le Gouvernement en Conseil des limites de la bonification d'ancienneté telle qu'elle est prévue à l'article 7 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.»

Question 1455 (7.12.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **infrastructures de l'État prévues pour le site Terres Rouges d'Esch/Alzette:**

D'Regierung huet ugekënnegt en neie Lycée op Esch/Belval ze bauen, wat begréissenwäert ass an dem Site eng zousätzlech Attraktivitéit gëtt.

Dem Site Esch/Belval ginn all Méiglechkeeten un Infrastrukturen ugebueden, de Site Terres Rouges zu Esch schéngt lues awer sécher a Vergiessnes ze geroden.

Et war nämlech och virgesinn, e Lycée op de Site Terres Rouges zu Esch ze bauen, fir en anere Lycée ze entlaschten. Vun dësem Projet héiert een näischt säit e Moratoire ausgesprach gouf.

Kann den Här Bauteminister mer duerfir matdeelen:

1) Wéi gesäit et aus mat staatlechen Infrastrukture fir de Site Terres Rouges zu Esch?

2) Wéi stinn d'Chancen, datt op dem Site Terres Rouges zu Esch e Lycée gebaut gëtt?

3) Wann d'Regierung net wëlles huet op dem Site Terres Rouges zu Esch staatlech Infrastrukturen ze integréieren, wier et dann net sënnvoll, dësen Areal integral fir privat Promoteuren opzemaachen?

4) Wéi steet et mat der Réouverture vum Weiher ERA um Site Terres Rouges, wou scho jorelaang vun de Gemengeverantwortleche versprach gëtt, datt Gespréicher géife mat de franséiseschen Autoritéite lafe fir eng Réouverture ze organiséieren?

5) Wat ass vun europäesche Strukturfongen zur Verfügung fir de Réaménagement vum Site Terres Rouges zu Esch?

Réponse (30.1.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Als éischt ass kloer ze stellen, datt dës Fro sech op zwee verschidde Sitë bezéit, déi direkt niewentenee leien.

Et gëtt engersäits d'Lentille Terres Rouges, déi südlech vum Stadkär vun Esch läit an Deel vun der Escher Agglomératioun ass. Dësen Terrain huet eng Surface vun 11,3 ha an ass am Bericht vum Innenminister un d'Chamber vum 31. Mee 2000 als éischt Phase fir eng Reconversioun agestuuft ginn.

Ech gi bei menger Äntwert dovun aus, datt d'Froen 1), 2) an 3) vum éirewäerten Deputéierten sech op dësen Terrain bezéien.

Direkt ugrenzend un d'Lentille an nord-westlecher Richtung, läit de Crassier Terres Rouges. Dëse Site läit gréisstendeels op franséischem Territoire. E gëtt duerch e Kreesverkéier, deen och op franséischem Territoire gebaut wäert ginn, un den öffentleche Réseau ugeschloss. Dëse Site huet eng Surface vun 69 ha.

Ech gi bei menger Äntwert dovun aus, datt d'Froe 4) a 5) vum éirewäerten Deputéierten sech op dësen Terrain bezéien. Allerdéngs huet de Bauteministère näischt mat dësem Terrain ze dinn. D'Fro 4) concernéiert wuel d'Escher Gemeng an d'Fro 5) de Wirtschaftsministère, bei deem ech mech dann och zu deem Punkt renseignéiert hunn.

Ad 1) an 2)

D'Lentille Terres Rouges fält - wéi och de Crassier Terres Rouges - an den Zoustännegkeetsberäich vun der Entwécklungsgesellschaft Agora. D'Agora huet am Joer 2003 eng „Étude de faisabilité" iwwert d'Lentille gemaach, fir erauszefannen ob ee kéint e Lycée op dee Site bauen. Nodeem déi Etüd zu engem positive Resultat gefouert huet, ass d'Entwécklung vum Projet iwwert d'Administration des Bâtiments publics gelaf.

Dës Verwaltung huet fir d'éischt eng détailléiert Etüd iwwert d'Faisabilitéit vun engem konkrete Projet ausgeschafft. Dës Etüd hat en techneschen, en urbanisteschen an architekturale Volet, deen des Weideren d'Méiglechkeete gepréift huet fir gewësse bestehend industriell Gebaier eventuell an de Projet vun engem Lycée ze integréieren an hinnen nei Affektatiounen zouzeuerdnen.

Am Kader vum technesche Volet vun dëser Etüd, bei deem eng Buedem-Analys virgeholl gouf, an zwar no de Gesiichtspunkte vun der Portance vum Buedem an de Pollutiounen, déi duerch déi freier Notzung entstanen sinn. Am selwechte Kontext goufen och d'Méiglechkeete fir d'Uschlëss un d'Netz vun de Versuergungsréseauen ënnersicht.

D'Resultater vun dëser Analyse hunn erwisen, datt d'Realisatioun vun esou engem Projet substanziell Zousazkäschte vun ongeféier 20,4 Mio EUR HTVA géif mat sech zéien, woubäi d'Konstruktioun vum Lycée selwer net matgerechent ass.

Déi Käschte si folgendermoossen opgedeelt:

- Ofrappe vun de bestehende Gebaier an anere Konstruktiounen: 5,4 Mio

- Buedemaustausch fir déi néideg Portance ze garantéieren: 10,3 Mio

- Dépollutioun vun de Buedemmassen: 4,7 Mio

Dorobber hin huet d'Commission d'Analyse critique an hirem Avis vum 12. Juli 2005 recommandéiert, vun engem Lycée op dësem Site ofzegesinn.

Wat d'Fro 5) ugeet, huet de Wirtschaftsministère mir folgend „éléments de réponse" zoukomme gelooss: Déi europäesch Strukturfongen, an zwar de FEDER (= Fonds Européen de Développement Régional), kéinte wuel zu Lëtzebuerg ënner gewëssen Oplagen de Réaménagement vun enger Industriebrooch wéi d'Terres Rouges hëllefen ze bezuelen. Momentan huet de Wirtschaftsminister, deem säi Ministère d'Gestioun vun de FEDER Gelder mécht, keng Ufro duerfir virleien.

Question 1467 (19.12.2006) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **retrait de l'indemnité de chômage pour refus d'un emploi proposé pour des raisons de non-conciliation emploi/situation familiale:**

Le règlement grand-ducal du 25 août 1983 définissant les critères de l'emploi approprié visé à l'article 13 sous e), de la loi modifiée du 30 juin 1978 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet dit dans son article 7:

«5) Situation familiale

Art. 7. Des considérations d'ordre familial, notamment la charge d'un ou de plusieurs enfants, ne peuvent être prises en considération pour l'appréciation de l'emploi approprié, sauf si elles constituent un empêchement particulièrement grave; dans ce dernier cas, la charge de la preuve incombe au requérant.»

- Dans ce contexte je voudrais savoir du Ministre le nombre total de personnes ainsi que le pourcentage de femmes et de personnes monoparentales qui ont connu un retrait de leur indemnité de chômage parce qu'elles ont refusé un emploi proposé pour des raisons de non conciliation emploi/situation familiale.

Réponse (25.1.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Sur les six dernières années, l'Administration de l'Emploi a refusé en moyenne par an à plus ou moins six personnes les indemnités de chômage pour des considérations d'ordre familial.

Le détail:

2001	4 personnes
2002	5 personnes
2003	9 personnes
2004	4 personnes
2005	6 personnes
2006	10 personnes

Une ventilation des chiffres pour l'année 2005 révèle que quatre personnes peuvent être considérées comme vivant dans une situation monoparentale (état civil: célibataire ou divorcé).

Pourcentage: 0,66

Pour l'année 2006, le nombre de personnes en situation monoparentale s'élève à trois.

Pourcentage: 0,30

L'ADEM dispose depuis janvier 2001 d'un service d'assistance sociale dont la mission principale est de valoriser l'insertion professionnelle et la promotion de l'autonomie de la personne lors de la recherche d'un emploi.

Depuis avril 2006 le service de l'assistance sociale a été renforcé.

Question 1474 (21.12.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**assurance continuée et** l'**assurance facultative:**

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois les fonctionnaires ont la possibilité de prolonger leur assurance pension sur base d'une assurance continuée ou facultative.

En vue de permettre aux fonctionnaires de faire leur choix quant à une éventuelle réduction de leur tâche, suite par exemple à la naissance d'un enfant, cette disposition est devenue particulièrement importante depuis l'introduction du congé parental et des tâches à temps partiel.

Les modalités de l'assurance continuée et de l'assurance facultative doivent être déterminées par un règlement grand-ducal.

Or, ce règlement grand-ducal n'est pas encore en vigueur. Il s'en suit que les fonctionnaires intéressés par le régime spécial et entrés en service ou en fonction après le 31 décembre 1998 se retrouvent dans un vide juridique qui complique la conciliation de leur vie professionnelle et privée.

Ils sont par exemple laissés dans l'ignorance des montants à payer à l'Administration du personnel de l'État. Un fonctionnaire qui a introduit une demande d'assurance continuée immédiatement après le vote de la loi de 1998 est contraint d'estimer le montant mensuel des cotisations et de l'épargner pour être en mesure de le verser à l'Administration du personnel de l'État après l'entrée en vigueur du règlement d'exécution.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Quel est le nombre de demandes d'assurance continuée et d'assurance facultative introduit auprès de l'Administration du personnel de l'État?

- Est-ce que les demandeurs sont informés du suivi de leur demande?

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre le règlement grand-ducal nécessaire à l'exécution de la loi de 1998?

Réponse (29.1.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse, je voudrais préciser que mes services sont sur le point de finaliser le texte d'un projet de règlement grand-ducal qui devrait s'inspirer largement des règlements grand-ducaux des 29 janvier 1988 déterminant les conditions et modalités relatives à la mise en compte des périodes prévues à l'article 172 du Code des Assurances Sociales et du 5 mai 1999 concernant l'assurance continuée, l'assurance complémentaire, l'assurance facultative, l'achat rétroactif de périodes d'assurance et la restitution de cotisations remboursées dans le régime général d'assurance pension.

Ce texte sera susceptible d'intégrer dans un seul corps les dispositions d'exécution relatives aux articles 4 à 6 de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois. L'élaboration desdits règlements fait actuellement l'objet d'une concertation approfondie entre mes services et ceux de la sécurité sociale.

Je tiens à ajouter encore que l'Administration du personnel de l'État a recensé à la date de ce jour cinq demandes concernant l'achat rétroactif et l'assurance continuée, dont la première remonte à l'année 2002, demandes qui seront traitées dès la mise en vigueur du règlement d'exécution à prendre.

Il est à noter dans ce contexte qu'il est envisagé d'inscrire au chapitre des dispositions transitoires du règlement à leur égard que les demandes déjà introduites resteront acquises et qu'elles seront traitées sur la base des conditions de droit acquises à la date de leur introduction.

Question 1475 (21.12.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**équipe pédagogique et éducative de l'éducation précoce:**

Dans le plan cadre pour l'éducation précoce de juin 2000, l'équipe pédagogique et éducative est décrite de la manière suivante: L'équipe pédagogique et éducative fonctionne sous la responsabilité d'une institutrice ou d'un instituteur de l'éducation préscolaire. Fait encore partie de l'équipe: une deuxième personne intervenante, de préférence une éducatrice ou un éducateur.

La lettre circulaire au personnel enseignant d'avril 2005 par contre retient: La responsabilité pédagogique et éducative en classe est assurée par une équipe pédagogique et éducative, constituée d'un(e) instituteur(trice) de l'éducation préscolaire et d'un(e) éducateur(trice).

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quels sont actuellement les diplômes de la deuxième personne intervenante à travers les classes de l'éducation précoce du Grand-Duché?

- Quelles sont actuellement les conditions de travail de la deuxième personne intervenante?

- Qu'en est-il du remplacement de la deuxième personne intervenante? Quelles sont les qualifications requises? Est-ce que la responsabilité incombe à l'inspecteur(trice) de l'éducation primaire ou aux autorités communales?

- En ce qui concerne le remboursement par l'État de la deuxième personne intervenant au précoce, est-ce que le diplôme de cette personne est pris en compte? Est-ce que le nombre de plages horaires que les enfants passent à l'école est pris en compte?

- Est-ce qu'il existe des statistiques sur le milieu socioculturel des enfants qui fréquentent le précoce et ceux qui ne le fréquentent pas? Dans l'affirmative, est-ce que ces statistiques donnent des indications quant aux raisons pour lesquelles certaines familles n'envoient pas leurs enfants à l'éducation précoce?

- Quelle est la base légale qui règle le fonctionnement de l'éducation précoce: le statut de l'équipe pédagogique, le remboursement des frais aux communes?

Réponse (29.1.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La lettre circulaire de printemps pour l'année scolaire 2005/2006 retient que «la responsabilité pédagogique et éducative en classe est assurée par une équipe pédagogique et éducative, constituée d'un(e) instituteur(trice) de l'éducation préscolaire et d'un(e) éducateur(trice)». Il est évident que dans cet ordre d'idées la responsabilité est partagée et que l'instituteur (trice) s'occupe du volet pédagogique, tandis que l'éducateur(trice) s'engage davantage dans le volet éducatif.

En ce qui concerne les diplômes de la deuxième personne intervenante, le Ministère préconise l'engagement d'éducatrices. Il est un fait cependant que des communes ont engagé des éducatrices graduées. La nouvelle loi scolaire réglera cette situation.

Il s'est avéré que les conditions de travail de ces personnes varient d'une commune à l'autre. Pour régulariser la situation, deux circulaires en date du 24 mai 2006 et en date du 28 août 2006 ont été envoyées aux administrations communales et aux syndicats scolaires par la Ministre de l'Éducation nationale ainsi que par le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire contenant des recommandations et informations au sujet du recrutement de la deuxième personne intervenant dans les groupes d'éducation précoce, notamment en ce qui concerne le statut à accorder au personnel concerné, les conditions d'études, la définition de la tâche à assumer et le congé de récréation.

Le remplacement de la deuxième personne intervenante est assuré par les administrations communales qui définissent la qualification requise.

Dans le remboursement de la deuxième personne intervenante, le diplôme de cette personne n'est pas pris en compte, mais la somme a été fixée uniformément dans le budget de l'année 1999 à 30.000 francs luxembourgeois par enfant inscrit dans l'éducation précoce pour autant qu'il fréquente au moins trois plages horaires, ce qui revient actuellement à la somme de 743,68 euros.

Des statistiques sur le milieu socioculturel des enfants inscrits dans l'éducation précoce n'existent pas, mais les statistiques concernant la nationalité des enfants montrent que le pourcentage d'enfants non luxembourgeois dans les groupes d'éducation précoce est sensiblement le même que celui constaté dans les classes de l'éducation préscolaire.

La base légale de l'éducation précoce sera inscrite dans la nouvelle loi scolaire. Pour le moment l'éducation précoce fonctionne à titre de projet pilote, conformément à une décision du Conseil de Gouvernement du 27 mars 1998.

Question 1477 (22.12.2006) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **taux super-réduit de la TVA pour les systèmes de sécurité dans les habitations privées:**

Dans son article 40, la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée introduit un régime de faveur fiscal, à savoir le taux d'imposition dit «super-réduit» de 3% sur la fourniture de certains biens et services. La liste des biens et services soumis à ce régime est reprise à l'annexe B de cette loi. Au point 22 de cette annexe sont également retenus certains travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt d'un logement affecté à des fins d'habitation principale, et ce dans les limites et les conditions à déterminer par la voie réglementaire. En exécution de cette disposition, le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale et aux travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt de logements affectés à des fins d'habitation principale et fixant les conditions et modalités d'exécution y relatives énumère tant les travaux qui peuvent bénéficier de ce régime de faveur fiscal que ceux qui en sont exclus (cf. article 5, alinéa 4). Parmi ces derniers comptent tous les équipements techniques spéciaux et notamment les installations d'alarme.

Selon les représentants de la Police grand-ducale dans le cadre d'une réunion d'information avec la population à Mamer, une protection accrue contre les actes criminels tels que les cambriolages ou les «car-jackings» pourrait être atteinte si plus de ménages privés équipaient leur habitation d'un système de sécurité. Aussi semble-t-il qu'une des raisons principales qui empêchent que les ménages fassent installer de tels systèmes consiste dans leur exclusion explicite du bénéfice du régime du taux super-réduit de la TVA.

- Dès lors j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre s'il ne juge pas opportun de favoriser l'équipement des habitations privées de systèmes de sécurité en incluant ces derniers dans la liste des opérations imposables pouvant bénéficier du taux super-réduit de 3%.

Réponse (6.2.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Il convient d'abord de relever que la réglementation concernée, en excluant de la faveur fiscale notamment les équipements techniques spéciaux, telle qu'une installation d'alarme, est conçue de manière à ne faire bénéficier du taux super-réduit de 3% que les travaux indispensables à la création de logements, étant entendu que cette création de logements constitue précisément l'objectif de ladite réglementation et qu'une limitation des travaux éligibles s'impose notamment pour des raisons tenant à la nécessité de respecter la législation communautaire afférente.

Ensuite, au regard de l'expérience faite dans le passé, il est plus que douteux qu'une réduction du taux applicable en la matière aura la répercussion voulue auprès des consommateurs de manière à rendre pour ceux-ci les installations visées moins coûteuses. Il a en effet été constaté qu'une réduction du taux applicable à une activité a essentiellement pour effet de permettre aux assujettis effectuant cette activité de réaliser des marges bénéficiaires supplémentaires.

Finalement, une extension telle que revendiquée risquerait bien de créer d'importants problèmes de délimitation et de surveillance et comporterait le risque d'entraîner de nouvelles revendications.

Question 1480 (2.1.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**assainissement total des porcs d'élevage et de reproduction pour cause de la détection de la maladie contagieuse «Rhinite atrophique» au centre de sélection «Kuelbecherhaff»:**

Aus engem Arrêté vum 22. Dezember 2006 geet ervir, datt Dir de Kredit vum Budgetsartikel 49.5.74.030 (Entschiedegung bei Ofschluechte vu Véibestänn am Fall vun néidege Sanéirungen) mat Hëllef vun zwee «Transferts de Crédit» vun 250.000 op 493.000 Euro eropgesat hutt, mat dem Motiv: «du fait de l'assainissement total des porcs d'élevage et de reproduction pour cause de la détection de la maladie contagieuse 'Rhinite atrophique' au centre de sélection 'Kuelbecherhaff'». Doraus schléissen ech, datt op d'mannst en Deel vum Schwéngsbestand an dem vun Ufank u kontestéierten Zuuchtzentrum „Kuelbecherhaff" wéinst der berüchtegter „Schnüffelkränkt" huet missen ofgeschluecht ginn.

Well bis elo iwwert dësen eeschte Virgang nach kee Wuert un d'Öffentlechkeet komm ass, géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Wéi vill Béischten (no Kategorien) hu misse geschluecht ginn, wéi héich ass de Schued estiméiert ginn a wéi héich ass d'Entschiedegung, déi accordéiert ginn ass?

2. Wat sinn d'Auswierkungen op déi praktesch Schwéngszuucht am Land duerch den Ausfall vun de Leeschtunge respektiv Liwwerunge vum "Kuelbecherhaff-Zentrum„ un d'Baurebetriber?

3. A wéi engem Mooss ass duerch d'Ofschluechte vun dem Zuuchtmaterial déi genetesch Basis, déi jorelaang mat staatlecher Hëllef duerch Selektioun geschafe ginn ass, elo zerstéiert ginn?

4. Zanter wéini ass dës ustiechend Kränkt um "Kuelbecherhaff„ present an zanter wéini weess d'Veterinärinspektioun dervun?

5. War hir Presenz scho bekannt, wéi de Ministère sech mat alle Mëttele fir eng Fusioun vun Herdbuch an SEG agesat huet?

6. Ass dës Kränkt duerch Zuuchtvéiliwwerungen och an d'Baurebetriber verschleeft ginn? Wa jo, kënnt Dir déi entspriechend Donnéeë liwweren?

7. Wann dat sollt sou sinn, wien ass responsabel an domat haftbar a wéi ginn déi betreffend Betriber entschiedegt?

8. Ass domat net bewisen, datt et extrem riskant ass eng national Schwéngszuucht op een Zentrum opzebauen, wou am Fall vun enger Epidemie alles um Buedem läit, e Risiko, dee bei enger dezentraler Organisatioun vill méi kleng ass?

9. Wat sinn d'Konklusiounen, déi de Landwirtschaftsministère a seng Servicer doraus zéien?

Réponse commune (29.1.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural* et de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Avant de répondre aux diverses questions posées par l'honorable Député, je voudrais relever brièvement les principales caractéristiques de la Rhinite atrophique qui est une maladie à déclaration obligatoire:

La Rhinite atrophique est une maladie contagieuse des voies respiratoires supérieures de l'espèce porcine, à allure chronique, d'origine multifactorielle, c'est-à-dire provoquée par l'activité synergétique de plusieurs germes pathogènes et plus particulièrement par les bacilles «Bordetella Bronchiseptica et Pasteurella Multocida», ce dernier producteur d'une toxine dermonécrotique détruisant les muqueuses et les tissus cartilagineux des maxillaires supérieurs. De par son évolution lente et progressive, la Rhinite atrophique peut atteindre une haute morbidité dans un cheptel contaminé alors que la mortalité est rare. Comme pour toutes les maladies contagieuses, la transmission peut se faire de façon directe par le contact entre des porcs et de façon indirecte par des vecteurs biologiques et des objets contaminés. La guérison par contre est difficile et tributaire d'une thérapie longue et intensive. La Rhinite atrophique est une maladie à déclaration obligatoire au Luxembourg et les dispositions réglementaires prévoient pour les exploitations infectées la vaccination ou le traitement anti-infectieux respectivement l'abattage du cheptel infecté.

Retenons encore que la Rhinite atrophique n'est pas transmissible à l'homme, ni par le contact avec des porcs vivants, ni par le contact ou la consommation de produits porcins.

Ceci dit, les suspicions évoquant la maladie de la Rhinite atrophique au centre de sélection «Kuelbecherhaff» remontent à des résultats de laboratoire datant de juin 2006, alors que l'Administration des Services vétérinaires a été informée de ces résultats positifs début octobre 2006. Dans la suite, les analyses ont bien confirmé la maladie de la Rhinite atrophique qui semble cependant indiquer une morbidité de faible envergure.

À noter qu'une surveillance continue du cheptel, en matière de la Rhinite atrophique, est documentée depuis mai 2000, sans qu'un incident n'ait été relevé.

Les premiers résultats de laboratoire positifs, effectués dans un laboratoire universitaire étranger et présentés à l'Administration des Services vétérinaires le 4 octobre 2006, remontent au 19 juin 2006 alors que la fusion «Fédération des Herdbooks - Service Élevage et Génétique» a été arrêtée en octobre 2004 (déclaration d'intention) et conclue en décembre 2005.

Des vaccinations préventives contre la maladie de la Rhinite atrophique ont été pratiquées depuis un certain temps sur le site du «Kuelbecherhaff».

Ajoutons encore qu'un protocole sanitaire du site «Kuelbecherhaff», élaboré par «CONVIS» en février 2006, ne fait aucune référence à la maladie de la Rhinite atrophique.

Les vétérinaires responsables du centre de sélection «Kuelbecherhaff» ont pris toutes les précautions sanitaires possibles afin d'éviter la dissémination de la Rhinite atrophique en dehors du site. Une enquête épidémiologique conséquente, conjointe à une surveillance sanitaire appropriée, sont garantes de la qualité sanitaire des truies délivrées par le «Kuelbecherhaff» à d'autres exploitations. Aucun cas de maladie de la Rhinite atrophique n'a été notifié aux autorités compétentes pour des exploitations approvisionnées par des porcs en provenance du «Kuelbecherhaff».

Il est évident que l'apparition à moyen terme d'un éventuel foyer de la Rhinite atrophique dans une exploitation détenant des porcs issus du «Kuelbecherhaff» serait sujette à la mise en œuvre d'une enquête épidémiologique de fond afin d'en déterminer les causes et les responsabilités respectives.

Une indemnisation sur base du règlement grand-ducal du 14 avril 1992 sera, le cas échéant, d'application.

L'assainissement du cheptel du «Kuelbecherhaff» a été mis en place durant la deuxième semaine du mois de janvier 2007, suite à la mise à disposition des crédits d'indemnisation par le Ministre des Finances. Dans une première approche l'indemnisation à accorder le cas échéant en conformité avec l'article 2 du règlement grand-ducal du 14 avril 1992 fixant les modalités d'indemnisation des détenteurs d'animaux éliminés pour cause de maladies contagieuses et soumises à déclaration obligatoire, peut être évaluée à quelque 186.000 € pour compenser la valeur génétique pour l'élimination des truies de reproduction, des cochettes labellisables et des porcelets hébergés dans le centre de sélection du «Kuelbecherhaff».

Dans l'attente d'un assainissement du cheptel porcin du «Kuelbecherhaff», les exploitations multiplicateurs sont actuellement remontées, en cas de besoin, par du matériel génétique fourni directement par la station de sélection génétique «Nucléus», établie en France et qui travaille en étroite synergie avec le «Kuelbecherhaff».

S'il est vrai que l'assainissement du «Kuelbecherhaff» va éliminer une souche de truies de haute valeur génétique, il n'en est pas moins vrai que le repeuplement de la station d'élevage se fera par des truies sélectionnées au centre de performance «Nucléus» et provenant des mêmes souches et dotées d'un potentiel génétique équivalent.

Mis à part le risque de problèmes de remonte dans les exploitations porcines dépendantes en cas d'apparition d'une maladie contagieuse, le système de gestion d'un centre unique de sélection porcine, sur un territoire réduit comme celui du Luxembourg, profite d'une manière générale des avantages d'un meilleur suivi et d'une gestion rationnelle, allant de pair avec une grande efficacité des moyens de sélection et un statut sanitaire élevé, qui peut être assuré par la mise en application de mesures hygiéniques très strictes.

À noter de plus que tout centre de sélection, en dépit de ses hautes performances génétiques individuelles, est censé travailler en synergie avec d'autres centres de sélection afin de pouvoir se procurer de nouvelles souches de races porcines et, le cas échéant, d'être suppléé en matériel génétique, comme c'est le cas actuellement pour le «Kuelbecherhaff».

L'étude de comparaison effectuée dans le cadre du projet de fusion de la Fédération des Herdbooks et du Service Élevage et Génétique a d'ailleurs mis en évidence les désavantages économiques de centres d'élevage porcins plus petits et décentralisés.

L'apparition d'une maladie contagieuse, comme la Rhinite atrophique au centre du «Kuelbecherhaff», démontre une fois de plus, d'une part, qu'il y a lieu de veiller d'une manière très conséquente à n'introduire que des animaux au statut sanitaire élevé et de continuer à améliorer les bonnes pratiques des conditions hygiéniques et, d'autre part, qu'une surveillance permanente est requise afin d'éviter toute introduction d'une maladie contagieuse dans les installations ou, du moins, d'en détecter la présence à la phase la plus précoce possible.

Question 1482 (4.1.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **«droit au logement opposable»:**

Dans son traditionnel message de voeux, le Président de la République française, Monsieur Jacques Chirac, a demandé dimanche soir au Gouvernement français de prendre rapidement des mesures pour permettre l'instauration d'un «droit au logement opposable».

Ce dernier permettrait à toute personne privée qui ne trouve pas de logement, de poursuivre en justice les pouvoirs publics. La mise en œuvre du droit en question donnerait à la collectivité non plus une simple obligation de moyen mais une obligation de résultat.

Au Luxembourg le nombre de personnes sans-abri est en croissance.

Pendant la saison des grands froids ces personnes, faute de structures d'accueil, sont forcées de loger dans des abris de fortune tels que les gares, les parkings souterrains ou encore les églises si ce n'est tout simplement à la belle étoile.

L'instauration d'une telle mesure, telle que envisagée par le Président de la République française, pourrait également contribuer à résoudre la problématique des sans-abri au Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Le Gouvernement pense-t-il que le «droit au logement opposable», tel que envisagé en France, soit également transposable en droit luxembourgeois?

- Dans l'affirmative, serait-il envisageable d'intégrer cette nouvelle mesure dans le dispositif du nouveau paquet «Logement»?

Réponse (6.2.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

L'introduction du «droit au logement opposable» en France n'est actuellement qu'au stade d'une idée politique lancée récemment par le Président de la République française. Cette idée est loin de faire l'unanimité dans notre pays voisin et soulève de nombreux problèmes juridiques qui attendent encore d'être résolus. Comme il n'existe pas encore de texte législatif en France, il n'est guère possible de juger dès à présent s'il est transposable en droit luxembourgeois ou non. Dans notre pays il existe une responsabilité partagée entre l'État et les communes pour assurer un logement adéquat à nos citoyens. Aux termes de l'article 26 de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, il appartient aux administrations communales d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune.

Pour réaliser cette mission, les autorités communales disposent de toute une palette de mesures.

En effet, au fil des années le Gouvernement a mis en place toute une série d'instruments, tels que l'obligation de construire, les réserves foncières, les aides étatiques en matière de construction d'ensembles pour ne citer que ces trois exemples, afin de permettre aux autorités locales de s'investir dans une politique active de logement, politique indispensable pour concrétiser un droit au logement.

En ce qui concerne les aides étatiques prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, la loi du 8 novembre 2002 a introduit l'aide au financement d'une garantie locative et l'aide d'épargne-logement généralisée. Par la même loi les dispositions relatives aux aides à la construction d'ensembles ont été modifiées, à savoir:

- les moyens financiers pouvant être mis à la disposition des promoteurs publics ont été considérablement augmentés à 70% - voir même 75% - du prix de construction ou d'acquisition de logements destinés à la location, ceci pour inciter notamment les communes à participer plus activement à la création de logements locatifs et pour les aider à assumer leurs responsabilités en matière de logement sur le plan local;

- chaque projet de construction d'ensembles doit à partir de 2002 comprendre en principe au moins 10% de logements locatifs;

- l'État peut depuis 2002 participer jusqu'à concurrence de 70% aux frais résultant de l'aménagement des places de jeux et d'espaces verts;

- la participation étatique peut aller jusqu'à 50% du prix de construction d'infrastructures de garde et d'éducation réalisées dans le cadre des projets de construction d'ensembles;

- les promoteurs publics peuvent bénéficier d'une participation étatique pouvant aller jusqu'à 100% de la création non seulement de logis pour travailleurs étrangers ou demandeurs d'asile, mais également pour les logements destinés à l'hébergement d'étudiants, stagiaires ou apprentis en formation, personnes en formation continue, scientifiques ou experts en mission temporaire;

- l'État peut participer jusqu'à concurrence de 40% au prix de construction ou d'acquisition de logements pour travailleurs étrangers réalisés par un employeur en faveur de ses employés;

- finalement une base légale a été donnée aux participations étatiques pouvant aller jusqu'à 75% du prix de construction ou d'acquisition de logements locatifs réalisés par des associations sans but lucratif, fondations, fabriques d'église, communautés religieuses ayant conclu une convention avec le Gouvernement, hospices civils ou offices sociaux.

L'État s'est encore fermement engagé par des actions propres et des aides substantielles à assurer un logement aux familles et personnes à revenus modestes entre autres par la réalisation de logements destinés à la vente par les communes, le Fonds du Logement et la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM).

Cette série d'instruments sera complétée par de nouveaux instruments permettant encore mieux aux communes de faire face à leur obligation légale et ceci dans le cadre du projet de loi promouvant l'habitat, créant un «pacte logement» avec les communes, instituant une politique active de maîtrise du foncier et modifiant certaines dispositions du Code civil, qui vient d'être approuvé par le Conseil de Gouvernement.

Question 1486 (5.1.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **potentialités offertes par la transplantation de cellules souches issues du sang du cordon olombical:**

Les cellules souches hématopoïétiques présentes dans le sang du cordon ombilical peuvent être utilisées pour des greffes allogéniques en vue de traiter différents types de maladies génétiques, malignités du sang ou déficiences immunitaires comme la leucémie. Après transplantation, ces cellules souches peuvent repeupler la moelle osseuse du patient et constituer une source de cellules sanguines.

La transplantation de cellules souches issues du sang du cordon ombilical donne des résultats encourageants en ce qui concerne le traitement d'un certain nombre de maladies. Afin d'assurer la disponibilité des cellules de sang du cordon, plusieurs banques ont été constituées au niveau mondial. Ces banques sont gérées par des hôpitaux publics ou par des organisations à but non lucratif. Récemment, des firmes privées proposent contre rétribution la conservation du sang du cordon ombilical des nouveau-nés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre est-il conscient des potentialités offertes par la transplantation de cellules souches issues du sang du cordon ombilical?

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des précisions sur la transplantation de cellules souches issues du sang du cordon ombilical au Luxembourg?

- Existe-t-il des banques de cellules de sang du cordon au Luxembourg?

- Que pense Monsieur le Ministre de la conservation contre rétribution financière du sang du cordon ombilical des nouveau-nés par des firmes privées?

- Ne faudrait-il pas encourager la conservation par les hôpitaux publics du sang du cordon ombilical des nouveau-nés?

Réponse (8.2.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Au cours des dernières années le sang du cordon ombilical, issu du don de ce sang par des personnes sans lien de famille avec le receveur, a servi de façon accrue, en remplacement d'une greffe de moelle osseuse, à la greffe de cellules souches hématopoïétiques pour traiter des patients souffrant de troubles sanguins ou immunitaires et nécessitant une source de cellules souches hématopoïétiques. Les résultats de ces greffes issues de donneurs autres que le receveur lui-même (greffe allogénique) sont encourageants, notamment dans l'utilisation en cas de leucémie, de lymphome, d'anémie aplastique.

Plus de 6.000 dons allogéniques de sang du cordon ombilical ont servi jusqu'à présent à une greffe de cellules souches hématopoïétiques à travers le monde.

De telles greffes effectuées à Luxembourg ne nous sont pas connues, ce qui n'exclut pas que des patients luxembourgeois ou résidant au Luxembourg aient pu en bénéficier dans un hôpital à l'étranger.

Il existe une quarantaine de banques de sang du cordon ombilical publiques ou privées à but non lucratif à travers le monde. Elles conservent en général également du sang du cordon pour une utilisation intrafamiliale, lorsqu'il existe un malade dans la fratrie du donneur pouvant potentiellement bénéficier d'une greffe de sang du cordon.

Il n'existe pas actuellement de banque de sang du cordon au Luxembourg. Toutefois un projet de loi en matière d'établissements de tissus et de cellules, transposant une directive communautaire, est dans un état très avancé de la procédure à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre. Une banque de sang du cordon pourrait être autorisée sur base de la loi à intervenir.

L'honorable Parlementaire soulève la question des banques privées conservant contre rémunération du sang du cordon. Ces banques privées se distinguent des banques publiques par le fait que le sang y stocké ne peut être utilisé qu'à la demande de la famille qui a demandé la conservation, tandis que le sang stocké dans les banques publiques est à la disposition de quiconque présente un problème de santé susceptible d'être traité à l'aide du sang y conservé. Toutefois certaines banques publiques commencent à conserver aussi du sang à destination d'une famille déterminée, mais seulement s'il y a dans cette famille des indications spécifiques (antécédents familiaux) pour la conservation de sang du cordon.

S'agissant de l'intérêt que la conservation du sang du cordon ombilical pourrait présenter pour le nouveau-né lui-même, il faut savoir que pour les 6.000 greffes allogéniques rapportées à travers le monde il n'y a que 14 greffes autologues. Une greffe autologue n'est notamment pas indiquée en cas de leucémie.

S'agissant de la conservation systématique en vue d'utilisations exclusivement autologues et d'utilisations allogéniques intrafamiliales, un avis du comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé en France met en garde contre «une illusion thérapeutique, qui répond davantage à des objectifs de marché».

Les scientifiques sont actuellement très dubitatifs sur les avantages qu'une utilisation autologue ou allogénique intrafamiliale pourrait présenter par rapport à une utilisation allogénique proprement dite, et estiment que le rapport coût/bénéfice ne justifie pas une conservation systématique dans les hôpitaux du sang du cordon ombilical des nouveau-nés.

Mais la science est susceptible de progresser en la matière, et je suis d'accord pour dire qu'il convient de surveiller l'évolution.

Question 1490 (9.1.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **candidature du Benelux pour la Coupe du Monde de football 2018:**

D'après mes informations, la commission «Culture, Sports et Éducation» au sein du Parlement Benelux a récemment invité les représentants de l'Union belge de football en vue de débattre de ce projet ambitieux.

Au sein des mondes politiques belge et néerlandais un consensus se dessine déjà pour soutenir cette candidature. Afin que ce projet porte ses fruits, les trois fédérations de football devront présenter leur dossier à la FIFA pour 2010 tout en tenant compte du fait que l'organisation du Mondial de football reviendra cette année-là à l'Europe.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur ce projet ambitieux?

- Dans l'affirmative, dans quelle mesure la fédération luxembourgeoise sera-t-elle partenaire de la candidature du Benelux peur la Coupe du Monde de football 2018?

Réponse (7.2.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

L'idée d'une candidature Benelux pour organiser la Coupe du monde FIFA de football en 2018 a été lancée une première fois par Monsieur Alain Courtois, ancien secrétaire général de l'Union Royale Belge des Associations de Football lors du Congrès UEFA à Budapest en 2006. Monsieur Courtois s'est prévalu en particulier de son expérience de président du comité d'organisation belgo-néerlandais de l'Euro 2000 et du bon déroulement de celui-ci.

Le président de la Fédération luxembourgeoise de football vient de faire savoir qu'à l'occasion du tout récent congrès de la même UEFA à Düsseldorf, les trois pays se sont rencontrés en réunion officieuse. Ils sont convenus qu'avant tout progrès en cause, il sera demandé à la FIFA de se prononcer quant au principe même d'une pareille candidature à trois.

Cette situation encore tout aléatoire explique que jusqu'à présent le Gouvernement n'a aucunement été approché et que l'organisation d'un tel événement au Luxembourg ne constitue pas une priorité. On ne doit pas non plus se méprendre sur l'apport que serait en mesure de fournir le Luxembourg, plutôt d'encadrement et non pas sur le plan sportif à défaut d'un stade d'une capacité suffisante de spectateurs.

Question 1492 (9.1.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **sécurité routière sur le CR101 entre Kopstal et Mamer:**

Le tronçon du CR101 entre Kopstal et Mamer compte parmi les points noirs de notre réseau routier où de nombreux accidents ont eu et continuent d'avoir lieu avec des conséquences souvent dramatiques. L'excès de vitesse constitue le facteur prédominant des accidents sur le tronçon de route en question.

En réponse à la question parlementaire N°1084 du 18 mai 2006 *(cf. compte rendu N°15/2005-2006)*, Monsieur le Ministre des Transports avait indiqué que la Commission de circulation de l'État serait chargée d'analyser l'opportunité d'une limitation de la vitesse à 70 km/h sur le CR101 entre Kopstal et Mamer.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles ont été les conclusions de la Commission de circulation de l'État?

- Quels sont les autres moyens à pouvoir être mis en œuvre pour réduire les risques d'accidents sur le CR101 entre Kopstal et Mamer?

Réponse (7.2.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La Commission de circulation de l'État s'est prononcée en faveur d'une limitation de la vitesse sur le tronçon du CR101 entre Mamer et Kopstal. L'introduction de cette limitation de la vitesse nécessite cependant une modification du règlement grand-ducal du 29 mars 2004 concernant les limitations de la vitesse dérogatoires sur les voies publiques faisant partie de la voirie de l'État en dehors des agglomérations. L'avant-projet de règlement grand-ducal afférent est actuellement préparé par la Commission de circulation de l'État.

En ce qui concerne des moyens supplémentaires envisageables pour améliorer les conditions de sécurité sur le CR101, je me permets de vous informer que j'ai chargé la Commission de circulation de l'État et en particulier son groupe de travail «audits de sécurité» d'identifier les endroits réputés dangereux afin d'y installer, le cas échéant, un radar automatique.

En attendant le résultat de cette analyse, j'ai demandé à Monsieur le Ministre de la Justice de faire procéder par la Police grand-ducale à des contrôles réguliers de la vitesse sur le tronçon du CR101 en question.

Question 1493 (9.1.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **communes sans OGM:**

Récemment, la commune du Lac de la Haute-Sûre s'est déclaré prête à ne pas planter voire utiliser des semences et plantes génétiquement modifiées sur l'ensemble des terrains lui appartenant. En plus, elle a décidé de faire inscrire dans chaque nouveau contrat de bail à ferme, que les locataires doivent renoncer à toute culture de plantes génétiquement modifiées sur leur terrains et ce pour toute la durée du contrat.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Sur base de quels critères la commune du Lac de la Haute-Sûre est-elle déclarée être une «commune sans OGM»?

- Existe-t-il une base légale fondant cette déclaration voire interdisant explicitement l'utilisation des OGM sur des terrains appartenant aux communes?

Réponse commune (7.2.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La presse écrite s'est effectivement fait l'écho d'une délibération prise par les autorités communales du Lac de la Haute-Sûre selon laquelle cette commune s'engage à ne pas planter ou utiliser des organismes génétiquement modifiés sur les terrains appartenant à la commune et à faire inscrire dans chaque nouveau contrat de bail relatif à un terrain appartenant à la commune l'obligation pour le locataire de renoncer à toute culture de plantes génétiquement modifiées.

Force est cependant de constater que jusqu'à ce jour le Ministère de l'Intérieur n'a pas encore reçu de délibération du conseil communal de la commune du Lac de la Haute-Sûre déclarant formellement cette intention.

Ceci dit et s'il est loisible aux autorités communales d'imposer à tout locataire de leurs terrains agricoles des restrictions d'exploitation, notamment en ce qui concerne l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés, il est bien entendu que les autorités communales doivent veiller à agir dans le respect de la législation communautaire et nationale en vigueur en matière d'organismes génétiquement modifiés.

Question 1496 (9.1.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**arrêt de la Cour de Justice européenne du 12 juin 2003 à l'égard du Luxembourg relatif à ses marchés des télécommunications:**

La presse d'aujourd'hui rapporte que la Commission européenne a formellement demandé au Luxembourg de se conformer dans un délai de deux mois à l'arrêt de la Cour de Justice européenne du 12 juin 2003 concernant l'accès à ses marchés des télécommunications. Il résulte de cet arrêt que le Luxembourg n'a pas entièrement transposé la directive 90/388/CEE concernant la concurrence sur les marchés des services de télécommunications. En particulier la Cour a jugé à l'époque que les procédures d'obtention des droits de passage permettant de mettre en place des réseaux de télécommunications le long des routes et des chemins de fer au Luxembourg manquent de transparence. Au stade actuel, la Commission considère qu'en dépit des améliorations apportées à sa législation, le Luxembourg n'a pas encore exécuté entièrement l'arrêt de la Cour de Justice et a donc décidé de demander des explications quant aux mesures supplémentaires que le pays entend prendre pour se conformer à l'arrêt en question. Il est rappelé que cette demande, qui prend la forme d'un avis motivé, constitue la deuxième étape de la procédure d'infraction prévue par le traité CE pour non-respect d'un arrêt de la Cour (article 228). Une nouvelle saisie de la Cour de Justice n'est pas à exclure et pourrait constituer l'étape prochaine.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

- Pour quelles raisons le Gouvernement n'a-t-il pas encore pris l'initiative de se conformer à l'arrêt de la Cour de Justice européenne du 12 juin 2003?

- Comment le Luxembourg entend-il réagir à l'initiative de la Commission européenne?

Réponse (7.2.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'arrêt rendu par la Cour de Justice stipule notamment que «en ne garantissant pas la transposition effective de l'article 4 quinquies de la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunication, telle que modifiée par la directive 96/19/CE de la Commission du 13 mars 1996 le Grand-Duché de Luxembourg a manqué à ses obligations».

Afin de remédier à cette situation et afin de se conformer à la législation communautaire, le Ministère des Transports a communiqué aux services de la Commission par courrier du 14 février 2006 un avant-projet de règlement grand-ducal censé pallier aux incertitudes juridiques soulevées par la Commission.

La Commission constatait toutefois, par courrier du 17 mars 2006, que les mesures prises par les autorités luxembourgeoises étaient encore insuffisantes pour assurer une pleine application de l'arrêt de la Cour. La Commission soulignait particulièrement que ce texte n'encadrait pas les procédures de négociations de conventions pour l'obtention de droits de passage sur le domaine communal et qu'il laissait subsister des incertitudes dans le déroulement concret de la procédure d'octroi des droits de passage.

Les départements ministériels et les administrations de l'État concernés par le sujet en question se sont concertés pour trouver un moyen d'inclure dans le règlement grand-ducal le «domaine public des communes».

Dans un souci de cohérence, il a été convenu de prévoir la rédaction de deux règlements grand-ducaux distincts, un qui détermine les

conditions d'utilisation du domaine routier et ferroviaire de l'État et un autre qui détermine les conditions d'utilisation du domaine public des Communes.

Les avant-projets de règlement grand-ducaux précités seront mis sur la voie procédurale en début de février 2007 et abrogent le règlement grand-ducal du 8 juin 2001.

Question 1500 (11.1.2007) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **service médical pubic:**

Certains hôpitaux, notamment du nord et du sud du pays, semblent rencontrer de plus en plus de difficultés pour assurer le fonctionnement de certains services spécialisés comme par exemple la médecine dentaire ou l'ophtalmologie. Ces difficultés s'expliqueraient par un nombre de plus en plus élevé de spécialistes qui n'accepteraient plus de travailler dans le service médical public à côté de leurs activités en cabinet médical.

Dans ce contexte je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun de lier l'agrément des médecins spécialistes à l'obligation de prester un certain nombre d'heures de travail dans le service médical public?

Réponse (29.1.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

À côté du service de nuit en médecine générale fonctionne dans les hôpitaux un service d'aide médicale urgente, qui comporte tant une présence médicale effective qu'une disponibilité sur appel pour certaines spécialités. Il est un fait que pour certaines spécialités moins sollicitées pendant les périodes de garde les hôpitaux éprouvent de plus en plus de difficultés pour trouver des médecins disposés à participer au service de disponibilité. Tel est notamment le cas de la spécialité de l'ophtalmologie, évoquée par l'honorable Parlementaire.

L'honorable Parlementaire suggère pour résoudre le problème «de lier l'agrément des médecins-spécialistes à l'obligation de prester un certain nombre d'heures de travail dans le service médical public».

Il n'est pas très clair ce que l'honorable Parlementaire entend par «agrément». À supposer qu'il vise l'agrément du médecin-spécialiste par un hôpital d'attache au moyen d'une convention de collaboration, il y a lieu de rendre attentif au fait que, justement dans certaines disciplines les médecins ne sollicitent plus aucun agrément de la part des hôpitaux et consacrent toute leur activité professionnelle à leur cabinet privé, de sorte que la solution proposée n'arrive pas à résoudre le problème.

Dans la mesure où l'honorable Parlementaire entend par «agrément» l'autorisation d'exercer la profession, accordée par le soussigné, il faudrait encore s'entendre sur la notion de «service médical public», dans l'intérêt duquel le titulaire de toute autorisation d'exercer devrait prester un certain nombre d'heures de travail. Il n'y a pas au Luxembourg de service médical public proprement dit, dans le sens d'un organisme public employant à temps partiel des médecins du secteur privé pour prendre part au service d'urgence.

En revanche la législation en vigueur, à savoir la loi sur l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire, habilite le pouvoir réglementaire à fixer l'organisation et les modalités d'un service médical d'urgence, auquel tout médecin serait tenu de participer.

Bien que la prédite disposition légale existe depuis des décennies, la profession a toujours réussi à s'organiser et à arrêter les modalités de sa participation au service d'urgence en dehors de toute contrainte réglementaire. Mais il est bien vrai que ces derniers temps les difficultés pour l'hôpital de garde de trouver pour l'une ou l'autre spécialité des médecins prêts à assurer la disponibilité vont en augmentant. S'il s'avérait impossible de persuader le corps médical à assurer volontairement une couverture adéquate du service de disponibilité hospitalier, je n'hésiterais pas de l'y astreindre par voie réglementaire.

Question 1502 (11.1.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**extraction de l'air contaminé par la fumée de tabac dans les restaurants:**

Le 20 septembre 2006 le Conseil de Gouvernement a donné son accord de principe à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant exécution de l'article 6 (3) de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac ayant pour objet de définir les caractéristiques techniques auxquelles doivent répondre les systèmes d'extraction et d'épuration d'air dont doit être munie toute pièce séparée au sens de l'article 6 (3) de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac et pouvant être aménagée dans les établissements de restauration, les salons de consommation de pâtisseries et des boulangeries, et dans laquelle l'interdiction de fumer n'est pas d'application. Il fixe les dispositions générales applicables (niveau de pollution de l'air, conditions de pression dans la pièce séparée, environnement acoustique) et les dispositions spécifiques (débit d'air, recirculation, régulation, etc.) des systèmes d'extraction et systèmes d'épuration. L'amélioration de l'air devra être obtenue par l'extraction d'une partie de l'air contaminé par la fumée de tabac et son remplacement par de l'air neuf, l'autre partie de l'air étant traitée par des systèmes de filtration de l'air pour être ensuite restituée à la salle séparée. D'après l'avant-projet de règlement grand-ducal, le taux d'air frais devra être de 50% au moins.

Certains hôteliers et restaurateurs voulant aménager une telle pièce séparée, rencontrent actuellement un certain nombre de difficultés techniques en essayant de respecter ces dispositions.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand est-ce que le règlement grand-ducal portant exécution de l'article 6 (3) de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac sera-t-il publié?

- Quelles sont les raisons pour le retard pris dans la publication de ce règlement grand-ducal?

- Sur quelle base les dispositions prévues par l'avant-projet de règlement grand-ducal ont-elles été élaborées?

- Ces dispositions ne risquent-elles pas de se révéler trop contraignantes et trop coûteuses dans leur application technique?

- Avec quels consultants l'applicabilité de ces dispositions a-t-elle été vérifiée?

Réponse (2.2.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le projet de règlement grand-ducal qui fait l'objet de la présente question parlementaire vient d'être approuvé par le Gouvernement en Conseil dans sa séance du 19 janvier. Il sera publié incessamment.

Contrairement à ce qu'en pense l'honorable Parlementaire ledit projet n'a pas pris de retard, mais la procédure réglementaire, faite dans le strict respect des règles en la matière, à savoir consultation non seulement des chambres professionnelles mais encore du Conseil d'État, a pris le temps qu'il faut et qui ne peut pas être qualifié d'exagéré, alors que la loi de base n'est en vigueur que depuis septembre 2006. Dans ce contexte je note que les chambres professionnelles consultées ont dépassé, l'une d'entre elles même largement, le temps de réaction imparti par le soussigné. Mais je comprends parfaitement que les organismes consultatifs se soient renseignés sur tous les aspects, notamment techniques et financiers, du dossier, avant de prendre attitude.

Le règlement d'application se base sur l'article 6 (3) de la loi, qui détermine les exigences auxquelles doit répondre la pièce séparée dans laquelle l'interdiction de fumer ne vaut pas. Le libellé de l'article 6 (3) résulte d'une proposition du Conseil d'État, que la Chambre a fait sienne. Le Conseil d'État, qui penchait plutôt pour une interdiction totale de fumer dans les restaurants, a cependant pu se déclarer d'accord avec les pièces séparées, qui devraient cependant répondre à des conditions assez strictes. Le texte proposé par la Haute Corporation pour la rédaction de l'article 6 (3), et repris tel quel par la Chambre, dispose notamment que «la pièce séparée doit être installée de manière à réduire au maximum les inconvénients de la fumée vis-à-vis des non fumeurs...».

Placé dans ce contexte le règlement grand-ducal en train d'être pris ne saurait être taxé de trop contraignant. Le coût de l'équipement est bien entendu fonction des exigences techniques réglementaires, mais le Gouvernement n'a pu se contenter d'exigences minimalistes sous peine de violer la volonté clairement exprimée par le législateur dans la loi même.

Question 1505 (12.1.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **projets de renforcement de la sécurité routière:**

La Commission européenne a décidé d'allouer plus de huit millions d'euros à des projets européens visant un renforcement de la sécurité routière.

Sachant que l'accord de coalition d'août 2004 prévoit que «le Gouvernement entend prioritairement combattre avec fermeté le fléau des accidents de la route en renforçant de manière substantielle les mesures et actions en faveur de la sécurité routière», j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Est-ce qu'il y a eu une ou plusieurs participations luxembourgeoises parmi les 29 projets à la Commission en juin 2006? Si oui, sur quoi port(ai)ent le ou les projets luxembourgeois? Dans la négative, pourquoi le Luxembourg avait-il omis de proposer un projet luxembourgeois ou transfrontalier?

2. Sur quoi portent les 13 projets retenus par la Commission européenne?

Réponse (29.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert de l'appel ouvert lancé le 21 juin 2006 par la Commission européenne en vue de l'octroi de subventions à des projets en matière de sécurité routière.

Dans un souci de cohérence et de compréhension je me permets d'attirer l'attention de l'honorable Député sur le terme «ouvert» de l'appel lancé par la Commission.

Il s'ensuit que le Luxembourg n'a pas omis de soumettre un projet luxembourgeois ou transfrontalier mais que l'appel était adressé en première ligne à des associations, des entreprises, des centres de recherche, soit à des organisations non gouvernementales.

En ce qui concerne votre deuxième question relative aux détails des 13 projets retenus par la Commission, j'ai l'honneur de vous informer que le communiqué de presse du 21 décembre 2006 de la Commission portant notamment sur les 13 projets retenus est public sur son site Internet.

Question 1506 (15.1.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**association «Immo-Stëmm»:**

Alors que l'association sans but lucratif «Stëmm vun der Strooss» bénéficie d'un financement étatique, octroyé sur base d'une convention conclue avec le Ministère de la Santé, force est de constater que son antenne «Immo-Stëmm», qui a pour objectif de rendre le marché immobilier accessible aux personnes à revenu modeste, n'est pas conventionnée.

«Immo-Stëmm» est une agence immobilière sociale qui sert d´intermédiaire entre le locataire et le propriétaire. Elle loue des logements et les sous-loue à des personnes défavorisées, tout en se portant garante du paiement du loyer et du bon état du logement. Elle assure également les contacts entre les locataires et les agences immobilières. «Immo-Stëmm» est financée entièrement par le biais de dons et ne fonctionne que grâce au travail bénévole de ses collaborateurs.

- Considérant que l'association «Immo-Stëmm» remplit une tâche sociale importante en contribuant à réintégrer les personnes défavorisées dans notre société, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre s'il ne juge pas opportun d'entamer le plus vite possible des pourparlers avec les représentants de ladite association en vue de la conclusion d'une convention avec le Ministère du Logement, dans le but de lui assurer un financement stable permettant une pérennisation voire un développement des ses activités.

Réponse (30.1.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

À noter d'emblée que l'association sans but lucratif «Stëmm vun der Strooss» par le biais de son service «Immo-Stëmm» n'est pas la seule et unique organisation non gouvernementale qui assume le rôle d'une agence immobilière sociale dans notre pays.

En effet, l'association sans but lucratif «Wunnéngshëllef», regroupant entre-temps: 27 sociétaires, dont 24 associations de droit privé et trois organismes étatiques, opère depuis le début des années '90 au titre d'une agence immobilière sociale, gérant actuellement un parc de 126 logements contre une dizaine de logements gérés par «Stëmm vun der Strooss». Annuellement, la «Wunnéngshëllef» traite quelque 150 nouvelles demandes en obtention d'un logement locatif.

À cet effet, «Wunnéngshëllef» avait signé à l'époque une convention avec le Ministère de la Famille. Cette convention prévoit la prise en charge des frais de personnel ainsi qu'une partie des frais de fonctionnement par le prédit Ministère. Par conséquent, si une convention devait être signée entre l'État et «Stëmm vun der Strooss», ce rôle relèverait plutôt de la compétence du Ministère de la Famille et de la Solidarité.

À relever encore que tant l'a.s.b.l. «Wunnéngshëllef» que l'a.s.b.l. «Stëmm vun der Strooss» bénéficient toutes les deux d'un subside annuel du Département du Logement.

Au vu de ce qui précède, le Ministre du Logement n'entend pas conclure une convention avec l'association sans but lucratif «Stëmm vun der Strooss» respectivement avec son service «Immo-Stëmm».

En outre, il y a lieu de mentionner que le programme gouvernemental 2004-2009 prévoit entre autres que le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat se portera acquéreur et gestionnaire de logements locatifs tout en assumant le rôle d'une agence immobilière sociale sur le marché du logement locatif et qu'il pourra également assurer la gestion du parc immobilier locatif des communes.

Finalement, une mise à disposition de logements locatifs par le Fonds du Logement à l'a.s.b.l. «Stëmm vun der Strooss» est envisageable, ceci à l'instar d'autres organisations non gouvernementales oeuvrant dans le domaine du logement.

Question 1511 (17.1.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **prix des permis d'émission de CO_2:**

Afin de pouvoir respecter les engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto, le Luxembourg doit recourir aux mécanismes de flexibilité en achetant par exemple des quotas sur le marché des droits d'émission de gaz à effet de serre.

Au cours des six derniers mois le prix du CO_2 sur les marchés européens s'est effondré. Il est passé de 30 euros/tonne à 4 euros/tonne. En 2007, le prix moyen de la tonne de CO_2 passerait, selon les prévisions d'une grande banque d'affaires suisse, à 3 euros. À moyen terme cette banque s'attend même à ce que les prix ne dépassent plus l'euro/tonne.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quel est l'impact de la baisse de prix des quotas de CO_2 sur le budget 2007?

- Est-ce que cette baisse engendra des conséquences sur le 2e plan national d'allocation de quotas d'émission de gaz à effet de serre (PNAQ) pour la période 2008-2012?

Réponse (2.2.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

La forte baisse des prix moyens de la tonne de CO_2 qui a pu être observée au cours des derniers mois et qui, selon certains experts, risque de se prolonger au cours de l'année 2007, concerne les crédits pour la période 2005-2007, période «test» du système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU ETS). Elle s'explique en grande partie par un phénomène de sur-allocation au secteur concerné par le EU ETS par rapport aux émissions vérifiées de l'année 2005 et se manifestant dans une bonne partie des États membres. À cela s'ajoute le caractère non transférable des crédits vers la période 2008-2012 (période d'engagement sous le protocole de Kyoto).

La situation s'avère très différente pour cette période, pour laquelle les prix dans le cadre du EU ETS se situent actuellement dans une fourchette de 15 à 18 euros par tonne de CO_2. Les prix pour les crédits issus des mécanismes flexibles (JI/CDM) sont actuellement légèrement inférieurs. Alors que dans la période «test» seules

les entreprises européennes couvertes par le EU ETS étaient concernées par des limitations des émissions, les parties au protocole de Kyoto (annexe B) devront respecter des objectifs chiffrés de réduction ou de limitation de leurs émissions durant la phase 2008-2012. Vu le nombre de facteurs influant sur l'offre et la demande, il est à ce stade impossible de faire des prévisions précises concernant l'évolution des prix. Vu le besoin considérable de crédits d'émission CDM/JI dans les pays industrialisés ayant ratifié le protocole de Kyoto, les experts estiment toutefois que les prix auront tendance à augmenter plutôt que de diminuer au cours des années à venir.

Ni le 2e plan national d'allocation de quotas (PNAQ 2008-2012) ni le budget 2007 ne se verront dès lors affectés par la baisse des prix des quotas de CO_2 observée actuellement, et qui ne devrait en toute logique pas s'étendre au-delà de 2007. Les quotas d'émission que le Gouvernement se propose d'acquérir concernent en effet la période 2008-2012.

Question 1513 (17.01.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **droit applicable et** la **compétence en matière de divorce et de séparation de corps:**

Lors de la réunion informelle des Ministres de la Justice et des Affaires intérieures de l'Union européenne, qui s'est tenue le 15 janvier 2007, la Ministre fédérale allemande de la Justice, Madame Brigitte Zypries, a attiré l'attention sur la nécessité d'agir notamment dans le domaine du droit de la famille et plus particulièrement au niveau des règles qui régissent le divorce et la séparation de corps.

En effet, si des progrès considérables ont été réalisés au cours des dernières années en matière de compétence judiciaire et de reconnaissance et d'exécution de décisions judiciaires, le nombre sans cesse croissant des mariages et partenariats binationaux et la mobilité accrue des citoyens européens entraînent toujours davantage de conflits en matière de compétence juridictionnelle et de règles applicables à la dissolution du mariage. Eu égard au nombre élevé de divorces au sein de l'Union européenne et notamment des divorces «internationaux», la mise en place d'un cadre juridique clair et complet où l'autonomie de la volonté des parties concernées jouerait un rôle plus important est indispensable. Si tout le monde s'accorde sur la nécessite d'une action en matière de divorce et de séparation de corps, les opinons divergent néanmoins sur la voie permettant d'y parvenir. Il échet de rappeler que la majorité des Ministres de la Justice sont d'accord pour procéder à une harmonisation du droit international privé en matière du droit matrimonial. Certains toutefois s'opposent à une uniformisation de ces mêmes règles.

À noter dans ce contexte que la Commission européenne a proposé de modifier le règlement (CE) n°2201/2003 en ce qui concerne la compétence et instituant des règles relatives à la loi applicable. Cette proposition, qui a fait d'ailleurs l'objet d'une prise de position de la part de la Commission juridique dans le cadre du deuxième projet pilote de la COSAC sur le contrôle du respect du principe de subsidiarité et de proportionnalité, prévoit entre autres des règles de conflit de lois harmonisées en matière de divorce et de séparation de corps et entend améliorer l'accès à la justice en permettant aux parties de choisir dans certaines conditions la juridiction appelée à se prononcer sur leur divorce ou leur séparation.

Lors de l'entrevue informelle du 15 janvier 2007 précitée, la Ministre fédérale allemande a encore annoncé vouloir prendre au sérieux les réserves de certains ministres quant à une uniformisation des règles de droit international privé tout en s'appuyant sur 168 propositions de règlement soumises par la Commission européenne. Elle a encore ajouté «qu'il s'agit de trouver des solutions praticables pour les citoyennes et les citoyens en Europe».

Dans ce contexte j'aurais souhaité poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est la position du Gouvernement dans ce dossier?

- Plaide-t-il pour une seule amélioration des règles procédurales internationales dans les affaires transfrontalières?

- Ou bien estime-t-il nécessaire de procéder également à une harmonisation du droit international privé en matière de divorce et de séparation de corps?

- Dans l'affirmative, pense-t-il que l'harmonisation doive aboutir à des règles de droit international privé uniformes applicables dans tous les États membres de l'Union européenne?

- Quelle est la position du Gouvernement quant aux propositions de modifications proposées par la Commission européenne tant au niveau de la compétence juridictionnelle qu'au niveau du droit applicable?

- Le Gouvernement partage-t-il l'avis de la Commission juridique que la mise en place de nouvelles règles communautaires permettra non seulement de renforcer la sécurité juridique mais également d'éviter tout «forum shopping»?

- Le Gouvernement n'est-il pas d'avis par contre, que la proposition de règlement de la Commission européenne comporte dans une certaine mesure un risque de «lex shopping»? Dans l'affirmative, le Gouvernement n'entend-t-il pas attirer l'attention sur cette problématique lorsque le dossier sera discuté au niveau du Conseil?

Réponse (9.2.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Je suis en mesure de confirmer à l'honorable Député Monsieur Laurent Mosar, que le Conseil informel Justice et Affaires intérieures, qui s'est réuni sous présidence allemande à Dresde les 14 et 15 janvier 2007, a eu un large échange de vues sur un point important de la coopération judiciaire civile dans l'Union européenne, qui est celui des effets transfrontaliers des divorces et des séparations judiciaires des couples et d'une manière générale du droit de la famille.

1) La mobilité croissante des citoyens au sein de l'UE, ainsi que l'augmentation inévitable du nombre de litiges en matière de droit de la famille à travers l'UE, montrent que les citoyens sont dans l'attente de voir régler au mieux les questions qui les concernent dans leur vie familiale de tous les jours. La confiance des citoyens dans le système judiciaire européen doit être assurée. Il s'agit non seulement de leur assurer un espace de sécurité et de libertés, mais de leur offrir aussi des possibilités rapides et efficaces d'accès à la justice et de flexibilité nécessaire dans la résolution des litiges familiaux.

2) Le fait de prévoir dans des textes communautaires des règles procédurales européennes des divorces au-delà des frontières est insuffisant. Aujourd'hui au vu de l'augmentation du nombre des conflits transfrontaliers en matière familiale, j'estime que nous devons aller au-delà. Car, dans des situations internationales, les citoyens européens veulent non seulement savoir à quelle juridiction de quel État membre ils doivent s'adresser pour obtenir une décision de justice qu'ils pourront faire exécuter au-delà des frontières, en cas de besoin, mais ils souhaitent savoir aussi quelle loi sera applicable à leur litige. C'est ce que l'on appelle la question des règles de conflits de lois, qui devient de plus en plus importante.

3) À défaut d'harmonisation du droit matériel de la famille, la solution recherchée doit être celle d'un rapprochement du droit international privé en matière de droit de la famille des États membres de l'Union européenne. Pouvoir compter sur des règles de conflit de lois communes n'est pas seulement une garantie de la reconnaissance mutuelle et donc de la confiance mutuelle dans les décisions judiciaires rendues dans les autres États membres. Mais au vu de la disparité et de la complexité des règles nationales de droit international privé du divorce, une telle approche communautaire conduira à une simplification nécessaire pour les citoyens.

4) À travers un certain niveau d'unification des règles applicables en matière de divorce, peu importe la nationalité des époux, leur résidence ou la juridiction saisie dans un État membre déterminé de l'UE, la sécurité juridique pourra ainsi être assurée.

5) Compte tenu de ce qui précède, j'ai pris une position tout a fait favorable sur les propositions de textes de la Commission actuellement en discussion à Bruxelles, propositions ayant trait à la détermination de règles sur la compétence des tribunaux, la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et surtout aussi de la détermination de la loi applicable aux divorces et aux séparations judiciaires.

6) Je partage entièrement l'avis de la Commission que des règles communes fixées au niveau communautaire apporteront la sécurité juridique et la prévisibilité nécessaires pour les citoyens. En effet les gens veulent savoir à l'avance en cas de conflit familial quelle juridiction dans quel État membre sera compétente pour décider sur leur sort, mais ils souhaitent également connaître à l'avance quelle loi leur sera applicable. Car la «ruée vers le tribunal» (= une forme de forum-shopping en matière de compétence judiciaire) conditionnée par la réflexion que «ce» tribunal appliquera «sa» loi du for, qui leur semble plus favorable, est une méthode qu'il s'agit de canaliser, sinon de freiner, car elle se pratique souvent au détriment d'une des parties faible au litige. La loi applicable devra être déterminée en fonction d'éléments objectifs de rattachement, connus à l'avance et les mêmes pour tous à l'intérieur de l'UE. Ainsi toute juridiction saisie, peu importe dans quel État membre, appliquera au litige la même loi désignée selon les mêmes règles communautaires.

Question 1521 (22.1.2007) de **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **source libératoire sur certains revenus de capitaux:**

Lors de la présentation du rapport sur le projet de loi portant 1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; 2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques, et 3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, la Chambre des Députés avait adopté une motion de Monsieur Lucien Thiel.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est le résultat de l'examen de la situation des revenus de capitaux des contribuables résidents, actuellement soumis à l'impôt sur le revenu par voie d'assiette, en vue d'étendre la retenue à la source libératoire à ces revenus?

- Les effets de cette loi ont-ils été analysés en fin d'exercice budgétaire 2006 et quelles en sont les conclusions?

- Quels sont les résultats de l'analyse portant sur la question de savoir si le montant de l'abattement de 250 euros fixé par la loi suffit à libérer effectivement les petits épargnants de la retenue à la source?

- Monsieur le Ministre juge-t-il nécessaire de présenter des amendements à la loi au vu des conclusions des différents examens et évaluations?

Réponse (8.2.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le Gouvernement invite l'honorable Député à se référer à la réponse à la question parlementaire N°1468 du 19 décembre 2006 de l'honorable Député Ben Fayot relative au même objet *(cf. compte rendu N°5/2006-2007).*

Question 1522 (22.1.2007) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **fermeture de la société «Technicolor Home Entertainment Services» à Schifflange:**

Le 17 janvier 2007 la société «Technicolor Home Entertainment Services», filiale du groupe français Thomson spécialisée dans la reproduction de contenus multimédia sur des supports numériques, a annoncé la fermeture de son implantation luxembourgeoise à Schifflange, au motif d'une délocalisation de la production vers la Pologne. Dans le contexte de cette annonce j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre était-il au courant d'une éventuelle fermeture partielle ou totale du site de production en question? Dans l'affirmative, quelles démarches ont été faites pour éviter la délocalisation de ces activités?

- Monsieur le Ministre connaît-il les raisons exactes qui ont amenées la maison mère de la société Technicolor à procéder à la fermeture de sa filiale luxembourgeoise?

- La zone industrielle de Schifflange-Foetz appartenant à l'État, Monsieur le Ministre est-il d'ores et déjà en mesure de me fournir des informations sur la future affectation des terrains et des bâtiments occupés actuellement par la société Technicolor? Existe-t-il des repreneurs potentiels pour ces installations?

- Quant à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, peut-il me renseigner sur le nombre exact d'emplois touchés par cette fermeture, le statut socioprofessionnel des personnes concernées (ouvriers, employés, cadres, salariés à contrat temporaire, etc.), ainsi que leur lieu de résidence? La nouvelle législation sur le «maintien dans l'emploi» étant entrée en vigueur il y a quelques semaines seulement, j'aimerais également connaître le sort réservé aux salariés licenciés.

Réponse (7.2.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Dès l'automne 2004, suite aux rumeurs sur une éventuelle fermeture du site de Technicolor à Schifflange, des contacts avec la direction de Technicolor à Schifflange et avec celle de Thomson à Paris ont été pris pour apprécier la situation.

Il devenait apparent que l'évolution du marché et de la structure de l'industrie allait tôt ou tard augmenter la pression concurrentielle sur les sites dans les économies développées de l'Europe de l'Ouest, tels que ceux du Luxembourg et du Royaume-Uni.

À la suite, les fonctionnaires du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et les représentants de Thomson/Technicolor ont exploré les options de remplacement de l'activité de l'usine de Schifflange à la fois dans le domaine d'activités de Technicolor - tel que les activités logistiques ou la spécialisation sur les tirages de faible volume - et dans les autres domaines du portefeuille d'activités de Thomson.

Plus d'une douzaine d'activités ont été évaluées. Aucune des options n'a permis de dégager une activité économiquement viable. Toutefois, Thomson et le Gouvernement continueront à explorer des activités communes, par exemple dans le domaine de la recherche-développement.

La concentration des activités européennes de réplication de DVD et CD sur un seul site est le résultat de la réduction de la croissance de la demande de DVD en définition standard et la pression à la réduction des prix par les clients de cette industrie qui sont à la fois les grandes maisons de production de films et de jeux vidéo et les producteurs indépendants. Cette concentration sur un site permet, selon Technicolor, de dégager une plus grande efficacité opérationnelle et d'augmenter sa compétitivité à long terme.

En ce qui concerne la future affectation des bâtiments à l'heure qu'il est et au regard du fait que ces bâtiments appartiennent à Technicolor, il n'est pas encore possible de faire des indications à ce sujet. Toutefois, dans la mesure où les terrains appartenant à l'État font partie de la zone industrielle nationale de Foetz, l'affectation future des bâtiments devra répondre aux objectifs de politique de développement économique et sera réservée à des activités nouvelles.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°8
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

22e séance, mardi 13 février 2007
23e séance, mercredi 14 février 2007

➤ Parteien erzielen Kompromiss über staatliche Finanzierung

Transparenz + Kontrolle = Unabhängigkeit

Die im Parlament vertretenen Parteien *CSV, LSAP, DP, Déi Gréng und ADR* haben sich nach einjährigen Verhandlungen auf Prinzipien und Regeln einer staatlichen Parteienfinanzierung verständigt. Demzufolge werden die politischen Parteien Luxemburgs in naher Zukunft - möglicherweise bereits ab dem 1. Januar 2008 - bei Erfüllung gewisser Kriterien eine an Bedingungen geknüpfte direkte finanzielle Zuwendung vom Staat erhalten. Ziel des Gesetzentwurfs, der in Kürze ins Parlament eingebracht werden soll, ist es, die wichtige Rolle der Parteien im Meinungsbildungsprozess zu untermauern und für mehr Transparenz zu sorgen.



(von links nach rechts) François Bausch (Déi Gréng), Georges Gudenburg (DP), François Biltgen (CSV), Alex Bodry (LSAP) und Gast Gibéryen (ADR) bei der Vorstellung des Parteienfinanzierungskompromisses am 27. Februar 2007

Dem Kompromiss zufolge können auch Parteien, die nicht im Parlament vertreten sind, öffentliche Gelder beanspruchen, sofern sie drei Bedingungen erfüllen: Die Partei muss eine regelmäßige politische Aktivität nachweisen können, sie muss mit kompletten Kandidatenlisten bei den letzten Wahlen zur Abgeordnetenkammer (in allen vier Bezirken) sowie zum Europäischen Parlament angetreten sein und einen Stimmenanteil von mindestens zwei Prozent bei Landes- *und* Europawahlen erhalten haben. Jeder Partei, die diese Voraussetzungen erfüllt, soll ein jährlicher Sockelbetrag von 100.000 € sowie 11.500 € zusätzlich pro Prozentpunkt Stimmenanteil über zwei Prozent in Monatsraten aus der Staatskasse überwiesen werden. Diese Zuwendung ist jedoch an Bedingungen geknüpft: Zum einen darf der staatliche Zuschuss maximal 75 Prozent der jährlichen Einnahmen einer Partei ausmachen; die Partei muss also mindestens 25 Prozent der benötigten Finanzmittel selber aufbringen. Zudem muss sie zehn Prozent der staatlichen Unterstützung in Bildungs- und Forschungsarbeit investieren.

Im Gegenzug dürfen politische Parteien in Zukunft keine Firmenspenden mehr entgegennehmen. Spenden von Privatpersonen bleiben erlaubt, müssen aber ab einer Summe von 250 € veröffentlicht werden.

Die Buchhaltung der Parteien wird vom Rechnungshof kontrolliert, die Konten werden im Mémorial veröffentlicht.

Luxemburg ist eines der letzten Länder in Westeuropa, die (noch) nicht über eine Gesetzgebung zur Finanzierung der politischen Parteien verfügen. In Kürze sollen die politischen Parteien über einen Gesetzentwurf auch in der Verfassung verankert werden.

DANS CE NUMÉRO

Heure de questions au Gouvernement p. 268

Base légale pour la fouille de véhicules p. 271

Polémique autour du siège du Parlement européen p. 274

➤ Conférence sur le tourisme rural à Clervaux



(de gauche à droite) M. Ludy Michiels, secrétaire général, M. Emile Calmes, membre et M. Roger Negri,Président du Parlement Benelux

Les moyens de communication, notamment Internet, jouent un rôle fondamental dans l'attrait du tourisme rural. En effet, le touriste souhaite s'informer des activités offertes dans la région avant de se déplacer. Il est par conséquent primordial que les collectivités locales investissent davantage dans l'information.

Voilà la principale conclusion qui s'est dégagée au cours d'une conférence sur le tourisme rural organisée par le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux (Parlement Benelux) au Château de Clervaux. Des parlementaires belges, néerlandais et luxembourgeois s'y étaient réunis avec une délégation de l'Assemblée balte sous la présidence de M. Roger Negri les 16 et 17 février 2007.

Des experts des trois pays du Benelux dans le domaine du tourisme rural en ont présenté les différents aspects. Un des principaux défis consiste à allier la diversification économique et l'attractivité des emplois régionaux avec la sauvegarde de l'environnement. Ce dernier élément a d'autant plus de poids si l'on considère que la principale clientèle est en quête de repos, de sentiers pédestres et de contact avec la nature.

Les parlementaires se sont également accordés à élargir le label Benelux, jusqu'alors réservé à l'hôtellerie, au tourisme rural.

➤ De Grand-Duc Jean war begeeschtert!

Viru kuerzem huet de Grand-Duc Jean déi nei Büroe vun der Chamber op der Nummer 23 um Krautmaart besicht. An den Haiser Printz a Richard si jo zënter August z'joert de gréissten Deel vun de Servicer vum Greffe an och d'Kommissiounssäll ënnerbruecht.

De Chamberspresident Lucien Weiler an de Generalsekretär Claude Frieseisen hunn dem Grand-Duc Jean ënner anerem d'Bibliothéik, d'Kommissiounssäll, d'Büroen an déi gliese Passerelle iwwert d'Waassergaass gewisen. De Grand-Duc Jean war begeeschtert vun där flotter Manéier wéi bei der Renovatioun vun de Gebaier Printz a Richard déi al Substanz mat neien Elementer kombinéiert ginn ass.



➤ Réunion des présidents de la COSAC

Les parlements nationaux s'impliquent dans la politique européenne



M. Laurent Mosar, Président de la délégation luxembourgeoise de la COSAC

M. Laurent Mosar, Président de la délégation luxembourgeoise de la COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires et Européennes des Parlements de l'Union européenne), a participé les 11 et 12 février 2007 à la réunion des présidents de la COSAC à Berlin qui a réuni les délégués des parlements des 27 États membres et des pays candidats (Croatie, Ancienne République yougoslave de Macédoine, Turquie).

La Présidence allemande a présenté le rapport sur le troisième projet-pilote de la COSAC sur le contrôle du principe de subsidiarité et de proportionnalité par les parlements nationaux portant sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté. 27 chambres parlementaires de 21 États membres avaient conclu l'examen, dont dix seulement (de neuf États membres) avaient réussi à envoyer leur rapport dans le délai de six semaines.

La Chambre des Députés du Luxembourg était le seul parlement à constater une violation du principe de subsidiarité, tandis que sept chambres parlementaires ont constaté une violation du principe de proportionnalité ou exprimé des réserves à cet égard.

Dans son intervention, la Vice-Présidente de la Commission européenne, Madame Margot Wallström, a fait savoir que de plus en plus de parlements nationaux rédigent des avis sur les propositions législatives de la Commission européenne. Elle s'est félicitée du fait qu'au lieu de parler uniquement sur les procédures, on est arrivé maintenant à la substance. La Commission européenne s'efforce d'envoyer des réponses à tous les avis aux parlements nationaux.

Les présidents de la COSAC ont été informés sur l'avancement des travaux liés à la déclaration commune du Conseil, du Parlement européen et de la Commission européenne qui sera faite le 25 mars 2007 à Berlin à l'occasion du 50e anniversaire du Traité de Rome.

Une intervention du Ministre fédéral de l'Intérieur, Dr. Wolfgang Schäuble, sur la migration et l'intégration a conclu la réunion des présidents de la COSAC.

Fir datt d'Post am Duerf bleift

De Gemengerot vu Rammerech ass besuergt driwwer, datt d'Postbüroen um Territoire vun der Gemeng eventuell sollen zougemaach ginn. Duerfir huet de Schäfferot dem Chamberspresident Lucien Weiler eng Petitioun mat 855 Ënnerschrëften iwwerreecht.

Den Ament gëtt et dräi Postbüroen an där Gemeng, zu Uerschdref, Rammerech a Pärel, déi zu bestëmmten Zäiten op sinn. „Wann déi Büroe géifen zougemaach ginn", sou de Buergermeeschter vu Rammerech, Antoine Rodesch, „da wier deen nooste Postbüro zu Réiden (Atert). Dëst géif e grousse Problem fir déi 3.700 Awunner aus eiser Gemeng bedeiten, virun allem fir déi eeler Leit, mä och fir d'Administratioun vun der Gemeng selwer, déi vill Zoustellungen iwwer ‚lettre recommandée' muss maachen."

„D'Leit aus der Gemeng hunn e Recht op e Postservice, deen net ze wäit ewech ass", sot nach de Buergermeeschter. „Et kéint ee sech mat der Post vläicht op aner Ouvertureszäiten eens ginn, fir dës Horairen un d'Besoinë vun der Populatioun unzepassen." De Gemengerot huet och eng Resolutioun an deem Sënn gestëmmt.

De Chamberspresident huet den Engagement vun de Leit aus der Gemeng gelueft a gehofft, datt eng zefridde stellend Léisung fir dee fir d'Bierger séier wichtege Problem géif fonnt ginn.



„Die Verkehrsverbindungen zwischen Luxemburg und Deutschland sollen besser werden"



Abgeordnete des Bundestags und der Abgeordnetenkammer nach ihren Gesprächen

Das ist ein Fazit der Gespräche, die die Mitglieder der deutsch-belgisch-luxemburgischen Parlamentariergruppe des Deutschen Bundestags anlässlich ihres Besuches im luxemburgischen Parlament am 22. und 23. Februar geführt haben.

Die Gruppe deutscher Abgeordneter stand unter der Leitung von Herrn Markus Löning. Herr Löning ist europapolitischer und entwicklungspolitischer Sprecher der FDP-Bundestagsfraktion. Er lebt in Berlin und besuchte von 1970 bis 1978 die Europaschule in Luxemburg.

Nachfolgend ein Interview, das die Abgeordnetenkammer mit Herrn Löning geführt hat.

Sie haben sich mit den luxemburgischen Abgeordneten über die teilweise schwierigen Verkehrsverbindungen zwischen Deutschland und Luxemburg unterhalten. Konnten Sie Verbesserungen in Aussicht stellen?

Es gibt zwei Probleme: einerseits die Bahnverbindung und andererseits die Straßenanbindung. Im Moment muss man in Trier von der Autobahn hinunter, über die Brücke den Berg hoch, um dann wieder auf die Autobahn aufzufahren. In Zukunft muss die Autobahn durchgehend sein, so dass es eine lückenlose Fahrt wird; zumindest sollte es eine durchgehende vierspurige Schnellstraße sein. Verschiedene Modelle sind in der Diskussion, und die luxemburgische Seite ist, in Zusammenarbeit mit der deutschen Seite, dabei, über die verschiedenen Alternativen ein Gutachten zu erstellen. Hier sollen zum Beispiel die Kosten und die Verkehrsauswirkungen überprüft werden, um sich dann auf eines der Modelle einigen zu können.

Was die Eisenbahn betrifft, so ist die Geographie zwischen Trier und Luxemburg sehr schwierig. Eine wirkliche Schnellzugtrasse ist faktisch nicht darstellbar. Auch die jetzige Trasse ist veraltet und ausbaubedürftig. Die Investitionen bekommen in Deutschland Vorrang, das heißt, dass jetzt geplant werden kann. Die Verfahren werden ungefähr ein bis zwei Jahre dauern und danach kann gebaut werden.

Man kann realistisch damit rechnen, dass die Moselstrecke in den nächsten vier bis fünf Jahren so ausgebaut sein wird, dass die Neigezugtechnik zum Einsatz kommen kann, dass also schneller gefahren werden kann. Gleichzeitig wurde ja auch auf luxemburgischer Seite gebaut und Geld investiert. Am Ende bleibt die Frage, was mit der Brücke* geschieht. Das ist vielleicht das Problem, das wir zuallerletzt lösen sollten. Zuallererst sollten wir nämlich die Strecke sowohl auf deutscher als auch auf luxemburgischer Seite schneller machen.

Ein anderes Thema der Gespräche war der Entscheidungsprozess in der Europäischen Union, und da insbesondere die Frage, wie die nationalen Parlamentarier sich einbringen können, um möglichst früh Einfluss auszuüben. Inwiefern ist der Bundestag in das europäische Geschehen eingebunden?

Wir stehen da erst am Anfang. Bis jetzt hatten wir oft die Situation, dass im Ministerrat Gesetze oder Direktiven diskutiert wurden, mit denen der Bundestag sich nicht richtig beschäftigt hatte. Die andere Kammer, der Bundesrat, hat sich sehr viel mehr mit den Initiativen und Entwicklungen auf europäischer Ebene beschäftigt und hat so auch mehr Einfluss genommen. Deswegen ist der Bundestag dabei, ein neues System aufzubauen, in dem er sich sehr viel früher mit europäischen Angelegenheiten befassen wird, und zwar so, dass er noch Einfluss nehmen kann und eine öffentliche Debatte noch möglich ist.

Der Bundestag soll noch Beschlüsse fassen können und der Regierung mitteilen können, in welche Richtung etwaige Verhandlungen zu führen sind. Ich glaube, wir sind in einer ähnlichen Lage wie die Abgeordnetenkammer in Luxemburg, und es ist wichtig, dass die nationalen Parlamente sich gegenseitig unterstützen und austauschen.

Gibt es bei Ihnen einen Ausschuss, der exklusiv für europäische Angelegenheiten zuständig ist?

Im Bundestag gibt es einen Europaausschuss, der zum Beispiel bei Vertragsänderungen federführend ist. Ansonsten, wenn es um Fach-

„Die Verkehrsverbindungen zwischen Luxemburg und Deutschland sollen besser werden“

fragen wie zum Beispiel Umwelt oder Landwirtschaft geht, sind die Fachausschüsse zuständig, die dann auch in europäischen Angelegenheiten federführend sind.

Wie bewerten Sie das Modell des deutsch-luxemburgischen Lyzeums Schengen-Perl?

Das ist eine sehr gute Initiative, die unsere volle Unterstützung hat. Wir sind uns da, quer durch die Parteien, einig. Die erste Frage meiner Kollegen war, ob man nicht mehr solcher Projekte machen kann, da die Idee absolut begeisternd ist. Es ist jetzt wichtig abzuwarten, wie viele Kinder angemeldet werden und was die Erfahrungen sein werden. Dann kann man schauen wie dieses oder andere Modelle ausgeweitet werden können und wie man im Schulbereich grenzüberschreitend mehr und enger zusammenarbeiten kann. Wichtig ist, dass das neue Lyzeum Schengen-Perl einen Leuchtturm mit hoher Symbolkraft darstellt.

Was bringt ein Treffen wie dieses zwischen Abgeordneten aus Deutschland und Luxemburg?

Es bringt sowohl Einsicht und Erkenntnisse in Sachbereichen als letztendlich auch politische Aktionen.

Ich möchte aber noch ein ganz anderes Thema anschneiden. Deutschland hat das Goethe-Institut in Luxemburg geschlossen, weil man ja zu dritt (Anm. d. Red.: Deutschland, Frankreich und Luxemburg) im Pierre-Werner-Institut vertreten ist. Die Thomas-Mann-Bibliothek existiert ja leider auch nicht mehr. Wir stellen aber fest, dass es trotzdem wichtig wäre, eine starke kulturelle Präsenz in Luxemburg aufrechtzuerhalten. Wir werden uns als Parlamentarier zusammentun und mit dem Außenminister Gespräche führen, um zu erreichen, dass man aus deutscher Sicht wieder etwas auf die Füße stellen kann. Man sollte auch Möglichkeiten schaffen, die deutsche Sprache zu lernen. Schade ist es auf jeden Fall, dass es keine Thomas-Mann-Bibliothek mehr in Luxemburg gibt.



Markus Löning MdB

* Es handelt sich hier um die Brücke in Wasserbillig, über die momentan nur sehr langsam gefahren werden kann.

Remise de pétition

Pour la sauvegarde de l’ingénieur industriel

L’Association Générale des Ingénieurs Techniciens de l’État (AGITE/CGFP) n’est pas satisfaite de l’évolution récente des études d’ingénieur au Luxembourg. Afin de mobiliser la politique à ce problème, quatre membres de l’AGITE ont remis une pétition de plus de 1.100 signatures au Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

Suite à la «Déclaration de Bologne» de 1999, l’Université du Luxembourg a aboli la formation de quatre années d’ingénieur industriel à partir de l’année académique 2005-2006. Parallèlement un cursus de bachelor professionnel en ingénierie et informatique comprenant plusieurs spécialités a été mis en place. Cette formation de trois années est trop théorique aux yeux de l’AGITE et ne constituerait pas une alternative raisonnable à l’ingénieur industriel.

Selon l’AGITE, l’Université du Luxembourg devrait maintenir le diplôme d’ingénieur industriel qui constituerait une formation très axée sur les besoins de l’économie luxembourgeoise. Il faudrait dispenser les formations prévues dans la «Déclaration de Bologne», a expliqué le Président de l’AGITE/CGFP, Jean-Marie Spartz, mais sans pour autant renoncer aux formations d’Ingénieur Industriel et d’Ingénieur Civil, à l’instar de l’Allemagne, des Pays-Bas et de la Belgique.

Assemblée de l’Union de l’Europe occidentale
Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense

Réflexions pour une politique européenne de sécurité et de défense (PESD)

«Nous demandons instamment aux Chefs d’État et de gouvernement européens d’œuvrer au développement d’une politique européenne de sécurité et de défense fondée sur les ambitions partagées, une crédibilité capacitaire et technologique et sur une légitimité démocratique.» Voilà une partie du message que les membres de l’Assemblée de l’Union de l’Europe occidentale, Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense, ont adressé aux Chefs d’État et de gouvernement, et qui serait à prendre en compte pour la réunion que tiendra le Conseil européen le 25 mars 2007 à l’occasion du 50e anniversaire du Traité de Rome.

En plus l’Assemblée a insisté dans son message sur le fait que la PESD doit faire l’objet d’un contrôle démocratique accru par les parlementaires nationaux. «À cet égard, l’Assemblée de l’UEO joue un rôle déterminant. (…) Ce forum interparlementaire déjà existant, qui n’est pas une deuxième chambre européenne, devra être renforcé en tant que relais démocratique essentiel vers les citoyens et l’opinion publique. Nous demandons avec force au Conseil européen de traiter cette question avec urgence.»

L’Assemblée de l’Union de l’Europe occidentale s’est réunie au Bundestag à Berlin, les 6 et 7 février 2007, pour un colloque sur les orientations futures de la politique européenne de sécurité et de défense.

Y ont assisté: M. Marcel Glesener, Président de la délégation luxembourgeoise à l’Assemblée de l’UEO, et les membres Mmes Anne Brasseur et Lydie Err et MM. Charles Goerens et Norbert Haupert, M. Jean Huss s’étant excusé.



L’Assemblée de l’Union de l’Europe occidentale s’est réunie au Bundestag à Berlin

Les divers sujets traités ont été:
- PESD: développements politiques;
- PESD: développements opérationnels;
- PESD: l’acquisition de capacités;
- PESD: le rôle des parlementaires.

Au cours des débats sont intervenus des représentants du monde politique, scientifique, militaire et industriel. M. Charles Goerens a pris la parole en tant que rapporteur sur le point «PESD: développements politiques».

Chamber TV

an der Stad: *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* **zu Esch:** *um Kanal S40 (455.25 MHz)*
zu Déifferdeng: *um Kanal S 29* **zu Diddeleng:** *um Kanal S 32* **an der Gemeng Nidderaanven:** *um Kanal S 29*

Fouille de véhicules

5522 - Projet de loi portant réglementation de la fouille de véhicules

Le projet de loi sous rubrique entend réglementer en droit luxembourgeois la fouille de véhicules. Ce faisant, il confère, d'une part, une meilleure sécurité juridique à l'action de la police et de la justice et garantit, d'autre part, les intérêts des particuliers contre d'éventuels excès de pouvoirs en définissant un cadre juridique clair dans lequel les fouilles de véhicules s'effectueront. En effet, la fouille d'un véhicule touche aux conditions dans lesquelles s'exerce la liberté individuelle, la liberté d'aller et de venir et le respect de la vie privée, garantis par les articles 11(3) et 12 de la Constitution ainsi que par l'article 8 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. Elle porte, en outre, atteinte au droit de propriété.

À l'heure actuelle et contrairement aux visites domiciliaires, la fouille des véhicules n'est régie par aucune disposition particulière du Code d'instruction criminelle. Certains textes spécifiques se réfèrent aux fouilles de véhicules. Il en est ainsi par exemple de l'article 3 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie qui autorise les officiers de police judiciaire et les agents des douanes et de la police à visiter et à contrôler entre autres tous les moyens de transport lorsqu'il existe des présomptions d'infraction à ladite loi ou de l'article 3 de la loi du 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises. Il n'en demeure pas moins qu'actuellement les fouilles de véhicules ne sont nullement encadrées et que partant une certaine insécurité juridique demeure, alors que les attributions des forces de l'ordre ne sont pas explicitement définies.

Par ailleurs, certaines décisions de justice relativement récentes, au lieu de clarifier la situation, ajoutent à l'insécurité caractérisant la matière. Si pendant longtemps, la position de la jurisprudence était de ne pas considérer le véhicule comme une extension du domicile et de ranger par conséquent la fouille d'un véhicule parmi les actes ordinaires de police judiciaire de recherche et de constatation des infractions, qui peuvent être opérés au cours d'une enquête préliminaire effectuée d'office ou sur instruction du procureur, plusieurs décisions de justice notamment luxembourgeoises ont semé le trouble en assimilant la fouille d'une voiture automobile à une perquisition et partant le véhicule à un domicile. Il s'ensuit que depuis une dizaine d'années, les juridictions pénales luxembourgeoises ont systématiquement annulé les perquisitions de véhicules par les forces de l'ordre sans mandat judiciaire préalable en dehors de l'hypothèse d'un flagrant délit. Elles ont rappelé que la perquisition «constitue une mesure d'instruction et est réservée à la recherche des preuves. Elle ne fait point partie des investigations qui sont destinées à découvrir des faits.»

L'absence d'encadrement spécifique et l'évolution jurisprudentielle précitée ont amené les auteurs du projet de loi sous examen à vouloir réglementer les fouilles de véhicules qui ne sauraient tomber sous le champ d'application des dispositions relatives aux perquisitions et saisies, alors que les véhicules, à l'exception de ceux spécialement aménagés pour l'habitation, tels que les campings cars ou les caravanes, et ceux qui se trouvent dans un lieu considéré comme domicile, ne sauraient être considérés comme un domicile.

En contrebalançant les atteintes aux différents droits et libertés par des garanties adéquates, le texte sous rubrique parvient à concilier des besoins et des intérêts divergents, à savoir ceux des forces de l'ordre, qui réclament des moyens appropriés pour lutter efficacement contre la criminalité et la délinquance en général, et ceux des particuliers confrontés à des fouilles.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 16.12.2005

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer)

22.11.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

24.01.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.02.2007

CNFPC

5593 - Projet de loi portant

1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue;

2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation

L'objet du présent projet de loi est de clarifier les responsabilités au niveau de l'organisation et du financement des cours organisés au Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC), suite à des recoupements entre le Ministère du Travail et de l'Emploi et le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Le projet de loi s'articule autour de trois axes:

1) l'organisation des cours proposés au CNFPC. Un aspect important du premier volet réside dans la clarification des rôles assignés aux différents intervenants au niveau de l'État.

2) le financement des cours qui sont organisés au CNFPC. Il importe de clarifier la base légale du financement des cours organisés au CNFPC, afin d'éviter à l'avenir toute équivoque à ce sujet.

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, d'une part, et le Ministère du Travail et de l'Emploi, d'autre part, se répartissent les coûts inhérents au fonctionnement du CNFPC selon des critères précis et préétablis. Une simplification administrative va de pair avec ces mesures d'ordre financier.

3) la création d'une aide à la formation ainsi que d'une prime de formation pour mineurs et d'une indemnité de formation pour personnes majeures de moins de 25 ans.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live an integral

mat enger Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 29.06.2006

Rapporteur: M. John Castegnaro

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

21.11.2006 Présentation et examen du projet de loi - volet Travail et Emploi

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer)

07.11.2006 Présentation du projet de loi

16.11.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.11.2006 Examen d'un amendement gouvernemental

31.01.2007 Examen du projet de loi et de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.02.2007

Partenariat UE - ACP

5609 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000,

- de l'Acte final

signés à Luxembourg, le 25 juin 2005

- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006

- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006

Le projet de loi a pour objet l'approbation de l'accord modifiant l'Accord de partenariat entre le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP) et les États membres de l'Union («Accord de Cotonou») et de deux accords internes de l'Union européenne concernant les procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'accord respectivement le financement de l'aide.

Signé en 2000 pour une durée de vingt ans, l'Accord de Cotonou comprend cinq piliers: une dimension politique globale, l'encouragement d'approches participatives des partenaires, une orientation stratégique vers la réduction de la pauvreté, la mise en place d'un nouveau cadre de coopération économique et commerciale ainsi que l'amélioration de la coopération financière, surtout à travers la mise en œuvre d'une facilité d'investissements. La lutte contre la pauvreté est l'objectif sous-jacent de l'accord, qui vise à renforcer la coopération au niveau politique, à lutter contre la corruption, à encourager la participation de la société civile et à recentrer de manière globale les politiques de développement sur les stratégies de réduction de la pauvreté.

L'Accord de Cotonou dispose en son article 95 qu'il y a matière à révision de l'Accord tous les cinq ans. Entamées en mai 2004, les négociations en vue de la première révision ont été achevées sous présidence luxembourgeoise.

Certains nouveaux éléments ont été introduits dans l'accord révisé. Ainsi, le dialogue politique est renforcé au niveau des droits de l'Homme, des principes démocratiques et de l'État de droit. Les partenaires s'engagent à faciliter la ratification et la mise en œuvre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et à lutter contre la criminalité internationale et contre le terrorisme, notamment par la mise en œuvre intégrale des résolutions du Conseil de Sécurité, ainsi qu'à lutter contre la prolifération des armes de destruction massive. D'autres éléments ont trait à la coopération au développement. L'accord révisé fait dorénavant référence aux Objectifs du Millénaire pour le Développement et vise la lutte contre les maladies liées à la pauvreté et le soutien financier de certains acteurs non étatiques.

Le 10e FED (Fonds européen de développement) maintient l'aide au niveau du 9e FED hors reliquats auquel il convient d'ajouter les effets de l'inflation, de la croissance au sein de l'Union et de l'élargissement aux nouveaux États membres en 2004. Le 10e FED est doté de 22.682 millions d'euros.

Dépôt par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le 05.09.2006

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot)

16.10.2006 Présentation du projet de loi

06.11.2006 Désignation d'un rapporteur

17.01.2007 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.01.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.02.2007

Fonds d'investissement spécialisés

5616 - Projet de loi relative aux fonds d'investissement spécialisés et portant

- modification de la loi modifiée du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif

- modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le présent projet de loi vise à remplacer la loi du 19 juillet 1991 concernant les organismes de placement collectif et plus spécialement ceux dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public mais dont les parts sont réservées à des investisseurs institutionnels.

Le projet de loi offre aussi l'occasion de moderniser le dispositif en élargissant le champ d'action des fonds réservés aux spécialistes. Le cercle de ceux-ci s'ouvre à de nouveaux bénéficiaires promouvant ainsi le développement de ces OPC qui seront désormais qualifiés de «fonds d'investissement spécialisés» (FIS) afin de les distinguer des OPC régis par la loi du 20 décembre 2002 dont les parts sont destinées au placement dans le public.

À l'instar de la loi de 1991, le projet de loi prévoit de laisser une grande flexibilité quant aux actifs dans lesquels les fonds d'investissement spécialisés pourront investir. Le principe de la répartition des risques continuera à s'imposer à ces fonds.

Comme les produits visés par le projet de loi ne sont pas destinés au grand public, mais à des investisseurs avertis, le contrôle et les obligations des fonds seront allégés par rapport aux exigences prévues par la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif (OPC).

Le présent projet de loi constitue un texte complet reprenant toutes les règles applicables aux fonds d'investissement spécialisés afin de bien les distinguer des OPC dont les parts sont destinées à être placées auprès du public.

- Élargissement du concept d'investisseurs éligibles.

Par rapport à la loi de 1991, le projet de loi étend le concept d'investisseurs éligibles afin de couvrir, outre les investisseurs institutionnels, les investisseurs professionnels et les «autres investisseurs». Par «autres» on entend les investisseurs qui

- adhèrent à un statut d'investisseur averti («sophisticated investors»);

- investissent un minimum de 125.000 euros dans le fonds d'investissement spécialisé ou

- bénéficient d'une appréciation d'un établissement de crédit ou d'un autre professionnel du secteur financier certifiant son expertise, son expérience et sa connaissance pour apprécier de manière adéquate le placement effectué dans le fonds d'investissement spécialisé.

La future loi autorisera également des familles («family offices») et d'autres personnes privées à investir, sous certaines conditions, dans des fonds spécialisés alors que ce secteur était jusqu'ici réservé aux investisseurs institutionnels.

La notion de l'investisseur averti apparaît déjà dans la loi sur la SICAR et est utilisée également dans le contexte de produits financiers à l'étranger.

- Flexibilité quant aux actifs dans lesquels les fonds d'investissement spécialisés pourront investir.

À l'instar des OPC créés sous la loi de 1991 et la partie II de la loi de 2002, et contrairement à la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement à capital-risque (SICAR), le projet de loi prévoit de laisser une grande flexibilité quant aux actifs dans lesquels les fonds d'investissement spécialisés pourront investir.

Les fonds d'investissement spécialisés peuvent ainsi investir dans toutes sortes de valeurs ou de produits comme l'immobilier, les hedge funds, le private equity, le rachat d'entreprises, les liquidités, devises et fonds monétaires, etc…

- Régime réglementaire allégé

Le fonds d'investissement spécialisé (FIS) est soumis au contrôle de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF). Ses activités et documents légaux doivent être approuvés dans un délai d'un mois après son lancement. Cette nouveauté ne cause aucun problème vu les besoins de sécurité réduits de la catégorie d'investisseurs concernés.

Le dirigeant d'un fonds d'investissement spécialisé n'est pas sujet à une approbation par la CSSF. Il doit cependant justifier d'une bonne réputation et d'une expérience professionnelle suffisante.

Le capital minimum est fixé à 1.250.000 euros devant être atteint dans l'année avec possibilité d'apport en nature. Le droit d'apport est plafonné à 1.250 euros.

Les fonds d'investissement spécialisés doivent établir un document d'émission et un rapport annuel. Le rapport doit être mis à la disposition des investisseurs dans les six mois après la fin de l'exercice correspondant.

L'intervention d'une banque luxembourgeoise est requise pour le dépôt de valeurs, sans être toutefois chargée de la vérification de la VNI ou du rapport de gestion.

- La fiscalité

Les modalités et le montant du droit d'apport sont déterminés par un règlement grand-ducal sans que ce montant ne puisse dépasser 1.250 euros.

Le taux de la taxe d'abonnement est fixé à 0,01% et sera donc inférieur au taux normal appliqué à la plupart des OPC qui est de 0,05%.

- Mise en vigueur

L'objet du projet de loi est de remplacer la loi de 1991 qui ne constitue pas une loi autonome et devra être modifiée ou refondue pour le 13 février 2007 au plus tard.

La Commission des Finances et du Budget n'a disposé que de 13 jours pour examiner l'avis du Conseil d'État, préparer, présenter et adopter un projet de rapport et voter le projet de loi en séance publique.

Par le biais d'un amendement, le Gouvernement voulait éviter toute insécurité juridique créée par l'absence d'entrée en vigueur de la nouvelle loi au 13 février 2007 alors que la loi de 1988 relative aux OPC est abrogée à cette même date.

Le Conseil d'État estime que l'amendement gouvernemental n'assure pas entièrement la concordance des dates de l'abrogation et de l'entrée en vigueur au 13 février 2007 et propose donc, à la place de cet amendement, l'ajout d'un nouvel article 78 suivant: *«Art. 78.- La présente loi entre en vigueur le 13 février 2007.»*

La Commission a suivi la recommandation du Conseil d'État.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.10.2006

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar)

15.11.2006	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
01.02.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État
06.02.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.02.2007

Loi du 13 février 2007

Mémorial A: 2007, N° 13, page 368

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

SÉANCE 22

Mardi, 13 février 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications

2. 5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution

5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution

(Déclaration de recevabilité)

3. Rôle des affaires

4. Ordre du jour

5. Dépôt d'une proposition de loi

6. Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen

7. 5616 - Projet de loi relative aux fonds d'investissement spécialisés et portant

- modification de la loi modifiée du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif
- modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

8. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°153 du 13 février 2007 de Madame Nancy Arendt relative à la lutte antitabac, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé
- Question N°154 du 24 octobre 2006 de Madame Colette Flesch relative à l'accouchement anonyme, adressée à la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- Question N°155 du 12 février 2007 de Monsieur Roger Negri relative à la sécurité des tunnels des autoroutes en général et plus particulièrement à l'aménagement d'une plate-forme d'atterrissage pour hélicoptères au «Markusberg», adressée à Monsieur le Ministre des Travaux publics
- Question N°157 du 12 février 2007 de Monsieur Ben Fayot relative aux Conseils «Énergie» et «Environnement» du 15 respectivement 20 février 2007 et plus particulièrement sur les divergences qui existent entre les États membres sur les objectifs à atteindre jusqu'en 2020, adressée à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- Question N°159 du 13 février 2007 de Monsieur Henri Kox relative à la position du Luxembourg lors du prochain Conseil des Ministres de l'Énergie, adressée à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- Question N°156 du 12 février 2007 de Monsieur Claude Adam relative à l'arrêt prononcé par la Cour administrative sur la relation de travail qui existe entre un chargé d'éducation et l'État, adressée à la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question N°158 du 12 février 2007 de Monsieur Xavier Bettel relative aux cotisations sociales des coopérants, adressée à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N°160 du 12 février 2007 de Madame Anne Brasseur relative à l'ouverture de nouveaux bâtiments abritant les Archives nationales, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre des Travaux publics
- Question N°161 du 13 février de Monsieur Claude Meisch relative au Pacte «Logement», adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

9. 5522 - Projet de loi portant réglementation de la fouille de véhicules

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

10. Question avec débat N°13 de M. Charles Goerens relative au siège du Parlement européen à Strasbourg

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi, proposition de loi et projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5674** - Projet de règlement grand-ducal portant application de la directive 2004/22/CE du Parlement européen et du conseil du 31 mars 2004 concernant les instruments de mesure

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 31.01.2007

2) **5675** - Projet de règlement grand-ducal modifiant a) le règlement grand-ducal modifié du 31 janvier 2003 sur les transports par route de marchandises dangereuses; b) le règlement grand-ducal du 24 décembre 1999 relatif aux fonctions et au certificat de formation du conseiller à la sécurité pour le transport par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses; c) le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non-résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 02.02.2007

3) **5676** - Projet de loi relatif à la construction d'un nouvel hôtel de la Justice de Paix à Esch-sur-Alzette

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.02.2007

4) **5677** - Projet de loi relatif à la construction d'un dépôt des Ponts et Chaussées à Remich

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.02.2007

5) **5678** - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.02.2007

6) **5679** - Projet de loi 1. relatif au stage des magistrats et futurs magistrats étrangers, et 2. portant modification de: - la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, - la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 06.02.2007

7) **5680** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 13 septembre 2006 concernant la participation luxembourgeoise à la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 09.02.2007

8) **5681** - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Dépôt: Monsieur Henri Kox, le 09.02.2007

3. «Défendre l'évidence même, c'est-à-dire le droit de ne pas souffrir, le droit de ne pas être abusé sexuellement, le droit de ne pas être vendu, de ne pas être exploité, de ne pas être violé, de ne pas être enlevé, de ne pas être mutilé, le droit de ne pas être négligé, puis oublié.» Avec cet appel pour protéger et promouvoir les droits des enfants, la Présidente de l'Association Mondiale des Amis De l'Enfance (AMADE), S.A.R. la Princesse Caroline de Hanovre, a terminé son discours devant l'Assemblée lors duquel elle a déclaré qu'en 2002 l'association avait déjà tiré la sonnette d'alarme et qu'en 2007 l'urgence est restée la même.

En effet, pour étayer cette déclaration, ci-après quelques chiffres tirés du rapport des Nations Unies préparé par le professeur Pinhero:

- 150 millions de filles et 73 millions de garçons dans le monde ont subi des relations sexuelles forcées infligées dans le cadre familial ou par un proche parent;

- environ 2 millions de mineurs entraînés de force dans la prostitution ou la pornographie, plus d'un millions d'entre eux achetés ou revendus hors des frontières de leur pays;

- entre 100 et 140 millions de femmes victimes dans leur enfance de mutilations sexuelles;

- 220 millions d'enfants dans le monde économiquement exploités;

- dans les pays industrialisés, près de 3.500 enfants de moins de quinze ans meurent chaque année des suites de mauvais traitements, violences ou négligences, soit deux par semaine en Allemagne ou au Royaume-Uni et trois par semaine en France.

On peut donc conclure que cette première partie de session de l'Assemblée était en grande partie marquée par ce point avec pour titre «Enfants victimes: éradiquons toutes les formes de violence, d'exploitation et d'abus» et les trois orateurs invités à savoir Mme Ann M. Veneman, Directrice générale de l'UNICEF, S.A.R. la Princesse Caroline de Hanovre, Présidente de l'Association Mondiale des Amis De l'Enfance (AMADE), ainsi que M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, ont été unanimes pour souligner qu'il est temps d'agir et que la protection des enfants contre la violence n'est pas négociable!

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est réunie en première partie de session à Strasbourg du 22 au 26 janvier 2007. Y ont participé le Président de la délégation, M. Marcel Glesener, le membre effectif, M. Charles Goerens, ainsi que les membres suppléants, Mme Anne Brasseur, MM. Norbert Haupert et Jean Huss.

Après la réélection de M. René Van der Linden comme Président de l'Assemblée a été discuté le rapport d'activité du Bureau et de la Commission permanente.

En dehors du point sur les enfants victimes, figuraient à l'ordre du jour de la session les thèmes suivants:

- les agressions sexuelles liées aux «drogues du viol»;

- danger de l'utilisation de l'approvisionnement énergétique comme instrument de pression politique;

- le respect des obligations et engagements de l'Arménie;

- la situation actuelle au Kosovo avec l'intervention de M. Martti Ahtisaari, envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le processus de détermination du statut futur du Kosovo;

- l'agriculture et l'emploi irrégulier en Europe;

- la situation des travailleurs migrants dans les agences de travail temporaire;

- le VIH/sida en Europe;

- donner un avenir aux enfants VIH/sida et orphelins du sida;

- la propagation du VIH/sida chez les femmes et les jeunes filles en Europe:

avec l'intervention de M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe:

- le respect des obligations et engagements de l'Albanie;

- pour une consommation alimentaire responsable et

- le principe de précaution et la gestion responsable du risque.

L'audience a pu suivre au cours des séances de lundi:

- le discours de Sa Sainteté le Patriarche œcuménique Bartholoméos I et

- la communication de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe sur l'état du Conseil de l'Europe;

au cours de la séance de mardi:

- le discours de M. Guy Verhofstadt, Premier Ministre de la Belgique;

et de mercredi:

- le discours de M. Kostas Karamanlis, Premier Ministre de la Grèce et

- la communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par M. Fiorenzo Stolfi, Ministre des Affaires étrangères de Saint-Marin, Président du Comité des Ministres.

Au cours de cette session a eu lieu:

- une discussion selon la procédure d'urgence sur «Les menaces à la vie et à la liberté d'expression des journalistes» et

- un débat d'actualité sur «La Cour européenne des droits de l'Homme en péril, urgence pour la Russie de ratifier le Protocole n° 14».

En outre, il reste à souligner que Mme le Député Anne Brasseur a été nommée Vice-Présidente de la Commission de la Culture, de la Science et de l'Éducation.

Lors de cette première partie de session l'Assemblée a adopté neuf résolutions et onze recommandations en rapport avec les points à l'ordre du jour.

4. «Nous demandons instamment aux Chefs d'État et de Gouvernement européens d'œuvrer au développement d'une politique européenne de sécurité et de défense fondée sur les ambitions partagées, une crédibilité capacitaire et technologique et sur une légitimité démocratique.»

C'est une partie du message que les membres de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense, ont adressé aux Chefs d'État et de Gouvernement, et qui serait à prendre en compte pour la réunion que tiendra le Conseil européen le 25 mars 2007 à l'occasion du 50e anniversaire du Traité de Rome.

En plus l'Assemblée a insisté dans son message sur le fait que la PESD doit faire l'objet d'un contrôle démocratique accru par les parlementaires nationaux. «À cet égard, l'Assemblée de l'UEO joue un rôle déterminant. (…) Ce forum interparlementaire déjà existant, qui n'est pas une deuxième Chambre européenne, devra être renforcé en tant que relais démocratique essentiel vers les citoyens et l'opinion publique. Nous demandons avec force au Conseil européen de traiter cette question avec urgence.»

L'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale s'est réunie au Bundestag à Berlin, les 6 et 7 février 2007, pour un colloque sur les orientations futures de la politique européenne de sécurité et de défense. Y ont assisté M. Marcel Glesener, Président de la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée de l'UEO, et les Membres, Mmes Anne Brasseur et Lydie Err, MM. Charles Goerens et Norbert Haupert, M. Huss s'étant excusé.

Les divers sujets traités ont été:

- PESD: développements politiques;

- PESD: développements opérationnels;

- PESD: l'acquisition de capacités;

- PESD: le rôle des Parlementaires.

Au cours des débats sont intervenus des représentants du monde politique, scientifique, militaire et industriel. Il faut noter aussi que notre collègue, M. Charles Goerens, a également pris la parole en tant que rapporteur sur le point «PESD: développements politiques».

À l'issue du colloque l'Assemblée a adopté le message susmentionné qui s'adresse aux Chefs d'État et de gouvernement et qui sera transmis à M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, à M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, et à M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.

5. Par lettre du 30 janvier 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 11 au 14 décembre 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, d'un arrangement entre la Communauté européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur les modalités de la participation de ces États aux activités de l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne;

- résolution sur le programme législatif et de travail de la Commission pour 2007;

- résolution sur le sommet UE-Russie qui s'est tenu à Helsinki le 24 novembre 2006;

- résolution sur la communication de la Commission sur la stratégie d'élargissement et les principaux défis 2006-2007;

- résolution sur les aspects institutionnels de la capacité de l'Union européenne à intégrer de nouveaux États membres;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République du Paraguay sur certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil autorisant la conclusion de l'accord visant à reconduire et modifier l'accord relatif aux activités de recherche et de développement dans le domaine des systèmes de fabrication intelligents entre la Communauté européenne et l'Australie, le Canada, les pays AELE de Norvège et de Suisse, la Corée, le Japon et les États-Unis d'Amérique;

- recommandation à l'intention du Conseil sur l'évolution des négociations sur la décision-cadre sur la protection des données dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale;

- déclaration écrite sur les substances actives en pharmacie (ayant recueilli les signatures de la majorité des membres qui composent le Parlement).

Par lettre du 7 février 2007 il lui a encore fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 15 au 18 janvier 2007:

- position sur le projet de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord modifiant l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000;

- résolution sur les septième et huitième rapports annuels du Conseil, présentés conformément au point 8 du dispositif opérationnel du Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements;

- résolution sur le programme d'action européen pour la sécurité routière - bilan à mi-parcours.

2. 5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution

5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Réuniouun vum 8. Februar huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun zwou Propositions de révision de la Constitution ausgeschwat. Et handelt sech ëm de Virschlag 5672 vum honorabelen Här Meyers iwwert den Artikel 9 vun der Verfassung an de Virschlag 5673 vum honorabelen Här Bodry iwwert d'Schafung vun engem neien Artikel 32bis.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Rôle des affaires

Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech ebenfalls derfir ausgeschwat, de Projet de règlement grand-ducal 5081 iwwer eng finanziell Bäihëllef beim Energiespuere vum Rôle ze sträichen, well en an der Zwëschenzäit géigestandslos ginn ass.

Ass d'Chamber heimat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, krut Der dee matgedeelt.

Mir hunn haut de Mëtteg:

- fir d'éischt de Projet de loi iwwert d'Organismes de placement collectif;

- dann eng Froestonn un d'Regierung;

- duerno hu mer de Projet iwwert d'Duerchsiche vun de Gefierer

- a schlussendlech eng Question avec débat vum Här Goerens iwwert de Sëtz vum Europaparlament zu Stroossbuerg.

Mar steet op eisem Ordre du jour:

- en Ofkommes tëschent den AKP-Länner an der Europäescher Unioun;

- de Projet de loi iwwert d'Cours de formation professionnelle

- a schlussendlech nach Ännerungsvirschléi vun eisem interne Reglement.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

(Interruptions)

Den Här Wagner fir d'éischt, dann den Här Mehlen. Här Wagner!

5. Dépôt d'une proposition de loi

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, ech wollt mer erlaben, fir eng Proposition de loi ze déposéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa mer dëst Joer vun de klimatesche Konditiounen hei am Land relativ verwinnt gi sinn, esou hu mer dach awer genau déi lescht Woch en Donneschdeg gesinn, wéi am Éislek Schnéi gefall ass, dass et do zu enger ganzer Rei vun Accidenter komm ass, dass och Autoen, déi mat Summerpneuen équipéiert waren, a Camionen d'Stroosse blockéiert hunn, esou dass ech doropshi wëll eng Proposition de loi maache modifiant l'article 17bis de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Et geet hei net drëm, fir d'Leit ze obligéieren, fir Wanterpneuë mussen opzeleeën, mä déi Proposition de loi hei orientéiert sech un der Däitscher Gesetzgebung.

- Proposition de loi N°5682 portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Déi Proposition de loi kënnt an d'Presidentekonferenz, fir datt mer kucken, ob se recevabel ass. Duerno muss d'Chamber dat bestätegen, an da geet se un déi zoustänneg Gremië weider.

Den honorabelen Här Mehlen.

6. Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech froen d'Wuert fir eng deelweis Modification de l'ordre du jour ze maachen, an deem Sënn, datt ech wëlles hunn Iech eng Motioun eranzebréngen, an zwar eng Motioun, déi sech un de Premierminister riicht. Mäi Fraktiounskolleeg Gast Gibéryen an ech hu mam Datum vum 4.8.2006, wéi dat villt Gespréich ëm de Gréngewald war, eng schréftlech Questioun un de Statsminister geriicht, fir alle Rumeuren en Enn ze setzen a Kloerheet an där ganzer Diskussioun ze schafen.

Dir, Här President, schéckt regelméisseg e Rappel eraus, datt déi Froen, déi en suspens sinn, misste beäntwert ginn. Dat hei ass nach déi eenzeg aus där viregter Sessioun, obschonn datt d'Reglement dem Minister seet, wann hie sech net an der Lag gesäit am Délai ze äntweren, da kann hie mat Indikatioun vun den Ursaachen en Délai supplémentaire ufroen.

Et kënnt einfach keng Äntwert. D'Rappellë ginn eraus an et geschitt näischt. De Statsminister ignoréiert einfach d'Chamberreglement. Hien ignoréiert d'Rappellë vum President vun dëser Chamber, an duerfir fanne mir, mir sollen där Ignorance do net méi weider nokucken. D'Chamber soll hien opfuerderen, hie soll wann ech gelift schréftlech äntweren.

Ech erënnere mech drun, datt de Statsminister, wéi hie Statsminister ginn ass, heihinner komm ass an ugekënnegt huet, hie géif regelméisseg hei engem Deputéierte wëlle Froe stelle kommen. Mir wäre scho frou, Här President, wann hien op déi schréftlech Froen, déi d'Deputéierten him stellen, an deem Délai géif äntweren, deen eist Reglement virschreift. Ech hunn zwar nëmmen eng Ënnerschréft ënnert der Motioun, mä do kommen der nach no.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que la question parlementaire N°1220 du 04.08.2006 des Députés Robert Mehlen et Gast Gibéryen concernant «Transactions entre domaine de l'État et domaine de la Cour grand-ducale - Grünewald», adressée à Monsieur le Premier Ministre, est restée sans réponse jusqu'à ce jour;

- considérant que le Règlement de la Chambre des Députés, stipulant dans son article 76 (3) que: «Si le Ministre compétent n'est pas en mesure de fournir sa réponse dans le délai prescrit, il en informe le Président de la Chambre tout en indiquant et les raisons d'empêchement et la date probable de la réponse» n'a pas été respecté;

- considérant que les nombreux rappels de Monsieur le Président de la Chambre des Députés, adressés à Monsieur le Premier Ministre ont été ignorés jusqu'à ce jour;

- considérant que ce comportement envers les représentants du peuple n'est pas digne d'un Chef de Gouvernement;

invite le Premier Ministre

- à se conformer au Règlement de la Chambre des Députés, et

- à répondre par écrit dans les meilleurs délais à la question parlementaire N°1220.

(s.) Robert Mehlen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Mir wäerte gesinn, wéini mer déi Motioun do op den Ordre du jour huelen.

Den Här Minister Frieden freet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech géif gären am Numm vun der Regierung soen, datt et absolut net stëmmt, datt d'Regierung respektiv de Statsminister géif d'Chamber hei net respektéieren, andeem hie Froe géif esou bewosst net beäntweren. Déi Fro, déi net beäntwert ginn ass, an op déi den Här Mehlen Referenz mécht, nämlech déi vu sämtlechen historeschen Transaktioune betreffend de Gréngewald, huet an de Statsservicer eng enorm Aarbecht vun Nofuerschung mat sech gezunn. Et ass heiansdo net méiglech an deem Délai, deen am Reglement steet, bei esou enger Zort Fro déi Äntwerten ze fannen.

Ech weess, datt déi Aarbechte quasi ofgeschloss sinn, esou datt déi Äntwert elo kann an d'Chamber kommen. Mä et ass net einfach, wann ee muss an Zäiten nosiche goen, wou dat net alles onbedéngt mat deenen nämlechte modernen Instrumenter klasséiert ginn ass, wéi dat haut de Fall ass. Doweinst muss dat méi laang daueren.

Ech wëll hei ausdrécklech soen, datt et a kengem Moment de Wëlle vum Statsminister war, einfach aus Mangel u Respekt virum Parlament - well de Géigendeel ass de Fall - déi Fro net ze beäntweren. Duerfir wäert déi Äntwert kuerzfristeg kommen. Mä d'Ursaache waren, wéi gesot, gréisser Recherchen, déi dat verlaangt huet.

M. le Président.- D'Madame Flesch huet d'Wuert gefrot. Zu wat, Madame Flesch?

Mme Colette Flesch *(DP).*- Jo, Här President, zu där dote Fro après Ministre. De Minister huet eng Explikatioun ginn, déi mer net wëlle vun der Hand weisen. Nach verstinn ech net, woufir de Statsminister net Gebrauch gemaach huet vun deenen Dispositiounen, déi an onsem Chamberreglement sinn, dass hien en Délai supplémentaire gefrot huet an d'Ursaachen ugefouert huet, woufir hien ee Besoin hätt un deem Délai supplémentaire. Also, toute lettre mérite réponse et toute question mérite réponse, même si elle est temporaire, transitoire et intérimaire!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Also, ech kennen d'Problematik vun där doter spezifescher Question parlementaire. Ech hunn den Dossier awer net auswenneg am Kapp, wat alles geschitt ass. Ech weess, dass ech Rappele gemaach hat, mä ech denken, dass d'Regierung ugefrot huet. Madame Flesch, dat, wat Dir...

(Interruption)

Ass an dëser Affär keen Délai supplémentaire ugefrot ginn? Mir checken dat no, well normalerweis soubal d'Regierung mierkt - an heiansdo wonnert et eis, datt et esou fréi kënnt -, datt se net kann am Délai äntweren, kréie mer awer d'Demande fir Prorogation de délai. Ech kucken dat direkt no, an ech soen Iech wat dann d'Äntwert war.

Sou! Mir kommen elo zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Den honorabelen Här Thiel ass Rapporteur vum Projet de loi iwwert d'Organismes de placement collectif. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

7. 5616 - Projet de loi relative aux fonds d'investissement spécialisés et portant

- modification de la loi modifiée du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif

- modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, iwwert dee mer haut ze befannen hunn, ass wuel schonn eleng dofir eppes Besonnesches, well et sech ausnahmsweis emol net eng Kéier ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv handelt. Dës Kéier ass et Hausmaacherkascht.

Doriwwer eraus ass de Projet gläich an duebeler Hisiicht vu Bedeitung: Engersäits verbreedert hien den Aktiounsradius vun eiser Finanzplaz, déi jo net ganz onschëlleg un eisem Wuelstand ass, an anerersäits knäppt de Projet erfreelecherweis un déi Innovatiounstraditioun un, mat där déiselwecht Finanzplaz grouss an erfollegräich ginn ass.

Här President, ronn een Drëttel vun eisem Finanzgeschäft geet haut op de Kont vun den Investmentfongen. Mir hunn elo ëm déi 2.300 OPCen - dat ass den technesche Begréff, Organismes de Placement Collectif - bei eis domiciliéiert, déi gutt 1.800 Milliarden Euro verwalten, also net grad eng Klengegkeet, well dat ass ëmmerhin dat 200facht vun eisem Statsbudget oder 60-mol dat, wat an engem Joer an dësem Land erschafft gëtt.

Et geet bei dësem Projet drëm, d'Fongen an en neie gesetzleche Kostüm ze kleeden. Natierlech een, an deem se nach besser ausgesinn an domat nach méi attraktiv fir d'Clientë ronderëm d'Welt ginn.

Iwwert dës direkt a vierdergrënneg Bedeitung eraus, kënnt dem Projet awer och eng méi generell Bedeitung zou, well et sech emol erëm eng Kéier ëm eng regelrecht gesetzlech Offensiv handelt, mat där mir versichen, d'Virleeferroll an engem bestëmmte Beräich ze iwwerhuelen an eis virun der Konkurrenz ze positionéieren. Déi décidéiert Virgehensweis - op Neilëtzebuergesch géif een dat wuel nennen: déi proaktiv Démarche - huet eis Finanzplaz an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier no vir bruecht a bleift och op Weideres eent vun hiren Erfollegsrezepter.

Dat bescht Beispill fir déi Zort vun offensiver Strategie huet jo grad d'Fongenindustrie geliwwert, andeem mir bekanntlech d'Nummer zwee weltwäit an d'Nummer eent an Europa sinn. Wa mir deemools net virun d'Kar gelaf wären, wéi mer 1988 virun allen aneren déi Direktiv ëmgesat hunn, déi den europäesche Pass fir d'OPCen agefouert huet, da wäre mir haut net do, wou mer sinn. Wéi ee gesäit, et rentéiert sech nun eben, wann ee virun deenen aneren op ass.

Dat Gesetz vun 1988, dat sech allgemeng mat den Investmentfonge befaasst, gouf 1991 duerch en anert complétéiert, dat sech nëmmen op déi sougenannt institutionell Uleeër bezunn huet, also op professionell Verméigensverwalter am Optrag vun Institutiounen, wéi zum Beispill d'Gestionnairë vun Assurancen oder vu Pensiounsfongen. D'Gesetz vun 1988 gouf 2002 duerch eng nei Versioun ersat, a seng Laf-dauer gouf deemools op den 13. Februar 2007 limitéiert. Kuckt op Äre Kalenner!

Wann awer elo d'Gesetz vun 1991 fir déi institutionell Uleeër sech streckeweis op dat vun 1988 berifft, fanne mir eis an der Situatioun erëm, datt och dat Gesetz vun 1991 op den Dag genee vun haut un net méi gëllt an dofir et héich Zäit ass, datt et ersat gëtt. Dat Ganzt gesäit elo vläicht e bësse verwuerelt aus, mä eigentlech geet et blouss ëm zwou verschidde Saachen aus därselwechter Famill, nämlech ëm zwou Zorten Investmentfongen.

D'Gesetz vun 2002, mat deem déi sougenannt UCITS-3-Direktiv ëmgesat gouf - ech entschëllege mech: UCITS ass den englesche Begréff vun OPC an heescht Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities; also fir einfach Saachen och heiansdo komplizéiert auszedrécken -, also dat Gesetz, dat UCITS-Gesetz vun 2002, dat d'Basisgesetz vun 1988 ofgeléist huet, ass méi op de Regelfall fokusséiert, dat heescht op den normalen Investor, dee seng Erspuernisser a Fongen uleet an deen domat am Prinzip engem oder méi Fongeverwalter seng Suen uvertraut.

Et läit dofir op der Hand, datt an deem Gesetz d'Gewiicht op d'Protektioun vum Uleeër, also vum Konsument an dësem Fall geluecht gouf, an dat wuel zu Recht, well et kënnt nach ewell haut souguer vill ze dacks vir, datt Klengspuerer vu Finanzjongleuren iwwert den Dësch gezu ginn, déi hinne phenomeenal Revenuë verspriechen, ouni se op där anerer Säit op d'Risiken hinzeweisen, déi eventuell mat deem versprachene Bommegeschäft verbonne sinn.

Nieft dem Gesetz iwwert déi sougenannt Publikumsfongen, also déi Fonge fir den Normalstierflechen, hate mir vun 1991 un do dat extra Gesetz fir institutionell Uleeër, eben dat Gesetz, dat mir haut duerch en neit ofléisen. Et huet sech vun deem normale Fongegesetz haaptsächlech doduerch ënnerscheet, datt et den institutionellen Investisseuren eege Regele fir hir Investmentaktivitéit ginn huet, déi dem Ëmstand, datt et sech hei ëm Profien handelt, Rechnung gedroen hunn.

Mat der Zäit ass de gesetzleche Kostüm vun 1991 deenen institutionellen Acteuren awer ze kleng an ze enk ginn, wéi déi sëllech nei Investmentméiglechkeeten, déi derbannst entstane waren, net méi esou richteg dra gepasst hunn. Dofir, an och well dat aalt Gesetz souwisou, wéi gesot, ausgelaf wär, ass dunn décidéiert ginn, en neit ze maachen, dat allen heitegen Ufuerderunge gerecht gëtt an dat zu engem gudden Deel och schonn dat virewechhëlt, wat d'Bréisseler Kommissioun kierzlech an engem Wäissbuch uklénge gelooss huet, nämlech en neie Reglementskader fir déi Fongen, déi fir d'Profië reservéiert sinn.

Wat ännert dann elo dat neit Gesetz par rapport zu deem alen? Éischtens féiert et eng nei Notioun an, déi vum Investisseur averti, déi deen alen an e bëssen enke Begréff vum institutionellen Uleeër ofléist. Zweetens erweidert d'Gesetz d'Lëscht vun de Produkter, déi fir déi avertéiert Uleeër reservéiert sinn an déi vun elo un d'Etikett Fonds d'Investissement Spécialisés, an der Ofkierzung FIS, kréien. An drëttens mécht d'Gesetz den Encadrement an d'Kontroll fir d'Profien e bësse méi labber, fir datt déi méi Spillraum an hirer Aktivitéit hunn.

Aus deem alen, enk gefaasste Begréff vum Investisseur institutionnel gëtt also elo en Investisseur averti, woumat d'Dier e gutt Stéck méi wäit opgeet. Elo sinn et net nëmme méi déi Uleeër, déi als Firma oder als soss eng Institutioun untrieden, déi Zougang zu deem reservéierte Fongeberäich hunn. Et geet duer, datt ee sech als Averti deklaréiert an op d'mannst 125.000 Euro am Grapp huet, fir unzeleeën, a schonns steet engem d'Dier zu deem exklusive FIS-Club op. A wann een déi 125.000 Euro net sollt hunn, da kann ee sech nach ewell zu deem Club zielen, well ersatzweis kann e Finanzprofi, wéi zum Beispill eng Bank, engem certifiéieren, datt een déi néideg Viraussetzunge matbréngt, fir als Investisseur averti gëllen ze kënnen.

Eemol dobannen an deem sélectë Club, steet engem d'ganz Fongepalett op. Ugefaange bei den Immobiliefongen, déi neierdéngs ëmmer méi gefrot sinn, iwwert déi Private-Equity-Fongen, déi den däitsche Vizekanzler, den Här Müntefering, emol eng Kéier als verfroossen Heesprénger verdäiwelt huet, bis zu den alternative Fongen, mat un hirer Spëtzt deene berüchtegten Hedge-Fongen, déi de Finanzopsiichter an och souguer de Finanzpolitiker uechtert d'Welt esou vill Kappzerbrieches maachen, well si se net esou richteg an de Grëff kréien.

Dat ass deen ee Virdeel vum Investisseur averti, datt hie seng Suen egal wou uleeën an domat quasi onbegrenzt spekuléiere kann.

Deen anere Virdeel besteet doran, datt hien dat zimlech ongehënnert maache kann, well seng Aktivitéit am Ënnerscheed zu där vum normalen Uleeër vill manner streng vun der zoustänneger Autoritéit, an eisem Fall ass dat d'CSSF, d'Commission de Surveillance du Secteur Financier, regléiert a kontrolléiert ass.

Iergendwéi mécht dat jo och Sënn. Wann net jiddfereen, mä nuren deen, deen als Investisseur averti qualifizéiert ass, an e spezialiséierte Fong investéieren däerf, da muss ee jo dovun ausgoen, datt déi Zort vun Uleeër weess, op wat si sech aléisst. Am Contraire zum normalen Uleeër, bei deem d'Gesetz den Akzent op d'Protektioun vum Client leet, ass eisen Investisseur averti opgrond vu sengem Statut censéiert, sech voll Rechenschaft iwwert d'Risiken ofzeleeën, déi hien ageet, esou datt hien net och nach muss extra protegéiert ginn, vu datt hie jo fir sech selwer handelt.

Am Contraire zum normalen Investisseur, deen an der Regel e professionellen Intermédiaire aspaant, géif dat schliesslech jo dorop erauslafen, datt eisen Investisseur averti sech viru sengen eegene Feelentscheedunge schütze wéilt.

An deemselwechte Gedankegank versteet een dann och, firwat d'Opsiicht vum Finanzsecteur manner streng Kritäre bei de spezialiséierte Fongen uleet, wéi am Normalen. Sou kann zum Beispill e FIS-Fong, wa mer se dann elo esou nennen, direkt aktiv ginn ouni de Sege vun der CSSF ofwaarden ze mussen, an déi Responsabel vun esou engem Fong brauchen och kee speziellen Agrément wéi hir Kolleege vun de Publikumsfongen. D'VNI, déi berühmt Valeur Nette d'Inventaire, muss net publizéiert ginn, an d'Responsabilitéit vun der Banque dépositaire, déi et zwar nach ëmmer gëtt, déi geet net esou wäit wéi am Fall vun engem normale Fong.

Dat méi labbert Regelwierk mécht dat Ganzt natierlech méi flexibel, an dofir och méi attraktiv fir déi Professionell, déi sech an dësem Beräich breetmaache wëllen. A well dervun ausgaange gëtt, datt et net un Interessente fir déi spezialiséiert Fonge feelen dierft, ass dann och derfir gesuergt ginn, datt de Kader esou attraktiv wéi méiglech gëtt.

Dat gëllt och fir de steierleche Beräich, well wéi all OPC ass och de Fonds d'investissement spécialisé vun der Kierperschaftssteier ausgeholl an ënnerläit just der Taxe d'abonnement, déi an dësem spezielle Fall ganz niddereg, nämlech bei 0,01% - oder d'Spezialiste soen, bei engem Basic point -, ugesat ginn ass, derbannst déi normal OPC-Sätz bei 0,05% leien.

Et muss sech allerdéngs elo erweisen, ob dee generéise Steiertaux - den Taxe-d'abonnements-Taux - duergeet, fir datt déi sëlleche potenziell Clienten de Wee op Lëtzebuerg fannen. Et ass gemengt ginn, et hätt ee sollen e Plaffong virgesinn, wéi en zum Beispill bei den neie Familljenholdinge geplangt ass, well d'Montanten, ëm déi et hei kéint goen, esou grouss ze gi verspriechen, datt eng no uewen oppen Taxe d'abonnement sech als Handicap erausstelle kéint. D'Finanzkommissioun huet duerfir virgeschloen, et sollt een emol fir d'éischt Erfahrunge sammelen an ofwaarden, an dann eventuell och d'Besteierung vun de Fonds spécialisés an déi méi global Iwwerleeungen abezéien, déi d'Regierung sech virgeholl huet, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie nach ze verbesseren.

Mat dësem Gesetz, Här President, dat, wéi gesot, vun haut un a Kraaft wäert sinn, well soss déi 200 institutionell Fongen, déi mer schonn hunn, ouni gesetzlech Basis wieren, verbreedere mir d'Palett vun eise Finanzprodukter, an domat och d'Aktiounsfeld vun eiser Finanzplaz. Doduerch, datt mir en extrae Status fir déi méi sophistiquéiert Investmentfongen aféieren an dës nei Aktivitéit mat engem eegene Regelwierk encadréieren, dat wäitgehend dem Maart entgéintkënnt, verbreedere mir alt erëm eng Kéier de Spektrum vun eiser Finanzplaz; an dat ouni, datt mir vun enger EU-Direktiv derzou ugehale géifen. Déi Direktiv wäert wuel och eng Kéier kommen, mä bis dohinner hu mir alt erëm eng Kéier d'Nues vir a kënne mat e bësse Chance de Schmant fir eis ofschäffen.

Dat ass dann och, nieft der Erweiderung vun der Operatiounsplattform vun eiser Finanzplaz, deen aneren erfreelechen Aspekt vun dësem Gesetz. Mir beweisen eis an dem Rescht vun der Welt, datt mir nach net verléiert hunn am richtege Moment mat deene richtege Produkter ze kommen. Eng Tugend, där mir och zu engem gudden Deel de Succès vun eiser Finanzplaz verdanken, an déi mir hoffentlech weiderhin héichhale wäerten. Och dofir empfiehlt d'Finanzkommissioun der Chamber dëst Gesetz ze stëmmen. D'CSV-Fraktioun wäert där Invitatioun op jidde Fall nokommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Meisch.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer fir d'alleréischt, datt ech dem Rapporteur, dem Lucien Thiel, villmools Merci soen an him félicitéiere fir säi Rapport. Hien huet eis an d'Technicalities - wéi hien et géif nennen - vun dësem Gesetzesprojet agefouert, wéi hie gesot huet: Et geet hei ëm eng nei Regelung fir Organismes de placement collectif, awer net fir se alleguerten, nämlech ganz besonnesch fir déi, déi fir institutionell Uleeër geduecht sinn.

Mat dësem Gesetz faasse mer jo dee Krees vun den institutionellen Uleeër méi breet, mat der neier Definitioun vum Investisseur averti, dat heescht, déi eigentlech versti wéi et op dem Marché fonctionnéiert, déi d'Regele kennen, déi d'Gewunnecht hunn, déi den Know-how hunn, wou mer dann eng ganz Rei vun anere Garde-fouen, déi och fir den Eenzelnen - fir eis zum Beispill, wa mer géifen eist Geld placéiere goen - noutwendeg a wichteg sinn, brauchen, fir deen Eenzelnen ze schützen. Déi brauche mer bei deene Leit, déi d'Profië sinn an deem doten Domän, net an deem dote Mooss.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Mir stellen awer och fest, datt, obschonn och da bei de Profien eng ganz Rei vu Leit sinn, déi d'Erfahrung hu mat deenen dote Finanzinstrumenter ze handelen, datt awer och déi ganz oft op sougenannten OPCen zréckgräifen, obscho si och selwer kéinten direkt an déi eng oder aner Aktivaen investéieren. Mä si wëllen iwwert deen dote Wee vun den OPCe ganz besonnesch op d'Erfahrung, op de Savoir-faire am Domän vun enger professioneller Gestioun zréckgräifen. Dat huet sech am Laf vun deene vergaangene Jore jo gewisen, well mer och ëmmer gemierkt hunn, datt mer eben net nëmme bei de private Clienten, mä och bei den institutionelle Clientë ganz oft den Drang hunn, fir an OPCen ze investéieren.

Mat dësem Gesetz gëtt d'Bandbreet an déi esou OPCen investéiere kënnen, déi da fir Investisseurs avertis gëllen, méi grouss gemaach. Et gëtt also do méi Flexibilitéit gelooss. De Contrôle an d'Obligatioune ginn erofgesat, well mer ebe kënnen dovunner ausgoen, datt déi Leit, déi dann an deem doten Domän aktiv sinn, den Domän kennen, an datt mer net all Garde-fou mussen duebel esou héich zéie wéi bei deenen aneren.

Si gi favoriséiert, wat ze begréissen ass, well den Taux vun der Taxe d'abonnement extrem niddereg ugesat ginn ass - wéi de Rapporteur richteg bemierkt huet - mat 0,01%, woubäi mer jo aner OPCe mat 0,05% Taxe d'abonnement hei am Land besteieren. Dat ass eng Richtung, déi ee ka begréissen, datt een eenzel Finanzproduiten eraushëlt, déi ee manner besteiert, fir do och e Coup de départ ze ginn, fir déi Instrumenter méi interessant ze maache fir d'Investisseuren hei am Land an och déi kritesch Mass beieneenzekréien, fir do eng grouss Capacitéit hei op der Finanzplaz opbauen ze kënnen.

Op där anerer Säit huet d'Finanzkommissioun awer net zu Onrecht d'Fro opgeworf, ob een net misst iwwer e Plafonnement nodenken, well grad wann et sech ëm institutionell Uleeër, ëm Investisseurs avertis, handelt, dann och ganz grouss Montanten investéiert ginn, esou datt dann awer herno zum Schluss - och wa mer dovunner 0,01% huelen - e ganz, ganz bedeitende Montant derbäi erauskënnt, deen un d'Taxe d'abonnement misst bezuelt ginn. A well mer jo awer nach ëmmer a Konkurrenz zu anere Plaze stinn, déi d'Notioun vun der Taxe d'abonnement net an deem dote Sënn kennen, ob een net misst iwwerleeë fir op d'mannst e Plaffong anzeféieren.

D'Propositioun vun der Finanzkommissioun bleift eigentlech hannert deem zréck, wat d'Regierung jo och schonn annoncéiert huet, mä am mëndleche Rapport huet de Rapporteur awer nach eng Kéier ganz richteg dorobber higewisen, datt d'Regierung sech jo bereet erklärt huet d'Besteierung vun de Betriber, ganz besonnesch awer och

déi Besteierung, déi wichteg ass, déi de Kader setzt fir eis Finanzplaz, ze iwwerdenken, fir ze kucke wou mer kënnen Effortë maachen, fir nees méi kompetitiv - virun allem zu anere Finanzplazen an Europa - ze ginn.

Sou solle mer net nëmmen elo kucke wéi sech hei ganz spezifesch fir d'Fonds spéciaux déi dote Steierregelung sech bewähre wäert, oder wou mer fir dëse spezifesche Punkt mussen herno nach eng Kéier nohaken, mä mer solle generell dobäi bleiwen, datt mer d'Besteierung op eiser Finanzplaz eng Kéier ënnert d'Lupp wäerten huelen; an dozou gehéiert ebe ganz besonnesch d'Taxe d'abonnement. Eng Taxe d'abonnement, déi sech jo ganz favorabel am Laf vun deene leschte Joren entwéckelt huet.

Ech wëll dann einfach nach eng Kéier drun erënneren, datt fir de Budget 2006 450 Milloune Recetten ageschriwwe waren; am Endeffekt wäerte mer awer iwwert d'Taxe d'abonnement fir 2006 reell Recettë vu ronn 600 Milliounen erakritt hunn. Och fir d'Joer 2007 gi mer dann - méi bescheiden – vun erëm eng Kéier 550 Milliounen aus. Et gesäit een awer, datt mer am Laf vun deene leschte Joren do substanziell méi héich Montanten erakritt hunn.

Et war jo awer och ëmmer eng Politik, déi hei am Haus gedeelt ginn ass, déi hei am Land gemaach ginn ass, fir ze soen: Mir kucken, datt mer iwwert d'Durée datselwecht iwwert den Niveau vun der Taxe d'abonnement erakréien, an dann awer lues a lues mat den Tauxë kënnen erofgoen, fir ebe méi Volume kënnen ze maachen, an datt de Stat awer herno nach ëmmer datselwecht als Recette ka verbuchen.

Dann huet den Här Rapporteur och op en Ëmstand higewisen, deen awer e bësse gelungen ass, nämlech datt mer haut e Gesetz hei stëmmen, dat den 13. Februar 2007 - wéi et an deem entspriechenden Artikel 78 vum Projet de loi steet - a Kraaft soll trieden. A wa mer op de Kalenner kucken, dann ass dat ganz genau haut. Mir wësse jo och, wat elo nach alles muss a Bewegung gesat gi vun deem Moment un, wou mer hei gestëmmt hunn, bis da wierklech zur Publikatioun, bis zur Entrée en vigueur vun dësem Gesetzestext.

Do musse quasi sämtlech Institutiounen nach emol hei am Land zesummekommen, fir datt mer dat dote Gesetz dann och wierklech a Kraaft triede loossen, fir datt déi Insécurité juridique, déi hei am Raum stoung, awer esou minim bleift wéi et iergendwéi nëmme geet.

Mir mengen, datt, wann een éischter vun doheem aus fortfiert, da kënnt een och herno mat Zäit op sengem Zil un, an da brauch een net zum Schluss ze rennen an ze kucken, datt een op de Gas muss drécken, fir iergendwéi nach mat Zäiten iwwert d'Zillinn ze fueren. A mat Sécherheet wär et och bei dësem Projet de loi besser gewiescht, mer wären dès le départ an engem Zäitraum gewiescht, an engem Timing gewiescht, dee räsonnabel gewiescht wär.

Ech mengen elo net, datt et der Chamber unzelaaschte wär, datt mer hei wierklech herno op dem Dag selwer, wou d'Gesetz soll a Kraaft trieden, d'Gesetz och eréischt kënne stëmmen. Wann ee bedenkt, datt de Statsrot den 30. Januar 2007 säin Avis geschriwwen huet an d'Chamberskommissioun de 6. Februar säi Rapport ofgesehnt huet a mer haut wéi gesot den 13. Februar 2007 sinn, dann ass et net dëst Haus, dat d'Responsabilitéit dovunner dréit, mä da sinn et anerer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Fongenindustrie spillt fir eis national Ekonomie eng wesentlech Roll, dat ass gewosst. Eis Finanzplaz ass net nëmmen eng vun deene bedeitendste Finanzplazen op der Welt, mä si ass virun allem am Beräich vun den Investmentfongen d'Nummer eent an Europa an d'Nummer zwee an der Welt - direkt hannert den USA.

Déi lescht Etüd vum Comité pour le Développement de la Place financière iwwert den Impakt vun der Finanzplaz op d'Lëtzebuerger Ekonomie kënnt zur Konklusioun, dass de Secteur vun den OPCen hei zu Lëtzebuerg ronn 5% vum nationale Revenu, 3% vum Emploi an net manner wéi 11% vun de Steierrecettë generéiert. Dat ass net näischt.

Et ass deemno evident, dass mer all Intérêt drun hunn, fir eise legislative Kader esou auszebauen a permanent unzepassen, dass dëse Secteur sech hei zu Lëtzebuerg weiderentwéckelen a sech der Konkurrenz vis-à-vis behaapte kann.

De Projet 5616 iwwert d'Spezialfongen, wéi se an Zukunft heesche wäerten, mécht eiser Finanzplaz dës nei Entwécklungsméiglechkeeten an engem spezielle Segment vun de Fongenindustrien op, andeems en eng Rei Verbesserunge vis-à-vis vum Gesetz vun 1991 brëngt; notamment andeems en de Krees vun de potenziellen Investisseure vergréissert a sech domat un eng nei respektiv zousätzlech Clientèle adresséiert.

An Zukunft kënnen net nëmmen institutionell Investisseuren, mä och déi sougenannten Investisseurs avertis, wéi et hei scho gesot ginn ass, an e spezialiséierte Fong investéieren. Et sinn dat professioneller oder elo aner aiséiert Privatclienten, déi schrëftlech mussen deklaréieren, dass se genuch vun der Matière kennen, fir hir Fongen en connaissance de cause an esou Finanzinstrumenter ze investéieren.

Ëmgedréint bleift de klenge Spuerer protegéiert, well d'Fonds d'investissement spécialisés, iwwert déi mer haut schwätzen, fir de Grand public heimadder net viséiert sinn.

Vum Inhaltlechen ofgesinn ass et och erfreelech, dass dëst Gesetz iwwert d'Spezialfongen, vun e puer Definitiounen ofgesinn, en autonoomt Gesetz gëtt, also ouni Renvoien op aner Gesetzer auskënnt. Dat ass eng legislativ Virgoensweis, déi fir Transparenz suergt an déi mer eigentlech a villen anere Beräicher méi systematesch missten uwennen.

Et ass gewosst, datt eis Finanzplaz ënner engem enorme Konkurrenzdrock steet. D'Finanzplaze wéi zum Beispill Dublin hu sech Lëtzebuerg als Virbild geholl, fir hire Banken- a Finanzsecteur auszebauen an d'Fiscalitéit spillt natierlech an deem Kontext eng ganz wichteg Roll.

Et ass also novollzéibar, dass déi interesséiert Secteuren, d'Investmentfongen an hir Interessevertriedungen, mat Nodrock intervenéieren, fir dass d'Steierlaascht reduzéiert gëtt op deem Gebitt. Gemengt ass hei virun allem d'Abonnementstax, déi op deene spezialiséierte Fongen am Prinzip 0,01% bedréit.

Eleng schonn aus budgetäre Considératiounen eraus ass et natierlech net wënschenswäert, fir elo liichtfankeg Steiererliichterunge fir eenzel Wirtschaftssecteuren ze décidéieren. Duerfir misst een den Déchet fiscal an den Impakt op d'Fongenindustrie fir d'éischt emol ganz genau a ganz prezis analyséieren.

Méi sënnvoll ass et, d'Fro vun der Besteierung vun den Investmentfongen net isoléiert ze kucken, mä se am Kader vun der Upassung vun eisem Steierregime an enger Gesamtapproche unzegoen, esou wéi d'Regierung dat och wëlles huet. An dat ass och gutt esou.

Ofschléissend wéilt ech dem Rapporteur Merci soe fir säi gewinnt gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport, an domat och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet mat op de Wee ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och meng Félicitatioun un de Rapporteur, deen d'Matière kennt a souguer an nächster Zäit op engem grousse Meeting hei vun der Finanzplaz doriwwer referéiere wäert.

Mä et ass scho wichteg, datt mer dëse Projet de loi haut zur Diskussioun kréien, well mer gemierkt hunn, datt et am Ausland Bewegunge gi sinn, wou och Spezialfonge bestinn: an Däitschland, an Irland an op anere Konkurrentemäert. Esou datt mer en fait déi bestehend Fonds dédiés, déi fir institutionell Investisseure reservéiert waren, elo e bëssen oppäppelen an e bësselche méi attraktiv maache fir eng etlech aner Investisseuren.

Ech mengen, et ass eng gutt Evolutioun, déi do gemaach gëtt, well mer net vergiessen däerfen, datt mer an engem permanente Konkurrenzkampf sinn, an datt den Investisseur, deen op eng Finanzplaz goen oder mat enger Bank schaffe wëllt, kuckt: Wéi kréien ech mäin Invest gemaach? Wou ass dat am beschten ofgeséchert? Wou sinn d'Regelen net ze vill restriktiv, fir menge Risiken entspriechend kënne mäi Verméigen ze verwalten?

Et ass kloer, datt een all Sécherheete muss abaue fir de klenge Spuerer, deen een Deel vu sengen Erspuernisser uleet an enger Sicav, an enger OPC. Mä et ass awer och gradesou kloer, dass een där Persoun, déi een haut an deem neie Gesetz elo den Investisseur averti nennt, e bësselche méi Latitudë gëtt.

Nach gesinn ech, datt den Investisseur averti haut deen ass, dee wéinstens 125.000 Euro kann opbréngen. E kann och souguer manner opbréngen, da muss e just nach iergendwéi e Beweis kréien, e Certificat kréie vu senger Bank, datt en awer souguer bei engem méi klenge Montant kann op déi nei Form vu Spezialfongen opbauen, fir seng Fortune ze verwalten.

Et ass also eng positiv Evolutioun, wou mer ons nees erëm areien an déi ganz Propositiounen, déi et soss op anere Finanzplaze gëtt, an duerfir wäert och d'ADR dësem Gesetzesprojet zoustëmmen.

E lescht Wuert nach zu der Prozedur. Ech muss effektiv soen, datt mer dës Kéier bal e Rekord schloen. Ech mengen, dat hate mer nach net. Mir stëmmen elo kuerz viru véier Auer e Gesetzesprojet of. Dann um hallwer fënnef oder fënnef Auer kënnt de Conseil d'État zesummen. Da muss héchstwahrscheinlech eng Stonn duerno de Grand-Duc ënnerschreiwen. An da muss dat Ganzt och nach haut am Mémorial publizéiert ginn.

(Interruptions)

Ech muss effektiv soen, datt do d'Regierung an d'Chamber eppes fäerdegbruecht hunn, dat ass, datt mer héchstwahrscheinlech an d'Guinnessbuch vun de Rekorde wäerten agoen iwwert d'Rapiditéit vun engem Gesetzesprojet.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wollt soen, datt ech dem Rapporteur och wëll félicitéiere fir dee Rapport. An et ass och vun eiser Säit aus näischt méi bäizefügen. Mir wäerten dat Gesetz hei stëmmen.

Ech muss awer elo just soen: Dem Här Henckes säin Optrëtt hei huet mech e bëssen iwwerrascht, well ech an der Finanzkommissioun - weder, wéi de Rapport ugeholl ginn ass, nach virdrun - den Här Henckes héieren hunn, sech gréisser zu Wuert mellen zu dësem Projet de loi an zu där dote Problematik, esou datt dat mech e bëssen erstaunt, wann een dann an der Kommissioun...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dat ass jo kee Virworf.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Henckes, Dir hutt gesot, Dir géift hei och der Chamber félicitéieren. Dir hutt gemaach, wéi wann Dir do ausgeklamert wäert. An Dir hutt am Fong op all déi aner hei mam Fanger...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Neen, neen! Mir alleguerten, mengen ech, hunn hei eng Noutsituatioun. An duerfir fannen ech dat ganz gutt, wat do geschitt.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President!

(Interruption)

M. le Président.- Ech mengen dat Ganzt berout op engem...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- ..., datt et elo muss geschéien.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Henckes Akt, dass dat op engem Malentendu do berout, dem Här Bausch seng Interventioun.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Bausch huet och nach vläicht eppes zum Projet ze soen?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Neen. Här President, ech stelle just fest, den Här Henckes war net oft do an der Finanzkommissioun.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech sinn net Member vun der Finanzkommissioun...

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...dem Här Bausch, dass ech bei eis Member vun der Finanzkommissioun sinn.

M. le Président.- Also, d'ADR war vertrueden.

(Hilarité)

D'Riednerlëscht ass elo ofgeschloss. D'Regierung huet d'Wuert. Här Minister Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, mat dësem Gesetz maache mer e wichtege Schrëtt fir eng weider Diversifikatioun vun der Finanzplaz. Mir verbesseren de juristesche Kader vun der Finanzplaz, a virun allem och den internationale Leadership, deen d'Finanzplaz a ville Beräicher huet; och dee vun de Fongen. Duerfir sinn ech frou, datt dat Gesetz heibannen op esou eng breet Zoustëmmung fält. Ech soen dem Rapporteur, dem honorabelen Här Lucien Thiel, an den anere Kolleege vun der Finanzkommissioun Merci, datt se dee Projet hei esou konstruktiv begleet hunn.

An eisen Aen entwéckelt sech eng Finanzplaz nëmmen dynamesch, wann d'Politik proaktiv uerdentlech Rahmebedingunge schaaft. Dat hu mer ëmmer erëm gemaach, an dat maache mer och haut. Heiduerch wäerten nei zousätzlech Méiglechkeeten op der Finanzplaz entstoen. An et ass nëmme wann déi Méiglechkeeten op der Finanzplaz entstinn, datt eis Ekonomie - well d'Finanzplaz ass ee vun den Haaptpiliere vun der Ekonomie - weider déi Recettë ka generéieren, mat deene mer hei am Land ganz vill verschidde Beräicher vun der Politik kënne bedéngen. An duerfir ass et esou wichteg, datt mer hei un engem Strang zéien.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Duerfir mengen ech och, datt een an der Revisioun vun der Fiscalitéit ganz gutt muss oppassen, wat een an deem Beräich mécht. Scho viru Joren ass gesot ginn, datt, wa mer d'Taxe d'abonnement net géife reduzéieren, da géif de Risque bestoen, datt d'Investitiounsfongen net méi laang géife bestoen. Et muss ee selbstverständlech ëmmer d'Konkurrenzfäegkeet am A behalen - kucke wat d'Nopere maachen -; et muss ee sech awer och net nëmmen drop beschränke Fuerderungen erbäizebréngen, déi zu Reduktioune vu Steiere féieren.

Ech wëll hei soen, datt eleng den Droit d'apport, dee gefrot ginn ass bei de Budgetsdebatten ofzeschafen, d'lescht Joer eng honnert Milliounen Euro erabruecht huet, an d'Taxe d'abonnement vun de Fonge 618 Milliounen Euro erabruecht huet, wat béides ganz volatile Steiere sinn, wou een also och net dervun ausgoe kann, datt déi nächst Joren deen nämlechte Montant erakënnt.

Ech wëll och nach hei soen, datt dat ganz considérabel Montantë sinn, an datt, wann een aus Konkurrenzfäegkeetsgrënn esou Steieren réajustéiert, voire diminuéiert, een also och muss kucken, wou een aner Ressourcë ka fannen, fir deen Ausfall, deen een op der Recettësäit huet, anescht kënnen ze kompenséieren. Duerfir, mengen ech, ass et richteg, datt een dat an engem Gesamtpak muss kucken; net eng Steiermoossnam niewent där anerer, mä all Steiermoossnamen zesummen. A virun allem muss een dat och vum Aspekt vun den öffentleche Finanze kucken.

Ech si frou, datt dank där Politik, déi mer gemaach hunn, an dank enger gudder Situatioun op de Bourssen, effektiv eleng am Joer 2006 150 Milliounen iwwert d'Steier, déi d'Investitiounsfonge bezuelt hunn, méi erakomm sinn, wéi der am Budget virgesi waren. Mä erënnert Iech drun, datt mer 2001 och gradesou en Abroch hate bei der Taxe d'abonnement, well op den internationale Bourssen d'Geschäfter no ënnen tendéiert hunn. Et ass also eng Steier, déi wesentlech dervun ofhänkt wat an der Welt geschitt. Duerfir kann een domadder keng durabel Politik maachen, mä et ass ee frou wann een déi Suen huet.

E lescht Wuert zu der Prozedur. Ech wëll hei just rappeléieren, datt et dach eng vun de Stäerkte vun dësem Land ass, datt mer och op der Finanzplaz - a grad do - et fäerdeg bréngen och séier kënne gesetzgeberesch täteg ze ginn. Ech hunn elo grad nogekuckt: Dee Projet ass den 29. September 2006 hei an der Chamber déposéiert ginn.

A véier an engem hallwe Mount, mengen ech, musse mer et an dësem Land fäerdeg bréngen d'Gesetzer ze aviséieren, ze diskutéieren, ze änneren, ze stëmmen. Ech menge souguer, datt eng vun de Stäerkte vun eisem Land an der Zukunft muss dra leien, datt mer

nach vill méi séier kënne Projeten ausschaffen - dat gëllt also och fir d'Regierung -, aviséieren, diskutéieren, a besonnesch där Projeten, déi, wéi et sech hei erausstellt, dach awer e ganz breede Secours an der Chamber fannen. Duerfir sinn ech dankbar.

Ech wëll och soen, datt souguer wann dat Gesetz haut net géif a Kraaft trieden, dann hätten trotzdeem d'Dispositions transitoires vum Gesetz vun 2002 iwwert d'OPCen eng Iwwergangsléisung virgesinn. Nach ass et besser dat Gesetz trëtt direkt a Kraaft. Ech muss einfach soen: Mech freet et, datt mer an engem Land wunnen, wou et fäerdeg ze bréngen ass, wann dat Gesetz de Mëtten hei gestëmmt ass, et och den Owend an de Mémorial ze bréngen. Firwat musse mer et dann ëmmer als eppes Exceptionnelles emfannen, wann et laang dauert?

Ech fannen dat normal. Et soll esou sinn, datt mer kënne schnell handelen. An deen, dee schnell handelt, dat ass deen, deem d'Zukunft gehéiert. Ech hätt gären, datt mer an der Finanzplaz eng Leadership-Positioun behalen. An dëse Projet erlaabt eis et deem Wee e Schratt méi nozekommen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Marcel Oberweis), François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. François Maroldt), Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Ben Fayot), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Froestonn un d'Regierung. D'Deputéierten hunn zwou Minutten Zäit, fir hir Fro ze stellen. D'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun. D'Madame Flesch, déi scho laang op hir Fro waart, kënnt als Zweet drun, well d'Oppositioun als Zweet drukënnt. D'Madame Arendt mat hirer Fro un de Minister vun der Gesondheet iwwert de Kampf géint den Tubak ass als Éischt drun.

M. Henri Grethen *(DP).*- Deen ass dach gewonnen.

M. le Président.- Dat ass net gesot, Här Grethen; op jidde Fall net bei jiddfer Eenzelnem.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- D'Asammele vun den Zigarettestëmp virun der Dier huet 200 Aarbechtsplaze geschafen, ass dat dann näischt?

M. le Président.- Sou! D'Madame Arendt huet d'Wuert!

8. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°153 du 13 février 2007 de Madame Nancy Arendt relative à la lutte antitabac, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Här President, den 30. Januar 2007 huet d'EU-Kommissioun ee Gréngbuch ugeholl mam Titel: «Vers une Europe sans fumée de tabac». Heiduerch soll eng öffentlech Debatt an allen EU-Memberstate frësch lancéiert ginn, fir ze kucken op wéi eng Manéier een am beschten déi Zone weiderbrénge kann, wou net gefëmmt däerf ginn.

„Bréissel géint de bloen Damp", an de Wand huet och an Europa gedréint, steet am „Wort" vum 31. Januar, andeem se op eng Deklaratioun vum zypriotesche Gesondheetskommissär Markos Kyprianou aginn, dee fir d'Gesondheet an der Europäescher Unioun zoustänneg ass. Den Här Kyprianou huet bei dëser Geleeënheet drun erënnert, datt an der EU all Joer duerch d'Passivfëmme méi wéi 79.000 Erwuessener stierwen. Domadder ass d'Passivfëmmen eng vun den heefegsten Ursaache fir vermeidbar Stierwesfäll a Krankheeten an der Europäescher Unioun.

Senger Meenung no soll et e Fëmmverbuet op allen Aarbechtsplazen an deene 27 Memberstate ginn. Hie weist drop hin, datt ee jo beispillsweis d'europäesch Richtlinn zum Gesondheetsschutz op der Aarbechtsplaz esou ännere kéint, datt och déi musse geschützt ginn, déi an de Caféen, Restauranten an Diskoe schaffen. Et gëtt och vun der Kommissioun betount, datt Bréissel den Zigarettendamp an d'Richtlinn vun de gefäierleche Stoffer ophuele kéint. Dat hätt och verbindlech Konsequenzen. Den Trend, fir géint den Tubak virzegoen, ass also och an Europa ukomm an ass net méi ze stoppen, well eng rezent Eurobarometer-Ëmfro beleet, datt 80% vun den EU-Bierger fir e Fëmmverbuet op der Aarbechtsplaz an an allen zouenen öffentlechen Ariichtunge sinn.

Well mir jo zu deene Länner gehéieren, déi zënter dem leschte Joer en Antitubaksgesetz hunn, an den 19. Januar 2007 e Règlement grand-ducal ofgesehnt hunn, dat virschreift wéi ee seng Raimlechkeeten ëmbaue muss, fir datt do däerf gefëmmt ginn, a wat och bestëmmt mat engem gréisseren Investissement verbonnen ass, wollt ech folgend Froen un den Här Minister stellen:

Wéi vill Restaurateuren hunn iwwerhaapt esou ee Fumoir ugefrot? An ass et net gutt méiglech, datt an engem oder zwee Joer op europäeschem Plang entschloss gëtt d'Fëmmen och an dëse Fumoiren ze verbidden, an datt eis Restaurateuren…

M. le Président.- Kuerz, Madame Arendt.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Jo, ech sinn direkt fäerdeg. Si hate mer am Ufank e puer Sekonne geholl. Et ass meng lescht Fro.

…riskéieren, datt se sech och elo absolut ëmsoss an déi Onkäschte geheien? Ass an nächster Zukunft mat esou enger EU-Richtlinn ze rechnen, déi nach weider Moossname fir de Schutz virum Passivfëmme virgesäit?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Den zoustännege Gesondheetsminister, den Här Mars Di Bartolomeo, huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass effektiv richteg, dass d'Kommissioun e Gréngbuch erausginn huet, wou se d'Memberlänner invitéiert am Kampf géint d'Schiedlechkeet vum Tubak verstäerkt aktiv ze ginn.

Ech wëll der Madame Arendt just soen, dass e Gréngbuch eigentlech just en Theesepabeier vun der Kommissioun ass a selbstverständlech nach keng Rechtskraaft huet. D'Gréngbuch, d'Wäissbuch, d'Konklusiounen, d'Aschaltung vum Conseil, dem Europaparlament si weider Etappen, esou dass net ze erwaarden ass, dass innerhalb vu kuerzer Zäit eng Direktiv oder e Reglement géif kommen um europäesche Plang, dat a sämtleche Länner den Tubak a sämtlechen öffentleche Gebaier géif verbidden. Dat just zu de Fakten.

Richteg ass, dass niewent Lëtzebuerg eng Rei vu Länner Décisioune geholl hunn, fir dem Tubak Grenzen ze setzen. Bei eis ass dat zënter dem 5. September de Fall. D'Madame Arendt weess sécher och, dass an deem Gesetz, wat d'Chamber gestëmmt huet virun e puer Méint, déi Exceptioun méiglech ass a Restauranten, déi sech Équipementer uleeën, Ëmbauaarbechte maachen, fir dann lessen a Fëmme kënnen zesummenzemaachen, ënner ganz strikte Konditiounen.

Dir wësst, dass ech dofir kritiséiert gi sinn, dass dat Reglement ganz strikt ausgefall ass. Ech mengen, dat war awer am Sënn vum Gesetzgeber, dass een net duerch d'Hannerdier dat erëm soll ofschafen, wat een duerch déi viischt Dier agefouert huet. D'Regel ass also ganz kloer, an dat heescht: An de Restaurantë wéi a ganz villen anere Gebailechkeeten gëtt net gefëmmt.

Dee Règlement grand-ducal ass an der Zwëschenzäit vum Conseil d'État aviséiert, vum Regierungsrot verofscheet, an d'Konditioune si wéi gesot ganz strikt.

Dir hutt gefrot, wéi vill Demanden dass agereecht gi sinn: Et sinn der eng 50, déi erakomm sinn. Dir hutt mech och gefrot, ob et unzerode wär, fir déi doten Investissementer ze maachen, wou een awer misst domadder rechnen, dass an deenen nächste Jore vläicht net onbedéngt iwwert d'Europäesch Kommissioun, mä vläicht iwwert d'Lëtzebuerger Parlament méi strikt Décisioune kéinte kommen, ob et sech géif rentéieren, fir dat doten ze maachen. Ech soen Iech meng éierlech Meenung. Ech géif kengem roden, esou héich Investitiounen ze maachen, fir an Ausnahmefäll Leit ze erlaben a Restauranten ze fëmmen.

Ech mengen, d'Lëtzebuerger an déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg iesse ginn, hu sech relativ gutt mat deem Gesetz ausenanergesat a respektéieren et och wäitgehend. Ech mengen, et wär e falscht Signal, wann een an déi dote Richtung géif goen, mä et kann ee keen dovunner ofhalen, well et gesetzlech a reglementaresch och esou gewënscht war vun der Chamber.

Ech géif dovunner ofroden, dat ëmsou méi well een, wann een e Fumoir wëllt - dat heescht just eng Plaz, wou een, deen onbedéngt eng Zigarett wëllt fëmmen, sech kann zréckzéien ouni Service an ouni näischt -, een dat ouni gréisseren Opwand ka maachen, also esou eng grouss Prozedur net noutwendeg ass.

Vu dass d'Madame Arendt mer déi dote Fro gestallt huet, wëll ech hir soen, dass um Terrain ganz vill Bewegung ass, dass an de Schoulen dat ganz gutt geet, dass an der Zwëschenzäit och um Aarbechtsmaart munches bougéiert, an ech mer selbstverständlech och géif wënschen - ech si rezent an engem Bréif erëm dorop ugeschwat ginn -, dass hei an der Chamber datselwecht Signal géif kommen, ier e Reglement verofscheet ginn ass, an dass d'Chamber sech géif als dampfräi Zon erklären.

Villmools Merci fir d'Virlag, an ech gi se weider un de President vun der Chamber.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Minister, ech kann Iech ganz berouegen, wat d'Chamber ubelaangt. Ech wäert a 14 Deeg dem Büro vun der Chamber proposéieren, dass mer kee Gebrauch vun deenen Dispositioune wäerte maachen, déi an deem Reglement virgesi sinn, notamment wat d'öffentlech Gebaier ubelaangt, an datt an der Chamber all Raimlechkeeten, déi et hei am Parlament gëtt, sief et Büroen, sief et d'Parlament hei selwer, eng rauchfräi Zon sinn, datt hei am Gebai net däerf gefëmmt ginn.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Abee merci, ech wëll awer nach gär a mengem Büro fëmmen!

Une autre voix.- An d'Regierung?

M. le Président.- Ech wëll Iech soen, datt ech dem Büro déi Propositioun maache wäert, an dann ass et um Büro, fir ze décidéieren. Dir wësst, datt ech an engem éischte Stadium och net op där Linn war, mä ech fannen, wa mer eis Reglementer ginn a Gesetzer ginn, da solle mer eis och un se halen.

De Minister huet virdru geschwat vun Hannerdieren a vu Lächer, déi ee sech kann opmaachen oder ënner Ëmstänn opmécht. Ech fannen net, dass mir als éischt Institutioun vum Land dat sollte maachen, an deementspriechend sinn ech dofir, datt an deem Haus hei net méi gefëmmt gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dat gesot...

(Interruption)

Selbstverständlech, dat, wat fir eis zielt, zielt an alleréischter Linn och fir d'Regierung.

Da kënnt déi nächst Fro, dat ass déi vun der honorabeler Madame Flesch un d'Madame Minister vun der Famill iwwert den Accouchement anonyme. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°154 du 24 octobre 2006 de Madame Colette Flesch relative à l'accouchement anonyme, adressée à la Ministre de la Famille et de l'Intégration

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, Madame Minister, Dir wonnert Iech vläicht, datt just ech eng Fro stellen iwwert den Accouchement anonyme, well ech war den Auteur vun der Proposition de loi, déi derzou geféiert huet, dass 1975 den Artikel 57 Alinea 3 an de Code civil ageschriwwe ginn ass iwwert den Accouchement anonyme.

Woufir? Deemools ass gemengt gi vu Gynécologuen an Obstréticienë souwuel wéi vu Fraenorganisatiounen, déi Mesure, déi a Frankräich bestanen huet, wär e Moyen, Avortementen ze vermeiden an d'Adoptioun ze vereinfachen. Nun hunn awer d'Iddien an der Gesellschaft sech geännert, an haut gi mer dovun aus, dass d'Kanner e Recht hunn - wann och net onbegrenzt - ze wëssen, wien hir Parents biologiques sinn.

Den Artikel 7.1. vun der Convention internationale relative aux Droits de l'Enfant vum 20. November 1989 gesäit vir, an ech zitéieren: «L'enfant a, dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux.»

Déi Konventioun ass vu Lëtzebuerg approuvéiert ginn duerch d'Gesetz vum 20. Dezember 1993 mat enger Partie Reserven an notamment enger Reserv relativ dem Accouchement anonyme.

1998 huet de Comité des droits de l'enfant dorop higewisen, dass an deem Mooss, wou déi Reserv géif bestoen, Lëtzebuerg de Kanner, déi par accouchement anonyme gebuere sinn, d'Recht géif oferkennen, souwäit méiglech hir biologesch Elteren ze kennen.

D'Chamber huet de 26. Oktober 1998 eng Motioun ugeholl, déi weidergeleet ginn ass un d'Commission consultative d'Éthique, an déi huet och recommandéiert, et soll een dem Wonsch vun der Konventioun nokommen.

Meng Fro un d'Ministesch ass: Huet si wëlles, dem Avis vun der Commission consultative d'Éthique Rechnung ze droen? Wa Jo, wéini an ënner wat fir enger Form?

Huet se och wëlles Initiativen ze huelen en matière d'anonymat a senger Restriktioun am Kader vun der Procréation médicalement assistée?

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. D'Madame Marie-Josée Jacobs, Ministesch vun der Famill, huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et hat e bësse gedauert, bis mer dozou komm sinn iwwert déi Fro hei kënnen ze diskutéieren.

Ech wonnere mech iwwerhaapt net, Madame Flesch, firwat datt Dir déi Fro sollt stellen, well ech denken, datt et eppes ass, wat jo eigentlech jiddferee kann interesséieren an och jiddferee ka motivéieren. Duerfir ass et sougutt Äert Recht, fir dat doten ze froen, wéi soss iergendengem säint, an duerfir brauch ech mech och net ze wonneren.

Är Fro, déi Der stellt, ass fir mech eigentlech eppes, wou ech zënter enger Rei vun Zäit och hanndru sinn a mer doriwwer och Gedanke maachen. A virun net allze laanger Zäit hunn ech och nach vun deeneselwechte Fraendokteren a vun deenen Hiewannen, déi déi Zäit do waren, gesot kritt, datt een net dierft op de Wee goe vun der net anonymer Adoptioun.

Ech sinn awer der Meenung, esou wéi Dir och an och esou wéi d'Commission consultative d'Éthique, de Kannerrechtscomité an den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, datt ee misst kucken, datt een Indikatioune géif kréien. Et ass och an deem Sënn, dass mer amgaange sinn ze kucken, wéi een dat ka maachen.

Mir hunn och mat der Commission consultative d'Éthique selwer Kontakt, awer net nëmmen iwwert déi dote Froen, mä méi generell iwwert d'Adoptiounen, well et fir mech eng vun deene sensibelste Froen ass, déi et iwwerhaapt gëtt - alles, wat mat Adoptiounen zesummenhänkt. An do mengen ech ewell, datt et wichteg wier, datt een och deen do-

ten Aspekt géif behandelen, also ze soen: An enger limitéierter Oplag mussen d'Kanner d'Recht kréie gewuer ze ginn, wien datt se sinn.

Wann een dat mécht beim Accouchement anonyme, dann ass et fir mech kloer, dass een et och muss maache bei der Procréation médicalement assistée, well et gëtt kee Grond, firwat datt déi eng Kanner solle Rechter hunn, fir ze wëssen, wien datt se sinn, an aner Kanner dat Recht net kéinten hunn.

Vun dohier gesäit een och déi Komplexitéit vun där anerer Fro, déi hei gestallt gi war vum Här Meisch, och ze gesinn, wat den Här Frieden an ech dozou géife soen. Et sinn eng ganz Rei vu Froen, déi geklärt musse ginn, fir ze wëssen, op wat datt een alles muss äntwerten, bis een och weess, ob een e Gesetz muss hunn, a wéi ee Gesetz dat da brauch, a wat dann alles domadder beäntwert gi muss.

Mä fir et nach eng Kéier ze soen: Ech sinn en faveur vun enger gewësser Fräigab vun Indikatiounen nom Modell vun de Fransousen, fir datt d'Kanner kënnen eng Kéier novollzéien, wou hir Eltere sinn, wéinstens wien hir Mamm ass. Well wann ee weess, wat fir eng Dramaen et si fir verschidde Kanner, datt se net wëssen, vu wou datt se kommen, dann, mengen ech, versteet een an da muss een och kënnen d'Mammen iwwerzeegt kréien, datt se Indikatiounen zréckloossen, fir datt hir Kanner eng Kéier kënnen erausfannen, wien si sinn.

Ech wëll just soen, well et ëmmer interessant ass och ze héieren, wéi vill esou Fäll datt et nach zu Lëtzebuerg gëtt: Mir haten am Joer 2000 véier Accouchements anonymes. Ech war eigentlech erstaunt, well ech gemengt hat, dat géif et iwwerhaapt net méi ginn. 2001 och véier, 2002 zwee, 2003 dräi , 2004 sechs, 2005 zwee, 2006 dräi a fir dëst Joer sinn et ewell zwee Accouchements anonymes, déi gemaach gi sinn.

Dat ass elo nach net, datt déi Kanner onbedéngt scho fräi sinn. D'Mammen hu jo dann dräi Méint Zäit fir et sech ze iwwerleeën, ob se dann d'Kand fräi gi fir d'Adoptioun oder net. Mä, wéi gesot, ech war terribel iwwerrascht. Ech hu gemengt, an eiser Zäit géif et dat vläicht emol nach eng Kéier ginn, mä net datt et der esou vill sinn.

Mir hunn d'lescht Joer 70 nei Dossieren opgemaach iwwer Adoptiounen. Et sinn d'lescht Joer 45 Adoptiounen, déi realiséiert goufen op internationalem Plang, dräi op Lëtzebuerger Plang. Mir hu fënnef Servicer, déi sech ëm d'Adoptioune këmmeren. A mir hunn och do elo e Service ageriicht, dee Post-Adoption heescht, fir och deenen Eltere respektiv och deene Kanner, déi adoptéiert goufen, ze hëllefen, well een awer gesäit, datt sech an eenzelne Fäll Froe stellen, déi et an enger anerer Relatioun eigentlech net gëtt.

Ech denken, datt mer och eng Kéier d'Geleeënheet kréien, eis nach iwwerhaapt e bësse méi laang Zäit iwwert déi séier komplex Matière vun den Adoptiounen hei ze ënnerhalen an och ze kucken, wat een alles an deenen nächste Joren do nach verbessere kann.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zur Fro vum honorabelen Här Negri un den Här Bauteminister iwwert d'Sécherheet vun den Autobunnstunnellen, et plus particulièrement à l'aménagement d'une plate-forme d'atterrissage pour hélicoptères au «Markusberg». Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°155 du 12 février 2007 de Monsieur Roger Negri relative à la sécurité des tunnels des autoroutes en général et plus particulièrement à l'aménagement d'une plate-forme d'atterrissage pour hélicoptères au «Markusberg», adressée à Monsieur le Ministre des Travaux publics

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, aus Sécherheetsgrënn am Fall vun Accidenter huet de Bauteminister de 24. Abrëll 2006 sech an der Budgetskontrollkommissioun den Accord gi gelooss, fir uewen um Markusbierg-Tunnel op der Saarautobunn e Poste médical avancé mat enger Plattform fir Helikoptere fir e Käschtepunkt vun 1,15 Milliounen Euro op de Budget vun den Nationalstroossen aménagéieren ze kënnen.

Et héiert een, esou nach d'lescht Woch op RTL, dass oft um Markusbierg-Tunnel geschafft gëtt. Dofir wollt ech de Minister froen, ob déi Helikopter-Plattform schonn esou wäit aménagéiert ass, well jo dréngenden Handlungsbedarf aus Sécherheetsgrënn virgedroe gouf. Dat Ganzt selbstverständlech am Respekt vun der Soumissiounsprozedur.

An deem Kader wollt ech och just nach derbäi froen, ob och Helikopter-Plattforme bei den Tunnelle vun der Nordstrooss virgesi sinn, zesummen natierlech mat deenen optimale Sécherheetsmoossnamen, déi do virgeschriwwe sinn.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den Här Claude Wiseler, Minister zoustänneg fir d'öffentlech Bauten, huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Dee Sujet vun der Sécherheet an den Tunnellen ass jo e Sujet, deen an der leschter Zäit vill an der Diskussioun war, well mer ganz genau domat amgaang sinn, am Kader vun der Transpositioun vun europäeschen Direktiven. E Gesetzesprojet hu mer ausgeschafft, deen an der Chamber virun e puer Wochen déposéiert ginn ass. An datselwecht ass och gemaach gi fir e Règlement d'application, dat och d'Sécherheet vu sämtlechen Tunnellen, notamment déi op den transeuropäesche Strecken, fixéiere soll.

Et ass och décidéiert gi vun der Regierung, datt net nëmmen déi Tunnellen, déi um Réseau transeuropéen sinn, wéi de Markusbierg an d'Tranchée couverte de Mondorf, sollen deene Kritären entspriechen, mä all déi aner Tunnellen, déi mer hunn an déi mer och an Zukunft wäerten opmaachen, wéi de Mierscher Tunnel, deen en service ass, de Gousseler Bierg, de Grouft, de Stafelter an de Micheville, fir datt mer hei am Land mat enger Sécherheetsnorm an den Tunnelle kënne fueren. Well et ass jo egal, ob se elo op deem Réseau transeuropéen sinn oder net: D'Sécherheet ass dat, wat priméiert.

Mir hunn dann och an deem Kader vun der Sécherheet an den Tunnellen, wa mer déi elo scho kucke mat enger Direktiv, déi mer nach net en place gesat hunn - de Gesetzesprojet ass déposéiert -, mä wa mer kucken op wat fir engem Standard mer haut scho sinn, da gesäit een, datt mer op deene meeschten, op enger ganzer Rei Punkten dee Standard, deen als Minimum an der Direktiv virgeschriwwen ass, schonn iwwerschreiden.

Mir hu Ventilatiounssystemer, Détection d'incendie, Surveillance vidéo, Détection automatique d'incident et de fumée, Galerie zwëschent den Tüben, extra Extensiounssystemer mat héijer Capacitéit, Haut-parleuren an den Tunnellen a Radiotransmissiounssystemer och elo scho fonctiounsfäeg agebaut.

Wat da méi prezis déi Fro ugeet, wat d'Plattform oder de Poste médical avancé ugeet, do muss ech soen, datt dee Sujet net eng Obligatioun vun der Direktiv en tant que telle ass, mä et ass esou, datt mer un d'Sécherheet vun deenen eenzelnen Tunnellen dru ginn, andeem mer Plan-d'interventione kucken, wéi mer am Noutfall Interventiounen an deenen Tunnelle kënne maachen a wéi dann déi Interventiounen am beschte kënnen oflafen. Esou ee Plang ass elo fir all Tunnel an Optrag ginn.

Mir wäerten och deen, dee vum Markusbierg do ass, komplett frësch kucken, op Basis och vun där neier Gesetzgebung an där neier Reglementatioun, déi kënnt, zesumme mat den Administrations des Services de secours. Esou eng Réunioun wäert nach dës Woch stattfannen. Zesummen awer och mat deem neien Agent de sécurité, dee säit e puer Wochen am Amt ass, an och mat der ITM, déi an e puer Méint d'Autorité de contrôle wäert ginn, dann, wann dat Gesetz gestëmmt ass.

An deem Iwwerschaffe vum Plan de sécurité wäerten dann och d'genau Besoinë vun esou engem Poste médical avancé dra sinn. Well e Poste médical avancé, dat ass net eppes Standardes, wat een dohinner setzt. Dat besteet aus enger ganzer Rei Donnéeën, déi ee kann op der Plaz ubréngen, déi ee ka bei den Tunnel setzen. An et muss ee genau kucken am Fonctionnement, am Sécherheetsplang, wéi, wat, wou op wat fir eng Plaz muss hikommen. Dat kënnt eraus bei der Iwwerschaffung vum Plan d'intervention, an op Basis dovunner wäerte mer dann och dat, wat mer brauchen, bei den Tunnel bauen.

Et muss ee wëssen, datt mer 2007, no Autorisatioun an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, och en Article spécial agesat hunn, fir dat do ze bauen, deen dann och alimentéiert gëtt, well en ass non limitatif et sans distinction d'exercice, wa mer genau de Präis fixéiert hunn, wat esou e Poste médical eis wäert kaschten.

Voilà. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Wiseler. Dann d'Fro vum honorabelen Här Ben Fayot un de Wirtschaftsminister iwwert d'Conseilen «Énergie» an «Environnement».

(Interruption)

Den Här Wirtschaftsminister Krecké huet d'Wuert gefrot.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech wollt froen, Här President, ob Dir domat d'accord wiert, dass d'Fro vum Här Kox direkt no där vum Här Fayot kënnt? Da kënnt ech se zesumme beäntwerten, well et geet zweemol sensiblement ëm deeselwechte Sujet.

M. le Président.- Ech muss soen, entschëllegt, Här Fayot, mä ech hunn den Här Adam hei iwwersprongen. Deen hat eng Fro un d'Educatiounsministesch. Mä mir kënnen awer och direkt déi zwou Froe mateneen evakuéieren, wann Dir domat d'accord sidd.

(Interruptions)

Et kënnt op datselwecht eraus. Här Fayot, bleift hei, an direkt den Här Kox, an dann äntwert den Här Wirtschaftsminister Krecké…

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- ...op déi zwee.

M. le Président.- …op déi zwou Froen.

- Question N°157 du 12 février 2007 de Monsieur Ben Fayot relative aux Conseils «Énergie» et «Environnement» du 15 respectivement 20 février 2007 et plus particulièrement sur les divergences qui existent entre les États membres sur les objectifs à atteindre jusqu'en 2020, adressée à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech weess net, ob et op datselwecht erauskënnt, mä op jidde Fall soen ech dem Här Adam da Merci,…

M. le Président.- Wat d'Zäit ugeet, op jidde Fall.

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …dass hie mer de Virtrëtt iwwerléisst. Ech sinn allerdéngs net extra presséiert.

Här President, de Conseil européen vum 8. an 9. Mäerz, dee soll sech mat Energie- a Klimapolitik ofginn. An dofir ginn zwee Conseile vun «Environnement» a vun «Énergie» organiséiert. Dee vun «Énergie» de 15. Februar, also iwwermuer, an dee vum «Environnement» den 20. Februar. An et schéngt, wéi wann déi 27 Memberlänner iwwert deen Energiepak, deen d'Kommissioun virgeluecht huet viru kuerzem, relativ zerstridde wären.

Et gëtt Divergenzen iwwert den Objektiv, wat d'Parts de marché ugeet fir Énergies renouvelables an och fir zum Beispill d'Parts vu Biocarburants. Et schéngt wéi wa relativ Eenegkeet wär iwwert den Objektiv fir Énergies renouvelables vun 20% Parts de marché, bei de Biocarburants vun 10% Parts de marché. Et schéngt awer och, dass et net kloer ass, wie fir en Objectif contraignant ass oder wien éischter fir méi en indikativen Objektiv ass.

An étant donné déi Wichtegkeet vun där Ausenanersetzung och en vue vum Conseil européen, wou et jo soll méiglech sinn, e ganz staarkt Zeeche fir d'Länner an och fir ganz Europa ze ginn, fir d'Énergies renouvelables an de Biocarburant ze förderen, wollt ech den Här Minister froen, éischtens emol, wéi d'Lëtzebuerger Positioun op deem Plang wär? An zweetens, ob hie mengt do géifen se am Conseil des Ministres en Accord fannen.

Merci.

M. le Président.- Den Här Kox dann och un den Här Minister Krecké, iwwert den nächste Ministerrot «Énergie».

- Question N°159 du 13 février 2007 de Monsieur Henri Kox relative à la position du Luxembourg lors du prochain Conseil des Ministres de l'Énergie, adressée à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Bon, ech fueren dann direkt do weider, insbesondere wat d'erneierbar Energien ubelaangt. Mir wëssen, dass et do eng Direktiv gëtt, déi den erneierbaren Energien d'Prioritéit gëtt. A speziell dat steet och zur Debatt, inwiefern d'Prioritéite weiderhin an enger EU-Richtlinn Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg fannen. Mir wëssen alleguer, wa mer de Klimawandel aktiv wëllen ugoen, musse mer d'erneierbar Energië vill méi offensiv ënnerstëtzen.

Eng zweet Fro, déi och ëmmer an deem Zesummenhang gestallt gëtt, an déi och international kontrovers diskutéiert gëtt, dat sinn déi CO_2-aarm Technologien. Do besonnesch ëmmer erëm d'Atomenergie, déi do opgespillt gëtt an an de Raum gehäit gëtt. Ech wär frou, wa Lëtzebuerg och zu Bréissel méi eng offensiv Anti-Atompolitik géif bedreiwen, a wa besonnesch Éisträich an Irland, déi an de Schréften ëmmer erëm als Anti-Atomlänner optrieden, e bësse méi Ënnerstëtzung géife fannen.

Besonnesch, well den Ëmweltminister sech ganz staark ausschwätzt géint d'Atomenergie, ënner anerem - nozeliesen, dobausse läit d'Zeitung nach - iwwert d'Lëtzebuerger Gemengen, wou nach eng Kéier vum Lucien Lux drop higewise gëtt, ech zitéiere just ganz kuerz: «Lucien Lux a rappelé l'opposition du Gouvernement en la matière et a clairement mis en garde contre le risque inhérent à cette technologie.» Ech wär frou, wann zu Bréissel och déi positiv Aktioun géif Ënnerstëtzung fannen, an eng aktiv Anti-Atompolitik bedriwwe géif ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Minister Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn e puer Punkten, déi op deem Energie-Conseil zur Debatt stinn. Deen éischten ass effektiv dee vu Post-Kyoto, wou gefrot ginn ass, fir gegebenenfalls 30% ze maachen, wann nach anerer matmaachen. Dat solle mer probéieren. Dat heescht, mir solle probéiere vill aner Länner, an zwar all déi Haaptacteuren, mat an d'Boot ze kréien. Well jiddferee weess, wa mer dat net fäerdeg bréngen, da si vill Efforten, déi mir maachen, ech wëll net soen onnëtz, mä da bréngen se net dat wat mer eis erhoffen. Duerfir soll dat dat éischt Zil sinn.

Doropshin ass gefrot ginn, ob mer mat 20% wéilten d'accord sinn. Vu dass mer gesot hunn, mir wéilte bei Kyoto eng offensiv Politik bedreiwen, wäert d'Lëtzebuerger Regierung och Jo soen zu deenen 20%, an awer e puer Mäen hannendrun hänken. Mä eng Rei Mechanisme mussen iwwerkuckt ginn. Mir hunn am Moment eng Rei Mechanismen a Berechnung. Ech hunn dat deemools schonn eng Kéier hei erklärt, wéi mer déi Energiedebatt haten; ech ginn net nach eng Kéier drop an. Do hat ech e puer Beispiller opgezielt, wou een einfach seet: Esou kann et net fonctionnéieren.

Et muss eng Approche «Marché intérieur» kommen, dat heescht, och eng Approche européenne kommen, dass een déi Ziler als Europa erfëllt. Mä - ech ginn elo dat lescht Beispill, wat ech héieren hunn -, wann Arcelor zu Léck eppes zoumécht a si mécht et a Flandern op, da geet dat net. Da ka se net hiren Allocatiounsdénge mathuelen, scho guer net ze schwätzen, dass se se op Reims mathëlt.

Duerfir, do ass awer iergendeppes an de Mechanismen; an där Beispiller ginn et jo vill, ech wäert där net nach bréngen. Déi musse geännert ginn, well soss klappt dat do hannen a vir net, a mir kréie Schwieregkeeten, fir der Industrie dat do ze explizéieren, an och de Leit. Duerfir hu mer gesot: Jo, mir si mat d'accord, fir an déi Richtung ze goen. Eng Rei Berechnungsmechanismen, eng Rei Flexibilitéiten, déi einfach absurd sinn an näischt bréngen fir de Gesamtpaquet, well se jo näischt un der Situatioun änneren, mussen och geännert ginn.

Wat d'Atomenergie ubelaangt, huet déi Regierung hei an hirem Regierungsprogramm eng Positioun geholl; an dat ass nach ëmmer déiselwecht. Ech gesinn och net an, firwat dass mer dorunner eppes ännere sollen. Mir hunn net wëlles an déi Richtung ze goe fir Atomenergie ze produzéieren. Mir wëllen och näischt esou eppes bevirzéien. Mä mir wëssen awer och alleguerten hei an deem Sall, dass mer elo emol nach an ab-

sehbarer Zäit wahrscheinlech Energie - a fir net ze soen elektresch Energie - eben hunn, wou nach e gudden Deel Atomstroum ass. Jee nodeem a wat fir Länner, dass ee geet, kann dat sinn tëschent 25, 50, a bis 70%.

Wat d'Efficacité énergétique ubelaangt, do sinn och déi 20% gefrot. Do wollt ech dem Här Fayot soen: De Problem ass e bëssen deen, dass Lëtzebuerg zu enger ganzer Rei Saache ka Jo soen, an dass et och Prioritéiten drop setzt, mä et sinn eng Rei Saachen, bei deene mir net wäerte soen: Et muss contraignant sinn. Ech ginn lech e Beispill: D'Énergies renouvelables sinn, à ne pas douter, eng absolut Prioritéit. Dat wëlle mer maachen, mä mir weisen awer drop hin, dass Lëtzebuerg duerch seng Geographie, duerch säin Territoire, duerch seng Topographie virun allem, duerch eng ganz Rei Elementer net op e Potenzial kënnt, wou mir kënne soen: 20%.

Duerfir si mir och net fir dat Contraignant. Mir sinn dofir dat Zil ze erreechen, europawäit, mä mir kënne jo net soen, Europa muss 20% erreechen, wa mer wëssen, dass Préconclusiounen aus enger Potenzialstudie soen, dass mer maximal op 8,9% kënne kommen. Dat setzt viraus, dass mer alles ausnotzen, wat mer hunn. Da kënne mer awer zu dësem Zäitpunkt also net soen: Europa muss 20% maachen, an direkt hannendrun: Mä mir maachen awer héchstens 8%, well méi ass net dran.

Den Ëmweltminister huet jo schonn drop higewisen, dass hien elo wëllt all Kéiers dann anescht verfueren, wa sech Ëmweltstandarden an Énergie-renouvelable-Moossname géigeniwwer stinn, dass hien do wa méiglech d'Faveure géif den Énergies renouvelables ginn. Mir wëllen dat Potenzial voll ausschöpfen.

Iwwregens sinn et fënnef Länner, déi am Moment gesot hu si wäre fir contraignant Mesuren. 15 Länner sinn net fir contraignant Mesuren. Déi aner siwen hu sech nach net expriméiert. A meeschtendeels ass et aus deeneselwechte Grënn. Et ass natierlech, dass Éisträich dat vill méi liicht ka soen, bei där Topographie. Déi huele Waasserkraaft, mä mir hunn déi Méiglechkeet net. An et ass nëmmen aus der Waasserkraaft an aus der Wandenergie, wou een - loosse mer soen - ganz vill erauskritt, wat bei eis awer net vill gräift.

Wat mir duerfir gären hätten, dass mir dat um Niveau vun der Biomass probéieren, well mir méi Méiglechkeeten hunn déi voll auszenotzen. A mir wäerte plädéieren, dass hei nom Marché intérieur gekuckt gëtt. Dat heescht, wa mir elo net méi Wandenergie kënnen zu Lëtzebuerg maache wéi dat wat an eiser Potenzialetüd erauskënnt, dass mir da kucken, ob mir mat engem anere Land kënnen eng Wandmillen, mettons, zu Ostend opriichten, an dass déi eis certifiéiert gëtt. Mir géifen se finanzéieren an et wier ons, mä dass se eis awer och ugerechent gëtt.

Fir dee Mechanismus plädéiere mer, well mer der Meenung sinn, et gëtt ee Marché intérieur, mä da muss deen och fir esou Saache spillen. Da kënnen net territorial Elementer spillen, wann een e Marché intérieur huet. An et kann een net vun engem Land verlaangen et soll 20% maachen, wann 8% méi oder wéineger de Maximum sinn, dee mer iwwerhaapt an eisem Potenzial eraushuele kënnen.

En anert Beispill ass dat vun de Biocarburants, wou eis Positioun déiselwecht wäert sinn. Ech wëll lech nëmmen ze bedenke ginn: Wa mir hei zu Lëtzebuerg all Surface-agricolen, déi fir Uelechplanze kënne genotzt ginn, géifen ausnotzen, da komme mir op 2%. Da kënne mir jo awer net décemment op Bréissel goen a soen: Mir maachen zwar nëmme maximal 2% - dat ass d'Potenzial, dat mir hunn -, mä Dir sollt awer kucken 10% ronn ze kréien. Ech mengen, dat wier jo net verstänneg.

Mir wëllen eng Prioritéit dorauser maachen. Ech hunn lech hei schonn eng Kéier erzielt, wat d'Problemer vun de Biocarburantë sinn: Éischtens ass et net evident - do steet am Moment Expert géint Expert -, ob de Gesamtbilan wierklech esou gutt ass wéi gesot gëtt; zweetens, d'Fro vun de Monokulturen; an drëttens, déi praktesch Froen hei zu Lëtzebuerg.

Well dat muss ee jo mëschen. Also, kënne mir nëmmen Accordë mat Auslänner hunn, et sief da mir sinn elo d'accord, dass hei zu Lëtzebuerg all Liter, dee verkaaft gëtt - an de Gros vun de Litere gëtt direkt op d'Tankstelle gefouert a gëtt net zwëschegelagert -, zwëschegelagert a gemëscht gëtt. Well Der kënnt lech jo virstellen, wa mir elo soen: Mir hätte gären 3,5% dran, an d'Belsch mëscht nëmmen 2%, an d'Hollänner - ech weess net - maache 4%, da gi mir natierlech bei d'Hollänner. Mä wann d'Hollänner och nëmmen 2% maachen, da kann ech lech elo scho soen, da brénge mir et net ronn 3,5% ze hunn. Esou dass mir duerch eng Rei Saache Contrainten hunn. Mä et ass eng Prioritéit. Mir wäerten dat och esou ausdrécken.

Fir de Rescht sinn et nach e puer Froen, déi oppe bleiwen. Ob mir fir de Régulateur européen sinn, dat ass nämlech och eng Fro. Do si mir net derfir. Mir si fir eng besser Zesummenaarbecht vun deenen eenzelnen Acteuren, well dat riskéiert soss erëm en europäesche Waasserkapp ze ginn. Duerfir hu mir gesot: Et wier besser, et géif een eng contraignant gutt Zesummenaarbecht kréien tëschent deenen eenzelnen Acteuren.

Da gëtt vun der Kommissioun gefrot: deen „Unbundling" um Niveau vun de Propriétéitsverhältnisser vun de Réseauen. Do si mir och net der Meenung, dass dat eng gutt Léisung ass. Et ass eng Léisung fir déi ganz grouss Opérateuren. Et ass eng dramatesch Léisung fir déi kleng regional - a mir sinn nach wie vor regional Opérateuren -, esou dass mir der Meenung sinn, dass mer solle kucken hei zu Lëtzebuerg - an dat sinn ech amgaangen ze maachen - d'Réseauen all zesummenzeschléissen a se ënner öffentlech Kontroll ze kréien.

Mir gesinn zwar alles vir, fir den „Unbundling" och kloer kënnen ze maachen - dat heescht, et ass alles virgesinn -, mä mir sinn net der Meenung, dass een dat direkt soll maachen, well déi Gesellschaften, déi am kommerzielle Betrib sinn, hu jo keen Hannerland, déi hu jo näischt, mat deem se Sue bei eis kënnte léine goen, well am Fong geholl d'Valeure vun där Entreprise sonner Zweifel an allem leien, wat Réseaue sinn. Da kënnten déi emol keng Sue léine goen, fir eppes ze maachen.

Duerfir si mer der Meenung, bei klengen Opérateure soll een dat net maachen. Mä, wann et misst geschéien, hu mer d'Méiglechkeet, fir et ze maachen.

Mir hunn och keng Produktioun. Et sinn anerer, déi hu Réseau a Produktioun. Déi kënnen de Réseau ofschneiden, dann hu se Produktiounselementer, wat physesch gräifbar Immobilisatioune sinn, mat deenen se sech kënnen op anere Punkte refinanzéieren. Dat ass fir eis Acteuren hei zu Lëtzebuerg bei kengem de Fall, wann hien de Réseau ofgeschnidde kritt.

Duerfir si mer der Meenung, dass déi kleng Opérateuren dat net solle maachen. Mä mir hunn awer kee Problem, wann dat bei deene grousse geschitt, well déi aner Méiglechkeeten hunn. Mä zu dësem Zäitpunkt si mer net der Meenung, dass den „Unbundling" vum „Ownership" soll kommen. Mä mir maachen et hei zu Lëtzebuerg esou, dass en an öffentlecher Hand ass.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass d'Fro 156 vum Här Claude Adam un d'Madame Erzéiungsminister iwwert d'Chargés d'éducation. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°156 du 12 février 2007 de Monsieur Claude Adam relative à l'arrêt prononcé par la Cour administrative sur la relation de travail qui existe entre un chargé d'éducation et l'État, adressée à la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 30. Januar 2007 huet d'Cour administrative definitiv tranchéiert, datt et net méi däerf sinn, datt de Patron Stat, an dësem Fall de Ministère de l'Éducation nationale, Aarbechtskontrakter op Durée déterminée däerf ausstellen, déi iwwer 24 Méint erausginn oder méi wéi zwee Mol erneiert ginn.

Et géif eis interesséieren, wéi d'Auswierkunge vun dëser Décisioun fir d'Chargéen am Primaire wieren. Et gëtt jo elo schonn ähnlech Geriichtsuerteeler och hei, a mir mengen, datt dat net nëmme just ee Problem vun de Gemengen ass.

Mat schéiner Regelméissegkeet geet eng Circulaire ministérielle - déi einstweilen lescht am Juni 2006 - un d'Gemengen, mat der Direktiv, datt all Posten, deen net vun engem Schoulmeeschter oder enger Léierin mat Brevet besat ass, muss publizéiert ginn. Dobäi gëtt sech op d'Gesetz vum 25. Juli 2002 oder de Règlement grand-ducal vum 16. Abrëll 2003 beruff. All Chargé de cours, deen déi Circulaire ministérielle eescht geholl huet an eventuell en neie beruffleche Wee gesicht huet, all Gemengeresponsabel an all Schoulinspekter, déi déi Circulaire respektéiert hunn, si vum Ministère schlecht guidéiert ginn.

Wéi eng Konsequenzen huet déi Jurisprudenz fir de Primaire? Wéi eng Postë mussen dann elo 2007 publizéiert ginn? Ass dee Problem do iwwerhaapt vun de Gemengen ze léisen? Oder misst net hei de Stat seng Responsabilitéit iwwerhuelen, dem Chargé de cours e Kontrakt ubidden an déi Postë regional géréieren?

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci , Här Adam. Madame Minister, Dir hutt d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, ech hätt léiwer gehat, wann den Här Adam mer déi Fro e bësse méi spéit gestallt hätt; net am Dag, mä an der Zäit, well mer net méi spéit wéi nächste Freideg an der Regierung wäerten e längeren Échange hunn iwwert d'Reaktiounen an déi Aktiounen, déi d'Regierung wëllt ënnerhuelen als Äntwert op d'Décisioun vun der Cour.

(Interruption)

Jo, duerfir schéngt et mir kloer.

Ech wëll awer trotzdeem preziséieren, dass dee prezise Fall, op dee mer eis beruffen, e Chargé d'éducation aus engem Lycée ass, also een, deen e Kontrakt mam Stat huet, an net mat enger Gemeng, an dass d'Situatioun bei de Gemengen natierlech nach méi komplizéiert ass wéi beim Stat, well do gëtt et jo verschidde Statuten, souwäit ech informéiert sinn: Déi eng hunn einfach e Kontrakt à durée déterminée; da gëtt et Leit, déi als Employés privés bei Gemengen agestallt sinn; an et si Gemengen, déi hu Leit als Employés communaux agestallt. An dee Statut vum Employé privé gëtt et zum Beispill beim Stat net.

Duerfir ass déi Situatioun vill méi komplizéiert, wéi dass ech se kënnt haut eleng a menger eenzeger Kompetenz als Educatiounsminister beäntwerten. An duerfir géif ech lech bieden, e bësse Gedold ze hunn, bis mer eis an der Regierung doriwwer mam Innenminister a mam Minister vun der Fonction publique concertéiert hunn. Mir sinn amgaang, dorunner ze schaffen.

Dat Eenzegt, wat ech weess, ass, dass et fir eis elo direkt als Konsequenz huet, dass mir natierlech dee Jugement vun der Cour elo unhuelen. An dat heescht, dass déi Persoun, déi elo e Contrat à durée déterminée hat, hire Contrat elo verwandelt kritt huet an e Contrat à durée indéterminée.

Mir diskutéieren dann iwwert d'Application générale, an haaptsächlech musse mer diskutéieren, wéi mer elo weiderfueren, well dat do léist vläicht d'Situatioun vu 520 Chargéen, déi et de Moment an der Lëtzebuerger postprimairer Schoul gëtt - woubäi et mir awer wichteg ass ze soen, dass dat näischt un hirer Stonnenzuel ännert. Dat si jo ganz verschidde Situatiounen. Déi eng hu vill Stonnen, anerer hunn der wéineg. Et ännert och näischt un hirer Tâche. Et ännert just drun, dass se elo fest agestallt sinn. A wat d'Fro betrëfft, wéi mer da mat de Gemengen an och fir d'Zukunft wäerte weiderfueren, wär ech dankbar, wann Dir mer déi Fro dann an enger gewësser Zäit nach eng Kéier kéint stellen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Nächste Froesteller ass den Här Xavier Bettel. Den Här Bettel stellt eng Fro un de Kooperatiounsminister an un den Aarbechtsminister iwwert d'Sozialbäiträg vun deene Leit, déi um Gebitt vun der Kooperatioun täteg sinn. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°158 du 12 février 2007 de Monsieur Xavier Bettel relative aux cotisations sociales des coopérants, adressée à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, Dir hutt scho bal meng Fro gestallt.

(Hilarité)

Am Fong huet d'Gesetz...

M. le Président.- Här Bettel, ech hunn net Är Fro gestallt. Ech hu just d'Chamber informéiert iwwer wat Dir wëllt eng Fro stellen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- En effet, Här President, esou wéi Dir et elo just gesot hutt, d'Gesetz vum 6. Januar 1996 iwwert d'Kooperatioun an den Développement gesäit a sengem Artikel 30 vir: «Les cotisations de sécurité sociale dues pour la durée de la mission de coopération sont à charge de l'État. Elles sont payées au Centre commun de la Sécurité sociale par l'organisation non gouvernementale et remboursées à celle-ci par l'État sur présentation des pièces justificatives.»

Dat heescht, bis am Dezember 2006 hunn d'ONGe bei deene Leit, déi se an d'Kooperatioun geschéckt hunn, d'Part Salarié an d'Part Employeur vun der Regierung bezuelt kritt. Elo ass et esou, dass den 13. Dezember 2006 e Bréif komm ass vum Ministère, deen zu deenen ONGe gesot huet, dass dëst Gesetz bis elo schlecht interpretéiert gi wär an dass de Stat nëmme géif d'Cotisation sociale au titre de l'employeur an net au titre de l'employé iwwerhuelen. Dat huet bei verschiddenen ONGen dann och fir Inquiétudë gesuergt.

Dowéinst géif ech gären de Minister froen, firwat déi Interpretatioun elo 2006 geännert gëtt - et waren elo zéng Joer während deenen de Prinzip esou war -, an ob déi Interpretatioun och elo definitiv wär.

Wat sinn d'Konsequenze fir d'Coopéranten, déi elo um Terrain schaffen, an ass och envisageabel, dass eng ONG à titre rétroactif dës Cotisation sociale op de Salaire vum Coopérant dann elo rechne muss?

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Dir hutt gesinn, meng Introduktioun war net esou komplett wéi Är Fro. Den Här Kooperatiounsminister huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, contrairement zu deem, wat den Här Bettel gesot huet, war d'Praxis an der Kooperatioun keng uniform Praxis, an dat scho säit zéng Joer, wéi mer bericht gëtt.

Et sinn eng Rei ONGen, déi dee Remboursement do gefrot hunn, an en och kritt hunn. Et sinn eng Rei ONGen, déi en net gefrot hunn an en och net kritt hunn. Meng Servicer hu sech mat där Fro auserneegesat an hu probéiert dat ze uniformiséieren. A si hunn dunn eng Interpretatioun zréckbehalen an déi och matgedeelt, fir datt dat an Zukunft uniform wär, well ech mengen, datt et normal wär, wann dat géif uniformiséiert ginn.

Ech krut entre-temps e Bréif, respektiv meng Servicer, vum Cercle des ONG, deen sech doriwwer beklot. Mir kruten awer och e Mail vun enger ONG, déi sech iwwert de Cercle des ONG beklot, well deen där anerer Meenung ass.

Dir gesitt also, datt déi Interpretatiounen do an all Richtung ginn. Meng Servicer hu sech d'Méi gemaach, fir eng zréckzebehalen. Ech si bereet doriwwer ze schwätzen. Et sinn éischt Gespréicher geplangt mam Groupe de travail ONG dëse Freideg. Et gëtt och de Comité interministériel domadder befaasst. An da berichten ech lech iwwert déi definitiv Léisung. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer do eng fannen. Wat ech elo scho kann ausschléissen, dat ass, datt iergendeng Retroactivitéit do zum Droe kéim.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. An deem Mooss, wou den Här Bettel sech och un den Aarbechtsminister gewannt hat, sollt den Aarbechtsminister eppes zu där Äntwert vu sengem Kolleeg bäizedroen hunn, géif ech him elo d'Wuert ginn.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also, ech si gewinnt, dass d'Leit sech ganz oft u mech wennen, och wann et net meng Kompetenz ass. Wann den Här Bettel mer elo erkläert, wéi wäit meng Kompetenz geet, an dass déi méi grouss ass wéi déi, déi déi vum Aarbechtsminister ass, dann äntweren ech him drop: Mä am Prinzip huet hei den Aarbechtsminister keng Kompetenz an deem doten Dossier, well et geet ëm d'Kooperatioun, et geet ëm Leit, deenen hire Patron de Stat ass, an et geet ëm d'Sécurité sociale.

M. le Président.- Här Minister, Dir sollt lech glécklech schätzen, wann d'Deputéierten der Meenung sinn, Dir wiert fir esou villes kompetent.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Elo sinn ech ganz enttäuscht, Här President!

(Hilarité)

M. le Président.- Mir kommen elo zur Fro 160 vun der Madame Brasseur un de

Kulturminister an un de Bauteminister iwwert déi nei Gebailechkeete fir d'Nationalarchiven. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°160 du 12 février 2007 de Madame Anne Brasseur relative à l'ouverture de nouveaux bâtiments abritant les Archives nationales, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre des Travaux publics

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, 2004 ass e Projet de loi am Mee déposéiert ginn, fir nei Gebaier fir d'Archives nationales ze bauen, wat jo och wierklech kee Muttwëll ass. An dunn ass eng Question parlementaire den 2. Februar 2006 gestallt ginn, also just virun engem Joer, wéi et mat deem Projet wier. Do huet d'Madame Statssekretär vun der Kultur geäntwert, aus Contraintes budgétaires géif dee Projet nach eng Kéier gekuckt ginn a remaniéiert ginn. An et géifen transitoire Solutiounen elo fonnt ginn, an dofir géif e Groupe de travail agesat ginn, fir ze kucken, wéi dann d'Archiven elo besser kéinten organiséiert ginn, ouni dass een direkt dat neit Gebai baut.

Ech war awer paff, wéi ech de Site vum Ministère de la Culture gekuckt hunn. Ënner „Archives nationales" kann ee gesinn, do steet „un nouveau bâtiment en 2007", mat enger Foto vun der Maquette derbäi. Do gesäit et also esou aus, wéi wann dat Gebai elo 2007 scho géif stoen. Or, dat ass jo awer net de Fall.

Dofir wollt ech froen, ob de Minister net drun denkt, dass dee Site awer nei gemaach gëtt an déi Informatioun, déi sécherlech jo awer net méi richteg ass a scho laang net méi richteg ass, redresséiert gëtt.

Mä ech wollt awer och doriwwer eraus froen: Wéi ass et mat deem Projet? Gëtt deen esou duerchgefouert, wéi et 2004 virgesi war? Oder sinn elo nei Erkenntnisser komm? De Site vu Belval, gëtt dee bäibehalen? Wann net, ass en anere Site virgesinn?

A virun allem géif mech interesséieren, wat dann déi Léisunge wieren, vun där d'Madame Statssekretär an hirer Äntwert den 2. Februar 2006 geschwat huet. Léisungen, déi e Groupe de travail ausgeschafft huet, fir dass, en attendant bis en neit Gebai kënnt, d'Archive besser fonctionnéieren. Ech weess, dass eng Léisung hei ënnert dem Parking fonnt ginn ass. Ech weess och, dass am Postgebai eng Léisung fonnt ginn ass. Mä dat ka jo awer nëmme provisoire sinn. An et ass schwiereg ënnert deene Konditiounen ze schaffen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Ech ginn dann dem Här Bauteminister Claude Wiseler als Éischten d'Wuert, en attendant vläicht, dass de Kulturminister och wéilt Stellung zu där Fro huelen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Op d'Äntwert vun deene puer Froen, déi d'Madame Brasseur gestallt huet, schéngt et mer evident, datt den Internetsite mat deenen Datume muss eng Kéier liicht iwwerschafft ginn.

Wat awer elo den Inhalt vun der Fro selwer ugeet, do wëll ech soen, datt effektiv dee Groupe de travail, deen agesat gi war, wou mer och op Basis vun der Question parlementaire, déi virun engem Joer gestallt ginn ass, drop opmierksam gemaach haten, seng Aarbechten ofgeschloss huet an datt en och am Oktober 2006 d'Konklusioune vun deenen Aarbechten un de Fonds Belval weidergereecht huet.

D'Konklusioune vun deenen Aarbechte sinn, datt inhaltlech dat Ganzt nach eng Kéier iwwerschafft ginn ass an datt eng Propositioun gemaach ginn ass, fir déi Archiven an dräi Phasen ze maachen. Dovunner géif déi éischt Phas 20.000 m² Stockagefläch betreffen a 5.000 m² Service-Surface. An da fir auszebauen zwou Phasen hannendrun, vu 5.000 m² jiddfer Phas. Dat heescht maximal nach 10.000 m², déi een da ka virgesinn do bäizebauen, wann d'Besoinë sech da stellen. Zurzäit hu mer gesinn, datt déi Besoinen do sinn.

Dat Zweet, wat gemaach ginn ass, dat ass, datt déi ganz Programmatioun, déi op Belval ofgewéckelt gi soll, selbstverständlech och an dee Concours d'architecture d'urbanisme eragesat ginn ass, deen elo fir de Site ausgeschriwwe ginn ass, deen elo och amgaang ass ze lafen, an d'Projeten zu deem Concours, déi si fir den 30. Mäerz 2007 eranzeginn. De Jury soll d'Resultater bis zum 15. Mee 2007 - esou gesäit de Programm et vir - präisginn.

Do gesi mer da wéi genau d'Implantatioun a wéi de Phasage vun deenen eenzelne Saachen zesumme mat aneren Etablissementer, déi jo nach op deemselwechte Site wäerten entstoen, wéi d'Uni Lëtzebuerg, wéi dat wäert dann an engem kohärenten Ensembel, och an engem Zäitplang gemaach ginn. Dofir ass et elo haut schwéier, de genauen Zäitplang dovunner elo schonn ze soen. Et kann een awer soen, datt fir d'Aarbecht, déi muss gemaach gi fir d'Opstellung vun engem APS/APD, sechs Méint wäerte betruecht ginn; datt déi Aarbecht, déi parlamentaresch a Regierungsaarbecht, déi mer ze maachen hunn, néng Méint ronn wäert an Usproch huelen - dat sinn Erfahrungswäerter -; datt d'Exekutioun an d'Ordre-de-soumissionen och néng Méint, an d'Bauphas zwëschen zwee an dräi Joer wäert sinn.

Dat hänkt awer dann dovunner of, wéi mer de Phasage vum ganze Bau maachen, vun all deem, wat elo an deenen nächste véier, fënnef Joer wäert um Site Belval entstoen. An dat ass jo enorm, enorm vill.

Also de 15. Mee 2007 wäerten do, wat de Phasage ugeet, méi prezis Äntwerte kommen, wéi d'urbanistescht Konzept zu Belval soll sinn. Dat war et elo fir mäin Deel; an dann nach fir deen zweeten Deel vun der Fro, den Här Biltgen.

M. le Président.- Merci, Här Minister Wiseler. Ech ginn dann dem Här Minister Biltgen a senger Eegeschaft als Kulturminister d'Wuert, och wann hien als Aarbechtsminister hei net kompetent ass.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Tjo, an ech sinn nach eng Kéier net kompetent. Ech ka mech de Mëtteg eigentlech nëmme freeën iwwert dat grousst Vertrauen, wat d'DP-Deputéierten a mech hunn, well si stelle mir lauter Froen, just net déi, déi mat menger Kompetenz eppes ze dinn hunn.

Well, Madame Brasseur, Dir waart wahrscheinlech net esou aktiv present d'lescht Joer, wëll ech Iech drop opmierksam maachen, dass et zënter engem Joer kee Kulturminister méi gëtt, mä eng Kulturstatssekretärin. Leider kann d'Kulturstatssekretärin, wéi se dat der Chamber matgedeelt huet, haut net hei sinn, esou dass ech och eigentlech net kéint äntweren, well ech hunn och keng Delegatioun vun der Kulturstatssekretärin, fir Iech drop ze äntweren. Dat wat ech Iech dann elo äntweren, dat maachen ech dann ënnert dem Contrôle vun der Kulturstatssekretärin, déi de Lëtzebuerger Kino op der Berlinale zu Berlin - do gehéiert d'Berlinale eigentlech hin - vertrëtt.

Ech wëll soen, dass et en Dossier ass, zu deem Der hei Stellung huelt, dee mech extrem interesséiert, well ech extrem interesséiert sinn un der Cité des Sciences op Belval. A wann deen urspréngleche Projet vun den Archiven als architekturale Projet zréckgestallt gouf, dann hat dat och eppes domat ze dinn, dass en extrem deier an extrem grouss war, well en hätt missen an engem Stéck opgeriicht ginn.

A mir sinn eis dunn eens ginn, déi verschidden Haiser - dat war zu enger Zäit wou et effektiv nach e Kulturminister gouf -, dass mer sollen en neie Projet maachen, wéi de Claude Wiseler dat elo erkläert huet, fir och do kënne méi kleng ëmmer erëm unzebauen. Well d'Iddi ass nach wie vor richteg, dass ee soll d'Archiven op laang Zäit plangen an net nëmmen eleng maachen.

Wat elo déi aktuell Froen ubelaangt, wëll ech soen, dass effektiv - de Claude Wiseler sot dat schonn - um Internetsite vum Kulturministère dat stoung. Dat, mengen ech, ass scho geännert. Dat ass e Lapsus, deen heiansdo virkënnt.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Neen, et steet nach ëmmer hei.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Da gëtt et haut de Mëtteg geännert. Ech wäert dann och selwer dat änneren. Obwuel ech keng Kompetenz dofir hunn, maachen ech dat.

(Hilarité)

Da wëll ech soen, dass, wat déi aktuell Solutiounen…

(Interruption)

Neen, mä ech si mer bewosst, dass dat e wichtege Problem ass, ech bekëmmere mech selwer drëm.

Ech wëll da soen zu deenen aktuelle Solutiounen, déi envisagéiert sinn, do ass et esou, dass deen Aarbechtsgrupp, deen déi verschidden Haiser agesat hunn, amgaang ass, zwou Iddien ze studéieren. Déi éischt ass déi, dass de Geschichtsmusée, deen eng Annex huet an den Archiven, nämlech um Späicher vun den Archiven, deemnächst déi Saachen eraushëlt aus där Annex, esou dass do d'Archive méi Plaz kréien op där aktueller Plaz, an dass versicht gëtt iwwert de Wee vun der Commission des loyers, fir ze kucken d'Archiven an den ale Comptoir pharmaceutique ze logéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat huet de Virdeel, dass e ganz no ass zum Gebai vun der Post, op dat Der virdrun och effektiv agaange sidd, wou elo schonn d'Mikrofilmer sinn, ënner anerem, vun den Archiven. Esou dass mer, en attendant déi 48 Méint, wéi de Claude Wiseler gesot huet, do versiche Léisungen ze fannen, fir den Archiven et ze erlaben uerdentlech ze schaffen.

M. le Président.- 48 Méint, Här Minister, Dir waart eng Minutt an 48 Sekonnen iwwert d'Zäit.

Madame Brasseur!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, ech wollt just, wann Der erlaabt, eng Remarque maachen zu deem, wat den Här Biltgen gesot huet. Hien hat gemengt, ech wier d'lescht Joer net esou aktiv gewiescht. Dat ass seng Appréciatioun, déi hie mécht. Ech kann dat net esou constatéieren.

Ech si frou, dass den Här Biltgen, obwuel hie keng Kompetenz méi huet, esou laang konnt op eng Fro äntweren, an dass hie mer Äntwerten op meng Fro ginn huet. Ech sinn och frou, dass hie sech selwer drëm këmmert, dass dësen Internetsite elo geännert gëtt. Ech huelen un, dass dat awer nach ëner senger Kompetenz dropstoe koum.

(Hilarité)

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Sou, domadder hu mer déi Fro definitiv ofgeschloss a mir kommen zur leschter Fro. Dat ass déi vum honorabelen Här Claude Meisch un den Här Minister zoustänneg fir de Wunnengsbau iwwert de Pacte «Logement». Här Meisch!

- Question N°161 du 13 février de Monsieur Claude Meisch relative au Pacte «Logement», adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eng Fro un de Wunnengsbauminister stellen - an dës Kéier ginn ech gären zou, datt den Här Biltgen wierklech net dee richtege Mann ass, fir heirobber ze äntweren.

Virun zwou Wochen huet d'Regierung de Pacte «Logement» virgestallt. E Pakt, wou jo eng ganz Rei vu Mesuren dra virgesi sinn, fir der Evolutioun vun de Baupräisser no uewen entgéintzewierken, fir ze kucken, datt mer à moyen terme esou vill gebaut kréien hei am Land, wéi wierklech gebraucht gëtt, datt d'Offer där grousser Demande um Wunnengsmaart ka gerecht ginn. Ënner anerem sinn do jo eng ganz Rei vun eenzelne Pactes pour le logement mat den eenzelne Gemenge virgesinn.

Do ass gesot ginn, et wäre 35 Gemengen interesséiert gewiescht, an et wär och an déi Richtung, wou géif higeschafft ginn, datt wierklech dee Pakt mat de Gemenge géif derzou féieren, datt d'Gemenge méi proaktiv géife ginn op hirem Territoire, datt se déi eenzel Acteuren, siefen se öffentlecher oder privater Natur, géifen ënnerstëtzen, wa Wunnengsbauprojete sollte geplangt oder sollte wëlle realiséiert ginn op hirem Territoire.

Elo huet awer an engem Interview de Fraktiounspresident vun der CSV, de Michel Wolter, leschte Freideg an der Wochenzeitung „Lëtzebuerger Land" gesot, hie géif eigentlech schätzen, datt nëmmen zwielef Gemengen insgesamt a Fro kéimen, fir dee Pacte «Logement» do matzemaachen, datt se de Poids hätten, datt se déi Konditiounen, déi an deem Pacte «Logement» un d'Gemenge géife gestallt ginn, kéinten erfëllen.

Sollt dat de Fall sinn, da kann een natierlech dervunner ausgoen, datt op där anerer Säit den Impakt, deen herno iwwert dee ganze Programm wierklech um Terrain derbäi géif ëmgesat ginn, nämlech datt d'Präisser gebremst géife ginn, datt vill méi gebaut géif ginn, datt deen deementspriechend dann och méi geréng wär.

Ech wollt duerfir de Wunnengsbauminister froen, ob hien d'Meenung vum Michel Wolter deelt, datt effektiv nëmmen un déi zwielef Gemenge kéinten bei deem Pakt do matmaachen, an ob hien net meng Aschätzung deelt, datt dat derzou géif féieren, datt herno de Gesamtimpakt vum Pacte «Logement» awer staark hypothéquéiert wär.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Minister Fernand Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéint dës Fro mat engem Wuert beäntwerten: Neen! Da wär den Här Meisch net ganz zefridde mat där Äntwert. Ech muss awer och soen, datt déi Fro hei net grad e ganz positive Geescht vu sengem Auteur beweist, fir konstruktiv a positiv matzewierken, fir déi Problematik vum Wunnengsbau gemeinsam a konstruktiv unzegoen. A wann ech den Här Meisch net schonn a senger anerer Qualitéit als Déifferdenger Buergermeeschter erlieft hätt, géif ech wierklech u sengem gudde Wëllen zweiwelen, well ech froe mech, wat dat Gestëppels vun där Fro hei soll.

(Interruption)

Doduerch gëtt net eng eenzeg Wunneng weider hei zu Lëtzebuerg gebaut! Dir hutt selwer drop higewisen, datt ech virun dräi Woche bei dräi Chamberskommissioune war, datt ech do an de groussen Zich de Wunnengsbaupaquet an de Wunnengsbaupakt - wat zwou verschidde Saache sinn - virgestallt hunn, an ech och deemools gesot hunn, datt ech op e groussen Intérêt vun de Gemenge géif stoussen, fir mat der Regierung e Wunnengsbaupakt ofzeschléissen.

Deemools hätte sech 28 Gemenge scho spontan bereet erkläert mat eis Diskussiounen a Verhandlungen unzefänken; souguer éier de Projet de loi am Detail bekannt war. An nodeem dat Gesetz prinzipiell vum Regierungsrot guttgeheescht an och der Öffentlechkeet virgestallt ginn ass - viru 14 Deeg war dat de Fall -, sinn et elo 35 Gemengen, déi mat eis Kontakt opgeholl hunn, déi also bereet sinn hir Verantwortung ze iwwerhuelen, déi bereet si mam Stat a mat de Privatpromoteuren zesummen de Wunnengsbau unzekuerbelen, a fir e Revirement ze kréien op der Präisfront, virun allem vun de Baulandpräisser.

Vun deene 35 Gemenge sinn et 23 IVL-Gemengen; also déi grouss Majoritéit. Dat beweist och, datt dat wat mer jo gären hätten, datt IVL-Gemenge solle prioritär Wunnenge schafen, och de Fall ass. Dës 35 Gemenge representéieren iwwregens méi wéi 57% vun der Gesamtbevölkerung.

Ech wëll och soen, datt ënnert deene 35 Gemengen an deenen 23 IVL-Gemengen och déi Déifferdenger Gemeng derbäi ass, mat där iwwerhaapt eis Leit haut amgaange sinn zesummenzeschaffen, fir esou e Pakt virzebereeden. Also, ech si frou, datt do eng konstruktiv Zesummenaarbecht besteet. Ech sinn och iwwerzeegt, datt nach vill aner Gemenge wäerten derzoustoussen. Ech denken och, datt mer gemeinsam mat deene Gemengen déi néideg Signaler setze kënnen, fir datt de Wunnengsbau soll weider ugekuerbelt ginn an d'Präisser sollen ëmgedréint ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss. Mir kommen zum nächste Punkt, dat ass d'Diskussioun iwwert de Projet iwwert d'Duerchsiche vun de Gefierer. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Patrick Santer.

9. 5522 - Projet de loi portant réglementation de la fouille de véhicules

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 5522 handelt et sech ëm eng ganz heikel Matière, wou et drëms geet - wéi esou dacks am Strofrecht - zwee a priori kontradiktoresch Prinzipië mateneen ze verbannen: Op där enger Säit dofir ze suergen, datt d'strofrechtlech Enquêten effikass sinn, fir den Täter vun enger Strofdot ze iwwerféieren an ze bestrofen; an op där

anerer Säit dofir ze suergen, datt d'Grondrechter vun alle Bierger genügend beschützt ginn.

Bei der Duerchsuchung vun engem Auto, engem Camion, engem Motorrad läit dës scheinbar Kontradiktioun op der Hand. Déi Gefierer ze duerchsichen, gehéiert zwar zu enger effikasser polizeilecher Aarbecht, mä et geet och drëms d'Privatsphär, de privaten Eegentum an d'Bewegungsfräiheete vu jiddferengem ze schützen. Dobäi kënnt nach, datt an dëser Matière eng Rechtsonsécherheet besteet, déi et gëllt aus der Welt ze schafen.

Am Code d'Instruction criminelle steet nämlech näischt iwwert d'Duerchsiche vu Gefierer; Fouille de véhicules, wéi dat esou heescht. Niewebäi gesot, hu mer an der Commission juridique den Terme «Fouille de véhicules» benotzt, wéi dat och vum Statsrot proposéiert gouf, an net dee vu «Visite de véhicules», wéi vun der Regierung virgeschloen, well hei grondsätzlech Duerchsuchungen an net iwwerflächlech Visitë méiglech ginn.

Also, am Code d'Instruction criminelle steet näischt iwwert dëse Sujet. Et befanne sech zwar spezifesch Regelen am Drogegesetz vun 1973 an am Douanesgesetz vun 1963, mä hei handelt et sech ëm secteurspezifesch Regelen.

D'Rechtsonsécherheet gëtt nach méi schlëmm, wann ee sech d'Jurisprudenz ukuckt. Ass den Auto mam Domizil, wou een, ausser am flagrant délit, en Hausduerchsuchungsbefehl vun engem Untersuchungsriichter brauch, gläichzestellen? Jo, ass d'Äntwert an zwee Fäll, nämlech wann den Auto an enger Garage steet, oder wann et sech ëm eng Caravane oder e Campingcar handelt.

Mä wéi ass et an deenen anere Fäll, wann den Auto fiert oder parkt? A Frankräich an an der Belsch, éier déi zwee Länner sech spezifesch Regele ginn hunn, war d'Äntwert, datt den Auto net mam Domizil gläichzestelle wär. Dat hunn déi iewescht Geriichter a Frankräich an an der Belsch esou beschloss.

Zu Lëtzebuerg hunn d'Geriichter eng ganz aner Approche, a si hunn, ausser am flagrant délit, Duerchsuchunge vu Gefierer ouni Mandat vun engem Untersuchungsriichter systematesch annuléiert. Der Lëtzebuerger Jurisprudenz no ass den Auto d'Extensioun vum Domizil, nom Motto: „My home is my castle." My home is my car. An ëmgedréint.

(Interruption)

Dës Jurisprudenz an de Fait, datt et eng wichteg Matière ass, souwuel vum Standpunkt vun de Justizautoritéite wéi vun deem vun de Grondrechter, hunn dozou gefouert, datt duerch de Projet de loi 5522 kloer Regele fir Duerchsuchunge vu Gefierer elo am Code d'Instruction criminelle festgehale ginn.

De Statsrot huet a sengem Avis eng ganz Rëtsch vu Kritiken an och e puer Opposition-formellë gemaach. Mir hunn all dës Virschléi vum Statsrot iwwerholl, mat enger ganz klenger grammatikalescher Ännerung. Am Wesentleche woren dem Statsrot seng Kritiken op de Schutz vun de Grondrechter an der praktescher Ausleeung vum Projet de loi begrënnt.

De Projet de loi gesäit zwee Fäll vir, wou Gefierer duerchsicht kënne ginn: Éischtens, wann Indizië virleien, datt eng Strofdot begaange gouf; an zweetens, op Réquisitioun vum Procureur d'État, deen esou Operatioune fir eng gewëssen Zäit an op bestëmmte Plazen ordonnéiert. De Projet de loi hat nach eng drëtt Méiglechkeet virgesinn, an zwar wann et drëms gaange wier Autoen - Gefierer - ze duerchsichen, ech zitéieren: «pour prévenir une atteinte grave à la sécurité des personnes et des biens». Op Propositioun vum Statsrot, deen der Meenung wor, dës drëtt Situatioun géif sech seelen an der Praxis erëmfannen, hu mer dës Méiglechkeet aus dem Projet de loi gestrach.

Fir elo ganz kuerz op déi zwou Méiglechkeeten zréckzekommen: Déi éischt besteet, wann Indizië virleien, datt de Fuerer oder d'Passagéier vun engem Gefier eng Strofdot, e Crime oder en Délit begaangen hunn, oder versicht hunn ze begoen. En Officier de police judiciaire kann dann den Auto duerchsichen. Wann et sech erausstellt, datt schonn en Untersuchungsriichter mat där Strofdot befaasst ass, da muss deen doriwwer informéiert ginn.

D'Duerchsuchung fënnt a Presenz vum Fuerer oder vum Propriétaire statt. Wann deen net do sollt sinn, da muss eng Genehmegung vum Procureur d'État virleien. E Procès-verbal gëtt erstallt, wou d'Detailer vun der Duerchsuchung festgehale ginn, wien dës Duerchsuchung duerchgefouert huet, aus wellechem Grond, wat fir een Auto et war, an esou weider. De Propriétaire oder de Chauffer vum Gefier kritt eng Kopie vun deem Procès-verbal.

Den Auto oder d'Géigestänn, déi sech doranner befannen an déi d'Strofdot erméiglecht hunn oder déi der Enquête kënne behëlleflech sinn oder déi confisquéiert kënne ginn, kënne vum Officier de police judiciaire saiséiert ginn. Heivunner gëtt och e Procèsverbal gemaach.

Am zweete Fall kann de Procureur d'État fir eng bestëmmten Zäitspan - 24 Stonnen, déi och erneiert kënne ginn - an op bestëmmte Plazen Autosduerchsuchungen ordonnéieren, fir gewësse Strofdoten opzeklären. Bei deene Strofdoten handelt et sech entweder ëm schro Fäll wéi Terrorismus, Geiselnahm, Criminalité organisée, oder Doten, déi méi dacks an onse Géigende stattfannen, wéi Déifstal, Recel oder Drogenhandel.

Déiselwecht Regelen iwwert d'Saisie, déi ech virdrun erläutert hunn, sinn hei och applicabel. D'Duerchsuchung muss hei och nach eng Kéier a Presenz vum Chauffer oder vum Propriétaire gemaach ginn, oder, wann déi net do sinn, op Autorisatioun vum Procureur. E Procès-verbal gëtt och gemaach, wann eng Strofdot - et muss net déi sinn, déi an der Réquisitioun vum Procureur d'État drasteet - virläit, wann de Propriétaire oder de Chauffer et verlaangt, oder wa se net géigewäerteg sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann Autosduerchsuchungen noutwendeg sinn, da sollen se och gemaach ginn. Mä d'Aschränkunge vun der d'Privatsphär oder dem Eegentumsrecht vum Bierger mussen op dat Noutwendegst begrenzt ginn. D'Justizautoritéiten an d'Polizei kréien hei kee Persilschäin, fir alles ze maachen. Kloer Regelen, aklobar Rechter a Rechtssécherheet ginn hei geschafen.

An esou gesäit een och, dass déi zwee Prinzipien, déi a priori inkompatibel sinn - d'Effikassitéit vun der Procédure pénale au sens large du terme an de Respekt vun de Grondrechter - matenee kënnen an Aklang bruecht ginn.

D'Kommissioun huet dëse verännerte Projet de loi an deen dozougehéierende Rapport de 24. Januar 2007 unanime guttgeheescht, an d'CSV-Fraktioun wäert datselwecht maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. Dann huet den honorabelen Här Bodry d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi schreift sech an an d'Beméiunge vun dëser Regierung de Polizei- an de Justizorganer déi néideg legal Instrumenter ze ginn, fir wierksam, méi wierksam vläicht wéi dat haut an alle Fäll méiglech ass, bei der Verbriechensbekämpfung kënne virzegoen.

Ech erënneren an dësem Zesummenhang och un d'Gesetz vum 25. August 2006 iwwert d'Empreintes génétiques, dat eng ähnlech Zilsetzung hat. An et sinn och eng ganz Rëtsch vun anere Projeten do, déi sech an déiselwecht Iwwerleeungen eraschreiwen.

D'Noutwendegkeet, fir dëst Gesetz ze maachen, ergëtt sech aus der Jurisprudenz, aus der Interpretatioun, déi eis Geriichter gemaach hu vun deene bestehenden Texter, déi d'Perquisitiounen uginn, vun deenen se eng strikt Interpretatioun gemaach hunn, an also, wéi de Rapporteur ganz richteg ervirgehuewen huet, hei eigentlech d'Konzept vum Schutz vum Domicile, vum Wunnsëtz iwwerholl hunn an dee spezielle Beräich, wou Duerchsichungen an Autoen duerchgefouert ginn. Se sinn esou eigentlech zur Konklusioun komm, dass d'Polizei keng esou Duerchsichunge ka virhuelen, et sief dann, si géif op ausdrécklechen Uerder vun de Justizorganer hin handelen.

Nu wësse mer awer, dass et Fäll gëtt, wou am Sënn vun der Opklärung vu Strofdoten et noutwendeg ass, dass esou Duerchsichunge vun Autoe musse kënnen duerchgefouert ginn. Dat däerf selbstverständlech kee Fräischäi gi fir eis Polizeiorganer a muss also ganz kloer gesetzlech encadréiert bleiwen. An haut hu mer zwee esou Fäll, déi duerch Spezialgesetzer geregelt sinn, d'Gesetz iwwert d'Douane respektiv iwwert d'Drogebekämpfung, wou kloer festgeluecht ass ënner wat fir enge Bedéngungen, bei wat fir enge Prozeduren esou Duerchsichunge vun Autoe kënnen duerchgefouert ginn.

Hei geet et drëm, net déi doten zwee Gesetzer ëmzeänneren, déi bleiwe voll a Kraaft, mä et geet iwwert deen heiten Text drëm, fir och an aneren Hypotheese kloer festzeleeën, ënner wat fir enge Konditiounen, ënner wat fir enge Prozeduren Autoe vun de Polizeiautoritéiten duerchsicht kënne ginn. Dat däerf net vum Gutdünke vun deem eenzelne Polizist ofhänken, mä dat muss also ganz kloer an enger restriktiver a preziser Rumm geschéien.

Déi éischt Fro, déi een sech also stelle muss, ass: Ass dat heite Gesetz néideg? An déi Ausféierungen, déi ech virdru gemaach hunn, loossen eis als LSAP-Fraktioun zur Konklusioun kommen, dass esou e Gesetz sécherlech néideg ass, duerch déi Interpretatioun, déi eis Geriichter vun de bestehenden Texter gemaach hunn, fir méi Rechtssécherheet ze kréien, awer och fir a Fäll, wou et noutwendeg ass, d'Opklärung vun Infraktiounen ze erliichteren an iwwert deen dote Wee also Beweismëttele kënnen ze kréien, déi hieb- a stéchfest sinn an déi et dann och erméiglechen e Stroftäter ze iwwerféieren.

Déi zweet Fro, déi ech awer direkt hannendrunhänken, nodeem mer op déi éischt Fro positiv geäntwert hunn an d'Noutwendegkeet vun enger Gesetzgebung unerkannt hunn, ass déi: Geléngt et dësem Gesetz en akzeptabelt Gläichgewiicht hierzestellen tëschent dem Recht op Sécherheet op där enger Säit, der Verbriechensbekämpfung also, an awer de Fräiheete vun deem Eenzelnen, dem Schutz vun der Privatsphär, an dem Recht sech fräi ze déplacéieren?

Ass den Text hei eigentlech konform zu eiser Verfassung, déi eng ganz Rëtsch vu Grondrechter festhält? Ass en och konform zu eenzelnen Artikelen, notamment dem Artikel 8 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun?

Dat sinn déi Froen, déi mer eis mussen als Chamber stellen. Dat sinn och déi Froen, déi sech notamment de Statsrot a sengem Avis gestallt huet, well et jo kloer ass, dass déi Aschränkunge vu Fräiheeten, déi ee bei der Verbriechensbekämpfung a besonnesch bei der Opklärung vu Strofdoten a Kaf huele muss, an engem Verhältnis musse stoen, engem gesonde Verhältnis musse stoen zu deem Zil vu méi Sécherheet, wat een erreeche wëllt.

Wann ech elo den ursprüngleche Regierungstext kucken, da muss een do nuancéieren. Deen ass wäit gaangen. Dat muss ech soen. Deen ass méi wäit gaange wéi de franséische Modell, vun deem e selwer ugëtt, dass e sech dorunner inspiréiert hätt, fir déi Fro vun den Duerchsichunge vun Autoen ze regelen. An et ass och ganz kloer, dass an den Ae vun eiser Fraktioun dee Regierungstext ze wäit an eenzelne Punkte gaangen ass.

Mir deelen do ganz kloer éischter d'Positioune vum Statsrot, deen an engem ganz gudden Avis, dat wëll ech hei ervirsträichen, sech wierklech am Detail mat deenen eenzelnen Dispositiounen auserneegesat huet, och ëmmer erëm d'Relatioun hiergestallt huet mat de franséischen Texter, an och gekuckt huet, wat d'Lëtzebuerger Praxis ass an deem ganze Beräich, an dann eng ganz Rëtsch vun Textpropositioune gemaach huet, déi jo vun der Kommissioun - an dat freet mech - eigentlech integral iwwerholl gi sinn.

Et kann ee soen, dass am Fong de Statsrot hei de Regierungstext frëschgeschriwwen huet a ganz wesentleche Punkten, ouni awer d'Stoussrichtung vun der Regierung a Fro ze stellen; dat wëll ech awer gradesou soen. Ech mengen déi ursprünglech Zilsetzung, déi am Regierungstext war, ass och elo nach ëmmer am Text mat dran, mä mir sinn awer der Meenung, wann een d'Texter matenee vergläicht, dass deen Text vum Statsrot, dee mer elo praktesch dann och hei ofstëmmen, well d'juristesch Kommissioun sech deem ralliéiert huet, liicht méi restriktiv ass, wat d'Méiglechkeete vun Autosfouillen ugeet, virun allem awer méi prezis ass an och op eenzelne Punkten zousätzlech Garantië fir de Bierger gëtt.

Ech mengen, et ass schonn nëtzlech, dass rappeléiert ginn ass, a mir deelen déi Iwwerleeung, dass een net däerf eng Konfusioun maachen, wat d'Polizeiaarbecht ugeet, tëschent der Police administrative an der Police judiciaire.

Police administrative, esou wéi se am Gesetz iwwert d'Polizei och definéiert ass, do geet et ëm d'Verhënnerung vu Strofdoten, a bei der Police judiciaire, do geet et ëm d'Opklärung vu Strofdoten. An et ass an där zweeter Hypothees, wann et ëm d'Opklärung vu Strofdote geet, wou selbstverständlech muss kënnen op d'Duerchsiche vun Autoen zréckgegraff ginn, wa gewësse Konditiounen erfëllt sinn.

Mir sinn also der Meenung, dass mat deem Text, deen elo virläit, op där enger Säit d'Aktivitéit vun de Polizeikräften erliichtert gëtt par rapport zur Rechtssituatioun, wéi mer se haut hunn, wou also d'Gefor, dass et nach an Zukunft zu Annulatioune kënnt vu Beweismëttelen, déi ee sech erschaaft huet iwwert d'Duerchsiche vun Autoen, geréng ass; selbstverständlech, wann d'Polizeiorganer sech un déi nei Regelen halen. Dass op där anerer Säit, nieft där Vereinfachung vun der Polizeiaarbecht, awer och déi néideg Garde-fouen an den Text mat agebaut ginn, fir ze verhënneren, dass et do zu engem iwwerméissegen Agréff an d'Privatsphär vun deem Eenzelne ka kommen.

Et ass also an eisen Ae kloer, dass mat deem heiten Text Lëtzebuerg net zu engem Polizeistat gëtt, mä dass mer e Rechtsstat bleiwen, awer e wierhafte Rechtsstat, deen net virun der Kriminalitéit kapituléiert, mä dee sech moderniséiert an dee sech och déi néideg rechtlech Mëttele gëtt, fir kënne Strofdoten ze verhënneren, respektiv besser opzeklären.

Op deem dote Wee wäert och d'LSAP-Fraktioun dës Regierung weider begleeden, wa se et fäerdeg bréngt, dass dës Effortë fir d'Instrumenter, fir méi Sécherheet ze erreechen, net op Käschte gi vun de Grondfräiheete vum Eenzelnen.

Dat ass bis elo bei kengem Text geschitt, a mir wäerte selbstverständlech gemeinsam oppassen, dass dat och an Zukunft net wäert anescht sinn.

Mir wëssen, dass dat oft eng ganz schwiereg Gratwanderung ass, fir déi zwee Ziler vu Mënscherechter op där enger Säit a méi Sécherheet op där anerer Säit an Aklang ze bréngen. Mir wëssen och, dass d'Gefor grouss ass, dass een emol kéint an en autoritäre Sécherheetsstat ofrutschen. An et muss ee jo soen, dass déi Diskussiounen och international ëmmer erëm weiderginn.

Wann ech elo d'Diskussioun an Däitschland kucke mam Här Schäuble sengen neie Virstéiss, wat d'Iwwerwaachungen ugeet, an d'Méiglechkeete vun der Polizei ugeet, fir a gewësse Beräicher kënnen eranzegoen, da geet dat schonn zimlech wäit. E schreift sech do sécherlech zu engem gudden Deel och an d'Politik vu senge Virgänger an an en entwéckelt se weider.

An net zu Onrecht, mengen ech, ginn déi dote Froen awer an der Öffentlechkeet breet diskutéiert, well ee muss Suerg droen, wéi gesot, dass een an deem heite Fall net dee Schratt mécht, dee vläicht géif ze wäit féieren.

M. le Président.- Här Bodry, erlaabt Der eng Zwëschefro vun der Madame Flesch?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Selbstverständlech.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ech hunn Iech mat ganz grousser Opmierksamkeet nogelauschtert an ech sinn Iech dankbar fir Är Aussoen. Ech froen Iech awer: Wéi konnt et sinn, dass den Text, deen ons virgeluecht ginn ass, esou iwwer Bord gaangen ass an dee wor, dee mer an der Commission juridique hu misse verbesseren? Wéi wor dat méiglech?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass déi Fro, déi ech mer och stellen.

(Hilarité)

Ech kann do keng Äntwert drop ginn.

Une voix.- Aha!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn awer guer kee Problem ze soen, dass dat hei, mengen ech, deen Text ass, dee gutt ass, dee wichteg ass, deen - dat wëll ech och soen - net alles op d'Kopp wërft, wat d'Regierung am urspréngleche Text stoen hat, mä deen awer déi néideg Prezisiounen...

(Interruption)

M. le Président.- Här Bettel, hutt Dir eng Äntwert op déi zwou Froen?

(Hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Här Bettel huet eng Äntwert op alles. An dat ass säi Problem, mengen ech!

(Interruptions)

M. le Président.- Kommt, loosse mer beim Sujet bleiwen. De Sujet ass net den Här Bettel, mä deen heite Projet.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Op jidde Fall, ech war eigentlech zum Schluss komm, ier d'Madame Flesch mer déi Fro do gestallt huet. Ech mengen also, dass mer weider do mussen oppassen.

Op där anerer Säit däerfe mer net stoe bleiwen. Ech hat schonn d'Geleeënheet dat hei virzedroen, dass mer u sech eis mussen och an eisen Instrumenter, wéi mer op Sécherheetsfroe reagéieren, deem upassen, wat vun Onsécherheet eigentlech besteet. Dass mer also do mussen eis Texter adaptéieren, dass mer se musse weiderentwéckelen, fir och wierklech kënne schnell a wierksam ze reagéieren.

Op där anerer Säit musse mer awer ëmmer déi permanent Suerg hunn - an ech mengen, dass déi eigentlech jiddfereen hei am Haus an och an der Regierung huet -, fir dass mer net dee Schratt maachen, deen ze wäit géif féieren an deen am Endeffekt dee fragilen Équiliber tëschent individuelle Rechter a Sécherheet definitiv géif zu Broch bréngen.

An deem Sënn freeën ech mech, hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem neien Text anzebréngen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den honorabelen Här Braz huet elo d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun bréngt och d'Zoustëmmung zu deem Text, deen do virläit. Mir soen och dem Rapporteur Merci fir säi kuerzen a prezise Bericht.

Meng Bewonnerung gëllt dem Här Bodry, deen hei iwwer eng länger Zäit et fäerdeg bruecht huet ze erklären, dass de Projet elo immens gutt wär an dass awer net esou vill geännert hätt.

Här Bodry, d'Madame Flesch huet lech mat hirer Zwëschefro schonn dahingehend interrogéiert, wéi ech elo wäert behaapten: Den Text huet komplett geännert!

Dat Eenzegt, wat net geännert huet, ass, dass d'Regierung wëlles hat en Text ze maachen, dee Fouillen an den Autoe reglementéiert. An elo hu mer en Text, dee Fouillen an den Autoe reglementéiert. An deem Sënn ass et net schifgaang.

Wat de Contenu betrëfft, ass awer net méi villes vun deem dran, wat am Ufank drastoung. Et wär jo elo liicht sech mam Justizminister eleng auserneenzesetzen, mä dat hei ass en Text vun der ganzer Regierung, vun deenen zwou Parteien, déi an der Regierung sinn: vun der CSV a vun der LSAP. Ech muss mech awer och wonneren, wéi et méiglech ass, dass esou en Text déi interfraktionell Hürd kann huelen, wou jo awer eng ganz Rei Leit, Här Bodry, dobäi si vun der LSAP, deenen déi Saachen hei och wichteg sinn.

An dat mannst, wat ee ka soen, ass, dass deen Text, wéi e vun der Regierung presentéiert gi war, e ganz schlechten Text war, ganz einfach well e wäit iwwert d'Zil erausgeschoss hat. En huet dat, wat noutwendeg war, allègrement dépasséiert. Deen Text hätt et praktesch all Agent vun der Police à tout moment erlaabt eng Perquisitioun an engem Auto ze maachen.

Dass dat noutwendeg ass, dat wësse mer. Et gëtt jo Matièren, de Rapporteur huet et erwähnt: den Drogeberäich, den Douanesberäich, wou et elo scho rechtens ass. Et ginn och soss eng Rei Fouillë gemaach, déi dann zwar an der Regel annuléiert gi sinn, mä et ass e Besoin do, fir och am Auto kënne Fouillen ze maachen.

Mir sinn net méi wéi frou, dass et endlech reglementéiert ginn ass, well dat setzt erëm eng Kéier den Abusën an de perséinlechen Interpretatioune vun Agenten en Enn an domat ass elo kloer, wat geet, a virun allem, wat net geet.

Den Text vun der Regierung awer war een, an et ass ee vu villen - hei hu mer eis jo u Frankräich inspiréiert, ënnert dem Androck vun der Lutte antiterroriste; esou ass e jo och a Frankräich zu engem groussen Deel begrënnt gewiescht, deen Text, dee mer praktesch ofgeschriwwen hunn -, wou d'Suerg no Opklärung an no Sécherheet, besonnesch där prophylaktescher, bestoung. Ech liesen lech den Text nach eng Kéier vir, wéi en am initiale Projet stoung. Do sollt et duergoen, datt en Agent, an dat huet emol net missen en Officier de la PJ sinn, et huet am Text gestanen: «un indice» - emol net e Faisceau d'indices! - «faisant présumer qu'un délit», wat och ëmmer fir een Délit dat sollt sinn, dat géing duergoen, fir eng Fouille an engem Auto ze maachen.

Bei der Lecture vun esou engem Saz mussen zumindest dräi rout Luuchten ugoen, a mir fannen et nach ëmmer absolut verwonnerlech an iergendwéi och e bësse beängschtegend, dass et méiglech ass, dass esou en Text eng Rei vun administrativen a politeschen Hürde kann huelen, bis en tatsächlech déposéiert gëtt an da beim Statsrot lant.

Vun dëser Plaz aus dem Statsrot e grousse Merci, well deen Job, dee si gemaach hunn, ass een exzellenten, an haut kënne mer eigentlech den Text vum Statsrot eent zu eent votéieren. Et ass en neien Text, et ass en neie Projet, en huet d'Nummer behalen. En huet datselwecht Zil verfollegt, mä fir de Recht ass et en neie Projet. A wann ee gehässeg wär, géif ee soen, den Här Mores wär elo eisen neie Justizminister, well dee war elo en charge fir déi Texter do ze maachen.

Mä eigentlech ass et keng Matière, iwwert déi mer wëllen de Geck maachen, well mer wierklech mengen, dass dësen Text der Regierung an dem Justizminister - mä, wéi gesot, et sinn zwee Partner an der Regierung - awer misst ze denke ginn an dass se sech eng Kéier d'Fro no bannen och stellen, mat wéi engem Geescht, mat wéi enger Attitüd, mat wéi engen Absichten esou Texter verfaasst ginn.

A vläicht - mä dat musst Dir eis beäntweren, ob Der dozou bereet sidd oder net - wier et de Moment, fir eng kleng Introspektioun am Ministère ze maachen, fir dass esou Texter an Zukunft guer net méi bis hei op den Dësch kommen!

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, direkt aganks gesot, d'ADR wäert och dëse Gesetzesprojet stëmmen.

Et ass wichteg, datt mer e Projet de loi hunn, deen endlech mat enger Situatioun remédiéiert, wou et konnt sinn, datt eng Persoun, déi en Delikt gemaach hat, wou Objeten, déi zu enger Kommissioun vum Delikt saiséiert gi woren, wou op eng Kéier déi ganz Saisie annuléiert ginn ass an de Schëllegen da fräigesprach gouf.

Dat ass eppes, wat dobausse ganz schwéier verständlech ass, mä wat awer eng vun de Spillregelen ass, déi et am Droit pénal gëtt. Et musse prezis Texter sinn, jiddefalls esou prezis wéi nëmme méiglech, well wann een dat ze vill large handhaabt, da sinn all méiglech Abusën dran. A mir gesinn, datt och doduerjer an der Praxis de Spillraum ganz kloer festgeluecht gi muss.

Ech stelle fest, datt den initiale Projet vun der Regierung amendéiert ginn ass, an ech wollt och soen, datt déi Amendementer, déi virgeholl gi sinn, ons Zoustëmmung fannen, well se eng etlech Prezisioune matbréngen, déi néideg sinn, och wat d'Prozedur ugeet, den Déroulement an d'Konditiounen, ënner welchen iwwerhaapt esou eng Saisie ka gemaach ginn. Dat gëtt ganz kloer e Kader, wat erlaabt ass, wéini et erlaabt ass a wéi et vir sech ze goen huet. Nach bleiwen awer, och souguer beim Text, dee mer hei virleien hunn, eng etlech Problemer, déi heiansdo zu Diskussioune wäerte féieren.

Ech wëll nëmmen den Artikel 48-10, Paragraph 5 huelen, wou gesot gëtt: «Toutefois, la visite des véhicules spécialement aménagés à usage d'habitation et effectivement utilisés comme résidence ne peut être faite que conformément aux dispositions relatives aux perquisitions et visites domiciliaires.»

Wann also beispillsweis eng Fouille gemaach gëtt vun Autoen op der Strooss an et kënnt e Mobile home dohinner, da wäert sech d'Fro misse gestallt ginn: Ass dat nun eng Residenz oder net? Bei de Forainë gëtt dat schonn eng flott Debatt. Et schéngt mer och kloer ze sinn, datt zum Beispill hei op dësem Gebitt d'Remorquë bien entendu kënne fouilléiert ginn, mä ob et bei enger Caravane och nach geet, dat wäert nees eng Kéier kënnen zu e puer Debatten Ulass ginn.

Et gesäit een also, datt et u sech kloer ass wéi den Text ass, mä nach muss een hei festhalen, datt d'Debatt sech wäert drëm dréinen, ob dat eng Residenz ass oder net. An ech wënsche mer och, datt heiansdo den Affekot nach déi eng oder déi aner Diskussioun wäert doriwwer féieren.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här Henckes, wann Dir déi Fro an der Kommissioun gestallt hätt, hätte mer och doriwwer kënne schwätzen an Dir hätt vläicht en Début de réponse am Rapport kritt. Well awer déi Fro an der Kommissioun net ugeschwat ginn ass, steet och näischt am Rapport doriwwer.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech maache jo kee Reproche. Ech mengen, dat hei ass déi beschtméiglechst Formuléierung. Ech wëll just nëmme weisen, datt ech och nach déi aner Texter kann esou interpretéieren, an ech mengen et ass jo och de Beruff vum Affekot, fir heiansdo deen een oder deen aneren Text awer nach kënnen ze interpretéieren.

(Interruptions)

Ech gesinn - an Dir wäert och gesinn -, datt een där Saachen do nach e puer kann an Texter fannen. Et ass kloer, datt et och muss eng gewësse Latitude ginn, well et soss kann zu deenen Abusë kommen, déi mer justement wollte verhënneren. Mä et ass kloer, datt et iwwerall eng etlech Grauzone ginn, a wou et och noutwendeg ass, datt Geriichter kënnen déi eng oder déi aner Prezisioun bréngen.

Dat gesot, nach eng Kéier, ass et noutwendeg, datt mer esou ee Gesetz hunn an dofir wäert och d'ADR dëst Gesetz stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech mengen, wann een nach ni en Auto hat an och ni ee wäert kréien, dann ass et einfach, dësem Gesetz zoustëmmen.

Mä aus den Diskussiounen hunn ech awer eraushéiere wéi wichteg, dass et ass, dass hei endlech d'Interpretatioun net méi de Geriichter soll iwwerlooss ginn.

Well et ass jo net nëmmen dat heite Gesetz, wou am Fong d'Jugen an d'Affekote spéider Jurisprudenze maache fir e Gesetz ze interpretéieren, et ass jo net nëmmen an dësem Gesetz esou, et ass jo a ville Gesetzer esou an dofir ass et wichteg, wann au fur et à mesure awer ëmmer erëm gekuckt gëtt, dass esou juristesch Viden awer riichtgebéit ginn. An hei ass eben ee Beispill dovun, wou versicht gëtt engersäits de Bierger ze schützen an anerersäits awer den Autoritéiten d'Méiglechkeet ze ginn, fir anzegräife wou et noutwendeg ass.

Mä wat mech e bëssen erstaunt, dat ass, dass elo d'Diskussioun geet iwwert de Regierungstext an iwwert den Text, dee mer elo hei virleien hunn. Et schéngt mer esou, wéi wa sech hei e bëssen opgereegt géif ginn, well elo awer déi institutionell Gremië vun der Chamber funktionéiert hunn, hir Aarbecht gemaach hunn an dann am Fong aus engem Text, dee virloung an deen se amendéiert hunn, dat Bescht ze maachen. Dat ass dat, wat elo hei virläit. An dofir erstaunt et mech e bëssen, dass dann elo hei doraus soll e Politikum gemaach ginn.

Ech mengen, dat ass jo awer de But. Also vun un, dass ech hei sinn, hunn ech et awer esou verstanen, ech versti jo net ëmmer alles, mä hei hunn ech et awer esou verstanen, dass et de But vun de Kommissiounen, vum Statsrot a vun den Avisë vun de Beruffschamberen am Fong ass, fir en Text esou ze maachen, dass en hei ka virgeluecht ginn, dass et e Konsens ass, dass jidderee kann deem zoustëmmen.

Ech wéilt et wär ëmmer esou, dass d'Kommissiounen hir Aarbechte géife maachen, besonnesch am Aarbechts- a Sozialrecht. Wat hätte mer dann eng herrlech Welt. Wat kréiche mer da jo hei Texter, wou d'ganz Land domat zefridde wär. A kuckt emol, mir kéinte souguer vläicht e Statut unique kréien, wou jiddereen domat d'accord wär.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, sécher muss een am Domän vun der Duerchsichung vun Autoen an anere Gefierer légiféréieren. Dës Duerchsichung ass vu kenger allgemenger Dispositioun vum Code d'Instruction criminelle zu dësem Zäitpunkt geregelt an och - wéi dat scho gesot ginn ass - huet d'Jurisprudenz am Laf vun de Joren evoluéiert. Wa fréier eng Autosduerchsichung net mat enger Hausduerchsichung gläichgestallt ginn ass, esou huet d'Jurisprudenz an de leschten zéng Joer geännert an e vill zitéierten Arrêt huet festgehalen, dass esou eng Duerchsichung «constitue une mesure d'instruction et est réservée à la recherche des preuves. Elle ne fait point partie des investigations qui sont destinées à découvrir des faits.»

Ech sinn dem Här Bodry dankbar fir seng Aussoen, deen d'Diskussioun, déi mer haut hei féieren, an de richtege Kontext gesat huet, an ech wäert dem Här Jaerling och elo erkläre woufir dëse Projet an dës Diskussioun e Politikum sinn.

De Projet de loi, deen de 16. Dezember 2005 vum Här Justizminister déposéiert gouf, wor geprägt vun enger bersuergniserreegender Approche sécuritaire. Am Kloertext wor mat deem Projet den «délit de sale gueule», wéi een a Frankräich seet, virprogramméiert.

Wann ee bei deem Text vun der Regierung bliwwe wär, dann hätt d'Polizei kënnen egal wien, egal wou an egal wéini unhalen a säin Auto duerchsichen. En eidelen Auto hätt kënnen opgebrach ginn an iergendeen, deen duerch Zoufall dee Moment op der Strooss wor, hätt kënnen opgeruff ginn Zeien ze spillen, ouni dass e sech hätt missen ausweisen. Alles dat hätt kënne geschéien ouni Mandat judiciaire an e Procèsverbal hätt nëmmen an dräi Fäll misse geschriwwe ginn: Wann eng Infraktioun constatéiert gi wär; wann de Fuerer oder de Propriétaire vum Auto et gefrot hätt, oder wann den Auto duerchsicht gi wär, wa weder Fuerer nach Propriétaire dobäi woren.

Här President, ech froen lech als Jurist: Wou si mir mat esou engem Text a wou wäre mir hikomm? Et muss ee sech wierklech froe wéisou de Conseil de Gouvernement a besonnesch d'Ministere vun der LSAP esou engem Text konnten hiren Aval ginn. Ech froen: Wou war den Här Asselborn mat senge Spréch, d'Madame Delvaux mat hiren Usprécher, den Här Krecké mat sengem Engagement, den Här Di Bartolomeo mat sengem Enthusiasmus, den Här Lux mat senger Ongedold an den Här Schmit mat der Charte des Droits fondamentaux vun der Europäescher Unioun, wéi dee Projet de loi vun der Regierung ugeholl gouf?

Plusieurs voix.- Très bien.

(Interruptions)

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Si waren all op menger Säit.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ausser den Dérapagen à l'égard vun der Liberté individuelle a vum Droit de propriété am Text vun der Regierung, a vun der Disproportioun vun de Mesuren, déi hei virgeschloe woren am Verglach zum Sécherheetszil, wat ze erreechen ass, erkenne mer weider am ursprünglechen Text vun der Regierung och eng Tendenz, déi sech schéngt am Justizministère breetzemaachen: Et gëtt sech op en auslänneschen Text beruff - an dësem Fall e franséischen -, mä et ännert een en esou wéi de Conseil d'État gesot huet: «On y apporte des changements fondamentaux.» Et ännert een en also wäitgehend, andeem een - wéi zum Beispill beim ADN-Gesetz geschitt - d'Sanktioune méi streng mécht oder - wéi bei dësem Projet - d'Konditiounen erliichtert, ënnert deenen d'Polizei ka virgoen.

An anere Wierder, Här President: Beim Schafe vun engem Polizeistat steet den Här Frieden riets vum Här Sarkozy.

Une voix.- Aha!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Gott sei Dank huet de Conseil d'État d'Handbrems gezunn. An enger klorer an doduerch vernichtender Sprooch mat enger Schäerft an enger Sévéritéit, déi mer net oft beim Conseil d'État gesinn, huet hien den Text vun der Regierung auserneegeholl; notamment den ursprünglechen Artikel 48-9, dee vum Statsrot op bal véier Säiten enger incisiver Kritik ënnerworf gouf. De Statsrot huet déi Kritik mat folgende Wierder gëendegt, ech zitéieren: «Au vu des développements qui précèdent, le Conseil d'État estime que le projet sous avis contient certaines atteintes aux libertés qui ne sont pas contrebalancées par des garanties corrélatives suffisantes.» An hien huet weider eng Opposition formelle ugemellt.

Gott sei Dank, Här President, woren d'Kolleegen aus der Majoritéit an der Chamber méi verstänneg wéi d'Regierung. Si hunn d'Kritike vum Statsrot ugeholl an hu sech sengen Texter ralliéiert. Dofir wëll ech hinnen oprichteg Merci soen, se awer bieden dem Justizminister un d'Häerz ze leeën, hie soll ons an Zukunft keng esou Texter méi virleeën.

Am Text, wéi en elo vun der Commission juridique virgeluecht gëtt, geet et drëm - wat ëmmer hätt misse sinn - d'Fouille de véhi-

cules am Lëtzebuerger Recht ze reglementéieren - wat bis elo, wéi gesot, net allgemeng de Fall wor -, also eng gréisser Sécurité juridique ze schafen am Kader vun där Aktioun vun der Police a vun der Justice, an d'Interesse vum Eenzelne géint Excès de pouvoir ze schützen.

Dem Rapporteur Patrick Santer wëll ech ganz besonnesch Merci soen, well hien huet ganz vun Ufank u vun der Diskussioun erkannt, dass et de séchere Wee wär op de Wee vum Statsrot ze goen. Mir hunn net brauche vill ze insistéieren. D'Kolleegen an der Kommissioun haten also d'Excèsë vum virleienden Text kloer erkannt. De Rapporteur huet och den Text am Detail analyséiert; ganz besonnesch ausféierlech a sengem schréftleche Rapport. Ech wëll also net alleguerten déi Iwwerleeungen hei widderhuelen.

Här President, an deem Mooss, wou de Projet de loi, wéi en elo vun der Commission juridique proposéiert ass, den Observatioune vum Conseil d'État Rechnung dréit beim Intitulé vum Projet, bei der Numérotatioun vun den Artikelen a bei der Suppressioun vum alen Artikel 48-11 a vum Artikel II, en och Rechnung dréit an deem Mooss, wou den Text vum Conseil d'État iwwerholl gëtt, a beim alen Artikel 48-9, deen elo den Artikel 48-10 gëtt, a beim alen Artikel 48-10, deen den Artikel 48-11 gëtt, also den Text vum Conseil d'État ageschriwwe gëtt, ass dësen Text, wéi den Här Braz virdru gesot huet, en neie Projet. Dofir, Här President, kann d'DP-Fraktioun dësem Text hiren Accord ginn. A mir wäerten den Text, wéi en elo virläit, stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister fir d'Justiz Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech froe mech, ob ech zu dësem Text soll schwätzen, well d'Chamber jo der Meenung ass et wär en neien Text an et wär hiren Text. Ech freeë mech doriwwer, datt d'Chamber deen Text, deen elo virläit, esou breet stëmmt. An ech hu mer, wéi ech an där leschter Véierelstonn nogelauschtert hunn, d'Fro gestallt, wéi gär een am Fong muss Politik maachen a sech fir Fräiheet a Sécherheet asetzen, fir sech dee Sammelsurium vun onjustifizéierte Kritiken, déi hei komm sinn, par rapport zu engem gutt duerchduechten Text, deen a laange Sitzungen...

Mme Colette Flesch *(DP).*- Deen ass vum Conseil d'État komm.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Ech kommen dorobber, Madame Flesch.

...mat de Parqueten, mat der Police a selbstverständlech mat mir selwer, deen d'politesch Verantwortung doriwwer dréit, ausgeschafft ginn ass.

Ech wëll hei soen, datt et jo am Fong méi einfach gewiescht wär, ech hätt dat gemaach wéi an deene Regierunge virdrun, an deenen ech zum Deel war, wou et iwwerhaapt keng Reglementatioun iwwert d'Duerchsuchung vun Autoe ginn ass. Dat war an der Regierung virdrun esou, dat war an där do virdrun esou, an trotzdeem sinn Duerchsuchunge gemaach ginn.

Wann ech wollt eng Gesetzgebung an deem dote Beräich maachen, dann ass et, well ech ebe justement wollt, datt ënner klore Konditiounen, déi vum Gesetzgeber festgeluecht ginn, d'Autoe kënnen duerchsicht ginn. Dat eleng ass e Renforcement vun de Grondfräiheete vun deenen d'Bierger an dësem Land solle profitéieren.

Zweetens war a bleift meng Suerg, an onofhängeg vun all deene Kritiken, déi hei vu verschiddene Säiten zu Onrecht gemaach gi sinn, datt, wann een an der Kriminalitéitsbekämpfung am Sënn vu méi Sécherheet an domadder méi Fräiheet fir d'Bierger wëllt weiderkommen, da muss een och der Police eng Rei Mëttele ginn, fir datt se kann eng Rei Saache maachen. An et waren déi, déi mer an eisem Projet de loi agesat hunn. Hätt een hei op Är Propositioun gewaart, da wär dat héchstwahrscheinlech e vill méi diluéierten Text, wéi deen, deen elo erauskomm ass.

Zu kengem Moment, mengen ech, dierf een hei d'Impressioun opkomme loossen, wéi wann den Auto mat der Wunneng gläichzestelle wär. An et ass fir mech e wesentlechen Ënnerscheed, ob e Polizist aus guddem Grond, wann en Indiz do ass, an en Auto erakuckt, oder ob hien an eng Privatwunneng erageet. Duerfir mengen ech, datt et am Fong net vill Argumenter gëtt, fir ze vill staark Restriktiounen zu der Aarbecht vun der Police an dësem Beräich kënnen ze maachen.

Ech fannen, datt et eng nobel Flicht fir d'Regierung ass, déi eestëmmeg hannert dësem Text stoung a steet. An et ass eng nobel Flicht fir deen, dee fir d'bannescht Sécherheet hei am Land zoustänneg ass - an dat ass an dëser Regierung de Justizminister -, fir d'Texter esou ze maachen, datt d'Police hiren Aufgaben, déi se huet, kann nogoen. Datt déi Texter mussen an engem Équiliber stoe mat de Grondrechter vun de Bierger, dat schéngt mer kloer, an dat war och am éischten Text assuréiert.

Ech wäert op jidde Fall net déi Meenungen deelen, déi de Statsrot huet. De Statsrot kann eng Meenung hunn, oder verschidde Membere vum Statsrot kënnen eng Meenung hunn, ech deelen déi keineswegs op deem Punkt, deen do genannt ginn ass. Net d'Membere vum Statsrot si gewielt; déi, déi an der Regierung an an der Chamber sëtzen, si gewielt. Jiddferee ka seng Meenung hunn. Ech deelen déi dote Meenung net. Ech respektéieren se. Ech respektéieren se voll a ganz. Ech deelen se net. D'Kriminalitéitsbekämpfung haut verlaangt en anert Engagement wéi viru 15 Joer.

Mir kämpfen all Dag mat neie Phenomeener, wou mer musse kucke wéi mer am Gläichgewiicht vu Sécherheet a Fräiheet der Police déi Instrumenter kënne ginn, fir datt d'Kriminalitéit hei am Land net wiisst. An all Kéiers wann ech bei verschiddene Phenomeener mierken, datt se wiisst, da sinn ech traureg, a mer mussen eis iwwerleeën, wat mer kënne besser maachen. Dëst Gesetz geet an déi Richtung.

Ech si frou, datt och dee verbesserten Text, deen d'Chamber stëmmt, op d'mannst der Police méi Méiglechkeete gëtt, fir datt mer och bei der Duerchsuchung vun Autoen déi Elementer fannen, déi eis an der Kriminalitéitsbekämpfung hëllefen. Ech fannen dësen Text e gudden Text, en équilibréierten Text. Ech kéint dësen Text stëmmen.

Ech si just net d'accord, datt deen aneren Text eng massiv Aschränkung vun de Grondfräiheete gewiescht wär. Ech respektéieren, datt net jiddfereen déi Meenung huet, mä duerfir gëtt et, Gott sei Dank, ënnerschiddlech Meenungen an der Politik. Ech wär frou, wann all déi dobaussen emol géifen deen een Text niewent deen anere leeën, mat Parquetsleit schwätzen, mat Juge-d'instructionë schwätzen, da géif deen Débat héchstwahrscheinlech eng aner Natur kréien.

Mä et ass héchstwahrscheinlech esou an der Politik, datt ee muss fir seng Iddië kämpfen, fir datt se och duerchkommen. Ech sinn op jidde Fall dankbar, datt deen Text, deen elo virläit, d'Philosophie vun der Regierung deelt, an datt en hei esou eng breet Majoritéit fënnt. Duerfir soen ech och dem honorabelen Här Santer Merci, deen dat op eng wéi ëmmer professionell, konstruktiv Aart a Weis an der Commission juridique an heibanne begleet huet.

Keen Text maachen ass d'Solution de facilité. Et kritt ee keng Kritik! Mä domadder bekämpft een net d'Kriminalitéit. Ech wäert weider Texter maachen, déi deem Zil vu Sécherheet a Fräiheet, déi Hand an Hand ginn, méi no wäerte kommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5522.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Stein-Mergen), Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roland Schreiner), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Question avec débat vum honorabelen Här Goerens iwwert de Sëtz vum Europaparlament zu Stroossbuerg. Den Här Goerens huet fënnef Minutten Zäit an der Regierung stinn zéng Minutten Zäit zou. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

10. Question avec débat N°13 de M. Charles Goerens relative au siège du Parlement européen à Strasbourg

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech werfen déi Fro hei op, well viru kuerzem huet deen nei gewielte President vun der EVP-Fraktioun zu Stroossbuerg am Parlament an enger Pressekonferenz Äusserunge gemaach, déi zumindest kuriéis schéngen. Nämlech op d'Fro, wéi et mam Siège vum Europaparlament zu Stroossbuerg wär, hätt den Här Daul geäntwert, jo, et kënnt een den Traité opmaachen, an och wär e bereet, fir mat sech doriwwer schwätzen ze loossen, an en revanche kéint ee jo zum Beispill, wa Stroossbuerg géing de Sëtz vum Europaparlament verléieren, iwwer Kompensatiounen nodenken. An amplaz vum Europaparlament kéint een zum Beispill d'Cour de Justice des Communautés européennes kréien oder d'Banque européenne d'Investissement.

Dozou sinn e puer Saachen ze soen. Mir wëssen alleguer, éischtens, datt d'Europaparlament - c'est une vérité de La Palice - op dräi Standuerter verdeelt ass. Mir wëssen och, dass Stroossbuerg a Lëtzebuerg en objektiven Intérêt drun hunn, fir an där do Fro zesummenzehalen, well si waren ëmmer déi, déi vun deenen Attacken, déi en faveur vu Bréissel agéiert hunn, am meeschte menacéiert waren.

Wat een och erstaunt, dat ass, datt dat vum Här Daul kënnt, dee jo awer Elsässer ass, an notamment och misst mat där dote Fiber reagéieren. Mä enfin, dat ass sengem perséinleche Choix iwwerlooss. Mir fannen et jiddefalls komesch, datt een, deen awer dru gehalen ass, fir normalerweis de Regierungen, den Institutiounen op d'Fanger ze klappen, esou liichtfankeg mat den Traitéen ëmgeet.

Ech fannen, datt mer dat net kënne reaktiounslos hinhuelen. Déi successiv Regierungen, säit mer keng Debatte méi an öffentleche Sitzungen zu Lëtzebuerg am Europaparlament hunn, hu sech alleguer agesat, fir datt mer sollten déi rechtlech Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg behalen. D'Generalsekretariat ass jo nach zu engem groussen Deel zu Lëtzebuerg ugesiedelt. An ech fannen, wann een un déi Stroossbuerger Acquisë wackele geet, da kommen déi Lëtzebuerger och un d'Wibbelen. Ech fannen, dat wär net gutt.

Duerfir wollt ech d'Regierung froen, wat se gedenkt ze maachen, fir dem Här Daul do Paroli ze halen, wéi een dat ka paréieren.

Ech hätt déi Fro am Fong net opgeworf, well Attaquë géint Stroossbuerg a Lëtzebuerg héiert een all Dag, mä hei handelt et sech ëm e Fraktiounspresident, a wann déi eppes soen, dat huet och en anert Gewiicht, wéi wann een, deen net an deem dote Rang steet, schwätzt.

Duerfir wollt ech d'Regierung opfuerderen, Stellung ze huelen zu deenen Äusserunge vum Här Daul, déi ech, wéi gesot, fir et minimal auszedrécken, ganz kuriéis fannen.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. D'Wuert huet elo den delegéierten Ausseminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst, datt staark Spréch iwwert d'Siègen näischt Neies sinn. Mir hunn där och an der Vergaangenheet kannt, an déi Aussoe vum Här Daul oder Här „Dol" - dat hänkt dovun of, wéi een dat wëllt prononcéieren - schreiwen sech och an déi gutt Traditioun an.

Elo muss ech awer dobäi soen, datt een déi Aussoen an de Kontext setze muss. An de Kontext ass deen, datt et am Europäesche Parlament eng grouss Initiativ gouf - an ech muss dobäi soen, datt déi Initiativ besonnesch vun der liberaler Fraktioun ausgaangen ass am Europäesche Parlament, ënner anerem vun däitsche Membere vun där Fraktioun, influente Membere vun där Fraktioun,...

(Interruption)

...ënnerstëtzt vu schwedesche Liberalen an aneren -, fir Ënnerschréften duerch ganz Europa sichen ze goen, fir hei u sech de Siège vum Europaparlament, deen zum Deel zu Stroossbuerg ass - mir wëssen alleguer, déi meescht Sessioune vum Europaparlament sinn zu Stroossbuerg -, op Bréissel ze transferéieren an domat, wéi si dat dann ausdrécken, dem Wanderzirkus en Enn ze maachen.

Ech war während der Présidence jo ganz oft am Europaparlament, an ech hu mer oft missen eng Remarque unhéiere vun engem liberalen däitschen Deputéierten, deen ech elo net hei wëll nennen, mä deen aus enger grousser liberaler Famill kënnt, deen all Kéier, wann en ugefaangen huet mat schwätzen, gesot huet, et wär e Skandal, datt hie misst zu Stroossbuerg iwwerhaapt als Europadeputéierte schwätzen. Dat ass also de Kontext, an deem den Här Daul seng Deklaratioune gemaach huet.

An ech kréie gesot, mä ech war net bei deem Gespréich dobäi, oder bei deenen Aussoen dobäi, datt den Här Daul dat op eng éischter ironesch Aart a Weis gesot huet, e bësse par l'absurde räsonnéiert huet am Sënn: Majo, wann Der hei ufänkt iwwer Stroossbuerg ze diskutéieren, da musse mer iwwer all Siègen diskutéieren.

Bon, ech war net dobäi, mä op jidde Fall ass dem Här Daul gesot ginn, dass dat Aussoe sinn, déi kengem notzen, déi souwisou laanscht d'Realitéit a besonnesch laanscht d'juristesch Realitéit, wéi Dir dat jo och scho gesot hutt, lafen, an duerfir vu kengem gréissere politeschen Intérêt sinn. Ech hunn d'ailleurs net héieren, dass den Här Daul dat weider nach kommentéiert hätt. Deen nämlechte Message ass och dem Här Pöttering gi ginn, besonnesch, wéi e viru kuerzem hei zu Lëtzebuerg war.

E kuerzt Wuert, fir ze soen, wat am Beräich Siège ass. Éischtens, den Här Daul kéint all Dag fuerderen, datt deen ee Siège no do higeet an deen aneren no do hin. D'juristesch Situatioun ass kloer. An ech géing soen, déi ass relativ gutt bëtonéiert, well d'Siègë ginn net vum Europaparlament décidéiert, ginn och net vun engem Virsëtzenden, souguer wann et déi gréisste politesch Fraktioun am Europaparlament ass, décidéiert. Si gi vun den États membres, dat heescht vun de Regierungen, à l'unanimité décidéiert. A mir wëssen alleguer, bei 27 eng Unanimitéit ze fanne fir all Siègen, well dat géif jo heeschen, datt mer dee ganze Volet vun de Siègë géingen opmaachen: Bonne chance!

Mir brauche scho Méint, voire Joren, fir fir iergendeng Agence ze décidéieren, wou se soll higoen. An Dir kennt jo den Appetit vun deenen neie Länner, déi bis elo natierlech net vill Siègen hunn. An duerfir wäert jiddfereen extrem prudent sinn, fir iwwerhaapt esou en delikate Sujet opzemaachen.

Néanmoins, ech mengen, mir hunn d'Recht op eiser Säit. D'Siègë souwuel vun der Cour de Justice, vum Tribunal, mä awer och natierlech vum Sekretariat vum Parlament, d'Siègë vun der Banque européenne d'Investissement, de Siège vun der Cour des Comptes, de Siège vun enger Rei vu Servicer vun der Kommissioun, déi sinn iwwert de Protokoll vum Traité vun Amsterdam vun 1997 hei zu Lëtzebuerg fixéiert a kënnen nëmmen à l'unanimité - dat heescht zu 27 hautdësdags - geännert oder ëmgestouss ginn.

Ech sinn awer d'accord, datt mer mussen, Här Goerens, vigilant bleiwen. Vigilant, well mer wëllen natierlech dee Siège net nëmmen incontestabel halen, mä dat, ëm wat et geet, dat ass, datt eigentlech eng Diskussioun ni soll opkommen. An ech muss och soen, datt iwwert de Siège hei zu Lëtzebuerg keng Diskussioun opkënnt an och bis ewell déi Institutiounen hei zu Lëtzebuerg gutt funktionéieren.

Mir wëssen hei zu Lëtzebuerg ganz genau, wéi wichteg de Siège fir d'Stad ass, wéi

wichteg de Siège fir d'Lëtzebuerger Land ass, mat 10.000 Fonctionnairen an hire Familljen. Mir waren iwwregens deen éischte Siège vun der Europäescher - deemools - Communautéit, der Communautéit vu Kuel an Eisen, vun der CECA. A mir hunn eigentlech duerch dee Siège, géing ech soen, eng international Visibilitéit kritt, wou dobäi en plus nach eng Rei vu wirtschaftlechen Intérêten eigentlech net ze kuerz komm sinn.

Ech däerf soen, datt de Siège dozou bäigedroen huet aus der Stad Lëtzebuerg, enger sympathescher, regionaler Capitale, eng wierklech international Capitale ze maachen, an och bäigehollef huet, eist Land an deem Sënn ze moderniséieren.

Natierlech heescht dat, datt mer Obligatiounen hunn. Mir mussen investéieren, an dat geschitt. Ech mengen, wann een emol iwwert de Kierchbierg gefuer ass - wat lech jo alleguer wahrscheinlech relativ oft passéiert -, da gesäit ee wéi d'Cour de Justice hei zu Lëtzebuerg ausbaut, wéi d'Banque européenne d'Investissement en neit Gebai baut, datt de Parlement européen, dee jo besonnesch hei viséiert ass, well jo de Sekretariat vum Parlement européen hei zu Lëtzebuerg ass, säit e puer Méint e Kontrakt ënnerschriwwen huet fir en neit Gebai, wou all seng Servicer hei zu Lëtzebuerg sollen hébergéiert ginn. Dat nämlecht trëfft zou fir d'Cour des Comptes. An d'Kommissioun, mat där si mer an Diskussioun fir e komplett neit Gebai ze bauen am Joer 2012, fir den aktuellen „Jean Monnet" ze remplacéieren.

Dobäi kënnt d'École européenne - zweet École européenne -, déi natierlech absolut eng Wichtegkeet huet, fir de Siège hei zu Lëtzebuerg weider ze consolidéieren an och eigentlech d'Conditions de travail vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg fir Europa schaffen, esou favorabel ze maachen, wéi dat sech als Land, wat eben de Privileg huet, e Siège ze hunn, gehéiert.

Ech mengen also, et soll een esou Aussoen net dramatiséieren. Mä mir mussen einfach beweisen, datt mir weider eng dynamesch Stad sinn, eng vun de Capitalë vun Europa, an dann, déi kleng Commentairen, déi muss een natierlech contréieren, mä et soll ee se net ze vill dramatesch huelen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ganz kuerz.

Den Här Schmit seet natierlech zu Recht, datt och an anere Fraktiounen, wéi an der EVP, Attaquë geridde gi géint d'Acquisë vu Stroossbuerg a vu Lëtzebuerg; hien huet och déi Liberal do opgezeechent.

Ech kann lech jiddefalls soen, souwäit wéi ech kann zréckblécken ass vun de Lëtzebuerger Liberalen an där doter Fraktioun keen Eenzege mat deem d'accord gewiescht, wat do geschitt ass.

Mir ass allerdéngs opgefall, wéi Der vun deenen anere Fraktioune Leit opgezielt hutt, déi Problemer hu mat deenen Acquisen a mat där rechtlecher Situatioun, Der vergiess hutt och Är eege Fraktioun, nämlech d'sozialistesch Fraktioun, ze erwähnen; mä dat just niewebäi.

Ech halen awer fest...

(Interruptions diverses)

Meng Frëndschaft zum Här Schmit ass esou zolidd, datt hien déi Remarque do muss verdroen a ka verdroen.

(Interruption)

Dat Zweet, wat ech wollt soen: Wann den Här Daul dat do an enger erheiterter Stëmmung gesot huet - dat kann ech net wëssen, ech hunn déi Circonstance net kannt; mä ëmmerhin war dat do der internationaler Press eng Meldung wäert a besonnesch d'Agence Europe ass jo awer net dofir bekannt, dass se nëmme just géif Humpegespréicher relatéieren.

An duerfir halen ech et mat deem, wat Dir och gesot hutt: Et muss ee vigilant bleiwen, well et ass ze vill investéiert ginn, politesch an och materiell, an de Siège vu Lëtzebuerg, fir esou Reaktiounen einfach mat lénks ofzeweisen.

Ech soen lech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.44 heures)

Mercredi, 14 février 2007

SÉANCE 23

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. 5609 - Projet de loi portant approbation
- de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Cornmunauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou, le 23 juin 2000;
- de l'Acte final, signé à Luxembourg, le 25 juin 2005;
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006;
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

2. 5593 - Projet de loi portant
1) organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue;
2) création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation

(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

3. 5671 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

(Rapport de la Commission du Règlement - Discussion générale - Vote)

4. Dépôt d'une motion

(Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Lucien Lux et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Da komme mer, Dir Dammen an Dir Hären, direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5609, en Ofkommes tëschent den ACP-Länner an de Länner vun der Europäescher Unioun. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Goerens, Angel, Huss an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar!

1. 5609 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou, le 23 juin 2000;

- de l'Acte final, signé à Luxembourg, le 25 juin 2005;

- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006;

- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am virleiende Projet de loi geet et ëm déi éischt Revisioun vum sougenannten Accord de Cotonou aus dem Joer 2000. Dësen Accord de Cotonou, wéi Der alleguerte sécherlech wësst, baséiert op dem Acquis vun deene fënnef Konventioune vu Lomé, déi zwëschent 1975 an 1995 adoptéiert gi sinn an déi a sech zu enger fundamentaler Reform vum Partenariat zwëschent der Europäescher Unioun an de sougenannten ACP-Länner gefouert hunn.

Erlaabt mer fir e bessert Verständnis lech nach eng Kéier déi Haaptpiliere vun dësem Accord an Erënnerung ze ruffen:

Éischtens baséiert dësen Accord op enger globalpolitescher Dimensioun. Zweetens gesäit en eng participativ Approche vun deenen eenzelne Partner vun dësem Accord vir. Drëttens baséiert en op enger strategescher Orientatioun, fir d'weltwäit Aarmut ze bekämpfen. Véiertens fixéiert en en neie Kader vu wirtschaftlecher a kommerzieller Kooperatioun. A fënneftens préconiséiert en eng Verbesserung vun der finanzieller Kooperatioun zwëschent de Partner iwwert de Wee vun enger Instrumentalisatioun vun den Investitiounshëllefen.

Den Accord vu Cotonou ass iwwer eng Period vun 20 Joer ofgeschloss, esou datt en am Joer 2020 op en Enn geet. Allerdéngs ass virgesinn, datt all fënnef Joer eng Revisioun vun dësem Accord soll virgeholl ginn, op Base vun deenen Ännerungsvirschléi, déi vun deene verschiddene Partner zu dësem Accord erakommen. Et ass dann och iwwert déi éischt Revisioun, wou mer haut an hei sollen diskutéieren.

Här President, déi éischt Revisioun ass ënner lëtzebuergescher Présidence am Joer 2005 ënnerschriwwe ginn. Ech sinn dofir och besonnesch houfreg, lech dëse Projet haut virzestellen, deen d'Ratifikatioun vum Accord de révision beinhalt. D'Diskussiounen iwwert dës Revisioun hunn am Februar 2004 ugefaangen, wou déi verschidde Parteien hir Ännerungsvirschléi eraginn hunn. An déi formell Verhandlunge sinn dann am Mee 2004 lancéiert ginn, fir den 23. Februar 2005 definitiv, wéi scho virdru gesot, ënner lëtzebuergescher Présidence finaliséiert ze ginn.

Wat sinn elo déi wesentlech Ännerunge par rapport zum initialen Accord? De Kampf géint d'Aarmut steet natierlech nach ëmmer am Mëttelpunkt vun dësem Accord, mat allerdéngs méi engem groussen Akzent op engem nohaltege Finanzement, op d'Sécherheet an och op de politeschen Dialog.

Wat elo, fir domadder unzefänken, déi politesch Dimensioun betrëfft, gesinn ech hei haaptsächlech véier Schwéierpunkten: Éischtens soll de politeschen Dialog virugefouert ginn zwëschent de Partner. An dëse politeschen Dialog baséiert op dräi Pilieren:

éischtens d'Mënscherechter, zweetens d'„good governments" an drëttens de Rechtsstat. Laut deem ëmgeännerten Accord wäert et an Zukunft méiglech sinn, datt, wann eng vun de Parteie sech net un déi virgenannte Prinzipien hält, et zu enger Consultatiounsprozedur ka kommen, déi et soll erméiglechen, e systematesche politeschen Dialog ze garantéieren.

Zweet grouss Neierung am revidéierten Accord ass, datt eng Referenz gemaach gëtt op de Kampf géint d'Ausbreedung vun de Massevernichtungswaffen, deene sougenanntenen ADMen. Drëtt grouss Neierung ass, datt souwuel am Préambule wéi am Text selwer eng Dispositioun iwwert de Fonctionnement vum Internationale Strofgeriichtshaff drasteet. Déi véiert Neierung besteet doran, datt d'Noutwendegkeet ënnerstrach gëtt, wat eng besser Zesummenaarbecht vun deene verschiddene Partner betrëfft an hirem Kampf géint den internationalen Terrorismus.

Wat elo d'Strategie vun der Entwécklungspolitik selwer betrëfft, sinn eng Rei zousätzlech Objektiver an den Accord ageschriwwe ginn, wéi d'Objectifs du Millénaire souwéi eng méi effizient Promotioun vum Kampf géint déi divers Sexualkrankheeten. Derniewent sollt et awer och an Zukunft zu enger verbesserter Ënnerstëtzung vun deene sougenannten ANEe kommen. Déi sollen op eng wesentlech méi einfach Aart a Weis un déi Finanzementer kommen, déi bis elo exklusiv de staatlechen Institutioune virbehale waren.

Schlussendlech gëtt an dësem Kapitel och nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun der regionaler Kooperatioun ënnerstrach an eng Lanz gebrach, fir d'Informatiouns- an d'Kommunikatiounstechnologië méi effizient anzesetzen, am Kontext vun deene virgezeechente Strategien.

Eng lescht Bemierkung zu dësem Kapitel ass, datt déi sougenannten ACP-Inselstate méi effizient sollen ënnerstëtzt ginn, wat déi wirtschaftlech an déi ekologesch Erausfuerderunge betrëfft, déi an deenen nächste Joren op dës Länner zoukommen, dat ganz besonnesch am Kontext vum Klimaschutz.

Wat elo d'Kapitel iwwert d'Investitiounsfacilitéiten ugeet, sinn haaptsächlech eng Rei vun Erliichterunge virgesinn, wat d'Konditioune vun de Prêten ugeet an awer och d'Bonificatioun vun den Zënse vun dëse Prêten an d'Rémunératioun vun de Banken, déi dës Prêten accordéieren. Ech wëll hei net an den Detail vun dëse Vereinfachungen agoen. Fir all déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi heirunner ganz besonnesch interesséiert sinn, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport respektiv op de Projet de loi.

Dat lescht Kapitel ass dann dat vun der Gestioun vun deenen domadder zesummenhänkende Prozeduren, wou jo och eng Rei Ännerungen zréckbehale ginn. Sou sollen an Zukunft déi verschidde Ressourcen op eng méi flexibel Aart a Weis accordéiert ginn, a ganz besonnesch sollen dës Ressourcen a Krisen- a Konfliktsituatioune méi effikass agesat ginn. Déi Kommissioun, déi am Accord festgeschriwwen ass, soll dann och d'Gestioun vun dëse Ressourcen esou laang selwer maachen, bis et zu enger Normalisatioun vun der Situatioun an deene Krisegebidder kënnt.

Schlussendlech soll et dann och nach zu enger Reformulatioun vun de Fonctioune vun deene verschiddenen Agente kommen, déi mat der Gestioun vun deene Ressourcë chargéiert gi sinn. An dat soll sech dann och an enger Vereinfachung vun de Prozeduren erëmfannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst sinn a groussen Zich déi wesentlech Verbesserungen, déi um Original-Accord virgeholl gi sinn. Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, och nach eng Kéier drun ze erënneren, datt d'Participatioun vu Lëtzebuerg am Fonds Européen de Développement, deem sougenanntene FED, op 0,27% festgeluecht ginn ass, wat eng global Zomm vun 61.241.400 Euro iwwert déi nächst sechs Joer ausmécht, iwwert déi deen zéngte FED sech wäert belafen.

Erënnere wëllt ech drun, fir Iech och de Verglach hei ze weisen, datt d'Kontributioun vun eisem Land um néngte FED, deen um Enn vun dësem Joer ausleeft, 40 Milliounе bedroen huet. Och hei also eng substanziell Steigerung vun eiser Kontributioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der Diskussioun vun dësem Projet an der zoustänneger Kommissioun hu mer eis awer och nach méi laang a méi intensiv mat de wirtschaftlechen a ganz besonnesch den ekologeschen Erausfuerderungen, déi op d'ACP-Staten zoukommen, auserneegesat.

Wat eis als Kommissioun e bësselchen un deem revisionéierten Accord stéiert - a mir si mat eise Kritiken do net eleng, well de Statsrot huet a sengem Avis och dorobber higewisen -, ass, datt all déi Aktiounen, déi am Artikel 89 virgesi sinn, nëmme fir d'ACP-Inselstate sollen zielen an net fir déi Staten insgesamt. Do ass et awer esou, datt souwuel déi wirtschaftlech wéi awer och ganz besonnesch déi ëmweltpolitesch Erausfuerderunge sech souwuel op déi eng wéi déi aner bezéien, och wann et eis alleguerte kloer dierft sinn, datt, wat den ëmweltpolitesche Plang betrëfft, sécherlech déi ACP-Inselstate méi exposéiert si wéi vläicht aner Staten.

En zweete Problem, mat deem mer eis auserneegesat hunn, ass dee vun enger ganz enker Relatioun, déi besteet zwëschent dem Accord vu Cotonou, iwwert dee mer haut de Mëtteg diskutéieren, an dem Doha-Zyklus vun der Welthandelsorganisatioun.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Fir d'Kommissioun ass et kloer, datt eng Rei vun deene Mesuren, déi am ëmgeännerten Accord vu Cotonou festgeschriwwe sinn, nëmme kënnen ëmgesat ginn, wann den Doha-Zyklus gläichzäiteg mat Succès an deenen nächste Méint kann ofgeschloss ginn.

E gutt Beispill heifir ass den Zougang vun deenen aarme Länner zu deene méi bëllege Medikamenter, dëst ganz besonnesch och am Kontext vum Kampf géint den Aids. Laut den Zuele vun der Weltgesondheetsorganisatioun ass et nach ëmmer déi traureg Realitéit, datt 77% vun den afrikanesche Länner keen Zougang zu dëse méi präiswäerte Medikamenter hunn. Dëst ass fir d'Kolleeginnen an d'Kolleegen an och fir mech net nëmmen absolut inakzeptabel, mä och onverständlech, wann all Dag honnerten, wann net dausende vu Mënsche stierwen, well den Zougang zu deene méi bëllege Medikamenter onméiglech ass.

Mäi Wonsch wär et dofir, datt um Niveau vun der EU-Kommissioun alles ënnerholl gëtt, déi verwuerelt Situatioun bei der Welthandelsorganisatioun esou ze hëllefen ze deblockéieren, datt zumindest den Zougang zu dëse Medikamenter esou schnell wéi méiglech fir dës ACP-State kéint garantéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Mä och wat eng Rei vun anere gutt gemengte Mesurë betrëfft, ass et liewenswichteg fir d'ACP-Länner, datt se e wesentlech vereinfachten Zougang op déi europäesch an amerikanesch Mäert kréien. Sollt dat nämlech net de Fall sinn, Dir Dammen an Dir Hären, ass ze fäerten, datt en Deel vun deene Mesuren, déi ech Iech virdru beschriwwen hunn, net wäerte kënnen ëmgesat ginn an am Stadium vum Wonschdenke vun eis alleguerte wäerte bleiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domadder kommen ech och schonn zum Schluss. De Projet, dee mer haut hei stëmmen, ass e weidere wichtege Schrëtt am Kampf géint d'Aarmut weltwäit, an ech sinn dofir och ganz besonnesch frou, datt, wann Dir haut de Mëtteg dëse Projet stëmmt, mir eent vun deenen éischte Länner sinn, wat dëse revidéierten Accord ratifizéiert. Dëst géif dann och déi Virreiderroll, déi eist Land um Niveau vun der Entwécklungspolitik konstant säit Jore spillt, nach eng Kéier ënnersträichen.

De Kampf géint d'Aarmut kann nëmmen da gewonne ginn, wann all Partnerland an Zukunft déi Mesuren, déi am Accord vu Cotonou beschriwwe ginn an déi duerch dëse revidéierten Accord ëmgeännert ginn, Schrëtt fir Schrëtt ëmsetzt, dëst am Dialog mat all deenen anere Partnerstaten. Nëmme wa mer dat fäerdegbréngen, besteet eng Chance, datt mer da spéitstens 2020 zesumme kënne feststellen, datt mer eng entscheedend Schluecht géint déi weltwäit Aarmut gewonnen hunn.

Dëse Projet, Här President, ass awer och eminent wichteg fir d'Europäesch Unioun, well an Zäiten, wou vill vu Liberaliséierung a Globaliséierung geschwat gëtt, beweist dësen Accord nämlech, datt et och iwwer all dës Diskussiounen en Europa vun der Generositéit gëtt. Fir dës Generositéit huet awer säit Cotonou eppes fundamental geännert fir all déi ACP-Länner, nämlech datt se vun der Europäescher Unioun net méi als Almosenempfänger, mä als gläichwäerteg Partner ugesi ginn, an dat Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, soll dës Partnerschaft nach ausbauen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- An dësem Sënn géif ech Iech dann och alleguerte bieden, dësem Projet eng méiglechst grouss Zoustëmmung ze ginn, an ech bréngen dofir och schonn direkt d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Goerens. Här Goerens!

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Ech kann do virufueren, wou den Här Mosar als Berichterstatter, deem ech iwwregens wëll félicitéieren, opgehalen huet, nämlech fir och den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen. Den Accord zu dem éischte revisiéierten Accord vu Cotonou fënnt eis Zoustëmmung, well et e Versuch wäert ass, fir d'Relatioune vun Europa mat Afrika ze intensifiéieren. Et ass e Versuch wäert, well Afrika steet virun Erausfuerderungen, déi gewalteg sinn an déi de Kontinent aus eegener Kraaft net selwer packt.

Dat mierke mer un der Lecture vun der Evolutioun vun de Millennium Development Goals, wou jo de Versuch gemaach ginn ass, fir bis 2015 d'Aarmut ëm d'Halschent ze reduzéieren. Déi allerwéinegst Länner an Afrika wäerten dat packen. Eent vun deene wéinege Länner, wat wahrscheinlech dat Zil erreeche wäert, dat ass Mosambik, mä déi allermeescht wäerten net an der Lag sinn, fir dat ze maachen.

Elo kann een zwou Lecturë vun där internationaler Situatioun hunn, a besonnesch vun der Entwécklung vun den afrikanesche Staten. Déi eng, dat ass déi, déi mer an der Press ganz oft zur Kenntnis huelen: Eng Attitude misérabiliste vis-à-vis vun Afrika, wou ëmmer erëm gepocht gëtt op dee Stëllstand, Immobilismus, Réckschrëtter, woubäi awer oft iwwersi gëtt, datt ganz vill Entwécklungen an Afrika net richteg an hirer ganzer Importenz erfaasst ginn.

Ech denken zum Beispill un déi westafrikanesch Staten, déi an enger Generatioun hir Populatioun verdräifacht hunn, déi och hire PIB praktesch verdräifacht hunn, déi also och hir Production alimentaire mat dräi multiplizéiert hunn. Wann een da just d'Resultater ramenéiert op d'Production alimentaire par tête d'habitant, dann huet een natierlech Resultater, déi vergläichbar mat deene sinn, déi mer an de 70er Joren haten. Dat ass jo awer ongerecht. Ëmmerhin ass awer d'Wirtschaftsleeschtung insgesamt, makroekonomesch gesinn, an deene Länner méi wéi verduebelt, praktesch verdräifacht ginn. Dat däerf een net iwwersinn, wann ee wëllt rapid Jugementer maachen iwwert d'Situatioun an deene Länner.

Den Här Mosar seet zu Recht, datt dee Rapport hei, jiddefalls esou géif ech en interpretéieren, e bësse méi Berechenbarkeet bréngt, andeems datt mer eng Enveloppe financière fixéiert hunn, déi ënner Lëtzebuerger Présidence négociéiert ginn ass, déi en fin de compte och zréckbehal ginn ass an déi dann den afrikanesche Länner erlaabt, mat deem ganzen Instrumentarium eng Partie nei Weeër ze beschreiden, déi schonn am Accord vun 2000 ugeschnidde goufen.

Ee vun deenen ass d'Promotioun vun neien Acteuren, wou den Akzent op d'Promotion du secteur privé geluecht gëtt, wou den Akzent och op d'Promotioun vun der Société civile an Afrika selwer geluecht gëtt, wat indispensabel Schrëtt sinn, fir virunzekommen, an och indispensabel Effortë sinn, déi mussen ënnerholl ginn, fir datt Afrika endlech aus där Kritik erauskënnt, si géife Liichtjoren hannert der Entwécklung vun hiren asiatesche Kolleegen hänken - wat och net ganz falsch ass, mä wat awer géif verdéngen, méi genee interpretéiert ze ginn.

Loosse mer och net vergiessen, datt d'Europäesch Unioun viru kuerzem hir Strategie fir Afrika entwéckelt huet, déi een an de groussen Zich kann deelen, wou natierlech, an zu Recht, den Akzent op d'Améliorатioun vun der Regierungsfäegkeet vun deene Länner, wat mer mat deem pompösen Term Gouvernance ëmmer beschreiwen, geluecht gëtt. Dat ass essenziell, well ouni d'Assomptioun duerch d'afrikanesch State vun hiren haapt Fonctions régaliennes, zum Beispill d'Förderung vun der Sécherheet oder d'Garantie vun der Sécherheet innerhalb an ausserhalb vun de Grenzen, mécht ee keng Fortschrëtter.

Et gëtt an Afrika kee Fortschrëtt, wann een net Sécuritéit huet. Et gëtt keng Entwécklung ouni Sécherheet an et gëtt keng Sécherheet ouni Entwécklung, an aus deem Cercle vicieux muss een erauskommen. Dee ganzen Instrumentarium, dee jo och nach verfeinert gëtt, an dee mer viru kuerzem och an der Commission des Affaires étrangères nach eng Kéier kommentéiert hunn, nämlech déi Facilitéiten, déi d'Europäesch Unioun och wëllt accordéieren, dräi Milliarden Euro, déi zousätzlech nach sollen investéiert ginn, fir d'Gouvernance an Afrika ze amélioréieren, déi kënnen nëmmen eis Zoustëmmung fannen.

Mir sinn elo hei an engem Kader, wou kooperéiert gëtt, wou Afrika eng Chance kritt, fir sech ze entwéckelen, an dat no enger relativ intelligenter Konditionalitéit. Virun zwee Jorzéngten hätte mer hei gestanen a gesot: Net amëschen an intern Ugeleeënheete vun afrikanesche Staten oder vun anere Staten! Well mir waren nach vill ze vill no bei der Kolonialzäit, an alles, wat een do a Form vu Konditiounen hätt kënnen oplëschten, dat wär als en Affront ugesi ginn an et wär - deemools jiddefalls - net politically correct gewiescht.

Haut wär et éischter politically incorrect, wann een net géif op eng Partie Konditiounen insistéieren, an duerfir ass et wichteg, datt een déi richteg Konditioune beméit, fir kënnen ze kooperéieren. Déi Konditionalitéit däerf ni humiliant si fir d'Empfängerland. Et muss an engem Geescht vu Partenariat - dat kléngt elo banal -, mä et muss an engem Geescht vu Partenariat entwéckelt ginn. E Partenariat, deen natierlech ëmsou méi Chancen huet ze geléngen, wéi och déi Länner, d'Empfängerlänner, bereet sinn, sech un d'Ofmaachungen ze halen an och aus hirer eegener Kraaft alles ze maachen, fir kënnen déi Accorden do zum Droen ze bréngen.

Europa reecht d'Hand, an dat op enger Toile de fond, déi net einfach ass. Eenzel Elementer hunn ech elo schonn opgezielt. Eng aner a komplett nei Donne, déi 2000 fir den éischten Accord Cotonou négociéiert ginn ass, nach net an deem Ausmooss erkennbar war, ass d'Presenz vu China an Afrika. Eng Presenz, déi alles défiéiert, wat mer eis kënnen an der Entwécklungspolitik virstellen. En Engagement vu China an Afrika, dee sech praktesch ouni Konditionalitéit ofwéckelt. An doraus gëtt och erkennbar, wat de Geescht ass, mat deem Europa un d'Kooperatioun mat Afrika erugeet, a wat de Geescht ass, mat deem China un d'Kooperatioun mat Afrika erugeet.

D'chinesesch Aussepolitik ass ausschliesslech drop ausgeriicht, fir d'Rohstoffversuergung vu China ze sécheren, während Europa awer a senger Konditionalitéit eng Partie Valeure véhiculéiert, déi net des valeurs européennes sinn, mä des valeurs universelles. An duerfir, mengen ech, muss ee bedéngungslos hannert deene Bedéngunge do stoen, déi mer an deem Kader zur Uwendung bréngen. Eng essenziell Démarche; mä et sinn zwou Démarchen, déi sech konkurréieren. A mir gesi jo wat fir eng Ravagen datt China amgaang ass ze maachen, mat wat fir enger Wucht datt se do eruginn.

Viru kuerzem war jo och de President vu China an Afrika selwer. A wann ee schonn eleng den Itinéraire gesäit, deen en hat, dee géif praktesch keen europäesche Politiker huelen. Hie war am Simbabwe. Hie war am Sudan. Am Sudan, do, mengen ech, misst een natierlech och present sinn, fir ze kucken, ob déi Regierung net endlech kann zur Vernunft bruecht ginn.

Hie war awer och a Südafrika, wou hien drop higewise ginn ass, datt China sech awer och net alles kann erlaben um Kontinent. Do prallt hie Gott sei Dank och of un engem Selbstbewosstsi vun den Afrikaner, wat een nëmme ka begréissen a wat och zum Ausdrock kënnt an deem Wëllen, fir Afrika nei Strukturen ze ginn an och den afrikanesche Kontinent institutionell ze restrukturéieren.

Ech schwätze vun der Union africaine, déi viru kuerzem zu Addis Abeba hire Sommet hat, hir Generalversammlung praktesch, kann ee soen, a wou et den Afrikaner emol jiddefalls gelongen ass, dat Allerschlëmmst ofzewieren, nämlech datt de President vum Sudan och President géif gi vun der Union africaine, wat am Fong soss näischt gewiescht wier, wéi de Bock zum Gäertner ze maachen.

Mam Sudan si mer op engem vun de ganz empfindleche Punkten um afrikanesche Kontinent, well de Sudan ass net nëmmen e Land, de Sudan ass en hallwe Kontinent. Wann ee gesäit, wat Onrouen an deem Land net nëmmen u Misär innerhalb vu senge Grenze kënne provozéieren, mä och

nach iwwer seng Grenzen eraus, da kann een nëmmen hoffen, datt et do esou séier wéi méiglech zu enger Léisung kënnt.

Mä do si mer erëm eng Kéier mat China konfrontéiert, dat sech an deem Land och wëllt seng Uelechversuergung sécheren an dat dann natierlech och als Member vum UNO-Sécherheetsrot duerch d'Fanger kuckt, wa méi een haarden Toun soll ugeschloe gi vis-à-vis vum Sudan.

Hei weist d'Realpolitik sech wierklech mat hirer allerdreckegster Fratz, wat een nëmme just zudéifst bedauere kann. Well mir kënnen awer net nokucken, datt an der allgemenger Indifferenz do honnertdausende Leit mat hirem Liewe bezuelen, fir et emol ganz gelënd auszedrécken, an datt Millioune vu Leit déplacéiert ginn.

Et si praktesch 60% vun der ganzer Bevölkerung am Darfur vun deem Konflikt ganz direkt betraff, entweder duerch intern oder sech iwwert d'Grenze vollzéiend Déplacementer. Frae gi violéiert an de Campen, den ONGe gëtt et praktesch onméiglech gemaach an hirem Wierken, well déi verdammte Regierung zu Khartoum net amstand ass, hir Verantwortung ze iwwerhuelen an där alleréischter vun hire Fonctions régaliennes nozekommen, nämlech fir dozou bäizedroen, datt hir Bevölkerung geschützt gëtt!

Si kënnen dat natierlech och maachen, déi Irresponsabilitéit, well se wëssen, datt se vum UNO-Sécherheetsrot sech net vill kromm Fangere brauchen ze erwaarden. Well ee Land huet selwer Problemer mat sech: Dat ass Russland an Tschetschenien, déi jo och net grad sech do op eng exemplaire Manéier behuelen. An dat anert, China, denkt haaptsächlech un d'Sécherung vu senger Rohstoffversuergung.

Wann ech dat do soen, ass et net fir hei zu deem Bild vu Misérabilisme bäizedroen, dat ech am Ufank versicht hunn ze skizzéieren, mä einfach fir ze soen opgrond vu wat fir enge Schwieregkeeten ee muss d'Resultater an d'Beméiunge vun den Afrikaner miessen. Déi Union africaine, iwwert déi gespéttelt gëtt, si hätt nëmme ganz médiocre Resultater ervirbruecht: Esou Kommentare fannen natierlech nëmme just Agang a ganz arrogant Haltungen.

Hu mir wierklech nach Ursaach, fir den Afrikaner grouss Lektiounen ze halen, wëssend datt se sech vun engem Modell inspiréieren, vun engem europäesche Modell inspiréieren, och vun engem europäeschen institutionelle Modell inspiréieren, deen de Moment en panne ass, bei eis selwer? Mir hunn also Intérêt drun, fir mat e bësse méi Demut un déi ganz Analys erunzegoen an dat alt emol zréckzebehalen, wat um Niveau vun der Union africaine passéiert.

Ech fannen d'Iddi nach ëmmer begréissenswäert, datt se nei Weeër versicht hunn ze goen an och nach viru ginn, déi sech agréabel ënnerscheede vun där Farce, déi d'OAU, d'Organisation de l'Afrique Unie, an der Zäit duergestallt huet. Doduerch datt sech Afrika wëllt an deene verschiddene Regiounen organiséieren, sech institutionaliséieren, fir Forces d'intervention rapides op d'Been ze stellen, déi à l'horizon 2008 oder 2010, wa meng Erënnerunge richteg sinn, sollen operationell sinn, maachen se am Fong a puncto Friddenssécherung näischt anescht wéi dat wat Europa selwer versicht huet an d'Wee ze leeden a wat och nach eng Operatioun ass, déi net ofgeschloss ass.

Wann ee weess, wat fir eng Viraussetzung, datt mir hunn, bei alle budgetäre Schwieregkeeten, déi d'Länner kennen, da muss een awer och e bësse méi nosiichteg sinn, wann d'Afrikaner net kënne vun haut op muer dat do hikréien!

An da muss een och wëssen, datt een net vun der Afrikanescher Unioun kann erwaarden, datt si amstand ass, Konflikter ze schlichten op hirem eegene Kontinent, wa se net déi materiell a logistesch Moyenen huet, fir dat alles ze maachen. Wa mer da mengen, hir Resultater wiere médiocre a mir géifen domat dee ganzen institutionelle Prozess a Fro stellen, dann hu mer eis an der Analys gëiert. Mir mussen op déi reell Ursaachen zréckkommen.

Déi Wett op d'Zukunft kann Afrika nëmme just gewannen, wa se eng Partie Défië mateneen an Ugréff huelen. Deen institutionellen hunn ech elo grad erwähnt. Deen ekonomeschen hunn ech just gestreift. Mä ech wollt awer zum Ofschloss nach eppes soen iwwert d'Accords de partenariat économique, déi och virgesi sinn an deem Cotonou-Accord.

Déi sollen dozou bäidroen, datt d'afrikanesch Staten sech wirtschaftlech désenclavéieren, méi Zougang, e besseren Zougang an e bessert Abréngen an d'Weltekonomie fannen. Dat ass e fromme Wonsch. An ech mengen och, datt déi Deadline vun 2008, wou déi Accords de partenariat économique sollen ofgeschloss sinn, fir meng Begréffer jiddefalls terribel optimistesch ass. Ech ka mer net virstellen, datt déi Verhandlungen, déi elo lafe mat den afrikanesche Regiounen, déi sech regruppéiert hunn, fir kënne mat der Europäescher Unioun ze négociéieren, fir dann zu Accorden ze kommen, déi sollen dee Gesamtaccord mat der Europäescher Unioun ersetzen, datt déi bis dohinner fäerdeg sinn. Ech mengen, an dëser Hisiicht wier et ubruecht, wann ee sech géif nom Prinzip orientéieren: Il faut se hâter lentement.

De Minister huet selwer schonn drop higewisen, a mir sinn eng ganz Rei an dësem Haus, déi hien doranner och ënnerstëtzen, datt een awer, wann een d'Kompetitioun opmécht, muss kucken, datt et och e Minimum vu Chancëgläichheet gëtt tëschent deenen eenzelne Compétiteuren. Wann ee gesäit, datt zum Beispill am Secteur vum Agrarhandel d'Produktivitéitsdifferenzen tëschent dem Sahel an der Europäescher Unioun vun 1 bis zu 500 reechen, da gesi mer awer, datt dat keen eidelt Wuert ass fir ze soen, et muss een awer deenen doten e bësse méi Chancë ginn, fir sech ze muscléieren an duerno vläicht zwar e virsiichtegen, mä méi e couragéierte Schrëtt a Richtung Ouverture sur l'économie mondiale ze riskéieren.

Dat alles ass den Objet vun där Négociatioun elo, déi extrem wichteg ass an déi - mir hoffe jiddefalls als Demokratesch Partei - och de Stempel kritt, deen de Louis Michel hir wollt opdrécken, nämlech dee vum Accord de partenariat économique als Form vun engem Instrument de développement ze verstoen.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Seet hien.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här Huss, wann Der an deem doten Domän net optimistesch sidd a wann Der net all Kéiers Är Imaginatioun beméit, mä wann Der d'Bengele bei d'Tromm gehäit, da kritt Der ni eppes hin. Ech hunn emol eng Kéier hei, wéi ech nach an der Regierung war, gesot, d'Entwécklungsministeren, dat sinn Don Quichotten, déi permanent récidivéieren. Well wann Der nom éischte Coup an d'Gette gitt, da versicht Der näischt méi. Mir sinn am Fong eng ganz Rei vun nëtzlechen Idioten, déi sech och sollen zu hirem Idiotendasein bekennen a kucken, datt se zu méi ginn.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Dat hëlleft den aarme Länner awer net vill.

M. Charles Goerens *(DP).*- Oh dach, Här Huss! Et kann ee ganz vill hëllefen an et däerf een och net dat ënnerschloen, wat positiv ass un den Entwécklungen. Zum Beispill déi ganz Coopération transfrontalière, kleng Projeten, déi net vill kaschten, wou Ambulanze kënne grenziwwerschreidend agesat ginn tëschent Länner, déi a priori um Punkt sinn, fir matenee Krich ze féieren. Ech denken zum Beispill un d'Côte d'Ivoire an un de Burkina Faso. Dat fonctionnéiert do!

Ech denken u grenziwwerschreidend Kommunikatiounsmëttel, déi zum Asaz kommen, zum Beispill Radio an Televisioun, och tëschent Gruppen, déi a priori vun hiren Zentralregierungen net encouragéiert ginn, fir dat ze maachen. Ech denken zum Beispill un déi Iddi, déi d'Afrikanesch Unioun opgegraff huet, fir dat do um ganze Kontinent duerchzebréngen: Ech denken un déi gemeinsam Analysen, déi gemaach ginn iwwert d'Situatioun um Sécherheetsplang. Ech denken un alleguer déi Versich, déi gemaach ginn, fir d'Stratégies de lutte contre la pauvreté an deenen eenzelne Länner opzeriichten. An ech denken och un déi Resultater, déi mer hunn. Wa mer viru fënnef Joer gesot hunn: Sida, null Chance, fir kënnen engem Afrikaner Accès ze ginn zu den Antirétroviralen, da musse mer awer haut gesinn, datt déi Analysen, déi deemools gemaach gi sinn, komplett falsch waren. Viru sechs Joer ass gesot ginn...

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- 70% vun den Afrikaner hunn nach haut den Accès net. Dat sinn d'Zuele vun der Weltbank.

M. Charles Goerens *(DP).*- Entschëllegt, Här Huss. Dir sidd schrecklech ongedëlleg. Är Iddien, déi Der op deem dote Plang verdeedegt, si gradesou sympathesch wéi Är Ongedold, déi mer de Moment schrecklech op d'Nerve geet. Dat soen ech Iech an aller Frëndschaft.

(Hilarité)

Här President, wann ech dem Här Huss op deem dote Punkt just ka soen, datt den Optimismus sech lount, da wëll ech drun erënneren, datt et am Joer 2000 e puer Leit gouf - onverbesserlech Optimisten -, deenen heibannen awer och kee Mënsch eppes gegleeft hätt. Déi hu gesot: Mir musse kucken, datt mer elo - ech schwätze vum Joer 2000, wou de Präis vun engem Traitement vun engem Sida-Patient 10.000 Dollar pro Joer a pro Patient kascht huet - nawell de Sida-Patienten an Afrika den Accès zu deem dote Medikament erméiglechen. Firwat? Aus ethesche Grënn.

All Mënsch huet gesot: Ekonomesch an haushaltspolitesch ass dat do net ze vertrieden. Eng Partie Leit hunn och nach gesot, dont och eng ganz Rei vun Entwécklungsministeren: Prévention d'abord, traitement d'accord. Déi hu sech alleguer gëiert. Wësst Der firwat? Well wann ee wëllt an Afrika een iwwerzeegen en Aidstest maachen ze goen, wou ass dann deem säin Intérêt drun, fir dat ze maachen, wann en net déi geréngste Chance huet op Heelung? Also, wann en herno net déi geréngste Chance huet op en Zougang zu den Antirétroviraux, déi säi Liewe ëm fënnef, zéng Joer verlängere kënnen.

Wat ass geschitt, Här Huss? An Zäit vu sechs Joer ass de Präis net méi 10.000 Dollar, mä nach 150. En ass also duerch 70 dividéiert ginn. Déi, déi deemools optimistesch waren, haten also Recht. An ech hunn d'Hoffnung net opginn, datt dat wat am Fall vum Sida méiglech war, datt een dat och kann op eng ganz Partie aner Fäll iwwerdroen.

Et sinn och an Afrika eng Partie Iwwerleeungen do, déi an hirem Denke méi wäit ginn, wéi dat wat d'UNO „foutéiert" war am Joer 2005 an hirer neier Strategie zu Pabeier ze bréngen. Ech denken zum Beispill un d'Haltung: Wéi maache mer et, wann innerhalb vun de Grenze vun engem Land d'Leit geschluecht ginn? D'Afrikaner soen zum Beispill: Mir sinn zwar net fir de Prinzip vun der Non-ingérence, mä mir si fir de Prinzip vun der Non-indifférence.

Dat, wat mir haut praktizéiere vis-à-vis vum Darfur, dat grenzt scho bal un Indifférence. Wa mer emol op der Non-indifférence wieren, a mir géifen och emol versichen, diplomatesch - dat ass och éischter gesot, wéi gemaach - alleguer déi ze isoléieren, déi nëmme just hir eegen Intérêten an nëmme just hir eegen Ofsécherung vun der Rohstoffliwwerung upeilen, da wiere mer vläicht e bësse méi wäit.

Ech war elo déviéiert ginn, Här President, duerch dem Här Huss seng pertinent Awänn. Well ech weess, datt mer enger Meenung sinn, wollt ech dat nach eng Kéier heimat ënnerstréichen. Ech soen Iech awer Merci fir Är Opmierksamkeet, an ech hoffen, datt deen Accord hei, deen och net ouni Mérité vu Lëtzebuerger Säit zustane komm ass, datt deen eis hëlleft déi Wett op d'Zukunft, déi mer alleguer reklaméieren, ze gewannen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Angel. Här Angel!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt fir d'éischt dem Laurent Mosar Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech ginn also elo net méi op d'Zustanekomme vun den Accorden an, déi jo elo haut hei an enger iwwerschaffter Form virleien. Genau wéi viru véier Joer - am Juli 2002 - wäert meng Fraktioun och haut hei dëse Modifikatiounen zoustëmmen.

D'deklaréiert Zil vun der Partnerschaft tëschent de 27 Länner vun der EU an deene 77 Afrika-, Karibik- a Pazifikstaten ass natierlech de Kampf géint d'Aarmut. Den Artikel 1 vum Cotonou-Accord seet onmëssverständlech, dass d'Reduktioun a wa méiglech natierlech d'Éradicatioun vun der Aarmut am Mëttelpunkt vum Accord stinn.

Et steet awer och dran, dass parallell dozou zwee aner Ziler musse verfollegt ginn: d'nohalteg Entwécklung an d'Integratioun vun den ACP- oder AKP-Länner an d'Weltwirtschaft. Gefördert gi sollen dofir déi ekonomesch, kulturell a sozial Entwécklungen an den AKP-Staten. Op dës Manéier solle Fridden a Sécherheet ënnerstëtzt ginn.

E weideren Aspekt, deen am Artikel 1 erwähnt gëtt - an deen, mengen ech, och enorm wichteg ass -, si stabil demokratesch Strukturen an deenen eenzelnen AKP-Länner. De Cotonou-Accord dréit deemno der Tatsaach Rechnung, dass d'Ursaache vun extremer Aarmut komplex a meeschtens struktureller Natur sinn. Fir dass d'Leit an engem sougenannten Drëttweltland eng Chance kréie kënnen, hir Situatioun dauerhaft ze verbesseren, mussen eng ganz Rei vu Konditiounen erfëllt sinn.

Wien eppes ännere wëllt, muss op villen Niveauen - an dat gläichzäiteg - usetzen. Gestäerkt gi musse souwuel déi staatlech Institutioune wéi och d'Participatiounsméiglechkeete vun der Zivilgesellschaft. D'Korruptioun muss bekämpft ginn, an och d'Rechtstaatlechkeet muss renforcéiert ginn. Nëmmen an engem halbwegs stabile politeschen Ëmfeld huet een och eng Chance Strategië fir eng flächendeckend Gesondheetsversuergung, Educatioun, Nahrungsmëttelsécherheet an en Zougang zu propperem Drénkwaasser ze entwéckelen an och ëmzesetzen.

All dës Aspekter ginn am Accord vu Cotonou ugeschwat an d'Modifikatiounen, zu deene mer haut eis Zoustëmmung ginn, verstäerke jo dës integréiert Approche. Dës Approche ass luewenswäert.

Fir dass sech awer eppes verännert, muss ee sech prezis Ziler setzen. Et ass also an deem Kader richteg finanziell Hëllefen u Konditiounen ze bannen. Dës Konditioune muss een awer kritesch analyséieren, an eenzelner kann oder muss ee souguer a Fro stellen. Et ginn eng Rei Konditiounen, déi et iwwerhaapt emol méiglech maachen, dass finanziell Hëllef gräift. Sou notzt et net vill, Milliarden Euro fir AKP-Länner bereetzestellen, wann e groussen Deel vun dëse Länner net d'Strukturen hunn, déi se bräichten, fir dës Sue kënne sënnvoll anzesetzen.

Esou kann een dëst illustréiere mat folgendem Beispill: Soulaang d'Fraen net emol iwwer elementar Rechter verfügen, a sexuell Gesondheet en Tabuthema ass, gëtt et och keng Chance d'Kannerstierflechkeet ze reduzéieren. Et ass deemno logesch, dass am Kader vum Cotonou-Accord d'Regierunge vun den AKP-State sech verflichte mussen ënner anerem esou Tabuen ze bekämpfen an d'Positioune vun de Fraen an der Gesellschaft ze verbesseren. Dëst Beispill hei heescht: politesch Konditionalitéit. An ech mengen, et ass wichteg dat vläicht nach eng Kéier ervirzestréichen.

Et gëtt aner Konditiounen, déi net eleng am Intérêt vun der Entwécklung vun den AKP-State sinn, mä déi och oder virun allem eis EU-Länner interesséieren. Dozou gehéiert zum Beispill de Kampf géint den Terrorismus. D'EU huet e kloren Interessi drun, dass d'AKP-Staten sech an dësem Beräich kooperativ verhalen. Am Prinzip misst dat och am Aklang mat der Politik vun den AKP-State sinn.

Et ass legitim Entwécklungsgelder u Bedingungen ze knüpfen, déi mussen erfëllt ginn, fir dass d'Suen effikass kënnen agesat ginn. Et ass dofir och akzeptabel, dass am Kader vun esou engem grousse Kooperatiounsaccord Aspekter ugeschwat ginn, déi net direkt de Kampf géint d'Aarmut betreffen, mä indirekt domat zesummenhänken a fir all Bedeelegt wichteg sinn. Net akzeptabel ass et dogéint, Konditiounen un e Kooperatiounsaccord ze bannen, déi dem Haaptzil, dem Kampf géint d'Aarmut, entgéintlafen.

E wichtegen, wann net dee wichtegsten Deel vum Cotonou-Accord, vun deem ech bis elo nach net geschwat hunn, betrëfft d'Handelsbezéiungen tëschent der Europäescher Unioun an den AKP-Staten. Bis elo kruten a kréien och d'AKP-Staten nach Faveure gemaach, déi zum Deel sollte kompenséieren, dass se net wettbewerbsfäeg sinn an hiren Undeel um Weltmaart dofir immens kleng ass.

Et si grad déi favorabel Handelsbedingungen, déi den EU-Marché eesäiteg fir Produiten aus den AKP-Staten opmaachen, déi an der Vergaangenheet d'Zesummenaarbecht fir eis Partner esou attraktiv gemaach hunn. Leider steet esou eng préférentiel Behandlung am Géigesaz zu de Prinzipië vun der Welthandelsorganisatioun. Dass dës Faveuren nach net ganz ofgeschaaft sinn, läit just dorun, dass mer eng Iwwergangsfrist vun der WTO zougestane kruten.

Ëmgesat gi soll dës Absicht mat Hëllef vun de sougenannten Accords de Partenariat Économique, kuerz APE genannt. Bei der Négociatioun vun dësen Accordë si mer awer am Timing hannendran; wat net verwonnerlech ass, wann ee sech bewosst mécht wat fir eng Problemer e liberalen Handelsaccord fir all déi AKP-Länner bedeit.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Oppe Mäert kënne wuel fir en Entwécklungsland Virdeeler bréngen, mä nëmmen dann, wann eng schrëttweis Liberaliséie-

rung deem tatsächleche Besoin vun deem Land Rechnung dréit a wann dat Land eng gewësse Kontroll iwwert dëse Prozess huet. Wann d'Liberaliséierung soll dozou bäidroen d'Aarmut ze reduzéieren, da muss de Rhythmus, an deem dëse Prozess virugeet, fir all Land individuell ugepasst sinn.

Déi Erfahrung hu mer jo och an der EU bei deene verschiddenen Erweiderunge gemaach. Och hei kënne Länner, déi eng besser Startpositioun haten an déi fir de Bäitrëtt wierklech prett waren, besser a méi liicht vum fräie Maart profitéiere wéi déi aner.

Wéi 2002 hei d'Ratifizéierung vum Cotonou-Accord am Haus debattéiert ginn ass, huet den deemolege Kooperatiounsminister gemengt, dësen Accord wär eng Coquille vide. Et wär en Appel un all déi bedeelegt Acteuren, fir sech ze bewegen.

Am Kader vun den Négociatiounen iwwert d'APEen, also den Accords de Partenariat Économique, wou d'Damoklesschwert vun der WTO iwwert de Partner hänkt, ass d'EU amgaang sech ze bewegen.

Allerdéngs muss ee fäerten, dass si sech virun allem op d'WTO zou- a vun den erkläerten Ziler vum Cotonou-Accord ewechbeweegt.

Mä, wa mer d'Millennium Development Goals, d'Mënscherechter an all déi héich Ziler, déi aus der Europäescher Unioun eng Wäertegemeinschaft maachen, eescht huelen, da kann et net sinn, dass mer eis AKP-Partner virun onléisbar Problemer stellen, nëmme well grad de WTO-Verfallsdatum ofleeft.

Ganz konkret heescht dat, et ass de Januar 2008. Et geet hei net drëm, fir d'WTO schlechtzemaachen, mä och dëser Institutioun géifen e puer Reforme guttdoen. A grad déi Partnerschaft zwëschent den AKP-Staten an der EU, déi jo awer iwwer 100 Länner verbënnt, kéint do nei Impulser ginn. Wann een d'Muechtverhältnisser mat bedenkt, da misst esou en Impuls ganz kloer vun der Europäescher Unioun a vun hire Memberstaten ausgoen.

Als alleréischt wier eng Verlagerung vum Schwéierpunkt um Niveau an der EU-Kommissioun vläicht noutwendeg. Mir haten dëst Thema den 30. November an der aussepolitescher Kommissioun ugeschwat, wéi de Kommissär Louis Michel hei war. Hien huet gesot, dass säi Kolleeg, de Kommissär Mandelson, fir dësen Dossier zoustänneg ass, mä dass hien, de Louis Michel, awer mat agebonne wär.

Ech sinn der Meenung, dass den Dossier vun den APEen ze vill oder bal nëmmen aus der Siicht vum Handel gesi gëtt an net genuch aus der Siicht vun der Entwécklungszesummenaarbecht. An duerfir fannen ech och, dass de Louis Michel a seng Servicer net nëmmen agebonne solle sinn, mä e staarken Afloss op den Dossier APE solle kréien a richtungsweisend ginn.

De Louis Michel huet hei och gesot, wéi mer iwwert d'APEe geschwat hunn, dass eng wirtschaftlech Isolatioun vun den Entwécklungsländner an enger globaliséierter Welt néfaste Konsequenzen hätt. Weider huet hie gesot, an ech zitéieren: «Il n'y a pas de développement durable sans développement économique. D'un autre côté il est vrai que ce qui manque le plus dans ces pays, c'est l'État. Libéraliser le marché, si l'État est absent, conduirait au drame.»

An ech mengen, et ass grad dëst Argument, wat mer Angscht mécht, wann ech kucken a wéi eng Richtung am Moment d'Verhandlungen iwwert d'APEen amgaange sinn. An ech mengen, do hu mer all eng Flicht opzepassen.

Ech wollt ofschléisse mat engem Bréif, deen de Minister Schiltz un de Louis Michel geschriwwen huet no där Entrevue. Dat war elo am Januar 2007, wou hien op d'Négociatiounen ageet iwwert déi APEen a wou hie sech och Suerge mécht, dass déi Accordë sollen équitabel ginn, wou hien eng ganz Rei Problemer opwërft a wou hien och seet, dass hien am Kontakt mat senge Partner, den AKP-Länner, op verschidde Problemer opmierksam gemaach gëtt. Ech wollt de Minister do just froen, ob de Kommissär him schonn eng Äntwert ginn huet a wat déi vläicht beinhalt.

An dann eng zweet Saach, déi ech nach wollt ervirsträichen, ass: Wann ee kritesch Stëmmen héiert iwwert déi Accords de partenariat économique, da kommen déi haaptsächlech vun den ONGen an och deelweis vun den Altermondialisten. An da gëtt gesot: Jo, dat sinn déi eng do, Verschiddener dreemen do, déi hunn do eng ganz aner Vue, déi kennen d'Realitéiten net. Mä ech wëll awer och soen, dass d'Politiker ganz wachsam musse sinn an och kritesch solle sinn.

Ech hunn dunn an der Kommissiounssitzung jo och verwisen op e Bericht vun der Assemblée nationale. An an där Assemblée nationale ass jo keng Majoritéit vum Här Bové senge Kolleegen, mä do si Leit vun der UMP, vun der UDF a vum PS vertrueden. Déi hunn e ganz kritesche Rapport gemaach vun iwwer 310 Säiten iwwert d'Négociatioune vun deenen Accords de partenariat économique. Do sinn Iddien dran, déi ee kann deelen, anerer net. Mä ech mengen, et soll een do wachsam sinn. Ech mengen, eise Minister a seng Kolleegen am Ministerrot sollen do och der Kommissioun kritesch géigeniwwerstoen.

An duerfir wär ech och frou vläicht nach ze héieren, wéi am Fong d'Attitüd am Ministerrot, am Rot vun de Ministere vun der Kooperatioun ass zu deenen APEen, ob Dir do e bëssen Afloss hutt op d'Kommissioun. Oder wéi ass do Är Positioun?

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Angel. Den nächste Riedner ass den Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 4. Juli 2004 hat dës Chamber no enger ganz kuerzer Debatt de Feu vert gi fir d'Approbatioun vum sougenannten Accord de partenariat zwëschent der Europäescher Unioun an den AKP-Staten.

D'Madame Renée Wagener fir DÉI GRÉNG an den Här Urbany haten deemools net fir dësen Accord gestëmmt, mat der Haaptbegrënnung, villes an deene Cotonou-Accorden hätt mat enger wierklech fairer Partnerschaft nëmme ganz wéineg ze dinn. Si haten sech beim Vote awer just enthalen. An datselwecht wäerten déi Gréng och haut beim Vote maachen, obschonn, wann een eleng aus der Perspektiv vun den aarmen Tiers-Monde-Länner géif jugéieren, et och genuch Grënn géif ginn, fir géint d'Cotonou-Accordë vun 2000 an déi hei virleiend Modifikatiounen ze stëmmen.

Eis Aschätzung vun de Cotonou-Accorden a vun den aktuellen Evolutiounen an dësem Kontext ass nämlech méi wéi kritesch. Mä mir sinn eis bewosst, datt och en negative Vote haut an hei vun eiser Säit souwisou näischt méi un dësen Accordë géing änneren.

Dës Accorden zwëschent dem räiche Ris „Europäesch Unioun" an dem aarmen Zwerg „AKP-Staten" sinn nämlech net ganz fair, well als absolut schwächsten Deel waren d'AKP-State gezwongen, wa se iwwerhaapt nach Entwécklungsgelder wollte kréien, vill fir si negativ Bestëmmungen am Joer 2000 ze schlécken. Déi Accordë vu Cotonou sinn also net nëmme wäitgehend déséquilibréiert, si wäerten doriwwer eraus an eisen Aen net dozou bäidroen, de Welthandel méi fair a méi gerecht ze maachen. Am Géigendeel!

Eng Rei vu Bestëmmungen aus deene Verträg, virun allem déi sougenannten Accords de partenariat économique, déi 2000 ënnert dem Drock vun der OMC, ënnert dem massiven Drock vun de westleche Multinationalen a vun den Apostele vum sougenannte Fräihandel an d'Cotonou-Accorden hu missen erageholl ginn, wäerten éischter dozou féieren, dass d'Kluft tëschent Superräichen aus dem räichen Norden an der batterer Aarmut am Süden nach weider wäert zouhuelen.

Vill Leit, Dir Dammen an Dir Hären, waren an deene vergaangenen een, zwee Joer erféiert an entsat, wéi se am Fernseh oder an den Zeitungen ëmmer méi heefeg dramatesch Biller gesinn hu vun Afrikaner a vun aner sougenannte Verdammter dieser Erde, wéi se de bekannte Schréftsteller Frantz Fanon eng Kéier genannt hat, vun dausenden an dausende vun Aarmutsflüchtlingen a Migranten, déi virun Aarmut an Ënnerentwécklung, virun Honger, Krankheet an enger totaler Perspektivlosegkeet aus hiren Heemechtslänner fortgelaf sinn, oder iwwert d'Mier laanscht déi westafrikanesch Küst geflücht sinn. Dausenden, vun deenen der vill an der Wüst ënnerwee verhongert oder erdiischtert sinn. Vun deenen der vill um Mier gekentert an erdronk sinn, Mënsche wéi mir, a wou een anerer vun hinne gesinn huet an de Stacheldréit vun den Enklaven, vun Ceuta a Melilla oder an Ofschiebelageren op de Kanaren a Spuenien oder a Süditalien.

Mir fäerten, Dir Dammen an Dir Hären, datt, och wann Europa sech nach méi verstäerkt wéi bis elo zu enger Festung wëllt ausbauen, trotzdeem de Stroum vun Elendsflüchtlingen aus dem Maghreb, aus dem südleche Mëttelmierraum an aus Afrika insgesamt net wäert ofhuelen. Am Géigendeel, e wäert an deenen nächste Joren nach weider zouhuelen, well all dëse Regiounen a well Afrika insgesamt keng wierklech seriö Entwécklungsperspektive gebuede ginn, net mat de Cotonou-Accorden, a scho guer net mat där dominéiernder OMC-Politik, déi de Charakter vun de Cotonou-Accordë bestëmmt huet.

Eng kuerz Zwëschebemierkung just op dëser Plaz. Dës wéineg erbaulech Feststellungen, dës méi düster Zukunftsperspektiven an eis Kritiken, déi ech méi am Detail vis-à-vis vun de Cotonou-Accordë wäert virbréngen, riichte sech net géint déi Lëtzebuerger Entwécklungspolitik. Si riichte sech och net géint d'Persoun vum zoustännege Kooperatiounsminister hei am Land, dee sech och an eisen Ae positiv engagéiert. Mir wäerte jo am Fréijoer geschwënn op d'Lëtzebuerger Entwécklungspolitik hei am Haus méi genau ze schwätze kommen.

Eis Kritike riichte sech méi generell un d'Politik vun der Europäescher Unioun, un d'Politik vun der därzäiteger EU-Kommissioun an un d'Adress vun der EU-Aussenhandelspolitik, déi ganz wéineg interesséiert ass un enger wierklech fairer a laangfristeg durabeler Entwécklung vun Afrika, vun den AKP-Staten a vun de Länner vum Tiers-Monde insgesamt, mä déi virun allem interesséiert ass un de kuerzfristegen Expansiounsméiglechkeete vun den europäesche multinationale Firmen, déi no bëllege Rohstoffquellen an och neien Ofsazmarchéen an Afrika sichen.

De wierkleche Motor vun der europäescher Aussepolitik ass dës Aussenhandelspolitik am Déngscht vun de Multinationalen an déi europäesch Entwécklungspolitik - d'Kooperatiounspolitik -, déi zwar elo iwwert den zéngte FED-Programm finanziell soll mëttelfristeg méi Moyene kréien - ronn 22 Milliarden Euro -, mä dës europäesch Hëllef- an Entwécklungspolitik wäert net à même sinn, déi global wirtschaftlech, sozial an ekologesch Schied opzefänken, déi duerch déi neoliberal Handelspolitik vun der Europäescher Unioun, vun den USA a vun aneren Industriestaten, inklusiv China an Indien, amgaangen ass, sech iwwert d'OMC duerchzesetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, schonns am 19. Jorhonnert, zur Zäit vun der europäescher Kolonialzäit, ass et e Rush gi vun de groussen europäeschen Nationalstaten an hire kapitalisteschen Handelsgesellschaften, fir sech e méiglechst grousst Stéck vum afrikanesche Kuch ofzeschneiden, fir u méiglechst vill a méiglechst bëlleg Rohstoffer an Naturprodukter erunzekommen. Afrika ass fir Jorzéngten ausgeblutt ginn a leit deelweis nach haut ënnert den entwécklungspolitesche Konsequenze vun dësem europäesche Kolonialismus, während ëmgekéiert en Deel vum europäesche Wuelstand um Bockel a mam Blutt vun Afrika opgebaut ginn ass.

Haut, zënter de leschte Joren, hu mer et mat engem ähnleche Phenomeen, mat engem ähnleche Rush op Afrika, op seng Buedemschätz a seng Naturprodukter ze dinn; woubäi haut - am Ënnerscheed zum 19. Jorhonnert - an Afrika net nëmmen d'Europäer aktiv sinn, mä och d'USA, Japan, China an Indien. Vierdergrënneg geet et hinnen alleguerte scheinbar nëmmen ëm d'Wuel, ëm d'Entwécklungschancen an ëm en Développement durable vun Afrika.

A Wierklechkeet geet et awer ëm déi afrikanesch Pëtrolsquellen, ëm afrikanesch Rohstoffer wéi Uran, Bauxit, Koffer an esou virun. An et geet, wéi schonns gesot, ëm nei Ofsazmarchéé fir amerikanesche Kotteng oder Mais, fir chineseschen Textil, oder zum Beispill fir europäescht Mëllechpolver oder Fleesch, déi duerch d'Praxis vun onmoraleschen Dumpingpräisser déi lokal Produzenten a lokal Marchéen an den afrikanesche State ruinéieren an Aarmut a Perspektivlosegkeet produzéieren. An et geet iwwert déi nei Fräihandelsbestëmmungen, déi vun de räichen Industriestaten iwwert d'OMC an d'Cotonou-Accorden erakomm sinn, dorëmmer, fir déi afrikanesch Marchéé rücksichtslos opzemaachen a schutzlos dem Fräihandel ze ënnerwerfen.

Op dësen ökonomeschen Haaptaspekt vun dësen Accorden an hiren aktuelle Modifikatioune wäert ech gläich zréckkommen, mä fir d'éischt e puer Bemierkunge just zu eenzelnen - ech soe bewosst „eenzelnen" - méi positive Punkten an dëse Cotonou-Accorden.

Positiv ass sécherlech d'Verflichtung vun AKP-Staten zu enger sougenannter Bonne gouvernance, zu Rechtsstaatlechkeet, zu fräie Wahlen, zu gläiche Rechter fir d'Fraen an esou virun. A positiv ass och d'Verflichtung zur Abezéiung, zur Participatioun vun der Société civile, vun einheimeschen ONGen, an d'Entwécklung an den Opbau vun dëse Länner; och wann eng positiv Ëmsetzung dovun nach net iwwerall genuch gelongen ass.

Iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Bonne gouvernance kéint een allerdéngs och a munchen europäesche Länner selwer esou munches soen. Mä déi afrikanesch Staten, mat Ausnahm vun e puer Diktaturen, hu jo virun e puer Joer mat der Grënnung vum NEPAD dës Erausfuerderung vun enger gudder Gourvernance a vum Kampf géint Korruptioun a Machtmëssbrauch ëmmerhin an Ugréff geholl. Si waarden nach just op méi technesch an administrativ Hëllef, fir dat ëmsetzen ze kënnen.

Dann ass et natierlech alles, mä net hëllefräich, wann afrikanesch Staten ëmgekéiert, ënnert dem Zwang vu sougenannte Strukturupassungsprogrammer vum internationale Währungsfong, gezwonge ginn hir staatlech Administratiounen, hir öffentlech Servicer vu Santé, Transport, Energieversuergung, Educatioun an esou virun, do Personal ofzebauen, wéi dat a ville State geschitt ass. Ënnert dem Artikel 47 vum Cotonou-Accord vun 2000 ass d'Flicht vun der Respektéierung vun esou negative Strukturupassungsprogrammer iwwregens verankert. Wat ass ausser dem Begréff „Duebelmoral" do ubruecht?

Dir Dammen an Dir Hären, op Drock - op positiven Drock, an dësem Fall - vun EU-Ënnerhändler sinn an de Cotonou-Accorden och Bestëmmunge géint Waffenhändler a géint d'Proliferatioun vu Massevernichtungswaffen erakomm; wat een natierlech nëmme ka begréissen, well Afrika aus villen Ursaachen eraus - och aus Aarmutsursaachen, aus ethneschen Ursaachen, aus religiéisen Ursaachen oder aus dem Sträit ëm Rohstoffer - ënner ville militäresche Konflikter leit.

Wichteg wiere wierklech och Mesuren am Kampf géint de Waffenhandel, géint d'Rekrutéierung vu Kannerzaldoten, géint Landminnen an esou virun; obschonns et och do dann awer wichteg wier op d'Zuelen an op d'Ursaache vun dëse Waffen hinzeweisen a se ze ënnerbannen. Déi Quelle leien haut zu engem groussen Deel bei auslännesche Waffenhändler oder Mafiosien.

Da sinn op Incitatioun vun der EU och Antiterrorbestëmmungen an d'Accordë vu Cotonou mat erageholl ginn. Och dat ass sécherlech begréissenswäert, well all Form vun Terrorismus an eisen Aen onmënschlech an ze veruerteelen ass. Esou hunn am September 2001 all verantwortlech Politiker weltwäit op dat vehementstent d'Al-Qaida-Attacken op New York veruerteelt, déi op engem eenzege Septemberdag méi wéi 3.000 Doudeger gefuerdert hunn. Dat ass wierklech Terror an Horror.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, deeselwechten 11. September, deeselwechten eenzegen Dag vum 11. September sinn an Afrika an am Tiers-Monde 24.000 Leit un Honger gestuerwen; iwwer 8.000 Kanner zum Beispill u Banalitéite wéi Duerchfall oder aneren heelbare Krankheeten, virun allem an Afrika! A keen Hunn, kee Statschef huet no dësen Doudegen, déi gradesou Mënsche waren, gekréint! An den 12. September, den 13. September an de 14. September an esou viru waren déi Zuelen ähnlech.

Meng Fro: Ass et just Terrorismus, wat den 11. September an den USA geschitt ass, oder ass et net och eng Form vu strukturneller Gewalt a strukturellem Terrorismus, wann all Dag am Tiers-Monde - och am Cotonou-Beräich - gradesou vill a méi Kanner a Leit ënner Krankheet an Honger stierwen? „Jo" also zu de Prinzipië vun enger Bonne gouvernance, mä dann awer op zwou Säiten; ganz staark „jo" zu der Participatioun vun den ONGen an der Zivilgesellschaft; „jo" zu den Antiproliferatiounsbestëmmungen, a „jo" mat Aschränkungen och zu den Antiterrorbestëmmungen an dësen Accorden, esou wéi ech dat virdrun hei versicht hunn ze erklären.

Haaptproblematesch - a mer wäerte bei der Kooperatiounsdebatt nach eng Kéier méi genau dorop mussen zréckkommen - am Kontext vun deenen neie sechs sougenannte regionalen Accords de partenariat économique an Afrika ass awer déi total Fräihandels- a Liberaliséierungsideologie, déi dësen neie sougenannte Partnerschafte soll zu Gronn leien, an déi haaptsächlech op d'Artikele 34-4, 41, 46 a 47 aus dem 2000er Cotonou-Ofkommes berout. Laut dem éischtgenannten Artikel verléieren d'AKP-Staten - ausser deelweis den absolut äerm-

ste vun hinnen - hir Préférences tarifaires non réciproques, déi se an de Lomé-Verträg haten, an déi elo 2007 auslafen, an un d'OMC-Regelunge vum Fräihandel sollen ugepasst ginn.

Dat ass fir vill AKP-State jiddefalls en ekonomeschen an e soziale Réckschrëtt. Am Cotonou-Vertrag vun 2000, deen och elo soll mat Modifikatioune weidergefouert ginn, war et de Fräihandelsënnerhändler vun der EU ënnert dem Stéchwuert GATS an AGCS och gelongen, esou wéi am Uruguay-Round a bei der OMC, de Prinzip vun der Liberaliséierung vu Service- an Déngschtleeschtungsmarchéen ze verankeren; am Intérêt natierlech vun de groussen europäeschen an amerikaneschen Déngschtleeschtungsmultie vu Waasser-, Energie-, Banken-, Gesondheets- a Pharmabranchen an esou virun.

E Prinzip, géint dee sech net nëmmen d'AKP-Staten, mä d'Tiers-Monde-Staten insgesamt gewiert hunn, a sech bei den OMC-Verhandlunge weider dogéint wieren, well dat natierlech ganz kloer de schrëttweisen Opbau vun eegene Servicecapacitéiten onméiglech mécht. Si géifen op éiweg zu aarmen an zu renge Lieferante vun net verschaffte Rohstoffer an Naturprodukter ginn. Or, wien haut keng eege Veraarbechtungsindustrien, keng eege Servicebetriber, a sief et och nëmmen a Kollaboratioun a grousse Regiounen, kann opbauen - do ass d'Iddi vu méi regionale Partnerschaftskonzepter bei Cotonou net schlecht, déi ass souguer ze begréissen -, dee verpasst all ökonomesch Entwécklungschancen a bleift zréck als éiwegen Almosenempfänger fir Entwécklungshëllef.

Doriwwer eraus hunn déi meescht - dat muss een och do derbäisoen - Liberaliséierungs- a Privatiséierungsprojeten zu Gonschte vun de westleche Multinationalen zënter 1980 dozou gefouert, datt déi bisherege Servicer an deene Länner am Beräich Waasser, Energie, Zuchverkéier an esou virun zu soziale Verschlechterunge fir déi betraffe Bevölkerung gefouert hunn, esou datt et op ville Plazen - net nëmmen a Latäin- a Südamerika - zum Opruff zu neie Renationaliséierunge vun esou Servicer kënnt. Ech verweisen op Argentinien, ech verweisen op Bolivien an esou virun. Trotz deenen negativen Erfahrungen, déi och vun der Weltbank an engem rezente Rapport confirméiert gi sinn, gëllt ëmmer nach déiselwecht neoliberal Liberaliséierungs- a Privatiséierungsideologie, déi also hei soll virugefouert ginn.

Wat huet dat, wann een e realistesche Bilan vu bal 40 Joer internationaler Entwécklungshëllef mécht - well dat ass jo ugaang ufanks de 70er Joren -, den aarme Länner am Tiers-Monde, virun allem an Afrika, dann haut global gesi wierklech bruecht? Ofgesinn dovunner, datt ufanks de 70er Joren héich an helleg e Versprieche vun 0,7% vum PIB gemaach gouf; e Versprieche vun deem déi meescht räich Industriestaten aus Europa an den USA haut nach meilewäit ewech sinn. Ofgesinn och dovunner, datt vun den Entwécklungsgelder normalerweis am Duerchschnëtt tëschent 40 a 60% iwwer Opträg un europäesch Firmen erëm eng Kéier zréckfléissen. Ofgesinn dovunner weist en nüchterne Bilan, datt déi Entwécklungshëllef insgesamt deenen aarme Länner net ganz vill vun der Plaz gehollef huet.

Dat hänkt awer net gréisstendeels um Prinzip vun der Entwécklungshëllef an un der Entwécklungshëllef selwer, mä et hänkt dorunner, datt et eng Rei vu vill méi schwéiergewiichtegen, aneren negative Facteure gëtt, déi vill Entwécklungsefforten op där anerer Säit erëm zerstéieren.

Hei e puer vun deene Facteure just, op déi ech wéi gesot bei der Kooperatiounsdebatt nach eng Kéier wäert zréckkommen, an déi an totaler Inkohärenz stinn, am totale Widdersproch sti mat deem, wat mer Entwécklungshëllef nennen - a Stéchwierder just:

Éischtens, ech hat jo geschwat vun deene gebrachene Versprieche vun 0,7% selwer;

zweetens, de Passé colonial mat all senge strukturelle Konsequenzen;

drëttens, de wäitgehende Präisverfall fir d'Produkter aus dem Tiers-Monde op de westlech dominéierte Bourssë vu London a vun New York an deene leschten 20 Joer. Beispiller gëtt et genuch, souwuel fir Rohstoffer wéi fir Agrarprodukter - wann een emol vum Pëtrol ofgesäit.

Véiertens, d'Agrarexportsubventiounen an d'Agrardumpingpräisser vun der EU, vun den USA an och vun aneren, déi d'Produktioun an d'Vente vu villen Agrar- an Naturprodukten, ob Kotteng, Fleesch, Mëllech, ob Textil an esou virun an den AKP-Länner selwer, mä och op d'Nopeschmarchéen onméiglech maachen an déi déi lokal Produktioune ruinéieren, mat de Konsequenzen Aarbechtslosegkeet, Honger a Landflucht.

Fënneftens, de Poids vun der Dette, vun enger ongerechter Verscholdung, wou den Zënsendéngscht vun där Dette ëmmer méi grouss Proportioune vum Statsbudget vun deenen aarme Länner ausmécht, a wou an net wéinege Fäll dëse Scholdendéngscht un déi multinational Banke vill méi ausmécht, wéi déi gesamt Entwécklungshëllef, déi déi State kréien.

Net nëmmen d'Tiers-Mondes-Länner selwer, och d'ONGe weltwäit a souguer eenzel Statsleit fuerderen an deene leschte Joren duerfir d'Annulatioun oder zumindest eng wäitgehend Reduktioun vun deenen Detten, fir iergendwéi deene Länner ze erlaben en Neiufank ze starten. Mä leider huet sech bis haut, trotz alle ville schéine Rieden an Deklaratiounen, dorunner ganz wéineg geännert.

Sechstens, d'Liberaliséierungskonsequenzen am Tiers-Monde, vun deenen ech virdru scho geschwat hunn. Just zwou Zuelen an Zitater aus dem Rapport „Global economic Outlook 2000" vun der Weltbank - d'Weltbank, déi jo net ka verdächtegt sinn, iergendwéi ONG, Attac oder gréng oder iergendeppes ze sinn.

Op Lëtzebuergesch iwwersat aus dem Engleschen:

Éischtens, d'Zuel vun de Leit weltwäit, déi mat manner wéi zwee Dollar den Dag musse liewen, ass zënter 1980 bal ëm 50% geklommen. An, seet d'Weltbank, dat war déi Zäit, zënter där am stäerkste liberaliséiert ginn ass.

An zweetens, aus engem Rapport vun der UNO vun 1999: An 59 Länner wier d'Duerchschnëttsakommes 1999 méi niddreg gewiescht wéi 1980. D'Schéier tëschent Räich an Aarm geet vu Joer zu Joer ëmmer méi auserneen. An trotzdeem soll och laut Cotonous-Accordë weider liberaliséiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, op de siwente Punkt, nämlech d'Noutwendegkeet an de Cotonou-Accorden, fir d'Politik vum internationale Währungsprogramm ze respektéieren, obschonn dës Programmer eng total Faillite sinn, wëll ech hei net méi agoen. Ech hat virdru schonn dorobber higewisen.

D'APEen an dëse Verträg, dat heescht, déi nei regional Accorden, Accords de partenariat économique, déi elo négociéiert an erstallt solle ginn, stellen déi europäesch Ënnerhändler, ob et den Här Mandelson ass oder den Här Louis Michel, jiddefalls virun d'Fro, wat mat dësen APEe soll geschéien, wann se nach op sinn.

Solle wierklech éierlech Entwécklungspartnerschaften entstoen? Oder bleift et beim „business as usual", woubäi dat Wuert Business an dësem Fall hei senger reng kommerzieller Bedeitung géif entspriechen?

Mir fäerten op jiddfer Fall als Gréng, dass den Entwécklungs- a Kooperatiounskommissär Louis Michel do net vill wäert ze soe kréie par rapport zum Fräihandelskommissär Mandelson, dee knallhaart just d'Intérêtë vun den europäeschen Export- a Serviceindustrië vertrëtt. Mir sinn do méi wéi skeptesch a mir wäerten eis duerfir och beim Vote enthalen.

Zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären, nach just eng kuerz Zousazbemierkung zum Développement durable a virun allem zum Klimawandel, wou et jo elo scho kloer ze si schéngt, datt grad och nach déi Äermste vun deenen Aarmen am Süddeel vun eisem Planéit am meeschte wäerten dorënner ze leide kréien: ënner Katastrophen, ënner Iwwerschwemmungen, Hëtzekatastrophen an dem Verdréchne vu ganze Regioune bis erop an de Mëttelmierraum.

Ech woe mer net virzestellen, wann de Klimawandel ëmmer méi antrëtt an deenen nächste Jorzéngten, wat fir Biller mer dann un de Grenzen an un de Stacheldréit vun der Festung Europa wäerten ze gesi kréien a wat da wäert geschéien.

Déi räich State sinn an eisen Aen op jidde Fall gefuerdert hiren Egoismus, hiren onekologesche Konsumwahn an hir Après-nous-le-déluge-Mentalitéit ze iwwerdenken. Endlech ze iwwerdenken!

Mat dëser Modifikatioun - domadder kommen ech zum Schluss - vun dëse Cotonou-Accordë gëtt dat an eisen Ae leider net geleescht, mä bei der Kooperatiounsdebatt wäerte mer dann nach eng Kéier Geleeënheet kréien, op all déi dote Saache méi genau a méi am Detail a mat vill méi Zuelen zréckzekommen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Den Accord vu Cotonou vum Joer 2000 tëschent der Europäescher Unioun an den AKP-Staten huet eng Dauer vun 20 Joer an e gëtt all fënnef Joer revidéiert. A mer si frou an houfreg doriwwer, datt déi lescht Revisioun hei zu Lëtzebuerg konnt ënnerschriwwe ginn.

De Partenariat tëschent deem räichen Europa an deene méi aarmen AKP-Länner huet fënnef Dimensiounen: eng politesch Dimensioun, d'Zesummenaarbecht mat den ONGen notamment, de Kampf géint d'Aarmut, d'wirtschaftlech Zesummenaarbecht an och déi finanziell Zesummenaarbecht.

Wann ee vun der politescher Dimensioun schwätzt, dann ass et evident, datt een ënner anerem un d'Bonne gouvernance denkt, un d'Mënscherechter. An et gesäit een, datt et wichteg ass, datt mer esou eng Konditioun mat dragesat hunn, well et drëm geet, fir verschiddenen Abusën, déi mer an der Vergaangenheet kannt hunn, entgéintzewierken, a fir och ganz kloer ze soen, datt mer ons distanzéiere vun deene Länner, wou d'Mënscherechter net respektéiert ginn.

Mä et misst awer och heeschen, Här Minister, datt et noutwendeg ass, datt mer och hei an Europa verschidde Konsequenzen doraus zéien, wann op eng Kéier d'Bonne gouvernance hei an Europa net richteg klappt.

Ech wëll nuren ee Beispill huelen, dat ass dat, wat an der Côte d'Ivoire geschitt ass, wouhinner e Londoner Armateur säi Schëff geholl huet. Hie sollt dat zu Rotterdam dépolluéiere loossen. Well dat fënnef Milliounen Euro kascht huet, huet hie gesot, hie géing dat net maachen. An hien huet dunn d'Schëff an d'Côte d'Ivoire geschéckt, do huet hien et fir ganz bëlleg Suen dann dépolluéiert kritt, mat deem Resultat, datt eng ganz Regioun polluéiert ginn ass an datt iwwer zéng Leit dohanne gestuerwe sinn, ouni vun deenen ze schwätzen, déi schwéier Gesondheetsschied dovugedroen hunn.

Ech sinn awer elo frou ze héieren, datt d'Geriichter reagéiert hunn an datt haut déi Firma zu 132 Milliounen Euro Dommages et intérêts condamnéiert ginn ass.

Ech mengen, et geet do dorëm, datt mer och dofir suergen, datt iwwerall, wou mer Gesetzer hunn, wou mer d'Méiglechkeeten hunn, iwwer Direktive beschlossfäeg ze ginn, wou mer aktiv solle ginn, datt mer do solle ganz staark dogéint kämpfen, datt Afrika ugesi gëtt wéi den Dépotoir vun all méiglecke Saachen, mat deene mer hei net wëlles hunn eppes ze maachen an déi mer ons dann do bëlleg kënnen entsuerge loossen.

Deen anere Punkt, dee wichteg ass, dat ass, datt een och kuckt, datt Europa wëlles huet seng Entwécklungshëllef ze steigeren, an dat am Kader vun den „Millennium Development Goals", vun 33 Milliarden Euro am Joer 2003 op 84 Milliarden Euro am Joer 2015. Ech mengen, dat ass e gutt Zil, a Lëtzebuerg huet jo am Prozentsaz do nach méi wëlles.

Och do wollt ech soen, datt mir als ADR bien entendu hannerun där Politik vun der viregter Regierung an och vun dëser Regierung stinn.

Nach stellt sech awer an deem Kontext e klenge Problem, deen ech hei évoquéiere wollt, dat ass de Fonctionnement vum Fonds européen de Développement. Do ass elo, wa meng Informatioune richteg sinn, fir déi nächst sechs Joer e Betrag vun 22,7 Milliounen Euro virgesinn, deen deem Fong soll zoukommen. Mä et muss een awer och feststellen, datt an deem Fong elo eng 11 Milliarden Euro op der héijer Kant sinn - dat si wéinstens déi Donnéeën, déi ech hei an enger Resolutioun vum Europaparlament gesinn hunn. Dat ass eng Resolutioun hei (2006) 0112, an där d'Regierungen opgefuerdert ginn, ze kucken, ob net dee Fong sollt reforméiert ginn, fir méi effikass ze ginn a fir datt déi Suen och dohinner kommen, woufir se am Prinzip geduecht sinn.

Ech wollt duerfir froen, ob d'Regierung iwwert déi Problematik Bescheed weess an ob se och gedenkt déi eng oder déi aner Iddi schonn um Niveau vun de Reforme vläicht virzegesinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dann ass et och evident, datt dee ganzen Accord vu Cotonou, deen noutwendeg ass, awer och ganz oft an deem ganze Welthandel, dee mer kennen, heiansdo awer och e bësselchen do wéi een Exot wierkt. Woufir? Well verschidde Länner déiselwecht Wäerter, déi mir wichteg fannen, net respektéieren. Dat ass China. Dat ass Amerika, déi net hésitéieren, fir mat Dumpingspräisser a mat Agrarwueren, déi se an déi Länner exportéieren, déi lokal Agrarwirtschaft futti ze maachen a staark ze konkurrenzéieren op jiddfer Fall. Dofir erwaarde mer ons ganz vill, datt am Kader vun der Doha-Ronn eng Léisung fonnt gëtt an datt déi Abusën, déi mer elo festgestallt hunn, zu engem Enn kommen.

Am Sudan hu mer och eng Situatioun, déi mech ëmmer schockéiert, well een op där enger Säit am Sudan een Deel vum Land huet ëm Khartoum, wat eng wonnerbar Entwécklung kennt, deen en Développement kennt, dee relativ staark ass; an op där anerer Säit gesäit een awer och dat, wat am Darfur geschitt, wou ganz staark Bedenke sinn a wou ech hoffen, datt et do endlech zu Fridde ka kommen.

Nach wie vor stellt sech awer och nach fir ganz Afrika en demographesche Problem. D'Leit, déi do op d'Welt kommen, déi Zuel steigt vill méi wéi hire PIB. Do muss ee kucken, wéi ee géint do hëllefen. Ech weess selwer kee Rot dobäi. Mä et ass kloer, datt déi demographesch Situatioun ee vun de Problemer wäert duerstellen.

Dat explizéiert och, firwat déi illegal Immigratioun ëmmer méi zouhëlt: Well d'Leit an hirem Land keng Existenze méi hunn; ganz oft net wëssen, wat se solle maachen, wou se solle schaffe goen, fir hir Famill a fir sech selwer och ze ernieren.

Wann ee géint illegal Immigratioun wëllt virgoen, ass déi beschte Waff, dat bescht Argument d'Entwécklungshëllef, andeems een deene Länner hëlleft, déi an Nout sinn, aus der Aarmut erauszekommen an deen Ablack de Leit och sur place déi néideg Aarbechtsgeleeënheeten unzebidden.

Dat gesot, wëll ech dem Rapporteur sengem Opruff nokommen an den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an zu dësem Accord vu Cotonou brëngen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Ee Moment nach, Här Minister Schiltz, den Här Jaerling huet d'Wuert nach gefrot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Wa mer hei am Zesummenhang mat sougenannten ënnerentwéckelte Länner vun Aarm a Räich schwätzen, vu wat fir enger Aarmut a vu wat fir engem Räichtum schwätze mer?

Mir schwätze vun de räichen europäesche Länner, räich un Technologie, räich u Wëssen, räich un Infrastrukturen a räich u Wirtschaft. Mir schwätze vun deenen aarmen afrikanesche Länner, wou mer elo hei schwätzen. Déi hunn awer och e gewëssene Räichtum, well déi hu jo awer dee Räichtum, deen eis feelt an deen eis am Fong elo an nach aner Länner interesséiert; dat ass dee Räichtum vun hire Rohstoffer, déi eis elo interesséieren, aus deenen Ursaachen, wou mer haaptsächlech eis elo och méi fir déi Länner interesséieren, och wa mer et ënnert dem Deckmantel heiansdo vun der Entwécklungshëllef a vun den Handlungsbezéiunge maachen.

Mir schwätze vun Aarmutsbekämpfung. Mä Aarmut bekämpfen, dat mécht een net mat enger Philosophie, mä do muss een, genau wéi den Här Goerens dat hei gesot huet, pragmatesch virgoen. An ech kann em nëmme Recht ginn, wann e seet, et muss ee ganz oft esquivéieren, fir awer e Schrëtt no vir ze kommen, besonnesch wann een d'Strukturen, wann een d'Geschicht an d'Mentalitéit an deenen afrikanesche Länner kennt, déi jo och nach zu engem groussen Deel mat deem Kolonialismus verbonnen ass, wou Europa jo och mat e groussen Deel Schold drun huet.

Ech mengen, do muss ee pragmatesch virgoen an do muss ee Schrëtt fir Schrëtt virgoen. An do geet et elo net fir esou ze maachen, wéi wann elo hei iergendwéi e Klassenkampf zwëschent Aarm a Räich géif stattfannen. Mä hei geet et drëm, fir eng équitabel Partnerschaft ze sichen.

An do stellen ech mer effektiv d'Fro, ob dat mat all deenen Accorden, déi begréissenswäert sinn, well se e Schrëtt no vir bréngen, mä ob all déi Équitéit do, déi hei virgegaukelt gëtt, dann och effektiv awer am Endeffekt gewollt ass oder ob net aner Ursaachen do sinn: Wéi zum Beispill China an Indien, déi an Afrika investéieren, mä awer wierklech aus Eegebedarf, fir haaptsächlech hir

eege Versuergung ze garantéieren a fir sech do gutt Frënn mat deene Länner ze maachen. A besonnesch awer mat deene Länner, wou de Räichtum - well mer schwätze jo vu Räichtum an Aarmut - vun deene Länner an den Hänn vun e puer Famillje läit, mat deenen se nëmme brauchen ze verhandelen, fir sech do kënnen d'Täsche voll ze stiechen.

An dofir ass d'Diskussioun vun der Aarmut, a verschiddene Länner vun Afrika, eng Diskussioun iwwert d'Verdeelung vum Räichtum intern an deene Länner selwer. Well eben de Räichtum, wéi gesot, an den Hänn vun e puer Leit läit, déi einfach och net bereet sinn dee Räichtum hierzeginn, a mat deenen et och méi einfach ze verhandelen ass, wéi mat demokratesche Strukturen, wéi mat demokratesche Staten, déi mer jo awer wëllen an deene Länner do opbauen.

An dofir - soen ech elo emol hei ganz kloer - geet et net duer, dass een, zum Beispill wéi am Kongo, en diktatoresche President elo demokratesche President nennt. Dat geet net duer. Ech mengen, et muss een déi sämtlech Strukturen, et muss een d'Mentalitéit änneren an et muss een och derfir suergen, dass mer déi Rechtsstaatlechkeet, déi mer gären an deene Länner hätten, och mat deene Länner, mat deene Leit zesumme maachen. An dat ass net de Fall.

Wichteg ass trotzdeem all Accord, dee fonnt gëtt. Wichteg sinn och zum Beispill déi kleng Initiative wéi Mikrofinanzementer, déi awer um Terrain direkt de Leit eppes bréngen.

Wichteg sinn och aner kleng Projeten, déi eis weiderbréngen.

Mä dat, wat hei elo mat deem Accord versicht gëtt, déi Handlungsbezéiungen, déi do sollen opgebaut a versicht gi mat deene Länner, do soen ech awer ganz kloer: Do muss awer ganz gutt opgepasst ginn, dass déi net unilateral stattfannen an dass net nëmmen am Hannergedanken déi Handelsbezéiungen opgebaut ginn, nëmme fir un d'Eegeversuergung ze denken an een dann net - och wéi China an Indien dat an Afrika maachen - geziilt op déi demokratesch Entwécklung vun de Strukturen higeet.

Dofir soen ech: Et kann een den Accord ginn. Et kann ee säin Averständnis ginn zu dësem Accord, mä awer da mat Bedenken, well ee ganz genau d'Hannergedanke kennt vun esou Accorden, wou nëmme jiddfereen emol un alleréischter Stell u seng Eegeversuergung denkt an da spéider eréischt un déi Länner, déi et betrëfft. An dofir soll ee ganz virsiichteg sinn an och an Zukunft dat awer am A behalen.

Fir mech geet et haaptsächlech drëm mat deene Länner zesummen ze kucken, emol éischtens, et geet ëm d'Rechtsstaatlechkeet, et geet awer och ëm déi intern Verdeelung vun de Räichtümer an ze versichen, dass déi Räichtümer iwwer demokratesch Strukture verdeelt ginn.

Och an deem Kompromiss hei an an deenen Accorden, déi virdru waren, wat elo d'Entwécklungshëllef ugeet, ass et wichteg, dass Bedingunge gestallt ginn. Mä d'Entwécklungshëllef duerf awer net an de Mëttelpunkt gestallt ginn.

Well d'Entwécklungshëllef ass am Fong nëmmen en Aspekt fir de Leit ze hëllefen sech selwer ze hëllefen. An dat ass dat, wat zielt, wat muss opgebaut ginn. An dat ass och dat, wat muss weidergedriwwen an ausgebaut ginn, fir dass déi Leit sech och kënnen an hirem eegene Land, an hirer eegener Regioun entwéckelen, an dann och do eng Aart Liewensqualitéit opbauen, fir datt se ebe bei sech doheem bleiwen; datt se an hirem eegene Land dann och kënne versichen ze iwwerliewen an trotzdeem e bësse Liewensqualitéit ze kréien.

An deem ganzen Accord hei gesäit een de gudde Wëllen, mä et gesäit een awer och verschidden Hannergedanken, an dat mécht mer Suergen. Ech wäert zwar deen Accord hei stëmmen, wéinst engem klenge Schrëtt no vir, mä awer trotzdeem mat grousse Bedenken.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir erlaabt mer unzefänken, andeems ech dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport an alle Virriedner och fir déi vill a villschichteg Suggestiounen, Propositiounen an Iddien. Ech gesinn doranner d'Confirmatioun, datt d'Kooperatiounsdebatt eppes ass, wat hei zu Lëtzebuerg op eng lieweg Manéier gefëiert gëtt. Jiddfereen dréit säi Bäitrag dozou bäi. Wat wichteg ass, mengen ech, ass, datt mer, wat d'Grondlinne sinn, um selwechte Strang zéien. An dat ass nach wie vor de Fall. An och dat fannen ech eng gutt Saach.

Well virgesinn ass, datt mer an deenen nächste Méint d'Kooperatiounsdebatt als solch hu sollen - ech ginn dovun aus, datt dat am Abrëll de Fall ass -, erlaabt Der mir dofir och vläicht, fir net grad am allerleschten Detail op all déi Froen a Suggestiounen anzegoen, déi gemaach gi sinn. Dat géif am Iwwregen den Zäitkader, dee mer hei zougestane ginn ass an dee mer zousteet, largement sprengen.

Zum Accord de Cotonou wëll ech vläicht soen, datt et wichteg ass emol an Erënnerung ze ruffen, datt d'Haaptobjektiv vun deem reviséierten Accord dat nämlecht ass wéi vun deem Basisaccord, nämlech d'Éradicatioun vun der Aarmut. Wat nei ass, dat ass, datt d'Objectifs du Millénaire als solch an den Accord verankert ginn. Dat ass och normal, well d'Objectifs du Millénaire hunn als solch deemools, wou deen éischten Accord ënnerschriwwe ginn ass, kaum respektiv guer net bestanen. Dat Ganzt ass am nämlechte Joer, nämlech am Joer 2000, geschitt.

Ech wëll och derbäifügen, datt d'Joer 2000 a mengen Aen e Broch an der Entwécklungspolitik duergestallt huet. A wann ech soen e Broch, da wëll ech ausdrécklech drop hiweisen, datt ech vun engem Broch am positive Sënn schwätzen. Well et ass dat Joer, wou d'international Communautéit sech ënnert dem Impuls vum Kofi Annan zesummegerappt huet, fir déi Objectifs du Millénaire ze definéieren, wou ech just wëll an Erënnerung ruffen, datt et bei deen éischten drëm geet, fir d'Aarmut bis 2015 ëm d'Halschent ze reduzéieren.

Den Här Goerens huet mat Recht gesot, datt eng ganz Rei afrikanesch Länner dat net wäerte fäerdeg bréngen. Op där anerer Säit kann een och soen, datt dat Objektiv, wat deemools gestallt war, wou mer haut gesinn, datt et schwéier ze erreechen ass, vläicht och net ambitiéis genuch war. Dat richtegt an ultimet Objektiv misst d'Éradicatioun vun der Aarmut sinn a bleiwen.

Et ass mer awer och wichteg drop hinzeweisen, datt bei deenen Objectifs du Millénaire dat aacht Objektiv, nämlech dat vum Partenariat tëschent dem Norden an dem Süden, oft a Vergiessenheet geréit. An ech mengen, et ass op dat, wou mer kënnen opbauen, an et ass och do, wou den Accord de Cotonou de Wee weist.

Den Accord de Cotonou operéiert elo net d'Revolutioun, andeem en déi Revisioun do vollzitt, mä en erlaabt awer d'Qualitéit an d'Effikassitéit vum Partenariat ze verfestegen. Et gëtt eng Rei politesch Komponenten am Accord. Et gëtt eng Rei finanziell Komponenten am Accord. An dat Ganzt steet ënnert dem Motto vum Partenariat tëschent dem Süden an dem Norden.

Ech wëll an Erënnerung ruffen, datt et eng schwiereg Diskussioun deemools war. Schwiereg Diskussioun an deem Sënn, datt mer d'Diskussioun hu missen zu Enn bréngen an engem Kontext, wou d'Perspectives financières vun der Europäescher Unioun net geregelt waren, esou datt mer net à même waren, den ACP-Staten eng Zuel ze proposéieren.

Mir hunn - an dat war d'Lëtzebuerger Présidence, an ech wëll do ausdrécklech déi Méritë vun deenen Diplomaten, déi dat deemools gemaach hunn, hei eng Kéier ervirhiewen - et fäerdeg bruecht mat der Kommissioun zesummen, mat mir selwer zesummen, eng Formel auszeschaffen, wat zwar keng Zuel ass, well mer dat net konnte wéinst de Perspectives financières, mä awer e Langage chiffré, dee jiddferengem et erlaabt huet, dee liesen, rechnen a schreiwe kann, op d'Zuel ze kommen, nämlech de Montant vun 22,7 Milliarden, deen elo dobäi erauskomm ass. Dat ass dee Montant vum néngte FED, plus d'Inflatioun, plus d'Croissance, plus den Élargissement um Niveau vun der Europäescher Unioun.

Mir hunn et also fäerdeg bruecht am Februar, dee Montant, deen den ACP-Staten zousteet an där neier Period, op eng gewësse Mooss ze sanctuariséieren, obwuel mer eis Hausaufgaben, eis Cuisine interne an der Europäescher Unioun net gemaach haten.

Déi ganz Négociatiounen, wëll ech och vläicht soen, an de Fait, datt mer och séier ënnerschriwwen hunn, hunn d'Klima tëschent den ACP-Länner an der Europäescher Unioun an deem Joer drop och nach geprägt an hunn och dozou gefouert, datt mer dat Klima verbessert kritt hunn. Ech weess net, ob mer haut kënne soen, datt alles, wat säitdeem geschitt ass, och an déi nämlecht Richtung gaangen ass. Ech loossen dat emol esou als Observatioun, wann Der erlaabt, Här President, am Raum stoen.

Dat Zweet, dat sinn déi politesch Komponenten. Do wësst Der, datt déi politesch Mechanisme verfeinert gi sinn; an den Här Henckes huet vun der Côte d'Ivoire geschwat. Ech kann lech en anert Beispill ginn, dat ass dat vun der Guinée-Conakry, déi jorelaang an där Prozedur waren, wou, wann d'Parametere vun der Gouvernance net méi stëmmen, mer a politesch Consultatioune ginn, wou och kënnen d'Entwécklungsgelder suspendéiert respektiv gestoppt ginn, wat am Fall vun der Guinée-Conakry och geschitt ass. An dee Moment wou um Schluss vum leschte Joer oder am Ufank vun dësem Joer d'Saache sech zum Bessere gewannt hunn, ass déi Kooperatioun erëm ënnert dem Impuls vun der Kommissioun opgeholl ginn. Wou mer haut sinn, dat wësst Der alleguer, nämlech datt säitdeem d'Saache sech erëm verschlechtert hunn, an dann net méi spéit wéi gëschter oder virgëschter de President e ganzen Deel vun de Pouvoiren an d'Hänn vun der Arméi geluecht huet, wat sécherlech keng positiv Entwécklung ass. Mä ech denken, datt d'Situatioun an deem Land hilänglech hei bekannt ass, well et och e Land ass, wat zwar keen Zilland ass, mä e Land, mat deem mer emol a fréiere Jore kooperéiert hunn. D'Evolutioun do ass net positiv a muss sech zum Bessere wennen. Ech hunn dat Beispill hei gebraucht, fir déi Mechanisme vum Accord de Cotonou eng Kéier ze illustréieren.

De Kampf géint d'Massevernichtungswaffen, Armes de destruction massive, ass och en zentraalt Element vum Accord, well wann déi Dispositiounen net respektéiert ginn, kann dee Mechanismus déclenchéiert gi vun de Consultatiounen um politeschen Niveau a vun der Suspensioun vun der Hëllef.

Een anert Element, wat, mengen ech, den Här Angel ervirgehuewen huet, dat ass d'Aschreiwe vun der Cour pénale internationale an deen Accord, am Sënn, datt et keng Impunitéit ka ginn, wat d'Crimes contre l'humanité ubelaangt. Selbstverständlech war dat eng komplizéiert Fro. Duerfir ass déi Formel, déi do gebraucht ginn ass, vläicht och e bësse méi schwaach, wéi deen een oder anere sech dat gewënscht hätt. Mä wat mir wichteg ass, dat ass, datt mer eng kloer Ausso an deem Accord maachen, datt et keng Impunitéit ka ginn, wat d'Crimes contre l'humanité ubelaangt.

Drëtt politescht Element nieft dem Kampf géint d'Massevernichtungswaffen, dem Tribunal pénal international: De Kampf géint den Terrorismus gëtt och e gemeinsaamt Objektiv vun den ACP-Staten an der Europäescher Unioun. Ech wëll och ausdrécklech drop hiweisen, datt den Akzent gesat gëtt op d'demokratesch Prinzipien an op de politeschen Dialog. Et ass also en Accord wat en Entwécklungsaccord ass. Mä et ass och en Accord wat en Accord ass, deen de politeschen Dialog an all déi Komponenten, déi der Europäescher Unioun zu Recht um Häerz leien, beinhalt, a wou mer probéiert hunn, plutôt als wéi ongesond Konditionalitéiten ze kreéieren, op intelligent Manéieren dozou ze kommen, datt durabel Améliorationne géife stattfannen an deene verschiddene Länner, wat d'Gouvernance ubelaangt.

Den Här Goerens huet déi Tranche incitative gouvernance zitéiert, wou een Deel vun deene Gelder, déi am zéngte FED sinn, reservéiert si fir Länner, déi prezis a spezifesch Progrèsë maachen, wat d'Gouvernance ubelaangt.

Alles an allem wollt ech soen, datt ech der Iwwerzeegung sinn, datt et e gudden Accord ass. Lëtzebuerg ass dat siwent Land, wat den Accord ratifizéiert; wat och eng gutt Saach ass.

Zu deene Punkten, déi am Rapport soulevéiert gi sinn, wollt ech soen, datt et selbstverständlech ass, datt all déi Froen, déi mam Environnement ze dinn hunn, och hei mat an d'Gewiicht falen, datt ech awer wëll drop hiweisen, datt, genau wéi déi wirtschaftlech Komponent sech am Doha-Accord erëmfënnt, zu engem groussen Deel mer och hei déi Environnementskomponent am Kyoto-Accord erëmfannen an et net drëm gaangen ass, fir hei nach eng Kéier dat nei ze maachen, wat am Kader vu Kyoto gemaach ginn ass. Mä et ass drëm gaangen deene spezifesche Problemer vun Inselen, déi spezifesch engem Risque écologique exposéiert sinn, Rechnung ze droen.

Mä et ass evident a selbstverständlech, datt dat eent an dat anert zesummeginn. An et sinn och eng Rei europäesch Länner, déi massiv Effortë maachen, och wat den Environnement ubelaangt. Ech denken do ënner anerem un Holland. An ech mengen, dat ass och e gudde Wee, wéi mer an der Zukunft méi effikass kënne schaffen.

Et ass net gutt, datt all Land alles mécht an allen Domänen. Mir, mengen ech, sinn net allze schlecht am Domän vun der Educatioun an der Formation professionnelle, am Domän vum Waasser a vun dem Assainissement, wat jo och direkt eppes mat Environnement ze dinn huet, am Domän vun der Santé. An ech mengen, mir sollen eis dorobber konzentréieren an eis staarkmaachen, datt mer op méi eng grouss Division du travail mat deenen anere kommen, datt mer méi effikass kënne ginn.

Ech sinn och frou, datt eng ganz Rei vun lech hei Doha évoquéiert hunn. Fir mech ass et kloer, datt den Développement an d'Kooperatioun am klassesche Sënn vum Wuert eleng zwar eppes sinn, wat mer brauchen, fir datt mer d'Entwécklung kënnen zum Positiven hiwenden, mä datt dat eleng net duergeet. Mir brauchen eng Rei aner Saachen.

An dem Här Huss wëll ech soen, datt ech selbstverständlech weess, datt déi Zuel vun 0,7 fir d'éischt an de 70er Joren ofgemaach ginn ass, mä no deem Broch vum Joer 2000, deen d'Entwécklungspolitik a mengen Aen entscheedend zum Gudde gewannt huet, ass et dach awer esou, datt mer entre-temps fënnef Länner: Dänemark, Schweden, Holland, Lëtzebuerg an Norwegen hunn, déi iwwer 0,7 sinn. An ech wëll awer och vläicht ëmmer erëm drop verweisen, datt ënner Lëtzebuerger Présidence déi aner sech och all engagéiert hu mat engem Datum endlech emol verbindlech op 0,7 ze goen. Duerfir soll een och an deem Sënn heiansdo dat Positiivt gesinn.

(Interruption)

Datt et esou laang gedauert huet, Här Huss, bedaueren ech selbstverständlech och. Et weist och, datt dee Broch am Joer 2000 néideg war. Ech kann lech op jidde Fall versécheren, datt soulaang wéi ech wäert do sinn, ech millimetergenau wäert kucken, datt deen Accord do agehale gëtt. Ech mengen, dat ass hinlänglech dobausse bekannt; net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och an Europa.

Ech hunn et gesot, d'Entwécklungspolitik ass eng Condition nécessaire. Si geet eleng net duer. Et mussen och Progrèsë gemaach ginn, wat den internationale Commerce ubelaangt. Ech wëll lech vläicht soen, datt Hongkong eis jo keng Satisfaktioun ginn huet. Ech ka mech erënneren, den Här Adam war och do, an ech weess net, ob hien dat nämlecht dueno gesot huet wéi Dir, Här Huss, mä ech denken, datt mer eis awer deemools eens waren, datt mer net ganz zefridden erëmkomm sinn.

Wat een awer trotz allem muss soen, dat ass, datt am Hongkong-Pak eng Rei Saachen dra waren. Am Hongkong-Pak war nämlech dran, datt d'Subventions à l'exportation sollten 2012-2015 géint null geféiert ginn. Am Hongkong-Pak war dran, datt d'Subventiounen, wat de Kotteng ubelaangt, bis Schluss 2007 géint null géife geféiert ginn; wat e wichtege Punkt ass fir eng Rei vun eise Partnerlänner: Beispill Burkina Faso, Beispill Mali. Am Hongkong-Pak war och dran, datt déi Länner aus dem Norden hir Mäert géife quasi ganz opmaachen, an déi Länner aus dem Süden dat géife progressiv maache mat engem speziellen an differenzéierte Regime fir déi Länner, déi déi gréisste Schwieregkeeten hätten.

Nun ass et awer esou, datt dat, wat mer deemools als en hallwen Échec considéréiert hunn, a wou mer eigentlech net zefridde waren, entre-temps awer erëm en plus a Fro gestallt ass. Dat heescht, dat bëssen, wat deemools erreecht ginn ass, ass elo net méi do. Ech denken, datt net ënner Beweis ze stellen ass, datt Lëtzebuerg sech staark mécht, datt dat Doha awer soll eng richteg Entwécklungsronn ginn. Dat hunn déi gemaach, déi deemools zu Doha waren. Dat hu mer säitdeem och ëmmer gemaach.

Da vläicht ee Wuert zu den Accords de partenariat économique, well ech bei de wirtschaftlechen Aspekter sinn. D'Basisdispositiounen, wat d'Accords de partenariat économique ubelaangt, déi fannt Der an der Originalversioun vum Accord de Cotonou schonn erëm. Dat heescht, an deem Sënn ass an där Revisioun näischt grondleeënd Neies dran. Ech wëll dat soe par rapport zu der Begrënnung vun der Abstentioun hei mat den Accords de partenariat économique, déi ech net konnt novollzéien.

(Interruption)

Duerfir wollt ech dat vläicht eng Kéier soen.

Et ass erwisen, datt mer, wa mer wëlle vun där Assistanat-Schinn erofkommen, a wa mer wëllen alles maachen - an dat wëlle mer jo -, fir datt deen Assistanat sech net pérenniséiert, mer Entwécklungspolitik brauchen, Entwécklungshëllef brauchen an och Regelen am Kader vum Commerce. Mä Regelen am Kader vum Commerce, déi esou sinn, datt d'Entwécklungslänner net de Kopplabunz schloen, mä datt se kënne vun deenen Ouverturë profitéieren. Duerfir hunn ech och an enger ganzer Rei Gespréicher mat afrikanesche Statschefen, Ministeren, Ambassadeuren an anere Vertrieder déi Froen all duerchdiskutéiert, wat d'Accords de partenariat économique ubelaangt.

Ech denken och, datt de Fait, datt Lëtzebuerg sech deemools staarkgemaach huet fir d'Revisioun vum Cotonou-Accord, an och also als ee vun deenen direkte Pappe vun deene reviséierten Accords ka considéréiert ginn, dozou bäigedroen huet, datt mer och konnten hei e Wuert matschwätzen. An et ass bekannt, datt ech mech de 5. Januar 2007 och an engem Bréif un de Louis Michel gewannt hunn, fir drop opmierksam ze maachen, datt déi Entwécklungskomponent endlech am Kader vun deenen Diskussioune misst zum Droe kommen.

Well et ass evident, datt déi Ouverturen, déi d'Abettung an den internationale Commerce verlaangt, asymmetresch musse sinn. Dat heescht, asymmetresch, wat d'Produiten ubelaangt: méi eng grouss Ouverture am Norde wéi am Süden; wäit méi eng grouss am Norde wéi am Süden, eng quasi ganz Ouverture am Norden. Mä se mussen awer och asymmetresch sinn, wat d'Durée ubelaangt. Dat heescht, den Norde mécht op éiert de Süden opmécht. A wa mer eis iwwert déi Prinzipien eens wären, an iwwer aner Prinzipien, wéi zum Beispill deen, datt Domäner wéi d'Agrikultur musse speziell gekuckt ginn, well do d'Risiken am gréisste sinn, datt déi Länner an déi Secteuren d'Rad schloen, ech mengen, da wäre mer schonn en Deel weider.

Ech hunn iwwregens nach keen afrikanesche Statschef, Ambassadeur oder Minister gesinn, deen de Prinzip vun den Accords de partenariat économique a Fro gestallt huet. Dat wëll ech eng Kéier hei soen.

Et geet, mengen ech, och drëm, datt d'Europäesch Unioun hei wéi op anere Punkte weist, datt mer et eescht mengen. A wéi kënne mer weisen, datt mer et eescht mengen? Andeem mer déi Saachen, déi ech elo beschriwwen hunn, déi asymmetresch Ouverture, wat d'Produiten ubelaangt, wat d'Dauer ubelaangt, all déi spezifesch Regele fir d'Agrikultur an aner Secteuren, datt mer do och eng Rei Garantië ginn.

Do kommen ech dann zréck op dat, wat mer ënner Lëtzebuerger Présidence gemaach hunn. D'Länner hu sech jo all engagéiert, fir op 0,56 ze goe bis 2010, an op 0,7 bis 2015. Da läit et jo awer op der Hand, datt et och misst méiglech sinn, datt am Kader vun deem Pak - fir dee sech jo prinzipiell engagéiert ginn ass, an net nëmme prinzipiell, well et ass e fermen Engagement - och Fongen derbäi wären, déi spezifesch kéinten agesat gi fir dee Punkt, deen ech bis elo nach net erwähnt hunn, nämlech dee vun den Adaptatiounen, wat d'Capacitéiten am Süden ubelaangt. Wann eng Ouverture gemaach gëtt, ass et evident, datt d'Capacitéiten och mussen eropgefuer ginn. Et mussen Administratiounen do sinn, déi fonctionnéieren, éier déi Ouverture kënnt, soss fonctionnéiert et net.

Här President, ech hätt nach vill ze soen zur Gouvernance; ech hätt nach vill ze soen zu de Migratiounen, an ech hätt och nach eng Rei Saachen zu China ze soen, wann Der erlaabt, maachen ech dat am Telegrammstil hei. An ech si sécher, datt mer am Abrëll, oder wéini och ëmmer déi Debatt iwwert d'Kooperatioun ass, op déi Froe wäerten zréckkommen.

M. le Président.- Voilà, well d'Zäit, déi Iech bleift, erlaabt net méi vill Telegrammer.

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Da gëtt et e ganz kuerzen Telegramm, Här President.

M. le Président.- Voilà!

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Elo hunn ech och nach meng Ried verluer, gesitt Der.

M. le Président.- Dir fannt se erëm.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Ech wollt soen, datt déi Phenomeener net esou nei sinn, wéi se vläicht duergestallt ginn. Well China ass scho länger Zäit an Afrika present. Et ass elo dee Sommet um Schluss vum leschte Joer, deen dat an d'Aktualitéit bruecht huet. Ech wëll drop hiweisen, datt mer eis mat där Fro mussen auserneesetzen, an datt et net duergeet, fir ze soen: Mir sinn déi Gutt a si sinn déi Netgutt. Esou einfach ass dat net.

Ech wëll och vläicht als eenzege Commentaire haut hei soen: Mir soen, datt d'Gouvernance e wichtege Facteur ass, datt uerdentlech muss regéiert ginn. Ech ka mer net virstellen, Här President - an dat ass dann déi lescht Remarque, déi ech maachen, wann Der erlaabt -, datt e Land, wat e Partenariat mat der Europäescher Unioun huet an e Partenariat zur gläicher Zäit mat China, datt dat Land géif zur Europäescher Unioun soen: Jo, d'Gouvernance ass wichteg, an zu de Chineese géif soen: Et ass mer egal.

Ech sinn also der Meenung, datt do, wou souwuel d'Europäesch Unioun wéi China aktiv sinn, mer eng Rei Saache kënne regelen. Dat ass net iwwerall de Fall. De Skandal vum Sudan ass hei zur Genüge ugeschwat ginn. Eigentlech ass dat dat falscht Wuert, well e gëtt ni zur Genüge ugeschwat. De Skandal dauert scho vill ze laang.

Ech denken och do - an dat ass da meng allerlescht Remarque -, datt mer dat, wat d'Afrikanesch Unioun seet, a wat de President Konaré mer am November ënner anerem gesot huet, sollen extrem seriö huelen, a mat hinnen zesummen eng Léisung sichen, an net och do mengen, mir wäre méi intelligent wéi déi aner, a mir hätten d'Science infuse, a mir wéisste wéi et géif goen. Mat hinnen zesummen, mat hinnen an der Responsabilitéit komme mer virun, anescht net.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5609 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen a kenger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Marcel Oberweis), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Fernand Diederich), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Formation professionnelle. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Brasseur an d'Madame Loschetter an den Här Sunnen, den Här Castegnaro, den Här Gibéryen, den Här Jaerling an den Här Scheuer. Mir fänken u mat der Debatt. Fir d'éischt huet d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här John Castegnaro.

2. 5593 - Projet de loi portant

1) organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue;

2) création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi Dir et ënnerstrach hutt, geet et hei ëm de Projet de loi 5593 an dobäi ëm d'Organisatioun vun de Coursen, Cours de formation professionnelle am CNFPC, an zweetens d'Kreatioun vun enger Aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation - dat, wat den Intitulé ubelaangt.

Et geet also ëm d'Neiuerdnung vun der berufflecher Bildung an den nationale Fortbildungszentre vun Esch a vun Ettelbréck an domat, iwwert d'Reorganisatioun an iwwert d'Kompetenzen an d'Reorganisatioun eraus, iwwer nei Perspektive fir déi sougenannten Aussteiger.

De 5593 reit sech awer och an an d'Gesetzer oder an dee fréiere Projet de loi 5611 respektiv de 5501, dee mer d'lescht Joer am Juli ofgestëmmt hunn, wou et ëm déi eeler Arbeitnehmer an och Chômeure gaangen ass, a reit sech awer och an an déi sougenannte PAN-Gesetzer zënter 1999, an och an d'Basisgesetz vum 30. Juni 1976 iwwert d'Schafe vun engem - deemools - Fonds de chômage, deen da spéider a Fonds pour l'Emploi ëmgedeeft ginn ass.

Aneschters gesot: Mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of, wat och, awer net nëmmen der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet soll déngen, mä wat sech och areit an de Kader vum liewenslaange Léieren, also dem „lifelong learning", an domat och muss gesi ginn am Kontext vun der sougenannter Lissabon-Strategie.

De Projet de loi ass den 29. Juni 2006 déposéiert ginn. All Beruffschamberen an natierlech och de Statsrot hunn hiren Avis ofginn, an déi zoustänneg Kommissioun, déi vun der Éducation nationale et de la Formation professionnelle, huet de 16. November d'lescht Joer mat hiren Aarbechten ugefaangen.

Et läit mer um Häerz ervirzesträichen, dass och d'Commission du Travail et de l'Emploi sech iwwert dee Projet de loi do informéiere wollt. An dat ass och den 21. November geschitt, andeem d'Educatiounsministerin mat hire Mataarbechter an der Commission du Travail et de l'Emploi present waren an d'Kommissioun informéiert hunn.

Deen Interessi ass dohier komm, well an deem Projet de loi den Artikel 26 en direkte Bezuch op de Fonds pour l'Emploi an op d'Responsabilitéit vum Aarbechtsminister huet. Mä et kann ee festhalen, an ech wëll dat ënnersträichen, dass d'Commission du Travail et de l'Emploi sech deemools domat averstanen erkläert huet, dass de 5593, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ausschliesslech an der Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle sollt behandelt ginn.

Ech wëll elo direkt scho Merci soen all deenen, déi an iergendenger Form un deenen Aarbechten hei bedeelegt waren, an dorënner natierlech de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun. Mir hu schnell geschafft, mir hu korrekt geschafft a mir haten e ganz konstruktiven Dialog.

Ech wëll dem Sekretariat Merci soen, mä ech wëll och déi Verantwortlech aus dem Ministère vun der Educatioun net vergiessen a besonnesch den Här Aly Schroeder, e fréiere Kolleeg hei vun eis, Directeur de la Formation professionnelle, deen domat eng vu senge leschten Amtshandlunge virgeholl huet, ier hien an déi wuelverdéngte Pensioun gaangen ass.

Ech mengen, et kënnt een dat roueg hei ënnersträichen: Den Här Aly Schroeder huet immens vill a grouss Verdéngschter am Beräich vun der Beruffsausbildung, an duerfir vun dëser Plaz, an ech mengen am Numm vun eis alleguer, dem Aly Schroeder en häerzleche Merci! Hien ass scho bal e Monument, mä ganz verluer ass hien nach net, well hien och nach bei aneren Dossiere jiddefalls als eng Aart Consultant wäert derbäi sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de 5593 huet a sech näischt direkt Spektakuläres u sech, mä en ass noutwendeg, well hien eng ganz Rei vu Saache kläert an och innovéiert.

Éischtens emol ginn d'Kompetenze vun de betraffene Ministèren nei definéiert a geregelt.

Zweetens, d'Finanzéierung, a mat deem Problem gëtt och eng Simplification administrative erméiglecht, well an Zukunft d'Dossiere vill méi effikass behandelt kënne ginn an net méi zwëschent zwee betraffene Ministèrë fir Ënnerschrëften hin an hier musse geschéckt ginn. Mir maachen also hei eng Simplification administrative. An dovunner huet ee scho bal net méi gegleeft, dass et och kënnt an der Praxis geschéien, mä gemengt, dass mer nëmmen ëmmer driwwer géife schwätzen, ouni et ze realiséieren. Et wier gutt, wann dat och flächendeckend kéint passéieren.

Drëttens, iwwert dee Projet de loi hei gëtt de System vun de finanziellen Hëllefen a Bäihëllefen ergänzt respektiv gëtt e weidergefouert a gekläert.

Ech wëll zum Inhalt vun deem Projet de loi nach folgend Bemierkunge maachen:

Éischtens, d'Reorganisatioun vun deene Coursen, déi de CNFPC ubitt, steet elo ënnert der Verantwortung vum Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Mä den Aarbechtsminister däerf d'Organisatioun vu spezifesche Coursë beim CNFPC beantragen, mä däerf se dann och iwwert de Fonds pour l'Emploi finanzéieren.

Doraus ergëtt sech eng wesentlech Neierung, nämlech déi, dass et net méi ausschliesslech ëm Moossnamen zur Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet geet, wat och an der Praxis schonn de Fall war, mä dass elo och de legale Rahme geschafe gëtt, fir dass déi am CNFPC ugebuede Coursen dozou bäidroen, de Wee zréck an den Ausbildungssystem ze fannen, besonnesch fir Jugendlecher, déi d'Schoul fréizäiteg verlooss hunn oder déi déi schoulesch Bedingunge wéi d'Punkten net erfëllen oder net erreechen an duerfir och net an eng Formation professionnelle initiale konnte goen, fir deenen also eng nei Méiglechkeet ze schafen.

Da geet et och drëm, deenen Erwuessenen d'Méiglechkeet ze ginn, duerch déi Coursen, déi ugebuede ginn, hir Beschäftegungsfäegkeet duerch Fort- a Weiderbildung der technescher respektiv technologescher Entwécklung unzepassen.

An an Zukunft dierf et och esou sinn, dass et net nëmme Chômeure respektiv och net nëmmen Demandeure sinn, déi onbedéngt bei der ADEM schonn ageschriwwe sinn, mä et däerfe sech der och elo mellen, ouni déi Viraussetzung ze erfëllen.

Dir erënnert Iech un eng Kontrovers, déi mer eng Kéier am Zesummenhang mat Zarabina och hei haten. Dat ass also elo duerchaus méiglech. Mir sinn also hei am Beräich vum liewenslaange Léieren.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

D'Coursen am CNFPC, déi elo ugebuede ginn, si kompetenzorientéiert an no Modulen organiséiert. Dat erméiglecht, dass déi sougenannte Quereinsteiger oder Leit, déi sech berufflech weiderbilde wëllen a schonn iwwer eng gewësse Beruffserfahrung oder Qualifikatioun verfügen, och net méi onbedéngt all Modulë maache mussen, fir en Diplom ze kréien.

Nei ass dann, ech hunn dat scho gesot, dass nieft den Entschiedegungen un déi Betraffen am Rahme vun de Beschäftegungsmoossnamen iwwert de Ministère du Travail och elo den Unterrechtsministère an engem neie System finanziell Bäihëllefen an Ureizer ubidde kann. Dat ass an der Virbereedung iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal.

Déi Kursusteilnehmer, déi déi finanziell Hëllefe kréien, sinn der an der Regel, déi bescheide Revenuen hunn, bescheide Léin hunn. D'Begrënnung ass kloer: Et däerf net un der finanzieller Situatioun scheiteren, dass een net géif a Coursë goen, well hie seet, da verléieren ech Suen. Dat däerf also keen Hindernis bei der Weiderbildung sinn, an dat gëllt dann och net nëmme fir Erwuessener, mä och fir Jugendlecher.

Elo soll een awer ënnersträichen, dass déi finanziell Bäihëllefen un e puer Konditioune gekoppelt sinn. Et geet zum Beispill net duer, dass ee sech an déi Coursen aschreift, fir esou Suen ze encaisséieren. Et muss ee schonn eng gewësse Presenz opweises hunn. An do gëtt en Taux de fréquentation vun 80% gefuerdert. Derniewent soll et da Primë gi fir fläisseg Jugendlecher. Dat sinn dann déi, déi net nëmme fläisseg an de Coursë sinn, mä déi sech och aktiv an erfollegräich ëm eng nei Aarbechtsplaz respektiv eng Léierplaz beméit hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Avisë vum Conseil d'État an de Beruffschambere sinn zu dësem Projet ganz ënnerschiddlech, Verschiddener och widderspréchlech, besonnesch wat d'Patronat ubelaangt, also d'Beruffschambere vum Patronat. Am Prinzip gëtt et e Jo vun alle Säiten. Ech kommen dorop zréck.

De Conseil d'État ass positiv. Hien huet zwar drop higewisen, dass et am Artikel 26 e materielle Feeler gouf, dee mer behuewen hunn. Et gouf och ee Moment eng Diskussioun iwwer en Amendement, fir den Artikel 26 déif gräifend ze veränneren. Dovun hu mer ofgesinn, well dat och hifälleg ginn ass mam Vote vum Projet de loi 5611. Deemools hu mer jo eng laang Diskussioun iwwert d'Karenzzäite gehat, déi do verschwonne sinn. Duerfir konnt och den Artikel 26 an där urspréngleche Form bäibehale ginn.

Begréisst gëtt eigentlech insgesamt, fir dat och emol ze soen, dass och d'privat Ubidder iwwer Konventioune mam Stat finanziell Ënnerstëtzung kréien, dat am Sënn fir e méi grousst Weiderbildungsugebuet am Interessi ebe vun enger méiglechst breeder Bevölkerung kënnen unzebidden, am Sënn vun der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet, am Sënn vu Weiderbildung, esou wéi ech et scho gesot hunn.

Zwou méi kritesch, awer konstruktiv Bemierkunge vum Conseil d'État waren, dass d'Kompetenzen nach méi preziséiert misste ginn, wat de Ministère de l'Éducation a senger Missioun bei der Organisatioun an den Inhalter vun de Coursen ubelaangt. Dat soll iwwert de Règlement grand-ducal preziséiert ginn. Den Educatiounsministère bleift, fir dat ervirzesträichen, souwuel fir d'Bewäertung vum Inhalt wéi och fir d'Certificatioun vun all deene Coursen, déi am CNFPC organiséiert ginn, zoustänneg.

Zweetens: gewësse Bedenken am Zesummenhang mat der globaler Kohärenz an der gesamter Bildungs- an Ausbildungspolitik. Do huet iwwregens d'Privatbeamtechamber déiselwecht Bedenken a Kritike geäussert wéi de Statsrot et sengersäits gemaach huet.

Et muss hei drop higewise ginn, dass déi elo zënter enger Zäit, zënter e puer Wochen ugefaangen Debatt an eiser Commission éducation nationale/formation professionnelle iwwert d'Reform vun der berufflecher Bildung, also de Projet de loi 5622, weist, dass mer eng nei, eng eigentlech Basis schafe mussen. An dat wäert och gëllen an den Debatten, déi hoffentlech geschwë kënnen ufänken, iwwert d'Reform vum Schoulgesetz vun 1912. Béid si vu gréisster Bedeitung, wann een dat alles an de richtege Kontext mat erasetzt.

Fir den Avis vun der Privatbeamtechamber, dat Wesentlecht: Do ass also déi grondsätzlech Bemierkung a Suerg iwwert d'Kohärenz an der gesamter Bildungspolitik, mä och d'Suerg net onberechtegt, dass d'CNFPCe riskéieren iwwerbelaascht ze ginn an domat hirer eigentlecher, urspréngleche Aufgab vun der Fortbildung net méi kéinten nokommen.

Den Avis vun der Arbeiterkammer ass och ganz kritesch, mä positiv. D'Arbeiterkammer hannerfreet eigentlech kritesch d'Chancen, déi sollen oder géife bestoe fir d'Reintegratioun vun de COIP-Absolventen an de Cycle inférieur vum Enseignement technique, ob dat iwwerhaapt méiglech ass, an äussert awer déiselwecht Bedenke wéi d'Privatbeamtechamber an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics wat de Mangel u genügenden Infrastrukturen ubelaangt, an dat eben opgrond vun engem gréissere Weiderbildungs- an Ausbildungsugebuet.

Dann d'Patronatschamberen, d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce, déi éischter negativ sinn, obwuel d'Chambre de Commerce an deem alles, wat se schreift, sech op d'mannst eng kleng Unerkennung zoumutt, am Sënn dass se fënnt, dass d'Gesetz dann awer méi Transparenz a besonnesch eng Simplification administrative géif bedeiten, mä dann awer seet, dass se dergéint ass. Dat ass eigentlech och eng kontrovers Attitüd, mä ëmmerhin.

Mä d'Chambre des Métiers wéi d'Chambre de Commerce sinn der Meenung, dass déi berufflech Fortbildung, an dat betrëfft dann d'COIP an d'CITP, net an de Fortbildungszentren dierft stattfannen, mä an de Beruffsschoule selwer. Am Endeffekt, a wann een dat genee liest, och déi zwee Avisen do, dann ass et en Neen-Jo vun deenen zwou Beruffschamberen.

Eppes Interessantes hunn ech dann awer zréckbehalen. Dat ass, dass d'Chambre des Métiers iwwert d'Aféierung vun engem Code de la formation schwätzt, awer an de Virbereedungsaarbechten, laang ier en Avant-projet oder Projet de loi komm ass, eigentlech ni doriwwer geschwat huet. Dat ass awer keng onberechtegt Iwwerleeung, op déi zréckzekommen ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend nach eng Kéier déi wichtegst Bemierkunge wat den Inhalt ubelaangt:

Dëse Projet de loi féiert dozou, eng kohärent Organisatioun vun de Coursen am CNFPC ze erméiglechen. Hien dréit dozou bäi, dass d'Responsabilitéite vun de betraffene Minister méi kloer ginn. Et kënnt eng Prezisioun an Transparenz an d'Budgetisatioun vun de Crédits financiers, déi noutwendeg si fir d'Organisatioun vun de Coursen. Et gëtt eng Simplification administrative an der Gestioun. Et gëtt eng Konsolidatioun, mä och eng Erweiderung vun de finanziellen Hëllefen - ech hunn dat alles scho gesot -, déi da soll dozou bäidroen, dass also Leit, déi Hëllef brauchen, finanziell Hëllef brauchen, se och kréien.

Voilà déi wesentlechst Bemierkungen. De Rescht konnt am Rapport gelies ginn oder kann ëmmer nach nogelies ginn.

Nach eng Kéier en häerzleche Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Sunnen. Här Sunnen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fred Sunnen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här John Castegnaro, villmools Merci soe fir säi gudden an detailléierte schréftleche wéi mëndleche Rapport.

Esou wéi de Rapporteur et schonn am Detail erkläert huet, geet et bei dësem Gesetzestext dorëms, d'Responsabilitéiten um Niveau vun der Organisatioun an och vum Finanzement vun de Coursë vum Centre national de formation professionnelle continue, kuerz CNFPC, ze regelen an ze klären, souwéi och Ausbildungsprimen an -entschiedegungen an dësem Kontext ze schafen.

Mat dësem Gesetz gëtt eng kohärent Gestaltung vun den ugebuedene Bildungslinnen ugestrieft.

Une voix.- Très bien.

M. Fred Sunnen *(CSV).*- Et geet och drëms, déi an der Vergaangenheet oft net ganz kloer definéiert Verantwortung vun de betraffene Ministèren ze klären, eng budgetär Genauegkeet an Transparenz grad wéi eng administrativ Vereinfachung ze schafen.

En anere wichtege Punkt ass deen, dass d'Leit, déi un dëse Coursen deelhuelen, Primen an Entschiedegungen zegutt hunn, déi mat dësem Gesetz kloer festgeluecht a konsolidéiert ginn, woubäi de Montant no Alter an eegener Finanzlag variéiere kann.

Kolleeginnen a Kolleegen, och wann et bei dësem Gesetz prioritär ëm eng Clarificatioun vun de jeeweilege Responsabilitéiten tëschent Educatiouns- an Aarbechtsminister geet, esou muss een awer och besonnesch déi wichteg sozial Komponent ervirhiewen, déi hei fest verankert gëtt. Wann een de Gesetzesprojet genee ënnert d'Lupp hëlt, mierkt ee ganz séier, dass et den Auteuren drëm gaangen ass, een zousätzlecht Sécherheetsnetz ze schafen, dat dem Stat erlabe soll, virun allem déi jonk Leit opzefänken, déi am aktuelle System duerch d'Netz gaange sinn.

Dëse Gesetzesprojet riicht sech nämlech besonnesch u Jugendlecher ouni Diplom oder Qualifikatioun, entweder well se deen néidege schouleschen Niveau net erreecht hunn oder well se aus iergendengem Grond d'Schoul fréizäiteg verlooss hunn. Et muss een onbedéngt positiv ervirhiewen, dass mat dësem Gesetzestext e Moyen geschaaft gëtt, deen et erlaabt, och deene manner privilegéierte jonke Leit zousätzlech Chancen ze ginn, sech esou gutt wéi méiglech ze forméieren, fir am Liewen net ouni Qualifikatioun dozestoen. Leider ass et jo hautdësdags esou, dass een et schwéier huet ouni iergendeng Qualifikatioun. Et ass quasi onméiglech als Ongebilten an eiser Gesellschaft Fouss ze faassen.

Hei ginn also noutwendeg Moossname geschaaft, déi et méiglech maachen, dass jiddfer Eenzelne seng Plaz um Aarbechtsmaart fanne kann. Et ass eis verdammte Flicht a Schëllegkeet anzegräifen, fir d'Nodeeler an d'Problemer, déi aus der Globaliséierung entstinn, besonnesch déi um soziale Plang, enger Léisung zouzeféieren, fir op déi Manéier ze versichen d'Aarbechtslosequot esou niddreg wéi méiglech ze halen.

Ech hunn et schonn am Ufank gesot a betount, dass en anere wichtegen a positiven Aspekt vum Projet deen ass, eng finanziell Hëllef an eng Formatiounsprime fir Mannerjähreger gradesou wéi eng Indemnitéit fir Erwuessener vu manner wéi 25 Joer ze schafen. Den Artikel 20, dee vun der Formatiounsprime schwätzt, riicht sech un d'Apprenants inscrits. E bedeit eng zousätzlech Motivatioun fir déi jonk Leit, déi e schwierege schoulesche Parcours hanner sech hunn, fir sech entweder nees am Formatiounssystem oder um Aarbechtsmaart ze reintegréieren. D'Formatiounsindemnitéit, déi fir Erwuessener geduecht ass, soll deene Betraffenen de Wee an de Bildungssystem an domat och an d'Aarbechtswelt méi einfach maachen, well se hinnen erlaabt, während der zousätzlecher Formatioun finanziell ze iwwerliewen.

Här President, nodeem ech op déi wichtegst Aspekter vun dësem Gesetzestext agaange sinn, wollt ech awer och nach kuerz op déi e bësse méi problematesch Punkten ze schwätze kommen, déi sech am virleienden Text stellen.

Obwuel e vum Statsrot wéi och vun der Majoritéit vun de Beruffskummere guttgeheescht gouf, ass et awer wichteg, op d'Suerge vun deenen zwou anere Chamberen, der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce, anzegoen, déi eis hir Zoustëmmung zum virleiende Gesetzestext net konnte ginn.

Obscho sech d'Finalitéit einfach résuméiere léisst, bemierkt d'Chambre des Métiers, dass mat dëser Législatioun versicht gëtt, op ganz ville Punkten an enger Kéier anzegräifen, fir esou - wéi een dat esou schéi seet - eng ganz Partie Mécken op ee Schlag ze geroden.

Hei geet et ëm professionell Insertioun, Formatioun an Orientatioun; et geet ëm sëllech sozial Aspekter; et geet ëm d'Gestioun vun den Infrastrukturen; an et et geet ëm d'Definitioun vun de Kompetenzen a Responsabilitéiten um Niveau vun de Ministèren. Duerfir ass d'Chambre des Métiers der Meenung, dass wuel versicht gëtt, géint eenzel Dysfonctionnementer virzegoen, ouni dass een et awer fäerdeg bréngt, fir de Problemer eng richteg Léisung zouzeféieren. Problemer, déi sech an dësem Beräich stellen, gëtt et der sécher genuch.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Erausfuerderungen, déi sech am Beräich vun der Erzéiung a vun der berufflecher Ausbildung stellen, si grouss a komplex a musse geléist ginn. Et ass wichteg, dass an dësem Kontext vun där faméiser Lissabon-Strategie geschwat gëtt. Dës Strategie souwéi och d'Imperativë vun enger leeschtungsfäeger Wëssensgesellschaft verlaange vun de Leit méi a besser professionell Qualifikatiounen a Kompetenzen.

Am Moment di mir eis hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer schwéier, fir dësen Objektiver gerecht ze ginn. Een zentraalt Element stellt hei eise Schoul- a Formatiounssystem duer, deen - zu Recht oder Onrecht - vill kritiséiert gëtt. Sou seet zum Beispill déi rezent wirtschaftlech Etüd vun der OECD iwwer eist Land, dass eng besser Valorisatioun vum mënschleche Kapital de Wuesstum vun der Produktivitéit stäerke géif an d'Perspektive fir d'Beschäftegung vu wéineg qualifizéierten Awunner vergréissere géif.

Duerfir gehéiert et zu eisen drénglechsten Aufgaben, déi néideg Moossnamen ze schafen, déi et eis erlabe wäerten, d'Schoulresultater an den Niveau vun der Bildung ze verbesseren, déi momentan ënnert dem Duerchschnëtt vun der OECD leien. Dëst stëmmt besonnesch fir Immigrantekanner a fir déijéineg, déi aus défavoriséierte Milieue kommen.

Kolleeginnen a Kolleegen, et kann een net behaapten, et wier näischt geschitt bis elo, fir besonnesch dëse Kanner a Jugendlechen entgéintzekommen a si an eise Schoulsystem ze integréieren. D'Realitéit weist awer, dass den Handlungsbedarf nach ëmmer grouss ass. Mir mussen duerfir den aktuelle Schoul- a Formatiounssystem reforméieren, fir der Lissabon-Strategie Rechnung kënnen ze droen an déi Erausfuerderungen unzehuelen, déi sech an eiser Gesellschaft an der Welt vun haut stellen.

E Schoulgesetz, dat 1912 - also bal virun 100 Joer - geschafe gouf, ka mat Sécherheet d'Problemer, déi sech am 21. Jorhonnert stellen, net méi léisen. An dësem Sënn ass d'Schafung vun eenzelne sozioprofessionellen Insertiounsmoossname fir jonk Leit mat Schoulschwieregkeete just nëmmen eng kleng Plooschter. Si ginn op laang Weil net duer a kënne keng pertinent Léisung mat sech bréngen.

Mir mussen et onbedéngt ronnkréien, fir och déi Jugendlech aus méi schwierege soziale Verhältnisser erëm an d'Schoul anzebannen, amplaz se auszeschléissen, fir da spéider mat zesummegebastelten an deiere Moossnamen ze versiche si op den Aarbechtsmaart ze bréngen. Ech mengen, dass dës Opfänkmoossnamen ënner Ëmstänn de Schüler d'Motivatioun, fir vun Ufank un déi néideg Ustrengungen ze maachen, fir eng berufflech Qualifikatioun ze erreechen, éischter ewechhuelen, well si sech denken, dass si herno souwisou iergendwéi an iergendwou opgefaange ginn.

Här President, dee Projet hei kënnt zu engem Moment, wou sech eng déif gräifend Reform, souwuel an der Primärschoul wéi an der berufflecher Ausbildung, ukënnegt. D'Virbereedungen heizou lafe momentan op Héichtouren. Mir musse bei der Schoulreform versichen, vun eisem dach staark elitäre Schoulsystem ewechzekommen. E Schoulsystem, dee vill Potenzialitéiten ongenotzt léisst an deen eiser Wirtschaft an hirer noutwendeger Progressioun zu méi Wuesstum net méi gerecht ka ginn.

Mir mussen op de Wee vun engem méi demokratesche Schoulsystem goen, mat méi Chancëgläichheet, wou versicht gëtt, d'Potenzial vun all eenzelnem Kand maximal ze valoriséieren. Et muss versicht ginn, sech besser op déi méi schwaach Kanner ze konzentréieren, fir dass och si berufflech Chancë kréien an hir Plaz um Aarbechtsmaart fannen. Wa mer dësen Défi unhuelen, da misste mer et op laang Weil kënne fäerdeg bréngen, manner op Moossnamen zréckzegräifen, déi d'sozial Gestioun vum Chômage vun deene Jonken a vun der sozioprofessioneller Insertioun regelen.

Här President, wann Der erlaabt, géif ech, fir ofzeschléissen, nach just gäre kuerz op eng aner Kritik zréckkommen, déi souwuel vun der Chambre des Métiers wéi och vun der Chambre de Commerce artikuléiert gouf. Si bemängelen, dass de virleiende Gesetzesprojet just ee klengt Glidd duerstellt an enger ganzer Kette vu Gesetzestexter am Beräich vun der Formatioun an der Bildung. Si soen och, dass dës Texter net onbedéngt ënnereneen harmoniséieren.

Et ass fir mech kloer, Här President, dass een dat Gesetz, dat eis haut beschäftegt, an eng Rei aner Gesetzesprojeten afüge muss, mat deene sech - an de Rapporteur huet et scho gesot - déi zoustänneg Kommissioun am Moment intensiv beschäftegt: d'Reform vun der berufflecher Ausbildung, der Primärschoul oder de Gesetzesprojet iwwert d'Schoulflicht. Mir mussen an der Educatiounskommissioun versichen, dee sougenannte roude Fuedem, dee sech duerch déi verschidde Gesetzestexter spënnt, zu enger kohärenter Politik ze knëppen, déi eng modern Gesellschaft batter néideg huet.

Fir ofzeschléissen, Här President, wollt ech am Numm vu menger Fraktioun den Accord vun der CSV zum virleiende Gesetzesprojet ginn.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll mech de Mercien uschléissen à l'adresse vum Rapporteur, deen hei eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet an deen och den designéierte Rapporteur ass fir de Gesetzesprojet iwwert d'Formation professionnelle, well dat ass e Ganzt. An ech wënschen him dobäi vill Courage, well dee Projet ass e Projet vun enger ganz anerer Envergure.

Mir als DP-Fraktioun hätten et léiwer gehat, wann dat och als Ganzt traitéiert gi wier a wa mer net elo e Stéck hei erausgegraff hät-

ten iwwert de CNFPC. Ech gleewen och, dass dat d'Madame Minister arrangéiert hätt. Si wénkt Jo!

Mä hei hu mer e Projet de loi virleien, vun deem den Haaptbut am Fong ass, Kompetenzschwieregkeeten tëschent dem Educatiounsministère an dem Aarbechtsministère ze regelen.

Ech muss Iech soen, dass ech paff doriwwer sinn. Well ëmmerhin huet dat Ganzt 30 Joer laang gutt fonctionnéiert, an op eemol ass dat net méi gaangen. An ech froe mech, ob dee Projet hei awer all Kompetenzproblemer léist!

An, Här President, gëschter huet den Här Biltgen hei gemengt, bei zwou Questions parlementaires, e wier net kompetent. Hei ass en awer kompetent an hien huet sech jo itérativement och bei dësem Projet zu Wuert gemellt. An duerfir bedaueren ech, dass den Här Biltgen haut net bei dësem Débat dobäi ass.

Ech muss Iech soen, dat hei ass keng Reform aus engem Goss. De Conseil d'État schreift och a sengem Avis: «...la cohérence laisse à désirer». An dat ass eng Kritik, déi mir och deelen.

Mä hei ass Urgence, well wann een dat hei net geregelt hätt, da wéisst een net wéi déi Moossname géife finanzéiert ginn. Moossnamen, déi awer enorm wichteg sinn.

Et sinn och z'joert am Januar, wéi op eemol Schwieregkeeten do ware fir Mesuren ze finanzéieren, dräi Questions parlementaires gestallt ginn, an do ass gesot ginn, et géif légiféréiert ginn. D'Madame Delvaux huet jo och dunn e Projet de loi am Juni 2006 hei déposéiert.

Ech muss soen, ech si paff wéi an dëser Regierung geschafft gëtt! Well dee Projet hu mer diskutéiert, mir haten en an der Kommissioun, an dunn op eemol, den 13. November 2006, huet den Här Biltgen der Madame Delvaux e Bréif geschriwwen, dee mer dann och an der Kommissioun kruten. Ech liesen Iech den Ufank vun deem Bréif vir. Do schreift den Här Biltgen: «Je viens de prendre connaissance des dispositions finales et transitoires du projet de loi N°5593 portant organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue.» Dat heescht, e Member vun der Regierung schreift den 13. November 2006 senger Kolleegin, Member vun därselwechter Regierung, qu'il a pris connaissance des dispositions finales et transitoires du projet de loi.

Mä e Projet de loi gëtt dach vun der ganzer Regierung awer approuvéiert an da geet en op den Instanzewee! Hei weess ech net, wéi op eemol den Här Biltgen dozou kënnt, fir ganz paff ze sinn.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Loosst wann ech gelift d'Madame Brasseur schwätzen!

(Interruption)

Här Bettel, loosst wann ech gelift d'Madame Brasseur schwätzen!

(Interruptions)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech muss soen, ech si ganz paff iwwert déi Virgehensweis. An ech sinn och net deen Eenzegen, dee paff ass, well de President vun der Kommissioun, den Här Scheuer, war wierklech net frou, wéi deen Amendement koum, well op där anerer Säit...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et gëtt ëmmer besser!

(Interruptions)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- ...mer och vun der Regierung gesot kruten, et géif Urgence bestoen. Am Fong hätt dëse Projet nach missen am Dezember verofscheet ginn. Mir hätten dat och gemaach. De Rapporteur huet alles drugesat an och de President, wann net deen Amendement do vum Här Biltgen komm wier.

Ech géif Iech froen, Här President, der Regierung matzedeelen, der Madame Modert, déi chargéiert ass mat de Relatiounen tëschent der Regierung an dem Parlament, dass d'Regierung an Zukunft Projete soll déposéieren, iwwert déi se unanime därselwechter Meenung ass, net dass mir duerno d'Projete mussen änneren an dass ee Minister paff ass iwwert Dispositiounen, déi an engem Gesetz stinn. Ech froe mech wierklech, wéi dës Regierung fonctionnéiert!

Une voix.- Abee merci!

(Interruptions)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Mir hunn d'Aarbechten an der Kommissioun opgeholl. Meng Virriedner, souwuel de Rapporteur wéi och de Sprecher vun der CSV-Fraktioun, sinn am Detail op déi dräi Volete vum Projet agaangen, esou dass ech dat elo net wäert widderhuelen.

Wann een awer vum Centre national de formation professionnelle continue schwätzt, sinn awer nach eng ganz Rei Froen, déi opbleiwen. Éischtens muss ee soen, dass déi Centres nationaux de formation professionnelle continue gemaach gi si fir d'Weiderbildung.

Or, wat stellt een haut fest? Et gëtt haaptsächlech Formation initiale gemaach fir jonk Leit oder och Erwuessener, déi emol keng Formation initiale au départ haten. Gott sei Dank hu mer dat Instrument elo vun de CNFPCen, fir hinnen dann eng Ausbildung matzeginn.

Mä duerfir froen ech mech, ob deen Numm vu Centre de formation professionnelle continue deem But am Fong nach gerecht gëtt, well et ass ganz oft oder haaptsächlech och d'Formation initiale, déi jonke Leit do bäibruecht gëtt. Gott sei Dank hu mer awer dat Instrument, wat enorm wichteg ass.

D'Besoinen hunn och zougeholl, wann ee kuckt, dass 2005 3.991 Leit an deene Mesuren ageschriwwe waren, déi 83.000 Heures de formation kruten. Dat ass eng ganz héich Zuel.

Wann een d'Zuel vun den Demandeurs d'emploi kuckt, déi ageschriwwe waren, esou waren dat 1995 der ronn 750, an 2005 - also zéng Joer drop - waren et der 1.328. Do gesäit een d'Progressioun an et gesäit een och, wou d'Besoinë sinn.

Déi Centren, deen zu Esch an deen zu Ettelbréck, maache wierklech eng excellent Aarbecht. Ech wëll hei un engem Beispill illustréieren, wéi wichteg et ass, dass een an deem System awer eng gewësse Souplesse huet: De Centre vun Ettelbréck hat an huet och elo nach e ganz gudde Kontakt - well dat och méiglech ass wéinst der Gréisst - zu de Betriber, a sicht mat de Betriber ze definéieren, wellech Zort vu Leit se sollten ausbilden. Do war eng Demande vun de Supermarchéë Match, déi Caissièrë gebraucht hunn, an dunn huet de CNFPC vun Ettelbréck Leit ausgebilt, fir ebe just do ze placéieren. Wéi déi Chaîne vum Match zu Lëtzebuerg net méi esou aktiv war, war dee Créneau eriwwer.

Du koum eng Demande fir Leit auszebilde fir professionell Wäschereien a Botzereien, an et huet séier missen eng Léisung fonnt ginn, fir Kreditter lasszeeisen, fir professionell Wäschmaschinnen a Botzmaschinnen ze fannen, fir Leit dorop ze preparéieren. An dat ass och gelongen, obwuel au départ keng Crédits budgétaires virgesi waren. Mä et konnt een awer dat do équipéieren a finanzéieren.

Ech mengen, déi Souplesse muss garantéiert bleiwen, wa mer kuerzfristeg - dat si jo och kuerz Formatiounen - wëlle Leit ausbilden. An dat sinn déi Genres vun Ausbildung, wou ee keng Préformatioun brauch, a wou mer frou sinn, dass mer Leit kënnen esou op den Aarbechtsmaart bréngen.

Et ass also excellent Aarbecht geleescht ginn. Mä mir hunn e Problem mat der Infrastruktur. Zu Esch ass d'Infrastruktur excellent an do si se och ganz innovativ. Déi bréngen et jo fäerdeg, duerch nei, méi adaptéiert Equipementer och den Aarbechtsprozess besser ze explizéieren. Si hunn héich sophistiquéiert Instrumenter do, wat wichteg ass.

Mä zu Ettelbréck bascht de Centre national de formation professionnelle continue aus allen Néit, an dat ass wierklech ze bedaueren. An dat muss een an der Diskussioun awer gesinn am Zesummenhang mat der Diskussioun, déi mer am Moment mam Nordstadlycée hunn.

Ech muss soen, ech hunn de Moie mat Freed gelies, dass d'Gemeng Ettelbréck elo eventuell bereet wier, Op der Haard déi Terrainen zur Verfügung ze stellen. Ech hätt mech gefreet, wann déi Responsabel vun der Gemeng Ettelbréck scho viru Joren déi do Attitüd gehat hätten. Da wiere mer nämlech vill méi wäit am Développement vun de Schoulinfrastrukturen zu Ettelbréck.

Ech wëll Iech rappeléieren, dass fir de Lycée technique vun Ettelbréck, fir de Préparatoire e Gebai sollt opgeriicht ginn zu Ettelbréck. Et war bestallt, et war fäerdeg, d'Aarbechte sollten ufänken. Dunn huet d'Gemeng Ettelbréck d'Baugenehmegung refuséiert.

Une voix.- Oh neen!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Wat ass mat där Schoul geschitt?

(Interruptions diverses)

Déi Schoul, déi ass dunn op Dikrech gesat ginn. A Gott sei Dank war d'Gemeng Dikrech domat d'accord.

Dofir, wa mer elo esou e Retard hunn an der Schoulinfrastruktur am Norden, dann ass et och, well d'Gemeng Ettelbréck leider déi Ouverture d'esprit, déi se awer elo Gott sei Dank schéngt ze weisen, à l'époque net hat. Soss wäre mer souwuel an der Ackerbauschoul wéi an der Fro vum Lycée technique vun Ettelbréck wéi och an der Fro vum CNFPC e Stéck weiderkomm. De CNFPC vun Ettelbréck muss onbedéngt ausgebaut ginn, fir Infrastrukturen ze kréien, déi em et erméiglechen, senge Missioune gerecht ze ginn.

An dann ass an onser Infrastruktur ee Problem: Mir hunn hei am Zentrum keng Infrastruktur, fir e Centre de formation professionnelle continue ze maachen. De Besoin ass awer ganz grouss. Dofir misst een och do eng Léisung fannen.

An, Här President, ech wollt, fir déi zwee Punkten ze ënnersträichen, eng Motioun déposéieren, déi freet, dass d'Infrastruktur vum Centre national de formation continue zu Ettelbréck ausgebaut gëtt an dass och eng Léisung fonnt gëtt, fir esou e Centre am Zentrum vum Land opzeriichten.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le nombre croissant de jeunes et d'adultes bénéficiant d'une mesure de formation professionnelle initiale ou continue;

- considérant que le nombre de demandeurs d'emploi ou de chômeurs voulant bénéficier d'une mesure de formation professionnelle est passé de 750 en 1995 à 1.328 en 2005;

- considérant que les infrastructures existantes ne suffisent pas à héberger tous les demandeurs et que l'infrastructure du Centre de formation professionnelle continue d'Ettelbruck n'est plus adéquate;

- considérant qu'un établissement de formation professionnelle continue au centre du pays fait défaut;

invite le Gouvernement

- à élaborer dans les meilleurs délais un projet visant à moderniser et à agrandir les infrastructures du Centre de formation professionnelle continue d'Ettelbruck;

- à élaborer un projet visant la réalisation d'un centre de formation professionnelle continue dans la région Centre du pays.

(s.) Anne Brasseur, Xavier Bettel, Charles Goerens, Henri Grethen, Alexandre Krieps.

Ech wollt nach ganz zum Schluss eng Remarque maache wat d'Ausbildung ubelaangt an d'Beruffschancen. Et gëtt ganz vill geschwat iwwert d'Beruffsorientéierung, wéi wichteg déi ass. An do ass och den Aarbechtsminister, dee seet, hie wär dann zoustänneg fir d'Beruffsorientéierung, an d'Schoul soll d'Schoulorientéierung maachen. An do kënnt et zu engem Kompetenzgerangel.

Gëschter war ech mat e puer aner Kolleegen derbäi, wéi d'Madame Minister jonke Leit d'Geselleprüfung iwwerreecht huet. A mir ass dunn opgefall, do sinn eng Rei Beruffer, do war bal kee Lauréat derbäi: Maurer, Leeëndecker... Et waren zwee Maurer, et waren dräi Leeëndecker, mengen ech. Dat sinn awer Handwierker, déi hei zu Lëtzebuerg gebraucht ginn. An dat gëtt ni delokaliséiert. Mir wäerten déi Leit ëmmer hei brauchen. Beim Elektresche ginn d'Schlitzen ëmmer hei gehaen. Et ginn ëmmer Zillen hei openeegesat, an d'Leeën, déi ginn ëmmer nach hei op den Daach geluecht. Dofir, dat si Métieren, wou mer missten Effortë maachen, fir méi jonk Leit an esou Métieren ze kréien.

Well et kann ee Beruffsorientéierung maachen, mä ganz oft gëtt déi Orientéierung awer dann net ugeholl, weder vun de jonke Leit nach vun hiren Elteren, well se fannen, hir Kanner sollen eppes aneschters maachen. Mir mussen awer hinne bäibréngen, dass et eng ganz Partie vun Aarbechte gëtt, déi immens flott sinn, immens positiv sinn, a wou ee wierklech Beruffschancen hei zu Lëtzebuerg huet.

No deene méi allgemengen Iwwerleeungen zum Centre national de formation professionnelle continue wollt ech Iech soen, dass d'DP-Fraktioun sech beim Vote vun dësem Projet wäert enthalen. Mir sinn ons bewosst, dass et hei eng Urgence ass. An dofir ënnerstëtze mer de Volet, dass awer elo déi Kompetenzen eenegermoossen opgedeelt sinn, fir dass de Finanzement soll garantéiert sinn, net dass mer op eemol mussen déi Aktivitéiten astellen, well se wichteg sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir kënnen awer net fir dëse Projet stëmmen, well dat hei ass e Saucissonnage. Mir hätte léiwer gehat, et wär e Projet aus engem Goss gemaach ginn. Dann hätte mer der Formation professionnelle initiale et continue wierklech besser gehollef.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Nächste Riedner ass nees den honorabelen Här Castegnaro, dës Kéier net méi als Rapporteur, mä als Sprecher vun der sozialistescher Fraktioun.

Une voix.- Elo gëtt et spannend!

(Hilarité)

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wollt ech der honorabeler Madame Brasseur Merci soe fir de Courage, dee se mer als...

(Interruption)

M. Charles Goerens *(DP).*- Mir hunn dem Rapporteur nach net félicitéiert.

(Hilarité)

Une voix.- Schhhhh!

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Et gëtt vill Formatiounen op der Welt, bestëmmt och eng fir riedefreedeg Leit, déi ëmmer da rieden, wa se eigentlech net gefrot gi sinn.

(Interruptions et hilarité)

Ech wollt awer Merci soe fir de Courage, dee se mer gewënscht huet. Ech géif mer wënschen, dass mer op d'mannst an der Kommissioun am gläiche gudde konstruktive Geescht diskutéieren, wéi mer dat bei deem Projet de loi hei gemaach hunn.

Ech mengen, dass d'Beruffsausbildungsgesetz eng kollektiv Aufgab ass, déi mer ze er-

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose
tous les **vendredis** *à* **19.00 heures**
un **résumé** *de l'activité*
parlementaire de la semaine.

L'émission est **rediffusée**
le même soir à 20.00, 21.00, 22.00
et 23.00 heures

leedegen hunn. Et geet do ëm d'Zukunft vun eiser Jugend a vläicht souguer vum Land. A mir missten do eigentlech e gutt Beispill dann ofginn, net nëmmen an der Kommissioun, mä och hei, fir déi Aufgab, déi mer do virun eis hunn, mat beschtem Wëssen a Gewëssen ze erleedegen.

Ech wëll hei elo net méi an d'Detailer agoen, wat den eigentleche Projet 5593 ubelaangt, mä versichen e puer prinzipiell Iwwerleeungen unzestellen iwwert d'Erausfuerderungen, déi sech eis alleguer stellen am Zesummenhang mam liewenslaange Léieren.

Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen - an d'LSAP ass derfir -, soll, wéi dat elo e puermol ënnerstrach ginn ass, d'Kompetenze klären, an dat an deene Beräicher vun all deem, wat virdru gesot gouf. Mä et geet - an dat sollt nach eng Kéier ënnerstrach ginn - jo och gläichzäiteg ëm d'Bekämpfung vum Chômage an ëm d'Fort- a Weiderbildung. An et geet dann natierlech och ëm d'Villfalt u staatlechen, parastaatlechen, privaten Initiativen, déi solle koordinéiert ginn, fir eben eng Kohärenz an eng Gläichstellung kënnen ze garantéieren.

Et geet drëm, an dat kann een ëmmer nëmmen ënnersträichen, dass Mënschen an d'Aarbecht gefouert ginn oder hir Aarbecht behalen duerch Ausbildung, Fortbildung a Weiderbildung. An dobäi spillt jo net nëmmen dee Projet de loi hei eng dach bedeitend Roll an dat alles, wat nach virun eis steet, mä och esou Gesetzer wéi de Projet de loi 5144 iwwert de Chômage social zum Beispill, wou ech hoffen, dass en dëst Joer verabschit gëtt.

An dann en Avant-projet, op deen ech waarden a mir waarden, deen iwwert d'Économie solidaire, dee jo bei der Familljeministerin ugesiedelt ass, well ech der Meenung sinn, dass souwuel deen ee wéi deen aneren och e wesentleche Bäitrag duerstellen, fir de Chômage ze bekämpfe respektiv Leit iwwert den zweete Bildungswee eng nei Chance ze ginn.

De Projet de loi vun haut ass e Riedchen an engem grousse Riederwierk, ouni Zweifel, a duerfir huet e seng Bedeitung, well e Riederwierk all Rieder brauch, fir ze dréinen. A wa mer dann un d'Beruffsausbildungsgesetz kommen - a mir waarde jo elo oder mir fänken elo esou lues un, ongedëlleg ze waarden op d'Avisë vum Conseil d'État a vun de Beruffschamberen -, da wäerte mer déi Diskussiounen an d'Déift era féieren.

Grondsätzlech hunn awer all déi Recht, déi an hirer Kritik d'Meenung äusseren, dass déi absolut noutwendeg Reformen, déi an d'Haus stinn an eisem Lëtzebuerger Bildungswiesen, systematesch a kohärent mussen duerchgefouert ginn. An dat gëtt dann domat erkläert, dass een eigentlech hätt misse mam Préscolaire ufänken, mam Schoulgesetz vun 1912 weiderfueren, da bei d'Beruffsausbildung kommen an esou virun an esou weider. Mä wann een déi Pist, déi logesch ass a schéngt, wielt, da gëtt et Stëllstand an eng geféierlech Verspéidung, déi net am Sënn an am Déngscht vun de jonke Mënschen ass an och der Erwuessenebildung net weiderhëlleft, mä héchstens schuet.

Et wiisst een och, an duerfir muss een eben Etapp fir Etapp esou maachen, wéi een dat kann. Et weess een, dass mer eis an de Bildungsreformen an dësem Land ganz schwéierdinn, an dass besonnesch déif gräifend Veränneren ëmmer erëm op e Koup vun Hindernisser stoussen. Ee vu menge Virriedner huet vum sougenannte roude Fuedem geschwat. Et ass eben dee Problem, dee mer hunn, dass et un deem roude Fuedem feelt an där Diskussioun tëschent alle Bedeelegten. En ass kaum sichtbar, well eben d'Kritiken, d'Iwwerleeungen, déi all déi äusseren, oft ze wäit féieren.

Et kënnt derbäi, dass een an där gesamter Bildungsdiskussioun heiansdo déi déif gräifend Veränneren an eiser Gesellschaft ënnerschätzt an domat d'Diskussioun iwwert d'Responsabilitéit am gesamte Bildungswiesen. Wiem sollen da Reformen an der Schoul, an der Beruffsausbildung an esou virun déngen? Der Schoul? Oder solle se de jonke Mënschen déngen? Oder der Ekonomie? Oder dem Léierpersonal? Dat sinn all déi Froen, déi jiddferee vu sengem Standpunkt aus natierlech méi prezis kuckt an och kommentéiert.

An ech kommen do - wat ech ganz am Ufank gesot hunn - op déi gemeinsam Responsabilitéit vun allen Acteuren zréck, op déi prinzipiell Froen, déi gestallt ginn, wou et awer besonnesch wichteg ass, wat fir eng Äntwerte mer op déi Froe ginn, an ob mer bereet sinn, Fuerf ze bekennen. Déi Geleeënheet kréie mer bei der Diskussioun iwwert d'Gesetz vun der Beruffsausbildung respektiv vun der Schoulreform.

Et wier en dauernde Schued, wa mer Fléckwierk géifen hannerloossen duerch eng Anhäufung vu Kompromisser, statt zukunftsorientéiert am Interessi vun de Mënschen, vum Land a besonnesch am Interessi vun eise Kanner ze handelen, well et jo net duergeet, dass mer ëmmer erëm op déi grouss Erausfuerderungen hiweisen, a besonnesch déi, mat deene mer konfrontéiert sinn am Kontext vun enger brutaler, globaliséierter Wirtschaftswelt. Do geet et net duer mat lamentéieren. Do muss een deem offensiv entgéinttrieden.

Et gëtt jo och vill Leit - an ech mengen, ech gehéieren och zu deenen -, déi awer der Meenung sinn, d'Globaliséierung géif och Chancë beinhalten. Ech gleewen drun, dass ënner anerem d'Educatioun, d'Beruffsausbildung an de Wirtschaftswuesstum souwéi d'Standuertvirdeeler fir Industrie- a Wirtschaftspolitik ganz enk zesummenhänken. An engem Land, wat keng Rohstoffer méi huet, mä Matière grise huet a se kann zillen, do brauche mer méi wéi jee héich qualifizéiert an héichwäerteg Aarbechtskräfte mat villfältege Kompetenzen. Dat setzt duerfir och eng héichwäerteg Aus- a Weiderbildung, also Systemer, déi deem gerecht ginn, viraus.

D'Globaliséierung an de Chômage ze bekämpfen duerch eng offensiv Politik, duerch déi bescht Schoul-, Beruffs- a Weiderbildung, dat ass dat, wat mer ze erleedegen hunn. Haut maache mer en Deel dovun. De Gros kënnt no. Et geet derbäi drëm, der Mass vun de Mënschen an dësem Land déi Bildung an all hire Formen zougänglech ze maachen. Dat ass dann net nëmmen am Interessi vun deene Mënschen, mä am Endeffekt och am Interessi vun dësem Land a sengen Iwwerliewenschancen an där Welt, déi nun eemol esou ass wéi se ass.

An dësem Kontext soen ech eben nach eng Kéier: De Projet vun haut huet seng Bedeitung als kuerzfristeg Reaktioun op e Chômage, dee wiisst. Ech sollt vläicht just drop hiweisen: Mir hunn iwwer 2.000 offe Plazen an dësem Land, bei engem Chômage, deen tëschent 10 a 14.000 läit, deemno wéi een e liest oder rechent. An da soen ech: Mat bessere Weiderbildungssystemer misst een dach kënnen déi 2.000 Plazen do besat kréien.

Duerfir ass et néideg, dass et haut emol mat eisem Projet de loi eng Reaktioun an eng Äntwert op dee Chômage, dee wiisst, gëtt, op deen Échec an der Schoul, deen net méi kleng gëtt, an dass een eben deene Betraffenen eng nei Chance kann erméiglechen.

An dësem Kontext ass et och vun enger fundamentaler Wichtegkeet, d'Beruffsausbildung erëm méi attraktiv fir déi jonk Leit ze gestalten. Et ass leider esou, dass CNFPCe bei villen Eltere guer net gutt ugesi sinn. D'Eltere schécken hir Kanner nëmmen dohinner, wa soss guer näischt méi geet. An dësem Kontext ass duerfir d'Ukopplung vu verschiddene Coursen, déi am Kader vum CNFPC organiséiert ginn, un de formale Schoul- an Ausbildungssystem eng gutt Saach - dat soll een ënnersträichen.

Sief et CITP-Coursen am CNFPC oder COIPen an de Lycée-techniquen, si erméiglechen et jonke Leit, déi bis elo, aus wéi engem Grond och ëmmer, net mat eisem Schoulsystem eens gi sinn, erëm etappeweis an de Schoulsystem eranzekommen an domat net a priori als Versoer ofgestempelt ze ginn. Et ass jo eis Verantwortung, jiddferengem, och deem, deen emol eng Kéier versot huet, aus wat fir enge Grënn och ëmmer, eng zweet Chance ze bidden. Déi huet jiddferee verdéngt.

Zu Recht muss een natierlech drop hiweisen, dass de Statsrot a verschidde Beruffschambere Recht hunn, wa se soen, et ass e gréissere Platzmangel, an duerfir ass et kaum méiglech, d'COIPen an de Lycée-techniquen ze organiséieren. Dat erëm ass e Grond méi, fir eng méi aktiv Baupolitik am Schoulwiesen ze entwéckelen, fir och deene Strukturmängel do entgéintzekommen.

Et ass also noutwendeg, dass mer d'Saachen upaken - mir maachen dat haut -, dass mer dat weiderféiere mat dem Schoul- a Beruffsausbildungsgesetz, an dass mer virun allem dat, wat mer haut maachen, a Saachen, déi mer scho gemaach hunn, mat deene Gesetzer och verfeineren a prezisiére kënnen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Bildung an d'Beruffsausbildung fir Erwuessener oder Jugendlecher, déi am normale System op der Streck bliwwe sinn, muss duerfir eppes Selbstverständleches sinn. An et ass - ech hunn dat scho gesot an ech ënnersträichen et nach eng Kéier - ni ze spéit, fir erëm ze léieren a sech weiderzebilden.

Ech ginn esou wäit, fir ze ënnersträichen: D'Bildung an all hire Formen ass och e Mënscherecht. An d'Flicht, dëst ze erméiglechen, dat ass eng Flicht, déi mer alleguer hunn, besonnesch de Stat, mä och d'Patronat oder d'Beruffschamberen. Do gëtt et jo positiv Beispiller; wéi bei der Privatbeamtechamber, wéi bei Patronatschamberen. Mä et gëtt och privat Initiativen, wéi d'OLAP, Zarabina, den Objectif Plein Emploi oder de Forum pour l'Emploi a wéi se alleguer heeschen, déi alleguer op hir Manéier dozou bäidroen, fir dat Angebot an d'Chance duerfir och méiglechst grouss ze maachen, fir méiglechst eng Mass vu Mënschen dach iergendwéi forméiert ze kréien.

D'Lissabon-Strategie leet zënter 2001 an hiren Objektiver ebe just e ganz grousse Wäert op dat liewelaangt Léieren, awer dat besonnesch a mat Schwéierpunkt op den ekonomesche Grënn, déi domat zesummenhänken. Ech wëll just drop hiweisen, dass 2010 eng éischt Bilanz soll gezu ginn. Entspriechend sti mer dann och als Lëtzebuerger an der Flicht, Neel mat Käpp ze maachen, fir dass mer bei där Bilanz am éischten Drëttel an Erscheinung trieden, an net eréischt zum Schluss.

D'Europäesch Kommissioun huet an engem Bericht vum Oktober 2006 festgestallt, dass insgesamt an der Europäescher Unioun net genuch a virun allem net schnell genuch géif gehandelt ginn. Si hunn dat ganz fei formuléiert andeem se gesot hunn, et géif eng Dichotomie bestoen - eng Doppelzüngegkeet - zwëschent de politesche Rieden an der Realitéit. Dat maach souguer stëmmen, well mer jo gesinn, wéi schwéier mer eis dinn an deenen Debatten an an der Realiséierung vu Gesetzer.

Natierlech geet et och der Kommissioun virrangeg ëm déi wirtschaftlech Suergen a virrangeg ëm d'Fro vun der gréisstméiglecher Kompetitivitéit. D'Kommissioun weist an deem Dokument drop hin, dass et an der gesamter Europäescher Unioun - do ass awer nëmme vun deene 25 Länner geschwat ginn - 72 Milliounе Mënsche gëtt - 2004 war dat -, een Drëttel vun der aktiver Bevölkerung, déi net qualifizéiert oder onqualifizéiert sinn, an dass do eben eng Diskrepanz besteet tëschent deem, wat een als Europäesch Unioun an där ganzer Wettbewerbsfäegkeet weltwäit wëllt realiséieren, an der Realitéit um Terrain.

Et gëtt ënnerstrach, dass een Drëttel vun der aktiver Bevölkerung - dat sinn déi 72 Milliounen - kaum Chancen hunn op nei Aarbechtsplazen à la longue. Et gëtt carrément gesot, déi Onqualifizéiert ënnert deenen doten - dat wäerten da ronn 15% sinn -, déi kënne mat Ach und Krach esou eng Plaz fannen, an déi wierklech nei Aarbechtsplaze setzen en Diplôme de l'Enseignement supérieur viraus.

Dat sinn natierlech Aufgaben, déi geschriwwe gi vun de Kommissiounsdéngschter, déi awer ëmmerhin ze denke ginn an déi ee sollten dozou forcéieren, sech domat auserneenzesetzen an ze iwwerpréiwen, wéi wäit dat doten dann am Land hei mat der Realitéit iwwereneestëmmt.

Mä ëmmerhin - an dat wësse mer ouni Zuelen - wësse mer, dass Handlungsbedarf besteet an dass et eben noutwendeg ass, dass d'Methoden an d'Qualitéit vun der Erwuessenebildung ëmmer optimal, onbürokratesch a fir jiddfereen zougänglech musse sinn. An dat bedeit, dass d'Methoden, déi ugewannt ginn, de Mënschen unzepasse sinn, dass finanziell Hëllefe musse kommen - méi kommen -, fir deen Ausbildungswee do nach méi attraktiv ze maachen. Ech hunn dat virdru scho gesot: D'Finanzsituatioun däerf keen Hindernis sinn an deem Beräich.

Bedeitend bleiwen d'Orientéierung an d'Informatioun, déi einfach optimal musse si fir jonk Leit a fir déi, déi sech nei orientéiere mussen. An do hu mer jo de Moien an der Kommissioun am Kontext vum Beruffsausbildungsgesetz driwwer geschwat, dass d'Betriber kaum an der Lag sinn, engem op dräi, véier Joer am Viraus ze soen, wat hir Besoinen dann u Qualifikatioune sinn.

Viru ville Jore si mer mat Beruffer prezis buede gaangen, well mer fir DuPont de Nemours an anerer op eng Kéier ausgebilt hunn, a wéi mer ausgebilt haten, haten déi keng Plaze méi fir déi Leit. An elo soen d'Patrone vu grousse Betriber: Méi wéi 18 Méint viraus gesi mer net. Dat verlaangt da vun der Politik a vun der Schoul, flexibel ze sinn a sech op all Situatiounen anzestellen, am Interessi net nëmme vun de Betriber, mä vun eise Mënschen, déi do hir Aarbecht fannen.

Ech hunn also gesot, mir musse Flexibilitéit hunn, mir mussen am Ugebuet prezis sinn a mir mussen derfir suergen, dass d'Mënschen eng Chance kréien. Mir mussen awer och derfir suergen, dass d'Astellungspolitik an de Betriber esou organiséiert, esou gestalt gëtt - an dat ass net esou einfach, et ass méi liicht gesot -, dass eben d'Mënschen, déi Aarbecht sichen, och eng Chance kréien; an do si mer echt schlecht drun, an ech wëll mech dozou erklären.

Mir hunn zu Lëtzebuerg - a mir soen dat ëmmer erëm, wa mer iwwer Chômage, iwwer Beschäftegungspolitik schwätzen - en atypeschen Aarbechtsmaart och doduerch, well mer en héijen Undeel un Netlëtzebuerger hunn an nach méi en héijen Undeel u Grenzgänger, an eist Land mat anere Problemer duerfir konfrontéiert ass, wéi dat fir vill oder déi meescht aner EU-Länner de Fall ass.

An ech wëll dat esou soen: Den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg ass geprägt vun deem vun der Groussregioun. Dëst risegt Potenzial a Réservoir un Aarbechtskräfte vu jiddfer Aart, vun alle Qualifikatiounen ass fir eist Land e Segen an e Fluch zugläich. Duerfir ass d'Fuerderung vum Patronat no besseren an aneren Ausbildungsméiglechkeeten heiansdo eppes, wat net iwwereneeklappt mat deem, wat ech hir Astellungspolitik oder hiert Ugebuet u Léierplazen nennen, souwuel am Beräich vum CATP, wou dausend Léierplazen d'lescht Joer gemellt gi sinn oder versprach gi sinn, awer laang net erreecht gi sinn, oder och vun de Plazen an der Erwuessenebildung, sief dat am CCM, am Contrat de Capacité Manuelle, oder sief et am CITP, dem Contrat d'Initiation Technique et Professionnelle.

Hei muss ee kloer soen, mir schwätzen elo iwwert de CITP, d'Patrone lehnen deen eigentlech of. D'Patronen ächten eigentlech de CITP. Datselwecht Patronat, vun deem mer erwaarden, dass et genügend Plazen ubitt fir Contrats de Capacité Manuelle. Och do stelle mer fest, dass zum Beispill 2004 979 Demanden do waren, awer nëmme 426 Kontrakter konnte gemaach ginn; 2005 1.013 Demanden do waren, awer nëmme 468 Kontrakter, also kaum 46% zefridde gestallt konnte ginn. An do, stellen ech fest, spillt d'Patronat leider net mat an engem Beräich, deen awer liewenswichteg ass fir déi, déi betraff sinn, mä och fir d'Zukunft vum Land.

An ech wëll do soen - duerfir brauch een net ganz couragéiert ze sinn -, dass deen einfache Wee fir d'Patronen oft dee vun der Astellung vum Grenzgänger ass, nom Motto: Ouni vill Komplikatiounen an Diskussioune fannen ech déi do, déi ech fir mäi Betrib brauch. Awer da klappt dat net iwwerenee mat der, wéi d'Preise soen, „Bringschuld" vun de Betriber. Déi Bringschuld huet vill Facetten, a sief et nëmmen déi, dass et eng Fro och vu Solidaritéit am ganze Land ass, also och eng Fro vu Solidaritéit vun de Patrone vis-à-vis vun de Résidenten, fir deenen eng zweet Chance ze ginn an deenen ze hëllefen aus dem Chômage erauszekommen, ze verhënneren, dass se an de Chômage kommen, ze verhënneren, dass se un der ënneschter Lounskala mangels enger gudder Ausbildung sech erëmfannen.

Dat si Schwieregkeeten, déi muss een ervirsträichen. A wann ee weess, dass kaum 30% vun deene 468 CCM-Absolvente réusséieren, dann ass dat e weidere Problem, deen eis ze denke muss ginn.

Ech wëll duerfir och drop hiweisen, dass d'Restrukturatioun vum CNFPC net an Zukunft däerf heeschen, dass d'Betriber sech aus hirer sozialer Responsabilitéit erauszéien. Wie qualifizéiert Aarbechter fuerdert, muss och gewëllt sinn, sengersäits de Jonke genuch Stagen a Léierplazen unzebidden, an derfir suergen, se och uerdentlech am Stage an an der Léier ze encadréieren.

A mir brauchen eng nei Apprentissage-Kultur an dësem Land an de Betriber, mir brauchen einfach, dass d'Patrone matspillen an net de CNFPCen déi Laascht do iwwerloossen, well da bleift et eng Drëps um waarme Steen, an da brénge mer et kaum fäerdeg, deenen Objektiver, déi mer eis dach setzen an där Matière, gerecht ze ginn.

Ech wollt awer nach eng Kéier op d'Groussregioun zréckkommen. Ech hu gesot, d'Groussregioun ass a Saachen Aarbechtsmaart e Fluch an e Segen zugläich, well se ebe fir d'Lëtzebuerger Betriber dee Réservoir duerstellt, fir all déi gewënschte Qualifikatiounen an nach besserer wéi gewënscht ze fannen, dat ouni Komplikatiounen, ouni dass besonnesch Usprëch gestallt ginn, weder vun de Betriber nach vun de Betraffene selwer. An dat kann net esou sinn!

D'Haaptargument, dass all dat, wat mir hei diskutéieren, décidéieren, nei bürokratesch Problemer bedeit an dass ee sech muss an deem Dschungel do erëmfanne vun Hëllefen, direkten an indirekten, also léiwer iwwert d'Grenz geet, fir säi Problem ze léisen, dat kann net esou sinn.

Ech erënnere mech wéi mer viru ville Joren an der Tripartite ugefaangen hunn iwwert d'PAN-Gesetzer ze diskutéieren, dass do een héichrangege Patronatsvertrieder no deeg-, wochelaangen Diskussioune gemengt huet, dat wier jo alles schéin a gutt, wat mer do geschwat hätten, och un Hëllefen, mä hien huet wuertwiertlech gesot: Mir stelle keen Onkraut an, wa mer anerer kënne kréien. Dat huet mech schockéiert an ech hunn dee Saz e Liewe laang net vergiess. An dat kann net d'Riichtschnouer sinn, wéi hei gehandelt gëtt.

An ech bleiwen dobäi: Et ass eng gesellschaftlech Responsabilitéit, et ass eng Solidaritéit, déi och vun de Betriber, net nëmme vun der Politik, net nëmme vun den Deputéierte ka verlaangt ginn, mä et ass eng Responsabilitéit, déi mer alleguer ze droen hunn. Net nëmmen de Stat ass gefuerdert. Natierlech ass hien dat: Hie muss d'Rahmebedingunge schafen a garantéieren. Mä d'Betriber musse matspillen, d'Eltere musse matspillen, a mir mussen d'Méiglechkeet ginn, dass d'Léiere vun engem Beruff och iwwert den zweete Bildungswee net en noutwendegt Iwwel duerstellt, mä dass et eng echt Chance fir d'Zukunft kann a muss duerstellen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir wäerten och hei am Land net derlaanscht kommen, dann awer eng Kéier an hoffentlech méiglechst kuerzfristeg d'Debatt iwwert d'Realisatioun vun der Schoul vun der zweeter Chance unzefänken.

D'Problemer um Aarbechtsmaart, d'Échecscolairen, d'Réactivatioun vun de COIPen, de CITPen, d'Erwuessenenausbildung an esou viru verlaangen ëmmer erëm no globale Konzepter. Ech mengen, d'École de la deuxième chance kéint dozou eppes bäidroen. D'Viraussetzunge wieren déi, dass déi Schoul en eegent Gebai huet, dass se eege Programmer an Ausbilder huet, dass geziilt virgaange gëtt, pedagogesch, sozial an esou weider, fir dass mer eng méiglechst héich Erfollegsquot am Interessi vun de betraffene Mënschen, mä och de wirtschaftlechen Erausfuerderunge kréien. An och dozou gehéiert nach eng Kéier d'finanziell Begleedung, déi organiséiert muss ginn.

Da kommen ech op de leschte Punkt, wou ech am Ufank de Code de la formation ugeschwat hat um Beispill vum Code du travail. Ech sinn och der Meenung, wa mer bis d'Beruffsausbildungsgesetz verabschit hunn, dass et dann noutwendeg gëtt, e Code de la formation auszeschaffen, fir eben Transparenz dranzekréien an et ze erméiglechen, op ee Bléck Duerchsiicht ze kréien iwwer all dat, wat op deem Plang do ugebuede gëtt.

Ofschléissend: Mir stëmmen haut dëst Gesetz, eben an Erwaardung vun där grousser Beruffsausbildungsreform. Ech soen nach eng Kéier: Ech hoffen, dass dat an dëser Regierungsperiod wierklech ass. Ech hoffen, dass dat an engem breeden, kriteschen an oppenen Dialog vun all deenen, déi bedeelegt sinn, méiglech ass. An ech wënsche mer immens vill Partnerschaft. Déi ass do ubruecht; net Rechthaberei, mä Partnerschaft.

Dann nach eng Kéier: Mir stëmmen dat Gesetz haut, well et eben nei Perspektive fir Aussteiger opmécht, hinnen eng Chance bitt, eben net ausgegrenzt ze ginn, mä eng Chance gëtt, hir Kompetenz an hiert perséinlecht Potenzial fir sech a fir d'Land mobiliséieren ze kënnen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Voilà! Merci, Här President. Merci, Här Castegnaro fir Äre schréftlechen a mëndleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech widderhuelen elo verschidde Saachen, déi da scho véiermol hei gesot gi sinn. Ech maachen dat awer och kuerz. Ech wäert mech da méi op e puer Remarquë fokusséieren, déi ech am Numm vun der grénger Fraktioun wëll maachen zum Projet de loi, dee mer haut stëmmen.

Et ass och scho gesot ginn: Mir gesinn dat och esou, datt dat eigentlech ee Stéck vun engem Puzzle ass, vun engem Ganzen, an datt schonn eng etlech Stécker wéi de 5501 an och de 5611 hei duerchgefloss sinn, an datt nach anerer an der Maach sinn. Dat déckste Stéck ass sécherlech de Projet de loi iwwert d'Reform vun der Beruffsausbildung.

Mä ronderëm gëtt et nach eng etlech aner Satelliten: wéi Auditen, Etüden, Règlementgrand-ducalen, déi awer och wäerte Wesentleches determinéieren hei an dësem Gesetz; d'Arbeitsamt a säi Service des jeunes; de CEPS a seng zousätzlech Etüden iwwert d'Mesuren; de Projet de loi iwwert de Chômage social; de Rôle vun den A.s.b.l.en an der Beruffsausbildung; de Rôle an de Fonctionnement vun der ALJ, Action Locale pour Jeunes; d'Definitioun vun den Tuteurs op de Stageplazen; d'Internater, nieft der Schoul; d'Kannergeld; d'Altersgrenz vu 25 Joer beim RMG.

Dat alles si Satelliten, déi awer, méi wéi een dat denkt, wann een dat esou gesäit au premier abord, mat deem Projet de loi hei ze dinn hunn. Well dee Projet de loi, esou gëtt en am Fong geholl och e bësse beschriwwen, versteet sech oder sollt sech ausschliesslech verstoen als e Projet de loi, deen da Clarificatioun bréngt an deen och d'Verantwortungsopdeelung mécht vun der Organisatioun a vum Finanzement tëschent deenen zwee Ministèren, dem Ministère du Travail et de l'Emploi op där enger Säit vun der Neier Bréck an dem Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle op där anerer Säit vun der Neier Bréck.

Et besteet och eng gewëssen Urgence - dat fanne mer och am Exposé des motifs bei dësem Projet de loi erëm -, well säit eben dem Juli 2006, wann ech dat gutt an Erënnerung hunn, de Finanzement vu verschiddene Coursen net méi garantéiert ass, well eben net clarifiéiert ass. Sou wéi mir et zum Beispill och konnte feststelle bei där traureger Episod am Ettelbrécker CNFPC, wou dann op eemol kee vun deenen zwee concernéierte Ministèrë sech wollt concernéiert fillen a se dunn och e bëssen ënnergedaucht waren. De Misär war an eisen Aen op eng Mësskommunikatioun respektiv op eng Netkommunikatioun zréckzeféieren.

An do weess ech awer net, Madame Brasseur, ob dat elo eréischt säit kuerzem soll esou sinn. Mir hunn éischter d'Gefill, datt déi Mësskommunikatioun tëschent där enger Säit an där anerer Säit vun der Péitruss scho laang stattfënnt, well soss hätte verschidde Saachen awer scho längst missen evakuéiert sinn.

Fir datt dëst dann net méi virkënnt an datt et och kloer gëtt, wat aus wéi engem Dëppen an aus wiem sengem Dëppen organiséiert a bezuelt gëtt, fënnt dann haut dee Vote iwwert dëse Projet de loi statt. Dat ass och eng gutt Saach, déi mir och begréissen, datt d'Regierung sech elo d'Moyenë gëtt, fir Kloerheet ze schafen a fir de Fonctionnement vum CNFPC ze garantéieren.

Elo zu menge Remarquen. Engersäits reduzéiert sech de Projet de loi net ausschliesslech op eng Kompetenzopdeelung tëschent deenen zwee Ministèren, déi dann an de CNFPCe cohabitéieren. Eng ganz Rei vun net onwesentlechen Elementer fanne mer virsiichteg ugeschwat an deenen eenzelnen Artikele vum Projet de loi, wéi notamment d'Méiglechkeet erëm zréck an de Système scolaire ze kommen, wéi d'Méiglechkeet vun den Internater a wéi de Rôle vun der ALJ. Et si wichteg, noutwendeg an och sënnvoll Elementer, déi eigentlech eng grouss Répercussioun op d'Gesamtorganisatioun, souguer op d'Philosophie vun der Beruffsausbildung hunn.

Et steet och ausdrécklech am Gesetz dran, datt d'COIPen, also d'Cours d'Orientation et d'Initiation Professionnelles, net méi ausschliesslech Mesure-antichômagen duerstellen, mä si si Partie intégrante vun der Schoul an der Beruffsausbildung. Och sollen d'CNFPCen an hire praktesche Coursen als Stageplaz fungéieren, haaptsächlech an deene Beruffer an Handwierker, wou et eben net genuch Léierplazen am Privatsecteur gëtt. An heibäi handelt et sech - an dat ass och schonn hei gesot ginn; dat sinn déi Zuelen, déi de Ministère eis och an der Kommissioun matginn huet - ëm schätzungsweis 300 bis 400 concernéiert Jugendlecher pro Joer, déi keng Léierplaz fannen; eben den Zuele vum Ministère no.

Et concernéiert awer och méi oder manner direkt eng ronn 600 Schüler a Schülerinne pro Joer, déi mer ënnert dem besonneschen Titel „Early Leavers“ verstinn. Et concernéiert och méi oder manner direkt d'Organisatioun vum Régime préparatoire an de Besoin no enger klorer Definitioun vu sengen interdisziplinäre Kompetenzen, seng Zesummenaarbecht mat deenen aneren noutwendege Gremië wéi d'ALJ, d'ADEM an eben d'CNFPCen. Et concernéiert schlussendlech och d'Beruffschamberen, well mer an de CNFPCe CITPen ausbilden - et si vill Ofkierzungen -, well et elo de CNFPCen duerch d'Gesetz erlaabt ass, eng Léierplaz ze sinn.

Och stelle mer eis Froen: Wat a wéi geschitt an Zukunft mat deem Punkt «L'insertion professionnelle des jeunes à la fin de la formation se fait en collaboration avec les services compétents» de l'ADEM, dat heescht «de l'Administration de l'Emploi»? An ech erënneren un zimlech kontrovers Diskussiounen am Kader vum Projet de loi 5611, wou mer eis net esou richteg eens ware mam Aarbechtsminister, ob déi zousätzlech Leit, déi elo um Arbeitsamt agestallt sinn, fir déi Jugendlech sollen do sinn, oder ob déi elo sollen am Fong geholl dat alles opraumen, wat bis elo de Moment nach am Arbeitsamt staut.

Vläicht, Madame Ministesch, hutt Dir en Abléck dodran.

Wat hunn déi zwee concernéiert Ministèren ausgeschafft, fir genau eng kompetent a fachgerecht Exekutioun vun eben dësem Punkt ze garantéieren? A wéi genau organiséiert sech de Passage vun deem beschriwwene Punkt am Gesetz: «Les cours d'orientation et d'initiation professionnelles peuvent s'adresser également aux jeunes ayant quitté prématurément l'école, afin qu'ils réintègrent le système d'éducation et de formation»?

Wéi e Rôle huet an dësem Kontext de Projet vun de Classe-mosaïquen? Wéi ginn déi eventuell do mat agebonnen? Dat heescht, Schüler, déi fortginn, déi opgefaange ginn, fir vläicht eng Kéier erëm zréckzekommen.

Här President, dëse Projet de loi schneit effektiv wesentlech Punkten un, déi souwuel mat der Schoulformatioun, mat der Orientéierung, mat der Beruffsformatioun, mam Aarbechtsmaart an net zulescht och mat der Cohésion sociale ze dinn hunn. Zum allergréissten Deel sinn et Situatiounen - dat huet d'Ministesch eis och schonn an de Kommissiounssitzungen erklärt -, déi et scho längst gëtt, déi Alldag sinn, souwuel an der Beruffsausbildung wéi an der Noutgérance - wann ech dat esou ka soen - vun de Jugendlechen, déi echt gefährdet sinn, ouni Certificat, ouni Diplom, ouni Aarbechtsplaz, ouni Revenu, schlussendlech och ouni Halt a Stabilitéit ofzerutschen.

De Mérite vun dësem Projet de loi, ausser datt en, wéi gesot, Kloerheet schaaft um pragmateschen Terrain vun der Organisatioun an dem Finanzement, ass sécherlech deen, datt e gesetzlech emol festhält, wat um Terrain lass ass. Situatiounen, déi soss séier wéineg thematiséiert ginn, well se och keng grouss Lobby hunn.

Mä mir fannen et awer als Gréng déck onglécklech, datt d'Léisungsméiglechkeete stéckerchersweis hei kommen. Grad déi Punkten, déi an dësem Projet de loi mat agefloss sinn, fir eemol iwwerhaapt eng Base légale ze hunn, an déi elo duerch Réglements grand-ducaux organiséiert ginn, wären en Haaptbestanddeel vun enger courageiser Reformpolitik a Saache Beruffsorientéierung, Beruffsausbildung a Weiderbildung.

An obwuel dee grousse Brudder - oder och eben déi grouss Schwëster - just hannendrun ass, de Projet de loi 5622 iwwert d'Reform vun der Beruffsausbildung, wou mir all wëssen, datt mer do och nach net esou séier iwwert de Bierg kommen, ass et awer schwéier verdaulech, datt mir haut iwwer Brochdeeler vun enger Reform praktesch e Chèque en blanc musse stëmmen an net wëssen, a wéi eng Richtung verschidden Elementer histeiere wäerten. Elementer wéi d'Action Locale pour Jeunes, Internater, Kollaboratioun tëschent Schoul an Aarbechtswelt, déi mir als Gréng a priori begréissen, mä wou mer haut net wëssen, ob d'Regierung hir Evolutioun esou gesäit wéi mir se gesinn.

De Parallellissem mam Projet de loi 5622 fanne mir ongesond. Et ass e bësse wéi wann een zum Schluss ufänke géif. An de Statsrot ëmschreift et - ech mengen, d'Madame Brasseur war et, déi dat och schonn zitéiert huet; et war mir och opgefall, et ass gutt beschriwwen - als «la cohérence laisse encore à désirer». Ech denken, dat ass effektiv den désagréabelen Arrière-goût, deen dëse Projet de loi eis hei hannerléisst.

Mir wäerten als gréng Fraktioun awer fir dee Projet de loi stëmmen, well mer all Versuch, d'Kloerheet an d'Transparenz an der Gestioun vun de CNFPCen ze verbesseren, ënnerstëtzen. A mir ënnerstëtzen nach méi de Versuch, Kloerheet tëschent deenen zwee Ministèren ze schafen, à défaut fir eng méi intensiv a konstruktiv Kollaboratioun tëschent deenen zwee Ministèrë kënnen hei ze ënnerstëtzen. Mä wat nach net ass, kann nach ëmmer kommen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président. Merci, Madame Loschetter. Dann ass et um honorabelen Här Gibéryen. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt och dem Kolleeg John Castegnaro Merci soen, mengen ech, fir säi wierklech gudde schréftlechen an och virun allem gudde mëndleche Rapport, deen hien de Mëtteg hei zu dësem Projet de loi gemaach huet. Hien huet versicht - an ech mengen, dat ass him och gelongen -, dëse Projet an dee richtege Kontext ze stellen.

Dat Wesentlecht zu dësem Projet ass gesot ginn. Ech mengen, et geet virun allem ëm d'Kompetenzschwieregkeeten tëschent zwee Ministèren, déi mer an der leschter Zäit festgestallt hunn, déi heimadder behuewe ginn. Et kann een natierlech elo soen, et wär nëmmen en Detail, an et hätt ee léiwer gesinn, datt een dat a méi engem globale Kontext hätt kënne léisen. Mä ech mengen, wa mer realistesch sinn, da wësse mer awer, datt et e Problem ass, dee mer kënne kuerzfristeg léisen. An duerfir, mengen ech, soll een och domat averstane sinn, datt dee Punkt elo hei punktuell geléist gëtt.

Well eng gewëssen Urgence hei besteet, datt dëse Punkt geléist gëtt, kréie mer jo duerno och d'Geleeënheet - d'Kommissioun ass amgaangen, iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle ze diskutéieren -, eng global Diskussioun, souwuel an der Kommissioun wéi herno och hei an der Chamber, ze féieren, fir grondsätzlech Iwwerleeunge kënne festzestellen.

De Projet u sech, Här President, ass, wéi gesot, e klenge Projet. Dat huet een och de Mëtteg hei un der Diskussioun gemierkt, well de Gros vun der Debatt am Fong net iwwert den Inhalt vum Projet gaangen ass, mä e méi an en allgemenge Kontext gestallt huet. Dat ass awer normal an esou enger Debatt. Et ass och gutt, datt eenzel Deputéierte vun esou Geleeënheeten dann ebe profitéieren, fir déi eng oder déi aner Iwwerleeung mat an d'Diskussioun eranzebréngen.

De Problem, dee sech stellt, ass natierlech, wann een, Här President, als Sechsten an esou enger Debatt un d'Rei kënnt, wou schonn am Projet net vill ze soen ass, a wann een dann nach villes soll soen.

(Interruption)

Dat huet natierlech deen Nodeel: Egal wat ee seet, leeft een de Risiko, datt schonn een et zumindest eng Kéier oder zweemol oder dräimol oder véiermol oder fënnefmol virdrun hei gesot huet. Dat géif natierlech d'Zäit vu jiddferengem Eenzelne staark an Usproch huelen, wann een dat alles géif widderhuelen. De Virdeel awer, deen dat huet, wann een als Fënneften oder Sechsten hei drukënnt, dat ass, datt ee sech ka kuerzfaassen an net alles brauch ze widderhuelen.

Ech hunn also de Choix, vum Nodeel ze profitéieren oder vum Virdeel. Ech hu mech fir de Virdeel entscheet, nämlech fir mech kuerzzefaassen, well ech mengen, datt alles gesot ass, op d'mannst eng Kéier, wann net e puermol, wat zu dësem Projet ze soen ass. Ech géif duerfir d'Zoustëmmung vun eisem Grupp zu dësem Gesetz bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dat war kuerz, mä däitlech. Dann den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Bei esou engem sozial wichtege Projet wéi deem heiten ass et ëmmer eng Freed dem Rapporteur kënne fir säi Rapport ze félicitéieren - haut huet hien der scho praktesch zwee ervirbruecht, déi awer allen zwee exzellent waren -, mä awer och all deenen aneren ze félicitéieren, déi un der Ausaarbechtung vun dësem Projet bedeelegt waren.

Ech hunn och elo d'Méiglechkeet, fir nach eng Kéier all dat ze widderhuelen, wat hei gesot ginn ass. Mä dat erënnert mech awer un en Zitat vum Konfuzius, dee gesot huet: Et brauch een zwee Joer, fir ze léieren ze schwätzen, mä heiansdo brauch een zwee Liewen, fir ze léieren de Mond ze halen.

(Hilarité)

Ech versiche mech dann awer elo hei kuerzzefaassen a mech op dat Wesentlecht ze beschränken.

Den Ursprong vun dësem Projet war effektiv de Problem vun de Responsabilitéiten ze klären, an zwar déi vum Aarbechts- an Educatiounsministère am Kontext vun der Organisatioun an dem Finanzement vun de Coursen am CNFPC. Besonnesch all déi kleng Kompetenzreiwereien an déi juristesch Onkloerheeten - bon, et sinn net grad klenger gewiescht - hunn derzou gefouert, datt déi Indemnitéiten zum Beispill, iwwert déi nach net geschwat ginn ass hei, déi déi Jonk fir eng Formatioun am CNFPC ausbezuelt kréien, gestoppt gi sinn; wat weder dem Educatiouns- nach dem Aarbechtsministère an hire Kompetenze wéigedoen huet, mä awer besonnesch deene Jonken an och deenen Elteren, fir déi déi Indemnitéiten awer eng wëllkommen Ënnerstëtzung waren.

Dës Ënnerstëtzung war awer och besonnesch wichteg, grad fir déi groussjähreg Jonk am Alter vun 18 bis 25 Joer, déi eleng dostoungen a vu kenger Säit finanziell ënnerstëtzt goufen, well een eréischt am Alter vu 25 Joer Urecht op den RMG huet an déi betraffe Jonk och ganz oft keen Urecht op Chômage haten.

Och d'Kannergeld, wat jo bis zum Alter vu 25 Joer weiderbezuelt ka ginn, wann een an enger schoulescher Formatioun ass, gouf deene Jonken, déi elengstinn, dann och net méi zougestanen, ebe well den CNFPC bis elo net als Schoul unerkannt war an d'Kannergeldkeess dofir d'Ausbezuele vu Kannergeld bis elo refuséiert huet. Dëst soll jo awer, wann ech elo den Artikel 2.1.1. vun dësem Projet richteg interpretéieren, mat dësem Gesetz geännert ginn, an zwar eben doduerch, datt verschidde Mesuren, zum Beispill de COIP, dee jo och mat dësem Gesetz an de CNFPC integréiert gëtt, net méi nëmmen eleng als eng Antichômage-Mesure ugesi gëtt, mä integral an den Educatiouns- an an de Formatiounssystem agegliddert gëtt.

Dofir, Här President, wär awer trotz allem - well ech sécher sinn, datt et esou ass - meng Fro kloer un d'Madame Ministesch: Leien ech do richteg, wann ech soen, datt deene Jonken tëschent 18 a 25 Joer, déi ab dësem Gesetz elo eng Formatioun maachen, d'Kannergeld op Presentatioun vun engem Schoulzertifikat vum CNFPC zougestane gëtt?

Här President, dëst Gesetz schaaft elo Kloerheet iwwert d'Responsabilitéite vun de Ministèren an iwwert d'Finanzéierung vum CNFPC. Et schaaft awer och eng Indemnitéit fir déi Jonk, déi keng Chance am normalen Ausbildungszyklus hunn. Dës Indemnitéit schaaft op jidde Fall méi Chancëgläichheet, fir dass jiddfereen eng Chance huet eben och an deen zweete Bildungswee eranzekommen, a well och jiddfereen do ouni finanziell Contrainte eben zu enger net grad ganzer, mä awer trotzdeem Deelformatioun ka komme respektiv sech wierklech och, esou wéi et erwënscht ass, op eng weider Formatioun virzebereeden.

Duerfir ass awer elo och erëm eng weider Fro am Kontext vun der Indemnitéit: D'Bezuele vun där Indemnitéit ass fir 2006-2007 gestoppt ginn aus deenen Ursaachen, déi ech virdru gesot hunn, a gëtt elo erëm agefouert, wéi ass et awer elo mat deene Leit, déi säit der Sessioun 2006-2007 an enger Formatioun sinn? Kréien déi réckwierkend hir Indemnitéit ausbezuelt, wat jo u sech richteg wier?

Et misst eigentlech esou sinn, well dee leschten Alinea vum Artikel 2 vum Rapport iwwert den Objet vun dësem Gesetz seet, datt déi ehemoleg Formatiounsindemnitéit, déi vum Aarbechtsminister bezuelt gëtt, duerch d'Dispositioune vun dësem Gesetz erëm agefouert gëtt. Dat heescht also, se huet bestanen. Se war net ofgeschaf ginn, se kann also net erëm ugeschaf ginn. Se huet bestanen, a se gëtt mat dësem Gesetz am Fong erëm reaktivéiert.

Well et ass jo och net deene Betraffenen hir Schold, géif ech awer mengen, datt d'Responsabilitéiten tëschent de Ministèren net kloer definéiert waren. Ech wär och frou, wann ech vun der Madame Minister do eng kloer Äntwert géif kréien.

Här President, dës Gesetzesinitiativ reit sech och an déi am Tripartitesgesetz e bësse festgeschriwwe Philosophie an, méiglechst jiddferengem eng Qualifikatioun mat op de Wee ze ginn a wann et och nëmmen eng deelweis gëtt, fir him eng Chance ze ginn erëm an den initialen Aarbechtsmaart eranzekommen. Wichteg ass och, datt, wann dee Jonken no den ofgeschlossene Coursen am CNFPC keng Aarbecht fënnt, hien dann awer och Urecht op Chômage kritt. Dëst däerf awer net d'Iwwerleeung sinn - an dat ass dat, wat geféierlech ass -, fir sech an déi Coursen anzeschreiwen.

Duerfir stellt sech och d'Fro, ob een déi verschidde Formatiounen, déi um zweete Bildungswee jo meeschtens op ee Joer beschränkt sinn, net soll versichen ze verlängeren, fir weider Chancen opzebauen a fir e bessert Formatiounsresultat ze kréien. Dat zwar natierlech am enke Kontakt mat de Betriber iwwert de Wee vu Schnupperléieren oder aneren Integratiounsméiglechkeeten a Betriber, well den initiale But muss jo awer d'Integratioun an den Aarbechtsmaart sinn.

Mä ech maache mer och scho länger Gedanken iwwert deen éischte Bildungswee, wou mer am Fong an der Formation professionnelle engersäits den duale Wee hunn, wou Patron a Schoul zesumme sinn, wou eng Lehrlingsentschiedegung bezuelt gëtt, an op där anerer Säit awer och aner Leit Formatioun, Beruffsausbildung maachen, déi se dann awer iwwert d'Schoul maachen, an do keng Ënnerstëtzung kréien.

Et wär awer gutt, fir do och eng Chancëgläichheet ze schafen an och vläicht erëm méi Leit op dee Wee ze kréien, dat heescht an eng Lehrlingsausbildung eranzekréien, fir deenen och eng Ënnerstëtzung ze ginn, fir se domadder och méi ze incitéieren, fir eben eng Léier unzefänken, egal ënner wat fir enger Form datt et ass. Dat géif awer och eng Rei Elteren ënnerstëtzen, well mer wësse jo awer ganz genau, datt och mat deene Paien, déi d'Elteren haut hunn, se sech net ganz vill kënnen erlaben, fir hir Kanner länger an d'Schoul ze schécken, well d'Ënnerstëtzunge sinn do och net esou grouss.

Wat fir mech awer wichteg ass - an dat schéngt och ëmmer erëm e bëssen an der Diskussioun vergiess ze ginn -, dat ass, datt d'Aarbecht ëmmer nach muss méi Wäert behale wéi doheem ze bleiwen. Ech mengen, dat muss an alle Beräicher en Objektiv sinn. Dat muss och en Objektiv sinn, wa mer iwwer aner sozial Moossnamen diskutéieren. D'Aarbecht muss ebe méi Wäert behale wéi doheem ze bleiwen, fir datt d'Leit net a Versuchung kommen, léiwer doheem ze bleiwe wéi schaffen ze goen.

Här President, ofschléissend wëll ech nach bemierken: Et däerf awer an Zukunft net méi esou sinn, datt nëmmen an d'Wirtschaft investéiert gëtt. Et muss endlech och emol erëm méi an de Mënsch investéiert ginn. A besonnesch, wa mer wëllen an de Mënsch investéieren, dann a seng Educatioun. Ech mengen, dat ass jo kloer, de Wëllen ass do, mä da méi intensiv. Wann och elo deen een oder deen aneren hei wäert behaapten, ouni floréierend Wirtschaft géif et keng Aarbecht, Här Grethen, dann halen ech deem dergéint: Ouni de Mënsch gëtt et och keng Wirtschaft.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo ofschléissend déi zoustänneg Ministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll fir d'éischt menge Virriedner Merci soe fir dee räichen Débat, a besonnesch dem Rapporteur, dem Här Castegnaro, fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport.

Ech mengen, ech kommen als Allerlescht.

(Hilarité)

Alles ass vu jiddferengem gesot, an et kann een dee Projet, deen elo e Gesetz gëtt, dohinnerstellen als klenge Projet oder als e grousse Projet, als e wichtegen oder en onwichtegen. En huet zwou Finalitéiten. Och do kann een e Choix maachen: Engersäits eng Réforme administrative, méi Transparenz schafen, an anerersäits e klenge Schrëtt an der Verbesserung vun der Qualifikatioun vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen an an d'Schoul ginn.

Ech ka mat deenen zwee Objektiver liewen. Ech fannen se allen zwee justifiéiert. Ech verstinn och net, firwat een doriwwer ironiséiert. Ech gesinn nämlech net, wat de Prétexte dovunner ka sinn. Et geet net - dat wëll ech och hei ganz kloer preziséieren - einfach ëm e primitiivt Gerangel zwëschen zwee Ministeren oder zwee Ministèren. Et geet ëm eng Clarificatioun, eng Klärung vu verschiddenen Notiounen. Dat gëtt also eng fundamental Diskussioun iwwert: Wat ass d'Zil vun deene Coursen am CNFPC oder an A.s.b.l.en, déi ähnlech Coursen ubidden? Wat ass d'Zil dovunner?

Déi Diskussioun hu mer zesummen am Summer gefouert, a mir hunn dorauser zesummen e Projet de loi gemaach. Wann d'Leit am November e bëssen nervös gi sinn iwwer aner Diskussiounen, well do och eng falsch Interpretatioun vum Conseil d'État, eng Erreur matérielle, war, da gesinn ech nach ëmmer net wat dorunner esou witzeg ass. Bei eis geet et elo drëm, fir ze soen: Déi Coursen, déi mer am CNFPC ubidden, dat si verschiddener.

Ech wëll och kloerstellen, dass dat vun Ufank un, säit et CNFPCe gëtt - an am Gesetz vun 1979 si se geschafe ginn -, schonn am Artikel 22 vun deem Gesetz stoung. Ech liesen Iech dat vir, well hei gesot ginn ass, d'CNFPCe wären nëmme gegrënnt ginn, fir Formation continue ze maachen. Dat ass falsch. Si haten dräi Objektiver:

Éischtens: «aider les personnes titulaires d'une qualification professionnelle à adapter leur formation de base à l'évolution du progrès technique». Dat ass also d'Formation continue.

Si haten awer och schonn deemools: «donner aux personnes qui ont satisfait à l'obligation scolaire sans avoir obtenu de qualification professionnelle la possibilité d'acquérir une formation professionnelle élémentaire dans un système de formation accélérée». Dat ass also déi Missioun, déi elo ëmmer als COIP, also Cours d'Orientation et d'Initiation Professionnelles, bezeechent gëtt. Dat war schonn am Urgesetz vum CNFPC dran. D'CNFPCen haten also ëmmer déi duebel Finalitéit. An dat huet och derzou bäigedroen, dass eigentlech och ëmmer zwee Ministeren zoustänneg derfir waren.

Fir mech ass et elo wichteg - ech hale vill vun deem Prinzip -, dass deen, deen eppes organiséiert, et och finanzéiert. Et ass esou gewiescht, dass am CNFPC de Ministère vun der Éducation nationale an der Formation professionnelle Coursen organiséiert, dann ass d'Rechnung an de Ministère du Travail gaangen, an dann ass zum Fonds pour l'Emploi gesot ginn: Da bezuelt Dir elo.

Dat ass jorelaang esou gaangen. Dat ass heiansdo besser gaangen an heiansdo méi schwiereg. Mä ech fannen dat kee gesonde Prinzip. Deen, deen eppes organiséiert, mengen ech, soll och d'Budgetsmoyenen hunn, fir et kënnen ze finanzéieren, fir eben

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

ze verhënneren, dass do éiweg Diskussioune sinn. Duerfir fannen ech dat Objektiv vum Gesetz hei, wat mer domadder erfëllt hunn - dee Ministère, deen eppes organiséiert, dee bezilt et -, nëmme richteg. An ech denken, dass dat am Sënn vun enger Réforme administrative ass, iwwer all aner Diskussiounen eraus.

Deen zweete Volet vun deem Gesetz, dat ass dann d'Cours d'orientation et d'initiation professionnelle ze preziséieren. Wat ass dat? Och do ass eigentlech laang diskutéiert ginn. Sinn dat Schüler oder sinn dat eigentlech Leit, déi am Chômage ageschriwwe sinn, an déi als jonk Chômeurë behandelt ginn? Dat sinn eigentlech zwou verschidde Philosophien. Dat huet och mat sech bruecht, dass jiddfereen, dee sollt an e Cours goen am CNFPC oder an ähnlech Coursen, eigentlech obligéiert ginn ass sech beim Arbeitsamt als Demandeur d'emploi anzeschreiwen.

Do waren awer Leit - Jonker a manner Jonker - derbäi, déi eigentlech net onbedéngt Demandeurs d'emploi waren, mä déi wollten eng Formatioun maachen, fir sech besser auszebilden, fir sech weiderzebilden oder fir eng Formatioun ze kréien. Do ass mat Recht gesot ginn: Firwat mussen déi sech als Demandeur d'emploi aschreiwen, wa se net onbedéngt Demandeurs d'emploi sinn? Duerfir hu mer déi Saache getrennt a gesot: Déi Cours d'orientation et d'initiation professionnelles, déi hunn net direkt den Accès zu engem Emploi als Finalitéit. Wann dat doraus erauskënnt, ass et gutt.

Also - an dat ass och eng wichteg Clarificatioun, fir op dem Här Jaerling seng Fro ze äntweren - sinn dat Coursen, déi ënnert der Responsabilitéit vun der Éducation nationale organiséiert ginn. Déi gehéieren also zum formale Schoulsystem. Also sinn dat Schüler. Also ass och déi Fro gekläert, dass déi Kannergeld kréien, wa se an deenen dote Coursen ageschriwwe sinn; esou laang an ënnert de Konditioune wéi ee Kannergeld kritt selbstverständlech.

Well dat war ëmmer eng Diskussioun, wou gesot ginn ass: Majo, déi kréie jo keen Zertifikat vum formale Schoulsystem. Also si se keng Schüler. Also kréien se kee Kannergeld. Mat dësem Gesetz ass also kloer, dass se Kannergeld kréien. An ech mengen, dat ass och eng wichteg Clarificatioun fir déi Leit.

Vu dass dann déi Leit net méi onbedéngt als Demandeurs d'emploi ugesi ginn, kann et jo virkommen, dass se keng Indemnisatioun kréien iwwert de Fonds pour l'Emploi. Ech sinn awer der Meenung, dass jiddfereen zu Lëtzebuerg misst d'Recht hunn, fir sech kënne weiderzebilden oder sech kënnen auszebilden, Jonker a manner Jonker, an dass mer also an deem Fall e System vun Aidë missten ausschaffen, fir deenen ënnert den Aarm ze gräifen.

Dat heescht also elo, dass een net automatesch, well een an engem Cours ageschriwwen ass, einfach eng Indemnitéit kritt. Mä Jonker ënner 18 Joer, déi also an enger Famill opwuessen, déi net op Rouse gebett ass, déi kënnen eng Demande maachen, fir eng Ënnerstëtzung ze kréien. Sou wéi e Schüler aus enger Famille nécessiteuse kann eng Demande maache beim CPOS, fir eng Aide ze kréien, esou kënnen déi hei eng Demande maachen, an da kënnen se eng Hëllef kréien.

Dat ass bei de Mineure 25 Euro de Mount. Dat heescht, dat ginn 167 Euro. Dat ass elo net eng Hëllef fir ze liewen. Also et ass net en Ersatz oder genuch, fir ze liewen, mä et ass eng Ënnerstëtzung fir verschidden Dépensen. Dann hu mer d'Kategorie vun de Majeuren, mä ënner 25 Joer. Vu 25 Joer un, kann ee jo den RMG kréien; bis 25 net. D'Kategorie also vun de Majeuren tëschent 18 a 25, déi kënnen ënnert de Konditioune vum RMG eng Indemnitéit kréien, déi ka bis zu 882 Euro de Mount sinn. An dann hu mer déi iwwer 25 Joer, déi géifen ënnert d'Konditioune vum RMG falen.

Wat mer och agefouert hunn - dat ass nei an dësem System -, dat ass eppes am Fall, wou e Jonken oder jiddfereen, deen an engem Cours vun Orientation et initiation professionnelles war, an deen duerno eng Léierplaz fonnt huet. D'Zil vun deene Coursen ass et jo fir d'Leit entweder an de Lycée Technique zréckzebréngen, deemno op wéi engem Niveau se sinn - Huitième, Neuvième -, oder, nach besser, en an eng Léier eranzebréngen. Also, wann déi d'Zil erreecht hunn, fir e Léiervertrag ze kréien, a si si sechs Méint dran, da kënnen se eng Prime kréien. Sou wéi d'Studenten eng Prime kréien, wa se den Exame packen, esou kréien déi hei eng Prime, wa se no sechs Méint nach an engem Contrat d'apprentissage sinn. Dat sinn d'Neierungen am Gesetz.

Da wéilt ech nach eppes soen: Dat ass kee grousse Worf, gëtt hei gesot. Och domadder sinn ech d'accord. Mir sinn amgaangen u grousse Projeten ze schaffen. Deen ee grousse Projet ass d'Reform vun der Formation professionnelle, wou d'Gesetz déposéiert gëtt. En anere grousse Projet, wou mer amgaange sinn drun ze schaffen, ass d'Reform vum Gesetz vun 1912, wou ech hoffen, dass et an zwee Méint hei an d'Chamber wäert kommen.

Mä ech perséinlech gleewe jo net, dass e Gesetzestext ee Problem léist. E Gesetzestext soll e Kader schafen, fir dass déi Leit, déi um Terrain sinn, d'Konditiounen hunn ënnert deenen se kënne schaffen. An d'Reform, mat där mer amgaange sinn, an déi mer alleguerte mussen droen, dat ass jo fir et jiddfereengem hei zu Lëtzebuerg méiglech ze maachen zu där héchstméiglecher Qualifikatioun ze kommen, déi en erreeche kann.

An do geet et selbstverständlech scho bei deene ganz Klengen un, well wat mer méi Kanner duerch d'Primärschoul kréien, mat deene Kompetenzen, déi ee brauch, fir weiderzestudéieren, wat mer manner Léisunge musse siche goen, fir hei eng zweet Chance anzebauen. Well déi Cours d'orientation et d'initiation professionnelles, dat ass eng zweet Chance fir Leit, déi um éischte Wee net réusséiert hunn an der Schoul, eng Chance ze ginn, fir um zweete Wee awer zu enger Qualifikatioun ze kommen. A mäin Zil - an eist Zil alleguer, denken ech - ass et méiglechst mann Leit mussen an dës Strukturen ze ginn, a méiglechst vill Leit an deem éischten Usaz duerch eise Schoulsystem ze bréngen.

An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, brauch ee ganz, ganz vill Riedercher, déi zesummen an déiselwecht Richtung dréinen. Dat hei ass e klengt Riedchen. Ech si stolz, an ech soen lech villmools Merci, dass dee Projet hei de Mëtteg ka gestëmmt ginn.

Da wollt ech nach ee Wuert soen zu der Motioun vun der Madame Brasseur, oder vun der DP, déi vun der Madame Brasseur déposéiert ginn ass. Déi invitéiert d'Regierung, mir sollen an de meilleurs délais e Projet maachen, fir Infrastrukturen zu Ettelbréck fir de CNFPC, an Infrastrukture fir e CNFPC am Zentrum vum Land. Dat si jo Objektiver, wou ech denken, dass heibanne keen dergéint ass. Mir jäizen no Infrastrukturen. An d'Madame Brasseur, wann ech net wéisst, dass se awer fënnef Joer laang Educatiounsministesch gewiescht wär, da géif ech mengen, si wär naiv,...

(Interruption)

...well ech kann elo e Projet de loi maachen a soen: Hei, elo baue mir e Centre de formation professionnelle continue; mä ech hu keen Terrain, fir drop ze bauen.

Éischtens bauen ech net, mä ech schwätzen hei am Numm vun der Regierung. Mir sinn amgaang zu Ettelbréck Pourparlere fir en Terrain ze kréien. Dat gesäit och gutt aus. Mir sinn och amgaang e Programm auszeschaffe fir e Centre de formation professionnelle hei am Zentrum. Ech kann awer net soen, dass ech dat an de meilleurs délais maachen, well an de meilleurs délais kënne mir nëmmen e Projet heihinner bréngen, wa mer e fäerdegen Terrain hunn, wou mer Propriétaire sinn.

(Interruption)

Dofir géif ech mengen, mir wäre realistesch genuch fir déi Motioun hei ënnert där Form do net unzehuelen.

Ech soe Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi. D'Ofstëmme fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5593 ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen, bei 10 Abstentiounen a kenger Géigestëmm natierlech.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par Mme Martine Stein-Mergen), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roland Schreiner), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn dann nach d'Motioun, déi déi honorabel Madame Brasseur déposéiert huet. Ass de Vote électronique verlaangt, Madame Brasseur?

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, wann ech d'Madame Minister richteg verstanen hunn, wier se d'accord mam Text, wann ee géif «dans les meilleurs délais» sträichen.

(Interruption)

Vu dass ech jo awer wëll, dass d'Chamber sech soll expriméieren, dass mer wierklech d'Regierung sollen invitéieren, d'Gebai vum CNFPC vun Ettelbréck ze amélioréieren, auszebauen, well dat wierklech néideg ass, a vu dass mer och der Meenung sinn, dass mer mussen esou eng Infrastruktur am Zentrum vum Land kréien, ass mer wierklech dru geleeën, dass d'Chamber déi Motioun hei stëmmt. An d'Madame Minister huet jo gesot, wann een «dans les meilleurs delais» géif sträichen, da kéint si se am Numm vun der Regierung unhuelen. Duerfir wier ech d'accord déi Termen ze sträichen, allerdéngs an der Hoffnung, dass awer déi Projeten elaboréiert ginn, well se si wichteg!

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Wat ass d'Haltung zu där modifizéierter Motioun?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech hat net gesot, dass, wann «dans les meilleurs délais» gestrach wär, ech da géif d'Chamber opfuerderen, fir déi Motioun ze stëmmen, Här President.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- An deem Fall froen ech de Vote électronique a selbstverständlech bleift «dans les meilleurs délais» stoen, well mer awer fannen, dass et eng Urgence ass. Ech géif da bieden, dass mer elektronesch sollen driwwer ofstëmmen, iwwert déi Versioun wéi d'DP-Fraktioun se eraginn huet.

M. le Président.- De Vote fänkt un iwwert d'Motioun an hirer originaler Fassung.

Vote

D'Motioun vun der Madame Brasseur ass ofgelehnt: 38 Membere vun der Chamber hu sech dergéint ausgeschwat, 15 mat Jo a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat sinn Ännerungsvirschléi vum Chamberreglement. Den honorabelen Här Gibéryen ass Rapporteur vun den Ännerungsvirschléi an hien huet elo d'Wuert.

3. 5671 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Rapport de la Commission du Règlement

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a fënnef Sitzungen huet d'Commission du Règlement zéng Ännerunge respektiv Ergänzunge vun eisem Reglement diskutéiert an eestëmmeg ugeholl.

Déi éischt Ännerung betrëfft den Artikel 15. Den aktuellen Artikel 15 huet virgesinn, dass de Büro vun der Chamber de Groupes politiques et techniques déi néideg Büroen an Installatiounen zur Verfügung stellt, esou wéi op d'Proportionalitéit berechent Fonctionnementskreditter. Des Weidere kruten d'Groupes politiques et techniques Kreditter, fir Personal ze beschäftegen.

Den neien Artikel 15 gesäit elo vir:

1. dass de Büro vun der Chamber de Groupes politiques et techniques an der Sensibilité politique, esou wéi et an der Praxis schonns ass, déi néideg Büroen an Installatiounen zur Verfügung stellt, esou wéi Fonctionnementskreditter, berechent op der Proportionalitéit;

2. dass d'Groupes politiques et techniques e Recht op Remboursementer fir Personalkreditter hunn; an

3. dass de Büro ënner Konditiounen de Sensibilités politiques och e Remboursement fir Personalkreditter accordéiere kann.

Déi zweet Ännerung betrëfft en Zousaz am Artikel 25-1. D'Gesetz vum 15. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vum Service de Renseignement huet am Chapitre 5 de Contrôle parlementaire vum Service de Renseignement agefouert. Am Artikel 14 gouf festgehalen, dass dëse Contrôle duerch eng Commission de contrôle parlementaire, déi sech aus de Presidente vun de Groupes politiques zesummesetzt, duerchgefouert géif ginn an dass d'Regelen, wéi dës Kommissioun géif fonctionnéieren, am Chamberreglement géifen definéiert ginn.

D'Kontrollkommissioun iwwert de Service de Renseignement huet eng dem Gesetz entspriechend Propositioun iwwert d'Regelen, wéi dës Kommissioun fonctionnéiere soll, ausgeschafft. D'Reglementskommissioun huet sech dëse Propositiounen ugeschloss a proposéiert am Artikel 25-1, dës Bestëmmungen als Annex 1 vun eisem Reglement festzehalen.

Déi drëtt Ännerung betrëfft en Zousaz am Artikel 35 (7). Hei handelt et sech ëm den Temps de parole bei Resolutiounen a Motiounen. Dir wësst, datt mer oft heibanne kontrovers diskutéiert hunn, ob een d'Riedezäit vu Motiounen a Resolutioune kéint mat der normaler Riedezäit vun engem Rapporteur, Interpellant, Auteur vun engem Débat oder engem soss ageschriwwenen Auteur oder Regierungsmember kéint verbannen.

D'Reglementskommissioun proposéiert den Artikel 35 (7) duerch en zweeten Alinea ze ergänzen, dee preziséiert, dass d'Riedezäit vu Motiounen a Resolutiounen net mat der Riedezäit vum Rapporteur, Interpellant, Auteur vun engem Débat oder soss engem

ageschriwwene Spriecher oder Regierungsmember cumuléiert ka ginn.

Déi véiert Ännerung betrëfft en Zousaz am Artikel 62-1. Hei handelt et sech ëm d'Konditiounen ënnert deenen eng Propositioun de loi, déi vun engem oder méi Deputéierten deponéiert ginn ass, kann zréckgezu ginn.

Bis elo huet eist Reglement keng esou Prozedur virgesinn, wat oft zu Diskussiounen an onléisbare Problemer gefouert huet, dat besonnesch wann et sech ëm Propositioune gehandelt huet vun Deputéierten, déi net méi Member vun dësem Haus sinn. Wann Der de Relevé vun de Propositions de loi kuckt, stellt Der fest, dass do nach Propositiounen drop stinn, déi net nëmme vu fréieren Deputéierten, mä souguer vun Deputéierten hierstamen, déi leider net méi liewen.

Den neien Artikel 62-1 hält elo fënnef Bestëmmunge fest, ënnert deenen eng Proposition de loi kann zréckgezu ginn:

1. Den Auteur vun enger Proposition de loi kann ëmmer seng Proposition de loi zréckzéien. D'Chamber gëtt heiriwwer informéiert.

2. E Groupe politique, technique oder eng Sensibilité politique huet d'Recht eng Proposition de loi vun engem Deputéierten zréckzezéien, deen net méi Member vun der Chamber ass, ënnert der Konditioun, dass dësen Deputéierten zum Zäitpunkt vum Dépôt vun der Proposition de loi Member vun där respektiver Grupp war. D'Chamber gëtt heiriwwer informéiert.

3. Wann den Auteur vun enger Proposition de loi net méi Member vun der Chamber ass a well seng Groupe politique, technique oder seng Sensibilité politique net méi besteet, an där hie Member war zum Zäitpunkt vum Dépôt, esou kann d'Chamber op Propositioun vun der Presidentekonferenz décidéieren, dës Proposition de loi vum Rôle ze sträichen.

4. Eng Proposition de loi kann nom éischte Vote constitutionnel net méi zréckgezu ginn.

5. En aneren Deputéierte kann eng Proposition de loi, déi zréckgezu ginn ass, a sengem Numm iwwerhuelen.

Déi fënneft Ännerung betrëfft d'Procédure budgétaire. Am Kader vun den Diskussiounen iwwer zukünfteg Investitiounsprojete beim Stat, a méi speziell iwwert d'Finanzéierung respektiv d'Anhale vun de virgesinnenen a gestëmmtene Kreditter, huet de President vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes der Reglementskommissioun an engem Schreiwe vum 28. März 2006 eng Prozedur proposéiert, déi an eist Reglement soll agebaut ginn.

Dës Prozedur, déi vum Service juridique vun der Chamber ausgeschafft ginn ass, gesäit vir, dass d'Regierung all Joer bis spéitstens den 30. Juni d'Chamber mat enger Lëscht saiséiert, déi Projete festhält, déi d'Regierung wëllt prioritär an deenen nächste Jore realiséieren; datt déi zoustänneg Kommissioune mat dëse Lëschte saiséiert ginn an Avisë bei anere Kommissioune kënnen anzéien.

D'Rapportë vun den zoustännege Kommissioune gi bis spéitstens an der zweeter Halschent vum Oktober an enger öffentlecher Chamberssitzung virgestallt. D'Chamber hält dann an enger Motioun mat engem Accord de principe déi nei Infrastrukturprojete fest, déi dann an d'Budgetsgesetz sollen ageschriwwe ginn, fir dass d'Regierung esou déi néideg Kreditter zur Verfügung gestallt kritt, fir kënnen Etüden ze engagéieren, déi néideg sinn, fir en Avant-projet sommaire ze erstellen.

All dës Bestëmmunge ginn an den neien Artikele 94, 95, 96 a 97 festgehalen.

D'Fro, déi sech fir d'Kommissioun gestallt huet, war ob just d'Comexbu soll dëse Rapport all Joer maachen oder ob och aner Kommissiounen esou e Rapport kéinte maachen.

Well dës Prozedur am Hierscht d'lescht Joer awer elo schonns eng Kéier duerchgezu ginn ass, a well do nieft der Comexbu och d'Transportkommissioun eng deementspriechend Motioun deponéiert hat, huet d'Reglementskommissioun d'Méiglechkeet zréckbehalen, dass méi Kommissiounen e Rapport mat enger Motioun kéinten deponéieren.

Déi sechst Ännerung betrëfft d'Kandidatelëscht fir d'Mandat am Statsrot. De President vun der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle huet an engem Schreiwes vum 8. Mäerz 2006 der Reglementskommissioun eng aktualiséiert Prozedur proposéiert, déi muss ugewannt ginn, wann d'Chamber eng Lëscht vun dräi Kandidate fir e vakante Posten am Statsrot proposéiere muss. D'Kommissioun huet dës Propositiounen iwwerholl a se an den Artikelen 117, 118, 119, 120 an 121 an eist Reglement agebonn. Um Prinzip selwer vun der Propositioun vun dräi Kandidate gëtt näischt geännert.

Eng siwent Ännerung ass am Artikel 131.-2 iwwert de Médiateur, wou just d'Wierder „communiqué de presse" duerch „avis officiel" ersat ginn.

Déi aacht Ännerung betrëfft déi Artikelen, déi sech mat der Demande d'arrestation vun engem Member vun der Chamber befaassen. Opgrond vun der Revisioun vum Artikel 69 vun der Constitutioun vum 1. Juni 2006, ass de Chapiter 13 vun eisem Reglement mam Intitulé «De la procédure d'examen des demandes en levée de l'immunité parlementaire» frësch geschriwwe ginn, vu dass an Zukunft d'Chamber nëmme méi iwwer Demandes d'arrestation vun engem Deputéierte befaasst ka ginn.

D'Reglementskommissioun huet sech den Textpropositioune vun der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ralliéiert an déi am neie Chapiter 13 mam Intitulé «De la procédure d'examen des demandes d'arrestation d'un membre de la Chambre» festgehalen.

Déi néngt Ännerung betrëfft d'Prozedur, am Fall wou ee Véirel vun den Deputéierten eng Demande fir e Referendum mécht.

Den 12. Januar 2003 ass eng Revisioun vum Artikel 114 vun eiser Constitutioun virgeholl ginn. Laut dem neien Artikel 114, Alinea 3 vun der Constitutioun iwwert d'Ännerung vun der Verfassung, ass d'Méiglechkeet geschaf ginn, dass bannent zwee Méint nom éischte Vote vun enger Verfassungsännerung hei an der Chamber e Referendum iwwert dës Verfassungsännerung vun engem oder méi Deputéierte ka beantraagt ginn.

Am Fall wou dës Demande vu mindestens engem Véirel vun den Deputéierte matgedroe gëtt, fënnt dann e Referendum statt, deen den zweete Vote constitutionnel ersetzt.

An engem neie Chapiter 15, ënnert den Artikelen 180 bis 186, ginn d'Modalitéiten iwwert d'Demande, d'Recevabilitéit an d'Prozedur festgehalen, déi d'Chamber hei muss anhalen.

Déi zéngt a lescht Ännerung, Här President, betrëfft d'Publicatioun vum Chamberreglement am Mémorial.

Den Artikel 70 vun der Constitutioun hält fest, dass «la Chambre détermine par son règlement le mode suivant lequel elle excerce ses attributions».

Dësen Artikel ass am Artikel 76 vun der Constitutioun, déi dem Grand-Duc d'Recht gëtt «de régler l'organisation de son Gouvernement». Laut der Jurisprudenz steet dran: «Les arrêtés y relatifs, basés sur ledit article 76 de la Constitution, sont des actes équipollents aux lois.» D'Reglementskommissioun ass der Iwwerzeegung, dass dës Gläichbehandlung och misst fir d'Chamberreglement de Fall sinn. Si proposéiert duerfir eist Reglement am Mémorial ze veröffentlechen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat sinn déi Propositiounen, déi d'Reglementskommissioun eestëmmeg festgehalen huet, an d'Chamber invitéiert deenen zouzestëmmen. Ech wëll ofschléissend de Membere vun der Kommissioun Merci soen, souwéi deenen zwee Sekretäre vun der Kommissioun, dem Här Claude Frieseisen an dem Här Benoît Reiter, a gläichzäiteg d'Zoustëmmung vun eisem Grupp bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Här Wolter!

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech géif am Numm vun eisem Grupp och no deene ganz detailléierten Explikatioune vun eisem Rapporteur a President vun der Kommissioun, dem Här Gast Gibéryen, d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun ginn. Ech wollt derbäifügen, datt ech den Här Gibéryen haut - wat jo net Usus ass - an enger ganz anerer Form kennegeléiert hunn, wéi ech en als Deputéierte bis elo net kannt hunn, mat engem agréabelen Timber am Toun, wann hien e Rapport vun enger Kommissioun virbereet.

(Hilarité)

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. D'Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, et ass spéit an ech maachen et kuerz. Ech ginn och net weider op dat an, wat den Här Gibéryen elo hei exzellent virgedroen huet. Mir wäerten dee Projet stëmmen. Ech wollt awer déi eng oder déi aner Bemierkung maachen.

Sécher geet et hei ëm eng Proposition de modification, net ëm e Projet. A sécher geet et ëm d'Reglement vun der Chamber. Ech fannen et awer kuriéis, dass d'Regierung hei net vertrueden ass, well et sinn an deem Reglement eng Partie Saachen, déi d'Regierung interesséieren dierften, esou zum Beispill de Reglement iwwert d'Commission spéciale «Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État». Ech hat alt gemengt do hätt d'Regierung vläicht en Intérêt drun ze wëssen, wéi dat soll viru sech goen.

Zweetens, Här President, wann ech mech richteg erënneren, war an der Commission du Règlement, wéi mer déi Procédure de retrait vun de Propositions de loi diskutéiert hunn, och gesot ginn, am Sënn vum Équilibre des formes wär et nëtzlech, wa mer eng Prozedur hätten iwwert de Retrait des projets de loi. Well dat, wat fir d'Propositions de loi gëllt, gëllt och fir d'Projets de loi. Mir hunn der nach um Rôle, déi ouni Weideres kéinten zréckgezu ginn, an déi et net ginn aus verschiddenaartegen Ursaachen.

Et ass och un d'Regierung geschriwwe ginn. A mir hu vun der Regierung keng Äntwert kritt. Ech géing also drëm bieden, dass een d'Regierung drun erënnert, dass déi Fro u si gestallt ginn ass, an dass se soll dozou Stellung huelen.

Da wëll ech eng drëtt a lescht Bemierkung maachen. Ech fannen et ganz gutt am Sënn vun der Transparenz, dass onse Règlement intérieur elo soll publizéiert ginn, an dass dann och dee Règlement intérieur vun der Commission spéciale «Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État» publizéiert gëtt. Bis elo woren dat Texter, déi der Öffentlechkeet net zougängeg woren. Ech fannen et eng gutt Saach, wa mer dat elo maachen. Mir wäerten also selbstverständlech déi Propositioun stëmmen.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den Här Fayot huet nach d'Wuert gefrot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, mir maachen hei eng elementar parlamentaresch Aktivitéit, wou mer am Fong geholl d'Regierung net onbedéngt derfir brauchen. Dat heescht, mir organiséieren ons eegen Aarbechten, a verbesseren déi Organisatioun vun onsen Aarbechten. Besonnesch och wat d'Kommissioun vum Contrôle vum Service de Renseignement ugeet, ass eng Kompetenz, déi d'Chamber kritt huet duerch en zoustännegt Gesetz. Dat hu mer iwwregens scho virun enger längerer Zäit applizéiert, an ech mengen, d'Regierung weess scho laang doriwwer Bescheed.

Ech wëll just soen, dass ech dem Här Gibéryen wëll Merci soen, als President an als Rapporteur vun där Kommissioun, fir déi Aarbecht, déi hien hei gemaach huet. Ech wëll awer och d'Kolleegen alleguerten opfuerderen, déi net an där Kommissioun sinn, fir sech dat Reglement gutt unzekucken, well e Reglement ass do, fir observéiert ze ginn. Ech hoffen, dass mer dat Reglement, wat eigentlech ëmmer méi komplizéiert a méi voluminéis gëtt, dann och alleguerten dominéieren.

Ech war selwer fënnef Joer an der Kommissioun vum Reglement an engem méi grousse Parlament, wéi deem heiten. Ech weess, dass an engem Reglement och Froe vu Répartition des pouvoirs an engem Parlament dra sinn. An ech hoffen, dass mer mat dësem Reglement an Zukunft och nach gutt Aarbecht kënne leeschten. E Reglement ass net eppes, wou ee kann driwwer ewechkucken; et muss een dat observéieren. An dat ass mäi Wonsch fir d'Zukunft.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Dann nach den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Bon. Merci, Här President. Och dem Rapporteur Félicitatioune fir säi Rapport. Ech mengen, wou hie Luef zegutt huet, do soll hien es och kréien.

(Hilarité)

Ech mengen, d'Diskussioun iwwert d'politesch Sensibilitéiten, déi huet sech elo net eréischt an dëser Legislaturperiod gestallt. Déi war scho virdrun an der Diskussioun. Wann Der Iech kënnt erënneren, hunn ech vun Ufank un drop agewierkt, dass do am Fong och all eenzelnen Deputéierte soll Initiativrecht kréie fir en Dépôt vu Motiounen a soss aner Initiativen, déi elo net direkt eng gréisser Envergure hunn. Dat heescht, et ass mer ëmmer drëm gaangen, dass all eenzelnen Deputéierte kann eng Motioun oder all Saachen deponéieren. D'Diskussioun fënnt jo souwisou ëmmer statt, ouni dass se fënnef Ënnerschréfte brauch.

Ech sinn der Meenung, dass dat am Fong elo nach eng kleng demokratesch Finesse ass, déi an der Reglementskommissioun muss geregelt ginn. Da sinn ech och zefridden. An ech mengen, ech wäert dann och verspriechen, mech dann awer och ganz strikt un dat Reglement ze halen.

Une voix.- Oh là là!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Oh, Pardon! Här Jaerling!

(Hilarité)

Wat d'Suerg vun der Madame Flesch ubelaangt, datt d'Regierung och Kenntnis huet vun deem, wéi eist Reglement heibannen ausgesäit, dat kann ech verstoen. Mä ech denken, datt d'Suerg awer net berechtegt ass, well mir publizéiere jo elo eist Reglement am Mémorial. A vu datt ech dovun ausginn, datt d'Regierung och periodesch de Mémorial consultéiert, wäert se net nëmmen d'Neierunge matkréien, déi mer hei agefouert hunn, mä och vläicht déi aner Dispositiounen nach eng Kéier duerchliesen, wann déi eng oder déi aner sollten a Vergiess gerode sinn.

Une voix.- Et hätt scho bal drastoe kënnen?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Mir hu jo e Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement. Dee kann dat jo maachen.

M. le Président.- Dat ass scho geschitt.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Une voix.- Ah!

M. le Président.- Voilà! Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert déi Propositiounen, déi deen honorabelen Här Gibéryen eis virgedroen huet. De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble des propositions de modification du règlement de la Chambre des Députés et dispense du second vote constitutionnel

D'Modifikatioune si mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par Mme Martine Stein-Mergen), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Laurent Mosar.

4. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech si ganz kuerz, well et ass Opbrochstëmmung an dësem Haus; déi wëll ech net ophalen. Ech wollt just hei ganz kuerz eng Motioun deponéieren, déi vun alle Fraktiounen an och vum Groupe technique vun der ADR ënnerschriwwe ginn ass, iwwer e weltwäite Moratoire fir d'Doudesstrof. Et ass eng Initiativ, déi vum Europaparlament geholl ginn ass, an ech fanne mir sollen eis där Initiativ als Chamber uschléissen.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant:

- que la peine de mort constitue un châtiment cruel et inhumain ainsi qu'une violation inadmissible du droit à la vie;

- que le respect de la vie humaine est une valeur fondamentale de l'Union européenne et de notre démocratie comme en témoigne l'article 18 de notre Constitution qui interdit formellement tout rétablissement de cette peine au Luxembourg;

- que l'Union européenne s'est investie aux côtés de ses États membres dans la promotion de l'abolition de la sanction capitale partout dans le monde;

- qu'à cet effet, le Conseil de l'Union européenne a adopté en juin 1998 une série d'orientations politiques à l'égard des pays tiers en ce qui concerne la peine de mort;

- que c'est dans le cadre de ces orientations que l'Union européenne entreprend régulièrement, en collaboration étroite avec la société civile ou encore les instances internationales telles que les Nations Unies, des démarches auprès des États qui continuent à appliquer la peine de mort afin de les encourager à l'abolir ou, à défaut, à observer un moratoire;

- qu'à cet égard, il échet de citer sa récente déclaration sur la peine de mort faite à l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 19 décembre 2006 signée par 85 pays appartenant à tous les groupes géographiques;

- que l'Union européenne vient de rappeler son opposition active à la peine capitale à l'occasion du troisième congrès mondial contre la peine de mort qui s'est tenu à Paris du 1er au 3 février 2007, congrès au cours duquel notre Ministre des Affaires étrangères, Monsieur Jean Asselborn, a rappelé combien il était important d'œuvrer à tous les niveaux et dans toutes les enceintes pour l'abolition de la peine de mort;

- que lors de ce congrès, le Parlement européen, fervent défenseur des droits de l'Homme, vient d'adopter une résolution sur l'initiative en faveur d'un moratoire universel sur la peine de mort dans lequel il demande aux États membres entre autres de tout mettre en œuvre, politiquement et diplomatiquement, pour assurer le succès de ladite résolution au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies;

- que dans ce contexte, il échet encore de noter que le Gouvernement italien soutenu par le Conseil de l'Union, la Commission et le Conseil de l'Europe et profitant de son mandat auprès du Conseil de Sécurité de l'ONU en tant que membre non permanent, œuvre pour que la question du moratoire sur la peine de mort soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies;

- que si ces dernières années, notamment grâce aux efforts déployés tant par les associations de défense des droits de l'Homme que par les organisations et organismes internationaux, voire par les nombreuses autorités étatiques, de plus en plus de pays ont renoncé à la peine de mort ou sont en voie d'abolir cette sanction dégradante, le combat contre la peine de mort est loin d'être gagné;

- qu'en effet, les condamnations à mort et leur exécution sont encore bien trop fréquentes et nombreuses, la condamnation à mort par la Libye de cinq infirmières bulgares et d'un médecin palestinien est un exemple parmi tant d'autres;

- que par ailleurs, dans plusieurs États abolitionnistes le débat sur un éventuel rétablissement de la peine de mort resurgit;

- qu'il est dès lors urgent d'intervenir par tous les moyens et à tous les niveaux pour enrayer cette culture de la mort;

invite le Gouvernement

- à tout entreprendre tant au niveau politique que diplomatique pour que la résolution du Parlement européen sur l'initiative en faveur d'un moratoire universel sur la peine de mort du 1er février 2007 soit un succès au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies;

- à aborder avec les pays qui continuent à appliquer la peine de mort ou qui entendent la réintroduire la question de l'abolition de celle-ci ou, à défaut, d'un éventuel moratoire dans le cadre de relations bilatérales d'ordre diplomatique, politique, économique, culturel ou autre;

- à promouvoir en tout état de cause dans tous les forums nationaux, régionaux et internationaux la suppression de l'exécution capitale ou de sa suspension, et à veiller à ce que les questions y afférentes soient portées à l'attention du public le plus large possible.

(s.) Laurent Mosar, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Charles Goerens, Viviane Loschetter.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Mir huelen d'Motioun mat an d'Conférence des Présidents a kucken, wéini datt mer se op den Ordre du jour setzen.

(Interruption)

Mer kënnen se direkt ofstëmmen?

Une voix.- Par main levée!

M. le Président.- Par main levée kënne mer se ofstëmmen.

Vote

Voilà! Ech gesinn, datt d'Motioun unanime ugeholl ass.

Voilà! Mir sinn um Enn vun der Sitzung ukomm. Fir déi nächst Sitzung gitt Der schréftlech convoquéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.22 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications pages 264-265

5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution

5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution page 265

Rôle des affaires page 265

Ordre du jour page 265

Dépôt d'une proposition de loi page 265

Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen pages 265-266

5616 - Projet de loi relative aux fonds d'investissement spécialisés et portant

- modification de la loi modifiée du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif

- modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée pages 266-268

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°153 du 13 février 2007 de Madame Nancy Arendt relative à la lutte antitabac, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé page 268

- Question N°154 du 24 octobre 2006 de Madame Colette Flesch relative à l'accouchement anonyme, adressée à la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 268-269

- Question N°155 du 12 février 2007 de Monsieur Roger Negri relative à la sécurité des tunnels des autoroutes en général et plus particulièrement à l'aménagement d'une plate-forme d'atterrissage pour hélicoptères au «Markusberg», adressée à Monsieur le Ministre des Travaux publics page 269

- Question N°157 du 12 février 2007 de Monsieur Ben Fayot relative aux Conseils «Énergie» et «Environnement» du 15 respectivement 20 février 2007 et plus particulièrement sur les divergences qui existent entre les États membres sur les objectifs à atteindre jusqu'en 2020, adressée à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 269

- Question N°159 du 13 février 2007 de Monsieur Henri Kox relative à la position du Luxembourg lors du prochain Conseil des Ministres de l'Énergie, adressée à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 269-270

- Question N°156 du 12 février 2007 de Monsieur Claude Adam relative à l'arrêt prononcé par la Cour administrative sur la relation de travail qui existe entre un chargé d'éducation et l'État, adressée à la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 270

- Question N°158 du 12 février 2007 de Monsieur Xavier Bettel relative aux cotisations sociales des coopérants, adressée à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi pages 270-271

- Question N°160 du 12 février 2007 de Madame Anne Brasseur relative à l'ouverture de nouveaux bâtiments abritant les Archives nationales, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre des Travaux publics page 271

- Question N°161 du 13 février de Monsieur Claude Meisch relative au Pacte «Logement», adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement page 271

5522 - Projet de loi portant réglementation de la fouille de véhicules pages 271-274

Question avec débat N°13 de M. Charles Goerens relative au siège du Parlement européen à Strasbourg pages 274-275

5609 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Cornmunauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou, le 23 juin 2000;

- de l'Acte final, signé à Luxembourg, le 25 juin 2005;

- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006;

- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006 pages 275-281

5593 - Projet de loi portant

1) organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue;

2) création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation pages 281-287

5671 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés pages 287-289

Dépôt d'une motion page 289

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1220	MM. Gast Gibéryen et Robert Mehlen	Transactions entre domaine de l'État et domaine de la Cour grand-ducale - Grünewald
1402	M. Félix Braz	Naturalisation et double nationalité
1421	MM. Félix Braz et Jean Huss	Incendie dans un dépôt de carcasses de voitures situé à Aubange (Belgique)
1448	M. Alexandre Krieps	Assurance dépendance - tâches domestiques
1462	Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marcel Oberweis et Marco Schank	Nourriture servie dans les cantines scolaires
1479	Mme Claudia Dall'Agnol	Placement de produits dans des œuvres cinématographiques, films et séries destinés à la télévision ainsi que dans des émissions sportives
1488	M. Ben Fayot	Autorisations grande surface
1495	M. Marc Spautz	Congé pour raisons familiales
1497	M. Lucien Clement	Service médical de remplacement dans l'Est du Grand-Duché
1498	M. Gast Gibéryen	Pornographie infantile sur Internet
1499	M. Marcel Oberweis	Création de la société de fret ferroviaire Sidéros
1501	M. Aly Jaerling	Disponibilité des nouveaux horaires de la CFL
1504	M. Félix Braz	Politique d'accueil et d'intégration des étrangers
1507	M. Ben Fayot	Initiative politique en matière de services publics au plan européen
1509	Mme Martine Stein-Mergen et M. Marcel Oberweis	Infections par le virus de l'hépatite
1510	M. Emile Calmes	Subvention de l'installation de filtres à particules sur les poids lourds et autobus plus anciens
1512	M. Laurent Mosar	Conférence de Paris pour une gouvernance écologique mondiale
1514	M. Fred Sunnen	Titres de transport pour personnes âgées
1517	M. Patrick Santer	Infections nosocomiales
1518	M. Jean Huss	Exposition des salariés à des substances chimiques cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR)
1519	M. Robert Mehlen	Intimidation d'un fonctionnaire
1520	M. Camille Gira	Signalisation des chasses en battue
1523	M. Carlo Wagner	Gestion de la réserve de compensation par le «Fonds de compensation» commun au régime général de pension
1525	Mme Christine Doerner	Situation des conjoints aidants
1528	M. Camille Gira	Règlement grand-ducal relatif aux commissions des loyers
1533	M. Roger Negri	Reclassement des salariés de l'entreprise Textilcord S.A.
1541	M. Jean-Pierre Koepp	Couverture de la garde pharmaceutique dans le Nord du pays
1546	M. Paul Helminger	Cahier spécial des charges «Identifiant unique - Analyse fonctionnelle détaillée et conception»
1563	M. Félix Braz	Vignette fiscale

Question 1220 (4.8.2006) de **MM. Gast Gibéryen** et **Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **transactions entre domaine de l'État et domaine de la Cour grand-ducale - Grünewald:**

La nouvelle que la Cour grand-ducale entend vendre quelque 850 hectares de sa propriété du Grünewald vient de déclencher pas mal de discussions dans la population luxembourgeoise, y inclus toutes sortes de rumeurs et spéculations, puisant partiellement dans des rumeurs du passé.

Parmi ces rumeurs celle que la partie du Grünewald en question aurait été·offerte en cadeau par l'État grand-ducal à la Maison souveraine.

Étant d'avis qu'il serait dans l'intérêt public qu'une fois pour toutes la lumière soit faite dans l'histoire des transactions entre domaine de l'État et domaine de la Cour grand-ducale, nous vous demandons de bien vouloir nous fournir les explications suffisamment détaillées pour permettre une discussion basée sur des informations claires et précises.

Réponse (16.2.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés, je voudrais tout d'abord souligner que le Gouvernement est pleinement conscient de l'importance que le peuple luxembourgeois attache à la forêt du Grünewald. Cette attache remonte loin dans l'histoire du Grand-Duché de Luxembourg et trouve ses racines dans les événements mouvementés qui ont secoué le pays dans les années 1840, qui ont constitué une décade particulièrement difficile à plus d'un titre.

À cette époque l'industrie, l'agriculture et le négoce sont désespérément sous-développés à cause notamment du manque cruel d'infrastructures routières. La population est victime d'une famine affreuse par suite de mauvaises récoltes successives.

Pour sortir le pays de son isolement et pour préparer le terrain au décollage économique le Gouvernement élabore en 1845 un ambitieux programme d'investissements. Hélas, en présence des maigres ressources à la disposition du Trésor, le Gouvernement doit se rendre à l'évidence que la réalisation du programme prendra 15 à 20 ans au minimum. C'est devant cette nécessité de disposer rapidement de moyens budgétaires suffisants que naît en 1846 pour la première fois l'idée de vendre les 669 ha restants du Grünewald, le dernier reliquat des domaines de l'État.

Le Baron Ziegesar acquiert finalement le lot des 669 ha pour le compte du Roi Grand-Duc Guillaume II. Le produit de la vente - 530.000 florins - permet de poser les tout premiers fondements de l'essor économique. L'aliénation du Grünewald et l'affectation de la recette qu'elle a générée à l'organisation de travaux publics a permis à une très large partie de la population de se procurer un gagne-pain durant cette période particulièrement difficile. En fait, l'argent a servi au financement des grands chantiers routiers pendant quatre à cinq années successives.

Par un certain nombre d'autres transactions, l'Administration des Biens du Grand-Duc a ensuite agrandi les possessions de la Couronne au Grünewald. Il faut notamment mettre en évidence, au vu de son importance, l'acquisition en 1891 par le Grand-Duc Adolphe de 2.443,2810 ha, y compris le Grünewald, appartenant aux domaines privés de Feu Sa Majesté le Roi Grand-Duc Guillaume III au prix de 2.788.798 francs. S'y ajoutent les acquisitions suivantes en provenance de propriétés privées:

- Un lot de 270,9220 ha et un lot de 11,2030 ha pour un montant total de 275.000 francs le 7 septembre 1908.
- Un lot de 284,66 ha, un lot de 7,1750 ha et un lot de 2,2470 ha pour un montant total de 1.700.000 francs le 23 avril 1921.
- Un lot de 8,5 ha pour un montant de 25.000 francs le 25 février 1926.
- Un lot de 45,8310 ha pour 205.000 francs le 10 juillet 1926.

Parallèlement, certaines ventes se sont effectuées au profit de l'État entre 1900 et 1924:

- En 1900 une vente de 1,2598 ha pour un montant de 2.206 francs.
- En 1909 une cession de 0,5982 ha.
- En 1922 une vente de 0,3 ha pour 75 francs.
- En 1924 une vente de 17,16 ha pour un montant de 110.000 francs.

C'est en 1934 qu'on assiste au transfert le plus important à ce jour du patrimoine du Grand-Duc vers celui de l'État. En effet, l'Administration des Biens de la Couronne se fait autoriser à vendre un certain nombre d'éléments du patrimoine de la Maison grand-ducale. Il en est ainsi d'une partie de la forêt du Grünewald et du Château de Berg. C'est la loi du 14 avril 1934 qui autorise le Gouvernement à s'en porter acquéreur pour la somme globale de 40 millions de francs.

La partie cédée de la forêt dite Grünewald concerne les triages forestiers de «Kiem» et de «Waldhof» pour une superficie totale de 776 ha et comprend encore trois corps de maison appelés «Waldhof», «Brennerei» et «Waldbarrière». L'expertise dressée au sujet de la valeur de la forêt par le Directeur des Eaux et Forêts s'élève sur l'ensemble, c'est-à-dire pour la partie cédée de la forêt et les bâtiments y relatifs, à un montant de 24.960.209,80 francs qui se décompose comme suit:

134.961.760 m³ de bois à 143 LUF par m³	19.299.531,70 francs
6.815.502 m³ de pins sylvestres à 50 LUF par m³	340.775,10 francs
776,1206 ha de terrain à 5.000 LUF par ha	3.880.603,00 francs
143,9300 ha de perchis (sans le terrain) à 10.000 LUF par ha	1.439.300,00 francs
Valeur totale:	24.960.209,80 francs

L'État acquiert cet ensemble pour le prix global de 20 millions de francs, de sorte qu'il restait au fidéicommis de la Couronne une surface arrondie de 1.000 ha au Grünewald.

L'acquisition du Château de Berg englobe:

- le Château et une partie des alentours d'une superficie de 8 ha avec grandes remises, écuries, serres chaudes;
- les dépendances, à savoir deux garages, buanderie avec salle à repasser, orangerie (serres froides), central électrique à moteurs Diesel);
- 14 maisons d'habitation du personnel;
- une partie des meubles meublants du Château de Berg (environ un tiers).

L'État acquiert ces objets pour un chiffre global de 20 millions, alors que l'évaluation dressée par les experts atteint 22 millions de francs rien que pour la partie immobilière.

Le produit de la vente a servi à subvenir aux frais de fonctionnement de la Maison grand-ducale et ne concernait en aucune manière un membre de la Famille grand-ducale. Ainsi, les rumeurs qui associent Son Altesse Royale le Prince Félix à la vente du Grünewald sont fausses.

Après 1934, et notamment au cours de la deuxième moitié du 20e siècle, les transactions de nature immobilière réalisées par l'Administration des Biens au profit de l'État se multiplient. La liste en est fournie ci-après:

Date	Lieu	Objet	Valeur
01.07.1937	Findel	34,55 ares	13.129 francs
02.06.1949	Fischbach	maison pour Gendarmerie	40.000 francs
25.07.1950	Findel	maison	175.000 francs
07.11.1960	Schieren	labour pour construction de rue	26.700 francs
10 au 25.01.1967	Niederanven	parcelles de bois pour route d'Echternach	360.844 francs
30.10.1968	Berg	bois et terrains agricoles 37 ha 70 ares 20 ca (en partie piste Good Year)	10.125.500 francs
07.07.1970	Schieren	terrains pour redressement de la route	63.655 francs
10.07.1970	Luxembourg	maison rue du St-Esprit	8.000.000 francs

Date	Lieu	Objet	Valeur
20.08.1972	Berg	place	1.000 francs
04.01.1974	Berg	terrain pour redressement route	55.360 francs
07.11.1974	Berg	terrain pour construction d'un canal collecteur	3.500 francs
07.03.1975	Berg	terrain pour redressement de la rue à Roost	156.400 francs
19.11.1976	Mersch	bois 20,20 ares	60.600 francs
26.05.1977	Vianden	château + 251,40 ares	22.000.000 francs
10.11.1977	Fischbach	maison pour Gendarmerie	1.350.000 francs
11.12.1978	Mersch	«Pettenerbesch» 6.780,65 ares	16.750.000 francs
21.12.1978	Luxembourg	route d'Arlon «Marstall»	115.000.000 francs
15.09.1981	Berg	maison «incorporation dans Domaine du Château»	950.000 francs
07.02.1992	Luxembourg	rue du Rost - maison, arrondissement du Palais grand-ducal	35.000.000 francs
21.09.1994	Colmar-Berg	terrains pour Autoroute du Nord et Centre de Formation pour Conducteurs (2.879,79 ares)	20.158.830 francs
29.01.2002	Berg	parc à Colmar-Berg: dans l'intérêt de l'arrondissement de la propriété de l'État au Château de Berg	1.000.000 EUR
16.01.2003	Steinsel	forêt pour Autoroute du Nord au Grünewald, 6 ha 96 ares 70 ca)	138.949,68 EUR
10.12.2003	Niederanven	forêt du Grünewald (168 ha 88 ares 70 ca)	3.126.322,47 EUR
13.05.2005	Berg	arrondissement de la forêt domaniale 26 ha 02 ares 90 ca	450.477,79 EUR

Après les transactions précitées la propriété privée (fidéicommis) de la Couronne au Grünewald s'élève à 850 ha.

Question 1402 (15.11.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **naturalisation et double nationalité:**

En réponse à ma question parlementaire N°1310 *(cf. compte rendu N°2/2004-2005)* sur les modalités en vigueur dans les États membres de l'Union européenne, au Cap-Vert et dans les pays issus de l'ex-Yougoslavie quant à la naturalisation et la double nationalité, vous m'indiquez un certain nombre de références bibliographiques. Or, la première source que vous me proposez, un lien sur le site du Conseil de l'Europe (www.coe.int/t/f/affaires) aboutit sur une page périmée. De plus, la page qui est censée renseigner sur la législation des États membres du Conseil de l'Europe en matière de naturalisation donne des informations surannées pour le Luxembourg puisqu'il y est question des préparatifs pour changer la législation datant de 1986.

Je me permets dès lors de réitérer mes questions, à savoir:

Quelles dispositions sont en vigueur dans les États membres de l'Union européenne, au Cap-Vert et dans les pays issus de l'ex-Yougoslavie quant à

- la durée de séjour pour acquérir la nationalité?
- l'acceptation de la double nationalité?
- la durée de séjour pour acquérir la double nationalité?
- la durée de séjour requise pour acquérir la nationalité par le mariage d'un national?
- la durée de séjour requise pour acquérir la nationalité après la reconnaissance du statut de réfugié?

Réponse (16.2.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il est impossible pour le Gouvernement, tant pour des raisons pratiques que juridiques, dans le cadre d'une question parlementaire de renseigner sur la législation d'une trentaine de pays. Outre le fait qu'une telle documentation comporterait une dizaine de pages, le Gouvernement estime difficile de communiquer de façon précise et correcte sur la législation souvent complexe et nuancée d'autres pays. Le Gouvernement remettra à la Commission juridique une documentation qui l'aidera à se retrouver dans les législations étrangères.

Vu la complexité de la matière, et surtout les nombreuses situations particulières qui se trouvent dans beaucoup de législations étrangères en matière de naturalisation, il est fortement recommandé aux ressortissants étrangers résidant au Luxembourg de s'adresser à leurs ambassades respectives pour des questions précises relatives à leur législation nationale en matière de double nationalité.

Question 1421 (22.11.2006) de **MM. Félix Braz** et **Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**incendie dans un dépôt de carcasses de voitures situé à Aubange (Belgique):**

Le 27 octobre 2006 a eu lieu un incendie dans un dépôt de carcasses de voitures situé à Aubange en Belgique. L'incendie a provoqué d'épaisses fumées dégageant une odeur pénétrante, qui a pu être sentie jusqu'aux environs de Luxembourg-ville. D'après des informations parues dans la presse, les autorités belges nationales et locales ont déclaré que les fumées étaient sans risque pour la santé de la population. S'agissant de quelques milliers d'épaves de voitures touchées par les flammes, il est cependant probable que des substances toxiques aient pu se former.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que les autorités belges ont effectué des analyses sur place pour avoir des informations au sujet d'éventuelles retombées toxiques?
- Est-ce que des analyses ont été effectuées sur le territoire national? Quelles sont les substances qui ont été analysées?
- Quels sont les résultats?
- De façon générale: Est-ce que les services de secours luxembourgeois sont outillés pour réaliser des analyses lors d'incidents pouvant avoir des répercussions négatives sur l'environnement ou la santé humaine? Quelles substances peuvent être repérées? Si les services de secours ne peuvent assurer eux-mêmes ces analyses, quelles sont les institutions (publiques ou privées) qui interviennent dans ces situations?

Réponse (13.2.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

- À ma connaissance, aucune analyse au sujet d'éventuelles retombées toxiques n'a été effectuée par les autorités belges pendant l'incendie.
- Le Service d'Incendie et de Sauvetage de la commune de Pétange, appelé sur les lieux de l'incendie pour prêter main forte aux sapeurs-pompiers belges, a procédé à une série d'analyses, notamment sur la présence de monoxyde de carbone (CO), destinée à s'assurer que les sapeurs-pompiers pouvaient intervenir sans risques de danger pour leur santé. Du fait qu'il est apparu que sur les lieux de l'intervention le monoxyde de carbone dépassait les limites tolérables, le port de la protection respiratoire lourde a été ordonné pour tous les pompiers agissant dans la zone d'intervention de l'incendie.
- Les sapeurs-pompiers de Pétange ont analysé à des intervalles réguliers (première mesure à 17 h 55, dernière mesure à 3 h 00) les trois substances en question. À l'appel du central des secours d'urgence, les spécialistes des sapeurs-pompiers se sont rendus dans la soirée à Clemency, à Mamer et à Bertrange afin d'évaluer les odeurs signalées par des habitants de ces localités. Les analyses effectuées n'ont pas révélé de traces de substances nocives.

Les grands services de secours sont équipés pour réaliser des analyses lors d'incidents pouvant avoir des répercussions négatives sur l'environnement, analyses qui sont effectuées dans le but de ne pas mettre en danger la santé des intervenants. Conformément à son programme d'acquisition pluriannuel, le groupe chimique de l'Administration des services de secours sera équipé en 2008 d'une voiture équipée d'instruments d'analyse susceptibles de mesurer certaines substances toxiques pouvant entraîner un risque de santé pour les membres des services de secours.

Question 1448 (5.12.2006) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant l'**assurance dépendance - tâches domestiques:**

La loi du 23 décembre 2005 modifiant notamment différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance stipule à l'article 12 que les articles 357 à 359 actuels du Code des assurances sociales sont abrogés et remplacés sous l'intitulé «Prestations en milieu stationnaire» par les dispositions suivantes: «Art. 357. Lorsque la personne dépendante reçoit les aides et soins dans un établissement d'aides et de soins, elle a droit à une prise en charge selon les dispositions prévues à l'article 353, alinéas 1 et 3. La prise en charge peut être majorée d'un forfait de 1,5 heures par semaine pour couvrir des tâches domestiques exceptionnelles en cas de nécessité constatée par la cellule d'évaluation et d'orientation. Un Règlement grand-ducal définit les conditions et les modalités suivant lesquelles les aides techniques sont prises en charge pour les personnes dépendantes hébergées dans un établissement d'aides et de soins.»

Dans le commentaire de l'article ci-dessus du projet de loi modifiant notamment différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance, il est précisé que «le Règlement grand-ducal du 27 septembre 2004 définissant l'accueil gérontologique précise à l'article 11, paragraphe 9, que l'entretien et le nettoyage du logement, y compris les meubles et rideaux doit être presté obligatoirement par le service dans le cadre de l'accueil gérontologique. Le coût de cet acte est compris de manière forfaitaire dans le prix de base mensuel payé par la personne hébergée. La prestation forfaitaire de 2,5 heures prévue par l'assurance dépendance pour les tâches domestiques dans les établissements d'aide et de soins fait dès lors double emploi avec l'acte visé ci-dessus. En conséquence, il est proposé de supprimer cette prestation pour les personnes séjournant dans les établissements d'aide et de soins.»

La Confédération des Organismes Prestataires d'Aides et de Soins (COPAS) estime que la plus grande partie des tâches domestiques figurant dans les décisions individuelles des bénéficiaires de prestations de l'assurance dépendance résidant dans un C.I.P.A., une Maison de soins ou une structure d'hébergement pour personnes handicapés, ne sera plus prise en charge à partir du 1er janvier 2007. La Confédération craint que ces tâches domestiques riquent d'être facturées aux usagers de telles institutions. D'après certains calculs, le prix hôtellerie risque une augmentation conséquente avec une majoration des prix mensuels de pensions de l'ordre de 250 €. À cela s'ajoute que la cotisation de l'assurance dépendance passera de 1 à 1,4% à partir du 1er janvier 2007.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Peuvent-ils me confirmer la suppression de la prestation forfaitaire de 2,5 heures prévue par l'assurance dépendance pour les tâches domestiques dans les établissements d'aide et de soins?
- Partagent-ils la crainte de la COPAS que ces tâches domestiques risquent d'être facturées aux usagers de telles institutions?
- Peut-on vraiment parler de double emploi dans la mesure où ces tâches domestiques risquent d'être facturées individuellement aux usagers de telles institutions?
- Comment réagissent-ils à une majoration des prix mensuels de pensions de l'ordre de 250.- € dans la majorité des établissements?
- Une telle majoration correspondrait-elle toujours à l'esprit de l'article 12 de la loi du 23 décembre 2005 modifiant notamment différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance?
- Quelles mesures les Ministres entendent-ils prendre le cas échéant?

Réponse commune (16.2.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'après sa finalité l'assurance dépendance limite son intervention aux besoins d'aides et de soins supplémentaires requis par une personne dépendante par rapport à une personne valide. Comme il est admis que les frais d'entretien et de nettoyage du logement font partie des prestations normales en cas d'hébergement (voir article 11 du Règlement grand-ducal du 27 septembre 2004 définissant l'accueil gérontologique, cité par l'honorable Député), indépendamment du fait qu'il s'agit d'un pensionnaire valide ou dépendant, l'intervention de l'assurance dépendance se limite en conséquence à la prise en charge des frais supplémentaires pour l'entretien et le nettoyage du logement engagés par l'établissement au profit des personnes dépendantes, par exemple en cas de souillures importantes dues à des troubles de comportement de la personne.

Au regard de l'assurance dépendance se pose donc la question de l'appréciation de ces besoins supplémentaires. Contrairement à la loi antérieure, qui prévoyait un forfait identique de 2,5 heures/semaine auquel pouvait s'ajouter un supplément de 1,5 heures tant en établissement qu'en cas de maintien à domicile, la loi du 23 décembre 2005, adoptée à l'unanimité des voix par la Chambre des Députés,

opère une distinction entre le domicile et l'établissement. Elle maintient le forfait à 2,5 heures/semaine avec possibilité d'un supplément de 1,5 heures/semaine en cas de maintien à domicile. En revanche, pour les établissements, la loi fixe un forfait unique correspondant à 1,5 heures/semaine. Cette différenciation s'explique par le fait que dans les établissements l'entretien et le nettoyage normal font partie des prestations couvertes par le prix de pension, tandis qu'à domicile l'aide d'une tierce personne pour assurer l'entretien et le nettoyage normal de l'habitation conditionne, le cas échéant, le maintien de la personne dépendante à son domicile.

Compte tenu des réactions des gestionnaires des établissements, qui se sont manifestées à la fin de la période de mise en œuvre d'une année entière prévue par le législateur, les ministres compétents ont réuni et les représentants de la COPAS, regroupant les prestataires privés et communaux, et de l'établissement public SERVIOR, pour leur faire savoir qu'ils ne sauraient accepter un relèvement des prix de pension sans qu'un tel relèvement ne se justifie par une analyse transparente des coûts de revient.

Des examens contradictoires entre les départements ministériels compétents et les prestataires, au vu des chiffres présentés par ces derniers, sont en cours.

Question 1462 (11.12.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant la **nourriture servie dans les cantines scolaires:**

Un article paru dans l'édition actuelle du «Periskop», journal étudiant du Lycée Aline-Mayrisch, fait état non seulement de la mauvaise qualité de nourriture servie dans la cantine scolaire du même lycée, mais également des problèmes de conservation ou de préparation de cette dernière.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Mesdames la Ministre de l'Éducation nationale et Secrétaire d'État à l'Agriculture:

- D'après quels critères déterminants les fournisseurs de produits alimentaires scolaires sont-ils sélectionnés?
- Les conditions d'hygiène dans les cantines scolaires font-elles objet de contrôles réguliers? Le cas échéant, pourriez-vous nous donner plus amples informations sur l'organisation de ces contrôles?
- Dans la mesure où la viande destinée aux cantines scolaires est importée des pays voisins, ne conviendrait-il pas de privilégier plutôt les produits du terroir?

Réponse commune (13.2.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

Dans les restaurants scolaires, gérés par le service de la restauration scolaire du Ministère de l'Éducation nationale, les critères déterminants appliqués lors du choix des fournisseurs sont les suivants:

1. Produits du terroir
2. Prix
3. Traçabilité des produits
4. Respect des règles d'hygiène
5. Possibilités logistiques pour livrer régulièrement tous les sites
6. Références
7. Stabilité financière

Il faut cependant noter que la loi sur les marchés publics implique que le prix doit obligatoirement être un critère déterminant.

L'application du Règlement grand-ducal du 27.7.1997 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires (HACCP = Hazard Analysis and Critical Control Points) dans chaque établissement du secteur alimentation conduit à un contrôle d'hygiène interne en continuité. Le service de la restauration scolaire donne mandat deux fois par an à un organisme agréé de procéder à un contrôle de l'hygiène et de la sécurité alimentaire sur tous les sites de régie directe.

En ce qui concerne les restaurants scolaires en régie privée, les contrats qui relient le MENFP et le prestataire privé prévoient que le prestataire s'engage à faire contrôler, à ses frais, la qualité des prestations par le prélèvement et l'analyse bactériologique d'un échantillon par mois, ceci par un organisme indépendant agréé. Le résultat de ces contrôles est communiqué au MENFP sur demande.

Par ailleurs, le prestataire est tenu de conserver au froid négatif durant cinq jours au moins un échantillon représentatif des prestations servies quotidiennement, ainsi en cas d'éventuelle toxi-infection alimentaire, ces échantillons sont remis aux services officiels de contrôle pour être analysés. Le prestataire doit veiller particulièrement à la propreté des installations, à la tenue de travail et à la propreté de son personnel conformément à la législation en vigueur et suivant les prescriptions de l'inspection sanitaire.

En outre, le prestataire doit présenter un plan d'hygiène de l'entretien et du nettoyage des installations et du matériel mis à sa disposition.

En ce qui concerne les restaurants en régie directe, le service de la restauration scolaire donne une priorité absolue aux produits du terroir pour autant que les dispositions de la loi sur les marchés publics le permettent. Ainsi, parmi les trois prestataires les moins chers, le MENFP peut choisir celui qui fournit le plus de produits du terroir.

Par ailleurs, le cahier des charges prévoit que le prestataire fait le nécessaire pour présenter régulièrement outre des produits labellisés du terroir, également des produits d'origine biologique. Ainsi, il contribue au développement de l'offre alimentaire auprès de ses fournisseurs et il répond à une attente de plus en plus fréquente des usagers. Cette offre alimentaire est non seulement favorable à la santé des élèves et contribue à mieux éduquer les jeunes dans la juste appréciation d'une alimentation équilibrée, gustative et saine mais aide également notre agriculture soucieuse d'une production conforme aux principes du développement durable et basés sur le respect de l'environnement, de la biodiversité et du bien-être animal.

Question 1479 (2.1.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **placement de produits dans des œuvres cinématographiques, films et séries destinés à la télévision ainsi que dans des émissions sportives:**

Le 13 décembre 2006 le Parlement européen a adopté en première lecture le rapport de Ruth Hieronymi (PPE-DE) et s'est prononcé en faveur d'une révision de l'actuelle directive «Télévision sans frontières». Le texte adopté est assez proche de l'orientation générale dégagée par le Conseil Culture du 13 novembre 2006, sauf en ce qui concerne le sujet du placement de produits. Cette pratique consiste à fournir gratuitement des produits (voitures, vêtements, montres, etc.) pour bénéficier d'une publicité indirecte.

Lors du Conseil Culture du 13 novembre, les ministres s'étaient entendus sur le fait que le placement de produits serait en principe interdit, mais que chaque État membre resterait libre de l'autoriser, sauf dans les programmes pour enfants. Sur ce point, le Parlement a soutenu un amendement du rapporteur, plus souple que les dispositions correspondantes prévues par le Conseil et autorisant le placement de produits dans «les œuvres cinématographiques, films et séries destinés à la télévision ainsi que dans les émissions sportives». Chaque État membre serait cependant libre de l'interdire dans ses productions nationales.

- Après la première lecture du Parlement, il revient désormais au Conseil de prendre position. Dans ce cadre j'aimerais connaître la position du Gouvernement luxembourgeois sur le placement de produits dans les domaines énumérés ci-dessus. Si le Conseil tenait compte des amendements du Parlement européen, le Luxembourg envisagerait-il d'interdire le placement de produits dans les productions luxembourgeoises?

Réponse (21.2.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

Tant le texte de l'orientation générale du Conseil que les amendements du Parlement européen prévoient comme principe général l'interdiction du placement de produits, mais avec des possibilités de dérogation.

En effet le placement de produits est aujourd'hui une réalité. La réglementation doit permettre la circulation des programmes sans opérer une discrimination des productions européennes. La solution doit aussi être simple à mettre en œuvre.

Au regard de ces considérations et aussi au regard de l'économie générale du texte qui se trouve sur la table du Conseil, j'estime que la solution de l'opt-out proposée par le Parlement européen est la solution la plus adaptée.

Dans le cas de l'opt-out, c'est la directive elle-même qui prévoit une dérogation à l'interdiction générale pour certaines catégories de programmes, notamment la fiction. Les États membres conservent le droit d'étendre l'interdiction à certaines ou à toutes ces catégories.

Par opposition, dans le cas de l'opt-in, la directive maintient le principe de l'interdiction générale, tout en accordant aux États membres la faculté de déroger pour certaines catégories de programmes. Il faut cependant se rendre compte que les États membres qui n'appliqueront pas cette dérogation rencontreront des problèmes lorsque leurs chaînes de télévision voudront diffuser des films contenant du placement de produits. Pour cette raison tous les États membres seront sans doute obligés de déroger au principe. Il me semble dès lors qu'il est préférable de prévoir les exceptions au principe tout de suite dans la directive elle-même.

Je tiens cependant aussi à rappeler que la question principale qui se pose pour le Luxembourg dans le cadre des discussions sur la nouvelle directive est celle du principe du pays d'origine.

Question 1488 (8.1.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **autorisations grande surface:**

À propos de l'autorisation grande surface accordée par Monsieur le Ministre des Classes moyennes au groupe Auchan pour un projet de centre commercial au ban de Gasperich et étant donné les projets de centres commerciaux évoqués par ailleurs à la place de l'Étoile et au Centre Hamilius, Monsieur le Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, dans un entretien paru dans le «Wort» du 6 janvier 2007 (p. 27), dit partager «l'objectif du Gouvernement» qui serait de faire de la ville de Luxembourg et des alentours «das Einkaufszentrum der Großregion».

Le programme gouvernemental prévoit effectivement l'arrêt du moratoire de 1997 en ce qui concerne les autorisations grande surface parce que «cette mesure temporaire a entre-temps atteint son objectif, à savoir une meilleure diversification de l'offre qui s'est répartie sur un nombre plus grand de surfaces commerciales de taille plus modeste et situées à proximité des consommateurs».

Le programme gouvernemental prévoit cependant aussi «d'assurer l'équilibre entre activité commerciale des centres villes et des grandes surfaces périphériques». Il entend surtout améliorer la compétitivité du commerce local et de proximité et soutenir des initiatives à cette fin.

- J'aimerais demander à Monsieur le Ministre par quelles mesures concrètes l'actuel Gouvernement a jusqu'ici soutenu le commerce local et de proximité.
- Par ailleurs, j'aimerais connaître les délibérations politiques et les mesures afférentes décidées par l'actuel Gouvernement tendant à faire de la ville de Luxembourg le centre commercial de la Grande Région, comme l'affirme le Bourgmestre de la Ville.

Réponse (13.2.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le Gouvernement a effectivement maintenu sa politique visant à permettre la subsistance durable d'une structure de distribution commerciale équilibrée et servant les intérêts et les besoins de la population en soutenant notamment la réalisation d'initiatives tel le «city management» ainsi que l'implantation de petits commerces à rayons multiples et de commerces ambulants dans les régions rurales.

Notons dans ce contexte que l'article 21.0.41.004 inscrit au budget de l'État pour le compte du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement prévoit une participation financière à des actions visant l'amélioration de la compétitivité du commerce urbain et de proximité et financées par les collectivités locales et les organismes professionnels.

Le rôle du Ministère des Classes moyennes est de soutenir des actions ciblées et de mettre à la disposition des acteurs locaux des moyens financiers pour réaliser ces dernières. Une partie du financement doit cependant être assurée par un apport venant des administrations communales et des acteurs privés.

Est notamment considérée comme action et pouvant bénéficier d'une participation financière de la part du Ministère des Classes moyennes: études, actions de promotion, campagnes publicitaires, animations au centre ville, concours entre commerçants, expositions, initiatives en rapport avec le «city management», etc.

Par ailleurs, le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement soutient, par le biais de la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes, les investissements des petits commerces et des commerces de proximité, contrairement aux grandes surfaces qui sont exclues de ce régime d'aides étatiques.

Finalement, je tiens à signaler que j'ai lancé le programme «Luxembourg, pôle du commerce de la Grande Région» qui vise tout le commerce du Grand-Duché de Luxembourg et non seulement celui de la ville de Luxembourg, par la signature d'une convention de coopération avec la CLC (Confédération Luxembourgeoise du Commerce).

Rappelons que dans son avis du 28 avril 2006, le Comité de coordination tripartite avait retenu que le Gouvernement soutiendrait des activités de promotion du commerce luxembourgeois au Luxembourg et dans la Grande Région. Un crédit de 2,5 millions d'euros a été prévu à cet effet dans le budget de l'État pour l'exercice 2007. Des fonds privés d'au moins 830.000 euros contribueront à la couverture des dépenses prévues dans le budget du programme.

En tant que responsable du projet, la CLC a mis en place une équipe de quatre personnes qui est chargée de la conception des projets, de l'organisation de leur mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation. L'équipe travaillera en étroite collaboration avec un comité de pilotage consultatif et des comités d'experts. Les décisions stratégiques seront prises par un comité directeur regroupant les responsables de la CLC, de la Fédération des Artisans et de l'Horesca.

La première mission du «project team» consiste à étudier le profil et les attentes du consommateur, à

dresser un bilan de l'existant et à mener une analyse sur les forces et faiblesses du commerce luxembourgeois, les risques et les opportunités. Les projets et sous-projets se dégageront de la synthèse de ces études et analyses préalables.

L'événement marquant le début du programme sera le «shopping award». Le grand public aura la possibilité de décerner un prix à ses commerces les plus appréciés.

Question 1495 (9.1.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **congé pour raisons familiales:**

- Le Gouvernement dispose-t-il de chiffres précis concernant les personnes qui bénéficient d'un congé pour raisons familiales?
- Dans l'affirmative, les statistiques existantes renseignent-elles sur le statut des bénéficiaires dudit congé (ouvriers, employés privés, etc)?
- Le Gouvernement est-il en mesure de dire combien d'hommes et combien de femmes ont profité d'un congé pour raisons familiales?

Réponse commune (16.2.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En ce qui concerne le nombre de bénéficiaires d'un congé pour raisons familiales, le département de la sécurité sociale ne dispose que des informations concernant les congés indemnisés par les caisses de maladie. Les statistiques reproduites ci-après ne font donc pas état des congés pour raisons familiales sollicités par les fonctionnaires et employés de l'État et des communes.

Tableau 1:

Congé pour raisons familiales:
nombre de cas indemnisés par l'assurance maladie maternité pour les exercices 2002 - 2005

Caisse	Année	CPRF = <2 jours		CPRF longue durée		Nombre total congés indemnisés			En % du total	
		H	F	H	F	H +F	H	F	H	F
CMA	2002	4	4	4	0,0%	100,0%				
CMA	2003	5	5	5	100,0%	0,0%				
CMA	2004	2	2	2	0,0%	100,0%				
CMA	2005	1	1	1	0,0%	100,0%				
CMPI	2002	2	1	3	2	1	66,7%	33,3%		
CMPI	2003	3	5	8	3	5	37,5%	62,5%		
CMPI	2004	1	2	3	1	2	33,3%	66,7%		
CMPI	2005	1	2	1	4	1		3	25,0%	75,0%
CMO	2002	1.012	1.996	26	12	3.046	1.038	2.008	34,1%	65,9%
CMO	2003	1.397	2.616	62	34	4.109	1.459	2.650	35,5%	64,5%
CMO	2004	1.600	2.778	93	20	4.491	1.693	2.798	37,7%	62,3%
CMO	2005	1.995	3.367	100	25	5.487	2.095	3.392	38,2%	61,8%
CMEP	2002	583	1.598	14	26	2.221	597	1.624	26,9%	73,1%
CMEP	2003	972	2.538	20	19	3.549	992	2.557	28,0%	72,0%
CMEP	2004	1.229	3.128	23	21	4.401	1.252	3.149	28,4%	71,6%
CMEP	2005	1.754	4.501	23	32	6.310	1.777	4.533	28,2%	71,8%
CMEP-TII	2002				1	1		1	0,0%	100,0%
CMEP-TII	2003					0			0,0%	0,0%
CMEP-TII	2004	1		1	1	3	2	1	66,7%	33,3%
CMEP-TII	2005	1	1		2	4	1	3	25,0%	75,0%
EMCFL	2002	32	6	3	1	42	35	7	83,3%	16,7%
EMCFL	2003	41	6	2	1	50	43	7	0,0%	0,0%
EMCFL	2004	48	10	4	0	62	52	10	83,9%	16,1%
EMCFL	2005	62	18	7	2	89	69	20	77,5%	22,5%
TOTAL	2002	1.629	3.605	43	40	5.317	1.672	3.645	31,4%	68,6%
TOTAL	2003	2.418	5.165	84	54	7.721	2.502	5.219	32,4%	67,6%
TOTAL	2004	2.879	5.920	121	42	8.962	3.000	5.962	33,5%	66,5%
TOTAL	2005	3.813	7. 890	130	62	11.895	3.943	7.952	33,1%	66,9%

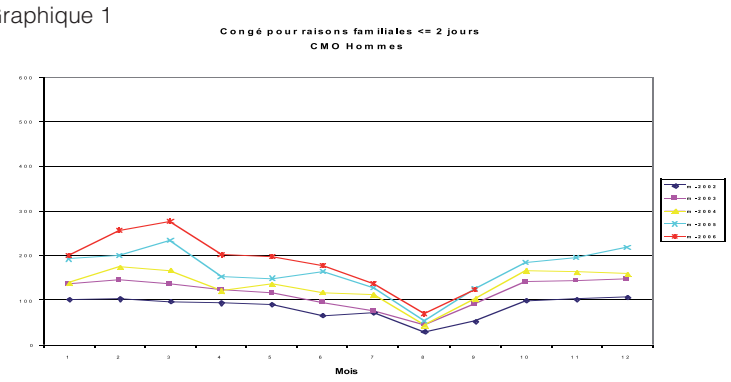
Les données pour l'année 2006, incomplètes pour l'instant, n'ont pas pu être reproduites dans le tableau ci-avant.

On constate une augmentation sensible des demandes entre 2002 et 2005 qui affichent un taux de croissance de 30% en moyenne annuelle.

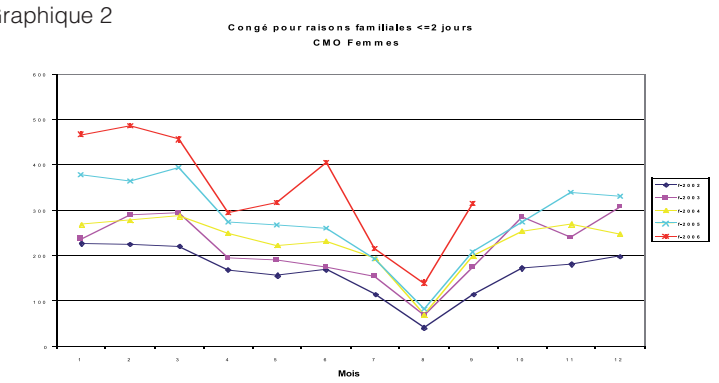
La répartition hommes/femmes est très variable selon les régimes. Pour les caisses présentant un nombre très faible de cas d'indemnisation (notamment les non-salariés) les variations exprimées en pourcent sont évidemment très importantes d'une année à l'autre. En moyenne générale, le nombre de congés concerne en 2005 deux fois plus de femmes que d'hommes.

Si l'on observe l'évolution mensuelle des cas de congé pour raisons familiales, on constate une fluctuation importante en fonction des saisons. Les données mensuelles sont disponibles uniquement pour les caisses de maladie des ouvriers (CMO) et des employés (CMEP-salariés).

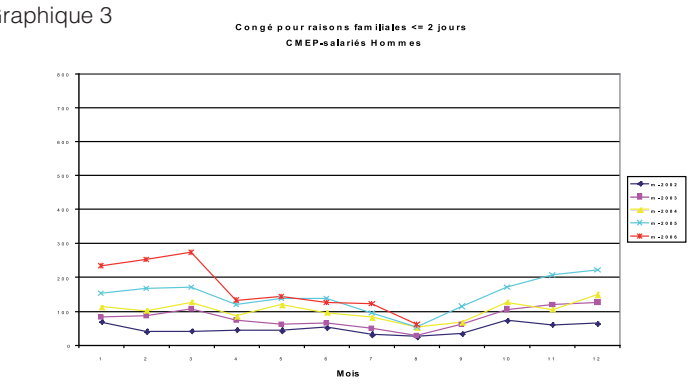
Graphique 1



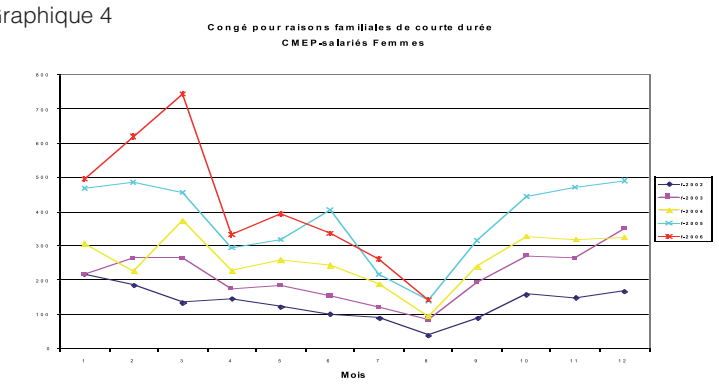
Graphique 2



Graphique 3



Graphique 4



Question 1497 (10.1.2007) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant le **service médical de remplacement dans l'Est du Grand-Duché:**

Le «Wort» du 10 janvier 2007 informe qu'il s'avère difficile pour les patients de la région est du pays de savoir quel médecin assure le service de remplacement entre 7 heures du matin et 10 heures du soir, quand ils ne réussissent pas à joindre leur médecin traitant habituel.

Selon mes informations, cette situation est due au fait que les médecins des secteurs Grevenmacher et Remich ne communiquent plus l'organisation de leur service médical de remplacement à l'appel de secours 112. C'est seulement à partir de 10 heures du soir que fonctionne le service régional de garde.

Beaucoup de patients se plaignent de devoir faire de nombreux appels téléphoniques avant de connaître le nom du médecin auquel ils peuvent s'adresser. Aussi les médecins sont-ils mécontents de devoir assurer un tel service de renseignement tout en traitant leurs patients.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé:

- De quelle manière le Gouvernement entend-il intervenir afin d'assurer un service médical de remplacement efficace dans la région est du pays?

Réponse (16.2.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question de l'honorable Parlementaire évoque des problèmes dans le fonctionnement du service de remplacement en médecine générale dans la région de l'est du pays. Ces carences dans un système ayant fait ses preuves dans les vingt dernières années donnent lieu de ma part aux observations suivantes:

L'article 6 de la loi modifiée du 29 avril 1883 concernant l'exercice

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

des professions de médecin, de médecin dentiste et de médecin vétérinaire dispose que «le médecin établi au Luxembourg est tenu de participer au service médical d'urgence dont l'organisation et les modalités sont fixés par Règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d'État».

À l'époque, le service d'urgence n'était pas plus amplement défini et comprenait, aux yeux des auteurs du projet de loi, outre le service d'urgence des hôpitaux, dont étaient chargés les médecins spécialistes, le service de remplacement dans le domaine de la médecine générale, tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Suite à l'adoption de la loi précitée, l'Association des médecins et médecins dentistes suggérait au Ministère de la Santé de faire abstraction du Règlement grand-ducal prévu alors qu'elle s'engageait à garantir moyennant arrangement interne entre médecins le service de remplacement dans les différentes régions du pays.

Le service ainsi mis sur pied par l'AMMD donnait satisfaction jusque dans les années 90 où les premières carences causaient problème et ce notamment dans la région de Mondorf-Remich.

Le service de remplacement de nuit introduit à partir de 2000 allégeait sensiblement la tâche des médecins généralistes et remettait à flot le système en vigueur.

Si aujourd'hui de nouvelles carences apparaissent dans le système de remplacement diurne, le Gouvernement devra procéder à une reforme du système en question en recourant à l'organisation d'un service de remplacement sur base de la réglementation prévue dans la loi précitée. Ce nouveau système pourrait être complété par un nouvel aménagement du service de remplacement de nuit et son extension aux périodes diurnes des week-ends et les jours fériés. Des consultations avec les responsables de l'AMMD sont en cours et devraient aboutir à une solution garantissant la continuité des soins à coté des services d'urgence des hôpitaux de garde et du SAMU.

Question 1498 (10.1.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **pornographie infantile sur Internet:**

An engem Rechtsstat kann an dierf och de virtuelle Raum vum Internet kee rechtsfräie Raum sinn.

Eisen däitschen Noperen ass elo alt nees e massive Schlag géint Keefer vu kannerpornographeschem Material via Internet gegléckt (Operatioun „Mikado"). En Ermëttlungserfolleg, deen onzweifelhaft eng ofschreckend Wierkung op dës Zort vu Persoune wäert hunn an däitlech mécht, datt och de relativen Anonymat vum Internet kee Fräibréif fir irresponsabelt oder illegaalt Verhalen ass.

Nei un dëser Verhaftungswell ass, datt se duerch d'Zesummenaarbecht mat de Kreditkaarteninstituter erméiglecht gouf. Op Ufro vun den Enquêteuren haten d'Finanzdéngschtleeschter déi spezifesch Geldtransaktiounsdaten un d'Justiz weiderginn.

Duerfir folgend Froen:

1) Deen implizéierte Verkafssite war weltwäit zougänglech, also och zu Lëtzebuerg: Gouf oder gëtt elo och zu Lëtzebuerg eng entspriechend Enquête an Zesummenaarbecht mat de Kreditkaarteninstituter gemaach an, wann neen, firwat net?

2) Wier den Har Justizminister bereet eng entspriechend Enquête och zu Lëtzebuerg ze ordonnéieren?

3) A wéi vill Fäll vun Internetkannerpornographie gouf an deene leschte Joren enquêtéiert an zu wéi vill Veruerteelunge koum et hei am Land?

Réponse (28.2.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1) Comme l'honorable Député, je considère qu'il y a lieu de lutter efficacement contre la pédopornographie, notamment par Internet. Je rappelle à cet égard les dispositions prises dans le cadre de la loi du 31 mai 1999 sur l'exploitation sexuelle des enfants.

2) Évidemment, cette lutte doit respecter les règles de l'État de droit. D'après le droit luxembourgeois, il faut avoir en premier lieu un ou plusieurs indices permettant de conclure à la possibilité d'une infraction avant de pouvoir lancer une enquête voire une instruction judiciaire avec perquisition et saisie des Parquets.

Une autre considération est que d'après le droit luxembourgeois une «Fishing operation», entre autres auprès des établissements financiers, qui tend à voir s'il y a eu infraction ou non, est prohibée par la loi. À ce moment, on ignore d'ailleurs de quelle manière les autorités allemandes ont opéré. Il ne semble pas que les instituts de crédit ont de leur propre initiative communiqué à la police les données relatives à un montant précis payé par carte bancaire à un compte déterminé.

3) Dans les années 2004 à 2006, six affaires ayant trait à une violation de l'article 384 du code pénal sont entrées au Parquet de Diekirch.

Dans la même période, sept jugements ont été prononcés par le tribunal correctionnel de Diekirch dans la matière en question.

Au cours des dernières années, il y a eu douze condamnations du chef de pédophilie par Internet au tribunal d'arrondissement de Luxembourg. À l'heure actuelle, deux affaires se trouvent en délibéré et dans huit autres affaires une instruction judiciaire est en cours.

Question 1499 (11.1.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **création de la société de fret ferroviaire Sidéros:**

La SNCB et la SNCF ont décidé d'unir leurs forces dans le transport du fret en créant Sidéros, une „joint venture" à 50/50 dédiée au secteur sidérurgique. Selon mes informations, la société serait ouverte à d'autres partenaires potentiels et des premiers contacts seraient noués dans ce sens avec d'autres opérateurs de fret.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que la société Sidéros a demandé une coopération avec la société CFL Cargo?
- Dans l'affirmative, à quel niveau une telle coopération pourrait-elle avoir lieu?

Réponse (26.2.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Les CFL ont été contactés en 2002 pour discuter du projet Sidéros, une entreprise commune qui serait à créer entre la SNCF, la SNCB et la SNCFL pour effectuer les transports sidérurgiques dans les trois pays concernés. Ce scénario constituait une des alternatives à CFL Cargo, analysées dans le cadre de la tripartite ferroviaire en 2005. Les CFL ont décidé de ne pas s'associer au projet Sidéros, et ce notamment aux motifs suivants:

- Sidéros est conçu dans le but exclusif de prester des services de transports à la sidérurgie, à l'exclusion des autres clients desservis par les CFL;
- les CFL n'auraient détenu qu'une part largement minoritaire dans le capital social, de sorte qu'ils n'auraient exercé pratiquement aucun contrôle sur les activités de Sidéros ni même sur les activités fret des CFL;
- les CFL auraient couru le risque que l'activité opérationnelle du transport de fret serait transférée au fur et à mesure à Paris et à Bruxelles;
- la tripartite ferroviaire du 20 décembre 2005 avait décidé la création de la CFL Cargo, laquelle était déjà entamée;
- Sidéros ne poursuit pas l'objectif de réorganiser l'activité opérationnelle afin de faire face à la compétition du transport routier.

Par ailleurs, il convient de noter qu'à l'heure actuelle Sidéros n'a pas encore eu le feu vert de la Commission européenne et la notification reste à faire.

Une entrevue informelle a eu lieu entre CFL Cargo et B-Cargo au début du mois de janvier 2007, lors de laquelle ni CFL Cargo ni B-Cargo n'ont exclu une collaboration de CFL Cargo avec Sidéros sur certains projets.

Question 1501 (11.1.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **disponibilité des nouveaux horaires de la CFL:**

Mengen Informatiounen no sollt uganks dem Chrëschtmount d'lescht Joer en neien internationale Fahrplang fir d'Eisebunn publizéiert ginn, deen d'Passagéier fir 50 Eurocent hätte kënne kafen.

Leider läit esou e Fahrplang nach net vir, an och d'Beamten an de Guicheten hu keen zur Verfügung a mussen déi vum Passagéier ugefroten Horairen iwwert d'Informatik zesummesichen.

Des Weidere fënnt een an de Garen (zum Beispill op der Escher Gare) zwar d'Horairë mat den Départë vun den Zich affichéiert, mä keng mat den Arrivéeën.

Och si verschidde Lëtzebuerger Linnen, wéi zum Beispill Rodange - Lëtzebuerg oder och Athus - Rodange - Lëtzebuerg nach néierens uginn.

Kann den Här Transportminister mir duerfir dës Froe beäntweorten:

1. Firwat ass deen neie Fahrplang, dee scho sollt säit dem Chrëschtmount 2006 zur Verfügung stoen, de Passagéier nach net zougängeg?
2. Wéini kënnen d'Passagéier domat rechnen, en internationalen Zuchfahrplang kënnen ze kafen?
3. Wéisou sinn an de Garen d'Horairë vun den Arrivéeë vun den Zich net méi affichéiert?

Réponse (28.2.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Les horaires des différentes lignes nationales et transfrontalières, applicables à partir du 10 décembre 2006, sont disponibles aux guichets de toutes les gares sous forme de dépliants gratuits depuis le 6 décembre 2006.

Pour ce qui est des horaires du trafic international, les CFL éditent depuis plusieurs années des fiches-horaires renseignant les voyageurs sur les meilleures relations accessibles par chemin de fer au départ de Luxembourg. Suite à une communication tardive des données, notamment par les entreprises ferroviaires des pays limitrophes, les fiches-horaires ne sont disponibles que depuis le 19 janvier 2007.

Cependant, les horaires tant du trafic national et transfrontalier que du trafic international peuvent être consultés sur le site www.cfl.lu depuis le 10 décembre 2006, et ce aussi bien comme fiches PDF à télécharger qu'en recherche horaires en ligne (HAFAS).

En ce qui concerne l'équipement des gares par des affiches d'arrivée, les gares où les trains ont leur terminus en sont équipées.

Question 1504 (12.1.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **politique d'accueil et d'intégration des étrangers:**

Dans l'édition de décembre de la revue «Forum», il est question que le groupe de travail informel instauré par le Commissariat du Gouvernement aux étrangers, devant soumettre des propositions au Ministère de la Famille et de l'Intégration en matière de politique d'accueil et d'intégration, devait avoir une réunion finale le 12 décembre dernier.

Dès lors je me permets de vous soumettre les questions suivantes:

- Quelles propositions le groupe a-t-il soumis au Ministère de la Famille et de l'Intégration ou quelle est l'échéance que le groupe a arrêté pour en soumettre?
- Ces propositions ont-elles des incidences pour le projet de budget de l'État 2008?
- Lors d'une réponse antérieure, Madame la Ministre a laissé entendre que la Chambre des Députés allait être associée à ces travaux en évoquant l'exemple d'une visite des parlementaires luxembourgeois aux cours d'intégration tels qu'ils se déroulent en France. Où en est ce projet?
- Les propositions du groupe de travail seront-elles intégrées dans les travaux préparatoires d'une nouvelle législation sur l'immigration qui, selon les dires du Premier Ministre, devrait s'appuyer sur un concept plus volontariste de l'intégration?

Réponse (26.2.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Le groupe de travail informel en question ne s'est pas donné la date du 12 décembre 2006 comme réunion finale. D'ailleurs il n'y a pas eu de délai imparti à ce groupe de travail.

2. Dans la mesure où des propositions n'ont à ce jour pas été soumises au Ministère de la Famille et de l'Intégration, il est difficile de prédire si elles auront des répercussions sur le projet de budget de l'État de 2008.

3. Une visite des cours d'intégration offerts par l'État français a eu lieu le 4 juillet 2006 à Metz à l'initiative du Commissariat du Gouvernement aux étrangers. Malheureusement le nombre des participants a dû être réduit à la demande des hôtes français. En raison de l'exiguïté des lieux, la délégation a été constituée uniquement de membres du groupe de travail.

4. L'élaboration de propositions concrètes concernant le contenu des cours d'intégration, voilà le mandat donné à ce groupe de travail. Ce sera donc dans la mise en pratique d'une nouvelle législation que ces propositions pourraient avoir leurs retombées.

Question 1507 (15.1.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**initiative politique en matière de services publics au plan européen:**

Depuis de longues années l'Union européenne est engagée dans un processus de libéralisation de différents services publics.

Ce processus a souvent donné lieu à des inquiétudes, dans notre pays et dans d'autres États membres particulièrement attachés à des services publics forts. Une nouvelle vague de libéralisation s'annonce en matière de services postaux et de chemin de fer pour voyageurs.

Au moment où les États membres s'interrogent sur le processus de ratification du Traité constitutionnel, il est de plus en plus évident que de nombreuses réticences du public quant à l'intégration européenne ont trait à l'affaiblissement de la cohésion sociale et de l'action structurante des États à la suite de la libéralisation.

Voilà pourquoi la demande d'une approche communautaire en matière de services publics est apparue très tôt. L'article 16 TCE les mentionne comme valeur sans pour autant indiquer aucune démarche concrète. L'article III-122 du Traité constitutionnel crée une base juridique pour légiférer sur le plan européen.

La Commission européenne a soumis en 1996 et en 2000 des communications à ce sujet, puis un rapport en 2001, un livre vert en 2003, un livre blanc en 2004. Le Parlement européen, à travers le rapport Rapkay, a fait part de ses observations et demandes en septembre 2006. Le Comité des régions et le CESE s'en sont occupés dans le même sens.

Il convient de relever qu'il n'y a jamais eu d'analyse exhaustive des conséquences de la libéralisation

qui ne sont pas toutes positives pour les consommateurs. Les termes employés par l'UE ne sont pas explicités; tantôt on parle de SIG (services d'intérêt général), tantôt de SIEG (services d'intérêt économique général). Comment faire en sorte que les services sociaux et de santé soient clairement exclus de la libéralisation?

Aucune initiative politique sérieuse (p. ex. une directive-cadre) n'a vu le jour jusqu'ici.

- Toutes ces considérations m'amènent à demander au Gouvernement luxembourgeois s'il n'estime pas opportun de prendre avec les États membres particulièrement sensibles à cette question une initiative politique en matière de services publics au plan européen. Le Conseil européen, qui donne des impulsions et définit les orientations politiques générales de l'Union, ne serait-il pas l'institution la plus appropriée pour amener enfin la Commission à présenter une directive-cadre en matière de services publics et à traiter enfin sérieusement de cette question sensible sur le plan social?

Réponse (23.2.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le Gouvernement luxembourgeois considère les services d'intérêt général (SIG) de qualité et accessibles à tous comme un des piliers du modèle social européen et est fortement attaché à la sécurité juridique de nos SIG dans le cadre communautaire. Dans le cadre actuel, il appartient aux États membres de l'Union européenne de déterminer ce qu'ils considèrent constituer des SIG, comment ils veulent les organiser et les financer, en conformité avec les règles relatives aux aides d'État, règles qui sont favorables à nos structures actuelles. Les industries de réseau telles que l'électricité, le gaz, le transport et les télécommunications sont quant à elles couvertes par une série de législations sectorielles qui déterminent les obligations de service public de manière sectorielle.

En réponse au Livre Blanc sur les SIG de la Commission le Parlement européen a adopté en septembre 2006, sur base du rapport du député allemand Bernhard Rapkay, une résolution invitant la Commission européenne à «présenter des initiatives juridiques appropriées» en la matière. L'idée de demander l'élaboration d'une directive-cadre n'a finalement pas été retenue par le Parlement européen. Comme suite au Livre Blanc précité la Commission européenne est actuellement en train de dresser un état des lieux de la situation des SIG dans l'Union européenne. Cet état des lieux sera présenté au cours de l'année 2007.

Si je vois en principe les mérites qu'une directive-cadre pourrait avoir lorsqu'il s'agit notamment de maintenir des SIG accessibles et de haute qualité à travers l'UE, je ne suis cependant pas d'avis qu'une prise de position quelque peu prématurée de la part du Conseil européen en faveur d'une des options sous considération au niveau de l'UE s'impose à ce stade. De toute manière je constate que le cadre réglementaire et jurisprudentiel communautaire actuel est plutôt favorable aux structures selon lesquelles les SIG luxembourgeois sont financés et organisés. Finalement, il importe de souligner qu'il existe de fortes différences de compréhension du concept de «services d'intérêt général» entre les 27 États membres de l'UE, ainsi que des traditions et des concepts différents sur les SIG et leur rôle dans la société. Il n'est donc pas certain qu'à ce stade une directive-cadre sur les SIG aboutirait à une amélioration de la sécurité juridique des SIG luxembourgeois.

Question 1509 (16.01.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **infections par le virus de l'hépatite:**

Les chiffres publiés récemment par le Statec révèlent que le nombre de cas d'hépatite est en hausse depuis l'année 2000, principalement les infections par le virus de l'hépatite C.

En France, la situation étant la même, voire pire, les responsables politiques ont réagi et organisé une campagne de dépistage dans 42 villes pour le 20 janvier prochain. Cette journée nationale de dépistage vise à inciter les personnes potentiellement exposées à se faire examiner et à sensibiliser le public à cette maladie.

Au vu de ce qui précède nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quel est le chiffre exact d'infections par le virus de l'hépatite?
- Le Gouvernement envisage-t-il une campagne de dépistage afin de sensibiliser le public à cette maladie?

Réponse (13.2.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En 2006 douze cas d'hépatite C aiguë ont été déclarés à la division de l'inspection sanitaire. En raison des chiffres absolus peu élevés il est difficile de dégager une tendance au fil des années, mais il ne semble pas que les infections au virus de l'hépatite C, nouvelles et déclarées, affichent une tendance sensible à la hausse.

Actuellement le Gouvernement n'envisage pas de campagne de dépistage ou de sensibilisation, mais renvoie à une recommandation du Conseil supérieur d'hygiène (juillet 2006) aux médecins et aux personnes concernées, et concernant l'hépatite C.

Cette recommandation, qui peut être consultée sur le site du Ministère de la Santé (sub Conseil supérieur d'hygiène) spécifie entre autres les personnes qui devront bénéficier d'un test pour le virus de l'hépatite C, notamment:

- les personnes ayant injecté ou injectant des drogues intraveineuses;
- les personnes ayant reçu du sang de donneurs chez qui on a diagnostiqué par la suite une hépatite C;
- les personnes ayant reçu une transfusion sanguine ou une greffe d'organe avant 1991;
- les personnes en hémodialyse chronique;
- toute personne ayant des tests hépatiques (transaminases: GOT, GPT) anormaux, même si les perturbations ne sont que légères;
- tout membre des professions de santé ayant subi dans l'exercice de sa profession une piqûre accidentelle ou une éclaboussure de sang dans l'œil;
- toute femme enceinte présentant des facteurs de risque;
- les enfants nés de mères infectées par le virus de l'hépatite C.

Ces tests sont à faire à des intervalles à déterminer par le médecin traitant.

Question 1510 (16.1.2007) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **subvention de l'installation de filtres à particules sur les poids lourds et autobus plus anciens:**

Au cours du mois de décembre 2006 le Danemark a été autorisé par la Commission européenne à subventionner l'installation de filtres à particules sur les poids lourds et autobus plus anciens.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels types de véhicules sont visés par cette aide étatique et selon quelles modalités l'aide en question est allouée? Quel est le coût de ce «retrofiltring» par véhicule?
- L'aide danoise en question ne risque-t-elle pas d'avoir des effets négatifs sur la compétitivité du secteur des transports luxembourgeois?
- Y a-t-il encore d'autre pays membres de l'Union européenne qui prévoient des aides financières de ce genre pour leur secteur indigène des transports?
- Est-il prévu d'introduire pareille aide au Luxembourg? Dans l'affirmative, à quelle échéance et sous quelles conditions cette introduction est-elle envisagée? Dans la négative, quelles sont les raisons qui s'y opposent?

Réponse (26.02.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Emile Calmes, j'ai l'honneur de vous faire parvenir les informations suivantes:

Le Ministère de l'Environnement a en effet connaissance du fait que la Commission européenne a autorisé fin décembre 2006 des aides destinées à alléger le coût de l'installation de filtres à particules sur les camions et autobus danois. Il s'agit du prolongement pour la période 2007-2008 d'un régime d'aides qui précédemment ne s'appliquait qu'aux camions. Les aides couvrent 30% au maximum du coût d'installation de filtres à particules. Alors que les nouveaux véhicules doivent déjà se conformer à des normes environnementales strictes en vertu de la législation de l'UE, cela n'est pas le cas pour les véhicules plus anciens qui ont été mis en circulation avant l'application de ces normes. Des aides similaires ont été autorisées dans d'autres États membres, notamment pour des autobus en Italie également au mois de décembre 2006.

Signalons aussi que fin janvier 2007 la Commission a autorisé un régime d'aide instauré par l'État allemand pour inciter l'acquisition de poids lourds satisfaisant à des normes environnementales plus strictes que celles déjà en vigueur, i.e. des poids lourds équipés de moteurs répondant à la norme EURO 5 ou à des normes encore plus strictes en matière d'émissions - conformément aux valeurs limites prévues par la directive 1999/96/CE (budget annuel de 100 millions d'euros). Même si le versement d'une aide constitue un avantage économique pour les transporteurs utilisant des poids lourds, la Commission a estimé que le régime d'aide proposé est conforme au droit communautaire étant donné qu'il couvre des dépenses visant à la protection de l'environnement dans les limites autorisées.

Le Ministère de l'Environnement est d'avis que des aides étatiques telles que celles appliquées par le Danemark visant à encourager l'installation de filtres à particules sur des poids lourds et autobus plus anciens n'ont pas d'impact sur la compétitivité du secteur des transports luxembourgeois. En effet, de nombreux autres paramètres, tels que les taxes sur les véhicules routiers, le système Eurovignette et autres droits d'usage routiers, les taxes sur les carburants, etc. influent sur le coût des transports.

Pour ce qui est de ses compétences, le Ministère de l'Environnement, estimant que le système européen de taxation des poids lourds fournit, par la différenciation des droits d'usage en fonction des performances environnementales des poids lourds, des incitations économiques adéquates, n'envisage pas d'introduire pareille aide au Luxembourg. Aussi il convient de noter que le parc des poids lourds immatriculés au Luxembourg est un des plus performants sinon le plus performant en Europe en matière d'émissions, étant donné son âge moyen peu élevé.

Question 1512 (17.1.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **conférence de Paris pour une gouvernance écologique mondiale:**

À l'initiative du Président de la République française, Monsieur Jacques Chirac, une conférence pour une gouvernance écologique mondiale se tiendra à Paris les 2 et 3 février 2007. Le but poursuivi par cette dernière est la création, au niveau international, d'une Organisation des Nations unies pour l'Environnement (ONUE) en vue de renforcer la gouvernance mondiale environnementale. Dans ce contexte il est prévu de transformer le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) en une agence à part entière des Nations unies. Une telle organisation renforcerait en effet l'efficacité et la cohérence de la gouvernance internationale de l'environnement.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelle est l'attitude du Gouvernement face à l'initiative du Président de la République française?
- Est-ce que le Gouvernement entend appuyer activement le projet susmentionné?

Réponse (26.2.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad question 1 et 2:

J'ai participé à la conférence pour une gouvernance écologique mondiale du 2 au 3 février 2007 à Paris. Soucieux de conférer à l'action internationale un cadre de gouvernance environnementale renforcé, le Gouvernement luxembourgeois est favorable à la transformation du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) en une véritable Organisation des Nations unies pour l'Environnement et l'a clairement exprimé à Paris.

Pour appuyer ce projet, le Luxembourg a décidé de faire partie du «groupe des amis de l'ONUE» qui a pour objet de faire la promotion de l'ONUE dans tous les fora internationaux et régionaux pertinents. 46 pays appuient actuellement cette démarche: la grande majorité des pays européens, les pays du Maghreb, le Sénégal, le Kenya, l'Équateur, le Chili, le Cambodge,… Une première réunion du «groupe des amis» aura lieu au printemps 2007 au Maroc.

Question 1514 (18.1.2007) de **M. Fred Sunnen** *(CSV)* concernant les **titres de transport pour personnes âgées:**

L'année dernière, Monsieur le Ministre des Transports avait manifesté son intention de proposer aux personnes âgées, c'est-à-dire les personnes ayant atteint l'âge de 65 ans, un abonnement annuel analogue à celui pour jeunes gens, valable pour un nombre illimité de voyages et sans aucune restriction de parcours sur toutes les lignes exploitées par les quatre réseaux CFL, AVL, RGTR et TICE.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quel est l'état d'avancement de ce dossier?
- Dans quel délai l'abonnement annuel pour personnes âgées peut-il être obtenu auprès des CFL?
- Quel prix est envisagé pour le ticket en question?

Réponse (26.2.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°1514 du 18 janvier 2007, l'honorable Député Fred Sunnen s'enquiert sur les titres de transport pour personnes âgées.

L'abonnement annuel pour personnes ayant atteint l'âge de 65 ans fait partie d'un ensemble de mesures tarifaires qui ont été discutées au sein de la Commission tarifaire réunissant des représentants du Ministère des Transports, de la Centrale de Mobilité et des quatre opérateurs CFL, AVL, RGTR et TICE.

La proposition pour l'introduction d'un abonnement «Seniorekaart» au prix de 50 ?/an avait été acceptée à l'unanimité lors d'une réunion de ladite Commission tarifaire qui avait eu lieu en date du 17 novembre 2005 sous la présidence de la RGTP de l'époque.

Il est prévu de mettre en vigueur les nouvelles mesures tarifaires susvisées, dont fera partie l'abonnement «Seniorekaart», parallèlement à l'introduction du billet électronique «E-Go».

Question 1517 (22.1.2007) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant les **infections nosocomiales:**

En France, une enquête publiée en date du 18 janvier 2007 a révélé que les mesures supplémentaires pour lutter contre ces infections transmises lors des soins médicaux ont porté leurs fruits. Ces mesures importantes avaient été mises en oeuvre à la suite de plusieurs affaires très médiatisées, par exemple celle de la Clinique du sport en 1997.

Les infections nosocomiales sont donc en baisse bien que pendant longtemps on crût qu'elles étaient inéluctables, du fait à la fois de la fragilité des malades et des procédures utilisées.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le Gouvernement peut-il me communiquer les statistiques luxembourgeoises des cas d'infections nosocomiales?
- Les hôpitaux luxembourgeois poursuivent-ils des mesures spéciales afin de réduire les cas d'infections?
- Dans l'affirmative, connaît-on la même évolution positive qu'en France?

Réponse (26.2.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les hôpitaux luxembourgeois procèdent à l'enregistrement continu de certains types d'infections nosocomiales chez les patients hospitalisés en service de réanimation.

Cette surveillance est faite suivant des définitions et méthodologies harmonisées internationales, permettant à chaque hôpital de suivre son évolution en la matière dans le temps ainsi que de se situer, de façon anonyme, sur une échelle internationale. Les hôpitaux participent de façon volontaire, l'enregistrement est coordonné par le Service national des maladies infectieuses (CHL), notamment pour le calcul des incidences moyennes au niveau national.

Ainsi, de façon globale, au niveau national, chez les patients hospitalisés en service de réanimation, l'incidence (c'est-à-dire le nombre annuel de cas) d'infections urinaires liées à l'utilisation de sondes urinaires a été de 7,52 cas par 1.000 journées d'utilisation de sonde urinaire en 2004, de 6,38 en 2005, de 5,96 en 2006. Toujours chez les patients hospitalisés en réanimation, l'incidence de bactériémies-septicémies liées à l'utilisation de cathéters veineux centraux a été de 2,58 par 1.000 journées de cathéter central en 2004, de 1,89 en 2005, de 2,33 en 2006. L'incidence de pneumonies liées à une ventilation artificielle a été de 10,02 cas par 1.000 journées de ventilation en 2004, de 8,13 cas en 2005, de 6,86 en 2006.

Ces incidences se situent dans les limites fixées par le National Nosocomial Infection Surveillance System du Center of Disease Control des USA, et on peut observer une décroissance progressive. L'évolution des septicémies sera à surveiller de façon accrue.

Les hôpitaux appuient leur lutte contre les infections nosocomiales sur un/des infirmier(s)-hygiéniste(s) (le nombre dépendant de la taille de l'hôpital) travaillant en équipe avec un médecin désigné par l'hôpital pour aider et conseiller en matière de prévention des infections nosocomiales. Comme prévu à la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, dans chaque hôpital les résultats de la surveillance et le programme de prévention des infections nosocomiales sont analysés par un comité de prévention des infections nosocomiales, qui fait des propositions à la direction.

Les programmes de prévention des hôpitaux comprennent (entre autres) aussi bien la formation continue et la sensibilisation des personnels aux pratiques destinées à limiter le plus possible les infections nosocomiales, que l'analyse régulière des pratiques, l'actualisation régulière des plans d'hygiène pour les différents secteurs de l'hôpital, la surveillance des infections nosocomiales et leur analyse en vue d'améliorations éventuelles.

L'esprit «prévention des infections nosocomiales» gagne régulièrement du terrain, mais compte tenu de la sophistication croissante des matériels, traitements, technologies et installations techniques dans les hôpitaux ainsi que de l'émergence de nouveaux germes et de la résistance croissante aux antibiotiques une attention de tous les jours est de mise en la matière.

Question 1518 (22.1.2007) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**exposition des salariés à des substances chimiques cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR):**

En France, une étude a été réalisée en 2005 par l'Institut national de Recherche et de Santé afin de déterminer dans quelle mesure les salariés sont exposés à des substances chimiques cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR) sur leur lieu de travail.

L'étude a été menée dans 30 secteurs d'activité couvrant 2.000 entreprises. 324 CMR ont été inventoriés, au total près de cinq millions de tonnes de ces substances ont été utilisées en 2005. 500.000 salariés des industries chimique, pharmaceutique ou textile étaient exposés à ces substances utilisées en tant que matière première. Si l'on prend également en compte les salariés utilisant les produits fabriqués avec ces agents toxiques, au moins 2,7 millions de salariés y seraient exposés.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Existe-t-il pour le Luxembourg des chiffres indiquant le nombre de salariés exposés à des substances CMR?
- Dans la négative, Messieurs les Ministres ont-ils l'intention de faire établir un tel bilan?
- Quel est le nombre de cas au Luxembourg de maladies professionnelles pour lesquelles l'exposition à des CMR a pu être établie?

Réponse commune (26.2.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Le Luxembourg dispose de chiffres indiquant le nombre de salariés exposés à des substances cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR), suite à l'obligation de procéder à des inventaires des postes à risques en vertu des articles L.326-4 et L.326-5 du Code du Travail.

Conformément aux analyses statistiques des trois dernières années où 955 entreprises totalisant 102.876 travailleurs ont réalisé leur inventaire, 79 entreprises ont déclaré des risques cancérigènes. Dans ces 79 entreprises, 2.098 travailleurs sont exposés aux risques CMR, soit à peu près 2,04% de l'ensemble des travailleurs répertoriés. Par ordre décroissant les risques CMR les plus souvent mis en évidence sont:

- l'exposition aux hydrocarbures;
- l'exposition aux goudrons;
- l'exposition aux cytostatiques;
- l'exposition au nickel lors d'opérations d'électroraffinage;
- l'exposition aux nitrosamines;
- l'exposition à l'amiante lors des travaux d'assainissement.

À noter que 60% des expositions au CMR sont journalières.

S'agissant maintenant de la question de la déclaration de maladies professionnelles en rapport avec les substances chimiques visées, les maladies suivantes sont susceptibles d'être reconnues comme professionnelles au Luxembourg:

1108: Maladies provoquées par l'arsenic ou ses composés;

1109: Maladies provoquées par le phosphore ou ses composés anorganiques;

1301: Maladies des muqueuses, cancers ou autres néoformations des voies urinaires provoquées par les amines aromatiques;

1303: Maladies provoquées par le benzol, ses homologues et le styrène;

1304: Maladies provoquées par les composés nitrés ou aminés du benzol ou ses homologues ou leurs dérivés;

4104: Cancer du poumon et cancer du larynx (en association avec une asbestose, une lésion de la plèvre, une dose cumulative de fibres en amiante sur le lieu de travail ou une exposition d'au moins 25 années-fibres);

4105: Mésothéliome de la plèvre, du péritoine ou du péricarde causé par l'amiante;

5102: Néoformations ou cancers cutanés après manipulation et emploi de noir de fumée, paraffine lourde, goudron de houille, anthracène, résines ou autres substances cancérigènes.

En 2005, douze maladies professionnelles tombant sous ces codes ont été déclarées, dont deux ont été reconnues, neuf ont été refusées et une est toujours en instruction.

Voici les détails:

Maladies reconnues (2):

Code	Nombre
1301	1
5102	1

Maladies refusées (9):

Code	Nombre
1301	2
4104	5
4105	1
5102	1

Maladies en instruction (1):

Code	Nombre
4104	1

Question 1519 (22.1.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**intimidation d'un fonctionnaire:**

An engem Bréif vum 19. Januar 2007 informéiert d'AHL (Association des Hommes du Luxembourg) iwwer e Virgang, deen engem muss ze denke ginn. Deemno wär den 12. Januar en héije Statsfonctionnaire op der Aarbechtsplaz vum Sekretär vun der AHL (selwer Statsfonctionnaire) opgedaucht an hätt dësem massiv mat Sanktioune gedreet, wann hie géif esou weidermaachen, an am Besonneschen, wann hien (am Kader vu sengem Engagement an der AHL) géif vun der eventueller Grënnung vun enger neier Partei schwätzen. Ech leeën dëser Fro eng Kopie vun deem betreffende Bréif bäi.

All dat féiert mech dozou dës Froen un lech ze riichten:

1. Ass esou e Virgoe vun engem héije Statsfonctionnaire rechtlech an der Rei?
2. Wéi beuerteelt Dir dëse Virgang aus statspolitescher Siicht?
3. Hat dësen héije Fonctionnaire den „Segen" vu Säite vun der Regierung respektiv engem Regierungsmember?
4. Sidd Dir bereet eng Enquête an d'Wee ze leeden a gegebenenfalls déi entspriechend Konsequenzen doraus ze zéien?
5. Sidd Dir bereet d'Öffentlechkeet doriwwer ze informéieren?

Réponse (15.2.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Dee Beamten, deen den 12. Januar 2007 mam Sekretär vun der Association des Hommes du Luxembourg (AHL) ee Gespréich hat, huet säi Ressortminister per Tëlefon samschdes, den 20. Januar 2007, iwwert de Virgang informéiert. Hien huet duerno seng Stellungnahm an engem Bréif vum 24. Januar 2007 un de Ressortminister schréftlech an detailléiert duergeluecht.

Déi Stellungnahm werft op dat Gespréich ee komplett anert Liicht wéi de Communiqué vun der AHL:

- Et war ee privat a privat motivéiert Gespréich tëschent zwee Beamtekolleegen;
- et gouf kee Mandat vun iergendenger politescher Säit;
- et gouf kee Verbuet a keng Drohungen ausgeschwat.

De Sekretär vun der AHL huet net op dee Recours zréckgegraff, deen d'Artikelen 32 an 33 vum Statsbeamtestatut him offréiert hätten, falls hie sech effektiv a senge statutaresche Rechter oder senger Dignitéit blesséiert gefillt hätt. Hien huet weder d'Hierarchie nach de Ressortminister mat enger Reklamatioun betreffend deen anere Beamte befaasst.

Deemno gesäit d'Regierung an deem Gespréich kee Virgang, dee rechtlech oder politesch Ulass géif ginn zu enger nodréiglecher Prozedur vun iergendenger Aart.

Et gëtt des Weideren och kee Besoin d'Öffentlechkeet méi iwwert dat Gespréich tëschent zwee Beamten ze informéieren.

Question 1520 (22.1.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **signalisation des chasses en battue:**

De nombreuses personnes se plaignent que les chasseurs n'informent pas correctement les résidents avoisinants lorsqu'une chasse en battue a lieu. De même la signalisation par des panneaux fait défaut la plupart du temps.

Il arrive donc régulièrement que des joggeurs ou cyclistes se retrouvent au beau milieu de l'événement ou que des animaux domestiques prennent la fuite, causant parfois des dégâts importants pour leurs propriétaires.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Apparemment aucun texte n'exige la signalisation des chasses en battue de la part des chasseurs.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'il n'existe pas de tel texte?
- Dans l'affirmative, ne serait-il pas opportun de prévoir un règlement prévoyant une obligation d'information active (en contactant les exploitants de pâturages à proximité du site) et passive (par des panneaux)?
- Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il rappeler leurs obligations aux chasseurs et veiller au bon respect des règles?

Réponse (13.2.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Actuellement aucun texte légal n'exige la signalisation obligatoire des chasses en battue de la part des organisateurs, à savoir les locataires du droit de chasse et leurs ayants droit.

Si donc actuellement la grande majorité des chasses en battue est dûment signalée au public, cette signalisation émane de l'initiative des organisateurs de chasse et non d'une disposition légale afférente.

ad 2) Il est souhaitable que lors du débat d'orientation sur la chasse organisé sous peu par la Chambre des Députés les questions de sécurité seront parmi les thèmes à aborder.

Je n'entends donc pas anticiper aux conclusions et recommandations de la Chambre des Députés concernant les mesures de sécurité actives et passives à prévoir lors de l'organisation des chasses et spécialement des chasses en battue.

Question 1523 (23.1.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **gestion de la réserve de compensation par le «Fonds de compensation» commun au régime général de pension:**

La loi du 6 mai 2004 sur l'administration du patrimoine du régime général de pension qui prévoit entre autres que la gestion de la réserve de compensation incombe à un établissement public dénommé «Fonds de compensation» commun au régime général de pension a pris un retard considérable en ce qui concerne son application pratique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand cette loi se verra-t-elle pleinement appliquée?
- Quelles sont les raisons exactes de ce retard persistant?
- À combien peut-on évaluer la moins-value accumulée au cours des deux dernières années du fait de la non-application de cette loi?

Réponse (26.2.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

1. La loi du 6 mai 2004 sur l'administration du patrimoine du régime général de pension détermine le cadre pour la mise en place d'une nouvelle stratégie de placement de la réserve de compensation. Dès le début il fut clair que sa mise en application se ferait par étapes en raison de la complexité et de l'envergure du processus. Une phase de transition vers l'allocation stratégique de la réserve avait d'ailleurs été prévue par les consultants et c'est ainsi que la loi même a retenu dans ses articles 4 et 5 des dispositions transitoires et son article 7 parle de façon explicite d'une «mise en place progressive» des instruments de gestion. Les premiers mois suivant l'entrée en vigueur de la loi ont été consacrés à la création des organes et des structures organisationnelles du nouvel établissement public, le Fonds De Compensation (FDC).

Rappelons que depuis le deuxième semestre 2005, celui-ci assure le placement de l'excédent des moyens de trésorerie des caisses de pension, établi selon l'article 246 du Code des Assurances Sociales (CAS), qui atteignait environ 5 milliards d'euros au 31 décembre 2006. Il est évident qu'il reste impossible de respecter les principes de diversification stipulés par l'article 248 CAS tant que les procédures de sélection de la banque dépositaire et des gérants lancées en 2006 ainsi que la constitution de l'Organisme de Placement Collectif (OPC) suivant l'article CAS 263-9 ne sont pas terminées.

L'examen de la proposition de classement définitif et la sélection de la banque dépositaire et de l'administration centrale par le conseil d'administration du Fonds de compensation sont prévus pour le 22 mars 2007, la procédure de la sélection des gérants parmi les 53 candidatures aboutira prévisiblement le 15 juin 2007. En attendant la constitution des organes dirigeants de l'OPC, son agrément par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) ainsi que l'élaboration des statuts et du règlement de fonctionnement intérieur, la loi ne pourra donc être appliquée pleinement avant le deuxième semestre 2007.

Enfin, il faut ajouter qu'à côté des raisons techniques et organisationnelles citées ci-avant, des raisons purement financières appellent une mise en place progressive du placement des liquidités. Comme la loi de 2004 vise à assurer avant tout la pérennité du régime général de pension, il est impératif, vu le volume engagé, de respecter les contraintes du climat boursier au moment de l'affectation des dépôts bancaires à de nouvelles catégories d'actifs suivant l'allocation stratégique retenue afin d'éviter des répercussions sur les cours boursiers.

2. Au vu des considérations développées ci-avant, on ne peut parler d'un retard persistant mais plutôt d'une démarche progressive et adaptée à la complexité de la matière. En effet, depuis la publication de la loi, sa mise en exécution a été poursuivie sans relâche comme le témoignent les principales étapes réalisées:

- désignation des membres des organes du FDC;
- établissement des statuts du FDC et des règles déontologiques;
- établissement des directives du FDC;
- élaboration des procédures de sélection de la banque dépositaire et des gérants;
- transfert progressif des avoirs des caisses de pension au FDC, à l'exception des placements immobiliers et prêts, conformément à l'article 4, alinéa 2 de la loi du 6 mai 2004 ainsi que leur placement;
- création d'un site Internet (www.fdc.lu) présentant le FDC et permettant l'accès aux publications et aux informations concernant les appels d'offres;
- appel de candidatures en vue de l'attribution d'un mandat de banque dépositaire (2 août 2006);
- appel de candidatures en vue de l'attribution des mandats de gestion (25 septembre 2006);
- préparation de la constitution de l'OPC sous forme d'une société d'investissement à capital variable (SICAV).

Rappelons que la procédure complexe instaurée par la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics s'applique également aux établissements publics. Ainsi le choix des gestionnaires se fait au niveau européen, tandis que le choix de la banque dépositaire se limite aux banques agréées par la CSSF, conformément à la loi du 30 mars 1988 relative aux OPC. La sélection se fait dans plusieurs phases par analyse des candidatures selon des critères quantitatifs et qualitatifs suivant un calendrier largement déterminé par la loi de 2003.

Enfin, il paraît intéressant de noter qu'en France le Fonds de réserve pour les retraites a mis trois années (2001 à 2004) pour être opérationnel.

3. Il est très difficile de chiffrer une plus-value, ou le cas échéant, une éventuelle moins-value accumulée au cours des deux dernières années, ceci pour les quatre raisons suivantes:

Premièrement, la réserve de compensation est bien placée par le Fonds de compensation. On ne peut donc parler de non-application de la loi. Par ailleurs le transfert des actifs à placer des caisses de pension au FDC a permis à ce dernier de profiter des effets de synergies et de meilleures conditions de marché dues aux volumes plus importants.

Deuxièmement, s'il est vrai que certains cours d'actions ont connu une évolution tout à fait positive depuis quelques années, il faut rappeler que le règlement grand-ducal du 1er juillet 2005 déterminant les valeurs de la réserve de compensation du régime général d'assurance pension pouvant être investies à travers un organisme de placement collectif n'affecte qu'un montant de 316 millions d'euros à l'investissement en actions et valeurs assimilées. Ce montant ne représente que 5% du total des valeurs productives au 31 décembre 2006. Rappelons encore que ces 316 millions d'euros forment la limite supérieure pour cette catégorie d'actifs pendant la période allant jusqu'au 31 décembre 2007. L'augmentation des cours d'actions n'aurait donc pu influencer le rendement effectif que d'une façon tout à fait marginale.

Troisièmement, pour avancer un montant précis, il faudrait savoir exactement dans quels titres et à quels prix d'acquisition les gérants auraient investi, si le Fonds de compensation et l'OPC avaient été opérationnels au moment de la publication de la loi. Or on entrerait dans le domaine de pure spéculation, les gérants n'étant pas encore sélectionnés.

Et enfin quatrièmement, même si, grâce au développement favorable des cours boursiers, une plus-value sur une partie des actifs avait été constatée, il s'agirait tout au plus d'une plus-value théorique due à l'évaluation de la valeur nette d'inventaire au prix du marché de l'OPC. Or, l'appréciation de l'évolution doit se baser sur une plus-value réalisée pour être pertinente.

Dans ce contexte il importe de souligner encore une fois que la nouvelle stratégie de placement sera mise en place progressivement afin de garantir une diversification temporelle et qu'elle a été choisie dans une perspective de long terme. Il s'ensuit que le rendement observé à court terme peut subir des variations importantes (dans les deux sens) qui seraient dues aux mouvements des bourses. Une appréciation à court terme s'avère donc hasardeuse et exige une prudence appropriée.

Question 1525 (24.1.2007) de **Mme Christine Doerner** *(CSV)* concernant la **situation des conjoints aidants:**

L'article 5 du Code des assurances sociales prévoit que les personnes qui exercent une activité professionnelle pour le compte du conjoint ou du partenaire acquièrent le statut de conjoint aidant. Ainsi, des personnes cotisant à titre individuel depuis de nombreuses années sont forcées de bénéficier de droits dérivés dont ils ne veulent éventuellement pas, par le seul fait du mariage ou du partenariat.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Le Gouvernement considère-t-il que cette mesure soit encore appropriée?
- Le Gouvernement peut-il indiquer combien de personnes se trouvent dans une situation pareille?
- Le Gouvernement envisage-t-il de modifier le Code des assurances sociales afin que les conjoints ou partenaires puissent à l'avenir choisir leur statut? En d'autres termes, s'ils veulent cotiser à titre personnel ou en tant que conjoint aidant?

Réponse (16.2.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les personnes exerçant une activité professionnelle pour le compte de leur conjoint ou de leur partenaire légal en dehors d'un lien sociétaire (p.ex. le conjoint/partenaire d'un médecin, d'un avocat) ont la possibilité de profiter d'une assurance obligatoire autonome à la Sécurité sociale luxembourgeoise sous l'égide du statut spécial de «conjoint aidant».

Il y a lieu de souligner que du fait de la reconnaissance du statut de conjoint aidant la personne est titulaire non pas de droits dérivés, mais, au contraire, d'une assurance individuelle obligatoire, soumise au paiement de cotisations et ceci aussi bien en matière d'assurance maladie, d'assurance accident, d'assurance pension et d'assurance dépendance, de sorte qu'elle ne subit pas de lacunes dans sa carrière d'assurance.

Ainsi par exemple en matière d'assurance maladie, l'article 1er, alinéa 1, point 5 du CAS précise clairement: «Sont assurés obligatoirement conformément aux dispositions qui suivent: 5) le conjoint ou le partenaire au sens de l'article 2 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats et, pour les activités ressortissant de la Chambre d'Agriculture, les parents et alliés en ligne directe ou collatérale jusqu'au troisième degré inclusivement d'un assuré au titre du numéro, première phrase pourvu que le conjoint, le partenaire, le parent ou allié soit âgé de dix-huit ans au moins et prête à cet assuré des services nécessaires dans une mesure telle que ces services peuvent être considérés comme activité principale.»

En cas d'incapacité de travail, même d'origine professionnelle, le conjoint aidant a, du fait de son affiliation individuelle liée à son statut, droit à une indemnité pécuniaire de maladie compensant sa perte de revenus.

De même en matière d'assurance pension, la part des cotisations au régime pension mise sur le compte de l'aidant appartient de plein droit au conjoint aidant et conformément à ses cotisations, une pension de retraite autonome lui sera accordée.

C'est seulement en cas de dispense du statut de conjoint aidant demandée en vertu de l'article 5 ou de l'article 180 du CAS que le conjoint, respectivement le partenaire légal, devient coassuré de l'assuré principal et dispose de droits dérivés.

Les cotisations au titre du statut de conjoint aidant étant des cotisations à titre personnel, il ne saurait être question de modifier ce régime présentant de multiples avantages pour les personnes concernées.

Finalement, il y a lieu de préciser qu'actuellement il y a 1.070 personnes qui sont affiliées sous le statut de conjoint aidant:

- régime agricole: 658 personnes;
- régime artisan/commerçant: 291 personnes;
- régime TII: 121 personnes.

Question 1528 (25.1.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **règlement grand-ducal relatif aux commissions des loyers:**

L'article 7 de la nouvelle loi sur le bail à loyer du 21 septembre 2006 stipule que: «Plusieurs commissions des loyers sont instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants. Un règlement grand-ducal déterminera la zone de compétence territoriale et le siège de ces commissions des loyers.» Sauf erreur de notre part, le règlement grand-du-

cal en question n'a pas encore été publié.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons de ce retard?
- Quand le règlement grand-ducal en question entrera-t-il en vigueur?

Réponse (16.2.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

L'article 7 de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil prévoit qu'un règlement grand-ducal déterminera la zone de compétence territoriale et le siège de toutes les commissions des loyers instituées pour les communes de moins de 6.000 habitants au Grand-Duché. Pour avoir le temps nécessaire pour discuter avec tous les acteurs concernés (notamment le Ministère de l'Intérieur, les commissaires de district, le Syvicol), l'article 34, paragraphe (3), de la même loi contient une disposition transitoire: Jusqu'à l'entrée en vigueur de ce règlement grand-ducal, l'ancien article 6 de la loi modifiée du 14 février 1955 restera encore applicable.

Un avant-projet de règlement grand-ducal vient d'être élaboré par le Ministère du Logement. Il sera discuté avec les commissaires de district et les autres acteurs concernés au cours des semaines à venir, pour être ensuite soumis au Conseil de Gouvernement pour approbation.

Conformément à la procédure législative, il sera ensuite soumis au Conseil d'État pour avis. Dès l'émission de cet avis, le Gouvernement ne manquera pas de prendre toutes les démarches afin que ce règlement grand-ducal puisse entrer en vigueur dans les meilleurs délais possibles.

Question 1533 (29.1.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **reclassement des salariés de l'entreprise Textilcord S.A.:**

Le 19 décembre 2006, les syndicats et la direction de l'entreprise Textilcord S.A. de Steinfort sont parvenus à trouver un accord concernant le reclassement d'une quinzaine de salariés, l'entreprise en question affichant un «sureffectif» qui serait imputable au déclin du marché des pneumatiques. Malgré cet accord de restructuration, il paraît que la société en question continue à délocaliser des activités vers l'étranger, de façon à ce que le site de production à Steinfort continue à être menacé dans son existence.

- Dès lors, j'aimerais savoir de la part de Messieurs les Ministres s'ils ont connaissance des faits relatés ci-dessus et, dans l'affirmative, si des démarches sont faites de leur côté en vue de consolider les activités luxembourgeoises de l'entreprise susmentionnée et de sécuriser ainsi les emplois qui y sont liés.

Réponse commune (13.2.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

La société Textilcord S.A. sise à Steinfort, appartenant au groupe autrichien Glanzstoff, produit des entoilages en fibres naturelles et synthétiques pour pneumatiques et emploie à l'heure actuelle 195 salariés.

Au cours de l'année 2006 la société a été confrontée à une régression des commandes de ses clients et a été contrainte à restructurer ses effectifs. Dans ce contexte un sureffectif de 15 personnes a été constaté.

Dans le cadre du dialogue social, un accord a été conclu en date du 19 décembre 2006 entre Textilcord S.A. et les syndicats OGB-L et LCGB. Cet accord prévoit le payement d'une prime de départ pour les salariés qui quittent l'entreprise sur base volontaire, une réduction des équipes afin d'ajuster l'effectif, une augmentation des primes de nuit ainsi que l'engagement de reclasser les personnes en sureffectif vers d'autres entreprises.

Il a également été retenu de négocier un plan social au début du mois de mai 2007 pour toutes les personnes qui tombent sous cet accord et qui n'auraient pas pu trouver un nouvel emploi entretemps.

Vue que l'entreprise bénéficie de l'application du chômage partiel pour raisons structurelles, le secrétariat du Comité de conjoncture rencontre régulièrement les dirigeants et les délégués du personnel de Textilcord S.A. afin d'effectuer un suivi de son évolution économique, financière et sociale.

L'honorable Député Roger Negri évoque une délocalisation des activités de Textilcord S.A. vers l'étranger, en dépit de l'accord signé en date du 19 décembre 2006.

Le Gouvernement ne dispose d'aucune information qui lui permettrait de conclure à une délocalisation des activités de l'entreprise en question.

Question 1541 (31.1.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **couverture de la garde pharmaceutique dans le Nord du pays:**

Vum Hierscht 2006 u fonctionnéiert en neien «Service de garde» bei den Apdikten am Norden, dee fir vill Leit eng Verschlechterung duerstellt. Déi betraffe Matbierger - jee nodeem wat fir eng Apdikt Service huet, a jee nodeem wou se wunnen - mussen elo alt en Trajet vu 50 Kilometer fueren (Aller-Retour 100 Kilometer!). Virdru war dat net esou an et hat ee maximum 25 Kilometer ze fueren.

Fir Persoune mat enger ageschränkter perséinlecher Mobilitéit ass dës nei Situatioun besonnesch schwiereg, well mam öffentlechen Transport ass et oft bal onméiglech d'Apdikt, déi Garde huet, ze erreechen.

Amplaz déi geographesch Ofdeckung vum Norden ze verbesseren, huet den neie Plang vum «Service de garde» vun den Apdikten d'Situatioun verschlechtert. Dat ass ëmsou méi enttäuschend wéi den Här Minister a senger Äntwert vum 28. September 2005 op eng parlamentaresch Fro nach de Contraire an Aussiicht gestallt hat: «Le Syndicat des pharmaciens m'a fait parvenir le plan de garde pour tout le pays pour l'année 2006. Ce plan ne donne pas entièrement satisfaction pour ce qui est d'une bonne couverture géographique de la garde pharmaceutique, et cela au Nord mais aussi au Sud du pays. Pour cette raison je me réunirai prochainement avec le Syndicat pour voir modifier le plan dans le sens d'une meilleure couverture géographique.»

Dofir folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi ass déi nawell agetruede Verschlechterung ze erklären?
2) No wéi enge Kritären ass dës nei Opdeelung virgeholl ginn?
3) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir déi geographesch Ofdeckung vum Norden am «Service de garde» vun den Apdikten erëm ze verbesseren?

Réponse (13.2.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

De Bereetschaftsdéngscht vun den Apdikte gëtt vum Syndikat vun den Apdikter organiséiert. De Syndikat ënnerbreet menge Servicer e Plang, deen den Déngscht am ganze Land regelt.

Deen neien Déngschtplang funktionéiert säit Oktober 2006. Beim Opstelle vun deem Plang wollt de Syndikat d'Apdikt vu Veianen, déi virdru vun enger anerer Apdikt am Norden doubléiert war, voll abannen.

Ech hunn deen neie Plang nëmme versuchsweis genehmegt a meng definitiv Autorisatioun virbehalen. Ech wollt ënner anerem kucken, wéi deen neie Plang sech an der Praxis géif auswierken.

Ech hu bis elo schonn zwou Reklamatiounen aus der Bevölkerung kritt, a wëll eng definitiv Evaluatioun vum neie Plang an zwee bis dräi Méint virhuelen.

Wann et sech erausstellt, dass am Norden deen neie Plang d'Demande vun der Bevölkerung schlecht ofdeckt, wäert ech de Syndikat bieden, zur definitiver Genehmegung e Plang virzeleeën, deen där Demande besser entgéintkënnt.

Question 1546 (2.2.2007) de **M. Paul Helminger** *(DP)* concernant le **cahier spécial des charges «Identifiant unique - Analyse fonctionnelle détaillée et conception»:**

Il me revient que le Gouvernement a publié en date du 7 décembre 2006 un cahier spécial des charges intitulé «Identifiant unique - Analyse fonctionnelle détaillée et conception» dont l'ouverture de la soumission a eu lieu le 30 janvier 2007 auprès du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Est-ce que les communes ont été sollicitées pendant la rédaction du cahier spécial des charges, spécialement pour le volet «personnes physiques»?
- Est-ce que l'identifiant unique est censé remplacer le matricule national?
- Est-ce qu'il est envisagé de fusionner le répertoire national avec les registres de population dans les communes en vue du registre central?
- Est-ce qu'il ne serait pas utile d'associer le Syvicol aux analyses en cours?

Réponse (26.2.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La mise en place d'un «identifiant unique» pour les personnes physiques et les personnes morales est devenue nécessaire pour répondre à la fois à la simplification administrative dans de nombreux domaines et aux exigences de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Pour aborder ce dossier d'une envergure et d'une complexité importantes, le Gouvernement a instauré un groupe de travail qui se réunit suivant un calendrier très serré en plénière «identifiant unique», en groupe ad hoc «personnes physiques» et en groupe ad hoc «personnes morales».

L'analyse à effectuer sur base du cahier des charges publié le 7 décembre 2006 devra permettre de déterminer s'il y a lieu de remplacer l'actuel «matricule national» par un identifiant unique et s'il y a lieu de séparer ou de fusionner les répertoires des personnes physiques et des personnes morales.

Le but de cette analyse consiste entre autres à identifier et à documenter les différents cas d'utilisation actuels de l'identifiant numérique des personnes physiques et morales. Étant donné que les communes figurent parmi les utilisateurs actuels du matricule national, il appartiendra au soumissionnaire qui sera retenu de consulter le secteur communal afin d'étudier à fond les spécificités de ce secteur. Ceci résulte d'ailleurs du cahier des charges qui précise notamment que:

- «sur base des préétudes et des interviews à mener avec les utilisateurs-clés le maître d'œuvre doit:

• établir une cartographie précise des acteurs en se basant sur le relevé des acteurs présenté dans les schémas de flux;

• identifier et documenter les différents cas d'utilisations actuels (pour chacun des acteurs il s'agit d'identifier et de documenter les cas d'utilisation qui sont à l'origine des différents flux métiers (événements déclencheurs, situations de vie, etc.) (…).»

- «le maître d'œuvre doit définir l'ensemble des interfaces du nouveau système en veillant à ce qu'elles garantissent (…) l'interopérabilité avec les systèmes des communes.»

Question 1563 (9.2.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **vignette fiscale:**

D'après un article paru dans la presse le 7 février 2007, il semblerait que la vignette fiscale ne doive dorénavant plus être fixée dans le pare-brise. Ce même article expose en quelque sorte une discordance entre, d'une part, la Police grand-ducale et l'Administration des Douanes et Accises et, d'autre part, le Ministère des Transports et la Société nationale de Contrôle technique, au sujet de la fixation obligatoire ou non de la vignette dans le pare-brise.

Il me semble que cette confusion vient essentiellement de l'interprétation hâtive du paragraphe 3 de l'article 3 du règlement grand-ducal du 22 décembre 2006 portant exécution des mesures d'application de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement qui précise que la vignette «est à tenir avec les autres papiers de bord».

Si cette phrase partielle pouvait effectivement suggérer que la vignette allait dorénavant se trouver avec les autres papiers dans la boîte à gants, il ne reste pas moins que la phrase s'achève par «tel que prescrit par l'article 70 de l'arrêté grand-ducal modifié du 22 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques». Cette dernière partie prescrit dès lors sous le point 4a que la vignette fiscale doit être fixée dans l'angle inférieur de la partie intérieure droite du pare-brise du véhicule.

Afin de clarifier la situation et d'éviter toute confusion, j'aimerais savoir:

- Doit-on oui ou non fixer cette vignette fiscale dans le pare-brise?
- Dans les deux cas, ne serait-il pas urgent d'en informer les administrations et services concernés?

Réponse (26.2.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Ministre des Finances:*

L'article 3, paragraphe 3a, deuxième alinéa du règlement grand-ducal du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement précise en effet que la vignette fiscale est à tenir avec les autres papiers de bord tel que prescrit par l'article 70 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

L'article 70 précité précise entre autres quels sont les papiers de bord qui doivent être présentés lors d'un contrôle.

Pour une meilleure compréhension de l'article 70 précité, il y a lieu de se référer à la dernière version de celui-ci tel que modifié en date du 18 octobre 2006 (Mémorial A no 190 de 2006). De cette modification résulte entre autres une renumérotation du point 4 qui devient point 6.

Le règlement grand-ducal du 22 décembre 2006 précité précise en son article 12 que la disposition mise en exergue est abrogée (point 6a).

La question parlementaire de l'honorable Député devient ainsi sans objet, la volonté de renonciation à partir du 1er janvier 2007, date de la mise en vigueur de la nouvelle taxe sur les véhicules routiers, de l'apposition obligatoire de la vignette fiscale dans l'angle inférieur de la partie intérieure droite du pare-brise du véhicule étant manifeste.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°9
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

24e	séance, mardi	13 mars 2007
25e	séance, mercredi	14 mars 2007
26e	séance, jeudi	15 mars 2007

Session de printemps du Parlement Benelux

Le Traité Benelux toujours à l'actualité

Le Parlement Benelux a tenu ses premières séances plénières de l'année à la Chambre des Députés luxembourgeoise les 23 et 24 mars 2007 sous la présidence de M. le Député Roger Negri.



De gauche à droite: 1re rangée: MM. Claude Frieseisen, Roger Negri et Pierre Dillenburg

2e rangée: Mme Tania Tennina, M. Emile Calmes, Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Lydia Mutsch, MM. Marcel Oberweis, Félix Braz et Marc Angel

Après le discours d'ouverture du Président sous forme de plaidoyer pour une meilleure prise de conscience du rôle du Parlement Benelux et en faveur de la reconduction du Traité Benelux, le nouveau Secrétaire général de l'Union économique Benelux, M. Jan van Laarhoven, a relevé le succès qu'a connu l'accord de Schengen (1985), signé entre les pays du Benelux, la France et l'Allemagne, qui a été étendu à l'ensemble de l'Union européenne le 1er mai 1999.

De même, il a soulevé la réussite de la concertation «Senningen» entre les trois pays du Benelux sur la coopération dans le domaine de la police, de la justice et de l'immigration, ayant débouché en 2004 sur le traité en matière d'intervention policière transfrontalière entré en vigueur le 1er juin 2006.

Coopération fructueuse en politique extérieure

Le Conseil interparlementaire, auquel s'était jointe une importante délégation de l'Assemblée balte, a examiné le 50e Rapport commun des trois Gouvernements sur la coopération dans le domaine de la politique extérieure.

Le Ministre luxembourgeois délégué aux Affaires étrangères, M. Nicolas Schmit, a fait dans ce contexte une intervention exhaustive sur le Benelux après 2010 et a invité les trois pays à développer des projets en matière d'énergies nouvelles et d'énergies renouvelables.

D'ailleurs, au sein du Parlement Benelux un groupe de travail et un sous-groupe «Institutions» ont été créés en vue de la prochaine reconduction du Traité ayant institué le Benelux.

Le Benelux: une pensée phare pour l'Union européenne

Le Parlement Benelux a suivi avec grand intérêt le discours du Premier Ministre luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker, qui, au moment où l'Europe fête ses 50 ans, a souligné avec insistance le rôle du Benelux comme messager d'une même volonté communautaire, en respectant à la fois les particularismes régionaux et les identités nationales. Les pays du Benelux doivent démontrer qu'ils ont bien compris les leçons de l'histoire du continent européen et prendre conscience qu'ils doivent trouver la force nécessaire pour sortir l'Union européenne de sa crise actuelle.

Défis pour l'avenir: transports, énergies et environnement

M. Lucien Lux, Ministre des Transports, a fait un exposé intéressant sur l'évolution des moyens de transport pour passagers et marchandises au sein du Benelux et d'une Europe élargie et sur les efforts à faire et les défis à relever en matière de fourniture d'énergie, de recours aux énergies renouvelables et de sauvegarde de l'environnement, en face des importants changements climatiques en cours autour du globe.

Il a en outre déclaré que l'amélioration de la liaison ferroviaire Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg constituait une priorité.

La Belgique et le Luxembourg souhaitent réduire la durée du trajet en train de Bruxelles à Luxembourg à 2 heures au lieu des 2¾ heures actuelles.

Concertation sur la vignette routière

Le Conseil interparlementaire a voté une recommandation, dont Mme Sylvie Andrich-Duval a fait rapport, relative à l'instauration d'une vignette routière.



Le Parlement Benelux suit avec grand intérêt le discours du Premier Ministre luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker

DANS CE NUMÉRO

50e anniversaire de la signature du Traité de Rome p. 291

La problématique du suicide au Luxembourg p. 305

L'abus de médicaments psychotropes p. 308



Signature du nouvel accord de coopération entre le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux et l'Assemblée balte

Considérant que les Régions de Belgique envisagent l'instauration d'une vignette routière, et sachant que l'instauration éventuelle d'une telle vignette est considérée comme discriminatoire par les pays voisins parce qu'elle s'accompagnerait d'une réduction de la taxe de circulation et vu le principe que c'est l'utilisateur qui paye, le Parlement Benelux demande aux Gouvernements d'amorcer une concertation pour examiner l'opportunité de l'instauration d'une vignette routière et d'étudier la possibilité éventuelle d'une coopération dans le cadre du Benelux. Les Gouvernements sont aussi invités à discuter d'une stratégie commune au sein de l'Union européenne et de vérifier si l'éparpillement de vignettes routières et de droits de douane est en conformité avec la liberté des Européens dans l'Union en matière de mobilité.

Centre eurégional d'information et de la coopération de la police

La coopération policière était le sujet d'une recommandation adoptée à l'unanimité visant la mise en place d'une base juridique pour le Centre eurégional d'information et de la coopération de la police à Heerlen.

Créé suite à une initiative de la structure de coopération des polices belge, néerlandaise et allemande de l'eurégion Meuse-Rhin, ce centre est établi à Heerlen (Pays-Bas) et fonctionne depuis un an et demi. Il a pour tâches essentielles l'échange d'informations et la coordination de mesures opérationnelles dans la région frontalière. Considérant que ce centre ne repose jusqu'à présent sur aucune base juridique, le Parlement Benelux demande aux Gouvernements de se concerter avec le Gouvernement allemand en vue de la conclusion d'un accord trilatéral (Belgique, Pays-Bas et Allemagne) consacrant l'existence du centre pour lui permettre de continuer à se développer.

Le tourisme rural, sur lequel a référé M. Emile Calmes, la reconnaissance des diplômes, l'organisation de la Coupe du monde de football en 2018 et le rapport sur une table ronde en matière d'environnement entre des commissions du Parlement Benelux et de l'Assemblée balte furent d'autres sujets à l'ordre du jour.

Accord de coopération avec l'Assemblée balte

En marge de la session fut signé le nouvel accord de coopération entre le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux et l'Assemblée balte par les Présidents de ces deux assemblées.

L'aide européenne au développement diminue-t-elle la pauvreté?



La Secrétaire générale de la CIDSE, Mme Christiane Overkamp, lors de la présentation de son rapport à la Chambre des Députés, à côté de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, de M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et de M. Paul Samangassou, représentant de Caritas Cameroun

L'Europe - Union européenne et États membres - fournit 55% de l'aide mondiale au développement. Le Rapport de Caritas Europe et CIDSE* sur la qualité de l'aide de l'Union européenne analyse les effets de l'aide au développement de l'Union européenne sur la pauvreté en se concentrant notamment sur cinq pays: le Bangladesh, le Guatemala, le Cameroun, le Nicaragua et la Sambie.

Une des premières constatations est qu'il existe très peu de connaissances en la matière, tout au plus des études sur des cas particuliers. La Secrétaire générale de la CIDSE, Christiane Overkamp, qui a présenté le rapport «EU'S footprints in the South» à la Chambre des Députés, a relevé qu'on constate certaines faiblesses structurelles de l'aide européenne au développement: ainsi, les régions rurales seraient négligées.

La plupart des programmes mettent des accents individuels et, dit encore Madame Overkamp, l'approche est très technocrate. Souvent, les parlements, les médias libres, les partis politiques et la société civile seraient négligés. Or, ces acteurs seraient d'une importance capitale: l'aide serait d'autant plus durable qu'elle serait visible et que ses priorités seraient partagées par un public engagé dans un débat démocratique. L'aide budgétaire court-circuiterait très souvent les canaux démocratiques et les paramètres et critères de l'aide ne seraient souvent pas visibles aux populations des pays pauvres. C'est ainsi que la CIDSE propose d'élaborer une Charte européenne sur la transparence.

Le rapport note encore que l'Union européenne soutient particulièrement la création d'infrastructures routières. La question se pose s'il ne s'agit pas plutôt d'intérêts européens que d'un combat contre la pauvreté, remarque encore Madame Overkamp, qui se félicite de l'ampleur de l'aide européenne, tout en espérant que les recommandations de la CIDSE seront retenues et auront des suites concrètes sur le terrain.

* Coopération internationale pour le développement et la pauvreté

Le Président roumain au Luxembourg

Le Président d'un des plus jeunes États membres de l'Union européenne, la Roumanie, a effectué les 15 et 16 mars 2007 une visite de travail au Luxembourg. Lors des entretiens entre le Président de la Chambre, M. Lucien Weiler, et le Président de la Roumanie, M. Traian Băsescu, les sujets bilatéraux et l'actualité européenne ont dominé. La signature du Traité d'adhésion de la Roumanie en 2005 au Luxembourg, les relations entre les parlements luxembourgeois et roumain ainsi que le programme de la «capitale européenne de la culture 2007» furent également abordés. Le Luxembourg partage ce titre avec la ville roumaine de Sibiu.



Le Président roumain, M. Traian Băsescu, signe le Livre d'Or de la Chambre des Députés

Le Laos veillera au bon usage de l'aide luxembourgeoise

Le Laos, pays cible de la politique d'aide au développement luxembourgeoise, bénéficiera d'une enveloppe globale de 35 millions € au cours des quatre années à venir.Dans une entrevue avec une délégation de la Commission des Affaires étrangères et de la Coopération de la Chambre des Députés, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères de la République Démocratique Populaire Lao, M. Thongloune Sisoulith, a remercié le Grand-Duché pour sa générosité et son soutien. Il a souligné que son Gouvernement ferait tous les efforts afin de garantir que ce 2e plan d'aide au développement soit exécuté de la manière la plus efficace possible. Deux autres sujets ont été abordés plus en détail au cours de la réunion: le système du parti unique au Laos qui, d'après M. Sisoulith, répond à la volonté du peuple laotien («Un parti unique n'empêche pas nécessairement la démocratie») et le refus du Laos de signer la Convention d'Ottawa contre les mines antipersonnel («Nous sommes en train de reconsidérer notre attitude. Donnez-nous encore un peu de temps!»). M. Sisoulith avait été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. La réunion de travail fut présidée par M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et de la Coopération.



Les délégations laotienne et luxembourgeoise



Le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, reçoit le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères de la République Démocratique Populaire Lao, M. Thongloune Sisoulith

Les Parlements célèbrent le 50e anniversaire du Traité de Rome

La délégation de la Chambre des Députés auprès de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires et européennes), composée de M. Laurent Mosar, Vice-Président de la Chambre des Députés et Président de la délégation, M. Ben Fayot, M. Charles Goerens et M. François Bausch, a représenté la Chambre des Députés lors des festivités organisées par le Parlement italien pour le 50e anniversaire du Traité de Rome, du 21 au 23 mars 2007.

Les parlementaires des États membres, des pays candidats à l'adhésion ainsi que du Parlement européen ont d'abord participé à un échange de vues avec des experts à l'Institut Universitaire Européen de Fiesole (Florence).

Lors de ce séminaire parlementaire, placé sous le thème «Que manque-t-il à l'Europe?», les parlementaires ont débattu avec des experts universitaires originaires de plusieurs pays européens, dont M. Simon Hix, de la London School of Economics and Political Science, M. Jean-Paul Fitoussi, de l'Institut d'études politiques de Paris et M. André Sapir, de l'Université libre de Bruxelles. Dans le cadre des discussions, la délégation luxembourgeoise a notamment salué le renforcement de la coopération entre les Parlements nationaux et le Parlement européen.

Dans son intervention, M. Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen, a lancé un appel à la patience, à la solidarité et à la nécessité d'un soutien de l'opinion publique européenne, qui n'existe pas encore en tant que telle. Une meilleure information des citoyens européens sur l'Europe pourrait y porter remède.

La célébration du 50e anniversaire à proprement parler s'est déroulée au Sénat à Rome, en présence notamment de M. Romano Prodi, Premier Ministre italien, de M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, de M. Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen, et de M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien Président de la République française et Président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, qui a préparé les travaux pour élaborer la Constitution pour l'Union européenne.

M. José Manuel Barroso a notamment souligné dans son discours qu'«une culture qui oublie son passé est une culture qui n'a pas d'avenir. Et de toute façon, nous ne pouvons tout simplement pas séparer les succès de ces cinq dernières décennies des défis de l'avenir.»



La délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC: MM. Laurent Mosar, François Bausch, Ben Fayot et Charles Goerens (de gauche à droite)

Renforcement des valeurs démocratiques et missions d'observation d'élections



Les délégués de la Chambre des Députés auprès de l'AP-OSCE: M. Patrick Santer, Mme Viviane Loschetter et M. Paul Helminger (de gauche à droite)

La 6e session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (AP-OSCE) a eu lieu à Vienne les 22 et 23 février 2007. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Patrick Santer, M. Paul Helminger et Mme Viviane Loschetter.

M. Patrick Santer, en sa qualité de chef de la délégation, a assisté à la réunion de la Commission permanente.

Le Comité permanent a pris la décision de retenir la candidature du Kazakhstan pour organiser la tenue de la 17e session annuelle en 2008 de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe. Ladite candidature s'inscrit dans la volonté poursuivie par les pays membres de l'AP-OSCE de l'Asie centrale de s'engager activement dans la mise en oeuvre des objectifs de l'OSCE.

L'organisation et la tenue des missions d'observation d'élections, domaine-clé où l'AP-OSCE excelle par son expérience et sa notoriété, ont été qualifiées d'importants et vitaux. Il s'agit de favoriser, par le renforcement des valeurs démocratiques, le règne fonctionnel et durable de valeurs démocratiques dans cet espace constitué par 57 États membres, cinq pays partenaires ainsi que six pays participant à la coopération méditerranéenne.

M. Patrick Santer a participé aux travaux de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité. Y ont été analysés et soumis au vote un projet de rapport portant sur le renforcement de la sécurité humaine dans la région de l'OSCE ainsi que des projets de résolution sur le renforcement du rôle et sur l'amélioration de l'efficacité de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ainsi que sur la République de Moldova.

La Commission générale des Affaires économiques, de la Science, de la Technologie et de l'Environnement, commission à laquelle a participé Mme Viviane Loschetter, s'est vu présenter les travaux de coordination assurés par l'OSCE dans le domaine des affaires économiques et environnementales. Les discussions ont aussi porté sur les sujets qui seront abordés lors de la session annuelle devant se réunir à Kiev en Ukraine.

Un débat spécial sur la sécurité énergétique dans la zone de l'OSCE a également eu lieu.

Les travaux de la Commission des Droits de l'Homme ont porté sur les aspects sécuritaires de la politique des minorités dans la région de l'OSCE.

M. Werner Wnendt, Chef de la Mission de l'OSCE au Kosovo, a présenté les travaux menés par l'OSCE au Kosovo.

L'avenir du Traité constitutionnel

M. Michel Foucher, ancien Directeur du Centre d'analyse et de prévision du Ministère français des Affaires étrangères et auteur de «L'Europe un demi-siècle plus tard: état des lieux et scénarios de relance» (Note N°37 de la Fondation Robert Schuman, novembre 2006), a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration en date du 5 mars 2007.

L'échange de vues était concentré sur l'avenir du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, et notamment dans la perspective des élections présidentielles qui se dérouleront prochainement en France.

L'invité a particulièrement insisté sur le fait que les interrogations des opinions française et néerlandaise sont partagées par d'autres, y compris dans les États qui ont déjà ratifié le Traité.

Les Européens «*attachent autant d'importance aux questions économiques (coordination des politiques), sociales (besoin de sécurité) et identitaires (maîtrise politique de l'extension de l'UE) qu'aux mécanismes de décision institutionnelle*», a-t-il indiqué aux parlementaires.



M. Michel Foucher, ancien Directeur du Centre d'analyse et de prévision du Ministère français des Affaires étrangères, et M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes

Étude du Référendum sur le Traité d'une Constitution pour l'Europe



(de gauche à droite) MM. Patrick Dumont, Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, Fernand Fehlen et Raphaël Kies

Le Référendum sur le *Traité établissant une Constitution pour l'Europe* au Luxembourg et son résultat (quelque peu étriqué au regard de l'état des forces politiques, sociales et économiques en sa faveur) soulignent ô combien la nécessité de s'intéresser aux manières qu'ont les individus de se représenter la politique en général et la politique européenne en particulier.

L'étude - commanditée par la Chambre des Députés du Luxembourg - vise justement cet objectif en identifiant les nouvelles transformations politiques susceptibles d'être à l'origine de ce résultat en les situant dans les dynamiques économiques et sociales que le Luxembourg connaît depuis une vingtaine d'années et, d'autre part, en repérant les éventuelles particularités du vote luxembourgeois par rapport aux autres processus référendaires (Espagne, France et Pays-Bas). Cinq méthodes d'analyses ont été retenues:

- L'analyse de la campagne et le discours de ses acteurs
- L'analyse de géographie électorale d'après les données sociodémographiques
- Les motivations des électeurs et les dynamiques de la campagne d'après les sondages pré- et post-référendaires
- L'organisation de focus groups après le référendum
- Une comparaison avec les autres pays ayant connu un référendum sur la Constitution européenne

Cette étude rédigée par les sociologues et politologues MM. Patrick Dumont, Fernand Fehlen, Raphaël Kies et Philippe Poirier, qui sont tous attachés au **STADE - Études sociologiques et politiques sur le Luxembourg** de l'Université du Luxembourg, a été publiée le 16 mars 2007. Elle fait suite à celle qui avait été réalisée en 2005 sur «Les élections législatives et européennes de 2004 au Grand-Duché du Luxembourg», toujours pour le compte de la Chambre des Députés du Luxembourg.

L'étude est disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés www.chd.lu (rubrique: portail documentaire -> documentation).

Petition gegen die Treibjagd

Um sich gegen alle Formen der Treibjagd zu wehren, hat das „Comité pour la défense des droits et la révision des lois nationales et européennes touchant les animaux" dem Kammerpräsidenten eine Unterschriftenliste überreicht.

13.505 Bürger haben die Petition „für die Natur und gegen die Treibjagd" unterschrieben. Die Tierschützer fordern die Abschaffung aller Formen von Treibjagd ohne Ausnahme, die Einhaltung und Kontrolle der Gesetze vom 15. März 1983 und vom 18. März 2000 (Verbot Hunde an lebenden Tieren abzurichten) und die Einschreibung des Tierschutzes in die luxemburgische Verfassung.

Parlamentspräsident Lucien Weiler hat das Komitee über den Stand der Diskussionen über die Jagd informiert, ein Thema, das zurzeit im Parlament sehr aktuell ist.

Während eines öffentlichen „Hearings" am 26. März 2007 hörte der Umweltausschuss internationale und nationale Experten, aber auch Mitglieder von rund 30 Organisationen, Verbänden und Vereinen wurden um ihre Meinung gefragt.

Der Umweltausschuss bereitet intensiv eine Orientierungsdebatte für den 21. Juni 2007 zu diesem Thema vor. Bei dieser Gelegenheit wird das Parlament ein Orientierungspapier und einen Antrag ausarbeiten, die ausschlaggebend für das neue Jagdgesetz sein werden, das der Umweltminister Anfang 2008 vorlegen möchte.



Tierschützer überreichen Kammerpräsident Lucien Weiler eine Unterschriftenliste gegen die Treibjagd

La coopération au développement en ligne de mire de l'OCDE

Le Luxembourg se trouve dans le peloton de tête



(de gauche à droite): MM. François Bausch, Charles Goerens, Ben Fayot, Richard Manning, Jean-Louis Schiltz, Marcel Glesener et Jean-Pierre Koepp

Les États-Unis demeurent le premier donneur d'aide au monde en volume, suivis du Japon, de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède sont néanmoins toujours les seuls pays à atteindre l'objectif de 0,7% du revenu national brut, préconisé par les Nations unies pour l'aide publique au développement.

Trois autres pays se sont fixé une date précise pour atteindre cet objectif: la Belgique en 2010, l'Irlande en 2007 et la France en 2012. Tel est le constat de l'OCDE. Le Président du Comité d'aide au développement de l'OCDE, M. Richard Manning, a été en visite de travail à Luxembourg en vue de la préparation de l'examen de la Coopération luxembourgeoise par les pairs, prévu en 2008.

M. Manning s'est félicité de ce que l'aide au développement du Luxembourg ait atteint presque 0,9% et atteigne très prochainement 1% du revenu national brut.

Lors de son entrevue à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés, il a souligné qu'il importe que l'aide au développement soit durable et que les projets soient bons à long terme.

Avec une politique de développement axée sur quelques pays cibles, le Luxembourg est, selon Richard Manning, sur la bonne voie.

Il a encore relevé qu'en Afrique, le taux de croissance s'élèverait actuellement à 5%, alors qu'il y a quelques années il se situait tout juste autour de 2%.

L'OCDE regroupe 30 pays qui se caractérisent entre autres par le fait d'avoir une économie de marché et un système démocratique.

Elle publie des études et statistiques telles que l'étude PISA sur le suivi des acquis des élèves.

Le Comité d'aide au développement de l'OCDE

C'est la principale instance chargée au sein de l'OCDE des questions relatives à la coopération au développement.

Sa dernière évaluation de l'aide au développement de Luxembourg date de 2003. Le rapport a constaté des progrès substantiels de cette aide et s'est félicité de ce que le Luxembourg se trouve désormais dans le peloton de tête des pays donateurs.

On lui a encore demandé de rechercher une répartition optimale des tâches sur le terrain entre le Ministère des Affaires étrangères et Lux-Development.

Selon le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Jean-Louis Schiltz, cette dernière recommandation a eu des suites concrètes et les tâches respectives ont été clairement définies.

Brëtzelen... am Déngscht vun Europa

Et ass eng Traditioun, datt d'Federatioun vun de Bäcker a Pâtissieren an der Woch virum Brëtzelsonndeg mat engem flotte Cortège duerch d'Stad zitt an och virun der Chamber stoe bleift. Bei där Geleeënheet kruten de Chamberspresident, d'Deputéiert an d'Personal aus dem Greffe och eng Brëtzel geschenkt. Originell war dëst Joer d'Etikett „mateneen zanter 1957" op der Brëtzel. Domat maachen d'Bäcker an d'Pâtissieren op hir Manéier op de 50. Gebuertsdag vun den „Traités de Rome" opmierksam.



Eng flott Traditioun: Brëtzele fir d'Chamber!

Constitution

3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1er de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution

Le premier projet de révision de l'article 11 de la Constitution a été déposé à la Chambre des Députés par M. Georges Margue en date du 14 avril 1994 (doc. parl. 3923).

Ce projet de révision portait sur quatre modifications à apporter à l'article 11 de la Constitution, à savoir:

- la suppression du premier paragraphe prévoyant qu'il n'y a dans l'État aucune distinction d'ordres;

- l'admissibilité aux emplois civils et militaires des étrangers dans les conditions à déterminer par la loi;

- la définition du principe de non-discrimination;

- l'inscription dans la Constitution de la protection de l'environnement humain et naturel.

En présentant à la Chambre des Députés une version nouvelle de l'article 11 de la Constitution et en proposant d'y insérer un article 11bis nouveau portant sur la protection de l'environnement et la protection des animaux, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle peut, après douze années de procédure législative, mettre un terme à une révision constitutionnelle qui n'est pas sans importance. Le délai de douze années de travail législatif peut à première vue paraître excessif. En reprenant la lecture des nombreux amendements ayant fait la navette entre la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et le Conseil d'État, l'on constate que la formulation de textes constitutionnels à forte connotation politique dépend à la fois d'un consensus politique très large, indispensable pour modifier la loi fondamentale, et les sollicitudes du Conseil d'État pour que le texte constitutionnel respecte «un impératif de clarté pour donner des orientations sans ambiguïté aux pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire».

L'émergence de la Cour constitutionnelle à la suite de la révision du 12 juillet 1996 et l'appréciation, avec une rigueur certaine, de la conformité des dispositions légales à la Constitution par les juges constitutionnels dans leurs premiers arrêts doit, pour le Conseil d'État, «conduire à un contrôle préventif renforcé».

De l'ensemble des exposés des motifs, des commentaires et des avis reproduits dans les documents parlementaires (3923, 3923A, 3923B et 3923C), l'on peut constater que les difficultés à surmonter relevaient tant du consensus politique que de la formulation d'un texte juridique approprié, comme le Conseil d'État l'a relevé à juste titre.

L'on pouvait constater tout au long de la procédure législative un très large accord politique pour réviser et compléter la Constitution dans les matières qui font l'objet des articles 11 et 11bis. Les difficultés à résoudre portaient plutôt sur la portée ou sur le caractère contraignant de l'une ou de l'autre des dispositions. Un texte qui, à cet égard, a fait l'objet de nombreux amendements est celui sur la protection de l'environnement. Dès sa première proposition de texte en 1994, la Commission tenait à imposer à l'État l'obligation de garantir la protection de l'environnement, encore que dans ses amendements du 28 janvier 1999, l'on constate que la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle propose plusieurs textes et demande au Conseil d'État d'aviser les textes proposés tant en ordre principal qu'en ordre subsidiaire.

Le Conseil d'État lui-même, dans tous ses avis en cette matière, a plaidé pour un texte qui ne prévoit que l'insertion dans la Constitution d'un objectif d'ordre politique, ce que la Constitution allemande désigne par «Staatszielbestimmung», une disposition qui définit un programme politique sans créer un droit individuel. Ce n'est que dans son avis du 14 février 2006 que le Conseil d'État, constatant que les auteurs de la version de l'article 11 sur la protection de l'environnement «n'entendaient pas revenir sur leur choix», a proposé, en ordre très subsidiaire, un texte qui a finalement trouvé l'accord de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.

Il convient toutefois de relever que les objections du Conseil d'État ne portaient pas sur la matière elle-même, mais sur la portée juridique des dispositions constitutionnelles et sur le souci continuellement exprimé de voir libeller les valeurs fondamentales figurant dans la Constitution «de manière telle que le juge constitutionnel y trouve des concepts juridiques aussi clairs et cohérents que possible. Il ne s'agit pas seulement d'inscrire dans la Constitution des idées, encore faut-il que ces idées, qui ont obtenu un consensus politique, soient exprimées de manière à correspondre à des concepts juridiques suffisamment précis pour être adoptés par le Constituant.»

Le Conseil d'État tient également à ce que «eu égard à l'introduction de la Cour constitutionnelle, de la loi du 1er septembre 1988 sur la responsabilité de l'État et de l'évolution de la jurisprudence et de la doctrine quant à la responsabilité de l'État en cas de non-respect par le législateur de la Loi fondamentale», certaines dispositions de l'article 11 soient libellées «de manière à octroyer aux pouvoirs publics en la matière une obligation de moyens et non de résultat». Le Conseil d'État rappelle cependant «qu'une obligation de moyens conserve par définition un caractère contraignant».

L'État a ainsi une obligation de moyens notamment dans le domaine du droit du travail, de la protection de l'environnement et de la protection des animaux. La disposition qui prévoit que «la loi garantit le droit au travail» ne signifie pas que «les pouvoirs publics sont obligés d'engager tout demandeur d'emploi», mais que le législateur doit, comme le souligne le Conseil constitutionnel français, «poser des règles propres à assurer au mieux le droit pour chacun d'obtenir un emploi, en vue de permettre l'exercice de ce droit au plus grand nombre possible d'intéressés» (décision 83-156 DC du 28 mai 1983 et 98-401 DC du 10 juin 1998).

L'insertion dans un même article de la Constitution de dispositions diverses ayant des effets différents pour le citoyen et imposant à l'État des obligations de nature inégale n'est certes pas très satisfaisante. Le Conseil d'État a relevé à plusieurs reprises que des textes comme celui sur la protection de l'environnement ou celui de la protection des animaux figurent dans le chapitre II relatif aux libertés publiques et aux droits fondamentaux.

Ce constat doit, tôt ou tard, amener le Constituant à procéder à un nouvel ordonnancement de la Constitution et à la création d'un chapitre nouveau regroupant les textes relatifs aux objectifs de valeur constitutionnelle.

Par ailleurs, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a inclus, tout au long de ses discussions et délibérations en relation avec la révision de l'article 11 de la Constitution, les propositions de révision suivantes:

- proposition de révision de l'article 11 de la Constitution concernant la protection des animaux (auteur: Mme Renée Wagener, doc. parl. 4990);

- proposition de révision de l'article 11 de la Constitution (auteur: M. Jean-Paul Rippinger, doc. parl. 5292).

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live *an* **integral**

mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

Dépôt par M. Georges Margue, Député, le 14.04.1994

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

22.03.2006	Examen du quatrième avis complémentaire du Conseil d'État
20.09.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen d'un cinquième avis complémentaire du Conseil d'État
18.10.2006	Décision concernant le libellé de l'article 11bis, alinéa 1er de la Constitution
15.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.03.2007

Sociétés commerciales

4992 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,

2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et

3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle

Initialement le projet de loi 4992 comportait trois volets:

- en premier lieu, il s'agissait de modifier l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), afin de passer du système de la commercialité par la forme à la commercialité par l'objet;

- en deuxième lieu, le projet de loi entendait élargir le champ d'application des fusions et scissions à d'autres formes de sociétés commerciales ainsi qu'aux groupements d'intérêt économique; et

- en dernier lieu, de nouveaux mécanismes juridiques de restructuration de sociétés étaient prévus par l'introduction dans la Loi du transfert d'actifs, de branche d'activité ou d'universalité (nouvelle section XVbis) et du transfert du patrimoine professionnel (nouvelle section XVter).

Sur le premier volet du projet de loi, tout comme la Chambre des Métiers et la Chambre de Commerce, le Conseil d'État a critiqué l'abandon du principe de la commercialité par la forme. Le Conseil d'État a recommandé l'abandon pur et simple de ce premier volet du projet de loi. La Commission juridique a suivi le Conseil d'État et l'article I. initialement prévu dans le projet de loi a été supprimé.

Le deuxième volet du projet de loi, relatif à l'extension du champ d'application des mécanismes de fusion et de scission, a été bien accueilli par la Chambre de Commerce et par le Conseil d'État, qui ont cependant suggéré certaines modifications rédactionnelles.

En ce qui concerne le troisième volet, le Conseil d'État s'est formellement opposé à l'introduction tant du transfert d'actifs, de branche d'activité ou d'universalité que du transfert du patrimoine professionnel dans la Loi. La Commission juridique a estimé que ces deux oppositions formelles n'étaient pas justifiées et que ces deux modalités de transfert étaient nécessaires. Dans son avis complémentaire du 4 juillet 2006, le Conseil d'État a maintenu ses deux oppositions formelles. La Commission juridique a unanimement décidé de ne pas suivre le Conseil d'État, de sorte que ce volet du projet de loi a été maintenu.

La Commission juridique a rajouté deux articles supplémentaires au projet de loi visant, d'une part, à rectifier certaines erreurs matérielles et, d'autre part, à modifier le régime des dividendes intérimaires (nouveaux articles V et VI).

Dans son deuxième avis complémentaire du 14 novembre 2006, le Conseil d'État a suggéré une modification de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, afin de tenir compte des modifications apportées à l'organisation de la société anonyme.

La Commission juridique a intégré cette modification dans un article VII nouveau.

1. Deuxième volet du projet de loi: l'extension du champ d'application des fusions et scissions

Actuellement, l'article 257 de la Loi précise que les dispositions de la Loi relatives aux fusions et contenues dans la section XIV s'appliquent aux seules sociétés anonymes de droit luxembourgeois. La même restriction s'applique aux scissions qui ne peuvent concerner que des sociétés anonymes de droit luxembourgeois. Une fusion ou scission transfrontalière, pas plus qu'une fusion ou scission impliquant un type de société commerciale autre qu'une société anonyme n'étaient prévues.

Une telle limitation n'est plus en phase avec les besoins des milieux économiques. Une plus grande flexibilité doit être laissée aux sociétés pour se restructurer, que ce soit par le biais de fusions ou de scissions. Non seulement les possibilités de fusionner ou de se scinder doivent-elles être étendues aux autres sociétés commerciales de droit luxembourgeois dotées de la personnalité juridique et aux groupements d'intérêt économique, mais encore les fusions ou scissions transfrontalières doivent être envisagées et réglementées.

Ainsi une société commerciale ou un groupement d'intérêt économique de droit luxembourgeois doit pouvoir contracter une opération de fusion ou de scission avec une société ou un groupement d'intérêt économique étranger, à condition toutefois que le droit étranger régissant cette société ou ce groupement ne s'y oppose pas.

Finalement, il convient de relever qu'une directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 est intervenue depuis le dépôt du projet de loi 4992. Cette directive vise à faciliter la réalisation de fusions transfrontalières entre sociétés de capitaux de différents types relevant de législations d'États membres différents.

Les dispositions de la directive 2005/56/CE qui ne trouveraient pas déjà leur pendant dans le texte de la Loi, devront être transposées jusqu'au 15 décembre 2007 au plus tard. Une réforme globale de la Loi devra être l'occasion de transposer les directives intervenues en matière du droit des sociétés et qui n'ont pas encore été transposées.

2. Troisième volet du projet de loi: le transfert d'actifs, de branche d'activité ou d'universalité et le transfert du patrimoine professionnel

Ce volet est introduit par l'article VI du projet de loi, qui par suite de la suppression des articles I et V devient l'article IV du projet de loi.

Cet article introduit dans la Loi le transfert d'actifs, de branche d'activité et d'universalité (section XVbis) et le transfert du patrimoine professionnel d'une personne physique ou morale (nouvelle section XVter).

Ces sections XVbis et XVter ont fait chacune l'objet d'une opposition formelle de la part du Conseil d'État.

Le but recherché est de diversifier les instruments à disposition des sociétés en vue de leur restructuration rendue nécessaire pour des raisons juridiques, fiscales ou commer-

ciales. À l'heure actuelle, à côté de la vente (d'actifs ou de parts ou actions), les sociétés ne peuvent avoir recours qu'à l'apport en nature et au mécanisme de la fusion/scission pour se restructurer.

Or, ces mécanismes ne permettent pas d'encadrer juridiquement toutes les possibilités de restructuration. Ainsi à l'heure actuelle un transfert d'éléments d'actif et de passif, comme par exemple, des contrats conclus avec des clients ou des fournisseurs n'est possible qu'en cas de fusion et de scission. Or dans ce cas, les sociétés qui fusionnent en cas de fusion par constitution de société nouvelle, ou la société absorbée en cas de fusion-absorption, ou la société scindée disparaissent par l'effet de la loi. Il peut cependant arriver que la restructuration envisagée exige un transfert d'éléments d'actif et de passif, sans pour autant aboutir à la disparition d'une société.

Avec le transfert partiel d'actifs, de branche d'activité et d'universalité et le transfert du patrimoine professionnel, les sociétés et leurs associés disposeront d'une gamme complète de procédures de restructuration qui leur permettra de choisir le mécanisme qui est le mieux adapté à leurs besoins.

	Dissolution	**Patrimoine transféré**	**Contrepartie**
Apport en nature	Pas de dissolution de l'apporteur	Seulement éléments actifs (p.ex. immeubles, créances, titres)	Actions ou parts émises à l'apporteur
Fusion/scission	Dissolution sans liquidation des sociétés fusionnées, de la société absorbée ou de la société scindée	Éléments actifs et passifs	Actions ou parts aux associés des sociétés fusionnées ou de la société absorbée ou de la société scindée, et éventuellement une soulte
Transfert d'actifs, de branche d'activité ou d'universalité	Pas de dissolution de l'apporteur	Éléments actifs et passifs	1) gratuit, ou 2) actions ou parts à l'apporteur, et éventuellement une soulte
Transfert du patrimoine professionnel	Pas de dissolution de l'apporteur	Éléments actifs et passifs	1) gratuit, ou 2) contre-prestation, autre qu'en actions ou parts

En résumé,

- le régime du transfert de patrimoine professionnel se rapproche de celui du transfert d'actifs, de branche d'activité et d'universalité en ce que ces deux régimes n'entraînent pas la dissolution de l'apporteur. Cependant, ils ne peuvent être confondus car - au-delà de la différence de définition, à savoir, la notion de patrimoine professionnel telle qu'elle est définie en droit fiscal ne saurait être confondue avec celle d'actifs, branche d'activité ou universalité du patrimoine - la contrepartie éventuelle de l'opération de transfert de patrimoine professionnel sera toujours autre qu'en actions ou parts;

- le régime du transfert de patrimoine professionnel se distingue du régime de la fusion/scission en ce que, d'une part, ce dernier entraîne la disparition de la société absorbée/scindée et, d'autre part, la contrepartie, qui ne peut être qu'en actions ou parts, voire une soulte de 10%, est attribuée aux associés; et

- le régime du transfert de patrimoine professionnel se distingue du régime de l'apport en nature en ce que ce dernier n'organise que le transfert d'actifs (p.ex. créances).

À l'appui de ses deux oppositions formelles, le Conseil d'État a émis un certain nombre de critiques que la Commission juridique a estimé infondées. La Commission juridique tient cependant à relever qu'aucune des critiques du Conseil d'État ne vise une contrariété de la section XVbis ou XVter avec la Constitution, un traité international ou le droit communautaire.

3. Volet additionnel du projet de loi: les modifications apportées (1) à la Loi, (2) à la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle et (3) à la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales

Les points énumérés ci-après ont été adoptés par la Commission juridique le 18 octobre 2006 et le 15 novembre 2006 et ont fait l'objet du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État. Ce dernier n'a pas fait de commentaire au sujet des amendements adoptés par la Commission juridique le 18 octobre 2006, à l'exception de l'article 274 au sujet duquel la Commission juridique s'est rallié à la proposition de texte contenue dans le deuxième avis complémentaire du Conseil d'État.

Amendements au projet de loi sous rubrique

La Commission juridique a modifié la structure de l'article I (nouveau) du projet de loi, afin de tenir compte des modifications introduites par la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle.

Réparation des erreurs sans incidence matérielle dans la Loi (nouvel article V)

L'élaboration du texte consolidé de la Loi a laissé apparaître un certain nombre d'erreurs purement rédactionnelles ou qui n'ont aucune incidence matérielle. La Commission juridique a décidé de profiter de l'occasion du présent projet de loi pour les redresser.

Réforme de l'article 72-2 de la Loi

À l'heure actuelle, un acompte sur dividende - aussi appelé dividende intérimaire - ne peut être versé aux actionnaires d'une société anonyme que si les conditions prévues à l'article 72-2 de la Loi sont remplies.

Parmi ces conditions, le point c) de l'article 72-2 indique qu'aucun acompte ne peut être décidé «moins de six mois après la clôture de l'exercice précédent, ni avant l'approbation des comptes annuels se rapportant à cet exercice» et que «lorsqu'un premier acompte a été distribué, la décision [du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas] d'en distribuer un nouveau ne peut être prise que trois mois au moins après la décision de distribuer le premier».

Ces délais avaient été intégrés sur proposition du Conseil d'État dans la loi du 24 avril 1983 qui avait introduit l'article 72-2.

Pour le Conseil d'État,

«*il est indispensable, à l'instar de ce que fait le projet de loi belge, de renforcer les conditions auxquelles est soumise la distribution d'acomptes sur dividendes.*

L'article 18 du projet de loi belge dispose que la distribution d'acomptes sur dividendes est soumise à certains délais. Ainsi, l'état sur base duquel sera prise la décision de distribution doit être suffisamment récent; il ne peut être antérieur de plus de deux mois à la décision de distribution.

Par ailleurs, il ne paraît pas souhaitable de permettre qu'un acompte soit distribué dès le début de l'exercice ou que de trop nombreux acomptes se succèdent dans le cours d'un même exercice. C'est pourquoi la décision de distribuer un acompte ne peut être prise que six mois au moins après la clôture de l'exercice précédent pour autant toutefois que les comptes annuels se rapportant à cet exercice aient déjà été approuvés par l'assemblée générale. La décision de distribuer un nouvel acompte ne pourra être ultérieurement prise que trois mois après la décision précédente.

Il en résultera que normalement la société ne pourra distribuer au maximum que deux acomptes dans le courant d'un exercice.»

La Commission juridique a estimé que la mise en œuvre de ces conditions de délai non seulement s'avèrerait trop contraignante pour les sociétés, mais risquerait de défavoriser le Luxembourg comme lieu d'implantation de sociétés. Pour la Commission juridique, l'axiome «liberté, responsabilité» devrait ici aussi trouver application. Il doit appartenir aux organes de gestion de la société, au regard des intérêts de celle-ci, de décider non seulement du montant de tels acomptes, mais également de leur nombre et de leur périodicité, sous réserve de se conformer aux autres conditions édictées par l'article 72-2. Ce sont les seuls organes de gestion qui, sous leur responsabilité, décideront s'il est souhaitable de permettre qu'un acompte soit distribué dès le début de l'exercice ou que de trop nombreux acomptes se succèdent dans le cours d'un même exercice.

Les moyens mis en œuvre en pratique pour contourner ces conditions de délai, comme, par exemple, le changement de l'année sociale, voire même le recours à d'autres types de sociétés commerciales qui ne tombent pas dans le champ d'application de l'article 72-2, ne sont pas sains.

La Commission juridique tient à souligner que la suppression des conditions de délai respecte l'article 15 de la directive 77/91/CEE, qui constitue le fondement de l'article 72-2.

Alors qu'avant la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle, le point c) de l'article 72-2, paragraphe (1) était divisé en trois alinéas, depuis cette loi, le point c) ne comporte plus que deux alinéas. Les restrictions concernant la périodicité d'une distribution d'acompte sur dividendes figurent dans le second alinéa du point c) de l'article 72-2, paragraphe (1), au lieu des alinéas 2 et 3 précédemment. Par conséquent, en l'absence d'un alinéa 3, il faut seulement abroger le second alinéa du point c) de l'article 72-2, paragraphe (1) afin d'éliminer toutes ces restrictions.

Modification de la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle (nouvel article VI)

La Commission juridique a décidé d'abroger l'article I, points 60) et 61) de la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle.

Les articles 204 et 248 visés dans ces deux points ont été abrogés par l'article 96, paragraphe 6. de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales.

Il n'avait pas été dans l'intention du législateur de revenir sur cette abrogation effectuée par la loi du 19 décembre 2002.

Modification de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales (nouvel article VII)

À l'article VII, introduit suite à une suggestion du Conseil d'État formulée dans son deuxième avis complémentaire du 14 novembre 2006, les points 12° et 13° de l'article 65, paragraphe (1) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales sont adaptés aux nouvelles structures de la société anonyme.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 10.07.2002

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique
(Président: M. Patrick Santer):

29.03.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.05.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.05.2006	idem
20.09.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.10.2006	Discussion
15.11.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 21.11.2006

Second vote constitutionnel: 15.03.2007

Fusion transfrontalière

5658 - Projet de loi portant modification des articles 271, 273bis et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Le projet de loi 5658 a pour objet de préciser certaines règles applicables aux opérations de fusion transfrontalière.

En 2002, lors de l'élaboration du projet de loi 4992, la Commission européenne n'avait pas encore présenté sa proposition de directive sur les fusions transfrontalières de sociétés de capitaux. Cette proposition de directive ne fut adoptée que le 26 octobre 2005 (directive 2005/56/CE du Parlement Européen et du Conseil). Cette directive 2005/56/CE doit être transposée pour le 15 décembre 2007 au plus tard.

En attendant un projet de loi transposant spécifiquement cette directive dans notre droit national et compte tenu du fait que la possibilité d'une fusion transfrontalière est d'ores et déjà envisagée par le projet de loi 4992, il est apparu nécessaire de préciser certaines règles applicables aux fusions afin de renforcer la sécurité juridique d'une opération de fusion transfrontalière, de déterminer le point de départ de ses effets, tant internes qu'externes, et de préciser certaines règles de procédure, notamment au regard de l'implication d'un notaire ou d'une autre autorité qui doivent vérifier si les conditions procédurales d'une fusion transfrontalière ont été respectées.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.12.2006

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique
(Président: M. Patrick Santer):

01.03.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.03.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2007

Union postale universelle

5613 - Projet de loi portant approbation du Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, du Règlement général de l'Union postale universelle et de la Convention postale universelle et de son Protocole final ainsi que de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste, dans la version signée au Congrès postal universel de Bucarest, le 5 octobre 2004

Le projet de loi 5613 a pour objectif de ratifier les actes issus des délibérations du dernier congrès de l'Union postale universelle (UPU), organisme dépendant des Nations Unies. Le 23e Congrès postal universel s'est réuni du 15 septembre au 5 octobre 2004 à Bucarest afin de réglementer le service postal international du point de vue technique et tarifaire. Les décisions ont porté sur:

- le 7e Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle;

- le Règlement général de l'Union postale universelle;

- la Convention postale universelle et son Protocole final;

- l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste.

Parmi les décisions du Congrès, les points les plus importants sont, entre autres:

- la création d'un Comité consultatif: aux côtés du Conseil d'administration (CA) et du Conseil d'exploitation postale (CEP), dont les membres représentent respectivement les régulateurs et les opérateurs postaux, il est créé le Comité consultatif. L'UPU offre ainsi à des acteurs postaux autres que les opérateurs ou régulateurs postaux publics la possibilité de s'exprimer au cours des délibérations de l'organisation et de donner leur avis sur l'avenir du monde postal.

- la définition du cachet postal électronique: jusqu'à 50 millions d'opérations sont affranchies chaque année à l'aide d'un cachet postal électronique, qui a été reconnu par le Congrès de Bucarest comme un nouveau service postal facultatif. Ainsi, l'interopérabilité des cachets électroniques entre les postes du monde entier est désormais assurée. Le cachet postal électronique atteste de façon visible la réalité d'un événement électronique, sous une forme déterminée, à un moment donné, et implique une ou plusieurs parties. Il transmet aux documents électroniques tous les avantages du cachet postal traditionnel et prouve, grâce à des caractéristiques telles que l'horodatage, la saisie de l'identité numérique, la vérification du contenu et l'encryptage, que le contenu d'un message électronique n'a pas été modifié.

- la version révisée du système de paiement propre à chaque pays pour le traitement du courrier international: un ensemble de mesures vise à rendre le mécanisme de compensation des coûts de traitement des lettres et des envois arrivants autres que les colis plus adapté aux conditions de chaque pays. Il s'agit également de faire en sorte que ce mécanisme reflète mieux les coûts réels. Lors du Congrès à Beijing en 1999 fut décidée la création du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service (FAQS). Le FAQS est financé à partir d'une majoration des frais terminaux payés notamment par les pays industrialisés. En raison des changements adoptés au Congrès de Bucarest concernant la classification des pays selon celle du Programme des Nations Unies pour le développement, certains pays en développement contribuent désormais aux revenus du FAQS en vertu du système de frais terminaux. Une distribution plus équitable des ressources financières aux pays en ayant le plus besoin est ainsi assurée. Ce mécanisme international original a permis de financer, entre avril 2001 et mars 2006, la mise en œuvre de 279 projets visant l'amélioration du service postal dans les pays en développement et les pays les moins avancés.

Dépôt par M. Jean Asselborn,
Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 20.09.2006

Rapporteur: M. François Maroldt

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

28.02.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.03.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2007

TVA

5639 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le présent projet de loi a pour objet de proroger la période d'application du régime temporaire de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de radiodiffusion et de télévision et à certains services fournis par voie électronique. Ce régime trouve sa base légale dans la directive 2002/38/CE du Conseil du 7 mai 2002 modifiant, en partie à titre temporaire, la directive 77/388/CEE en ce qui concerne le régime de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de radiodiffusion et de télévision et à certains services fournis par voie électronique. Cette directive a été transposée par la loi du 1er juillet 2003 modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

Cette transposition poursuivait trois objectifs majeurs. En premier lieu elle tendait à introduire de nouvelles règles en matière de lieu d'imposition de certains services fournis par voie électronique. En second lieu, elle modifiait les règles concernant le lieu d'imposition des services de radiodiffusion et de télévision et, en dernier lieu, elle introduisait de manière définitive l'obligation pour les États membres d'autoriser la transmission de certaines déclarations par voie électronique.

La loi du 1er juillet 2003 avait modifié les règles concernant le lieu d'imposition des services de radiodiffusion et de télévision. Contrairement à ce qui avait été retenu pour les services fournis par voie électronique, le législateur communautaire a considéré le lieu d'utilisation et d'exploitation effectives des services de radiodiffusion et de télévision comme étant le mieux approprié pour déterminer le lieu d'imposition. Ainsi, le lieu d'imposition des services afférents fournis à des personnes non assujetties établies dans un État membre par un assujetti prestant ses services à partir d'un établissement situé en dehors de la Communauté est réputé se situer à l'intérieur du pays membre lorsque l'utilisation et l'exploitation effectives des services s'y effectuent.

Les règles prévues par la directive 2002/38/CE n'étaient applicables que pour une durée de trois ans à compter du 1er juillet 2003. Sur la base d'un rapport de la Commission européenne à présenter pour le 30 juin 2006 au plus tard, le Conseil européen devait proposer soit des modifications du mécanisme de taxation, soit une prolongation de sa période d'application.

Le rapport de la Commission européenne a conclu «que la directive de 2002 a fonctionné de manière satisfaisante et a rempli son objectif. En l'absence de décision quant à leur révision ou à leur remplacement, ses principales dispositions expireraient, et on retournerait, pour les services électroniques, aux règles en vigueur avant les modifications appliquées depuis 2003.» Pour éviter une telle situation, la Commission européenne a proposé la directive 2006/58/CE du Conseil du 27 juin 2006 devant proroger jusqu'au 31 décembre 2006 les dispositions applicables aux services de radiodiffusion et de télévision à certains services fournis par voie électronique.

La directive 2006/58/CE a été adoptée en date du 28 juin 2006, seulement quelques jours avant la survenance de la date d'échéance de l'application temporaire de certaines dispositions de la directive 2002/38/CE fixée au 30 juin 2006. Une transposition des dispositions de cette nouvelle directive en droit luxembourgeois avant le 1er juillet 2006 était donc matériellement impossible. Par conséquent, la loi du 1er juillet 2003 fut abrogée (faute de prorogation de la date d'échéance de l'application temporaire des dispositions), une simple prolongation d'une loi disparue de l'ordre juridique étant exclue. Pour cette raison, les auteurs du projet de loi ont repris toutes les dispositions de l'article III, titre A, de la loi du 1er juillet 2003 dans le présent projet de loi à caractère rétroactif devant produire ses effets au 1er juillet 2003.

Entre-temps une nouvelle directive 2006/138/CE du Conseil du 19 décembre 2006 a prolongé le délai d'application jusqu'au 31 décembre 2008.

Afin d'éviter qu'on ne doive proroger une nouvelle fois l'échéance du délai d'application de la loi en 2008 le présent projet ne prévoit plus de clause de temporisation.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 24.11.2006

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

15.02.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.02.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2007

Accords de réadmission

5648 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

5649 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Voorburg, le 30 mai 2006

Les projets de loi ont pour objet l'approbation de deux accords de réadmission de personnes en séjour irrégulier, signés entre les pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) et la Bosnie et Herzégovine respectivement l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM).

Les États du Benelux continuent à être confrontés à un nombre élevé de personnes en séjour irrégulier, notamment en provenance de l'ex-Yougoslavie. Afin de définir les conditions et les modalités pratiques de l'éloignement et d'améliorer la coopération avec les pays d'origine de ces personnes, les pays du Benelux concluent des accords de réadmission avec les pays concernés.

Le principe général est que chaque État contractant réadmet ses nationaux en séjour irrégulier dans un autre État contractant sur son territoire. Les accords de réadmission contiennent par ailleurs des dispositions concernant la réadmission de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière dans un des États contractants lorsqu'ils sont en possession d'un titre de séjour ou d'un visa en cours de validité de l'autre partie contractante ou encore lorsqu'ils ont séjourné dans ce pays au cours de six mois précédant la demande de réadmission. Enfin, les accords de réadmission contiennent des règles concernant le transit de personnes en destination de pays tiers.

Dépôts par M. Jean Asselborn,
Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 08.12.2006

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

17.01.2007	Désignation d'un rapporteur
12.02.2007	Présentation des projets de loi et analyse des avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Votes en séance publique: 15.03.2007

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose
tous les **vendredis** *à* **19.00 heures**
un **résumé** *de l'activité*
parlementaire de la semaine.

L'émission est **rediffusée**
le même soir à 20.00, 21.00, 22.00
et 23.00 heures

SÉANCE 24

Mardi, 13 mars 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications

2. 5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention - Auteur: M. Henri Kox

5682 - Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques - Auteur: M. Carlo Wagner

(Déclaration de recevabilité)

3. Ordre du jour

4. Hommage à M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion de son intronisation, en date du 12 mars 2007, en tant que membre associé étranger à l'Académie des Sciences morales et politiques de l'Institut de France

5. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion du 50e anniversaire de la signature du Traité de Rome, suivie d'un débat

6. Dépôt d'une proposition de loi

7. Dépôt d'une motion par Monsieur Félix Braz

8. Question avec débat N°15 de Monsieur Roger Negri sur le renouvellement du Traité Benelux qui vient à échéance en 2010

9. Heure de questions au Gouvernement

- Question parlementaire N°1597 du 6 mars 2007 de Monsieur Laurent Mosar relative au Projet américain d'installation d'un bouclier antimissiles en République tchèque et en Pologne, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
- Question N°162 du 12 mars 2007 de Monsieur Ben Fayot relative à la proposition des États-Unis d'installer un bouclier de défense antimissiles en Pologne et en Tchéquie, à la mise en œuvre par le CAG de l'article 11 du TUE sur la politique étrangère et de sécurité commune et au positionnement du Luxembourg à l'OTAN, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
- Question N°163 du 13 mars 2006 de Monsieur Charles Goerens relative à la prolongation du mandat de l'Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes de l'UE par transformation en Agence des droits fondamentaux, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et à Monsieur le Ministre de la Justice
- Question N°164 du 9 mars 2006 de Monsieur Roger Negri relative aux conclusions sur la politique énergétique et climatique retenues lors du Conseil européen des 8 et 9 mars 2007 et plus particulièrement sur les répercussions pour le Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement
- Question N°165 du 13 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la 3e année du Certificat d'Études Pédagogiques dispensée pour la dernière fois par l'Université du Luxembourg durant l'année académique 2007/2008, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Question N°166 du 13 mars 2007 de Monsieur Marco Schank relative aux procédures d'autorisation de décollage pour les hélicoptères de la Police grand-ducale et de l'Air Rescue à l'aéroport de Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre des Transports
- Question N°167 du 9 mars 2007 de Monsieur Robert Mehlen relative au mode d'approche des avions à l'aéroport de Luxembourg dans le contexte des nuisances sonores et environnementales, adressée à Monsieur le Ministre des Transports
- Question N°168 du 12 mars 2007 de Monsieur Roland Schreiner relative à l'état actuel des négociations sur les conditions de travail auprès des CFL, adressée à Monsieur le Ministre des Transports
- Question N°170 du 13 mars 2007 de Monsieur Marc Spautz relative à l'introduction d'un abonnement «Seniorenkard» et en particulier de la mise en vigueur de cette nouvelle mesure qui a été acceptée à l'unanimité par la Commission tarifaire en date du 17 novembre 2005, adressée à Monsieur le Ministre des Transports
- Question N°169 du 9 mars 2007 de Madame Anne Brasseur relative à la Charte du piéton de la section du parti socialiste de la Ville de Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

10. Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget

11. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la sécurité au Centre de détention de Schrassig

(Débat)

12. Dépôt d'une proposition de loi

13. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la sécurité au Centre de détention de Schrassig (suite)

(Débat - suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.03 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. 5683 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 14.02.2007

2. 5684 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la compatibilité électromagnétique et abrogeant le règlement grand-ducal du 21 avril 1993 transposant la directive 89/336/CEE

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 14.02.2007

3. 5685 - Projet de loi sur la jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 16.02.2007

4. 5686 - Projet de loi transposant la directive 2005/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions et la décision-cadre 2005/667/JAI du Conseil du 12 juillet 2005 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 16.02.2007

5. 5688 - Projet de règlement grand-ducal portant transposition de la directive 2006/106/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de la directive 94/80/CE fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un autre État membre dont ils n'ont pas la nationalité, en raison de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 21.02.2007

6. 5689 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 3 juin 2003 sur les transports par rail de marchandises dangereuses

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 21.02.2007

7. 5687 - Projet de loi portant: 1) transposition de la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail telle que modifiée par la directive 2002/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002; 2) modification du Code du Travail; 3) modification de l'alinéa 1er de l'article 2 de la loi du 14 mars 1988 relative au congé d'accueil; 4) modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 01.03.2007

8. 5690 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: Monsieur Gast Gibéryen, le 05.03.2007

9. 5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission internationale pour le Service international de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.03.2007

10. 5692 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.03.2007

11. 5693 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.03.2007

12. 5694 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections législatives en Arménie

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.03.2007

13. 5695 - Projet de loi-cadre sur l'eau

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 08.03.2007

14. 5696 - Projet de loi promouvant l'habitat, créant un «pacte logement» avec les communes, instituant une politique active de maîtrise du foncier et modifiant certaines dispositions du Code civil

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 08.03.2007

15. 5697 - Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.03.2007

16. 5698 - Projet de loi: - portant approbation de la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipements mobiles et de son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautique; - portant adaptations et modifications de la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef pour certaines catégories de biens aéronautiques

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.03.2007

17. 5699 - Projet de loi relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 13.03.2007

3) Trois pétitions ont été remises à la Chambre des Députés.

En date du 12 février 2007 la «Initiativ Roude Léiw» a remis la pétition N°277 soutenant la proposition de loi 5617.

En date du 14 février 2007 le Conseil communal de Rambrouch a remis la pétition N°278 concernant la fermeture éventuelle des bureaux des Postes à Rambrouch.

En date du 15 février 2007 l'Association Générale des Ingénieurs Techniciens de l'État (AGITE) a remis la pétition N°279 concernant la sauvegarde du diplôme d'ingénieur industriel à l'Université du Luxembourg.

4) Cinq nouvelles demandes d'interpellation ont été introduites.

Par lettre du 5 mars 2007 Monsieur le Député Félix Braz a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de l'évolution future de notre système de pensions.

Par lettre du 6 mars 2007 Monsieur le Député Xavier Bettel l'a informé qu'il désire interpeller le Gouvernement sur les sujets suivants:

- les problèmes d'application du partenariat;

- l'éventuelle introduction dans la législation luxembourgeoise du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels;

- les nouvelles formes de parentalité.

Par lettre du même jour, Madame le Député Colette Flesch l'a informé qu'elle désire interpeller le Gouvernement sur le respect de l'équilibre entre sécurité publique et libertés individuelles.

Par lettre du même jour Monsieur le Député Alexandre Krieps l'a informé qu'il désire interpeller le Gouvernement sur les sujets suivants:

- les grossesses et les avortements chez les filles mineures;

- le problème des drogues.

Par lettre du 9 mars 2007 Monsieur le Député Robert Mehlen l'a informé qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et des stratégies de prévention et de limitation des dégâts que va générer le changement climatique.

5) Par lettre du 28 février 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 31 janvier au 1er février 2007:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et la République de Corée;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République gabonaise;

- résolution sur «Promouvoir une alimentation saine et l'activité physique: une dimension européenne pour la prévention des surcharges pondérales, de l'obésité et des maladies chroniques»;

- résolution contenant des recommandations à la Commission sur les délais de prescription applicables dans le cadre des litiges transfrontaliers en réparation de préjudices corporels ou d'accidents mortels;

- résolution sur les relations de l'UE avec les îles du Pacifique - Stratégie pour un partenariat renforcé;

- résolution contenant des recommandations à la Commission sur le statut de la société privée européenne.

2. 5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention – Auteur: M. Henri Kox

5682 - Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques – Auteur: M. Carlo Wagner

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 8. Mäerz huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun zwou Propositions de loi ausgeschwat. Et handelt sech heibäi ëm d'Proposition de loi vum Här Henri Kox iwwert d'Brevets d'invention, an ëm d'Proposition de loi vum Här Carlo Wagner iwwert d'Circulatioun op den öffentleche Weeër.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

- Haut de Mëtteg héiere mer vum Statsminister eng Deklaratioun zum 50. Joresdag vun de Réimesche Verträg. Uschléissend bezéien d'Fraktiounen an d'Sensibilités politiques Stellung während jeeweils zéng Minutten, beziehungsweis fënnef Minutten;

- duerno komme mer zur Question avec débat vum honorabelen Här Negri iwwert de Benelux-Traité;

- als drëtte Punkt hu mer eng Froestonn un d'Regierung;

- uschléissend eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun deene Gréngen iwwert d'Sécherheet am Schraasseger Prisong

- a schlussendlech de Second vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsännerung 3923C.

Muer um hallwer dräi hu mer um Ordre du jour:

- Fir d'éischt eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der DP-Fraktioun iwwert d'Problematik vum Suicide;

- eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun deene Gréngen iwwert de Mëssbrauch vu Medikamenter;

- d'Question avec débat Nummer 14 vum Här Claude Adam iwwer eng franséisch-sproocheg Filière an der Privatschoul Notre-Dame

- a schlussendlech verschidden Änneerungsvirschléi vun eisem Chamberreglement.

Iwwermuer, och um hallwer dräi:

- de Second vote vum Projet 4992 iwwert d'Sociétés commerciales;

- duerno d'Projeten iwwert d'Sociétés commerciales, d'TVA, d'Union postale universelle

- a schlussendlech d'Projets de loi 5648 a 5649, en Ofkommes tëschent de Benelux-Staten an de Länner Bosnien-Herzegowina a Mazedonien iwwert d'Réadmissioun vu Persounen, deenen hir Openthaltskonditiounen net regulariséiert sinn. Béid Projete ginn an enger Diskussioun behandelt.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Hommage à M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion de son intronisation, en date du 12 mars 2007, en tant que membre associé étranger à l'Académie des Sciences morales et politiques de l'Institut de France

Éier ech dem Statsminister elo d'Wuert ginn, fir seng Deklaratioun zum 50. Joresdag vun de Réimesche Verträg ze maachen, wéilt ech soen, datt et mer eng Freed ass am Numm vun der Chamber kuerz op e wichtege Moment zréckzekommen, nämlech déi émouvant a feierlech Zeremonie, déi mer gëschter, ganz genee viru 24 Stonnen ëm dës Zäit, ënnert der Coupole vum Institut de France erlieft hunn. Gëschter ass de Statsminister Jean-Claude Juncker zu Paräis offiziell an d'Académie des Sciences morales et politiques vum Institut de France opgeholl ginn als Membre associé étranger.

De Jean-Claude Juncker ass deen éischte Lëtzebuerger an dësem eminenten Institut. A mir sinn houfreg drop, datt de Lëtzebuerger Statsminister Member an esou enger bedeitender a renomméierter Akademie ginn ass. Eise Statsminister ass selbstverständlech a gudder Gesellschaft an dëser Akademie. Et sinn eng ganz Rei vu bekannte Perséinlechkeete wéi zum Beispill de Carl Friedrich von Weizsäcker, de spuenesche Kinnek Juan Carlos, de fréieren UNO-Generalsekretär Javier Pérez de Cuéllar an de fréieren tschechesche President Václav Havel oder och de Poopst Benoît de XVI., déi hei Member sinn. Op der Plaz 12 ass eise Statsminister de Successeur vum fréiere senegalesesche President Léopold Sédar Senghor, deen eminenten afrikaneschen Dichter, Politiker a virun allem och Visionär.

De Choix vun der Akademie éiert eise Statsminister, mä en éiert och eis alleguer an en éiert d'Land. Am Numm vun der ganzer Chamber wëll ech dem Statsminister eis häerzlech Félicitatioune soen, him soen, datt hie kann houfreg sinn, an him soen, datt mir eis mat him freeën.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Voilà! Elo huet den Här Statsminister d'Wuert,...

(Interruption)

Mme Colette Flesch *(DP).*- Elo ass hien immortel.

M. le Président.- ...fir seng Deklaratioun ze maachen iwwert de 50. Joresdag vun de Réimesche Verträg. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

5. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion du 50e anniversaire de la signature du Traité de Rome, suivie d'un débat

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Merci fir Är léif Wierder. D'Madame Flesch, déi mer och d'Éier gemaach huet gëschter zu Paräis derbäi ze sinn, huet elo just gesot, ech géif elo zu den Onstierfleche gehéieren. Ech géif, well dat fir eng gewëssen Endemotioun am Land gesuergt huet, soen, dass dat reng symbolesch gemengt ass. An als een, dee sech och hei am Haus schonn heiansdo onstierflech blaméiert huet,...

(Hilarité)

...net nëmmen hei am Haus, sinn ech frou iwwert déi Kompensatioun, déi d'franséisch Republik mer do offréiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de 24. a 25. Mäerz feieren d'Stats- an d'Regierungschefe vun der Europäescher Unioun an der däitscher Haaptstad - bis viru wéinege Joren nach eng gedeelte Stad am Häerz vun Europa - de 50. Gebuertsdag vun der Europäescher Unioun.

Dir wësst aus Ärem perséinleche Liewen, mir wëssen aus dem Liewe vun eise Familljen, dass dat esou eng Saach ass mat de Familljentreffen. Wa mer éierlech sinn, freet ee sech net ëmmer dorop, an et freet ee sech: Muss ech dohinner goen? A wann ech dohinner ginn, wat maachen ech eigentlech do? Wat hunn ech nach mat deene Leit, déi deeselwechten Numm hu wéi ech, gemeinsam? Gëtt et nach eppes, wat mech zwéngend an dee Krees vu menger Famill do erandreift oder ginn ech mer net selwer duer? Sinn ech net selwer dichteg genuch? Brauch ech déi aner iwwerhaapt? Brauch ech déi, déi deeselwechten Numm droe wéi ech? A wat sinn dat fir Leit a sinn dat eigentlech nach déiselwecht Leit wéi déi, déi viru laange Joren eis Famill gegrënnt hunn?

A wann een dann e bëssen do ass, well et muss ee jo awer dohinner goen, no e puer Stonnen, heiansdo eréischt ganz zum Schluss, stellt sech dann awer op eng bal wundersam Aart a Weis - nodeem ee wochelaang gezéckt huet, ob een iwwerhaapt soll dohinner goen - dat Gefill an: Dach, mir gehéieren awer zesummen. Och wa mer eis heiansdo op eisen eegene Liewensweeër auserneebewegen an eis mat eiser eegener Konjunktur, mat eisem eegenen Ego staark beschäftegen; wa mer dann esou zréckdenken un den Ursprong vun eiser Famill, an dann eigentlech, well mer deen Ursprong dann als eppes gemeinsam Verflichtendes emfannen, och un dat, wat de Moment lass ass an der Famill, da mierkt een awer dach: Mir sinn eng Famill an eigentlech sinn ech ouni déi Famill net ganz vill wäert.

An esou, mengen ech, ass et och mat der Europäescher Unioun a mat där kontinentaler Famill, déi sech an der Europäescher Unioun zesummefonnt huet. An dofir fueren ech och gär op Berlin, fir mat de Stats- a Regierungschefen, Kolleegen, vill vun hinne Frënn, vun der Europäescher Unioun dee 50. Gebuertsdag do ze feieren; grad, obschonn ech déi Feier eigentlech am Ufank, wéi ech iwwert déi Familljefeier nogeduecht hunn, léiwer zu Roum gesinn hätt stattfannen, op Berlin. Well et gëtt keng Stad an Europa, déi esou symbolträchteg ass fir dat, wat Europa geschitt ass, wat Europa mat sech selwer gemaach huet a wat Europa mat deenen aneren an der Welt gemaach huet, wéi grad déi Stad, déi a Stécker gerappt gi war an déi stoung symbolträchteg, mä och a Wierklechkeet, fir deen terriblen Nokrichsdécret, deen eigentlech gewollt hätt, dass Europa op éiweg géif a mindestens zwee Lager gespléckt bleiwen.

An dat ass eng gutt Plaz an eng gutt Geleeënheet, fir Europa emol eng Kéier

anescht ze kucken, wéi mer dat soss maachen. Séier dacks schwätze mer iwwer Europa, da kucke mer mat der Arroganz vum gefestegten Nationalstat e bëssen arrogant, condescendant, erofloossend an erofschätzeg op dat Europa erof.

Dee gudde Bléck op Europa kann een zwar och kréien, wann een de Vullebléck hëlt, well da gesäit ee wéi kleng dass Europa an der Welt ass. Mä dee ganz richtege Bléck vun Europa kritt een net, wann een Europa vun uewe kuckt, mä wann een Europa duerchkuckt, am Sënn vum Duerchblécken, andeem ee probéiert an deem Bléckfang alles dat ze sammelen, wat déi Europäesch Unioun, deen europäesche Kontinent, esou wéi e war, esou wéi en ass, esou wéi e ka ginn, ausmécht.

Da mierkt een nämlech, dass Europa wuel eng Plaz ass, mä net nëmmen eng Plaz. Europa ass eng Iddi ier et eng Plaz ass. An d'ganz Geschéckerlechkeet vun der europäescher Politik, an domat och vun den Nationalpolitiken an Europa, besteet doranner fir déi Iddi op déi Plaz ze bréngen a fir déi Plaz mat der Iddi lues, mä sécher, gëuerdnet, harmonesch mat sech selwer wuessen ze loossen.

A wann ee kuckt, wéi no dass mer déi Plaz an déi Iddi beienee kritt hunn, da versteet ee munch europäesch Opreegunge vum Moment net ganz gutt. Well da gesäit een op eemol, esou wéi um Enn vun enger Familljefeier, oder während der Familljefeier, dass dat jo eigentlech alles schrecklech vill Sënn mécht, wat mer do amgaange sinn ze maachen, an dass déi Leit, déi zesummen eppes maachen, zesummegehéieren, an dass se kënnen houfreg sinn op dat, wat se zesumme gemaach hunn.

Da mierke mer vläicht méi staark wéi soss, dass dat esou selbstverständlech net war, dass mer déi Iddi vum Fridden op déi Plaz Europa bruecht hunn, wou déi Iddi an de leschte Jorhonnerten eigentlech ni eng Plaz hat, well regelméisseg hate mer schwéier Konflikter, net mat de Mëttele vum Fridden, mä mat de Mëttele vu militärescher Gewalt, vun Dominatioun, vun Nidderkréiewëllen déi Problemer, déi Konflikter, déi Schwieregkeeten, déi Zäsuren, déi Déchiruren, déi mer mateneen hunn, mateneen ausdroen, esou zwar, dass den europäesche Kontinent iwwer laang Jorhonnerten de martyriséierte Kontinent virun allen anere Kontinenter war.

Dee Fridden, dee mer fäerdeg bruecht hunn, eng Leeschtung fir déi d'ganz Welt eis bewonnert, ass eppes, wat mer solle fest unhalen an deen net selbstverständlech ass. Déi Iddi vum Fridden, denkt zréck virun zéng Joer u Bosnien, wou vun den Hiwwele vu Sarajevo erof d'Mammen an hirer Kichen doutgeschoss gi sinn, wa se amgaange waren hir Kanner ze nieren, denkt zréck virun e puer Joer am Kosovo, wou Vergewaltegungen, wou Kannermord, wou Konzentratiounslager zur alldeeglecher, wat fir déi Betraffen all Sekund war, Realitéit geheiert hunn.

Déi Europäesch Unioun huet et fäerdeg bruecht Stabilitéit op eisem Kontinent ze schafen; aus dem staarke Wëssen eraus, dass onstabil Verhältnisser erëm séier kéinten déi al Dämonen, déi d'europäesch Landschaften esou laang bewunnt hunn, zréckruffen.

Dofir hu mer d'Europäesch Unioun, well och déi Länner dat wollten, no Mëttel- an Osteuropa erweitert.

Denkt drun, dass mer zënter 1989, deen Dag, wou d'Berliner Mauer gefall ass, an Europa an direkt ronderëm Europa et erlieft hunn, dass 23 nei Staten entstane sinn. Wann een déi 23 nei Staten, besonnesch déi, déi am Häerz vun Europa louchen, net festgemaach hätt, verankert hätt an där Solidaritéits- a Friddenssphär, déi d'Europäesch Unioun duerstellt, da wieren déi zentrifugal Kräfte mat enger explosiounsaarteger Gewalt iwwert deen alen an neie Kontinent Europa eragebrach. Da wiere Grenzkonflikter lassgetruede ginn, da wieren ethnesch Konflikter bis hannenhinner ausgelieft ginn, dann hätten déi just zréckfonnten national Souveränitéiten sech ausgetoobt - esou wéi fréier, wou d'Nationalismen an Europa sech konnten op de Wee maachen -, ouni dass se agefaang gi wieren an deem Stéck vun hinnen, wat pickt a wat wéi deet, duerch déi europäesch Klamer, déi mer 1957 an der italienescher Haaptstad probéiert hunn opzezeechnen an déi sech als eng erausgestallt huet, déi de Kontinent op eng, wéi ech hoffen, durabel Aart a Weis zesummenhält an zesummegefléckt huet; well reparaturbedürfteg war dee Kontinent.

Denkt drun, wa mer feieren, dass mer dee gréisste Bannemaart vun der Welt gi sinn; dass mer déi wirtschaftlech Tragik vun der Subdivisioun vun den ekonomeschen Ënnerraim opgehuewen hunn, doduerch dass mer dee gréisste Maart vun der Welt an domat déi zweetstäerkste Wirtschaftsmuecht vun der Welt fäerdeg bruecht hunn. Regelrecht. Et sinn der jo vill heibannen, déi dorunner deelgeholl hunn, fabrizéiert hunn. Dat war net nëmmen eng grouss Iddi, dat war och vill handwierklech Aarbecht, déi een huet misse maachen. D'Regierungen, déi sukzessiv zënter 1985, hunn dat gemaach, d'Parlamenter heiheem selbstverständlech och.

Denkt drun, dass mer eppes fäerdeg bruecht hunn an der Europäescher Unioun, nieft deem Friddenswierk, nieft deem ökonomeschen Opbau, nieft där Stabilitéitssécherung, déi mer hikritt hunn, wat keen eis zougetraut hat a wat mer eis selwer net zougetraut haten, nämlech bis haut 13 Währungen zu enger eenheetlecher europäescher Währung ze fusionéieren.

Liest no, déi déi mengen, si hätten ni Zweifelen dorunner gehat, d'Debatten iwwert de Maastrichter Vertrag, och hei am Haus, esou extrem zahlreich ware mer net, fir dee staarke Glawen hei ze vermëttelen, dass mer déi europäesch Währung géifen hikréien, an déi Zweifelen, déi sech duerch d'Debatten heibanne gezunn hunn, waren der, déi mer iwwerall an Europa a wäit iwwert d'Grenze vun Europa eraus ëmmer erëm konnte feststellen.

Et ass déi bis haut schlëssegsten Äntwert vun den Europäer op d'Globaliséierung, besonnesch op hir negativ Ausflëss. Den Euro schützt eis. E schuet eis net. E mécht eis méi staark. E gëtt eiser monetärer Souveränitéit, ee séier relative Begréff ëmmer zu Lëtzebuerg, eng Dimensioun, déi d'Grenze vun eisem Land, d'Kraaft vu sengen eegene Méiglechkeeten ëm en Onendlecht méi grouss mécht, doduerch dass mer - dat war fir eis méi einfach wéi fir anerer - net fonnt hunn een eleng wär alles, mä gesinn hunn, dass mer zesummen alles kënne fäerdeg bréngen.

Stellt Iech Europa haut vir, haut de Mëtteg, wéi et géif ausgesinn, wa mer d'Erweiderung no Ost- a Mëtteleuropa net gemaach hätten an alleguer déi Konflikter op eng indirekt Aart a Weis, wahrscheinlech souguer op eng direkt Aart a Weis, sech hätten an eis Géigenden importéiere gesinn!

A stellt Iech vir den Euro wär net do gewiescht am Moment vum Irakkrich; am Moment vum 11. September zu New York an zu Washington; am Moment vun de südostasiateschen, russeschen, mexikaneschen a latäinamerikanesche Finanzkrisen; am Moment vun dem duebelen Neen bei de Referenden an Holland an a Frankräich.

Dee ganzen Desaster, vum ekonomesche bis zum mënschleche Leed, duerch d'Netléisung vun de Konflikter, déi duerch d'total Expansioun vun de Souveränitéiten an Europa entstane wären, ass sech net virzestellen.

A well mer eis et och net virstelle kënnen, wësse mer och dat net ze schätzen, wat mer hunn.

Den Euro ass Friddenspolitik mat anere Mëttelen. Näischt anescht wéi dat. Dat huet net nëmmen eppes mat Währungen ze dinn. Dat huet net nëmmen eppes mat Zentralbanken ze dinn. Dat huet eppes mam Import vun enger Iddi op eng geplote Plaz, an déi heescht Europa, ze dinn; an esou muss een dat gesinn!

A well mer esou vill Grënn hunn, fir houfreg ze sinn, hu mer och esou vill Grënn, fir dat Integratiounswierk do virunzeféieren. D'Erweiderung fir d'éischt. Zwar net wéi bis elo, an dat net nëmmen, well d'Leit se net wëllen, mä net wéi bis elo, well dat an der Endkonsequenz kee schlëssege kontinentale Konzept ass, fir jiddferee mat därselwechter Intensitéit, mat därselwechter Gradegkeet, fir emol eng Kéier en däitschen Neologismus ze probéieren, an eis zukünfteg Realitéit anzeféieren, mä ze probéieren, Europa richteg ze duerchkucken, richteg ze duerchblécken a sech ze froen, ze richen och, ze spieren, ob da wierklech jiddfereen am selwechte Mooss an déi europäesch Kärfamill gehéiert wéi déi 15, déi dra waren, an déi 27, déi elo dra sinn, oder ob et net besser ass, ronderëm e Kär, deen ee muss fixéieren - ech schwätzen net vun der Iddi vu Käreuropa -, eng Orbit ze zéien, wou déi kënne Plaz huelen, déi wëlle matmaachen, mä déi net alles wëlle matmaachen, a wouhinner och déi, déi haut alles matmaachen, mä et eigentlech net wëllen, enges Dags kënnen emigréieren, fir sech do méi wuel ze spieren, wéi an der Totaldisziplin vu gemeinsam gedeelte Politiken an der voller Breet.

Mir brauchen - dat ass eng Aufgab vun der Zukunft - eng méi staark wirtschaftlech Verzahnung, eng besser Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitiken an Europa. Mir musse léieren och am Alldag - all Member vun der Eurozon! -, dass mer dat gemeinsaamt Geld kollektiv a solidaresch musse géréieren. Well et gehéiert net nëmme méi engem, et gehéiert haut 13 Länner an a 15 Joer mindestens 23 oder 24 Länner. Mir mussen dat léieren, och mir heiheem, dass mer bei eisem kollektive Behuelen heiheem, net datselwecht kënne lassgetrennt vum kollektive Behuele vun deenen aneren Entitéiten vun der Eurozon do fräi festleeën.

Et gëtt gemeinsam Ziler. Dorauser ergi sech gemeinsam Obligatiounen. Aus gemeinsamen Ziler an aus gemeinsamen Obligatiounen ergi sech gemeinsam Aufgaben a Politiken. D'Europa vun de Bierger muss viru-gedriwwe ginn. Dat ass eng Saach vum Kampf géint dat grenziwwerschreidend Verbriechen. De Bannemaart dierf net ee Fräiraum si fir Gangster a fir Banditten. Dat ass en! E muss ee Fräiheetsraum gi fir déi, déi an him wunnen, an déi mussen sech kënne wieren.

Mir brauche méi Aussepolitik an alle Beräicher, an do gi vill Fortschrëtter gemaach zënter Joren. Klenger, mä däitlecher, an déi musse méi grouss ginn. Europa muss Zougréff kréien op d'Entwécklung vun der Welt, an an engem vill méi staarke Mooss wéi bis elo, gestäipt op säi gemeinsame Wäertekanon, fir deen ee sech net brauch ze schummen, well e maassgeblech Fortschrëttsrhythme setzt fir de ganze Planéit.

D'Doudesstrof - fir emol 20 Joer virunzekucken - wäert enges Dags total aus der ziviliséierter Welt verschwonne sinn, well Europa einfach dee Rhythmus setzt, dass et an der fräier Welt a besonnesch do, wou déi fräi Welt als fräi Welt emfonnt gëtt, net méi ka sinn, dass en anere Mënsch sech Här a Meeschter iwwert d'Liewe vun engem anere Mënsch mécht.

Déi Décisiounen, déi mer dëser Deeg geholl hunn iwwert de Klimaschutz, hunn Trendsetterfunktioun, well keen - keng Amerikaner a keng Chineesen - op Dauer wirtschaftlech d'Zukunft kann opbauen op ee mangelhaften Ëmweltschutzgedanken. Well jiddferee wäert mierken, duerch déi Impulser, déi Europa gëtt, datt mer ee weltwäit ëmspanend, globaalt Klimabündnis brauchen, well jiddferee muss gesinn, dass mer de Klimaschutz an deene leschten 20 Joer trotz alle Warnunge massiv ënnerschat hunn an allen Deeler vun der Welt, an dass mer elo iwwer eng kollektiv a gemeinsam staark Wëllensustrengung dat mussen an de Gréff kréien.

Mënscherechter op där enger Säit; d'Doudesstrof, do wou et se nach gëtt; d'Entdecke vu Mënscherechter, do wou se net groussgeschriwwe ginn, China beispillsweis; an d'Mënschheetsrechter, do wou et ëm de Klima an ëm seng Bewahrung geet. Dat sinn europäesch Aufgaben, wou mer déi aner an der Welt, déi matschwätzen esou wéi mir, mussen infizéiere mat der Virtuositéit an der Tugendhaftegkeet vun deem eegenen Denken, wat mer gemaach hunn, Europa, wat mer gebilt hunn.

Europa brauch vill méi eng staark sozialpolitesch Dimensioun. Fir et dausendmol hei an honnertdausendmol soss dorëmmer gesot ze hunn, brauch ech dat net weider ze ergänzen. Sauf, fir ze soen, dass déi Conseils uniques, déi mer op ville Plazen hunn an déi eigentlech déi Beschäftegt esou behandelen, wéi wa si déi eigentlech Géigner vun der Beschäftegung wären, an d'Verdeele vun de Friichte vum Wirtschaftswuesstum eesäiteg orientéieren, nämlech an de Profitdeel vun der Gesellschaft, Entwécklunge sinn, déi an der Zomm zu enger Désaffectatioun vun der Majoritéit vun den Europäer par rapport zu dem europäeschen Integratiounsgedanke féieren, a géint déi een sech deementspriechend muss stellen.

Soulaang wéi 25.000 Kanner weltwäit all Dag un Honger stierwen, soulaang ass Europa mat senger Aufgab an der Welt net fäerdeg. Europa ass net nëmme fir sech selwer erfonnt ginn. Europa ass och eng Offerte, een Angebot un aner Deeler vun der Welt, dat déi gären ophuelen, wa mir eis där Offerte würdeg erweisen doduerch, dass mer, wéi beispillsweis eist Land, déi noutwendeg Mëttele fir dee Raum vun der essenzieller Zukunftspolitikgestaltung zur Verfügung stellen.

Ee Risiko gesinn ech nëmmen an Europa. Dat ass, datt een den Äifer verléiert, datt een de Glawe verléiert, datt een d'Begeeschterung verléiert, well mer esou midd sinn, well et eis eigentlech gutt geet. Besser wéi iergendengem aneren Deel vun der Welt geet et den Europäer! An duerfir fille mer eis vläicht manner ugestiwwelt, fir méi staark och mam Bléck op d'Zukunft no eis selwer an och no deenen aneren ze kucken. No eis selwer kucken an no deenen anere kucken, dat sinn zwou Säite vun enger Medail; dat ass déiselwecht Iddi.

Ech hätt gären, dass déi Iddi Europa, dat, wat d'Wäerter vun Europa ausmécht, net nëmmen d'Plaz Europa erreecht, mä déi aner Plazen op der Welt erreecht.

Maache mer dat net, gi mer déi Ambitioun op, da verwandele mer eis lues a lues, ouni dass mer et eigentlech mierken, an eng gehuewe Fräihandelszon, déi enges Dags op eemol do ass, ouni dass mer et gemierkt hunn, an déi e Konzept ass, wat ee simplistescht Konzept ass fir ee komplizéierte Kontinent a fir eng gradesou komplizéiert Welt.

An duerfir ass deen Dag 50 Joer Europäesch Unioun een Dag vun zefriddenem Zréckkucken a vu klorer Beschreiwung vun den Defiziter, déi mer an der Europäescher Unioun hunn, a Gott weess, dass déi a grousser Zuel festzestelle sinn.

Mä et ass och een Dag, fir nei Hoffnung ze schafen, net nëmme fir eis selwer, net nëmme fir dat eegent Land, mä och fir de Rescht vun der Welt, am strenge Wëssen drëm, dass mer esou eppes wéi déi Vereenegt State vun Europa weder brauchen nach wëllen, mä dass den Nationalstat an deem Deel, wou e mat sech selwer zefridden ass an Harmonie mat sech selwer schaaft, ouni negativ anerer erofdrécken, op anerer iwwerzegräifen an anerer op de Buedem ze zwéngen, bleiwe muss - an deem Mateneen, deem komplizéierten, deem subtilen, deem fragilë vum Kontinent a vun der eegener Natioun.

Ech hätt gären, dass eis Generatiounen dat maachen, well déi nächstkommend - déi, déi Europa am Joer 2040 regéieren an deenen hir Grousspappen a Pappen net méi kënnen ziele wéi et ass, wann et net esou ass, wéi et haut ass - hunn net méi all Instrumenter an der Hand, well se net méi all wëssen am Kapp an am Häerz, wat dat heescht, wann d'Europäer openee schéissen. Déi hunn a sech selwer net Erënnerungskraaft genuch, fir dat Wierk op een Enn ze bréngen. Et wär duerfir gutt, wa mir et géife maachen.

Loosse mer houfreg sinn op Europa an eis druginn. Europa ass 50 Joer al, mä et ass nach net erwuesse genuch, fir et sech selwer ze iwwerloossen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Als éischte Riedner schwätzt den Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en halleft Jorhonnert ass et hier, datt zu Roum déi Verträg ënnerschriwwe goufen, déi haut nach d'Grondlag vun der europäescher Integratioun sinn.

Dat halleft Jorhonnert zënter dem 25. Mäerz 1957 war alles anescht wéi langweileg. Vun de Réimesche Verträg iwwert den Acte unique an d'Verträg vu Maastricht an Amsterdam bis zum Erweiderungstraité vun Nice huet d'Europäesch Gemeinschaft - spéider Unioun - enorm Erfolleger kënne verzeechnen. Hätte mer haut och nach eng europäesch Verfassung - Grondlag fir en institutionelle Kader, deen e modernt Europa erméigleche soll -, da kéint ee sech eigentlech net bekloen. Allerdéngs hu mer se net. Mir hu se net, well déi europäesch Zefriddenheet sech op ville Plazen a Grenzen hält, well Europa seng Bierger net méi an ausreechendem Mooss inspiréiert.

Villes vun deem, wat de Statsminister elo just gesot huet, a wat déi éischt Generatioun vun Europapolitiker ugedriwwen huet - d'Verhënnere vu Krich, d'Verstännegung tëschent de Völker, d'Ofschafe vu Barrièren tëschent de Länner -, gëtt vun de Generatioune vun haut als selbstverständlech ugesinn. Si verlaange méi: nei Perspektiven, en neie Projet fir Europa, eppes, un deem se sech kënnen orientéieren, wat si motivéiert, wat hinne Loscht op Europa mécht; ouni et ëmmer ze fannen.

Wa mer no 50 Joer iwwert déi Réimesch Vertäg nodenken, Verträg iwwert d'europäesch Wirtschaftsgemeinschaft an Euratom, da musse mer bei all Trauregkeet iwwer méiglech verpasste Chancen dach fir

d'éischt un déi grouss Succèsë vun der europäescher Integratioun erënneren. Zu Roum si sechs State lassmarschéiert; haut sinn der 27 um europäesche Wee. D'Unioun stellt haut deen eenzege wierksame Referenzkader fir all europäesch Staten duer, andeem se hir Zesummenaarbecht wëlle strukturéieren.

Et ass eng gemeinsam Währung geschafe ginn. Eng Eenheetswährung, déi haut an 13 Memberstate gebraucht gëtt. Slowenien war 1990 nach Deel vum kommunistesche Jugoslawien an ass 17 Joer méi spéit Matpropriétaire vun der europäescher Währung als souveräne Stat. Déi slowenesch Trajectoire beschreift androcksvoll wat Europa trotz ville Réckschléi bewegen a bewierke kann.

Wann ee vun de Réimesche Verträg schwätzt, da schwätzt een awer och vun der Fäegkeet vun de Grënnerstaten, eng quasi existenziell Kris am Prozess vun der europäescher Integratioun ze iwwerwannen. Dat ass am Fong gutt esou, well Europa sech nees eng Kéier an esou enger Kris befënnt. Wann Europa an d'Europäer haut d'Léieren aus der Relance vu viru 50 Joer zéien, da kënne mir och aus dëser Kris erauskommen.

1954 huet déi franséisch Assemblée nationale de Vertrag zur europäescher Verdeedegungsgemeinschaft verworf. Den Traité iwwert d'Communauté Européenne de Défense, oder CED, deem seng Konzeptioun iwwregens vu Frankräich ausgaangen ass an de 27. Mee 1952 zu Paräis ënnerschriwwe gi war, krut den 30. August 1954 keng Majoritéit am franséische Parlament. D'Grënn vun dësem Rejet ware komplex a mussen och net hei richteg a wierklech beliicht ginn. Wichteg ass et, de Kontext vun dem Ausschaffen an dem Duerchfale vun dësem Traité ze gesinn.

Nodeems am CECA-Vertrag eng gemeinschaftlech Gestioun vun de Krichsindustrien - déi vu Kuelen a Stol - festgehale war, wollten d'Europäer vun der éischter Stonn vun 1952 un och eng europäesch Arméi schafen. Dës Arméi mat däitscher Partizipatioun sollt vun engem demokratesch legitiméierte politesche Kader ofhänken. Ee Kader, dee parallell an der Form vun enger europäescher politescher Gemeinschaft entwéckelt gouf.

Et goung deemools ëm net méi an net manner wéi d'Schafe vun engem federal verfaassten Europa mat politeschen Institutiounen op parlamentarescher Basis an enger gemeinsamer Arméi. All Krich tëschent Staten, déi dës Institutiounen an dës Arméi matenee gedeelt hätten, wier domat onvirstellbar a praktesch och net méiglech ginn. A genee dorëms goung et: ëm dat dauerhaft Verhënnere vun engem neie Krich an dësem Deel vun Europa.

CED a CPE - déi politesch Gemeinschaft - goufe parallell entwéckelt. An den CED-Vertrag huet scho gemeinsam politesch Institutioune beschriwwen. De Wee vun Europa wier zënterhier e ganz anere gewiescht, wann d'Assemblée nationale den Traité ratifizéiert hätt. Et wier vun Ufank un de Wee vun enger politescher Unioun gewiescht, déi an enger éischter Phas net emol sécher iwwer eng wirtschaftlech Dimensioun verfügt hätt. Eng europäesch Wirtschaftsgemeinschaft gouf zwar Enn 1952 vun Holland ugereegt, awer vun allen aneren europäesche Partner méi wéi skeptesch bekuckt. Et war een zur politescher Unioun bereet, mä net zu där ökonomescher, déi déi national Protektionismen an deem Beräich jo a Fro gestallt hätt.

Ufank 1953 hat dat politescht Europa géint dat wirtschaftlecht gewonnen. Ee Joer méi spéit war alles nees a Fro gestallt. Mam franséische Refus vun der CED gouf och déi politesch Unioun begruewen. Europa war a senger éischter Kris.

De Wee aus der Kris eraus huet déi sechs Ausseminister fir d'éischt op Messina gefouert. Do, ënnert der Présidence vum Lëtzebuerger Premier an Ausseminister Joseph Bech, hunn déi sechs Staten tëschent dem 1. an dem 3. Juni 1955 en neien Elan fir Europa gesicht. Zu Messina gouf sech drop gëeenegt, datt deen nächste Schrëtt an d'Integratioun dann ebe sollt dee wirtschaftleche sinn.

D'Konferenz vu Messina war néideg, well eppes aneschters huet misse fonnt ginn, wéi dat, wat Frankräich grad just refuséiert hat. Dat franséischt Parlament hat sech géint en Europa ausgeschwat, dat fir d'éischt politesch gewiescht wier. De Wee op Roum war dee vun der Réckbesënnung op dat Wirtschaftlecht. Deemools fir Frankräich eng méi akzeptabel Grondlag vun enger weiderer Integratioun an Europa. Méi spéit goufen d'Institutioune vun de Réimesche Verträg duerno awer politesch. D'Gemeinschaft - an haut d'Unioun - si längst iwwer hir reng wirtschaftlech Dimensioun erausgewuess.

An haut? D'Europäer - och, mengen ech, a Frankräich an an Holland - sinn net géint Europa; a virun allem net géint en Europa, wat Politik mécht. Mä si sinn ëmmer méi géint en Europa, dat just nach reguléiert, verbitt, aschränkt a beléiert, ouni Aarbecht ze ginn, ouni Sécherheet ze bidden a virun allem ouni an der Welt mat enger Stëmm ze schwätzen. Et muss en neien Elan ginn, fir dass dee Wee, dee viru 50 Joer zu Roum beschratt gouf, en erkennbaart an erstriewenswäert Zil gëtt fir d'Generatioune vun haut.

Europa brauch haut nees dat, wat deemools „de Geescht vu Messina" genannt gouf: en neien Ulaf, eng nei Bestëmmung, eng aner Zilsetzung. Kee Mënsch wëllt 70.000 Säiten Acquis communautaire, deen ëmmer nëmme just wiisst, amplaz sech selwer emol a Fro ze stellen. Keng Federatioun op der Welt mëscht sech esou permanent an inzisiv an dat bannescht Liewe vun hire Memberen an, wéi d'Europäesch Unioun dat mécht; mä ganz oft op eng Aart a Weis, déi ëmmer méi Leit an Europa zur Schlussfolgerung komme léisst, wéi wann et hir Suergen an hir Problemer definitiv net kéint léisen.

Um Sommet zu Bréissel d'lescht Woch hunn déi europäesch Stats- a Regierungschefe gewisen, datt se d'Zeeche vun der Zäit kënnen erkennen an och entspriechend handelen. Eng gutt Noriicht, besonnesch, well et ëm déi zukünfteg Liewensgrondlag vun eis alleguer geet, wann Europa sech enger globaler Virreiderroll am Klimaschutz verschreift. Et géif ee sech wënschen déi Bréisseler Eenegkeet vu virun e puer Deeg méi dacks ze spieren. Och an deenen Domäner, déi de Statsminister elo just als prioritär fir d'Zukunft genannt huet: Wirtschaftspolitik, Europa vun de Bierger, Aussepolitik, politesch Integratioun.

50 Joer nom 25. Mäerz 1957 ass d'Zäit komm, fir zréckzekucken op d'Manéier wéi d'Grënnerpäpp an Europa sech verhalen hunn an engem Moment, aus deem et deemools scheinbar keen Auswee gouf. A si hunn e fonnt, well se sech bewosst goufen, datt alles anescht wéi den europäesche Fortschrëtt keng Optioun wier. Messina a virun allem Roum sinn déi wesentlech Statioune vun engem europäesche Renouveau an engem Moment, wou en dréngend noutwendeg war. Dat ass haut nees esou. Europa däerf net stoe bleiwen, well et soss zréckfält. Wa mer eis däers all bewosst sinn, da packe mer och de Wee aus dëser Kris.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Den honorabelen Här Charles Goerens huet d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et muss ee schonn an de Kontext vun de 50er Joren zréckdenken, fir ze mierken, wat fir eng Pionéierleeschtung am Fong d'Ufänk vum europäeschen Integratiouns- a Vertragswierk waren. Et war eng Period, déi haaptsächlech vun Angscht a vun Opbroch gekennzeechent war. Et muss ee wëssen, datt tëschent dem Ufank vun der Regierungskonferenz, déi de 26. Juni 1956 war, an der Signature vum Traité, iwwert dee mer haut hei schwätzen, de 4. November 1956 war, wou d'Russen a Budapest agefall sinn. Nëmme just, fir den deemolege Kontext nach eng Kéier ervirzesträichen.

D'NATO hat schonn e puer Joer um Bockel a war eng Äntwert op déi éischt Préoccupatioun vun de Leit, nämlech déi, fir méi sécher ze ginn no de schrecklechen Erfahrunge vum Zweete Weltkrich. D'Ängscht vis-à-vis vun Däitschland waren nach net ganz verschwonnen, a mir brauchen nëmmen haut eenzel Gespréicher bei der Televisioun nozelauschteren, wann e Fussballsmatch iwwerdroe gëtt, wou dat Land mat implizéiert ass, fir ze kucken, datt do nach gewësse Séquellen aus dem Vocabulaire vun de 50er Joren iwwreg bliwwe sinn. An d'Russen hunn duerch den Ufank och vum Kale Krich de Leit Angscht gemaach.

Et gouf en engleschen Diplomat, deen am Fong d'Situatioun op de Punkt bruecht huet, wéi e gesot huet: Eise ganzen Dispositif, dee mer elo hunn - d'transatlantesch Bezéiungen, d'europäesch Eenegkeetswierk -, ass am Fong drop ausgeriicht, fir an Europa eng nei Stëmmung opkommen ze loossen, an an där neier Atmosphär hätte mer gär d'Amerikaner dobannen, d'Russen dobaussen an déi Däitsch ënnen. - Dat war am Fong de Kontext aus de 50er Joren.

Gott sei Dank gouf et nieft Jean Monnet a Robert Schuman eng Partie Statsmänner, un déi de Mëtteg schonn erënnert ginn ass, déi versicht hunn, e Wee an en Auswee aus där Situatioun, déi markéiert war vun zwee Weltkricher, ze fannen.

Lëtzebuerg war do aktiv. Mir brauchen eis net ze schumme fir dee Rôle, deen eist Land gespillt huet am Laf vun der ganzer europäescher Integratiounsgeschicht. Et ware Leit wéi de Joseph Besch, et ware Leit wéi de Robert Schuman - deen hei gebuer ass, deen hei en Deel vu senge Studië gemaach huet, deen d'Sprooch vum Michel Rodange geschwat huet -, déi Europa all Éier gemaach hunn.

Et waren och Leit - wéi de Jean Monnet -, déi eng Zäit laang hei zu Lëtzebuerg verbruecht hunn als President vun der Haute Autorité vun der CECA, déi - wat oft iwwersi gëtt - e ganz héije Pouvoir de réglementation hat, méi héich wéi dat, wat duerno am Roumvertrag am Fong festgeschriwwe ginn ass.

Lëtzebuerg huet eng aktiv Roll gespillt och duerch eng Partie Leit, déi duerno d'Soen haten hei am Land an déi ëmmer erëm nei Impulser ginn hunn. Dat ass verbonne mat Nimm - fir nëmme just d'Statsministeren ze erwähnen - wéi Pierre Werner, Gaston Thorn, déi sech enorm engagéiert hunn, fir den europäeschen Integratiounsprozess weiderzebréngen.

Wann een iwwert de 50. Anniversaire schwätzt, da kéint een dann natierlech elo d'Historiker zu Wuert komme loossen, mä et kann een awer och einfach e puer Phasen eraushuelen. Ech si mer bewosst, datt ech do selektiv virginn. Ech hu mat de 50er Joren ugefaangen an ech maachen direkt e Sprong an d'90er Joren, wou mer eis alleguer nach eng Kéier kéinten iwwerleeën, wat passéiert wier, wann den europäeschen Integratiounsprozess net schonn du mindestens 40 Joer op de Schinne gewiescht wier.

Denke mer nach eng Kéier zréck un dat, wat um westleche Balkan deemools stattfonnt huet, an iwwerleeë mer eis nëmmen eng Sekonn, wat hätt kënne passéieren, wann Däitschland a Frankräich an där doter Situatioun net duerch eng ganz Partie Dispositiounen, Regelen a Vertragswierker matenee verbonne gewiescht wieren.

Wat wier passéiert, wa mer déi Situatioun gehat hätten, déi virun 1952 stattfonnt huet, virun der CECA? Wat wier passéiert, wann Däitschland eng Haltung ageholl hätt, déi natierlech konditionéiert gewiescht wier duerch den däitsche Bléck, also e prokroatesche Bléck aus der historescher Perspektiv eraus?

Wat wier passéiert, wa Frankräich eng Attitüd geholl hätt, déi nëmme just konditionéiert gewiescht wier duerch hire Bléck, an zwar e proserbeschen, aus hirer historescher Perspektiv eraus?

Ech menge ganz, da wier déi Situatioun nach vill méi schlëmm ginn, wéi se en fin de compte war.

Den Élargissement gëtt haut oft beméit, fir de Leit Angscht ze maachen. En fait war d'Perspektiv vun all deene Länner, déi ronderëm de westleche Balkan existéiert hunn, déi Perspective d'adhésion an d'Europäesch Unioun, déi se haten, am Fong e Garant, fir datt et net zu engem Ausufere vum Konflikt komm ass, dee souwisou op de Balkan eleng beschränkt scho schlëmm genuch war.

Ech weess net, ob et esou iwwert d'Bühn gaange wär, wéi et en fin de compte gaangen ass. Kroatien war jo an enger Situatioun, wou duerch d'Trennung, duerch d'Zerspléckung vun der jugoslawescher Republik op eemol e Land do war mat 30% Serben, déi keng Bindunge méi haten zu Belgrad, wat virdrun als staark serbescht Element d'Situatioun dominéiert huet. Ech weess net, ob mer et fäerdeg bruecht hätten, déi Hoffnungen opkeimen ze loossen an deene Länner ronderëm, déi en fin de compte en Impfstoff ware géint e grousst Ausbreede vun der Gewalt an där Situatioun.

An den 90er Joren, fir och un en aneren Aspect ze erënneren, hu mer nach ëmmer déi Dévaluatioune gehat vun deene verschiddenen europäesche Währungen. Déi eng hunn opgewäert, déi aner hunn ofgewäert. An Norditalien huet d'Autosindustrie geboomt; an Däitschland, déi ënnert dem Drock natierlech vun der staarker Währung Schwieregkeeten an Ofsazschwieregkeeten haten, hunn d'Leit misse Feierschichten aleeë respektiv hu missen hir Plaz opginn. Aus där Situatioun si mer eraus. Dat hu mer haut net méi!

Mir hätte wahrscheinlech nach eng Kéier gréisser Iwwerraschungen erlieft, wa mer den 11. September 2001 net e gemeinsamen Euro gehat hätten, deen eis virun enger ganzer Partie schwieregen Entwécklunge geschützt huet, an dee jiddefalls et fäerdeg bruecht huet, datt ganz gefäierlech Entwécklunge konnten ofgefiedert, atténuéiert ginn.

Haut si mer an enger Situatioun, wou d'Angscht erëm eng Kéier um Rendez-vous ass: Angscht virun der Globalisatioun, Angscht virun der Délocalisatioun vun de Betriber, Angscht virun der fräier Zirkulatioun vun de Persounen.

Déi geballten Angscht, déi zum Ausdrock kënnt bei deene verschiddene Geleeënheeten, déi d'Opinion publique huet, fir sech ze manifestéieren, déi kann eis net indifferent loossen.

Mir hunn déi gréisste Schwieregkeete gehat, fir nach enger knapper Majoritéit vu Lëtzebuerger ze erklären, datt e weidere Wee, e weidere Schrëtt a Richtung Entwécklung vun der Europäescher Unioun Sënn mécht. An ech mengen, deen Explikatiounseffort dierft nach net als ofgeschloss gëllen, well, wa mer mat médiocrë 56% e Vertrag ënnerdaach kritt hunn, jiddefalls aus Lëtzebuerger Siicht, hu mer zwar dat gemaach, wat vun eis konnt verlaangt ginn, mä mir mussen awer ganz éierlech soen, mir kënnen net schrecklech houfreg sinn op deen dote Prozentsaz, dee jo nach e puer Joer virdrun aneschters hätt kënne sinn, wann d'Lëtzebuerger an enger räsonnabeler an objektiver Analys éischter zu 80% dat do hätte kënnen akzeptéieren.

Wat ass dozou ze soen? Dozou ass ze soen, datt Lëtzebuerg an der Vergaangenheet oft Courage bewisen huet. Dat war 1919 de Fall bei der Wirtschafts- a Währungsunioun mat der Belsch, och do gouf et Kassandraen, déi gewarnt hunn: Attention, cassecou! Déi si Lige gestrooft ginn. Dat war och bei der CECA de Fall, wou et och ëm e groussen Oftrëtt gaangen ass vu Souveränitéitsrechter, e ganz groussen, vill méi e grousse wéi beim Acte unique a bei Maastricht. Dat gouf et och 1958 bei der Grënnung vum Marché commun. Dat gouf et och beim Acte unique; dat gouf et bei Maastricht, an dat gouf et och elo viru kuerzem beim europäesche Verfassungsvertrag.

Mam Recul gekuckt, muss ee festhalen, datt Lëtzebuerg déi Hürden do alleguer mat Bravoure bestanen huet, well mer e klore Bléck haten an d'Zukunft, well mer eis Interesse kloer erkannt hunn an enger weiderer Zesummenaarbecht mat eisen europäesche Partenairen. A well mer vläicht duerch d'Klengheet vun eisem Land an duerch déi niddreg Bevölkerungszuel net esou vill weien, hu mer wahrscheinlech éischter verstan wéi déi, déi e bësse méi grouss sinn oder vill méi grouss si wéi mir, datt mir eleng op eis gestallt déi Erausfuerderungen net kënne packen.

Dat gouf et och deemools. Leit wéi de Jean Monnet sinn och net ëmmer direkt an hirem Genie erkannt ginn, a kee Geréngere wéi de Generol de Gaulle, deen oft och net ganz amused war iwwert dem Jean Monnet säi Gebaren, huet emol eng Kéier gesot, op d'Fro hin, wat e géif vum Jean Monnet halen: «Oui, il fait un excellent cognac,...» - sot den de Gaulle - «mais malheureusement cette activité ne lui suffit pas.»

(Hilarité)

Bei där Skepsis, déi do zum Ausdrock komm ass, ass awer näischt, wat nodréiglech an der Geschicht awer och nëmmen iergendee Schiet op d'Renommée an op de Genie vum Jean Monnet hätt kënne werfen.

Zum Ofschloss, Här President, mir fält op, wa mer haut kucken, wat an deene 27 Länner vun Europa lass ass, datt et eng ganz Partie Rattenfänger gëtt, déi versichen, d'Leit mat zweifelhafte Parole fir hir Ziler ze gewannen. Et fält eis op, datt déi och net esou gräifen. Et fält eis och op, datt eng Partie extremistesch Parteien haut Resultater kréien, déi wesentlech méi héich sinn, wéi dat an den 30er Joren de Fall war.

Wa mer d'Resultater vun deene Parteien, déi dem belsche Rexismus nostoungen an déi dorobber grasséiert sinn, vergläichen mat de Resultater vun den extremistesche Parteien an der Belscht haut, da fält eis op, datt déi Resultater haut méi heich si wéi deemools; et fält eis op, datt déi Vaguë vun Antisemitismus haut op ville Plaze wuel esou violent sinn, wéi dat an den 20er an an den 30er Joren de Fall war.

Wat ass dorauser ze schlussfolgeren? Schlussfolgeren, mengen ech, kënne mer, datt déi Rattenfänger net zum Droe kommen, ganz einfach, well et ausserhalb vum europäeschen Integratiounsprozess keng seriö Alternativ gëtt, fir d'Zukunft vun de Leit am Fong ze gestalten a mat ze gestalten. Do huet d'Asiicht sech awer duerchgesat. Wann all dat Anert vergiess ass, muss dat jiddefalls bleiwen, datt déi doten Ouverturen, déi mir mat gestalt hunn an de leschte 50 Joer, fir Lëtzebuerg gewënnbréngend waren.

An esou gesinn, Här President, aus Lëtzebuerger Siicht géife mir eis selwer opginn, wa mer den europäeschen Integratiounsprozess, dee ganz staark um Roumvertrag fousst, a senger ganzer Wichtegkeet net méi géifen erkennen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, Lëtzebuerg gëtt et net ouni säin europäescht Ëmfeld. D'Zesummenaarbecht mat anere Länner ronderëm ons huet säit onser Onofhängegkeet ons wirtschaftlech Grondlag, onse Wuelstand an ons Eegestännegkeet garantéiert.

Mir wëssen - et ass schonn hei ugeklongen -, dass et haut Ängschte gëtt virun där ze grousser Oppenheet. Am meeschten interpelléieren ons natierlech déi Ängschte vun de jonke Leit haut; si fäerte keng Aarbecht ze fannen. Et soll een déi Ängschten eescht huelen. Et soll een och probéiere Léisungen dofir ze sichen, mä nach muss ee wëssen, vu wat ee schwätzt.

Mir wëssen, dass Aarbechtsmaartpolitik eng national Kompetenz ass, an et ass d'Lëtzebuerger Politik, déi duerfir zoustänneg ass, mä an der Europäescher Unioun ass déi Zoustännegkeet natierlech duerch d'Zesummeschaffe mat deenen anere Länner begrenzt.

Dofir wëll ech hei emol e Wuert soen iwwert dat, wat am Kär vun der europäescher Integratioun säit méi wéi 50 Joer läit.

Dës Integratioun ass d'Resultat vun enger schwiereger Equatioun, déi sech ëmmer op en Neits stellt. Et ass d'Equatioun zwëschen nationalen Interessen an europäescher Zesummenaarbecht. All Land, ob mer zu sechs oder zu 27 sinn, huet seng eegen Interessen a versicht déi Interessen an deem europäesche Kontext ofzesécheren an auszebauen. Dofir musse mer och hei, bei esou engem feierleche Moment, probéiere ganz éierlech ze sinn.

Mir Lëtzebuerger si gutt Europäer. Mir soen dat bei all Ëmfro. Mir wënschen e staarkt Europa. Mä et mussen natierlech ons handfest materiell Interesse garantéiert ginn. Dat war esou 1950 bei der CECA fir d'Stolindustrie, ob dat d'Kapital war oder d'Aarbecht. An dat war ëmmer esou während all deene Jorzéngte fir d'Bankgeheimnis zum Beispill, an dat war och esou fir onse Sozialstat, dee mer gäre fir ons eleng halen.

Fir dass déi Equatioun opgeet, musse mer natierlech Kompromisser agoen, oft schwiereger; ech erënneren un de Steierpak vun 1997 ënner Lëtzebuerger Présidence. Mä dat Eenzegt, wat ëmmer kloer ass a muss sinn, dat ass, dass e Réckzuch op onsen Territoire oder eng Préférence nationale - wéi et munche Leit virschwieft - fir Lëtzebuerg manner wéi fir iergenden anert Land eng Léisung ass.

(Interruption)

Här President, de Vertrag vu Roum an all déi europäesch Verträg virdrun an och duerno hunn onst Land zu deem gemaach, wat et haut ass; nämlech paradoxerweis net e Land, wat ënnert dem Bréisseler Superstat géif leiden, mä vill méi en onofhängegt Land, wat matschwätzt a gehéiert gëtt. Ons Existenz gëtt haut vu kengem Noper méi a Fro gestallt. Et däerf een anscheinend haut den neie Generatiounen net méi vum Fridde schwätzen. Op d'mannst muss a kann een hinne soen, dass d'Existenz vun engem Land wéi Lëtzebuerg nëmmen duerch e gënschtegt internationaalt Ëmfeld besteet a garantéiert gëtt.

1919 sinn déi héichsten Autoritéite vum Land net méi am Ausland empfaang ginn. 1940 muerges fréi den 10. Mee ass d'Regierung mat der Groussherzogin heemlech iwwert d'Grenzen a Frankräich geflücht, a si haten näischt méi am Land ze soen. Haut, duerch d'europäesch Integratioun, ass dat net méi denkbar. D'europäesch Verträg erkennen ausdrécklech déi national Existenz an d'Diversitéit vun de Länner un. Si verdeedegen dës national Existenz. Am Europäesche Verfassungsvertrag steet: «Unie dans la diversité».

Här President, Lëtzebuerg ass e Land, wat duerch seng europäesch Mataarbecht no 1945 eng europäesch Geschicht huet. All Lëtzebuerger politesch Famill huet dozou bäigedroen. Si gouf gedroe vu bedeitende Politiker vun CSV, DP an LSAP. An - ech wëll dat hei soen - d'LSAP ass houfreg, dass bedeitend Sozialiste wéi de Jean Fohrmann, de Michel Rasquin an der éischter Kommissioun vun der Europäescher Wirtschaftsgemeinschaft 1957, de Jean Fohrmann an der Haute Autorité vun der CECA, an de Victor Bodson an de 60er Joren an der Europäescher Kommissioun mat um Ufank vun der europäescher Eenegung stoungen. Dës Geschicht zwëschent deene grousse Parteien erkläert och, firwat dass d'Europäesch Unioun kee brutalen Neoliberalismus wëllt. Si steet fir eng sozial Maartwirtschaft, déi wirtschaftlech Fräiheet a sozial Wäerter vu Solidaritéit a Schutz vun der Aarbecht verbënnt.

Natierlech ass och dat ni definitiv erreecht. Et bleift eng permanent Erausfuerderung, d'Liewe vun de schaffende Leit ze verbesseren, hir Aarbechtsplazen ofzesécheren, sozialen Dumping ze verhënneren an öffentlech Déngschtleeschtungen ze erhalen an auszebauen.

Här President, d'Europäesch Unioun ass haut e Modell fir Zesummenaarbecht. Si wëllt Fridden an huet sech dem Multilateralismus verschriwwen. D'Unioun wëllt Demokratie a Rechtsstaatlechkeet no bannen an no baussen. Dobäi huet d'Europäesch Unioun Grousses geleescht a mécht dat och weider. Si huet duerch d'Solidaritéit ënner räichen an aarme Länner um europäesche Kontinent, an doriwwer eraus, ville Mënschen e bessert Liewen erméiglecht. Si huet duerch hir Erweiderung no Osteuropa, dat 1990 seng Eegestännegkeet a seng Fräiheet erëmkrut, dës Solidaritéit ënner Beweis gestallt.

Och haut geet dës Solidaritéit weider. D'Politique de voisinage entwéckelt d'Zesummenaarbecht mat de Länner vum Mëttelmier, vun Osteuropa bis hin an Asien. Den Accord vu Cotonou mécht europäesch Mäert fir Länner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik op a garantéiert hinnen anstänneg Präisser fir hir Produkter. D'Stabilitéit un onse Grenzen an d'Léisung vu schwieregen ethneschen a reliéise Problemer um Balkan kënnen nëmmen duerch d'Solidaritéit vun den europäesche Länner entstoen a garantéiert ginn.

Och am Noen Osten hëlleft d'Europäesch Unioun mat, dee schwierege Konflikt zwëschen Israel a Palästina ze léisen; gradewéi d'illegal Immigratioun an de Mënschenhandel nëmmen duerch d'Deele vu Räichtum an den Opbau vu Wuelstand an den Entwécklungslänner bekämpft kënne ginn.

Bei globale Problemer vun der Mënschheet, wéi de Klimawandel, huet d'Europäesch Unioun mat den anere Groussmuechten eng Verantwortung an eng Virreiderroll ze spillen. D'Opzielung vun deene Problemfelder weist natierlech, wat nach alles ze maachen ass an der Zukunft.

Här President, ech wëll awer och hei soen, dass déi 50-jähreg Geschicht eigentlech net nëmmen eng „success story" ass. Et ass eng Geschicht och vu Fortschrëtt a Réckschléi, vu villen net ëmmer zefridde stellende Kompromisser zwëschen nationalen Interessen, vu Gefeilschs hannert zouenen Diere mat Aueren, déi ugehale goufen. Et ass d'Geschicht vun engem gespléckte Kontinent. D'europäesch Integratioun war en Deel an der Ausenanersetzung zwëschent zwou Ideologien, zwee Weeër, d'Mënsche glécklech ze maachen.

Et ass och d'Geschicht - dat muss een och soen - zwësche grondverschiddenen Opfaassunge vun der Zesummenaarbecht zwësche souveräne Länner. All Dag gëtt déi Geschicht weidergesponnen.

Europa ass duerch d'Iwwerwanne vun der klassescher intergouvernementaler Zesummenaarbecht duerch d'Gemeinschaftsmethod entstan. Dat heescht, eenzel Kompetenze vun der nationaler Souveränetéit zesummenzeleeën an zesummen auszeüben an doduerch méi schnell a méi effikass weiderzekommen.

Et ass déi Method, déi haut nach vun enger Partie Länner net gär gesi gëtt. An dofir menge mir - dat ass op jidde Fall meng Iwwerzeegung -, dass se muss ausgebaut ginn, fir dass d'Décisiounsmechanisme méi effikass a méi transparent ginn. Dës Method däerf net verwässert ginn. Wann déi Gefor géif bestoen, mengen ech schonn, an do sinn ech mam Statsminister d'accord, da soll ee léiwer zu e puer weiderfueren an déi aner dann nokomme loossen.

Här President, Europa ass duerch de Wëlle vun de Regierungen a bedeitende Politiker entstan. Do waren déiwe Realismus, nationalen Ausgläich, géigesäiteg Konzessiounen, perséinlech Kontakter dat wichtegst Element.

Fir dass Europa weiderwiisst, muss et vun de Biergerinnen an de Bierger gedroen a verstane ginn. Mir wësse wéi schwéier dat ze erreechen ass. Och mir hei an der Chamber - ech soen dat ëmmer erëm - sinn dobäi gefuerdert, duerch ons deeglech Aarbecht.

No 50 Joer, Här President, ass d'Europäesch Unioun net um Enn. Ech géif éischter soen, si ass um Ufank vu groussen Aufgaben op bal alle Gebidder. Well och wa munnech Bierger iwwer eenzel Punkten euroskeptesch oder euronegativ sinn, da gëtt et keen, deen an der Europäescher Unioun net den „dernier recours" fir déi meescht Problemer vun onser Zeit gesäit.

Ausser extremen Nationaliste gëtt et keen, deen net fir europäesch Zesummenaarbecht ass. Et gëtt keen, deen déi Fräiheet, déi Oppenheet an dat tolerant Zesummeliewe vun den europäesche Länner mësse wëllt.

Dat ass, Här President, a mengen Aen dat schéinste Kompliment, wat een der europäescher Eenegung ka maachen.

Ouni Europa gëtt et keng Zukunft, weder fir Lëtzebuerg nach fir all déi aner Länner, mat deene mer zesummeschaffen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, viru bal genee 50 Joer, de 25. Mäerz 1957, goufen zu Roum d'Verträg zur Grënnung vun der Europäescher Wirtschaftsgemeinschaft a vun der Europäescher Atomenergiegemeinschaft ënnerschriwwen. Zesumme mat der CECA vun 1952 goufen et vun do un dräi europäesch Communautéiten.

50 Joer duerno ass dorauser d'Europäesch Unioun entstanen. Mir kënnen haut op e puer Jorzéngte vun enger ausseruerdentlech erfollegräicher, origineller a wäiträichender Kooperatioun an Integratioun vun den europäesche Länner zréckblécken.

Zu de sechs Memberstate vum Ufank si mëttlerweil nach 21 anerer dozougestouss. Domadder bitt d'Europäesch Unioun haut e gemeinsame Liewenskader fir nobäi eng hallef Milliard Leit! An ech mengen et kann een nëmme bäifügen an drop hiweisen, datt mer eis eigentlech oft däers net genuch bewosst sinn. Zumools an den aktuelle verschiddenen Diskussiounen an enger komplett verännerter Welt par rapport zu der Grënnung vun der Unioun.

An et ass och gutt, datt dat esou gaang ass. Hautdësdags ass keen europäescht Land, egal wéi grouss, nach fäeg, de globalen Erausfuerderungen eleng ze begéinen, sief dat um sozialen, demokrateschen, politeschen, militäreschen, technologeschen oder och, besonnesch mam Klimawandel, um ekologesche Plang.

Mir all hunn nëmmen eng Chance, wa mer zesummen handelen, eis iwwer gemeinsam Prioritéiten eens ginn a resolut an déiselwecht Richtung zéien.

Et kann een awer net vu 50 Joer Europäesch Unioun schwätzen, ouni op déi aktuell Blocagë bei den Zukunftsperspektive vun der EU anzegoen. Weder d'Regierungen nach d'Bierger si sech momentan eens, wéi et mat der EU soll weidergoen.

Et feelt eis haut un enger klorer Visioun, engem gemeinsamen europäeschen Dram. An de Statsminister huet zu Recht virdru gesot, datt et dës Generatioun muss sinn, déi nach eng gewësse Mémoire huet iwwert d'Geschicht vum Kontinent, déi dofir muss suergen, datt awer dësen europäeschen Dram muss ageleet ginn an och an Erfëllung goen.

Nom Blocage vun der EU-Verfassung, de penible Streidereien zu de Finanzperspektiven an enger schneller Erweiderung op 27, ass d'Kris ëm d'Finalitéit, ëm d'Moyenen an ëm déi geographesch Grenze vun der EU net méi ze ignoréieren.

D'Europaskepsis war och am Musterland Lëtzebuerg selten esou staark wéi haut. Ech mengen awer, datt fir d'Majoritéit vun de Leit dës Kris kee Grond ass, den europäesche Projet grondsätzlech a Fro ze stellen. Si weist eis allerdéngs, datt et héich Zäit gëtt, sech ëm d'Haus Europa emol méi grëndlech ze këmmeren, emol e bësse méi grëndlech nom Stot ze kucken.

D'EU-Institutiounen an hir Funktiounsweise mussen dréngend vereinfacht an dem Bierger méi no bruecht ginn. D'EU muss méi transparent a méi demokratesch fonctionnéieren, notamment mat oppene Ministerrotssëtzungen, enger voller Bedeelegung vum Europäesche Parlament an och mat Elementer vun direkter Demokratie, esou wéi se iwwregens am Traité constitutionnel och virgesi waren.

Eng Conférence intergouvernementale no där anerer ass keng Léisung méi. Punktuell Korrekturen a Fléckaarbechte ginn net méi duer. D'Beispiller vun Amsterdam a virun allem vun Nice hunn dat bewisen.

Et feelt der Unioun awer och massiv u finanzielle Moyenen. Ee maximale Budget vu liicht iwwer 1% vum europäesche PIB ass net vill, wann een all déi Kompetenzen an Aufgabe vun der EU betruecht, a virun allem och wann ee weess, datt de gréissten Deel vun dësem Budget traditionell an d'Agrarpolitik fléisst.

Mam aktuelle Finanzaccord wäert am Joer 2013 souguer prozentual manner communautaire finanzéiert ginn, wéi an deene leschten zéng Joer. Mir landen do quasi erëm um Stand vum Maastrechter Vertrag, an dat trotz enger historescher Erweiderung, trotz den neien Aufgaben an de villen Absichtserklärungen op EU-Sommeten.

D'Memberstate feilsche léiwer méintelaang fir selwer ee Maximum erauszeschloen, anstatt d'Haaptgewiicht op d'Effikassitéit an d'Solidaritéit mat méi aarme Memberstaten ze leeën.

Wa mer der EU ständeg méi Aufgaben iwwerdroen, da musse mer hir logescherweis och déi néideg finanziell Moyenë ginn, fir datt se deene kann nokommen.

Wa mer wëllen, datt déi sozial Kohesioun an der Europäescher Unioun schnell Fortschrëtter mécht, wa mer d'Sozialstandarde wëlle qualitativ weiderentwéckelen, an engem Sënn, datt an deene 27 EU-Länner se méiglechst schnell op ee méi oder wéineger gemeinsamen eenheetlechen Niveau kommen, da mussen d'Kohesiounsfongen an déi relevant Programmer iwwert deen néidege finanzielle Spillraum verfügen.

Wat der EU also feelt, ass eng grondleeënd Diskussioun an d'Iwweraarbechtung a Richtung Transparenz vun der Politik, Vereinfachung vun de Prozeduren, der Definitioun vun enger kohärenter politescher Finalitéit vun der Unioun an déi entspriechend Ressourcen, fir hiren Aufgabe gerecht ze ginn.

Déi wichtegst Erausfuerderung ass also elo net nëmmen de Verfassungsprozess erëm nei unzekuerbelen, mä virun allem de Malaise vun de Leit eescht ze huelen an entspriechend ze handelen.

Déi selwer operluecht Denkpaus huet bis elo keng erkennbar Friichte gedroen, och wann eenzel Effortë gemaach gi sinn, fir op d'Leit zouzegoen a se ëm hir Meenung ze froen.

Et däerf een net mengen, datt d'Verfassung an zwee Länner just dofir ofgelehnt gouf, well d'Leit d'Unioun net richteg verstinn oder den Text net richteg erklärt kritt hunn. Sécherlech war et e komplizéierten Text an hunn déi Saachen och matgespillt, mä d'Grënn vun der Oflehnung leien eiser Meenung no op engem aneren Niveau.

Neen! Mir sinn der Meenung, d'Haaptresponsabilitéit fir de Malaise droen zu engem gudden Deel verschidden - an ech betounen „verschidden" - EU-Politiken: een iwwerdriwwene Liberaliséierungswahn, ee mangelnde Wëlle fir sozial Kohesioun, een héich riskant Konkurrenzdenken an der Steierpolitik. Dat sinn nëmmen e puer Beispiller vun EU-Politiken, déi de Leit Suerge maachen. An do gëllt et elo direkt méi Jalonen ze setzen, well dat ass méi wichteg wéi iwwer all méiglech Zeenarien nozedenke wéi een dann elo dee Verfassungstext awer nach duerchkréie kënnt.

Wat elo zielt, sinn effizient Institutiounen, transparent Prozeduren an e staarke Schutz vun de Grondrechter. Virun allem muss awer och den aktuellen europäeschen Trend, quasi ausschliesslech d'Wettbewerbsfäegkeet an den Zentrum vum politeschen Interesse ze stellen, ëmgedréint oder zumindest rééquilibréiert ginn. Et sinn d'ekologesch Moderniséierung, den Ëmbau vun der Energiepolitik hin zu méi Effizienz, Ressourcen aspueren an erneierbar Energien, verbonne mat der Sécherung vun eise so-

ziale Standarden, déi an de Mëttelpunkt vun der Politik de Moment gehéieren. Nëmme wa mer dat fäerdeg bréngen, wäerte mer och erëm méi Interesse kréie fir dee grousse communautäre Projet.

Falls et elo also zu enger Neiverhandlung sollt kommen, da si fir déi Gréng véier Haaptschwéierpunkten onverzichtbar:

1. d'Rechtsverbindlechkeet vun der Grondrechtecharta;

2. d'Rettung respektiv den Ausbau vun den institutionelle Fortschrëtter, an ech ernimmen heibäi speziell d'Stäerkung vum Europaparlament, de verstäerkten Iwwergang zum Vote à majorité qualifiée an déi nei duebel Majoritéit am Conseil, an de Postë vum europäeschen Ausseminister;

3. ass et fir déi Gréng och kloer, datt den Euratom-Vertrag net däerf an d'Verfassung iwwerholl ginn. Duerfir fuerdere mer d'Ofschafe vun dësem Traité. Wa Klimaschutz an Nohaltegkeet ab elo eng éierlech Prioritéit solle ginn, dann ass keng Plaz méi fir dëst atomaart Relikt. 50 Joer eesäiteg, ondemokratesch a virun allem och nach vergeblech Promotioun vun der Atomenergie sinn eiser Meenung no méi wéi genuch;

4. mir brauchen dréngend sozial Mindeststandarden, fir datt déi ganz EU méi séier eng sozial Kohesioun kritt. An d'Schafung, eiser Meenung no, vun engem europäesche Mindestloun kéint hei e wichtegt éischt Zeeche setzen.

Hei läit an eisen Aen elo déi grouss Aufgab vun der Politik fir déi kommend Méint a Joren. Engersäits selwer an esou séier wéi méiglech de Wee an d'Zukunft vun der EU ze fannen an dëse Wee esou ze gestalten, dass en den Interessen, de Wënsch an de Bedürfnisser och vun den normale Leit entsprécht, déi an dësem Europa liewen. Wa mer dat fäerdeg bréngen, da kann een der europäescher „success story", déi mat de Réimesche Verträg ageleet gouf, eng nei Dynamik am 21. Jorhonnert ginn a se weiderféieren. Déi Gréng hoffe ganz staark, datt dat eis geléngt, a si wäerten dozou hire Bäitrag leeschten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, datt mer haut an der Chamber eng Deklaratioun vum Premier mat enger kuerzer Debatt iwwert de 50. Joresdag vun der Ënnerzeechnung vun de Réimesche Verträg maachen, ass duerchaus ubruecht. Dës Verträg stinn um Ufank vun deem Europa, wat mer haut kennen. Dës Verträg waren déi eenzeg richteg Äntwert op all dat Schrecklecht, wat de leschte Weltkrich u Verbriechen un der Mënschheet ugeriicht huet.

Europa huet eis elo schonns iwwer 60 Joer Fridde bruecht, huet déi eenzel Staten zum Mateneen an net méi zum Géintenee gefouert. An deene 50 Joer ass d'Landkaart an Europa frësch gezeechent ginn an huet e friddlecht Zesummeliewe wäit iwwert d'Grenze vun 1957 eraus erméiglecht. Eleng wéinst dëser Friddensmissioun gëtt et keng Alternativ zu Europa. Doriwwer eraus huet Europa d'Bannegrenzen ofgeschaaft, de Bierger a Wueren eng fräi Zirkulatioun erméiglecht, den Euro agefouert an ass weltwäit zur gréisster Wirtschaftsmuecht ginn.

An dach ass d'Skepsis vis-à-vis vun deem Europa haut esou grouss wéi nach ni. Firwat, kann ee sech d'Fro stellen. Et gëtt sécherlech vill Ursaachen. Deenen enge geet d'Erweiderung ze séier an ze wäit, déi aner hunn Angscht virum sozialen Ofbau oder Chômage. Anerer fäerten, hir kulturell an national Identitéit géif an engem europäeschen Zentralstat, dee vun enger iwwermächteger europäescher Verwaltung dominéiert gëtt, verluer goen. All dës a vill aner Suerge féiere beim Bierger zu dëser berechtegter Skepsis.

Firwat - musse mer eis elo d'Fro stellen - ass dës Skepsis entstanen? Fir eis als ADR gëtt et eng wesentlech Äntwert op dës Fro: Europa ass ouni seng Bierger gebaut ginn; jo, Europa ass hannert zouenen Diere gebaut ginn; Europa huet seng Bierger vun der Diskussioun ausgeschloss. D'europäesch Spëtzepolitiker an Eurokrate sinn als Super-, als Iwwermënschen duergestallt ginn, déi alles besser wëssen a kënnen. Europäesch Sommetë sinn opgebauscht a mediatiséiert ginn, wéi wann do hannert zouenen Diere Gott weess wat erfonnt an décidéiert géif ginn.

Wien awer mengt, déi Netbedeelegung vum Vollek, vun den nationale Parlamenter, déi Ontransparenz, dat oft onlegitiméiert Virgoe wieren Zoufall oder Onwësse gewiescht, deen iert sech ganz staark. Dat war Absicht, voll Absicht. Et war d'Basis, et war de feste Bestanddeel vun där Strategie, vun där Lobby, déi Europa esou gebaut hunn, d'Leit, d'Vollek esou mann wéi méiglech mat an d'Diskussiounen an an d'Entscheedunge mat anzebauen. Sech selwer als Iwwermënsch duerzestellen, d'Saach esou komplizéiert ze maache wéi nëmme méiglech, fir datt esou mann Leit wéi nëmme méiglech sech interesséiere fir dat, wat do an hirem Numm décidéiert gëtt.

Am beschten huet dës Strategie eise Premier, den Här Juncker, an engem Interview 1999 am „Spiegel" résuméiert, ech zitéieren: „Wir beschließen etwas, stellen das dann in den Raum und warten einige Zeit ab was passiert. Wenn es dann kein großes Geschrei gibt und keine Aufstände, weil die meisten gar nicht begreifen, was dort beschlossen wurde, dann machen wir weiter, Schritt für Schritt, bis es kein Zurück mehr gibt." Besser hätt een de Fonctionnement vun der Europapolitik net kënne résuméieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här Gibéryen, dat war awer eng Kritik, déi ech formuléiert hunn, an et gëtt ëmmer presentéiert wéi wann ech gesot hätt, dat wär gutt esou. Duerfir sinn ech lech dankbar, dass Der mir emol eng Kéier d'Geleeënheet gitt hei am Haus ze soen, dass ech dat kritiséiert hunn an net gesot hunn, esou misst et virugoen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech si frou, Här President, festzestellen, datt den Här Juncker och hei falsch verstane ginn ass deemools.

A genau dat Europa wëllen d'Bierger an och mir als ADR net! Mir hätte virun allem gären en transparent, en demokratescht Europa, wou d'Bierger objektiv informéiert ginn, e wierklecht Matsproocherecht a Matentscheedungsrecht kréien, an datt bei wesentleche Froen nëmme méi iwwert de Wee vun engem Referendum entscheet gi kann.

Mir triede fir en Europa an, wat sech virun enger weiderer Erweiderung kloer Grenze gëtt a wou eng Türkei ni ka Vollmember ginn. Mir triede fir e soziaalt an ekologescht Europa an. Mir triede fir en Europa an, dat fiskalen Dumping zugonschte vun de multinationale Konzerner verhënnert. Mir triede fir en Europa vu Staten an, wat déi national a kulturell Identitéit a Verfassunge respektéiert a garantéiert. Mir triede fir en Europa vum Bierger an.

Här President, fir dat ze erreeche muss Europa staark ëmdenken. Hei geet et net duer fir e puer Auserwielter mediatiséiert zu Hurra-Europäer ëmzeswitchen oder e puer Botterfahrten an d'Europaparlament ze organiséieren. Iert d'Bierger sech erëm mat Iwwerzeegung fir Europa begeeschtere loossen, mussen déi, déi un der Spëtzt sinn, fir d'éischt de Beweis erbréngen, datt se och wierklech de Message verstanen hunn an d'Bereetschaft zum Ëmdenken erbruecht hunn, an dat novollzéibar an nohalteg.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, entschëllegt, Dir trëtt fir vill Saachen an, dat ass och richteg a gutt esou, mä ech triede fir d'Reglement an. Är Zäit ass elo ofgelaf. Ech hunn Iech eng Minutt gelooss.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech sinn och um leschte Saz, a wann den Här Statsminister mech net ënnerbrach hätt,...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …da wär ech a menge fënnef Minutte bliwwen. Dobäi wëll ech soen,...

M. le Président.- Ech mengen zwar net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …datt den Här Fayot eng Minutt méi laang geschwat huet, den Här Goerens annerhallef Minutt an den Här Bausch 38 Sekonnen, ouni vun Iech dorobber opmierksam gemaach ze ginn.

Ech wëll dann awer mäi leschte Saz soen, Här President.

(Interruption)

Den Nee vu Frankräich an Holland zum Verfassungsvertrag war duerfir e wäertvollen Nee fir Europa, wann den Neen zu engem fundamentalen Ëmdenke féiert.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Ech wëll Iech soen, datt déi eenzel Fraktioune proportionell zu der Stäerkt an hirer Riedezäit, déi se haten, eng esou vill konnt iwwerzéie wéi déi aner; Dir esou vill wéi déi aner.

(Interruption)

Den Här Jaerling huet d'Wuert elo.

(Interruption)

Neen, ech mengen zwar net. Ech mengen zwar net.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, nodeem dass eng Rei vu menge Virriedner d'Geschicht vun Europa seriö duergestallt hunn an en aneren erëm op seng traditionell Polemik zréckgefall ass, wëll ech dann och hei mäi bescheidene Bäitrag vu mengen Iwwerleeungen zu Europa bréngen.

Wann ech mech soll mat Europa kënnen identifizéieren, da kann ech dat nëmmen, wann dat Europa sech zweegleiseg entwéckelt, an dat parallell: Engersäits eng noutwendeg ekonomesch Entwécklung an anerersäits eng staark sozial Entwécklung, déi et erméiglecht, dem Bierger e Stéck vun där ekonomescher Entwécklung matzeginn.

Leider lafen déi zwee Gleiser net parallell, mä déi ekonomesch Entwécklung ass wäit no riets ofgedrift. Duerfir muss dofir gesuergt ginn, dass déi zwee Gleiser beienee kommen, fir kënne parallell weiderzelafen. Awer net iwwert de Wee, dass elo dat soziaalt Gleis och no riets soll ofgedriwwe ginn, mä dat ekonomescht Gleis muss sech schnell op dat soziaalt zoubewegen.

Fir dass dat Europa, wat ech mer virstellen, prioritär am Interesse vum Mënsch ka wierken, muss de Mënsch an de Mëttelpunkt vun alle Politike gesat ginn. D'Ekonomie muss do sinn, fir dem Mënsch ze déngen an net ëmgedréint. D'Liewensqualitéit vum Mënsch muss eisen éischten Objektiv sinn.

50 Joer laang sinn elo eng Rei vu gudde Pisten opgezeechent ginn, Konflikter vermidde ginn, a Mënsche si sech méi no bruecht ginn. Et heescht elo déi Initiativen ze konsolidéieren a weider auszebauen, fir dass eise Kanner en Europa iwwerlooss gëtt, wat all Mënsch e wierdegt Liewe garantéiert.

Et sinn Échecer ginn a mir mussen doraus léieren. Et ass un eis ze beweisen, dass mer dorauser kënne léieren. Och wat déi europäesch Vertragswierker ubelaangt, musse mer léieren, dass all Vertragswierk renégociabel muss sinn, an dass et e Feeler ass, stuer un enger Linn festzehalen an dass besonnesch Transparenz an Dialog mam Bierger de Wee ass, deen ee muss aschloen, fir hinnen Europa verständlech ze maachen an hinne méi no ze bréngen.

Eis Jugend huet eis mat hirem Neen zum Traité constitutionnel kloer ze verstoe ginn, dass mir hinnen Europa net méi no bruecht hunn a si sech net mat deem Europa, wat mer hinne wollten erklären, kënnen identifizéieren.

Aus dësem Message musse mer léieren europawäit, fir dass net Riets- oder Lénksextremisten déi Bausteng vun Europa, déi nach net gefestegt sinn, zerstéieren.

D'Politik huet d'Flicht, dem EU-Bierger seng Liewensqualitéit ze garantéieren, andeem se all ekonomesche Schrëtt begleet mat adequate soziale Mesuren. Den ekonomesche Fortschrëtt huet net nëmmen Acquisë bruecht, mä huet ekologesch vill Schued ugeriicht, ier d'Politik gemierkt huet, dass se falsch Weeër gaangen ass. Aus deene Feeler muss och geléiert ginn, well mer elo schonn d'Konsequenzen ze spiere kréien an och nach méi haart wäerten ze spiere kréien, wa mer net ëmdenken.

Solidaritéit ass gefrot, awer net nëmme vun de Bierger, esou wéi dat d'Politik meeschtens duerstellt, mä och Solidaritéit vun deenen, déi nëmmen drop aus sinn, d'Friichte vum Fortschrëtt an hir Täsch ze détournéieren. Och d'Kapital muss säi Bäitrag bäidroen, fir dass mer an de Mënsch kënnen investéieren.

„De Mënsch an de Mëttelpunkt", ass mäi Message fir déi nächst 50 Joer Europa. Soss riskéiere mer enges Dags en Europa ouni Mënsche virzefannen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domat si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm. Den honorabelen Här François Bausch huet elo d'Wuert fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

6. Dépôt d'une proposition de loi

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech froen d'Wuert fir eng Proposition de loi ze déposéieren am Numm vum Marco Schank, Alex Bodry, Claude Meisch, Robert Mehlen a mir selwer. Déi Proposition de loi geet ëm de Finanzement vun de politesche Parteien.

- Proposition de loi N°5700 portant règlementation du financement des partis politiques.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Déi Proposition de loi geet an d'Conférence des Présidents, fir op hir Recevabilitéit iwwerpréift ze ginn. Den Här Félix Braz huet d'Wuert gefrot.

7. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, et ass fir den Dépôt vun enger Motioun. Déi Gréng wëlle mat dëser Motioun drop opmierksam maachen - an et ass och vläicht e bëssen eng Bréck par rapport zu der Debatt vu virdrun -, dass mer fir d'Europawahlen am Joer 2009 eng Clôture vun de Wielerlëschte schonn d'nächst Joer am Abrëll 2008 wäerten hunn an dass mer wëllen d'Regierung opfuerderen, eng Campagne d'information ze initiéieren, fir erëm eng Kéier bei den Uniounsbierger, déi zu Lëtzebuerg liewen, déi Iddi vun der Inscriptioun virunzebréngen an ze propagéieren. Mir hunn an deem Sënn eng Motioun preparéiert, déi mer elo wëllen déposéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant qu'une minorité des personnes non luxembourgeoises pouvant aller voter au Luxembourg se sont inscrites sur les listes électorales;

- constatant que les bilans des inscriptions sur les listes électorales indiquent un taux moyen d'inscriptions de 5,1% d'électeurs étrangers pour les élections européennes de 2004 et de 9,7% pour les élections communales de 2005;

- soulignant qu'il faut déployer des moyens supplémentaires pour améliorer le taux de participation de résidents non luxembourgeois aux élections européennes et communales afin de favoriser leur intégration politique;

- rappelant que les listes électorales sont arrêtées un an et demi avant les élections, ce qui fixe la date d'introduction des nouvelles demandes d'inscription au 1er avril 2008 pour pouvoir participer aux élections européennes de 2009;

invite le Gouvernement

- à organiser dans les meilleurs délais une campagne d'information et de sensibilisation pour inciter davantage de personnes non luxembourgeoises à s'inscrire sur les listes électorales en vue des élections européennes de 2009 et des élections communales de 2011;

- à élaborer et mener cette campagne en étroite concertation et coopération avec tous les acteurs concernés (communes, monde associatif, organisations culturelles et sociales, associations d'étrangers...).

(s.) Félix Braz, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Mir kucken, wéini dass mer déi op den Ordre du jour huelen.

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Question avec débat vum honorabelen Här Roger Negri sur le renouvellement du Traité Benelux qui vient à échéance en 2010.

8. Question avec débat N°15 de Monsieur Roger Negri sur le renouvellement du Traité Benelux qui vient à échéance en 2010

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, den 3. Februar 1958 ass d'Union économique du Benelux (UEB) vu Belgien, Holland a Lëtzebuerg zu Den Haag gegrënnt ginn.

Dëse Vertrag ass den 1. November 1960 a Kraaft getruede fir eng Period vu 50 Joer a leeft den 31. Oktober 2010 aus. Et ass virgesinn, dass de Vertrag tacitement, also automatesch, jeeweils ëm zéng Joer verlängert gëtt, wann net ee vun de Partner ee Joer virdrun de Vertrag opkënnegt.

Duerfir mussen elo zwou Froe gekläert ginn:

1) Brauche mir nach e Benelux an engem vereenegten Europa vun haut 27 Länner?

2) Kann d'Benelux weider esou bestoe bleiwen, wéi et sengerzäit geduecht war?

1) Zur éischter Fro. Iwwert de Sënn an Zweck vum Benelux wësse mer, dass an engem ëmmer méi groussen Europa Lëtzebuerg, relativ gesinn, ëmmer méi kleng gëtt. Wat géif also méi no leien, wéi eng bestehend Struktur wéi d'Benelux weider bestoen ze loossen oder souguer ze erweideren an domat déi ëmmer méi gewënschte Struktur vun engem Europa vun de Regiounen a Groussregiounen an d'Praxis ëmzesetzen?

Fir Lëtzebuerg bedeit d'Unioun mat Belgien an Holland en onkomplizéierten Zougang zum Mier. Dëst gëtt an Zukunft aus zwee Grënn ëmmer méi wichteg: éischtens, wéinst der Energiefro. E groussen Deel vum Pëtrol a vum Gas kënnt via Benelux aus den Häfe vun Antwerpen, Zeebruges a Rotterdam an der Nordsee an dëst op eng relativ kuerz Distanz vu ronn 350 km op Lëtzebuerg.

Zumindest weisen déi béiss Spiller an deene leschte Wanteren aus dem vill méi wäit ewechen Oste vun Europa, dass mer eis wéi esou oft, mä och hei am Energiesecteur, méi wéi eng Dier oploosse mussen. Mir dierfen eis näischt virmaachen a wësse genau, dass mir dat brongt Gold nach ëmmer brauchen.

Et ass ze begréissen, dass eise Statsminister op dem EU-Sommet d'lescht Woch duerchsetze konnt, dass och Projeten am Beräich vun den erneierbaren Energien ausserhalb vun eise Landesgrenzen an innerhalb vun der EU der Gesamtbilanz vum jeeweilege Land ugerechent kënne ginn.

Déi positiv Décisioune vum EU-Sommet zu Bréissel, fir erneierbar Energien nach vill méi staark ze förderen, an dat och a Synergie mat den Nopeschlänner, ass e weidere Grond fir verstäerkt Allianze mat Belgien an Holland ze sichen. Als Fallbeispill wëll ech soen, dass Wandenergieanlagen eben nun emol am effikassten um Mier sinn.

Zweetens, d'Transportweeër vun der Nordsee aus dem Atlantik ginn iwwert de Kontinent an de Süde vun Europa riicht duerch Lëtzebuerg. Do leie mer strategesch optimal fir d'Weider- an d'Ëmverdeelung vun de Wueren. Stéchwuert Logistikzenter zu Lëtzebuerg. Dëst ass fir eis national Ekonomie enorm wichteg a bréngt Aarbechtsplazen.

Duerfir däerfe mer net schlofen, soss maachen déi aner et, wéi mer et zu Athus an der neier Containergare gesinn hunn. Lëtzebuerg ass a muss en Transitland bleiwen, well, wa mer als Land bis ëmfuer ginn, dann ziele mer och fir eis Nopere ganz séier net méi. Duerfir solle mer och net iwwerreagéieren a Saachen Tanktourismus aus engem falsch verstanene Klima-Patriotismus.

All dëst misst e klore Jo zur Benelux erginn.

2) Zur zweeter Fro, ob d'Benelux no 50 Joer weider esou ka bestoe bleiwen. Hei muss ee méi nuancéieren a mat Zäit no Léisunge sichen.

Éischtens, et ass eng Tatsaach, dass Belgien net méi national, mä federal konstituéiert ass, mat der Wallonie, der Haaptstad ronderëm Bréissel a Flandern.

Zweetens, géif et net Sënn maachen, d'Saar-Lor-Lux, Rheinland-Pfalz an Nordrhein-Westfalen awer och d'Regioune vu Reims, Lille an Dunkerque um franséische Mier mat an ee Benelux plus mat anzebannen?

Domadder kéinte mir mat eisen Noperen, mat deenen ee sech jo ëmmer soll besonnesch gutt verdroen, och an der Praxis en Europa vun de Regiounen a Groussregiounen nohalteg ëmsetzen.

Här President, et ginn nach eng Rëtsch vun aneren Traitéen, déi um Traité vun der Union économique du Benelux drunhänken, ënner anerem d'Konventioun vum 5. November 1955 iwwert de Conseil interparlementaire consultatif du Benelux; den Traité vum 31. Mäerz 1965 iwwert de Statut vun der Cour de Justice du Benelux; d'Konventioun Benelux en matière de coopération transfrontalière entre collectivités ou autorités territoriales vun 1991; an awer och nei Traitéë wéi den Traité Benelux vum 8. Juni 2004 en matière d'intervention policière transfrontalière an den Traité Benelux vum 25. Februar 2005 en matière de propriété intellectuelle. Derbäiziele muss een och nach den Traité vu Prüm vum 27. Mee 2005 am Kader vun der Lutte géint den Terrorismus.

Am Conseil interparlementaire consultatif du Benelux, am sougenannte Benelux-Parlament, wou ech d'Éier hunn, 2007 an 2008 de President däerfen ze sinn, ginn niewent deenen üblechen trilateralen Themen all dës Froen iwwert d'Zukunft vun der Benelux no 2010 an engem speziellen Aarbechtsgrupp an an de Kommissiounen an duerno am Plenum debattéiert.

M. le Président. Här Negri, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Ech soen de leschte Saz, wann Der wëllt, Här President.

En guise de préparation vun der éischter Plénière vum Benelux-Parlament hei zu Lëtzebuerg den 23. an de 24. Mäerz wëll ech d'Regierung froen, wéi mer hei zu Lëtzebuerg déi zukünfteg Entwécklung vun der Benelux gesinn?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Wuert huet elo den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'alleréischt selbstverständlech dem Roger Negri als neie President vum Benelux-Parlament hei félicitéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- An ier ech vläicht op déi Fro zréckkommen, déi hie gestallt huet, zëmools déi zweet Fro, géif ech gäre soen hei an der Chamber, dass mer eis musse bewosst sinn, dass scho '44, also wou de Krich nach u war, praktesch zu London d'Benelux-Kooperatioun lancéiert ginn ass. Den 3. Februar '58 ass dunn ënnerschriwwe ginn an den 1. November 1960 ass de Benelux-Traité a Kraaft getrueden, fir eng Period vu 50 Joer, an déi leeft jo da bekanntlech 2010, den 31. Oktober, aus.

Duerno gëtt den Traité, wéi et am Text steet, automatesch zéng Joer verlängert, à moins dass eent vun deenen dräi Länner wéilt austrieden.

Mir hu vun Ufank un, virun allem wat den europäeschen Opbau ugeet, enk zesummegeschafft am Benelux schonn zu Messina. D'Konferenz ass hei zitéiert ginn elo grad bei eisem Débat iwwert d'50 Joer Europäesch Unioun. Wann Der Iech kënnt erënneren, beim Traité constitutionnel sinn och ganz enk Zesummenaarbechte gewiescht ënnert dem Benelux, fir do een Auswee ze sichen.

Mir hunn och als Benelux aner Initiative lancéiert, an déi bekanntsten ass Schengen. Dat waren déi dräi Benelux-Länner plus Däitschland a Frankräich. Déi hu jo d'Accordë vu Schengen initiéiert.

Mir probéieren och an der Europäescher Unioun mat eise belschen a mat den hollännesche Kolleegen zesummenzeschaffen. D'Regierunge vun deenen dräi Länner gesi sech all Kéier virum Conseil européen, wat ganz wichteg ass. Mir hunn och zënter dem Ufank vun der Lëtzebuerger Présidence 2006 erëm ugefaangen, also déi dräi Ausseministeren, dass déi sech all Kéier gesi virun den Ausseministertreffe vun der EU, sief et hei zu Lëtzebuerg oder zu Bréissel.

An den Här Negri, Här President, huet komplett Recht. Et gëtt immens vill wou mer kënne kooperéiere matenaner. Ech soen nëmme just Energieberäich, Migratioun, an dann den Élargissement, wou mer Positiounen och ausgeschafft hunn an dem Benelux, déi dann och ugeholl gi sinn, als Propositioun vun der Benelux am Transfert affaires générales.

Mir wëssen, dass vill Länner och probéieren eis do ze imitéieren. Et ass och esou, dass mer zum Beispill am leschte Conseil européen eng Réunioun hate mat de baltesche Länner um Sommet, dat heescht um héchsten Niveau; dass mer och Réuniounen hunn, sief et d'Premierministeren, sief et d'Ausseministeren, mat de Visegrád-Länner. Och dat fënnt regelméisseg statt, esou dass do schonn eleng déi Kontakter, déi mer hunn als Benelux, ganz interessant si fir e politesche Plang.

An enger Europäescher Unioun vu 27 Staten ass trotzdeem d'Kooperatioun tëscht eis dräi Länner ganz wichteg. Déi belsch an déi hollännesch Regierunge stinn och weider zum Benelux - ech mengen dat muss ee ganz kloer hei op der Chambertribün soen.

„Firwat wëlle mer elo den Traité eigentlech reviséieren?", kéint ee jo froen.

Nun, 50. Gebuertsdag, ech hunn et elo grad gesot. E muss trotzdeem eng Cure de jeunesse kréien, deen Traité, well villes, wat do dran ass, ass haut net méi d'actualité, well d'Europäesch Unioun huet villes iwwerholl vun deem, wat an deem Traité fixéiert ginn ass. Mä och do musse mer wëssen, Emweltprotektioun, Propriété intellectuelle, Aménagement du Territoire, Recherche, Zesummenaarbecht am Beräich vu Justice, Police an esou weider: Och do, mengen ech, musse mer mat eise Kolleegen aus deenen zwou anere Regierunge kënnen zesummeschaffen, zum Wuel och vun eise Positiounen a vun eisem Land.

Vill vun deenen neie Kooperatiounen, an Dir hutt der e puer ugeschnidden, wou ech mech elo net wëll a Substanz domat ausenanersetzen, sinn net am Traité ugeschnidden, an déi musse mer also erakréien.

Ech wëll awer soen, dass mer jo selbstverständlech, wa mer elo nei verhandelen, a mir si jo amgaangen um Niveau vun eisen Diplomaten, deene belschen Equiliberen, constitutionnellen Equilibere musse Rechnung droen. Et bleift, dass de Benelux muss eng Zesummenaarbecht bleiwen tëschent dräi Länner, an net zwee Länner mat Fraktioune vun engem anere Land! Ech mengen, dat muss bleiwen an doropshi schaffe mer och, och wann een deem muss Rechnung droen, dass et an der Belsch e wéineg méi komplizéiert ass, wéi hei zu Lëtzebuerg.

Et wäert, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, drop erauslafen, dass mer een neie Protokoll élaboréieren, mat deem deen aktuellen Traité amendéiert gëtt, do wou et néideg ass, an och complétéiert gëtt mat enger politescher Deklaratioun.

D'Belsch, déi hunn elo d'Présidence, déi wëllen d'Ausseministeren zesummeruffen, nach an deem éischte Semester, fir eis dann och Texter ze ënnerbreeden.

Selbstverständlech, Här President, sinn ech op allen Niveauë bereet, fir mat der Chamber zesummen ze kucken, wéi dat evoluéiert. Ech stinn Iech gären zur Verfügung, fir dass mer de Point maachen, a selbstverständlech och, ier mer dann ofschléissen, fir eis hei ze concertéieren, wat am beschte wär fir d'Chamber an och fir eis Regierung an der Erneierung vum Benelux-Traité.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass och dëse Punkt ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Froestonn un d'Regierung. Ech rappeléieren nach eng Kéier: D'Deputéierten hunn zwou Minutten Zäit, fir hir Fro virzedroen, an d'Regierung kritt véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Fir d'éischt hu mer zwou Froen, déi deeselwechten Objet hunn, déi eng vum honorabelen Här Mosar, déi aner vum honorabelen Här Fayot, un den Här Ausseminister iwwert d'Installatioune vun engem Anti-Rakéitesystem an Tschechien an a Polen. Den Här Ausseminister gëtt eng Äntwert op déi zwou Froen. Fir d'éischt den Här Mosar, duerno den Här Fayot.

9. Heure de questions au Gouvernement

- Question parlementaire N°1597 du 6 mars 2007 de Monsieur Laurent Mosar relative au Projet américain d'installation d'un bouclier antimissiles en République tchèque et en Pologne, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi amerikanesch Regierung wëllt hire Rakéitenofwiersystem complétéieren duerch zwou zousätzlech Installatiounen. Eng an der Tschechescher Republik, wou se eng Radarinstallatioun wëllt ubréngen, an dann och nach eng Base de lancement a Polen, fir do d'Rakéiten ofzefänken.

Et schéngt esou ze sinn, datt déi zoustänneg Regierungen, souwuel déi polnesch wéi déi tschechesch, heizou nach keen definitiven Accord ginn hunn. Et schéngt awer och esou ze sinn, datt den NATO-Generalsekretär eigentlech der amerikanescher Initiativ do ganz positiv schéngt gesënnt ze sinn. Et ass am Moment jo e grousse Sujet an der ganzer europäescher Press.

Ech wëll elo net op de Fong vun der Problematik agoen. Do wär sécherlech ganz vill ze soen, an ech mengen et kann een hei sécherlech besuergt sinn, ob net duerch esou eng Installatioun deen nucléairen Equiliber an Europa an iwwerhaapt och an der Welt a Fro gestallt wäert ginn.

Mir geet et eigentlech hei méi ëm d'Aussoe vum Här Ausseminister, besonnesch déi am „Spiegel", wou den Här Ausseminister deklaréiert huet, dëst wär op jidde Fall en europäesche Problem an dee misst och um Niveau vun der Europäescher Unioun diskutéiert ginn.

Et schéngt awer och esou ze sinn, datt d'lescht Woch um Sommet déi däitsch Présidence dëse Problem net wollt diskutéieren, an et schéngt och esou ze sinn, wéi wann déi däitsch Présidence, ganz besonnesch d'Madame Merkel an den Här Steinmeier, éischter da wëllen déi ganz Diskussioun um Niveau vun der NATO féieren. Duerfir wéisst ech gär vum Här Ausseminister, wat elo d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung ass, a wéi et eventuell och vereinbart ass mat der Positioun vun der däitscher Présidence.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den honorabelen Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, mech inquiétéiert bei där Entwécklung, déi een do gesäit op eis zoukommen, dass zwee Länner vun der Europäescher Unioun mat de Vereenegte Staten zesummen Initiative wëllen huelen, déi trotzdeem ausserhalb vun der europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik leien. Mir hunn e Vertrag, an déi Länner hunn och e Vertrag ënnerschriwwen, mam Artikel 11 vum Vertrag vun der Europäescher Unioun, dee seet, dass d'Länner probéiere gemeinsam Aussepolitik ze maachen, an all Initiativen, déi se kënnen ënnerhuelen, och mat hire Partner ofzestëmmen.

Ech weess net, ob dat hei geschitt ass. Dofir stellen ech déi Fro un den Här Ausseminister. Ech weess och net, ob dat iwwert d'däitsch Présidence koordinéiert gëtt. Dat ass och eng Fro un den Här Ausseminister.

Selbstverständlech stellt sech och d'Fro, vu dass et sech jo ëm d'Verdeedegung handelt, awéiwäit dass d'NATO hei wëllt erakommen. Well an der NATO gëtt et och Obligatiounen, fir esou Verdeedegungseffortë gemeinsam ze maachen. Also ech waarde wierklech mat Spannung op dem Här Ausseminister seng Aussoen, fir kloerzestellen, wéi dann Europa, wéi och d'NATO op deem Gebitt do weidergeet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, ech si mer bewosst, dass déi Äntwert hei vläicht kéint iwwert dëst Parlament eng gewësse Portée hunn. Duerfir géif ech mer och erlaben, meng Preparatioun hei esou virzedroen a mech méiglechst no un den Text ze hale vun deem, wat ech preparéiert hunn.

Mir hunn et beim geplangte Rakéitenofwiersystem mat enger héichkaräteger politescher Fro ze dinn, an eréischt un zweeter Plaz mat enger militärescher Fro. Um Niveau vun der NATO ass zu Riga um Sommet de leschten November vun der Allianz beschloss ginn, eng Etüd iwwer eng Rakéite-

nofwier weiderzedreiwen. Bis dato leie keng Konklusioune vun där Etüd vir.

An engem Interview mat der „Financial Times“ dëse Méindeg - an den Här Mosar huet elo den NATO-Generalsekretär Jaap de Hoop Scheffer ugeschwat - seet den NATO-Generalsekretär, dass d'NATO-Diskussiounen souwuel déi politesch wéi och déi militäresch Dimensioune vun der Problematik solle beliichten. Bis dato hu mer keng kloer Indikatiounen - och net technescher Natur - zur Verfügung, fir behaapten ze kënnen, wéi Rakéiten hypothetescherweis aus dem Iran oder aus Nordkorea ofgewiert misste ginn.

Mir all deelen eis jo, geographesch gesinn, dëse Kontinent mat Russland. Mir hunn also mateneen ze liewen, an net de Géigendeel, wéi dat allze laang de Fall war. D'Europäesch Unioun an d'NATO si mat Russland eng Partnerschaft agaangen, fir dëst ze erméiglechen. Dat heescht net, dass eis a Russland alles gefale géif respektiv dass mir vu Moskau aus alles fir boer Mënz huele sollen. Mä et kann och net heeschen, dass an Europa d'Sécherheet ouni d'Konzertatioun an ouni d'Kooperatioun mat Russland organiséiert ka ginn. Also, ee militäreschen Ofwiermechanismus, dee fir hypothetesch Ugréff vun ausserhalb vun Europa méi Sécherheet brénge soll, däerf net zur Konsequenz hunn, dass d'Stabilitéit op eisem Kontinent nees a Fro gestallt géif ginn, wéi dat am 20. Jorhonnert de Fall war.

Ängschte sinn dacks op Malentenduen opgebaut. Dat muss verhënnert ginn. Dëst zielt fir d'USA, et zielt fir Russland, et zielt fir d'NATO an et zielt fir d'Europäesch Unioun. Europa brauch d'USA, fir zesummen dës nervös Welt méi friddlech ze gestalten. D'USA brauchen awer och e solidarescht an e staarkt Europa, wat net bilateral fonctionnéiert, mä wou europäesch Interessen och europäesch Äntwerte kréie mussen, konform - wat den Här Fayot richteg gefrot huet - zum Artikel 11 vum Traité.

Dëst ass d'Positioun, Här President, vun der Lëtzebuerger Regierung, fir mat der däitscher Présidence zesummen - an ech wäert och als Ausseminister hëllefen alles ze maachen an der Europäescher Unioun wéi an der NATO -, fir d'Gefor vun Oprüstung, mä och vu falsche Signaler ze ënnerbannen. Mat der Perceptioun, déi bei eis wéi och an Drëttlänner virherrsche kann, muss d'Politik a muss d'Diplomatie sech ausenanersetzen. Dëst soll a fairen an an offene Konsultatioune geschéien. Ängschten an Onstabilitéit féiere béid zu manner Sécherheet. Den transatlanteschen Dialog muss grad elo fir méi Sécherheet duerch politesch Stabilitéit stoen. Partnerschaft an net Konfrontatioun ass gefrot.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Dann déi nächst Fro, déi vum honorabelen Här Goerens un den Här Ausseminister oder un den Här Justizminister, oder un déi zwee, iwwert d'Mandat vum Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes vun der Europäescher Unioun.

- Question N°163 du 13 mars 2006 de Monsieur Charles Goerens relative à la prolongation du mandat de l'Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes de l'UE par transformation en Agence des droits fondamentaux, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et à Monsieur le Ministre de la Justice

M. Charles Goerens *(DP)*.- Merci, Här President. Déi heite Fro knäppt un un eng Serie vu Froen, déi ech scho gestallt hunn an Diskussiounen, déi mer hei haten. Si huet Bezuch op den Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes de l'Union européenne, deen zu Wien installéiert ass.

Deen ass agesat gi virun enger Rei vu Joren, fir ze kucke wéi d'Evolutioun wier vun der Xenophobie, dem Rassismus an dem Antisemitismus an Europa. En huet eng exzellent Aarbecht gemaach, an e sollt opgrond vun enger Décisioun vun der Europäescher Unioun an eng Agence erawuessen, an zwar an d'Roll vun der Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Wat a sech eng luewenswäert Initiativ ass, wa se net eng Partie Froen opgeworf hätt, notamment déi vum Double emploi mam Conseil de l'Europe. De Statsminister huet e Rapport gemaach iwwert d'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an dem Conseil de l'Europe zejoert nom Sommet vum Conseil de l'Europe zu Warschau. En huet och der Assemblée parlementaire dee Rapport virun enger Rei vu Méint presentéiert. An do sinn nach eng Kéier déi dote Wënsch corroboréiert ginn.

Meng Froen un déi zoustänneg Ministere si folgend: Déi Agence pour les droits fondamentaux, déi huet den 1. Mäerz ugefaangen ze schaffen. Si huet nach eng kleng Period de rodage an dann um Enn vum Joer wäert se voll operationell sinn. Wann déi Agence voll operationell ass, kéint déi dann zum Beispill beméit ginn am Fall wou mer eng ähnlech Situatioun hätte wéi déi onsäglech Koalitioun, déi mer virun e puer Joer an Éistréich haten?

Ech stellen déi Fro, well den Här Asselborn mer schonn eng Kéier gesot hat, datt, wann déi nei Agence a Kraaft wier, ee sech eventuell kéint virstellen, datt am Fall wou esou e Fall sech géif répétéieren, déi Agence am Fong kéint de Conseil opfuerderen, eng Stellungnahm ze huelen.

Ech mengen et wier och gutt, wann d'Agence déi Rechter hätt, well de Conseil ka sech entweder selwer aktivéieren, mä wat awer an deene seelenste Fäll gëllt, well en ass och e bëssen de Sklav vun der Realpolitik, an et wëllt keen et sech mat senge Kolleegen um Verhandlungsdësch, déi een all gudde Broutdag begéint, verdiewen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Anescht ass et allerdéngs, wann d'Agence des droits fondamentaux seet: Hei an engem Land x ass eng Situatioun, déi ee misst an de Viséier huelen. Do si Parteien an enger Regierung, déi Rassismus verbreeden, déi soen d'Zigeiner mussen erausgoen, oder déi sech zu antisemitische Parolen hiräisse loossen. Also, ganz kloer wéisst ech gär vum Här Asselborn, ob mer elo en Instrument hätten, fir dat doten ze paréieren.

M. le Président.- Den Här Ausseminister huet d'Wuert. Här Minister!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Jo, Här President, Här Goerens, léif Kolleegen, och am Numm vu mengem Ministerkolleeg Luc Frieden wéilt ech also folgend Punkte beäntwerte vun der Fro vum Här Goerens.

De But vun der Agence des droits fondamentaux soll et jo sinn, de relevanten Organisatiounen, den Institutiounen, den Organer, den Agencë vun der Europäescher Gemeinschaft an och hire Memberstate beim Ëmsetze vum Droit communautaire mat Expertise a mat Hëllef am Beräich vun de Grondrechter bäizestoen, esou dass, wa se d'Mesuren an d'Politiken an deene respektive Kompetenzberäicher formuléieren, dëst soll a vollem Respekt - wann ech esou däerf soen - vun de fundamentale Rechter geschéien.

Beim Ausschaffe vum Règlement portant création d'une Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, dee jo de 15. Januar dëst Joer am Conseil JAI ugeholl ginn ass, sinn d'Propositioune vum Rapport Juncker, an dat hat Der mech jo och gefrot, an engem grousse Mooss a Considératioun geholl ginn.

Ech wëll besonnesch hei zwou Propositiounen, fir d'Komplementaritéit eigentlech vun der Agence mam Europarot ze assuréieren, ervirsträichen. Dat Éischt, dat ass de Recours op d'Resultater an d'Aktivitéite vun de Mécanismes de suivi et de contrôle vum Europarot a vum Commissaire aux droits de l'Homme vum Europarot an dann och d'Ënnersträiche vun der Wichtegkeet vun der Koordinatioun vun den Aktivitéite vun der Agence an dem Europarot.

Zu deem Zweck ass och virgesi ginn, dass d'Gemeinschaft e speziellen Accord mat dem Europarot ofschléisst, en Accord, deen am Moment nach an der Négociatioun ass.

Wat dann elo déi zweet Fro ugeet vum honorabelen Här Deputéierte Goerens, wäert d'Agence also elo wéi gesot Froen am Beräich vun de Grondrechter an der Europäescher Unioun an an de Memberstaten analyséieren, fir hinne beim Ëmsetze vum Droit communautaire, dat ass jo d'prinzipiell Ausriichtung, mat Expertise an och mat Hëllef bäizestoen.

De juristesche Kader, deen am Reglement definéiert ass, ass een, deen den aktuellen Traitéë Rechnung dréit an en revanche net expressément virgesäit, fir ee Suivi vun der interner politescher Situatioun an de Memberstaten ze maachen.

Dat ass den Text. De Geescht ass a mengen Aen en aneren. Ech soen nach eng Kéier, wat ech Iech schonn eng Kéier gesot hunn: Ech si komplett mat Iech d'accord, dass, wa sech esou eng Situatioun stellt, een dann am Geescht vun deem Text a mengen Aen op jidde Fall och eng Analys muss kënnen dovunner maachen.

Déi Fro relevéiert jo un éischter Stell vum Artikel 7 vum Traité, dee virgesäit, dass de Conseil d'Existenz vun engem klore Risque vun enger graver Violatioun vun de Grondprinzipië vun der Unioun duerch e Memberstat ka feststellen: Fräiheet, Demokratie, Respekt vun de Mënscherechter, fundamental Fräiheeten, État de droit.

Ech kann Iech nëmme soen, Här Goerens: Wéi an engem vun deene méi neie Länner an der Europäescher Unioun jo erëm eng Kéier opgeflaamt war, ob een d'Fro „Ofschafe vun der Doudesstrof“ erëm soll réckgängeg maachen, do huet ee gesinn, dass dee Mechanismus hei spillt an dass déi Diskussioun direkt eriwwer war. Ech mengen, dat war op jidde Fall e Beispill dofir, dass den Acquis communautaire och iwwert d'Texter erausgeet, mä am Geescht muss fest implantéiert sinn.

Awer nach eng Kéier: Ech si mat Iech d'accord, dass een am Artikel 7 vum Traité och muss virgesinn, wa ganz kloer Violatioune geschéien - dat heescht, et musse Violatiounen do sinn zu de Grondprinzipien -, dass een da kann agéieren...

Une voix.- Wat géife se da soen, wann et Drillinge wieren. Da kéime se net dergéint un!

(Hilarité)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Et ass scho schwéier genuch mat Zwillingen.

(Hilarité)

Ier de Conseil zu engem Constat kënnt...

(Interruption)

Wat sot Der?

(Interruption)

Une voix.- Hat Der u Polen geduecht bei den Zwillingen?

M. le Président.- Här Minister, Dir misst zum Schluss kommen!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Merci, Här President, fir Är Hëllef.

Ier de Conseil zu engem Constat kënnt, kann een onofhängeg Personalitéiten - ech mengen, dat musse mer jo och nach hei erwähnen - froen, fir ee Rapport iwwert d'Situatioun vun deem Land ze ënnerbreeden. An am Aklang mat enger Deklaratioun, déi bei der Adoptioun vum Règlement portant création d'une Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne gemaach gouf, verbitt awer och näischt dem Conseil, Här President, d'Agence selwer als eng onofhängeg Personalitéit da kënnen ze designéieren, fir iwwert d'Situatioun vum Memberstat kënnen e Rapport ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass d'Fro 164 vum Här Roger Negri. Si riicht sech un den Ëmweltminister a bezitt sech op d'Konklusioune vum Conseil européen am Beräich vun der Energiepolitik a vun der Klimapolitik. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°164 du 9 mars 2006 de Monsieur Roger Negri relative aux conclusions sur la politique énergétique et climatique retenues lors du Conseil européen des 8 et 9 mars 2007 et plus particulièrement sur les répercussions pour le Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Madame Minister, Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, um EU-Sommet d'lescht Woch den 8. a 9. Mäerz zu Bréissel ass en Duerchbroch an der Klima- an Energiepolitik erreecht ginn, an do kënne mer all nëmmen deenen implizéierten Acteurë félicitéieren.

D'EU-Regierungschefen hunn décidéiert, dass d'EU eng Virreiderroll am Klimaschutz iwwerhëlt, fir domat och déi aner grouss Klimaverschmotzer op der Welt zu engem Ëmdenken ze bréngen an domat d'CO_2-Emissioune global - an dorop kënnt et am Endeffekt un - erofzesetzen. Esou soll bis zum Joer 2020 an der EU als Haaptpunkten: den Energieverbrauch ëm 20% reduzéiert ginn; d'CO_2-Emissiounen op 1990 zréckgerechent ëm 20% reduzéiert ginn; wann aner Länner a State wéi d'USA, China, Brasilien an Indien sech deem uschléissen, d'CO_2-Reduktioune souguer ëm 30% an der EU reduzéiert ginn; den Energieverbrauch zu 20% mat erneierbaren Energië gedeckt ginn, an all EU-Land säi Bensin- an Dieselverbrauch zu 10% mat Biotreibstoffer ofdecken.

Här President, ech wëll den Ëmweltminister, den Här Lucien Lux, froen, wéi dës positiv Décisioune vun der EU hei zu Lëtzebuerg sollen ëmgesat ginn. Wéi sinn dës Décisiounen am Kader vum Kyoto-Protokoll ze gesinn, bis 2012 an no 2012?

Wéi gesäit et mat eisem CO_2-Allocatiounsplang aus? Gëtt deen op déi nei Situatioun ugepasst am Beräich vun den erneierbaren Energien, wou mer nach meilewäit vun deenen 20% vum Gesamtverbrauch ewech sinn?

Wéi sinn do d'Strategië vun der Lëtzebuerger Regierung - well dat Ganzt kascht jo Geld an do ass déi ganz Regierung gefuerdert?

An deem Kader wëll ech dann och nach ganz terre à terre froen: Wéi gesäit et aus mat deenen neie Reglementer fir d'Subsiden an den erneierbaren Energien, déi jo Enn 2007 auslafen, a wou et gutt wär, wann d'Leit mat Zäit géife gewuer ginn, wéi et an deem Beräich weidergeet, well do jo och vill Aarbechtsplazen drun hänken?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Wuert huet den Här Ëmweltminister.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Kolleeg Roger Negri seng Fro géif sécherlech méi Zäit verlaangen a méi en déifgrënnegen Débat, fir ze kucken, wat fir eng Strategie d'Lëtzebuerger Regierung, an ech mengen de Lëtzebuerger Stat insgesamt hëlt fir d'Ëmsetzung vun deenen dräi groussen Zilsetzungen, déi de Conseil européen d'lescht Woch zréckbehalen huet. Vläicht kréie mer d'Geleeëenheet an der Ëmweltkommissioun a spéider och hei eng Kéier op deen Débat zréckzekommen.

Ech gesinn an dësem Moment dräi Niveauen, wou déi Virbereedung elo muss stattfannen. Ech mengen, engersäits geet et jo drëm, fir elo ganz hartnäckeg Diplomatie ze maachen, fir dat wichtegst Zil ze erreechen, nämlech dass mer all déi grouss Länner, all déi grouss Energievergeuder an d'Boot vun de Verhandlunge fir de Post-2012-Regime drakréien.

Dëse Weekend treffe sech zu Potsdam d'Ëmweltministere vum G8 zesumme mat den Ëmweltresponsabele vu China, vu Brasilien, vun Indien an esou weider, fir eng éischt Diskussioun ze féieren. Dann huet jo déi däitsch Présidence sech virgeholl um Sommet am Juni zu Heiligendamm och nach eng Kéier déi Diskussioun op héchster Ebene ze féieren.

D'Konventioun innerhalb vum Kyoto-Protokoll gesäit sech zweemol elo, eng Kéier am Juni zu Wien an am September och nach eng Kéier zu Berlin, an da schlussendlech wäert am Dezember déi Diskussioun, déi grouss Diskussioun, op Bali stattfannen, fir d'Négociatioun ze démarréieren.

Ech mengen, op deem Gebitt do ass et sécherlech wichteg, dass mer an dësem Stadium esou oppen an esou flexibel awer och gradesou determinéiert - dat ass och d'Schwieregkeet - dorun eruginn, an duerfir ass déi Décisioun, fir jiddefalls unilateral eng Reduktioun vun 20% op den Dësch vun de Négociatiounen ze leeën, eng gutt Décisioun, well se weist, dass mer eisem Leadership do wëlle gerecht ginn.

Den zweeten Niveau ass deen innereuropäeschen, wou et elo dorëm wäert goen, de sougenannten „burden sharing“ festzeleeën, souwuel bei der Reduktioun vun den CO_2-Emissioune wéi och virun allem bei den erneierbaren Energien.

Ech mengen, Dir wësst, wat fir eng Apporten d'Lëtzebuerger Regierung an deem Zesummenhang an d'Diskussiounen amgaangen ass eranzeleeën. Dat ass bei den CO_2-Emissioune virun allem d'Diskussioun iwwert den Territorialprinzip. Et ass awer och d'Diskussioun iwwert d'Vergläicher innerhalb vun de Secteuren. Dat heescht, dass net „benchmark“ stattfannen innerhalb vun de Grenze vun engem Land, wou mir d'Schwieregkeet hunn, dass mer Secteuren hunn, wou mer nëmmen eng Entreprise am Protokoll dran hunn, wou et also näischt ze vergläiche gëtt, mä dass mer dat gären iwwergeuerdnet iwwert d'Grenzen ewech hätten. An dann natierlech och bei den erneierbaren Energien déi Fro vun den Aides d'État an déi Fro vun deem, wat Der virdru schonn an enger anerer Interventioun gesot hutt, déi Fro, fir innerhalb vum Marché intérieur Projete kënnen ze realiséieren.

Deen doten Niveau ass deen nationalen. Ech mengen do stinn eng ganz Rei vun Décisiounen, déi amgaang sinn ëmgesat ze ginn. Eng aner Rei si prett, fir ëmgesat ze ginn. Mir waarde mat vill Ongedold op den Avis vum Conseil d'État zur Wärmeschutzveruerdnung, well mer déi nawell gären den 1. Juli a Kraaft gesat hätten.

Mir si mat der Potenzialstudie iwwert d'erneierbar Energien esou gutt wéi fäerdeg. Si wäert d'nächst Woch vun deenen zwee Ministèren - Économie an Environnement - validéiert an da publizéiert ginn, fir dass déi nei Reglementer fir d'erneierbar Energië virun der grousser Vakanz kënnen deponéiert gi beim Conseil d'État, fir dass se den 1. Januar 2008 da kënnen déi iwwerhuelen, déi da wäerten auslafen.

Wichteg ass och de Plan d'action, dee mer zesummen ze maachen hunn, fir d'Energie-Effizienz ëm 20% ze verbesseren. D'Décisioune gesi vir, dass all Land dat soll maachen.

An Dir frot da schlussendlech: Wéi ass et mam Allocatiounsplang?

Ech mengen, déi Décisioune vum Conseil européen vun der leschter Woch tangéieren a sech de facto guer net méi déi Diskussioun do iwwert dat, wat an der éischter Kyoto-Period usteet fir den Allocatiounsplang, mä vill méi déi, déi duerno wäerten ukommen.

Fir all dat doten eng Kéier rassembléiert ze diskutéieren, hu mer fir den 3. Mee dee ganzen Dag e Forum aberuff, fir eng Evaluéierung an och e Bléck an d'Zukunft ze geheien, wat eis Efforten ubelaangt. Do sinn natierlech och all Deputéierten, déi Intérêt an Zäit hunn, deen Dag häerzlech invitéiert.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Fro 165. Dat ass déi vum Här Claude Adam. Si riicht sech un den Héichschoulminister iwwert de Certificat d'Études Pédagogiques. Här Adam!

- Question N°165 du 13 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la 3e année du Certificat d'Études Pédagogiques dispensée pour la dernière fois par l'Université du Luxembourg durant l'année académique 2007/2008, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, d'Gesetz vum 12. August 2003 iwwert d'Schafung vun der Uni Lëtzebuerg gesäit et jo ausdrécklech vir, datt een ënner bestëmmte Konditioune kann d'Beruffserfahrung a verschidde Studien unerkannt kréien. Dat huet et an der Vergaangenheet och enger ganzer Rei Chargés de cours am Enseignement primaire a préscolaire erlaabt, fir kënnen an d'zweet oder an d'drëtt Joer vun der Uni ze kommen.

Déi Validatioun vun där Beruffserfahrung a vun deene Studie gëtt vun enger Jury kontrolléiert, wat och richteg ass; dat ass ënnert der Responsabilitéit vum Rektorat. Mir sinn awer elo an engem speziellen Zeenario, well 2007/2008 eigentlech déi leschte Kéier ass, wou mer e Brevet vum Schoulmeeschter oder vun der Léierin kënne mat dräi Joer kréien. Duerno ass et jo eng Studiendauer - den neie Bachelor - vu véier Joer, deen elo schonn amgaangen ass.

An deem Kontext wollt ech Iech froen, Här Minister: Wéi vill Demandë sinn elo erakomm? Dir hat mer an enger Question parlementaire gesot, datt den 1. Mäerz den Délai war, wou d'Demandë missten dobanne sinn.

Zweetens: Gëtt et eng Limite vun den Demanden? Dat heescht, wann et där Demandë ganz vill sinn, gëtt awer jiddfereen zougelooss no de Kritären, déi d'Jury dann ebe kuckt?

Et muss ee jo och wëssen, datt vun deene Leit, déi do interesséiert si fir ze studéieren, der ganz vill zéng, 15, 20, souguer 30 Joer Beruffserfahrung hunn.

Ech ginn dovun aus, datt fir déi do Studenten déiselwecht Bestëmmunge gëllen, fir Subsiden ze kréien. An et ass awer och interessant ze wëssen: Wéi ass et mat der Anciennetéit vun deene Leit, déi dann hiren neie Brevet kréien? Kréie se déi Anciennetéit, déi se schonn am Enseignement hunn, ganz oder deelweis unerkannt?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den Här Héichschoulminister Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Merci, Här President. Den Här Adam huet et schonn däitlech gesot, dat heiten ass eng Aufgab vun der Uni, net vun der Regierung. Dat huet de Législateur och esou gewollt, wéi d'Gesetz gemaach ginn ass.

Et sinn elo 250 Demanden erakomm. Déi Demandë gi gekuckt, ob se de Kritären entspriechen oder net; Kritären, déi dee Jury do festleet. Et ass e Jury, dee vum Recteur agesat ginn ass, an dee leet d'Kritäre fest. Dee muss dann natierlech déi dann och esou evaluéieren.

Ech hunn och schonn an der Vergaangenheet regelméisseg vu Leit Reklamatiounen, Froe kritt, fir ze soen, wéi maache se dat eent, wéi maache se dat anert.

Do ass et ganz kloer, dass, wann eng Kéier ee sech géif léséiert fillen a géif mengen, do wäre keng propper Kritären, deen zum Beispill d'Recht hätt ze kloen.

Hei ass et ganz kloer. Hei si mer an enger administrativer Matière. Hei ass et och net de Minister, deen eng Décisioun hëlt, mä et ass d'Uni, déi eng Décisioun hëlt. An da muss d'Uni sech och u Kritären halen, déi d'Egalitéit virum Gesetz wahren.

Déi Haaptpunkte fir d'drëtt Joer - ech schwätzen hei jo elo wierklech fir d'drëtt Joer, well et fir d'lescht ass, dass ee kann an d'drëtt Joer kommen -, déi do zielen, dat ass emol déi éischt Kategorie vu Leit, déi do ugeholl ginn. Dat sinn déi, déi am Pool des remplaçants sinn, déi sechs Joer geschafft hunn, déi 120 Stonne Formation continue haten, sechs Stonne Stage, dräi Stonnen Examen an nach dräi Rapportë geschriwwen hunn. Dat sinn d'Konditiounen. Wann déi Leit dat erfëllen; dat ass déi éischt Kategorie, déi do ugeholl kënne ginn.

Et ass esou, dass dee Jury - hunn ech vergiess ze soen - kann d'Leit ganz unhuelen; soe kann, du erfëlls alles. E kann awer och soen, Dir musst nach verschidde Saachen noreechen. Dat ass déi éischt Kategorie.

Déi zweet Kategorie, dat sinn déiselwecht Leit vun dem Pool des remplaçants, déi awer net déi Formatioun gemaach hunn. Déi kënne geholl ginn, wa se zwielef Joer geschafft hunn.

Déi drëtt Kategorie vu Leit, dat si Leit, déi véier Joer Pedagogie studéiert hunn. Dat heescht, et ass net egal, wat ee studéiert huet. Also et ass net, wann een zum Beispill wollt an iergendenger Branche Professer an engem Lycée ginn an et ass een ofgelehnt ginn, dass een dat géif als Pedagogie unerkannt kréien. Et muss ee wierklech da pedagogesch Studie gemaach hunn. Wat mer iwwregens logesch schéngt, dass een, dee véier Joer Pedagogie studéiert huet, misst kënnen ugeholl ginn.

Dat sinn also déi dräi Haaptkritären. Natierlech kënnt et dann ëmmer zu eenzelne Fäll, an déi musse Cas fir Cas gekuckt ginn. Dee Jury wäert och elo an deenen nächsten zwou Wochen déi dote Konditiounen och nach weider preziséieren.

Déi lescht Fro, déi Dir gestallt hutt, fält net direkt a meng Kompetenz. Dofir sinn ech elo e bësselchen iwwerfrot. Ech ginn dovunner aus, dass een do muss kucken, a wat fir eng Carrière ee kënnt. Dat heescht, wann déi Leit bis elo Employé privé waren als Chargé a si kommen elo an d'Fonctionnairescarrière, als Schoulmeeschter oder Léierin, dann applizéiere sech d'Prinzipie vun der Carrière vum Fonctionnaire, wou et jo eng Partie Jore gëtt, déi dann effektiv ugerechent gi fir d'Anciennetéit. Ech mengen do gëtt et Regele beim Stat, déi een awer kann nokucken, déi ech awer elo net auswenneg am Kapp hunn, wéi déi Computatioun vun der Anciennetéit do geschitt. Mä no de Regele beim Stat gëtt do eng gewëssen Anciennetéit computéiert.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann un déi nächst Fro. Dat ass d'Fro 166 vum Här Marco Schank un den Transportminister iwwert d'Flugerlaabnis fir Helikoptere vun der Police a vun der Air Rescue. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°166 du 13 mars 2007 de Monsieur Marco Schank relative aux procédures d'autorisation de décollage pour les hélicoptères de la Police grand-ducale et de l'Air Rescue à l'aéroport de Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir waren als Kommissioun vun den Affaires intérieures d'lescht Woch um Flughafen, fir eis d'Installatioune vun der Air Rescue unzekucken, op Invitatioun vun der Air Rescue. An do hunn déi Responsabel eis gesot, datt zënter ongeféier engem Joer de Flughafen, also de Findel, net méi de Statut als Heliport hätt. Dat heescht, datt d'Helikoptere misste genau déiselwecht Prozedur duerchlafe fir ze starten. Dat gëllt souwuel fir d'Air Rescue-Helikopteren, déi do stationéiert sinn, wéi och fir de Police-Helikopter.

Dat heescht, et kann zéng Minutten a méi laang daueren, wann den Tëlefon kënnt, et ass eng Urgence, souwuel, wéi gesot, da bei der Verbriechensbekämpfung oder och do wou Mënscheliewen a Gefor sinn, da muss deen nach wéinstens zéng Minutte waarden, bis dee ka starten.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence.)

Mir hunn als Kommissioun alt gemengt, et wier awer vläicht wichteg, datt een do géif ee Wee fannen, datt dat net méi esou wier, datt den Helikopter fräi kéint starten, soubal wéi den Tëlefon kënnt; an datt ee vläicht eng extra Derogatioun misst an deem Kontext hunn. Dat wier da meng Fro un den Transportminister.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. D'Wuert huet den Här Transportminister Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, de Kolleeg Marco Schank werft en echte Problem op, deen, wéi ee sech kann denken, mir scho méi laang bekannt ass wéi de Membere vun der Commission intérieure. Mir hunn och versicht, dorobber Äntwerte kënnen ze ginn, déi allerdéngs ganz schwiereg sinn.

Et ass och net grad esou, dass mer um Findel schonn d'Situatioun haten, dass mer de Statut vun engem Heliport haten. Deen hate mer u sech ni. Mir hu just virun engem Joer am Kader vun dem Audit vun der OACI kloergemaach kritt, dass d'Situatioun, wéi se sech am Moment géif do uewen duerstellen, net kompatibel wär mat de Regelen, déi d'OACI festleet.

Mir hunn zwar eng Pist, déi déi erstaunlech Längt huet vu véier Kilometer. Tatsaach ass awer, dass all eis Infrastrukturen - an ech mengen, dat ass eis all bekannt - op der nördlecher Säit laanscht déi Pist leien, an deem Couloir, deen tëschent der Pist an der N1 ass.

Et ass allerdéngs esou, dass opgrond vun de Gegebenheeten a vun de Volen, wéi se sech op eisem Flughafen duerstellen, d'OACI als Regel festleet, dass mer en Écart brauche vu mindestens 250 Meter tëschent dem Offléie vun den Helikoptere vun der Police oder vun der Air Rescue par rapport zu der Pist. Déi Situatioun ass awer um Findel am Moment net esou, esou dass déi eenzel Helikoptere sech mussen un déi Regelen halen, wéi all normalen Avion, deen decolléiert, wat natierlech zu Recht de Problem opweist: Wat geschitt am Fall, wou mer eng Urgence hunn an onnéideg géife Minutte verléieren, déi och dramatesch Konsequenze kéinten hunn?

Et muss een also soen, dass mer engersäits de Versuch säit Woche gemaach hunn, fir ze kucken: Ass et méiglech innerhalb vun der Enceinte vum Findel eng aner Plaz ze fannen? An ech muss leider soen, dass déi Äntwert do méi wéi sécher Neen ass. Et gëtt an der Enceinte vum Findel keng Méiglechkeet dat doten ze maachen, esou dass mer also och am Moment wierklech studéieren, fir ausserhalb vun der Enceinte vum Findel op enger anerer Plaz e Site ze fannen, deen et géif der Police an der Air Rescue erlaben, fir vun do kënne fortzefléien.

Ech mengen, et ass op där anerer Säit awer och esou - et muss een dat soen -, dass déi Leit, déi d'Responsabilitéiten am Tower hunn, natierlech dofir suergen, dass och wierklech all Kéiers déi Urgence, déi duerch en Décollage vun engem Helikopter vun der Air Rescue oder vun der Police noutwendeg ass, respektéiert gëtt par rapport zu deem normale Fluchverkéier. Ech mengen, do gëtt also schonn dofir gesuergt, dass déi fir d'éischt fortkommen.

Natierlech ass dat net méiglech, wa just zu deemselwechte Moment e Fliger fortflitt oder ukënnt. Mä ech mengen am normalen Oflaf gëtt awer vun deenen, déi d'Décisiounen am Tower huelen, respektéiert, dass déi Helikopteren do sollten eng Prioritéit hunn. Mä am Moment, wéi gesot, ass et e grousse Problem, well mer innerhalb vun der Enceinte déi Schwieregkeeten hunn.

Mir stinn iwwregens erëm eng Kéier relativ kuerz - ech mengen, am Mee - virun engem neien Audit vun der OACI an hunn also do keng Marge de manoeuvre, well d'Regele sinn do. An déi ginn och relativ brutal agehalen. Ech mengen, mir hu jo am Zesummenhang mat deenen anere Sûretés-Konditioune gesinn, dass do an den Auditë vun der Kommissioun relativ streng - net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä op allen anere Plazen - gefuer gëtt, fir déi Regelen do anzehalen, esou dass vläicht de Wee, eng Alternativ ausserhalb ze sichen, deen eenzegen ass, deen en fin de compte wäert bleiwen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur nächster Fro. Dat ass déi vum honorabelen Här Mehlen och un den Här Transportminister iwwert d'Lärmbelästigung um Flughafen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

- Question N°167 du 9 mars 2007 de Monsieur Robert Mehlen relative au mode d'approche des avions à l'aéroport de Luxembourg dans le contexte des nuisances sonores et environnementales, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Meng Fro betrëfft eigentlech méi déi grouss Fligeren, an och net nëmmen de Kaméidi, mä och den Ausstouss un CO_2, dee jo de Moment ganz aktuell ass.

Här President, et gëtt schonn zënter Laangem driwwer diskutéiert, ob mer et net kéinte fäerdeg brénge, datt virun allem déi schwéier Maschinnen eng aner Approche hätte wa se landen. Konkret ausgedréckt, ob se net kéinten aus méi enger grousser Héicht - bildlech geschwat - am Gleitflug erof op d'Pist kommen, wat et géif erméiglechen, praktesch ouni Schub bis praktesch bei d'Pist ze kommen. Dat hätt zur Folleg, datt se manner Kaméidi géife maachen an datt se och manner Sprit géife brauchen.

Dëst Thema ass kierzlech och op enger auslännescher Televisiounschaîne diskutéiert ginn. Do waren Experten, déi der Meenung waren, et kéint effektiv eng ganz Partie Sprit am Fluchverkéier gespuert ginn, wann ee ganz besonnesch bei der Landung eng aner Approche géif anhuelen.

Wéi gesot, dat Thema gëtt schonn zënter Längerem hei diskutéiert. Et ass virun enger Zäit emol gesot ginn, dat wär schwiereg, well eisen Territoire esou kleng ass. Do wär den Impakt vun den auslännesche Lotsen, déi eis Fligere géifen zwéngen, ze fréi op eng méi niddreg Héicht erofzegoen, wa se eist Land approchéieren, esou datt et net onbedéngt ganz am Ermiesse vun eise Fluglotse wär, fir esou eng Approche ze genehmegen.

Dofir wollt ech den Här Minister emol froen, besonnesch virum Hannergrond vun der Diskussioun, fir den CO_2-Ausstouss an alle Secteuren ze limitéieren, wéi wäit datt mer an deem Dossier do wären?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet nach eng Kéier den Här Transportminister Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, déi Fro vum Kolleeg Mehlen ass jo effektiv Bestand gewiescht vun enger Konferenz, déi d'lescht Woch, mengen ech, stattfonnt huet, an och enger Presentatioun vun der Etüd, déi d'Cargolux zesumme mat Boeing gemaach huet, fir ze kucken, awéiwäit dass een an enger anerer Aart a Weis, virun allem an der Descente continue, kéint dozou bäidroen, souwuel manner Emissiounen, mä virun allem och manner Kaméidi ze produzéiere beim Landen um Flughafe vum Findel.

Ech mengen, dat reit sech an an eng Rei vun Efforten, déi d'Gesellschaft net nëmmen am Zesummenhang mat der Recherche gemaach huet; si huet nach en anere Programme de recherche zesumme mam Centre de recherche Henri Tudor gemaach, fir hei Efforten ze maachen, wat ee positiv soll bemierken. An ech mengen, op där anerer Säit och déi Décisioun, déi jo viru Méint ustoung, fir entweder bei Boeing ze bleiwen an déi nei Fret-Fligere vu Boeing ze kafen, oder awer bei den Airbus 380 ze goen, ass jo och d'Décisioun vu Boeing eng gewiescht, déi ënner anerem och wéinst dem Ermiesse vu manner Kaméidi geholl ginn ass.

Wat dëse Projet selwer ubelaangt, hutt Dir zum Deel, Här Mehlen, schonn d'Äntwert selwer ginn op déi Fro, déi Der gestallt hutt, well effektiv ass et esou, dass d'Descente continue mat sech bréngt, dass een effektiv iwwer vill Kilometere keen Agréff méi mécht, mä dass dat iwwert de Computer geregelt gëtt, fir d'Landung hei zu Lëtzebuerg virze-

bereeden. Déi Décisioun vun der Descente continue, déi gëtt virun allem am Ausland getraff an deene Secteuren, déi an Däitschland oder a Frankräich, egal wou de Fliger hikënnt, sinn. All Kéiers wann de Fliger vun engem Secteur an deen anere geet, ass et déi Autoritéit, déi fir dee Secteur responsabel ass, déi d'Décisioun muss huelen, ob déi Descente continue do ka gemaach ginn oder net.

Derniewent géif dat hei zu Lëtzebuerg och heeschen, dass mir eis Sendemaste fir de Gleitwénkel, deen d'Landung herno mat implizéiert, op eiser Pist, déi - wéi ech virdru scho gesot hunn - véier Kilometer huet, misste verréckelen, wat natierlech mat dozou bäidréit, dass een och relativ grouss infrastrukturell Aarbechte misst maachen, well dat eng komplett Veränneru ng zum Beispill vun der gesamter Beliichtung op de Pisten an och derniewent géif mat sech bréngen.

Derniewent ass et jo och esou, dass ee vun de grousse Problemer bei deene Landungen dee Bockel ass, deen an der Pist vun eisem Flughafen dran ass. Dee stellt sécherlech fir d'Cargolux kee Problem duer. Et wär fir si also interessant, deen heite Projet weiderzedreiwen, mä fir all déi kleng Avione stellt sech d'Situatioun awer ëmgedréint, esou dass et also do och keng eenheetlech Meenung gëtt vun den eenzelnen Opérateuren, wou deen een esou een Intérêt huet an deen aneren en aneren Intérêt huet, wann d'Landung geschitt.

Ech hätt awer gären definitiv, dass mer iwwert dee Projet vun der Cargolux wéisste wou mer dru sinn. Well zu Recht hutt Der gesot: Mir diskutéiere säit laanger Zäit elo do driwwer. Dofir hunn ech Fraport, wat de Gestionnaire ass vum Frankfurter Flughafen, beoptraagt, fir déi Etüd vun der Cargolux genau ënnert d'Lupp ze huelen a mer en Avis ze maachen, plus en Devis, awer och hannendru wat dat och um Niveau vun den Investitiounen op eisem Flughafe géif bedeiten.

Mir ass de Moie gesot ginn, dass déi Etüd an deen Avis vu Fraport kéint an zwee, dräi Méint virleien. Ech mengen, et ass dann un eis deen ze analyséieren an ze kucken, ob et wierklech e Sënn gëtt, fir an déi Richtung ze goen. Mä et bleift egal wéi, mengen ech, ouni dem Avis vu Fraport virzegräifen, e grousse Problem, dass d'Descente continue, déi effektiv géif erlaben a méi héijen Etagen - wéi déi Responsabel um Flughafen dat nennen - ze bleiwen, éier een erofkënnt, dass déi virun allem ausserhalb vun eise Grenze scho geholl gëtt, an domadder héchstwahrscheinlech, egal wéi och deen Avis ausgesäit, mer ëmmer wäerten Tributaire bleiwe vun den Décisiounen, déi d'Autoritéiten huelen, déi ausserhalb vun eiser Kompetenz sinn. Mä loosse mer ofwaarden, wat Fraport seet, a mir wäerten dann d'Geleeënheet kréien, fir dorop zréckzekommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Schreiner, déi sech och un den Här Transportminister Lux adresséiert. Den Här Roland Schreiner wëllt Froe stellen iwwert d'Aarbechtsbedingunge bei den CFL.

Une voix.- Ah!

M. le Président.- Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°168 du 12 mars 2007 de Monsieur Roland Schreiner relative à l'état actuel des négociations sur les conditions de travail auprès des CFL, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dem Transportminister...

Une voix.- Ass den Här Grethen elo net hei?

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- ...eng Fro stellen am Zesummenhang mat de lafenden Neiverhandlunge vun den Aarbechtskonditioune bei der Eisebunn. Dës Négociatioune si jo Bestanddeel vun de Konklusioune vun der CFL-Tripartite vum Dezember 2005. An dëse Konklusioune steet ënner anerem dran, dass déi nei Aarbechtsbedingunge mussen definéiert ginn am Respekt vun der Sécherheet, der Gesondheet an der Liewensqualitéit vun de Leit, déi am Secteur schaffen.

De Knackpunkt an den Diskussioune schénge jo déi sougenannt Galopptouren ze sinn, wou ee mat enger reduzéierter Rouzäit an engem kuerze Wiessel vun enger Schicht op déi aner spréngt. Dës Galopptouren hu sech an der Vergaangenheet bewährt; si hunn de Patron arrangéiert, well hien doduerch seng Effektiver méi niddreg konnt halen, a si hunn och d'Leit arrangéiert, well si doduerch vill Roudeeg beienee konnte kréien.

Ech hunn elo zur Kenntnis geholl, dass d'Gewerbeinspektioun den 31. Januar d'Eisebunn ugewisen huet, dës Galopptouren aus Sécherheetsgrënn ofzeschafen.

Ech wollt duerfir de Minister froen, éischtens emol wéi de Stand vun den aktuelle Verhandlungen an der Commission paritaire vun der Eisebunn ass; a wéi engem Délai e rechent, dass ofgeschloss ka ginn; an da virun allem och, wéi dem Minister seng Positioun ass, wat dës Galopptouren ugeet, well am Fall vun engem Désaccord innerhalb der Commission paritaire et jo d'Regierung ass, déi muss herno décidéieren, wat geschitt.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den Här Minister Lux huet d'Wuert.

Dir sidd e gefrote Member vun der Regierung haut.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Et hätt ee kënnen en Tapis roulant hei maachen.

M. le Président.- Maja!

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, den Här Schreiner kënnt zréck op déi wierklech schwiereg Diskussiounen, déi mer am Moment an der Commission paritaire iwwert déi nei Aarbechtskonditioune bei der Eisebunn hunn.

Ech mengen, dat geet jo zréck engersäits op den Tripartite-Accord vum 20. Dezember 2005, an deem sech déi dräi Parteie verflicht haten, fir eng Neigestaltung vun den Aarbechtskonditioune virzehuelen.

Ech mengen, déi Konklusioune waren och déi, fir d'Aarbechtskonditioune vun den Eisebunner ze alignéieren un déi vum Privatsecteur, fir aus der Eisebunn eng performant Entreprise ze maachen, déi sech der europäescher Konkurrenz och ka stellen.

A wann ech zréckginn op d'Aussoen, wéi se am Tripartite-Accord stoungen a vun alle Parteien och ënnerschriwwe gi sinn, da war dat fir de Produktivitéitsniveau vum Personal a vum Material ze steigeren. Dëst allerdéngs am Respekt vun den Impérativë vun der Sécherheet an der Gesondheet op der Aarbecht an der Liewensqualitéit vun den Eisebunner. Ech mengen, dat ass plus ou moins den Text, esou wéi e signéiert ginn ass.

Déi Verhandlungen, déi hu sech ganz schwiereggedoen, an Dir kënnt Iech sécherlech erënneren, dass am Mee 2006 d'Direktioun Virschléi dohinner geluecht hat, déi awer plus ou moins ganz no waren un deem, wat de Minimum am Droit commun duergestallt huet a wat och zu enger geharneschter Reaktioun vu menger Säit gefouert huet, fir déi Verhandlungen do ze relancéieren a se op eng Basis ze leeën, déi mengen ech méi no war bei dem Esprit vun deem, wat mer an der Tripartite effektiv diskutéiert hunn, a wou den Alignement un de Privatsecteur haaptsächlech och den Alignement un d'Konditiounen an der Stolindustrie war, well mer jo do och gesicht hunn en Alignement an e Repère ze fannen, wéi mer déi Verhandlunge sollte féieren.

Et koum dann derbäi, wat mengen ech engersäits vläicht fir vill Eisebunner eng schlecht Noriicht gewiescht ass, op där anerer Säit war et eng gutt, well et effektiv déi Verhandlungen, déi amgaang waren, accéléréiert huet, nämlech déi Reaktioun vun der Inspection du travail et des mines, déi am Zesummenhang vun den Diskussiounen an den Analyse vum Zuchaccident vun Zoufftgen zu der Konklusioun komm ass, éischtens emol zur Analys vun de sougenannte Galopptouren, deenen Touren also, déi eng relativ kuerz Rouzäit hu vun enger Schicht op déi aner, fir zur Konklusioun ze kommen, dass déi a sech - ech mengen, aneschters kann een et net nennen - illegal sinn, net konform sinn zu de Regele vun eisem Aarbechtsrecht.

Duerfir mengen ech hu mer elo zwee Grënn: Mir hunn d'Emsetzung vun der Tripartite ze maachen a mir hunn anerersäits eis ze conformëieren duerch déi Décisioun un d'Regele vum Aarbechtsrecht.

D'Commission paritaire, déi sech deem Sujet ugeholl huet, war elo véiermol zesummen a wäert dat nach eng Kéier e Freideg, de 16. Mäerz maachen. Ech hat d'Geleeënheet, e Freideg de Mëtteg eng Delegatioun vun deenen zwou Gewerkschaften ze gesinn a wäert muer de Mëtteg och zesummekomme mat der Eisebunnsdirektioun, fir e bëssen e Bilan intermédiaire ze maachen.

Ech wäert och alles maachen, fir net elo hei iergendeng Positioun ze huelen zu deene Problemer, déi et gëtt. Ech mengen, et gëtt haaptsächlech e Problem bei de Gewerkschaften, fir de Personnel sédentaire, dat heescht fir déi Agenten, déi no Tableau de service schaffen, fir de Report périodique vun engem Dag weiderhin automatesch mat engem Report journalier vu 14 respektiv 12 Stonne verbonnen ze gesinn. Dat ass d'Positioun vun de Gewerkschaften. Dat ass net onbedéngt d'Positioun vun der Direktioun. Datselwecht ass och beim Personnel roulant, wou eng Diskussioun stattfënnt iwwert d'Zäit vun der Conduite ininterrompue, wou gefrot ass, fir déi ëm 45 Minutten auszeweiten. Och dat ass nach eng Divergenz, déi am Raum steet.

A sécherlech mat der Ofschafung vun der Galopptour, déi mer musse maachen, do hu mer net de Choix, déi muss geschéien, gëtt natierlech och d'Fro vu Kompensatioune vun de Gewerkschaften opgeworf a Form vu fräien Deeg, déi kënnten accordéiert ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech loossen elo d'Commission paritaire e Freideg zum Enn vun hiren Diskussioune kommen. Ech gesinn et am Moment schwéier, dass et hei zu engem Konsens an där Kommissioun kënnt. An dann ass et um Verwaltungsrot vun der Eisebunn a vun der CFL-Cargo, fir déi Diskussioun ze aviséieren, an ech mengen da schlussendlech un der Regierung, fir a Form vun engem Règlement grand-ducal definitiv Décisiounen ze huelen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zu där leschter Fro, déi mer haut huelen, dat ass d'Fro vum honorabelen Här Spautz nach eng Kéier un den Transportminister iwwert d'Seniorekaart.

- Question N°170 du 13 mars 2007 de Monsieur Marc Spautz relative à l'introduction d'un abonnement «Seniorenkard» et en particulier de la mise en vigueur de cette nouvelle mesure qui a été acceptée à l'unanimité par la Commission tarifaire en date du 17 novembre 2005, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Här Minister, mäi Kolleeg Fred Sunnen hat eng schréftlech Ufro un Iech gestallt wéinst der Seniorekaart. Do hutt Dir drop geäntwert, dass de 15. November 2005 schonn an der deemoleger Tarifkommissioun festgehale gi wier, dass d'Seniorekaart géif agefouert ginn, soubal den elektroneschen Ticket géif kommen.

Ech wollt awer elo froen, éischtens, wéi vill Leit iwwerhaapt nach an de Genoss kënne komme vun esou enger Seniorekaart. Well ech ka mech erënneren, bei den Debatten, déi mer haten, dass ganz vill Leit scho vun enger Invalidekaart profitéieren, déi souguer ganz gratis ass. Dat wier déi éischt Fro.

An déi zweet Fro. Ech hu gëschter héieren, Dir hätt ugekënnegt, am öffentlechen Transport géifen nei Tariffer kommen. Ob, wann déi nei Tariffer da kommen, dann och d'Seniorekaart derbäi ass?

(Interruptions diverses)

Här Gibéryen, ech hunn ni gesot den Nulltarif.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Sidd Der dann dergéint?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Oh, ech mengen, datt dat net ze finanzéieren ass, den Nulltarif.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ouh?! Oh!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat ass meng Meenung, mä do musst Der den Här Minister froen.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, déi Fro vun dem Kolleeg Marc Spautz betrëfft déi Iddi, déi vun der...

M. le Président.- Entschëllegt, Här Minister, just ee Moment.

Madame Brasseur, mir kënnen Är Fro nach huelen. Mir hunn eis falsch verstane gehat. Also, wann Dir heibleift, mä elo ass d'Madame Minister fort... Dir hutt d'Fro adresséiert och un den Här Transportminister, dann ass et kee Problem.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et ass nach eng un den Transportminister.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Also, et ass esou, d'Froestonn ass, wat d'Zäit ubelaangt, elo ofgelaf. Wéinst engem Malentendu mat der Madame Brasseur sinn ech awer bereet, dass hir Fro elo nach drugeholl gëtt, an duerno hale mer op.

Här Minister, äntwert elo op d'Fro, déi Iech gestallt ginn ass.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Ech sinn och effektiv e bëssen duercherneen, well ech hat de Computer agestallt op d'Madame Brasseur, an du krut ech den Här Spautz. Dann dréine mer dat elo ëm.

(Hilarité et interruptions)

An der Fro vum Här Spautz, am Zesummenhang mat der Aféierung vun der Seniorekaart, do wëll ech soen, dass effektiv fir d'éischt emol eng Décisioun ze huelen ass, ob mer déi nei Tariffer, iwwert déi mer eis, Ministère an Opérateuren, eens gi sinn an déi de Moien an enger Sëtzung vun der Communauté des Transports och eestëmmeg ugeholl gi sinn an domadder elo kënnen an d'Phas vun der Ëmsetzung goen, un d'Décisioun vun der Aféierung vum „e-go“ heften oder net.

Ech sinn éischter am Moment op der Linn fir ze mengen, dass ee sollt déi nei Tariffer, déi wichteg wären an dësem Moment, fir den 1. Juli aféieren a se net knäppen un d'Aféierung vum „e-go“, un deem mer awer och gutt weiderkomm sinn an deene leschte Wochen, an enger leschter Diskussioun d'lescht Woch mat den Opérateuren, fir dann och kënnen dee Chantier vum „e-go“ - Chantier kann een dat schonn nennen - ëmgesat ze kréien. Mä ech mengen net, dass een déi zwou Saachen elo sollt matenee verbannen.

Déi zweet Saach ass déi vun der Seniorekaart selwer. Ech mengen, dass déi Iddi jo domadder zesummenhänkt, dass déi eeler Leit dobaussen, an ech mengen et ass vläicht gutt op dëser Tribün dat och eng Kéier ze soen, dass et net automatesch esou ass, dass all déi Leit iwwer 65 Joer hei zu Lëtzebuerg gratis mam öffentlechen Transport kënne fueren.

Ganz am Géigendeel ass et esou, dass, wa se vun engem normale Billjee Gebrauch maachen, se dann den normalen Tarif bezuelen, wéi all déi aner Leit och. Wa se en Abonnement huelen, hu se haut 50% Reduktioun zegutt. An da gëtt et jo déi, déi iwwer entweder d'Invalidekaart oder als RMG-Bezéier oder ech mengen och nach Asylbewerber, do sinn eng Rei vu Kategorien, vum gratis Transport kënne profitéieren.

Ech wëll soen, dass mir am Moment - dat war déi éischt Fro, déi Der gestallt hutt: Wéi vill där Invalidekaarte gëtt et am Moment hei zu Lëtzebuerg, fir also domadder vum gratis öffentlechen Transport kënnen ze profitéieren?

Halt Iech un, et sinn der insgesamt 75.000!

(Brouhaha général)

Déi 75.000 profitéieren also am Moment vum gratis Transport, an ech mengen, et wär wierklech un der Zäit fir do eppes ze maachen. Un dem Fait, dass Invaliden an dass RMG-Bezéier an anerer sollen och weiderhi vum gratis Transport kënne profitéieren, dorunner wëlle mer näischt änneren. Mir wëllen och näischt drun änneren, dass een och nach wie vor 50% ka kréien am Kader vum Monatsabonnement. Mä et ass un der Zäit, dass een op där anerer Säit awer de Leit eng Alternativ gëtt, fir iwwert d'Seniorekaart, wa se net wëllen dee Wee goen, d'Méiglechkeet ze hunn, fir 50 Euro d'Joer da kënnen d'ganzt Joer vum öffentlechen Transport ze profitéieren.

Wéi gesot, dat huet Konsens fonnt, souwuel bei den Opérateuren, dat heescht den TICE, der Eisebunn, dem RGTR an dem AVL hei an der Stad, wéi och am Ministère. A mir wëllen, wéi gesot, elo kucke fir dat den 1. Juli ëmzesetzen, niewent enger Rei vu Verbesserungen am Tarif, déi haaptsächlech domat ze dinn hunn, dass mer de Wabesystem vun der Kombinatioun tëschent Zäit an Distanz zum gréissten Deel wëllen ofschafen an eng Rei vu Verbesserungen och wëlle maachen, fir zum Beispill déi Fro och vun de Familljen, vun de Weekendbilljeeën.

Do gëtt et eng Rei vu Verbesserungen, déi mengen ech interessant sinn. An ech hunn och dee Problem net vergiess bei där Geleeënheet - d'Madame Stein ass just net heibannen -, dee mer viru kuerzem vun hir hei héieren haten, fir de gratis Transport anzeféiere fir déi Leit, déi e Blanne mat accompagnéieren, plus den Hond. Dat war eng vun de Froen. Déi ass an deem Paquet vun de Verbesserungen och dës Kéier mat derbäi.

Merci.

Une voix.- Merci!

Une autre voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Madame Brasseur, och mat enger Fro un den Här Transportminister, iwwert d'Charte du piéton.

- Question N°169 du 9 mars 2007 de Madame Anne Brasseur relative à la Charte du piéton de la section du parti socialiste de la Ville de Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn eng Fro un den Transportminister ze stellen am Zesummenhang mat enger Initiativ, déi d'Stater Sozialisten de 15. Februar geholl hunn, andeems se proposéiert hunn, eng Charte des piétons an der Stad Lëtzebuerg anzeféieren.

Dat ass a sech eng gutt Iddi, an d'Sozialisten hu sech do inspiréiert a Stied wéi Lyon, Genève oder Montréal.

Géint d'Inspiratioun anzwousch anescht hunn ech näischt - den Här Fayot, dee lauschtert interesséiert no -, mä wat mech stéiert, dat ass, dass do wuertwiertlech aus der Charte vu Montréal ofgeschriwwe ginn ass.

An den Här Fayot, dee jo fir Rigueur intellectuelle antrëtt, ka jo net domat d'accord sinn.

Ech hunn och un d'Question parlementaire e Beispill drugeheft, fir ze weisen, datt et ofgeschriwwen ass. Zum Beispill an der Deklaratioun vu Montréal steet: «reconnaître la primauté du piéton dans l'espace urbain et en même temps affirmer la nécessité pour le piéton d'adapter des comportements sécuritaires en respectant notamment le code de sécurité routière». Bei de Sozialiste liesen ech: «La charte des piétons a comme but de reconnaître la primauté du piéton dans l'espace urbain, mais aussi d'affirmer la nécessité pour le piéton d'adapter des comportements sécuritaires en respectant les régles de la circulation.»

Et ass also wuertwiertlech a ganze Passagen, an dat geet duerch d'ganzt Dokument esou, ofgeschriwwen.

Ech fannen, wann een eppes ofschreift, da soll een d'Sourcen uginn.

(Interruption)

Ech wollt awer dem Transportminister d'Fro stellen, ob en der Meenung ass, dass een déi Iddi soll iwwerhuelen. An da soll een dat net nëmmen op d'Stad Lëtzebuerg maachen, well hei geet et och ëm de Code de la Route; dass een dat effektiv soll do ëmleeën.

(Brouhaha général)

A meng zweet Fro, déi ech gestallt hunn, ass, ob e Konzept - d'Opreegung schéngt nawell grouss ze sinn -, wat awer fir eng Stad vun 3,5 Milliounen Awunner développéiert ginn ass, transposabel ass op Stied vun onser Gréisst.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech hunn e Fait personnel.

(Hilarité)

M. le Président.- Här Fayot, ech hat geduecht, Dir wäert an d'Regierung agetrueden!

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- D'Madame Brasseur huet mech do an de Mond geholl a si huet vu menger Rigueur intellectuelle geschwat.

Éischtens emol hunn ech déi Charte net redigéiert, an zweetens wëll ech awer ganz kloer soen, mir kënnen dat jo nach am Stater Gemengerot eng Kéier diskutéieren, wann d'Madame Brasseur dat wëllt op den Ordre du jour setzen, oder den Här Mobilitéitsschäffe ka jo och do matmëschen.

Mir hu ganz kloer gesot, an där Presentatioun vun där Charte du piéton, dass déi inspiréiert ass vum Québec an dass se sech ganz kloer och orientéiert un deem, wat do gesot ginn ass.

Et ass also kee Problem vu Rigueur intellectuelle. Et ass ganz kloer gesot ginn, wou dat hierkomm ass.

Ech wollt dat hei soen, Här President. Merci fir Är Gedold, mä ech mengen, wann en Deputéierten an de Mond geholl gëtt, muss en dat kloerstellen.

M. le Président.- Ganz richteg.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ech hat geduecht, Här President, et wär e Kompliment, wat ech dem Här Fayot gemaach hunn, fir seng Rigueur intellectuelle ze ënnersträichen, an en hëlt dat net als Kompliment un.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Minister äntwert elo, souwäit wéi seng Kompetenzen hei ugesprach gi sinn. Ech denken net, dass en hei ass fir d'Stater sozialistesch Fraktioun ze verteidegen.

(Interruptions)

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, ech mengen net, dass ech an där Fro hei, jiddefalls net am Moment, vill a staark gefuerdert sinn, well ech, niewebäi bemierkt, frou si fir all Efforten, déi gemaach ginn, net nëmmen an der Stad Lëtzebuerg, mä an allen anere Gemengen, fir d'Rechter vun de Foussgänger an op där anerer Säit och d'Rechter vun de Vëlosfuerer ze ënnerstëtzen an nei Iddien ze bréngen. Dat erfreet mech, egal wou et gemaach gëtt.

Deen hei Projet hunn ech bis haut net ënnerbreet kritt, well ech mer soe gelooss hu vun den Initiateuren, dass en am Moment géif hei an der Stad mat Interesseveräiner an anere Gruppen diskutéiert ginn an dass en duerno, wann e fäerdeg ass, wäert dem Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg ënnerbreet ginn. An ech mengen dann ass et um Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg fir do reglementar Saachen ze iwwerhuelen oder net. Wa se dat mécht, kënnt dat als Délibératioun vum Gemengerot op mäin Dësch an da wäert ech dat aviséieren.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Froestonn un d'Regierung ukomm. Den Här Justizminister Luc Frieden freet d'Wuert. Här Minister!

10. Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, ech wollt net als Justizminister, mä als Minister zoustänneg fir d'Finanzplaz just d'Chamber iwwer eng ganz aktuell a positiv Nouvelle informéieren.

No enger ganzer Rei vu Gespréicher mam Stat huet dee gréisste Réassureur vun der Welt, Swiss Re, de Mëtteg d'Décisioun geholl, fir seng ganz europäesch Aktivitéiten, all déi ausserhalb vun der Schwäiz, déi also innerhalb vun der Europäescher Unioun sinn, op Lëtzebuerg ze regruppéieren, do eng ganz Rei nei Gesellschaften ze grënnen an och virun allem Aarbechtsplazen ze schafen an de Beräicher Finanzen a vun der juristescher Abteilung.

Ech mengen, dat ass eng gutt Nouvelle fir d'ganzt Land. Et ass eng Konfirmatioun fir dat gutt reglementarescht Wierk, wat och dës Chamber matgestëmmt huet, well och an der Matdeelung vu Swiss Re gëtt ausdrécklech op dat staarkt reglementarescht Émfeld vun der Lëtzebuerger Finanzplaz a vun där gudder Iwwerwaachung vum Réassurancë-Secteur higewisen. An ech hu gemengt, et wär gutt wann d'Chamber, déi esou oft d'Projete vun der Finanzplaz huet, och géif direkt doriwwer informéiert ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dat ass eng gutt Nouvelle, déi mer aus dem Mond vun der Regierung héieren. An ech wëll lech soen, Här Minister, d'Tribün vun der Chamber steet der Regierung zu all Moment op, wa se der Chamber esou gutt Nouvellë wéi déi dote matzedeelen huet.

(Interruption)

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Heure d'actualité, déi ugefrot ginn ass vun deene Gréngen, iwwert d'Sécherheet am Schraasseger Prisong. D'Chamberreglement gesäit vir, dass där Fraktioun, déi dës Stonn ufreet, zéng Minutten zur Verfügung stinn, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten, an eng Véirelstonn fir d'Regierung.

D'Wuert huet elo den Här Félix Braz am Numm vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Ageschriwwe si bis elo: den Här Santer, den Här Bettel, d'Madame Err an den Här Henckes. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

11. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la sécurité au Centre de détention de Schrassig

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Zënter dem 20. Februar ass hei zu Lëtzebuerg ganz vill iwwert den Nuka Kujtim geschwat ginn. Et ass och fréier vill geschwat ginn, wa Leit aus dem Prisong fortgelaf sinn. Et ass awer och ganz vill geschwat ginn iwwert deen zoustännege Minister. Dat ass gutt a richteg. Am Fall vun enger Evasioun muss een doriwwer schwätzen. Et ass en Evénement, deen net dierf geschéien, deen awer nun emol geschitt; an net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och an deenen anere Prisongen uechter Europa an uechtert d'Welt.

Et geet awer net duer, wann een iwwert de Prisong wëllt schwätzen, dass een iwwert dee schwätzt, dee fortgelaf ass, an och iwwert dee schwätzt, deen dofir responsabel ass, dass deen aneren dobanne bliwwe wär. Mir hunn als Gréng den Dag selwer vun der Evasioun dës Heure d'actualité ugefrot, well mer domadder och wollte kloer dokumentéieren, dass mer net interesséiert sinn un Äntwerten an der Urgence, mä mir sinn drun interesséiert eng Debatt ze féieren an och Äntwerten ze kréie mat engem gewësse Recul op déi Evénementer. Mir wëllen och haut iwwert déi Sécuritéit schwätzen, déi mir mengen.

Mir sinn der Meenung, dass zu der Invasioun selwer vum Nuka Kujtim schonn alles gesot ginn ass. Mir ware mat der Commission juridique op der Plaz a konnten eis e Bild do maachen. Déi eenzel Fraktiounen hunn och scho kommentéiert wat se do gesinn hunn. Mir considéréieren domadder, dass déi Evasioun fir eis ofgeschloss ass.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Wat net ofgeschloss ass, dat ass d'Diskussioun doriwwer, wat d'Sécuritéit ass. Wat ass Sécuritéit an engem Prisong? Ass dat, wann, wéi hei zu Lëtzebuerg am Prisong zu Schraasseg, an der Moyenne eng Evasioun all dräi bis véier Joer stattfënnt? Ass dann d'Sécherheet a Gefor? Ass d'Sécherheet a Gefor wann eng Tentative d'évasion - an der Moyenne eng pro Joer - stattfënnt?

Oder sinn déi wierklech Sécherheetsproblemer vum Prisong net déi, dass pro Joer iwwert dausend Leit - iwwert dausend Leit pro Joer! - ganz legal aus dem Prisong erauskommen, an en Deel vun deenen no enger Rei Wochen oder Méint, heiansdo och Joren, nees zréck an de Prisong kommen. An tëschent deenen zwee Passagen, zwëschent den Diere vu Schraasseg, sinn da ganz oft dobaussen nees Saache geschitt, déi als Verbriechen heiansdo mussen ugesi ginn, an déi dann och mat sech bréngen, dass déi Leit mat enger neier Condamnatioun zréck an de Prisong kommen.

Mir sinn haut e bëssen, och wann d'Verhältnisser anerer si wéi an de 70er Joren, och nees virun enger Zort Scheideweg. Mir hunn déi lescht Jore ganz vill iwwert de Strofvollzuch geschwat, ënner Termen zur Sécuritéit. Sécuritéit am Sënn vu Brouilleuren, déi sollen installéiert ginn; Sécuritéit am Sënn vu méi Kontrolle bei der Entrée vum Prisong; Sécuritéit, wéi elo nees, an Termë vu méi Drot ronderëm déi Mauere vu Schraasseg maachen, eventuell Stroum an deen Drot ze maachen, wou ech nach ëmmer mengen, dass dat net dem Minister säin Eescht war. Ech mengen, dass dat méi en Testballon war, deen de Minister wollt lancéieren, fir ze kucke wéi eng Reaktiounen, dass hien dorobber géif kréien.

Ech halen dee Virschlag net fir ganz seriö, well en eiser Meenung no net vill géif léisen. Et gëtt aner technesch Methoden, wann ee sech scho wëllt mam Drot beschäftegen, fir en als eng Zort Bewegungsmelder ëmzerëschten - där Technike gëtt et um Marché -, dass een also mierkt wann een amgaang ass um Drot ze schaffen. Dofir muss deen awer kee Stroumstouss kréien. Dofir menge mer, dass dat méi am Dépit war, wou de Minister déi dote Virschléi lancéiert huet, well mir halen déi fir relativ wéineg proportionéiert par rapport zu deene Problemer, déi am Prisong solle geléist ginn.

Et gëtt sech och haut, wéi an de 70er Joren, d'Fro gestallt: Wéi eng Zort Strofvollzuch a wéi eng Zort Prisong brauche mer? An de 70er Joren ass d'Optioun geholl gi vun engem Prison de moyenne sécurité. A mir halen dat och haut nach ëmmer fir déi richteg Optioun. Et ass deemools vun der deemoleger Regierung bewosst net d'Optioun geholl ginn, fir en Héichsécherheetsprisong ze maachen. Och haut kommen nees Stëmmen op, déi sech d'Fro stellen: Misst ee sech net awer nees déi Fro stelle vun engem Héichsécherheetsprisong, sief et nëmmen en Trakt, sief et der méi.

Eis Äntwert dorobber ass, dass mer der Meenung sinn, dass dat déi falsch Optioun wär, well contrairement zu deem, wat een de Leit suggéréiert, ass en Héichsécherheetsprisong net e Prisong aus deem een net ka fortlafen. Och aus Héichsécherheetsprisonge lafe Leit fort. Den Ënnerscheed mat deem Prisong, dee mir hunn, verglach mat engem Héichsécherheetsprisong, ass ganz einfach just deen, dass een, fir aus engem Héichsécherheetsprisong fortzelafen, aner Moyene muss uwenden, an da kënnt een och do eraus. Woubäi een hei, wann een trainéiert ass, an déi Schwächten déceléiert huet, déi mer haten - déi mëttlerweil behuewe sinn -, da kann ee fortkommen, ouni dass engem anere Mënsch e Leed geschéie muss.

Aus engem Héichsécherheetsprisong kommen d'Leit och fort; an der Regel awer nëmmen doduerch, dass se aner Moyenen hu missen uwennen. Dat ass oft mat Prises d'otages verbonnen. Dat ass oft mat Bluttvergéisse verbonnen. An déi Fro, déi mer eis solle stellen, ass, ob dat wierklech déi Optioun ass, déi mer wëllen zréckbehalen, oder ob mer haut net sollten éischter e rouege Kapp behalen a soen: Et si Saache schifgelaf; déi muss ee behiewen. Et muss een dat a Fro stellen, wat schifgelaf ass; awer nëmmen dat a Fro stellen, wat schifgelaf ass an net alles a Fro stellen; well mer awer e Prisong hunn, deen iwwert d'Joren, wat déi Sécherheetsaspekter betrëfft, verbessert ginn ass an eigentlech Vergläicher mat de Prisongen am Ausland absolut ka standhalen. Dofir solle mer och net an eng Sécherheetshysterie verfalen an elo wëllen a kierzester Zäit alles dat vun Instrumenter benotzen, déi et an eenzelne Prisongen uechter Europa gëtt, an déi hei zu Lëtzebuerg wëlle regruppéieren.

Mir sinn zum Beispill och der Meenung, dass et net vill Sënn mécht déi Brouilleuren do ze installéieren. Doriwwer ass vill geschwat ginn. Mir sinn der Meenung, dass déi Brouilleure vu praktesch kengem richteg gewollt ginn. Wann een esou héiert wéi Leit vum Parquet sech dozou äusseren, wéi Leit vun der Administratioun vum Prisong sech äusseren, huet een eigentlech och d'Gefill vun der PJ. D'PJ ass éischter Demandeur dofir, dass d'Brouilleuren net installéiert ginn, well se da kënnen Écoutë maachen op eng Method, déi legal ka stattfannen, a wou se dann och wësse wéi se kënnen u verschidden Informatioune kommen.

Duerch d'Installatioun vun engem Brouilleur géife mer erëm eng Kéier méi Problemer schafe wéi mer der géife léisen. Mä dat seet sech alles gutt. Wann anzwousch eng Tentative d'évasion war oder och eng, déi Erfolleg hat, dann ass et liicht no méi strenge Sécuritéitsmoossnamen ze froen. A Wierklechkeet léise mer, eiser Meenung no, domadder awer kee wierkleche Problem.

Wat mer wierklech brauchen, dat ass, dass sech mat deene Leit beschäftegt gëtt a wierklech beschäftegt gëtt, déi am Prisong sinn. De Prisong war konzipéiert gi fir eppes no bei 600 Leit. Mir sinn am Moment bei ëm déi 770: dovunner d'Halschent ongeféier Prévenuen, déi aner Halschent Condamnéierter. Déi Plazverhältnisser dinn haut praktesch alles scheiteren, wat ee ka vu Programmer développéieren am Beräich vun de Formatiounen, am Beräich vum Sport; och fir d'Personal. Och d'Personal huet scho missen eng ganz Rei Aschränkungen akzeptéieren, fir hir eege Raimlechkeeten hierzegi fir eng aner Notzung.

All déi dote Problemer sinn déi wierklech Problemer vum Prisong, dat sinn déi, déi derfir suergen, dass bannen am Prisong eng Stëmmung a Psychologie sinn, déi Problemer schafen, an net déi Problemer léisen. Mir hunn zu Lëtzebuerg leider keng Statistiken iwwert d'Récidive. Et misst ee sech dann och ee fir allemol eens ginn, wat genau ënner Récidive ze verstoen ass. Mä hätte mer wierklech Statistiken iwwer Récidive, da géife mer vläicht mierken, dass eise Prisong en Deel vu sengen Aufgaben net esou erfëllt wéi e se misst erfëllen.

Déi Sécherheet, déi mir mengen, ass ganz kloer déi, déi probéiert d'Kriminalitéit ze verhënneren, och doduerch, dass een zum Beispill bereet ass iwwer eng aner Drogepolitik ze diskutéieren. Déi Sécherheet, déi mir mengen, ass déi, déi doduerch, dass genuch Sozialaarbechter am Prisong schaffen, verhënnert, dass d'Leit Gefor lafen an d'Récidive ze kommen. Mir hunn zwar an de leschte Joren opgestockt, mä mir hunn haut awer fir ee Sozialaarbechter 75 bis 80 Leit am Prisong, déi musse géréiert ginn. Ideal wäre 25 bis 30 Leit fir ee Sozialaarbechter. Dat heescht, mir hunn en Drëttel vun deem, wat mer missten hunn.

Et ass do, wou mir d'Regierung opfuerderen ze investéieren, well dat sinn eiser Meenung no déi wierklech Problemer, déi mer an deenen nächste Joren diskutéiere sollen. Mir sollen ophalen eis verblenden ze loosse vun enger Sécherheetshysterie, déi Problemer erbäiriet, déi et an deem Mooss do net gëtt, déi amplifiéiert ginn an déi de Leit e falscht Bild vermëttelen, an och d'Sich vun der Regierung no engem Site fir deen drëtten oder - wéi et allgemeng gesot gëtt - fir deen zweete Prisong nëmmen erschwéiert.

An dat ass eist lescht Stéchwuert: Mir wëllen de Minister froen, wou hien drun ass mat der Sich nom Site fir deen neie Prisong; wat jo eng Maison d'arrêt soll gi fir Untersuchungshäftlingen. A mir wëllen de Minister opfuerderen haut ze soen no wéi enge Kritären, dass dee Site gesicht gëtt. Mir soen och hei mëndlech - an ech mengen, dass de President vun der Commission juridique dat och bereet ass ze akzeptéieren -, dass mer wëllen, dass an enger nächster Réunioun vun der Commission juridique iwwert déi dote Kritären diskutéiert gëtt, mat deene mer iwwert d'Land zéien, fir e Site ze fannen, an dass mer dann och hei an der Chamber an der Plénière eng Motioun doriwwer solle stëmmen, fir kloerzemaachen, wat den Optrag ass, dee mer der Regierung ginn, fir dee Site ze fannen. Well mer wierklech der Meenung sinn, dass et méi liicht wäert sinn e Site ze fannen, wa mer d'Kritäre virdru benennen. Wann de Site bis public ass a genannt ass gëtt et ganz schwéier nodréiglech d'Argumenter ze liwweren, firwat dass et dee Site huet misse sinn. Dat gëtt ees wéi ees eng schwiereg Diskussioun.

Eise Rôle, mengen ech, ass et och, als Parlament d'Regierung bei där absolut noutwendeger Sich no deem Site doduerch ze ënnerstëtzen, datt mer bereet sinn hei an der Chamber eng Motioun matzestëmmen, wou déi Kritäre géifen drastoen, déi d'Regierung zu Gronn geluecht huet an hirer Sich no engem Site fir deen neie Prisong zu Lëtzebuerg.

Mir wëllen als gréng Fraktioun eis dorunner bedeelegen, dass mer méiglechst séier dat Gebai hei zu Lëtzebuerg stoen hunn, well ouni dat Gebai hu mer en desastréise Strofvollzuch ënnert deem Bléckwénkel, dee mir Gréng als Sécuritéit betruechten - an net déi aner Sécuritéit, déi mir net mengen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci. Ier ech dem Här Santer d'Wuert ginn, wollt ech ganz kuerz matdeelen, datt mer no dëser Heure d'actualité Schluss maachen; dat heescht, et wäert kee Vote méi kommen, well verschidde Leit Obligatiounen hunn. Duerfir hale mer also no dësem Débat mat eisem Ordre du jour op a fuere muer normal virun.

Sou, elo ass als nächsten an als éischte Riedner den Här Patrick Santer agedroen. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Patrick Santer *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Ausbroch de leschten 20. Februar aus dem Prisong vu Schraasseg huet erëm d'Fro vun der Sécherheet am Prisong opgeworf. Ech wëll elo net erëm eng Kéier op dësen Ausbroch agoen. Deen ass jo scho laang a breet duergestallt a kommentéiert ginn. Ech wëll mech op déi a mengen Ae wesentlech Froe konzentréieren op déi et ukënnt, nämlech déi ronderëm d'Sécherheet am Prisong.

Et ass net, och wéi den Här Braz virdru gesot huet, well een Häftling ausgebrach ass an dobäi nach vu Sécherheetsmoossname profitéiert huet, fir op d'Aussemauer ze klammen, datt de Prisong zu Schraasseg e Sift wär. Niewebäi bemierkt sinn der wéineg aus dem Schraasseger Prisong säit 1984 ausgebrach oder hunn et versicht.

Et soll kee behaapten, wéinstens net mat guddem Gewëssen, et géif näischt a puncto Sécherheet am Prisong gemaach ginn. Et si Gitteren un d'Fënstere komm - där gouf et net am Ufank -; et ass en Aussenzonk installéiert ginn 1995, an et wäerten an Zukunft nach weider Sécherheetsmoossname getraff ginn.

Ech wëll just op zwou Mesuren agoen, déi als absolut Idealléisungen duergestallt gi sinn. Jo, et ass keen oder nach kee Brouilleur installéiert ginn, deen et den Häftlinge verbidde géif mat erageschmuggelten Handyen ze télefonéieren. Esou e Brouilleur muss eise moderne Kommunikatiounsnormen entspriechen, ouni dobäi all Kommunikatioun an den Nopeschdierfer flaachzeleeën, an e muss d'Häftlingen an d'Personal, déi esou enger Installatioun Dag fir Dag ausgesat sinn, géint Elektrosmog schützen.

Et si Modeller getest ginn, och zu Lëtzebuerg, mä net een huet sech weder technesch nach a Saachen Ëmweltverträglechkeet als zefriddestellend erausgestallt. Fir d'Schlussfolgerung ze zéien, dass näischt op dësem Gebitt geschitt wier, ass op d'mannst vireileg.

Och a puncto Droge sinn an de leschte Wochen an Deeg Drogenhënn als Allheilmittel duergestallt ginn, fir géint den Drogenhandel virzegoen. Drogenhënn sinn dat awer net. Si sinn op eng speziell Zort vun Droge spezialiséiert. Si kënnen nëmmen eng kuerz Zäit am Asaz sinn. Si kënnen och krankfalen an all Hond brauch e Maîtrechien.

Fir hei erëm eng Kéier ze behaapten, näischt géif ënnerholl ginn, ass strikt falsch. Et gi Kontrollen ënnerholl: An deenen zwee éischte Méint sinn 120 Kontrollen am Prisong an Drogesaachen duerchgefouert ginn.

An et gëtt keng absolut ad vitam aeternam garantéiert Sécherheet am Prisong. Mir wëlle jo net op Modellen oder Infrastrukturen zréckgräifen, wéi se am Mëttelalter geherrscht hunn. Mä d'Sécherheetsdebatt kann een net lasstrenne vun zwou gradesou wichtegen, wann net nach méi wichtege Froen, déi sech am Prisong stellen: d'Iwwerbevölkerung an d'Resozialiséierung.

Mir kéinten nach laang iwwert dës zwee - Sujetë schwätzen a mir wäerten dat nach am Kader vun der Debatt iwwert d'Sécurité intérieure maachen. Duerfir just zwee Wierder: De Prisong ass e Prisong fourre-tout, dee fir 550 Häftlinge geduecht war an der elo 682 huet.

Ech begréissen, datt endlech eng Léisung fonnt gëtt fir de Bau vun der Unité de sécurité fir déi Mannerjähreg zu Dräibur - endlech! -, well Mannerjähreger zu Schraasseg - an ech hat och d'Geleeënheet, fir dat hei ze soen - am Prisong näischt verluer hunn. E Centre de rétention gëtt gebaut oder sollt gebaut ginn an deene beschten Délaien - esou hoffen ech dat -, an eng Maison d'arrêt, also ee fir Untersuchungshäftlinge spezifesche Prisong, soll gebaut ginn.

Wou soll deen awer gebaut ginn? De Choix vun der Plaz ass limitéiert. 90% vun de Prévenuë sinn am Arrondissement judiciaire vu Lëtzebuerg viru Geriicht. 10%, dat sinn der ongefeier 30, sinn zu Dikrech. Also d'Plaz ass limitéiert, an ech zielen awer op d'Ënnerstëtzung vun allen Deputéierten hei am Haus. Et ass jo eng Question d'intérêt national, fir datt endlech eng Léisung fonnt gëtt, wéi a wou dësen zweete Prisong oder dës Maison d'arrêt soll gebaut ginn.

(Interruption)

De Prisong, Här President, Här Goerens, soll net falsch verstane ginn. Et geet net nëmmen drëms fir Leit, déi géint e Strofgesetz verstouss hunn, ze bestrofen. Et geet och drëms deene Leit no hirer Zäit zu Schraasseg am Prisong erëm Perspektiven ze ginn, fir en neit Liewen unzefänken, fir ze vermeiden, datt se erëm stroffälleg ginn. Op dësem Gebitt mussen nach Initiativen ergraff ginn, well soss hätt de Strofvollzuch senger Aufgab net Rechnung gedroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, einfach Sprëch, déi och gutt ukommen, hëllefen net an der Fro vun der Sécherheet.

(Interruption)

Här Bettel, Dir sidd dee mat den einfache Sprëch.

Et ass eng komplex Matière, d'Problemer kenne mer, mä ech hunn an deene leschten Deeg tout et son contraire héieren, mä ech hu keng konkret Léisung fonnt. Ech hu just Froen héieren. D'Froe kenne mer, mä et muss een do an där komplexer Matière en Équiliber tëschent op där enger Säit der Fro vun der Sécherheet an op där anerer Säit dem Strofvollzuch a senger Resozialiséierungsaarbecht fannen.

M. le Président.- Här Santer, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. Patrick Santer *(CSV).*- Nach ee Saz, Här President. D'Polemik, déi eropbeschwuer ginn ass, den Här Justizminister hätt näischt gemaach, kënnt just engem zegutt, nämlech deem, deen d'Polemik ugefaangen huet, mä sécher weder der Sécherheet am Prisong nach den Aarbechten an den Effortë vun der Prisongsverwaltung an de Giischtercher.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Santer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et hätt mech gewonnert, wann de Vertrieder vun der CSV elo just net den Här Frieden a Schutz geholl hätt, an net gesot hätt, et ass jo alles an der Rei an dësem klenge Land,...

(Interruptions)

...well et verschidde Sujeten hei am Land gëtt, Här President,...

M. le Président.- Esou, elo huet den Här Bettel d'Wuert.

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- ...déi een am léifsten net soll diskutéieren.

(Interruptions)

Une voix.- Hal däi Mond...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wa mer, Här President, vun de Faitë vum Ausbroch vu Schraasseg schwätzen, da kann ee just feststellen, dass den éischten Dag, e puer Stonnen nom Ausbroch, den Här Frieden am Prisong eng Pressekonferenz gemaach huet, wou hie gesot huet den Här Kujtim wär iwwert dräi héich Mauere komm, en hätt eng top militäresch, sportlech Formatioun.

Dass aus där grousser Mauer méi kleng Maiercher gi sinn, dass aus deem grousse Sportler eng Info gi war, déi ee vun engem Giischtche kritt huet: Et soll een net Saache behaapte wéi wann et Wourechte wieren, wann een se selwer net vérifiéiert huet, Här Minister!

D'„Wort" hat eng richteg Versioun geschriwwen; déi ass e puer Stonnen drop verschwonnen.

Ech wär och ganz drun interesséiert, Här Minister, wann Der eis kéint soen, wat d'lescht Woch geschitt ass, leschte Méindeg, elo net gëschter, mä d'lescht Woch, wou och een aus dem Block „Charly" fortgelaf ass iwwer eng Clôture, a well d'Kameraen en nees net gesinn haten an d'Giischtercher en och net gesinn haten, well se jo an engem Container sëtzen an eng Fënster hunn, wou een net erausgesäit, d'Daachdecker, déi um Daach geschafft hunn, hu misse Bescheed soen, soss wär déi Persoun och dobaussen.

Et wär jo vläicht interessant duerno - Dir hutt jo méi Zäit wéi mir hei, Dir hutt eng Véirelstonn -, fir eis iwwer en neie Fall ze informéieren.

Dir hutt behaapt, Här Minister,...

(Interruption)

Jo, et schéngt ze stëmmen; op jidde Fall krut ech dat vun e puer Quelle gesot. Den Här Minister huet selbstverständlech keng Pressekonferenz organiséiert, well de Prisonnéier och net erauskomm ass, mä da soll een och iwwer esou Saachen diskutéieren.

Wat d'Kommunikatioun ugeet, Här President, do muss ee leider soen, dass - an ech mengen hei hunn och nach Vertrieder vun der CSV e Freideg op der Assemblée générale vum Syndicat national de la Police grand-ducale dat matgedeelt kritt - de Portrait vum Nuka Kujtim - an dat war dat, wat mer och direkt gesot hunn - vill ze spéit komm ass; dass verschidden CPen an Clen en eréischt den Dag drop kritt hunn. An dann ass et e bësse schwéier, wann d'Leit gesot kréien, si sollen den Nuka Kujtim sichen, a si wëssen net wéi en ausgesäit.

Den Här Minister huet gesot, dat wier net esou dramatesch, a mer kruten dat och vun der Policedirektioun bestätegt, well den Nuka Kujtim wier e Begréff.

Ech gleewe kaum, dass all Member vun der Police grand-ducale, deen um Terrain war oder deen d'Foto net kritt hat, iwwerhaapt wousst wien et wär.

Wann ee seet, et wier alles an der Rei, den Här Minister huet dat jo gesot, da muss ee sech d'Fro stellen: Firwat dann 150 nei Kameraen installéieren? Firwat en elektreschen Drot? Firwat en Antihelikopterdrot? Firwat méi Rondë bei Niwwel?

Wann alles an der Rei ass, den Här Minister huet jo gesot, dass och kee Feeler do ass an dass deen Nuka Kujtim einfach e supperen Typ wär, deen esou iwwer Mauere géif kommen, da kann ee sech d'Fro stellen, ob da wierklech alles esou an der Rei ass.

Mir kréien hei behaapt, mir hätte keng Alternativen. Ech wëll just den Här Santer drun erënneren, dass ech elo am aachte Joer hei an der Chamber sinn, an et ass net fir d'éischt, wou ech hei iwwert dee Sujet diskutéieren, Här Santer!

Mir kënnen déi lescht PVe vun der Commission juridique kucken. Ech wëll Iech just drun erënneren, dass den Här Frieden och am Joer 2000 gesot huet, dass Giwenech fir d'Fraen... A meng Kolleegin hei, d'Claudia Dall'Agnol, vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, huet jo och gesot, dass een eng Egalitéit vis-à-vis vun der Verfassung misst hunn, dass Fraen a Männer déiselwecht Strukture géifen hunn.

Den 3. Mee 2000 - et ass jo net dann déi lescht puer Wochen, Här Santer, dass dat gesot ginn ass - huet de Minister gesot e wier dofir, dass een eng Structure semifermée hätt fir d'Fraen, obwuel net vill Fraen do wieren an och mam Personal vläicht Problemer wären.

Här Minister, vum 3. Mee 2000 bis den 13. Mäerz 2007 sinn e puer Deeg scho vergaangen: Wéi wäit ass et mam Projet? Ass en déposéiert? Ass en an Ärem Tirang? Oder ass e verschwonnen?

Iwwer Droge gëtt gesot, selbstverständlech, dass et onméiglech wier e Prisong ouni Drogen ze hunn. Ech hunn d'Fro vun engem Drogenhond gestallt, deen owes, wann d'Päck erakommen, an e Sall géif goen an do en Tour maache géif - en Hond brauch keng 20 Minutte fir de ganzen Tour vun de Päck ze maachen -, amplaz drëpserchersweis d'Päck eranzekréien. Do krut ech d'Äntwert, déi den Här Santer och hei gesot huet,déi awer eng Äntwert ass, déi mir e bësse Suerge mécht, dass en Hond kéint krank sinn. Jo, e Giischtche kann och krank sinn; dass en Hond awer och net all Droge kéint erkennen.

Mir hu Sue fir alles, Här Santer, mir hu Sue fir alles hei an deem Land! Wann een awer net wëllt am Prisong de Problem an de Grëff kréien, da brauch een och déi Suen do net ze investéieren.

Endlech de Brouilleur. Do kréien ech dann hei vu verschiddene Kolleege gesot, dat wier jo keng wichteg Saach. Ech muss just soen, wann ech an engem Dossier gesinn, dass eng Persoun en Drogeréseau organiséiert huet aus dem Prisong an 10.000 Télefonsgespréicher hat; an dass eng aner Persoun an engem Prozess télefonéiert kritt huet a gesot huet, dass seng ganz Famill géif ëmbruecht ginn, iwwert den Handy, wann déi iergendeppes géifen den Dag drop am Prisong soen, dann ass dat eng Saach vu Sécherheet. E sëtzt haut am Prisong. Et ass en Dossier, deen ech hunn.

(Interruption)

Här President?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dir hutt jo awer elo e gutt Beispill ginn. Dat do ass jo awer grad de Fall, dass, wann dat dote méiglech ass, d'Police judiciaire vun deem doten Ëmstand, dass et kee Brouilleur gëtt, ka profitéieren, well déi Leit, déi dat doten Instrument benotzt hunn, fir dat do ze organiséieren, sinn och dofir herno condamnéiert ginn. Dat ass also eng Saach, déi nach laang net nëmme Virdeeler huet, Här Bettel.

M. le Président.- Wou war elo d'Fro, Här Braz?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- D'Fro war, ob den Här Bettel dat net weess.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hunn nach e puer Sekonnen, well ech sinn elo ënnerbrach ginn.

Ech wëll just soen: Et ass net normal, dass esou eng Persoun iwwer en Handy dobaussen d'Leit terroriséiert. Wann den Här Braz dat fir normal fënnt, ech net.

An dann nach schlussendlech, Här President, ob dat elo mat de Réfugiéen ass, déi nach zu Schraasseg sinn, wou de Prozess gesot huet, et wier géint d'Mënschendignitéit; de Suivi no der Sortie vum Prisong, dee scho vu verschidde Leit hei ervirgehuewe ginn ass; d'Formatioun vum Personal; d'Krankheet vum Personal, déi och ganz ganz héich an Tauxen ass.

Den Här Minister huet eng Kéier behaapt, e wier 70% Budgetsminister an 30% Justizminister. Här President, eist Land brauch e Justizminister, deen 100% Justizminister ass, an et ass kee „part-time job".

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just am Ufank soen, dass meng Vue vu Sécherheet genau déiselwecht ass wéi déi vum Félix Braz. Well ech der Meenung sinn, dass et bei Sécherheet wierklech net ëm Gebaier ka goen, mä dass et bei Sécherheet ëm Froe vu Fonctionnement geet, deen innerhalb vun deene Gebaier do stattfënnt. Do, mengen ech, sinn immens vill Effortë gemaach ginn, och wa Pépinë virkommen. Mä ech kommen aus enger Partei, déi bereet ass mat sech diskutéieren ze loossen, och wa Problemer sinn an och wa mir d'Verantwortung an der Regierung deelen, och wann dat net ëmmer de Fall war.

Et gëtt en Accord op e puer Punkten, wat de Prisongsfonctionnement ubelaangt.

Éischtens: Surpopulatioun. Fir 500 Leit ass e gebaut ginn. Iwwer 700 Leit sinn de Moment dodranner. Dovunner 78% Netlëtzebuerger a vun deenen 78%, an dat ass och e grousse Problem, 50% Netrésidenten. Dat heescht Leit, déi am Fong vun deene Faveuren, déi et méiglech wier ze ginn, fir d'Peinen ze verkierzen, net profitéiere kënnen, well se keng Wunnplaz zu Lëtzebuerg hunn; well et heiansdo schwiereg ass Pabeieren ze kréien, fir déi Leit dohinner ze féieren, wou se hierkommen, am Fall wou se irregulär Pabeieren hunn, etc.

Esou dass et wichteg ass, a jiddfereen huet dat hei gesot, dass déi Surpopulatioun am Prisong ophéiert, well sécherlech ass dat eng vun deene groussen Ursaachen, déi och mat der Sécuritéit zesummenhänkt, duerch d'Konstruktioun vun enger Maison d'arrêt. An ech fannen déi Suggestioun vum Här Braz hei net esou schlecht.

Ech géif am Fong just nach wëllen e puer Saachen derbäifügen. Et geet menger Meenung no och net duer, fir Kritären ze siche fir den Emplacement vun enger Maison d'arrêt, mä och, wéi esou eng Maison d'arrêt fonctionnéiere soll. Well dat schéngt mir wierklech de Punkt ze sinn. Well eng Maison d'arrêt, wou Prévenuen, dat heescht Untersuchungshäftlingen, dra sinn, déi muss aneschters fonctionnéiere wéi e Prisong, wéi deen, dee mir elo hunn a wou Condamnéierter dra sinn. Souwéi e Centre de rétention - an do hu mer d'Diskussioun deemnächst an der Kommissioun mam zoustännege Minister - aneschters fonctionnéiere muss wéi aner Kategorië vu Prisongen.

An ech géif duerfir am Fong dat dann emol un déi Kritären, déi hei opgezielt gi sinn, d'Modalités de fonctionnement och umaachen. Mir wëssen all, firwat mer net wëllen am Detail vun enger Plaz schwätzen, mä mir kënnen a mir sollen, mengen ech, wa mer wëllen iwwert d'Sécherheet schwätzen, iwwert de Mode de fonctionnement an iwwert d'Kritären, no deenen d'Plaz muss erausgesicht ginn, diskutéieren.

Alternativen zum Prisong siche schéngt mir och eng Plaz vu Sécherheet ze sinn. Well wa mer nëmmen déi richteg Leit am Prisong hunn, nëmmen déi, wou et wierklech keng aner Méiglechkeet gëtt, dann hu mer der manner. A wa mer der manner hunn, da kann ee se besser surveilléieren, besser encadréieren, besser organiséieren, esou dass da sécherlech all déi Risiken, déi duerch d'Surpopulatioun, duerch e Manktum un Aarbecht, duerch e Manktum un Aktivitéite par ailleurs entstinn, sécherlech manner grouss wieren.

Et ass kloer, an dat ass en drëtte Punkt, deen a mengen Aen och e Sécherheetsfacteur duerstellt, dat ass de Fait, dass d'Leit net nëmme keng Aarbecht hunn, also soumadder näischt verdénge kënnen, mä och keng Beschäftegung hunn, keng sënnvoll Beschäftegung. Da sëtze se zesummen zu e puer an der Zell, si hunn näischt ze dinn an da kënnt natierlech näischt Gescheites dobäi eraus.

An duerfir wier Sécherheet a mengen Ae beispillsweis méi Personal, wat psychosozial géif déi Leit am Prisong entouréieren. Déi Leit, déi forméiert wieren, fir mat schwierege Leit a schwierege Situatiounen adaptéiert ëmzegoen, an déi och selwer eng Supervisioun hätten. Well ech mengen, dass et kloer ass, dass Gardien an engem Prisong vun haut e Beruff ass, dee wierklech net enviabel ass an deen een duerfir och misst deemgemäss encadréieren.

Giwenech oder eng Aart Giwenech och fir Fraen, och wa manner Fraen am Prisong si wéi Männer - et ass schonn hei ugeklongen -, ech mengen och dat wier eng Saach, déi richteg wier.

E puer Saachen zum Schluss, a ganz schnell, wollt ech opzielen, déi erauskomm sinn an engem Gespréich mat der Delegatioun vun den Détenuen, déi mer haten, net déi lescht Visite am Prisong, mä déi virlescht, a wou ech wierklech - an ech mengen ech war net eleng am Fall - impressionnéiert war iwwert d'Qualitéit vun der Organisatioun vun deene Revendicatiounen, an ech wëll der duerfir hei e puer just eraushuelen an ech géif dem President vun der juristescher Kommissioun virschloen, dass mer iwwert déi prinzipiell Saachen, déi do opgeworf sinn, och eng Kéier géifen diskutéieren unter Ausschluss der Öffentlichkeit, an zwar iwwer en Tribunal d'application des peines, iwwer eng Méiglechkeet bei Disziplinarstrofe kënnen ze diskutéieren, ob se berechtegt sinn an ob se kënnen ausgefouert ginn. Iwwert, an dat hu mer schonn an engem anere Kontext ugeschwat, eventuell e Conseil supérieur des Magistrats a wat déi eventuell dann nach mam Prisong ze dinn hätten; well dat ass am Fong déi Fro, déi elo hei interessant wier.

An eng aner Suggestioun, déi op d'mannst eng gemeinsam Reflexioun derwäert wier, ass déi, fir fir den Traitement vun de Prisonnéier eng Aart Système à points ze schafen, deen, wa se sech gutt géife behuelen, dass se da géifen am Fong en Traitement de faveur eventuell sech kënne verdéngen, fir an en aneren Deel vum Prisong ze kommen, wou et méi agréabel ass fir eranzekommen.

An, wat mech erstaunt huet, och dat mengen ech ass eng Diskussioun derwäert, et sinn d'Expertë vun de Prisongen, déi dat soen, dat heescht déi Leit, déi drasëtzen: „donner plus de pouvoir aux surveillants". Et ass dat, wat ech mer sécherlech am mannsten erwaart hat an där Diskussioun; mä och dat, denken ech, ass derwäert.

De Parloir plus intime, ech mengen dat ass eng laangwiereg Demande, déi ëmmer nach net erfëllt ass. Och bei där wier et sécherlech derwäert eng Kéier drop zréckzekommen. A vläicht ass déi Geleeënheet vun där Diskussioun hei iwwert d'Sécuritéit vu Gebaier oder vu wat och ëmmer derwäert, fir Ureegungen ze gi fir Diskussiounen, déi zwar mat Sécherheet ze dinn hunn, mä net apparemment an net direkt. Och dat, mengen ech, wier sécherlech am Sënn vun deem, deen hei d'Froestonn ugefrot huet.

12. Dépôt d'une proposition de loi

Domadder, Här President, wollt ech Iech nach just eng Proposition de loi ofginn, déi näischt mam Prisong ze dinn huet, mä dann ass dat gemaach; da vergiessen ech se net.

- Proposition de loi N°5701 portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse

M. le Président.- Ech soen der Madame Err Merci. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

13. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la sécurité au Centre de détention de Schrassig (suite)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, an deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung hunn, wollt ech just nure soen, datt den Här Justizminister héchstwahrscheinlech aus där ganzer Affär eppes geléiert huet, an dat ass, datt, wann en Ausbroch an engem Prisong geschitt, een da fir d'éischt d'Enquête administrative ofwaarde muss. Dat hëlleft relativ, fir d'Situatioun ze berouegen a fir ganz prezis Indikatiounen ze ginn.

Dat gesot, muss een awer och festhalen, datt et Traditioun hei ass, datt de Prisong als eng mëttel Sécherheet geduecht ass, an datt en dat och soll an Zukunft bleiwen. D'Fro, déi sech awer stellt - an dat mussen déi Leit wëssen, déi am Prisong selwer vill ze dinn hunn, déi d'Détenuë kennen -, dat ass, ob een net soll e puer Zellen oder e klengen Deel als Héichsécherheetstrakt virgesi fir déi Individuen, déi wierklech gewalttäteg sinn, sief et am Prisong, sief et, datt, wa se géifen erauskommen, se do kéinte geféierlech ginn. Am Ausland huet dat ganz positiv Resultater gehat, well déi Leit jo net onbedéngt mussen déi ganzen Zäit drableiwen, mä wéinstens an där Zäit bis et sech e bësse berouegt huet.

Mä den Haaptproblem, Här Justizminister, deen ass awer nach ëmmer den Drogenhandel am Prisong. Mir gesinn, datt e klenge Prozentsaz vu Leit an de Prisong erakommen, déi droguéiert sinn, a wa se erauskommen, da sinn et der vill méi. An all Droguéierten, deen erauskënnt, dee brauch am Prinzip tëschent 3.500 a 4.000 Euro de Mount, fir seng Drogen ze kafen. Dat bedeit Beschafungskriminalitéit. Dat bedeit, datt aner Leit mat an den Drogekonsum erageholl ginn. Et kënnt hei kiloweis an de Prisong eran. Dat brauch just nuren een Témoignage ze beweisen, an dat sinn déi Nolen, déi gezielt ginn, an déi mussen am Prisong verdeelt ginn am Kampf géint den Aids. Dat sinn Indikatiounen. An do, Här Minister, do sidd Der gefuerdert.

Deen zweete Punkt, an do sinn ech mat de grénge Kolleegen d'accord: Et muss och op d'Aarbecht insistéiert ginn, fir déi Prisonnéier, déi erauskommen, op d'Liewe virzebereeden, fir se ze resozialiséieren. Och do feelt et ganz vill u Leit an u Moyenen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci. Als leschte Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Bon. Merci, Här President. Ech mengen, ech kann dat, wat den Här Braz hei gesot huet, nëmmen ënnerstëtzen. Et ass e Problem vun Infrastrukturen, an et ass e Problem vu Resozialiséierung. A wann ech vu Resozialiséierung schwätzen, da soen ech: Resozialiséierung, dat ass, wann deen, dee se betrëfft, net méi dohinner zréckkënnt, wou e war. Dann ass Resozialiséierung gegléckt.

Et ass e Problem vun den Infrastrukturen. Et ass awer och e Problem am Prisong, deen iwwerfëllt ass, an et ass e Problem fir déi Beamte fir do iwwerhaapt eng seriö Kontroll ze maachen. A wann een och vu Päck schwätzt, déi erakomme fir Chrëschtdag oder esou, da muss ee sech emol iwwerleeën, wéi dat an där kuerzer Zäit, déi d'Beamten dofir hunn, méiglech ass, well wa se jo awer gären hätten, dass déi Leit hir Päck kréien, an zumindest och nach e bëssen anstänneg kréien, an et dierf een net vergiessen, dass do heiansdo Iesswueren dra sinn, déi net méi genéissbar sinn, wa se eng Zäit leien, ech mengen, da muss een do oppassen.

Ech wëll dem Här Bettel soen, wann hien elo vun Drogenhënn hei schwätzt, da soll hien net esou oft de Fernseh kucken, well mat den Drogenhënn ass dat net esou einfach. Ech kann Iech einfach nëmme soen, wann Der e Sachet Drogen hutt an Der maacht se an e Pak Kaffi an d'Mëtt, da kënnt Der dee schäerfsten Hond huelen, deen Der hutt, dee richt se net.

(Interruption)

Esou einfach ass et. Dat ass d'Praxis. Dofir wëll ech soen, dass d'Drogenhënn och keng Wonner kënne bewierken.

Wonner kënne mer iwwerhaapt keng bewierken. Et ass eben eng laangfristeg Aufgab fir eben déi Sécherheet, déi mer all mengen, ze kréien. An dat ass fir mech haaptsächlech eng Aufgab vun der Opdeelung vun de Strukturen, net esou déi Vermëschung vun all deene verschiddenen Delinquenzen, déi do an deem Prisong sinn, wéi zum Beispill Süchteger, déi iwwert d'Beschafungskriminalitéit do erakommen. Déi gehéiere fir mech net dohinner.

Do muss ee sech einfach d'Fro stellen, wann een nei Infrastrukture baut - an dat war meng Iddi vun Ufank un -, wann ee Süchteger, déi iwwert d'Beschafungskriminalitéit erakommen, an de Prisong ka stiechen, da kann een och higoen an et kann een se gradesou gutt an eng geschlosse Suchtanstalt stiechen, wou zumindest de Versuch gemaach gëtt hinnen ze hëllefen, dass se vun den Drogen ewechkommen, a wou et zumindest sécher ass, dass se net méi un Droge kommen.

Dat wär eng Approche vu menger Säit, mä op jidde Fall ass den Haaptaspekt, dass dee Prisong einfach ze voll ass, dass d'Infrastrukture mussen opgedeelt ginn op déi eenzel Kategorien, an dass d'Resozialiséierung awer och muss - wéi den Här Braz et scho gesot huet - un alleréischter Stell stoen. Wa mer dat réusséieren, dann hu mer och eppes a puncto Sécherheet gemaach, well ech kann lech eppes soen zu mëttlerer Sécherheet oder staarker Sécherheet: Ech mengen, mëttel Sécherheet gëtt et net, well et ass ee jo och net hallef schwanger, an esou gëtt et och keng mëttel Sécherheet.

M. le Président.- Ech soen dem Här Jaerling Merci. Elo huet de Justizminister Luc Frieden d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschte Wochen ass vill iwwert de Prisong geschwat a geschriwwe ginn. An et ass am Fong schued, datt nëmmen dann iwwert déi komplex Matière vum Strofvollzuch intensiv geschwat gëtt, wann eppes geschitt. Well d'Problemer - där ginn et der vill an där wäerten et der och ëmmer vill ginn -, d'Erausfuerderungen, mä och d'Realisatiounen an d'Erfolleger vun all deenen, déi mam Strofvollzuch ze doen hunn an der Politik an an der Verwaltung, déi verlaangen, datt een och derzwëschent heiansdo doriwwer diskutéiert. Ech weess awer, datt dat manner spektakulär ass an duerfir weder d'Attentioun vun der politescher Debatt nach vun de Mediëcommentairë fënnt.

De Prisong - an ech hunn dat ëmmer gesot, an ech soen dat och de Mëtten hei - ass net problemfräi a wäert och ni problemfräi sinn. Ech mengen, et gëtt keng Ausso vu mir, wou ech gesot hunn: Do ass kee Problem. Och an den auslännesche Prisonge gëtt et Problemer, an duerfir muss ee sech an enger komplexer a permanenter Evolutioun befannen an ëmmer erëm versichen un déi Problemer vum Strofvollzuch mat bewährten oder neie Methoden erunzegoen. Et ass och ganz normal, datt et an engem Prisong Problemer gëtt, well bekanntlech sëtzen do lauter Leit, déi jo net do sëtze wëllen, déi zesumme mussen do liewen ouni wëllen zesummen do ze liewen. An datt dat zu Konflikter féiert, datt dat zu Rosereie féiert, datt dat zu Versich féiert, fir och aus deem gezwongenen Zesummeliewen auszebriechen, dat ass nun emol inhärent zum Prisongswiesen.

Elo ass an deene leschte 14 Deeg, dräi Woche villes gesot ginn, wat falsch war, wat och heiansdo blessant war, an et huet een natierlech dann d'Loscht an och d'Roserei fir op all déi Saachen am Eenzelnen anzegoen a parteipolitesch dorobber ze reagéieren. Ech wollt dat och ursprünglech maachen. Ech maachen dat net, well et am Fong kee vun de Problemer léist. Et mécht vläicht deen een oder anere méi bekannt; deen een oder anere kritt vläicht e puer Minutten op engem Medium ze schwätzen, mä ech si frou, datt sech de Gros vun den Interventiounen haut op d'sachlech Problematik vum Prisong bezunn huet. D'Froe si komplex, an et muss een ëmmer d'Breet vun der Aufgab vum Strofvollzuch kucken, fir zu all eenzelner ze versichen eng Äntwert ze fannen.

Fakt ass, datt e Gefaangenen et fäerdeg bruecht huet iwwert de Sécherheetsdispositif: Maueren, Stacheldrot, erauszekommen. A Fakt ass och - dat dierf een awer hei och nach vläicht eng Kéier soen an ënnersträichen -, datt duerch d'Mathëllef vun engem responsabele Matbierger an engem remarquabelen Asaz vun der Police dës Persoun och erëm konnt festgeholl ginn.

En Ausbroch wéi deen doten ass an der Vergaangenheet nach ni zu Schraasseg geschitt; Schraasseg huet 23 Joer Existenz. An ech géif och menge soen ze kënnen, datt opgrond vun enger Rei Moossnamen, déi d'Prisongsdirektioun geholl huet, et dierft schwiereg sinn, datt nach eng Kéier

en Ausbroch op déi dote Fassong geschéie kéint.

Mä de Prisong huet an eiser Opfaassung - an ech mengen, déi gëtt heibanne gedeelt - op d'mannst dräi Aufgaben: En huet d'Aufgab an den Zweck eng Strof ze organiséiere fir déi Persoun, déi eppes gemaach huet, wat am Strofrecht virgesinn ass an net erlaabt ass, déi also eppes Illegales gemaach huet. En huet als zweet eng Aufgab, all déi aner Leit an der Gesellschaft ze protegéieren, also d'Sécherheet vun deenen anere matzeorganiséieren, an e muss d'Preparatioun vun deene Leit op d'Zukunft maachen, wat an engem Prisong wéi deem lëtzebuergeschen äusserst schwiereg ass duerch d'Kompositioun vun de Leit, déi dobanne sëtzen. D'Zesummesetzung ass zu Lëtzebuerg atypesch. An duerfir sinn déi dräi Froen - Preparatioun op d'Fräiheet, Strof a Sécherheet dobannen an duerfir Schutz vun deenen anere Leit dobaussen - eng enorm komplex Matière.

Ech weess net, ob et lech bewosst ass wéi d'Evolutioun vun de Chifferen am Prisong vun de Gefaangenen ass. Déi ass eemoleg an der Evolutioun vun eisem Land an och am Verglach mat den Nopeschlänner. 1984, wéi dëse Prisong ageweit ginn ass vun der deemoleger Justizministerin, der Madame Colette Flesch, du waren do 210 Gefaangener. De Prisong huet eng Capacitéit vu ronn 600 Leit. Wéi ech 1989 Minister gi sinn hat de Prisong 330 Gefaangener. E war also nëmmen hallef voll. An et ass eréischt 2004, wou mer éischtmoleg iwwer 500 Détenuen haten, a mir hunn der elo zu Schraasseg 680 - fir eng Gesamtplaz vu 600 Leit.

De Problem vun der Iwwerbevölkerung ass zu engem groussen Deel zréckzeféieren op déi Politik, déi mer an deene leschte Jore soss am Sécherheetsberäich gemaach hunn: Andeem mer d'Zuel vun de Polizisten a vun de Riichtere massiv gehéicht hunn, andeem mer och enger Rei vu Problemer, déi sech op verschiddene Plazen am Land gestallt hunn, massiv entgéintgetruede sinn.

De Phenomeen vum Drogenhandel an der Stad hat zur Konsequenz, datt 200 Leit zousätzlech an de Prisong komm sinn duerch eng Rei vu Razziaen am Drogemilieu Leit, déi alleguerten net aus der Europäescher Unioun komm sinn, déi ganz vill ënnerschiddlech Sprooche vum afrikanesche Kontinent geschwat hunn.

Dat heescht, vun 2004 un eréischt hu mer am Fong de massive Problem vun der Iwwerbevölkerung. An duerfir ass et och wichteg a richteg, mengen ech, datt mer dunn décidéiert hunn no Reflexioun - an do hunn ech och ëmmer d'Ënnerstëtzung hei am Parlament gespuert -, datt mer en zweeten zouene Prisong géife brauchen.

Mir hunn e Konzept iwwert dee Prisong ausgeschafft, wat en fait kee Prisong ass, mä wat an eisen Aen eng Institutioun soll gi fir maximal 400 Untersuchungshäftlingen, déi hir Plaz an engem räsonnabelen Ëmkrees ronderëm dat Haaptgeriicht vum Lëtzebuerger Land muss hunn. 90% vun den Untersuchungshäftlinge ginn un d'Stater Geriicht. Dat heescht, mir mussen an engem räsonnabelen Ëmkrees vun deem Geriicht sinn, wou déi Leit och mussen higefouert ginn.

Mir mengen, datt et ideal wär, wann deen Terrain schonn elo a Statsbesëtz wär, an dat ass eng vun den zousätzleche Schwieregkeeten, guer net ze schwätze vun deenen Autorisatiounen, déi mer duerno brauchen a wou mer jo och an aneren Dossiere gesinn hunn, datt dat keng einfach Saach gëtt.

Ech begréissen d'Invitatioun, déi souwuel hei vum Organisator vun dëser Froestonn, dem Här Braz, souwéi vum honorabelen Här Santer, dem President vun der Commission juridique, komm ass, fir dat Konzept, esou wéi mir eis dat virstelle vun där Maison d'arrêt, an d'Commission juridique virstellen ze kommen. Dann hu mer nach ëmmer keen Terrain an da steet en nach ëmmer net do.

An dann hoffen ech duerno, datt och all déi, déi sech hei reell Suergen ëm d'Sécherheet vum Strofvollzuch maachen, op deenen anere Plazen, wou se Responsabilitéiten hunn, och dann hir Responsabilitéit mat iwwerhuelen an datt mer dann och ganz schnell kënnen an engem nationalen Effort deen Terrain fannen, wou mer dee Prisong kënnen hibauen.

Ech soen lech nach, datt mer dann nach ëmmer kuerzfristeg e Riseproblem hunn, well och mat schnellster Baufäegkeet weess ech, an den Här Bauteminister ass do, datt mer net vun haut op muer esou e Gebai hunn.

À propos Gebaier wëll ech hei och nach eng Kéier soen, datt och ech ëmmer bedauert hunn, datt mer Mannerjähreger am Prisong hunn. Wat mech am Fong am trauregsten, am rosenste mécht, ass, datt déi Impressioun do bewosst ëmmer geschaf gëtt, wéi wann ech a) géing déi Leit dohinner setzen, b) dat mech géing freeën an c) datt ech näischt géing maachen, fir datt dat géif änneren.

Mir hu fir de Moment um Dag vun haut, fir datt dat och kloer ass, dräi Mineuren zu Schraasseg. Dat sinn dräi Mineuren, déi vum Jugendgeriicht dohinner gesat gi sinn, op déi Gesamtzomm vu 680 Leit, vun deene mer der Meenung an der Regierung sinn, datt déi net dohinner gehéieren. An duerfir hunn déi sukzessiv Regierungen - an ech war elo an dräi Regierungen derbäi - an déi zoustänneg Familljeministeren a Bauteministere sech ëm déi Fro bekëmmert an x Gespréicher mat der Gemeng vu Wuermer gefeiert, fir zu Dräibur kënnen eng zouen Infrastruktur fir déi Kanner oder déi Jugendlech, dat sinn der meeschtens vu 16 bis 18 Joer, ze schafen.

Deen Dossier huet extrem laang gedauert, mä ech kennen awer och d'Efforten, déi de Bauteminister - och seng Virgänger iwwregens - an d'Familljeministerin an deem Dossier gemaach hunn. Iwwregens hu mer parallell dozou och viru kuerzem als Regierung an der zouener Psychiatrie Plaze geschaf, wou eng Rei vun deene Jugendlechen och kënne vum Jugendriichter hiverwise ginn, an eng Rei ginn och vum Jugendriichter an d'Ausland a spezial Strukturen iwwerwisen.

Iwwregens sinn déi Jugendlech ganz oft esou ënnerschiddlech, datt een och meeschtens mat enger zouener Infrastruktur iwwerhaapt net déi Problemer ka léisen. Jee nodeem wat se gemaach hunn oder wou hire Problem läit, brauch een nach méi spezialiséiert Institutiounen; et kann een awer net fir all Jugendlech eng speziell Institutioun bauen.

Wat déi illegal Immigranten ubelaangt, wëll ech och soen, datt mer där um Dag vun haut zwielef zu Schraasseg hunn. Do wësst Dir vun den Effortë vun der Regierung fir e Centre de rétention ze bauen. De Bauteminister an den Ausseminister sinn do an deene Gespréicher och relativ wäit komm, esou datt dee Bau geschwë misst kënnen ufänken, wann dann déi Prozeduren alleguerten ouni Hürde kënnen iwwerschratt ginn.

Ech hoffen an ech wënschen als deen, deen zoustänneg ass fir de Prisong awer net fir alles dat, wat ronderëm och nach muss geschéien, mä awer gär do mat solidaresch déi Aarbechten ze begleeden. An ech hoffen, och als Budgetsminister, datt mer dat kënne schnell iwwert d'Bühn kréien.

Mä déi Zuel, déi mer da manner hunn zu Schraasseg - dräi Mineuren haut, zwielef illegal Immigranten -, déi léisen nach net fundamental eise Problem, well bei 680 Détenuen op 600 Plaze fir de Moment - net wëssend wéi d'Evolutioun wäert sinn -, bleift d'Problematik vun der Iwwerbevölkerung nach ganz grouss.

An da kënnt d'Multinationalitéit dobäi, déi eemoleg am Lëtzebuerger Prisong ass. Mir hunn um Dag vun haut 66 Nationalitéiten zu Schraasseg am Prisong. Dat sinn och enorm vill verschidde Sproochen. A fir dass déi Leit alleguerten zesummen eens ginn, dat wär schonn an enger oppener Struktur ganz schwiereg. Stellt lech dann emol vir wéi dat ass an enger Struktur, wou d'Leit gezwonge matenee liewe mussen, a sech un e relativ strenge Regime awer hale mussen.

An duerfir ass et am Fong awer remarquabel, datt mer an deene leschte Jore relativ wéineg, am internationale Verglach, Ausbréch haten: Mir haten der siwen am Ganzen, dovunner zwee, déi a meng Amtszäit gefall sinn.

Et ass all Kéier en Échec. Dat beweist, datt Problemer do sinn, mä ech géing soen, Problemer an engem Prisong, trotz allen Efforten, déi mer gemaach hunn, wäerten ëmmer bleiwen. Mä dat heescht net, datt een näischt muss maachen an duerfir hu mer schrecklech vill an deene leschte Jore gemaach!

Am Beräich vun der Sécherheet: Dee pickegen Drot bannen op de Maueren - den Här Santer ass dorobber agaangen -, dee gouf et guer net fréier! Deen hu mer 2002 oder 2003 eréischt installéiert. Mir hu Scannere kaaft fir d'Kontroll vun de Päck besser kënnen ze maachen, fir ze kucken, wat dann iwwerhaapt erakënnt. Mir hunn en Apparat kaaft, deen extra soll d'Leit kënnen detektéieren, déi eventuell sech géife verstoppen a Camionen, déi erafueren.

Mir hunn ënner schwieregsten Ëmstänn de Chantier vun der Buanderie gebaut, an do ass Gott sei Dank an all deene Joren a puncto Sécherheet näischt geschitt. Mir hunn d'Haaptentrée vum Prisong nei organiséiert, fir déi méi sécher ze maachen. A villes aneres méi.

An trotzdeem muss een ëmmer erëm weider dorunner schaffen. Duerfir hunn ech gesot, an dat hu mer d'lescht Joer décidéiert, datt mer géingen de Kamerasystem nei maachen, net well mer elo op eemol fannen, datt mer dee sollen nei maachen, mä ech mengen, datt dat Installatioune sinn, déi regelméisseg mussen erneiert ginn, well ëmmer erëm nei Technike kommen an och déi al Apparater op eemol net méi ginn.

An ech sinn dankbar, datt de Bauteminister d'accord ass, fir op eng schnell Aart a Weis, dat heescht, opgrond vun engem Marché négocié, an och wéinst de Sécherheetsconsidératiounen, déi do Bestellungen opzeginn, mä nach dauert dat eng Zäitchen. Fir déi do Kameraen ze bestelle muss een e Cahier des charges ausschaffen, et muss een also eng ganz Rei technesch Exame maachen. Et geet also net esou schnell, wéi een dat vläicht als politesche Responsabele gären hätt.

Datselwecht gëllt fir déi Antihelikopterdréit, déi mer do maachen. Ech deelen d'Meenung vun deenen, déi soen, mer solle kucken, datt mer vläicht eng Unitéit hunn, déi sech fir méi geféierlech Gefaangener oder fir Gefaangener, wou d'Fluchtgefor méi grouss ass, prêtéiert. An dofir wëlle mer och op zwee Préauen héchstwahrscheinlech nëmmen deen Dispositif maachen. Et ass och eppes Komplizéiertes vun der Technik hier; gradesou wéi mer wëllen de Stacheldrot eben un déi neist Erkenntnisser vun der Technik adaptéieren.

Mä och dann, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, ginn et nach ëmmer Problemer. A Frankräich hu se zu Fresnes Tierm gebaut, Miradoren, wou Leit dra ware mat Waffen. Wat ass geschitt 2003? Et ass eng Attaque gemaach gi vu baussen op de Prisong. Et ass fir d'éischt op d'Gardiene geschoss ginn, déi am Mirador souzen, an dunn ass mat engem Auto an d'Mauer gerannt ginn.

Dofir soen ech - an dat ass keng Excuse fir manner Sécherheet ze maachen -: Ech mengen, ech wär genuch derfir bekannt, datt ech mech fir d'Sécherheet bannen am Prisong a ronderëm asetzen, mä et gëtt keen Dispositif, wou net erëm aner Kriminneller nees nei Iddië fannen. Mir wäerten den Dispositif weider adaptéieren, mä et wäerten och dann nach ëmmer Problemer ginn; Gott sei Dank zu Lëtzebuerg méi klenger wéi am Ausland.

Och am Beräich vun den Drogen, dee fir mech net zefridde stellend ass, hu mer enorm vill an deene leschte Jore gemaach. Mir hunn en Drogendetektor kaaft. Mir hunn Zellekontrolle gemaach a mir hunn eng speziell Eenheet vu Giischtercher extra agesat, déi just dat maachen, gradesou wéi se ganz enk zesumme schafft mat der Police, fir Kontrollen op generelle Plazen ze maache wéi Atelieren, Turnhal, an do iwwregens och mat de Polizei-Drogenhënn.

Mir hunn d'Gesetz vun 2000. Dir hutt dat Gesetz gestëmmt, wat nei Pouvoiren der Prisongsverwaltung gëtt, notamment fir zum Beispill Bluttprouwe kënnen ze maachen, fir ze testen, ob Gefaangener Droge geholl hunn oder net.

Firwat schwätzt keen doriwwer? Ma well déi Saache weiderginn, well déi och Erfolleger hunn. Eng ganz Rei Strofe sinn ausgeschwat ginn, och iwwregens vis-à-vis vu Visiteuren, déi versicht hunn Drogen eranzekréien. An esou musse mer och weiderfueren op deem Sujet vum Brouilleur.

Ech sinn nach ëmmer der Meenung, datt et inakzeptabel ass, datt kënne Kommunikatiounen iwwer Handy gemaach ginn. Elo ass dat awer e Fait. Am Dezember 2004 huet d'Verwaltung véier Firmae kontaktéiert, déi an deem Beräich täteg sinn. Eng ass zréckbehale ginn. Déi Firma huet et bis haut net fäerdeg bruecht dat ze realiséieren, an d'Nopeschlänner hunn et och net fäerdeg bruecht, well entweder war de System ze staark, dann huet dat Stéierungen um Findel mat sech bruecht an an de Gemengen, déi ronderëm waren, oder e war ze schwaach, dann huet et net funktionéiert.

An dofir sicht d'Prisongsverwaltung op mäi Wonsch hi weider, an ech géif gären der Commission juridique e Rapport weisen, deen ech kritt hu vu ville Säiten, wou Dag fir Dag drasteet, wat an deem Dossier gemaach ginn ass, fir ze weisen, datt déi Leit, déi un deem Dossier geschafft hunn a meng Instruktioun ausgeféiert hunn, gutt geschafft hunn, mä wann déi Firma et net fäerdeg bréngt, da kann ech awer och de System net selwer installéieren.

Ech mengen, datt de Strofvollzuch eng komplex Matière ass, wou ee muss op alle Pistë schaffen. Preparatioun op d'Zukunft, wou ech iwwregens wëll, an dat wëll ech heibanne soen, e System maachen, wou och déi Leit, op d'mannst d'Résidenten, oder déi aus der Europäescher Unioun, wa se am Prisong schaffen, och an Zukunft an eng Pensiounskeess kënnen abezuelen. Datt, wa se erauskommen, och net fir déi Joren iwwerhaapt keng Pensioun herno kréien, duerch déi Joren, wou se am Prisong waren; doduerch also an eng grouss Schwieregkeet kommen. Dat geet awer, wéi gesot, nëmmen innerhalb vun der Europäescher Unioun, well soss funktionéiert de System net.

Ech wëll weider kucken, datt mer Aarbechtsplazen am Prisong kréien, mä dat ass enorm schwiereg. Dir kennt jo och vill Patronen. Kuckt, datt se hëllefen Atelieren am Prisong ze kréien. Mir hunn d'Buanderie schlussendlech installéiert an dëse Joren. Mir hunn iwwregens an deene leschten aacht Joer, wou ech am Prisong als Justizminister zoustänneg sinn, 60 Milliounen Euro investéiert an d'Extensioun vum Prisong an och an dee Chantier vun der Buanderie. Mä och d'Extensioun ass a menger Amtszäit mat der Ënnerstëtzung selbstverständlech vun all de Kolleegen an der Regierung a besonnesch och dem Bauteminister gemaach ginn.

M. le Président.- Här Minister, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Et wär nach vill, Här President, ze soen, well de Problem ass extrem komplex. Ech wëll déi dräi Pisten: Sécherheet, Preparatioun op d'Zukunft a Strof, mat Determinatioun viruféieren.

Et gëtt een net politesche Responsabele fir de Strofvollzuch, fir en agréabelen Dossier ze hunn, wou jiddfereen an d'Hänn klappt a wou, wann een dräi Saache mécht, et da keng Problemer méi ginn. Wann een nëmmen där Dossiere wëllt, da gëtt een net Justizminister.

Ech mengen, datt et eng nobel Aufgab ass fir de Stat a fir de Justizminister, sech fir d'Fräiheet a fir d'Sécherheet vun de Leit anzesetzen. An zur Sécherheet gehéiert d'Aktioun um Terrain a gehéiert och de Prisong. An duerfir hoffen ech, datt mer an der Commission juridique an deenen nächste Woche kënne ganz am Detail op eng Rei vun deenen Dossieren agoen.

An ech géif lech souguer nach méi proposéieren: Ech wär dankbar, wa mer kéinten all dräi Méint eng Diskussioun an der Commission juridique iwwer eng Rei Dossiere vum Prisong hunn, fir datt Der och d'Evolutioun vun deenen Dossiere gesitt an datt dat dann och vläicht manner eng Iwwerraschung ass, wann déi eng oder aner Kéier eppes geschitt.

Woubäi ech an deem Kontext just soe wëll, datt mer selbstverständlech och d'nächste Kéier wäerte versiche méi schnell via Internet och mat der Populatioun am Allgemengen ze kommunizéieren - woubäi am Dag d'Leit méi de Radio lauschtere wéi den Internet kucken, esou datt d'Kommunikatioun iwwert de Radio net déi schlechtst war.

An zweetens bieden ech och ëm Verständnis, datt d'nächste Kéier, wann esou eppes geschitt, de Minister sech och vläicht e puer Deeg Bedenkzäit freet, éier en iergendeng Kommunikatioun mécht, an datt ech dann net wëll héieren, datt dann ee seet, de Minister verstoppt sech, oder, wéi där Deeg eng Zeitung geschriwwen huet, wéi ech no där éischter Deklaratioun eppes gesot hunn, elo wär ech op der Flucht virun den Ausenanersetzungen.

Et ass ganz schwiereg no dräi Stonnen déi allerpreziisten Informatiounen ze hunn. Fakt ass awer, datt näischt, wat ech gesot hunn, fundamental falsch war, mä datt d'Prezisioune logescherweis eréischt d'Enquête vun der Police konnten erginn.

Ech sinn dankbar fir all déi, déi hei Bäiträg geliwwert hunn, fir op eng sachlech Aart a Weis dee komplexen an ni problemfräie Raum vum Prisong ze diskutéieren, an ech fuere gären eng Diskussioun mat der Chamber doriwwer weider.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Justizminister Merci.

(Interruption)

Hei sinn nach zwou Froen un de Minister ze stellen. Fir d'éischt den Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Manner eng Fro wéi eng Remarque als „parole après ministre".

Et wär villes ze soen, mä dat ass haut net méi d'Geleeënheet. Just op ee Punkt wëll ech ganz kuerz agoen.

De Minister huet geschwat vun der Wichtegkeet, datt déi Leit, déi aus dem Prisong erauskommen, och eng Chance hunn eng Aarbecht ze fannen, an en huet verwisen op déi Patronen.

De Problem ass manner Patronen ze fannen, déi bereet sinn dat ze maachen. Där gëtt et der, esouwuel am Private wéi bei de Gemengen. De Problem ass, dass vun deene Patronen da méi verlaangt gëtt wéi dat wat si kënne bidden. Si sinn nëmme Patron. Déi hätten nëmme gären e Mataarbechter, dee säin Job mécht.

Datt se sollen d'sozial Begleedung vun deem Mataarbechter maachen, dat kënnen se net assuréieren, an do si mer dann erëm eng Kéier op deem Punkt, wou mer mierken, dass ouni genuch qualifizéiert psychosoziaalt Personal och deen doten Transfert op den Aarbechtsmarché net funktionéiere kann. Mir sinn am Verhältnis 1:3 ënnerbesat, an dat ass och fir d'Patronen e Problem. Si si gäre bereet engem eng Aarbecht ze ginn an eng Pai ze gi fir eng gutt gemaachten Aarbecht, mä si kënnen net niewebäi als Patron och nach de Sozialaarbechter spillen.

An dorunner scheitert dann no e puer Wochen, heiansdo och no e puer Méint, de Versuch déi Leit ze reintegréieren. Dofir ass dat erëm eng Kéier ee vun de wesentlechen Aspekter, wa mer doriwwer diskutéieren.

M. le Président.- Den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci. Ech hat dem Minister zwou Froe gestallt. Ech wollt awer just soen, well et ass hei ganz vill iwwert de Strofvollzuch geschwat ginn, ech ka verstoen, dass een dat mat als Part vun der Sécherheet am Prisong ugesäit, mä de Sujet war jo awer, suite à l'évasion vum Här Kujtim, d'Sécherheet am Prisong. Dofir hat ech mech och op dee Punkt cantonnéiert.

Här President, ech hat dem Här Minister zwou Froe gestallt. Dat wor eng Kéier iwwert d'Faitë vu leschter Woch, vun e Méinden, wou hien elo guer net drop agaangen ass. Ech verstinn hien zwar och, dass hien net gären doriwwer diskutéiert. Mä d'Fro ass awer gestallt.

(Brouhaha général)

An déi iwwer Giwenech fir Fraen, Här President, wou den Här Minister viru siwe Joer ugekënnegt huet, hie wär dofir. Ech wéilt just gäre wëssen, ob dat nach ëmmer dem Här Minister säi Wonsch ass, ob hien dofir ass, mä och ob eppes gemaach gëtt.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, wat déi vum Deputéierten ugeschwate Faitë vun e Méinde sinn, hunn ech keng Informatiounen an deem Kontext. Dat muss ech also nofroen.

Zweetens, wat Giwenech betrëfft respektiv den oppene Strofvollzuch fir Fraen, esou ass dat effektiv eng vu menge Suergen. Ech deelen och déi Opfaassung, déi där Deeg an enger Question parlementaire vun der Madame Dall'Agnol gesot ginn ass, well ech se ëmmer gedeelt hunn, datt dat keng gutt Situatioun ass, datt mer fir d'Männer en oppene Strofvollzuch hunn a fir d'Fraen net.

Fakt ass deen, an dat huet d'Schwieregkeet esou grouss gemaach, datt mer am Prisong 680 Persounen hunn, dovunner awer nëmmen eng 30, 40 Fraen, a vun deene kommen der jo och nëmme ganz wéineg a Fro; d'nämlecht wéi bei Männer, déi kënnen an den oppene Strofvollzuch kommen. Wann een also seet, an dorunner si mer gescheitert: Fir déi, loosse mer emol soen 10%, dat wären da 4 Persounen, baue mer elo eng Infrastruktur, wou mer musse Personal hunn, Infrastruktur, Sécherheet - och an engem semi-ouvertë Prisong brauch een nach gewësse Regelen a Sécherheet -, dann ass dat ganz schwiereg.

Duerfir kommen ech am Fong zwee Joer, nodeem ech dat effektiv gesot hunn, zur Konklusioun, datt mer sollen zu Giwenech, ähnlech wéi dat an Dänemark ass, an opgrond vum Prinzip vun der Gläichheet vu Mann a Fra eng mixte Struktur maachen, well et am Fong keng Argumenter ginn an enger Gesellschaft, wou mer d'Gläichheet héichhalen, fir separat Prisonge bei och oppene Strukturen ze schafen.

Duerfir sinn ech der Meenung, datt mer an enger Struktur wéi Giwenech och vläicht kéinten ee Pavillon fir d'Frae reservéieren, déi da par ailleurs an enger mixter Gesellschaft - esou wéi se och an der fräier Gesellschaft niewentenee kënne liewen - sinn. An do hunn ech den Optrag ginn, fir ze kucken - an och do maachen ech gär der Commission juridique an e puer Woche Bericht - wéi mer dat kënnen ëmgesat kréien. Wa mer vläicht déi eng oder déi aner Gardienne dohinner kréien, da misst dat machbar sinn. Well de Gläichheetsprinzip soll sech do esou applizéiere wéi an der fräier Gesellschaft selbstverständlech.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou! De Punkt ass domadder ofgeschloss a mir si gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

Heimadder ass d'Sitzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.45 heures)

SÉANCE 25

Mercredi, 14 mars 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. 5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques - Auteurs: MM. Marco Schank, Alex Bodry, Claude Meisch, François Bausch et Robert Mehlen

   5701 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse - Auteur: Mme Lydie Err

   (Déclaration de recevabilité)
2. Dépôt d'une proposition de loi et d'une motion par M. Aly Jaerling
3. Dépôt d'une proposition de loi
4. Ordre du jour
5. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la problématique du suicide au Luxembourg et plus particulièrement au sujet du taux de suicide chez les jeunes

   (Débat - Résolution)
6. 3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1er de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution

   (Second vote constitutionnel)
7. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'abus de médicaments psychotropes chez les adultes et les jeunes en Europe et au Luxembourg

   (Débat - Résolution)
8. Question urgente N°1607 de Mme Martine Stein-Mergen relative au remboursement du nouveau code de visite majorée en médecine générale (V8)
9. Question avec débat N°14 de M. Claude Adam relative à l'introduction d'une filière en langue française pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire à l'École privée Notre-Dame dès la rentrée 2007-2008
10. 5690 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

    (Rapport de la Commission du Règlement - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Jacobs.

1. 5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques - Auteurs: MM. Marco Schank, Alex Bodry, Claude Meisch, François Bausch et Robert Mehlen

5701 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse - Auteur: Mme Lydie Err

Déclaration de recevabilité

An hirer Réuniouun vun haut de Mëtteg huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun zwou Propositions de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi N°5700 vun deenen Häre Schank, Bodry, Meisch, Bausch a Mehlen iwwert d'Parteiefinanzéierung, an d'Proposition de loi N°5701 vun der Madame Lydie Err iwwert den Avortement.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Den Här Jaerling an och den Här Wagner hunn d'Wuert gefrot, fir en Dépôt ze maachen. Dat gesi mer elo.

2. Dépôt d'une proposition de loi et d'une motion par M. Aly Jaerling

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, Här President, ech wëll dës Geleeënheet notzen, fir eng Proposition de loi ze deponéieren, fir en zousätzlechen Artikel an der Verfassung bäizefügen, opgrond vun deem d'Lëtzebuerger Sprooch als Sprooch vun de Lëtzebuerger och an der Verfassung verankert gëtt.

- Proposition de loi N°5702 visant à modifier la Constitution.

An dann opgrond vun deem, wann d'Lëtzebuerger Sprooch an der Verfassung verankert ass, wëll ech eng Motioun hei deponéieren, déi d'Regierung dann duerno opfuerdert, bei den europäeschen Instanze virzespriechen, fir dass d'Lëtzebuerger Sprooch och als europäesch Sprooch unerkannt gëtt, well et déi eenzeg Sprooch ass vun engem vun de Grënnerstate vun Europa, déi nach net als europäesch Sprooch unerkannt ass.

Motion

D'Volleksvertriederkummer,

- besuergt driwwer, fir d'Lëtzebuerger Sprooch als e wichtegt Element vun eiser Kultur, awer och als wichtegt Integratiounsmëttel ze erhalen an auszebauen, an dat och grenziwwerschreidend ze demonstréieren;

- net averstanen domat, datt déi iwwert d'Gesetz vum 24. am Spierkel 1984 iwwert de Sproocheregime als national Sprooch vun de Lëtzebuerger festgeschriwwe Lëtzebuerger Sprooch als eenzeg National-

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

sprooch nach net als europäesch Sprooch unerkannt ginn ass, dat obwuel Lëtzebuerg ee vun de Grënnerstate vun der Europäescher Unioun ass;

fuerdert d'Regierung op

- no der Verankerung vun der Lëtzebuerger Sprooch als Nationalsprooch vun de Lëtzebuerger an der Lëtzebuerger Verfassung, bei den europäeschen Instanzen anzewierken, fir datt eis Nationalsprooch als europäesch Sprooch unerkannt gëtt.

(s.) Aly Jaerling

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Är Proposition de loi gëtt an der Presidentekonferenz op hir Recevabilitéit gepréift. Dann huet den Här Wagner d'Wuert gefrot.

3. Dépôt d'une proposition de loi

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kënnt ëmmer nees vir hei am Land op eisen Autobunnen, ob dat d'Collectrice du Sud ass oder ob et d'Tréierer Autobunn ass, dass et an der Géigend vun den Tankstellen zu ganz gefäierleche Réckstauen op der Autobunn kënnt. Dofir maachen ech heimat eng Proposition de loi sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes.

Mir hunn e puer Plazen hei am Land, wou een de Camionen, de Poids-lourdë soll erlaben ausserhalb vun der Autobunn tanken ze goen, sous condition dass d'Tankstell manner wéi ee Kilometer vun der Autobunn fort ass an dass selbstverständlech den Tracé duerch keng Zone d'habitation féiert.

- Proposition de loi N°5703 sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Och Är Propositioun gëtt vun der Presidentekonferenz gepréift an et gëtt gekuckt, ob se recevabel ass. Wa jo, da kënnt se heihinner an de Plenum.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. D'DP-Fraktioun huet eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Problematik vum Suicide hei zu Lëtzebuerg ugefrot, virun allem wat déi Jugendlech ubelaangt. Laut eisem Reglement huet d'Fraktioun, déi dës Stonn ufreet, zéng Minutten Zäit fir ze schwätzen, währenddeem déi aner Fraktioune fënnef Minutten hunn, d'Sensibilités politiques zwou Minutten an d'Regierung eng Véirelstonn. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Andrich, den Här Bettel, d'Madame Err, den Här Adam an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo...

(Interruption)

Pardon. Madame Flesch?

4. Ordre du jour

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, zum Ordre du jour: Mir hu gëschter jo den Ordre du jour net épuiséiert, a mir hunn nach dee Vote virzehuelen iwwert d'Verfassung, wou besonnesch Konditioune virgesi sinn. Ech verstinn, dass Der en elo aus evidente Grënn net wëllt huelen. Ech mengen, et wär awer gutt wann Der ons kéint soen, wéini dee Projet drukënnt, fir dass mer ons an alle Fraktioune kënnen organiséieren, fir kënnen hei ze sinn an dann an de gegebene Konditiounen ze stëmmen.

Ech wëll fir mäin Deel drop hiweisen, dass verschidde Membere vun onser Fraktioun Obligatiounen hu bei engem Läichendéngscht de Mëtteg, dass mer also e gewëssene Moment mussen aus der Sitzung fortgoen.

M. le Président.- Madame Flesch, ech denken, dass mer dee Vote maachen, soubal d'Konditiounen hei am Sall esou sinn,...

(Hilarité)

...dass se de Verfassungsbestëmmungen...

(Interruption)

Pardon?

Une voix.- D'Leit dobausse versti guer näischt.

M. le Président.- Déi Appréciatioun wëll ech net onbedéngt deelen. Loosse mer elo kucken... Mir maachen de Vote, Madame Flesch, esou schnell wéi et iergendwéi méiglech ass.

Sou, den honorabelen Här Xavier Bettel ass de Riedner vun der Fraktioun vun deene Liberalen, fir zu der Problematik vum Suicide ze schwätzen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la problématique du suicide au Luxembourg et plus particulièrement au sujet du taux de suicide chez les jeunes

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech soen Iech Merci. Dir Dammen an Dir Hären,...

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif ëm Opmierksamkeet fir den Här Bettel bieden!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- ...fir d'éischt wëll ech der Suicide-Vernetzungsinitiativ Merci soe fir deen Engagement, dee se hunn, fir dëse Sujet net vergiessen ze loossen, an dass se och déi Journée nationale de réflexion iwwert de Suicide organiséiert hunn, wou verschidde Leit - Acteuren, déi um Terrain sinn, Familljen - mam Ministère zesummen déi verschidde Problemer ervirgehuewen hunn.

D'Thema Suicide ass mat Schmäerz verbonne fir Famill, Frënn a Kolleegen. Fir déi Leit ass et keen anere Wee ginn. Zu Lëtzebuerg - et muss een d'Zuele gesinn - gehéiere mer zu den Top 5 vun de Länner, wou déi héchsten Zuele vu Suicidë sinn: Finnland, Schwäiz, Éisträich, Frankräich, Lëtzebuerg. Wann een d'Zuele kuckt: An den 80er Joren ass et erofgaangen, an den 90er Joren ass et eropgaangen. Mä einfach plakeg Zuelen - wann ech Iech elo géif soen, dass mer 2000 66 Suiciden haten, 2001: 77, 2002: 92, 2003: 53, 2004: 67, 2005: 60 - wëllen näischt heeschen.

Dat Eenzegt, wat ee ka feststellen, dat ass, dass dëst Zuele sinn, déi offiziell sinn; mä derbäi rechne mer och net all déi Leit, déi mam Auto eng riicht Streck an e Bam fueren. Wat gewosst ass, ass, dass ongefäier 1.000 Tentatives de suicide zu Lëtzebuerg d'Joer - méi wéi 1.000, well et ass nach eng grouss schwaarz Zuel, déi onbekannt ass - sinn, an dass ongefäier 7.000 Leit all Joer - dat heescht Familllje vu Leit, déi de Suicide bal oder definitiv begaangen hunn - domat konfrontéiert sinn.

Bei den Tentativen hutt Der méi Frae wéi Männer, a beim Suicide hutt Der awer - deen och zum Doud bruecht huet - méi Männer wéi Fraen; dräi Männer ongefäier fir eng Fra. Bei der Tentative gëtt et awer méi jonk Leit wéi eeler Leit, déi de Suicide probéieren. Et ass och ee Sujet, deen elo haut méi spezifesch op déi Jonk soll treffen.

Wéi ech dunn awer déi Journée nationale du suicide do suivéiert hunn, hunn ech festgestallt, dass de Suicide bei den eelere Leit ganz tabu ass, an dass guer net geschwat gëtt vun deenen eelere Leit, déi sech och d'Liewen huelen.

Wéi kann een de Suicide bekämpfen? Selbstwäertgefiller, Ënnerstëtzung, d'soziaalt Ëmfeld, fir Schwieregkeeten ze packen an eens ze ginn. Wat ass et? Kommunikatioun, Famill, Aarbecht a Schoul si wichteg Acteuren, déi eng Roll ze spillen hunn. Kommunikatioun: mat engem kënnen iwwer seng Stäerkten a seng Schwächten ze diskutéieren; Lauschteren, a virun allem nogelauschtert kréien. Am Fong Emotiounen ze reguléieren; Gedanken a Gefiller ze klären. All Mënsch brauch en anere Mënsch. Vertrauen an Hoffnung ze kréien ass wichteg. Vill Préjugéë gëtt et, vill Evidenze fir deen een oder fir deen aneren. Et ass dach alles virdru gutt gaangen. Hien huet eis dach näischt gesot. Mä bon, et war jo säi Choix.

Et gëtt awer Signaler. An all déi Saachen, déi ech hei soen, hunn ech och op där Journée nationale du suicide matgedeelt kritt. An dofir ass et wichteg, dass mer heiriwwer diskutéieren. Et gëtt verbal Signaler. Eng Persoun, déi Iech seet: Ech weess keen Auswee; ech fale kengem méi zur Laascht. Et gëtt déi net verbal Signaler: soziale Réckzuch; een dee ganz vill schlofe geet; et gëtt e Verhalen, een deen en Abschiedsbréif schreift; een deen zum Beispill seng Lieblingsobjekter weiderverschenkt. De Prozess ass de Suicide als eng Méiglechkeet ze gesinn, de Pro an de Kontra ze jugéieren, an dann ass den Entschluss de Suicide.

D'Ursaachen, déi de Suicide meeschtens provozéieren, sinn: Depressioun, Dépendance vum Alkohol, vu Medikamenter, vun der Spillsucht, familiär Problemer, psychiatresch Krankheeten, eng onheelbar Krankheet, Isolatioun, den héijen Alter, oder eng traumatesch Situatioun.

Firwat ech de Sujet als Aktualitéitsstonn ugefrot hat, war justement, well déi Journée nationale iwwert de Suicide organiséiert ginn ass. Et hätt ee se och kënnen deemools stellen, wéi déi dräi jonk Leit bannen e puer Deeg décidéiert hate sech d'Liewen ze huelen. Bei all deene Leit, déi e Suicide gemaach hunn, bleift e Schock fir d'Famill, et bleift e Schock fir d'Frënn, et bleift e Schock fir d'Allgemengheet wann een duerno constatéiert: Mä et ass ze spéit!

Dofir misst ee verschidde Saachen hei am Land änneren. Zum Beispill ass gesot ginn, dass d'Psychiatrie zu Esch net duergeet, dass een zu Esch misst méi an d'Psychiatrie investéieren an dass ee misst méi Better hunn. Et ass jo net normal, dass et eng Waardelëscht gëtt, fir an enger Psychiatrie behandelt ze ginn.

Gëtt e Suicide-Preventiounsprogramm virgesinn oder net? Et wier wichteg, wann haut de Gesondheetsminister eis géif soen, wéi dee soll ausgesinn, wat gemaach gëtt justement fir d'Suicide-Preventioun hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren. Bei der Weltgesondheetsorganisatioun an der Suicide-Preventioun ass kee Lëtzebuerger derbäi. Wier et dann net méiglech, dass den Här Minister, Här President, awer insistéiert, fir dass een derbäi kéint sinn?

Am Februar 2006 war eng Réunioun mam Gesondheetsminister, mam Familljeministère a mam Schoulminister. Do ass e Budget virgesi ginn. Wéi geet et weider? Sue sinn eng Saach. Wéi ass d'Volontéit vun dëser Regierung, fir Suicide-Bekämpfung hei zu Lëtzebuerg ze hunn?

Strukturen: Dat ass e Problem. Mir haten de Fall - an den Här Minister war och derbäi -, wou vun Eltere gesot ginn ass, dass se e jonkt Kand haten, wat d'Lëtzebuerger Sprooch beherrscht huet, an et ass owes an eng Struktur bruecht ginn, well et eng Tentative de suicide gemaach huet, an dass et do betreit ginn ass vu Leit, déi d'Lëtzebuerger Sprooch net geschwat hunn.

Misst een net eng Obligatioun oder eng national Presenz op jidde Fall ariichten, dass 24 Stonnen op 24 awer e Kand kéint empfaange ginn, wat 14, 15 Joer al war, wat wollt e Suicide begoen a wat do Infirmièren an Dokteren hat, déi der Lëtzebuerger Sprooch net mächteg waren. Ass dat awer och net eppes, wat wichteg ass?

De Problem ass bei der Tentative de suicide ganz oft, dass wann Der een hutt, deen eng Tentative de suicide mécht, da gëtt en hei zu Lëtzebuerg bal als psychesch Kranke considéréiert. An da gëtt gesot: Dee muss just psychesch soignéiert ginn. Et kann eng Persoun sinn, déi just Hëllef brauch! Eng Persoun, déi eng Phas où elle voit du noir duerchlieft. Duerfir ass et och ganz, ganz wichteg, dass ee bei den Tentatives de suicide déi Leit dann och weidergëtt.

Et ass jo net normal, dass een dann an d'Spidol kënnt, wann een d'Oderen opgeritzt huet, do dann déi zougebutt kritt, do zwee, dräi Deeg an Observatioun bleift an dann heemgeschéckt gëtt. Firwat gëtt et dann net eng automatesch Iwwerweisung bei e Psychiater? An d'Méiglechkeet, dass een op d'mannst mat deem Psychiater a Kontakt kënnt?

Vill Leit wëssen iwwerhaapt net, wa se e Problem hunn, wou se kënnen telefonéieren. Mir hunn SOS-Détresse, mä wann Der zum Beispill am Tëlefonsbuch no «Suicide» kuckt, do steet näischt. Ech si ganz averstanen: SOS-Détresse ass sécher wichteg, mä et wier och vläicht gutt, wann een e Renvoi am Tëlefonsbuch hätt vum Suicide op SOS-Détresse.

An de Schoule gëtt net iwwer Suicide geschwat oder op jidde Fall hunn ech nach ni héieren, dass iwwer Suicide geschwat ginn ass. An ech mengen, et wier och wichteg, dass een iwwert de Sujet géif diskutéieren, an dass een och eng Ulafstell hätt als Jonken, wou ee kéint higoen, wou ee kéint telefonéieren a wou ee kéint no Hëllef froen.

Ech sinn och ganz mat Iech averstanen, dass et delikat ass, well heiansdo e Jonken, deen e Problem huet, een a sengem Alter bräicht, fir mat him kënnen ze schwätzen. Well hie brauch justement vläicht dee Kolleeg, deen hien net huet, oder déi Famill, déi hien net huet, mat där hie ka schwätzen. An do misst een da vläicht och jonk Leit iwwert dat, wat ee jo nennt den „monitoring“ oder op jidde Fall den „peering“ forméieren, fir vläicht anere jonke Leit ze hëllefen, déi an esou schwierege Situatioune sinn.

Schlussendlech, Här President, wat wichteg ass, ass och d'Formatioun iwwert d'Suicide-Preventioun, ob dat elo Leit sinn, déi an der Medezin schaffen, ob dat Leit sinn, déi an de Schoule schaffen. D'Suicide-Preventioun ass e Sujet, wou mer hei zu Lëtzebuerg jo awer Leit hunn, déi déi Formatioun gemaach hunn an déi och déi Formatioun hunn, fir déi Formatioun kënne weiderzeginn. Firwat insistéiere mer net méi, fir net nëmmen iwwert d'Suicide-Preventioun kënnen ze diskutéieren, mä déi Formatioun och ze offréieren?

Här President, wann ee gesäit: All eenzelne Suicide ass ee Suicide ze vill! Ech si mer bewosst, dass mer dee Sujet hei zu Lëtzebuerg ni vun der Bildfläch verschwannen doe kënnen. An engem Land, wou mer jo awer ëmmer esou gär schreiwen, dass mer esou räich sinn, dass et eis all esou gutt geet, geet et ville Leit net gutt. An de Suicide ass fir déi dee leschten Ausgang, dee se fannen, well se justement déi Problemer net wëlle konfrontéieren.

Et ass e bëssen en Tabu-Sujet, iwwert deen een net gären diskutéiert. Duerfir, Här President, huet d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei et wichteg fonnt, fir no där Journée de réflexion iwwert de Suicide hei och d'politesch Verantwortung ze iwwerhuelen, an dass d'Regierung seet, wat hir Meenung iwwert de Suicide ass, a virun allem vun der Regierung ze héieren, wéi een awer de Fléau vum Suicide ka bekämpfen, well awer nach ganz vill ze maachen ass.

A wéi virdru gesot ginn ass: All eenzelne Suicide ass eng Faillite vun eisem System a virun allem e grousst, grousst Leed fir eng Famill a fir Frënn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. D'Madame Andrich-Duval huet d'Wuert fir d'CSV-Fraktioun.

Débat

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem eeschten Thema vun haut deet sech eis Gesellschaft schwéier, fir sech domat ausenanerzesetzen, well et eben allze oft nach en Tabuthema ass. Mä nëmme fënnef Minutten driwwer ze schwätzen, geet sécherlech och net duer.

Hei zu Lëtzebuerg, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hate mir laut Statec vun de Joren 2000 bis 2005 an der Moyenne ronn 70 Persounen, déi sech d'Liewe geholl hunn; méi Männer wéi Fraen, a virun allem an der Altersspart tëschent 25 an 39 Joer. Bei de Kanner a Jugendlechen hate mer zu Lëtzebuerg bis zu siwe männlech Jugendlech pro Joer, déi hirem Liewen en Enn gesat hunn.

Effektiv besteet awer eng Donkelziffer vun Doudesfäll, déi net als Suicide erkannt ginn. En plus ginn nach all Joer hei zu Lëtzebuerg zirka 1.100 Mënsche mat gravë Verletzungen no engem Selbstmordversuch an d'Kliniken ageliwwert.

Laut Weltgesondheetsorganisatioun ginn déi meescht Versich, fir sech d'Liewen ze huelen, vu jonke Meedercher gemaach. Beonrouegend ass, dass d'Selbstmordversich bei de Jugendlechen insgesamt an d'Luucht ginn.

Leider gëtt et nach oft Viruerteeler a falsch Meenungen zum Thema Selbstmord. Zum Beispill: Wie vu Selbstmord schwätzt, dee mécht et net. Oder: Eng Suicide-Handlung geschitt ouni Virzeechen. Oder weider: Deen e Versuch mécht, sech d'Liewen ze huelen, wëllt onbedéngt stierwen. Oder och: Jiddfereen, dee Selbstmord mécht, ass geeschteskrank.

Dat alles stëmmt kloer net, Dir Dammen an Dir Hären! All Mënsch kann an enger krisenhafter Liewenssituatioun an d'Gefor kommen, sech d'Liewen ze huelen, wat net automatesch heescht, dass hie psychesch krank ass. Et gëtt bestëmmte Risikofacteuren, déi dat begënschtegen, an zwar bestëmmte psychesch Krankheeten, wéi zum Beispill Suchtkrankheeten, eng Depressioun, déi am Moment vun der Weltgesondheetsorganisatioun als Krankheet

Nummer 1 an eiser westlecher Welt aklassséiert gëtt. Si féiert a 40 bis 70% vun de Fäll zu engem Selbstmord.

Och Gefiller vun Hoffnungslosegkeet, Resignatioun, Wäertlosegkeet, Isolatioun a Schold, Selbstmordversich an der Virgeschicht, déif gehend Kränkungen, schwiereg sozial Situatiounen - dorënner kann och Aarbechtslosegkeet falen -, kierperlech a sozial Krisenzäiten, Katastrophen a Situatiounen, déi eng Gefor fir déi eegen Existenz duerstellen. An alle Fäll ass de Leidensdrock immens héich bei deene Leit duerch eng grouss Frustratioun an Aggressiounen, déi géint déi eege Persoun gedréint sinn.

Bei Kanner a Jugendleche kënnt hautdësdags laut Experten nach derbäi, dass an eiser heiteger Gesellschaft kee sech méi verantwortlech fillt fir d'Kanner an d'Jugendlech, ausser sengen eegenen. Doduerch sinn d'Elteren an och d'Léierpersonal oft iwwerfuerdert an hirem Erzéiungsoptrag. A meeschtens kréie se dann och nach de Message, si géifen alles falsch maachen.

Effektiv verfügt eis modern Kärfamill net iwwer genuch Mëttelen, fir der Orientéierungslosegkeet vun de Kanner a Jugendlechen an eiser Gesellschaft entgéintzetrieden. Fréier an de Groussfamilljen, déi en zolidd Opfangnetz waren duerch déi verschidde Generatiounen ënner engem Daach, gouf et eng Wäertvermëttlung an der Famill, déi op Solidaritéit opgebaut war. Gestéiert Bindunge vun de Kanner zu hiren Eltere si gradesou e Risikofacteur wéi Kanner, déi ënner groussem Leeschtungsdrock stinn.

Och besteet e momentanen Trend, fir d'Kanner iwwerméisseg ze behidden a se virun alles an allem wëllen ze schützen. Dat rifft bei de Kanner awer de Besoin ervir, fir sech nach méi fréi vun hiren Elteren ze distanzéieren, fir sech en eegent Gefill vun Identitéit opzebauen. Haaptmëttel fir sech ze distanzéiere sinn da virun allem déi gemeinsam Consommatioun vun Alkohol, Zigaretten a Cannabis zum Beispill. Hei hunn déi Kanner, déi méi labil an exposéiert sinn, leider wéineg Chancen, fir e konstruktive Wee an d'Liewe kënnen ze fannen.

Et ass virun allem d'Kommunikatioun - mäi Virriedner huet et och gesot -, d'matenee Schwätzen, also sech Hëllef froen oder der ugebuede kréien, déi aus där geféierlecher Isolatioun erausféiert a sech als schützend erweist. Et sinn Hëllefsmoossname gefuerdert, déi de Leidensdrock kënnen ewechhuelen oder ofschwächen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn zu Lëtzebuerg eng breet Palette vu stationäre Strukturen, wéi psychiatresch Unitéiten an de Kliniken a vun oppene Strukturen, zum Beispill psychologesch Berodungsservicer, déi mam Ministère de la Santé respektiv mam Familljeministère konventionéiert sinn, fir deene Persounen, déi selbstmordgefährdet sinn, an och hirer Famill ze hëllefen. Och fräischaffend Professioneller stinn zur Verfügung.

Ech wëll virun allem awer och op déi Hëllefsmoossname fir Kanner a Jugendlecher hiweisen, wéi déi stationär Jugendpsychiatrie um Kierchbierg, de Service de pédopsychiatrie am Centre hospitalier, a ganz wichteg de Kanner- a Jugendtëlefon, deen een anonym ka kontaktéieren, wann een net méi an nach aus weess. Hei gouf och an de leschte Joren eng speziell Kanner- a Jugendinternetsäit geschaf, déi besonnesch attraktiv ass fir eis jonk Leit.

Leider gëtt hautdësdags nach allze oft eng Selbstmordgefährdung net zurzäit erkannt. Dofir muss an der Zukunft d'Suicide-Prophylaxie verantwortungsvoll weiderentwéckelt ginn. An dat duerch eng besser Koordinatioun a Vernetzung vun den aktuellen Hëllefsmoossnamen. Et musse systematesch Brécke gebaut ginn tëschent de stationäre Strukturen an deenen oppene Servicer, déi d'Begleedung vun der behandelter Persoun no engem Klinikopenthalt viruféieren, soss riskéiert se nees an dat nächst Lach ze falen.

Duerch zousätzlech Informatioun an Opklärung vun de Professionellen, dem Public an och de Medien iwwert dat Thema, fir dass jiddferee seng Verantwortung kann iwwerhuelen - hei besteet jiddefalls e grousse Besoin -, an duerch eng méi intensiv Formatioun am diagnostesche Beräich vun dem Klinikpersonal zum Beispill a vun den Hausdokteren, déi jo oft un éischter Plaz...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Madame Andrich-Duval, Dir musst zum Schluss kommen!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- …mat Suicide-Patiente konfrontéiert ginn.

An ech komme bei mäi leschte Punkt, Här President.

M. le Président.- Jo, mä Dir hutt elo schonn eng Minutt iwwerzunn. Maacht e kuerz!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- A gradesou muss virun allem e Bewosstsinn an eiser Gesellschaft geschaf ginn, dass d'Wäertvermëttlung an d'Erzéiung vun de Kanner jiddfereen eppes uginn. D'Eltere musse méi ënnerstëtzt ginn. A mir sinn iwwerzeegt, dass mer um richtege Wee si bei där flächendeckender Aféierung vun de Maisons relais, déi net nëmme Famill a Beruff matenee vernetzen, mä si kënnen zu regelrechte Brécke gi fir d'Elterenhaus.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Andrich. Dann ass den Här Bettel nach eng Kéier fir d'DP-Fraktioun hei ageschriwwen.

(Interruptions)

Dann ass et un der Madame Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Här Bettel an Här Bodry, et ass elo un der Madame Err.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären...

(Interruption)

Ech waarde bis se fäerdeg sinn.

M. le Président.- Jo, Madame Err, waart bis et roueg ass.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Gëschter ëm dës Zäit huet de Premier op dëser Tribün eppes gesot an engem ganz anere Kontext, wat menger Meenung no och ganz gutt an dëse passt. An zwar sot en: Vläicht geet et eis ze gutt, fir eis ëm anerer, besonnesch manner privilegéiert Matmënschen ze këmmeren. An ech fäerten hien hat Recht. Et ass jo keen Zoufall, dass dat Beispill, wat de Premier gëschter opgefouert huet - vum Familljenzesummenhalt -, ze wënschen iwwreg léisst an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi individualistesch ginn ass a wou jiddferee mengt, well e finanziell d'Moyenen hätt eleng iwwert d'Ronnen ze kommen, bräicht hien déi aner Leit och net fir säi generellt Wuelbefannen.

Dat ass natierlech en Iertum, an dat ass en Tabu. An et ass sécherlech och keen Zweifel, dass besonnesch d'Länner, wou d'Zuele vum Selbstmord ganz héich sinn - besonnesch bei jonke Leit -, am Norde leien; ënner anerem Dänemark a Finnland. Lëtzebuerg läit sécherlech och ze héich do par rapport zu deem, wat mir eis virstellen. Dat beweist a sech schonn, dass d'materiellt Wuelbefannen net an engem direkten Zesummenhang steet mam Wuelbefannen tout court vun de Leit, vun de Bierger aus engem Land.

Duerfir mengen ech ass et wichteg, dass iwwert dat Thema geschwat gëtt. Ech bedaueren allerdéngs, dass et an engem Kader wéi dëser Debatt stattfënnt, well dës Debatt geet am Fong just duer fir Verschiddenes unzeschneiden, fir näischt ze diskutéieren, a scho guer net, fir eng Léisung ze fannen. A wann dat soll den Zweck vun der Übung sinn, da wier ech wierklech dankbar, wa mer dat Thema hei, déi Debatt vun hei kéinten an eng Kommissioun oder an eng Commission jointe weiderginn, wou seriö géif drop geschafft ginn, a wou duerno eng Debatt géif kommen, déi virbereet wier, wou d'Parteien an d'Fraktioune sech positionéiere géife par rapport zur Problematik, a wou mer konkret Virschléi kéinte maache wéi et weidergeet.

Well ech denken, heibanne sëtzt eigentlech keen, deen, loosse mer soen, professionell particulièrement qualifizéiert wier, fir zu deem Thema ze schwätzen. Am beschte qualifizéiert si sécherlech Leit, déi selwer mam Problem konfrontéiert waren, obschonn dat keng Qualifikatioun ass, mä eng Liewenserfahrung, aus där jiddferee fir sech selwer jiddefalls eng Léier kann zéien. Mä mir hätten do d'Méiglechkeet eis an enger Virbereedung vun enger Debatt mat Experten ze ëmginn, fir ze kucke wéi ee kéint virukommen, an da konkret Virschléi ze maachen.

Fir einfach méi Suen hei verlaangen ze kommen, fir Saachen ze maachen, schéngt mer e bëssen einfach. An ech menge jo och, dass et kloer ass, dass ee kengem kann d'Schold fir dëse Phenomeen och zu Lëtzebuerg op de Bockel geheien. Tatsaach ass, dass mir net gutt dostinn an dass mer musse kucke besser Politik ze maachen, besser Praxen ze maachen op allen Niveauen, wou et noutwendeg ass, fir dass déi Chifferen an deen Tatbestand, dee mer hei kennen, sech verbessert.

Ech wëll ausdrécklech den Initiateure vun deem Colloque vun der Prévention vum Suicide félicitéieren, deen e ganz räichen Evénement war, mä dee sécherlech och net duergeet, well haaptsächlech Leit aus dem Secteur social do waren, esou wéi ech dat emfonnt hunn. Mä et misst ee vill méi eng breet Plattform kréie mat Professionelle vun alle Kategorien. Esou bedaueren ech zum Beispill haut, dass eis Erzéiungsministesch net direkt ugeschwat war, déi awer sécherlech och concernéiert ass, wa mer wësse wat zu Lëtzebuerg an de Schoule geschitt, an dass ee misst eben déi Debatt méi wäit opmaachen.

An eise Schoulen - an ech komme just ee Momentchen dorop, well ech och kee Spezialist vun eiser Schoul sinn - wéi op anere Plaze gëtt gekuckt Wësse kënnen ze vermëttelen, mä et gëtt am Fong net méi probéiert ze vermëttele wéi een ze sinn huet, wéi ee sech selwer ka verstoen, mat sech selwer ëmgoen, an och wéi ee ka respektvoll mat deenen aneren ëmgoen.

Ech si mer natierlech bewosst, dass, all Kéiers wa mer e soziale Problem hunn, erëm op d'Schoul gewise gëtt, mä d'Schoul ass nun eemol - wéi soll ech soen - dee Facteur, wou all Kand laanschtgeet, do wou et keng Differenze gëtt, do wou et Méiglechkeete gëtt u jiddfereen erunzekommen a wou et net dovunner ofhänkt, aus wat fir enger Zort Famill ee kënnt, a wat fir engem Quartier ee wunnt. Duerfir deet et mer leed, mä ech denken, dass och hei an der Schoul eng Missioun ze erfëllen ass, besonnesch wann ee weess, dass an de Schoulen och jonk Kanner, ganz jonk Kanner sech ëmbruecht hunn, dass d'Kanner opgehaangen erëmfonnt ginn an enger Schoultoilette.

An der Primärschoul gëtt et kee spezifesche Service op der Plaz - an ech betounen „op der Plaz“ -, esou dass d'Preventioun schwéier ass, dass d'Hëllef an der Urgence menger Meenung no onméiglech ass, dass dat natierlech an de Sekondärschoule besser gëtt. Wéi et op der Uni ass, weess ech net. Mä ech denken, dass een duerchweegs ka soen, dass op deenen dräi Niveauë vun eise Schoule misst probéiert ginn do erunzekommen.

Ech denken, dass et an eise Schoulen net aneschters ass, wéi bei deenen Erwuessenen, dass, wann net alles esou funktionéiert wéi et eigentlech kéint, et ganz oft e Problem vu Kommunikatioun ass, e Problem vu Léiere sech auszedrécken iwwer seng Emotiounen, etc., an dass et duerfir Instrumenter gëtt, déi och an der Schoul kënnen ugesat ginn, notamment iwwert de Wee vun der Médiation scolaire oder - de Xavier Bettel huet et ugeschwat - vun der „peer mediation“, wou Kanner bäibruecht kréien, wéi si sech selwer kënnen ausdrécken, wa Problemer do sinn, mat sech selwer, mat aneren, mam Schoulpersonal, dass se virun allem léieren - an dat schéngt mer essenziell ze sinn - eegestänneg u Problemer erunzegoen, amplaz ze probéiere bei all Schwieregkeet, déi sech stellt, sech weider u Grousser ze wenden.

Ech mengen duerfir, dass et Beispiller gëtt, déi ee kéint benotzen, an dass mer gutt géifen doen iwwert dës Debatt eraus - an ech komme gläich u mäi leschte Saz - un dësem Dossier weiderzeschaffen an eis Verantwortung als Politiker a Politikerinnen ze iwwerhuelen.

Ee leschte Saz. Et gëtt aner Länner, wou méi progressistesch un dësem Thema geschafft gëtt. An enger vun deene Suggestiounen, déi aus der Schwäiz kënnt - eng Initiativ an de Schoulen, déi „Stop suicide“ heescht -, do gëtt ganz formell gefrot, dass ee Prozentsaz vun 0,7 vum Budget social an enger Gemeng soll verwennt ginn op Savoir-être an de Schoulen an op d'Preventioun vum Suicide, deen natierlech dran ass. Wann ee weess, dass dat zugläich och eng Prévention de la violence ass a Kommunikatiounstraining, dass dat am Fong Ëmgang mat deem aneren a mat sech selwer ass, dann, mengen ech, wieren déi 0,7% och hei zu Lëtzebuerg gutt investéiert.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Den Här Adam huet d'Wuert elo fir d'Fraktioun vun deene Gréngen.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech deelen d'Ausso vun der Madame Err, fir ze soen, datt et effektiv ganz schued ass, datt mer nëmme fënnef Minutten hunn, fir eis zu deem wichtegen a komplexen Thema ze äusseren. Duerfir sinn ech och esou fräi mech op den zweeten Aspekt vum Sujet ze beschränken an ausschliesslech iwwert de Suicide bei deene jonke Mënschen ze schwätzen.

Déi Gréng gesinn de Suicide vu jonke Mënschen och ëmmer an engem Kader vu Gewalt. Gewalt ënner Jugendlechen a Gewalt géint Jugendlecher sinn ee Phenomeen vu groussem Ausmooss an eiser Gesellschaft, an eng extrem Form vu Gewalt ass déi Gewalt, déi ee géint sech selwer riicht.

Et ass scho vill iwwer Zuelen a Statistike geschwat ginn. Et ass eng Tatsaach, datt de Gedanke vum Suicide an de Käpp vun eise Jonke present ass. Lëtzebuerg zielt zum Spëtzepeloton an dëser Statistik. Et ass kee soziale Milieu verschount. Wann de Suicide déi zweetheefegst Doudesursaach bei Jugendlechen zu Lëtzebuerg ass, da gëtt et keen Zweifel drun, datt mer all gefuerdert sinn hei preventiv anzegräifen.

Den Doud ass an eiser Gesellschaft nach ëmmer een Tabuthema; de Suicide a besonnesch de Suicide vu Jugendlechen ëmsou méi. An dobäi ass et immens wichteg iwwert d'Thema Suicide ze schwätzen. D'Preventioun vum Suicide ass eng Erausfuerderung fir eis all.

Mir mengen, mir sollten op villen Niveauen eng fréizäiteg Preventioun maachen, andeems mer probéieren de Jugendlechen ee Plus u Liewenswäert ze ginn. Dat geet ënner anerem iwwert d'Erzéiung, wou all Partner gefuerdert sinn, un éischter Stell d'Elteren, awer och - an ëmmer méi - d'Schoul an den Encadrement ronderëm d'Schoul a virun der Schoulflicht.

Aus der Etüd „Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg“, déi 2002 publizéiert gouf, geet ervir, datt zum Beispill 14% vun de Jugendlechen tëschent 13 an 19 Joer aussoen, datt si sech oft eleng oder isoléiert fillen; 11% soen, si wieren onglécklech; 10% hunn e regelméissege Kontakt mat Alkohol; 9,5% soe si hätte schonn onerwënscht sexuell Kontakter missen erdulden.

Jonker fille sech heiansdo einfach iwwerflësseg am Wee, onerwënscht, net eescht geholl, ouni Perspektiven. Den Ausléiser fir ee Suicide ass net ëmmer festzestellen; vill manner nach sinn et d'Ursaachen, déi dozou gefouert hunn. Et kann een dovun ausgoen, datt mer d'Ursaache scho mussen an déi fréi Kandheet siche goen. An da sti mer erëm do, wou mer schonn esou oft stoungen: bei de Veränneren an eiser Gesellschaft, bei Problemer a Gewalt an der Famill, beim Konsum vun Alkohol an aneren Drogen, bei Exzesser vun enger Konsumgesellschaft, bei Kanner aus komplizéierte Familljeverhältnisser oder problemateschen elterleche Konstellatiounen, vill ze oft begleet vu Sträit, emotionaler Erpressung an Angscht.

Eis éischt Fuerderung ass a bleift duerfir en Investissement an eng kannerfrëndlech Gesellschaft. All Euro, dee mer an d'Ënnerstëtzung vun de klenge Kanner an hiren Elteren investéieren, ass dee beschtméiglechen Investissement.

Eng weider Phas an der Preventioun ass d'Informatioun vun de Jugendlechen a vun den Erwuessenen, déi mat hinnen zesumme sinn. Dozou gehéieren Informatiounscampagnen zesumme mam Familljeministère, der Educatioun an der Santé. Dës Campagnë riichte sech engersäits un déi Jonk selwer. Si si meeschtens déi, déi fir d'éischt mat de suizidäre Gedanke vun hire Schoulkolleege konfrontéiert ginn, awer och un d'Elteren, déi oft d'Signaler net erkennen, a wa se se dann erkennen, oft net wëssen, wouhi se sech wende sollen. Et ass nun emol och eng Tatsaach, datt déi meescht Tentatives de suicide vu Jugendlechen als Ausgangspunkt de Medikamenteschaf vun doheem hunn.

Et ass an eisen Aen och wichteg, datt d'Enseignanten an hirer Formation continue sech mam Thema auserneesetzen. Dozou gehéiert dann och eng gutt Zesummenaarbecht tëschent SPOS an Enseignanten, wou nach eng Kéier drun erënnert soll ginn, datt och d'Enseignanten e Secret professionnel hunn.

An der Schoul schwätze mer iwwer villes, iwwer Drogepreventioun, iwwer gesond Ernährung, iwwert d'Sécherheet am Verkéier - dat ass alles gutt esou, mä mir mussen och iwwert de Suicide schwätzen, an zwar och systematesch.

Eng drëtt Form vu Preventioun dréint sech ronderëm d'Crise suicidaire selwer. Dee

gefährdete Jugendlechen erkennen, Hëllef ubidden, zur Zäit agräifen, den Akt selwer verhënneren, dofir brauch een ënner anerem Personal, gutt stafféiert Services psychologiques an de Schoulen, awer och genuch Plazen an de Kliniken.

Zu Lëtzebuerg sinn där Plazen net genuch. D'Waardelëschten zéie sech iwwer Méint, wann net eng absolut Urgence virläit. Wa mer och elo um Kierchbierg d'Méiglechkeet hunn, bei akute Krisen ze intervenéieren, esou si mer dach awer schlecht équipéiert, wat de Suivi vun deem Jonken no enger Kris ugeet. Mir entloossen hien, ouni datt séchergestallt ass, datt déi Ursaachen, déi zu enger Kris gefouert hunn, sech verännert hunn, respektiv siche mer eng Therapieplaz am Ausland.

Och hei gëllt, datt mir selbstverständlech net alles an eisem klenge Land kënnen ubidden, mä dat geet net duer als Excuse fir de Mangel un Therapieplaze respektiv vun de Méiglechkeeten, Familljen erëm fit ze maache fir den Ëmgang mat hire Jugendlechen. Besonnesch am Norde feelt et och ganz vill un deene Strukturen.

An da mäi leschte Punkt: Ech stelle fest, datt vill Froen zum Suicide nach onbeäntwert bleiwen. Firwat sti mir ganz un der Spëtzt vun de Statistiken? Wéi direkt ass eisen Ëmgang mat den Antidepressiva a Relatioun mat dësen héije Chifferen? Wéi eng netmedikamentös Alternativ gëtt et? Wéi reagéieren eis Kanner a Jonker op d'Katastrophemeldunge vun der Klimapolitik? Mir sollten duerfir och net d'Wichtegkeet vun der Fuerschung op dësem Gebitt vergiessen, a grad wéi d'Madame Err soen ech, datt ech frou wier, wa mer den Thema géifen an enger Kommissioun verdéiwen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den Här Mehlen huet als nächste Riedner d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn eis all heibannen driwwer eens, datt de Suicide zu engem wierklech grousse Problem an eiser Gesellschaft ginn ass.

D'international Statistike weisen, datt de Suicide déi lescht 45 Joer ëm 60% an der Gesellschaft weltwäit zougeholl huet, datt mer eng weltwäit Mortalitéitsrat vu 16 pro 100.000 Awunner hunn. Dat bedeit all 40 Sekonnen een op der Welt, dee sech d'Liewen hëlt, a mir gesinn, datt et keng Fro ass vu materiellem Wuelstand, keng Fro ass vun Nout, mä e gesellschaftspolitesche Phenomeen, deen eis och an eise räichen Industriegesellschaften net virun deem Fléau do verschount.

Wann ee sech Gedanken driwwer mécht - an an zwou Minutte kann een dat sécher hei net maachen -, wat d'Ursaache sinn, da géinge mir awer och gären de Schwéierpunkt drop leeën, datt eis Gesellschaft sech esou verännert huet, datt vill sozial Kontakter, vill sozial Sécherheet, am familiären Ëmfeld virun allem, awer och am erweiterte familiären Ëmfeld, sech esou verännert hunn, datt virun allem déi jonk Leit, déi heiansdo an enger Situatioun vu Perspektivlosegkeet sinn, kee Repère méi fannen, wou se sech kënnen uvertrauen a wou se sech erëm kënnen opfänke loossen.

An ech mengen, ouni elo kënne wéi gesot an zwou Minutten op dee ganze Problem anzegoen, datt, wa mer eis d'Méi maachen, an dat wär och eise Wonsch, eis eng Kéier seriö an enger Preparatioun vun esou engem Débat mat där Problematik auserneenzesetzen, een och do wierklech misst an Zukunft e Schwéierpunkt setzen.

Ech hätt gär, Här President, nach méi dozou gesot, mä meng zwou Minutte si schonn ofgelaf. Ech hoffen, datt mer eng aner Kéier d'Geleeënheet kréien, méi déif dorop anzegoen. Ech schléisse mech do der Suggestioun vun der Madame Err un.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Da kënnt als leschte Riedner den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, wichteg an dëser Diskussioun ass, dass emol en Tabu gebrach ginn ass. Dat ass schonn dat, wat an éischter Stell ze begréissen ass. D'Fro, déi ech mer ëmmer stellen, ass: Ass e Suicide en Zeeche vu Courage oder vu Feigheet; ass ee feig oder couragéiert, wann ee selwer décidéiert, wéini dass Schluss ass? Ech mengen, weder dat eent nach dat anert.

Meeschtens ass e Suicide eng Kuerzschlusshandlung no laangem Leiden, no Problemer, meeschtens och ganz oft no emotionale Problemer, ganz besonnesch bei deene Jonken. Mä eppes ass sécher: D'Zuel vun de Suiciden ass op jidde Fall och e kloren Hiweis dorop, wéi krank dass eng Gesellschaft ass. Besonnesch, wann et Jonker sinn, déi an dëser Gesellschaft keng aner Alternativ fanne wéi fréizäiteg Schluss ze maachen, muss ee sech effektiv wierklech vill Gedanke maachen.

D'Ursaachen, déi si vielfälteg, an duerfir ass d'Preventioun, wat de Suicide ubelaangt, guer net esou einfach. Dat kann een net einfach an engem Otemzuch maachen. Et geet ëm Drogen; et geet ëm Depressiounen; et geet ëm Aarmut; et geet ëm Scholden; et geet ëm d'Spillen; et geet ëm Stress a Mobbing op der Aarbecht. D'Ursaache si vielfälteg, mä et geet awer och ganz oft ëm Krankheet, well ech kennen do einfach ee Fall vun engem Mënsch, dee sech invulnérabel gefillt huet, an op eemol, wéi en eng schwéier Krankheet erwëscht huet, einfach net domat fäerdeg ginn ass a Schluss gemaach huet.

Dat heescht, och dat sinn Ursaachen, dass ee mat Problemer am Liewen net fäerdeg gëtt. An duerfir ass et schonn e Sujet, dee méi eeschthaft wéi dat haut elo geschitt behandelt muss ginn. Haut ass et eeschthaft ugaangen, mä et misst awer nach eeschthaft weidergefouert ginn, fir dass mer awer och an deem Sënn a ganz besonnesch bei deene Jonken awierken, fir dass dat zu engem Maximum vermidde gëtt.

Et schéngt mer eng Alternativ ze ginn, déi ganz wichteg ass: Dat ass déi Jonk emol direkt ze léieren, mat Konfliktsituatioune fäerdeg ze ginn, ze schwätzen, fir mat Konfliktsituatioune fäerdeg ze ginn, sech de Konflikter ze stellen a versiche se ze léisen an net do virdru fortzelafen, net ze flüchten an iergendwéi eng aner Welt, mä einfach déi Jonk versichen ze léieren, vu klengem un, mat Konflikter fäerdeg ze ginn. Ech géif mengen, dann hätte mer schonn e gudde Schrëtt no vir gemaach.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet den Här Bettel d'Wuert nach fir den Dépôt vun enger Resolutioun.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech soen Iech Merci. Ech wëll fir d'éischt hei de Riedner, der Madame Err, dem Här Adam, dem Här Jaerling, dem Här Mehlen an der Madame Andrich-Duval Merci soe fir déi konstruktiv Debatt, déi mer hei haten, duerch déi mer gesinn hunn, datt mer awer alleguerte wëllen an déi richteg Richtung goen.

Duerfir maachen ech hei en Dépôt vun enger Resolutioun, déi ech am Moment eleng ënnerschriwwen hunn. Ech wier frou, wann aner Fraktiounen déi géife mat ënnerschreiwen.

Ech schreiwen an der Resolutioun: «…constatant que la problématique d'un taux élevé de suicides au Luxembourg est une réalité, décide de charger la Commission de la Santé et la Commission de la Famille à organiser une réflexion approfondie sur la problématique en organisant un débat au sein de ces commissions pour approfondir le sujet.»

Ech géif Iech froen, ob déi aner Parteien domat averstane wieren - et ass eng Propositioun, déi och vun der Madame Err jo komm ass -, datt mer eis dann och engagéieren, dat ze maachen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

constatant que la problématique d'un taux élevé de suicide au Luxembourg est une réalité,

décide

de charger la Commission de la Santé et la Commission de la Famille à organiser une réflexion approfondie sur la problématique en organisant un débat au sein de ces commissions pour approfondir le sujet.

(s.) Xavier Bettel, Claude Adam, Sylvie Andrich-Duval, Lydie Err, Marie-Josée Frank, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

(Interruption)

M. le Président.- Här Fayot, den Här Bettel hat dat virdru vergiess. Et ass jo elo net schlëmm. Elo ass et nogeholl.

Elo huet d'Regierung d'Wuert. Ech denken, dass den Här Gesondheetsminister vläicht d'Madame Jacobs fir d'éischt schwätze léisst?

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Mir hunn eis ofgeschwat.

M. le Président.- Dann akzeptéiert d'Chamber, wéi esou oft, dass den Här Di Bartolomeo fir d'éischt d'Wuert kritt an duerno d'Madame Jacobs. Ech denken, dass d'Regierung weess, dass se gemeinsam 15 Minutten zur Verfügung huet an net jiddfer Member. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Selbstverständlech weess d'Regierung dat. Duerfir, Här President, hunn ech Iech jo gefrot, dass Dir mech no néng Minutte sollt stoppen.

M. le Président.- Esou wéi mer Iech kennen, bleift awer net méi vill fir d'Madame Jacobs. Sou, Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mat allen eenzelne Riedner eens, dass et e ganz eeschte Sujet ass, deen dru gewënnt wann d'Chamber en op hir Prioritéiten hieft, well beim Suicide, wéi bei kaum engem anere Phenomeen, ass et wichteg, dass een d'Problematik aus der Donkelheet eraushëlt, dass een d'Schweigen iwwerwënnt an dass een oppen driwwer schwätzt. An dat, mengen ech, si mer am Moment amgaangen ze maachen.

Responsabel dofir sinn eng ganz Rei vu Leit mat gudden Initiativen. Responsabel dofir ass d'öffentlech Meenung, déi sech bei Suicidë vu ganz jonke Leit opgerëselt gefillt huet an eben net einfach zur Dagesuerdnung iwwergaangen ass, mä gesot huet: Wa mer elo déi heite Betraffenheet net notzen, fir driwwer ze schwätzen, fir et besser ze maachen, dann ass eis net ze hëllefen!

Ech wëll stellvertriedend fir alleguer déi, déi sech engagéieren, der Vernetzungsinitiativ fir d'Suicidepreventioun Merci soe fir déi éischt Journée nationale pour la prévention du suicide, an ech wëll och den Organisateure vun där Konferenz iwwert d'Suicidalitéit bei deene Jonken en ausdréckleche Merci soe fir déi gutt Initiativen.

Si stinn net eleng do. Dat wëll ech kloer soen, well virun engem Joer - an ech wëll dat dofir nuancéieren, wat hei gesot ginn ass vis-à-vis vu menger Kolleegin, der Unterrechtsministerin - d'Familljeministesch, d'Erzéiungsministesch an de Gesondheetsminister d'Ënnerstëtzung fir d'Vernetzungsinitiativ zougeséchert hunn, a mer dat och an deenen nächste Méint a Jore wäerte materialiséieren. Hei ass Geld a Personal net alles, mä ee wichtegt Element.

D'Kommunikatioun ass also a Saache Suicide-Preventioun eppes enorm Wichteges. Mir mussen driwwer schwätzen a mir mussen nolauschteren. Mir mussen iwwert d'Ursaache schwätzen, a mir mussen d'Warnungen héieren, well ganz oft gëtt et Warnungen, wann ee weess, dass d'Zuel vun de Versucher ongeféier 15-mol méi héich ass wéi d'Zuel vun deene réusséierte Suiciden. Dat heescht also, ganz oft - meeschtens souguer - komme Messagen. Oft gi se net gehéiert. Oft komme se net op déi richteg Plaz. An do ass, mengen ech, fir d'éischt de Punkt unzesetzen.

Ech hu virdru gesot: Et gëtt eng ganz Rei vun Initiativen. Mä si sinn net vernetzt. Si sinn net zesummegestréckt. A si si vläicht heiansdo net visibel genuch. Mir mussen derfir suergen zesummen déi Visibilitéit vun den Hëllefsservicer ze verbesseren, de Leit de Reflex ze ginn, wa se eleng net méi eens ginn, sech bei déi vill gutt Initiative mellen ze goen, déi hinne kënnen hëllefen aus de Problemer zumindest erëm erauszekommen.

Dat ass déi éischt Prioritéit. Also: driwwer schwätzen; vernetzen; e Problem wierklech multidisziplinär ugoen; do, wou d'Infrastrukturen net bestinn, déi Infrastrukture schafen. Mir hunn an deene leschte Joren extrem vill Effortë gemaach, fir Strukturen ze schafen. Ech wëll just erëm eng Kéier un d'Reform vun der Psychiatrie erënneren, wou sech enorm vill gedoen huet an deene leschte Joren; selbstverständlech nach ëmmer net genuch - richteg! -, mä awer an déi richteg Richtung.

Mir hunn d'Psychiatrie dezentraliséiert, wou d'Leit net méi déi Berührungsangscht mussen hunn, wa se e Problem hunn, fir och Hëllef sichen ze goen an akut Spideeler. Mir hunn eng Jugendpsychiatrie opgebaut, déi, mengen ech, mat ganz vill Kompetenz gefouert gëtt, a wou ech just bedaueren, dass - net duerch d'Schold vun der Regierung, mä duerch aner Optiounen - de Projet Dagesklinik-Jugendpsychiatrie e bëssen a Verzuch kënnt. Mir wäerten hëllefen, dass dat esou séier wéi méiglech kënnt. D'Kannerpsychiatrie kritt adaptéiert Raimlechkeeten. Déi misst 2008 opgoen.

Jo, et gëtt nach op anere Gebidder Handlungsbedarf. Duerfir hu mer alleguer d'Acteuren, déi am Beräich vun der Psychiatrie aktiv sinn, invitéiert, fir ze kucke wou mer op d'auslännesch Strukturen ugewise sinn an zréckgräifen, a wou mer net missten drop zréckgräifen. Et gëtt der, wou mer mussen drop zréckgräifen. Et soll een also net esou maachen, wéi wann een alles misst zu Lëtzebuerg maachen. Mä et gëtt der, déi méi adaptéiert si wa mer am Ausland drop zréckgräifen.

A virun allem musse mer kucke wou mer déi Folgestrukture fannen nodeems een aus der akuter Phas - entweder an der Behandlung hei zu Lëtzebuerg oder am Ausland - erëmkënnt; wou een do déi adaptéiert Strukture fënnt. Mir hunn den Acteure gesot, si solle sech zesumme mat de Krankekeesen, déi dee beschten Iwwerbléck hu wéi d'Traitementer oflafen, concertéieren, fir eng Rei vun Ugebueter hei zu Lëtzebuerg ze schafen.

Ech wëll soen, dass mer ëmmer ganz besonnesch opgerëselt sinn, wa jonk Leit hiert Liewe verléieren op deem dote Wee, fräiwëlleg aus dem Liewen ausscheeden. Dat ass dramatesch, mä et ass awer och dramatesch, wann ee Leit mëtten am Liewen huet, déi vu lauter Problemer net méi iwwert de Bierg gesinn an ausscheeden. Et ass och dramatesch, wa ganz vill eeler Leit keng aner Aussiichte méi gesinn, wéi aus dem Liewen auszescheeden. Duerfir musse mer op déi verschidde Gruppe spezifesch Äntwerte kënne ginn, zesummen an engem gudde Geescht.

An ech mengen, et ass vun e puer Deputéierten drop higewise ginn, dass et wichteg ass dat Thema hei ze verdéiwen. Awer net nëmmen an der Chamber. Mir mussen et wierklech erausdroen, well et ass dobaussen, wou ka gehollef ginn, fir de Suicide ze verhënneren. E Suicide, dee keng Fatalitéit ass, deen ëmmer d'Konsequenz ass vun enger Rei vu ganz schlëmmen Evénementer, déi direkt zu enger Kuerzschlussreaktioun féieren, oder awer ugesammelt iwwer länger Zäit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann Iech versécheren, dass d'Regierung d'Wichtegkeet vun deem heite Sujet unerkannt huet an alles wäert maachen, fir um Terrain ze hëllefen, fir op deem heite Gebitt virunzekommen: selbstverständlech doheem - ee vun deene wichtegen Terrainen, wou muss agegraff ginn -; an der Schoul, mä awer och schlechthin an der Gesellschaft.

Dat kléngt vläicht ofgedrosch, mä et ass et awer net. Et gëtt heiansdo an enger erfolleggewinnter Gesellschaft - Wuelstandsgesellschaft - déi Schietsäiten, iwwert déi een ewechgeet. Abee, hei ass eng vun deenen, wou mer eis et net kënnen erlaben einfach driwwer ewechzegoen.

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Selbstverständlech. Ech hunn nach genee 50 Sekonnen, elo nach 48.

Ech wollt just soen, dass ech frou sinn iwwert déi Aart a Weis, wéi hei an der Chamber diskutéiert ginn ass, an ech et och ganz gutt fannen, dass déi Diskussioun an der Kommissioun vun der Chamber wäert weidergefouert ginn, an hoffentlech dann am Rahme vun enger Orientéierungsdebatt erëm hei an d'Chamber zréck wäert fannen.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann huet d'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs d'Wuert. Madame Minister!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och wëllen all deenen Orateure Merci soe fir déi Seriositéit, mat där d'Diskussioun hei gefouert ginn ass. Déi Zuel ass jo eppes, wat schwiereg ass. A wann ee gesäit: Am Ausland hu se festgestallt, datt deemno aus wéi enge Regiounen d'Leit kommen, se méi Suicide-gefährdet si wéi anerer. Zum Beispill gesäit een, datt een a Bremen an a Sachsen-Anhalt méi Tentative-

en-suiciden huet wéi zum Beispill an Nordrhein-Westfalen oder am Saarland. Et gëtt keng Explikatiounen, oder ech hu keng derfir, mä dat misst ee vläicht och eng Kéier e bësse méi verdéiwen.

Als Familljen- a Jugendminister wëll ech haaptsächlech och iwwert d'Preventioun schwätzen, an ech schwätzen och nëmmen iwwert déi Jugendlech. Ech sinn domadder d'accord, wat och de Gesondheetsminister gesot huet, datt et virun allem wichteg ass och deen Tabu ze briechen iwwert de Selbstmord an iwwert d'Selbstmordgefährdung. Well erwisenerweis - an d'Madame Andrich-Duval huet dat och gesot - ass et net méi esou, wéi fréier ëmmer gemengt gouf, datt een, dee géif soen, e géif Selbstmord maachen, kee géif maachen, mä datt haut eigentlech gesot gëtt, datt jiddfereen, deen dat wëlles hätt, et an iergendenger Form och eng Kéier géif ausspriechen.

Duerfir ass et wichteg déi Messagen opzehuelen. Et ass wichteg et ze verstoen an dat och seriö ze huelen. Duerfir muss een och d'Leit sensibiliséieren - d'Elteren, d'Erzéier, d'Schoulpersonal, d'Frënn, d'Begleetpersonal aus de Sportsclibb, de Jugendmouvementer an de Jugendhaiser -, fir datt se mierken, wann et engem Kand oder engem Jugendleche schlecht geet. Et muss een also d'Symptomer erkennen, d'Zäit sech huelen, fir mat deem Betraffenen ze schwätzen, ob hien duerzegoen an him och seng Hëllef unzebidden.

Et gëtt vill Grënn fir Kanner a Jugendlecher, fir Suicide-gefährdet ze sinn. Ech denken un Depressioun als Krankheet, mä awer och als Folleg vun traumateschen Erliefnesser, zum Beispill Kanner, déi an hirer ganz jonker Kandheet verlooss goufen; Scheedungen, wou d'Kanner ganz dacks sech als déi Schëlleg spieren; d'Gewalt vis-à-vis vun de Kanner; den Abus sexuel; Jugendlecher, déi an Droge komm sinn a keen Auswee méi gesinn, an dat nach gekoppelt mat héije Scholden; Doud an Trauer; Einsamkeet; d'Angscht net matzekommen an der Schoul, ausgeschloss ze sinn aus der Gesellschaft an esou virun.

D'drëttwichtegst Element ass d'Formatioun, an op Wonsch vum Personal besonnesch aus de Jugendhaiser wäert vum nächste Joer un de Service National de la Jeunesse eng Formation continue aféiere fir d'Éducateuren an d'Éducateur-graduéen an d'Éducatricen zu deem Thema. Mir wäerten och e Guide erausginn iwwert de Bien-être vun deene jonke Mënschen, wou och dëst Thema ugeschwat gëtt a wou besonnesch och an der Annex Informatioune si fir dat éducatiivt Personal, déi déi doranner erëmfannen.

Aner Servicer, déi Hëllef bidde fir Kanner a Jugendlecher an déi mam Familljeministère konventionéiert sinn, sinn eng Kéier de Service Psy-jeunes, de Service psychothérapeutique pour Jeunes vun der Croix-Rouge, dee säit 1994 besteet a Kanner a Jugendlecher bis zu 22 Joer betreit. E bekëmmert sech ebenfalls ëm déi betraffe Leit, déi, déi Jugendlecher betreien, souwéi d'Elteren, d'Geschwëster, d'Schoulpersonal an anerer.

De Psy-jeunes adresséiert sech u Jugendlecher, déi e Psychotrauma erlieft hunn an hirer Famill, an der Schoul oder soss éierens an déi doropshin verhalensgestéiert sinn.

Zweetens, de Kanner- a Jugendtëlefon, den 12345, an SOS-Détresse si Servicer, déi nolauschteren an orientéieren iwwert den Tëlefon. Si sinn do fir d'Kanner an d'Jugendlech ze ënnerstëtzen an hinnen ze hëllefen, eng ugepasste Léisung ze fannen. De Kanner- a Jugendtëlefon an SOS-Détresse kënnen och virun orientéiere bei déi spezifesch Servicer.

Drëttens, d'Services de médiation. D'Madame Err hat virdrun dovunner geschwat. Et gëtt der mëttlerweil dräi hei zu Lëtzebuerg, déi sech och dorëmmer këmmeren. Ech denken och, datt déi eng wichteg Roll spillen, wann et drëm geet, och an der Famill oder am noen Ëmkrees Konflikter ze léisen.

Véiertens hu mer d'Sozialservicer vum Roude Kräiz, déi an éischter Linn schaffen a fir d'Leit do sinn, fir de Leit an der Nout ze hëllefe respektiv déi Servicer an Administratiounen unzeginn, wou déi Persounen an Nout Hëllef kënne kréien.

Fënneftens, d'Centres vun der Ligue médico-sociale. Hei kréien d'Leit iwwert d'Action sociale gehollef; si kënnen awer och juristesch a psychologesch Hëllef kréie bei familiäre Problemer, bei Surendettement oder och aneren.

Sechstens, d'Centres d'accompagnement en milieu ouvert. Dat si Servicer, déi alternativ oder als Zousaz zu engem Placement an engem Foyer als psychopedagogesch oder sozial Begleedung vun de Kanner a Jugendlechen an/oder hirem Entourage duerch sozial Formatioun, Consultatioun, Mediatioun an esou viru kënnen hëllefen.

Siwentens hu mer d'Foyers d'accueil et de dépannage, d'FADEPen. Dat si Foyeren, wou Kanner a Jugendlecher an Noutfäll a Krisesituatiounen aus hire Familljen opgeholl ginn. Hei ass d'Personal och konfrontéiert mat der Suicide-Problematik a muss hëllefen de Kanner a Jugendlechen hir Liewenskrisen ze bewältegen. A wéi ee Kräizwee ganz dacks déi Kanner hanner sech hunn, wa se bis dohinner kommen, ass onbeschreiflech.

Dann hu mer de Service Treffpunkt, deen organiséiert gëtt vun de staatleche Kannerheemer. Si begleeden d'Elteren an d'Kanner, déi sech am Kader vum Droit de visite op enger neutraler Plaz begéinen am Fall vu Placement, Scheedung oder Trennung, respektiv begleede si Kanner bei der Visite bei hiren Elteren am Prisong.

Dann hu mer als nächst Struktur de Logement en milieu ouvert. Hei handelt et sech ëm Servicer, déi d'Kanner an déi Jugendlech begleeden, déi aus de Foyere kommen, wou se placéiert waren, fir datt se selbstänneg gi respektiv an e Logement encadré kënne kommen. Mir hunn 117 Plazen, déi dofir zur Verfügung stinn, an hei ginn d'Hëllefe vun der finanzieller Ënnerstëtzung bis zum Zurverfügungstelle vu Logementer mat engem socio-éducativen Encadrement.

D'Centres socio-éducatifs de l'État vun Dräibur a Schraasseg huele Jongen a Meedercher op, déi mannerjähreg sinn an iwwert de Jugendriichter placéiert ginn. Missioune sinn éischtens den Accueil socio-éducatif vun deene Kanner, therapeutesch Hëllef, Enseignement socio-éducatif, d'Preservatioun an d'Garde - wat och bedeit, datt Jugendlech mat Selbstmordgefährdung betreit ginn.

Dat sinn déi haaptsächlech Servicer. Et gëtt der eng ganz Partie anerer. Ech denken zum Beispill un Omega 90, déi och Kanner begleeden, wann eng Persoun oder een aus der Famill gestuerwen ass.

An, Här President, ech si mat all deene Virriedner och frou, datt déi éischt Journée nationale de prévention stattfonnt huet, déi SOS-Détresse an de Centre d'Information et de Prévention organiséiert haten, a wou all déi Professionell do waren. Hir Recommandatiounen, fir zesummenzeschaffen a gutt geplangten a kohärent Réseauen opzebauen, fir Selbsthilfegruppen ze schafen, fir Sensibilisatioun fir de Grand public a Formatioun fir d'Personal aus dem Secteur psycho-médico-social, kann ech nëmmen ënnerstëtzen.

Ech fannen och dës Vernetzung besser, wéi wa mer erëm géingen nei Servicer schafen, a schliesslech si vill Professioneller op ville Plaze betraff. An et ass och hei gesot ginn, datt selbstverständlech niewent eis, déi de Mëtteg hei waren, och d'Schoul gefuerdert ass a gefördert ass, an duerfir si jo och Vertrieder do, fir dat hei matzedeelen.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt, wa mer zesumme mat deene villen Acteuren um Terrain - an dozou gehéiert selbstverständlech, wéi gesot, nach eng Kéier och d'Schoul - mateneen a vernetzt denken a schaffen, mer d'Zuel vun deene jugendleche Selbstmorden erofgesat kréien.

Et geet jo net ëm d'Zuelen an et geet net ëm Statistiken, mä et geet ëm Mënschen. An do denken ech ass alles wichteg, wat mer kënne maachen an hirem Interessi a selbstverständlech och an deem vun hire Familljen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domadder si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm. Dem Här Bettel seng Resolutioun ass an der Zwëschenzäit vun alle Fraktiounen ënnerschriwwen.

Résolution

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Zur Resolutioun nach ee Wuert.

M. le Président.- Jo, Här Scheuer.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Merci, Här President. Verschidde Riedner hunn et gesot, d'Madame Err huet et besonnesch ënnerstrach, datt d'Educatioun eng grouss Roll ze spillen huet an dëser Problematik. Ech wollt proposéieren, fir niewent der Commission de la Santé an der Commission de la Famille och d'Commission de l'Éducation nationale an dës Resolutioun opzehuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, als Auteur vun der Resolutioun hunn ech selbstverständlech näischt géint dës Propositioun.

M. le Président.- Gutt, da kënnt d'Kommissioun vun der Educatioun nach derbäi.

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

constatant que la problématique d'un taux élevé de suicide au Luxembourg est une réalité,

décide

de charger la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse à organiser une réflexion approfondie sur la problématique en organisant un débat au sein de ces commissions pour approfondir le sujet.

(s.) Xavier Bettel, Claude Adam, Sylvie Andrich-Duval, Lydie Err, Marie-Josée Frank, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Vu dass d'Fraktiounen alleguerten domat d'accord sinn, dës Säit och, kënne mer par main levée ofstëmmen.

Vote

Wien ass d'accord mat der Resolutioun? Ech gesinn, dass déi eestëmmeg ugeholl ass. Da kënnen d'Kommissiounen ufänke mat schaffen.

Mir kommen dann zum Second vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsëmännerung 3923C, déi mer gëschter net evakuéiert kruten.

6. 3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1er de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution - Second vote constitutionnel

D'Chamber huet heiriwwer eng éischte Kéier den 22. November 2006 ofgestëmmt. Et sief drun erënnert, dass mer hei eng Zweedrëttelmajoritéit brauchen, opgrond vum Artikel 114 vun der Verfassung. De Vote par procuration ass net erlaabt. Mir kommen dann also elo zum Second vote constitutionnel iwwert d'Propositioun 3923C.

Second vote constitutionnel

D'Proposition de loi 3923C ass am Second vote constitutionnel mat 45 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Roger Negri, Jos Scheuer, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass eng Aktualitéitsstonn ugefrot vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert de Medikamentemëssbrauch. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Stein, den Här Krieps, d'Madame Dall'Agnol an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo als éischte Riedner fir d'Fraktioun vun deene Gréngen den honorabelen Här Jean Huss.

7. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'abus de médicaments psychotropes chez les adultes et les jeunes en Europe et au Luxembourg

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Sujet vun dëser Heure d'actualité, nämlech de Mëssbrauch vu Psychopharmaka hei am Land a ronderëm eis, huet indirekt och e wéineg ze di mam Sujet vu virdrun, der Inzidenz vum Suicide, well zum Beispill munche Psychopharmaka nogesot gëtt, grad si kéinten de Risque vum Suicide och nach verstäerken. Mir bleiwen also mat dëser Heure d'actualité am Beräich vun de psychesche Problemer a psycheschen Erkrankungen.

Wa mer nämlech europa- a weltwäit d'Statistike vum Gebrauch oder vum Mëssbrauch vu Psychopharmaka kucken, da stelle mer fest, datt eist Land doranner zwar just e klenge Stee vun engem grousse Puzzle duerstellt, mä et stellt een awer och fest, datt Lëtzebuerg niewent Frankräich, der Belsch oder Italien an Europa mat am Spëtzepeloton vum Konsum vu Psychopharmaka läit.

Iwwert de steigende Konsum a Mëssbrauch vu Psychopharmaka insgesamt géif et ganz vill ze soe ginn, an et deet mer duerfir nodréiglech gesinn och leed, datt ech doriwwer just eng Heure d'actualité ugefrot hunn an net eng Interpellatioun, déi eis méi Zäit fir d'Diskussioun erlaabt hätt, fir op d'Problematik vun de Psychopharmaka insgesamt méi am Detail kënnen anzegoen. Zum Beispill och op de wuessende Problem vun de sougenannten Antidepressiva oder zum Beispill och op de Problem vun der Verschreiwung vu Psychopëlle bei eise Kanner. Mir wäerte bei anerer Geleeënheet dorobber zréckkommen.

Haut wéilt ech also just iwwert de Problem vum héije Konsum a vum Mëssbrauch vun de sougenannte Benzodiazepine schwätzen. Dat heescht also haaptsächlech iwwer Schlof- a Berouegungspëllen a Pëlle géint Angscht oder Stressgefiller, woubäi awer natierlech net de kuerzzäitege kontrolléierten therapeuteschen Asaz vun esou Mëttelen a Fro steet.

Iwwert de Mëssbrauch vu Benzodiazepinen ass bekanntlech viru kuerzem e ganz interessante Mémoire, eng Etüd vum Lëtzebuerger Psychiater Jean-Marc Cloos virgeluecht ginn iwwert d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg, a wann een doranner d'Donnéeën an d'Zuele vergläicht mat den Donnéeën, déi an engem rezente fransäische Rapport vun der Assemblée nationale a vum Senat aus dem Joer 2006 ënnert dem Numm „Rapport sur le bon usage des médicaments psychotropes" publizéiert goufen, da gëtt et do vill Ähnlechkeeten an et gëtt och déiselwecht Grënn fir sech Suergen ze maachen a fir ze kucken, fir all néideg an all méiglech Géigemesuren ze ergräifen.

E puer Zuele just aus deem Mémoire iwwert d'Situatioun zu Lëtzebuerg. Zuelen, déi op Donnéeë vum Contrôle médical vun de Krankekeese berouen aus dem Zäitraum vun 1995 bis 2004, also iwwer ronn zéng Joer.

Deemno hätten ëmmerhin iwwer 166.000 Persounen an deenen zéng Joer op esou Benzodiazepinen zréckgegraff. Een Deel dovunner just kuerzzäiteg an heiansdo, mä ronn 70.000, dat wären iwwer 15% vun der Gesamtpopulatioun, hätten e Laangzäitkonsum gehat, dee Problemer kéint opwerfen, a 46.318 hätte souguer iwwer ee Joer eraus all Dag op esou Mëttelen zréckgegraff. Esou datt ee laut wëssenschaftlechen Donnéeën dovu misst ausgoen, datt wahrscheinlech iwwer 5% vun eiser Bevölkerung vu Benzodiazepinen ofhängeg, dat heescht medikamentesüchteg dierfte sinn.

No den Donnéeë vun der UCM wieren 0,4 bis 0,5% vun eiser Bevölkerung dobäi net nëmmen esou Laangzäitkonsumenten, mä doriwwer eraus och nach problematesch Héichdosiskonsumenten, mat alle gesondheetlechen, sozialen a gesellschaftleche Risiken, déi dat ka mat sech bréngen.

Zwee Drëttel vun alle Konsumenten insgesamt wiere méi wéi 50 Joer al an zwee Drëttel dovunner wiere Fraen.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Zuelen a Statistike gi vun 1995 bis 2004 an am Joer 2004 gouf vum Santésministère fir d'éischte Kéier eng Sensibiliséierungscampagne fir

Patiente gestart mat Affichen an Déplianten, a vu datt dat elo méi wéi zwee Joer hier ass, wier et natierlech interessant vum Här Gesondheetsminister gewuer ze ginn, ob dës Aktiounen zu engem wesentleche Réckgank vum Konsum vun dëse Benzodiazepine geféiert huet.

Eng Partie Froe bleiwe souwisou och no dëser exzellenter Etüd nach net beäntwert. Zum Beispill d'Fro, wann zwee Drëttel vun de Konsumenten iwwer 50 al sinn, wéi vill dovunner dat eleng doheem maachen a wat ëmgekéiert den Undeel vum Konsum ass, zum Beispill an Alters- a Fleegeheimer, a firwat déi Zuelen do eventuell esou héich sinn, an domadder verbonnen natierlech och d'Fro no méiglechen Alternativen.

Onkloer bleift zum Beispill och d'Fro, wat fir a wéi vill Doktore wéi oft Benzodiazepine verschreiwen, ouni déi néideg Formatioun ze hunn iwwert d'Risike vun de Benzodiazepinen an iwwert de méigleche Mëssbrauch dovunner an iwwert d'Problemer vum Sevrage, dat heescht vum Ofsetze vun esou Medikamenter.

Hei wieren op jidde Fall, an eisen Aen, Weiderbildungscoursë fir Generalisten an Dokteren insgesamt absolut sënnvoll.

Problematesch bleift zum Beispill och d'Fro un d'Adress vum Ministère, mä virun allem un d'Adress vun de Krankekeesen, wéisou si bei der Verschreiwung vu Benzodiazepine 40% pro Packung remboursëieren, genau wëssend, datt si domadder zum Deel awer och zu Sucht an Ofhängegkeet kënne bäidroen. Wier do zum Beispill net e vill méi niddrege Remboursementstaux sënnvoll? Wier net zum Beispill eng vill méi streng Kontroll vun der Verschreiwungspraxis, zum Beispill iwwer e Carnet à souches, virun allem par rapport zu de chronesche Laangzäit- an Héichdosispatienten, néideg, déi net nëmmen eng Gefor fir sech selwer duerstellen, mä am Autosverkéier oder a verschiddene Beruffer och fir hir Matmënschen?

D'Gesondheetsgefore vum chronesche Laangzäitkonsum vu Berouegungs- oder Schlofmëttelen eleng, oder och nach an der Kombinatioun mat Alkohol zum Beispill, bestinn nämlech net nëmmen am Risque vu Sucht an Ofhängegkeet, mä och a Problemer vu geféierlechem Aschlofe während dem Dag selwer an egal wou. D'Gesondheetsrisike leien awer och a Gedächtnisproblemer am Beräich vum Kuerzzäitgedächtnis, wou ee vläicht d'Fro kéint opwerfen, ob domadder och net Problemer vu fréizäiteger Demenz kéinte verbonne sinn. A schliesslech och an neie gesondheetleche Problemer beim Sevrage, wann et drëm geet, d'Leit dovunner ewechzekréien, beim Entzuch also, wann esou e Sevrage net fachgerecht duerchgezu gëtt.

Wier et also aus der Siicht vun de Krankekeesen an aus der Siicht vun der Santé publique net méi sënnvoll, amplaz a Pëllen, méi Suen ze investéieren a Preventioun an an Opklärung, an och méi Suen ze investéieren an Alternativen zum Pëllekonsum, zum Beispill an dem Beräich vun der Psychotherapie an an d'Ënnerstëtzung vu Selbsthilfegruppen oder sozialen Associatiounen, déi esou Leit mat psychesche Problemer kënnen opfänken a se och kënne konstruktiv abannen?

A schliesslech, Dir Dammen an Dir Hären, misst eis Gesellschaft vläicht net endlech och emol versichen ze verstoen, firwat an eiser materiell relativ räicher Gesellschaft, an obscho sech an deene vergaangene Joren do munch sozial Rëss, Froen an Ongewëssheeten opgedoen hunn, firwat also esou vill Leit anscheinend esou grouss psychesch Problemer hunn, datt se zu all dëse Psychopëlle gräifen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Natierlech spillen do eng gréisser Roll déi oft skrupellos Marketingstrategië vu grousse Pharmafirmen, déi sech iwwert d'Medikaliséierung vu sozialen oder mënschleche Problemer nei profitabel Marchéë wëllen erschléissen. Mä op där anerer Säit gëtt et awer och d'Realitéit vun engem Uwuesse vu psychesche Problemer an eisen entwéckelte modernen Industriegesellschaften. Industriegesellschaften, wou just nach Individualismus an Egoismus, Konsum- a Konkurrenzdenken an „shareholder value" am Vierdergrond stinn, a wou dofir ëmmer méi Leit ënnert dem steigenden Drock an dem steigende Stress, ënner Mobbing oder sozialen Ängschten oder ënner Problemer an der Famill oder dem sozialen Ëmfeld leiden.

Iwwert dës Ursaache kéint a misst ee ganz laang schwätzen, zum Beispill och iwwert déi rezentsten Analysen aus der Psycho- an aus der Sozialfuerschung, déi de Politiker noleeën, erëm vill méi staark ze investéieren, engersäits a sozial Netzer an a sozial Opfangstrukturen, mä anerersäits awer och a Richtung vun engem komplette Mentalitéitswandel. E Mentalitéitswandel ewech vun der „Geiz ist geil"- oder „après moi le déluge"-Mentalitéit an hin zu neien a gestäerkte gesellschaftleche Wäert- a Solidaritéitsmodeller a Solidaritéitsstrukturen, well nëmmen doduerjer, duerch nei gemeinsam sozial a konstruktiv Ziler a Projeten am Grousse wéi am Klengen, kéint erreecht ginn, déi villfälteg psychesch Problemer wéi Isolatioun, Ängschten, Stresssituatiounen, de Mal de vivre, Perspektivlosegkeet an Zukunftsängschten ofzebauen an ze reduzéieren.

Als Gréng sti mir ganz kloer fir esou gesellschaftlech a sozial Perspektiven. Mir wieren och dorunner interesséiert, eng méi länger Diskussioun ze féieren, zum Beispill iwwert d'Relatioun zwësche falschen Ernährungsgewunnechten a psycheschen Erkrankungen oder zum Beispill och iwwert de Risque vun Ëmweltschadstoffen a psycheschen Erkrankungen, déi och domadder kënnen ze dinn hunn.

Well awer meng Riedezäit hei elo esou lues a lues ofleeft, kann ech haut dorobber leider net weider agoen. Mir wéilten dofir um Schluss nach just eng Motioun mat méi kuerzfristegen Ziler hei eraginn. Eng Motioun, déi d'Regierung invitéiert - ech soen dat just hei a Stéchwierder -, fir d'Informatioun an d'Sensibiliséierung vun de Konsumenten a Patiente vun de Benzodiazepinen nach weider ze verstäerken; fir d'Formation continue vun den Dokteren iwwer Suchtrisiken an iwwert de Problem vum Entzuch ze propagéieren; a fir gegebenenfalls sougenannte Sevragestatiounen, Services de sevrage an engem oder an enger Rei vun anere Spidolsinfrastrukturen ze erméiglechen; zum Beispill och fir d'Krankekeesen ze encouragéieren, d'Abusë besser ze kontrolléieren, a fir a Preventioun an an Alternativen ze investéieren. Datselwecht gëllt fir Selbsthëllefgruppen oder fir sozial Opfangstrukturen. A schliesslech sollt an eisen Aen och gekuckt ginn, fir am Intérêt vun de Patiente psychotherapeutesch Alternative méi wäitgehend unzëerkennen an ze remboursëieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- l'évolution préoccupante observée ces dernières années dans de nombreux pays de l'Union européenne en ce qui concerne la consommation de médicaments psychotropes;

- les effets secondaires sur la santé humaine que ce type de médicament peut engendrer, ainsi que les risques sévères de dépendance en cas d'utilisation chronique à long terme;

- que cette problématique prend également de plus en plus d'ampleur au Grand-Duché de Luxembourg;

- la première campagne de sensibilisation relative à l'abus des médicaments psychotropes menée conjointement par la Division de la Médecine préventive du Ministère de la Santé et le Centre de Prévention des Toxicomanies en 2004;

- l'étude récente d'un psychiatre luxembourgeois qui dévoile des statistiques préoccupantes quant à la consommation abusive de médicaments psychotropes au Luxembourg, dont un taux probable de dépendance de 5% de la population totale;

- les recommandations faites par ce même auteur au Ministère de la Santé, englobant entre autres une meilleure information quant aux risques liés à ces médicaments;

invite le Gouvernement

- à relancer et à intensifier les campagnes de sensibilisation afin d'améliorer l'information du patient sur les effets secondaires possibles ainsi que les risques de dépendance des médicaments psychotropes utilisés de manière chronique, même à faible dosage;

- à encourager la formation continue des médecins généralistes sur les risques de dépendance et la problématique du sevrage;

- à encourager, en vue de diminuer les abus, les efforts des caisses de maladie pour améliorer la qualité des contrôles en relation avec les habitudes de prescription des médecins ainsi que des consommateurs chroniques de fortes doses notamment;

- à réfléchir à l'instauration d'un service de sevrage spécialisé dans le domaine de l'addictologie et plus spécialement des médicaments psychotropes dans un ou plusieurs établissements hospitaliers du pays;

- à soutenir toutes les mesures de prévention, les associations de malades et les structures d'entraide ainsi que les thérapies alternatives qui existent dans ce domaine;

- à étudier en faveur des patients concernés la possibilité de remboursement des traitements psychothérapeutiques dispensés par des médecins généralistes ou des psychologues, qualifiés dans ce domaine.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Här President, hei ass déi Motioun, déi ech heimadder ofginn.

Et wier, wéi gesot, vill ze soen insgesamt; net nëmmen iwwer Benzodiazepinen, mä iwwer Psychopharmaka insgesamt. Ech mengen, mir musse bei enger anerer Geleeënheet dorobber zréckkommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Deen éischten ageschriwwene Rieder ass d'Madame Dokter Stein. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Moien, wéi ech aus der Klinik komm sinn, hunn ech mer erlaabt, den Auteur vun der Etüd unzeruffen, a sot em: Wat wär dann däi Message un ons Deputéiert? Hie sot nëmmen ee Saz: „Et muss eppes geschéien."

D'Etüd vum Dokter Cloos ass säi Mémoire de thèse an der Addictologie op der Uni Stroossbuerg, an dës Etüd seet, wat mir alleguerte scho laang wëssen, mä wat nach keen esou chiffréiert hat.

Et sinn net nëmmen d'Dokteren, mä och op der UCM an an der Santé si mer ons dëses Problems laang bewosst. Dir kënnt lech vläicht nach un déi zimlech mëslonge Campagne géint d'Psychotropen erënneren, déi all dës Medikamenter an een Dëppe geworf huet. Dunn ass nämlech dat geschitt, wat een net wollt: Déi eng hunn hir Benzodiazepine monter weidergeschléckt, an déi, déi op hiren Neuroleptique oder Antidépresseur ugewise sinn, ware schwéier dozou ze kréien hir Pëlle weiderzehuelen. Hei ass also meng éischt Bemierkung: Wann een nach emol eng Campagne mécht, da muss se anescht ugepaakt ginn.

Wéi konnt et zu dëser Situatioun kommen, an där mer sinn? Nun, an de fréie 60er Jore sinn d'Benzodiazepinen entdeckt gi mat hiren zwou formidabele Wierkungen: Si huelen d'Angscht a si hëllefe beim Schlofen. Dat heescht, si wierke géint d'Angschtzoustänn, an hire groussen Avantage am Verglach zu deem, wat deemools existéiert huet, a wou iwwregens och schonn dichteg abuséiert ginn ass, dat war hir geréng Toxicitéit an domat grouss therapeutesch Sécherheet. Wann d'Marilyn Monroe deemools eng Benzodiazepine geschléckt hätt, amplaz Barbituriquen, da wier et vläicht haut nach bei ons.

Et ass bal onméiglech sech souguer mat enger héijer Quantitéit ëmzebréngen. Den Désavantage vun der Sucht war am Ufank net bekannt. Et ass an de folgende Joren a Jorzéngten also ëmmer zu engem méi labberen a grousse Verschreiwe vun dëse Medikamenter komm.

Wéi ech op der Uni war - dat ass zwar och schonn zimlech laang, awer net gradesou laang -, du war d'Suchtproblematik schonn erkannt. A wéi ech mech néiergelooss hunn, hunn ech fir d'éischt gemierkt, wéi vill Leit déi Zäit waren, déi Lexotan an Temesta geholl hunn, déi dës Pëlle geschléckt hunn, a wéi schwéier et war, fir se dovunner fortzekréien. Déi einfach logesch Konsequenz also: se net méi ze verschreiwen oder d'Indikatioune ganz genau ze stellen.

Dat hunn och déi meescht Kolleege vu menger an de spéidere Generatiounen ëmgesat, an an onsem Beruff ass d'Ëmdenken zum groussen Deel schonn erfollegt. Mä an der Praxis gesäit et anescht aus. Ech wëll ganz kuerz op déi speziell Charakteristike vun dëser Sucht agoen.

Éischtens hu mer do d'Altersgrupp. Och wann déi jonk an eeler Politoxikomane Benzodiazepinen als Zousätz zu hiren aneren Droge betruechten an dës Substanzen op der Gare, oder wou och grad ëmmer gedealt gëtt, ëmgeschloe ginn, esou sinn déi meescht regelméisseg an och problematesch, well héichdosiert Konsumenten iwwer 50 Joer al; zwee Drëttel Fraen. D'Ëmschlagplaze sinn also hei éischter d'Kaffiskränzercher.

Et ass och net direkt e soziale Problem, well dat spillt sech och an héije soziale Kreesser of. Et ass bekannt, dass d'Konsumente sech een deem aneren iwwer en Enkpass aushëllefen, an dass emol déi eng oder aner Këscht fir en anere Patient gefrot gëtt: Et ass net fir mech, Dokter, mä fir meng Mamm. Si huet keng méi.

Mir stinn hei virun enger Verneenung vun der Sucht, wéi mer se net gewinnt sinn, well mer normalerweis aner Patienten an deem Kontext hunn. Mä och dës Konsumenten, wéi aner Toxikomanen, maache sech selwer vir, si kéinten all Moment ophalen.

Zweetens gëtt et op dës Substanz eppes ganz Seelenes, nämlech eng „low-dose dependence" mat enger relativ gerénger Toleranz. Dat heescht, dass Medikamenter net mussen an héijer Dosis geholl ginn, fir de gewënschten Effekt ze entwéckelen, an dass een och scho mat enger niddreger Dosis eng Ofhängegkeet kann entwéckelen, nom Motto: Dokter, schreif mer nach e Pak op, ech huelen all owes nëmmen eng hallef. Dëse wichtege Punkt ass ebenfalls laang net erkannt ginn.

Drëttens ass et immens wichteg, dass mer dës Medikamenter kënne behalen, well si gi gebraucht. Dat ass ëmmer dann de Fall an Ausnahmesituatiounen. Et ass ganz sécher esou, dass déi allermeescht Konsumenten déi éischte Kéier während engem Kliniksopenthalt mat hirer Benzodiazepine a Kontakt kommen. Dës Substanze sinn immens wichteg wann een eng schlëmm Krankheet huet - en Accident mat Frakturen, en Häerzinfarkt -, wou et drëm geet, de Patienten hir Angschtgefiller ze bekämpfen, well se d'Heelung verlangsamen.

Den Hausdokter schreift se dann awer weider op. Aus der Etüd geet dat net ervir, well een zwar de Prescripteur am Ambulatoire kennt, net awer de Verbrauch an de Spideeler. Et misst een also net nëmmen an der Médecine de base ugräifen - an do rechnen ech dann net nëmmen d'Generalisten, mä och d'Gynekologen, do ginn d'Fraen zweemol am Joer, de Rhumatologue, mä och all aner Spezialitéiten derbäi.

Et geet hei virun allem drëm, och de Spidolsdoktere kloerzemaachen, dass esou eng Benzodiazepine, déi oft am Entloossungsbréif als allerlescht Medikament steet, also verharmlost gëtt, well se net liewenserhalend ass, nëmmen iwwer kuerz Zäit an nëmmen no engem Kontrakt mat engem Patient sollt opgeschriwwe ginn.

An der Urgence brauche mer dës Wierkung och. Wann d'Leit mat schwéieren Angschtzoustänn an enger Somatisatioun dovunner erakommen. Mä dat gëllt fir d'Akutphas; op kee Fall däerf dës eng Solution de facilité sinn, wat se leider zum Deel de Moment ass.

Et bleift nach ze soen, wien de Kampf géint dëse Fléau kann ophuelen: D'Santé publique ass kloer gefuerdert. Mir wëlle keng franséisch Verhältnisser hei zu Lëtzebuerg. Opklärungscampagnë fir Professioneller, mä awer och Patiente sinn néideg, mä net eleng. Et geet drëm - an do sinn d'Krankekeese gefuerdert -, Regelen ze setzen, esou wéi dat entre-temps an enger Rei Nopeschlänner geschitt ass; an zwar fir de Prescripteur, mä och fir de Konsument, d'Dauer vun der Prescriptioun, d'Quantitéiten an eng Limite pro Patient. Well den Hausdokter weess net, dass de Kardiolog och eng Këscht opgeschriwwen huet; oder de Fraendokter, den Hautdokter oder wien och ëmmer. Esou kënnt et dann zu dëse Quantitéiten.

Mir mussen ons bewosst sinn, dass mer hei am Land iwwer 50.000 Leit hunn, déi eng Délivrance en continue hunn. Dat si méi wéi dräi Méint. Dat sinn 20% vun der Populatioun.

(Interruption)

Iwwer 50.000. Dat sinn iwwer 20% vun de Populatioun.

De Sevrage vun de Benzoen, wann d'Adhésioun vum Patient dann eemol ginn ass - dat ass dat Schwieregst -, dauert relativ laang a brauch vill Zäit, mindestens aacht Wochen.

M. le Président.- Ech muss lech awer drun erënneren, Madame Stein-Mergen,...

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Zwee Sätz nach. Merci, Här President.

Ech ënnerstëtzen dem Här Huss seng Iddi, dass een do soll d'Psychotherapie de

soutien ënnerstëtzen. De Sevrage an der Klinik ass dergéint net gëeegent, well en aacht Woche brauch. Et ass en ambulante Sevrage, deen een hei muss maachen. Addictologie ass iwwregens en Thema an onsem Troisième cycle de médecine générale op der Uni Lëtzebuerg.

Am Numm vun der Fraktioun wéilt ech dovu profitéieren, fir och dann ze froen, dass mer sollen an der Gesondheetskommissioun vläicht mat deem Thema eng Kéier befaasst ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Dokter Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Froestellung vum honorabelen Här Huss mat den deelweise Stellungnahmen haut an der Press beweisen, Här President, dass net nëmmen d'Musel hautdësdags am Dusel ass, mä d'ganzt Ländchen.

(Hilarité et interruption)

Ech iwwerhuelen do de Slogan, an ech félicitéieren onsem Kolleeg Jean-Marc Cloos, wat e ganz gudde Mënsch ass, fir seng Aarbecht.

Ganz erstaunlech ass, dass déi éischt Prescriptioun an dësem Land d'Schlofmëttel Stilnoct ass. Dat erstaunt een extrem, well dat gëtt et nëmmen zu Lëtzebuerg. Wéi ech viru bal 33 Joer ugefaangen hunn ze schaffen, huet mer en eelere Kolleeg gesot: Lex, pass op, den Ticket an der Medezin, dat ass owes eng Temesta a moies eng Agiolax fir unzekommen. An dee Mann hat Recht. Dat war esou!

No där ëmwerfender Feststellung, Här Minister, vun Ärem Kolleeg Lucien Lux gëschter, dass méi wéi 70.000 Leit an dësem Land eng Invalidekaart hu fir den öffentlechen Transport - dat heescht, méi wéi 15% vun der Gesamtbevölkerung, a sécherlech méi wéi 50% vun den iwwer 60-Jähregen -, da schwätze mer haut de Mëtteg vläicht vun deenen anere Prozent. Oder sinn dat déi nämlecht? Dat ass eng Fro, déi net beäntwert ass.

Op alle Fall, an der Gesellschaft gräift d'chemesch Keul - d'Camisole chimique - ëmmer méi ëm sech. Dat féiert zu der „Zombifikatioun" - wéi verschidde Wëssenschaftler dat nennen - vun onse Matbierger.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen (*ADR*).- Dat arrangéiert awer eng Rei Leit.

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Jo. Ech kommen nach dorobber zréck, Här Mehlen.

(Interruption)

Alles dat gëtt vun onser Gesellschaft toleréiert. Deen offiziell vun de Krankekeese gesponserten Doping féiert natierlech zu enger pharmakologescher Medikalisatioun vun onser Gesellschaft. Et gëtt dem Patient eng falsch Perceptioun vun onsem Ëmfeld - net nëmmen, wéi gesot ginn ass, vun der Ëmwelt -, an ass op laang Siicht doudsécher en Attentat op seng Liewensqualitéit an d'Fräiheet vun deemselwechte Bierger. Mir huelen natierlech aus där Definitioun déi Leit eraus, déi richteg Maladie-mentalen hunn. Déi sinn hei net abegraff.

50% vun de behandelten Depressiounen a méi wéi zwee Drëttel vun de behandelten États d'angoisse oder Anxiétéiten entspriechen net de rigouréisen diagnostesche Kritären. D'Epidemie vun onsem Pëlleschlécken an onser Schlofgesellschaft wiisst all Joer 6 bis 7%. D'Ursaache sinn ëmmer méi isoléiert Individuen an onser Gesellschaft, déi erdréckt gi vum Ideal vun der Autonomie an déi sech net méi an onser Gesellschaft valoriséiert fillen. Dat ass doudsécher de Fall. Ech kommen net op déi medezinesch Nieweneffekter vun der Schlofmëttelgesellschaft zréck.

Wat kënne mer maachen? Mir mussen d'Patienten - an dat ass hei gesot ginn - an och d'Dokteren - well ech weisen Iech drop hin, dass 80% vun de Prescriptioune vu Generaliste kommen - erzéien. An dësem Problem wéi a villen anere Problemer am Liewe kënnt et op déi éischt Prescriptioun un an op déi éischt Benotzung vun esou Pëllen. Et ass déi éischt Prescriptioun an déi éischt Prise, déi zielen. An déi béid Säite mussen erzu ginn.

D'Pharmaindustrie natierlech, duerch de Marketing. Dat ass „Blockbustermedezin", dat geet all Joer an d'Luucht. An, wat och gesot ginn ass: Mir mussen d'Prescriptiounsregele begrenzen an der Quantitéit, an der Zäit. Mir mussen och d'Mise sur le marché begrenzen an ënner Ëmstänn de remboursement differenzéieren.

Ech weisen zwar drop hin, dass an der Belsch, wou déi Produitë scho laang net méi erëmbezuelt ginn, dat guer näischt bruecht huet. D'Leit schlécken dat schéi virun. An der Belsch ginn déi Produiten net erëmbezuelt, ausser wa vun engem Psychiater verschriwwen. Dat gëtt et an der Belsch schonn 30 Joer.

(Interruption)

D'Éducation sanitaire an der Schoul ass fundamental wichteg. Et muss een also d'Pëlle-Schlécken, ob dat elo Berouegungsmëttel oder aner Pëlle sinn, abezéien an d'Éducation sanitaire.

Mir mussen och an dësem Haus e bësse méi schnell ginn an d'Gesetzgebungen adaptéieren. Ech erënneren u mäi Virgänger a Frënd Niki Bettendorf, dee bei den Autoschaufferen niewent dem Alkohol d'Berouegungsmëttel an d'Droge wollt kontrolléiere loossen. Déi Gesetzgebunge ginn an dësem Haus méi lues ëmgesat wéi d'Gesetzgebungen, déi d'Bankeplaz Lëtzebuerg ubelaangen.

Här Haupert, Dir sidd mat mir d'accord!

Mir mussen d'Prescriptioune fir déi Jonk a fir d'Kanner ganz strikt am A behalen. An et muss ee sech natierlech - an do kommen ech op Är Fro, Här Mehlen - d'Fro stellen, wat den Intérêt ass vun der Gesellschaft, fir hir Bierger roueggestallt ze gesinn. Dat ass eng fundamental Fro. Ech wëll net soen, dass dat en Impakt op d'Wahlresultater kënnt hunn, mä ech mengen, dat ass eng fundamental Fro.

Wat awer och net gesot ginn ass: D'Pëlle-Schlécke gëtt an de Famillje verierft. Do gëtt et an de Familljen e kloren Trend zum Pëlle-Schlécke vun enger Generatioun an déi aner. Dat ass och eppes, wat mer bei anere Problemer gesinn hunn, bei Leit, déi ze déck sinn an esou virun. Dat muss ee kucken.

Loosse mer et net esou wäit komme wéi a verschiddenen transatlantesche Firmen, wou moies d'Mataarbechter musse Pippi an e Glas maachen a kontrolléiert ginn op Berouegungsmëttel oder soss Substanzen. Dat géif e bësse wäit féieren, mä dat kënnt nach esou wäit.

Op alle Fall, Här Gesondheetsminister, Dir sidd an dësem Dossier elo dans l'immédiat gefuerdert, an ech soen Iech villmools Merci fir déi Aarbecht, déi Dir do ugitt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Dann huet d'Wuert d'Madame Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol (*LSAP*).- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, wou geet eigentlech de Mëssbrauch vu Medikamenter un? Ma schonn do, wann een e Medikament, dat een zwar verschriwwe kritt, méi oft, a méi enger grousser Quantitéit oder méi laang hëlt, wéi een dat eigentlech soll.

D'Pëlle ginn awer hautdësdags an eiser Gesellschaft ze vill heefeg als de Problemléiser schlechthin ugesinn, an enger Gesellschaft, wou et ëmmer méi wichteg ass, schéin, schlank, jonk, dynamesch an erfollegräich ze sinn an am beschten dat alles nach beieneen. Dann ass de Gréff no Medikamenter ganz oft virprogramméiert, net bei jiddferengem, mä virun allem och a jonke Joren, wou deen een oder anere Kilo ze vill oder e Manktum un Opmierksamkeet vum anere Geschlecht dach ganz dacks zur Weltënnergangsstëmmung féiert, ass de Risiko ganz héich, fir op e Mëssbrauch vu Benzodiazepinen ze kommen.

Medikamentemëssbrauch gëtt et awer och am Sport - et heescht just anescht - a Form vun Doping, a wann am Sport eben och just Leeschtung zielt an een als Zweete schonn zu de Verléierer gehéiert, dann ass do de Sport näischt anescht wéi de Spigel vun där Gesellschaft, déi ech virdru beschriwwen hunn.

Wa mer elo dovunner ausginn, datt d'Psychotropen awer all rezeptflichteg sinn, an de Schwaarzmaart eigentlech hei keng grouss Roll spillt - vläicht den Internetverkaf -, dann handelt et sech hei ëm eng Sucht op Ordonnance.

Wien elo mengt, datt de Problem vun der Medikamentenofhängegkeet am Verglach mat aneren Drogen awer Quantité négligeable wier, deen iert sech, well bei eisen däitschen Noperen ass de Benzodiazepinemëssbrauch nom Alkohol den zweetgréisste Mëssbrauchproblem, an ech géif eng Wett mat Iech agoen, datt dat net nëmme bei hinnen esou ass.

Et geet och elo net hei drëm, wéi verschidde Virriedner scho gesot hunn, fir de Gebrauch vun esou Medikamenter ze verdäiwelen. Au contraire, et geet eigentlech drëm, e verantwortungsbewossten Ëmgang ebe mat dëse Medikamenter ze léieren.

Wat bei däitschen Etüden och erauskoum, dat ass, datt dës Medikamenter meeschtens ebe vum Generalist verschriwwe ginn, ouni datt e psychiatreschen Diagnostique virlouch. An och datt et ëmmer deeselwechte Generalist ass, deen dem Patient seng Dosis verschriwwen huet. Hei huet also dee Phenomeen, dee ganz oft „Doktor-Hopping" genannt gëtt, also vun engem Dokter bei deen anere goen, fir eben dat verlaangtent Rezept ze kréien, emol iwwerhaapt guer net misse stattfannen. D'Verantwortung läit also hei fir déi Sucht ganz kloer och beim Dokter, dee se ënnerstëtzt.

Eng öffentlech Debatt iwwer Medikamentemëssbrauch gëtt jo - leider, géif ech soen - éischter seelen an der Gesellschaft an och an der Politik gefouert, esou datt et sech hei zwar ëm eng legal, mä awer och eng heemlech Sucht handelt.

Wéi ech ebe scho sot, d'Politik huet sech bis haut vill ze vill mann mam Thema auserneegesat - dat soll jo elo anescht ginn -, obwuel hei och ganz vill Geld ze spuere wär, ouni emol op d'gesondheetlech Konsequenze vun engem Mëssbrauch vun esou Medikamenter anzegoen.

Duerfir si mir och der Meenung, datt an Zukunft eng verstäerkt Öffentlechkeetsaarbecht misst gemaach ginn, zum Beispill a Form vu Campagnen, wéi se jo schonn erfollegräich war beim Thema vun den Antibiotiquen, misst dëst och gemaach gi fir d'Psychotropen.

An och wann et kloer ass, datt vill Patienten hautdësdags erwaarden, wa se bei den Dokter ginn, datt hien hinnen déi Pëllercher verschreift, an och virun allem ëmmer erëm verschreift, da muss a soll hei verstäerkt kontrolléiert an awer och kënne sanktionéiert ginn.

Zum Schluss nach e Wuert zu ADHS. Ech hunn a mengem viregte Beruff Vakanzaktivitéite fir Primärschoulkanner mat organiséiert, an all Joer, wann déi Fiches d'inscription erakomm sinn, da waren et der méi, wou dropstoung, datt d'Kanner missten d'Medikament Ritalin huelen, wat e Psychostimulantium ass. An och hei ass et evident, datt den Dokter an d'Elteren eng ganz grouss Responsabilitéit hunn.

Jo, ADHS, wat esou vill heescht wéi Aufmerksamkeitsdefizitstörung mat Hyperaktivitéit, ass eng Krankheet a soll a muss behandelt ginn. Mä d'Pëllen däerfen hei awer och keen Ersatz fir d'Bezuchspersoune sinn, sech mat deene Kanner auserneenzesetzen.

Wichteg ass och, datt net all Kand, wat onkonzentréiert oder wibbeleg ass, dës Krankheet huet, a souguer bei där Krankheet ass et net néideg, all Fall medikamentös ze behandelen.

Nei Etüde soen zwar, datt, wann een d'verschriwwen Dosis anhält, bei esou Medikamenter wéi Ritalin zumindest, kee Suchtrisiko besteet, mä eleng de Fait, datt een an esou jonkem Alter scho mat Pëllen a regelméissege Kontakt kënnt, schéngt eis als Sozialisten awer kënnen e Problem duerzestelle fir de Suchtpotenzial am spéidere Liewen, well Mëssbrauch an Ofhängegkeet leien oft ganz no beieneen.

An deem Sënn Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Mehlen huet d'Wuert als nächste Riedner.

M. Robert Mehlen (*ADR*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Ostdeputéierte muss ech mengem Frënd Alexandre Krieps, deen iwwregens eng exzellent Ried hei gehalen huet, widderspriechen. D'Musel ass net am Dusel, mä e gudde Pättchen an Éieren hieft normalerweis d'Stëmmung an d'Moral an ass souguer der Gesondheet zouträglech, wann een den Etüde ka gleewen.

(Interruption)

Här President, et stëmmt, datt de Konsum vu Psychopharmaka hei zu Lëtzebuerg e risege Problem duerstellt. Mäi fréieren an hoffentlech zukünftege Fraktiounskolleeg Jean Colombera huet mer eng Partie Ënnerlage geliwwert, an hie seet, datt zum Beispill 1995 déi Zort vu Medikamenter déi zweetmeeschtverkaafte Medikamenter hei zu Lëtzebuerg gewiescht wären.

2003, wou déi lescht Zuele sinn, iwwert déi hie verfügt, wäre se einsam Spëtzt an de Kategorië vu Medikamenter, déi verkaaft ginn, net méi anzehuelen, Tendenz steigend. Hie beklot sech awer driwwer, d'Doktere wären zënter 2003 net méi informéiert ginn iwwert d'Evolutioun oder iwwert d'Ausweidung vun deem Problem.

Sécher ass, datt d'Kanner haut schonn a relativ fréiem Alter där Medikamenter kréien, an et muss ee sech och do Gedanken driwwer maachen, wat an eiser Gesellschaft alles krommleeft, genau wéi bei deem Débat, dee mer virdrun haten, datt dat schonn esou jonk ugeet.

Fir Jonker stellen déi Medikamenter Einstiegsmedikamenter duer, fir spéider an haart Drogen iwwerzewiesselen. D'Suizidgefor ass bei deenen, déi déi Zort vu Medikamenter huelen, méi grouss, a mir sinn - meng zwou Minutte lafe schonn of - och hei gefuerdert, eis seriö Gedanken iwwert d'Ursaachen ze maachen an, Här Minister, Dir als Regierung a mir als Chamber, fir eng seriö Strategie ze entwéckelen, fir deem Fléau do bäizekommen. Well et ass wierklech e reelle Problem fir eis Gesellschaft, awer och e reelle Problem fir eis Krankekeess.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Da kritt d'Regierung d'Wuert; den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo, wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen Thema, dee mer virun enger Stonn diskutéiert hunn, an dësen Thema si méi no beieneen, wéi een dat kéint unhuelen. Si hunn eppes gemeinsam.

Et ass wichteg, dass een driwwer schwätzt, dass een et thematiséiert an dass een et net einfach rulle léisst.

Et ass richteg, dass Lëtzebuerg am Konsum vun de Psychotropen, am Konsum vun de Benzodiazepinen, wéi et richteg heescht, op deene Plaze steet, wou een normalerweis gär steet, awer an dësem Fall net dierft stoen, dat heescht ganz uewen.

Am leschte Joer - dat sinn déi rezentst Donnéeën, déi mer hunn - steet Lëtzebuerg, wat de Konsum vu Berouegungsmëttelen ugeet, op der alleréischter Plaz weltwäit, nach viru Frankräich, dat bis dohi Spëtzereider war.

Bei de Schlofmëttelen ass d'Positionnement e bësse méi schlecht, an dësem Fall awer besser, well mer do op der sechster Plaz landen, an ech wëll dat emol esou kloer soen, wéi ech dat gesinn: Hei zu Lëtzebuerg gi Medikamenter am Allgemengen, Psychotropen insbesondere, Berouegungsmëttelen, Schlofmëttelen, vill ze vill liicht geschléckt a vill ze vill liicht verschriwwen.

Dat soll een esou kloer soen, an da soll een aus där méi graffer Analys zur Feinanalys iwwergoen.

E Medikament ass keng Séissegkeet, ass keng Kamell. Et soll een et also och net wéi Kamelle schlécken.

E Medikament ass eppes ganz Eeschtes, an dofir muss een dofir suergen, dass een dat richtegt Medikament zum richtegen Zäitpunkt, richteg doséiert an iwwert déi Zäit, wou et da muss sinn, soll kréien, an net doriwwer eraus.

Et ass also kee Wonner, dass och déi sukzessiv Regierungen op déi dote Problematik agaange sinn, méi verstäerkt an deene leschte Joren, doduerch dass mer de richtege Gebrauch vum Medikament insgesamt promouvéiert hunn, net eleng, mä mat den Acteuren zesummen. Dat heescht, mat de Prescripteuren, wéi dat esou schrecklech heescht, mat den Acteuren aus de Gesondheetssecteuren, awer och mat de Patienten, mat de Keesen zesummen.

Et ass gutt, dass elo vun engem Fachmann vum Terrain eng Etüd komm ass. Et ass eng Etüd, déi eenzel Elementer ofdeckt, déi, wat d'Feinanalys ugeet, perfektibel ass, well eng Rei vu Phenomeener net dran erëmzefanne sinn. An de Konklusioune muss ee gesinn, dass den Auteur och u säin Ëmfeld matgeduecht huet, wat een och an der Motioun vum Här Huss erëmfonnt huet,…

(Interruption)

…mä et awer ganz sécher wichteg ass, dass deen heiten Diskussiounsbäitrag,

deen e seriöt Element ass an der Diskussioun, op den Dësch komm ass.

Et ass net dat eenzegt Element bei eis am Haus. Ee vun eise Spezialisten a Saache Pharmakologie, de Marcel Bruch, ass amgaang, eng ganz detailléiert Analys ze maachen, och wat d'Altersgruppen ugeet, och mat konkrete Propositiounen, a mir proposéieren, fir den Thema vun de Psychotropen op den Ordre du jour vun där nächster Gesondheetskonferenz ze huelen, mat enger Rei vun Elementer, déi elo komm sinn, mat deenen Elementer, déi aus eisen Etüden erauskommen, an no enger gudder Diskussioun, déi mer schonn entaméiert hunn, mat de Leit vum Terrain.

Den Alexandre Krieps huet op een Element higewisen, dat ganz wichteg ass. Et sinn déi Dokteren, déi no bei de Patiente sinn, déi eng grouss Responsabilitéit och zesumme mat de Patienten hunn. Et ass awer net esou, dass d'Generalisten 80% verschreiwen. Et sinn der nëmmen, tëschent Guillemets, 70% an et si 60% vun de Patienten, esou dass et och wichteg ass, dass mer zesumme mat de Generalisten, wéi mer dat ganz oft gemaach hunn, zum Beispill bei den Antibiotiquen, dass mer dat zesummen uginn.

Net an enger Approche, wou een deem aneren de béise Fanger weist, mä wou ee fir Transparenz suergt, wou d'Dokteren zum Beispill hir Profiler kréien, wéi se verschreiwen a wéi se sech vis-à-vis vun hire Kolleege situéieren - e ganz wichtegt Element, wat mer och regelméisseg maachen -, an déi nächst Profiler wäerten an deenen nächste Méint un d'Doktere goen. De Contrôle médical, net elo an enger Approche vun „Johnny Controletti", mä an enger Approche vun Transparenz, wäert dat un d'Doktere weiderginn.

Et ass richteg gesot ginn, dass hei zu Lëtzebuerg ronn 20% vun de Leit psychotrop Medikamenter kréien. An der Populatioun vu méi wéi 65 Joer sinn et ëmmerhi 50% vun de Leit, déi esou Medikamenter kréien.

Et ass net verwonnerlech, dass een an der Hitparad vun deene meescht verschriwwenste Medikamenter Medikamenter erëmfënnt, déi Schlofmëttele sinn. Den Alexandre Krieps huet eent vun deene genannt. De Stilnoct ass en absolute Renner, an dat bedaueren ech. Dat bedaueren ech, well et net onbedéngt misst ee Renner sinn, wann ee vläicht verstäerkt op d'Ursaachen ageet, firwat dass een drop zréckgräift.

An där heiter Diskussioun ass et wichteg, dass een objektiv bleift an dass een net alles an een Dëppe geheit.

Et ass richteg, dass eng ganz Rei vun deene Medikamenter, vun deene mer schwätzen, zu engem gewëssenen Zäitpunkt am Liewe ganz ville Leit kënnen hëllefen, awer nëmme wa se richteg agesat ginn an nëmme wa se agesat ginn, wa se wierklech gebraucht ginn an net éiweg geschléckt ginn.

Dat ass déi Diskussioun, déi mer musse féieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Jiddfereen, dee verschreift, muss sech kritesch mat sengem Verschreifmodus ausenanersetzen, a jiddfereen, dee freet, fir déi Medikamenter ze kréien, muss gesot kréien, dass déi Medikamenter heiansdo eng falsch Léisung fir e reelle Problem sinn an dass d'Léisung fir dee reelle Problem ganz oft op enger anerer Plaz ze fannen ass.

Mir hunn eis eng Rei vun Instrumenter gi fir virunzekommen. De Conseil scientifique, deen den Doktere kann hëllefe mat Guidelines, fir hinnen nozebréngen, opgrond vun internationalen Erkenntnisser, wat utile et nécessaire ass, net nëmme wat de Käschtepunkt ugeet, mä och wat den therapeutsche Wäert ugeet vun deene Mëttelen, fir hinnen de Schlëssel ze ginn duerch eng Rei vun internationalen Erkenntnisser, déi disponibel sinn.

Mir wäerten - an den Accord vun der AMMD läit do - e klengen Aarbechtsgrupp asetzen, fir eng ähnlech Démarche ze maache wéi bei den Antibiotiquen, an och mat den Dokteren zesummen déi Formation continue ubidden, déi een an dësem Beräich brauch.

Wouriwwer ech frou sinn, dat ass, dass bei de Kanner an de Jugendlechen de Konsum vun de Psychotropen déi absolut Ausnahm bleift. Mat enger Nuance: déi Medikamenter, déi d'Madame Dall'Agnol ugeschwat huet, déi bei hyperaktive Kanner oder bei ADHS zum Asaz kommen. Mä och do muss ee soen, dass den Asaz am Verglach zu Nopeschlänner net explodéiert. Insgesamt beim Verglach vun de Psychotrope si mer op deemselwechten Niveau wéi déi bescheidenst Konsumenten - Holland zum Beispill -, déi ganz niddreg sinn. Mir leie bei deene jonke Leit ongefeier fënnef- bis sechsmol ënnert dem Konsum an den USA.

Dat ass also eng Ursaach fir ze soen: Hei leie mer nach an deem richtege Peloton, mä kommt, mir passen op, dass mer do net noloossen, an dass mer och net bei de Kanner a bei de Jugendlechen d'Voie de la facilité huelen. Wa mer gutt sinn, solle mer gutt bleiwen an net entgleisen.

Dat, wat wichteg ass, wa mer iwwert dat heiten Thema schwätzen, dat ass, dass mer sollen alles maachen, fir déi Laangzäit-Benzodiazepinen dohin ze schécken, wou se higehéieren, dat heescht, net méi an de Konsum. Wa mer zu deenen dote Mëttele gräifen, da solle se fir eng adaptéiert Period sinn an net fir iwwerlaang Perioden, wou se Ofhängegkeet schafen. Mir sollen och vläicht bei eisen Distributeuren dofir suergen, dass mer méi kleng Packunge kréien, dass mer se net an ze vill grousse Packunge kréien.

An da virun allem solle mer dofir suergen, dass mer déi Alternativen, déi et ze schlécke gëtt, promouvéieren. Well meeschtens gëtt et Alternativen am Liewensstil oder mat amplaz d'Keulen e bësse méi douce Mëttelen; déi kënne bei Leit, déi net dru gewinnt sinn, gradesou vill hëllefe wéi aner Saachen.

Ofschléissend wëll ech der Chamber e ganz häerzleche Merci soe fir d'Diskussioun iwwert dat doten Thema, well dobausse jo och nogelauschtert gëtt, wat d'Deputéierten an och d'Spezialisten zu esou engem eeschten Thema soen.

Ech mengen, d'Konklusioun - nach eng Kéier -: Medikamenter sinn eppes ganz Wäertvolles. Mir hunn e ganz gudden Zougang zu de Medikamenter. Mir hunn e ganz gudde Remboursement vun de Medikamenter; heiansdo bei Medikamenter, déi een net soll huelen, ze vill e gudde Remboursement. Do ginn ech deene Kolleege Recht, déi soen, ob mer net bei Schlofmëttelen eng aner Approche sollen huelen, well d'Schlofmëttel zu engem Allerweltsmedikament gëtt, dat eigentlech amplaz de Schlof ze schafen, de Schlof verdreift an een zu ëmmer méi groussen Dose féiert, an dass een de Message soll kloer no bausse ginn.

Een, dee liichtfankeg zu Medikamenter gräift, notzt senger Gesondheet näischt, mä schuet hir. An een, dee liichtfankeg verschreift mam Argument, dass soss den Noper verschreift, deen notzt dem Patient näischt, mä hie schuet him, an hien dréit nach dozou bäi, dass dee wäertvollste System, deen et iwwerhaapt gëtt, op d'Dauer net finanzéierbar bleift.

Also, wann ech gelift, kommt mer ginn dat heite partnerschaftlech un. Ech hunn dee partnerschaftleche Gedanken heibanne gespuert. Mir droen en no baussen a wäerte probéieren, mat den Acteuren alleguer, fir eis fir de Bon usage och vu Médicaments psychotropes anzesetzen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Motion 1

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass dës Debatt ofgeschloss. Mir hunn nach d'Motioun, déi den honorabelen Här Huss déposéiert huet. Wann ech dat richteg verstanen hunn, ass den Här Huss d'accord, dass mer déi an d'Kommissioun verweisen.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, mat der Motioun ass et esou, datt den Här Gesondheetsminister mer proposéiert huet, mir solle vläicht méi detailléiert an der Kommissioun doriwwer diskutéieren. Wann dat esou eng Diskussioun an der Kommissioun gëtt, dat heescht, wann dat wierklech sollt seriö gemaach ginn, dann hunn ech näischt dergéint, datt mer net mussen elo heiriwwer ofstëmmen.

Et ass net eng Saach vu Spillerei hei zwëschen Oppositioun a Majoritéit. De Sujet ass ganz seriö. A wann et kann dozou bäidroen, fir d'Situatioun ze verbesseren, sinn ech d'accord, datt mer dat an der Kommissioun da verdéiwen.

M. le Président.- Jo, Här Huss, ech gi jo dovun aus, dass de Minister dat seriö gemengt huet, fir...

(Hilarité)

...déi Motioun hei an där Kommissioun am Detail ze diskutéieren.

(Interruption)

Gutt. Här Huss, wann dat net esou geet, wéi Der Iech et virstellt, da mellt Der Iech.

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt, dat ass d'Question urgente vun der Madame Stein-Mergen iwwer nei Dispositiounen um Gebitt vun de Remboursementer bei den Dokteschvisiten. Madame Stein-Mergen, Dir hutt fënnef Minutten Zäit fir Är Fro virzedroen.

8. Question urgente N°1607 de Mme Martine Stein-Mergen relative au remboursement du nouveau code de visite majorée en médecine générale (V8)

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, hätt ech déi zwou Minutte virdru gehat fir d'Thema, dann hätt ech net esou schnell brauchen ze schwätzen.

Här Gesondheetsminister, ech si souwuel vu mengen Dokteschkolleegen, mä awer och vu Patienten drop opmierksam gemaach ginn, dass et fir d'Dokteren e Code gëtt, dee vun der UCM sanktionéiert ass, mä awer bis elo net erëmbezuelt ginn ass. Et handelt sech ëm d'Visite majorée en médecine générale, de V8, deen aus dem normale Wee vun de Verhandlungen tëschent der UCM an der AMMD entstanen ass. Dat sinn d'Tarifverhandlunge vun den Doktere mat hirem „Patron"; ënner Anführungszeechen, oder net.

Bei dëse Verhandlunge gi jo all zwee Joer déi Gelder, déi duerch d'Adaptatioune vun der Lettre créée erauskommen, op verschidde Spezialitéite verdeelt. Et ginn dobäi ëmmer erëm nei Tariffer, wann nei Ënnersichungs- a Behandlungsmethoden zur Verfügung stinn. Et gëtt awer och haaptsächlech vun den Doktere versicht, den Equiliber zwëschent deene verschiddene Spezialitéiten esou gutt wéi méiglech, wéi dat op dës Aart a Weis méiglech ass, erëm hierzestellen.

Och war dat esou mam V8. D'Generalisten haten e Retard, an och de Visitentarif hat eng Adaptatioun néideg. Anstatt e linear ze héijen, ass de Wee gaange gi vun der Visite majorée. Dat ass natierlech am Accord mat de Keese gewiescht. De Praktiker kann dësen Tarif da rechnen, wann e bei enger Visite entweder vill méi Zäit opwennt oder awer wann de Patient iwwer e puer Pathologië klot; esou ähnlech wéi d'Consultation majorée, déi de Patient zweemol am Joer vun der Keess ka rembourséiert kréien.

Den 13. Dezember dat lescht Joer ass dësen Tarif an der Commission de nomenclature ugeholl ginn. Dee sollt dunn den 1. Januar a Kraaft trieden. Dofir hätt awer misse vun der Regierung den entspriechende Règlement grand-ducal geholl ginn. Op dësem Niveau ass d'Urgence net unerkannt ginn, a bis gëschter huet de Règlement grand-ducal net bestanen. Ech soen „bis gëschter", well op dës Partie vu menger Fro weess ech schonn d'Äntwert: D'Reglement ass haut publizéiert ginn, mä ech sinn iwwerzeegt, dass dat awer en Zoufall war.

(Hilarité)

D'Situatioun war - dat musst Der zougestoen, Kolleeginnen a Kolleegen - op d'mannst eng farfelue. Den Dokter duerft verrechnen, de Patient gëtt awer net rembourséiert, oder op d'mannst net vun all Keesen. Verschidde Keesen - do schafft jo am Remboursement all Keess fir sech - hunn nämlech hir Leit rembourséiert, well nämlech - an dat ass och speziell - de V8 korrekt den 1. Januar um Internetsite vun de Krankekeese stoung, vu wou en iwwregens entretemps erëm verschwonnen ass. Duerfir kënne mer e jo muer erëm dann dropsetzen.

Nodeem den éischten Deel vu menger Fro also heimat beäntwert wier, bleift nach ze klären, Här Minister, wéi et mat enger Rétrogradicitéit vum Remboursement wier - net vum Règlement grand-ducal, mä vum Remboursement -, ob Patienten, déi de V8 schonn an Usproch geholl hunn, awer nach kënne vun hirer Keess rembourséiert ginn. Dat ass et an der Vergaangenheet fir eng Rei Tariffer mat enger gewësser Flexibilitéit ginn. An ech mengen, hei wier et och ubruecht, dës Mesure ze applizéieren, virun allem och, well jo verschidde Keese rembourséiert hunn an anerer net.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Stein-Mergen. Den Här Gesondheetsminister.

D'Reglement ass gëschter geholl ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech versécheren Iech, dass et, ausser an engem Fall, deen ech materlieft hunn, net dran ass, dass een innerhalb vun engem Dag de Règlement schreift, op den Instanzewee schéckt, duerch de Regierungsrot schéckt, an dann och nach an de Mémorial kritt. D'Madame Stein-Mergen huet dat also ganz richteg gesinn. Wa se mech gefrot hätt, hätt ech hir dat och kënne soen. Den Datum, dee virgesi war fir de Reglement an de Mémorial ze kréien, war dee vum 14. Mäerz.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Dat war esou virgesinn, an dat ass drop zréckzeféieren, dass et eben, zënter dass esou Décisiounen net méi kënne mat engem Règlement ministériel verofscheet ginn, mä e Règlement grand-ducal brauchen, wann eng Décisioun Mëtt Dezember fält, bal ni méiglech ass, dass se den 1. Januar applizéiert gëtt.

Spéitstens zënter deem heite Fall missten d'Acteuren also alleguer um Terrain wëssen - ob dat d'Keese sinn oder ob dat d'Prestatairë sinn -, dass, wann een eng Eenegung Enn Dezember oder Mëtt Dezember huet, et materiell quasi net dran ass, wann e Reglement duerch de Conseil de Gouvernement, oder/a wann d'Urgence net unerkannt gëtt, duerch de Conseil d'État muss goen, dass et kann esou schnell veröffentlecht ginn.

Et ass richteg, dass d'Partner sech eens gi sinn iwwert d'Tarifverhandlungen, dass e ganz moderaten Ofschloss oder en Nullofschloss tëschent den Dokteren an der UCM komm ass, an dass et zu enger berechtegter Consultation majorée bei de Generalisten a bei de Spezialisten an der Gériatrie komm ass, an dass och am Prinzip ofgemaach war zwëschent de Verhandlungspartner, dass dat sollt den 1. Januar a Kraaft trieden. Souwäit zu der Absicht.

D'Realitéit ass déi, dass d'Reglement duerno ausgeschafft ginn ass, dass et am Februar an de Conseil de Gouvernement komm ass, dass de Conseil de Gouvernement d'Urgence hannerfrot huet an do Explikatioune kritt huet, firwat, d'Urgence dann och unerkannt huet, an dass duerno de Règlement grand-ducal säi Wee gaangen ass, fir dann de 14. Mäerz a Kraaft ze trieden an och direkt kënnen offiziell applizéiert ze ginn.

Am Kloertext heescht dat also, dass, och wann d'Sozialpartner, an dësem Fall d'Sozialpartner op där enger Säit an d'Prestatairen op där anerer Säit, sech eens ginn, fir eppes den 1. Januar ze applizéieren, och si wësse mussen, dass, wann e Reglement noutwendeg ass, dat Reglement muss veröffentlecht sinn, fir dass een et kann applizéieren.

Well awer an deem heite Fall sécher keng schlecht Volontéit do war, dass d'Dokteren den Tarif relativ fréi am Joer applizéiert hunn an och eenzel Keesen dat an engem gudde Glaf applizéiert hunn, a well och de Patiente kee Schued soll entstoen, muss ech soen, dass meng Servicer an och d'Inspection générale de la sécurité sociale näischt dergéint hunn - wann zwar keng retrograd Positioun ageholl gëtt, wéi d'Madame Stein gesot huet -, mä dass dofir gesuergt gëtt, dass keen e Schued däerf duerch dëse Malentendu kréien, well e Malentendu war et.

Wann nämlech e Reglement oder wann eng Ofmaachung um Internet steet a fir jiddfer Dokter konsultéierbar ass, an den Dokter am gudde Glaf gehandelt huet, da soll ee mat gesondem Mënscheverstand am Kader vun de gesetzleche Bestëmmunge mat de Krankekeesen eng pragmatesch Approche huelen - an déi huele mer.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Fro vum honorabelen Här Adam iwwert d'Aféierung vun enger franséischsproocheger Filière an der Sainte-Sophie. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

9. Question avec débat N°14 de M. Claude Adam relative à l'introduction d'une filière en langue française pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire à l'École privée Notre-Dame dès la rentrée 2007-2008

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, den 28. Februar 2007 hu mir en Artikel am „Wort" gelies ënnert der Iwwerschréft „Den Schuleinstieg erleichtern", deen eis matgedeelt huet, datt ab September 2007 d'École Sainte-Sophie Spillschoul a Primärschoul a franséischer Sprooch géif ubidden. An dës Offer riicht sech un éischter Stell u Kanner vu véier Joer un, déi an engem franséischen Ëmfeld opwuessen.

Elo kéint et eis jo eigentlech egal sinn, wat esou eng Privatschoul fir Weeër wëllt goen. Mir mengen awer, datt mer et hei mat enger bis elo zu 100% konventionéierter Privatschoul ze dinn hunn, an datt déi Richtung, déi hei ageschloe gëtt, e ganze Koup Problemer opwerft.

Fir d'éischt de Problem vum Trilinguismus. Mir hunn hei an der Chamber schonn oft a feierlech betount, datt mir zu Lëtzebuerg wëllen un eisem Trilinguismus festhalen, datt dat mat alle Schwieregkeeten, déi domadder verbonne sinn, nun emol eng Charakteristik vun eisem Schoulsystem ass. Ech erënneren un déi 40 Mesurë vun 1991 an un den Débat d'orientation sur l'école d'intégration vum November 2000.

Natierlech kann een och zu all Moment erëm iwwert de Lëtzebuerger Trilinguismus diskutéieren. An der Zäitschréft „Forum" zum Beispill vun dësem Mount steet een Artikel vun engem Professer vun der Uni Lëtzebuerg ënnert der Iwwerschréft „Rethinking Language in Education Policy in Luxembourg", deen eng ganz kloer Ausso zugonschte vun engem zweegleisege Sproochenunterrecht zu Lëtzebuerg mécht, eng däitsch an eng franséisch Schinn.

Mir ruffen net direkt Bravo, mä och déi Gréng, oder besonnesch déi Gréng si bereet, nei Weeër ze denken, a wa mir da mat eisem Denken zu viabele Konsequenze kommen, si mir och bereet, nei Weeër ze goen.

Well mer awer am Virfeld keng Diskussioun haten iwwert d'Opgi vum Trilinguismus an eise Schoulen, gi mer dovun aus, datt dat mat dësem Projet net an d'Wee geleet soll ginn. Mir mengen also dierfen dovun auszegoen, datt et sech hei ëm en Eenzelfall, ëm e Projet pilote vun enger Privatschoul handelt.

Et erstaunt eis awer, wa mer an der Zeitung liesen: „Der Unterricht, der vom französischen Unterrichtsministerium genehmigt ist und vom luxemburgischen Unterrichtsministerium unterstützt wird, wird ausschließlich von französischsprachigen Lehrern abgehalten."

Mir fannen et verwonnerlech, datt de franséischen Unterrechtsminister hei alles genehmegt, a froen eis, op wat sech d'Ënnerstëtzung vum Lëtzebuerger Ministère bezitt: Dach net ieren op eng finanziell Ënnerstëtzung?

Och wann déi meescht Privatschoulen zu Lëtzebuerg ganz staark subventionéiert ginn, misst dat hei jo awer eng Schoul sinn, déi keng finanziell Ënnerstëtzung dierft kréien.

Mir froen eis och, wie fir d'Qualitéit vum Unterrecht vun dëser Schoul soll responsabel sinn. Einstweilen nach de Gilles De Robien mam Inspecteur général vu Metz-Nancy an den Directeur d'école.

Wann et sech dann hei ëm en Eenzelfall handelt vun enger Privatschoul, da stellt sech natierlech d'Fro, ob dëse Projet eventuell Nofolger kritt.

An deem Zeitungsartikel - eng aner Informatiounsquell hu mer jo leider net - steet och, datt schonns Ufroe vu franséischen, belschen, italieneschen, spueneschen a skandinaveschen Eltere fir dës Schoul do wären.

Mir wunnen an engem Land mat enger héijer Zuel vun Auslänner. Mir wëssen och, datt et zu Lëtzebuerg net déi franséisch Communautéit ass, déi zueleméisseg am stäerkste vertrueden ass.

D'lescht Woch war de portugisesche President zu Lëtzebuerg op Besuch. Hien huet sech anscheinend beandrockt gewise vun eisem exigente Schoulsystem, deen niewent der Mammesprooch nach dräi weider Sprooche verlaangt.

Kennt de portugisesche President de Projet vun der Sainte-Sophie? Ass an nächster Zäit mat enger Schoul ze rechnen, wou hien eventuell oder wou de portugiseschen Educatiounsminister de Chef ass?

Mir hu schonns öfter drop higewisen, datt mir zu Lëtzebuerg virum Choix stinn, eng Schoulreform ze maachen, déi aus eiser Sproochevillfalt an aus eisem Sprooche-räichtum Kapital zitt a méiglechst vill Kanner zu engem méiglechst gudde Schoulofschloss féiert, oder, wa mir dat net fäerdeg bréngen, well dat schwéierfällegt Schëff vun der Éducation nationale net manövréierfäeg ass, da riskéiere mer eng Hällewull vu Pilotprojeten a privat Initiativen ze kréien.

An da kommen ech zu mengem leschte Punkt. Och wann dës lescht Optioun, déi vun de ville klengen Innovatiounen, net eise Virstellunge vun enger gudder Schoulpolitik entsprécht, da musse mir awer mat Staunen a mat Respekt zur Kenntnis huelen, datt d'Privatinitiativ mat lénks fäerdeg bréngt, wat d'Gauche schonns jorzéngtelaang fuerdert: d'Trennung vu Kierch a Stat.

Et ass wierklech d'Schlagsahn um Kuch vun der helleger Sophie, wann et esou einfach heescht, well a Frankräich d'Schoul laizistesch ass, gëtt dann och an dësem Projet kee Reliounsunterrecht am Kader vum normale Schoulhoraire gehalen.

Wat bei dem Projet Neie Lycée nach Chefsaach war, wat de franséische Botschafter quasi iwwer Nuecht fäerdeg bruecht huet, dat wäert jo dann och säin Nidderschlag am neie Schoulgesetz fannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Madame Minister vun der nationaler Erzéiung, d'Madame Delvaux, huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir deen Débat hei ze situéieren, ass et vläicht wichteg, den Deputéierte matzedeelen, datt mer zu Lëtzebuerg eng franséisch Schoul hunn! Mir hunn eng franséisch Spillschoul, Primärschoul an e franséische Lycée. Déi funktionéiere säit Jorzéngten, géif ech soen, hei zu Lëtzebuerg. Déi ënnerstinn der Autoritéit vum franséische Système d'éducation nationale, an, wéi den Här Adam richteg gesot huet, dem Inspekter vum Rectorat Metz, huelen ech un.

Dat ass eng franséisch Schoul, esou wéi mer eng englesch Schoul zu Lëtzebuerg hunn, d'St. George's School. All Schoule ginn nom Privatschoulgesetz subventionéiert.

Déi Schoulen, déi de Lëtzebuerger Schoulprogramm maachen, also deeselwechte Programm wéi d'Lëtzebuerger öffentlech Schoul, ginn zu 90% subventionéiert, an déi aner ginn zu 40% subventionéiert. Dat ass e Gesetz, wat ënnert der viregter Regierung esou gestëmmt ginn ass.

Elo ass et esou, datt d'franséisch Schoul débordéiert ass mat Demandë vu Kanner a vun hiren Elteren, déi gär géifen an där Schoul scolariséiert ginn. Et ass sécher och kee Geheimnis fir d'Deputéierten, datt déi franséisch Schoul amgaang ass, eng nei Schoul ze bauen, fir sech ze vergréisseren, well hir jëtzeg Infrastrukturen net méi duerginn.

En attendant hu si dunn d'Sainte-Sophie approchéiert an hunn d'Sainte-Sophie gefrot, ob déi bereet wären, eng franséisch Filière ze maachen, fir déi franséisch Schoul ze dépannéieren.

Domadder huet sech d'Sainte-Sophie, wann ech dat richteg interpretéieren, eigentlech verabschit aus dem Lëtzebuerger Primärschoulsystem an huet sech ralliéiert an de franséische Primärschoulsystem. A fir datt se dat däerfe maachen, musse se eng Autorisatioun vun der Regierung froen, well all Privatschoul, déi subventionéiert gëtt, muss d'Regierung froen, ob se domat d'accord ass, wa se hir Finalitéit an hire Programm änneren.

Domat ass et also net esou, datt et e Projet pilote ass vun der Sainte-Sophie, mä d'Sainte-Sophie geet iwwer, fir déi nächst Rentrée, an de franséische Schoulsystem. Fir déi Décisioun saisine ze maache vum Conseil de Gouvernement; dat muss ech maachen, well dat esou am Gesetz steet.

D'Regierung huet sech domadder d'accord erkläert. Well mer wëssen, datt et eng riseg Demande ass vun deene francophonë Schoule fir genuch Plazen ze offréiere fir Kanner, an duerfir war d'Regierung domadder d'accord.

Dat heescht dann natierlech, datt d'Sainte-Sophie fir déi do Scolaritéit nëmmen zu 40% subventionéiert gëtt. Duerfir verstinn ech eigentlech net déi Opreegung.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domat ass och dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgehaakt a mir kommen elo un d'Ännerungsvirschléi vum Chamberreglement. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Gast Gibéryen.

10. 5690 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Rapport de la Commission du Règlement

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Duerch d'Gesetz vum 28. November 2006 hu mer e Centre pour l'égalité de traitement agefouert. Den Artikel 11 an deem Gesetz hält fest, datt dee Centre sech zesummesetzt aus fënnef Persounen; ee President a véier Memberen, déi vum Grand-Duc genannt ginn op Propositioun vun der Chamber.

Mir mussen duerfir an eist Reglement eng Prozedur aschreiwen, wéi mer déi fënnef Leit nennen. D'Reglementskommissioun huet sech do alignéiert oder inspiréiert am Fong un därselwechter Prozedur wéi mer se hu fir d'Nominatioun fir d'Membere vum Conseil d'État.

Duerfir gëtt am Titre V en neie Chapiter 3ter agesat mat der Prozedur. Wéi gesot eng Prozedur, déi identesch ass wéi fir d'Nominatioun vum Conseil d'État. Duerfir géif ech mer och erspueren, fir Iech déi nach eng Kéier ganz hei opzezielen.

Ech wëll just soen, datt et hei nëmme fir déi fënnef Poste fënnef Nominatioune gëtt. Et ass net wéi beim Conseil d'État, wou fir all Posten dräi Leit nominéiert ginn an datt et fir de President e separate Vote gëtt. Dat heescht, fir d'éischt gëtt de President gewielt an da ginn déi véier aner Membere gewielt.

De Rescht ass am Fong identesch wéi d'Prozedur, déi mer hu fir d'Nominatioun vun de Leit fir d'Mandater am Conseil d'État.

Bei dëser Geleeënheet profitéiere mer nach fir zwou aner Saachen an eisem Reglement ze änneren.

Den Artikel 122 ass an eisem Reglement stoe bliwwen, obscho mer déi leschte Kéier eng Réécriture gemaach hu vun der Prozedur fir d'Designatioun fir d'Membere vum Conseil d'État an deen Artikel am Fong domadder hifälleg ginn ass. Dat war awer vergiess ginn aus dem Reglement erauszehuelen. Mir géifen dat dann dës Kéier mat maachen, also den Artikel 122 sträichen, a mir géifen, ier mer eist Reglement am Mémorial publizéieren, eng ganz nei Numérotatioun vun den Artikele maachen.

Dat sinn déi dräi Ännerungen, déi mer Iech proposéieren. Si sinn och eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl ginn, fir datt d'Chamber déi sollt de Mëtteg stëmmen, an ech brénge gläichzäiteg d'Zoustëmmung vun eisem Grupp mat.

Merci.

M. le Président.- Ech denken, dass och all déi aner Gruppen d'accord si mat deem, wat den Här Gibéryen proposéiert, am Numm vun der Kommissioun.

Da komme mer zur Ofstëmmung.

Vote

Déi Propositiounen, déi den Här Gibéryen virgedroen huet, sinn eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.39 heures)

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi

2. 5658 - Projet de loi portant modification des articles 271, 273bis, et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale)

3. 4992 - Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, 2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et 3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle - Second vote constitutionnel

(Second vote constitutionnel)

4. 5658 - Projet de loi portant modification des articles 271, 273bis et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox

6. Motion de M. Félix Braz relative à l'inscription des Non-Luxembourgeois sur les listes électorales

(Vote)

7. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'inscription dans la Constitution de la langue luxembourgeoise comme langue nationale

8. 5639 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. 5613 - Projet de loi portant approbation du Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, du Règlement général de l'Union postale universelle et de la Convention postale universelle et de son Protocole final ainsi que de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste, dans la version signée au Congrès postal universel de Bucarest, le 5 octobre 2004

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

10. 5648 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

et

5649 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Voorburg, le 30 mai 2006

(Rapport commun de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

11. Motion de M. Henri Kox concernant le projet de loi 4985 relatif aux chiens

(Discussion générale - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Jeannot Krecké, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Jo, Här President.

M. le Président.- Jo. Den Här Minister Frieden huet d'Wuert.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, duerch groussherzoglechen Arrêté vum 13. Mäerz sinn ech autoriséiert ginn, an der Chamber de Projet de loi ze déposéieren, deen eng Reform soll maache vun de Responsabilitéitsregimer an der Konstruktioun.

Dat ass e wichtege Projet de loi, well haut wëssen all déi Leit, déi en Haus gebaut hunn oder en Haus kaaft hunn, datt, wann do Problemer entstinn, de Régime de responsabilité, dee sech applizéiert jee no Beruffsstand, mat deem se ze dinn hunn, ganz ënnerschiddlech ass. D'Zil heivunner ass et, e gemeinsame Régime de responsabilité ze maache fir déi, déi bauen, sief dat den Architekt, sief dat den Entrepreneur, sief dat verschidde Corps-de-métieren oder och Promoteuren.

Eist Zil ass och, déi Délaien, déi do bestinn, ze uniformiséieren.

En anere Punkt - a vläicht dee leschten, deen ech hei wëll mentionnéieren -: Et ass eist Zil, datt an Zukunft de Régime de responsabilité ëmmer deen ass vum Lëtzebuerger Land, vum Lëtzebuerger Code civil. Dat heescht dann och, wann auslännesch Entreprisen op Lëtzebuerg baue kommen an et ass herno e Problem, datt dann awer de Lëtzebuerger Regime vun der Responsabilitéit vis-à-vis vun deene spillt.

Ech mengen, et ass grad an enger Grenzregioun, wéi Lëtzebuerg eng ass, a grad wéi et an deem dote Marché och funktionéiert, e wichtegt Element. Ech sinn duerfir frou, datt mer dee Projet de loi kënnen haut hei déposéieren, an deen dann och an der zoustänneger Chamberskommissioun, esou wéi d'Chamber dat da wäert op hiren Ordre du jour setzen, kënnen am Detail diskutéieren.

- Projet de loi N°5704 portant réforme des régimes de responsabilité en matière de construction et modifiant le code civil.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech ginn Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi, deen un déi zoustänneg Chamberskommissioun weidergeleet gëtt.

Mir kommen dann direkt zum Second vote constitutionnel vum Projet de loi 4992 iwwert d'Sociétés commerciales. Dëse Projet ass den 21. November eng éischte Kéier ofgestëmmt ginn. Mir kommen direkt zum Vote. De Vote fänkt un.

Une voix.- Neen, Här President!

(Interruptions)

M. le Président.- Jo, mir sinn nach net esou wäit. Mir hunn och nach kee Quorum. Geet d'Maschinn? Geet de Computer?

(Interruption)

Et hunn der eréischt 28 ofgestëmmt.

Une voix.- Jo, ech konnt net!

(Interruptions)

M. le Président.- Bei wiem geet de Computer net?

Dann, den Här Gira, den Här Kox, den Här Angel - dann ass de Quorum erreecht. Vote par procuration.

(Interruptions)

De Moment sinn technesch Schwieregkeeten hei. Mir komme spéider op dee Vote hei zréck, well dat doten, dat gëtt de Moment näischt.

Et si gëschter zwou Motiounen déposéiert ginn, eng vum Här Braz iwwert d'Campagne d'information iwwert déi europäesch Wahlen, an déi vum Här Jaerling iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch. Ech géif drëm bieden, dass mer déi kéinten am Laf vum Mëtteg während der Sitzung iergendwann zur Ofstëmmung bréngen, wann d'Fraktiounen domadder d'accord sinn.

Une voix.- Jo.

M. le Président.- Voilà! Dann, wéi gesot, komme mer spéider op de Vote vum Projet zréck.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Sociétés commerciales. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Patrick Santer.

2. 5658 - Projet de loi portant modification des articles 271, 273bis et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 4992, dee mer elo an e puer Minutte wäerten an zweeter Lecture stëmmen, hat och e Volet, mat deem de Statsrot iwwregens averstane war, deen international Fusiounen - grenziwwerschreidend Fusiounen - erlaabt. Esou kann eng lëtzebuergesch Gesellschaft mat enger auslännescher fusionéieren, wann natierlech d'Gesetzgebung, där déi auslännesch Gesellschaft ënnerläit, dat och erlaabt.

Wéi 2002 de Projet de loi 4992 ausgeschafft gouf, hat déi Europäesch Kommissioun nach keng Initiativ ergraff a Saache grenziwwerschreidend Fusiounen. De 26. Oktober 2005 ass eng Direktiv ugeholl ginn, déi d'Regele fir grenziwwerschreidend Fusioune virschreift. Dës Direktiv muss bis de 15. Dezember 2007 an eis Gesetzgebung iwwerholl ginn.

An der Erwaardung vun engem Projet de loi, deen dës Direktiv ëmsetzt, a well mer schonn eng prinzipiell Regelung an dëser Matière virgeholl hunn, ass de Projet de loi 5658 ausgeschafft ginn, fir e puer Prezisiounen ze ginn, wéi grenziwwerschreidend Fusiounen ze regele wären. De Statsrot huet an dësem Kontext vun enger Loi de circonstance geschwat,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...well de Projet de loi nëmmen op déi virstoend Fusioun zwëschen Arcelor a Mittal Uwendung géif fannen.

De Statsrot berifft sech hei op Erklärungen, déi hien diesbezüglech vun der Regierung kritt hätt. Net nëmmen huet d'Regierung keng esou Erklärung ginn an am Projet de loi steet näischt diesbezüglech, mä näischt deit drop hin, datt dës nei Bestëmmungen nëmmen op eng Fusioun - esou wichteg se fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft och ass - Uwendung kéinte fannen.

Firwat sollt eng grenziwwerschreidend Fusioun sech nëmmen op d'Fusioun Arcelor-Mittal uwenden? Ech kenne weider Fäll, wou zwou Gesellschafte grenziwwerschreidend wëlle fusionéieren, ouni natierlech, datt dës Fusioun deeselwechten Impakt oder Image huet wéi déi vun Arcelor-Mittal. Et kann ee wierklech net hei vun enger Loi de circonstance schwätzen.

De Statsrot hat och geschriwwen, datt dëse Projet de loi sech net op Fusion par constitution de nouvelles sociétés géif applizéieren; also, wann zwou Gesellschafte fusionéieren, fir eng nei ze grënnen. Do läit de Statsrot falsch, well obwuel d'Bestëmmunge vum Gesellschaftsrecht, déi mer elo wäerten ofänneren, am Kapitel iwwert d'Fusion par absorption stinn, gesäit elo schonn den Artikel 277 vum Gesellschaftsgesetz vun 1915 vir, datt d'Bestëmmungen iwwert d'Fusion par absorption och bei der Fusion par constitution de nouvelles sociétés Uwendung fannen.

Zum Text vum Projet de loi wollt ech e puer Wierder soen:

Éischtens, den Artikel 1 vum initiale Projet de loi hu mer gestrach. Den Artikel 257, deen do sollt geännert ginn, steet am Projet de loi 4992. Wéi de Projet de loi 5658 op den Instanzewee geschéckt ginn ass, war natierlech net kloer, wéini de Projet de loi 4992 gestëmmt sollt ginn.

Zweetens, de Lëtzebuerger Notaire, deen d'grenziwwerschreidend Fusioun aktéiert, brauch e Certificat vun engem auslänneschen Notaire, also en Officier d'état public, oder vun enger auslännescher Autoritéit, déi beschäinegt, datt d'Fusiounsprozedure fir déi auslännesch Gesellschaft regelméisseg respektéiert goufen.

Drëttens, bei enger nationaler Fusioun besteet en Ënnerscheed zwëschen interner

an externer Wierkung. D'Fusioun ass zwëschent den Aktionäre wierksam vun deem Moment un, wou déi zwou Gesellschafterversammlungen d'Fusioun guttgeheescht hunn. Géigeniwwer Drëttpersounen ass d'Publikatioun vun der Fusioun am Mémorial ausschlaggebend. Bei enger grenziwwerschreidender Fusioun lafen déi intern an déi extern Wierkung vun der Publikatioun am Mémorial un.

Véiertens, d'Nullitéit vun enger grenziwwerschreidender Fusioun kann net méi beantragt ginn, wann d'Fusioun am Mémorial publizéiert gouf. Dat ass eng wuertwiertlech Ëmsetzung vun där europäescher Direktiv, déi ech virdrun ugeschwat hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi maache mer eist Gesellschaftsrecht op fir grenziwwerschreidend Fusiounen. Zwar soll nach ee Projet de loi nokommen, fir déi Direktiv vollstänneg ëmzesetzen. An ech hoffen, datt mer de Stéchdatum vum 15. Dezember 2007 wäerten anhalen.

Souwuel beim Projet de loi 4992 wéi bei dësem Projet de loi hu mer et fäerdeg bruecht, fir déi 92 Joer al Damm vu Gesetz vum 10. August 1915 nach ëmmer modern a monter ze halen. Dat kënnt och eiser Standuertcapacitéit - eiser Standuertpolitik - zegutt, och wann nach steierlech Moossnamen zum Beispill bei Kapitalverkéier mussen an d'A gefaasst ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Commission juridique huet de Projet de loi an de Rapport unanime ugeholl, an d'CSV-Fraktioun wäert sech där Unanimitéit net widdersetzen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur.

Freet nach soss een d'Wuert zu dësem Projet de loi?

(Interruptions)

Une voix.- Et ass alles gesot.

M. le Président.- Wann alles gesot ass...

(Interruption)

Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, erlaabt mer wann ech gelift dräi Bemierkungen. Déi éischt, dat ass, fir dem Rapporteur Merci ze soen, deen op seng üblech Manéier de Projet ganz gutt presentéiert huet. Ech soen him Merci dofir, an ech wëll och net weider op de Projet als solchen agoen.

Ech wëll nëmmen drop hiweisen: An deem Mooss, wou mer op onsem Ordre du jour als éischte Punkt de Projet 4992 hunn an duerno de Projet, deen elo hei presentéiert ginn ass, aus deenen Ursaachen, déi de Rapporteur ervirgestrach huet, géif et mir schénge justifiéiert ze sinn, dass mer den 4992 fir d'éischt géinge stëmmen duerch en zweete Vote constitutionnel, an dann duerno de Projet, deen elo zur Diskussioun steet.

Ech mengen, da wäre mer och chronologesch konform mat deem, wat mer an der Kommissioun gesot hunn.

Une voix.- Dat ass richteg. Jo.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Dat Drëtt, wat ech wollt soen, an do riichten ech mech un den Här Minister: Mir hunn iwwert dee Projet, deen elo zur Diskussioun steet, de 5658, gesot, dat ass eppes, wou mer virgräifen, mä mir waarden op de Projet de loi, deen d'Transpositioun vun der Direktiv virgesäit. Dee Projet de loi de transposition vun der Direktiv gëtt jo bestëmmt keen einfache Projet, a mir wäerten d'Geleeënheet hunn, laang a breet doriwwer ze diskutéieren.

De Minister huet ons gesot, de Projet wär esou wäit fäerdeg. Mäin Appel un de Minister ass en ze bieden, dee Projet esou séier wéi méiglech ze déposéieren, net dass mer duerno erëm wéinst dem Ëmsetzdatum vum 31. Dezember 2007 géingen an d'Labränte kommen. Also e waarmen Appel un de Minister, dass mer dee Projet esou séier wéi méiglech hei kënnen déposéiert gesinn.

Selbstverständlech wäert ons Fraktioun de Projet 5658, esou wéi e vum Här Santer virgedroe ginn ass, stëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Wéi esou oft huet d'Madame Flesch eng ganz pertinent Remarque gemaach, a mir wäerten deem Rechnung droe beim Vote. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Dës zwee Texter, déi mer elo nach wäerte stëmmen, den 4992 an och dëse Projet de loi 5658, wäerten an Zukunft eis Gesetzgebung iwwert d'international Fusioune fundamental veränneren.

Dat ass wichteg, fir de Standuert Lëtzebuerg méi kompetitiv a méi attraktiv ze maachen, fir deenen auslänneschen Entreprisen dat Ganzt méi attraktiv ze maachen, an duerfir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Klein. Ech faassen dann nach eng Kéier déi kollektiv Mercië vun alle Fraktiounen zesummen, fir dem Här Santer déi ze iwwermëttelen. Deementspriechend komme mer elo, wéi d'Madame Flesch proposéiert huet, zum Vote vun deem éischte Projet, dee mer virdrun net konnten ofstëmmen.

3. 4992 - Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, 2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et 3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle - Second vote constitutionnel

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum zweete Vote constitutionnel iwwert de Gesetzesprojet 4992.

Second vote constitutionnel

De Projet de loi 4992 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Abstentioun a kenger negativer Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Christine Doerner), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Fernand Diederich), Roland Schreiner (par M. Marc Angel) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

4. 5658 - Projet de loi portant modification des articles 271, 273bis et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (suite)

Da komme mer zum Vote vum Projet de loi 5658, dee mer elo just diskutéiert hunn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5658 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. François Maroldt), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Christine Doerner), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Norbert Haupert), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Fernand Diederich), Roland Schreiner (par M. Marc Angel) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ier mer zu deenen zwou déposéierte Motioune kommen, huet fir d'éischt den Här Kox d'Wuert, fir och nach en Dépôt ze maachen. Här Kox!

5. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wëll am Numm vun der grénger Fraktioun eng Motioun déposéieren zum Projet de loi 4985, dat sougenannten Hondsgesetz, fir de Projet zréckzezéien an nei ze iwwerschaffen am Sënn, dass net d'Hënn am Mëttelpunkt stinn, mä éischter d'Propriétairë vun den Hënn.

Merci.

Une voix.- Très bien.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi N°4985 relatif aux chiens déposé à la Chambre des Députés en date du 4 juillet 2002, ainsi que les propositions de modifications subséquentes;

- constatant que ces propositions de modifications suivent la même logique que le projet de loi initial, à savoir établir une distinction entre races dangereuses et non dangereuses et limiter la liberté du chien;

- constatant que ce projet a été vivement critiqué par les organisations oeuvrant dans le domaine de la protection des animaux, ainsi que par de nombreux propriétaires de chiens;

- estimant que le classement en races «dangereuses et non dangereuses» ne résoudra pas le problème d'attaques de chiens, étant donné que ce n'est pas la race qui définit l'agressivité du chien, mais bien sa socialisation et son éducation;

- considérant que le Conseil d'État estime dans son avis du 10 décembre 2002 que: «Un chien n'étant pas méchant par nature, il conviendrait plutôt de légiférer sur son propriétaire»;

- estimant que la meilleure prévention est une bonne éducation du chien par son propriétaire;

- considérant les sanctions sévères contenues dans le projet de loi et l'avis du Conseil d'État du 10 décembre 2002 qui estime que «la surpénalisation a des résultats pervers et conduit en réalité à une baisse du sens de la responsabilité»;

- saluant néanmoins quelques bonnes initiatives du projet de loi en question, notamment celle de l'identification électronique des chiens qui permet d'identifier les détenteurs de chiens et qui pourrait apporter des garanties contre le délaissement des chiens;

invite le Gouvernement

à retirer le projet de loi et à présenter un nouveau texte axé sur le propriétaire du chien et développant des propositions concrètes quant à:

• la prévention des accidents par l'éducation du chien et la formation du propriétaire en matière de comportement des chiens;

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

• l'identification électronique des chiens;

• une banque de données centralisée des chiens et de leurs propriétaires permettant un suivi en cas de problème;

• l'obligation pour les médecins et médecins vétérinaires ainsi que pour les entraîneurs de chiens de signaler des morsures ou comportements agressifs de chiens;

• la réglementation des activités des entraîneurs de chiens;

• l'interdiction du dressage au mordant, sauf pour les services étatiques tels que l'Administration des douanes et accises, la Police grand-ducale et l'Armée grand-ducale.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Wann d'Chamber domat d'accord ass, vu dass den Här Kox elo den Detail vun där Motioun schonn exposéiert huet, denken ech kënne mer och direkt doriwwer ofstëmmen - wann d'Chamber domat d'accord ass?

(Interruptions)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Den normale Wee ass den Dépôt vun der Motioun. Mir sinn d'accord, dass se direkt diskutéiert gëtt, mä da kritt den Här Kox awer seng Riedezäit.

M. le Président.- Ah jo, gären.

Also, elo si mer bei der Motioun, déi den Här Braz déposéiert huet iwwert d'Campagne d'information iwwert d'Élections européennes.

6. Motion de M. Félix Braz relative à l'inscription des Non-Luxembourgeois sur les listes électorales

Ass nach eppes dozou ze soen?

(Interruptions)

Mir haten zum Deel gëschter schonn exposéiert, da wäert et haut schnell goen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Just deen aneren Deel dann nach.

M. le Président.- D'accord.

(Interruptions)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Neen, just fir nach eng Kéier kuerz op de Contenu anzegoen. Mir wollten als gréng Fraktioun drop opmierksam maachen, dass an de leschte Jore ganz vill Efforten ënnerholl gi sinn am Land, besonnesch um Niveau vun de Gemengen, awer och um Niveau vun der Regierung, fir d'Zuel vun den Aschreiwungen op de Wielerlëschte fir d'Gemengen- an d'Europawahlen no vir ze bréngen. Mir hu bei de Wahle vun 1993 respektiv 1999 ganz enttäuschent Taux d'inscription nach kannt.

Mir hunn awer contrairement dozou bei den Europawahle vun 2004 a bei de Gemengewahle vun 2005 däitlech verbessert Tauxë scho kannt. Déi louche bei plus/minus 10% vum Corps électoral bei de Gemengewahlen. 10% waren Netlëtzebuerger. A bei den Europawahle louch deen Taux am Corps électoral bei plus/minus 5%, déi d'Netlëtzebuerger ausgemaach hunn.

Dat ass e Fortschrëtt, awer dat ass natierlech nach laang net an Equatioun mat deem, wat déi Leit an der Gesamtbevölkerung duerstellen, esou dass mer der Meenung sinn, dass een déi Effortë weider misst intensifiéieren an onbedéngt virundreiwen.

Mir wëllen drop opmierksam maache mat dëser Motioun, dass d'Europawahlen 2009 bedeiten, dass se d'Clôture vun de Wielerlëschte schonn op den 31. Mäerz 2008 mat sech bréngen. Dat ass also ronn e Joer vun haut un, an dat ass ganz wéineg Zäit.

A wann och d'Gemengewahlen nach e bësse méi wäit hannendru sinn, a mer do e bësse méi Zäit hunn, esou si mer awer der Meenung, dass een ab elo misst erëm eng Kéier déi Efforten op deen Niveau eropbréngen, dee mer déi lescht Jore kannt hunn, fir dass mer d'Zuel vun den Inscriptiounen och scho fir d'Europawahle vun 2009 op e wesentlech aneren Niveau géifen eropgehuewe kréien.

Well ech erënneren nach eng Kéier drun, si leien am Moment bei knapps nëmme 5% vum Corps électoral, obwuel d'Uniounsbierger zu Lëtzebuerg bal 35% vun der Bevölkerung ausmaachen, also ronn nëmmen e Siwentel iwwerhaapt dorunner bis elo participéiert huet. Dat ass de Sënn vun där doter Motioun.

Mir sinn eis och bewosst, dass et eng Proposition de loi gëtt vun der Kolleegin Lydie Err an och vum Kolleeg Ben Fayot - et ass eng Propositioun vun zwee Deputéierten -, déi d'Absicht verfollegt, déi mir och ënnerstëtzen, dass mer deen Délai vun der Clôture vun de Wielerlëschte virun de Wahlen domadder wëllen däitlech verkierzen, dass also déi Wielerlëschte vill méi spéit eréischt wäerten zougemaach ginn.

Elo ass et awer esou, dass déi Propositon de loi nach net duerch ass, mä dass mer am Moment nach ëmmer déi bestehend Gesetzgebung hunn, an et och kaum wäert sinn, dass mer déi Gesetzgebung wäerten an den nächste Woche scho kënnen evakuéieren. Sou dass mer der Meenung sinn, dass et onbedéngt noutwendeg ass, dat ze maachen, wat mer haut kënne maachen an domadder och solle maachen, nämlech eng zumindest grouss ugeluechten Informatiounscampagne vun der Regierung hei als Chamber unzestoussen.

Ech géif Iech bieden, déi Motioun mat ze ënnerstëtzen. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Mir kommen dann zur Ofstëmmung.

Vote

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien ass d'accord? Voilà, dann ass déi Motioun eestëmmeg ugeholl.

Dann d'Motioun vum Här Jaerling iwwert d'Verankerung vun der Lëtzebuerger Sprooch. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

7. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'inscription dans la Constitution de la langue luxembourgeoise comme langue nationale

M. Aly Jaerling *(Indépendant), auteur.*- Merci, Här President. Lëtzebuerg ass dat eenzegt Grënnerland vun der Europäescher Unioun, deem seng national Sprooch nach net op der Lëscht vun den europäesche Sproochen ageschriwwen ass, an dat ass am Fong de But vu menger Motioun, dass, nodeem dass mer eis Nationalsprooch och an eiser Verfassung verankert hunn, d'Lëtzebuerger Regierung soll bei den europäeschen Instanzen drop awierken, fir dass d'Lëtzebuerger Sprooch och als eis Nationalsprooch an Europa unerkannt gëtt.

Dat wëllt awer net heeschen - ech wëll dat och hei kloerstellen -, dass domadder verbonnen elo muss all Text op Lëtzebuergesch iwwersat ginn, wat, géif ech och soen, net noutwendeg ass, well mer jo schonn zwou europäesch Sproochen an eisem administrative Beräich hunn.

Mä et geet hei einfach just ëm d'Unerkennung vun eiser Sprooch als Lëtzebuerger Sprooch, a fir déi och an déi Lëscht eranzekréien. Ech mengen, dat ass de But vun dëser Motioun. An ech wär frou, wann d'Chamber mech hei géif dobäi ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Gutt. Da komme mer zum Vote vun där Motioun.

Vote

Kënne mer och do par main levée ofstëmmen?

Une voix.- Et si jo keng Ënnerschrëften drop.

(Interruptions)

M. le Président.- Ah jo.

Une autre voix.- Dann hätt se iwwerhaapt net dierfe presentéiert ginn.

M. le Président.- Ech mengen zwar, dass se ka presentéiert ginn.

Une autre voix.- D'Zäit leeft!

M. le Président.- Mä, Här Jaerling, de Moment ass eréischt eng Ënnerschrëft hei op där Motioun. Sinn aner Kolleegen heibannen, déi déi Motioun wëllen ënnerstëtzen?

(Négation)

Gutt, ech gesinn, dass dat net de Fall ass. Deementspriechend ass d'Motioun net recevabel. Da brauche mer och net driwwer ofzestëmmen.

Da komme mer zum nächste Projet de loi. Dat ass de 5639 iwwert d'TVA. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Norbert Haupert.

8. 5639 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5639 gesäit am Fong geholl nëmmen d'Verlängerung vum Délai d'application vum Gesetz vum 1. Juli 2003 vir, deen den 1. Juli 2006 ofgelaf ass. D'Gesetz vum 1. Juli 2003 huet eng europäesch Direktiv iwwert d'Erhiewe vun der TVA op de Servicer vun der Televisioun a vum Radio an iwwer verschidden elektronesch Déngschtleeschtungen ëmgesat. Ech ginn net méi op déi Dispositioune vun där Direktiv an, well mer déi beim Gesetz vum 1. Juli 2003 hei en long et en large diskutéiert hunn.

Déi Direktiv huet am Fong geholl virgesinn, dass d'Applikatioun vun där Direktiv nëmme sollt während dräi Joer a Kraaft trieden. Wat dann der Kommissioun d'Méiglechkeet ginn hätt, fir d'Auswierkunge vun der Direktiv ze studéieren an dann eng Propositioun ze maachen, entweder fir d'Direktiv ze verlängeren oder eng nei Direktiv ze proposéieren.

De Rapport vun der Kommissioun ass am Juni vum leschte Joer dem Conseil virgeluecht ginn, an et ass eng nei Proposition de directive gemaach ginn, fir einfach d'Applikatioun ëm eng gewëssen Zäit ze verlängeren. Am Ufank war déi Verlängerung op den 31. Dezember 2006 virgesinn, an eng spéider Direktiv, déi am Dezember geholl ginn ass, huet den Délai op den 31. Dezember 2008 verlängert.

Et war eis net méiglech, fir déi Direktiv, déi den 28. Juni geholl ginn ass, virum 1. Juli hei ëmzesetzen, a mathin ass dat Gesetz vum 1. Juli 2003 den 1.Juli 2006 ausser Kraaft getrueden. Et war also net méiglech, fir se duerch een eenzegen Artikel, dat heescht d'Prolongatioun vun deem Délai vun deem Gesetz, einfach esou ëmzesetzen. Dofir sinn am Fong geholl d'Dispositioune vum Gesetz vun 2003 komplett an dësem Projet mat iwwerholl ginn. A wéi gesot, vu dass mer dat deemools diskutéiert hunn, dispenséieren ech Iech vun deenen Detailer.

De Conseil d'État huet en Avis favorable zu deem Gesetz hei ginn. Hien huet awer virgeschloen, fir dës Kéier keng temporär Applikatioun virzegesinn, fir dass mer net méi erëm an déiselwecht Situatioun kommen, virun d'Alternativ gestallt ze ginn, fir entweder d'Gesetz ze prorogéieren oder, wéi dës Kéier, een neit Gesetz ze schreiwen. Wann also erëm eng Kéier eng Verlängerung géif virgesi ginn, da bleift dëst Gesetz bestoen, a wann eng nei Direktiv kënnt, gëtt d'Gesetz souwisou duerch d'Ëmsetzung vun där neier Direktiv ofgeschaaft.

D'Chambre de Commerce huet am Fong geholl d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv begréisst, well se mat sech bruecht huet, dass eng Rei vu ganz groussen internationalen Déngschtleeschtungsfirmen, déi am Beräich vun den elektronesche Servicer operéieren, hei op Lëtzebuerg komm sinn, wat sech positiv an de Recettë vun den TVA hei bei eis niddergeschloen huet. D'Kommissioun huet mäi Rapport och de 27. Februar unanime ugeholl, a si proposéiert den Text esou wéi e virläit hei ze stëmmen. Ech bréngen och domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Wann all déi aner Fraktiounen och domadder d'accord sinn, da géif ech dem Här Haupert wëllen als Rapporteur Merci soen, an ech géif Iech invitéieren, de Projet elo ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5639 ass mat 56 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

De Projet de loi 5613, en Zousazprotokoll vun der Union postale universelle. Rapporteur ass hei den honorabelen Här Maroldt. Hien huet elo d'Wuert, an all déi aner si gebieden dem Rapporteur nozelauschteren.

9. 5613 - Projet de loi portant approbation du Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, du Règlement général de l'Union postale universelle et de la Convention postale universelle et de son Protocole final ainsi que de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste, dans la version signée au Congrès postal universel de Bucarest, le 5 octobre 2004

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. François Maroldt *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Projet ass den 20. September 2006 vum Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, an der Chamber deponéiert ginn. Den Text ass den 22. Dezember 2006 vum Statsrot aviséiert ginn. An der Kommissiounssitzung vum 28. Februar 2007 huet d'Kommissioun hire Rapporteur designéiert an den Text zesumme mam Avis vum Statsrot analyséiert. De schréftleche Rapport ass an der Sitzung vum 9. Mäerz ugeholl ginn.

De virleiende Projet huet un éischter Plaz als Objet eng Rei vun Amendementer, déi als Resultat beim leschte Kongress vun der Union postale universelle, UPU, zu Bukarest am Hierscht 2004 erauskomm sinn. Den 23. Kongress huet virun allem versicht den internationale Postservice aus technescher, mä och aus präispolitescher Siicht ze reglementéieren.

Ech wëll just op déi wichtegst Punkten agoen:

- D'Kreatioun vun engem Comité consultatif: D'UPU gëtt aneren Acteuren, déi net aus dem Secteur public kommen, d'Geleeënheet, sech an d'Délibératioune vun der Organisatioun mat anzebannen an hir Meenung auszedrécken.

- Eng Definitioun vum Cachet postal électronique: Eng Rei vu Länner wéi Kanada, d'Vereenegt Staten, Frankräich, Italien, Portugal a Schweden hunn hei eng Virreiderroll gespillt. De Cachet postal électronique ass elo zu Bukarest als neie fakulta-

tive Service unerkannt ginn, wat an Zukunft déi international Zesummenaarbecht op dësem Gebitt wäert assuréieren.

- D'Verschécke vu Mécke mat der Post...

(Hilarité)

...zu wëssenschaftlechen Zwecker gëtt erlaabt. Si gi benotzt virun allem an der Recherche géint Alzheimer, Parkinson, Häerzkrankheeten a verschidde Forme vu Kriibs.

- Eng revidéiert Versioun vum Bezuelungssystem, wat den internationale Courrier betrëfft. Et gouf versicht de Kompensatiounssystem méi enk un d'Konditioune vun den eenzelne Länner unzepassen. De Coût réel sollt och besser reflektéiert ginn.

- Zu gudder Lescht: Et gouf och Bilan gezunn iwwert de Fonds pour l'Amélioration de la Qualité de Service, FAQS, deen 1999 beim Kongress zu Peking geschaf gouf. Mat grousser Satisfaktioun ass festgestallt ginn, datt mat senger Hëllef 279 Projeten, déi zur Verbesserung vum Postservice an den Entwécklungslänner bäigedroen hunn, finanzéiert gi sinn.

De Statsrot gëtt säin Accord de principe, mä freet sech, ob den Artikel 22, dee sech mat de Services de paiement befaasst, net eng Gefor fir d'Bankgeheimnis kéint duerstellen. D'Kommissioun dergéint huet festgestallt, dass den Artikel 22 quasi Lettre morte ass, well e scho längst net méi ugewannt ginn ass. A wann dëst de Fall sollt sinn, da misst d'Entreprise des Postes et Télécommunications an hirer Qualitéit als Professionellen aus dem Finanzsecteur sech strikt un d'Gesetz vun 1993 iwwert d'Finanzplaz halen, an deem och d'Bankgeheimnis festgehalen ass.

Wat d'Form ubelaangt, huet de Statsrot drop higewisen, datt hien eng kloer Trennung wënscht tëschent den Texter, déi formell mussen approuvéiert ginn, an deenen, déi just als Bäilag zum Dossier gëllen. D'Kommissioun ass do anerer Meenung, well hir vill un der Liesbarkeet vum Dokument läit.

Zu gudder Lescht proposéiert de Statsrot e puer Modifikatioune fir den Intitulé an de Libellé. Dës Propositioun vum Statsrot gouf eestëmmeg vun der Chamberskommissioun ugeholl.

Här President, ech denken, ech hätt a mengem virleefeg leschte Rapport an dësem Haus déi wichtegst Aspekter vun dësem Gesetzesprojet duergeluecht.

(Interruptions)

Dëse Projet huet an der Kommissioun zu kenge gréissere politesche Verwerfunge gefouert. Duerfir géif ech lech bieden, dësem Projet Är Zoustëmmung ze ginn, esou wéi dat d'CSV-Fraktioun mat hirem Accord virmécht.

Ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur Maroldt. Den Här Minister huet d'Wuert gefrot.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech wollt deene sukzessive Rapporteure vun de Mëtteg och vu Regierungssäit Merci soen. Ech hat déi Chance nach net bis elo. Ech géif et awer besonnesch wëllen, och am Numm vun der Regierung, maachen, fir den Här Deputéierte Maroldt an him och zugläich am Numm vun der Regierung alles Guddes wënschen op senger nächster professioneller Etapp.

Merci.

M. le Président.- D'Chamber schléisst sech deene gudde Wënsch, déi d'Regierung un d'Adress vum Här Maroldt geriicht huet, selbstverständlech un. Och mir wënschen him alles Guddes a senger zukünfteger Carrière.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert de Projet 5613.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5613 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

D'Projete 5648 a 5649 sinn zwee Accorden tëschent de Benelux-Länner mat Bosnien-Herzegowina a mat Mazedonien iwwert d'Réadmissioun vun deene Persounen, deenen hir Openthaltskonditiounen net regulariséiert sinn. Béid Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projeten. Dat ass den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

10. 5648 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

5649 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien relatif à

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Voorburg, le 30 mai 2006

Rapport commun de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert mech dem Rhythmus vun de Mëtteg dann adaptéieren. Déi zwee Projeten, dat hutt Der gesinn, si jo an engem gemeinsame Rapport écrit behandelt ginn; da wäert ech dat heibannen och esou maachen.

Et handelt sech bei dësen zwee Gesetzesprojeten ëm zwee Accords de réadmission, déi mer hei am Parlament approuvéiere mussen.

Beim 5648 handelt et sech ëm d'Reprise an d'Réadmissioun vu Persounen en situation irrégulière tëschent de Benelux-Staten a Bosnien-Herzegowina. Dësen Accord gouf am Juli 2006 zu Sarajevo ënnerschriwwen.

Beim zweete Projet, dem 5649, do geet et ëm en Accord de réadmission tëschent de Regierunge vun de Benelux-Staten an der mazedonescher Regierung, deen am Mee 2006 zu Voorburg an Holland ënnerschriwwe ginn ass.

Den 8. Dezember sinn déi zwee Projeten déposéiert ginn. De Rapport an der Kommissioun hu mer den 12. Februar gemaach. Mir sinn och dat éischt Benelux-Land, wat am Parlament dës zwee Projeten approuvéiert.

Dës zwee Projete schreiwe sech an de Kader vun der Lutte géint déi illegal Immigratioun an. Si sinn och d'Suite vun enger laanger Serie vun esou Accorden, wéi mer der scho vill heibanne beschwat hunn, entweder am Kader vu Benelux - do hu mer der scho 15 heibannen approuvéiert, déi heite sinn also elo de 16. an de 17. - oder am Kader vu Schengen an am Kader vun der Europäescher Unioun, wou mer esou Accords de réadmission och scho gemaach hunn.

D'EU erlaabt awer de Memberlänner bilateral weider esou Accorden ofzeschléissen. Nëmmen am Fall, wou den europäesche Ministerrot der Kommissioun schonn d'Mandat ginn huet, fir en Accord de réadmission ze verhandelen, däerfen d'Länner net méi bilateral esou Accordë maachen.

Hei geet et ëm zwee Accordë mat zwee Länner vum Westbalkan, déi sech am Prozess vun der Stabilisatioun an der Associatioun versichen un d'Europäesch Unioun unzenäheren. An deene Länner besteet e grousse Wëllen, eng euro-atlantesch Unnäherung ze erliewen.

Ech erënneren drun, dass mer um europäesche Plang an zwou Vitessë mat deenen zwee Länner fueren. Mat Mazedonien, oder besser gesot mat där fréierer jugoslawescher Republik vu Mazedonien, wéi se offiziell heescht, do hu mer schonn en ASA, e sougenannten Accord de stabilisation et d'association ënnerschriwwen. An dat Land huet och säit dem Dezember 2005 offiziell de Statut vum Kandidat, fir an d'EU eranzekommen.

Mir waren iwwregens als aussepolitesch Kommissioun virun annerhalleft Joer an deem Land, hunn hir europäesch Kommissioun getraff an haten och do eng ganz gutt Erfahrung an en Échange mat deene Leit gemaach an och sur place gesinn, dass se vill Effortë maachen, fir sech der europäescher Gesetzgebung ze näheren.

Bosnien-Herzegowina ass op engem aneren Niveau. Dir wësst, dass et elo zéng Joer hier ass, dass d'Dayton-Accorden ënnerzeechent gi sinn. Dat Land huet nach keen ASA mat der EU ofgeschloss.

Déi Accords de réadmission definéieren déi Konditiounen a praktesch Modalitéiten, wéi esou eng Réadmissioun vun de Persoune soll oflafen. Ech ginn net méi weider op de Prinzip an; mir hunn där Accordë wéi vill hei gehat. De Prinzip ass folgenden: All Land, wat esou en Accord ënnerzeechent huet, ass verflicht, seng Statsbierger, déi sech illegal ophalen um Territoire vun deem anere Land, dat den Accord ënnerschriwwen huet, erëm opzehuelen.

Dee Prinzip kennt Dir. Ech wollt just nach een Detail soen: Beim Accord mat Bosnien-Herzegowina schwätze mer vu Réadmissioun a Reprise. Si maachen en Ënnerscheed: Wann et sech handelt ëm Statsbierger vu Bosnien an Herzegowina, schwätze se vu Reprise, a bei Leit aus États tiers geet et ëm Réadmissioun. Bei deem anere Projet gëtt deen Ënnerscheed net gemaach.

De Statsrot huet dës zwee Projete favorabel aviséiert. Ech ginn lech elo hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun a bieden lech datselwecht ze maachen. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur, fir deen exzellente Rapport fir déi zwee Projeten.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert de Gesetzesprojet 5648[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5648 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir stëmmen dann of iwwert de Gesetzesprojet 5649[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5649 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Motioun, déi den Här Kox déposéiert huet. Här Kox, wëllt Dir d'Wuert nach eng Kéier dozou ergräifen?

11. Motion de M. Henri Kox concernant le projet de loi 4985 relatif aux chiens

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG) auteur.*- Jo, Här President, dann halen ech mech och un de Rhythmus vu virdrun. Et geet ëm d'Motioun, fir de Gesetzesprojet 4985 zréckzezéien an d'Regierung opzefuerderen, en ze iwwerschaffen an am Sënn vu méi enger grousser Responsabiliséierung vun den Hondshalter auszeschaffen.

Déi Gréng sinn net eleng bei där Aschätzung. Duerch déi Gespréicher an der Chamberskommissioun selwer respektiv mat all den Hondsbesëtzer respektiv Déiereschutzassociatioune stellt sech ganz kloer déiselwecht Meenung ervir.

Ech erënneren och nach eng Kéier un eng Motioun vun der Sozialistescher Partei, nämlech vum Här Zanussi vun 2004, déi an deemselwechte Sënn iwwerluecht huet a gesot huet - an dat ënnerstëtze mer ganz an därselwechter Richtung -: «Un chien n'étant pas méchant par nature, il conviendrait plutôt de légiférer sur son propriétaire.»

Mir mengen an dësem Gesetz ass dat net esou zréckzefannen. Duerfir sollte mer éischter a Richtung vun enger méi geziilter Opklärung vis-à-vis vun de Propriétairë vun den Hënn goen.

Och menge mer, dass eng Klassifizéierung vu geféierlechen Hënn an net geféierlechen Hënn näischt bréngt, well all wëssenschaftlech Etüden dat a sech widderleeën. Insbesondere déi lescht Interventioun oder Etüden aus der Schwäiz, déi ganz kloer an déi Richtung ginn, wou ganz kloer bewise gëtt, dass eben e ganz groussen Deel vu Bëtsswonnen net vun deenen Hënn ausginn, mä generell praktesch all Hond do betraff ass.

Och si mer der Meenung, dass insbesondere d'Bëssonfäll misste gemellt ginn, well nëmmen da kann eng seriö Etüd gemaach ginn iwwert d'Auswierkungen am Zesummenhang mat den Hënn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Mehlen huet nach d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, mir sinn e bëssen iwwerrascht iwwert déi Démarche vun de grénge Kolleegen. Mir sinn eis an eisen Aarbechten an der Kommissioun bis elo eens gewiescht, datt villes an deem Gesetz net esou ass, wéi mir eis et virstellen. Mir haten eng Partie Auditiounen, déi eis zur Erkenntnis gefouert hunn, datt dat, wat den Här Kox hei virgedroen huet, sech ongeféier géif als déi verstänneg Richtung undeiten.

Ech fannen awer, wann e Projet, deen d'Regierung erabréngt, net perfekt ass oder eis net gefält - dat hei ass jo iwwregens déi zweet Versioun, nodeem datt de Statsrot déi éischt zerrappt hat -, da solle mer eis als Chamber awer net ze schued sinn, fir dann derduerch ze goen an dat erauszehuelen, wat eis net gefält, an dat ze änneren, wou mer menge wat sollt geännert ginn.

Mir mengen eis dobaussen domat - an, ech mengen, och net zu Onrecht -, datt mer eng ganz Partie Projeten net esou schlécken, wéi dat ëmmer dobausse gesot gëtt: D'Chamber géif dat alles hei nëmmen esou duerchwénken. Duerfir si mir der Meenung, mir sollen eis ganz intensiv mam Projet auserneesetzen. Mir sinn och der Meenung, datt villes drasteet, wat muss eraus. Gréisstendeels an deem Sënn wéi den Här Kox et hei presentéiert huet.

Mä ech fannen et ass sech et awer vläicht e bëssen ze vill einfach gemaach, fir ze soen: Zéit zréck a bréngt erëm eppes Neies, wou deelweis souguer Saachen drasti wéi d'Identification électronique des chiens, wat souwisou elo schonn drasteet. Dat ass jiddefalls eis Positioun.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou! Mir kommen elo zur Ofstëmmung. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

Ech denken net. Ass de Vote électronique gefrot? Ass e gefrot?

(Assentiment)

Da musst Der mer dat soen.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President!

M. le Président.- Här Schneider?

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Ech wollt och eng Kéier kuerz als LSAP Stellung huelen zum Projet, wou mer inhaltlech mat Sécherheet eng Rei vun dëse Punkte kënnen akzeptéieren. Et gouf schonn zitéiert, datt eng Rei Meenunge vun der LSAP mat eragefloss sinn. Och mir gesinn awer eigentlech, datt mer an enger Procédure de discussion sinn an der Kommissioun, wou all déi Punkten de Moment undiskutéiert ginn a solle virun diskutéiert ginn.

An ech fannen et och richteg, datt mer ëmmer solle légiféréieren an déi dote Prozedur, déi amgaang ass, duerchzéien, well et sinn eng Rei aner Saachen dran, déi effektiv och Belaaschtunge fir d'Gemengen duerstellen; wéi derniewent d'Rassentrennung. All déi Saache goufen hei net ugeschwat, also solle mer dat och wierklech eng Kéier an der Kommissioun duerchgoen.

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech hunn och d'Gefill gehat, datt mer an der Kommissioun awer eng relativ korrekt Diskussioun haten. An ech sinn och der Meenung, datt déi extrem Standpunkte konnten e bësse méi no beienee bruecht ginn. Déi Écartë si reduzéiert ginn, a mir sinn um richtege Wee. Duerfir, wann déi

Motioun, déi meng Fraktioun och nach net konnt beuerteelen, haut zur Ofstëmmung kënnt, misste mer eis bei dëser Motioun enthalen.

M. le Président.- Den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Jo, ech géif mengen, Här President, da gëtt et nëmmen ee Kompromiss: Da kommt, mir ginn d'Motioun an d'Kommissioun.

(Hilarité)

M. le Président.- Ech hunn zwar gemengt, ech géif heibannen de Wonsch spieren, dass mer géifen driwwer ofstëmmen. Wann dat de Fall ass - den Auteur, mengen ech, wëllt dat och -, da komme mer elo zum Vote.

Ah pardon! D'Regierung.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, ech hunn zwar de Mëtteg schonn hei de Finanzminister, den Ausseminister, de Kommunikatiounsminister vertrueden, ech kann net och den Agrarminister vertrieden.

Ech menge just, datt mer hei och en institutionelle Problem hunn. D'Regierung gëtt duerch groussherzoglechen Arrêté autoriséiert an der Chamber e Projet de loi ze déposéieren. Ech mengen net, datt d'Regierung deen einfach esou kann zréckzéien an och net ka vun der Chamber dozou opgefuerdert ginn.

D'Chamber huet selbstverständlech d'Recht, de Projet leien ze loossen, net ze stëmmen, ze amendéieren, mä fir e Projet einfach esou zréckzezéien, nodeem mer en an der Chamber déposéiert hunn, do ass op d'mannst d'Fro erlaabt, ob dat iwwerhaapt geet. An eis Appréciatioun ass, datt dat net an där doter Form méiglech ass. Duerfir géif ech och aus deem Grond d'Chamber bieden, déi Motioun hei net unzehuelen.

M. le Président.- Also, ech mengen zwar, Här Minister, wann Der erlaabt: Et ass ëmmer d'Recht vun der Chamber, fir hei d'Regierung opzefuerderen an ze invitéieren, gewësse Schrëtt ze huelen.

(Interruption)

Ech wëll och soen, dass d'Regierung méi oft d'Chamber hei biet e Projet de loi vum Rôle ze sträichen. Voilà! Mä wann hei opgefuerdert gëtt, e Projet zréckzezéien, dann implizéiert dat selbstverständlech och, dass e vum Rôle soll gestrach ginn. Sou hunn ech op jidde Fall d'Démarche vun deene Gréngen hei verstanen. Mä ofgesinn elo dovunner, denken ech...

Une voix.- Dat ass och souwisou scho vun der Regierung gemaach ginn.

M. le Président.- Also, mir kommen elo definitiv zum Vote vun där Motioun hei. An ech ginn dovun aus, dass d'Regierung net invitéiert gëtt, de Projet zréckzezéien. Loosse mer dann emol kucken.

Vote

Ech kann d'Regierung berouegen. Et sinn 39 Deputéierten, déi der Meenung sinn, dass d'Regierung net soll invitéiert ginn, dee Projet hei zréckzezéien. Dee bleift also aktuell. Et sinn 13 Abstentiounen, bei 8 Jo-Stëmmen, déi gemengt hunn, e soll zréckgezu ginn.

Ont voté oui: M. Lucien Weiler;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Emile Calmes et Henri Grethen (par M. Emile Calmes).

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Den Ordre du jour fir déi nächst Sitzunge gëtt lech schrëftlech zougestallt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.17 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications pages 290-291

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention - Auteur: M. Henri Kox

et

5682 - Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques - Auteur: M. Carlo Wagner *(Déclarations de recevabilité)* page 291

Ordre du jour page 291

Hommage à M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion de son intronisation, en date du 12 mars 2007, en tant que membre associé étranger à l'Académie des Sciences morales et politiques de l'Institut de France page 291

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion du 50e anniversaire de la signature du Traité de Rome, suivie d'un débat pages 291-295

Dépôt d'une proposition de loi page 295

Dépôt d'une motion par Monsieur Félix Braz page 295

Question avec débat N°15 de Monsieur Roger Negri sur le renouvellement du Traité Benelux qui vient à échéance en 2010 page 296

Heure de questions au Gouvernement

- Question parlementaire N°1597 du 6 mars 2007 de Monsieur Laurent Mosar relative au Projet américain d'installation d'un bouclier antimissiles en République tchèque et en Pologne, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 296-297

- Question N°162 du 12 mars 2007 de Monsieur Ben Fayot relative à la proposition des États-Unis d'installer un bouclier de défense antimissiles en Pologne et en Tchéquie, à la mise en œuvre par le CAG de l'article 11 du TUE sur la politique étrangère et de sécurité commune et au positionnement du Luxembourg à l'OTAN, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 296-297

- Question N°163 du 13 mars 2006 de Monsieur Charles Goerens relative à la prolongation du mandat de l'Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes de l'UE par transformation en Agence des droits fondamentaux, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et à Monsieur le Ministre de la Justice page 297

- Question N°164 du 9 mars 2006 de Monsieur Roger Negri relative aux conclusions sur la politique énergétique et climatique retenues lors du Conseil européen des 8 et 9 mars 2007 et plus particulièrement sur les répercussions pour le Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement pages 297-298

- Question N°165 du 13 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la 3e année du Certificat d'Études Pédagogiques dispensée pour la dernière fois par l'Université du Luxembourg durant l'année académique 2007/2008, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 298

- Question N°166 du 13 mars 2007 de Monsieur Marco Schank relative aux procédures d'autorisation de décollage pour les hélicoptères de la Police grand-ducale et de l'Air Rescue à l'aéroport de Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre des Transports page 298

- Question N°167 du 9 mars 2007 de Monsieur Robert Mehlen relative au mode d'approche des avions à l'aéroport de Luxembourg dans le contexte des nuisances sonores et environnementales, adressée à Monsieur le Ministre des Transports pages 298-299

- Question N°168 du 12 mars 2007 de Monsieur Roland Schreiner relative à l'état actuel des négociations sur les conditions de travail auprès des CFL, adressée à Monsieur le Ministre des Transports page 299

- Question N°170 du 13 mars 2007 de Monsieur Marc Spautz relative à l'introduction d'un abonnement «Seniorenkard» et en particulier de la mise en vigueur de cette nouvelle mesure qui a été acceptée à l'unanimité par la Commission tarifaire en date du 17 novembre 2005, adressée à Monsieur le Ministre des Transports pages 299-300

- Question N°169 du 9 mars 2007 de Madame Anne Brasseur relative à la Charte du piéton de la section du parti socialiste de la Ville de Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre des Transports page 300

Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget page 300

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la sécurité au Centre de détention de Schrassig pages 300-304

Dépôt d'une proposition de loi page 302

5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques - Auteurs: MM. Marco Schank, Alex Bodry, Claude Meisch, François Bausch et Robert Mehlen

5701 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse - Auteur: Mme Lydie Err page 304

Dépôt d'une proposition de loi et d'une motion par M. Aly Jaerling pages 304-305

Dépôt d'une proposition de loi page 305

Ordre du jour page 305

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la problématique du suicide au Luxembourg et plus particulièrement au sujet du taux de suicide chez les jeunes pages 305-308

3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1er de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution page 308

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'abus de médicaments psychotropes chez les adultes et les jeunes en Europe et au Luxembourg pages 308-311

Question urgente N°1607 de Mme Martine Stein-Mergen relative au remboursement du nouveau code de visite majorée en médecine générale (V8 pages 311-312

Question avec débat N°14 de M. Claude Adam relative à l'introduction d'une filière en langue française pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire à l'École privée Notre-Dame dès la rentrée 2007-2008 page 312

5690 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés page 312

Dépôt d'un projet de loi page 313

5658 - Projet de loi portant modification des articles 271, 273bis, et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales pages 313-314

4992 - Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, 2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et 3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle - Second vote constitutionnel page 314

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox pages 314-315

Motion de M. Félix Braz relative à l'inscription des Non-Luxembourgeois sur les listes électorales page 315

Motion de M. Aly Jaerling relative à l'inscription dans la Constitution de la langue luxembourgeoise comme langue nationale page 315

5639 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée page 315

5613 - Projet de loi portant approbation du Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, du Règlement général de l'Union postale universelle et de la Convention postale universelle et de son Protocole final ainsi que de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste, dans la version signée au Congrès postal universel de Bucarest, le 5 octobre 2004 pages 315-316

5648 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

et

5649 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Voorburg, le 30 mai 2006 pages 316-317

Motion de M. Henri Kox concernant le projet de loi 4985 relatif aux chiens pages 317-318

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1368	M. Claude Meisch	Prise de position du Ministre de la Santé du 2 mai 2006 relative à la procréation médicalement assistée
1484	M. Xavier Bettel	Respect de la décision juridictionnelle relative au nombre de vols à l'aéroport du Findel
1489	M. Marcel Oberweis	Dispositif d'information et d'avertissement de la population
1494	M. Aly Jaerling	Réclamation des primes perçues en trop
1515	M. François Bausch	Publication et diffusion de textes coordonnés
1516	M. Jacques-Yves Henckes	Libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité
1524	Mme Marie-Josée Frank et M. Marcel Oberweis	Certification du bois dans le cadre de la loi sur les marchés publics
1527	M. Paul-Henri Meyers	Législation sur la nationalité
1529	M. Marc Spautz	Création d'un lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES)
1530	M. Marcel Oberweis	Financement de la fondation RESTENA
1531	Mme Martine Stein-Mergen	Répressions de la part du gouvernement du Laos envers le peuple des Hmong
1532	M. Marcel Oberweis	Axes de recherche de l'Université du Luxembourg
1534	Mme Marie-Josée Frank	Assurance dépendance
1535	M. Félix Braz	Taux d'abandon et d'échec dans les cours de luxembourgeois pour adultes
1536	Mme Colette Flesch	Commission d'accomagnement auprès du Service des Sites et Monuments nationaux
1537	M. Laurent Mosar	Système T2S
1538	M. Ben Fayot	Ratification du Traité de l'Antarctique
1539 cf. 1540	M. Claude Adam	Collection privée de livres anciens du nouveau château d'Ansembourg
1540 cf. 1539	M. Claude Adam	Bâtiments et terrains du site du château d'Ansembourg
1542	Mme Claudia Dall'Agnol	Non-application de l'interdiction de fumer dans le Centre socioéducatif de Dreiborn
1543	M. Henri Grethen	Application de la directive 92/43/CEE («directive Habitat») - Gestion du débit du barrage d'Esch-sur-Sûre
1544	M. Henri Grethen	Application de la directive 92/43/CEE («directive Habitat») - Couche de vase au fond de la Sûre
1545	M. Marcel Oberweis	Arrêt partiel ou complet des centrales éoliennes dans le parc éolien «Burerbierg» à Mompach
1548	M. Camille Gira	Allocation d'indemnités spéciales pour forestiers
1549	M. Henri Kox	Contrôles douaniers
1550	M. Roger Negri	Port obligatoire de la veste rétroréfléchissante pour les conducteurs qui sortent d'un véhicule en panne
1551	Mme Nancy Arendt	Assurance dépendance
1554	M. Camille Gira	Jugement du tribunal administratif en matière d'accès du public à l'information relative à l'environnement
1556	M. Aly Jaerling	Démocratie participative et dialogue avec les jeunes
1558	M. Aly Jaerling	Augmentation du coût d'hébergement dans les maisons de soins
1559	M. Jean Huss	Mise en œuvre du règlement REACH
1564	M. Carlo Wagner	Création d'une unité de sécurité pour délinquants mineurs au Centre socioéducatif de Dreiborn
1565	Mme Claudia Dall'Agnol	Enseignement musical pour adultes
1566	M. Ben Fayot	Harmonisation des sanctions prévues pour les infractions environnementales
1569	M. Jean Huss	Application de la nouvelle loi relative à la lutte antitabac
1570	Mme Viviane Loschetter	Indemnités de chômage
1577	M. Xavier Bettel	Mesures de sécurité du Centre pénitentiaire de Schrassig
1582	M. Xavier Bettel	Arrêt du 15 février 2007 de la Cour administrative - Centre de séjour provisoire
1587	M. Xavier Bettel	Présence de détenus sur la toiture du Centre pénitentaire de Luxembourg (CPL)
1589	M. Marc Spautz	Fermeture ou délocalisation éventuelle de l'usine Arcelor/Mittal à Schifflange
1591	M. Aly Jaerling	Fermeture ou délocalisation éventuelle de l'usine Arcelor/Mittal à Schifflange
1595	Mme Claudia Dall'Agnol	Exécution de peine en semi-liberté pour les détenus féminins
1600	Mme Nancy Arendt	Télévision numérique
1638 urgente	M. Aly Jaerling	Remboursement des analyses sanguines

Question 1368 (26.10.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **prise de position du Ministre de la Santé du 2 mai 2006 relative à la procréation médicalement assistée:**

Dans son avis sur le projet de loi N°5448 relatif aux tissus et cellules humains utilisés à des fins thérapeutiques et scientifiques, le Conseil d'État recommande vivement aux autorités d'élaborer au plus vite un projet de législation relative à la procréation médicalement assistée.

Le Ministre de la Santé fait remarquer dans sa prise de position du 2 mai 2006 sur l'avis émis par le Conseil d'État et concernant la recommandation du Conseil d'État d'élaborer au plus vite une législation relative à la PMA, qu'il ne peut «que souscrire à cette suggestion, tout en notant que si les aspects techniques de pareille législation relèvent bien du Ministère de la Santé, les aspects sociétaux et éthiques, bien plus ardus, mettent davantage à contribution les Ministres de la Justice et de la Famille.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Madame la Ministre de la Famille:

- Partagent-ils les vues du Ministre de la Santé sur ce point?

- Est-ce que leurs ministères respectifs ont déjà entamé les travaux sur une législation relative à la PMA?

- Quel est, le cas échéant, l'état d'avancement de ces travaux?

Réponse commune (12.3.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Avant de se prononcer définitivement sur la nécessité de légiférer en matière de procréation médicalement assistée, le Conseil de Gouvernement a chargé les ministères compétents à faire établir une liste des problèmes susceptibles de se poser en la matière, ceci plus particulièrement à la lumière de la situation de fait et de droit en vigueur actuellement.

Question 1484 (4.1.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **respect de la décision juridictionnelle relative au nombre de vols à l'aéroport du Findel:**

Suite à mes questions parlementaires N°1210 du 28 juillet 2006 *(cf. compte rendu N°1/2006-2007)* et N°1400 du 14 novembre 2006 *(cf. compte rendu N°5/2006-2007)*, Monsieur le Ministre des Transports m'a fait savoir que les conditions imposées dans le jugement du Tribunal administratif du 19 mai 2004 concernant le nombre maximal de vols à l'aéroport du Findel pour pouvoir poursuivre la construction de la nouvelle aérogare n'ont pas été respectées.

À titre de rappel il faut savoir que le jugement susmentionné n'avait autorisé la continuation du chantier qu'à condition de ne pas dépasser le nombre de mouvements recensés entre juillet 2003 et juillet 2004.

Or, d'après la réponse ministérielle du 5 décembre 2006 le total des vols enregistrés par l'Administration de l'Aéroport entre juillet 2005 et juin 2006 dépasse de plus de 3.000 mouvements le plafond fixé par le Tribunal administratif.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre est-il d'avis que dans ces conditions le cadre juridique arrêté par la décision de la juridiction administrative n'est plus respecté?

- Monsieur le Premier Ministre estime-t-il que par conséquent un arrêt immédiat des travaux devra être décrété par les Ministères du Travail et de l'Environnement?

- Quelles sont les initiatives entretemps prévues par le Gouvernement pour respecter ledit jugement du Tribunal administratif? Dans la mesure où de telles initiatives font encore défaut, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre à quelle échéance pour respecter la décision juridictionnelle en question?

Réponse (12.3.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1. L'honorable Député est informé que la légalité de l'autorisation commodo/incommodo N°1/02/0030 du 8 octobre 2002 du Ministre de l'Environnement concernant la construction et l'exploitation de la nouvelle aérogare avait été confirmée par le jugement du tribunal administratif du 19 mai 2004.

2. Les dossiers commodo/incommodo «aérogare» et «aéroport» sont strictement à séparer. Le fait que le nombre de mouvements d'avions recensés entre juillet 2005 et juin 2006 a, en raison d'un accroissement imprévisible des mouvements d'hélicoptères effectuant des missions de sécurité et humanitaires, dépassé le seuil fixé par la décision du tribunal administratif du 19 mai 2004 n'a aucune répercussion sur le dossier «aérogare». Un arrêt immédiat des travaux de construction de la nouvelle aérogare ne sera partant pas décrété.

3. Une autorisation d'exploitation concernant le dossier commodo/incommodo «aéroport» sera délivrée dans les prochains jours en vertu des dispositions afférentes de la législation sur les établissements classés et du règlement grand-ducal du 17 mai 2006 déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol «Aéroport et environs».

Par ailleurs, une carte de bruit stratégique conforme aux dispositions du règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement sera établie cette année. Par la suite, un plan d'action visant à gérer et à réduire les nuisances de bruit et les effets y relatifs sera élaboré.

Question 1489 (8.1.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **dispositif d'information et d'avertissement de la population:**

Les technologies de la communication vont bon train et une multitude de nos citoyens et citoyennes disposent d'un GSM et souhaitent être désormais avertis par un SMS en cas de catastrophe mettant en péril les personnes qui se trouvent sur le territoire du Grand-Duché.

À part les sirènes dont l'alarme n'est pas perçue par tout le monde, on pourrait informer la population par cette voie de communication supplémentaire. L'usage du SMS permettra notamment d'avertir toute la population, y compris les personnes malentendantes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Le Gouvernement soutient-il l'idée d'un tel système d'information?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement a-t-il déjà entamé des pourparlers avec les différents opéra-

teurs de GSM sur les moyens techniques nécessaires pour le fonctionnement d'un tel service d'information?

- Quel est le «timing» pour mettre à disposition cette possibilité d'information supplémentaire?

Réponse (7.3.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La communication en cas de crise, et plus particulièrement en cas de catastrophes naturelles, avait incité le Gouvernement à demander dès 2005 au Comité national des Télécommunications d'étudier la mise en place d'un système d'information par voie de GSM. Le Centre de Communications du Gouvernement fut dans la suite chargé de la mise en oeuvre concrète du projet.

En 2006, un contrat relatif à un système de gestion d'alertes a été attribué à une société luxembourgeoise spécialisée dans ce genre de communications au niveau national et international. Ce système d'alerte permet d'informer simultanément, soit par message SMS, soit par message parlé sur GSM et téléphone fixe, soit par fax, soit par courriel, un nombre important d'entités et/ou de personnes et de suivre la bonne réception des alertes.

Dans le cadre de ses attributions, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a introduit via l'Administration des Services de Secours l'ensemble des numéros de téléphone (GSM, fax et téléphone fixe) des communes et des syndicats de communes.

Dans ce contexte il n'est pas nécessaire que le Gouvernement entame des pourparlers avec les différents opérateurs, du fait que soit la société actuellement sous contrat, soit le Centre de Communications du Gouvernement gérera l'infrastructure qui émet les messages, les opérateurs n'ayant que l'obligation de les transmettre à des adresses bien définies.

Concernant l'alerte de la population, le Comité national des Télécommunications suit les efforts de normalisation dans ce domaine auprès de l'ETSI (European Telecommunications Standards Institute). Le projet de recherche U2010 de l'Union européenne, attribué à un consortium sous la direction de l'Université du Luxembourg et reprenant de nombreuses firmes nationales, travaille également sur ce sujet. Une mise en place sera proposée dès que techniquement faisable.

Question 1494 (4.1.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **réclamation des primes perçues en trop:**

De Wunnengsbauministère mécht opgrond vum modifiéierte groussherzogleche Reglement vum 23. am Heemount 1983 bei de Betraffenen all zwee Joer eng Revisioun, wat d'Recht op Primen an Zënssubventioune betrëfft, fir d'Héicht vun deenen Zouschëss un déi effektiv finanziell Situatioun vun der Famill unzepassen.

Elo ass et awer esou, datt de Wunnengsbauministère bei verschiddene Betraffenen higeet an zéng Joer zréckkontrolléiert, wat d'Berechtegung op Primen ubelaangt, fir dann zéng Joer réckwierkend ze vill verséiert Primen ëremzeverlaangen.

Dat schéngt mer kuriéis, well jo awer all zwee Joer Revisioune gemaach ginn, an zéng Joer zréckrechne schéngt mer och net normal, wann een et mat anere Beräicher vergläicht.

Esou kann, zum Beispill, e Salarié beim Stat nëmme réckwierkend fënnef Joer seng Rechter akloen, an d'Steieramt rechent menges Wëssens no och nëmme fënnef Joer zréck, fir Steieren anzekassëieren.

Am Privatsecteur kann e Salarié souguer nëmme réckwierkend dräi Joer seng Rechter akloen.

Et ka menger Usiicht no dofir net sinn, datt de Wunnengsbauministère réckwierkend zéng Joer Rückständ aklot, well e jo all zwee Joer eng Revisioun vun de Primë mécht.

An en hat jo d'Méiglechkeet bei eventuell ze vill verséierte Primen éischter ze reagéieren, op kee Fall awer eréischt no zéng Joer.

Et kann och net als Ursaach gëlle gelooss ginn, datt de Wunnengsbauministère eréischt säit kuerzem selwer beim zoustännege Ministère nofroe kann, ob de Primëbénéficiaire Kannergeld kritt, well d'Héicht vun de Primen sech och op mannerjähreg Kanner bezitt.

Do stelle sech awer Froen am Zesummenhang mam Dateschutz an der Trennung vun de Gewalten.

De Ministère hat virdrun d'Méiglechkeet all zwee Joer beim Primëbénéficiaire Piècen ze verlaangen, déi beleeën, datt effektiv Kannergeld ausbezuelt gëtt, an dat misst och esou bleiwen.

Kann den Här Wunnengsbauminister mer duerfir dës Froe beäntweren?

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt säi Ministère bis zu zéng Joer réckwierkend ze vill verséiert Primen zréckverlaangt?

2. Ass et net esou, datt, wéi an anere Beräicher, d'Réckwierkung nëmme bis fënnef Joer misst dierfe goen, bei den Zënssubventiounen souguer nëmmen zwee Joer, well jo all zwee Joer Revisioune gemaach ginn?

3. Wéi ass et méiglech, datt, obwuel all zwee Joer eng Revisioun vun der Situatioun vum Primëbénéficiaire gemaach gëtt, während zéng Joer keng Reaktioun vun den zoustännege Servicer kënnt, wa gewosst ass, datt ze vill Primë verséiert goufen?

4. Wéisou kann de Wunnengsbauministère beim zoustännege Familljeministère nofroen, ob eng Famill Kannergeld kritt? Wéi ass dat am Zesummenhang mam Dateschutz a mat der Trennung vun de Gewalten ze verstoen?

Réponse (2.3.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

1. Geméiss dem groussherzogleche Reglement vum 23. Juli 1983 iwwert d'Wunnengsbäihëllefe fuerdert de Service des Aides au Logement vum Wunnengsbauministère d'Leit, déi Subventioune kréien, all zwee Joer schréftlech op him eventuell Ännerunge vun hirer Familljen- an/oder Akommessituatioun matzedeelen.

Leider huet sech net all Bénéficiaire an der Vergaangenheet dorunner gehalen, an dofir ass de Service des Aides au Logement dozou iwwergaangen all Dossier systematesch ze iwwerpréiwen, wat duerch d'Aféierung am Joer 2006 vun engem neien informatesche System duerch de Centre informatique de l'État konnt optimiséiert ginn.

Duerch deen neien informatesche System vum CIE konnten all déi Fäll identifizéiert ginn, wou d'Leit bei der Zënsbonifikatioun an der Zënssubventiou dem Service keng oder inexakt Informatiounen zoukomme gelooss hunn oder wou si enger Remboursementsopfuerderung vum Service net nokomm sinn - also och déi Fäll, déi schonns fënnef oder méi Joer zréckleien.

2. Weder am modifizéierte Gesetz vum 25. Februar 1979 iwwert d'Wunnengsbäihëllefen nach am Reglement vum 23. Juli 1983 ass eng Prescriptiounsfrist virgesinn, iwwert déi eraus keng Remboursementer méi dierfe gefrot ginn. Duerfir gëllt, dass och wa laut Reglement all zwee Joer eng Dossiersrevisioun gemaach gëtt, och Dossieren iwwert déi zwee Joer eraus kënnen iwwerpréift ginn.

3. Wéi schonns gesot, ginn all zwee Joer Dossiersrevisiounen am Kader vun de Subventiounen (an net vun de Bau- oder Uschafungsprimen) gemaach, an dofir schreift de Service déi concernéiert Leit am Virfeld un, fir dass si him eventuell Ännerunge vun hirer Familljen- oder Akommessituatioun matdeelen.

Well awer eng Rei Leit dëser Opfuerderung net ëmmer nokomm sinn, a well de Service eréischt zënter kuerzem iwwert déi néideg performant informatesch Mëttele verfügt, konnten och Fäll, déi zum Deel wäit iwwert déi zwee Joer erausgaange sinn, nogekuckt ginn.

4. Ee vun de Parametere fir d'Berechnung vun der Héicht vun den individuelle Wunnengsbäihëllefen ass d'Unzuel vun de Kanner, déi am Stot wunnen a fir déi noweislech och Kannergeld ausbezuelt gëtt.

Fir net brauchen extra bei der zoustänneger Kannergeldskeess virstelleg ze ginn, fir dësen Zertifikat ze froen, huet de Service des Aides au Logement, zesumme mat der Kannergeldskeess, eng Méiglechkeet geschafe fir just dës Informatiounen dem Service des Aides au Logement zoukommen ze loossen.

De Client sengersäits autoriséiert de Service des Aides au Logement a senger Demande, déi hien ausfëllt, dass dëse Service all déi Informatiounen, déi fir d'Beaarbechtung vu sengem Dossier néideg sinn, bei deene respektiven Administratiounen nofroe kann.

Fir awer dem Dateschutz gerecht ze ginn huet d'Administratioun keng interaktiv Verbindung mat der Datei vun der Kannergeldskeess. Dëst bewierkt, dass d'Informatioun, déi zougänglech ass, nëmmen engem bestëmmten Zäitpunkt entsprécht, an zwar entweder dem Zäitpunkt, wou d'Wunnengsbäihëllefen déi éischte Kéier berechent ginn oder awer all zwee Joer zum Zäitpunkt vun der Dossiersrevisioun.

Well also d'Dateie vun der Kannergeldskeess net mat den Dateie vum Service des Aides au Logement verbonne sinn, ass et och net méiglech d'Ännerungen, déi vun der Kannergeldskeess gemaach ginn, automatesch an de Service des Aides au Logement ze iwwerdroen. De Client muss also all Ännerungen, déi hie betreffen, dem Service selwer matdeelen.

D'Mataarbechter vum Ministère du Logement sinn amgaange mat der zoustänneger „Commission nationale de Protection des Données" Léisungen ze sichen, déi dës Prozeduren am Intérêt vun de Leit a vun de Verwaltunge méi einfach maachen, an dat am Aklang mat de Bestëmmunge vun deem neien Dateschutzgesetz, wat jo schonns um Instanzewee ass.

Question 1515 (18.1.2007) de **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **publication et la diffusion de textes coordonnés:**

La diffusion de textes consolidés est un moyen efficace de simplifier et de faciliter l'accès à la diversité des textes législatifs en vigueur. Parmi ces publications, on trouve des textes coordonnés sous forme de Codes-loi ou de Codes-compilation qui font l'objet d'un certain nombre de mises à jour et qui sont normalement en vente en librairie. Le Service central de législation propose également ces publications juridiques gratuitement sur Internet à travers le site Legilux, portail juridique du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

Les éditeurs de ces codes sont, le plus souvent, les ministères qui ont pour attribution l'objet du Code, ou encore le Service central de législation. Or, certains codes sont imprimés par des maisons d'éditions privées et ne sont pas téléchargeables électroniquement (par exemple le Code fiscal).

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quels sont les critères qui déterminent si l'éditeur d'une publication de textes coordonnés est public ou privé?

- Pourquoi ne peut-on pas trouver le Code fiscal gratuitement sous le format électronique alors que la rédaction de celui-ci est assurée par des fonctionnaires des Administrations des contributions, de l'enregistrement et des accises?

- Dans le contexte du droit d'accès à l'information, les différents textes coordonnés ne devraient-ils pas toujours être disponibles gratuitement sous le format électronique?

Réponse commune (20.3.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement,* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Le site Internet «www.legilux.lu» est le portail juridique du Gouvernement du Grand-Duché, réalisé et géré par le Service central de législation. Son accès est gratuit, le Gouvernement ayant fait sien l'adage que «nul n'est censé ignorer la loi».

Il a été crée dans le sillon du Conseil européen de Feira des 19 et 20 juin 2000, les chefs d'État et de gouvernement ayant décidé de promouvoir, dans leurs pays respectifs, le développement de la société de l'information et de mettre en chantier toute une série de projets concrets dans les divers volets de la vie politique, sociale et culturelle. Au Luxembourg, ce programme a pris le nom de «eLuxembourg» respectivement «eGovernment».

Le site Legilux présente, à côté du Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, les publications du Service central de législation, à savoir, l'Annuaire Officiel d'Administration et de Législation, le Code Administratif, le Code de l'Environnement, le Code de la Santé, le Code du Travail, divers recueils de Législation et Guides pratiques, etc.. Il contient également des liens vers les publications d'autres ministères (par exemple le Code civil, le Code pénal, le Code de la Route, le Code des Assurances sociales, etc.).

Dans ce contexte l'honorable Député voudrait connaître les raisons pour lesquelles certains codes, et notamment le Code fiscal, sont édités et imprimés par une maison d'édition privée et pourquoi les textes qui y figurent ne sont pas téléchargeables sur le site Legilux.

Afin de comprendre la situation actuelle, il est indispensable de jeter un coup d'œil en arrière.

En 1955, le Gouvernement entendait faire une grande réforme fiscale qui allait douze ans plus tard aboutir à la seule loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Dans l'exposé des motifs du projet de loi 571, daté du 19 octobre 1955, il est indiqué que: «Sans vouloir insister sur l'hypothèse psychologique qui grève nécessairement un système fiscal introduit au cours d'une occupation odieuse, il paraît indispensable de doter le pays, dix ans après la Libération, de textes complets, cadrant avec nos institutions et élaborés par des juristes et des fiscalistes luxembourgeois. Les sources de la législation en vigueur qui est d'origine étrangère et qui se trouve figée en passant sous la souveraineté luxembourgeoise, doivent être recherchées dans des textes épars, partiellement abrogés, soit chez nous, soit dans leur pays d'origine. La terminologie de ce droit fiscal est adaptée au droit public, au droit civil et au droit commercial allemands. Les amendements opérés par le législateur luxembourgeois greffent des conceptions de notre droit sur celles d'un droit étranger. La vue d'ensemble sur une législation aussi disparate est nécessairement limitée à un petit nombre de spécialistes. Aussi le contribuable peut il avoir le sentiment d'être livré à l'arbitraire de ceux qui sont dans les secrets de la loi.»

Au début des années soixante, toujours dans l'attente d'une réforme fiscale complète, un fonctionnaire de l'Administration des contributions, Monsieur Joseph Sinner, s'associa le concours de quelques pionniers dans le domaine fiscal et commença la publication des textes [(Abgabenordnung), impôt sur la circulation juridique des biens, impôt sur les assurances (Versicherungssteuergesetz), impôt dans l'intérêt du service incendie (Feuerschutzsteuergesetz), etc.] sous forme d'une codification officieuse dans laquelle les auteurs ont essayé d'assembler les textes disparates, d'analyser l'application des différentes mesures fiscales allemandes, de faire la comparaison entre les hiérarchies des différentes normes juridiques allemandes et luxembourgeoises. En ce qui concerne plus spécifiquement la taxe sur la valeur ajoutée, la situation relatée ci-dessus n'est différente qu'en ce sens qu'il ne s'est pas agi à cet égard de codifier des textes très anciens éparpillés, mais surtout d'analyser, de commenter et d'expliquer les dispositions d'un impôt dont les implications sont devenues très complexes.

Les codifications officieuses n'engagent que leurs auteurs et n'ont jusqu'à ce jour jamais été considérées comme textes légaux officiels, ni par les administrations concernées, ni d'ailleurs par le Ministre des Finances.

Il est vrai qu'au fil des années de plus en plus de professionnels se sont fiés à cette codification officieuse qui a su s'imposer dans les milieux intéressés.

Les fonctionnaires, collaborateurs du Code fiscal, assument personnellement la responsabilité des remarques et opinions exprimées dans les publications privées et il ne fait pas de doute que l'éditeur privé possède un droit d'auteur sur l'analyse et la présentation des textes.

Question 1516 (22.1.2007) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité:**

La libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité va enfin s'étendre aux ménages à partir du 1er juillet de cette année. Or la diversité de structuration des tarifs, l'absence de publication des tarifs prix pour l'utilisation des réseaux pour l'année 2007, voire leur publication avec effet rétroactif, ne permettent pas aux ménages d'apprécier la politique des tarifs pratiqués par les divers distributeurs fournisseurs.

Ceci risque de devenir encore plus complexe à partir du 1er juillet 2007. Or, j'estime que les ménages doivent être à même de pouvoir comparer les tarifs pratiqués et que le Gouvernement devrait, à l'instar d'autres pays, établir un site Internet comparatif des tarifs pour

les diverses formes d'énergie afin d'améliorer la concurrence.

La loi budgétaire a introduit au 1er janvier 2007 des accises sur le gaz naturel. La recette estimée est d'environ cinq millions d'euros. J'estime que cette taxe devrait être utilisée dans le but d'encourager la construction de centres de production de biogaz et - dans une optique Kyoto - afin d'amener les producteurs de biogaz à se relier au réseau gaz plutôt qu'au réseau électricité.

Dans le cadre de l'application de la législation existante je pensais que les distributeurs devaient facturer à eux-mêmes l'électricité consommée par leurs propres services.

Or il me revient qu'au moins une commune du sud du pays voit cela différemment et qu'en n'établissant pas de factures pour ses dépenses d'électricité de son administration elle évite un accroissement de ses dépenses budgétaires et de payer les taxes et accises afférentes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Le Gouvernement entend-il mettre à disposition du public pour le 1er juillet de cette année un site Internet informant les ménages sur les tarifs pratiqués par les divers fournisseurs de gaz, d'électricité, voire même de produits pétroliers, afin de leur permettre de comparer les tarifs et d'user de la liberté de choix?

2) Quels sont au 1er janvier les tarifs TTC des divers fournisseurs de gaz et d'électricité pour un ménage consommant par an 2.500 kWh respectivement 5.000 kWh d'électricité et 2.000 m³ respectivement 4.000 m³ de gaz de chauffage (chauffage normal et chaudière à condensation)?

3) Le Gouvernement envisage-t-il d'affecter la nouvelle taxe sur le gaz à la production de biogaz dans l'optique exposée ci-dessus?

4) Les fournisseurs et distributeurs d'énergies doivent-ils facturer à eux-mêmes l'électricité consommée par les services relevant de leur administration? Si tel est le cas, pouvez-vous me dire si tous les distributeurs fournisseurs s'y sont conformés? Quelles actions le Gouvernement entend-il entreprendre pour faire respecter la loi? À quel montant peut être estimée la fraude fiscale de la ville concernée qui a omis de procéder à la facturation de l'électricité et du gaz utilisé par ses propres services?

Réponse (12.3.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question en quatre volets de l'honorable Député Jacques-Yves Henckes, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations suivantes:

1) Le Gouvernement n'envisage pas à ce stade de créer un site Internet particulier pour informer le public quant aux tarifs pratiqués par les divers fournisseurs de gaz et d'électricité, voire de produits pétroliers, dans la mesure où tous ces fournisseurs publient régulièrement leurs tarifs respectifs sur leur propre site Internet où le grand public peut librement procéder à toute sorte de comparaison qui bon lui semble en la matière.

2) Quant aux tarifs appliqués par les différents fournisseurs d'électricité au 1er janvier 2007, question liée à celle posée par le même député le 10 août 2006, je vous indique ci-après les prix d'application au 1.7.2006 respectivement au 1.1.2007 pour les catégories de consommation 1.200 kWh, 3.500 kWh et 7.500 kWh, ceci dans le souci de donner à tout intéressé les meilleures possibilités de comparaison:

2a) Les prix de l'électricité payés par un client ménager approvisionné par **Cegedel** et raccordé au réseau de Cegedel Net sont les suivants (frais de comptage compris):

Consommation annuelle (clients-type Eurostat)	Prix au 1/1/2007 (en €/kWh)		Prix au 1/7/2006 (en €/kWh)	
	hors taxes / contributions*	TTC	hors taxes / contributions*	TTC
1.200 kWh	**0,2059**	**0,2267**	0,1946	0,2192
3.500 kWh	**0,1604**	**0,1785**	0,1469	0,1686
7.500 kWh	**0,1477**	**0,1650**	0,1336	0,1545

* TVA, taxe sur l'électricité, contribution au fonds de compensation

2b) Les prix de l'électricité payés par un client ménager approvisionné par la **Ville de Luxembourg** sont les suivants (frais de comptage compris):

Consommation annuelle (clients-type Eurostat)	Prix au 1/1/2007 (en €/kWh)		Prix au 1/7/2006 (en €/kWh)	
	hors taxes / contributions*	TTC	hors taxes / contributions*	TTC
1.200 kWh	**0,2157**	**0,2371**	0,1956	0,2203
3.500 kWh	**0,1607**	**0,1788**	0,1487	0,1705
7.500 kWh	**0,1454**	**0,1626**	0,1356	0,1567

2c) Les prix de l'électricité payés par un client ménager approvisionné par la **Ville d'Esch-sur-Alzette** sont les suivants (frais de comptage compris):

Consommation annuelle (clients-type Eurostat)	Prix au 1/1/2007 (en €/kWh)		Prix au 1/7/2006 (en €/kWh)	
	hors taxes / contributions*	TTC	hors taxes / contributions*	TTC
1.200 kWh	**0,1909**	**0,2108**	0,1842	0,2082
3.500 kWh	**0,1548**	**0,1725**	0,1481	0,1699
7.500 kWh	**0,1447**	**0,1619**	0,1380	0,1592

2d) S'agissant des prix du gaz au 1er janvier 2007 pour les catégories de consommateurs 2.000 m³ et 4.000 m³, soit pour une puissance installée de 17 kW respectivement 35 kW, veuillez trouver ci-après les informations afférentes des divers fournisseurs:

Luxembourg Chauffage	Puissance	Consom. estimée	Tarif au 1/1/2007	Prime fixe	Location compteur	Taxe gaz naturel	Total HTVA	TVA 6%	Total TTC
	kW	*m³/an*	*ct/m³*	*€/mois*	*€/mois*	*ct/m³*	*€/a*	*€/a*	***€/a***
Appartement / petite maison	17	2.000	39,71	7,40	3,18	1,187	944,88	56,69	**1.001,57**
Maison individuelle	35	4.000	39,71	12,95	3,18	1,187	1.829,42	109,77	**1.939,18**
Chaudières à condensation	**Puissance**	**Consom. estimée**	**Tarif au 1/1/2007**	**Prime fixe**	**Location compteur**	**Taxe gaz naturel**	**Total HTVA**	**TVA 6%**	**Total TTC**
	kW	*m³/an*	*ct/m³*	*€/mois*	*€/mois*	*ct/m³*	*€/a*	*€/a*	***€/a***
Appartement / petite maison	17	2.000	38,60	7,40	3,18	1,187	922,68	55,36	**978,04**
Maison individuelle	35	4.000	38,60	12,95	3,18	1,187	1.785,02	107,10	**1.892,12**
SUDGAZ Chauffage	**Puissance**	**Consom. estimée**	**Tarif au 1/1/2007**	**Prime fixe**	**Location compteur**	**Taxe gaz naturel**	**Total HTVA**	**TVA 6%**	**Total TTC**
	kW	*m³/an*	*ct/m³*	*€/mois*	*€/mois*	*ct/m³*	*€/a*	*€/a*	***€/a***
Appartement / petite maison	17	2.000	39,00	6,70	0,50	1,187	890,14	53,41	**943,55**
Maison individuelle	35	4.000	39,00	10,20	0,50	1,187	1.735,88	104,15	**1.840,03**
Dudelange Chauffage	**Puissance**	**Consom. estimée**	**Tarif au 1/1/2007**	**Prime fixe**	**Location compteur**	**Taxe gaz naturel**	**Total HTVA**	**TVA 6%**	**Total TTC**
	kW	*m³/an*	*ct/m³*	*€/mois*	*€/mois*	*ct/m³*	*€/a*	*€/a*	***€/a***
Appartement / petite maison	17	2.000	39,50	6,58	0,74	1,187	901,58	54,09	**955,67**
Maison individuelle	35	4.000	39,50	10,90	0,74	1,187	1.767,16	106,03	**1.873,19**
LUXGAZ Chauffage	**Puissance**	**Consom. estimée**	**Tarif au 1/1/2007**	**Prime fixe**	**Location compteur**	**Taxe gaz naturel**	**Total HTVA**	**TVA 6%**	**Total TTC**
	kW	*m³/an*	*ct/m³*	*€/mois*	*€/mois*	*ct/m³*	*€/a*	*€/a*	***€/a***
Appartement / petite maison	17	2.000	40,80	5,10	0,62	1,187	894,33	53,66	**947,99**
Maison individuelle	35	4.000	40,80	10,5	0,62	1,187	1.784,81	107,09	**1.891,90**

3) Concernant l'affectation de la nouvelle taxe sur le gaz, le Gouvernement entend bien continuer à promouvoir l'utilisation du biogaz sous toutes ses formes sans pour autant créer un lien direct entre la perception de la nouvelle taxe sur le gaz, d'une part, et l'utilisation spécifique de ces fonds, d'autre part.

Quant au dernier volet de la question de l'honorable Député Jacques-Yves Henckes, je confirme que les fournisseurs et distributeurs d'énergie sont tenus eux aussi à se facturer à eux-mêmes leur propre consommation d'électricité et de gaz. Selon les informations qui m'ont été transmises par les divers distributeurs, aucune Ville, qui est en même temps distributeur d'énergie, n'enfreint à ce principe.

Question 1524 (24.1.2007) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **certification du bois dans le cadre de la loi sur les marchés publics:**

Le Gouvernement s'est prononcé pour la certification des forêts de l'État suivant les standards du FSC et du PEFC. Cette certification permet de promouvoir la gestion durable des forêts et constitue un avantage économique pour la vente du bois. Pour encourager et développer le commerce de bois issu de forêts gérées durablement, il se-

Chambre des Députés LUXEMBOURG

d'Chamber online op www.chd.lu

rait souhaitable que la certification du bois soit explicitement mentionnée dans les bordereaux de soumission pour un marché public.

Or, selon nos informations, ni la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics ni le cahier spécial des charges relatif aux travaux de construction en bois ne font une référence quelconque à la certification du bois.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces allégations?

- Est-il prévu d'intégrer sous peu la notion de certification du bois dans le règlement grand-ducal du 8 juillet 2003 portant standardisation des cahiers spéciaux des charges en matière de marchés publics et plus particulièrement dans le cahier spécial des charges relatif aux travaux de construction en bois?

Réponse (5.3.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La présente réponse à une question concernant la mention de la certification du bois dans les bordereaux de soumission pour les marchés publics a été établie en concertation avec le Département des Travaux publics, compétent pour la législation sur les marchés publics.

L'article 23 de la directive 2004/18/CE sur les marchés publics précise la manière dont les spécifications techniques doivent être formulées dans les documents d'un marché. Ainsi il est permis de prendre comme référence entre autres des normes internationales ou des spécifications techniques communes à condition que les références soient accompagnées de la mention «ou équivalent».

Ce même article dispose que les spécifications techniques doivent permettre l'accès égal des soumissionnaires et ne pas avoir pour effet de créer des obstacles injustifiés à l'ouverture des marchés publics à la concurrence.

L'usage d'éco-labels est également prévu; à ce sujet les pouvoirs adjudicateurs doivent accepter tout moyen de preuve approprié.

L'usage des certifications du bois qui font l'objet de la question parlementaire est partant admis dans la mesure où il n'y a aucune discrimination avec d'autres certificats.

Les dispositions qui précèdent ont été intégrées dans l'article 165 du projet de règlement grand-ducal portant exécution de la loi sur les marchés publics que le Conseil de Gouvernement a accepté dans sa séance du 26 janvier 2007.

Question 1527 (25.1.2007) de **M. Paul-Henri Meyers** *(CSV)* concernant la **législation sur la nationalité:**

Dans le rapport présenté au Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en janvier 2004 par le professeur Francis Delpérée et Michel Verwilghen sur la «Citoyenneté multiple et nationalité multiple au Grand-Duché de Luxembourg», les auteurs proposent au Gouvernement de dénoncer d'une part la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1993 et d'autre part la Convention des Nations Unies, signée à New York le 20 février 1987, sur la nationalité de la femme mariée.

Pour les auteurs du rapport présenté, la dénonciation de ces conventions permet à notre pays «de retrouver sa liberté de légiférer en ce domaine en pleine souveraineté», le domaine visé étant celui de la législation sur la nationalité.

- Le Gouvernement a-t-il réservé une suite positive à cette recommandation? Si oui, quelles sont les démarches entreprises pour dénoncer les conventions précitées?

- Si non, le Gouvernement n'est-il pas d'accord pour suivre les recommandations des experts consultés?

- Enfin, le Gouvernement n'est-il pas d'avis que les conventions précitées doivent être dénoncées avant la mise en vigueur des dispositions proposées dans le projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise (doc. parl. 5620)?

Réponse (12.3.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le Ministre de la Justice partage l'avis de l'honorable Député Paul-Henri Meyers que les deux conventions internationales visées par la question parlementaire devraient être dénoncées avant l'adoption de la nouvelle loi sur la nationalité.

Il s'agit en l'occurrence:

1. de la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963 sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités;

2. de la Convention des Nations Unies, signée à New York le 20 février 1957, sur la nationalité de la femme mariée.

Je saisirai sous peu le Conseil de Gouvernement de cette question.

Question 1529 (25.1.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **création d'un lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES):**

En effet, dans ma question parlementaire du 26 octobre 2006 *(cf. compte rendu N°4/2006-2007)*, j'avais attiré l'attention sur la situation des jeunes éducatrices et éducateurs diplômé(e)s sur le marché de l'emploi, qui s'avère de plus en plus difficile.

Dans sa réponse du 17 novembre 2006, Madame la Ministre a constaté cet état de choses en affirmant qu'en novembre 2006 on a dénombré «plus de cent professionnels socioéducatifs qualifiés inscrits à l'ADEM dont 75% d'éducatrices et éducateurs issus des récentes promotions du Lycée technique pour professions éducatives et sociales.»

Dans ce contexte j'aimerais avoir de plus amples prévisions de la part de Madame la Ministre, à savoir:

- Si, au vu de la situation des éducatrices et éducateurs sur le marché du travail, le Gouvernement estime opportun de poursuivre la construction d'un lycée spécialisé dans les professions éducatives et sociales ou s'il ne conviendrait pas plutôt d'utiliser le nouveau bâtiment à construire à d'autres fins?

- Conscient du vieillissement de la population, le Gouvernement n'éprouve-t-il pas la nécessité de mettre davantage l'accent dans la formation de l'éducateur sur l'aspect de la gérontologie? Le Gouvernement pourrait-il envisager d'offrir une telle formation dès la rentrée 2007/2008?

Réponse (12.3.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) Dans ma réponse à votre question parlementaire du 26 octobre 2006 ayant le même objet, je vous avais expliqué les raisons de la création d'un lycée technique spécialisé pour les professions éducatives et sociales.

Quelles que soient les fluctuations du marché du travail, notre pays doit veiller à former des éducateurs et cela moyennant une formation appropriée: C'est la raison pour laquelle le législateur a décidé en 2005 à l'unanimité la création d'un lycée technique pour professions sociales. J'estime qu'il n'est pas opportun de remettre en cause cette décision.

Ad 2) J'ai mis en place un groupe de travail en vue de la révision du programme de formation des éducateurs et éducatrices. Le ministère a convenu avec les organisations faîtières du secteur d'identifier moyennant questionnaire les besoins actuels et futurs et d'élaborer un profil professionnel de l'éducateur servant de base pour une révision des programmes de formation. Les réflexions de ce groupe de travail concernant les aspects de vieillissement de la population seront bien évidemment prises en compte pour l'adaptation des programmes de formation.

Comme le groupe de travail préconise une formation polyvalente, je n'envisage pas de mettre en place une formation socioéducative de base spécialisée dans le domaine de la gérontologie pour la prochaine rentrée scolaire.

Question 1530 (26.1.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **financement de la fondation RESTENA:**

Dans ses rapports spéciaux sur les établissements publics des années 2002 et 2004, la Cour des Comptes constate que la participation financière du Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques socioéconomiques (Ceps) à la fondation RESTENA manque de base légale expresse.

La Cour des Comptes souligne qu'un tel apport en capital à la fondation par le Ceps est fort critiquable.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Le Gouvernement, peut-il confirmer l'absence d'une base légale pour la participation financière du Ceps à la fondation RESTENA?

- Dans l'affirmative, quelle est la base sur laquelle l'apport en capital est fondé?

Réponse (2.3.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Dans sa question l'honorable Député se réfère aux rapports spéciaux 2002 et 2004 de la Cour des Comptes portant sur les établissements publics. Ces rapports ont conclu entre autres que la participation financière du Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques socioéconomiques (Ceps) à la fondation RESTENA manquerait de base légale expresse.

À cet égard, il y a lieu de noter que la loi du 10 novembre 1989 portant création du Ceps confère à celui-ci la personnalité juridique et établit son autonomie scientifique, financière et administrative. Aux termes de cette même loi le Centre a comme missions, entre autres:

- de créer, de gérer et d'exploiter des banques de données scientifiques nationales et internationales comparatives;

- de développer des instruments d'analyse, de modélisation et de simulation pour politiques socio-économiques;

- de développer et d'améliorer des outils informatiques, dans les domaines et matières visés par le présent article;

- de créer et d'entretenir des réseaux interrégionaux et internationaux de recherche et d'information en matière de technologies, d'environnement, de développement et de solutions alternatives de développement.

Il est évident que pour l'accomplissement de ces missions le Centre nécessite un accès performant à un réseau téléinformatique national connecté aux réseaux de recherche paneuropéens voire internationaux. La participation à la fondation RESTENA permet au Centre de bénéficier d'un tel accès.

Confirmant son autonomie financière et administrative, la loi du 10 novembre 1989 précitée ne précise pas le mode d'exécution des missions du Ceps et ne porte pas exclusion de participations financières dans l'intérêt de l'exécution des missions visées.

Question 1531 (26.1.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant les **répressions de la part du Gouvernement du Laos envers le peuple des Hmong:**

Depuis des années le peuple des Hmong fait l'objet de répressions de la part du Gouvernement du Laos et de ses alliés vietnamiens. Massacres, tortures et violations sont à l'ordre du jour. De nombreux Hmong se sont réfugiés en Thaïlande. 6.500 d'entre eux, en majorité femmes et enfants, seront obligés de retourner au Laos dans les jours à venir. Selon des observateurs internationaux il faut craindre le pire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du sort tragique du peuple Hmong?

Le Laos, comme d'ailleurs le Vietnam, est pays cible de la Coopération luxembourgeoise en Asie.

- Monsieur le Ministre est-il prêt à intervenir auprès des gouvernements en question afin qu'ils respectent les droits et les libertés du peuple Hmong?

- Le Gouvernement serait-il disposé à revoir sa politique d'aide au Laos au cas où le Gouvernement Bouphavanh continuerait à opprimer le peuple Hmong?

Réponse (12.3.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

Le Gouvernement est au courant de la situation difficile dans laquelle se trouve le peuple Hmong au Laos. Cette question figure à l'ordre du jour de toutes les rencontres bilatérales entre les Gouvernements luxembourgeois et lao, y compris lors des réunions entre les Premiers Ministres, voire les Ministres des Affaires étrangères des deux pays. Les Commissions de partenariat annuelles, dans le cadre de la coopération au développement entre le Luxembourg et le Laos, constituent un autre forum dans lequel la question est régulièrement soulevée.

La question des droits et des libertés du peuple Hmong sera d'ailleurs évoquée à nouveau lors de la visite de Monsieur Thongloune Sisoulith, Vice-Premier Ministre de la République démocratique populaire lao, le 19 mars prochain à Luxembourg.

Selon mes informations et pour ce qui est du cas spécifique évoqué par l'honorable Députée de la déportation d'un certain nombre de réfugiés Hmong vers le Laos, les préparatifs d'expulsion ont été interrompus fin janvier, suite notamment à des démarches de l'Union européenne auprès des autorités thaïlandaises. Plus particulièrement, la présidence allemande a eu des entrevues à ce sujet avec le Premier Ministre thaï en date du 18 janvier 2007, puis avec le Ministre des Affaires étrangères thaï, les 22 et 30 janvier 2007. L'Union européenne continuera à suivre de près la situation et une déclaration de la présidence au nom de l'Union européenne sur la situation des réfugiés Hmong en Thaïlande a été publiée le 1er février dernier.

En ce qui concerne la politique d'aide du Luxembourg au Laos, il convient de préciser que la Coopération luxembourgeoise appuie entre autres les groupes ethniques, notamment les Hmong, par des projets de développement local intégré dans les zones rurales du Laos. La pauvreté rurale doit d'ailleurs être considérée comme une des causes de l'émigration de Hmong vers la Thaïlande. Un arrêt ou la suspension de notre aide risquerait de nuire en premier lieu à ces populations défavorisées.

Ceci dit, la Coopération luxembourgeoise se réserve par rapport à chacun de ses pays partenaires le droit d'adapter à tout moment sa politique à une situation donnée. Ainsi, suite au coup d'État à Niger en 1999, le Conseil de Gouvernement avait décidé la suspension de la coopération avec Niamey. L'identification de nouveaux projets avait été arrêtée, alors que les projets en cours d'exécution et au profit direct de la population avaient pu être continués sans l'intervention du Gouvernement nigérien.

Question 1532 (29.1.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **axes de recherche de l'Université du Luxembourg:**

L'Université du Luxembourg s'est prononcée pour le modèle d'une université pilotée par la recherche et dont la stratégie concrète adoptée consiste à soutenir un nombre volontairement restreint d'axes scientifiques jugés prioritaires. Dans ce cadre, l'Université du Luxembourg a estimé définir des axes hautement prioritaires, entre autres la sécurité et la fiabilité en informatique, les matériaux polymériques et semi-conducteurs, la biologie moléculaire et des axes moyennement prioritaires, entre autres la géodynamique, l'économie et l'entreprenariat et les ressources et technologies pour l'environnement.

L'approvisionnement sécurisé en énergie et le respect de nos ressources naturelles dans le cadre du développement durable nous rappellent de nous engager davantage pour ces défis.

L'Université elle aussi est appelée à se préoccuper des questions de développement durable et ceci à travers l'enseignement et la recherche. Aux questions difficiles dans ce domaine d'envergure globale, il nous faut répondre avec lucidité et courage.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Les problèmes d'approvisionnement en énergie et les changements climatiques se trouvant dans le collimateur des discussions politiques et représentant un défi majeur pour la société des connaissances, ne devrait-on pas accroître l'importance de la recherche et du développement au sein de l'Université du Luxembourg dans le domaine interconnecté de l'énergie et de l'environnement?

Réponse commune (5.3.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à*

l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

Nous avons l'honneur d'apporter la réponse suivante à la question parlementaire N°1532 de Monsieur le Député Marcel Oberweis relative aux axes de recherche de l'Université du Luxembourg.

La définition des axes de recherche à l'Université du Luxembourg relève, dans une première étape, de l'autonomie de l'Université. La définition des axes de recherche actuels a été faite dans le cadre de l'élaboration du plan pluriannuel au cours des deux premiers trimestres de l'année 2006. Cette procédure, telle que définie à l'article 44 de la loi du12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, a abouti à la signature, le 10 octobre 2006, du contrat d'établissement entre l'État et l'Université du Luxembourg.

Nous tenons à vous rappeler que le législateur a mis en place cette procédure afin de garantir que l'Université développe un profil précis, évitant ainsi d'éparpiller des ressources. Un nouvel axe prioritaire ne saurait être défini avant qu'une évaluation des axes prioritaires existants n'ait été effectuée au terme de ce contrat, c'est-à-dire en 2009.

Question 1534 (30.1.2007) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant l'**assurance dépendance:**

La loi du 23 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance a institué une commission de qualité des prestations qui a pour mission d'élaborer des propositions de lignes directrices et de standards de référence notamment en matière de qualité des aides et soins, d'aides techniques et d'adaptations du logement. Le fonctionnement de cette commission, la procédure à suivre ainsi que l'indemnisation des membres et des experts commis ont été arrêtés par le règlement grand-ducal du 22 décembre 2006.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- La commission de qualité des prestations a-t-elle déjà entamé ses travaux?

- Dans l'affirmative, comment a-t-elle organisé son travail afin de garantir le niveau élevé des prestations offertes par les prestataires d'aides et de soins?

- Dans la négative, quels problèmes ont retardé la mise en place de cette commission?

Réponse (16.3.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La commission de qualité des prestations prévue à l'article 387bis de la loi du 23 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance est en voie de constitution, conformément aux modalités de fonctionnement définies par le règlement grand-ducal du 22 décembre 2006. Les organisations concernées ont été invitées à faire leurs propositions au sujet de leur représentation.

Toutefois, il paraît important que la commission puisse s'appuyer sur les travaux d'une équipe permanente d'experts en qualité de soins, chargée non seulement de préparer les décisions de la commission, mais encore d'assurer le suivi de celles-ci en surveillant par des visites sur place l'application des normes et standards établis. Le département est en train de finaliser la procédure de recrutement d'un expert en qualité de soins.

En l'état actuel du dossier, il peut être admis que ces prémisses seront remplies endéans deux mois de sorte que la commission puisse entamer ses travaux, afin de garantir un niveau élevé des prestations offertes par les prestataires d'aides et de soins, comme le relève à juste titre l'honorable Députée.

Question 1535 (30.1.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **taux d'abandon et d'échec dans les cours de luxembourgeois pour adultes:**

La résolution adoptée par le congrès des associations d'étrangers fin novembre 2006 énonce: Le congrès considère «que le taux d'abandon et d'échec très élevé dans les cours de luxembourgeois pour adultes est un luxe que le pays ne peut pas se permettre.»

J'aimerais dès lors savoir:

- Quel est le taux d'abandon et d'échec dans ces cours de luxembourgeois?

- Quel est le taux d'abandon et d'échec dans les autres cours de langue offerts par le Centre de langues Luxembourg?

- Qu'est-ce que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle entend entreprendre pour améliorer le taux de réussite?

Réponse (19.3.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le congrès des associations d'étrangers qui s'est tenu fin novembre 2006 parle dans sa résolution «d'un taux d'abandon et d'échec très élevé dans les cours de luxembourgeois pour adultes» en stipulant que ceci «est un luxe que le pays ne peut pas se permettre».

Ad 1) Si l'on analyse les données de l'année scolaire 2005/2006, les cours de luxembourgeois au Centre de langues Luxembourg ont été fréquentés par 1.422 personnes, ce qui représente 19% de l'effectif total des apprenants du Centre de langues Luxembourg. Sur ces 1.422 apprenants, 432 dossiers ont abandonné avant la fin du cours, soit 30%.

Ad 2) Tableau

2005/2006	Nb d'inscriptions		Abandons	
Allemand	1.052	14%	285	27%
Anglais	1.134	15%	235	21%
Français	2.891	39%	694	24%
Luxembourgeois	1.422	19%	432	30%

Il faut savoir qu'ici nous sommes en présence de taux d'abandons absolument comparables, sinon inférieurs à ceux que l'on retrouve dans la formation des adultes à l'étranger. Les raisons de l'abandon sont multiples et ne signifient pas nécessairement qu'il y a eu échec:

- insertion professionnelle (peut signifier une réussite)

- déménagement à l'intérieur du pays ou vers l'étranger

- problèmes personnels et familiaux (accident, maladie, grossesse, divorce, garde d'enfants ou de personnes malades)

- sous-estimation du temps requis pour l'apprentissage d'une langue

- manque de capacités d'apprentissage chez les personnes peu scolarisées

- manque de motivation

En ce qui concerne l'échec, il est un fait qu'au CLL, il n'y a pas d'échec à proprement parler. En effet, un apprenant s'engage dans un parcours de formation. Après avoir été testé et conseillé par un des enseignants du Centre de langues, il entre dans une classe en fonction de ses capacités en langue et de ses besoins. Il s'engage, pour un semestre dans un parcours de formation. Tout au long de ce parcours, il sera régulièrement amené à évaluer ses performances et, à la fin du semestre, se verra proposer une évaluation de ses compétences. En fonction de ses résultats, il pourra réviser son parcours de formation de plusieurs façons: le poursuivre dans un niveau supérieur, rester dans le même niveau, choisir de remédier à des difficultés spécifiques ou de combler des besoins précis dans un module plus spécialisé.

Dans une telle perspective, le centre garde une trace du parcours de chacun de ses apprenants mais n'enregistre pas de critère de réussite ou d'échec.

Il est vrai que les apprenants du Centre de langues sont des adultes et que passer un test peut leur poser plus problèmes qu'à des jeunes. D'ailleurs, un petit pourcentage d'entre eux ne souhaite pas se présenter au test de bilan de fin de semestre. Tout d'abord par le fait qu'ils ne se sont plus présentés à un test depuis de nombreuses années, mais également parce que les réminiscences liées aux tests passés durant l'enfance ou l'adolescence sont vécues de façon négative. Malheureusement, l'ancrage psychologique négatif prend le dessus par rapport au raisonnement de sorte qu'il est dès lors très difficile de faire comprendre aux apprenants qu'au Centre de langues on évalue de façon positive en regardant ce que l'apprenant sait faire et non pas quelles sont ses erreurs.

Ad 3) Le Centre de langues s'est engagé à dispenser un enseignement de qualité en adoptant une démarche actionnelle de l'enseignement des langues et en encourageant l'innovation pédagogique dans la perspective du Cadre européen commun de référence pour les langues. Les travaux d'adaptation des cours et de l'évaluation au Cadre européen commun de référence se poursuivent et vont encore prendre un certain temps. Il ne s'agit pas de greffer une nouvelle dénomination à des échelles existantes, mais il faut redéfinir les contenus des cours en veillant à les caler sur les objectifs définis par le Cadre européen commun de référence, à harmoniser l'offre de cours en respectant les spécificités de chaque langue enseignée et les attentes des apprenants. Il est certain que ces attentes sont différentes d'un cours à l'autre et, très souvent, d'un apprenant à l'autre. L'objectif visé par les apprenants des cours de français est surtout une intégration professionnelle tandis que dans les cours de luxembourgeois, l'objectif est très souvent lié à une intégration sociale et de plus en plus également une intégration économique, surtout pour les métiers du secteur paramédical. Pour ce qui est des autres cours, l'objectif est soit d'apprendre une langue en sus ou de parfaire des compétences langagières existantes pour raisons professionnelles ou personnelles.

L'enjeu lié à l'apprentissage d'une langue influe grandement sur la motivation d'apprendre la langue. Pour ce qui est de l'apprentissage du luxembourgeois, nombre d'apprenants se plaignent que leur effort n'est pas apprécié à sa juste valeur par nos compatriotes. Dès qu'ils essaient de parler notre langue, les Luxembourgeois au lieu de les encourager à parler le luxembourgeois, changent de registre et s'adaptent à leur interlocuteur en parlant le français, l'allemand ou l'anglais. Il est évident qu'un tel comportement ne contribue pas à la motivation de ceux et celles qui se sont engagés à apprendre la langue du pays.

Question 1536 (30.1.2007) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **commission d'accompagnement auprès du Service des Sites et Monuments nationaux:**

Le 13 décembre 2006 a été publié au Mémorial le règlement grand-ducal du 5 novembre 2006 instituant une commission d'accompagnement auprès du Service des Sites et Monuments nationaux.

- La Secrétaire d'État peut-elle préciser quels sont les éléments qui, pour l'adoption de ce règlement, ont motivé le recours à l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 et à l'urgence?

- Peut-elle expliciter ce qu'il faut entendre par la notion d'«accompagnement» dans ce contexte et notamment en ce qui concerne la gestion de cet institut culturel (art. 2)?

- La Secrétaire d'État peut-elle indiquer si le Gouvernement entend prévoir de telles commissions d'accompagnement pour tous les services de l'État. Si tel ne devait pas être le cas, peut-elle préciser pourquoi une telle commission est prévue auprès du Service des Sites et Monuments nationaux?

Réponse (1.3.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

L'article 5 de la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État dispose qu'«il peut être institué une commission d'accompagnement auprès de chaque institut culturel de l'État, ceci afin de conseiller la direction en ce qui concerne le fonctionnement de leur institut. La composition, les attributions et le fonctionnement des commissions d'accompagnement sont arrêtés par règlement grand-ducal (...).»

Il y a lieu de souligner que sous la loi de 1988 sur les instituts culturels de l'État, le législateur de l'époque avait opté pour un autre concept, parlant ainsi de «commission de surveillance». Par le choix du terme d'«accompagnement» utilisé par la loi actuelle, le législateur a clairement voulu qu'une telle commission ait pour objet de conseiller et d'assister temporairement le directeur d'un institut, ce qui distingue fondamentalement la mission d'une commission d'accompagnement de l'ancienne commission de surveillance. En l'espèce, la commission est appelée à émettre des recommandations sur l'emploi des ressources humaines, la délégation des responsabilités, l'engagement des moyens budgétaires et l'accomplissement des missions légales imparties au Service.

En outre, la commission devra suivre la gestion du fonds spécial dénommé «Fonds pour les Monuments historiques».

L'examen et la redéfinition des procédures relatives au fonctionnement de ce fonds ainsi que la mise en route du Musée de la Forteresse votée par les lois du 17 février 1997 et 25 avril 2003 sont les raisons majeures à l'institution de cette commission d'accompagnement. En effet, malgré l'assistance ponctuelle de la part du Ministère de tutelle, l'ouverture du Musée de la Forteresse en 2007 fut compromise. C'est la raison pour laquelle l'urgence fut invoquée pour mettre en place au plus vite la commission d'accompagnement.

La commission a donc comme mission essentielle d'aider le Service des Sites et Monuments nationaux à atteindre ce but à brève échéance, à savoir l'ouverture du Musée et de redéfinir certaines procédures internes au service de façon à améliorer son fonctionnement, ceci notamment pour être encore mieux au service de la protection et de la conservation du patrimoine culturel de notre pays.

Enfin, pour être complète, je voudrais répondre à l'honorable Député que je n'envisage pas à l'heure actuelle de mettre en place des commissions d'accompagnement auprès d'autres instituts culturels de l'État.

Question 1537 (30.1.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **système T2S:**

Le règlement-livraison consiste dans le transfert des titres et des fonds entre parties concernées. Il s'assortit généralement mais pas toujours du transfert de propriété. Ces services de règlement intérieur étaient traditionnellement assurés par les dépositaires centraux de titres (DCT) tels que Crest au Royaume-Uni et Sicovam en France. Les années 1970 ont été marquées par la création de deux dépositaires centraux internationaux de titres (DCIT), Euroclear en Belgique et Cedel au Luxembourg, chargés d'assurer les services pour le marché apatride des euro-obligations.

Avec l'expansion des activités transfrontalières et avec les fusions au niveau des échanges, les participants du marché ont commencé à réclamer une consolidation des systèmes de compensation et de règlement-livraison, considérant que les économies d'échelle et l'intégration des systèmes étaient la meilleure manière de réduire les coûts. Clearstream est née de la fusion Cedel et de Deutsche Börse Clearing en janvier 2000. Euroclear a absorbé les DCT de plusieurs pays européens.

Selon un récent article du «Financial Times», la Banque centrale européenne (BCE) semble décidée à déterminer son propre système de négociation et devrait prendre sa décision définitive fin février 2007. Huit ans après l'introduction de l'euro, les transactions boursières resteraient dans la zone euro beaucoup plus chères qu'aux États-Unis. Le nouveau système présenté «Target2-Securities» (T2S) regrouperait les différents systèmes de clearing sur une seule plate-forme.

Selon la BCE, avec le nouveau système T2S, les frais de transaction pourraient tomber jusqu'à 28 cents en moyenne par opération. Les transactions coûtent actuellement 45 cents et peuvent grimper jusqu'à 2,80 euros. T2S devrait être opérationnel en 2013. Il y a de fortes craintes de la part du secteur privé que cette initiative pourrait aboutir à une étatisation des services de règlement-livraison.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

1. Quelle est la position du Gouvernement par rapport à l'initiative de la BCE?

2. Est-ce que le Gouvernement partage les réserves du secteur privé par rapport à cette initiative?

3. Quelles pourraient être les répercussions sur le secteur financier à Luxembourg, alors que la société Clearstream est un des acteurs principaux dans ce secteur?

Réponse (7.3.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

À ce stade, la Banque centrale européenne n'a lancé qu'une étude de faisabilité pour le projet «Target2-Securities». Elle ne prendra sa décision finale concernant la mise en œuvre de T2S qu'à un stade ultérieur.

Le Gouvernement luxembourgeois suit ce projet avec intérêt et tient à ce que soient respectées les modalités et les limites précisées dans les conclusions du Conseil ECOFIN du 27 février 2007. Le libellé de ces conclusions est censé tenir compte aussi bien des intérêts des banques centrales nationales que de ceux des différents acteurs du secteur privé.

Il convient de noter que le secteur privé, loin d'exprimer uniquement des réserves à l'encontre du projet, y voit également des avantages non négligeables. T2S serait une plate-forme technique commune destinée à faciliter le règlement en monnaie de banque centrale des opérations sur titres libellés en euros. Son activité se limiterait au seul volet règlement-livraison, à l'exclusion de la fourniture de services accessoires, tels que la conservation de titres, l'«asset servicing» et les «corporate actions» (p. ex. opérations de repos, prêts de titres, encaissement de dividendes ou d'intérêts). Les dépositaires centraux de titres seraient dès lors en mesure de continuer à exercer toutes les autres fonctions inhérentes à leurs relations avec les émetteurs, les investisseurs et les intermédiaires. Il est donc permis de partir de l'hypothèse que les activités du secteur financier luxembourgeois ne seraient que marginalement affectées par T2S, dans un sens ou dans l'autre.

Question 1538 (31.1.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **ratification du Traité de l'Antarctique:**

2007 et 2008 ont été déclarées Années polaires internationales. Un comité luxembourgeois pour l'Année polaire internationale COLUPO a été créé le 22 février 2006 et affilié à l'Université du Luxembourg. Il réunit des chercheurs travaillant à Luxembourg dans différentes institutions et participant à la recherche sur et dans les régions polaires.

Le changement climatique, en particulier le réchauffement de la planète dû aux émissions de CO_2, a des effets dramatiques en tout premier lieu dans les régions polaires.

La recherche climatique s'y est donc développée depuis de longues années grâce aux efforts de la communauté scientifique internationale. Elle a été déterminante pour la prise de conscience des effets dévastateurs de l'évolution climatique pour la terre entière.

Des scientifiques luxembourgeois en sont partie prenante depuis des années. Cependant, le Luxembourg n'ayant pas à ce jour ratifié le Traité de l'Antarctique, ces scientifiques sont gravement handicapés dans leur activité sur le terrain.

- J'aimerais donc demander à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères si le Luxembourg entend ratifier ce traité et s'il est dans l'intention du Gouvernement luxembourgeois d'y procéder dès 2007 afin que les scientifiques luxembourgeois impliqués puissent participer pleinement à l'Année polaire internationale.

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il indiquer dans quel délai il compte déposer le projet de loi afférent?

Réponse (13.3.2007) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

La question soulevée si opportunément par l'honorable Député rencontre le plus grand intérêt de la part du Gouvernement, surtout à une époque à laquelle une prise de conscience générale peut être constatée sur le problème du changement climatique. L'Année polaire internationale, qui vient de s'ouvrir, souligne encore davantage l'actualité de la question et l'importance de la recherche sur les calottes polaires. Le Gouvernement ne peut que se féliciter de l'intérêt que ces questions rencontrent auprès des honorables Députés comme auprès de plusieurs scientifiques luxembourgeois.

Au niveau du Gouvernement, la responsabilité pour la question posée par l'honorable Député est partagée entre le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration - pour les questions politiques et institutionnelles relatives à ce traité international - et le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour les questions touchant plus spécifiquement au volet de la recherche.

Le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration a examiné la question d'une ratification éventuelle de ce traité déjà en été 2006 et a pris une décision de principe favorable à cet égard. L'adhésion du Luxembourg au Traité de l'Antarctique du 1er décembre 1959, si elle se faisait, viserait à l'obtention du statut de «Partie contractante», c'est-à-dire sans statut consultatif. Ce dernier statut est en effet réservé aux États qui prennent une part active à la gestion du sixième continent. Parmi les États membres de l'Union européenne, huit États n'ont pas encore adhéré à ce traité, dont le Luxembourg.

Il est à noter que le Traité ne crée pas de structures ou d'institutions permanentes. À la connaissance du Gouvernement, des contributions financières obligatoires ne sont pas dues.

En ratifiant le Traité de l'Antarctique, le Luxembourg renforcera encore sa participation aux plus importants instruments du droit public international. En même temps, le Grand-Duché donnera un signal important dans la mesure où un pays de plus viendra souligner que l'Antarctique ne peut être utilisée qu'à des fins pacifiques. Cette disposition étant une des plus importantes du Traité, la ratification par le Luxembourg confirmera une nouvelle fois son attachement au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

En qualité de partie contractante, le Luxembourg pourra faire entendre sa voix avec plus d'autorité lorsqu'il s'agira de discuter de la protection de l'Antarctique.

Le Gouvernement est aussi pleinement conscient des opportunités offertes par l'Article III du Traité qui prévoit des dispositions pour renforcer la coopération internationale en matière de recherche scientifique, dont l'échange de renseignements, des échanges de personnel scientifique dans des stations ou expéditions, ainsi que l'échange des observations et des résultats scientifiques.

En ce qui concerne la participation pleine et entière de scientifiques luxembourgeois à l'Année polaire internationale, le Gouvernement note que l'honorable Député estime qu'ils se trouveraient gravement handicapés dans leurs activités sur le terrain, du fait de l'absence d'une ratification du Traité de l'Antarctique.

Conformément aux orientations de son programme le Gouvernement encourage la participation accrue d'acteurs luxembourgeois à des programmes et initiatives de coopération scientifique et technologique au niveau européen, voire international. Cette politique s'est concrétisée notamment par l'adhésion du Luxembourg à l'Agence spatiale européenne ainsi que par la proposition portant sur l'adhésion à la Conférence européenne de Biologie moléculaire et au Laboratoire européen de Biologie moléculaire (document parlementaire 5643 et 5644).

Dans ce contexte il y a lieu de noter qu'à ce jour le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'a pas été saisi d'une demande de la communauté scientifique luxembourgeoise visant la ratification du Traité de l'Antarctique. Par ailleurs, il n'a pas été informé de graves problèmes rencontrés par des chercheurs lors de leurs travaux sur le terrain.

Le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche étudiera d'un esprit favorable tout dossier qui lui sera soumis par la communauté scientifique en la matière. Un tel dossier devra utilement comporter tous les éléments d'information permettant d'établir l'opportunité d'une telle démarche, au regard notamment d'une analyse détaillée du rapport coût - apport scientifique/socio-économique.

Un travail de recherche efficace requiert une masse critique d'activités. Ce principe s'applique également aux activités de coopération scientifique dans des domaines retenus comme domaines prioritaires de la recherche sur le plan national.

Ainsi, le Gouvernement confirme sa disponibilité de principe à soumettre un projet de loi relatif à la ratification du Traité de l'Antarctique à la Chambre des Députés, mais souhaiterait encore obtenir au préalable davantage de précisions sur l'intérêt que ce traité présente pour la communauté scientifique luxembourgeoise.

Question 1539 (31.1.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **collection privée de livres anciens du nouveau château d'Ansembourg:**

Une collection privée de livres anciens fait partie du nouveau château d'Ansembourg. Cette bibliothèque est composée d'ouvrages datant du 14e au 19e siècle, dont le Codex Mariendalensis, document unique au Grand-Duché, qui a seulement été découvert en 1999.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- À quel endroit et sous quelles conditions cette bibliothèque est-elle actuellement conservée?

- De combien de volumes et de quel type d'ouvrages est-elle constituée? Quelle est sa valeur culturelle ou historique?

- Pourquoi n'existe-t-il pas de répertoire détaillé de l'ensemble de cette collection?

- L'État envisage-t-il d'acquérir cette collection afin de préserver ce patrimoine culturel et unique pour notre région? Dans l'affirmative, où en sont les négociations d'acquisition?

Question 1540 (31.1.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **bâtiments et terrains du site du château d'Ansembourg:**

Les anciennes forges du château d'Ansembourg sont actuellement en possession du Comte d'Ansembourg. D'après mes informations, le propriétaire envisagerait la mise en vente de ces dépendances. Cependant, la vente des dépendances ou autres bâtiments à une ou plusieurs personnes privées risquerait d'entraver la cohérence de l'ensemble architectural de ce site exceptionnel au Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Outre ces forges, de quels bâtiments le site d'Ansembourg est-il composé?

- Dans quel état se trouvent ces dépendances du château?

- Le nouveau château, quelques dépendances et terrains sont classés comme monuments nationaux; l'ancienne forge, les bois, le jardin, et autres terrains sont inscrits sur la liste de l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux. Afin de préserver cet endroit unique, ne devrait-on pas classer comme monument national l'intégralité du site d'Ansembourg?

- Est-ce que l'État a prévu d'acquérir des bâtiments et terrains du site en question? Dans ce cas, est-ce qu'il a déjà des projets concernant les affectations futures des différents immeubles?

Réponse (2.3.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse aux questions parlementaires visées de Monsieur le Député Claude Adam concernant respectivement la bibliothèque du Comte d'Ansembourg et le site d'Ansembourg, j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes, en précisant que j'ai choisi d'apporter une réponse commune aux deux questions parlementaires.

D'emblée, il y a lieu de remarquer que certaines des informations mises en avant à ces deux questions parlementaires ne sont pas correctes. Ainsi y a-t-il lieu de souligner que la bibliothèque d'Ansembourg appartient au Comte d'Ansembourg et, par conséquent, ne fait pas partie du nouveau château d'Ansembourg vendu il y a une vingtaine d'années.

Je voudrais aussi préciser que les objets visés par les questions de l'honorable Député constituent la propriété privée d'un particulier, en l'occurrence donc le Comte d'Ansembourg, et qu'il n'appartient pas au Gouvernement d'en disposer ni d'en relater. Néanmoins, je tâcherai d'apporter des réponses dans toute la mesure du possible.

La bibliothèque est actuellement conservée dans un dépôt spécialisé qui garantit aussi bien sa sécurité que les conditions atmosphériques appropriées, indispensables à la conservation de ces ouvrages. La bibliothèque se compose de quelque 6.000 volumes dont 1.000 environ présentent une valeur particulièrement importante du point de vue historique et artistique. On peut noter la présence de plusieurs ouvrages manuscrits, également des incunables, et bien sûr le Codex Mariendalensis. Je peux informer l'honorable Député que le Comte d'Ansembourg a fait établir un catalogue de même qu'un relevé lors de la mise en dépôt de sa collection privée.

L'État a manifesté le souhait de se porter acquéreur de la bibliothèque d'Ansembourg. Aussi le Comte et moi-même avons-nous demandé à un spécialiste étranger de procéder à une estimation de la valeur de la bibliothèque.

Le site d'Ansembourg, quant à lui, se compose de plusieurs parties réparties sur différents endroits: le vieux château fort, le nouveau château avec son jardin d'agrément, les anciennes forges, un pont de 1696, la chapelle et l'école presbytère du Mont-Marie, la chapelle et des maisons du village ainsi que plusieurs allées d'arbres intégrées dans un ensemble agricole et forestier.

Sont classés comme monuments nationaux le nouveau château et son jardin, la maison du facteur de forges, l'allée de tilleuls et de marronniers près du CR105, le pont de 1696 et tous les bâtiments du Mont-Marie. Les terrains entourant les édifices du Mont-Marie sont inscrits à l'inventaire supplémentaire. Il est envisagé de conférer au site d'Ansembourg le statut de secteur sauvegardé, une fois le nouveau texte en la matière adopté.

Les deux bâtiments des anciennes forges se trouvent dans un état vétuste. Ainsi, l'État a-t-il dû intervenir pour faire réaliser certaines mesures de sauvetage.

Actuellement, l'État ne prévoit pas d'acquérir les bâtiments dont on fait état comme étant mis en vente, à savoir les anciennes forges. En effet, mise à part la question du prix élevé, il s'avère de surcroît difficile pour l'État de trouver une affectation adéquate à ces immeubles. D'autre part, d'un point de vue structure d'ensembles du site, les anciennes forges sont à considérer comme formant un ensemble avec le nouveau château qui appartient à un tiers. Si le Comte d'Ansembourg devait un jour proposer à la vente d'autres édifices constituant un ensemble et présentant un intérêt plus grand que les deux bâtiments des anciennes forges, il n'est pas exclu que l'État se porte acquéreur. À plusieurs reprises déjà, l'État a manifesté un intérêt à la conservation des ensembles décrits ci-avant du site d'Ansembourg.

Toujours est-il qu'il s'agit d'éléments d'une propriété privée qui ne sont pas en vente à l'heure actuelle et pour lesquels des intentions de vendre ne nous sont pas connues.

Enfin, Monsieur le Président, en dépit de mon étonnement devant la «lettre ouverte» du même sujet que l'honorable Député a publié quelques jours après avoir posé ces questions parlementaires, j'ai choisi, par respect évident du système parlementaire et de l'institution de la Chambre des Députés, de répondre naturellement aux questions parlementaires et non pas à une lettre ouverte.

Question 1542 (31.1.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **non-application de l'interdiction de fumer dans le Centre socio-éducatif de Dreiborn:**

Visant à renforcer la protection des non-fumeurs et à prévenir la dépendance face aux produits du tabac auprès des jeunes, la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac a introduit une interdiction de fumer pour toute une série de lieux, entre autres «à l'intérieur des établissements scolaires de tous les types d'enseignement ainsi que dans leur enceinte», «dans les locaux destinés à accueillir ou à héberger des mineurs âgés de moins de seize ans accomplis» et en général «dans les halls et salles des bâtiments de l'État, des communes et des établissements publics».

Or, il semblerait qu'au centre socioéducatif de l'État à Dreiborn cette interdiction de fumer ne serait pas appliquée.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame et Monsieur les Ministres les questions suivantes:

- Madame et Monsieur les Ministres ont-ils connaissance de la non-application de l'interdiction de fumer au Centre socioéducatif de Dreiborn?

- Madame et Monsieur les Ministres ne pensent-ils pas que le Centre socioéducatif de Dreiborn tombe sous le champ d'application de la loi sur la lutte antitabac?

- Quelles mesures Madame et Monsieur les Ministres pensent-ils prendre pour que l'interdiction de fumer soit appliquée et respectée au Centre socioéducatif de Dreiborn?

Réponse commune (8.3.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

1. À l'intérieur des bâtiments du Centre socioéducatif de Dreiborn (CSEE), il est strictement interdit de fumer. Depuis l'application de la loi relative à la lutte antitabac, la Commission de Surveillance et de Coordination (CSC) a tenu à établir des règles strictes concernant la consommation de tabac sur le site du CSEE. Des plages horaires réglementées, sous la surveillance du personnel encadrant, autorisent les mineur(e)s à fumer dans des zones déterminées à l'extérieur des différentes structures.

2. Le CSEE tombe sous le champ d'application de la loi sur la lutte antitabac. La réglementation établie par la CSC prend en considération les caractéristiques de notre population de jeunes:

- les jeunes résident au CSEE 24 heures sur 24 heures;

- la quasi-totalité des jeunes consomment du tabac au moment de leur placement au CSEE, beaucoup de jeunes consomment des substances psychotropes et attirent davantage encore notre attention et préoccupation.

3. Depuis de nombreuses années, le CSEE consent beaucoup d'efforts pour sensibiliser et conscientiser les mineur(e)s concernant la consommation et les méfaits du tabac.

Au moment de l'accueil du jeune, tant lui que ses parents sont informés sur les effets nocifs du tabac, ceci n'empêche que les jeunes, bénéficiant de sorties auprès de leurs familles, sont autorisés à fumer.

Tant au niveau de l'internat qu'au niveau de l'enseignement au CSEE, des campagnes antitabac figurent à l'ordre du jour. Fin 2006, une journée entière antitabac à l'aide de matériel didactique a été organisée et à laquelle tou(te)s les mineur(e)s devaient obligatoirement participer. Des sanctions peuvent également être prises à l'encontre des jeunes ne respectant pas la réglementation en la matière.

Question 1543 (1.2.2007) de **M. Henri Grethen** *(DP)* concernant l'**application de la directive 92/43/CEE («directive Habitat») - Gestion du débit du barrage d'Esch-sur-Sûre:**

Par décision de la Commission européenne du 7 décembre 2004, arrêtant, en application de la directive 92/43/CEE du Conseil, la liste des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique continentale, la Vallée supérieure de la Sûre/lac du barrage fût désignée comme «habitat».

En application de la prédite directive («la directive Habitat»), ce site («Vallée supérieure de la Sûre/lac du barrage») a été classé dans la liste des sites faisant l'objet d'une conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (loi du 19 janvier 2004).

Il appartient donc au Ministre de l'Environnement et au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ayant dans ses attributions l'Administration de la gestion de l'eau, à veiller à la sauvegarde de la faune et de la flore aquatique y existantes. Il est donc primordial de veiller au maximum au maintien de l'écoulement naturel de la Sûre. Or, le débit de cours d'eau de la Sûre est tributaire de la régularisation des déversements d'eau du lac de la Haute-Sûre à hauteur du barrage à Esch-sur-Sûre.

Dès lors je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Par quel règlement et prescription le débit du barrage est-il géré?

- Quelles sont les règles qui régissent les variations du débit volontaire dans l'optique du maintien et du développement de la faune et de la flore?

- Quelles sont les mesures prises pour éviter qu'en aval les alevins puissent se retrouver prisonniers des nappes d'eau stagnante dans les terrains en bordure du ruisseau lors des changements du niveau intermittents trop fréquents et rapides?

Réponse (13.3.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La question de Monsieur le Député Henri Grethen étant pratiquement similaire à la question N°1356 *(cf. compte rendu N°4/2006-2007)* de Monsieur le Député Camille Gira concernant l'ouverture contrôlée des écluses du barrage de la Sûre, je me permets de renvoyer l'honorable Député à la réponse que j'avais donnée à l'époque à cette question.

«L'exploitation de la Centrale hydroélectrique d'Esch-sur-Sûre est gérée par la convention conclue entre d'une part l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par les Ministères des Finances, de l'Économie, des Travaux publics et de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et, d'autre part, la Société luxembourgeoise des énergies renouvelables Soler. Cette convention définit le mode et les consignes d'exploitation de la Centrale. L'exploitation de la Centrale d'Esch-sur-Sûre en fonction des besoins du réseau Cegedel provoque de fortes variations brusques du débit de la Sûre à la sortie de l'usine principale, située au pied du barrage principal, qui se propagent à travers les trois bassins complémentaires qui assurent le maintien d'un plan d'eau constant dans la localité d'Esch-sur-Sûre. Le quatrième bassin sert de bassin de compensation pour amortir ces variations de débit vers l'aval. Le barrage du bassin de compensation doit être exploité de façon à assurer un débit d'écoulement plus régulier en aval du barrage afin que ne soit pas porté préjudice à la faune et à la flore du cours d'eau. Notons que le cours d'eau de la Sûre en aval du quatrième barrage de compensation est caractérisé par un état beaucoup plus naturel, particulièrement vulnérable à des changements brusques et importants de débit d'eau.

Les variations horaires du débit de la Sûre en aval du barrage de compensation (quatrième bassin) ne doivent pas être supérieures à:

- 50% endéans une heure lors des augmentations de débit,

- 20% endéans une heure lors des diminutions de débit.

Le calcul de ces échelons s'opère à partir du débit aval établi.

Il est admis que le volume total du bassin de compensation sera mis à profit pour limiter les variations de débit en aval précitées.»

Question 1544 (1.2.2007) de **M. Henri Grethen** *(DP)* concernant l'**application de la directive 92/43/CEE («directive Habitat») - Couche de vase au fond de la Sûre:**

Par décision de la Commission européenne du 7 décembre 2004, arrêtant, en application de la directive 92/43/CEE du Conseil, la liste des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique continentale, la Vallée supérieure de la Sûre/lac du barrage fût désignée comme «habitat».

En application de la prédite directive («la directive Habitat»), ce site («Vallée supérieure de la Sûre/lac du barrage») a été classé dans la liste des sites faisant l'objet d'une conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (loi du 19 janvier 2004).

Il appartient donc au Ministre de l'Environnement et au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ayant dans ses attributions l'Administration de la gestion de l'eau à veiller à la sauvegarde de la faune et de la flore aquatique y existantes.

Il s'avère que le fond de la Sûre est, depuis quelques années, recouvert d'une couche de vase, étouffant toute larve nécessaire à la vie des salmonidés et autres. À défaut d'éclosions de ces larves, leurs reproductions deviennent illusoires et mèneront à un désert aquatique.

Dans ce contexte, et sachant que le site concerné doit faire l'objet de mesures de conservation nécessaires au maintien ou au rétablissement dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et/ou des populations des espèces pour lequel le site est désigné, je voudrais poser les questions suivantes au Ministre de l'Environnement et au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quelles sont les cause et origine de cette vase?

- Est-ce que des analyses quant à une éventuelle toxicité de cette vase ont été mises en œuvre ou sont prévues dans l'avenir?

- Quelles sont les mesures que les ministères compétents entendront prendre pour remédier à cet état grave pour la faune et la flore aquatique?

Réponse (13.3.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les trois questions posées par l'honorable Député Henri Grethen soulèvent de ma part les observations suivantes:

Suite à l'eutrophisation de la Sûre, c'est-à-dire à l'enrichissement d'éléments nutritifs, notamment des composés de l'azote et du phosphore, favorisant un développement accéléré d'algues et en plus général de la biomasse, des dépôts organiques se sont accumulés dans les lacs de retenue de la Sûre supérieure. Les effets de l'eutrophisation sont d'autant plus importants que les eaux sont calmes et peu profondes et les températures plus élevées, comme c'est le cas surtout pour la retenue de la Sûre en amont du barrage de Pont-Misère. Le barrage de Pont-Misère a d'ailleurs été spécialement conçu pour retenir les sédiments fins et matières organiques du lac principal de la Haute-Sûre.

Depuis l'envasement de la retenue de Pont-Misère, des habitats aquatiques et amphibiens précieux se sont développés en queue de retenue, c'est-à-dire en amont de Pont-Misère jusqu'à «Neimillen». Ainsi des roselières et des hauts fonds à végétation aquatique abondante se sont installés le long des berges présentant des caractères idéals pour la reproduction et la présence de nombreuses espèces de l'ichtyo- et de l'avifaune. La végétation aquatique sert également comme substrat à de nombreux macroinvertébrés, c'est-à-dire larves d'insectes et mollusques aquatiques.

Depuis 2005 a pu être démontré, parmi de nombreuses espèces, la présence de la bouvière (Rhodeus sericeus amarus) dans les retenues de Pont-Misère et de Bavigne, une espèce de poisson vulnérable et menacée qui avait disparu sur le territoire luxembourgeois pendant vingt ans et qui aujourd'hui est inscrite à l'annexe II de la Directive européenne 92/43/CEE («Directive Habitat») et à l'annexe III de la Convention de Berne.

Suite à la construction de la passe à poissons au barrage de Pont-Misère en 1996, comme mesure de compensation à la vidange de la retenue principale en 1990, les frayères et habitats naturels de la Sûre en amont du barrage de Pont-Misère sont devenus accessibles à de nombreuses espèces de poissons rhéophiles et potamophiles actuellement présentes dans le lac principal.

Jusqu'à ce jour des analyses concernant une toxicité éventuelle des vases n'ont pas été réalisées et ne sont pas prévues pour l'avenir étant donné qu'il n'existe pas d'industries ou de décharges polluantes en amont du lac de la Haute-Sûre.

En 1997, des analyses dans l'eau et dans les sédiments ont toutefois été réalisées dans la Sûre en aval du barrage d'Esch-sur-Sûre ainsi que dans les principaux affluents («Schlirbech», ruisseau de Heiderscheid). Aucune pollution par les métaux lourds n'a été détectée, mais bien une concentration importante d'éléments nutritifs. À côté des analyses chimiques, des analyses biologiques ont été réalisées. Une forte concentration d'algues vertes filamenteuses et de diatomées («Kieselalgen») a été constatée.

En 2000, une étude sur l'eutrophisation de la Sûre en aval du barrage a été lancée par le Centre de recherche public Gabriel Lippmann. Cette étude a démontré que le phosphore est le paramètre limitant de la croissance des végétaux aquatiques. La forte concentration de phosphore dans la Sûre provient d'une part de rejets diffus émanant de l'agriculture et d'autre part de rejets d'eaux usées.

Une autre étude, lancée en 2003 par le Syndicat Intercommunal des Eaux résiduaires du Nord, a démontré que la station d'épuration en construction au «Heiderscheidergrund» apportera une amélioration certaine de la qualité des eaux de la Haute-Sûre et notamment une réduction de la concentration en phosphore, facteur limitant de l'eutrophisation.

Il va de soi que l'Administration de la gestion de l'eau, dans son programme d'analyses de routine, suit de très près la qualité des eaux de la Sûre. Les résultats montrent que les eaux de la Haute-Sûre sont de bonne qualité physicochimique, bactériologique et hydrobiologique.

L'achèvement de la station d'épuration du «Heiderscheidergrund», prévu fin 2008, et le raccordement de toutes les localités apportera une amélioration sensible de la qualité des eaux.

Question 1545 (2.2.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**arrêt partiel ou complet des centrales éoliennes dans le parc éolien «Burerbierg» à Mompach:**

Selon mes informations, les quatre nouvelles centrales éoliennes dans le parc éolien «Burerbierg» à Mompach devraient partiellement ou complètement arrêter leur production d'électricité à cause des déplacements saisonniers des chauves-souris au printemps et en automne.

Or, il existe déjà le parc éolien «Pafebierg» à Mompach situé à quelques kilomètres des nouvelles installations et pour lequel aucune interruption d'activité n'a été décidée à ma connaissance.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits susmentionnés?

- Dans l'affirmative, existe-t-il des cas semblables dans d'autres parcs éoliens à travers le pays?

Réponse (8.3.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'évaluation des incidences du parc éolien projeté au «Burerbierg», commune de Mompach, sur l'environnement naturel et le paysage ont établi un risque potentiel de collision entre la «Noctule commune» (Nyctalus noctula) et les éoliennes 3 et 4 du parc projeté. Un risque potentiel similaire a été constaté en ce qui concerne la «Pipistrelle commune» ainsi que la «Sérotine commune» et l'éolienne 2.

Vu la proximité des éoliennes du «Burerbierg» aux forêts avoisinantes et la richesse en éléments structurels du site, le risque de collision pour les chauves-souris est supérieur par rapport à d'autres parcs en exploitation. L'analyse des répercussions de ces observations sur le fonctionnement futur des éoliennes projetées est en cours, notamment en ce qui concerne la production d'énergie lors des migrations saisonnières des chauves-souris.

Afin de garantir une planification à long terme de nouvelles implantations d'éoliennes au Luxembourg, dans le cadre d'une stratégie nationale favorisant la production d'énergies renouvelables, le Ministère de l'Environnement et la Société Électrique de l'Our procéderont ensemble à une analyse détaillée de la totalité des sites potentiels sur le territoire national.

Par ailleurs, dans l'esprit d'un développement durable de la production d'énergies renouvelables, une harmonisation des critères de protection de la nature et de préservation de la beauté des paysages ainsi que des standards minimums des nuisances sonores émanant des éoliennes sera établie par le Ministère de l'Environnement.

Question 1548 (2.2.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**allocation d'indemnités spéciales pour forestiers:**

Dans le contexte d'un litige opposant des forestiers au Gouvernement au sujet de l'allocation d'indemnités spéciales pour le remplacement temporaire et/ou le cumul d'un emploi vacant sur base de l'article 23 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Sur quelle bases légales reposent les décisions du Gouvernement fixant les indemnités spéciales pour des fonctionnaires assumant un remplacement temporaire et un cumul d'emplois?

- Quelle est la base légale du groupe de travail chargé de l'examen des cumuls?

- Le Gouvernement applique-t-il la jurisprudence en la matière?

- Quelle est la portée de l'arrêt de la Cour administrative du 6 février 2003 fixant l'indemnité spéciale à allouer en cas de remplacement?

Réponse (15.3.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Me référant à la question parlementaire de Monsieur le Député Camille Gira au sujet de l'allocation

d'indemnités spéciales pour le remplacement temporaire et/ou le cumul d'un emploi vacant sur base de l'article 23 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, j'ai l'honneur de fournir les précisions suivantes:

1. La possibilité d'accorder une indemnité spéciale à un fonctionnaire qui est appelé à remplir temporairement des fonctions supérieures en traitement ou à cumuler tout ou partie d'un emploi vacant est prévue à l'article 23 de la loi du 16 avril 1979 précitée. De même, si un fonctionnaire est appelé à faire un service ou un travail qu'un autre devrait ou aurait dû faire, il peut en être indemnisé. La loi vise le cumul d'un emploi vacant qui est effectué pendant les heures normales de service, les charges de travail supplémentaires prestées en dehors des heures de service étant soumises à la réglementation sur les heures supplémentaires.

Un règlement grand-ducal du 13 avril 1984 détermine les conditions et les modalités de l'allocation de l'indemnité spéciale telle qu'elle est prévue à l'article 23. Ce règlement précise d'abord ce qu'il faut entendre par travail extraordinaire, à savoir le travail justement qualifié et nettement caractérisé comme tel, tant par sa nature que par les conditions dans lesquelles il est fourni. Sont ainsi notamment visés les travaux spéciaux accessoires rentrant dans l'une des catégories suivantes:

a. les commissions d'examen;

b. les commissions ou groupes de travail ou d'études interministériels avec une tâche spéciale, ayant pour but l'accomplissement d'une mission extraordinaire occasionnelle ou permanente;

c. les commissions ou groupes de travail ou d'études au sein de l'administration ou du service auquel appartiennent les agents concernés à condition que leur mission se caractérise par un surplus de travail auquel ledit service n'est ou n'était pas normalement astreint;

d. les missions spéciales, occasionnelles ou permanentes, confiées à un ou plusieurs agents en dehors de leurs fonctions normales sur ordre exprès de leur ministre ou chef d'administration.

Le règlement grand-ducal rappelle en outre que le travail extraordinaire couvre également le cas d'un fonctionnaire qui est appelé à remplir temporairement des fonctions relevant d'une carrière supérieure en traitement ou à cumuler tout ou partie d'un emploi vacant.

Le règlement grand-ducal détermine ensuite les critères que l'administration doit prendre en considération lorsqu'elle se prononce sur l'opportunité respectivement sur le montant de l'indemnité spéciale. Il s'agit notamment de la durée des travaux, de la fréquence des réunions, du degré de difficulté de la mission, de l'intensité des travaux préparatoires nécessaires ainsi que de l'importance de la commission ou du groupe de travail. Les indemnités sont allouées par une décision motivée du Conseil de Gouvernement.

2. Afin d'assurer un traitement harmonisé des demandes d'indemnités spéciales et pour estimer le travail supplémentaire que le fonctionnaire est appelé à prester à l'égard des critères fixés par le règlement grand-ducal du 13 avril 1984 précité, le Gouvernement a décidé, dans sa séance du 24 juillet 1985, de créer un groupe de travail appelé «Commission des cumuls». Le dernier arrêté de nomination, daté au 1er décembre 2000, a retenu la composition suivante: deux représentants du Ministère d'État, deux représentants de l'Inspection générale des Finances et un représentant du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Le groupe est appelé à émettre, en vue de la décision finale à prendre par le Conseil de Gouvernement, un avis sur les indemnités proposées par le ministre du ressort.

3. En vue de l'appréciation du bien-fondé de la demande d'allocation d'une indemnité spéciale, la «Commission des cumuls» analyse les éléments du dossier introduit par le ministre du ressort. La commission propose au Gouvernement le montant de l'indemnité à allouer, et cela après avoir analysé l'envergure des travaux supplémentaires sur base des critères fixés par le règlement grand-ducal. La commission tient également compte des indemnités spéciales qui ont déjà été accordées à d'autres agents qui ont effectué des travaux supplémentaires identiques ou comparables.

Cette démarche est conforme avec l'arrêt de la Cour administrative du 6 février 2003 dans lequel la juridiction s'est prononcée sur la question de l'octroi d'une indemnité à un agent de l'État appelé à remplacer temporairement un autre agent de l'État pendant une période de quatre mois. La Cour a fixé l'indemnité, précisément eu égard à la nature, à l'ampleur et à la difficulté des travaux supplémentaires que l'agent en question a été amené à accomplir.

Question 1549 (2.2.2007) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **contrôles douaniers:**

En novembre 2006, Greenpeace a publié un rapport dévoilant un commerce illégal de pesticides dans différents pays d'Europe, dont le Luxembourg. Selon ce rapport un marchand aurait vendu trois pesticides interdits en Allemagne à un client allemand. Depuis le 31.6.2004, la vente d'un de ces pesticides est également interdite au Luxembourg.

Le contrôle des importations et exportations de marchandises tombe sous les attributions des brigades douanières. Or, ces services ne disposent actuellement pas d'effectifs suffisants pour procéder aux contrôles nécessaires en bonne et due forme. La fragmentation régionale du service des douanes représente une barrière importante à la spécialisation du personnel dans de nombreuses branches.

Dans ce contexte je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait procéder à une réorganisation des brigades douanières dans le sens d'un regroupement des services, avec des unités spécialisées pouvant agir sur l'ensemble du territoire du Luxembourg?

Réponse (8.3.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Ministre des Finances:*

D'après la loi modifiée du 20 février 1968 ayant pour objet le contrôle des pesticides et des produits phytopharmaceutiques, la surveillance de la détention, de la fabrication, de l'importation, de la livraison ou du transport est exercée sous l'autorité du Ministre de la Santé publique en ce qui concerne les pesticides et sous l'autorité du Ministre de l'Agriculture en ce qui concerne les produits phytopharmaceutiques.

Les agents de l'Administration des Douanes et Accises ont été chargés par règlement grand-ducal d'assurer la surveillance de cette législation, au même titre que les agents de la Police grand-ducale, les agents du service de la protection des végétaux, les agents de la Division Pharmacie et Médicaments, les agents de la Division des Denrées Alimentaires et les agents de l'Inspection du Travail et des Mines.

En 2006, les agents de l'Administration des Douanes et Accises ont effectué 23 contrôles en relation avec le commerce des pesticides au Grand-Duché. Les informations relatives aux interventions douanières en relation avec ces contrôles ont été transmises au Services techniques de l'Agriculture en fin d'année 2006.

Je ne partage pas l'affirmation de l'honorable Député selon laquelle les brigades douanières de l'Administration ne disposeraient pas des effectifs suffisants pour procéder aux contrôles nécessaires en bonne et due forme. Toutefois, une plus grande spécialisation est envisageable dans le cadre d'une réorganisation des effectifs de ces brigades, notamment lors de la mise en œuvre du projet PLDA (Paperless Douane et Accises) en cours, projet de très grande envergure qui nécessitera une adaptation des structures actuellement en place.

Question 1550 (5.2.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **port obligatoire de la veste rétroréfléchissante pour les conducteurs qui sortent d'un véhicule en panne:**

Depuis le 1er février 2007, la veste de sécurité rétroréfléchissante est obligatoire en Belgique. Elle doit être présente dans chaque voiture et le conducteur doit la porter lorsqu'il sort du véhicule en panne. La Belgique suit ainsi l'exemple d'autres pays comme par exemple l'Autriche, l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

- Dans un souci de maximiser la sécurité routière et de prévenir des accidents graves, Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de rendre obligatoire au Grand-Duché le port de la veste rétroréfléchissante pour les conducteurs qui sortent de leur véhicule en panne?

Réponse (5.3.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur l'introduction obligatoire au Luxembourg du port de la veste rétroréfléchissante pour les conducteurs qui sortent de leur véhicule en panne.

Comme le port de la veste rétroréfléchissante est un élément important pour la sécurité routière, il sera introduit lors des prochaines modifications du Code de la Route. Un groupe de travail de la Commission de circulation de l'État est en train de finaliser une proposition de texte concernant les modalités du port de la veste de sécurité. La mise sur la voie procédurale du projet de règlement grand-ducal correspondant peut être prévue pour mai 2007.

Question 1551 (6.2.2007) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**assurance dépendance:**

Suite aux modifications légales applicables à partir du 1er janvier 2007 en matière d'assurance dépendance, les prix d'hébergement pour les personnes dépendantes séjournant dans un centre intégré pour personnes âgées (CIPA) ou dans une maison de soins ont fortement augmenté dans certaines institutions. Cette hausse provient principalement des coûts engendrés par les tâches domestiques qui ne sont plus intégralement prises en charge par l'assurance dépendance. Selon mes informations, les pensionnaires de la maison de soins à Schifflange doivent en moyenne faire face à une majoration des prix mensuels de l'ordre de 300 euros environ.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- La hausse des prix mensuels d'hébergement dans les établissements d'aide et de soins est-elle principalement due à la suppression de la prise en charge par l'assurance dépendance de la plus grande partie des tâches domestiques?

- Dans l'affirmative, une telle majoration individuelle est-elle acceptable dans la mesure où le coût de l'entretien et du nettoyage du logement dans de tels établissements doit être compris de manière forfaitaire dans le prix de base mensuel payé par la personne hébergée et que c'est précisément pour éviter une double facturation que la prestation forfaitaire de deux heures et demie pour les tâches domestiques prise en charge auparavant par l'assurance dépendance a été levée?

- Est-ce que cette hausse est constatée et varie à travers tout le pays et est-ce qu'elle touche tous les usagers des établissements concernés sans distinction?

Réponse commune (16.3.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question traite de l'augmentation des prix d'hébergement dans certains centres intégrés pour personnes âgées, motivée par les gestionnaires de ces établissements par les modifications législatives intervenues au niveau de la prise en charge des frais de nettoyage et d'entretien du logement des personnes dépendantes.

Dans ma réponse conjointe avec Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à la question parlementaire N°1448 *(cf. compte rendu N°8/2006-2007)* de Monsieur le Député Alexandre Krieps, qui a porté sur le même sujet, les différents aspects du problème ont été examinés.

À la demande de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de moi-même certains groupes de gestionnaires ont transmis récemment à nos services des données chiffrées sur leurs coûts. D'une première analyse sommaire il appert qu'il y a en matière de frais de nettoyage et d'entretien des approches fort différentes, de sorte que des conclusions valables dans tous les cas ne sont guère permises.

S'il est admis que les gestionnaires des établissements ont la liberté de déterminer leurs prix de pension, il n'est pas moins justifié que les pouvoirs publics disposent du droit leur permettant d'apprécier au regard d'une comptabilité analytique, appliquée uniformément, leur intervention au niveau des frais de fonctionnement (participation du Fonds national de solidarité aux prix des prestations fournies, prise en charge de l'assurance dépendance) et des frais d'investissement.

Un expert consultant sera chargé d'analyser les différents postes de coût dans les établissements, d'élaborer des définitions pour les différentes prestations, d'examiner les coûts afférents et de proposer des solutions concernant leur prise en compte soit au titre du prix d'hébergement, soit au titre de l'assurance dépendance. En attendant les conclusions de cette expertise et afin de ne pas préjudicier les pensionnaires des établissements, l'assurance dépendance sera autorisée d'assumer la prise en charge des frais d'entretien et de nettoyage jusqu'à concurrence de 2,5 heures par semaine au profit des personnes dépendantes séjournant dans des établissements ayant renoncé à une augmentation des prix d'hébergement ou des établissements qui tout en ayant procédé à une augmentation sont d'accord à ramener celle-ci à concurrence de la contre-valeur de 2,5 heures par semaine (ordre de grandeur: 300 euros par mois).

Question 1554 (7.2.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **jugement du tribunal administratif en matière d'accès du public à l'information relative à l'environnement:**

Dans l'affaire opposant Greenpeace au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur au sujet de l'application de la loi du 25 novembre 2005 relative à l'accès du public aux informations en matière d'environnement, la Cour administrative vient de donner raison à l'organisation de protection de l'environnement.

Le jugement stipule que «l'autorité publique ministérielle, après avoir déclaré ne pas détenir les informations sollicitées (...), après mise en avant d'une détention probable de ses données par l'Institut luxembourgeois de régulation, aurait dû, pour donner satisfaction aux exigences posées par le droit européen, transmettre la demande immédiatement audit institut (...) avec information parallèle à la demanderesse» et ordonne de «renvoyer le dossier au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur aux fins de transmission immédiate à l'ILR en prosécution de cause».

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Premier Ministre compte intervenir auprès des ministères et administrations afin de garantir à l'avenir le respect des principes élémentaires du droit d'accès à l'information sur l'environnement tels que définis par la directive 2003/4/CE et transposés en droit national par la loi du 25 novembre 2005?

Réponse (13.3.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Dans le sillage de l'arrêt de la Cour administrative du 1er février 2007 dans l'affaire Goetzinger c/ Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Monsieur le Député Camille Gira a posé la question suivante: «Est-ce que le Premier Ministre compte intervenir auprès des ministères et administrations afin de garantir à l'avenir le respect des principes élémentaires du droit d'accès à l'information sur l'environnement tels que définis par la directive 2003/4/CE transposée en droit national par la loi du 25 novembre 2005?»

En réponse à la question de Monsieur le Député, j'ai l'honneur de lui faire savoir que j'estime qu'une intervention spécifique de ma part s'adressant à l'ensemble des ministères et administrations ne s'impose pas dans le contexte actuel. La législation sur l'accès à l'information sur l'environnement, qui d'une façon directe ne concerne qu'un nombre limité de services, constitue en effet un corps de règles bien connues que l'administration respecte évidemment strictement au niveau de l'ensemble de ses dispositions, et a fortiori concernant les principes élémentaires qui le sous-tendent.

En ce qui concerne plus particulièrement l'arrêt du 1er février 2007, la Cour administrative s'y est prononcée, dans le cadre précis du litige qui lui était soumis, sur la façon dont certaines dispositions qui donnaient lieu à des difficultés d'interprétation devaient être appliquées. Il est tout aussi évident que les services compétents se conformeront à la lecture que la Cour administrative a faite de ces disposi-

tions, sans qu'il y ait besoin dans cette perspective d'un rappel du Premier Ministre.

Question 1556 (8.2.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **démocratie participative et le dialogue avec les jeunes:**

Nodeem aus den Diskussiounen iwwert den europäesche Verfassungsvertrag an iwwert de Gesetzesprojet 5611 kloer en Dialogdefizit an e Manktum u partizipativer Demokratie am Zesummenhang mat der Jugend konnt festgestallt ginn, huet d'Regierung versprach, den Dialog mat der Jugend a besonnesch d'partizipativ Demokratie fir déi Jonk ze verstäerken.

E Konzept, fir dëst ze erreechen, huet sech allerdéngs nach net erausgeschielt. Et bestinn awer schonn Initiativen, déi kéinten dësen Dialog a besonnesch déi partizipativ Demokratie verstäerken. Sou zum Beispill deen am November 1997 vum deemolege Jugendminister ausgeschaffte Jugendkommunalplang, verbonne mat dräi Aktiounspläng. An der Legislaturperiod virdrun hat d'Jugend och iwwer e Jugendminister an e Jugendministère nach en direkten Uspriechpartner a konnt dat als eng legitim Identitéit fir d'Jugend verspieren.

De Gemenge gouf deemools recommandéiert, opgrond vun deene vum Ministère ausgeschafften Aktiounspläng, e Jugendkommunalplang an hirer Gemeng anzeféieren, domadder verbonnen zum Beispill e Jugendgemengerot. Verschidde Gemengen hunn der Opfuerderung Folleg geleescht, anerer awer nach net.

Kënnen d'Madame Ministesch zoustänneg fir d'Jugend an den Här Banneminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wier d'Aféiere vun engem Jugendkommunalplang an alle Gemengen net scho vun der Basis hier en adequat Mëttel, fir d'partizipativ Demokratie an den Dialog mat de Jugendlechen ze förderen?

2) Awéiwäit ginn d'Recommandatiounen, fir den 1997 agefouerte Jugendkommunalplang ëmzesetzen, haut nach un d'Gemengen, déi nach keen agefouert hunn, weidergefouert?

3) Wéi vill Gemengen hunn de Jugendkommunalplang schonn ëmgesat?

4) A wéi vill Gemenge besteet schonn e Jugendgemengerot?

5) Wier et net sënnvoll erëm e Jugendminister anzeféieren, zu deem d'Jugend en direkte Bezuch hätt, an an deem se erëm eng eegen Identitéit kéint fannen?

Réponse commune (12.3.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

De Modell vum Jugendkommunalplang ziilt engersäits of op d'Partizipatioun vun de Jonken um Ausschaffe vun de Jugendpolitiken an de Gemengen. Anerersäits huet dëst Instrument als Zil, d'Jugendpolitik an der Gemeng op eng zolidd Basis ze stellen, déi vu Kenntnis vun der Situatioun vun de Jonken an der Gemeng ausgeet.

An deem Sënn ass de Jugendkommunalplang ganz sécher een adequat Mëttel, fir d'partizipativ Demokratie an den Dialog mat de Jonken ze förderen. D'Gemenge sinn och ee ganz wichtegen administrativen Niveau, fir déi Jonk an d'Demokratie anzebannen. Et dierf awer net deen eenzegen Niveau sinn, well d'lëtzebuergesch Demokratie spillt sech net nëmmen an de Gemengen of, mä och um nationalen Niveau. Och do wëlle mer den Dialog mat de Jonke förderen, iwwert déi Saachen, déi si beréieren. Duerfir hu mir och viru Kuerzem ee Projet de loi iwwert d'Jugend déposéiert (N°5685). Dëse Projet de loi gesäit och d'Instrumenter vir, mat deene mer kënnen als Regierung d'Jugend an eis Politik abauen. Ënner anerem iwwer eng «Assemblée des jeunes» wäert dat an Zukunft, wann dëse Projet de loi gestëmmt ass, méiglech sinn.

Déi Jonk hunn an de leschte Joren a Méint ganz kloer ausgedréckt, dass si Meenungen hunn, dass si bereet sinn, sech fir hir Meenungen anzesetzen, an dass se sech, och wann dat heiansdo fälschlecherweis net gemengt gëtt, fir dat interesséieren, wat zu Lëtzebuerg geschitt. Deem wëlle mer och Rechnung droen an eng Situatioun schafen, wou et méiglech gëtt, fir ewell am Virfeld vu grousse Projete mat de Jonken ze diskutéieren.

De Jugendkommunalplang ass keng obligatoresch Mesure. Et ass een Instrument, wat mer de Gemenge proposéieren a recommandéieren. Deemno schloe mir de Gemengen an all eise Kontakter, déi mer hunn am Beräich vun der Jugendpolitik, vir, ee Jugendkommunalplang ze realiséieren ier een aner Saache plangt. Well et geet jo beim Jugendkommunalplang drëm, fir sech an der Gemeng eng systematesch Jugendpolitik ze ginn, déi an d'Zukunft kuckt, op der Basis vun enger Analys vun der Situatioun vun de Jonken an de Jonke selwer hiren Usiichten. Als Mesure fir de Gemengen den Intérêt an d'Wichtegkeet vum Jugendkommunalplang nozebréngen, hu mer 2005 all d'Erfahrungen aus den éischte Joren zesummegefaasst an eng Neioplag vum Handbuch «Le Plan communal jeunesse» erausbruecht.

An 18 Gemenge sinn Elementer vum Jugendkommunalplang ëmgesat ginn. Et ass haaptsächlech d'Partizipatioun vun de Jonken, déi ëmgesat ginn ass. Doriwwer eraus sinn och vill Effortë gemaach ginn, fir dem wëssensorientéierten Usaz vum Jugendkommunalplang gerecht ze ginn, dat iwwert de Wee vun Etüden zur Situatioun vun de Jonken an der Gemeng, déi mat der Universitéit zesumme gemaach ginn. Wéi bei der Partizipatioun mierke mer och, dass et wichteg ass, dass mer déi Fro vum Wëssen, wat mer iwwert d'Liewenswelt vun de Jonken hunn, net nëmme lokal kucken, mä och national. Duerfir hu mer och an eisem «Projet de loi sur la jeunesse» een Observatoire de la jeunesse drastoen, deen et soll erméiglechen, fir d'Situatioun vun de Jonken, déi zu Lëtzebuerg liewen, nach besser ze verstoen.

Et bestinn zu Lëtzebuerg am Moment keng Jugendgemengeréit am Sënn, wéi mer dat vun de klassesche Gemengeréit kennen. Wou mer ugefaang hunn d'Partizipatioun vun de Jonken an de Gemengen ëmzesetzen, hu mer eis entscheet, fir méi oppe Partizipatiounsformen ze förderen, well mer der Meenung sinn, dass d'Gemengeréit fir Jugendlecher net attraktiv genuch sinn. Aus där Iwwerleeung sinn déi sougenannte Jugendforen entstan, déi datselwecht Zil verfollege wéi d'Jugendgemengeréit. Si hunn awer de Virdeel, dass se zäitlech méi begrenzt sinn an et awer erlaben all Jonker anzebannen, an net nëmmen déi, déi vun anere gewielt gi wieren. Jugendforen hunn der bis elo zu Lëtzebuerg 27 stattfonnt an eenzelne Gemengen.

Et gouf ee regionale Jugendforum, an de Modell ass och applizéiert ginn a Schoulen, fir och do d'Partizipatioun vun de Schüler ze förderen.

Mir sinn der Meenung, dass et fir d'Qualitéit vun enger Jugendpolitik net ausschlaggebend ass, ob et ee Jugendministère gëtt, deen onofhängeg vun anere Ministèrë besteet. Aner Prinzipie schéngen eis méi wichteg fir d'Jugendpolitik: dass se op Wësse baséiert, dass se partizipativ sinn, an dass et eng transversal Politik ass. Mä d'Jugendbewegungen an der jëngster Zäit (ronderëm d'Debatt vum Traité constitutionnel an och beim Projet de loi 5611) weisen eis, dass déi Jonk no Uspriechpartner an der Regierung verlaangen, an duerfir musse mer eis froen, ob et net wichteg wär, dass d'Jugendpolitik nees am Numm vum concernéierte Ministère visibel gëtt.

Question 1558 (8.2.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**augmentation du coût d'hébergement dans les maisons de soins:**

Ab dem 1. am Haartmount 2007 ass den Taux vun der Fleegeversécherung fir physesch Persounen ëm 40% erhéicht ginn. Dëst, no Aussoe vun der Regierung, fir déi medezinesch Akten am Zesummenhang mat der Fleeg vun de Patiente kënne weider ze garantéieren.

Gläichzäiteg sinn awer an enger Grousszuel vu Fleegeheimer d'Hébergementspräisser drastesch erhéicht ginn, esou zum Besipill zu Schëffleng an engem Fleegeheim iwwer 300 Euro de Mount.

Et ass net kloer ze ergrënnen, opgrond vu wat fir enge Kritären, ausser vläicht dem Index, d'Hébergementspräisser an de Fleegeheimer verlaangt an erhéicht kënne ginn.

Kloer ass awer, datt bei fleegebedürftege Persounen, deenen hire Revenu net duergeet, fir d'Hébergementskäschten integral ze bezuelen, de Stat d'Differenz iwwerhuele muss. Deemzufolleg misst de Stat och eng Emprise op d'Entwécklung vun de Präisser hunn.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

a) Ass den zoustännege Ministere bekannt, datt d'Hébergementspräisser a ville Fleegeheimer drastesch erhéicht goufen ab dem 1. am Haartmount 2007?

b) No wat fir enge Kritäre kënnen d'Hébergementspräisser an engem Fleegeheim festgeluecht ginn, a wat fir en Afloss hunn déi zoustänneg Ministeren dorop?

c) Wat war bis elo approximativ déi jährlech Partizipatioun vum Stat insgesamt bei den Hébergementskäschten a Fleegeheimer respektiv an CIPAen?

Réponse commune (16.3.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

a) D'Ministèren hunn zur Kenntnis geholl, datt verschidde Fleegeheimer hir Präisser ab dem 1. Januar 2007 substanziell erhéicht hunn.

b) All Gestionnaire ass fräi, säi Pensiounspräis selwer festzeleeën. D'Ministèren hunn dorop keen direkten Afloss.

D'Gesetz vum 30. Abrëll 2004 «autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit» an dat ausféierend groussherzoglecht Reglement vum 27. September 2004 erlaben dem Stat iwwert den nationale Solidaritéitsfong, sech um Präis vum Hébergement/accueil gérontologique ze bedeelegen, also en «Complément» ze bezuele bei Pensionnairen, déi selwer net déi néideg finanziell Mëttelen hunn, fir de gefrote Präis selwer ze droen.

Dës Texter definéieren déi Elementer, opgrond vun deenen de Stat fir sech e Maximalwäert/-präis fir dat jeeweilegt Zëmmer festleet; dëse Montant muss net identesch si mat deem vum Gestionnaire gefrote Präis.

c) Déi jährlech Partizipatioun vum Stat am Kader vum Gesetz vum 30. Abrëll 2004 fir d'Joer 2006 beim Complément «accueil gérontologique» war 5.470.149,19 €. D'Fleegeversécherung hirersäits intervenéiert mat 76,3 Milliounen Euro.

An där vum honorabelen Deputéierten opgeworfener Problematik an der Léisung, déi d'Regierung an dësem Kontext virgesäit, gëtt op d'Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N°1551 *(cf. compte rendu N°9/2006-2007)* vun der Madame Deputéierten Nancy Arendt verwisen.

Question 1559 (9.2.2007) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **mise en œuvre du règlement REACH:**

Le 13 décembre 2006, le Parlement européen a adopté, en seconde lecture, le texte final du règlement REACH. Le Conseil de l'Union européenne l'a également adopté le 18 décembre 2006. REACH entrera en vigueur le 1er juin 2007, et l'une des premières phases consistera, après l'instauration d'une Agence européenne des produits chimiques, de préenregistrer une partie des substances en fonction du volume produit ou importé dans l'Union européenne.

Alors que certains gouvernements de l'Union européenne préparent déjà sa mise en œuvre, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Le dossier REACH sera sous la conduite de quel ministère?

- Puisque plusieurs ministères sont évidemment concernés par la mise en œuvre du règlement REACH, notamment le Ministère de l'Environnement, le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Économie, ne serait-il pas indiqué de créer, le plus tôt possible, un groupe interministériel qui devra assurer la coordination de l'action de l'État en matière de gestion des risques liés aux produits chimiques?

- Vu que REACH a un impact direct sur de nombreux secteurs industriels producteurs ou utilisateurs de produits chimiques, le Gouvernement ne devrait-il pas commencer à organiser des actions de communication et de sensibilisation auprès des acteurs économiques concernés afin de mieux gérer sa mise en œuvre au Luxembourg?

- Vu que la mise en œuvre du règlement REACH nécessite de disposer d'une capacité d'expertise nationale en matière d'immunologie, d'allergologie, de toxicologie, d'écotoxicologie et d'évaluation des risques, le Gouvernement entend-il recenser les experts nationaux éventuellement disponibles afin de répondre aux obligations qui lui incombent au titre du règlement, de participer pleinement aux travaux de l'Agence européenne des produits chimiques et aux processus de décision auprès de la Commission?

Réponse (7.3.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le Journal Officiel N°L 396 du 30 décembre 2006 publie le règlement N°1907/2006, dit REACH, qui concerne l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des produits chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances et qui institue une agence européenne des produits chimiques.

L'entrée en vigueur de la future réglementation est fixée au 1er juin 2007; les dispositions relatives à l'enregistrement, à l'évaluation, à l'autorisation et à l'Agence européenne s'appliquent à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de son entrée en vigueur.

L'objectif de la future réglementation est essentiellement:

- d'instaurer sur onze ans un système d'enregistrement pour quelque 30.000 substances fabriquées ou importées dans l'UE; ceci en effectuant des contrôles de santé et de sécurité et en commençant par les substances chimiques produites ou importées en grandes quantités;

- d'introduire un système d'autorisation applicable aux substances les plus préoccupantes,

- de mettre en place une évaluation desdites substances.

La future Agence européenne des produits chimiques, qui sera basée à Helsinki, sera - en tant qu'unité centrale - en charge notamment de la gestion des demandes d'enregistrement et de la coordination des procédures d'évaluation des dossiers, l'enregistrement étant obligatoire pour les substances produites ou importées dans des quantités supérieures à une tonne par an: «no data, no market».

L'agence a à sa disposition une série d'organes, dont un conseil d'administration, un forum et un comité des États membres.

La Commission européenne sera chargée notamment de la gestion des demandes d'autorisation, la soumission d'un plan de substitution étant requise.

Les États membres sont appelés tout particulièrement à mettre en place des services d'assistance technique et à intervenir en matière d'évaluation des substances.

Le Conseil de Gouvernement a en sa séance du 26 janvier 2007 pris les décisions d'application et de mise en œuvre suivantes:

1. désignation - à l'instar de la grande majorité des États membres - du Ministre de l'Environnement pour remplir une fonction de coordinateur ministériel et désignation de l'Administration de l'Environnement en tant qu'autorité nationale compétente;

2. mise en place d'un comité interministériel, coprésidé par le Ministère de l'Environnement et le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, composé de délégués des départements ministériels concernés, dont l'Environnement, l'Économie, les Classes moyennes, la Santé, le Travail (ITM) et l'Intérieur (Administration de la Gestion de l'Eau), chargé d'une mission de suivi et de coordination du système REACH et susceptible de faire office d'autorité nationale centralisée;

3. création d'un «help-desk», qui serait assumé pour les Ministères de l'Économie et du Commerce extérieur et de l'Environnement par le Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement (CRTE), doté de ressources humaines et financières adéquates et chargé de tâches de conseil aux entreprises et d'appui logistique et technique au comité interministériel et aux administrations concernées par la matière;

4. renforcement des administrations intéressées, dont l'Administration de l'Environnement (un poste réservé au numerus clausus 2007), chargée(s) de tâches de gestion et de contrôle;

5. désignation de représentants respectifs au Conseil d'Administration, au Forum et au comité des États membres de l'Agence, à savoir un représentant du Ministre de l'Environnement en tant que délégué au Conseil d'Administration, le représentant de l'Administration de l'Environnement en tant que délégué au Forum, un représentant du CRTE en tant que délégué au comité des EM.

À part les moyens budgétaires indispensables à la couverture finan-

cière du futur régime, l'appui technico-administratif et le partenariat de/avec d'autres États membres, autorités nationales ou organismes spécialisés seront de mise.

Question 1564 (12.2.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **création d'une unité de sécurité pour délinquants mineurs au Centre socioéducatif de Dreiborn:**

La question de l'incarcération de délinquants mineurs dans le Centre pénitentiaire de Schrassig est malheureusement toujours d'actualité. La réalisation et la construction d'une unité de sécurité pour mineurs à Dreiborn se font toujours attendre.

Un premier projet prévoyait la création d'un nouveau bloc de sécurité au sein même de l'enceinte actuelle du Centre socioéducatif de Dreiborn. Les autorités communales de Wormeldange avaient autorisé le Plan d'Aménagement Particulier (PAP) le 14 février 2003. Toutefois les plans de construction définitifs déduits de ce PAP et soumis pour autorisation finale au conseil communal différaient dans plusieurs points importants du PAP autorisé et dès lors on ne pouvait pas procéder à la construction de l'unité de sécurité.

Toutefois il y a lieu de souligner que le conseil communal avait, parallèlement à la procédure du PAP, procédé à une modification de son propre plan d'aménagement général et avait reclassé le terrain de sports situé en face du centre socioéducatif et du CR146 en zone d'utilité publique. Ceci devait en effet permettre à l'État d'y aménager un parking et d'augmenter la sécurité sur le site. À cette époque, le Gouvernement s'était en effet engagé formellement par écrit à fermer le CR146 qui loge le Centre socioéducatif et à faire aménager une nouvelle voie de contournement.

Début 2006 fût présenté aux responsables communaux un deuxième projet qui prévoyait la création de l'unité de sécurité dans l'enceinte du Centre socioéducatif. Cette variante trouvait le plein appui des autorités communales de Wormeldange. Toutefois le 23 mai 2006 les responsables ministériels lors d'une réunion avec les membres du conseil communal annonçaient l'abandon du deuxième projet au motif que la procédure d'élaboration d'un PAP était trop longue et trop compliquée.

Je voudrais donc savoir de Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quelles sont les raisons qui ont amené les responsables des Travaux publics à considérer la procédure entamée comme trop compliquée? En quoi consistent ces complications?

- Quelles sont les possibilités pour remédier à cette situation?

Réponse (19.3.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire N°1564 de l'honorable Député Carlo Wagner concernant la construction d'une unité de sécurité à Dreiborn, il échet préalablement de préciser que le Ministère des Travaux publics ne considère pas la procédure entamée comme étant trop compliquée, mais estime qu'elle a été prolongée par le fait que la commune a retenu dans le cadre de son nouveau PAG datant de mars 2005 l'obligation d'entamer une procédure supplémentaire de PAP avant de demander une autorisation de construire.

Les ministères concernés ont proposé le déplacement du projet devenu possible par la modification du PAG prédécrite sur l'actuel terrain de football se situant aux abords du terrain du Centre socioéducatif de Dreiborn pour différents motifs, en particulier d'ordre technique, pédagogique, voire écologique. En effet, en dehors de la procédure en question, un des arguments qui plaiderait en faveur de ce nouveau projet constitue le fonctionnement complètement autonome de la section fermée, tout en profitant de la proximité du Centre socioéducatif. Ce projet aurait permis ainsi, d'une part, d'éviter des transformations d'un bâtiment existant de sorte que le site actuel du Centre de Dreiborn aurait été conservé sous sa forme actuelle sans risque de surexploitation. D'autre part, les maisons «Josephshaus», «Hexenhaus» ainsi que la grange auraient pu être conservées et utilisées pour d'autres besoins du Centre.

En outre, il y a lieu de mentionner une sécurité accrue par rapport à l'ancien projet dû en particulier à l'implantation sur un terrain plat et vierge ce qui aurait eu comme conséquence un projet plus fonctionnel et un concept de sécurité optimisé.

L'Administration des Bâtiments publics a introduit en date du 10 novembre 2006 une demande d'autorisation de construire auprès des instances communales qui ne lui a cependant pas été accordée.

Au vu du désaccord des instances communales de Wormeldange exprimé à de multiples reprises et notamment lors de réunions entre le Ministère des Travaux publics et les responsables communaux du 15 janvier 2007 et du 12 février 2007 et suite à l'engagement ferme du Conseil communal de la commune de Wormeldange du 8 décembre 2006 par lequel il «se prononce pour la construction de la future unité de sécurité à l'intérieur de l'enceinte actuelle du Centre socioéducatif de l'État à Dreiborn.

Il se déclare plus particulièrement en faveur de la variante nord, telle qu'elle a été présentée au Collège échevinal lors de la réunion au Ministère des Travaux publics le 10 mars 2006. En même temps, il s'engage à prêter son appui au maître de l'ouvrage lors de toute procédure d'autorisation obligeant à consulter le public à cette fin», le Gouvernement a décidé de revenir à l'ancien projet prévu dans l'enceinte du Centre socioéducatif.

Cette décision a été prise dans le seul souci qu'il s'agit à l'heure actuelle de ne pas bloquer ce dossier en entamant des procédures juridiques qui risqueraient de retarder encore plus la mise à disposition d'une infrastructure absolument et urgemment nécessaire.

Lors d'une récente entrevue en date du 2 mars 2007 entre le Conseil communal de Wormeldange et les Ministères des Travaux publics et de la Famille, les responsables communaux se sont engagés unanimement à soutenir activement les départements concernés afin que l'étape procédurale précédant le début de la construction puisse être réduite à un strict minimum. Une procédure de modification du PAG concernant le site à Dreiborn a été introduite par la commune le 23 février 2007 au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire.

La modification du PAG demandée dispense le département des Travaux publics d'entamer une procédure de PAP et devrait permettre de réduire les délais.

Dès que cette procédure aura abouti et suite à l'octroi d'une autorisation de bâtir par le bourgmestre, la construction du Centre socioéducatif pourra enfin être entamée.

Les délais de construction peuvent être estimés à 24 mois.

Question 1565 (12.2.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**enseignement musical pour adultes:**

Par le biais de son article 6, 2e alinéa, la loi modifiée du 28 avril 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ouvre la possibilité aux conservatoires et écoles de musique d'organiser des cours d'enseignement musical qui s'adressent aux adultes. Les modalités d'organisation, le programme d'études ainsi que le financement de cet enseignement pour adultes sont à fixer par règlement grand-ducal.

Or, parmi les règlements d'exécution pris entre 1998 et 2006 en vertu de la loi précitée, aucun ne fait expressément référence ni à son article 6, ni au terme d'«enseignement musical pour adultes».

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État:

- Pourquoi aucun règlement grand-ducal n'a-t-il été pris en vertu dudit article jusqu'à ce jour?

- Madame la Secrétaire d'État estime-t-elle que les autres règlements d'exécution fixant les modalités d'organisation, le contenu et le financement de l'enseignement musical s'appliquent également aux cours dispensés dans l'intérêt des seuls adultes?

- Dans la négative, selon quelles règles les cours de musique s'adressant aux adultes sont-ils organisés et financés à l'heure actuelle?

Réponse (12.3.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

L'enseignement musical pour adultes, qui depuis bon nombre d'années et déjà avant la mise en vigueur de la loi du 28 avril 1998 portant entre autres harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal, fait partie intégrante de notre enseignement musical, est organisé par les communes dans le cadre de l'organisation scolaire de l'enseignement musical et selon les mêmes critères et règlements que l'enseignement musical pour jeunes.

Toutefois certaines particularités spécifiques à l'enseignement des adultes sont respectées dans la mesure du possible (création de classes «adultes» en formation musicale - solfège - si le nombre d'adultes inscrits le permet; avancement au rythme propre à l'adulte dans les cours individuels; choix de méthodes pédagogiques adaptées à l'apprentissage adulte; création de cours spécifiques, par exemple chant choral).

Dans certaines écoles et notamment dans le cadre d'un projet pilote au Conservatoire du Nord, l'enseignement des adultes est organisé entre-temps dans une section spéciale. Une évaluation du travail de cette section, qui est prévue pour la fin de l'année scolaire 2007/2008, permettra aux responsables de mieux cerner les besoins spécifiques d'un enseignement des adultes, cela justement en préparation d'un règlement grand-ducal dont les grandes lignes sont d'ailleurs déjà tracées depuis un avis y relatif, demandé par la Ministre de la Culture au Conseil supérieur de la musique dès 2003.

Le financement des cours s'adressant à des adultes est organisé depuis la mise en vigueur de la loi et jusqu'à ce jour d'après le Règlement grand-ducal du 14 avril 1999 «fixant les conditions et modalités d'exécution de la participation de l'État et de l'ensemble des communes au financement de l'enseignement musical», règlement qui ne fait pas de différence entre «cours normaux» et «cours adultes».

Néanmoins, vu la spécificité des cours adultes et les besoins de financement différents (autre tarification - minervals, taxes; définition d'une politique générale sur l'enseignement des adultes), l'enseignement des adultes fait partie intégrante des réflexions qui sont en train de se faire dans le cadre des réflexions générales sur l'enseignement musical et notamment sur son financement dans le cadre des discussions sur la réorganisation territoriale.

Question 1566 (12.2.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**harmonisation des sanctions prévues pour les infractions environnementales:**

L'arrêt C-176/03 du 13 septembre 2005 de la Cour de Justice des Communautés européennes avait confirmé que la Communauté européenne est compétente en matière d'adoption de mesures de droit pénal relatives à la protection de l'environnement. Ainsi, la Commission européenne a présenté le 9 février 2007 une proposition de directive «qui contraint les États membres à traiter les atteintes graves à l'environnement comme des infractions pénales et à veiller à ce qu'elles soient effectivement sanctionnées» et qui fixe en même temps des sanctions minimales applicables aux infractions environnementales dans les États membres.

Dans ce contexte la Commission vise tant une définition des infractions environnementales qu'une harmonisation minimale des sanctions qui leur sont applicables, tout en laissant aux États membres la liberté requise pour adapter les obligations de la proposition de directive à leurs systèmes pénaux légaux.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles pourront être les conséquences d'une telle harmonisation pour le Luxembourg.

- Est-ce que le Gouvernement a déjà procédé à un inventaire des sanctions prévues par la législation luxembourgeoise, ainsi qu'à une comparaison avec celles prononcées dans les autres États membres? Qu'en est-il en particulier dans ce contexte des sanctions de nature pénale?

Réponse (7.3.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

La proposition de directive relative à la protection de l'environnement par le droit pénal vise à remplacer la décision-cadre du Conseil de 2003, telle qu'annulée par la Cour de Justice des CE, ainsi qu'une proposition de directive déjà présentée par la Commission en 2001, mais dont le Conseil n'avait pas tenu compte lorsqu'il a adopté sa décision de 2003.

La proposition a pour objet de garantir un niveau minimal de protection de l'environnement par le droit pénal dans l'ensemble de l'UE.

La législation luxembourgeoise en matière environnementale comprend déjà des sanctions pénales détaillées, qu'il s'agisse de peines d'emprisonnement ou d'amendes ou qu'il s'agisse de sanctions supplémentaires ou alternatives telles l'obligation de nettoyer ou restaurer l'environnement ou la possibilité de faire cesser les activités de certaines entreprises.

Le Luxembourg appuie donc le souci d'harmonisation minimale en la matière, tout en saluant la marge de manœuvre dont bénéficieraient les États membres en vue d'adapter les dispositions à leurs systèmes légaux nationaux.

Il est entendu que le Luxembourg procédera - à la lumière du calendrier de discussion de la proposition sous l'autorité du Conseil «JAI» - à un examen détaillé de l'étendue et de la portée des dispositions, y compris leurs implications en droit national. Dans ce contexte il y a lieu de relever que le droit luxembourgeois ne reconnaît pas la responsabilité pénale des personnes morales.

Question 1569 (14.2.2007) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**application de la nouvelle loi relative à la lutte antitabac:**

La nouvelle loi relative à la lutte antitabac est en vigueur depuis le 1er septembre 2006. Au cours de ces six derniers mois quelques difficultés pour appliquer cette loi sont apparues.

En ce qui concerne les centres culturels des communes par exemple, le texte de la loi n'est pas suffisamment clair:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si lesdits centres culturels sont à considérer comme des lieux publics, dans lesquels il est interdit de fumer, ou comme des débits de boissons, permettant dès lors de fumer selon les conditions fixées par la loi antitabac?

- Qu'en est-il de cette même salle lorsqu'elle est mise à disposition de particuliers pour y organiser un événement? Est-ce que la notion de lieu privé entre alors en jeu?

Une difficulté comparable se manifeste dans des infrastructures de sport comme les halles de bowling, de billard ou encore les salles de jeux de quilles dans les cafés. Alors que ces disciplines sont reconnues comme des sports à part entière, ces lieux continuent d'être, pour la plupart, des locaux à forte concentration de fumée de tabac. Étant donné qu'il est commun que des anniversaires pour enfants soient organisés dans les halles de bowling, et que la loi du 1er septembre 2006 se veut avant tout protectrice des jeunes devant les dangers du tabagisme passif, je voudrais savoir:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que, dans l'intérêt des enfants ainsi que des sportifs qui y évoluent, les infrastructures mentionnées plus haut devraient être considérées comme infrastructures sportives et non comme débits de boissons?

Réponse (7.3.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire soulève un certain nombre de questions en rapport avec l'interprétation et l'application de la loi relative à la lutte antitabac.

Les centres culturels des communes sont de toute évidence des bâtiments des communes au sens de l'article 6 (1) de la loi. La loi interdit de fumer dans les halls et salles desdits bâtiments. La loi ne distingue pas suivant que ces halls ou salles sont exploités en vertu de leur destination propre, organisation de manifestations culturelles ou d'expositions, ou qu'ils sont exceptionnellement mis à la disposition de particuliers en vue d'un évènement à caractère privé. En d'autres mots l'interdiction de fumer s'y applique, même dans cette dernière hypothèse.

L'honorable Parlementaire s'interroge encore si l'interdiction de fumer vaut dans les cafés ou halls dans lesquels se pratiquent des activités telles que le bowling, le billard ou le jeu de quilles. Aux termes de l'article 6 (1) sous 7 de la loi l'interdiction s'applique dans «tous les établissements couverts où des sports sont pratiqués». L'intention du législateur était de protéger les sportifs s'adonnant à un sport pratiqué sous l'égide d'une fédération sportive contre les spectateurs n'hésitant pas à fumer dans

les buvettes avoisinantes, voire sur les gradins ou tribunes. Dans l'hypothèse évoquée par l'honorable Parlementaire cependant nous sommes en présence de personnes s'adonnant à des activités ludiques, certes de caractère sportif ou parasportif, mais ne rentrant pas dans le cadre d'une pratique sportive réglementée par une fédération sportive. Le droit pénal étant de stricte interprétation, il ne me semble pas que l'interdiction visée au point 7 de l'article 6 (1) de la loi puisse être étendue au cas de figure visé par l'honorable Parlementaire.

S'il est bien vrai que notamment les salles de bowling sont beaucoup fréquentées par des adultes avec enfants, par exemple à l'occasion d'un anniversaire d'un enfant, comme le relève l'honorable Parlementaire, cette circonstance ne suffit cependant pas pour faire de ces salles «des locaux destinés à accueillir ou à héberger des mineurs âgés de moins de seize ans accomplis» au sens du point 6, sous 6 (1) de la loi. Là encore le principe de la stricte interprétation de la loi pénale s'oppose à faire d'un local accueillant aussi occasionnellement des mineurs un local «destiné» à accueillir des mineurs.

Question 1570 (14.2.2007) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **indemnités de chômage:**

Le Règlement grand-ducal du 25 août 1983 définissant les critères de l'emploi approprié visé à l'article 13 sous e), de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant: 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet dit dans son article 7:

«5) Situation familiale:

Art. 7.: Des considérations d'ordre familial, notamment la charge d'un ou de plusieurs enfants, ne peuvent être prises en considération pour l'appréciation de l'emploi approprié, sauf si elles constituent un empêchement particulièrement grave; dans ce dernier cas, la charge de la preuve incombe au requérant.»

Selon les informations du Ministre du Travail et de l'Emploi, l'Administration de l'Emploi a, en 2006, refusé à dix personnes les indemnités de chômage pour des considérations d'ordre familial. Près d'un tiers de ces personnes peuvent être considérées comme vivant dans une situation monoparentale.

Dans ce contexte je voudrais savoir de la part de Madame la Ministre:

- Quelles sont les mesures d'aide et de soutien que le Ministère de la Famille, respectivement le Ministère de l'Égalité des chances proposent aux personnes monoparentales et plus particulièrement aux femmes qui sont à la recherche d'un emploi?

- Est-ce que le Ministère de la Famille et/ou le Ministère d'Égalité des chances disposent d'instruments pour aider spécifiquement les personnes qui se sont vu refuser l'indemnité de chômage parce que l'Administration de l'Emploi n'a pas pris en considération la charge d'un ou de plusieurs enfants?

Réponse (16.3.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

À part les différentes possibilités d'aide et de secours ponctuels du Service de solidarité du Ministère de la Famille et de l'Intégration, les personnes monoparentales dont question dans ladite question parlementaire ont évidemment la possibilité de s'adresser au Fonds national de solidarité pour solliciter le bénéfice du Revenu Minimum Garanti (RMG), pour autant qu'elles en remplissent les conditions d'octroi.

Le cas échéant, les personnes concernées signent un contrat d'insertion professionnelle avec le Service National d'Action Sociale (SNAS), par lequel elles déclarent vouloir participer aux mesures d'insertion professionnelle prévues au Chapitre 2 de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un RMG, telle qu'elle a été modifiée, comme c'est le cas pour tout autre bénéficiaire apte au travail, sans distinction de sexe.

Concernant la garde d'enfants, la même loi prévoit la possibilité de dispenser un parent de la participation aux mesures. Dans ce cas, l'article 14 (1) de la prédite loi dispose que: «Peut être dispensée, partiellement ou totalement, le cas échéant sur avis des services de santé au travail ou du contrôle médical de la sécurité sociale, de la participation à une ou plusieurs mesures énumérées à l'article 10: - la personne qui élève un enfant pour lequel elle touche des allocations familiales, lorsque des motifs sérieux par rapport à l'enfant s'opposent à l'accomplissement des mesures énumérées à l'article 10 ci-dessus.»

Comme il en ressort des statistiques, c'est avant tout des mères qui bénéficient de cette dispense.

Concernant la question des personnes qui se sont vu refuser l'indemnité de chômage, alors que l'Administration de l'Emploi (ADEM) n'a pas pris en considération la charge d'enfants, il échet de noter que, suivant le cas, ceci pourra constituer un justificatif de refus en cas de demande de la prestation RMG.

En effet, suivant les dispositions de l'article 3 de la même loi, la personne qui a refusé de participer à une mesure d'insertion professionnelle organisée par l'ADEM ou l'a abandonnée ne peut prétendre aux prestations de la loi RMG.

Il faut également remarquer que le Ministère de l'Égalité des chances ne dispose pas d'instruments pour aider spécifiquement les personnes qui se sont vu refuser l'indemnité de chômage dans le cadre d'une non-considération par l'Administration de l'Emploi de la charge d'un enfant.

Question 1577 (20.2.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **mesures de sécurité du Centre pénitentiaire de Schrassig:**

Il me revient qu'un détenu du Centre pénitentiaire de Schrassig se serait évadé ce matin. Il s'agirait de l'ancien chef de la mafia albanaise au Luxembourg. Le détenu en question serait par ailleurs très dangereux et aurait fait l'objet d'un dispositif de sécurité exceptionnel lors des auditions devant le tribunal. De plus, il semblerait, que les autorités aient été au courant d'une éventuelle fuite du détenu en question, s'étant, selon mes informations, déjà évadé à deux reprises du CPL.

Le 16 mars 2003, deux autres détenus très dangereux avaient réussi à s'évader du Centre pénitentiaire de Schrassig. Dans tout autre pays la démission du Ministre de la Justice en aurait été la conséquence logique.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il que des détenus présumés très dangereux réussissent à s'enfuir du Centre pénitentiaire de Schrassig et apparemment sans trop de difficultés?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les mesures de sécurité prévues pour des détenus dangereux et où le risque d'évasion s'avère être particulièrement élevé?

- Quelles sont les conséquences que Monsieur le Ministre compte tirer de cette dernière évasion qualifiée de spectaculaire et d'autant plus préoccupante?

Réponse (7.3.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En ce qui concerne le déroulement de l'évasion de Nuka Kujtim le 20 février 2007 jusqu'à son arrestation dans la nuit du 20 au 21 février, je me réfère aux explications données par Monsieur le Directeur du Centre pénitentiaire de Schrassig et les responsables de la Police grand-ducale lors de la réunion de la Commission juridique de la Chambre des Députés au CPL le 28 février, réunion lors de laquelle les parlementaires présents ont également pu de visu prendre connaissance des lieux précis où l'évasion a eu lieu.

Comme je l'ai indiqué lors de cette réunion, l'adaptation du dispositif de sécurité au CPL est une préoccupation continue des responsables de l'Administration pénitentiaire. C'est de la sorte, qu'en collaboration avec une firme-conseil spécialisée, toute une série de mesures ayant pour objet de renforcer la sécurité à la prison de Schrassig ont été réalisées et le personnel de garde a été doublé depuis 1998.

Quant aux projets en cours tendant à un renforcement accru de la sécurité au CPL, je me bornerai à citer le renouvellement des caméras de surveillance, l'installation d'un dispositif antihélicoptère dans plusieurs préaux et la pose à plusieurs endroits d'un treillis renforcé. Pour le surplus, je me permets de renvoyer aux informations données lors de la réunion de la Commission juridique le 28 février.

Question 1582 (27.2.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**arrêt du 15 février 2007 de la Cour administrative - Centre de séjour provisoire:**

Une personne, de nationalité tunisienne, actuellement retenue au Centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière à Schrassig, a demandé la réformation, voire l'annulation d'une décision du Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration qui avait ordonné son placement dans ce Centre de séjour provisoire.

Dans un arrêt rendu le 15 février 2007, la Cour administrative a expliqué qu'il «appartient à la juridiction d'examiner sur base des critères tenant à la dignité humaine si le degré de contrainte accompagnant la mesure privative de liberté ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour garantir l'efficacité de la mesure de placement.»

La Cour a procédé à une visite des lieux le 5 décembre 2006 et a conclu que «le Centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière n'est pas à considérer comme constituant une structure fermée appropriée au vu de la situation personnelle du demandeur.»

Dans ce contexte j'aimerais donc savoir de Monsieur le Ministre:

- Quelles sont, de l'avis de Monsieur le Ministre, les conséquences de cet arrêt pour la base légale du futur centre de rétention?

- Au risque de s'exposer désormais à une multitude de demandes dans ce sens, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation actuelle?

Réponse (13.3.2007) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

L'honorable Député n'est pas sans savoir que suite à l'incident ayant eu lieu au Centre pénitentiaire de Luxembourg le 30 janvier 2006, les personnes retenues ont dû être transférées du bloc «P2» incendié au bloc «Charlie».

Or, si le bloc «P2» constituait un «établissement approprié» pour l'exécution d'une mesure de placement, notamment suite à l'adoption du Règlement grand-ducal du 20 septembre 2002 créant un centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière, et était reconnu comme tel par les juridictions administratives, la Cour administrative, dans son arrêt du 15 février 2007, a réformé un jugement du Tribunal administratif du 8 février 2007 et ordonné la mise en liberté immédiate du requérant alors «qu'en l'état actuel du dossier le Centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière n'est pas à considérer comme constituant une structure fermée appropriée au vu de la situation personnelle du demandeur».

L'arrêt de la Cour administrative vise «l'état actuel du dossier», c'est-à-dire, la rétention des personnes en séjour irrégulier dans le bloc «Charlie» du CPL, se caractérisant par une assignation «à des cellules fermées individuelles ou doubles avec promenade quotidienne d'une heure ou d'une heure et demie et possibilité hebdomadaire de pratique sportive», privant ainsi les personnes retenues «de la possibilité d'une libre circulation dans la partie du bâtiment leur réservée au motif que des travaux de réhabilitation du tract du bâtiment [incendié] étaient en cours et devraient se terminer fin janvier 2007». C'est dans cette logique que la Cour administrative a retenu dans son arrêt du 15 février 2007 «qu'à l'heure actuelle le régime transitoire, toujours d'actualité au vu des explications fournies à l'audience, au regard du principe de proportionnalité, vicie la légalité de la mesure (…) de placement entreprise».

Or, la réception définitive du bloc «P2» ayant eu lieu en date du 1er mars 2007, et le transfert des retenus vers le bloc «P2» le 7 mars 2007, il a donc été mis fin à la situation incriminée par la Cour administrative.

Il y a donc lieu de conclure:

À partir du 7 mars 2007, la situation est de nouveau celle d'avant l'incendie du 30 janvier 2006, et l'ancienne jurisprudence des juridictions administratives devrait de nouveau être d'application. Pour le surplus, l'instruction ministérielle prise en exécution de l'article 4 du Règlement grand-ducal du 20 septembre 2002 créant un centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière a été modifiée dans le sens d'un allégement des limites relatives au droit de visite des retenus. Ainsi, notamment, les personnes agréées des associations membres du Collectif des réfugiés sont autorisées désormais à assurer, deux fois par semaine, des permanences pendant lesquelles elles peuvent, soit avoir des entretiens individuels avec les retenus, soit organiser des activités récréatives en groupe.

L'arrêt du 15 février 2007 n'aura certainement pas d'incidence sur la base juridique des mesures de placement alors que celles-ci resteront basées sur les articles 15 de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers (sinon l'article afférent de la nouvelle loi relative à l'immigration, au cas où celle-ci sera en vigueur lors de la mise en exploitation du nouveau centre de rétention) et l'article 10 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Question 1587 (1.3.2007) de **M. Xavier Bettel** concernant la **présence de détenus sur la toiture du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL):**

Il me revient qu'au cours des derniers mois quelques détenus du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) ont réussi à monter à plusieurs reprises sur la toiture du CPL.

Pariant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, combien de fois de tels incidents se sont produits? Combien de détenus étaient impliqués dans ces incidents?

- Quelles sont les conséquences que Monsieur le Ministre compte tirer de ces évènements?

Réponse (8.3.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Courant juillet 2006 un détenu, connu pour sa grave pathologie psychiatrique, a escaladé le toit d'un bâtiment administratif. Il est descendu sans autre résistance.

Fin janvier 2007, un autre détenu, condamné à perpétuité, s'est hissé sur le toit d'un bâtiment de détention dans l'intention de se suicider.

Grâce à l'intervention des pompiers de la Ville de Luxembourg et d'un infirmier psychiatrique, l'intéressé a été retenu.

Dans les deux cas, les détenus en question ont été pris en charge par le service psychiatrique du CPL.

Question 1589 (2.3.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant **la fermeture ou la délocalisation éventuelle de l'usine Arcelor-Mittal à Schifflange:**

En février 2006, la fermeture éventuelle du site de Schifflange a fait la une de l'actualité politique luxembourgeoise. À l'époque, les suites données à l'OPA de Mittal sur Arcelor avaient permis d'éviter la fermeture du site. Or, une année plus tard, le site sidérurgique de Schifflange semble être à nouveau sérieusement menacé.

Dans ce contexte, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre est-il au courant d'une éventuelle fermeture ou délocalisation du site de production en question?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il intervenir auprès des responsables d'Arcelor-Mittal pour éviter la suppression de postes?

Réponse commune (20.3.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Les spéculations concernant une éventuelle fermeture ou délocalisation de l'activité du site de Schifflange, que ce soit du train à fil opéré par la Société du Train à Fil de Schifflange (Groupe Mittal), ou encore du train à laminés marchands opéré par la société «Laminés Marchands Européens» (Groupe Beltrame), voire de l'aciérie de Schifflange opérée par la société Arcelor Rodange, sont dénuées de tout fondement.

Nous saisissons cette occasion pour nous élever contre la façon dont un journal entretient ce genre de spéculations non fondées et suscite à travers ce jeu indigne l'angoisse des travailleurs et de leurs familles. Page 1 de l'édition du «Quotidien» du 2 mars 2007: «Un site menacé»; phrase finale de l'article à la page 3 du même titre: «Mais le site est cette fois concrètement menacé». On est en droit de s'interroger si en l'occur-

rence l'auteur et l'éditeur en question ont fait droit à leur obligation professionnelle de vérification des informations qui leur ont été fournies.

Question 1591 (2.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant **la fermeture ou la délocalisation éventuelle de l'usine Arcelor-Mittal à Schifflange:**

Vun der Personaldelegatioun vum Service STFS op ARBED-Schëffleng sinn eescht Bedenken iwwert d'Zukunft vum Service STFS an TLM geäussert ginn. Schonn Enn 2005 hat de Mittal-Konzern, dee Propriétaire war vum STFS an TLM, sech iwwer eng eventuell Schléissung vun dem virzitéierte Site geäussert.

Eng Schléissung vun deene Servicer géif 520 Mataarbechter betreffen. Et schéngt, wéi wann déi Servicer STFS an TLM eeschthaft a Gefor wieren, an domadder eis Stolindustrie op en Neits u Substanz riskéiert ze verléieren, dat obwuel Versprieche gemaach goufen: déi Lëtzebuerger Sitë wieren net a Gefor.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Sinn déi Bedenke vun der Personaldelegatioun vum STFS an TLM op ARBED Schëffleng berechtegt, a sinn dës Servicer mat hiren ëm déi 500 Mataarbechter an der Gefor, ofgebaut ze ginn?

2. Wann dat de Fall sollt sinn, wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dës Servicer ze erhalen?

3. Sinn eis Stolsiter, esou wéi den Här Statsminister nach virun net allze laanger Zäit confirméiert huet, wierklech ofgeséchert?

Réponse commune (20.3.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

D'Spekulatiounen iwwer eng eventuell Schléissung oder Delokalisatioun vun STFS oder TLM si komplett aus der Loft gegraff an entbieren iergendenger Grondlag; et gëtt keng Ursaach, fir dem Statsminister seng rezent Deklaratiounen ze nuancéieren oder ze änneren.

D'Ufro vum Här Jaerling bitt eis awer d'Geleeënheet, fir eis schockéiert ze weisen iwwert d'Aart a Weis, wéi eng Dageszeitung esou Spekulatiounen dréit a mat den Ängschte vun de Leit, déi do schaffen, an hire Familljen een onwürdegt Spill dreift. Mir zitéieren d'Titelsäit vum «Quotidien» vum 2. Mäerz 2007: «Un site menacé»; Schlusssaz vum Artikel vun der Säit 3 vun deemselwechten Organ: «Mais le site est cette fois concrètement menacé». Et däerf ee sech froen, ob Auteur an Éditeur hei hirer professioneller Flicht gerecht gi sinn an déi zougedroen Informatioune virun der Publikatioun vérifiéiert hunn.

Question 1595 (5.3.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**exécution de peine en semi-liberté pour les détenus féminins:**

Dans son édition du 1er mars 2007, le journal hebdomadaire «Le Jeudi» a publié un article concernant les difficultés que connaissent les femmes détenues au Centre pénitentiaire de Schrassig de pouvoir bénéficier du régime de semi-liberté. D'après cet article, l'ancien avocat général en charge de l'exécution des peines estime qu'en juin 2006 sur les 38 femmes détenues au Centre pénitentiaire de Schrassig, neuf d'entre elles, condamnées pour des périodes inférieures ou égales à un an, remplissaient les conditions pour bénéficier d'une exécution de leur peine en semi-liberté. Pourtant, elles n'ont été que deux à y parvenir.

Cette situation résultait, entre autres, du fait que le Luxembourg ne dispose pas d'un centre ouvert pour les détenus féminins. Au nom du principe de séparation des sexes, seulement les condamnés masculins, remplissant les conditions d'une exécution de leur peine en semi-liberté, peuvent bénéficier des structures du centre ouvert de Givenich.

Me référant, par ailleurs, au rapport d'activité de l'ancienne déléguée du procureur général d'État pour la direction générale des établissements pénitentiaires de l'année 2005, la problématique susmentionnée n'est pas nouvelle: «La soussignée déplore, par ailleurs, l'absence d'un établissement à régime semi-ouvert pour les femmes. À l'heure actuelle les femmes sont amenées à purger des courtes peines dans le milieu fermé au CPL et sont soumises à un régime plus strict pendant toute la durée de la détention, sans avoir la possibilité d'évoluer en milieu semi-ouvert. Il s'agit de remédier à cette situation de discrimination.»

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quel est l'avis de Monsieur le Ministre quant à la discrimination décrite?

- Est-ce que cette situation ne constitue pas une violation de l'article 11 de la Constitution qui stipule que l'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre hommes et femmes?

- Quelles sont les démarches que Monsieur le Ministre a l'intention de prendre pour remédier à cet état de chose?

Réponse (21.3.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Comme je l'ai indiqué le 13 mars 2007 à la tribune de la Chambre des Députés, j'envisage de faire aménager des locaux au CPA de Givenich, afin que les femmes détenues, à l'instar des hommes, y puissent purger, si les conditions sont données, une partie de leur peine.

Dès que les infrastructures en question seront terminées, ce régime pourra démarrer.

Question 1600 (7.3.2007) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **télévision numérique:**

À partir du 1er janvier 2008, les téléspectateurs luxembourgeois abonnés à un réseau câblé auront accès à quelque 80 chaînes de télévision en numérique. On remarque cependant que certains programmes à forte audience tels que la DSF et Eurosport, actuellement en diffusion chez les câblodistributeurs, ne sont plus repris dans le bouquet de chaînes de base de la télévision numérique.

Dans ce contexte, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Communications:

- Pour quelles raisons les programmes susmentionnés ont été exclus du bouquet de chaînes de base de la télévision numérique?

- Est-ce que les clients vont avoir la possibilité de demander des chaînes supplémentaires auprès de leur câblodistributeurs?

Réponse (16.3.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

1. Quant à la première question:

Aucun programme n'a été exclu. S'agissant d'un bouquet qui ne contient que des chaînes pour lesquelles la question des droits a pu être réglée, il est exact que certains programmes n'ont pas pu être inclus dans le bouquet (ce qui n'est pas la même chose qu'une exclusion).

Pour les deux chaînes visées, je dispose des éléments d'information suivants:

a) Eurosport entend négocier elle-même avec les câblodistributeurs - elle n'a pas donné de mandat au Luxembourg à la CLT-UFA (à l'opposé des chaînes qui font partie du bouquet).

b) Pour la DSF, la question des droits au Luxembourg n'a pas pu être résolue à ce jour.

2. Quant à la seconde question:

- Pour Eurosport, cela dépend du résultat d'éventuelles négociations. Je renvoie au point a) ci-dessus.

- Pour DSF, je renvoie au point b) ci-dessus.

Question urgente 1638 (19.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **remboursement des analyses sanguines:**

D'Verschreiwe vu Bluttanalyse mat 20 Uwendungen, ausser an de Spideeler, war vun der UCM verbuede ginn, an nach just zwielef Uwendunge waren erlaabt a sinn och nëmme rembourséiert ginn. Déi privat Laboratoiren hate géint déi Ännerung Recours ageleet an hunn och Recht kritt.

Elo ginn ech informéiert, datt d'UCM an hirer Versammlung vum 21. am Lenz 2007 d'Statute vun der UCM esou wëllt ëmänneren, datt elo awer nëmme méi zwielef Uwendunge bei enger Bluttanalys däerfe verschriwwe ginn; och an de Spideeler. Déi Verantwortlech vun de Privatlaboratoirë sinn awer der Meenung, datt am Interessi vum Patient eng integral Bluttanalys aus 20 Uwendunge bestoe muss. Och wat d'Dokteschkäschten ubelaangt, wier et méi sënnvoll, datt dem Patient Analyse mat 20 Uwendunge verschriwwe ginn, fir datt en net fir eng voll Bluttanalys muss zweemol beim Dokter virspriechen.

Ech emfannen et als sturen Acharnement, fir Recht ze behalen, wann elo vu Säite vun der UCM versicht gëtt, awer déi privat Laboratoiren ze diskriminéieren, andeem och an de Spideeler nëmmen nach Bluttanalyse mat zwielef Uwendungen däerfe verschriwwe ginn.

Kann den Här Gesondheetsminister an den Här Minister vun der sozialer Sécherheet mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wat fir eng medezinesch begrënnten Argumenter gëtt et, fir voll Bluttanalysen op nach just zwielef Uwendungen ze begrenzen?

2) Ass den Här Minister net och der Meenung, datt am Interessi vum Patient, fir säi Gesondheetszoustand sécher ze definéieren, all Analyse mussen zougelooss ginn?

3) Ass et net och am finanziellen Interessi vun de Krankekeesen, wann esou mann wéi méiglech Dokteschvisitë gebraucht ginn?

4) Gedenkt d'Regierung mat de Sozialpartner zesummen an der Versammlung vum 21. am Lenz 2007 d'Statute vun der UCM esou ze gestalten, datt et dem behandelnden Dokter iwwerlooss bleift, wéi vill Uwendungen hie fir eng Bluttanalys am Interessi vu sengem Patient verschreift?

Réponse (21.3.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Eu égard au caractère urgent de la question parlementaire, j'ose espérer que l'honorable Député acceptera une réponse rédigée en langue française.

Tout d'abord, il convient de préciser que la mesure évoquée dans la question s'inscrit dans le cadre du programme d'action «Soigner mieux en dépensant mieux» répondant au principe d'accorder les prestations de santé dans une mesure suffisante et appropriée. Elle vise à éviter que les médecins traitants prescrivent sans discernement des analyses inutiles. Le maintien de la mesure s'indique, alors que depuis sa mise en vigueur le corps médical n'a soulevé aucune objection.

Les décisions jurisprudentielles n'ont pas critiqué le fond de la mesure, mais seulement le caractère discriminatoire par rapport aux laboratoires privés, alors que les laboratoires hospitaliers y échappaient.

Les mesures que l'Union des caisses de maladie envisagées ont pour objet de rétablir l'égalité de traitement de tous les laboratoires devant la loi.

Quant au fond, la limitation n'est guère préjudiciable aux assurés, alors que le dispositif réglementaire et statutaire prévoit des tempéraments. C'est ainsi qu'un nombre non limité de positions peut être pris en charge si le médecin fait procéder aux investigations de biologie clinique par étapes. Dans ce sens le patient ne sera jamais privé des analyses nécessaires pour les diagnostics dont a besoin son médecin traitant.

Il convient par ailleurs de préciser que les dispositions statutaires envisagées peuvent être adaptées avec souplesse par le conseil d'administration de l'Union des caisses de maladie si les acquis de la science montrent que dans des situations précises (dialyse, chimiothérapie par exemple), un nombre plus important de positions doit pouvoir être pris en charge en une fois.

De même, aucune limitation ne s'applique si des analyses sont nécessaires pour assurer un traitement médical délivré sur place par les services hospitaliers de garde.

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°10
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

27e séance, mardi 24 avril 2007

«Dynamisme et confiance»



M. Likhatchev a été reçu par le Président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés, M. Ben Fayot, qui présidait également la réunion de travail

«Les relations entre la Russie et l'Europe devraient être construites sur une base de confiance et se caractériser par un grand dynamisme.» C'est en ces mots que M. Vassili Likhatchev, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères du Conseil de la Fédération de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie, a plaidé pour un approfondissement des échanges entre son pays et les pays de l'UE. La diplomatie parlementaire pourrait y contribuer considérablement, a dit M. Likhatchev avant de lancer l'idée d'un «espace parlementaire européen commun» regroupant, dans un premier temps, des parlementaires de Russie et du Parlement Benelux.

La situation en Tchétchénie fut également abordée au cours d'une entrevue de la délégation russe avec des membres de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés, tout comme la question du respect des droits de l'Homme en Russie.

Dans ce contexte, la délégation russe a surtout souligné les progrès réalisés en très peu de temps: «Nous avons fait en quinze ans le même bout de chemin que d'autres pays n'ont accompli qu'après quelques décennies.»

DANS CE NUMÉRO

Assermentation de M. Gilles Roth p. 320

Heure de questions au Gouvernement p. 321

Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire p. 325



Les deux délégations après la signature du Livre d'or

Atomenergie

Litauer pro, Luxemburger kontra

Estland, Lettland, Litauen und Polen beabsichtigen, bis zum Jahr 2015 in Litauen gemeinsam ein Atomkraftwerk zu bauen. Dieses Vorhaben finde breite politische und gesellschaftliche Unterstützung in ihrem Land, berichteten litauische Abgeordnete im Rahmen einer Unterredung mit Mitgliedern des für Wirtschafts- und Energiefragen zuständigen Ausschusses des luxemburgischen Parlaments.

Litauen sei wohl Teil der EU, in Energiefragen allerdings völlig von Europa isoliert. Dies führe in der Energieversorgung zu einer nach wie vor starken Abhängigkeit von Russland, die durch den Bau eines leistungsstarken Atommeilers etwas eingedämmt werden könne. Zurzeit muss Litauen für 30% seines Bedarfs auf Energieimporte aus Russland zurückgreifen.



Die litauischen Abgeordneten mit ihren Kollegen des luxemburgischen Ausschusses für Wirtschaft und Energie

Das geplante gemeinsame Kernkraftwerk soll eine Leistung von 3.200 Megawatt haben und seinen Standort im ostlitauischen Ignalina haben, wo es bereits ein AKW gibt, das jedoch 2009 aus Sicherheitsgründen abgeschaltet werden soll. Die drei baltischen Staaten und Polen sollen im Sommer 2008 die abschließende Vereinbarung für das 5- bis 6-Milliarden-Euro-Projekt unterzeichnen. Die litauische Regierung hat ihre Absicht bekundet, Tschechien und Schweden in das Projekt einbeziehen zu wollen.

Die luxemburgischen Abgeordneten erklärten die ablehnende Haltung des Großherzogtums zur Atomkraft mit Hinweis auf Remerschen und Cattenom. Der Bau eines AKW an der luxemburgischen Mosel sei durch massive Proteste aus der Bevölkerung verhindert worden; kurze Zeit später habe das Land den Bau eines Atommeilers wenige Kilometer hinter der Grenze hinnehmen müssen.

Beide Seiten unterstrichen den Nutzen solcher Begegnungen, um gegensätzliche Positionen besser verstehen zu können.

Un nouveau député à la Chambre



M. Gilles Roth a prêté serment, mardi le 24 avril, et siège désormais sur les bancs du Parti chrétien social, en remplacement du député démissionnaire, M. François Maroldt.

La politique intérieure, avec notamment l'aménagement du territoire, et la politique fiscale sont deux préoccupations majeures du nouveau député qui, dans son premier discours, a insisté sur la nécessité d'une bonne collaboration entre l'État et les communes.

En ce qui concerne l'enseignement, M. Roth a souligné que l'école devrait s'adapter davantage au fait que les élèves sont d'origines très diverses.

Kultur kann Nachbarländer näher zusammenführen

Der Vorschlag des Landtagspräsidenten von Rheinland-Pfalz, Joachim Mertes, einen Balduinsweg einzurichten, war Gegenstand seiner Gespräche mit dem Parlamentspräsidenten Lucien Weiler und den Mitgliedern des außen- und europapolitischen Ausschusses des Parlaments. Er war sich mit den Luxemburger Abgeordneten darin einig, dass es konkreter Projekte bedarf, um die Nachbarregionen einander näher zu bringen.

Die Kulturroute würde den Spuren Balduins von Luxemburg folgen. Balduin war der jüngste Sohn des Grafen Heinrich VI. von Luxemburg, und der Bruder Heinrich VII., dem König des damaligen deutschen Reiches. Das dieses Jahr siebenhundertjährige Jubiläum seiner Wahl zum Erzbischof von Trier könnte Anlass sein, mit der Anlage eines Balduinsweges anzufangen, meinte der rheinland-pfälzische Landtagspräsident Joachim Mertes, woraufhin der Präsident des Parlamentsausschusses Ben Fayot sich sehr interessiert am Kulturprojekt zeigte.



Herr Joachim Mertes, Landtagspräsident von Rheinland-Pfalz, wurde herzlich von Kammerpräsident Lucien Weiler begrüßt

Zu den konkreten Vorhaben, die die Nachbarländer besser verbinden könnten, gehören natürlich auch die Verkehrsanbindungen. Auf der Autobahnstrecke sind, laut Joachim Mertes, noch einige Mängel zu beheben. Auch die Zuganbindungen seien zu verbessern. Zur Frage nach einer eventuell überzogenen Konkurrenz zwischen den Flughäfen von Hahn, Zweibrücken, Saarbrücken, Luxemburg und Metz meinte der Landtagspräsident von Rheinland-Pfalz, dass man sich über die Ausrichtung der verschiedenen Flughäfen einigen sollte. SPD, FDP und CDU aus Rheinland-Pfalz wären auf jeden Fall für den Erhalt des Flughafens von Hahn und es gäbe eine entsprechende Bürgerinitiative. Den Häusern der Umgebung hätte man einen großzügigen Schallschutz zukommen lassen und die 24-Stunden-Start- und Landeerlaubnis in Hahn sei an eine strikte Dezibelgrenze gebunden.



Die rheinland-pfälzische Delegation mit den luxemburgischen Mitgliedern des Ausschusses für Außen- und Europapolitik

Die neuen Ladenöffnungszeiten in Rheinland-Pfalz setzten die luxemburgischen Geschäfte stark unter Druck, meinte der CSV-Abgeordnete Laurent Mosar. In der Praxis, so erklärte Herr Mertes, hätten in den Landregionen allerdings kaum Geschäfte nach 20 Uhr auf. Er wies außerdem auf die seiner Meinung nach sehr großzügigen Öffnungszeiten in Wasserbillig hin. Auch Luxemburg wäre in manchen Bereichen als Geschäftszentrum attraktiv: So gäbe es vor allem in der Lebensmittelbranche ein besseres Angebot als in Deutschland.

Letztendlich wurde noch eine andere grenzüberschreitende Zusammenarbeit hervorgehoben: Die Verbandsgemeinde Neuerburg hat einstimmig beschlossen, dass sie dem luxemburgischen Abwassersyndikat SIDEN beitreten wird.

Dialogue entre les cultures pour un développement solidaire, une prospérité partagée et une paix durable

Mme Lydie Err, Députée, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM), Mme Martine Stein-Mergen, Députée, Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APEM, et M. Emile Calmes, Député, Membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APEM, ont représenté la Chambre des Députés à la troisième session annuelle de l'APEM qui s'est tenue du 16 au 17 mars 2007 à Tunis sous la Présidence de M. Fouad Mebazaa, Président en exercice de l'APEM et de la Chambre des Députés tunisienne.

L'APEM regroupe 37 pays, les 27 membres de l'UE et 10 partenaires du pourtour méditerranéen: l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, l'Autorité palestinienne, la Syrie, la Tunisie et la Turquie. La Libye détient le statut d'observateur depuis 1999.

M. Fouad Mebazaa a, dans son allocution d'ouverture, rappelé le rôle assumé par la Tunisie dans la préparation du processus de Barcelone et du dialogue des civilisations et des cultures et le renforcement des liens de coopération entre les pays euro-méditerranéens. En 2008, la Tunisie sera le premier pays méditerranéen partenaire à instaurer une zone de libre-échange avec l'UE.

M. Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen, a souligné l'importance de liens institutionnels entre l'APEM et d'autres institutions faisant partie du processus de Barcelone. Il a apporté l'appui du Parlement européen à la proposition de M. Ahmed Fathi Sorour, Président de l'Assemblée du Peuple de la République arabe d'Égypte, d'organiser une session extraordinaire de l'APEM au Caire traitant le sujet du conflit au Moyen-Orient.

Le Président a insisté sur le fait que le Parlement européen entend être un partenaire objectif et impartial œuvrant dans le but de l'existence de deux États (palestinien et israélien) avec des frontières fixes et sûres, cette existence reconnue réciproquement constituant la condition sine qua non de la paix au Moyen-Orient.

Mme Anna Benaki-Psarouda, Présidente du Parlement hellénique a relevé les objectifs de la prochaine présidence de l'APEM qui sera assumée par son parlement. Les priorités de la présidence hellénique sont un approfondissement de la coopération politique, économique et l'intensification du dialogue entre les cultures en accordant une attention particulière à la situation des jeunes et aux femmes. D'autres points forts seront l'environnement, l'énergie, l'immigration, l'emploi, le terrorisme et le conflit au Moyen-Orient. Mme Err a participé aux travaux de la Commission politique, de sécurité et des droits de l'homme ainsi qu'aux travaux de la Commission ad hoc sur les droits de la femme dans les pays euro-méditerranéens.

Mme Martine Stein-Mergen a assisté aux travaux de la Commission pour la promotion de la qualité de la vie, les échanges humains et la culture.

M. Emile Calmes a représenté la Chambre des Députés auprès de la Commission économique, financière, des affaires sociales et de l'éducation.

Dans la déclaration finale de la Présidence sont à relever:

- (L'APEM) salue la formation d'un gouvernement palestinien d'union nationale, et ne doute pas qu'il s'engagera sur un programme qui reflète les principes du Quartette, espère que cet accord puisse mettre fin une fois pour toutes aux affrontements armés et demande aux deux parties de faire tout leur possible pour endiguer la violence et maintenir et étendre le cessez-le-feu; demande à Israël, conformément à la décision de la Cour Internationale de Justice, d'arrêter de construire le mur de séparation;
- (L'APEM) appelle d'urgence à l'amélioration des conditions de la femme dans les pays euro-méditerranéens compte tenu du fait que ces droits font partie des droits fondamentaux de l'être humain et que leur respect est une nécessité pour le fondement de l'égalité et la démocratie et pour la réussite des objectifs politiques et économiques du processus de Barcelone à travers les révisions des lois dans les pays partenaires et appelle à la mise en place d'un plan d'action pour trouver les moyens financiers comme le stipule le plan d'action de la première réunion des ministres pour le droit de la femme dans les pays euro-méditerranéens tenue à Istanbul les 14 et 15 novembre 2005;
- (L'APEM) insiste pour que les questions liées à l'environnement soient abordées de manière adéquate au niveau national et régional afin de contribuer à la réalisation de l'OMD en intégrant expressément l'environnement et le développement durable dans les documents stratégiques nationaux et régionaux et dans les différents programmes euro-méditerranéens de coopération;
- (L'APEM) relève avec satisfaction que dans les récents actes de la Commission Européenne il ressort que pour répondre opportunément aux défis présents, le dialogue interculturel se doit de devenir une priorité durable et visible pour l'Union européenne.



(de gauche à droite) Mme Martine Stein-Mergen, Mme Lydie Err, M. Emile Calmes

Chamber TV *och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un*

SÉANCE 26

Jeudi, 15 mars 2007

Rectificatif

Motion de M. Henri Kox concernant le projet de loi 4985 relatif aux chiens *(cf. compte rendu N°9/2006-2007, page 318)*

Vote

Et si 40 Deputéierten, déi der Meenung sinn, dass d'Regierung net soll invitéiert ginn, dee Projet hei zréckzezéien. Dee bleift also aktuell. Et sinn 13 Abstentiounen, bei 7 Jo-Stëmmen, déi gemengt hunn, e soll zréckgezu ginn.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Emile Calmes et Henri Grethen (par M. Emile Calmes).

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

SÉANCE 27

Mardi, 24 avril 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications

2. 5702 - Proposition de loi visant à modifier la Constitution - Auteur: M. Aly Jaerling

5703 - Proposition de loi sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes - Auteur: M. Carlo Wagner

(Déclaration de recevabilité)

3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

4. Ordre du jour

5. Dépôt d'une résolution par M. Gast Gibéryen

6. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Gilles Roth

7. Composition des commissions parlementaires et des délégations auprès des assemblées parlementaires internationales

8. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°171 du 24 avril 2007 de M. Marc Spautz relative aux règlements grand-ducaux portant exécution de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N°172 du 20 avril 2007 de M. Alexandre Krieps relative à l'introduction d'un système de comptes épargne-temps, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N°173 du 20 avril 2007 de M. Marc Angel relative au futur Musée de la Forteresse, adressée à M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
- Question N°174 du 20 avril 2007 de M. Jacques-Yves Henckes relative au droit de garde des enfants dans le cadre d'un divorce, adressée à M. le Ministre de la Justice
- Question N°175 du 24 avril 2007 de M. Laurent Mosar relative aux conclusions du Conseil «justice et affaires intérieures» de l'Union européenne du 19 avril 2007 et plus particulièrement en matière de divorce, adressée à M. le Ministre de la Justice
- Question N°176 du 23 avril 2007 de M. Henri Grethen relative à la conclusion d'une convention de succession entre la France et le Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget
- Question N°177 du 23 avril 2007 de M. Romain Schneider relative à la fermeture de la ligne 895 Wiltz - Derenbach - Lentzweiler, adressée à M. le Ministre des Transports
- Question N°178 du 24 avril 2007 de M. Xavier Bettel relative aux demandes des communes d'un renforcement d'effectif des policiers avant le recours à des sociétés de gardiennage, adressée à M. le Ministre de la Justice
- Question N°179 du 24 avril 2007 de Mme Martine Stein-Mergen relative au règlement (CE) N°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol et notamment concernant les différences d'interprétation au niveau des pays membres, adressée à M. le Ministre des Transports
- Question N°180 du 24 avril 2007 de M. Charles Goerens relative à l'adoption par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) du texte du «Résumé pour les décideurs» de la deuxième partie de son rapport 2007, adressée à M. le Ministre de l'Environnement
- Question N°181 du 24 avril 2007 de M. Charles Goerens relative au risque de délocalisation hors de l'Union européenne d'activités hautement polluantes afin de diminuer de 20% la production de gaz à effet de serre, adressée à M. le Ministre de l'Environnement

9. Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire, présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

10. Résolution de M. Gast Gibéryen au sujet de la situation politique en Russie

11. 5594A - Projet de loi portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Autriche, signé à Vienne, le 23 janvier 2006

et

5594B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

(Rapport commun de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. **5705** - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume du Maroc, signée à Luxembourg, le 2 octobre 2006, et de son Annexe

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.03.2007

2. **5706** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, et de son Acte final, signés à Luxembourg, le 12 juin 2006

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.03.2007

3. **5707** - Projet de loi portant création du Nordstad-Lycée.

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 16.03.2007

4. **5708** - Projet de loi portant - transposition de la directive 2005/19/CE modifiant la directive 90/434/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents; - transposition de la directive 2006/98/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la

fiscalité, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, dans la mesure où cette directive a trait au domaine de la fiscalité directe; - modification de certaines autres dispositions en matière d'impôts directs

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 16.03.2007

5. **5709** - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté

Dépôt: M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 26.03.2007

6. **5710** - Projet de loi sur la police et la sûreté dans les transports publics et modifiant a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer, b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Dépôt: M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 28.03.2007

7. **5711** - Projet de loi relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché règlementé et portant transposition de: - la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE; - l'article 9 du règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales; et portant modification de: - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 28.03.2007

8. **5712** - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier dans la République d'Albanie ou les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas), signé à La Haye, le 9 juin 2005

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 05.04.2007

9. **5713** - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant la sécurité dans les aéronefs des pays tiers empruntant les aéroports communautaires

Dépôt: M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 16.04.2007

10. **5714** - Projet de loi relatif à la modification de l'Article L.211-11 du Code du Travail

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 19.04.2007

11. **5715** - Projet de loi portant: 1. transposition de la Directive 2006/109/CEE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de la directive 94/45/CE concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie; 2. modification du Code du Travail

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 19.04.2007

12. **5716** - Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant - le titre 1 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.04.2007

13. **5717** - Projet de loi portant approbation: 1. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003; 2. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003; 3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'extradition, signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1er octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé a Washington, le 1er février 2005; 4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire, signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale, signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.04.2007

14. **5718** - Projet de loi 1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle; 2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.04.2007

15. **5719** - Projet de règlement grand-ducal déterminant pour la profession de rééducateur en psychomotricité: 1. les études en vue de l'obtention du diplôme, 2. les modalités de reconnaissance des diplômes étrangers, et 3. l'exercice de la profession

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 24.04.2007

16. **5720** - Projet de règlement grand-ducal déterminant pour la profession d'orthoptiste: 1. les études en vue de l'obtention du diplôme, 2. les modalités de reconnaissance des diplômes étrangers, 3. l'exercice de la profession.

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 24.04.2007

3) Par lettre du 30 mars 2007 M. Alexandre Krieps a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement sur la thématique des transplantations d'organes.

4) En date du 14 mars 2007, le Comité pour la défense des droits et la révision des lois nationales et européennes touchant les animaux a remis la pétition N°280 «Fir d'Natur a géint d'Klappjuegd».

5) En date du 16 au 17 mars 2007 s'est tenue à Tunis la troisième session plénière de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne. La Chambre des Députés y était représentée par Mme Lydie Err, Présidente de la délégation luxembourgeoise, Dr Martine Stein-Mergen, Vice-Présidente, M. Emile Calmes, Membre.

À l'ordre du jour figuraient notamment des discours de M. Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen, M. Günter Gloser, Ministre adjoint aux Affaires étrangères de la R.F.A., Chargé des Affaires européennes; M. Amr Moussa, Secrétaire général de la Ligue des États arabes; M. Habib Ben Yahia, Secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe; ainsi qu'un débat sur le thème «Dialogue des Cultures».

Présentation et adoption des projets de recommandations des Commissions: Commission politique, de sécurité et des droits de l'Homme, Commission ad hoc sur les droits de la femme dans les pays euro-méditerranéens (y a participé Mme Lydie Err); Commission économique, financière, des affaires sociales et de l'éducation (y a participé M. Emile Calmes); Commission de la promotion de la qualité de vie, des échanges humains et de la culture (y a participé Dr Martine Stein-Mergen).

La quatrième session plénière de l'APEM se tiendra à Athènes en 2008.

6) En date du 23 au 25 mars 2007 s'est tenue une réunion de la Commission Permanente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO) à Budapest, Hongrie. La Chambre des Députés y était représentée par M. le Député Marc Spautz.

À l'ordre du jour figuraient notamment les relations transatlantiques, les priorités et activités de l'Assemblée, la réforme de l'Assemblée, des demandes d'obtention du statut de «Membre associé» de la part de la Bosnie-Herzégovine, du Monténégro et de la Serbie ainsi que les relations avec la Fédération de Russie.

La session de printemps de l'APO se tiendra à Madère, Portugal, du 25 au 28 mai 2007 et la 53e session annuelle se tiendra à Reykjavik, Islande, du 5 au 8 octobre 2007.

7) Par lettre du 20 mars 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 12 au 15 février 2007:

- Résolution sur une stratégie thématique pour le recyclage des déchets,
- Résolution sur l'utilisation alléguée de pays européens par la CIA pour le transport et la détention illégale de prisonniers,
- Résolution sur le changement climatique,
- Résolution sur SWIFT, l'accord PNR et le dialogue transatlantique sur ces questions,
- Résolution sur la mise en oeuvre du plan d'action de l'Union européenne contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée,
- Résolution sur les projets de décision de la Commission établissant les documents de stratégie par pays et les programmes indicatifs, respectivement, pour la Malaisie, le Brésil et le Pakistan,
- Position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie,
- Position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie,
- Résolution sur la dimension externe de la lutte contre le terrorisme international,
- Résolution sur le dialogue entre le Gouvernement chinois et les envoyés du Dalaï-Lama.

Par lettre du 10 avril 2007 il lui a fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 12 au 15 mars 2007:

- Résolution sur la recommandation de la Commission du 18 octobre 2005 relative à la gestion collective transfrontière du droit d'auteur et des droits voisins dans le domaine des services licites de musique en ligne,
- Position sur la proposition de décision du Conseil autorisant les États membres à ratifier, dans l'intérêt de la Communauté européenne, la Convention du travail maritime consolidée de 2006 de l'Organisation Internationale du Travail,
- Résolution sur la conclusion de l'accord sur les services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part,
- Résolution sur l'action de la Communauté en matière de prestations de soins de santé transfrontaliers,
- Résolution sur les relations euro-méditerranéennes,
- Résolution sur la construction de la zone de libre-échange euro-méditerranéenne,
- Résolution sur le respect de la Charte des droits fondamentaux dans les propositions législatives de la Commission: méthodologie pour un contrôle systématique et rigoureux, recommandation à l'intention du Conseil sur le mandat de négociation d'un accord d'association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les pays d'Amérique centrale, d'autre part,
- Recommandation à l'intention du Conseil sur le mandat de négociation d'un accord d'association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres, d'autre part, résolution sur les collectivités locales et la coopération au développement.

2. 5702 - Proposition de loi visant à modifier la Constitution - Auteur: M. Aly Jaerling

5703 - Proposition de loi sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes - Auteur: M. Carlo Wagner

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 19. Abrëll huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun zwou Propositions de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Propositioun vum Här Aly Jaerling iwwer eng Verfassungsännerung an d'Propositioun vum Här Carlo Wagner iwwer een Iwwerhuelverbuet fir Camionen.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

D'Conférence des Présidents huet op Ufro vun der Regierung sech och domadder averstanen erkläert, véier Projets de règlement grand-ducal vum Rôle ze sträichen, well se an der Zwëschenzäit géigestandslos gi sinn. Et sinn dat d'Projete 4671, 4573, 4586 a 4831.

Schléisst och hei d'Chamber sech de Virschléi vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt: Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt

- d'Vereedegung vun engem neien Deputéierten,
- duerno eng Froestonn un d'Regierung.
- Uschléissend mécht den Här Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz seng Deklaratioun iwwert d'Kooperatiounspolitik.
- An da behandele mer nach zwee Projets de loi iwwert d'Coproduction audiovisuelle.

Muer um hallwer dräi féiert d'Chamber eng Debatt iwwert dem Här Minister Schiltz seng Deklaratioun nom Modell 2, an uschléissend diskutéiere mer nach e Protokoll zur Konventioun iwwert d'Schafung vum Centre européen pour les prévisions météorologiques.

Iwwermuer um hallwer dräi hu mer dräi Projeten: een iwwert de Congé de formation, eng Ofännerung vum Code civil an e Projet iwwert d'Schafung vun enger Société de gestion de patrimoine familial.

Ass d'Chamber mat dem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert. Den Här Gibéryen huet d'Wuert gefrot. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une résolution par M. Gast Gibéryen

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt am Numm vun eisem Grupp eng Resolutioun hei deponéieren. Mir wëssen alleguer aus der internationaler Press vun deene grousse Repressiounen, déi de 14. an de 15. Abrëll zu Moskau vis-à-vis vun den oppositionelle Parteien a Politiker waren. Mir sinn der Meenung, datt eis Chamber dozou soll Stellung bezéien an hunn eng deementspriechend Resolutioun verfaasst. Mir hunn och nëmmen eng Ënnerschrëft drënner gesat, fir datt déi aner Fraktiounen och kënne mat ënnerschreiwen. A mir wäre frou, wa se nach dës Woch kéint op den Ordre du jour kommen.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- profondément préoccupée par la répression brutale par les forces de l'ordre russes de manifestations de l'opposition politique les 14 et 15 avril à Moscou;

- considérant l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, qui dispose que «tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit»;

- rappelant que ce principe est à la base de toute démocratie moderne;

- condamne sans réserves les interventions démesurées des autorités russes contre l'opposition politique;

- déplore la constante détérioration des principes démocratiques en Russie.

(s) Gast Gibéryen, François Bausch, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Mir kucken dat an huele gegebenenfalls am Laf vun der Woch Stellung zu där Resolutioun.

6. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Gilles Roth

A sengem Bréif vum 21. Februar 2007 huet den Här François Maroldt matgedeelt, dass hie vum 1. Abrëll dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht.

Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jidder Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzefëieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 9 vum Chamberreglement hält fest, dass de Chamberspresident fir d'Succession op dat vakant Deputéiertemandat suergt an de Statsminister doriwwer a Kenntnis setzt.

A mengem Bréif vum 26. Februar 2007 hunn ech mech also un den Här Gilles Roth vu Mamer gewannt, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Süde steet. A sengem Bréif vum 13. Mäerz 2007 huet den Här Gilles Roth matgedeelt, dass hie bereet ass, d'Mandat weiderzefëieren, dat duerch d'Demissioun vum Här François Maroldt fräi gouf.

Am Artikel 3, Paragraph 1, 4 a 5 vum Chamberreglement steet Folgendes:

«1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Ech géif elo bieden, d'Kommissioun ze konstituéieren, wéi am Artikel 3, Paragraph 4 virgesinn ass. Mir lousen déi Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen.

(Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification)

D'Kommissioun setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen:

dem Här Calmes, dem Här Spautz, der Mme Doerner, dem Här Goerens, der Mme Stein-Mergen, der Mme Brasseur an dem Här Sunnen.

Ech géif elo d'Kommissioun bieden, zesummenzekommen, fir d'Resultater vum 13. Juni ze préiwen, virun allem wat den Här Gilles Roth ubelaangt, an der Chamber doriwwer Rapport ze maachen.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique de 15.07 à 15.16 heures)

Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, déi mer elo grad konstituéiert haten, den honorabelen Här Sunnen.

Plusieurs voix.- Aaahhh! Ooohhh!

(Interruptions)

M. Fred Sunnen *(CSV).*- Här President, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Calmes, den Här Spautz, d'Mme Doerner, den Här Goerens, d'Mme Stein-Mergen, d'Mme Brasseur an ech selwer. D'Mme Brasseur gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt. Här President, ech bieden Iech deemno, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Här President. D'Mme Brasseur, Rapporteur, huet d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification

Mme Anne Brasseur *(DP), rapportrice.*- M. le Président, Mesdames, Messieurs, la Commission ad hoc m'a chargée de faire le rapport suivant:

Par lettre du 21 février 2007, M. François Maroldt a informé le Président de la Chambre qu'il renonce à son mandat de député avec effet au 1er avril 2007.

Conformément à l'article 167 de la loi électorale et à l'article 9 du Règlement de la Chambre, les candidats venant sur chaque liste après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés à achever le terme des députés de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause.

Le Président de la Chambre, pendant la session, pourvoit à la vacance après en avoir informé le Ministre d'État.

Par lettre du 26 février 2007, M. le Président Lucien Weiler s'est donc adressé à M. Gilles Roth, premier suppléant sur la liste du parti chrétien-social pour la Circonscription du Sud.

Par lettre du même jour il en a informé le Premier Ministre.

En vertu de l'article 118 de la loi électorale et plus particulièrement de l'article 3 du Règlement de la Chambre, celle-ci juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

Notre Commission a eu pour mission de procéder aux vérifications qui s'imposent.

Les élections législatives du 13 juin 2004 ont été vérifiées et validées par la Chambre des Députés le 13 juillet 2004.

Des procès-verbaux des résultats des prédites élections, il résulte que M. Gilles Roth, demeurant à Mamer, est effectivement le premier suppléant sur la liste du parti chrétien-social dans la Circonscription du Sud et vient en rang utile pour occuper le siège devenu vacant suite à la démission de M. François Maroldt.

Par lettre du 13 mars 2007, M. Gilles Roth a fait savoir au Président de la Chambre qu'il accepte de continuer le mandat de M. François Maroldt.

La Commission conclut à l'unanimité que rien ne s'oppose à l'assermentation de M. Gilles Roth et lui souhaite bonne chance dans l'exercice de son mandat de député.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP), rapportrice.*- Merci, M. le Président.

M. le Président.- Merci, Mme Brasseur. Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Da géif ech den Här Gilles Roth bieden, an d'Salle plénière ze kommen.

Prestation de serment de M. Gilles Roth

Här Roth, ech géif Iech elo bieden, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wortlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift Är riets Hand an d'Luucht a sot mer no: «Je le jure».

M. Gilles Roth *(CSV).*- Je le jure.

M. le Président.- Acte est donné de la prestation de serment.

Här Roth, Dir sidd elo Member vun der Lëtzebuerger Chamber. Eis Félicitatiounen, an ech ginn Iech och direkt d'Wuert fir eng éischt Ried hei ze halen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass fir mech eng Éier als neien Deputéierten an dësem héijen Haus d'Wuert ze ergräifen. D'Chamber ass de Vertrieder vun eisem Land. Dat ass eng nobel Aufgab an eng héich Verantwortung. Hei am Haus ginn déi Gesetzer gestëmmt, déi en harmonescht Zesummeliewen an der Gesellschaft garantéiere sollen. Fir dat ze erreechen, ass eng verantwortungsvoll Zesummenaarbecht vu Regierung a Parlament wichteg. Dat ganz besonnesch well d'Interesse vun eisem Land vun engem ëmmer méi internationalen Ëmfeld bestëmmt ginn.

All Institutioun soll dobäi hir verfassungsrechtlech Roll spillen. Beréierungsängscht op béide Säite brauchen et dofir keng ze ginn. Opgrond vu mengem politesche Werdegang a menger berufflecher Experienz gesinn ech meng Aarbecht am Parlament besonnesch an de Beräicher Innen- a Landesplanung souwéi an der Steierpolitik. Ee gutt Zesummewierke vu Stat a Gemengen ass eng wesentlech Erausfuerderung fir d'Zukunft vun eisem Land. Dat souwuel am wirtschaftleche Beräich wéi um Plang vun der sozialer Kohesioun.

Kuerzfristeg zielt dat ganz sécher fir de Beräich vum Wunnengsbau. De Bierger erwaart bei ze héije Baulandpräisser een Awierke vun der Politik. Deen ugestriefte Wunnengsbaupakt tëschent Stat a Gemengen ass e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung. D'Gemenge gi finanziell ënnerstëtzt, fir d'Offer u Bauland méi grouss ze maachen. Si kréien déi néideg Instrumenter, fir géint eng abusiv Baulandspekulatioun anzewierken. Derniewent brauche mir onkomplizéiert Gesetzer a Prozeduren, fir um Terrain kuerzfristeg a konkret méi Bauland ze schafen. D'Zënspolitik däerf net décidéieren, wie sech hei am Land nach en Eegenheem leeschte kann.

Ëmweltbewosst handelen a rationell Energiepolitik: Dat sinn och zwee Beräicher, déi en enkt Zesummespill tëschent Stat a Gemenge verlaangen. D'Gemenge mussen hir Verantwortung hei iwwerhuelen. Si mussen awer mam Stat un deemselwechte Strang zéien. Firwat solle Stat a Gemengen hei net en Energiepakt schléissen? Niddreg Energiebauweis bei öffentleche Gebaier, Opstelle vun Energiekonzepter an Energieverbrauchsbilanen dierfen och op lokalem Plang net méi ewechzedenke sinn. Energiebewosst handelen, besonnesch beim Bau, der Albausanéierung, awer och am Alldag mussen ënnerstëtzt ginn. Dat kascht eppes, mä et ass der Méi wäert fir eis selwer, mä och fir déi Generatioun, déi no eis kënnt.

Och an der Schoul musse Stat a Gemengen Hand an Hand goen. Dëst Zesummespill ass eng wesentlech Viraussetzung fir d'Schafe vun där moderner Schoul, déi mir fir eist Land brauchen an och wëllen. Grad fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass eng gutt Ausbildung an eng permanent Weiderbildung vun deenen, déi hei liewen a schaffen, ee feste Bestanddeel vu senger Kompetitivitéit.

Ech wënsche mir duerfir eng Schoul vun der Chance. Dës Schoul muss verstäerkt op déi individuell Stäerkten a Schwächte vun deem Eenzelnen agoen. Erreeche kënne mer dat nëmme mat engem Partenariat vun all deenen, déi an der Verantwortung stinn: Dat sinn d'Schüler, dat sinn d'Enseignanten, mä dat sinn och d'Elteren.

D'Schoul an d'Weiderbildung sinn an engem Land, wou vill Leit mat engem net Lëtzebuerger Pass liewen a schaffen, ee wichtege Motor vun der Integratioun an der sozialer Kohesioun. Déi ënnerschiddlech Herkunft vun eise Kanner ass eng Chance, mä gläichzäiteg eng grouss Erausfuerderung. Eise Schoulsystem muss verstäerkt dorobber ausgeriicht ginn.

Eng modern Schoul ass awer net nëmme Wëssensvermëttlung. Si verlaangt och ee gudden Encadrement vun de Kanner. Stat a Gemenge mussen duerfir deenen Elteren, déi wëllen, d'Méiglechkeet ginn, Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze bréngen. D'Kanner hunn e Recht op eng ugepasste Betreiungsstruktur, an dat egal a wat fir engem Deel vum Land si wunnen.

Als fréiere Mataarbechter vum Finanzministère an als neien Deputéierte wäert mech besonnesch interesséieren, wat fir eng Ausriichtung mir eiser zukünfteger Steierpolitik ginn. Wéi ëmmer wäert d'Konscht dora bestoen, engersäits d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg an engem gesonde Mooss weider auszebauen, anererséits musse mir awer och ugepasste Finanzreserve schafen, fir öffentlech Investitiounen ze tätegen an eng sozial gerecht Ëmverdeelung vun den öffentleche Gelder ze garantéieren. Mir brauchen dosfir weiderhin eng virsiichteg an iwwerluechte Steierpolitik. Si muss och deem Rechnung droen, wat sech iwwert d'Grenze vun eisem Land deet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Roth.

7. Composition des commissions parlementaires et des délégations auprès des assemblées parlementaires internationales

Ech wëll d'CSV-Fraktioun froen, wat d'Changementer an de Kommissiounen ubelaangt.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Den Här Roth iwwerhëlt d'Fonctioune vum Här Maroldt an alle Kommissiounen.

M. le Président.- An alle Kommissiounen. Très bien.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo un d'Heure de questions un d'Regierung. D'Deputéierten hunn zwou Minutten Zäit, an d'Regierung kritt véier Minutten Zäit fir ze äntwerten.

Déi éischt Fro ass déi vum honorabelen Här Marc Spautz un den Aarbechtsminister iwwert d'Reglementer zum Gesetz vum 22. Dezember 2006 iwwert d'Vollbeschäftegung. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

8. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°171 du 24 avril 2007 de M. Marc Spautz relative aux règlements grand-ducaux portant exécution de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den 22. Dezember 2006 hu mer hei e Gesetz gestëmmt wéinst dem Maintien dans l'emploi, bekannt ënnert dem Numm „Tripartitesgesetz", oder vun deenen Zifferen, wou ech unhuelen, dass de Minister säi Liewe laang wäert dovunner dreemen, besser bekannt ënnert dem Numm „5611" - esou huet de Projet de loi deemools geheescht.

Dat Gesetz hat zwou Dates d'échéance; eng war den 1.1.2007. Déi Saache si jo och schonn a Kraaft. An deen zweeten Deel soll den 1. Juli 2007 a Kraaft trieden.

Meng Fro un de Minister ass: Wou sinn déi Reglementer drun, déi do musse geholl ginn?

Wéi ass et mat deene Leit an deenen Engagementer an der ADEM, wou ofgemaach war, dass do zéng nei Poste géife geschaf ginn? Sinn déi Leit schonn agestallt? Si se schonn asazfäeg?

An déi drëtt Fro ass: Mir haten deemools en Engagement ginn, dass den Daachverband vun de Jugendorganisatiounen, d'Conférence générale de la Jeunesse, och iwwer all déi Prozedure géif regelméisseg informéiert ginn. Ass dat och geschitt?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Et sinn an deem Gesetz effektiv dräi Reglementer virgesinn, déi wichteg sinn. Dat eent ass iwwert de Contenu vun der Convention d'activation. Dat zweet ass iwwert de Plan de Formation beim CIE an deen drëtten ass beim Plan de Formation beim CAE.

Déi dräi Projets de règlement huet d'Regierung den 30. Mäerz ugeholl a se huet se och un déi sechs Beruffskummere geschéckt. Iwwregens si se natierlech och un de Statsrot geschéckt ginn an den 2. Abrëll si se och un déi zoustänneg Chamberskommissioun geschéckt ginn, nämlech d'Commission du Travail et de l'Emploi.

De 6. Abrëll hu mer och, wéi mer dat versprach haten, der Conférence nationale des élèves dat zougestallt, iwwert d'Schoulministesch, a mir hunn och der Conférence générale de la Jeunesse et zougestallt. Do ass allerdéngs e Mëssel komm. Déi Adress, déi mir am Télefonsbuch fonnt haten, war net méi déi richteg, a mir hunn dat erëm zréckgeschéckt kritt. Mir hunn et dann elo op eng nei Adress geschéckt mat der Hoffnung, dass et och do ukënnt.

Wat d'Engagementer ubelaangt an der ADEM, sinn ech ganz frou, dass de Fonction-publique-s-Minister en eegene Concours gemaach huet fir d'ADEM, wou eng ganz Partie Posten opgaange sinn. Méi souguer wéi déi zéng, vun deene mer geschwat hunn. Do hunn ech och schonn zënter e puer Méint eng Partie Stagiairë genannt. Dat heescht, déi sinn elo amgaang prett gemaach ze ginn. Wat natierlech ëmmer de Problem ass, do wësse mer och nach net, wéi dat ausgeet.

Zur gläicher Zäit ass och en anere Concours komm beim Stat, an eng Partie vun deene Leit, déi sech als Éischt bei eis klasséiert haten, sinn och do déi Éischt.

Do kann et sinn, dass deen een oder aneren da léiwer bei eng aner Statsverwaltung geet wéi bei d'ADEM, an dee muss dann duerno, opgrond vun der Reservelëscht, frësch ersat ginn, wat awer da kee Problem dierft sinn.

An dann zum Schluss wëll ech och soen, dass mer eng ganz Partie vun Aarbechten amgaange sinn ze maachen, fir d'praktesch Ëmsetzung vun deem Gesetz ze maachen, well jo d'Leit solle méi perséinlech en charge geholl ginn.

Dat heescht, d'Leit ginn net méi fir alles, wat se hunn, bei de Placeur, mä et kënnt ee Guichet unique, wou dat Administratiivt alles geschitt, an de Placeur bekëmmert sech ëm seng Aufgab, déi hien ze maachen huet.

Déi Virbereedunge sinn och. Dat bedéngt och architektonesch Ëmbauten. Dat heescht zum Beispill, dass mer hei an der Stad, an der Rue Bender, dat ëmmodelen.

Zu Esch hu mer en anere Problem, deen doranner besteet, dass mer einfach net Plaz genuch hunn an d'Gemeng eis och net méi Plaz ka ginn, well se déi och net huet, a mir hunn och zu Esch näischt fonnt. Do ass et esou, dass mer an der Regierung décidéiert hunn, dass mer do en neien Deel bauen, esou séier wéi méiglech, an deenen nächste Méint, op de Belval, wou mer da kënnen déi Fonctioune vum 5611 dohinner zentraliséieren, wou d'Leit mam Bus a mam Zuch kënnen direkt dohinner goen.

Esou dass mer och Problemer geléist kréien am Süden. Well et ass déi Agence Esch, déi fir de Süden zoustänneg ass, déi effektiv déi meeschten Aarbecht huet. Esou dass mer dovunner ausginn, dass vläicht net fir den 1. Juli dat dosteet - do mussen nach Prozeduren agehale ginn -, mä dass nach am Laf vum Joer 2007 och Esch déi baulech Méiglechkeeten huet, fir dat Gesetz an deem Geescht ëmzesetzen, wéi Dir et gestëmmt hutt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Alexandre Krieps, och un den Här Aarbechtsminister, iwwert d'Aféierung vu Comptes épargne-temps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°172 du 20 avril 2007 de M. Alexandre Krieps relative à l'introduction d'un système de comptes épargne-temps, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech hunn déi hei Fro am Fong gestallt, well mäi Virgänger a Frënd Niki Bettendorf hat déi virun engem Joer scho gestallt an do si mer net virukomm.

D'lescht Woch konnt een an der Zeitung liesen, an enger exzellenter Zeitung, déi zu Esch publizéiert ginn ass, dat wär e Meilesteen an der Sozialgeschicht vu Lëtzebuerg, déi Aféierung vun deenen Zäitkonten. Ech hu mer natierlech am Liicht vun e Sonndeg, vun de franséische Wahlen, d'Fro gestallt, firwat d'Fransousen dat scho säit 2001 hunn. An hirer Literatur erschéngt et schonn 1994, an dat Gesetz ass a Frankräich schonn 2005 ajustéiert ginn.

Mir wëssen alleguer, dass hautdësdags um Aarbechtsmaart an op der Aarbecht keng Stakhanoviste ronderëm lafen. Déi Iddi ass gestuerwen, scho laang.

Mä ech wollt de Minister froen, ob hien e Plaffong hei virgesäit an den Zäitkonten. Ob hie bereet wär, fir d'Iwwerstonne steierlech entweder ze entlaaschten oder d'Steiere ganz ofzeschafen, fir d'Leit méi un d'Aarbecht ze féieren.

Well ech hunn déi Leit gären, déi Iwwerstonne maachen, an ech géif souguer d'Sozialaaschten erliichteren op den Iwwerstonnen, oder mindestens analyséiere loossen a moduléieren.

Och derzou gehéieren natierlech Zouschléi zu all deenen Iwwerstonnen, déi geleescht ginn iwwert d'Weekender; well mir gesinn, am noen Ausland hëlt dat ëmmer méi en Ausmooss.

A schlussendlech wollt ech Iech froen, Här Minister, wat Der da fir déi Netsalariéë géift maachen, wou ech der vill kennen an de Fräiberuffer, an der Geschäftswelt, déi am Sënn vum Trau-Dech vill Iwwerstonne leeschten, a wat Der deenen als Avantage géift zoukomme loossen. Ech wollt Iech dat just froen.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Den Här Krieps huet dee seelenen Don, dass en zum selwechte Sujet aner mëndlech wéi schréftlech Froe stellt. Ech wäert da fir d'éischt déi mëndlech beäntwerten an dann awer och déi schréftlech, well déi mer och wichteg sinn.

Ech fänken hannen un. Den Här Krieps freet: Wat maacht Der fir d'Indépendants?

Wësst Der, Här Krieps, ech war selwer Indépendant, a mäi Virdeel dovunner war, mat deenen Iwwerstonnen, déi ech geleescht hunn, dass ech och domadder meng Sue verdéngt hunn an dass ech selwer Meeschter war iwwer meng Iwwerstonnen, selwer Meeschter war och iwwer mäi Kierper, deen ech vläicht net ëmmer geschount hunn. Well dat ass den Nodeel, deen een heiansdo als Indépendant huet, dass ee sech net genuch schount an och eng Kéier krank gëtt, mä dofir konnt ech fräi schaffen. Ech mengen, och dat ass en Avantage, deen en Indépendant huet.

Zu den Zäitaarbechtskonten ass et esou, dass mer en Avis beim Conseil économique et social gefrot hunn. Deen hu mer 2004 kritt. Doropshin hu mer och an der Regierungserklärung gesot, mir géifen deen ëmsetzen.

Et geet dobäi drëm fir Liewensaarbechtszäitkonten anzeféieren, well haut schonn am Kader vun de PAN-Gesetzgebungen d'Betriber kënnen Zäitkonten op d'Joer maachen. Do sinn der ganz vill, déi et hunn. Et sinn och Betriber, notamment am Bankesecteur, déi hu scho Liewensaarbechtszäitkonte gemaach.

Dat geet awer net fir all Betrib, an duerfir huet deen Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot och virgesinn, dass niewent dem Gesetz, un deem mer schaffen, och soll en Accord interprofessionnel tëschent de Sozialpartner kommen, fir deem eng Basis ze ginn. Well et wesentlech ass, dass mer och de klenge Betriber d'Méiglechkeet ginn, esou Zäitkonten anzeféieren.

Mir haten e puer Froen ze klären. Dat ass déi éischt.

Maache mer en Zäitkontegesetz fir d'ganzt Spektrum vu Lëtzebuerg oder fir Leit, déi als Aarbechter oder Employé privé schaffen?

Et ass nämlech eng Diskussioun ëmmer gewiescht an der Schoul, fir och Aarbechtszäitkonten anzeféieren. Mir hunn awer elo décidéiert, dass mer déi Diskussiounen trennen, well et an engem anere Konzept ëmgesat gëtt. Et ass duerfir wou mer am Aarbechtsministère virun e puer Wochen décidéiert hunn, dass elo konkret un engem Avant-projet de loi soll geschafft ginn iwwer Aarbechtszäitkonten am Privatsecteur; dat ass an Ofsprooch mat der Regierung geschitt. Deen hu mer elo an Optrag ginn, an do hu mer déi Haaptfroen ze tranchéieren. Dat ass: Wat kënnt drop? Wéini kritt een et erof?

Soubal mer deen Avant-projet hunn, komme mer dann och zesumme mat de Regierungskolleegen, déi concernéiert sinn, notamment wat d'Steieren ubelaangt, notamment wat d'Sécurité sociale ubelaangt, well déi Froe stelle sech och. An da consultéiere mer d'Sozialpartner. Et ass eng Diskussioun, déi mer nämlech relancéiert hunn am Kader vum Statut unique, well d'Fro vun den Iwwerstonne sech do stellt a well dat eng Méiglechkeet ass, fir déi Iwwerstonnefro ze léisen. Duerfir ass eist Zil och, dass esou en Aarbechtszäitkontegesetz fir den 1. Januar 2009 zur gläicher Zäit a Kraaft trëtt wéi de Statut unique.

Dir hutt gefrot, ob mer net géifen drun denken d'Iwwerstonne steierlech fräizemaachen. Dir hutt e bësse vill d'franséisch Debatten - d'Présidentiellen - nogekuckt, wou dat gefuerdert gëtt. Dat hu mer schonn zu Lëtzebuerg. Zu Lëtzebuerg hu mer e Plaffong, ënnert deem déi Iwwerstonne fräi sinn. An deem Kader Statut unique si mer bereet dee Plaffong och an d'Luucht ze hiewen.

Mir sinn och amgaang Diskussiounen ze féieren - op Propositioun vun der Regierung hin iwwregens -, fir ze kucken, ob een net soll op d'mannst de Supplément vun deenen Iwwerstonne steierfräi maachen, fir de Brutto méi no bei den Netto ze féieren; wat dann och eng Méiglechkeet ass, fir an den Iwwerstonne vläicht eng gemeinsam Léisung ze fannen, wou all Partner domadder d'accord wären.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Angel un d'Mme Statssekretärin zoustänneg fir d'Kultur. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°173 du 20 avril 2007 de M. Marc Angel relative au futur Musée de la Forteresse, adressée à M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Mme Statssekretärin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt e puer Informatiounen iwwert de Musée de la Forteresse hei kréien. Et handelt sech jo do emol un éischter Stell ëm e Gebai, wat scho säit längerer Zäit fäerdeg ass, awer de Musée ass nach net op.

Ech wollt do éischtens froen: Wat gëtt do als muséologescht Konzept zréckbehalen? Dat heescht am Kloertext: Wat gëtt an deem Musée gewisen an ausgestallt?

Zweetens wollt ech froen, ob de Budget agehale gëtt.

Drëttens wollt ech froen, ob dee Musée genuch Personal kritt, fir méiglechst attraktiv Ouvertureszäiten ze garantéieren; dat heescht och de Weekend.

Da véiertens wollt ech froen: Wéini ass d'Ouverture vun deem Musée geplangt?

Als lescht Fro wollt ech wëssen, ob dee Musée, dee jo an de Gesetzestexter als «Musée de la Forteresse» bezeechent gëtt, deen Numm «Musée de la Forteresse» behält. Oder kritt deen eventuell en aneren Numm?

Dat waren d'Froen, déi ech der Statssekretärin wollt stellen. Ech wollt ofschléisse mat enger Remarque, wou d'Mme Statssekretärin natierlech net responsabel ass. Ech wollt awer soen, dass ech et bedaueren, dass et esou laang dauert, bis d'Alentouren um Park Dräi Eechelen - dat heescht, ronderëm dräi grouss Kulturinstituter: d'Philharmonie, de Mudam an elo deen heite Musée de la Forteresse - an der Rei sinn a bis dee Projet fäerdeg ass.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Angel. D'Mme Octavie Modert, Statssekretärin zoustänneg fir d'Kultur, huet d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, ech hunn eng Fro gestallt kritt - am Schréftlechen huet et just geheescht iwwert de Festungsmusée -, dat hei waren elo vill Froen. Ech hu probéiert mer se esou gutt wéi méiglech opzeschreiwen, esou gutt wéi méiglech nozelauschteren ënnert den akustesche Konditiounen, an ech probéieren och esou gutt wéi méiglech drop ze äntwerten; dann dee Moment ganz kuerz, well et der vill waren.

Konzept: Dat ass zu engem Deel beschriwwe ginn an den zwee Basisgesetzer vu '97 an 2003, deenen et dann och weiderhin nogeet. D'Konzept ass Geschicht an Identitéiten, wat och erklären firwat mer dem Musée och wëllen dësen Ënnertitel ginn. Ob hien herno als „Festungsmusée" am Volleksmond bleift oder net, dat gesäit een. Mä e gëtt awer och vläicht „Musée Dräi Eechelen"; dat ass nämlech deen neien Titel: „Musée Dräi Eechelen: Forteresse, Histoire, Identités" an der Mehrzahl. E gëtt also och vläicht de Musée vun den Dräi Eechelen.

Identités an der Mehrzahl, well et logescherweis eng plurielle Approche ass. Identitéite sinn ni eppes Statesches. Geschicht ass eppes, wat évolutif ass a virugeet. An natierlech wëlle mer kucken, wéi d'Festung d'Entwécklung vun éischtens der Stad an zweetens dem Land beaflosst huet, an dohier awer doriwwer eraus eis Identitéiten, well mir scho mengen, datt déi mat der Festung staark zesummenhänken.

Et wäert och inhaltlech a muséographesch en innovativen Usaz ginn. Mir haten ee Problem an där ganzer Saach, dat ass, datt déi auslännesch Programmateuren den Akzent wollten op déi generell Militärgeschicht leeën, fir net ze soe bal ballistesch virgoen. Mir hu fonnt, dat géif éischtens net zu Lëtzebuerg passen, an zweetens wär et net dat Konzept, wat gestëmmt gi wär. Mir hunn dofir ausgangs 2004 gekuckt de Programmateur kënnen ze änneren an aus dem Kontrakt erauszekommen, esou datt elo eng Equipe vu Forschere vun der Uni mat eise Leit vum Ministère an der Verwaltung, mat deenen déi agestallt gi sinn dofir, zesummen dru schaffen.

Personal also: Jo, et si Leit agestallt ginn. E Conservateur besonnesch, deen et leet, fir de Musée op d'Féiss gesat ze kréien. Mir sinn och amgaangen nach nei Conservateuren ze recrutéieren. Mir hunn en Deel Personal bäikritt. Gad elo an den éischte Méint vun dësem Joer ass d'Personal opgestockt ginn, fir déi Missiounen do kënne wahrzehuelen, an zwar op déi Aart a Weis, datt mer all Méigleches maachen, fir datt am Hierscht dëst Joer de Musée wäert opgoen.

Den Titel, dat hunn ech ugeschnidde gehat.

A jo, et ass wouer: D'Alentoure stinn ënnert der Verantwortung vun enger anerer Verwaltung. Et huet de Moment eng ganz bestëmmten Ursaach - mat engem Soumissionnaire - firwat datt déi Aarbechten net grad esou viruginn. Mä et gëtt systematesch weider dru geschafft.

Merci.

M. le Président.- Merci, Mme Statssekretärin. Den honorabelen Här Jacques-Yves Henckes huet eng Fro un de Justizminister, wat d'Suergerecht fir d'Kanner no enger Scheedung ugeet. Här Henckes!

- Question N°174 du 20 avril 2007 de M. Jacques-Yves Henckes relative au droit de garde des enfants dans le cadre d'un divorce, adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, dëser Deeg war en europäesche Ministerrot zesummen, dee sech ëmmer méi ausweist wéi déi donkelste vun all Donkelkammer, wou all Méigleches décidéiert gëtt. Ënner anerem ass och e Sujet abordéiert ginn, dat ass dee fir ze versichen international eng Léisung ze fannen, wéi d'Suergerecht fir d'Kanner soll regléiert ginn. Et waren och nach eng etlech aner Problemer an der Debatt.

Ech hätt zwou Froen an deem Kontext. Dat ass, ob an Zukunft de Justizminister bereet wier, fir och mat der zoustänneger Chamberskommissioun am Virfeld emol iwwert déi Problemer ze diskutéieren, statt datt mer dat alles aus der Press gewuer ginn.

Duerfir meng kleng Fro och zweetens: Watfir Fortschrëtter si bei deenen Négociatiounen iwwert d'Suergerecht vun de Kanner gemaach ginn? Sinn dozou Décisioune geholl ginn oder net? Ech kann et just nuren erausliesen aus deem, wat d'Presseberichter mer zoukomme gelooss hunn.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Justizminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Jo, Här President. Zum éischten Deel vun der Fro wëll ech den Här Henckes drop hiweisen, datt ech virum Conseil vun de Justizministeren ëmmer den Ordre du jour vun der Sitzung an d'Chamber schécken an all Kéiers am Bréif derbäischreiwen, datt ech zur Dispositioun vun der Chamber sti wa Froe gestallt wären. Ech waarden op eng Invitatioun vun der Chamber, an ech si selbstverständlech à tout moment virun all Conseil d'accord ze kommen. An duerfir kritt Der all Kéiers den Ordre du jour geschéckt.

Zum zweeten, zum inhaltlechen Deel vun der Fro, esou hate mer um leschte Conseil net iwwert den Droit de garde vun de Kanner Rieds. Mir haten am Zivilrecht iwwert d'Obligation-alimentairë Rieds, déi am Kader vu grenziwwerschreidende Scheedungen ufalen, wou mer der Meenung sinn - ouni datt mer déi Debatt awer ofgeschloss hunn - fir d'Exequatur ofzeschafen. Dat heescht also, datt eng Décisioun aus engem Land méi séier an ouni gréisser prozedural Schwieregkeeten an engem anere Land kann exekutéiert ginn. An dann hate mer eng Diskussioun iwwert d'uwendbaart Recht an dat zoustännegt Geriicht am Kader vu Scheedungsfäll.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann déi nächst Fro, déi vum Här Laurent Mosar och un den Här Justizminister iwwert d'Schlussfolgerung vum europäesche Conseil um Gebitt vun der Scheedung.

- Question N°175 du 24 avril 2007 de M. Laurent Mosar relative aux conclusions du Conseil «justice et affaires intérieures» de l'Union européenne du 19 avril 2007 et plus particulièrement en matière de divorce, adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro geet e bëssen an déiselwecht Richtung wéi déi vum Här Henckes. Mir hätte se och kënnen zesummenhuelen, quitte datt meng Fro sech éischter op déi Moossname soll ausdehnen, déi effektiv d'Scheedunge betreffen.

Ech hunn do gelies, datt et a Richtung vun enger Harmonisatioun vun de Regele soll goen, déi bei Scheedunge spillen, wou Koppelen, déi zwou Nationalitéiten ugehéieren, en cause sinn. An do soll et, wéi gesot, a Richtung vun esou enger Harmonisatioun goen, wat ech eng exzellent Iddi fannen. Ech hunn awer do eng Rei Froen, déi ech an deem Kontext wollt dem Minister stellen.

Déi éischt ass déi, ob déi Mesuren, déi am Moment elo an der Diskussioun sinn, riskéieren eng Inzidenz op deen aktuelle Projet de loi ze hunn, dee jo an der zoustänneger Kommissioun soll an den nächste Wochen diskutéiert ginn.

Déi zweet Fro ass déi: Wann een hei a Richtung Harmonisatioun geet, muss ee jo wëssen, datt et do awer relativ grouss Ënnerscheeder tëschent de Législatioune vun deene verschiddene Länner gëtt. Wann ech nëmme kucken, datt zum Beispill op Malta d'Scheedung quasiment nach iwwerhaapt net méiglech ass, op där anerer Säit een a Schweden ka quasiment d'Scheedung iwwert d'Post schonn ufroen! Dat heescht, den Ënnerscheed ass enorm grouss, an ech ka mer eigentlech an der Praxis schlecht virstellen, wéi et do zu enger Harmonisatioun ka kommen.

Dann déi drëtt Fro, déi och op deem Conseil diskutéiert ginn ass an déi och elo eng gewëssen Aktualitéit huet, dat ass déi aweifern d'Uwendung vum islamesche Recht - an ech denken do ganz besonnesch un eng rezent Décisioun vun engem däitsche Geriicht - och hei ka matspillen.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den Här Justizminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Jo, Här President. Effektiv reit sech déi Fro do vum honorabelen Här Mosar un un déi, déi ech virdru beäntwert hunn. Ech wëll emol fir d'éischt festhalen, datt et, mengen ech, positiv ass, datt Europa sech net nëmmen ëm d'Strofrecht bekëmmert, mä och méi a verstäerkt ëm d'Zivilrecht. Lëtzebuerg huet dat ëmmer extrem ënnerstëtzt. An hei ass wierklech eng Diskussioun an Europa amgaangen, déi ganz vill Leit an Europa beschäftegt, well et ëmmer méi grenziwwerschreidend Bestietnisser an doduerch och grenziwwerschreidend Scheedunge gëtt.

Déi Diskussioun, déi ass nach laang net ofgeschloss um europäesche Plang. Et war awer eng interessant Diskussioun an deem Sënn, datt ee gemierkt huet, datt mer éischtens net an eng Richtung ginn, fir d'Scheedungsrecht an Europa ze harmoniséieren. D'Familljerecht an d'Scheedungsrecht gëtt net harmoniséiert, duerfir huet och dat, wat mer fir de Moment an Europa diskutéieren, keng Inzidenz op de Projet de loi, deen d'Commission juridique vun der Chamber fir de Moment diskutéiert.

Wat mer an Europa diskutéieren, well mer net d'Familljerecht méi no beienee bruecht kréien - quitte datt ech dat am Fong bedaueren -, esou wëlle mer an Europa op d'mannst gemeinsam Regelen iwwert d'uwendbaart Recht an iwwert dat zoustännegt Geriicht an esou Fäll kréien. Well haut ass et an esou Fäll ganz oft schwiereg erauszefannen: Wat fir e Gesetz gëtt dann iwwerhaapt ugewannt? An: Bei wéi e Geriicht soll ee goen? Respektiv: Deen, deen als Éischten e Geriicht saiséiert, deen hëlt vläicht dat Geriicht, wou e mengt, datt seng Rechter am meeschte géifen herno ofgedeckt ginn.

An duerfir huet Lëtzebuerg am Fong an där Diskussioun zwou Positioune vertrueden: Déi éischt, dat ass, datt mer mengen, datt d'Leit kéinte selwer wiele wat fir e Recht soll uwendbar sinn. D'Autonomie vun der Volontéit vun de Parteien, déi entsprécht méi der Lëtzebuerger Traditioun. Mir mengen also, et soll net d'Geriicht entscheeden, wat fir e Gesetz applicabel ass, mä d'Parteie sollen als Éischt kënne selwer wielen, an datt deen Text hei, wat en europäescht Reglement soll ginn, nëmmen da soll entscheeden, wann d'Parteie selwer kee Choix maachen.

Do kënnt dann déi zweet schwiereg Fro - an do gi mer eis an Europa fir de Moment guer net eens -: Soll dat Geriicht, wat dann zoustänneg ass, dat Gesetz uwennen, wat dee beschte Lien huet mat de Parteien, déi d'Scheedung wëllen, oder muss dat Geriicht dat Gesetz uwennen, wat d'Gesetz vu sengem Land ass?

Mir sinn der Meenung, datt dat Bescht wär, et géif een dat Gesetz huelen, wat deen engste Lien huet mat der Situatioun vun där Koppel, déi soll gescheet ginn. Et sinn awer aner Länner - Holland, Schweden; fir zwee Beispiller ze nennen -, déi halen drop, datt hiert Gesetz ugewannt gëtt, notamment well se wëllen évitéieren, datt hir Geriichter misste Gesetzer uwennen, mat deene si inhaltlech net d'accord sinn.

Et ass also eng technesch Debatt, mä extrem politesch och. Et ass eng Fro: Wéi gi mer grenziwwerschreidend Familljesituatiounen un? Ech mengen effektiv - wann ech dierf déi zwou Froe matenee kombinéieren -, datt dat en interessante Sujet wär, fir deen och an der Commission juridique oder am Plenum vum Parlament - esou wéi d'Parlament dat gären hätt - eng Kéier méi am Detail ze diskutéieren.

Et kléngt no Juristerei, mä et betrëfft eis. Grad an eisem Land, wou 40% vun de Bestietnisser zwësche Leit vun zwou Nationalitéite sinn, ass et selbstverständlech eng Fro, déi an eisem Land méi Importenz huet, wéi dat an anere Länner de Fall ass.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Henri Grethen un den Här Budgetsminister iwwer e Successiounsofkommes tëschent Frankräich a Lëtzebuerg.

- Question N°176 du 23 avril 2007 de M. Henri Grethen relative à la conclusion d'une convention de succession entre la France et le Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si laang mat mer zu Kouer gaang, wiem ech sollt déi Fro stellen. Ech weess, eigentlech misst ee se dem Finanzminister stellen, mä et ass schwiereg de Finanzminister dozou ze bewegen an eng Heure de questions ze kommen. Duerfir hunn ech geduecht: De Budgetsminister kann der se och vläicht beäntwerten.

Ursprünglech hat ech eigentlech wëlles eng Question avec débat ze maachen, mä déi ass natierlech net zréckgehale ginn, well mer esou vill an der Chamber ze schaffen hunn an esou vill Sitzunge sinn, dass keng Plaz um Ordre du jour war. Duerfir hunn ech mech dann dozou entscheet, Här President, dem Budgetsminister dës Fro ze stellen, an zwar folgend:

Et gëtt ëmmer méi Lëtzebuerger, déi aus deem engen oder deem anere Grond net méi hei zu Lëtzebuerg wunnen, mä zum Beispill a Frankräich wunne ginn, well se mengen, dass et do méi bëlleg wier. Ee vun deenen negativen Effeten dovunner ass: Wa se bis méi wéi sechs Joer a Frankräich gewunnt hunn an et trëfft sech, dass ee vun hiren Elteren oder vun hire Kanner, deen zu Lëtzebuerg wunnt, stierft a si ierwe vun deem, dann hu se zwar hei zu Lëtzebuerg keng Ierfschaftssteier ze bezuelen, mä de franséische Stat freet oder erhieft op deene Saachen, déi se zu Lëtzebuerg ierwen, wa se méi wéi sechs Joer a Frankräich wunnen, Ierfschaftssteier.

(Interruption)

Et gëtt zwar eng Méiglechkeet - dat ass den Artikel 750ter vum franséische Code général des impôts -: Wann eng Konventioun zwësche Frankräich a Lëtzebuerg géif ofgeschloss ginn, da kéint een dat verhënneren. Elo ass et awer esou, dass esou eng Konventioun net ofgeschloss ass, mir awer als Chamber mat enger Ofännerung vum Duebelbesteierungsofkommes zwësche Frankräich a Lëtzebuerg befaasst sinn, wou d'Fransousen e ganz groussen Intérêt hunn, dass d'Lëtzebuerger Chamber dat soll esou séier wéi méiglech stëmmen.

Ech sinn der Meenung, dass mer fir d'éischt sollen de Fransouse soen: Elo hätte mer gären déi Konventioun iwwert d'Ierfschaftssteier, éier mer hei als Chamber dozou ginn, esou en Avenant ze stëmmen. Da kënne mer alles an engems maachen, an dann hu mer och d'Méiglechkeet, fir do - wéi soll ech soen - déi Lëtzebuerger, déi gezwongen oder net a Frankräich wunne ginn, vun där Steier ze enthiewen. Ech wier frou, wann ech d'Positioun vun der Regierung zu dëser Fro kéint kennen.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den Här Budgetsminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, esou wéi den Här Grethen zu Recht gesot huet, ass de Finanzminister fir d'Steierverwaltung an d'Steierpolitik zoustänneg. Ech géif awer als en zweete Minister am Finanzministère versichen Elementer vun där Fro ze beäntwerten.

Ech gesi keen direkte Lien tëschent där Konventioun oder deem Avenant zum Duebelbesteierungsofkommes, wat d'Regierung viru 14 Deeg am Ministerrot ugeholl huet, an der Fro vum Här Grethen.

An deem Avenant zum Duebelbesteierungsofkommes, wat d'Regierung ugeholl huet, do geet et drëm festzeleeën, wou d'Revenuë vun engem Immeubel, dee sech a Frankräich befënnt an dee vun enger Lëtzebuerger Gesellschaft gehale gëtt, besteiert ginn. Déi sinn traditionell a Frankräich besteiert ginn, an et gouf viru kuerzer Zäit en Arrêt vum franséische Conseil d'État, deen dat op d'Kopp geworf huet. D'Lëtzebuerger Steierrecht huet ëmmer gesot: Do, wou den Immeubel ass, ginn och d'Revenuë besteiert.

Et gouf also zwou Jurisprudenzen, déi kontradiktoresch waren, déi zum Effet haten, datt iwwerhaapt keng Besteierung méi war. Duerfir hu mer mat Frankräich en Avenant zum Duebelbesteierungsofkommes ënnerschriwwen, dat elo der Chamber virläit fir d'Approbatioun. Et ass un der Chamber ze décidéieren, wéini se dat stëmmt, mä d'Regierung ass der Meenung, datt een dat soll stëmmen.

D'Fro, déi den Här Grethen opwerft, ass natierlech eng ganz aner. Do geet et drëm: Wou gëtt eng Persoun am Ierfschaftsrecht besteiert am Fall vun hirem Stierwen? Zu Lëtzebuerg kenne mer an direkter Linn keng Ierfschaftssteier. A Frankräich wéi och an anere Länner gëtt et Ierfschaftssteieren. Derbäi kënnt - an duerfir huet den Här Grethen zu Recht den Artikel 750 vum franséische Steiercode zitéiert -, bei eis gëtt nämlech gekuckt am Chef vun deem, dee stierft, an a Frankräich no deem Artikel, deen den Här Grethen zitéiert huet, gëtt am Chef vun deem, deen ierft, besteiert. An do gëtt et duerfir Konflikter mateneen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg - muss ech der Chamber rappeléieren - bis haut nach ni en Ofkommes mat engem Land ofgeschloss am Beräich vun den Droit-de-successionen nëmmen. Dat werft och eng ganz Rei aner Froen op, déi net esou einfach vu Lëtzebuerger Säit aus ze beäntwerte sinn. Duerfir kann ech dem Här Grethen hei net soen, datt mir géifen esou en Accord mat Frankräich négociéieren, mä mir si bereet, déi do Froen nach eng Kéier ze kucken, déi sech net nëmmen am Kontext, wéi gesot, mat Frankräich stellen. Déi stelle sech och am Kontext vun deene Leit, déi, meeschtens am zweeten Deel vun hirem Liewen, an der Pensioun an en anert Land definitiv wunne ginn an dann och de Steiergesetzer vun deem Land ënnerworf sinn.

D'Fransouse wëlle mat eis an deem do Kader och eng Diskussioun iwwert d'Bankgeheimnis hunn. Dofir muss ee sech gutt iwwerleeën, wéi wäit mer an deem Beräich wëlle goen.

Ech géif mengen, datt op jiddfer Fall dee Projet de loi, dee mer déposéiert hunn, kéint an der Finanzkommissioun examinéiert ginn. An déi aner Froe si mer gär bereet, och nach eng Kéier am Detail mat eisen dräi Nopeschlänner, mä och vläicht mat anere Länner, wou Lëtzebuerger wunnen, ze studéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Schneider un den Transportminister iwwert d'Linn Wolz - Déierbech - Lenzweiler. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°177 du 23 avril 2007 de M. Romain Schneider relative à la fermeture de la ligne 895 Wiltz - Derenbach - Lentzweiler, adressée à M. le Ministre des Transports

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, an deene leschte Joren huet den Transportministère ganz vill investéiert an eisen öffentlechen Transport a virun allem goufen am ganze Land, speziell am Norden, eng ganz Rei vun neie Linnen agefouert.

Dofir ware mer ëmsou méi iwwerrascht wéi mer am Norden, a speziell als Deputéierten, souwuel den Ali Kaes wéi ech, informéiert goufen, datt d'Linn 895 Wolz - Déierbech - Lenzweiler géif ab dem 1. Mee agestallt ginn.

Eng Linn 895, déi viru Joren agefouert gouf, dee Moment wou d'Industrien aus dem Kanton Wolz an de Kanton Clierf eriwwergeplënnert sinn. Dat fir et ze erlaben, datt d'Aarbechterinnen an d'Aarbechter och weider kéinten op hir Aarbechtsplaz komme mam öffentlechen Transport, an iwwerhaapt well eng ganz Rei vun deene Leit ouni Führerschäin dostoungen.

Dofir meng Froen un den Transportminister: 1. ob déi Informatiounen, déi mer kritt hunn, richteg sinn an ob effektiv ab 1. Mee déi Linn 895 net méi wäert bestoen; 2. wat d'Grënn vun dësem Astelle sinn, an 3. ob déi Décisioun dann elo definitiv ass.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Den Här Minister Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Kolleeg Romain Schneider stellt eng Fro, déi a priori e lokalen, punktuelle Charakter huet, mä déi natierlech Froen opwerft iwwert d'Effikassitéit vum öffentlechen Transport an iwwert d'Investitiounen an d'Asetze vun den Deniers publics, wéi mer dat ze maachen hunn.

Dofir wéilt ech em soen, wat déi Linn ubelaangt, iwwert déi en hei schwätzt, den 895 vu Wolz an d'Zone d'activités Lenzweiler, dass Kontrollen erginn hunn, déi mer an deene leschte Wochen a Méint gemaach hunn, dass op där Linn, déi gefuer ass fir d'Fréischicht, d'Mëttesschicht an d'Nuetsschicht, ganz genau eng Persoun am Bus nach hin an hier gefouert ginn ass.

Déi eng Persoun, déi mer do féieren, kascht de Lëtzebuerger Stat 260.000 Euro d'Joer.

Et ass also ze froen, ob et net aner Méiglechkeete gëtt, zum Beispill vu Fahrgemeinschaften. Et kéint ee bal soen - ech wëll dat esou salopp net maachen -, ob een net den Taxi kéint huelen, fir et vläicht méi gënschteg ze maache wéi dat, wat mer do maachen iwwert den öffentlechen Transport.

Jiddefalls hunn ech oft hei an der Chamber gesot, dass et meng Suerg ass, fir déi Moyenen, déi mer hunn am öffentlechen Transport, esou effikass wéi méiglech anzesetzen.

A wat Linne betrëfft, déi sech effektiv erweise fir eng Zuel vu Leit ze transportéieren, wou wierklech all verstännege Mënsch dobaussen eis seet, dass dat awer wierklech liichten Unfug ass: Och wann ech all Versteesdemech hu fir déi Persoun oder déi Persounen, déi dovunner betraff sinn, musse mer da vläicht gemeinsam - d'Gemeng mat der Entreprise a mir - kucken, wat fir Alternativen et gëtt, déi awer méi sënnvoll sinn a méi käschtegënschteg si wéi dat, wat mer hei maachen.

De Kolleeg Schneider huet zu Recht gesot, mir hunn an deene leschten zwielef Méint, besonnesch am Norden, an ech zielen net op hei, wat meng Mataarbechter mer opgeschriwwen hunn, vun allen Neierungen, neie Linnen, verstäerkte Linnen, nei Kadenzen an esou virun, mä ech soen Iech just d'Konklusioun:

An deene leschten zwielef Méint am Norde sinn d'Verbesserungen am öffentlechen Transport an der Héicht vun enger Augmentatioun vun 1.602.000 Kilometer. Also esou vill Kilometere fuere mer méi, an deene leschte Méint, duerch déi Efforten, déi haaptsächlech un der Nordstad, zu Wolz, zu Clierf, Richtung Veianen an esou viru gemaach gi sinn.

Dat bedéngt 14 Autobusse méi wéi bis elo. An de Käschtepunkt vun deem, wat mer an engem Joer zousätzlech gemaach hunn, läit bei 3,9 Milliounen Euro, déi zousätzlech investéiert ginn, fir den öffentlechen Transport am Norden ze verbesseren.

Ech mengen, dat ass also déi eng Säit. Ech weess, dass dat keng Fro wäert ass hei an der Chamber. Ech wëll et awer elo gesot hunn. An duerfir mengen ech, dass een hei an deem prezise Fall wierklech muss kucken, ob et net eng aner Méiglechkeet gëtt, fir där enger Persoun do entgéintzekommen.

Ech si jiddefalls bereet, souwuel mat der Entreprise, mat der Persoun wéi mat der Gemeng ze kucken, ob et do net eng méi käschtegënschteg Alternativ gëtt wéi déi do.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Lux. Dann den honorabelen Här Bettel mat enger Fro un de Justizminister iwwert d'Zuel vun de Polizisten.

- Question N°178 du 24 avril 2007 de M. Xavier Bettel relative aux demandes des communes d'un renforcement d'effectif des policiers avant le recours à des sociétés de gardiennage, adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci. Ech si frou Iech alleguerten erëmzegesinn no sechs Wochen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wollt just soen, dass ech och ganz frou sinn, dass mer déi Heure de questions hunn, well net méi wäit wéi haut de Moien um Véirel vir eelef si véier Äntwerten op Questions parlementaires komm. Wann ee weess, dass eist Reglement jo virgesäit, dass mer bannent engem Mount sollten eng Äntwert kréien a soss se mëndlech kéinte stellen.

Ech si frou. Den Här Frieden ass ee vun deenen, dee mer haut der dräi ginn huet, den Här Lux eng. Merci, dass Der an den Délaië geäntwert hutt.

Eng ass nach net beäntwert ginn.

Här President, d'Fro geet heidrëms: Mir hu jo an der Zeitung gelies, dass d'Keeler Gemeng fonnt huet, dass d'Presenz vun der Police, déi am CP do ass, net géif duergoen. A virun allem fir d'Sécherheet vun de Bierger géif se eng Privatgesellschaft engagéieren, fir Presenz ze markéieren.

Ech gesinn et regelméisseg, an ech mengen, de Syndicat vun der Police huet et och gesot op der Generalversammlung vum SNPGDL, dass d'Zuel vun den Effektiver an de CPen an an de CPLe vun 2006 op 2007 vu 693 op 684 gaangen ass. Dat sinn néng Unitéite manner.

De Minister seet, et wieren awer 25% méi Polizisten op jidde Fall, déi agestallt gi wieren - dat zitéieren ech hei aus dem „Wort".

Wou sinn déi Polizisten hin, wann d'Commissariats an d'CPen an d'CPLen iwwerall bemängelen, dass se kee Personal méi hunn?

Wosst de Minister Bescheed, dass d'Gemeng Keel esou eng Initiativ géif huelen? War e gewarnt ginn oder war en informéiert ginn? Hat en op jidde Fall vun der Police vu Keel gesot kritt, dass se och net genuch Leit hätten?

Sinn do Démarchë geholl ginn, vum Ministère aus, fir mat der Gemeng Keel ze diskutéieren?

An da kéint een d'Fro stellen, Här President, un den Här Minister, wann hautdësdags jo de Ministère net d'Garantie ka stellen, dass genuch Polizisten op de CPen an de CPLe sinn, ob dann elo de Minister gewëllt ass de Gemengen ze hëllefen, wa se esou Initiativen huelen, oder wat hir Positioun op jidde Fall ass.

Et gesäit esou aus, den Här Minister sot et och nees am „Wort", dass hie jo fir d'Sécherheet zoustänneg wier.

D'Gemeng zu Keel fillt sech jo onsécher, well soss hätt se esou eng Décisioun jo net geholl. D'Police fënnt, dass se net genuch Leit huet.

Hien huet gesot, dass d'Autobunnpolizei renforcéiert géif - 31 Leit huet d'Unité nationale, fir op all Strooss opzepassen.

Och wann eist Land kleng ass, Här President, geet dat net duer.

Wéi ass et mat Keel? Wosst e Bescheed oder net? Kann en eis méi Informatioune ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Luc Frieden, Justizminister, gëtt d'Äntwert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, als Äntwert op déi dote Froen, niewent deenen Elementer, déi ech hei ginn, géif ech och den honorabelen Här Bettel bieden, all déi aner Froen ze liesen, déi ech e Sonndeg an deem do Sujet och aneren Deputéierte beäntwert hunn a wou quasi all déi Äntwerten do dra sinn. Notamment eng Fro vun där honorabler Mme Hetto an eng aner Fro vun dem honorabelen Här Gibéryen, wou ech Regioun fir Regioun a Service fir Service opgezielt hunn, wou déi zousätzlech Polizisten hikomm sinn, déi an deene leschte Joren agestallt gi sinn.

Am Résumé wéilt ech just hei soen, datt d'Police zënter dem Joer 2000 ronn 500 Leit zousätzlech agestallt huet. Zur gläicher Zäit sinn der ronn 200 a Pensioun gaangen. Dat heescht, en Nettorenforcement vun 300 Leit.

Déi sinn zum Deel a Servicer ginn, déi eng national Kompetenz hunn. Et gëtt eng regional Kompetenz, an et gëtt d'Commissariats de proximité an d'Centres d'intervention. 1963 sinn dann déi zwee Leschtgenannt komm.

Et ass evident, datt mer mussen an deem Effort de recrutement weiderfueren, well ganz vill Gemengen, net nëmmen déi vun Iech genannten, en zousätzleche Renforcement u Polizeikräfte froen.

D'Police selwer freet dat och. Mir hunn, wéi gesot, all Joers eng 60 Leit an der viregter Legislaturperiod agestallt. Dës Regierung ass domadder virugefuer. An ech mengen dat ass och e Rhythmus, dee räsonnabel ass.

Et hätt ee gäre méi Leit, mä et muss een d'Leit och nach fannen. Et muss ee se och nach ausbilden, an duerfir soen ech, datt et gutt ass, datt mer hei eng parteiiwwergräifend Ënnerstëtzung hu fir déi Sécherheetspolitik, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn an déi mer wëlle weiderféieren.

Vun där betraffener a vun Iech ugeschwatener Gemeng hu mir als Justizministère keng Demande kritt. Ech muss awer soen, datt dat net anormal ass, well déi meescht Gemengen adresséiere sech un d'Police, wa se gär Renforcementer hätten, a seelenst un de Ministère. Ech weess awer aus Gespréicher mat ville Buergermeeschteren, datt hire Wonsch grouss ass, datt se méi eng staark Polizeipresenz um Terrain hunn, an ech wëll dat a Gespréicher mat de Gemengen a mat de Regionaldirektere vun der Police och versiche kuerzfristeg a mëttelfristeg duerch verschidde Moyenen hinzekréien.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der Mme Martine Stein-Mergen un den Här Transportminister iwwert d'Entschiedegung vu Flugpassagéier.

- Question N°179 du 24 avril 2007 de Mme Martine Stein-Mergen relative au règlement (CE) N°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol et notamment concernant les différences d'interprétation au niveau des pays membres, adressée à M. le Ministre des Transports

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt säit dem Joer 2004 e Reglement - dat ass dat europäescht Reglement 261 - iwwert d'Rechter vun de Flugpassagéier, wou et drëm geet, wéi een eenheetlech kéint d'Passagéier schütze bei Refus d'embarquement, bei Annullatioun vu Volen oder bei Retard important.

Mä dës Direktiv, obschonns se effektiv relativ ausféierlech ass, enthält anscheinend trotzdeem eng Rei vun Onkloerheeten. Si war geduecht fir d'Rechter vun de Passagéier ze ënnerstëtzen, mä si gëtt elo schlussendlech an der Unioun vun de Geriichter ganz ënnerschiddlech interpretéiert.

Sou ass zum Beispill net definéiert, wat eng Verspéidung ass a wat eng Annullatioun ass. Jiddefalls net an alle Fäll. Dësen Ënnerscheed ass awer eminent wichteg, well d'Passagéier bei enger Annullatioun d'Recht hunn, fir Entschiedegung ze kréien, bei enger Verspéidung awer net. D'Geriichter décidéiere bal zu Gonschte vun der Fluggesellschaft, bal zu Gonschte vum Passagéier.

Et gëtt och ënnerschiddlech geuerteelt, ob een eppes zegutt huet, wa Flich an net EU-Länner ausfalen oder awer iwwerbucht sinn.

Meng Froe ginn also aus dëse Bemierkungen ervir. Ass de Minister sech dësen Onkloerheete bewosst a gëtt et och bei ons Schwieregkeeten op dësem Terrain? Sollten d'Transportministeren op d'Kommissioun awierken, dass dëst Reglement nach eng Kéier op de Leescht geholl gëtt an iwwerschafft gëtt, oder sollte mer waarde bis dass dës Konflikter um Europäesche Geriichtshaff geregelt ginn?

Merci.

M. le Président.- Merci, Mme Stein. Den Här Transportminister Lucien Lux äntwert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, déi Fro, déi d'Mme Stein opwerft, kënnt a sech an engem Moment, wou aus alle Memberslänner déiselwecht Froen un d'Bréisseler Kommissioun gestallt ginn, wat dozou féiert, dass d'Kommissioun décidéiert huet, fir eng large Consultatioun ze maachen, ënnerstëtzt duerch extern Consultanten, duerch Réuniounen an deenen eenzelne Memberslänner, fir d'Applicatioun effektiv genau ze kucken, well et ass net deen eenzege Punkt, deen hei genannt ginn ass, dee vun enger klorer Distinctioun tëschent Verspéidung an Annullatioun.

Dat ass sécherlech een: Wou geet dat un, wou hält et op? Ass eng Verspéidung vu 24 Stonnen a méi nach ëmmer eng Verspéidung oder net en fait schonn eng Annullatioun, well et awer fir de Passagéier oft scho relativ nodréiglech Konsequenze kann hunn an deementspriechend hie méi staark op seng Rechter wëllt pochen?

Duerfir, mengen ech, huet also d'Kommissioun déi Consultatiounen elo lancéiert. Ech mengen, mir ginn éischter an d'Richtung vun enger europäescher Iwwerschaffung vun dem Reglement, an op där anerer Säit awer och enger Initiativ vun der Kommissioun, fir déi eenzel Memberslänner ze doen, effektiv d'Ëmsetzung vun deem Reglement do e bësse méi tough virzehuelen, wéi dat bis elo an deenen eenzelne Memberslänner de Fall ass.

Dir wësst, dass mir an der Regierung de 6. September 2005 d'Direktioun vun der Consommatioun am Ministère de l'Économie festgeluecht hunn als dat zoustännegt Organ fir d'Kritiken, fir d'Contestatioune vun de Passagéier entgéintzehuelen a fir och d'Implementatioun vum Reglement zu Lëtzebuerg virzehuelen. Mir hu virun allem eis nach ze këmmeren ëm d'Sanktiounen, déi mer zu Lëtzebuerg net hunn. Och déi mussen an e gesetzleche Kader, sief et par le biais vun Amendementer bei engem bestehende Gesetzesverfahren, oder si mussen duerch en neie Gesetzesprojet ëmgesat ginn. Déi Direktioun vun der Consommatioun an der Économie ass amgaangen un deem Text ze schaffen.

An dann eng lescht Informatioun - Dir hutt déi Fro zwar net gestallt, mä ech gi se dann awer lass, well et, mengen ech, och eng Informatioun ass, déi fir d'Ëmsetzung vun deem Reglement ganz wichteg ass: Ech hu mer virgeholl fir eng Revisioun ze maache vun der Compositioun vun der Commission consultative aéroportuaire, wou a sech bis elo ëmmer nëmme geschwat ginn ass an Termë vu Kaméidisproblemer. Déi si ganz wichteg, héichtwahrscheinlech och déi wichtegst, déi an där Kommissioun ze diskutéiere sinn.

Ech mengen awer, dass déi do Froen och utilerweis do kéinten diskutéiert ginn, well do d'Acteuren alleguerte sëtzen, an hunn duerfir décidéiert fir d'Union luxembourgeoise des Consommateurs als Member an déi Commission consultative aéroportuaire mat eranzehuelen, mat deem besonneschen Hannergedanken, dass si sech ëm d'Implementéierung vun deem heite Reglement solle këmmeren, an dass all Froen, déi d'Passagéier um Flughafen, sief et an der Aérogare selwer oder doriwwer eraus, kënnen treffen, do kënne behandelt gi mat den nationalen öffentlechen an och de privaten Opérateuren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur nächster Fro. Dat ass déi vum honorabelen Här Charles Goerens och un den Ëmweltminister iwwert de Bericht zum Klimawandel.

- Question N°180 du 24 avril 2007 de M. Charles Goerens relative à l'adoption par le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'évolution du Climat (GIEC) du texte du «Résumé pour les décideurs» de la deuxième partie de son rapport 2007, adressée à M. le Ministre de l'Environnement

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. De 6. Abrëll huet de Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'évolution du Climat en neie Bericht erausginn iwwert de Stand vum Klimadossier. Aus der Press war ze erfueren, datt eng Partie Länner, dont notamment d'Vereenegt Staten, China, Russland a Saudi-Arabien, probéiert hunn de Rapport ze änneren, Saachen erauszehuelen. Dat ass hinnen anscheinend och gelongen.

Ech wollt froen, wéi dann de Rapport à la fin du compte zustane komm ass, wien da säin Accord ginn huet fir déi Ännerungen, déi Atténuatiounen, déi Ofschwächungen do duerchzesetzen, a wéi och d'Haltung war vun eisem Land.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Minister Lux äntwert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, de Bericht vum GIEC, den zweete Bericht also, ass innerhalb vun där Institutioun à l'unanimité ugeholl ginn. Ech mengen, dat ass also emol déi éischt Informatioun, dass et also hei keng Ofstëmmung war Majoritéit géint eng Minoritéit, mä dass et eng Unanimitéit war.

Et ass kloer, dass eng Rei vu Versich do waren, fir Ofschwächungen ze kréien. Lëtzebuerg ass selwer, well mer hei op engem Niveau vu Wëssenschaftler sinn, jo net dra vertrueden, an et ass och, mengen ech, keng Ofstëmmung par le biais vun eenzelne Memberslänner, déi do stattfënnt.

Ech wëllt Iech vläicht zitéiere wat den däitschen Ëmweltminister, deen d'Présidence am Moment jo féiert, um Schluss an als Kommentar zu den Debatte gesot huet. Hien huet Folgendes gesot: „Trotz der Versuche der Delegationen aus Saudi-Arabien, China, den USA und Russland, den Bericht in einigen Passagen abzuschwächen, ist es gelungen, die substanziellen Aussagen zu den dramatischen Folgen der Klimaänderungen zu erhalten."

Ech ginn also dovun aus, engersäits gouf et e Vote unanime, an zweetens gëtt hei geschwat, dass déi substanziell Remarquen, déi gemaach gi sinn a wou ech Iech d'Inhalter elo erspueren, well ech mengen, déi sinn en long et en large an der Press an och dobausse kommentéiert ginn, wat fir eng néfaste Folgen den zweete Bericht vum GIEC festhält, wat virun allem de Waassermangel ubelaangt, wat d'Doudesfäll ubelaangt, wat d'Auswierkungen op déi eenzel Aarten, op d'Biodiversitéit ubelaangt.

Ech mengen also, dass e kloer a sengen Haaptaussoen, a senge substanziellen Aussoen esou erauskomm ass, wéi d'Wëssenschaftler e wollten hunn. A mir sinn elo en attente vum deem drëtten a leschte Rapport, dee sech jo da mat den Handlungsoptioune wäert beschäftegen. Den offiziellen Datum vun der Publikatioun vun deem drëtten a leschte Rapport ass virgesi fir de 4. Mee, an e puer Deeg also.

Mä ech mengen, wéi ëmmer bei deem éischten a bei deem zweete si jo och haut schonn, fir déi, déi d'Press scho gekuckt a gelauschtert hunn, éischt Informatiounen iwwert deen drëtte Bericht erauskomm. Dat wat do als Handlungsoptioune scho virausgesot gëtt, mengen ech, ass och näischt ganz Neies. Dass mer méi Energie musse spueren, dass mer méi mussen op erneierbar Energien an och aner Saache setzen, ech mengen, dat sinn Optiounen - ech wëll dat net elo despektéierlech soen -, mä op déi si mer scho komm och ouni dee Rapport do.

Merci.

M. le Président.- Dann hu mer nach eng Fro vum Här Goerens, och un den Här Minister Lux. Dir kënnt schonn hei uewe bleiwen, Här Minister!

- Question N°181 du 24 avril 2007 de M. Charles Goerens relative au risque de délocalisation hors de l'Union européenne d'activités hautement polluantes afin de diminuer de 20% la production de gaz à effet de serre, adressée à M. le Ministre de l'Environnement

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, déi heite Fro huet och Bezuch op de Klimawandel, an zwar op déi Haltung, déi déi 27 Memberstate vun der Europäescher Unioun ageholl hunn, fir den CO_2-Ausstouss oder d'Treibgasen ëm 20% ze reduzéieren. Si sinn och nach bereet, méi wäit ze goen, wann aner Länner matmaachen, ënner anerem d'Vereenegt Staten.

Meng Fro huet Bezuch op déi Manéier, wéi een dat do kann erreechen. An zwar ganz prezis wollt ech Folgendes vum Minister wëssen: Elo gëtt et e puer Méiglechkeeten, fir zu deem Zil do ze kommen; entweder et spuert ee réellement an, an da kënnt een op déi minus 20% par rapport zum Emissiounsstand vun 1990, oder et ginn eng Partie Aktivitéiten ausgelagert, notamment déi, déi terribel vill CO_2-Emissioune provozéieren - ech huelen zum Beispill de Beräich vun de Cimenteriën.

D'Versuchung ass also grouss, datt esou Aktivitéite verlagert ginn a Länner, déi elo net zu den Annex-1-State gehéieren; dat heescht, déi net mussen elo contraignant Mesuren ergräifen, déi just d'Zil matdroen, ouni awer d'Effete musse bei sech doheem

ze verwierklechen, déi also kee Reduktiounszil bei sech nach hunn. Dat ass notamment de Fall bei enger ganzer Rei Schwellelänner, ënner anerem China.

Ass doriwwer geschwat ginn? Well wann elo déi eenzel Länner aus der Annex 1 hiert Zil reng kontabelsméisseg erreechen, awer dat nëmme kënne maachen doduerch, datt se Aktivitéiten auslageren, dann hu mer jo a puncto Kontributioun zum globale Klimaschutz strictement näischt gemaach.

Ech wollt froen, ob do Virkéierunge getraff gi sinn, oder ob Virkéierunge getraff ginn am Kader vun der Europäescher Unioun, fir deen do Marché de dupes ze prévenéieren.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Dann huet den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux, d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, déi Froen, déi den Här Goerens stellt, géifen natierlech e längeren Débat erfuerderen iwwert dat, wat d'Zesummespill ass tëschent Energiepolitik, Klimaschutzpolitik a Wirtschaftspolitik an deenen nächste Joren.

Op déi Fro, déi e gestallt huet - ass sech am Rahme vun den Délibératioune vum Conseil européen engersäits an an deenen zwee sektorielle Conseile vun dem Environnement an der Energie anerersäits virdru mat där Fro beschäftegt ginn? -, ass meng Äntwert „Jo". Et ass sech souguer relativ breet domadder beschäftegt ginn.

Et war ënner anerem och d'Interventioun vu Frankräich, déi en direkte Lien gemaach hunn tëschent den Diskussiounen, déi mer ze féieren hunn elo Enn Dezember op Bali iwwert d'Zukunft vun engem Post-2012, engem Post-Kyoto-Modell fir d'Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen, mat de Propositiounen zum Beispill vun där Tax Carbone, déi jo vum President Chirac an d'Diskussioun gehäit ginn ass, fir all déi Länner ze pénaliséieren, déi sech net engem Reduktiounszil géife verschreiwen, an doduerch déi mat enger Tax ze sanktionéiere souzesoen an domadder och déi Konkurrenzfäegkeet ze erhale par le biais, wéi gesot, vun esou enger Méiglechkeet.

Oder awer positiv - an dat steet och an de Konklusioune vum Conseil européen dran -, dass och d'Méiglechkeet soll bestoen, fir kommerziell Avantagen deene Länner ze ginn, déi eng Hëllef brauche bei der Adoptioun vu prezisen Objektiver, fir den Traitement préférentiel vun eenzelne Produkter, déi effektiv e relativ faiblen Niveau vu Carbone hätten, ze begënschtegen.

All déi Iwwerleeunge sinn also gemaach an d'Kommissioun ass beoptragt ginn, fir am Rahmen ënner anerem och vun de Verhandlungen an der OMC ze kucken, awéiwäit dass hei och Relatiounen tëschent den Négociatiounen um Niveau Klimaschutz an um Niveau vun der kommerzieller Politik an der Welt kënne gemaach ginn.

Nonobstant, déi do Fo stellt sech egal wéi: Wéi soll e Post-2012-Modell ausgesinn?

A wann ech mäi Kolleeg Jean-Louis Schiltz dohanne gesinn, dann denken ech drun, dass mer zesummen diskutéiert hu mam fréieren amerikanesche Vizepresident Al Gore iwwert déi dote Fro an dass et do zwou Aussoe gëtt, déi ech verhalen hunn.

Dat éischt ass déi: Mir mussen aus enger Kyoto-Logik erauskommen, schonn dat Wuert verbannen, wa mer wëllen hunn, dass mer an Amerika e Fortgang kréien, och mat engem neie President, och mat engem, deen eng aner Parteikaart huet wéi deen, deen et haut ass, musse mer aus där Diskussioun, aus deem Esprit Kyoto erauskommen. Soss ass do, mengen ech, kee Fortgang an den Diskussiounen an Négociatioune méiglech.

Mir brauchen e multilaterale System - jo! Mä mir brauche virun allem een, dee flexibel genuch ass.

An ech wëllt Iech dorun erënneren, wat aktuell d'lescht Woch geschitt ass innerhalb vun den Diskussioune vum Weltsécherheetsrot, wou Groussbritannien zwar gemengt huet, si géifen eng grouss Avancée maachen, wa se et géife fäerdeg bréngen, dass de Weltsécherheetsrot an der UNO sech fir d'éischte Kéier mat der Klimaschutzpolitik géif beschäftegen, well d'Briten e Lien gemaach hunn - deen ee ka maachen - tëschent der Klimaschutzpolitik, de Réfugiéën, déi muer dovunner engendréiert ginn, an deem, wat dat fir d'Sécherheetspolitik an der Welt bedeit. Mä d'Reaktioune vun de Länner innerhalb vum Weltsécherheetsrot waren - fir et diplomatesch auszedrécken - pour le moins negativ. Virun allem déi ënnerentwéckelt Länner hunn et éischter als eng Provokatioun ugesinn, fir dat ze maachen.

Duerfir soen ech, mir mussen hei ganz flexibel a sensibel virgoen, wa mer et wëlle fäerdeg bréngen, zu engem multilaterale System ze kommen. Ech mengen, dat wäert d'Konscht vun deenen nächste Méint an deenen nächsten zwee Joer ongefeier sinn, besonnesch wann déi amerikanesch Presidentschaftswahlen eriwwer sinn, fir vun där Dynamik ze profitéieren an an déi Diskussiounen eranzekommen.

Nonobstant, Här Goerens, wësst Der: Och wann dat net méiglech sollt sinn, huet de Rapport Stern eis jiddefalls gewisen, dass d'Zukunft deenen Ekonomië gehéiert, déi effektiv op Klimaschutz setzen, déi op eng Energiewend setzen, déi op Energieeffizienz setzen. Dat ass egal wéi fir d'Kompetitivitéit ëmmer richteg. - Dat hätt ech a sech als Éischt misse soen, mä et ass och als Lescht ëmmer nach gutt gesot.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Lux. Den Här Grethen huet d'Wuert gefrot.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wollt suggéréieren, dass am Büro soll ënnersicht ginn, ob d'Membere vun der Chamber net sollte regelméisseg sämtlech Äntwerten op d'Questions parlementaires iwwert de Courrier électronique zougestallt kréien. Dat ass am Moment net de Fall, an et muss ee schonn eng komplizéiert Recherche maachen an et muss ee wëssen, ob Froe gestallt gi sinn.

Et wier vill méi einfach, an et géif dann net virkommen, wéi den Här Minister Frieden elo just ënnerstrach huet, dass en Äntwerten op Froe ginn huet. En normalen Deputéierte kann net wëssen, wat fir eng Äntwerte scho koumen op wat fir eng Fro.

Duerfir wier et vläicht net schlecht, wa mer géife kucken, dass sämtlech Questions parlementaires mat hiren Äntwerte jiddfer Deputéierten op de Courrier électronique géife gesat ginn - wëssend, dass et der 1.000 pro Joer sinn.

M. le Président.- Dat ass eng excellent Suggestioun, Här Grethen, a mir wäerten...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

M. le Président.- ...an der Conférence des Présidents oder am Büro dat virbréngen an décidéieren.

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Deklaratioun vum Här Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz iwwert d'Entwécklungshëllef. Här Minister Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

9. Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nëmmen déi, déi d'Vergaangenheet kennen an och verdaut hunn, kënnen d'Zukunft och mat opbauen.

Et ass schwéier fir e Kontinent, op deem d'Grenzen op ville Plaze vun anere mam Lineal gezu gi sinn, seng Entwécklung selwer an de Grapp ze huelen, dat ëmsou méi dat Ganzt geschitt ass ouni Rücksicht op dat, wat d'Leit sinn oder och dat, wat se net sinn; et huet keen oder kaum een deemools gefrot wat géif zesummegehéieren a wat net.

Et ass schwéier fir e Kontinent, op deem virun enger oder annerhallwer Generatioun nach anerer, déi dacks vu wäit hierkomm sinn, de Leit gesot hunn, wat se ze maachen hätten a wat net. Dat ëmsou méi déi ganz Saach och nach institutionaliséiert war a sech Kolonialherrschaft genannt huet.

Et ass schwéier fir e Kontinent, vun deem aus während Jorhonnerte Mënsche wéi Wueren oder Véi op aner Kontinenter exportéiert gi sinn, fir seng Entwécklung selwer an de Grapp ze huelen. Dat ëmsou méi d'Sklavenhändler - déi europäesch, mä awer och déi amerikanesch, déi arabesch an hir afrikanesch Komplizen - nëmmen déi sougenannt Bescht a Gesondst ausgewielt hunn, fir se a Schëffer ze perchen, déi a Richtung vun enger onsécherer a schrecklecher, jo onbeschreiflecher Zukunft opgebrach sinn.

An dach ass villes, wat haut an Afrika geschitt, absolut bemierkenswäert.

Am Bénin ass op eng demokratesch Manéier d'lescht Joer en neie President gewielt ginn. Datselwecht ass wouer fir de Liberia. D'Leit am Bénin an am Liberia setze grouss Hoffnungen an hir Presidente Yaya Boni, dee jo schonns hei zu Lëtzebuerg war, op där enger Säit, an Ellen Johnson Sirleaf, op där anerer Säit.

Mä, wéi den International Crisis Group et pertinent bemierkt, si Wahle wéi déi am Liberia nëmmen een Unzeeche vun enger positiver Entwécklung no 25 Joer Onrouen, Korruptioun a Mësswirtschaft. Eng Period vu Rekonstruktioun a Rehabilitatioun ass néideg, fir den Essai vun esou positiven Usätz och um Terrain vun der nohalteger Entwécklung ze realiséieren.

Zënter Februar dëst Joer ass Lëtzebuerg Member vun der UNO Peacebuilding Commission a setzt sech verstäerkt am Kader vu senger humanitärer Hëllef an, esou kruzial Iwwergangssituatiounen ze begleeden an ze gestalten.

Dat Bild vu positiven Usätz, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, gëtt dann op anere Plazen erëm getrübt vu Kricher a Gemetzel am Darfur, a Somalien an op anere Plazen.

Darfur a Somalien, dat sinn zwee Termen, zwou Regiounen, déi sti fir Gemetzel a Verbrieche géint d'Mënschheet. De Skandal ass dat wat geschitt op der Plaz, mä de Skandal ass och, datt déi international Gemeinschaft, dat heescht mir alleguer heibannen och, datt mir et net fäerdeg bréngen, dat Ganzt fir d'éischt ze bremsen, dann auszebremsen a schlussendlech zum Gudden hin ze wennen.

Ech war virun zwee Joer am Darfur, ech hunn deemols gesot, wou ech zréckkomm sinn, ech géif kee Liicht um Enn vum Tunnel gesinn. Ech soen Iech: Haut ass d'Situatioun nach vill méi schlecht wéi deemools, an duerfir kënne mer net oft genuch an net haart genuch eis staarkmaachen, heibannen, mä och dobaussen an den internationale Gremien, fir datt endlech e Ruck duerch d'Saache geet a beispillsweis am Darfur endlech d'UNO kann Truppen déployéieren, wat alt wéinstens den Ufank vun enger Léisung géif duerstellen, och wann duerno nach alles ganz laang onendlech komplizéiert wäert si bis mer, och mat diplomateschen a politesche Moyenen, eis zu enger durabler Regelung vun deem Konflikt kënnen duerchréngen.

Virum Hannergrond vun dëse positiven an negativen Entwécklungen um afrikanesche Kontinent huet d'Lëtzebuerger Kooperatioun hiert Zil vun 1% weider fest am Bléck. D'Budgetsvirgab fir dëst Joer gesäit 0,9% vir. Domadder figuréiere mer zesumme mat Norwegen a Schweden, a virun Dänemark an Holland, am Spëtzepeloton. An ech si frou, datt dëst Zil weider vun alle Parteien heibanne gedroe gëtt.

Et ass mer awer och ëmmer erëm wichteg ze betounen, datt mer eis net nëmme fir ee quantitativ héijen Effort staarkmaachen, mä datt mer och am gläiche Mooss op Qualitéit setzen. An och dëse qualitativ héichwäertegen Effort vu Lëtzebuerg gëtt international unerkannt.

Zu där Qualitéit gehéieren Elementer wéi eng staark geographesch Konzentratioun, eng staark sektoriell Konzentratioun, awer och eng zolidd Presenz um Terrain. Mir hunn elo dëst Joer, wéi schonns méi laang annoncéiert, eis Büroen zu Ouagadougou a Managua opgemaach.

Zu där Qualitéit gehéiert awer och déi programmatesch Approche, déi eis Programmes indicatifs de coopération vun der zweeter Generatioun ausmécht, mä awer och e konsequent Weiderdreiwe vun eisen Efforten am Beräich Suivi, Evaluatioun a Kontroll. Mir wëllen do dëst Joer an d'nächst Joer e besonneschen Akzent bei den ONGe setzen.

D'Direktioun vun der Kooperatioun ass des Weideren amgaang d'Recommandatioune vum Audit organisationnel ëmzesetzen an och d'LuxDev huet sech un der Spëtzt dëst Joer nei organiséiert, an dat ass gutt esou!

All déi Saachen, Här President, an anerer méi, erlaben eis et nach méi effikass ze schaffen. An ech kann Iech versécheren, datt mer weiderhin e Maximum wäerte maachen, fir sécherzestellen, datt d'Fongen och deenen zeguttkommen, deene se sollen zeguttkommen, nämlech deenen Äermste vun deenen Aarmen. Dat ass fir mech als politesch Responsabelen, wéi d'ailleurs fir all déi aner, déi Verantwortung an der Lëtzebuerger Kooperatioun droen, eng Suerg vun all Dag, eng permanent Suerg.

Souwäit zu deene quantitativen a qualitative Standbeen vun der Lëtzebuerger Entwécklungspolitik. Konzentréiere wëll ech mech haut awer op zwee aner Sujeten:

Ufänke wëll ech mam Thema vum internationale Commerce; net dovunner ze schwätzen am Joer 2007 wär e gravë Feeler, well et ass dat d'Thema, wat den Agenda vun dësem Joer a vun deenen nächste Jore kloer wäert dominéieren. An duerfir wëll ech och am Detail op déi Fro hei agoen.

Duerno wëll ech mech an engem zweeten Deel vu menger Interventioun mat der Fro vun der Gouvernance ausenanersetzen, eng Fro, déi ech schonns virdru mat de Beispiller vum Bénin a Liberia kuerz gestreift hunn.

A well ech mech dëst Joer am Detail mat deenen zwou Froen: där vum internationale Commerce an där vun der Gouvernance ausenanersetze wëll, wäert ech och e puer aner Sujeten, op déi ech soss alt méi am Detail agaange sinn, dëst Joer ganz ewechloossen.

Mir hate jo d'Geleeënheet an der Kommissioun an och bei där éischter Editioun vun den Assisë vun der Lëtzebuerger Kooperatioun iwwer eng ganz Rei vu Sujeten ze diskutéieren. Déi zweet Editioun vun den Assisen am September dëst Joer wäert eng weider Geleeënheet dozou bidden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'international Communautéit huet sech am Joer 2000 kloer Objektiver gesat - et sinn dat d'Objectifs du Millénaire -, an et geet un alleréischter Stell drëm, fir d'Aarmut an der Welt bis zum Joer 2015 ëm d'Halschent ze reduzéieren.

Dofir brauche mer, international gesinn, zousätzlech Mëttele fir d'Entwécklungspolitik, a mir brauchen, och international gesinn, eng effikass an uerdentlech strukturéiert Entwécklungspolitik. Mir sinn am Iwwregen, wat déi zwee Punkten ubelaangt, um gudde Wee, wéinstens an der Europäescher Unioun.

Wa mer awer d'Erausfuerderung vum Développement wëlle meeschteren, da musse mer et awer och fäerdeg bréngen, d'Entwécklungslänner an den internationale Commerce mat eranzeféieren. Mir mussen et fäerdeg bréngen, datt hir ekonomesch Aktivitéiten, déi, deene si noginn, an déi, déi si nach wäerten développéieren, op eng intelligent Manéier an de Kader vum internationale Commerce kënne mat agebonne ginn, esou datt si sech kënnen entwéckelen, esou datt si hir Entwécklung selwer an de Grapp huele kënnen.

Brénge mer dat net fäerdeg, esou wäerten eng ganz Rei vun deene positive Saachen, déi mer an der Kooperatioun maachen, zwar net sënnlos ginn, mä si wäerten op jidde Fall net déi flächendeckend an durabel positiv Effete bréngen, déi mer eis erwaarden op enger Zäitschinn vun zéng, 20 oder 30 Joer gekuckt. A mir wäerten ëmmer erëm an ëmmer erëm missen nobesseren oder op en Neits den Entwécklungslänner Ënnerstëtzung zoukomme loosse missen.

Mir brauchen déi klassesch Kooperatioun an de Beräicher Gesondheet, Schoulen a Waasser fir d'Basis vun der Entwécklung ze schafen. Dat ass indispensabel. Mä duerno, wa mer d'Spiral vum Assistanat wëlle briechen - an dat wëlle mer -, wa mer wëllen, datt d'Afrikaner hir Entwécklung selwer an de Grapp huelen - an dat wëlle mer -, jo da musse mer et fäerdeg bréngen, datt si op der Bühn vum internationale Commerce kënnen als vollwäerteg Acteure matspillen, datt si sech do erëmfannen an hir Plaz op därselwechter fannen.

Net, well et drëm geet, fir à tout prix den internationale Commerce ze förderen. Net, well et drëm geet, fir à tout prix ze commercéieren. Mä, well et drëm geet, duerch Commerce Wuesstem ze schafen, am Intérêt vun de Leit, well dee Wuesstem Ressourcë generéiert, well déi Ressourcen zu Steierrecettë féieren, a well déi Recetten da kënne vum Stat agesat ginn, fir d'Politiken (Beispill: d'Sozialpolitik) am Intérêt vun de Mënschen ze gestalten.

Et kann een elo e Frënd si vun der Globaliséierung, oder och net - dat ass jidderengem säi gutt Recht -, mä dat ass net de Punkt hei, dat ännert näischt un der Saach. De Punkt ass, datt mer d'Globaliséierung hunn, si ass do, ob mer et wëllen oder net. Mir mussen eis domat auserneesetzen, ob mer dat wëllen oder net.

A gradesou wéi mer eis asetzen, fir déi ekonomesch Komponent vun där Globalisatioun sozial an ökologesch ze steieren, musse mer och déi entwécklungspolitesch Komponent mat erabréngen. Dorëms geet et. Et ass do, wou mer och d'Saache musse steieren.

Mir mussen eis awer gradesou vun deene falsche Frënn an Uecht huelen. Déi, déi d'Afrikaner wëlle gleewen doen, si kéinten den Duerchmarsch zur positiver Entwécklung hin an der totaler Autarkie, souzesoen um Rand vun der Globaliséierung, gestalten, féieren d'Leit ir, si streeën hinne Sand an d'Aen. Den Zaungast, deen der Globalisatioun vu wäitem nokuckt, näischt domadder ze dinn huet an nawell dovunner profitéiert, gëtt et einfach net. Et ass irresponsabel de Leit virzegaukelen, datt Afrika an d'Afrikaner hir Entwécklung selwer kéinten an de Grapp huelen, ouni och international matzespillen an ouni och deementspriechend mat vun de wirtschaftleche Friichte vum internationale Commerce ze profitéieren.

Déi, déi dat behaapten, wäerten, wa se sech dann duerchsetzen - wat ech net hoffen a wougéint ech mech wieren -, just eppes erreechen, nämlech d'Pérennisatioun vum Assistanat iwwert d'Jorzéngten eraus. Dat ass net mäin Zil, dat wëlle mer net an dat wäerte mer bekämpfen.

Wat mer wëllen, dat sinn Instrumenter, déi et eis erlaben, d'Globalisatioun matzesteieren: Am Intérêt vum Développement, am Intérêt vun deene Millioune Männer, Fraen a Kanner, déi Dag fir Dag mat manner wéi engem Dollar iwwerliewe mussen.

2005 war um internationale Plang d'Joer vun der Neigewiichtung an der Relance vun der Entwécklungszesummenaarbecht. 2007 kann a muss d'Joer vun der Neidefinitioun vun den internationalen Handelsregelen zu Gonschte vun der Entwécklung ginn.

Mir stinn hei op d'mannst virun zwee wichtege Rendez-vousen, déi déi eenzegaarteg Geleeënheet bidden, d'Entwécklungslänner méi einfach a besser an d'international Handelsbezéiunge mat anzebannen.

Deen éischte vun deene Rendez-vousen ass den aktuelle Verhandlungszyklus an der OMC, besser bekannt als Doha-Ronn fir Entwécklung.

Ech wëll nëmmen hei ganz kuerz d'OMC erwähnen. Trotz allen Imperfektiounen - mä dat ass en anert Thema - kéint déi Doha-Ronn Verbesserunge mat sech bréngen, déi den Entwécklungslänner zegutt géife kommen. Ech schwätzen hei besonnesch vun Elementer wéi d'Ofschafe vun Exportsubside fir landwirtschaftlech Wueren aus den entwéckelte Länner oder vun enger grousser unilateraler Ouvertür vun de Mäert fir d'Exporter vun de manner entwéckelte Länner.

Et ass deen zweete Rendez-vous op deen ech hei wëll méi am Detail agoen: Ech schwätze vun den Accords de Partenariat Économique oder APEen, déi den Ament tëschent der Europäescher Unioun an den AKP-State verhandelt ginn. Déi Accorde kënnen esou Steierungsinstrumenter am Intérêt vum Développement sinn. A mengen Ae musse si et souguer sinn!

Ech wëll hei verschidden Aspekter vun deenen Accorden haut beliichten, net wéinst den Accorde selwer, mä wéinst deem wegweisende Charakter, dee si kënnen hunn, wat déi generell Orientatioune vum internationale Commerce an deenen nächste Joren ubelaangt, och iwwert d'Grenze vun Afrika an Europa eraus.

Fir d'éischt awer zum Kalenner. D'Verhandlunge sollen/musse bis Enn des Joers ofgeschloss ginn, well deen aktuelle Regime entsprécht net de Regele vun der OMC, an dofir kruten d'Unioun an d'AKP-Staten och am Joer 2000 en Délai zougestanen, fir hire bilaterale Regime an d'Rei ze bréngen. Deen Délai leeft also Enn des Joers of.

Dee Stéchdatum soll net op déi liicht Schëller geholl ginn, well wa mer en net géife respektéieren, kéint dat gravéierend Folgen hunn. Esou géif zum Beispill fir déi mannst entwéckelt Länner, les Pays les Moins Avancés, d'PMAen, de Regime „everything but arms" zesummebriechen, well deen net OMC-konform ass. Pour mémoire: Dee Regime erlaabt et de PMAen, ouni Droits de douane hir Produiten an d'EU ze exportéieren. Dat wier dann, wann et net zum Ofschloss kéim, eriwwer. Den Accès op déi europäesch Mäert géif natierlech doduerjer an Zukunft wesentlech méi schwéier, voire an der Praxis onméiglech gi fir déi Länner.

Déi aktuell Verhandlunge mussen also schnell weidergedriwwe ginn, dat ëmsou méi nach keen - ech widderhuelen: nach keen! - amstand war, eng glafwierdeg Alternativ virzeleeën. Ech waarden nach ëmmer.

(Interruption)

Wat ass dann elo den Inhalt vun deenen Accorden? Wat sinn déi wichtegst Elementer? Ech wëll der hei véier uspriechen: Fir d'éischt dat vun der Asymmetrie; dat zweet ass dat vun de spezifesche Protektiounsregele fir deen een oder anere Secteur; dat drëtt dat vun der regionaler Integratioun, an dat véiert dat vum Développement vun de Capacitéiten.

Schonn eleng dës Opzielung weist, datt dës Accorden net einfach Fräihandelsaccorde sinn, wéi Verschiddener dat net midd ginn ze behaapten.

Fir d'éischt awer zur Fro vun der Asymmetrie.

D'APEe musse sech duerch eng staark Asymmetrie tëschent dem Süden an dem Norden auszeechnen. Eng Asymmetrie an der Zäit, fir d'éischt praktesch direkt eng Ouvertür vun de Mäert op der Säit vun Europa an dann eréischt: 15, 20 oder 25 Joer duerno, eng Ouvertür op der Säit vun den ACPen. Eng Asymmetrie awer och wat d'Produiten ubelaangt: eng quasi integral Ouvertür vun der Säit vun Europa, eng Deelouvertür oder vill méi eng kleng Ouvertür vu Säite vun den ACPen.

Dat heescht also, datt d'EU am ekonomesche Beräich kuerzfristeg praktesch all Restriktiounen, déi nach souwuel bei den Tariffer wéi bei de Quantitéite bestinn, misst ofschafen, währenddeems op där anerer Säit, vun den ACPen, d'Saache vill méi lues a progressiv géife goen, a si kéinten och eng Protektioun vu ronn 20% vun den EU-Exporter iwwert d'Iwwergangszäit eraus bäibehalen, also bis no 2020 oder 2025 an nach méi laang.

Dat lescht Element ass mer besonnesch wichteg, an dat bréngt mech zu mengem zweete Punkt, deem vun de spezifesche Regele fir besonnesch sensibel Secteuren.

Et ass meng Iwwerzeegung, Här President, datt all Kontinent, all Regioun op der Welt d'Recht muss hunn, fir seng Landwirtschaft esou ze organiséieren, wéi dee Kontinent oder déi Regioun dat fir richteg emfënnt.

M. Charles Goerens *(DP).*- Très bien.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Dat ass eng Fro vun der Sécurité alimentaire, mä et ass och eng Fro vun der Souveraineté alimentaire, fir emol zwee franséisch Wierder ze gebrauchen.

Ech revendiquéieren dat Recht vun all Kontinent, fir seng Landwirtschaft esou ze organiséieren, wéi hien dat fir gutt fënnt, am Iwwregen och fir d'Europäesch Unioun - ech schwätzen hei vun der Politique agricole commune, vum Prinzip vun därselwechter, net vun hirem Inhalt.

Mä ech revendiquéieren dat Recht awer och a virun allem fir Afrika, well wann ech mir selwer d'Recht zougestinn, meng Landwirtschaft intern esou ze organiséieren, wéi ech dat fir gutt fannen, da muss ech deem aneren dat Recht och zougestoen. Dat ass élémentaire, mä de Raisonnement geet nach eng Etapp weider:

Wann ech mer d'Recht eraushuelen - zu Recht, wéi ech mengen -, meng Landwirtschaft esou ze organiséieren, wéi ech dat fir gutt fannen, dann heescht dat awer och, datt ech d'Obligatioun hunn, deem anere Kontinent seng Landwirtschaft net ze desorganiséieren. Dat heescht da ganz konkret, datt et ee fir allemol muss eriwwer si mat deene bëllegen, well au départ subventionéierten, europäesche Pouleten um Maart vun Dakar.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Et kann net sinn, datt mir op där enger Säit Afrika massiv ënnerstëtzen an dann op där anerer Säit villes erëm futti maachen, andeems mer d'Mäert vun Dakar, Accra a soss och iwwerall mat bëllegen, subventionéierte Pouleten inondéieren an esou all Efforten, fir eng eegestänneg Landwirtschaft ze entwéckelen, erëm zerstéieren.

(Interruption)

Lëtzebuerg exportéiert am Iwwrege keng där Pouleten, mä als Member vun der Europäescher Unioun kënne mer net esou maache wéi wann déi Fro eis näischt géif ugoen.

Op d'Fro vun de Moossnamen, fir d'Landwirtschaft op engem bestëmmte Kontinent ze organiséieren, äntwerten ech deemno kloer mat „Jo". Op d'Fro no Mesuren, déi negativ Effeten op aner Kontinenter hunn, ass meng Äntwert e kloren „Neen".

Zum Thema vun den Exportsubventioune wëll ech d'ailleurs niewebäi bemierken, datt am Pak vun der OMC vun Hongkong aus dem Dezember 2005 virgesi war, datt dës Exportsubventioune bis 2012 solle géint null geféiert ginn,...

(Interruption)

...mä och dat ass jo elo erëm a Fro gestallt, well duerch d'Suspensioun vun den Diskussiounen an der OMC och den Hongkong-Pak erëm opgemaach ginn ass. Nach méi niewebäi bemierkt wëll ech drun erënneren, datt ech Hongkong éischter als en hallwen Échec als wéi en hallwe Succès ugesinn hunn.

Et kéint esou einfach sinn, wann de Prinzip vun der Liewensmëttelsécherheet am primäre Sënn vum Wuert géif am Mëttelpunkt stoen, vun all Mënsch géif akzeptéiert ginn a sech och géif dru gehale ginn. Déi Fro ass keng neutral. Et ass eng Fro, déi eis nach laang wäert beschäftegen.

Mir schwätzen haut vill vun Ëmwelt a vun Energie, an dat ass och richteg esou, well dat sinn zentral Themen. Ech fäerten awer, datt, wa mer an deenen nächste Joren d'Saachen net richteg upaken, mer am selwechte Mooss eis an Zukunft wäerte mat der Fro vun der Landwirtschaft an der Ernährung missen ausenanersetzen.

Haut si mer zu sechs Milliarden op der Welt. 2050 wäerte mer zu iwwer néng Milliarde sinn, an d'Bevölkerung vun deene 50 äermste Länner vun der Welt wäert sech bis dohinner verduebelen. Wa mer bis dohinner d'Fro vun der Ernährung vun der Mënschheet, an deemno och déi vun der Organisatioun vun der Landwirtschaft op deene verschiddene Kontinenter, net op eng durabel Manéier an de Grëff kritt hunn, jo dann, spéitstens dann, wäert et ganz rau ginn a spéitstens da riskéiere mer, datt op enger vaster Échelle Mënsche géint aner Mënsche mat Gewalt wäerte virgoen, schonn eleng nëmme fir eppes an de Bauch ze kréien.

M. Charles Goerens *(DP).*- Scho virdrun.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Spéitstens dann.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi Fro, déi ech hei beliichten, geet selbstverständlech iwwert de Kader vun den Accorden eraus, si kéint awer den Ufank oder den Usaz vun enger Äntwert am Kader vun deenen Accorde fannen.

Ech wëll dann elo zum drëtte wichtege Bestanddeel vun den APEen iwwergoen, deem vun der regionaler Integratioun. En ass genee wéi dee véierten Aspekt, dee vum Développement vun de Capacitéiten, manner bekannt, mä dofir awer net méi onwesentlech.

D'regional Integratioun huet eis an Europa an deene leschte Jorzéngten e groussen Opschwong bruecht. Si huet Lëtzebuerg, mä och anere vill bruecht - dat solle mer net vergiessen. An dat wat wouer ass an deem Zesummenhang fir Europa, dat kann och wouer si fir Afrika an déi aner AKP-Staten.

Ouni regional wirtschaftlech Integratioun komme mer kaum weider. Vun deem Standpunkt aus gesi kéinten d'APEen en décisiven Driff mat an d'Saach erabréngen. Et muss awer séchergestallt ginn, datt déi integréiert regional Mäert entstinn a fonctionnéieren, ier datt et zu enger Ouvertür no baussen, zur Europäescher Unioun hin, ka kommen.

Et geet drëm, datt le moment venu sechs méi grouss a méi staark wirtschaftlech Ensemblen der EU géigeniwwerstinn, amplaz, wéi dat haut de Fall ass, 77 Länner mat 77 isoléierten an deemno méi schwaachen Ekonomien.

Dat bréngt mech zu mengem véierte Punkt.

Et ass jo elo esou - an dat wëll ech och net verheemlechen -, datt ebe grad dee multidimensionalen an innovative Kader vun den APEen zu Adaptatiounen a Mutatiounen an deeneselwechte 77 Länner wäert féieren. Déi Adaptatioune sinn noutwendeg, fir datt déi positiv Effete vun den APEe voll zum Droe kommen. Et ass nëmmen esou wéi et zu enger nohalteg positiver Entwécklung an den AKP-Länner komme kann.

Déi Adaptatioune sinn awer net zum Nulltarif ze kréien, dat ass kloer. An et ass genau do, wou d'europäesch Entwécklungspolitik am zoliddste wäert gefuerdert sinn. Et ass do, wou d'AKP-Länner grouss Erwaardungen un eis hunn - zu Recht -, et ass do, wou mer se net däerfen enttäuschen, an et ass do, wou mer en définitive wäerten erausfannen, wéi seriö jiddferee vun deene 27 et mengt, wann hien dat Wuert „Partenariat" an de Mond hëlt.

Et geet hei net drëm, fir d'AKPen ze entschiedege fir Accorden, déi global negativ Konsequenzen hätten, mä et geet drëm, déi positiv Effete vun den APEe fir d'AKP-Länner duerch eng intelligent Ënnerstëtzung ze maximiséieren. Et geet drëm, de gemeinsame Wee esou ze gestalten an déi Accorden esou ze begleeden, datt déi positiv Effete vun deeneselwechten esou séier wei méiglech a vollem Ëmfang zum Droe kommen.

Dat heescht, datt mer mussen eis Partner am Süden ënnerstëtze beim Opbau vun neie Capacitéiten, an zwar déi Capacitéiten, déi néideg sinn, fir déi regional Integratioun virunzedreiwen; déi, déi néideg sinn, fir dat reglementäert Ëmfeld ze reorganiséieren; déi, déi néideg sinn, fir datt déi nei Regelen, besonnesch déi aus dem wirtschaftlechen Ëmfeld, och konsequent kënnen ëmgesat ginn.

Esou brauche mer zum Beispill Verwaltungen, déi et fäerdeg bréngen, dat Ganzt ze organiséieren, do wou Organisatioun erfuerdert ass, an dat Ganzt ze begleeden, do wou Begleedung erfuerdert ass. Mir brauche ganz besonnesch Verwaltungen, déi et fäerdeg bréngen, Steieren op eng gerecht, novollzéibar a vertrietbar Manéier ze erhiewen; Verwaltungen, déi et fäerdeg bréngen, d'Ekonomie ze stimuléieren an net ze hënneren.

Mä och am Privatsektor brauche mer Begleedung a Formatioun an iwwerhaapt alles dat wat mat „capacity building" a wirtschaftlecher Gouvernance ze dinn huet. Mir brauchen Ursprungsregelen, déi den Zougang zu de Mäert erliichteren; eng Vereinfachung an Harmonisatioun vun de Prozeduren; Regelen, déi d'Investitioune schützen, etc., etc.

Fir dat Ganzt hinzekréien, musse mer awer och op enger, wéi ech mengen, temporärer Basis Finanzmëttel bereetstellen, fir déi Ausfäll, déi duerch d'Reduzéierung vun den Douanestaxë verursaacht ginn, auszebalancéieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Des Weidere mussen d'Infrastrukturen um Gebitt vun der Energie a vum Transport verbessert ginn.

Eis Aktioune mussen awer och esou ausgeriicht a gewiicht sinn, datt eis Partner am Süde kënnen, mat eiser Ënnerstëtzung, produktiv Capacitéiten entwéckelen. Ech schwätzen hei vum Privatsecteur, ënner anerem vun de PMEen a vum „esprit d'entreprise" méi generell. Et geet nämlech letztendlech hei ëm d'Opbaue vun engem positiven Handelsklima an ëm d'Investissementer an Afrika, Investissementer, déi dee Kontinent batter néideg huet.

Mir mussen alles dat maachen, a wann ech soen „mir", da mengen ech domadder d'Afrikaner an d'Europäer zesummen an engem gutt konzipéierten a konkret geliefte Partenariat.

Mir mussen alles dat maachen, net fir de Plëséier fir ze reforméieren an ze reorganiséieren, mä well mer wëllen, datt à terme d'Afrikaner hir Entwécklung selwer kënnen an de Grapp huelen a mer vun der permanenter Assistanatsschinn erofkommen.

D'Kooperatioun ass kee Selbstzweck. Si déngt der Éradicatioun vun der Aarmut. Si däerf op kee Fall zur Pérennisatioun vum Assistanat féieren. Duerfir ass dat alles esou wichteg. Et geet hei ëm honnerte vu Millioune vu Mënschen, déi net ëmmer erem froen nach an nach an nach an nach, mä et geet ëm Mënschen, déi op näischt méi ongedëlleg waarden, wéi datt si hiert Schicksal endlech kënne selwer an de Grapp huelen. Dat eleng ass Grond genuch fir eng zolidd Hand mat unzepaken. Et ass der Méi wäert!

Dir sot Iech elo vläicht: Dat do ass alles enorm komplizéiert a kaum ze realiséieren. Ech soen Iech: Et ass ze maachen, wa mer all un engem Strang zéien.

Dir sot Iech och vläicht: Dat do ass dach alles net ze finanzéieren. Ech soen Iech: Och dat ass ze maachen. Mir, dat heescht d'Europäer, musse just dat maache wat mer versprach hunn. Net méi an net manner.

D'EU huet sech ënner Lëtzebuerger Présidence engagéiert global bis 2010 0,56% a bis 2015 0,7% vun hirem Räichtum der Kooperatioun zouzewennen, dat heescht ab 2010 all Joer 20 Milliarden Euro méi fir d'Entwécklungspolitik. Et ass evident, datt

an deem grousse Pak vun 20 Milliarde genuch Fongen dra sinn, fir déi Adaptatiounen, vun deenen ech virdru geschwat hunn, kënnen ze realiséieren. D'Moyenë stinn also zur Verfügung. D'Sue sinn do. Et brauch keen nei Engagementer ze huelen. Mir mussen eist just un dat halen, wat mer versprach hunn.

Selbstverständlech mussen déi ganz Saachen elo an deenen nächste Méint a Jore konkretiséiert a preziséiert ginn.

Dat ass zum Deel scho geschitt. Fir déi Initiativen, déi den Handel solle méi einfach a méi effikass maachen, sinn esou zum Beispill vu Säite vun der Unioun substanziell Zomme virgesinn. Et geet elo drëms ze fixéieren, wie wat mécht a wie wat dozou bäisteiert. E signifikativen Deel vum zéngte Fonds européen de Développement ass och fir Programmer reservéiert wéi déi vun deenen ech virdru geschwat hunn.

D'EU huet ausserdeem, zesumme mat der BEI, en europäesche Fong fir Infrastrukturen an Afrika opgeluecht. Lëtzebuerg huet eng Millioun Euro dozou bäigesteiert. Dee Fong ass gëschter offiziell lancéiert ginn. En éischte Projet déngt dem Finanzement vun engem Staudamm mat deem den Approvisionnement vum Mali, vum Senegal a vu Mauretanien mat Elektresch verbessert gëtt. An ech ka mer duerchaus virstellen, datt d'Opstelle vu regionalen APE-Fongen en zousätzlecht hëllefräicht Instrument kéint sinn. Nach eng Kéier: finanzéiert aus deem 0,56-2010/07-2015-Pak, deen um Dësch läit.

Mir kënnen alles dat maachen, well mer ënner Lëtzebuerger Présidence décidéiert hunn, déi europäesch Entwécklungshëllef bis 2015 méi wéi ze verduebelen.

Mir mussen alles dat maachen, well et de Schlëssel fir de Succès vun deem Ganzen ass, am Intérêt vun der Entwécklung.

Mir wëllen alles dat maachen, well am Joer 2007 d'Aarmut definitiv mënschlech inakzeptabel an ekonomesch net néideg ass. Dee leschte Saz war deelweis en Zitat vum Kofi Annan.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioune gi weider an deenen nächste Méint an ech si frou, datt d'Orientatiounen, esou wéi d'Regierung se an deem Domän definéiert huet, global op e positiven Echo gestouss sinn an der Chamberskommissioun.

Natierlech, an och dat wëll ech zu deem Thema hei soen: Dat Ganzt huet och Potenzial fir schif auszegoen, an ech kann och kuerz zousätzlech Délaien net ausschléissen. Ech wëll awer net dru gleewen, datt Afrikaner oder Europäer sech ënnereneen net eens ginn, an ech wëll scho guer net dru gleewen, datt deen een oder aneren Europäer op d'Iddi kéim, seng Engagementer erëm a Fro ze stellen.

Här President, zwou lescht Remarquen zu deem Thema hei:

Déi éischt: Am Sënn vum Schafe vu Méiglechkeete fir de Privatsecteur an och fir déi, déi sech am ländleche Raum aktivéieren, wäerte mir virum Schluss vum Joer mat der UEMOA, dat ass déi regional Organisatioun, déi fir wirtschaftlech Froen a Westafrika zoustänneg ass, e grousse Projet vun Entwécklung vu Capacitéiten am Beräich vun der Mikrofinanz op d'Bee stellen.

Dat ass just e Beispill. Et géif ze wäit féieren, wann ech och nach eis bilateral Initiativen, déi an dee Kader géife passen: Formatioun, Insertion professionnelle, Développement rural, hei géif opzielen. Dir fannt dat an eisem Rapport annuel, deen am Juli erauskënnt.

Déi zweet Remarque: Wann den internationale Commerce sech développéiert, dann heescht dat och nei an zousätzlech Opportunitéite fir d'Lëtzebuerger Entreprisen, an dat ass och gutt esou. Där Opportunitéite fir Lëtzebuerger Entreprisë gëtt et awer schonns haut eng ganz Rei am Kader vun der Kooperatioun. Ech hunn déi Fro vun den intelligenten a gesonde Synergien tëschent Entreprisen a Kooperatioun d'lescht Joer hei abordéiert. Mir hunn zënter engem Joer weider dorunner geschafft. Ech wäert deemnächst an engem anere Kader dorobber zréckkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat bréngt mech zu mengem zweeten Deel. Ech hunn et aganks gesot: Mir brauche méi Entwécklungszesummenaarbecht a mir brauchen eng international besser strukturéiert Entwécklungspolitik. Mir mussen et och fäerdeg bréngen, d'Entwécklungsländer mat an den internationale Commerce anzebetten.

Mä dat alles geet net duer. Mir brauchen och a vläicht souguer virun allem Efforten am Beräich vun der Gouvernance - fir e franséischt Wuert ze gebrauchen - oder an deem vun der Regierungsführung - fir en däitscht Wuert ze gebrauchen.

Mir wësse ganz gutt, datt all Euro Entwécklungszesummenaarbecht méi e positiven Effet produzéiert an deene Länner a Regiounen, wou uerdentlech regéiert gëtt, wéi an deene Länner a Regiounen, wou dat net de Fall ass.

De Simbabwe an d'Guinée-Conakry sinn zwee vun de Beispiller aus där negativer Kategorie. Mä et gëtt sécherlech och positiv Beispiller, ech wëll hei nëmmen de Mali erwähnen. Besonnesch ernimme wëll ech awer hei de Cap-Vert, deen op der Weltbank hirer Échelle, déi d'Gouvernance miesst, an déi vun null bis sechs geet, e Score vu 4,75 huet, dat heescht mëttelstaark bis ganz staark. Dëst Beispill weist, datt positiv Entwécklung a gutt Gouvernance Hand an Hand ginn.

A well Gouvernance eben eppes mat Entwécklungszesummenaarbecht ze dinn huet a well eng uerdentlech Gouvernance zu bessere Resultater an der Entwécklungspolitik féiert, ass och e permanenten a strukturéierten Dialog tëschent dem Norden an dem Süde vun extremer Wichtegkeet. Dat ass wouer fir Lëtzebuerg, mä dat ass vläicht nach vill méi wouer fir d'Europäesch Unioun.

Duerfir gesinn ech et och als e grousse Progrès un, datt mer et fäerdeg bruecht hunn, am Joer 2005 aus dem Accord de Cotonou, dee mer virun e puer Méint hei gestëmmt hunn, e méi politeschen Accord ze maachen. En Accord, wou déi politesch Aspekter méi am Mëttelpunkt stinn, sief et d'Fro vun de Mënscherechter, déi vun der Demokratie, déi vum Rechtsstat oder och nach Froekomplexer wéi déi vun der internationaler Geriichtsbarkeet oder dem Kampf géint den Terrorismus.

D'Mechanisme vun deem Accord de Cotonou a senger Originalversioun hu sech d'ailleurs säit dem Joer 2000 op villen Terraine bewährt. Dir wësst, datt an deem Accord virgesinn ass, datt do, wou et net klappt mat der Gouvernance, et Regele gi fir iwwert de Wee vum politischen Dialog d'Saachen erëm an d'Réngt ze bréngen, a wann dat net fonctionnéiert, fir dann eréischt d'Aiden ze suspendéieren. Dat ass geschitt am Fall vun der Guinée-Conakry. Dat war och de Fall fir den Togo.

Dat Wichtegst un deem Dialogue politique ass, datt en et méiglech mécht fir d'Schwieregkeeten aus dem Wee ze schafen a fir dann erëm d'Kooperatioun unzekuerbele virun engem positiven an net virun engem negativen Hannergrond vu Gouvernance; esou rezent geschitt am Kader vun de Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an dem Togo.

An deem Sënn begréissen ech et och, datt am zéngte FED, dat sinn déi europäesch Entwécklungsgelder, extra eng „Tranche incitative Gouvernance" virgesinn ass, déi deene Länner zoufléisse soll an deenen uerdentlech regéiert gett. Et geet hei net ëm falsch verstane Bestrofung vun deenen engen oder Belounung vun deenen aneren. Et geet och net ëm nei a komplizéiert Konditionalitéiten. Neen, et geet einfach ëm d'Unerkenne vu Saachen, déi gutt a besser fonctionnéieren an engem wichtegen Domän, nämlech deem vun der Gouvernance.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Et ass mir och ëmmer erëm en Uleies fir mat eise Partner op allen Niveauen an alle méigleche Konfiguratiounen de bilaterale politischen Dialog ze fleegen. Dat erlaabt deem engen et besser ze verstoe wat deem anere seng Suergen a seng Problemer sinn an deemno dorobber anzegoen an no Léisungen ze sichen. Dat erlaabt et och d'ganz Kooperatioun besser ze strukturéieren, well et eben eng Kooperatioun ass, déi op Partnerschaft opbaut an déi déi Partnerschaft och all Dag praktizéiert. A bei där Partnerschaft kënnt et grad fir d'éischt emol drop un, datt deen een deen anere versteet.

Dialogue politique ass gutt, Dialogue politique ass wichteg. Nach bleift, datt et vläicht gradesou wichteg ass deen Dialog duerch konkret Initiativen ze ënnermaueren. Déi Initiativen hëllefen net nëmmen d'Saache konkret ze verbesseren, mä si weisen, datt dat wat ee seet och seriö gemengt ass. Wann een d'Gouvernance zu engem zentralen Thema mécht, dann ass dat gutt, mä wann een et dobäi beléisst, dann huet een nëmmen hallef oder dräi véirels Saache gemaach.

Duerfir ass et wichteg, datt et am Beräich vun der Gouvernance net bei de Wierder bleift, mä datt eng Rei konkret Aktiounen dorauser ervirginn; ouni datt selbstverständlech doduerjer dat primäert Zil vun der Kooperatioun a Fro gestallt géif ginn, mä ebe just fir datselwecht, nämlech d'Éradicatioun vun der Aarmut, am Sënn vun der Gouvernance ze begleeden an esou och ze stäerken.

Genau dat probéiere mer konkret am Kader vum Lëtzebuerger Kooperatiounseffort ze maachen. Esou ënnerstëtze mer beispillsweis de Médiateur de la République am Mali an och wahrscheinlech an Zukunft deen am Senegal. Am nämlechte Senegal si mer amgaang mat der Zivilgesellschaft e Projet auszeschaffen, fir schonns an de Schoulen déi jonk Leit op d'Méfaitë vun der Korruptioun hinzeweisen an ze sensibiliséieren. An Nicaragua ënnerstëtze mer d'Opbaue vun de Gemengen am Sënn vun der Novollzéibarkeet vun hiren Aktiounen duerch de Bierger.

Wa mer vu Gouvernance an Demokratie schwätzen, solle mer awer och, esou jiddefalls meng Iwwerzeegung, ëmmer ganz bescheide bleiwen. Deen, dee mengt e kéint nämlech europäesch oder aner Modeller eent zu eent an Afrika oder op aner Plazen exportéieren, deen iert sech ganz gewalteg.

Et dierf een ni vergiessen, datt déi meescht Länner vun deene mer hei schwätzen eréischt an de 60er Joren onofhängeg gi sinn, nodeems se sech konnte vun der Kolonialherrschaft, meeschtens europäescher Prägung, fräi maachen.

Deen, dee mengt e kéint demokratesch Modeller eent zu eent exportéieren, verkennt och wäitgehendst spezifisch Aspekter mat deene mer an Afrika ze dinn hunn, wéi zum Beispill d'Chefferien oder d'Marabouten, déi eng grouss Roll spillen, an déi Roll dierf een net einfach op der Säit loossen oder erofspillen, wa mer vu Gouvernance schwätzen.

D'Traditioune sinn ni ee fir allemol festgefruer, mä ech warnen awer och do virdru fir dat wat gutt ass un den Traditioune liichtfankeg a Fro ze stellen an iwwer Bord ze geheien. Och hei geet et ëm de sozialen Zesummenhalt, deen d'Basis vun all geuerdnetem Zesummeliewen ass.

A wann een ëmmer erëm muss warne virun Eent-zu-eent-Émplanzunge vun demokratesche Modeller, dann ass et dach esou, datt et am Kader vun der Gouvernance en général an an der Demokratie ganz besonnesch eng Rei Grondbausteng ginn, déi an all zolittem demokratesche Modell indispensabel sinn. Ech wëll der nëmmen e puer zitéieren:

Do ass zum Beispill fir d'éischt de Rechtsstat an d'Séparation des pouvoirs, mat der Nécessitéit vun enger onofhängeger Justiz. Do sinn d'politesch Parteien, déi sech hirer Roll musse bewosst ginn oder sinn, och ausserhalb vun de Wahlcampagnen. Drëttens ka keng Demokratie funktionéieren ouni eng korrekt informéiert Wielerschaft, ouni Pressefräiheet geet et net. Eng dynamesch Zivilgesellschaft ass des Weideren an all demokrateschem System vu grousser Wichtegkeet. Ech kéint déi Opzielung hei nach weiderféieren.

Et geet och ëmmer erëm drëm, déi Demokratiséierungsprozesser ze begleeden. Et muss séchergestallt ginn, datt Länner, wou Wahle gutt verlaf sinn, an déi da vun der ganzer internationaler Communautéit félicitéiert ginn, net einfach vun de Radare vun därselwechter verschwannen an an de Vergiess geroden. Entwécklung a Gouvernance sinn nämlech zwou Facë vun där nämlechter Medail. An Entwécklungsländer, an deenen demokratesch Fortschrëtter ze verzeechne sinn, sinn oft méi wéi jee op Hëllef vu baussen ugewisen. Nëmmen esou kann d'Vertraue vum Bierger an den demokratesche Prozess dauerhaft gestäerkt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei all deem wat ech haut hei soen däerf een ni vergiessen, datt Demokratie eigentlech un éischter Stell Respekt virun deem aneren heescht, dat ass d'Grondbasis. A wa mer dann an eis Iwwerleeungen de Prinzip mat abauen, datt deen, deen demokratesch Modeller eent zu eent exportéiere wëllt, sech gewalteg iert, dann, mengen ech, komme mer duerchaus virun. Ech hu virdrun d'Beispiller vum Liberia a vum Bénin ugeféiert. Ech mengen dat si gutt Beispiller, déi weisen, datt vill Saachen an déi richteg Richtung ginn.

An dann, Här President, wëll ech an dësem Zesummenhang op e leschte Punkt agoen.

Et ginn der, déi Theorien opstellen, deenen zufolleg an Afrika dat jo souwéisou näischt géif gi mat där Gouvernance an där Demokratie, well d'Afrikaner jo näischt géifen dovunner verstoen a souwéisou net kéinten op Traditiounen an deem Domän zréckgräifen, an duerfir - ech zitéiere weider sënngemëiss esou Theorien - géif eng total Incompatibilitéit bestoen tëschent den afrikanesche Kulturen op där enger Säit an dem Prinzip vun der politescher Participatioun a Kompetitioun, deen à la base all demokratesche System ausmécht, op där anerer Säit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll et ganz kloer soen: Dës Theorië stëmmen net. Si stëmme ganz einfach net!

Villméi ass wouer, datt an der Kolonialzäit villes futti gemaach ginn ass an domadder d'Afrikaner zréckgehäit gi sinn. Wouer ass awer virun allem, datt et an der afrikanescher Geschicht duerchaus Strukture vu Gouvernance a vun demokrateschen Usätz ginn.

Dovunner haut ze schwätzen, och wann et nëmme kuerz ass, weist eis eng Form vu Räichtum, déi wäit dovunner ewech ass fir banal ze sinn, déi mer net kennen an déi eigentlech extraordinär ass.

Esou fanne mer zum Beispill a bal alle virkoloniale Gesellschaften de Konzept an d'Praxis vun den Organen, déi kollektiv délibéréieren: Assembléeën oder Conseilen. Och wann et meeschtens no de Regele vun der Unanimitéit gaangen ass, och wann net ëmmer jiddereen Zougang zu deenen Assembléeën hat, an och wann a Saache Gläichstellung vu Mann a Fra villes, jo bal alles, nach ze maache war. Mä trotzdeem, d'Beispiller sinn do:

Bei de Peulen am Weste vun Afrika huet de Conseil aus deenen eelste Männer bestan, mä et huet awer och ëmmer mindestens ee Vertrieder vun deene méi jonke Generatiounen an deene Conseile matgeschwat; bei den Ibo, engem vun de grousse Völker am Nigeria, bestoung de Conseil och aus den Eelsten, awer fir eng Décisioun ze huelen huet de Conseil missen den Accord vun de Vertrieder vun deene méi jonke Generatioune kréien.

A ville vun deene Gesellschafte gouf et och Elementer vun Autoritéit, eng Autoritéit mat där zum Beispill déi Stammeseelst betraut gi sinn. Dëst war de Fall zum Beispill bei de Dogonen am Mali.

An da goufen et op ville Plaze Regelen no deenen dës Autoritéiten designéiert gi sinn. Fir den éischte Keeser vum Mali ze designéiere gouf esou zum Beispill d'Lous gezunn. Dat war - fir et mat de Wierder vum heitege President vum Mali ze soen - sécherlech kee System vun demokratescher Wahl wéi mer en haut kennen, mä dach awer den Ufank vun enger politescher Kompetitioun, an deemno en éischten Usaz vun Demokratie, och wann d'Element vun der Chance eng zentral Roll gespillt huet. Op anere Plazen, wéi bei den Ashanti am Ghana an de Mossi am Burkina Faso, konnt de Rot vun deenen Eelsten de Kinnek ofsetzen, wann en der Meenung war, hie géif net am Interessi vum Vollek handelen.

Finalement zu enger Zäit wéi där vun haut, wou oft déi prekolonial Sklaverei afrikanescher Prägung mam Sklavenhandel, deen Europäer, Amerikaner an Araber praktizéiert hunn, gläichgestallt gëtt, ass et duerchaus erwähnenswäert drop hinzeweisen, datt an enger Rei vun deene Fäll vun afrikanescher prekolonialer Sklaverei d'Sklaven duerchaus mat décidéiert hunn.

Bei den Dereren am Senegal huet esou zum Beispill de Chef vun de Sklaven eng wichteg Roll gespillt, wann et drëms gaangen ass en neie Kinnek ze designéieren an hien huet de Kinnek och während sengem Règne beroden. Bei de Mossi am Burkina Faso war de Chef vun de Sklave gläichzäiteg Finanzminister an de Chef vun der Infanterie, deen zwar net huet dierfen op e Päerd klammen, well hien zu de Sklave gehéiert huet an d'Päerd als ze vill en nobelt Déier fir hien ugesi ginn ass, mä hien hat de Pouvoir fir de Premierminister ze ersetzen. Hie war also esou eppes wéi ee Vizepremier.

Fir ofzeschléisse wollt ech drop hiweisen, datt net nëmmen d'Iddië vu Matsproocherecht a Gouvernance eng Geschicht an Afrika hunn, mä datt bis zréck an d'13. Jorhonnert Elementer ze fanne sinn, déi weisen, datt schonn deemools, am 13. Jorhonnert, d'Konzept vun de Mënscherechter an Afrika amgaang war säi Wee ze fannen, zu enger Zäit, wou Afrika nach iwwerhaapt kee Kontakt mat Europa hat.

Ech denken hei un d'Charte du Mandé, déi 1222 vum éischte Keeser vum Mali proklaméiert gouf. Den Text dovun ass zwar jorhonnertelaang nëmme mëndlech weidergi ginn an eréischt 1981 schréftlech fixéiert ginn, esou datt mer net wësse wéi den Originaltext genau ausgesinn huet, awer de Sënn ass schonn deemools, 1222, deeselwechte gewiescht.

Deen éischte Paragraph vun dëser Charte weist definitiv, datt mer mat den Afrikaner eng gemeinsam Basis hu fir Demokratie a Gouvernance weiderzeentwéckelen. Do steet nämlech Folgendes geschriwwen:

«Toute vie humaine est une vie. Il est vrai qu'une vie apparaît à l'existence avant une autre vie, mais une vie n'est pas plus ancienne, plus respectable qu'une autre vie, de même qu'une vie n'est pas supérieure à une autre vie.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Bild, wat ech haut hei opgezeechent hunn, ass e komplext. Et ass e Bild, dat ass wéi d'Saache sinn, ebe komplex. Et ass e Bild, dat iwwert de Kader vun der klassescher Kooperatioun erausgeet. Et war mer awer wichteg dat Bild haut hei ze zeechnen, well et weist, datt dat eent mat deem aneren eppes ze dinn huet an déi eng Saache vun deenen aneren ofhänken.

Mir brauchen haut méi wéi jee déi klassesch Kooperatioun, mä si eleng geet net duer wa mer wëllen op Dauer eppes erreechen. Mäi Bild weist, denken ech, wou d'Enjeue vun deenen nächsten zéng, 20 an 30 Joer sinn, wa mer vun de Relatiounen tëschent dem Norden an dem Süde schwätzen. Dat Bild ka selbstverständlech net komplett sinn, a Froe wéi déi vun de Migratiounen, der Ëmwelt, der Roll vun der Fra oder nach déi vun de politesche Krisen an den humanitäre Réckschléi gehéiere sécher och dozou.

Dat Bild, wat ech haut hei gezeechent hunn, ass awer virun allem e Bild vu Chancen an Opportunitéiten. Chancen an Opportunitéite fir méi eng gerecht Welt. Chancen an Opportunitéite fir eng nohalteg Entwécklung, iwwert d'Grenze vun Europa eraus. Chancen an Opportunitéite fir honnerte vu Milioune vu Mënsche sech aus de Fessele vun der endemescher Aarmut ze befreien. Chancen an Opportunitéite fir eng Entwécklung, déi op eng friddlech Manéier Süden an Norde méi no bréngt. Bref, Chancen an Opportunitéiten, fir datt d'Welt vu muer anescht ausgesäit wéi déi vun haut.

Pake mer déi Froe vun der Gouvernance an déi vum internationale Commerce an deenen nächsten zéng, 20 an 30 Joer richteg un; maache mer dat zesumme mat engem konsequente Kooperationseffort am klassesche Sënn vum Wuert, jo, da kënne mer et fäerdeg bréngen. Maache mer dat net, esou fäerten ech, datt dës Generatioun als déi Generatioun an d'Geschicht riskéiert anzegoen, déi d'Chance hat et ze maachen, mä déi dës Chance verpasst huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech ginn Iech Akt vun Ärer Deklaratioun. Muer de Mëtteg um hallwer dräi wäert d'Chamber mat der Debatt iwwert d'Deklaratioun ufänken.

Ech wollt dann d'Chamber consultéieren iwwert déi Resolutioun, déi den Här Gibéryen agereecht huet. Den Här Fayot freet d'Wuert.

10. Résolution de M. Gast Gibéryen au sujet de la situation politique en Russie

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech géif dem Här Gibéryen proposéiere se an d'aussepolitesch Kommissioun ze verweisen, wou mer schonn iwwregens iwwert dat Thema diskutéiert hunn. Ech wëll och rappeléieren, dass mer d'lescht Woch russesch Sénateuren hei an der Chamber haten, mat deene mer och iwwert déi Virfäll geschwat hunn. Ech mengen, och wéinst deene méi allgemeng politeschen Aussoen, déi an der Motioun dra sinn, wär et gutt wa mer dat géife virdrun an der Kommissioun diskutéieren.

M. le Président.- Här Gibéryen, sidd Dir domadder d'accord?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech sinn domat averstanen.

M. le Président.- Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vun de Projets de loi 5594A a 5594B iwwert d'Coproduction audiovisuelle. Béid Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Deemno huet den Här Rapporteur 15 Minutten. Här Deputéierte Santer, Dir hutt d'Wuert.

11. 5594A - Projet de loi portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Autriche, signé à Vienne, le 23 janvier 2006

5594B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

Rapport commun de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi initial Versioun vum Projet 5594, deen de 5. Juni 2006 déposéiert gouf, hat zwee Deeler: éischtens en audiovisuelle Kooperatiounsaccord mat Éisträich, an zweetens Ännerungen um Steierregime wéi déi audiovisuell Investitiounscertificater.

De Statsrot war awer der Meenung - an dat zu Recht -, datt de Projet de loi zwee fundamental verschidden Objektiver hätt. Dofir huet hie virgeschloen, aus engem Projet de loi der zwee ze maachen. Deem Virschlag ass d'Chamberskommissioun nokomm. Dofir, de Projet de loi 5594A handelt iwwert de Kooperatiounsaccord mat Éisträich, a beim Projet de loi 5594B geet et ëm déi audiovisuell Investitiounscertificater.

Här President, duerch den audiovisuelle Kooperatiounsaccord mat Éisträich gesti béid Vertragsparteie géigesäiteg engem Film hir Nationalitéit zou, esou datt an dësem Fall déi concernéiert Filmer zu enger lëtzebuergesch-éisträichescher oder éisträichesch-lëtzebuergescher Koproduktioun géife ginn. Esou kréien d'Filmproduzenten d'Méiglechkeet, op d'Filmförderung vun deenen zwee Länner zréckzegräifen. Dofir muss ënner anerem de Filmproduzent säi Sëtz zu Lëtzebuerg oder Éisträich hunn an tëschent 20 an 80% vum Filmbudget selwer erbäibréngen. Heizou hat de Statsrot keng weider Commentairen.

Här President, de Steierregime fir e Certificat d'investissement audiovisuel kann een eendeiteg als Succès bewäerten. Den ablackleche Regime, deen duerch e Gesetz vum 21. Dezember 1988 agefouert gouf, wier am Joer 2008 ofgelaf. De Projet de loi verlängert d'Gültegkeet vun dësem Steierregime bis 2015, an dat huet och seng gutt Grënn. Säit 1988 goufen iwwer 200 Milliounen Euro an déi lëtzebuergesch Filmindustrie gestach. Ongeféier 400 Filmer koumen an de Genoss vun dëse Finanzmëttelen an iwwer 300 Techniker oder soss Professioneller schaffen an dësem Secteur.

Dëse Projet de loi verlängert awer net nëmmen de Regime vun den audiovisuelle Steiercertificater bis 2015, mä en ännert och de Regime op e puer wichtege Punkten. Bis elo konnten nëmme Kapitalgesellschaften, also Sociétés anonymes oder Sociétés à responsabilité limitée, vum Regime profitéieren. Elo kommen och Genosseschaften - also d'Sociétés coopératives - derbäi.

Den ablacklechen Artikel 4 vum Gesetz gesäit vir, datt d'Wierker missten haaptsächlech um Territoire vun eisem Land realiséiert ginn.

(Interruption)

Déi Europäesch Kommissioun huet schonn 2004 Bedenke geäussert, datt d'Limitatioun u Produktiounsstätten an engem Memberstat géint de Bannemaart géif verstoussen. Dofir gëtt d'Gesetz vun 1988 ofgeännert, andeems et elo heescht, datt d'Filmer an der Europäescher Unioun, a besonnesch op eisem Territoire misste realiséiert ginn.

De Statsrot huet dozou gemengt, datt ee sollt ofwaarde bis déi Europäesch Kommissioun hir Virschléi fir d'Applikatioun vun de Statsbäihëllefen am audiovisuelle Beräich an allen EU-Memberstaten néiergeschriwwen hätt. D'Chamberskommissioun ass net där Meenung, well dësen neie Libellé der Lëtzebuerger Filmindustrie nei Chancen opmécht. Bis elo gouf déi steierlech Förderung berechent, andeem déi effektiv Produktiounskäschten, déi an eisem Land ugefall sinn, berücksichtegt goufen. Dat soll mat dësem Projet de loi ofgeännert ginn. Elo ginn d'Produktiounskäschten, déi an eisem Land an an engem anere Memberstat vun der Europäescher Unioun, an d'Berechnung mat abezunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Filmindustrie dréit zwar zur wirtschaftlecher Entwécklung an der Beschafung vun Aarbechtsplazen an eisem Land bäi an ass eng interessant an net onwichteg Komponent vun eiser Mediepolitik, mä d'Filmindustrie ass awer - a besonnesch am Kader vum Kulturjoer - e Kulturgutt, dat zur Entwécklung vun eisem Land souwéi zur Identitéit vun eiser Gesellschaft vill Importenz bäidréit.

Ech wëll hei d'Geleeënheet notzen, fir un déi rezent Succèsë vun der Lëtzebuerger Filmindustrie am Ausland ze erënneren. Esou krut de Kuerzfilm „Starfly" vun der Lëtzebuerger Réalisatrice Beryl Koltz de Méliès d'or vum beschten europäesche Kuerzfilm um internationale Filmfestival an der finnescher Stad Espoo. Dëse Film vu Samsa Film huet bannen engem Joer zwielef Auszeechnungen um internationale Parquet krut. Um Festival du film d'animation vun Annecy a Frankräich krut de Film «Renaissance» vum Christian Volckman de Grand-Prix du long métrage, an den «Zombie Hotel» vun der Produktiounsfirma LuxAnimation de Prix spécial pour une série télévisée.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës international Succèsë maachen op hir Aart a Weis Reklamm fir eist Land, awer och déi geschafen Aarbechtsplaze si wichteg fir Lëtzebuerg. Dës Projet-de-loien droen zur Konsolidatioun vun der Lëtzebuerger audiovisueller Politik bäi. Dofir géif ech mech freeën, wann déi zwee Projeten eng breet Zoustëmmung heibanne kéinte fannen. An ech ginn heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Santer. Wie wëllt d'Wuert nach zu dësem Projet ergräifen? Den Här Goerens.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi de Rapporteur et zu Recht gesot huet, geet et hei ëm zwee Projeten. Deen een ass den Accord mat Éisträich. Doriwwer ass ze soen, datt déi bilateral Accords de production wahrscheinlech hir Raison d'être hunn, mä et ass awer trotzdeem erstaunlech, datt an engem europäesche Maart nach ëmmer mat bilateralen Accorde geschafft gëtt. Ech wollt déi Anormalitéit just hei ervirsträichen.

De But vun dësem Projet - vun deem Accord de coproduction - ass, fir d'Relatiounen tëschent de Produzenten an de Cinéasten an deene respektive Länner ze förderen. Dat gëtt natierlech den Acteuren hei am Land d'Méiglechkeet, fir nei Partenairen ze fannen, an dat ka jo och dann nëmmen am Intérêt si vun der Saach. Dofir gi mer och am Prinzip dësem Projet eisen Accord.

Ech wollt och eppes soen zu deem zweete Projet, dem 5594B iwwert de Régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel. Do gëtt eng duebel Finalitéit viséiert bei deem Projet: éischtens d'Konformitéit mat den Dispositions communautaires, an zweetens d'Extensioun vun deem Projet, deen ausgelaf wier - wéi och éineschters erwähnt ginn ass - 2008 op 2015.

Mir sinn der Meenung als Demokratesch Partei, datt den europäesche Maart net däerf zou si fir déi dote Produktiounen. Op där anerer Säit - ech hat elo bal gesot Exceptions culturelles - wësse mer awer, datt d'Diversité culturelle eis à coeur läit, a mir sinn der Meenung, datt mer och vu Lëtzebuerg aus e puer Spezifissitéiten do mat kënnen abréngen.

Wat erstaunlech ass, dat ass, datt dee Projet, déi Förderungsmoossnamen, déi 1988 lancéiert goufen, awer mat der Zäit un Attrait verluer hunn. Dat ass doduerch ze erklären, well eng Partie aner Länner, notamment Nopeschlänner, och hir Producteuren ënnerstëtzen, Koproduktiounen ënnerstëtzen, an et gesäit haut net méi gradesou roseg aus, wéi de Minister Biltgen dat nach den 3. Juli 2003 hei an der Chamber konnt soen iwwert d'Accords relatifs à la coproduction avec la France et l'Allemagne.

Ech zitéieren hei de Minister aus senger Ried vun 2003 mat folgendem Wortlaut: „Wéi wäit si mer mam Secteur économique?" - freet den Här Biltgen - „Wa mer kucken, wat mer hunn, hu mer eng ronn 40 Produktiounsgesellschaften, emol méi grousser, emol méi klenger, déi eng ronn 100 permanent Ugestallter hunn, 50 Sociétés de services spécialisés, dräi Sociétés de distribution a véier Animatiounsgesellschaften, déi insgesamt eng 80 Leit beschäftegen.

Wa mer da kucken, wat mer elo wierklech vun einheimeschen, ech schwätzen net nëmme vu Lëtzebuerger, Filmschaffende mëttlerweil hunn, dann ass dat och beachtlech. Et sinn eng 37 Réalisateuren, dovunner 29 Lëtzebuerger, eng 40 Acteuren, déi een ëmmer erëm erëmfënnt. Mir hunn eng 450 Techniker, dovunner der 380, déi zu Lëtzebuerg wunnen, an 250, déi Lëtzebuerger sinn, déi zu Lëtzebuerg schaffen."

A weider fiert den Här Biltgen mam Saz: „Eleng déi Zuel ass en Zeechen, dass et gutt war, fir an deen dote Secteur ze investéieren, well mer och hei enger Partie Einheimeschen d'Méiglechkeet ginn, an deem Secteur ze schaffen. Déi schaffen natierlech net nëmmen zu Lëtzebuerg. Déi schaffen och an der Groussregioun. Doduerch, dass zu Lëtzebuerg Filmer produzéiert ginn, hunn déi Techniker eng Méiglechkeet eranzekommen, léiere Leit kennen, an déi embauchéiere se fir aner Produktiounen. Dat ass schonn e gewëssene Succès, an op dee Succès solle mer stolz sinn."

A wéi gesäit et haut aus? Mir brauchen nëmme just den Exposé des motifs ze liesen. Do steet dran: «Une trentaine de sociétés de production sont actuellement actives sur le terrain au niveau de la création d'oeuvres de fiction, d'animation et de documentaires. Plus de 300 techniciens et professionnels vivent des métiers de l'audiovisuel et il existe au Luxembourg cinq studios de prise de vues et d'animation.»

Dat hei si jo awer trotzdeem inquiétant Chifferen, wann ee bedenkt, datt mer awer vill Fongen investéiert hunn. Et gesäit een och eng Evolutioun, e Réckgang an den Ënnerstëtzungsmoossnamen. 2001 war de Montant vun den Dépensen, déi an deem do Kader effectuéiert goufen, ronn 50 Milliounen Euro. Dann ass en 2006 op 24 erofgaangen. Dat beweist am Fong, datt den Attrait vu Lëtzebuerg net méi deen ass, deen en emol war. Et erklärt sech och vläicht duerch zwou Faillitë vu Produktiounsgesellschaften.

An d'Fro ass natierlech déi, déi ech dem Minister och wollt stellen, nämlech wéi e gedenkt, déi do Tendenz ze inversëieren?

Compte tenu vun deene puer Remarquë wollt ech den Accord gi vun eiser Fraktioun, well mer aus deene Grënn, déi ech a mengen aleedende Bemierkunge gesot hunn, mengen, et soll een déi Produktioun do ënnerstëtzen.

Mir soen dat och aus der Oppositioun eraus. Mir haten och deemools 1988 mat deemselwechte Statut eisen Accord ginn zu deene Produktiounsförderungsmoossnamen, déi säithier a Kraaft sinn, an déi wéi gesot awer eng inquiétant Evolutioun geholl hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Schreiner huet d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Jo, just ganz kuerz, och fir ze soen am Numm vun der LSAP, dass mer éischtens emol dem honorabelen Här Patrick Santer Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht, an dass mer der Meenung sinn, dass dat hei zwee wichteg Projet-de-loië sinn: wichteg fir eist Land, fir eis Filmindustrie, fir eis Kultur, fir eis Ekonomie. Si reie sech allen zwee an an d'Bestriewunge vun dëser Regierung an och deene jeeweilege viregte Regierungen, fir de Secteur vun der audiovisueller Produktioun weider ze développéieren a fir de Produzente besser Bedingungen ze verschafen.

Et ass jo esou, dass Lëtzebuerg eigentlech keng laang Traditioun, wat Filmproduktiounen ugeet, huet. Och wann déi éischt lëtzebuergesch Filmer scho virum Éischte Weltkrich gedréint goufen, ass et awer esou, dass eréischt eigentlech an den 80er Joren esou richteg d'Filmproduktioun hei zu Lëtzebuerg an d'Rulle komm ass. Zënterhier ginn am Duerchschnëtt Joer fir Joer iwwer eng Dose lëtzebuergesch Filmer produzéiert. Dës Filmer sinn awer bal alleguerten en coproduction mat auslännesche Firmae gedréint ginn.

Eis national Gegebenheeten, wéi zum Beispill d'Taille vum Marché oder eis éischter kuerz Filmtraditioun, féieren dozou, dass eis lëtzebuergesch Produktiounsfirme meeschtens op auslännesch Firmaen eben zréckgräife mussen, fir iwwerhaapt ee Film zustanen ze kréien. An dëser Hisiicht sinn ebe just Koproduktiounsaccorde mat anere Länner am Filmsecteur immens wichteg a begréissenswäert.

An deene leschte Joren hu mer jo esou Accorden ausgehandelt mat ënner anerem Kanada, mat Frankräich, mat Däitschland. Elo da mat Éisträich; Irland ass nach an der Maach. Dës Koproduktiounsaccorden er-

Sommaire des séances publiques

Rectificatif: Motion de M. Henri Kox concernant le projet de loi 4985 relatif aux chiens (vote) page 319
Communications pages 319-320
5702 - Proposition de loi visant à modifier la Constitution - Auteur: M. Aly Jaerling
5703 - Proposition de loi sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes - Auteur: M. Carlo Wagner page 320
Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 320
Ordre du jour page 320
Dépôt d'une résolution par M. Gast Gibéryen page 320
Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Gilles Roth pages 320-321
Composition des commissions parlementaires et des délégations auprès des assemblées parlementaires internationales page 321
Heure de questions au Gouvernement
- Question N°171 du 24 avril 2007 de M. Marc Spautz relative aux règlements grand-ducaux portant exécution de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi pages 321-322
- Question N°172 du 20 avril 2007 de M. Alexandre Krieps relative à l'introduction d'un système de comptes épargne-temps, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi page 322
- Question N°173 du 20 avril 2007 de M. Marc Angel relative au futur Musée de la Forteresse, adressée à M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 322
- Question N°174 du 20 avril 2007 de M. Jacques-Yves Henckes relative au droit de garde des enfants dans le cadre d'un divorce, adressée à M. le Ministre de la Justice page 322
- Question N°175 du 24 avril 2007 de M. Laurent Mosar relative aux conclusions du Conseil «justice et affaires intérieures» de l'Union européenne du 19 avril 2007 et plus particulièrement en matière de divorce, adressée à M. le Ministre de la Justice pages 322-323
- Question N°176 du 23 avril 2007 de M. Henri Grethen relative à la conclusion d'une convention de succession entre la France et le Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget page 323
- Question N°177 du 23 avril 2007 de M. Romain Schneider relative à la fermeture de la ligne 895 Wiltz - Derenbach - Lentzweiler, adressée à M. le Ministre des Transports page 323
- Question N°178 du 24 avril 2007 de M. Xavier Bettel relative aux demandes des communes d'un renforcement d'effectif des policiers avant le recours à des sociétés de gardiennage, adressée à M. le Ministre de la Justice pages 323-324
- Question N°179 du 24 avril 2007 de Mme Martine Stein-Mergen relative au règlement (CE) N°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol et notamment concernant les différences d'interprétation au niveau des pays membres, adressée à M. le Ministre des Transports page 324
- Question N°180 du 24 avril 2007 de M. Charles Goerens relative à l'adoption par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) du texte du «Résumé pour les décideurs» de la deuxième partie de son rapport 2007, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 324
- Question N°181 du 24 avril 2007 de M. Charles Goerens relative au risque de délocalisation hors de l'Union européenne d'activités hautement polluantes afin de diminuer de 20% la production de gaz à effet de serre, adressée à M. le Ministre de l'Environnement pages 324-325
Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire, présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire pages 325-328
Résolution de M. Gast Gibéryen au sujet de la situation politique en Russie page 328
11. 5594A - Projet de loi portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Autriche, signé à Vienne, le 23 janvier 2006
et
5594B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel pages 328-329

méiglechen eben eise Lëtzebuerger Firmaen, Synergië mat auslännesche Produktiounsfirmaen ze entwéckelen, andeems déi spezifesch Avantagen, déi eenzel Länner ubidde kënnen, da cumuléiert ginn.

Mir ginn dovun aus, dass och dësen Accord mat Éisträich dozou wäert bäidroen, fir de Produktiounsvolume vu Filmer ze steigeren, mä och en Échange am Beräich vläicht vun der Promotioun kënnen ze maachen, am Beräich vun der Promotioun, mä och am Beräich vun der Distributioun an an der Formatioun.

Ech mengen, zum zweete Projet de loi ass alles gesot, wat d'Certificats d'investissement audiovisuel ugeet. Mir begréissen natierlech d'Verlängerung bis 2015. Mir begréissen och, dass d'Produktiounsfirmaen, déi d'Form vun enger Société coopérative hunn, elo och do vun deem Steierabattement kënne profitéieren, a mir begréissen och, dass d'Clause de territorialisation, also de Fait, datt staatlech Produktiounshëllefen nëmmen u Filmer fléissen, déi zu Lëtzebuerg realiséiert goufen, elo ofgeschaf gëtt, wat den europäesche Bannemaart och am Filmberäich wäert ukuerbelen.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun der LSAP zu deenen zwee Projets de loi hei matginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, déi gréng Fraktioun gëtt och hir Zoustëmmung. Si seet dem Rapporteur Merci fir seng Aarbecht.

Just an engem klenge Saz wëlle mer awer och hiweisen op grad deen dach Succès, deen dëse Modell huet. Och wann en e bëssen e puer Säiten huet mat e bësse Schiet am Moment - dat soll een net leegnen, d'Beem wuessen net an den Himmel, dat ass also näischt, wat vum selwe leeft -, ass et awer trotzdeem keen Auslafmodell. Wat mer hei maachen, dat ass derwäert, dass ee sech weider drëm beméit an dee Modell probéiert auszebauen.

Grad och deen dach Succès vun dësem Modell beweegt eis Gréng och haut nees eng Kéier dozou ze widderhuelen, dass mer der Meenung sinn, dass et derwäert wär ze probéieren och en télévisuelle Standuert hei zu Lëtzebuerg opzebauen am Kontext - net eleng, awer och - vun enger Extensioun vun der Grille des programmes vun RTL.

Mir hunn déi Iddi hei scho virgedroen. Mir maachen dat haut net nach eng Kéier, mä mir wëlle weisen an och haut nach eng Kéier drun erënneren, dass dat, wat fir d'Filmproduktioun funktionéiert huet, ouni Weideres och kéint funktionéiere fir een télévisuelle Secteur hei zu Lëtzebuerg opzebauen, a mir wäerten déi Iddi an den nächste Wochen, Méint an och Joren als gréng Fraktioun hei weider verdeedegen, well mir mengen, dass et eng richteg Iddi ass.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Minister Schiltz huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications*.- Här President, ech wollt dem Rapporteur an de Virriedner Merci soen. Si hunn e relativ komplett Bild vun der Situatioun gezeechent, esou datt ech mech kann extrem kuerzfaassen. E Bild, fir et mam Här Braz senge Wierder ze soen, wat positiv Aspekter huet. Den Här Santer huet zu Recht op all déi Succèsen higewisen, mä et huet och e puer méi Schietsäiten, well mer effektiv am Secteur an deene leschte Joren déi eng oder aner Faillite haten.

Nichtsdestotrotz lieft de Secteur. Mir hunn de Moment 300 Techniker a Professioneller, déi aktiv sinn; eng ronn 10, 15 Produktiounsgesellschaften, déi och aktiv sinn. Wouer ass, datt mer trotz deene Studioen, déi mer hunn, kleng Studioen, Animatiounsstudioen, e Problem hu mat engem grousse Studio - och de Moment. Dat alles verhënnert awer net, datt de Secteur sech trotz allem gutt développéiert. En développéiert sech an engem internationale Kader. Duerfir och deen Accord de coproduction mat Éisträich.

Meng Virriedner hunn drop higewisen, wat fir eng aner Länner en Accord de coproduction mat eis ënnerschriwwen hunn. Ech wëll derbäifügen, datt mer a Verhandlunge mat der Schwäiz an Irland sinn.

Mir hunn, wéi eng ganz Rei vun de Virriedner et gesot hunn, fir d'éischt no Europa hin opgemaach, andeem mer déi Territorialisatioun net ofgeschaaft hunn, mä andeem mer se atténuéiert hunn, dat heescht d'Filmer si Filmer, déi européesch Filmer sinn, mä awer insbesondere och lëtzebuergesch Filmer sinn. Dat heescht, de lëtzebuergeschen Aspekt verschwënnt net. Duerfir verschwënnt och net de Retour économique hei, an duerfir ass et richteg ze soen, datt et e Secteur ass, deen op der Schnëttstell vun der Ekonomie a vun der Kultur ass.

Elo mag dee Retour économique e bëssen anescht gewiicht sinn an Zukunft, an d'Zuele wäerten och vläicht net déi nämlecht sinn, mä de Prinzip bleift awer bestoen. Mir hunn no Europa opgemaach, mä mir hunn awer och, an dat war eigentlech dat zweet Objektiv vun deene Gesetzer hei, wëllen dem Secteur erëm Loft ginn, well déi zwee, dräi Réckschléi, déi mer hate mat Failliten an och mat Gesellschaften, déi no laanscht d'Faillite geschliddert si respektiv Schwieregkeeten haten, maachen eis Suergen.

Ech versprieche mer dovunner, datt mer mat deem Gesetz hei erëm kënne besser produzéieren, mer erëm kënne méi produzéieren a mer och kënnen duerfir erëm méi hei zu Lëtzebuerg produzéieren. An deem Sënn maache mer eis no Europa op. Mir ginn dem Secteur Loft, an ech menge sans doute ass dat eng gutt Saach.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn von der Debatt ukomm a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5594A.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5594A et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5594A ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Mir kommen dann zum Vote vum Projet de loi 5594B.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5594B et dispense du second vote constitutionnel

Och dëse Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel fir déi zwee Projeten?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.29 heures)

Chambre des Députés
Compte rendu officiel
Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek
Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1
Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange
Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1451	Mme Sylvie Andrich-Duval et M. Marcel Oberweis	Étude publiée sur le risque de cancers pour les résidents vivant dans les alentours directs d'incinérateurs
1471	M. Romain Schneider	Jours fériés légaux de l'année 2008
1491	M. Marc Spautz	Affectation future des terrains ayant appartenu au groupe Arcelor
1508	M. Félix Braz	Année européenne de l'égalité des chances
1526	M. Xavier Bettel	Loi du 12 novembre 2002 concernant le gardiennage et la surveillance
1547	M. Laurent Mosar	Circulation des poids lourds la nuit
1552	M. Marcel Oberweis	Parc automobile de l'État
1553	M. Camille Gira	Présence de pesticides dans les eaux souterraines et de surface
1555	M. Aly Jaerling	Taux d'absentéisme dans la fonction publique
1557	M. Aly Jaerling	Déductions fiscales pour personnes payant des soins et des frais d'hébergement en maison de soins ou CIPA
1561	M. Jacques-Yves Henckes	Tests standardisés au niveau national
1562	M. Jean-Pierre Koepp	Statistiques sur les «frontaliers» luxembourgeois
1567	M. Xavier Bettel	Libéralisation du fret ferroviaire
1568	M. Jean Huss	Pathologies provoquées par une exposition au bruit
1571	M. Claude Adam et Mme Viviane Loschetter	Ratification de la Charte sociale européenne
1572	M. Claude Adam et M. Camille Gira	Office social
1573	Mme Marie-Josée Frank	Année culturelle 2007
1574	M. Aly Jaerling	Minerval
1575	M. Gast Gibéryen	Rapport de l'Unicef sur les enfants dans les pays de l'OCDE
1576	M. Ali Kaes et M. Marco Schank	Taxes d'inscription pour l'enseignement musical public
1578	M. Aly Jaerling	Droit individuel à la pension
1579	M. Jean-Pierre Koepp	Exonération de la taxe sur les véhicules automoteurs des véhicules immatriculés au nom de l'État, des communes et de la Cour grand-ducale
1583	M. Jean-Pierre Koepp	Fouilles de sécurité à l'Aéroport de Luxembourg
1584	M. Ben Fayot	Avenir de la castellologie luxembourgeoise
1586	M. Jean-Pierre Koepp	Animaux domestiques exotiques
1588	M. Robert Mehlen	Versement des primes d'exploitation pour l'exercice 2006 aux entreprises agricoles
1592	M. Aly Jaerling	Déboisement de forêts tropicales dans la République démocratique du Congo
1593	M. Camille Gira	Taxe sur les carburants
1594	M. Marcel Oberweis	Mécanismes de Développement propre du Protocole de Kyoto (MDP)
1596	Mme Marie-Josée Frank	Formation en soins infirmiers
1599	Mme Martine Stein-Mergen	Demandeurs d'asile irakiens
1602	M. Xavier Bettel	Incendie au sein du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL)
1603	M. Marc Spautz	Prix d'hébergement pratiqués par les Centres Intégrés pour Personnes Âgées (CIPA) et autres structures d'accueil
1604	M. Marcel Oberweis	Biocarburants
1605	M. Marc Spautz	Éventuelle fusion entre Cegedel et Soteg
1607 urgente	Mme Martine Stein-Mergen	Remboursement du nouveau code de visite majorée en médecine générale (V8)
1608	M. Henri Grethen	Quotas de pollution alloués gratuitement par l'État aux grands établissements industriels luxembourgeois
1609	M. Henri Kox	Système de subventionnement des énergies renouvelables («feed-in»)
1610	M. Carlo Wagner	Répartition par circonscription électorale des grands projets d'infrastructure de l'État
1612	M. Aly Jaerling	Prévention dans le domaine de la santé
1613	Mme Nancy Arendt	Circulation des poids lourds pendant les week-ends et jours fériés
1614	M. Xavier Bettel	Circulation de poids lourds traversant le Luxembourg lors de jours fériés dans les pays voisins
1619	M. Claude Adam	Matériel didactique pour les débats sur le réchauffement global dans les écoles
1620	M. Robert Mehlen	Distribution contrôlée de drogues synthétiques
1621	M. Aly Jaerling	Résidence secondaire à l'étranger
1622	M. Félix Braz	Fouilles effectuées par des services de gardiennage
1623	M. Laurent Mosar	Augmentation du taux minimal des droits d'accises sur le gazole professionnel
1624	M. Marcel Oberweis	Renaturation de l'Alzette entre Lorentzweiler et Lintgen
1625	M. Claude Meisch	Augmentation du taux minimal des droits d'accises sur le gazole professionnel
1627	M. Marc Spautz	Heures de travail supplémentaires
1630	M. Aly Jaerling	Pistolets à électrochoc
1631	M. Laurent Mosar	Secteur des loteries
1632	M. Carlo Wagner	Valeurs de la réserve de compensation du régime général d'assurance pension pouvant être investies à travers un Organisme de Placement Collectif (OPC)
1633	M. Aly Jaerling	Vente de médicaments par Internet

Question 1451 (7.12.2006) de **M. Marcel Oberweis** et **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**étude publiée sur le risque de cancers pour les résidents vivant dans les alentours directs d'incinérateurs:**

Selon l'étude du professeur Gilles Brücker, directeur général de l'Institut National de Veille Sanitaire (INVS), établissement public de l'État français, parue le 30 novembre 2006, le risque de développer un cancer du sein et du foie s'accroît au contact des fumées d'incinérateurs d'ordures ménagères.

Sachant que les centrales d'incinération brûlent des ordures diverses, entre autres des matières plastiques et des métaux, dégageant de nombreuses substances toxiques (furanes, dioxines et hydrocarbures aromatiques polycycliques) pouvant être inhalées ou risquant de contaminer le sol, les végétaux et l'eau, cette étude a révélé que 135.500 cas de cancers ont été enregistrés pendant la décennie 1990 au sein de la population de quatre départements (Isère, Bas-Rhin, Tarn et Haut-Rhin) où 16 incinérateurs avaient été installés.

D'après les recherches effectuées, il existe un lien statistique significatif entre l'exposition aux émissions des incinérateurs et l'augmentation de certains cancers. L'étude met également en évidence un risque accru pour deux autres formes de cancers, les lymphomes malins non hodgkiniens et les sarcomes des tissus mous.

Quoique les incinérateurs actuels soient moins polluants et mieux contrôlés, et ceci grâce à l'évolution de la réglementation européenne en la matière, le risque de contamination des habitants résidant autour d'une centrale d'incinération reste présent.

Dans ce contexte nous voudrions poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Au vu des faits relatés, est-ce que le Ministre peut nous assurer que tous les contrôles en relation avec le dégagement des émissions toxiques de la seule centrale d'incinération du pays sont effectués de telle manière que la population ne soit pas exposée à ce risque de cancers?

Réponse (27.3.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Les honorables Députés se réfèrent à une étude d'incidence des cancers à proximité des usines d'incinération d'ordures ménagères dont les résultats préliminaires ont été publiés en novembre 2006 par l'Institut de veille sanitaire, établissement public de l'État français. Dans l'étude, la dioxine a été utilisée comme «traceur» de la pollution émise par les incinérateurs.

Au Luxembourg il existe une usine d'incinération de déchets ménagers située à Leudelange et ayant une capacité de traitement de déchets de 125.000 tonnes par an.

Les émissions annuelles de dioxines et furannes en 1990 sont estimées à quelque 13.000 milligrammes. Après modernisation de l'installation de dépollution en 1995, les émissions de dioxines et furannes ont baissé significativement et s'élevaient en 2004 à cinq milligrammes par an.

Une multitude de polluants dans les rejets dans l'atmosphère en provenance de l'usine sont mesurés en continu dont notamment les poussières et le carbone organique total. Ces derniers permettent de contrôler globalement les rejets dans l'atmosphère y compris la dioxine. Les résultats des mesures en continu sont communiqués régulièrement à l'Administration de l'Environnement. Le contrôle du bon fonctionnement des appareils de mesure en continu et leur calibrage sont effectués régulièrement par des organismes agréés par le Ministre de l'Environnement et sous la surveillance de l'Administration de l'Environnement.

Les émissions de dioxines et furannes elles-mêmes sont mesurées une fois par an pendant plusieurs jours par des organismes agréés par le Ministre de l'Environnement. Les résultats des mesures sont également communiqués à l'Administration de l'Environnement.

D'autre part, les analyses récentes de biosurveillance au voisinage de l'usine d'incinération à Leudelange ne montrent pas de situation anormale. La concentration moyenne en dioxines et furannes par accumulation de légumes feuilles se situe à un niveau recommandé par l'Organisation Mondiale de la Santé.

Les contrôles effectués sur les rejets dans l'atmosphère de l'unique usine d'incinération de déchets ménagers au Luxembourg sont appropriés par rapport aux rejets ob-

servés et correspondent à l'état de la technologie en matière d'échantillonnage et d'analyse. Les contrôles peuvent être considérés comme suffisant pour constater que l'exposition de la population au risque de cancer est limitée à un strict minimum.

Question 1471 (19.12.2006) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant les **jours fériés légaux de l'année 2008:**

La loi du 8 mars 2002 portant modification de la loi modifiée du 10 avril 1976 portant réforme de la réglementation des jours fériés légaux définit entre autres la marche à suivre lorsqu'un jour férié légal tombe sur un dimanche. Or, au cours de l'année 2008 deux jours fériés légaux coïncident de sorte que la Fête du travail et l'Ascension tomberont sur le 1er mai 2008.

La législation susmentionnée ne faisant pas référence à cette situation plutôt rare, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle sera la législation applicable dans ce cas de figure?

- Quelles seront les répercussions en terme de droit du travail et de rémunération des salariés?

Réponse (22.3.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Dans sa question parlementaire du 19 décembre 2006, Monsieur le Député Romain Schneider constate à juste titre qu'en 2008 deux jours fériés légaux tombent sur le jeudi 1er mai à savoir la fête du travail et l'Ascension.

Cette situation s'est présentée pour la dernière fois en 1913 et la prochaine fois sera en 2160!

Face à cette situation exceptionnelle, il y a lieu de se demander quelles en seront les répercussions en termes de droit du travail et de rémunération des salariés étant donné que les articles L.232-1 à L.232-9 du Code du Travail ne prévoient pas expressément ce cas de figure.

Ceci dit, l'article 232-6 (1) alinéa 2 prévoit par exemple que si une personne n'aurait pas travaillé un jour férié, elle aurait néanmoins droit à un jour de congé compensatoire. On peut aussi citer par analogie l'article 232-7 (3) qui règle le cas dans lequel un jour férié légal coïncide avec un dimanche. Sur base de ces textes on peut déduire que le législateur a voulu garantir à chaque salarié le bénéfice de dix jours fériés par an. Aucun de ces jours fériés ne peut donc être perdu du fait de la coïncidence de deux jours fériés légaux.

Par interprétation des textes applicables et sans préjudice de décisions judiciaires contraires, la solution suivante est proposée:

-1er cas de figure:

Le salarié concerné ne travaille pas le 1er mai 2008, mais il s'agit d'un jour où il aurait normalement travaillé; dans ce cas il a droit à la rémunération normale (en application de l'art. L.232-6, paragraphe (1), plus à un jour de congé compensatoire pour le 2e jour férié qui tombe un jour (férié) normalement pas travaillé (conformément à l'art. L.232-6, paragraphe (2).

Ce jour de congé compensatoire devra être accordé dans un délai de trois mois.

- 2e cas de figure:

Le 1er mai 2008 est un jour où le travailleur concerné n'aurait normalement pas travaillé; dans ce cas il a droit à deux jours de congé compensatoire (conformément à l'art. L.232-6, paragraphe (2).

Ces jours de congé compensatoire devront être accordés dans un délai de trois mois.

- 3e cas de figure:

Lorsque les conditions spéciales de l'entreprise ne permettent pas de chômer le 1er mai 2008, le travailleur rémunéré au mois touche pour chaque heure travaillée son salaire horaire moyen majoré de 100% sans préjudice de sa rémunération mensuelle normale, conformément à l'article L.232-7 du Code du Travail, plus un jour de congé compensatoire pour le 2e jour férié légal tombant le 1er mai 2008.

Ce jour de congé compensatoire devra être accordé dans un délai de trois mois.

Finalement il y a lieu d'ajouter que seuls les tribunaux sont habilités à interpréter la loi de façon définitive.

Question 1491 (9.1.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**affectation future des terrains ayant appartenu au groupe Arcelor:**

La Chambre des Députés a voté, le 23 novembre 2006, une loi permettant à l'État d'acquérir, d'une part, les infrastructures ferroviaires et les terrains y relatifs appartenant aux différentes sociétés du groupe Arcelor et situés sur les communes d'Esch/Alzette, de Mondercange, de Sanem, de Schifflange, de Differdange et de Pétange et, d'autre part, les gares de Luxembourg, d'Esch/Alzette, d'Ettelbruck, de Bettembourg et de Pétange avec les surfaces non bâties attenantes. Selon mes informations, les terrains en question pourraient être utilisés pour l'installation de zones d'activités économiques ou encore la création de nouveaux logements.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes:

- Quelle est l'affectation future que le Gouvernement entend réserver aux terrains acquis?

- Y a-t-il déjà eu un premier contact avec les communes concernées en vue de l'implantation éventuelle d'une zone d'activités ou de logements?

Réponse (26.3.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°1491 du 9 janvier 2007, l'honorable Député Marc Spautz s'enquiert sur l'affectation future des terrains ayant appartenu au groupe Arcelor-Mittal.

Les terrains vendus par Arcelor-Mittal font partie intégrante du réseau ferroviaire inter-usines, qui sert à opérer les dessertes des usines Arcelor-Mittal de Differdange, d'Esch-Belval et de Schifflange ainsi que les dessertes des clients non Arcelor, à savoir Cloos, Cimenterie et Kronospan. Tout ce réseau y inclus les bâtiments de service (postes de triage, vestiaires et autres) est indispensable afin de pouvoir assurer un service desserte ferroviaire aux clients susmentionnés, à l'exception de la liaison inter-usines entre les sites de Schifflange et d'Esch-Belval qui pourrait être abandonnée.

Pour la partie réseau ferroviaire anciennement Arcelor-Mittal il n'y a pas eu de contact avec les communes concernées. Vu l'utilisation actuelle, ces terrains ne sont pas disponibles pour l'implantation d'une zone d'activités ou de logements.

Question 1508 (16.1.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**Année européenne de l'égalité des chances:**

L'année 2007 a été déclarée par l'Union européenne «Année européenne de l'égalité des chances pour tous».

Les lois du 28 et 29 novembre 2006 concernant l'égalité des traitements prévoient un Centre pour l'égalité de traitement.

- Qu'en est-il de la mise en place de cette instance?

À l'occasion de l'entrée en vigueur de la loi de 1997 sur le racisme, un dépliant explicatif avait été distribué par le Gouvernement à tous les ménages.

- Un dépliant toutes boîtes est-il prévu pour divulguer d'une manière simple et compréhensible les dispositions de la législation antidiscriminatoire?

- Quels autres moyens le Gouvernement prévoit-il pour faire connaître cette législation?

Des activités pour l'égalité des chances sont prévues pour 2007.

- Quels sont les moyens prévus par le Luxembourg? Quels sont les apports financiers consentis par la Commission européenne?

- Quels sont les critères d'attribution exigés pour obtenir ces moyens financiers au Luxembourg?

- Quels sont les projets retenus et financés par le Gouvernement luxembourgeois?

L'Année sera lancée officiellement par la présidence allemande à Berlin.

- Quelle sera la composition de la délégation luxembourgeoise? Des parlementaires et des représentants d'ONG en feront-ils partie?

- De quelle façon l'Année européenne sera-t-elle lancée officiellement au Grand-Duché?

En juin 2006, la Commission européenne avait lancé un appel pour des «National awareness-raising activities» dans le contexte de l'égalité de traitement.

- Quelle est la spécificité de cet appel?

- S'agit-il des activités prévues pour l'année 2007 ou d'autres activités?

- Le Luxembourg a-t-il répondu à cet appel? Dans l'affirmative, pour quels projets?

- Quels projets ont été, le cas échéant, retenus par la Commission?

Réponse (27.3.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

1) La mise en place d'un Centre de l'égalité de traitement se fait dans le sillage et en application de la loi du 28 novembre 2006 portant transposition des directives respectivement 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 et 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2006.

L'article 9 de la loi précitée dispose que «le Centre, qui exerce ses missions en toute indépendance, a pour objet de promouvoir, d'analyser et de surveiller l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race, l'origine éthique, le sexe, la religion ou les convictions, l'handicap et l'âge».

Il s'agira donc de mettre à disposition des personnes s'estimant victimes d'une discrimination un service de conseil et d'orientation visant à informer les victimes sur leurs droits individuels, la législation, la jurisprudence et les moyens de faire valoir leurs droits.

Des propositions de modification du règlement de la Chambre des Députés ont été élaborées et discutées récemment au sein de la Commission du Règlement *(cf. Rapport du 8 mars 2007)* en vue de la nomination du Président et des quatre autres membres du Centre.

2) En effet, il est prévu de distribuer à tous les ménages un dépliant de sensibilisation aux nouvelles lois sur l'égalité de traitement. Ceci s'inscrit à la fois dans le cadre du programme d'action national de lutte contre les discriminations mené par le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers (CGE) depuis 2002 et soutenu par le Programme communautaire de lutte contre la discrimination et dans le cadre des activités prévues par le Luxembourg dans le cadre de l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous. Cette brochure est élaborée en partenariat avec le milieu associatif et le Ministère du Travail et de l'Emploi.

Par ailleurs, les deux directives européennes en matière d'égalité de traitement, adoptées en 2000 (directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail) ont déjà été présentées en 2002 au niveau national par le biais de brochures d'information.

3) Dans le cadre de son programme d'action de lutte contre les discriminations mené depuis 2002, l'un des objectifs visés par le CGE est de faire connaître la législation susmentionnée à la fois au grand public dans son ensemble par l'intermédiaire de campagnes de sensibilisation tels que la réalisation et la diffusion de spots de télévision et de cinéma et à un public plus spécialisé tel que les praticiens du droit, les délégués du personnel, le milieu du travail, les jeunes (associations de jeunesse et professionnels), les responsables communaux, les éducateurs et médiateurs interculturels, etc.

Ainsi, en octobre 2006, une première formation à l'attention des juristes et praticiens du droit a eu lieu en collaboration étroite avec l'Institut européen de droit de Trèves (ERA) et l'association du Jeune Barreau basée sur le cadre législatif des directives européennes et la jurisprudence européenne. L'entrée en vigueur de la nouvelle législation nationale permettra d'organiser un suivi à l'adresse avant tout du monde judiciaire dans le cadre de l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous en collaboration avec le Jeune Barreau, suivi qui visera l'analyse de la jurisprudence depuis la transposition des directives sur l'égalité de traitement.

En 2004 et 2005 déjà, des formations d'une demi-journée à l'attention des délégués du personnel à l'École supérieure du travail ont eu lieu permettant à plus de 1.000 personnes d'être sensibilisées à l'existence des directives et au projet de loi luxembourgeois y relatif.

En outre, une première conférence abordant la problématique de la diversité et des dispositions de la législation antidiscriminatoire a eu lieu le 21 mars 2006 en collaboration étroite avec l'Union des entreprises luxembourgeoises et les syndicats LCGB et OGB-L.

Le 18 novembre 2006, la Conférence nationale de la jeunesse, en choisissant le thème de «Ta parole contre les discriminations» pour sa convention, a également permis de sensibiliser les jeunes à l'existence de la législation antidiscriminatoire. Cette convention a été organisée à la fois dans le cadre de la campagne nationale de lutte contre les discriminations et la campagne du Conseil de l'Europe «Tous différents, tous égaux».

Poursuivant son travail de sensibilisation et d'information et appliquant une approche intégrée de la diversité, le programme d'action national 2006/2007 prévoit entre autres une première sensibilisation des responsables communaux à l'occasion d'une table ronde, ainsi qu'une série de formations à l'attention des éducateurs et médiateurs interculturels.

4) Il convient de distinguer les moyens prévus par le Luxembourg dans le cadre du programme d'action communautaire de lutte contre la discrimination 2001-2006 et les moyens prévus dans le cadre de l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous. Pour cette dernière, les apports financiers de la Commission européenne sont de 120.000 euros, le Luxembourg prévoyant pour sa part le même montant.

En outre, le Luxembourg reçoit depuis 2002 une contribution de quelque 100.000 euros par an de la part de la Commission européenne dans le cadre des appels à projet pour mener à bien son programme d'action annuel. La contrepartie nationale correspond à 20% du financement européen, soit 20.000 euros par an.

5) Dans le cadre de l'Année européenne, chaque État membre a dû remettre une stratégie nationale pour le 15 décembre 2006 présentant à la fois la façon dont l'Année sera mise en œuvre et les projets qu'il souhaite soutenir. La Commission s'est prononcée formellement sur chacune de ces stratégies pour le 1er mars 2007. La stratégie nationale a été rendue publique, notamment sur le site Internet du CGE (Commissariat du Gouvernement aux Étrangers). De l'accord des comités de consultation constitués à la fois de membres du milieu associatif, de la société civile et de ministères travaillant dans le domaine, une série de critères d'attribution spécifiques au Luxembourg ont été retenus.

Le projet doit:

1. traiter au moins deux des six motifs de discrimination visés par l'Année (la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle, le genre);

2. être mené par au moins deux partenaires;

3. s'assurer d'une certaine visibilité;

4. connaître une suite au-delà de l'Année proprement dite.

Outre ces critères de sélection retenus, il importera d'intégrer la dimension du genre dans la mise en œuvre des projets.

6) La stratégie nationale présente en outre des synergies avec Luxembourg et Grande Région: capitale européenne de la culture, la campagne du Conseil de l'Europe «Tous différents, tous égaux», le Programme annuel national de lutte contre les discriminations soutenu par le Programme d'action communautaire de lutte contre la discrimination, ainsi que la politique d'intégration menée par le CGE. Les projets retenus par le comité de sélection et cofinancés par le Gouvernement luxembourgeois s'inscrivent dans le cadre de la recherche de ces synergies, ainsi que des critères nationaux spécifiques mentionnés ci-dessus.

Pour le moment, le Luxembourg n'a pas encore reçu l'accord de la Commission européenne quant au financement définitif des projets retenus. Les projets sélectionnés et soumis à la Commission européenne sont les suivants:

Organisation	Intitulé du projet
Caritas	Être femme réfugiée au Luxembourg
ASTI	Ensemble pour la diversité
CGJL	Conventions de la jeunesse
SNJ	Festival de clôture de la campagne «Tous différents, tous égaux»
HR One	Gala et Partenariat annuel
CGE	Lancement de l'Année
UEL	Conférence Diversité dans le milieu du travail
CLAE/ENAR	Festival des migrations + Formations
Secrétariat européen commun de la CGT-L et du LCGB	Table ronde sur la Diversité en milieu de travail
Jeune Barreau	Table ronde sur l'application de la nouvelle législation
CLC	Mise en place du sous-label «Égalité des chances professionnelles» dans le cadre du label «Entrepreneuriat socialement responsable» au Luxembourg

7) Ont participé au Sommet de l'égalité et Conférence d'ouverture de l'Année européenne 2007 de l'égalité des chances pour tous à Berlin, la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi que des collaborateurs impliqués dans l'organisation de l'Année au Luxembourg, une représentante d'ENAR Luxembourg, l'expert juridique luxembourgeois de non-discrimination, ainsi qu'un représentant du Forum jeunesse étaient présents à la conférence de lancement de l'Année une représentante des syndicats.

8) Le lancement officiel de l'Année au Luxembourg recherchera une synergie avec le thème des arts. L'Année européenne sera officiellement lancée au Grand-Duché par un évènement grand public.

9) Dans le cadre du programme d'action communautaire de lutte contre la discrimination (2000-2006), un appel d'offre restreint est lancé à l'attention des États membres les incitant à soumettre des projets de sensibilisation cofinancés par la Commission européenne. Ce programme a été mis en place par la Commission européenne dans le but d'assurer la mise en œuvre efficace de la législation de lutte contre la discrimination.

Le Programme d'action a trois objectifs principaux:

1. favoriser une meilleure compréhension des questions liées à la discrimination;

2. développer la capacité à prévenir et à traiter la discrimination avec efficacité;

3. promouvoir et diffuser les valeurs et pratiques qui sous-tendent la lutte contre la discrimination.

10) Dans le cadre du dernier appel d'offre restreint lancé sous ce programme, le Luxembourg a proposé d'autres activités que celles cofinancées par l'intermédiaire du budget réservé à l'Année européenne. Néanmoins, dans un souci de cohérence et de visibilité, lesdites activités s'inscrivent également dans le cadre de l'Année européenne.

11) Le Luxembourg a répondu à cet appel d'offre et a proposé un suivi à la campagne menée depuis 2002 en se fondant sur les connaissances y acquises, ceci en lien étroit avec les évènements et activités qui auront lieu en 2007 dans le contexte de l'Année européenne.

Les projets retenus par le programme d'action 2006/2007 sont les suivants:

1. un dépliant toutes boîtes vulgarisant les dispositions de la loi nationale transposant les deux directives sur l'égalité de traitement;

2. une formation des multiplicateurs à l'attention des acteurs du monde socioéducatif ayant comme objectif la constitution d'un pool de multiplicateurs promouvant activement l'égalité des chances pour tous dans leur environnement professionnel et/ou leur engagement bénévole;

3. une table ronde afin de sensibiliser les responsables communaux au thème de l'égalité des chances pour tous et notamment de leur permettre de débattre et d'échanger les bonnes pratiques quant à leur rôle à jouer dans ce contexte;

4. la réalisation d'un concours de sketchs pour la diversité à l'attention des auteurs amateurs, professionnels et jeunes. Les sketchs sélectionnés seront mis en scène par des acteurs professionnels;

5. en outre, le programme d'action national se réserve comme chaque année un budget afin de soutenir des initiatives originales de la part des associations, ainsi qu'à des fins de promotion de la campagne et pour 2007 plus spécifiquement de l'Année européenne.

12) Les projets énumérés ci-dessus ont tous été acceptés par la Commission européenne pour un cofinancement, accord documenté par une convention signée avec la Commission européenne en novembre 2006.

Question 1526 (24.1.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **loi du 12 novembre 2002 concernant le gardiennage et la surveillance:**

La loi du 12 novembre 2002 concernant le gardiennage et la surveillance ainsi que le règlement grand-ducal du 22 août 2003 posent un certain nombre de problèmes à certaines professions au Luxembourg.

En effet, ces textes ne prévoient pas de valeur minimum pour l'application de leurs dispositions. Ainsi, certains commerçants luxembourgeois se voient dans l'obligation de faire appel à des sociétés de gardiennage pour se faire livrer certaines commandes.

Or, de telles dispositions n'existent pas dans nos pays voisins. Les compagnies d'assurance luxembourgeoises assurent l'envoi par paquet jusqu'à la valeur de 25.000 euros.

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre compte-t-il modifier les textes en question et fixer un montant minimum (p.ex. 25.000 euros) pour l'application des susdites dispositions légales?

Réponse (27.3.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Pour assurer la sécurité du personnel de transport, la loi sur le gardiennage que la Chambre des Députés a adopté en 2002 ne prévoit pas de possibilités de dérogations. Une modification de cette loi n'est actuellement pas prévue.

Question 1547 (2.2.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **circulation des poids lourds la nuit:**

Afin de résoudre le problème du trafic routier de plus en plus engorgé, le Ministre flamand des Travaux publics envisage d'encourager la circulation des camions le soir et la nuit. Une telle mesure pourrait le cas échéant également être intéressante pour le Luxembourg et ce d'autant plus si elle est introduite en Belgique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à l'initiative du Gouvernement flamand?

- Quelles autres mesures le Gouvernement envisage-t-il de prendre afin de limiter, au moins aux heures de pointe, la circulation de poids lourds sur le réseau autoroutier luxembourgeois?

Réponse (12.4.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

À côté des périls en matière de sécurité routière liés à une conduite nocturne des poids lourds, je juge à ce stade, au vu de notre législation sur le travail, inopportun de vouloir contraindre les conducteurs de camions à rouler uniquement le soir et la nuit. Partant, le Gouvernement n'envisage pas d'introduire une telle limitation pour les poids lourds au Grand-Duché. S'y ajoute qu'un grand nombre des camionneurs qui empruntent le réseau autoroutier luxembourgeois sont des camionneurs étrangers en transit vers un autre pays. Une pareille disposition entraverait par ailleurs fortement la libre circulation des biens.

J'envisage cependant, en étroite collaboration avec l'Administration des Ponts et Chaussées et la Police grand-ducale, d'appliquer prochainement pendant une phase d'essai des interdictions de dépassement lors des heures de pointe sur les autoroutes A3 et A6 et plus particulièrement sur le tronçon entre l'échangeur Bridel et la Croix de Gasperich. Les interdictions de dépassement pour les poids lourds seront, le cas échéant, affichées par les portiques du CITA sur les tronçons indiqués. L'évaluation qui suivra la phase d'essai, déterminera s'il s'avère opportun d'introduire une interdiction de dépassement permanente pour les poids lourds et d'étendre, le cas échéant, une telle interdiction à d'autres tronçons.

J'envisage également d'appliquer des interdictions de dépassement pour les poids lourds à la hauteur des aires de service, ainsi que sur des tronçons d'autoroute à forte déclivité de sorte que les engins lourds seront contraints à rouler à une vitesse nettement inférieure à leur vitesse maximale autorisée (90 km/h sur autoroute).

Ainsi, les interdictions de dépassement pour les poids lourds seront appliquées notamment aux abords de l'aire de Berchem, dans la montée de Mamer ou encore dans la montée de Munsbach.

Question 1552 (6.2.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **parc automobile de l'État:**

D'après les chiffres du Statec, le parc automobile luxembourgeois comptait au 31 décembre dernier 371.022 véhicules (voitures particulières, commerciales, utilitaires, autobus et autocars, camions et camionnettes, tracteurs agricoles et autres véhicules automoteurs) pour une population de 459.500 habitants.

Le nombre d'immatriculations de voitures particulières, commerciales et utilitaires s'est élevé sur l'année 2006 à 50.832 contre 48.517 un an plus tôt. Or, parmi tous les véhicules immatriculés, on compte seulement 47 véhicules fonctionnant au gaz naturel, autobus inclus.

Dans le contexte de la Conférence de Paris pour une gouvernance écologique mondiale, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que le Gouvernement envisage de remplacer à moyen et long terme une partie importante du parc automobile de l'État par des véhicules plus économiques et écologiques tels que les voitures au gaz naturel, hybride ou encore électrique?

Réponse (2.4.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Dans son 1er plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2 intitulé «Changement climatique: Agir pour un défi majeur!» adopté en avril 2006, le Gouvernement indique parmi les mesures dans le domaine des transports qu'il prévoit d'intégrer des critères environnementaux dans les marchés publics. Le plan d'action précise que ceci consistera pour l'État et les administrations communales de respecter, dans la mesure du possible, des critères d'émissions maximales lors de l'acquisition de véhicules neufs. À cet effet le Ministère de l'Environnement, en concertation avec le Ministère des Travaux publics, élaborera des critères à intégrer dans les cahiers des charges. Il est prévu qu'une circulaire à cet effet sera établie au cours du 1er semestre 2007.

Le Ministère de l'Environnement, conscient de son rôle de précurseur en la matière, optera pour un véhicule hybride lors du prochain remplacement de l'un des deux véhicules de service dont il dispose actuellement. D'ailleurs, l'Administration de l'Environnement dispose depuis plusieurs années déjà de telles voitures. Aussi, j'ai décidé de faire transformer à mes propres frais mon véhicule de service de manière à pouvoir rouler au gaz naturel.

Question 1553 (7.2.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **présence de pesticides dans les eaux souterraines et de surface:**

La réponse à ma question parlementaire N°1327 *(cf. compte rendu N°4/2006-2007)* sur les analyses en vue de la détection de pesticides dans l'eau dresse un bilan alarmant. Dans votre réponse, vous évoquiez que la division du laboratoire de l'Administration de la Gestion de l'Eau «a analysé entre février et août 2006 lors d'une première étape plus de 200 échantillons» et que seulement «5% de nos ressources ne présentent aucune trace de pesticides». Enfin, 10% des concentrations mesurées dépassaient le seuil légal pour une seule substance, fixé par le règlement grand-ducal sur les eaux destinées à la consommation humaine.

Pour préciser et compléter les informations fournies, je me permets de poser les questions supplémentaires suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que ces échantillons concernaient aussi bien les eaux de surface que souterraines?

- Quelle est - parmi les 200 échantillons - la valeur cumulée de pesticides la plus élevée?

- Quel est le bilan de ces analyses de la «première étape» si l'on ne considère que les échantillons d'eaux destinées à la consommation humaine?

- En quoi consiste la «deuxième étape»? Est-elle déjà en cours?

- Quelle est l'évolution de la présence de pesticides dans les eaux souterraines sur les dix dernières années?

Vu le bilan préoccupant des analyses des eaux souterraines, il me semble important de demander également des précisions supplémentaires quant à la qualité de nos eaux de surface:

- À quels intervalles le Luxembourg procède-t-il à des analyses en vue de la détection de pesticides dans ses eaux de surface?

- Quels sont les résultats de ces analyses et quelle est l'évolution sur les dix dernières années?

- Est-ce que les laboratoires réalisent leurs analyses de manière ciblée sur base d'un catalogue des types et quantités de pesticides commercialisés au Luxembourg? Dans l'affirmative, combien de substances sont testées?

- Est-ce que le Gouvernement a déjà pris des mesures contraignantes pour réduire la contamination des ressources aquatiques luxembourgeoises par des pesticides? Ne faudrait-il pas entamer une campagne de sensibilisation en vue d'une utilisation raisonnée, voire de l'abandon des produits incriminés auprès des agriculteurs, des communes, des CFL, etc.?

Réponse (26.3.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les questions posées par l'honorable Député soulèvent de ma part les observations suivantes:

- L'Administration de la Gestion de l'Eau n'a, à ce stade, pas encore effectué d'analyses d'eau de surface. Cependant, les pesticides dans les eaux de surface de notre pays sont surveillés, en sous-traitance, dans le cadre de programmes de surveillance de bassins hydrographiques internationaux.

- La valeur cumulée la plus élevée s'élève à 684 ng/l pour une eau de source, valeur due aux herbicides «bentazone» et «atrazine», tandis que la moyenne des différents échantillons se trouve sensiblement en dessous des 100 ng/l.

- En ce qui concerne les ressources utilisées à des fins d'eau destinée à la consommation humaine, les fournisseurs d'eau potable procèdent généralement à un mélange des ressources, ce qui permet de maintenir la valeur finale bien en dessous de la norme pour une eau destinée à la consommation humaine. Si une telle procédure n'est pas possible, la ressource est abandonnée et un suivi de la teneur en produits phytosanitaires est effectué.

- L'Administration de la Gestion de l'Eau participe actuellement dans le cadre d'une collaboration avec le CRTE et l'Université du Luxembourg à un projet de recherche appliquée, visant à mieux délimiter les zones de recharge des sources et à modéliser les transferts de polluants éventuels, tels entre autres les pesticides. Ce programme pluriannuel mènera à une meilleure gestion du risque de pollution diffuse et sera ainsi une des clefs nécessaires à une utilisation plus rationnelle de la ressource «eau souterraine».

- Généralement, les tendances observées mettent en évidence une persistance du problème. Certaines substances interdites à l'utilisation, tel l'atrazine, restent bien présentes, surtout par leurs produits de dégradation (métabolites), même si en général la concentration de la substance mère est en diminution. D'autres produits, dont la présence a uniquement été mise en évidence assez récemment, tel le dichlobénil (Casoron), montrent la nécessité urgente de pouvoir répondre rapidement pour affiner les analyses dans le domaine de l'eau, surtout étant donné le fait que des très nombreuses substances sont admises à la vente aux particuliers et que des données exactes sur l'utilisation (modes et quantités employées) ne peuvent pas être fournies. Ceci accentue la situation pour les pesticides utilisés tant par le secteur agricole que par le secteur public et par les personnes privées. C'est dans cette optique que l'Administration de la Gestion de l'Eau s'est donné comme objectif de mieux développer sa capacité analytique dans ce domaine.

- Chaque année, entre avril et novembre, six campagnes d'analyses sur sept points représentatifs des eaux de surface sont réalisées. Parallèlement, dans le cadre des accords des Commissions internationales de la protection de la Moselle et de la Sarre, des analyses mensuelles sont effectués sur deux points stratégiques (Sûre et Moselle).

- Étant donné que l'évolution des pesticides est fonction des propriétés physico-chimiques des substances, de la méthodologie d'application ainsi que des propriétés du sol et de l'environnement aquatique, il n'est pas possible de déduire une tendance générale. Pour cette raison, certains pesticides ont été repris par la Commission européenne au niveau d'une proposition de directive visant à définir des normes de qualité environnementale conformément à l'article 16 de la directive 2000/60/CE.

- Les substances testées font partie d'un catalogue exigé par des organismes internationaux CIPMS ou des textes législatifs en vigueur.

- Dans le contexte de la nouvelle «Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation durable des pesticides COM(2006)373» l'Administration de la Gestion de l'Eau se concertera avec les autres instances étatiques afin de coordonner au mieux les actions de sensibilisation dans le domaine d'une utilisation raisonnée des produits phytosanitaires.

Question 1555 (8.2.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **taux d'absentéisme dans la fonction publique:**

An den Diskussiounen iwwert den Eenheetstatut fir d'Salariat geet et nëmmen ëm d'Salariéen aus dem Privatsecteur, obwuel et sech jo awer ëm eng Jorhonnertreform soll handelen, fir déi sozial Basisofsécherung vun de Salariéen ze harmoniséieren. Den öffentleche Secteur gëtt onverständlecherweis ausgeschloss.

An den Diskussioune gëtt ënner anerem ëmmer erëm den Absentéismus vun de Salariéen aus dem Privatsecteur ervirgestrach, dee sollt reduzéiert ginn. Sou ass matgedeelt ginn, datt den Absentéismus bei de Privatbeamte bei 3%, a bei den Aarbechter bei 6% géif leien. Iwwert den Absentéismus am öffentleche Secteur si mer keng Zuele bekannt.

Kënnen déi zoustänneg Häre Ministere mer duerfir dës Fro beäntwerten:

1. Wéisou ass bei der Aféierung vun engem Eenheetsstatut fir d'Salariat den öffentleche Secteur ausgeschloss ginn?

2. Wéi héich ass den Taux vum Absentéismus:

a. bei de Statsfonctionnairen,

b. bei de Statsbeamten,

c. bei de Statsaarbechter,

d. bei de Gemengefonctionnairen,

e. bei de Gemengebeamten,

f. bei de Gemengenaarbechter,

g. bei de Beamten an den Aarbechter an de konventionéierte Secteuren?

Réponse commune (17.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité* sociale, **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Den Här Deputéierte wëllt a senger Ufro wësse firwat bei der Aféierung vun engem Eenheetsstatut den öffentleche Secteur net berücksichtegt gouf a wéi héich den Taux vum Absentéismus an dësem Secteur ass.

Mir wëllen den Här Deputéierten drun erënneren, datt d'Aféierung vun engem Eenheetsstatut fir all d'Salariéen am Sënn vum Gesetz vum 24. Mee 1989 iwwert den Aarbechtskontrakt vun der Tripartite beschloss gouf. Et heescht an hirem Avis vum 28. Abrëll 2006: „D'Regierung an d'Sozialpartner si sech eens ginn, fir de Statut vun den Aarbechter an de Privatbeamten aneneenzeféieren, fir en Eenheetsstatut vun alle Salariéen aus dem Privatsecteur ze realiséieren." Vu virera war den öffentleche Secteur also ausgeschloss.

Wat elo den Taux vum Absentéismus am öffentleche Secteur ugeet, ass ze soen, datt all Ministère, all Verwaltung an all Service vum Stat a vun de Gemengen d'Verwaltung an d'Gestioun vun hire Fonctionnairen, Beamten an Aarbechter selwer maachen. Dat geschitt besonnesch um Gebitt vum Suivi vun den Ausfäll wéinst Krankheet oder vun der Gestioun vun dem Ersetze vu Leit, déi krank oder am Congé sinn. Well am öffentleche Secteur am Krankheetsfall d'Lounfortzahlung besteet, ass et net virgesinn dës Donnéeën un eng Zentralstell weiderzeginn. Well et am Moment keng legal Basis gëtt fir d'Zuelen iwwert d'Krankheetsfäll zentral ze traitéieren, ginn et och keng deementspriechend Statistiken.

Fir déi semestriell Regulariséierung vun der lessenszoulag kritt d'Administratioun vum Statspersonal wuel Informatiounen iwwert d'Ofwiesenheet geliwwert, mä dës Donnéeë betreffe souwuel den normale Congé wéi och de Congé am Krankheetsfall. Ausserdeem ginn Informatioune betreffend all aner Avantagen, sief dat Geld- oder Naturalleeschtungen, déi der lessenszoulag gläichen, op deemselwechte Formulaire matgeliwwert. Den Zweck vun der ganzer Prozedur ass et also d'Iessens- an aner Zoulagen ze regulariséieren, an eng Uwendung vun dësen Donnéeë fir den Taux vum Absentéismus ofzeleeden ass souwuel vun engem praktesche wéi vun engem legale Standpunkt aus net virgesinn.

Question 1557 (8.2.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **déductions fiscales pour personnes payant des soins et des frais d'hébergement en maison de soins ou CIPA:**

Persounen, déi an engem Fleegeheim ënnerbruecht sinn, mussen Hébergementskäschten un dat respektiivt Fleegeheim oder dee respektive CIPA entriichten. Bei deene meeschte betraffene Persoune geet de Revenu net duer, fir dës Hébergementskäschten ze assuméieren, sou datt d'Differenz vum Stat iwwerholl gëtt.

Persounen, déi genuch Rent hunn oder niewent enger klenger Rent awer nach Revenu genuch hunn, fir d'Hébergementskäschten integral kënnen ze assuméieren, kréie keng Hëllef vum Stat.

Zum Beispill Persounen, déi sech an hirem Liewen ee respektiv zwee Haiser oder Appartementer zesummegespuert hunn an dorauser Loyer kasséieren. Déi musse vun deem Revenu da Moyenen ofzweigen oder souguer ganz benotzen, fir d'Hébergementskäschten am Fleegeheim ze droen.

All dës Persoune mussen op all hire Revenuë Steiere bezuelen. Dat wat se fir hir Hébergementskäschten an engem Fleegeheim oder CIPA bezuele mussen, kënne se net vun de Steieren ofzéien.

Datselwecht géllt och fir d'Kanner vun deene betraffene Fleegefäll, déi opgrond vun hirem Revenu kënne sollicitéiert gi matzehëllefen d'Hébergementskäschten ze droen.

Wann déi virzitéiert Persounen sech zum Beispill géifen doheem fleege loossen, da kriten se och all medezinesch Soinë gratis zougestanen, kënnten awer iwwer hiert Akommes fräi verfügen.

Kann den Här Finanzminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

a) Kënnt een deene virzitéierte Persoune keng steierlech Vergënschtegunge bis zu engem ze bestëmmende Maximum accordéieren op dat wat se iwwer hir Rent eraus aus hirer Täsch mussen am Fleegeheim bäileeën?

b) Wann net, wat sinn d'Ursaache firwat dat net machbar wier?

Réponse (10.4.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La question parlementaire de Monsieur le Député Aly Jaerling a pour objet les frais d'hébergement dans les maisons de soins, frais qui ne sont pas à charge de l'assurance-dépendance. Monsieur Jaerling souligne que la solidarité nationale joue si des personnes résidentes d'une maison de soins ou d'un CIPA n'ont pas assez de ressources propres pour assumer les frais d'hébergement mis en compte par les maisons de soins. En ce qui concerne les personnes disposant de revenus suffisants, provenant notamment de rentes et de la location de maisons ou d'appartements, il y a lieu de remarquer qu'elles doivent supporter l'intégralité des frais d'hébergement. Monsieur Jaerling critique que ces frais ne sont pas déductibles du revenu imposable, alors que si les gens étaient soignés à domicile, ils pourraient disposer librement de leurs revenus. Monsieur Jaerling s'appuie sur ces développements pour demander si les personnes, dans le chef desquelles les frais d'hébergement en maison de soins ou en CIPA dépassent le montant le leur rente, ne pouvaient pas bénéficier d'une réduction forfaitaire d'impôt, dans la limite d'un plafond maximal à fixer.

Depuis 1999, l'assurance-dépendance prend en charge, sur avis de la cellule d'évaluation et d'orientation, les frais relatifs aux aides et aux soins de la personne dépendante, ainsi que les produits nécessaires aux soins. Les factures des maisons de soins et des CIPA ne reprennent ainsi en règle générale que les seuls frais de pension et d'hébergement. D'un point de vue fiscal, ces frais se substituent aux dépenses que le pensionnaire de la maison de soins ou du CIPA aurait à supporter s'il avait maintenu son propre ménage. Ces frais représentent ainsi des dépenses normales de train de vie, dont le tarif de l'impôt sur le revenu tient compte par voie de la tranche exonérée de l'impôt et des faibles taux de retenue appliqués aux premières tranches de revenu imposable.

En matière de prise en charge des soins dispensés aux personnes âgées dans des maisons de soins ou des CIPA, l'État a fait le choix d'avoir recours à l'assurance-dépendance pour les soins, ainsi que d'accorder une aide étatique aux gens dont les moyens financiers sont insuffisants pour payer les frais de pension et d'hébergement qui leur sont mis en compte.

Il n'est actuellement pas prévu d'étendre l'aide étatique, par le biais de réductions fiscales, aux personnes disposant de revenus suffisants pour s'acquitter des frais de pension et d'hébergement.

Précisons encore que si des enfants contribuent à l'entretien de leurs parents, ces frais constituent dans leur chef une charge extraordinaire dans les limites du besoin des parents. Un éventuel abattement de revenu imposable pour charges extraordinaires est accordé aux enfants dans la proportion où ces charges réduisent leur faculté contributive d'une façon considérable. Tel est le cas si les charges dépassent les pourcentages de revenu fixés à l'article 127, alinéa 4 de la loi concernant l'impôt sur le revenu. Ces pourcentages sont repris au tableau suivant:

	pour un contribuable appartenant à la classe d'impôt						
pour un revenu imposable	2.0 ou 1a.0	1	2.1 ou 1a.1	2.2 ou 1a.2	2.3 ou 1a.3	2.4 ou 1a.4	2.5 ou 1a.5
<10.000	0	2	0	0	0	0	0
de 10.000 à 20.000	2	4	0	0	0	0	0
de 20.000 à 30.000	4	6	2	0	0	0	0
de 30.000 à 40.000	6	7	4	2	0	0	0
de 40.000 à 50.000	7	8	5	3	1	0	0
de 50.000 à 60.000	8	9	6	4	2	0	0
>60.000	9	10	7	5	3	1	0

Question 1561 (12.2.2007) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **tests standardisés au niveau national:**

Le Ministère de l'Éducation organise trois tests standardisés au niveau national: un en fin de 6e année d'études de l'enseignement primaire et deux autres en 9e technique et en 5e classique. Les résultats de ces tests ne sont publiés nulle part, à ma connaissance du moins. Or il s'avère utile de pouvoir comparer les résultats de ces tests dans le temps, mais aussi par établissement scolaire.

Par ailleurs il me revient que l'organisation de ces tests standardisés ne garantie pas l'établissement de données objectives sur les connaissances réelles des écoliers respectivement des élèves. En effet les enseignants du primaire reçoivent les sujets et questions des tests standardisés près de trois mois avant les épreuves, ce qui permet aux enseignants de préparer leurs écoliers à répondre à des questions précises ou à des sujets précis. Les épreuves sont corrigées par trois enseignants.

Au technique les sujets sont remis peu de temps avant les épreuves, par contre c'est le seul titulaire de la classe qui corrige les épreuves.

J'estime que pour être valable et que pour permettre une appréciation des connaissances effectives des élèves et d'en tirer des conclusions utiles à l'enseignement en général et en particulier il faut que les tests standardisés soient corrigés par trois enseignants et que les sujets ne soient pas connus d'avance.

Aussi j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Quels sont les résultats au niveau national et au niveau de chaque école du primaire des tests standardisés effectués en 6e année d'études pour les années 2004, 2005 et 2006?

Les résultats demandés s'entendent globaux avec indication du nombre d'élèves ayant obtenu une note insuffisante, satisfaisante, moyenne, bonne et très bonne.

2. Quels sont les résultats au niveau national et au niveau de chaque établissement technique des tests standardisés effectués en 9e technique et en 5e classique pour les années 2004, 2005 et 2006?

Les résultats demandés s'entendent globaux avec indication du nombre d'élèves ayant obtenu une note insuffisante, satisfaisante, moyenne, bonne et très bonne.

Réponse (2.4.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Tout d'abord, j'aimerais préciser que les questions des épreuves standardisées ne sont pas transmises avant la passation du test aux enseignant(e)s. Les épreuves portent toujours sur les contenus de la 5e année d'études ainsi que sur des parties du programme de la 6e année d'études. Étant donné que le poids des différents contenus ainsi que le type d'exercices varient chaque année, les

épreuves ne peuvent pas être préparées en classe. Il s'y ajoute que, cette année-ci, la procédure de transmission des épreuves a prévu que les enseignants enlèvent leurs épreuves seulement un jour avant la passation de celles-ci aux bureaux régionaux d'inspection, alors qu'au cours des dernières années, l'envoi se faisait par voie postale, ce qui ne garantissait pas que tous les enseignant(e)s recevaient les colis le même jour.

Les épreuves standardisées ne sont pas corrigées par trois enseignant(e)s, mais par le titulaire de la classe de la 6e année. Cette correction se fait selon des critères nationaux fixes qui sont transmis aux enseignant(e)s avec les épreuves. Les résultats bruts sont ensuite transmis par l'enseignant(e) à une cellule d'évaluation statistique qui les analyse. L'enseignant(e) reçoit par la suite un profil de chaque élève qui décrit les résultats de celui-ci par rapport à tous les élèves qui ont participé à l'épreuve au niveau national.

Concernant les résultats de ces tests standardisés, je vous transmets en annexe les analyses des résultats des épreuves standardisées des années 2001 à 2005 *(annexes à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*. Les profils des élèves ont été envoyés aux enseignant(e)s, vu que ces profils sont personnels et font partie des éléments ancrés dans la procédure d'orientation.

Concernant les tests effectués en classe de 9e/5e, il y a d'abord lieu de noter que les épreuves communes ont été introduites en 2000/2001 afin de disposer d'un instrument d'évaluation permettant au système de s'orienter par rapport aux programmes fixés. Elles devaient par la suite offrir des valeurs de référence par rapport auxquelles les lycées pourraient s'évaluer.

Leur degré de difficulté et les contenus changent d'année en année. Ces tests ne sont pas conçus pour faire des suivis longitudinaux, ni du système, ni des différents établissements. Une comparaison ne ferait pas de sens puisqu'il n'y a pas deux écoles similairement composées du point de vue de la catégorie socioprofessionnelle des parents.

En revanche, ces épreuves permettent aux titulaires d'intervenir au niveau de leur classe. En fait, les fichiers détaillés des résultats sont envoyés aux établissements afin de permettre aux directions et aux titulaires d'en tirer leurs conclusions et de développer des actions de remédiation en cas de besoin.

Les fichiers de résultats, que je joins en annexe, ont été anonymisés afin de garantir la protection des données individuelles des élèves. Certains résultats manquants s'expliquent non par l'absence d'un grand nombre d'élèves, mais par le fait que ces élèves suivent des classes à régime linguistique spécifique.

En 2005/2006, les épreuves communes en mathématiques ont été remplacées par des épreuves standardisées passées par Internet et au niveau des classes de 8e/6e. Dans un avenir proche, les épreuves communes de langues seront également remplacées par des épreuves standardisées portant sur des compétences plutôt que sur des points de programme. À l'inverse des épreuves communes, les épreuves standardisées permettront des suivis longitudinaux.

Question 1562 (9.2.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **statistiques sur les «frontaliers» luxembourgeois:**

Subjektiv muss ee feststellen, datt ëmmer méi Lëtzebuerger d'Land verloossen, fir am Ausland ze wunnen, se awer weider hei schaffen - si ginn also zu „Frontalieren".

Objektiv Zuelen, déi och fir d'Öffentlechkeet zougänglech wieren, fir dëse Phenomeen kënnen ze situéieren an ze evaluéieren, schéngen et awer keng ze ginn. Dobäi wieren dës Fakte sécher net onwichteg, fir eng fondéiert Debatt iwwert d'Wunnengsbaupolitik féieren ze kënnen.

Dofir folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi vill Lëtzebuerger hunn all Joer tëschent 1995 an 2006 d'Land verlooss, fir sech am Ausland niderzeloossen?

2) Wéi vill Lëtzebuerger hunn all Joer, an deem uewe genannten Zäitraum, en Aarbechtsplazwiessel an d'Ausland virgeholl?

3) Wier et méiglech déi gefroten Zuelen opgeschlësselt no Land ze kréien?

4) Wier et méiglech dës Zuelen och opgeschlësselt no Grenzgemengen ze kréien?

5) Wéi eng Grenzregioun (Louthrengen, Areler Land, Muselgebitt, Ardennen,...) huet zurzäit déi stäerksten Immigratioun vu Lëtzebuerger ze verzeechnen a wat sinn, nieft den Terrainspräisser, déi Haaptkritäre fir hire momentane Succès (z.B. Schoul- a Verkéiersinfrastrukturen, Sécherheetssituatioun,...)?

6) Mat wéi enge Fuerderungen (och monetärer Natur - zum Beispill Bezouschossung vu Schoulen) gesäit sech d'Lëtzebuerger Regierung duerch déi genannt Auswanderung an d'Grenzgebidder konfrontéiert?

7) Wéi huet sech allgemeng d'Mobilitéit vun de Lëtzebuerger (Heefegkeet vum Wunnengsplazwiessel) zënter 1995 entwéckelt?

Réponse (20.4.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Comme suite à la question parlementaire en sept volets de l'honorable Député Jean-Pierre Koepp concernant l'émigration de ressortissants luxembourgeois vers les régions limitrophes de notre pays, veuillez trouver ci-après les éléments de réponse actuellement en ma possession à cet égard:

D'après les données disponibles, le nombre de Luxembourgeois domiciliés dans la Grande Région s'accroît de plus en plus vite. L'accélération est particulièrement importante en Sarre et en Rhénanie-Palatinat: plus de 20% de croissance sur les deux dernières années, contre 10% sur la période allant de 2000 à 2005 et à peu près 2% sur la période allant de 1995 à 2000.

En Wallonie la tendance est similaire bien que beaucoup moins prononcée (légère hausse sur la période récente après une baisse sur les années 1995 à 2000). Malheureusement, je ne dispose pas de chiffres similaires pour la France.

Dans son étude «Frontalier dans son propre pays ...»[1], Arthur Tibesar de la Cellule EURES de l'ADEM analyse plus en détail cette problématique. Il note entre autres que:

- «les nouveaux résidents du sud de la Belgique sont des personnes en âge de travailler»;

- «la migration résidentielle est clairement attribuable au phénomène du travail frontalier»;

- «atypique: des travailleurs qui deviennent des frontaliers de leur propre pays»;

- «les raisons pour lesquelles les «actifs» changent de pays de résidence sont multiples. Les Luxembourgeois (vers les autres pays) et les Allemands (vers la France) quittent leur pays en raison du prix du foncier et de l'immobilier. Les Belges s'installent en France pour des raisons fiscales.»

Les statistiques relatives à cette problématique sont pour le moment parcellaires. Elles pourraient être complétées au moyen d'enquêtes spécifiques, pour autant que le coût de ces dernières (en ressources financières et humaines) soit justifié par les enjeux, à définir, qui s'y rapportent.

http://www.eureslux.org/images/biblio/biblio-6-179.pdf.

[1] Arthur Tibesar, Cellule EURES de l'ADEM, Cahier transfrontalier no 4/2006: «Frontalier dans son propre pays...»

Question 1567 (13.2.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **libéralisation du fret ferroviaire:**

À partir du 1er janvier 2007 le fret ferroviaire est libéralisé dans l'Union européenne.

J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports quelle est l'étendue des transports de marchandises qui peuvent dorénavant être prestés librement au-delà des frontières et à l'intérieur même des autres États membres.

- Le cadre légal et administratif en place au Luxembourg permet-il de respecter les exigences communautaires précitées? Quelles sont en substance les conditions à remplir pour une compagnie ferroviaire luxembourgeoise pour emprunter le réseau indigène? Y a-t-il entretemps des compagnies étrangères qualifiées pour ce faire?

- Quelles sont les initiatives prises ou envisagées par les CFL pour mettre à leur tour à profit le potentiel économique de la libéralisation? Quel est le bilan financier et économique des différentes initiatives prises à cet égard?

- Monsieur le Ministre voit-il des risques potentiels de cette libéralisation pour le «fonds de commerce» des CFL?

- Sachant que le Luxembourg compte parmi les pays membres de l'Union européenne qui sont réticents face au rythme de libéralisation du chemin de fer souhaité par la Commission européenne, Monsieur le Ministre peut-il confirmer les données publiées le 30 décembre 2006 dans le quotidien «tageblatt»? Est-il vrai que dans les pays qui ont libéralisé le fret ferroviaire, le rail a repris des parts du marché, alors que le chemin de fer a reculé dans les pays où le secteur est resté fermé jusqu'ici? Quelles sont à cet égard les données valables pour les CFL et leurs filiales?

Réponse (29.3.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Toute entreprise ferroviaire justifiant d'une licence ferroviaire et d'un certificat de sécurité valable pour le réseau ferré luxembourgeois peut prester des transports sur ce réseau. Par ce fait, les exigences communautaires sont remplies.

La législation luxembourgeoise prévoit les conditions de délivrance d'une licence ferroviaire et d'un certificat de sécurité. Ces conditions sont plus amplement reprises dans la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation, le règlement grand-ducal du 24 octobre 2003 sur les conditions de délivrance et de validité des licences des entreprises ferroviaires et le règlement grand-ducal du 24 octobre 2003 sur les conditions de délivrance et de validité des certificats de sécurité pour les entreprises ferroviaires.

Le règlement grand-ducal du 3 octobre 2006 détermine les modalités d'accès aux capacités de l'infrastructure ferroviaire luxembourgeoise et aux services à fournir aux candidats, tels que définis à l'annexe II de la directive du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire, la tarification de l'infrastructure ferroviaire et la certification en matière de sécurité (2001/14/CE). Ces documents législatifs contiennent les exigences en matière d'honorabilité, de capacité financière, de capacité professionnelle et de responsabilité civile auxquelles doivent répondre les entreprises ferroviaires à tout moment.

Enfin - afin de garantir la sécurité d'exploitation - la législation prévoit l'implémentation d'un système de gestion de la sécurité. Au plus tard trois ans après la délivrance de la licence ferroviaire, l'entreprise ferroviaire doit produire une attestation d'un organisme d'audit accrédité qui reconnaît la conformité du système de gestion de la sécurité aux éléments pertinents de la version la plus récente de la norme EN ISO 9001. Il est important de noter qu'un accès équitable et non discriminatoire à tout opérateur ferroviaire qui en fait la demande est garanti.

À cet égard, une cellule «accès réseau» a été mise en place au sein de la Communauté des transports et le Ministère des Transports est désormais chargé de la mission d'organisme de contrôle.

Actuellement, plusieurs entreprises ferroviaires peuvent justifier de répondre aux conditions d'utilisation du réseau ferré luxembourgeois et y opèrent des transports. Il s'agit en l'occurrence des CFL, de CFL Cargo et de SNCF Fret. Enfin, il est à relever que les deux entreprises SNCB, B-Cargo et RAIL4CHEM ont entre-temps introduit une demande en obtention d'un certificat de sécurité. L'examen des dossiers respectifs est en cours.

À titre d'information, il y a lieu de mentionner que la DB AG, la SNCF et la SNCB circulent aussi sur le réseau ferré luxembourgeois par le biais d'accords bilatéraux avec les CFL sous le couvert du certificat de ceux-ci.

L'étendue des transports fret qui peuvent dorénavant librement être effectués au-delà des frontières et à l'intérieur des autres États membres se retrouve actuellement limitée encore par certaines contraintes techniques, comme notamment les systèmes de sécurité et alimentations électriques qui diffèrent selon le pays, l'homologation et la spécification non uniforme de locomotives et de wagons par pays et au sein de l'Union européenne ainsi que l'accessibilité aux sillons et aux gares. En principe, les opérateurs ferroviaires étrangers peuvent effectuer des transports de marchandises dans n'importe quel pays de l'Union européenne sous condition qu'ils remplissent tous les préalables nécessaires. Il est évidemment plus facile d'organiser des trafics dans les pays où la libéralisation a déjà atteint une certaine maturité.

Le marché interne du fret ferroviaire luxembourgeois est trop petit pour permettre à lui seul la survie à un opérateur ferroviaire de fret. C'est pourquoi CFL Cargo a déjà pris plusieurs initiatives afin de développer surtout ses marchés au-delà des frontières luxembourgeoises pour atteindre ses objectifs de profitabilité. Un premier trafic en régie propre a été démarré en France en décembre 2006 avec un transport de rouleaux d'acier entre Arcelor-Mittal Florange et Arcelor-Mittal Dudelange. Il est à noter qu'auparavant ce trafic était entièrement effectué par des camions.

En ce qui concerne les transports longue distance, la masse critique des transports sidérurgiques aidera à mettre en place les premières navettes. Dans le courant des prochains six mois des navettes vers le Danemark et vers l'Italie du Nord sont envisagées. Un autre objectif de CFL Cargo est de diversifier et d'offrir ses services aussi aux segments de marché non sidérurgiques. Un premier succès a été enregistré avec un transport de bois aggloméré en provenance de plusieurs usines situées à l'est de l'Allemagne et acheminé vers des usines de meubles au Danemark. L'intérêt du marché est vif et il y a maints autres projets en cours d'élaboration. CFL Cargo effectue déjà aujourd'hui des trafics en Allemagne, au Danemark et en France.

La libéralisation du marché ferroviaire de fret constitue clairement une opportunité et non pas un risque pour CFL Cargo. Elle permet à cette dernière de conquérir des marchés non accessibles dans l'ancienne configuration. Le marché ouvert demande des opérateurs orientés clients, fiables, à coût compétitif. CFL Cargo a la volonté ferme de réussir la restructuration comme prévue, condition préalable et indispensable pour jouer un rôle important sur ce marché libéralisé. La restructuration devrait permettre à CFL Cargo de dégager les bénéfices nécessaires pour garantir la pérennité du transport de fret ferroviaire au sein des CFL, dans le respect des impératifs de sécurité et de santé au travail.

Tableau 1: Nombre de Luxembourgeois domiciliés dans la Grande Région

Année	Rheinland-Pfalz	Saarland	Lorraine	Wallonie	Total	Rheinland-Pfalz	Saarland	Lorraine	Wallonie	Total
	En nombre de personnes					Variation annuelle en %				
1995	1 394	591	:	2 446	:	:	:	:	:	:
1996	1 422	574	:	2 428	:	2.0	-2.9	:	-0.7	:
1997	1 443	574	:	2 406	:	1.5	0.0	:	-0.9	:
1998	1 521	581	:	2 405	:	5.4	1.2	:	0.0	:
1999	1 565	589	1 288	2 368	4 245	2.9	1.4	:	-1.5	:
2000	1 588	623	:	2 356	:	1.5	5.8	:	-0.5	:
2001	1 702	673	:	2 358	:	7.2	8.0	:	0.1	:
2002	1 885	744	:	2 373	:	10.8	10.5	:	0.6	:
2003	2 072	791	:	2 435	:	9.9	6.3	:	2.6	:
2004	2 231	854	:	2 494	:	7.7	8.0	:	2.4	:
2005	2 659	1 021	:	2 522	:	19.2	19.6	:	1.1	:
2006	3 192	1 314	:	2 545	:	20.0	28.7	:	0.9	:
1995-2000	1 469	582	1 288	2 411	4 245	2.6	1.1	:	-0.7	:
2000-2005	1 896	737	:	2 403	:	10.9	10.4	:	1.4	:

Sources: Ausländerzentralregister (Saarland, Rheinland-Pfalz), recensement de la population 1999 (Lorraine), SPF Économie - Direction générale Statistique et Information économique, Service Démographie (Wallonie).

Question 1568 (14.2.2007) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **pathologies provoquées par une exposition au bruit:**

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, le bruit est considéré comme étant la première nuisance des sociétés industrialisées et la perte de l'audition est devenue le premier trouble sensoriel acquis à l'âge adulte. Selon des chiffres publiés par un quotidien français, 10% de la population française souffrirait de problèmes auditifs, et, chiffre particulièrement préoccupant, 37% des jeunes de 15 à 19 ans. Des pathologies comme l'hyperacousie (hypersensibilité au bruit) ou les acouphènes (perceptions auditives fantômes) sont de plus en plus nombreux. Le bruit aurait également d'autres conséquences sur l'organisme, notamment sur les systèmes cardiovasculaire et immunitaire, le sommeil, la croissance, les hormones. Une influence du bruit sur la dyslexie semble désormais une évidence pour les chercheurs.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de personnes atteintes par une pathologie en relation avec une exposition au bruit?

- Quelles sont ces pathologies?

- Quel est l'âge moyen des personnes concernées? Existe-t-il des statistiques permettant de retracer l'évolution de cet âge moyen au cours des dernières décennies?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la lutte contre l'exposition aux nuisances sonores doit être considérée comme une priorité en matière de santé publique?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin d'engager une lutte efficace contre les nuisances sonores?

- Monsieur le Ministre juge-t-il utile d'initier des campagnes à l'encontre des jeunes, afin de les sensibiliser aux dommages à long terme que peut entraîner l'utilisation inadéquate de lecteurs de musique portables par exemple?

Réponse commune (20.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

La présente réponse coordonne des éléments de réponse fournis par plusieurs départements ministériels. En effet si la médecine du travail, s'occupant entre autres des pathologies dues au bruit sur le lieu de travail, relève bien du Ministère de la Santé, la réglementation du bruit sur le lieu de travail rentre dans les attributions du Ministère du Travail, tandis que la reconnaissance des maladies professionnelles relève de l'Association d'Assurances contre les Accidents, qui dépend elle-même du Ministère de la Sécurité sociale. Le Ministère de l'Environnement quant à lui a compétence pour toute réglementation du bruit autre que celle visant à protéger le travailleur sur le lieu du travail.

Les pathologies dues au bruit n'étant pas soumises à déclaration obligatoire, des statistiques générales les concernant ne sont pas disponibles. L'Association d'Assurance contre les Accidents enregistre cependant les déclarations de maladies professionnelles, dont celles provoquées par le bruit. Il s'agit des maladies tombant sous le code 2301-Hypoacousie provoquées par le bruit consistant dans une perte auditive d'au moins 40%.

En 2005 24 déclarations ont été enregistrées sous ce code, dont trois ont été reconnues et 20 refusées, un cas restant en suspens. Pour 2006 il y a eu 13 déclarations avec pour l'instant une reconnaissance, six refus et six cas encore sous examen.

Si le nombre absolu des déclarations de maladies professionnelles et surtout des reconnaissances est faible, compte tenu de la condition d'une perte auditive d'au moins 40%, il n'en reste pas moins qu'en médecine du travail l'exposition au bruit d'origine professionnelle est le risque le plus souvent rencontré dans le cadre des inventaires des postes à risques: 40% de toutes les entreprises signalent cette nuisance et 16% des travailleurs y sont exposés quotidiennement. Dans le cadre des examens périodiques (plus de 55.000 examens par an), les sept services de médecine du travail détectent régulièrement auprès de plus de 20% des travailleurs des troubles auditifs; l'hypoacousie (perte partielle de l'audition) reste par conséquent la pathologie la plus fréquemment dépistée en matière de santé au travail.

À signaler qu'un nouveau dispositif réglementaire, arrêté suite à une directive communautaire, vient renforcer la lutte contre le bruit professionnel. Le règlement grand-ducal du 6 février 2007 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruit) réduit les valeurs limites d'exposition et impose à l'employeur d'évaluer et de mesurer les niveaux de bruit auxquels les travailleurs sont exposés sur l'ensemble des lieux de travail. Ces évaluations doivent être régulièrement mises à jour et communiquées à l'Inspection du Travail et des Mines et à l'Association d'Assurances contre les Accidents en cas de pathologie apparente.

Quant à la réglementation du bruit autre que celle visant à protéger le travailleur sur le lieu de travail, elle a pour source la loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit et la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, cette dernière visant plus particulièrement les nuisances causées par ces établissements dans le voisinage. Un certain nombre de règlements d'application ont été pris sur base de ces lois.

S'agissant plus particulièrement du bruit occasionné par les infrastructures de transport majeures (grands axes routiers et ferroviaires, aéroports), une directive communautaire exige l'élaboration de cartes stratégiques de bruit et de plans d'action.

Le premier jeu de ces cartes de bruit est disponible pour juillet de cette année.

Les cartes stratégiques de bruit sont à renouveler tous les cinq ans.

Au sens de la prédite directive, les cartes comprendront notamment une estimation du nombre d'habitations et de personnes affectées par différents niveaux de bruits, ceci à partir de 55 dB(A) et pour les indicateurs LDEN (jour, soirée, nuit) et Lnight.

Par ailleurs des plans d'action qui visent à prévenir et réduire les nuisances du bruit dans l'environnement sont élaborés pour les grands axes routiers, ferroviaires et pour l'Aéroport du Luxembourg.

Par la motion PI 5206 du 11 juillet 2006 la Chambre des Députés a invité le Gouvernement à fixer dans le cadre de la transposition de la prédite directive d'ici 2008 des valeurs-limites d'exposition au bruit à l'instar des autres pays de l'Union européenne et à élaborer un catalogue de mesures à prendre en considération si ces limites sont dépassées.

Ainsi, sur la base des cartographies stratégiques et des valeurs-limites fixées, lesdits plans d'action seront élaborés pour juillet 2008. Il est à signaler que la population concernée sera consultée dans le cadre des plans d'action en question avant la transmission de ceux-ci à la Commission européenne.

Question 1571 (14.2.2007) de **M. Claude Adam** et **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **ratification de la Charte sociale européenne:**

La Charte sociale européenne est le complément naturel de la Convention européenne des droits de l'Homme, et garantit les droits sociaux et économiques. En 1996, une Charte sociale révisée devant progressivement remplacer la première Charte a été ouverte à la signature et à la ratification. Le 11 novembre 1998, le Luxembourg a signé la Charte sociale européenne révisée. Or, le Luxembourg ne l'a toujours pas ratifiée.

Dans ce contexte nous voudrions savoir du Ministre:

- Pourquoi le Luxembourg tarde-t-il à ratifier cette Charte révisée?

- Est-ce que le Gouvernement a l'intention de ratifier la Charte en question?

- Si oui, quand est-il prévu de le faire?

Réponse commune (2.4.2007) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

La réponse à la présente question parlementaire est fournie en concertation avec le Ministère du Travail et de l'Emploi, dont la Charte sociale révisée relève, à côté d'autres départements ministériels.

La Charte révisée, tout comme la Charte sociale de 1961, comporte de nombreuses dispositions qui ne doivent pas toutes être acceptées par un État signataire. D'ailleurs rares sont les États membres du Conseil de l'Europe qui ont ratifié tous les articles et paragraphes de la Charte.

Avant donc d'entamer la procédure de ratification de la Charte révisée, le Gouvernement a voulu analyser la position détaillée du Comité européen des droits sociaux afin de pouvoir évaluer les conséquences de la ratification de telle ou telle disposition. Une grande partie de cette position étant connue actuellement, un groupe de travail interministériel sera institué dans le but d'examiner si les nouvelles dispositions peuvent être acceptées sans réserve ou non respectivement lesquelles de nos dispositions nationales devraient être modifiées avant la ratification.

Question 1572 (14.2.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* et de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**office social:**

La loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours et l'arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846 sur la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance obligent chaque commune de créer un office social, dénommé jusqu'en 1986 bureau de bienfaisance.

- Combien de communes disposent d'un office social géré par du personnel engagé exclusivement pour cette tâche?

Réponse (29.3.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En ce qui concerne le personnel des offices sociaux des communes, l'arrêté royal grand-ducal modifié du 11 décembre 1846 concernant la réorganisation et le règlement de la bienfaisance impose à la commission administrative l'obligation de nommer un secrétaire et de charger un receveur d'effectuer les recettes et de solder les dépenses de l'office social.

Les autres agents chargés de travaux en relation avec les missions incombant à l'office social peuvent être engagés soit par la commission administrative de l'office social, soit par la commune intéressée, auquel cas le personnel exécute les travaux visés suite à une décision d'affectation y afférente par le collège des bourgmestre et échevins.

La Ville de Luxembourg constitue la seule commune qui dispose d'un cadre du personnel propre à son office social, comportant l'intégralité des agents qui sont au service de l'office et qui sont tous engagés par la commission administrative compétente.

Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ne dispose pas de données statistiques concernant le personnel communal affecté aux offices sociaux étant donné que les décisions d'affectation du personnel communal par le collège échevinal ne sont pas soumises à approbation par le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire de sorte qu'il n'obtient pas connaissance des décisions en question.

D'une façon générale on constate toutefois que l'écrasante majorité des agents engagés directement par l'office social relèvent de la carrière de l'assistant social, les travaux administratifs incombant à l'office et qui ne sont pas pris en charge par son secrétaire étant généralement assurés par des fonctionnaires communaux relevant de la commune concernée.

Question 1573 (14.2.2007) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant l'**Année culturelle 2007:**

Selon mes informations, beaucoup de personnes handicapées rencontrent des difficultés quand ils veulent participer aux manifestations de l'Année culturelle 2007 au Luxembourg.

Ainsi, lors de la fête d'ouverture de cette dernière, les navettes gratuites parcourant les Park & Ride et les lieux de célébration n'étaient pas accessibles aux personnes handicapées et aucun service spécial n'avait été prévu. Tel semble aussi être le cas pour la plupart des manifestations à venir.

La boutique officielle est également inaccessible aux personnes handicapées, à défaut d'une rampe pour surmonter les marches à l'entrée ou d'une entrée de plain-pied.

Il faut encore savoir que le Casino - Forum d'art contemporain n'est pas lui non plus accessible aux personnes handicapées. En effet, à la différence de l'Année culturelle de 1995, pour laquelle avait été prévu un service «porteur» pour transporter les personnes à mobilité réduite au rez-de-chaussée de la salle d'exposition un tel service n'a pas été envisagé pour 2007.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État de la Culture:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles les personnes handicapées se voient confrontées aux problèmes exposés ci-dessus?

- Sachant que les responsabilités engagées ne relèvent pas uniquement des compétences du Ministère de la Culture, Madame la Secrétaire d'État, envisage-t-elle d'organiser un groupe interministériel avec tous les Ministères concernés afin de mieux intégrer les personnes handicapées aux évènements organisés dans le cadre de l'Année culturelle?

- Sachant que 2007 est également «l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous», le Gouvernement a-t-il prévu dans le cadre de l'Année culturelle des manifestations en collaboration avec des associations pour personnes handicapées?

Réponse (29.3.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse aux questions de Madame la Députée Marie-Josée Frank concernant l'accès pour personnes handicapées aux manifestations de l'Année culturelle 2007, j'ai l'honneur d'apporter les réponses suivantes.

Je voudrais tout d'abord rappeler que l'a.s.b.l. «Luxembourg et Grande Région, capitale de la culture 2007» (ci-après l'a.s.b.l. «Luxembourg 2007») a entériné avec «Info Handicap» une charte d'accessibilité qui prévoit que «Luxembourg 2007» remplisse, dans la mesure du possible, pour les sites et les activités sous sa propre responsabilité les conditions de cette charte. Par contre, pour les partenaires institutionnels ou associatifs de Luxembourg 2007, cette charte est diffusée comme recommandation. L'a.s.b.l. «Luxembourg 2007» ne peut donc être tenue de responsable pour les manquements à la charte qui n'adviennent pas sous sa responsabilité directe. Précisons que l'a.s.b.l. «Luxembourg 2007» n'est pas mandatée pour effectuer des travaux d'aménagement, mais est censée s'occuper des programmes culturels. Elle est donc dépendante de la bonne volonté des administrations publiques responsables de travaux et des autres prestataires de services.

Voici maintenant mes réponses aux questions posées:

1. Navettes gratuites lors de l'ouverture: Ces navettes étaient organisées sous la responsabilité de la Ville de Luxembourg. Pour des raisons indépendantes de notre volonté, la mise à disposition de bus accessibles n'a pu se réaliser. L'a.s.b.l. «Luxembourg 2007» mettra tout en œuvre pour qu'à l'avenir de tels bus soient disponibles, tout en signalant que c'est toujours la Ville de Luxembourg qui est en charge du volet transport public.

Je peux d'ores et déjà vous informer que pour la fête de printemps des bus spéciaux pour handicapés sont prévus, en collaboration avec la Ville de Luxembourg. Dans l'annonce du programme, cette option sera clairement signalisée.

2. La boutique officielle installée dans le pavillon grand-ducal: Pour rendre l'accès accessible aux personnes handicapées, l'a.s.b.l. «Luxembourg 2007» a trouvé un arrangement avec les CFL, propriétaire des locaux. Au lieu d'une rampe d'accès qui se serait prolongée jusque sur le parking, elle apposera une signalétique dirigeant les chaises roulantes sur le quai 3 de la gare où se trouve la porte côté quai du pavillon grand-ducal. Les CFL y installeront une sonnette qui avertira le personnel de la billetterie et du shop qu'une personne en chaise roulante demande l'accès. L'accès sera ainsi bien plus aisé que par une rampe.

3. Le Casino - Forum d'art contemporain ne tombe pas sous la responsabilité de l'a.s.b.l. «Luxembourg 2007», mais accueille uniquement des manifestations propres labellisées 2007. Je demanderai à Monsieur le Ministre des Travaux publics d'analyser les possibilités d'amélioration de l'accès des personnes handicapées.

Par ailleurs, je voudrais signaler que le site Internet www.luxem-

bourg2007.org publie une liste des lieux accessibles aux handicapés. Ce site sera augmenté, début avril, par une version HTML plus aisément accessible et maniable. Les programmes mensuels sur papier qui ne mentionnaient pas jusqu'ici les lieux accessibles pour handicapés fourniront désormais un lien avec les informations utiles pour l'accès des handicapés.

Je mentionne encore que sur le site des Rotondes, la coordination générale avait prévu une entière accessibilité pour les handicapés; entre-temps une rampe au niveau des toilettes vient d'être installée. Il est vrai que pour des raisons indépendantes de la volonté des organisateurs, ceci n'avait pu être réalisé pour la fête d'ouverture elle-même. La rampe pour les bureaux de la Coordination ainsi qu'un balisage d'un sentier à travers la place de gravier entre les deux Rotondes sont prévues et devraient être mis en place sous peu.

Il appert donc que beaucoup d'efforts ont été faits par l'a.s.b.l. «Luxembourg 2007» pour faciliter l'accès et la participation des personnes handicapées aux lieux et aux manifestations dans le cadre de l'Année de la capitale de la culture 2007. J'ose même prétendre que rarement les efforts afférents d'un organisateur ont été aussi conséquents. Ceci devrait par ailleurs être normal, alors qu'il me tient à coeur que les personnes handicapées puissent participer le plus possible aux événements culturels dont question, et je ne voudrais pas manquer de souligner combien je me réjouis de l'intérêt que les personnes concernées portent aux événements de l'Année culturelle 2007.

Pour être complète, je préciserai encore que certaines expositions à venir, organisées sous les auspices de la coordination générale, vont également connaître des aménagements facilitant l'accès et la participation à l'exposition. Toujours est-il que la configuration des lieux rend parfois très difficile une accessibilité parfaite ou intégrale, malgré tous les efforts effectués.

Au vu des réponses fournies cidessus, j'estime qu'il n'est plus nécessaire de réunir le groupe interministériel qui est proposé pour «mieux intégrer les personnes handicapées aux événements organisés dans le cadre de l'Année culturelle», alors que toutes les précautions ont été prises.

Enfin, pour répondre à votre question concernant des manifestations organisées spécialement à l'intention des personnes handicapées par la coordination générale, je m'en voudrais de ne pas mentionner le grand projet de la Ligue HMC «Melting Art and People» ayant lieu dans le cadre de l'Année culturelle.

Par ailleurs, je reste convaincue que la meilleure façon d'intégrer les personnes handicapées est de veiller en général à ce qu'un maximum de conditions d'accès soient garanties. J'estime qu'il faut éviter à tout prix un traitement «spécial» qui risquerait d'être interprété par elles comme une façon de les stigmatiser ou de les isoler.

Question 1574 (14.2.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **minerval:**

Eis gesellschaftlech Entwécklung dréit derzou bäi, datt ëmmer méi Elterendeeler schaffe ginn a se doduerch hir Kanner an eng extern Betreiung musse ginn.

Vill Eltere schaffen net an der Uertschaft wou se wunnen a wëllen hir Kanner dann och dagsiwwer, sief et bei Famill oder an Opfaangstrukturen no bei hirer Aarbecht, a Betreiung ginn.

Wann d'Kanner am Schoulalter sinn, versichen déi virzitéiert Elteren dann och hir Kanner no bei hirer Aarbecht ze scolariséieren.

Elo ass et awer sou, datt vill Gemenge fir d'Scolariséierung vu Kanner aus enger anerer Gemeng héich Minervalë verlaangen, déi Eltere mat klenge Revenuen net kënne bezuelen.

An eiser Verfassung ass festgeschriwwen, datt den Zougang zu der Primärschoul fir jiddferee muss gratis sinn.

D'Schoulgesetz awer, an der Philosophie, datt dëst nëmme fir gemengenintern Kanner soll gëllen, gëtt de respektive Gemengen d'Méiglechkeet e Minerval ze verlaange fir Kanner, déi net aus der eegener Gemeng stamen.

Et stellt sech deemno net nëmmen eng Verfassungsfro, mä och eng Fro, wat d'Chancëgläichheet beim Accès an eng aner Schoul ubelaangt. Zumools wann ee bedenkt, datt d'Stad Lëtzebuerg pro Trimester e Minerval vu 500 Euro verlaangt fir Kanner aus enger anerer Gemeng.

De Gemengesydikat Syvicol ass scho mat dem Problem vum Minerval befaasst, kënnt awer net weider duerch déi ënnerschiddlech Argumenter vun den eenzelne Gemengen, wéi zum Beispill de Käschtepunkt vun zousätzleche Strukture respektiv Enseignanten, asw.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir de Problem vum Minerval ze léisen, fir alle Schüler déiselwecht Ausgangschancen ze ginn, andeem d'Primärschoul fir all Schüler gratis ugebuede gëtt, sou wéi et an eiser Verfassung steet?

2. Wier et net sënnvoll, datt de Stat mol fir d'éischt géif d'Finanzéierung vum Léierpersonal vum Primär integral iwwerhuelen, fir dëse Käschtepunkt fir d'Gemengen ofzeschafen, sou datt dat net méi kann als Argument gëllen, fir Kanner aus anere Gemengen den Accès an d'Schoul ze verwieren?

Réponse commune (2.4.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

- Fir d'eischt wéilte mir den honorablen Här Jaerling drun erënneren, dass en den 13. vum Heemount 2001 mat der Question parlementaire N°1232 *(cf. compte rendu N°3/2001-2002)* schonn eng ähnlech parlamentaresch Fro un den Innenminister geriicht hat. Mir géifen hien och bieden d'Äntwert, déi den deemolegen Innenminister de 27. Juli 2001 op dës Fro ginn huet, ze liesen. An dëser Äntwert fënnt hien all d'Erklärungen zum Punkt 1 vu senger aktueller Fro.

- Wat de Punkt 2 vun dëser Fro ubelaangt, sou hunn d'Gemengen opgrond vun hirer territorialer Kompetenz nëmmen d'Obligatioun fir deene Kanner, déi op hirem Territoire wunnen, gratis d'Primärschoul unzebidden. Ob de Stat soll d'Finanzéierung vum Léierpersonal vum Primär integral iwwerhuelen ass ee vun de Punkten, déi am Kader vun der Diskussioun iwwert d'Kompetenzopdeelung vun den öffentlechen Aufgaben tëschent dem Stat an de Gemengen an der Chamberkommissioun «Réorganisation territoriale du Luxembourg» amgaang ass behandelt ze ginn an och do däerft eng Äntwert fannen.

Question 1575 (15.2.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **rapport de l'Unicef sur les enfants dans les pays de l'OCDE:**

Gëschter huet d'Unicef e Bericht iwwert d'Situatioun vu Kanner an den Industrielänner veröffentlecht. Wéi et schéngt ass Lëtzebuerg net berücksichtegt ginn, well net genuch Donnéeën existéiert hunn.

Dëst féiert mech derzou lech, Madame Minister, folgend Froen ze stellen:

1. Ass et richteg, datt Lëtzebuerg net un der Etüd deelgeholl huet, well déi néideg Donnéeën net zur Verfügung stoungen. A wa jo, wat ass de Grond dofir?

2. Wier et net wichteg, datt och Lëtzebuerg un esou enger Etüd géif deelhuelen?

3. Sidd Dir bereet dofir ze suergen, datt déi néideg Informatiounen an Zukunft zur Verfügung stinn?

Réponse (26.3.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les données présentées dans le rapport Unicef sont basées essentiellement sur les résultats et statistiques relevés dans le cadre des recherches suivantes:

1. Les études PISA 2000 et 2003 (Programme for International Student Assessment), coordonnées par l'OCDE, auxquelles le Luxembourg a participé et pour lesquelles le Ministère de l'Éducation nationale est en charge.

2. L'étude HBSC 2001 (Health Behaviour in School-aged Children), coordonnée par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), à laquelle le Luxembourg a participé pour la première fois dans le cadre d'un projet pilote de 1999/2000, mais dont le rapport final n'a pas encore été pris en compte par l'OMS et dont les données en question (voir la liste des pays en annexe) ne figurent pas dans le rapport final du HBSC 2001.

En effet, l'OMS prévoit que les pays qui participent la première fois à l'étude internationale HBSC, participent d'abord à titre d'essai. Seulement après vérification de la bonne utilisation des critères de recherche, ils sont officiellement enregistrés comme pays participant à l'étude auprès de l'Université de Bergen (Norvège) qui coordonne au niveau international les résultats et en fait des comparaisons entre pays. Le Luxembourg a seulement été enregistré en 2004 comme pays participant officiellement aux études HBSC. L'étude HBSC 2005 va donc reprendre les résultats luxembourgeois dans son recueil de données international. Tant le Ministère de l'Éducation nationale que le Ministère de la Santé sont des points de contact pour l'étude HSBC au Luxembourg.

L'absence de données se rapportant au Luxembourg au niveau de l'étude HBSC 2001 explique donc l'absence de données luxembourgeoises dans le rapport de l'Unicef.

Question 1576 (16.2.2007) de **MM. Marco Schank** et **Ali Kaes** *(CSV)* concernant les **taxes d'inscription pour l'enseignement musical public:**

Au cours de ces dernières années, l'enseignement musical a connu une évolution formidable au Luxembourg. Cette évolution se traduit aussi bien par la création de nombreuses écoles de musique à travers le pays que par l'aménagement de trois conservatoires à Esch/Alzette, Luxembourg et Ettelbruck-Diekirch. Malgré cet engouement pour la musique, il semble que le financement de l'enseignement musical se heurte à un certain nombre de difficultés.

Afin de réagir face à une augmentation permanente des frais, de nombreuses communes et syndicats intercommunaux ont tendance à vouloir récupérer une partie de leurs frais que leur cause l'organisation de l'enseignement musical par une hausse des taxes d'inscription pour les élèves résidents, mais avant tout pour les élèves non résidents. Cette évolution a pour conséquence des divergences notables au niveau des coûts d'accès à l'enseignement musical à travers le pays. Ainsi, en décembre 2006, le Comité du syndicat intercommunal des Villes de Diekirch et d'Ettelbruck, par exemple, a décidé une hausse considérable de leurs taxes d'inscription pour les élèves résidents et non résidents dès la rentrée 2007/2008.

Ceci entraîne que le coût d'accès pour un élève résident s'élèvera à 180 euros et celui d'un élève non résident s'élèvera à 830 euros pour un cours individuel au Conservatoire du Nord, tandis que le coût d'accès à l'enseignement musical sera de 75 euros pour chaque élève qui s'inscrit à n'importe quel cours au conservatoire d'Esch/Alzette[1] et varie entre 98 et 147 euros pour un élève qui s'inscrit à un cours individuel au Conservatoire de la Ville de Luxembourg. Ainsi les responsables du CMNord craignent, que cette augmentation des taxes risque d'avoir un impact négatif sur les effectifs des élèves de leur conservatoire, avec comme conséquence éventuelle une grave perturbation du fonctionnement de cet établissement d'enseignement musical commun.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il faudrait procéder à une harmonisation des modes de calcul des frais d'inscription, face à ces fortes variations des coûts d'accès à renseignement musical communal, donc à un enseignement public, géré par la loi et réglementé par l'État?

- Ne serait-il pas temps pour que le législateur dresse une carte scolaire de l'enseignement musical pour définir enfin les différents besoins de chaque région, en tenant compte de leurs spécificités?

[1] Le Conservatoire d'Esch/Alzette ne fait pas de différence ni entre résidents et non-résidents ni entre cours collectif et cours individuel.

Réponse (26.3.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'enseignement musical communal est un enseignement purement facultatif. Il incombe donc aux autorités communales de décider si elles veulent offrir cet enseignement ou non. La loi modifiée du 28 avril 1998 portant: a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal; b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail; c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État confirme d'ailleurs ce principe tout en invitant les communes de placer cet enseignement dans le cadre de la loi en question pour pouvoir bénéficier d'aides financières.

Il est évident que les communes n'ont de compétence que pour leur territoire, un principe ancré dans la Constitution, et qu'elles n'ont aucune obligation à l'égard de la population résidant en dehors de leur territoire. Dans cet ordre d'idées et dans la mesure des places disponibles, elles peuvent accueillir des élèves ne résidant pas sur leur territoire et demander alors des droits d'inscription supplémentaires pour ces élèves forains.

Pour éviter que les élèves qui ne résident pas dans la commune organisatrice de l'enseignement musical ne soient ou bien pas admis, ou bien confrontés à un minerval plus substantiel, les communes limitrophes peuvent se concerter avec la commune organisatrice. Ou bien elles organisent ensemble l'enseignement musical dans un syndicat de communes, ou bien elles concluent des conventions de financement entre elles, ou bien encore elles subventionnent leurs élèves lorsqu'ils présentent la note sur le minerval payé.

La question d'une harmonisation des conditions d'admission est donc exclusivement entre les mains des communes concernées.

Dans ce contexte il y a lieu de se référer également à la réponse donnée à la question parlementaire N°1196 du 22 juin 2001 *(cf. compte rendu N°20/2000-2001)* de Monsieur le Député Ady Jung.

En ce qui concerne la dernière question, il est impossible de dresser la carte scolaire visée étant donné que nous nous trouvons dans le cadre d'un enseignement purement facultatif à organiser par les communes qui en décident en toute autonomie.

Question 1578 (21.2.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **droit individuel à la pension:**

An der Diskussioun si momentan souwuel den Eenheetsstatut fir d'Salariéen aus dem Privatsekteur, mat als eng vu sengen Zilsetzungen d'Fusioun vun de Pensiounskeesen, wéi awer och en neit Scheedungsgesetz.

D'Scheedungsgesetz huet als Zilsetzung, d'Ongerechtegkeete bei enger Scheedung aus der Welt ze schafen, fir datt béid ehemoleg Liewespartner och no der Scheedung e mënschewierdegt Liewe kënne féieren.

Am Gespréich ass dofir de Splitting vun de Rentenusprëch, deen awer bei Bezéier vu Mindestrenten éischter méi sozial Problemer schaaft, wéi en der léist.

Et gi Weeër gesicht, fir dëst ze verhënneren. D'Krankenofsécherung fir d'Famill, zum Besipill, gëtt vun engem Familljenernährer garantéiert, wann de Liewespartner keen eegent Akommes huet.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wier et net méiglech iwwert de Bäitrag un d'Pensiounskeesen, genau wéi beim Krankekeesebäitrag, och de Liewespartner, dee keen eegent Akommes huet, fir seng eege Pensiounsrechter ofzesécheren, während der Period vum Zesummeliewen?

2. Wier dëst net eng Mesure, déi d'Sozialpartner kéinten am Zesummenhang mat der Fusioun vun de Pensiounskeesen diskutéieren, fir iwwert dee Wee och eng eenheetlech sozial Ofsécherung fir d'Famill anzeféieren?

3. Wier et net och sënnvoll, nodeem, datt d'Soziabäiträg bei de Krankekeesen am Privatsektor sollen harmoniséiert ginn, an déi bei de Pensiounskeesen et scho sinn, iwwer en eenheetleche Sozialbäitrag insgesamt ze diskutéieren, well jo d'Sozialbäiträg vun de Kranken- a Pensiounskeesen um Bruttoakommes berechent ginn, mam laangfristegen Objektiv op nach just eng Sozialversécherungskeess?

Réponse (27.3.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

An der Fro ginn eng Rei Themen opgeworf, déi de Ministère vun der sozialer Sécherheet zurzäit beschäftegen. Et ass awer net esou, datt een all Problemer, déi sech am Kader vum Statut unique, am Scheedungsrecht a bei der Finanzéierung vun deene verschiddene Branchë vun der sozialer Sécherheet an engem grousse Worf zesumme léise kann.

De Statut unique ass virun allem d'aarbechtsrechtlech Gläichstellung vum Aarbechter a Beamten aus dem Privatsektor. Dës Gläichstellung huet fir d'Sozialversécherung Konsequenzen op zwee Pläng:

- Duerch d'Ausdehnung vun der Lounfortzahlung am Krankheetsfall op all Aarbechter iwwerhuelen d'Krankekeesen de Risiko eréischt vun der 14. Woch un, wat zur Konsequenz huet, datt een Deel vun der finanzieller Belaaschtung vun der Krankees op d'Betriber iwwerdroe gëtt. D'Fro, déi sech hei stellt, ass virun allem wéi een hei een Ausgläich schafe kann. D'Regierung huet hir Virstellung heizou virgestallt an ech wëll hei net weider drop agoen.

- Duerch d'Iwwerwanne vun den Ënnerscheeder tëschent Aarbechter a Beamte fält déi heiteg Organisatiounsstruktur vun de Kranken- a Pensiounskeesen, déi jo op sozioprofessionellen Ënnerscheeder berout, zesummen. D'Fusioune vu Kranken- a Pensiounskeesen ass u sech eng onausweichlech Konsequenz vum Statut unique an eng Chance de Verwaltungsopbau vun der Sozialversécherung ze optiméieren.

De Gesetzesprojet zum Statut unique, deen a Virbereedung ass, wäert sech och, wat de Volet sozial Sécherheet ugeet, op dës zwee Aspekter beschränken.

D'Fro vum Versuergungsausgläich bei Renten a Pensiounen am Scheedungsfall stellt sech erneits am Kader vun der Reform vum Scheedungsrecht. Dass déi sozialversécherungsrechtlech Äntwert op dës Fro net esou einfach ass, beweist schonn de Fait, datt de Gesetzgeber an der Vergaangenheet eng Rei Usätz geholl huet, déi awer bis elo nach net zu engem zefridde stellende Resultat gefouert hunn. Déi verschidde betraffe Ministèrë sinn amgaang d'Machbarkeet vu Léisungen ze iwwerpréiwen, an et schéngt deemno verfréit weider op d'Fro anzegoen.

D'Problematik bei der Scheedung ass virun allem komplex, well den Usproch op Rechter aus der Sozialversécherung sech haaptsächlech aus der berufflecher Aktivitéit ergëtt, an esou dee Partner, dee kenger berufflecher Aktivitéit nogeet, well e sech ëm d'Erzéiung vun de Kanner an ëm den Haushalt bekëmmert, keng eege Rechter, mä nëmmen ofgeleete Rechter, souwuel bei der Gesondheetsversuergung wei och an der Renteversécherung (Iwwerliewensrent), huet. Ech kann deemno dem honorablen Deputéierte seng Iwwerleeungen heizou net novollzéien, well de Bäitrag an der Kranke- wei an der Pensiounsversécherung haut souwuel déi eege wéi och déi ofgeleete Rechter deckt. De Problem besteet ebe just dann, wann duerch Scheedung dës Ofsécherung an der Famill net méi besteet.

D'Iddi vun engem globale Bäitrag fir d'Kranken- an d'Pensiounskeess ass net machbar, well déi verschiddenaarteg Risikolag - bei der Krankeversécherung hu mer e kuerzfristege Risiko, bei der Pensiounsversécherung e laangfristege Risiko - eng differenzéiert Gestaltung vun de Finanzéierungssystemer erfuerdert.

Question 1579 (23.2.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant l'**exonération de la taxe sur les véhicules automoteurs des véhicules immatriculés au nom de l'État, des communes et de la Cour grand-ducale:**

Iwwert de Projet 5611 gouf och d'Autotax massiv gehéicht. Eng vun den Haaptgrënn, mat deenen déi nei definéiert Steier verteidegt gouf a gëtt, ass de Klimaschutz. De Kaf vu Gefierer, déi manner CO_2 ausstoussen, soll favoriséiert ginn.

De staatleche Fuerpark gouf vun dëser Mesure, via den Artikel 44, explizit ausgeklamert: «Les véhicules immatriculés au nom de l'État, des communes et de la Cour grand-ducale sont exonérés de la taxe.»

Esou stelle sech eng Rëtsch Froen zur Konsequenz vum Klimaschutzwëlle vun der Regierung an zur ministerieller Virbildfonctioun:

1. Wéi vill Autoe si momentan fir d'Regierung, mä och fir de groussherzoglechen Haff ugemellt?

2. Ëm wat fir eng Gefierer handelt et sech dobäi, wéi vill ass hiren Duerchschnëttsverbrauch, wéi héich ass hiren Duerchschnëttsalter an hiren CO_2-Ausstouss?

3. Sinn d'Regierungsgefierer all schonns mat engem Katalysator oder engem Dieselpartikelfilter équipéiert?

4. Besteet e konkrete Plang, eeler a net ëmweltfrëndlech Regierungsgefierer schnellstméiglech ze entsuergen?

5. Wat huet d'Regierung bis elo ënnerholl, fir - och ouni Taxendrock - hire Fuerpark schnellstméiglech ekologesch virbildhaft ëmzegestalten?

6. No wéi enge Kritäre wäert d'Regierung an Zukunft d'Uschafe vu Regierungsgefierer regelen?

7. Gëtt - am Bléck op e méiglecherweis zur Zäit ekologesch net virbildhafte Fuerpark - momentan d'Notzung vun dëse Gefierer zu Gonschte vu méi ëmweltfrëndleche Fortbewegungsméiglechkeeten (zum Beispill öffentlechen Transport) ageschränkt?

8. Wat recommandéiert den Här Ëmwelt- an Transportminister senge Regierungsmemberen, wat déi opgewise Problematik ugeet?

Réponse commune (3.4.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et *Ministre des Transports:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Jean-Pierre Koepp, j'ai l'honneur de vous faire parvenir les informations suivantes:

Le nombre de voitures du garage du Gouvernement s'élève à 22, dont sept véhicules de réserve.

Il s'agit de véhicules des marques BMW, Mercedes ou Audi. Leur moyenne d'âge s'élève à près de trois ans et deux mois pour les 15 véhicules généralement utilisés par les membres du Gouvernement, et à quatre ans et demi si l'on inclut les véhicules de réserve. Leurs émissions de CO_2 se situent dans une fourchette allant de 240 à 286 g/km, avec une moyenne de 267 g/km, chiffre auquel correspond une consommation d'environ 11,2 l d'essence par 100 km.

Il s'agit exclusivement de véhicules à moteur essence, tous équipés d'un catalyseur.

Le renouvellement du parc automobile du Gouvernement se fait à raison de deux ou trois unités par année. Conscients de leur rôle de précurseur en la matière, les membres du Gouvernement dont il est prévu de remplacer à court ou moyen terme le véhicule sont d'ores et déjà fermement décidés à opter pour un véhicule économe en carburant, voire même un véhicule hybride. Je viens d'ailleurs de décider de faire transformer, à mes propres frais, mon véhicule de service de manière à pouvoir rouler au gaz naturel.

Il convient aussi de rappeler que dans son 1er plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2 intitulé «Changement climatique: Agir pour un défi majeur!» adopté en avril 2006, le Gouvernement indique parmi les mesures dans le domaine des transports qu'il prévoit d'intégrer des critères environnementaux dans les marchés publics. Le plan d'action précise que ceci consistera pour l'État et les administrations communales de respecter, dans la mesure du possible, des critères d'émissions maximales lors de l'acquisition de véhicules neufs. À cet effet le Ministère de l'Environnement, en concertation avec le Ministère des Travaux Publics, élaborera des critères à intégrer dans les cahiers des charges. Il est prévu qu'une circulaire à cet effet sera établie au cours du 1er semestre 2007.

Question 1583 (27.2.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **fouilles de sécurité à l'Aéroport de Luxembourg:**

An enger Wochenzeitung (Lëtzebuerg Privat, N°16) sinn an engem Artikel mam Titel „Findel: Sicherheitscheck Hosen runter! Behörden spielen verrückt. - Leibesvisitationen bei Frauen durch Männer" ënner anerem folgend Aussoe vun engem Ugestallte vum Lëtzebuerger Flughafen ze liesen: „Im gesamten Cargocenter gibt es allerdings keinen einzigen weiblichen Sicherheitsbeamten. (...) dass diese Leute dies dürften, da es ein Abkommen zwischen Police grand-ducale und der Luxair gebe und ich mich deshalb einer Leibesvisitation zu unterziehen habe. (...) dass anscheinend die Police grand-ducale den Sicherheitsbeamten von Luxair zum größten Teil Ausländer sind, die weder das Luxemburger Gesetz kennen noch der Luxemburger Sprache mächtig sind, die Erlaubnis dazu gegeben haben."

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Froe beäntweten:

1. Ass den Här Minister iwwert dës Zoustänn informéiert?

2. Ginn déi nei Sécherheetskontrollen um Lëtzebuerger Flughafen ausschliesslech duerch Sécherheetsbeamte vun der Luxair duerchgefouert?

3. Gëtt et en Ofkommes tëschent der Police grand-ducale an de Sécherheetsbeamte vun der Luxair?

4. Wa jo, wat beinhalt dat Ofkommes?

5. Hunn déi Persounen, déi dës Kontrollen durchféieren, déi noutwendeg Formatioun?

6. Sinn dës Persounen der Lëtzebuerger Sprooch mächteg?

7. Ass et dëse Persounen erlaabt eng Leibesvisitatioun duerchzeféieren?

8. Musse Fraen eng vu Männer duerchgefouert Leibesvisitatioun iwwer sech ergoe loossen?

Réponse (11.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le contrôle de sûreté est soumis aux dispositions de la législation nationale notamment l'article 39 de la loi du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne et l'article 21 du règlement grand-ducal du 23 décembre 2003 portant sur les zones de sûreté à accès réglementé. Par ailleurs, l'article 2 de la loi du 26 juillet 2002 stipule que la mission de sûreté est assumée par des agents de sûreté de la société LuxAirport. Au-delà, les règlements communautaires 2320/2002 et 1138/2004 fixent depuis décembre 2006 le contrôle de sûreté.

L'article 39 de la loi du 31 janvier 1948 confère le droit à la Police grand-ducale de faire procéder sous leur contrôle et leur responsabilité dans l'enceinte de l'aérodrome à la fouille corporelle de toutes les personnes ainsi qu'au contrôle de tous bagages et marchandises.

Conformément au règlement grand-ducal du 23 décembre 2003, le personnel de LuxAirport exécute les contrôles purement visuels, ainsi que les mesures d'inspection, filtrages et fouilles comportant l'application de moyens techniques ou électroniques sous le contrôle de la police à l'Aéroport.

La police de l'Aéroport assume son obligation de contrôle et sa responsabilité du contrôle en dispensant une formation spécifique aux agents de sûreté dans le cadre de cours de formation de LuxAirport, en participant activement à l'élaboration des cours de formation de LuxAirport, en faisant des inspections de routine aux postes de contrôle de sûreté et en réalisant des inspections et des tests dans le cadre du Programme National de Contrôle de Qualité PNCQ.

Seuls les agents ayant suivi la formation sont habilités à exercer la mission de sûreté. La majorité du personnel de LuxAirport parle le luxembourgeois.

À la date du 1er avril 2007, 52 femmes font partie du Service de Sûreté de LuxAirport.

Les modalités de contrôle à l'Aéroport de Luxembourg sont similaires à celles effectuées dans les autres pays de l'Union européenne et font l'objet d'inspections de la part de l'Union européenne.

Question 1584 (28.2.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**avenir de la castellologie luxembourgeoise:**

Une importante contribution de Monsieur John Zimmer, parue au numéro 4/2006 de la revue «Les Cahiers Luxembourgeois», traite de la castellologie luxembourgeoise aujourd'hui et demain. Les importantes fouilles entreprises dans les principaux châteaux forts du Grand-Duché depuis le début des années quatre-vingts jusqu'au début du nouveau millénaire y sont relatées. À la fin de sa contribution, l'auteur remarque que «tous les chantiers de fouilles - Brandebourg, Mont Saint-Jean et Stolzembourg - ont été arrêtés ou tout simplement abandonnés pour une durée indéterminée».

Étant donné l'importance historique de cet aspect des recherches archéologiques dans notre pays, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre si les chantiers de fouilles ont effectivement été arrêtés voire abandonnés et comment il voit l'avenir de la castellologie luxembourgeoise.

Réponse (20.4.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Contrairement aux affirmations de Monsieur Zimmer, auquel se réfère Monsieur le Député en l'espèce, les recherches archéologiques n'ont pas cessé, ni au site de Brandenbourg, ni au Mont Saint-Jean, ni à Stolzembourg. Vu le nombre croissant de fouilles d'urgences de sites archéologiques - médiévaux et autres - qui sont directement liés à des travaux de construction à travers le pays, il est vrai que la priorité en matière de castellologie doit revenir à la consolidation des ruines. Aussi, les fouilles archéologiques vont-elles devoir se limiter, à court et à moyen terme, aux interventions nécessaires dans le contexte précité afin d'y accomplir un travail de recherche et de documentation de qualité.

Aux sites prémentionnés, ainsi qu'à d'autres sites castraux, voire ailleurs, le premier des soucis est bien celui de voir assurer par des spécialistes en matière d'archéologie du Moyen Âge, un contrôle et un suivi scientifiques des fouilles archéologiques ainsi qu'une documentation rigoureuse des structures découvertes. Seule une archéologie castrale menée d'après la méthodologie et les standards de documentation scientifique internationaux pourra légitimer les efforts à consentir sur nos sites archéologiques. Ainsi, la qualité de ces travaux devra toujours primer la quantité des chantiers.

Question 1586 (1.3.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **animaux domestiques exotiques:**

D'Hausdéier Hond suergt fir vill politescht Gedäischs. Dat an éischter Linn wéinst enger postuléierter «Gefäierlechkeet». Déi hat 2002 zum Dépôt vun engem entspriechende Projet de loi gefouert, mat deem sech antëscht eng ganz Chamberkommissioun intensiv beschäftegt.

Ma a puncto Hausdéierenhalung ass d'Gesellschaft schonns laang derbäi ze changéieren. Et schéngt en Trend ze bestoen, fir ëmmer méi ausgefalen Déieren ze halen. Dobäi handelt et sech meeschtens ëm exotesch Déieren, déi manner Plaz a manner Zäitopwand wéi d'Ruddeldéier Hond erfuerderen. E besonnesche Reiz schéngt hei vu gëftegem oder soss gefäierlechem Véi auszegoen.

Schlaangen, Waranen, Gëftfräsch, Skorpiounen, Gëftspannen asw. hunn Anzuch a Privatwunnengen erhalen - e Phenomeen, dee bis dato vun der Lëtzebuerger Politik ignoréiert gëtt -, dofir folgend Froen:

1. Ass de Landwirtschaftsministère am Besëtz vun Donnéeën oder op d'mannst Schätzungen, wat d'Evolutioun vum Bestand vun exoteschen a gefäierlechen Hausdéieren ugeet?

2. Huet de Ministère iwwerhaapt eng Lëscht vu potenziell gefäierlechen exoteschen Hausdéieren? A wéi ass an deem Fall d'Gefäierlechkeet definéiert?

3. Falls keng esou Donnéeën existéieren, bestinn am Ministère Pläng, fir esou eng Lëscht ze definéieren an eventuell eng Meldeflicht fir gefäierlech Déieren anzefäieren?

4. Gëtt et Recommandatiounen oder Virschréfte vum Ministère fir d'Hale vun zum Beispill Gëftschlaangen?

5. Huet de Gesondheetsministère Donnéeën iwwer e méiglecht Zouhuele vu Gëftbëss an entspriechenden Noutfäll an der Humanmedizin? Wa jo, wier et méiglech an der Äntwert op dës Fro dat entspriechend Zuelematerial ze publizéieren?

6. Ginn déi Häre Ministeren dovunner aus mëttel- bis laangfristeg legislativ Mesurë fir esou manifest gefäierlech Déierenhobbye mussen ze ergräifen, esou wéi et jo momentan fir d'Hondsfrënn versicht gëtt?

Réponse (27.3.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

L'honorable Député relève à juste titre que les us et coutumes des gens en matière de détention des «animaux de compagnie» sont actuellement soumis à une certaine évolution.

Au-delà des animaux de compagnie traditionnels, tels les canidés et les félidés, voire les rongeurs, l'intérêt d'un certain nombre de gens s'oriente vers des espèces animales connues sous le nom générique NAC (Nouveaux Animaux de Compagnie) et comprennent entre autres des reptiles, des batraciens, des araignées, etc. Cette recrudescence de la détention de nouvelles espèces animales paraît être due entre autres à un désir d'originalité, voire d'exclusivité de la part de certains particuliers.

Retenons cependant que la très grande majorité de ces nouveaux animaux de compagnie sont à considérer comme des animaux

d'agrément qui ne présentent ni un risque pour leur propriétaire ni pour l'entourage.

Force est de constater que ces nouveaux animaux de compagnie sont souvent acquis sur le marché intracommunautaire pour lequel des statistiques ne sont pas disponibles, ce qui ne facilite pas la mise en place sur le plan national de statistiques fiables en termes de détention d'animaux de compagnie dits exotiques.

S'il existe une réglementation spécifique pour les animaux zoologiques, il n'en est pas moins vrai que les nouveaux animaux de compagnie sont soumis en même temps aux dispositions de la législation générale concernant le commerce et la détention des animaux.

La loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux stipule que le commerce des animaux est soumis à une autorisation du Ministre ayant dans ses attributions l'Administration des Services vétérinaires. Cette administration est en charge de la surveillance de ces animaux, y compris le contrôle des registres d'entrée et de sortie des animaux commercialisés.

La détention des espèces animales spéciales par les particuliers est réglementée par cette même loi qui dispose notamment que les détenteurs doivent être titulaires d'un certificat de capacité attestant les connaissances respectivement l'expérience nécessaires pour la détention de ces animaux.

D'autres dispositions réglementaires à prendre en compte dans ce domaine sont la loi du 31 juillet 1991 portant approbation de la Convention européenne pour la protection des animaux de compagnie, signée à Strasbourg le 13 novembre 1987, ainsi que la Convention de Washington, signée le 3 mars 1973, sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, et approuvée au niveau national par la loi de 1975.

Les questions particulières de l'honorable Député en relation avec les serpents vénéneux font partie intégrante de la réglementation précitée avec la remarque restrictive que le suivi de l'enregistrement d'animaux acquis sur le marché intracommunautaire n'est pas toujours évident au vu du principe de la libre circulation.

Les services du Ministère de la Santé ne disposent pas de statistiques sur les morsures de serpents vénéneux survenues dans notre pays, ceci d'autant plus que les centres de traitement pour ces patients sont établis à l'étranger. Néanmoins, d'après les dires des experts, ces incidents sont extrêmement rares au Luxembourg.

Ceci dit, il convient de rester vigilant à l'égard du commerce des nouveaux animaux de compagnie et de rappeler aux propriétaires d'animaux de compagnie exotiques de faire preuve d'une attitude et d'une conduite de haute responsabilité.

Question 1588 (1.3.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **versement des primes d'exploitation pour l'exercice 2006 aux entreprises agricoles:**

A verschiddene landwirtschaftliche Publikatioune gëtt sech doriwwer beklot, datt d'Ausbezuele vun de Betribsprimen aus 2006 un d'Baurebetriber hei zu Lëtzebuerg béis am Hannerdreiwe wär. D'Ausbezuele vun dësen Akommesbäihëllefen, déi e wichtegen Deel vum landwirtschaftlechen Akommes duerstellen, ass deemno laut EU-Recht vum 1. Dezember un erlaabt. Dat wär och an eisen Nopeschlänner fristgerecht geschitt. Hei zu Lëtzebuerg géifen d'Baueren awer ëmmer nach op 50% vun hire Primë waarden, iwwerdeems si selwer mat enger Primëkierzung vun 1% pro Dag bestrooft ginn, wann hir Demande ze spéit eragereecht gëtt.

Virun dësem Hannergrond géif ech lech gären ëm déi betreffend Explikatioune froen, am Bezuch op:

1. déi tatsächlech rechtlech Situatioun, wat d'Ausbezuelen ubelaangt;

2. d'Donnéeën iwwert d'Ausbezuele vun de Primë vun 2006;

3. d'Ursaache vun dësem Retard;

4. Är Intentiounen an der Zukunft, wat d'Ausbezuele vun dëse Primen ubelaangt;

5. d'Zouerkennung vun Zënsen, wann d'Ausbezuelen an d'Hannerdreiwe geréit.

Réponse (2.4.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Déi rechtlech Situatioun, wat d'Ausbezuelen ubelaangt:

D'Conseilsreglement (CE) N°1782/2003 gesäit a sengem Artikel 28, Paragraph 3 vir, datt d'Betribsprime tëschent dem 1. Dezember vum Antragsjoer an dem 30. Juni vum folgende Joer ausbezuelt gëtt. Fir d'Joer 2006 ass op Kommissiounsniveau [R(CE) N°1540/2006] eng Ausnahmeregelung getraff ginn, déi de Memberlänner fir dat bestëmmte Joer d'Méiglechkeet ginn huet, fir Avancë vum 16. Oktober 2006 un an enger Héicht vu bis zu 50% vun der Prime auszebezuelen. Dës Derogatioun war geholl ginn, fir de finanziellen Enkpäss, déi deemools duerch déi uerg Dréchent provozéiert goufen, entgéintzewierken.

D'Donnéeën iwwert d'Ausbezuele vun de Primë vun 2006:

D'Lëtzebuerger Autoritéiten hu vun där genannter Derogatioun Gebrauch gemaach an hunn Enn Oktober 2006 eng Avance vun insgesamt 17.284.579,02 Euro (also ronn 17,3 Milliounen Euro) un d'Baueren iwwerwisen.

Zu dësem Ablack ass och d'Ausbezuele vun enger provisorescher Ofschlusszuelung un d'Bauere gemaach. De Gesamtbetrag beleeft sech op 13.207.601,23 Euro (also ronn 13,2 Milliounen Euro).

Dës Zuelen droen der Modulatioun an den eventuelle Primëkierzunge schonns Rechnung.

Insgesamt hunn d'Baueren mat dësen zwou Bezuelunge ronn 90% vun hirer Betribsprime fir d'Joer 2006 ausbezuelt kritt. Déi reschtlech Beträg kommen am Laf vum Mount Juni no.

Nieft der Betribsprime sollt een allerdéngs net vergiessen, datt d'Baueren an der zweeter Halschent vum Mount Mäerz och nach an de Genoss vum Sold vun der Landschaftsfleegeprime 2006 beziehungsweis vun der Ausgläichszoulag 2006 kommen. Bei dësen zwou Primen dréint et sech ëm 4.704.747,01 Euro (also ronn 4,7 Milliounen Euro) beziehungsweis 15.180.808,67 Euro (also ronn 15,2 Milliounen Euro). Mëtt Oktober 2006 gouf och schonns eng Avance fir d'Landschaftsfleegeprime 2007 an enger Héicht vu 4.922.515,92 Euro (also ronn 4,9 Milliounen Euro) geleescht.

D'Ursaache vun dësem Retard:

Wann ee sech déi reglementaresch Bestëmmungen an déi ablécklech Situatioun vun den Ausbezuelungen ukuckt, da kënnt een net ëmhin, fir dorops hinzeweisen, datt am Ablack keng Verspéidung virläit, mä héchstens eng Verzögerung.

D'Joer 2006 war net nëmme fir d'Baueren, mä och fir déi zoustänneg Verwaltungen um praktesche Plang vun der Antragstellung ee Joer vum Èmbroch. Vun deem Joer u gëllt fir d'Flächemeldung een neie Referenzsystem. D'Kadasterparzellen, unhand vun deenen d'Leit bis 2005 hir Fläche gemellt hunn, goufen ab deem Joer duerch nei Referenzparzellen, déi sougenannte FLIK-Parzellen, ersat. Dëse Référentiel gouf uganks 2005 unhand vu Loftopnahmen (Orthophotoen) erstallt a gouf vu Mëtt 2005 bis Fréijoer 2006 am Kader vun enger Bedeeligungsprozedur vun den eenzelne Bauere validéiert.

Et versteet sech vun eleng, datt dëse Wiessel gläichzäiteg bedäitend Ëmstellungen am Beräich vun de Computerprogramme fir d'Erfaassen an d'Kontroll vun de Flächenanträg erfuerdert. Beim Erstellen an Teste vun dëse Programmen hu sech leider Problemer gewisen, déi net einfach behuewe konnte ginn. Aus dësem Grond ass d'Ophuelen an d'Beaarbechte vun den Anträg ëmmer nees verzögert ginn an et hunn, fir unhalend Problemer ze ëmgoen, Noutléisunge misse fonnt ginn. D'Kontrollen, déi vun der Bréisseler Reglementatioun virgeschriwwe sinn, sinn dofir am Ablack nach ëmmer net ganz ofgeschloss. Dëst erkläert, firwat am Ablack net déi ganz Betribsprime ausbezuelt ka ginn.

Intentiounen an der Zukunft, wat d'Ausbezuele vun dëse Primen ubelaangt:

D'Verwaltunge si bestrieft, fir d'Primë fréistméiglech auszebezuelen. Allerdéngs si si ugehalen, fir datt dëst am Aklang mat de Bedingunge vun de Bréisseler Bestëmmunge geschitt.

D'Zouerkennung vun Zënsen, wann d'Ausbezuelen an d'Hannerdreiwe kënnt:

D'Bréisseler Reglementatioun gesäit net nëmme keng Méiglechkeet vir, Zënsen an dëse Fäll un d'Baueren ze iwwerweisen, mä et muss ee kloer soen, datt am Ablack géintiwwer den Délaien, wéi se am Conseilsreglement (CE) N°1782/2003 virgesi sinn, keng Verspéidung virläit.

Question 1592 (4.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **déboisement de forêts tropicales dans la République démocratique du Congo:**

Vun enger Ëmweltorganisatioun war gewuer ze ginn, datt d'Holzindustrie aus verschiddenen europäesche Länner op iergendeng Aart a Weis Kontrakter konnt aushandelen, fir ëm déi 20 Milliounen Hektar Tropebësch an der Demokratescher Republik Kongo ofzeholzen. Dëst wäert fir d'Biodiversitéit vun dem weltwäit zweetgréissten Areal un Tropen- a Reebëscher katastrophal Folgen hunn, awer och fir d'Ëmwelt insgesamt.

Et duerf net sinn, datt elo de politesche „Fridden" an der RDC derzou genotzt gëtt, fir d'Bëschreserven an dësem Land aus renger Profitsucht ofzeholzen an domadder e Schued ze hannerloossen, deen ni méi guttzemaachen ass.

Deeselweschte Feeler ass schonn am Kamerun geschitt, mat als Argument fir der Aarmut Meeschter ze ginn. Ausser risege Schued an der Biodiversitéit an un der Ëmwelt huet dat Ganzt näischt bruecht, an och näischt a Saachen Aarmutsbekämpfung, sou wéi dat versprach gouf. De Moratoire, deen am Zesummenhang mam Ofholze vun Tropebëscher ausgeschwat gouf, misst integral oprechterhale bleiwen, fir nei Ëmweltkatastrophen ze verhënneren. Kierzlech huet d'EU an och d'Lëtzebuerger Parlament eng Konventioun mat den afrikanesche Länner guttgeheescht, fir fair Handelsbezéiunge mat hinnen anzegoen. Do ware scho Bedenken opkomm, datt esou Handelsbezéiunge kéinte genotzt ginn, fir déi natierlech Reserven aus deene Länner auszebeuten.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass der Regierung bekannt, datt et doutéis Kontrakter mat Holzproduzenten aus europäesche Länner gëtt, fir 20 Milliounen Hektar Tropebësch an der Demokratescher Republik Kongo ofzeholzen?

2. Wat gedenkt d'Lëtzebuerger Regierung ze ënnerhuelen, fir datt dëst onsënnegt Ofholze vu wäertvollen Tropebëschbestänn verhënnert gëtt, an den bestehende Moratoire oprechterhale gëtt?

3. Wéi sinn esou onsënneg an ëmweltzerstéierend Kontrakter ze vereinbare mam Versprieche vun enger EU, fair Handelsbezéiunge mat den afrikanesche Länner ze respektéieren?

4. Kann net de Vedacht opkommen, datt et bei sou doutéisen Handelsbezéiunge vun europäeschen Holzproduzente mat den afrikanesche Länner nëmmen dorëm geet, fir hir natierlech Reserven ofzeraumen, a wann näischt méi do ass se hirem Schiksal ze iwwerloossen?

Réponse (29.3.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Der Regierung ass d'Problematik vum Otholze vun den Tropebëscher an der Demokratescher Republik Kongo bekannt. Vertrieder vum Finanzministère an der Kooperatiounsdirektioun aus dem Ausseministère hu sech notamment a rezenten Diskussioune mat de Responsabele vu Greenpeace kënnen iwwert d'Zoustänn op der Plaz informéieren. Deemno ass eng Richtlinn un déi Lëtzebuerger Constituante bei der Weltbank erausgaangen, fir ze preziséieren, dass Lëtzebuerg op eng responsabel Verwaltung vun der Weltbank hire Projeten an dësem Beräich besteet. Vu Säite vun der Kooperatioun gouf och nach eng Kéier drop higewisen, datt d'Ëmweltproblematik als horizontal Suerg an d'Konzeptioun vun der Entwécklungszesummenaarbecht afléisst.

Question 1593 (5.3.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **taxe sur les carburants:**

En 2006, les communes de Mamer, Mertert et Roeser se sont données un règlement communal introduisant une taxe sur les carburants livrés aux stations d'essence implantées sur leur territoire. La taxe a pour but de compenser les nuisances et coûts élevés causés par le «tourisme à la pompe».

La pollution provoquée par le trafic sur les stations d'essence était déjà à l'origine d'une intervention de ces trois communes auprès du Ministère de l'Intérieur il y a quelques années. Les communes demandaient - en vain - une participation aux recettes venant à l'État par les contrats de concession sur les autoroutes.

La commune de Mertert avait inscrit dans son budget ordinaire de 2007 une recette de 400.000 euros provenant d'une taxe sur les carburants. D'après un article paru dans la presse, le Ministère de l'Intérieur a biffé ces recettes lors de l'autorisation du budget voté.

Dans ce cadre je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons pour la suppression de cet article dans le budget des recettes ordinaires de la commune de Mertert?

- Est-ce que les règlements communaux des communes de Mamer, Mertert et Roeser introduisant une taxe sur les carburants ont été approuvés par le Ministère de l'Intérieur? En cas de réponse négative, quelles sont les raisons de cette décision?

Réponse (10.4.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Par leurs délibérations respectives les conseils communaux de Mamer, de Mertert, de Rambrouch et de Roeser ont voté des règlements introduisant une taxe communale à prélever sur les livraisons d'huiles minérales destinées à être utilisées comme carburant de véhicule. Étant donné que la nouvelle taxe a le caractère d'une imposition communale, les délibérations afférentes des conseils communaux sont soumises à l'approbation du Grand-Duc conformément aux dispositions de l'article 107 de la Constitution et de l'article 105 de la loi communale.

À ce jour, le dossier n'a pas encore été transmis au Souverain.

Étant donné que les délibérations respectives des conseils communaux ne sont donc pas approuvées, aucune recette basée sur les règlements afférents ne saurait être perçue par les communes dont question, ce qui explique le redressement des budgets de ces communes par le Ministre de l'Intérieur.

Les membres du Gouvernement plus particulièrement concernés par les répercussions de la nouvelle imposition que les trois communes veulent introduire, à savoir le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le Ministre des Finances et le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, ne sont pas favorables à une approbation des décisions communales.

Les collèges échevinaux des communes de Mamer, de Mertert et de Roeser viennent de solliciter une entrevue avec le Ministre de l'Intérieur pour débloquer le dossier. À l'issue de cette entrevue, qui sera accordée sous peu aux autorités communales demanderesses, le Gouvernement décidera sur les suites à réserver à ce dossier.

Question 1594 (6.3.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **Mécanismes de Développement propre du Protocole de Kyoto (MDP):**

Selon des statistiques réunies par le site Internet du MDP, environ 500 projets sont actuellement en cours d'étude ou de réalisation. Certains projets en Chine ont pour but la destruction du HFC-23, un produit réfrigérant avec un potentiel de réchauffement de l'atmosphère qui est 11.700 fois supérieur à celui du CO_2 et dont la production doit être abandonnée en vertu du protocole de Montréal.

Selon mes informations, le Luxembourg est en train de s'engager dans des projets MDP en Chine.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quels sont les projets MDP dans lesquels le Luxembourg veut investir en Chine?

- Ne devrait-t-on pas plutôt investir nos moyens financiers dans des projets dans les pays en voie de développement étant donné que la Chine se trouve déjà dans un stade économique très avancé?

Réponse (2.4.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

À ce stade, le Luxembourg n'est pas en négociation avec la Chine en vue de la réalisation d'un projet MDP bilatéral.

Tel qu'il est indiqué dans le plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2, le Luxembourg participe financièrement aux fonds multilatéraux suivants:

- «Biocarbon Fund» de la Banque Mondiale avec une mise de cinq millions de dollars US;

- «Community Carbon Credit Fund» de la Banque Mondiale avec une mise de dix millions de dollars US;

- «Multilateral Carbon Credit Fund» de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) avec une mise de dix millions d'euros.

Par ailleurs, un accord vient d'être signé en vue d'une participation au nouveau Fonds Carbone pour l'Europe de la BEI et de la Banque Mondiale.

Selon le rapport d'activités 2006 des deux fonds carbone opérationnels de la Banque Mondiale, il n'y a pas encore d'accords signés pour l'achat de crédits d'émission avec la Chine. Toutefois, dans le cadre du CDCF, des négociations sont en cours concernant des installations hydroélectriques - à savoir trois installations de respectivement 10 MW, 10 MW et 8 MW - pour un total de 485.000 tonnes de crédits d'émission. 20% des revenus seront destinés à un fonds pour la réduction de la pauvreté.

Quant à la question de savoir si le Luxembourg ne ferait pas mieux d'investir ses moyens financiers dans des pays en voie de développement, il faut savoir qu'il est dans l'intention du Gouvernement d'intervenir dans plusieurs domaines et plusieurs pays, aussi bien dans les pays émergents et les économies en transition que dans les pays en voie de développement.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que la plupart des projets MDP se font en Chine et en Inde.

La Chine a élaboré un plan énergétique où un intérêt particulier sera porté à la maîtrise de la consommation d'énergies. Le recours au MDP pour financer en partie ces projets est une volonté du Gouvernement chinois.

Dans le cadre des négociations internationales sur le climat, l'Union européenne et les autres pays industrialisés demandent à la Chine et à l'Inde de participer à un régime global pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La mise à disposition de ressources financières, le transfert de technologies propres et la nécessité de construire des capacités propres constituent le corollaire logique des engagements politiques de ces pays.

Question 1596 (6.3.2007) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant la **formation en soins infirmiers:**

Depuis six années, l'Association Luxembourgeoise des Enseignants pour Professions de Santé (ALEPS), l'Association Nationale des Infirmiers et Infirmières Luxembourgeois (ANIL) ainsi que d'autres associations des professionnels de la santé s'engagent pour prolonger la formation de base des études en soins infirmiers.

En effet, toutes ces associations estiment que les trois années de formation actuelle, qui ne comprennent qu'environ 3.500 heures d'enseignement, ne sauraient suffire à préparer de manière adéquate les futurs infirmiers aux exigences de plus en plus complexes de leur profession. S'y ajoute que bon nombre d'heures de formation concernent la formation générale préparant au bac technique, comme l'enseignement des langues française et allemande, les mathématiques, l'informatique et ainsi de suite, de sorte que la formation en soins infirmiers proprement dite ne représente que quelques 2.800 heures.

Les associations plaident pour un prolongement de la durée de formation qui devrait selon elles comporter quatre années. Un tel prolongement permettrait d'après elles une meilleure assimilation des connaissances nécessaires, un approfondissement des compétences professionnelles, une réduction du nombre d'échecs, l'obtention d'un «bac scientifique ou professions de santé» qui à son tour permettrait une meilleure orientation des élèves après une 13e SI, ainsi que l'acquisition d'une plus grande pratique sur le terrain clinique ou encore le développement des compétences dans le domaine extrahospitalier et gériatrique.

À noter dans ce contexte que plusieurs réunions se sont déroulées dans le passé entre le Gouvernement et les associations en question, afin de discuter de la problématique. Au cours de la dernière table ronde de novembre 2005, réunissant les Ministères de l'Éducation nationale, de la Santé et un représentant du Ministère de l'Éducation supérieure, il a été décidé d'organiser rapidement une nouvelle table ronde pour discuter une à deux propositions élaborées en la matière par les ministères concernés. Or, depuis cette date aucune réunion n'a plus eu lieu, ce que regrettent fortement les associations professionnelles concernées d'autant plus que la seule mesure proposée par le Gouvernement à cette heure, à savoir réformer le cycle inférieur afin d'inclure la 11e PS dans le cycle supérieur du technique, ne change rien au problème de fond.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quelles sont les raisons pour laquelle il n'a pas été procédé à ce jour à l'organisation d'une nouvelle table ronde avec les associations professionnelles concernées?

- La formation actuelle en soins infirmiers correspond-elle aux normes européennes?

- Quelle est l'appréciation du Gouvernement des problèmes rencontrés pour les professionnels au niveau de la formation des infirmiers?

- Le Gouvernement entend-il changer quelque chose à la situation actuelle, comme par exemple proposer le BTS pour la formation infirmière?

Réponse (29.3.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) Suite à la table ronde ayant pour objet de dresser un bilan de la réforme de la formation d'infirmière de 1995, les associations professionnelles et syndicats ont été informés il y a quelques mois par écrit de l'état actuel des options envisagées et travaux entamés par les différents ministères concernés.

Une nouvelle table ronde est envisagée dès que ces options auront été analysées dans le détail et que des propositions concrètes pourront être soumises à l'avis des professionnels de santé.

Ad 2) La directive sectorielle 77/452/CEE du Conseil, du 27 juin 1977, visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux, prévoit une formation de trois ans ou 4.600 heures après une formation scolaire générale de dix années, des matières théoriques et techniques à enseigner et des stages d'enseignement clinique à effectuer.

L'actuelle formation luxembourgeoise répond à ces critères européens puisque la formation s'étend sur trois années.

Ad 3) Le Gouvernement partage l'avis des associations qu'une bonne formation technique et surtout pratique pour les infirmières est indispensable, et que malgré la proposition de pallier la réduction du nombre d'heures en enseignement clinique par de nouveaux modèles pédagogiques d'encadrement des élèves, ceux-ci manquent de temps pour assimiler et pour transposer les savoirs en pratique professionnelle.

Voilà pourquoi différentes mesures ont été proposées, dans le respect du cadre des directives européennes, pour augmenter le volume de l'enseignement clinique. Toutefois, toutes ces propositions ont été rejetées par les enseignants et les professionnels de santé. Aussi le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est-il en train de chercher d'autres solutions.

Ad 4) Dans le courrier susmentionné, les associations professionnelles ont été informées que la possibilité d'organiser des formations sanctionnées par un brevet de technicien supérieur est envisagée pour les formations d'infirmier spécialisé, et non pas pour la formation de base de l'infirmier.

La base légale actuelle permettant d'envisager l'organisation d'un cycle d'études aboutissant à la délivrance du Brevet de Technicien Supérieur (BTS) est l'article 27 de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue. Au terme des dispositions de cet article les conditions d'accès à une formation débouchant sur la délivrance du Brevet de Technicien supérieur est la détention du diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques respectivement du diplôme de technicien. Le même article fixe la durée maximale des études de BTS à deux années.

Un cycle d'études de BTS est actuellement à l'étude pour les cinq spécialités de l'infirmier, à savoir l'infirmier en anesthésie et réanimation, infirmier en pédiatrie, infirmier psychiatrique, l'assistant technique médical de chirurgie et la sage-femme. La raison en est double. Monsieur le Ministre de la Santé a modifié ou est train de modifier les attributions des cinq professions précitées, ce qui entraîne une modification des formations actuelles. Étant donné qu'une modification des curricula de formation devra être opérée, il a été envisagé d'harmoniser la durée des études, qui actuellement s'échelonne d'une à deux années, en la fixant à deux années. Faut-il relever que ces cinq formations présupposent la détention du diplôme d'État d'infirmier étant donné qu'ils se greffent sur les connaissances et aptitudes professionnelles du diplôme d'État d'infirmier.

Étant donné que la durée légale du cycle de BTS est strictement limitée à deux années et que la directive sectorielle mentionnée ci-dessus prévoit une formation de trois années, le cycle d'études de l'infirmier ne peut être envisagé dans le cadre de la formation de BTS.

Question 1599 (7.3.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant les **demandeurs d'asile irakiens:**

Malgré la violence endémique qui frappe la population irakienne, les Européens n'ont jusqu'ici pas fait preuve de beaucoup de mansuétude dans le traitement de demandeurs d'asile irakiens. À l'exception notable de la Suède, qui a accordé un avis favorable à 80% des 9.000 demandes introduites sur son territoire en 2006, soit plus de la moitié des demandes d'asile déposées en Europe. Stockholm ne s'est pas privé de faire savoir aux autres États de l'UE qu'elle attendait de leur part un peu plus de solidarité.

Les Suédois ont déposé le problème sur la table du Conseil des Ministres de l'Intérieur de l'Union européenne. Lesquels ministres ont promis de se pencher sur la question.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Combien de demandes d'asile de citoyens irakiens ont été introduites depuis le début de la guerre?

- Combien d'avis favorables y a-t-il eu?

- Comment le Grand-Duché envisage-t-il d'aider son partenaire suédois?

Réponse (10.4.2007) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Depuis l'année 2003, le Luxembourg a enregistré 54 demandeurs d'asile qui se disent être de nationalité irakienne.

Par année, la répartition est la suivante:

- 2003: 14 demandeurs
- 2004: 9 demandeurs
- 2005: 8 demandeurs
- 2006: 16 demandeurs
- 2007: 7 demandeurs.

Le statut de réfugié conformément à la Convention de Genève de 1951 a été accordé à 22 personnes. Il s'agit essentiellement de personnes appartenant à des minorités chrétiennes. 14 demandeurs sont actuellement en attente d'une décision. 10 personnes ont vu leur demande rejetée comme non fondée. Pour les 8 demandes restantes, soit les personnes ont été transférées vers un autre État membre de l'Union européenne conformément au Règlement «Dublin II», soit les personnes ont tacitement renoncé à leur demande.

Il y a lieu de signaler par ailleurs le phénomène des faux Irakiens, c'est-à-dire des personnes originaires du Maghreb notamment qui tentent de se faire passer pour des Irakiens afin de bénéficier à tort du statut de réfugié.

Concernant la situation à laquelle sont confrontées les autorités suédoises, il y a lieu de regretter le manque de coordination entre les États membres de l'Union européenne en ce qui concerne le traitement des demandes de protection internationale de personnes en provenance d'Irak. Toute solution se trouve donc nécessairement dans une plus grande harmonisation des décisions au niveau européen. Le problème particulier des demandeurs en provenance d'Irak sera évoqué lors de la prochaine réunion du Conseil des Ministres JAI qui aura lieu les 19 et 20 avril 2007.

Question 1602 (8.3.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**incendie au sein du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL):**

Il me revient qu'en date du 7 mars 2007, un détenu du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL) a mis le feu à son matelas et ainsi provoqué un incident d'incendie au sein du CPL.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cet incident? Dans l'affirmative, quels détails peut-il me fournir à propos de cet incident?

- Dans le cadre du procès ouvert récemment contre les incendiaires présumés du CPL, il a été retenu que les matelas des détenus sont composés de matériaux inflammables et que l'installation d'arrosage du CPL est, du moins en partie, défectueuse. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces constats?

- Vu la fréquence de tels incidents au cours des derniers mois, je voudrais savoir de la part de Monsieur le Ministre quelles sont les conséquences concrètes qu'il compte tirer de ces événements afin de remédier à la situation actuelle?

Réponse (10.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le 7 mars 2007 un prévenu a mis le feu à son oreiller au moyen de son briquet. L'oreiller et une partie du matelas ont été grillés.

L'incendie a été signalé par les détecteurs de fumée au PGC à 12.45 heures. À 12.46 heures, le PGC a averti les gardiens de la section P1, qui ont maîtrisé le feu à 12.50 heures au moyen des extincteurs qui se trouvaient à leur disposition.

L'examen médical des trois détenus occupant la cellule n'a révélé aucune lésion dans leur chef. La cellule a pu être réoccupée après simple nettoyage.

L'incendiaire a été sanctionné disciplinairement. Le dossier a été transmis au procureur d'État conformément au règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires.

L'incendie du 7 mars 2007 n'appelle aucune conclusion autre que celle que le concept antifeu du CPL a permis de détecter le feu rapidement et que le personnel de garde a été très efficace en ce qu'il a éteint le feu en quelques instants.

Question 1603 (8.3.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **prix d'hébergement pratiqués par les Centres Intégrés pour Personnes Âgées (CIPA) et autres structures d'accueil:**

Suite à la hausse des prix d'hébergement décidée en début d'année par certains gestionnaires de structures d'accueil pour personnes âgées, il serait intéressant de savoir:

- si le Gouvernement dispose d'une liste des prix pratiqués par les différents CIPA, maisons de repos et autres structures d'accueil et d'hébergement pour personnes âgées;

- si, dans la négative, le Gouvernement entend y remédier;

- si le Gouvernement n'est pas d'avis qu'il serait opportun de rendre publique la liste des prix pratiqués en la matière afin de permettre aux personnes et familles concernées d'opérer un choix éclairé.

Réponse commune (20.4.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

À l'heure actuelle, le Ministère de la Sécurité sociale ne dispose pas de la liste des prix d'hébergement pratiqués par les établissements d'aide et de soins (maisons de soins et Centres Intégrés pour Personnes Âgées).

Toutefois, le Gouvernement a décidé de se pencher sur la question en mettant en place un comité de pilotage rassemblant des représentants du Ministère de la Famille et du Ministère de la Sécurité sociale. Ce comité de pilotage chargera un expert consultant d'une analyse des postes de coûts dans les établissements d'aide et de soins, de manière à élaborer des définitions pour les différentes prestations, d'en apprécier les coûts et de proposer des solutions concernant leur prise en compte soit au titre du prix d'hébergement,

soit au titre de l'assurance dépendance.

Cette analyse permettra de disposer non seulement des prix d'hébergement pratiqués mais aussi d'apprécier ce qu'ils recouvrent en quantité et qualité de services offerts.

Question 1604 (8.3.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **biocarburants:**

La directive 2003/30/CE visant à promouvoir l'utilisation des biocarburants ou autres carburants renouvelables incite les États membres à fixer des objectifs indicatifs pour l'introduction d'une part minimale de 2% en 2005 et de 5,75% en 2010 en biocarburants sur le marché. Afin de pouvoir réaliser les objectifs de la directive précitée, le pourcentage de composants bio dans les huiles minérales a été fixé à au moins 2% en valeur énergétique sur la quantité totale mise à la consommation.

Les importateurs de pétrole doivent fournir les carburants adéquats et les mettre sur le marché. Ceux qui ne répondent pas à ces prescriptions sont redevables d'une taxe de pollution de 1.200 euros/1.000 litres.

Pour l'année 2005 le Luxembourg a pu notifier à Bruxelles un pourcentage de seulement 0,021% de biocarburants dans la consommation totale de carburants.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quel est le pourcentage de biocarburants dans la consommation totale de carburants pour l'année 2006?

- Quel est le montant de la taxe de pollution pour l'année 2005 et 2006?

- À quelles fins les recettes de la taxe de pollution vont-elles êtres utilisées?

- L'objectif de 2% de biocarburants sur la quantité totale de carburants mise à la consommation est-il réalisable à court terme?

- Quelle stratégie nationale le Gouvernement entend-il poursuivre afin d'accroître la part de biocarburants dans la consommation totale de carburants et d'arriver en 2010 à un pourcentage de 5,75%?

Réponse (12.4.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

D'après les informations que m'a fournies le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, la proportion de biocarburants dans la consommation totale de carburants pour l'année 2006 ne sera connue que d'ici quelques mois. Néanmoins on peut raisonnablement estimer qu'elle n'est pas substantiellement plus élevée qu'en 2005, étant donné que l'obligation d'additionner les carburants routiers de biocarburants à raison d'au moins 2% (calculés sur base de la teneur énergétique) n'existe que depuis le 1er janvier 2007.

Quant à la taxe de pollution, il convient de signaler qu'elle a été instaurée par la loi budgétaire 2007 et n'existait pas encore en 2006. Les recettes de la taxe de pollution, considérée comme une accise, entreront au budget général.

L'objectif de 2% de biocarburants ne pourra être atteint que par des importations. Il en est évidemment de même pour l'objectif de 5,75% à l'horizon 2010. Des réflexions portent actuellement sur l'opportunité d'augmenter de façon progressive d'ici 2010 le pourcentage de biocarburants devant obligatoirement être additionnés aux carburants, en vue d'atteindre l'objectif de 5,75% en 2010.

Question 1605 (9.3.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**éventuelle fusion entre Cegedel et Soteg:**

Selon mes informations le Gouvernement a demandé à la direction de Cegedel d'analyser, avec les dirigeants de Soteg, la faisabilité d'un rapprochement et d'une éventuelle fusion entre les deux sociétés.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces allégations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons le Gouvernement a-t-il chargé la Cegedel d'entamer des pourparlers avec la Soteg?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une éventuelle fusion entre Cegedel et Soteg entraverait de façon significative la concurrence effective sur les marchés de la production et de la fourniture d'électricité et de gaz au Luxembourg?

- Quel en serait l'impact sur la structure et le jeu de la concurrence sur les marchés de l'électricité et de gaz?

- Est-ce qu'une fusion ne risquerait pas la suppression d'emplois dans les deux sociétés?

Réponse (27.3.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Vu la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz, le Gouvernement doit décider comment il entend affronter l'impact de cette libéralisation avec toutes les conséquences qui accompagnent l'ouverture du marché à la concurrence. Il importe surtout d'assurer la sécurité de l'approvisionnement national et d'organiser un marché interne concurrentiel qui se trouve au bénéfice de l'économie nationale.

À cette fin, le Gouvernement a décidé d'autoriser le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur de procéder à une analyse détaillée des participations de l'État dans les sociétés d'électricité et de gaz au Luxembourg. Il est proposé, à terme, que la main publique prenne le contrôle des réseaux de transport et de distribution de ces deux énergies.

Question urgente 1607 (9.3.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant le **remboursement du nouveau code de visite majorée en médecine générale (V8):**

Dans le cadre des négociations tarifaires entre l'AMMD et l'UCM, il fut créé un nouveau code V8: visite majorée en médecine générale. Ce code fut sanctionné par la Commission de Nomenclature en date du 12 décembre 2006. Or, le règlement grand-ducal y relatif fait jusqu'à présent défaut, le Gouvernement n'ayant pas reconnu l'urgence de cette mesure.

Nous sommes donc devant la situation cocasse que le code V8, qui devrait être en vigueur depuis début janvier 2007, peut être facturé par le médecin, mais n'est pas remboursé par l'UCM.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement entend-il remédier à cette situation dans les meilleurs délais?

- Le Gouvernement entend-il appliquer une rétroactivité du remboursement?

Réponse (14.3.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La réponse orale a été fournie par le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale au cours de la séance publique N°25 du 14 mars 2007 *(cf. compte rendu N°9/2006-2007).*

Question 1608 (9.3.2007) de **M. Henri Grethen** *(DP)* concernant les **quotas de pollution alloués gratuitement par l'État aux grands établissements industriels luxembourgeois:**

Dans le cadre du processus de Kyoto, l'allocation de tous les quotas de pollution par l'État aux grands établissements industriels luxembourgeois s'est effectuée à titre gratuit. Par la suite, certaines des firmes en question ont vendu sur le marché une partie de leurs certificats excédentaires et ont ainsi réalisé des profits significatifs avec les certificats obtenus gratuitement de l'État.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser quelles quantités de quotas ont été allouées gratuitement à quelles sociétés, et quelles quantités se sont finalement avérées requises, compte tenu de la production effective?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails sur les prix obtenus lors des ventes de quotas par les firmes en cause?

- Comment évoluent actuellement les prix de quotas de pollution?

- Quelles conclusions Monsieur le Ministre tire-t-il de la première série d'allocations de quotas et de la vente d'une partie des certificats en question?

Réponse (3.4.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

La directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil précise que «pour la période de trois ans qui débute le 1er janvier 2005, les États membres allouent au moins 95% des quotas à titre gratuit». Le Luxembourg avait décidé d'allouer 100% des quotas à titre gratuit pour cette période.

Alors que 3.229.321 tonnes de CO_2 ont été allouées aux 15 installations concernées en 2005, les quantités déclarées s'élèvent à 2.603.349 tonnes. Les détails pour chacune des 15 installations sont indiqués dans le tableau ci-annexé.

Il convient néanmoins de préciser que le premier plan d'allocation prévoit une allocation totale de 9,69 millions de tonnes de CO_2, répartie par trois tranches annuelles identiques de 3,23 millions de tonnes de CO_2, alors que le volume total 2005-2007 a été calculé sur base d'une production et d'une utilisation des capacités croissantes au cours de cette période. En effet plusieurs installations récentes se trouvaient en phase de démarrage en 2004, année ou fut élaboré le plan d'allocation 2005-2007. À cela s'ajoute que l'année 2005 était une année de production générale faible, notamment dans la sidérurgie. Il en ressort que l'écart entre les émissions allouées et les émissions vérifiées pour l'année 2005 ne peut pas dans son intégralité être assimilé à une sur-allocation, l'année 2005 ayant été une année atypique. Un écart similaire entre les émissions allouées et les émissions vérifiées de l'année 2005 a pu être constaté dans une bonne partie des États membres.

Quant aux prix obtenus par les firmes en cause lors de la vente de quotas, je ne dispose pas des informations y relatives étant donné que les opérations de vente / achat sont confidentielles. En effet, conformément au règlement (CE) N°2216/2004 de la Commission du 21 décembre 2004 concernant un système de registres normalisé et sécurisé conformément à la directive 2003/87/CE, ni le journal des transactions communautaire indépendant, ni les registres ne demandent aux titulaires de comptes de communiquer des informations tarifaires concernant les quotas ou les unités de Kyoto.

Actuellement les prix des quotas pour la période 2005-2007 (période «test» du système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre) se situent aux alentours de 1,20 euros. Cependant, pour la première période d'engagement sous le protocole de Kyoto (2008-2012), la situation s'avère très différente car les prix se situent à près de 18 euros par tonne de CO_2. Alors que dans la période «test» seules les entreprises européennes couvertes par le EU ETS étaient concernées par des limitations des émissions, les Parties au protocole de Kyoto (annexe B) devront respecter des objectifs chiffrés de réduction ou de limitation de leurs émissions durant la phase 2008-2012. Vu le nombre de facteurs influant sur l'offre et la demande, il est à ce stade impossible de faire des prévisions précises concernant l'évolution des prix.

Il est actuellement prématuré de tirer des conclusions définitives de la première série d'allocations de quotas, les émissions déclarées pour les trois années n'étant pas encore connues. Il convient néanmoins de retenir que, en raison du nombre limité d'installations concernées au Luxembourg, tout comme en raison du poids de certaines installations, des variations assez importantes des émissions d'une année à l'autre ne sont pas exclues.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Annexe:

Déclarations de gaz à effet de serre pour l'année 2005
État de conformité des installations participant à l'ETS pour les émissions de l'année 2005
* État de conformité dû à l'absence de la connexion du registre luxembourgeois de gaz à effet de serre au CITL

Installation	Emplacement	Code d'identification de l'installation		Quotas alloués	Quantité déclarée 2005	Vérification	État de conformité
Ares S.A., Aciérie Esch-Schifflange	Esch-Schifflange	EQE-2005	11	70996	44856	Oui	NON*
Ceduco S.A. (c/o Dupont de Nemours Luxembourg S.A.)	Contern	EQE-2005	3	74423	58358	Oui	NON*
Cegyco S.A. (c/o Goodyear S.A.)	Colmar-Berg	EQE-2005	1	67356	62428	Oui	NON*
Ciments Luxembourgeois, Intermoselle	Rumelange	EQE-2005	6	846079	732271	Oui	NON*
Dupont de Nemours Powerhouse	Contern	EQE-2005	2	79588	56226	Oui	NON*
Kronospan Luxembourg S.A.	Sanem	EQE-2005	7	95411	55195	Oui	NON*
Luxénergie Centrale Kirchberg	Luxembourg	EQE-2005	8	31883	31829	Oui	NON*
Luxénergie Centrale Stade	Luxembourg	EQE-2005	9	15090	11369	Oui	NON*
Luxguard I	Bascharage	EQE-2005	4	128035	108456	Oui	NON*
Luxguard II	Dudelange	EQE-2005	5	130300	113305	Oui	NON*
Luxlait Association Agricole	Luxembourg	EQE-2005	10	8021	5892	Oui	NON*
Primorec S.A., Primus	Differdange	EQE-2005	14	95706	39994	Oui	NON*
Profil ARBED Differdange	Differdange	EQE-2005	12	254415	188622	Oui	NON*
Profil ARBED Esch/Belval	Esch/Belval	EQE-2005	13	228018	126113	Oui	NON*
TWINerg, Centrale TGV d'Esch/Alzette	Esch/Alzette	EQE-2005	15	1104000	968435	Oui	NON*

Question 1609 (9.3.2007) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **système de subventionnement des énergies renouvelables («feed-in»):**

Le Commissaire européen à la Concurrence estime que le système de subventionnement des énergies renouvelables dit «feed-in» constitue une aide d'État illicite. Ce système, appliqué entre autres au Luxembourg, vise à promouvoir la production d'énergie renouvelable à l'aide d'une rémunération fixe par kWh d'énergie fournie au réseau par le producteur.

En 2004, l'Allemagne et l'Espagne ont initié l'«International Feed-In Cooperation», un réseau des États européens en faveur du subventionnement «feed-in». Fin janvier 2007, la Slovénie les a rejoints.

Dans ce contexte je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Ministre a connaissance de ce regroupement?

- Ne serait-il pas opportun pour le Luxembourg d'adhérer également à ce regroupement pour mieux défendre son modèle de promotion des énergies renouvelables?

Réponse (20.4.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire susmentionnée, j'ai l'honneur de vous fournir les renseignements suivants:

- Dans le contexte d'échanges entre États membres, les départements concernés de mon Ministère ont sporadiquement contact avec d'autres départements ministériels de pays européens, voire limitrophes. Dans ce contexte mes services ont pu faire une brève connaissance de l'initiative «International Feed-In Cooperation».

- Une analyse succincte des activités de l'«International Feed-In Cooperation (IFIC)» a montré que les grandes lignes sont en ligne avec le système actuel de tarifs d'injection pour énergies renouvelables appliqué au Luxembourg. Cependant, les nouvelles orientations en matière de politique énergétique au niveau européen ainsi que la réorientation de la politique nationale en matière des énergies renouvelables nécessiteront une analyse beaucoup plus profonde afin de déterminer si une participation dans l'IFIC s'avère utile et si le Luxembourg peut remplir les obligations découlant de cette coopération. C'est ainsi qu'une décision ne pourra être prise dans le courant des prochains mois.

Question 1610 (9.3.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **répartition par circonscription électorale des grands projets d'infrastructure de l'État:**

Au cours des dernières années, le Gouvernement a fait réaliser un certain nombre de grands projets infrastructurels à travers tout le pays. Des données chiffrées quant à la répartition géographique de ces projets font pourtant défaut.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des données chiffrées quant à la répartition des grands projets d'infrastructure, par circonscription électorale, réalisés au cours de la dernière décennie?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils également m'informer sur la répartition, par circonscription électorale, des grands projets infrastructurels dont la réalisation est d'ores et déjà prévue dans les différents fonds d'investissements?

Réponse commune (26.3.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le Gouvernement ne dispose pas de données chiffrées sur la répartition par circonscription électorale des investissements de l'État. Évidemment, dans la mesure où tous les projets d'infrastructure sont énumérés au budget de l'État, tout député comme toute personne intéressée peut identifier les projets prévus dans sa circonscription. Il y a lieu d'observer toutefois qu'une répartition par circonscription électorale est difficile, car un certain nombre de projets, notamment de projets routiers, traversent plusieurs circonscriptions, et n'est pas non plus significative, étant donné que bon nombre d'investissements se situant géographiquement dans une circonscription profitent également aux citoyens d'autres circonscriptions (par exemple route du Nord, collectrice du Sud, commissariats de police couvrant une région, lycées, centres intégrés pour personnes âgées, grandes infrastructures culturelles, etc.).

Question 1612 (12.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **prévention dans le domaine de la santé:**

D'Preventioun ass besonnesch am Gesondheetswiese primordial, fir de Bierger viru Spéitschied ze schützen, duerfir ass et wichteg, datt d'Preventioun weider ausgebaut gëtt, wat jo och de But vun der Regierung schéngt ze sinn.

De Sonndeg, 4. am Lenz 2007, eppes no 12 Auer, ass op dem Kanal DOK eng Sendung ausgestrahlt ginn ënnert der Tutelle vum ADR, enger am Lëtzebuerger Parlament vertruedener Partei.

An der Sendung huet e Spriecher vun der Partei eng Ausso gemaach, datt an der leschter Legislaturperiod Beamten an iergendenger Parlamentskommissioun gesot hätten, d'Lëtzebuerger Regierung wier net vill un der Preventioun am Gesondheetswiesen interesséiert, well doduerch d'Leit méi al géife ginn, an dat géif ze deier kaschten.

Sou eng Ausso - wa se géif stëmmen - wier ganz schlëmm vu Säite vu Regierungsbeamten.

Wa se net stëmmt, wier et eng schlëmm Ënnerstellung, déi een net kann toleréieren.

Kann den zoustännegen Här Minister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Kann et sinn, datt vu Säite vu Regierungsbeamte sou eng Ausso gemaach ginn ass?

2. Wäert den Här Minister der Saach do op de Fong goen, fir ze préifen, ob déi Aussoe vum Spriecher vum ADR der Wourecht entspriechen?

3. Wier et méiglech, d'Rapporten vun der Gesondheetskommissioun aus der leschter Legislaturperiod ze kontrolléieren, wou jo sou eng Ausso, wa se gemaach gi wier, misst festgehale gi sinn?

4. Wier et net méiglech, den Auteur vun deenen Ënnerstellungen ze convoquéieren an en opzefuerderen, seng Aussoen ze beweisen?

Réponse (3.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den Deputéierten Aly Jaerling berifft sech op eng Télee-Sendung ënnert der Responsabilitéit vun enger Partei, fir dem Gesondheetsminister eng Rei vu Froen ze stellen. Sou wier an dëser Sendung behaapt ginn, een net identifizéierte Regierungsbeamten hätt während der viregter Legislaturperiod an engem net weider beschriwwene Kontext gewëssen Aussoen iwwert d'Preventiounspolitik gemaach. Vun där net benannter Persoun wier an „iergendenger Parlamentskommissioun" deemools gesot ginn, d'Regierung wier net vill un der Preventioun interesséiert, well doduerch d'Leit méi al géife ginn, an datt dat ze deier kaschte géing a sou weider.

Ech ka mech nëmmen iwwert dës Zort vu Froestellung wonneren.

Offiziell sief heimat gesot, datt de Gesondheetsminister sech net virstelle kann, datt ee Regierungsbeamten allen Eeschtens esou eng Ausso soll iwwert d'Politik vum viregte Gesondheetsminister gemaach hunn! Weider wëll ech dozou net Stellung huelen. Et steet dem Deputéierten awer fräi, bei de Parlamentsservicer selwer Asiicht an d'Kommissiounsrapporten ze huelen, falls et him opportun erschéngt, sech wéi déi vun him genannte Partei mat esou enge Gerüchter ze befaassen.

Mir schéngt et méi wichteg, weider konkret Akzenter an der Preventiounspolitik ze setzen an am Sënn vun der Saach ze schaffen.

D'Preventioun war vun Ufank un eng Haaptprioritéit vun der Gesondheetspolitik vun dëser Regierung. De Regierungsprogramm sträicht ervir, datt sollten an engem multidisziplinären Usaz all physesch, psychesch a sozial Aspekter vun der Gesondheet duerch Preventivmoossnamen a Programmer gefördert ginn. D'Preventiounspolitik an de Beräicher wéi d'psychesch Gesondheet, d'Schoulmedezin, de Kampf géint de Kriibs an d'kardiovaskulär Krankheete waren Haapttheme vun den zwou éischten nationale Gesondheetskonferenzen.

Konkret goufen och schonns eng Rei vu wichtege legislativen Akzenter gesat. Ech erënneren hei un d'Antitubakgesetz (e Programm fir d'Ënnerstëtzung vun deenen, déi wëllen ophale mat Fëmmen, ass mat de Krankekeesen ausgeschafft ginn), d'Gesetzer a Reglementer géint Alcopops a géint d'Verkafe vun Alkohol un déi Jonk. Och gi wieder nach grouss Efforten an der Psychiatrie gemaach, an der Preventioun vu Geschlechtskrankheete wéi HIV/AIDS, an der Drogepolitik a sou weider. Ervirgestrach sief och de gemeinsame Programm vun der Regierung „Gesond iessen, méi bewegen" géint Obésitéit a fir d'Sensibiliséierung vu besonnesch och deene Jonken. All dës Beispiller, an et kéint een d'Lëscht weiderféiere mat nei agefeierten Impfprogrammer, fir den honorabelen Deputéierten ze rassuréieren, datt dës Regierung net nëmmen un der Preventioun interesséiert ass, mä dës duerch konkret Efforten um Terrain weiderbréngt.

Question 1613 (12.3.2007) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **circulation des poids lourds pendant les week-ends et jours fériés:**

Le règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 interdit la circulation de poids lourds en direction de la France et de l'Allemagne les dimanches et jours fériés. Or, selon mes informations, de nombreux camionneurs en provenance de la Belgique ne respectent plus la réglementation susmentionnée.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Transports:

- Pour quelles raisons de nombreux chauffeurs ne respectent-ils pas la réglementation en matière de transit?

- Monsieur, le Ministère n'envisage-t-il pas d'entamer des pourparlers avec son homologue belge afin de résoudre la problématique en question?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à une éventuelle harmonisation communautaire en la matière?

Réponse (12.4.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En ce qui concerne le premier point soulevé par l'honorable Députée, il s'avère que la Police grand-ducale a dû constater lors des contrôles organisés en 2006 que les conducteurs de poids lourds n'étaient pas suffisamment informés sur les jours fériés entraînant une limitation de circulation pour les poids lourds.

Lesdits contrôles ont également démontré que les avertissements taxés décernés en cas d'infraction à ladite réglementation sont nettement moins sévères que ceux des pays voisins. Cette situation entraîne que la réglementation n'obtient pas l'effet dissuasif voulu.

Afin de remédier à cette situation, le projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques prévoit, entre autres, que les agents de l'Administration des Douanes et Accises obtiennent la compétence de décerner des avertissements taxés pour les infractions commises en relation avec la législation sur les transports routiers.

À cela s'ajoute que j'ai chargé le groupe de travail «transit», instauré auprès de la Commission de Circulation de l'État, d'analyser la question d'un relèvement sensible des amendes.

Partant, il est à escompter que les modifications précitées devraient, le cas échéant, contribuer dès leur application à une amélioration significative de la situation en matière de la circulation des poids lourds.

Pour ce qui est des autres points soulevés, je prie l'honorable Députée de considérer ma réponse à la question parlementaire N°1614 *(cf. ci-dessus)*.

Question 1614 (13.3.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **circulation de poids lourds traversant le Luxembourg lors de jours fériés dans les pays voisins:**

Lors de l'assemblée générale du syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., le président de cette organisation a soulevé le problème provoqué par les poids lourds traversant le Luxembourg lors de jours fériés dans nos pays voisins.

En effet, il existe actuellement aucune harmonisation au niveau de nos pays voisins concernant l'interdiction pour les poids lourds de circuler certains jours.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Vu la situation géographique du Luxembourg Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'une harmonisation de la réglementation de circulation lors de jours fériés serait souhaitable avec nos pays voisins?

Réponse (12.4.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En effet, la France et l'Allemagne disposent depuis de nombreuses années d'une limitation de circulation de poids lourds pendant les jours fériés et les dimanches. Ces limitations de circuler ont également de fortes répercussions sur le réseau autoroutier luxembourgeois.

Le règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 relatif aux limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés a été élaboré en fonction des dispositions en vigueur dans les pays voisins.

Or, il s'avère que la Belgique dispose d'une réglementation qui diffère actuellement de celle en application en Allemagne, en France et au Luxembourg.

Par ailleurs, dans son avis intermédiaire concernant le transit de poids lourds du 14 juillet 2006, la Commission de Circulation de l'État se prononce en faveur d'une harmonisation de la réglementation au niveau européen.

Dans ce contexte il convient toutefois de noter qu'au niveau européen une proposition de directive relative aux restrictions applicables aux poids lourds affectant des transports internationaux («week-end bans») a été émise par la Commission européenne en 2003. Or, faute de consensus entre les États membres, ladite proposition de directive ne figurait plus à l'ordre du jour du Conseil des Ministres des Transports depuis 2004.

Nonobstant, je ne manquerai certainement pas de soumettre ce point à une des prochaines réunions de la sous-commission «Communication et transports terrestres» instaurée auprès du Benelux afin de parvenir au moins dans nos pays voisins à une harmonisation relative à l'interdiction pour les poids lourds de circuler pendant certains jours.

Question 1619 (13.3.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **matériel didactique pour les débats sur le réchauffement global dans les écoles:**

La problématique du réchauffement global est un sujet qui domine non seulement le quotidien politique, mais également les médias.

Étant donné l'étendue planétaire de la problématique et de ses conséquences, le Gouvernement espagnol a décidé de rendre obligatoire dans ses écoles le visionnement du film d'Al Gore «An inconvenient truth».

Dans ce contexte je voudrais poser la question suivante à Madame la Ministre:

- Afin de stimuler le débat sur le réchauffement climatique parmi les jeunes, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il serait opportun de faire appel à ce type de matériel didactique également dans nos écoles?

Réponse (23.4.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En ce qui concerne votre suggestion de faire appel de manière renforcée dans nos écoles à des matériels didactiques divers afin de stimuler les discussions sur le changement climatique parmi les jeunes, je me permets de vous soumettre les réflexions suivantes:

a. À côté du documentaire de Monsieur Al Gore, il existe une panoplie de matériels didactiques très intéressants (par exemple: www.ledeveloppementdurable.fr, www.goodplanet.org, …), qui visent à sensibiliser les jeunes d'une manière adéquate: il s'agit de montrer que chacun est acteur du devenir de notre planète, avenir dont dépend aussi le nôtre. La thématique du développement durable, sujet qui prime celui du changement climatique, doit être appréhendée par nos jeunes et par notre société tout entière. Cette sensibilisation doit se faire de manière à responsabiliser les jeunes et les adultes dans leur comportement quotidien. Le meilleur matériel didactique est certainement celui qui n'est pas tendancieux.

b. Le débat sur la problématique du réchauffement de notre planète n'a pas été initié par la visite de Monsieur Al Gore, visite qui n'est certainement pas passée inaperçue au Luxembourg et qui a contribué à accentuer l'urgence de réactions appropriées. Les enseignants conscients du problème, à tous niveaux d'enseignement, traitent dans leur cours d'une manière ou d'une autre la problématique, vu que le sujet est chaque jour à la une dans les médias. La thématique est présentée sous différents points de vue dans les branches comme la biologie, la chimie, la géographie, la physique, … et certainement aussi dans d'autres cours.

Le choix du matériel pédagogique adapté aux différentes situations d'apprentissage est de la compétence des enseignants. Les écoles disposent entre autres d'un budget spécifique pour l'acquisition de matériel didactique qu'ils estiment nécessaire et adapté à leur besoin spécifique. Imposer maintenant aux écoles et aux enseignants un type de matériel didactique commun ne serait pas nécessairement opportun.

c. Pour aboutir à un changement durable des habitudes de nos jeunes, les actions à initier dans nos écoles doivent être judicieusement choisies et ne pas avoir un caractère éphémère. Il s'agit de mettre en place des actions concrètes pour véhiculer un message clair: il est temps d'agir ensemble, non pas dans la panique et dans le catastrophisme, mais dans un esprit d'optimisme. À cet égard, je suis convaincue que la plupart des acteurs dans nos écoles sont disposés à remplir leur rôle, surtout en collaboration avec des acteurs externes, réputés pour leur savoir-faire dans ce domaine. Voilà pourquoi mes services participent au groupe de travail interministériel qui élabore le «plan national du développement durable», en vue de mieux intégrer la dimension du développement durable dans le contexte scolaire.

Le choix du matériel didactique supplémentaire est de l'école et des enseignants.

Les écoles disposent d'un budget pour ces acquisitions.

Les différents aspects du réchauffement global sont traités dans les branches suivantes: biologie, chimie, géographie.

Question 1620 (13.3.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **distribution contrôlée de drogues synthétiques:**

Den 28. Februar 2007 koum (fënnef Joer nodeems e vum deemolege Gesondsheetsminister Carlo Wagner an d'Liewe geruff gi war) fir d'éischte Kéier den interministerielle Grupp «Toxicomanie» zesummen. Wéi an der geschriwwener Press ze liese war, ass während dësem éischte Rendez-vous och iwwer eng kontrolléiert Délivrance (Abgabe) vu syntheteschen Drogen u schwéier Ofhängeger geschwat ginn.

An dësem Zesummenhang, a virum Hannergrond vun de positiven Erfahrungen am Ausland (zum Beispill Schwäiz) iwwert d'Ofgi vun Heroin u schwéier Ofhängeger géif ech dem Gesondheetsminister gären dës Froe stellen:

1. Firwat huet et soulaang (fënnef Joer) gedauert, éier den interministerielle Grupp eng éischte Kéier zesummekomm ass?

2. Am Kader vun enger Interpellatioun den 28. Juni 2006 hat de Minister e Pilotprojet iwwert d'Ofgi vun Heroin ugekënnegt. Hunn d'Viraarbechte fir dëse Pilotprojet schonn ugefaangen? Wa jo, wou si se drun?

3. Wéini kann - konkret - mat dësem Pilotprojet gerechent ginn?

4. Bleift de Minister der Meenung - sou wéi en et am Kader vun där virdrun ernimmter Interpellatioun sot -, datt den Drogekonsumraum net déi richteg Plaz ass, fir eng kontrolléiert Délivrance vun Heroin? Wa jo, kann de Minister preziséieren mat wat fir enge Partner e sech dës Aktioun kéint virstellen?

5. Kann de Minister driwwer informéieren, wat fir eng konkret Schrëtt zanter Juni 2006 am Kader vum Drogenaktiounsplang 2005-2009 ënnerholl gi sinn, fir de Problemkrees „Drogen" proaktiv unzegoen?

Réponse (26.3.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den honorabelen Här Deputéierte berifft sech op Zeitungsberichter, fir divers Froen iwwert d'Ëmsetze vum Drogenaktiounsplang an déi rezent Aarbechte vum «Groupe Interministériel Toxicomanie» (GIT) ze stellen.

Den 28. Februar 2007 ass effektiv de GIT zesummekomm fir en Tëschebilan vum Ëmsetze vum Drogenaktiounsplang 2005-2009. Et war dëst net déi éischte Réuniouun vum GIT zënter senger Asetzung viru fënnef Joer, mä déi éischt Sitzung ënnert der (neier) Présidence vum nationalen Drogebeoptragten Alain Origer. Dëse Bilan vun de Progrèsen an der Ëmsetzung vum Drogenaktiounsplang wäert de GIT nach weider beschäftegen. Ufank Mee ass dann och déi nächste Sitzung geplangt. Nom Ofschloss vun dëser Aarbecht gëtt dës Tëschebilanz schnellstméiglech der breeder Öffentlechkeet zougänglech gemaach.

Wéi ech als neie Gesondheetsminister ugetruede sinn, hunn ech ee Rapport vun enger Expertekommissoun vun 2003 virfonnt, déi recommandéiert no éischten Erfahrunge mat engem Drogekonsumraum och eng kontrolléiert staatlech Drogenofgab u schwéier Othängeger ze ënnersichen. Gebraucht gëtt awer eng global, kohärent Approche als Ergänzung zu all deem, wat schonns an der Preventioun mat de Réseauë gemaach gëtt.

An der Chambersitzung vum 28. Juni 2006 konnt ech am Kader vum Här Bettendorf senger Interpellatioun vun den Efforten a Succèsen um Terrain berichten. Den Drogekonsumraum war nei opgaang, an dëst huet missen an de leschte Méint weider konsolidéiert ginn. Ech hunn deemools och d'Deputéierte gefrot fir der Regierung an hire Servicer déi néideg Zäit ze ginn, fir eng éischt Evaluatioun vun dëse rezenten Initiativen an der Drogepolitik ze maachen. D'Bilanz war an ass positiv. Déi nächst Schrëtt, ënner Abezéie vun den Erfahrungen am Ausland, musse gutt virbereet ginn.

An där virgenannter Chambersitzung hat ech gesot, et kéint ee sech duerchaus virstellen, dass een dës Drogenofgab mat anere Partner wéi dem Drogekonsumraum géif ugoen. Mäi Beméie war, datt sollt kënnen an aller Objektivitéit all Méiglechkeeten evaluéiert ginn, an datt ee sech keng Dieren am Viraus zou géif maachen. Ech war awer net der Meenung, datt den Drogekonsumraum net och kéint eng Plaz si fir eng kontrolléiert Ofgab vun Drogen. Experte mussen, besonnesch och am interministeriellen Aarbechtsgrupp, déi méiglech Zeenarien an den nächste Méint weider nach méi genau beliichten.

De Gesondheetsminister huet dofir och de GIT gefrot fir sech, am Dialog an a Récksprooch mat deenen eenzelnen zoustännege Ministèren an Acteuren, weider Gedanken iwwert d'kontrolléiert Ofgab vun Drogen u schwéier Ofhängeger ze maachen. Mäin Zil ass weiderhin een éischte Pilotversuch am Laf vum Joer 2008, sou wéi ech der Chamber dat am Juni 2006 ugekënnegt hat.

Question 1621 (13.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **résidence secondaire à l'étranger:**

Et ass leider festzestellen, datt ëmmer méi Awunner hei aus dem Land - ënner hinnen och vill Rentner - sech en zweete Wunnsëtz am noen Ausland sichen, wéinst den ze héije Loyere respektiv Bau- oder Acquisitiounspräisser hei am Land.

Ganz bedenklech ass awer, datt vill jonk Stéit sech am noen Ausland néierloosse respektiv bauen oder kafen, an awer iergendwéi hei am Land bei Familljen oder soss anzwousch ugemellt bleiwen, fir d'Bindung un eist Land net ze verléieren.

Fir hir Rechter, besonnesch am Sozialberäich, hei am Land ze behalen, bleiwe Verschiddener op iergendeng Aart a Weis hei am Land ugemellt.

Wat eben dat Hei-ugemellt-Bleiwen, oder Sech-iwwerhaapt-hei-am-Land-Unzemelle betrëfft, hunn déi eenzel Gemenge verschidden Interpretatiounen an och Spillregelen.

Well och wann zum Beispill en EU-Bierger sech hei am Land umellt, misst en dat opgrond vun der fräier Zirkulatioun vun den EU-Bierger kënnen ouni Contrainte maachen, wat awer eben duerch verschidden Interpretatioune vu Gemeng zu Gemeng verschidden ass.

Kann den Här Banneminister mer duerfir dës Fro beäntwerten:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt ëmmer méi Leit eist Land verloossen, a sech wéinst deenen ze héije Loyere respektiv Baupräisser en zweete Wunnsëtz am noen Ausland sichen?

2. Wat sinn déi legal Dispositioune fir hei am Land ugemellt ze bleiwen, wann een en zweete Wunnsëtz am Ausland huet?

3. Wat sinn d'Bedingungen, déi en EU-Bierger muss erfëllen, wann e sech hei am Land wëllt nidderloossen?

Réponse (26.3.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. Natierlech ass et mir bekannt, dass et Leit gëtt, déi eist Land verloossen an hiren Haaptwunnsëtz an dat not Ausland verleeën. Et ass mir allerdéngs nei, dass et Leit soll ginn, déi sech wéinst den héije Loyere respektiv Baupräisser zousätzlech och nach en zweete Wunnsëtz am noen Ausland zouleeë géifen.

2. Wat d'Umellung hei am Land betrëfft, wëll ech den honorabelen Deputéierte just op den Titel III vum Code civil verweisen, deen den «domicile» definéiert. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et laut Gesetz keen zweete Wunnsëtz. Et ass aller-

déngs all Bierger fräigestallt niewent sengem «domicile» eng zweet, a firwat net eng drëtt Residenz ze hunn, wou hien zum Beispill säi Weekend verbréngt. E kann hei am Land awer nëmmen do ugemellt sinn, wou säin eigentleche Wunnsëtz ass. Des Weidere gëtt et eng gesetzlech Basis («loi du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale»), déi et de Gemengen erlaabt hir Populatiounsregister iwwert de reglementaresche Wee ze organiséiren. Opgrond vun der kommunaler Autonomie kënnen dës Reglementer vu Gemeng zu Gemeng variéieren.

3. Jiddfereen, dee säin Haaptwunnsëtz wëllt an eng Lëtzebuerger Gemeng verleeën, muss sech an där Gemeng umellen. Wat aner Bedingunge fir d'Nidderloosse vun EU-Bierger hei am Land betrëfft, sou falen déi net an de Kompetenzberäich vum Innenminister.

Question 1622 (13.3.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **fouilles effectuées par des services de gardiennage:**

À la demande explicite de certains clients, des sociétés privées de gardiennage sont de plus en plus fréquemment amenées à procéder à des fouilles auprès des salariés (sacs et voitures) et des fournisseurs (camions de livraison, équipes de nettoyage, etc.) dans les entreprises dans lesquelles elles effectuent leurs missions de surveillance.

J'aimerais dès lors savoir:

- Existe-t-il une base légale qui permette aux sociétés de gardiennage de procéder à ces fouilles?

- Dans la négative, ne devrait-on pas penser à encadrer juridiquement ces fouilles (quels agents sont habilités à le faire, dans quelles conditions, droit des salariés, etc.) sachant que les sociétés de gardiennage ont souvent des difficultés à refuser ces prestations à leurs clients? Qu'en est-il quand ces exigences proviennent des institutions européennes au Luxembourg?

Réponse (11.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance n'accorde pas de pouvoirs particuliers dérogatoires par rapport au droit commun aux agents de gardiennage.

Étant donné que ces agents effectuent une prestation de service au profit de la personne physique ou morale qui les a engagés, ils ne disposent, à l'égard des tiers, que des mêmes droits que cette personne physique ou morale. Il en découle notamment qu'aucune des fouilles telles que visées par la question parlementaire ne peut être exécutée sans le consentement de la personne qui en fait l'objet, sans préjudice des conséquences pouvant éventuellement découler d'un refus de s'y soumettre.

Pour ce qui est des institutions européennes, il y a lieu de se référer aux différents accords de sécurité qui ont été conclus entre le Gouvernement et ces institutions (Commission, Parlement, Cour de Justice, etc.) sur base du Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes du 8 avril 1965. Ces accords disposent tous - suivant une formulation ou une autre - que, sous réserve des dispositions de ce protocole, les lois luxembourgeoises s'appliquent à l'intérieur des locaux et bâtiments de ces institutions.

Étant donné que ce protocole ne prévoit pas des règles particulières au sujet des droits et devoirs des agents de gardiennage, il en résulte que les prestations de services visées par la question parlementaire répondent au même régime légal, qu'elles soient prestées au profit des institutions européennes ou d'une autre personne physique ou morale.

Question 1623 (14.3.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**augmentation du taux minimal des droits d'accises sur le gazole professionnel:**

À en croire un article paru dans «L'Écho» le 13 mars courant, la Commission européenne reviendrait à charge en matière d'harmonisation de la fiscalité des carburants, plus spécifiquement du gazole professionnel. Toujours suivant cet article, le Commissaire européen à la fiscalité envisagerait un relèvement substantiel du taux minimal des droits d'accises sur ce type de carburant.

Sachant à quel degré les recettes fiscales de notre pays dépendent de la vente de carburants, une telle démarche ne manquerait pas de soulever de graves menaces pour l'évolution future de ces recettes. De toute manière, il se pose une question de principe importante, à savoir si les tentatives d'harmonisation fiscale de l'UE ne visent pas beaucoup plus l'aplatissement de toute concurrence fiscale, au lieu de vouloir en abolir les distorsions démesurées.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si le Gouvernement a connaissance d'une telle initiative d'harmonisation de la Commission européenne; si le Gouvernement peut confirmer le projet de relèvement du taux des droits d'accises minimal applicable au gazole professionnel de 302 à 380 euros pour 1.000 litres; et quelle est la position du Gouvernement par rapport à une telle initiative.

Réponse (10.4.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La Commission vient de publier en effet une proposition de directive qui concerne l'ajustement du régime fiscal particulier pour le gazole routier utilisé comme carburant à des fins professionnelles ainsi que la coordination de la taxation de l'essence sans plomb et du gazole utilisé comme carburant.

La Commission propose, d'ici 2016 dans le cas du Luxembourg, un relèvement du taux du gazole de 302 euros par 1.000 litres à 330 euros en 2012, 359 euros en 2014 et finalement 380 euros en 2016. Si je peux tomber d'accord avec le raisonnement de l'honorable Député qui consiste à dire que le relèvement des taux sur les carburants au Luxembourg pourraient être préjudiciable pour l'évolution future des recettes fiscales en provenance des accises, ce raisonnement devra toutefois être rapproché des conclusions fixées lors du sommet récent des chefs d'États et de Gouvernements à Bruxelles ainsi que des engagements souscrits par le Luxembourg pour ce qui est de la réduction des émissions de CO_2 d'ici 2012, voire au-delà.

Même si les présentes réflexions doivent être considérées comme étant préliminaires, les débats au sein du Conseil des Ministres ne débuteront en effet que début mai, il sera plus difficile que jamais de s'opposer purement et simplement à un tel relèvement par étapes d'un point de vue politique, voire même budgétaire, étant donné que la facture à endosser dans le cadre des engagements contractés visant à réduire les émissions de CO_2, s'alourdira sensiblement dans les années à venir.

La position du Gouvernement luxembourgeois devra en conséquence être imprégnée de réalisme, connaissant l'évolution du dossier climatique au niveau national et international. Une politique budgétaire prudente les années à venir devra pleinement tenir compte de ces phénomènes nouveaux.

Question 1624 (14.3.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **renaturation de l'Alzette entre Lorentzweiler et Lintgen:**

Le règlement grand-ducal du 27 août 1997 déterminant les conditions à respecter et les mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la construction de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck prévoit la renaturation de la vallée de l'Alzette par l'aménagement de zones amphibiennes et de zones humides de quelque 64 hectares entre les villages de Lorentzweiler et de Lintgen.

Selon l'étude complémentaire d'évaluation des impacts sur l'agriculture du projet de renaturation de l'Alzette du professeur Emmanuel Gille de l'Université Paul Verlaine de Metz, la renaturation aurait pour conséquence une diminution de la qualité de vie des habitants de la région de Lintgen.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

1. Quel est l'état actuel des mesures de renaturation dans la vallée de l'Alzette?

2. Est-il prévu d'intégrer dans les projets de renaturation de la vallée de l'Alzette le boisement des pentes aux abords de la sortie du tunnel «entrée sud» de la «route du Nord»?

Réponse (20.4.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1. L'étude agricole établie par un bureau d'études allemand spécialiste en extensification agricole vient d'être terminée. Elle avait pour but de déterminer les exploitations agricoles dont les surfaces seraient touchées par le projet et d'évaluer aux points de vue agronomique, fonctionnel et économique leurs possibilités de collaborer au projet avec une partie de leurs surfaces. Cette étude a été élaborée en concertation étroite avec les exploitants agricoles concernés.

Parallèlement ont été établies une première simulation hydraulique pour quatre variantes du projet de la zone humide, ainsi qu'une proposition pour l'implantation d'une piste cyclable.

Une étude hydrogéologique destinée à assurer que l'aménagement écologique n'aura pas de répercussions négatives sur les constructions (zones d'habitation, routes et chemins, chemin de fer, ouvrages de l'autoroute notamment du viaduc, etc.) sera dressée dans les prochains mois suivant les directives du Service géologique de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Les études seront discutées avec les exploitants agricoles, les administrations de l'État, les administrations communales, et des éventuels autres concernés (comme par exemple la société CFL).

Dès qu'une variante sera choisie il sera procédé à l'élaboration des projets d'exécution détaillés concernant l'aménagement de la zone humide, la mise en œuvre de l'exploitation agricole extensive et la construction de la piste cyclable.

2. Les versants de part et d'autre de l'entrée sud du tunnel du «Gousselerbierg» ont été utilisés au cours des dernières années pour le dépôt des terres d'excavation provenant des terrassements de l'autoroute. Les masses à déposer étant plus importantes qu'initialement prévues, la décharge devra être augmentée en volume. Un projet dans ce sens vient d'être élaboré par l'Administration des Ponts et Chaussées. Après l'achèvement des terrassements et du dépôt de toutes les terres d'excavation, les terrains, qui ont été acquis par l'État, ne seront pas boisés, mais affectés à une exploitation agricole extensive.

Question 1625 (14.3.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**augmentation du taux minimal des droits d'accises sur le gazole professionnel:**

La Commission européenne propose de lutter contre le «tourisme à la pompe» en agissant contre les distorsions de concurrence engendrées par les différences qui existent, sur le marché intérieur libéralisé, en matière de taux des droits d'accise grevant le carburant utilisé par les camions («gazole professionnel»). La proposition consiste à réduire ces écarts en relevant les taux minimaux applicables au gazole destiné aux camions. La Commission propose en outre d'offrir davantage de souplesse aux États membres afin qu'ils différencient les taux applicables au gazole selon qu'il est ou non à usage professionnel. Tous les États membres seraient ainsi en mesure de ramener la taxation du gazole professionnel en deçà des niveaux respectifs enregistrés à la date du 1er janvier 2003, pourvu que les minima soient respectés et que la charge fiscale reste la même, grâce à l'introduction de redevances routières.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Luxembourg par rapport à ces propositions?

Réponse (12.4.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

L'Union européenne connaît un régime de taux d'accises minimas sur les carburants depuis l'adoption de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003. La Commission européenne vient de saisir le Conseil des Ministres d'une proposition de modification de cette directive. Les questions soulevées par cette nouvelle proposition ne portent donc plus sur le principe même de taux d'accises minimas, mais sur une éventuelle adaptation du niveau des taux ainsi que sur les modalités y relatives.

La directive de 2003 a introduit un taux minima de 302 euros par 1.000 litres pour le gazole routier. Le Luxembourg, dont les accises restent toujours inférieures à ce taux, bénéficie d'un régime transitoire lui laissant jusqu'au 1er janvier 2009 pour se conformer à cette disposition. Après la mise en œuvre des hausses d'accises déjà annoncées, le Grand-Duché appliquera le taux minima de 302 euros par 1.000 litres de fait dès le 1er janvier 2008.

Dans la même directive, il a été permis aux États membres de prévoir des taux de taxation des carburants différenciés entre la consommation professionnelle et la consommation non professionnelle. Plusieurs États membres, dont deux pays voisins du Luxembourg, ont introduit depuis des régimes de «gazole professionnel» permettant à leurs entreprises de bénéficier de taux d'accises réduits.

La nouvelle proposition de directive de la Commission vise à relever les taux minimas pour le gazole professionnel. Au Grand-Duché, un taux minima de 359 euros par 1.000 litres serait ainsi applicable à partir de 2014 et un taux de 380 euros par 1.000 litres à partir de 2016.

Les effets sur le Luxembourg de l'adoption de taux minimas tels que prévus dans la proposition dépendront notamment du comportement des autres États membres. La nouvelle proposition de directive vise certes à réduire les écarts de taxation entre États membres. Or, elle n'atteindra cet objectif que si les États à fiscalité très élevée s'abstiennent à procéder à de nouveaux relèvements de leurs taux d'ici 2014 ou 2016.

Un autre aspect à prendre en considération est la proposition de la Commission de permettre aux États membres ayant introduit des redevances routières, de compenser celles-ci par un taux d'accises sur le diesel professionnel moins élevé, mais respectant néanmoins le taux minimum. Les circonstances exactes qui rendraient éligibles une telle compensation restent cependant obscures à l'état actuel et devront être clarifiées davantage.

Il faudra, finalement, évaluer la situation par rapport aux engagements du Luxembourg en matière de réduction des émissions de CO_2. La méthodologie relative à l'objectif de Kyoto prévoit que les carburants vendus au Luxembourg sont intégralement comptabilisés dans les émissions du Grand-Duché. Une réduction de l'écart de taxation des carburants avec les pays voisins faciliterait dès lors l'atteinte des objectifs fixés. L'impact sur le budget de l'État d'une telle évolution doit évidemment être suivi de très près.

À noter que la directive proposée, relevant du domaine de la fiscalité, devra être adoptée au Conseil des Ministres de l'Union européenne à l'unanimité des 27 États membres.

Alors que le dossier est encore dans un stade précoce, je ne manquerai pas de revenir sur le sujet dès que les travaux auront débuté au Conseil des Ministres afin de donner un aperçu plus détaillé de la politique gouvernementale en la matière.

Question 1627 (14.3.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **heures de travail supplémentaires:**

Les heures de travail supplémentaires sont, comme par ailleurs les heures de travail «normales», soumises obligatoirement au versement de cotisations sociales légales qui peuvent être déduites au titre de dépenses spéciales. Au niveau fiscal, les suppléments de salaires alloués pour les heures de travail supplémentaires sont, sous certaines conditions et dans certaines limites, exempts d'impôts.

Partant de ce constat, j'aurais aimé savoir des Ministres précités,

- si le Gouvernement dispose de chiffres précis concernant le nombre d'heures supplémentaires travaillées dans le secteur privé et éventuellement ventilées par secteur ou branche d'activité.

Réponse commune (23.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*, de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Concernant la question parlementaire de l'honorable Député, il y a lieu de constater qu'actuellement aucune des administrations impliquées directement ou indirectement dans ce domaine n'est à même de produire des chiffres détaillés et vérifiables sur le nombre d'heures supplémentaires effectivement prestées.

Il y a lieu de noter néanmoins que depuis les changements légaux intervenus au 1er janvier 2007 en matière de procédure pour pouvoir effectuer des heures supplémentaires, le Ministère du Travail et de l'Emploi s'est donné la possibilité

de faire des relevés des heures supplémentaires prestées.

En effet, depuis cette date, tous les relevés d'heures supplémentaires qui parviennent au Ministère du Travail et de l'Emploi sont systématiquement saisis dans des tableaux pouvant donner un aperçu sur l'envergure des heures ainsi prestées.

Mais, vu qu'il n'existe pas d'obligation légale pour les entreprises de communiquer ces données, le nombre d'heures supplémentaires qui sera ainsi constaté ne sera malheureusement guère représentatif.

Question 1630 (13.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **pistolets à électrochoc:**

D'franséisch Polizeibeamte sollen deemnächst mat Elektroschockpistoulen ausgeriicht ginn.

Argument fir dës Initiativ ass, datt domadder soll vermidde ginn, datt Mënschen duerch de précipitéierte Gebrauch vun normale Pistoulen a Gefor geroden.

Dës Elektroschockpistoulen hunn de Virdeel eng Persoun fir fënnef bis sechs Sekonnen ausser Gefecht ze setzen ouni se ze verletzen, an domadder de Beamten ze erméiglechen se ouni Gefor ze neutraliséieren.

Och zu Lëtzebuerg ass et scho virkomm, datt vu Beamten ze vill précipitéiert Gebrauch vun enger Schosswaff gemaach gouf, wat Mënsche verletzt respektiv ëmbruecht huet.

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt d'franséisch Polizeibeamte mat Elektroschockpistoulen ausgeriicht ginn?

2. Wann neen, gedenkt den Här Minister sech iwwert déi Méiglechkeet ze informéieren an och d'Lëtzebuerger Polizeibeamte mat esou Pistoulen auszeriichten?

Réponse (20.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Un organe de presse interne de la Gendarmerie nationale française a récemment fait état qu'il était envisagé d'équiper les agents de pistolets à électrochoc.

Comme à l'heure actuelle la Police grand-ducale dispose de matraques «Tonfa» et de «Pepperspray» c'est-à-dire des moyens de défense qui eux aussi sont dissuasifs sans pour autant comporter le risque de blesser mortellement, il n'est pas envisagé d'acquérir des pistolets à électrochoc.

Question 1631 (15.3.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **secteur des loteries:**

En date du 6 mars 2007, la Cour de justice des Communautés européennes a jugé les sanctions pénales italiennes pour les collectes de paris des intermédiaires agissant pour le compte de sociétés étrangères contraires au droit communautaire (C-338/04, C-359/04 et C-360/04). Par ailleurs, une réglementation nationale qui interdit l'exercice d'activités de collecte, d'acceptation, d'enregistrement et de transmission de propositions de paris, notamment sur les événements sportifs, en l'absence de concession ou d'autorisation de police délivrées par l'État membre concerné, constituerait une restriction à la liberté d'établissement ainsi qu'à la libre prestation des services.

Dans un récent article de presse, les responsables du COSL ont exprimé leurs craintes que cet arrêt aurait des conséquences néfastes sur l'exploitation des loteries au Grand-Duché. En effet, la loi modifiée du 15 février 1882 sur les loteries autorise, d'une part, les loteries exclusivement destinés à des actes de piété ou de bienfaisance, à l'encouragement de l'industrie ou des arts ou à tout autre but d'utilité publique ainsi que, d'autre part, les opérations financières faites avec primes ou remboursables par la voie du sort. Toutes les loteries sont soumises à une autorisation soit du Gouvernement soit du collège des bourgmestre et échevins d'une commune.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Est-ce que la procédure actuelle de soumettre les loteries à autorisation gouvernementale ou communale est conforme à l'arrêt communautaire précité?

2. Le Gouvernement partage-t-il les craintes du COSL que ce jugement comporte le risque de fortes pertes financières en défaveur du sport luxembourgeois?

3. Le Gouvernement est-il en faveur de l'élaboration d'une directive européenne régissant le secteur des loteries?

Réponse (30.3.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

L'honorable Monsieur Mosar demande quelles pourraient être les conséquences d'un arrêt rendu en date du 6 mars 2007 par la Cour de justice des Communautés européennes en matière de liberté d'établissement et de libre prestation de services dans le domaine des jeux de hasard.

L'arrêt ne met pas en cause le principe de la nécessité d'une concession de la part des autorités compétentes dans les États membres.

La Cour a toutefois décidé que dans le cas d'espèce, la législation italienne viole le droit communautaire dans la mesure où les sociétés de capitaux sont exclues des appels d'offres pour l'attribution de concessions.

La législation luxembourgeoise ne prévoyant pas une telle restriction, l'arrêt de la Cour ne nécessite pas une modification législative et n'aura pas de conséquences quant aux ressources financières dont bénéficie le sport luxembourgeois.

Au regard de la jurisprudence de la Cour de la justice des Communautés européennes une réglementation communautaire de la matière ne paraît pas indispensable à l'heure actuelle.

Question 1632 (15.3.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **valeurs de la réserve de compensation du régime général d'assurance pension pouvant être investies à travers un Organisme de Placement Collectif (OPC):**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°1523 relative à la gestion de la réserve de compensation par le Fonds de Compensation commun au régime général de pension *(cf. compte rendu N°8/2006-2007)*, Monsieur le Ministre écrit que: «(...) s'il est vrai que certains cours d'actions ont connu une évolution tout à fait positive depuis quelques années, il faut rappeler que le règlement grand-ducal du 1er juillet 2005 déterminant les valeurs de la réserve de compensation du régime général d'assurance pension pouvant être investies à travers un organisme de placement collectif n'affecte qu'un montant de 316 millions d'euros à l'investissement en actions et valeurs assimilées. Ce montant ne représente que 5% du total des valeurs productives au 31 décembre 2006.»

Or, l'article 1er du règlement grand-ducal du 1er juillet 2005 déterminant les valeurs de la réserve de compensation du régime général d'assurance pension pouvant être investies à travers un organisme de placement collectif, stipule que: «d'ici la fin 2007, le Fonds investira, à travers cet OPC, en obligations euros et valeurs y assimilées, en obligations non euros et valeurs y assimilées et en actions et valeurs y assimilées jusqu'à concurrence de respectivement 949,316 et 633 millions d'euros, soit au total 1.898 millions d'euros à prélever sur la réserve disponible du régime général d'assurance pension existant au 31 décembre 2003.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que la réponse de Monsieur le Ministre n'est pas en contradiction avec le règlement grand-ducal du 1er juillet 2005 déterminant les valeurs de la réserve de compensation du régime général d'assurance pension pouvant être investies à travers un organisme de placement collectif?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il parvenir à un investissement total (949,316 et 633 millions d'euros, soit au total 1.898 millions d'euros) à travers cet OPC d'ici la fin 2007?

Réponse (20.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

1. Suivant le règlement grand-ducal du 1er juillet 2005 déterminant les valeurs de la réserve de compensation du régime général d'assurance pension pouvant être investies à travers un organisme de placement collectif, le montant à investir en actions et valeurs assimilées s'élève à 633 millions d'euros. Les valeurs productives s'élevant pour 2006 prévisiblement à 6.270 millions d'euros, ce plafond ne représente actuellement que 10% de celles-ci.

2. Les préparatifs en vue du lancement de l'organisme de placement collectif prévu par l'article 263-9 du Code des Assurances Sociales touchent à leur fin. La banque dépositaire a été désignée par le conseil d'administration du Fonds de Compensation en date du 6 avril et la sélection des gérants est toujours prévue pour la mi-juin. Ne resteraient dès lors plus que les démarches auprès de la CSSF en vue de l'obtention de l'agrément du nouvel OPC. Les étapes déjà réalisées (voir ma réponse à la question parlementaire N°1523 me permettent d'envisager le démarrage définitif de l'OPC au cours de l'été de façon que rien ne s'opposerait à l'investissement des actifs en conformité avec le règlement grand-ducal précité.

Question 1633 (15.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **vente de médicaments par Internet:**

An der Diskussioun iwwer psychtropesch Medikamenter ass richtegerweis drop higewise ginn, wéi geféierlech dës Medikamenter fir d'Gesondheet sinn, wann dervun abuséiert gëtt. Normalerweis sinn esou Medikamenter rezeptflichteg a ginn ënner Kontroll vu Medeziner ageholl.

Ëmmer méi oft ginn awer och esou Medikamenter, Berouegungsmëttelen, Opputschmëttelen an Schlofmëttelen iwwer Tëlee an Internet ugebueden, an dat ouni Rezept an och ouni Garantie, datt déi Medikamenter fachgerecht hiergestallt respektiv gelagert gi sinn.

Besonnesch Jonker, déi am beschte bewandert si mam Ëmgang vum Internet an Tëleekaf, sinn hei a Gefor. De Risiko besteet souguer, datt mat Medikamenter gehandelt gëtt, déi bëlleg iwwert den Tëleekaf oder Internet ugeschaaft ginn.

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Fro beäntwerten:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt de Medikamentekommerz och iwwer Tëleekaf an Internet geschitt?

2. Wa jo, wéi gesäit dës Situatioun fir Lëtzebuerg aus a riskéiert se net sech ze verschäerfe wat mer méi an d'online-Gesellschaft erklammen, sou datt ee riskéiert se net méi an de Grëff ze kréien?

3. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir iwwert d'Gefore vun engem Tëlee- oder Internetkaf vu Medikamenter opzeklären, dat besonnesch bei deene Jonken?

Réponse (26.3.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den honorabelen Deputéierten weist zu Recht drop hin, datt de Kaf vu Medikamenter iwwer Internet oder Tëlee problematesch ass.

Wann d'Medikamenter vill zum medezinesche Fortschrëtt bäigedroen hunn - ernimmt sief hei just d'Entdeckung vum Penezillin -, sou muss generell betount ginn, datt ee Medikament keen normaalt Konsumgut ass. Medikamenter sollen am Krankheetsfall eng geziilte Wierkung op de Kierper entfalen, fir zur Heelung bäizedroen. Vun all Form vu Selbstmedikatioun oder Medikatioun ouni déi néideg fachgerecht Berodung duerch ee Medeziner oder Apdikter muss generell ofgerode ginn, well si kann e leider oft verkannte Sécherheetsrisiko fir Jonk an Al mat sech brénge. Souguer rezeptfräi Medikamenter kënnen, eleng oder zum Beispill duerch Interaktioun mat anere Medikamenter oder Stoffer, zu onerwaarten Niewewierkunge féieren.

Fir dës Risiken auszeschléissen, verbitt d'Lëtzebuerger Gesetzgebung am Prinzip all Form vu Kaf vu Medikamenter ausserhalb vun der Apdikt oder dem Spidol, also och de Versandhandel ënner all senge Formen (Internet, Tëlee, asw.). Dëst generellt Verbuet gëllt awer zënter engem Urteel vum Europäesche Geriichtshaff um Kierchbierg net fir zu Lëtzebuerg rezeptfräi an autoriséiert Medikamenter, déi vun enger an engem aneren europäesche Memberstat autoriséierter Internetapdikt gehandelt ginn. Do ass dann de Memberstat vun där zougeloossener Apdikt gefuerdert, fir derfir ze suergen, datt och um Internet déi néideg Informatiounsméiglechkeeten a Garantië bestinn. Dës Ausnahm gëllt awer net fir rezeptflichteg Medikamenter. Lëtzebuerg wëllt an dësem Beräich um Verbuet vum Versandhandel festhalen.

Am europäesche Kontext sief och gesot, datt d'Lëtzebuerger Autoritéiten iwwert de Wee vun der administrativer Kooperatioun am Medikamenteberäich bei den zoustännegen Autoritéiten intervenéiere kënnen, falls sech esou eng europäesch Internetapdikt net un d'Gesetz hale géif. Generell ass et och esou, datt iwwert d'europäesch Direktive séchergestallt ass, datt an all europäeschem Land déiselwecht Qualitéits- a Sécherheetskritäre bei Medikamenter garantéiert sinn. Dofir besteet hei keng erhéijte Bedroung fir d'öffentlech Gesondheet.

Wat de Kaf vu Medikamenter aus Drëttlänner ugeet, sou ginn et do keng vergläichbar international Regelungen, an et kann nëmmen dringend vun all Kaf iwwer Internet ofgerode ginn. International Studie beleeën, datt ausserhalb vun der EU erschreckend vill - a verschiddene Géigende 50% - gefälschte Medikamenter am Ëmlaf sinn. Et bestinn hei fir de Patient keng vergläichbar Qualitéits- oder Sécherheetsgarantien. Am schlëmmste Fall huet dat vermeindlech bëllegt Medikament net nëmme keng Wierkung, mä enthält ausserdem nach gesondheetsgeféierlech aner Stoffer.

D'Divisoun vun der Pharmacie aus der Direktioun vun der Santé an de Service de contrôle des médicaments vum Statslabo schaffe mat der Douane zesummen, fir regelméisseg suspekt Envoien ze kontrolléieren, an esou dëse Problem am Grëff ze behalen. An der Praxis ass et awer ganz schwéier dës illegal Envoien ze ënnerbannen, well se meeschtens net oder awer falsch deklaréiert ginn an als banale Postpak an d'Land kommen. Aus Drëttlänner stamend goufen zu Lëtzebuerg zum Beispill schonns geféierlech Fälschunge fonnt respektiv net zougeloosse Produkter, déi fir de Patient ee Risiko duerstellen. Kierzlech huet d'Tëlee Lëtzebuerg am Magazin „Fit“ de breede Public iwwert dës Problematik opgekläert.

Meng Servicer wäerte wann néideg an Zukunft iwwer Communiquéen an aner Weeër heiriwwer opklären. Och wäert de Portail Santé, deen an de kommende Méint a Betrib geholl gëtt, et erlabe méi geziilt um Internet heiriwwer Opklärung ze leeschten.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

28e	séance, mercredi	25 avril 2007
29e	séance, jeudi	26 avril 2007
30e	séance, mardi	8 mai 2007

➤ Réchauffement planétaire

Lutte contre le terrorisme et mondialisation



Les Députés Lucien Clement, Michel Wolter et Henri Grethen (de gauche à droite) ainsi que le Secrétaire général adjoint Benoît Reiter (à l'arrière-plan).

M. Henri Grethen, Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Michel Wolter et M. Lucien Clement ont représenté le Parlement luxembourgeois lors de la 116e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) qui s'est déroulée du 29 avril au 4 mai 2007 à Nusa Dua (Bali) en Indonésie. Créée en 1889, l'UIP constitue la plus ancienne organisation politique multilatérale.

Des parlementaires de plus de cent parlements nationaux ont procédé à un débat général sur le réchauffement planétaire et ont retenu plus particulièrement dans leur déclaration finale: *«Nous redoutons que les nombreuses promesses concernant l'adoption de mesures pour faire obstacle ou atténuer les effets des changements climatiques ne soient pas tenues. (…) Nous engageons nos parlements à faire leur possible pour renforcer les politiques et les lois concernant les changements climatiques et pour intensifier la coopération internationale sur la base de responsabilités communes (…). Nous engageons en outre nos parlements à faire mieux comprendre la menace que constituent les changements climatiques et l'action nécessaire pour éviter des interférences humaines dangereuses dans le régime des climats. (…) Nous escomptons des progrès dans les domaines de la lutte contre la déforestation, des mécanismes financiers et du transfert de technologies appropriées et sans danger pour l'environnement.»*

Les représentants parlementaires ont également inscrit à l'ordre du jour un point d'urgence intitulé «Coopération internationale pour combattre le terrorisme, ses causes profondes et son financement, y compris son financement transfrontière» et ont adopté des résolutions sur les thèmes suivants: «Assurer le respect de toutes les communautés et croyances religieuses et leur coexistence à l'ère de la mondialisation», «Création d'emplois et sécurité de l'emploi à l'heure de la mondialisation» et «Promotion de la diversité et de l'égalité des droits pour tous grâce à des critères démocratiques et électoraux universels».

➤ Visite d'État de S.M. le Roi d'Espagne



À l'occasion de sa Visite d'État au Luxembourg, S.M. le Roi d'Espagne a reçu en audience au Palais grand-ducal le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

➤ L'APCE s'occupe de ce qui lui est le plus cher



(de gauche à droite) M. Norbert Haupert, M. Charles Goerens, M. Marcel Glesener, M. Jean Huss et Mme Anne Brasseur.

Au cours de la deuxième partie de sa session 2007 du 16 au 20 avril 2007 à Strasbourg, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) - aux dires de son Président M. René van der Linden le «temple des valeurs du Conseil de l'Europe» - a consacré une journée entière au sujet qui lui tient le plus à cœur: la situation des droits de l'Homme et de la démocratie sur le continent européen.

Le Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel Glesener, est intervenu en sa qualité de rapporteur pour avis de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille de l'APCE. Il a souligné qu'une Europe démocratique, soucieuse des droits de l'Homme, se doit de faire respecter les droits sociaux, conformément aux principes énoncés dans la Charte sociale européenne révisée.

«Si l'on regarde objectivement la situation de l'insertion et de la pauvreté nous voyons qu'aujourd'hui près de 72 millions de citoyens européens sont exposés à un risque de pauvreté. Le chômage reste l'une des principales causes de pauvreté et d'exclusion, même si ce n'est pas la seule.» L'Europe devrait faire face à deux grands défis: la mondialisation qui nécessiterait une compétitivité accrue et l'évolution démographique qui se traduirait à moyen terme par un vieillissement de la population européenne et à long terme par sa diminution.

Pour faire face à ces enjeux, M. Glesener a proposé entre autres de créer les conditions d'un renouveau démographique par un soutien accru aux familles, de réformer notre modèle social dans le sens d'une prise en charge plus collective pour développer la solidarité intergénérationnelle à l'échelle de la société et de prendre des mesures nécessaires pour que les rangs de la classe émergente des travailleurs pauvres cessent d'accroître et pour que le travail soit synonyme de dignité humaine et de qualité de vie et garantisse un taux d'inclusion maximale dans la vie sociale.

Mme Lydie Err et M. Charles Goerens, membres effectifs ainsi que les membres suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Norbert Haupert et Jean Huss ont également participé à cette 2e partie de session.

DANS CE NUMÉRO

Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire p. 330

Création de la Société de gestion de patrimoine familial p. 345

Heure d'actualité au sujet de la loi antitabac p. 355

Visite des installations de la LAR



Sur invitation du Président de la Luxembourg Air Rescue, M. René Closter *(2e de droite)*, une délégation de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire a visité les installations de la LAR au mois de mars.

Suite à une brève présentation des activités de la LAR au Grand-Duché de Luxembourg et dans le reste du monde, les députés ont rencontré le personnel technique et paramédical qui a donné des explications.

Dans le cadre de cette visite, le Président de la LAR a répondu aux questions soulevées et a également fait part des doléances de la LAR à adresser aux responsables politiques concernés.

Respekt

Paul Reckinger, Präsident der Handwerkskammer, hat vor kurzem, nach zehn Jahren, Abschied von seinem Amt genommen.

Parlamentspräsident Lucien Weiler empfing ihn zu einem Abschiedsgespräch.

Dabei dankte Lucien Weiler dem scheidenden Präsidenten für seinen langjährigen und unermüdlichen Einsatz im Interesse des Handwerks.

„Ihnen gebührt unser Respekt und unsere Anerkennung. Sie haben sich um das Luxemburger Handwerk verdient gemacht", so der Parlamentspräsident, der anschließend Paul Reckinger zu seinem wohlverdienten Ruhestand alles Gute wünschte.



Parlamentspräsident Lucien Weiler empfängt den scheidenden Präsidenten der Handwerkskammer, Paul Reckinger.

Visite du Centre socio-éducatif à Dreiborn



En date du 7 mai 2007, une délégation de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse a visité le Centre socio-éducatif de l'État à Dreiborn.

M. Fernand Boewinger, Directeur pédagogique et thérapeutique, M. André Hein, Directeur adjoint administratif, ainsi que les représentants du Ministère de la Famille et de l'Intégration, du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, du Ministère de la Justice et du Ministère des Travaux publics ont donné aux députés des explications sur le volet éducatif du Centre ainsi que sur le projet de construction d'une structure pour délinquants mineurs.

Au cours de la visite des installations, les parlementaires ont également pu avoir un aperçu de la vie quotidienne des pensionnaires mineurs.

Girls' Day - Boys' Day

Malgré le fait que, pour la première fois, la journée s'adressait également aux garçons, la Chambre des Députés n'a pu accueillir que des jeunes filles à l'occasion du Girls' Day, le 26 avril 2007. Elles étaient onze à se faire expliquer l'histoire et le fonctionnement du Parlement luxembourgeois et à avoir un échange de vues avec les Député(e)s Mmes Marie-Josée Frank, Colette Flesch, Nancy Arendt, Sylvie Andrich-Duval, Claudia Dall'Agnol ainsi que MM. Romain Schneider et Xavier Bettel. La Chambre participait pour la cinquième année consécutive à cette journée.



Remembrement agricole et forestier



La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural s'est rendue récemment à Mompach pour s'y informer sur un projet de remembrement agricole et forestier portant sur 1.409 ha de terres agricoles et 698 ha de forêts. Le projet avait été lancé en février 1998 par la réalisation d'une enquête sur l'utilité et devrait se terminer en cette année 2007 par l'achèvement des derniers travaux connexes.

Le terrain visé, tel qu'il se présentait en 1998, était constitué de 3.913 parcelles agricoles d'une contenance moyenne de 0,36 ha et de 308 parcelles forestières d'une contenance moyenne de 2,26 ha. À l'issue du remembrement, le nombre des parcelles agricoles a pu être réduit à 751 (contenance moyenne: 1,93 ha), celui des parcelles forestières à 173 (contenance moyenne: 4,06 ha).

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live *an* **integral**

mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

Congé individuel de formation

5337 - Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification

1. du Code du travail;

2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation;

3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dans un avis de 1993, le Conseil économique et social avait formulé des recommandations portant sur la formation professionnelle. Il en est résulté la loi du 22 juin 1999 ayant pour objet le soutien et le développement de la formation professionnelle continue qui a instauré un régime légal pour l'accès collectif des travailleurs à la formation professionnelle continue.

Les recommandations de 2003 émanant des syndicats représentatifs et du groupement représentatif des employeurs du secteur privé ont abouti le 4 mai 2004 au dépôt du projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modifiant la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation.

Le projet de loi suit de près l'accord interprofessionnel. Il a pour objet la création d'un congé de formation individuel. Il constitue un élément important de la mise en place d'un système de formation et d'apprentissage tout au long de la vie, pour lequel le congé individuel de formation présente un instrument important.

Ce projet contribue à l'amélioration de l'accès aux offres de formation des adultes pour tous les acteurs économiques du pays. Il est complémentaire par rapport à la loi sur l'accès collectif qui réserve le rôle majeur aux entreprises.

Dépôt par Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 04.05.2004

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

05.04.2006	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.05.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen des articles
13.06.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.07.2006	Examen et vote sur une série d'amendements parlementaires
28.02.2007	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18.04.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

13.06.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 26.04.2007

Films luxemburgo-autrichiens

5594A - Projet de loi

portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Autriche, signé à Vienne, le 23 janvier 2006

Depuis que le législateur a mis en place deux instruments destinés à promouvoir le développement du secteur de la production audiovisuelle (loi du 13 décembre 1988 instaurant le régime fiscal temporaire spécial des certificats d'investissement audiovisuels et loi du 11 avril 1990 portant création du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle), le secteur luxembourgeois du film a réussi à se développer et à se forger une image de secteur créatif et professionnel tant au Grand-Duché qu'a l'étranger. Durant ces 15 dernières années, plus de 200 millions d'euros ont été investis dans l'économie luxembourgeoise pour la réalisation de plus de 400 productions audiovisuelles. Une trentaine de sociétés de production sont actuellement actives sur le territoire au niveau de la création d'?uvres de fiction, d'animation et de documentaires. Plus de 300 professionnels vivent des métiers de l'audiovisuel et il existe au Grand-Duché cinq studios de prises de vues.

Ceci dit, les producteurs restent confrontés à un certain nombre de problèmes. L'absence d'une longue tradition de production audiovisuelle, la taille du marché et un tissu économique spécifique les obligent à recourir, à de rares exceptions près, à la coproduction internationale. Il est dès lors important que les producteurs luxembourgeois recherchent des synergies avec leurs homologues étrangers. C'est pour stimuler ces synergies que le Gouvernement a durant ces dernières années cherché à développer des accords spécifiques de coproduction avec un certain nombre de pays partenaires (Québec, Canada, France et Allemagne).

L'accord avec l'Autriche, qui fait l'objet du présent projet de loi, officialise les bonnes relations qui existent depuis plusieurs années entre les professionnels des deux pays. Plus de dix longs, moyens et courts métrages ont été coproduits à ce jour. L'accord de coproduction en question devrait non seulement permettre d'intensifier les relations entre les professionnels des deux pays et par conséquent d'engendrer une augmentation du volume de productions, mais il devrait également favoriser un échange dans les domaines de la promotion, de la distribution et de la formation. Les films réalisés en coproduction se verront à l'avenir attribuer la nationalité des deux pays et une coproduction peut dès lors cumuler les avantages octroyés aux œuvres nationales par chacun des deux pays, le tout à condition que la part de financement des producteurs concernés varie entre 20 et 80% du budget total du film.

Dépôt du projet de loi 5594 par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.07.2006

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

28.02.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
15.03.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2007

Certificats audiovisuels

5594B - Projet de loi

portant modification de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

La politique de soutien au secteur audiovisuel est une politique qui s'inscrit dans un cadre européen: le Traité de Maastricht a en effet intégré la culture parmi les politiques de la Communauté européenne. Le soutien qu'accordent tous les États membres de l'UE à la production audiovisuelle est ainsi devenu un élément majeur pour assurer la richesse et la diversité de la culture européenne. Aussi la Commission européenne veille-t-elle à ce que les œuvres puissent circuler et, dans sa communication du 29 septembre 2001 concernant certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles, elle a défini certaines règles en matière d'aides d'État du secteur cinématographique. Le 16 mars 2004, elle a adopté une deuxième communication sur le même sujet.

Dans sa communication de 2004, la Commission exprime son opposition à l'encontre de certaines conditions de territorialité et notamment par rapport aux clauses dites de territorialisation qui imposent aux producteurs de dépenser un montant spécifique du budget d'un film dans un État membre particulier pour pouvoir bénéficier de l'aide mise à disposition dans cet État membre. Ainsi, la Commission retient notamment que les clauses de territorialisation peuvent constituer une entrave à la libre circulation des travailleurs, des biens et des services dans l'UE et qu'ils risquent de fragmenter le marché intérieur et d'entraver son développement. Dans sa communication de 2001, la Commission exige que le producteur ait la liberté de dépenser au moins 20% du budget du film dans d'autres États membres, sans que l'aide ne soit réduite de ce fait.

Au regard de ces principes, il convient de modifier les dispositions de la loi du 13 décembre 1988 instaurant le régime fiscal temporaire spécial des certificats d'investissement audiovisuels:

- la clause de territorialisation prévue à l'article 4 est à modifier dans le sens d'une plus grande ouverture vers le territoire de l'UE. Alors que l'article 4 actuel dispose que pour pouvoir bénéficier du régime des certificats d'investissement audiovisuel, les œuvres doivent, entre autres, être conçues pour être réalisées principalement sur le territoire du Grand-Duché. Il convient d'atténuer le libellé restrictif de cette clause en visant le territoire de l'UE avec une mention particulière pour le Luxembourg. L'article 4, dans sa nouvelle version, s'appliquera partant aux œuvres «conçues pour être réalisées au sein de l'Union européenne et en particulier sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg».

- cette modification de l'article 4 entraîne la nécessité d'adapter le libellé de l'article 5. L'article 5 actuel prévoit en effet que le montant des certificats d'investissement audiovisuel à émettre est fixé en fonction des critères d'éligibilité définis à l'article 4 ainsi que dans la limite des coûts de production effectivement exposés et des dépenses y relatives effectuées au Grand-Duché. En présence du nouveau libellé proposé pour l'article 4, les termes «dans la limite des coûts de production» doivent être remplacés par les termes «en tenant compte des coûts de production». Par ailleurs, le paragraphe 2 de cet article est abrogé.

- il est enfin proposé de prolonger le régime temporaire de la loi jusqu'en 2015, ceci afin d'offrir une certaine sécurité juridique aux acteurs du secteur.

Dépôt du projet de loi 5594 par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.07.2006

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

28.02.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
15.03.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2007

Chamber TV

an der Stad: um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens) zu Esch: um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng: um Kanal S 29 zu Diddeleng: um Kanal S 32 an der Gemeng Nidderaanven: um Kanal S 29

Météo européenne

5628 - Projet de loi portant approbation

- du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme;

- des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme

La Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme a été approuvée par une loi du 14 mars 2002. Le présent projet de loi a pour objet d'approuver plusieurs modifications à ladite convention, modifications dont certaines sont d'ordre rédactionnel, d'autres ayant trait à l'emploi des langues de travail.

Ainsi, lors des sessions du Conseil et du Comité financier du Centre, les langues de travail sont l'allemand, l'anglais et le français, tandis que les langues officielles sont les langues officielles des États membres. D'après le système «qui en fait la demande paie», chaque État membre peut faire la demande d'interprétation et de traduction de documents dans sa langue officielle.

Par ailleurs, le champ d'application de la convention est élargi, un nouveau paragraphe à l'article 2 prévoyant que le Centre a pour buts principaux le développement d'une capacité de prévisions météorologiques à moyen terme et la fourniture de prévisions météorologiques à moyen terme aux États membres.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.10.2006

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

12.02.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
26.03.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2007

Disparition des personnes

5636 - Projet de loi

concernant la disparition des personnes et portant modification du Code d'instruction criminelle

Le projet de loi sous examen a pour objet essentiel d'introduire une nouvelle procédure en matière de disparition de personnes. Il se propose aussi de modifier ou de compléter certaines dispositions du Code d'instruction criminelle entre autres pour les aligner à l'innovation majeure du projet de loi.

En ce qui concerne les disparitions de personnes, il échoit de noter que jusqu'à présent un grand vide législatif caractérise la matière. En effet, aucun texte ne vient encadrer la recherche de personnes disparues et préciser ainsi les moyens pouvant être mis en œuvre par les autorités policières et judiciaires compétentes. Cette absence de cadre juridique empêche les autorités d'enquêter de manière efficace sur les disparitions qui ne relèvent pas manifestement d'actes criminels.

Or, si les circonstances de nombreuses disparitions sont claires, d'autres au contraire sont suspectes et des doutes demeurent quant à la question de savoir ce qui s'est réellement passé. Il s'agit de situations de disparitions intermédiaires situées entre celles pour lesquelles il est incontestable qu'une infraction ait été commise et celles pour lesquelles l'existence d'un délit n'est pas donnée.

Le projet de loi sous examen entend remédier à cette situation en prévoyant au niveau du Code d'instruction criminelle une procédure en cas de disparition permettant ainsi au procureur d'État «d'agir dans un domaine dans lequel sa compétence n'est pas établie ab initio».

a) Champ d'application de la nouvelle procédure en cas de disparition

La nouvelle procédure peut être mise en œuvre dans deux hypothèses:

- lorsque la disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé vient d'intervenir ou d'être constatée;

- lorsque la disparition d'un majeur présente un caractère inquiétant ou suspect eu égard aux circonstances, à l'âge de l'intéressé ou à son état de santé.

Si finalement cette procédure bénéficie à toute personne disparue, elle est soumise à deux régimes différents suivant que les personnes disparues sont protégées ou non.

Ainsi,
- si la personne disparue est un mineur ou un majeur protégé, le simple constat de sa disparition suffit pour que la nouvelle procédure trouve son application. Le législateur a tenu à protéger ces personnes particulièrement vulnérables.

- par contre, si la personne disparue est un majeur non protégé, sa disparition ne donne pas lieu d'office à une enquête. Une condition supplémentaire est exigée pour que la nouvelle procédure puisse être mise en œuvre. La disparition doit, en effet, présenter un caractère inquiétant ou suspect qui s'apprécie en fonction des circonstances ou encore de l'âge de l'intéressé voire de son état de santé. Il s'agit d'éviter que la procédure soit mise en œuvre en présence d'une personne qui ne souhaite pas donner de ses nouvelles. La nouvelle procédure est ainsi respectueuse de la liberté fondamentale d'aller et de venir ainsi que de celle de la vie privée.

b) Prérogatives des autorités compétentes suivant la nouvelle procédure

Le projet de loi sous rubrique confère au procureur d'État respectivement aux officiers de police judiciaire délégués des pouvoirs particuliers en cas de disparition d'une personne. En effet, d'après le texte sous examen, en cas de disparition, les officiers de police judiciaire peuvent, sur instructions du procureur d'État, procéder aux actes prévus aux articles 31 à 41 du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire poser des actes d'enquête de flagrance. Après un délai de vingt-quatre heures à partir des instructions du procureur d'État, les investigations peuvent se poursuivre sous la forme de l'enquête préliminaire. Le procureur d'État peut également, toujours d'après le projet de loi sous rubrique, requérir l'ouverture d'une information, même s'il ne dispose pas à ce stade de l'enquête d'éléments concrets quant à l'existence d'une infraction pénale. Les actes ainsi accomplis viennent interrompre la prescription de l'action publique.

À noter encore dans ce contexte que les auteurs du projet de loi sous rubrique se sont inspirés de la loi française d'orientation et de programmation de la justice du 9 septembre 2002 qui, par le biais de l'article 74-1 qu'elle introduit au niveau du Code de procédure pénale, a rendu possible l'ouverture d'une enquête judiciaire en cas de disparition d'une personne.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.11.2006

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

21.03.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.04.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2007

Gestion de patrimoine familial

5637 - Projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)

Dans le cadre des procédures prévues en matière d'aides d'État, la Commission européenne a décidé en date du 19 juillet 2006 que le régime fiscal applicable aux holdings de financement et «milliardaires» en vertu de la loi de 1929 enfreint les règles du traité CE régissant les aides d'État (article 87, § 1) et qu'aucune des exceptions prévues par l'article 87 §§ 2 et 3 du Traité CE ne pouvait s'appliquer.

Le Gouvernement a réagi à cette décision de la Commission en décidant l'abrogation du régime des holdings 1929 tout en instituant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010.

Soucieux de continuer à développer encore davantage les activités sur la place financière et afin de compenser en partie les effets de l'abolition du régime holding 1929, le Gouvernement a déposé le présent projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (SPF), conforme au droit européen, et qui crée un cadre juridique pour la gestion des patrimoines privés. Il a l'ambition de combiner une fiscalité adéquate avec la flexibilité recherchée par les personnes privées qui souhaitent gérer leur patrimoine, indépendamment du montant de celui-ci, via une société.

Est considérée comme une société de gestion de patrimoine familial (SPF), toute société qui adopte la forme d'une société à responsabilité limitée, d'une société anonyme, d'une société en commandite par actions ou d'une société coopérative organisée sous forme d'une société anonyme, et dont l'objet exclusif est l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers à l'exclusion de toute activité commerciale.

La SPF n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société. Il est également interdit à la SPF d'acquérir directement des immeubles ou d'octroyer des prêts rémunérés, même à la société dans laquelle elle détient une participation.

Par ailleurs, les actions de la SPF doivent être détenues par un nombre limité d'investisseurs et ne peuvent pas faire l'objet d'un placement public ou être cotées à une bourse de valeurs.

La SPF est exempte de l'impôt sur le revenu, de l'impôt commercial et de l'impôt sur la fortune sauf si la SPF reçoit, pour un exercice donné, au moins 5% du montant total des dividendes en provenance de participations dans des sociétés non résidentes et non cotées qui ne sont pas soumises à un impôt comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités au sens de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR).

La SPF est soumise à la taxe d'abonnement annuelle au taux de 0,25%. Le calcul de la base d'imposition se réfère uniquement au capital social libéré, augmenté le cas échéant soit des primes d'émission, soit de la partie des dettes, sous quelque forme que ce soit, qui excède l'octuple du capital social libéré et des primes d'émissions. Il s'agit donc d'une simplification du calcul de la taxe d'abonnement en introduisant un ratio d'endettement simplifié et ayant pour effet d'exclure les distributions dans le calcul de la taxe. Parallèlement, un plafond de 25.000 euros pour la taxe d'abonnement est introduit.

De même, la SPF est soumise aux impôts indirects, tels les droits d'enregistrement et en particulier le droit d'apport. La SPF ne peut pas être un assujetti au sens de la loi sur la TVA étant donné que précisément la SPF n'a pas la qualité d'assujetti au sens de la TVA.

La SPF est exclue du bénéfice des conventions fiscales préventives de double imposition conclues par le Luxembourg, ainsi que de celui de la directive sociétés mère et filiales.

Les dividendes alloués par la SPF ne sont pas soumis à la retenue d'impôt à la source, sans préjudice de l'imposition desdits revenus dans le chef des bénéficiaires résidents (article 147, numéro 3 LIR). L'exonération du dividende brut à raison de 50% prévue par l'article 115, alinéa 15a LIR n'est pas applicable. Cette exclusion se justifie par le fait que la SPF bénéficie d'une exonération subjective en matière d'impôt sur le revenu.

Les paiements d'intérêts par la SPF subissent selon le cas la retenue d'impôt à la source établie en vertu de la directive européenne ou la retenue libératoire luxembourgeoise.

Dans le chef des contribuables non résidents, les revenus provenant de la cession d'une participation dans une SPF ne sont pas considérés comme revenus indigènes (article 156, numéro 8, lettre c LIR).

La SPF est ajoutée à la liste contenue au paragraphe 178 bis de la loi générale des impôts du 22 mai 1931 (secret professionnel opposable à l'administration fiscale).

L'autorité chargée d'exercer le contrôle fiscal de la SPF est l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Comme il s'agit en l'occurrence uniquement d'un statut fiscal, la constitution d'une nouvelle société n'est pas nécessaire. Le cas échéant, il suffira de changer les statuts de la société holding qui devront obligatoirement prévoir une modification de son objet social, de sa dénomination et le cas échéant de son conseil d'administration. Ces modifications devront être actées par-devant notaire.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 20.11.2006

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

23.01.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.03.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État
20.04.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2007

Loi du 11 mai 2007. Mémorial A, 2007, N°75, page 1608

SÉANCE 28

Mercredi, 25 avril 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire

2. 5628 - Projet de loi portant approbation

- du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme;
- des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration)

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Jean-Louis Schiltz, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, nom Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz senger Deklaratioun vu gëschter féiert d'Chamber haut de Mëtteg d'Debatt iwwert d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Arendt, den Här Oberweis, d'Madame Err, den Här Huss, den Här Henckes, den Här Jaerling an den Här Angel. Als éischt Riednerin ass agedroen d'Madame Nancy Kemp-Arendt. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

„Was wir alleine nicht schaffen
Das schaffen wir dann zusammen
Dazu brauchen wir keinerlei Waffen
Unsere Waffe nennt sich unser Verstand
Und was wir alleine nicht schaffen
Das schaffen wir dann zusammen
Nur wir müssen geduldig sein
Dann dauert es nicht mehr lang“,

séngt de Xavier Naidoo am Refrain vun engem vu senge ville schéine Lidder. Et si Wierder, déi zu ville Situatioune passen. Mä, Här President, all Kéiers wann ech dëst Lidd héieren, dann denken ech speziell un d'Entwécklungspolitik.

Et ass kloer, datt Lëtzebuerg net eleng de Kampf géint d'Aarmut an der Welt ophuele kann, mä datt dëst nëmmen an engem gutt koordinéierten Zesummespill mat den internationale Partner, Organisatiounen, ONGen a Fräiwëllege realiséiert ka ginn. Just op dës Aart a Weis kënne mer un der Hoffnung festhalen, datt mer all déi Ziler, déi mer eis zesumme mat eise Partnerlänner, den europäeschen an den internationale Gremië gesat hunn - Ziler wéi d'Millenniumsobjektiver, Verhandlungen am Kader vun der OMC, d'Festhalen un engem gewëssene Prozentsaz vum RNB zu Gonschte fir d'Entwécklungshëllef -, erfëlle kënnen.

Léif Frënn, et ass fir mech eng grouss Éier, an ech sinn och dankbar, datt ech haut am Numm vun eiser Fraktioun un dëser Debatt däerf deelhuelen, un där hirer Wichtegkeet, mengen ech, kee Mënsch heibannen zweifelt. Mir kënnen alleguerte stolz sinn op d'Politik, déi vun eiser Regierung am Beräich vun der Kooperatiounshëllef geleescht gëtt, virun allem awer, well mer um internationale Plang een ëmmer méi unerkannte Musterschüler an dësem Beräich duerstellen.

Dëst kënnen nach laang net vill Länner vu sech behaapten, an ech wollt op dëser Plaz besonnesch dem zoustännege Minister, dem Jean-Louis Schiltz, villmools Merci soe fir seng virbildlech Aarbecht iwwert déi lescht Joren.

D'Entwécklungshëllef ass fir hien zu enger richteger Erausfuerderung ginn, déi hien, sief et am Gespréich mat sengen Homologen, sief et a sengen Déplacementer um Terrain oder sief et a senger alldeeglecher Aarbecht um Ministère, versicht weider no vir ze dreiwen. Duerch säin Asaz ass déi lëtzebuergesch Entwécklungshëllef méi present wéi jee an eise Medien, an hie bréngt et fäerdeg, de Leit dobaussen d'Wichtegkeet vun dëser Aarbecht ze erklären a se dofir ze sensibiliséieren.

Et ass och mat Sécherheet sengem Engagement ze verdanken, natierlech an Zesummenaarbecht mat senge Regierungskolleegen, a selbstverständlech ënnert der Leedung vun eisem Premier, datt mir lues awer sécher op den 1% vum RNB zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef zousteieren, wou mir weltwäit am Spëtzepeloton leie vun deene Regierungen, déi prozentual am héchste leien. An hien ass gëschter nach eng Kéier drop agaangen, datt mer am Joer 2007 bei 0,9% leien.

Op internationalem Plang louch Lëtzebuerg am Joer 2005 - an ech baséiere mech op dee leschte Kooperatiounsrapport, dee mer virleien hunn - op fënnefter Plaz an huet en „Rekordmontant“ vun 207.387.692 Euro zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef erreecht, wat dann och 20 Millioune méi si wéi dat Joer virdrun.

Ech mengen, et ass net néideg vill Wierder iwwert d'Qualitéit vum leschte Kooperatiounsrapport vun 2005, dee mer virleien hunn, ze verléieren, dee vun der Opdeelung hier, wéi awer och vun de verschiddene Kapitelen hier, wéi awer och - an dat ass jo dat Wichtegst - vum Inhalt hier exzellent ass.

Dofir wéilt ech am Numm vun der CSV profitéieren, fir all déi Leit ervirzehiewen, an zwar sinn dat d'Mataarbechter vum Ministère, och déi vu Lux-Development an all den ONGen, déi entweder vun hei aus oder direkt vum Terrain aus matgehollef hunn, datt dëse Rapport iwwerhaapt zustane konnt kommen. Et ass jo dee Rapport, dee mir als Base hunn, fir d'Entwécklungshëllef, déi geleescht ginn ass, besser kënnen ze jugéieren.

Och wann de Minister manner dorobber agaangen ass, wäert ech als Spriecherin vun der CSV dat dann e bësse méi maachen a mech och mat deene Sujete beschäftegen, déi mir e bësse méi um Häerz leien, an duerno dann op seng Deklaratioun vu gëschter agoen.

Op dëser Plaz ass et och emol eng Kéier néideg ze erwähnen, datt trotz dem Fakt, datt d'Entwécklungshëllef oft enger Sisyphusaarbecht gläichkënnt, et dobaussen dausende vu Leit gëtt, déi sech dëser nobler Aufgab widmen a sech dagdeeglech dofir asetzen, fir de Misär an der Welt ze verréngeren.

Här President, grad dat sinn déi Mënschen, fir déi ech en onheemleche Respekt hunn. Et si si, déi konkret a schwéier Aarbecht entweder direkt um Terrain leeschten oder sech dofir asetzen, déi néideg Spenden zesummenzesammelen, fir iwwerhaapt kënnen Entwécklungshëllef ze leeschten. All Eenzelne vun dëse Leit dréit säin Deel dozou bäi, an et ass engem oft net bewosst, wat dës engagéiert Leit fir Risiken op sech huelen.

Dat fält engem besonnesch op, wann een emol an esou aarm Länner reest an d'Wierklechkeet um Terrain matkritt, an et net nëmmen aus de Medien oder de Rapporte verfollege kann. Et beréiert een anescht, wann een esou wéi si um Terrain present ass a wann ee gesäit mat wat fir Situatioune vill Mënschen zur heiteger Zäit all Dag kämpfe mussen, fir einfach nëmmen ze iwwerliewen. Mir kënnen eis et an den industrialiséierte Länner guer net méi virstellen, oder besser gesot, mir hunn oft keng Relatioun méi dozou.

Besonnesch flott sinn och déi virbildlech Aktiounen, déi eng ganz Partie Gemengen, Schoulen oder soss all méiglech Organisatiounen duerchféieren, privat Initiativen, wou d'Leit hei am Land zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef hire Bäitrag leeschten. Hei ginn all méiglech Projeten zu Gonschte vun der Drëtter Welt realiséiert, an et mierkt een, datt och esou eng wichteg Opklärungsaarbecht geleescht gëtt, virun allem bei eise Kanner, déi vun Ufank u sensibiliséiert gi fir Suen, Saachen, Material, Kleeder oder Bicher ze sammele fir aner Kanner, déi eben net esou vill Chance am Liewen hate wéi si selwer.

Ech wollt dann awer och nach d'Geleeënheet wouerhuelen, fir déi nëtzlech Aarbecht vun eiser Press am Beräich vun der Entwécklungshëllef ze ënnersträichen. Ech mengen, et brauch een hei net méi am Detail anzegoen op d'Wierkung an d'Wichtegkeet vum sougenannte CNN-Effekt fir d'Sensibiliséierung vun de Leit dobaussen.

Déi Biller, déi mer vum Tsunami vermëttelt kritt hunn, hunn den Impakt kloergemaach, deen d'Press kann op d'Spenden hunn. Dofir och hei vun eiser Säit, vun der CSV-Säit, Merci, well dat war jo och eng vu mengen Ureegungen dat lescht Joer, fir méi intensiv a konsequent mat Hëllef vun interessanten Artikelen, Photomaterialen a Berichter op déi International Deeg ze schwätzen ze kommen. Ech mengen, dat ass ganz kloer geschitt. Esou kann een och dobaussen d'Leit nach méi fir d'Entwécklungshëllef sensibiliséieren.

U leschter Stell wollt ech dann awer nach eng ganz besonnesch Madame erwähnen, déi sech zënter Laangem fir d'Kanner a speziell d'Meedercher als Ambassadrice de bonne volonté bei der UNESCO an der Welt asetzt. Net méi spéit wéi d'lescht Woch huet eis Grande-Duchesse déi grouss Éier elo och nach den Titel vun der „Eminent Advocate for Children“ vun der Unicef verleet kritt. Eis Grande-Duchesse ass hannert der Kinnigin Rania vu Jordanien déi zweet Perséinlechkeet, déi dës Auszeechnung kritt.

Mir sinn iwwerzeegt, datt eis Grande-Duchesse dës Aufgab mat all hirer Energie an hirer Léift fir d'Kanner wäert wouerhuelen an elo nach méi wéi virdrun d'Attentioun op déi Problemfelder dirigéiert, déi oft vergiess ginn: déi vun de Weesekanner vum Aids an déi vun de Kannerzaldoten. An, Här President, ech wäert, wann Dir erlaabt, selwer méi spéit a menger Ried, wéi schonn an all deene Riede virdrun zu dëser Debatt, och erëm méi speziell op dës Thematik agoen.

Här President, am Juni d'lescht Joer huet d'UNO e Bilan gezunn iwwert d'Efforten, déi bis elo geleescht goufen, fir déi sougenannte Millenniumsobjektiver bis d'Joer 2015 ze erfëllen. D'Millenniumsobjektiver, déi als Zil hunn, bis d'Joer 2015 d'Proportioun vun deenen, déi mat manner wéi engem Dollar den Dag auskomme mussen, an deenen, déi un Honger leiden, ëm d'Halschent ze reduzéieren. Hei geet et och drëms, 115 Millioune Kanner ze scolariséieren, méi effikass géint ustiechend Krankheeten ze kämpfe souwéi och d'Entwécklungshëllef vun deenen eenzelne Länner eropzeschrauwen.

Trotz e puer ermonternden Entwécklungen huet hei awer misse festgestallt ginn, datt nach ganz vill ze maache bleift, virun allem am subsahareschen Afrika. Et gouf sech dunn engagéiert fir d'Ustrengunge weiderzefëieren an ze steigeren, fir d'Ziler, déi mer eis gesat hunn, iwwerhaapt och kënne bis d'Joer 2015 ze erreechen.

Et ass jo erfreelech, datt sech eng Reduzéierung vun der Aarmut um asiatesche Kontinent bemierkbar mécht, an et ass och e bessert Besiche vun de Primärschoulen amgaangen, a lues awer zaghaft eng Promotioun vun de Fraen op der Aarbecht an an de politeschen Instanze souwéi och e ganz liichte Réckgang vun der Entbëschung.

An trotzdeem ziele mer am Joer 2005 nach ëmmer 1,2 Milliarde Leit, déi mat manner wéi engem Dollar auskomme mussen, 13 Millioune Kanner, déi net an d'Schoul ginn, eelef Millioune Kanner, déi all Joer stierwen, eng Milliard Leit, déi keen Zougang zu propperem Waasser hunn, 38,6 Millioune Leit, déi mat Aids infizéiert sinn, géint 36,2 Millounen am Joer 2003.

Derbäi kënnt nach, datt bei all 48. Kéier eng Mamm d'Gebuert vun hirem Kand mam Liewe muss bezuelen, an zwee Drëttel vun den Analphabete Frae sinn, an datt 80% vun de Flüchtlinge Fraen a Kanner sinn.

Am Rapport, deen zur Geleeënheet vun dësem Tëschebilan erauskomm ass, ginn dann och d'Effortë vun deene räiche Länner notéiert, mä et gëtt ganz däitlech hei ënnerstrach, datt just fënnef Länner d'Objektiv, dat vun der UNO festgeluecht gouf, fir 0,7% vum BIP der Entwécklungshëllef ze widmen, erfëllt hunn, an zwar sinn dat Dänemark, Holland, Norwegen, Schweden an och Lëtzebuerg.

Et ass erfreelech festzestellen, datt de Millenniumsobjektiver an eiser Entwécklungshëllef eng kruzial Roll zoukommen. Si zéie sech wéi ee roude Fuedem duerch dee ganze Rapport, a virun allem léisst sech Lëtzebuerg souguer méi spezifesch vun de Millenniumsobjektiver guidéieren, wann et dorëms geet, se an de lokale Kontext vun eisen Zillänner ëmzesetzen oder soss Programmer vun internationalen Organisatiounen an dësem Kontext ze ënnerstëtzen.

Här President, fir op de Kooperatiounsrapport zréckzekommen, dee mer virleien hunn, wollt ech virun allem déi exzellent Qualitéit vun eiser Kooperatiounshëllef ervirsträichen. Niewent deene puer Haaptachsen, op deenen eis Kooperatiounshëllef baséiert, wéi d'Gesondheet, d'Waasser a seng Sanéierung souwéi och d'Educatioun, gesäit ee ganz däitlech, wéi sech eise Kooperatiounsminister dorop konzentréiert, ze versichen, eisen Zillänner eng individuell ugepassten Hëllef zoukommen ze loossen, déi de Bedierfnisser vun deene verschiddene Länner entsprécht. Esou gëtt versicht, datt déi Hëllef, déi mer leeschten, och hir Friichten dréit, an datt sech doduerch dat betreffend Land weiderentwéckele kann.

Mir befannen eis am Moment an der Phas vun der Erneierung vun eisen indikative Kooperatiounsprogrammer, déi eis Kooperatioun mat eisen Zillänner encadréiert. Dës Programmer, vun der zweeter Generatioun, si mëttlerweil schonns mat deene verschiddenen Zillänner verhandelt ginn oder um Punkt et ze ginn.

Wat engem hei besonnesch opfält ass, mat wat fir enger Genauegkeet déi éischt Programmer elo ënnert d'Lupp geholl ginn an evaluéiert ginn, fir och kënne sécher ze sinn, datt déi nei Programmer nach méi effikass sinn.

Hei gesäit ee wierklech, datt konkret versicht gëtt, aus eventuelle Feelschätzungen ze léieren an d'Kooperatiounshëllef nach méi prezis de Bedierfnisser vun den eenzelnen Zillänner unzepassen.

Här President, ech mengen, et ass net néideg nach eng Kéier am Detail op déi grouss a wichteg Evénementer am Beräich vun der Entwécklungshëllef vum Joer 2005 zréckzekommen, well ech dëst schonn dat lescht Joer op dëser Plaz gemaach hunn, a well mat Sécherheet haut zum Beispill nach ëmmer keen déi schrecklech Katastroph vum Tsunami an Asien vergiess huet, wéi awer och déi vill staark Momenter, déi dat Joer ze verbuchen hat, besonnesch fir eist klengt Lëtzebuerg, dat jo vu Januar bis Juni 2005 d'Chance hat, de Conseil vun der EU ze presidéieren.

Mat vill Fangerspëtzegefill huet eise Minister et fäerdeg bruecht, d'Revisioun vum Cotonou-Accord ofzeschléissen a virun allem zu engem Accord ënnert den EU-Memberstaten ze kommen, wat de Prozentsaz vum BIP zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef ubelaangt.

Mir wësse jo, datt d'Memberstate sech engagéiert hunn, fir de Prozentsaz vum BIP zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef op 0,56% bis d'Joer 2010 an op 0,7% bis d'Joer 2015 ze hiewen, fir kënnen d'Objektiver vun der UNO ze erfëllen.

Ech géif et och hei emol interessant fannen, fir ze analyséieren, wou all eis EU-Staten elo mat hirem Prozentsaz dru sinn an ob se dann och elo wierklech bei hinnen all progressiv eropginn. Oder weess eise Minister vläicht dozou méi?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech denken, et ass wichteg ze kucken, wat doropshin am Beräich vun der Entwécklungshëllef esou alles geschitt ass. En net onbedeitenden Evénement an dësem Beräich war d'Veröffentlechung am Abrëll 2006 vum Rapport vun der OCDE iwwert déi Entwécklungshëllef, déi am Joer 2005 geleescht gouf. Hei gouf nämlech festgehalen, datt d'Entwécklungshëllef vun deenen 22 Memberstaten, déi am CAD - also Comité d'aide au développement - sinn, ëm 31,4% geklommen ass. Esou huet d'Entwécklungshëllef vun de CAD-Staten am Joer 2005 106,8 Milliarden Dollar, also 81 Milliarden Euro erreecht.

Um Niveau vun de gesamte CAD-Staten ass et awer traureg festzestellen, datt dës staark Erhéijung vun 2005 virun allem op d'Scholdeverréngerung zréckzefëieren ass. Et goufen nämlech ongefëier 14 Milliarden Dollar dem Irak u Scholden erlooss, an e bësse méi wéi fënnef Milliarden dem Nigeria.

Heibäi ze zielen ass dann och nach d'Hëllef fir d'Opfer vum Tsunami vum Dezember 2004, déi sech op 2,2 Milliarden Dollar chiffréiert, an esou kann een da verstoen, datt e sëllech ONGen dës „Rekordmontanten" - tëschent Gänsefüßchen - zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef kritiséieren, well dës positiv Zuelen dach awer e bësse verfälscht sinn.

D'OCDE huet och elo dëse Februar an engem Rapport festgehalen, datt si an deenen nächste Joren domat rechnen, datt d'Hëllef zu Gonschte vun den aarme Länner ofhuele wäert, an et ass dann och elo Ufank des Mounts bestätegt gi mam rezente Rapport vun 2006, datt effektiv dës Hëllef ëm 5,1% ofgeholl huet, an en plus geet d'OCDE dovun aus, datt dës Baisse vun der Entwécklungshëllef sech och am Joer 2007 weider bestätege wäert.

Ech denke mer duerfir, datt ee misst iwwer nei Mechanismen nodenken, fir d'Entwécklungshëllef kënnen ze finanzéieren, zum Beispill iwwert d'Iddi vun de Fransousen, fir eng international Solidaritéitstax zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef op de Fligerticketen anzeféieren. Dës Initiativ gëtt am Moment vun 19 Staten ënnerstëtzt. Et wär natierlech vu groussem Virdeel, wann all déi Länner ronderëm eis där heiter Initiativ géifen nokommen, well dann och den Drock op eis, ech menge wirtschaftlech gesinn, manner grouss wär, fir och op dëse Wee ze goen a sech dëser Iddi unzeschléissen.

Eleng scho wat d'Fligerdépartë vu franséische Flughäfen ubelaangt, géif esou eng Tax jährlech bis zu 200 Milliounen Euro erabréngen, an tëschent engem an zéng Euro géifen esou via Fluchticket an d'Entwécklungshëllef fléissen. Et wär interessant d'Rechung ze maachen, wat fir Zommen dës Tax géif obligatoresch erabréngen, wann ee se um internationale Plang géif aféieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dëse puer Bemierkungen iwwert d'Efforten zu Gonschte vun der Entwécklung wollt ech awer nees op den nationale Kontext vun eiser Entwécklungshëllef zréckkommen. Wann een de Kooperatiounsrapport méi genau ënnert d'Lupp hëlt, da gesäit ee ganz däitlech, datt d'Prioritéite vun eiser Kooperatiounshëllef - der CSV-Fraktioun no - nach ëmmer richteg leien: d'Waasser, d'Gesondheet, d'Educatioun sinn a bleiwen d'Haaptachse vun eiser Kooperatiounshëllef.

Dës dräi Beräicher, déi esou enk matenee verknäppt sinn a souguer vuneneen ofhängeg sinn, droen dozou bäi, fir eng kohärent an effikass Entwécklungshëllef op der Plaz leeschten ze kënnen.

Eise Minister huet den 9. November 2006 an enger Pressekonferenz bei Geleeënheet vun der Presentatioun vum Rapport iwwert d'mënschlech Entwécklung ënnerstrach, datt d'Gouvernance vum Waasser eng vun de gréissten Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert ass, an zwar an där Hisiicht, wou déi weltwäit Kris vum Waasser eng Brems fir de mënschleche Fortschrëtt an eng Gefährdung fir d'Gesondheet an déi mënschlech Sécherheet duerstellt.

Et ass kloer, datt, wa kee proppert Waasser do ass, d'Viraussetzunge fir d'Gesondheet an d'Iwwerliewen iwwerhaapt emol net gi sinn. Basisinstallatioune wéi Lavaboen an Toilettë gehéiere bei eis zur absoluter Selbstverständlechkeet a representéieren am Fong och en absolute Minimum un hygienesche Standarden. Leider zielt dëst net fir aner Kontinenter wéi Südamerika, Afrika oder Asien, wou nach ëmmer méi wéi eng Milliard Leit keen Zougang zu propperem Waasser hunn.

D'Folgen heivu si katastrophal. Esou bleift dat onproppert Waasser eng vun den Haaptursaache vun der Stierflechkeet op der Welt, a mir zielen nach all Joer aacht Millioune Leit, déi Krankheete wéi Cholera, Duerchfall oder Typhus erleien. D'Halschent heivu si Kanner ënner fënnef Joer.

Här President, wa mer et net fäerdeg bréngen, dësem Problem op de Fong ze goen, da loosse mer net nëmmen d'Krankheete sech weider verbreeden, mä mer verhënneren zudeem och den Zougang zur Educatioun an d'Partizipatioun un der wirtschaftlecher Entwécklung. Dat ass eent vun de Millenniumsziler, wann net souguer dat allerwichtegst, dat verlaangt, bis d'Joer 2015 d'Proportioune vun deene Leit, déi keen Zougang zu propperem Waasser a senger Sanéierung hunn, ëm d'Halschent ze reduzéieren.

Dëst heescht an anere Wierder, et fäerdeg bréngen, datt bis 2015 all Mënsch iwwer 20 Liter Waasser den Dag zur Verfügung huet, an dëst an engem Ëmfeld vun engem Kilometer.

Dës Erausfuerderung ass kolossal, an d'Entwécklungslänner missten a just e puer Joer dat fäerdeg bréngen, woufir déi räich Länner am Fong e puer Jorhonnerte gebraucht hunn.

An hei ass et wierklech super kënnen ze behaapten, datt den Zougang zum proppere Waasser souwéi och seng Sanéierung ee vun den Eckpfeiler vun eiser Kooperatiounshëllef duerstellt.

Am Rapport mondial iwwert d'mënschlech Entwécklung vum Joer 2006 fanne mer iwwregens Lëtzebuerg ënnert deenen éischten Donateuren, déi de Projete vun de Programmer, déi d'Waasser an d'Sanéierung betreffen, eng besonnesch Wichtegkeet zoukomme loossen.

De Bericht iwwert d'mënschlech Entwécklung enthält verschidden Empfehlungen, fir d'Waasserproblematik an de Gréff ze kréien. Esou soll den Zougang zum Waasser an d'Verfassung vun all Land verankert ginn, an et misst e globale Waasserentwécklungsplang opgestallt an och ëmgesat ginn.

Mä fir esou Programmer, seet den Yves Sassenrath, eise Mann beim UN-Entwécklungsprogramm, bräichte mer zéng Milliarden Dollar all Joer méi...

Datt den Zougang zum Waasser et erlaabt, fir de Prozentsaz vun der Scolarisatioun vun de Kanner an d'Luucht ze setzen, ass wuel gewosst. Zudeem erlaabt d'Presenz vum Waasser an engem Duerf den Abstand tëschent de Jongen an de Meedercher, déi an d'Schoul ginn, ze verréngeren. Wann een Duerf nämlech keen Zougang zum Waasser huet an de Versuergungspunkt vu Waasser méi wäit ewech ass, da sinn et an der Regel d'Meedercher, déi d'Aufgab hunn, Waasser sichen ze goen, an doduerch net an d'Schoul kënne goen.

Domat wäre mer da bei engem Thema ukomm, dat an eiser Kooperatiounshëllef och eng wichteg Roll spillt: d'Recht op d'Educatioun. Dëst Recht gehéiert zu de fundamentale Rechter vun all Kand. Um weltwäite Plang ass eng gewësse Steigerung vum Prozentsaz vun der Scolarisatioun vun de Kanner festzestellen. Wougéint nach am Joer '99 weltwäit 15% vun de Kanner, déi am Alter si fir an d'Schoul ze goen, net an d'Schoul gaange sinn, sinn dëst am Joer 2004 nach just 12%. An dach zielt d'Unicef am Joer 2006 nach ëmmer 115 Milliounе Kanner an der Welt, déi net scolariséiert sinn. Derbäi kommen och nach jee no Regioun méi oder manner staark Ënnerscheeder tëschent béide Geschlechter.

Der UNESCO no verbuchen d'Länner aus Afrika a Südostasien den niddregste Prozentsaz vun der Scolarisatioun. Esou gëtt zum Beispill geschat, datt den Taux de scolarisation vun de Kanner am Mali bei 39%, am Burkina Faso bei 32% an am Niger bei 30% läit. Aus dësem Grond si mer hei méi wéi erfreet doriwwer, datt mer an dësen dräi Zillänner, esou wéi d'ailleurs och an deenen aneren, Projete lafen hunn, fir d'Educatioun an d'Formatioun an dëse Länner ze förderen.

Här President, en anere wichtege Pilier vun eiser Entwécklungshëllef mécht d'Gesondheet aus. Och an dësem Beräich geet déi Lëtzebuerger Kooperatioun hirem aktiven Engagement no. Esou huet zum Beispill de Prozentsaz vun der Entwécklungshëllef zu Gonschte vum Kampf géint den Aids net opgehale mat klammen zënter dem Joer 2001, an dëst mat enger Augmentatioun vun den Ausgabe vun 12% tëschent 2005 an 2006.

Also och 25 Joer no hirer Entdeckung, an no wäit iwwer 25 Millioune Leit, déi un Aids gestuerwe sinn, si mer dëser Pandemie nach ëmmer net op de Grond komm, déi stur weiderfiert sech an der Welt ze entfalen.

Den UNO-Statistiken no liewen ongefëier 40 Millioune Leit weltwäit mat dësem Virus an dëst zu iwwer 90% an den Entwécklungslänner. Ee Kand op 20 huet am subsaharesche Kontinent seng Elteren duerch den Aids verluer. Besonnesch ervirzehiewe sinn an dësem Kontext déi verschidden Niveauen op déi eis Kooperatioun am Kampf géint den Aids versicht anzegräifen:

Den Haaptdeel vun eiser Ënnerstëtzung kënnt de verschiddenen internationalen Agencë wéi ONUSIDA an der OMS zegutt. Lëtzebuerg ënnerstëtzt zum Beispill duerch d'OMS Programmer, déi sech méi spezifesch un d'Kanner an un d'Jugendlecher adresséieren, déi mam Virus infizéiert sinn, oder déi virun allem Fraen a jonk Meedercher viséieren. Aner Programmer, déi vun der Lëtzebuerger Kooperatioun ënnerstëtzt ginn, concernéieren éischter den Zougang zu de Medikamenter an d'Entwécklung vun den néidege Gesondheets- an Encadrementsstrukture fir eng effikass Behandlung vum Aids.

Här President, Dir kennt mech elo scho gutt genuch, datt Der Iech virstelle kënnt, datt ech haut hei profitéiere fir e puer Themen unzeschwätzen, déi a mengen Ae vu grousser Wichtegkeet sinn an déi ëmmer erëm meng Attentioun captivéieren.

Ee vun dësen Theme betrëfft d'Stäerkung vun der Roll souwéi och eng gréisser Autonomisatioun vun der Fra an der Gesellschaft, besonnesch am Entwécklungsberäich.

De Kofi Annan, de fréiere Generalsekretär vun der UNO, huet a sengem Virwuert vum Rapport iwwert d'Situatioun vun de Kanner an der Welt am Joer 2007 geschriwwen: Keen anert Mëttel hieft déi wirtschaftlech Produktivitéit méi an d'Luucht a reduzéiert d'Stierffäll vun de Mammen a Kanner, keen anert Mëttel ass méi effikass fir d'Ernährung ze verbesseren an d'Gesondheet ze fuerderen, an zwar besonnesch d'Preventioun vum Aids. Keen anert Mëttel schaaft besser Méiglechkeete fir d'Ausbildung fir déi nächst Generatioun wéi wann een de Fraen an den Entwécklungslänner méi Responsabilitéit a méi Entscheedungskraaft zoutraut an hir Roll doduerch autonomiséiert.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng Tatsaach, datt, wa mer versichen dat drëtt Millenniumsobjektiv ze realiséieren, dat heescht d'Gläichheet an d'Autonomisatioun vun de Fraen ze förderen, mir zwou Mécken op engem Schlag treffen, an zwar d'Verbesserung vun der Konditioun vun der Fra, mä awer och déi vum Kand. Dëst dréit dann och dozou bäi all deenen aneren Objektiver méi no ze kommen.

D'Chancëgläichheet stellt net nëmmen e moralescht Erfuerdernis duer, mä ass zudeem en décisiven Aspekt vum mënschleche Fortschrëtt vun enger nohalteger Entwécklung. Obwuel scho vill geschitt ass zënter der Adoptioun am Joer 1979 vun der Konventioun fir d'Eliminatioun vun alle Forme vu sexistescher Diskriminatioun vis-à-vis vun de Fraen, bleift nach vill an dësem Beräich ze maachen.

Esou bleiwen d'Fraen an d'Meedercher an éischter Plaz d'Opfer vun der Diskriminatioun an der Aarmut. Et bleift nach ëmmer e Fakt, datt d'Jongen et oft méi einfach hu fir duerch d'Liewen ze goe wéi d'Meedercher, an de Combel ass, et fänkt schonn u wa se emol nach net gebuer sinn.

Symptomatesch fir d'Stellung vun der Fra ass zum Beispill a villen Deeler vun der Welt déi héich Ofdreiwungsrat vu weibleche Föten. Déi medezinesch Techniken, déi et eis erlaben, de Gesondheetszoustand vum Kand am Bauch ze suivéieren, gi leider oft méssbraucht fir de Sexe vum Kand festzestellen, a wann et dann e Meedchen ass, de Puppelchen ofzedreiwen. An Asien, China an Indien sinn dës Praktike gang und gäbe mat der Konsequenz, datt mer elo schonn exceptionnel héich Gebuertsraten u Jongen hunn.

Da geet et weider mat der Schoul, weider mam Däiwelskrees vun der Benodeelegung. Obwuel de Prozentsaz vun de Meedercher, déi an d'Schoul ginn, staark zougeholl huet iwwert déi lescht Joren, sinn et awer nach ëmmer d'Meedercher, déi éischter d'Schoul ënnerbriechen, well se oft ganz fréi bestuet ginn oder am Stot eng Hand mat upake mussen.

Traditioune wéi d'Beschneidung vun de Meedercher, forcéiert a schrecklech fréi Bestietnisser souwéi och dat ze vill an ze vill fréi Kannerkréie belaaschten d'Gesondheet vun der Fra schrecklech. Eleng op der Tropeninsel Madagaskar si ronderëm 70% vun alle Meedercher am Alter vu 16 Joer scho Mamm. Wat d'Beschneidung ubelaangt, op déi ech d'lescht Joer ganz am Detail agaange war, gëtt geschätzt, datt haut nach méi wéi 130 Milliounе Fraen a Meedercher Opfer vu sexuelle Mutilatioune sinn, mat schlëmme Konsequenze fir hir Gesondheet. A wat d'Gesondheet am Allgemengen och ubelaangt, kommen d'Frae souwisou e gutt Stéck manner gutt ewech wéi d'Jongen.

Et ass eng traureg Wourecht, datt méi wéi d'Halschent vun deenen 39 Milliounе séropositivë Leit Frae sinn. A verschidde Regioune vun Afrika, op de karibeschen Inselen, zum Beispill, lafen d'Fraen en Infektiounsrisiko, dee sechs Mol méi héich ass wéi dee bei de Männer. De physiologesche Fakt, datt d'Frae sech zweemol esou séier wéi d'Männer bei sexuelle Rapporte mam Aids infizéieren, ass sécherlech eng Erklärung.

Mä dee gréisste Problem ass mat Sécherheet d'Verhandlungsmacht vun der Fra, déi oft guer net do ass fir iwwerhaapt kënnen den Infektiounsrisiko ze reduzéieren. Derbäi kënnt nach, datt vill Fraen Analphabete sinn an doduerch iwwert d'Risike vum ongeschützte Sex net informéiert sinn. A wat fir schlëmm Konsequenzen dat da fir hir Kanner huet, mengen ech brauch ech jo kengem heibanne méi ze erklären.

An och am Alter hëlt déi ongläich Behandlung vis-à-vis vum weibleche Geschlecht net of. D'Fraen iwwerliewen oft hir Männer, riskéieren dann awer d'Kontroll iwwert déi familiär Ressourcen ze verléieren a ginn esou oft Opfer vun Diskriminatiounen, wat d'Ierfschaft an d'Propriétéit ubelaangen.

Dir Dammen an Dir Hären, oft ass d'Diskriminatioun géint Fraen a Meedercher fest an de kulturellen Traditioune verankert an doweinst ass et oft méi schwéier géint se unzekämpfen. Esou gëtt dann oft déi sozial Exklusioun an Diskriminatioun vun de Frae vu Generatioun zu Generatioun weiderverierft.

Fir déi sexistesch Diskriminatioun ze eliminéiere souwéi och d'Aktiounsmuecht vun de Fraen ze verbesseren, muss versicht ginn d'Bedeelegung vun de Fraen un den Décisiounen op dräi verschiddenen Niveauen ze verbesseren: an zwar doheem, op der Aarbechtsplaz, wéi och an der politescher Zeen. All Verbesserung an engem vun dëse Beräicher verbessert automatesch d'Chancëgläichheet an deenen zwee anere Beräicher an huet zudeems positiv Effekter op d'Kanner.

Ech sinn houfreg, datt eis Kooperatioun eng Partie Projeten zu dësem Thema ënnerstëtzt, wéi bei der Unicef, beim PNUD, bei der UNFPA. Ech wollt an dësem Kontext just soen, datt am Rapport vun der Unicef vum Joer 2005 dat klengt Lëtzebuerg u 17. Plaz weltwäit ënnert den 20 gréissten Donateure vun dëser phantastescher Organisatioun steet, just hannert Däitschland. Wann een dat awer op de Kapp rechent, figuréiere mir, hannert Norwegen, am Joer 2005 u sensationeller zweeter Plaz.

Mä trotzdeem muss intensiv grad an dësem Beräich weidergeschafft ginn, well virun allem hei bei de Statistike vun de Stierffäll vun de Mammen a verschiddene vun eisen Zillänner am mannste Verbesserunge virzefanne sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, en anert Thema, wat ech wollt uschneiden, wat mer besonnesch um Häerz läit, ass de Schutz vun de Kanner géint Gewalt a schlecht Behandlung. Et gëtt geschat, datt weltwäit iwwer 300 Millioune Kanner Opfer vu Gewalt, Ausbeutung a Mësshandlung sinn.

Ongefëier 246 Millioune Kanner gi gezwonge schaffen ze goen an 180 Milliounen ënner hinne mussen déi schlëmmste Forme vun Aarbechten erleedegen. Ongefëier 1,2 Millioune Kanner ginn alljährlech Opfer vu Mënschenhandel, an et gëtt geschat, datt bis zu zwou Millioune Kanner sexuell ausgebeut ginn, entweder andeem se an d'Pornographie oder an d'Prostitutioun gerode sinn.

Zu all Moment gi méi wéi 300.000 Zaldotekanner, ënnert deene Verschiddener emol keng aacht Joer hunn, am Kader vu bewaffnete Konflikter exploitéiert. Déi rezenst Beispiller huet den Här Schiltz jo och gëschter erwähnt. An et gëtt ugeholl, datt zënter 1990 arméiert Konflikter méi wéi zwou Millioune Kanner d'Liewe kascht hunn.

40 Millioune Kanner ënner 15 Joer gi mësshandelt a vernoléissegt, an zwar esou schlëmm, datt se medezinesch versuergt musse ginn a soziale Schutz brauchen.

Ofgesi vun der Tatsaach, datt dës Kanner all Dag schwéier leide mussen an déi

schroosten Humiliatiounen iwwer sech ergoe loosse mussen, lafe se zudeem Gefor fir ze stierwen, physesch oder psychesch krank ze ginn, sech mam HIV-Virus oder anere Krankheeten ze infizéieren, Erzéiungsproblemer ze hunn, déplacéiert oder obdachlos ze ginn.

Ech géif just gären op dëser Plaz besonnesch op ee prezisen Aspekt ze schwätze kommen, well en a senger Schroheet einfach net ze iwwertreffen ass; an zwar ass dat den Handel mat de Kanner. Dësen Handel betrëfft Kanner op der ganzer Welt, souwuel an den industrialiséierte wéi an den Entwécklungslänner. Déi Kanner, déi dem Mënschenhandel zum Opfer falen, gi gezwonge sech ze prostituéieren, sech ze bestueden oder ginn op illegal Aart a Weis adoptéiert. Si stellen eng ganz bëlleg oder gratis Aarbechtskraaft duer, schaffen als Hauspersonal oder Bettler, gi vu bewaffnete Gruppe rekrutéiert oder gi souguer heiansdo och zu sortlechen Aktivitéiten exploitéiert.

De makabersten Handel mat de Kanner ass awer den illegale weltwäiten Organhandel. An och deen dréit zum Opdriff vum Mënschenhandel bäi.

All dës Traficer verstousse géint d'Rechter vun de Kanner fir beschützt ze ginn, an engem familiäre Kader grouss ze ginn an Zougang zur Bildung ze hunn. D'Prinzessin Caroline vu Monaco huet an hirer Qualitéit als Presidentin vun der Association mondiale des amis de l'enfance en Appel un de Conseil de l'Europe lancéiert, fir méi Ustrengungen ze ënnerstëtzen, wat evident schéngt, mä net esou evident ass: «le droit de ne pas souffrir, le droit de ne pas être vendu, le droit de ne pas être abusé sexuellement, de ne pas être exploité, de ne pas être violé, de ne pas être enlevé, de ne pas être mutilé, le droit de ne pas être négligé,... puis oublié».

Dofir wär et gradesou wichteg, Moossnamen ze ergräifen, déi d'Registréierung vun de Kanner géifen duerchsetzen, well no Informatioune vun der Unicef si méi wéi d'Halschent vun de Kanner net registréiert; dat heescht, méi wéi 50 Millioune Kanner. An et sinn dës „onsichtbar" Kanner - op déi ech schonn dat lescht Joer ganz am Detail agaange war - zesumme mat de Stroossekanner, déi am stäerkste vum Mënschenhandel betraff sinn. Si sinn eng Quell fir all dat, wat een net däerf maachen, mä wat awer gemaach gëtt.

D'Schafe vun engem geschützten Ëmfeld fir d'Kanner, dat dozou bäisteiert, fir der Gewalt, der Mëßhandlung an der Ausbeutung vun de Kanner Meeschter ze ginn, ass a mengen Aen eng vun deenen drénglechsten Aufgaben, déi sech eis am Beräich vun der Entwécklungshëllef stellt.

Här President, ech denken, datt eis Kooperatiounshëllef sech vläicht dem Schutz vun de Kanner géint Gewalt a schlecht Behandlung nach méi kéint unhuelen. An ech wollt zudeem vun der Geleeënheet vun haut profitéieren, fir en Appel un eise Kooperatiounsminister souwéi un eis Regierung am Allgemengen ze lancéieren. An zwar ass et wichteg, datt eis Ministeren am Gespréich mat hiren Homologen, besonnesch deenen, déi aus de Länner kommen, wou kloere Mëssbrauch vu Kannerrechter bedriwwe gëtt, ëmmer erëm op dëst Thema ze schwätze kommen, an net, well et esou schlëmm ass oder penibel ass, et ënnert den Teppech ze kieren, mä éischter souguer eng méi restriktiv finanziell Ënnerstëtzung drun ze knüpfen, wa mer esou Situatioune feststellen.

Et soll versicht ginn, si ze encouragéieren, fir hir Engagementer, zu deene si sech an dësem Beräich engagéiert hunn, ze respektéieren a se dozou ze bewegen, hir Législatioun strikt unzewennen. Nëmme wann déi betraffe Regierungen d'Gesetzer strikt uwennen an déi Schëlleg der Schwéierheet vun hirer Dot no bestrofen, ass et iwwerhaapt méiglech, géint de Verstouss an de Mëssbrauch vun de Rechter vun de Kanner kënne virzegoen.

Här President, en anere Phenomeen, deen all Dag besonnesch an eise Géigenden u Wichtegkeet gewënnt, a wou dringend d'Bedürfnis besteet, fir esou séier wéi méiglech ze handelen, ass dee vun der Migratioun; an an eisem Fall virun allem dee vun der Immigratioun.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, wat géift Dir da maachen, wann Der aus engem Land géift kommen, an deem iwwer 50% vun den Awunner ënnert der Aarmutsgrenz leien a mat manner wéi engem Dollar auskomme mussen?

Wat géift Dir da maachen, wann Der an engem Land liewe géift, wou all zweet Fra d'Gebuert vun hirem Kand mam Liewe bezuele muss, a wou et keen Zougang zu propperem Waasser gëtt, an d'Ernährung just duergeet, fir kënnen ze iwwerliewen?

A wat géift Dir da maachen, wann Der an engem Land lieft, wou d'Majoritéit vun de Leit absolut keng Bildung huet an d'Perspektiven, fir en dezent Liewen ze féieren, net do sinn?

Géift Dir dann net och dovun dreemen, dëst Land ze verloossen, fir Iech op de Wee an eng besser Welt ze maachen, wou d'Zukunftsperspektiven an allen Hisiichte besser si fir Iech? Géift Dir dann net och alles riskéieren, fir den Entréesticket an dës Welt ze kréien an dem Misär, an deem Der lieft, endlech kënnen de Réck zouzedréinen?

Här President, eng steigend Demande un Aarbechtskräften, d'Interdépendance tëschent de verschiddene Länner souwéi och d'Zouhuele vun de wirtschaftlechen a sozialen Ongläichheeten tëschent deene verschiddene Länner a Kontinenter encouragéieren dausende Leit an den Entwécklungslänner, fir sech a räich Länner ofzesetzen an do hir Zukunftschancen ze verbesseren.

Ob et sech ëm de sougenannten „Braindrain"-Effekt, ëm déi illegal Immigratioun oder ëm forcéiert Migratioun handelt - dat heescht, ëm Flüchtlingen oder Asylbewerber -, stellt d'Migratioun géigewäerteg eng grouss Erausfuerderung, besonnesch am Beräich vun der Entwécklungshëllef, duer, déi et heescht eescht ze huelen.

Ech mengen, grad mir an Europa ginn zënter e puer Joren op intensiv Aart a Weis mat de Problemer, déi d'Migratioune mat sech bréngen, staark konfrontéiert.

Wéi oft héiere mer an den Noriichten, datt illegal Awanderer beim Versuch fir an den Okzident ze kommen entweder am Mier erdronk sinn oder och ouni Skrupele vu Passeuren, deene si alles ginn hunn, fir hirem Dram méi no kënnen ze kommen, ëmbruecht goufen?

Wéi oft héiere mer dann och, datt besonnesch am Beräich vun der Gesondheet d'Migratioun vu qualifizéiertem medezinesche Personal zu katastrophale Pénurien an den Entwécklungslänner féiert, besonnesch an deene Länner mat héijen HIV-Raten a wou d'Stierflechkeetsrate vun de Mammen an de Kanner héich bleiwen?

Wéi oft hu mer schonn héieren, datt an deene verschiddene Länner a Regiounen den Enseignement broochläit, well dat qualifizéiert Personal ausgewandert ass?

D'Konsequenze vun dem sougenannten „Braindrain"-Effekt ginn néierens méi sensibel emfonnt, wéi an den Entwécklungslänner mat ganz fragile Gesondheetssystemer. Sou kënnt et, datt grad dat subsaharescht Afrika, dat am meeschten ënnert dem Aids ze leiden huet, nëmmen 1,3% vum weltwäite medezinesche Personal bei sech zur Verfügung huet. Et hale sech am Moment méi Dokteren aus dem Malawi zu Manchester op, wéi am ganze Malawi zesummen. A vun deene 600 Dokteren, déi zënter der Onofhängegkeet vu Sambia an dësem Land ausgebilt gi sinn, fanne mer der just haut nach 50 erëm, déi hire Beruff an hirem Land ausüben.

Här President, et schéngt mer wéi wann déi international Migratiounen zur gläicher Zäit d'Erfëlle vun de Millenniumsobjektiver méi schwéier an awer och méi einfach maachen. A sengem Rapport vum Joer 2005 mam Titel «Dans une liberté plus grande» beschreift den deemolege Generalsekretär vun der UNO d'Migratioun als eent vun den Haaptproblemer zum aktuellen Zäitpunkt, währenddeem aner Experten der Meenung sinn, datt d'Migratioun souwéi hir Konsequenzen dozou bäidroen, de Millenniumsobjektiver méi no ze kommen. Wéi och ëmmer, et ass ee Fakt, datt d'Unzuel vun de Leit, déi hautdësdags ausserhalb vun hirem Ursprongsland liewen, méi héich ass wéi jee, an datt dës Zuelen an Zukunft nach wäerten zouhuelen.

D'Migratioune bidde vill Chancen, an dëst souwuel de Migrante selwer wéi den Empfängerlänner, déi vun der Aarbechtskraaft kënne profitéieren, wéi och den Ursprongslänner duerch Rapatriementer vun de Gehälter vun den Auswanderer. Dës Rapatriementer sinn an den Ae vu sëllechen Experten en Haaptelement, dat zur Reduzéierung vun der Aarmut an den Entwécklungslänner bäidroe kann.

Heibäi handelt et sech nämlech heiansdo ëm enorm Beträg, déi oft méi héich si wéi déi, déi sech aus der Entwécklungshëllef erginn. Fir verschidde Länner stellen dës Rapatriementer vu Gehälter e wichtege Prozentsaz vum BIP duer, wéi zum Beispill a Lesotho, wou dës Beträg 26% vum BIP oder zu Haiti, wou se 25% vum BIP ausmaachen.

An dach kënnen dës Migratiounen op där anerer Säit zu enger Rei vu Problemer féieren. Si kënnen dozou bäidroen, d'Aarbechtslosegkeet a verschiddene Regiounen oder Beräicher ze förderen, souwéi och - wéi ech et virdru scho gesot hunn - zu engem iwwerdriwwenen „Braindrain"-Effekt ginn, deen a verschiddenen Entwécklungslänner zu schroe Manktumen am Santéssecteur féiert, mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt.

Duerfir ass et gradesou wichteg, datt mer versichen, esou gutt wéi et nëmme geet, d'Migratiounsstréim ze géréieren, a virun allem déi legal wéi och déi illegal Immigratioun an de Griff ze kréien an ze organiséieren. Mir brauchen definitiv Léisungen um europäesche Plang. All national Initiativ ass engem Mësserfolleg gewidmet, sot eise Justizminister Luc Frieden um JAI-Conseil am Januar. An et ass och aus dësem Grond, datt mer ganz besonnesch d'Effortë begréissen, déi um europäesche Plang an dësem delikate Beräich geholl ginn.

D'Europäesch Unioun huet sech dozou engagéiert, fir ze versichen, de komplexe Problemer, déi d'Migratioun mat sech bréngt, unhand vu konkrete Léisungen ze léisen, wéi zum Beispill a Form vun der europäescher Agence Frontex, déi elo net nëmme kierzlech verstäerkt ginn ass mat Helikopteren, Booter a Fligeren, mä haaptsächlech och eng Agence duerstellt, déi Programmer offréiert, fir d'Zentre fir d'Aarbecht an den Emigratiounslänner ze ënnerstëtzen an déi wéi Aarbechtsvermëttlungsstelle fonctionnéieren, Programmer, déi eventuell virgesinn, eng Zort Greencard anzeféieren, an dëst alles - an dat ass jo esou wichteg - an enker Zesummenaarbecht mat den Autoritéiten aus deene verschiddenen Emigratiounslänner.

Vläicht kéint een och hei eng Greencard op Zäit virgesinn, zum Beispill am Santéssecteur, wou een en zäitlimitéierte Stage géif aféieren, a wou d'Kandidaten aus der Drëtter Welt eng Rei vu Joren hir eegen Erfahrunge mam westleche Gesondheetssystem sammele kéinten an dann awer obligéiert ginn, an hiert Ursprongsland zréckzegoen, fir do mat deene bäigewonnenen Erfahrungen hiert Herkunftsland mathëllefen opzebauen.

Här President, ech kommen an dësem Kontext net derlaanscht, fir e puer Wuert iwwer ee Kapitel ze verléieren, dat am Rapport vun der UNFPA ënnert der Iwwerschrëft „A Passage to Hope" publizéiert ginn ass, a wat se „selling hope, but stealing dreams" genannt hunn. E Kapitel, wat markéiert a wat déi donkelst Säit vun der Immigratioun beschreift. D'Opfer si wéi esou oft déi Schwaachst aus der Gesellschaft: d'Kanner, d'Fraen, déi an Aarmut liewen a virun allem déi aus der Drëtter Welt.

Am Bericht vun dem US-Ausseministère „Trafficking in Persons" 2005 schwätze se vu 700.000 bis 800.000 Opfer am Joer. Et ass eng traureg Tatsaach, datt de Mënschenhandel haut déi drëtthéchst Akommesquell vun der organiséierter Kriminalitéit duerstellt. Dëst lukratiivt an illizit Geschäft erreecht hannert dem Drogen- an dem Waffenhandel eng estiméiert - haalt lech elo un! - siwe bis zwielef Billiounen - Billiounen! - US-Dollar am Joer!

Dës Zuele reflektéieren allerdéngs nëmmen déi initial Zuele vum Verkaf vun enger Persoun. D'ILO - d'International Labour Organization - estiméiert, datt nämlech wann en Opfer eemol op der Destinatioun ukomm ass, dann nach zousätzlech 32 Billiounen derbäikommen. D'Halschent vun dëse Sue generéieren aus den industrialiséierte Länner an een Drëttel aus Asien. An der EU ass et déi kriminell Tätegkeet mat der héchster Zouwuessrot.

Och hei geet et nëmme mat enger kohärenter Politik, déi souwuel d'Awanderungs-, d'Sozial-, d'Entwécklungs-, d'Aussen-, d'Noperschafts- an d'Visapolitik an enger konsequenter Kriminaliséierung begéint, déi zumindest de Standarde vun den EU-Rechtsvirschrëfte vun der Bekämpfung vum Mënschenhandel entspriechen.

Stolz Absichten, Här President, vun der EU, mä leider hunn engem Bréif no, deen den Här van der Linden, President vum Conseil de l'Europe, un Iech selwer adresséiert huet, bis elo nëmme véier Länner dës Konventioun ratifizéiert, nämlech Rumänien, Moldawien, Éisträich an Albanien.

Och Lëtzebuerg huet bis elo d'Konventioun vum Europarot iwwert d'Bekämpfung vum Mënschenhandel nach net ratifizéiert.

Mir loossen eis einfach ze vill Zäit, wann et drëm geet, esou wichteg Initiativen ëmzesetzen; Initiativen, wou et ëm dat Liewegt geet, wou et ëm de Mënsch geet, wou et ëm dat Wäertvollst geet, wat de Mënsch niewent sengem Verstand huet, nämlech säi Kierper. An et ass leider esou, an et steet och am Bréif vum Här van der Linden, datt, wann net wéinstens zéng Länner ratifizéiert hunn, dës Konventioun net a Kraaft triede kann.

Här President, ob 17 oder 18 Joer al, ass zwar vum legalen Alter hier en Ënnerscheed, mä ass perséinlech fir mech am Zesummenhang mam Mënschenhandel oder gezwongener Prostitutioun och fir déi Groussjähreg kee Fatz manner schlëmm.

De Gerd Werle, e Journalist, dee sech am „Wort" haaptsächlech ëm d'Aussepolitik bekëmmert, huet an engem vu senge Leitartikele gemengt, an ech schléisse mech deem honnertprozenteg perséinlech un: „Offenbar erleichtert die Legalisierung der Prostitution den käuflichen Erwerb von Sex, auch den von Opfern des Menschenhandels."

Ech denken, datt mer an dësem Beräich eis alleguerten eng Kéier seriö Gedanken heibanne maache mussen, wéi mir am Domän vun der Prostitutioun an der Zukunft virginn, an ech si perséinlech frou, datt de Luc Frieden an och eis Familljeministesch de schwedesche Modell vun der Prostitutioun als sympathesch emfannen a méi genau ënnert d'Lupp wëllen huelen, wou deen, dee sech e Kierper gäre keeft, an dat dat Normaalst op der Welt fënnt, ka bestrooft ginn.

Ech schléisse mech, wéi gesot, honnertprozenteg perséinlech och där Meenung un, och wann ech mer bewosst sinn, datt een domadder net d'Prostitutioun aus der Welt schaaft, genausou wéineg wéi een d'Schwaarzaarbecht aus der Welt schaaft, wann ee se verbitt, mä wéinstens setzt een dann de Verkaf vun engem sengem Kierper an en anert Liicht.

Här President, ech wéilt och nach am Numm vun der CSV-Fraktioun op e puer Aspekter ze schwätze kommen, déi vun eminenter Wichtegkeet sinn, fir an der Zukunft - wéi de Minister scho gëschter gesot huet - d'Chance net ze verpassen.

Niewent enger gutt organiséierter Entwécklungshëllef, op déi ech jo elo ganz am Detail agaange sinn, a selbstverständlech de Prinzipië vun enger gudder Gouvernance, op déi de Minister gëschter ganz am Detail agaangen ass, an och den néidegen Infrastrukturen, ass et kruzial ze versichen, mat alle Mëttele géint déi wirtschaftlech Verspéidung an den Entwécklungslänner unzekämpfen.

Wichteg ass eng méi grouss Öffnung vun den europäesche Mäert fir déi afrikanesch Produkter, fir datt dës Länner d'Geleeënheet kréien, hir Wirtschaft richteg ze lancéieren. Et muss versicht ginn, dee vun der EU am Joer 2001 adoptéierte Prinzip „everything but arms" op aner Länner ze erweideren. E Prinzip, dee virgesäit, fir d'Taxen an d'Quotae fir alleguerten d'Produkter aus deenen 48 äermste Länner vun der Welt ofzeschafen, mat Ausnahm vun de Waffe selbstverständlech.

Dëse Prinzip verhëlleft och deene betraffene Länner zu engem integralen Zougang zum Maart ouni Ausnahmen, an doduerch gëtt dann och deenen désavantagéierste Länner dozou verhollef, fir d'Friichte vun der Liberalisatioun vum Handel ze deelen.

Obwuel eng ganz Rei Länner bei dësem Prinzip matmaachen, gëtt et der nach eng Partie, déi sech bis elo dovir gedréckt hunn. Mir musse versichen, si och mat u Bord ze kréien.

Op zweeter Plaz wollt ech dann nach just kuerz op d'Renégociatioun vun de préférentielle kommerziellen Accorden tëschent der Europäescher Unioun an de sougenannten ACP-Länner ze schwätze kommen.

Dës Accorde sinn nämlech net méi kompatibel - de Minister huet et gëschter scho gesot - mat de Regele vun der OMC a musse bis den 31. Dezember vun dësem Joer geännert ginn, well zu deem Zäitpunkt d'Derogatiounen, déi vun der OMC fir esou Type vun Accorde virgesinn sinn, oflafe wäerten.

Hei muss also elo genau drop opgepasst ginn, fir méi en effikasst Partenariat mat dësen ACP-Länner auszeschaffen, dat dozou bäidroe wäert, fir eng nohalteg Entwécklung an deene betraffene Länner ze verwierklechen.

Leider muss ee jo feststellen, datt dëst kommerziellt Partenariat, esou wéi et bis elo fonctionnéiert, dach net déi gewënschten Effekter mat sech bruecht huet an deene betraffene Länner an dësen et net erlaabt

huet, sech ze emanzipéieren. Déi gewënschten Diversifikatioun, d'Kompetitivitéit an den erwaartene Wuesstum vun den ACP-Länner hunn op sech waarde gelooss.

D'EU wëllt elo méi op Diversifikatioun vun de Wirtschafte souwéi och op eng méi regional Approche setzen, a mir hoffen, datt dës regional Integratioun gelénge wäert. Et ass nämlech kruzial no Mëttelen ze sichen, déi et erlaben, parallell zu den traditionellen Handelsweeër, déi vun Norden no Süde lafen, nei Handelsweeër ze schafen, déi vu Süden no Süde lafen.

Während d'Échangë mat der EU den Haaptdeel vum Commerce vun dësen ACP-Länner ausmaachen, sinn déi regional Échangë vernoléissegt ginn a quasi inexistent. Déi regional Integratioun ass amstand, fir de lokalen Handel no vir ze dreiwen a fir méi grouss Mäert ze schafen.

D'Ewechhuele vun den Hindernisser tëschent den Nopeschlänner an d'Schafe vun enger richteger Integratioun wäerten déi kommerziell Echangë bevirdeelegen an de wirtschaftleche Wuesstum stimuléieren. De regionale Maart, dee geschaf soll ginn, wäert hoffentlech méi attraktiv ginn, an Investissementer vu baussen unzéien.

Esou kann een an dësem Kontext och d'Initiativ vun der EU vum euro-afrikanesche Partenariat am Beräich vun den Infrastrukture besonnesch ervirhiewen.

Duerch dëst Partenariat engagéiert sech nämlech d'Europäesch Unioun, d'Interkonnexiounen um kontinentale wéi och um regionalen Niveau am Beräich vum Transport (Schinnen, Stroossen, Flughäfen, Häfen) - ech mengen de Louis Michel, wéi mer d'Éier haten, datt de Kommissär vun der Entwécklungshëllef hei zu Lëtzebuerg war, ass méi am Detail dorobber agaangen -, wéi awer och vum Waasser a senger Sanéierung, der Energie an, ganz wichteg, den Informatiouns- a Kommunikatiounstechniken eng enorm Wichtegkeet zoukommen ze loossen.

Dës Initiativ kënnt sécher der regionaler Entwécklung vum afrikanesche Kontinent zegutt, deen dës méi wéi dréngend brauch, fir sech iwwerhaapt weiderentwéckelen ze kënnen.

Här President, et gëtt nach esou vill Saachen op déi ee misst agoen. Ech denken zum Beispill un déi aktuell Doha-Ronn, déi am Moment nees an der Sakgaass stécht an déi agelaut gouf fir ebe grad d'Entwécklung vun den Entwécklungslänner, déi am mëttelloosten dostinn, ze förderen.

Ech denken, datt et am Intérêt vu jiddferengem ass, fir d'Échangen ze liberaliséieren andeems gemeinsam Regelen opgestallt ginn, déi dës encadréieren. All déi Länner, déi dëst bis elo gemaach hunn, haten duerno besser Wuesstemschancë wéi déi, déi sech hannert all méiglech Protektioune verstoppt hunn.

Solidaritéit heescht unerkennen, datt net all Land déi nämlecht Capacitéiten huet fir ze exportéieren, an datt ee Konditioune schafe muss, fir grad dëse Länner ënnert d'Äerm ze gräifen. Dës Solidaritéit muss dann awer och vun deenen entwéckelte wéi och opstriewende Länner, wéi China, Indien oder Brasilien, gedroe ginn. Ech fäerte wa mer et net fäerdeg bréngen, zu engem Accord ze kommen, d'Konsequenz heivunner wäert sinn, datt déi grouss Handelsmächt vun der Welt op bilateral Accorden zréckgräife wäerten, wat se elo scho maachen, an zwar mat deene Länner a Regiounen, déi si bevirdeelege wëllen.

Dëst bréngt da mat sech, datt déi äermst a mëttelloost Partië vun der Welt, an ech denken hei virun allem un den afrikanesche Kontinent, nees benodeelegt wäerte ginn. Esou eng Strategie schuet ganz kloer deenen aarme Länner, déi net staark genuch si fir den Demandë vun deenen entwéckelte Länner resistéieren ze kënnen an hei net kënne mathalen.

Ee Beispill ass dat aggressiivt Verhale vun de chinesesche Firmen am Fëschberäich, déi virun e puer Woche virun der Küst vun Neiguinea deene klenge Fëscherbooter d'Fësch virun der Nues erausfëschen, fir se dann un d'Kanaresch Inselen ze verkafen. Ech wëll mer net ausdenken, datt et elo Firmen aus Europa sinn, déi sech esou bëlleg Fësch verschafen.

Esou bleift ze hoffen, datt um internationale Plang déi néideg Efforten ënnerholl ginn, fir d'Négociatioune vun der Doha-Ronn am Kader vun dësem eenzegaartege Konzertatiounsforum tëschent den industriellen, émergenten an Entwécklungsnatiounen nees opzehuelen, an datt mer et fäerdeg bréngen zu engem Accord ze kommen.

Et misst een och nach op de Klimaschutz agoen, en Thema mat deem ee sech schonn eleng e ganzen Dag kéint beschäftegen, mam Bezuch speziell op d'Entwécklungslänner, déi och erëm hei am meeschte betraff wäre bei dëser Debatt. Mä leider ass meng Zäit limitéiert an esou versichen ech op e Schluss ze kommen.

Ech kann awer net ophalen ouni e puer Wuert iwwer ee Beräich ze verléieren, dee mech vum éischte Projet u faszinéiert huet, an dat ass dee vun der Mikrofinanz.

Här President, et ass mat Sécherheet net fir näischt, datt den dësjoregen Nobelpräis un de Mohammed Junus, och bekannt als de Banker vun deenen Aarmen, gaangen ass. Säit 30 Joer organiséiert de Jong vun engem Goldschmadd aus Bangladesch kleng Kreditter fir bedürfteg Mënschen, déi versiche sech selbstänneg ze maachen. Seng éischt Clientë waren 42 aarm Leit, déi zesumme 27 Dollar gebraucht hunn. Bis haut konnt de Junus véier Milliarden Euro verginn an huet eng Réckzuelquot vun 99%. De 66-jährege Junus huet de Prinzip vun der Mikrofinanz an d'Liewe geruff a verhëlleft esou deenen Äermsten ënnert deenen Aarmen aus dem Däiwelskrees ze entfléien an eng onofhängeg Existenz opzebauen.

Dem Junus seng phantastesch Iddi gëtt haut weltwäit kopéiert an dréit och hei zu Lëtzebuerg hir Friichten. Nom internationale Joer vun der Mikrofinanz am Joer 2005 an nodeems den Nobelpräis dem Papp vun der Mikrofinanz zougesprach gouf, ass dëse Secteur méi wéi jee an allermanns Mond. De Philippe Onimus, President vun der ADA, mengt, datt dëse Prinzip zu enger gewëssener Dynamik an der Entwécklungswelt bäidroe wäert.

Bei der Fréijoerskonferenz vum Investmentfondsverband war fir déi éischte Kéier Rieds vun engem Qualitéitslabel fir esou Fongen. Mëttlerweil ass mat dësem Label „Luxflag" e Sigel geschafe ginn, deen dëse Fong zousätzlech auszeechent. D'Konzept vun der Mikrofinanz gewënnt all Dag u Popularitéit, a wann am Joer '97 d'Zuel vun de Leit, déi vun engem Mikrokredit profitéiere konnten, nach bei 7,6 Millioune Mënsche louch, ass dës Zuel am Joer 2004 op iwwer 92 Millioune gewuess.

Une voix.- Très bien.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- 73% vun dëse Leit liewen an absoluter Aarmut an haten esou gutt wéi näischt wéi se hiren éischte Kredit opgeholl hunn, an och hei leien d'Réckzuelquote bei 98% an déi allermeescht vun hinne si Fraen.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst Joer hat ech d'Chance, eise Minister mat enger ganzer Delegatioun aus dem Bankesecteur vun der ADA, SOS Faim an de Leit vun der Press an Äthiopien ze begleeden,...

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Très bien.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- ...fir do kënne mam Här Bettel eng ganz Partie „success story"e selwer matzeerliewen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Den Här Bettel war gradesou begeeschtert wéi ech.

(Hilarité)

Leit mat nëmme 25 Euro Kredit hunn et fäerdeg bruecht, e Café oder en Hotel opzemaachen, Felder ze beplanzen an hir Kanner an d'Schoul ze schécken. Dëse Leit konnt een de Stolz aus dem Gesiicht liesen iwwer alles dat wat si fäerdeg bruecht hunn, virun allem awer well een hinnen dës Mëttel, dëst kleng Startkapital net geschenkt huet, mä well si selwer sech an der Welt konnte beweisen, datt och si eppes fäerdeg bréngen, wann een hinnen eng Chance an eng Méiglechkeet gëtt. Eng Chance, déi hiert Liewe gerett a komplett verännert huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn um Schluss. Dat klengt Lëtzebuerg ass e Ris fir alles dat wat et am Entwécklungsberäich bis elo geleescht huet a wat et sech nach virgeholl huet an Zukunft ze leeschten. D'Erausfuerderungen, déi sech eis stellen, sinn enorm, an ech géif mer erlaben ee Saz hannert dem Minister seng Sätz ze hänken, déi hie bei senger Introduktioun vum Rapport geschriwwen huet: „De Kampf géint d'Aarmut ass en alldeegleche Kampf, deen eis keng Paus gönnt", sot de Minister. Här President, mäin deemolegen Trainer virun der Olympiad huet mir prompt geäntwert, wéi ech wierklech eng Kéier komplett midd an ausgepompelt vun allen Trainingsunitéite gefrot hat, ob ech net och en hallwen Dag Paus kéint kréien: „Paus? Rest?", wéi wann hien dat Wuert nach ni héieren hätt: „Rest is for the dead."

Här President, hei ass et nach vill manner méiglech sech eng Paus ze erlaben. D'Tâche ass immens, mä wann et ee Kampf gëtt, deen et derwäert ass mat Hartnäckegkeet an Ausdauer ze kämpfen, dann ass et mat Sécherheet deen heiten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Charel Goerens. Här Goerens!

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Géigesaz zu menger Virriednerin kann ech net a perséinlech olympesch Erfahrunge schäffe goen,...

(Hilarité)

...fir meng Ried unzefänken oder ofzeschléissen, an dat wäert och, jiddefalls wat mech ubelaangt, nach eng Zäit laang esou bleiwen.

Mir wollten dem Minister am Numm vun der demokratescher Fraktioun awer Merci soe fir seng Interventioun, déi hie gëschter gemaach huet. An dee Merci begräift och de Rapport annuel, dee mer schonn eng Kéier an der Commission des Affaires étrangères diskutéiere konnten, an ech wollt nach eng Kéier grondsätzlech d'Haltung vun der Demokratescher Partei iwwert d'Entwécklungspolitik verdäitlechen.

Mir hunn absolut kee Problem mam Zil vun 1% öffentlech Zouwennungen am Verhältnis zum Bruttosozialprodukt fir d'Entwécklungshëllef ze reservéieren. Ech fanne mir sollen dat och konsequent viruverfollegen. Wann dat och een oder zwee oder dräi Joer méi spéit kënnt wéi dat urspréinglech geplangt war, dat ass net schlëmm. Wichteg ass, datt déi Hëllefen, déi iwwert de Lëtzebuerger Budget ausbezuelt ginn: via Direkthëllef, via Assistance humanitaire oder iwwer Lux-Development realiséiert Projeten, pertinent an effikass sinn an datt se och op Dauer Resultater bréngen. E Projet ass nëmmen dann eppes wäert, wann en no enger kuerzer Zäit kann ofgeschloss sinn a wann en och no enger laanger Zäit nach seng Effekter weist.

Zweetens, wat d'Haaptorientatioun ubelaangt op déi Secteurs sociaux de base, dat fënnt och eis voll Ënnerstëtzung. Ech mengen en effet, datt mer sollen an den Haaptsecteuren, wéi zum Beispill an der Gesondheet, an der Schoul, am Développement rural intégré eis Suen ausginn, an der Waasserversuergung, an der Verbesserung vun der Situatioun vun der Fra, lauter Secteuren, déi sech aus dem Maartgeschéien eleng net kënnen erginn.

A mir halen et och net mat deenen, déi ëmmer mengen, et wier esou einfach, et soll een dach de Länner d'Fräiheet loossen, fir sech esou ze orientéieren an ze organiséieren, wéi se wëllen, de Maart, dee géif scho Säint dozou maachen.

Dozou wëll ech mat engem Zitat vum Geoffrey Sax déngen, deen emol gesot huet: Et ass illusoresch fir Leit opzefuerderen de Rimm zouzezéien, wa se emol iwwerhaapt kee Rimm hunn. An dat ass d'Situatioun virun där och eis Entwécklungspolitik steet. Mir hu schonn e puermol d'Geleeënheet gehat fir eis iwwert déi Spiral Korruptioun, Aarmut, Onsécherheet, déi dann erëm eng Kéier nei Aarmut generéiert, ze ënnerhalen. Ech wëll dat net nach eng Kéier nei opfrëschen.

Dat, wat festzehalen ass do, dat ass - an do sinn ech och an der Linn vun deem, wat gëschter hei exposéiert ginn ass -, datt mer gezwonge sinn aus der Kohärenz vun de Politiken den Imperativ vun eisem Handelen ze maachen. D'Kohärenz vun der Politik - oder vun de Politiken -, wat heescht dat?

D'Kohärenz vun der Entwécklungspolitik heescht, datt dat, wat an der Entwécklungspolitik opgeriicht gëtt, net däerf duerch aner Politiken ëmgestouss ginn. Wa mer eis un dee Prinzip halen, dann huet d'Funktioun vum Entwécklungsminister natierlech eng, déi wäit iwwer seng an dem Arrêté grand-ducal fixant les compétences des ministres erausgehend Befugnisser geet.

E Minister huet matzeschwätzen an der Weltbank. E misst e Wuert matzeschwätzen hunn am Fonds monétaire international. En huet e Wuert matzeschwätzen am Europäesche Conseil. E misst och hei am Land, jiddefalls wat d'Ausriichte vum Développement durable ubelaangt, ee gehéierlecht Wuert matzeschwätzen hunn, well déi extern Dimensioun vun der Solidaritéit gehéiert och zum Développement durable. Si ass iwwregens och an de Kritären, déi den Développement durable solle periodesch moossen, zréckbehale ginn.

Wat heescht also Kohärenz vun de Politiken? Et huet mat Gouvernance ze dinn. Gouvernance heescht am Fong Wirtschaftsfäegkeet. Wat ass Wirtschaftsfäegkeet? Wirtschaftsfäegkeet - an do si mer um Kär vun der Fro - oder Wirtschaftsonfäegkeet, dat heescht, dat ass den Ufank. Et ass d'Konsequenz an och d'Ursaach vun enger ganzer Partie Problemer, déi mer versiche mat enger intelligenter Entwécklungspolitik ze bekämpfen.

Déi meescht Problemer, déi mer an Afrika hunn zum Beispill, déi hu mat enger onkompletter respektiv bal total feelender Regierungsfäegkeet ze dinn. Wann eng Regierung net amstand ass, hir Fonction régalienne ze assuméieren, nämlech fir d'Sécherheet opzekommen, d'Educatioun ze förderen, déi extern Sécherheet ze garantéieren, dann ass et normal, datt Fraktioune sech eenzel Segmenter vum Pouvoir arrangéieren an dann iwwer anerer hierfalen, entweder selwer d'Richesse minière pilléieren oder sech zum Handlanger maache vu Leit, déi vu bausse kommen, fir d'Hand op d'Räichtümer an deem Land, wou d'Awunner et dringend bräichten, ze leeën.

Dat ass de Fall a ganz ville Länner. Notamment och am Nigeria. Et brauch ee sech net ze wonneren, datt et zu regelméissegen Opstänn kënnt am Niger-Delta, well déi Leit, déi do wunne bei de Pëtrolstierm, widdert de Pëtrolstierm, praktesch iwwerhaapt näischt - awer strictement näischt! - hu vun där Richesse, déi do exploitéiert gëtt.

Gouvernance huet also och ze di mat Redistributioun vun de Richessë sur le plan intérieur. Entwécklungspolitik mécht wéineg Sënn, wann dat doten net parallell klappt. Duerfir si mer och der Meenung, datt, wann e Land, wat zu eisen Zillänner gehéiert, au fur et à mesure seng eege Redistributiounsfäegkeet développéiert, et déi och muss assuméieren.

Dat heescht am Kloertext, datt e Land wéi Namibia, wann et selwer eng Partie Richessë generéiert, obschonn datt am Norden nach ganz vill Aarmut ass, net eleng op Lëtzebuerg a seng Partenairë soll ziele kënnen, fir déi Aarmut ze bekämpfen, mä da muss et och am eegene Land Ressourcë mobiliséieren, fir op därselwechter Plaz, wou d'international Entwécklungshëllefer sinn, anzegräifen. Dat ass Kohärenz vun de Politiken.

Kohärenz vun de Politiken, dat huet awer och domat ze dinn, datt dat, wat am Entwécklungsberäich gemaach gëtt, net vun der Handlungspolitik ëmgestouss gëtt. Ech sinn och dem Minister dankbar, datt en Nuancë fonnt huet, fir dat ganzt Zesummespill - gemeinsam Agrarpolitik mat der Situatioun vun de Baueren an Afrika, an der Sahel-Zon ënner anerem - ze ënnersträichen, well d'Saache ginn an der Karikatur méi einfach dohinnergestallt wéi se a Wierklechkeet sinn.

Wann déi gemeinsam Agrarpolitik, un där schrecklech vill ze kritiséieren ass - an ech gehéieren zu deene puer heibannen, déi selwer dovu betraff sinn -, soll esou schrecklech schlecht sinn, da muss ee sech froen: Ass et da gutt, datt d'Europäesch Unioun duerch Brasilien forcéiert ginn ass, fir seng Zockerpolitik ze änneren? Well d'Resultat vun där Zockerpolitik, wou d'Präisser elo um internen europäesche Marché erofgesat ginn - an zwar ganz massiv erofgesat ginn -, ass, datt de Protocole sucre, dee jo och de Präis vun den Entwécklungslänner, vun den AKP-Staten, op den europäesche Präis alignéiert huet, och elo progressiv erofgeet, mat där absurder Konsequenz, datt d'Länner wéi d'Île Maurice, déi eng natierlech Vocatioun haten an och nach virun hunn, fir Zocker ze produzéieren, datt déi dat praktesch duerch deen dote Schrëtt net méi an der Lag sinn, well et sech net méi rentéiert.

Also, wann een esou Schrëtt ënnerhëlt, da muss ee sech och iwwerleeë wat d'Konsequenze sinn. D'Konsequenz jiddefalls fir d'Zockerproduktioun an Afrika ass dramatesch.

Aner Fäll vu Kohärenz oder Inkohärenz kéint een ufëieren och am Handelsberäich, fir emol lasszekomme vun deenen einfache Léisungen, déi ëmmer heeschen: Mä den Handel mécht räich. A wann den Handel räich mécht, da sollen déi Aarm Handel dreiwen. Da gi se vun hirem Haaptiwwel befreit. Esou einfach ass et net!

Elo si mer och schonn op engem anere Punkt: deem vun der Weltbank. D'Weltbank kënnt just an d'Gespréich an de Parlamenter, fir datt déi sollten en Droit de regard hunn iwwert dat, wat do geschitt, obschonn et Gelder sinn, déi vun den Nationalstaten dohinner transféréiert ginn. An dee Scholdenerlass vu ronn 50 Milliarde musse mer jo nofinanzéieren; mir hunn dat jo elo viru

kuerzem - virun e puer Méint - heibanne gemaach. An dat kascht Lëtzebuerg jo och eng Staang Geld, dat iwwert déi nächst Jorzéngte muss doranner verséiert ginn. Kontroll: null!

Et gëtt iwwert d'Weltbank geschwat, wann hire President eng Frëndin huet an e placéiert déi an d'Bank selwer, an da gëtt en där och nach eng Pai, déi méi héich ass wéi dat, wat am Barème fir esou Funktioune virgesi war.

(Interruption)

Da gausséiert d'ganz Weltpress - d'international Press - sech iwwert deen dote Frais.

Mä ech sinn d'accord mat deem Artikel, deen elo virun dräi Deeg an der däitscher Wochenzeitung „Die Zeit" stoung, datt een net nëmme soll de President wéinst deenen dote Praxise kritiséieren, mä et soll ee virun allem d'Politik vun der Weltbank op de Leescht huelen. An déi Politik vun der Weltbank: Wa mer déi emol analyséieren, do kënnt a puncto positiv Effekter op d'Entwécklungspolitik net vill Schéines eraus!

Fänke mer emol u beim Ufank. De Pascal Lamy war virun zwee Joer hei während der Lëtzebuerger Présidence, fir Stellung ze huelen zu den Agrarmäert an der Situatioun an den Entwécklungslänner, an do huet e gesot: Et gëtt ëmmer behaapt, d'Organisation mondiale du commerce wier responsabel fir déi minabel Revenuen, déi d'Baueren an deenen dote Länner kréien. Dat ass net de Fall! Deen, deen am meeschten drop insistéiert, datt d'Präisser vun den Agrarprodukter an den Entwécklungslänner bradéiert ginn, dat ass d'Weltbank.

Wien huet jee d'Méiglechkeet gehat, awer och nëmmen iergendeen Awand, deen hätt kënnen zur Konsequenz hunn, datt d'Weltbank hir Politik géif änneren, kënnen ze maachen? Hei am Parlament, oder soss anzwousch? Jo, et kann ee soen: D'Union interparlementaire, déi dann en marge vu groussen Evénementer emol zesummekënnt, déi ka sech emol doriwwer äusseren. Dat stëmmt. Mä dat ass esou vill wäert, wéi wann een doheem ugestallt gëtt eppes ze maachen an et mécht een dat net.

Ech wëll Iech just soen, datt dat do op laang Siicht net gutt ass. Och net gutt ass fir d'Akzeptanz vun der Entwécklungspolitik. Et ass net gutt, well mir maachen hei wéi wa 60% oder 70% an eenzelne Länner vun der aktiver Bevölkerung iwwerhaapt net géifen existéieren. A wa mer wëllen hunn, datt déi Länner duerch Handel méi räich ginn a sech och selwer kënnen ernähren, da muss op deem dote Punkt ganz massiv ëmgeduecht ginn.

Ganz massiv ëmgeduecht ginn: Dat misst am Fong mat gehollef ginn duerch d'Matwierke vun der Organisation internationale du travail. Or, déi ass an deem Comité d'accompagnement, deen d'Négociatiounen am Kader vun der Organisation mondiale du commerce begleet, net present. Present sinn do d'CNUCED; dat ass e Gremium, deen haaptsächlech theoretiséiert. Present ass d'Weltbank; dat ass ee Gremium, dee Kreditter huet, an zwar ganz massiv Kreditter, fir ze verléinen. A present ass och de Fonds monétaire international, dee sech mat der Weltbank zesummen an den 80er Joren awer ganz massiv am Kader vum Washingtoner Konsensus versënnegt huet vis-à-vis vun den Entwécklungslänner.

D'Resultat war, datt d'Entwécklungslänner Geld geléint kruten. Et ass gesot ginn: „Mä Dir musst Är Regierungsfäegkeet verbesseren, an da wäert Der emol gesinn, wann Dir équilibréiert Statsfinanzen hutt, wéi flott datt dat bei Iech virugeet."

Wat ass geschitt? Déi Sue sinn zwar duerch d'Statskeesen an deene Länner transitéiert, si ginn och an dem Stat nach virun op der Débitslëscht opgefouert a virgefouert. An et ass eng grouss Diskussioun entfacht, vu datt jo déi meescht Gelder, déi do geléint goufen, net deenen eenzelne Länner, also den designéierten Empfänger zeguttkoumen, datt een do misst am Fong vun der Scholdenannullatioun ofgesinn, well se hiren Zweck net erfëllt hunn.

Et kann een d'Fro och anescht stellen! Et kann een ee forcéieren eppes zréckzebezuelen, wat hien iwwerhaapt net kritt huet. A si bezuelen et zréck, entweder op déi eng Manéier, datt se d'Geld opbréngen iwwert d'Leeschtungen, déi am Land selwer opbruecht ginn, oder si ginn zréckbezuelt duerch nach vill méi en héije Präis, dat heescht, datt Suen hannen a vir feelen, fir d'Secteurs sociaux de base ze entwéckelen: d'Schoulen, d'Spideeler, d'Grondgesondheetsversuergung. Déi zwou Dimensiounen do hunn de Washingtoner Konsens an deene leschte 25 Joer ausgemaach.

D'Kohärenz vun de Politiken heescht also och, emol kucken: Wéi kann een dann den Handel ukuerbelen?

An d'OIT mat hiren Experten ass der Meenung, datt een nëmme just kann um Weltmaart bestoen, wann ee sech permanent adaptéiert. Permanent Adaptatioun setzt viraus, datt een ëmmer erëm nei Weeër geet an de Betriber oder an deenen Entitéiten, déi exportéieren, an ëmmer erëm nei Weeër goen an deene Betriber, déi exportéieren, bedéngt, datt d'Produktiounsprozesser permanent ëmgestallt ginn, mat dem Risiko, datt een och emol eng Kéier ka bäilafen an eventuell seng Produiten net lassgëtt. Well déi Produitë gi jo bezuelt op Marchéen, déi solvabel sinn. Dat ass eng Vérité de La Palice.

An déi Marchéen, déi solvabel sinn, dat sinn zum Beispill Marchéë wéi eis, wou mer ganz kriddelech Konsumenten hunn, déi hire Goût an hir Konsumgewunnechten all gudde Broutdag änneren. A fir deen dote Risiko ze packen, misst een och iergendeppes hunn, fir dee Risiko ofzefiederen. D'Kohärenz vun de Politike bedeit also och, datt een dorunner denkt. Do gëtt et awer näischt, fir de Risiko ofzefiederen.

Do bräicht een zum Beispill e Minimum vu Sécurité sociale. Ee Minimum vu Sécherheet, deen d'Leit géif opfänken, wa se hir Aarbecht verléieren an deene Betriber. Dat gëtt et awer alles net do.

Da muss ech mech nach eng Kéier froen: Firwat gëtt dann d'OIT, d'Organisation Internationale du Travail, déi am Fong d'Vocatioun hätt, fir Mindestsozialstandarden ze imposéieren a sech och mat deenen dote Froen ofzeginn, firwat gëtt déi net habilitéiert, fir hir Experienz an deen dote Gremium, dee soll d'Négociatiounen am Welthandel begleeden, anzebréngen?

Dat ass en Nonsense, dat ass e Contretemps, dee mer net kënnen akzeptéieren, a mir brauchen net vu gudder Regierungsfäegkeet ze schwätzen, wa mer um Weltplang, wou mer Responsabilitéiten hunn, dat do emol net duerchkréien.

Wa mer elo vu Gouvernance schwätzen, wëll ech de Jacques Attali emol kuerz zitéieren, dee gesot huet, jo am Fong bräichte mir eng Weltregierung. Dat ass richteg! An déi Weltregierung, déi hie sech virstellt, déi gesäit folgendermoossen aus: eng Fusioun tëschent dem G8 an dem Conseil de Sécurité.

Elo gesi mer jo awer, wat de G8 an de Conseil de Sécurité am Darfur fäerdeg bréngen. Am Darfur, do kann ee sech eng Partie Adjektiver afale loossen, fir d'Situatioun do ze charakteriséieren. Ech wëll emol kleng ufänken: Déi Situatioun ass franchement dégueulasse! An elo ass deen Ausdrock nach vill ze vill schwaach, fir dat auszedrécken, wat mer alleguer emfannen, wa mer iwwert den Darfur schwätzen.

Do gi Leit einfach wehrlos arabesche Reidermilizen ënner anerem ausgeliwwert, déi mat der Complicitéit vu Khartoum do e ganzt Vollek iwwerrennen, ethnesch Säuberunge virbereeden, an dat virun der allgemenger Indifferenz vun der Weltöffentlechkeet!

Et soll kee soen, e wéisst net, an et soll och kee kommen an eis soen, mir bräichten do e Système d'alerte oder de préalerte! Mir wëssen, wat do passéiert. Mir wëssen, datt Fraen do violéiert ginn. Mir wëssen, datt refuséiert gëtt, fir Couloirs humanitaires do ze autoriséieren; a mir wëssen, datt d'Regierung vu Khartoum, déi nu wierklech awer aus ganz Gelungene besteet - an ech hat eng Kéier den Ausseminister begéint, wéi ech nach an der Regierung war -, datt déi awer och sech kënnen déi allgemeng Indifferenz do leeschten, well se mat der Complicitéit kënne vu mindestens zwee Länner aus dem Conseil de Sécurité, an engem, wat am G8 ass, rechnen.

Wann een elo mat deem bevölkerungsräichsten, gréisste Land schwätzt, mat China zum Beispill, an et schwätzt ee se dorobber un, da kritt een esou eppes ze héieren, esou e puer Banalitéite ronderëm d'Fro: „Mengt Dir net, mir sollen awer un engem System viru festhalen, wou mer d'égal à égal traitéieren?" - Dat heescht, et geschitt nëmme just eppes am Darfur, wann d'Regierung vu Khartoum, der Haaptstad vum Sudan, domat d'accord ass.

Dat heescht am Kloertext, wann déi net domat d'accord ass, ka viru violéiert ginn, kënne virun ethnesch Säuberunge praktizéiert ginn, a ka sech virun eppes entwéckelen, wat iergendwou unzesiedelen ass tëschent ethnesche Säuberungen a Génocide.

Esou hu mer eis schonn eng Kéier am Ruanda blaméiert, wou et och net u Cellules d'alerte an de préalerte gefeelt huet, mä wou et einfach un Handlungswëllen an Handlungsfäegkeet gehapert huet.

Conseil de Sécurité a G8, wat brénge se da fäerdeg? Am Conseil de Sécurité muss een d'Eestëmmegkeet hunn tëschent de Memberen, déi de Conseil de Sécurité permanent besetzen; dat heescht, et muss een den Accord hu vu China an et muss een och den Accord hu vu Russland, fir Khartoum mat Sanktiounen ze dreeën an déi dann och à la fin du compte duerchzezéien.

Dat wier awer dat Mindest, wat ee misst kënne maachen!

Da luewen ech mer awer - wa mer schonn ëmmer den Afrikaner Lektioune ginn iwwert d'Regierungsfäegkeet - dat, wat si an hir Charta vun de Grondprinzipië vun der Afrikanescher Unioun erageschriwwen hunn. Do steet Folgendes: Si hunn dem Principe vun der Non-ingérance ofgeschwuer a si hunn en ersat duerch de Principe vun der Non-indifférence.

Elo kann ee soen, d'Afrikanesch Unioun, déi jo zum Deel en charge war vun der Gestioun vum Konflikt am Darfur, déi och mat hiren Truppen do present war, huet versot. Där Meenung kann ee sinn. Mä et kann een awer och soen, op déi aner Manéier: Si sinn nach net prett, fir dat do alles ze assuméieren. Si packen dat nach net alles, mä ëmmerhi muss een hinnen awer politesch zegutthalen, datt se éischter viru kuerzem nach de Courage haten, fir un d'Spëtzt vun der Union africaine keen aus dem Sudan ze nennen. Si hunn dat refuséiert. Dat ass fir Afrikaner net evident, fir géint ee vun hinnen ze goen.

An zweetens ass den institutionellen Opbau, dee Chantier, deen et zu Addis Abeba gëtt an deen zum Deel mat europäescher Hëllef konnt bis elo op dee Stand bruecht ginn, awer en Hoffnungsschimmer, dee mer menger Meenung no net däerfen enttäuschen.

Darfur - ech mengen, mir sinn alleguer dépasséiert vun den Evénementer. Mir kënnen elo hei ganz vill schwätzen: Wa China a Russland hir Verantwortung do net iwwerhuelen, da sinn déi aner - jiddefalls, wa se wëllen alles, wat se maachen, en conformité mam Droit international maachen - ganz schlecht drun.

Ech mengen, mir missten déi do Situatioun transzendéieren. Mech erënnert déi do Situatioun nach ëmmer méi un dat, wat a Bosnien-Herzegowina war, wou engersäits och Leit waren, déi relativ gutt équipéiert waren an déi konnte mat der Hëllef vu Belgrad hiren Unfug weiderdreiwen - fir et emol ganz gelénd auszedrécken -, an op där anerer Säit waren deene wehrlos Leit ausgeliwwert, déi soss näischt haten, fir sech ze wieren, wéi hir plakeg Hänn.

Soulaang wéi dee Problem net geléist ass, si mer eis an eiser Approche, fir d'Problemer vun dëser Welt - an déi international Disziplinë viraussetzend - ze léisen, net gerecht ginn.

Ech wëll ofschléissen, Här President, mat e puer Iwwerleeungen iwwer eng Partie Phenomeener, déi eis beschäftegen an déi och ëmmer erëm am Zesummenhang mat der Kooperatioun genannt ginn.

Ech sinn der Meenung, datt eng gutt Kooperatiounspolitik eis kann hëllefen, d'Immigration illégale ze reduzéieren. Ech sinn awer och der Meenung, datt mer eis nach musse länger Zäit iwwert d'Immigration illégale ënnerhalen, fir ze wëssen, wat mer wierklech domat mengen.

Ech war viru kuerzem op enger Tagung, do ass och Rieds gaangen iwwert deen dote Phenomeen, an den Exposé iwwert d'Migratioun ass ugaang mat der Projektioun vun enger Kaart, déi de westlechen Deel vun Afrika am Mëttelpunkt hat an déi eropgaangen ass bis Südeuropa, an do sinn da vum Senegal, vun Togo, vu Mali, vu Mauretanien eng Partie Flèchë laanscht d'Kanaresch Insele gaangen, fir da bei Spuenien a Portugal an Italien unzekommen.

Dunn huet de Conférencier gesot: „Wat ass dat do Ärer Meenung no?" De ganze Sall huet gesot: „Dat do ass d'Kaart vun der illegaler Immigratioun." „Neen", huet hie gesot, „dat do ass d'Kaart vun der illegaler Fëscherei, déi europäesch Entreprisen als Richessë laanscht d'afrikanesch Küst pilléiere ginn." Sou séier kéint ee sech emol iren, wann een d'Saachen nëmme ganz eesäiteg ugeet. Am Fong eng flott Manéier fir e Cliché zum Platzen ze bréngen.

Illegal Immigratioun. Mir gesi just dat wat bei eis kënnt, an ech mengen et wär e schlechte Mobile fir Entwécklungspolitik ze maachen, wa mer et nëmme just géife mat der Angscht virubréngen. Ech mengen et gëtt och eng Responsabilitéit, déi fonctionnéiere muss, wann d'Angscht net present ass. A mir wäre ganz gutt beroden, wa mer och emol géife kucken: Wat ass d'Mobilitéit an där Regioun?

Déi gréisste Migratioune sinn an der Regioun selwer. 90% vun de Migratiounen a Westafrika sinn an deene Länner selwer, an do komme mer op e Punkt, deen och muss am Kader vun enger kohärenter Approche ganz ferm weiderentwéckelt ginn, dat ass dee vun der Coopération transfrontalière an och vun der Coopération régionale.

An ech mengen och am Kader vun der Kohärenz ass et gutt, datt Effortë gemaach ginn, souwuel vun der Kommissioun zu Bréissel wéi och vun deene 27 Memberstaten, fir ze kucken: Wou ass jiddferengem seng Plaz? Ech mengen, datt der Europäescher Kommissioun hir Plaz déi ass, fir déi regional Projeten haaptsächlech ze förderen, och finanziell ze förderen, well déi deene meeschte Länner, net nëmmen deene klengen, mä souguer deene groussen, eng Nummer ze grouss sinn. Do kann een och d'Complémentaritéit förderen, andeems datt ee méi Synergieeffekte sicht tëschent deenen eenzelnen Acteuren, an ech mengen dat ass op enger gudder Schinn.

Ech wollt ophalen, Här President, mat der Fro, ob mer sollen den Appui budgétaire förderen oder net. Ech soen Iech och direkt: Wéi ech nach selwer en charge war vum Departement, war ech terribel reservéiert. Wéi ech aacht Deeg aus der Regierung eraus war, hunn ech dat schonn anescht gesinn. Dat ass normal. Wann een an der Regierung sëtzt an et weess een, datt ee riskéiert, eng Pann an engem gewëssenen Domän ze kréien, dann ass een natierlech extrem virsiichteg, an et ass een och wann eng Pann passéiert wahrscheinlech deen Eenzegen, dee fir déi Pann geruedstoe muss.

Appui budgétaire ass am Fong soss näischt wéi e Wiessel an der Method fir Geld an der Entwécklungspolitik auszeginn. Déi klassesch Method ass fir Projeten a Programmer ze finanzéieren an et léisst een den Domm esou laang drop op de Sue bis een eng Géigeleeschtung am Pays récipiendaire gesäit.

Mir hunn ëmmer méi oft Argumenter zerwéiert kritt - an den aktuelle Minister nach vill méi oft wéi ech -, déi dorop hiweisen: Loosse mer mat där kolonialer Approche do ophalen an den Appui budgétaire praktizéieren, dat heescht d'Suen transitéiere loossen duerch d'Keese vum Empfängerland. Dat ass séier gesot an och gutt gesot, besonnesch wann et e Land ass, wat mustergülteg ass. Mä déi meescht Länner, déi mustergülteg fonctionnéieren, déi brauchen eiser net méi. Déi brauche keng Entwécklungshëllef méi.

Elo kënnt ee vläicht zaghaft ufänken an eenzelne Beräicher dat emol ze maachen. Wann een dat mécht, hätt ech och gär - an dat wollt ech Iech och offréieren, an dat ass keng Ubidderung -, datt mer de Risiko gemeinsam erkennen an och de Risiko gemeinsam akzeptéieren. Et geet net, datt dann een eleng mat deem Risiko muss auskommen. Ech weess, datt den Drock vun der Kommissioun grouss ass, an et gehéiert praktesch zum Credo vum Louis Michel, datt een op deen dote Wee soll goen.

Et gëtt munches wat dofir schwätzt, mä an där dote Fro, wann een dat do wëllt maachen, mat deem Risiko, deen dat implizéiert, däerf een net fundamentalistesch an der Kontroll sinn an dann et op eng Partie Mikado ukomme loossen, datt deen Éischten, dee wibbelt, eliminéiert gëtt. Esou däerf et dann net sinn!

Loosse mer dann déi Risikokultur emol eng Kéier duerchdiskutéieren an da kucken, ob mer dat dote kënne festhalen. Ech sinn extrem reservéiert an deem Domän. Et ass vläicht ee Land an Afrika, wou et fonctionnéiert, dat ass am Mosambik, deen et fäerdeg bruecht huet, och d'Procédure de déboursement vun deene 15 gréissten Donateuren iwwer ee Reech ze zéien, au point datt och d'Weltbank esou impressionnéiert war - si kann och emol heiansdo eppes Guddes maachen -, datt déi sech deene 15 Bayeurs de fonds do alignéiert huet.

Här President, ech wollt Iech dat soe fir ze weisen, datt, och wann een aus den Affären eraus ass, een awer ëmmer nach der Meenung ass, datt mer et hei mat engem komplexen, awer engem ganz flotten Domän ze dinn hunn. An ech fannen et och flott, datt d'Chamber deen doten Effort virun ënnerstëtzt mat all deene Parteien, déi hei ver-

truede sinn, an datt mer et och vläicht - ech hat mer virgeholl ni iwwer Educatioun ze schwätzen - an de Schoule fäerdeg brénge géifen a soe géifen: Dat do maache mer wéinst der Dignité humaine, a mir mussen net bei all Frang oder bei all Euro, dee mer erausginn, all Kéiers erklären, wou eisen Intérêt ass. Dann hätte mer wierklech och do e Fortschrëtt gemaach.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, mir sinn hei op engem Gebitt, wou et an dëser Chamber e grousse Konsens gëtt. Mir sinn net hei op engem Gebitt, wou et Konflikter tëschent Majoritéit an Oppositioun gëtt; an deene leschte Joren eigentlech ni, egal wien och deen Departement vun der Entwécklungshëllef hat.

Et gëtt och e relativ grousse politesche Konsens an der Bevölkerung zu Lëtzebuerg. Ech weess net, ob et prezis Sondagë gëtt, mä ech mengen, wann ee gesäit wéi d'Leit reagéiere wann dorëmmer an der Welt eppes geschitt, gëtt et de Konsens fir deenen Aarmen ze hëllefen, fir d'Aarmut ze éradiquéieren, fir bei Katastrophen anzegräifen, fir ze verlaangen, dass d'Europäesch Unioun oder d'Weltgemeinschaft am Darfur agräift an och d'Objectifs vum Millénaire verfollegt ginn. Dat ass erfreelech.

Ech hu mat Interessi gesinn, dass den Här Minister sech op Afrika konzentréiert huet. Dat ass ze erklären, well effektiv am Joer 2005 een Aarmen op dräi an Afrika war, a wa mer näischt Definitives maachen, hu mer an zéng Joer een Aarmen op zwee an der Welt, déi an Afrika sinn.

Afrika ass ganz bestëmmt e Laboratoire par excellence, wou d'Afrikaner selwer och mussen hir endogène Entwécklung an de Grëff huelen, mä ech mengen, an do kommen ech dann op deen allgemenge Konsens zréck vun deem ech am Ufank geschwat hunn: Déi Reformen, déi d'Afrikaner selwer musse maachen, déi hänke vun ons of, vläicht net esou séier reng materiell, mä an engem héije Grad politesch.

Déi entwéckelt Natiounen, zu deene mir selbstverständlech gehéieren, well mir och e relativ räicht Land sinn, déi si responsabel fir d'Gouvernance dobaussen. Ech schwätzen hei net vu Gouvernement mondial, mä fir d'Gouvernance an Europa an och um Plang vun der Welt. Déi Gouvernance, déi sécher ongenügend ass, well déi grouss international Institutiounen ze vill oft utiliséiert gi fir Interessië vu groussen Natiounen ze verfollegen.

Wann zum Beispill an der Banque mondiale en Amerikaner zum ieweschte Chef gëtt, dann huet dat och eng politesch Konnotatioun an e politeschen Hannergrond. Et kéint ee gradesou gutt en Afrikaner dohinner un d'Spëtzt setzen an dann hätt ee wahrscheinlech en anert politescht Zeeche gesat.

Et gëtt sech och oft géint d'Ingérence a Länner opposéiert aus Ursaachen, déi näischt mat der Entwécklung ze dinn hunn. An d'Europäesch Unioun, besonnesch och an hirer afrikanescher Politik, gëtt nach ëmmer determinéiert duerch Länner, déi kolonial Interessen hunn an eng kolonial Vergaangenheet, ob dat d'Fransousen, d'Englänner a souguer vläicht och nach heiansdo d'Belsch sinn.

Dofir ass et um europäeschen an um Weltplang net esou konfliktfräi wéi dat eventuell zu Lëtzebuerg ausgesäit. An dat kënne mir als Lëtzebuerger ganz kloer soen: Mir hu jo eigentlech net déi Interessen an der Welt wéi aner grouss Natiounen.

Déi Lëtzebuerger Kooperatioun huet vill Suen zur Verfügung. Mir wëssen, dass mer 2007 ongefeier 0,9% vum Revenu national brut zur Verfügung hunn, fir eng multilateral Hëllef, fir eng bilateral Hëllef an och fir den ONGen, déi op deem Terrain vun der Entwécklungspolitik täteg sinn, ze hëllefen.

Et huet sech jo och am Laf vun de Joren eng Doktrin vun der Lëtzebuerger Entwécklungspolitik dégagéiert en Equiliber ze kréien tëschent deene verschiddenen Hëllefsformen, an dann och eng Continuitéit doranner, fir dass déi Hëllef, déi mer ginn, déi Entwécklungshëllef, och effektiv eppes bougéieren deet.

Et ass sech ëmmer méi op Pays cibles limitéiert ginn, a mir héieren, wa mer déi „Peer Review" vun der OCDE kucken, dass insistéiert gëtt, dass déi Pays cibles sollen nach méi reduzéiert ginn. An et gëtt sech och natierlech limitéiert op d'Secteure vum Waasser, vun der Gesondheet, vun der Formatioun, fir eben effektiv elo Resultater ze kréien.

Et ass sécher och, dass een déi Doktrin do andauernd muss hannerfroen. Mäi Virriedner, de Charles Goerens, huet zum Schluss vu senger Interventioun iwwert déi Aide budgétaire geschwat, wou hie selwer als een Tenant vun där Doktrin vun der Lëtzebuerger Entwécklungspolitik geännert huet. Déi Kontakter, déi mer an der leschter Zäit hate mam Louis Michel hei an dësem Haus oder och zu Bréissel bei onser Visite an der Kommissioun mam Här Rosa vum Cabinet Michel, plus och dee Seminär, deen zu Bréissel war, wou och deen een oder anere Parlementaire war, dass déi d'Perceptioun vun der Aide budgétaire bei ons geännert hunn. Mir sinn also och gefuerdert, ons selwer andauernd mat där Doktrin ze befaassen an ze kucken ze evoluéieren.

Mir hunn an där Entwécklungspolitik, déi mer ugefaangen hu säit enger Partie Joren a wou mer wëllen op deen 1% vun onsem Revenu national brut kommen, eng virrangeg Aufgab: net esou séier ëmmer méi Suen ze kréien - dofir sinn ech och mam Charles Goerens d'accord, dass et net onbedéngt elo op ee Joer ugeet, ob mer op deen 1% ukommen -, mä dass et méi wichteg oder vläicht gradesou wichteg ass, fir dass mer dat, wat mer mat deene Sue maachen, iwwerdenken, andauernd hannerfroen, fir eben déi beschtméiglech Resultater ze kréien, a virun allem och, fir mat deenen Entwécklungen, déi dobausse stattfannen, an deenen Initiativen, déi vun aneren Donateurë kommen, am Gläichklang ze sinn, fir méiglech konvergent Resultater ze kréien.

Ech wëll och nach hei soen, dass ech natierlech dem Minister seng Ried interessant fonnt hunn, well hie sech op zwee Theme konzentréiert huet: d'Accords de partenariat économique, op déi de Marc Angel wäert zréckkommen, an och de Problem vun der Gouvernance. Ech wëll och soen, dass mer beim Minister an onser Kommissioun ëmmer en oppent Ouer fannen, fir all Froen, déi mer hunn.

Dir wësst jo och, dass d'Chamber invitéiert gëtt bei deene Visiten, déi an deem engen oder deem anere Pays cible vun der Regierung organiséiert ginn, matzemaachen. A mir si jo och säit leschtem Joer derbäi wann déi Assises de la coopération am September stattfannen. Ee Wuert dozou.

Et wär wichteg, dass mer deen Ordre du jour an och d'Ausriichtung vun deenen Assisë géifen zesumme preparéieren a mat deene Leit vum Terrain a mat den ONGen zesumme schwätzen; dass mer also eng Aussprooch virdrun an der Chamberskommissioun hu mam Minister a mat senge Leit, fir ze kucken a wéi eng Richtung dass hie wëllt goen a vläicht och vun onser Säit en Input ze maachen.

Ech wëll och nach eppes soen iwwert déi Visiten am Ausland. Ech hunn dat vu Kolleege gehéiert, déi matgaange sinn. Ech war selwer bei enger Visite derbäi ënnert der viregter Regierung. Ech menge schonn, dass d'Deputéierten net nëmme matginn, fir Tourismus do ze maachen. D'Deputéierte gi mat, well se un där Politik interesséiert sinn a well se bei där Politik och wëlle matschwätzen.

Dofir mengen ech schonn, dass et wichteg wär, dass een, mat allem Respekt fir déi institutionell Trennung zwëschen Exekutiv a Legislativ, och während deene Visiten déi Deputéierten u politesche Gespréicher soll mat deelhuele loossen, déi an deene Länner och mat de Responsabele vun do gefouert ginn, well dat jo wichteg ass, och fir d'Reaktioune vun deene politesch Responsabelen an deene Länner ze erkennen.

Mir hunn all Joers dësen Débat hei, deen eben déi Attentioun suscitéiert wéi mer dat gesinn. Ech menge schonn, dass ee sech misst iwwerleeën, ob een net an der Kommissioun vläicht méi oft prezis Projeten an d'Evaluatioun vun esou prezise Projete soll duerchhuelen. Mir sinn, wéi Der wësst, eng Kommissioun, déi ganz regelméisseg schafft: eemol an der Woch oder och zweemol wann et muss sinn. Also, mir stinn zur Verfügung och vun der Regierung a vun deene Leit, déi um Terrain schaffen, fir hir Experienze matzediskutéieren an och eventuell ze hëllefen déi Evaluatiounen ze verstoen, déi gemaach ginn.

Déi Interaktioun zwëschent der Chamber an der Regierung respektiv och der Verwaltung respektiv och deenen Acteuren um Terrain an och den ONGe ass wichteg. Ganz oft - fir iwwert d'Roll vun den ONGe just eppes ze soen - gi jo d'Problemer vun hinnen eréischt an d'Öffentlechkeet gedroen. Ech wëll zum Beispill drop hiweisen, dass de Problem vun den Accords de partenariat économique ganz staark vun den ONGen thematiséiert ginn ass.

Ech erkennen och un, dass de Minister mat sengem Bréif un d'Kommissioun do e wichtege politeschen Akt gesat huet. Mir sinn als Chamber gefuerdert, fir ons och an dee Réseau anzeklénken, deen et ebe gëtt, fir ons an d'Entwécklungspolitik, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och international, dranzesetzen. Ech begréissen och, dass onse Kolleeg Charles Goerens als President vum Club du Sahel do eng wichteg Roll um Niveau vun der OCDE spillt.

Dat alles kann ons Expertise, onse Savoirfaire hei verstäerken.

Et ass eng Fro, déi bei ons an der Fraktioun diskutéiert ginn ass, wou ech weess, dass de Minister net ganz waarm dofir ass. Ech wëll dat awer trotzdeem hei soen. Wa mer ons d'Fro stellen iwwer ons Doktrin an der Entwécklungspolitik, da muss ee sech bewosst sinn, dass dat Gesetz vun 1996 an der Zilsetzung relativ allgemeng ass.

Wann een den Artikel 1 vun deem Gesetz kuckt an et liest een do d'Objektiver, déi Lëtzebuerg sech gëtt an där Entwécklungspolitik, dann ass et natierlech: d'wirtschaftlech an d'sozial nohalteg Entwécklung vun de Länner, déi Entwécklungslänner sinn, a besonnesch déi am äermste sinn; zweetens, eng harmoniéis Insertioun vun deene Länner an d'Weltwirtschaft; an drëttens, de Kampf géint d'Aarmut an den Entwécklungslänner. Dat sinn dräi allgemeng grouss Objektiver. Ënnert deene kann ee sech ganz vill virstellen.

Mä et wär menger Usiicht no interessant, wann ee sech emol eng Kéier géif iwwerleeën, ob een an dat Gesetz net méi prezis oder vläicht och nach aner Objektiver kéint drasetzen - mir hunn elo zum Beispill vun der Aide budgétaire geschwat -, ob een net kann op esou e Wee goen. Mä bon. Ech verstinn, dass e Minister net all gudde Broutdag wëllt e Gesetz änneren, mä et ass awer eng Fro, déi ee sech ka stellen.

Dann eng aner Fro iwwert dat, wat mer maachen. Mir hunn also eng gewëssen Zuel vun Zillänner, a mir hunn ënnert deenen Zillänner déi äermst erausgeholl. D'Fro kann ee sech stellen: Wann een a ganz aarm Länner geet, ass natierlech d'Aufgab vill méi komplizéiert, well een am Fong geholl net ëmmer déi Relaisen huet, déi ee bräicht.

An et kann ee sech och d'Fro stellen, ob een niewent deenen äermste Länner net och dat eent oder dat anert Schwelleland kéint huelen, fir duerch Entwécklungshëllef dann eben och do anzegräifen. Et wier interessant sech Kritären ze ginn, fir dann ze iwwerpréiwen, ob d'Hëllef dohinner geet, wou se wierklech am sënnvollste ka genotzt ginn.

Eng aner Fro ass déi vun de Secteuren, an deene mer dra sinn. Ech hunn et d'éinescht gesot: Mir ginn an d'Educatioun, mir ginn an d'Formatioun, an d'Gesondheet an an d'Waasser. D'Fro stellt sech, ob dat der net ze vill sinn, well dat Secteure sinn, wou och aner Länner ganz vill dra maachen, ob een net soll déi Zuel vu Secteuren nach beschränken, fir, wéi gesot, sech nach méi ze spezialiséieren, e Créneau ze fannen, mat deem mer wierklech och ons am beschte kënnen identifizéieren.

Eng aner Fro, där ee sech och eng Kéier vläicht an der Kommissioun méi no misst unhuelen, dat ass d'Koordinatioun mat anere Länner, mat aneren EU-Länner oder och mat Net-EU-Länner, déi an deeneselwechte Länner Projeten duerchféieren, och an deeneselwechte Secteuren täteg sinn. Ech menge schonn, do misst een no Méiglechkeete sichen, fir complémentaire zu deem ze schaffen, wat anerer maachen - net niewenteneen, mä complémentaire.

Dat kéint natierlech och eng Entlaaschtung gi fir d'Regierunge vun deenen Zillänner, déi jo mat ganz ville Projete konfrontéiert sinn. Mir wëssen, dass dat och ganz oft ganz grouss Zuele vu Visiteurë sinn, déi déi Saachen da kucke ginn, an dass dat och erëm eng Kéier eng Belaaschtung vun den Zillänner ass.

Eng wesentlech Fro stellt sech natierlech, wat d'Koordinatioun vun der nationaler Entwécklungshëllef vun den EU-Länner mat der EU selwer ugeet. Ech weisen drop hin, dass d'Kommissioun elo eng Kommunikatioun erausginn huet, an där se probéiert, e Code de conduite auszeschaffen. Et wier interessant vun der Regierung ze héieren, wat se vun där Entreprise hält a wéi se sech dozou stellt.

Ech mengen d'EU-Kommissioun probéiert jo, hir Memberlänner ze iwwerzeegen, méi Geld direkt iwwert d'EU-Organer ze verschaffen. Et gëtt dann argumentéiert, dass dann d'Sue gebündelt ginn, dass se méi effikass kënnen agesat ginn, a reng intellektuell ass dat also sécher richteg.

D'Fro stellt sech natierlech iwwert d'Ausriichtung vun der Politik vun der Europäescher Unioun insgesamt. An do muss een natierlech eng Diskussioun féieren iwwert d'EU-Aussepolitik: Ass d'Aarmutsbekämpfung en Instrument oder en Objektiv a sech? Ass zum Beispill d'Entwécklungspolitik en Deel vun der Migratiounspolitik? Oder ass et en Objektiv, fir d'Aarmut ze bekämpfen, onofhängeg elo vun enger Partie politeschen Ausriichtunge vun der Politik vun der Europäescher Unioun?

Mir schwätzen ëmmer driwwer, wa mer d'Afrikaner gesinn op de Kanareschen Inselen ukommen: Wat kënne mer maachen, fir dat ze verhënneren? Mir wëllen da bei hinnen hëllefen, Entwécklung maachen, fir de jonke Leit Méiglechkeeten an hirem Land ze ginn, amplaz dass se probéieren, illegal an Europa eranzekommen.

Ass dat d'Haaptzil vun der EU-Entwécklungspolitik? Oder ass et d'Bekämpfung vun der Aarmut? Dat ass also net esou evident. Ech mengen, do misste mer och als Lëtzebuerger ons kloer artikuléieren.

Ech weess, dass während der Présidence den Entwécklungsminister, den Här Schiltz, eng ganz wichteg Roll an där Bestëmmung vun der Politik vun der Europäescher Unioun gespillt huet, och mat der Zilsetzung vun der Aarmutsbekämpfung. Nach wësse mer, dass et aner Aspekter vun der Entwécklungspolitik gëtt, déi eben aner Piste verfollegen.

Et ass och richteg, dass mer, well mer als relativ klengt Land mat engem relativ klengen Apparat net alles selwer kënnen erfannen, duerch Koordinatioun mat anere Partner probéieren, vun deenen ze léieren.

Do gëtt et jo dann déi zwee Aspekter, déi schonn hei ugeschwat gi sinn. Dat Eent ass de Codéveloppement an dat anert ass d'Aide budgétaire.

De Codéveloppement besteet jo doranner, fir bei der Entwécklungszesummenaarbecht d'Zilland seng Ressourcë besser notzen ze loossen, an dass dann déi räich Partnerländer hëllefen, do Problemer ze léisen, fir dann direkt eben en Impakt op d'Zilland ze hunn.

Dobäi sinn dann d'Migranten eng Ressource. Eng Ressource un Aarbechtskraaft an u Kompetenz. An am Kader vum Codéveloppement gëtt jo da probéiert, déi spontan Migratioun net nëmmen als e Problem ze gesinn, deen ee muss bekämpfen, mä och als eng Chance, déi ee kann notzen. An doranner besteet jo dann d'Méiglechkeet, dass d'Diaspora aus engem Land Ressourcen zréckschéckt an dass déi Ressourcen dann ebe gebraucht ginn an deem Heemechtsland, en Deel vun der Ekonomie auszemaachen an nei Entwécklunge mat sech ze bréngen.

Dee Codéveloppement erlaabt jo dann och Immigranten am Gaaschtland positiv duerzestellen, ze begleeden, och Regelen anzeféieren, dass se mussen zréckgoen. Et ass éinescht vum Nancy Arendt geschwat gi vun deenen Dokteren aus Malawi, déi méi zahlreich an enger englescher Stad si wéi am Malawi selwer. Ech mengen, dat ass sécher inakzeptabel an dat ass relativ komplizéiert awer ze änneren, wann een net eng systematesch Politik do mécht.

D'Aide budgétaire huet sécher e grousse Problem: Dat ass dee vun der Gouvernance. Et ass ganz kloer, dass, wann ee Suen an e Land gëtt, wou déi Gouvernance net klappt - ech schwätzen net nëmme vun där politescher, ech schwätzen och vun där Manéier, wéi Sue verdeelt ginn, wéi d'Gläichheet vu Mann a Fra ass -, wann déi net klappt, dann ass et schwiereg, fir Suen doranner ze ginn.

Dee Sträit, deen an der Banque mondiale entstanen ass ëm de President, ëm den Här Wolfowitz, ass net nëmmen e Sträit ëm d'Lächer a senge Strëmp oder iwwer seng Partnerin, mä et ass virun allem e Sträit ëm d'Fro vun der Gouvernance.

Dat heescht, d'Banque mondiale duerch den Här Wolfowitz huet jo gesot, all Land, wat net demokratesch ass no deem Modell, wat mir als demokratesch gesinn, kritt keng Suen oder do gëtt net gehollef. Den Här Minister huet dat a sengem Exposé jo interessant duergestallt, dass d'Gouvernance net nëmmen e klasseschen, e westeuropäeschen oder atlantesche Modell vun Demokratie ass, mä dass do nach ganz vill aner Saachen dra sinn. - Et ass also eng komplex Matière.

Ech mengen awer, dass et interessant wär, fir déi Aide budgétaire ze probéieren an doraus och Lektiounen ze zéien.

Här President, e leschte Punkt - et ass och schonn ugeschnidde ginn - ass d'Mikrofinanz, déi e gutt Instrument ass an déi eng wichteg Roll spillt, och besonnesch fir d'Emanzipatioun vun de Fraen an Afrika.

Ech wëll drop hiweisen, dass d'Fraen an Afrika extrem vill Räichtum schafen. Et kann een an där Kommunikatioun vun der Kommissioun iwwert d'Gläichheet vu Mann a Fra an der Entwécklungshëllef noliesen, wat fir en Undeel d'Fraen an Afrika un der Schafung vu Räichtum hunn, an dass se awer eigentlech schlussendlech näischt vun hirer Aarbecht hunn. Duerfir ass d'Mikrofinanz eppes, wat sech ganz oft och un d'Frae wennt.

Ech hunn dozou eng Proposition de loi gemaach mat der Nummer 5480, fir zu Lëtzebuerg esou e Secteur vun der Mikrofinanz ze encouragéieren, fir zum Beispill iwwer eng Entlaaschtung vun der Taxe d'abonnement Instrumenter vun der Mikrofinanz ze entwéckelen. Ech hu leider bis elo nach keng Äntwert vun der Regierung kritt.

Ech menge schonn, dass Lëtzebuerg do en Know-how huet. Do ass jo och scho munches geschitt. Do gëtt jo och ganz vill Sensibiliséierungsaarbecht gemaach. Wann een d'Finanzplaz wëllt systematesch doranner implizéieren, muss een och e Geste op deem Plang maachen.

Dat waren, Här President, déi puer Remarquen, déi ech zum Rapport vun 2005 an zur Ried vum Här Minister maache wollt. Nach eng Kéier: Mir si mat där Politik, déi gemaach gëtt, d'accord. Mir fannen och, dass do eng Dynamik dran ass, a mir wënschen ons als Chamber op jidde Fall, dass mer ons ganz staark och weider doranner implizéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi alljährlech Debatt hei an der Chamber iwwer Lëtzebuerg an déi europäesch Kooperatiounspolitik an Entwécklungshëllef ass an eisen Aen eng ganz wichteg Debatt.

Et ass eng Debatt, déi leider a munche Medien net dee Stellewäert genéisst, dee se eigentlech misst hunn. Et ass nämlech eng Debatt iwwer lëtzebuergesch an europäesch Entwécklungspolitik, déi eis forcéiert, iwwer eise lokalen, nationalen a souguer europäeschen Tellerrand erauszekucken, erauszekucken iwwert den Tellerrand vum Lëtzebuerger an europäesche Wuelstands- a Konsumparadies, zum Beispill un d'Stacheldréit vu Ceuta a vu Melilla un eiser europäescher Südgrenz.

A wa mer dann een- bis zweemol am Joer och nach e wéineg méi wäit iwwert dësen Tellerrand erauskucken, da blécke mer zënter 30 bis 40 Joer schonn op e Mier, op en Ozean vun Aarmut, vun Honger, vu Krankheet, vun Ënnerdréckung, vun Analphabetissem a groussen Deeler net nëmme vun Afrika, mä och vu Süd- a Mëttelamerika an an Deeler vun Asien.

Ech erspueren Iech hei konkret Zuelen, well ech an deene vergaangene Joren esou Zuele méi wéi eng Kéier hei schonn zitéiert hat an et näischt géif bréngen, se all Joer nach eng Kéier ze zitéieren. Ech wëll och drop hiweisen, datt op eng luewenswäert Aart a Weis d'Madame Arendt ganz vill vun esou skandaléisen Zuelen hei genannt huet.

Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2000 hat d'international Communautéit sech an de sougenannten Objectifs du Millénaire engagéiert fir ënner anerem d'Aarmut an der Welt bis 2015 ëm d'Halschent ze reduzéieren, woubäi da jo awer nach honnerte vu Millioune vu Leit aarm géife bleiwen. Mä als Gréng si mir méi wéi skeptesch, ob bei där aktueller Politik, wéi d'Politik haut gemaach gëtt, et iwwerhaapt bis 2015 wäert méiglech sinn, déi Aarmut kënnen ze halbéieren.

Eis Skepsis begrënnt sech engersäits duerch de Bléck an den historesche Réckspigel. Schonn ufanks de 70er Joren haten déi räich Industriestaten héich an helleg versprach, esou schnell wéi méiglech hir Entwécklungshëllef op 0,7% vum BIP an d'Luucht ze hiewen. Déi meescht bleiwen awer haut, méi wéi 30 Joer duerno, nach ganz wäit dovunner ewech, an elo soll dann zumindest d'Europäesch Unioun bis 2015 versichen - dat ass also nach an aacht Joer - endlech un déi berühmten 0,7% erunzekommen. Dat wier dann am Joer 2015, méi wéi 40 Joer no deenen urspréngleche Promessen, woubäi aner Industriemächten, wéi d'USA, Japan an esou virun, och dann nach wäerte ganz wäit dovunner ewechbleiwen.

Eis Skepsis, ob et geléngt bis 2015 d'Objektiver vum Millénaire ze erreechen, zum Beispill d'Aarmut ze halbéieren, baséiert awer och op enger Rei vun anere Facteuren, vun Ursaachen a vu Konstellatiounen, déi net direkt mat der Entwécklungshëllef selwer ze dinn hunn, mä déi souguer awer enger eegestänneger Entwécklung vun Afrika oder vun aneren Entwécklungslänner a -regioune carrément och entgéintstinn.

Här Minister, Dir hat d'lescht Joer bei Ärer Ried, an och dëst Joer erëm, als Ursaache vu Réckstännegkeet an Aarmut an Afrika - well Der Iech jo op Afrika konzentréiert - haaptsächlech op d'europäesch Kolonialherrschaft an d'Sklaverei an d'Folgen dovunner higewisen. Dat ass natierlech historesch gesi richteg, mä et ass bei Wäitem net déi eenzeg Ursaach an och net den Haaptgrond an eisen Aen.

Dir hutt an Ärer Ried vu gëschter elo nach eng Kéier dorobber higewisen, mä och op déi néfaste Roll vun den europäeschen Agrarexportsubventiounen op de Weltmarchéen an zum Beispill an afrikanesch Länner wéi dem Senegal oder aner Länner. Dës Kritik ass natierlech och richteg, mä si betrëfft eng skandaléis EU-Politik, déi awer vun alle Regierungen an Europa an deene vergaangene Joren a Jorzéngte komplett ënnerstëtzt gouf an déi bis mindestens 2012 nach soll weidergoen.

Dat sinn also nach véier Joer, an eventuell souguer nach duerno, well et jo zu Hongkong am Dezember 2005 bei den OMC-Verhandlungen iwwert de Welthandel net zu enger Eenegkeet koum an dofir en Zréckféieren op null vun deenen EU-Exportsubventiounen erëm a Fro gestallt ass. - Dir hutt dat jo och selwer an Ärer Ried gesot.

Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, als Gréng zweiwele mir net un Ärem gudde Wëllen oder un Ärer Kompetenz. Mir ënnerstëtze selbstverständlech Ären Zil fir quantitativ esou schnell wéi méiglech op 1% vum BIP fir déi Lëtzebuerger Entwécklungshëllef ze kommen. Mir deelen och Är Préoccupatioune vu Qualitéit, Effikassitéit a Kontroll vun der Entwécklungspolitik.

Do, wou mir zum Deel eng aner, méi eng wäitgehend, ech mengen och méi eng kohärent Vue mengen ze hunn a Saache Kooperatioun an Entwécklungspolitik, dat ass bei der Analys vun all den aktuelle Grënn vu wirtschaftlecher Stagnatioun, vun Ënnerentwécklung an Aarmut an Afrika an insgesamt am Tiers-Monde. An där gëtt et der méi wéi déi, déi Dir genannt hutt, an och méi gewiichteger zum Deel.

A mir mengen, datt all déi Grënn misste benannt ginn, an datt och all déi Grënn missten attackéiert ginn, datt se missten ugaange ginn, fir se ze veränneren.

Et ass nämlech net nëmmen d'Geschicht vun der europäescher Kolonialherrschaft an et sinn och net nëmmen déi europäesch Exportsubventiounen oder déi amerikanesch Exportsubventiounen um Agrarmarché, déi d'Problemer vun haut ausmaachen. Et gëtt nach vill aner heiteg aktuell Ursaachen, déi Der weder d'lescht Joer nach dëst Joer genannt hutt an déi ech dofir awer wëll benennen, well ech mengen, datt et déi och sinn, déi eng effikass Entwécklungshëllef verhënneren, déi verhënneren, datt déi aarm afrikanesch oder aner Entwécklungslänner de Wee aus der Aarmut kënne fannen.

A wann un deene méi globalen, un deenen aneren Ursaachen, op déi ech elo gläich ze schwätze kommen, näischt wäert geännert ginn, dann hëlleft och déi beschten Entwécklungshëllef an eisen Aen nëmme ganz wéineg. Da bleift se nach ëmmer noutwendeg, mä si hëlleft dann net fir d'Situatioun global ze veränneren.

Déi aner Ursaachen... Dat sinn iwwregens Ursaachen op déi net eleng déi Gréng zënter Joren agaange sinn, mä och praktesch sämtlech international ONGen op Weltplang an iwwregens och déi meeschte Politiker oder op jidde Fall ganz vill Politiker, net nëmmen aus Afrika, mä och aus deenen anere Länner aus dem Tiers-Monde: aus Süd- a Mëttelamerika an esou virun, Politiker mat deenen ee jo bei internationale Konferenzen, där vun Doha oder där vu Cancún, konnt doriwwer schwätzen.

Niewent dem Passé colonial an den aktuellen Agrarexportsubventiounen ass et zum Beispill och de laangjährege Verfall vun de Präisser fir Rohstoffer an Agrarproduitë vun de Länner vum Süden op de kapitalistesch dominéierte Bourssë vun New York a London - an dat net nëmme fir Kaffi, fir Kakao oder Zocker -, wouduerch all Tiers-Monde-s-Länner jorelaang, an dat scho ganz laang, gravéierend Recettenaboussen haten.

Et sinn och déi néfaste Konsequenze vun enger onmoralescher Kreditverscholdungsan Zënspolitik, déi d'Tiers-Monde-s-Länner zënter 20 Joer stranguléieren a wou heefeg d'Zënslaascht, déi se mussen all Joer bezuelen, méi héich ass wéi déi ganz Entwécklungshëllef, déi munch aarm Länner dann aus dem Weste kréien. Aneschters ausgedréckt: Öffentlech Steiergelder aus éierleche Motiver eraus hei bei eis fir Entwécklungshëllef - a mir ënnerstëtzen dat bekanntlech total -, mä ëmgekéiert onmoralesch Profiter fir international Bankespekulanten a Groussaktionären.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Als Gréng si mer der Meenung, datt ouni eng konsequent a méi schnell Entscholdungspolitik am Intérêt vum Tiers-Monde et kaum eng eegestänneg positiv Entwécklung an deene Länner ka ginn, quitte datt een natierlech esou wäitgehend Entscholdungsprogrammer mat enger Rei vu positive Konditioune wéi där vun enger gudder Gouvernance zum Beispill oder mat enger nohalteger Entwécklung muss kombinéieren a se muss domadder verbannen.

Néfaste waren a bleiwen deelweis och d'Konsequenze vun enger Partie vu sougenannte Strukturupassungsprogrammer, déi den Tiers-Monde-s-Länner vun der Weltbank an dem Internationale Währungsfonds zënter 15 bis 20 Joer diktéiert goufen, wann déi aarm Länner un nei Kreditter komme wollten. Déi international Institutiounen, wou jo awer Europa och Verantwortung matdréit, hu bis viru kuerzem nach d'Regierunge vun deene Länner dozou gezwongen, hir Marchéë fir auslännesch Firmen opzemaachen, op Käschte vun hiren eegenen, meescht vill ze vill schwaache Betriber, déi jo do ruinéiert goufen.

An do gëtt et vill Beispiller, souwuel a Südamerika, Peru an esou Länner, Bolivien, wéi och zum Beispill an afrikanesche Länner, well déi Länner gezwonge gi sinn, ënnert de Prémissë vum Internationale Währungsfonds an der Weltbank, wichteg Infrastrukturen, wéi zum Beispill Transportinfrastrukturen, Eisebunn, Energie- oder Waasserversuergung ze privatiséieren, mat meeschtens gravéierende soziale Konsequenze grad fir déi Äermste vun deenen Aarmen. Just zwee, dräi Stéchwierder: d'Waasserversuergung a Bolivien, d'Eisebunn am Senegal oder am Mali, wou d'Privatiséierung zu konkreten, ganz wäit gehende soziale Verschlechterunge gefouert huet.

Zu den negative Konsequenze vun esou Internationale Währungsfonds-Strukturupassungsprogrammer huet zum Beispill och gehéiert, datt an öffentleche Verwaltungen oder Servicer - Verwaltung, Educatioun, Santé - huet misse Personal agespuert ginn, wat et jo awer Regierunge vun esou aarme Länner net grad méi einfach mécht, fir eng gutt Gouvernance oder fir effikass Gestioun kënnen ze garantéieren. An dat hätte mer jo awer gären.

Dir Dammen an Dir Hären, niewent deenen dote Saachen alleguerten, déi ech opgezielt hunn, gëtt et awer och nach eng Politik - a besonnesch an deene leschte Joren -, eng Wirtschafts- an Handelspolitik vun den USA, vu Japan, vun der EU, neierdéngs och vu China oder vun Indien a Saache Liberaliséierung vum Welthandel, déi alles aneschters ass wéi eng edel Politik. Déi ass alles aneschters wéi eng solidaresch Politik. Et ass ugaange mam „Uruguay Round". Et ass virugaangen ënnert dem Regime vun der OMC, an et gëtt jo haut nach ganz hefteg dorëmmer gestridden.

Geschwat gouf zum Beispill zu Doha an duerno och vun enger sougenannter Doha-Entwécklungsronn zu Gonschte vun enger positiver, avantagéiser Integratioun vun de Länner vum Tiers-Monde an dem Welthandel, fir et hinnen ze erméiglechen, endlech op eege Féiss ze kommen.

D'Wierklechkeet zënterhier - zënter där Doha-Ronn - gesäit leider vill manner solidaresch aus, wéi dat den Drëttweltlänner vun europäeschen Ënnerhändler wéi den Häre Lamy oder Mandelson oder hiren amerikaneschen oder japanesche Kolleege bei deene Verhandlunge vun der OMC ëmmer erëm versprach gi war.

Iwwert d'progressiv Accorden zum Fräihandel, virun allem esou Accordë wéi TRIPS - oder ADPIC op Franséisch - oder GATS - AGCS op Franséisch - ass et den Ënnerhändler vun de räichen Industriestaten zënter zéng Joer virun allem dorëms gaangen, d'Marchéë vun den Tiers-Monde-s-Länner opzemaachen, se ze liberaliséieren, ze privatiséieren an ze brevetéieren am Intérêt vu westleche grousse Firmen, déi do wëlle profitabel expandéieren. A bekanntlech ass et hinne jo och gelongen, dës Handelsprinzipie wäitgehend och eranzebréngen an d'Accordë vu Cotonou.

Här Minister, all dës opgezielte Facteure maachen an eisen Aen, datt d'Situatioun vun Afrika a vu villen aneren Tiers-Monde-s-Länner haut esou desastréis ass, wéi se eben ass.

Wat an de kommende Joren a Jorzéngten nach riskéiert derbäizekommen, dat sinn zwee weider Facteuren, déi hirersäits och gravéierend Konsequenze riskéieren ze kréien; an nach vläicht vill méi gravéierend Konsequenzen.

Dat Eent, dat ass de Kampf vun den Industrienatiounen a vun de sougenannte Pays émergents - wéi Indien, China an esou virun - ëm déi leschte Pëtrols- a Rohstoffreserven an Afrika. An dat riskéiert zu net wéinege biergerkrichsähnleche Situatiounen an zu dramatesche Flüchtlingskatastrophen an Afrika ze féieren.

Dat Zweet ass de prognostizéierte Wandel vum Klima, dee grad am Süden an an Afrika zu dramatescher Dréchenheet, mä ëmgekéiert och zu Iwwerschwemmungen an Naturkatastrophe riskéiert ze féieren, mat dramatesche Konsequenze fir Landwirtschaft an Ernährung, fir Migratioun a Masseflucht aus de betraffene Regiounen.

Ech hat virdrun, ganz am Ufank, d'Stéchwuert gebraucht vu Ceuta a vu Melilla, vun eiser Südgrenz zwëschen Europa an Afrika. Dat schénge mir am Moment nach ganz kleng Virzeechen ze si vun deem, wat riskéiert u Masseflucht aus Afrika op Europa duerzekommen.

(Interruption)

Iwwregens gëllt datselwecht fir d'USA mat hirem Stacheldrot, dee se hu par rapport zu Mexiko. Wann d'Entwécklung esou virugeet, wäert et och ëmmer méi zu enger ëmmer méi staarker Masseflucht och un der amerikanescher Grenz kommen. Well, wéi d'Madame Arendt hei richteg gesot huet: Déi Leit - an dat sinn déi honnerte vu Millioune vu Leit, déi an esou drameteschen Existenzsituatioune liewen -, déi versiche ganz einfach vun do fortzekommen, wou se keng Chancen hunn. Da versiche se dohin ze goen, wou se mengen eng nei Chance kënnen ze kréien.

Bon, ech wollt dat just gesot hunn, well do kommen nach zwou Saachen op eis zou, déi riskéieren nach vill méi dramatesch ze ginn, wéi mer dat bis elo erlieft hunn.

A grad muss een awer dann och kucken: Wien ass dorunner schold? Oder: Wien ass dorunner Haaptschold? Et ass ganz kloer an eisen Aen, datt un dësen zwou ze erwaardende schlëmmen Entwécklungen haaptsächlech d'Industriestate schold sinn, mat hirem onökologeschen a mat hirem ökologesch onhaltbare Produktiouns-, Konsum- an Entwécklungsmodell. Dozou - zu den Industriestaten - gehéiere jo och mir Europäer, déi dorunner da mat Schold hunn.

Soulaang mer weltwäit net endlech wierklech begräifen, datt et esou net ka weidergoen, soulaang eis Haaptorientatiounen an der Wirtschaftspolitik leien, soulaang déi dominant Ideologie déi ass vum totale Fräihandel, vun ëmmer méi Wuesstum a Konsum a vun der Kommerzialiséierung vun alle Beräicher vun eisem Liewen an alle Regioune vun der Welt op eisem Planéit, soulaang dat net ännert, soulaang wäert sech d'Entwécklung och net zum Besseren hiwennen an eisen Aen, weder an Afrika nach an anere Länner vum Tiers-Monde, mä och net bei eis.

Une voix.- Très bien.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Et ass eisen net nohaltege Produktiouns-, Konsummodell, an et sinn déi am Kontext vun der OMC a vum Nord-Süd-Konflikt absolut ongerecht an onfair Handelsbezéiungen, déi misste geännert ginn, déi och haut grad dozou bäidroen a bedéngen, datt trotz Entwécklungshëllef, déi jo jorelaang gemaach ginn ass, sech d'Situatioun vun Afrika a vum Tiers-Monde wesentlech net gebessert huet a sech och net wäert vill verbesseren.

Och souguer an émergente State wéi China oder Indien muss ee jo gesinn, datt do honnerte vu Millioune vu Leit an der Landwirtschaft an total aarme Situatioune bleiwen. Och an Indien! An och a China! An och wann elo gesot gëtt: Dat sinn elo déi modern Tigeren, dat sinn déi modern Industriestaten. Och do ass dat krasst Gefälle zwësche Räich an Aarm nach ëmmer do. A wa

mer insgesamt déi global Politik virumaachen, déi bis elo gemaach ginn ass, da wäert sech och dorunner net vill änneren.

Erlaabt eis dofir och, Här Minister, e wéineg skeptesch ze bleiwen, och wat déi sougenannten «Accord-de-partenariat-économiquen», déi sougenannten APEe mat de sougenannten AKP-State betrëfft, an d'Chancë fir doriwwer an där Form, wéi se elo verhandelt ginn, d'Ënnerentwécklung an d'Aarmut relativ schnell kënnen an de Grëff ze kréien. Ech hat bei eiser Diskussioun vun dësen Accorden am Kontext vun de Cotonou-Accorden eis Meenung a Kritike scho gesot, duerfir wëll ech hei elo net méi am Detail dorobber zréckkommen.

Mir sinn natierlech d'accord mat der sënnvoller Iddi vu regionalen Ensembelen a vu regionaler Zesummenaarbecht do. Dat ass absolut evident. Mir sinn och d'accord mat der Iddi vun der Noutwendegkeet vu gudder Gouvernance a vun Demokratie, woubäi et an Ärer Ried sécherlech ganz positiv war emol drop hinzeweisen, datt et an enger Rei vun afrikaneschen Zivilisatiounen och scho länger Forme vun demokratescher Diskussioun a Partizipatioun gi sinn, éier d'Europäer iwwerhaapt an Afrika dohinner komm sinn an do souguer vill esou Traditiounen zerstéiert hunn.

Dir sot dann awer am Kontext vun Demokratie a vu gudder Gouvernance, datt et awer haut nach schwiereg wier, fir eis demokratesch Modeller 1:1 no Afrika wëllen ze exportéieren, well et do muncheruerts spezifesch Situatiounen an Traditioune géif ginn, wéi zum Beispill de Pouvoir vu Chefferien oder vu Marabouten. Dat ass sécherlech net falsch. An et ass dann natierlech sécherlech och noutwendeg, fir konkret um Terrain grad och mat esou Traditiounen ëmzegoen an zum Beispill esou Marabouten oder Chefen a méi fortschrëttlech Entwécklunge versiche mat anzebauen.

Mä onofhängeg dovunner menge mer awer, datt et net déi afrikanesch Maraboute sinn, déi eng méi positiv afrikanesch Entwécklung wesentlech behënneren. Mä et si ganz aner Marabouten; nämlech esouer, déi an der Chefetage vu multinationale Pëtrols- oder anere Firme sëtzen an déi virun allem u bëllegen Ofbau- a Produktiounsbedingunge vu Rohstoffer an Afrika interesséiert sinn, a vill manner un enger positiver Entwécklung vun Afrika a vun de Leit selwer.

Oder esou Maraboute wéi zum Beispill e gewëssenen Här Wolfowitz, Chef vun der Weltbank, dee bekanntlech iwwert d'Bezuelung vun der eegener Frëndin net grad am Moment derbäi ass, de Politiker aus dem Tiers-Monde e positiivt Beispill ze gi vun enger gudder, vun enger net korrupter Gouvernance.

(Interruption)

Vu skrupellose Machenschafte vu Manager vun „Total" oder vun anere Firmen iwwerhaapt net ze schwätzen.

Une voix.- Waasser priedegen a Wäin drénken.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Am Kontext vun den Accords de partenariat économique ass vun Iech, Här Minister, nach eng Kéier op de Prinzip vun enger zäitlecher a produktspezifescher Asymmetrie higewise ginn. A vum Prinzip hier kléngt dat natierlech och ganz gutt, an et kéint een dat och ënnerstëtzen. Är Intentiounen dobäi, déi Der an Ärer Ried gesot hutt, déi stinn och hei guer net zur Diskussioun.

Et gëtt niewent deenen APEen an niewent der Diskussioun elo doriwwer awer och nach Verhandlungen um Niveau vun der OMC a parallell do derzou. An et gëtt do de massiven Drock vu grousse Firmen, fir iwwer esou Accordë wéi TRIPS oder ADPIC oder de GATS trotzdeem fir si profitabel Ouverturë vun de Marchéen an den AKP-Staten ze kréien. Mir fäerte weiderhin, datt den Drock vun deene wirtschaftleche Mächten op den Här Mandelson méi effikass riskéiert ze ginn, wéi de Géigendrock vun Iech oder vum Här Louis Michel oder vun aneren europäeschen Entwécklungspolitiker.

Mir verstinn op jidde Fall am Moment nach déi ganz staark Réticencen, net nëmme vun internationalen ONGen, mä och vu ville westafrikaneschen oder vun afrikanesche Politiker, déi Angscht hunn, fir einfach esou mat op de Wee vun deenen APEen do ze goen.

Dir Dammen an Dir Hären, et géif nach ganz vill hei ze soe ginn. Ech mengen, d'Madame Arendt hat haut praktesch eng Fidel-Castro-Ried hei un den Dag geluecht; esou laang war se.

(Interruptions)

Ech wëll dat elo hei net maachen - et war net gradesou laang wéi de Fidel Castro -, obschonn et natierlech nach ganz vill Saache géif ze soe ginn.

Mir waren als Gréng - a mir bleiwen dat - ëmmer fir eng solidaresch Politik vis-à-vis vun de Länner vum Tiers-Monde zënter datt déi Gréng gegrënnt gi sinn. A mir wäerten dat och haut bleiwen. Mir wäerten dofir, Här Kooperatiounsminister, och alles ënnerstëtzen, wat Der wäert maachen, wat an esou eng Richtung geet vu méi Solidaritéit, vun der Erhéijung vun der Entwécklungshëllef quantitativ a qualitativ, och vun enger kontrolléierter Entwécklungshëllef. Och esou Mesurë wéi deen Audit, dat fanne mer eng ganz positiv Saach, fir sech selwer a Fro ze stellen, fir ze kucken: Wat kënne mer vläicht awer nach besser maachen. Och Aspekter wéi déi vun der Mikrofinanz fanne mer Saachen, déi ganz positiv sinn.

Mä mir wäerten eis awer och an Zukunft weiderhin e wéineg erlaben, och heiansdo nach kritesch Froen a Problemer opzewerfen, virun allem doriwwer opzewerfen, wat d'Kohärenz vun der europäescher Entwécklungspolitik ubelaangt, wou déi eng Hand - an dat ass e Bild, wat am Fong scho virun 30 Joer emol schonn a Bicher ze gesi war - deem aarmen Afrikaner e Läffelche mat Houschtsirup ginn huet, a vun hannen eng aner Hand komm ass, déi deemselwechten aarmen Afrikaner den Hals zougedréckt huet, esou datt de Sirup net emol konnt ofgeschléckt ginn.

Dat heescht, et muss och an Europa insgesamt an endlech zu enger Kohärenz vun de Politike kommen, fir datt net d'Entwécklungspolitik an déi eng Richtung zitt a wëllt gutt Saache maachen, an op där anerer Säit gëtt iwwer ekonomesch Mechanismen déi Entwécklungshëllef erëm eng Kéier zunichtegemaach.

Bon, dat gesot, dat ass eis allgemeng Kritik, déi elo näischt direkt mat der Lëtzebuerger Haltung zu der Entwécklungspolitik ze dinn huet. Ech mengen, déi geet insgesamt an eisen Aen an eng positiv Richtung. Duerfir kann ech Iech och nëmme luewe fir déi Politik, déi Dir do maacht. Mä dat gesot wäerte mer dann hoffentlech d'nächst Joer erëm eng Kéier eng Debatt kënne féieren, déi positiv ass, wa mer vläicht och e klengt Stéckchen an der Lëtzebuerger Entwécklungspolitik wäerte virukomm sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Huss Merci. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wëll dës Debatt an dräi Deeler opdeelen an deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung hunn: ee méi en nationalen, dann en europäeschen Deel, an dann natierlech och déi ganz Debatt hei ariichten an e méi weltpolitesche Kontext, dee bien entendu hei muss mat agezu ginn.

Um nationale Plang wëll ech fir d'éischt Félicitatiounen ausschwätzen; Félicitatiounen un déi Acteuren, déi um Terrain eng gutt Aarbecht leeschte während Joren an och am vergaangene Joer. Félicitatiounen och un ons selwer an un d'Regierung, well mer et fäerdeg bréngen, fir endlech nees e klenge Schratt méi wäit ze kommen an ons a Richtung vun dem Zil bewegen, fir 1% vum Revenu national brut an d'Entwécklungshëllef ze stiechen, sou datt mer elo also bei 0,9% ugelaangt sinn.

D'Manéier, wéi mer ons Entwécklungshëllef uleeën, geet jo zu engem Deel iwwer multilateral an iwwer bilateral Instrumenter an Aktiounen. Et muss een ervirsträichen, datt dee Rapport, dee mer kritt hunn, ganz positiv ass, ganz detailléiert ass, an datt mer och domadder ganz d'accord sinn.

Ech géif awer och soen, datt, wann een esou vill Suen investéiert an d'Entwécklungshëllef, een awer och net däerf vergiessen, datt dobaussen an onsem Land awer och nach eng etlech Leit eng méi kritesch Stëmm hunn a sech soen: Firwat huele mer déi Suen net fir ons Leit? Firwat di mer esou vill Suen an d'Ausland?

Duerfir mengen ech musse mer och hei ganz kloer soen, an ech wéilt dozou bäidroen, fir dat ze soen, datt mer esou vill Suen do investéieren, well mer aus enger humaner Iddi eraus wëllen op dee Wee goen. Dat ass ganz evident. An och engem Land wéi Lëtzebuerg steet dat absolut gutt zu Gesiicht, well mer justement eent vun deene räichste Länner an Europa an an der Welt sinn, sou datt mer also do solle mam gudde Beispill virgoen.

Mä et kann een awer och esou argumentéieren, datt, wann ee wëllt eppes géint déi illegal Immigratioun maachen, da muss een natierlech do ufänken, wou et am néidegsten ass, dat heescht an deenen Herkunftslänner, wou d'Leit wierklech keng aner Chancen hunn, fir hiert Liewe positiv ze gestalten, fir sech ze entwéckelen, wéi datt se illegal emigréieren, a wa mir hinnen hëllefen, an hirem Land eng besser Positioun ze kréien, dann ass dat op jidde Fall dee richtege Wee.

Sou datt mer also prinzipiell mat där Ausriichtung vun där viregter Regierung an och vun dëser Regierung ëmmer d'accord waren.

Nach geet et dorëmmer, fir d'Suen, déi mer hunn, esou effikass wéi méiglech unzeleeën. Nach geet et drëm, fir ze verhënneren, datt, wann een een Euro gëtt, dovunner e groussen Deel an administrativ Käschte fortgeet.

An an deem Kontext muss een ervirsträichen, datt ee sech heiansdo Froe ka stellen. Zum Beispill: Wa fir Kenia Medikamenter solle kaaft ginn, an et do 20 Donateurë gëtt, déi iwwer 13 Organismes de marchés publics, also öffentlech Ausschreiwunge maachen, fir déi Medikamenter do ze kafen, da muss ee sech d'Fro stellen, ob een dat net kënnt besser organiséieren.

An an deem Kontext huet och d'Europäesch Kommissioun Enn Februar dëst Joer eng Kommunikatioun erausginn iwwert dat, wat se nennt e Code de conduite sur la division du travail dans la politique du développement.

Ech hunn dat dote mat zimlechem Intérêt gekuckt, well se en fait dovunner ausginn, oder den eenzelne Länner an Europa proposéieren, fir op en neie Wee ze goen. Dat heescht, fir ze kucken, datt een déi Suen alleguerte méi global gesäit, datt ee Land chargéiert gëtt vun deenen anere Länner, fir an engem gewëssene Secteur an an engem gewëssene Land d'Sue vun e puer Länner oder vun Europa ze investéieren, fir also doduerjer méi eng grouss Effikassitéit ze kréien. Dat nenne se Coopération déléguée, mä et ass awer praktesch esou, datt eng Aarbechtsdeelung gemaach gëtt.

Beispiller gëtt et schonn elo am Ruanda, wou Schweden Hëllef um Gebitt vun der Erzéiung an deem Land wollt ginn, déi hu se ganz un England ofgetratt. Da gesäit een och, datt Holland zum Beispill, wat um Ufank 70 Zillänner hat, elo op 20 zréckgaangen ass, mä awer och versicht, fir doduerjer mat méi Sue méi geziilt kënnen ze intervenéieren, fir och Sue vun anere Länner kënne mat a verschiddene Secteuren a Länner ze verwalten.

Duerfir wier et interessant, Här Minister, fir ze froen, wou dat doten elo debattéiert gëtt, a wat fir engem Ministerrot. Wéi ass d'Stellungnahm vun der Regierung zu där Problematik? Wëlle mer och op dee Wee do goen oder bleiwe mer bei onsem Wee, wéi en elo ass? Dat ass eng Problematik, wou ech frou wier, wann d'Regierung do kënnt e puer Explikatioune ginn, wéi si d'Saach gesäit.

Da muss een natierlech d'Entwécklungshëllef och an e méi globale Kontext setzen. Mir wëssen alleguerten, datt am Kader vun der Mondialisatioun, vun der Globaliséierung, natierlech d'Mäert iwwerall op sinn oder bal iwwerall op sinn, an datt natierlech an där Zäit, wou déi Mäert opginn, dee Pendel heiansdo onglécklecherweis ze wäit ausschléit a ganz vill Problemer an der Zäit mat sech bréngt, ekonomesch Problemer, sozial Problemer, well deen Ëmschwonk heiansdo a verschiddene Länner ze vill rapid komm ass.

Prinzipiell menge mir, datt et richteg ass a wichteg ass, datt ee muss um Niveau vun der OMC weider diskutéieren am Kader vun deenen Doha-Ronnen, wéi et bis elo scho vu verschiddene Riedner hei ugeschwat ginn ass.

Ech mengen, et ass wichteg, datt do d'Europäesch Unioun eng Léisung fënnt an och selwer bereet ass, verschidde Sacrificer ze maachen. Fir ons ass et skandaléis, datt nach ëmmer Agrarsubventiounen, haaptsächlech aus Amerika, an Entwécklungsländner ginn an do de Klengbauere Konkurrenz maachen; och Exportsubventiounen an déi Länner ginn, an datt och domadder eng etlech klenger Betriber, Mëttelbetriber do futti gemaach ginn. Ech mengen, dat ass dee falsche Wee. Domadder kënne mer och net d'accord sinn.

Wat och richteg ass, dat ass, datt mer net nëmmen den Handel gesinn, datt mer och net nëmmen d'Entwécklungshëllef gesinn, mä datt mer och, wa mer verschidden Interventioune maachen, awer net vergiessen, fir och dozou bäizedroen a Remarquen ze maachen, fir datt de Mënscherechter, datt der Zivilgesellschaft an deenen eenzelnen Zillänner méi Rechnung gedroe gëtt.

Nach gëtt et och eng aner Problematik, wou ech gesinn hunn, datt an de vergaangene Jore schonn e puer Geste geschitt sinn, dat ass d'Entlaaschtung vun der internationaler Schold vun den Entwécklungsländner. Do sinn et 1996, 1999 an 2005 scho verschidden Initiative ginn.

Mä nach gesäit een, datt notamment Amerika a verschidden aner Länner sech do e bësse méi schwéierdinn, fir op dee Wee ze goen. An et kann net esou sinn, datt herno Europa a Russland verschidden Entlaaschtunge ginn, an dovu profitéieren dann deen Ablack d'Amerikaner, déi deen Ablack méi Sue kënne vun hirer Scholdelaascht nees abezéien.

Do schéngt mer iergendeppes ze sinn, wat falsch ass, a wou ech och mengen, datt an de bilateralen Diskussiounen zwëschent der Europäescher Unioun an Amerika sollten esou Problemer diskutéiert ginn. Well et ass ganz onsënneg, datt eenzel Länner Sacrificer maachen op deem Gebitt, fir datt en anert Land dovunner profitéiert, wat net en Entwécklungsland ass.

Da gëtt et generell an Afrika, mä och a verschiddenen anere Länner eng Équatioun, wou ech keng Léisung weess. Dat ass wann ee gesäit, datt d'Populatioun ëm eng etlech Prozent steigt, an datt de PIB nuren ëm d'Halschent steigt. E steigt wuel, mä vill manner wéi d'Populatioun.

Dat féiert dann dozou, datt dee Kuch, deen ëmmer méi grouss gëtt, awer duerch méi Leit opgedeelt gëtt an opgiess gëtt. Déi Équatioun do kann net opgoen. Duerfir misst ee sech iwwerleeën oder kucken, wéi een op där enger Säit kéint dozou bäidroen, fir datt déi Grënn, woufir esou vill Kanner op d'Welt kommen, agebremst ginn - dat ass meeschtens fir herno am Alter Leit ze hunn, déi fir ee suerge kënnen -, datt do also och e Wee gesicht gëtt, deen enger soss onendlecher Spiral, wou et ni eng Léisung gëtt, kéint eng Léisung bréngen.

Et sinn hei schonn an e puer aneren Interventioune Remarquë gemaach ginn doriwwer, datt mer zwar eng Organisation internationale du travail hunn, an datt mir och als Europa - déi meescht europäesch Länner - do déi Konventioune schéi brav ënnerschreiwen, mä datt ee Land - Amerika - dat Land ass vun deene groussen industrialiséierte Länner, wat déi allermannsten ënnerschreift. Och do gesäit een, datt vun onser Säit aus - vun europäescher Säit aus, vun den europäesche Länner aus - Initiative kommen, fir ze hëllefen, mä datt dat natierlech permanent sabotéiert gëtt duerch aner Initiativen.

Iwwert den Darfur, do ass hei och vu munche Virriedner ervirgestrach ginn, wéi d'Situatioun do ass. Dat ass e regelrechte Skandal. Nach muss ee festhalen, datt et net nure China ass, wat an deem Land investéiert, zu Khartoum, mä datt et och eng etlech europäesch Firme gëtt - och hei aus Nopeschlänner -, déi ganz aktiv an deem Land sinn, a wou ee sech dann heiansdo freet: Wou leien d'Logiken heiran?

An et huet een d'Impressioun, datt, wann een hei vu Mënscherechter a vun esou Aktivitéite schwätzt, wann do net och nach ekonomesch Sanktioune komme géint déi Länner oder géint déi Entreprisen, déi do investéieren, dann huet een d'Impressioun, datt déi ganz Gestikulatioun, déi sech soss an der UNO an op anere Plaze mécht, awer contrecarréiert gëtt duerch wirtschaftlech Realitéiten.

Dat gesot, Här Minister, wëll ech am Numm vun der ADR soen, datt mer mat Iech d'accord sinn, esou wéi Der et an Ärer Interventioun gesot hutt, an annoncéiert hutt, wat Der wëllt maachen. Dat ass am Intérêt vun enger gudder lëtzebuergescher Entwécklungshëllef, an do kënne mer och an déi Richtung mat Iech goen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Ech soe Merci, Här President. Dem Här Kooperatiounsminister wëll ech och fir säi Virtrag félicitéieren, an och fir all Beméiungen, déi d'Regierung am Beräich vun der Entwécklungshëllef gemaach huet. Ech wëll just zwou Saachen hei am Zesummenhang mat der Kooperatioun beliichten: Éischtens emol d'Noutwendegkeet vun der finanzieller Hël-

lef am Kooperatiounsberäich, an zweetens och e bëssen iwwert d'Handelsbezéiung mat deene kooperative Länner.

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer emol eise Matbierger d'Noutwendegkeet vun der Kooperatioun mat Länner, déi an Nout sinn, méi no bréngen. Nëmmen esou kann och verstane ginn, firwat mer eise Kooperatiounsbudget nach mussen eropsetzen. Mir mussen eng wierklech transparent Diskussioun uregen, fir d'Bierger hei am Land ze informéieren an ze sensibiliséieren, fir dass eis Leit, obwuel dass se an der leschter Zäit mat méi Chargë belaascht goufen, kënne verstoen, dass mer duerch Kooperatioun mat anere Länner nëmme kënne gewannen. Well ech mengen, et ass jo gewosst, wann et engem un de Portmonni geet, da beliicht ee verschidden aner Ausgabe vum Stat mat aneren Aen, wéi wann et eis gutt geet.

Et muss och kloergemaach ginn, dass duerch déi Gelder, déi an d'Kooperatioun investéiert ginn, hinnen näischt ofgeet, mä op där anerer Säit awer vill Misär kann erliichtert a verhënnert ginn. Ech mengen, dat schéngt och eng Aufgab ze sinn, déi mer hei am Land missten onbedéngt ugoen, fir dat Onversteesdemech vläicht awer e bësse riichtzebéien.

Bon, Här President, den Här Kooperatiounsminister hat a senger Ried och iwwer positiv Handelsbezéiunge geschwat. Positiv Handelsbezéiungen: Jo. Mä awer fir wien? Fir d'Wirtschaft an d'Kapital, déi versichen do an deene Länner ze kraze wat nëmme méiglech ass? Oder seriö, positiv Handelsbezéiunge fir déi Mënschen, déi an deene Länner wunnen, mat deene mir oder Europa kooperativ sinn?

Ech weess, dass den Här Minister dat och esou gemengt huet, mä ginn awer vu verschiddene Säite verschiddener vun deene positiven Handelsbezéiungen net vläicht benotzt, fir just vun de Räichtümer aus deene Länner ze profitéieren? Beispiller gëtt et där jo genuch.

Wéi steet et mat der sozialer an ökologescher Verantwortung vun deenen, déi iwwert déi soi-disant positiv Handelsbezéiungen do ënne kromm Geschäfter maachen? Gi sozial an ökologesch Oplage gefuerdert wann Handelsbezéiungen zustane kommen? Wat mécht Europa? Wat mécht eis Regierung, fir dass et net zur renger Ausbeutung vun de Räichtümer an deene kooperative Länner kënnt?

Ech wëll Iech do e Beispill ginn, wat viru kuerzem Greenpeace opgegraff huet. Do huet an der Regioun vun de Grousse Séien an Zentralafrika - besonnesch am Kongo - d'europäesch Holzindustrie eng Autorisatioun kritt, fir 20 Milliounen Hektar Tropebëscher ofzeholzen. Dat wieren 10% vun deem ganze Bëschpatrimoine an där zweetgréisster Reserv vu Reebëscher op der Welt!

D'Regierung huet doropshi matgedeelt, si hätt eng Richtlinn un déi Lëtzebuerger Constituante bei der Weltbank geriicht, fir ze preziséieren, dass Lëtzebuerg op eng responsabel Verwaltung vun der Weltbank hire Projeten an dësem Beräich besteet. A vu Säite vun der Kooperatioun gouf och nach eng Kéier drop higewisen, dass d'Ëmweltpolitik als horizontal Suerg an d'Konzeptioun vun der Entwécklungszesummenaarbecht fléisst. Dat ass alles schéin a gutt, mä dat war et.

Kann den Här Kooperatiounsminister mir dofir awer elo matdeelen, wat dann duerno geschitt ass? Ass e Moratoire ausgeschwat ginn - oder dee schonn ausgeschwat gi war - géint d'Ofholze vun de Bëscher an och géint déi Aart vu Geschäfter do? Konnten dës Geschäfter gestoppt ginn? Bleiwen d'Reebëscher an der Regioun vun deene Grousse Séien an Zentralafrika geschützt géint dee Raubbau do?

Ech wollt och nach drop hiweisen, dass schonn en ähnlecht Geschäft am Kamerun gelaf war a wat fir ökologesch Folgen dass dat hat. Do ass de Leit och ageriet ginn, mam Ofholze vun hirem Bëschpatrimoine kéint d'Aarmut bekämpft ginn. Wéi et fäerdeg war, du waren déi Leit nach méi aarm an haten och nach den ökologesche Schued derbäi. An net nëmme si, well déi onverantwortlech Aart a Weis wéi do virgaangen ass huet och nach Spéitfolgen op dee ganze Kontinent, wann net souguer op d'ganz Welt.

Wa mer also vu positiven Handelsbezéiunge schwätzen, da mussen d'Bénéficiairen d'Leit aus deene Länner sinn, vun deenen hire Räichtümer mer och alleguer wëlle profitéieren; well dat ass jo och en Hannergedanke vun der Kooperatioun. An da mussen déi gestoppt ginn, déi sozial an ökologesch onverantwortlech Geschäfter ofschléissen, ob et eng Regierung, e Kinnek oder e President aus dem betreffende Land ass, oder déi Gesellschaften, déi do mat implizéiert sinn.

Dat gehéiert och zu enger sënnvoller Kooperatioun am Sënn vun deene Mënschen an deene Länner, déi betraff sinn. De Kolonialismus huet scho genuch Schued ugeriicht. Eng reng wirtschaftlech orientéiert Kooperatioun ka gradesou vill Schued uriichten. Et duerf also net sinn, dass d'Kooperatioun, besonnesch mat den afrikanesche Länner, oder déi soi-disant positiv Handelsbezéiunge méssbraucht ginn, fir sozial- an ëmweltschiedlech Aktivitéiten ze erméiglechen a souguer ze förderen.

Eis Aufgab, awer besonnesch déi vun der EU ass et, d'Handelsbezéiunge mat deene Länner schaarf ze iwwerwaachen an drop opzepassen, dass esou kromm Geschäfter ënnerbonne ginn. Nëmmen da kréie mer eng Kooperatioun am Déngscht vum Mënsch. An dat ass jo dat, wat mer wëllen. An nëmmen da sinn all Investitiounen an deem Beräich gerechtfertegt.

Här President, mat eiser Hëllef de Mënschen do ënnen ze hëllefen, fir dass se sech spéider selwer hëllefe kënnen, dat soll den Objektiv vun der Kooperatioun sinn, fir dass aus hirer eegener Kraaft eraus an hirer Aarbecht hiert Selbstwäertgefill gestäerkt gëtt, eppes wat a ville Länner vun do ënnen uerg gelidden huet a wou d'Leit och ëmmer méi, wa se net gehollef kréien, sech selwer ze hëllefen, an d'Apathie verfalen, an dat ka ganz schlëmm Konsequenzen hunn.

Fir mech gëtt et fir déi Leit näischt méi Wäertvolles wéi d'Friichten aus hirem Schaffen eraus ze récoltéieren a sech an hir Famill kënne selwer ze erhalen. Hinnen dat ze erméiglechen ass et, wat d'Kooperatioun esou wäertvoll mécht. Wann dat Zil erreecht ass, hu mer eng gewësse Garantie, dass sech de Wuelstand och do kann afannen a sech do weiderentwéckelt. Mir mussen also den Zuch op d'Schinne setzen. Wann e bis leeft, da mussen déi do ënne selwer d'Machinniste ginn, da kënnt den Zuch och sécher un, well soss riskéiert en an der Gare vum Kapitalismus ze landen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Jaerling Merci, an als leschte Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vu Joer zu Joer stocke mir eise Budget fir d'Entwécklungshëllef op. Mir weisen, dass mir et mat eisem Zil, fir 1% vun eisem Revenu national brut an dëse Beräich ze investéieren, eescht mengen. Dass mir fir dës Politik hei an der Chamber e breede Konsens hunn, weist och, dass mir hei zu Lëtzebuerg wierklech un enger internationaler Solidaritéit interesséiert sinn, fir d'Aarmut ze bekämpfen.

Ech sinn dofir frou, dass de Minister Jean-Louis Schiltz gëschter esou laang iwwert d'Handelsbezéiunge mat den AKP-Staten, iwwert de Cotonou-Accord an iwwert déi zukünfteg Accords de partenariat économique - kuerz gesot d'APEen - geschwat huet.

D'Entwécklungshëllef ass wichteg a villes hänkt dovun of, ob d'Europäesch Unioun hire Verflichtungen hei nokënnt. Den Impakt vum Welthandel op d'Entwécklung an deene meeschten aarme Länner ass awer oft méi grouss a méi nohalteg wéi dee vun der Entwécklungshëllef. Mir gesi Beispiller, wou de Präisverfall vun engem eenzege Produit d'Entwécklungshëllef erëm opfrësst, aner Beispiller, wou Länner en Opschwong erliewen, dee wäit iwwert de Potenzial vun der Entwécklungshëllef erausgeet, well et hinne geléngt hir Positioun um Weltmaart ze stäerken.

A senger Introduktioun huet de Minister gëschter och un d'Kolonialzäit erënnert an dorunner, dass vill Problemer, mat deenen d'AKP-Staten haut ze kämpfen hunn, e Relikt aus där Zäit sinn. De Minister huet och zu Recht insistéiert, dass ee politesch Modeller, déi bei eis Succès haten oder hunn, net eent zu eent op aner Regiounen iwwerdroe kann. Och dat ass eng Erfahrung, déi d'Europäer scho während der Kolonialzäit gemaach hunn.

An de Kontext vum Kolonialismus passt vläicht och den Accord de Cotonou, well d'AKP-State gi jo vun der EU net un éischter Stell favoriséiert, well et aarm Länner sinn, mä well d'Europäer an dëse Länner eng kolonial Vergaangenheet hunn. Et ass de Versuch ebe bestehend Bezéiungen op eng nei méi positiv Basis ze stellen. Dat Positiivt un deem Accord vu Cotonou ass, et sinn zwar Handelsaccorden, mä dat deklaréiert Zil ass d'Bekämpfung vun der Aarmut. Den Handel ass domat net éischt Prioritéit, mä den Handel ass Mëttel zum Zweck.

D'Integratioun an de Welthandel soll den AKP-Staten eng Chance ginn iergendwann net méi ofhängeg ze si vun Entwécklungshëllef an dauerhaft aus der Aarmut erauszekommen. De Minister huet et gëschter e puermol ënnerstrach, dass et d'Zil ass, dass déi aarm Länner hir Entwécklung selwer an d'Hand huele kënnen. Vu dass mer hei iwwer lauter souverän State schwätzen, muss ee sech d'Fro stellen, firwat déi Länner hir Entwécklung haut net selwer an d'Hand huele kënnen. An da muss ee soen, dass mir et sinn, déi definéiere wat Aarmut ass, déi décidéiere wat fir eng Entwécklung wënschenswäert ass, an déi bestëmme wat fir eng Instrumenter déi beschte si fir dës Entwécklung virunzedreiwen.

Mir bestëmmen, gewollt oder ongewollt, de Präis, deen d'Entwécklungslänner fir hir Produkter kréien. Mir bestëmmen zu engem groussen Deel a wat fir eng Beräicher investéiert gëtt a wat fir eng Konditioune mussen erfëllt ginn, fir dass dës Investitioune méiglech sinn. Mir bestëmme wien en Terrorist ass a wat op där anerer Säit eng gutt Gouvernance ass. Dat alles ass net onbedéngt d'Resultat vu schlechten Absichten, mä vun enger fundamentaler Ongläichheet.

Wa mir an enger Welt géife liewe vu gläich staarke Partner, vu Länner, déi alleguer e gläich héije Liewensstandard hätten, dann hätt de Welthandel e ganz anere Stellewäert. De Welthandel generéiert esou vill Räichtum, well et esou vill Ongläichheete gëtt, mä de Räichtum gëtt net gläichméisseg verdeelt. Eis Entwécklungshëllef an déi Zougeständnisser, déi mir an anere Beräicher maachen, sinn an deem Kontext eng kleng Kompensatioun.

Och wa mir hei vill vu Partnerschaft an Ownership schwätzen, ännert dat näischt drun, dass déi Partner ongläich staark sinn, an dass de staarke Partner dominéiert. Och wa mir eis wirtschaftlech Iwwerleeënheet net voll ausschöpfen an Zougeständnisser maachen, déi mir opgrond vun de Muechtverhältnisser net misste maachen, wëssen eis Partner, dass déi Virdeeler all Moment erëm kënnen ewechfalen. Si mussen dofir virsiichteg si mat hirer Kritik a si setzen och Iddien ëm vun deene si net ëmmer iwwerzeegt sinn, well se ënnert dem Stréch nach méi schlecht dru wären ouni eis Hëllef.

Ech hunn emol eng Kéier een héiere soen: Aarmut wär, wann een eng Hëllef ugebuede kritt an et kéint ee sech et net leeschte fir se ze refuséieren. Ech fannen dat beschreift d'Situatioun, an där sech d'AKP-State befannen, ganz gutt.

Si profitéieren am Moment vun engem préférentiellen Traitement, deen zwar nach laang net all Problemer léist, mä deen hinnen awer gewësse Virdeeler bitt. Dës Virdeeler hu si am Kader vum Cotonou-Accord zougeséchert kritt, woubäi d'Zil an deem Accord jo ëmmer war d'Aarmutsbekämpfung an de Mëttelpunkt ze setzen. Mir wëssen - et ass gesot ginn -: Ab dem 1. Januar 2008 ass et domadder eriwwer. Bis da muss d'EU déi sougenannten APEe mat den AKP-Länner ofgeschloss hunn.

De Minister huet eis gëschter erkläert, dass déi nei Wirtschaftsaccorden den AKP-Staten eng Chance am Kampf géint d'Aarmut kënne bidden. Dat ass richteg. Jee nodeem wéi déi Accorden um Enn ausgesi kéinte si och eng nei Chance enthalen.

Mir wëssen awer och alleguer mat wéi ville Problemer den Iwwergang vun deem engen zu deem anere System verbonne sinn. Mir wëssen, dass zu deem Datum, wou d'APEen am Prinzip a Kraaft triede sollen, d'Exportsubventioune vun der EU am Agrarberäich nach net ofgeschaaft sinn. Mir wëssen, dass d'AKP-State mat enorme Verloschter bei hiren Zolleinnahme rechnen, déi oft e wesentlechen Deel vun hirem Budget ausmaachen. Doriwwer eraus sollen nei Fräihandelszone geschafe ginn, fir dass d'EU hir Accorde mat deene verschiddene Regiounen ofschléisse kann, woubäi dës Regiounen trotz aller gudden Absichtserklärungen engem e bëssen d'Gefill gi wéi wann een hei de Modell Europäesch Unioun exportéiere wéilt.

Trotz deenen Erfahrungen, déi an der Kolonialzäit gemaach goufen, ginn hei Länner an eng Form vu Kooperatioun gedrängt, déi net ëmmer onbedéngt deene Bezéiunge Rechnung dréit, déi se mat den anere Länner haten oder wéi se am Moment bestinn, an et erënnert e bëssen un dat wéi deemools mam Lineal dee Kontinent a verschidde Länner agedeelt ginn ass. Hei gëtt e bëssen déi nämlecht Method gebraucht. Hei wiisst net eppes natierlech zesummen, hei ginn ënner Drock vu baussen nei Realitéite geschaf, an dat no engem festen Terminkalenner, deen ebenfalls vu bausse bestëmmt gëtt.

Elo kann ee soen, dass d'WTO der EU an den AKP-State jo awer schonn eng Iwwergangsperiod zougestanen huet fir sech mat hire Spillregelen a Conformitéit ze setzen, an dass den Datum vum 1. Januar 2008 net eréischt zënter gëschter bekannt ass. Et kéint ee soen, dass d'AKP-Staten och e bësse selwer schold sinn, wa se sech net mat Zäit op déi Verännerungen agestallt hu vun deenen ee wousst, dass se géife kommen, mä dass d'AKP-Staten net alleguerte mat Begeeschterung a mat Élan op dee Wee gaange sinn, dee virgezeechent ginn ass.

An dass den afrikanesche Kontinent net elo schonn a fonctionnéierend Regioune mat fräiem Bannemaart organiséiert ass, weist vläicht och dorop hin, dass dës Länner vun der Léisung, déi d'Europäer hinnen ubidden, net ëmmer iwwerzeegt sinn; dass si laang net esou vill Hoffnung an déi nei Wirtschaftsaccorde setze wéi mir; an dass si d'Problemer an d'Nodeeler, déi doduerch entstinn, méi héich aschätzen. Si waarden deemno mat de Reforme bis zum leschte Moment a reagéieren eréischt, wann hinne guer keen anere Choix méi iwwreg bleift.

Vill Choix gëtt et elo net méi. D'Verhandlunge mussen an deenen nächste Méint ofgeschloss ginn. Wat dobäi um Spill steet an dass et keng Alternative gëtt, huet de Minister Schiltz eis jo och gëschter ausféierlech erkläert, mä d'Verhandlunge si jo nach net eriwwer an trotz alle Schwieregkeete gëtt et nach Spillraum d'Accords de partenariat économique esou ze gestalten, dass si als Instrument vun der Aarmutsbekämpfung kënne genotzt ginn.

Et si jo och Iwwergangsphase virgesinn an d'Europäesch Unioun muss alles drusetzen, fir dass et an der Transitiounsphas geléngt, all d'AKP-Staten esou ze ënnerstëtzen, dass si herno tatsächlech vun de Chancë profitéiere kënnen, déi sech aus den APEen erginn. Och wann d'Zäit knapp ass, musse mer déi sëlleche Problemer, déi sech bei eise Partner stellen, eescht huelen an hëllefe se ze léisen. Mir musse bereet si fir nom Ofschloss vun den Accorden all Energie a Suen an dës Transformatioun ze stiechen, déi néideg sinn, fir dass se gelénge kann.

Dofir sinn ech frou, dass de Minister gëschter esou e kloren Engagement gewisen huet, fir sech bei de Verhandlungen dofir anzesetzen, dass d'EU zur Kenntnis hëlt wéi grouss hir Verantwortung an dëser Fro ass, an dass si net aus kuerzsiichtegen Eegeninteressen all Chancen, déi an dëse Verhandlunge stiechen, am Keim erstéckt. Lëtzebuerg ass um internationale Plang zwar en Zwerg, mä et huet sech an der Vergaangenheet schonn oft bewisen, dass eisen Afloss net ëmmer eiser geographescher Gréisst entsprécht.

Et ass am Fong net ganz gerecht, dass mir hei am Norden d'Entwécklung vun esou ville Staten am Süden esou staark beaflossen, an dass si selwer a ville Froen esou wéineg Spillraum fir eegen Décisiounen hunn. Rechtfertege kann een dat nëmmen: Wann eisen Afloss um Enn e positive war; wann eis tatsächlech Motivatioun esou gutt war wéi mir dat an eisen Deklaratioune behaapten; wann eis Iddië wéi een Aarmut am effizientste bekämpfe kann déi richteg waren, a wann et deene Leit, deene mir haut mat Nodrock gutt Rotschléi ginn, um Enn tatsächlech besser geet.

2015 wäerte mir eis un eisen eegene groussen Deklaratioune musse moosse loossen. Da wäerte mer jo gesinn, ob et eis gelongen ass, déi extrem Aarmut an der Welt ëm d'Halschent ze reduzéieren oder ob d'Kluft tëschent Aarm a Räich weider gewuess ass. Ech hoffen, dass mer dann net feststellen, dass eis Iddien déi falsch waren an eisen Engagement ze hallefhäerzeg war.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Zum Ofschloss wollt ech nach zwou Remarquë maachen: De Minister huet gëschter och d'„good governance" ugeschwat. Et ass vu menge Virriedner schonn e puermol ugeschwat ginn am Kontext mat der Weltbank - wou ech mech kann uklicken. Ech wollt och den Internationale Währungsfong uschléissen. Och den Internationale Währungsfong huet en enormen Afloss op d'Regierunge vun den Entwécklungslänner. Et kann ee sech dofir och d'Fro stellen iwwert d'Demokratie, d'Transparenz, d'Legitimitéit, d'Rechenschaft an d'Effikassitéit vun där Organisatioun.

Fir dass mer bei esou Institutiounen den Demokratiedefizit beseitege kënnen, muss ee vläicht eng Kéier iwwer eng grondleeënd

Reform vun de Macht- a Verantwortlechkeetsstrukture vun deenen Institutiounen nodenken. D'Schafe vun Transparenz an Demokratie an den internationale Finanzinstitutiounen ass eng wesentlech Konditioun fir eng fair an effikass Reguléierung vun der Weltwirtschaft.

Eng zweet a lescht Remarque wollt ech zum Klimawandel maachen. Ech wollt drun erënneren, dass déi negativ Konsequenze vum Klimawandel fir d'éischt d'Bevölkerung vun deenen aarme Länner a vun deene wéineg industrialiséierte Länner betrëfft. Et gëtt geschat, dass ronn 250 Millioune Mënschen an deene kommende Jorzéngten zousätzlech un Honger wäerte leiden. Dëst si Viraussoe vum Weltklimarot vun der UNO.

Dëse Rot seet och, dass geschwënn all sechste Mënsch vun engem Manque u Waasser betraff ass, well manner Reen fält, well d'Waasserreserven an de Bierger verschwannen. Op anere Plaze reent et manner, awer méi intensiv. Do kënnt et zu gréisseren Iwwerschwemmungen. De Mieresspigel steigt. Och do wësse mer, dass ganz aarm Länner dovunner betraff sinn. De Klimawandel betrëfft also déi Mënschen am stäerksten, déi souwisou schonn a ganz aarme Länner liewen.

Ech soen dat hei, well et wichteg ass drun ze erënneren. Ech menge mir freeën eis hei am Moment, wa mer am Mäerz an am Abrëll mam T-Shirt kënnen erëmlafen - dat ass vläicht ganz flott -, mä mir hunn hei eng Responsabilitéit, an den Zesummenhang tëschent Klimaschutz an Entwécklungspolitik, mengen ech, ass ganz wichteg.

Dofir, d'EU huet jo am Mäerz 2003 eng Kommunikatioun erausginn iwwert de Klimawandel am Kontext vun Entwécklungszesummenaarbecht. Doropshin huet am November 2004 de Conseil des Affaires générales a fir Baussenugeleeënheeten en Aktiounsplang ausgeschafft iwwer Klimawandel an Entwécklungszesummenaarbecht. Deen ass ugeholl ginn am November 2004, an de Punkt 8 vun de Konklusioune vun dësem europäesche Ministerrot, dee seet, dass d'Ëmsetzung vun deem Aktiounsplang am Joer 2007 muss iwwerpréift ginn a weider Moossname fir d'Zäit no 2008 virgesi solle ginn. Ech hoffen, dass mer vun der Europäescher Kommissioun geschwënn Informatiounen iwwert d'Ëmsetzung dovunner kréien, an ech freeë mech déi dann an der zoustänneger Kommissioun mam Minister oder mat deene verschiddene Ministeren diskutéieren ze kënnen.

Ech wollt Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an ech wollt virun allem e grousse Merci riichten un all déi Leit, déi am Ministère, bei Lux-Development an an den ONGen hei am Land an um Terrain fir d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef aktiv sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Angel. Zum Ofschloss vun der Debatt huet nach eng Kéier den zoustännege Minister, den Här Jean-Louis Schiltz, d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt all deenen, déi an deenen Débaten hei intervenéiert sinn, Merci soe fir de Räichtum an déi vill Facetten, déi hei beliicht gi sinn. Ech denken, datt et net vill Parlamenter gëtt, wou esou am Detail iwwert d'Kooperatiounspolitik diskutéiert gëtt. Dat beräichert d'Debatt ëmsou méi, datt mer, wat déi grouss Linne sinn, alleguerten un engem Strang zéien.

Ech sinn och frou, wann ech kann d'Debatten e bësse résuméieren, datt déi grouss Linne vun deem, wat ech gëschter gesot hunn, vun deene verschiddene Riedner, vun deene verschiddene Fraktiounen och gedeelt ginn, wat d'Gouvernance ubelaangt a wat den internationale Commerce ubelaangt. Ech komme vläicht op deen een oder anere Punkt herno méi am Detail hei zréck.

Meng Ried ass eigentlech vun där Fro ausgaangen, déi ech mer schonn eng Zäit laang gestallt hunn, nämlech déi: Wat musse mer maachen, fir datt mer et fäerdeg bréngen? Niewent där klassescher Kooperatioun ass dat d'Gouvernance, d'ekonomesch Integratioun an den ekonomeschen Développement, datt d'Afrikaner hir Entwécklung selwer an de Grapp huele kënnen.

Ech hunn dat och ganz bewosst op eng Zäitschinn vu 15, 20 Joer gesat. Ech wëll just bemierken, datt dat eng Zäitschinn ass, déi iwwert déi Zäitschinn vun den Objectifs du Millénaire erausgeet, well ech hu gëschter e Bild vu Chancen an Opportunitéite gezeechent, ech hätt och kënne vläicht méi am Detail op d'Objectifs du Millénaire agoen an dann hätt ech do festgestallt, datt mer op ville Plazen d'Objectifs du Millénaire net oder kaum wäerten erreechen, wat net e Grond ass fir opzehalen, mä, ech mengen, wat e Grond ass pour redoubler d'efforts a fir och all déi zousätzlech Saachen, vun deene mer hei geschwat hunn, haut a gëschter, ze maachen.

Ech sinn och frou, datt den Objectif vun 1% weiderhin hei vun all Mënsch gedeelt gëtt. Mir sinn op 0,9%. Mir gi lues a lues weider. Ech hu gesot mir hätten den 1% fest am Bléck. Dat seet aus wat et ausseet, an ech sinn och frou, datt dat hei op alle Bänke gedeelt gëtt.

Ech hunn déi negativ Aspekter eigentlech beliicht andeem ech mech limitéiert hunn op den Darfur a Somalia. Ech hätt aner Beispiller kënnen ufëieren, wéi den Tschad, wéi d'République centrafricaine, et gëtt der leider vill ze vill.

Meng Ried ass iwwert den Zäithorizont vun 2015 erausgaangen - dat op jidde Fall wat ech beliicht hunn. Ech hunn eigentlech probéiert, unhand vun deenen Accords de partenariat économique ze weisen, wéi dann déi Relatiounen tëschent der EU an Afrika à terme ausgesi kéinten, eigentlech och e bësse mech domadder vun deenen Accorde vläicht ewechbeweegt op vläicht méi eng generell Zäitschinn vun den Orientatiounen hier.

Meng Iwwerzeegung ass a bleift et - an ech sinn och frou, datt déi heibanne gedeelt gëtt -, datt dat dat ass wat mer musse maachen, fir et fäerdeg ze bréngen. A wa mer dat als EU an als Afrikaner fäerdeg bréngen, jo, da kënne mer et och ausweiden op aner Institutiounen - ech schwätzen hei vun der OMC. Ech schwätzen awer och vun der Weltbank a vum FMI, wouzou ech wëll soen, datt ech d'Impressioun hunn, datt ganz oft heibannen d'Wuert Weltbank gebraucht ginn ass an eigentlech den FMI gemengt war. Et ass elo sécherlech net alles positiv, wat déi Institutioune maachen, et ass awer sécher och net alles negativ.

Ech wëll zum Beispill do an Erënnerung ruffen, datt ënnert dem viregte President, dem Jim Wolfensohn, et zu enger Neidefinitioun vun der internationaler Kooperatioun komm ass, wou dee maassgeblech dru bedeelegt war, zesumme mam Kofi Annan. Ouni deem säin Input wäre mer och haut an anere Gremien net do wou mer sinn. An och déi Stratégies de réduction de la pauvreté, déi Pläng, déi ausgeschafft ginn, weisen awer, datt se fonctionnéieren. Well wann ech Iech soen, datt an engem Land wéi dem Vietnam, zum Beispill, d'Weltbank eng entscheedend Roll spillt, a mir gesinn déi Progrèsen, déi am Vietnam erreecht gi sinn an deene leschte Joren, dann ass do och munches Positives ze berichten, ouni datt ech déi aner Saachen hei wëll klengrieden.

Ech wëll och soen, datt d'Weltbank an deene leschte Jore méi wéi vläicht virdrun op de Wee gaangen ass, fir hir Aktiounen ze evaluéieren. Si setzt sech och ausernee mat Froe vun der Landwirtschaft an deene leschte Méint. A wa mech net alles täuscht, a wann ech mech richteg entsënnen hei, da wäert se och am Hierscht e Rapport iwwert d'Implikatioune vun der internationaler Landwirtschaft virleeën. Mir wäerte jo da gesinn, ob dee Rapport en ligne ass mat deem, wat mer hei virginn hunn a wouriwwer mer diskutéiert hunn.

Zur Gouvernance hate mer och eng räich Debatt. Et ass eng Approche mat ville Facetten, déi ech virgeluecht hunn. Et ass eng Approche, déi iwwert dat ewechgeet an déi sech virun allem net staarkmécht fir eng Theorie, déi einfach beseet: Do wou net uerdentlech regéiert gëtt, gëtt einfach sanktionéiert. Dat fonctionnéiert net. Domat strooft een nëmmen déi, déi scho leiden ënnert där schlechter Regierungsféierung. Dat ass alles also vill méi komplizéiert, an duerfir hunn ech och déi facetteräich Approche hei gewielt, an ech denken och, datt all déi, déi dozou eng Stellung geholl hunn, déi Approche deelen.

Ech wëll awer soen, datt et méi einfach ass, dat hei ze konzipéieren, wéi et heiansdo ze praktizéieren ass um Terrain, well ech kann Iech soen, datt, wann Dir a verschiddene Länner iwwer Mënscherechter schwätzt, da maacht Dir dat net gradesou flott wéi hei op der Tribün, a wann Dir mat der sudanesescher Regierung, wéi ech dat zwou oder dräi Kéiere gemaach hunn, iwwert den Darfur schwätzt, da geet dat och net esou flott iwwert d'Bühn.

A wann Dir mam Premier vun Äthiopien dräi Wochen iert d'äthiopesch Truppen a Somalia amarschéieren, iwwert déi Situatioun schwätzt, da geet dat och net esou flott iwwert d'Bühn. An dat sinn dann och Diskussiounen, vun deenen Der eigentlech am beschten net vill dobaussen ze schwätzen hutt. Et sinn awer Diskussiounen, déi Der féiert an déi Der och an enger gewësser Diskretioun féiert. Ech hunn dat gemaach am November, wéi ech do war. Och dat gehéiert zu deem politeschen Dialog.

Mä wichteg ass, mengen ech...

(Interruption et hilarité)

Wichteg ass, Här Goerens, datt mer dat hei probéieren ze konzeptualiséieren an datt mer ëmmer erëm déi Saachen, trotz alle Schwieregkeeten, héichhalen.

An zu där Gouvernance gehéiert dann och - Här Goerens, vu datt Dir Iech menger Attentioun hei an Erënnerung geruff hutt - dat, wat Dir zu Namibien gesot hutt, datt, wann iwwert de Wee vun der Gouvernance, iwwert de Wee vun der ekonomescher Entwécklung d'Saache sech zum Bessere wenden an am Land d'Inégalitéiten nach grouss sinn - well meng Iwwerzeegung ass déi, datt mer muer nach méi wéi haut nieft der Aarmut wäerte vun Inégalitéite schwätzen -, dann ass et och um Partnerland fir ze soen, esou geet et net méi; mir sinn zwar sécherlech bereet, fir Kärstécker vu Programmer ze iwwerhuelen, awer nëmme wann déi sech a gréisser Programmer insséréieren, déi vun der Regierung weidergedriwwe ginn an och ëmgesat ginn.

Ee Wuert nach zu der Gouvernance. Den Här Huss huet op d'Chefferien an op d'Marabouten higewisen. Ech si sécher mir kréichen do eng ganz interessant Diskussioun allen zwee doriwwer. Ech wëll awer soen, datt zum Beispill do wou mer Développement rural intégré maachen, am Niger, wann do net eis Leit um Terrain och andauernd sech géife mat de Chefen auserneesetzen an déi implizéieren, géife mer näischt fäerdeg bréngen. Dat ass dat wat ech wollt soen.

An zu de Marabouten wëll ech drun erënneren, datt am Senegal zum Beispill, am Virfeld vun deene Wahlen hei bei deene Réconciliatiounen oder Netréconciliatiounen - well et weess kee wou mer do dru sinn - tëschent dem President a sengem fréiere Premier, eigentlech dat Ganzt och iwwert d'Maraboute gelaf ass, dat heescht, datt déi sech am demokratesche Prozess do mat agebonnen hunn. Och dat mécht d'Spezifissitéit aus an et ass déi Spezifissitéit eigentlech, déi ech net wëll mëssen.

Zu den Zuele wëll ech soen, well dat och soulevéiert ginn ass, datt ee muss kloermaachen, datt d'Europäesch Unioun déi Engagementer, déi se zu Monterey geholl huet, amgaangen ass ze respektéieren. Mir si souguer doriwwer eraus - och wann zwee oder dräi Länner, dorënner Griichenland an Italien, hir Engagementer bis elo net gehalen hunn.

Ech wäert mech op jidde Fall staarkmaachen, fir datt déi Engagementer, déi ënner Lëtzebuerger Présidence geholl gi sinn, agehale ginn. An net méi spéit wéi gëschter krute mer do substanzielle Sukkurs, well nämlech de Kofi Annan gëschter seng nei Fondatioun lancéiert huet, wou ee vu sengen Haaptsujeten och ass fir ze kucken de Regierungen ze hëllefen, fir datt déi Engagementer effektiv à terme gehale kënne ginn.

Wann een iwwert d'Bild vun der EU natierlech erauskuckt, gesäit dat Ganzt net esou gutt aus. Dat heescht, mir maachen an der EU eigentlech d'Saache besser wéi déi, déi zu Gleneagles ënnerschriwwen hunn a sech zu Saachen engagéiert hunn, fir dat emol eng Kéier esou hei auszedrécken.

Richteg ass och, datt dat, wat ech gëschter gesot hunn, an dat Bild, wat ech gezeechent hunn, en Appel un d'Kohärenz war. Et war och en Appel un d'Kohärenz à la fois par rapport zur Gouvernance, en Appel un d'Kohärenz par rapport zu anere Politiken, zu den Handelspolitiken. D'Beispill vum Zocker an der Île Maurice, mat deem mer eis an der Présidence beschäftegt hunn, ass sécherlech do e ganz gutt Beispill.

An ech denken och un déi Approche, déi ech virgezeechent hu fir d'Landwirtschaft, wou ech ganz kloer wëll soen, datt déi net op EU-Niveau vun all Mënsch gedeelt gëtt. Déi gëtt net gedeelt. Do si Länner, déi wëllen d'Politique agricole commune an deem heite Kader ganz iwwert de Koup geheien; et sinn anerer, déi wëlle guer näischt änneren. Dat ass awer kee Grond, fir sech net weider anzesetzen.

Och dat, géif ech mengen, géif déi Question agraire, déi vu Verschiddener beliicht ginn ass, an eng richteg Richtung dreiwen an dat kéint och iwwert d'EU eraus herno Implikatiounen hunn an der OMC, an der Weltbank an op anere Plazen. Et ass op jidde Fall a mengen Aen derwäert, fir sech dofir anzesetzen. D'EU kann eppes do maachen.

An dann denken ech war et och wichteg, datt eng Rei vu Riedner op eng Rei aner manner klassesch Aspekter vun der Kooperatiounspolitik higewisen hunn. Et hätt een zum Beispill kënne vum Telekommunikatiounssecteur och schwätzen, wat op ville Plazen den Développement kann onheemlech beschleunegen, well wann de Fëscher muss op dräi Mäert goen an d'Präisser froen, an dann herno erausfënnt, datt hien um éischte Maart de beschte Präis kritt hätt, awer net méi kann op deen zréckgoen, well säi Fësch verfault, wann deen en Handy huet, da geet dat vill méi einfach. E kritt méi Sue fir säi Fësch an hie verléiert net esou vill Zäit; dat heescht, hien huet méi Zäit fir aner Saachen ze maachen.

Et ass zu Recht och iwwert d'Sécurité sociale geschwat ginn. Ech hunn d'lescht Joer hei a menger Interventioun gesot, datt an Afrika et kaum Usätz dovunner gëtt. Et ass eng Lëtzebuerger Gewerkschaft, déi elo probéiert mam OIT zesummen e Projet, Här Castegnaro, ze lancéieren a Ghana. Ech stinn där Saach ganz positiv géigeniwwer.

Ech mengen, et ass och op deen innovative Wee wou ee muss goen, fir esou Saachen net nëmmen ze probéieren, mä och ëmzesetzen. Wann dat an engem Pilotprojetskader geschitt, da solle mer dat evaluéieren a kucken, ob mer dat kënnen ausbauen oder net. Datselwecht gëllt iwwregens fir den Appui budgétaire.

Ech denken hei verstanen zu hunn, op alle Räng - obwuel ech bekannt sinn an den europäesche Gefilden als dee gréisste Géigner vun der Aide budgétaire, wat awer domadder ze dinn huet, datt ech mech agesat hunn, fir datt déi aner Politikméiglechkeeten, dat heescht d'Approche projet an d'Approche programme, net ganz géife verschwannen an all Mënsch iwwerall misst Aide budgétaire maachen -, ech denken haut hei erausgehéiert ze hunn, datt mer kéinten op de Wee goen, fir zum Beispill am Vietnam, wat e Land ass, wou bal alles iwwert d'Aide budgétaire geet, och emol eis Kooperatioun ze kucken an eis da mat der Chamber selbstverständlech doriwwer ënnerhalen, fir ze examinéieren, ob dat eppes ass wat mer ënnert der Form vun engem Pilotprojet emol während engem, zwee Joer lafe kënne loossen an dann hei zesummen décidéieren, ob dat eppes ass wat mer wëlle verstäerkt maachen oder net.

Déi aner Donateuren, déi dat all pronéieren, kënne sech jo net total iren alleguer. Mir mussen och net mengen, datt mir d'Wourecht gepacht hunn. Ech bleiwen derbäi, datt fir d'Lëtzebuerger Kooperatioun déi richteg Approche déi vun der Approche programme an der Approche projet ass.

Ech verschléisse mech awer net, an ech verstinn dat och als Optrag vun der Chamber, fir dat emol eng Kéier am Detail vun eiser Säit aus ze kucken, ob e Pilotprojet do ass, wou Lëtzebuerg sech kéint mat abetten - och fir datt mer do vläicht bäiléieren an Experienze maachen op engem klengen Niveau -, fir op dee Wee emol ze goe fir een, zwee Joer, ouni awer datt mer de Moment géifen doriwwer erausgoen, well meng Skepsis par rapport zu där Approche bleift nach wie vor extrem grouss.

Ech weess och net, ob déi préliminaire Analys, déi mer maachen an déi ech der Chamberskommissioun wäert presentéieren, esou wäert ausfalen, datt mer da géifen der Chamber recommandéieren dat ze maachen, mä et soll een déi Saachen awer kucken an dann eng Décisioun huelen, anstatt einfach purement et simplement „njet" ze soen. Et ass esou wéi ech de Message vun deene verschiddene Fraktiounen hei verstanen hunn. Och dat wäerte mer zesumme fäerdeg bréngen.

D'Koordinatioun tëschent de Memberstaten - den Här Henckes huet et ugeschwat; ech denken, den Här Fayot hat dat och ugeschwat - ass eng wichteg Saach. Mir wäerten de 14., 15. Mee doriwwer befannen op Ministeschniveau. Et gesäit och esou aus, wéi wann et e Code de conduite non contraignant géif ginn, mä dat ass awer nach net ultimativ décidéiert.

Ech soen awer derbäi, datt dat och heescht, datt mir a verschiddene Saache mussen akzeptéieren, datt mir an d'zweet Rei ginn. Am Cap-Vert si mer an der éischter Rei wat d'Educatioun ubelaangt. Do si mer Chef de file, well mir do säit Jore massiv aktiv sinn. Dat heescht, déi aner hu sech hanner eis age-

reit, an do misste mir op anere Plazen dann och an d'zweet Rei goen. Och doriwwer soll een diskutéieren.

Net méi spéit wéi muer fënnt op Direkteschniveau eng Réunioun zu Bréissel statt, tëschent dem Lëtzebuerger Direkter, dem hollänneschen Direkter an dem belschen Direkter, fir emol ze kucke wat mer am Benelux vu gemeinsame Méiglechkeeten hunn, och am Sënn vun Effikassitéit, och am Sënn fir méi Gelder dem Kampf géint d'Aarmut zouzewenden.

Här Goerens?

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt emol de Minister froen, wat hien hält vun der Propositioun vum Louis Michel, Entwécklungskommissär, fir eng Programmation commune ze maachen, d'Kommissioun/Lëtzebuerg, um Cap-Vert?

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Här President, Här Goerens, dat ass eng Fro, déi mer sollen zesumme kucken. Mir hunn ee gemeinsame Projet mat der Kommissioun um Cap-Vert. Dat ass e Projet, dee scho laang, laang, laang leeft. Ech géif dofir plädéieren, datt mer dee géifen ofschléissen, evaluéieren, wéi déi Kooperatioun funktionéiert huet, an dann zesumme kucken, ob mer op dee Wee géife goen. Ech weess net, ob mer genuch Berécierungsmasse do mat der Kommissioun um Cap-Vert fannen, mä dat soll een awer alles zesumme kucken.

Mir ware jo och bei deenen, déi sech zu Recht am Kader vun der Déclaration de Paris agesat hunn, fir datt net Länner wéi de Kenia an anerer mat 350 Missiounen d'Joer mussen eens ginn. Ech mengen, da musse mer och deene Wierder Aktioune follege loossen. An ech si frou, datt d'Chamber mat op dee Wee geet.

Ech sinn op jidde Fall quasi en permanence, Här Kommissiounspresident, zur Verfügung vun der Chamberskommissioun fir Vuen ze échangéieren. Ech denken, datt mer e permanenten Dialog an Débat hunn, datt d'Chamber eng grouss Implikatioun weist am Kader vun der Entwécklungspolitik. An ech si sécherlech dee Leschten, dee sech doriwwer beklot. Au contraire, mir maachen dat och am Kader vun den Assisen.

Mir haten eigentlech eng Debatt avant la lettre hei virun zwee Méint am Kader vum Accord de Cotonou. Ech sinn op jidde Fall à disposition, fir weider mat Iech zesummenzeschaffen, sief dat an der Kommissioun, hei am Plenum oder och am Kader vun den Déplacementer op den Terrain. Ech mengen, och dat mécht d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik aus, datt et eng Politik ass, déi mer zesumme maachen. Nach eng Kéier alle Riedner Merci fir hir Interventiounen!

Als allerleschte Punkt, Här President, wëll ech op d'Fro vun der Plaz vun der Entwécklungspolitik par rapport zu deenen aneren europäesche Politiken agoen. D'Entwécklungspolitik huet en Objektiv u sech selwer, wat nämlech heescht „international Solidaritéit" a wat och eppes mat Dignitéit ze dinn huet. Ech soen et oft: Mir kënne sécherlech, wat d'Dignitéit ubelaangt, och nach bei aneren - a bei den Afrikaner insbesondere - eppes léieren. Mä d'Entwécklungspolitik huet en Objektiv u sech selwer, nämlech d'international Solidaritéit, datt et definitiv inakzeptabel ass, datt mer am Joer 2007 nach iwwer eng Milliard Leit op der Welt hunn, déi mat manner wéi engem Dollar den Dag mussen iwwerliewen.

Par rapport zu deenen anere Politiken heescht dat, datt d'Entwécklungspolitik deenen anere Politike muss Rechnung droen, an déi aner Politiken der Entwécklungspolitik musse Rechnung droen. Dat ass iwwer Joren op europäeschem Niveau dat, wat an alle Konklusioune steet, dat, wat an allen Dokumenter steet. Déi eng Politik muss där anerer Rechnung droen - Handelspolitik, Migratiounspolitik, Entwécklungspolitik -, ouni awer datt déi eng där anerer subordonnéiert gëtt.

Duerfir sinn ech och der Meenung - an ech sinn d'lescht Joer am Detail heirop agaangen -, datt een Deel vun der Äntwert op d'Fro vun de Migratiounen, a wahrscheinlech deen durabelsten Deel - oder souguer sécher deen durabelsten Deel -, an der Entwécklungspolitik läit, well si Perspektiven op der Plaz kreéiert. Et ass awer sécher net déi eenzeg Äntwert. Et kann och net déi exklusiv Äntwert sinn.

Op där anerer Säit warnen ech awer dovir, fir op de Wee ze goe vum Codéveloppement à la française. De Codéveloppement à la française ass nämlech deen, datt déi, déi zréckginn, e Pécule kréien, fir eng Aktivitéit dohannen ze entwéckelen. Do kann ee jo u sech näischt dergéint hunn. Mä ech soen awer, datt mer eis ganz seriö d'Fro musse stellen, wat mer sur place domadder provozéieren.

Do sinn der, déi gi fort. Déi kommen erëm mat Suen, fir eng kleng Entreprise opzemaachen, e klenge Commerce. An déi, déi dobliwwe sinn? Mussen déi och goen, fir datt se eppes kréien?

Duerfir soen ech, beim Codéveloppement à la française - an ech hu menger franséischer Kolleegin dat och méi wéi eng Kéier gesot - hunn ech do meng gréisste Bedenken. Et muss eng Fro vun Opportunités égales sinn. Dat heescht, och déi, déi sur place bliwwe sinn, musse Chancen an Opportunitéite kréien. Chancen an Opportunitéiten ass dat, vun deem ech gëschter geschwat hunn. Chancen an Opportunitéiten ass dat, mat deem ech haut wëll schléissen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir hunn nach ee Punkt op eisem Ordre du jour, an dat ass de Projet de loi 5628 iwwert de Centre européen pour les prévisions météorologiques. De Rapporteur ass hei den honorabelen Här Angel. Den Här Angel huet d'Wuert.

2. 5628 - Projet de loi portant approbation

- du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme;

- des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, bei dësem Projet geet et ëm de Centre européen de prévisions météorologiques à moyen terme. Dëst ass eng intergouvernemental Organisatioun, déi aus 18 europäesche Länner besteet, déi sech an nächster Zukunft nach erweidere wäert.

Dës Organisatioun ass 1975 gegrënnt ginn a befënnt sech an der Stad Reading, westlech vu London. Dëse Center beschäftegt 170 Leit. Lëtzebuerg ass dëser Organisatioun per Gesetz vum 14. Mäerz 2002 bäigetratt. Deemools huet dës Chamber d'Konventioun vun '73 iwwert d'Kreatioun vun dësem Center an de Protokoll iwwert d'Privilegien an d'Immunutéiten approuvéiert.

D'Haaptobjektiver vun deem Centre sinn: d'Entwécklung vun digitale Methode fir d'mëttelfristeg Wiederprevisioun, d'Erstelle vu Wiederprevisioun an Zesummenaarbecht mat deenen nationale Wiederdéngschter, Recherche wéi een nach ka besser d'Wieder virausgesinn, an d'Collecte an den Archivage vun den Donnéeën. Wéi gesot ass Lëtzebuerg säit 2002 Member.

Haut musse mer just e Protocole d'amendement zur ursprünglecher Konventioun unhuele souwéi nach e puer Amendementer zum Protokoll vun de Privilegien an den Immunitéiten. Et gëtt an engems profitéiert en Toilettage de texte duerchzehuelen, wou vun der Konventioun zum Beispill dat Wuert «Organisation» duerch «Conseil» ersat gëtt. Den «Directeur» gëtt den «Directeur général», d'«Communauté européenne» gëtt d'«Union européenne», an eng nei Numérotatioun och vun de Paragraphen.

Bei deene meeschten Amendementer, déi an deem Projet haut drastinn, handelt et sech ëm de Sproochegebrauch. Et gëtt festgesat, dass d'Aarbechtssproochen Däitsch, Franséisch an Englesch sinn, an déi offiziell Sproochen awer déi offiziell Sprooche vun all Mitgliedsland sinn. All Land kann also froe während de Sitzungen all d'Rapporten iwwersat ze kréien a während de Sitzungen Dolmetscher ze kréien, awer nom Prinzip „request and pay". Dat heescht, wa si dat froen, da musse se et och selwer bezuelen.

(Interruption)

Et ännert näischt um Wieder. Neen.

(Hilarité)

An dann ass nach een Artikel 15. Do kënnt en neie Paragraph bäi. Do geet et ëm d'Propriétéit vun all deene Saachen, déi an deem Centre produzéiert ginn.

De Conseil d'État war heimadder d'accord. Mir haten am ursprüngleche Gesetzesprojet dräi Tireten am Intitulé: d'Amendementer vun der Konventioun, d'Amendementer vum Protokoll iwwert d'Privilegien, an dunn nach eng Kéier déi ganz amendéiert Konventioun. Do huet de Statsrot gemengt, dat bräicht een net méi; et géif duergoe mat deenen zwee éischten. D'Kommissioun huet sech där Propos ralliéiert.

Ech ginn emol éischtens den Accord vu menger Partei, an da wollt ech Iech proposéieren och den Accord heizou ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Wann ech d'Reaktiounen op deenen eenzelne Bänke gesinn, dann ass et sécher esou, dass all Mënsch heibannen - all d'Fraktiounen - dem Rapporteur senge Propositioune suivéiert; d'Regierung, gesinn ech, och. Domadder denken ech, dass mer déi Debatt kéinten ofschléissen, an de Vote vum Projet de loi, dee gëtt muer de Mëtteg am Ufank vun der Sitzung virgeholl.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.40 heures)

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Jeudi, 26 avril 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. 5337 - Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification

1. du Code du Travail;
2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation;
3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

2. 5628 - Projet de loi portant approbation

- du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme;
- des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. Dépôt d'un projet de loi

4. 5636 - Projet de loi concernant la disparition des personnes et portant modification du Code d'instruction criminelle

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5637 - Projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres et M. Luc Frieden, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Ech géif proposéieren, dass mer dee Vote, dee mer vu gëschter nach ze maachen hunn, no dem éischte Projet maachen, dee mer um Ordre du jour hunn. Dat ass de Projet iwwert de Congé individuel de formation, wou de Code du Travail a verschidden aner Gesetzer ëmgeännert ginn. D'Wuert huet de Rapporteur, den Här Jos Scheuer, mä a sengem Numm presentéiert den Här Fernand Diederich de Rapport vun der Educatiounskommissioun.

1. 5337 - Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification

1. du Code du Travail;

2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation;

3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur, en remplacement de M. Jos Scheuer.*- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5337 ass de 4. Mee 2004 vun der deemoleger Madame Minister vun der Éducation nationale, der Formation professionnelle an dem Sport, der Madame Brasseur, an der Chamber déposéiert ginn. D'Beruffschamberen hunn hiren Avis dozou ofginn, an de Statsrot huet säin Avis de 14. Februar 2006 formuléiert.

An der Réunioun vum 5. Abrëll ass de Projet eng éischte Kéier an der Kommissioun vun der Éducation nationale presentéiert ginn. De President vun der Kommissioun Jos Scheuer ass an der Réunioun vum 22. Mee als Rapporteur bestëmmt ginn. An enger Réunion jointe mat der Familljekommissioun den 13. Juli 2006 sinn de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert ginn. De 6. Juli 2006 huet d'Kommissioun eng Rei Amendementer ugeholl an den 28. Februar 2007 den Avis complémentaire vum Statsrot diskutéiert.

D'Madame Minister zoustänneg fir d'Famill an d'Jugend huet proposéiert, d'Zousazkonditioun vun enger Zougehéieregkeet vu sechs Méint am Betrib beim Congé-jeunesse ewechzeloossen, fir esou deene jonken Animateuren déiselwecht Méiglechkeeten ze bidde wéi hiren eelere Kolleegen. D'Kommissioun huet dëse Virschlag ugeholl, an de Rapport zu dësem Gesetzesprojet ass den 18. Abrëll 2007 ugeholl ginn.

Wat den Historique ubelaangt, huet de Wirtschafts- a Sozialrot an engem Avis vum 8. Dezember 1993 Recommandatiounen zur Beruffsausbildung formuléiert. Doraus ass d'Gesetz vum 22. Juni 1999 entstanen, dat ee rechtleche Regime geschaf huet fir de kollektiven Accès zur Formation professionnelle continue. Am Kader vun der Konventioun, déi den 2. Mee 2003 opgrond vum Subsidiaritéitsprinzip tëschent de representative Gewerkschaften an den Arbeitgeber aus dem Privatsecteur ënnerschriwwe gouf, soll den Accès vum Eenzelnen zur Formation professionnelle continue erliichtert ginn. Déi zwou Parteien hu Recommandatioune gemaach fir en deementspriechende Congé, déi de 4. Mee 2004 zum Dépôt vun dësem Gesetzesprojet gefouert hunn.

Den Objet vum Gesetzesprojet besteet an der Schafung vun engem individuelle Congé de formation, deen d'Arbeitnehmer, d'Indépendanten an déi liberal Beruffer soll encouragéieren, Formatiounen ze maachen, déi hinnen hëllefen, op Changementer an hirem Beruffsliewen ze reagéieren, déi hir Employabilitéit verbesseren, eventuell Chômageperiode verkierzen an de Wiessel op eng nei Aarbechtsplaz erliichteren.

De Projet schreift sech um Niveau vun der Europäescher Unioun an de Kader vun der Relance vun der Lissabon-Strategie an, wou op d'Wichtegkeet vum „lifelong learning" higewise gëtt. Fir d'Ausbildung vun den Erwuessene brauch een Zäit, déi de Leit, déi berufflech engagéiert sinn, net ëmmer genuch zur Verfügung steet.

A sengem Avis vum 14. Februar 2006 stellt de Statsrot fest, datt de Secteur public bei dësem Gesetzesprojet ausgeschloss ass. Senger Meenung no gëtt et keng objektiv Kritären, déi den Ausschloss vun den Arbeitnehmer aus dem öffentleche Secteur justifiéieren. De Prinzip vun der Gläichheet virum Gesetz ass net respektéiert. De Statsrot weist d'Chamber dorop hin, datt e sech wäert formell opposéieren.

D'Kommissioun ass der Meenung, datt de Gesetzesprojet aus engem Accord tëschent de Sozialpartner aus dem Privatsecteur eraus entstanen ass, an domat den öffentlechen Déngscht ausgeschloss war. Ähnlech Negociatioune missten um Niveau vun der Fonction publique gefouert ginn. Si ass net d'accord, fir der Textpropositioun vum Conseil d'État ze suivéieren.

A sengem Avis complémentaire vum 16. Januar 2007 stellt de Statsrot fest, datt déi vun der Kommissioun proposéiert Amendementer sengen Observatiounen aus dem éischten Avis an engem bestëmmte Mooss Rechnung droen, bedauert awer, datt d'Kommissioun an der Fro vun der Gläichheet virum Gesetz bei hirer Positioun bleift.

Ausserdeem bemierkt hien, datt de Congé-formation misst am Code du Travail iwwerholl ginn, esou wéi déi aner spezial Congéen, wat och gemaach ginn ass.

Wat den Intitulé ubelaangt, proposéiert de Statsrot opgrond vun der Aféierung vum Code du Travail duerch d'Gesetz vum 31. Juli 2006 eng nei Formulatioun, déi den Accord vun der Kommissioun fënnt. Den Intitulé ass folgendermoosse libelléiert: Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification 1. du Code du Travail; 2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation; 3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; 4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.

Den Artikel 1 beseet: Et gëtt e Spezialcongé geschaf, genannt Congé-formation, deen et soll dem Arbeitnehmer erlaben, u Coursen deelzehuelen, Exame virzebereeden, Mémoiren ze rédigéieren oder aner Aarbechten am Zesummenhang mat enger Formatioun ze maachen. An de Genoss vun dësem Congé kënnen Arbeitnehmer kommen, déi normalerweis op enger Aarbechtsplaz op dem Lëtzebuerger Territoire beschäftegt sinn, duerch een Aarbechtsvertrag un eng Entreprise gebonne sinn, déi rechtméisseg am Grand-Duché etabléiert ass. Si mussen ausserdeem wéinstens sechs Méint bei dem Arbeitgeber beschäftegt sinn am Moment, wou se de Congé ufroen.

D'Demande fir de Congé muss vum Arbeitgeber aviséiert ginn. Bei engem negativen Avis kann de Congé zréckgesat ginn, wann d'Absence vum Arbeitnehmer gréisser negativ Auswierkunge fir de Betrib hätt. Als Formatioune ginn déi unerkannt, déi ugebuede gi vun Institutiounen, déi de Statut vun der öffentlecher a privater Schoul hunn, vu Beruffschamberen a vu privaten Associatiounen, déi vum Ministère unerkannt sinn, hei zu Lëtzebuerg oder am Ausland. D'Gesamtdauer vum Congé-formation kann 80 Deeg während enger berufflecher Carrière net dépasséieren. Maximal kënnen 20 Deeg iwwer eng Period vun zwee Joer zouerkannt ginn.

De Congé ka fractionnéiert ginn. D'Minimaldauer ass een Dag. Fir déi Leit, déi à temps partiel beschäftegt sinn, ginn d'Congésdeeg proportionell gerechent. D'Stonnenzuel, déi investéiert gëtt, gëtt an Zuel vu Schaffdeeg ëmgewandelt, andeem se duerch aacht dividéiert gëtt. D'Zuel vun den Urlaubsdeeg gëtt gerechent, andeem dëse Quotient duerch dräi dividéiert gëtt.

Arbeitnehmer, déi an de Genoss vum Congé-formation kommen, hunn Urecht fir all Congésdag op eng Ausgläichsentschädegung an Héicht vum Duerchschnëttsloun, ouni datt se awer dat Véierfacht vum soziale Mindestloun fir netqualizéiert Arbeitnehmer dépasséieren däerf. D'Indemnitéit gëtt vum Arbeitgeber bezuelt. De Stat bezuelt dem Arbeitgeber de Betrag vun der Indemnitéit zréck, souwéi d'Part patronale vun de Sozialbeiträg.

Artikel 2: De Genoss vum Congé-formation, deen am Code du Travail virgesinn ass, gëtt op d'Indépendanten an op liberal Beruffer ausgedehnt, déi säit mindestens zwee Joer bei der Lëtzebuerger Sozialversécherung affiliéiert sinn. D'Indemnitéit gëtt fixéiert op Basis vum Revenu, dee fir d'Pensiounsversécherung gëllt, ouni datt se dat Véierfacht vum soziale Mindestloun och däerf iwwerschreiden.

Artikel 3: D'Gestioun vum Congé-formation geschitt duerch de Service de la formation professionnelle. Zu dësem Zweck ass de Service autoriséiert, iwwert d'Effektiver eraus, déi duerch d'Budgetsgesetz autoriséiert sinn, ee Fonctionnaire an der Carrière vum Redakter oder een Employé de l'État aus der Carrière D anzestellen.

Artikel 4: Et gëtt eng berodend Kommissioun agesat, déi als Missioun huet, d'Demandë vun den Indépendanten an de liberale Beruffer ze aviséieren an hiren Avis am Sträitfall ze ginn. D'Kommissioun besteet aus siwe Memberen: engem Vertrieder vum Ministère vun der Formation professionnelle als President, engem Vertrieder vum Aarbechtsminister a jee engem Vertrieder vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der Chambre de l'Agriculture, der Chambre du Travail an der Chambre des Employés privés. Si gi vum Minister fir fënnef Joer ernannt. Dës Dauer ass renouvelabel. D'Kommissioun kann op Experten zréckgräifen.

Artikel 5: Spéitstens fënnef Joer no dem Akraafttriede vun dësem Gesetz gëtt en Evaluatiounsrapport un d'Regierung an un d'Chamber geschéckt.

Artikel 6: D'ofgeännert Gesetz vum 4. Oktober 1973 iwwert de Congé-éducatioun kritt folgenden Intitulé: Loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-jeunesse. De But vun dësem Congé besteet doran, Aktivitéiten am Intérêt vun der Jugend um lokalen, regionalen an nationale Plang ze ënnerstëtzen.

Et geet drëm, datt déi Jugendlech u Stagen, Studiendeeg oder -wochen, Coursen oder Treffen hei am Land oder am Ausland deelhuele kënnen. Fir folgend Aktivitéite kann de Congé-jeunesse accordéiert ginn: Formatioun a Perfectionnement vu Jugendanimateuren, Formatioun vu Kadere vu Jugendbewegungen oder kulturellen oder sportleche Veräiner, d'Organisatioun an den Encadrement vu Stagen an éducativen Aktivitéite fir déi Jonk.

D'Genehmegung vun dëse Programmer an d'Unerkennung vum Congé-jeunesse geschéien am Respekt vun de Kreditter, déi all Joer am Budget vum Stat zu dësem Zweck ageschriwwe sinn. D'komplett Dauer vum Congé-jeunesse ka 60 Deeg net iwwerschreiden. D'Gestioun vum Congé-jeunesse geschitt duerch de Minister, dee fir d'Jugend zoustänneg ass. Déi weider Bestëmmunge sinn déiselwecht wéi fir de Congé-formation.

Artikel 7: An der Loi modifiée vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut vun de Statsbeamte souwéi an der Loi modifiée vum 24. Dezember 1985 iwwert de Statut vun de Gemengebeamte gëtt den Terme Congé-éducation duerch den Terme Congé-jeunesse ersat. De Congé-jeunesse gëllt also och fir de Secteur public.

Artikel 7: Dëst Gesetz trëtt a Kraaft den éischten Dag vum Mount no deem vu senger Publikatioun am Mémorial.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Noutwendegkeet vum „lifelong learning" haut net ka genuch betount ginn, esou ass et awer wichteg, duerch konkret Moossnamen d'Ëmsetzung ze erméiglechen. De Stat huet mat dësem Gesetz e wichtege Bäitrag dozou geliwwert. Ech bieden Iech, dëse Gesetzesprojet unzehuelen, a bréngen heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Als éischte Riedner ass ageschriwwen déi honorabel Madame Marie-Thérèse Gantenbein. Madame Gantenbein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5337 huet e Péripel duerch zwou Legislature gemaach, huet also zwee Auteuren oder zwou Autricen - wann ech dat däerf esou soen -: d'Madame Brasseur an d'Madame Delvaux.

D'Avisë vun de verschiddene Chamberen, vum Conseil d'État an d'Prise de position vun der Familljeministesch sinn erstallt ginn tëschent dem 8. Oktober 2004 an dem 28. Februar 2007. Zweeanenhalleft Joer laang war dat alles a Gestation.

Ech wëllt awer net verfeelen, dem Rapporteur, dem honorabelen Här Jos Scheuer, op Demande vu sengem Kolleeg fir säin extensive schréftlechen a säin exzellente mëndleche Rapport Merci ze soen.

Dëst Gesetz mécht eng grouss Ouverture a Richtung Valorisatioun vum Humankapital a gëtt zugläich d'Méiglechkeet, dem fréiere Congé-éducation eng Eegestännegkeet ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, et sinn déi Réimesch Verträg, deenen hir 50 Joer mer virun e puer Wochen op dëser Plaz gefeiert hunn, déi an den Artikelen 126 an 127 d'Wichtegkeet vun der professioneller Formatioun ervirsträichen: «La Communauté met en œuvre une politique de formation professionnelle, qui appuie et complète les actions des États membres,...»

Entspriechend dem Subsidiaritéitsprinzip ass also jiddfer Stat gefuerdert. An der Vergaangenheet ass scho mat dem Gesetz vun 1973 iwwert d'Aféierung vum Congé-éducation a mam Gesetz vun 1979 iwwert d'Aféierung vum Accès collectif des travailleurs à la formation professionnelle continue en Ufank gemaach ginn. A mat dësem Projet si mer an der Kontinuitéit.

Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet maache mer, wéi ech scho gesot hunn, en Investissement an d'Humankapital. Mir investéieren an d'Intelligenz, an d'Kompetenzen an an d'Wësse vun de schaffende Leit: de Beschäftegten aus dem Privatsecteur, de Selbstännegen an de liberale Beruffer.

Fir de Moment sinn d'Statsbeamten nach vum Projet ausgeschloss. Dat soll awer eiser Meenung no änneren a si solle mat agebonne ginn. Ech komme méi spéit op dëse Punkt zréck.

Här President, eis manuell schaffend Welt ass amgaang, ëmmer méi eng intellektuell Welt ze ginn. Mir haten eis zum Zil gesat, déi rébarbativ schwéier manuell Aarbechte vu Maschinnen a Roboteren ausriichten ze loossen. Dat hu mer och op wäite Strecke fäerdeg bruecht.

Awer haut ass et e Fait, dass d'Evolutioun ëmmer méi enger intellektueller Revolutioun gläichkënnt, wou d'mënschlecht Wëssen ëmmer méi am Vierdergrond steet. Sou eng Erkenntnis verflicht. A mat dësem Projet de loi huet d'Politik dëser Erkenntnis an dëser Verflichtung Akte follege gelooss.

Fir dem Wëssen ëmmer méi gerecht ze ginn, fir ëmmer a permanent um leschte Stand vun dem Wëssen ze bleiwen, ass et vu fundamentaler Wichtegkeet an d'Formatioun ze investéieren; se net nëmmen unzebidden, mä se och fir jiddfer Eenzelnen zougänglech ze maachen. Dat dreift d'Beschäftegung an d'Luucht, léisst eist Land op engem héije Kompetitivitéitsniveau an ass wichteg fir d'Cohésion sociale vun eiser Gesellschaft.

Net nëmmen op d'Formation continue musse mer setzen, mä op d'Formatioun als solch ënner all hiren Aspekter: nei Formatioun, eng aner Formatioun, a méi Formatioun. Dat ass wichteg fir d'Zefriddenheet vu jiddfer schaffendem Mënsch, fir dass hie sech ka veränneren, entwéckelen, sech verbesseren an net, wéi bis elo oft, muss mat Frust e Liewe laang enger Aarbecht nogoen, déi hien net gäre mécht oder net méi gäre mécht, well d'Routine kann déidlech sinn an d'Motivatioun muss ëmmer erëm geniert ginn.

Här President, déi Formatiounsméiglechkeet, déi mer mat dësem Projet schafen, hëlleft och, Exklusiounen ofbauen a gläich Chancë fir jiddferee schafen. Ech denken un déi, déi an de fréiere Jore sech keng Formatioun konnte leeschten an direkt hu misse schaffe goen an elo probéiere kënnen - wa se et da wëllen - sech ëmzeschoulen.

Wéi oft héiert een dobaussen: „Wann ech fréier d'Chance gehat hätt, fir ze léieren!" Et waren der och, déi haten d'Chance an hu se net genotzt aus ënnerschiddleche Grënn. Am Liewe gëtt een heiansdo méi spéit asiichteg. Och deene gëtt dëse Projet de loi d'Méiglechkeet, hirem Liewen en neien Dréi ze ginn.

An dësem Projet gi mer awer virun allem jiddferengem déi finanziell Moyenen, fir den Appetit op Formatioun unzeregen. Jiddferee kritt d'Méiglechkeet, a sengem professionelle Liewen ze evoluéieren, egal wéi eng Origine hien huet, egal wéi eng Ausbildung hien huet, wann hien de Wëllen dozou huet - natierlech sous condition, dass den Aarbechtsrhythmus an de Patron et erlaben, wéi et an deene respektiven Artikele steet.

Jiddferee kann d'Chance ergräifen, déi him et erlaabt, seng Plaz an der Gesellschaft ze verbesseren. Och wann ee betoune muss, dass dës nei Form vu Congé nëmmen duergeet, fir sech a senger Aarbecht ze perfektionéieren an nëmmen a beschränkte Fäll frësch respektiv nei ze orientéieren. Egal wéi, et ass een appréciabele Schrëtt, dee mer am Beräich vun der Formatioun maachen.

Ech denken un eng Sekretärin, déi sech an der Kontabilitéit wëllt schoulen an elo d'Méiglechkeet huet, sech iwwert déi Formatiounen, déi déi professionell Chamberen ubidden, an déi nei Matière eranzeschaffen, sech dann no an no perfektionéiere kann an duerno vläicht ganz an der Kontabilitéit hiert berufflecht Doheem fënnt. Ech denken och un eng Standardistin, déi Sekretariatsaarbechte wëllt maachen an hei iwwer e puer Cyclen Notiounen am Sekretariat ka kréien an och hei eng nei Carrière ka maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir sengem Liewen eng ganz nei Orientatioun ze ginn, ginn déi 80 Stonne Congé, déi den neien Artikel L234-61 virgesäit, sécher net duer, mä et geet awer bestëmmt duer, fir de Goût un der Formatioun ze kréien, och de Goût, sech dann duerno nei orientéieren ze wëllen an esou d'Chance ze notzen, eppes aneschters ze maachen.

De Perfectionnement kann een dann ouni Weideres iwwert d'Formation professionnelle continue maachen, déi jo och an engem Gesetz hei an dësem Haus gestëmmt gouf a vu ville Bierger a Biergerinnen an Usproch geholl gëtt.

Mat dësem Gesetz ännere mer den Text vun 1973 iwwert de Congé-éducation, dee mer vun elo u Congé-jeunesse nennen, an dat zu guddem Recht, well déi Dénominatioun Congé-éducation zur Konfusioun féiere kéint.

Elo hu mer ee Gesetzestext, deen engersäits d'Modalitéiten iwwert de Congé individuel de formation aféiert, an d'Modalitéiten, déi mer iwwert de Congé-jeunesse scho kannt hunn, mat abënnt; dee Congé, deen ee kann huelen - a vun dësem Congé kënnen d'Fonctionnairen och weiderhi profitéieren -, wann ee wëllt Animateur vu Jugendleche ginn, sech am Kader vun der Betreiung vu Jugendorganisatiounen, kulturellen Associatiounen oder Sportsclibb perfektionéiere wëllt oder awer mathëlleft, Jugendaktivitéiten oder Formatiounsstagen ze organiséieren.

Et ass op dëser Plaz interessant ervirzesträichen, dass dës Form vu Congé am Joer 2003 bei 1.153 Demandeuren Uklang fonnt huet, an dass de Stat sech déi Congéen d'Joer 2003 ronn eng hallef Millioun Euro kaschte gelooss huet.

Här President, mat dësem Projet gëtt och dat neit Aarbechtsgesetzbuch deementspriechend op senge jeeweilegen Dispositiounen ëmgeännert a komplettéiert.

Ech wëllt nach op ee wichtege Sträitpunkt agoen, dee jo däitlech am Avis vum Statsrot développéiert gouf, an zwar den Ausschloss vun der Fonction publique aus dem Projet, wat deen neie Volet vum Congé individuel de formation ugeet.

De Statsrot huet eiser Meenung no Recht, wann e mengt, dass de constitutionnellë Prinzip vun der Gläichheet vu jiddferengem virum Gesetz net respektéiert ass, wann de Projet net explizit erwähnt, aus wéi enger Ursaach d'Fonctionnairen aus dësem anzeféierende Congé ausgeschloss sinn.

A sengem Avis complémentaire vum 16. Januar 2007 gëtt de Statsrot eis zu där Problematik e Beispill, andeem e freet, firwat e Fonctionnaire, dee scho säit Joren an der Fonction publique schafft, net soll iwwert de Wee vun deenen 80 Stonne Congé crédit d'Formatioun vum Ofschloss vu senge Sekundärstudie finanzéiere kënnen, wann ee Privatbeamten oder een Indépendant déi Méiglechkeet elo kritt.

Mir mengen, dass dat eng Diskrepanz tëschent deenen zwou Zorte vu Beschäftegte gëtt, déi fréier oder spéider wéi schonn an der Chargésaffär vun den administrative Juridictioune mat Ënnerstëtzung vun der Cour constitutionnelle gebrach gëtt.

Elo muss een awer wëssen, wou deen Ënnerscheed hierkënnt! D'Dispositioune vum Projet, dee mer elo stëmmen, si vun der Regierung mat de betraffene Gewerkschaften an enger Konventioun festgehale ginn. D'Kommissioun ass duerfir der Meenung, dass d'Fro vun engem Congé-formation och muss mat der CGFP am Kader vun enger Konventioun geregelt ginn. De Minister vum öffentlechen Déngscht wëllt dat och maachen, a wann et geschitt ass, kënne mer d'Méiglechkeet vun engem neie Congé-formation op d'Fonction publique ausdehnen.

Am Sënn vun der Gläichbehandlung vun alle Leit, déi eng weider Formatioun ustriewen, wëll ech deemno d'Regierung opfuerderen, och mam öffentlechen Déngscht eng Konventioun auszeschaffen. Esou sollen dann d'Statsbeamte kënnen am gläiche Mooss an op déiselwecht Manéier wéi d'Leit an der Privatwirtschaft vun esou enger Moossnam profitéieren.

Ceci dit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wënschen an hoffen ech, dass vun deem neie Gesetz, wat e gutt Gesetz ass, räichlech Gebrauch gemaach gëtt, dass d'Patronë matspillen, dass d'Gesetz net détournéiert an net mëssbraucht gëtt, dass déi programméiert Evaluatioun duerchgefouert an och am positive Sënn concluant gëtt.

Ech soe Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Gantenbein. Nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Anne Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass e Projet, dee weist, dass een, fir ze légiféréieren, heiansdo immens laang Zäit brauch, an nach si mer mat dësem Projet net um Enn vun eise Beméiungen, wat och gutt ass, well et soll jo näischt stoe bleiwen, an alles evoluéiert - mä meng Virriedner si schonn dorop agaangen.

Ech wëll dem Rapporteur Merci soen, a stellvertriedend fir de Rapporteur dem honorabelen Här Diederich, deen hei de Rapport virgedroen huet, deen och den Historique vum Gesetz gemaach huet.

Aus deem Historique geet ervir, dass 1993 de Conseil économique et social op d'Problematik higewisen huet vun der Formation continue, an dass et du bis 1999 gedauert huet, bis meng Virgängerin, d'Madame Hennicot, e Projet de loi déposéiert huet fir den Accès collectif un d'Formation continue. Et ass elo grad gesot ginn, et wären zwou Ministerinnen un dësem Projet bedeelegt. Ech géif soen, et geet virdrun un. Et war och d'Madame Hennicot, déi virdrun den Accès collectif geléist huet - e Projet, deen duerno awer eréischt ëmgesat gouf.

Beim Accès collectif ass et esou, dass ee Betrib ka froen, fir Formation continue mat senge Leit ze maachen, an da kritt en opgrond vun den Dispositiounen, déi am Gesetz stinn, eng Partie vun deene Suen, déi en doran investéiert, erëm.

An deen Investissement huet eng immens Evolutioun kannt. Am Joer 2000 waren et 12,2 Milliounen Euro, déi esou un d'Betriber gefloss sinn, fir Formation continue ze maachen, an am Joer 2004 waren et schonn 18,1 Milliounen. Dat heescht 50% méi. Dat beweist, dass d'Betriber och erkannt hunn, dass een ëmmer méi muss an d'Formatioun vu senge Leit stiechen.

Allerdéngs, do ass opgefall, dass besonnesch déi kleng Betriber net à même waren, dat ze organiséieren. Et ass vill méi einfach fir ee grousse Betrib, deen och e Service des ressources humaines huet, eppes fir d'Formation continue vu senge Leit ze maachen. Et si mat der Chambre des Métiers enorm Effortë gemaach ginn, fir och u méi kleng a mëttel Betriber erunzekommen, fir dass se Formatioun solle maachen a vun deem Gesetz bénéficiéieren. Leider huet dat awer net an deem Mooss gegraff, wéi et am Fong hätt misse gräifen.

Parallell zu deem Accès collectif war och gefrot ginn, en Accès individuel ze maachen. Do war et vill méi schwiereg eens ze ginn, an dat war jo och eng Négociatioun ënner Sozialpartner - also Patronat engersäits, Salariat anerersäits -, fir dass déi sech missten eens ginn. An dunn ass dat an der Tripartite Formation professionnelle décidéiert ginn, an zwar war dat den 21. Februar 2001.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Ech muss soen, dass et net einfach war, deen Accord ze kréien, mä ech sinn awer ganz frou, dass dee koum, an déi Tripartite Formation professionnelle ass jo eng Émanatioun vun der Tripartite. Et ass gesot ginn, all dat, wat d'Educatioun an d'Formatioun betrëfft, diskutéiere mer an enger extraer Tripartite, an déi huet eben den Accord fonnt, fir dass soll den Accès individuel och erméiglecht ginn.

Dorop hunn dann d'Partenairë sech zesummegesat an hunn den 2. Mee 2003 en Accord signéiert. Dunn huet et nach ee Joer gedauert bis de Projet de loi ausgeschafft ginn ass, an deen ass dunn de 4. Mee 2004 hei déposéiert ginn. Dat ass elo schonn erëm dräi Joer hier. Dat heescht, vum Dépôt vum Gesetz bis haut, wou mer et votéieren - an ech gi jo dovun aus, dass dee Projet hei d'Unanimitéit vun der Chamber kritt -, hu mer erëm dräi Joer gebraucht. D'Avisë koume spéit.

De Conseil d'État huet säin Avis 2006 ofginn. Do waren Observatiounen dran, dann ass dat hin an hier gaangen. Mä, Här President, ech wëll Iech soen: Mir mussen et dach awer fäerdeg bréngen, dass mer an onsem Travail législatif dat accéléréiere kënnen, well mir wiere frou gewiescht wa mer déi Dispositiounen hei schonn éischter hätte kënnen ëmsetzen, well wéi noutwendeg et ass, wéi batter néideg mer dat hunn, gëtt jo vun alle Bänken ënnerstrach. Dofir musse mer wierklech kucken, ob mer an Zukunft net kënnen de Processus législatif accéléréieren. Do ass d'Chamber gefuerdert. Mä net nëmmen d'Chamber ass gefuerdert, och de Conseil d'État ass gefuerdert, fir seng Avisë méi séier ze ginn.

Ech wëll net op all d'Dispositiounen agoen, déi am Gesetz stinn - den Här Diederich huet dat jo am Numm vum Rapporteur hei ganz gutt gemaach -, mä eng vun deene Froen, déi och beim Conseil d'État zu vill Oprou Ulass ginn huet, dat ass, well d'Fonction publique hei net dran ass. D'Fonction publique kann net hei dra sinn, well si waren net an deenen Négociatiounen derbäi, déi ënner Partenaires sociaux ausgemaach gi sinn. Den Här Spautz, dee wénkt mat engem Signe approbateur; also gëtt hie mer Recht.

Dat do ass en anere Volet. Mir hätten deen och nach kënnen hei traitéieren, mä dann hätt dëse Projet nach méi laang gedauert. An ech hätt dat net richteg fonnt, dat hei nach opzehalen. Mä et ass ganz kloer, an do ginn ech och der Madame Gantenbein Recht, déi hei seet, dass de Stat muss en Accord och mat de Statsbeamte fannen, fir dass mer och zu engem ähnlechen Arrangement kommen. An da muss selbstverständlech nach eng Kéier légiféréiert ginn; mä do si mer an engem anere Kader.

Lifelong learning kritt ëmmer méi eng grouss Bedeitung. A wann ech kucke wivill Leit elo op fräiwëlleger Basis ouni Hëllef vun hirer Entreprise eppes fir hir Formatioun maachen, da kann een dat nëmme begréissen. Ech bewonneren déi Leit, déi zum Beispill an d'Owescoursë ginn an déi niewent hirer normaler Aarbecht hir Fräizäit afferen, fir regelméisseg während Joren eng Formatioun ze maachen, fir en Ofschloss nozehuelen, dee se bis dohinner net kruten.

Wann ech Leit kucken, déi d'Meeschterprüfung maachen, déi all sonndes moies a Coursë ginn, dat si Leit, déi etabléiert sinn, déi en Handwierkerdiplom hunn, déi regelméisseg schaffen, déi Charges de famille ganz oft hunn, an déi ginn all sonndes moies an déi Coursen, fir d'Meeschterprüfung ze maachen. Dat ass onwahrscheinlech.

Duerch dëse Projet brénge mer et elo fäerdeg, eng Partie, e Stéck vun hirer Fräizäit ze récompenséieren: De Betrib iwwerhëlt e Stéck, de Particulier iwwerhëlt e Stéck an de Stat iwwerhëlt e Stéck. Ech fannen dat richteg, well zesumme si mer interesséiert drun, dass d'Leit esou gutt wéi méiglech forméiert sinn.

Am Kader vun dësem Projet gëtt da ganz oft och vum Chômage geschwat, an et muss ee leider feststellen, dass de Pourcentage vun deene Chômeuren ouni Qualifikatioun ëmmer méi zouhëlt. Elo wësse mer all heibannen, dass et duerch eng Formation continue schwiereg ass, een, dee wierklech dès le départ keng Formatioun huet, op Formatioun ze bréngen. Mä mir hunn duerch eng Gesetzesännerung, déi an deene leschte Joren duerchgefouert ginn ass, et awer fäerdeg bruecht, dass och erwuesse Leit zum Beispill kënnen en CATP maachen. An doriwwer krute mer awer eng Partie Leit mat Qualifikatioun.

D'Demandeurs d'emploi, déi keng Qualifikatioun hunn, déi waren am Februar 2005 bei 50%. Elo si mer iwwer 52% bei deene Leit, déi keng Qualifikatioun hunn. D'Formation continue hëlleft net alles, mä et ass awer méiglech doduerch méi Leit ze qualifizéieren. An déi, déi eng Qualifikatioun hunn, déi wëssen all, dass et net duergeet eng Kéier en Diplom an der Täsch ze hunn, mä dass ee sech muss weiderbilden.

Dat Wichtegst, dat ass awer d'Attitüd, déi een huet vis-à-vis vum Apprentissage: Éischtens, dass een en Apprentissage de base mécht, dee gutt ass, an dass een duerno gewëllt ass, en Apprentissage ze maache während dem ganze Liewen. Een, deen d'Impressioun huet, dass den Dag komm ass, wou en näischt méi bäiléiert, dat ass e Mënsch, deen ze bedaueren ass, well deen huet keng Perspektiv méi.

Ech fannen et flott, well jiddfereen, ob formal oder net formal, dee wëssbegiereg ass, dee wierklech nach wëllt eppes léieren - dat ass formidabel -, deen développéiert sech an dréit domat zum Développement vun der Gesellschaft bäi. Ech géif mer wënschen, dass esou vill wéi méiglech Leit op dëst Instrument wäerten zréckgräifen.

Nach wëll ech soen, dass de Problem mat der Fonction publique och misst geléist ginn, an ech huelen un, dass d'Regierung och haut, och wann de Fonction-publique-s-Minister net do ass, ons awer ka soen - entweder d'Madame Delvaux oder d'Madame Jacobs -, wéi d'Attitüd vun der Regierung ass, wat den Zougang vun der Fonction publique ass zu dësem Instrument, wéi se do gedenke virunzekommen. Ënnert deenen Observatioune géif ech den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi, do steet geschriwwen, datt dëse Projet sech parfaitement integréiert an d'Konklusioune vun der Europäescher Kommissioun; schonn 1995 an hirem Livre blanc sur l'éducation et la formation: Enseigner et apprendre vers la société cognitive. Dës Konklusiounen ënnersträichen ënner anerem och d'Wichtegkeet vum Apprentissage tout au long de la vie - Lifelong learning -, fir den Erausfuerderungen nozegoen, déi sech notamment an der Aarbechtswelt duerch fundamental Änneruge charakteriséieren.

Jiddferee weess, datt d'Ausbildung, an notamment d'Erwuessenenausbildung, eng adequat Zäit Disponibilitéit brauch. Disponibilitéit, déi eng Persoun, déi enger bezuelter Aarbecht nogeet, wahrscheinlech net zur Genüge huet. Fir eng besser Professionalisatioun vun den aktuellen ekonomeschen Acteuren ze garantéieren, a fir de Mutatiounen, déi eis traditionell Aarbechtsplazen duerchmaachen, adequat kënne virzegräifen, muss a soll de Stat intervenéieren nieft den Efforten, déi d'Betriber maachen, fir den Eenzelnen ze ënnerstëtzen a sengem Wëlle sech weiderzebilden.

Dat alles steet Wuert fir Wuert - zwar op Franséisch - am Exposé des motifs.

(Interruption)

Op Franséisch.

Dat heescht, jiddferee soll a muss kënne vun enger staatlecher Ënnerstëtzung profitéieren, och well mir eis zu Lëtzebuerg zum Zil gesat hunn: a Formation continue ze investéieren, eng Société de la connaissance ze sinn, de Lissabonner Prozess - d'Lissabon-Strategie - zu Lëtzebuerg weiderzedreiwen. Dëse Projet de loi fënnt seng Originen - et ass schonn eng Kéier hei gesot ginn - an enger Recommandatioun vum Conseil économique et social, an et ass effektiv virun allem eng Transkriptioun an engem Gesetz vun engem Accord interprofessionnel tëschent de Sozialpartner.

Doduerch, datt d'Regierung décidéiert huet, en neit Gesetz op den Instanzewee ze féieren, kritt d'Gesetz iwwert de Congé-éducation, e Gesetz, dat vum Ministère de la Famille, de la Jeunesse an esou weider géréiert gëtt, erëm säin ursprüngleche Charakter. Éducation a Formation ënnerscheede sech eben an hirer Definitioun.

De Congé-formation ass geriicht u Persounen, déi schaffen an déi sech wëlle forméieren, weiderforméieren an ëmforméieren. Dëst ass e wichtegen Aspekt an Zäite wou et kaum nach eng Persoun gëtt, déi iwwer 40 Joer, dat heescht eng ganz Beruffscarrière, beim selwechte Patron schafft, déi eng selwecht Aarbecht mécht an déi net muss sech mat deenen neien an ëmmer méi séieren Innovatiounen ausenanersetzen. Esou wäit, esou gutt.

Awer da gi mer ganz geschwënn mat deem leidege Problem konfrontéiert, an zwar dee Problem, datt e Gesetz entweder fir de Secteur public oder fir de Secteur privé gëllt. De leidege Problem, datt mir et hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer net fäerdeg bréngen, e Gesetz ze schreiwen an ze stëmmen, wou all schaffend Persoun, sief se am Secteur public, am Secteur privé, eng liberal Professioun ausübt oder eben indépendant ass, wou jiddfereen, deen enger bezuelter Aarbecht nogeet, d'selwecht behandelt gëtt.

De Fait, datt de Congé-éducation erëm op seng initial Iddi orientéiert gëtt, ass eng gutt Initiativ an dréit och zur Kloerheet an zur Transparenz bäi.

Och ass et do fäerdeg bruecht ginn - an do schwätzen ech och als Member vun der Commission Travail et Emploi, déi praktesch ëmmer unanime ëmmer erëm ënnersträicht, datt de Secteur public an de Secteur privé solle gläich considéréiert ginn.

De Congé-éducation gëtt duerch de Congé-jeunesse ersat, an dat zwar an deenen dräi Gesetzer: am Gesetz vum Congé-éducation vum 4. Oktober 1973, Ministère de la Jeunesse; am Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut vun de Statsfonctionnairen an am Gesetz vum 24. Dezember 1985 iwwert de Statut vun de Gemengefonctionnairen.

Mir begréissen dëst ausdrécklech, esou wéi all aner Ännerung am Kontext vun deem neie Congé-jeunesse, och zum Beispill de Fait, datt déi Klausel, datt ee sechs Méint muss bei engem Patron schaffe fir e Congé-jeunesse kënnen ze kréien, net zréckbehale ginn ass. Dat kënnt virun allem de jonke Salariéen entgéint; dat ass och schonn hei gesot ginn.

Firwat war et dann net méiglech, genau datselwecht ze maache mam Congé-formation, Här President, Dir Dammen an Dir Häre? E Congé-formation anzeféiere fir all Persoun, déi am Land schafft?

Dat ass eng einfach Fro, déi ech am Numm vun der ganzer grénger Fraktioun net eleng un d'Educatiounsministesch stellen oder un d'Familljeministesch, mä eigentlech un déi ganz Regierung, mat hirem Aarbechtsminister, hirem Fonction-publique-s-Minister, hirem Ekonomieminister, hirem Héichschoulminister a schlussendlech och hirem Premierminister, deen net midd gëtt ervirzesträichen, wéi wichteg et ass, datt e Land wéi Lëtzebuerg, dat matzen an Europa läit, mat senge groussen Nopere ronderëm, en ekonomesche strategesche Punkt ass a bleift, woufir et esou wichteg ass, datt all Persoun, déi hei am Land schafft, sech e ganzt Liewe laang weiderbilt, sech den neien Erausfuerderungen um Aarbechtsmaart no adaptéiert, fir datt mir eng Wëssensgesellschaft ginn a bleiwen.

Mä voilà, et war alt erëm eng Kéier, oder vläicht besser ausgedréckt, nach ëmmer net méiglech, eng eenheetlech Approche an der Politik ze élaboréieren, op engem u sech net ëmstriddenen Aspekt wéi d'Ënnerstëtzung vun der Weiderbildung. Alt erëm eng Kéier, oder erëm besser ausgedréckt, nach ëmmer gëtt de Secteur public anescht behandelt wéi de Secteur privé. An, une fois n'est pas coutume, de Secteur public kënnt méi schlecht ewech bei dëser legislativer Aktioun.

Eng Persoun, déi am Secteur public schafft, huet bis auf Weiteres kee Recht méi sech extra Congé unzefroen, fir zum Beispill sech weiderzebilden, sech op en Examen ze preparéieren, jee, all déi wichteg an noutwendeg Ursaachen, firwat de Congé-éducation bis elo huet misse geruetstoen.

An och wann de Fonction-publique-s-Minister sech elo eng intelligent Aktioun welcher Natur och ëmmer ausdenkt, fir dëst ze redresséieren, esou bleift et awer eng traureg Situatioun, datt och hei zwee Secteuren anescht behandelt ginn.

De Statut unique „lässt grüßen"!

Gott sei Dank, kann ee bal soen, gesäit de Conseil d'État dat och esou, an et ass d'autant plus regrettabel, datt trotz dem Oprechterhale vun der Opposition formelle vum Statsrot d'Regierung bei hirer Positioun bleift, an déi zoustänneg Chamberskommissioun Éducation et Formation professionnelle net de Courage hat, aner Schrëtter ze goen an der Regierung domadder den Diks ze riichten.

An enger Politik vun der Promotioun vum „lifelong learning", vun der Promotioun vun eiser Gesellschaft um Wee zu enger Wëssensgesellschaft, souwäit se och an notamment an der Lissabonner Strategie beschriwwen ass, esou wéi se an etleche Lignes directrices beschriwwen ass, esou wéi et an etleche Pabeieren iwwer Innovation a Plein emploi beschriwwen ass, esou wéi et notamment an der Politik vum Maintien dans l'emploi och beschriwwen ass, an esou enger Politik mussen de Wierder „Taten folgen".

Mir haten eis als gréng Fraktioun eng méi courageis a generéis Politik vun der Regierung erwaart, net nëmme well mir politesch ëmmer erëm op d'Wichtegkeet vun der Weiderbildung hiweisen an d'Hoffnung och nach net opginn, datt d'Regierung eise Rotschléi emol géif nogoen, mä och well mir ëmmer erëm héieren an de Riede vun den zoustännege Ministere vun dëser Regierung, datt si d'Wichtegkeet an d'Ënnerstëtzung vun enger Weiderbildungspolitik fir jiddfereen als Prioritéit gesäit.

Firwat da setze si hir Sätz net a politesche Pragmatismus ëm?

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, aus dëser Ursaach - ausser mir kréichen eng gerechtfertegt Äntwert, déi dann och dem Statsrot entgaange wier - wäerten déi Gréng sech bei dësem Vote enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Jaerling huet d'Wuert nach gefrot. Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Mir bleift nach just d'Zoustëmmung zu deem Projet ze ginn. Ech mengen, wa mer schonn hei eng Kéier eppes Positives virleien hunn, da soll een dat och net laang zerrieden.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Madame Delvaux!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen all menge Virriedner an och dem Rapporteur a sengem Remplaçant villmools Merci fir éischtens de Rapport, zweetens déi Diskussioun. Vu dass all Riedner esou intensiv op d'Virgeschicht agaangen ass vun dësem Projet, brauch ech jo net den Historique nach eng Kéier ze maachen. Ech wéilt dräi Saachen zréckhalen:

Éischtens wéilt ech confirméieren, effektiv, d'Madame Brasseur huet dat jo wierklech gutt hei erklläert, vu dass si déi deemools zoustänneg Ministesch war, dass dat Gesetz hei eng Transpositioun ass vun engem Accord, enger Konventioun zwëschent de Patronen an de Gewerkschaften aus dem Privatsecteur an dass du gesot ginn ass, dann transposéiere mer dat an e Gesetz, fir dass et méiglechst séier geet.

(Interruption)

Dat war awer d'Argument, an där Zäit.

Dat hat natierlech zur Konsequenz, dass d'Fonction publique net vun deem Gesetz betraff ass, well jo d'Fonction publique net mat de Patronë vum Privatsecteur négociéiert iwwer hiert Recht op eng Formatioun. Dat ass och alles scho virdrun hei gesot ginn. Et ass awer ganz vill ronderëm diskutéiert ginn an dofir wollt ech, an ech sinn dofir autoriséiert vum Minister vun der Fonction publique, nach eng Kéier kuerz dorobber zréckkommen.

Ech mengen, dass d'Situatioun am öffentleche Secteur an am Privatsecteur relativ verschidden ass, wat d'Rechter ugeet, wat d'Flexibilitéit vun der Aarbechtszäit ugeet, a wat, loosse mer soen, d'Entgéintkomme vun de Patronen ugeet. Et gëtt also do e fundamentalen Ënnerscheed.

Dozou muss een da soen, dass dat Gesetz hei eigentlech regelt, wéi de Stat intervenéiert. Duerfir brauche mer jo e Gesetz.

Wie bezilt de Stat am Fall wou e Patron an e Salarié aus engem Betrib sech eens ginn? Déi Fro brauche mer fir den öffentleche Secteur jo net ze klären, well déi ass komplett anescht. Also: De Stat muss jo net engem Privatpatron eppes bezuelen, wa seng eege Leit an eng Formatioun ginn.

Dann ass an der Fonction publique d'Situatioun vun der Formation continue eigentlech grondleeënd esou geregelt, dass eigentlech fir eng Promotioun ze kréien a senger Carrière all Statsbeamte praktesch eng Obligatioun huet fir 30 Deeg Formation continue ze maachen. Dat ass schonn e fundamentalen Ënnerscheed mam Privatsecteur, well soss kann en déi verschidden Etappen a senger Carrière net hannert sech bréngen.

Dann ass dat Zweet, dass beim Stat eng grouss Offer u Formation continue besteet, déi vum INAP offréiert gëtt. An alleguer déi Leit, déi sech fir Formation continue interessëieren, déi kënnen dat jo liesen, wat do alles offréiert gëtt. Dat ass substanziell!

Do gesi mir - mir, dat ass elo de Ministère vun der Fonction publique an domadder also d'Regierung -, dass et Leit gëtt, déi ganz vill vun där Offer profitéieren, a Leit, déi ganz wéineg dovunner profitéieren. Den Avantage an der Fonction publique ass, dass déi, déi wëlle vill profitéieren, keng iewescht Limite hunn, dat heescht, déi kënnen esou vill a Formation continue goe wéi se wëllen, ouni dass se dee Plaffong vun 80 Deeg hätten. An deem Sënn ass dat dann erëm e fundamentalen Ënnerscheed zum Privatsecteur.

Wou ech d'Bedenke verstinn, déi och an der Kommissioun manifestéiert gi sinn, dat ass éischter déi Fro: Wann ee Statsbeamten oder een, deen am Service beim Stat schafft, wann deen elo gären an Zukunft een oder zwee Deeg fräi hätt fir fir den Examen ze léieren, dann ass dat de Moment net méiglech. Dat ass eigentlech deen eenzege Schéinheetsfeeler an dësem Gesetz.

An do hu mer jo och no Récksprooch mam Minister vun der Fonction publique awer décidéiert, mir kéinten dat de Moment net an d'Gesetz drasetzen, well, wéi Der wësst, Verhandlungen de Moment lafen tëschent der Regierung an der CGFP. Verhandlungen, déi natierlech eng grouss Envergure hunn, net nëmmen iwwert deen heite Sujet, mä iwwer Gehälter an - also ech sinn net am Geheimnis dran - iwwer nach e ganze Koup aner Saachen. Just huet de Minister vun der Fonction publique gesot, hien hätt deen dote Punkt als ee vun deene Sujeten, déi an de Verhandlungen traitéiert musse ginn, opgefouert. An ech weess net wou mer de Moment dru sinn.

Dat heescht, dat war déi eenzeg Demande, déi mer haten, a wou mer gesot hunn: Jo, do ass effektiv en Handlungsbedarf wat d'Fonction publique ugeet, mä do hätte mer gären, dass dat am Kader vun deenen Négociatioune mat der Fonction publique soll gekläert ginn. Esou vill also zu deem dote Punkt.

Ech weess elo net, ob dat der Madame Loschetter an deene Gréngen duergeet, mä ech denken, dass ee wierklech muss en Ënnerscheed maachen tëschent de Rechter, wat d'Formation continue ugeet, fir déi Leit, déi en öffentleche Statut hunn, an déi, déi e private Statut hunn.

Deen zweete Punkt, deen hei vu jiddferengem ervirgestrach ginn ass - an dee kann ech mat ënnerstréichen -, dat ass, dass mer immens laang Zäit gebraucht hunn, fir dat Gesetz hei duerch d'legislativ Hürden ze bréngen, a wéi Der jo wësst si mer nach net doduerch, well héchstwahrscheinlech de Statsrot jo wäert seng Reserven oprechterhalen, an dass dat hei nëmmen en éischte Vote ass vun engem Gesetz, wou mer dann nach eng Kéier an dräi Méint mussen en zweete Vote virhuelen. Wann de Statsrot, wéi gesot, seng Opposition formelle oprechterhält.

Also, ech bedaueren dat och, wëll awer e bëssen als Excuse dobäi ginn, dass an der Zwëschenzäit - nom Dépôt vum Gesetz an haut - e Code du Travail agefouert ginn ass, an dass also dat heite Gesetz sech an de Code du Travail situéiere muss. An dat huet also mat sech bruecht, dass eng ganz Aarbecht huet misse gemaach ginn, fir d'Numérotatioun vun den Artikelen aneschters ze maachen, wou ech muss soe mer dankbar sinn, dass de Conseil d'État déi Aarbecht fir eis gemaach huet, well esou einfach ass dat net fir dat anzereien.

An da wollt ech als leschte Punkt nach eppes ubréngen - näischt Prezises méi zum Gesetz, mä zur allgemenger Diskussioun iwwer „lifelong learning" -: Ech denken, dass et kee gëtt hei zu Lëtzebuerg, deen net gemierkt huet, dass mir an enger Wëssensgesellschaft liewen. Mir sinn dran. Et ass net eng Décisioun vun enger Regierung fir dranzekommen, dat ass einfach eng Feststellung. A mir hunn alleguerten ech géif bal soen d'Verflichtung, fir eis dauernd ze informéieren. An et ass sécher och d'Aufgab vum Stat, fir dat do ze begleeden an ze encadréieren.

Ech wëll dofir just déi eng an déi aner découragéiere fir ze mengen, dass ee jee géif genuch doranner maachen, well wann ee seet „lifelong learning", dann ass et och net mat 80 Deeg am Liewe gedoen. Dat heescht, mir mussen eis ganz vill mobiliséieren, Konditioune schafen, fir dass déi Offer u léieren an u sech adaptéiere wéi säi Wësse multiplizéieren ëmmer erëm erneiert gëtt, dass se steet.

Mir mussen och e ganze Kader dofir schafen, wat d'Zertifikatioun ugeet. Dat ass fir mech e wichtegt Element heivunner, wou mer éischt Schrëtt gemaach hunn. Mir si jo och amgaangen d'Offer ze augmentéieren iwwer eBac, dat heescht Enseignement à distance, all déi Forme vu léieren, déi ee sech do ka virstellen. Dat ass e grousse Chantier, dee wahrscheinlech ni en Enn kritt.

Ech denken och, wann ech d'Diskussioune vun deene leschte Méint gesinn, dass et och e Mentalitéitswandel muss ginn, an dass d'Leit alleguerten, mir alleguerten, sech mussen och domadder offannen, dass een eigentlech mat engem éischten Diplom zwar ee gudden Départ an d'Liewe kritt huet, mä dass den éischten Diplom net duergeet, an dass een och deene Leit, déi déi Chance net hate fir en éischten Diplom ze kréien, eng Méiglechkeet muss ginn, fir eng éischt Formatioun ze kréien. Ech stellen esou fest, wann ech d'Zeitungen, d'Communiquéë liesen, dass dat net vu jiddferengem gedeelt gëtt, an dat mécht mech eigentlech traureg.

Dofir géif ech soen, dat Gesetz hei ass ee Stéck vun engem Puzzle, dee mer zesummesetzen. Et ass e wichtege Schrëtt, mä et ass nach laang net all Problem geléist mat dësem Gesetz. Mä ech sinn awer frou, dass dat Gesetz hei esou e breede Konsens an der Chamber fënnt, an dofir soen ech Iech alleguerte villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert nach gefrot.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech wëll mech just de Mercien uschléisse vis-à-vis vun all deenen, déi dozou bäigedroen hunn - och wann et laang gedauert huet, Madame Brasseur, bis mer endlech esou wäit waren -, datt och eng Rei vu Prezisiounen an eng Rei Verbesserungen, déi virgesi sinn an deem Deel, dee mat der Jeunesse ze dinn huet, elo awer an engem éischte Vote gestëmmt ginn an domadder da wéinstens awer kënnen an dräi Méint a Kraaft trieden a mer domadder deene Leit och kënne Satisfaktioun ginn.

Dofir och dem Rapporteur a sengem Stellvertrieder an allen aneren e grousse Merci, datt mer elo déi hei schwéier Hürd geholl hunn. Merci.

M. le Président.- Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domadder ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5337 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann nach zur Ofstëmmung vum Projet de loi 5628 iwwert de Centre européen pour les prévisions météorologiques.

2. 5628 - Projet de loi portant approbation

- du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme;

- des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (vote)

D'Diskussioun gouf jo gëschter ofgeschloss. D'Ofstëmme fänkt elo gläich un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5628 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs freet d'Wuert fir den Dépôt vun engem Projet de loi, huelen ech un.

3. Dépôt d'un projet de loi

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, de Grand-Duc huet mech autoriséiert, de 24. Abrëll 2007, de Projet de loi iwwert de Centre intégré zu Bäerbuerg ze déposéieren.

- Projet de loi N°5723 autorisant la participation de l'État à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg

Merci, Här President.

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi, deen un déi zoustänneg Chamberskommissioun weidergeleet gëtt.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5636, eng Ofännerung vum Code d'instruction criminelle. D'Wuert huet de Rapporteur, déi honorabel Madame Doerner.

4. 5636 - Projet de loi concernant la disparition des personnes et portant modification du Code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all Joer verschwannen hei zu Lëtzebuerg eng 50 Persounen: Dorënner si jugendlech Dauerausräisser, déi fir eng kuerz Zäit verschwanne wéinst familiären oder schoulesche Problemer, awer och eeler fragiliséiert Leit a souguer Erwuessener, déi no engem Sträit einfach bei Frënn ënnerdauchen. Zum Gléck kommen déi meescht no enger kuerzer Zäit vum selwen erëm oder gi vun der Police opgegraff.

Anerer awer hannerloossen net déi geréngste Spur. Do derhannert stinn oft tragesch Schicksalen, verzweifelt Elteren, mä d'Siche vun ofgängege Persounen ass awer och fir eis Police eng delikat Affär. Firwat? Well déi betraffe Famill extrem sensibiliséiert ass. Si stellt sech Froe wéi: Läit eist Kand verletzt an engem Gruef? Ass et entfouert oder souguer ëmbruecht ginn? Huet et sech selwer eppes ugedoen? Oder hu mir eis eppes virzewerfen? Kee weess et. Gewëss ass nëmmen, datt dat Kand ni doheem ukomm ass.

Fir d'Famill fänkt eng schwéier Zäit un a si lieft an enger quälender Ongewëssheet vu Waarden, Angscht an Hoffnung. D'Aussoe bei der Police sinn do derniewent och ganz oft net zoutreffend, oder et verstoppt sech tatsächlech e Verbriechen hannert sengem Ausbleiwen.

Wéi reagéiert elo an der Praxis d'Police, wann eng Persoun vermësst gemellt gëtt?

Fir d'alleréischt: D'Date gi polizeiintern diffuséiert per Email-System, an dat erlaabt d'Ofgläiche mat Lëschte vu Spideeler, Prisongen an onbekannten Doudegen. Och Schengen-wäit kann dëse Fahndungsopruff aktivéiert ginn, an zwar iwwert den SIS, dat wëllt soen de Schengener Informatiounssystem, an dat banne 15 Minutte vun der Meldung. Bei Auslandsfäll gëtt d'Interpol ageschalt. An nëmme mam Accord vun den Eltere gi Fotoe vum Vermëssten an de Medie publizéiert. Ech wëll nach ervirhiewen: Speziell fir vermësste Kanner gëtt an der EU dëst Joer eng eenheetlech Hotline installéiert.

Mä net all Vermësstemeldung léist eng direkt grouss ugeluechte Sichaktioun aus, wou d'Polizisten, d'Pompjeeën a Fräiwëlleger onermiddlech op de Bee sinn, fir de Betraffenen ze fannen.

Mir gesinn, datt d'Responsabilitéit bei enger Vermësstemeldung bis elo exklusiv eng Responsabilitéit vun der Police ass, dat heescht, déi Vermëssteproblematik berout op enger praktescher polizeilecher Handhabung, ouni eng gesetzlech Regelung. Firwat?

Ganz einfach, well e Vermëssten am Prinzip näischt mat der Strofwelt ze dinn huet. De Begréff vun Disparitioun ass an eisem Code d'instruction criminelle weder virgesinn nach definéiert, dat heescht, de Justizapparat kann net a Bewegung gesat ginn.

Fir de Laien ass dat ganz oft onverständlech, datt bei der Sich no enger Persoun de Parquet net vu sech aus op déi gängeg Ermëttlungsmoossnamen zréckgräife kann, an dat contrairement zur Fahndung vu verdächtege Leit. Et ass also un der Zäit fir dëse Vide juridique ze fëllen. Dofir enthält dëse Projet, dee mer haut stëmme sollen, verschidden nei Prinzipien an Artikelen, déi op eng Verbesserung bei der Vermësstefahndung zile sollen.

Den Haaptpunkt vun dësem Gesetz ass, datt beim Verschwanne vu Kanner a vu fragiliséierten Erwuessenen, dat wëllt soen: Leit, déi ënner enger Mesure de protection stinn, do kann elo de Procureur all zwangsrechtlech Ermëttlungsmoossnamen huelen, déi nämlecht, déi géifen ugewannt gi bei enger Enquête en flagrance, also en flagrant délit, an dat op eegen Initiativ hin, och wa kee Verdacht op eng strofbar Handlung virläit.

An anere Wierder: De Parquet kann elo, mat der Zesummenaarbecht vun der Police judiciaire, Hausduerchsuchungen, Saisië maache vun Dokumenten, Zeien unhéieren an och op DNA-Profiler zréckgräifen. An och no engem Délai vu 24 Stonne gëtt déi Prozedur ënnert der Form vun enger Enquête préliminaire weidergefouert. Och den Untersuchungsriichter kann domadder befaasst ginn. An dës Ermëttlungsmoossnamen ënnerbriechen och all Friste vun enger Verjährung, wann eng Infraktioun géif festgestallt

ginn am Kader vun dëser Fahndung. D'Zil vun dëser Prozedur ass et, der Police nei Unhaltspunkten ze ginn iwwert d'Motiver an en eventuellt Verbleiwe vum Gesichten.

An natierlech wäert dës Prozedur och hëllefen, eventuell fingéierte Vermësstemeldungen entgéintzewierken. No dësem Projet nämlech kann de Procureur och mat der Sich vun engem Erwuessene befaasst ginn, allerdéngs nëmmen ënner verschiddene Konditiounen. Dës Aschränkunge bei dëser Persounegrupp sinn ze verstoen opgrond vun der Bewegungsfräiheet a selbstverständlech dem Recht op eng Privatsphär vu jiddfer Mënsch iwwer 18 Joer. Dat heescht, en Erwuessenen ass net verflicht, säin Openthalt senger Famill matzedeelen a kann och deementspriechend net gesicht ginn, a scho guer net ënner polizeilechem Zwang a seng Famill zréckgefouert ginn, souguer wa seng Fra dat nach esou gär hätt.

Et gëtt Leit, déi vun engem Dag op deen aneren d'Famill an d'Vergaangenheet...

(Interruption)

Dat ass egal.

...hannert sech loossen an iergendwou e ganz neit Liewen ufänken. Dat ass eng Privatsaach a keng Affär fir d'Police, an dat muss och respektéiert ginn!

Aus dësen Ursaache féiert hiert Verschwannen net ipso facto zu enger Enquête. Déi nei Prozedur setzt viraus, datt d'Verschwanne beonrouegend oder suspekt muss sinn. D'Ëmstänn wéi eng Persoun verschwënnt, hiren Alter an hire Gesondheetszoustand spillen hei eng grouss Roll.

Wann elo e Vermëssten erëmfonnt gëtt, da ka seng Adress net engem Drëtte communiquéiert ginn. Den initiale Gesetzesprojet hat déi Méiglechkeet virgesinn, mam Accord vun der Persoun, déi gesicht ginn ass, oder mam Accord vum Procureur, wann en Intérêt bestanen hätt, dës Adress weiderzeginn. De Statsrot huet awer - an zu Recht - drop higewisen, datt d'Notioun vun engem „intérêt légalement protégé" problematesch ass. Dorënner hätten zum Beispill fale kënnen: de Bénéficiaire vun enger Pension alimentaire oder awer de Créancier vun enger x-beliebeger Schold.

Mir dierfen net vergiessen, datt Zil an Zweck vun dësem neien Artikel 43-1 sinn: de Schutz, d'Sécherheet an d'Ofwier vu Geforen. An et geet net drëm, zivilrechtlech Aspekter am Reflex mathëllefe wëllen ze léisen. Et gëtt hei keng Verbindung mam Zivilrecht. Et ass en Ënnerscheed, ob ech vum Code civil profitéieren, deen et mer erméiglecht, eventuellen Ierwen hir Rechter geltend ze maachen, wann ee vun der Famill verschollen ass, dat sinn déi Présomption d'absence an déi Déclaration d'absence.

D'Kommissioun ass mat op de Wee vum Conseil d'État gaang an huet dës Dispositioun, wat d'Kommunikatioun vun der Adress betrëfft, ganz einfach gestrach. Dat heescht: A kengem Fall gesäit deen neien Text eng Matdeelung vun der Adress vir. De Conseil d'État ass der Meenung, datt d'Fro vun der Kommunikatioun vun der Adress an engem méi generelle Kader soll geregelt ginn, an zwar an engem Kader, deen déi ganz Problematik vum Accès op de strofrechtlechen Dossier ee fir allemol géif regelen.

Eng kleng Prezisioun: Wann déi betraffe Persoun awer elo nach keng 18 Joer huet oder si ass am Kader vun enger Mesure de protection - dat wëllt soen, si géif ënner Tutelle, Curatelle oder Sauvegarde de justice stoen -, da kréiche selbstverständlech d'Eltere respektiv zum Beispill den Tuteur déi Adress matgedeelt.

Mat der Aféierung vum Begrëff vun der „disparition de personnes" an eisem Code d'instruction criminelle ass och den Artikel 44 vun dësem Code ergänzt ginn an erlaabt elo dem Procureur, op d'Plaz ze goen, wou eng Läich fonnt ginn ass, an op d'Expertenan d'DNA-Profiler zréckzegräifen, fir dës Persoun ze identifizéieren an och eng Feststellung erauszefannen, wat d'Ëmstänn vun hirem Doud betrëfft.

De Procureur kann all Mëttelen, déi him zur Verfügung stinn, net nëmmen asetze beim Verschwanne vun enger Persoun oder bei engem onbekannten Doudegen, mä och bei engem schwéier Verletzen, deen opfonnt ginn ass an deen net méi selwer ka soen, wat him zougestouss ass. Domadder also kann d'Identitéit vun dëser Persoun festgestallt gi respektiv d'Ëmstänn vun de Verletzunge bestëmmt ginn.

Schlussendlech gesäit an engem leschten Artikel dëse Projet och den neien Artikel 53-1 am Code d'instruction criminelle vir, dat wëllt soen: Den Untersuchungsriichter kann och an Zukunft seng traditionell Pouvoiren ausüben am Kader vun den dräi Hypotheesen, déi an dësem neie Projet behandelt ginn, an zwar: d'Verschwanne vun enger Persoun, d'Entdeckung vun enger Läich an engem schwéier Verletzten.

Ech kommen zum Schluss a wëll Folgendes bemierken: Dëse Projet ass op Demande vum Parquet hin initiéiert ginn. De Justizminister huet e gudden Text geschriwwen, dee sech op e franséischt Gesetz vun 2002 baséiert. De Conseil d'État huet dëse Projet enger grëndlecher Revisioun ënnerzunn an huet en nei artikuléiert, formuléiert an adaptéiert.

Dësen Text ka leider an esou enger heikler Matière wéi dem Verschwannen net all Problemer léisen, mä e wäert awer d'Aarbecht vum Procureur a vun der Police vereinfachen, an dat selbstverständlech am Interessi vun de Betraffenen an hire Familljen.

Mir kënnen dëse Projet stëmmen, an ech gi gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech der Madame Doerner als Rapportrice Merci soen. Tatsaach ass, dass e Vide juridique hei am Land bestanen huet iwwert d'Disparitioun vun der Persoun an et wichteg ass, dass dee Vide combléiert gëtt. Den Drame, deen et fir eng Famill ass oder fir eng Persoun, déi eng aner Persoun verléiert an net weess wou se ass, ass virun allem am Fall elo vu Mineuren oder vu Majeur-protégéen dramatesch gewiescht, well ee jo net weess - fir e Mineur - wat ka geschitt sinn; a bei engem Majeur protégé och net. Bei engem Majeur ass et och guer keng Dispositioune ginn, an do ass et wichteg, dass de Procureur d'État haut kann, deemno wéi d'Situatioun vun dëser Persoun ass, och esou eng Enquête opmaachen.

Dat Eenzegt, wou ee sech muss d'Fro stellen, dat ass: Am Text ass keng Rekursméiglechkeet virgesinn. Dat heescht, wann de Procureur seet: Neen, ech hunn décidéiert et géif näischt gemaach ginn, - wat ass do vu Méiglechkeet vun engem Recours? Wéi eng Rekursméiglechkeet gëtt et vis-à-vis vun der Famill, fir kënnen déi Décisioun vum Procureur d'État unzefechten? Den Text gesäit näischt vir. Vläicht weess de Minister, ob do de Code d'instruction criminelle eppes aneschters virgesäit, mä ech mengen net.

Do wou ee sech och muss d'Fro stellen, an ech sinn awer frou, an d'Rapportrice huet et scho gesot, dass de Conseil d'État awer op d'Liberté-individuellen insistéiert. Dat dote soll keen Text sinn, wou een duerno ka kucken een erëmzefannen, well ee mengt, et hätt een eppes zegutt; eng Pension alimentaire oder esou eppes. Dat wier en Text gewiescht, wou de Stat am Fong Detektiv gespillt hätt an de Leit gehollef hätt einfach probéieren aner Leit erëmzefannen, wou se net wossten..., wou se vläicht fräiwëlleg kee Kontakt méi mat der Famille d'origine hunn, mat där Persoun haten, an do de Stat gehollef hätt déi Persoun erëmzefannen.

Mir fannen et wichteg, dass deen Text an deem Sënn geännert ginn ass. An och mat deenen Amendementer, déi de Conseil d'État proposéiert huet, kann d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen doten Text stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Klein huet d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci der Rapportrice fir hir ausféierlech Rapporten. Dës Bestëmmungen, déi mer haut hei wäerte verabschieden, maachen eng Lück an eisem Strofrecht zou, nämlech d'Verfuere vum Parquet, dem Procureur d'État an der Police judiciaire am Fall vun der Disparitioun vun enger oder méi Persounen. De Code civil sengersäits regelt a sengem speziellen Titel d'Absence vu Persounen. Esou eppes ass an eisem Strofbuch net virgesinn. Dat ass och eng aner Saach. Duerfir musse mer elo eppes aféieren, fir déi Lück zouzemaachen.

Am Prinzip ass et jo esou, datt no engem vun de Grondrechter jiddferee ka kommen oder goen, wéini a wuer e wëllt, a wéi laang e fort ass oder fort bleift. Jiddferee ka sech an der Öffentlechkeet fräi bewegen oder hannerwands hale soulaang e wëllt.

Elo gëtt et awer Situatiounen, wou e Verdacht kann opkommen, datt deem, dee länger Zäit verschwonnen ass ouni eng Noriicht ze hannerloossen, ouni eppes vu sech ze ginn, ouni vun engem anere gesinn oder begéint ze ginn, eppes kéint passéiert sinn. Do muss ee sech seriö Gedanke maachen, fir där Persoun ze hëllefen an erauszefanne wat geschitt ka sinn. D'Méiglechkeet an d'Recht musse bestoen, fir no där verschwonnener Persoun ze kucken, an zwar no préetabléierten offizielle Regelen. An deem Sënn gëtt elo de Code d'instruction criminelle ofgeännert.

Et gi bei der Disparitioun vu Persounen zwou verschidde Situatiounen - an d'Rapportrice, déi huet se schonn ënnersicht -:

Éischtens, d'Disparitioun vu Mineuren oder vu Majeuren, déi protégéiert sinn. An deem Fall gëtt présuméiert, datt se Hëllef brauchen an datt direkt muss no hinne gekuckt ginn, well do de Risque vill méi grouss ass, datt eppes virkomm ass, en vue vun hirem Alter respektiv vun hirem mental oder physesch gebriechlechen Zoustand. Duerfir kann an Zukunft de Parquet dann agräifen, laut der Prozedur vum Code d'instruction criminelle. Dat ass eng Schutzmoossnam méi fir déi Leit, déi do betraff sinn.

Zweetens, bei den Erwuessenen, déi net protégéiert sinn, do geet et net duer, datt d'Disparitioun festgestallt ginn ass. Et kommen nach Konditioune mat derbäi. An zwar déi Disparitioun muss beonrouegend - inquiétante - oder suspekt sinn, en vue vun den Ëmstänn, vum Alter vum Interessent oder vu sengem Gesondheetszoustand. D'Action publique kann net ouni Weideres a Bewegung gesat ginn. De Procureur d'État ass an dësem Fall den Décideur. Hien entscheet opgrond vun den Ëmstänn, ob et ubruecht ass oder net, ob et sech opdrängt oder net, fir ze agéieren.

De Procureur huet also eng wichteg Entscheedungsgewalt, well jo Notioune wéi d'Suspicioun an de Caractère inquiétant net genau definéiert sinn an net déi allerkloerst sinn. Am Fall, wou d'Disparitioun net opgedeckt gëtt, ënnerbriechen d'Akten, déi ënnerholl gi sinn, och d'Prescriptioun, sollt sech spéider erausstellen, datt iergendwéi e Crime oder en Delikt mat där Disparitioun do eppes ze dinn huet.

Wichteg ass och festzestellen, datt par rapport zum ursprünglechen Text de Conseil d'État motivéiert proposéiert huet, fir d'Bestëmmung erauszehuelen, datt am Fall, wou en Intérêt et géif justifiéieren, de Procureur d'État d'Adress vun engem, deen erëmfonnt ginn ass, weidercommuniquéiert. Dat ass och esou vun der Commission juridique akzeptéiert ginn.

Mir gesinn also, datt an dësem Projet de loi de Grondrechter an dem Respekt vum Privatliewe Rechnung gedroe ginn ass. Mir kréie mat dësem Gesetz Instrumenter geschaf, fir am Fall vum Verschwanne vu Persounen deene betreffenden an den interesséierte Familljen eventuell ze hëllefen a se vun hirer Verzweiflung fräizemaachen. Dat ass eng weider Moossnam, fir d'Sécherheetsgefill vun de Leit ze verstäerken. Duerfir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Den Här Braz huet d'Wuert nach gefrot.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Just ganz kuerz, fir och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun ze bréngen an och dem Rapporteur, der Madame Doerner, Merci ze soe fir hire Bericht.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Henckes nach.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, dat hei ass héchstwahrscheinlech kee grousst Gesetz, wat déck an der Opinion publique debattéiert gëtt, mä wat awer bluttnoutwendeg ass. Jiddferee kennt oder huet héiere vu Fäll, wou Leit verschwonne sinn, wou Kanner verschwonne sinn, a wou et deen Ablack ganz schwéier ass, fir kënnen eng Action publique anzeleeden, fir datt no där Persoun oder deem Mannerjährege gesicht gëtt.

Dat ass heiansdo méiglech, mä de Parquet muss heiansdo op Instrumenter zréckgräifen, wou ech mech froen, ob se ëmmer an der Limite vun der Legalitéit waren, mä wat awer am Intérêt vun der Saach war. Dat war eng Lacune am Gesetz, an dofir ass et wichteg, datt déi Lacune elo opgehuewe gëtt.

Et ass e gutt Gesetz, an dofir wollt ech och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, dat hei ass e Gesetz, wou Recht a Gefiller ganz no beienee leien. An de Fait, datt mer an deene leschten 100 Joer déi Dispositiounen hei net am Gesetz haten, obschonns datt mer all Joer - wéi d'Rapportrice zu Recht gesot huet - ronn 50 Disparitiounen hunn, beweist d'ganz Schwieregkeet, déi besteet, fir esou eppes an engem Gesetz richteg unzepaken.

Mir hunn dat Gesetz hei op de Wee ginn, well mer gemengt hunn, datt hanner ville vun deenen Disparitioune sécherlech op där enger Säit de Wonsch vu Fräiheet vun deem Eenzelne besteet, fir ze verschwannen, mä awer op där anerer Säit och ganz vill Misär a Suerg vun anere besteet, déi e Recht drop hunn ze wëssen, wou hire Familljemember hin ass. An dat Recht gëtt quasi zu enger Flicht fir de Stat, wann et sech ëm mannerjähreg Leit handelt oder ëm Majeuren, déi ënner engem extrae Régime de protection sinn.

Duerfir hunn ech fonnt, datt, obschonns all déi Regierunge virdrun an dësem Kontext dem Procureur d'État keng Handhab ginn hunn, ee misst an dëser Matière de ville Familljen hëllefen, déi eis oft dramatesch Bréiwer geschriwwen hunn, well se gesot hunn: Et ass ee verschwonnen, an de Stat kann näischt maachen, well net onbedéngt en Element vun Infractioun gi ginn ass. Do kënne mer näischt maachen.

Duerfir sinn ech frou, datt hei dëse Projet esou eng breet Zoustëmmung fënnt. Well ech mengen, et ass e Projet, dee sech juristesch ugesäit, mä deen awer zum Zil huet, sécherlech d'Fräiheet vun engem ze respektéieren, mä virun allem awer derfir ze suergen, datt vill Misär ka méi kleng gemaach ginn doduerch, datt de Stat Mëttelen huet opzeklären, wou eng Persoun ass oder firwat eng Persoun net méi wëllt mat hirer Vergaangenheet eppes ze dinn hunn.

Duerfir géif ech och gären der Madame Doerner fir hire Rapport Merci soen, gradesou wéi deenen aneren Deputéierten, déi heizou Stellung geholl hunn, a Merci och fir déi breet Ënnerstëtzung, déi dëse Projet schéngt hei an der Chamber ze fannen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Här Bettel!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech hat eng Fro gestallt: Wann de Procureur elo géif refuséieren, bei engem Majeur esou eng Enquête opzemaachen, wat do d'Rekursméiglechkeete vun der Famill sinn? Ass do eppes virgesinn?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Ech géif a priori mengen, datt dat ënnert de Prinzip fält, datt de Procureur ëmmer selwer entscheet, a wéi engem Moment en eppes mécht, an datt do déi allgemeng Prinzipië vum Code d'instruction criminelle géife spillen.

(Interruption)

An deem Fall géif dat heeschen, kee Recours. Ech mengen, haut gi mer de Leit e substanziellt Recht bäi, wat de Procureur, deen am Numm vum Stat dat mécht, op eng responsabel Aart a Weis wäert maachen, an duerfir gesinn ech do en zousätzlecht Recht, wat mer de Leit ginn, wat een net anescht brauch ze encadréieren.

M. le Président.- De Procureur jugéiert d'Opportunitéit.

Voilà, mir kommen dann zu der Ofstëmmung vum Projet de loi 5636.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5636 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger

Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, an dat ass de Projet de loi iwwert d'Schafung vun enger Société de gestion de patrimoine familial. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Mosar.

5. 5637 - Projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat der Diskussioun an der Ofstëmmung vum Projet de loi iwwert d'Société de gestion de patrimoine familial wäert d'Chamber haut déi zweet Etapp hannert sech bréngen an der Suite vun der Ofschafung vum Holdingsstatut vun 1929.

Déi éischt Etapp si mer am leschten Dezember gaangen, wou mer an engem Gesetz d'Iwwergangsbestëmmunge festgeluecht hunn, déi definitiv den 31. Dezember 2010 auslafen, vun deem Datum un also, wou et och keen Holdingsstatut méi wäert an eisem Land ginn.

Eng drëtt a lescht Etapp wäert da sinn - an ech wäert zum Schluss nach kuerz dorobber ze schwätze kommen -, datt, nodeem mer haut en neie Vehikel fir d'Gestioun vu Privatverméigen en place setzen, mer och mussen dofir suergen, datt déi institutionell Investisseuren en ähnlecht Instrument zur Verfügung gestallt kréien, well si net kënnen op d'SPF zréckgräifen. Eréischt da wäerte mer dann och d'Buch vun der Holding '29 kënnen definitiv zoumaachen.

Ech wëll hei am Detail net méi op d'Virgeschicht agoen, déi allgemeng bekannt ass an déi op d'Décisioun vum 19. Juli vum leschte Joer vun der Kommissioun zréckgeet, déi gemengt hat, datt den Holdingsstatut 1929 eng net zoulässeg Statshëllef géif duerstellen.

Ech wëll och haut an hei net méi op déi Argumenter vun der Kommissioun agoen; dat hu mer alles schonn an der Diskussioun vum éischte Projet am leschten Dezember gemaach, esou datt ech mer dat kann erspueren a mech exklusiv wëll konzentréieren op dee Projet de loi, dee mer haut an hei diskutéieren.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Virausschéckend wëll ech dann nach eng Kéier betounen, datt dësen neie Steierstatut net nëmmen als Holdingersatz geduecht ass, mä a sech vill méi eng breet gefächert Clientèle wëllt usprieche wéi déi, déi sech am Holdingsstatut erëmfënnt. Ech sinn dann och perséinlech dovun iwwerzeegt, datt mer mat der Schafung vun dësem neie Steierstatut der Banken- a Finanzplaz en zousätzlechen innovative Projet dohinner setzen, deen hoffentlech deeselwechte grousse Succès wäert kenne wéi d'Holding '29.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Objektiv vun dësem Projet ass, d'Flexibilitéit, déi d'Privatpersoune bei der Gestioun vun hirem Privatverméige brauchen, mat enger ugepasstener Fiskalitéit ze verbannen.

Ech wëll awer elo net am Detail op all eenzel Dispositioun vun dësem Gesetzesprojet agoen - Dir kënnt dat alles noliesen a mengem schréftleche Rapport -, mä ech wëll mech dorop limitéieren, Iech nach eng Kéier déi grouss Prinzipië vun der SPF hei ze résuméieren.

Ufänke wéilt ech nach eng Kéier andeem ech betounen, datt d'SPF keng nei Gesellschaftsstruktur ass, mä a sech just e Steierstatut - esou wéi dat och bei der Holdinggesetzgebung de Fall ass. Dëst bedeit dann och, datt d'SPF kann an all Form vu Kapitalgesellschaft agekleet ginn, sief dat eng Société à responsabilité limitée, eng Société anonyme, eng Société en commandite par actions oder eng Société coopérative, déi awer ënner Form vun enger Société anonyme organiséiert ass.

Et ass dann och kloer, datt dës moralesch Persoun vun der limitéierter Haftung vun der Personne morale profitéiert an domadder och en eventuelle Recours vun Drëttpersoune limitéiert.

Wat kann dës SPF fir Aktivitéiten entwéckelen? Si kann a sech all Zorte vu Finanzaktivae kafen, besëtzen, verkafen a géréieren. Wat awer expressément ausgeschloss ass, dat ass, datt dës Gesellschaft kommerziell Aktivitéite bedreift, wat dann och mat sech bréngt, datt d'SPF net direkt kann Immobilië besëtzen an och keng rémunéréiert Prêten u Sociétéite kann accordéieren, an deene se selwer eng Participatioun hätt.

Schlussendlech kënnen d'Aktië vun enger SPF nëmme vun enger limitéierter Zuel vun Investisseure gehale ginn a kënnen also net op enger Bourse cotéiert ginn.

Wie kann elo Aktionär an esou enger SPF an Zukunft ginn? Fir d'alleréischt natierlech all d'Privatpersounen, derniewent awer och all sougenannten Entité patrimoniale, déi am Intérêt vum Privatverméige vun enger oder méi physesche Persounen agéiert. Betoune wéilt ech heizou, datt esou eng Entité patrimoniale kann en Trust, eng Stëftung oder Fondatioun sinn, awer och all aner Zorte vu moralescher Persoun Lëtzebuerger oder auslännescher Nationalitéit ënnert der Oplag, datt se keng kommerziell Aktivitéite bedreift. Schlussendlech kann awer och en Intermédiaire optriede fir déi Investisseuren, déi ech virdrun hei opgelëscht hunn.

Wéi ass elo d'Administratioun vun dëser SPF organiséiert? Hei wëll ech nach eng Kéier betounen, datt d'Gesellschaft en tant que telle net kann an engem Conseil d'administration vun enger Gesellschaft vertruede sinn, an där se selwer eng Participatioun hätt. Et ass allerdéngs net verbueden, datt den Aktionär direkt oder den Administrateur vun der SPF an esou enger Gesellschaft am Conseil d'administration siégéiert.

Wéi ass elo de genaue steierleche Statut? Dës SPF bezilt weder Akommessteier nach Gewerbesteier an ass och net der Verméigenssteier ënnerworf, ausser - an do renvoyéieren ech op dat ëmgeännert Gesetz vum 4. Dezember 1967 - wa se während engem Exercice net méi wéi 5% vun Dividenden touchéiert, déi aus Participatioune vu Gesellschafte kommen, déi kenger vergläichbarer Steier ënnerworf si wéi eiser Kollektivitéitssteier.

Wat déi indirekt Steiere betrëfft, fält d'SPF natierlech drënner; dat heescht, si bezilt souwuel den Droit d'apport wéi d'Taxe d'abonnement. Allerdéngs gëtt souwuel den Taux wéi de Berechnungsmodus vun der Taxe d'abonnement fir d'SPFen anescht fixéiert. Esou bezuele si an Zukunft en Taux vun 0,25%, allerdéngs référéiert d'Besteierungsbasis sech just op dat libéréiert Kapital, dat duerch d'Prime d'émission nach kann augmentéiert ginn. Parallell gëtt dann och e Plaffong vun 125.000 Euro fir d'Taxe d'abonnement agefouert.

Schlussendlech wëll ech nach zu dësem Punkt bemierken: D'SPF fält dann och net - ënnert d'Duebelbesteierungsofkommes, par contre awer ënnert de Secret professionnel, wéi en am Paragraph 178bis vum allgemenge Steiergesetz festgeschriwwen ass.

Wat elo d'Dividende betrëfft, déi vun enger SPF ausbezuelt ginn, esou falen déi net ënnert d'Retenue à la source. Dëst gëllt allerdéngs net fir déi Zënsen, déi vun enger SPF selwer ausbezuelt ginn, well déi ënner esou eng Retenue à la source kënne falen.

Wéi fonctionnéiert elo d'Kontroll vun der SPF? Hei sief direkt preziséiert, datt et d'Enregistrementsverwaltung ass, déi hei zoustänneg gëtt. Fir der Administratioun awer ze erméiglechen, hir Kontroll auszeüben, muss d'Gesellschaft selwer eng Rei vu Vérificatiouns- a Certificatiounsobligatiounen erfëllen. Dës ginn am Prinzip vum Domiciliataire vun där Gesellschaft iwwerholl. Sollt d'Gesellschaft keen esou en Domiciliataire hunn, mussen dës Verflichtunge vun engem Réviseur d'entreprises iwwerholl ginn.

Wat sinn elo d'Sanktiounen, wann déi SPF sech net un déi elo vu mir virdru beschriwwen Oplagen hält?

Dann huet den Direkter vun der Administration de l'Enregistrement d'Méiglechkeet, der SPF hire Statut ewechzehuelen, allerdéngs - an dat wëll ech hei nach eng Kéier expressément betounen - ass dat net eng Obligatioun fir deen Direkter, mä eng Fakultéit. Dat heescht, den Direkter behält hei e gewëssenen Ermiessungsspillraum, wat d'Ausschwätze vun esou enger Strof betrëfft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domadder kommen ech och scho bal zum Schluss. Eng lescht net oninteressant Fro, déi ech awer hei nach wollt beäntwerten, ass déi: Wat fir eng Prozedur muss respektéiert ginn, wann een eng aktuell existéierend Holdinggesellschaft an eng SPF wëllt ëmwandelen?

Hei ass fir d'éischt ze betounen, datt natierlech all Bedéngunge vun der SPF mussen erfëllt ginn. Ass dat de Fall, geet et duer, datt et hei zu enger Statutenännerung kënnt, wou an éischter Linn den Objet, d'Dénominatioun vun der Gesellschaft mussen ugepasst ginn, an dëst muss natierlech duerch en Notärsakt geschéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdrun a menger Aleedung gesot: Duerch d'Schafung vun der Société de gestion de patrimoine familial kritt d'Banken- a Finanzplaz en neit interessant Instrument zur Verfügung gestallt fir d'Verwaltung vu Privatverméigen. Ech si perséinlech dovun iwwerzeegt, datt dëst en effizient Instrument ass, wat de Besoinë vu ganz villen Investisseure wäert entspriechen, an ech zweifelen eigentlech dofir och net um Succès vun dësem neie Produit.

Allerdéngs kënnen déi institutionell Investisseuren, wéi ech et scho virdru gesot hunn, net op dëst Instrument zréckgräifen, an dofir géif ech och haut an hei nach eng Kéier dofir plädéieren, Här Minister, fir eventuell iwwert de Wee vun enger Adaptatioun vun eiser SOPARFI-Législatioun d'Iddi vun den Intérêts notionnels wéi awer och d'Taxatioun vun de Plus-values sur valeurs mobilières vu moralesche Persounen esou steierlech ze organiséieren, datt mir weider kompetitiv bleiwe par rapport zu eisem noen Ausland, an hei denken ech ganz besonnesch un d'Belsch an un Holland.

Ech géif dofir d'Regierung bieden, esou schnell wéi méiglech hei Neel mat Käpp ze maachen an an deenen nächste Wochen e Projet de loi ze deponéieren, deen d'Interesse vun dësen institutionellen Investisseure berücksichtegt.

An deem Kontext erlaabt mer dann och nach eng Kéier derfir ze plädéieren, Här Minister, den Droit d'apport ofzeschafen, dat ëmsou méi well jo d'Europäesch Kommissioun spéitstens bis 2010 dësen Droit d'apport wëllt EU-wäit ofgeschaaft gesinn.

Här President, no der Adoptioun vum Gesetz iwwert d'Fonds spécialisés, dat sech elo schonn als e grousse Succès erausstellt, schafe mer haut d'Grondlag, fir datt d'Finanzplaz Lëtzebuerg och an Zukunft a vläicht nach méi wéi bis elo en Zentrum vun der Verwaltung vu Privatverméige gëtt. Meng Hoffnung als Rapporteur wier op jidde Fall, datt mer haut den Ufank vun enger ähnlecher „success story" schreiwe wéi déi vun eise Virgänger, déi 1929 d'Holdinggesetzgebung op d'Schinne gesat hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Als éischte Riedner ass den Här Lucien Thiel agedroen. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Merci, Här President. Fir unzefänken dem Kolleeg Laurent Mosar villmools Merci fir säi Rapport. En e bësse scho bal ze ausféierleche Rapport, well dat, wat ech Iech ze soen hunn, gläicht deem, wat hien Iech elo grad gesot huet, zimlech staark.

Et wosst een zwar, datt eppes am Komme wier, nodeems d'Direction générale, d'Konkurrenz vun der Bréisseler Kommissioun ufanks Februar vum leschte Joer eiser Regierung matgedeelt huet, si géif eng Prozedur no Artikel 88 vum Gemeinschaftstraité, also eng Enquête ulafe loossen.

Mä trotzdeem huet et eis kal erwëscht, wéi den 19. Juli d'lescht Joer vu Bréissel et geheescht huet, d'Europäesch Kommissioun wier trotz alle Géigenargumenter vun der Lëtzebuerger Regierung zur Konklusioun komm, datt de Steierregime vun eisen Holdinge géint d'europäescht Recht géif verstoussen. Dofir, esou housch et, däerft ab sofort keng där Holdinge méi gegrënnt ginn an déi existéierend misste bis zum Joresenn ofgeschaaft ginn.

Also eppes wat 77 Joer laang anstandslos fonctionnéiert huet, wat et an 12.600 Exemplare gëtt, gutt 20 Milliarden Euro wäert ass an dem Stat ronn 40 Milliounen Taxe d'abonnement am Joer abréngt; eppes wat nach fënnef Joer virdrun, no enger klenger Korrektur, de Seege vu Bréissel, allerdéngs vun enger anerer Direction générale, kritt hat, war op eemol eng Ausgebuert vun Illegalitéit an huet direkt missen exekutéiert ginn.

No deem Coup, dee verständlecherweis Oprou ënnert d'Clientë vun eiser Finanzplaz bruecht an duerfir eng schnell Reaktioun verlaangt huet, stoung d'Regierung virum Choix, entweder den Haarden ze markéieren an op den Europäesche Geriichtshaff ze goen, wou mir de Juristen zufolleg 50% Chance gehat hätten, fir Recht ze kréien, awer dat eréischt no zwee oder no dräi Joer, oder awer mat Bréissel ze verhandelen, fir op d'mannst en Opschub vum Délai erauszeschloen.

D'Regierung huet dee verstännege Wee gewielt, an de Minister Frieden huet doropshin déi zoustänneg Kommissärin - d'Madame Kroes - dozou bruecht, eisen Holdingen eng Gaalgefrist bis Enn 2010 ze accordéieren.

Dat gouf dann och an deem Gesetz festgehalen, dat mir am Dezember hei gestëmmt hunn, dat de Laurent Mosar elo nach grad erwähnt huet.

Domat war natierlech den eigentleche Problem nach laang net geléist. D'Clientë wollte wëssen, wéi et duerno géif weidergoen, a waren net wëlles bis 2010 ze waarden, éier se sech décidéiere géifen, fir hir Suen zu Lëtzebuerg ze loossen oder se anzwousch anescht ënnerdaach ze bréngen. Et huet also misse séier gehandelt ginn.

Dat ass, wéi mir haut gesinn, geschitt. Knapp néng Méint no der Hiobsnouvelle vu Bréissel solle mir elo e Gesetz stëmmen, dat de Problem zwar net ganz léist, awer op d'mannst e gudden Deel dovun.

Mat hirer net grad iwwerzeegender Argumentatioun, d'Holdinge wieren Entreprisen an dofir ze besteiere wéi aner Entreprisen och, well si aktiv Gestioun géife maachen, hunn déi Bréisseler Konkurrenzwiechter eiser Regierung eng Upak ginn, fir de Problem ze splécken an esou een Deel vun den Holdingen aus dem Collimateur erauszehuelen.

Et gëtt wuel Holdingen, déi ganz gehéireg an d'Finanzmäert agräifen an eng ganz aktiv Gestioun vun hirem Patrimoine maachen, woumat se natierlech an d'Schosslinn vun der Bréisseler Kommissioun geroden. Dat sinn duerch d'Bänk déi ganz déck Holdingen, déi d'Avoirë vu grousse Multinationalen an anere kapitalkräftege Gesellschaften hei bei eis géréieren.

Mä déi grouss Majoritéit - et heescht ëm déi 80% - vun eisen Holdinge sinn éischter Familljenentreprisen, déi de Patrimoine vun hire Besëtzer verwalten an déi dat op eng méi konservativ, manner aggressiv Aart a Weis maachen. Vu wirtschaftlecher Aktivitéit am Sënn vun der Kommissioun kann do wuel kaum Rieds sinn. An anere Wierder: Bei dësen Holdinge konnt wuel de Virworf vun der staatlecher Bäihëllef net gräifen, deen d'Madame Kroes eisen Holdingen in globo unhänke wollt.

Do war et nëmme logesch, datt d'Regierung sech drop versteift huet, d'Familljenholdinge wiere vun dem Bréisseler Doudesuerteel net betraff a kéinte weiderhi vum avantagéise Steierregime profitéieren.

Déi Logik gouf dann och an dat Gesetz ëmgesat, dat mir haut stëmme sollen, an dat sech am Wiesentlechen op d'Definitioun vun där Zort vun Holdinge konzentréiert, déi Iech elo grad vum Kolleeg Rapporteur auserneegeluecht ginn ass.

Domat wier och deen Deel vun eisem Problem geléist. Bleift dann nach deen aneren, dee vun de sougenannten institutionellen Holdingen. Dee weit net nëmmen e ganze Krack méi a puncto Volume, a puncto Suen, mä en ass och dee kriddelechsten, well Bréissel grad déi Zort Holdingen um Napp huet an et hei net mat e puer Korrekture gedoe ka sinn.

Mä dat kann an däerf keng Entschëllegung sinn, fir de Problem op d'laang Bänk ze tesselen. Hei geet et ëm vill Milliounen, fir net ze soe Milliarden, an et geet ëm gewiichteg Clienten, déi esou séier wéi méiglech gär eng Äntwert drop hätten, wéi et dann elo mat hirer Holding géif hei weidergoen.

Fir hinnen déi Äntwert ze ginn, brauche mir emol d'Rad net nei ze erfannen. Mir hunn nämlech schonn an den 80er an an den 90er Joren e Vehikel geschaf, deen duerchaus amstand ass, d'Relève vun den institu-

tionellen Holdingen ze huelen. Hien heescht SOPARFI, als Ofkierzung fir Société de participations financières.

Net vun ongeféier gouf dëst Instrument gemeng deemools, wéi et agefouert ginn ass, als eng Aart Holding bis bezeechent, well a Wierklechkeet handelt et sech ëm soss näischt wéi eng Holding, awer eng Holding, déi besteiert gëtt an déi dofir dann och international akzeptéiert ass. D'Astuce besteet just dodran - vereinfacht elo ausgedréckt -, datt d'Holding der Mammefirma oder enger Duechterfirma Sue léint, déi dann, wa se inklusiv Zënsen erëmbezuelt ginn, net steierlech erfaasst ginn, also wou um Enn keng Steieren ufalen.

Een oder zwee Aménagementer bei där SOPARFI géife schonn duer, fir datt si d'Roll vun de gekäppten Holdinge voll a ganz iwwerhuele kënnt. Wann een dann nach dës getunte SOPARFI mat deem kombinéiere géif, wat de belschen Noperen agefall ass, fir hir gläichfalls vu Bréissel ofgeschaafte Centres de coordination ze ersetzen, da wäre mer scho méi wéi aus dem Schneider. Ech mengen hei déi sougenannten Intérêts notionnels, regelrecht fiktiv Zënsen, déi am Fall vun enger Eegekapitalfinanzéierung ugerechent a vun de Steieren ofgehale kënne ginn. Eis belsch Nopere jiddefalls sinn domat ganz zefridden, well si si bei der Kommissioun domat duerchkomm.

Schliesslech, souzesoen als Kiischt op der Schlagsahn, kënnt een dann och nach den Droit d'apport ofschafen, dee jo entretemps souwisou scho vu Bréissel a Fro gestallt ginn ass an deem seng Deeg gezielt sinn. Domat, wa mer déi dräi Saache géife kombinéieren, hätte mer e Maximum gemaach fir dat d'Lach ze stoppen, wat eigentlech duerch d'Holdingdécisioun oder duerch d'Antiholdingdécisioun vu Bréissel geschloe ginn ass.

Här President, ech hunn déi dräi Punkten an enger Motioun zesummegefaasst, déi ech d'Éier hunn Iech elo ze iwwerreechen an déi vu Vertrieder vun deene fënnef Fraktioune gedroe gëtt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'il y a lieu de compléter l'arsenal législatif afférent suite à l'abandon du statut spécial des sociétés de participations financières appelées «holdings 29»;

- que suite à la création des sociétés de gestion de patrimoine familial il reste à trouver une solution pour les investisseurs institutionnels;

- que les clients attendent la mise en place, dans les meilleurs délais, d'un nouveau véhicule adapté à leurs besoins;

- qu'il est envisagé, au niveau communautaire, d'abolir le droit d'apport, impôt grevant également les sociétés de participations financières;

invite le Gouvernement

- à revoir la législation existante sur les SOPARFI, véhicule susceptible de prendre la relève des holdings institutionnels après légère modification;

- à étudier l'introduction du principe des intérêts notionnels dans la législation luxembourgeoise;

- à envisager l'abolition du droit d'apport.

(s.) Lucien Thiel, François Bausch, Ben Fayot, Charles Goerens, Jacques-Yves Henckes.

M. le Président.- Merci.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Merci. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt also kaum e Grond fir nach weider mat deem leschte Volet vun deem Triptychon ze waarden, zu deem eis déi Bréisseler mat hirem Holdingkill gezwongen hunn. Ech kéint mer virstellen, datt nach virum Enn vun dësem Joer och dëst drëtt Gesetz sprochräif wär - vläicht net esou séier wéi mäi Kolleeg Laurent Mosar. Ech si bereet der Regierung Zäit bis zum Enn vum Joer ze accordéieren.

(Interruption et hilarité)

Ah jo! Géométrie variable.

An da vläicht mat e bësse Chance kéint ech dann nach eng Kéier vun dëser Plaz aus dat soen, wat ech elo Iech soen, nämlech datt d'Regierung mat dësem Gesetz genee dat Richtegt gemaach huet, an datt ech dofir ouni Weideres den Accord vun der CSV-Fraktioun dozou gi kann.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'alleréischt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Laurent Mosar, Merci soe fir säi schréftlechen an och mëndleche Rapport, deen am mëndleche scho ganz am Detail, am schréftlechen nach méi am Detail eis déi eenzel Dispositioune vun deem neie Statut vun der Société de gestion de patrimoine familial, ofgekierzt SPF, presentéiert huet. Et ass, wéi gesot, en neie juristesche Kader fir d'Gestioun vun engem private Verméigen ze assuréieren.

Mir wëssen, datt déi Méiglechkeet, déi bis elo bestanen huet, nämlech d'Holding '29, ëmmer ganz kritesch gekuckt ginn ass, kritesch vun anere Finanzplazen, kritesch dann och vun anere Länner, an datt mer ëmmer probéiert hunn, dee Statut vun der Holding '29 esou gutt wéi méiglech ze verteidegen.

Dat huet dann och dozou gefouert, datt mer net méi spéit wéi 2005 nach eng Modifikatioun un deem Statut virgeholl hunn, fir eis ze conformëieren op eng Rei vu Propositiounen, déi och vu Bréissel gemaach goufen, an der Hoffnung, datt mer dee Statut vun 1929, vun der Holding '29, kéinten an d'Zukunft eriwwerretten.

Nun awer, zënter dem 19 Juli 2006, also knapp ee Joer méi spéit, wësse mer, datt och dat net gelongen ass, datt d'Europäesch Kommissioun dee Statut do als Aide d'État ugesäit, a mir dofir gezwonge waren ze reagéieren.

Mäi Virriedner, de Lucien Thiel, huet d'Alternativen opgezielt, an och mir waren der Meenung, datt eigentlech dëse Wee, dee mer gaange sinn, dee richtegen ass, fir ze kucken eng Phase transitoire auszehandelen, déi mer och ausgehandelt kruten, well och aner Länner an ähnleche Situatioune scho bis 2010 do Zäit kritt hu fir eigentlech hir Législatioun unzepassen.

Mir hunn eigentlech op enger Rei vu Pistë reagéiert, fir eis konform ze setzen zu deem, wat d'Europäesch Kommissioun sech virgestallt huet: Mir hunn de Statut vun der Holding '29 ofgeschaaft. Mir hunn eng Phase transitoire, wéi gesot, bis 2010 agefouert, woubäi awer ganz kloer ass, datt mat der Akraaftsetzung vun deem Gesetz, dat mer nach am Juli hei d'joert gestëmmt hunn, keng „al" Holding - loosse mer se esou nennen - méi ka geschafe ginn, mä datt déi Phase transitoire dann och nëmme gëllt fir déi Holdingen, déi scho virdru geschafe waren.

Haut maache mer e weidere Schratt an déi dote Richtung, nämlech fir eng Alternativ ze schafe fir d'Gestioun vu privatem Verméigen. Mä nu wësse mer awer, datt dat eben net duergeet, datt bei deenen Holdingen, déi haut existéieren an déi vläicht och an Zukunft nach derbäikomm wären, der eben och ganz vill dobäi sinn, dobäi wären, déi net vun dësem Statut profitéiere kéinten. Dofir däerfen eis Ustrengungen hei net op en Enn goen.

Nun, wann ee kuckt, déi wichtegst Dispositioune vun der Société de gestion de patrimoine familial, dat sinn och gläichzäiteg déi wichtegst vun der Holding '29, nämlech deemools ass et jo schonn drëms gaange fir d'Duebelbesteierung haaptsächlech ze évitéieren. Och dat soll hei évitéiert ginn andeems eng SPF vum Impôt sur le revenu, dem Impôt commercial an och dem Impôt sur la fortune ausgeschloss ass, gläichzäiteg se dann awer och net vun deene sëllechen Duebelbesteierungsofkommessen, déi mer mëttlerweil awer mat Länner ënnerschriwwen an och ëmgesat hunn, profitéiere kann, esou wéi et jo och bei der Holding '29 war.

Do hu mer eigentlech dee Kritär och iwwerholl, dee mer agefouert hate mat der Modifikatioun vun der Holding '29, bis wéini eigentlech déi Exemptioun vun der Besteierung gëlle kann. Do gëtt gesot, wa manner wéi 5% vun den Dividenden aus Investitiounen am Ausland kommen, déi eng ähnlech Besteierung hu wéi mir.

An do wär eigentlech schonn d'Fro, ob mer déi Interpretatioun vun deenen Dispositiounen, wéi mer se mam Gesetz vun 2005 virgeholl hunn, och bäibehalen. Deemools war jo gesot ginn, wann d'Impositioun bei der Halschent läit, da wär se nach esou just ähnlech ze considéréiere wéi hei am Land, wat vläicht e bësse couragéiert war fir et esou ze gesinn. Dofir wollt ech vläicht vum Minister wëssen, ob dat och elo bei dësem neie Statut vun der SPF esou géif gehandhaabt ginn.

Wéi gesot, mat dësem Gesetz gëtt e weidert Stéck eigentlech a Kraaft gesat fir drop ze reagéieren, esou datt de Statut vun der Holding '29 mëttelfristeg wierklech guer net méi wäert zur Dispositioun stoen. Et ass nach net dee leschte Schrëtt, an och mir wäerten déi Motioun ënnerstëtzen, déi jo och vun eisem Fraktiounspresident, dem Charles Goerens, ënnerschriwwe ginn ass, fir ze kucken Alternativen ze sichen, och fir déi institutionell Investisseuren, fir do eng ähnlech Alternativ fannen ze kënnen. An dann, wann et Instrumenter sinn, déi schonn existéieren, déi esou ëmzestrukturéieren, datt se wierklech eng attraktiv Alternativ zur bishereger Holding '29 sinn. Och dofir wäerte mir also déi Motioun do stëmmen.

Den Optimismus an der CSV-Fraktioun, wat den Dépôt an och d'Stëmme vun deem eventuelle Gesetz ubelaangt, do schéngt elo eng Stee hei gemaach ze ginn, wien da méi schnell dat Gesetz do gesäit kommen. Ech menge mir sollen einfach emol de Minister froen - dee misst et wëssen -, awéiwäit d'Viraarbechte gemaach si ginn, fir un deem Gesetz do ze schaffen - dat géif d'Chamber mat Sécherheet interesséieren -, a wéini mer mat esou engem Projet de loi kënne rechnen.

Dat gesot, Dir hutt et héieren, d'DP-Fraktioun stëmmt fir dëst Gesetz, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächsten agedroene Riedner ass den Här Henckes.

(Interruption)

Pardon? Den Här Henckes ass agedroen. Ah bon, ech hu mech geiert, den Här Fayot. Entschëllegt!

Entschëllegt, Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat ass näischt, Här President.

M. le Président.- Et ass een net gewinnt esou oft ze presidéieren. Et ass d'Opreegung, déi...

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, dat léiert ee mat der Zäit.

M. le Président.- Oh, mir bleift där net méi vill.

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Et ass natierlech schwéier, d'Begeeschterung vun onsem Rapporteur fir dëst Gesetz ze surpasséieren, gradesou gutt wéi d'Begeeschterung vum Här Thiel, dem éischte Riedner vun der CSV.

Ech wëll awer hei am Numm vun der LSAP kloer a bestëmmt soen, dass mir dëst Gesetz ënnerstëtzen a matstëmmen, well mer interesséiert sinn, dass d'Finanzplaz Lëtzebuerg esou vill wéi méiglech interessant Instrumenter kritt, fir an der Konkurrenz mat anere Finanzplazen ze bestoen. Mir kennen d'wirtschaftlech Importenz vun dëser Finanzplaz, an d'LSAP ass also och d'accord fir mat op dee Wee ze goen.

Ech wollt zwou Bemierkungen no deenen ausféierleche Bemierkunge vum Rapporteur maachen, deem mer natierlech Merci soe fir säi Bericht.

Déi éischt: Mir si gewuer gi vum Minister, dass, wéi dëst Gesetz preparéiert ginn ass, Kontakt geholl gi war mat de Servicer vun der europäescher Kommissioun, fir ze gesinn, ob déi Orientatioun déi richteg wär. Et wär interessant ze wëssen, ob dann elo vun der Kommissioun, wéi dat Gesetz da fäerdeg war, Zeeche komm sinn - ech weess, dass ee keen Accord formel do kritt -, dass dëst Gesetz esou an der Rei ass.

Déi zweet Bemierkung: Mir sinn an enger Konkurrenzsituatioun mat anere Plazen, och an der direkter Ëmgéigend, ob dat Bréissel oder Amsterdam ass, a selbstverständlech ginn do och ëmmer erëm Instrumenter gesicht, fir Privatfortunen unzezéien.

Duerfir wollt ech d'Regierung froen, ob se - wéi soll ech dat elo nennen - eng Veille de la compétitivité ënnert de Finanzplazen huet, ob se eng Opstellung huet vun all deenen Instrumenter, déi mir och wëllen applizéieren.

Dat wär a mengen Aen eng wichteg Saach. Ech huelen un, dass dat gemaach gëtt. Et wär och fir déi Leit hei an der Chamber, déi sech domat ofginn, interessant ze wëssen. Ënner Reserv vun deene Remarquen an och mat onser Approbatioun fir dës Motioun, géif ech Iech Merci soe fir d'Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Dann ass et awer elo no menger Lëscht um Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President, datt Der mer d'Wuert gitt. Ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur, dem Här Laurent Mosar, félicitéiere fir säin dynameschen a prezise mëndlechen a schréftleche Rapport. Wa mer haut en neit Gesetz stëmme mat enger neier Form vu Gesellschaft, d'SPF, dann huet dat domadder ze dinn, datt d'Europäesch Kommissioun geduecht huet, datt ons Holdinggesellschafte vun 1929 u gutt Déngschter geleescht hunn, mä datt déi net konform zu den europäeschen Traitéë wieren.

Mä wa mer haut awer gesinn, datt mer mat den SPFen en deelweisen Ausgläich schafen, da gesäit een op jidde Fall, datt d'Europäesch Kommissioun zu 80% falsch louch, well bei engem ganz gudden Deel vun deenen Holding '29 waren d'Investisseure Privatpersounen. Et ass also ëm den Impôt sur le revenu des personnes physiques gaangen. An do huet d'Europäesch Kommissioun zum Gléck keng Kompetenzen.

Dat Zweet, wat een och muss festhalen, ass, datt d'Europäesch Kommissioun keng Kompetenzen huet fir institutionell oder privat Investisseuren, déi ausserhalb vun der Europäescher Unioun investéieren.

Dat gesot, muss een, wann een d'Gesetz elo virleien huet, festhalen, datt mer elo en neie Wee ginn, fir wéinstens de Privatpersounen, déi hiert Verméige wëllen hei zu Lëtzebuerg verwalte loossen, eng Alternativ ze schafen iwwer eng nei Form vu Gesellschaft, déi sech awer ganz staark un der Holdinggesetzgebung inspiréiert, a wou d'Europäesch Kommissioun manifestement keng Kompetenzen huet.

D'Artikele vum Gesetz si kloer. Et ass just een Artikel, wou ech mer héchstwahrscheinlech ka virstellen, datt et zwar nach e puer Diskussioune wäert gi mat der CSSF, der Commission de Surveillance du Secteur Financier. Dat ass deen Artikel 2. Dee seet, datt ee sech net däerf an d'Gestioun vun enger Gesellschaft immiscéieren. Ech huelen un, datt dat d'Gestion journalière ass. Do gesäit een, datt awer och nach e puer Notiounen héchstwahrscheinlech wäerten duerch d'Praxis méi preziséiert ginn. Mä et ass awer och ganz kloer, datt en Aktionär - och eng SPF - awer an enger Aktionärsversammlung däerf seng Meenung soen an och un deenen deelhuelen. Dat schéngt mer net ënnert d'Gestioun ze falen.

Dann hu mer ee Problem, deen awer d'Regierung och misst ugoen. Dat ass de Problem vum Droit d'apport. Ech hat viru sechs Woche bei der Heure de questions un d'Regierung eng Fro do opgeworf, mä leider war d'Stonn eriwwer, esou datt den Här Minister keng Geleeënheet hat, fir dorobber ze äntwerten. Ech wëll him also haut nach eng Kéier déi Fro stellen, fir déi ech deen Ablack d'Geleeënheet net hat, respektiv sinn ech och bereet, wann d'Regierung mengt, datt se nach e bëssen Zäit misst hunn, fir sech d'Saach oder d'Äntwert ze iwwerleeën, dat iwwert d'Form vun enger Question parlementaire ze maachen.

D'Europäesch Kommissioun huet all déi Länner - ech mengen, et sinn der nach dräi oder véier -, déi en Droit d'apport hunn, gebieden, fir dee bis den 1. Januar 2009 ofzeschafen. Elo kann een natierlech waarde bis de leschte Stëppel bis een dat mécht, mä ech mengen dat wier schlecht fir ons Finanzplaz. Ech géif éischter préconiséieren, datt d'Regierung nach dëst Joer géif annoncéieren, datt se dat vläicht géif op den 1. Januar 2008 virzéie respektiv, wa se net wëllt op dee Wee do goen, datt se wéinstens par étape wéilt deen Droit d'apport reduzéieren, entweder am Taux, oder datt se notamment den Droit d'apport um Capital minimum vun den SAen - 32.500 Euro, op deem Montant - géif ofschafen.

Ech verstinn, datt d'Regierung an notamment de Budgetsminister bei där Fro vun der Suppressioun vum Droit d'apport e bësse bleech gëtt am Gesiicht, well hie weess, datt dat awer en zimlech considérabele Montant ass. Här Minister, Dir sot mer, ob ech dat nach richteg an Erënnerung hunn, mä ech mengen et sinn eng 72 Milliounen Euro. Ech ka mech vläicht iren. Mä et gesäit een also, datt et e ganz considérabele Montant ass, mä wou mer awer mussen op dee Wee goen.

Dofir, Här Minister, wollt ech Iech froen, ob Der elo scho wëllt soen a wat fir eng Richtung d'Regierung wëllt goen, oder ob Der léiwer nach e bësse Bedenkzäit hätt, an datt ech Iech dat géif froen iwwert de Wee vun enger Question parlementaire.

Déi zweet Iddi, déi ee muss zréckbehalen: Ech si frou, datt mer konnte mat eng Mo-

tioun droen, fir verschidde Solutiounen ze sichen, wat déi Sociétés de participations financières ugeet, fir notamment do kënnen den institutionellen Investisseuren entgéintzekommen. Ech mengen, et sinn e puer Notiounen, déi hei kënnen zréckbehale ginn - déi eng ass déi vun den Intérêts notionnels -, mä et muss een awer och nach Léisunge fanne fir déi Gesellschaften, déi a Länner investéieren ausserhalb vun der Europäescher Unioun, respektiv a Länner, mat deene mir keng Conventions contre la double imposition - keng Konventioune géint d'Duebelbesteierung - hunn.

Dat schénge mer op jidde Fall e puer Pisten ze sinn, déi nach misste geléist ginn. Ech wäert mer och erlaben, fir am Laf vum Mee der Commission des Finances e puer Propositions de texte an deem Sënn ze maachen, déi mer deen Ablack kéinten diskutéieren, a vläicht iwwerparteilech an zesumme mat der Regierung deen een oder deen anere Wee sichen.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet bréngen. A bien entendu wäerte mer och d'Motioun, déi mer mat ënnerschriwwen hunn, matdroen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, Här President. Vu datt de Rapporteur alles exzellent erklärt huet, fält et mer net ganz schwéier fir ze soen, datt meng Fraktioun dëse Projet wäert stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Ech huelen un, dass d'Regierung wëllt Stellung huelen zu där ganzer Bootsch Froen, déi se gestallt krut. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, selbstverständlech wëllt d'Regierung zu dësem Projet Stellung huelen; fir d'éischt selbstverständlech, fir dem Rapporteur, dem honorabelen Här Mosar, Merci ze soe fir säi Rapport, souwéi och deenen anere Kolleegen aus der Finanzkommissioun, déi net nëmmen hei an öffentlecher Sitzung, mä virun allem och an deene sëlleche Sitzunge vun der Finanzkommissioun op eng extrem intensiv Aart a Weis sech mat dësem Projet auserneegesat hunn.

Ech bleiwen der Meenung, datt eng Finanzplaz nëmme staark ass a sech nëmme kann entwéckelen, wann dee richtege juristesche gesetzgeberesche Kader besteet, a wann dee Kader esou gemaach ass, fir eng Ënnerstëtzung fir d'wirtschaftlech Entwécklung ze sinn.

Ech mengen net, datt d'Ekonomie eleng sech kann développéieren, mä datt d'Ekonomie d'Gesetzgebung brauch, fir kënnen zu där néideger Entwécklung vun der Finanzplaz, déi mer gären hätten, ze féieren. An duerfir hu mer eng ganz Rei vu Gesetzer gemaach, an dëst reit sech an déi Politik an.

Ech hätt gären och an Zukunft - d'Regierung hätt gären och an Zukunft, datt all déi eenzel Pilierë vun den Aktivitéite vun der Finanzplaz ënnerstëtzt ginn. Sief dat d'Gestioun vum private Verméigen, also Private Banking, sief dat d'Fongenindustrie, sief dat d'Bourssëgeschäft, sief dat „clearing & settlement" oder sief dat och international Kreditter: Fir all déi Elementer musse mer e gesetzgeberesche Kader hunn, dee vill Optiounen opléisst - well mer eben eng international Finanzplaz wëlle sinn - an deen et erméiglecht, hei Geschäfter ofzewéckele mat enger internationaler Ausriichtung. Dat mécht den Ënnerscheed vun där Finanzplaz aus. An d'Gesetzgebung spillt eng wesentlech Roll.

Ëmmer erëm empfänke mer Leit aus verschiddene Länner, déi hei zu Lëtzebuerg wëllen am Finanzsecteur eppes opriichten, déi an engem anere Land scho sinn, a wa mer hinnen d'Fro stellen: „Firwat kommt Der op Lëtzebuerg?", da kommen ëmmer erëm déi nämlecht Argumenter.

Eent vun deenen ass, datt mir déi beschte Gesetzgebung hunn, datt mer eng schnell Entscheedung huelen, souwuel um Niveau vun der Regierung, do wou d'Regierung Agrémentë muss ginn, wéi um Niveau vun der Iwwerwaachungskommissioun vum Finanzsecteur respektiv vum Assurancësecteur, an datt mer och eng businessfrëndlech Attitüd hunn. Dat heescht, mir versichen ze verstoen, wat fir eng Problemer d'Entreprisen an deem Secteur op den Dësch leeën. Duerfir huet déi Finanzplaz esou vill Aarbechtsplazen och d'lescht Joer geschaf.

Dëse Projet de loi ass konform zu där Philosophie, an duerfir mengen ech och, datt et gutt ass, datt en hei gestëmmt gëtt mat enger ganz breeder Zoustëmmung, wann ech dat richteg matkritt hunn.

Mir hunn dee Projet an engem Gespréich der Europäescher Kommissioun virgestallt, an d'Europäesch Kommissioun huet net fonnt, datt dat hei eppes mat staatleche Bäihëllefen ze dinn hätt. Mir hunn aus evidente Grënn keng formell Ufro un d'Kommissioun gemaach, well mer jo selwer der Meenung sinn, et hätt näischt mat staatleche Bäihëllefen ze dinn.

Selbstverständlech ass d'Kommissioun onofhängeg. Och wa se haut géif an engem Bréif eppes schreiwen, ass se ëmmer fräi an der Zukunft d'Texter esou ze interpretéieren, wéi si et fir noutwendeg fënnt. Dat ass och mat der Holding '29 esou geschitt. D'Kommissioun gëtt et scho laang, mä si huet elo op eemol fonnt, dat wär net konform mam Traité. An dann huet jo och all Memberstat d'Recht, virun den Europäesche Geriichtshaff ze goen, wann een eng Kéier mat der Kommissioun guer net averstanen ass.

Mir hunn hei erklärt bei dem éischte Gesetz am Kontext vun der Holding - an dat ass och hei rappeléiert ginn de Mëtteg vum Här Thiel -, datt mer der Meenung waren, an dësem Kontext wär et besser, mir géife kee Recours maachen, well de Recours Rechtsonsécherheet geschaf hätt, mä datt mer géife kucken, eppes aneschters a Plaz ze setzen, an dat hu mer gemaach. Den Här Mosar huet dat esou am Detail erklärt, datt ech dorobber net méi wëll a brauch anzegoen.

Mir kucke selbstverständlech - an ech mengen, dat ass ganz wichteg a richteg -, wat am Ausland geschitt. Mir hunn dat net op enger formeller Lëscht. Dat kann ee vläicht nach besser strukturéieren, mä de Stat selwer souwéi och - wann ech richteg informéiert sinn - d'Uni Lëtzebuerg souwéi och ganz vill Fiduciairen an Affekotenétuden deelen eis ëmmer erëm interessant Gesetzgebunge mat, déi am Ausland sinn, a wou ee sech kann inspiréieren, fir nach méi konkurrenzfäeg ze ginn, do wou mer déi Meenung hunn, datt aner Gesetzgebunge besser sinn.

Mir maachen dat, an ech muss soen, generell ass eis Gesetzgebung méi konkurrenzfäeg wéi déi vun den Nopeschlänner, mä déi ënneren och dauernd, an duerfir muss een eben ëmmer erëm nei Ännerunge maachen, well d'Zäit...

(Coups de cloche de la Présidence)

...dréint an deem Secteur do ganz schnell.

Elo sinn hei de Mëtteg eng ganz Rei Wënsch ausgedréckt ginn, fir aner Elementer vun der Steiergesetzgebung nach ze verbesseren: D'Iddi vun den Intérêts notionnels, déi jo an der Belsch hire Wee gemaach huet, ass mentionnéiert ginn; Ännerungen eventuell um SOPARFI-Gesetz; d'Abolitioun vum Droit d'apport.

Ech kéint déi Lëscht vun all deene Wënsch, fir Steieren erofzesetzen, selbstverständlech hei nach fortféieren, well d'Bréiwer, déi de Stats- a Finanzminister, deen zoustänneg ass fir d'Steierpolitik, kritt an deem do Beräich, sinn zahlräich. Et gëtt de Wonsch, fir d'Kierperschaftssteier erofzesetzen, aus Konkurrenzgrënn virun allem mat Osteuropa. Et gëtt de Wonsch, fir d'Taxe d'abonnement ze reduzéieren. Et gëtt de Wonsch, fir d'Steiertabell vun de Privatpersounen un d'Inflatioun unzepassen.

Et muss een also all déi Elementer do zesumme kucken an da kucken, wat een iwwerhaapt ka maachen, fir datt de Stat och nach eng Rei Moyenen huet, well d'Chamber huet och eng aner Motioun gestëmmt, an dat war déi bei de Budgetsdebatten d'lescht Joer, datt mer de Budgetsdefizit misste reduzéieren. A wann ech also de Mëtteg dës Motioun hei kréien, da steet déi e bëssen a Kontradiktioun mat där Motioun, déi d'Chamber gestëmmt huet am Kontext vun de Budgetsdebatten.

Ech wëll domat soen, datt d'Regierung selbstverständlech amgaangen ass ze iwwerleeën, wéi mer d'steierlech Konkurrenzfäegkeet kënnen nach verbesseren. Mir maachen dat souwisou permanent. Mir maachen dat och am Liicht vun der Diskussioun ronderëm den Droit d'apport. Ech erënneren dru wat de Statsminister hei am Numm vun der Regierung gesot huet, datt mer dat ganz seriö kucken.

Fakt ass, datt den Droit d'apport d'lescht Joer ronn 80 Milliounen erabruecht huet, a wann een op 80 Millioune verzicht, wat mer mengen datt mer misste mëttelfristeg maachen aus Konkurrenzgrënn, da muss een natierlech kucke wat een als Géigefinanzéierung mécht. Héicht ee vläicht aner Steieren oder mécht ee verschidde Saachen op der Ausgabesäit net? - Dat ass eben d'Konscht vun der Budgetspolitik.

Duerfir géif ech mengen, datt ech mat der Grondausriichtung vun där Motioun d'accord sinn, well se reflektéiert dat, wat d'Regierung heibannen och scho bei de Budgetsdebatte gesot huet, mä datt mer d'Steierpolitik ëmmer als ee Ganzt musse gesinn, a mir kënnen natierlech net zugläich alleguerten d'Steiere senken.

D'Kommissioun huet nëmmen eng Propositioun gemaach iwwert d'Ofschafung vum Droit d'apport. Déi ass am Conseil vun de Finanzministeren nach net diskutéiert ginn an déi ass a fortiori och net ugeholl gi vun de Finanzminister. Nach ass et eis Intentioun, an déi Richtung weiderzedenken, ënnert dem Virbehalt vun den Zilsetzungen, déi mer eis zesumme mat der Chamber oder mat groussen Deeler vun der Chamber ginn hunn, fir d'Statsfinanzen am Equiliber ze halen.

Duerfir géif ech mengen, datt mer spéider am Joer méi kloer kéinte gesinn, wéi mer déi ganz Steierlandschaft am Horizont 2008, 2009, 2010 wäerte gestalten. Mir huelen déi Motioun gären un, well si ass en ligne mat deenen Aarbechten, déi d'Regierung souwisou zënter e puer Méint féiert.

Dat gesot, Här President, ass natierlech meng Satisfaktioun grouss, datt dëse Projet hei gestëmmt gëtt. An iwwert déi aner Modifikatioun, déi proposéiert gi sinn, si mer ëmmer dankbar, wann d'Chamber och selwer Propositioune mécht. Wéi gesot, zugläich sinn och déi budgetär Considératioune matzeberücksichtegen. Ech weess, datt dat de Souci och vun der Chamber ass, an duerfir wäerte mer och weider am Gespréich mat der Finanzkommissioun vun der Chamber iwwert déi Steierpropositioune bleiwen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zum Vote vum Projet de loi 5637. Den Text vum Gesetz befënnt sech am Dokument 5637[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5637 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter (par Mme Sylvie Andrich-Duval);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Mir kommen dann zum Vote vun der Motioun. Kënne mer déi par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien ass derfir?

Ech stelle fest, dass dat d'Unanimitéit ass. Déi Motioun ass also à l'unanimité ugeholl ginn.

Mir wären dann, Dir Dammen an Dir Hären, um Enn vun eisem Ordre du jour. Déi nächst Sitzunge si fir den 8., den 9. an den 10. Mee virgesinn. Den Ordre du jour oder d'Propositioun vum Ordre du jour gëtt vun der Conférence des Présidents proposéiert an lech da schréftlech zougestallt.

D'Sitzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 16.41 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Mardi, 8 mai 2007

SÉANCE 30

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications

2. Ordre du jour

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°182 du 8 mai 2007 de Mme Martine Stein-Mergen relative à la prise en charge par l'UCM des prestations de transport du malade, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Question N°183 du 15 mars 2007 de Mme Colette Flesch relative à l'adoption, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- Question N°184 du 4 mai 2007 de M. Roger Negri relative à l'interconnexion au niveau de l'approvisionnement en électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- Question N°185 du 8 mai 2007 de M. Claude Adam relative aux lits de vacances dans les centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- Question N°186 du 8 mai 2007 de M. Marc Spautz relative au conseil et à la protection des consommateurs connectés à la télévision par «câble», adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- Question N°187 du 8 mai 2007 de M. Gast Gibéryen relative à une directive visant à libéraliser le marché postal d'ici le 1er janvier 2009, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- Question N°188 du 4 mai 2007 de M. Alexandre Krieps relative à la réduction des délais d'attente en matière d'IRM, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Question N°189 du 8 mai 2007 de M. Robert Mehlen relative à la capacité du Laboratoire National de Santé (LNS) d'effectuer une prévention efficace contre le cancer et plus particulièrement le cancer de l'utérus, adressée à M. le Ministre de la Santé

4. Question avec débat N°19 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réforme des délégations de personnel

5. Question avec débat N°17 de M. Robert Mehlen au sujet de la reconnaissance officielle de certaines formes de médecine «non conventionnelle» dans le système de sécurité sociale

6. Question avec débat N°18 de Mme Marie-Josée Frank relative aux problèmes liés au service médical d'urgence

7. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la nouvelle loi relative à la lutte antitabac, entrée en vigueur le 1er septembre 2006

(Débat - Motion)

8. 5653 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/14/CE sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs et modifiant

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eis eng Kommunikatioun ze maachen, Här Minister vun der Gesondheet?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5721** - Projet de loi portant approbation - de l'Acte final de la Conférence internationale et décision de la Conférence sur la Charte de l'Énergie relative à l'amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie - de l'Amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie, adopté à Bruxelles, les 23 et 24 avril 1998, et des décisions y afférentes

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.04.2007

2) **5722** - Projet de loi portant approbation du Deuxième Avenant, signé à Luxembourg, le 24 novembre 2006, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1er avril 1958

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.04.2007

3) **5723** - Projet de loi autorisant la participation de l'État à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 26.04.2007

4) **5724** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 25 novembre 2005, tel que modifié par le règlement grand-ducal du 21 novembre 2006, concernant la participation du Luxembourg à la Mission d'assistance frontalière de l'Union européenne (EUBAM) à Rafah

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 02.05.2007

5) **5725** - Projet de loi transposant la directive 2005/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2005 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie et modifiant la directive 92/42/CEE du Conseil et les directives 96/57/CE et 2000/55/CE du Parlement européen et du Conseil

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 02.05.2007

3. En date du 24 avril 2007, la Chambre des Députés a été saisie de la pétition N°281 contre le projet de construction du foyer d'accueil pour toxicomanes, rue Dernier Sol, par des habitants du quartier.

4. «Avec ce débat, l'Assemblée parlementaire, temple de la protection des valeurs du Conseil de l'Europe, lance une nouvelle initiative visant à donner une photographie de la situation des droits de l'Homme et de la démocratie sur le continent.»

Ainsi le Président de l'Assemblée parlementaire, Monsieur René van der Linden, a ouvert la séance du mercredi matin, 18 avril, journée qui était réservée exclusivement:

a) à la situation des droits de l'Homme et de la démocratie en Europe, d'une part, avec les interventions de nombreuses personnalités, telles que:

- Mme Louise Arbour, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'Homme;
- M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe;
- M. Jean-Paul Costa, Président de la Cour européenne des droits de l'Homme;
- Mme Irene Khan, Secrétaire générale d'Amnesty International;
- M. Kenneth Roth, Directeur exécutif de Human Rights Watch;
- M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe;
- M. Halvdan Skard, Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe;
- M. Ugo Mifsud Bonnici, Vice-Président de la Commission européenne pour la démocratie par le droit, et

b) au suivi des résultats obtenus par les États: évolution de la procédure de suivi de l'Assemblée, d'autre part, avec les discours entre autres de:

- M. Jean-Michel Belorgey, ancien Président du Comité européen des droits sociaux;
- M. Mauro Palma, Président du Comité européen pour la prévention de la torture;
- Mme Eva Smith Asmussen, Présidente de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance;
- M. Alan Philips, Président du Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales.

Il reste à signaler que lors du débat sur la situation des droits de l'Homme en Europe, le Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel Glesener, en sa qualité de rapporteur pour avis de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille de l'APCE, est intervenu pour souligner qu'une Europe démocratique, soucieuse des droits de l'Homme, se doit de faire respecter les droits sociaux, conformément aux principes énoncés dans la Charte sociale européenne révisée.

«Si l'on regarde objectivement la situation de l'insertion et de la pauvreté nous voyons qu'aujourd'hui près de 72 millions de citoyens européens sont exposés à un risque de pauvreté. Le chômage reste l'une des principales causes de pauvreté et d'exclusion, même si ce n'est pas la seule. L'Europe doit faire face à deux grands défis: la mondialisation qui nécessite une compétitivité accrue et l'évolution démographique qui se traduira à moyen terme par un vieillissement de la population européenne et à long terme par sa diminution.»

Il propose, entre autres, pour faire face à ces enjeux:

- de créer les conditions d'un renouveau démographique par un soutien accru aux familles;
- de réformer notre modèle social dans le sens d'une prise en charge plus collective pour développer la solidarité intergénérationnelle à l'échelle de la société, et
- de prendre des mesures nécessaires pour que les rangs de la classe émergente des travailleurs pauvres cessent d'accroître et pour que le travail soit synonyme de dignité humaine et de qualité de vie et garantisse un taux d'inclusion maximale dans la vie sociale.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est réunie en deuxième partie de session à Strasbourg du 16 au 20 avril 2007. Y ont participé le Président de la délégation, M. Marcel Glesener, Mme Lydie Err et M. Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que les membres suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Norbert Haupert, Jean Huss.

Après le discours d'ouverture du Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, fut discuté le rapport d'activité du Bureau.

En dehors des débats sur les droits de l'Homme précités figuraient à l'ordre du jour de la session les thèmes suivants:

- respect des obligations et engagements de l'Azerbaïdjan;
- adhésion de la République du Monténégro au Conseil de l'Europe;
- discours de M. Viktor Yanoukovitch, Premier Ministre de l'Ukraine;
- la communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par M. Fiorenzo Stolfi, Ministre des Affaires étrangères de Saint-Marin, Président du Comité des Ministres;
- code de bonne conduite des partis politiques;
- candidats à la Cour européenne des droits de l'Homme;
- équité des procès dans les affaires d'espionnage ou de divulgations de secrets d'État;
- débat de politique générale avis sur le projet de memorandum d'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, et
- la nécessité d'une convention du Conseil de l'Europe relative à la suppression de la

contrefaçon et du trafic de produits contrefaits et la qualité des médicaments en Europe.

Au cours de cette session ont eu lieu:

a) trois discussions selon la procédure d'urgence:

- la 1re au sujet du «fonctionnement des institutions démocratiques en Ukraine»;

- la 2e en rapport avec la «situation au Proche-Orient», et

- la 3e sur un projet de convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, et

b) un débat d'actualité relatif au «Soudan et Darfour - la responsabilité de l'Europe».

Lors de cette deuxième partie de session l'Assemblée a adopté sept résolutions, quatre recommandations et trois avis en rapport avec les points à l'ordre du jour.

5. Par lettre du 23 avril 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 28 au 29 mars 2007:

- Résolution sur l'avenir des ressources propres de l'Union européenne;

- Résolution sur l'avenir du football professionnel en Europe;

- Résolution sur l'intégration des nouveaux États membres dans la PAC.

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung, duerno d'Questions avec débat vun den Häre Jacques-Yves Henckes a Robert Mehlen a vun der Madame Marie-Josée Frank. Uschléissend hu mer eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun deene Gréngen iwwert d'Antitubaksgesetz, an dann de Projet de loi 5653 iwwert d'Autohaftflicht. Um Enn vun der Sitzung huele mer och nach d'Naturalisatioune vir.

Muer um hallwer dräi presentéiert de Premier- a Statsminister Jean-Claude Juncker d'Deklaratioun zur Lag vun der Natioun, an iwwermuer moies um hallwer zéng an nomëttes um hallwer dräi féiert d'Chamber d'Debatt iwwert dem Här Statsminister seng Deklaratioun.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Heure de questions au Gouvernement

Mir kommen dann zur Froestonn un d'Regierung. Laut eisem Reglement, wësst Der, hunn d'Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir hir Froe virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun.

Als éischt hu mer d'Fro vun där honorabeler Madame Martine Stein-Mergen un de Minister vun der sozialer Sécherheet iwwert d'Käschte vum Krankentransport. Madame Stein-Mergen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°182 du 8 mai 2007 de Mme Martine Stein-Mergen relative à la prise en charge par l'UCM des prestations de transport du malade, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Gesondheetsminister, ech wëll haut net iwwert den Abus vun Ambulanztransporter schwätzen, obwuel een doriwwer ganz vill kéint soen. Ech wëll och keng Lanz hei brieche fir eis Taxi-Entreprisen, well ech perséinlech der Meenung sinn, dass an deene meeschte Stied, déi ech kennen, de Service besser ass an d'Präisser méi niddreg.

Et geet awer hei ëm en eminent praktesche Problem. Oft kommen d'Patienten an d'Garde mat der Ambulanz, der Police oder mat Kolleegen, a si wëssen herno net, wa se dann net mussen dobleiwen, wéi se sollen heemkommen. Den öffentlechen Transport läit zwar op der Hand, en ass awer a ville Fäll net praktikabel: Heiansdo sinn d'Leit am Pyjama, oder si hu bluddeg Kleeder un, oder ganz einfach, well nuets d'Bussen och net fueren.

Et bleift engem mat den heitege Reglementer dann näischt aneschters iwwreg wéi eng Ambulanz ze bestellen, well d'Transporter mam Taxi heem, déi gi just bei Seriëconsultatioune remboursëiert. Als Alternativ gëtt et nach d'Taxisambulanz, mä dës Méiglechkeet ass nëmme wéineg manner deier wéi d'Ambulanz an - ech weess dat aus eegener Erfahrung - ass och wesentlech manner komfortabel an de meeschte Fäll wéi den Taxi.

Meng Fro un de Gesondheetsminister wier also, der UCM eventuell dëse Problem virzeleeën. Et ass weder u Ministèren nach un ons heibannen, fir esou Saachen ze décidéieren, mä ech mengen awer, dass een ons Professionellen d'Méiglechkeet eventuell soll erëmginn oder ginn, fir heiansdo a verschiddene Fäll, an op Certificat médical selbstverständlech, den Taxi opzemaache fir dës Leit.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Stein-Mergen. Den Här Minister Mars Di Bartolomeo, zoustänneg fir d'sozial Sécherheet, huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Stein-Mergen hätt mer et eigentlech ganz einfach gemaach mat engem vun hire leschte Sätz: Et ass net de Gesondheets- an net de Sécurité-sociale-s-Minister, deen déi doten Dispositiounen am stillen Kämmerlein beschléisst, mä et ass d'Statutekommissioun vun der UCM, wou zwar de Sécurité-sociale-s-Minister eng Stëmm huet - awer nëmmen eng -, an d'Décisioun duerch eng quasi paritéitesch Gestioun vun de Sozialpartner geholl gëtt.

Ech wëll mech awer do net hannert de Sozialpartner verschanzen, well déi dote Mesure an déi dote Regelung virun enger ganzer Rei vu Jore geholl ginn ass, wéi déi Transporter iwwerhandgeholl hunn a wéi d'Krankekeese fir d'x-te Kéier virum Problem stoungen, wéi se Defiziter kéinten ofbauen ouni ze vill staark un déi grondsätzlech Leeschtungen ze goen. Dunn ass déi heiten Décisioun geholl ginn. Déi ass dann och vun deem deemolege Minister oder der Ministerin - ech weess net genee, wéini dass et décidéiert ginn ass - ënnerschriwwe ginn.

Wat de Fong ugeet vun der Madame Stein-Mergen hirer Interventioun, esou kann ech eng Rei vun hire Bemierkungen deelen, well et effektiv heiansdo méi gënschteg wär, wann een op den Taxi mat engem Certificat médical kéint ëmsteigen, amplaz dass ee muss op eng Ambulanz zréckgräifen. Fir dat doten awer richteg gefaasst ze kréien, misst ee mat deem noutwendege Fangerspëtzegefill virgoen, well soss géif dat erëm eng Kéier entgleisen.

Et muss ee jo soen - an dat soll een net vergiessen ze soen -, dass eise Remboursement an de Krankekeesen europawäit an doriwwer eraus, intergalaktesch souguer, dee grousszügegsten, dee generösten iwwerhaapt ass a kaum an engem anere System ähnlech gutt remboursëiert gëtt wéi hei zu Lëtzebuerg. Da fënnt ee sécher ëmmer eenzel Punkten, wou een nach kéint soen: Dat dote misst och nach gemaach ginn; mä wann een heiansdo de Choix huet, fir op eppes ze verzichten, fir dat Essenziellt kënnen ofzesécheren, bon, da mécht een eigentlech deen dote Choix, deen och gemaach ginn ass.

Ech wëll Iech allerdéngs soen, dass d'Sozialpartner mat enger Rei vun Dispositioune vun dësem Reglement befaasst sinn an net méi spéit wéi muer de Moien op eenzel Detailer vun där doter Regelung wäerten agoen. Ech kann Iech elo net soen, wat erauskënnt, mä et ass schonn e Bewosstsi bei der UCM do, dass een an eenzelne Fäll kann Erliichterunge bréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann, déi nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Colette Flesch un d'Madame Familljeministesch iwwert d'Adoptioun. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°183 du 15 mars 2007 de Mme Colette Flesch relative à l'adoption, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, ech wollt folgend Fro un d'Familljeministesch stellen: Am Regierungsprogramm 2004 steet iwwert d'Adoptioun, an ech zitéieren: «Le Gouvernement envisage d'engager une réflexion sur cette question de société.» D'Madame Minister huet an engem vun deene seltene Sitzungen, déi mer dëst d'Joer an der Chamber haten, als Äntwert op meng Fro, déi mat dem Accouchement anonyme ze dinn hat, geäntwert, dass se bereet wär d'Diskussioun iwwert de Sujet vun der Adoptioun unzegoen.

Ech hunn dräi Froen. Si si ganz einfach.

Kann d'Madame Minister ons soen, ob schonn Iwwerleeungen um Niveau vun der Regierung an där Fro ugestallt si ginn?

Zweetens, wann dat sollt de Fall sinn, wéi wäit ass d'Regierung an där Diskussioun? Wat sinn d'Konklusiounen, intérimaire oder definitiv?

A schliesslech: A wat fir engem Délai kënne mer ons erwaarden, dass eng eventuell Reform vun der legislativer Basis vun der Adoptioun hei an der Chamber kéint déposéiert ginn?

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. D'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Flesch huet ewell e puermol probéiert, mir Froen ze stellen. Mir waren allen zwee hei, mä da waren esou vill Froen um Ordre du jour, datt mir ni zum Zuch komm sinn. Haut hu mer emol d'Chance, datt mer kënnen dorobber äntwerten.

D'Madame Flesch huet gefrot wéi et wier mat deem Débat iwwert d'Adoptiounen. Ech kann hir dozou soen, datt mer zënter 2006 amgaange sinn, mat deene verschiddene Servicer den Tour ze maachen, wou mer iwwerhaapt stinn hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn entre-temps e Centre de Ressources ageriicht, wou et eng Kéier drëm geet mat all deene Leit, déi wëllen e Kand adoptéieren, obligatoresch eng Preparatioun eigentlech ze maachen, fir datt se iwwerhaapt kënne Kanner adoptéieren. Dee Service - Service d'adoption heescht deen - gëtt administrativ géréiert vun der Croix-Rouge, mä dee steet awer fir all Servicer, déi bestinn, zur Verfügung a steet deenen dann och op.

Da stellt ee sech selbstverständlech eng ganz Partie vu Froen, déi - géif ech soen - och ethesch Froe sinn. A vun dohier hu mer elo Kontakt opgeholl mam Comité national d'éthique, fir ze kucken: Wat ass den Tour, och dee méi groussen Tour? An ech weess mech ze erënneren, datt besonnesch och deemools, wéi mer hei diskutéiert hunn, gesot gouf: Wéi geet dat da mat Kanner, déi médicalement assisté op d'Welt kommen? Hunn déi och d'Recht ze wëssen, wien hire Papp ass? Wien hir Mamm ass, dat kéint ee jo do och soen, mä wien de Papp och ass?

Dat sinn also déi Froen, déi wierklech och méi fundamentaler sinn a wou et natierlech och net esou ganz séier eng Äntwert dorobber gëtt. Dofir hu mer gesot, mir wëllen eis selbstverständlech virun allem inspiréieren an deene Froen eng Kéier un der Convention de La Haye, déi ëm d'Adoptiounen an da selbstverständlech och ëm d'Kannerrechtsfroen dréint, an doropshin och kucke wat dann eventuell kéinte Propositioune sinn, wann dann d'Gesetz misst geännert ginn.

Wat och déi öffentlech Aarbecht ubelaangt, wäert den 8. Juni eng öffentlech Konferenz sinn, déi mer zesummen organiséiere mat der Aide à l'enfance de l'Inde an déi zum Thema huet „Betreuung von Adoptivkindern".

Ech denken och, datt et wichteg ass, datt een och e bësselchen no baussen dat méi thematiséiert, mä ech sinn de Moment awer total an der Onméiglechkeet der Madame Flesch op hir drëtt Fro ze äntwerten, fir ze soen, wéini mer esou wäit sinn, datt ee ka soen, wat an dem Gesetz kënnt geännert ginn, well mer elo emol amgaang sinn awer wierklech e groussen Tour ze maachen, wéi gesot eng Kéier mat den Adoptiounsservicer, mä dann awer och mat der Commission d'éthique respektiv och mat anere Leit, fir ze wëssen, wat - wann ee géif ufänken doranner ze änneren - een da géif maachen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Dann ass déi nächst Fro déi vum honorabelen Här Roger Negri un den Energieminister iwwert d'Stroumversuergung. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°184 du 4 mai 2007 de M. Roger Negri relative à l'interconnexion au niveau de l'approvisionnement en électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 2. September 2004 am Ufank vun dëser Legislaturperiod hat ganz Lëtzebuerg während e puer Stonne kee Stroum. Näischt ass méi gaangen. Dir kënnt lech erënneren: D'Haushalter, d'Betriber an d'Verwaltung hate kee Stroum. Zum Beispill op der Schueberfouer hunn d'Leit vun de Spiller misse geholl ginn. Et war am hellen Dag. Wär et owes geschitt, wär et sécher nach zu vill méi Problemer komm.

Deemools ass gesot ginn, mir missten eis Stroumversuergungssécherheet verbesseren. Mir kréien eise Stroum jo zum groussen Deel vun der RWE aus Däitschland iwwert d'Stroumzouleitunge via Tréier, Heeschdref a Bauler an Däitschland Richtung Lëtzebuerg hei an d'Land eran.

Sengerzäit ass gesot ginn, dass keng Interconnexion électrique am Süde vum Land zwëschent der Cegedel an dem Sotel-Réseau besteet an dass dës Méiglechkeet soll analyséiert ginn. Des Weideren hu mir hei am Land eis eege Stroumzentral zu Veianen an d'Stroumzentral vun der TGV-Zentral um Belval vun der TWINerg.

Meng Fro duerfir: Kënnen dës zwou Anlagen, déi mer hei bei eis am Land hunn, och bei esou engem Blackout zu Hëllef geholl ginn?

De 4. November 2006 war e weidere generelle Blackout an der Stroumversuergung, deen d'Länner ronderëm eis getraff huet, wou Lëtzebuerg awer glécklecherweis verschount ginn ass.

Aus all deem wëll ech den Här Energieminister, den Här Jeannot Krecké, froen, wat bis elo säit dem Blackout vum 2. September 2004 geschitt ass, a wat nach muss gemaach ginn, fir dass gréisser Stroumpannen hei am Land an Zukunft, souwäit dat méiglech ass, net méi virkommen.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit dem September 2004 sinn eng Rei Saache geschitt, déi mat sech bréngen, dass ee muss dovun ausgoen, dass mer besser opgestallt sinn, méi sécher sinn, mä honnertprozenteg Sécherheet hu mer natierlech net. Dat ass onméiglech ze garantéieren.

Wat geschitt ass bei den Héichspannungsleitunge vun 220.000 Volt: Et ass eng komplett Mise à jour gemaach ginn op däitscher Säit. Dir wësst, dass deemools de Problem an Däitschland war.

Dat Zweet ass, et sinn eng ganz Serie vun Transformatore bäikomm uewe bei Niederstedem - do wou u sech de Problem war. Mir hu selwer en neien Dispatching mëttlerweil zu Heeschdref. An do ass och deen Dispatching zu Brauweiler, dee fir déi ganz Regioun zoustänneg ass. Déi Interconnexioun mat deem Dispatching ass elo besser.

Ech war selwer kucken. Deen neien Dispatching-Center, deen huet elo d'Méiglechkeet, all Kéiers dann, wann Aarbechten ze geschéien hunn, eng Simulatioun ze maachen, wat d'Effeten dovu kënne sinn. Mä Dir kënnt Iech erënneren, bei deem grousse Blackout, deen elo war duerch dat Schëff uewe bei Bremen, do hate se och eng Simulatioun gemaach an et ass awer schifgaangen, mä si haten eng Simulatioun probéiert.

Mir hu mëttlerweil e ganz sophistiquéierte System, dee Scada heescht, do opgestallt - mä bon, eng absolut Sécherheet huet een net. Wat mer probéiert hunn, dat ass déi eenzel Connexiounen an d'Reaktiounszäiten ze verbesseren, déi mer hunn op där enger Säit mat dräi Réseauen: Dem Réseau vun der RWE - Dir wësst, dass mer véier Héichspannungsleitungen, zweemol zwou u sech, hunn, déi aus Däitschland kommen; mir hunn eng vun 150.000 an eng vun 220.000, déi aus der Belsch kommen, a mir hunn u sech d'Sotel, déi och nach mat eraspillt, quitte dass déi aus der Belsch alimentéiert gëtt fir de Moment.

Do ass och eng Checklëscht gemaach gi vun deene Manöveren, déi direkt ze geschéien hunn. Dat war deemools nämlech net de Fall. Mir waren u sech ganz schlecht

dorop preparéiert. An et besteet och elo en automatesche System, fir d'Leit vum Cegedelsnetz an awer och d'Direktioun automatesch ze avertéieren, wann e Problem ass.

Zousätzlech hu mer en Ofkommes mat der TWINerg - Dir wësst, d'TWINerg alimentéiert haaptsächlech Richtung Belsch -, fir dass déi an deem Moment, wann et méiglech ass, de Réseau ëmschalt op Lëtzebuerg. Zousätzlech hu mer séchergestallt, dass, wat d'Sotel iwwert d'Elia nämlech aus der Belsch kritt, mir do direkt kënnen intervenéieren. Dat war och zum Deel d'leschte Kéier geschitt. Wann d'Sotel net dofir gesuergt hätt, dass eenzel Elektrouewen direkt ausgefouert gi wieren, dann hätt et nach méi laang gedauert.

An déi drëtt Asazméiglechkeet, déi mer hunn, ass effektiv zu Veianen, wou mer mat der RWE dat Ofkommes amgaange sinn ze diskutéieren, wou mir kënnen op ee Coup dann déi ganz Puissance vu Veianen notzen. Wat eis géif garantéieren, dass mer ongeféier bei engem Blackout fënnef bis sechs Stonnen 100% d'Land kënnen alimentéieren iwwert dee Wee. An dat kéint geschéie bannen eng oder zwou Minutten.

Fir de Moment lafe Gespréicher och fir eng Interconnexioun zwëschent dem Elia-Netz an dem Cegedelsnetz - permanent oder net, dat ass technesch amgaang analyséiert ze ginn. Den 21. Mee gesinn ech den zoustännege Ministerkolleeg an der Belsch, den Här Verwilghen, an do solle mer u sech dat Ofkommes definitiv maachen, dass een deem aneren hëlleft, an dass mer dat maachen iwwer eng Interconnexioun, wat eis géif erlaben, dann zousätzlech zu där Interconnexioun an Däitschland eng Interconnexioun Däitschland-Belsch iwwer Lëtzebuerg ze probéieren.

Dann hu mer Pylônes de secours. Dat hutt Der gemierkt deemools wéi am Münsterland dee Problem war, dat war elo am Wanter 2005/2006, dass d'Cegedel op seng eege Pylônes de secours konnt zréckgräifen. Doduerch ass bei eis och näischt geschitt. Datselwecht hu mer mat Ofkommes, speziell Ofkommes säit deem Blackout mam Ausland. Et ass och elo kloergestallt, wat bei der Cegedel ze geschéien huet.

D'leschte Kéier war dat och net kloer: Wou treffen d'Leit sech? Ech mengen, esou elementar Saachen hunn net geklappt. Et gëtt also elo en automatesche System, fir u sech Bescheed ze soen. Si, déi Cellule de crise, déi zesummekënnt, déi kënnt zu Heeschdref zesummen a soss néierens. An den Haut-commissariat de la Protection nationale, d'Services vun der Protection civile a vun der Police grad wéi déi responsabel Politiker an d'Press ginn avertéiert.

Ech menge schonn, dass mer elo eng ganz Chaîne vun Elementer hunn, déi mat sech bréngen, dass et d'nächste Kéier éischtens méi schnell ka behuewe ginn an dass et net méi esou schnell dozou kënnt. Mä eng absolut honnertprozenteg Sécherheet huet een net.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro kënnt vum honorabelen Här Claude Adam un d'Familljeministesch iwwert d'Vakanzebetter an den Alters- a Fleegeheimer. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°185 du 8 mai 2007 de M. Claude Adam relative aux lits de vacances dans les centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass mir net bekannt, wéi vill Leit e Member aus hirer Famill doheem versuergen a fleegen. Et ass awer gewosst, datt dat eng Aufgab ass, déi ustrengend ass. An déi Leit, déi sech esou enger Charge ugeholl hunn, déi riskéieren och alt, hir eege Gesondheet op d'Spill ze setzen. Ee Bespill sief nëmme genannt vun der Gefor, dat ass de Burn-out. Ëmsou méi wichteg ass et, datt déi Leit, déi en eeleren oder kranke Mënsch doheem versuergen, och emol kënnen an d'Vakanz goen an hir Batterien nei oplueden.

Am Relevé des services pour personnes âgées au Luxembourg, do kann ee sech ënner anerem och iwwert d'Vakanzebetter fir eeler Leit informéieren. Do gëtt et dann engersäits Vakanzebetter fir eeler Leit, déi nach ganz autonom sinn; anerersäits awer och Better fir déi Leit, déi net ouni Fleeg kënnen auskommen.

Wann een dann awer déi Lëscht vun de Vakanzebetter iwwer Tëlefon ofrifft, dann erlieft een déi eng oder aner Enttäuschung. Verschidde Vakanzebetter gëtt et guer net méi. Esou steet zum Beispill am Relevé nach d'Blannenheem vu Bierschbech mat fënnef Vakanzebetter do. Si hu keen eent méi! An déi Better, déi et nach gëtt, si ganz laang am Viraus ausgebucht. Et ass zum Beispill bis Enn Oktober praktesch näischt méi ze kréien.

Duerfir meng Fro un d'Madame Minister: Si genuch Vakanzebetter mat an ouni Soinë fir eeler Leit do?

Wann net, an ech mengen, et géifen der net genuch ginn, wat wëllt d'Regierung maachen, fir dës Situatioun ze verbesseren?

Gëtt am Familljeministère och un aner Méiglechkeete geduecht? Zum Beispill andeems Leit forméiert ginn, fir bei d'Privatleit heemzegoen an d'Assistenz an d'Fleeg ze iwwerhuelen déi Zäit wou d'Leit an der Vakanz sinn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Madame Marie-Josée Jacobs, Ministerin zoustänneg fir d'Famill, huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, déi Fro, déi den Här Adam stellt, dat ass: Gëtt et genuch Vakanzebetter?

Dat ass an deem Sënn schwéier ze beäntwerten, wéi mer och feststellen; a wéi Dir dat och gesinn hutt am Rapport, sinn an déi 90% vun deene Better besat. An ech sinn och frou, datt eng Kéier een esou e Rapport kuckt. Do wou et effektiv schwiereg ass, dat ass ëmmer an der Fuesvakanz, dat ass an der grousser Vakanz an an de Vakanzen ëm Chrëschtdag. Derzwëschent gëtt et ëmmer erëm Phasen, wou et méi einfach ass a wou Der och ënnerdaach kommt.

De Problem vun den Haiser ass, datt déi, déi ganz Better hunn an déi einfach soen, mir hunn zwee, dräi Vakanzenzëmmeren an déi stelle mer dofir zur Verfügung, datt se déi jo dann net ëmmer besat hunn an dann natierlech och dorobber Defizit maachen. Wann Der wëllt, dat ass also deen ee Problem, deen ass. Dat ass och de Grond firwat datt Dir net méi Leit fannt, déi eigentlech spontan bereet si fir ze soen: Hei, mir stellen esou vill Zëmmeren zur Verfügung.

Bei Servior, dat ass natierlech e grousse Betrib, ass et esou geregelt, datt se soen, mir hu keng fix Better, mä ëmmer wann ee kënnt kucke mer - wann Der esou ee grousse Betrib hutt, da si jo ëmmer Leit, déi hir Zëmmeren net méi brauchen, well se da gestuerwe sinn -, datt kuerzfristeg dann och Leit do an esou Vakanzenzëmmeren erakommen. Et ass natierlech heiansdo schwiereg fir d'Familljen, fir dat laang am Viraus ze plangen.

Mä de Problem, dee besteet, ass einfach: Si mer bereet, ouni datt déi Better besat sinn, deenen Haiser eppes dofir ze bezuelen? An dat ass natierlech keng bëlleg Affär. Wann een engem Träger muss 120.000 oder 150.000 - ech schwätze jo nach ëmmer an deenen ale Frang - de Mount bezuelen, fir datt ee Bett net besat ass, dat ass natierlech awer net grad esou evident, an dofir hu mer och bis haut keng richteg gutt Äntwert dorobber fonnt.

Déi aner Fro fir ze soen: Hutt Der Iech iwwerluecht fir Leit ze fannen, déi bei eeler Leit kënnen heemgoen?, denken ech ass iwwert d'Réseaue geregelt. Bei deenen eenzelne Réseauen ass et jo méiglech, datt Nuetswaachen zum Beispill kënnen organiséiert ginn, an et ass jo d'Fleegeversécherung, déi während de Vakanzen och déi Prise en charge do bezuelt. Sou datt ech mengen, datt dat méiglech wär fir esou organiséiert ze ginn.

Mä datt et zäiteweis e Problem ass, däers sinn ech mer bewosst, mä ech hunn awer bis haut, och zesumme mat den Träger, nach keng zefridde stellend Äntwert fonnt fir ze soen: Wa mer dat elo esou oder esou regelen a maachen - à moins, wéi gesot, datt et ganz vill Sue kascht, gesinn ech net, wéi een dat de Moment och kéint aneschters maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Dann zur nächster Fro. Den honorabelen Här Marc Spautz stellt eng Fro un den Här Wirtschaftsminister iwwert de Konsumenteschutz um Gebitt vun der Televisioun iwwer Kabel.

- Question N°186 du 8 mai 2007 de M. Marc Spautz relative au conseil et à la protection des consommateurs connectés à la télévision par «câble», adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virun e puer Méint huet eis de Kommunikatiounsminister matgedeelt, dass et an Zukunft wäert méiglech sinn, dass mer hei am Land 80 Programmer kënnen empfänken, wa mer eis als Konsument mat verschidden Apparater installéieren.

Déi Bedreiwerfirmaen am Kabelnetz verschécken zënter Wochen a Méint Informatiounen un d'Leit wou se schwätze vu 85 Euro fir een Decoder plus verschidde Packagen, an do ass elo d'Fro: Wou kënnen d'Leit sech berode goen?

Den ILR ass ee Régulateur, do kënne se sech net berode goen. Mä wou hunn d'Leit d'Méiglechkeet sech beroden ze goen?

Well wann een de Leit keng Äntwert ka ginn op déi Fro, da fäerten ech, dass mer duerno iwwert d'Satellitteschossele wäerte schwätzen, well och do sinn déi grouss Geschäfter op d'Iddi komm, dass et elo wichteg ass Satellitteschosselen unzebidden. Well wann d'Leit sech net erëmfannen an deem Dschungel, wéi et an Zukunft soll goen, da kucke se wat fir si am bëllegsten ass, da gi se eng Satellitteschossel kafen, an da wäerten eis Fassaden an eis Haiser voll domadder sinn, an da wäerten eis Gemengemammen a Gemengepäpp heibanne schéi geplot ginn, a mat hinnen de Minister vum Intérieur, wa mer keng Äntwert kënnen dorop ginn, wou d'Leit sech kënne berode loossen, wéi et ass mam Tarif fir déi nei Antennen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den Här Jeannot Krecké, zoustännege Minister, huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mä Dir gesitt, dat wat Der mer gereecht hutt, wat en rapport mat der Inflatioun ass, dass ech mat Sécherheet net frou sinn, dass elo d'Präisser vun de Câblo-opérateuren an d'Luucht ginn.

Mä ech mengen och souguer avertéiert Gewerkschaftler sinn do net dergéint, well si kënne jo net dergéint sinn, dass elo endlech d'Autorerechter bezuelt ginn, déi bis elo net bezuelt gi waren. Ech ka mer net virstellen, dass se do dergéint sinn. Mä domat gesinn och eenzel Leit, dass een heiansdo an der Onméiglechkeet ass fir zu eppes Neen ze soen, wou ech och souwisou net Neen ze soen hat, mä wou den Här Schiltz dat jo ausgehandelt huet.

Ech verstinn, dass vill Leit net frou sinn, dass se déi Suen elo do mussen investéieren.

Wou kënne se sech berode loossen?

Ech mengen, déi eenzeg Plaz, déi wierklech eng richteg Ulafstell wär, dat ass d'ULC, d'Union luxembourgeoise des consommateurs. Déi gesinn ech als Eenzeg, déi dat kéinten objektiv maachen. Well all déi aner si jo selwer Opérateur oder Régulateur. Wéi Der richteg gesot hutt, ass ee Régulateur am Fong geholl net do fir ze beroden.

De Ministère selwer huet dat jo, wann een esou wëllt, gëoutsourced un d'Union luxembourgeoise des consommateurs, déi mer mat 815.000 Euro subventionéieren, fir dass se ebe just déi Berodung vun de Leit mécht.

Ech mengen, dat wär déi richteg Plaz fir et unzegoen. Doriwwer eraus ass et natierlech esou, dass d'Gemengenautoritéite selwer elo responsabel sinn ze kucken, wat fir eng Reglementatioun si sech ginn, wann elo ganz vill Satellitteschossele kommen.

Ech sinn dermat d'accord, dass dat net ëmmer gutt ausgesäit, mä dat ass och net einfach ze regelen. Mä do wäert ech mech och net amëschen an do wäert ech d'Gemenge mam Innenminister gewäerde loossen an där dote Saach.

Wéi gesot, ech gesinn nëmmen eng eenzeg Plaz, dat ass d'ULC.

M. le Président.- Merci, Här Minister. An där nächster Fro adresséiert sech den honorabelen Här Gast Gibéryen och un den Här Wirtschaftsminister, an zwar iwwert d'Liberaliséierung vun der Post.

- Question N°187 du 8 mai 2007 de M. Gast Gibéryen relative à une directive visant à libéraliser le marché postal d'ici le 1er janvier 2009, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President.

Den 18. Oktober 2006 huet d'EU-Kommissioun zu Bréissel eng Direktiv op den Instanzewee geschéckt, déi virgesäit, datt de Postmarché bis den 1. Januar 2009 komplett liberaliséiert soll ginn.

Meng Froen un den Här Minister sinn duerfir: Wéi huet d'Lëtzebuerger Regierung sech en vue vun där Diskussioun am EU-Ministeschconseil positionéiert? Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir d'Fortbestoe vun den Aarbechtsplaze bei der Lëtzebuerger Post - an der Lëtzebuerger Post insgesamt - an engem eventuell komplett liberaliséierte Marché ze garantéieren?

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Minister Jeannot Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net esou, dass mer amgaange sinn eis ze iwwerleeën, wéi den Här Gibéryen mengt, wéi mer géife virgoen. Mir si schonn an där dote Saach virgaangen.

Den Här Schiltz, deen u sech zoustänneg ass fir d'Reglementatioun an deen dat och am Conseil verteidegt, huet kloer an däitlech d'Positioun vu Lëtzebuerg vertrueden, a vläicht kéint ech lech dat virliesen, wat mir aktéiere gelooss hunn dohannen: «Nous restons convaincus qu'un service réservé est le moyen le plus efficace et le plus simple de financer un déficit du service universel et nous ne sommes pas convaincus que les propositions de financement avancées par la Commission soient vraiment efficaces et nous doutons sérieusement de la faisabilité.»

Et ass nämlech esou, dass jo u sech unerkannt ass, dass de Service universel nach soll garantéiert ginn, mä dass dee muss finanzéiert ginn. Do gëtt et e puer Methode fir dat ze maachen, a mir sinn definitiv der Meenung, dass de Service réservé, dat heescht déi Monopolstellung op deene Bréiwer vu manner wéi 50 Gramm, bei Wäitem déi bescht Aart a Weis ass fir dat ze finanzéieren. All anere Mechanismus gëtt komplizéiert; gëtt menger Meenung no sozial ongerecht.

Mir hunn och net déi beschten Erfahrung, muss ech soen, mam Fonds de compensation. Wann ech kucke beim Elektreschen, wat fir e Misär mer do hunn! Do hu mer jo dee Fonds de compensation fir u sech erneierbar Energien, fir deenen d'Subventioun ze gi bei der Aspeisung. Da seet deen ee vun de Kommissären, mir missten an déi Richtung goen. Dee vun der Konkurrenz allerdéngs seet eis da just de Contraire a seet: Et ass eng Form vu Statshëllef an Dir musst ophalen domadder.

Esou dass ech gesot hunn, dass ech a priori Schwieregkeeten hätt mat engem Fonds de compensation a léiwer hätt mir géifen einfach elo net méi weider liberaliséieren, egal wat ee vun deem hält wat bis elo geschitt ass.

Et ass an eisen Aen, an den Ae vun der Regierung absolut onnëtz, am Moment weider ze liberaliséieren. Dat bréngt guer näischt. Dat Eenzegt wat et bréngt, dat sinn zwou Saachen:

Et gëtt fir déi eenzel Leit héchstens méi deier fir den eenzelnen Timber oder den Envoi gëtt einfach esou vill méi deier. Dofir ass et onsënneg, dat do nach ze maachen. Zweetens hu mir e Marché, dee ganz atypesch ass, wéi mer a ville Saachen atypesch sinn. Mir hunn 100 Clienten, déi maachen 80% vum Volumen aus. Dat heescht, et kënnt och nach een heihinner, e Konkurrent, deen hëlt sech déi 100 Clienten do, domat huet en 80% vun deem Marché vu manner wéi 50 Gramm Bréiwer, wat nach e substanziellen Deel hei zu Lëtzebuerg vis-à-vis vum Ausland ass, an dann de Rescht, Wäisswampech, Fréiseng an all déi aner, d'Leit do ze bedéngen, dat iwwerléisst en anere Leit.

An duerfir soen ech, dass de Service réservé déi eenzeg Léisung wier.

Mir hunn dat, wéi gesot, verteidegt, a vis-à-vis vum Kommissär, dee McCreevy heescht, hunn ech selwer um leschten ECOFIN, well en och zoustänneg ass fir d'Services financiers, nach eng Kéier gesot, dass et definitiv fir Lëtzebuerg schlecht wär. Mir hunn em gewisen, dass mer eng Etüd vun engem Consultant, deen Alcantara heescht, kënne virweisen, wou e gesäit, dass et hei zu Lëtzebuerg absolut an d'Katastroph féiert, wa mir dat do maachen, dass et esou vill méi deier gëtt an dass mir souwisou och Problemer am Ënnere vun der Post selwer kréien.

Sou dass d'Regierung do därselwechter Meenung ass wéi d'Postdirektioun a wéi d'Syndikater, dass mer mat alle Mëttele probéieren, dat do ze évitéieren.

Mir sinn also net an engem Zeenario bis schonn, wou mer soen, wann dat geschitt, da maache mer dat an dat. Mir sinn nach am Zeenario 1, wou mer eis elo wierklech wäerte stramm dergéint wieren. An deenen nächsten zwee Deeg geet e Bréif, deen elo scho preparéiert ass, eraus, erëm eng Kéier un de McCreevy, mat eisen Explikatiounen, well do ass jo mëttlerweil déi zweet Etüd eraus - no där vu PricewaterhouseCoopers -, déi elo weist, wat fir eng Schwieregkeeten op eis zoukommen.

Dëst an der Hoffnung, dass nach anerer sech iwwerzeege loossen, well dat hei ass eng Fro vu Majoritéiten. Fir de Moment kippt et am Fong geholl mat Däitschland. Wa mer et fäerdeg bréngen, Däitschland op eis Säit ze zéien, da brénge mer et och fäerdeg, dass et zumindest an enger éischter Phas net duerchkënnt, dass et zumindest no hanne verluecht gëtt an dass vläicht dann iergendwann de Verstand och bei eenzelne Kommissäre kënnt, fir ze soen, dass onnëtz liberaliséieren einfach näischt bréngt.

Well hei geet mat Sécherheet fir den einfache Bierger net de Präis erof; e geet héichstens an d'Luucht, an d'Problemer an deene Postbetriber, mat deenen d'Leit awer zefridde waren, ginn héichstens an d'Luucht. Duerfir wäerte mir eis mat Hänn a mat Féiss dergéint wieren. An ech hunn lech dat virgelies aus engem Groupe de travail «Services postaux», wou mir drop gehalen hunn, nach eng Kéier eis Positioun kloer an däitlech ze maachen, well deen een oder anere gemengt huet, mir wiere schonn d'accord mat engem anere Méchanisme de financement. Mir wëllen dee vum Service réservé.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Nächst Fro vum honorabelen Här Alexandre Krieps un den Här Gesondheetsminister iwwert d'Waardezäit um Gebitt vun den IRM.

- Question N°188 du 4 mai 2007 de M. Alexandre Krieps relative à la réduction des délais d'attente en matière d'IRM, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Merci, Här President. Ech hunn déi Fro opgegraff hei duerch de Commentaire zu der véierter Carte sanitaire. Déi huet gesot, dass d'IRMen hei zu Lëtzebuerg an deene leschte véier Joer mol fënnef an der Frequenz gaang sinn, dass trotz deene villen Equipementer - mir sinn do déi Éischt an der Welt - d'Waardezäiten tëschent zwou an zwielef Woche sinn. Mech stëmmt dat net esou pessimistesch, well an den Nopeschlänner sinn déi Zäiten nach vill méi laang. Och an héich équipéierte Länner wéi der Schwäiz oder anere Länner ass et esou laang wéi hei zu Lëtzebuerg.

Meng Fro ass: Ass eng tarifaire Restriktioun zum Usage vun deenen Equipementer gewiescht, wéi dat heiansdo ukléngt, well se nëmme bis sechs Auer oder siwen Auer owes fonctionnéieren? Mir wëssen alleguer, dass een duerch technesch Ursaachen, op den IRMen heiansdo duerch d'Reduktioun vun de Sequenzen, awer d'Zuel vun de Prozedure pro Dag net kann an d'Luucht setzen, dass héchstens d'Qualitéit drënner leit. Sinn déi Zuelen also duerch tarifaire Considératioune reduzéiert ginn? Oder ass dat wierklech eng Ausnahm? Dat ass meng Fro un de Gesondheetsminister.

Eng aner Fro, déi ech him net gestallt hunn: Hätt ee kënnen zeechnen, dass d'Arthroscopië vum Knéi zum Beispill, wat eng heefeg Prozedur ass, erofgaange sinn duerch den Usage vun der IRM, well et huet een ëmmer e Benefiss? Ech wollt him déi Froe stellen, an och vläicht dass hien ons e puer Wuert seet zum nächste Plan hospitalier wat d'Équipement-lourdë sinn.

Wat een awer berouegt: Ech hat virun e puer Wochen en amerikanesche Frënd op Besuch, deen huet mer gesot, dass d'IRM toraxique, zum Beispill d'Broschtkuerf-IRM, an Amerika 1.600 Euro tarifëiert ass an zu Lëtzebuerg 400 Euro. Dat ass awer berouegend, Här Minister. Mä wann Der ons kënnt eng Perspektiv opzeechnen. Ech selwer gleewen, dass mer vill Equipementer hunn, an dass mer se vläicht kënne besser asetzen; loosse mer et esou soen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Den Här Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol Merci dem Här Krieps fir d'Fro an och fir seng nuancéiert Duerstellung vun der Situatioun wéi se um Terrain ass.

Wat d'Equipementer ugeet, läit e bal richteg. Mir si weltwäit net d'Nummer eent, mä mir sinn d'Nummer zwee hanner Japan, dat déi Apparater jo och produzéiert. Mä mir sinn do a ganz gudder Gesellschaft.

Et ass net esou, dass d'Waardezäiten op tarifaire Limitatiounen zréckzefëiere sinn, well déi Augmentatioun vun den Nuetstarifer, déi wierkt eréischt no aacht Auer, net no sechs Auer.

Ech si selwer virwëtzeg ginn, wéi ech d'Fro gestallt kritt hunn, an hunn eng improviséiert Ëmfro an deene verschiddene Spideeler hei am Land gemaach, déi en IRM hunn. An ech hunn erausfonnt, dass sech bei den Urgencë kee Problem stellt, dass sech bei de Patienten, déi an den Haiser leien, kee Problem stellt, well déi esou séier bäikomme wéi en Apparat fräi gëtt. Ausserhalb vun den Urgencë kann et zu Waardezäiten zwëschen zwou a sechs Woche kommen.

Ech hunn awer vu sämtleche Servicer bestätegt kritt, dass, wa Certificatë vun Dokteren erakommen, wou dropsteet, dass eng gewëssen Urgence do ass, si flexibel genuch sinn, fir déi Leit eranzehuelen innerhalb vu räsonnabele Fristen.

Wat elo d'operationell Zäiten ugeet vun deene verschiddenen IRMen, do gëtt et Ënnerscheeder am Land. Do fannt Der Spideeler, déi hiren IRM vu siwen Auer moies bis siwen Auer owes bedéngen, anerer vun hallwer aacht bis aacht Auer owes. Et ass ee Spidol derbäi, dat den IRM vu siwe bis fënnef operéiert, an en anert vu véierel vir siwe bis véierel op sechs, nach eent vun hallwer aacht bis hallwer siwen.

Do gesitt Der, wann Der dat kuckt, do sinn nach Reserven dran, wann een dat aneschters organiséiere wéilt, an à supposer dass den Drock esou grouss gëtt, dass een déi dote Plagë brauch. Ech hunn och Récksprooch mat der UCM geholl, déi virun e puer Méint d'Spideeler ugeschriwwen huet, fir erauszefannen, wéi d'Evolutioun vun de Waardezäiten ass. Bei de Spideeler hat ech net d'Impressioun, dass se iwwerrullt ginn. Dass gewëssen Drockperioden do sinn, gëtt net ofgestridden.

Et ass elo esou, dass mer an der Genehmegungsprozedur nach een IRM hunn - deen zu Nidderkuer -, deen awer vläicht eng aner Nues hëlt am Rahme vun der Fusioun vun de Süd-Spideeler, an dass sech och eng nei Generatioun vun IRMe weist, déi manner opwändeg sinn an déi bei den Artikulatioune gradesou gutt Resultater hu wéi déi méi schwéier Apparater.

Mir schléissen net aus, dass mer eis weiderentwéckelen a Saachen Apparaturen, mä ech sinn och ganz dankbar fir d'Duerstellung, wéi den Här Krieps se gemaach huet, dass, wa Sputt an de Plage-horairen do ass, ee fir d'éischt domat soll ufänken, fir deen optimal auszenotzen, ier een an deem zweetbeschtméiglech équipéierte Land nach eppes dropleet.

Dann, mengen ech, e lescht Wuert: Et soll een och kucken déi verschidden Apparater vun der Imagerie médicale ëmmer dann do anzesetzen, wou se am optimaalste kënnen agesat ginn, an net vläicht do, wou et aner Alternative gëtt, déi zumindest gradesou vill wäert sinn, a virun allem oppassen, dass een net Leit duerch de ganze Luna Park guidéiert.

Voilà! Här President, véier Sekonnen hunn ech iwwerschratt an ech sinn elo fäerdeg.

M. le Président.- Si si scho verziehen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Merci.

M. le Président.- Da komme mer zur leschter Fro fir haut. Dat ass déi vum honorabelen Här Mehlen, och un den Här Gesondheetsminister, iwwer eng Prévention efficace contre le cancer et plus particulièrement contre le cancer de l'utérus. Här Mehlen!

- Question N°189 du 8 mai 2007 de M. Robert Mehlen relative à la capacité du Laboratoire National de Santé (LNS) d'effectuer une prévention efficace contre le cancer et plus particulièrement le cancer de l'utérus, adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Effektiv, meng Fro riicht sech un den Här Gesondheetsminister. Si baséiert op engem Artikel vun der Wochenzeitung „Le Jeudi" vum 17. Abrëll. An deem Artikel geet Rieds vun engem Pabeier, deen aktuell géif am Laboratoire vun der Santé zirkuléieren, a wou eng gënschteg Léftchen dee bei si op de Redaktiounsdësch geblos hätt; dee Pabeier selbstverständlech.

An deem Pabeier geet Rieds dovun, datt Differenzen opgedaucht wären, wat d'Diagnostike vum Gebärmutterhalskriibs ubelaangt, wou eng ganz Partie Interpretatiounsschwieregkeete sinn. De Minister wär inquiétéiert, an hien hätt och dofir den Institut Pasteur vu Paräis domat beoptraagt, fir emol ze kucken, wat dann do wär.

Dofir wollt ech hei e puer Froen opwerfen: Éischtens, Här Minister, kënnt Der eis confirméieren, datt déi Situatioun esou ass? Kënnt Der eis Erklärungen dozou liwweren? Wat si gegebenenfalls d'Ursaachen, well et kéint ee jo awer mengen, datt dat, wann och keng exakt Wëssenschaft, dach awer méi oder wéineger eng prezis Wëssenschaft wär?

Wat ware gegebenenfalls d'Konsequenze fir d'Patientinnen? Si schreiwen hei am Artikel: «De deux choses l'une: ou le Laboratoire National de Santé a diagnostiqué trop de cancers du col de l'utérus ou pas assez, ou les femmes ont subi trop d'interventions médicales ou pas assez.» Wat waren d'Konsequenzen? Hutt Dir, Här Minister, scho vläicht éischt Resultater vun där Enquête, déi Der anscheinend an d'Wee geleet hutt? A wat passéiert dann elo entre-temps, bis datt mer wierklech wëssen, wat da richteg a wat falsch ass?

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Nach eng Kéier den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dass ech schmunzelen, wann den Här Mehlen vun enger gënschteger Léftche schwätzt oder déi gënschteg Léftche rapportéiert.

Une voix.- Un vent favorable…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech mengen, déi gënschteg Léftchen, déi huet en Numm, an déi Leit, déi d'Insider sinn, hunn déi gënschteg Léftchen identifizéiert.

Mä de Geck an den Eck, well et e seriöen Thema ass, mat deem net ze spaassen ass.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Et ass richteg, dass an der Campagne, déi all Joer widderholl gëtt, fir de Gebärmutterhalskriibs fréi a preventiv ze detektéieren, vun engem Joer op dat anert Ofwäichungen an de Statistiken opgefall sinn. Den Här Mehlen huet a senger mëndlecher Approche net méi vu graven Dysfonctionnementer geschwat.

Ech muss och soen, dass et net e graven Dysfonctionnement ass, wann déi Responsabel vum Labo Ofwäichunge feststelle vun engem Joer zum aneren an engem Preventivprogramm an direkt resolut handelen, mir dat mellen, an ech zesumme mat der Spëtzt vum Labo décidéieren, dass mer net eng Enquête, mä - wéi dat ubruecht ass an esou enger Situatioun, wou mer ofwäichend Chifferen hu vun engem Joer op dat anert - vun Experten eng Contrelecture maache loossen, fir objektiv kënne festzestellen: Sinn déi Ofwäichungen normal, well mer an engem Joer manner Fäll haten, oder si se net normal?, an doraus misste Konsequenzen zéien.

Dat ass ganz schnell geschitt. An ech muss och soen, dass meng Kolleegen aus der Regierung, ënner anerem de Budgetsminister, och direkt déi noutwendeg Moyenen zur Verfügung gestallt hunn, fir déi Géigelecture do ze maachen.

Et ass elo gefrot ginn: Wat wären dann d'Konsequenze vun deenen Ofwäichungen? Entweder Iwwerversuergung an Iwweragréffer vis-à-vis vun deene Fraen, déi ze vill als positiv détectéiert gi wären, oder Iwwersi vun engem Problem?

Also ech géif mengen, weder nach. Déi direkt Gefor ass net ginn. Och hat den Här Mehlen a senger schréftlecher Fro vun enger potenzieller Doudesgefor geschwat. Och dat ass net esou, an ech explizéiere mech.

Wann eng Fra positiv détectéiert wär iwwert d'Analyse vum Labo, da gëtt selbstverständlech d'Feinanalys gemaach an da gëtt definitiv festgestallt: Et ass positiv oder et ass faux positif. Et ass positiv: Da gëtt reagéiert; et ass faux positif: Dann ass keng Reaktioun néideg.

Vu dass hei zu Lëtzebuerg deen doten Test, Ofstréch fir de Kriibs vum Col de l'utérus festzestellen, am Prinzip eemol d'Joer gemaach gëtt, vill, vill méi oft, wéi dat iergendwou an engem aneren Nopeschland ass, wann eng Kéier een iwwersi gëtt, da gëtt een dat Joer duerno récupéréiert, an dee Kriibs entwéckelt sech lues, sou dass fir d'Fraen, déi en cause sinn, keng direkt an imminent Gefor fir hir Gesondheet besteet.

Mä well et awer wichteg ass, virzesuergen, an och net e Labo an e schiift Liicht ze réckelen, hunn déi Alarmglacken, déi et gëtt, wann een ofwäichend Chifferen huet, hei geklappt. Mir hunn direkt reagéiert, mir kréien innerhalb vun engem Mount éischt Resultater a mir kënnen aus deene Resultater da schléissen, ob vläicht virdrun ze vill virsiichteg analyséiert ginn ass, oder ob elo an der Methodik iergendeppes ofgewach ass, wat mer dann direkt kënne korrigéieren.

Mir ginn un déi dote Saache mat ganz vill Seriö a vill Entschlossenheet erun a mir verloossen eis net op gënschteg Léftercher. Dat ass en Appel, deen ech nach wie vor maachen: Jiddferee kann emol eng Kéier Ofwäichungen a sengen Analysen hunn, mä da geet et drëm, fir un engem Strack ze zéien, fir dat esou schnell wéi méiglech an d'Rei ze bréngen, amplaz gënschteg Léftchen ze spillen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Froestonn un d'Regierung ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Question avec débat vum honorabelen Här Jacques-Yves Henckes iwwert d'Reform vun de Personaldelegatiounen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Henckes huet fënnef Minutten, an d'Regierung zéng Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

4. Question avec débat N°19 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réforme des délégations de personnel

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech komme periodesch mat enger Fro hei an d'Chamber erëm, an déi betrëfft déi 3.000 Employéen, déi ënnert dem Privatbeamtestatut fir de Stat oder fir d'Gemenge schaffen an déi zënter 1979 net méi d'Méiglechkeet hunn, fir aktiv oder passiv bei den Delegatiounswahle fir Personaldelegéierten deelzehuelen, einfach well d'Gesetz dat net virgesäit.

Ech hunn 2001 eng Proposition de loi an deem Sënn déposéiert. Do ass awer näischt drop geschitt.

Am Oktober 2003 hunn ech d'Regierung, an notamment den Aarbechtsminister gefrot gehat, wat dann d'Regierung wëlles hätt, fir deem Problem do en Enn ze bréngen, well et net gutt ass, datt engen 3.000 Leit hir verfassungsrechtlech Gläichbehandlung, op déi se Urecht hunn, d'Recht fir sech fir hir Intérêten aktiv a passiv bei dem Patron ze verteidegen, verwiert gëtt.

Dorobberhin - dat war am Oktober 2003 - huet den Här Aarbechtsminister mer geäntwert, d'Regierung hätt en Avant-projet de loi ausgeschafft; dee géif elo nach diskutéiert ginn. Et wieren zwou Méiglechkeete virgesinn:

Déi eng wier déi, datt géif gekuckt ginn nom Droit du travail, dat heescht, ob de Kontrakt privatrechtlech wier. Deen Ablack hätten also d'Employé-privéen Urecht op en Delegéierten a si hätten aktiivt a passiivt Walrecht, wéi nom private Recht. Oder et geet nom Droit public: Da wier et d'Statsbeamtegesetz, dat géif spillen. Oder et kënnt och nach eventuell gekuckt ginn, ob den Employeur public wier. Deen Ablack géif also och d'Statsbeamtegesetzgebung spillen, a si géifen also domat integréiert ginn.

Dat war am Oktober 2003, a bis haut sinn déi Iwwerleeunge vun der Regierung anscheinend nach ëmmer amgaang, well de Projet de loi ass net déposéiert ginn.

Duerfir wollt ech elo froen, no bal véier Joer, wou mer dann elo dru sinn?

Dat gëtt desto méi interessant, well wann d'Iddi opgegraff géif ginn, déi den Här Aarbechtsminister am Joer 2003 hei gesot hat, datt eventuell géif gekuckt ginn, ob den Employeur public wier, dat heescht, ob et Stat oder Gemeng wier, wann dat den Employeur wier, da géif deen Ablack d'Statsbeamtegesetzgebung spillen an d'Employé-privéé kéinten also bei de Statsbeamte mat wielen.

Wann dat gemaach gëtt, da kënnt déi zweet Fro, am Kader vun deenen Debatten iwwert de Statut unique. Da géifen natierlech deen Ablack déi Aarbechter, déi elo d'Méiglechkeet hunn, fir hir Delegéierten nom privatrechtleche Statut ze wielen, also net méi no deem Statut hir Delegéierte wielen, mä déi géifen dann och no der Statsbeamtegesetzgebung fueren.

Duerfir, Här Minister, mir geet et hei drëm, datt eppes geschitt. An ech géif och mengen, datt déi Léisung de richtege Wee wier, déi Der een Ablack ugedeit hat, fir ze soen, datt sollt no der Privatbeamtegesetzgebung gefuer ginn, an datt se och no deene Regele sollten d'aktiivt an d'passiivt Wahlrecht hunn. Dat schéngt mer déi richteg Léisung ze sinn, d'autant plus datt d'Verfassungsgeriicht elo schonn e puermol gesot huet, datt all déi Spezialwurschte fir den Employeur public, wou dee kënnt d'Kontrakter indéfiniment renouveléieren, vu Joer zu Joer an esou weider, wou dat alles als verfassungswiddreg erkläert ginn ass.

Duerfir, Här Minister, sot mer wann ech gelift: Wou sidd Der mat Ären Iwwerleeungen drun? Wéini kréie mer e Projet de loi? A wann et géif zu engem Statut unique kommen an Dir hätt de Statut vum Employeur public gewielt, géift Der deen Ablack och bei den Aarbechter d'Delegatiounswahlen, wéi se elo bestinn am private Secteur, annulléieren?

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Ech mengen den Här Henckes stellt hei ganz wichteg Froen. Hien huet och versicht Léisungsusätz ze ginn, do ass hien awer e bësse méi duercherneen - mä do kommen ech nach eng Kéier drop zréck.

D'Fro ass effektiv richteg gestallt. D'79er Delegatiounswahlgesetz seet, et ginn Delegatioune gewielt, do wou Aarbechter sinn, do si mer strikt am privatrechtleche Regime. Bei den Employéen, seet d'79er Gesetz allerdéngs, gi keng Delegatioune gewielt wou de Patron eng Entité publique ass.

An do gesi mer dann déi zwou verschidde Philosophien, déi kommen. Déi eng Philosophie déi seet, mir kucken no der Natur vun de Relations contractuelles, an déi aner seet, mir kucken no der Natur vum Employeur.

Doduerch, dass mer am 79er Gesetz déi zwee matenee vermëschen, hu mer ee Punkt wou d'Verfassungsgeriicht net e puermol, mä eemol effektiv gesot huet, dass dat falsch wier, dass do eng Partie Leit, nämlech d'Employés privés au service de l'État - där gëtt et der bal keng, mä au service des communes, do gëtt et der relativ vill -, net d'Recht hätten, sech selwer representéieren ze loossen, well se weder ënnert d'79er Delegatiounswahlgesetz falen nach ënnert de Statut de la fonction publique, wou d'Employés de l'État an d'Employés communaux drënner falen.

Déi Fro ass also eng mat där mir eis auserneegesat hunn, an ech hunn och en Avantprojet de loi als Aarbechtsminister ausgeschafft - nach ënnert der viregter Regierung -, dee mer net nëmmen de Sozialpartner, mä iwwregens och der Chamber zoukomme gelooss hunn. An deem Avant-projet de loi hu mer folgend Solutioun virgeschloen, nämlech déi, déi ganz däitlech seet, dass mer mussen en Ënnerscheed maachen tëschent dem Régime de droit privé an dem Régime de droit public.

Dat heescht, dat wat Dir gemengt hat wat ech wéilt, dat ass falsch. Eigentlech hunn ech och ëmmer dat gesot, mä dann hunn ech mech wahrscheinlech net däitlech genuch ausgedréckt, mä am Text steet et awer däitlech - deen d'Chamber och krut -, dass ech der Meenung sinn, dass mer net sollen no der nature de l'employeur kucken, mä dass mer ëmmer nëmme sollen no der nature des relations contractuelles kucken.

Dat ass iwwregens eng Philosophie, déi mer bei eis am Haus elo duerchféieren. Ech géif emol net soen, zënter deem ech do sinn, mä och scho virdrun. Mä zënter deem ech do sinn, féiere mer déi am Haus systematesch duerch. Dat hu mer och bei de Kollektivverträg gemaach, a beim Eenheetsstatut kréie mer datselwecht erëm.

Mir kucken net wat fir eng nature den Employeur huet, mä mir kucke strikt duerno: Sinn et relations contractuelles privées oder net? Wat dann an deem Avant-projet de loi zu folgender Modifikatioun vum Gesetz gefouert huet: D'Delegatioune ginn do gewielt wou mer en Etablissement hunn - dat muss also kee Betrib sinn -, wou 15 Leit Employés privés sinn.

Dat heescht, an enger ganz Partie Gemengen, déi zum Beispill elo Delegatioune wiele fir d'Fonctionnairen, fir d'Aarbechter - bei de Fonctionnairë sinn d'Employés communaux derbäi -, missten och Delegatioune gewielt gi fir d'Employés privés. Dat ass dat wat mer an deem Avant-projet de loi virgeschloen hunn.

Deen Avant-projet de loi ass effektiv net weidergaangen, well mer mëttlerweil an der Diskussioun Eenheetsstatut sinn a well mer an der Tripartite notamment mam Patronat ofgemaach hunn, dass mer den Eenheetsstatut maachen. An d'Patronat sot, mir wëlle léiwer den Eenheetsstatut maachen, wéi dass mer wëllten eng Reform vum Dialogue social à l'intérieur des entreprises maachen; wéi ech dat nennen.

Une voix.- Wat hutt Der gesot, Här Minister? D'Patronat wéilt den Eenheetsstatut?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, jo, sou ass dat gaangen. Par rapport zu deem anere selbstverständlech.

An ech hu mech do engagéiert par rapport zum Patronat, dass mer effektiv deen Avant-projet de loi elo net weiderdreiwen. Wa mer soen, an dëser Legislaturperiod maache mer en Eenheetsstatut, da maache mer an dëser Legislatur den Eenheetsstatut. An dat wat mer vu Reforme virgesinn hunn, och an der Regierungserklärung iwwert d'Delegatiounen, d'Comité-mixtën, dat mécht dës Regierung net, dat ass dann déi nächst Regierung an déi Parteien, déi déi nächst Regierung bilden, fir do sech eens ze gi fir dat ze maachen oder net.

Also hu mer deen Avant-projet net realiséiert opgrond vun deenen Accorden, déi mer mam Patronat getraff hunn. Den Avant-projet de loi läit nach ëmmer do an de Problem läit nach ëmmer do. A fir dee Problem ze léisen hu mer an der Regierung decidéiert, dass déi Léisung, déi den Aarbechtsminister virgeschloen huet, den Aval vun der ganzer Regierung fënnt, nämlech fir ze soen, an Zukunft wielen d'Employés privés hir eegen Delegatioun nom Privatrecht, a wielen dann also net zesumme mat den Employés communaux respektiv mat de Fonctionnaires communaux.

Dat musse mer an d'Gesetz ëmsetzen, an e Freideg huet d'Regierung dem Aarbechtsminister feu vert ginn, fir dass hien dee Projet de loi iwwert d'Delegatiounswahlrecht soll ëmsetzen, nämlech d'Direktiv „Vilvoorde", wéi se genannt gëtt, wou mer elo en Avis vum Statsrot hunn, wou mer amgaange sinn Amendementen am Haus auszeschaffen. An am Kader vun deem Projet de loi presentéiere mer dann och déi dote Solutioun.

Ech wëll hei just Ärer Chamber soen, dass et dobaussen och Kräfte gëtt, notamment um gewerkschaftleche Bord, déi dat déi falsch Solutioun fannen. Déi als richteg Solutioun fanne fir ze soen, mir musse kucke wat d'nature de l'employeur ass an net wat d'nature des relations contractuelles ass.

Ech bleiwen hei der Meenung - an do soen ech dann definitiv eppes aneschters wéi den Här Henckes gemengt huet, wat ech géif mengen -, dass mer nëmmen erauskommen aus allen Diskussiounen, wa mer no der nature des relations contractuelles kucken an net no der nature de l'employeur.

Dat heescht, Här Henckes, zu Ärer Fro zum Eenheetsstatut, dass et evident ass, dass den Eenheetsstatut sämtlech Leit betréfft, déi e Contrat de travail de droit privé hunn, dat heescht sämtlech Aarbechter a sämtlech Employés privés, egal wien hiren Employeur ass, dat ass also dann och beim Eenheetsstatut keen Ënnerscheed, fir ze soe wou ass Stat a Gemeng engersäits a wou ass Privatsecteur anerersäits.

Mä mir kucken, do wou et privatrechtlech Relatioune gëtt, ob de Patron privat- oder öffentlech-rechtlech ass. Mä do, wou privatrechtlech Aarbechtsverträg sinn, zielt dann och den Eenheetsstatut an do zielen dann och an Zukunft d'Delegatiounswahlen. Dat ass konform zu där Linn, déi mer - nach eng Kéier, soen ech souguer, éier dass ech Minister gouf - am Aarbechtsministère duerchgesat hunn.

Ech wëll Iech erënneren un eng Reform vun de Chambres professionnelles an den 80er Joren, wou zum Beispill däitlech gesot gouf, d'Chambres professionnelles kucken net méi no der nature de l'employeur, mä no der nature des relations contractuelles. An ech mengen, dass dat déi eenzeg richteg a kloer Trennungslinn ass, mat där mer kënne schaffen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wollt nach eppes froen.

M. le Président.- Nach eng Zousazfro, Här Minister.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Eng ganz kleng Zousazfro, Här Minister.

Här Minister, ech si frou, datt Der déiselwecht Approche hutt wéi ech se och a menger Proposition de loi virgesinn hat. Ech wollt awer just nëmme froen, gedenkt Der, wann zum Beispill de Statut unique net géif dëst Joer iwwert d'Bühn goen, wat jo fir d'Gesetzer ze transforméieren net grad esou einfach schéngt ze sinn, datt Der dann awer géift den Avant-projet de loi, wéi Der en elo virschlot, wéinstens als Projet de loi déposéieren, fir datt mer wéinstens op engem Punkt kéinte séier virukommen?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, ech schénge wierklech de Problem ze hunn, dass ech mech net däitlech ausdrécken. Ech hu virdru gesot - an ech widderhuelen dat nach eng Kéier -, mir setzen dat doten net duerch mam Eenheetsstatut, dee jo soll fir den 1. Januar 2009 a Kraaft trieden, wat eis ze spéit schéngt, mä mir hänken en Amendement just iwwert deen dote Punkt un de Projet de loi dit „Vilvoorde", dee vum Statsrot aviséiert ass, a wou mir elo Amendementer maachen a wou mer dann och deemnächst bei den Här Glesener an d'Kommissioun ginn.

Et ass net, dass se net Aarbecht genuch do hätten, mä mir ginn dohinner a mir hänken et do drun, well mer der Meenung sinn, dass dee Projet éischter iwwert d'Bühn geet, a well mer eis och absolut bewosst sinn, dass spéitstens bis 2008, wou Sozialwahlen am Privatsecteur ugesot sinn, muss d'Gesetz eng Léisung fonnt hunn. An dozou engagéieren ech mech, dass déi Léisung bis dohinner fonnt ginn ass.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zu der nächster Fro, an dat ass déi vum honorabelen Här Mehlen iwwert déi alternativ Medezin an eisem System vun der sozialer Sécherheet.

5. Question avec débat N°17 de M. Robert Mehlen au sujet de la reconnaissance officielle de certaines formes de médecine «non conventionnelle» dans le système de sécurité sociale

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Effektiv, Här President, esou wéi ech dat och a menger schréftlecher Demande formuléiert hunn, geet et hei ëm d'Reglementéierung, d'Integratioun, d'Reconnaissance officielle vu verschiddene Forme vun net konventionelle Medezinen an eise System vun der Sécurité sociale.

Dat ass eng Diskussioun, déi dauert scho laang an huet och schonns zu villen Débate gefouert, an d'Empreinte vun dëser den 29. Januar 2004 - dat sinn elo schonns iwwer dräi Joer hier - kritt. Do hate mer en Débat d'orientation, wou deemools d'Kommissioun vun der Santé hei eng Motioun virgedroen huet, wou d'Regierung opgefuerdert ginn ass - et war nach eng aner Regierung wéi déi vun haut -, fir véier Disciplines complémentaires ze reglementéieren, an zwar: d'Homéopathie, d'Akupunktur, d'Osteopathie an d'Chiropraktik.

D'Regierung ass bal unanime opgefuerdert ginn - ech hat hei a menger schréftlecher Demande iertümlecherweis „unanime" geschriwwen, mä et war „bal unanime" - fir dat ëmzesetzen.

(Interruption)

Duerfir, och well dobaussen am Public ëmmer gefrot gëtt: Wéini kënnt dat dann?, wollt ech den Här Minister froen: Wat sinn dann d'Suiten, déi déi nei Regierung, déi jo awer och engagéiert ass duerch déi Motioun, bis elo där Motioun do reservéiert huet?

Am Fall wou Etüden, déi nach ugekënnegt gi waren, sollte gemaach gi sinn: Wat sinn d'Konklusioune vun deenen Etüden a Reflexiounen an dësem Domän? Fir wéini ass mat kloren Décisiounen an Aktiounen ze rechnen? Wou leien eventuell d'Problemer oder d'Resistenzen an deem Secteur do?

An da wollt ech de Minister, just well hien et ass, froen: Wéi gesäit et da mat der Psychotherapie aus?

Hien huet sech deemools a senger Qualitéit als Deputéierten hei bei deem Débat derfir ausgesprach, wann net souguer bedauert, datt d'Kommissioun an deem Domän net weiderkomm wär.

Ech géif och déi Fro an de Kontext stelle vun engem Débat, dee mer net virun allze laanger Zäit hei gefouert hunn, wou mer bedauert hunn, datt hei zu Lëtzebuerg esou vill Médicaments psychotropes consomméiert ginn, wou ee jo ganz sécher, wann dat géif praktizéiert ginn, och déi iwwerdriwwe Consommatioun vun esou Medikamenter kéint erofsetzen.

Voilà! Dat si meng Froen, an ech si ganz gespaant op d'Äntwert vum Här Minister.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kuerz d'Evolutioun vun deem heiten Dossier: Den Här Mehlen huet richteg skizzéiert, dass mer um Gebitt vun de complémentairë Medezindisziplinen eng Vergaangenheet hunn, an dass mer virun dräi Joer eng ganz gutt intensiv Orientéierungsdebatt an der Chamber iwwert déi zukünfteg Reglementéierung vun enger Rei vu Médecines complémentaires haten.

D'Chamber huet der Regierung eng Rei vu konkreten Aufgabe ginn, an d'Regierung huet déi Aufgabe seriö ugepaakt. Mir waren der Meenung, dass mer sollte bei enger Disziplin ufänken, déi dobaussen och zimlech vill Zousproch huet - déi vun der Osteopathie -, a mir hunn en Avant-projet de règlement ausgeschafft, dee mer an d'Consultatioun ginn hu bei deene betraffene Milieuen. Mir hunn eng Direktioun geholl, déi sech - hu mir gemengt - gréisstendeels géif no der Orientéierungsdebatt riichten. Mir hunn och eng ganz Rei vu Reaktioune vum Terrain kritt: kritesch bis ganz kritesch.

Well mer der Meenung waren, dass den Avant-projet opgrond vun enger klorer Missioun vun der Chamber ausgefouert ginn ass, wollte mer d'Chamber erëm zu Rot zéien an opgrond vun de Reaktioune vum Terrain froen, wéi d'Regierung déi doten Aufgab dann elo soll entweder confirméieren oder modifizéieren.

Wann den Här Mehlen mat sengem Kolleeg aus der Santéskommissioun geschwat hätt, dann hätt e gewosst, dass opgrond vun de Viraarbechte vun der Regierung d'Chamberskommissioun an der Zwëschenzäit ganz gutt Aarbecht geleescht huet, well se déi betraffe Milieuen - sief dat d'Osteopathen, sief dat d'Kinésithérapeuten, sief dat de Collège médical, sief dat d'AMMD - gehéiert huet an hir Meenung och considéréiert huet.

Opgrond vun där Diskussioun, déi d'Regierung mat der Chamberskommissioun weiderhi wäert hunn - mir sinn nach net schlësseg derduerch -, wäerte mir selbstverständlech déi doten Aarbechte weiderféieren. Ech wëll allerdéngs soen, dass déi Aarbechten net einfach sinn, well wa mer vun der Staang eng Reglementatioun kéinten hei zu Lëtzebuerg importéieren, déi sech am Ausland bewäert hätt, dann hätte mer se scho laang. Et ass allerdéngs esou, dass an der Belsch zwar e Gesetz besteet iwwert d'Reglementatioun vun der Osteopathie, dat Gesetz awer ni ausgefouert ginn ass, well d'Reglementer net geholl gi sinn.

Et ass e Fait, dass virun e puer Wochen a Frankräich reglementéiert ginn ass, dat Reglement awer op esou vill Géigewier getraff ass, dass et an der Zwëschenzäit erëm zréckgezu ginn ass. Et ass och e Fait, dass et eng ganz Rei vu Formatioune gëtt, wou jiddferee mengt, dat wär déi richteg Formatioun. A fir do ze tranchéieren ass net evident, well een eventuell hei zu Lëtzebuerg Jurisprudenz mécht vis-à-vis vun de Situatiounen am Ausland.

Dat ass also deen Hannergrond, dee mer hunn. An ech muss soen, d'Chamberskommissioun zesumme mat eise Leit a mat der Regierung insgesamt mécht do eng ganz gutt Aarbecht. Si mécht sech et net einfach. Si mécht dat och kontrovers, wéi

dat bei esou engem Thema noutwendeg ass. An ech ginn d'Hoffnung net op, dass mer eng gutt Léisung hei kënne fannen.

Et ass net esou, dass dat déi eenzeg Disziplin ass, déi mer wëlle regelen. Anerer si méi einfach. De Médecin homéopathe, dat ass vill méi einfach, well den Dokteschdiplom do ass. De Médecin acuponcteur, well mer dat jo an den Hänn vun den Doktere wëlle loossen, ass och kee Problem. Et stellt sech d'Fro also net, a wiem sengen Hänn d'Preskriptioun läit.

Dann huet den Här Mehlen eng wichteg Fro ugeschwat, déi vun der Reglementéierung vun der Psychotherapie, wou och dann de Remboursement vun de Krankekeesen hannendrun hänkt, besonnesch bei de Kanner ee wichtegt Element. Och do si mer net inaktiv bliwwen. Mir hunn d'Asetze vun engem Aarbechtsgrupp suscitéiert, wou och d'Vertrieder vun dem Enseignement supérieur derbäi wäerte sinn, fir weider op deem Avant-projet de règlement ze schaffen, dee viru Joren eng Kéier ausgeschafft ginn ass, deen awer op gradesou wéineg Géigeléift um Terrain gestouss war.

(Interruption)

Jo, och do. Si hu Recommandatiounen, mä déi Recommandatioune sinn net ëmmer esou am Detail, dass ee se an d'Législatioun kann transposéieren.

Wann et also Prioritéite gëtt, wou mer drop schaffen, da gehéiert selbstverständlech d'Reglementatioun vun der Disziplin vum Psychotherapeut - et gëtt ganz vill Beräicher an der Psychologie - zu enger vun eise Prioritéiten. Mä, wéi gesot, och do erëm eng Kéier gëtt et keng Solutiounen, déi ee vun der Staang ka kafen, mä mir schaffe seriö dodrun.

An dass eis déi alternativ oder complémentaire Medezinen um Häerz leien, hu mer bewisen, wéi mer relativ schnell dee Projet de loi, deen ënnert där viregter Regierung nach vum Kolleeg Carlo Wagner ausgeschafft ginn ass iwwert de Remboursement vun den homéopathesche Medikamenter, als eent vun deenen éischte Gesetzer an dëser Legislaturperiod konnten hei an der Chamber eestëmmeg gestëmmt kréien.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Zousazfro vum Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, den Här Minister, wann ech him gutt nogelauschtert hunn, huet net iwwert d'Chiropraktik, déi och an der Motioun opgefouert war, geschwat. Et géif mech interesséieren, wou mer do dru sinn.

Dat anert ass: Kann hien eis konkret soen, wat hie gedenkt datt mer wierklech bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod ëmgesat kréien?

M. le Président.- Hie ka jo net alles wëssen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci. Zu der Chiropraxie: Déi ass net vergiess, mä mir wollte bei enger Disziplin ufänken, fir do déi ganz Reglementatioun duerchzezéien, an da weider fir déi nächst Disziplinen opzebauen. Ech ginn dovun aus, dass mer et ronn wäerte bréngen an dëser Period d'Disziplin vum Psychotherapeut ze reglementéieren, a mat Hoffnung och an der Osteopathie kënnen eng Reglementatioun ze fannen, déi d'Waasser hält.

Beim Psychotherapeut gëtt am Moment légiféréiert a reglementéiert an der Belsch an a Frankräich, esou dass mer do vläicht Hëllefstellunge kréien. Mir wäerten och bei der Osteopathie d'Evolutioun am Ausland net aus den Ae verléieren, mä eis et net esou einfach maachen, dass mer egal wat reglementéieren an et herno regrettéieren. Mä mir wëlle virun allem bei deene Reglementatiounen dem Patient méi Sécherheet ginn, an net onbedéngt de Professiounen e Gefale maachen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Madame Marie-Josée Frank wëllt sech och un de Gesondheetsminister adresséieren - dat ass e gefrote Mann haut de Mëtteg - iwwert de medezineschen Noutdéngscht.

6. Question avec débat N°18 de Mme Marie-Josée Frank relative aux problèmes liés au service médical d'urgence

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Service de remplacement vun den Hausdoktere fonctionnéiert a verschiddene Secteuren am Land ineffikass, fir net ze soe katastrophal.

No verschiddene Question-parlementairen an Interventioune vun eenzelnen Dokteren huet de Minister et bis elo nach net fäerdeg bruecht - jo! -, eng Situatioun ze schafen, déi d'Leit an eiser Regioun zefridde stellt, a besonnesch am Osten an och am Norden. Ëmmer méi Kloe vu Patiente kommen, wa se ausserhalb vun den normalen Consultatiounsstonnen en Dokter en charge misste kréien, wou se laang hin an hier telefonéieren, fir ze wëssen, wéi een Dokter elo grad de Service d'urgence assuréiert, a wa se da bei den 112 uruffen, kréie se gesot: „Mir hu keen Déngschtplang hei leien."

Kënnt Der verstoen, Här Minister, datt dat vill Onzefriddenheet bei eise Leit an eise Regiounen ervirrifft?

Wann d'Patienten dann endlech den zoustännegen Dokter fonnt hunn, da waarde se och nach laang, bis e ka kommen, well e grad dann an enger Urgence war, déi vläicht 20, 30 km wäit ewech ass, sou datt dann deen Dokter, deen de Service garantéiert, nach wäit hin an hier muss rennen.

Mir wëssen, datt den Déngschtplang vun den Doktere fräiwëlleg opgestallt gëtt, also net obligatoresch ass. Do muss d'Politik eng Äntwert drop fannen. Och wann den Osten net am Plan hospitalier als Région sanitaire zréckbehale ginn ass, mengen ech hunn d'Leit an eiser Regioun awer och d'Recht, adequat an effikass esou e Service an Usproch kënnen ze huelen, wa se e brauchen.

E weidere Problem ass: Wann dann en Dokter passéiert war, d'Leit Medikamenter opgeschriwwe kritt hunn, da musse se nach eng Apdikt fannen, déi dann och Déngscht huet, an och do ass dat oft ganz problematesch fir vill Leit, wa se dann nach musse wäit fueren fir d'Medikamenter ze kréien. Do denken ech zum Beispill un eng elenger-zéiend Mamm oder e Papp, déi nach kleng Kanner doheem huet, wéi och un eis eeler Matbierger an eisem Land.

Duerfir, Här Minister, mengen ech ass et héich Zäit, datt hei kuerz-, mëttel- a laangfristeg reagéiert gëtt, fir dëser Situatioun en Enn ze setzen.

Mir brauchen en effikasst Konzept, wat och Opklärung de Leit dobausse gëtt, well ëmmer erëm mierkt een, datt d'Leit dobaussen net wëssen, wéi dee ganze Service de remplacement opgebaut ass. Et ass un der Zäit, fir erëm eng Informatiounscampagne ze starten.

An da froen ech de Minister, ob e schonn eng Plate-forme de coordination erstallt huet, wou eben déi eenzel Acteure vum Terrain mat um Dësch sëtzen, fir Verbesserungspropositiounen auszeschaffen. A wéi steet et ëm déi sougenannte „Maison médicale" ass, déi soll geschafe ginn. Ech hoffen, datt et net do geet wéi am Plan hospitalier, datt den Osten och do erëm eidel ausgeet.

Duerfir, Här Minister, ech si ganz gespaant op déi Äntwerten, déi ech elo vun Iech wäert kréien. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Loosse mer dem Här Gesondheetsminister eng Chance ginn, fir...

Mir kënnen herno, Här Goerens, op Är Propositioun zréckkommen, mä de Moment ass et um Här Gesondheetsminister, fir Stellung ze huelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Frank mécht esou wéi wa se dat Thema haut eréischt géif entdecken.

(Hilarité)

Dobäi weess se pertinemment, dass deen dote Problem sech am Osten zënter laangem stellt, a si ass och scho viru laange Jore vu ville Leit an hirer Regioun dorop opmierksam gemaach ginn. An ech hunn...

(Interruption)

...mat villem Intérêt e Lieserbréif gesi vun engem Dokter aus der Regioun, dee sech manner vum Gesondheetsminister am Stach gelooss gefillt huet wéi vun eenzelne Vertrieder aus der Regioun.

Dat wëll ech awer elo emol esou gesot hunn! Dir hutt jo nach d'Geleeënheet, fir herno eng Zwëschefro ze stellen.

Am Géigesaz zu deem, wat Dir hei sot, ass de Gesondheetsminister nämlech net inaktiv bliwwen, esou wéi Dir dat reprochéiert kritt vu Leit aus Ärer Regioun, mä mir hunn deen doten Dossier mat vill Iwwerzeegung ugepaakt. Mir hu Verhandlunge mat den Dokteren opgeholl, fir dee System, deen ënnert dem Carlo Wagner entwéckelt ginn ass, wat de Bereetschaftsdéngscht an der Nuecht ugeet, iwwert de Sonndeg, d'Feierdeeg an d'Weekender auszedehnen.

Mir hunn an deene leschte Méint exzellent Diskussioune gehat mat der AMMD. Dat maachen ech net marktschreieresch; ech kënnegen dat offiziell un, wann dat Konzept definitiv steet a wa mer de Leit an der Regioun eppes Seriöes kënne bidden - iwwregens net nëmmen an der Ostregioun, net nëmmen an der Nordregioun, mä och an deenen anere Regiounen, wou et heiansdo ganz vill Méi kascht, fir e Bereetschaftsdéngscht um Fonctionnéieren ze halen, wou Generalisten, déi heiansdo bis owes spéit an d'Nuecht souwisou ënnerwee sinn, dann och nach iwwert d'Feierdeeg musse schaffen.

Ech hu gesot, dass eng gutt Grondversuergung hei am Land essenziell ass, an déi Grondversuergung, déi kréie mer doduerch op d'Been, dass mer jonk Leit, déi Medezin wëlle studéieren, encouragéiert kréien, fir Generalisten ze ginn a mer hinnen och hëllefen, während de Weekender a während der Nuecht och emol eng Kéier kënnen ze schlofen an doduerch en anstännege Service op d'Bee setzen.

Gutt Rahmenbedingunge sinn ëmsou méi notwendeg bei de Generalisten, well d'Generaliste jo net vu grousszügege staatlechen Hëllefe profitéieren, déi an de Spidolssecteur eraginn, wou de Spezialist kann op déi doten Infrastrukturen zréckgräifen an als Contrepartie eben och eng gewësse Bereetschaft erabréngt.

Bei de Generaliste gëtt an d'Strukture vun hire Praxen näischt investéiert. Duerfir kënne mer de Generaliste Merci soen doduerch, dass mer en anstännege Bereetschaftsdéngscht an en Ersatzdéngscht organiséieren - net esou, wéi dat fälschlecherweis duerjeneegehäit gëtt an der schréftlecher Fro vun der Madame Frank, wou monter de Service de remplacement mam Service d'urgence verwiesselt gëtt.

(Interruption)

Dat sinn zwou verschidde Saachen. Dir kritt jo d'Wuert herno. An ech hunn net den Toun virginn, Madame Frank! Ech hunn net den Toun virginn!

Ech sinn nämlech normalerweis gewinnt - an dat hutt Der de ganzen Nomëtteg hei gesinn -, dass ech korrekt a fair, ouni an d'Flilleken ze klappe mat den Deputéierten hei dialogéieren. Wann ech awer natierlech eppes dohigeklaakt kréien, woufir ech net d'Responsabilitéit hunn, mä wou ech au même titre wéi mäi Virgänger probéieren, eppes opzebauen, wat d'Waasser hält, da musst Der erlaben, dass ech mat deeneselwechte Mënz erëmbezuelen, wann ee falsch Saache behaapt.

Mir ginn also dovunner aus, dass mer flächendeckend fir d'Land e Service de remplacement fir nuets, wou mer den Déngscht méi no un d'Besoinë vun de Leit erubréngen, kënne garantéieren, an deeselwechte Service de remplacement fir d'Leit iwwert d'Weekender an iwwert d'Feierdeeg.

Dat kascht! Dat kascht, an duerfir ginn ech dovunner aus, dass mer e ganz breede Konsens an dëser Chamber fannen, wann et dorëm geet, Argumenter ze fannen, fir zousätzlech Kreditter ze fannen, fir deen doten Déngscht ze schafen, well dee Bereetschaftsdéngscht, dee mer elo hunn - ouni elo de Remboursement vun de Krankekeese mat eranzebezéien -, dee kascht iwwert de Statsbudget 1,8 Milliounen d'Joer.

Et ass also net esou, dass ee ka soen, dass mer net Effortë gemaach hunn. Et kann een natierlech ëmmer méi maachen. Mir si jiddefalls bereet, dat ze maachen.

Iwwregens wëll ech soen, dass an deenen anere Regiounen och heiansdo Problemer optauchen, mä dass et bis elo méiglech war beim Bereetschaftsdéngscht, ëmmer dem 112 d'Nummere matzedeele vun den Dokteren, déi Bereetschaftsdéngscht haten. Fir den Osten kritt den 112 déi Nummeren net.

Dat wëlle mer änneren. Eis geet et also, wa mer hei Verbesserunge maachen, drëm, eng vergläichbar qualitativ Ofsécherung vun de Patienten am ganze Land ze sécheren.

Ech bieden Iech dann, konstruktiv dorunner matzeschaffen, fir dass mer dat ab dem 1. Januar 2008 kënne realiséieren.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Madame Frank, Dir wëllt, denken ech, eng Zousazfro stellen.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Här Minister, éischtens sinn ech net domadder d'accord, datt Der sot, ech géif zënter Joren de Problem net kennen, well ech hu schonn oft verbal mat Iech iwwert déi Problematik an eiser Regioun...

(Interruption)

...geschwat, an Dir hutt eng Kéier zu mer gesot, et wier besser mir géifen dat op engem verbale Wee maachen, anstatt Question-parlementairen ze stellen. An dat hunn ech gemaach.

Zweetens: Villes, wat Dir hei explizéiert hutt, gëtt mer keng Satisfaktioun, well ee Problem hutt Der net genügend ugeschwat, dat ass déi Zäit vun owes sechs bis owes zéng Auer, wou awer dann déi Garde nach net garantéiert ass, well jo grad do déi meeschte Problemer sinn. Dir hutt hei vum Nuetsdéngscht a vum Weekend geschwat.

(Interruption)

Une voix.- Dir musst Iech der Vertrauensfro stellen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech stelle mech ganz gär der Vertrauensfro.

Ech bestreiden net, dass ech zu der Madame Frank gesot hunn, dass een dat dote besser um Terrain ze maachen hätt an duerch Négociatioune mat den Dokteren, wéi dass een eng Question parlementaire géif stellen.

Ech muss awer soen, dass déi Ausso genee dräi Wochen al ass, an net déi Joren,...

(Interruption)

...a wann d'Madame Frank sech während Jore fir deen dote Sujet agesat huet, wëll ech wëssen, wat se bewierkt huet um Terrain.

Dir kënnt mech jugéieren den 1. Januar, wat mir bewierken, wat elo d'Apdikten ugeet.

(Interruption)

Dir kënnt roueg nach eng Kéier reagéieren, mä Dir hätt awer besser...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosse mer elo beim Thema bleiwen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wat elo d'Apdikten ugeet, wëll ech Iech soen, dass mer an deem leschte Joer véier zousätzlech Apdikte fräiginn hunn, dass d'Apdikten en neie Plan de garde...

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Ech hu lo grad net vun den Apdikte geschwat!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dach, Dir hutt gesot, dass d'Leit missten...

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Ech hu gesot, dass owes vu sechs bis zéng Auer...

M. le Président.- Madame Frank, wëllt Der eng Zwëschefro stellen? Da géif ech Iech bieden, dat ze maachen.

(Interruption)

Voilà, den Här Minister ass d'accord, dass Der dat maacht.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Aha.

M. le Président.- Da stellt Är Fro!

(Hilarité)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Ech hunn nach eng Kéier eng Fro gestallt iwwert d'Prise en charge vun den Doktere vun owes sechs bis zéng Auer. Dat ass och dobäi, mä dat, wat ech als Zousazfro gefrot hunn, dat war vun den Dokteren, vun der Visite vum Dokter.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ah, ech hat Iech verstanen, wéi wann och Problemer wären, wann d'Leit missten an eng Apdikt fueren, déi relativ wäit ass.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Dat och, jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Also hunn ech Iech awer richteg verstane gehat.

M. le Président.- Awer nëmmen deelweis. Loosse mer elo...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- A bei den Apdikte wäerte mer de Réseau vun den Apdikter weider erweideren.

A wann d'Madame Frank mer gutt nogelauschtert hätt, dann hätt se héieren, dass mer ab dem 1. Januar dee Service de remplacement méi no bei d'Besoinë vun de Leit wäerte bréngen. Dat heescht, dass de Service de remplacement net eréischt um zéng Auer ugeet, mä dass de Service de remplacement mat u Sécherheet grenzender Wahrscheinlechkeet schonn um aacht Auer ugeet, well no sechs Auer, no siwen Auer sinn d'Cabinetë vun de Generalisten - an do kënnen e puer Generalisten heibanne mer dat bestätegen - nach wäitgehend besat, esou dass de Service de remplacement duerno ufänkt.

Ech mengen, dat soll een och emol no bausse soen, och bei Iech an der Regioun, dass jiddfereen Intérêt huet, fir iwwert de Service de remplacement ewech, fir iwwert de Service d'urgence ewech en eegenen Hausdokter ze hunn, deen d'Famill kennt an deen och disponibel ass, wann een en emol brauch.

Et kann een net ëmmer nëmme jéimeren an hoffen, dass de Service ebe just ëmmer dann zur Verfügung steet, wann een e brauch. Ech mengen, dass et och wichteg ass, dass een d'Generalisten doduerch ënnerstëtzt, dass een en eegenen Hausdokter huet. Ech mengen, et sinn der heibannen, déi mer wäerten dobäi bäipflichten.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Madame Frank, ass et an der Rei?

Da komme mer elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass op Demande vun der Fraktioun vun deene Gréngen d'Aktualitéitsstonn, déi vun hinnen ugefrot ginn ass, iwwert d'Antitubaksgesetz. Den Här Huss huet als Vertrieder a Spriecher vun der Fraktioun vun deene Gréngen als Éischten d'Wuert.

7. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la nouvelle loi relative à la lutte antitabac, entrée en vigueur le 1er septembre 2006

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zënter enger Partie Jore schonn ass op Bedreiwe vun der Weltgesondheetsorganisatioun WHO eng weltwäit Campagne amgaangen, fir déi absolut desastréis Gesondheetsschied, déi duerch den Zigarettendamp ervirgeruff ginn, ze reduzéieren an ze miniméieren.

Longekriibs, Nierekriibs, vill aner Zorte vu béisaartegen Tumeuren, Häerzkreeslaferkrankungen a vill aner Krankheete sinn et, déi d'Gesondheet vum Fëmmert belaaschten an oft zum fréizäitegen Doud kënne féieren, vu Suchtproblemer an aner Inconvénienten net emol ze schwätzen.

Wéi du virun e puer Joer ëmmer méi wëssenschaftlech Etüden nogewisen hunn, dass och d'Passivfëmme gravéierend Gesondheetsschied kënnt provozéieren, du si weltwäit a quer duerch Europa gesetzlech Initiativen an d'Wee geleet ginn, fir d'Mënschen zumindest géint d'Gefore vum passive Fëmmen ze schützen - esou och hei zu Lëtzebuerg, wou en neit Gesetz am Summer d'lescht Joer a Kraaft getrueden ass.

Obschonn dat neit Gesetz eng ganz Partie vu wesentleche Fortschrëtter mat sech bruecht huet an enger Rei vu Secteuren, positiv Fortschrëtter, déi elo och insgesamt gesi wäitgehend akzeptéiert a respektéiert ginn, bleift dëst Gesetz an eisen Aen op enger Rei vu Punkten awer staark hannert deem zréck, wat eng global preventiv Protektioun vun allen Netfëmmerte betrëfft.

Do wou et ëm d'Protektioun vun eiser Gesondheet geet, ëm Preventioun vu vermeidbare schwéiere Gesondheetsschied, do dierften insgesamt an eisen Ae keng faul Kompromisser gemaach ginn. Mä et schéngt wéi wann dës Risike vum passive Fëmmen nach ëmmer vu munche Leit net richteg zur Kenntnis geholl géife ginn, well op esou munchen öffentleche Plazen, virun allem zum Beispill a Caféen oder Diskothéiken, monter virugefëmmt gëtt, woubäi europawäit duerchgeféiert Moossunge kloer noweisen, datt grad an esou Caféen a Bistroen an an Diskothéiken heiansdo katastrophal héich Wäerter vun toxesche Schadstoffer virleien, niewent aner Risiken, déi et do och nach gëtt - Kaméidi an esou virun.

Här Minister, wann ee gesäit, wéi vill jonk Leit, virun allem och wéi vill jonk Meedercher a Fraen dobannen oder op der Strooss fëmmen, da bleiwen nach ganz vill Opklärungsaarbecht ze leeschten a weider Mesuren ze ergräifen.

Virun allem wat d'Risike vum passive Fëmmen och doheem am Haushalt fir kleng Kanner, fir Bëbeeën an och scho fir de Fötus am Mammebauch bedeiten, doriwwer schéngt leider bei net wéinege Leit net genuch Bewosstsinn ze bestoen. An do bleift eiser Meenung no nach ganz vill Opklärung ze leeschten.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng sinn net déi Eenzeg, déi d'Gesetz vum leschte Joer kritiséiert haten, well et nach ze vill an ze grouss Ausnahmen zouléisst. Och d'Ligue contre le cancer an all déi wichtegst Dokteschassociatiounen haten dat kritiséiert a verlaangen eng Erweiderung a Verschäerfung vun eiser Gesetzgebung, esou wéi et eis iwwregens schonn eng Partie vu Länner virgemaach hunn, wou och a Caféen a Bistroen an Diskothéiken d'Fëmme komplett verbuede ginn ass. Ech denken un Irland, Schottland, Malta, Italien, an an de kommende Méint och England, Wales, Frankräich a wahrscheinlech anerer.

A Frankräich soll dat jo ab dem 1. Februar d'nächst Joer de Fall sinn, an an Däitschland schéngt d'Balance sech elo och ëmmer méi staark an déi dote Richtung hinzebewegen. Ech hunn aus enger Zeitungsnotiz nach just gelies virun e puer Deeg, wat se an Hessen wëlles hunn, ee vun de groussen däitsche Bundeslänner, do soll et och an déi Richtung goen.

A wat d'EU-Kommissioun betrëfft, esou huet do jo elo am Januar 2007 d'Generaldirektioun Santé a Verbraucherschutz e sougenannten „green paper" erausbruecht, wou se - nozeliesen op de Säite 14 a 15 vun deem „green paper" - och éischter fir e globalen, ëmfaassende Verbuet an allen öffentleche Raim plädéiert huet, wéi fir eng Regelung mat där enger oder anerer Ausnahm.

Aus all dëse Grënn, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ass an eisen Aen d'Zäit komm, fir elo bal e Joer duerno en éischte Bilan ze zéien, an dee Bilan soll een net eréischt zéien no deenen nächste Wahlen, fir dorauser och positiv Konsequenzen ze zéien. Dat ka fir eis nëmmen heeschen, datt eis Gesetzgebung misst verstäerkt a komplettéiert ginn, an datt derniewent och nach weider méi spezifesch Opklärungscampagnë misste gestart ginn, fir dem Fléau vum passive Fëmmen doheem am Haushalt ze begéinen, wéinst deem wat ech virdru gesot hu vum Schutz vun de Bëbeeën, Föten an esou virun, a fir gläichzäiteg och ze erreechen, datt den Tubakkonsum insgesamt ka lues a lues zréckgedrängt ginn.

Aus all dëse Grënn hu mir als Gréng folgend Motioun ausgeschafft, déi ech Iech virleeën. Hei ass déi Motioun, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la nouvelle loi relative à la lutte antitabac est entrée en vigueur en septembre 2006;

- que cette loi, qui a rencontré une bonne acceptance auprès de la population, a apporté un certain nombre d'améliorations au plan de la protection contre le tabagisme passif;

- que certaines lacunes de cette loi, notamment dans le domaine de la protection de la santé des non-fumeurs ainsi que des jeunes dans les cafés, bars, discothèques ainsi qu'au lieu de travail, sont vivement critiquées par les associations de médecins et les ONG œuvrant pour la lutte antitabac;

- que la tendance auprès des pays européens évolue nettement en faveur d'une interdiction totale du tabac dans les lieux publics et les lieux de travail;

- les expériences positives de pays européens comme l'Irlande, Malte, l'Italie, qui ont joué un rôle précurseur en adoptant des interdictions complètes de fumer dans les lieux accessibles au public et aux lieux de travail;

- que la France renforcera sa législation antitabac au 1er février 2008 par une interdiction complète de fumer dans les cafés et les discothèques;

- que la Commission européenne, dans son livre vert du 30 janvier 2007 «Vers une Europe sans fumée de tabac» exprime également son souhait d'étendre l'interdiction de fumer dans les lieux publics à toute l'Europe;

invite le Gouvernement

- à réfléchir à un renforcement de la loi relative à la lutte antitabac afin de garantir une réelle protection contre la fumée de tabac sur le lieu de travail ainsi que les lieux accessibles au public, cafés et discothèques inclus;

- à renforcer les campagnes d'information contre le tabagisme passif au domicile privé en vue de la protection des fœtus et des enfants.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Henri Kox, Viviane Loschetter.

An där Motioun gëtt et eng Rei vu Considéranten: en éischten, deen einfach op dat neit Gesetz vum leschte Joer hiweist; en zweete Considérant, wou gesot gëtt, hei doduerjer sinn eng Rei vu positive Fortschrëtter effektiv op enger Rei vu Plazen erziilt ginn; wou dann awer am drëtte Considérant gesot gëtt, wou nach hei an deem Gesetz Lacunë sinn, virun allem am Beräich vu Caféen, vu Baren, vun Diskothéiken, an d'Problematik op der Aarbechtsplaz, déi och nach net ganz esou geregelt ass, wéi et misst sinn.

An da kommen eng Rei vu Considéranten, déi kloer drop hiweisen, wat am Ausland geschitt. Virun allem och wat d'Europäesch Kommissioun selwer seet. Och dat vu Frankräich, dat vun Irland, dat vu Malta ass an deene Considéranten.

Dee leschte Considérant geet da finalement op deen „green paper" vun der Europäescher Kommissioun an, deen Dir jo wahrscheinlech kennt, also vum Januar 2007.

An no deene Considéranten hu mir zwou Invitatiounen un d'Regierung:

Ech fänke mat där zweeter un, déi zweet, vun där mer wëssen, datt se natierlech net iwwer Gesetz ka gemaach ginn: Dat ass déi Informatiounscampagne. Mä et läit an der Hand vum Ministère, fir esou Informatiounscampagnen ze maachen, fir wierklech - dat ass nach eng méi spezifesch Saach - och drop opmierksam ze maachen, datt een och doheem kann dem passive Fëmmen ausgesat sinn, virun allem déi Schwaach, virun allem d'Kanner, d'Bëbeeën an esou virun.

An dat Zweet ass effektiv eppes, wat gesetzlech ze maachen ass, dat ass en «renforcement de la loi relative à la lutte antitabac afin de garantir une réelle protection contre la fumée de tabac sur le lieu de travail ainsi que les lieux accessibles au public, cafés et discothèques inclus».

Deen hu mer esou formuléiert, datt et fir d'Regierung mindestens derwäert misst sinn, fir déi Motioun de kënnen ze diskutéieren a fir se eventuell unzehuelen, well mir soen elo net, Dir misst elo dat maachen, wat a Frankräich elo geschitt beispillsweis, well do geschitt nämlech dat do elo schonn den 1. Januar oder den 1. Februar d'nächst Joer. Mir schreiwen «à réfléchir à un renforcement». Dat heescht, et ass also eng Formule, déi vill méi virsiichteg gewielt ass, déi also vill méi Sputt léisst, mä mir mengen awer, datt doriwwer soll nogeduecht ginn, fir a Richtung vun enger Verschäerfung vun der Gesetzgebung, virun allem a Caféen a Bistroen, Diskothéiken ze diskutéieren.

Mir mengen, datt dat noutwendeg wier. D'Dokteschorganisatioune soen et; d'Ligue contre le cancer seet et; d'Europäesch Kommissioun selwer seet et. Wann Dir kuckt nach eng Kéier an deem „green paper" hei vun der Europäescher Kommissioun, do gëtt op der Säit 20, an de Konklusiounen, nach eng Kéier e Plädoyer gemaach fir dat wat si nennen eng méiglechst wäitgehend global Léisung fir en totale Schutz ze kréie vun de Passivfëmmerten. An op där Säit 20, Här Minister, dat géif mech och interesséieren, do ginn d'Regierungen an d'Stakeholders, mä och d'national Regierungen opgefuerdert, op dat heiten ze äntwerten, an zwar sollte se hir Äntwerten eragi bis den 1. Mee 2007.

Den 1. Mee 2007, dat ass elo zënter e puer Deeg eriwwer, an duerfir wollt ech Iech froen, Här Minister, ob Der schonn op deen „green paper" iwwer „Europe free from tobacco smoke" geäntwert hutt a wat Der dorobber geäntwert hutt.

Ech soen Iech Merci an ech iwwerreechen heimadder nach just déi Motioun, déi, wéi gesot, virsiichteg an den Invitatioune formuléiert ass, wou ech hoffen, datt mer dofir kënnen Ënnerstëtzung kréien.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. D'Madame Martine Stein-Mergen huet als éischt Riednerin d'Wuert nom Här Huss.

Débat

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer bei ons an der Fraktioun driwwer diskutéiert hunn, wat wuel de Sënn kéint si vun der Grénger Partei hirer heiteger Heure d'actualité iwwert d'Antitubaksgesetz, ware mer ons awer allgemeng eens, dass et vläicht nach e bëssen ze fréi wier dass dëst Gesetz déifgräifend Konsequenze kéint erbruecht hunn.

Et wäert sécher op gesondheetspolitescher Säit nach net zu massiven Aspuerunge vun de Krankekeese komm sinn; déi erwaarde mer ons jo eréischt Jorzéngten no esou Moossnamen, wa se da gräifen.

Et wäert och nëmmen dann antrieden, an dat hat ech schonn eemol de leschte Summer gesot hei, wann net nëmme Leit ophalen ze fëmmen, mä haaptsächlech wa keng Jugendlecher méi domadder ufänken. Et ass sécher schwéier erauszefannen, wéi vill där Jonker net ufänke wéinst deene Moossnamen aus dem Gesetz, mä et ass villméi domat ze rechnen, awer dat och éischter mëttel- bis laangfristeg, dass et aus der Moud kënnt an dass et net méi cool ass ze fëmmen. Ech mengen, dorobber wäerte mer misse waarden. Schlussendlech wäerten awer och d'Präisser vun den Tubakswueren - an ech mengen dat wär deen eminente Punkt - e wichtegen Impakt op hiert Fëmmverhalen hunn.

Wat déi Leit ubelaangt, déi wëllen ophalen, esou kann ech aus menger Praxis soen, wann och net statistesch, awer gefillsméisseg ganz sécher, dass eng ganz Rei Fëmmerten dëse Moment probéieren opzehalen, an engem gudden Deel vun hinne geléngt dat och. Ech wëll elo hei keng Reklamm maache fir d'Pharmasindustrie, mä et gëtt vill, och an de Medien, vun deem neie Medikament geschwat, wat dëse Schrëtt soll erliichteren.

An ech mengen effektiv, dass mer hei vläicht eng Verbesserung vun der Ënnerstëtzung beim Ophalen, beim Sevrage tabagique mat dësem Instrument hunn. Et ass eng Substanz, déi Nikotinrezeptoren am Gehir antagoniséiert. Dat sinn déi Rezeptoren, vun deenen deen een oder deen anere Fëmmert der vill oder manner ausbilt. Wann ee vill där Rezeptoren huet, dann ass d'Sucht méi schwéier. Déi Leit, déi der nëmme wéineg bilden, dat sinn déi, déi nëmmen hei an do eng fëmmen an och emol e puer Deeg net, ouni dass et hinne schwéierfält.

D'Medikament besetzt also dës Rezeptoren an d'Gehir mengt et hätt en anstännegen Nikotinspigel an et verlaangt manner no där nächster Zigarett. Hei läit also op d'mannst e gewësse Potenzial fir deene Leit ze hëllefen, déi wëllen ophalen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Den Invest ass fir de Patient net méi héich, wéi wann e géif fir déi nämlecht Suen Zigarette kafen.

D'Generalisten haten eng Formatioun iwwer „Aide au sevrage tabagique", déi ganz reegen Usproch hat, esou dass och si gewappnet sinn, hire Patiente beim Sevrage bäizestoen. Och an de Spideeler gëtt et iwwerall Consultatioune fir beim Sevrage ze hëllefen.

Dir Dammen an Dir Hären, och op der gastronomescher Front schéngt et zimlech roueg virzegoen. D'Fëmmgesetz gëtt iwwerall duerchgezunn. Et gëtt wéineg Sträitfäll a Sanktiounen, esou op d'mannst emol an der Press; well déi géif een do ganz sécher erëmfannen.

Déi Leit, déi et net kënne loossen, sti schéi brav virun der Dier, an de Wiert huet en Äschebecher do stoen, fir dass seng Entrée net verknascht gëtt. Et léiert ee sech kennen, verschidde Stroossen erënneren owes an der Stad un Zeene vu Roum.

Et wier sécher interessant an dësem Zesummenhang vum Här Minister ze héieren, wéi vill Demandë fir Fumoirë bis elo erageréecht gi sinn. De Besoin schéngt jiddefalls net iwwergrouss ze sinn.

Och virun de Bürosgebaier a virun den Administratioune stinn d'Leit bei hiren Äschebecheren, an et huet een allgemeng d'Gefill, dass et manner Streidereien iwwert d'Fëmme gëtt wéi virun dem Gesetz a wéi d'lescht Joer an der „heißen Phase" vun dem Stëmme vum Gesetz 5533.

Wann ech dem Här Huss nolauschteren, da ginn ech eben d'Gefill net lass, dass dës

Heure d'actualité verfréit ass. Ech géif mengen ee Joer, et misst een op d'mannst ee Joer waarden, bis ee verlässlech Chifferen huet,…

Une voix.- Et war ee Joer.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Et war am Juli wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass. Et ass a Kraaft getrueden am September.

…an dass mer wahrscheinlech nach e bëssen Zäit brauchen, fir d'Effetë verlässlech kënnen ze evaluéieren.

D'CSV wäert ganz sécher och d'Infocampagnë begréissen, déi wuel deemnächst wäerten ulafen, ganz besonnesch an de Schoulen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. D'Wuert huet elo den Här Krieps.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och ech denken heiansdo mat e bëssen Nostalgie u meng Maryland ouni oder meng Gitane ouni, deenen ech 30 Joer trei war an elo zéng Joer ontrei sinn. An den Enn 60er Joren an den ufanks 70er an de franséische Spideeler hunn all d'Doktere gefëmmt; haut fueren nëmmen d'Kardiologe virun.

(Hilarité)

Ech denken och heiansdo un den Humphrey Bogart am Film Casablanca, dee jo ni e Wuert gesot huet ouni eng Zigarett am Mond ze hunn.

Ech hunn, Här Minister, kee Feedback vun den Ausféierungsbestëmmunge vun Ärem Gesetz, notamment an der Psychiatrie oder an de Prisongen. Dat huet jo schonns Lieserbréiwer op de Plang bruecht, mä ech mengen d'Positioun vun der DP war jo am Ufank wéi d'Gesetz komm ass zimlech hésitante, well mer der Meenung waren, dass een hätt missen de Restaurateuren oder de Bistrotierë méi Choix loossen.

Dir gesitt a Frankräich elo Affichen opdauchen, «Même les non-fumeurs sont admis» an de Bistroen. Ech mengen, dat ass eng gutt Politik.

Weltwäit sinn awer déi Tubaksverbueter zu 70% vun der allgemenger Bevölkerung befirwuert an d'Compliance zu deene Gesetzer ass bal 100% weltwäit. Neuseelännesch Studien, déi déi Gesetzer scho vill méi laang hunn, behaapte souguer, dass d'Totalverbuede vum Fëmmen dee beschte Wee ass fir de Gesondheetsënnerscheed tëschent Räich an Aarm ze limitéieren.

Dee leschte Bilan vun der OMS weist, dass den Tubakkonsum tëschent 2002 an 2006 sech stabiliséiert huet, bei de Männer eng Regressioun ass, mä trotzdeem nach eng Erhéijung bei de Fraen a bei deene Jonken ass, wou e Véirel bis 30% nach fëmmen.

A Westeuropa si méi Meedercher wéi Jongen, déi fëmmen. An déi Studie beweisen awer, dass eng aktiv Politik géint den Tubak d'Habitudes de consommation vun deene Konsumente beaflosse kann, an dat ass extrem wichteg.

An Osteuropa gëtt och nach virugefëmmt, well do sinn d'Präisser vum Tubak agebrach.

Fuerderungen, déi mir natierlech haut hunn an déi ee misst analyséieren, dat ass éischtens, ob een net soll e partielle Remboursement vun den Nikotinsubstituter duerch d'Krankekeess bezuele loossen, well wat ech schonn oft hei behaapt hunn, mir bezuele jo vill aner Saachen, da geet et op déi do net un. Zumools wann Der, Här Minister, den „Aut idem" am Krankekeesegesetz vun '92 an der Zukunft spille loosse wäert fir d'Génériquen, da gleewen ech, dass do Sue rescht bleiwe fir esou Saachen ze bezuelen.

International muss een den Trafic vun den Zigaretten och an d'Kontroll kréien; d'Annoncen an d'Reklamme vun der Industrie, déi nach ëmmer dorëmmer sinn. D'Zigarettenapparater musse mer och limitéieren, par analogie zu dem Verkaf bei de manner wéi 16-Jähregen, wat den Alkohol ubelaangt; do kéint een déi nämlecht Mesuren ergräifen. An et muss een doudsécher cibléiert Campagnë maachen, op d'Fraen, op déi Jonk, also Teenager haaptsächlech, a Leit aus defavoriséierte Milieuen. Dat natierlech soll alles an der Schoul ufänken.

Hei ass net eng national Solutioun. Hei ass doudsécher europäesch ze denken a weltwäit, an ech wär och frou ze wëssen, wat d'Échangë vun de Bilanen um europäeschen Niveau wären. Well et muss een lech bal enttäuschen, wann ee seet, dass an Italien de Konsum vun der Zigarett elo erëm an d'Luucht geet no zwee Joer Regressioun.

Interessant wär och ze wëssen, wat d'Kritären ausmaache beim Erspuernis, well et ass jo bewisen, dass et awer net schlecht ass, net nëmme fir d'Passivfëmmerten. Ech begréissen natierlech déi Initiativ vun onse grénge Frënn, mä d'Zäit vum Bilan ass e bësse verfréit. No manner wéi engem Joer ass dat hei schwéier, mä ech soen lech Merci, Här Minister, wann Der lech deem Problem intensiv unhuelt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Krieps. D'Wuert huet d'Madame Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz iwwert den Tubak ass also elo ongeféier aacht Méint al, an als deemoleg Rapportrice sinn ech haut frou, e positive Bilan kënnen ze zéien. Ouni wëllen am Detail op d'Zuelen anzegoen - ech huelen un, dass de Minister eis der och nach eng Rei wäert nennen -, mengen ech, dass et wichteg wier eng Rei vu Punkte méi prezis erauszesträichen.

Mir hu mam Projet de loi virrangeg d'Tubaksgesetz vun 1989 geännert a parallell dozou eng Direktiv ëmgesat. D'Beispill vun aneren europäesche Länner - a se sinn hei zum Deel scho genannt ginn, wéi Italien an Irland -, wou mer deemools schonn eng gutt Zäitche méi e generellt Fëmmverbuet haten, huet eis mat encouragéiert, fir an eisem Gesetz op enger ganzer Rei vu Punkte méi wäit ze goen.

Dat gëllt zum Beispill fir: d'Werbeverbuet fir Tubaksproduiten an engem Ëmfang wéi d'Direktiv et net virgeschriwwen hat, d'Fëmmverbuet op enger ganzer Rëtsch vun öffentleche Plazen a Gebaier, de Verbuet vum Verkaf vun Tubak u Jonker ënner 16 Joer an esou weider. Ech war a bleiwen der Meenung, dass mer mat dësem courageierte Gesetz um richtege Wee sinn, an dass mer et fäerdeg bruecht hunn, de Schutz vun den Non-fumeuren hei zu Lëtzebuerg wesentlech weiderzebréngen.

Deen ëmstriddenste Punkt vun dësem Gesetz war ouni Zweifel d'Fëmmverbuet an de Restauranten an zum Deel an de Bistroen. All méiglech Skeptiker hu sech deemools zu Wuert gemellt, woubäi déi eng gemengt hunn, d'Fëmmverbuet wär en Aschnëtt an d'Privatsphär, an déi aner gefaart hunn, et géif am Horesca-Beräich dramatesch d'Baach erofgoen.

Deem géigeniwwer ass aneren d'Fëmmverbuet net wäit genuch gaangen an d'Fëmmen hätt missen hinnen no kategoresch a ganz onmëttelbar och an de Caféen an op der Aarbechtsplaz - op dëse leschte Punkt kommen ech nach eng Kéier zréck - verbuede ginn.

Abee, aacht Méint Antitubaksgesetz hu gewisen, dass déi schlëmm d'Befierchtunge vun de Restaurateuren net agetratt sinn, wat och d'Horesca op hirer Generalversammlung am Februar matgedeelt huet. Wat déi perséinlech Fräiheet vum eenzelne Fumeur ugeet, déi gemengt hunn, hire perséinleche Plëséier géif duerch d'Gesetz ageschränkt ginn, do hunn ech scho bei mengem Rapport drop higewisen, dass dës Kritik der Gravitéit vum Tubaksproblem net Rechnung dréit an op e Mangel vu Respekt par rapport zu enger grousser Majoritéit vun eiser Populatioun hiweist.

Et bleift déi grouss Fro, ob d'Gesetz wäit genuch gaangen ass, besonnesch am Hibléck op d'Fëmmen op der Aarbechtsplaz. Mir hunn als Kommissioun een a mengen Ae ganz responsabelen an akzeptabele Wee fonnt, fir op där enger Säit dee gréisstméigleche Schutz fir d'Non-fumeuren ze erreechen, an op där anerer Säit op en „Hauruck-Verfahren" ze verzichten, well mer dovunner iwwerzeegt sinn, dass d'Grondakzeptanz an der Öffentlechkeet virrangeg ugestrieft muss ginn. A mir hunn dat Zil erreecht! Deen erhoffte Mentalitéitswiessel huet stattfonnt, d'Wellen hu sech geglätt, an et halen tatsächlech ëmmer méi Leit op mat fëmmen. Hoffe mer, dass dat esou bleift, an net dat antrëtt, wat den Här Krieps elo gesot huet.

Enger ILReS-Enquête no, déi am Optrag vun der Fondation luxembourgeoise contre le cancer gemaach gouf, hunn am Joer 2006 schonn iwwer 2% manner Leit gefëmmt wéi dat Joer virdrun. Dat si 7.400 Non-fumeurë méi! An deemselwechten Zäitraum sinn d'Venten ëm ronn 20% erofgaangen. Dat ass vill. Et wär effrontéiert ze behaapten, dës Zuele géifen alleguer eleng op de Kont vun eisem Gesetz goen, mä si weisen dach awer däitlech, dass déi Richtung, déi mer zesummen ageschloen hunn, déi richteg ass. D'Akzeptanz vun de Bierger ass do, an dorop kënne mer opbauen.

Am Kontext vum Fëmmen op der Aarbechtsplaz wëll ech drun erënneren, dass d'Kommissioun um Enn vun hiren Aarbechten zu enger gudder Regelung komm ass, andeems se eng Dispositioun an den Text geholl huet, déi all Patron eng Obligation de résultat operleet. Och dat, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, war e gudde Choix an als éischte Schrëtt ganz sécher enger ëmstriddener Radikalmoossnam virzezéien.

Zum Schluss vu menger Interventioun wëll ech nach drop hiweisen, dass d'Santéskommissioun nom Vote vum Antitubaksgesetz den Dossier net ad acta geluecht huet. Villméi si mer der Meenung, dass dee gudde Start, dee mer d'lescht Joer haten, muss an der Zukunft duerch weiderféierend Mesurë komplettéiert ginn. Et bleiwen nach Pisten op, ob dat elo d'Caféen an d'Aarbechtsplaz sinn oder anerer, déi hei scho genannt goufen, déi mer nach kënnen zu engem gëeegente Moment weiderféierend ausschöpfen, fir den Tubak weider verstäerkt an de Grëff ze kréien.

Et bleift och ze kucken, awéiwäit d'Gesetz an d'Reglementer um Niveau vun der Fonction publique mussen ugepasst ginn.

Et ass evident, dass sech d'Chamberskommissioun erwaart, dass de Patron Stat eng Virbildroll iwwerhëlt, an et an deem Zesummenhang och net bei der éischter Versioun vum Reglement ka bleiwen, déi eng net novollzéibar Diskriminatioun tëscht Eenzel- a Gruppebüroe virgesäit, wat d'Fëmmverbuet an der Fonction publique ubelaangt.

Ech sinn doriwwer eraus a ganz ofschléissend dovun iwwerzeegt, dass d'Akzeptanz, déi mer bei der Debatt iwwert d'Fëmmen an der Chamber haten, och zum Droe komme wäert, wa mer zum gëeegente Moment iwwer all dës Nobesserungen am Sënn vun enger konsequenter Gesondheetspolitik wäerte weiderdiskutéieren.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. D'Wuert huet elo den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. D'Antitubaksgesetz vum 1. September 2006 hat eis Zoustëmmung als ADR net fonnt. Mir waren averstane mat deene Moossnamen, wat all déi öffentlech Plazen - Schoulen, Garen, Spideeler, öffentlech Gebaier - ubelaangt. Mir waren awer net domat averstanen, datt een esou restriktiv vis-à-vis vun der Restauratiounsbranche virgaangen ass. Mir hunn deemools proposéiert, datt ee sollt de Restaurateuren d'Méiglechkeet loosse bei sech ze affichéieren, ob däerf gefëmmt ginn oder net. Dat zu eiser Positioun zum Gesetz vun 2006.

Mir sinn och der Meenung, wéi verschidde Virriedner, datt et haut ze fréi ass, aacht Méint nom Akraafttriede vun deem Gesetz, fir scho kënnen en éischte Bilan ze zéien an eventuell Décisiounen ze huelen, fir méi wäit ze goen. Mir soe jo zu weideren Informatiounscampagnen, déi d'Leit solle sensibiliséieren esou mann wéi méiglech, a méiglechst guer net, ze fëmmen. Mir soen awer neen, fir elo scho wëllen e Schratt méi wäit ze goen, wat d'Restriktioune vum Fëmmen ubelaangt.

Ech mengen, et wier och e gewëssene Paradox, wann een zu engem gewëssenen Zäitpunkt, wou een elo de Restaurateuren iwwer e Reglement seet, datt se kéinte Fumoirë bei sech ariichten, egal wivill datt dat der sinn, wann elo Leit dohinner ginn, déi hire Restaurant zum Deel ëmbauen, Investitioune maachen, a wa se déi Investitioune gemaach hätten, da géif een duerno kommen an dann zu deene soen: Ma elo dierft Der och net méi doranner fëmmen! Ech mengen, dat géif effektiv ze wäit goen.

Et muss een och vläicht soen, au contraire zu deem, wat verschidde Virriedner hei gesot hunn, datt dat relativ gutt iwwert d'Bühn gaangen ass. Mä wann een awer mat de Leit aus der Restauratiounsbranche an aus de Café-Restauratioune schwätzt, dann héiert een do awer vill méi kritesch Echoen zu deem Gesetz. Et ass bei deene Leit net esou positiv ugesi ginn, wéi dat hei vu verschiddene Leit duergestallt gëtt.

Ech mengen, och dorobber sollt ee Rücksicht huelen. A wéi gesot, mir sinn duerfir der Meenung als ADR, datt dësen Zäitpunkt net komm ass, fir elo schonn iwwer weider Restriktiounen ze diskutéieren. Et sollt een et emol nach e puer Joer an d'Land zéie loossen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. D'Wuert huet den Här Aly Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, Merci, Här President. Also, intensiv Preventioun: jo. An dann awer och integraalt Zréckbezuele vun der Sécurité sociale fir all Moyenen, déi de Fëmmerte sollen hëllefe kënnen opzehalen. Mä awer op kee Fall elo higoen an d'Richtung an den totale Fëmmverbuet wëllen auszeschwätzen. Well soss stellen ech mer an deem Zesummenhang dann awer eng Fro, wa mer dann esou restriktiv ginn a mer stellen d'Fëmmen als eng déidlech Drog duer: Déi Leit, déi hei esou fir den totale Fëmmverbuet sinn, mat wat fir engem Gewëssе kënne se dann heihinner kommen an da fir d'Legaliséierung vum Cannabis optrieden?

Dat ass awer wierklech e Paradox, well de Cannabis gëtt och gefëmmt. Verbidde mer deen dann och? Oder maache mer elo e Gesetz fir de Cannabis ze legaliséieren? An iergendwann eng Kéier, wa mer dat hunn, da komme mer dann heihinner, fir d'Net-Cannabis-Fëmmerte virun de Cannabis-Fëmmerten ze schützen. Also, ech géif mengen, doriwwer soll ee sech dann awer och emol Gedanke maachen an dann och dee Paradox aus der Welt schafen. Op jidde Fall - all déi restriktiv Moossnamen, dat kënne mer jo an Amerika gesinn -, d'Prohibitioun huet nach ni eppes bruecht, an et wäert och hei am Land näischt bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Huss huet nach eng Minutt.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President. Ech hunn nach eng Minutt, fir just ze reagéieren op e puer Saachen, déi hei gesot gi sinn. Ech mengen, et ass gesot ginn, et ass elo vill ze fréi, fir esou e Bilan ze maachen.

Ech mengen, aacht Méint ass eng laang Zäit. Ob mer elo aacht Méint oder zwielef Méint brauchen - da si mer mëtten an der Summervakanz, dann ass hei keng Chamber. Ech mengen, et kann een elo duerchaus schonn en éischte Bilan zéien iwwert dat Gesetz, mat deem duerchaus - dat hunn ech jo och hei gesot - eng Rei vu positive Saache verbonne waren, mä vun deem awer souwuel d'Société civile, d'Ligue contre le cancer, d'Dokteschorganisatiounen, mä och d'WHO an och d'Europäesch Kommissioun soen, datt eng méi wäitgehend an eng ëmfaassend Léisung eng besser Léisung wier. A mir stinn zu där besserer Léisung, fir preventiv d'Gesondheet vun den Netfëmmerten ze schützen.

Ech hunn dat jo an der Motioun esou virsiichteg formuléiert, datt ech kee prezisen Datum gesat hunn, mä fir awer - esou wéi elo hei dee leschte Riedner oder virleschte Virriedner gesot huet - dräi, véier Joer ze waarden, da maache mer eis dach lächerlech dobäi! An alle Länner geet dat elo alles vill méi séier. Den Drock gëtt ëmmer méi staark, fir zu deene Verbueter och a Bistroen, Caféen an esou virun ze kommen. An ech mengen, d'Formuléierung «à réfléchir sur» léisst awer genuch Spillraum, fir datt d'Regierung déi do Motioun kéint unhuelen.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Huss. Elo kritt dann d'Regierung d'Wuert. Här Gesondheetsminister, wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol alle Riedner, deene meeschte Riedner en häerzleche Merci...

(Interruption)

…fir déi objektiv Reaktiounen zu der praktescher Applikatioun vum Gesetz géint den Tubaksmëssbrauch a fir de Schutz vun deenen, déi net wëlle matfëmmen.

Effektiv ass et esou, dass dat heite Gesetz Symbolkraaft hat an datt d'Gesondheet mat dësem Gesetz sech vis-à-vis vun aneren Intérêten duerchgesat huet, déi soss der Gesondheet d'Liewen e bësse méi schwéier gemaach hunn.

An et kann een och haut soen, och no nëmmen aacht Méint, dass d'Gesetz gutt akzeptéiert ginn ass, an ech wëll all deenen en häerzleche Merci soen, déi dozou bäigedroen hunn, an deenen, déi sech och ganz grouss Suergen iwwert déi praktesch Applikatioun gemaach hunn. Si hu sech mat grousser Disziplin un den Text gehalen, sou dass an der Praxis d'Problemer, déi opgetaucht sinn, relativ marginal waren. Besonnesch do, wou d'Gesetz ganz kloer ass, hu sech iwwerhaapt keng praktesch

Applikatiounsproblemer gestallt. Manner wéi erwaart a wéi gefaart ginn ass!

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Haut kann ee soen - obwuel et, fir en definitivë Bilan ze zéien, ze fréi ass -, dass d'Gesetz op enger ganzer Rei vu Gebidder bal lückenlos applizéiert ginn ass an och bal lückenlos respektéiert gëtt. Dat gëllt fir d'Schoulen, wou ganz grouss Effortë gemaach gi sinn, fir dass dat Gesetz applizéiert gëtt an dass d'Schüler an d'Proffen an d'Schoulmeeschteren iwwerzeegt ginn, dass dee beschte Wee, fir vum Tubak lasszekommen, deen ass, fir iwwerhaapt net mam Tubak unzefänken.

Mir hunn an deene leschte Méint e Réseau Écoles sans tabac agesat, dee sech net dorop beschränkt, fir op de Verbuet hinzeweisen, mä deen iwwer praktesch Projete mat de Schoulen, an de Schoule mat Beoptragten a sämtleche secondairë Schoulen - an ech ënnersträichen: a sämtleche secondairë Schoulen, déi bereet waren, an deem Réseau do matzemaachen - d'Kanner, d'Jugendlech iwwerzeegt, fir d'Fangere vum Tubak a wa méiglech och deenen anere Suchtmëttelen ze loossen.

Mir wäerten an deenen nächsten Deeg och eng Campagne lancéieren „Keen Alkohol ënner 16 Joer". Och dat wäerte mer net an enger renger Verbuetsapproche promouvéieren, mä an enger Approche, fir d'Leit ze sensibiliséieren.

An de Kliniken, muss ech soen, dass kee Problem an der Duerchsetzung ass, mä sech déi eng oder aner Problemer mat Patienten a ganz extreme Situatioune presentéiert hunn. Mä och do ass vill geschafft ginn an ass d'Gesetz ganz gutt applizéiert.

An de Gebaier vu Stat, Gemengen, Établissements publics gëtt et an där Form, wéi et am Gesetz definéiert ginn ass, keng gréisser praktesch Problemer. Erstaunlech gutt gëtt d'Gesetz applizéiert an de Grandesurfacen, an de Kinoen, an den Expositiounshalen, an de Sportshalen. Et ass extrem gutt respektéiert, a war - mengen ech - och laang iwwerfälleg, well d'Leit ouni vill ze meckeren dat doten akzeptéiert hunn a vill Rücksicht geholl hunn.

An de Restauranten, an den eigentleche Restauranten, wou d'Gesetz ganz kloer ass, mat deem Murren dat am Ufank war, si keng gréisser Problemer opgetrueden, fir d'Gesetz ze applizéieren. An och iwwert dee Règlement d'exécution, wou vill diskutéiert a gestridde ginn ass, ass d'Diskussioun méi roueg ginn.

Ech kann Iech soen, dass insgesamt 60 Demandë komm sinn, fir eng Salle séparée ze maachen, dat heescht e Salon à part, wou ee kéint iessen a fëmmen. Mä no der Publikatioun vum Reglement, dat ganz strikt ass - dat ginn ech zou, mä et war jo och net geduecht, fir d'Gesetz ze ënnerwanderen -, ass net méi staark insistéiert ginn op déi dote separat Raimlechkeeten, wou ee kéint iessen a fëmmen. Dat ëmsou méi, well déi Alternativ, déi sech ugebueden huet, dass, wann een iwwer Raimlechkeete verfügt huet, wou ee kann eng Zigarett fëmmen ouni en aneren ze stéieren an ouni ze iessen an ouni Service, relativ gutt akzeptéiert ginn ass an och déi doten Diskussioun komplett entschäerft huet.

Dat heescht, wann Dir frot, wéi vill där Raimlechkeeten oder Säll, wou giess a gefëmmt gëtt, an der Praxis realiséiert si ginn, muss ech Iech soen, bis elo ass keen an där doter Form vum Ministère de la Santé homologéiert ginn.

Do wou déi meescht Reiwereie waren - dat muss een esou soen, wéi et ass -, dat ass an den Débits de boissons, wou ee Café a kleng Restauratioun hat, mä do ass och d'Diskussioun e bëssen entkrampft ginn, nodeem kloergestallt ginn ass, dass een eigentlech muss wielen, wat een ass.

Ass een en Débit de boissons, wou ee Klengegkeeten zerwéiert an da vun deenen Tranches horaires ka profitéieren zwëschen 12 a 14 Auer a vun 19 bis 21 Auer? Oder et nennt ee sech just Brasserie an ass a Wierklechkeet awer e Restaurant, da gëllt selbstverständlech den totale Verbuet. Et kann een net op zwee Tableauë spillen; wann ee wëllt op zwee Tableauë spillen, da verstéisst een entweder géint d'Tubaksgesetz oder et verstéisst ee géint d'Reglementatioun vun de Classes moyennes, an zweemol läit een dee Moment net richteg a riskéiert ee Strofen.

Ech hunn Iech gesot, dass dat éischt Reglement haut quasi keng Diskussioun méi ass. Dat Reglement iwwert d'Avertissements taxés fir kleng Vergehen ass an der Zwëschenzäit och a Kraaft. Déi ganz Dispositiounen, déi d'Gesetz sollten an d'Praxis ëmsetzen, dee ganzen Dispositiv ass en place.

Elo kann ee froen: Wéi ass et da mat de Reklamatiounen? Wéi ass et mat de Plainten? Sinn där iwwerméisseg vill komm? Ech wëll Iech soen, dass dat sech a Grenze gehalen huet an dass an der Inspection sanitaire, an der Division de la médecine préventive, bei de Polizeikommissariaten eng ganz Rei vu Plaintë komm sinn. Eng Rei, net Honnerten an Dausenden, mä eng Rei vu Plainten, déi dann och ëmmer verfollegt gi sinn.

Wa mir Plaintë kritt hunn, hu mir mat der Police respektiv mat der Douane korrespondéiert. Déi Propriétairë sinn dorop opmierksam gemaach ginn, dass se géint d'Gesetz géife verstoussen, a si konnte sech konformëieren - oder, wa se sech net konformëiert hunn, riskéiere se de Protokoll. Deen doten Dispositiv ass en place.

Et muss een allerdéngs soen, dass mer elo, wann d'Gesetz dat éischt Joer a Kraaft ass, nach eng Kéier dee Kontrollmechanismus musse relancéieren, fir dass et net esou virkënnt wéi bei anere Gesetzer, dass et lues awer sécher erëm opgeweecht gëtt. Neen, mir mussen dann eng nei Kontrollcampagne organiséieren. An och do wäerte mer dat ugemiesse maachen, keng Hexejuegd maachen, mä ugemiesse maachen um Terrain, wéi dat noutwendeg ass.

Et ass gefrot ginn, wat fir en Impakt et op d'Verhale vun deene Leit hat, déi fëmmen. Ech wëll net soen, dass déi heite Chiffere ganz representativ si fir dat, wat reng um Lëtzebuerger Marché geschitt ass. Mä et kann een awer feststellen - de Budgetsminister sëtzt elo viru mer, dee weess och wat dat fir budgetär Konsequenzen huet -, dass 2004 hei zu Lëtzebuerg nach 6 Milliarden Zigaretten ëmgesat gi sinn. 2005 sinn nach 5,2 Milliarden ëmgesat ginn hei zu Lëtzebuerg. An 2006 sinn et 4,7 Milliarden Zigaretten, déi ëmgesat gi sinn.

Et kann ee sécher net soen, dass déi Lëtzebuerger Leit, déi fëmmen, dat doten eleng beaflosst hätten. Mä sécher ass och en Deel eegene Marché derbäi, well déi Zuele weisen drop hin, dass de Konsum vun den Zigaretten an zwee Joer ëm 22% erofgaangen ass.

Wat net alles ausseet, well eng ganz Rei vu Leit och ëmgeswitcht sinn op aner Produkter vum Tubak. Do gesäit de Bilan aneschters aus. D'Madame Mutsch huet zu Recht drop higewisen, dass iwwer Jorzéngten den Undeel vu Leit, déi gefëmmt hunn, hei zu Lëtzebuerg ëm 30% a méi louch, dass 2005 deen Undeel erofgaangen ass op 27% an dass 2006 deen Undeel nach eng Kéier erofgaangen ass op 23%.

Ech weess net, ob Der déiselwecht Erfahrung gemaach hutt wéi ech. Ech hunn ni esou vill Leit héieren, déi mer gesot hunn: „Sou, dat do ass elo eng gutt Geleeënheet. Ech halen elo op mat fëmmen." - An ech hale geschwënn op mat schwätzen!

Ech mengen ech wär bal um Enn. De President hanneru mer gehéiert zu deenen, déi dréche sinn.

(Hilarité)

Neen, net dréchen; wat d'Zigaretten ugeet. Ech mengen et war och e staarkt Signal wéi d'Chamber hei décidéiert huet, fir dampfräi ze ginn.

Ech wëll soen, dass mer mat eisem Gesetz sécher net um Enn ukomm sinn. Dass et richteg ass, dass mer musse bilanzéieren. Dass et richteg ass, dass mer mussen driwwer nodenken. An dass mer musse kucken, wat eis Nopeschlänner vun Experienze maachen. An dass et richteg ass, dass mer mussen opbleiwe fir d'Gesetz weider ze verbesseren, wann dat noutwendeg ass a wa mer dofir e Konsens an dësem Haus fannen.

Ech géif allerdéngs mengen, dass d'Regierung fir eppes, wat se souwisou wëlles huet, dass eng Majoritéit hei an der Chamber, déi dat dote souwisou wëlles huet, sech net all aacht Méint duerch Motiounen dozou opfuerdere loosse muss.

Duerfir géif ech der Chamber proposéieren, déi heite Motioun net ze stëmmen, well se sans objet ass, well d'Regierung dat dote souwisou wëllt maachen.

(Interruptions)

Mä Dir hutt dat do jo net verlaangt an Ärem „invite". Dir hutt an Äre Considéranten eng Rei vu Punkten opgeworf.

Dir hutt an Ärem „invite" just gefrot, mir sollen nodenken a mir solle bilanzéieren, a mir wäerte bilanzéieren, an aus deem Bilan wäerte mer kucken, a wat fir enger Form dass mer dat Gesetz mussen nobesseren, opgrond och vun den Erfahrungen, déi dobausse gemaach gi sinn.

Dës Chamber, an och d'Regierung, déi d'Gesetz presentéiert huet, wär och éierlech gesot net ganz glafwierdeg, wa se aacht Méint nodeem se e Gesetz hei gestëmmt huet, wou jiddferee seet, dass dat Gesetz e ganz positiven Impakt huet, schonn erëm sech selwer géif opfuerderen, fir dat Gesetz erëm ze änneren.

Mir sollen eis also e bëssen Distanz ginn, d'Erfahrungen, déi am Ausland gemaach ginn, ofwaarden, an dann iwwert déi dote Schrëtt décidéieren.

Wéi gesot, ech si gefrot ginn, wéi d'Regierung zu der Motioun steet. Mir sinn der Meenung, dass mer dat heite souwisou maachen, dass mer also net nach eng Kéier mussen dozou opgefuerdert ginn. Also ass d'Motioun sans objet.

Merci.

M. le Président.- Domat si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm. Mir stëmmen elo of iwwert d'Motioun, déi den honorabelen Här Huss déposéiert huet.

Motion 1

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 52 Nee-Stëmmen zu 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5653 iwwert d'Autohaftflicht. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Norbert Haupert.

8. 5653 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/14/CE sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs et modifiant

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet 5653 gesäit d'Ëmsetze vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Autohaftflicht vir, déi eng Ännerung vun dem Gesetz vum 6. Dezember '91 iwwert den Assurancësecteur an d'Gesetz vum 16. Abrëll 2003 iwwert déi obligatoresch Autohaftflicht bedéngt.

Et ass déi fënneft europäesch Direktiv iwwert d'Harmoniséierung an d'Verbesserung vun der Autohaftflicht.

Déi Europäesch Kommissioun war ëmmer beflass fir d'Haftflicht an deene verschiddenen europäesche Länner ze verbesseren an ze harmoniséieren. Dat am Sënn vun enger besserer Mobilitéit, vun der fräier Bewegung vun de Leit am europäesche Raum.

Déi fënneft Direktiv gesäit aacht wichteg Neierungen am Beräich vun der Haftflicht vir. Ech hu se a mengem schréftleche Rapport am Detail kommentéiert. Dofir erlaabt mer, dass ech se nëmmen hei kuerz ernimmen.

Déi éischt Neierung ass am Fong geholl déi vun der Aktualisatioun, d'Upassung vun de Minimalbeträg vun der Ofsécherung vun de Schied bei engem Autosaccident an deenen europäesche Länner. Dat ass eng Aktualisatioun, déi mer net hu brauchen ëmzesetzen, well mer bei eis am Land scho laang déi illimitéiert Haftflicht am Beräich vun den Autoen hunn.

Eng zweet Neierung ass déi vun der Ausdehnung vun der accéléréierter Entschiedegung vun dem Affer vun engem Autosaccident, wann den Accident am selwechte Land geschitt ass, wou d'Affer säi Wunnsëtz huet. Bis elo war et esou, dass d'europäesch Direktiv nëmmen déi accéléréiert Prozedur virgesinn huet am Fall wou d'Affer en Accident an engem anere Land erlidden huet wéi an deem wou et wunnt. Mir haten, wou mer déi véiert Direktiv ëmgesat hunn, dat gläich an eis Gesetzgebung mat integréiert. Dat heescht, dass mer déi Accidenter, déi am Ausland geschéien, an déi Accidenter, déi bei eis am Land geschéien, d'selwecht behandelt hunn, esou dass mer och déi Neierung net brauchen ëmzesetzen.

Eng drëtt Neierung ass déi vun der Obligatioun fir de Fonds de garantie automobile, och fir déi materiell Schied, déi bei engem Accident vun engem net identifizéierten Auto geschéien, opzekommen. Dat geschitt normalerweis bei engem Accident wou Fahrerflucht virkënnt. Bis elo war virgesinn oder war d'Obligatioun déi, dass dee Fonds de garantie automobile nëmmen huet brauche fir Kierperschied opzekommen. D'Direktiv gesäit vir, dass an Zukunft och déi materiell Schied hei kënnen entschiedegt ginn, awer nëmmen am Fall wou tatsächlech d'Affer och e wesentleche Kierperschued erlidden huet.

Eng véiert Neierung ass déi vun der Vereinfachung fir eng Assurance ze kréien, déi de Risque bei engem importéierten Auto ofdeckt. Et war bis elo esou, wann een en Auto am Ausland kaaft huet an et wollt een en hei bei eis an d'Land importéieren, da konnt een am Fong geholl bei eis keng Assurance ofschléissen, soulaang den Auto net bei eis am Land immatrikuléiert war.

Dat huet mat sech bruecht, dass een dann an deem Land, wou een den Auto kaaft huet, fir d'éischt huet missen eng Haftflicht ofschléissen. Dat war net ëmmer liicht ze realiséieren, well ee schwéier eng Assurance fonnt huet, déi dee Risiko ofgedeckt huet, a well och dat mat administrative Schikane verbonne war. D'Direktiv gesäit elo vir, dass de Fonds de garantie automobile vum Importland, soulaang wéi den Auto, deen importéiert ginn ass, nach net vun enger Assurance gedeckt ass, an dat bis zu engem Maximum vun 30 Deeg, fir déi Schied opkënnt, déi vun esou engem Auto an deem Zäitraum kënne verursaacht ginn.

Eng fënneft Neierung ass déi vun der Obligatioun fir de Fonds de garantie, d'Affer vun engem Accident ze entschiedegen, déi op hirem Territoire duerch e Gefier, wat net der Haftflicht ënnerläit, verursaacht ginn. Dat sinn am Ausland besonnesch d'Autoe vun der Polizei. Bei eis sinn d'Autoe vun der Polizei awer och immatrikuléiert a si hunn also och eng Autohaftflicht. Bei eis am Land sinn dat Gefierer, déi e gewëssene Gabarit oder eng gewësse Vitesse net iwwerschreiden. Wann esou Gefierer en Accident verursaachen, en Accident, deen also net duerch eng Assurance gedeckt ass, da muss an Zukunft de Fonds de garantie d'Affer vun esou engem Accident entschiedegen.

Eng sechst Neierung ass déi vun der Obligatioun fir de Fonds de garantie, fir all Persoun, déi an engem Accident implizéiert ass, déi néideg Informatiounen iwwert den Assureur vum Gefier, dat deen Accident verursaacht huet, ze ginn. Bis elo war et

esou, dass just nëmmen d'Affer déi Informatioune konnte kréien. Déi Obligatioun gëtt also och op déi aner Leit, déi am Accident implizéiert sinn - dat kënnen Zeie sinn -, ausgedehnt.

Eng siwent Neierung ass déi fir d'Assurancen ze verflichten, hirem Client e Certificat iwwer seng Unfallschied erauszeginn, och am Fall wou de Kontrakt nach net gekënnegt ass. Bis elo war et esou: Dir hutt d'Assurance gekënnegt an dann huet d'Assurance Iech missen duerno e Certificat ginn, dass Der nach keen Accident hat, besonnesch wat de Bonus/Malus ubelaangt. Et ass awer elo esou, dass vill Leit awer versichen, hirer Assurance ze kënnegen, fir ze kucken, bei enger anerer Assurance e bessere Kontrakt ze kréien. Dofir brauche se dann dee Certificat. Dës Direktiv gesäit vir, dass d'Assurance Iech esou ee Certificat muss aushändegen.

Déi aacht Neierung ass déi, dass d'Assurancen och elo erlaabt kréien, dass hire Vertrieder am Ausland, besonnesch fir d'Ofwéckelung vun der Entschiedegung vun engem Unfallschued, eng Succursale ka sinn, déi se am Ausland hunn.

D'Direktiv gesäit weider vir, dass se spéitstens bis den 11. Juni 2007 - dat heescht an engem Mount - an all Land ëmgesat soll ginn. De Statsrot huet de Projet favorabel aviséiert. Hien huet just eng kleng Ëmännerung virgeschloen, an zwar hat de Projet virgesinn, dass déi nei Obligatioune fir de Fonds de garantie fir déi Accidenter géifen zielen, déi nom 9. Juni 2007 geschéien. De Statsrot schléit awer vir, vu dass d'Gesetz am Fong geholl nom 10. Juni a Kraaft trëtt, dass ee fir déi nei Obligatiounen, déi op de Fonds de garantie zoukommen, och den 10. Juni soll asetzen an net den 9. Juni.

D'Chamberskommissioun war mat deem Virschlag d'accord. Si huet och mäi Rapport unanime ugeholl a si schléit der Chamber vir, fir den Text esou ze stëmmen, wéi en hei virläit. Ech bréngen och den Accord vu menger Fraktioun.

Ofschléissend wéilt ech de Beamte vum Commissariat aux Assurances Merci soe fir déi Explikatiounen, déi se mer ginn hunn, déi mer et erlaabt hunn, dee Rapport esou konkret an och esou explizit ze maachen, esou dass ech hei e wéineg méi kuerz konnt bleiwen. Ech géif Iech virschloen, dee Projet esou ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Ech gesinn op alle Bänken Zoustëmmung zu deem Rapport, deen den Här Haupert hei presentéiert huet, och op der Regierungsbänk, esou dass ech denken, dass mer kéinten zum Vote vun dësem Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5653 ass eestëmmeg ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Lucien Thiel), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Chambre des Députés
Compte rendu officiel
Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek
Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1
Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange
Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

9. Demandes en naturalisation

Als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatiounen. Dofir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Coups de cloche de la Présidence)

D'Regierung ass gebieden, de Sall ze verloossen.

(Le huis clos est prononcé à 17.19 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 17.23 heures.)

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 65 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Sommaire des séances publiques

Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire pages 330-340

5628 - Projet de loi portant approbation
- du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme;
- des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme pages 340 et 344

5337 - Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification
1. du Code du Travail;
2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation;
3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux pages 341-344

Dépôt d'un projet de loi page 344

5636 - Projet de loi concernant la disparition des personnes et portant modification du Code d'instruction criminelle pages 344-345

5637 - Projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») pages 345-348

Communications pages 349-350

Ordre du jour page 350

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°182 du 8 mai 2007 de Mme Martine Stein-Mergen relative à la prise en charge par l'UCM des prestations de transport du malade, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 350

- Question N°183 du 15 mars 2007 de Mme Colette Flesch relative à l'adoption, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 350

- Question N°184 du 4 mai 2007 de M. Roger Negri relative à l'interconnexion au niveau de l'approvisionnement en électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 350-351

- Question N°185 du 8 mai 2007 de M. Claude Adam relative aux lits de vacances dans les centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 351

- Question N°186 du 8 mai 2007 de M. Marc Spautz relative au conseil et à la protection des consommateurs connectés à la télévision par «câble», adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 351

- Question N°187 du 8 mai 2007 de M. Gast Gibéryen relative à une directive visant à libéraliser le marché postal d'ici le 1er janvier 2009, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 351-352

- Question N°188 du 4 mai 2007 de M. Alexandre Krieps relative à la réduction des délais d'attente en matière d'IRM, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 352

- Question N°189 du 8 mai 2007 de M. Robert Mehlen relative à la capacité du Laboratoire National de Santé (LNS) d'effectuer une prévention efficace contre le cancer et plus particulièrement le cancer de l'utérus, adressée à M. le Ministre de la Santé page 352

Question avec débat N°19 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réforme des délégations de personnel pages 352-353

Question avec débat N°17 de M. Robert Mehlen au sujet de la reconnaissance officielle de certaines formes de médecine «non conventionnelle» dans le système de sécurité sociale pages 353-354

Question avec débat N°18 de Mme Marie-Josée Frank relative aux problèmes liés au service médical d'urgence pages 354-355

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la nouvelle loi relative à la lutte antitabac, entrée en vigueur le 1er septembre 2006 pages 355-357

5653 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/14/CE sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs et modifiant
- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs pages 357-358

Demandes en naturalisation pages 358-359

ebenfalls mat zéng Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 8 mai 2007

1. ADROVIĆ Mersad, né le 12 octobre 1983 à Saravejo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Differdange

2. ALIBASIĆ Maida, née le 1er mai 1983 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

3. ANDRADE DELGADO DOS SANTOS Maria de Fatima, née le 12 mai 1979 à Santo Antão (Cap-Vert), demeurant à Dudelange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de DELGADO Fatima Maria.

4. ARABYNSKA Elina, née le 13 décembre 1968 à Sumy (Ukraine), demeurant à Schuttrange

5. ARDARE Ioana Alexandra, née le 20 octobre 1986 à Bukarest (Roumanie), demeurant à Luxembourg

6. AVDI Safeta, née le 21 mars 1971 à Rujnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Differdange

7. BARATA DA SILVA LOURES Artur Jorge, né le 12 janvier 1971 à Sagrada Familia/Luanda (Angola), demeurant à Roeser

La personne préqualifiée est autorisée à porter les noms et prénom de BARATA LOURES Arthur.

8. BECIĆ Ramiz, né le 30 juin 1971 à Perovići (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

9. KURTALIĆ Sabina, née le 3 janvier 1978 à Zavidovići (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

10. BOBETA Adnan, né le 24 août 1982 à Mostar (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Strassen

11. BOBETA Elvedin, né le 18 août 1962 à Mostar (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Olingen

12. CARVALHO RAMOS Maria da Conceição, née le 19 janvier 1971 à Santo Antonio das Pombas/Paul (Cap-Vert), demeurant à Colmar-Berg

13. CORTEZ BAEZ Janet Leila, née le 22 septembre 1962 à Lima (Pérou), demeurant à Linger

14. DAUDBASIĆ Almira, née le 12 avril 1980 à Jelovo Brdo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Mersch

15. DEMAJ Idriz, né le 5 mai 1957 à Llozhan/Pejë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Wasserbillig

16. BYTYQI Naije, née le 13 juin 1967 à Powuestë/Pejë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Wasserbillig

17. GRIGOREANU Mihai, né le 19 mai 1962 à Sinmartin (Roumanie), demeurant à Welscheid

18. PARLOGEA Anca Elena, née le 7 mars 1964 à Ploieſti (Roumanie), demeurant à Welscheid

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms PAULY Anne Hélène.

19. HADERGJONAJ Jashar, né le 15 mars 1975 à Pobergjë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

20. HAJDARPASIĆ Esad, né le 30 décembre 1972 à Nikšić (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

21. HONSIĆ Selman, né le 2 mai 1967 à Honsiće (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Koetschette

22. SKENDEROVIĆ Enisa, née le 23 janvier 1976 à Peć (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Koetschette

23. JAYME Paolo Antonio Teves, né le 3 octobre 1977 à Manila (Philippines), demeurant à Pétange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de JAYME Paolo Antonio.

24. JAYME Teri Ann Teves, née le 30 avril 1981 à Manila (Philippines), demeurant à Pétange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms JAYME Teri Ann.

25. JUMAWAN Eden, née le 31 janvier 1965 à Panaon/Jimenz (Philippines), demeurant à Schifflange

26. KALABIĆ Rasim, né le 12 janvier 1965 à Rujnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

27. KOLA Denis, né le 6 juin 1984 à Burrel (Albanie), demeurant à Esch-sur-Alzette

28. LUK Hon Pan, né le 3 janvier 1985 à Hong Kong (Chine), demeurant à Troisvierges

29. MADARIAGA AMESTICA Veronica Yanet, née le 11 octobre 1968 à Santa Cruz (Chili), demeurant à Pétange

30. MAHMUTOVIĆ Samir, né le 8 mai 1971 à Junuzovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bertrange

31. MARQUES PINTO Paulo André, né le 20 novembre 1978 à Sobral de São Miguel/Covilhã (Portugal), demeurant à Helmsange

32. MAGALHAES BARBOSA Cidalia, née le 11 février à Vila Verde (Portugal), demeurant à Helmsange

33. MARTINS PAIS João Miguel, né le 26 avril 1984 à Marinha Grande (Portugal), demeurant à Kleinbettingen

34. MISANGUMUKINI-KANSIETOKO Nicaise, né le 8 décembre 1958 à Kwilu-Ngongo (République démocratique du Congo), demeurant à Schifflange

35. MOREIRA DA SILVA Antonio Fernando, né le 30 septembre 1975 à Cabeça Santa Penafiel (Portugal), demeurant à Weiswampach

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de MOREIRA Antoine Fernand.

36. MUKIĆ Hatidza, née le 21 juin 1977 à Zenica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Tétange

37. NAKHIMOVITCH Iosif, née le 25 octobre 1938 à Moscou (Russie), demeurant à Echternach

38. BENENSON Frima, née le 10 janvier 1940 à Moscou (Russie), demeurant à Echternach

39. NTAKIRUTIMANA Déo-Gratias, né le 9 novembre 1957 à Gafunzo/Cyangugu (Rwanda), demeurant à Beringen

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de TIMANN Déo.

40. MUKAZAYASI Jeanne, née le 20 janvier 1965 à Karago/Gisenyi (Rwanda), demeurant à Beringen

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MUKA Jeanne.

41. NGUEYO MBANGA Eveline, née le 29 janvier 1985 à Douala (Cameroun), demeurant à Rodange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de NGUEYO Eveline.

42. OGUINE Henry Nwokeke, né le 4 avril 1971 à Giokoo Gokhana (Nigeria), demeurant à Luxembourg

43. PAPADHIMITRI Klajdi, né le 21 décembre 1986 à Berat (Albanie), demeurant à Luxembourg

44. PEPOVSKA Lidija, née le 19 mars 1986 à Kocani (Macédoine), demeurant à Howald

45. POZNANSKI Michael Peter, né le 27 mars 1957 à London (Royaume-Uni), demeurant à Luxembourg

46. RAMCILOVIĆ Mirza, né le 9 juillet 1983 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Schifflange

47. RAMDEDOVIĆ Dejvid, né le 21 juillet 1979 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

48. ROCHA Manuel Antonio, né le 29 octobre 1964 à São Pedro Apostolo/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Mertzig

49. BARBOSA MONTEIRO Deolinda, née le 20 mars 1969 à Nossa Senhora do Rosário/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Mertzig

50. RODRIGUES MARTINS Luisa Maria, née le 24 avril 1969 à Soutelo de Aguiar/Vila Pouca de Aguiar (Portugal), demeurant à Vianden

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de RODRIGUES Luisa Maria.

51. SARMENTO DE ALMEIDA Marina Fernanda, née le 13 novembre 1974 à Germil/Penalva do Castelo (Portugal), demeurant à Troisvierges

52. SCHULZ Bernd, né le 29 septembre 1962 à Detmold (Allemagne), demeurant à Septfontaines

53. SHANABATYROWA Saule, née le 9 mars 1959 à Karaganda (Kazakhstan), demeurant à Soleuvre

54. STARCEVIĆ Mirzet, né le 17 septembre 1965 à Zavidovići (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Differdange

55. VALENTE Miguel Angelo, né le 31 mai 1969 à Vila Cha/Vale de Cambra (Portugal), demeurant à Mondorf-les-Bains

56. VASILJEVIĆ Mirjana, née le 14 août 1981 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

57. VIDA Tibor, né le 15 janvier 1961 à Zrenjanin (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Fouhren

58. IVAN Agota, née le 28 juillet 1968 à Zrenjanin (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Fouhren

59. VIEILLEVOYE Marie, née le 30 novembre 1981 à Verviers (Belgique), demeurant à Clemency

60. VILA DE LA PIEDAD José Manuel, né le 14 janvier 1962 à Vigo/Pontevedra (Espagne), demeurant à Rippweiler

61. VINCENT Jean Marie Antoine, né le 23 juin 1945 à Aspres-lès-Corps (France), demeurant à Itzig

62. WU Wei, né le 2 octobre 1982 à Zhejiang (Chine), demeurant à Senningen

63. WU Wei, né le 2 août 1976 à Shanghai (Chine), demeurant à Luxembourg

64. ZHAN Suiran, né le 24 novembre 1975 à Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

65. ZHU Xianrong, née le 24 mai 1983 à Zhejiang (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung. Nächste Rendez-vous ass muer de Mëtteg hei um hallwer dräi fir d'Deklaratioun vum Statsminister iwwert d'Lag vun der Natioun.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.23 heures)

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1560	M. Xavier Bettel	Coopération transfrontalière en matière de transports publics au niveau de la Grande Région
1581	M. Claude Adam	Diminution des frais de fonctionnement des ministères
1590	M. Gast Gibéryen	Réseau de tramway à Luxembourg
1598	M. Robert Mehlen	Création d'une caisse de pension avec réserves pour la fonction publique
1601	M. Robert Mehlen	Rémunération des instituteurs
1611	M. Aly Jaerling	Aides et mesures du Fonds pour l'Emploi
1615	M. Xavier Bettel	Fonctionnement du stand de tir utilisé par la Police grand-ducale
1616	M. Xavier Bettel	Consultants externes en informatique engagés par la Police grand-ducale
1617 cf. 1680	M. Xavier Bettel	Augmentation de l'effectif de la Police grand-ducale affecté aux Commissariats de Proximité (CP) et aux Centres d'Intervention (CI)
1618	M. Xavier Bettel	Diffusion tardive de la photo d'un détenu évadé
1626	M. Claude Meisch	Levée de l'interdiction d'accès pour les véhicules propulsés par GPL aux parkings couverts
1629	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Présence de Centres d'Intervention de la Police grand-ducale
1634	M. Aly Jaerling	Répercussions sur le trafic routier des livraisons des entreprises de vente par correspondance, télé-achat ou commerce électronique
1635	M. Aly Jaerling	Répercussions sur le commerce des livraisons des entreprises de vente par correspondance, télé-achat ou de commerce électronique
1636	M. Gast Gibéryen	Avis mortuaires au nom du Gouvernement
1637	M. Claude Meisch	Augmentation de l'effectif du personnel du Beruffsinformatiouns Zentrum (BIZ)
1639	M. Aly Jaerling	Déclaration d'entrée
1640	M. Robert Mehlen	Organismes Génétiquement Modifiés (OGM)
1642	M. Gast Gibéryen	Réseau de tramway
1643 cf. 1660	M. Marcel Oberweis	Problèmes autour du système mondial de navigation par satellite Galileo
1644	M. Marcel Oberweis	Construction éventuelle d'une nouvelle voie ferrée entre l'Allemagne et le Luxembourg
1645	M. Claude Meisch	Proposition de loi ayant pour objet de prévoir une représentation du personnel de la BCL au sein de son conseil d'administration ainsi que de séparer les fonctions de directeur général et de président du conseil d'administration de la BCL
1646	M. Robert Mehlen	Tunnel «Markusbierg»
1648	M. Aly Jaerling	Reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency)
1649	M. Gast Gibéryen	Évolution de différents postes du budget de l'État de 1996 à 2006
1650	M. Marc Spautz	Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (Rehazenter)
1652	M. Marcel Oberweis	Coopération touristique transfrontalière
1653	M. Lucien Thiel	Introduction du principe du pays de destination dans les relations commerciales à distance
1654	M. Marcel Oberweis	Assainissement de l'étang industriel Arcelor-Mittal à Differdange
1656	M. Robert Mehlen	Cotisations sociales de la CEPAL
1657	M. Aly Jaerling	Situation dans la République démocratique du Congo
1659	Mme Colette Flesch	Accès direct des agences officielles américaines aux données bancaires d'Européens
1660 cf. 1643	Mme Colette Flesch	Entrée en service du système européen de satellites Galileo
1661	M. Ali Kaes, M. Jean-Paul Schaaf et M. Marco Schank	Encadrement médical efficace dans la région nord du pays
1663	M. Laurent Mosar	Taxe d'infrastructure perçue par les communes
1664	Mme Martine Stein-Mergen	Harmonisation des législations européennes sur les permis deux-roues
1665	M. Marcel Oberweis et Mme Martine Stein-Mergen	Inhalation de substances volatiles à des fins psychotropes - Phénomène du «sniffing»
1666	M. Roger Negri	Extension du réseau de pharmacies
1670	M. Marcel Oberweis et Mme Martine Stein-Mergen	Transposition de la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales
1671	Mme Colette Flesch	Représentation du lion stylisé figurant sur le nouveau passeport biométrique
1678	Mme Anne Brasseur	Projet «Presse à l'école»
1679 urgente	M. Félix Braz	Placement d'une fillette de douze ans au Centre pénitentiaire de Schrassig
1680 cf. 1617	M. Gast Gibéryen	Patrouilles nocturnes effectuées par des entreprises de sécurité privée
1687	M. Xavier Bettel	Complications techniques de l'hélicoptère de la Police grand-ducale

Question 1560 (9.2.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **coopération transfrontalière en matière de transports publics au niveau de la Grande Région:**

Dans un article dans l'édition du «tageblatt» du 4 janvier 2007, une coopération transfrontalière plus poussée en matière de transports publics au niveau de la Grande Région est préconisée. Cette coopération devrait se poser 1. sur un système électronique unique d'information du client sur les horaires incluant tous les modes du transport en commun ainsi que les tarifs applicables; 2. sur une meilleure coordination des horaires appliqués; 3. sur un système tarifaire unique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'intérêt pour la mise en œuvre d'une telle coopération?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Dans l'affirmative, quels sont les initiatives et projets concrets en la matière?

Réponse (30.4.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur la mise en œuvre d'une coopération transfrontalière en matière de transports publics au niveau de la Grande Région.

Celle-ci se base sur plusieurs volets dont notamment en effet des systèmes électroniques performants d'information et des systèmes tarifaires faciles et attractifs.

L'amélioration de la coordination des services offerts ainsi que la communication avec le public sont des missions dont est chargée la Communauté des Transports par la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics.

Le CESGR (Comité Économique et Social de la Grande Région) réclame pour la région frontalière Saar-Lor-Lux la mise en place d'un système électronique d'information sur les horaires, avec un aperçu général. Celui-ci doit intégrer tous les modes de transports, fournir des renseignements complets sur les tarifs et indiquer au client la variante la moins onéreuse pour le trajet souhaité.

Une telle approche ambitieuse, qui serait très utile est certes louable, mais n'est sûrement pas réalisable à moyen terme. Par ailleurs la Communauté des Transports de son côté continue à travailler constamment à l'amélioration de son horaire intégré, qui contient les informations sur les services opérés par tous les opérateurs de transports publics actifs au Luxembourg, à savoir les CFL, RGTR, TICE et AVL.

Depuis le lancement de l'horaire intégré, les recherches d'itinéraires et d'horaires ne cessent d'accroître et se chiffrent actuellement en moyenne à deux mille demandes par jour. Il reste à préciser que dans une étape ultérieure d'une recherche sous forme cartographique sur Internet, les usagers peuvent obtenir des renseignements d'itinéraires «porte à porte».

Les travaux pour la réalisation de cette phase, qui permettra également la comparaison entre différents modes de déplacement pour un même trajet démarreront dans la foulée.

Par ailleurs, la Communauté des Transports assiste en tant qu'observateur au projet EU-SPIRIT, dont les ambitions consistent à créer des systèmes européens d'information intermodale. EU-SPIRIT est le résultat d'un projet de recherche européen. À la suite de ce projet les partenaires ont décidé sur initiative du «Verkehrsverbund Berlin Brandenburg» de poursuivre le système déjà développé. Il s'agit d'un système européen de recherche d'itinéraires, permettant le calcul d'itinéraires entre des villes et des régions européennes avec les transports publics.

À moyen terme il est prévu de mettre en place un système d'information intégré des transports publics couvrant toute l'Europe.

La Communauté des Transports envisage de participer à ce projet pour ainsi offrir aux utilisateurs de son horaire intégré des informations concernant les horaires des transports publics des régions voisines faisant également partie du projet. Les Communautés des Transports des Länder allemands de la Sarre (VGS- Verkehrsverbundgesellschaft Saar) et de la Rhénanie-Palatinat (VRN- Verkehrsverbund Rhein-Neckar) participent également au projet en question.

Vu la grande diversité des systèmes tarifaires actuels des quatre pays de la Grande Région au niveau des transports publics routiers, il s'avère difficile de proposer aux voyageurs transfrontaliers un mode tarifaire unique. Le tarif natio-

nal uniforme luxembourgeois est applicable au-delà des frontières luxembourgeoises sur diverses lignes d'autobus suite aux initiatives des dernières années du Ministre des Transports.

En ce qui concerne les transports ferroviaires, l'initiative la plus récente consiste en l'introduction d'un nouvel abonnement valable entre la Belgique et le Luxembourg depuis le 10 décembre 2006, date du dernier changement d'horaires international. Cette tarification multimodale est valable sur les axes Arlon, Gouvy et Virton; du côté luxembourgeois les détenteurs peuvent bénéficier de l'intervalidité sur l'intégralité du réseau national à l'instar des tarifications en application des offres FlexWay (Lorraine) et OekoCard (Allemagne).

Question 1581 (27.2.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **diminution des frais de fonctionnement des ministères:**

Dans le cadre de la politique budgétaire du Gouvernement, il a été décidé de diminuer les frais de fonctionnement de l'ensemble des Ministères entraînant ainsi des répercussions sur le secteur conventionné, qui s'est vu imposer une baisse de ses budgets.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes:

- Selon quels critères ces restrictions ont été décidées et appliquées?

- Est-ce que ces adaptations ont été décidées en concertation avec les acteurs concernés? Est-ce qu'il y a eu des négociations préalables?

- Est-ce qu'une évaluation préalable des besoins du secteur social a été effectuée?

- Est-ce que le comité d'évaluation, prévu par l'article 16 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, a examiné et avisé un constat établi par le Gouvernement en Conseil sur les besoins effectifs conformément à l'article 11 c)?

Réponse commune (24.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget*, de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Concernant la question parlementaire sous rubrique l'honorable Député a posé quatre questions distinctes.

En ce qui concerne la première question il y a lieu de noter que la diminution des crédits budgétaires pour frais de fonctionnement des associations conventionnées s'est faite selon les stipulations de la circulaire budgétaire pour le projet de budget 2007. À noter que cette disposition est issue des recommandations de la Tripartite.

Pour ce qui est des questions deux et trois concernant le volet concertation et négociation avec les acteurs concernés et l'évaluation de leurs besoins, il y a eu une invitation aux associations de présenter leurs argumentaires pour les propositions budgétaires 2007 sur la base du principe du «zero-base budgeting» de la part du Ministère de la Santé. Sinon, il y a lieu de relever que l'envergure des crédits se détermine sur base des décomptes présentés par les gestionnaires qui comprennent les dépenses acceptés et les recettes des services concernés.

Au sujet de la quatrième question à propos de l'avis du comité d'évaluation les dispositions de l'article cité de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans le domaine social, familial et thérapeutique visent le cas de l'introduction d'une nouvelle activité ou de la création d'un nouveau service ou gestionnaire, et non les moyens financiers mis à disposition. L'examen et l'avis du comité d'évaluation ne sont donc pas requis pour des modifications des participations financières.

Question 1590 (2.3.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **réseau de tramway à Luxembourg:**

Momentan ass den Tram als transportpolitescht Heelsverspriechen erëm trendy.

De Glawen ass sou staark, datt zurzäit net nëmmen e vernünftegt Alternativkonzept (Réseau Express Régional, RER) komplett riets leie gelooss gëtt, mä och multipel Kritiken a gutt fondéiert Awänn ignoréiert ginn. Awänn, wéi se zum Beispill kierzlech nach vun engem Expert a Prof op der Uni Lëtzebuerg op der Generalversammlung vun enger Associatioun, déi sech d'Promotioun vum genannten Alternativkonzept (mam Zuch ënnert der Stad erduerch) op d'Fändele geschriwwen huet, nei opgeworf goufen.

Dofir folgend Froen:

1. Stëmmt et, datt nach keng detailléiert statesch Etüd virläit, déi erlaabt mat Sécherheet ze behaapten, datt iwwerhaapt eng Kéier en Tram iwwert déi Rout Bréck vum Kierchbierg erof fuere kéint?

2. Stëmmt et, datt fir kënnen d'Tramsschinnen op der Rouder Bréck ze verleeën, de Stroossebelag ëm 15 Zentimeter gehéicht misst ginn, wat insgesamt eng zousätzlech Belaaschtung vu ronn 3.000 Tonne fir d'Bréck géif bedeiten an, datt déi méi liicht, awer bedeitend méi komplizéiert Léisung, ëmmerhin nach 650 Tonne géif weien?

3. Stëmmt et, datt fir d'Tramsstreck ze plangen, fir d'éischt muss gekuckt ginn, wou ënnerierdesch Versuergungsinfrastrukturen (Elektrizitéit, Gas, Waasser, Tëlefon...) leien a verluecht musse ginn; well jo Wartungsaarbechten all Kéiers den Tramsréseau op onbestëmmten Zäit géife blockéieren?

4. Gouf schonns studéiert, wivill d'Verleeë vun der gesamter Versuergungsinfrastruktur um envisagéierten Tramstracé géif kaschten, an wivill Zäit dat an Usproch géif huelen? Wa jo, wier et méiglech dës Zuele matgedeelt ze kréien?

Réponse commune (7.5.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1. No enger éischter Etüd, déi d'Faisabilitéit vun engem Tram um Pont Grande-Duchesse Charlotte bewisen huet, huet de Stat d'lescht Joer eng ausféierlech Etüd an Optrag ginn, fir d'Verhale vun der Rouder Bréck am Detail ze iwwerpréiwe wann en Tram iwwer se fiert. Éischt Resultater vun dëser Etüd ginn an deenen nächste Wochen erwaart.

2. Wat d'Erhéije vum Stroossebelag ubelaangt, hängt dat dovunner of fir wéi eng Variant Tram sech entscheet gëtt. Wann den Tram sech soll eng Spuer mat de Bussen deelen, mussen d'Schinnen am Belag versenkt ginn, an duerfir misst de Stroossebelag ronderëm erhéicht ginn. Am Fall, wou den Tram seng eege Spuer kritt, bräicht een dat net ze maachen. Dëst zousätzlecht Gewiicht, duerch een eventuellt Erhéije vum Stroossebelag, gëtt och an den Etüden iwwert d'Brécke berücksichtegt.

3. Um Niveau vun de Stroosse bréngt eng Mise en place vun engem Tramsnetz selbstverständlech och Verännerungen, wat d'Versuergungsinfrastruktur ugeet, mat sech. Beim Pont Grande-Duchesse Charlotte handelt et sech ëm eng stole Bréck, déi aus zwee grousse Caissone besteet. Dës huel Caissone si begéibar, fir souwuel Kontrolle vun der Bréck ze maachen, wéi och Wartungsaarbechte vun der Versuergungsinfrastruktur ze maachen, déi doranner respektiv dertëscht verleeft. Den Tramsréseau misst deemno net blockéiert gi wann Aarbechten um Niveau vun de Versuergungsinfrastrukture missten duerchgefouert ginn.

4. Neen, well et gëtt jo nach keng detailléiert Etüd, ausser um Kierchbierg, wou keng Leitungen an der Trace leien. Am Devis sinn d'Käschte geschat ginn.

Question 1598 (6.3.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **création d'une caisse de pension avec réserves pour la fonction publique:**

Den Här Statsminister huet et de leschte Freideg beim Pressebriefing fir néideg fonnt, rëm eng Kéier déi laangfristeg Finanzéierbarkeet vum Lëtzebuerger Renten- a Pensiounssystem a Fro ze stellen an huet anscheinend gesot, wien dat net géif agesinn, dee géif e Verbriechen un der Jugend begoen. Wann ech richteg verstanen hunn, huet dës Äusserung sech op de Renten- a Pensiounssystem vum Privatsecteur bezunn, deen zu dëser Zäit iwwer ronn siwe Milliarden Euro Reserve verfügt, wat enger Deckungszäit vun de Pensionsleeschtunge vun iwwer dräi Joer gläichkënnt.

Dës Besuergtheet vum Här Stats- a Finanzminister féiert mech derzou an Zäite vu budgetärer Onsécherheet dës Froen ze stellen:

1. Wéi héich missten d'Reserve vun enger Pensiounskees am Secteur public dëse Moment ongefëier sinn, fir déi betreffend Pensiounsverflichtungen ofzedecken, wann een déiselwecht Kritäre wéi am Privatsecteur géif spille loossen?

2. Wéi stellt d'Regierung sech zum Gedanken, fir am Sënn vum verfassungsméisseg verankerte Grondsaz vun der Gläichbehandlung a vun der dauerhafter Ofsécherung vun de Pensiounen am öffentlechen Déngscht, och fir d'Fonction publique eng Pensiounskees mat der entspriechender Bildung vu Reserven anzeféiren?

Réponse (10.5.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Als Äntwert op déi éischter hypothetesch Fro vun der Kreatioun vu sou enger Pensiounskees an de Reserven, déi déi Pensiounskees misst hu fir d'Leeschtungen am Secteur public iwwer dräi Joer ofzedecken, well ech nach eng Kéier kurz op de System, sou wéi en am Secteur public tous régimes confondus existéiert, zréckkommen. Par définition ass dee System jo e Mécanisme à répartition pure, dee sech duerch e jährlecht Finanzement iwwert de Budget caractériséiert, dat mat der Hëllef, vun enger dotation d'équilibre vum Pensiounsfong, deen durch d'Gesetz vum 3. August 1998 geschafe ginn ass. De Gesetzgeber huet dem Pensiounsfong keng juristesch Personalitéit am Sënn vun enger Pensiounskees mat engem pouvoir de gestion financière et de placement vu Ressourcen a Kapital ginn, mä de Fong ass just en Outil comptable, deen et erlaabt fir Flux-financierën, déi um Niveau vum Pensiounsregim intervenéieren, ze kontrolléieren. Als Solche fält en ënnert déi Gestiounsregelen, déi sech op Statsfinanzen am Allgemengen applizéieren.

Wat elo d'Reserven ugeet déi ee bräicht fir d'Pensiounsleeschtungen am Secteur public ofzedecken, kann ee simplistesch - awer och nëmme simplistesch - dorop äntwerten, dass sech d'Pensiounsleeschtungen am Moment op eng Héicht vun 396.023.000 Euro bezéihen, gerechent op d'Joer 2006; e Montant, dee logescherweis da mat mindestens 1,5 respektiv mat 3 ze multiplizéieren wier, compte tenu vun engem Status quo wat d'Départen à la retraite wéi och Stierffäll ugeet, bei gläichbleiwende Paramètres sociaux.

Ze rappeléieren ass och an deem Kontext, dass am Régime général de Finanzement op dräi identesche Contributioune berout, d'Part vum Intéressé, déi vum Patron an déi vum Stat. Am Fall wou de Stat selwer Patron ass, bezitt sech seng Part natierlech dann automatesch op zwee Drëttel, wat och der Part entprécht, déi de Stat méi oder wéineger haut géing droen, wann een an engem Régime contributif wier.

De Programm vun der Regierung gesäit net vir eng Pensiounskees mat Reservebildung fir den öffentlechen Déngscht anzeféieren.

Question 1601 (7.3.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **rémunération des instituteurs:**

An engem Rondschreiwes beklot den Zentralcomité vum SNE/CGFP sech driwwer, datt d'Léierpersonal par rapport zu anerem Personal an der Carrière moyenne ënnerbezuelt wär. Ech zitéieren: «Dans un mémoire revendicatif remis aux Ministres successifs de la Fonction publique, le SNE/CGFP a exposé en long et en large la situation intenable de l'instituteur dont la rémunération en fin de carrière se trouve toujours en dessous de celle d'autres fonctionnaires de la carrière moyenne...».

Fir an dëser Fro Kloerheet ze schafe géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Wéi héich (an Euro/Joer) ass de Moment dat duerchschnëttlecht Ufanks- an d'Endgehalt vun engem diplomëierte Vollzäit-Enseignant am Primärunterricht?

2. Wéi héich (an Euro/Joer) ass de Moment dat duerchschnëttlecht Ufanks- an d'Endgehalt vun engem Vollzäit-Statsbeamten an der Carrière moyenne ausserhalb vum Enseignement?

Réponse (9.5.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Fir d'éischt wëll ech den Här Deputéierte mol allgemeng drop opmierksam maachen, dass de Statut vun de Statsbeamte vun 1979 wuel virgesäit, dass alleguerten d'Beamte gemeinsam Rechter a Flichten hunn, datt awer d'Enseignanten, an dorënner och de Schoulmeeschter, op bestëmmte Punkten zu dësem Gesetz derogéieren. Et geet hei da weider ëm zwou Carrièren, déi weder um Niveau vun der Aarbechtsorganisatioun nach um Niveau vun der Tâche ënnerenaner vergläichbar sinn. Derbäi kënnt, dass den Enseignant aus dem Primärunterricht eng Carrière plane huet, dat heescht also eng Entwécklung vun der Carrière nueren iwwer een eenzege Grad, am Geigendeel zum Redakteur, deem seng Carrière an enger Hierarchie vu 7 bis 8 Graden a verschiddene Funktiounen agencéiert an opgebaut ass.

Dëst mécht et schwiereg, wann net souguer ganz onmeiglech, d'Carrière vun dem Vollzäit-Enseignant am Primärunterricht mat der Carrière vun engem Vollzäit-Statsbeamten an der Carrière moyenne ze vergläichen.

Dem Vollzäit-Enseignant am Primärunterricht seng Carrière ass folgendermoossen agencéiert:

De Schoulmeeschter fänkt un am Grad E3 um Échelon 4 mat 220 Punkten. No fréistens zwielef Joer Nominatioun kënnt hien an säin Endgrad E3ter, wou hie bis an den Échelon 19 mat 450 Punkten kënnt. D'Punktenzuele vun de Graden E3 an E3ter ginn ëm jeeweils véier Punkten erhéicht ausbehale vun de Punktenzuelen 220 an 250. Bei d'Gehalt kënnen nach folgend Primmen derbäi kommen:

- eng Prime vun zwielef Punkten, déi pensionnabel ass, fir d'Obtentioun vum «certificat d'études pédagogiques» ze honoréieren an

- eng Prime vu 15 Punkten, déi och pensionnabel ass, wann een den «certificat de perfectionnement» ka virweisen.

Dem Redakteur seng Carrière sengersäits fänkt am Grad 7 um Échelon 3 mat 194 Punkten un. Hien avancéiert an de Grad 8 no dräi Joer Ustellung. An d'Graden 9 an 10 avancéiert hien no weidere sechs respektiv zéng Joer, ënnert der Konditioun, dass hien de Promotiounsexame gepackt huet. Am Grad 10 kënnt hie bis an den Échelon 11 mat 362 Punkten. An de «cadre fermé», dat heescht an d'Graden 11 an 12 komme 15% an an de Grad 13 kommen nëmmen nach 11% vum Gesamteffektiv vun den Redakteuren. Schlussendlech kommen 10% an de Grad 13bis («grade de substitution»); dat entsprécht engem Endgehalt vu 466 (Grad 13) respektiv 486 (Grad 13bis) Punkten.

Question 1611 (12.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **aides et** les **mesures du Fonds pour l'Emploi:**

De Beschäftegungsfong ass kreéiert gi fir eng Rei staatlech Beschäftegungsmesuren ze finanzéieren awer och net staatlech Initiativen an dem Beräich ze ënnerstëtzen.

Am Laf vun de Joren ass dëst Ennerstëtzungssystem sou gewuess, datt ee keng kloer Iwwersiicht méi huet iwwer all déi Mesuren, déi vum Fong finanzéiert ginn.

Transparenz ass awer besonnesch an dësem Bereich wichteg.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wat fir eng staatlech an net staatlech Mesuren an Initiative gi vum Fonds pour l'Emploi ënnerstëtzt?

2. Wat gëtt deenen eenzelne Mesuren oder Initiativen als Hëllef aus dem Fong zougestanen an aus wat fir engen Ursaachen?

Réponse (11.5.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Et wonnert mech, dass den Här Deputéierte behaapt, dass am Laf vun de Joren d'Ennerstëtzungssystem vum Beschäftigungsfong sou gewuess wär, dass ee keng kloer Iwwersiicht méi hätt iwwer all déi Mesuren, déi vum Fong finanzéiert ginn.

Ech huele jo un, dass den Här Députéierte schonns mol den neie Code du Travail, deen hien iwwregens matgestëmmt huet, opgeschloen huet, well am Artikel L.631-2 (1) an (2) stinn all déi Mesuren, déi vum Fong finanzéiert ginn.

A wat dat ganzt kascht huet an de leschte Joren a viraussichtlech 2007 kaschte wäert fënnt hien op de Säite 620 bis 622 vum Budget des Recettes et des Dépenses de l'État vun 2007.

Question 1615 (13.3.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **fonctionnement du stand de tir utilisé par la Police grand-ducale:**

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., le président de cette organisation a critiqué le fait que le stand de tir utilisé par la Police grand-ducale ne fonctionne pas de façon optimale dû à un manque de personnel.

Sachant que le tir est une activité importante pour le policier, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun d'augmenter l'effectif du personnel du stand de tir?

Réponse (24.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Actuellement, cinq moniteurs de tir brevetés sont affectés au Centre national de Tir de l'École de Police. Cet effectif permet de répondre aux besoins actuels du stand de tir à Reckenthal. Même si une augmentation du personnel, ici comme dans d'autres services de l'État serait souhaitable, mais difficilement réalisable en raison des contraintes budgétaires, ma priorité dans le cadre des discussions budgétaires à venir sera de recruter des fonctionnaires de police pour renforcer les Commissariats de Proximité et les Centres d'Intervention.

Question 1616 (13.3.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **consultants externes en informatique engagés par la Police grand-ducale:**

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., le président de cette organisation a évoqué le fait qu'actuellement la Police grand-ducale occupe 44 consultants externes en informatique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le coût de l'engagement de ces consultants?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les résultats du travail de ces consultants?

Réponse (24.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le budget annuel informatique de la Police grand-ducale représente quelque six millions d'euros, dont 2,67 millions pour l'emploi de consultants externes. Leurs travaux portent essentiellement sur le développement de logiciels, la maintenance de l'informatique de la police, ainsi que la consultance pure (e.g. la mise sur pied du nouveau système d'information Schengen). Le recours à ces consultants externes dans le cadre d'une coopération «public-privé» permet de garantir le développement continu de l'ensemble des projets informatiques de la police.

Question 1617 (13.3.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**augmentation de l'effectif de la Police grand-ducale affecté aux Commissariats de Proximité (CP) et aux Centres d'Intervention (CI):**

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., le président de cette organisation a évoqué le fait que l'effectif affecté aux Commissariats de Proximité (CP) et de Centres d'Intervention (CI) serait passé de 693 en 2006 à 684 en 2007.

Cependant, Monsieur le Ministre ne cesse d'informer le publié d'une augmentation permanente de l'effectif de la Police grand-ducale.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les chiffres mentionnés ci-dessus? Dans l'affirmative, où a été affecté le nouveau personnel? Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun d'augmenter les effectifs des CP et CI?

Question 1680 (11.4.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **patrouilles nocturnes effectuées par des entreprises de sécurité privée:**

La commune de Kayl vient d'engager une entreprise de sécurité privée pour faire des patrouilles nocturnes sur son territoire.

Dans la presse nationale le bourgmestre explique cette décision par un manque de sécurité croissant qui serait dû aux déficiences dans l'organisation des tournées de surveillance de la Police grand-ducale surtout les soirs après 18.00 heures et les week-ends.

Dans ce contexte et sept ans après la réalisation de la fusion des corps de police et de gendarmerie j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres,

- si une commune est habilitée à prendre une telle décision,

- dans la négative, si cette décision sera annulée et par qui,

- dans l'affirmative si cette décision n'est pas à l'encontre des intérêts du contribuable, des deniers publics étant prélevés deux fois pour assurer un même service et

- comment a été l'évolution des effectifs de la police toutes carrières confondues depuis la fusion.

- Pouvez-vous nous renseigner sur l'affectation service par service des effectifs supplémentaires recrutés depuis le 1er janvier 2000?

- Pouvez-vous nous renseigner sur l'affectation service par service du total de l'effectif au 31 décembre 2006?

- D'une manière générale, pouvez-vous dire que le but de la loi du 27 avril 1999 a été atteint et qui était de créer une force de police capable d'assurer une surveillance plus efficace de tout le territoire ainsi qu'une sensible amélioration du service de nuit?

Réponse commune (30.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Il appartient à l'État, par le biais de la police, d'assurer la sécurité sur les lieux publics sur l'ensemble du territoire Les sociétés de gardiennage privées peuvent quant à elles, à la demande des pouvoirs publics, assurer la surveillance d'immeubles, conformément à la législation relative à ces sociétés.

La police et la commune citée se sont engagées à coopérer étroitement dans le respect des principes précités, afin d'assurer au mieux la sécurité dans les lieux publics.

Depuis l'an 2000, la police a recruté 492 personnes. Pendant la même période, 206 personnes ont quitté le Service de la police (retraites, départs et décès), de sorte que le nombre total de policiers a augmenté de 286 personnes pendant les années 2000 à 2006, soit de plus de 20%.

Parmi elles, 135 personnes ont été affectées aux six circonscriptions régionales, à savoir:

Capellen:	21
Diekirch:	14
Esch:	28
Grevenmacher:	33
Luxembourg:	16
Mersch:	23

Sur les 135 personnes citées, 10 ont été affectées aux directions régionales, 62 aux services centraux à compétence régionale et 63 ont été affectées aux Centres d'Intervention et Commissariats de Proximité.

Les autres personnes ont été affectées aux services à caractère national.

Services divers relevant de la direction générale:	22
Bureau commun de la coopération policière avec nos pays voisins:	6
Inspection générale de la police et services:	
Divers	9
École de police	16
Police Judiciaire	26
Police de l'Aéroport	11
Police de la Route	4
Unité de Garde et de Réserve mobile (réserve mobile, transport de détenus, etc.)	57

Au vu des résultats en matière de lutte contre la criminalité, on peut estimer que les objectifs de la loi de 1999 ont été atteints. Toutefois, le Gouvernement estime qu'il y a lieu de continuer à renforcer les services de police, d'accroître la présence policière sur les lieux publics notamment le soir et la nuit et de renforcer le nombre de personnes affectées aux Centres d'Intervention et aux Commissariats de Proximité.

Question 1618 (13.3.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **diffusion tardive de la photo d'un détenu évadé:**

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., le président de cette organisation a critiqué le fait que lors de l'évasion de Nuka Kujtim la photo de celui-ci a été diffusée trop tardivement.

En effet, selon ses informations nombre d'ordinateurs n'auraient pas fonctionné correctement, car ils auraient été surchargés et ceci plus précisément dans la circonscription Centre. Ainsi, de nombreux commissariats auraient reçu la photo seulement le lendemain. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative à quoi était due la surcharge informatique?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il remédier à la situation?

Réponse (24.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Selon les informations que j'ai pu obtenir, la diffusion de la photo du détenu évadé aurait été réalisée le 20 février 2007 vers 10.45 heures. Les experts en informatique examinent d'éventuels problèmes de transmission vers certains commissariats. Par ailleurs, comme je l'ai indiqué à l'époque, j'ai demandé à ce que à l'avenir dans des situations pareilles, tant la communication interne que la communication vers le grand public soit plus rapide en utilisant tous les moyens de communication disponibles (presse, fax, Internet, Intranet, réseau de communication radio de la police).

Question 1626 (14.3.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **levée de l'interdiction d'accès pour les véhicules propulsés par GPL aux parkings couverts:**

La prescription ITM-CL 534.1 intitulée «Parkings couverts» de l'Inspection du Travail et des Mines stipule au point 6.4.3 que «l'accès aux étages au-dessous du niveau des seuils extérieurs est interdit aux véhicules utilisant du gaz sous toutes ses formes (GPL, Hydrogène...)». Techniquement parlant, rien ne semble cependant justifier une telle interdiction puisque les réservoirs LPG sont plus résistants qu'un réservoir à essence, ils sont munis d'une soupape de sécurité antiexplosion et d'un système empêchant tout remplissage pouvant provoquer une surpression dans certains cas particuliers. Dans sa réponse à la question parlementaire N°0825 *(cf. compte rendu N°8/2005-2006)*, Monsieur le Ministre affirme que la levée de l'interdiction d'accès pour les véhicules propulsés par GNV aux parkings couverts peut absolument devenir envisageable à l'avenir.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Cette levée d'interdiction ne devrait-elle pas, le cas échéant, être étendue aux véhicules GPL, à l'instar de ce qui a été fait dans d'autres États européens?

- Dans l'affirmative, quand est-ce qu'une telle levée d'interdiction pourrait être envisagée?

- Dans la négative, quelles sont les raisons invoquées justifiant un maintien de l'interdiction en question qui lèserait nombre d'automobilistes qui, dans un souci environnemental, souhaiteraient acquérir un véhicule fonctionnant au gaz?

Réponse (10.5.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Les véhicules équipés d'un réservoir contenant du Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) représentent des risques à ne pas sous-estimer, surtout en cas de circulation ou de stationnement d'un tel véhicule dans un parking souterrain couvert.

En effet, en cas de fuite, le gaz de pétrole liquéfié mélangé à l'oxygène de l'air ambiant présente un réel danger de très forte explosion, surtout dans un milieu fermé tel qu'un parking couvert souterrain.

C'est par mesure de précaution que l'interdiction d'accès de véhicules équipés d'un tel réservoir dans les parkings souterrains a été prise au Luxembourg, comme dans pratiquement tous nos pays voisins.

En effet, il faut savoir qu'un litre de GPL à l'état liquide va produire environ 250 litres de GPL à l'état gazeux. Le gaz de pétrole liquéfié à l'état gazeux étant plus lourd que l'air et s'accumulant de ce fait dans des points bas et ne se dissipant que très difficilement représente des risques accrus dans les installations souterraines ou couvertes d'un parking.

Même si les réservoirs de GPL sont bien munis de dispositifs de sécurité, il ne faut pas oublier les sapeurs pompiers qui ont récemment perdu leurs vies dans nos pays voisins lors d'explosions de réservoirs de GPL se trouvant dans des véhicules en feu, faits qui prendraient encore d'autres dimensions dans des locaux confinés tels que les parkings souterrains couverts.

Il n'est dés lors pas envisageable de lever l'interdiction d'accès des véhicules munis d'un réservoir de gaz de pétrole liquéfié dans les parkings souterrains.

Question 1629 (15.3.2007) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **présence de Centres d'Intervention de la Police grand-ducale:**

Les Centres d'IIntervention de la Police grand-ducale ont, entre autres, pour mission d'intervenir en réaction aux appels d'urgence. Actuellement, il existe six Centres d'Intervention principaux, soit un par circonscription, et sept Centres d'Intervention secondaires à Dudelange, Differdange, Remich, Echternach, Redange, Wiltz et Troisvierges.

Selon ma propre expérience, les Centres d'Intervention et plus particulièrement les Centres d'Intervention principaux sont débordés et ne parviennent pas toujours à assurer de manière adéquate la sécurité à l'échelle des circonscriptions régionales.

Il est à cet effet rappelé que les Commissariats de Proximité, qui n'existent par ailleurs pas dans toutes les communes, ne fonctionnent pas 24/24 heures et 7/7 jours. Faute de permanences, les Centres d'Intervention assurent d'office la sécurité sur tout le territoire de toute la circonscription lorsque les Commissariats de Proximité sont fermés. Or, il n'est pas rare que lorsqu'un incident se produit après 18.00 heures ou le week-end dans une commune où n'est implanté aucun Centre d'Intervention que les forces de police interviennent avec retard. Ceci est d'autant plus vrai lorsque les faits ont lieu sur le territoire d'une commune éloignée du Centre d'Intervention de la circonscription. Tel est en tout cas l'expérience que j'ai pu faire au niveau de la commune de Junglinster et je suis persuadée que le problème se pose également pour d'autres communes et plus particulièrement celles qui ne disposent même pas d'un Commissariat de Proximité et qui dépendent en principe exclusivement du Centre d'Intervention.

À mes yeux, une réorganisation de la présence policière au niveau des circonscriptions ne me semble pas inutile. Cette réorganisation pourrait prendre la forme d'une mise en place de Centres d'Intervention supplémentaires notamment dans les communes à forte densité démographique (plus de six mille habitants par exemple) ou la réintroduction de permanences au niveau des structures policières locales.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement partage-t-il mon avis quant à la nécessité d'une réorganisation de la présence policière au niveau des circonscriptions?

- Dans l'affirmative, quelles solutions préconise-t-il?

- Dans l'hypothèse où une réorganisation - notamment par le biais de l'implantation de Centres d'Intervention supplémentaires - est considérée comme non souhaitable, le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il serait au moins judicieux d'augmenter les effectifs des Centres d'Intervention déjà en place afin qu'ils puissent accomplir leurs missions de manière adéquate?

Réponse (24.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Je partage entièrement le souci de l'honorable Députée d'assurer au mieux la sécurité des communes luxembourgeoises par un dispositif de police efficace. Tel est l'objectif de la réforme de la Police grand-ducale par la loi du 31 mai 1999. Le législateur a clairement distingué les missions des Centres d'Intervention et des Commissariats de Proximité. Si les Centres d'Intervention, principaux et secondaires

fonctionnent 24/24 heures, 7/7 jours, et ont une mission essentiellement d'intervention urgente, les Commissariats de Proximité fonctionnent, dans un contexte de contact avec le citoyen, en principe pendant les jours de semaine.

Les 13 Centres d'Intervention et les 49 Commissariats de Proximité couvrent la totalité du pays, même si ces derniers ne sont pas toujours implantés sur le territoire de la commune.

En examinant de près la situation de certaines communes, en particulier l'évolution de la délinquance et de la population résidente, je souhaite une affectation des policiers dans les différentes circonscriptions qui permette une intervention rapide, notamment les week-ends et la nuit. Ainsi, le Gouvernement envisage de doter les Commissariats de Proximité et les Centres d'Intervention de davantage de policiers. Par ailleurs, j'estime utile d'examiner si certaines grandes agglomérations ne devraient pas disposer d'une présence policière permanente, sous une forme à déterminer, particulièrement la nuit. Toute solution dans ce contexte exige au préalable le recrutement de nouveaux fonctionnaires de police au cours des prochaines années.

Question 1634 (15.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **répercussions sur le trafic routier des livraisons des entreprises de vente par correspondance, télé-achat ou de commerce électronique:**

Et ass festzestellen, datt ëmmer méi Kafugebueter iwwer Tëlee an Internet publizéiert ginn, zu ëmmer méi bëllege Präisser. Dest kënnt dem Konsument wuel zegutt, huet awer och seng Niewewierkungen.

Déi kaafte Gidder mussen dem Klient jo op iergend eng Aart a Weis zougestallt ginn, wat mam Zug eleng net méiglech ass, sou datt dat sech meeschtens op dem Stroossentransport ofspillt.

Wat dës Aart vu Kommerz sech méi ausbreet, wat och Zouliwwerungen, meescht aus dem Ausland, drastesch zouhuelen, wat dramatesch Konsequenze fir eis schon iwwerlaaschte Stroossen, awer och fir eis Ëmwelt an domadder fir eis Emissiounswäerter mat sech bréngt.

Kann den Här Transport- an Ëmweltminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wéi gesäit d'Situatioun mam Tëlee- an Internetkaf hei am Land am Zesummenhang mat dem Stroossentransport aus?

2) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir der wuessender Transportsituatioun am Zesummenhang vu Wuereliwwerungen aus dem Ausland entgéint ze wierken?

3) Wier et net ze iwwerleeën, fir bei de Garë Lagerzentren anzeriichten, fir datt d'Wuere mam Zug kënnten ugeliwwert ginn an d'Konsumente se do kënnten ofhuelen?

Réponse (23.4.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Laut de Sondagë vum Service central de la Statistique et des Études économiques (Statec) iwwert den Akaf via Internet, hunn eng 120.000 Persounen, also méi wéi eng Persoun tëschent 16 a 74 Joer op dräi (35%), am éischten Trimester 2006 Produkter oder Servicer am Internet bestallt. Domat plazéiert sech Lëtzebuerg op fënnefter Plaz an der Europäescher Unioun, hanner Schweden (39%), Däitschland (38%), Groussbritannien (38%) an Holland (36%).

E groussen Deel vun den Zouliwwerunge vun dëse Produkter geschitt iwwert de Sektor vum Stroossentransport, deen opgrond vun der Veruerdnung Nr. 881/92 liberaliséiert ass. Et gëtt deemno keng Méiglechkeet fir Camionen, déi aus dem Ausland op Lëtzebuerg kommen, den Zougang zu eisem Territoire ze verbidden, respektiv de Stroossentransport aus dem Ausland ze reduzéieren.

Doriwwer eraus hänkt d'Lëtzebuerger Wirtschaft an engem groussen Emfang vu Liwwerungen aus dem Ausland of.

Wat den Transport vu Päck mam Zuch an d'Iddi vu Lagerzentren bei de Garë betrëfft, huet sech erausgestallt, datt zënter Ufank vun den 90er Joren den internationalen Transport vu Päck mam Zuch zu enger grousser Majoritéit vun den europäeschen Zuchtransportfirmë komplett ofgeschaaft ginn ass, ënner anerem och vun onsen Nopeschlänner. Dëst ass zu engem groussen Deel op ekonomesch Grënn zréckzeféieren.

Question 1635 (15.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **répercussions sur le commerce des livraisons des entreprises de vente par correspondance, télé-achat ou de commerce électronique:**

Et ass festzestellen, datt ëmmer méi Kafugebueter iwwer Tëlee an Internet publizéiert ginn, zu ëmmer méi bëllege Präisser. Dest kënnt dem Konsument wuel zegutt, huet awer geféierlech Konsequenze fir eise Mëttelstand.

D'Zouliwwerung vu Wuere schaaft wuel Aarbechtsplazen am Transportwiesen, riskéiert der awer och vill am Commerce ze prekariséieren.

Kann den Här Mëttelstandsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wat fir eng Auswierkungen hat den Tëlee- an Internetkaf hei am Land op eise Commerce an de leschte Joren?

2) Wat fir eng Auswierkunge kann den Tëlee- an Internetkaf op eise Commerce an der Zukunft hunn, wann e sech ëmmer méi ausbreet?

3) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir eise Commerce géint d'Konsequenze vum Tëlee- an Internetkaf ze ennerstëtzen?

Réponse (24.4.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

1. De Commerce huet sech an de leschte Jore positiv entwéckelt, haaptsächlech wéinst der méi héijer Kafkraaft, déi sech engersäits duerch déi schnell wuessend Bevölkerung an anerersäits duerch déi ëmmer méi grouss Zomm vu Suen, déi de Stéit zur Verfügung steet, erkläert. Ongeféier 2% vun allen Akeef ginn den Ament iwwer elektronesche Wee ofgewéckelt, dat ass also nëmmen ee klengen Deel vun allen Akeef.

2. Verschidde Gidder, a virun allem déi Gidder bei deenen dat physescht Ausprobéieren oder eng individuell Berodung keng Roll spillen, riskéieren effektiv an Zukunft nach méi iwwer Internet verkaf ze ginn.

3. Dee klassesche Commerce muss sech iwwer eng gutt Berodung, e frëndleche Service an eng gutt Offer, souwuel wat d'Zuel vun de Wuere wéi och wat de Präis ugeet, kompetitiv weiderentwéckelen. Interessant Geschäfter, eng Formatioun vum Verkafspersonal an eng richteg Informatioun iwwert d'Offer, déi besteet, ass dobäi immens wichteg. Dëst gëtt op politeschem Plang vum Mëttelstandsminister aktiv ënnerstëtzt, net zulescht duerch de Programm vun der Regierung, deen aus Lëtzebuerg e Pôle vum Commerce an der Groussregioun wëllt maachen.

Question 1636 (15.3.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**avis mortuaires au nom du Gouvernement:**

An der Editioun vum 13. Mäerz 2007 vun der Zeitung d'«Wort» war eng Doudesannonce fir de fréieren Direkter vun der Protection civile publizéiert ginn. Am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung a mam offizielle Wope vum Grand-Duché huet d'Personal vum 112, der Schoul vun der Protection civile a vum Atelier vun der «Administration des Services de Secours» deem Verstuerwenen Äddi gesot.

Ouni d'Verdéngschter vum Verstuerwene minimiséieren ze wëllen, iwwerrascht et mech awer, datt deen avis mortuaire am Numm vun der Regierung a mam offizielle Wope vum Grand-Duché publizéiert ginn ass. An deem Zesummenhang géif ech vum Minister gäre gewuer ginn:

1) ob d'Regierung dës Annonce bezuelt huet,

2) ob an Zukunft fir jiddfer verstuerwene Statsbeamten, dee wuel grad souvill Mériten huet wéi de verstuerwene fréieren Direkter vun der Protection civile, am Numm vun der Regierung eng Doudesannonce publizéiert gëtt,

a) wa jo, opgrond vu wat fir enger a wiem senger Décisioun dat geschitt,

b) wann neen, opgrond vu wat fir enge Kritären e Statsbeamten «éligibel» gëtt fir am Fall vu sengem Doud vun der grousshärzoglecher Regierung eng Doudesannonce publizéiert ze kréien,

3) ob déi Regel, wann et dann eng ass, fir jiddfer aktiven a pensionnéierte Statsbeamten oder just fir eng vun deene Kategorië gëllt a

4) firwat déi Doudesannonce vum 13. Mäerz 2007 just am «Wort» publizéiert ginn ass an net a sämtlechen Dageszeitungen, sou wéi et och fir aner offiziell Annoncë vun der Regierung de Fall ass.

Réponse (23.4.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Den Deputéierte Gast Gibéryen huet vu sengem Recht Gebrauch gemaach fir sech - knapps e puer Wochen nom Doud vun engem fréieren Direkter vun der Protection civile - eng Rei Froen ze stellen iwwert d'Opportunitéit vun der Publikatioun an der Presse vun enger Doudesannonce duerch d'Administration des Services de Secours (ASS).

D'Publikatioun vun enger Doudesannonce vun engem Member vun der ASS - ob et e fräiwëllege Mataarbechter ass oder net - fousst op enger laanger Traditioun an ass dem éierbaren Deputéierte sécherlech dës Kéier nëmmen doduerch opgefall, well zënter der Schafung am Joer 2004 vun der ASS en neie Logo an dësen Annoncë gebraucht gëtt.

Dës Traditioun - déi ech meng Verwaltung opgefuerdert hu weiderzeféieren, och no dëser parlamentarescher Fro - ass e klengt Zeeche vun der Unerkennung, besonnesch géigeniwwer de Fräiwëllegen, déi oft jorzéngtelaang ouni dofir bezuelt ze ginn, am Déngscht vun der Allgemengheet stinn an d'Sécherheet vun eise Matbierger garantéieren, awer och en Zeeche vun der Unerkennung vun de Mataarbechter vun der ASS, déi hir Fräizäit afferen, fir de Bénévolat ze garantéieren an déi och oft selwer als Fräiwëllegen am Déngscht vun de Matmënsche stinn.

Wann den éierbaren Här Gibéryen hei vu Käschte vun esou Annoncë schwätzt, sollt hie sech eemol Gedanke maachen, wéi vill Geld de Stat an d'Gemenge spueren, well se keng professionnell Hëllefsservicer mussen ënnerhalen. Déi Déngschter, déi vun eisem Bénévolat fir d'Land geleescht ginn an den ekonomesche Gewënn fir de Stat an d'Gemenge, stinn a kengem Verglach zum Präis dee geleeëntlech bezuelt gëtt, fir d'Publikatioun vun enger Doudesannonce.

Question 1637 (16.3.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**augmentation de l'effectif du personnel du Beruffsinformatiouns Zentrum (BIZ):**

Depuis mars 1991, le Service de l'orientation professionnelle dispose du «Beruffsinformatiouns Zentrum» (BIZ), où sont accueillis de plus en plus d'intéressés. Le nombre des visiteurs individuels a de nouveau augmenté de manière significative de 2005 (14.673) à 2006 (18.349). L'effectif du personnel au sein du BIZ n'a pourtant pas été adapté à la demande croissante.

Cependant Monsieur le Ministre ne cesse de souligner au public l'importance du travail d'orientation réalisé par le personnel du BIZ.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une augmentation de l'effectif du personnel du BIZ est de mise au vu de l'évolution du nombre des visiteurs au cours des dernières années?

- Dans l'affirmative, dans quel délai pourra-t-on s'attendre à un tel renforcement du personnel au sein du BIZ?

Réponse (30.4.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Le nombre constamment croissant des inscriptions en apprentissage auprès du Service d'orientation professionnelle et des visiteurs individuels au «BIZ» même que l'envergure des projets d'établissement des différents lycées techniques, s'étendant sur trois années scolaires, auxquels le Service d'orientation professionnelle participe activement, demandent un effort de plus en plus ample de la part des agents du Service.

Statistiques des visites individuelles et des classes ainsi que des interventions dans le cadre des projets d'établissements:

2002:	4.233 visiteurs et 104 classes scolaires
2003:	6.597 visiteurs et 121 classes scolaires
2004:	11.367 visiteurs et 143 classes scolaires
2005:	14.673 visiteurs et 137 classes scolaires
2006:	18.349 visiteurs et 134 classes scolaires
2002:	112 interventions à raison de 2 heures
2003:	113 interventions à raison de 2 heures
2004:	131 interventions à raison de 2 heures
2005:	113 interventions à raison de 2 heures
2006:	158 interventions à raison de 2 heures

À ceci s'ajoutent la mise en place d'un bureau de permanence dans les locaux de l'ADEM à Wiltz s'adressant aux élèves du nord du pays ayant plus de facilités à se rendre à cette agence plutôt qu'aux agences de Diekirch ou Luxembourg, l'organisation, en collaboration avec l'Action locale pour Jeunes, des différents stages «Op der Sich no Aarbecht» et la prise en charge des classes et groupes scolaires visitant le «BIZ» pour des séances d'information et d'orientation.

D'autre part le calcul et le remboursement du complément d'indemnité dans le cadre de l'apprentissage pour adultes dans le même ordre que la gestion, le calcul et le paiement des primes et aides de promotion de l'apprentissage augmentent le volume des tâches qui incombent au Service d'orientation professionnelle et consistent en un effort non négligeable pour les agents du Service.

Au cours des dernières années, une progression significative des demandes apprentissage-adultes est à constater. En l'année 2000, 227 demandes apprentissage-adultes ont été remises au Service d'orientation professionnelle et dossiers de candidature ont été comptés en année 2006.

Compte tenu de ces évolutions le Service d'orientation professionnelle sera renforcé pendant l'année en cours par deux éducateurs gradués et le Ministère du Travail et de l'Emploi s'engagera à entamer des réflexions sur un éventuel renforcement supplémentaire si l'ampleur du travail journalier au sein du Service d'orientation professionnelle l'exigera à cours ou moyen terme.

Question 1639 (19.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **déclaration d'entrée:**

Wann e Salarié eng nei Schaff unhëlt, muss e vu sengem Employeur bei der Sozialversécherung iwwert de Wee vun enger «Déclaration d'entrée» ugemellt ginn.

Dem Salarié gëtt da vun der Administratioun vun der sozialer Sécherheet eng schréftlech Deklaratioun zougestallt, datt hie sozial versécher ass.

Dem Employeur gëtt keng sou eng schréftlech Deklaratioun zougestallt, sou datt hien dat muss telefonesch nofroen, wann en et wëll wëssen, oder hie kritt d'Affiliatioun eréischt bestätegt wann hien - an der Regel e Mount duerno - d'Rechnung kritt, fir d'Cotisatiounen ze bezuelen.

Kann den Här Minister vun der sozialer Sécherheet mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wéisou gëtt den Employeur net gläichzäiteg mam Salarié schréftlech driwwer informéiert, datt de Salarié sozial versécher ass?

2) Wier et net sënnvoll, den Employeur gläichzäiteg mam Salarié iwwert dem Salarié seng Affiliatioun bei der sozialer Sécherheet schréftlech ze infoméieren, fir domadder onnéideg Telefonater ze verhënneren?

Réponse (20.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Eu égard à la complexité de la matière, j'ose espérer que l'honorable Député acceptera une réponse rédigée en langue française.

Pour toute personne embauchée contre rémunération, l'employeur doit remettre une déclaration d'entrée (soit sur papier, soit par voie informatique). Aussi bien l'assuré que l'employeur sont alors informés de l'affiliation afférente, mais selon des modalités différentes répondant à leurs besoins spécifiques.

Le Centre commun fait parvenir à l'assuré, dès son affiliation, un «accusé de réception» reproduisant les données essentielles figurant sur la déclaration d'entrée introduite par l'employeur. Si ce document permet à l'assuré de procéder à la vérification des données en question, il doit l'informer avant tout des différents risques sociaux contre lesquels il est assuré ainsi que du régime socioprofessionnel

et des caisses de sécurité sociale dont il relève. Cette information est en effet indispensable à l'assuré pour lui permettre de faire valoir immédiatement ses droits aux prestations de l'assurance maladie.

L'employeur par contre n'a pas besoin d'obtenir immédiatement la confirmation de ladite affiliation. C'est pourquoi il ne reçoit pas un tel «accusé de réception» lors de l'affiliation de son salarié, mais en est informé à un moment qui varie selon que l'employeur a recours à la procédure des listes salaires, à la procédure informatique «SECUline» ou à la procédure simplifiée instaurée pour les ménages.

- Dans la procédure traditionnelle sur papier, l'employeur reçoit confirmation de l'affiliation de l'assuré par la liste des salaires qui lui est adressée mensuellement par le Centre commun. En effet, ce formulaire sur lequel l'employeur inscrit les rémunérations de ses salariés reproduit les principales données de la déclaration d'entrée de chacun d'eux. Étant donné que l'envoi des listes de salaires a lieu au début du mois suivant la remise de la déclaration d'entrée, il semble peu opportun d'alourdir la procédure existante en prévoyant l'envoi immédiat d'une confirmation écrite à l'employeur. Un tel courrier aurait non seulement comme conséquence d'engager des frais supplémentaires pour le Centre commun mais avant tout d'accroître le travail administratif de l'employeur par des documents de surcroît inutiles.

- Beaucoup d'employeurs ont opté entre-temps pour un échange de données en ligne au moyen de la procédure «SECUline» qui garantit l'authentification, l'intégrité et la confidentialité des données transmises. Si l'employeur utilise cette voie pour déclarer ses salariés au Centre commun, il ne reçoit pas de confirmation proprement dite de l'affiliation, alors que les retours du Centre commun se limitent aux anomalies éventuellement constatées. Néanmoins, par le fait que les conditions d'utilisation de cette procédure informatique garantissent la transmission correcte des fichiers au Centre commun, l'employeur a la certitude que son salarié a été affilié du moment que la demande d'affiliation ne lui a pas été retournée via «SECUline». Il s'en suit que dans un tel système sécurisé, une notification de réception n'est pas nécessaire.

- Il y a lieu de signaler finalement encore le cas particulier de l'employeur qui a engagé du personnel dans son ménage et qui a recours à la procédure simplifiée se caractérisant par la réduction des échanges administratifs à un strict minimum. Dans cet ordre d'idées, l'employeur, en l'absence de collecte mensuelle des salaires, n'est informé implicitement de l'affiliation de la personne occupée que lors de l'envoi de l'extrait compte-cotisation, soit deux mois et demi au plus tard après la déclaration de la personne en question. Pour connaître les détails d'une affiliation (par exemple la date d'entrée et, le cas échéant, la date de sortie de la/des personne(s) occupée(s), l'employeur devra attendre jusqu'à six mois au maximum, c'est-à-dire jusqu'à l'envoi du récapitulatif semestriel. Le Centre commun envisage dès lors l'envoi d'une confirmation écrite à cette catégorie particulière d'employeurs au moment de l'affiliation de leurs salariés.

Question 1640 (17.3.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **Organismes Génétiquement Modifiés (OGM):**

Enger Matdeelung vu Greenpeace no hätt eng Etüd vun onofhängege Wëssenschaftler ënnert der Leedung vum Professer Séralini, Expert vun der franséischer Regierung a Saache Biotechnologie (Universitéit vu Caen) de Beweis erbruecht, datt de gentechnesch verännerte Mais MON 863 vun der Firma Monsanto, bei Tester u Raten, Vergëftungserscheinungen un der Liewer an un den Niere provozéiert.

Wéi et heescht, hätt d'Europäesch Kommissioun dëse Gentec-Mais zougelooss, obschonn deemools schonn Zweifel u senger Onbedenklechkeet opkomm waren an d'Majoritéit vun den EU-Memberstaten géint eng Zouloossung war. Domat ass souwuel d'Crédibilitéit vun der EU-Kommissioun wéi d'Prozedur vun der Zouloossung eeschtlech a Fro gestallt.

An dësem Zesummenhang géif ech dem Här Gesondheetsminister gären dës Froe stellen:

1) Wat fir Konklusiounen zitt d'Lëtzebuerger Regierung aus dëser penibler Affär?

2) Sidd Dir bereet, fir zu Lëtzebuerg kuerzfristeg d'Kommerzialisatioun vun dësem Mais an deenen doraus fabrizéierte Produkter ze verbidden?

3) Missten net op EU-Niveau d'Responsabilitéite fir dës kriminell «Pannen» opgekläert an entspriechend bestrooft ginn?

4) Wat muss sech an der Zouloossungsprozedur änneren, fir datt sou Machenschaften net méi virkommen?

5) Sidd Dir bereet, fir an dësem sensible Beräich rëm méi Autonomie fir déi eenzel Memberstaten, an domat och fir Lëtzebuerg, ze verlaangen?

Réponse (20.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Bien que l'honorable Parlementaire ait rédigé sa question en langue luxembourgeoise, je me permettrai de lui répondre en langue française, compte tenu de la haute technicité de la matière.

Le maïs MON 863 a été autorisé en août 2005 par la Commission européenne à des fins d'importation et de transformation pour l'alimentation animale. Le pays rapporteur était à l'époque l'Allemagne. Le Luxembourg avait émis un vote négatif, non pas qu'il ait détenu au moment du vote des informations avérées sur une éventuelle nocivité ou toxicité du produit, mais plutôt pour tenir compte du principe de précaution.

Après sa mise sur le marché ce produit a fait l'objet de certaines polémiques surtout en France. Dans un premier temps la Commission du Génie Biomoléculaire (CGB), estimant que l'étude de toxicité subchronique soulevait de nombreuses questions relatives aux différences significatives observées lors des dosages d'hématologie, de biochimie clinique, de chimie urinaire et de la mesure du poids parmi des rats nourris au maïs MON 863 et des rats nourris avec un maïs isogène, avait émis des doutes sur l'innocuité du maïs en discussion, cela d'autant plus que la toxicité subchronique par définition n'est que très lente à se manifester. Finalement cependant la CGB a émis un avis favorable.

Quant à la publication Séralini, invoquée par l'honorable Parlementaire, il faut savoir que ses auteurs n'ont pas procédé à une étude propre, mais ont appliqué à l'étude dont question ci-dessus des méthodes d'analyses statistiques, dites analyses multivariables, divergeant de la méthodologie appliquée par les auteurs de l'étude, pour finalement arriver à des conclusions opposées et conclure à une toxicité subchronique du maïs en discussion.

Cela étant, l'European Food Safety Agency (EFSA) a été à nouveau saisie du dossier. Les conclusions de l'EFSA sont attendues pour la fin de ce mois.

Compte tenu de l'autorisation de mise sur le marché accordée au niveau communautaire pareille interdiction ne pourrait intervenir qu'en application de la clause dite de sauvegarde, arguments scientifiques à l'appui. Or, le Luxembourg, ne disposant pas de l'expertise à ce requise, ne pourrait qu'invoquer la publication Séralini, qui est loin de faire l'unanimité, et qui n'a pas déterminé les autorités du pays dans lequel elle a été faite, à savoir la France, à prendre des mesures de sauvegarde.

Il ne reste pas moins que l'affaire souligne une fois de plus les difficultés d'évaluation de la toxicité ou non-toxicité à long terme des aliments composés d'OGM, difficultés qui réconfortent le Gouvernement dans son attitude prudente à l'égard de l'admission des aliments à base d'OGM.

Question 1642 (19.3.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **réseau de tramway:**

Den 18. Mäerz 2007 huet den Här Transportminister an der Sendung «Impuls» op RTL Tëlee Lëtzebuerg déi heiten Ausso gemaach: «Gleeft mer es, datt mer bis 2009 sou kloer Décisioune wärte geholl hunn, datt keng zukünfteg Regierung, keen zoukünftege Minister méi den Tram wäert vun der Schinn huelen.» Des Weidere sot den Här Lux, datt ee sech mam Paul Helminger eens ass eng gemeinsam Gesellschaft ze grënnen, fir deen Tram ze bauen.

Am Zesummenhang mat dëser Ausso géif ech gäre vum Transportminister wëssen:

1. ob d'Regierung wëlles huet hei e Fait accompli ze schafen. D'Feele vun enger uerdentlecher Debatt iwwert de Pro a Kontra vum Tram léisst allenfalls dorobber schléissen,

2. ob de Minister mengt, datt genuch iwwert d'Alternativen zum Tram diskutéiert ginn ass,

3. ob de Minister soe kann awéiwäit säi Ministère sech mat de Vir- an Nodeeler vum Tram respektiv vun den Alternativen auserneegesat huet. (Sinn do Analysen oder Enquêtë gemaach ginn?)

4. ob de Minister eis d'Resultater (de Pro an de Kontra zum Tram an och de Pro an de Kontra zu den Alternativpropositiounen, wéi zum Beispill dem ënnerierdeschen Zuch/Metro/RER) vun deenen Analysen/Enquêtë matdeele kann.

5. opgrond vu wat fir enge konkrete Fakten d'Regierung sech scho fir den Tram ze décidéieren ze hu schéngt.

Réponse (30.4.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Mam Asetzen am Juni 2005 vum Aarbechtsgrupp «Extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg» op Initiativ vum Transportminister an dem Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg ass d'Regierung dem Accord de coalition vun der Regierungserklärung vum 4. August 2004 nokomm, dee virgesäit: «Afin d'adapter au mieux l'offre des transports publics aux besoins de mobilité, un effort particulier sera réservé au développement de l'infrastructure ferroviaire sur base de l'intersection des projets saillants tant du projet BTB issu de l'étude 'Luxtraffic' que du papier stratégique 'mobilitéit.lu'. (...) Sur base de l'évolution des besoins de mobilité sur le territoire de la capitale et de sa périphérie, le Gouvernement fera étudier la faisabilité d'autres extensions du réseau ferré destinées en particulier à connecter les polycentres d'habitation et d'activités existants et projetés.»

Sou huet deen agesaten Aarbechtsgrupp eng Multitude vu verschiddene Konzepter an Tracéen, dorënner och de Projet RER, fir eng eventuell Extensioun vum Schinnenéseau an der Stad Lëtzebuerg analyséiert. En huet dobäi d'Evolutioun vun de strukturellen Indicateuren an der Mobilitéitsentwécklung berücksichtegt. Den Aarbechtsgrupp huet déi technesch Machbarkeet souwuel ënnert dem Aspekt vun der Integratioun an d'Stadbild, wéi och vum Uschloss un d'bestehend Eisebunnsnetz an un déi geplangte Périphériegaren ënnersicht, huet eng Estimatioun vun de Passagéierzuelen an Hisiicht op de „modal split" duerchgefouert an eng ongefeier Schätzung vun de Käschte vun deenen eenzelnen Zeenarie gemaach.

A senge Konklusioune vum 3. Mäerz 2006, déi op enger detailléierter Evaluatioun vun deenen eenzelnen Zeenarie baséieren, huet en den Zeenario 8, genannt «Kombinéierte System: klasseschen Zuch + liichten Tram», als privilegéierten Zeenario ervirgehuewen. Dësen hat dobäi eng Avance vun ongefeier 30% am Verglach mat deenen aneren Zeenarien, zu deenen och de Projet RER gehéiert huet.

Déi haaptsächlech Atouten, déi fir den Zeenario «Tram léger» schwätzen, sinn d'Facilitéit vu senger Integratioun an d'Stadbild, d'Bäibehale vun de Capacitéiten um klasseschen Eisebunnsnetz, de Fait fir den Zeenario relativ kuerzfristeg realiséieren ze kënnen, de Gain d'attractivité fir d'Voyageure bei all Etapp vun der Realisatioun an notamment déi räsonnabel Käschte fir d'Realisatioun vun dësem Zeenario.

Eng zousätzlech Analys huet gewisen, datt d'Konzepter vum Aménagement du Territoire ergänzt ginn duerch d'Realisatioun um nationalen Niveau vun engem performanten Eisebunnssystem op Basis vum klasseschen Zuch an duerch d'Schafung vun engem komplementare System a Form vun engem liichten Tram am urbane Milieu.

A senger Séance vum 10. Mäerz 2006 huet de Regierungsrot sech dann och dem favorabelen Avis vum Transportminister iwwert d'Mise en place vun engem liichten Tram ugeschloss.

De Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg huet a senger Resolutioun vum 27. Mäerz 2006 d'Approche vum Aarbechtsgrupp guttgeheescht, an huet e gebieden de Projet vum liichten Tram an der Stad Lëtzebuerg wéi och vun de geplangte Périphériegaren ze preziséieren an ze verdéiwen.

Duerno ass de Projet vum liichten Tram och vun der Chamber an hirer Motioun vum 6. Abrëll 2006 confirméiert ginn, déi nom «débat de consultation sur l'extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général» adoptéiert ginn ass.

De Projet vum liichten Tram ass och Deel vun der Lëscht vun den Investissementsprojete vum Transportministère gewiescht, déi dësen erstallt huet am Kader vun der neier Prozedur, déi fir d'Preparatioun an d'Presentatioun vun den neien Infrastrukturprojeten, déi de Seuil vu 7,5 Milliounen Euro dépasséieren, deen am Artikel 80 vun der «loi modifiée du 11 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État» steet. Déi Lëscht ass mat der Motioun vum 19. Dezember 2006 vun der Chamber am Kader vun engem Débat d'orientation confirméiert ginn. De Projet vum liichten Tram ass opgeholl ginn an d'Lëscht vun de Projeten am Statsbudget fir 2007 fir déi déi ufalend Käschte vun den Etüden däerfen iwwert d'Kreditter vum Fonds du rail beglach ginn.

Wat de Pro an de Kontra vum Projet RER ugeet, erlaben ech mer op d'Prise de position vun der Regierung zum Gesetzesvirschlag vum 5. Dezember 2006 betreffend d'Organisatioun vun engem Referendum iwwert d'Realisatioun vun enger ënnerierdescher Eisebunnslinn mat méi Arrêten um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg ze verweisen. Sou huet de Regierungsrot a senger Séance vum 2. Mäerz 2007 op Basis vun enger Unzuel vun Argumenter, déi sech an der Prise de position fannen, festgehalen, datt d'Organisatioun vun engem Referendum sech net imposéiert.

Question 1643 (19.3.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **problèmes autour du système mondial de navigation par satellite Galileo:**

Le système mondial de navigation par satellite Galileo lancé par l'Europe sera un outil performant et offrira des possibilités de localisation d'une très grande précision et ceci sous contrôle civil. D'ailleurs ce système sera compatible avec les deux autres systèmes mondiaux, le GLONASS et le GPS. Le système européen Galileo offrira à tous les utilisateurs un système bifréquence permettant de déterminer sa position au mètre près. De sa performance et précision, il sera à même de servir à des applications nécessitant un maximum de sécurité, comme la conduite des trains, le guidage des voitures et l'atterrissage des avions.

Selon mes informations, le système Galileo se trouve actuellement dans une situation précaire et le démarrage du fonctionnement opérationnel se trouve en retard déjà d'une année. La Commission européenne, elle aussi s'inquiète de ces perturbations qui sont hostiles au bon fonctionnement du système entier.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quelles sont les raisons pour le retard du fonctionnement opérationnel du système mondial de navigation par satellite Galileo?

- Quelles en sont les implications financières, notamment pour le Grand-Duché du Luxembourg?

Question 1660 (26.3.2007) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant l'**entrée en service du système européen de satellites Galileo:**

Selon des informations de presse, le système européen de satellites Galileo traverserait une crise sans précédent et l'objectif d'une entrée en service en 2010 apparaîtrait d'ores et déjà hors de portée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Peuvent-ils confirmer que ces informations sont exactes?

- Où en sont la constitution formelle du consortium industriel chargé de lancer Galileo, sa dotation d'un statut juridique et la nomination de son dirigeant?

- Est-il exact que les associés espagnols du consortium ont entravé toute avancée en revendiquant l'installation sur leur territoire d'un troisième centre de contrôle?

- Les usages militaires de Galileo seront-ils possibles?

- Quel est le partage des rôles entre la Commission européenne et l'Agence Spatiale Européenne (ESA) à l'heure actuelle?

- Quelle a été la position du Gouvernement luxembourgeois au sujet du système Galileo lors de la réunion des Ministres des Transports le 22 mars 2007?

Réponse commune (8.5.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*

et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Comme les deux questions parlementaires posées dans un intervalle de quelques jours portent sur la même thématique il a été retenu d'y donner suite sous la forme d'une seule réponse.

En se référant à divers articles de presse relatifs aux difficultés rencontrées actuellement par le programme Galileo, les honorables Députés s'inquiètent du probable retard de fonctionnement opérationnel du système. Ils demandent des éclaircissements sur les raisons des problèmes et sur les conséquences qui risquent d'en découler.

Il est exact que le programme Galileo est confronté à de sérieuses difficultés. Les négociations entre l'autorité européenne de surveillance du GNSS (Galileo Supervisory Authority, GSA) et le consortium industriel candidat à la concession s'avèrent difficiles et sont au point mort actuellement. C'est la principale raison du retard accumulé dans le programme jusqu'à aujourd'hui. Il semble que des divergences d'opinion au sein du consortium (huit entreprises) candidat à la concession sur la mise en œuvre de l'accord conclu en décembre 2005 soient à l'origine des difficultés à mener à bien les négociations. Un des points de désaccord concerne l'établissement d'un troisième centre de contrôle en Espagne. À cela s'ajoute les questions non résolues portant sur le partage des risques liés à la conception du système, le risque commercial et les questions de responsabilité. Il est utile de mentionner que du côté du financement public, il existe également encore un point faible, puisque les règles de financement de l'Union européenne (UE) ne prévoient pas d'engagement possible sur 20 ans, durée envisagée du contrat de concession.

Lors du précédent Conseil des Ministres des Transports de l'UE, le 22 mars dernier, le Conseil a demandé au consortium candidat de créer les conditions nécessaires à la reprise des négociations pour le 10 mai 2007 au plus tard. Le Conseil a envoyé un message fort au partenaire industriel en fixant un délai précis pour la création de la société qui opérera le programme ainsi que pour la nomination d'un directeur général afin de n'être confronté plus qu'à un seul interlocuteur, et en demandant la reprise des négociations sur le contrat de concession. La Commission européenne espère que grâce à cet ultimatum, des résultats tangibles pourront être obtenus d'ici le mois de juin. La Commission s'est d'ailleurs engagée à fournir un rapport sur l'évolution globale du programme Galileo pour le Conseil des Ministres des Transport de l'UE du mois de juin prochain. Le Conseil a également demandé à la Commission, assistée par la GSA et l'ESA, d'évaluer des scénarios de rechange, assortis d'une évaluation en termes de coûts, de risque et de ressources pour le mois de juin. Les conclusions du Conseil des Ministres des Transports du 22 mars dernier portant sur les éléments susvisés ont été approuvées avec le soutien du Gouvernement luxembourgeois.

Les discussions portant sur une possible utilisation du système Galileo par les forces armées n'ont pas encore abouti. En l'occurrence, rien n'empêche les forces armées d'utiliser les fréquences disponibles dans le cadre des applications actuellement prévues. Une véritable utilisation militaire du système se heurte toutefois à une forte opposition de plusieurs États membres qui plaident pour un système civil sous contrôle civil sans aucune vocation militaire, contrairement aux systèmes américain, russe ou chinois. Il est prévu d'aborder ce sujet une fois que les problèmes fondamentaux auront trouvé une solution satisfaisante.

Le programme Galileo comporte trois phases successives:

(1) La phase de développement et de validation. C'est une phase de recherche qui comprend le développement des quatre premiers satellites et des composantes terrestres du système nécessaires à la validation en orbite. Cette phase est menée sous la responsabilité de l'Agence Spatiale Européenne, mais le coût en est supporté par moitié par l'Union européenne et par moitié par l'ESA.

(2) La phase de déploiement. Elle comprend la fabrication et le lancement des 26 satellites restants de la constellation ainsi que la mise en place complète de la composante terrestre du système. C'est le futur concessionnaire qui assurera le déploiement complet du système. Le coût sera partagé suivant le modèle actuel de partenariat public-privé (1/3 pour le public et 2/3 pour le privé). Il est à noter que même si l'ESA n'est pas impliquée directement dans cette phase, la GSA s'attend à ce que l'ESA lui fournisse un soutien scientifique et technique.

(3) La phase d'exploitation. Elle correspond aux années durant lesquelles le système sera exploité, notamment sur le plan commercial.

Les phases de déploiement et d'exploitation feront l'objet d'une concession d'une durée d'une vingtaine d'années. L'Autorité européenne de surveillance du GNSS sera l'autorité concédante.

Quant aux conséquences financières qu'une exploitation tardive du système engendrerait, elles sont difficiles à estimer aujourd'hui en particulier sans connaître l'issue des négociations avec le candidat à la concession. Le rapport que la Commission européenne s'est engagée à délivrer pour le mois de juin devrait apporter des éléments supplémentaires et permettre une meilleure compréhension des conséquences.

Question 1644 (19.3.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **construction éventuelle d'une nouvelle voie ferrée entre l'Allemagne et le Luxembourg:**

Selon mes informations, des discussions ont été entamées pour la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre l'Allemagne et le Grand-Duché du Luxembourg (Merzig-Perl-Remich via Contern vers Luxembourg). Lors du sommet Sarre-Lor-Lux du 30 juin 2003 la liaison directe fut également débattue. Cette dernière est également intéressante dans un contexte transfrontalier parce qu'elle peut faire la jonction avec la ligne ferroviaire du projet «Eurocap-Rail», reliant les trois villes sièges européennes Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre est-il saisi du dossier en question?

- Dans l'affirmative, quelle est la position du Gouvernement face à ce projet?

- Quel est le calendrier prévu pour la construction éventuelle de la ligne ferroviaire entre l'Allemagne et le Luxembourg?

Réponse (17.4.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'accord de coalition annexé à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 retient que «le Ministre des Transports sera chargé d'étudier l'opportunité d'une nouvelle liaison vers Saarbrucken, permettant la connexion du Luxembourg au Sud-Est de l'Europe». Cette étude d'opportunité sera lancée au courant de l'année 2007. Un calendrier pour la construction éventuelle de la ligne ferroviaire entre l'Allemagne et le Luxembourg pourra être établi le cas échéant dès la finalisation de ladite étude d'opportunité et en fonction des résultats de cette dernière.

Question 1645 (19.3.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **proposition de loi ayant pour objet de prévoir une représentation du personnel de la BCL au sein de son conseil d'administration ainsi que de séparer les fonctions de directeur général et de président du conseil d'administration de la BCL:**

Selon mes informations la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics aurait saisi le Gouvernement d'une proposition de loi modifiant la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque Centrale du Luxembourg. Ladite proposition de loi aurait pour objet de prévoir une représentation du personnel de la BCL au sein de son conseil d'administration ainsi que de séparer les fonctions de directeur général et de président du conseil d'administration de la BCL.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer que le Gouvernement a été saisi d'une telle proposition de loi?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire à quel stade se trouve l'examen de cette proposition de loi?

- Enfin, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelle suite le Gouvernement entend réserver à la proposition de loi susmentionnée?

Réponse (5.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Je confirme volontiers que le Gouvernement a été saisi d'une proposition de loi telle que visée par la question de l'honorable Député. J'y ajoute que le Gouvernement s'est également vu transmettre par la Banque Centrale du Luxembourg de sa propre initiative un avant-projet de loi tendant à remplacer complètement la loi organique actuelle de la BCL en la modifiant sur de multiples points.

Le Gouvernement entend joindre ces deux dossiers et prendre position sur les deux textes qui lui ont été soumis quand il en aura examiné tous les aspects.

À cet effet, les dispositions ayant trait plus particulièrement à la représentation du personnel viennent d'ailleurs de faire l'objet d'un avis interne au Gouvernement de la part de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Question 1646 (20.3.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR).* concernant le **tunnel «Markusbierg»:**

Den Tunnel «Markusbierg» ass virun zwee Joer vum ADAC zu engem vun deene séchersten an Europa erwielt ginn. Wat awer net verhënnert, datt et lafend zu Spärunge kënnt, déi fir sou en neit Bauwierk ongewéinlech sinn.

Dat féiert mech derzou, dës Froen un lech ze riichten:

1. Wéi grouss war d'Ausmooss vun dëse Spärungen am leschte Joer?

2. Wourop sinn dës Spärungen zréckzeféieren a wien ass duerfir responsabel?

3. Wéi héich sinn déi zousätzlech Käschten, déi dem Stat bis elo an dësem Zesummenhang entstane sinn?

4. Wat gedenkt Dir ze ënnerhuelen, fir an Zukunft en normale Betrib vun dësem Tunnel ze erméiglechen a wat ass de finanziellen Impakt vun dëse Moossnamen?

Réponse (10.5.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Als Äntwert op déi parlementaresch Ufro vum Här Députéierten Robert Mehlen kann ech Folgendes soen:

1. Am leschte Joer (2006), ware folgend Späre:

Datum	Spär	Richtung	Dauer
16.02	riets Spur	Péiteng	vun 9 - 11 Auer
23.02	riets Spur	Péiteng	vun 11 - 12 Auer
10.04 - 12.04	Vollspär	Saar	24 Stonnen
12.04 - 14.04	Vollspär	Péiteng	24 Stonnen
07.06	riets Spur	Péiteng	vun 13 - 17 Auer
08.06	riets Spur	Saar	vun 10 - 12 Auer
13.06	riets Spur	Saar	vun 13 - 17 Auer
14.06	lénks Spur	Péiteng	vun 9 - 17 Auer
21.06	riets Spur	Saar	vun 9 - 12 Auer
30.06	riets Spur	Saar	vun 9 - 11 Auer
04.07	lénks Spur	Péiteng	vun 10 - 12 Auer
08.07 - 11.07	lénks Spur	Saar	vun 8 - 12 Auer
14.07 - 16.07	Vollspär	Saar	24 Stonnen
16.07 - 18.07	Vollspär	Péiteng	24 Stonnen
24.07 - 27.07	riets Spur	Saar	vun 9 - 16 Auer
07.08	lénks Spur	Saar	vun 14 - 15 Auer
29.08 - 31.08	lénks Spur	Saar + Péiteng	24 Stonnen
13.09	riets a lénks Spur ofwiesselnd	Saar	vun 9 - 16 Auer
19.09 - 20.09	Vollspär	Saar	
20.09 - 21.09	Vollspär	Péiteng	24 Stonnen
21.09 - 22.09	riets Spur	Saar + Péiteng	24 Stonnen
03.11 - 06.11	lénks Spur	Saar + Péiteng	24 Stonnen
06.11 - 08.11	Vollspär	Saar	24 Stonnen
08.11 - 10.11	Vollspär	Péiteng	24 Stonnen
17.11	riets a lénks Spur ofwiesselnd	Saar + Péiteng	vun 9 - 16 Auer
24.11	riets Spur	Saar	vun 9 - 16 Auer
08.12	lénks Spur	Péiteng	vun 9 - 14 Auer

2. Dës Späre sinn op den geleefegen Ënnerhalt zréckzeféieren, dee véiermol am Joer kontraktuell stattfënnt mat enger Vollspär vu jee enger Woch. Donieft sinn d'lescht Joer geotechnesch Ënnersichunge gemaach ginn, déi och zweemol zu Späre geféiert hunn, vun deenen déi eng gläichzäiteg mam Ënnerhalt kontraktuell stattfonnt huet. Am Zesummenhang vun dëse geotechneschen Ënnersichungen ass an nächster Zäit eng gréisser Operatioun geplangt, fir Buedemcouchen, déi duerch Waasserinfiltratiounen opgequolle sinn, erauszehuelen. Déi Aarbechte bréngen et mat sech, dat all Kéiers een Tube ganz muss gespaart ginn an de ganzen Trafic da fir d'Lafzäit vun deenen Aarbechten an zwou Richtungen duerch deen aneren Tube muss geleet ginn. Schliesslech waren nach verschidde méi kuerz Späre vun enger Spur, bedéngt duerch dringend Moossname fir Equipementer ze ersetzen oder ze reparéieren, wéi zum Beispill Kameraen, Feierdetekteren, asw. Ausserdeem war och zweemol ee guidéierte Besuch am Tunnel mat Spär vun enger Spur. Verantwortlech dofir ass den Verwalter vum Tunnel, dat heescht d'Stroossebauverwaltung.

3. Et entstinn duerch dës Späre keng zousätzlech Käschte well d'Aarbechten, déi gemaach ginn, iwwert d'Ënnerhaltskontrakter lafen.

4. D'Stroossebauverwaltung ass amgaangen drun ze plangen, fir een neie System vu Leitplanken vir an hannert dem Tunnel anzebauen, wat d'Spärzäiten erofsetze kann, well ee sou méi séier de Verkéier vun enger op déi aner Säit vun der Autobunn ka leeden. Donieft gëtt probéiert duerch eng aner Aarbechtsandeelung Zäit anzespueren.

Question 1648 (20.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency):**

Mengen Informatiounen no gëtt et nach ëmmer ehemoleg Mataarbechter vun der WSA, déi nach keng nei Schaff fonnt hunn. Ech weess awer net wivill, a firwat se nach keng nei Schaff hunn, souwéi ech och net weess wou déi aner Salariéë vun der WSA ënnerdaach komm sinn.

Um Site vun der ehemoleger WSA zu Beetebuerg soll et eng Entreprise «Container Logistics Bettembourg» ginn, wou déi virzitéiert Persoune kéinten eventuell beschäftegt ginn.

Kann den Här Aarbechtsminister mer duerfir dës Fro beäntweren:

1. Ginn et wirklech nach ehemoleg Salariéë vun der WSA, déi nach keng nei Schaff fonnt hunn?

2. Wa jo, wivill a wou leien d'Ursaachen, firwat datt se nach keng nei Schaff konnte fannen?

3. Wivill vun den ehemolege Salariéë vun der WSA sinn effektif vun Arcelor-Mittal iwwerholl ginn an a wat fir enge Beräicher hunn déi aner eng nei Schaff fonnt?

4. Gëtt et eng Méiglechkeet, fir déi ehemoleg Salariéë vun der WSA, déi nach keng Schaff fonnt hunn, eventuell bei der Gesellschaft «Container Logistics Bettembourg» zu Beetebuerg ënnerdaach ze bréngen?

Réponse (30.4.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

1. Jo, et gi leider, an trotz allen Efforte vun der Regierung, nach ëmmer eng Rei ehemoleg Salariéë vun der WSA, déi bis haut nach keng nei Aarbecht fonnt hunn, oder eng nei Aarbecht erëm verluer hunn.

2. 35 Persounen hunn nach keng nei Aarbecht, wouvun der awer zwou eng nei haten an erëm verluer hunn. Wat d'Ursaachen ugeet, sou sinn déi objektiver a subjektiver Natur. Esou muss ee festhalen, dass 14 Leit net vun der Arcelor konnten zréckbehale ginn, well se entweder net wollten op Schichte schaffe oder well se mam Salaire net d'accord waren. Et muss een awer och nach derbäi soen, dass zwou Persounen an enger Formatioun sinn, déi bei engem Erfolleg zu enger Astellung féiere wäert, an eng Persoun ass an enger Mise au travail.

3. 15 Leit si bis elo vun der Arcelor iwwerholl ginn, an de Recrutement ass nach net eriwwer, sou dass et nach ka sinn, dass méi Leit iwwerholl ginn. Déi aner Persoune sinn a ganz verschiddene Beräicher ënnerkomm, dat mat der Hëllef vum Aarbechtsamt.

4. Et gëtt en Aarbechtsgrupp, zesummegestallt aus Vertrieder vun de Gewerkschaften, den Delegatiounen, der Direktioun an der Presidentin vum Verwaltungsrot vun der WSA, dem Aarbechtsamt an dem Aarbechtsministère, dee regelméisseg zesummekënnt, an dat och öfters ënner mengem Virsaz, fir ze versichen, dass d'Leit sou séier wéi méiglech kënne placéiert ginn, dat ënner anerem och bei der CLB zu Beetebuerg. Deen Aarbechtsgrupp soll sech och besonnesch ëm déi Leit bekëmmeren, déi et aus objektiven Ursaache méi schwéier hunn, fir eng nei Schaff ze fannen.

Question 1649 (23.3.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**évolution de différents postes du budget de l'État de 1996 à 2006:**

Fir en objektiven Iwwerbléck iwwert d'Finanzsituatioun vum Lëtzebuerger Stat ze kréien, ass et wichteg d'Entwécklung vun enger Rei vu budgetären Eckwäerter iwwer e laangfristegen Zäitraum ze kennen.

Dofir wéisst ech gäre vum Här Minister wéi de Stand um Enn vun all Budgetsjoer tëscht 1996 an 2006 vun den nofolgende Positioune war (an absoluten Zuelen):

- d'Réserve budgétaire,
- d'Spezialfongen,
- déi verschidde Finanzéierungsmëttelen:
  - Emprunts
  - Loi de garantie
  - PPP
- d'Remboursementer vun der Dette publique,
- d'Investitiounen, déi iwwer Fonge finanzéiert goufen an
- den Zentralstat

Réponse (30.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Afin de permettre à l'honorable Député de s'exprimer au sujet de l'évolution de la situation financière de l'État, voici les tableaux demandés au sujet de l'évolution à long terme de certains agrégats budgétaires.

Au vu de ces tableaux, il est essentiel de faire remarquer que l'exercice budgétaire 2006 n'est pas encore définitivement clôturé. Conformément à la législation sur la comptabilité de l'État, les opérations de liquidation des recettes et des dépenses de l'État peuvent en effet se poursuivre jusqu'à la fin du mois d'avril.

Dans ces conditions, il n'est pas encore possible de transmettre à l'honorable Député les chiffres définitifs au sujet de la réserve budgétaire et au sujet de l'avoir des fonds spéciaux à la clôture de l'exercice 2006.

Pour ce qui est de la question relative aux opérations de financement alternatif, désignées par le terme «PPP», il y a lieu de noter que les premiers projets ont seulement été entamés à partir de 2006 et que dès lors aucun paiement n'a été effectué au titre de la période 1996 à 2006 *(tableaux à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).*

Question 1650 (20.3.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (Rehazenter):**

Le nouveau Centre de rééducation situé sur le plateau du Kirchberg a été inauguré en date du 2 février 2007. Ce centre réunit deux spécialités, à savoir la rééducation neurologique et la rééducation traumatologique et orthopédique.

Le complexe du Rehazenter avec ses quelque 13.000 m² dispose de 24 chambres doubles et de 24 chambres simples. À côté des 72 lits pour patients hospitalisés, le Rehazenter peut accueillir chaque jour entre 200 et 300 patients pour des traitements ambulatoires.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Centre de rééducation, fonctionne-t-il déjà dans son intégralité?

- Le Gouvernement, peut-il me communiquer des chiffres quant à l'exploitation actuelle des capacités du Centre?

- Au stade actuel, le Centre dispense-t-il davantage de soins en milieu hospitalier ou ambulatoire?

Réponse (24.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation, dit Rehazenter, a commencé à fonctionner dans son nouveau bâtiment au Kirchberg à partir du 19 février 2007, le déménagement ayant eu lieu les 17 et 18 février.

On peut dire qu'à l'heure actuelle l'ensemble des services du nouvel établissement, à part le gymnase, fonctionne dans leur intégralité.

En ce qui concerne l'exploitation des capacités du Centre, elle se présente comme suit:

Semaine du 26 mars au 1er avril:

- 67 patients hospitalisés pour 72 lits avec une liste d'attente de 32 patients. (tous les lits n'ont pas pu être occupés, en raison de l'absence de membres du personnel; les congés ayant été bloqués depuis le mois d'octobre, on évacue actuellement les restants de congé de 2006),

- 334 patients ambulatoires, (de 1 fois 1/2 journée à 7 fois 1 journée entière par semaine), ce qui fait une moyenne de 233,40 patients en traitement ambulatoire en journée entière par jour (sauf samedi et dimanche).

Détail:	-	15 patients	1 x 1/2 jour/semaine
	-	59 patients	2 x 1/2 jour/semaine
	-	79 patients	3 x 1/2 jour/semaine
	-	12 patients	4 x 1/2 jour/semaine
	-	60 patients	5 x 1/2 jour/semaine
	-	2 patients	7 x 1/2 jour/semaine
	-	2 patients	1 x 1 jour/semaine
	-	3 patients	2 x 1 jour/semaine
	-	42 patients	3 x 1 jour/semaine
	-	5 patients	4 x 1 jour/semaine
	-	52 patients	5 x 1 jour/semaine
	-	3 patients	7 x 1 jour/semaine

Au total donc: 401 patients dont 67 hospitalisés, soit 16,71% et 233,40 ambulatoires, soit 83,29%.

Semaine du 9 au 15 avril:

- 66 patients hospitalisés,

- 342 patients ambulatoires; moyenne de 230,90 patients.

Détail:	-	16 patients	1 x 1/2 jour/semaine
	-	55 patients	2 x 1/2 jour/semaine
	-	78 patients	3 x 1/2 jour/semaine
	-	13 patients	4 x 1/2 jour/semaine
	-	65 patients	5 x 1/2 jour/semaine
	-	2 patients	1 x 1 jour/semaine
	-	4 patients	2 x 1 jour/semaine
	-	46 patients	3 x 1 jour/semaine
	-	7 patients	4 x 1 jour/semaine
	-	56 patients	5 x 1 jour/semaine

Au total: 408 patients dont 66 hospitalisés, soit 16,18% et 230,90 ambulatoires, soit 83,82%.

Question 1652 (21.3.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **coopération touristique transfrontalière:**

En date du 14 mars 2007, une conférence interrégionale sur le tourisme transfrontalier s'est tenue à Marville en France. L'objectif de cette conférence, organisée par les Pays de Gaume, Maginot et Meuse était de construire un avenir touristique commun et d'illustrer les enjeux et intérêts concrets des coopérations touristiques interrégionales. En plus était présenté le projet de pôle touristique transfrontalier qui associe les régions susmentionnées dans le but de consolider et renforcer les potentialités d'accueil et de séjour ainsi que de développer la notoriété touristique et les pans de marché de cet espace transfrontalier.

Selon mes informations, le Luxembourg a présenté sa politique en matière de tourisme rural, mais ne fait pas partie de ce projet de coopération touristique interrégionale.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Pour quelles raisons le Luxembourg ne fait-il pas partie de ce projet de pôle touristique transfrontalier?

- Dans cet ordre d'idées, ne devrait-on pas procéder à la création d'une agence de marketing touristique et d'une plate-forme d'informations sur Internet qui offriraient entre autres des produits touristiques transfrontaliers?

Réponse (24.4.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

- L'invitation du département du Tourisme à la conférence interrégionale évoquée par l'honorable Député constituait en fait la première prise de contact qui s'est concrétisée sur initiative des responsables politiques français. Le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement n'avait donc, avant cette date, pas connaissance du projet franco-belge présenté à cette occasion. Le département du Tourisme est par ailleurs disposé, tout comme par le passé, à examiner avec la plus grande attention toute proposition de coopération transfrontalière en matière de tourisme qui lui serait soumise à l'avenir.

- D'une manière générale, la promotion et le marketing touristique du Grand-Duché de Luxembourg relèvent du domaine et font partie des attributions de l'Office National du Tourisme. Celui-ci fournit d'ailleurs, par le biais de ses publications et de son site Internet, un maximum d'informations sur les produits touristiques existants disponibles, y compris transfrontaliers (Luxembourg et Grande Région, capitale européenne de la culture 2007; ISLEKerCard etc.). Tout nouveau produit touristique, qu'il soit national ou transfrontalier, pourra et devrait y trouver la plate-forme adéquate en vue d'une diffusion optimale.

Question 1653 (21.3.2007) de **M. Lucien Thiel** *(CSV)* concernant l'**introduction du principe du pays de destination dans les relations commerciales à distance:**

Au cours du mois d'avril la Commission juridique du Parlement européen sera saisie des propositions émanant du Conseil des Ministres de la Justice et de la Commission européenne visant à introduire le principe du pays de destination dans les relations commerciales à distance.

Sous prétexte d'une meilleure protection du consommateur les autorités européennes ont l'intention d'imposer aux fournisseurs de services en ligne l'obligation de respecter les législations en matière de protection des consommateurs, assez divergentes, des 27 États membres de l'Union européenne.

Cette démarche de l'Union européenne que tous les milieux économiques jugent comme irréaliste, voire désastreuse, risque non seulement de grever les échanges intracommunautaires de frais de gestion considérables - à supporter en dernière instance par le consommateur qu'on prétend protéger - mais va encore à l'encontre des principes fondamentaux du marché unique et n'est autre qu'une tentative camouflée de recourir aux méthodes protectionnistes d'antan.

Le Luxembourg qui a toujours joué la carte de l'ouverture économique risque d'être affecté en premier lieu par le projet des instances européennes. Aussi voudrais-je savoir de Monsieur le Ministre si le Gouvernement est conscient de l'envergure de la menace que représente le projet en question pour l'économie et par ricochet pour le budget de l'État et quelles en seraient plus précisément les conséquences pour

- les activités de commerce électronique intracommunautaire développées ces dernières années au Grand-Duché,

- les services en ligne offerts par les banques établies au Grand-Duché,

- les autres services à distance qui, à l'heure actuelle, tombent encore sous le principe du pays d'origine.

Réponse (2.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La question parlementaire semble viser la proposition de règlement sur la loi applicable aux obligations contractuelles («ROME I») qui a été soumise au Parlement européen et au Conseil des Ministres par la Commission européenne.

Il s'agit de la communautarisation et de la modernisation de la Convention de Rome de 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles.

En réformant la Convention de Rome, la Commission européenne a l'intention de modifier de manière conséquente la règle de la loi applicable aux contrats conclus par les consommateurs (contrats B2C).

La règle fait dépendre l'ensemble du droit applicable au contrat de celui qui achète. Toute entreprise qui souhaite atteindre des marchés au-delà de nos frontières, serait obligée de s'adapter de manière unilatérale à l'ensemble des droits des États où elle dirige son activité, et non seulement aux seules dispositions impératives des autres États membres, tel que prévu dans le système actuel de la Convention. La nouvelle règle va donc plus loin et amplifie les difficultés de tirer pleinement parti du marché intérieur.

Aux yeux du Gouvernement luxembourgeois, l'ensemble de ce dispositif aura un double effet néfaste quant au bon fonctionnement du marché intérieur: d'abord, les opérateurs économiques seront dissuadés de faire du commerce transfrontalier; ensuite, les opérateurs risquent de ne plus vouloir servir les consommateurs de petits États en raison des coûts trop importants liés à une telle démarche commerciale.

Au cours des discussions relatives à ce projet de règlement au cours des derniers mois, le Gouvernement a exprimé son désaccord avec le contenu du règlement. Il y a lieu de noter que la grande majorité des États membres soutient, dans les grandes lignes, l'approche de la Commission. Face à ce constat et tenant compte du souhait continu du Luxembourg de voir fonctionner correctement le marché unique, le Gouvernement plaide notamment pour une exclusion des services de la proposition de règlement.

Il y a lieu d'observer que ce règlement relève de la codécision du Parlement européen et du Conseil.

Question 1654 (22.3.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**assainissement de l'étang industriel Arcelor-Mittal à Differdange:**

Selon mes informations, les travaux d'assainissement de l'étang industriel Arcelor-Mittal à Differdange viennent de commencer et devraient durer au moins cinq ans. Environ 100.000 tonnes de boues

vont être enlevées, déshydratées et déshuilées pour ensuite être transportées vers Dortmund en Allemagne où elles sont utilisées dans la cimenterie.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer et fournir des détails quant à l'assainissement de l'étang industriel Arcelor-Mittal à Differdange?

- Pour quelles raisons et par quel moyen de transport les 100.000 tonnes de boues seront-elles déplacées vers Dortmund?

- Ne devrait-on pas entamer des pourparlers avec la cimenterie luxembourgeoise en vue d'incinérer ces boues dans la fabrication du clinker et ainsi réduire le transport de boues au minimum?

Réponse (24.4.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1) L'arrêté 1/06/0365 délivré en date du 26 septembre 2006 par le Ministre de l'Environnement autorise l'extraction de 20.000 tonnes de boues déposées au fond des étangs de refroidissement exploités sur les lieux d'Arcelor Profil Luxembourg SA site Differdange. L'autorisation précitée couvre l'utilisation d'une plate-forme flottante automotrice équipée d'une drague, d'un conteneur pour homogénéiser le mélange boues/eau, d'une pompe et de deux filtres-presses. À la sortie des filtres-presses, les boues partiellement déshydratées doivent être stockées dans des conteneurs jusqu'à enlèvement vers un centre de traitement agréé. Ces travaux doivent être réalisés dans un délai de six mois prolongeable jusqu'à un an.

Ad 2) Le dossier de demande et l'arrêté ministériel y relatif, ne concerne que 20.000 tonnes de boues à extraire des étangs de refroidissement. La législation luxembourgeoise impose que les boues ne peuvent être transportées qu'à un centre autorisé à traiter ce type de déchet. Selon les informations de l'Administration de l'Environnement les boues sèches sont transportées via camions à Dortmund.

Ad 3) D'après les informations de l'Administration de l'Environnement, des négociations commerciales ont eu lieu entre les sociétés Arcelor-Mittal et Ciments Luxembourgeois. Ces négociations n'ont cependant pas abouti.

Question 1656 (26.3.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **cotisations sociales de la Cepal:**

Am Bilan consolidé 2005 vun der Cepal SA, enger Holding déi am Prinzip de Lëtzebuerger Baure gehéire soll, steet ze liesen, datt d'Scholde vis-à-vis vun de Sozialversécherunge sech den 31. Dezember 2005 op 1.746.748 Euro (dat mécht ronn 70,5 Millioune Lëtzebuerger Frang) belaf hunn. Deen héije Réckstand bei de Sozialversécherungen ass näischt Neits. Ech hat Iech virun zwee Joer well eng Fro an dëser Saach gestallt an Dir hat mir deemols an Ärer Äntwert verséchert, d'Cepal géif net vun engem «traitement de faveur» profitéiren *(cf. compte rendu N°9/2004-2005)*. D'Cepal hätt beim Comité directeur vun den Assurances sociales eng «Gnadenfrist» gefrot, well si amgaang wär, Immeublen un de Stat ze verkafen a si hätt am September 2004 dësen «Délai de grâce» zougestane kritt. Ech huet; déi Recettë sinn och am Bilan opgefouert, an awer ass d'Schold bei de Sozialversécherungskeesen iwwer 1,7 Milliounen Euro, bei engem duerchschnëttleche Personalbestand vun 170 Persounen!!!

Dës erstaunlech Feststellung brëngt mech derzou, Iech, Här Minister, folgend Froen ze stellen:

1. Wéi ass dës Situatioun ze erklären, virum Hannergrond vun Ärer Äntwert op meng Froen vum Mäerz 2005?

2. Wéi ass dat méiglech, wou de Stat eleng de «Kuelbecherhaff» fir véier Milliounen Euro vun der Cepal kaf huet, an domat dëse Réckstand hätt kënnen éliminéiert ginn?

3. Virum Hannergrond, datt de Stat nach weider Immobilie vun der Cepal kaf huet, huet sech dës Situatioun eventuell an Tëschenzäit normaliséiert? Wéi géift Dir déi aktuell Situatioun an dësem Dossier beschreiwen?

4. Wann déi Situatioun sech nach ëmmer net normaliséiert huet, sidd Dir bereet, am Respekt vum Gläichbehandlungsprinzip, déi entspriechend Mesuren ze ergräifen? Wa jo, wat fir eng?

Réponse (9.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Eu égard à la complexité de la matière, j'ose espérer que l'honorable Député acceptera une réponse rédigée en langue française.

Dans ma réponse à la question parlementaire N°0366 posée par l'honorable Député le 20 mars 2005, j'avais rappelé le principe suivant: «S'il est certes dans l'intérêt public de disposer d'une information adéquate sur le recouvrement des cotisations de sécurité sociale, cette information ne peut être dispensée au détriment de la protection des données individuelles, garantie par la loi; raison pour laquelle les mandataires et les agents des organismes de sécurité sociale sont tenus au secret en la matière, au risque de s'exposer à des poursuites pénales.»

À l'époque de cette première question parlementaire, dix sociétés du groupe Cepal faisaient l'objet d'un recouvrement forcé, représentant une dette globale de 2.345.230 euros. En vertu d'un plan de remboursement consenti par le Centre commun en présence de garanties sous forme d'immeubles, la dette envers les assurances sociales de l'ensemble des sociétés composant le groupe Cepal a été continuellement réduite en sorte que deux ans plus tard plus que deux sociétés (Agriconsult et Luxviande) étaient visées par le recouvrement forcé, avec une dette globale de 892.522 euros.

Le produit de la vente de certains immeubles appartenant à Cepal, comme celle du «Kuelbecherhaff», a certes permis l'apurement partiel des cotisations arriérées, mais les sommes libérées se sont révélées insuffisantes pour solder l'ensemble des créances du Centre commun.

Jusqu'à présent le Centre commun a tenu en suspens les poursuites contre les deux sociétés afin de permettre à la Cepal SA de mener à bonne fin la vente de silos à grains au prix d'environ 2,4 millions d'euros.

Il y a lieu de souligner que le principe de l'égalité de traitement a été observé par le Centre commun et qu'aucune «faveur» n'a été accordée au groupe Cepal. En effet il est de pratique constante qu'un débiteur présentant des garanties suffisantes sous forme d'immeubles se voit accorder des délais en vue de se procurer les liquidités nécessaires par la réalisation de ses immeubles.

Question 1657 (26.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **situation dans la République démocratique du Congo:**

Lëtzebuerg huet d'Friddensbeméiungen an der Demokratescher Republik Kongo ënnerstëtzt, souwéi Lëtzebuerg och mat an der Iwwerwaachung vun de Wahlen am Kongo implizéiert war.

D'Réussite vun deene Wahle gouf als wichtegt Element am Friddensprozess an der Regioun vun de grousse Séie weltweit ugesinn.

Leider ass et awer sou, datt wuel Parteien a Kandidate sech konnte méi oder wéineger fräi un de Wahle bedeelegen, mä no de Wahlen ass besonnesch den Haaptoppositiounsleader Jean-Pierre Mbemba kontrolléiert an harceléiert ginn, an och soss zimlech all Oppositioun repressiv ënnerdréckt ginn.

Dest obwuel den Här Roeland Van de Geer, den europäesche Gesandte fir d'Regioun vun de grousse Séien, déi nei kongolesesch Regierung opgefuerdert huet, den Dialog mat den Oppositiounschefen ze sichen, am Interesse vum Fridden, an datt d'EU och all Beméiungen an déi Richtung géif ënnerstëtzen. Och huet hie gefuerdert, datt den Dialog mam Etienne Tshisekedi wa Mulumba, dem President vun der Partei UDPS, soll gesicht ginn, e Politiker dee sech net un de Wahle bedeelegt huet, well en der Meenung war, datt se vu virop trukéiert wieren.

Den EU-Gesandten huet awer gläichzäiteg deklaréiert, datt d'EU géif d'Souveränitéit am Kongo respektéieren, an den aktuelle Prozess am Kongo géif ënnerstëtzen.

Leider gesäit den aktuelle Prozess an der Haaptstad Kinshasa sou aus, datt den Oppositiounsleader Mbemba sech aus Angscht viru Repressiounen an der südafrikanescher Ambassade a Sécherheet bruecht huet a souguer de kongolesesche President Josef Kabila a Südafrika geflücht wier.

A Kinshasa sinn eeschthaft Konflikter mat Asaz vu schwéiere Waffen amgaangen, a villes deit op e Biergerkrich hi wann d'Situatioun net entschäerft ka ginn.

Déi Leitragend sinn déi wierlooss Bierger aus der kongolesescher Haaptstad.

A Lëtzebuerg gëtt et eng relativ grouss kongolesesch Communautéit a sécherlech och kongolesesch Statsbierger, deenen hiren Asylantrag ofgelehnt gouf an déi riskéieren zréckgeschéckt ze ginn, mam Argument, datt am Kongo keng akut Gefor fir si wier.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Ass der Regierung bekannt, datt sech d'Konflikter an der Demokratescher Republik Kongo zouspëtzen an de Risk vun engem Biergerkrich besteet?

2) Ass der Regierung bekannt, datt dem President Josef Kabila säi Regime amgaangen ass d'Oppositioun mat alle Mëttelen ze zerstéieren, anstatt wéi erwënscht den Dialog mat hinnen ze sichen?

3) Wat gedenkt d'Lëtzebuerger Regierung, déi jo dem Josef Kabila säi Regime ënnerstëtzt, zesumme mat der EU, ze ënnerhuelen, fir datt den «demokratesch» gewielte President net weiderfiert mat sengen diktatoreschen a repressive Methoden?

4) Wéi kënnen d'Mënschen an deem Land jeemools un d'Demokratie gleewen, wa se permanent mat Repressioun an Diskriminiatioun konfrontéiert ginn duerch den neien/ale President, dee seng Methoden net geännert huet?

5) Sinn nach UNO- oder soss Friddenstruppen am Kongo am Asaz, wa jo, wou a wivill, a mat wat fir enger Missioun?

6) Wivill kongolesesch Statsbierger hunn hei am Land Asyl ugefrot, hiren Asylantrag refuséiert kritt a riskéieren zréckgeschéckt ze ginn an e Land, wou hiert Liewen a Gefor ass?

7) Kann deene virzitéierte Mënschen net trotz der Ofso awer Asyl zougestane ginn, wéinst der geféierlecher Situatioun am Kongo?

Réponse commune (8.5.2007) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

D'Regierung ass sech bewosst, datt no den éischte fräie Wahlen an der Geschicht vun der Demokratescher Republik Kongo (RDC), d'Lag nach net iwwerall stabel ass. Aus dësem Grond ënnerstëtzt Lëtzebuerg an d'EU weiderhin dat Land op sengem Wee fir méi Stabilitéit, Demokratie a Wuelstand. D'Wahlen, déi der internationaler Communautéit no uerdentlech ofgelaf sinn, waren eng wichteg Etapp op deem Wee zu méi Stabilitéit, am Sënn vum «peacebuilding».

D'Regierung ass der Iwwerzeegung, datt nëmmen en inklusiven Dialog an e konstruktiivt Zesummeschaffe zwëschent der kongolesescher Regierung an der Oppositioun d'Land op Dauer stabiliséieren a befridde kënnen. D'EU huet den Här Kabila dofir widderhuelt dozou opgeruff, der politescher Oppositioun deen néidege Spillraum zouzegestoen. Si verfollegt d'Entwécklungen um Terrain genee an zéckt net, dem kongolesesche President eis Préoccupatioune matzedeelen. E konstruktiven Dialog schéngt eis am Moment dat probatste Mëttel fir d'Befriddung an den Opbau vum Land. Elo geet et drëm, fir e Rechtsstat opzebauen an déi demokratesch Errongenschaften ze festegen.

D'UNO's Missioun an der RDC (MONUC) ass mat iwwer 17.000 Zaldote virun allem zu Kinshasa an am Nordoste vum Land stationéiert fir de Fridden ze sécheren. D'Mandat vun der EUFOR, déi d'MONUC während der Zäit vun de Presidentschafts- a Parlamentswahlen ënnerstëtzt huet an un där och Lëtzebuerg aktiv bedeelegt war, ass nom erfollegräichen Oflaf vun deene Wahlen den 30. November 2006 ausgelaf an d'europäesch Truppen hu sech dorophin zréckgezunn.

Op offiziell Ufro vun der kongolesescher Regierung beréit an assistéiert d'EU d'Reform vum Sécherheetssecteur am Rahme vun der Missioun EUSEC-R.D.Congo a beréit d'kongolesesch integréiert Police-Eenheeten an dem Sënn, datt se no deene beschten internationale Massstäb handelen (EUPOL - Kinshasa).

Zënter 2003 gouf et 72 Ufroe vu kongolesesche Statsbierger fir Asyl hei am Land. Dëst Joer läit nach keng Ufro fir. Zënter 2003 gouf an zéng Fäll de Statut vum «réfugié» am Sënn vun der Genfer Konventioun vun 1951 accordéiert. An 39 Fäll gouf den Asylantrag refuséiert, mä d'Prozedur ass nach net ofgeschloss. Véier Persoune kruten Asyl op Basis vun humanitäre Kritären. An 22 Dossieren ass nach keng Décisoun geholl ginn an 18 Persoune sinn am Moment um Enn vun der Prozedur ukomm.

All Asylantrag gëtt no deeneselwechte Kritären traitéiert a gëtt individuell an objektiv ënnersicht. D'politesch Situatioun am Ursprongsland gëtt natierlech och a Considératioun geholl. Wann eng Ufro definitiv refuséiert ginn ass, gëtt den Dossier nach eng Kéier analyséiert fir iwwert de Retour an d'Ursprongsland ze décidéieren. Wann et materiell onméiglech ass, den Demandeur zréckzeschécken, well d'Situatioun am Land zum Beispill geféierlech ass, da kann e «statut de tolérance» accordéiert ginn. D'Regierung accordéiert awer net systematesch de «statut de tolérance» fir déi kongolesesch Demandeuren, deenen hir Ufro refuséiert ginn ass.

Question 1659 (26.3.2007) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant l'**accès direct des agences officielles américaines aux données bancaires d'Européens:**

La presse fait état du fait que des agences officielles américaines auraient un accès direct à l'ensemble des données bancaires d'Européens. Cet accès serait rendu possible par les filiales de banques européennes établies aux États-Unis. Le Président du collège pour la protection des données personnelles néerlandais ayant pris connaissance de ces informations aurait demandé à la Banque néerlandaise, remplissant la fonction d'autorité de contrôle des marchés financiers néerlandais, d'informer les clients des banques établies aux Pays-Bas que les données les concernant pouvaient être transmises aux autorités américaines.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Le Ministre est-il au courant des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, le Ministre peut-il m'indiquer si à sa connaissance des banques luxembourgeoises et autres filiales de banques étrangères établies au Luxembourg ont transmis des informations sur leurs clients à leurs filiales ou maisons mères aux États-Unis?

- Ces informations ont-elles été remises ou pourraient-elles avoir été remises aux autorités américaines et ceci en dehors de toute demande formelle d'entraide judiciaire?

- Si tel devait être le cas, que compte faire le Ministre afin de protéger les intérêts des clients luxembourgeois et étrangers auprès des banques établies au Luxembourg?

- Quelle attitude le Gouvernement luxembourgeois entend-il prendre sur cette question au sein des instances européennes?

Réponse (5.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Ainsi qu'il résulte des déclarations faites par le Président du collège néerlandais pour la protection des données personnelles ainsi que des réponses fournies par le Ministre néerlandais des Finances au Parlement néerlandais, les informations dont a fait état la presse néerlandaise concernent toujours le fonctionnement de SWIFT.

En l'absence d'indications allant au-delà de ce qui était déjà connu, je me permets dès lors de renvoyer aux réponses que j'ai fournies aux questions parlementaires N°1133 et N°1325 *(cf. compte rendu N°1 et N°3/2006-2007)*.

Question 1661 (27.3.2007) de **MM. Ali Kaes**, **Jean-Paul Schaaf** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**encadrement médical efficace dans la région du nord du pays:**

Il a été porté à notre connaissance que les citoyens vivant dans le nord du Grand-Duché sont confrontés à des problèmes liés au service médical d'urgence. Il semble que ce service d'urgence ne soit pas toujours garanti, comme il n'y a pas assez de médecins disponibles pour l'assurer. En cas d'urgence les patients doivent attendre parfois pendant de longues heures avant d'être soignés.

La situation s'avère aussi intenable pour les médecins qui assurent le service médical d'urgence et qui doivent, vu l'étendue de la région nord de notre pays, parcourir énormément de kilomètres en une journée de garde. Un bon service au patient est donc loin d'être garanti.

Nous référant à la question parlementaire N°1541 de Monsieur le Député Jean-Pierre Koepp *(cf. compte rendu N°8/2006-2007)* nous devons mentionner dans ce même contexte le service de garde des pharmacies dans le nord du Grand-Duché. Suite au système de garde en vigueur, les patients - à l'exception de ceux vivant dans la région Nordstad - sont forcés de se déplacer parfois de quelque 50 kilomètres ou même davantage pour obtenir les produits pharmaceutiques prescrits par le médecin.

En cas de véritable «urgence», des patients de la région nord du pays sont donc confrontés à beaucoup de désagréments, faute de systèmes de garde efficaces.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé:

- De quelle manière le Gouvernement entend-il intervenir afin d'assurer un encadrement médical efficace dans la région nord du pays?

Réponse (30.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question des honorables Députés Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf et Marco Schank me donne en premier lieu l'occasion de préciser deux notions qui dans le discours quotidien sont souvent confondues. En dehors du service médical d'urgence, assuré par les médecins agréés des hôpitaux dans le cadre du suivi de garde de ces hôpitaux, il n'existe pas de service médical d'urgence au niveau des médecins établis en pratique libérale en dehors du secteur hospitalier. Le service SAMU est à considérer comme antenne mobile d'un hôpital en outre l'extension vers l'extérieur d'un service hospitalier.

Par contre il existe un service de remplacement destiné aux demandes moins urgentes organisé entre eux en journée par les médecins-généralistes établis au pays. Un service de remplacement est organisé depuis 2002 sur le plan national pour la nuit couvrant la période de 22 heures à 6 heures. Le service fonctionne dans les trois régions sanitaires à partir des trois points d'attache situés respectivement à Luxembourg-ville, Esch/Alzette et Ettelbruck et est assuré par respectivement deux ou trois médecins qui ont à leur disposition des voitures avec chauffeur.

Le mode de fonctionnement est identique dans les trois régions. Il est vrai que les distances dans le nord du pays sont plus importantes, ce qui peut causer un temps d'attente plus long. Ce désavantage par rapport à d'autres régions est cependant compensé par un nombre d'appels moins élevé.

L'expérience de ce service national et les conclusions en tirées ont amené le Ministre de la Santé à entamer des discussions avec le Syndicat des médecins afin d'étendre ce service - ou un service comparable - aux périodes diurnes des week-ends et des jours fériés. Aussi est-il prévu de faire avancer le début du service nocturne de 22 heures à 20 heures.

En ce qui concerne le service de garde des pharmacies, un remaniement de la répartition des gardes devrait permettre à l'avenir une meilleure disponibilité - sans toutefois pouvoir compenser complètement les aléas découlant de la situation géographique.

La création récente d'une nouvelle concession de pharmacie à Erpeldange devrait aussi, dès l'ouverture de cette pharmacie, améliorer la couverture et le service envers les patients.

Question 1663 (28.3.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **taxe d'infrastructure perçue par les communes:**

Les communes du Grand-Duché prélèvent une taxe d'infrastructure servant au financement de l'adaptation et de l'entretien de l'infrastructure générale comme par exemple les réseaux de gaz, d'électricité et d'eau ou encore la voirie publique.

En règle générale, cette taxe est due lors de la délivrance de l'autorisation de construire pour tout nouvel immeuble.

La construction d'une maison est pour la grande majorité de nos citoyens un projet énorme, accompagné d'un endettement à long terme.

Certaines communes ont récemment augmenté considérablement leurs taxes d'infrastructures perçues auprès des personnes réalisant un projet de construction.

Vu les développements ci-dessus j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la hausse de ces taxes compte tenu des principes de l'égalité de traitement des citoyens d'une part et de l'autonomie communale d'autre part?

Réponse (9.5.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain a apporté certaines précisions relatives au financement des infrastructures publiques. Comme les communes semblaient éprouver des difficultés lors de l'adaptation de leurs règlements aux nouvelles dispositions légales, j'ai adressé le 20 novembre 2006 une circulaire (n°2603) aux administrations communales pour préciser l'application concrète de ces textes.

La loi fait en effet une nette distinction entre le financement des travaux de viabilisation de terrains (art. 24(1)) et le financement des équipements collectifs (art.24 (2)).

Travaux de viabilisation de terrains (art. 24(1))

Les travaux de viabilisation de terrains comprennent les travaux de voirie et d'équipements publics, limitativement énumérés par la loi (art. 23, al.3), à savoir l'aménagement des réseaux de circulation, des conduites d'approvisionnement, des réseaux d'évacuation, des réseaux de télécommunication, des installations d'éclairage, des espaces collectifs, des aires de jeux et de verdure ainsi que des plantations. Les frais résultant de ces travaux concernant par définition toujours la viabilisation d'un terrain respectivement d'un ensemble de terrains bien précis sont obligatoirement à charge des propriétaires concernés.

La loi dispose (art. 24 (1)) que les dépenses engendrées par ces travaux et préfinancées par la commune sont récupérées auprès des propriétaires concernés.

En vue de la récupération auprès des propriétaires concernés des dépenses engendrées par les travaux de voirie et d'équipements publics préfinancés par la commune, il y a lieu de dresser un tableau de ces dépenses et de déterminer les quotes-parts de ces dépenses à imputer aux situations concernées.

Par la suite la participation aux frais est calculée par l'administration communale pour chaque propriétaire en fonction soit de la longueur de la propriété donnant sur la voie publique, soit du volume à construire, soit de la surface utile, soit de la surface totale de la propriété, soit en fonction d'un système combinant ces critères. Les conditions et modalités de cette récupération sont fixées par le conseil communal dans un règlement soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

En ce qui concerne les frais occasionnés par la réparation, la réfection ou le remplacement de la voirie ou d'un équipement existant vétuste ou inadapté la loi dispose expressément (art. 24 (1), al.5) que ces frais ne peuvent être mis à la charge des propriétaires des fonds desservis. Ces dépenses sont donc à charge de la caisse communale. La loi prévoit une exception au cas où les travaux en question permettent la création de nouvelles places à bâtir c'est-à-dire une viabilisation supplémentaire de fonds. Dans ce cas la commune peut exiger une participation aux frais de la part des propriétaires dont les fonds sont dorénavant constructibles.

Il résulte des considérations qui précèdent que les frais résultant de la viabilisation de terrains ne peuvent être récupérés que dans les cas précis définis par la loi sans que la commune ne puisse fixer des taxes forfaitaires pour couvrir les frais qui en résultent.

Les équipements collectifs (art. 24 (2))

Par équipements collectifs on entend toutes les infrastructures publiques nécessaires à la vie collective et servant en principe à l'ensemble des résidants d'une commune, d'un village ou encore d'un quartier d'une ville.

Il s'agit des écoles, cimetières, installations sportives et culturelles, collecteurs d'égouts, stations d'épuration et autres.

Pour le financement des équipements ainsi définis, le conseil communal peut fixer une taxe de participation à prélever lors de la création de chaque nouvelle unité affectée à l'habitation ou à toute autre destination.

Cette taxe devient exigible au moment de la création effective d'une nouvelle unité d'habitation ou autre. Le règlement communal peut ainsi prévoir que le montant de la taxe soit à consigner à la caisse communale lors de la délivrance de l'autorisation de construire.

Il est entendu que lorsque la commune établira son état des dépenses à répercuter, elle ne tiendra compte que du coût net (coût brut diminué des subsides étatiques et des taxes de raccordement) par unité d'habitation ou autre pour définir ses taxes.

Contrairement à la participation obligatoire des propriétaires des terrains aux frais résultant de la viabilisation de leur terrain au moment où ces terrains deviennent des places à bâtir la taxe à l'équipement collectif est une taxe facultative. L'introduction d'une telle taxe ainsi que la fixation de son montant relève de l'appréciation du conseil communal qui en décide dans le cadre d'autonomie de décision sur le territoire de sa commune. Voilà pourquoi, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a invité les communes à s'imposer une certaine retenue et ne pas exiger l'intégralité du montant qu'elles pourraient exiger afin de ne pas trop renchérir le coût des constructions.

En effet, par l'introduction de cette taxe et notamment par la définition de son niveau, la commune peut encourager ou décourager l'accueil de nouvelles unités (d'habitations ou autres) sur son territoire.

Finalement et pour être complet il convient de rappeler que par le passé - et en l'absence de taxes communales spécifiques - tous les équipements collectifs des communes ont toujours été financés par les retombées financières au niveau de la dotation étatique respectivement au niveau de l'impôt foncier et de l'impôt commercial communal et de sa péréquation financière engendrées par l'accueil de nouveaux résidents ou de nouvelles activités commerciales. D'ailleurs, les communes à forts revenus par habitant au niveau de l'impôt commercial communal ont intérêt, encore aujourd'hui, à favoriser l'accueil de nouveaux résidents afin de réduire leur taux de contribution à la péréquation intercommunale et ceci également dans le but d'établir un certain équilibre entre les lieux d'habitation et les lieux de travail.

Il résulte des considérations qui précèdent que sur le territoire communal l'égalité des citoyens est parfaitement conservée, mais que d'une commune à l'autre il peut y avoir des différences au niveau des taxes communales au même titre qu'il y a des différences au niveau des services offerts et des revenus non affectés par habitant.

Question 1664 (28.3.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant l'**harmonisation des législations européennes sur les permis deux-roues:**

Les détenteurs d'un permis permettant de circuler en moto ou en scooter de 125 cm² n'ont pas le droit de rouler avec leurs engins dans des pays qui appliquent une législation différente de la nôtre. En effet, les législations nationales des 27 pays de l'UE sont très hétérogènes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelle est la législation en la matière dans les pays européens et plus particulièrement dans nos pays voisins?

- Est-ce qu'une harmonisation européenne est en vue et le cas échéant quand pourra-t-elle entrer en vigueur?

Réponse (8.5.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée s'enquiert sur la législation régissant la conduite de motocycles légers (≤ 125 cm²) relevant de la sous-catégorie A1 du permis de conduire, sous couvert d'un permis de la catégorie B (voiture automobile à personnes). À cet égard elle met en avant l'hétérogénéité de la législation appliquée en la matière dans les différents États membres de l'Union européenne.

D'emblée, il y a lieu de relever que la législation communautaire régissant le permis de conduire découle de la directive 91/439/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au permis de conduire, telle qu'elle a été modifiée dans la suite. La directive précitée a fait l'objet d'une refonte sous forme de la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire (3e directive sur le permis de conduire) dont la date de mise en application est le 19 janvier 2013.

Pour ce qui est de la problématique soulevée par l'honorable Députée, il échet de souligner qu'en vertu des textes légaux précités, les États membres peuvent autoriser la conduite de motocycles légers sous couvert d'un permis de conduire de la catégorie B. La conduite de ces véhicules étant pourtant limitée au territoire de l'État membre ayant délivré le permis de conduire.

En l'absence d'une disposition contraignante en la matière au niveau communautaire, il est vrai que les conditions d'accès à la conduite des motocycles légers peuvent varier d'un État membre à l'autre.

Pour ce qui est de la situation dans nos pays voisins, en Belgique et en France, la conduite de ces véhicules est autorisée à condition d'être titulaire du permis de conduire de la catégorie B depuis deux ans au moins; en France, les titulaires doivent en outre suivre une formation d'une durée minimale de trois heures. En Allemagne, la conduite de motocycles légers requiert la détention de la sous-catégorie A1 du permis de conduire. Tel est également le cas au Luxembourg où cette approche a été retenue pour des considérations de sécurité routière alors qu'il est largement établi que la conduite d'un deux-roues motorisé varie de celle d'une voiture automobile à personnes et requiert dès lors des formations et examens spécifiques tenant compte des particularités de ces véhicules.

Une harmonisation au niveau européen des dispositions régissant la conduite de motocycles légers n'est d'ailleurs pas envisagée. En effet, les dispositions afférentes des directives communautaires relatives au permis de conduire, précitées, sont le résultat d'un compromis à ce sujet.

Question 1665 (29.3.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**inhalation de substances volatiles à des fins psychotropes - Phénomène du «sniffing»:**

Il y a quelques années, les fabricants de Tipp-ex ou de marqueurs ont dû diminuer la présence de solvants dans leurs produits. La mode de sniffer des solvants était déjà palpable parmi les jeunes. Aujourd'hui, ces jeunes ont trouvé des alternatives tout aussi euphorisantes. De plus en plus ce sont les briquets à gaz qui sont utilisés pour se doper. Ces gaz produisent un effet presque immédiat après inhalation.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quelles sont les conséquences de l'inhalation de ces gaz sur la santé des consommateurs?

- Existe-t-il des chiffres quant à ces pratiques au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'inclure cette nouvelle drogue dans les mesures de sensibilisation des groupes cibles?

Réponse (19.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le gaz de briquet est généralement constitué de butane volatil issu de la famille des hydrocarbures saturés. L'inhalation du gaz en question agit sur le système nerveux central suite à l'absorption rapide par les alvéoles pulmonaires. L'effet perçu ressemble à celui d'une intoxication instantanée à l'alcool. D'autres effets associés sont la perte d'équilibre, des altérations perceptives, des sensations d'euphorie et la perte des inhibitions.

Selon la quantité inhalée, le produit cesse d'agir après quelques secondes, quelques minutes ou quelques heures. Les répercussions postexposition à court terme peuvent comporter un état de somnolence, des céphalées, des états nauséeux et une capacité de concentration réduite. Les effets à long terme et des expositions massives peuvent induire des lésions cérébrales, hépatiques et rénales. En tout état de cause, les dommages en termes de santé sont fonction de la durée de l'exposition.

Contrairement à la qualification choisie par les honorables Députés, il ne s'agit pas de la

consommation d'une «nouvelle drogue» mais bien d'un usage détourné d'une substance qui entre dans la composition de nombre de produits commercialisés de façon tout à fait légale. Aussi, la consommation de substances volatiles et de solvants s'observe depuis les années 50 au départ de l'Amérique du Nord et de la Suède.

De façon générale, la consommation de gaz volatils et de solvants connaît une prévalence élevée avant tout au sein de populations issues de milieux socialement et économiquement défavorisés. Au Luxembourg l'abus de gaz volatils à des fins psychoactives est peu répandu. La proportion de personnes qui consultent les services de traitement spécialisés pour des problèmes liés à l'inhalation de solvants ou de substances volatiles est quasi nulle. En référence aux enquêtes les plus récentes portant sur la population de jeunes en âge scolaire, on retiendra que le Luxembourg (3,5%) se place bien en dessous de la moyenne européenne (10%) en ce qui concerne la prévalence-vie de l'inhalation de gaz volatils à des fins psychoactives.

Étant donné que mon Ministère s'appuie sur une conception holistique du phénomène des drogues et des addictions, la consommation de solvants et de substances volatiles fait partie des centres d'intérêts des efforts de prévention au même titre que des substances illicites, l'alcool et le tabac.

Question 1666 (29.3.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**extension du réseau de pharmacies:**

La déclaration gouvernementale d'août 2004 prévoit «l'extension du réseau de pharmacies en vue d'assurer une présence régionale et décentralisée». Dans sa réponse à la question parlementaire N°0944 du 8 mars 2006 relative à la création de nouvelles concessions de pharmacie *(cf. compte rendu N°9/2005-2006)*, Monsieur le Ministre avait indiqué qu'un plan d'ensemble devrait faire ressortir les besoins locaux et régionaux en pharmacies et qu'il était en train de l'examiner.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles conclusions se sont dégagées de ce plan?

- Plus précisément, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur l'état actuel de cette extension du réseau de pharmacies? Qu'en est-il pour les régions de Pétange et de Dippach?

- Dans quels délais une telle extension pourra être réalisée?

Réponse (19.4.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En vue de l'extension du réseau de pharmacies prévue à la déclaration gouvernementale, j'ai effectivement fait élaborer par mes servies un plan d'ensemble des besoins locaux et régionaux en pharmacies.

La démographie est en évolution constante. Une extension du réseau des pharmacies s'impose ne serait-ce que pour tenir compte de l'augmentation de la population.

L'extension du réseau suit actuellement son cours conformément aux besoins mis en évidence par le prédit plan d'ensemble.

Une concession vient d'être déclarée vacante à Erpeldange. Une déclaration de vacance est en cours pour la commune de Dippach, suite à l'avis favorable du collège échevinal de cette commune. La prochaine déclaration de vacance concernera la commune de Pétange, et plus précisément la localité de Pétange même.

D'autres créations de pharmacie sont envisagées à moyen terme.

Question 1670 (30.3.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **transposition de la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales:**

La directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur a été signée par le Parlement européen et le Conseil le 11 mai 2005. La directive vise à améliorer les droits des consommateurs et à faciliter les échanges commerciaux transfrontaliers en harmonisant les règles divergentes des États membres relatives aux pratiques commerciales des entreprises vis-à-vis des consommateurs. Elle décrit entre autres les pratiques malhonnêtes qui seront interdites dans l'Union européenne, telles que la vente forcée, les pratiques commerciales trompeuses et la publicité déloyale.

Dans ce contexte nous aurions aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Le Grand-Duché a-t-il ou entend-il modifier sa législation dans le sens de la directive européenne?

- Qu'en est-il du commerce par courrier en provenance de nos pays voisins qui n'appliquent pas encore la directive?

Réponse (7.5.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

La directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur sera transposée en droit interne dans le cadre du Code de la Consommation actuellement en cours de préparation dans les services du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

Comme la directive a été négociée en collaboration étroite entre les services du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement et ceux du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur en raison de leurs compétences respectives en la matière, le Ministère des Classes moyennes a également été associé au comité d'accompagnement chargé des travaux préparatoires à la rédaction d'un Code de la Consommation.

Comme toute transposition de directive européenne en droit luxembourgeois, cette transposition entraînera forcément des modifications par rapport à la législation actuelle, l'objectif poursuivi par ladite directive étant d'atteindre un niveau maximum d'uniformité et de transparence de nature à renforcer la confiance des consommateurs dans les échanges commerciaux transfrontaliers et à permettre aux entreprises de faire la promotion de leurs produits et les vendre aux 450 millions de consommateurs de l'Union européenne de la même manière qu'à leurs clients de proximité.

En ce qui concerne le commerce par courrier en provenance des pays voisins qui ne respecterait pas les dispositions protégeant les consommateurs des pratiques commerciales déloyales, sous prétexte que leur pays d'origine n'a pas transposé la directive, il est utile de rappeler que la directive primant le droit national ses dispositions s'appliqueraient de facto.

Question 1671 (2.4.2007) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **représentation du lion stylisé figurant sur le nouveau passeport biométrique:**

À partir du 28 août 2006 est délivré un nouveau passeport biométrique. Ce passeport est relié d'un couvercle souple de couleur bordeaux-rouge sur lequel figure notamment un lion stylisé. Les dispositions qui règlementent les détails de ce nouveau passeport biométrique sont prévues dans le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant règlement d'exécution de la loi du 14 avril 1934, concernant les passeports biométriques, les titres de voyage pour étrangers, apatrides et réfugiés et l'établissement d'un droit de chancellerie pour légalisations d'actes.

Je voudrais donc savoir de Messieurs les Ministres:

- Qui est l'auteur de cette représentation du lion stylisé figurant sur le nouveau passeport biométrique?

- Cette représentation du lion est-elle celle retenue dorénavant de façon officielle dans les documents luxembourgeois?

- Cette représentation a-t-elle été soumise pour avis à la Commission héraldique de l'État prévue à l'article 9 de la loi modifiée du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux? La Commission a-t-elle donné un avis favorable?

- Dans l'opinion publique cette représentation suscite sourires et commentaires alors qu'elle fait arborer au lion un signe ostentatoire de masculinité. Est-ce voulu?

Réponse commune (8.5.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Jean Asselborn,** *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le logotype figurant sur le couvercle du passeport biométrique représente un lion inspiré de celui des armoiries du Grand-Duché de Luxembourg.

Ce lion stylisé constitue un élément essentiel de l'identité graphique du Gouvernement depuis 2004.

Lors de sa séance du 14 mai 2004, le Conseil de Gouvernement avait en effet décidé que le lion stylisé en question était à utiliser par l'ensemble des ministères dans leurs relations avec des tiers et devait figurer sur toutes les publications au sens large du Gouvernement.

À noter que, au vu du fait que le visuel retenu est une adaptation du lion des armoiries du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement l'avait soumis pour avis à la Commission héraldique qui s'est prononcée le 4 mars 1999.

Plusieurs modifications ont été effectuées au niveau du graphisme par une agence de publicité luxembourgeoise afin de styliser le lion des armoiries et d'en moderniser l'image, tout en gardant son aspect solennel.

À la fois moderne, dynamique et possédant la dignité d'un emblème national, il doit inspirer sérénité et confiance.

Toutes ces considérations ont conduit un groupe de travail, composé de hauts fonctionnaires des Ministères des Affaires étrangères et de l'Immigration, de la Justice et de la Fonction publique et de la Réforme administrative, à proposer au Gouvernement de le faire figurer également sur le couvercle du nouveau passeport biométrique.

En date du 22 juin 2006, le Conseil de Gouvernement a approuvé la proposition du groupe de travail et a autorisé Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration à émettre le nouveau passeport biométrique au plus tard le 28 août 2006.

Le Gouvernement a émis, depuis le 28 août 2006, 16.158 passeports biométriques et à ce jour il n'a pas eu écho de ce que le lion stylisé ait suscité de façon systématique sourires et commentaires dans l'opinion publique.

Question 1678 (6.4.2007) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **projet «Presse à l'école»:**

Le projet «Presse à l'école» destiné aux élèves des lycées qui a connu un grand succès pendant des années a été soumis à une révision par entre autres la confection d'un kit donnant des informations sur le fonctionnement de la presse au Luxembourg ainsi que du matériel pédagogique pour les cours de langues allemande et française.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-il vrai que malgré l'engagement aussi bien d'un nombre d'enseignants que de journalistes le projet n'a jusqu'à ce jour pas pu être mis en pratique et si oui quelles en sont les raisons?

- Dans quels délais le projet pourra-t-il être réalisé?

Réponse (30.4.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Étant donné que le projet «Presse à l'école» a manifesté ces dernières années des signes de fatigue, j'ai chargé mes services de constituer un groupe de travail chargé d'élaborer des outils pédagogiques destinés à redonner un nouvel élan à ce projet que je juge intéressant et important dans le parcours de formation des élèves.

Un groupe très dynamique comprenant d'une part des enseignants de langues et d'autre part des journalistes du Conseil de Presse s'est constitué et a réalisé un travail de grande qualité et je ne manquerai pas de les en remercier.

Le matériel rassemblé et produit par les membres du groupe de travail a été confié à une agence de communication qui a réalisé la mise en page et l'illustration du «kit pédagogique».

Le document final nous a été remis sous forme électronique à la mimars. Il n'est donc pas encore utilisé dans les lycées car je juge le moment peu opportun de lancer si tard dans l'année scolaire un projet qui mérite une attention plus importante.

Mes services sont en train d'établir un calendrier de lancement du projet qui va être annoncé sous peu aux lycées, de sorte que des projets concrets pourront être réalisés sur base du «kit pédagogique» dès la rentrée 2007/2008.

Question urgente 1679 (10.4.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **placement d'une fillette de douze ans au Centre pénitentiaire de Schrassig:**

Dans un communiqué de presse de samedi dernier, l'a.s.b.l. «Info Prison» a attiré l'attention de l'opinion publique sur le placement d'une fille de douze ans au Centre pénitentiaire de Schrassig.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, pour quelle raison cette fillette n'a pas pu bénéficier d'une solution plus adaptée que l'enfermement dans la prison de Schrassig?

- Est-ce qu'une solution plus acceptable est prévue à court terme pour cette fillette, mais aussi pour les mineurs en général?

Réponse commune (17.4.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice* et **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le Gouvernement, sur base des informations reçues du Parquet, peut confirmer à l'honorable Député que, par deux jugements du 30 mars 2007, le Tribunal de la Jeunesse de Luxembourg a ordonné le placement de deux jeunes filles à la section disciplinaire du Centre pénitentiaire. Ni l'identité, ni l'âge exact de ces deux personnes non résidentes, qui ne semblent pas disposer de domicile fixe, n'ont pu être établis. Une mesure de placement dans un autre établissement a été jugée inadéquate par le Tribunal en raison de la gravité des faits retenus à leur charge. Il appartiendra aux autorités judiciaires, et non au Gouvernement, de déterminer le moment où les personnes pourront être libérées ou être placées dans un autre établissement.

Conformément au principe de la séparation des pouvoirs, le Gouvernement n'entend pas commenter une décision de justice.

Question 1687 (16.4.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **complications techniques de l'hélicoptère de la Police grand-ducale:**

Il me revient que des changements techniques ont récemment dû être effectués au sein de l'hélicoptère de la Police grand-ducale.

En effet, il semble que l'installation de caméras au nez de l'hélicoptère aurait mené à un problème de surcharge de sorte à ce qu'ensuite l'arrière de l'engin aurait dû être stabilisé (entre autres par la mise en place d'un nouveau rotor de queue).

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces complications techniques?

- Si oui, en quoi consiste exactement la solution de ces problèmes?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les problèmes susmentionnés avaient déjà été connus lors de l'achat de l'hélicoptère respectivement au moment de l'installation des caméras supplémentaires?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le coût de ces changements?

Réponse (9.5.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Les modifications effectuées ont été recommandées par le constructeur des hélicoptères de type MD 900. En effet, le constructeur MDHI, par le biais du bulletin de service a avisé les changements techniques, à savoir prolongation du rotor de queue arrière. Il est important de souligner que les modifications ont été faites dans le seul but d'assurer une meilleure performance de l'appareil et ont été apportées à tous les hélicoptères de ce même type.

Les adaptations techniques ont été apportées à l'occasion de la maintenance annuelle de l'hélicoptère de la Police grand-ducale. La révision a été assurée par le soustraitant ALT et n'a pas causé de frais supplémentaires à l'État.

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

31e	séance, mercredi	9 mai 2007
32e	séance, jeudi	10 mai 2007
33e	séance, jeudi	10 mai 2007

Visite du Président russe



Dans le cadre de la récente visite de M. Vladimir Poutine au Grand-Duché de Luxembourg, M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, a pu s'entretenir avec le Président de la Fédération de Russie. La Chambre des Députés entretient des relations de longue date à la fois avec la Douma et le Conseil de la Fédération. (Photo - © SIP)

«Trouvez une issue!»

Les organisations patronales européennes souhaitent que les responsables politiques cherchent et trouvent rapidement une issue de la crise qui bloque l'Union européenne depuis deux ans. «Une Europe affaiblie ne profite guère aux entreprises» a souligné M. Ernest-Antoine Seillère, le Président de BusinessEurope au cours d'une entrevue le 3 mai 2007 à la Chambre des Députés.

BusinessEurope est une fédération regroupant 39 organisations patronales de 33 pays européens. Le Luxembourg y est représenté par la Fédération des Industriels FEDIL.

L'échange de vues avec une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre a porté par ailleurs sur le modèle social européen - «qu'il faut maintenir et protéger en évitant de le pousser trop loin» - et la force de l'euro par rapport au dollar.

www.businesseurope.eu



M. Ernest-Antoine Seillère, Président de BusinessEurope (à l'avant-plan) et M. Robert Dennewald, Président de la FEDIL.

L'Albanie en route vers l'OTAN et l'Union européenne



Mme Jozefina Topalli, Présidente du Parlement albanais, entourée d'une délégation du Parlement albanais, des membres du Bureau et de la Commission des Affaires européennes et étrangères de la Chambre des Députés.

Le rapprochement de l'Albanie avec l'Union européenne passe par de nombreux contacts bilatéraux et multilatéraux.

Un exemple en est la visite officielle de la Présidente du Parlement albanais, Jozefina Topalli, accompagnée d'une délégation parlementaire, à Luxembourg.

«L'Albanie est un pays européen»: ceci a été un message central des parlementaires albanais lors d'une réunion avec les membres du Bureau et ceux de la Commission des Affaires européennes et étrangères de la Chambre des Députés. Madame Topalli a également eu un entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

Un accord de stabilisation et d'association entre l'Union européenne et l'Albanie a été signé l'année passée à Luxembourg. Il pourra très prochainement être ratifié par la Chambre des Députés.

L'Albanie s'est entre autres engagée à poursuivre une voie démocratique et à combattre la corruption qui a sévi pendant de longues années dans le pays.

L'Albanie espère rejoindre très prochainement l'Alliance atlantique.

Madame Topalli a souligné qu'en ce qui concerne le Kosovo, elle est en faveur de l'indépendance selon les conditions énoncées par Monsieur Martti Ahtisaari.

DANS CE NUMÉRO

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation p. 360

5726 - Débat sur l'état de la nation p. 365

«L'égalité des chances et le rôle des médias»



Quelques jeunes participant à cette journée de travail consacrée à la Convention des Jeunes.

Tel était le thème de la Convention des Jeunes qui s'était réunie le 18 mai à la Chambre des Députés. Une cinquantaine de jeunes des différentes branches de l'enseignement secondaire ainsi que de l'Université du Luxembourg ont débattu dans cinq ateliers différents. Un atelier a parlé des possibilités d'analyser et de manier les médias, un autre s'est entretenu sur le rôle de la musique dans la promotion de la diversité, un groupe a parlé du rôle des médias dans l'intégration. Deux autres sujets ont été la représentation de l'homme et de la femme dans les médias ainsi que l'analyse des stéréotypes propagés par le film.

Après une journée de travail en groupe, les conclusions des divers ateliers ont été présentées en séance plénière.

Chamber TV

an der Stad: *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* **zu Esch:** *um Kanal S40 (455.25 MHz)*
zu Déifferdeng: *um Kanal S 29* **zu Diddeleng:** *um Kanal S 32* **an der Gemeng Nidderaanven:** *um Kanal S 29*

Le Président à l'écoute…



…de M. André Peffer, Directeur de l'Administration du Cadastre. Lors de cette rencontre ont été abordé les répercussions de la réforme de l'Administration du Cadastre du 25 juillet 2002. Le Président s'est dit impressionné par le volume et la qualité du travail fourni par l'Administration.



…et de M. Marc Gengler, Président de la Cour des Comptes. Le Président Gengler a expliqué les méthodes actuelles de travail de la Cour et les défis auxquels elle se trouve confrontée. Monsieur Weiler a réitéré au Président Gengler les sentiments de grand respect que la Chambre témoigne à l'activité de la Cour des Comptes.

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Litiges transfrontaliers

5411 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et transposant certaines dispositions de la Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires

Le projet de loi 5411 entend modifier certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et plus particulièrement celles relatives à l'assistance judiciaire, afin de mettre notre législation en conformité avec la directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires (ci-après la «Directive»).

Dans la mesure où notre législation en matière d'assistance judiciaire est, dans une large mesure, déjà conforme aux exigences de la Directive, la transposition de celle-ci ne nécessite pas de refonte complète des dispositions relatives à l'assistance judiciaire, une simple adaptation étant suffisante.

Avec la signature du Traité d'Amsterdam, l'Union européenne s'est donné pour objectif de maintenir et de développer un espace de Liberté, de Sécurité et de Justice. Or, la mise en place d'un tel espace, et plus particulièrement d'un espace de Justice, suppose que tout citoyen européen puisse accéder à la Justice dans l'ensemble de l'Union européenne.

La Directive, dont le projet de loi sous examen entend parfaire la transposition, a pour objectif principal de garantir un niveau approprié d'aide judiciaire dans les litiges transfrontaliers par l'établissement de certaines normes minimales communes relatif à l'aide judiciaire. Le manque de ressources d'une personne partie à un litige transfrontalier ne doit pas l'empêcher de faire valoir ses droits en Justice.

Le champ d'application de la Directive est limité aux litiges transfrontaliers et vise toutes les procédures en matière civile et commerciale, à l'exclusion des matières fiscales, douanières et administratives. Par «litige transfrontalier», il faut entendre, d'après la Directive, tout litige dans lequel la partie qui présente une demande d'aide judiciaire a son domicile ou sa résidence habituelle dans un État membre autre que l'État du for ou que l'État dans lequel la décision doit être exécutée.

Aux termes de la Directive, a droit à une aide judiciaire toute personne physique qui est dans l'incapacité totale ou partielle de faire face aux frais de justice en raison de sa situation économique.

La Directive définit également les prestations pour lesquelles l'aide judiciaire est considérée comme appropriée, à savoir l'accès à un conseil précontentieux, l'assistance d'un avocat pour assurer conseil et représentation en justice, ainsi que l'exonération ou la prise en charge des frais de justice du bénéficiaire voire des frais liés au caractère transfrontalier de l'affaire.

La Directive détermine également les conditions liées aux ressources financières du demandeur ou au bien-fondé de l'affaire, qui peuvent être exigées par les États membres pour accorder l'aide judiciaire.

Les modifications proposées par le projet de loi 5411

Les modifications apportées par le projet de loi sous rubrique concernent avant tout l'article 37-1 de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

Le paragraphe (1) dudit article 37-1 qui énumère les personnes pouvant bénéficier de l'assistance judiciaire au Luxembourg est complété, afin de tenir compte du principe de non-discrimination établi à l'article 4 de la Directive en vertu duquel «*les États membres accordent le bénéfice de l'aide judiciaire, sans discrimination, aux citoyens de l'Union et aux ressortissants de pays tiers en situation régulière de séjour dans l'un des États membres.*». Sont ainsi inclus dans la liste des bénéficiaires de l'assistance judiciaire, les ressortissants étrangers qui ont leur domicile ou leur résidence dans un autre État membre de l'Union européenne, à l'exception du Danemark, dès lors que l'assistance judiciaire est demandée pour une procédure civile ou commerciale visée par la Directive.

À noter que l'exclusion des ressortissants non communautaires danois s'explique par le fait que le Danemark n'a pas adopté la Directive et partant n'est ni lié par elle ni soumis à son application.

L'assistance judiciaire peut également être accordée, en matière civile ou commerciale, aux fins d'obtenir des conseils juridiques d'un avocat au Luxembourg y compris la préparation du dossier d'une demande d'aide judiciaire destinée à être présentée dans un autre État membre de l'Union européenne, jusqu'à ce que la demande d'aide judiciaire y ait été reçue.

Le projet de loi sous rubrique tient également compte du fait que la Directive vise, de manière générale, tout litige transfrontalier impliquant une procédure en matière civile et commerciale, sans distinction quant à l'objet du litige et la qualité professionnelle du bénéficiaire potentiel de l'aide judiciaire. Le texte actuellement en vigueur exclut du bénéfice de l'assistance judiciaire les propriétaires, détenteurs ou conducteurs de véhicules automoteurs pour les litiges résultant de l'usage de ceux-ci. Il exclut également les commerçants, les industriels, les artisans ou les membres d'une profession libérale pour un litige ayant trait à leur activité commerciale ou professionnelle, sauf cas de rigueur dûment justifiés, ainsi que, de manière générale, les personnes qui se sont adonnées à des activités à caractère spéculatif ayant donné lieu à litige.

Le projet de loi 5411 maintient ces dispositions, mais prévoit au niveau du paragraphe (2) de l'article 37-1 de la loi modifiée de 1991 une dérogation dans le cadre de litiges transfrontaliers couverts par la Directive, et ce conformément à l'article 6 de la Directive qui autorise les États membres à tenir compte de la nature de l'affaire, dans l'hypothèse où il s'agit d'une revendication découlant directement des activités commerciales du candidat à l'aide judiciaire ou de ses activités en tant que travailleur indépendant.

Une autre modification prévue au niveau du paragraphe (2) de l'article 37-1 consiste à permettre au Bâtonnier de déroger au principe de la rétroactivité de l'assistance judiciaire au jour de l'introduction de l'instance et de fixer l'effet à une autre date. Cette modification est censée inciter les personnes qui sont dans une situation matérielle difficile à introduire leur demande d'admission à l'assistance judiciaire en début de procédure plutôt qu'à la fin.

Le projet de loi sous examen entend également compléter le texte de l'article 37-1 de la loi modifiée de 1991 afin de tenir compte de l'une des recommandations que le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines et traitements inhumains ou dégradants (le «CPT») a formulées à l'encontre du Luxembourg. En effet le CPT a proposé de revoir le système d'aide juridique pour les détenus, afin d'assurer son efficacité pendant la procédure, y compris lorsque la personne concernée est retenue par la police. Le paragraphe (5) de l'article 37-1 prévoit ainsi que toute personne retenue par la police est en droit de bénéficier de l'assistance judiciaire.

Finalement, le projet de loi aménage un recours à l'encontre des décisions du Conseil disciplinaire et administratif qui est l'organe qui statue d'ores et déjà sur les décisions de refus ou d'octroi de l'assistance judiciaire par le Bâtonnier. Jusqu'à présent, les décisions du Conseil disciplinaire et administratif n'étaient susceptibles d'aucun recours. Le projet de loi sous rubrique prévoit qu'un recours est désormais ouvert devant le Conseil disciplinaire et administratif d'appel.

L'article 28, paragraphe (2) de la loi de 1991 sur la profession d'avocat se trouve également modifié afin de tenir compte de la mise en demeure de la Commission européenne du 19 octobre 2005 pour non-communication des mesures de transposition de la directive 98/5/CE du Conseil du 16 février 1998 relative à l'exercice de la profession d'avocat. La Commission européenne avait mis en cause l'indépendance et l'impartialité des membres, tant du Conseil disciplinaire et administratif que du Conseil disciplinaire et administratif d'appel.

Le projet de loi sous examen rétablit les alinéas (1) et (3) de l'article 28, paragraphe (2) dans leur teneur d'avant la loi du 13 novembre 2002. En effet, dans sa version originale, la loi de 1991 prévoyait que le Conseil disciplinaire et administratif, ainsi que le Conseil disciplinaire et administratif d'appel étaient composés de deux magistrats et d'un assesseur-avocat. En modifiant la composition de ces deux organes, la loi du 13 novembre 2002 avait donné une prépondérance aux avocats dans la prise de décision. Le projet de loi sous rubrique réintroduit la composition telle qu'initialement prévue dans la loi de 1991. Le texte sous rubrique satisfait ainsi à l'exigence du recours juridictionnel prévu tant par la Directive que la directive 98/5/CE précitée.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 02.12.2004
Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique
(Président: M. Patrick Santer):

09.11.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.05.2006	Continuation
21.06.2006	Examen de l'avis de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg
07.03.2007	Continuation de l'examen du projet de loi
02.05.2007	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16.05.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.05.2007

Minett-Kompost

5630 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux en relation avec la construction des nouvelles infrastructures de traitement des déchets organiques du syndicat intercommunal «Minett-Kompost»

À la suite de l'adoption de la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets dans l'intérêt d'une valorisation sélective des déchets ménagers par les communes, plusieurs installations de compostage communales ont été mises en place ayant comme résultat une baisse sensible du volume des déchets organiques qui sont éliminés avec les déchets ménagers.

Une des premières installations de compostage qui a vu le jour à l'époque fut le projet-pilote mis en place par le syndicat intercommunal «Minett-Kompost», créé au début des années 90 et qui regroupe depuis 22 communes, majoritairement situées dans le sud du pays.

À l'époque, les communes de Bascharage, Bettembourg, Clemency, Differdange, Dippach, Dudelange, Esch-sur-Alzette, Frisange, Kayl, Leudelange, Mondercange, Reckange-sur-Mess, Roeser, Rumelange, Sanem et Schifflange avaient pris l'initiative de créer un centre de compostage commun à Mondercange et elles avaient à ces fins constitué sous la dénomination «Minett-Kompost» un syndicat intercommunal avec pour objet la construction, la gestion, l'exploitation et l'entretien de ce centre de compostage, l'organisation de la collecte et du transport des déchets ainsi que la mise en vente du compost produit par le centre. Au cours des années furent mises en place d'abord l'installation de compostage proprement dite à Mondercange, puis la collecte des déchets organiques par le biais des poubelles vertes organisée par les communes.

Depuis quelques années, le syndicat «Minett-Kompost» a un succès tel qu'il doit refuser des quantités importantes qui sont prises en charge par d'autres installations du pays, voire qui sont exportées. L'agrandissement des structures s'est donc rapidement imposé.

Ainsi, le comité du syndicat intercommunal a décidé de procéder à un tel agrandissement en y ajoutant des éléments d'optimisation

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

énergétiques des installations. Cette approche fut confortée en avril 2006 par le premier plan d'action du Gouvernement en vue de la réduction des émissions de CO_2 qui a conféré le statut de projet-pilote aux nouveaux projets du syndicat «Minett-Kompost».

Le projet d'agrandissement et de modernisation des installations fut adopté par le syndicat pour une enveloppe financière de près de 20,86 millions d'euros pour l'installation de fermentation plus environ 2,55 millions d'euros pour l'infrastructure nécessaire en vue de l'injection de biogaz dans le réseau de gaz naturel, préalablement traité dans le réseau de gaz naturel. L'enveloppe globale de 23.404.673 euros a été adoptée, à condition que l'État prenne à charge les deux tiers, conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement. La dépense afférente pour le budget de l'État s'élèvera à 15.820.800 euros, à l'indice 633,42 des prix de la construction au 1er octobre 2006.

En vertu de l'article 80, paragraphe 1er de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, portant exécution de l'article 99 de la Constitution, une loi spéciale doit autoriser une dépense supérieure à 7.500.000 euros.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 08.11.2006
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Roger Negri):

02.05.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.05.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.05.2007

R.C. Autos

5653 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/14/CE sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs et modifiant

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

L'objet principal du projet de loi sous rubrique consiste à transposer en droit luxembourgeois la directive 2005/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2005 modifiant les directives 72/166/CEE, 84/5/CEE, 88/357/CEE et 90/232/CEE du Conseil et la directive 2000/26/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs. Les négociations de cette directive, communément appelée 5e directive R.C. Autos, ont été finalisées par les responsables de notre Commissariat aux Assurances avec les membres du Parlement européen et la directive a été adoptée par le Conseil européen et le Parlement sous présidence luxembourgeoise.

C'est pour la cinquième fois que l'Union européenne s'est attelée à l'actualisation et l'amélioration des règles régissant l'assurance automobile. Ce rapprochement des législations des États membres dans le domaine en question doit par ailleurs contribuer à concrétiser la libre circulation des personnes et des véhicules dans l'Union européenne et à réaliser le marché commun.

La loi du 16 avril 2003 avait transposé en droit luxembourgeois la 4e directive R.C. Autos (2000/26/CE) qui avait pour objectif principal l'accélération et la simplification du règlement des sinistres dans le domaine de la responsabilité automobile dont sont victimes des personnes qui ne résident pas dans l'État dans lequel s'est produit l'accident. À cet effet la directive imposait aux compagnies d'assurance

- de désigner dans chaque État membre un représentant chargé du règlement du sinistre causé par un de leurs clients à une personne résidant dans cet État membre du fait d'un accident survenu dans un autre État membre;

- de prendre position sur les revendications de la victime dans un délai de trois mois de la date de la présentation de la demande de revendication.

Par ailleurs elle exigeait des États membres de créer un organisme d'indemnisation suppléant à l'absence de représentants des compagnies d'assurance, ainsi qu'un organisme d'information à disposition des victimes d'accidents, et de prévoir des sanctions à l'égard des entreprises d'assurance qui ne se sont pas conformées aux dispositions de la directive.

Le Grand-Duché a été un des premiers pays à rendre obligatoire l'assurance responsabilité civile de conducteurs de véhicules automoteurs et dispose dès lors depuis bien longtemps d'une législation bien équilibrée dans ce domaine, contenant déjà bon nombre des dispositions des directives successives qui n'avaient donc plus besoin d'être transposées en droit national.

La 5e directive, quant à elle, entend faciliter l'accès des conducteurs à l'assurance R.C. et renforcer la protection offerte aux victimes. À cet effet, elle propose des mesures à prendre par les États membres notamment dans huit domaines différents:

1. Actualiser les montants minima de couverture des sinistres résultant de la circulation des véhicules automoteurs

2. Extension de la procédure de règlement rapide des sinistres également aux accidents qui surviennent dans l'État de résidence de la victime

3. Obligation d'indemnisation des dommages matériels en cas d'accident causé par un véhicule non identifié

4. Facilité pour l'obtention d'une assurance couvrant les risques d'un véhicule importé

5. Obligation pour les États membres de faire indemniser par un Fonds de Garantie les victimes des sinistres occasionnés sur son territoire par un véhicule bénéficiant d'une dérogation à l'obligation d'assurance

6. Obligation pour le Fonds de Garantie de fournir les informations spécifiées non seulement aux victimes d'un accident mais à toute personne y impliquée

7. Obligation pour les compagnies d'assurance à délivrer à leurs clients une attestation de sinistralité également en cours de contrat

8. Permettre aux succursales situées à l'étranger des compagnies d'assurance de devenir représentants de leur entreprise dans les autres États membres dans la branche R.C. Autos.

Au-delà des dispositions concernant la transposition de la 5e directive, le projet de loi procède encore à des modifications mineures de notre législation qui ont pour but de faire correspondre les textes de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et de la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile de véhicules automoteurs.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 18.12.2006
Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):

20.04.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.05.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.05.2007

Chamber TV
an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)
zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)
zu Déifferdeng
um Kanal S 29
zu Diddeleng
um Kanal S 32
an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

Avocat européen

5660A - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

2. de la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;

3. de la loi modifiée 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Le projet de loi sous rubrique résulte de la scission en deux projets de loi distincts du projet de loi 5660 déposé à la Chambre des Députés le 21 décembre 2006 par M. le Ministre de la Justice.

Par une dépêche du 10 avril 2007 de la Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, le Ministre de la Justice a proposé de scinder le projet de loi 5660 en deux, afin que le volet visant à mettre la législation luxembourgeoise en conformité avec le droit communautaire, au vu de la mise en demeure, avec possibilité de demande de sanctions, adressée par la Commission européenne le 21 mars 2007 au Luxembourg, soit traité prioritairement. Cette mise en demeure fait suite à l'arrêt prononcé par la Cour de Justice des Communautés européennes en date du 19 septembre dans l'affaire C-193/05.

Le présent projet de loi 5660A entend assurer la conformité du droit luxembourgeois avec les exigences de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise, transposée par une loi du 13 novembre 2002, ainsi que cette directive a été interprétée par la Cour de Justice des Communautés européennes dans son arrêt du 19 septembre 2006 (affaire C-193/05).

Dépôt du projet de loi 5660 par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.12.2006
Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique
(Président: M. Patrick Santer):

07.03.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
03.05.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.05.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.05.2007

SÉANCE 31

Mercredi, 9 mai 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech gesinn Iech zwar net, mä mir hunn Iech näischt ze soen.

(Hilarité)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Lag vum Land gëtt et esou vill Meenunge wéi et Leit am Land gëtt. Jiddferee vun eis werft op d'Land säin eegene Bléck, projezéiert seng eege Gefiller op et. Jiddferee vun eis bliedert am méi oder manner déck gefëllte Buch vu sengen eegenen Erfahrunge mat Land a mat Leit a kënnt dann zu senger ureegener Meenung. Kee kuckt mat objektiven Aen. Kee gesäit alles. An trotzdeem schwätze mer alleguer esou, wéi wa mer alles géife gesinn.

Ech wollt haut nëmmen iwwert dat schwätzen, wat an d'Ae stécht, iwwert dat, wat an all A stécht an dofir och eigentlech misst vu jiddferengem gesi ginn. Dat, wat just am méi schmuele Bléckwénkel läit, dat loossen ech op der Säit. Ech loossen et op der Säit, net well et net wichteg wier, mä well ech fäerten, dass ee vum ville Stuerken op den Detail dat Ganzt net méi géif gesinn. Fir dat Ganzt ze gesinn, geet et heiansdo duer ee séiere Bléck ze werfen. Heiansdo muss een awer och e puermol kucken, fir dat, wat ee gesäit, am grousse Ganzen ze gesinn.

Zum grousse Ganze gehéieren net nëmmen d'Ëmstänn an d'Zoustänn am eegene Land. Och dat, wat ronderëm eis läit, dat betrëfft eis. Mir bestëmmen eis net eleng. Sou munches hei zu Lëtzebuerg, wéi an allen anere Länner och, ënnerläit dem Afloss vun dobaussen.

Deen eenzegen Afloss, dee mer op den Afloss vun dobausse kënnen huelen, deen übe mer iwwert d'Europäesch Unioun aus. Wa mer nëmmen an eise Bannegewässer géife schwammen, da géife mer zwar wäit, mä net wäit genuch kommen. Well eisen natierleche Baseng awer dee vun Europa ass, kënne mer méi wäit kommen. Duerch Europa kënne mer all Ufer vun der Welt erreechen, si mer méi ee grousst a méi ee wichtegt Stéck Welt, wéi wa mer eis mat eiser eegener Geografie - an déi ass schéin - a mat eiser Demografie, eiser eegener - an déi ass kleng -, misste begnügen. An dofir kann et eis net egal sinn, wéi et an Europa a wéi et mat Europa virugeet.

Haut ass - den Zoufall wëllt dat esou - den 9. Mee, den Europa-Dag. Deen dréit dëst Joer eng besonnesch Faarf, well mer viru genau 50 Joer déi Réimesch Grënnungsverträg ënnerschriwwen hunn. Am 50. Joer vun der Europäescher Unioun besichen Europa an d'Europäer eist Land iwwert de Wee vum Kulturjoer. Mir organiséieren et heiheem an an der Groussregioun: Méi europäesch geet et net! De Succès ass deem Kulturjoer gewëss, wéi esou vill international Stëmmen, och Pressestëmmen - an dat ass net all Dag esou -, et beweisen.

Ech wollt dofir virun allem dem Octavie Modert, mä och dem Coordinateur Robert Garcia an hirer Equipe meng onageschränkten Unerkennung soen. Si sinn amgaang Grousses ze leeschten. Hinnen an eis wollt ech soen, dass mer d'Kultur no dësem Joer op Orbit wëlle behalen. Eise Kulturbudget, deen hëlt zënter dem Joer 2000 iwwer 1% vun eisem Budget an. Een Niveau, dee soss bal keen anert europäescht Land erreecht. Mir wäerten och an Zukunft Kulturleader bleiwen. Dat entsprécht eisem Selbstverständnis, an dat mécht de Bléck vu baussen op Lëtzebuerg méi komplett. D'Kulturjoer huet iwwerall an Europa Klischeeën iwwer Lëtzebuerg un d'Wackele bruecht. An dat ass gutt esou.

Wann alles an Europa géif esou gutt klappen, wéi d'Kulturjoer hei zu Lëtzebuerg, da wiere mer op der gewonnener Säit. Mä mir sinn awer nach net op der gewonnener Säit, well d'Europäesch Unioun nach ëmmer net mat sech selwer eens gëtt.

Den 21. an 22. Juni kommen déi europäesch Stats- a Regierungschefen zu Bréissel zesummen, fir e Fahrplan a Saachen EU-Verfassung auszeschaffen. Et geet drëm, Europa aus deem Immobilismus erauszeféieren, an deem et no dem Ratifizéierungsstopp vun der Verfassung versackt ass.

D'Lëtzebuerger hunn den 10. Juli vum Joer 2005 „Jo" zum EU-Verfassungsvertrag gesot. Si hunn dat mat iwwer 56% gemaach; een däitleche Jo, wéi d'auslännesch Press schreift; ee klenge Jo, wéi d'Lëtzebuerger Press heiansdo seet, déi gelungenerweis awer an deene 54% franséischen Nee-Stëmmen ee massiven Nee gesäit. 56 schéngt méi kleng wéi 54 ze sinn. Dat kann nëmmen dee verstoen, deen och dat versteet, wat net ze verstoen ass.

De Lëtzebuerger Jo, dee verflicht d'Lëtzebuerger Regierung. Eist Verhandlungsmandat fir déi Gespréicher, déi kommen, ass kloer: Déi inhaltlech Substanz vum Verfassungsvertrag muss sech an engem, wéi ëmmer och gearteten, neien EU-Vertrag erëmfannen. Dee Vertrag wäert net méi Verfassungsvertrag heeschen, an dofir wahrscheinlech op eng Rei vu verfassungsnoe Symboler verzichte mussen, wéi den europäesche Fändel zum Beispill.

Déi eng wäerte fir de Fändel kämpfen, déi aner wäerte géint de Fändel sinn. Eng Debatt iwwert de Fändel wäert et jiddefalls ginn. Sträit ëm de Fändel hoffentlech net. Fändelsdebatte sinn iwwerall gutt; Fändelssträit ass néierens gutt. Mä méi wichteg wéi den europäesche Fändel selwer ass dat, firwat e steet. Fir dass en duerch déi Zäit kënnt, déi kënnt an déi virun eis läit - eng Zäit vun héijer internationaler Komplexitéit, an dofir och eng Zäit vun héijer europäescher Responsabilitéit.

An där Zäit a fir déi Zäit, a fir déi Zäit virzebereeden, brauche mer een Europa, dat funktionéiert, an een Europa, dat décidéiert. En Europa, dat seng Kompetenzen do ausbaut, wou et der net genuch huet, an een Europa awer och, wat d'Fangere vun deene Saachen ewechléisst, déi besser bei de Memberstaten an hire Parlamenter opgehuewe sinn.

Am Kloertext: D'Integratiounsfortschrëtter, zu deenen d'Lëtzebuerger „Jo" gesot hunn, virun allem an de Beräicher Energiepolitik, Kriminalitéitsbekämpfung, Aussen- a Sécherheetspolitik, Sozialpolitik, awer och déi reng institutionell Effizienzsteierungsmechanismen, besonnesch d'Auswäitung vun deene Beräicher, wou mat Majoritéit kann ofgestëmmt ginn, si fir d'Lëtzebuerger Regierung Grondelementer vun engem méiglechen Accord.

Doriwwer eraus komme mer op Punkten zréck, bei deene mer an de Verhandlungen zum Verfassungsvertrag net vun der Plaz komm sinn. Mir brauchen Europa, a mir brauche virun allem een Europa - fir dee wichtegste Punkt erauszegräifen -, dat méi sozialpolitesche Schlëff huet. Dofir si mer fir een ambitiöse Sozialprotokoll. Mir wëllen, dass déi Verhandlungen, déi elo geschwënn ufänken - nom Juni wahrscheinlech -, virum Enn vum Joer 2007 ofgeschloss ginn, fir dass deen neie Vertrag kann a Kraaft trieden ier mer dat nächst Europäescht Parlament am Juni 2009 wiele ginn.

Ouni neie Vertrag géif Europa ee schwéiere Wee goen. Mat engem neie Vertrag gëtt et an Europa net méi einfach, mä et gëtt awer villes méi liicht. Deen neien EU-Vertrag wäert keng supplémentaire national Souveränitéitsrechter op Europa iwwerdroen. Ech fäerten éischter de Géigendeel kéint de Fall sinn. An dofir ass aus der Siicht vun haut och kee Grond ze erkennen, fir deen neien EU-Vertrag hei zu Lëtzebuerg per Referendum unzehuelen. D'Lëtzebuerger hunn den 10. Juli 2005 Jo gesot. Et gëtt keng Ursaach op dee Jo zréckzekommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann eis net egal sinn, wéi d'Politik an Europa dréint a kéiert. Mä och déi wirtschaftlech Entwécklung an Europa, méi prezis déi am Euro-Raum, déi dierf eis net kalloossen. Den Euro, dat ass déi national Währung vu Lëtzebuerg. Mir deele se mat zwielef aneren europäesche Staten, vum nächsten 1. Januar u mat 14, well Malta an Zypern dem Euro bäitrieden. Mat hinnen zesumme bilde mer eng Wirtschaftszon, déi fir jiddfereen zu deeneselwechte monetäre Bedingunge funktionéiert.

D'Weltwirtschaft hirersäits huet am Joer 2006 en Totalwuesstum vu 5,2% verzeechent, no 4,8% am Joer virdrun. 4,8%: Dat schéngt och de Maximum ze sinn, deen 2007 kann erreecht ginn, well déi amerikanesch Wirtschaft dréint dëst Joer an d'nächst Joer däitlech méi lues. Si leeft och manner gutt wéi d'Euro-Ekonomie.

D'Eurolänner hunn et am Joer 2006 op ee Wuesstumsplus vun 2,7% bruecht, zweemol méi wéi 2005 an zolidd méi wéi an alle Prognose virausgesot. D'Eurozon hat am Joer 2006 dat héchste Wuesstum zanter sechs Joer. Fir 2007 - fir dëst Joer also - rechent d'Europäesch Kommissioun mat engem Plus vun 2,6%. D'Inflatioun gesäit se bei ënner 2%. D'Aarbechtslosegkeet soll weider zréckgoen. Nach ni sinn et an der Eurozon an deene leschte 15 Joer esou wéineg Aarbechtsloser ginn, wéi dëst Joer. Mä et sinn der selbstverständlech ëmmer nach ze vill.

Entgéint deem, wat behaapt gëtt, zerstéiert den Euro och keng Aarbechtsplazen, well eleng an deene leschte fënnef Joer - zanter der „richteger" Euro-Aféierung den 1. Januar 2002 - sinn aacht Milliounen nei Aarbechtsplazen an der Eurozon entstan. An aacht Joer zënter der „eigentlecher" Euro-Aféierung den 1. Januar 1999 si siwemol méi nei Aarbechtsplazen an der Eurozon entstan, wéi an deenen aacht Joer virun der eigentlecher Euro-Aféierung. Déi also, déi am Euro d'Symbol wéi och d'Instrument vum soziale Réckgang gesinn, déi sollte sech déi Zuele vläicht emol eng Kéier opschreiwen.

Well d'Wirtschaft am Euroraum am Joer 2006 op onerwaart héich Toure komm ass, ass et och net aus der Mooss verwonnerlech, dass den Aussewäert vum Euro sech considérabel verstäerkt huet. De Wiesselkurs vun enger Währung reflektéiert d'Kraaft vun de wirtschaftleche Fundamentaldaten, oder - besser gesot - e soll se reflektéieren.

Den Euro mécht dat; de Yen zum Beispill mécht dat net. Wéi den Euro viru Jore par rapport zum Dollar an d'Gette gaang ass, du hu vill Leit - iwwregens och heibannen - sech iwwert déi schwaach europäesch Währung lëschteg gemaach. Elo, wou en opgewäert huet - en hat de leschte 24. Abrëll mat engem Kurs vun 1,3649 säi bislang héchste Stand par rapport zum Dollar ze verzeechnen -, gëtt sech Suergen - ech hoffen net heibannen - iwwer en Euro gemaach, deen ze vill staark wier.

Sécher, e staarken Euro ka sech - géif e weider klammen - exportofschwächend auswierken, mä d'Exporter an hire Volume sinn net ausschlaggebend fir d'Croissance. D'Exporter vun den Eurolänner an d'Net-Eurolänner nämlech maachen nëmmen 18% vum Bruttosozialprodukt vun der Eurozon aus. 82% vun deemselwechten entstinn duerch den „Aussenhandel" - wann een et esou ka soen - an a mat der Eurozon selwer. An an där gëtt et de Phenomeen vun de Währungsschwankunge Gott sei Dank net méi esou wéi fréier. Währungsschwankungen, ënnert deene mer fréier - a mir als exportorientéiert Natioun méi wéi iergendeen aneren - dacks esou staark gelidden hunn.

Dee staarken Euro fiedert och den Impakt vun de staark ugewuessenen Uelechpräisser op d'Präisser vu Bensin a vun Diesel of. Ouni den Euro an ouni dem Euro seng Stabilitéit, ouni den héijen Aussekurs vum Euro wiere Bensin, wieren Diesel an Heizungsmazout e gutt Stéck méi deier wéi haut.

Derbäi kënnt - obschonn d'Europäesch Zentralbank tëschent Dezember 2005 an haut d'Zënse vun 2 op 3,75% ugehuewen huet -, dass mer ouni Euro zu Lëtzebuerg ouni all Zweifel méi héich Zënsen hätten, wéi mat him. D'Tatsaach ass nämlech, dass mer zu Lëtzebuerg ee vun den héchsten Inflatiounstauxen an der Eurozon hunn: 2,7% am Joer 2006. Well awer d'Europäesch Zentralbank d'Zënse fir de ganzen Euroraum fixéiert, an net fir all Land speziell, a well opgrond vun där méi niddreger Inflatioun an deenen anere Länner den duerchschnëttlechen Inflatiounsniveau an der Eurozon méi niddreg ass wéi deen, dee mir hei zu Lëtzebuerg hunn, gi mer fir eist Inflatiouns-Feelverhalen zënspolitesch net méi bestrooft. Mir si wäit ewech vun deene 7, 8, 9 an 10% Zënsen, déi mer an der gudder aler belscher Zäit haten.

Bref: Den Euro beweist, dass en eng stabil Währung ass. Esou war et geplangt, esou war et versprach, esou ass et gemaach ginn, esou muss et och bleiwen. Den Euro ass fir eist klengt Land ee grousse Blitzableiter.

Och de Stabilitéitspakt, dee mer als lëtzebuergesch EU-Presidentschaft am Mäerz 2005 reforméiert hunn, deen huet seng Prouf bestan. Déi 13 Eurolänner hu mat engem Gesamtstatsdefizit vun duerchschnëttlech 1,6% am Joer 2006 hir Negativrekorder vun deene véier Joer vu virdru gebremst kritt. 2005 louch de Gesamtdefizit nach 0,9% méi héich. D'Europäesch Kommissioun geet elo dovun aus, dass e sech dëst Joer op 1% zréckbilt, an dass en am nächste Joer - am Joer 2008 - op 0,8% fält. Déi, déi um Euro an um reforméierte Stabilitéitspakt kee gutt Hoer gelooss hunn, déi sinn net op hir Käschte komm.

Här President, iwwert den Euro schwätzen ech net méi laang wéi soss iwwert de belsche Frang. Den Euro ass jo, wéi gesot, eisen neie Frang, an domat ee fundamentaalt Element vun eiser nationaler Wirtschaftsuerdnung.

Wéi gesäit déi dann elo aus, déi national Wirtschaft? Ass se an Uerdnung? Ass se staark? Wou leien hir Chancen? Wou lauere Risiken op se? Wéi geet et weider mat der Inflatioun? Ech muss dës Froen an dëser Erklärung net verdéiwen, well de Wirtschaftsminister dat de leschte Samschdeg a senger Foire-Ried, vum ganze Land bewonnert, jo scho gemaach huet.

Ech wëll just, Här President, e puer Bemierkungen zur wirtschaftlecher Entwécklung noschéissen.

- Eis Wirtschaft ass 2006 ëm 6,2% gewuess - eis lëtzebuergesch Wirtschaft -, 2,2% méi wéi nach 2005; een aussergewéinlech gutt Resultat. Dat war esou vu kengem virausgesinn a vu kengem virausgesot ginn. Keen, net den Internationale Währungsfong, net d'Europäesch Kommissioun an och net de Statec, huet mat méi wéi 4% Wuesstum zu Lëtzebuerg gerechent gehat. Dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg feststellen, dat ass iwwerall an der Eurozon ze observéiere gewiescht. An der Eurozon war fir 2006 ee Wuesstum vun 1,2% virausgesot ginn. Den tatsächleche Wuesstum 2006 an der Eurozon war awer 2,7%; méi wéi dat Duebelt. D'Euro-Ekonomie insgesamt an all eenzel Deelekonomie vum Euroland - dorënner och

mir - si méi séier gewuess wéi et am Ufank vum Joer 2006 virauszegesi war.

Während sech am Ausland iwwer Wirtschaftszuelen, déi besser wéi erwaart ausfalen, gefreet gëtt, gëtt sech an dësem Land gelungenerweis a munche Kreesser driwwer mokéiert, d'Regierung hätt d'Croissance net richteg ageschat, hätt vu Kris geschwat, bref, géif hiert Handwierk net verstoen. Et gëtt gemaach wéi wann d'Regierung mat diabolescher Perfidie dem Land déi wirtschaftlech Wourecht virenthal hätt.

Wéi konnt et eigentlech passéieren, dass esou een dichtege Mann wéi de Minister vun der Ekonomie, den Här Jeannot Krecké, fir mat dem „Tageblatt"-Editorialist vum leschte Samschdeg ze schwätzen, de Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg esou „unglaublich krass unterschätzen" konnt, wéi en dat gemaach huet? Dat konnt passéieren, well mer bei der Festleeung vun der Lëtzebuerger Wirtschaftsexpansioun hu missen op d'Wuesstumsprognosen, déi d'Nopeschlänner fir sech selwer opgestallt haten, zréckgräifen. Mir wësse jo net besser wéi déi Däitsch, wéi Däitschland funktionéiert.

Ausserdeem konnt een net ignoréieren, dass d'Europäesch Zentralbank an d'Europäesch Kommissioun den Eurowuesstum op 1,2% fir 2006 ugesat haten. Den Här Krecké huet also seng Prognos-Aarbecht, déi en dem Finanzminister am Hierscht 2005 fir d'Joer 2006 zougestallt huet, opgrond vun deenen zur Verfügung stehenden Date virgeholl, an en huet déi Aarbecht domat richteg gemaach. De Wirtschaftsministere vun den aneren europäesche Länner ass datselwecht geschitt. Si hu sech genausou positiv getäuscht wéi eisen.

Engem anere genausou dichtege Mann war et an de Joren 2001, 2002 an 2003 ähnlech, mä anescht, nämlech ëmgedréit gaang: dem fréiere Minister vun der Ekonomie, mengem Frënd Henri Grethen.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Hat den Här Krecké d'Wirtschaftswuesstum ze niddreg ugesat, esou hat hien, den Henri Grethen, et ze héich ugesat. Du sinn der Finanzplaz eng Rei Geschäftsfelder ewechgebrach. Aus die Maus! Très bien!

(Hilarité)

Wat léiert een aus den Häre Grethen a Krecké hiren „krasse Feelaschätzungen"? Et léiert een doraus, dass d'Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg an engem onwahrscheinleche Mooss vun de Wirtschaftsperformancë vum Ausland, a besonnesch vum direkten Ausland ofhänkt, an awer och vun den Aktivitéiten op eiser Finanzplaz. Si ass - d'Finanzplaz - de Motor vun eiser Wirtschaft. Wann dee Motor brummt, da klëmmt d'Wirtschaftsleeschtung; wann dee Motor tuddelt, da fält se. Mir si gutt beroden, wa mer ëmmer am Kapp hunn, dass d'Finanzplaz géint ee Formverloscht net gefeit ass.

Am Ufank vun dësem Jorzéngt schénge mer dat alleguer besser am Kapp gehat ze hunn, wéi elo. Wéi op der Finanzplaz an de Joren 2001, 2002 an 2003 méi lues getrëppelt ginn ass, dunn huet jiddfereen heibannen - a bei Wäitem net nëmmen heibannen - haart gesot, mir dierften eis strukturell, dat heescht eis bleiwend Ausgabeprogrammer net no de konjunkturelle Spëtzeleeschtunge vum Finanzsecteur ausriichten. Dat, wat deemools richteg war, dat ass haut net falsch.

- Eng zweet Remarque zur Wirtschaft: Wann eng Ekonomie esou wiisst wéi eis, da kann een net soen, si géif an der Kris stiechen. Och wa se, wéi mer dat d'lescht Joer ëm dës Zäit ugeholl hunn, „nëmmen" 4% méi staark am Joer 2006 gi wier, dann hätte mer net kënne vu Kris schwätzen. Ech hat dofir och am Mee 2006 meng Ried heibanne mam Saz ugefaang - Zitat -: „Eis Wirtschaft ass net an der Kris."

Trotzdeem gëtt all Woch x-mol behaapt, d'Regierung géif dat Wuert „Kris" andauernd am Mond féieren, a si géif domat, well se dat mécht, de Leit d'Flemm andreiwen. Kee Virworf ass méi falsch wéi deen! Mir si frou iwwer eis kollektiv Wirtschaftsleeschtung, mä mir notze se net zu interesséierte Propagandazwecker. Mir kucken dem Wirtschaftswuesstum ënnert de Läpp, duerchliichten et a probéieren a seng eenzel Kompartimenter eranzegesinn. An da gesi mer une fois de plus, dass virun allem de Finanzsecteur, deen een Drëttel vun eiser Wirtschaftsleeschtung ausmécht, eis Wirtschaft direkt an indirekt no uewen zitt.

D'Industrie, ouni d'Sidérurgie, wiisst däitlech manner lues wéi de Volume vun de Finanzaktivitéiten. Eenzel Industriebranchen hu sech zwar staark verbessert, anerer awer tendéiere ferm no ënnen.

Fazit Nummer eent: Eis Wirtschaft wiisst net gläichméisseg, d'intersektoriell Wuesstumsdifferenzialer si grouss.

Fazit Nummer zwee: D'Politik muss der Variétéit vun der Industrielandschaft - an datselwecht ass wouer fir den Handel a fir d'Handwierk - Rechnung droen, wa se allgemeng Regele wëllt erloossen, déi ënnerschiddlech gutt gestallte Secteuren a Betriber gläichméisseg treffen.

- Drëtt Remarque, Här President, zur lëtzebuergescher Wirtschaft: Sektoriell ajustéiert Wirtschaftsinitiative ginn ëmmer méi wichteg. Dofir gëtt een neie Mëttelstandsprogramm opgeluecht. Dofir kënnt een neien - deen aachten un der Zuel - Fënnefjoresplang fir den Tourismus, dee vun 2008 bis 2012 wäert lafen. Dofir kënnt een neit Agrargesetz mat enger Lafdauer vu siwe Joer. Dofir dauert et vun 2008 un nach just eng Woch, fir vum Mëttelstandsminister eng Betribsgenehmegung ze kréien. Dofir fuere mer viru mam Ofbau vun der administrativer Belaaschtung vun de Betriber. Dofir bleift d'SNCI op mëttelstandsfrëndlechem Kurs: Si huet am Joer 2006 dem Handwierk, dem Handel, der Hôtellerie an der Restauratioun deen héchsten Equipementskreditniveau zanter hirer Grënnung viru genau 30 Joer accordéiert; 50% méi wéi nach 2005.

- Véiert Remarque: Et wier net richteg iwwert d'Wirtschaft a virun allem iwwert de Mëttelstand ze schwätzen, ouni e puer Remarquen zum Thema Eenheetsstatut ze maachen. Virun engem Joer nach hunn ech hei op der Tribün gesot, nodeem ech de prinzipiellen Accord vun alle Sozialpartner zum Eenheetsstatut begréisst hat, et géifen - Zitat - „keng einfach Weeër" zu him ginn. Ech louch selte mat enger Prognos esou richteg, well mir sinn nach ëmmer net do, wou mer emol eng Kéier zesummen hi wollten.

De Wëlle vun der Regierung, fir um Ufank vum 21. Jorhonnert zwee Statuten zesummenzefëieren, déi zesummegehéieren, dee Wëllen, deen ass ongebrach. Ech hu bis haut nach vu kengem ee prinzipiellt Argument géint den Eenheetsstatut héieren. Keen ass opgestan an huet gesot, et wier richteg, dass d'Aarbechter fir eng Iwwerstonn méi e klengen Opschlag géife kréien, wéi Privatbeamten. Keen! Ergo musse mer eng Léisung sichen, déi sécherstellt, dass a puncto Iwwerstonnen d'Diskriminéierungen ophalen.

Ech hunn dem Patronat a senge verschiddenste Formatiounen a menger Qualitéit als Finanzminister Propositioune gemaach, wéi een iwwert de Wee vu Cotisatiounsbefreiunge vun der Majoratioun fir Iwwerstonnen an iwwert de Wee vu steierlechen Ofsenkungen um integralen Iwwerstonnesegment zu enger Léisung kéint kommen, déi d'Gläichheet vun den Aarbechter an de Beamte garantéiert, an déi d'Betriber net méi belaascht. Wat d'Lohnfortzahlung fir d'Aarbechter ugeet, hunn d'Ministeren Di Bartolomeo a Biltgen, deenen ech hei eng propper Aarbecht attestéiere wëll, Virschléi gemaach, déi den abusiven Absentéismus, dee besonnesch déi kleng Betriber fäerten, staark ofbremse géif, a si hunn och Virschléi gemaach, déi e finanziellt Garantienetz fir déi Betriber géife spanen.

Et bleift beim Versprieche vun der Regierung - gemeinsam mat de Sozialpartner an der Tripartite formuléiert -, dass d'Aféiere vum Eenheetsstatut keng supplementar finanziell Chargë fir d'Ekonomie als Ganzt däerf mat sech bréngen. A gradesou bleift et beim Verspriechen, dass sektoriell Schwieregkeeten, déi entstoe kënnen, aus dem Wee musse geraumt ginn.

Déi Äntwerte fënnt een net wann een dauernd am Krees dréit. Déi, déi verhandelen, däerfe sech selwer net dronke maachen, soss fanne se de richtege Wee ni. Et däerf een och déi net dronke maachen, déi bei de Verhandlunge selwer net direkt derbäi sinn, an déi dofir dacks net wëssen, wou de Ball genau drun ass. Eenzel Patronatsfonctionnairë sinn amgaang sech selwer ze ëmdribbelen. Esou schéisst ee kee Gol. A wann ee fir eng Federatioun stiermt, da soll ee Goler schéissen, statt déi eng Equipe géint déi aner opzestëppelen. Et huet och nëmmen e limitéierte Wäert, dem Arbiter oder deem, deen een dofir hält, dauernd Bréiwer ze schreiwen, deenen hiren Inhalt dem eigentleche Spillverlaf scho längst net méi entsprécht. Deem Arbiter oder deem, deen een dofir hält, deem fält d'Päif souwisou net esou séier aus dem Mond.

(Hilarité)

D'Regierung wëllt déi zwou Säiten - Gewerkschaften a Patronen - vun hiren Argumenter a Propositiounen iwwerzeegen. Si huet vill nogelauschtert an och vill nogeduecht. Si huet hir Positiounen e puermol de Vuë vun de Sozialpartner ugepasst. Mir mussen elo zum Ofschloss kommen, a mir kommen och elo zum Ofschloss. A mir mussen zesumme beweisen, dass mer et zu Lëtzebuerg kollektiv fäerdeg bréngen, wichteg Strukturreformen duerchzeféieren, zum Gudde vum Land an zum Avantage vu jiddferengem.

- Fënneft Remarque zur Wirtschaft hei am Land: D'Aféiere vum Eenheetsstatut geschitt net op Käschte vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber. Déi hu mer duerch Gesetzer an duerch Tripartite-Beschlëss d'lescht Joer gefestegt. Ech leeë Wäert drop, dass d'Accorden tëscht de Sozialpartner an der Regierung am richtege Geescht exekutéiert ginn. Dat zielt och a grad fir d'Indexéierung vun de Léin a Gehälter.

Zu där Fro hat ech a menger Ried vum leschte Joer eng kristallkloer Ausso gemaach: „An de Joren 2006, 2008 an 2009", esou hunn ech deemools gesot, „erfält nëmmen eng Indextranche. Am Joer 2007 erfält keng eng." Domat, mat deem, wat ech d'lescht Joer heibanne gesot hunn, ass de Geescht vum Tripartite-Accord an d'Intentioun vun der Regierung eendäiteg beschriwwen: Wann et am Joer 2007 entgéint den ursprünglechen Erwaardungen zu kenger Indextranche kënnt, da gëtt déi, déi am Joer 2008 erfält, net annulléiert, da gëtt déi, déi am Joer 2008 erfält, ausbezuelt.

- Meng sechsten a leschten Umierkung betrëfft déi vun der EU-Kommissioun proposéiert integral Liberaliséierung vun de Postservicer. De Postmonopol, dee mer fréier haten, dee besteet haut nach just fir de Courrier ënner 50 Gramm. Dëse Monopol soll auslafen. D'Lëtzebuerger Regierung wäert géint déi Direktiv stëmmen, well mer gären hätten, dass d'Post dee Monopol behält, an dass déi privat Anbieter vu Postservicer der Post hir Käschte via Bedeelegung un engem Kompensatiounsfong decken. De Wirtschaftsminister ass iwwert déi Fro a Kontakt mam zoustännegen EU-Kommissär a mat de Regierunge vun anere Memberstaten, déi déi Fro esou gesi wéi mir. Mir hunn och Kontakt opgeholl mam Rapporteur vum Europaparlament, well d'Europaparlament kann an dëser Matière colégiféréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis eens driwwer, dass Lëtzebuerg Gefor gelaf ass, am Joer 2003 an d'Kris ofzerëtschen, esou wéi dat méi wéi engem vun eisen Nopere geschitt ass. Eis Ekonomie awer huet resistéiert, huet sech erkrabbelt, a steet haut erëm méi fest do. Kee soll de Mérite dofir fir sech eleng reklaméieren. Wéi ëmmer, wann et gutt geet, ware mer et alleguer.

D'Fro ass, ob et de Statsfinanzen och gutt geet. An d'Äntwert, déi läit op der Hand: Et geet hinne besser wéi nach virun zwee Joer, mä et geet hinnen net esou gutt wéi et der Ekonomie geet. An esou wéi een d'Ekonomie an all hire Quartierë muss besichen, fir se besser ze begräifen, esou muss een och d'Statsfinanze compartimentéieren a sezéieren, fir ze gesinn, wou mer hierkommen a wou mer stinn.

D'Statsfinanze muss een op laang Siicht kucken. Et muss een am Kontebuch zréckbliederen, fir sech déi Säiten, déi eréischt geschriwwe ginn, besser kënne virzestellen. Mir mussen dobäi eis öffentlech Finanzen an hirer ganzer Breet gesinn. Si setze sech aus dräi verschiddenen Deeler zesummen: aus dem Budget vum Zentralstat, dat heescht deem Budget, deen Dir heibanne stëmmt, plus d'Ausgabe vun den Investitiounsfongen an den öffentlechen Etablissementer. D'öffentlech Finanze beinhalten ausserdeem d'Budgete vun de Gemengen an zu gudder Lescht d'Ausgaben an d'Einnahme vun der Sécurité sociale.

Loosse mer emol am Zuelebuch vun de leschten zéng Joer bliederen. Loosse mer emol fir d'éischt den Op an Erof vun eisen öffentleche Finanzen tëscht de Jore '96 an 2006 Revue passéiere loossen, also sämtlech Einnahmen an Ausgaben, sämtlech Zuelen a Finanzfakten, déi relevant sinn, eis ukucken.

Wat gesi mer do? Mir gesi villes, wat mer vergiess hunn. Vun 1996 bis 2003 hunn eis öffentlech Gesamtfinanzen - dat heescht also Stat, Gemengen a Sécurité sociale - mat engem Iwwerschoss ofgeschloss: 1996 mat 1%; 1997 mat 3,5%; 1998 mat 3,2%; 1999 mat 3,3%; am Joer 2000 mat 5,9%; am Joer 2001 mat 6%; am Joer 2002 mat 2,1%, an am Joer 2003 mat 0,4%.

2004 ass aus deem Iwwerschoss een Negativsaldo vu minus 1,2% ginn, deen am Joer 2005 op ee Minus vun 0,3% zréckgefall ass, fir am Joer 2006 erëm liicht positiv ze ginn: plus 0,1%, oder vläicht e bësse méi, wann déi lescht Iwwerpréiwunge vun den Zuele gemaach sinn.

Mir mussen also feststellen: Vun 2000 bis 2004, also an nëmme fënnef Joer, huet sech eis Gesamtbilanz ëm 7,1% par rapport zum Bruttoinlandsprodukt verschlechtert; ëm ronn 1 Milliard 620 Milliounen Euro. Esou séier kann dat goen. An esou séier vergësst een dat och erëm.

Gradesou instruktiv wéi d'Entwécklung vun allen öffentleche Finanzen ass d'Entwécklung vum eigentleche Statsbudget, dat heescht deem Budget vum sougenannten Zentralstat, vun deem Budget also, fir deen eleng Chamber a Regierung zoustänneg sinn.

De Budget vum Zentralstat war - tiens - 1996 mat minus 0,4% am Defizit; am Joer '97 - ee Joer duerno - mat 2,1% am Boni, gradewéi an de Joren '98 an '99 mat 1,4 respektiv 1,5%. An de Joren 2000 an 2001 huet den Iwwerschoss vum Zentralbudget all Kéier 2,8% ausgemaach, fir sech dann am Joer 2002 brutal an en Defizit vu minus 0,5% ze verwandelen, Tendenz steigend, well en ass am Joer 2003 op e Minus vun 1,3% ugewuess, fir am Joer 2004 säi bisheregen Héchststand mat engem Minus vun 2,7% ze erreechen. Am Joer 2005 huet e sech op minus 1,5% ofgesenkt, a mat engem Minus vun 1,6% graff ass en 2006 grosso modo deeselwechte bliwwen.

Wat gesi mer? Mir gesinn: Aus engem Plus vun 2,8% am Joer 2001 ass ee Minus vun 2,7% am Joer 2004 ginn - Differenz: 5,5% -, an ee Minus vun 1,6% am Joer 2006 - Differenz ëmmer nach 4,4%. Et hunn, fir et an Zuelen ze soen, dem Zentralbudget am Joer 2006 500 Milliounen Euro - 20 Milliarden al Lëtzebuerger Frang - gefeelt, fir säi Finanzlach zouzekréien. An dat trotz 6,2% Wirtschaftswuesstum! An dem Joer 2006, an deem d'Wirtschaft ëm 6,2% gewuess ass, hu mer méi Suen ausginn, wéi mer Suen erakritt hunn.

Fir dee Feelbetrag vun 1,6% ze decken - dee kann nach liicht Variatiounen op déi gutt Säit no endgülteger Iwwerpréiwung vun den Zuelen erliewen -, hu mer missen an d'Reservekëscht vun de Statsfinanze gräifen an hu mer misse Sue léine goen.

Et féiert also kee Wee laanscht d'Noutwendegkeet, déi budgetär Konsolidéierungsefforten, dat heescht d'Politik vum Defizitofbau, virunzeféieren. Dës Konsolidéierungseffortë musse struktureller Natur sinn, dat heescht hir Effetë mussen ee mëttelfristeg bleiwende Charakter hunn. A si mussen op der Ausgabesäit vum Zentralbudget stattfannen. Den Zentralbudget, deen däerf sech net iwwer konjunkturell bedéngte steierlech Mehreinnahme finanzéieren. Dës Mehreinnahme sinn am Joer 2006 souwisou net duergaang, fir säin Defizit auszegläichen. An déi Mehreinnahmen, déi mer kritt hunn, haten zudeem ee volatilen, ee fragilen oder awer een eemolege Charakter.

Absolut eemoleg sinn déi Mehreinnahmen, déi mer am Zesummenhang mat der Arcelor-Mittal-Fusioun realiséiert hunn: iwwer 600 Milliounen Euro, vun deene ronn 400 Milliounen emol net, no de Maastricht-Regelen, als Budgetsrecette kënne gebucht ginn, well een de Verkaf vu staatleche Partizipatiounen net an d'Recettëkolonn vum Zentralbudget opféieren däerf. Wéi och ëmmer, ouni déi 600 Millioune vun der Arcelor-Mittal-Operatioun wier den Defizit vum Zentralstat méi grouss wéi e war, a wier aus deem liichten Iwwerschoss vun den öffentleche Gesamtfinanzen een Defizit ginn, trotz deenen anere Konjunktureinnahmen, déi an d'Statskeess gespullt gi sinn.

Zu dësen anere supplémentairë Konjunkturrecetten, zu deene wier villes ze soen. Ech wollt haut just dat heite soen: Déi supplémentaire Konjunkturrecetten, déi fléissen dem Zentralbudget an deenen nächste Joren net automatesch zou. Si sinn nach ni automatesch komm.

Ech ginn Iech als Beispill gären dat vun der Taxe d'abonnement. Mir hunn 2006 617 Milliounen Taxe d'abonnement kasséiert; 157 Milliounen Euro méi wéi erwaart an 124 Milliounen Euro méi wéi am Joer 2005. Dat ass eng typesch Recette - déi vun der Taxe d'abonnement -, op déi ee sech net verloossen däerf. Wann et der Finanzplaz an

de Bourssë gutt geet, da kritt ee vill Taxe d'abonnement. Wann et hinne schlecht geet, da kritt een der manner; vill manner. Déi rezent Experienz weist dat. Am Joer 2003 - Finanzplaz a Bourssen hu floréiert - krute mer nämlech nëmmen 357 Milliounen Euro Taxe d'abonnement; 260 Millioune manner wéi am Joer 2006. Dat war eréischt virun dräi Joer.

D'Taxe d'abonnement, déi ass schonn dacks zréckgaang. Huele mer emol eng Sekonn un, si wier am Joer 2006 op den Niveau vum Joer 2003 ofgesackt: D'Lach am Zentralbudget géif net 505 Millioune bedroen, mä 765 Milliounen.

Mir hu selwer - dat musse mer wëssen! - keen Afloss op déi Recette. Déi ass reng konjunkturbedéngt. Also däerf een déi 157 Milliounen Euro, déi ee méi erakritt huet wéi erwaart, net huelen, fir dauerhaft strukturell Ausgabe mat hinnen ze finanzéieren.

Wann d'Finanzkonjunktur sech negativ entwéckelt, da bleiwen d'Ausgaben, déi strukturell sinn, bestoen, an d'Einnahmen, déi konjunkturell sinn, déi bleiwen aus. An dann hu mer iwwer Nuecht een neit Finanzéierungslach, dat een nëmme mat där allergréisste Méi gestoppt kritt. Nämlech via Aspuerung op anere Plazen. A fir déi Aspuerung huet da kee Mënsch Versteesdemech, weder an der Chamber nach am Land, well jo bis dohi vergiess ginn ass, mat wat fir konjunkturbedéngten Einnahme mer strukturell ugeluechten Ausgabeprogramme finanzéiert hunn.

An dat, wat ech iwwert d'Taxe d'abonnement soen, dat kann ech och iwwert d'Kapitalsteier soen, wou mer am Joer 2006 208 Millioune méi erakritt hu wéi geduecht. Och si, d'Kapitalsteier, ass largement konjunkturbedéngt.

Wann ech déi zwee Beispiller zesummeleeën - d'Taxe d'abonnement an d'Kapitalsteier -, da gesi mer, dass mer am Joer 2006 eng reng konjunkturell bedéngte supplementar Recette vun 157 plus 208 ass 365 Milliounen Euro haten. Wier se ausbliwwen, a muer, net onbedéngt 2007, mä muer ka se ausbleiwen, da wier den Defizit vum Zentralbudget net 500 Milliounen, mä 865 Milliounen, net 1,6%, mä 2,6% gewiescht. An da wier aus deem öffentleche Gesamtboni vun 31 Milliounen een Defizit vun 334 Milliounen Euro ginn.

Wat ech mat deenen Zuelen a Beispiller wëll soen, ass dat hei: Loosse mer net opgrond vun de gudde Wirtschaftsdate vun elo a finanziell Euphorie fir d'Zukunft verfalen! Loosse mer seriö bleiwen! Dat ass besser fir eis; et ass och besser fir déi, déi no eis kommen.

An nach eng Kéier: Et ass eis finanziell méi séier besser gaange wéi geduecht. Et ass den öffentleche Finanzen am Joer 2006 méi séier besser gaangen, well d'Konjunkturentwécklung an der Eurozon onerwaart staark war a well mer bei der Exekutioun vum Budget op munch Dépensen, notamment op 153 Milliounen Euro Investissementsdépensen, verzicht hunn.

Mä et geet eis awer nach net gutt, a wa mer net seriö bleiwen, da kann et eis erëm ganz séier méi schlecht goen.

All déi Erklärungen, all déi Warnungen, à condition dass mer se net ignoréieren, just well se eis de Moment genéieren, kënne mech net dovun ofhalen, d'Joer 2007 positiv ze gesinn. Déi gesond Konjunkturentwécklung geet weider, och wa se vläicht e bësse sech ofschwächt.

De Statec seet eng Croissance fir d'Joer 2007 vu 4,5% viraus. Eng Schätzung, déi mer wierklech ze konservativ schéngt. Ech fir mäin Deel mengen, d'Wirtschaft géif méi wéi 5% dëst Joer wuessen.

Ech mengen och, dass den Iwwerschoss vun allen öffentleche Finanze méi héich um Enn vun dësem Joer a vum nächste Joer wäert sinn, wéi um Enn vum leschte Joer 2006. Dat weisen d'Steierrecetten, déi mer an deenen éischte véier Méint vun dësem Joer erakritt hunn. Et komme méi Lounsteier, méi Taxe d'abonnement a méi TVA era wéi geplangt. D'Recettë bleiwen dynamesch.

Dës konjunkturell Dynamik wäert sech awer nëmmen da positiv op d'Endzuele vun de Budgeten 2008 an 2009 auswierken, wann déi am Parlament votéiert an an der Tripartite proposéiert provisoresch strukturell Moossnamen ouni Changementer applizéiert ginn.

Bref, d'Politik muss bleiwen, wéi se ass. Si muss esou bleiwen, wéi se ass, nämlech seriö a responsabel, well mer ganz genau wëssen, wat fir finanziell Belaaschtungen an deenen nächste Joren op eis Finanzen zoukommen.

Ech wëllt hei nëmmen e puer Ausgabebléck kuerz an Erënnerung ruffen:

Déi staatlech Bedeelegung un de Kannergeld-, Pensiouns- a Krankekeese wäert am Joer 2009 2,9 bis 3 Milliarden Euro kaschten. Zweemol méi wéi am Joer 2000.

Fir d'Schoul musse mer, a fir d'Schoul wëlle mer an den nächste Joren am Schnëtt tëscht 1.100 an 1.200 Milliounen Euro zur Verfügung stellen. Och zweemol méi wéi am Joer 2000.

An de Spideeler - an den nächste Méint kënnt iwwregens een neie Spidolsplang - mussen iwwer 500 Milliounen investéiert ginn, an d'Altersheimer 150 Milliounen - zesumme 650 Milliounen Euro.

Fir de Klimaschutz brauche mer kleng a konservativ berechent mindestens 500 Milliounen Euro.

D'Wunnengsbaupolitik huet ee Besoin vun 300 Milliounen Euro.

De Fonds du rail brauch an de kommende Joren iwwer 200 Milliounen. An den öffentlechen Transport 250 Milliounen Euro. Iwwer 10 Milliarde Frang vun 2008 un.

Dat neit Agrargesetz wäert 367 Milliounen Euro kaschten.

De Beschäftegungsfong kënnt bis 2009 op ee Finanzbesoin vun 1,9 Milliarden Euro.

D'Uni Lëtzebuerg kritt bis 2009 200 Milliounen Euro. An d'Cité des Sciences op Belval musse ronn 560 Milliounen Euro investéiert ginn. De Gesamtinvestitiounsbudget vum Stat wäert bis 2009 iwwer 3 Milliarden Euro an Usproch huelen.

Fuerschung an Innovatioun musse mat 500 Millioune méi bedéngt ginn.

An d'Kannerbetreiung, en anert wichtegt Stéck vun eiser Politik, sinn am Joer 2005 84 Milliounen Euro gefloss. 2006 106 Milliounen Euro. Ee Plus vun 22 Milliounen Euro. An de Joren 2007, 2008 an 2009 - mir brauche schliesslech 10.000 Betreiungsplaze méi bis 2009 - musse mer 390 Milliounen Euro virgesinn.

Dozou eng Remarque, eng kuerz. Et héiert een, et liest een, d'Regierung géif via Desindexéierung vum Kannergeld a vun anere Familljenzoulagen aktiv zolitte Sozialofbau bedreiwen. Déi Remarque ass falsch. D'Desindexéierung ass am Kontext vun der Strukturopréschtung fir d'Familljen ze gesinn. Am Joer 2009 kascht d'Kannerbetreiung 144,5 Milliounen Euro. Duerch d'Desindexéierung spuere mer, wann een esou soe kann, am selwechte Joer awer nëmme 67 Milliounen Euro.

Duerch déi Politik, déi op Sachleeschtung setzt, op ee bessert Matenee vu Beruff a Famill, an net exklusiv op d'Geldleeschtung, vun där mer och nach e groussen Deel mussen exportéieren, entsteet de Familljen ënnert dem Strëch een Nettoplusbetrag vu 77,5 Milliounen Euro eleng am Joer 2009. Dat ass kee Sozialofbau. Am Géigendeel. Dat ass d'Finanzéierung vum soziale Fortschrëtt fir d'Familljen.

Här President, dat waren d'éinescht an och elo e ganze Koup Zuelen. Et muss ee se kennen, fir ze verstoen, wou mer stinn a wouhinner mer ginn. Wann ee se kennt an och zur Kenntnis hëlt, da weess een, wéi falsch dass déi leien, déi eis arieden, et misst Schluss si mat der sougenannter Spuerpolitik. Da weess een, dass et net richteg ass, fir ze behaapten, mir géifen am Geld schwammen. Da weess een, dass et falsch ass, fir ze behaapten, et géif net um Geld feelen. Da weess een, dass mer Geld, vill Geld brauchen. Da weess een, dass d'Ausgabe méi sécher si wéi d'Einnahmen. Da weess een, firwat dass d'Tripartite-Moossname musse bäibehale ginn. Da weess een, dass de Virworf vum Sozialofbau net stëmmt. Da weess een, dass de Sozialbudget staark klëmmt. Da weess een, wann ee bereet ass, déi Zuelen iwwerhaapt zur Kenntnis ze huelen, firwat dass d'Regierung d'Spendéierboxen net kann undinn.

Regéieren heescht net lamentéieren, well dofir gëtt et zu Lëtzebuerg wierklech keng Ursaach. Regéieren heescht net spendéieren, well mir schwammen net am Geld. Regéieren heescht géréieren an imaginéieren, fir dass mer muer an iwwermuer net ruinéieren.

Anescht gesot, wann d'Konjunktur jauft an d'öffentlech Finanzen erëm a Form kommen, da soll ee spueren a Suen op d'Säit leeën, fir se dann ze hunn, wann d'Konjunktur nees méi lues trëppelt an d'öffentlech Finanzen ausser Otem kommen. Genau dat hu mer décidéiert, genau dat wäerte mer och maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus all deem, wat ech lech bis elo virgedroen hunn, ergëtt sech fir d'Budgete vun de Joren 2008 an 2009 eng zwéngend Konklusioun: Si musse méi lues klamme wéi Wirtschaftswuesstum an Inflatioun zesummegeholl.

Mä wat fir Konsequenzen ergi sech aus all deem, wat ech gesot hunn, eigentlech fir d'Steierpolitik? Wann et ëm d'Steiere geet, dat wësse mer, dann hält de Spaass op. D'Steierzueler hunn ëmmer d'Gefill, si géifen ze vill Steiere bezuelen. A wa se eng Zäit laang dat Gefill net hunn, da kréie se vun interesséierter Säit pausenlos suggéréiert, et wier héich Zäit, d'Steieren erofzesetzen.

Da gëtt vergiess, dass mer am Zentralstat een Defizit hunn. An dass mer es nach méi hätten, wa mer net op considérabel supplementar Konjunkturrecetten an op exzeptionell Steiervolumen, déi sech eben net automatesch reproduzéieren, hätte kënnen zréckgräifen. D'Aufgab vum Finanzminister, a fortiori wann deen och nach Statsminister ass, besteet doranner, an der Steierpolitik den Ënnerscheed tëscht deem ze maachen, wat méiglech ass, an deem, wat néideg ass.

E mécht sech domat net beléift, mä well ech mech a Saache Steiere schonn e puermol kräfteg onbeléift gemaach hunn, kënnt et op eng Kéier méi net un.

Wat ass néideg an der Steierpolitik? Wat ass eigentlech néideg a puncto Besteierung vun de Privatpersounen?

Mir hunn an eisem Steiertarif eppes, wou d'Belsch, d'Fransousen an déi Däitsch sech d'Fanger lecke géifen, nämlech eng ganz breet steierfräi Akommeszon. A Frankräich bezilt eng Koppel vun engem besteierbare Joresakommes vu 4.412 Euro u Steieren, an der Belsch vu 5.940 Euro un, an an Däitschland vu 15.329 Euro un. Zu Lëtzebuerg hu mer e Grondfräibetrag vun 19.500 Euro. Eréischt wann eng Koppel e besteierbaart Akommes vu méi wéi 19.500 Euro verdéngt, fänkt de Stat un, matzeverdéngen.

Dëse Grondfräibetrag ass zënter 1990 - deemools louch en op 340.800 Frang oder op 8.448 Euro - véiermol ugehuewe ginn: 1991, 1998, 2001 an 2002. Zanter 1990 mécht den Accroissement vum Agangsseuil vum Steiertarif 131% aus, véiermol méi wéi den Accroissement vun der Inflatioun an därselwechter Period. Véiermol méi!

Déi Belsch an déi Däitsch wären och begeeschtert, wa bei hinnen deen Agangssteiersaz esou niddreg wär - deen, dee si hunn - wéi deen, dee mir hunn. Esou läit an der Belsch bei engem Akommes vu 5.940 Euro den Agangssteiersaz bei 25%, an Däitschland bei engem Akommes vu 15.329 Euro bei 15%. Zu Lëtzebuerg awer läit e bei 8% vun engem Akommes vun 19.500 Euro un.

Mir hunn also den héchste Grondfräibetrag an deen niddregsten Agangssteiersaz. Déi hu mer, well mer déi kleng Revenuë schounen an déi sougenannten onqualifizéiert Aarbecht net ze vill besteiere wëllen.

Derbäi kënnt, dass mer - ech soen dat just en passant - hei zu Lëtzebuerg mat 15% deen niddregsten TVA-Saz hunn - wäit a breet! An Däitschland läit en, wéi mer wëssen, vum 1. Januar 2007 un op 19%; a Frankräich op 19,6% an an der Belsch op 21%. Ee méi héicht Kannergeld a méi niddreg Soziallaaschte rënnen dat soziaalt Bild vu Lëtzebuerg of.

Och déi, déi méi, vill a ganz vill méi verdéngen, déi gi léiwer zu Lëtzebuerg besteiert wéi am Ausland. Engem Spëtzesteiersaz vu 50% an der Belsch, 48% a Frankräich a 45% an Däitschland steet ee Spëtzesteiersaz vun 38% zu Lëtzebuerg géintiwwer. Dat ass manner wéi déi 59 an déi 56% op déi Dänemark a Schweden kommen.

Generell ass ze soen, dass duerch déi verschidden Tarifreformen an Inflatiounsupassunge vum Tarif vun 1990 bis haut d'Steieren insgesamt an deene 17 Joer 3,4-mol méi séier gefall sinn, wéi d'Inflatioun geklommen ass. Op laang Siicht zréckgekuckt hu mer also eng Upassungsavance op d'Inflatioun, an alles anescht wéi een Upassungsretard!

Ech wollt dat alles emol an Erënnerung ruffen, ier mer an de Steiergaart kraude ginn. Dat maachen d'Hobbygäertner am Fréijoer jo besonnesch gär.

(Hilarité)

Och wa mer eise Steiertarif esou ugepasst hunn, dass mer wäit iwwert d'Inflatiounsprogressiounszon eraus ugepasst hunn, da bleift awer eppes wouer: Wa mer d'Compteuren am Joer 2002 - d'Joer vun der leschter Tarifreform - op null setzen, a wa mer vergiessen, dass mer eng Avance op d'Inflatiounsupassung hunn, da misste mer eng Inflatiounsberengegung vum Tarif vun 12% virhuelen. Da géif - well 1% Tarifberengegung ronn 25 Milliounen Euro kascht - fir d'Joer 2008 ee Steierausfall vu ronn 300 Milliounen Euro ufalen.

300 Milliounen Euro: Dat si vill Suen, vill Sue fir déi, déi se bezuele selbstverständlech, woubäi ee muss wëssen, dass an de Joren 2003, 2004, 2005 an 2006 iwwer 33.500 Aarbechtsplazen entstane sinn, esou dass et eleng schonn dowéinst normal ass, dass den Ertrag vun der Lounsteier staark uklëmmt.

300 Milliounen Euro, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn awer och vill Sue fir de Finanzminister, woubäi ee muss bedenken - hien an déi aner -, dass mer am Budget vill volatile Steierrecetten hunn: Déi honnerte Milliounen Taxe d'abonnement, dovun hu mer geschwat, déi muer kënne fort sinn, an déi 220 Milliounen TVA op dem elektroneschen Handel, déi muer och kënne fort sinn.

Wann eleng déi leschtgenannten Einnahmequelle verdréchne géifen, weess ech net, wéi mer a woumat mer Crèchen a Schoule bauen, déi mer dringend brauchen; wéi mer a woumat mer déi dräi Milliarden öffentlech Investitioune finanzéieren, déi mer musse virhuelen; weess ech net, wéi mer a woumat mer Recherche, Uni, Spideeler, Altersheimer an esou viru bezuele sollen.

Alles dat ass ze bedenken, wann iwwer Steiererliichterunge geschwat gëtt. Net nëmmen de Stats- a Finanzminister wann ech gelift huet dat ze bedenken, jiddfereen huet dat ze bedenken, grad wéi jiddereen och Folgendes bedenke soll: Mir hunn ofgemaach, e Steierkredit, e Crédit d'impôt, fir bestëmmten Akommeskategorien anzeféieren. Och dee kascht méi oder manner vill.

Ech wäert mat de Sozialpartner a besonnesch mat de Gewerkschaften am Juli mech zesummesetzen, fir doriwwer ze schwätzen an ze verhandelen. Dëse Kredit muss op där Zomm finanzéiert ginn, déi fir d'Inflatiounsupassung vum Tarif reservéiert gëtt, an déi Zomm, déi fir d'Upassung vum Tarif reservéiert gëtt, déi wäert keng 300 Millioune bedroe kënnen.

An anere Wierder: Et kënnt, vläicht op zwee Joer verdeelt, zu enger Upassung vum Tarif. Si wäert a si muss prozentual méi däitlech ausfale fir d'Kleng- an d'Mëttelverdénger wéi fir d'Spëtzeverdénger, déi méi Solidaritéitsreserven hu wéi anerer.

Steierreduktiounen, Steierkredit, budgetär Bedienung vun de politeschen Ausgabeprioritéite vum Stat an d'Berücksichtegung vun de mëttelfristege Risiken op der Säit vun de Finanzen - alles dat muss zesumme beduecht ginn. Fest steet awer elo schonn, dass den direkte Steierregime vun de Bestuetenen op d'Leit, déi am Partenariat zesummeliewen, ausgedehnt gëtt.

Bis haut sinn iwwregens 569 Partenariater deklaréiert ginn, dovun 120 tëscht Gläichgeschlechtlechen, 12 sinn der dénoncéiert ginn.

Ech hunn och, niewebäi bemierkt, d'Steierverwaltung gefrot, fir déi rezent Steierpropositioune vun der ADR eng Kéier duerchzerechnen, fir dass mer wëssen, wouriwwer dass mer schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wat d'Betribsbesteierung ugeet, ass d'Fro, wat néideg ass, an ass d'Fro, wat méiglech ass. Ech hu gesot, fir d'Privatpersoune kënnen et keng massiv Steiererliichterunge ginn. Datselwecht ass wouer fir d'Betriber.

Wéi ech 1989 jonke Finanzminister war, dunn hat d'Besteierung vun de Betriber een Niveau vu 40,62% erreecht. Mir hunn entretemps d'Gewerbekapitalsteier ofgeschaaft géint vill Widderstänn - och heibannen, wéi ech deen Eenzege sinn, dee sech nach ze erënnere weess.

Mir hunn de Kierperschaftssteiersaz entretemps op 22% zréckgefouert. Resultat: Déi duerchschnëttlech Besteierung vun de Betribsgewënner ass vu 40,62% op 29,23% zréckgefall. D'Betriber behalen am Joer 2007 70,37% vun hirem Gewënn. 1989 konnte se just 59,38% behalen. D'Differenz: ee Plus vun 11 Prozentpunkten. Wéi vill nach?

D'Betriber bezuelen een nominale Kierperschaftssteiersaz vun 22%. Effektiv awer bezuele se no allen Deduktiounen an no allem Verrechens wesentlech manner. Dem gesamte Betribsbesteierungssaz vu ronn 30% - Kierperschaftssteier a Gewerbesteier zesummegeholl - entsprécht e Saz vun

38,7% an Däitschland, 34,9% a Frankräich, 34% bei eise belschen Noperen.

Mä déi dräi Länner, dat wësse mer, gi mat hire Sätz erof. Däitschland zum Beispill senkt am Kader vu senger Unternehmungssteuerreform de Kierperschaftssteiersaz op 19% of, ouni awer e Besteierungsniveau ze erreechen, deen ënner eisem géif leien.

Wat also ass a Saache Betribsbesteierung ze maachen? Eis Betribsbesteierung muss kompetitiv bleiwen. Dorunner ka jo keen Zweifel bestoen. Dat steet iwwregens och an der Regierungserklärung, mä do steet esou villes.

Bleift d'Betribsbesteierung dat am beschten doduerch, dass mer d'Kierperschaftssteier an de Kierperschaftssteiersaz reduzéieren oder bleift eis Betribsbesteierung am beschten doduerch kompetitiv, dass mer cibléiert fiskal Moossnamen hunn, déi zum Beispill d'Investissementer an de Rayonë Fuerschung an Entwécklung souwéi den Transfert vun der intellektueller Propriétéit ënnerstëtzen?

Doriwwer schwätze mer virum Summer mat de Patronatsorganisatiounen, esou dass mer fir de spéiden Hierscht der Chamber kënnen eis Virschléi ënnerbreeden. An deene Gespréicher do an op anere Plaze gëtt sech selbstverständlech och mat der Fro vum Droit d'apport a mat der Gesamtfiskalitéit vun der Société européenne beschäftegt.

Här President, Steierniveauë festleeën, dat ass eng Saach. Déi Steieren, déi geschélt sinn, anzedreiwen, dat ass eng aner. Ech leeën dem Regierungsrot den nächste Freideg e Gesetzesprojet iwwer eng verstäerkten Zesummenaarbecht tëscht der Steierverwaltung an dem Enregistrement vir. D'Zil dovun ass et, artifiziell, vereelsten an iwwerflësseg Cloisonnementer tëscht deenen zwou Steierverwaltungen ofzeräissen. Cloisonnementer, déi näischt bréngen a just de Steieronéierlechen notzen. Steierhannerzéiung a Steierbedruch gehéiere bekämpft. Méi staark wéi bis elo. Am Intérêt vum Budget selbstverständlech, mä awer och am Intérêt vun der Konkurrenzgläichheet tëscht de Betriber.

Duerfir gëtt den Informatiounsaustausch tëscht de Verwaltunge fluid gemaach. D'Donnéeën iwwert d'Kierperschaftssteier, d'Akommenssteier, d'TVA an d'Enregistrementsrechter ginn deenen zwou Verwaltungen zougänglech gemaach.

D'Douane, d'Gewerbeinspektioun, d'Inspektioun vun der Sécurité sociale, d'Kannergeldkeess an den Transportministère - do wou et noutwendeg ass, also bei den Autoen - schaffe méi enk mat de Steierverwaltungen zesumme wéi bis elo. D'Kontrolle gi verstäerkt. Hir Zuel hëlt zou. D'Strofen op Verstéiss géint d'TVA-Gesetzgebung gi méi héich gemaach.

Et gi Beamte vum Enregistrement a vun der direkter Steierverwaltung - si kréien d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire - bei d'Police judiciaire détachéiert, fir dass d'Enquêtë méi séier ginn. Et besteet nämlech ganz dacks een enken Zesummenhang tëscht der Fraude fiscale, dem Wäisswäschen, dem Schmuggelen an der organiséierter Kriminalitéit.

D'Besteierungsprozedure fir d'Betriber gi geännert. Am Beräich vun den direkte Steiere gëtt de Prinzip vun der Besteierung op Deklaratioun agefouert. Dat heescht, d'Verwaltung akzeptéiert d'Steiererklärung esou, wéi se erakënnt. Si wäert awer nobesteieren, falls zousätzlech Iwwerpréiwunge weisen, dass nobesteiert muss ginn. Esou kommen d'Steiere méi séier eran. Esou hunn d'Beamte méi Zäit, fir déi néideg Kontrolle virzehuelen. D'Welt ännert sech zum Gudde vun de Betriber a vun de Leit, déi hir Steiere korrekt bezuelen. - Si ännert sech och fir déi aner.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et besteet keen Zweifel dorun, dass mer eis Wirtschaft mussen am kompetitive Spëtzepeloton vun der Europäescher Unioun halen. Mir maachen dat steierlech. Mir maachen dat och soss. Mä d'Ekonomie, déi ass kee Selbstzweck. Si huet de Mënschen ze déngen. Besonnesch deenen, déi keng Aarbecht hunn.

Mir schafe vill Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, eleng an de Joren 2005 an 2006 iwwer 21.000. Mä net all Aarbechtsplaz ass eng nei Aarbechtsplaz. Wat ech domat wëll soen, ass dat heiten: Net all Aarbechtsplaz, déi mer als nei Aarbechtsplaz zu Lëtzebuerg deklaréieren, kann och hei zu Lëtzebuerg vun engem, dee keng Aarbecht huet, besat ginn.

Munch Aarbechtsplaz ass hei am Land deklaréiert, läit awer am Ausland. De Wirtschaftsminister huet eis e Samschdeg gesot, dat wieren der net vill. Ech behaapten, et sinn der méi, wéi hie mengt.

(Hilarité)

Wéi Kolleegen aus, mengen ech, dräi Regierungsperiode wëssen, sinn ech der Meenung, dass an der Sécurité sociale vill Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg deklaréiert sinn, wou deen, dee se besetzt, Lëtzebuerg nach ni vu banne gesinn huet a ganz oft net weess, wou Lëtzebuerg läit.

Also, déi Aarbechtsplazen, déi am Ausland leien an hei deklaréiert sinn, sinn en Nodeel vun der Tatsaach, dass mer niddreg Sozialaaschten hunn an de Reglement N°1408 vun der Europäescher Unioun, deen an de 50er Jore gebuer ginn ass, eis obligéiert, déi Leit an eis Sécurité sociale opzehuelen, déi an eiser Sécurité sociale froen, fir opgeholl ze ginn. Keng Aarbechtsplaz, déi esou geschafe gëtt, ka vun engem, deen zu Lëtzebuerg keng Aarbecht huet, besat ginn.

Ausserdeem wësse mer, dass mer zu Lëtzebuerg munch Aarbechtsplaz als nei Aarbechtsplaz deklaréieren, déi scho besat ass, wann de Betrib, deen op Lëtzebuerg délocaliséiert, mat senger Aarbechtsplaz a mat senge Leit op Lëtzebuerg kënnt. Eng Aarbechtsplaz, déi scho besat ass, déi kann een net nach eng Kéier besetzen.

Dat weist im Übrigen, dass mer a Saachen Délocaliséierung zu de Globaliséierungsgewënner an dem europäesche Wirtschaftsraum gehéieren, well et komme méi Betriber op Lëtzebuerg, déi no Lëtzebuerg délocaliséieren, wéi dass Betriber d'Land géife verloossen, fir an eng aner Géigend hin ze délocaliséieren.

Mir schafen also vill Aarbechtsplazen, trotz all deenen Nuancen, mä eise Chômage geet awer an d'Luucht. En ass am Mäerz zréckgaangen. E wäert och am Abrëll weider zréckgoen, wahrscheinlech ëm déi 4%. Mä dee Chômage ass ze héich. Mir däerfen eis mam aktuellen Niveau vum Chômage op kee Fall offannen. Fatalitéit ass ee Wuert, dat een net an de Mond däerf huelen, wann et ëm d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet geet.

Laut Statec si 56% vun deenen nei geschafenen Aarbechtsplaze Bac+-Aarbechtsplazen. Iwwert d'Halschent awer vun deene Leit, déi um Arbeitsamt ageschriwwe sinn, hunn nëmmen eng Primärschoulausbildung, an déi, déi e bësse méi forméiert sinn, déi hunn am Regelfall keen Diplom. Iwwer 20%, all Fënneften also vun de Leit, déi um Arbeitsamt ageschriwwe sinn, sinn entweder handicapéiert oder si hunn eng Deelinvaliditéit. Eleng am Joer 2006 hu sech 434 Männer a Frae mat enger Deelinvaliditéit, Leit am sougenannten externe Reclassement, nei um Arbeitsamt ageschriwwen. Déi Leit si kierperlech ugeschloen. Si sinn zu 80% méi al wéi 40 Joer, hunn zu 60% just d'Primärschoul gemaach a ginn och zu 60% Laangzäitaarbechtsloser.

Dës Donnéeë weise fir de Rescht, dass d'Aarbechtslosegkeet zu Lëtzebuerg keng wirtschaftlech Ursaachen huet, mä dass se anerer huet.

Mir mussen duerfir, Här President, bei der Festleeung vun eisen Aarbechtsmaartinstrumenter där Tatsaach verstäerkt Rechnung droen. Déi Moossnamen, déi mer ergräifen, mussen individuell Zouschnëtter op de Profil vun eisen Aarbechtslose kréien.

Eent vun deenen individualiséierten Instrumenter, wat mer vum 1. Juli u fir déi Jonk asetzen, besteet an där sougenannter Aktivéierungskonventioun, déi alle Jonken innerhalb vun dräi Méint an allen Netjonken innerhalb vu sechs Méint muss ugebuede ginn. Iwwert dee Wee gëtt probéiert, Leit, déi keng Aarbecht hunn, méi fit fir den Aarbechtsmaart ze maachen.

D'Zuel vun de Stagen am Privatsecteur gëtt eropgesat. Esou sollen déi Leit, déi déi Stagë besetzen an déi keng praktesch Qualifizéierung aus hire Schouljore matbréngen, déi néideg Erfahrung kréien, fir um Aarbechtsmaart besser kënnen ze bestoen.

Iwwert de Wee vun engem Gesetzesprojet, deen d'Nummer 5144 dréit an deen d'Beschäftegungsinitiative betrëfft, kréien dës d'Méiglechkeet, déi Leit, déi opgrond vun hirer Biographie an hirem Liewenswee ganz wäit vum Aarbechtsmaart ewech sinn, méi laang an hire Strukturen opzehuelen an hinnen iwwert de Wee vun enger Aarbecht déi Dignitéit ze ginn, déi se brauchen, fir iwwert de Liewenswee ze kommen.

Mir wënschen eis, dass dat Gesetz iwwert de Maintien dans l'emploi un d'Lafe kënnt. Seng Philosophie besteet doranner, Aarbechtslosegkeet ze verhënneren a stattdessen am Sozialdialog Weeër fräizeleeën, wéi Leit, op déi soss näischt waart wéi eng Entloossung, op eng nei Aarbechtsplaz kënne kommen, ier se entlooss ginn.

An à propos Sozialdialog: Mir sollten deen net liichtfankeg op d'Spill setzen. Hie brauch eng nei Beliewung zu Lëtzebuerg. D'Alternativ vum Sozialdialog, dat ass de Sozialkonflikt. A mir wëlle keng Konfliktgesellschaft. Mir géife gären eng dialogbereete Gesellschaft bleiwen.

Une voix.- Très bien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn Iech d'éinescht gesot, Här President, wéi vill deelinvalid Arbeitnehmer mer am Reclassement externe hunn. E puer Joer nodeems d'Gesetz iwwert d'Deelinvaliditéit an den externe Reclassement a Kraaft getrueden ass, musse mer haut feststellen, dass dat Gesetz méi negativ wéi positiv Konsequenzen hat.

Et stellt sech eraus, dass dat Gesetz ze vill eng fein Affär fir munche Patron ginn ass. Et kascht de Patron näischt. E brauch weder ze kënnegen nach brauch en Ofgangsentschiedegungen ze bezuelen. An och déi Leit, déi an d'Deelinvaliditéit ginn, si selwer ze dacks ze séier zefridden. Si hunn hiert Recht op zwee Joer Aarbechtslosenentschiedegung a si kréien duerno eng Warte-Indemnitéit.

Mir mussen dat Gesetz reforméieren. Den externe Reclassement gëtt manner attraktiv am Verglach zum interne Reclassement am Betrib gemaach. De Reclassement interne gëtt de Prinzip; d'Ausmusterung, den externe Reclassement muss zur Ausnahm ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir hoffen, dass d'Gesetz iwwert d'Beruffsausbildung séier kënnt. Et ass eng gutt Reform.

Ee vun der Beruffswelt unerkannten Diplom ass ëmmer nach de sécherste Wee zu enger Aarbecht. D'Zil vun der Schoul muss et sinn, enger méiglechst grousser Zuel vu Schüler ee méiglechst héije Qualifikatiounsniveau ze ginn. Mir brauchen dofir eng regelrecht Qualifizéierungsoffensiv. Mir brauche se fir déi Jonk, déi ouni interessant Liewensperspektiv verluer sinn, a mir brauche se am Intérêt vun eiser Ekonomie, déi op gutt ausgebilte Leit muss kënnen zréckgräifen. Mir brauche se och, fir déi sozial Kohesioun am Land ze festegen, déi ëmmer méi zerbréckelt, well d'Zuel vun deenen, déi vum Aarbechtsmaart ausgespaart ginn, ëmmer méi grouss gëtt.

Duerfir musse mer d'Lëtzebuerger Schoul un d'Erfuerdernisser vun haut adaptéieren. Duerfir musse mer an der öffentlecher Schoul villfälteg Formatiounsoffere fir eng ëmmer méi heterogen Schoulbevölkerung uleeën.

Loosse mer net vergiessen, dass 44% vun de Kanner am Préscolaire eng aner Mammesprooch hu wéi Lëtzebuergesch. Deem ass Rechnung ze droen. Den Handicap vun der Sprooch an aner Liewensongereimtheeten erklären, firwat dass mer zu Lëtzebuerg méi een héije Redoublementstaux an der Primärschoul hu wéi am Ausland. 20% vun de Schüler, déi aus der Primärschoul kommen, hunn op d'mannst ee Joer Retard op hir normal Schoulzäit.

Duerfir mussen de schouleschen Inhalt an déi schoulesch Strukture vum Préscolaire a vum primären Unterrecht iwwerpréift ginn. Dës Iwwerpréiwung ass amgaangen.

All Kand muss bestëmmte Kompetenzsockelen op deene verschiddensten Etappe vum Préscolaire bis un d'Enn vum Primär erreechen. Déi Kompetenzsockele kënnen elo an d'Applikatiounsphas goen. An enger éischter Phas gi se vum Lehrpersonal, dat dat fräiwëlleg mécht, an de Klasse getest. Zesumme mat der Uni Lëtzebuerg gi se dann an enger Testphas genau gekuckt, a wa se validéiert sinn, déi Kompetenzsockelen, da gi se an alle Schoule vum Land agefouert.

De Gesetzesprojet iwwert d'Reform vum Schoulgesetz vun 1912 gëtt virun der Summervakanz hei an der Chamber déposéiert. Et huet laang Gespréicher mat alle Concernéierte gebraucht, fir en a Form ze kréien.

Dat neit Gesetz wäert Léierzyklen, déi méi Flexibilitéit erlaben, afëieren. Dës Léierzykle wäerten deenen enge Kanner et erméiglechen, méi séier virunzekommen; deenen aneren erlabe se, déi Fächer ze verdéiwen, an deene se Schwieregkeeten hunn. D'Partnerschaft tëschent den Elteren an der Schoul gëtt institutionaliséiert.

D'Iwwerpréiwung vun de Contenuë vum Enseignement, déi mécht och Fortschrëtter fir déi Schoulzäit, déi no der Primärschoul läit. D'Educatiounsministesch, d'Madame Delvaux, huet ee Sproochenaktiounsplang am Mäerz virgeluecht; si huet breet a vill consultéiert, a ville Schoulen an allen Deeler vum Land.

D'Dräisproochegkeet vun eiser Schoul gëtt bäibehal, well se muss bäibehale ginn. Si ass ee formidabelen Atout fir d'Leit hei am Land. Deen Atout, dee wëllt keen op d'Spill setzen, mä de Sproochenunterrecht muss esou aménagéiert ginn, dass en een Integratiounsinstrument bleift an net zu engem Ausscheedungsinstrument gëtt. Keng Sprooch gëtt négligéiert, keng Sprooch gëtt iwwerprivilegéiert.

D'Tâche vun de Professeren, déi ass redefinéiert ginn. Vun der nächster Schoulrentrée un hale si eng Stonn Schoul méi. Déi nei Tâche gesäit och méi Disponibilitéitsurfacë fir Gespréicher a Kontakter mat de Schüler a mat den Eltere vir. Dat huet eng méi laang Presenz vun den Enseignanten an der Schoul zur Folleg.

Ech wëll hei ausdrécklech d'Educatiounsministesch an d'Enseignantsgewerkschaft fir d'Qualitéit vun deem Accord, dee se fonnt hunn, luewen.

Dee Merci gëllt besonnesch den Enseignanten. An engem Moment, wou d'Lycéeën all Joer méi Schüler ophuelen, an zu engem Zäitpunkt, wou mer ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, fir genuch Professeren ze rekrutéieren, war hiren Accord zur Reform vun der Tâche eng wesentlech Viraussetzung, fir dass mer eis Schoule kënne besser organiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schoul soll eise Jonken de Wee an d'Zukunft fräimaachen, mä e grousst Stéck vun hirer Zukunft läit an den Hänn vun deenen, déi haut liewen, déi haut plangen, déi haut regéieren. Mir hunn d'Wiel, hinnen eng Welt ze preparéieren, déi u sech selwer erstéckt, oder eng Welt, an där se fräi ootme kënnen.

D'Bekämpfung vum weltwäite Klimawandel, dat hunn ech d'lescht Joer gesot, wär déi zentral, ekonomesch, sozial an ekologesch Erausfuerderung vun eiser Zäit. Mir dierften eis, esou sot ech, net wéi intergenerationell Egoiste behuelen, deenen d'Welt vu muer egal wär.

De Klimawiessel ass eng Realitéit a kee contestéiert dat méi. Mir mussen der Zukunft haut dat erëmginn, wat mer hir gëschter geklaut hunn.

Une voix.- Très bien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Tatsaachen - d'Klimatatsaache schwätze fir sech. Déi weltwäit Temperature klammen. Si klammen an engem ëmmer méi séiere Rhythmus. De Planéit ass an deene leschten 100 Joer 0,74 Grad méi waarm ginn, mat verheerende Konsequenzen, wéi mer haut scho gesinn.

D'CO_2-Emissioune sinn zënter 1990 nach eng Kéier ëm 28% an d'Luucht gaangen. Ouni strikt Moossname klamme se bis un d'Enn vun dësem Jorhonnert nach eng Kéier ëm 60 bis 240%. D'Auer steet op fënnef vir zwielef. Wa mer se virulafe loosse bis fënnef op zwielef, da gëtt et der Welt ze waarm. Dann zitt ee laange Cortège vu Klimaflüchtlingen iwwer eenzel Kontinenter. Da geréit villes a Gefor: eis physikalesch, biologesch, sozial a sociétal Systemer, mä awer och de Fridden op der Welt.

Duerfir musse mer elo handelen. Virun allem d'Regierunge mussen handelen. Si hunn et an der Hand, d'Klimakatastroph ofzewenden duerch dat, wat se selwer maachen, an duerch dat, wat se de Leit hëllefen ze maachen.

Mir hunn am Abrëll vum leschte Joer hei am Land een nationalen Aktiounsplang fir d'Reduktioun vun CO_2-Emissiounen ugeholl. D'Moossnamen, déi dëse Plang fëllen, droen dozou bäi, eist Kyoto-Zil - dat heescht, d'Treibhausgasemissiounen ëm 28% bis 2012 par rapport zum Vergläichsjoer 1990 ze kierzen - ze erreechen.

Mir hunn de Kyoto-Cent um Bensin agefouert, a mir hunn d'Autossteier enger CO_2-Reform ënnerworf. Mir hunn nei Fördermoossname fir d'energetesch Sanéierung vun alen Haiser ergraff an d'Subsidë fir d'Solarthermie souwéi Niddregenergie- a Passivhaiser erhéicht. Mir hunn déi nei Wärmeschutzordnung op de Wee bruecht, an hoffe wierklech, dass se geschwë kann a Kraaft trieden.

Mir hunn eis den öffentlechen Transport an den Ausbau vun de Buslinnen eppes

kaschte gelooss. Zënter dem 29. Mee funktionéiert och - e schéine Projet - d'Zuchautobunn tëscht Lëtzebuerg a Perpignan: 1.300 km, 30.000 Camionë manner op der Strooss.

D'Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt selbstverständlech, well mir hunn zu hirem Zustanekomme bäigedroen, d'Ëmweltziler vun der Europäescher Unioun. Bis an d'Joer 2020 mussen an Europa d'CO_2-Emissiounen ëm 20% erofgesat ginn. 20% vun eisem Energieverbrauch hei an Europa musse mat erneierbarer Energie bestridde ginn. D'Energieeffizienz muss sech ëm 20% verbesseren. An déi Kyoto-Logik, doriwwer si mer eis eens am europäesche Krees, muss wäit iwwert d'Joer 2012 eraus virugefouert ginn.

Mä op 20% erneierbar Energie komme mir Lëtzebuerger net aus eegener Ustrengung, souguer wa mer et mordicus wéilte maachen. Duerfir bedeelege mer eis - déi Verhandlunge sinn amgaangen - un de belschen an un den hollännesche Wandmilleparken am Mier. Déi Energie, déi, well mer do investéieren, esou méi produzéiert gëtt, déi kréie mer integral op eisen nationale Compteur verrechent.

D'Regierung presentéiert an den nächste Wochen nei Reglementer, fir de schounenden Ëmgang mat der Energie a fir d'Notzung vun erneierbarer Energie ze förderen. Dës Reglementer sollen den 1. Januar 2008 a Kraaft trieden. Ustrengungen, déi mer maachen, ginn op d'Förderung vun effizienter erneierbarer Wärmeproduktioun ausgeriicht. Et gëtt ee vereinfachten an ee verbesserte Sanéierungsförderprogramm fir al Haiser agefouert. Et kommen nei Aspeisepräisser fir d'Stroumproduktioun aus erneierbarer Energie a si ginn deene jeeweilegen Technologië besser ugepasst wéi haut.

Et gëtt eng festgeluechte Förderdauer bestëmmt, fir dass d'Investitiounssécherheet garantéiert ass. D'Privatleit gi finanziell ënnerstëtzt, wa si grénge Stroum kafen, mä et geet awer net duer, wa Stat a Gemengen de grénge Stroum förderen. De Stat selwer wëllt a senge Gebaier och grénge Stroum notzen. D'Energieberodung, dat läit op der Hand, muss ausgebaut ginn a gëtt och ausgebaut.

Mir fuere virun, d'Ëmklamme vum Privatauto op den öffentlechen Transport ze pousséieren. Mir maache munches dofir. Um Dossier Tram an um Dossier Gares périphériques gëtt mat Nodrock geschafft. Den 1. Juli ginn nei, méi familljefrëndlech Tarifer fir den öffentlechen Transport agefouert. D'Leit, déi Autoe mat niddregem CO_2-Ausstouss kafen, gi finanziell ënnerstëtzt, sief et iwwert den direkte Subventiounswee oder iwwert de steierleche Wee, dat gesi mer nach. Mä egal wéi: Déi ëmweltschounend Autoe gi méi bëlleg. D'Regierung stellt d'Flotte vun de Verwaltungs- a Regierungsautoen op méi CO_2-aarm Gefierer ëm. D'Reform vun der Autossteier gëtt doduerch ergänzt, dass mer d'Firmeween an hiren Uwendungsberäich eranzéien.

De Lëtzebuerger Finanzminister wäert am Krees vu sengen europäesche Kolleege fir reduzéiert TVA-Sätz op energiespuerende Produkter streiden. D'Regierung wäert och dofir plädéieren, eng Karbon-Tax op Importprodukter aus Länner anzeféieren, déi dem internationale Klimaschutz déi kal Schëller weisen.

Um sougenannten Tanktourismus, dat heescht um Verkaf vun Diesel a Bensin, virun allem op eisen Autobunnen, huet de Lëtzebuerger Stat am Joer 2006 1,1 Milliarden Euro verdéngt. Duerch deen enorm héijen Diesel- a Bensinsofgas, deen zu Lëtzebuerg realiséiert gëtt, klëmmt eis Kyoto-Rechnung a substanziellem Mooss.

Jiddfereen, dee sech mat där Fro beschäftegt, ass d'accord fir ze soen, dass mer op laang Siicht mat där emol bewosster, emol onbewosster Akzisepolitik mussen ophalen. Si war bewosst an deem Mooss wou mer ëmmer probéiert hunn, ënnert dem Niveau vun eisen Nopeschlänner ze leien, wann et ëm d'Akzise gaang ass. Si war onbewosst an deem Mooss wou d'Präisdifferenzialer zougeholl hunn, well eis Noperen hir Akzisenniveauë permanent an d'Luucht gesat hunn; net aus ëmweltschützeresche Grënn, mä aus reng budgetäre Grënn.

Mä mir kënnen a mir däerfe keng bewosste Präisdifferenzialpolitik mam Ausland méi bedreiwen. Fir d'Steiergebare vun den Nopeschlänner allerdéngs kënne mer eis net responsabel maache loossen.

An alle Fäll gëllt: Mir bedeelegen eis konstruktiv un der Debatt iwwert d'Erhéijung vun den 1992 harmoniséierten Akzisesätz, déi elo an Europa ufänkt. Mir verhandele konstruktiv. Mir maueren net. Mir hu keng prinzipiell Awänn. Mä mir hätte gären eng Léisung, déi deene Länner, déi méi ee wäite Wee musse goen, fir op déi nei Minimaen eropzekommen, Iwwergangszäiten araumt, déi hinnen et erlaben, déi ganz Streck ze goen, ouni ënnerwee vun haut op muer finanziell a budgetär virun onextricabel Schwieregkeete gestallt ze ginn.

Mä den Tanktourismus, dat musse mer wëssen, bréngt geschwë manner a mëttelfristeg ganz vill manner Steiereinnahmen, wéi dat nach haut de Fall ass. Denkt dodrun, wann Der Steierreduktiounen op anere Plaze frot. Et hänkt zesummen. A Saache Klimaschutz geet et nämlech net duer fir ze verlaangen an ze fuerderen, dass eppes muss geschéien. A Saache Klimaschutz ass et wéi iwwerall: Weises gëllt.

Iwwert dës an all aner Froen, déi mam Klimaschutz a mat dem Ofwende vun der Klimakatastroph zesummenhänken, wëllt d'Regierung - dat hu mer ugefrot - deemnächst hei an der Chamber, am Kader vun enger Consultatiounsdebatt, méi eingehend schwätzen. Et soll keng Debatt iwwer breet Prinzipië ginn. Do si mer eis eens. Mir wëllen d'Klimakatastroph net. Et gëtt eng Debatt iwwert d'Detailer. An do muss jiddfereen zu all Detail Faarf bekennen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet dëser Deeg jo vill Rieds vu Gesellschaftspolitik.

D'Gesellschaftspolitik ass ee breede Begréff. An net jiddferee vun eis versteet dorënner datselwecht. D'Gesellschaft, déi mer haut hunn, dat ass eng aner wéi déi, déi mer gëschter haten. An déi, déi amgaang ass erunzewuessen, wäert anescht konfiguréiert sinn, wéi déi vun haut.

Et ass d'Aufgab vun der Politik, d'Bréck vun der Gesellschaft vun haut an d'Gesellschaft vu muer eran esou unzeleeën, dass d'Mënsche kënnen iwwert se goen. Op där Bréck däerf kee Barrikaden installéieren, déi se um Weidergoen hënneren. Iwwert déi Bréck musse mer alleguer zesummen a jiddfer Eenzelne vun eis eleng goen. Déi, déi déi Bréck vun haut op muer plangen, géife gutt drun dinn, wa se vun Ufank un hire Bau als ee Stéck Koarchitektur begräife géifen. Si géifen och gutt drun dinn, wa se ënnerschiddlecher Opfaassung iwwert de genaue Verlaf vun där Bréck sinn, hir Iddië sech openeen zoubewegen ze loossen.

Déi eng wiere gutt beroden domat opzehalen, deenen aneren ze ënnerstellen, si wëllten zréck an d'Steinzäit a si wëllten déi aner um Spronk an d'Modernitéit hënneren. An déi, déi sech schwéier di fir mat der Modernitéit vu muer unzefänken, géife gutt drun dinn, deenen, déi schonn ugefaang hunn, net ze ënnerstellen, si wëllten eng Welt ouni Regelen an eng Welt ouni Gewëssensnormen.

Iwwer Gesellschaftspolitik debattéiert een, wann et muss sinn, haart. Wann ee just iwwert se polemiséiert, da léisst een de Verdacht opkommen, et géif engem méi ëm d'Politik wéi ëm d'Gesellschaft goen.

Dat schéinste Stéck Gesellschaft, dat mer hunn, dat sinn eis Kanner. Hei am Land liewe 57.000 Kanner, déi manner wéi 9 Joer al sinn. 28.500 sinn tëschent 10 a 14 Joer al, 16.000 sinn an deem spannenden Alter tëschent 15 a 17 Joer.

(Interruption)

War déi net spannend bei Iech, Här Santer?

M. Patrick Santer *(CSV).*- Dach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir hunn 101.000 Kanner a Jonker, 22% vun eiser Bevölkerung maache se aus.

Eng kleng Zuel vun hinne ka sech ganz gutt selwer hëllefen. Mä déi meescht vun hinne brauchen nach eis Hëllef an eis Suerg.

Et gëtt keng Gesellschaft a keng Gesellschaftspolitik, déi déi Kanner a Jonker kann ëmfueren, deenen et net gutt geet. An et geet Kanner hei am Land net gutt.

900 vun deem beschriwwenen Zukunftskrees, 0,86% also vun deenen 101.000, si Kanner, déi net bei hirem Papp, hirer Mamm oder hiren Eltere liewen. Si sinn - an dofir gebrauche mer e schrecklechen Ausdrock - „placéiert" ginn. Si sinn ausserhalb vun hirer Famill placéiert, bei enger Famill, an Heimer oder an aneren Institutiounen.

Si sinn dohinner vum Geriicht placéiert ginn. Si si fréi am Liewe mam drëtte Pouvoir konfrontéiert ginn; vill ze vill fréi. D'Jugendriichtere maachen eng delikat, eng schwiereg an eng gutt Aarbecht. Mä ëm déi Kanner, déi net an hirem natierleche Liewensmilieu kënne bleiwen, däerfe sech net nëmmen d'Geriichter bekëmmeren. Mir musse sozioedukativ Begleedungsariichtunge schafen, déi um preventive Plang Léisungen, an Zesummenaarbecht mat alle Betraffenen, kënne proposéieren; Léisungen, déi de Kanner de Wee iwwert d'Geriicht erspueren. De Gesetzesprojet iwwert d'Aide à l'enfance, deen d'Familljen- a Jugendministesch Marie-Josée Jacobs dem Regierungsrot d'lescht Woch virgeluecht huet, mécht dat an Zukunft méiglech.

Et gëtt iwwerhaapt relativ vill Kanner, déi nolens volens op eemol am Mëttelpunkt vun enger Geriichtsprozedur stinn oder awer staark vun engem Prozess betraff sinn. Hir Rechter musse gestäerkt ginn, well si hunn haut bal keng. Duerfir wëlle mer d'Regel aféieren, dass all Kand d'Recht op een Affekot kritt, wann ee Prozess usteet, deen et betrëfft. De Stat iwwerhëlt d'Affekotekäschten, ka se spéider awer bei den Elteren zréckfroen, wann déi materiell esou gestallt sinn, dass dat méiglech ass.

Jonker ënner 18 Joer - mir soen et ëmmer an alleguer ëmmer erëm - gehéieren net an de Prisong. Mä heiansdo geet et net anescht. Et gëtt Jonker, déi muss ee viru sech selwer a virun deenen anere schützen. Dofir sinn ech frou driwwer, dass endlech no jorelaangem Hin an Hier, no heiansdo skandalösem Hin an Hier een Accord fonnt ginn ass, fir eng zoue Struktur fir Jugendlecher zu Dräibur ze realiséieren. Mä mir wëssen: Mir bauen zu Lëtzebuerg lues. Ech sinn dergéint, dass während där Zäit, wou mer déi Struktur zu Dräibur nach net hunn, d'Kanner virun an de Prisong gefouert ginn.

Mir brauchen eng provisoresch Tëscheléisung, dringend. Wa mer net wëllen, dass Jonker an de Prisong kommen, a wa mer wëssen, dass déi geplangte Struktur zu Dräibur esou séier nach net fäerdeg ass, da musse mer eis zesummen iwwerleeën - dat geet jiddferee vun eis heibannen eppes un -, wéi mer déi Jonk kënnen an der Zwëschenzäit ënnerbréngen.

Ech bieden all Buergermeeschter an all Schäffen- a Gemengeréit, déi bereet wiere fir Jonker bei sech an der Gemeng an engem gesécherten Haus opzehuelen, sech bei der Familljeministesch ze melden. D'Regierung dréit all Käschten.

Well ech grad, Här President, bei der Justiz sinn, nach just dräi Sätz zu därselwechter.

D'Justiz ass een Deel vun der Gesellschaft. Si muss gutt funktionéieren, mä si muss sech besser explizéieren. Dofir riichte mer bei de Geriichter eng Pressestell an.

Fir dass d'Justiz ka gutt funktionéieren, muss se onofhängeg bleiwen. Wien den drëtte Pouvoir doduerch schwächt, dass en e méi ofhängeg mécht, dee schwächt d'ganz Gesellschaft. Jo, e schwächt d'Demokratie.

Mä et gëtt dacks iwwert d'Justiz geklot. Dofir probéiert de Justizminister, den Här Luc Frieden, am Gespréich mat alle Justizacteuren, fir d'Iddi vun engem Conseil supérieur de la Magistrature ze werben. Ee Conseil supérieur, dee sech mat de Kloen iwwert de Fonctionnement vun der Justiz a mat bestëmmte Froen am Zesummenhang mat der Nominatioun vun de Riichtere befaasse kann.

Zur Justiz, zur Strofjustiz am Besonnesche gehéiert de Prisong. Déi, déi am Prisong sëtzen, gehéieren och zu eiser Gesellschaft. Och wa se fir ee Moment vun hir getrennt sinn, esou ass d'Zil vum Strofvollzuch ëmmer, se erëm gesellschaftsfäeg ze maachen. Si kommen aus dem Prisong eraus a si kommen zréck an d'Gesellschaft.

D'Mënscherechter - well d'Mënscherechter gehéieren zu eiser Gesellschaftsuerdnung; keng Debatt iwwer Gesellschaftspolitik ouni eng Debatt iwwer Mënscherechter wann ech gelift! - mussen och am Prisong respektéiert ginn. D'Liewen am Prisong muss mënschewürdeg sinn. Soss kréie mer keng gesellschaftsfäeg Mënschen aus dem Prisong eraus. D'Regierung wëllt de Médiateur mat der externer Kontroll vum Respekt vun de Mënscherechter am Prisong beoptragen.

À propos Mënscherechter: Mir wëllen der Mënscherechtskommissioun, déi mer virun e puer Joer ageriicht hunn, ee legale Statut ginn.

Här President, zréck bei d'Kanner a bei déi Jonk. Vill Jonker, ëmmer méi Jonker liewen op der Strooss. D'Gesellschaft an d'Politik - d'Gesellschaftspolitik also - kënnen net esou maachen, wéi wann et se net géif ginn. Mir kënne se eng Zäit laang ignoréieren. Mä mir sinn dergéint, dass se viru sech hi vivotéieren. Mir brauche fir si eng Opfangstruktur, déi hinnen an dringende Fäll een Ënnerdaach ka bidden, a mir brauchen - d'Familljeministesch schafft dodrun - eng Strategie, fir se vun der Strooss zréck an d'Normalitéit ze féieren.

Zur Gesellschaft gehéieren och déi, déi aus der Friemd bei eis kommen. D'Zäit ass komm fir d'Betrieden an d'Verloosse vum Land an d'Liewen am Land besser ze regelen. Dofir brénge mer een neit Zouwanderungsgesetz op den Instanzewee. Ee Gesetz, dat d'Integratioun promouvéiert, fir dass mer eis sozial Kohesioun behalen. Ee Gesetz, dat d'Integratioun op der Basis vun eise Verfassungswäerter pousséiert. Ee Gesetz, dat déi aktiv Partizipatioun um ekonomeschen, sozialen a kulturelle Liewe vum Land erméiglecht. Ee Gesetz, dat de Regroupement familial nei regelt.

Mir wëllen net manner Integratioun, mir wëllen net mordicus méi Integratioun, mä mir brauchen eng besser Integratioun. Si ass net esou réusséiert, wéi mer eis dat dacks selwer virmaachen. Den zoustännege Minister Nicolas Schmit wäert de Regierungsrot an deenen nächste Woche mat engem Gesetzesprojet iwwert d'Zouwanderung zu Lëtzebuerg befaassen.

Fir d'Integratioun iwwert den tëschemënschleche Wee méi einfach ze maachen, dat heescht fir en iwwert de Wee vun der Sprooch méi einfach ze maachen, wäert den Aarbechtsminister iwwert de Wee vun engem Gesetz ee Lëtzebuergesch-Congé aféieren, dee jiddferengem et erlabe soll, während 80 Stonne vun der Aarbecht fräigestallt ze ginn, fir Lëtzebuergesch ze léieren.

D'duebel Nationalitéit, ee Projet vun extremer gesellschaftspolitescher Wichtegkeet, wäert d'Integratioun méi komplett maachen. Si kënnt ouni genügend Lëtzebuergesch-Kenntnisser net aus.

Fir dass de Bierger sech an der Gesellschaft wuelspiert, fir dass e seng Citoyennetéit méi komplett an eisem demokratesche Raum kann erliewen, muss en informéiert - gutt informéiert! - sinn. Dofir leeën ech der Chamber an deenen nächste Méint ee Gesetzesprojet iwwert den Zougank vum Bierger zu den administrativen Dokumenter vir.

De Stat, d'Gemengen an d'öffentlech Etablissementer halen ze vill Informatiounen zréck, déi d'Leit direkt betreffen. Dat neit Gesetz wäert de Perimeter vun hirer Informatiounsflicht determinéieren. Et wäert d'Aarbechte vun de Journaliste wiesentlech erliichteren.

De Gesetzesprojet iwwert den allgemengen Zougank zur administrativer Informatioun ass praktesch fäerdeg. En inspiréiert sech un der aktueller Législatioun iwwert den Zougank vun der Öffentlechkeet zu Ëmweltinformatiounen - déi iwwregens och sollen applizéiert ginn! -; en inspiréiert sech un de Systemer, déi an den Nopeschlänner praktizéiert ginn, an en inspiréiert sech un der Gesetzespropositioun vum Kolleeg Alex Bodry vum Juni 2000 iwwert déiselwecht Matière.

Zu voller Citoyennetéit gehéiert och, dass d'Liewen an enger Gesellschaft ouni Diskriminéierung ka stattfannen. Mir sinn 2007 am europäesche Joer vun der Chancëgläichheet. Dofir huet d'Regierung d'Installatioun vun engem Gläichheetszentrum beschloss, un deen d'Leit sech kënnen adresséieren, wa se sech aus religiösen, ethneschen, sexisteschen oder anere Grënn diskriminéiert spieren. Dësen Zentrum - ech hoffen et! - funktionéiert geschwënn.

Och d'Steierpolitik muss probéieren op de gesellschaftleche Wandel ze reagéieren. Net Hals iwwer Kapp, mä iwwerluecht. D'Avantagë vun der Steierklass 2, ech hunn et gesot, vun deene bestuetene Leit ginn op déi Leit, déi am Partenariat liewen - hetero- an homosexuell Koppelen -, ausgedehnt. D'individual Besteierung, eng technesch héich komplizéiert Affär, bleift als Optioun um Dësch. D'Regierung wëllt hir Vuen dozou am spéiden Hierscht an Ärer Finanzkommissioun virleeën, fir dass kann driwwer diskutéiert ginn; eventuell, falls Der et wëllt, och hei am Plenum, ier mer definitiv Décisiounen huelen.

D'Gesellschaft an d'Politik mussen och déi Froe klären, déi sech an deem Raum stellen, wou Liewen an Doud sech begéinen. D'Regierung wier frou wann d'Gesetz iwwert d'Stierfbegleedung an dat iwwert de Begleedungsurlaub séier géif kommen. Bei der Regelung vun där Fro, déi eng Gewëssensfro ass, kann et an däerf et kee Fraktiounszwang ginn. Et ass evident, dass d'Proposition de loi Huss-Err, déi an deem Zesummenhang déposéiert ginn ass, parallell mam Gesetzesprojet vun der Regierung kann examinéiert ginn.

D'Fro vum Avortement ass eng, déi vill Mënschen, besonnesch awer vill Fraen ëmdreift. Mir maachen de Bilan vum aktuelle Gesetz a maache Propositiounen, wéi eventuell Karenze bei senger praktescher Applikatioun kënne besäitegt ginn. Och an dëser Fro, wéi an deenen aneren, gëllt et, deen néidege Respekt fir d'Positioun vun deem aneren ze hunn.

Zur Gesellschaftspolitik gehéiert och den Dialog tëschent der Fräiheet an der Sécherheet. D'Fräiheet ass deen eigentleche Propulsiounsmotor vun der Geschicht. D'Fräiheet vum Eenzelnen ze schützen ass eng Aufgab vum demokratesche Rechtsstat. Mä och d'Sécherheet ass ee Biergerrecht an och dat muss de Stat probéieren ze garantéieren. Ëmmer méi Kameraen hänken doruechter. An och de Stat huet der opgestallt a wëllt der nach opstellen; wéinst der Sécherheet vun eise Bierger. Mä privat an öffentlech Kamerae mussen d'Privatsphär vun de Leit respektéieren. Mir mussen déi sougenannte Kamera-Fro une fois pour toutes regelen. Strikt regelen, fir dass d'Privatsphär vun de Leit geschützt bleift. Soupel regelen, fir dass mer eise Sécherheetsaufgabe kënnen nokommen.

Är Chamber ass amgaang - méritoirement! - sech mat där Fro ze beschäftegen. Ech mengen déi zoustänneg Kommissioun wier um richtege Wee, fir Sécherheet a Fräiheet mateneen an Aklang ze bréngen. Net d'Politik, net ee Minister soll, wa mer dat Gesetz bis hunn, driwwer befanne kënnen, ob eng Kamera opgehaang gëtt oder net. Déi Décisioun soll vun där onofhängeger Datenschutzkommissioun geholl ginn.

Am Prinzip gëllt: D'Sécherheet vun de Leit geet vir! Am Zweifel gëllt: D'Fräiheet huet Virfahrt, well de Schutz vun der Privatsphär ass eng Statsaufgab. Mir wëlle kee Land, mir wëlle keng Stad, mir wëlle keng Stroossen, déi voller Kameraen hänken. Mir wëlle keen Iwwerwaachungsstat, deen an all Liewensverhältnisser an an all Bewegunge vum Alldag kann erakucken.

D'Privatliewe geet de Stat näischt un. Déi biergerlech Fräiheeten zu Lëtzebuerg geroden net a Gefor, net op dësem Punkt an net op aneren. Net op aneren, well kee soll et a Gefor bréngen. Net op dësem, well mir kréien eent vun deene restriktiivste Kameragesetzer, déi et an Europa gëtt.

Nun, Här President, weess ech, dass déi meescht Riedner, déi no mir kommen, ee gudden Deel vun hirer Riedezäit - duerfir géif ech et net maachen - domat verbréngen, fir alles dat opzelëschten, wat an dëser Ried och nach hätt missen ugesprach ginn. Ech wollt haut scho soen, da brauch ech dat muer net ze widderhuelen, dass se selbstverständlech Recht hunn. Well och vill Froen, déi ech net gesträift oder behandelt hunn, hunn hir Wichtegkeet.

Den IVL zum Beispill, mat deem sech déi zoustänneg Chamberskommissioun esou intensiv a leschter Zäit beschäftegt huet. Ech wëll just zu dësem Punkt umierken, dass et net gutt wier, wann et ëm den IVL ze vill roueg géif ginn. Seng Basisphilosophie bleift richteg, seng praktesch Ëmsetzung geschitt am Dialog mat alle Concernéierten. Dat sinn d'Gemengen, fir d'éischt, déi selbstverständlech net zwangsfusionéiert ginn. Dat sinn d'Leit, déi am Land wunnen, fir d'zweet; Leit déi awer, wa se iwwert d'Ausriichte vum IVL schwätzen, net däerfen d'Joer 2007 an d'Land, wéi et haut ass, kucken, mä déi hire Bléck mussen op d'Joer 2040 riichten a sech probéiere mussen d'Land virzestellen, wéi et da wäert sinn.

Déi véier haaptsektoriell Pläng, déi den Transport, déi grouss Landschaftszonen, de Wunnengsbau an déi wirtschaftlech Aktivitéitszone betreffen, wäerten am Laf vum Joer 2008 als Plang-Projet an d'Prozedur goen, fir dann esou séier wéi méiglech a Kraaft ze trieden.

De Landesplanungsminister wäert an den nächsten Deeg ee regionalen Tour duerch d'Land maachen, fir de Gemengeresponsabelen d'Aarbechten un de Pläng an d'Pläng selwer souwéi hir Abannung an d'Zilsetzunge vum IVL ze erklären.

Fir dass déi Pläng esou séier wéi méiglech no hirem Akraafttriede kënnen ëmgesat ginn, musse mer d'Gesetz vun 1999 iwwert d'Landesplanung an eenzelne Prozedure revidéieren.

Déi, déi d'Remarque maachen, et wier falsch gewiescht näischt iwwert d'Waassergesetz ze soen, déi hu selbstverständlech Recht. Mä mir kréien an den nächste Méint nach dacks doriwwer ze schwätzen. D'Explikatioun - dat muss een zouginn - vu senger Technik hätt mech am Kader vun dëser Ried einfach ze wäit gefouert.

Déi, déi mer wäerte soen, ech hätt näischt iwwert de Wunnengsbau gesot, deenen ass eppes Richteges opgefall. Ech hat d'lescht Joer ganz vill iwwert de Logement geschwat. De Plan-Logement ass vum Minister Fernand Boden déposéiert. Mir kréien en elo ze diskutéieren. Do wou e kann ausgebaut, do wou e muss geännert ginn, wäert dat am Gespréich tëschent Minister a Parlament geschéien.

Deenen, déi bemängelen, ech hätt et ënnerlooss iwwert d'öffentlech Funktioun ze schwätzen, wëll ech soen, dass d'Verhandlunge mat der CGFP iwwert d'Ausriichte vun der Lounpolitik lafen a geschwënn zum Ofschloss kommen. Wann nach een eng ganz gutt Iddi hätt: Et ass elo de Moment fir domat erauszerécken.

An esou kéint ech d'Lëscht vun deene Punkten, déi ech a menger Erklärung net ernimmt hunn, beliebeg laang virufëieren. Dat wëll ech mat Rücksicht op Äert Sëtzlieder net maachen. Ech kéint et och net mat där noutwendeger Grëndlechkeet maachen, muss ech éierlech soen, well mäi physeschen Zoustand vun deene leschten Deeg mech staark ageschränkt huet. Ech bieden dat ze verstoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn d'Halschent vun der Legislaturperiod iwwerschratt. Heiansdo wann een d'Zeitung liest, wann een de Radio héiert, mengt een, muer wiere Wahlen. Mä muer sinn awer keng Wahlen. Dofir géif ech och ganz häerzlech drëm bieden, mat deene ville Meenungsëmfroen, mat deene mer a leschter Zäit regelrecht iwwerschwemmt ginn, ee souveränen Ëmgang ze fleegen. Als een, deen - bis elo jiddefalls; dat ka sech änneren - ëmmer un der Spëtzt - wéi nenne se dat? - vun der Politikerhitparad steet, soen ech lech: Loosst mer net op d'Meenungsëmfroe stuerken, mä op eis Aufgabe kucken. Mir hunn alleguer eng Aufgab ze erleedegen, eng grouss: eist Land a seng Leit virunzebréngen, fir d'Land, mat de Leit. D'Regierung stellt sech där Aufgab.

Merci fir Är Gedold, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech soen em Merci fir seng Ausféierungen. Ausféierungen, déi mer vu muer de Moien hallwer zéng un hei am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun debattéiere wäerten.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.13 heures)

Jeudi, 10 mai 2007

SÉANCE 32

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président - M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

5726 - Débat sur l'état de la nation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Wann dat net de Fall ass, da komme mer no der Deklaratioun, déi den Här Premierminister gëschter Mëtteg hei an der Chamber gemaach huet, zur Debatt iwwert dës Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun. D'Riedezäit ass nom Modell 4 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Wolter, Meisch, Fayot, Bausch, Mehlen a Jaerling, an dann nach den Här Goerens, d'Madame Brasseur, den Här Bettel, den Här Wagner an den Här Krieps.

D'Wuert huet elo deen éischten ageschriwwene Riedner, dat ass de Fraktiounschef vun der CSV, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

5726 - Débat sur l'état de la nation

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet gëschter am Numm vun der Regierung d'Deklaratioun zur Lag vun der Natioun presentéiert.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun wëll ech him ausdrécklech félicitéiere fir déi Aart a Weis, mat där en d'Situatioun vum Land beschriwwen, ëmschriwwen, d'Realitéiten an d'Méiglechkeeten opgezeechent an och an enger ganzer Rei vun Domäner Piste gewisen huet, op déi sech d'Aktioun vun der Regierung fir déi kommend zwee Joer wäert achséieren.

Och wa verschidde Leit elo wäerte soen, hien hätt net alles ugeschnidden, wat d'ailleurs an esou enger Ried net méiglech ass, an och wann en, well en eben esou ass wéi en ass a well e Politiker ass, net alles ausgedäitscht huet bis hannenhin, wou deen een oder anere sech vläicht nach eng Grimmelche méi erwaart hätt, mä hie sech awer net ëmmer an d'Kaarte kucke léisst an enger Rei vun delikate Verhandlungen, déi ze huele sinn, fannen ech, dass en op seng gewinnte brillant Aart a Weis et fäerdeg bruecht huet, eis dat Bild virzeleeën, wat d'Realitéit vun eisem Land ass, op déi mer eis politesch Aufgabe fir déi nächsten Zäit solle baséieren.

D'Grondlag vun der Politik, Dir Dammen an Dir Hären, sinn d'Finanze vum Stat. Et ass bekannt, dass een net vill Politik hikritt, wann d'Geld dofir feelt. Mir kommen aus enger Zäit, wou d'Geld méi spärlech an d'Keese vum Stat gefloss ass, wou mer Defiziter haten a wou huet misse gespuert a Geld geléint ginn.

Déi Zäit ass nach net eriwwer. Bei aller Freed an Zefriddenheet iwwert d'Verbesserung vun der Situatioun vun de Recettë si mer nach net duerch de Bësch. Dat wat d'Politik nach wëlles huet, kascht enorm Zommen - Zommen, iwwert déi mer net esou ouni Weideres verfügen.

Et gesäit esou aus, wéi wann 2006 e Joer vun der budgetärer Konsolidatioun gewiescht wär. Mir freeën eis doriwwer. Am Ufank vum aktuelle Jorzéngt waren eis Finanzen an eng aner Logik geroden, wou mer strukturell méi ausginn hunn, wéi mer erakruten. D'Schéier tëschent Einnahmen an Ausgaben ass ëmmer méi wäit ausenanergaangen, well d'Einnahme wuel nach geklomme sinn, awer net méi esou séier wéi d'Ausgaben, déi sech aus enger Rei vu politesche Choixen erginn hunn, déi vill mat deem Wuert Moderniséierung vum Land ze dinn hunn.

Déi Tendenz gouf gestoppt an dat war batter néideg. Mir hunn am Joer 2006 nees fir d'éischt zënter Jore spierbar méi Einnahme wéi erwaart. Dat bedeit, dass mer méi Recetten hu wéi erwaart, awer nach ëmmer e gutt Stéck manner wéi Ausgaben. De Budget ass net am Equiliber. Bis dohin ass et nach e wäite Wee, an duerfir soen ech bewosst: Den Trend vum totalen Ausenanerdrifte vu Recetten an Dépensen ass zwar gebrach, mä dat heescht net, dass schonn nees alles an der Rei wär.

De Budget 2006 hat méi wéi eng Milliard Defizit virgesinn - eng Milliard Euro wuelverstanen - bei engem Gesamtvolume vun zéng Milliarden. Den Zentralstat, also d'Verwaltung an de Statsapparat u sech, op déi de Budget sech applizéiert, huet elo nach ëmmer en Defizit vu ronn enger hallwer Milliard Euro. Déi ginn an der Maastricht-Rechnung, déi d'Gesamtphenomeen Stat berücksichtegt, nëmmen duerch een Excédent vun der sozialer Sécherheet ausgeglach, esou dass mer gesamtstaatlech am Equiliber sinn, am Budget awer net, an deen Zoustand muss nees erreecht ginn, wa mer d'Land wëlle fit fir d'Zukunft maachen.

Déi meescht zousätzlech Recettë kommen aus Steieren, déi ganz staark konjunkturofhängeg sinn. Et kann een net zukünfteg Politiken eleng op 150 Millioune méi Recetten aus der Taxe d'abonnement bauen - fir e Beispill ze nennen, wat 2006 akut ass. Gradesou wéineg wéi op engem Recettenniveau vun der Dividendesteier, deen opgrond vun der Arcelor-Mittal-Operatioun wuel eemoleg héich war. Dës Operatioun widderhëlt sech esou bal net. An ob d'Fongegeschäft, aus deem den allergréissten Deel vun der Taxe d'abonnement kënnt, ëmmer wäert Rekordjore verzeechnen, wéi dat d'lescht Joer de Fall war, däerf bezweifelt ginn.

Dass d'Zuele vun 2006 esou sinn, wéi se sinn, huet deemno vill mat exceptionnellen Elementer ze dinn, déi sech aus enger positiver internationaler Konjunktur erginn, plus dem Effort vun der Regierung, fir am interne Konsum ze spueren.

Déi méi strukturell Elementer, déi op eise Budget wierken, maache sech am Budget 2007 bemierkbar. Dat sinn déi Elementer, déi d'Regierung mat de Sozialpartner am Kader vun der Kompetitivitéitstripartite festgehalen huet an déi iwwer Gesetz am Joer 2006 a Kraaft gesat goufen.

Domat gëtt vun de Leit am Land - vun alle Leit am Land - eppes verlaangt. D'Indexmodulatioun an hirer gesamter Vielschichtegkeet huet en Impakt op all Mënsch zu Lëtzebuerg. Mir hu missen eppes vun de Leit verlaangen, fir dass d'Politik hinnen och an Zukunft nach kann eppes bidden, an zwar all déi Politiken, déi mer brauchen, fir och an Zukunft nach kënnen Aarbecht ze schafen an eis Gesellschaft no vir ze bréngen. Dat bedeit: Schoul, Héichschoul, Recherche, Betreiung, öffentlechen Transport, Betribsusiedlung a Promotioun, Wunnengsbau.

Dat alles net ze maachen, géif de politesche Stëllstand bedeiten. Et wëllen ze maachen, bedeit, dass mer Fouss bei Mol mussen halen, fir et kënnen ze maachen.

Wann dann och an de Joren 2007, 2008 an 2009 ausseruerdentlech Elementer eis

iwwert déi strukturell Konsolidéierung vum Budget zousätzlech Recettë bréngen, da solle mer eis doriwwer freeën. D'CSV-Fraktioun ass sech mat der Regierung eens, dass esou Zousazgelder integral mussen an déi öffentlech Investitiounsfonge fléissen, déi ouni zousätzlech Speisung Enn 2008 riskéieren eidel ze sinn.

All Euro, dee méi erakënnt wéi erwaart, muss sech an de Fongen erëmfannen. Nëmmen esou kënne mer laangfristeg d'Capacitéite vun eisem Stat sécheren, fir a seng Zukunft ze investéieren.

D'CSV-Fraktioun ass frou, dass den Trend zu méi Defizit a Schold gebrach gouf, an dass d'Regierung d'Zil vun engem équilibréierte Budget an de Joren 2009 an 2010 mat Determinatioun verfollegt. Esou wéi et ausgesäit, ass dat Zil ze erreechen. Et ass eng Aufgab, en Optrag vu politescher Moral, fir der nächster Chamber an der nächster Regierung eng Finanzsituatioun ze hannerloossen, déi de politesche Spillraum intakt léisst.

Wa mer den Trend vun de vergaangene Joren net gebrach hätten - och duerch een zimlech historeschen Accord an der Tripartite -, da wär dëse Spillraum an e puer Joer net méi do. Duerfir ass et fir eis wesentlech, dass den Tripartitesaccord an all senge Bestanddeeler agehale gëtt. Et ass eng Fro vu prinzipieller Gerechtegkeet, där sozialer an där am prinzipielle Sënn vum Wuert, dass kee Secteur sech kann der Gesamtwierksamkeet vum Tripartitespak entzéien - net bis d'Zil vum budgetären Equiliber erreecht ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et stinn an deene kommende Joren Erausfuerderunge virun eis, déi vill Sue wäerte kaschten. D'Modernisatioun vun eisem Land op alle Pläng ass net zum Nulltarif ze kréien. Nei Schoulen a méi Wunnengen, eng aner Manéier fir sech ze transportéieren, Uni a Recherche, dat alles kascht, niewent der Weiderféierung vu Politiken, déi och kaschten an nach ëmmer méi wäerte kaschten.

Mir hu kaum Spillraum fir Extravaganzen. Duerfir muss ech och fannen, dass all déi, déi opgrond vu liicht verbesserte Budgetszuelen elo opfuerderen, all d'Spueren nees sinn ze loossen, einfach net verstinn, ëm wat dass et geet - oder, wat wesentlech méi schlëmm wär, et net wëlle verstoen.

D'Moderniséierung vum Land war eng vun deene groussen Achse vum Statsminister senger Regierungserklärung am Summer 2004. Elo, nodeem d'Halschent vun der Legislatur hannert eis ass, ass e gudde Moment, fir sech nees eng Kéier mat Moderniséierung ze befaassen, mat deem Erreechten, well et ass munches geschitt, a mat deem, wat nach ze erreechen ass, well de Prozess vun der Moderniséierung vun eisem Land net ofgeschloss ass.

Nëmmen e modernt Land ass kompetitiv a ka kompetitiv bleiwen. Lëtzebuerg huet eng oppe Wirtschaft, déi staark op Exporter ausgeriicht ass an déi auslännesch Direktinvestissementer heibanne brauch. Dat bedeit, dass mer eise Betriber mussen en attraktive Kader proposéieren, an deem se kënne schaffen.

Duerfir hu mer elo zum Beispill en Entfesselungsplang fir Betriber virleien, mat dosende Moossnamen, fir de Verwaltungsopwand, mat deem d'Entreprisen ze kämpfen hunn, ze reduzéieren. Duerfir loosse mer der SNCI, der nationaler Gesellschaft fir Investitiounskreditter, 200 Milliounen zousätzlecht Kapital aus de Revenuë vun der Stolfusioun zoukommen, mat deene Betriber kënnen zukunftsträchteg Investissementer realiséieren. An duerfir schafe mer eng Agence fir d'Promotioun vum Standuert Lëtzebuerg, fir all déi Efforten, déi verschidden Acteuren um Gebitt vun der Vermaartung vun eisem Land ënnerhuelen, ze bëndelen an ze koordinéieren. D'CSV-Fraktioun, Här President, ënnerstëtzt d'Regierung bei hire Beméiungen, eis Wirtschaft nach méi kompetitiv ze maachen.

Et ass virun allem de mëttelstännegen Deel vun der Wirtschaft, deen an impressionnantem Mooss investéiert, innovéiert an Aarbechtsplaze schaaft. Et ass och dëse Mëttelstand, fir deen der SNCI hir zousätzlech Mëttele sollen agesat ginn. Mir schwätzen hei vu quasi 15.000 Betriber mat 150.000 Mataarbechter. Esou ee Secteur, wann een esou ka soen, verdéngt der Politik hir ganz Opmierksamkeet an hir réckhaltlos Ënnerstëtzung, wann ee wëllt weider wuessen.

D'Entfesselung vun de Betriber, déi ech elo just ernimmt hunn, ass prioritär d'Entfesselung vum Mëttelstand mat all sengem Potenzial, senger Dynamik an och senger Innovatiounskraaft.

Een anere wichtege Facteur vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber, deene mëttelstännegen an deenen aneren, sinn d'Energiepräisser. Si hunn en direkten Impakt op d'Produktiounskäschten, well se duerch de Produktiounsprozess un de Verbraucher weidergereecht ginn. Nëmme wann d'Energiepräisser attraktiv bleiwen, ass d'Kompetitivitéit vun den energieintensive Betriber geséchert.

Mir begréissen et besonnesch, dass an dësem Moment d'Chamber sech intensiv mat dësem Thema beschäftegt, mam Zil, eng Energieversuergung zu attraktive Präisser fir d'Zukunft ze definéieren. Ob dat klappt oder net, hänkt an entscheedendem Mooss dovun of, wéi gutt mer eis Versuergungsvernetzung mat eisen Nopeschlänner hikréien.

Dee Secteur, dee méi wéi all aneren och am Ausland als Zuchpäerd vun der Lëtzebuerger Ekonomie betruecht gëtt, de Finanzsecteur, ass een, dee sech enger gudder Gesondheet erfreet. Mä den Zoustand vun dësem Secteur ass keng Selbstverständlechkeet. E lieft net vum selwen. Och hie brauch d'Ënnerstëtzung, de wuelgemengten Encadrement duerch d'Politik. An dëser Hisiicht wëll ech ënnersträichen, dass grad de Finanzsecteur an deene leschte Méint nees nei Instrumenter zu Gonschte vu senger Konsolidéierung an Entwécklung kritt huet.

Mat de Gesetzer iwwert d'Fonds spécialisés an iwwert d'Société de patrimoine familial, dat en Deel vum alen Holdingsgesetz vun '29 ersetzt, ass d'Arsenal vun de Produkter vun eisem Finanzsecteur erweidert a verstäerkt ginn, en attendant dass och nach an deenen nächste Méint deen zweete Projet dat aalt Holdingsgesetz komplett ersetze wäert. Dat ass wichteg, well villes an eisem gesamtwirtschaftleche Panorama vun der dauerhaft gudder Situatioun vum Finanzsecteur ofhänkt. An de Luef aus dem Secteur an deene leschte Wochen a Méint fir d'Aarbecht vun der Regierung a vun der Chamber ass och net ausbliwwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all dëst geschitt, well mer Aarbechtsplaze brauchen: Aarbechtsplazen, déi Zukunft hunn an déi de Leit, déi se besetzen, kënne Sécherheet a Stabilitéit bidden. Dëst ass eng vun de groussen Erausfuerderungen, deenen d'Politik ze begéinen huet.

Et ass jo net esou, dass keng Aarbechtsplaze géife geschafe ginn. De Contraire ass wouer! Mä eng Aarbechtsplaz muss eppes Stabiles, eppes Dauerhaftes sinn, wa se hir sozial Funktioun voll ëmfänglech soll erfëllen. Si soll och méi sinn, wéi grad just Aarbechtsbeschafung.

Zur Kompetitivitéit vun eisem Land gehéiert och de Grad vu sozialer Ofsécherung an d'Dicht vu solidaresche Politiken, vun deenen d'Bierger profitéieren. Eenzelner héieren dat net esou gär, mä e Land mat sozialer Rou ass méi attraktiv fir Investissementer, wéi eent, wou vläicht eppes manner u Léin an u sozialer Sécherheet gebuede gëtt, mä wou am Géigenzuch d'Previsibilitéit vun de Produktiounsprozesser net assuréiert ass. Alles hält sech. Mir hunn zu Lëtzebuerg bewosst a viru laange Joren de Choix vun anstännege Léin, déif gräifender sozialer Ofsécherung a staatlecher Ënnerstëtzung fir déi Schwaach an eiser Gesellschaft geholl. Dëse Choix huet eis Wuelstand an dauerhafte soziale Fridde bruecht. Zu deem Choix steet d'CSV weiderhin ouni Virbehalter.

De Raiberkapitalismus ass keng Alternativ an e gëtt keng, och net an Zäite vu wirtschaftlecher Ëmgestaltung. Déi Politik, déi den Aarbechtsminister zu Gonschte vun éierbaren Aarbechtsverhältnisser an Aarbechtskonditioune mécht, gëtt vun eis genausou ënnerstëtzt, wéi déi sëlleche Leeschtungen, déi d'Ministesch fir Famill a Solidaritéit géréiert, fir dass Leit, déi emol gefall sinn an eleng net méi opkommen, sech nawell nees eng Kéier als Mënsche kënnen hiewen an an eiser Gesellschaft kënne matmaachen.

Wirtschaft, Transport, Bewegungen, alles dat huet een Impakt op d'Emissioune vun deene Schuedstoffer, déi am erhiefleche Mooss um Klimawandel matschëlleg sinn. Lëtzebuerg gehéiert zu deene Länner, déi sech besonnesch däitlech zu Reduktioune vun hiren Emissiounen engagéiert hunn. Mir sinn eis et schëlleg - eis an deene Generatiounen, déi no eis kommen -, dass mer näischt onversicht loossen, fir déi drohend Klimakatastroph ofzewenden.

Dat bedeit, dass mer eis musse kloer driwwer sinn, dass Ännerungen an eisem Energiekonsum, an eisen Transportgewunnechten, an eiser Bauweis noutwendeg an dréngend gi sinn. Deene musse mer eis stellen: net nëmme kuerzfristeg - well et souzesoe Moud ass -, mä laangfristeg.

Et wäert eppes kaschten. Dës Politik ass net zum Nulltarif ze kréien. Mä eng aktiv Politik fir de Klimaschutz gëtt op Dauer net méi deier, wéi wa Lëtzebuerg misst ënner Kyoto 1 an deemnächst ab 2012 ënner Kyoto 2 seng iwwerschësseg Emissiounen iwwer Protokoller bezuelen. Esou oder esou brauche mer honnerte vu Milliounen Euro. Déi si vill besser an eng dynamesch Klimaschutzpolitik investéiert, wéi an d'Bezuele vu Strofen, wa mer esou eng Politik net géife fäerdeg kréien.

Mir brauchen dofir, an do si mer eis mat villen eeneg, eng regelrecht national Strategie. D'Regierung huet een éischten Aktiounsplang ausgeschafft a presentéiert. D'CSV huet viru kuerzem gefuerdert, dass eng jährlech Klimaschutzdebatt am Parlament stattfanne soll, fir eis Strategie, eisen Aktiounsplang ze diskutéieren an e vläicht ëm dës oder déi Dimensioun ze erweideren. Dass dëse Virschlag unanime Zoustëmmung fonnt huet, begréisse mir. Déi Debatt wäert eng regelméisseg Geleeënheet ginn, fir eis Politik ze entwerfen, ze iwwerpréiwen an ze ajustéieren.

À propos iwwerpréiwen: Dat wäerte mer och privat an an der Wirtschaft musse mat eisem Ëmgang mat der Energie maachen. Energie spueren, se méi effizient notzen, dofir suergen, dass se net verbraucht gëtt, net méi op jidde Fall wéi wierklech néideg ass, dat alles geet, mä net jiddferee weess, wéi en et soll maachen.

Et ass also noutwendeg, zu enger méi konsequenter Energieberodung ze kommen, enger Berodung, déi jiddferengem opsteet, dee wëllt bauen, renovéieren, e Betrib opriichten oder e Produktiounsprozess schafen oder veränneren. Wa mer wëllen, dass e responsabelen a spuersamen Ëmgang mat Energie zur Regel an eiser Gesellschaft gëtt, da musse mer d'Gesellschaft ëmfaassend iwwer Méiglechkeeten a Perspektiven an där Saach informéieren.

An dësem Kontext wëll ech op d'Aussoe vum Statsminister verweisen, no deene Lëtzebuerg am Kontext vu lues a lues fälleger Harmoniséierung vun der Basisbesteierung vum Diesel a Bensin net méi wëllt maueren. Mir all wëssen, dass den Tanktourismus keng besonnesch moralesch héichwäerteg Aktivitéit ass, mä déi 1,1 Milliard Euro, déi all Joer aus dem Verkaf vu Bensin an Diesel an d'Statskeess fléissen, déi di gutt. Besonnesch an de Beräicher Sozial- a Familljepolitik erlabe se eis, eise Leit munches méi ze bidden, wéi dat an eisen Nopeschlänner de Fall ass.

Aus dësem Widdersproch eraus musse mer elo eng nei Verhalensweis, eng nei Politik strécken. Mir kënnen net en noblen Discours iwwer Klimaschutz an Emissioune féieren a weiderhin esou maachen, wéi wann eise Bensins- an Dieselspräis domadder näischt ze dinn hätt. Tatsaach ass, dass besonnesch am Schwéierlaaschtverkéier deels substanziell Ëmweeër iwwer Lëtzebuerg gefuer ginn, fir méi bëlleg ze tanken. Mat 1.200-Liter-Tanken op décke Camionë rechent dat sech. Dat wäert sech an Zukunft manner rechnen.

Wann et sech fir d'Konsumente vun eisen Dreifstoffer manner wäert rechnen, da rechent sech dat awer och manner fir eise Statsbudget. Wa mer graduell d'Präisser op der Pompel vu Bensin an Diesel eropféieren, dann ass d'Konsequenz dovunner, dass mer manner Steierrecetten aus dësem Geschäft wäerten zéien. Dat Geld steet deemno net méi fir d'Ëmverdeelung zur Verfügung. Däers musse mer eis bewosst sinn. Méi Moral un der Pompel heescht manner Geld fir ze verdeelen. Spéitstens da wäerte mer gesinn, wéi grouss d'Begeeschterung zum Wiessel nach wäert sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e modernt Lëtzebuerg ass e Lëtzebuerg, wat seng Bierger op d'Zukunft virbereet. Dat passéiert virun allem an der Schoul. Net an enger zouener, enger ofgeschottener, enger isoléierter Schoul, mä an enger Schoul, déi Deel vun der Gesellschaft ass, déi hir jonk Memberen ausbilt.

Mir sinn de Moment befaasst mat der Ëmsetzung vun engem wichtegen Aspekt vun der Moderniséierung vun eisem Land a senger Gesellschaft, an zwar mat der Erneierung vum Primärschoulgesetz vun 1912. Et ass Kreativitéit gefrot, fir en neit Kadergesetz fir d'Primärschoul ze formuléieren, wat all deene gesellschaftleche Veränneruge Rechnung dréit, déi sech am leschte Jorhonnert a besonnesch an deene leschten 20 Joer zu Lëtzebuerg vollzunn hunn.

1912 hu kaum Auslänner zu Lëtzebuerg gelieft. Haut sinn et ronn 40% vun eiser Bevölkerung. A 40% vun de Schoulkanner sinn auslännesch Kanner; 45% am Préscolaire. Deemools gouf d'Autoritéit - d'Elteren, d'Schoulmeeschteren, d'Vertrieder vun der Kierch - quasi einfach esou respektéiert. Haut mussen d'Kanner zum Respekt vun Autoritéit, a virun allem och zum Respekt viru sech selwer erzu ginn.

Deemools huet eng Famill grondsätzlech aus enger bestuetener Elterekoppel vu Mamm a Papp an hire Kanner bestanen. Haut ass den Zouschnëtt vun de Familljen dacks een aneren, e manner regelméissegen, e vill méi komplizéierten. Deemools hunn d'Fraen an aller Regel doheem de Stot gefouert a sech ëm d'Kanner gekëmmert. Haut gi 60% vun de Fraen enger bezuelter Aarbecht no, an déi Zuel wäert weider klammen. All dës Mutatiounen an eiser Gesellschaft hunn en Impakt op d'Realitéit an op d'Missioun vun der Schoul.

D'Primärschoul ass d'Grondlag vu Bildung an Ausbildung. Wa si hiert Zil verfeelt, kréien déi Schoulen, déi sech uschléissen, d'Feeler vu virdrun net méi ausgeglach. Mir wëssen, dass an Zukunft d'Chancen um Aarbechtsmaart, d'Chancen am Liewen, d'Chancen als Mënsch virun allem un der Qualitéit vun der Ausbildung wäerten hänken. Déi Zäiten, wou een och nach bal ouni schouleschen Ofschloss konnt wäit am Liewe kommen, sinn eriwwer. Honnerte vun onqualifizéierte jonke Chômeuren erliewen dës Wourecht Dag fir Dag.

D'Schoul vun der Zukunft muss eng Schoul vun der Chance fir all Kand, fir all Jonke sinn. All Kand an all Jonken ass awer net d'selwecht. All eenzelt Kand am Primärschoulalter huet Stäerkten, Schwächten, Interessen an Neigungen, déi eis aktuell Primärschoul weder genuch berücksichtegt nach an ausreechendem Mooss hirer Léiertätegkeet zugronn leet. Dat muss sech änneren.

Et gëtt net méi eng Schoul fir eng Zort Kand. Et gëtt ëmmer méi Zorte Kanner, an op si muss d'Schoul agoen. Et gëtt där, déi séier eleng eens ginn, an et gëtt déi, déi laang musse gehollef kréien. Et gëtt där aus deem, wat mer eng intakt Famill nennen, an et gëtt ëmmer méi déi, déi doheem kaum méi Ënnerstëtzung kréien, well d'Situatiounen an der Famill eben aneschters sinn. Et gëtt där, déi wëlle léieren, déi wëlle virukommen, déi eigentlech méi wäit kéinte kommen, an et gëtt déi, déi an den heitege Léierinhalter hire Wee net fannen an deenen eng aner Offer muss ugebuede ginn.

Här President, léif Kolleegen, kee Kand kann näischt, kee Mënsch kann näischt. Mä vill Kanner - déi jonk Mënsche sinn - kënnen net grad dat, wat gebraucht gëtt, fir duerno am Liewen e gudde Start ze kréien. Gläichzäiteg gëtt et och den ëmgedréinte Fall. Dat sinn déi Schüler, déi méi Ureizer, méi Usporn brauchen, wéi dat sech aus den heitege Programmer ergëtt. Och do hu mer e Problem, well d'Schüler, déi méi kënnen a wëlle leeschten, wéi et den normale Programm haut vun hinnen erwaart, sinn an der Schoul dacks gradesou verluer, wéi déi Kanner, deenen hir regulär Schoulinhalter ze vill sinn.

Mir brauchen a mir wëlle méi Kanner, déi d'Uni maachen. Duerfir brauche mer eng Schoul, déi si méi fördert, wéi si dat haut mécht. Mir brauche fir d'Zukunft eng Schoul, déi all Kand mat den Inhalter vun deene Rhythme virundreift, viruféiert, déi d'Kand kann individuell assimiléieren. Haut hu mer eng Situatioun, an där ëmmer méi Kanner op iergendeng Aart a Weis mat virugeschleeft ginn, fir herno néierens unzekommen.

Mir brauchen - ech hunn et gesot - eng Schoul vum Erfolleg fir all Kand. Deen Erfolleg ass net exakt identesch fir all Kand. An e stellt sech net fir all Kand zum selwechte Moment an. Mä mir sinn de Kanner vun haut, an domat den Erwuessene vu muer, et schëlleg, dass jiddfer Eenzelne kann Erfolleg hunn, wann ee Säint dozou wëllt bäidroen. Dat geet net méi an enger Schoul, déi fir jiddfereen uniform ass am Programm, mat ëmmer nees 28 Unitéiten Inhalt an der Woch, déi fir jiddfer Schüler d'selwecht sinn.

Vill Léierinnen a Schoulmeeschter, och am Ministère, wëssen dat an hunn d'Method perséinlech schonn adaptéiert, fir ze versichen, der Verschiddenaartegkeet vun de Schüler Rechnung ze droen. Dës Enseignantë wëssen och, dass si musse fir

d'Schüler do sinn, wa soss kee méi do ass, an dass d'schoulesch Hëllef an Ënnerstëtzung beim Léieren haut eppes ass, wat muss am Kontext vun der Schoul selwer ugebuede ginn, wann et soss néierens zur Verfügung steet.

Dat alles seet eis, dass mer an Zukunft eng aner Schoul brauchen, eng Schoul mat méi Encadrement, mat méi individueller Hëllef, mat méi Agoen op deen Eenzelnen, mat enger Flexibilitéit an de Programmer a beim schoulesche Virukommen. Wann ech soen „méi Encadrement", da wëll ech och soen, dass all déi Efforten, déi an deene vergaangene Jore bis haut gemaach si ginn, fir eng adequat Betreiung vun de Schoulkanner sécherzestellen, immens Erfolleger kënne verzeechnen, wann och net iwwerall am Land am selwechte Mooss.

Et féiert allerdéngs kee Wonschdenken an och keng erkennbar gesellschaftlech Entwécklungsperspektiv laanscht de Constat, dass mer nach méi Betreiung wäerte brauchen. An zwar souwuel där, déi mat schouleschen Inhalter an hirer Verdauung a Veraarbechtung duerch d'Schüler ze dinn huet, wéi och där, déi sech aus der Noutwendegkeet ergëtt, op d'Kanner opzepassen, deenen hir Elteren opgrond vu villen - zum Deel heterogenen - Grënn net zur Verfügung stinn.

Eng ausreechend Offer vu Betreiungsméiglechkeeten an der Schoul a ronderëm d'Schoul ass déi noutwendeg a gläichzäiteg déi logesch Konsequenz vun enger Politik, déi am Numm vun der richteg verstanener Gläichheet tëschent Mann a Fra derfir suergt, dass eng Koppel, déi wëllt beruffstäteg sinn, dat och kann a voller Autonomie hirem Choix entspriechend maachen. D'CSV ënnerstëtzt dofir d'Beméiunge vun der Regierung, op dësem Plang virunzekommen.

Mä, Dir Dammen an Dir Häre, esou eng Schoul kascht Geld an Engagement. Mir brauchen dofir aner Schoulgebaier wéi haut, an deenen ee sech ka méi laang ophalen. Mir brauche méi Léierpersonal mat enger verbesserter Ausbildung. Mir brauche pedagogesch Equipen, an deenen Éducateuren, Psychologen, Logopäden an anerer Hand an Hand zesummeschaffen an upaken an an de Schoulbetrib integréiert ginn.

Deen Investissement, dee mer do zousätzlech brauchen, ass e resoluten Investissement fir d'Zukunft. Net nëmmen, well mer mat enger besserer Schoul manner Chômeurë wäerten hunn, mä och virun allem, well eng Gesellschaft, déi zesummenhält, net eng Gesellschaft ka ginn, an där 20% a méi vun de Leit vu vireran am Fong keng Chance hunn.

D'Reparaturkäschte vun esou enger Gesellschaft, an där méi a méi Leit am Fong hiert Liewe laang mussen assistéiert ginn, si vill méi héich - nach méi héich -, wéi déi vun enger Schoul, déi zur Kohesioun vun enger Gesellschaft bäidréit, wou jiddferee seng Chance huet an och en mesure gesat gëtt, fir dës Chance ze notzen.

Dir Dammen an Dir Häre, e modernt Land, e Land, wou ee kann op agréabel Manéier wunnen, schaffen a sech bewegen, dat ass e Land, dat dofir suergt, dass seng Bierger sech net mussen iwwer zwou Aarbechtsgeneratiounen ewech verschëlden, fir zu enger anstänneger Wunneng ze kommen. De Problem vum Wunnengsmaart ass mat dee gréissten, dee mer zu Lëtzebuerg kennen. An deene leschten zéng bis 15 Joer ass, ech géif gäre soen, alles vun der Politik versicht ginn, wat net mat Contrainten ze dinn huet, fir de Wunnengsmaart ze entspanen.

Déi öffentlech Offer vu Wunnengen, déi duerch de Wunnengsbau-Fonds an d'SNHBM realiséiert ginn, ass permanent geklommen. Dausende Logementer goufen zu verstännege Präisser verkaaft, verlount oder versteet. D'TVA op allem, wat mat Bauen ze dinn huet, ass wäit erofgesat ginn, an der Hoffnung, esou kéint d'Offer um Baumaart an d'Luucht an d'Präisser stabiliséiert ginn. Steierlech Ureizer goufe geschafen, an och e Steierkredit beim Enregistrement, fir datselwecht Zil ze erreechen. De Verkaf vu Bauland ass vun der Steier befreit ginn. Parallell dozou sinn déi staatlech Bäihëllefe fir de Kaf a virun allem de Bau vun engem Logement stänneg geklommen. Wäit iwwer 100 Milliounen Euro mécht de Budgetsposten haut aus.

Et huet alles näischt gedéngt. D'Präisser sinn a ginn ouni Ënnerbriechung weider an d'Luucht!

De Stat an d'Gemengen hu sech elo verflicht, méi Wunnraum ze schafen an dofir ze suergen, dass en och bezuelbar ass. Elo kann ee sech an deem Zesummenhang eng Rei Froe stellen. Et kann ee sech legitimerweis froen, ob et net eng Méiglechkeet - eng sënnvoll souguer - wär, fir net op 40, 45 Plazen, mä op fënnef, aacht Plaze groussflächeg zousätzleche Wunnraum unzestriewen.

Dat géifen dann eventuell kleng nei Stied ginn, ugebonnen un den öffentlechen Transport, souzesoen IVL-konform, virun allem un d'Schinn, an esou no wéi méiglech bei den Aarbechtsplazen, virun allem deenen, déi an Zukunft nach wäerte geschafe ginn.

Vläicht komme mer nach eng Kéier zu esou enger Approche, well bei all Joer 5.000 bis 6.000 neien Awunner wäert et duerchaus méiglech sinn, dass dëst iergendwann eng Kéier Deel vum Logementspakt gëtt. Zum heitegen Zäitpunkt schéngt et esou ze sinn, dass déi gezielten Unuerdnung vun enger Rei vu groussen Entwécklunge mat jeeweils dosende vun Hektare Bauland als politesch Zilausriichtung net majoritéitsfäeg ass, well et villen ze vill dirigistesch erschéngt.

Wa mer awer mengen - an dat zu Recht -, dass dringend muss op aschneidend Manéier um Wunnengsmaart gehandelt ginn, da muss op d'Offer agewierkt an d'Präisser gebremst ginn. De Minister Boden huet am Rumm vun deem, wat haut politesch méiglech schéngt, e Pak zesummegestallt, mat de Kolleegen aus der Regierung zesummen, deen audaciéis ass an dee vill méi wäit geet, wéi mer eis bis elo getraut hunn ze goen. Aus guddem Grond; schliesslech haten déi fräiwëlleg a manner inzisiv Moossnamen, déi an de leschten zéng bis 15 Joer proposéiert goufen, net déi erwaarte Wierkung kannt.

Wa permanent gefuerdert gëtt, dass d'Politik misst handelen, da kann et schlecht sinn, dass, wa se handelt, an zwar richteg, nees Hoer an der Zopp probéiert ginn ze fannen. Et ass ee ganz ambitiéist Stéck Politik, wat zu Lëtzebuerg a Saache Wunnengsmaart opgeluecht gëtt, an et brauch Erfolleg! Alles anescht, Dir Dammen an Dir Hären, huet an den Ae vun eiser Fraktioun keng Erfollegschance an ass keng Optioun.

De Pacte Logement ass eng Saach, där hiren Erfolleg fir d'Zukunft vum Land eng Noutwendegkeet ass. Mir kënnen net virufuere mat där ruinéiser Wierklechkeet vun de Wunnengspräisser, well mer domat net nëmmen eis eegen Zukunftschancen, mä och déi vun den Nopeschregiounen am noe Grenzgebitt hypothekéieren. Et ass haut schonn esou, dass am Areler Land, am Norde vu Louthréngen an déi Säit der Musel d'Wunnengspräisser regelrecht explodéieren, ënnert dem Drock vu Lëtzebuerger an aneren, déi sech op där anerer Säit vun der Grenz nidderloossen, wou d'Präisser fir si nach méi attraktiv sinn.

Gläichzäiteg dreiwen dës Plënneraktiounen awer d'Präisser hannert de Grenzen esou an d'Luucht, dass d'Leit vun do, déi net d'Chance hunn, zu Lëtzebuerg fir eng Lëtzebuerger Pai kënnen ze schaffen, sech knapps nach kënnen eng Wunneng leeschten. Mir kënnen net nëmme selwer Wunnengsnout hei am Land schafen, mir exportéiere se och nach!

De Pacte Logement geet dovun aus, dass an alle Gemengen, déi matmaachen, op engem Zäithorizont vun zéng Joer méi gebaut gëtt, wéi den Duerchschnëtt. Konkret bedeit dat, dass déi betraffe Gemengen akzeptéieren, opgrond vun enger ëmfaassender Politik mat villen Instrumenter méi séier ze wuessen. Zu dësen Instrumenter gehéiert notamment eng méi aktiv Wunnraumerschléissung duerch déi öffentlech Hand, ënner anerem duerch e generellt Virkafsrecht zu Gonschte vun de Gemengen.

Nun ass et esou, dass natierlech vill Gemengen de finanziellen Ureiz vun der Operatioun...

(Interruption)

...esou attraktiv fannen, dass se matmaachen, egal ob se am Kontext vum IVL zu den Entwécklungszentre vum Land gehéieren oder net. Et wier mäi Wonsch, dass d'Politik vum Pacte Logement sech haaptsächlech an esou Gemenge wierksam géif maachen. Et bréngt net alles, wa Gemengen, déi net anstänneg un den öffentlechen Transport ugeschloss sinn a wou keng oder kaum Aarbechtsplazen existéieren, iwwerduerchschnëttlech wuessen. Wat dat nämlech bréngt, ass virun allem nees méi Individualverkéier op engem Réseau, deen op ville Plaze scho saturéiert ass. D'Wierksamkeet vum Pacte Logement ass ëmsou méi grouss a méi positiv, wéi se sech an dem IVL definéierten Aktiouns- an Entwécklungsprogramm entfaalt.

Iwwerhaapt, den IVL: All Dag op en Neits beweist sech, dass seng Schlussfolgerunge richteg waren. Mir sinn haut iwwert déi optimisteschst, iwwert déi héich gestachenst Entwécklungszeenarien eraus, déi 2001 opgestallt gi sinn, wéi mer mam IVL ugefaangen hunn. Et gëtt Zäit dem IVL déi Prioritéit zouzeuerdnen, déi e verdéngt. Mir brauchen eng regelrecht IVL-Offensiv.

Ech wënsche mer, dass den Innenminister Erfolleg huet bei senger Tournée duerch d'Land, déi en elo wäert maachen. Et ass nämlech vun enormer Wichtegkeet, dass sech besonnesch och d'Lokalpolitiker mam IVL identifizéieren. Handlungsbedarf - mä och dat steet am IVL-Dokument - ass besonnesch ronderëm d'Stad an op der Achs Esch-Stad-Nordstad, also dem Réckgrat vum schinnegebonnenen öffentleche Verkéier, gebueden.

Et kann een de Stater Tram, dee jo nawell eng sonneg Plaz an der Prioritéitelëscht vum Transportminister huet, gutt fannen oder net. Tatsaach ass: Ouni d'prioritär Stäerkung vun der Épine dorsale vun der Schinn, ouni peripher Garë ronderëm d'Stad - zu Zéisseng, um Houwald, zu Dummeldeng an um Kierchbierg -, an ouni Vernetzungsperspektiv vun dëse Garë mam Rescht vum Land, an doriwwer eraus mat de grousse Garen am Grenzberäich, vu wou vill Leit moies kommen, bréngt de Stater Tram näischt. Hie ka just um Enn vun enger IVL-inspiréierter Ëmgestaltung vun engem Schinneréseau leien. Esou steet et am IVL. Ouni esou eng Positioun verbessert hien den „modal split" net, a wäert dann net dat bréngen, wat mer vun him erwaarden.

Et gëtt Zäit, Dir Dammen an Dir Hären, an der Rubrik vun engem moderne Land, dass mer erausfannen, wéi mer déi wesentlech Entwécklungszentre vun eisem Land - an dat an all Regioun - wëllen op performant Manéier un de Schinneréseau integréieren. Fir et emol um Beispill Belval festzemaachen: Wann et esou wier, dass mer net séier zu enger neier Linn vu Belval op d'Zéissenger Schnellzuchgare kéimen, a vun do aus un op de Findel, da geet d'Opération de charme Belval schif aus. Dat musse mer wëssen.

Eng schlecht, eng komplizéiert, eng lues Ubannung vu Belval an eng Schinnelogik, déi fir d'Zukunft muss op Rapiditéit an Effizienz setzen, geet net duer. Wien dat wëllt, deen hypothekéiert de Succès vum Site Belval, an domat och dee vun der Uni, dee bekanntlech haaptsächlech och do ugesiedelt soll ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e modernt Land ass eent, deem seng administrativ an territorial Strukturen an déi Zäit passen, där hir Erausfuerderunge se musse meeschteren. Dozou gehéiert eng Verwaltung, déi mat de Bierger an de Betriber transparent, effikass an entgéintkommend kommunizéiert. Eis Verwaltungsprozeduren an -ofleef sinn dacks nach aus enger anerer Zäit. Och hei muss een Hiewel ugesat ginn. D'Décisioune vu Verwaltung a Geriicht musse méi séier ergoen, wa mer d'Vertraue vun de Leit an eis Institutioune wëlle stäerken. Et huet sech scho munches gedoen, mä et bleift nach munches am Uergen.

Dozou gehéiert och eng Zort administrativen Overkill an eenzelne Beräicher, deen ofgeschaaft gi soll. Domat mengen ech duebel an dräifach Genehmegungen, Zoustännegkeetsgerangel an Onwëlle vu gewëssene Verwaltungen, tëschent Wesentlechem an Niewesächlechem ze ënnerscheeden.

Fir dass esou eng Gesamtmoderniséierung vum Stat ka geléngen, muss de Prozess do ufänken, wou och de Stat ufänkt a wou seng Institutiounen a säi Fonctionnement organiséiert sinn. Dat ass an der Verfassung vun eisem Land.

Duerfir si mer frou, dass d'Verfassungskommissioun vun der Chamber befaasst ass mat Propositioune vun hirem President, eisem Kolleeg, dem Här Paul-Henri Meyers, déi eis Constitutioun sollen aus der Grënnerzäit vun 1868 an eis Zäit bréngen. Wa mer an de Fakten an an der Wierklechkeet vu Lëtzebuerg wëllen e moderne Stat sinn, da kann deen Text, deen eist Statswiese regéiert, sech net liese wéi ee Relikt aus der postrevolutionärer Zäit.

D'Chamber ass amgaangen duerch hir Spezialkommissioun „Territorial Reorganisatioun" zu Konklusiounen am Beräich vun der zukünfteger Organisatioun vum Land ze kommen. Villes, wat mer diskutéiert hunn, bestätegt, wat eenzel Kolleegen hei am Haus säit laanger Zäit scho priedegen. Mir hunn et op wäite Strecken nach mat enger territorialer Uerdnung a mat Verwaltungsstrukturen ze dinn, déi am 19. Jorhonnert geschafen a strukturéiert goufen an där hiren Zoustand net méi op déi modern Zäite passt. Dat kann awer net esou bleiwen, wa mer et mat der Moderniséierung vum Land eescht mengen.

De Stat kann net alles selwer maachen. Duerfir gëtt et d'Mechanisme vun der Kompetenzdelegatioun, an do spillen zu Lëtzebuerg virun allem d'Gemengen eng wesentlech Roll. Un hinnen ass et, d'Liewe vun alle Bierger ze encadréieren. Duerfir existéiert de Prinzip vun der kommunaler Autonomie. Dëst ass ee vun deene renghéchste Prinzipien, déi d'Rechtsuerdnung vun der territorialer Strukturéierung vun engem moderne Stat kennt. E steet an eiser Verfassung. En ass an den internationalen Normen, virun allem sollechen, déi den Europarot opgeluecht huet, consacréiert ginn.

Mir gleewen un déi kommunal Autonomie, un eng wierklech, eng reell an eng wierksam Autonomie vun de Gemengen. Eng autonom Gemeng, esou wëllt et eis Verfassung an hirem Artikel 107, regelt selwer alles dat, wat vu kommunalem Intérêt ass. Dat heescht, dass si et eleng mécht, muss maachen, well hir Aufgabestellung esou formuléiert ass.

D'Gemengen hunn eng Rëtsch Kompetenzen, déi de Stat hinnen delegéiert huet, a si musse se exerzéieren. Dozou gehéieren haut niewent den traditionellen Aufgabe vun de Gemengen och Domäner, wou d'Bierger vun der Gesellschaft vun haut einfach verlaangen, dass d'Gemeng täteg gëtt.

Villes, wat am Beräich vun der Ëmwelt an der Energie, der sozialer Hëllefstellung, der Beschäftegung, der Kultur an dem gesellschaftleche Liewe vun der Politik ze leeschten ass, muss vun der kommunaler Politik geleescht ginn, an zwar a voller Autonomie, ouni dass d'Gemenge sech stänneg mussen zesummendoen, well se hir Aufgaben eleng net packen; ouni dass d'Gemenge permanent beim Stat virum Guichet stinn, fir Geld ze heeschen, well hir Roll ass net déi vun engem Bittsteller oder Subsidienempfänger. Hir Roll ass d'Erfëllung vun hire Missiounen an autonomer politescher Aktioun.

Fir dass d'Gemengen dës Roll kënnen erfëllen, fir hir Autonomie mat Realitéit a mat Liewen ze erfëllen, brauche se Mëttelen a Strukturen, déi et hinnen erlaben, hirer Aufgab kënne gerecht ze ginn.

Mir sinn an der Spezialkommissioun dobäi, den Aufgabeprofil vun enger moderner Gemeng ze definéieren. Opgrond vun deem Aufgabeprofil ergëtt sech dann d'Noutwendegkeet vun enger adequater Finanzausstattung, an aus dem Zesummespill vum Aufgabeprofil, der Finanzausstattung an der Professionaliséierung vun den ieweschte politeschen Ämter an der Gemeng, déi jo haut nach kaum a Fro ze stellen ass, ergëtt sech schlussendlech eng gewësse Gréisst, déi eng Gemeng muss hunn, fir hirem Aufgabeprofil gerecht ze ginn an iwwert déi néideg Mëttelen ze verfügen.

Eis Gemengen, nach ëmmer 116 un der Zuel, sinn alles anescht wéi gläich, wann et ëm hir Méiglechkeeten, hire finanzielle Spillraum an hiren Aktiounsradius geet. Dat ass wuel och de Grond dofir, dass sech kierzlech an engem Sondage bal zwee Drëttel vun de Leit fir weider Gemengefusiounen ausgeschwat hunn. - Esou vill emol zum Thema, dass een net géint d'Leit soll fusionéieren.

D'Leit ware bis virun zwou Wochen nämlech nach net gefrot ginn, wat se dann dovunner géifen halen. A si hu mat enger däitlecher Majoritéit, iwwregens an alle Bezierker vum Land, sech fir Fusiounen artikuléiert. Mir sollen dach net mengen, d'Leit géifen net wëssen, wat si als Bierger haut vun all Gemeng erwaarden: eng performant Verwaltung, Politik fir d'Leit, Betreiung vun de Kanner an, an, an. An engem Wuert: D'Leit erwaarden haut, an dat ass legitim, dass eng Gemeng e Servicebetrib ass, un dee se sech kënne wennen, wa se eppes brauchen.

D'Zäite vun der Nachtwächtergemeng si gradesou eriwwer, wéi déi vum Nachtwächterstat. Dorunner sollen all déi denken, déi duerch hir Positioun an der Chamberskommissioun an deenen nächste Wochen a Méint doriwwer ze entscheeden hunn, ob mer an eng modern Gemengenorganisatioun fir d'Zukunft kommen oder net. Mir hunn et, léif Kolleegen, an der Hand!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer no banne wëlle moderniséieren, komme mer net derlaanscht, och bei eiser Aussewierkung Moderniséierung unzestriewen. Eis Roll an eis Plaz an enger

ëmmer méi grousser Europäescher Uniouns, där hir Kompetenze wäit an d'Banneliewe vun hire Memberstate gräifen, hänken dovun of, wéi mer dat Europäescht zu Lëtzebuerg anticipéiert, beaflosst an duerno bei eis agebaut an integréiert kréien.

An deem Prozess mussen all d'Institutioune vum Land zesummeschaffen. Besonnesch d'Interaktioun vun der Regierung an der Verwaltung mat der Chamber ass dobäi kruzial, wa mer wëllen eng optimal national Begleedung vun europäesche Prozesser bewierkstellegen, besonnesch an enger Logik wéi se amgaangen ass erstallt ze ginn.

Dës Betruechtung leet et no, dass d'Chamber un deenen Décisiounen, déi d'Zukunft vum europäesche Verfassungsvertrag betreffen, associéiert gëtt. Mir sollen am Lëtzebuerger Parlament am Hibléck op déi ustoend Regierungskonferenz zu der Zukunft vun der Constitutioun eng Debatt féieren, an där d'Fraktiounen d'Geleeënheet kréien, hir Meenungen an Iwwerzeegungen zum Ausdrock ze bréngen, ier eis Regierung sech an Europa definitiv festleet.

Et ass wichteg, dass déi gewielte Vertrieder vun der Lëtzebuerger Natioun, déi hir Décisioun iwwert de Verfassungsvertrag zréck an d'Hänn vun de Lëtzebuerger ginn haten, an d'Entscheedungen iwwert déi definitiv zukünfteg Architektur vun Europa agebonne sinn a bleiwen.

D'Chamber wäert sech iwwerhaapt an Zukunft vill méi staark missen an den europäeschen Décisiounsprozess implizéieren. An zwar schonn ier d'Décisiounen an Europa geholl ginn. Dat hu mer heibanne schonn dacks gesot. Leider hu mer et nach ëmmer net fäerdeg bruecht, et op eng iwwerzeegend Aart a Weis ëmzesetzen.

Trotz - an ech wëll dat nach eng Kéier widderhuelen - den enorme Beméiunge vun engem Ben Fayot, dee wierklech als Mister Europa hei an der Chamber probéiert,...

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...all seng Kolleegen un der Wichtegkeet vun deem heiten Deel vun der Lëtzebuerger Politik ze begeeschteren.

Mir mussen, Dir Dammen an Dir Hären, eis Mëttele ginn, fir am Virfeld vun europäeschen Décisiounen informéiert ze sinn an dann op den Décisiounsprozess kënnen anzewierken, wa mer mengen, et géif fir Lëtzebuerg ëm d'Wurscht.

Et bréngt näischt ze lamentéieren, wa mer bei der Ëmsetzung vun Direktive sinn, dass mer näischt méi kënnen änneren. Amplaz duerno ze lamentéieren, sollen a musse mer et fäerdeg bréngen, op en Text anzewierken, ier e fir d'Ëmsetzung an d'Chamber kënnt.

Déi aner europäesch Länner maachen dat esou. Et geet och nëmmen esou. Wa mer dat Europäescht net just wëllen erdulden an erleiden, mä matgestalten, och als Deputéiert, och als national Deputéiert, da brauche mer hei am Haus eng Prozedur, fir Afloss op europäesch Texter ze huelen, wann et nach méiglech ass, Afloss dorop ze kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet et gesot an ech wëll et widderhuelen: Et kann een an enger Deklaratioun an duerno an enger Ried zur Lag vun der Natioun net vun allem schwätzen. Dat muss och net esou sinn. Besonnesch dowéinst net, well mer soss géifen all Joer zimlech déiselwecht Rhetorik hei un den Dag leeën.

D'CSV wollt sech fir hiren Deel dëst Joer konzentréieren op Beräicher vun eiser Politik, déi grad elo eng besonnesch Bedeitung hunn - fir d'Land a fir seng Leit. Mir wollten eng éierlech Bestandsopnahm maache vun eiser finanzieller Situatioun, als Kader iwwerhaapt vun allen Iwwerleeungen. Duerno hunn ech Beräicher beliicht, déi fir d'Kohesioun vun eiser Gesellschaft wesentlech sinn an déi hir Existenzgrondlag sécheren: Politike fir d'Zukunft an de Beräicher Schoul, Wunnen, Transport an Organisatioun vum Land, a Politik fir d'Wirtschaft an d'Betriber.

Dat alles muss ee gesinn ënnert der Maassgab, dass mer an engem Prozess vu Moderniséierung vun engem Stat a senger Gesellschaft sinn. An zéng Joer ass zimlech sécher näischt méi esou, wéi et nach virun zéng Joer war.

D'Erwaardunge vun de Bierger un déi politesch Institutiounen an d'Liewensweis vun de Leit stellen d'Politik haut méi wéi jee virun nei Aufgaben. Dës Aufgabe musse gemeeschtert ginn, wa mer d'Vertraue vun de Leit an hire Stat wëllen erhalen.

Grad elo huet de Wunnengsbau eng enorm Bedeitung, well mer virun der Fro stinn, ob mer de Logementspakt wierklech ëmgesat kréien an domadder endlech op d'Präisentwécklung um Wunnengsmaart kënnen agräifen. Eng fundamental Fro, well déi dréint sech dorëm, ob eis Gesellschaft et sech och an Zukunft nach leeschte kann, anstänneg ze wunnen.

Grad elo huet och de Klimaschutz eng enorm Bedeitung, ënnert dem Impakt vun deenen alarmante Berichter, déi den UNO-Panel zum Klimawandel virgeluecht huet. Wa mer net d'Grondlag vun eiser physescher Existenz wëllen op d'Spill setzen, da musse mer d'Organisatioun vun eiser materieller Existenz änneren. Et ass näischt ze fréi.

Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg steet am Mee 2007 net schlecht do. Et geet eis besser wéi villen aneren. Fir dass dat esou bleift, muss villes anescht ginn. Dat kréie mir hin, mä et geet net vum selwen. Eng erfollegräich Gesellschaft ass déi, déi et fäerdeg bréngt, d'Noutwendegkeet zur Reform zum richtegen Zäitpunkt ze erkennen a sech dann och dofir ze entscheeden.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun ass sécherlech e sënnvollen Exercice. Et ass d'Geleeënheet fir d'Politik, a mat hir fir déi breet politesch Öffentlechkeet, sech ausserhalb vum politeschen Alldaagsgeschäft mat der Globalitéit vun de Problemer an den Erausfuerderungen ausenanerzesetzen, déi sech eisem Land op politeschem, wirtschaftlechem, sozialem an och gesellschaftlechem Plang stellen.

D'Regierung leet bei där Geleeënheet hir Vuë vir an definéiert d'Prioritéite vun der politescher Majoritéit. Esou eng Debatt ass dann och d'Geleeënheet fir d'Oppositioun, hir eege Propositiounen ze ënnerbreeden an dem Land kloer ze soen, wat konkret géif geschéien, a besonnesch wat aneschters wär, wa si déi politesch Richtung géif virginn.

Dësen Exercice däerf awer net zu engem Ritual ginn, wou, lassgeléist vun der Realitéit am Land, e puer Vertrieder vun der politescher Klass sech géigesäiteg duelléieren a probéiere mat gutt kléngende Propositiounen ze glänzen, vill vun deene Propositiounen duerno awer schnell a Vergiess geroden, jo der vill ni Realitéit wäerte ginn.

Wat ass déi lescht Joren net alles beim État de la nation ugekënnegt ginn? Wéi ass et mat de Baulandreserve vum Stat? Wéini kann ausserhalb vum Perimeter gebaut ginn? Wéini kréien d'Gemengen eng finanziell Ënnerstëtzung fir all neien Awunner? Wat fir fräiwëlleg Präisaccordë mam Commerce hunn d'Inflatioun bis ewell wierklech gebremst? Wéi wäit si mer um Wee zum Shoppingcenter an der Groussregioun komm? Ënnerleien déi kontraktuell Obligatioune vum Stat wierklech kenger automatescher Indexatioun méi?

D'Diskussioun iwwert den Indexwuerekuerf sollt jo 2007 nees opgeholl ginn. Et huet ee bis ewell nach näischt dovunner héieren. Ganz ofgesi vun deene grousse Reformen, wéi zum Beispill d'Aféierung vun der Individualbesteierung. 2001 fir 2005 ugekënnegt, 2007 nach näischt geschitt, elo nees an Aussiicht gestallt.

Bei der Debatt zum Budget 2006 gouf besonnesch vun der Majoritéit, an hei ganz speziell vun der CSV, gefuerdert, datt bei der Exekutioun vum Budget 2006 nach 150 Milliounen Euro missten agespuert ginn. Et sollten also 150 Milliounen Euro manner ausgi ginn, wéi am Budget stoungen. D'Land huet méintelaang doriwwer diskutéiert fir elo festzestellen, datt d'Regierung 70 Milliounen Euro méi ausginn huet, wéi fir 2006 am Budget stoungen.

Här President, et gëtt Debatten, déi kéint ee sech wierklech spueren.

Fir emol nozehaken, wat alles aus deene flotten Iddien aus de leschte Joren eraus esou ginn ass, wëll ech eng ganz Serie vu parlamentareschen Ufroen un d'Regierung riichten, fir der Regierung d'Geleeënheet ze ginn, dann hir Effortë bis ewell nach emol kënnen ze dokumentéieren.

Wann ech gelift, Här President!

Politescht Vertrauen entsteet nämlech och dann, wann d'Bierger erkennen, datt dat, wat ugekënnegt gouf, och ëmgesat gëtt, datt e Wuert vun engem Politiker nach eppes zielt.

Nodeems an deene vergaangenen dräi Joer eng Politik gemaach gouf, déi an deenen zentrale politesche Froen de Wahlprogrammer vun CSV an LSAP zewidderleeft, mierkt een ëmmer erëm, datt d'Regierung an eise schnellliewegen Zäite vill Iddië lancéiert, déi schnell nees begruewe ginn. Et huet een d'Impressioun, villes géif just ugekënnegt gi fir d'Leit am Land ze berouegen, mä net alles wär kloer duerchduecht, net alles wär machbar, a munches soll wahrscheinlech och ni Realitéit ginn.

An d'Regierung schéngt hire Vertrauenskredit am Laf vun deene leschte Joren opgebraucht ze hunn. Dat zumindest geet aus engem „Wort"-Sondage ervir. Op d'Fro: „Huet d'Regierung d'Zukunft gutt preparéiert?", soe méi Leit, si wäre skeptesch, wéi der der Regierung d'Vertrauen ausschwätzen.

Dat ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eng grouss Koalitioun aus CSV an LSAP, déi d'Ënnerstëtzung vun deenen zwou grousse Gewerkschaften hei am Land an deene gréissten Dageszeitungen huet, dach en erstaunlecht Resultat, dat deene Verantwortleche vun CSV an LSAP misst ze denke ginn. Begeeschterung léist d'Politik vun CSV an LSAP am Land keng aus, jo éischter de Géigendeel.

Vun Ëmdenke war an der Deklaratioun vum Statsminister awer näischt ze héieren.

D'Regierung féiert hir Politik einfach weider. De budgetäre Problem gëtt weider um Bockel vun de Steierzueler geléist. Dee wierkleche Reformbedarf a gesellschaftlechen, sozialen a wirtschaftleche Froe gëtt weiderhin ignoréiert. De Premierminister huet sech a senger Deklaratioun jo haaptsächlech dorobber konzentréiert, d'Politik aus deene vergaangenen dräi Joer ze justifizéieren.

Deen, dee gehofft hat, d'Regierung géif elo, nodeems dräi Joer vun dëser Legislaturperiod éischter gemächlech verstrach sinn, endlech zu engem dynameschen Endspurt usetzen, dee gouf batter enttäuscht. Dat wat ugekënnegt gouf, war éischter al Bekanntes. Gesetzer, déi an Aarbecht sinn oder souguer schonn déposéiert sinn.

Mir hunn also net nëmmen dräi Joer verluer. Neen, dës fënnef Joer tëschent 2004 an 2009 hunn d'CSV an d'LSAP net genotzt fir wichteg Zukunftsreformen op de Wee ze bréngen.

Dat obschonn d'Viraussetzunge fir eng wierklech Reformpolitik gënschteg waren. 6,2% Wirtschaftswuesstum suerge fir méi Recettë beim Stat, fir méi Aarbechtsplazen, fir vill zefridde Gesiichter queesch uechtert Land. Déi gutt konjunkturell Situatioun iwwerdeckt momentan eis strukturell Problemer.

D'Fro, déi sech stellt, ass allerdéngs: Wéi laang nach?

Trotz dem Erfolleg vun eise Betriber, an hei ganz besonnesch vun de Banken, kënnen déi wirtschaftlech Eckdaten net iwwer eng Rei vu Problemer ewechtäuschen, mat deenen d'Land a seng Bierger Dag fir Dag ze kämpfen hunn. 6,2% Croissance ass keen Dauerzoustand, a wann d'Regierung déi strukturell Problemer net méi resolut ugeet, da fanne mir all eis Problemer déi kommend Joren erëm: Chômage, Budgetsdefizit, Finanzéierung vun eise Sozialsystemer. Do wou bei 6,2% Croissance e fragilen Equiliber erauskënnt, klafft bei nëmmen 2% Croissance e grousst Lach.

Wichteg Décisioune ginn allerdéngs bis 2009 erausgezögert, also bis no den nächste Parlamentswahlen. Vu strukturelle Reformen um Aarbechtsmaart, bei der Rent a bei der Gesondheet ass näischt ze héieren.

Ah jo, do gëtt et eng strukturell Reform, déi d'Regierung sech op de Fändel geschriwwen huet: de Statut unique.

Ech widderhuelen hei meng Wierder vum leschte Joer, wann ech soen, d'DP ass net am Prinzip géint de Statut unique, och wa mer feststelle mussen, datt keen en esou richteg gefrot huet, datt en a kengem Wahlprogramm an och a kengem Koalitiounsaccord erëmzefannen ass. An datt och nach keen esou richteg konnt duerleeën, wat den Avantage fir den Aarbechter, den Employé, de Patron an eis sozial Systemer soll sinn.

Gëschter konnte mer allerdéngs nach emol feststellen, datt d'Regierung de Statut unique weiderhi mat der Briechstaang wëllt duerchsetzen. D'DP wëllt awer kee Statut unique ëm jiddfer Präis.

Wann e Projet vun engem Statut unique soll d'Ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei kréien, dann nëmmen, wann et eng Reform ass, déi eppes zum Gudde wennt, déi Problemer léist, a keng nei schaaft.

Da muss de Statut unique Entlaaschtung schafen, amplaz Belaaschtung. Da muss de Statut unique eng Vereinfachung mat sech bréngen, amplaz alles nach méi komplizéiert ze maachen.

Da muss de Statut unique d'Lounniewekäschten erofdrécken, amplaz fir Eenzelner se weider an d'Luucht ze dreiwen. Da muss de Statut unique d'Mënschen ofsécheren, amplaz se zu Dausenden an d'Précaritéit ze dreiwen.

De Statut unique ass eng angeblech Jorhonnertreform, déi bis ewell keen am Land esou richteg konnt begeeschteren, kee Patron, keen Aarbechter, keen Employé. An et gëtt een d'Illusioun net lass, wéi wann dës Regierung sech och net fir hir eege Politik kéint begeeschteren. Et gëtt méi wat d'Koalitiounsparteien trennt, wéi dat wat se eent.

Wann de Premierminister sech gëschter kritesch mat gewëssen Äusserungen ausenanergesat huet, da koumen déi jo meeschtens aus dem sozialistesche Lager.

Et léisst och déif blécken, wa grad emol d'Halschent vun den Unhänger vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, déi jo awer ëmmerhin an dëser Regierung vertruede sinn, d'Regierungsaarbecht als positiv bewäert.

Déi Koalitioun, déi vun der CSV gewollt gouf, well et „d'Koalitioun vun der arithmetescher Vernunft" ass, trëppelt op der Plaz, well se zwar gemeinsam 38 Sëtz hei am Haus huet, béid Parteie sech awer net eens sinn, wat se mat där grousser Majoritéit solle maachen.

Duerfir bleiwe wichteg Reforme leien, déi wierklech noutwendeg wären.

Elo si schonn dräi Joer vun der CSV-LSAP-Koalitioun an d'Land gaangen an näischt bleift wierklech an Erënnerung, wat dann Dichteges geleescht gi wär.

Jo, d'Steiere sinn erhéicht ginn. D'Liewe gouf méi deier, a villes vun deem, wat CSV an LSAP am Wahlprogramm a Saachen Index, Logement, Transport, Chômage an esou weider versprach hunn, gouf iwwer Bord gehäit.

Nu bleiwen awer nach zwee Joer an dëser Legislaturperiod. An déi zwee Joer däerfen net zu enger Préwahlcampagne ginn. Et ginn Dossieren, déi mussen ugepaakt ginn, an et wär…

(Hilarité)

Ech héiere vu ville Vertrieder vun der Majoritéit, datt wichteg Froen, déi haut missten tranchéiert ginn, sollten am Wahlkampf 2009 diskutéiert ginn an duerno eréischt op den Dësch kommen. Ech géif also an Ärer Plaz elo doriwwer net esou haart laachen. Dir sollt Iech froen, ob dat déi richteg Approche ass.

(Interruption et hilarité)

An déi zwee Joer däerfen also net zu enger Wahlcampagne ginn. Et ginn Dossieren, déi mussen ugepaakt ginn. An et wär besonnesch e Verrot un deene kommende Generatiounen, fir elo aus wahltakteschen Ursaachen d'Hänn an de Schouss ze leeën.

Dat, wat de Premierminister gëschter opgelëscht huet, ass nëmmen e Brochdeel vun deem, wat noutwendeg ass, fir e wierklechen Opbroch an d'Zukunft ze lancéieren - an da wësse mer jo, datt vun esou Deklaratiounen oft herno net méi ganz vill iwwreg bleift.

Wann d'DP an der Verantwortung wär, da wär kloer, wat d'Prioritéite vun der Regierung bis 2009 wären:

D'Demokratesch Partei géif fir d'éischt de Leit déi Suen erëmginn, déi se Joer fir Joer ze vill un Akommessteier bezuelen, well d'Steiertabell zënter 2002 - elo also zënter fënnef Joer - net méi un den Index ugepasst gouf. 300 Milliounë mécht dat schätzungsweis fir 2008 aus. 300 Milliounen Euro, déi dem Eenzelnen hei am Land u Kafkraaft feelen. 300 Milliounen Euro, déi de Leit feelen, fir hire Wunnraum ze finanzéieren. 300 Milliounen Euro, déi de Leit feelen, fir déi deier Energiekäschten ze schëlleren.

(Interruption)

300 Milliounen Euro, déi de Leit feelen, fir an hir Altersvirsuerg ze investéieren.

Une voix.- ...déi Déifferdenger...

M. Claude Meisch *(DP).*- 300 Milliounen Euro, fir eng moderat Lounpolitik

ofzefiederen, déi am private wéi och am öffentleche Secteur aus wirtschaftleche Grënn indiquéiert ass.

Et ass grad de Mëttelbau vun eiser Gesellschaft, deen heiduerch besonnesch betraff ass, net déi ganz Kleng, déi wéineg bis keng Steiere bezuelen, net déi ganz Déck, déi no beim Spëtzesteiersaz leien. Neen, et ass d'Mëttelschicht, déi hei ze kuerz kënnt, déi ausgequetscht gëtt, där ze vill vun hirer Leeschtung ewechbesteiert gëtt. De Premier schwätzt do ronderëm de Bräi, d'DP dogéint Kloertext.

(Hilarité)

Et soll eiser Meenung no bei deene Steiersätz bleiwen, wéi se an der Steierreform 2002 décidéiert goufen. Dofir déi integral Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass Kloertext.

An do ass et einfach falsch ze soen, eng Steiererliichterung wär net dran, well se nees e Lach an de Budget géif rappen. Esou eng Steiererliichterung gëtt de Bierger dat Geld zréck, wat d'Bierger déi lescht Joren ze vill bezuelt hunn. Esou eng Steiererliichterung bréngt den néidege Schwong fir de Konsum, fir eis Ekonomie, an domadder schlussendlech och fir eis Statsfinanzen.

An engem Europa mat oppene Grenzen, an enger globaliséierter Welt bréngen héich Steiersätz net zwangsleefeg méi Geld an d'Statskeess, well nämlech en Deel vum Geld da guer net méi hei zu Lëtzebuerg wäert versteiert ginn. D'Steieropkommes kennt eng Dynamik, déi dëser Regierung schéngt friem ze sinn.

Da géif d'DP d'Administration de l'Emploi vu Grond op reforméieren: eng ADEM, déi den heitegen Aufgaben net méi gerecht gëtt. Dat weist schonn eleng de Fait, datt den Aarbechtsminister an d'Gewerkschafte jéimeren, d'Patrone géifen déi oppe Plazen net all op der ADEM mellen. Mä, wann d'ADEM esou géif fonctionnéieren, wéi mer eis dat solle virstellen, da géifen d'Patrone gelaf kommen, fir déi richteg Mataarbechter vermëttelt ze kréien.

An enger Zäit, wou Joer fir Joer hei am Land dausende vun Aarbechtsplaze geschaf ginn, de Chômage awer net reduzéiert gëtt, an esou enger Zäit geet et net duer, just d'Dossiere vun den Demandeurs d'emploi ze verwalten.

Neen, deen, deen ouni Erfolleg scho während e puer Méint op der Sich no enger Aarbecht ass, däerf net weider nëmmen an der Statistik gefouert ginn, mä e muss eng konkret Formatioun kréien, fir esou den Usprëch vun de Betriber gerecht ze ginn. E muss e konkreten Ureiz hunn, fir an d'Aarbechtsliewen zréckzekomme respektiv sech weiderzebilden.

Fir dat ze erméiglechen, brauche mir éischter eng Weiderbildungsagentur, wéi déi jëtzeg ADEM. Fir dat ze erméiglechen, muss och deen, deen Aarbecht sicht, déi ausgestreckten Hand ergräifen. Ouni den Effort op béide Säite geet et net!

Da géif d'Demokratesch Partei privat Aarbechtsvermëttler net nëmmen zouloossen, mä se och förderen. Jiddfereen, dee vermëttelt ass, ass gutt vermëttelt, egal wien et ass: d'ADEM, eng Gewerkschaft, eng A.s.b.l., eng Gemeng, e private Betrib oder ob ee sech selwer op d'Sich gemaach huet no enger Aarbecht, wéi dat jo haut oft de Fall ass. Dat - a wat jo eigentlech jiddferengem misst aliichten - stéisst bei dëser Regierung allerdéngs op heftege Widderstand. Fir Rout a Schwaarz zielen d'Ideologie ebe scheinbar méi, wéi pragmatesch Léisungen.

Fir dem Usproch, Lëtzebuerg zum Shoppingcenter vun der Groussregioun ze maachen, wierklech gerecht ze ginn, géif d'Demokratesch Partei eng Liberaliséierung vun de Geschäftszäiten op d'Weeër bréngen. Wien eppes wëllt verkafen, muss säi Buttek da kënnen opmaachen, wann d'Clientë wëllen akafen. Mä och hei dominéiert déi schwaarz-rout Ideologie iwwert de Pragmatismus. D'Regierung verstoppt sech hannert de Sozialpartner, amplaz hir Responsabilitéit ze huelen. D'Konsequenz: D'Kafkraaft wandert weider an d'Nopeschlänner aus, a mat hir d'Aarbechtsplazen.

(Interruption)

D'DP géif op engem oppene Rentendësch déi laangfristeg Ofsécherung vun eisem Rentesystem ugoen. Zesumme mat de Sozialpartner sollen all an der Chamber vertruede Parteie konsensfäeg Reformen aushandelen an duerno Schratt fir Schratt ëmsetzen. De Verfallsdatum vun engem Rentesystem muss a Generatiounen, an net a Legislaturperioden ze moosse sinn, an dofir brauche mer de parteiiwwergräifende Konsens an dëser Fro.

Fir de gesellschaftleche Stëllstand endlech opzebriechen, géif d'Demokratesch Partei eng ganz Serie vu Reformen initiéieren, zum Beispill d'Chamber- an d'Europawahlen trennen. Mir géifen eng grouss Debatt iwwert déi national Identitéit féieren, déi wäit iwwert d'Fro vum Fändel erausgeet.

Mir géifen d'Integratioun erliichteren, amplaz se ze erschwéieren, wéi d'CSV et maache wëllt.

Mir géifen éischter Kanner förderen, amplaz d'Bestietnis.

Mir géifen och e gesetzleche Kader fir déi aktiv Stierfhëllef schafen.

Mir géifen d'Gemengen, déi regional Strukturen, hir Kompetenzen an hire Fonctionnement reforméieren, dat ouni der CSV hir technokratesch Approche.

D'Demokratesch Partei géif e Gesetz op de Wee bréngen, fir d'Bestietnis vu gläichgeschlechtleche Koppelen ze erlaben.

Da wëll ech lech och nach soen, datt d'DP sech a Saachen Ofdreiwungsrecht prinzipiell fir eng Fristeléisung asetzt. Nodeems virun elo bal 30 Joer - géint de massive Widderstand vun der CSV - ee fir deemoleg Zäite liberaalt Ofdreiwungsrecht agefouert gouf, gehéiert Lëtzebuerg haut zu deene wéinege Länner, déi nach eng Indikatiounsléisung an dësem Fall hunn: Mam Resultat, datt virun allem den Ofdreiwungstourismus floréiert!

Ech wëll hei kloer soen, datt d'Entscheedung iwwer eng Ofdreiwung sécherlech zu deene schwieregsten Décisioune gehéiert, déi ee Mënsch ze huelen huet, an ech ka jiddferee verstoen, deen aus reliéisen oder anere Grënn eng Ofdreiwung oflehnt. Mä grad well et esou eng schwiereg Décisioun ass, sinn déi Betraffen déi Eenzeg, déi am Respekt vun engem klore gesetzleche Kader esou eng Décisioun huele kënnen. An esou Froen ass et deen eenzelne Mënsch, dee sengem Gewëssen no fir sech selwer - an net de Gesetzgeber, dee fir all déi aner - muss kënnen entscheeden. De Gesetzgeber soll e klore legale Kader setzen. E soll Hëllef an Informatioun ubidden, d'Gewëssensentscheedung vun deem Eenzelnen awer respektéieren.

Déi rezent Proposition de loi vun der LSAP-Deputéiert Lydie Err bitt an eisen Aen eng gutt Diskussiounsbasis, fir och zu Lëtzebuerg zu engem zäitgeméissen Ofdreiwungsrecht ze kommen. Et bleift allerdéngs ze fäerten, datt, wann och hei d'LSAP hirem Koalitiounspartner d'Trei hält, et déi nächst zwee Joer bei dëser wéi bei anere gesellschaftspolitesche Froen net zu enger echter Reform wäert kommen.

Et kann an eisen Aen op Dauer net sinn, datt eng Minoritéit hei am Land enger Majoritéit vun de Bierger hir Liewensastellung opzwéngt. Et gëtt hei am Land bestëmmt parlamentaresch Majoritéiten, fir gesellschaftspolitesch Reforme wéi déi doten duerchzesetzen. Kommt mir notze se, och wann déi stäerkste Fraktioun net matmécht! Et geet hei net drëms, dem Zäitgeescht nozelafen, et muss een awer déif gräifend gesellschaftlech Veränneruge feststellen an d'Politik den neie Wäertvirstellungen upassen.

De Premierminister huet dann och gëschter e wichtegt Kapitel a senger Ried der Gesellschaftspolitik gewidmet, a villes vun deem, wat hie gesot huet, kann ech deelen. Hie sot virun allem, datt jiddferee fräi no sengem Gewësse kann entscheeden. Wann déi Wierder eescht gemengt sinn, da gëllt dat also och fir jidder Deputéierten heibannen. Ech huelen also och un, datt domadder d'LSAP a gesellschaftspolitesche Froen net länger un eng Koalitiounsdisziplin gebonnen ass. Domadder wär no 30 Joer de Wee nees fräi, fir noutwendeg gesellschaftspolitesch Reformen unzegoen. D'DP wäert an deem Prozess en aktive Partner sinn.

E weideren Domän, wou d'Politik, a ganz besonnesch d'CSV et verpasst hunn, sech deenen neie Realitéiten unzepassen, ass d'Familljepolitik. Hei ass am Laf vum leschte Jorhonnert e System opgebaut ginn, andeems all Jorzéngt eng Mesure zousätzlech agefouert gouf, déi haut weder openeen ofgestëmmt sinn nach de reelle Besoinë vu ville Famillje gerecht ginn.

Esou hu mer haut eng Familljepolitik, déi kaum selektiv ass. Et ass eng natalistesch Politik, déi net gräift an zum géigesätzleche Resultat féiert. Et ass eng Politik, déi besonnesch et de Fraen erschwéiert, beruffstäteg ze sinn an et ze bleiwen. Eng Politik, déi haut, wann een un d'Stratégie vu Lisbonne oder un eisen Aarbechtsmaart denkt, ganz kloer kontraproduktiv ass. Eng Politik, déi d'Eegestännegkeet vun den eenzelne Partner verhënnert. Eng Politik, déi nach ëmmer dovunner ausgeet, et géif just ee Familljemodell ginn, an deem de Mann schaffe geet an d'Fra doheem de Stot mécht an d'Kanner erzitt.

Eng Politik, déi zum Beispill ignoréiert, datt haut hallef...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Vu wat fir enger afrikanescher Partei schwätzt Der?

M. Claude Meisch *(DP).*- Gelift?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Vu wat fir enger afrikanesch-asiatescher Partei schwätzt Der?

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat schéngt Är Partei ze sinn, Här Premierminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah sou! Ech schéngen deen Deel dovu verpasst ze hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Eng Politik, déi zum Beispill ignoréiert, datt haut hallef esou vill Koppele gescheet ginn, wéi der bestuet ginn. Lëtzebuerg mécht eng Familljepolitik, déi zu 80% op de Geldleeschtunge baséiert. An anere Länner, notamment deene skandinavesche Länner, sti Sachleeschtungen, wéi zum Beispill d'Betreiung vu Kanner, am Mëttelpunkt.

Nun, d'DP wëllt och hei am Land en anere Wee goen. Esou proposéiere mir, de Steiersplitting ofzeschafen, well deen oft dozou féiert, datt besonnesch d'Frae méi héich besteiert ginn, wéi wa se individuell géife besteiert ginn. Steierlech Avantagë soll een eiser Meenung no nach just kréien, wann ee Kanner zur Laascht huet, an net méi eleng duerch de Fait sech bestuet ze hunn.

Domadder ass och ee fir allemol Schluss mat der steierlecher Diskriminéierung vun net bestuetene Koppelen, déi jo nach vill méi grave ass, wa Koppele sech guer net däerfe bestueden.

Kompenséiert gëtt d'Ofschafung vum Splitting duerch eng Steierreduktioun fir jiddfereen. Duerfir stellt dem Premier seng Propos, fir d'Steierklass 2 op de Partenariat auszeweiden, an eisen Aen nëmmen déi zweetbescht Léisung duer.

D'DP wëllt d'Besteierungsstrukture qualitativ a quantitativ ausweiden, fir datt net méi Fraen - an heiansdo bestëmmt och Männer - mussen ongewollt aus dem Beruff ausscheeden, well se keng aner Méiglechkeet hunn hir Kanner betreien ze loossen.

Dobäi wëllt d'DP eng grouss Diversitéit an der Offer vun deenen eenzelne Betreiungsstrukturen. Net ëmmer kann d'Crèche oder d'Maison relais déi Flexibilitéit bidden, déi d'Familllje brauchen. Duerfir muss d'Aktivitéit vun den Dageselteren ënnerstëtzt ginn. Net alles muss vu Stat a Gemenge selwer gedroe ginn. Och privat kann esou munches entstoen, besonnesch an enker Zesummenaarbecht mat de Betriber.

D'DP wëllt de Congé parental esou reforméieren, datt e wierklech vun all Mamm a vun all Papp ka genotzt ginn, fir sech zäitweis op d'Erzéiung vun de Kanner ze konzentréieren. Fir d'éischt soll d'Indemnitéit während dem Congé parental un de reelle Loun gebonne ginn; mat engem Plaffong versteet sech. Esou géife méi Leit vum Congé parental kënne profitéieren. Da soll d'Gesamtdurée vum Congé parental zwar reduzéiert ginn, deen zweete Partner awer d'Méiglechkeet hunn, säi Congé parental iwwer eng länger Zäit ze fraktionéieren. Haut sinn d'Pappen, déi vum Congé parental profitéieren, bei Wäitem an der Minoritéit. Dëst wär e Wee, och d'Roll vun de Pappe bei der Erzéiung vun de Kanner ze stäerken.

Da wëllt d'DP datselwecht Kannergeld fir all Kand ausbezuelen, gläichzäiteg awer en Deel vun deene Mëttelen, déi bis ewell fir d'Kannergeld zur Verfügung stoungen, fir d'Ausweidung vun den Hëllefe fir Locataren a Propriétairë ginn. Dës Mesurë sollen un d'Zuel vun de Kanner an un de Verdéngscht vun der Famill gebonne ginn. Deen, dee méi Hëllef brauch, soll och méi gehollef kréien. Doduerjer bleiwen och d'Frontalieren am Genoss vun engem Deel vum Kannergeld; d'Wunnprime ass awer un déi deier lëtzebuergesch Präisser um Wunnengsmaart ugepasst.

D'Solidaritéit spillt also weiderhin iwwert déi innereuropäesch Grenzen ewech, mä déi staatlech Gelder fléissen dohinner, wou se am dréngendste gebraucht ginn. An et mécht momentan ebe vill aus, ob een dës Säit oder déi aner Säit vun der Grenz wunnt, keeft oder lount.

Dëst ass an e puer Stéchwierder e Programm, deen dozou féiert, datt och mat Kanner Wunnen hei am Land nach méiglech bleift, jiddferee wierklech de Choix huet, säin eegent Liewen esou ze gestalten, wéi hien et fir richteg fënnt. D'Diversitéit vun deene verschiddene Forme vun Zesummeliewe gëtt akzeptéiert, a gläich Chancë fir Mann a Fra gi besser garantéiert.

E Programm, dee finanzéierbar ass, well en déi bestehend Leeschtungen ëmschicht, fir esou besser Resultater ze erzilen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt also nach villes, wat an deene verbleiwenden zwee Joer vun dëser Legislaturperiod kann a muss ugepaakt ginn. Allerdéngs kann d'Oppositioun ëmmer nëmme proposéieren, ëmsetze muss et eng Majoritéit; déi schwaarz-rout oder eng aner. Ob de Wëllen an d'Eenegkeet bei de Regierungsparteien duerfir duergeet, kann ee bezweifelen, wann ee gesäit, wéi wéineg Initiativgeescht déi éischt dräi Joer vun dëser Majoritéit gewisen hunn.

Dat, wat déi éischt dräi Joer vun der CSV an der LSAP ugepaakt gouf, huet d'Land net op déi grouss Erausfuerderunge virbereet. Villes vun deem stoung a kengem Wahlprogramm an a kengem Koalitiounsaccord, mä ass an der Tripartite gebuer ginn. Da kann ee verstoen, datt d'Bierger kee Vertrauen an déi dote Politik méi hunn.

Dëst kënne mer änneren, andeem mer nämlech nees iwwer wierklech Reformen diskutéieren, jo, wann et muss sinn, och emol heiansdo streiden. Andeems d'Ausenanersetzung nees hei am Parlament - an der Öffentlechkeet - stattfënnt, an net hannert zouenen Dieren; andeems d'Bierger kloer virun Ae gefouert kréien, wou déi eenzel Parteien den Hiewel wëllen usetzen, fir eis Wirtschaft ze stäerken, fir Aarbecht fir jiddfereen nees ze erméiglechen, fir eis Schoul ze reforméieren, fir eise Familljen do ze hëllefen, wou se wierklech Hëllef brauchen, fir d'Kafkraaft vun de Bierger nees ze erhéijen, fir d'Politik endlech nees un déi Gesellschaftsrealitéiten unzepassen.

Dës Ausenanersetzung stäerkt eis Demokratie. Dunkelkammergespréicher lähmt se. Dës Debatte géifen d'Leit nees fir d'Politik begeeschteren. Aner angeblech Jorhonnertreformen zile laanscht d'Liewensrealitéit vu ville Bierger hei am Land. Esou Debatte wären en neien Opbroch, en Opbroch nom Stëllstand.

Här President, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'LSAP begréisst d'Ried vum Statsminister iwwert d'Lag vum Land. Si fënnt sech an de politeschen Orientatioune vun dëser Ried grad och wéi an deem pragmateschen a soberen Toun erëm. Déi Ried zeechent a groussen Zich déi Aufgaben op, déi dës Koalitioun bis 2009 ze meeschteren huet. Dës Koalitioun brauch dofir Zesummenhalt, Zesummenaarbecht, fir dass de Bilan um Schluss fir d'Land nëtzlech ass.

Vläicht um Ufank dat hei, Här President: De 4. August 2004, also net grad virun dräi Joer, huet de Statsminister hei an der Chamber gesot - ech zitéieren hien -: „D'Thema vun der Politik ass d'Zukunft vum Land." An hien huet an deemselwechten Otemzuch dem „Strukturkonservatismus", wéi hien et genannt huet, de Krich ugekënnegt an d'Noutwendegkeet vu Reformen ënnerstrach.

Dat war an ass och d'Iwwerzeegung vun der LSAP. Mir mengen, d'Politik ass do, fir ze reforméieren, fir also d'Land an d'Institutiounen an d'Mëttelen, déi am Intérêt vun de Leit agesat kënne ginn, ze reforméieren.

Zum Strukturkonservatismus, deen deemools ugesprach ginn ass, nëmmen dat hei: Festgefuere Mentalitéiten an Denkschemen, reliéis a philosophesch Iwwerzeegungen, déi jorhonnertelaang gezielt hunn an dominant waren, dat heescht déi jiddferengem gesot hunn, wéi hien ze liewen hätt, ginn net einfach iwwerwonnen. Déi, déi domat iwwert d'Geeschter regéiert hunn, gi se net vum selwen op. Dëst weist sech da ganz besonnesch a gesellschaftspolitesche Froen, op déi ech nach zréckkomme wäert.

Ob een dat esou consensuel ka maachen, wéi de Statsminister dat hei ugeschwat huet, wéi him dat virschwieft, weess ech nach net. Schéi wär et, wann op eemol all politesch Richtunge fir fortschrëttlech, der Zäit ugepassten an noutwendeg Reforme konvergéiere géifen. Meng politesch, professionell a perséinlech Erfahrung, déi relativ grouss a laang ass - leider -, seet mer, dass Reforme besonnesch op dem gesellschaftspolitesche Gebitt ganz schwéier sinn.

Ech muss dat hei soen: Ech erënnere mech nach zum Beispill, dass, wéi de Robert Krieps de Strofvollzuch am Neimënster Prisong humaniséiere wollt, hien zum Sécherheetsrisiko fir d'Lëtzebuerger Land verruff ginn ass. Ech hunn och erfuer, dass fortschrëttlech Schoulministeren - och aus der CSV, wëll ech soen - u Bëtonswänn gescheitert sinn. Ech hunn, oder mir hunn alleguerten, nodeem 1978 ee Gesetz iwwert den Avortement gestëmmt gouf, erfuer, wéi intensiv d'Resistenz géint déi Indikatiounsléisung war an ass. A vergiesse mer net d'Ausenanersetzung iwwerall an der Welt, net nëmmen zu Lëtzebuerg, iwwert d'Doudesstrof, iwwert d'reliéis Fräiheeten, iwwert d'Moral insgesamt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dat fir also ze soen, dass dat alles komplizéiert a komplex Virgäng sinn, schwéier Virgäng, déi ee sech och vläicht net gradesou einfach ka maachen, wéi den Här Meisch dat elo duergestallt huet.

En aneren Aspekt vun der Reformtätegkeet ass d'Gewiichtung zwëschent materiellen a kulturellen Objektiver. Ech kommen ëmmer drop zréck, well dat mech och ëmdreift. Mir si sécher frou iwwert de Succès vum Kulturjoer 2007; de Statsminister huet dat gëschter hei ënnerstrach.

Ech muss awer och dëst Joer erëm wéi d'lescht Joer monéieren, dass wichteg Kulturinstituter wéi d'Nationalbibliothéik an d'Archiven nach ëmmer a lamentable Konditioune schaffe mussen. D'Nationalbibliothéik ass e wesentlecht Instrument fir d'Wëssensgesellschaft zu Lëtzebuerg, déi op allen Téin verlaangt gëtt. Si soll zu enger Universitéitsbibliothéik ausgebaut ginn. Si schafft ënner katastrophalen Ëmstänn. An och d'Archiven, eigentlech dee Lieu vun onser nationaler Mémoire, déi jo esou vill beschwuer gëtt hautdësdags, ploe sech um Helleg-Geescht-Plateau mëtten an engem risege Chantier.

Här President, de Strukturkonservatismus weist sech op ville Gebidder. En ass awer néierens esou ausgeprägt wéi an der Schoulpolitik. En hat do an de leschte Jorzéngte verheerend Auswierkungen. En huet de schouleschen Échec vu ville Kanner ze verantwerten. En huet dozou gefouert, dass vill Kanner an auslännesch Schoulen ofgewandert sinn. En huet d'Privatschoulen als Konkurrenz vun der öffentlecher Schoul favoriséiert, gefördert. En huet d'öffentlech Schoul an hirer Fonctioun als Creuset vum Land, als Instrument vum Zesummenhalt vum Land geschwächt.

Dës Regierung ass mat dem éiergäizege Programm ugetratt, fir d'öffentlech Schoul ze reforméieren. Dee Programm musse mer bis zum Enn vun der Legislatur esou ofwéckelen, dass d'Rad net méi kann zréckgedréint ginn. Et ass en éiergäizegen, awer och e pragmatesche Reformprogramm.

Och wa mer d'Gesamtschoul begruewen hunn, bleiwen ech der Meenung, dass déi bal definitiv Trennung vun de Kanner no sechs Joer Primärschoul a verschidde Filièren, also den definitive Choix fir d'Zukunft, ze fréi kënnt. Duerfir begréissen ech déi systematesch Démarche vun der Regierung, fir an allen neie Lycéeën de Secondaire général an de Secondaire technique op den dräi ënneschte Klassen niewentenee virzegesinn. Domat ka wéinstens den Iwwergang vun enger Filière zur anerer am Kader vun engem Gebai vereinfacht ginn.

Ech approuvéieren och déi allgemeng Démarche vun der Regierung, déi d'Schoul inhaltlech, pedagogesch a methodesch Schrëtt fir Schrëtt erneiert. An ech wëll och am Kommende méi am Detail dorop agoen.

Iwwregens, dat wollt ech de Kolleege vun der DP soen, ech kann och déi Accusatioune vun der DP net verstoen. Virgëschter hu mer gehéiert op enger Pressekonferenz, a mir hunn dat haut och erëm gehéiert, et wär Stëllstand an de Reformen: Op dësem Gebitt op jidde Fall ass deen net ze erkennen! A wann eng Partei géint dës Reform an der Schoul vun Ufank u Stuerm gelaf ass, da war et jo awer grad d'DP. - Wat d'Konklusioun erlaabt, dass d'DP als Reform héchstwahrscheinlech nëmmen dat unerkennt, wat si selwer als Reform bezeechent.

(Interruption)

Här President, déi Reforme geschéien net géint, mä am Aklang mat den Enseignanten. Et gouf an et gëtt vill innovativ Schoulversich an Initiativen, déi vun dynameschen an engagéierte Schoulpersounen op der Basis ënnerholl goufen an och nach ginn. Grad wéi et héich interesséiert an héich motivéiert Eltere gouf a gëtt, déi als Schoulpartner voll unerkannt solle ginn.

D'Schoul huet vill Implikatiounen op alle Gebidder. De Lissabon-Prozess verlaangt en héije Bildungsgrad vun der ganzer Bevölkerung. Vun der ganzer Bevölkerung! D'Innovatioun an d'Fuerschung verlaangen oppe Geeschter, iwwerhaapt dofir, dass se zustane kommen. Wéi laang hu mer gebraucht, fir eng Uni ze kréien? 2003 hu mer eng kritt.

D'Meeschtere vun den Zukunftsproblemer vum Land verlaangt kritesch Geeschter, a mir gesinn all Dag, dass mer net genuch Universitairen a spezialiséiert Leit fir ons Wirtschaft an onse Stat hunn.

Dobäi komme sozial Problemer. Wann all Joer 300 onqualifizéiert Jugendlecher aus dem Schoulsystem erausfalen, ouni Schoulofschloss, also ouni Hoffnung op eng Léierplaz, dann ass dat e soziale Problem, dee mat deem allerbeschte sozialen Netz net geléist ka ginn.

Am Mäerz 2007 waren 1.995 Fraen a Männer ënner 26 Joer am Chômage ageschriwwen. Dat waren 19,9% vun alle Chômeuren, an dat ass datselwecht wéi am Mee 2006. Dobäi kommen der 1.209 vu 26 bis 30 Joer, also nach 12%, esou dass een effektiv mam Conseil économique et social schlussfolgere kann, dass een Drëttel vun de Chômeurë Jonker sinn. An 20% vun de Jonken, déi Aarbecht sichen, hunn am leschte Joer vun hirer Scolaritéit en Échec erlieft - souguer, wann 32% dovunner hir Schoul am Ausland absolvéiert hunn.

De Ministère de l'Éducation nationale huet am Februar 2007 eng Etüd iwwert de sougenannten Décrochage scolaire zu Lëtzebuerg gemaach. 2.422 Schüler hunn zwëschent dem 1. November 2004 an dem 30. Abrëll 2006 de Sekundarunterrecht ouni Certificatioun verlooss. Dat si 6,5% vun der gesamter Schoulpopulatioun vun där Zäit. 540 vun deene waren ouni Aarbecht, iwwer 720 louchen iwwerhaapt keng Informatioune vir.

A wann een déi Zuele gesäit, da versteet een, firwat et jugendlech Strummerten a grousser Zuel zu Lëtzebuerg gëtt. De Conseil économique et social schlussfolgert a senger Analys vun der jonker Aarbechtslosegkeet, dass d'Précaritéit direkt no dem Verloosse vun der Schoul am gréissten ass, a ganz besonnesch fir déi am mannste Qualifizéiert. Duerfir d'Noutwendegkeet, besonnesch och um ënneschten an um mëttleren Niveau vun der Schoul den Hiewel unzesetzen.

Här President, d'öffentlech Schoul ass net nëmmen där Erausfuerderung ausgesat. Fir ons Sozialiste war an ass d'öffentlech Schoul e wesentlecht Instrument vun der Kohesioun vun engem Land, wat eng Bevölkerung mat bal 40% net Lëtzebuerger Bierger huet. Et ass e Service public, dee sech un déi wirtschaftlech a sozial Besoinë vun der Gesellschaft upasse muss. An et ass en Instrument vu Chancëgläichheet, also och en Instrument vu sozialer Gerechtegkeet.

Am Regierungsprogramm sinn all déi Prinzipien enthalen, déi eng modern Schoulpolitik charakteriséieren: d'Schoulflicht, d'Autonomie vun de Schoulen, eng nei Definitioun vun den Enseignanten, eng positiv a formativ Evaluatioun vun de Schüler.

Opgrond vun deem Programm huet déi zoustänneg Ministesch e konkrete Bilan an der Halschent vun der Legislatur opzeweisen. E begräift wichteg Projeten, déi scho lafen oder an der Preparatioun sinn. Den Neie Lycée ass e Pilotprojet vu Ganzdaagsschoul. Déi däitsch-lëtzebuergesch Schoul zu Perl, de Bac international an der öffentlecher Schoul, am Lycée technique du Centre a muer am Athénée, d'Ganzdaagsprimärschoul zu Esch an der Jean-Jaurès-Schoul, déi inklusiv Primärschoul, déi an der Stat entstoe soll: All déi Initiativen entspriechen deene Prinzipien, déi d'Regierungserklärung enthält.

Derniewent sinn d'Kompetenzsockelen amgaang, definéiert ze ginn. D'Grondiddi ass jo d'Kanner ze léieren, sech selwer Wëssen ze erschaffen. D'Tâche vun den Enseignanten am Secondaire ass mat de Gewerkschaften zesummen nei definéiert a festgeluecht ginn, an dat ass och eppes, wat schonn iwwer 30 Joer gedauert huet, bis et esou wäit koum.

D'Formatioun vun de Léierinnen a Schoulmeeschtere gëtt op der Uni Lëtzebuerg erneiert. Den Ofschloss ass e Bachelor mat 240 Kreditter, also véier Joer. D'Léierpersonal vun dem Stack vun der Lëtzebuerger Schoul sinn also Universitairen no den international gängegen Normen. Si sollen och als solch vum Arbeitgeber unerkannt ginn. Déi pousséiert Formatioun ass noutwendeg, fir de Kanner hir Schwieregkeeten ze erkennen, déi passend pedagogesch Methoden a Mëttelen anzesetzen, eng Reflexioun iwwer Methoden an Inhalter ze féieren an déi permanent unzepassen.

Här President, nach eng wichteg Fro vun der Erzéiungs- a Gesellschaftspolitik hei zu Lëtzebuerg ass déi vun de Sproochen. D'Regierung hält um Modell vun der Dräisproochegkeet fest. Ob d'Englescht jee enges Daags derbäikënnt, ass fir de Moment net kloer. D'Villsproochegkeet, de Sproochepluralismus ass fir onst Land en Tromp an eng absolut Noutwendegkeet. Et däerf ee sech net op eng Pist beginn, wou dee Pluralismus agëenkt géif.

Mat anere Wierder: Lëtzebuergesch ass ons Mammesprooch, mä Lëtzebuergesch ass nëmmen een Element vun deem Sproochesystem, deen ons d'Iwwerliewen an der Welt vun haut a vu muer garantéiert.

Nun ass et esou, dass net d'Sproochen u sech, mä d'Manéier, wéi se geléiert an evaluéiert ginn, Ursaach vu Selektioun an Exklusioun war an nach ëmmer ass. A soulaang dat esou ass, si kleng Portugisen an aner friemsproocheg Kanner respektiv Seiteneinsteiger an eiser Schoul benodeelegt, bleift d'Franséischt och fir munch lëtzebuergeschsproocheg Kanner éischter e Selektiounsinstrument, wéi eng Sprooch, déi ee gebraucht, schwätzt a liest. A soulaang an all Sprooch vun eisem Sproochesystem déiselwecht Niveauen am Schwätzen, Schreiwen, Verstoen theoretesch gefuerdert ginn, gëtt et déi Flexibilitéit net, fir all Kand zu senger méiglechst beschter Leeschtung ze féieren.

Ech erkennen un, dass eng kapital Aarbecht vun dëser Regierung am Sproochenunterrecht ënnerholl gouf a gëtt. Et ass hei net d'Plaz fir am Eenzelnen op all déi Iwwerleeungen anzegoen, déi zum Aktiounsplang 2007 bis 2009 am Sproochenunterrecht gefouert hunn, mä et muss een op déi déif gräifend Viraarbecht mat engem Lëtzebuerger Rapport an intensiv Berodunge vun Enseignantsgruppe mat de Spezialiste vum Conseil de l'Europe hiweisen. Et ass säit Jorzéngten - ech miesse meng Wierder -, säit Jorzéngten déi éischt wierklech kollektiv wëssenschaftlech Approche op dësem kruziale Gebitt vun der Lëtzebuerger Schoul. Souguer déi éischter kritesch APESS erkennt dat un.

Déi Approche huet net eng nei zouen normativ Didaktik vun de Sproochen ervirbruecht, mä eng ganz Partie méiglech Aktiounen, déi jee no Bedarf, no Kand- a Schoultyp agesat kënne ginn. Et ass dofir déi éischt wierklech seriö nei Pedagogie op deem Gebitt, déi sech bescheidenerweis als „Réajustement de l'enseignement des langues" bezeechent an eng nei Sproochepolitik fir d'Schoul definéiert. Och erëm net vun uewen erof, mä mat den Enseignanten, mat Hiweiser éischter wéi mat autoritären Normen, déi jiddfereen ingurgitéiere misst.

Nach e leschte weidere wichtege Projet ass d'Reform vum Schoulgesetz vun 1912. D'Ministesch huet an de leschten zwee Joer vill dozou consultéiert an nogelauschtert. Et gëtt elo Zäit, dëst Gesetz an d'parlamentaresch Diskussioun eranzebréngen, fir dass d'Deputéierte vun alle politesche Familljen déi déif gräifend Ännerungen, déi néideg sinn, seriö diskutéiere kënnen.

Här President, ech hunn elo net iwwert d'Personalproblemer an och net iwwert d'Infrastrukturen, besonnesch am Secondaire, geschwat. D'Personalproblemer sinn, wéi aus enger rezenter Etüd doriwwer ervirgeet, dramatesch. An d'Regierung muss och weider e groussen Investissementseffort maachen, fir alle Kanner an alle Géigende vum Land anstänneg modern Gebaier zur Verfügung ze stellen. All zwee Joer bräichte mer am Prinzip bal en neie Lycée.

D'LSAP ënnerstëtzt d'Regierung, a besonnesch d'Educatiounsministesch an hirer Politik, d'Lëtzebuerger öffentlech Schoul net nëmmen der Zäit unzepassen, mä zu engem staarke Motor vun Dynamismus, Kohesioun a Chancëgläichheet ze maachen. Dat ass fir eis e fundamentaalt Uleies. D'Regierung muss hire Programm op deem Gebitt konsequent an energesch duerchzéien.

Här President, et gëtt vill Leit, déi Angscht virun der Welt vun haut hunn. Et gëtt déi net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä zu Lëtzebuerg gëtt sech iwwert déi grouss Zuel vun Auslänner - zum Beispill - beklot, déi hei schaffen, wa mer 10.000 Chômeuren hunn, oder och déi vill Auslänner, déi hei wunnen. Ville vun deene Leit erschéngt och Europa als eppes Onverständleches, souguer Feindseleges. D'Globaliséierung gëtt systematesch a schwaarze Faarwe gemoolt an als Neoliberalismus ofgemaach.

Eng Partie Leit maachen domat gäre Politik, mä et däerf een net verkennen - iwwert déi Schwaarz-Wäiss-Molerei ewech, déi selbstverständlech falsch ass -, dass Sozialofbau, Délocalisatioun an d'Konkurrenz vun dobausse bei der Besetzung vun neien Aarbechtsplazen Themen och an oft virun allem bei Jugendleche sinn, déi jo eigentlech sollten op si fir d'modern Welt.

Wat äntwerte mir deene Leit? Dass ee klengt Land wéi Lëtzebuerg no baussen op muss sinn oder et geet ënner? Dat ass sécher richteg. Dat soe mer alleguerten a sinn och iwwerzeegt dovunner. Mä et geet an deem Discours net duer. Haut, nom Dag vun Europa, musse mer vun Europa och e Bäitrag u sozialem Zesummenhalt a sozialem Schutz fir déi Mënsche verlaangen, déi et néideg hunn. Mir brauche konkret sozial Mesuren um Plang vun der Europäescher Unioun, wéi zum Beispill en europäesche Mindestloun, wéi ëmmer en dann och ausgesäit. Mir mussen eis och asetze fir effikass a liewensfäeg öffentlech Déngschter an eise Länner.

Perséinlech bedaueren ech, Här President, dass d'Europäesch Kommissioun a gewësse liberal Politiker an Europa - vläicht net zu Lëtzebuerg, mä an Europa! - anscheinend d'Lektioun aus der Affär Bolkestein net geléiert hunn, an dass se géint all wirtschaftlechen a finanzielle Verstand zum Beispill d'Postbetriber vollstänneg liberaliséiere wëllen. Esou wéi ech bedaueren, dass den Artikel 122 aus dem drëtten Deel vum Verfassungsvertrag net a Kraaft ass, deen endlech erlabe géif, europäesch Regele fir den öffentlechen Déngscht opzestellen, amplaz der Cour de Justice dat ze iwwerloossen.

An à propos Verfassungsvertrag: Ech begréissen ausdrécklech, wat de Premier gëschter dozou gesot huet an all sengen Deeler, och an der Manéier, wéi eventuell en neie Vertrag zu Lëtzebuerg ratifizéiert gi soll. Dee Verfassungsvertrag hu mer ratifizéiert, an zwar dräimol! Eemol duerch d'Vollek, duerch Referendum, an zweemol an der Chamber, an déi leschte Kéier eestëmmeg - dat wëll ech och nach hei soen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Neen, neen, neen, neen!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dee Vertrag ass net dout, Här Jaerling.

(Interruptions)

Ech wollt dem Här Gibéryen dat soen: Dee Vertrag ass net dout, entgéint deem, wat liichtfankeg einfach esou gesot gëtt! Dee Vertrag ass d'Substanz fir all Neiverhandlung, déi elo kënnt. Besonnesch wëlle mer drop oppassen, an do si mer eis mam Premier eens, dass déi Fortschrëtter am drëtten Deel iwwert d'Energiepolitik, iwwert d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit, also déi Fortschrëtter am drëtte Pilier iwwert d'Sécurité, an der Justice, an der Aussen- a Sécherheetspolitik, an den öffentlechen Déngschter an déi sozial an ekologesch transversal Bestëmmungen erhale bleiwen.

Ech hoffen, an do sinn ech mat mengem Virriedner, dem Michel Wolter, eens, dass bei de grousse Manöveren, déi elo an Europa um ieweschten Niveau ufänken, d'Parlamenter net vergiess ginn. Eist Parlament huet an allen Téin - a senger grousser Majoritéit - d'Errungenschafte vun deem Traité virun de Leit dobausse gesongen. Mir hunn op d'Wichtegkeet vun der Grondrechtecharta higewisen. A wann eng Regierungskonferenz kënnt, da wäre mir als Parlament gären do mat agebonnen.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Regierung dat wëllt. Mir gesinn dozou an der Europakommissioun vun der Chamber den Ausseminister den 18. Mee a mir gesinn den 18. Juni, virum Sommet vum 21./22., de Premierminister an der Kommissioun.

De Michel Wolter huet elo viru kuerzem a senger Ried eng Debatt doriwwer hei an der Chamber proposéiert. Ech muss éierlech soen: Ech sinn op fir all öffentlech Debatt, déi mer iwwer Europa hei zu Lëtzebuerg féiere kënnen, an ech begréissen och déi

Propositioun. De Punkt ass deen ze kucken, wéini de beschte Moment do ass a wéi eng Form mer där Debatt kënne ginn. Ech mengen och, dass mer der Regierung natierlech musse genuch Sputt gi bei deene Verhandlungen, déi kommen, mä dass mer op där anerer Säit kloer och als Parlament solle soen, wat mir vun deem Verfassungsvertrag, dee mer hei ratifizéiert hunn an deen d'Vollek ratifizéiert huet, onbedéngt wëllen halen.

Här President, mir héieren a gesinn all Dag, dass et trotz dem wirtschaftleche Wuesstum zu Lëtzebuerg, deen et duerch oppe Grenzen an Europa gëtt an dee jo d'lescht Joer an dëst Joer exzellent war, fir vill Leit Problemer gëtt. Problemer fir d'Enner zesummenzekréien. Problemer fir eng Wunneng ze fannen. Problemer fir d'sozial Leeder eropzeklammen. Problemer fir iwwerhaapt eng Schaff ze fannen a sech esou an d'Gesellschaft ze integréieren.

Mir brauchen dofir zu Lëtzebuerg och weider en aktive Sozialdialog. D'Gewerkschafte sinn no bei de schaffende Leit. Si kennen hir Problemer, an d'Politik brauch dat Wëssen an déi Sensibilitéit. Dofir muss och d'Politik dauernd op d'Gewerkschafte wéi op d'Sozialpartner zougoen. Dat ass e wichtegt Element vum Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft.

Ech hunn dofir och mat besonneschem Interessi den Avis vum Conseil économique et social, wou jo d'Sozialpartner drasëtzen, gelies.

De Conseil économique et social huet sech a sengem Avis vun dësem Joer ausféierlech mat der Fro vun der Diskriminatioun an der Aarmut ausenanergesat. Dat huet net nëmme mat Chômage ze dinn. Och Leit, déi schaffen, sinn an der Gefor aarm ze ginn. „Working poor" nennt de Ceps se an enger Etüd vun 2005. De Mindestloun geet net duer, fir eng Koppel iwwer e Seuil de pauvreté ze bréngen. Wann e Kand derbäikënnt, ginn eng Vollzäitschaff an eng Hallefzäitaarbecht mam qualifizéierte Mindestloun net duer, fir net an d'Kategorie vun den „Working poor" erofzerutschen. Och den RMG bréngt d'Leit net iwwert de Seuil de pauvreté eraus.

Mä, seet de Conseil économique et social, well den RMG un d'Familljesituatioun ugepasst ass, sinn d'RMG-Empfänger mat Kanner manner empfindlech, wat d'Aarmut ugeet, wéi d'Mindestlounempfänger. Insgesamt huet de CES gerechent, dass 13% vun der Populatioun hei am Land als aarm agestuuft kënne ginn; dovunner 9% Leit mat enger Schaff.

Besonnesch d'manuell Aarbechter si vun Aarmut bedrot. 80% vun den aarme Leit mat enger Schaff sinn Aarbechter. Familllje mat engem Elterendeel - also monoparental Familljen - si besonnesch der Aarmut ausgesat; och kannerräich Familljen a Leit, déi eleng liewen, also sozial isoléiert sinn. Dozou kënnt eng steigend Tendenz um Aarbechtsmaart. D'Aarbechtswelt ännert sech hin zu manner Stabilitéit a méi Précaritéit an den Aarbechtsverträg, wat d'sozial Kohesioun natierlech schwächt.

D'Bekämpfung vum Chômage iwwert d'Mesurë vum Gesetz 5611 soll am Juli voll asetzen. Et wäerten awer nach ëmmer Leit bleiwen, déi net iwwert den éischten Aarbechtsmaart an e geregelt Beschäftegungsverhältnis kommen. Et gëtt e risege Mangel an der Offer vu Beschäftegungsinitiativen, zum Beispill och fir jonk Leit, déi aus der Éducation différenciée erauskommen.

D'Beschäftegungsinitiativen, also d'Économie solidaire, sollen endlech op de Métier geholl ginn. Ech mengen, mir mussen do e seriöt gesetzlecht Instrument schafen. Dat, wat an deem Secteur elo geschitt, ass absolut noutwendeg an innovativ, an et ass fir vill Leit de leschten Auswee.

Här President, de Statsminister huet och de Reclassement externe vun den Deelinvalide behandelt, well d'Situatioun grave ass fir déi Kategorie, déi betraff ass. D'Chamber hat beim Vote vun deem Gesetz eng Motioun hei gestëmmt, dass dovunner am Laf vun 2007 e Bilan soll gezu ginn an doropshin d'Gesetz nogebessert misst ginn. An ech mengen, mir sollen dat, no deem, wat de Statsminister hei och gesot huet, mam zoustännege Minister an der Chamberskommissioun ugoen.

Wat den Aarbechtsmaart ugeet, bleift et fir vill vun ons rätselhaft, wat déi vill nei Aarbechtsplazen eigentlech duerstellen, déi geschaaft ginn. Vun 2003 bis 2006 sinn iwwer 33.500 nei Aarbechtsplaze geschaaft ginn. D'Fro stellt sech: Wivill sinn der hei am Land? Wivill si just hei wéinst den niddrege Sozialbäiträg ugemellt? Firwat ginn do keng Chômeuren agestallt, mä Frontalieren? An esou weider. Dat wär natierlech wichteg erauszefannen.

Här President, d'Aarmut ass an deene leschte Joren zu Lëtzebuerg trotz héijem Wirtschaftswuesstum net erofgaangen. Dofir kann ech net méi héieren, wann ëmmer erëm gesot gëtt, mir wären e räicht Land. Déi Selbstgefällegkeet ass eigentlech net auszehalen!

Et geet dann och net duer, nëmmen iwwert den Index ze schwätzen. Den Index ass wuel e wichtegt Mëttel fir d'Kafkraaft vum Akommes vun de schaffende Leit insgesamt ze erhalen. D'Indexmoduléierung an d'Aussetzung vun de Rentenupassunge sinn natierlech zum gréissten Deel zu Laaschte vum klengen a mëttleren Akommes gaangen, mä den Index ass kee Wonnermëttel, dat sozial Ongerechtegkeete mat engem Coup aus der Welt schafe géif, well en eben net selektiv ass. Den Index kritt jiddfereen, ob en aarm ass oder räich. An deen ee méi wéi deen aneren.

An iwwregens à propos Index: Et muss een hei nach eng Kéier ënnersträichen, wat de Statsminister zu där Fro gesot huet: dass, wann am Joer 2007 keng Indextranche géif erfalen, op jidde Fall déi, déi dann 2008 erfält, ausbezuelt gëtt. Dat ass eng wichteg Clarificatioun an der Indexdiskussioun.

Mä mech dreift ëm virun allem, well den Index net sozial selektiv ass, huet den Accord vun der Tripartite e sozialen Ausgläich fir d'Indexmoduléierung virgesinn a Form vun engem Crédit d'impôt. Dësen Ausgläich soll keng Negativsteier sinn. A senger Ried gëschter huet de Statsminister gesot, hie géif doriwwer am Juni an am Juli dëst Joer mat de Sozialpartner schwätzen. Hien huet ugedeit, wéi dat geschéien a wat dat kaschte soll.

Den Akommessteiertarif soll un d'Inflatioun ugepasst ginn, an zwar op zwee Joer verdeelt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Vläicht.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Vläicht?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Vläicht op zwee.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Vläicht op zwee. Vläicht op een. Et muss een do ganz genee oppassen, wat een zitéiert.

(Hilarité)

An déi Upassung muss - an dann zitéieren ech Wuert fir Wuert, an ech mengen et ass och esou de Wording, dee geschwat ginn ass, well dat ass jo och nach wichteg - „prozentual méi däitlech ausfale fir d'Klenga Mëttelverdénger".

Mir begréissen dee wichtegen Usaz vu sozialer Selektivitéit, deen natierlech nëmmen déi concernéiert, déi Steiere bezuelen. An doriwwer eraus, mengen ech, muss een - am Geescht vun deem, wat ech éinescht gesot hunn - an d'Richtung vun deem nodenken, wat de Conseil économique et social a sengem Avis dëst Joer entwéckelt huet. De Conseil économique et social huet sech ausféierlech mat enger kohärenter Politik vum Kampf géint d'Aarmut befaasst.

Ech ka munche vun deenen Ausféierungen nëmmen zoustëmmen. Si weisen, dass d'Agräife vun der öffentlecher Hand op villen Ebenen asetze muss: duerch natierlech eng gutt sozialgerecht Schoul - ech hunn et éinescht gesot -; duerch en anstännegen Encadrement; duerch en Appui ronderëm d'Schoul; duerch öffentlech Déngschter, déi och gratis zur Verfügung stinn; duerch geziilten Hëllefen; duerch eng aktiv sozial Solidaritéit, déi net nëmmen déi vum Stat oder de Gemengen ass, mä och vun engagéierte Veräiner an humanitäre Bewegungen.

De CES huet op munch Problemer beim Kampf géint d'Aarmut hei am Land higewisen: de Mangel u Koordinatioun am Milieu associatif; de Mangel u Koordinatioun zwëschent de Ministèren; de Mangel och u Structures d'accueil, besonnesch am Hibléck op d'Deierecht vun de Wunnengen. D'Recht op eng Wunneng gëtt duerch déi exorbitant Präisser vun den Immobilië carrément niéiert; e Mënscherecht, hu mer ëmmer gesot.

Déi dräi bestehend Foyeren am Land - zu Esch an an der Stad - ginn net duer, fir déi „Strummerten", wéi mer se nennen, déi Sans domicile fixe opzehuelen. An d'Konzentratioun vun de Sans domicile - vun de Strummerten - op de Foyer Ulysse, deen och als Domicile de secours fonctionnéiert, gëtt sozial net méi akzeptéiert an der Uertschaft zu Bouneweg. Mir brauchen dezentral kleng Unitéite fir déi Leit opzefänken, mat engem seriöen Encadrement vun enger Resozialisatioun.

Gëschter ass och Rieds gaangen iwwert déi Jugendlech, déi am Prisong sinn; och ënner 18 Joer. Mir begréissen an deem Zesumenhang, dass de Gesondheets- an de Justizminister drogenofhängeg Kanner aus dem Prisong erausgeholl hunn a se an eng kleng Struktur mat zwielef Plazen am Hôpital neuro-psychiatrique placéiert hunn, an dobäi och zwee Foyerë virgesinn hunn, fir déi Kanner opzehuelen. Dat sinn déi konkret Weeër, déi ee muss goen, fir deen allgemenge Problem ze léisen, deen net mat engem Coup ka geléist ginn.

Verschidden Associatiounen, déi och op deem Gebitt schaffen, wéi zum Beispill d'Caritas an hirem Sozialalmanach vun 2007, hunn d'Konklusioun gezunn, dass sozial Subventioune fir liewenswichteg Gidder, fir eng mënschewierdeg Wunneng, garantéiert Rechter op Stroum, op Heizung, op Internetzougang, d'Aarmut bekämpfe kënnen. An de Conseil économique et social fuerdert d'Politik op, d'Leeschtunge fir d'Familljen op hir sozial Finalitéit an Effikassitéit ze iwwerpréiwen.

Här President, d'Aschätzung vun der Finanzsituatioun ass jee no der Betrachtungsweis verschidden. D'Leit dobausse verstinn eng Partie Zuelespiller net. Mol ginn d'Maastricht-Kritäre geholl, mol déi traditionell Budgetsopstellung vum eigentleche Stat, jee nodeem wann ee gär beweist, dass et dem Stat gutt oder manner gutt geet. Dofir ass et wichteg, wéi d'Parlament hei mat décidéiert huet, dass mer déi zwou Betrachtungsweisen zesummeféieren an een eenzege System ausschaffen. Déi Aarbecht ass amgaang. Et ass wichteg, dass se zügeg weidergeet.

D'Salariat huet am Avis vum Conseil économique et social seng Meenung zu den öffentleche Finanze kloergemaach an huet domat de Konsens vun der Institutioun op deem Plang am Avis zu der Lag vum Land verlooss. D'Salariat dréckt säin déiwe Malaise iwwert d'Budgetszuelen aus a weist dorop hin, dass den Defizit am Statsbudget, also den eigentlechen, dee vun der Administration centrale, am Oktober 2005 mat 1.100 Milliounen Euro annoncéiert gouf, an dass en am Abrëll 2007 op 400 Milliounen erofgaangen ass. A fir d'Budgetsjoer 2006 gouf aus engem Defizit vun 1.111 Milliounen ee vu 504 Milliounen.

A vun de Salariatsgewerkschafte gëtt och op den héije Wirtschaftswuesstum higewisen an och op déi néideg Ëmverdeelung vun deem geschafene Räichtum. D'Regierung an d'Politik, dat muss een awer kloer soen, sinn nëmmen zum Deel verantwortlech fir déi Ëmverdeelung. D'Regierung ass responsabel fir de Statsbudget, iwwert deen eng Partie Ëmverdeelungsmechanisme lafen, a fir d'Héicht vun den Abgaben. A si ass responsabel fir d'Paie vun hirem eegene Personal.

Nun ass et awer leider esou, dat wëll ech och ganz kloer à l'adresse vun de Gewerkschafte soen, dass trotz gudde Steierrecetten de Statsbudget weider rout Zuele schreift. 500 Milliounen Euro amplaz 1.100 sinn nach ëmmer Defiziter, déi bezuelt musse ginn, an zwar duerch Scholden. Wichteg Investissementer sinn ausgesat ginn. Nei wichteg Aufgabe mussen ugaange ginn. Déi Aufgabe si riseg, an duerfir kann déi Budgetsdisziplin, déi dës Regierung verfollegt, sech net relâchéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'LSAP steet dozou, well se géint eng Politik vu Scholden ass, déi letztendlech de Stat a senge wesentleche Funktiounen anenkt an deenen am meeschte schuet, déi de Stat am meeschte brauchen, nämlech déi sozial Schwaach. Sécher ass Ëmverdeelung méi beléift, mä gradesou sécher ass et d'Responsabilitéit vun der Politik, d'Land op alle Pläng ze moderniséieren, an Zuch an Tram ze investéieren, Schoulen a Lycéeën ze bauen, Alters- a Fleegeheimer ze schafen a Reserven ze schafen, fir dës Investissementer iwwer Joren eraus regelméisseg duerchzezéien.

Här President, d'LSAP, dat wëll ech och hei kloer soen, steet zum Eenheetsstatut a si ënnerstëtzt d'Regierung dofir. Si fënnt dat eng wichteg gesellschaftspolitesch Reform. Si huet Verständnis fir d'Suerge vun de Betriber, besonnesch vun deene klengen a mëttleren. Si wëllt Käschtenneutralitéit. Vill interessant Propositioune goufen an de leschte Méint dozou gemaach.

Mir begréissen déi roueg an ausféierlech Diskussioun, déi déi zwee Ministere Biltgen an Di Bartolomeo mat de Sozialpartner an och zum Deel mam Statsminister gefouert hunn. Mir mengen, dass de Projet de loi dozou elo soll schnell déposéiert ginn, fir dass d'Diskussioun um parlamentaresche Plang öffentlech ugeet.

(Brouhaha)

Ech gesi Bewegungen op der Regierungsbänk.

(Hilarité et interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass selte Bewegung op der Regierungsbänk.

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech hoffen, dass vill Bewegung op der Regierungsbänk ass.

Eng aner wichteg Reform ass dat neit Gesetz iwwert d'Immigratioun, dat dat bestehend vun 1972 ersetze soll, e Gesetz aus enger anerer Zäit, wou d'Welt nach anescht war. Haut gëtt et vill illegal Immigratioun. Et gëtt Zouwanderung aus Länner vu wäit ewech, aus anere Kulturkreesser, Leit mat anere Mentalitéiten a Reliounen. Mir mussen déi illegal Zouwanderung bekämpfen, awer och d'Zouwanderung, déi mer brauchen, maîtriséieren. A mir mussen d'Zouwanderung zesumme mat der Integratioun gesinn. An duerfir mussen och erëm eng Kéier hei déi zoustänneg Ministeren a Servicer intensiv zesummeschaffen.

Dëst gëtt sécher eng vun deene schwieregsten Aufgabe vun de kommende Joren hei zu Lëtzebuerg an an Europa: d'Zougoen op d'Leit vun dobaussen an de Schutz vum Aarbechtsmaart heibannen, an nei Leit esou integréieren, dass hir Eegenheet respektéiert gëtt an dass si ons Eegenheeten a Wäerter respektéieren.

Här President, et ass e bësse méi roueg ëm den IVL ginn, ëm d'Integréiert Verkéiers- a Landentwécklungskonzept. Als en iwwergräifend Planungsmëttel ass dat Konzept vun der ganzer Politik begréisst ginn. Et ass wichteg, dass et bei alle gréisseren Entreprisen, wéi zum Beispill bei der Bekämpfung vun der Wunnengsnout iwwert de Pacte Logement, zesumme mat de Gemengen zum Droe kënnt.

Et soll jo e Plan sectoriel Logement opgestallt ginn, deen och festhale soll, wat fir Gemenge prioritär vum Pacte Logement profitéiere sollen. Mir ënnerstëtzen déi Mesurë vum Pacte Logement, déi - et ass scho gesot ginn - méi wäit gi wéi alles dat, wat bis elo als Incitatiounsmëttele vun der Regierung virgeschloe ginn ass. Et sinn och zum Deel méi koerzitiv Mëttelen dran. Ech mengen, an esou enger prekärer an extraordinärer Situatioun um Wunnengsmaart, wou mer sinn, wou mer d'Lëtzebuerger forcéieren, an d'Ausland wunnen ze goen, ass et scho justifiéiert, fir esou Mesurë mat eranzehuelen.

Mir mengen och, dass muss transversal genee gekuckt ginn, wann nei Wunnengen anzwousch kommen, wéi d'Verkéiersflëss sinn a wéi dann d'Infrastrukturen och opgestallt an développéiert musse ginn.

Här President, e leschte Punkt wëll ech nach uschwätzen, nämlech dee vun de Gesellschaftsreformen. Ech hunn et am Ufank scho gesot: All Gesellschaft muss sech a wesentlechen Haltungen a Mentalitéiten nei Gesetzer a Regele ginn, wann déi al iwwerholl sinn.

Mir begréissen, dass d'Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit kënnt. Dëst Gesetz ass ee Complément zu där grousser Mobilitéit, déi et an Europa gëtt. Lëtzebuerg huet Interesse drun, dass déi Leit, déi hei mat ons, niewent ons wunnen, schaffen, Kanner grousszéien, mat ons feieren, besonnesch wa se laang hei sinn oder souguer hiert Liewe laang, dass déi Bierger sinn an als Bierger matschaffen.

Dat geet iwwert d'europäesch Citoyennetéit bei de lokalen an den Europawahlen. Dat geet iwwert d'Nationalitéit bei de Chamberwahlen.

Fir d'LSAP ass d'Offer vun der duebeler Nationalitéit en Zougoen op Netlëtzebuerger, déi hei wunnen an déi mer gären esou wäit wéi méiglech integréiere géifen. Dat ass een dynamesche Prozess, deen net ofgeschloss ass mat dem Lëtzebuerger Pass, mä deen och duerno weidergoe muss. Duerfir muss d'Schwell, déi fir d'duebel Nationalitéit gesat gëtt, net esou héich sinn, dass bal keen herno doriwwer kënnt.

Op engem anere Plang denke mer och no iwwert d'Moderniséierung vun der Gesetzgebung vun der Scheedung, an enger Zäit, wou vill Mariagen - anescht wéi fréier - opgeléist ginn. Dozou gehéiert och d'Indivi-

dualiséierung vun de Pensiounsrechter, fir besonnesch de Fraen, déi net beruffstäteg waren, en dezent Liewen no der Scheedung ze erlaben.

Här President, d'LSAP begréisst och d'Eestëmmegkeet, déi hei an der Chamber besteet, fir d'Palliativmedezin an d'Stierfbegleedung gesetzlech ze regelen. Wat den Avortement ugeet, si bal 30 Joer nom Gesetz vun 1978 nach munch Fortschrëtter an der Ëmsetzung vun dësem Gesetz ze maachen.

Besonnesch bei deenen zwou leschte Reforme gëtt et Leit, och hei an der Chamber an dobaussen an der Gesellschaft, déi méi wäit wëlle goe wéi dat, wat elo an de Gesetzesprojeten dran ass. Och hir Usiichte sollen a Betracht gezu ginn. Och hir Usiichte solle respektéiert ginn, och wann een net d'accord mat hinnen ass.

Här President, iwwert de Klimaschutz an d'Bekämpfung vum Klimawandel wäerte mer an e puer Wochen am Detail schwätzen. D'LSAP dréit déi Politik, déi d'Regierung, a besonnesch den Ëmweltminister definéiert a realiséiert. Déi Politik gëtt et net zum Nulltarif. Si verlaangt vun alle Secteuren an alle Politiken Ustrengungen an Aschränkungen, Ëmstellungen am deegleche Liewen, a vun der Politik vill Kohärenz op ville Gebidder. Do sinn ech ausdrécklech mat eise grénge Kolleegen d'accord, wa se dat monéieren.

Här President, fir ofzeschléisse wëll ech am Numm vun der LSAP d'Reformpolitik vun der Regierung begréissen. Mir erwaarden e schnelle Reformtempo an deenen nächsten zwee Joer. D'Zäit geet an onsem politesche System a mat deene laange Prozeduren ze schnell eriwwer. Dat gëllt ganz besonnesch an als Beispill fir d'Schoulpolitik a fir d'Reform vum Gesetz vun 1912. Mir erwaarden e Maximum vu Kohärenz vun der Reformpolitik tëschent all den Departementer an e Maximum am Asaz vun all deene Politiker, déi Responsabilitéiten op deem Plang hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Dann als leschte Riedner fir haut de Moien ass den honorabelen Här François Bausch elo un der Rei.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren déi Ried haut vun der Lag vun der Natioun an engem Kontext, dee sech haaptsächlech an deene leschte Méint verdäitlecht huet, dee folgenden ass, datt mer an enger Welt sinn, déi an engem ganz, ganz staarken Ëmbroch ass.

Mir hunn zënter elo scho méi laang absolut globaliséiert Mäert. Mir hunn eng Welt, déi kommunikativ total vernetzt ass, dat heescht, datt, egal wat wou op der Welt am Moment geschitt, d'Noriicht doriwwer sekonneschnell bal iwwerall an der Welt verbreet ass. Mir sinn an enger Dynamik, déi rasant ass. Kolossal wirtschaftlech, gesellschaftspolitesch, strukturell Ëmwälzunge sinn amgaangen.

An déi grouss Problemstellungen, déi dat begleeden - eiser Meenung no Problemstellunge vum 21. Jorhonnert -, sinn, datt mer trotzdeem nach ëmmer eng sozial ongerecht Verdeelung vum Räichtum op der Welt hunn, an zweetens datt mer enger Verknappung vu wichtegen natierleche Ressourcen entgéintginn, virun allem natierlech am Beräich Energie, mä och ëmmer méi am Beräich vum Waasser. Et dierft lech sécherlech net verwonneren, datt ech herno haaptsächlech op deen éischten Aspekt nach eng Kéier am Detail wäert zréckkommen.

D'Mënschheet steet also viru gewaltegen Aufgaben, viru gewaltegen Erausfuerderungen. An dës Dynamik an dës Problemstellung musse mer versiche positiv unzegoen. Mir mussen et fäerdeg bréngen, positiv Visiounen ze entwéckelen. Et dierf net esou weidergoen, datt mer den Androck vu Panik vermëttelen, vu Weltënnergang. Och wann d'Problemer nach esou grouss sinn, esou gëtt et keng vun deenen, déi am Moment beschriwwe ginn, wou et net positiv Léisungsusätz an Zeenarioen entretemps gëtt, déi beschriwwe ginn, déi et eis erlaben, aus deenen Zeenarioen do eppes Positives, wéi gesot, och herno ze maachen.

A fir ze verdäitlechen natierlech, datt een an esou engem komplexen a komplizéierten Ëmfeld net ka méi esou handelen, wéi wann een eleng op der Welt wär, dat brauch ech jo sécherlech heibanne kengem ze soen, scho guer net, wann een zu engem Land gehéiert, wat eng vun deene klengsten Natiounen op dësem Äerdball ass.

Duerfir si mir Gréng och dovun iwwerzeegt, datt mer eng handlungsfäeg Europäesch Unioun méi wéi jee brauchen. Mir sinn och der Iwwerzeegung, datt d'Europäesch Unioun muss de Modell gi vun enger sozialer, demokratescher an nohalteger Entwécklung. Mir hunn déi Méiglechkeeten. Mir hunn dat Potenzial. 27 State mat 500 Milliounen Awunner, dee kafkraaftstäerkste Bannemaart weltwäit.

Wie soss wann net d'Europäesch Unioun mat deem ganzen historesche Ballast, dee mer op eise Schëlleren droen, vun deem wat den engleschen Historiker Eric Hobsbawm an engem exzellente Buch beschriwwen huet: „Das Zeitalter der Extreme", vum 20. Jorhonnert, wou et haaptsächlech ëm den europäesche Kontinent geet, a mat all deem Misär, deen dee Kontinent huet misse matmaachen am 20. Jorhonnert, wie soss also wann net dëse Kontinent kann op de Léiere vum 20. Jorhonnert dozou bäidroen, datt mer déi schwiereg Aufgaben, déi komplex Aufgaben, déi mer an der Welt ze bewältegen hunn am 21. Jorhonnert, an engem Sënn bewältegen, datt mer effektiv net déi nämlecht Feeler maachen, wéi am 20. Jorhonnert, an datt dat 21. Jorhonnert net och zu engem Zäitalter vun den Extremer gëtt?

Et huet mech duerfir ebe gefreet ze héieren, datt mer ugedeit kritt hu gëschter an där Ried, datt en neien Elan geholl gëtt bei der EU-Verfassung, haaptsächlech bei der Reform vun den EU-Institutiounen. Och mir wéisste selbstverständlech gär am Detail - a mir hoffen, datt mer déi Diskussioun an deenen nächste Wochen a Méint hei kréien -, a wéi eng Richtung datt et geet. Et dierf net an eng Richtung goen, datt dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg iwwer Referendum ofstëmme gelooss hunn, total dovunner ofwäicht. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens.

Wichteg war awer ze héieren, datt beim soziale Kader staark soll nogebessert ginn. Ech mengen, datt dat wierklech dat wichtegst Element ass, well et ass grad dee Volet, deen zu villen Diskussiounen an Europa gefouert huet.

A mat Sécherheet war dat och dee Volet, deen an zwee Länner zu Échece bei Referende gefouert huet. Duerfir menge mir och, datt, wa mer et do fäerdeg bréngen, Zeechen ze setzen an ze weisen, datt et eis eescht gemengt ass an der Europäescher Unioun, da si mer och positiv gestëmmt, datt mer bis virun den Europawahlen 2009 hei déi Reformen an Europa op de Wee kréien, déi mer brauchen, fir datt eben déi Europäesch Unioun dee Modell am 21. Jorhonnert gëtt, deen absolut noutwendeg ass, fir datt mer an der Welt net a verschidden Hisiichte géint d'Wand lafen.

Ech hunn awer gesot, eng vun de Problemstellunge vum 21. Jorhonnert, fir net ze soen eng vun de ganz grousse Problemstellunge vum 21. Jorhonnert wär d'Verknappung vun de Ressourcen, do virun allem natierlech d'Energie, mä och d'Waasser. Mä ech menge virun allem d'Energieversuergung oder d'Aart a Weis wéi mer mat Energie ëmginn ass do ganz bedeitend.

A wann ech domadder wëll ufänken a menger Interventioun, dann ass et net, well - wéi dat dann oft a gär gemengt gëtt - dat iergendwéi eppes mat Ëmwelt a mat Klimaproblematik ze dinn huet, mä just de Contraire, well ech der Meenung sinn, datt déi traditionell Siichtweis an Denkweis entre-temps längstens iwwerholl ass a falsch ass, mä datt déi Problematik vun der Verknappung vun eise Ressourcen, virun allem den Ëmgang mat der Energie an d'Energieknappheet, eng knallhaart Wirtschafts- a Finanzproblematik ginn ass an an deenen nächste Joren nach vill méi wäert ginn, an datt, wa mer déi nächst zéng, 15 Joer net déi richteg Décisiounen huelen an net oppassen, wat mer do maachen, dat dann och wäert eng ganz knallhaart sozial Konnotatioun kréien, awer dann net am positive Sënn, mä éischter, fäerte mir, an engem ganz negative Sënn.

Mir bedaueren duerfir och, datt d'Energieproblematik nach ëmmer net verstane gëtt, datt eigentlech déi Thematik wéi e roude Fuedem queesch duerch all Beräicher vun der Politik misst goen, datt et, wéi gesot, misst an d'Richtung goe fir wierklech all Beräicher vun der Politik an den Déngscht ze stelle vum Ausstieg aus de fossilen Energieträger, an dat, wéi gesot, net nëmmen aus Klimagrënn, mä haaptsächlech och aus wirtschafts- a finanzpolitesche Grënn.

Eis Ekonomie vun haut ass gréisstendeels oder haaptsächlech op zwee fossil Energieträger opgebaut: Dat eent ass de Pëtrol, dat anert ass de Gas. De gesamte Fonctionnement vun eiser Ekonomie ass am Moment dovunner ofhängeg. Ech brauch jo kengem méi hei ze beschreiwen, datt ech, wann ech dorunner denken, net nëmmen un d'Produktioun als solches, mä och un d'Transportweeër denken. Dee ganze Volet vun enger Just-in-time-Economy an där mir haut liewen, wou den Transport eng wichteg Roll spillt, alles dat hänkt mateneen zesummen an hänkt vun deenen zwee fossilen Energieträger do of.

Wann ech da liesen, do gëtt et déi ënnerschiddlechst Etüden de Moment, mä plus ou moins gi se awer all ëmmer méi an déi nämlecht Richtung, inklusiv Studien, déi vun de Pëtrols- a Gaskonzerner, dat heescht vun deenen, déi och finanziell Interessen hunn, selwer entre-temps an d'Fënster gestallt ginn, da muss ee feststellen, datt mer beim Pëtrol nach ongeféier e Sputt vu 40 Joer hunn, an datt de sougenannten Oil peak, dat heescht d'Spëtzt vun der Förderung, 2008 bis 2010 wäert erreecht ginn. Dat heescht, et kann een 100%eg dovunner ausgoen, datt mer ab 2010 ufänken de Bierg erofzefuere bei de Reserven, dat heescht, datt et a Richtung vu Knappheet geet, an datt gerechent gëtt, datt ëm 2050 d'Spill aus ass.

Beim Gas hu mer e bësse méi Sputt. Do gëtt mat 70 Joer gerechent. Beim Peak gëtt domat gerechent, datt en tëschent 2025 an 2030 erreecht gëtt an de Spillraum bis ongeféier 2080 geet.

An ech brauch jo heibanne sécherlech kengem ze soen, wat an enger Maartwirtschaft geschitt, wa mer et bei de Rohstoffe mat enger Raritéit ze dinn hunn. Wa mer bei Rohstoffer mat enger Raritéit ze dinn hunn an enger Maartwirtschaft, dann ass et kloer, da ginn d'Präisser onweigerlech kontinuéierlech an d'Luucht. An dat huet iwwerhaapt näischt mat politeschen Iwwerleeungen ze dinn oder mat Mesuren ze dinn, déi een aus iergendwelleche politesche Grënn géif huelen.

Dat heescht am Kloertext, fir nach eng Kéier op déi Zuelen zréckzekommen, op déi Datumen zréckzekommen, datt een ab 2010 - mä souwisou muss een, wann ee beim Pëtrol kuckt, jo, déi lescht zéng Joer d'Evolutioun kuckt, dann ass et nëmme kontinuéierlech de Bierg op gaange mat de Präisser -, mä et kann een dovun ausgoen, datt et ab 2010 riskéiert nach vill méi rasant de Bierg op ze goen. Dat, wéi gesot, onofhängeg vun deem, wat iergendwou politesch décidéiert gëtt, aus politeschen Erwägunge ronderëm déi fossil Energieträger décidéiert gëtt.

Dat heescht also an der Konsequenz: D'Präisser vum Pëtrol ginn ab 2010 massiv erop. Beim Gas wahrscheinlech ab ongeféier 2030. Woubäi een awer hei nach muss derbäisoen, datt dat doten Zeenarie sinn, déi berechent gi sinn a Fonctioun vun der ekonomescher Dynamik vun deene leschten zéng, 15, 20 Joer. Dat heescht, datt net am leschten Ausmooss agerechent ass, wat et wäert bedeiten, wa China oder Indien deen nämlechte Modell vun der Ekonomie noahmen, mat deenen nämlechten Technologien, loosse mer emol unhuelen, wéi mer se haut hunn an deenen héich industrialiséierte Länner insgesamt, wéi Nordamerika oder Europa.

Dat heescht, wa mer et net fäerdeg bréngen, an deenen nächsten zéng, 15, 20 Joer China an Indien zum Beispill - wat déi gréissten opstriewend Marchéé si mat deene gréisste Populatiounen - vun engem Modell ewechzekréien, deen eisen am Moment ass, da kann een dovun ausgoen, datt d'Knappheet vun deenen dote Ressourcen nach méi séier wäert kommen, an deementspriechend d'ekonomesch Konsequenzen nach méi dramatesch wäerte sinn.

Et ass also kloer: Den Ausstieg aus de fossilen Energieträger, dat ass net nëmmen eng Klimaproblematik, mä et ass eng knallhaart Wirtschafts- a Finanzproblematik. An alleguer déi, déi dat net wëlle verstoen, oder déi de Kapp wëllen an de Sand stiechen, déi maache sech d'Liewen einfach, an déi verspille ganz einfach d'Zukunft vun där nächster Generatioun. Duerfir menge mer och, datt een déi ganz Energieproblematik wirtschaftspolitesch muss kucken, an datt och all Léisungsvirschléi, déi mer déi nächst zéng, 15 Joer mussen do huelen, ëmmer an de wirtschaftspolitesche Kontext gesat musse ginn.

Et ass op villfältegem Niveau, wou mer der mussen huelen. Mir mussen der um Niveau vun der Produktioun selwer huelen; haaptsächlech wann ech un d'Stroumhierstellung denken. Mir mussen der huelen um Niveau vum Transport; ob dat den Auto ass, de Fluchverkéier - de gesamten Transport fält do drënner; an d'Baubranche. Also, et kéint een déi Lëscht hei wierklech queesch duerch d'ganz Ekonomie weiderféieren. Et ass kee Secteur, deen net betraff ass.

Mir brauchen e gewaltege Rekonversiounsprogramm. Mir musse kucken, datt mer deen an deenen nächsten zéng, 15 Joer hikréien. A mir kënnen en och hikréien. Et gëtt entre-temps Technike genuch, déi eis et wäerten erlaben, deen Ausstiegszeenario aus de fossilen Energieträger hinzekréien. Et gëtt Techniken, déi sinn haut schonn do, an anerer sinn am Entwécklungsstand. A wa mer genuch dran investéieren, kënnen déi ganz schnell och maarttauglech gemaach ginn, fir datt se relativ séier kënnen agefouert ginn.

Mir sinn och als Gréng iwwerzeegt, datt et eng ganz Rei Länner gëtt, déi wäerte massiv an déi dote Richtung goen. Déi wäerten déi dote Beräicher massiv förderen an déi wäerten dat och hikréien. Et bitt sech deemno also fir all Land, donc och fir Lëtzebuerg, eng eenzegaarteg wirtschaftlech Opportunitéit do hannendrun. Mir sinn hei um Virowend vun der drëtter industrieller Revolutioun. An dat muss ee sech emol eng Kéier am Kapp virstellen, an och vergläichen, wat déi zweet an déi éischt industriell Revolutioune waren, déi mer jo net esou laang ofgeschloss hunn.

Wa mer wëssen, datt mer um Virowend dovunner stinn, a wa mer wëssen, datt mer eis zumools hei zu Lëtzebuerg musse wirtschaftlech diversifizéieren, datt mer mussen Aarbechtsplaze schafen och an anere Secteuren - ech kommen nach drop zréck -, fir kënnen eise Wuelstand ze erhalen, da kommt mir notzen dach déi Chance fir Lëtzebuerg! Mir hu se, well mir hunn eng Rei Atouten, firwat mer se duerchweegs kënne gutt notzen.

Wat sinn déi Atouten?

Éischtens: d'Finanzplaz. D'Finanzmäert wäerten an där Rekonversioun do eng ganz bedeitend Roll spillen. Et gëtt e grousse Financier ënner anerem, een, deen ech nëmme wëll erausgräifen, de Schwäizer Schmid Heini, deen huet schonn an den 90er Jore Bicher driwwer geschriwwen an Initiative geholl, fir de Bankesecteur an de Finanzsecteur ze iwwerzeegen, datt de Kurswiessel an deem dote Beräich misst virun allem iwwert d'Finanzmäert goen.

Entre-temps, Dir braucht nëmmen d'Wirtschaftssäiten ze liese queesch duerch all Presseorganer, da kënnt Der feststellen, datt am Finanzsecteur deen dote Beräich ëmmer méi eng bedeitend Roll wäert spillen. D'Investisseure wäerten an Zukunft ëmmer méi verlaangen, datt d'Banken nëmmen nach an déi Secteure Kreditter ginn, déi fäeg sinn déi heiten Défien an Zukunft ze bewältegen. Dat heescht, déi Entreprisen, déi hei Virreider sinn, wäerten déi sinn, déi am meeschte kredittauglech si fir déi doten Zukunftsmarchéen.

D'Assurancëgesellschafte sinn amgaange sech ganz, ganz seriö ze iwwerleeën, wéi se sech kënne Réckgarantië schafen iwwer Assurancen, déi an Zukunft wäerten ofgeschloss ginn, fir déi déi doten Aspekter eng wichteg Roll spillen, datt een do muss kënne virweisen, datt ee kee Risikokandidat ass fir d'Zukunft.

Dat heescht, mir sinn der fester Iwwerzeegung, datt de Finanzsecteur do eng grouss Roll ka spillen, haaptsächlech och wann et drëms geet, fir an deenen nächsten zéng, 15 Joer Risikokapital zur Verfügung ze stellen, fir iwwerhaapt Kapital zur Verfügung ze stellen. Mir hunn ee vun deene bedeitendste Finanzsecteure vun der Welt. Kommt mir notzen deen duerfir, fir dee geziilt mat anzebannen, anzesetzen, fir esou e Secteur wéi dat doten heihinner op Lëtzebuerg ze kréien.

Den zweeten Atout ass d'Uni Lëtzebuerg. Mir sinn amgaang eng Uni Lëtzebuerg opzebauen. A mir wëlle jo virun allem eng Uni opbauen, déi op héijem Niveau schafft, déi an der Fuerschung ganz staark täteg ass. Mir hu jo och alt bei enger Debatt hei an der Chamber, wou mer e bëssen ofgestach hunn, wat déi eenzel Felder solle sinn, an där d'Recherche soll betätegt ginn, décidéiert, datt deen dote Volet absolut dora gehéiert. Da musse mer et och fäerdeg bréngen, do där Uni, an der Recherche, déi do gemaach gëtt, wierklech nach vill méi eng zolidd Hëllefstellung ze ginn, fir datt mer grad deen dote Volet mat do beschäftegen.

Drëtten Atout ass: Mir hunn den Headquarter zu Lëtzebuerg vum gréisste Stolkonzern weltwäit. Och d'Stolindustrie spillt an där Rekonversiounsdiskussioun hei eng wesentlech Roll. An Dir braucht nëmmen ze kucken, wou och ënner anerem Arcelor-Mittal entre-temps ufänkt ze investéieren.

Entre-temps gëtt och do versicht ze diversifiéieren, inklusiv am Energieberäich, fir an den Energieberäich eriwwerzeklammen. Ma, kommt mir notzen duerfir och deen Atout, dee mer do hunn, fir an deem dote Beräich eppes ze maachen!

Et feelt eis eigentlech nëmmen d'Entwécklung vun enger nationaler Strategie, fir datt mer mat deenen dräi groussen Atouten, déi mer hunn, déi Zukunftsmarchéen, déi do wäerte kommen, besetze kënnen. Mir mussen am Fong näischt aneschters maachen, wéi deen Innovatiounsgeescht erëm un den Dag ze bréngen, dee mer ëmmerhin ufanks den 80er Joren haten, wou mer zum Beispill an d'Satellittegeschäft agestiege sinn, wat jo och fir déi Zäit - muss ee soen - keng evident Saach war, a wou einfach d'Politik courageiert Décisiounen an deem Beräich geholl huet, wou mer haut gesinn, datt déi eis vill bruecht hunn. Hei ass genausou e Secteur. Kommt mir gräifen deen haut un! Da si mer sécher, datt mer op der gewonnener Säit sinn, ekonomesch.

Am Juni am Kader vum EU-Ëmweltsommet zu Berlin wäert déi däitsch Présidence eng Studie virleeën, déi se beim däitschen Unternehmensberater Roland Berger an Optrag ginn huet, wou analyséiert soll ginn - déi Studie ass schonn eng Rei Méint amgaang, déi wäert am Juni ofgeschloss ginn -, wivill Aarbechtsplazen an deem dote Secteur an Zukunft kënne geschafe ginn.

An enger Virbemierkung zu deem Ganzen huet de Roland Berger virun e puer Wochen op enger Pressekonferenz gesot, datt haut schonn an der Bundesrepublik Däitschland eng Millioun Leit an deem Beräich beschäftegt sinn. An hien huet ugedeit, datt an der Studie wäert erauskommen, datt 2020 an der Ëmweltbranche méi Mataarbechter wäerte sinn, wéi an der ganzer Auto- a Maschinnebauindustrie an Däitschland zesummen. Dat muss ee sech emol virstellen, wou mer do stinn, u wat fir engem Virowend mer do sinn, wa mer wëssen, wat an der Bundesrepublik Däitschland de Maschinnebau an d'Autosbranche duerstellt!

Dat heescht, déi Studie wäert am Juni erauskommen an op deem Sommet op den Dësch kommen. Do wäert eng Dynamik lassgetréppelt ginn. A mir dierfen et net verpassen derbäi ze sinn, wann definéiert gëtt, datt déi dote Branche zum Jobmotor gëtt vun deenen nächste Joren. Mir brauchen eng Diversifizéierung vun eiser Ekonomie. Mir mussen Aarbechtsplaze schafen. A grad do kënne se geschafe ginn. Mir mussen eis dann awer och d'Moyenen duerfir ginn.

Datt mer dës Diversifizéierung brauchen, dat beweise jo eis Statsfinanzen. An ech muss soen, ech deelen absolut déi Analys, déi gëschter hei gemaach ginn ass, datt trotz engem Wuesstum vu 6,2% an deementspriechende steigende Finanzeinnahme vum Stat kee Grond besteet zur Euphorie. Absolut keen! Well mir sinn effektiv an engem Zeenario hei zu Lëtzebuerg, dat ass schwéier no baussen ze vermëttelen. Mä et ass awer reell, datt déi 6,2% Wuesstum eigentlech, wann een déi einfach esou an d'Fënster stellt, e komplett falscht Bild ofginn, wat hei zu Lëtzebuerg lass ass, well eben de Gros vun deem Wuesstum just iwwert dee Finanzsecteur kënnt.

Ech hu bei de Budgetsdebatten am Dezember hei gesot, mir kënnen entre-temps quasi d'Recettë vum Stat verfollegen a Fonctioun vun der Evolutioun vum Cours vun der Bourse, an ech louch jo net falsch domadder. D'Resultater leien hei um Dësch an, dat kënne mer haut scho viraussoen, och 2007 ass e gutt Joer oder wäert, wéi et ausgesäit, wann et esou weidergeet, et gutt Joer ginn op der Bourse, donc wäerten d'Statsfinanzen 2007 och gutt ginn.

Dat heescht, mir sinn an engem Zeenario, wou een am Fong natierlech ka frou driwwer sinn, datt mer doduerjer esou gutt dostinn, mä deen awer eigentlech d'Realitéit verfälscht, wat um Terrain lass ass, well mer eben hei zu Lëtzebuerg eng terribel monolithesch Wirtschaftsstruktur hunn an eng enorm Ofhängegkeet hu vun engem eenzege Secteur. A mir hu jo och Zäiten elo erlieft, an dat ass jo nach net esou laang hier, wou mer konnte feststellen, wat ka passéieren.

Mir sinn an enger Situatioun, wou mer, wa mer an enger europäescher oder weltwäit gudder Konjunktur sinn, eng iwwerméisseg gutt Konjunktur an en iwwerméisseg gudde Wuesstum hunn duerch deen dote Secteur. Mä mir sinn awer och genausou gutt an der Situatioun, wann eng schlecht Konjunktur kënnt, datt mer en iwwerméissegen Abroch kréien a riskéieren en iwwerméisseg schlecht Resultat ze maachen.

Ech wëll nëmmen drun erënneren, datt mer vun 2000 op 2001 vun 9,2% Wuesstum op ënner 2% bannen engem Joer ofgestierzt sinn. An ech soen Iech, mir kënne frou a glécklech driwwer sinn, datt déi Minikris, déi dat jo awer da schlussendlech war, net méi laang gedauert huet, datt se effektiv sech op zwee bis dräi Joer beschränkt huet an datt déi Relance erëm séier zréckkomm ass.

Well wa mer eng Kéier eng Situatioun haut kréichen, wéi mer se haten, zum Beispill tëschent 1977 an 1984, da soen ech Iech, da gëtt et ganz séier ellen am Statsbudget; da gëtt et ganz séier geféierlech a problematesch, fir d'Enner nach beieneen ze kréien.

Duerfir ass et och haut fir eis Gréng ganz kloer, datt eng absolut Prioritéit dragesat muss ginn, datt déi Mehreinnahmen, déi mer hunn, net genotzt gi fir grouss Verdeelungsaktiounen, mä fir eppes weiderzebréngen, nämlech éischtens d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie, an zweetens d'Behiewung vun de strukturellen Defiziter, déi mer hunn. A mir hunn der eng ganz Rei zu Lëtzebuerg, déi ënner anerem och domat ze dinn hunn, datt mer bei deem éischte Volet net richteg weiderkommen.

Deen éischten ass Schoul inklusiv Uni a Fuerschung, deen zweeten ass de ganze Klima- an Energieberäich, deen drëtten ass Transport a Verkéier an dee véierten ass de Wunnengsbau.

Dat sinn eiser Meenung no déi grouss Bléck, ëm déi et sech dréit, wou mer mussen investéieren.

Duerfir ass et fir eis och kloer, datt an der Steierpolitik mer net sollen higoen an deenen nächste Joren a massiv verdeelen. Sécherlech kann een eng Rei Saache maachen, mä mir sollen net massiv verdeelen. Mir sinn eigentlech frou driwwer, datt d'Regierung ugekënnegt huet gëschter - mir hate Suergen d'lescht Joer, datt et och an eng aner Richtung hätt kënne goen -; mir sinn also frou driwwer, datt d'Regierung hei éischter moossvoll Steierupassunge virhuele wäert an donc net op en anere Wee geet.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech sinn iwwregens an deem Sënn frou, datt dat, wat mir als Gréng scho laang hei soen, datt mer net nëmmen e Problem mat den Dépensen hunn, mä datt mer och e Risiko bei de Recetten hunn, entre-temps unerkannt ass. Vu gëschter un ass et definitiv unerkannt: Mir hunn och e Problem bei de Recetten. Net an deem Sënn, datt mer elo am Moment ze wéineg Recetten hätten, mä datt eis Recetten immens volatile sinn an datt se eis ganz rapid kënnen abriechen. Et ass dat wat mir als Gréng zënter Jore versichen hei an dësem Parlament ze soen.

Ech wëll op d'Dépensen an op déi strukturell Problemer bei den Dépensen, virun allem am Kontext sozial Sécherheet, déi mer sécherlech och hunn, iwwert déi mer musse schwätzen, haut net agoen. Mäi Kolleeg Félix Braz huet am Numm vun eiser Fraktioun eng Interpellatioun gemaach, wou mer d'Regierung op deem Thema interpelléiert hunn. Si ass jo ugeholl ginn. Mir wäerten duerfir am Hierscht d'Geleeënheet kréien, do am Detail driwwer ze schwätzen. Dofir kënne mer dat elo emol haut ausklammeren.

Ech wëll just eben dann awer, wann ech bei de Recettë bleiwen, soen: Sou erfreet wéi ech och sinn, datt keng Géisskanpolitik walte gelooss gëtt bei de Steierupassungen zum Beispill, datt mer awer enttäuscht sinn driwwer, datt bei engem Volet näischt wäert geschéien oder zumindest am Moment emol näischt nach ugekënnegt ass. Dat ass, datt mer bei der ekologescher Steierreform net wäerte weiderkommen.

Mir sinn amgaang eppes ze maachen, wat eiser Meenung no problematesch ass a wat och d'Erklärung ass fir eng Rei Elementer, déi gëschter hei an der Ried och vum Statsminister ugeschwat gi sinn, nämlech vun enger Rei Mesuren, déi geholl gi sinn, déi mir awer richteg fannen, wëll ech ganz kloer soen, an hannert deene mir stinn, ob dat den Cent um Bensin oder d'Reform vun der Autossteier ass, mä datt déi dobaussen natierlech net mat immens grousser Léift opgeholl ginn.

Mir mengen, datt et falsch ass fir weiderzefueren, esou isoléiert eenzel entweder Steieren ze erhéijen oder Mesuren anzeféieren, déi dann an dee gesamte Kontext zur Klimaenergie sollte gestallt ginn.

Mir mengen, datt et méi sënnvoll wär, wierklech eng gesamt ekologesch Steierreform ze maachen, déi op fënnef Pilierë misst opbauen:

Mir missten als Éischt eiser Meenung no Zilsetzungen definéieren: Wat wëlle mer iwwerhaapt erreechen? Wat wëlle mer erreechen an zéng, 15 oder 20 Joer?

All Länner, déi de Moment iwwer Klima an Energie diskutéieren, maachen dat. Et gëtt souguer Länner wéi zum Beispill England, déi wëllen op de Wee goe fir carrément e Gesetz ze verofschiden, wou fir déi nächst 50 Joer d'Zilsetzungen iwwer Gesetz definéiert ginn. Ech wëll net behaapten, et misst een esou wäit goen.

Et gëtt awer och aner Länner wéi Schweden, déi hunn och ganz kloer Zilsetzunge gesat an dann deementspriechend all hir Mesuren, dat heescht och de Steiersystem versicht dorunner ze orientéieren. Dat heescht, kloer Zilsetzungen definéieren, fir iwwert dee Wee och deen Ëmdenkungsprozess, dee mer jo wëllen erreechen - mir maachen dat jo net aus iergendwelche Grënn; mir maachen dat, well mer wëllen en Ëmdenkungsprozess, en anert Verhalen erreechen -, datt dat och novollzéibar ass an datt mer dat och hikréien.

Zweete Pilier ass, datt bei der Besteierung op verschidden Niveauë misst natierlech gekuckt ginn, datt de Principe Pollueurpayeur géif spillen, dat heescht, datt déi, déi verschwenden, missten do am meeschte bestrooft ginn. Mä datt dann awer gläichzäiteg en drëtte Pilier misst funktionéieren, datt déijéineg, déi sech gutt oder besser oder ëmmer besser verhalen, belount gi fir hir Saachen.

Dat heescht, et muss jo drop erauslafen, eng ekologesch Steierreform huet jo net zum Zil, fir mëttelfristeg einfach méi Recetten an d'Statskeess ze kréien. Et huet jo zum Zil, fir datt se mëttelfristeg soll erofgoen, an duerfir, soe mir, solle mer se esou ausgestalten, datt se am Fong opkommensneutral ass. Dat heescht, datt déi Suen, déi een op där enger Säit erakritt, op där anerer Säit ënner iergendenger Form erëm un d'Leit zréckfléissen.

An do mussen déi Mechanisme spillen. Engersäits mussen déi besser ewechkommen, déi sech gutt verhalen, an déi schlechter ewechkommen, déi sech net esou verhalen.

Véierte Pilier, dee mer da kéinten emol eng Kéier och anescht diskutéieren, dat ass de sozialen Ausgläich, dee mer musse schafen. Mir wëssen, datt mer hei ënnerschiddlech Kategorien hu vu Leit, déi op ënneschtem Revenusniveau leien. Fir déi kënne verschidde klengste Veränneerungen an hirem Akommes zu dramatesche Konsequenze féieren.

Eréischt wa mer et global uginn, iwwer eng ekologesch Steierreform, kënne mer och Mechanismen eiser Meenung no entwerfen, fir datt mer esou e sozialen Ausgläich kréien, datt mer déi dote Kategorie vu Leit geschützt kréien.

An dann e fënnefte Pilier: Dat wär, datt, well mer jo awer wëssen, datt mer eng Zäit laang och Mehreinnahme kréien - well ier den Ëmdenkungsprozess, virun allem bei de Groussverschwender, funktionéiert, kréie mer méi Recetten -, déi Recettë solle genotzt gi fir de Strukturwandel, dee mer brauchen, ze finanzéieren. Ech wëll nëmmen ee Stéchwuert erausgräifen.

Mir hu gëschter an och haut de Moie schonn an e puer Rieden am Transportberäich eng onwahrscheinlech Wonschlëscht hei opgedëscht kritt. Mir kënnen als gréng Fraktioun alles dat, wat hei gesot ginn ass, mat ënnerschreiwen. Mä déi Wonschlëscht, déi wäert eis awer en zolitte Batz Geld kaschten an den nächste Joren. Ech mengen, datt een do iwwert dee Wee jo och de Leit dee Moment eppes zréckgëtt, wann een esou Gelder notzt, an et kann een dat beleeën, datt een déi notzt fir de Strukturwandel, haaptsächlech am Transportberäich, ze finanzéieren.

An duerfir, ënnert dem Stréch, an dat ass dee leschte Punkt, iwwergräifend, deen heizou gehéiert: Mir kéinten och iwwer eng ekologesch Steierreform am Steiersystem eppes änneren, nämlech datt mer den Drock ewechhuele vun der Besteierung vun der Aarbecht a méi eriwwerginn zur Besteierung vun de Ressourcen; wat sécherlech och am Intérêt wär vun Aarbechtsplazen an Aarbechtsplazbeschafung.

Ech kommen dann, Här President, zum Punkt vum Tanktourismus. Do gëtt jo och de Moment villes diskutéiert, an ech behaapten emol, datt déi Leit, déi eis de Moment zielen oder eis wëlle wäismaachen, datt een entweder näischt soll maachen, de Kapp an de Sand stiechen, oder soen, et wär kee Problem, oder mir hätten nach gutt Zäit, datt dat déi Zort Leit sinn, déi déi extrem Léisunge favoriséieren. Well déi wäerten dann an zéng, 15 Joer, wa mer dohinnerdümpelen, bis mer op de Punkt kommen, wou mer drastesch gezwonge ginn, eppes ze maachen, de Leit missen erklären, datt se elo vir bäi an hanne widder stinn, mam Réck zur Wand stinn a wierklech mussen drastesch Mesuren huelen, fir dee Problem do an de Grëff ze kréien.

Dat heescht, de Contraire ass de Fall. Déi, déi elo wëllen handelen - a mir si frou, datt d'Regierung hei ukënnegt, datt se bereet ass ze handelen -, dat sinn d'Realisten. Dat sinn déi, déi net wëlle waarden, bis d'Kar am Dreck stécht, an zéng oder 15 Joer. Dat sinn déi, déi wëllen dës Zäit notzen, fir e rouegen a luesen Iwwergank ze kréien an eng aner Situatioun.

An ech hu jo och gesot virdrun, et ass jo net nëmmen de Problem vum Klima, deen eis hei zum Handelen zwéngt, mä et ass och de Problem vun der Verknappung vun de Ressourcen, deen eis hei zum Handelen zwéngt. Duerfir brauche mer een zäitorientéierten Ausstieg aus deem do Beräich.

Mir brauche wierklech relativ séier ee Strukturwandel an deem do Beräich. A mir mengen och duerfir, datt déi Mehreinnahmen, déi mer nach eng Zäit wäerte sécherlech kréien - kee Mënsch ass der Meenung, datt vun haut op muer déi Recette do wäert abriechen, mä mir sollen awer elo schonn dofir suergen, datt déi Recetten do genotzt gi fir de Strukturwandel och ze finanzéieren, dat heescht, fir d'Alternativen ze finanzéieren.

An duerfir, Här President, ass meng Konklusioun ganz kloer: D'Populiste sinn an deem doten Dossier déijéineg, déi de Lëtzebuerger de Moment wëlle gleewen dinn, datt dat iwwerhaapt kee Problem ass an datt ee kéint weiderfuere wéi bis elo.

Här President, mir brauchen am Beräich Klimawandel éischtens Verständnis an Informatioun vun de Leit. D'Verständnis fänkt un ze kommen, bei der Informatioun hapert et nach e bëssen. Et ass e komplext Thema, et muss ee vill erklären, duerfir ass deen éischte Punkt ganz wichteg.

Zweetens, d'Leit brauchen Hëllefstellung.

Mir brauchen drëttens e grousse Moossnamepaket, deen zilorientéiert, och laangfristeg ausgeriicht ass, net nëmme kuerzfristeg.

Mir brauchen also véiertens kloer Ziler an en Zäitplang. An duerfir ass eiser Meenung no och déi dote Problematik eng national Ustrengung wäert. Mir kënnen eis net méi op eenzel Mesurë beschränken.

Mir mussen effektiv hei och en Denken an en Handelen iwwert d'Parteigrenzen eraus kréien, ansonsten ass dee ganzen Défi do net ze bewältegen. Mir brauchen eng Abezéiung vun der Zivilgesellschaft, an et ass och aus deene Grënn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt mir als Gréng eigentlech mengen, datt dat heiten esou eng wichteg national Aufgab ass, datt mer eigentlech eng Aart nationale ronnen Dësch bräichten, wou versicht géif ginn, éischtens emol dee Strukturwandel auszegestalten, d'Ëmsetzung ze diskutéieren, an datt mer dann dee Pakt, dee mer bräichte fir de Klima- an Energiewandel, an eenzel Mesurë weider no ënnen definéieren an och wäerten ëmsetzen.

Ech wëll dann nach e puer Wuert soen, Här President, zu der Fro vun erneierbaren Energien.

Wat mer do brauchen, dat ass Planungssécherheet an eng differenzéiert Ënnerstëtzung vun den erneierbaren Energietechnologien.

Planungssécherheet fir deen, deen investéiert, gëtt duerch eng längerfristeg Aspeiseregelung geséchert. Dëst ass jo endlech och elo vun der Regierung verstane ginn. Mir kënne se dozou nëmme begléckwënschen a mir begréissen dat.

Méi eng differenzéiert Ënnerstëtzung vun den ënnerschiddlechen Energiequellen ass och schonns eng laang Fuerderung vu sämtlechen am alternativen Energiesecteur schaffende Leit; och dat begréisse mer.

Et muss een awer bedaueren, datt säit den neie Reglementer net vill am Beräich vun den erneierbaren Energië geschitt ass. Souwuel a Fotovoltaik wéi a Wandmille goufe keng Projeten an de leschten zwee respektiv dräi Joer - wann een 2007 matrechent - gebaut. Dëst ass kloer ee groussen Échec vun dëser Regierung; dat muss een esou soe wéi et ass. En ass ausgeléist ginn duerch déi Ännerunge vun

deene Reglementer am Joer 2005 an duerch dee Vakuum, dee vill ze vill laang bestanen huet.

Et ass awer och ze hoffen, datt d'Reglementer méi wéi just dräi Joer Lafzäit wäerte kréien. Besonnesch fir d'Handwierksbetriber, an net nëmme fir déi, ass et wichteg, méi laang Lafzäite vun de Reglementer ze garantéieren. Et investéiert keen, wann no all dräi Joer d'Reglementer erëm op d'Kopp gestallt ginn. Och d'Investitiounshëllefen an anere Wirtschaftsberäicher gi jo schlussendlech méi laang wéi dräi Joer. Do sinn et oft fënnef oder meeschtens souguer zéng Joer.

Duerfir versti mer och dem Wirtschaftsminister seng Usiicht net, fir ze soen, hie wéilt hei net där nächster Regierung en Ee an d'Nascht leeën. Hei geet et drëms fir Vertrauen ze schafe par rapport zu Technologien, wat déi Technologië si vum 21. Jorhonnert. Mir mengen duerfir, datt een hei och eben dee ganze Kader, deen ee wëllt setzen, muss méi wéi iwwer dräi Joer eraus ausgestalten.

Mir mengen och, Här President, datt et falsch ass, schonn d'office vu vireran einfach ze soen, wa mer elo vun deenen 20% erneierbaren Energië schwätzen, déi sech jo als Zil gesat gi sinn an der Europäescher Unioun: Mir kënnen déi ni erreechen! Mir wëssen, datt et zu Lëtzebuerg natierlech schwéier ass, fir déi ze erreechen. Mä wa mer awer schonn d'office soen, mir erreeche se net an duerfir gi mer elo emol direkt Wandmillen an d'Belsch oder an Holland mat finanzéieren - wou mir net der Meenung sinn, datt een dat vläicht guer net soll maachen. Mä wat eis stéiert un deem Ganzen, dat ass, datt dat Signal elo schonn erausgeet vu vireran als eng Aart Kapitulatioun, wou gesot gëtt, mir kommen net iwwer 8% eraus, déi 20% erreeche mer ni, an duerfir kafe mer ons emol direkt erëm fräi, andeems mer mat am Ausland eppes finanzéieren.

Virun allem gëtt hei och ënnerschätzt, datt mer duerch Energieeffizienztechnike jo och d'Energieconsommatioun kënnen erofsetzen. Dat ass zum Beispill och ee Punkt, deen eis total feelt an der Strategie de Moment.

Et ginn eiser Meenung no guer keng Zilsetzunge gesat vun der Regierung wat d'Aspuerungen ubelaangt am Energieberäich. Mir wësse jo awer, datt do déi gréisste Potenzialer sinn. Och duerch nei Techniken, déi een asetzt an deenen nächste Joren. A wann een do Effortë mécht, da gëtt natierlech d'Relatioun bei der Energieproduktioun insgesamt vun de klasseschen Energieproduzenten par rapport zu den erneierbaren Energië jo och besser, duerch de Fait, datt een agespuert huet.

Mir fannen duerfir, datt dee ganzen Aspekt vun den Energiespuermoossnamen, vun der Energieeffizienz vill ze vill kuerz kënnt an der Strategie am Moment vun der Regierung.

Här President, ech kommen dann zum Volet Schoul a Chômage.

Et ass absolut richteg, wat hei beschriwwe gëtt, datt mer hei zu Lëtzebuerg e Problem hunn am Chômage an datt deen zu engem groussen Deel mat eiser Schoul, mat dem Qualifikatiounsniveau insgesamt ze dinn huet. Et gëtt jo och soss keng aner Erklärung.

Wa mer pro Joer 12.000 nei Aarbechtsplaze schafen a permanent 80% oder 90% vun deenen neien Aarbechtsplaze besat ginn duerch Frontalieren oder Auslänner, da muss de Problem anzwousch anescht leien an da kann e jo bal nëmmen op deem doten Niveau leien. Duerfir deele mer eigentlech och de Gros vun deem Zeenario, deen hei beschriwwe ginn ass vun der Regierung, wat d'Reforme sinn, déi an der Schoul missten ustoen.

Mir sinn effektiv der Meenung, datt déi Dräisproochegkeet zum Beispill een Avantage fir eis Schüler ass, mä datt se awer oft an eiser Schoul de Moment net als Avantage agesat gëtt, mä éischter en Handicap ass. Donc musse mer do eppes maachen.

Mir wëssen, datt eis Schoul Defiziter huet, wat d'sozial Kohesioun ubelaangt. Do muss eppes passéieren.

Ech muss awer soen, datt all déi Punkten, déi hei opgezielt gi sinn, déi och net nei sinn, inklusiv zum Beispill, datt déi lescht Regierung jo bei der Reform vum Gesetz vun 1912 schonn eng Kéier gescheitert ass, an dës Regierung och nach ëmmer net zu engem Enn komm ass an och riskéiert souguer ze scheiteren, jee no deem, well dës Legislaturperiod si jo nëmme méi zwee Joer Zäit, mä dann, Madame Minister, musse mer et emol nach duerch d'Parlament kréien.

Dat heescht, de Risiko ass reell, datt dës Regierung zwar vläicht, loosse mer soen e gudde Wëllen hat, och eng Rei interessant Pilotprojete lancéiert huet, mä datt doriwwer eraus déi grouss Reformen awer och erëm eng Kéier stieche bleiwen.

Eng Feststellung, Här President, déi muss een awer allerdéngs hei maachen, wann een déi Beschreiwung hei liest vum Premierminister vu gëschter, wat d'Schoul ubelaangt, déi jo net nei ass, déi jo scho méi wéi eng Kéier gemaach ginn ass:

Et kann ee sech wierklech froen, wann et esou schlecht ëm eis Schoul bestallt ass: Wou war dann d'Schoulpolitik an deene leschte 25, 30 Joer?

Well dat do ass jo eppes wat net vun haut a vu gëschter ass. Dat heescht, do si jo awer méi Regierungen a méi Ministeren, déi Responsabilitéiten haten. Duerfir, de Premierminister huet eng Kéier vum Logement gesot, dat wär ee vu senge gréissten Échecen a senger politescher Laufbahn: Ech mengen, an der Schoulpolitik wär et net schlecht, wann en dat och emol eng Kéier endlech géif unerkennen.

An der Gesellschaftspolitik, Här President, ware mer frou ze héieren, datt en oppene Geescht bei dëser Regierung soll bestoen.

Ech muss awer soen, iwwert déi ganz Fro Kanner, déi hei beschriwwe gëtt, hu mer zumindest eng Rei Befierchtungen an och eng Rei Bedenken.

Éischtens emol: Mir deelen och d'Aschätzung, datt d'Betreiungsstrukture fir Kanner insgesamt dat Wichtegst ass, wou muss nogebessert ginn an deenen nächste Joren. A mir mengen och - dat hunn ech scho méi wéi eng Kéier hei gesot, och am Kader vu Budgetsdebatten -, datt mer missten déi Geldzoulage fir Kanner iwwerdenken a méi eis Froe stellen, ob et net besser wär, datt een do manner gëtt oder éischter méi cibléiert handelt, dat heescht fir déi Leit, déi et wierklech brauchen, an een duerfir op där anerer Contrepartie bei den Infrastrukture méi mécht.

An Däitschland leeft de Moment eng Diskussioun; si ass laang Zäit an Däitschland vun deene Gréngen an och vun der SPD eleng gefuerdert a gefouert ginn. Elo ass d'CDU nogezunn. An engem rezenten éischten Entworf vun engem Programm, vun enger neier programmatescher Plattform, steet dra geschriwwen, datt Däitschland soll ustriewe fir an deenen nächsten zéng, 15 Joer flächendeckend Kannerbetreiungsméiglechkeeten ze schafen, an dat gratis. Ech soe gratis, dat heescht Crèchë gratis.

Mir wëssen awer alleguerten, datt een net kann d'Ham an der Mëllech kachen oder alles hunn. Wa mer op dee Wee wëlle goen, a mir mengen, datt dat de richtege Wee ass, da musse mer bei de Geldzoulagen effektiv nodenken, an och iwwert de Pabeier, deen d'Demokratesch Partei virun e puer Deeg virgestallt huet. Do deele mir zu 100%, wat drasteet. Ech mengen, mir hunn dat och scho méi wéi eng Kéier hei gesot. Dat ass eigentlech de Wee, dee mer missten zesummen an den nächste Jore goen.

Wat de Volet ubelaangt vun de placéierten...

M. Charles Goerens *(DP).*- E staarke Passage!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech gi mer Méi, Här Goerens.

(Interruption)

Wat de Problem ugeet vun deene sougenannte Kanner en détresse. Dat ass jo och en Thema... Ech weess net, ob en erëm do ass, neen, et ass de Vizepresident, deen de Moment presidéiert, mä de Chamberspresident hat jo a senger fréierer Fonctioun an der leschter Legislaturperiod eng Spezialkommissioun aberuffe gelooss, déi huet geheescht „Enfants en détresse"...

(Interruption)

...„Jeunesse en détresse", pardon, do ass laang driwwer diskutéiert ginn. Quasi dee ganze Sozialsecteur ass defiléiert. Et ass och en décke Rapport verabschid ginn.

Mir hunn eis emol d'Méi gemaach - a mir wäerten dat nach eng Kéier méi am Detail maachen an deenen nächste Méint, well dat jo elo soll en Thema ginn -, fir d'Konklusiounen nozeliesen, wat do drastoung. An do hu mer misse feststellen, datt awer do, wat d'Konklusiounen ubelaangt, net vill ëmgesat ginn ass.

Ech muss soen, dat ass e Ressort, deen d'CSV och scho länger Zäit besetzt. Duerfir fannen ech et awer e bëssen einfach, wann een elo heihinner kënnt an dann dekretéiert een dat esou hei vun der Tribün erof, wéi wann dat elo nei erfonnt gi wär, en neie Problem, deen nei erfonnt gi wär, an datt een dofir elo misst schnell handelen.

Mä virun allem hunn ech Bedenken, well eng Tendenz bestanen huet - an dat sinn op alle Fall Informatiounen, déi mir vu Leit kritt hunn, déi am Sozialsecteur mat deene sougenannte méi „problemateschen" Kanner oder mat Kanner, déi aus schwierege Situatiounen erauskommen, schaffen -, well do éischter d'Tendenz virgeherrscht huet an deene leschten zwee Joer, fir Spuermoossnamen un den Dag ze leeën, fir ze versichen Drock op dee Secteur ze maachen, datt misst gespuert ginn, wéi datt elo géif doranner investéiert ginn.

Ech muss och soen, deen Avant-projet de loi, deen elo an der Diskussioun ass, wat d'Aide à l'enfance ubelaangt, dee jo och gëschter hei zitéiert ginn ass, och do freet ee sech, wann een déi Elementer kuckt, déi do dra sinn, ob et do net éischter ëm Aspuerunge geet an deem Secteur, wéi onbedéngt eng Aide à l'enfance ze maachen. Iwwregens froe mir eis, wéini deen Text do dann endlech diskutéiert gëtt mam Secteur, deen do betraff ass. Ass e mat de Justizinstanzen, déi jo och hei betraff sinn, schonn diskutéiert ginn?

Mir hunn do eis Zweiwelen. Mir hunn do de Verdacht, datt do e Gesetzesprojet ausgeschafft gëtt op enger Plaz, op enger Stell am Ministère, an den Dialog eréischt gefouert gëtt, wann de Fait accompli um Dësch ass.

Mir fannen dat äusserst bedauerlech, well et muss ee wëssen: Wann een effektiv dat, wat richteg beschriwwen ass, wat den Défi ass bei deenen dote Situatiounen, wëllt eescht huelen, da gëtt et net méi bëlleg an Zukunft an deem Beräich, mä da gëtt et méi deier. Wann ee wëllt preventiv do virgoen, fir déi Kanner ze schützen, da gëtt et net méi bëlleg, mä da gëtt et méi deier. Net well dat onbedéngt muss méi deier ginn, mä well, fir an esou engem Secteur ze schaffen, mat esou komplizéierte Situatiounen ze schaffen, dat ass keng bëlleg Affär.

Bis elo hu mer eis och oft d'Liewen do einfach gemaach. Vill Institutiounen, déi mer brauchen, fir datt ee mat esou Kanner ka schaffen, déi hu mer iwwerhaapt net hei am Land. Do hu mer einfach alles an d'Ausland geschéckt, fir deiert Geld an d'Ausland geschéckt. Et feelt un Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg. An och do muss ee soen, do huet awer eng Regierung oder do hu Ministeren eng Responsabilitéit. Et geet net duer hei elo ze versichen dat ze beschreiwen an aner Leit ze culpabiliséieren.

Bei Dräibur ass et d'nämlecht. Mir deelen natierlech dat, wat hei gesot gëtt, mä awer hei op d'Tribün ze kommen an ze soen: D'Regierung bitt deem Buergermeeschter oder där Gemeng elo hei finanziell Mëttelen a se bezilt alles, wa se direkt en Haus zur Verfügung stellt fir an der Iwwergangszäit. Mir wësse jo awer, datt déi Situatioun mat Dräibur, déi ass jo och net eréischt gëschter eis op de Kapp gefall. Déi gëtt et och scho ganz laang.

Duerfir, kee Problem, datt een elo versicht, mat Gemengen an d'Gespréich ze kommen, fir datt een eng Iwwergangsléisung sicht, mä dat ännert näischt um Fait, datt de Problem Dräibur vill ze vill laang schleefe gelooss ginn ass, an datt mer dofir haut keng uerdentlech Léisung hunn.

Här President, deen aneren Themeberäich: d'Gesellschaftspolitik, do wëll ech virun allem emol fir d'éischt ufänke mat deem Beräich Integratioun. Dat ass eiser Meenung no deen, wou deen dréngendsten Handlungsbedarf ass, an zwar well eiser Meenung no de gesellschaftlechen Zesummenhalt vu Lëtzebuerg bei deem dote Punkt am meeschten um Spill steet.

Mir hunn eng Situatioun hei zu Lëtzebuerg, déi ufänkt ëmmer méi problematesch ze ginn. Wa mer kucken, vun deenen - loosse mer emol soen - ronn 320.000 Beschäftegten, déi mer hei am Land hunn, wien nach do wou schafft, da muss ee feststellen, éischtens, datt d'Lëtzebuerger Bevölkerung, dat heescht déi, déi all zivil Rechter zu Lëtzebuerg hunn, pardon, also all politesch Rechter zu Lëtzebuerg hunn, datt déi entweder an der öffentlecher Fonctioun schaffen an éischter a méi protegéierte Secteuren, déi der öffentlecher Fonctioun bal unzerechne sinn, oder a soss méi geschützte Secteuren, an de Rescht vun der Ekonomie zu Lëtzebuerg ass besat mat Leit, déi net d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, dat heescht, déi keng politesch Rechter hunn.

Dat stellt e Problem duer, deen an eng Richtung geet, datt mer iergendwann eng Kéier enorm sozial Spannungen hei zu Lëtzebuerg kréien. An dofir sinn déi Froe vun Integratioun wierklech net méi op d'liicht Schëller ze huelen. Effektiv ginn ech dem Här Fayot Recht, datt de Projet vun der duebeler Nationalitéit als eng éischt Etapp muss gesi ginn an och generéis gestalt muss ginn, fir datt mer do en éischte Schratt kënne maachen.

Mir begréissen an deem Zesummenhang och, datt eng laangwiereg Fuerderung vun deene Gréngen, nämlech de Congé linguistique fir déi Leit, déi Lëtzebuergesch wëlle léieren, elo endlech Realitéit gëtt, an datt ee ka während senger Aarbechtszäit d'Méiglechkeet kréien, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren. Dat ass e wichtege Facteur, fir datt mer do weiderkommen, well och mir sinn der Meenung, datt d'Lëtzebuerger Sprooch e wichtegen Integratiounsfacteur ass.

Mä deen Dossier do, och wa mer dat neit Immigratiounsgesetz hunn, mir sollen net mengen, wa mer dat elo bis hu respektiv d'duebel Nationalitéit geschafen hunn, datt mer eis da kéinten zrécklehnen an ausrouen an datt mer dann de Problem geléist hätten. Loin de là! Da kommen eng Rei Etappen hannendrun, iwwert déi een och eng Kéier diskutéiere muss.

Iwwert déi aner gesellschaftspolitesch Themen, ech mengen, do brauch ech net vill Wierder ze verléieren. Mäi Kolleeg Jean Huss huet bei der Stierfhëllef mat der Madame Err eng Proposition de loi zesumme gemaach. Mir si frou ze héieren, datt déi hei am Parlament mam Projet de loi vun der Regierung soll gemeinsam diskutéiert ginn, an datt och effektiv kee Fraktiounszwang bestoe soll. Dat géif et eis jo dann endlech emol erlaben, eng entkrampften Diskussioun ze kréien.

Mä ech muss awer dobäi soen, och hei ass et wéi mat anere Saachen: Op déi vill Wierder hi muss awer och emol nach eppes geschéien! Also mir gleewen eréischt, datt hei deen offene Geescht an der Praxis sech wäert ënneren, wa wierklech hei am Parlament déi Debatte bis ofgeschloss gi sinn, respektiv wann eng Rei Décisioune bis geholl gi sinn.

Här President, ech wëll dofir als Konklusioun soen, datt mir als Gréng der Meenung sinn, datt effektiv d'finanziell Lag vu Lëtzebuerg gutt ass, mä datt mer, wéi gesot, net sollen an Euphorie verfalen, datt mer mussen déi gutt Situatioun elo notzen, fir d'Zukunft virzebereeden.

An ech muss soen, wann ech dem Premierminister seng Konklusioun gëschter hei gelauschtert hunn, wou hie seet, hien hätt d'Impressioun, mir wäre schonn an engem Wahlkampf, well déi vill Sondagen, déi elo dauernd géife publizéiert ginn, déi géifen ee quasi, oder vill Leit, zur Wahlkampfstëmmung verleeden, an datt dat net de Fall wär, well mir hätte jo nach zwee Joer bis bei déi nächst Wahlen, da wëll ech him dorobber äntwerten: Mir hunn nëmme méi zwee Joer bis déi nächst Wahlen! An eigentlech, wann ech dat liesen, wat vu Chantieren an dëser Deklaratioun vun der Lag vun der Natioun alles beschriwwen ass, dann ass dat eigentlech och eng gutt Beschreiwung iwwert dat, wat déi lescht dräi Joer geschitt ass, nämlech datt Chantieren awer ganz vill leie bliwwe si respektiv nach an der Millen hänke vun der Maach an nach net an der Ëmsetzung sinn.

Mir froen eis, Här President, ob dës Regierung fäeg ass, déi nächst zwee Joer déi dote Saachen alleguerten nach op den Instanzewee ze bréngen. Op alle Fall si mer an där Hisiicht frou driwwer, datt mer gebündelt an engem Katalog alles do leien hunn, fir datt mer dann op jidde Fall, wann d'Wahlen dann 2009 sinn, de Bilan doriwwer zéie kënnen. Mir hunn do eis Zweiwelen, Här President, mä dat wäert Iech jo sécher net iwwerraschen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bausch Merci. Mir sinn domadder um Enn vun eiser Sitzung vun de Moien. Déi nächst Sitzung ass de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass domadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.19 heures)

Jeudi, 10 mai 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

5726 - Débat sur l'état de la nation (suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Dir Dammen an Dir Hären, mir fueren haut de Mëtteg weider mat der Debatt, déi mer haut de Moien ugefaangen hunn iwwert d'Lag vun der Natioun. Éischten ageschriwwene Riedner haut de Mëtten ass den honorabelen Här Robert Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

5726 - Débat sur l'état de la nation (suite)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'alljährlech Deklaratioun vum Statsminister iwwert d'Situatioun vum Lëtzebuerger Stat gëtt eis all Kéiers d'Geleeënheet fir en Tour iwwert d'Gewan ze maachen an...

M. le Président.- Ech géif ëm Opmierksamkeet fir den Här Mehlen bieden!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- ...ze kucken, wéi d'Saachen dann esou um Flouer stinn.

Et ass och net verwonnerlech, datt déi Bewäertung, jee nodeem vu wat fir enger Säit datt se gekuckt gëtt, relativ ënnerschiddlech ausfält.

Dobäi gëtt traditionell den Akzent op d'Finanzen an d'Finanzpolitik geluecht. Ouni Geld, Här President, dat wësse mer alleguer, kann de Stat net fonctionnéieren. Mä mat Geld eleng loosse sech awer och net all Problemer léisen.

Fir strukturell Reforme brauch et virun allem politesche Courage, awer meeschtens war et bis elo esou, datt probéiert ginn ass, déi betreffend Problemer mat Suen zouzepléischteren, woumat Problemer normalerweis verschleeft, awer net geléist ginn. Ech kommen nach drop ze schwätzen.

E Wuert zu de Finanzen. Mir als ADR deelen d'Analys vum Premierminister wat den Defizit vum Zentralstat, dat heescht vum Stat an de staatlechen Administratiounen ubelaangt. Mir hunn dat schonn ëmmer gesot. Mir hunn et scho virun de Wahle gesot, an aller Éierlechkeet, wéi anerer d'Situatioun nach beschéinegt hunn an domadder de Wieler hannert d'Liicht gefouert hunn.

Et ass tatsächlech e strukturellen Defizit an duerfir och nëmmen duerch strukturell Reformen ze léisen. Et freet sech just, ob hei net probéiert gëtt, op der falscher Plaz ze spueren. Ech erënneren do un d'Desindexéierung vun de Familljenzoulagen, a besonnesch och bei de klenge Renten, wou effektiv déi Akommessen, ganz besonnesch bei de Familljen, haart getraff ginn.

Finanzen, Här President, dat wësse mer alleguer, si Recetten an Dépensen.

D'Recetten: Do schwätze mer iwwert d'Steierpolitik an och iwwert d'Steierlaascht.

Mir hu mat grousser Satisfaktioun héieren, datt den Här Statsminister sech mat eise Propositiounen ausernee wëllt setzen an datt e schonn an Optrag ginn huet, eis Propositiounen duerchzerechnen.

Ech wëll dozou hei preziséieren, datt déi Propositiounen, déi mir gemaach hunn, drop ofzielen, fir de System méi einfach ze maachen a fir e méi gerecht ze maachen. Fir och deene Leit, als Beispill, déi net vun Abattementer kënne profitéieren, well se net genuch verdéngen, déi awer ënner Ëmstänn grouss Familljechargen hunn, eppes zoukommen ze loossen. Ech mengen, dat ass jo och envisagéiert.

Et ass en Engagement do vun der Regierung, fir de System vum Steierkredit ëmzesetzen. Mä et kann awer net sinn, datt dat laang schleeft, well effektiv déi Familljen an déi Persounen, déi dovunner betraff sinn, dorënner ze leiden hunn.

Da kann ee sech d'Fro stellen: Wat ass de reelle Besoin, Finanzéierungsbesoin vum Stat a vun de Gemengen? Well leschtenenns, egal wéi mer dat reforméieren, a mir hunn dat och gesot, soll et sech um Besoin vun deem, wat de Stat wierklech an néideg brauch, orientéieren. Dat ass dann eng Affär vum Ajustement herno vun de Steierbarèmen. Duerfir weess ech och net, ob déi Rechnerei ganz vill soll bréngen.

Wa mer vum Besoin vu Stat a Gemenge schwätzen, da komme mer direkt op den Ëmgank vum Stat mam Geld vun de Steierzueler, an, Här President, ech soen näischt Neies, wann ech soen, do gëtt et vill Beispiller, wéi een et net soll maachen, wann ee mat de Gelder vum Steierzueler ëmgeet. Ech kéint hei eng ganz Lat voll Feeldécisiounen, onglécklech Agissementer an esou weider opzielen.

Ugefaange mat Feeler beim Bau vun eisen Autobunnen, wou mer Tunnelle bauen, wou mer am Prinzip keng gebraucht hätten. Heiansdo graff Feeler bei Ausschreiwungen, déi herno zu Kloe geféiert hunn, wou de Lëtzebuerger Stat vill Geld fräiwëlleg nobezuelt huet elo; an et lafen där Saachen nach méi. Systematesch Iwwerschreidunge bei Bauprojeten, bei grousse Projeten. En CITA-System wou all Mënsch am Land sech freet, fir dee Käschtepunkt, deen e bis elo kascht huet, wat en dann an der Realitéit bréngt.

Neierdéngs hu mer Diskussiounen an der Comexbu iwwer en eGo - den Här Transportminister weess, vu wat datt mer schwätzen -, wou bis elo 10 Milliounen Euro, dat si 400 Millioune Lëtzebuerger Frang, engagéiert sinn, ouni datt e konkret Resultat do ass.

Ech kéint och hei schwätzen iwwert déi séllechen Etüden, déi de Stat a seng Administratioune maache loossen, a wou ee sech heiansdo freet, woufir se gutt sinn, oder ob se net just gemaach ginn, well verschidde Leit net de Courage hunn, hir Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

Mir mussen och schwätzen iwwert den allgemengen Ëmgank mat de Kreditter am Statsbudget.

Am Moment ass d'Tendenz do, esou wäit wéi et méiglech ass, déi Kreditter, déi hei duerch d'Budgetsgesetz zur Verfügung gestallt ginn, opzeschaffen, och wann deelweis net ëmmer e reelle Besoin do ass. Well d'Angscht an de Verwaltunge besteet, datt, wann déi Kreditter net géifen opgebraucht ginn, se d'Joer drop géife gekierzt ginn.

Mir schwätze scho laang doriwwer a mir sinn iwwerzeegt, datt, wann een aner Prozedure géif fannen, ee ganz vill kéint dobäi spueren. Mä et geschitt näischt.

Mir denken och un eng dringend Reform vun der Cour des Comptes. Wéi dat Gesetz gemaach ginn ass, hu mer gesot: Mir musse kucken, wéi dat funktionéiert, an da musse mer dat eng Kéier réexaminéieren.

Et ass absolut noutwendeg, datt d'Cour des Comptes, an hirer Aufgab fir d'Ausgabepolitik vun der Regierung ze kontrolléieren, institutionell muss gestäerkt ginn; datt d'Beschränkung op d'Legalitéit an d'Regularitéit net däerf bestoe bleiwen, mä datt se muss ausgeweit ginn. An zwar datt d'Cour des Comptes och muss d'Méiglechkeet hunn ze kontrolléieren, ob de Stat - ech soen elo emol den Ausdrock, dee gängeg ass - en bon père de famille mat de Gelder vum Steierzueler ëmgeet.

Zu den öffentleche Finanzen, Här President, gehéiert och de Rentesystem, deen, well en hei zu Lëtzebuerg excédentaire ass, zum Equiliber vun de gesamten öffentleche Finanze bäidréit. Mir wëssen et.

Den Här Statsminister gëtt net fäerdeg ze warnen, mir géifen an d'Rentemauer rennen. Dobäi ass hien awer deen, op jidde Fall déi Zäit wou e Regierungschef ass, deen alles mécht, fir datt déi Rentemauer soll esou séier wéi méiglech op eis zoukommen. Ugefaange vun der Finanzéierung vun der Préretraite, wat éier eng Chômage-Mesure ass, déi iwwert d'Pensiounskeese finanzéiert gëtt, iwwert d'Mammerent, iwwert d'Sanéierung vun de Krankekeesen, d'Frais de gestion an esou weider.

E Wuert zur Anlagepolitik bei de Pensiounskeesen, déi katastrophal ass, wou de Rendement Joren ënnert dem Inflatiounstaux louch, dat heescht, wou effektiv esou eng Diminutioun vum reelle Wäert vun de Reservë vir sech gaangen ass.

Mir hunn hei den 20.4.2004 e Gesetz gestëmmt, dat sinn elo eppes iwwer dräi Joer hier, an et ass nach ëmmer net a leschter Konsequenz ëmgesat.

Här President, amplaz 7 Milliarden Euro hätte mer, wann iwwer all déi Joren eng gutt Gestioun gemaach gi wär, ouni Risiko, mä eng gutt Finanzgestioun, garantéiert minimum 10 Milliarden Euro a mir bräichten net iwwer eng Rentemauer ze schwätzen.

Dobäi kéim ech bei de Chômage, deen eng grouss Préoccupatioun bei der Regierung huet an och bei der Oppositioun.

An der Zäit tëschent 2000 an 2007 sinn hei zu Lëtzebuerg 65.000 nei Aarbechtsplazen entstanen, dat sinn der ronn 9.000 am Joer. Gläichzäiteg ass de Chômage vu 6.000 op 14.500 geklommen. Mat anere Wierder: Et feelt hei net un Aarbechtsplazen, mä et feelt ganz eindeuteg un der Qualifikatioun, deelweis vläicht un der richteger Spezialisatioun bei ville Jonken hei am Land.

Aktuell sicht d'Bankeplaz verzweifelt 2.000 qualifizéiert Employéen. Si sinn um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart net ze fannen. An ech hunn dëser Deeg gelies, datt 92% vun deenen, déi op der Finanzplaz agestallt si ginn, Auslänner sinn, well mir se trotz dem héije Chômage net kënnen zur Verfügung stellen. Dat ass eng Katastroph!

Mir gesinn, datt d'Aarbechtsplazen net de Problem sinn, mä d'Qualifikatioun.

Mir schécken e groussen Deel - a mir bekloen eis jo net eleng als Oppositioun - aus der Schoul an d'Aarbechtsbeschafungsmoossnamen an domat definitiv an de Chômage.

Dat ass ënner Ëmstänn eng fei Saach fir haaptsächlech déi Gewerkschaften, déi déi Aarbechtsbeschafungsinstrumenter do géréieren, an déi respektiv Parteien, déi mat hinne verbonne sinn, mä et ass keng Solutioun. Nach eng Kéier: Et ass eng Katastroph fir d'Land a fir eis Jugend.

1999 huet den Här Statsminister hei voller Freed an Houfert gesot, mir hätten den niddregste Jugendchômage an der ganzer Europäescher Communautéit. 2006 ass ze liesen, datt Lëtzebuerg mat 20,5% Jugendchômage iwwert dem EU-Duerchschnëtt läit, deen 18,4% bedréit.

Här President, wat fir eng Performance an Zäit vu sechs Joer!

Dëse Schoulsystem ass sécher zu engem groussen Deel dofir responsabel. Natierlech net nëmmen d'Schoul! Villes an eiser Gesellschaft leeft schif, a mir wëssen alleguer, datt d'Famill vun haut, e groussen Deel vun eise Familljen an der Kris stiechen. Dat kënnt, an ech huelen do kee Blat virun de Mond, deelweis vun enger falsch verstanener Gläichberechtegungsphilosophie, oder - wéi soll ech soen? - der Promotioun vun der Gläichberechtegung vun der Fra.

Et gëtt ëmmer gesot, a mir soen dat och: D'Frae sollen eng fräi Wiel hunn tëscht der Entscheedung fir hir Famill, fir hir Kanner an hirem Beruff.

Ech froen lech: Huet d'Fra haut an där Situatioun, wou mer sinn, déi fräi Wiel? Wann et eng Famill ass, déi déi Präisser, zu deenen d'Politique du logement, déi mer hunn, gefouert huet a mat deenen haut gebaut oder gelount gëtt, muss ofbezuelen: Huet d'Fra tatsächlech d'Fräiheet, fir ze soen, ech bleiwen doheem an alle Fäll, fir mech ganz intensiv ëm meng Kanner ze bekëmmeren?

Soulaang wéi deen Engagement vun deene Fraen, déi sech doheem ëm hir Kanner bekëmmeren, net esou unerkannt gëtt - an ech soen elo emol einfach, et ass jo eng Funktioun vun enger Éducatrice au foyer, ech géif et emol esou nennen -, soulaang dat net unerkannt gëtt esou wéi déi aner Leeschtung vun den Éducatricen am Aarbechtsverhältnis, soulaang läit eppes schif.

Ech hunn de Professer Birg héieren an Däitschland, e grousse Bevölkerungswëssenschaftler, dee gesot huet, leider gëtt an eiser Gesellschaft d'Leeschtung ëmmer nëmmen un deem gemooss, wat verdéngt gëtt. Ergo ass d'Aarbecht vun enger Fra, déi doheem bleift - et kann och e Mann sinn, selbstverständlech, fir komplett ze sinn - a keng Rémunératioun dofir kritt, näischt wäert an den Ae vun eiser Gesellschaft, an do leie mer kromm, an dat kritt d'Schoul och net an alle Fäll riichtgebéit.

Domadder kéim ech bei d'Schoul an déi ominéis Schoulreform, déi praktesch sämtlech Virriedner hei ugesprach hunn.

Här President, ech weess net, ob et jiddferengem bewosst ass: D'Lëtzebuerger Schoul ass mat Ofstand déi deierst op der Welt! D'OECD huet de leschten Hierscht Zuele bekannt ginn, wouraus ervirgeet, datt pro Kapp pro Schüler d'OECD-Moyenne 77.000 Dollar bedréit. Dann hu mer eis Nopeschlänner eppes driwwerleie mat 83 bis 85.000 Dollar, a Lëtzebuerg - ech weess net, ob Der de Chiffer kennt - 188.000 Dollar!

Ech hunn et emol a Relatioun gesat, fir datt et engem soll méi däitlech ginn. Wann d'OECD-Moyenne bei 100 läit, da läit Däitschland an d'Belsch bei 108, Frankräich bei 110 a Lëtzebuerg bei 244. Esou deier ass eis Schoul!

Duerfir sinn all Fuerderungen, mir misste méi Geld an d'Schoul stiechen, déplacéiert. Mir mussen eis Schoul strukturell reforméieren. D'Resultater sinn, wéi mer alleguer wëssen, méi wéi miserabel. Dofir gëtt et ganz vill Beispiller an och Beweiser. Ech wëll mech net doranner aloossen.

Op jidde Fall ass am Kader vun der Lissabon-Strategie vun der Europäescher Unioun eng Etüd gemaach ginn, an do huet Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun als Drëttschlechst ofgeschnidden.

Eis Regierung lamentéiert säit Joren doriwwer, awer ausser vill Gedeessems geschitt näischt. Den Här Statsminister huet den 12. Oktober 2005, wéi en hei laang iwwert de Misär an eise Schoule geschwat huet, vun deenen 1.200 geschwat, déi ouni Ofschloss eis Schoule verloossen, wou der 300 sinn, déi mer iwwerhaapt net méi erëmfannen, déi guer näischt maachen, déi einfach iergendwou, ech géif bal gäre soen, op der Strooss landen. An hien huet gesot: „Dat ass hiren Échec! Dat ass eisen Échec!“

Mir soen, et ass virun allem den Échec vun deenen, déi an deene leschte Joren a Jorzéngten déi politesch Verantwortung fir d'Schoulpolitik haten. D'CSV-Ministeren hunn d'Bildungskatastroph agelaut.

An ech erënnere fir d'x-te Kéier vun dëser Plaz aus un déi ominéis Circulaire Boden, déi nëmmen Duerjerneen am Primär ugeriicht huet, a wou keen de Courage huet, dat anzegestoen a fir se réckgängeg ze maachen.

D'Madame Brasseur ass mat vill Engagement ugetratt, huet de Slogan lancéiert „back to basics“. Anscheinend war d'ganz Regierung domat d'accord, bis datt dem Här Statsminister den 2. Dezember d'lescht Joer agefall ass, datt hien awer kee Vertrauen an déi Bildungsoffensiv gehat hätt.

Ech froe mech: Wéi kann ee Chef vun enger Regierung sinn, wou hie jo d'Gesamtresponsabilitéit fir sämtlech Ministèren dréit, esou eng...

M. Henri Grethen *(DP)*.- Neen! Neen, den Här Statsminister, Här President, ass de Primus vun der Regierung, en ass Primus inter Pares.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Primus inter Pares.

M. Henri Grethen *(DP).*- Dat ass eng ganz grouss Nuance!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech hu jiddefalls während där Zäit...

M. Henri Grethen *(DP).*- En ass net weisungsberechtegt vis-à-vis vun de Ministeren.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- En dréit awer hir Politik.

(Interruptions)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech wier frou, wann Der d'Auer géift unhalen, well ech hu schonn net vill Zäit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Grethen, huelt den Här Juncker net ze vill a Schutz!

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- D'Nuance vum Här Grethen war ganz berechtegt. Här Mehlen, fuert elo weider!

(Brouhaha général)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech froe mech op jidde Fall: Wéi kann een an enger Regierung...

(Brouhaha général)

...eng Bildungspolitik verdeedegen an dann herno soen, et wär een awer net dovun iwwerzeegt gewiescht?

D'Madame Delvaux ass am Moment amgaangen ze experimentéieren, an ech wëll hir elo schonn eng Warnung ausspriechen: Ech fäerte ganz, wa se déi nächste Kéier net méi an der Regierung ass, da kënnt den Här Juncker an e seet erëm eng Kéier, e wär guer net vun dëser Schoulpolitik iwwerzeegt gewiescht.

Mä insgesamt kann een d'Schoulpolitik vun deene leschte Jore résuméieren: ëmmer manner Schoulzäit, ëmmer méi an d'Programmer gepaakt, an - dat Schlëmmst - de schouleschen Erfolleg vun de Kanner ëmmer méi vum Elterenhaus a vum sozialen Ëmfeld ofhängeg.

Dat ass, Här President, dramatesch an engem Land, wou 40% Auslänner wunnen a ronn 50% vun de Schüler aus net Lëtzebuerger Familllje stamen. A mir wëssen, statistesch, datt grad d'Auslännerkanner am meeschte benodeelegt sinn. Dat féiert, an ech sinn net deen Éischten, deen et hei seet, zur Spaltung vun eiser Gesellschaft. Dat féiert à la longue zu grousse Spannungen, an et weess keen, wéi dat ausgeet.

Här President, ech behaapten, dat ass e grousst Polferfaass, wou d'Wick ewell amgaangen ass drun ze dämpen.

Fréier sinn onqualifizéiert Aarbechtskräften op Lëtzebuerg komm, fir hei ze schaffen a fir eise Räichtum hëllefen ze schafen. Haut sinn et majoritär Leit mat enger héijer Qualifikatioun, déi dringend gebraucht ginn, well mir se net hunn, a gläichzäiteg klëmmt a klëmmt de Chômage.

Domat ass - an ech widderhuele mech - de Chômage gréisstendeels hausgemaach. D'Fro ass, ob mer d'Kéier nach kréien, well et ass éischter fënnef op zwielef wéi fënnef vir zwielef. Et gëtt diskutéiert, experimentéiert a virun allem kompenséiert, an d'Resultat ass, datt et permanent no ënne geet. Eng Feststellung, déi vum EU-Bildungsvergläich ënnerstrach ginn ass, awer op de Fong vum Problem traut kee sech anzegoen.

D'Lat gëtt ëmmer méi déif geluecht, fir den Échec ze verstoppen. Mir beléien domat eis Kanner a mir dreiwe se an hire berufflechen Échec.

Ech huelen als Beispill en Zitat aus dem „Wort" vum 1. Juli 2005; et ass nach net esou laang, dunn huet den Här Reckinger, de Paul Reckinger vun der Handwierkerkammer, deen elo kierzlech a Pensioun gaangen ass, gesot - ech zitéieren d'„Wort": „Die jungen Leute, die heutzutage aus den Schulen kämen, könnten nicht mehr schreiben, lesen oder rechnen, sagte der Präsident der Handwerkskammer Paul Reckinger vor Journalisten. ‚Die jungen Menschen, die von der Schule zu uns kommen, erfüllen die Voraussetzungen nicht mehr, die heutzutage im Handwerk gefordert werden. Wir können sie daher auch nicht ausbilden.'" Schlëmmer kann een et net formuléieren!

Fazit: Mir brauchen dringend eng Schoulreform, déi dësen Numm verdéngt. An ech si fir eng Kéier mam „Wort" eens, wat viru 14 Deeg geschriwwen huet: „Nicht kleckern, sondern klotzen."

Den Här Statsminister huet gëschter gesot, mir brauchen eng regelrecht Qualifizéierungsoffensiv. Ech hu virun e puer Deeg gelies, datt d'Madame Delvaux an engem Interview gesot huet, si hätt kee Mandat, fir eng déif gräifend Reform am Unterrechtswiesen duerchzeféieren.

Da muss ee sech awer froen: Jo, wat dann elo? Ass dat d'Devise: „Wäsch mech, mä maach mech net naass."?

Ouni déif gräifend Reformen, Här President, ass de Krich hei net méi ze gewannen. An ech erlabe mer, an e puer Strécher, well et géif ze wäit féieren, an d'Detailer ze goen, dach awer kloerzemaachen, wou et muss higoen.

Et muss een dovun ausgoen, datt d'Schoul, eise ganze Schoulsystem, dee wichtegsten Déngschtleeschtungsbetrib hei am Land ass - méi wichteg wéi all anere Betrib, inklusiv d'SES hei zu Lëtzebuerg, well hei geet et ëm d'Zukunft vum Land a senger Populatioun. Wann déi Privatbetriber hei am Land esou géife fonctionnéieren, wéi eisen Enseignement, dann hätte se, an ech hu jo elo grad d'Käschten opgezielt, laang Faillite gemaach.

Duerfir muss e leeschtungsfäege Schoulsystem fonctionnéiere wéi e gutt gefouerte Betrib am Privatsecteur. An do muss och d'Strukturreform usetzen, politescht Mandat hin oder hier, well et geet eis jo alleguer dorëm, datt et soll esou séier wéi méiglech besser ginn.

Un der Spëtzt vun eisem Schoulwiese brauche mer eng Direktioun, déi e kloert Mandat huet, a wou d'Politik sech aus der deeglecher Gestioun erauszehalen huet. Esou wéi an der Privatwirtschaft soll d'Politik quasi als Conseil d'administration déi grouss Linne fixéieren, d'Ziler fixéieren, d'Kontroll exerzéieren an d'Finanze bereetstellen, mä de Schoulbetrib als Betrib muss mat enger schlanker an effikasser Direktiounsstruktur fonctionnéieren, wou d'Hierarchie festgeluecht ass a wou d'Politik sech aus enger ganzer Partie Saachen eraushält.

Da misst een dohinner kommen - a mir schwätze jo laang dovun -, och d'öffentlech Schoule méi autonom ze maachen, hinne Kreditter zur Verfügung ze stellen an hinnen ze soen: Féiert Ären Optrag mat deene Kreditter aus.

An da musse mer e Schratt méi wäit goen. Mir brauche Konkurrenz an de Schoulen, esou wéi an der Privatwirtschaft. Mir sollen higoen an all Schoulen, ob öffentlech oder privat, konfessionell oder net konfessionell, op deeselwechte Stand stellen an hinnen - mir wësse jo, wat et kascht - pro Schüler, pro Kapp, déi bei hinnen enseignéiert ginn, esou vill zur Verfügung stellen an den Elteren d'Fräiheet loossen ze wielen, wou se hir Kanner wëllen hischécken. Da schafe mer déi Dynamik, déi mer am Privatsecteur hunn, och am Schoulbetrib.

Mir brauchen d'Dynamik vun der Konkurrenz, soss fonctionnéiert et net. A wann dat net geschitt, dann trëtt dat an, wat scho viru Joren ugekënnegt ginn ass: Da schécken déijéineg, déi d'Geld hunn, hir Kanner an deier Privatschoulen, an déi, déi d'Geld net hunn, an d'öffentlech Schoul, déi alt net esou gutt ass, an da forcéiere mer d'Zweeklassegesellschaft, déi schonn amgaang ass ze entstoen.

(Interruption)

Dat ass scho laang, dat do ass alles scho laang amgaang. Wa mir net all zesummen de Courage hunn, eng strukturell déif gräifend Reform duerchzeféieren, da fonctionnéiert dat do net.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Mir hunn awer nach ëmmer net gehéiert, wat déi soll sinn, déi strukturell...

(Interruption)

Une voix.- Déi kënnt eréischt!

(Interruption)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech hunn d'Zäit leider net, Här Fayot, fir dat alles am Detail duerzeleeën, mä...

(Interruptions)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir fuert ëmmer ronderëm de Bräi, mä mir héieren näischt.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Neen, neen, neen, dat wat virdrun...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Mir héieren näischt...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da musst Der bei den Ouerendokter goen!

Plusieurs voix.- Oh!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kommt, keng perséinlech Remarquen!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här Fayot,...

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Egal wat!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Et war esou schéi roueg de Moien...

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President,...

Une voix.- Gitt roueg bei den Dokter!

(Hilarité)

M. le Président.- Kommt, loosse mer den Här Mehlen schwätzen!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech ka leider, well ech nëmme méi fënnef Minutten hunn, net am Detail dorop agoen, mä ech denken, mir kréie jo nach méi Débaten iwwert d'Schoul an do wäerte mir schonn...

(Interruption)

...eise Programm virstellen.

Ech wollt hei just en Zitat aus dem „Wort" vum 20. Januar vun dësem Joer bréngen. E Professer Marc Bernard, ech nennen e bewosst hei mam Numm, dee seet: „Onst eenzegt Kapital ass ons ‚Matière grise? - onst Wëssen. Nu si mir amgaang, dëst Wëssen awer och total op eng domm Manéier mat lächerleche Critères de promotion ze verspillen. Ons Élèvë kréien en Diplom, mä wat ass deen nach wäert? Kee Wonner, dass eis Kanner op den Universitéite wéi d'Mécken ewechfueren." - seet de Professer Bernard. „Firwat gräift da keen do an?" An hie seet: „Onse Premier misst dach Bescheed wëssen an deem Chaos do en Enn maachen. Oder huet soss een an der Regierung Courage?"

An do si mer erëm beim Stéchwuert, Här President: Et brauch Courage, et ass keng Fro vum Geld! Ech erënneren nach eng Kéier: Den OCDE-Duerchschnëtt ass 100, zu Lëtzebuerg 244, wat d'Käschten ubelaangt.

An da muss de Stat sech aus der Personalpolitik eraushalen. Déi zwee rezent Beispiller, Här President, déi sinn einfach net ze akzeptéieren. Et geet ëm de Lycée Hubert-Clément zu Esch an ëm de Lycée technique zu Dummeldeng. Ech brauch net och do an den Detail anzegoen.

Mä hei geet et ganz kloer ëm Polit-Favoritismus, ëm Ämterpatronagen,...

(Interruption)

...dat kann esou net higeholl ginn,...

(Interruption)

...an ech huelen nach en anert Zitat, erëm eng Kéier - et deet mer leed, ech entschëllege mech dofir - aus dem „Wort" vum 31. Januar 2000.

Här Fayot, Äre Kolleeg Bodry gëtt hei zitéiert...

M. le Président.- Här Mehlen, adresséiert lech un d'Chamber!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, d'„Wort" schreift iwwert den Här Bodry: „An die Adresse der Liberalen meinte der Redner, die LSAP als Oppositionspartei müsse deren Maske herunterreißen (...) Dahinter verstecke sich ‚eine Fratze von Favoritismus und Opportunismus', wie an den politesch motivierten Nominierungen in den Ministerien und Verwaltungen deutlich werde, durch die man eine ‚parteipolitische Kontrolle' ausüben wolle."

Här President, et huet sech zënterhier näischt geännert! Déi sougenannt staatstragend Parteien hu sech de Statsapparat ënnert den Nol gerappt, d'Raison d'État der Parteiraison ënnergeuerdnet. An esou mécht een de Stat an esou mécht een d'Schoul futti.

Heizou seet de ganz bekannten däitsche Statsrechtler a fréiere Verfassungsriichter Hans Herbert von Arnim: „Das Zuschanzen von Stellen im öffentlichen Dienst an Parteigenossen im Wege der Ämterpatronage ist die wohl schlimmste Form der Ausbeutung des Staates durch die politeschen Parteien, ein fortschreitendes Krebsgeschwür im Körper von Staat und Verwaltung." - Dat ass haart, et trëfft awer exakt den Nol op de Kapp.

An ech muss lech soen, ech hunn dem Här Sarkozy deslescht nogelauschtert. Déi stäerkste programmatesch Ausso, déi hie gemaach huet, ass déi, datt hie géif dofir suergen, datt an Zukunft déi wichteg Nominatiounen am franséische Stat op eng...

(Interruption)

...novollzéibar Aart a Weis nëmmen no Kritäre vu Qualifikatioun an engem transparente Verfahre géife gemaach ginn,...

(Interruption)

...an e géif d'Oppositioun do mat abezéien.

Här President, dat ass eng vun de strukturelle Reformen, eng vun deenen néidegsten, déi mer hei bräichten. Si géif näischt kaschten; au contraire, si géif dem Stat ganz vill abréngen.

Ee Wuert nach zum Wunnengsbau, deen eis all ënnert dem Nol brennt. Mir gesinn, datt ëmmer méi Lëtzebuerger mussen an d'Ausland goen. Dat ass eng Schan.

Ech hunn hei Zitater vum Här Statsminister Juncker bei senge successiven Deklaratiounen iwwert den État de la nation - leider bleift d'Zäit mer net méi, fir se all hei virzeliesen -, wou ëmmer an ëmmer erëm gesot gëtt, elo geschitt eppes, elo geschitt eppes, a mir gesinn, datt ëmmer méi Lëtzebuerger condamnéiert sinn, fir an d'Ausland wunnen ze goen. Nach eng Kéier: Dat ass eng Schan.

Här President, déi hallef Minutt, déi ech nach hunn, wëll ech fir d'Konklusioun huelen. D'Regierung huet, dat muss een hir awer bescheinegen, d'Problemer hei am Land gréisstendeels erkannt - déi meescht scho laang, scho jorelaang. Mä si huet se net geléist, a mir fäerten, si kritt se och net geléist.

Ech war elo grad e bëssen iwwert de Mäertchen, do huet e Mann mech gefrot, ob et wouer wär, den Här Statsminister wär amgaang Griichesch ze léieren. Ech sot, ech weess et net, ech hunn dat do awer nach net matkritt. Du sot hien: „Dach, ma d'Leit zielen am ganze Land, hie wier mat sengem Latäin um Enn."

Ech weess net, ob dat zoutrëfft...

Plusieurs voix.- Oh!

(Brouhaha général)

Une voix.- Dat war e schlaue Mann!

(Brouhaha général)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Mä et huet een d'Impressioun, datt dat d'Konklusioun ass, wann ee gesäit, datt de Statsminister all Joer heihinner kënnt an déiselwecht Problemer hei évoquéiert, an et gesäit een, datt sech näischt gebessert huet.

Ech soen lech Merci.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Aly Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Den Här Jaerling huet d'Wuert a soss keen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här Clement, keng Obszönitéiten, wann ech gelift! Elo seet deen: „Elo kënnt den ADR-bis." Wat soll dat?

(Hilarité)

Une voix.- Kënnt Der dat och op Griichesch?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President,…

Ech kann néng Sproochen, awer all op Lëtzebuergesch.

(Hilarité)

Här President, dem Här Statsminister seng Ried iwwert d'Lag vun der Natioun integréiert sech an de Geescht vun deene Politiken, déi am Tripartitesgesetz festgeschriwwe goufen. D'Zilsetzung vun den Erklärunge gëschter ass, dem Land kloerzemaachen, datt d'Regierung anscheinend muss déi sozial haart Linn weiderféieren.

Mat Zuelen huet den Här Statsminister och elo versicht, dat dann hei ze ënnermaueren. E schlecht Gewësse solle mer kréien, wa mer et sollte woen, méi ze verlaangen, wéi d'Regierung eis wëllt guttwëlleg zougestoen.

No baussen awer wëlle mer eis vun eiser beschter Säit weisen; d'Ausland soll neidesch op Lëtzebuerg an op eis Acquisë kucken oder kuckt och schonn neideg op eis, wann een den Här Statsminister hei héiert, wéi hien et a verschiddene Politiken ugedeit huet.

Här President, an der Ried zur Lag vun der Natioun sinn eng Villfalt vu Prognosen, Ukënnegungen a Verspriechen integréiert gewiescht. D'Softien, déi sollen iwwerzeegt ginn, datt eng Hardliner-Politik am Interessi vun eis all ass. D'Hardliner solle confirméiert kréien, datt si déi sinn, déi d'Zukunft vun eisem Land op déi richteg Schinne setzen.

An dat an der Gewëssheet awer natierlech vun engem staarke politeschen Appui, awer net mat dem Appui vun deene Mënschen, déi dës Politik mussen ausläffelen.

Nei Aussiichte fir Europa a seng institutionell a politesch Perspektive sinn och ugedeit gi mat der zumindest kuriéiser Ukënnegung iwwer elo awer en Erëmbastelen um Verfassungsvertrag. E Verfassungsvertrag, deen hei jo, nodeem eng Rei Wahlziedele beim Auszielen ausgeschloss goufen, fir datt et soll opgoen, ugeholl gouf.

(Interruption)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat musst Der awer beleeën!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat kann ech beleeën, well alleguer déi wäiss Ziedele sinn net gezielt ginn. Här Fayot, mir hunn hei am Land eng Wahlflicht, an all d'Leit musse wiele goen, an all d'Ziedelen, déi erakommen, missten deemno gezielt ginn. An Dir wësst dat ganz genau. Ech si jo bestëmmt kee gudde Rechner - Dir besser wéi ech -, da kënnt Der besser norechnen, wat d'Resultat gewiescht wier, wann all Wahlziedel gezielt gi wier.

Mä ech wëll awer do soen: Wa schonn un deem Vertrag soll erëmgebastelt ginn, da fuerderen ech, datt op jidde Fall de sozialpolitesche Volet nach eemol am progressive Sënn muss iwwerduecht ginn, an datt mer en Traité kréien, dee prioritär am Déngscht vun de Mënschen an Europa verfaasst gëtt. En Text, deen d'Politik, d'Liberaliséierung an d'Globaliséierung reguléiere kann, an net ëmgedréint, wéi dat elo ass.

Mä d'Lëtzebuerger Vollek - an all Vollek an Europa - muss op jidde Fall d'Recht kréien, fir sech zu all neiem Vertrag iwwer Referendum ze äusseren, an net elo hei nei Weeër ze sichen, wéi den Här Statsminister dat ugekënnegt huet, wa soll un deem Vertrag eppes erëmgebastelt ginn a mir en erëm heihinner kréien.

Här President, a senger Ried huet den Här Statsminister wuel eng Rei Reformen an nei Weeër ugezeechent, déi sollen déi schmäerzhaft Politiken, déi virun dräi Joer agefouert goufen, schmackhaft maachen. D'wirtschaftlech Kompetitivitéit nohalteg förderen, administrativ Vereinfachung fir d'Betriber an esou weider goufen ugekënnegt. Educativ, aarbechtspolitesch a souguer sozialpolitesch nei Akzenter solle gesat ginn.

Steierlech soll awer keng Upassung un d'Inflatioun kommen.

Den Här Statsminister huet hei elo op eemol virgerechent, datt mer laangfristeg zréckgekuckt kee steierleche Retard op d'Inflatioun hunn, mä eng Avance. Bon, ech si jo bestëmmt keen Expert a Steierfroen an hunn och guer net probéiert dat do ze verstoen, mä wann ech awer elo an Zukunft e Retard beim Steieramt hunn, versichen ech dann deenen ze erklären, datt dee laangfristeg zréckgekuckt eigentlech eng Avance ass.

(Hilarité)

Et gëtt oft de Verglach mam Ausland gemaach, wat mir dach e Schlaraffeland a puncto Steiere sinn, an datt dofir nei steierlech Vergënschtungen a Reformen net opportun wieren, fir dann awer am gläichen Discours Steierkreditter ze versprieche fir déi Mannerbemëttelt; wat noutwendeg ass a wat scho laang hätt misse geschitt sinn. Wéi awer anerer dat hei viru Jore scho gefuerdert hunn, du si se duergestallt gi wéi wa se Moundkaalwer wieren, déi iertümlech an der Regierung hirer Steierwelt gelant wieren.

Här President, et ass richteg, datt een eng Rei Politiken am Zesummenhang mat der Lag vun der Natioun usprécht. Et ass och richteg, datt ee kloer ukënnegt, wat op d'Leit duerkënnt. Mä eppes dierf an enger Erklärung iwwert d'Lag vun der Natioun net feelen, an dat ass de Faktor Mënsch. D'Politik muss am Interessi vum Mënsch gemaach ginn. D'Politik dierf kee Self-service gi fir Parteiinteressen, wirtschaftlech Lobbyen oder Partikularinteressen.

Wéi gesäit dann hei am Land d'Lag vun de Mënschen an dëser Natioun aus? Doriwwer hunn ech gëschter kee Wuert héieren. Kee Wuert driwwer, datt mer iwwer 30.000 Mënschen hunn, déi mam Mindestloun musse schaffen; an et ginn der ëmmer méi. Zegdausende Mënschen, déi mam RMG musse vegetéieren; ëmmer méi Mënschen, déi sech aus Verzweiflung d'Liewen huelen oder aus der Gesellschaft eraus an eng künstlech Welt flüchten; ëmmer méi Leit, déi an Nout geroden, well falsch Akzenter an der Loun-, Sozial- a Wunnengspolitik gesat goufen, oder well de Mindestloun geschwënn net méi duergeet, fir eng mënschewierdeg Wunneng ze lounen.

Här President, ech hunn och kee Wuert héieren iwwert d'sozial Exklusioun hei am Land; iwwert déi ëmmer méi grouss Zuel vu Leit - besonnesch Jonker -, déi op der Strooss leien, a fir déi mer ëmmer méi Foyerë musse bauen, well mer et net fäerdeg bréngen, hinnen eng Plaz an eiser Gesellschaft ze garantéieren.

Ech hunn och kee Wuert héieren iwwert d'Aarmut hei an deem räiche Land. Kee Wuert driwwer, datt den Aarmutsrisiko ëmmer méi klëmmt. Kee Wuert driwwer, datt grad Famillje mat Kanner an Elengerzéier mat Kanner de gréisste Risiko hunn, an d'Aarmut ofzerutschen. An dat betrëfft besonnesch d'Kanner.

Den Här Statsminister huet mat Recht e staarken Akzent geluecht op de Schutz vun de Kanner, well ze vill Kanner an Nout kommen a fréi mam Gesetz a Konflikt och geroden duerch verschidden Ursaachen. Eng vun den Ursaachen ass awer déi steigend Aarmut an déi schwaach sozial Situatioun vun den Elteren, déi net méi iwwert d'Ronne kommen an hire Kanner näischt kënne bidden.

Dofir geet et net duer, fir heihinnerzekommen an de Kanner méi Foyeren oder nach e gratis Affekot ze verspriechen, wa se Problemer hunn. Wat d'Kanner brauchen, si finanziell an ofgeséchert Familljen, an deene se ouni Suerge kënnen opwuessen a sech kënnen entfalen.

De Wirtschafts- a Sozialrot huet a senge Konklusiounen iwwert d'ökonomesch an d'sozial Evolutioun hei am Land festgehalen, datt besonnesch vill Kanner hei am Land an Aarmut liewen, a ganz kloer ze verstoe ginn, datt déi familljepolitesch Distributiounsmechanismen hei am Land net effikass sinn, an datt d'Familljepolitik, déi am Moment bedriwwe gëtt, bestëmmt net dozou bäidréit, dës Situatioun ze verbesseren. De WSR weist ënner anerem drop hin, datt déi skandinavesch Länner zum Beispill eng besser Politik bedreiwen, fir hir Famillje mat Kanner ze schützen. An d'Regierung gëtt och an deem Rapport opgefuerdert, sech eventuell no deenen hirer Familljepolitik ze orientéieren, amplaz hir austère Familljepolitik weiderzefëieren.

D'Famill ass nach ëmmer déi wichtegst Zell vun eiser Gesellschaft a muss et bleiwen, egal a wat fir enger Form datt se zesummegesat ass. Wichteg ass, datt mer se schützen. De Fortbestand vun der Famill ass d'Viraussetzung fir de Fortbestand vun enger gesonder Gesellschaft. Wa mer also wëlle mat Houfert iwwert d'Familljen an eis Kanner schwätzen, dann awer iwwer ofgeséchert Familljen, well soss sollte mer eis schummen an net eis bretzen.

Här President, d'Vollbeschäftegung soll eiser aller Objektiv sinn, well eng Vollzäitaarbecht fir jiddfereen zumindest e Garant virum Ofrutschen an d'Aarmut kéint sinn. De Risiko, fir an d'Aarmut ofzerutschen, ass bei de Salariéë besonnesch present an huet eng steigend Tendenz. Besonnesch bei de Salariéë mat Kanner, déi mat engem Mindestloun musse liewen, ass de Risiko enorm an aggravéiert sech mat all zousätzlechem Kand. Bei de Leit, déi mam RMG musse vegetéieren, ass de Risiko ëmsou méi grouss, just datt bei hinnen, wat d'Zuel vun de Kanner ubelaangt, keen zousätzleche Risikofaktor derbäikënnt.

Här President, ech wëll dann awer nach eppes begréissen, wat den Här Statsminister hei gesot huet, an zwar iwwert dat neit Invalidegesetz vum 1. am Heemount 2005, an dat am Kontext mam Reclassement externe. An ech si frou - wierklech frou - ze héieren, datt d'Regierung endlech dat agesinn huet, wat ech hei deemools bei der Aféierung vun deem Gesetz scho gesot hunn, nämlech datt dëst Gesetz net géif benotzt ginn, fir Deelinvaliden erëm intern ze integréieren, mä datt et exklusiv praktesch géif benotzt ginn, fir se extern ze expulséieren.

D'Chiffere beweisen dat. Dofir wier ech frou, wann d'Reform vun deem Gesetz géif esou schnell wéi méiglech ageleet ginn. D'Applikatioun vun deem Gesetz do huet nämlech kloer zum Virschäi bruecht, wat d'Salariéen dann hei am Land fir d'Betriber nach wäert sinn. Als Ressource humaine gi se aklasséiert, also wéi ee Grondstoff, deen een auspresst bis näischt méi dran ass an dann anzwousch anescht recycléiert oder einfach ausgliddert.

Ech wëll awer nach eppes zur Reform vun deem Gesetz bäifügen. D'Reform vun deem Gesetz muss awer och onbedéngt genotzt ginn, fir datt d'Indemnité d'attende, wat eng reng beschäftegungspolitesch Mesure ass, net méi vun de Pensiounskeesen, mä vum Fonds pour l'Emploi muss bezuelt ginn, fir datt mer wéinstens ee Renteklau kënnen erëm aus der Welt schafen.

Här President, eppes huet mech am Här Statsminister senger Ried awer zimlech revoltéiert. Dat ass wat en am Zesummenhang mat de gesellschaftspolitesche Froe gesot huet am Kontext mat der Euthanasie: Et dierft an där Fro kee Fraktiounszwang ginn; d'Deputéierte misste kënne fräi no hirem Gewësse stëmmen. Dat heescht also, den Här Statsminister huet dann awer hei zouginn, datt et Fraktiounszwang gëtt.

(Hilarité)

Et ass awer net un engem Här Statsminister oder un enger Partei fir ze décidéieren, ob et Fraktiounszwang gëtt oder net. Eis Verfassung verflicht am Artikel 50, datt d'Deputéierte fräi...

Une voix.- Beim Här Jaerling, do wäert et kee Fraktiounszwang ginn.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Gelift?

Une voix.- Här Jaerling, wéi ech lech kennen, bei lech wäert et kee Fraktiounszwang ginn.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Neen. Ech ginn ëmmer gutt mat mir eens. Ben, zwar och net ëmmer esou. An der Lescht ginn ech och méi kritesch mat mir ëm.

(Hilarité)

Also, eis Verfassung verflicht an hirem Artikel 50, datt d'Deputéierte solle fräi no hirem Gewëssen entscheeden. An do steet kloer: «Les Députés votent sans en référer à leurs commettants.» Also, wa Verschiddener heibannen den Artikel 50 vun der Verfassung ëmmer respektéiert hätten, dann hätt ech wahrscheinlech net eleng hei gestane mat mengem Neen zum Verfassungsvertrag.

An dann hätt ech och net eleng hei gestane bei verschiddenen anere sozialpolitesch onvertrietbare Gesetzer, wou ech Nee gesot hunn, a wou nach Verschiddener gären Nee gesot hätten. Mä si hunn et leider net dierfen. A si hunn et souguer zouginn, datt se et net hunn dierfen.

Här President, nach eppes ass hei net ernimmt ginn, wat fir mech och eng gesellschaftspolitesch Fro ass, an dat ass d'Parteiefinanzéierung. Dat ass fir mech an deem Sënn eng gesellschaftspolitesch Fro, well ech der Meenung sinn, datt et vill méi wichteg wier, an déi partizipativ, an déi direkt Demokratie ze investéieren, wéi d'Parteien ze fidderen, fir datt mer iwwert de Wee vu méi partizipativer an direkter Demokratie alle Mënschen an dëser Natioun kënnen e Matsproocherecht ginn.

Well gesellschaftspolitesch Froe stelle sech net nëmme fir eng Natioun an dëser Natioun, mä fir all Natiounen an dëser Natioun. Ob dat d'Euthanasie ass, d'Ofdreiwung oder d'Fro iwwert d'Bestietnis vu Gläichgeschlechtlechen an der Adoptioun vu Kanner.

Souwisou verstéisst déi Aart a Weis, wéi d'Verdeelung vun der Parteiefinanzéierung hei virgeschloe gëtt, géint all demokratesch a Gläichberechtegungsprinzipien, well déi, déi scho genuch hunn, nach derbäikréien, fir datt nëmme keen u se erukënnt.

Doriwwer huet den Här Statsminister net geschwat, a komescherweis och kee vu menge Virriedner. Et pour cause, well et wëllt jo hei keen en Hues opjoen.

Här President, d'Politik soll net vergiessen, datt de Mënsch dat Wäertvollst an der Gesellschaft ass; awer all Mënsch, ouni Ausnahm. Dem Mënsch muss méi Respekt zoukomme gelooss ginn, fir datt hien am Mëttelpunkt vun alle Politike steet. Dat ass d'Missioun vun der Regierung. Awer dat ass och d'Missioun vun eis all, well nëmme mat gläichberechtegte Mënschen, déi respektvoll matenaner ëmginn, kënne mer vun enger gesonder Lag vun eiser Natioun schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madame Anne Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Grondlag vun all Natioun gëtt geluecht duerch d'Educatioun vun hire Bierger, woubäi d'Educatioun awer net nëmmen d'Schoul betrëfft - also d'Bildung, dat rengt Wëssen -, mä d'allgemeng Erzéiung muss do mat abezu ginn; dat heescht d'Famill, d'Ëmfeld vun de Bierger an och d'Medien.

Et muss ee feststellen, dass d'Erzéiung duerch d'Famill an an der Famill ëmmer méi ofhëlt; och wann een net soll generaliséieren. Leider ass bei enger Rei vu Familllje festzestellen, dass se hiren Erzéiungsaufgabe kaum, schlecht oder guer net nokommen. Dat kann ee bedaueren, mä dat ass an onser Gesellschaft nun eemol eng Tatsaach.

D'Fro ass, ob d'Schoul als Institutioun all dës Defiziter kann eleng opfänken. Verlaange mer net ze vill vun der Schoul? Ass d'Schoul iwwerhaapt an der Lag, niewent de Bildungsaufgaben och de ganzen Erzéiungsoptrag ze iwwerhuelen?

Viru Joren hunn ech gesot, dass et wënschenswäert wär, wann d'Kanner, ier se an d'Schoul kommen, e Minimum vu Bagage géife matbréngen. Dee Minimum, dat ware fënnef Wierder. Ech hunn dat a fënnef Wierder résuméiert: „Moien", „Äddi", „wann ech gelift", „Pardon" an „Merci".

Och haut sinn ech nach ëmmer iwwerzeegt, dass musse verschidde Grondviraussetzunge bestoen, fir dass d'Schoul hirer Missioun iwwerhaapt ka gerecht ginn. Duerfir sinn ech der Meenung, dass, wann een

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

iwwert d'Educatiounspolitik schwätzt, ee sech net nëmmen däerf op d'Schoul beschränken, mä een och hei muss d'Famill an d'Ëmfeld mat abannen. Bei Familljen, déi, aus wéi enger Ursaach och ëmmer, net an der Lag sinn, fir hire Kanner déi néideg Viraussetzunge mat op de Wee ze ginn, muss den Encadrement esou sinn, dass si et kënne fäerdeg bréngen, positiv zur Erzéiung vun hire Kanner bäizedroen.

D'Eltere mussen hir Responsabilitéit iwwerhuelen. Fir déi, déi domat iwwerfuerdert sinn - an där gëtt et leider ëmmer méi -, mussen Hëllefen ugebuede ginn. De Stat kann a muss hëllefen, mä de Stat kann an däerf sech net den Eltere substituéieren. Dat kann esou net fonctionnéieren. Fir d'DP muss duerfir d'Familljepolitik complémentaire zur Schoulpolitik sinn. D'Demokratesch Partei huet d'lescht Woch eng ganz Rei vu konkrete familljepolitesche Moossname virgeschloen.

Haut gëtt vun der Schoul verlaangt, dass se ëmmer méi Beräicher ofdeckt: Gesondheet, Ernährung, Drogepreventioun, Medienerzéiung, Éducation à la citoyenneté, Sensibiliséierungscampagnë vun der Verkéiderséicherheet iwwer Ëmwelterzéiung bis hin zur Entwécklungshëllef an de Kampf géint d'Obésitéit.

All dat ass sécher ganz wichteg, mä all dat kann net matenee gemaach ginn. A well dëst net alles ka matenee gemaach ginn, sinn a bleiwen ech der Meenung, dass d'Schoul sech fir d'alleréischt muss op dat Wesentlecht konzentréieren, soss riskéiere mer, dass d'Kanner vun allem e bëssen, mä vun näischt eppes Zolittes mat op de Wee kréien. Or, si brauchen eng zolidd Grondlag. Dat sinn nun eemol d'Basics: liesen, schreiwen a rechnen. Dat sinn d'Grondlagen, op deenen all dat anert muss opgebaut ginn. Ouni déi Grondlage fonctionnéiert et net. Duerfir gëllt fir ons nach wie vor: „basics first".

„Mir brauchen eng Qualifizéierungsoffensiv", huet de Premier gëschter ënnerstrach. Dat eleng geet awer an onsen Aen net duer. Nieft där Qualifizéierungsoffensiv brauche mer och eng Qualitéitsoffensiv. „D'Schoul bleift eng Schoul vun der Leeschtung. Ouni léieren a schaffe geet et net." Och dëse Saz vum Premier bei der Regierungserklärung fënnt ons Zoustëmmung. Leider gesäit awer haut d'Praxis vun der Erzéiungspolitik vun der Regierung anescht aus.

Eng Schoul vun der Leeschtung erreecht een net, andeem een d'Hausaufgaben ofschaaft. Eng Schoul vun der Leeschtung erreecht een net, wann een d'Lat dauernd erofsetzt. Eng Schoul vun der Leeschtung erreecht een net, wann et keng Émulatioun tëschent de Schüler méi gëtt. Eng Schoul vun der Leeschtung erreecht een och net, wann ee seet, et däerft kee méi eng Klass redoubléieren.

Op dem Altor vun der Chancëgläichheet gëtt de Leeschtungsprinzip geopfert. Eleng doduerch, dass een d'Ufuerderungen erofdréckt, schaaft een awer keng Chancëgläichheet. Et dreift ee just Gläichmacherei; an dat op Käschte besonnesch vun deene méi schwaache Schüler.

D'DP setzt sech a fir eng qualitativ héichwäerteg Schoul, déi dozou bäidréit, d'Leeschtungsbereetschaft vu jiddferengem op jiddfer Niveau ze förderen, amplaz eng Attitüd vun der Mëttelméissegkeet ze verbreeden.

Wa mer et net fäerdeg bréngen, eng Schoul vun der Qualitéit a vun der Exzellenz ze entwéckelen, da riskéiere mer, dass mer hei zu Lëtzebuerg lëtzebuergesch Privatschoule schafen. Eng vun deene grousse Stäerkten awer vun onser sozialer Kohesioun zu Lëtzebuerg ass et, dass d'öffentlech Schoul zu där sozialer Kohesioun bäigedroen huet. Mir riskéieren, dass déi Unicitéit vun der öffentlecher Schoul zerbrécht.

Duerfir musse mer oppassen, dass mer net an déi Richtung kommen, well dat wier erëm op Käschte vun deene Schüler, déi méi Schwieregkeeten hunn, a besonnesch déi aus engem sozial schwaachen Ëmfeld kommen, déi keen Zougang zu deene privaten Eliteschoulen hätten. Dat musse mer mat alle Mëttele verhënneren.

De Statsminister huet a senger Deklaratioun ënnerstrach, dass d'Gesetz iwwert d'Beruffsausbildung eng gutt Reform ass. Dat gesäit d'DP och esou. An ech si frou, dass ech konnt dozou bäidroen, d'Grondlage fir dës Reform ze leeën. Mir mussen et awer bei der Beruffsausbildung fäerdeg bréngen, dass et zu engem Mentalitéitswiessel kënnt. D'Beruffsausbildung däerf keen zweete Choix sinn. Et däerf och net de Choix sinn, deen duerch den Échec bestëmmt gëtt.

Eng zolidd handwierklech Ausbildung ass eng exzellent Viraussetzung fir en erfollegräicht Beruffsliewen, fir eng dauernd Weiderbildung, wouduerch sech fir déi jonk Leit nei Perspektiven opmaachen.

Mir mussen einfach begräifen, dass e gudden Handwierker vill méi ass, wéi e mëttelméissege Primaner oder e médiocren Universitaire.

Une voix.- Très bien.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Handwierksberuffer si Beruffer, déi net wäerten délocaliséiert ginn, an dat besonnesch am Bau an och an der Gastronomie. Duerfir ass besonnesch an der Beruffsausbildung eng Qualifizéierungsoffensiv an eng Qualitéitsoffensiv unzestriewen.

Här President, et verloossen ze vill Schüler ons Schoul ouni Qualifikatioun. Eng vun den Ursaachen ass déi, dass d'Schüler scho mat 15 Joer aus dem Schoulbetrib ausscheeden. Duerfir hat déi viregt Regierung e Projet de loi virgeluecht, fir d'Schoulflicht vu 15 op 16 Joer eropzesetzen, a fir déi Schüler, déi weder an den Aarbechtsprozess ginn nach eng Léier maachen, op 18 Joer. Dee Projet ass zréckgezunn an duerch näischt ersat ginn. Domat géife mer et awer fäerdeg bréngen, dass mer déi Kanner - besonnesch déi, déi keng Qualifikatioun hunn - schonn am Schoulsystem besser kéinten encadréieren.

Leider stelle mer och fest, dass eng Rei vu Kanner keng Qualifikatioun kënne kréien, well se d'Viraussetzungen net hunn. Besonnesch déi musse mer extra encadréieren.

Här President, d'Grondlag vun all Natioun gëtt duerch d'Bildung vun hire Bierger geluecht. Mir brauche méi Leit, déi méi eng Qualifikatioun hunn. Mir mussen d'Zuel vun deenen, déi keng berufflech Qualifikatioun erreechen, erofsetzen. Awer dat kann op kee Fall op Käschte vun der Qualitéit goen. Mir mussen an d'Qualitéit investéieren. Qualitéit heescht, gutt ausgebilten a motivéiert Enseignanten, e gudden Encadrement, héichwäerteg Programmer an adequat Infrastrukturen.

D'Zil vun engem héichwäertegen Enseignement muss et sinn, all Kand et ze erméiglechen, mat sengem Talent e Maximum ze erreechen. Dat ass fir ons Chancëgläichheet: Jiddfer Schüler d'Chance ginn, fir no senge Méiglechkeeten dat Bescht ze erreechen, jiddfer Kand a Jugendlechen esou ze förderen an ze fuerderen, dass en duerno déi beschte Chancen huet, sech am Liewen an am Beruff erëmzefannen. Dat alles geet awer net ouni Ustrengung, an dat ass de Message, dee mer musse vermëttelen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Charles Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Merci, Här President. Just e puer Minutten, fir iwwert zwee Punkten ze schwätzen.

Éischtens wollt ech emol am Ufank vu menger Interventioun menger Genugtuung Ausdrock ginn, datt mer nächste Freideg mam President vun der Commission du développement durable zesummekommen, mam Här Weber. An zwar sinn déi fënnef, déi mat him zesummekommen, d'Signatairë vun där Motioun, déi mer am Dezember hei an der Chamber ugeholl hunn, mat där d'Regierung och d'accord war, a wou et dorëm geet, fir de Conseil du développement durable ze chargéiere mat enger Etüd iwwert d'Evolutioun vun de Principaux paramètres financiers budgétaires vum Lëtzebuerger Stat.

Ech fannen dat eng ganz grouss Victoire, well do gi mer effektiv an d'Richtung vum Développement responsable mat der Chance, fir eng zolidd Basis ze hunn, op där mer kënnen eng Strategie fir eis zukünfteg Finanzen opbauen - d'Finanzen no 2009; an et huet och den Avantage, datt d'Chamber am Ufank vum Prozess ageschalt ass an net, wéi se ëmmer virgeworf kritt, datt se nëmmen duerno zu den Tripartitesaccordë Jo an Amen ze soen hätt. Doriwwer sinn ech ganz frou.

Den zweete Punkt, deen ech wëll behandelen, dat ass de Changement climatique. Mir mussen eis d'Fro stellen effektiv, ob mer alleguer genuch gemaach hunn. D'Äntwert ass do: Neen.

Ech fänke bei mir un. Ech war selwer en charge vun deem Dossier. Ech ginn och dovun aus, datt ech deen eenzege minablen Ëmweltminister an der Europäescher Unioun war. Da muss et also aner Ursaache ginn, firwat datt zum Beispill Däitschland 21% Reduktioun 1990 akzeptéiert huet, awer nach eng Partie Prozenter vum Zil ewech ass. Da muss een och Erklärunge fannen, firwat datt Dänemark, déi 21% Reduktioun akzeptéiert hate par rapport zu 1990, elo 6% iwwert dem Emissiounsstand vun 1990 leien. Da muss een och vun Éistréich kënnen eng Äntwert kréien, firwat datt si 13% Reduktioun akzeptéiert haten, an elo 16% méi héich leie wéi 1990, dat mécht - entre nous soit dit - 29% Differenz.

Da muss ee wëssen, firwat datt d'Belsch 7,5% Reduktioun akzeptéiert haten, an elo bei 0,6 Augmentatioun leie par rapport zu 1990. Italien minus 6,5, a si leie bei plus 11,5. Spuenien hat accordéiert kritt, opgrond vun hirer spezifescher Situatioun, 15% kënne méi ze emettéiere wéi 1990, déi sinn elo bei 40% Augmentatioun vun CO_2-Emissioune par rapport zu 1990.

Et mussen also Ursaache ginn, firwat datt dat esou ass. Ech soen dat, well mer an deem Débat hei näischt sollen onkloer loossen. An do gëtt et och menger Meenung no eng Partie Ursaachen.

Allerdéngs muss een déi do Froestellung aleede mat där heiter Fro: Gëtt et iergendeppes Neits tëschent 1990 oder tëschent dem Sommet de Rio an haut? D'Äntwert ass Jo an Neen. Neen, well quant au fond wësse mer scho säit deem Joer, wou de Sommet de Rio war, datt mer et mat enger Erwäermung vun der Atmosphär ze dinn hunn. Et gëtt näischt Neits, well mir wossten och, datt d'Ressourcen endlech wieren - haaptsächlech wat d'fossil Energien ubelaangt.

Quant à la forme gëtt et allerdéngs eppes Neits. An Zwëschenzäit huet ee fir en Documentaire en Oscar kritt: de fréieren amerikanesche Vizepresident Al Gore, deen och während där Zäit, wou en an der Administratioun war, et net fäerdeg bruecht huet, do déi Strategien, déi en haut aklot, duerchzesetzen. Et gëtt e Rapport Stern; et gëtt eng ganz Serie vun neie Berichter vun internationalen Experten, iwwert déi mer och nach an nächster Zäit hei wäerten diskutéieren. Dat alles ass quant à la forme nei. Déi sinn esou percutant, datt haut deen Allerleschten alertéiert ass iwwert d'Geforen, déi am Klima op eis laueren.

Et gëtt eiser Meenung no awer nach ëmmer eng Partie Obstaclen, fir zum Zil ze kommen, an dat als Erklärung op dat allgemengt Versoen an der Europäescher Unioun, bis op ganz wéineg Ausnahmen, wat de Respekt vun den Engagementer a puncto Klimaschutz ubelaangt.

Ech géif emol als Éischt nennen: eng Absence de cohérence. D'Dominique Voinet huet mer eng Kéier an engem Ëmweltconseil gesot: „Wann déi aner Ministeren a menger Regierung wéissten, wéi wichteg datt deen Departement hei ass a puncto Klimaschutz, hätt ech deen Departement do wahrscheinlech keen Dag méi laang."

Absence de cohérence. An ech wëll elo kengem wierklech de Prozess maachen, mä ech stelle just fest, an ech projezéiere meng eegen Experienz op d'Zäit vun haut: Ech mengen, mir mussen iwwert d'Kompetenze vum Ëmweltminister nodenken, an ech mengen, mir missten déi erweideren.

Ech mengen net, datt mer déi grouss ambitiéis Projeten, déi mer elo maachen, kënnen duerchzéie mat enger seriöer Garantie op Erfolleg, ouni him horizontal Kompetenzen ze ginn an enger ganzer Partie Domänen.

Ech froen esou zum Beispill: Waart Dir als Ëmweltminister implizéiert an deem Projet, deen d'Sotec mat GasCom gemaach huet? Sidd Dir do gefrot ginn, ob een net kënnt aus esou engem Projet wierklech Retombéeë fir Lëtzebuerg erausschielen a puncto Benefisser, déi am Kader vun der „joint implementation" méiglech sinn? Sidd Dir do gefrot ginn?

Ech mengen, et wier indispensabel, fir déi Démarche ze maachen. Well wann een nämlech e bestehend Wierk ersat hätt duerch en neit Wierk, wat méi performant ass, da kënnt ee sech bei gläicher Leeschtung de Benefiss, déi gréisser Performance als CO_2-Kreditter zegutt schreiwe loossen. Dat wär bei deene Milliounen Tonnen, déi mer iwwer eist engagéiert Zil eraus emettéieren, och emol e gudde Bäiworf - sot d'Fra am Éislek.

Et gëtt och eng Partie Incohérencë sur le plan international. Ech mengen, d'Strategie ass nëmme just crédibel, wa se global opgeet, also muss een national Effortë maachen, an och där um internationale Plang. D'Strategie geet allerdéngs nëmme just op, wa mer ganz séier handelen an, zweetens, wa mer global handelen. A wa mer déi Prioritéiten duerchsetzen, déi kuerzfristeg am allermeeschte bréngen, ouni déi aner: Et gëtt wahrscheinlech keng kleng Ekonomien an deem doten Domän. Et muss een iwwerall usetzen, mä op de Prioritéite muss een direkt asetzen.

Et bréngt net méi vill, mengt de Professer Stiglitz, wann een nach virun e Subsid gëtt fir Reforestatiounsprojeten ze maachen, weltwäit, wëssend, datt d'Déforestatioun esou massiv Enverguren ugeholl huet, datt déi e Véirel duerstellt vun den CO_2-Emissioune weltwäit. Do musse mer also usetzen, an do muss och am Kader vun der Kohärenz vun de Politiken Europa nach kënne vill méi e gewaltegt Wuert matschwätze wéi dat, wat et bis elo schonn an deem Domän ze bestellen huet.

Duerfir mengen ech och, wa mer no Argumenter sichen, fir dee Verfassungsvertrag eriwwerzeretten, da musse mer Europa an deem doten Domän déi Autoritéit ginn, fir datt et weltwäit sech an allen internationale Konferenzen, déi mat deem doten Domän ze dinn hunn, kann abréngen. An dat ass ee Grond firwat datt mir - net deen eenzegen, mä ee vun deenen - hannert dem Bäibehale vun deem essenziellen Verfassungsvertrag sinn.

Mir mussen eis och eens ginn, datt mer eis mussen d'Moyenë ginn, fir déi ambitiéis Ziler ze erreechen, déi d'Europäesch Unioun sech elo zousätzlech ginn huet zu deenen Engagementer, déi 1997 geholl goufen.

Ech mengen, et ass eng Chance, och fir eis Ekonomie. Dat ass e Lieu commun, deen ech hei nach eng Kéier répétéieren - alleguer meng Virgänger hunn dat gesot.

Et ass awer keng Garantie, datt et klappt! Well wann ech virdrun deen Tableau opgezielt hunn, wéi wäit datt d'Wierklechkeet an d'Wonschdenken auserneeklaffen, a wa mer elo eis Ambitiounen nach méi grouss schrauwen, da musse mer hei wierklech ganz massiv ëmdenken, an dat geet net ouni Paradigmewiessel. Dat, wat wichteg ass, dat ass, wat mer am Joer 2050 beim État de la nation soen iwwert déi do Saach. Ech sinn dann net méi hei. Ech ginn dovun aus, datt eise geschätzte Statsminister da kuerz viru senger Midlife-Crisis steet...

(Hilarité)

...an da wäert hie wahrscheinlech de Bilan maachen iwwert dat wat an där ganzer Zäit hei geschitt ass.

(Interruption)

Ech mengen, datt en net derlaanscht kënnt, fir déi puer Indicateuren, déi ech elo ugedeit hunn, dann ze kommentéieren. An an där Flicht sti mir.

Ech wëll hei nach eng Kéier mat Nodrock ënnersträichen, datt mer net mat Rechthaberei oder mat besserem Wëssen hei un déi Saache wëllen erugoen - de Minister weess et, an ech weess et selwer wéi penibel datt et ass, wann ee vu sengem Virgänger ëmmer Lektiounen erdeelt kritt, ech wëll mech hei därer Lektiounen enthalen -, mä mir hunn awer e puer Enseignementer, déi mer kënnen deelen. Ech wollt lech déi puer Enseignementer matdeelen an Dir kënnt all Kéiers dann, wann Der e Schrëtt a puncto Klimaschutz maache wëllt, zousätzlech op eis Ënnerstëtzung zielen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den honorabelen Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Jonker wiele Juncker" war e Slogan, dee se haten. Här President, ech muss lech soen, dass ganz vill Jonker haut net méi Juncker géife wielen, wa se nach eng Kéier 2004 wieren.

(Brouhaha général)

Wann ee kuckt, den Här Premierminister huet et selwer gesot, 900 jonk Leit si placéiert, um Niveau vun de Suicidë vun deene Jonke si mer am Top fënnef vun deenen héchsten an Europa. Bei den Droge si mer am Top vun deenen, wou déi meescht haart Droge sinn. Jonk Leit ouni Aarbecht, d'Zuele ginn erop. Jonk Leit ouni Wunneng, näischt geschafft, also op jidde Fall et geet net weider.

Här Juncker, ech muss lech soen: Ganz vill jonk Leit hunn Hoffnungen an lech gesat,

mat Ärem neie Koalitiounspartner, hunn lech als Partei ganz staark ënnerstëtzt. Ech muss lech awer soen: Beaucoup restent sur leur faim!

Wann een awer vu Slogane schwätzt, da muss een awer och zum Beispill - ech hunn elo virdrun d'Beispill vum Chômage genannt -: Am Juli 2004 hate mer 8.242 Chômeuren, déi nei Regierung ass an Amt getratt, Mäerz 2007, déi lescht Zuelen, 10.045. Dat heescht, wann een och d'Slogane kuckt, déi mer haten - dat heite seet vläicht nach dem Här Lux an de Kolleegen hei op der lénker Säit eppes -: „LSAP, besser fir Lëtzebuerg", „Mir paken et un!". Ech weess net, wat Der ugepaakt hutt, de Chômage ass vun 18,4, bei deene Jonken, op 19,9 eropgeklomm. Dat heescht, an deene leschten dräi Joer 21% Augmentatioun. Dat misst een dann hei vläicht elo änneren an Zukunft.

Här President, wann een dann nach d'Zuele kuckt vum onqualifizéierte Chômage, da sinn d'Zuele vum Mäerz 2004 vun 48,1 op 52,4 eropgaangen. Mir sinn am Top fënnef vun deene Länner mat dem héchsten Taux.

Da kéint ee sech déi heite Fro och stellen - gëschter ass jo driwwer diskutéiert ginn -, d'Bildungsoffensiv, „Mir paken et un!", et ass gëschter nach eng Kéier vum Här Premierminister gesot ginn, dass déi jonk Leit malheureusement haut mat hiren Diplomer oder déi meescht ouni Diplomer iwwerhaapt keng Aarbecht fannen. „Mir paken et un!", ech weess nach ëmmer net, wat Der ugepaakt hutt.

Wann een iwwert de Logement schwätzt, Här President, den Här Premierminister huet selwer Mea culpa gemaach a gesot, dass de Logement bei deene jonke Leit, och net nëmme bei deene jonke Leit, mä iwwerhaapt insgesamt zu Lëtzebuerg net roseg wier. Ech zitéieren hei de Rapport d'activité 2006, dat ass deen neitsten, dee mer kritt hu vum Logementsministère: «En raison de la flambée des prix, notamment des terrains à bâtir, de plus en plus de ménages éprouvent des difficultés à trouver un logement adéquat, financièrement abordable.»

(Interruption)

Ech zitéieren hei de Ministère.

«Vu le nombre croissant de ménages s'installant de l'autre côté de nos frontières, les milliers de ménages logés dans des conditions insatisfaisantes, et le nombre important de ménages surendettés», etc., etc. kéint ech weiderzielen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et ass zéng Joer deeselwechte Bericht.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech ka mech erënneren, den Här Premierminister, deen hei virun e puer Joer gesot huet: De Stat wäert déi Spekulanten an déi mam Fric futti maachen, andeem en Terrainen op de Marché bréngt. Ech waarden nach ëmmer op en Terrain, Här Premierminister. Ech waarden nach drop. Et ass nach ëmmer kee komm.

M. le Président.- Här Bettel, adresséiert lech un d'Chamber!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, mä justement, Här President, elo ass jo dat nächst nach eng Kéier besser fir Lëtzebuerg, d'Sozialisten: „Wunnen ass e Luxus ginn", „Mir paken et un!". Ech weess nach ëmmer net, wat Der ugepaakt hutt, op jidde Fall keng Zill, fir eng nei Wunneng ze bauen, an op jidde Fall kee Meter carré ass erofgaangen.

Här President, ech kann lech just soen: Iwwer Wahlverspriechen, esou wéi eis Genosse se 2004 gemaach hunn, kann de Wieler haut just nach de Kapp rëselen, a vun Upaken, et freet ee sech, wou d'Sozialistesch Partei sech ugepaakt huet.

Une voix.- Bei der CSV.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een elo zu anere Sujete kënnt, wéi zur Gesellschaftspolitik - an et huet mer guttgedoen, well den Här Premierminister driwwer diskutéiert huet, och wann ee bei der CSV, et ass eng Vollekspartei, ech verstinn et.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Et weess een et net.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'CSJ ass an enger gewëssener Limite fir d'Euthanasie. Si huet jo do e Communiqué gemaach, a wéi enge Konditiounen. D'Madame Frank seet op der Télee, si wier dergéint. Well si en „C" hunn, si si fir d'Liewen. Mir hu keen „C" an eiser Partei, Här President, mä mir sinn awer och fir d'Liewen.

Une voix.- Op jidde Fall!

(Brouhaha général)

M. Xavier Bettel *(DP).*- An dann den Här Juncker, den Här Juncker,...

(Interruption)

...deen eis hei gëschter seet, dass hien op jidde Fall net dergéint ass. Ech si frou, wa mer hei Votë musse kréien, wéi dann déi Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei hei wäert ofstëmmen.

(Interruption)

Et si vill Sujeten, déi ee kéint abordéieren. Ech ka mech erënneren, d'Madame Jacobs, déi elo leider net hei ass, Här President, déi d'lescht Joer refuséiert huet, dass mer e Stonnenhotel fir d'Prostituéierte sollten hunn. Hei ass vill gejaut ginn, wéi mer iwwert d'Prostitutioun geschwat hunn, mä eise Code pénal erlaabt, also n'interdit pas la prostitution. Da kommt mir ginn deene Meedercher dat. Neen, eis hypokritesch Politik, Prostitutioun zu Lëtzebuerg, kommt mir schwätzen net driwwer. Am „Luxbazar" stinn d'Säite voll.

(Interruption)

D'Äntwert vum Här Frieden: Ech kennen d'Zeitung net.

(Interruption)

„Ech kennen d'Zeitung net", dat war d'Äntwert vum Här Frieden.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Also, Här President, ech notéieren hei, dass d'CSV d'Gare proposéiert.

(Interruption et hilarité)

Ech muss nach mat mengem Schäfferot kucken, ob mer dat kënnen duerchkréien.

(Hilarité)

Här President, ech muss lech just soen, dass ech hei awer ganz iwwerrascht sinn, wann ee seet zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg hätt keng Verantwortung. Kommt mir kucken d'Fixerstuff: Wou ass se am Moment? Gitt mer der e puer am Land! Gitt mer der e puer! Foyer Ulysse: Wou ass dee gréisste Foyer fir Obdachloser? Sot mer wou!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wou sinn déi meeschten Obdachloser?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Zu Bouneweg! Do wou ech wunnen, Här President. An elo sot mer net, hei géif net duerno gekuckt ginn.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Iwwert de Pacs sinn ech ganz frou, Här President, dass den...

M. le Président.- Loosst den Här Bettel elo schwätzen!

M. Xavier Bettel *(DP).*- ...Här Premierminister elo endlech agesäit, wat hie virun dräi Joer schonn agesinn hat, wou hie selwer gesot huet, wéinst der Oppositioun vum Statsrot kéint een en, wat d'Steieren ubelaangt, net gläichstelle mat der Hochzäit. Hien huet et elo gesot, da wäert et och geännert ginn. Mä dat ass Gebastels. Dat ass Gebastels. Firwat maache mer d'Hochzäit einfach net op? Maache mer d'Hochzäit op, dann huet jiddfereen datselwecht.

(Interruptions)

De Mariage. En plus, wann een de Code kuckt, et steet néierens am Code, dass et le mari et la femme misst sinn. Et steet ëmmer do „les époux". Et steet néierens eng Definitioun vu le mari et la femme. Dat heescht, et kéint ee souguer vläicht eng Kéier probéieren, eng gläichgeschlechtlech Hochzäit ze maachen, an ze kucken, ob se da vum Parquet invaliditéiert gëtt.

Ech ka mech erënnere wéi d'CSV, wou mer nach an der Koalitioun waren, well ech mer nëmmen erlaabt hat ze froen, ob e Conseiller oder Schäffe kéint e Pacs maachen, scho bal de Krich ugekënnegt hat.

(Interruption)

Ech si frou, dass de Premierminister och gesot huet, dass eppes am Prisong misst geschéien. Ech sinn och ganz frou, dass mer dat feststellen. Ech mengen d'CSV, elo den Här Frieden, dee grad net hei ass, mä dee säit néng Joer Justizminister ass, ech si frou, dass hien elo emol mat eis diskutéiert an net reagéiert nodeem nees iergendeppes geschitt ass, dass den Dialog elo emol gesicht gëtt.

Dass den Här Statsminister seet, dass e Mineur net an de Prisong passt, do si mir eis ganz eens, Här President, mam Här Statsminister - als Demokratesch Partei. Ech mengen et ass och net déi Plaz. Et ass just, dass et ganz laang dauert hei zu Lëtzebuerg - an dat huet den Här Premier och gesot, do ginn ech him awer Recht -, dass tëschent der Iddi eppes ze maachen a bis et op ass et laang dauert. Mä wann d'Pläng och vun der Regierung net géife gewiesselt ginn, da wier et scho laang op.

Une voix.- Dir sidd dach soss ëmmer cool!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, mir sinn nëmmen nervös. Ech hunn lech gesot, d'Gesellschaftspolitik an der CSV, do si se sech net alleguerten eens. Mä et ass net mäi Problem. Do solle se ënnert sech eens ginn.

(Interruptions)

Iwwert d'Auslännerpolitik, Här President, huet den...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Iwwert d'Integratiounspolitik an d'Duebelnationalitéit huet den Här Premierminister...

M. le Président.- Berouegt lech all, an da loosst Der den Här Bettel hei seng Ausféierunge maachen!

(Interruption)

Här Wagner!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, iwwert d'Auslännerpolitik huet den Här Juncker och gesot, dass d'Duebelnationalitéit jo eng grouss Avancée war. Ech ginn him vollkomme Recht. An och wann een haut den Avis liest vun der Chambre de Commerce - ech mengen hiren Avis ass haut komm -, déi seet: Et ass super. Mä firwat da vu fënnef Joer op siwen erop? Dat heescht, mir wëllen e Plus mat engem Minus? Dat heescht: Mir sinn averstanen, dass Der Lëtzebuerger gitt, mä et soll méi streng ginn.

Ech wier frou, wann den Här Premierminister mer dann herno kéint erklären, well hie seet, dass do eng grouss Avancée ass, firwat dann deen Délai vu fënnef Joer op siwe Joer eropgeschrauft gëtt. Dat muss ee mir erklären. Mir wëllen op, mä maachen e bëssen zou. Dat heescht, et ass esou eng Paart, déi hallef op an hallef zou ass.

Da gëtt och gesot, et muss eppes gemaach ginn, fir dass d'Lëtzebuerger Sprooch besser geléiert gëtt. Näischt dergéint, mä nach eng Kéier muss ech lech soen, d'Gemengen, déi d'Coursen organiséieren, ginn e bëssen am Ree stoe gelooss. Dann hëlleft och de Gemengen, déi d'Coursen organiséieren, finanziell, fir dass se déi Coursen och kënne besser organiséieren.

Här President, als Konklusioun, wann den Här Premierminister seet, dass et eis gutt geet, da muss ech him soen: Jo, verschiddene Leit, awer net jiddferengem.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- lech geet et gutt.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt op dëser Plaz e puer Iwwerleeunge maachen zum Thema Renten. E Sujet, deen ee sécherlech net sollt aus den Ae verléieren, wann ee mëttel- a laangfristeg am Intérêt vun der jëtzeger Jugend wëllt kucken, dass d'Rechnung och iwwert d'Joer 2040 nach opgeet.

Et handelt sech awer an eisen Aen ëm e Sujet, dee kontrovers diskutéiert gëtt a wou et oft zu enger gewëssener Konfusioun kënnt. Komescherweis gëtt ëmmer nees geschwat vun deene verschiddensten Acteuren haaptsächlech iwwer eis Renten am Privatsecteur, wou mer massiv Reserven hunn, an et gëtt kaum diskutéiert iwwert d'Renten am Secteur public, wou bekanntlech keng Reserve bestinn.

Och wann net gëschter, esou huet eise Statsminister awer d'lescht Joer a senger Ried zur Lag vun der Natioun d'Thema Renten ugepaakt. En huet op dëser Plaz gesot, e géif d'Verantwortung fir d'Gesamtresultater vum Rentendësch iwwerhuelen. Des Weidere sot de Statsminister - ech zitéieren: „Wann ech, heibannen oder soss anzwousch, 2001 gesot hätt, de Rentendësch géif ze deier ginn a mir kënnten eis dee Rentendësch op Dauer net leeschten, da géif ech haut net méi hei stoen, well da wier ech deemools erschoss ginn,...

Une voix.- Oh!

M. Carlo Wagner *(DP).*- ...an et hätten der vill heibannen äifreg matgeballert." - Ech weess net, u wien den Här Juncker do genau geduecht huet!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Net alleguer!

(Hilarité)

M. Carlo Wagner *(DP).*- Also, ech hoffen, net u mech, well Dir wësst, dass ech éischter e friddleche Kärel sinn, Här Juncker.

Une voix.- Ah jo!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Seng Aussoen, déi kéint een awer och interpretéieren, dass deemools wéi haut de Statsminister der Meenung ass, dass de Rentendësch eis ze deier gëtt respektiv ginn ass.

Ech kann awer hei soen als fréiere Minister vun der Sécurité sociale an als Responsabele vun deem Rentendësch, dass ech selbstverständlech och d'Verantwortung iwwerhuele fir déi Politik, déi um Rentendësch gemaach ginn ass, a fir déi Resultater, déi dank dem Rentendësch entstane sinn.

Ech iwwerhuelen, Här President, gären d'Verantwortung fir d'Ofschafe vun den Hongerrenten hei zu Lëtzebuerg. Ech iwwerhuelen och gären d'Verantwortung dofir, dass endlech Rou an de Rentendossier komm ass - mam Nieweneffekt souguer, dass den R am Sigel vum ADR net méi fir Rentegerechtegkeet steet,...

(Interruption)

...an ech iwwerhuelen och ganz gären d'Verantwortung dofir, dass endlech méi Konvergenz tëschent deene verschiddene Pensiounsregimer hei zu Lëtzebuerg komm ass.

Ech mengen och, ech brauch mech net ze schummen, grad wéi alleguerten déi aner Acteuren iwwregens vum Rentendësch, d'Syndikater mat sämtleche Parteien, fir de Bilan fënnef Joer no dem Rentendësch ze zéien.

Den aktuelle Minister, zoustänneg fir d'Sécurité sociale, huet selwer déi aktuell gesond finanziell Situatioun vun eisem Pensiounsregime an der Privatbranche ervirgehuewen. Sou wëll ech drun erënneren, dass d'Reserven 3,2-mol déi alljährlech Dépensë couvréieren. Dës Reserve belafe sech op ronn 6,6 Milliarden op den 31. Dezember 2005. Mëttlerweil sinn et iwwer 7 Milliarden, well mer wëssen, dass och all Joer iwwer eng hallef Milliard Bäischëss komm sinn.

Fir dës Reserve besser unzeleeën, gesäit d'Gesetz vum 6. Mee 2004 iwwert d'Administration du patrimoine du régime général de pension - wat och vu mir initiéiert gouf a woufir ech da selbstverständlech och d'Responsabilitéit iwwerhuelen - vir, e groussen Deel vun de Reserven iwwert de Fonds de compensation kënne professionell ze investéieren, wat eng net négligeabel Plus-value ka mëttel- a laangfristeg mat sech bréngen an eis Reserven domadder nach weider konsolidéieren.

Leider ass et awer esou, dass dat Gesetz, dräi Joer nodeem dass et hei an der Chamber votéiert ginn ass, nach ëmmer net d'application ass. Och de Règlement grand-ducal vum 1. Juli 2005, deen d'Ausféierungsbestëmmunge vun dësem Gesetz, wat d'Investéieren an déi verschidde finanziell Instrumenter festsetzt, - och dat ass a mengen Aen net ambitiéis genuch, weder an der Zäit - Stéchdatum Enn 2007 - nach wat d'Beträg ubelaangt, déi kënnen an Aktien investéiert ginn: wéi gesot op Enn dëses Joers en tout et pour tout nëmme 633 Milliounen.

Ech wëll iwwregens awer och hei op dëser Plaz net verfeelen, fir drop hinzeweisen, dass de Minister elo scho muss drun denken, fir deen dote Reglement och iwwert déi nächst Joren auszeweiten, wa mer net nom 31. Dezember 2007 nees wëlle weider Retarden an den Investissementer kréien.

D'Méiglechkeet ass deemno zwar ginn, fir déi Reserven, déi mer hunn, op eng effikass a professionell Aart a Weis unzeleeën, wat eis natierlech eng net négligeabel Plus-value wäert mëttel- a laangfristeg beschafen. Et ass an deem Kontext duerfir äusserst bedauerlech, dass vill Zäit verluer gouf, Joren, während deenen iwwregens d'Evolutioun op de Finanzmäert extrem favorabel war, an deemno eng Chance verpasst ginn ass, fir eis Reserven och weider ze konsolidéieren an auszebauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, déi finanziell Situatioun vun

eisem Pensiounsregime am Privatsecteur ass nichtsdestotrotz extrem gesond, an trotzdeem gëtt vu verschiddene Säiten haartnäckeg un der sougenanntener Rentemauer festgehalen.

Gleeft een deene pessimisteschen Unhänger vun der Rentemauertheorie, da si mer scho bal voll dran. Anerer, déi ginn net gradesou wäit, mä soen, iergendwéi, iergendwa kënnt de Moment. Gleeft een net grad där pessimistescher Approche, da gëtt een hautdësdags souguer bal schonn als Autist duergestallt vun deene Leit.

Ech wëll awer d'Aen net zoumaachen, an ech si mer bewosst, dass am Laf vun de Joren Adaptatioune musse virgeholl ginn, wat iwwregens jo och an der Konklusioun an der Déclaration finale vum Rentendësch vu sämtlechen Acteuren, déi do waren, dat heescht vu sämtleche Parteien an och vun de Syndikater, festgehale gouf.

Eise Pensiounssystem muss un déi demokratesch Entwécklung ugepasst ginn, fir dass och an nach an 30, 40 Joer de Paiement vun eise Rente fir déi jëtzeg Jugend assuréiert ass.

De Finanzement vun de Babyjoren a vum Complément différentiel ka sécherlech als Belaaschtung vun eisem System betruecht ginn. Gëtt iwwer Adaptatiounen nogeduecht, da kéint ee sech jo virstellen, dass een do kéint ufänken. Ech erënneren drun, dass mam Projet de loi 5611, den Transfert vun de Babyjoren oder den Transfert vun der Prise en charge vum Complément différentiel fir 2007, Méiausgabe vun ongefeier 29 Milliounen Euro aus dem Statsbudget an d'Rentekeese verlagert gi sinn, dat iwwregens nodeem mam Budget 2006 schonns eemol 17 Milliounen zu Laaschte vun de Pensiounskeesen transferéiert goufen.

Ass et dann net awer e bësse paradoxal, wann een engersäits d'Viabilitéit vun eise Renten a Fro stellt a gläichzäiteg an d'Rentereserve fësche geet?

Am Abrëll 2006 huet d'Tripartite beschloss, dass ee Reflexiounsgrupp, zesummegesat aus Regierung a Sozialpartner, géif Iwwerleeunge maachen a Propositiounen ausschaffen, fir d'Viabilitéit vun eisem Pensiounssystem laangfristeg ze garantéieren.

Mir als DP si weiderhin der Meenung, dass, wann dee Besoin entsteet, et zu engem regelrechte Rentendësch 2 muss kommen, wou selbstverständlech och alleguerten déi gewielte Leit hei aus der Chamber musse kënne matschwätzen a wou nees eng Kéier alleguerten déi Acteure sinn, déi och um Rentendësch 1 efficacement geschafft hunn.

Ech wëll och drun erënneren, dass mir als DP weiderhin Verfechter si vum Ausbau vum zweete Pilier, de sougenannte Betribsrenten, souwéi vum drëtte Pilier, dat heescht de Privatrenten.

Mir sinn als Demokratesch Partei och fir d'Individualiséierung vun eise Renten. Ech muss awer soen, dass mer an deem Dossier no Joren a Joren nach net vill weiderkomm sinn. Zwar hu mer an der Commission parlementaire schonn doriwwer diskutéiert. Et sinn och weider Etüde gemaach ginn, mä mir sinn erëm um selwechte Punkt wéi virun dräi Joer. An ech wëll drun erënneren, dass hei awer och muss dat gëllen, wat de Statsminister gëschter fir de Statut unique gesot huet: Et geet net, dass een ëmmer ronderëm dréint. Et muss och eng Kéier de Moment kommen, wou konkret Décisioune geholl ginn, well vill Leit hei am Land, a ganz besonnesch vill Fraen, déi hu ganz, ganz grouss Erwaardungen an déi Individualiséierung.

Ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech nach eng Kéier résuméieren, wat an eisen Aen, an den Ae vun der Demokratescher Partei déi absolut Prioritéite sinn:

Éischtens musse mer endlech ufänken, eis Reserven am Privatsecteur professionell an effikass ze investéieren, fir méi Plus-valuen ze kréien.

Zweetens muss et ophale mat deenen Transferte vun de Reserven aus de Pensiounskeesen an de Statsbudget.

Drëttens gëtt et héich Zäit, dass mer endlech op de Wee vun der Individualiséierung hei zu Lëtzebuerg ginn.

Op alle Fall, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann Iech assuréieren - an ech sinn iwwerzeegt, heibannen zweifelt och kee Mënsch dorunner -, dass d'DP och weiderhi wäert antriede fir sozial gerecht Renteleeschtungen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Alexandre Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Bonjour, Här President, a Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Hären, wéi ech de Muere fréi um Itzeger Stee duerchgefuer sinn an dem Max Theis säin „hallwer aacht" op RTL gelauschtert hunn, hunn ech op eemol d'Kéier bal net kritt, wéi ech héieren hunn, dass den Här Fayot duerch säin Enthusiasmus iwwert dem Statsminister seng Ried gëschter bal vum Stull hei gefall war oder gerass ginn ass, oder hat hien dem Här Statsminister seng Päif ofgeschléckt - ech weess et net!

Et hätt mir leed gedoen, wann dem Här Fayot eppes geschitt wär, ass hie jo mat responsabel, dass ech eng kritesch Bildung am Kolléisch kritt hunn an de 60er Joren. Am ale Kolléisch. En Deel geet also elo op säin Hutt vun deem, wat ech soen.

(Hilarité)

Ech hunn awer gëschter Owend an dem Statsminister senger Ried e bëssen en defätisteschen Ënnertoun héieren, an et hat een d'Impressioun, wéi wa speziell um steierleche Plang mer esou Millche géife spillen, an dass de Steierzueler geschwë virun enger Zwéckmillche stéing, well effektiv - an hien huet dat mat Recht gesot - Ausfäll kommen an den nächste Joren, an et freet ee sech, wou mer déi Suen da siche ginn.

Ech hu fonnt, dass d'Ried keen „pep talk" war. Also, dat kann ee soen. Et war d'Ried

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

vun enger Regierung, déi d'Gestion des affaires courantes bedreift ouni vill oder ze vill Perspektiven.

De Statsminister huet gesot, et soll een de Matbierger d'Flemm net andreiwen. Ech gleewen, dass dat oft net noutwendeg ass, well déi hu se schonn.

Vergläicher mam Ausland loosse mer natierlech net gëllen. Dat hunn ech scho viru sechs, siwe Joer gesot, well an dësem Ländche geet et säit iwwer honnert Joer besser wéi am Ausland. Dat ass also näischt Neies. Interessant par contre waren am Mond vum Statsminister déi ugeschwate Gesellschaftsreformen: Mir sinn nach net do, mä mir komme méi no.

Bei de Reforme vun de Verwaltungen an Institutioune gefält mer déi ugekënnegt Zesummenaarbecht vu Steierverwaltung an Enregistrementsverwaltung. An deem Zesummenhang géif ech och mengen, dass de Statsminister besser gehat hätt, den Här Krecké fir säi Rapport vu virun zéng Joer, wéi den Här Krecké nach do wollt Direkter ginn, ze luewen, wéi fir seng Ried op der Foire leschte Samschdeg. Dat war éischter, laut dem Här Fayot senge Korrekture viru 40, 43 Joer, „seichtes Quellwässerchen" - eng Virbereedung op déi nächst Wahlen.

D'Reform vun der Verwaltung vun der Gewerbeinspektioun ITM gëtt éischter zu enger Zaangegebuert. D'Reform vun der ADEM, am Regierungsprogramm ugekënnegt, geet mat der Hëllef vun der OECD - do ass en Australier duerch d'Verwaltung getréppelt; den Australier soll ee léiwer de Rugby iwwerloossen, do si se méi staark wéi an der Reform vum Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg - éischter an d'Richtung vum Pléischteren, zum Leed vun onsem Ombudsmann.

An dem Zesummenhang mam Aarbechtsmaart hunn ech Aussoe vermësst iwwer zum Beispill d'Bäibehale vun der Prépension - dat ass eng Fro, déi ech Iech stellen -, vun den Indemnités de réemploi, vun der Exemptioun vun de Cotisations sociales iwwer gewëss Altersgrenzen ewech, well ech hunn nach net richteg d'Iwwerzeegung, dass déi Mesuren op den heitegen Dag gegraff hunn. Et soll ee mer dat soen.

An ech hu souguer d'Impressioun, dass dovunner vu béide Säiten um Aarbechtsmaart abuséiert gëtt, fir d'Précaritéit ze verschäerfen. Dat ass op alle Fall meng Iwwerzeegung.

Bei de Reforme vun den Institutiounen hu mer kee Wuert héieren hei iwwert déi vu viru Jore vum Statsminister ugekënnegte Reform vum Statsrot. En attendant géif ech awer hoffen, dass sech bei den ustehenden Nominatiounen un déi üblech Spillregel gehal soll ginn - well mir nenne jo keng Direktere fir eng Dikrecher Hotelsschoul!

Bei der Reform vun der Justiz an dem Schafe vun engem Conseil supérieur de la magistrature gesinn ech och e Réckgang op ongefëier 500 Joer viru Christus mam Asetze vun der éischter Athener Constitutioun: Stratègen, Archonten, Archonte-roi a Polémarquen, déi haaptsächlech do waren, fir d'Métèquen an d'Auslänner - dat ass d'Definitioun - ze jugéieren.

Ech gleewen, dass den drëtte Pouvoir net verdéngt, definitiv ënnert d'Bott vum zweete Pouvoir gesat ze ginn. Dat wär eng gefëierlech Evolutioun.

(Interruption)

An Dir berouegt ons herno, Här Statsminister, iwwert dat, wat ech do soen, wat dorunner falsch ass, well ech gleewen och net, dass...

Une voix.- Dir gleeft et selwer net.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Jo dach, ech gleewen dat ganz gären, well bei 70 Leit, déi beim Ombudsmann reklaméiert hunn; wa mer ufänken all Verwaltung ze reforméieren - oder Institutioun -, well 70 Leit reklaméiert hunn, da kann ech Iech verroden, dass mer muer a mengem Secteur all d'Spideeler zoumaachen an all Praxissen.

Mä ech mengen, et geet net duer, dass 200 gutt gebilte Leit hire System net meeschtere kënnen an dass deen dann op de Kapp gedréint gëtt - speziell wou jo déi Conseils supérieurs vun der Magistratur haaptsächlech an den osteuropäeschen totalitäre Regimer agefouert gi sinn; an an der Belsch mam Här Dutroux, a bei de Fransouse kenne mer et, mä do wär et interessant de Rapport Lamanda ze liesen. Deen huet natierlech honnert Säiten - ech liesen Iech e glécklecherweis net vir!

Déi politesch Prise d'influence gesäit ee schonn, well et gëtt jo ënnerstrach, dass ee vun deene véier Aarbechtsgruppe vun engem héije Ministèresbeamte presidéiert ginn ass. Mä dat gesot, ech gesinn och net an Àrem Pabeier, dee mer gëschter kritt hunn, firwat de Jugendschutz vun de Geriichter soll ewechgeholl ginn an ënner Ëmstänn enger karitativer Organisatioun zougeschoustert ginn.

A wa mer scho bei de karitativen Organisatioune sinn, wollt ech mäin Erstaunen hei ausdrécken, dass de véierten Employeur am Land, de véierten Aarbechtsgeber am Land en A.s.b.l.-Statut huet, an dass ech déi aner Deeg, wou ech nach net esou fréi ënnerwee sinn, oder e wéineg éischter ënnerwee sinn, da Reklamme maachen héieren, et solle Kollekten organiséiert gi fir d'Kanner, well se schlecht iessen, vun engem karitative Betrib. Ass et licite, dass déi en A.s.b.l.-Statut hunn, wou se gréisstendeels keng eege Ressourcen hunn? An ech wollt de Statsminister froen, wéi vill där karitativer Organisatiounen oder A.s.b.l.ë mir ënnert deenen éischten 100 Employeuren am Land hunn. Hei gëtt en Outsourcing virgeholl, vun deem ni geschwat gëtt. Et gëtt ëmmer nëmme vum Zentralstat geschwat, mä et misst een och e bësse vun deem periphere Stat schwätzen.

Ech wëll elo net d'Federation Caritas hei ernimmen, mä jiddfereen huet jo verstanen, vu wiem mer schwätzen.

(Hilarité)

An ech kann och aneres abezéien. Wann ech gesinn, wéi den Aarbechtsmaart outgesourced gëtt un den OGB-L oder den LCGB, da mengen ech, dee Phenomeen do an déi Finanzéierunge wären eng Reflexioun wäert an eng Hausaufgab fir aner Institutioune wéi d'Cour des Comptes.

Ech aktéieren hei och, dass vun der Paitut vun deene Leit, déi schaffe ginn, gëschter ausser dem Crédit d'impôt net vill gesot ginn ass.

Also, ech géif mengen, Här President, an ech weess och, dass de Statsminister dat elo mécht, et misst een d'Realitéit mat de Sonndesrieden an Aklang bréngen, oder ëmgedréint d'Sonndesrieden an Aklang mat der Realitéit bréngen. Mir musse versichen, Parallellgesellschaften um Aarbechtsmaart oder soss am soziale Beräich ze vermeiden, oder an aneren Domäner, wéi d'Auslänner, déi kee Wahlrecht hunn, Parallellgesellschaften opzezéien, fir déi mer herno da mussen deier bezuelen. Vergiesst net, dass déi Parallellgesellschaften a Frankräich zum Beispill all wiele ginn. Mir hunn dat hei nach net.

Ech warnen och virun de Slogans, déi een ëmmer méi an den Texter gesäit, schonns an der leschter Legislatur, an do ass den Här Fayot jo erëm mäin Zeien. Ech hu mech ëmmer méfiéiert vun deene Sloganen: „Société de la connaissance". Elo gëtt dat ersat duerch „Société de la créativité". Den Term Solidaritéit gëtt duerch Generositéit ersat an esou virun. Ech gleewen net un déi Saachen.

D'Diskussioun iwwert de Fändel, den Här Wolter ass leider elo net hei - et soll ee jo net schwätze vu Leit, déi net do sinn -, mä d'Diskussioune vum Fändel, ech war elo kuerz an Indien, do gesäit een d'Puissance vum Elefant, a China gesäit een de feierspäizenden Draach, an ech menge mir sinn elo geschwënn an enger Mocassinsgesellschaft, wou mer de Schousshond op de Fändel maache mussen.

En aneren Term, Här Statsminister, Här President, villméi, wat ech dem Statsminister soe wollt: An den Infrastrukturen, ech sinn ee vun deenen, déi menge mir hätte genuch öffentlech Schwemmen am Land, 18 Stéck. Wa mir net an zéng Joer en Olympiameeschter an 100 Meter Réck hunn, dann ass dat awer ze bedaueren, Här Haupert. Centres culturels sinn an all Gemeng.

(Interruption)

Méi wéi een, ne?

(Interruptions)

Ech sinn och fir leeschtungsbezunne Solidaritéit - net dass Der dat net gleeft -, mä ech mengen et wär elo Zäit - an dat ass net den Effekt vum Här Sarkozy senger Campagne -, dass och eppes gemaach gëtt fir déi Leit, déi schaffen. Do wär ech frou, wann dat géif am A behale ginn. Dat hunn ech zwar schonn am Dezember 2002 hei gesot - du war den Här Sarkozy nach net Kandidat.

Lëtzebuergesch an 80 Stonnen ze léieren, dat huet dem Här Christophory gro Hoer gëschter Owend gemaach. De Lëtzebuergesch-Congé wäert dem Här Vogel gro Hoer maachen, well dee wäert dann erëm schreiwen. D'Integratioun um Aarbechtsmaart gëtt momentan duerch d'Englesch bestëmmt.

An dann, aner Sujete schwätze mer net un: D'Schoulmedezin, do muss elo séier eppes kommen, well déi ass och preventiv fir déi sozial Problemer. Aner Problemer. Ech hu virun dräi Deeg d'Reflexioun vun engem Patient am Beichtstull gehat, deen duerch de schwaarze Misär opgewuess ass a säi Liewe gutt réusséiert huet. En fin de compte huet hie mer eppes gesot, wat mech gestéiert huet, well ech dat als ongerecht vis-à-vis vun Iech fonnt hunn: dass déi hei Regierung hiert Duerchsetzungsvermëigen haaptsächlech bewisen hätt vis-à-vis vun deene Schwaachen. An dat ass eppes, dat huet mech gestéiert. Ech wëll dat och net esou. Ech soen Iech dat just.

(Hilarité)

An Dir erlaabt mer, Här Statsminister, Iech fir Ären Asaz fir all Matbierger Merci ze soen, awer Dir sollt och Är CSV-Ministeren net vergiessen. Dir sollt se am A behalen, net dass Der an e puer Joer déi zur Rechenschaft zéie musst. An ech roden och de sozialistesche Kolleege Bodry, Krecké an der Madame Delvaux, net Àre Luef fir granted ze huelen, well soss géife se sech an deenen nächsten zwee Joer auslafe loossen. Dat wär net gutt.

Ech soen Iech villmools Merci, Här President, a bis spéider eng Kéier.

(Hilarité)

Une voix.- Här Krieps! Här Krieps!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Domat si mer um Enn vun der Debatt iwwert den État de la nation ukomm. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Stats- a Premierminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hoffen, dass et net ze laang dauert bis den Här Krieps erëm eng Kéier heihinner zréckkënnt,...

Une voix.- Provozéiert en net!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...well déi Zäit, déi en dann hätt, kënnt e vläicht notzen, fir eis mindestens dräi Véierel vun deem, wat en hei virgedroen huet, och eng Kéier richteg ze erklären. Da kann een och dorop äntwerten.

Ech wollt just um Enn vun dëser Debatt fir d'éischt Merci soen an e puer kuerz Remarquen nach maachen, well eng Rei Saache mer e bësse schéngen duercherneegeroden ze sinn. Net nëmmen heibannen, mä och dobaussen.

Ech staunen ëmmer erëm, dass, wann ee schwätzt - an ech halen och net op, mech doriwwer ze wonneren, dass dat esou ass -, dat wat ee seet, obschonn ee selwer fënnt, et hätt een et kloer gesot, däitlech gesot, gutt ofgegrenzt no alle Säiten, richteg ënnerluecht an ënnerfiedert, wéisou dass dat eigentlech net verstane gëtt oder awer séier ënnerschiddlech verstane gëtt!

Ech froe mech wierklech, ob ech net schwätze kann! Well dat kënnt mer besonnesch a leschter Zäit ëmmer méi dacks vir, an heiansdo och souguer a Fäll, wou et mer wierklech leeddeet, dass ee grëndlech ka mëssverstane ginn. An ech soe mer: Leschtenenns hänkt dat jo da wuel éischter un deem, dee schwätzt, wéi un deenen, déi nolauschteren, soss kënnt dat engem net esou dacks passéieren.

De Radio huet um sechs Auer gemellt, ech hätt et gesot, net gesot: Et géif keng Steiererliichterung am Joer 2007 an duerno ginn. Eenzel Commentateuren an der Press, och soss doruechter, zéien duerch d'Land zënter gëschter Mëtteg - ech weess net um wéi vill Auer dass ech fäerdeg war, ze spéit, véierel op véier, hallwer fënnef - a soen: De Statsminister huet gesot, et géif net a Fro kommen, dass géife Steiererliichterunge gemaach ginn. De Statsminister - wann ech vun deem an der drëtter Persoun ka schwätzen, wat mer e bësse penibel ass, well dat esou winnetouméisseg kléngt -, deen huet gesot...

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Den Cäsar huet dat och alt gesot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, mä ech wëll mat Iech, Här Biltgen, gäre verglach ginn, mä...

(Hilarité et brouhaha général)

Wësst Der, Här...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech mengen, de Brutus ass jo dout!

(Hilarité, brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An deem Mooss, wou de François Biltgen kee Brutus ass, kann ech och keen Cäsar sinn.

(Hilarité)

Une voix.- Kuckt awer vläicht hannerun Iech, Här Statsminister!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi et vun e puer Riedner hei richteg gesot ginn ass, soll een ëmmer no vir kucken, an net no hannen.

Ech wëll et nach eng Kéier soen, fir dass dat däitlech ass: D'Regierung hëlt am Hierscht eng Décisioun iwwert de Volume vun de Steierupassungen am Tarif. Wéi vill Inflatiounsupassung un den Tarif mer eis „leeschten" kënnen, gesi mer elo einfach net. Mir wësse just, dass dat net déi 300 Millioune kënne sinn, déi géifen ufalen, wann een eng zwielefprozenteg Inflatiounsberengegung géif maachen.

Ech hunn och zur Kenntnis geholl, dass de President vun der liberaler Partei deen Dag virdrun an enger Pressekonferenz vun 140 Millioune geschwat huet. Mir kommen Iech do entgéint, Här Meisch, a Richtung 140 Milliounen.

(Interruption)

Jo, jo, mä ech wëll Iech soen, dass mer eis do iergendwou fannen.

300 Millioune sinn net dran. Mir maachen eng Inflatiounsberengegung vum Tarif. Déi gëtt net integral gemaach - aus deene Grënn, déi ech gëschter duergeluecht hunn. Mir probéieren, dass ee gewësse soziale Schlëff an déi Tarifofsenkung kënnt, a mir wëllen eescht maache mat deem, wat jo och anerer heibanne verlaangt hunn, fir am Beräich notamment vun den Infrastrukture fir d'Famillje méi Mëttelen zur Verfügung ze stellen. Do schéngt sech e grousse Konsens hei am Haus ze maachen, an alles dat muss Agank fannen an d'Steierpolitik.

Fir dass dat ganz kloer ass: Am Joer 2007 kënnt et zu enger Tarifofsenkung, déi keng 300 Milliounen ausmaache wäert, well mer op deem Geld, wat ee kéint huele fir d'Tarifofsenkung, och mussen Zomme fannen, fir de Steierkredit ze finanzéieren, dee mer wëllen afféieren, a well mer bestëmmte politesch Prioritéiten och musse korrekt bedéngen am breede Gerechtegkeets-

beräich. An dofir ass dat, hunn ech emol gemengt, wat ech gëschter gesot hunn, däitlech gewiescht.

Ech wollt eng zweet Remarque maachen, Här President. Ech weess net, ob mer selwer dorunner schold sinn, dass dat ëmmer esou geschitt, oder wien dorunner schold ass, mä mir sollen ophalen iwwer Saachen ze schwätzen, déi et net gëtt. Et gëtt keng 20% Jugendaarbechtslosegkeet hei am Land. Dat ass einfach falsch!

Firwat gëtt dauernd gesot, mir hätten 20% jonk Aarbechtsloser? Et ass grotesk falsch! 20% vun deene Leit, déi eng Aarbecht sichen, si Jonker ënner 26 Joer, mä net 20% vun deene jonke Leit vu 26 Joer hei am Land sinn am Chômage. Et sinn am Chômage tëschent 4 a 5% vun deene Jonken ënner 26 Joer. An dofir soll een net mat Zuelen hei operéieren, déi net der Realitéit, déi mer hei am Land hunn, entspriechen.

Une voix.- Nach ze vill!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat streiden ech iwwerhaapt net of, dass et der ze vill sinn, mä et si keng 20%.

M. Xavier Bettel *(DP).*- 20% vun de Chômeuren!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, esou hat Der lech awer éinescht net ausgedréckt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Esou wollt Der dat soen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen. Ech hu gesot, si ass vun 18,4 op 19,9 eropgaangen. Et ass eropgaangen.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Bettel, et läit eng grouss Zukunft virun Iech, Dir gitt och dauernd falsch verstan!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Oh, Merci! Ech stinn eng Kéier op.

Une voix.- Jo, jo, jo!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wollt mengem Kolleeg Alexandre Krieps nach soen, dass ech selbstverständlech sensibel si fir dat, wat hien hei iwwert d'Justiz dankenswäerterweis gesot huet. Et ass net d'Absicht vun der Regierung - a vu kengem -, fir hei d'Justiz ënner Tutelle ze stellen. Déi Virschléi ronderëm de Conseil supérieur de la magistrature sinn der, déi vum Justizminister a Gespréicher mat de Magistraten a mat anere Justizacteure ventiléiert ginn, an da kucke mer, ob mer déi Iddi kënnen zréckbehalen. Mä et gëtt net hei eng Kontrollinstanz quasi iwwert d'Justiz gezunn. Dat géif net eisem Statsverständnis an eiser Statsphilosophie entspriechen.

Eng véiert Remarque, déi ech wollt maachen, ass, dass ech e bësse verdrëss-lech sinn - nodeem och vill Leit verdrësslech waren, dass ech esou wéineg Konkretes a menger Ried gesot hätt -, dass do, wou ech awer konkret war, eigentlech keng konkret Reaktioune komm sinn.

Ech hunn zum Beispill gesot am Zesummenhang mat der Klimaproblematik - wou ech mam Här Bausch a mat deene grénge Kolleegen d'accord sinn -, dass déi et géif verdéngen, méi breet traitéiert ze ginn, fir gesamt Zesummenhäng duerzestellen; dass mer eis mussen iwwerleeën, wéi mer mat deem Secteur vun eiser Ekonomie virufueren, dee mer Tanktourismus nennen.

An ech hunn däitlech gemaach, dass et d'Opfaassung vun der Regierung wier, dass mer net kënnen esou virufuere wéi bis elo, fir - wéi beispillsweis am Joer 2006 - 1,1 Milliarde Steieren ënner Form vun TVA a vun Accisen iwwert dee Wee anzezéien, well mer ganz genau wëssen, dass, wat mer méi Diesel a méi Bensin verkafen - de Verkaf geet iwwregens zréck am Joer '6 an am Joer '7 -, wat mer eis Kyoto-Rechnung ëmmer méi erhéijen. Vun deenen 13 Milliounen Tonnen CO_2, déi mer mussen ofbauen, entfale sechs Milliounen Tonnen op de sougenannten Tanktourismus.

Elo hu mer d'Méiglechkeet, dat ze bezuelen, oder mir hunn d'Méiglechkeet, deen Apport vu baussen an eis Statsfinanzen, an eise Statsbudget eran, lues a lues ofzebauen. Et ass net wéi den Här Meisch gëschter Owend an engem ansonste gudden Débat gesot huet, dass vun haut op muer 1,1 Milliarden Euro géifen aus de Statsrecetten erausgesprengt ginn. Mä mir musse wëssen, dass een eng Politik, déi dora besteet, fir strukturell Moossnamen unzeleeën a se entweder duerch Konjunkturmehreinnahmen ze finanzéieren, oder awer duerch Einnahmen ze finanzéieren, déi, ouni dass mer eis dofir vill ustrengen, aus dem Ausland op eis zoukommen, muss lues a lues ofstellen.

Dat geet net vun haut op muer. Dat soll och net vun haut op muer goen. Mä ech wollt hei am Haus soen, als de Finanzminister, deen där Ronnen e puer matgemaach huet, dass ech zu Bréissel net méi derfir antrieden, dass an deem Land, wat deen héchste Liewensniveau an der Europäescher Unioun huet - well ech net gär vun deem räichste Land schwätzen, well meng Roserei iwwert déi Expressioun esou grouss ass wéi dem Här Fayot seng; mä als Finanzminister vun deem Land mat deem héchste Liewensniveau an Europa -, dass mir mussen iwwerdäitlech méi niddreg Accisen op eisem Bensin an op eisem Diesel hunn, wéi déi aner Länner dat hunn.

Ech streiden derfir, dass mer ëmmer méi niddreg Accisen hu wéi déi, well mer ganz einfach méi deier ubeliwwert gi mat Pëtrolsprodukter wéi déi aner Länner. Eng Tankstell zu Arel kritt Bensin an Diesel méi bëlleg aus de Raffinerien ugeliwwert wéi eng Tankstell zu Lëtzebuerg. Dat Ganzt nennt sech europäesche Bannemaart. Dee kritt heiansdo zu Sterpenich e klenge Knécks, wann en iwwert d'Grenz geet. Deem ass also alles Rechnung ze droen. Mä eng Politik vun dësem Land kann et net sinn, iwwer Bensin an iwwer Diesel säi Budget ze finanzéieren. Dat wollt ech soen, well mer dofir en héije Präis leschtenenns bezuelen.

An der Demokratescher Partei gëtt et jo och Kolleegen, denken ech, weess ech, déi dat d'selwecht gesinn.

M. Henri Grethen *(DP).*- Mir haten eis Meenung awer scho bei de Budgetsdebatte virgeluecht, Här Premierminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo. Wéi muss ech se da verstoen, wann ech den Här Meisch gëschter Owend héieren hunn, mir géifen eis e bësse liichtfankeg - wann ech mech kann esou ausdrécken; d'Zitat ass net vun him, mä vu mir - mat där Fro do beschäftegen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, wann Der erlaabt, da kann ech dem Premierminister dat nach eng Kéier explizéieren.

(Hilarité)

Well och ech schéngen net ëmmer richteg verstanen ze ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

(Hilarité et brouhaha)

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, wéi eise Fraktiounspresident richteg gesot huet, hu mer scho bei de Budgetsdebatte gesot: En Ausstieg jo, mä komm mer maachen e fir d'éischt virtuell, amplaz en elo scho reell weiderzeforcéieren. A mer huelen dat, wat mer eigentlech nach kréien iwwert den Tanktourismus, soulaang et geet an esou wäit et geet. Dat huele mer, setzen et, wa mer d'Méiglechkeeten dozou hunn, a Reserven, fir herno Brécken ze bauen - an dat ass een Term, deen Dir jo ganz gär benotzt, Här Statsminister - fir déi Zäit, wou mer dat doten net méi erakréien, amplaz elo eng voluntaristesch Politik ze maachen an den Tanktourismus méi schnell wéi noutwendeg ofzebauen.

Esou hat ech Iech gëschter verstanen, Dir wéilt dat maachen. Wann Der haut awer sot, Dir wéilt dat net maachen, da si mer eis do scho méi no.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu virausgesat, dass gewosst ass, wéi d'Propositioune vun der Kommissioun ausgesinn; och op der Zäitachs. Virun 2014 geschitt keng dramatesch Ännerung. Mir hätte gären als Lëtzebuerger Land eng méi laang Iwwergangszäit, well mer, wann déi nei Minimae fixéiert ginn, méi e wäite Wee musse goen, fir op déi Minimaen ze goen, wéi déi, déi schonn drop sinn, oder wéi déi, déi nach e klenge Schrack musse maachen. An dofir steet do net en direkte Changement an d'Haus.

Mir sinn eis awer eens driwwer - wann ech dat richteg verstinn -, dass mer alles ënnerloossen, fir déi Differenzialer, déi mer mam Ausland hunn, vun haut bis an d'Joer 2014 esou ze vergréisseren, dass de budgetären Ertrag, deen duerch deen Differenzial zustane kënnt, géif an d'Luucht goen. Mir wëllen dorop keng net erschaffte supplementar Steierrecettë realiséieren.

Wa mer eis doriwwer eens sinn, kréie mer keng Polemik driwwer, wann d'Bensins- an d'Dieselpräisser d'nächst Joer geheicht ginn. Dat musse mer souwisou an Applikatioun vun enger europäescher Direktiv, fir déi mer gestëmmt hunn, maachen - an där fréierer Regierung nach; déi ass elo amgaang exekutéiert ze ginn -, esou dass mer also um Enn vum Joer dat polemescht Gescharmützels net kënne kréien, wann déi etappeweis Realiséierung vun deem, wat an där Direktiv steet - fir déi mer gestëmmt hunn, well et brauch jo d'Unanimitéit -, wann dat a Kraaft trëtt. Mä à terme musse mer awer wëssen, dass et keng Politik ka bleiwe vum Land, fir sech esou ze bewegen.

Vun haut bis 2014 ass d'Probabilitéit grouss, jiddefalls an deenen nächste véier Joer, dass guer näischt op d'Säit ze leeën ass, wann ee virtuell géif rechnen, wéi den Här Meisch seet. Dat ass nämlech eng Iwwerleeung wäert, well ganz einfach déi Finanzéierungsenkpäss, déi mer am Budget hunn, esou sinn, dass een déi Sue brauch, fir dee Budget ze finanzéieren. 1,1 Milliarde Bensin- an Dieselrecetten, 871 Milliounen Zigaretterecetten; da si mer bal op zwou Milliarden. Eise Budget, deen huet keng 50 Milliarden. Deen huet der véiermol méi wéi dat, wat mer eleng doriwwer erakréien, fir dass mer wëssen, wéi mer sinn, fir dass mer wëssen, wat mer alles esou maachen an der Welt, a fir dass mer wëssen, wéi mer eis an Zukunft mussen an deene Secteuren do behuelen.

Vläicht soll een och eng Geleeënheet fannen emol eng Kéier - ech géif dat gären als Offer maachen - lassgetrennt vun allem eng grondsätzlech Finanzdebatt - dofir brauch een zwou oder dräi Sitzungen an der Finanzkommissioun - ze féieren, wou een emol eng Kéier mat den Aggregater hin an hier fiert, fir se emol ze weisen a se ze dréinen an ze kéieren, fir dass mer emol gesinn, jiddfereen op déiselwecht Fassong, oder jiddefalls mat deeneselwechten Donnéeën ausgestatt, wéi eenzel Politiken an eenzel Aktioune sech an deenen nächste Jore kënnen entfalen.

Ech war frou ze héieren, dass d'Aschätzung vun der Finanzsituatioun, déi mer gemaach hunn an eiser Ried vu gëschter, breet gedeelt gëtt. Ech si mat de Kolleege vun der ADR net d'accord, fir ze soen, si wieren déi Eenzeg gewiescht, déi virun de leschte Wahlen op deen Zoustand opmierksam gemaach hätten.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Mir sinn net déi Eenzeg.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gelift?

Une voix.- Ah, Dir hutt gesot, Dir wäert déi Eenzeg gewiescht.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir wollt also soen… Zumindest Dir an ech, wann ech dat däerf esou soen…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir schwätzen net fir Iech mat, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass och net, dass ech dat dréngend bräicht.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hu just gesot, mir hunn dat virun de Wahle gesot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo. Voilà! Mir sinn d'accord fir ze soen, dass mer zu e puer waren - an Dir net eleng, dat wollt ech och net soen -, fir op déi prekär Finanzsituatioun opmierksam ze maache virun de Wahlen. An dofir leie mer do analytesch d'selwecht. Et besteet Verständnis derfir, dass ee keng grouss Steierspréng ka maachen.

Ech verstinn d'Kolleege vun der Demokratescher Partei net ganz, wa se soen, si géifen d'Finanzsituatioun d'selwecht oder ähnlech aschätze wéi mir, dass se dann awer virufueren esou ze maache wéi wann dat just eng Fro vum politesche Wëlle wier, fir eng integral Inflatiounsberengegung vum Tarif ze maachen. Aus der Tatsaach, dass een Enkpäss erkennt, ergëtt sech noutwendegerweis d'Upassung vun deene steierlechen Ofsenkungspäck, déi ee ka virhuelen an deenen nächste Joren.

Well mir kréien dëst Joer méi Taxe d'abonnement nach eng Kéier eran, menger Aschätzung no, opgrond vun de Resultater vun den éischte véier Méint, wéi am Joer 2006. Mä dat bleiwen ëmmer artificiel vorübergehend Einnahmen, an déi Konjunktureinnahme kann een net huelen, fir strukturell Ausgaben an der Steierpolitik ze organiséieren. An dofir sinn ech wierklech der Meenung, dass ee sech eng Kéier an engem méi rouege Gespréich doriwwer ënnerhale soll.

Nach eng Kéier zréck bei den Här Krieps: Et ass net geplangt, d'Jugendgeriicht an eng Situatioun ze versetzen, wou et net méi Fäll ze traitéieren hätt, déi mat engem Placement ophalen, mä mir hätte just gären, dass nieft de Jugendriichter, deenen ech am Regelfall eng exzellent Aarbecht attestéiere muss, sozioéducativ Strukturen, ier eng Affär op d'Geriicht kënnt, probéieren, preventiv agräifend Situatiounen ze regléieren.

Ech hunn net richteg verstanen, Här Krieps, wat Der mer wollt soen, falls Der mir et wollt soen, dass bei deenen Nominatiounen, déi elo am Statsrot kommen, déi normal Regele missten agehale ginn.

(Interruption)

Bei wat?

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Bei den Nominatioune vum President vum Statsrot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah, majo dach.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Géif ech mengen. Neen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat gesitt Der ganz richteg.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Jo. Merci.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A wou Der eppes richteg gesitt, wëll ech net hunn, doduerch, dass ech mech anescht géif behuelen, wéi dat, wat Der mer suggéréiert, dass ech an d'Situatioun géif versat ginn, dass gesot gëtt, ech hätt et falsch gesinn.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Voilà! Merci.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wat eng Fassong ass. Vläicht gëtt een dann och besser verstan, wann een einfach seet, dass mer dat ganz genau d'selwecht gesinn.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech schwätze vum President vum Statsrot.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Voilà, vu soss näischt.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Sidd Der sécher, dass elo jiddfereen Iech richteg verstanen huet?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi zwee, déi et ugeet, op jidde Fall.

(Hilarité)

Voilà, Här President, dat ware ganz kuerz Remarquen, déi ech nach wollt maachen. Bis geschwënn!

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Domadder si mer definitiv um Enn vun den Debatten iwwert den État de la nation ukomm. Vu dass mer keng Motiounen a keng Resolutiounen hunn, si mer och um Enn vun der Sitzung ukomm.

Déi nächst Sitzunge si geplangt a programméiert fir den 22., 23. a 24. Mee. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech zougestallt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.23 heures)

Sommaire des séances publiques

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation — pages 360-365

5726 - Débat sur l'état de la nation — pages 365-382

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1606	M. Roger Negri	Amélioration de la sécurité routière sur le CR101 entre Mamer et Mersch
1641	M. Robert Mehlen	Chantier «aménagement du Parc Dräi Eechelen au Kirchberg»
1647	M. Henri Grethen	Retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière
1655	M. Robert Mehlen	Enseignement des langues
1668	M. Aly Jaerling	Déduction fiscale des frais de déplacement
1669	M. Aly Jaerling	Obligation d'étiquetage des produits alimentaires dans une des langues officielles
1672	M. Henri Kox	Introduction des taux de TVA réduits sur les produits énergétiquement efficients
1673	M. Gast Gibéryen	Étude d'impact financier de l'uniformisation du système d'indemnisation en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie
1674	M. Robert Mehlen	Numéro de téléphone Vert du Gouvernement (NVG)
1676	M. Aly Jaerling	Imposition des personnes veuves et des personnes monoparentales
1677	M. Aly Jaerling	Enseignement de la langue luxembourgeoise
1681	M. Jean-Pierre Koepp	Eurovignette
1683	Mme Claudia Dall'Agnol	Dossier médical
1684	Mme Claudia Dall'Agnol	Introduction de la télémédecine dans la nomenclature définissant les actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie
1685	M. Félix Braz	Évaluation des mesures transitoires luxembourgeoises limitant la libre circulation des travailleurs européens des douze nouveaux États membres
1689	Mme Marie-Josée Frank	Formation en soins palliatifs

Question 1606 (9.3.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**amélioration de la sécurité routière sur le CR101 entre Mamer et Mersch:**

Le CR101 entre Mamer et Mersch constitue l'un des points noirs de notre réseau routier. Malgré les efforts qui ont été entrepris jusqu'ici pour limiter les risques, de nombreux accidents aux conséquences parfois très graves ont lieu sur cette route, le plus récent datant du 7 mars 2007. Une personne a été grièvement blessée.

En rappelant ma question parlementaire du 18 mai 2006 (N°1084 - *cf. compte rendu N°15/2005-2006)* et en prenant note des réponses données par Monsieur le Ministre des Transports à cette question ainsi qu'à la question N°1492 *(cf. compte rendu N°7/2006-2007)* du 9 janvier 2007, j'aimerais poser les questions suivantes:

- D'après les estimations de Monsieur le Ministre des Transports, quand est-ce qu'une modification du règlement grand-ducal du 29 mars 2004 permettant la limitation de vitesse sur certains tronçons du CR101 pourra-t-il entrer en vigueur?

- L'installation de radars automatiques aux endroits les plus dangereux sur le CR101 est-elle techniquement réalisable?

- Compte tenu des difficultés à améliorer les conditions de sécurité de façon satisfaisante sur le CR101 entre Mamer et Mersch, est-ce que Monsieur le Ministre des Travaux publics ne juge-t-il pas opportun de réfléchir sur une interdiction de circulation générale (excepté riverains) sur cette route?

J'aimerais souligner dans ce contexte le succès rencontré par l'action «Alles op de Vëlo - Mamer-Mersch», qui démontre qu'une telle mesure serait bel et bien réalisable. Cette action donne par ailleurs une idée de ce que pourrait représenter la vallée de la Mamer au niveau environnemental et récréatif si le problème du trafic était solutionné.

- Si un barrage du CR101 s'avérait impossible, Monsieur le Ministre des Travaux publics n'est-il pas d'avis qu'un redressement des virages dangereux entre Schoenfels et Mamer devrait être réalisé à l'instar du redressement partiel du tronçon entre Schoenfels et Mersch?

Réponse commune (14.5.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 29 mars 2004 concernant les limitations de la vitesse dérogatoires sur les voies publiques faisant partie de la voirie normale de l'État situé en dehors des agglomérations, la mise en place de radars automatiques, la réglementation «circulation interdite dans les deux sens, excepté riverains et fournisseurs», ainsi que sur le redressement des virages dangereux entre Schoenfels et Mersch.

Partant, il est indiqué de renvoyer l'attention de l'honorable Député au règlement grand-ducal modifié du 29 mars 2004 précité, qui limite la vitesse maximale autorisée à 70 km/h sur le tronçon du CR101 compris entre le PR22650 et le PR26000 (Kopstal - Schoenfels). En ce qui concerne le tronçon du CR101, compris entre Kopstal et Mamer, je me réfère à ma réponse relative à la question parlementaire N°1492 du 9 janvier 2007 de Monsieur le Député Marc Spautz.

En ce qui concerne la mise en place de radars automatisés, je vous prie de noter que le groupe de travail ad hoc de la Commission de Circulation de l'État est actuellement en train d'élaborer les conditions-cadres en vue d'une éventuelle mise en place desdits radars.

L'application d'une interdiction de circulation dans les deux sens à l'exception des riverains et des fournisseurs moyennant le signal C2 ne peut être envisagée, étant donné que cette façon de procéder a comme conséquence d'enlever au CR101 sa vocation dans l'organisation de la circulation et risque de délocaliser le trafic sur d'autres chemins repris au détriment d'autres riverains habitant le long de ces chemins repris.

Le redressement des virages dangereux semble être une mesure inappropriée, alors qu'elle risque d'inciter les usagers de la route à rouler à des vitesses plus élevées. Un tel projet nécessite par ailleurs une analyse approfondie de la part des instances concernées, en l'occurrence de la Commission de Circulation de l'État.

Question 1641 (19.3.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **chantier «aménagement du Parc Dräi Eechelen au Kirchberg»:**

An Ärem Aktivitéitsrapport vun 2006 steet ze liesen, datt de Chantier «Aménagement du Parc Dräi Eechelen au Kirchberg net virukënnt an datt sech praktesch näischt méi deet, sou datt provisoresch Aménagementer fir den Zougang fir Restaurant a Muséeën hu misse gemaach ginn. Dat féiert mech dozou, dës Froen un lech ze riichten:

1. Wat sinn am Detail d'Problemer, déi zu dësem Stëllstand geféiert hunn, a wien ass dofir responsabel?

2. Wat sinn d'Auswierkungen op aner Entreprisen, déi vum Fortgang vun den Aarbechten ofhängeg sinn?

3. Wat fir Moossname wëllt Dir ergräifen, fir datt de Chantier erëm virugeet?

4. Wat ass de viraussiichtleche finanziellen Impakt vun dëser neierlecher Affär op de geplangte Käschtepunkt?

Réponse (25.5.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Als Äntwert op déi parlamentaresch Ufro vum Här Deputéierte Robert Mehlen kann ech Folgendes soen:

Ugesiichts vun der Onméiglechkeet, déi den Adjudicataire vun de Baussenanlage manifestéiert huet, fir seng Aarbechten zu den ofgemaachte Konditiounen auszeféieren, gouf den Optrag, deen der Entreprise opgrond vun enger öffentlecher Ausschreiwung zougewise gi war, résiliéiert.

Et ass evident, datt déi aner Entreprisen, déi um selwechte Site schaffen, blockéiert sinn opgrond dovun, datt d'Aarbechte vun de Baussenanlagen net virukommen.

Nodeem den Haaptoptrag fir den Aménagement vum Park huet misse résiliéiert ginn, goufen nei Präisofferen ugefrot, fir kënnen en «marché négocié» ofzeschléissen. Op där Grondlag ginn dann déi reschtlech Aarbechte fäerdeg gestallt.

Momentan kann een nach keng Ausso iwwer en eventuelle finanziellen Impakt maachen, well d'Resultat vun der neier Präisufro nach net bekannt ass.

Question 1647 (20.3.2007) de **M. Henri Grethen** *(DP)* concernant la **retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière:**

Lors de l'adoption du projet de loi portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière le 21 décembre 2005, la Chambre des Députés a invité, par motion, le Gouvernement:

«- à procéder à l'examen approfondi de la situation des revenus de capitaux des contribuables résidents, actuellement soumis à l'impôt sur le revenu par voie d'assiette, en vue d'étendre la retenue à la source libératoire à ces revenus;

-à évaluer les effets de la loi à la fin de l'exercice 2006;

- à analyser si le montant de l'abattement de 250 euros fixé par la loi suffit à libérer effectivement les petits épargnants de la retenue à la source;

- à présenter, le cas échéant, des amendements au vu des conclusions de cet examen.»

- Ainsi j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Finances quelles suites ont été réservées à la motion en question et quand la Chambre des Députés pourra disposer des conclusions tirées des différents examens demandés dans ladite motion?

Réponse (18.5.2007) de M. **Jean-Claude Juncker,** *Ministre des Finances:*

En ce qui concerne les effets de la loi du 23 décembre 2005, la retenue libératoire a rapporté pour l'exercice fiscal 2006 19.656.692,41 euros. Il convient de mentionner que pour ce qui est des quatre premiers mois de l'exercice fiscal 2007, les recettes perçues au titre de la retenue libératoire s'élèvent à 25.721.350,50 euros.

Il a également pu être constaté que le système mis en place fonctionne bien, est efficace, et qu'il contribue à une simplification importante du système fiscal tant pour l'Administration que pour le contribuable.

Quant à la question d'une éventuelle adaptation de la législation en question, il est prévu de l'étudier dans le cadre de l'examen de la fiscalité des personnes physiques tel qu'annoncé dans la Déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du 9 mai 2007.

Question 1655 (26.3.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**enseignement des langues:**

An engem mat „Dem Deutsch sein Tod…" iwwerschriwwenen, iwweraus bemierkenswäerte Lieserbréif hu sech d'Däitschprofesseren aus dem Dikricher Lycée un d'Öffentlechkeet geriicht, fir d'Alarmklack ze laude fir dat, wat Äre Ministère am Däitschunterrecht an de Lëtzebuerger Schoule wëlles huet: D'Lat soll alt erëm eng Kéier méi déif geluecht ginn, an dat an enger Sprooch, déi fir eist Land weiderhi vu grousser Bedeitung ass a bleift. A si - als Insider - confirméieren dat, wat queesch duerch d'Land ëmmer méi beklot gëtt: datt d'Sproochekenntnisser vun eise Schüler dramatesch ofgeholl hunn.

Ech zitéieren: „Dass manche Abiturabgänger schon heute passen müssen, wenn sie einen Text zu einem komplexen, ihrer (beruflichen) Funktion entsprechenden Thema oder Vorgang verfassen sollen, ist nicht nur Sprachlehrern, sondern auch vielen Vorgesetzten im öffentlichen und privatwirtschaftlichen Bereich ein durchaus bekanntes Phänomen: Geht es ans Eingemachte, Komplexe, wirkt ihr Deutsch häufig kümmerlich, ihr Französisch ist mitunter kaum noch verständlich…"

Aus dësem Grond géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Deelt Dir d'Meenung vun Ären Däitschprofesseren aus dem Dikricher Lycée?

2. Wéini ass endlech Schluss mat all deem Gepléischters an där aarmséileger Taktik, fir d'Faillite vun eiser Schoulpolitik doduerch ze verstoppen, datt d'Lat ëmmer méi déif geluecht gëtt?

3. Sidd Dir net der Meenung, datt d'sproochlech Kompetenz och an Zukunft dat wäertvollst Kapital ass, wat mir eise Kanner fir hir berufflech Zukunft (an déi vun eisem Land) kënne mat op de Wee ginn, a wa jo, sidd Dir bereet, Är Politik an deem Sënn ze änneren?

Réponse (25.5.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Et stëmmt, dass een ëmmer nees Leit begéint, vun allen Alterskategorien a souguer op héije Positiounen, déi Schwieregkeeten hunn, fir komplex Texter ze verfaassen a sech orthographesch a grammatesch korrekt auszedrécken.

Säit jeehier an an deene meeschte Länner gëtt doriwwer geklot. Et ass also net esou, wéi wann ons Schüler oder ons Schoul elo ganz plötzlech méi schlecht gi wär oder méi schlecht misst gemaach ginn, wéi se ass, well eng Partie Reformen ustinn.

Ech mengen, dass mer eise Kanner an eisem Land et schëlleg sinn, eis Schoul besser a méi effizient ze maachen, besonnesch wat de Sproochenunterrecht ugeet. D'Villsproochegkeet ass e grousst intellektuellt a soziaalt Kapital: Et geet drëm, et ze erhalen an auszebauen.

An der Lëtzebuerger Schoul muss all Kand Däitsch a Franséisch

kënnen, well dat déi Sprooche sinn an deene Schoul gehale gëtt, an deenen d'Schoulbicher vun deene verschiddene Fächer geschriwwe sinn. E Kand muss Däitsch a Franséisch kënne fir Mathematik, d'Naturwëssenschaften oder Geschicht ze léieren. Allerdéngs sinn ech der Meenung, dass net all Kand déi zwou Sprooche muss um selwechten Niveau verstoen, schwätzen a schreiwe kënnen.

Déi Schüler, déi den ieweschten Diplom upeilen a wëllen op d'Universitéit goen, musse méi héich Sproochkompetenzen entwéckelen, wéi déi, déi sech op eng spezifesch Beruffsausbildung hin orientéieren a fir déi et jee no Formatioun duergeet, dass si, wéi all Kanner op der Welt, eng Sprooch gutt beherrschen am Verstoen, am Schreiwen an am Schwätzen, ouni mussen an alle Sprooche ganz performant ze sinn.

An anere Wierder: Ech wëll net mat engem System weiderfueren, deen engem Premières-Student den Diplom gëtt, och wann hien, no zwielef Joer Franséisch- oder Däitschunterrecht, nach ëmmer 20 Feeler op senger Kopie schreift, sou wéi dat bis elo de Fall ass, an engem anere Schüler, deen zum Beispill wëllt Infirmier ginn, de Wee zum Beruff zoumécht, well hie Schwieregkeeten huet fir Franséisch ze schreiwen.

Fir en effiziente System opzebauen, dee jidder Schüler sou wäit kritt, dat Bescht vu sech ze ginn, mussen d'Laten op deene verschiddene Formatioune festgeluecht ginn. Da ka jiddferee moossen, ob hie mat senge Fäegkeeten a mat sengem Asaz dat Zil erreecht. Dat ass meng éischt Prioritéit am Aktiounsplang iwwert de Réajustement vum Sproochenunterrecht.

Amplaz vu vireran ze streiden, ob d'Lat elo onbedéngt méi héich oder méi niddreg festgeluecht gëtt, misste mir eis eens sinn, dass d'Lat soll realistesch festgeluecht ginn: sou dass et garantéiert ass, dass deen, deen driwwer kënnt, op d'mannst déi Kompetenzen huet, déi hie brauch fir an der nächster Etapp weiderzefueren. Dat sinn d'Mindeststandards iwwert déi ech elo mat de Professeren an de Schoulmeeschteren an de Joffere schwätzen. Mindeststandards sinn dat, wat mer haut „genügend" oder „30" nennen, a wien déi net erreecht, kann net weiderkommen. Et ass evident, dass am Unterrecht selwer iwwert de Programm méi en héijen Niveau viséiert gëtt; et kéim jo haut och kengem an de Kapp, nëmmen op „30" ze enseignéieren, an et ass gradesou evident, dass d'Schüler dat zertifizéiert kréien, wat si wierklech erreecht hunn, an dat ass a ganz ville Fäll méi wéi d'Mindeststandards.

Als Instrument fir déi Niveauë festzeleeën huele mer den „Cadre européen commun de référence pour les langues", deen engersäits schonns eng ganz Rei vu Kompetenzen oplëscht an anerersäits op enger Skala vun Niveau A1 (Minimum) iwwer A2, B1, B2, C1 bis C2 (Maximum) geet. De Cadre ass erstallt gi fir Erwuessener, déi eng Friemsprooch léieren; dat trëfft net op eis Situatioun zou. Awer de Cadre huet zwee ganz grouss Avantagen: Hie kann ausgebaut ginn op d'Verhältnisser an engem Land, et kënnen och Referenzen op d'Kompetenzen am Beräich vun der Literatur dragebaut ginn, a virun allem bitt hien eng gemeinsam Sprooch a gemeinsam Referenzen, wat d'Diskussioun, déi elo ufänkt, méi einfach a méi transparent mécht.

Ee Beispill: Wien hätt net geduecht, dass déi meescht vun eise Premières-Studenten am Secondaire op d'mannst géifen de virleschten Niveau C1 erreechen? Wäit gefeelt! Eng Etüd, déi mer 2006 gemaach hunn, huet erbruecht, dass am Verstoe vun Texter zwar 10% den C2, 25% den C1 an 52% de B2 erreechen. Mä 11% hunn nëmmen de B1 erreecht; dat geet net duer fir d'Texter vun deenen anere Fächer ze verstoen. Do muss also en Effort gemaach ginn.

Mat dem Plan d'action fir de Réajustement vum Sproochenunterrecht fënnt also un éischter Plaz eng „opération vérité" statt. Wat mussen eis Schüler effektiv op deene verschiddenen Niveauë kënne fir weiderzekommen; si mer och sécher, dass si dat, wat mir verlaangen, och wierklech fäerdeg bréngen? Wann net, da musse mir eis d'Fro stellen, wat fir eng Methoden am beschte gëeegent sinn, fir dat Zil ze erreechen.

Des Weidere musse mer eis och iwwert d'Methode Gedanke maachen, wéi mir déi festgeluechten Ziler erreechen, mat där villfälteger Schoulpopulatioun, déi mer haut an eise Schoulen hunn. De Schüler, deen aus engem Milieu kënnt, an deem Lëtzebuergesch geschwat gëtt, dee strebsam an op fir d'Kultur ass an op deen eis Schoul perfekt ugepasst ass, ass haut net méi deen eenzege Client vun der Schoul. An eis Schoul kommen haut méi aner Kanner, déi zwar déiselwecht intellektuell Capacitéiten hunn, mä aus Milieue stamen, déi et verlaangen, dass d'Schoul hir Methoden adaptéiert, fir mat hinnen déiselwecht Ziler ze erreechen. Dat heescht, mir mussen differenzéieren, an dat ass déi zweet Etapp vum Plan d'action fir de Réajustement vum Sproochenunterrecht.

D'Kompetenzen, déi intellektuell, notamment déi an de Sproochen, déi sozial Kompetenzen an eng Qualifikatioun, sinn dat wäertvollst Kapital, dat d'Schoul eise Kanner ka mat op de Wee ginn. Mäi Projet, fir iwwer e Réajustement vum Sproochenunterrecht méi effizient a méi gerecht ze ginn, geet genee an déi Richtung, an dofir musst Der verstoen, dass ech net gedenken, meng Politik ze änneren.

Question 1668 (29.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **déduction fiscale des frais de déplacement:**

Aus verschiddenen Erklärunge vum Här Minister ass ervirgaangen, datt 75.000 Persounen Urecht op de gratis öffentlechen Transport hätten.

Doraus ergëtt sech leider, datt d'Salariéen déi Eenzeg sinn, déi keen Urecht op de gratis öffentlechen Transport hunn. D'Salariéen hu wuel Urecht op Steierreduktiounen a Relatioun mam Wee op hir Aarbechtsplaz, awer och nëmmen déi, déi steierflichteg sinn.

E groussen Deel vun de Salariéë sinn opgrond vun hirem klengen Akommes, besonnesch déi mam Mindestloun, net steierflichteg, hunn awer déiselwecht Onkäschten um Wee fir op d'Aarbecht wéi déi, déi steierflichteg sinn. Dëst ass net am Sënn vun der Chancëgläichheet.

Et ass och esou, datt ëmmer méi Mobilitéit vun de Salariéë erlaangt gëtt, dëst och fir déi, déi keng steierlech Vergënschtegunge kréien.

Et wier dofir sënnvoll, déi steierlech Mesuren am Zesummenhang mam Wee op d'Aarbechtsplaz ze iwwerdenken, fir datt och déi net steierflichteg Salariéë kéinte vun enger Ënnerstëtzung fir hiren Aarbechtswee profitéieren.

Méi richteg wier et menger Usiicht no, d'Ënnerstëtzung fir de Wee op d'Aarbecht méi enk mam Benotze vum öffentlechen Transport ze verbannen.

Den Objektiv vun de steierleche Vergënschtegunge fir de Wee op d'Aarbecht war d'Förderung an d'Beloune vun der Mobilitéit vun de Salariéen, huet menger Usiicht no dësen Objektiv awer net erreecht, an huet souguer deelweis dozou verleet, fiktiv Trajeten ze deklaréieren, fir méi steierlech Vergënschtegungen ze kréien. Déi steierlech Vergënschtegungen hunn op jidde Fall net vill dozou bäigedroen, fir op den öffentlechen Transport ëmzeklammen. Grousserdénger benotzen ëmmer nach hiren Auto, ob mat oder ouni Ënnerstëtzung fir d'Ëmklammen op den öffentlechen Transport. Fir d'Klengverdénger wier d'Ënnerstëtzung fir d'Benotzen, awer och e weideren Ausbau vum öffentlechen Transport eng Méiglechkeet, fir méi käschtegënschteg a méi ëmweltfrëndlech op hir Aarbechtsplaz ze kommen.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wivill steierflichteg Salariéen hunn Urecht op eng steierlech Vergënschtegung fir de Wee op d'Aarbecht?

2. Wivill hu keen Urecht op déi Vergënschtegung, well se wéinst hirem klengen Akommes keng Steieren ze bezuele brauchen?

3. Wat ass de budgetäre Käschtepunkt insgesamt vun deene steierleche Vergënschtegungen, déi fir de Wee op d'Aarbecht zougestane ginn?

4. Wier et net sënnvoll, déi steierlech Vergënschtegunge fir de Wee op d'Aarbecht ze iwwerdenken, andeem een dës un d'Benotze vum öffentlechen Transport koppelt?

5. Oder zumindest deene Salariéen, déi wéinst hirem klengen Akommes keng Steiere bezuelen, den Transportbilljee vum Wee op d'Aarbecht rembourséiert?

6. Wier net déi ideaalste Léisung, d'Gelder vun de steierleche Vergënschtegunge vum Wee op d'Aarbecht ze déviéieren a Mesurë fir e gratis öffentlechen Transport op d'Aarbecht, mat zum Beispill enger deementspriechender Kaart, sou wéi déi, op déi d'Studente respektiv d'Rentner Urecht hunn?

Réponse commune (25.5.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Ufro vum Har Deputéierten Aly Jaerling iwwert de steierlechen Impakt vun den Erliichterungen, déi am ofgeännerte Gesetz vum 4. Dezember 1967 betreffend d'Akommessteier (L.I.R.) fir d'Déplacementsfraisen tëschent dem Wunnsëtz an der Aarbechtsplaz vun de Salariéë virgesi sinn, muss ee feststellen, datt de Fräibetrag op all viséiert Akommes ugewannt gëtt, vu datt et sech ëm een uniformen a generaliséierte forfaitairë Fräibetrag handelt, dee sech op d'besteierbar Akommes vun den onofhängege Beruffer a vun de Salariéë bezitt.

Et ass esou, datt den Artikel 105 bis L.I.R. enger ënnerschiddlecher Behandlung vun de Salariéë géigeniwwer den Indépendanten een Enn gesat hat. Dësen Artikel gouf duerch d'Steierreform vun 1991 agefouert (Gesetz vum 6. Dezember 1990 iwwert d'Reform vu verschiddene Bestëmmungen an der Matière vun den direkten an indirekte Steieren), fir d'steierlech Gläichbehandlung nees hierzestellen andeems een ophält, eng Kategorie vun Akommes géigeniwwer enger anerer ze favoriséieren oder ze penaliséieren, vu datt dës Ausgabe vun där gläicher Zort sinn a sech fir ganz vergläichbar Motiver erklären. Den agefouerte Forfait kilométrique gëtt och onofhängeg vum effektiv benotzten Transportmëttel bestëmmt.

Wat d'Salariéë mat niddregem Akommes ugeet, déi keng Akommessteier bezuele mussen, muss een allerdéngs wëssen, datt eng gutt Partie vun dem Akommes vun dëse Steierzueler de Seuil vun der Netbesteierung iwwersteige géif, wann et dat preliminäert an automatescht Ofsetze vun dem Fräibetrag fir d'Déplacementsfraisen net géif ginn.

Den Déchet fiscal, deen duerch déi ganz Steiererliichterunge fir d'Déplacementsfraisë verursaacht gëtt, ka räsonnablement op e puer 100.000.000 Euro fir d'Steierjoer 2006 geschätzt ginn.

Steierlech gesi ginn d'Salariéen, déi hire Privatauto benotzen an doduerch méi Ausgaben hunn, gläichgestallt mat deene Salariéen, déi mam öffentlechen Transport fueren.

Question 1669 (29.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**obligation d'étiquetage des produits alimentaires dans une des langues officielles:**

An deem engen oder anere Grousskafhaus fënnt een lesswueren, déi nëmmen an enger Sprooch beschréft sinn, awer a kenger vun eisen usuellen dräi administrative Sprooche Lëtzebuergesch, Däitsch oder Franséisch.

Dëst schléisst d'Konsumenten, déi nëmmen eisen usuellen administrative Sprooche mächteg sinn, vum Genoss vun deenen lesswueren aus, well se net verstinn, wat drop geschriwwe steet.

Kann den Här Minister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Gëtt et Bestëmmungen, datt lesswueren, déi an e Stat importéiert ginn, zumindest mussen an deem Stat senger usueller respektiv enger vu sengen usuelle Sprooche beschriwwe sinn?

2. Gëtt et Kontrollen an deem Zesummenhang, oder wat kann e Konsument, ausser déi Wueren net ze kafen, ënnerhuelen, wann en op lesswuere stéisst, déi nëmmen an enger Sprooch beschréft sinn?

Réponse (25.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

An där vum éirewäerten Deputéierten ugeschwate Situatioun vun der Presentatioun vu Liewensmëttel sief ervirgestrach, dass eng europäesch Direktiv, déi duerch groussherzoglecht Reglement vum 14. Dezember 2000 ëmgesat gouf, definéiert a wéi enge Sproochen eng Etikett ze verfaassen ass. Deemno muss d'Verpakung vu Liewensmëttel, déi hei zu Lëtzebuerg zum Verkaf ugebuede ginn, entweder op Lëtzebuergesch, Däitsch oder Franséisch verfaasst sinn.

D'Presentatioun vu Liewensmëttel ass e wichtegen Aspekt a gëtt och regelméisseg kontrolléiert, sou wéi dat och fir d'Hygiène an d'Qualitéit de Fall ass.

Zoustänneg fir d'Kontrollen am Beräich Presentatioun an Etikettéierung vu Liewensmëttel ass d'Divisioun vun der Liewensmëttelkontroll aus dem Statslaboratoire. Am Kader vu Liewensmëttelkontrolle gi Prouwen an de Supermarchéen, bei de Bäckeren, den Traiteuren, de Metzleren a sou weider matgeholl fir spéider am Laboratoire analyséiert ze ginn. Dës Prouwe ginn zum Deel dann och op hir Etikettéierung iwwerpréift.

Gi bei sou Kontrolle Verstéiss géint d'Reglementatioun festgestallt, kritt den Exploitant vun deem concernéierte Geschäft schréftlech matgedeelt, wéi d'Etikett richteg ze beschréften ass, a gëtt gläichzäiteg opgefuerdert, deem sou schnell wéi méiglech nozekommen.

Allerdéngs muss een awer och festhalen, dass eng Etikett, déi net an enger vun den dräi Sprooche verfaasst ass, a sech kee Problem fir d'Gesondheet duerstellt. Oft ass et dann deemno och esou, dass, wann ee Liewensmëttel a kenger vun den dräi Sprooche verfaasst ass, de Geschäftsmann bei enger Kontroll opgefuerdert gëtt, eng zousätzlech Etikett an enger zougeloossener Sprooch op d'Verpakung opzepechen.

Am Laf vum Joer 2007 ginn iwwregens spezifesch Kontrolle vun den Etiketten an de Supermarchéen duerchgefouert.

Wann de Konsument elo awer emol en onregelméisseg etikettéiert Produkt am Handel virfanne sollt, kann hien dat dann de Kontrollautoritéite matdeelen, an zwar iwwer e spezielle Formulaire, deen um Internet um Site vun der Liewensmëttelsécherheet (www.sécuritéalimentaire.lu) erofgeluede ka ginn. Sou Reklamatioune gi selbstverständlech och vu menge Servicer behandelt an och iwwerpréift.

Question 1672 (2.4.2007) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**introduction des taux de TVA réduits sur les produits énergétiquement efficients:**

Un taux de TVA réduit compte parmi les moyens efficaces pour favoriser aussi bien l'achat de produits et de services à consommation énergétique efficiente que la promotion des sources d'énergies renouvelables. Dans ce contexte le Ministre britannique des Finances, Monsieur Gordon Brown, a écrit le 12 mars 2007 au Commissaire européen László Kovács pour l'inviter à proposer l'application de taux de TVA réduits sur les produits et matériaux énergétiquement efficients, tel que les appareils électroménagers au label A+ ou A++. Dans un courrier du même jour, Monsieur Brown prie également ses homologues européens à soutenir cette démarche.

Au Luxembourg, des entrepreneurs se plaignent actuellement d'un préjudice financier causé par une différence de taux de TVA sur les pellets entre le Luxembourg (12%) et l'Allemagne (7%) et revendiquent un abaissement du taux luxembourgeois. Il s'agit d'une modification également proposée par les auteurs de l'étude LUXRES sur le potentiel des énergies renouvelables au Luxembourg qui suggèrent un taux réduit sur le combustible «bois».

Ensuite, il existe toujours un différentiel de taux de TVA au Luxembourg qui favorise un recours au chauffage à mazout plutôt qu'au chauffage plus écologique par réseau de chaleur urbain (6% versus 12%).

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que Monsieur le Ministre soutient l'initiative de Monsieur Brown?

- Est-ce que le Gouvernement envisage, sous réserve d'un accord européen, d'introduire au Luxembourg des taux de TVA réduits sur les produits énergétiquement efficients?

- Ne faudrait-il pas appliquer dans l'immédiat un taux réduit sur les pellets afin de limiter à la fois le préjudice commercial pour les marchands luxembourgeois et d'augmenter l'attractivité de ce combustible renouvelable pour le consommateur final?

- Suite à ma question parlementaire 0954 de février 2006 *(cf. compte rendu N°12/2005-2006)*, je voudrais savoir si le Gouvernement a entre-temps reconsidéré sa décision de ne pas appliquer de taux réduit sur les réseaux de chaleur?

- Ne serait-il pas opportun d'appliquer également des taux inférieurs ou égaux à 12% aux services de conseils en énergies renouvelables et en efficience énergétique, ainsi qu'aux travaux d'installation et d'entretien des technologies concernées?

Réponse (22.5.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député ayant trait à la promotion de produits énergétiquement efficients, il y a lieu de constater que sur base des articles 98 et 102 de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (ci-après «directive TVA»), les États membres peuvent appliquer des taux réduits aux livraisons de biens et prestations de services des catégories figurant à l'annexe III de ladite directive ainsi qu'aux fournitures de gaz naturel, d'électricité et de chauffage urbain, à condition, pour ces fournitures, qu'il n'en résulte aucun risque de distorsions de concurrence.

Actuellement, les appareils ménagers ne font pas partie des biens visés par l'annexe III de la directive TVA. Une extension telle que proposée par le Ministre britannique des Finances nécessiterait une modification de la directive TVA, sur base d'une proposition de la Commission, adoptée à l'unanimité par le Conseil des Ministres.

Les livraisons de pellets de bois ainsi que la fourniture de chauffage urbain sont actuellement soumises au taux intermédiaire de 12%. Un taux inférieur à 12% (sans pouvoir être inférieur à 5%) pourrait y être appliqué sur la base des articles 122 et 102 de la directive TVA. Cependant, le Gouvernement ne prévoit pas pour le moment et comme déjà souligné antérieurement, de faire des adaptations ponctuelles de la législation en matière de TVA.

Le taux de TVA applicable aux services relevant de l'exercice d'une profession libérale, entre autres les services de conseil et de bureaux d'études, a été porté au 1er janvier 2007 à 15%. En soumettant lesdits services au taux normal de TVA, le Luxembourg, comme il peut être déduit de l'interprétation dégagée par la Cour de Justice des Communautés européennes à l'égard d'un État membre qui voulait revenir sur les modifications législatives l'ayant rapproché de l'objectif de la sixième directive TVA du fait qu'il s'agissait de ne plus faire usage de dérogations au système commun de la TVA, a perdu la faculté d'appliquer en la matière le taux intermédiaire de TVA.

L'application d'un taux réduit aux travaux d'installation et d'entretien de biens en rapport avec les énergies renouvelables n'est actuellement pas permise par les dispositions communautaires en vigueur en matière de TVA.

Question 1673 (3.4.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**étude d'impact financier de l'uniformisation du système d'indemnisation en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie:**

Lors des réunions du Comité de Coordination Tripartite qui se sont déroulés fin 2005 et début 2006, le Gouvernement et les partenaires sociaux ont décidé d'introduire un régime unique pour tous les salariés du secteur privé (ouvriers et employés). Dans ce contexte et tel qu'il ressort du rapport 2006 du Ministère de la Sécurité sociale il a été décidé de réaliser «une étude d'impact financier de l'uniformisation du système d'indemnisation en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie» pour fin 2006.

J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre,

1) si cette étude a déjà été réalisée.

2) Dans l'affirmative, pourquoi cette étude n'a-t-elle pas encore été rendue publique?

3) Le Ministre pourrait-il nous renseigner sur les résultats de cette étude?

4) Dans la négative (au point 1), quand cette étude sera-t-elle disponible?

5) Est-il envisagé de la rendre publique?

Réponse (22.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'étude évoquée par l'honorable Député dans sa question parlementaire se situe dans le contexte de la réalisation du statut unique. Dans ce cadre, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et moi-même avons présenté à maintes reprises l'état des travaux aux commissions parlementaires du travail et de l'emploi et de la santé et de la sécurité sociale.

À ces occasions, toutes les études sur l'impact sur la généralisation de la continuation de la rémunération ont été mises à la disposition des membres desdites commissions et au greffe de la Chambre des Députés, alors qu'elles forment partie intégrante du document «Vers un statut unique» remis aux honorables Députés à cette occasion.

Question 1674 (3.4.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **Numéro de téléphone Vert du Gouvernement (NVG):**

Depuis la mi-juin 2001 fonctionne le soi-disant Numéro Vert du Gouvernement (NVG), le numéro de téléphone unique 8002 8002 que le Gouvernement a installé au Centre de Communications à Senningen dans le but d'offrir au public un seul numéro téléphonique lui permettant de recevoir les coordonnées des services et des personnes chargées du traitement des questions soulevées par l'appellant.

En relation avec ce numéro vert j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

1) Combien d'appellants sont recencés en moyenne par jour/semaine/mois?

2) Quelle est l'évolution dans le temps (mois par mois depuis 2001) du nombre d'appellants?

3) Combien de fonctionnaires sont détachés à ce service?

4) Quel est le coût annuel de ce Numéro vert?

5) Au cas où la popularité de ce numéro de téléphone allait décroissante le Gouvernement a-t-il l'intention d'y renoncer?

6) Dans une réponse à une question parlementaire du 21 décembre 2001 N°1458 - *(cf. compte rendu N°3/2001-2002)* la Ministre de la Réforme administrative d'antan avait soulevé le problème que les agents desservant le NVG se limitaient à guider les usagers (ne pouvant pas les aider directement). Est-ce que depuis la mission de ces agents a été étendue pouvant ainsi mieux répondre aux attentes des appellants?

7) Dans la négative, ne devrait-on pas envisager de transformer ce Numéro vert en une sorte de guichet unique à l'instar de certaines communes du Grand-Duché?

Réponse (25.5.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans son courrier du 3 avril 2007, Monsieur le Député Robert Mehlen souhaite avoir des informations sur le fonctionnement du soi-disant Numéro Vert du Gouvernement (NVG) 8002 8002 installé depuis la mi-juin 2001 au Centre des Communications du Gouvernement.

En réponse, permettez-moi de vous faire savoir d'abord que le nombre d'appels se situait en 2006 à une moyenne de vingt par jour, chiffre qui a diminué de la moitié par rapport à 2001. Cette tendance décroissante peut s'expliquer en partie par le fait que pendant la même période, des efforts considérables ont été déployés dans le cadre des sites et portails Internet dont le contenu fournit aussi des réponses aux questions que se posent les usagers.

Au moment de la création du Numéro vert, cinq travailleurs handicapés étaient engagés. Avec la réduction de la charge de travail avec les années, le nombre de postes a été réduit de même après des départs volontaires. Par ailleurs, une restructuration interne du central téléphonique du Gouvernement a permis de façon flexible aux différents opérateurs de se charger aussi bien des opérations de ce central téléphonique que de celles du Numéro vert. Abstraction faite des frais de personnel, en principe imputables sur le coût de fonctionnement du central téléphonique, les frais de communications spécifiques aux appels redirigés par le Numéro vert s'élèvent à un montant moyen de 600 euros par an.

Je tiens à ajouter que, même si la popularité du Numéro vert sous sa forme actuelle a diminué depuis 2001, il continuera, en collaboration avec les bureaux d'assistance, à jouer un rôle complémentaire et indispensable aux portails Internet. Une affectation exclusive d'agents au seul service du Numéro vert n'est cependant plus envisagée dans la mesure où la réorganisation en cours prévoit un partage de personnel entre les fonctions de l'assistance physique, du Numéro vert et du «Help desk» des services publics en ligne.

Ensuite et surtout, la qualité du service à offrir par les opérateurs du Numéro vert sera à l'avenir considérablement améliorée par la mise à disposition de moteurs de recherche documentaires qui exploreront l'ensemble des contenus (organisation, procédures, informations) et qui sont en train d'être élaborés en vue de l'aménagement du Guichet unique.

Le Guichet unique est en effet appelé à devenir le moyen de communication essentiel entre l'administré et les différentes administrations. Ce projet stratégique, très avancé pour ce qui concerne les entreprises, est en cours pour couvrir le volet «citoyen». Les principales situations de vie (état civil, logement, travail,…) rassembleront sous un seul portail l'ensemble des contenus actuellement accessibles à travers les sites des différents ministères. Le Guichet unique virtuel sera interactif; il permettra, à travers une saisie intelligente, de soumettre des dossiers électroniques signés et certifiés par Luxtrust, de suivre l'état d'avancement de ces dossiers et d'en consulter le résultat du traitement par l'administration.

Question 1676 (3.4.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**imposition des personnes veuves et des personnes monoparentales:**

E Bierger huet mer an engem Schreiwes eng Beanstandung zougestallt, déi ech mat deelen, am Zesummenhang mat senger Usiicht no ongerechter Besteierung vu Bestueten, déi hire Partner verluer hunn, an Elengerzéier mat Kanner.

Et ass jo awer esou, datt wann ee säi Partner verléiert oder als Elengerzéier mat Kanner eleng do steet déiselwecht Chargë behält, an deemno näischt esou eng Erhéijung vun de fiskalen Oplage rechtfertege kéint.

Am Schreiwes vun dem Bierger wor folgend Tabell mat agebaut, aus där een effektiv eng erstaunlech Differenz, besonnesch bei de méi Klengverdénger, ka feststellen *(tabelle à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Kann den Här Finanzminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wat si respektiv waren d'Grënn, firwat datt an der Steierreform vun 1991 esou krass Steiererhéijunge fir Bestueter, déi hire Partner verluer hunn, an Elengerzéier mat Kanner, agefouert goufen?

2) Wat sinn d'Grënn vun der Regressioun vum Steiersaz, déi een tëschent de méi Klengverdénger a Groussverdénger unhand vun der virgewisener Tabell ka feststellen?

3) Gedenkt d'Regierung dës Ongerechtegkeet am Kader vun enger Gesetzesännerung ze behiewen?

Réponse (18.5.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Ministre des Finances:*

La loi du 6 décembre 1990 a introduit la classe d'impôt 1a afin d'assurer le traitement égal des contribuables se trouvant dans des situations comparables, l'ancienne classification permettant en effet une discrimination de certaines formes de cohabitation.

Depuis, la classe d'impôt 2 est réservée en principe aux seules personnes mariées imposables collectivement selon les modalités de calcul de l'impôt dites du splitting, ce qui présuppose l'existence d'une communauté de vie légale et de ménage et comporte en contrepartie l'imposition collective des revenus.

L'avantage du splitting n'est donc généralement accordé que s'il y a de l'autre côté effectivement cumul des revenus. Les autres contribuables sont classés soit dans la classe 1, soit dans la classe intermédiaire 1a, selon leur capacité contributive. Furent reclassés dans la classe 1 (tarif de base) les contribuables célibataires, séparés de fait et divorcés avec descendant(s) vivant(s) âgés de moins de 65 ans.

Afin de tenir compte des charges exceptionnelles qui peuvent découler de la dissolution d'un mariage, la classe d'impôt 2 est attribuée à ces personnes pendant une phase transitoire. Les trois premières années suivant l'année de l'autorisation judiciaire de séparation, les séparés de fait et les divorcés peuvent continuer à bénéficier passagèrement du splitting.

Pour les autres contribuables reclassés, leur reclassement est amorti pour des raisons sociopolitiques tenant à leur capacité contributive. Ils sont rangés dans une classe intermédiaire 1a, classe dans laquelle l'impôt se trouve certes être calculé en application du tarif de la classe 1, mais pour un revenu réduit du fait de l'application d'un abattement de revenu dégressif.

L'impôt à payer dans la classe 1a correspond à l'impôt à payer dans la classe 1 pour un revenu réduit de la moitié de son complément à 39.000 euros, sous réserve que le taux d'accroissement maximal ne puisse pas dépasser 38%.

Le mécanisme de l'abattement dégressif permet de réduire pour les revenus modestes et moyens la différence d'impôt due par rapport à la classe d'impôt 2 à un niveau raisonnable, voire de l'annuler.

Avec l'augmentation du revenu, l'imposition de la classe d'impôt 1a se rapproche de plus en plus vers celle de la classe 1, tout en restant toujours à l'avantage vis-à-vis de la classe 1.

Or, en vue d'établir un traitement d'équité fiscale entre contribuables se trouvant dans une situation identique (personnes mariées soumises à l'imposition collective par rapport aux personnes non mariées soumises à une imposition individuelle de leurs revenus), cette approche s'imposait au législateur. Les charges spécifiques incombant aux personnes veuves ou divorcées avec enfant(s) à charge, sont néanmoins prises en compte, soit par le mécanisme de calcul de la classe 1a, soit par les abattements, comme l'abattement monoparental, soit par d'autres mesures fiscales ou autres.

En ce qui concerne la modération d'impôt pour enfant, celle-ci s'élève à 900 euros, et ceci indépendamment des classes d'impôt 1a ou 2.

Question 1677 (5.4.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**enseignement de la langue luxembourgeoise:**

Am Léierplang vun der Primärschoul steet ënnert der Rubrik Ziler an Aufgaben: «Nodeem 'Lëtzebuergesch' als Nationalsprooch unerkannt ass, muss et och an eise Schoulen déi Plaz kréien, déi et verdéngt.»

D'Haaptzil vum Lëtzebuergeschen ass sech mat aneren an der Mammesprooch mëndlech ze verständegen an Texter geleefeg ze liesen.

D'Kanner sollen de Lëtzebuerger Sproochschatz esou kennen a gebrauche léieren, datt si sech an de verschiddenste Situatioune genee ausdrécke kënnen. D'Lëtzebuergescht ass dat giedlechst Fach, fir eis geeschteg a kulturell Wäerter aus Brauchtum a Geschicht weiderzeginn.»

Da steet awer bei de pädagogeschen Hiweiser och dran, datt d'Schüler a kengem Fall duerch d'Léiere vun der Schreifweis duerfe strapazéiert ginn. Déi pädagogesch Hiweiser wieren éischter als Virschléi geduecht a kee virgeschriwwene Programm, deen all Kand bis zum Enn vun der Primärschoul kenne misst.

D'Lëtzebuerger Sprooch, eis Mammesprooch, gëtt also an deem Sënn géigeniwwer der däitscher an der franséischer Sprooch benodeelegt, well keng Verflichtung besteet de Kanner se och schrëftlech bäizebréngen. Säit Jore gëtt vun der Opwäertung vun eiser Mammesprooch als Integratiounsinstrument geschwat. Dofir misst de Grondstee scho bei alle Kanner an der Primärschoul geluecht ginn. Et geet net drëm Erwuessenen, déi Lëtzebuerger wëlle ginn, Liesen a Schreiwen op Lëtzebuergesch bäizebréngen. Et geet drëm fir eis Mammesprooch als Kulturgut iwwer all Kanner hei am Land ze erhalen. Fir d'Lëtzebuerger Sprooch richteg kennen ze léieren, gehéiert och derzou se schreiwen ze kënnen.

Kann d'Madame Ministesch mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wisou gëtt d'Lëtzebuerger Sprooch an der Primärschoul net d'selwecht behandelt wéi déi zwou aner Sproochen, déi am Gesetz vum 24. am Spierkel 1984 an eisem Sprooche regime festgeschriwwe goufen?

2. Ass net grad d'Erléiere vun eiser Mammesprooch mat Liesen a Schreiwen e wierklecht Integratiounsinstrument, wat derzou féiere sollt, datt grad Kanner, déi hei gebuer si respektiv am jonken Alter bei eis kommen, sech méi fest un

eist Land an un eis Kultur gebonne fillen?

3. Misst dofir net d'Lëtzebuerger Sprooch als eis Mammesprooch eng Prioritéit virun anere Sprooche kréien?

4. Wäert d'Madame Ministesch am Kader vun der Reform vum Sproocheregime an de Schoulen, och d'Erléieren an d'Schreiwe vun der Lëtzebuerger Sprooch genausou obligatoresch erklären, wéi dat fir déi aner zwou an der Schoul geléiert Sproochen de Fall ass?

5. Wat gëtt an der Primärschoul vu Lëtzebuerger Literatur virbruecht an de Kanner fir ze liese virgeschloen?

6. Gehéiert de Renert zu dëser Literatur? Wann neen, firwat net?

7. Wier et net sënnvoll, de Renert als Literatur an der Primärschoul anzebannen, well de Renert ee vun eisen historeschste kulturelle Sproochgidder ass?

Réponse (14.5.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

D'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch an der Primärschoul, sou wéi de Plan d'études dat virgesäit, ass eng Unerkennung vun der Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Eng Sprooch léiere begräift véier Elementer: d'Verstoe vun der geschwater Sprooch, d'Schwätzen, d'Verstoe vun der geschriwwener Sprooch (Liesverstoen) a schliesslech d'Produktioun vu schréftlecher Sprooch (Schreiwen). Dës véier Elementer gëlle fir all Sprooch, déi an der Schoul geléiert gëtt, sief dat Lëtzebuergesch, Däitsch oder Franséisch mä si ginn ënnerschiddlech entwéckelt jee nodeems wat fir eng Funktioun d'Sprooch huet.

Dem Lëtzebuergeschen als geschwate Sprooch kënnt eng grouss Roll als Integratiounsinstrument zou; aus dësem Grond ass d'«Éducation précoce» agefouert ginn. Et gëtt vun der «Éducation précoce» a vun der Spillschoul profitéiert, fir mat de Kanner Lëtzebuergesch ze schwätzen: d'Lëtzebuerger Kanner verbesseren hei hir sproochlech Kompetenzen an hir auslännesch Kolleege léieren am Kontakt mat hinnen d'Lëtzebuergesch. D'Kanner aus dem Primärschoulalter léiere virun allem d'geschwate Sprooch als Kommunikatiounsinstrument. D'Liese vu literareschen Texter op Lëtzebuergesch gehéiert zum Programm.

Déi schwieregst Kompetenz am Lëtzebuergeschen ass d'Schreiwen. Et dréit kaum eppes zu enger Verbesserung vun der Integratioun bäi. Ech denken net drun ze verlaangen, dass all Kand elo och nach eng zousätzlech Belaaschtung operluecht kritt. Dat géif nëmmen op Käschte vun deenen zwou anere Sprooche méiglech sinn, wier sozial an ekonomesch net ze veräntwerten a géif eise Kanner e ganz schlechten Déngscht leeschten.

Et ass och aus deem Grond, wou de Léierplang op d'obligatorescht Schreiwe léiere vum Lëtzebuergesche verzicht, an dat och esou bleiwe wäert.

Dat heescht awer net, dass eis Kanner net solle léieren, dass eis Sprooch eng schéi Sprooch ass an dass een och doranner ka seng Gedanken oder seng Gefiller ausdrécken. Am Kader vum Réajustement vum Sproochenenseignement si fënnef Aktiounen zugonschte vum Lëtzebuergesche virgesinn, dorënner Aktioune mat Lëtzebuerger Auteuren, déi hir Wierker de Kanner a Jugendlechen an der Schoul virstellen.

An der Primärschoul ginn zwee Bicher mat Texter vu folgende Lëtzebuerger Auteure proposéiert:

Back Jean; Bastian Tony; Boisseaux Ry (Rosalie); Braun Josy; Christen Josy; Clement Chrétien; Colbett-Derichs Carmen; Dicks (de la Fontaine) Edmond; Diederich-Adam Colette; Ehlinger Christiane; Feitler Frank; Fournelle Hélène; Friedrich Evy; Frières Danielle; Goergen Willy; Greisch Pol; Helminger Nico; Hermes Monique; Hess Joseph; Hever Michel Joseph; Hierzig Sus; Hilgert Romain; Hoscheit Jhemp; Hurst Tony (Peter Anton); Kartheiser René; Keller Chantal; Keller (Schenten) Chantal; Keup Jos; Kieffer Paul; Koltz Anise; Kremer Pir; Lentz Michel; Liesch Auguste; Losch Henri; Loschetter-Estgen Véronique; Manderscheid Roger; Meyer Roland; Miesch Louis; Paulus Nicole; Pletschette Nic; Pütz Pol; Reuland Marcel; Rewenig Guy; Rinnen Henri; Rodange Michel; Schlechter Pe'l; Schmitt Georg; Schroeder Tit; Schuster Jemp; Seimetz Roger; Steffen Robert (Gallo); Theis-Kauth Jeanine; Treinen Jean-Michel; Weber Renée; Weimerskirch René; Weis Wéllem

De Renert gehéiert zu dëser Anthologie. Et ginn de Kanner zwee Auszich (den 1. an den 10. Gesang) aus dem Renert virgeschloen, zesumme mat aneren Texter iwwert d'Bedeitung vum Michel Rodange a senger Fabel. Et muss een awer soen, dass de Renert insgesamt e Wierk ass, dat fir Erwuessener geschriwwe ginn ass.

Question 1681 (12.4.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant l'**Eurovignette:**

D'Eurovignette ass 1995 opgrond vun enger EU-Direktiv agefouert ginn a se ass elo nach a fënnef EU-Länner obligatoresch. Dëst gëllt fir all d'Gefierer iwwer zwielef Tonnen. Well Däitschland am Joer 2005 aus dem «Vignettë-Verband» ausgetratt ass, kritt een dës Vignetten elo nach just op ronn 260 Platzen an der EU ze kafen. Zu Lëtzebuerg ass dat, laut mengen Informatiounen, awer just bei der Verwaltung vun der Douane um Houwald.

Am Ausland, speziell eiser Grenzregioun, kritt een dës Vignette op villen Tankstellen ze kafen, an dat praktesch ronderëm d'Auer, an dat no engem einfache System. Zu Lëtzebuerg muss een d'Pabeiere virweisen; an dat bedéngt, datt ee mat sengem schwéiere Gefier muss bis op den Houwald fueren, an dann ass ee bis dohinner praktesch an der Illegalitéit. Et wär menger Meenung no vu Virdeel fir vill Betriber, wann een dës Vignette op enger Réi vun Tankstellen ze kafe kritt, an dëst no engem einfache System wéi am Ausland.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Ass dat korrekt, datt een hei zu Lëtzebuerg dës Eurovignetten nëmmen op enger Plaz ze kafe kritt? A firwat ass dat esou?

2) Ass den Här Minister gewëllt hei eng verbessert geographesch Ofdeckung de Betraffenen unzebidden? A fir wéini kann een heimat rechnen?

3) Misst een net an engems drun denken, fir am Transit-Land Lëtzebuerg d'Prozedur ze vereinfache respektiv se un déi vum Ausland unzepassen?

Réponse (18.5.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Ministre des Finances:*

L'Eurovignette a été rendue applicable au Grand-Duché de Luxembourg par la loi du 24 février 1995 (modifiée) portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994 et en application de la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993.

Actuellement la législation sur le droit d'usage est applicable dans les pays suivants: Grand-Duché de Luxembourg; Royaume de Belgique; Royaume du Danemark; Royaume de Suède, et au Royaume des Pays-Bas.

Dans l'ensemble de ces pays le nombre des points de vente de l'Eurovignette se chiffre à 822.

Au Luxembourg il existe en tout huit points de vente qui sont répartis sur tout le pays. Ainsi on peut acquérir l'Eurovignette aux bureaux des Douanes et Accises suivants: Luxembourg Centre douanier; Luxembourg Aéroport; Rodange; Esch/Alzette; Remich; Mertert; Ettelbruck, et Wiltz pendant les heures d'ouverture des bureaux. Au bureau des Douanes et Accises du Centre douanier elles peuvent en plus être acquises 24 heures sur 24. Ceci vaut également pour l'Aéroport, mais ici uniquement pour les véhicules effectuant des transports au départ ou à destination de l'Aéroport.

Ce système de vendre les Eurovignettes aux bureaux des Douanes et Accises a été retenu au Luxembourg pour trois raisons:

1) minimiser les frais;

2) en application de la loi sur la comptabilité de l'État qui stipule clairement que sur le territoire luxembourgeois, des taxes revenant à l'État ne peuvent être perçues que par des comptables de l'État (ce qui exclut les exploitants de stations de service);

3) l'Administration des Douanes et Accises est également compétente pour le contrôle de la législation en matière de transport.

Il y a lieu de préciser également que le long des frontières du Grand-Duché, dans les pays qui ne sont pas membre de l'accord (France, Allemagne), il existe des dizaines de points de vente où l'Eurovignette peut être acquise avant de pénétrer sur le territoire luxembourgeois. Ces points de vente ont été communiqués à toutes les fédérations de transport de l'Union avec mission d'en informer leurs membres. En principe il n'y a donc pas d'excuse pour un transporteur qui entre dans le Grand-Duché sans être en possession d'une Eurovignette.

Il est vrai que les procédures d'acquisition varient légèrement d'un pays à l'autre, mais on peut certainement affirmer que le système luxembourgeois est l'un des plus favorables pour les transporteurs du Grand-Duché.

Actuellement les pays membres de l'Accord se trouvent en négociation afin de modifier et de faciliter le système de perception et de contrôle des Eurovignettes et il semble donc opportun d'attendre la fin de ces pourparlers avant d'apporter des modifications au système actuel.

Question 1683 (13.4.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **dossier médical:**

Suite à ma question parlementaire N°0322 du 28 février 2005 *(cf. compte rendu N°9/2004-2005)* concernant l'établissement d'un dossier médical unique informatisé, Monsieur le Ministre a annoncé l'introduction d'une «nouvelle position dans la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie, il s'agit de l'ouverture et de la gestion du Dossier médical du Médecin Généraliste (DMG), (…)». Sachant que ladite position a entre-temps été introduite, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Dans quelle mesure les médecins établissent-ils réellement un dossier médical?

- Combien de fois ont-ils eu recours au tarif DMG1, tel que prévu par la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie?

- Cet acte est-il réservé exclusivement aux médecins généralistes?

- À qui le dossier médical appartient-il? Le patient peut-il se le faire remettre en mains propres à tout moment en vue de consultations auprès d'autres prestataires?

- Quels éléments et quelles informations peuvent ou doivent figurer dans le dossier médical?

- Existe-t-il un format standardisé auquel les données contenues dans le dossier médical doivent satisfaire afin de faciliter l'échange des informations?

Par ailleurs, Monsieur le Ministre a expliqué qu'un groupe de travail procédait «à une pré-étude des systèmes d'informatisation des données médicales déjà existants de par l'Europe», que les résultats étaient attendus pour octobre 2005 et «qu'ensuite une réflexion plus fondamentale sur le dossier médical unique informatisé pourra se faire en concertation avec tous les acteurs concernés». Il a précisé également que le dossier médical du médecin généraliste «ne pourra pas encore recourir à un échange des données médicales par voie électronique, mais que cet échange se fera sur base de documents sur papier. Néanmoins, le DMG constitue une première étape dans l'établissement du dossier médical unique informatisé du patient».

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Où en est la réflexion plus fondamentale sur le dossier médical unique informatisé?

- Dans quel délai peut-on envisager l'introduction du dossier médical unique informatisé?

- Dans quelle mesure le format des données contenues dans le dossier médical du médecin généraliste se prête-il à un transfert lors de l'introduction éventuelle du dossier médical unique informatisé?

Réponse (22.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le dossier DMG a été défini sur base conventionnelle par l'AMMD et l'UCM en s'appuyant sur le modèle existant en Belgique. Il ne comportait initialement pas d'élément électronique ou informatique, alors qu'il était prévu de n'avoir recours qu'à des documents sur papier. Toutefois, compte tenu des progrès en matière informatique, un traitement sur support électronique a été envisagé.

Ceci dit, j'informe l'honorable Députée que la Commission nationale de la protection des données a été saisie du dossier au mois de mars 2004. Cependant, elle n'a pas rendu son verdict à l'heure actuelle, alors qu'elle a relié la problématique du DMG à celle beaucoup plus complexe de la protection des données dans les cabinets médicaux. Par conséquent, le dossier DMG en tant que tel ne peut pas encore être utilisé en pratique par les médecins généralistes.

Le dossier contient les éléments et les informations suivants:

1) un dossier médical général; les données contenues dans le dossier médical général sont les seules pouvant être transmises à un autre médecin; le dossier médical général est normalisé;

2) un dossier de travail du médecin; ce dossier appartient au médecin et contient ses annotations personnelles qui ne peuvent être transmises;

3) un dossier privatif de données personnelles concernant le patient; ces données appartiennent au patient et lui sont communiquées sur sa demande.

Outre les données résultant des investigations et prescriptions personnelles réalisées par le médecin, le dossier médical général est complété:

1) par les données en provenance d'autres médecins ayant traité le patient dans la mesure où un rapport a été réalisé dans les conditions de l'article 76 de la convention médicale du 13 décembre 1993;

2) par les données médicales personnelles du patient, détenues par l'Union des Caisses de Maladie.

Le dossier médical général contient les informations suivantes:

A. Les fiches de données ci-après:

- Fiche 1: Identification du patient

Nom, prénom
Nom marital
Matricule de la sécurité sociale
Date de naissance
Sexe
Identification du dossier interne tenu par le médecin

- Fiche 2: Données administratives et sociales

Adresse
Date début du contrat DMG
Date fin du contrat DMG
Statut du patient par rapport au régime de pension et d'assurance accidents (bénéficiaire d'une pension d'invalidité, bénéficiaire d'une rente accident)
Numéro / date accident professionnel / maladie professionnelle reconnue

- Fiche 3: Les données d'alerte

Allergies
Intolérances médicamenteuses
Traitements contre-indiqués
Autres données d'alerte

- Fiche 4: Informations médicales de base

Antécédents:
- médicaux;
- psychiatriques;
- gynécologiques et obstétricaux;
- chirurgicaux;
- traumatologiques.
Carnet vaccinal
Facteurs de risque

- Fiche 5: Liste des médicaments au long cours

Date début
Nom du médicament
Posologie
Voie d'administration
Indications et commentaires
Durée du traitement
Motif de l'arrêt du médicament:
- intolérance;
- inefficacité;
- contre-indication;
- autres commentaires.
Date arrêt

- Fiche 6: Liste des examens et avis spécialisés

Date
Numéro
Type examen
Conclusions
Réévaluation

- Fiche 7: Journalier (chaque médecin est libre de rédiger son journalier à sa façon)

Date
Informations subjectives
Informations objectives
Appréciation en fin de consultation
Plan de prise en charge
Réévaluation

- Fiche 8: Liste des problèmes actifs

Début
Numéro
Description du problème actif
Fin du problème

B. Les copies ou originaux des rapports et avis médicaux en provenance d'autres médecins.

C. L'exemplaire du médecin du contrat DMG signé avec le patient

et, le cas échéant, les pièces documentant la résiliation du contrat DMG.

Toutes les fiches énumérées ci-dessus sont présentées sous un format standardisé ce qui facilitera la présentation du DMG sous forme électronique. Mais avant tout progrès en la matière, il faut que la CNPD donne son aval à l'affaire.

Question 1684 (13.4.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**introduction de la télémédecine dans la nomenclature définissant les actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie:**

Selon le monde médical, la télémédecine est un domaine de la médecine prometteur et en pleine expansion. Afin de ne pas hypothéquer le développement des activités et des technologies dans ce domaine, bon nombre des pays européens ont décidé d'intégrer le concept de la télémédecine ou du téléhealth dans la nomenclature définissant les actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie.

Le Conseil national de l'Ordre des médecins en France présente la télémédecine comme «un moyen particulièrement utile d'optimiser la qualité des soins par une rapidité collégiale des échanges médicaux au profit de patients dont l'état de santé nécessite une réponse adaptée, rapide, quelle que soit leur situation géographique».

Selon la loi française sur l'assurance maladie «la télémédecine permet, entre autres, d'effectuer des actes médicaux dans le strict respect des règles de déontologie mais à distance, sous le contrôle et la responsabilité d'un médecin en contact avec le patient par des moyens de communication appropriés à la réalisation de l'acte médical».

Or, il semble qu'au Luxembourg les activités dans le domaine de la télémédecine ne sont pas remboursables étant donné qu'ils ne sont pas prévus dans la nomenclature définissant les actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la télémédecine constitue un domaine prometteur et susceptible d'être développé au Luxembourg?

- Les spécialistes sont d'avis que le non-remboursement représente un obstacle considérable au développement de la télémédecine dans un pays donné. Monsieur le Ministre partage-t-il cette opinion?

- Quelle est la position du Gouvernement face à l'introduction des actes de télémédecine au sein de la nomenclature définissant les actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie?

Réponse (14.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La télémédecine est un domaine relativement vaste et les définitions utilisées par différents spécialistes en la matière varient. Il est cependant généralement admis que sont visées toutes sortes de techniques et technologies modernes de télécommunication et de traitement d'informations numériques afin de faciliter ou permettre la pratique à distance de la médecine. La télémédecine recouvre ainsi notamment les échanges d'avis entre professionnels de santé (téléconsultation, téléexpertise ou réunions par visioconférence…), l'assistance à distance, par des conseils diagnostiques et thérapeutiques, d'un patient ou la surveillance à domicile (télésurveillance et télédiagnostic), de même que la pratique à distance d'un acte médical spécifique (téléchirurgie…).

La télémédecine constitue sans conteste un moyen prometteur permettant d'améliorer la qualité des soins au profit des patients luxembourgeois. J'estime toutefois que d'une part, il y a lieu de s'assurer que ces activités s'exercent avec les garanties nécessaires et que d'autre part, il y a lieu de favoriser avant tout les solutions en la matière qui ont le plus d'intérêt dans le contexte spécifique du système de santé national, sans favoriser des activités de e-commerce médical mal adaptées aux besoins réels du pays.

Le Luxembourg dispose déjà avec le HealthNet d'un réseau sectoriel sécurisé permettant d'organiser la circulation des données, notamment dans le cadre d'applications de télémédecine. Nos hôpitaux se sont aussi équipés de solutions visioconférence permettant des échanges d'avis avec des experts nationaux ou étrangers. De même de premières expériences avec des solutions, prometteuses, de télémonitoring sont en cours de se faire dans le cadre notamment du projet de recherche «Luxembourg Heart Failure» du FNR, visant à développer une solution de télémonitoring permettant le suivi de patients à insuffisance cardiaque. Dans le domaine de l'imagerie médicale, le programme Mammographie est en cours d'être digitalisé en vue d'une meilleure qualité et rapidité. Dans ce même domaine, le CHL échange des clichés digitalisés avec l'infirmerie du Centre pénitentiaire de Schrassig.

L'échange d'avis entre professionnels, notamment entre un médecin de confiance en contact direct avec le patient et un expert au sein d'un centre de compétence national (par exemple l'INCCI) ou étranger (par exemple dans le domaine des maladies rares), est prometteur pour améliorer la qualité de certaines prises en charges nécessitant une qualification particulière spécifique. Avec le vieillissement de notre population, les applications de télésurveillance et de téléassistance seront certainement des moyens privilégiés d'une prise en charge qualitative d'une patientèle plus fréquemment et longtemps prise en charge à domicile.

Ceci étant dit il convient de faire la part des choses et de ne pas surestimer les possibilités qu'offre la télémédecine. Si dans certains pays, notamment du Nord de l'Europe, l'assistance immédiate d'un professionnel de la santé qualifié est souvent difficile, vu les contraintes de la géographie locale, les données de départ ne sont pas les mêmes dans un pays de l'envergure du Luxembourg. Aussi y a-t-il lieu, tout en tirant profit de la valeur ajoutée indéniable qu'apporte la télémédecine, de continuer à garantir, dans la mesure du possible, le contact direct entre le patient et le médecin et tout autre professionnel.

S'agissant maintenant de la question du remboursement des activités de télémédecine, je rappelle le libellé de l'article 65, alinéa 6 du Code des assurances sociales, aux termes duquel «les nomenclatures des actes et services professionnels et prothèses sont arrêtées conjointement par les ministres ayant dans leurs attributions la Sécurité sociale et la Santé sur base d'une recommandation circonstanciée de la Commission de Nomenclature…».

À l'heure actuelle cette Commission n'a été saisie d'aucune proposition concernant la télémédecine de la part du groupement professionnel signataire de la convention entre médecins et l'Union des Caisses de Maladie, en l'occurrence l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes.

Il va sans dire que dès qu'une proposition afférente sera adoptée par la majorité des membres de la Commission de Nomenclature et que l'avis du Collège médical, requis pour toute modification des nomenclatures, sera positif, j'approuverai volontiers l'introduction de positions relatives à la télémédecine.

Question 1685 (13.4.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**évaluation des mesures transitoires luxembourgeoises limitant la libre circulation des travailleurs européens des douze nouveaux États membres:**

Dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne en mai 2004, la libre circulation des travailleurs venant des dix nouveaux États membres a pu être restreinte par l'introduction de mesures transitoires.

Le Luxembourg a usé de cette possibilité dès 2004 et a prolongé ces mesures transitoires au-delà du 1er mai 2006. Lors de la reconduction des mesures transitoires en 2006, le Gouvernement a annoncé «de procéder à une première évaluation de la situation et de la pratique au plus tard en mai 2007, en vue d'examiner d'éventuelles adaptations au régime».

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que cette première évaluation a déjà été effectuée?

- Dans l'affirmative, quel en est le bilan?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de maintenir les dispositions transitoires?

- Est-ce que le Gouvernement a procédé à des adaptations au cours des douze derniers mois?

Réponse (25.5.2007) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

L'honorable Député s'est renseigné sur les mesures transitoires introduites par le Gouvernement luxembourgeois en avril 2004 en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs des dix nouveaux États membres de l'Union européenne. À ce sujet j'ai le plaisir de lui fournir les informations suivantes:

Après les adaptations au régime de transition en 2006, l'évaluation de la situation et de la pratique des mesures transitoires sera effectuée dans les mois à venir. À titre d'information je renvoie à la question parlementaire N°1434 du 29 novembre 2006 de l'honorable Député Monsieur Laurent Mosar pour des données statistiques concernant le nombre de permis de travail délivrés jusqu'à fin janvier 2007 sous le régime transitoire *(cf. compte rendu N°7/2006-2007)*.

En réponse à la troisième question de l'honorable Député, le Gouvernement réaffirme son attachement au principe de la libre circulation. Il a cependant été nécessaire de prendre en compte certains facteurs défavorables sur le marché du travail national. Ainsi le Gouvernement suit de très près l'évolution sur le marché national de l'emploi ainsi que les décisions de nos pays voisins au sujet de la libre circulation des travailleurs. Sur base de l'évaluation qui sera disponible au mois de septembre, le Gouvernement étudiera les modalités en vue de mettre fin au régime transitoire pour les dix nouveaux États membres.

Répondant à la dernière question, je peux informer l'honorable Député qu'au cours des douze derniers mois, certaines adaptations en vue d'un accès plus large ont été systématiquement mises en œuvre. Depuis le 1er mai 2006, la politique en matière de permis de travail a permis non seulement de satisfaire le secteur du transport international ainsi que les secteurs déficitaires en main d'œuvre tel celui de l'agriculture, de la viticulture et de l'Horeca, mais elle a également permis de mettre en avant et d'accentuer la nécessité d'une bonne collaboration avec les services de l'Administration de l'Emploi dans les mêmes secteurs ainsi que dans le secteur financier, pour ce qui est des spécialistes de haut niveau.

Question 1689 (20.4.2007) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant la **formation en soins palliatifs:**

Le projet de loi 5584 relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, déposé le 7 juin 2006 à la Chambre des Députés, reflète l'importance grandissante accordée aux soins palliatifs. En effet, le développement des soins palliatifs permettra de garantir un accompagnement adéquat des malades en fin de vie ainsi que d'assurer une prise en charge globale des patients concernés.

Dans ce contexte il serait souhaitable que la totalité du personnel de santé, y compris les médecins, disposent d'un certain savoir-faire en la matière afin de garantir un accompagnement pluridisciplinaire digne aux personnes souffrantes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Vu le grand succès qu'a connu la formation en soins palliatifs offerte aux médecins par le Ministère de la Santé en 2004, le Gouvernement ne juge-t-il pas opportun d'offrir à intervalles réguliers de telles formations?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'offrir ces formations en collaboration avec l'Université du Luxembourg? Dans l'affirmative, à partir de quand les formations pourront-elles être assurées?

Réponse (25.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire souligne à bon droit l'importance du développement des soins palliatifs. Celui-ci demande des mesures sur différents plans tels qu'entre autres

- le fonctionnement d'unités hospitalières pour soins palliatifs (une telle fonctionne déjà avec une équipe pluridisciplinaire dans la majorité des hôpitaux);

- le développement des soins palliatifs dans les centres intégrés pour personnes âgées et établissements analogues ainsi qu'en soins à domicile;

- la création d'un centre d'accueil pour personnes en fin de vie;

- le soutien à l'aide par les proches par la création d'un congé d'accompagnement.

La bonne prise en charge des patients nécessitant des soins palliatifs demande de la part des médecins des connaissances approfondies en médecine palliative, dans le traitement de la douleur et des autres symptômes, ainsi qu'en ce qui concerne l'approche psychologique, sociale et éthique.

La formation continue en soins palliatifs organisée en 2003-2004 par mon Ministère et l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes a été suivie par plus de 60 médecins. Les cours peuvent être téléchargés du site Internet du Ministère de la Santé.

Les médecins-généralistes consultés estiment prioritaire - à l'issue de ce cycle de cours - une formation continue basée sur la présentation et la résolution de cas cliniques de médecine palliative. Ainsi par exemple l'Alformec a organisé le 5 mai 2007 un tel atelier destiné à augmenter la compétence pratique en soins palliatifs. Elle prévoit d'organiser pour le futur un tel atelier une fois par année, ainsi qu'en 2008-2009 un atelier-journée relatif à la gériatrie comportant l'aspect des soins palliatifs en institution pour personnes âgées.

Concernant la formation spécifique en médecine générale dispensée par l'Université du Luxembourg (formation spécifique de trois années nécessaire pour le médecin qui veut exercer la médecine générale), celle-ci comporte dix heures de cours relatifs aux soins palliatifs, au traitement de la douleur et au deuil.

Je signale aussi que le 12 mai 2007 a eu lieu une formation continue axée sur l'interdisciplinarité en soins palliatifs et le testament de fin de vie.

Je ne pense pas que les besoins de formation du corps médical en la matière nécessitent un long cycle de cours à l'Université du Luxembourg, cette vue étant partagée entre autres par des responsables contactés à l'Université.

Je prévois d'analyser plus finement avec les médecins des équipes de soins palliatifs ainsi qu'avec les acteurs de la formation médecine continue les besoins de formation des différents groupes de médecins, non encore couverts et/ou nécessitant un rappel ou une actualisation, avec le but de dégager quelle offre supplémentaire de formation serait à organiser dans le pays. Il s'agit effectivement de stimuler et de faciliter le plus possible l'augmentation des compétences en médecine palliative de tous les médecins concernés.

Le budget de mon Ministère comporte les crédits requis par l'organisation de la formation continue en soins palliatifs.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 MHZ*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°13
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

34e séance, mardi 22 mai 2007
35e séance, mercredi 23 mai 2007

Indépendance et neutralité

DANS CE NUMÉRO

Heure de questions p. 383
Jeux de hasard p. 389
Changement climatique p. 396



M. Jakob Kellenberger reçu par M. le Président Lucien Weiler…

«Agir un maximum, parler un minimum». Telle est, selon les dires de son président Jakob Kellenberger, la devise du Comité International de la Croix-Rouge (CICR). Lors d'une visite à Luxembourg en date du 5 juin, dont le but principal était de signer un accord avec le Gouvernement qui entend soutenir l'action du CICR par 24 millions d'euros pendant la période 2007-2010, M. Kellenberger a également été reçu à la Chambre des Députés.

Suite à un entretien en tête à tête avec le Président du Parlement M. Lucien Weiler, le Président du CICR a rencontré une délégation de la Commission des Affaires étrangères qui est également en charge de la politique de coopération au développement et de l'aide humanitaire. Au cours de cette réunion, M. Kellenberger a rappelé le principe fondamental de l'action de son organisation qui est celui de l'impartialité. «Nous insistons tellement sur notre indépendance et notre neutralité puisqu'elle nous garantit l'accès à des régions où d'autres organisations n'ont pas d'accès», a dit M. Kellenberger.

Ainsi le CICR refuserait même - lors de ses interventions humanitaires dans des conflits armés - de se faire protéger par des forces militaires ou policières, pour ne pas pouvoir être accusé de partialité par la partie adverse du conflit.

L'entretien avec le Président du Comité International de la Croix-Rouge a également porté sur la crise au Darfour.

Dans ce contexte M. Kellenberger a cependant souligné que les situations en Iraq, en Somalie et, dans une moindre mesure, en Israël et en Palestine, étaient tout aussi préoccupantes.



…et par une délégation de la Commission des Affaires étrangères.

Énergie, espace rural et environnement



M. Henri Kox et M. Marcel Oberweis ont représenté la Chambre des Députés à la conférence des commissions de l'agriculture.

La conférence «Énergie pour un monde changeant» de la présidence allemande soulignait l'importance que l'Allemagne réserve à ce sujet de taille globale et dont les conséquences du changement climatique vont bouleverser notre comportement énergivore et la qualité de vie de tous les citoyens du monde. La conférence des commissions de l'agriculture des parlements des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen qui se déroulait à Berlin les 20 et 21 mai 2007 et à laquelle les députés MM. Henri Kox et Marcel Oberweis assistaient, portait sur deux volets essentiels: le potentiel de l'espace rural et l'utilisation énergétique des ressources repoussantes.

En vue de réduire la dépendance croissante en matière des énergies fossiles, l'Union européenne (UE) a décidé entre autres d'accroître l'efficacité énergétique de 20% jusqu'en 2020. À part cette mesure, l'utilisation des énergies renouvelables et des ressources repoussantes représente un potentiel non négligeable dans la voie souhaitée du développement soutenable. Oui, la question énergétique suscite une préoccupation grandissante en Europe, l'énergie étant indispensable au bon fonctionnement des économies et des sociétés européennes. La raréfaction des ressources d'énergies fossiles et la hausse continue des prix et des risques géopolitiques ont poussé les États membres à repenser sur la question énergétique.

Les régions rurales représentent 92% du territoire de l'Union européenne et 19% de la population européenne habitant dans des zones à prédominance rurale et 37% dans des zones à composante rurale significative. Ces régions produisent 45% de la valeur ajoutée de l'Union européenne et 53% de l'emploi. Suite aux déclarations des sommets de Lisbonne et de Göteborg les zones rurales doivent contribuer activement en termes de compétitivité, de croissance, d'emploi, d'innovation et de développement durable. La diversification économique des zones rurales représente un maillon essentiel dans nos intentions du développement soutenable. Le développement agricole et le développement rural sont donc complémentaires.

L'agriculture a besoin d'un monde rural moderne et vivant, les ruraux non agricoles comme les urbains ont besoin des agriculteurs pour l'entretien des paysages hérités mais également pour produire une alimentation de qualité ou développer de l'emploi dans l'industrie agro-alimentaire et des services liés à l'agriculture. Le concept de développement rural devra sortir du carcan trop exclusivement réduit à la dimension agricole. La problématique des territoires ruraux ne pourra plus être uniquement liée à l'évolution de l'agriculture. À travers l'attractivité et la compétitivité notre espace rural se verra attribuer des services et des infrastructures favorisant le développement économique souhaité.

À part la production de produits agricoles, l'espace rural devra jouer un rôle important dans le contexte du réchauffement climatique et de la perte de la biodiversité. Les territoires ruraux pourront mettre à disposition les ressources repoussantes dans le cadre de la demande énergétique croissante. Dans la lutte contre l'effet de serre, étant un facteur majeur de la politique actuelle, l'UE doit investir dans l'avenir de nos paysages, tout en créant de nouvelles possibilités d'emploi et en encourageant la diversification rurale. La conférence de Berlin a bien souligné le rôle que devra jouer l'espace rural notamment dans la production d'énergie autochtone et décentralisée sur base des ressources repoussantes. La production du biogaz, du méthane, de l'hydrogène, de copeaux de bois ou pellets sur base de la biomasse contribue à réduire la dépendance alarmante en matière des énergies fossiles.

À travers les programmes de développement régional, l'UE contribuera à la maîtrise des effets néfastes du changement climatique en respectant ses objectifs fixés par le protocole de Kyoto.

Le Plan du Développement Rural (PDR) en est l'instrument performant permettant la restructuration du secteur agricole, la promotion de la diversification et de l'innovation, ceci tout en respectant les consignes du processus de Lisbonne.

Mardi, 22 mai 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

3. Ordre du jour

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°190 du 22 mai 2007 de M. Gilles Roth relative à la création éventuelle d'un registre des procédures d'autorisation en matière de PAP tel que préconisé par le Conseil économique et social dans son avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays 2007, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- Question N°191 du 21 mai 2007 de Mme Anne Brasseur relative aux décodeurs numériques, adressée à M. le Ministre des Communications
- Question N°192 du 21 mai 2007 de M. Roger Negri relative au dépistage systématique de l'ostéoporose, adressée à M. le Ministre de la Santé
- Question N°193 du 22 mai 2007 de M. Jean Huss relative à la vaccination HPV (les papillomavirus humains), adressée à M. le Ministre de la Santé
- Question N°194 du 22 mai 2007 de Mme Nancy Arendt relative au contrôle des prestations fournies dans les centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) ou dans les maisons de soins prises en charge par l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Question N°195 du 22 mai 2007 de M. Claude Meisch relative à une modification de la législation sur l'aménagement du territoire, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- Question N°196 du 21 mai 2007 de Mme Lydie Err relative à la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, adressée à M. le Ministre de la Justice
- Question N°197 du 22 mai 2007 de M. Claude Meisch relative à la promotion des initiatives privées dans le domaine de la famille et de l'égalité des chances, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- Question N°198 du 21 mai 2007 de M. Ben Fayot relative aux démarches de la Présidence allemande en matière de libéralisation des services postaux, adressée à M. le Ministre des Communications

5. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'attitude des autorités politiques polonaises à l'encontre du député européen Bronislaw Geremek

6. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des jeux de hasard

7. 5660A - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

2) de la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service au Grand-Duché de Luxembourg des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;

3) de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

5411 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et transposant certaines dispositions de la Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires

(Rapports de la Commission juridique - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hunn der Chamber kuerz dräi Matdeelungen ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 11 mai 2007, le projet de règlement grand-ducal 5727 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1973 portant application de la directive 71/316/CEE du Conseil du 26 juillet 1971 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositions communes aux instruments de mesurage et aux méthodes de contrôle métrologique (directive-cadre) telle que cette directive a été modifiée par celle du 19 décembre 1972.

3. Par lettre du 10 mai 2007 Monsieur Claude Meisch a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de sa politique familiale et notamment sur les mesures prises et à prendre afin de concilier la vie familiale et la vie professionnelle.

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Et ginn dann eng Rei vu Projete vum Rôle gestrach: duerch groussherzoglechen Arrêté vum 8. Mee de Projet de loi iwwert d'Assistants pédagogiques am Secondaire an am Secondaire technique; per Bréif vum 9. Mee vun der Statssekretärin fir d'Relatioune mam Parlament de Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Travailleurs désignés, an de Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Ausbildung vun den Travailleurs désignés.

Chamber TV *weist all öffentlech Sëtzung*
live *an* **integral**
mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

3. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung; eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Glécksspiller; de Projet de loi 5660A, eng Direktiv iwwert de Beruff vum Affekot; dann de Projet de loi 5411, eng Direktiv iwwert den Zougang zur Justiz bei grenziwwerschreidenden Affären; a schlussendlech eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der DP-Fraktioun iwwert d'Aart a Weis wéi den Europadeputéierte Geremek vun de polneschen Autoritéite behandelt gouf.

Muer um hallwer dräi fänke mer u mat enger Konsultatiounsdebatt iwwert de Klimaschutz. Domat gëtt kombinéiert d'Interpellatioun vum Här Robert Mehlen iwwert d'Schuedensbegrenzung am Kader vum Klimawandel. Duerno hu mer de Projet de loi iwwert de Minett-Kompost an eng Motioun vun der Budgetskontrollkommissioun iwwert de System „eGo".

Wat elo eisen Ordre du jour vun haut ubelaangt, huet d'Regierung gefrot - ech géif bieden opzepassen -, dass mer d'Aktualitéitsstonn iwwert den Europadeputéierten direkt no der Froestonn un d'Regierung géifen huelen.

Ass d'Chamber mat dëser Ëmännerung vum Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Mir kommen dann zur Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun.

Déi éischt Fro ass déi vum honorabelen Här Roth un den Här Innenminister iwwert d'Genehmegungen um Gebitt vum Plan d'aménagement particulier. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°190 du 22 mai 2007 de M. Gilles Roth relative à la création éventuelle d'un registre des procédures d'autorisation en matière de PAP tel que préconisé par le Conseil économique et social dans son avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays 2007, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, a sengem Avis vum Abrëll 2007 sprécht de Wirtschafts- a Sozialrot sech fir eng grondleeënd Reform vum Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal aus. Prinzipiell proposéiert de Wirtschafts- a Sozialrot, dëst Gesetz dohigehend ëmzeänneren, dass e sougenannte Plan d'aménagement particulier - also e PAP - kann approuvéiert ginn, ouni dass de Promoteur am Besëtz vun allen Terrainen ass, déi an dëse PAP falen.

Ob et eng gesond Approche ass, wann e Privatpromoteur iwwer engem seng Terraine verfügt, ouni dass den Eegentümer domadder d'accord ass, sief dohinnergestallt. Interessant ass awer d'Propositioun vum Conseil économique et social fir d'Gemengen ze verflichten, e Register unzeleeën, wou fir all Plan d'aménagement particulier déi eenzel Datumer vun der Genehmegungsprozedur opgelëscht wieren. Dëst géif fir all d'Acteuren zur Transparenz bäidroen, an de Stat hätt derniewent ee Gesamtiwwerbléck iwwert déi bestehend an zukünfteg Baulandreserven am Land.

Duerfir meng Fro: Kéint den Innenminister envisagéieren, iwwert de Wee vun enger Circulaire oder gegebenenfalls enger Gesetzesupassung esou e Register anze-

féieren, wou fir all Plan d'aménagement particulier d'Gesamtfläch opgelëscht wier, d'Unzuel vun de Bauterrainen an de Logementer, déi geplangt sinn, an déi eenzel Datumer, wou de Schäfferot, d'Commission d'aménagement vum Intérieur, de Gemengerot an d'Autorité de tutelle - dat ass den Innenminister, an des Öfteren och den Ëmweltminister - sech an der Genehmegungsprozedur ausgeschwat hunn?

M. le Président.- Merci, Här Roth. D'Wuert huet elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ech wëll dem Här Roth a senger Première an der „question time" hei an der Chamber äntwerten, dass dëse selwechte Sozialrot schonn esou Froe wéi déi Froen, déi hien hei vum Conseil économique et social opwerft, am Joer 2006 a sengem Rapport gemaach huet, an dass mer eis och vill Gedanken doriwwer maachen, wéi mer am Fong geholl dat Gesetz vun 2004 administrativ méi gréffeg kënne maachen.

Am Pacte Logement hu mer scho Propositiounen un den Här Boden weiderginn, notamment wat den Artikel 34 ugeet, wou et ëm d'gratis Oftriede vun Terrainen un d'Gemeng duerch de Promoteur geet. Och hei kënnen d'Gemengen nach just ënner ganz, ganz kloere Bedingungen eng Indemnité compensatoire froen. Och wat d'Phase transitoire ugeet vun eise Bebauungsplang, an där mer elo sinn, hu mer och d'Méiglechkeet gemaach, fir ze derogéieren am PAP par rapport zum PAG ënner ganz spezifesche Konditiounen.

Dir gesitt also, mir versichen, dat Ganzt méi gréffeg ze maachen, den administrativen Opwand bei der Erstellung vun den Dossieren an och dann eben d'Prozeduren ze erliichteren. Duerfir hate mer och schonn zwou Réuniounen - zwee Brainstorminge géif ech soen - bei eis am Ministère; notamment mat der Aula, der ALOC, dem OAI, der Stad Esch, der Stad Lëtzebuerg an och der Commission d'aménagement. An ech mengen, do kënnt eppes derbäi eraus. Ech wäert och Enn des Joers e Gesetzesprojet déposéieren.

Är Retissenz, déi Der elo ausgedréckt hutt, fir d'Ofschafe vun der Obligatioun fir de Promoteur iwwer sämtlech Terrainen ze verfüge bei engem PAP, fir dee kënnen ze maachen, fannen ech richteg, well et wier schwéier wann e Promoteur géif iwwer Terraine verfügen, déi him net géife gehéieren. Do deelen ech Är Meenung ganz kloer.

Och Är Iddi vun där Propositioun vum CES fir am Fong geholl e Register iwwer PAPen ze maachen, schéngt mer interessant ze sinn. Mä wa mer dat op Gemengenniveau maachen, dann hu just si am Fong geholl déi Donnéeën. Mir misste kucken, dass mer déi zentraliséieren. Dat kéinte mer natierlech och maachen, mengen ech, bei eis an der Direction d'aménagement communal, well do kréie mer jo d'Donnéeën iwwert d'Gréisst vun engem Projet oder iwwert d'Zuel vun den Unitéiten, déi gebaut ginn.

Mir maachen dat jo och am Rapport d'activités, deen all Joer erauskënnt. Dir kënnt am Rapport d'activités vun 2006 kucken op der Säit 120. Do fannt Der global Aussoen iwwer wivill PAPen an deene sechs Planungsregioune vum Land gebaut goufen. Also, mir hunn d'Ausgangsbasis, an do kann een dat och noliesen.

De Schäfferot kann och e Rapport maachen iwwert d'Schafe vu Bauland. Dat werft Der jo och op, an dat ass jo och gutt. Mä dat muss hie souwisou all sechs Joer maachen, wann hie säi PAG nei mécht. Do gesäit d'Gesetz jo vir: Bei enger Mise à jour vum Bebauungsplang muss eng Evaluatioun gemaach gi vun de PAPen.

Mä de PAP, op där anerer Säit, ass awer e Cadre réglementaire. Dat heescht, do gëtt een net gewuer, ob do eventuell gebaut gëtt oder net, esou dass ech mer d'Fro stellen: Wa mer dat dote maachen, da wësse mer nach net onbedéngt wivill gebaut gëtt oder wivill net. Dat, mengen ech, misste mer studéieren, well wat sécher ass wa mer dat dote maachen: Dat gëtt nees méi administrativen Opwand. An et muss ee kucken, ob dee sech hei an dësem Fall lount oder net. Mir hunn also eng Relativéierung vun deem Ganzen. Ech géif also mengen, mir sollten dat eng Kéier am Ministère kucken, an da géife mer op Är Propositioun hei reagéieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Anne Brasseur un den Här Kommunikatiounsminister iwwert déi numeresch Décodeuren.

- Question N°191 du 21 mai 2007 de Mme Anne Brasseur relative aux décodeurs numériques, adressée à M. le Ministre des Communications

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, de Minister, deen huet annoncéiert, dass vum 31. Januar 2008 un nëmmen nach numeresch Televisioun zu Lëtzebuerg ze empfänken ass, an dass mir dann als Lëtzebuerger Land Nummer eent sinn an Europa, wat dee Mode de diffusion ubelaangt. An deem Zesummenhang hätt ech awer eng Rei Froen ze stellen.

Fir numeresch Televisioun kënnen ze empfänken, brauch een en Décodeur. Or, meng Fro ass: Gëtt et genuch Décodeuren um Marché, fir elo a kuerzer Zäit d'Leit esou ze beliwweren, dass och jiddfereen iwwerhaapt Accès kann zu engem Décodeur hunn?

Meng zweet Fro ass: Déi Décodeuren, déi elo um Marché sinn, dat sinn der meeschtens nach vun der aler Generatioun. Or, et gëtt eng nei Generatioun vun Décodeuren, déi awer nach net generaliséiert sinn, nämlech mat deenen een Haute définition ka kucken. Or, d'Haute définition ass eppes, wat muer kënnt. Riskéiere mer net, dass d'Leit haut en Décodeur kafen, dee muer vereelst ass, well se haut nach kee vun där neier Generatioun kréien an doduerch dann duerno mussen erëm en neien Décodeur kafen?

Ech wollt och froen, wéi déi kleng lokal Gemeinschaftsantennen - an där gëtt et nach am Land; déi musse jo ëmrëschten - dat technesch a finanziell iwwert d'Bühn kréien.

Da wollt ech finalement de Minister froen: Déi Leit, déi keen Décodeur elo kënne kafen oder wëlle kafen, kréien déi da vum 31. Januar 2008 u keng Televisioun méi, kënnen déi d'Televisioun dann net méi kucken? Stëmmt et, dass déi da virun engem schwaarzen Écran sëtzen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet den Här Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der Madame Brasseur Merci, datt si mer déi Fro gestallt huet. Et gëtt mer d'Geleeënheet, an deem Dossier hei Positioun ze huelen. Ech wëll véier méi generell Observatioune maachen.

Éischtens hu mer am digitalen Zäitalter méi wéi jee hei zu Lëtzebuerg e Problem mat de Rechter. Mir kucke säit Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg allègrement Televisioun, déi däitsch, déi franséisch, a mir bezuelen op enger ganzer Rei vun deene Programmen iwwerhaapt keng Rechter. Dat ass am digitalen Zäitalter kaum nach dran. Dat heescht, déi Fro vun de Rechter geet Hand an Hand mat der Fro vun der Numérisatioun.

Wann also d'Regierung sech dofir entscheet hätt, fir näischt ze maachen a keng Initiativen ze ënnerstëtzen, hätte mer iwwer kuerz oder laang dee schwaarzen Écran gehat, vun deem schonn 2002 Rieds war bei der Fussballweltmeeschterschaft. Also, näischt ze maachen ass keng Alternativ.

Zweete Punkt. Et gëtt eng Rei nei Méiglechkeeten, fir haut a muer Televisioun ze kucken: Télévision numérique terrestre, Satellit, Internettelevisioun, an et gëtt och scheinbar eng Rei Gemengen, déi Initiativen amgaang sinn an deem Domän ze huelen. Ech wär deene Gemengen dankbar, wa se och géife sech mat mir concertéieren, wéi eng Rei Gemengen dat maachen. Et ass also kee mat sengem Kabelopérateur bestuet. Et gëtt eng Rei Méiglechkeeten.

Drëttens hu mer fir de Juni op Demande vum Här Braz eng Question avec débat virgesinn, déi mer erlaabt, dat Ganzt hei a méi wéi dräi Minutte virzedroen.

Véiertens wëll ech soen, datt d'Regierung deen Accord vun de Kabelopérateuren an de Rechtinhaber begleet, a positiv begleet. Et gëtt esou gemaach, wéi wann ech dat alles décidéiert hätt. Mir begleeden déi privat Initiativ. Ech fannen deen Accord gutt. Ech hunn dat och gesot. Duerfir ënnerstëtzen ech e jo och. Duerfir drécken ech jo och, datt en ëmgesat gëtt. Mä et sinn net ech, deen en imposéiert huet, an och net d'Regierung. Mir wäerten also weider deen Accord ënnerstëtzen. Et ass awer un de Kabelopérateuren en elo ëmzesetzen, an e schnell ëmzesetzen.

D'Regierung wäert hir weider Positioun en fonction vun deem Rhythmus vun där Ëmsetzung determinéieren, wat eng Form vun Äntwert op Är Fro ass an där kuerzer Zäit, déi mer hei zougemooss gëtt.

Wat d'Fro ubelaangt vun den Décodeuren, ob se a genügender Quantitéit disponibel sinn, sou géif ech Iech bieden, déi Fro un d'Kabelopérateuren ze riichten. Et ass un hinne et ëmzesetzen. Meng Informatioune sinn, datt déi grouss Kabelopérateure keng Problemer domadder hunn.

Wat de Standard vun deenen Décodeuren ubelaangt, esou bieden ech zur Kenntnis ze huelen, datt et eng Rei Décodeure gëtt, an et net un der Regierung hei ze soen ass, wie wat fir een Décodeur ze kafen huet. Wat fir een Décodeur een herno finalement huet, ass och eng Saach vu Coût. Et hënnert keen een drun, haut schonn eng Televisioun ze kafen, déi „HD ready" ass. Ech ginn allerdéngs dovun aus, datt déi Standarddécodeuren, déi mat am globale Pak dra sinn, nach net „HD ready" sinn.

Ech gesinn dat awer net als dramatesch un an enger éischter Etapp. Et sief dann et wäre Projeten, vun deenen ech keng Kenntnis hätt, fir alles op verschiddene Plaze schonn direkt „HD ready" ze maachen a verschiddene Gemengen. Mä do kënnt Dir mer vläicht méi dozou soen.

Et ass also un de Kabelopérateuren deen Accord ëmzesetzen. Ech sinn och der Meenung, datt si missten no bausse kommunizéieren. Mä et ass net un der Regierung dat ze soen. Ech hunn Iech virdru gesot, datt et un hinnen ass den Accord ëmzesetzen, datt mir hannendru wäerte weiderdrécken a weider bleiwen, fir ze kucken, datt déi Ëmsetzung och fonctionnéiert, a mir wäerten eis en fonction vun der Evolutioun vun där Ëmsetzung determinéieren. Duerfir schéngt mer de Juni och méi en appropriéierten Datum ze sinn, fir am Detail doriwwer ze diskutéiere wéi vläicht haut, well bis dohinner wäert nach sécherlech vill geschéien.

Här President, ech hunn nach zwou Froen ze beäntwerten. Ech weess, datt meng Zäit ofgelaf ass.

Une voix.- Neen!

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Wat déi kleng ubelaangt, wëll ech drun erënneren, Madame Brasseur, datt mer et hei mat der Privatinitiativ ze dinn hunn an datt mäi Virgänger am Joer 2001/2002 zwou Journées de la câblodistribution organiséiert huet, wou déi Problematik hei thematiséiert ginn ass. Et sinn der eng Rei, déi hu reagéiert, déi hunn opgerüst, ëmgerüst, si hu verkaf. Et sinn eng Rei anerer, déi dat net gemaach hunn. Et ass elo un deenen, fir schnellstens Léisungen ze siche mat aneren zesummen - finanziell Léisungen, technesch Léisungen oder no Alternativen ze kucken.

Ech wëll awer drop hiweisen, datt eng ganz Rei sech op d'Bee gesat hunn 2001/2002 an anerer net. Dat heescht, et sinn der eng Rei, déi gerüst sinn an anerer net.

Véiertens, nach eng Kéier, d'Initiativ läit bei de Kabelopérateuren, d'Regierung ass...

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- ...hannendrun a wäert sech en fonction vun der Ëmsetzung determinéieren.

De President seet mer, meng Zäit wier elo definitiv ofgelaf, duerfir wäert ech Iech...

Une voix.- Riedezäit!

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Meng Riedezäit, jo selbstverständlech!

Déi wär elo definitiv ofgelaf, duerfir wäert ech Iech méi dozou da soen am Mount Juni.

D'Kabelopérateuren - just dee leschte Saz, Här President - sinn hei déi, déi d'Manetten elo am Grapp hunn, an d'Regierung wäert intervenéieren, wann d'Ëmsetzung vun deem Accord net klavéiert. Mä loosse mer deen Accord emol liewen a loosse mer d'Kabelopérateuren déi Initiativ emol no baussen ausrullen, an da kucke mer.

M. le Président.- Sou, da komme mer zur nächster Fro. Dat ass déi vum honorabelen Här Roger Negri un den Här Gesondheetsminister iwwert d'Fréierkennung vun der Osteoporos. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°192 du 21 mai 2007 de M. Roger Negri relative au dépistage systématique de l'ostéoporose, adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Osteoporos ass eng Krankheet, déi virun allem deenen eelere Leit vill Problemer mécht, well hir Schanken net méi esou staark sinn. An där flotter Broschür vum Gesondheetsministère, déi ech hei hunn, do kann ee liesen, dass dat mënschlecht Skelett aus 206 Schanke besteet. An dëser Broschür gëtt virun allem dorop sensibiliséiert, vu jonkem Alter u fir spéider staark Schanken ze suergen, wéi zum Beispill duerch genuch Kalzium, deen ënner anerem an de Mëllechprodukter ass, an och duerch vill kierperlech Bewegung, an dat dobaussen am hellen Dag, wou de Kierper Vitamin D ophëlt.

An engem rezenten exzellente Virtrag vum Dokter Hemmer iwwert d'Osteoporos huet den Dokter op eng impressionnant Manéier gesot „qui a cassé, cassera", fir domat auszedrécken, dass et fir déi méi eeler Matmënsche wichteg ass ze wëssen, wéi et ëm hir Knachekonsistenz bestallt ass. Well wann een d'Indicateurë fir eng Osteoporos kennt, kann ee sech besser dorop astellen, besser oppassen, wann een zum Beispill Trapen erofgeet, andeem ee sech ëmmer a ganz fest um Gelänner unhält an esou weider.

Duerfir wollt ech den Här Gesondheetsminister froen, ob et net sënnvoll wär, ab engem bestëmmten Alter den Dépistage vun der Osteoporos maachen ze loossen an eng Campagne an deem Sënn ze lancéieren.

Ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den Här Minister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol en häerzleche Merci un de Roger Negri fir d'Fro.

Et ass richteg, wéi hie gemengt huet, dass d'Osteoporos ëmmer méi zu engem Problème de santé publique gëtt, haaptsächlech fir eeler Leit. Eng Fra op dräi ka getraff ginn. Ee Mann op fënnef ka getraff ginn.

Wat heescht konkret Osteoporos? D'Schankemass hëlt of, d'Schanke gi méi sprock, zerbrieche vill méi liicht, a wéi de Roger Negri richteg gesot huet, wa se an där Situatioun bis ufänken ze briechen, da geet et mat enger Kéier net duer - mat all deem, wat domat zesummenhänkt.

Mir hunn zënter 2000 e Service am Land, dee vun der Ostéodensimétrie an der Zitha, dee Miessunge ka maachen opgrond vun Indikatioune fir festzestellen, ob een Osteoporos huet oder net. A kloer indizéierte Fäll gëtt dat och rembourséiert. Et ass e klenge Programm, dee virgesäit, dass mer eng Rei vun agrééierten Dokteren hunn, déi déi dote Miessunge kënne maachen. Dat ass déi éischt Phas. Mir hunn also d'Apparatur, déi mer brauchen, fir déi Miessungen ze maachen. Et gëtt och nach aner Méiglechkeeten, fir et ze maachen, mä dat hei ass déi, déi eigentlech am beschten indizéiert ass an am beschte passt.

Derniewent hu mer 2005 eng Preventiounscampagne ageleet, déi sech un déi méi jonk Leit riicht, well wéi bei villen anere Problemer mat der Gesondheet kann ee preventiv wierken. Et kann ee säi Schankekapital oder d'Mass vun de Schanken opbauen an erhalten. Dann huet een am Prinzip, wann een duerch eng équilibréiert Ernährung an och Sport dat Kapital opbaut, net déiselwecht Problemer am Alter, wéi wann ee sech net dorëm këmmert. Dat ass ganz gutt ukomm. Et hat e ganz gudden Echo.

Ech géif mengen - an do läit de Roger Negri ganz richteg -, dass d'Zäit vun der Bilanzéierung komm ass. Mir hunn eng Rei vun Experienze gemaach mat de Miessungen. Mir hunn och sengerzäit eng Kommissioun agesat, fir deen dote Programm ze suivéieren. De Carlo Wagner ass sengerzäit nach bei de Krankekeesen intervenéiert, fir e puer Schrëtt weider ze maachen.

Ech muss soen, deen Dossier ass net mat där Rapiditéit virugaangen, wéi Gesondheetsministere sech dat géife wënschen. An ech muss soen, dass ech deen doten Dossier wäert relancéieren. Ech wäert derfir suergen, dass mer eng Evaluatioun vun deem bisherege klenge Programm maachen a kucken, wat mer weider drop wäerten opbauen. Ech wäert also déi Gespréicher mat der UCM erëm ophuelen, fir an déi doten Direktioun ze goen.

Ech soen Iech Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Huss, och un den Här Gesondheetsminister, iwwert d'HPV-Impfung.

- Question N°193 du 22 mai 2007 de M. Jean Huss relative à la vaccination HPV (les papillomavirus humains), adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der leschter Nummer vun der Ligue contre le cancer gëtt et en Artikel iwwert d'Preventioun vun enger bestëmmter Zort Kriibs vun de Fraen, nämlech vum Kriibs vum Gebärmutterhals, vum Col de l'utérus. An deem Artikel gëtt dann drop higewisen, datt dat déi zweetheefegst Kriibszort bei de Fraen op weltwäitem Plang ass. Virun allem an de Länner vun der Drëtter Welt ass dat eng ganz schlëmm Problematik. Hei zu Lëtzebuerg ass et Gott sei Dank zueleméisseg gesi manner grouss, mä all Joer erkranken anscheinend ronn 20 Fraen nei un deem Kriibs vum Gebärmutterhals.

An deem Artikel gëtt dann op d'Ursaachen dovun higewisen. Et gëtt gesot, datt op där enger Säit natierlech och d'Fëmme mat eng Roll spillt, mä virun allem awer och eng bestëmmten Zort vu Viren, nämlech déi sougenannten Human-Papilloma-Viren - HPV -, an dorënner virun allem déi vum Typ 16 a vum Typ 18.

An deem Artikel gëtt dann drop higewisen, virun allem vum Conseil supérieur de l'hygiène, datt et sënnvoll wier - well déi Viren dobäi eng Roll géife matspillen, fir eng Infektioun mat deene Viren ze maachen; déi kéinten an e puer Prozent vun de Fäll och zu där Zort Kriibs do féieren -, scho Meedercher am Alter vun eelef bis zwielef Joer ze impfen, an dann herno nach e Rappel vun der Impfung ze maachen zwëschent zwielef an 18 Joer mat engem neien Impfstoff, dee Gardasil heescht, deen hei um Marché eréischt zënter e puer Méint anscheinend zougelooss ass, fir einfach eng Virbeugung do kënnen ze maachen.

Meng Froen un de Minister sinn am Fong déi heiten:

Éischtens, Här Minister, haalt Dir et fir sënnvoll, flächendeckend jonk Meedercher vun eelef, zwielef Joer ze impfe mat deem Impfstoff do, an herno och nach eng Noimpfung ze maachen? Wéi sinn do d'Erfahrungen an och d'Meenungen an den europäesche Länner ronderëm eis?

An da virun allem awer eng Saach, déi vum soziale Point de vue och interessant ass: Dat ass d'Fro vum Käschtepunkt vun deem Medikament, dee mer awer relativ héich ze si schéngt, mat anscheinend 405 Euro, fir déi Impfung do kënnen duerchzeféieren. Dat ass awer e ganz stolze Präis vun där Firma, déi dat dote verlaangt. Do stellt sech d'Fro, ob dat net en Hinderungsgrund ass, besonnesch fir Meedercher aus méi sozial schwaache Familljen, wou also net vill Suen do sinn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech halen elo op.

An deem Kontext also d'Fro, ob Der net mengt, datt dat kéint vun de Krankekeesen iwwerholl ginn, beziehungsweis ob een net misst mat deene Firmen do op europäeschem Niveau verhandelen, fir datt do awer de Präis emol drastesch erofgesat géif ginn. Well soss, mengen ech, géif et awer gréisser Problemer fir d'Krankekeese gi bei esou enger flächendeckender Impfung.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Den Här Gesondheetsminister huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Huss huet eng ganz Rei vu Froe gestallt, déi wierklech de Fanger op dee Punkt leeën, wou en higehéiert.

Éischtens muss ee soen, dass et en Duerchbroch ass, dass mer an der Zwëschenzäit iwwer ee Vaccin a muer iwwer en zweete Vaccin verfügen, deen an der Preventioun vun enger Zort Kriibs - dem Gebärmutterhalskriibs - ka ganz effikass sinn. Dat ass déi éischt Feststellung.

Déi zweet Feststellung, dat ass, dass ee sech net soll der Illusioun higinn, dass duerch dee Vaccin elo muer kéint de Gebärmutterhalskriibs verschwannen.

Also ganz kloer: Déi Preventivprogrammer, déi mer elo zënter enger Rei vu Joren hei zu Lëtzebuerg hunn, déi behalen hire Wäert och a Presenz vun deem Vaccin. Mir hunn ee vun deene flächendeckendste Programmer fir d'Fréierkennung vum Gebärmutterhalskriibs hei realiséiert, wat dozou gefouert huet, dass d'Zuel vun de Fraen, déi um Gebärmutterhalskriibs stierwen, vun zéng virun e puer Joer op zwou bis dräi - dat sinn der nach ëmmer zwou bis dräi ze vill, ganz kloer, mä awer - ganz sensibel erofgaang ass, an dass och d'Zuel vun deene Fäll, déi méi spéit entdeckt ginn, ganz seriö erofgaang ass. Dat ass déi zweet Feststellung.

Déi drëtt Feststellung: Den Här Huss huet ganz Recht, dass hei e Vaccin op de Maart komm ass an dass déi Vermaartung vun deem Vaccin mat enger beispilloser Campagne vu Publicitéit, déi un de Rand vun der ethescher Verträglechkeet komm ass, begleet war. An ech mengen - ech soen dat esou wéi ech dat denken -, wann de Vaccin gutt ass, da muss ee kënnen op esou e Spektakel verzichten.

Véiertens wëll ech feststellen, dass dee Vaccin hei zu Lëtzebuerg an an den europäesche Länner selbstverständlech wëllkomm ass, mä dass en awer gradesou oder vill méi wichteg nach wär an deene Länner, wou d'Prevalenz vum Gebärmutterhalskriibs vill, vill méi héich ass, wou en awer an dëser Phas iwwerhaapt keng Alternativ ass, well en onbezuelbar ass. D'Präisser, déi gefrot ginn, si 400 bis 500 Euro pro Vaccinatioun, vun dräi Dosen.

Kloertext op déi Froen, déi den Här Huss gestallt huet: Eng ganz Rei vun europäesche Conseils scientifiques, ënner anerem och eise Conseil supérieur d'hygiène, hu kloer Empfehlunge gemaach, fir d'Impfungen ze maachen: déi eng vun eelef bis 17; déi aner vun eelef, zwielef bis 18; anerer, déi méi selektiv sinn, wéi zum Beispill de franséische Conseil, op ee Joergang, zwielef oder 14. Dat heescht also, d'Wëssenschaftler erkennen de Wäert vun deem heite Vaccin un, mat deenen Nuancen, déi ëmmer widderholl ginn, dass et net eng preventiv Campagne kann ersetzen.

Mir wäerten och hei zu Lëtzebuerg an deenen nächste Méint zesumme mat de Krankekeese kucken, a wat fir engem Beräich dass d'Krankekeesen asprange respektiv wéini dass d'Santé publique aspréngt. Mä ech wëll awer soen, dass mer dat an enker Konzertatioun maache mat eise Partnerlänner. A viru 14 Deeg hate mer en informelle Conseil zu Oochen, a mir hunn hei vu Lëtzebuerger Säit drop higewisen, dass et noutwendeg ass, dass d'europäesch Länner sech hei konzertéieren, dass se eng gemeinsam Virgehensweis vis-à-vis vum Produzent aleeden, esou wéi dat elo an der Zwëschenzäit beim Aids gemaach gëtt, fir net nëmmen hei zu Lëtzebuerg anstänneg Präisser ze garantéieren, mä weltwäit anstänneg Präisser ze garantéieren. D'Kommissioun war och d'accord, fir dat als eng Prioritéit an hiren Aarbechten ze iwwerhuelen, an en Aarbechtsgrupp war och schonn zesummen.

Also als Konklusioun: Et ass e ganz seriöe Fortschrëtt, mä et wënnt een awer dodrun, wann ee mat rouegem Kapp reagéiert, a wann d'Industrie zesumme mat eis partnerschaftlech - mat alle Länner - diskutéiert, amplaz mam Briecheisen d'Länner ze forcéieren, fir dat hei ze maachen, wat si gär hätten zu deem héchstméigleche Präis. Ech mengen, dass deen dote Vaccin et zu engem méi niddrege Präis och nach géif erlaben, dass d'Industrie op hire Kont kéim, an dass virun allem déi, déi e brauchen, en och kéinte garantéiert kréien.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann ass et un der honorabeler Madame Nancy Arendt fir eng Fro ze stellen un de Minister vun der sozialer Sécherheet iwwert d'Déngschtleeschtungen an den Altersheimer a Fleegeheimer.

- Question N°194 du 22 mai 2007 de Mme Nancy Arendt relative au contrôle des prestations fournies dans les centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) ou dans les maisons de soins prises en charge par l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Här President, erlaabt mer, datt ech eng Fro un den Här Gesondheetsminister stellen am Kader vun de Prestatiounen an den Altersan an de Fleegeheimer. Ech mengen, et ass heibanne keen, deen un der Noutwendegkeet vun dësen Institutiounen an un der Fleegeversécherung am Allgemengen zweifelt.

Et gëtt mat Sécherheet a ville Fleegeheimer eng luewenswäert Aarbecht geleescht, an et kann een hei net generaliséieren, mä leider ass mer awer och schonn des Öfteren zu Ouere komm, datt déi Prestatiounen, déi do misste geleescht ginn, an déi vun der Cellule d'évaluation och festgeluecht gi sinn, net ëmmer seriö geleescht ginn, virun allem net wat d'Zäitdauer ubelaangt.

Esou soll et regelméisseg virkommen, datt d'Soinë vill méi schnell - an ech gebrauchen dat Wuert - duerchgehaselt ginn oder souguer guer net ausgefouert ginn. D'Fleegeversécherung bezilt also fir Prestatiounen, déi net eent zu eent ëmgesat ginn an am schlëmmste Fall och heiansdo guer net duerchgefouert ginn.

Natierlech sinn ech mer bewosst, datt esou eppes net d'Regel ass, an datt déi Leit, déi an dësem Domän schaffen, meeschtens hiert Beschtméiglecht maachen, fir de Patienten ze hëllefen. Allerdéngs muss et awer erlaabt sinn ze froen, ob et net méiglech wär, datt net genuch Personal present ass, fir d'Fleeg esou auszeféieren, wéi se da virgeschriwwen ass, oder awer datt déi virgeschriwwen Aarbecht net esou ausgefouert gëtt, wéi se misst.

Ech wëll dës Froen am Numm vun de Betraffene stellen, déi oft machtlos sinn, well se selwer oft net méi realiséieren, wat mat hinne geschitt, a well och d'Familljemembere sech ganz oft net trauen, eppes ze soen.

Duerfir: Gëtt do iwwerhaapt eng Kontroll gemaach, a wie kontrolléiert, ob dës Prestatiounen och esou ëmgesat ginn, zäitlech a vum Inhalt hier, wéi se dat missten?

Ginn do regelméisseg Kontrolle gemaach oder gëtt just intervenéiert, wa Leit reklaméieren?

Sinn dat ugekënnegt Kontrollen oder sinn dat onugemellte Kontrollen, also sougenannte Contrôles inopinés?

A well et hei ëm gréisser Zomme vum Stat geet, déi vum Stat finanzéiert ginn, wär et dann hei net ubruecht, datt de Stat och selwer géif kontrolléieren, datt déi virgeschriwwe Prestatiounen dann och eent zu eent géifen ausgefouert ginn?

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Den Här Minister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och hei Merci der Madame Arendt fir d'Fro. Et ass richteg wa se seet, d'Fleegeversécherung dréit vill zu der Qualitéit an der Betreiung vun eelere Leit bäi, an ech wëll dat un zwee, dräi Chifferen illustréieren.

Hei zu Lëtzebuerg bezilt d'Fleegeversécherung am Duerchschnëtt pro Ayant droit en Duerchschnëtt vun 29.000 Euro d'Joer. Zum Vergläich: An Däitschland, wou mer eis jo largement inspiréiert hunn un der Fleegeversécherung, dréit d'Fleegeversécherung 8.700 Euro am Duerchschnëtt bäi.

Wann een elo d'Strukturen hëlt, dat heescht d'Heimer, da kënnt een op e Coût moyen pro Joer pro Patient vun 42.000 Euro. An Däitschland läit dee Präis bei 13.000 Euro. Wann een d'Réseauen, dat heescht d'Fleeg doheem, hëlt, do leien eis Chiffere bei engem Duerchschnëtt vun 22.000 Euro an an Däitschland bei 6.000 Euro.

Ech wëll dat soe fir domat ze illustréieren, dass de Präis hei zu Lëtzebuerg e ganz gudden ass, e ganz héijen ass, an dass een dofir och déi allerbescht Qualitéit ka verlaangen. Déi bescht Konditioune vun der Fleegeversécherung intergalaktesch mussen och déi bescht Qualitéit intergalaktesch bedingen. Dat als Virbemierkung.

Elo ass et esou, dass duerchweegs an de Réseauen an an den Heimer eng exzellent Aarbecht geleescht gëtt, dass d'Vertraue gutt ass, d'Kontroll awer néideg ass. Mat deem Gesetz, wat mer virun engem Joer hei eestëmmeg gestëmmt hunn, wëlle mer méi d'Démarche Qualitéit a Kontroll verstäerken.

An der Zwëschenzäit hu mer déi Commission contrôle qualité agesat, wou all déi Betraffen derbäi sinn. Mir konnten och e Spezialist asetzen, fir dat Ganzt opzebauen an ze suivéieren. Dat ass déi éischt Feststellung.

Déi zweet Feststellung, dat ass, dass et richteg ass, dass fir jiddfer Ayant droit e Fleegeplang opgestallt gëtt, un deen d'Haiser, un deen d'Réseauë sech am Prinzip halen. Do gëtt et eng Rei vun Imprévuen, déi musse mat abezu ginn, mä déi musse sech un dee Fleegeplang, also déi Leeschtungen halen, déi den Assuré zougeséchert kritt huet.

Elo ass et richteg wat d'Madame Arendt seet, dass festgestallt ginn ass an enger Rei vu Fäll, dass de Fleegeplang net gläich dat Realiséiert war. Do gouf et bei eenzelnen Explikatiounen a bei anere gouf et keng Explikatiounen; et war net emol dat noutwendegt Personal do, fir déi dote Prestatioune kënnen ze exekutéieren. Do ass et ganz kloer, do huet d'Fleegeversécherung déi Suen, déi ze vill bezuelt gi si vun der Fleegeversécherung, zréckgefuerdert. An do sinn zum Deel säfteg Beträg rembourséiert ginn.

Déi doten Démarche wäert an Zukunft weider verstäerkt ginn, dat heescht, mir wäerten déi Kontrollmechanisme weider ausbauen. Ech sinn och frou, dass d'Madame Familljeminister hei ass - opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer haten iwwert de Präis...

(Interruption)

...fir d'Botzaarbechten an den Haiser. Do hu mer zesummen proposéiert, dass 2007 an 2008 déi Haussen, déi dorop baséieren, net sollen exekutéiert ginn. D'Fleegeversécherung bezilt also weider. Mä als Contrepartie hu mer vun den Haiser verlaangt, dass se sech mat eis zesummen un den Dësch setzen, fir déi Transparenz bei alle Prestatiounen ze verbesseren.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann d'Fro vum honorabelen Här Claude Meisch un den Här Innenminister wat d'Gesetzgebung vun der Landesplanung ugeet. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°195 du 22 mai 2007 de M. Claude Meisch relative à une modification de la législation sur l'aménagement du territoire, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Innenminister huet viru kuerzem op enger Pressekonferenz annoncéiert, datt en drun denkt, fir d'Gesetz vun 1999 iwwert d'Landesplanung, gradesou wéi och d'Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal, iwwert dat mer jo schonn déi eng oder aner Kéier Rieds haten, op de Métier ze huelen, et reforméieren an eng ganz Rei vu Modifikatioune wëllt proposéieren.

An deem Kontext si mer eis sécherlech eens, datt virun allem d'2004er Gesetz muss reforméiert ginn, fir enger ganzer Rei vu schwierege Situatioune kënnen entgéintzewierken, déi op eis duerkommen, wa mer dat net géife maachen. D'ailleurs bei der éischter Modifikatioun vun 2005 war jo och schonn ugekënnegt ginn, datt et no zwee Joer nach eng Kéier misst op de Métier geholl ginn an d'Chamber sech nach eng Kéier mat deem Gesetz misst befaassen.

Meng Fro awer elo, ob en detailléierte Bilan gemaach ginn ass vun deenen zwee Gesetzer, virun allem ob mer eng Lëscht virleien hu vun de Schwächte vun deenen zwee Gesetzer, déi elo offensichtlech schéngen de Landesplanungsminister ze motivéieren, fir hei Remedur ze schafen, an och wat fir eng konkret Modifikatiounen d'Regierung der Chamber wäert proposéieren, a wéini d'Regierung d'Chamber wäert mat engem Projet de loi saiséieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit 2004, säitdeem mer dat neit Gesetz iwwert den Aménagement communal hunn, ass vill diskutéiert ginn. Mir hu vill Erfahrunge gesammelt a mir hunn och mat Bureau-d'études a mat Gemenge Problemer diskutéiert.

Doropshin hu mer, wéi ech et virdru scho gesot hunn, am Gesetz vum Pacte Logement Ännerungen ageféiert, a mir wëllen och elo nach - dat hunn ech scho virun zwee, dräi Joer gesot - Enn 2007 dee Projet de loi areechen, deen am Fong geholl keng grondsätzlech Reform wëllt maache vun deem Gesetz - dat stoung emol an der Press -; et ass keng grondsätzlech Reform, mä et sinn Detailer, déi net funktionéieren, déi mer wëlle verbesseren.

Fir d'éischt wëlle mer emol an deene bebautene Quartieren eppes änneren. Do hu mer jo keng homogen Bebauung. Do sinn och d'Parzellen all verschidden. Do gëtt laut Gesetz mat engem sougenannten CMU oder COS geschafft. Déi Instrumenter sinn net adequat, dat huet d'Erfahrung eis elo ginn.

Dir hutt dat d'ailleurs och als Gemeng Déifferdeng opgeworf, a mir hunn och scho mat Iech doriwwer diskutéiert. Dir hutt dat opgworf, an dat ass och richteg. Do wollte mer eng nei Notioun aféieren, an zwar déi vun engem sougenanntene PAP Quartier existant, also een Teilbebauungsplang vum Quartier. Dat heescht, do gi Regelen opgestallt. Wann deen Eenzelnen da baut an deem Quartier, da kann deen iwwer eng Baugenehmegung direkt lassfueren.

Do gewanne mer also vill Zäit an och vill Geld, géif ech bal soen, wéi iwwerhaapt all déi Iwwerleeungen, déi mer féieren, ënnert dem Objektiv sti vun enger Simplification administrative a vun enger méi effikasser Uwendung vun deem Gesetz. Also bei bebaute Quartiere gi mer an déi Richtung, déi ech elo gesot hunn.

Bei neie Quartieren, bei Neierschléissungen, do bleift d'Gesetz wéi mer et elo hunn. Den Instrument de choix - hei bleift alles beim Alen. D'Philosophie vum Gesetz gëtt net ugepaakt, hei ginn den CMU an den COS benotzt, fir an deene Quartieren ze bauen.

Eng aner Ännerung, déi mer ustriewen, ass déi vun deem sougenannte Plan directeur. De Plan directeur ass elo ëmmer gemaach ginn um Niveau vum PAP, vum Deelbebauungsplang. Dat mécht kee Sënn. Et mécht Sënn deen eropzehiewen op de Bebauungsplangsniveau vun der ganzer Gemeng, well hei geet et jo och ëm den Intérêt général.

Och do gëtt Geld gespuert fir d'Bauen, fir d'Promoteuren, fir all déi Leit, déi an esou Dossieren eraginn. Och do, mengen ech, kréie mer dann eng Simplification administrative. Also déi Iwwerleeungen, déi mer féieren, déi hunn e grousse Konsensus, dat wäert Der gesinn, dobausse fonnt.

An dat kann ech Iech och soen, well - Dir hutt mech iwwert d'Démarche gefrot - mir hate schonn zwee Brainstormingen. Ech hat et virdru bei der éischter Fro, déi ech beäntwert hunn, och scho gesot. Am Dezember 2006 an am Abrëll 2007 hate mer Réunioune mat dem OAI, mat der Aula, mat der ALOC, mat der Stad Lëtzebuerg, mat der Stad Esch, mat der Commission d'Aménagement. An do hu mer eis eng Démarche ginn.

Mir hunn notamment e Groupe de travail an d'Liewe geruff, dee soll kucken, wéi d'Règlement-grand-ducale sollen och méi gréffeg gemaach ginn; d'Règlement-grand-ducalen iwwert d'Études préparatoires, d'Règlements grand-ducalen iwwert de PAG, den Inhalt vum Bebauungsplang, an och iwwert de PAP.

Also do versiche mer och ze vereinfachen, esou dass mer mengen, dass mer bis Enn des Joers fäerdeg wären an dann dat Gesetz, wat Der mech gefrot hutt, hei kënnen déposéieren. A well jo d'Philosophie vum Gesetz intakt bleift, géif ech d'Gemengen opruffen, alleguerten in globo, si sollte weider un hire PAGe schaffen, well et gëtt dobausse gesot: Mir kënnen net méi un de PAGe schaffen, d'Gesetz ass net gutt.

Dat Gesetz ass ganz gutt. Et gëtt och näischt geännert. D'Gemenge sollen hir PAGe fäerdeg maachen, well déi Deadlinen, wéi se am Gesetz virgesi sinn - 2010 August -, bleiwe bestoen. Et kann och derogéiert gi bis August 2011 bei Cas-de-force-majeuren. Dat ass also fir den Aménagement communal.

Nach dräi Wierder iwwert d'Landesplanungsgesetz. Do stelle mer d'Philosophie och net a Fro. Mir wëllen dat Gesetz och méi operationell maachen. Mir wëllen am Fong geholl d'Uwendung optimiséieren. Mir wëllen esou reviséieren, dass mer am Fong geholl eng effikass Landesplanung kréien. Doduerch wëlle mer d'Expropriatiounen an den Droit de préemption, wéi en elo am Pacte Logement ass, och an dat Gesetz mat eranhuelen. Dat ass een Element.

En anert Schlësselelement ass den Iwwergang vum Plan sectoriel an de Bebauungsplang. Do musse mer kucken, wéi mer do kënnen déi Hierarchie méi prezis deklinéieren oder méi prezis artikuléieren.

De POS, wéi mer elo een hate fir de Findel, bleift bestoen. Mir wëllen e liichte POS aféieren, fir am Fong geholl d'Plans sectoriels ze exekutéieren. A mir wëllen och, géif ech soen, an der Kompetenz vum Landesplanungsminister kucken; deen huet eng Kompetenz fir ze koordinéieren, ze initiéieren an ze décidéieren. Déi wëlle mer och frësch rationéieren.

A last but nor least wëlle mer och nach an der Regionalplanung kucken am Fong geholl, well mer do net esou wäit komm sinn, wéi de Législateur sech dat virgestallt huet: Wéi soll d'Regionalplanung mat der sektorieller Planung, mam Bebauungsplang, matenee spillen?

Dir gesitt also, mir hunn e grousse Programm wëlles, an dee wëlle mer dann och bis Enn des Joers iwwert d'Bühn kréien. Da géif ech Iech dann e Projet de loi virleeën.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Lydie Err un den Här Justizminister iwwert d'Konventioun vum Europarot géint de Mënschenhandel. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°196 du 21 mai 2007 de Mme Lydie Err relative à la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, adressée à M. le Ministre de la Justice

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Här President. Et geet a menger Fro un de Justizminister ëm eng Konventioun vum Europarot géint d'Traite vun de Mënschen. Dat ass eng Konventioun, déi virun iwwer zwee Joer zur Signature déposéiert ginn ass. Et ass géint de Mënschenhandel. An d'Differenz par rapport zu Instrumenter um internationale Plang, déi et par ailleurs gëtt, ass déi, dass déi heite Konventioun sech op de Schutz vun den Opfer konzentréiert, während déi aner Instrumenter, déi mer hunn, sech éischter op den Aspect pénal konzentréiert hunn.

De Conseil de l'Europe an all déi Leit, déi dru geschafft hunn, notamment Memberen aus där Kommissioun - wou ech och am Conseil de l'Europe dra sinn -, halen drop, dass déi Konventioun hei esou schnell wéi méiglech a Kraaft trëtt.

Ech mengen, et géif Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht stoen, aktiv ze ginn. Et geet nämlech net duer ze ënnerschreiwen an dann d'Saachen hänken ze loossen. Mir hunn deelweis am Conseil de l'Europe eng Reputatioun fir dat ze maachen, notamment bei enger Convention-cadre sur la protection des droits des minorités, déi mer ënnerschriwwen hu mat enger Reserv an dann net ratifizéieren. All Kéiers, vu dass mer do relativ oft zitéiert ginn, gëtt ganz genee gekuckt, wéi Lëtzebuerg sech verhält.

Ech mengen net, dass et an dësem Fall ëm politesch Ursaache geet. Vläicht ass et eng Saach, déi mat Aarbechtsopwand zesummenhänkt. Jiddefalls si mer entretemps vun aktuelle 47 Memberstaten ee vun deene 26, déi ënnerschriwwen hunn an net ratifizéiert hunn. Ech mengen, et géif eis gutt zu Gesiicht stoen, dass mer dat géife maachen. Ech wier jiddefalls frou, fir eng Äntwert ze kréien, wourunner et hält, dass et dauert, well dat Froe sinn, déi mer regelméisseg zu Stroossbuerg gestallt kréien.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Den Här Justizminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech wëll der honorabeler Madame Err soen, datt se gutt aus hirer Zäit, wéi se am Ausseministère war, weess, datt déi Konventiounen ënnert der Autoritéit vum Ausseminister ënnerschriwwe ginn. An da mussen d'Fachministèren duerno kucken, datt se déi ëmsetzen.

Dës Konventioun ass 2005 vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn, an do sinn eng ganz Rei Ministèren, déi déi mussen ëmsetzen. D'Justiz ass een dovunner, mä besonnesch dee Volet, deen Dir uschneit - dee vum Afferschutz -, dee wäert och eng Äntwert fannen an deem neien Zouwanderungsgesetz, un deem den Immigratiounsminister amgaang ass ze schaffen.

Dee Volet, deen d'Justiz betrëfft, deen ass net wéinst dem Inhalt nach net do, mä well mer effektiv ganz vill Konventiounen ëmzesetzen hunn. Mir schaffen dorunner. Ech géif mengen - an ech soen dat hei ënnert der Autoritéit vum Immigratiounsminister -, datt souwuel deen ee wéi deen anere Volet spéitstens am Hierscht an der Chamber wäerten déposéiert ginn. An d'Madame Familljeminister huet och nach Kompetenzen doranner, esou datt si och deen Délai confirméiert.

Et ass also reng eng Saach vun der Zäit. Vun der inhaltlecher Saach, mengen ech, si mer eis eens - Dir a mir -, datt den Inhalt vun där Konventioun ganz wichteg ass, an duerfir huet d'Regierung keng Schwieregkeete mam Inhalt. Si muss just déi Aarbecht nach maachen. Am Ministère, mengen ech, sinn an deene leschte Joren eng 30 Konventioune bei eis ëmgesat ginn. Dat ass ganz vill Aarbecht. Duerfir wäerte mer weider un deem Projet do schaffen.

Et wäert um Terrain och net Wesentleches änneren, well ganz vill vun deene Saache maache mer schonn haut um Terrain. Mä ech mengen, dee Volet, besonnesch am Immigratiounsgesetz, fir déi Autorisation-de-séjouren do ze ginn, däers ass sech de Minister Schmit bewosst, an hie schafft dorunner fläisseg weider.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann déi nächst Fro, déi vum honorabelen Här Meisch un d'Madame Familljeministesch iwwert d'Privatinitiativen um Gebitt vun der Famill a vun der Chancëgläichheet. Här Meisch!

- Question N°197 du 22 mai 2007 de M. Claude Meisch relative à la promotion des initiatives privées dans le domaine de la famille et de l'égalité des chances, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Madame Familljeministesch hat viru kuerzem op enger informeller Réunioun vun den europäesche Familljeministere gesot, datt Lëtzebuerg eng Alliance stratégique - „eng strategesch Allianz" op Lëtzebuergesch also - zesumme mat de Privatentreprisen an d'Liewe geruff huet, fir eng ganz Rei vu Crèchen an de Betriber kënnen ze schafen.

Nun, wa mer awer iwwert d'Land fueren an an d'Betriber erakucken, da wësse mer, datt op deenen allermeeschte Plazen déi doten Offerte net konnt realiséiert gi bis ewell. Duerfir wollt ech froen: a wivill Betriber déi doten Allianz da wierklech konkret ëmgesat ginn ass; wivill Betriber do matgemaach hunn, a wivill Crèchëplazen an de Betriber bis ewell konnten opgrond vun där doter Initiativ geschafe ginn.

Gläichzäiteg war an deem Discours vun der Madame Minister op där enger Säit erauszehéieren, datt d'Politik hei zu Lëtzebuerg éischter géif op fräiwëllegen Accordë baséieren. Op där anerer Säit ass d'Méiglechkeet net aus der Welt geraumt ginn, datt géif légiféréiert ginn, fir méi konkret a méi durabel Chancëgläichheet, virun allem vu Männer a Fraen, an de Betriber kënnen ze assuréieren. E gewëssene Widdersproch also.

Mä ech wollt der Madame Minister d'Geleeënheet ginn, dorobber kënnen eng Explikatioun ze ginn, an och d'Madame Minister froen, ob se mat mir d'accord ass, datt eisen aktuelle Steiersystem wéi och eis Regelung vum Congé parental wéi och de Mangel u Betreiungsméiglechkeete queesch uechtert d'Land dozou bäidroen, datt mer eben déi dote Chancëgläichheet am Beruffsliewe fir Männer a Fraen nach ëmmer net realiséiert hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. D'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci, Här President. Ech wonnere mech heiansdo, wann ech verschidden Aussoen esou héieren, déi kommen iwwert d'Familljepolitik, a mat Freed ëmmer erëm gesinn, datt mer am Joer 2000 - dat war an enger Regierung, wou d'Demokratesch Partei mat eis dra war - ugefaangen hunn, d'Maisonrelaisen anzeféieren hei am Lëtzebuerger Land; dat heescht, en neie Moyen agefouert hunn, deen elo an Däitschland diskutéiert gëtt.

A wann ech dann heiansdo liesen a Communiquéen, datt ech mech soll an Däitschland inspiréiere goen, da wier et vläicht gutt, wann awer eenzel Leit bei Iech emol géife kucken, wat et ewell alles hei am Lëtzebuerger Land gëtt. Ech hunn och d'Madame von der Leyen invitéiert, op Lëtzebuerg kucken ze kommen, fir hir kënne virunzehëllefen. Also, et ass net esou, datt mir musse bei si kucke goen, wéi et geet, mä éischter den ëmgekéierte Wee.

Op där Konferenz, wou mer do waren, hu mer iwwer Effektiver geschwat. Do war eng vun de Froen: Wéi géife mer mat der Industrie ëmgoen; also mat de Betriber ëmgoen? Dorobber hunn ech gesot: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg mat de Betriber eng Allianz - well dat war den Titel vun deem Atelier -, an zwar iwwert d'Action-positiven. An ee vun den Elementer an deenen Action-positivë sinn och d'Crèchen, déi an de Betriber kënne gemaach ginn.

Mir hunn am Ganzen 1.016 Plaze vu Crèchen, déi a Betribscrèchen dra sinn. Do sinn déi europäesch Institutiounen derbäi, et si Spideeler derbäi, et si Banken derbäi, et sinn och aner Entreprisen dran, déi dat entweder selwer maachen oder awer maache mat Crèchen, déi installéiert sinn, privat Crèchen, a wou dann déi eenzel Patrone mathëllefe cotiséieren oder hirem Personal mathëllefe bezuelen, fir datt hir Leit doranner Plaze kréien. Dat zu deem Punkt.

Mä virun allem ass mir an där Allianz do mat de Betriber wichteg, datt et net nëmme Crèchëplaze sinn, mä datt et och zum Beispill eng besser Harmonisatioun vun den Aarbechtszäiten ass. Datt eng ganz Partie vun aneren Déngschter an de Betriber ugebuede ginn, fir et de Leit ze erméiglechen, fir d'Beruffsliewe mat hirem Privatliewen ze verbannen.

Ech denken zum Beispill drun, datt et an engem Betrib d'Méiglechkeet gëtt, datt Der kënnt Är Apdikteschsaache kréien, datt de Bäcker dohinner kënnt, datt d'Leit also net mussen auswäerts een deem aneren norennen, fir dann hir Saachen dohinner ze kréien, mä datt dat an deem Betrib selwer do ugebuede gëtt, fir eben de Leit hir Aarbechtszäit an hiert Familljeliewe méi liicht mateneen ze verbannen.

Dat war dat wat ech domadder gemengt hunn, an net nëmmen, wéi gesot, bei de Crèchë selwer.

Dir hutt da gefrot, wéi et wier mat dem Méi-Légiféréieren. Et war eng Fro, déi ech gestallt hat. Wann Der den Discours gelies hutt - ech weess net, wéi en elo eriwwerkomm ass -, dann hat ech zum Schluss eng Fro gestallt, ob et sënnvoll wier, ëmmer méi ze légiféréieren, oder ob et net méi sënnvoll wier, ze kucken ebe just opgrond vun deenen Erfahrungen, déi mer do gemaach hunn, fir d'Leit ze iwwerzeege mat konkreten Aktiounen, déi kënnte gemaach ginn, fir d'Betriber och méi ze motivéieren, fir de Leit ze hëllefen an de Betriber, fir hiert Familljeliewe mat verbonnen ze kréien.

Ech wëll do just ee Wuert driwwer soen: Et wäerten an deenen nächsten 20 Joer 20 Millioune Leit um Aarbechtsmaart fortgoen, an Europa. Et gëtt also déi Betriber, déi am beschte Konditioune schafe fir Familljen, déi wäerten déi beschten Aarbechtskräfte kréien, déi bei se kommen. An ech denken, datt dat och eppes ass, wat wichteg ass, wat och muss gefördert ginn, fir domadder och de Leit ze erlaben, fir eben nach kënne Kanner ze kréien.

A wann Der déi Diskussiounen an Däitschland gesitt, wou et wierklech katastrophal ass, datt besonnesch Fraen a Männer, déi aus héije Positioune kommen, keng Kanner méi hunn, dann ass dat selbstverständlech och net gutt fir hir Ekonomie a fir hir Wirtschaft. Also ass dat e wichtege Punkt, deen ee muss gesinn.

Da frot Der: Ass net de Congé parental an d'Steieren en Hemmnis, fir datt d'Leit viru schaffe ginn?

Or, an där Konferenz hutt Der gesinn, datt et an anere Länner Congé parental bis zu engem Joer gëtt! Fir deen Eenzelnen! Net nëmme sechs Méint, wéi bei eis. Mä et gëtt awer och anerer, déi zum Beispill soen: Mä Dir kënnt et opdeelen op dräi; ee Stéck fir de Papp, ee Stéck fir d'Mamm an ee Stéck wat flexibel ass.

An och do kënnt Der Är Kolleege froen, déi mat an der Regierung waren: An der Tripartite ass dat net op grouss Géigeléift gestouss, well d'Patronen ëmmer wollte méiglechst laang am Viraus wëssen, wéini ass een Arbeitnehmer do a wéini ass ee fort, fir dat kënnen organiséiert ze kréien.

Ech soen Iech dat nëmmen aus där Erfahrung, déi mer vun där Zäit haten. A vun dohier denken ech, datt een ëmmer sécher kann Arrangementer an Agencementer vun alles maachen, alles ka besser maachen, mä ech menge wierklech net, datt de Congé parental en Hindernis wier. Am Contraire! A wa mer wëssen, wéi wichteg datt déi Zäit ass, fir datt d'Elteren déi mat hire Kanner verbréngen, mengen ech net, datt mer dat sollen ofschafen oder datt mer dat solle verkierzen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Jacobs. Da komme mer zu där leschter Fro vun haut de Mëtteg. Dat ass déi vum honorabelen Här Fayot un den Här Kommunikatiounsminister iwwert d'Liberaliséierung vun de Postdéngschter.

- Question N°198 du 21 mai 2007 de M. Ben Fayot relative aux démarches de la Présidence allemande en matière de libéralisation des services postaux, adressée à M. le Ministre des Communications

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'Postliberaliséierung, déi drëtt Etapp dovunner, soll jo ufanks 2009 déi Bréifpost ënner 50 Gramm komplett liberaliséieren. Dergéint gëtt et vill Kritiken an Oppositioun hei zu Lëtzebuerg. Et geet duerch d'Parteien de Wonsch, fir déi Liberaliséierung net ze maachen, oder op d'mannst fir ze gesinn, wat da Service public nach ass a wéi dee ka finanzéiert ginn.

An deem Virschlag vun der Kommissioun ass dee Financement net prezis beschriwwe ginn oder nëmmen onzefridde stellend. Et liest een d'lescht Woch, dass déi däitsch Présidence probéiert, Kompromissvirschléi auszeschaffen an och ze verhandele mat deene Länner, déi géint déi Liberaliséierung sinn. Och am Europaparlament liest een an héiert een, dass d'Oppositioun géint déi Liberaliséierung ëmmer méi grouss gëtt, och duerch all Parteien, souwuel an der EVP wéi an der sozialistescher Fraktioun an och an deenen anere Fraktiounen.

Duerfir wollt ech den zoustännege Minister, dee jo sécher ganz enk un den Développementer am Conseil associéiert ass, froen, wéi de Stand elo wär. Ob effektiv e Kompromiss am Kommen ass, a wéi deen da géif ausgesinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass bekannt, datt d'Lëtzebuerger Regierung d'Virschléi vun der Kommissioun net deelt, dat heescht, si ass dergéint.

Den aktuelle Stand am Dossier, de Stand vu gëschter, ass folgenden:

Am Conseil vum 7. Juni soll e sougenannten „progress report" virgestallt ginn a Form vun engem Point A, dat heescht also, een ouni Debatt, dat heescht also, wou all Mënsch domat d'accord ass. Dat gesäit also a priori anodin aus.

Zweetens soll eng informell Diskussioun iwwer Mëtteg stattfannen, mat informelle Konklusioune vun der Présidence. Dat gesäit also och anodin aus, ass et awer net! Ass et nämlech definitiv net!

Well zwar nämlech d'Froen, déi vun der Présidence gestallt ginn an deem Zesummenhang, ech iwwersetze sënngeméiss aus dem Engleschen: Sech baséierend op déi rezent Trenden an de Memberstaten a Richtung vun enger totaler Liberalisatioun, ginn d'Ministere gefrot, ob se kënne confirméieren, datt déi Approche, op där d'Reform baséiert, nämlech eng global Ouvertür vum Marché am Intérêt vun de Konsumenten a vun den Utilisateuren, ob dat de richtege Wee wier. Mir ginn also gefrot, dat ze confirméieren.

An där Fro ass eigentlech schonn d'Äntwert mat dra suggéréiert. Meng Äntwert op déi Fro wäert sinn - a si wäert sech domadder vun der Fro ewechbewegen -, datt mir selbstverständlech all Initiativ ënnerstëtzen, déi am Intérêt vum Konsument a vum Utilisateur op e flächendeckenden Universaldéngscht hinziilt, datt mer awer mat Nodrock der Meenung sinn, datt et weiderhi muss méiglech sinn, de Service universel, dat heescht, fënnef Deeg laang Courrier a menger Bréifboîte, iwwert de Wee vun engem Service réservé ze finanzéieren. Dat heescht, datt d'Post eng Exklusivitéit huet fir alles wat ënner 50 Gramm ass.

D'Äntwert op déi éischt Fro wäert also en Nee sinn.

D'zweet Fro ass déi, wéini mer bereet wären, fir de Marché intérieur am Domän vun de Services postaux ze realiséieren. D'Äntwert op déi Fro wäert sinn, plus ou moins direkt, wa mer kënnen dee Finanzéierungsmodus bäibehalen, Service universel iwwert de Service réservé. D'Äntwert wäert sinn, ni, wann am Pak mat dran ass, datt déi Méiglechkeet opgi gëtt.

Ech a meng Leit sinn am Kontakt mat deenen anere Regierungen. Ech wollt dem Här Fayot soen, datt, wa gesot gëtt, datt der vill dergéint wären, een do och muss nuancéieren, well mir sinn de Moment amgaangen eis esou ze bewegen, datt déi eng - an dat sinn der net terribel vill de Moment - soen: Mir hätte gär weider déi Equivalenz Service réservé - Service universel; déi aner streide just nach iwwert den Datum. Zu deene gehéiere mir jo bekannterweis net.

Ech hunn och Kontakter mam Rapporteur vum Europaparlament. Mir bleiwen also hannendrun. D'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung wäert inchangée bleiwen. Mir sinn nodrécklech der Iwwerzeegung, datt et weiderhi muss méiglech sinn, de Service universel iwwert de Service réservé ze finanzéieren. Ech verstinn net, firwat - fir de Plëséier fir ze liberaliséieren - mer déi Equatioun solle missen opginn an e Fong maachen, wou och d'Utilisateure sollen drabezuelen, oder et iwwer Budgetsgelder ze finanzéieren.

Mäi Verständnis vun deem, wat muss geschéien, fir datt de Konsument zu Sengem kënnt a weider zu Sengem kënnt, geet net esou wäit, datt ech kann novollzéie logescherweis, wat d'Kommissioun do wëllt. Ech gesinn net wou d'Nécessitéit ass, fir déi Equivalenz Service universel - Service réservé ze briechen. Ech hunn dat och am Dezember am Conseil gesot andeem ech d'Kommissioun gefrot hunn, si soll hir Kopie nach eng Kéier nokucken, dat heescht, hir Virschléi ëmänneren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen dann zur Aktualitéitsstonn, déi vum Grupp vun der DP ugefrot ginn ass. D'Wuert huet elo fir d'éischt den Här Charles Goerens mat zéng Minutten Zäit. Déi aner Riedner hunn alleguer fënnef Minutten Zäit.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'attitude des autorités politiques polonaises à l'encontre du député européen Bronislaw Geremek

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, de 27. Abrëll hu mer als demokratesch Fraktioun eng Aktualitéitsdebatt ugefrot iwwert d'Haltung vun der polnescher Regierung vis-à-vis vum Europadeputéierte Bronislaw Geremek. De Fall Geremek huet héich Welle geschloen zu där Zäit, well e ganz ëmstriddent Gesetz a Polen, dat sougenannt Gesetz iwwert d'Décommunisatioun, zu nawell heftegen Debatten Ulass ginn huet.

Wourëm geet et an deem Gesetz? Oder villméi, wourëm goung et an Deeler vun deem Gesetz?

Nun, op d'Gefor hin, hir Fonctioun, hire Posten oder einfach hir Aarbecht ze verléieren, hunn eng Partie Leit a Polen missen deklaréieren, ob se - jo oder neen - mat der Geheimpolizei vum kommunistesche Regime kollaboréiert haten oder net. Dat wollt de Bronislaw Geremek elo net méi maachen, net méi ënner anerem, well hien et schonn eng Kéier gemaach hat. Doropshin hunn, laut der Interpretatioun vun deenen, déi senger schnell wollte lassginn, se gemengt, den Här Geremek wier säi Mandat als Europadeputéierte scho lass.

Et koum awer anescht: Den 11. Mee huet nämlech dat polnescht Verfassungsgeriicht Deeler vun deem ëmstriddene Gesetz annulléiert. Deemno wier de Fall Geremek geléist. Esou wäit, esou gutt oder esou wäit, esou schlecht.

Esou wäit, esou gutt, well elo endlech ee vun deenen anstännegste Polen Satisfaktioun kritt huet. Ëmmerhi gläicht bis zum Verdikt vum polnesche Verfassungsgeriicht déi geplangte Säuberung enger absurder Haltung, déi, wier eppes Ähnleches emol hei am Land ugewannt ginn, fréier Kolleegen, wéi zum Beispill de Robert Schaffner oder de Robert Krieps, zwee fréier KZler, obligéiert hätt ze deklaréieren, ob si mat der Gestapo kollaboréiert hätten oder net, an hire weidere Verbleif heibannen an der Chamber vun där Deklaratioun ofhängeg gemaach hätt.

Ofgesinn dovunner huet den Här Geremek net dat heite Gesetz gebraucht, fir duerch säi Refus vun enger weiderer Deklaratioun säi Courage ze beweisen. Datt hie Courage huet, hat hie scho bewisen ënnert dem kommunistesche Regime, wou hie wéinst sengem Widderstand zum Jaruzelski-Regime jorelaang am Prisong souz.

Esou wäit, esou schlecht, well d'Haltung vun de polneschen Autoritéiten awer Wéineges ze erkenne ginn huet bis elo, wat vereinbar ass mat dem moderne Verständnis vun engem gutt fonctionnéierende Rechtsstat.

Gewëss, d'Opschaffe vun der Vergaangenheet ass meeschtens eng ganz delikat Affär. Dobäi geet et net drëm - an ech insistéieren dorobber -, et geet eis net drëm, de Pole virzeschreiwen, wéi si déi kommunistesch Vergaangenheet ze behandelen hätten oder opschaffe sollen, mä do, wou et an der Europäescher Unioun Regelwierker gëtt, déi gemeinsam vun hinnen a vun eis a vun nach anere 25 Memberstaten an der Europäescher Unioun vertraglech verankert gi sinn, also verbindlech si fir eis alleguer, kann dat, wat a Polen geschitt oder geschitt ass, eis net kalloossen.

An deem Zesummenhang wollt ech den Ausseminister froen, ob de Paragraph 1 vum Artikel 6 vum Traité sur l'Union européenne net zur Uwendung misst kommen an esou enge Fäll. Ech zitéieren: «L'Union est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales ainsi que de l'État de droit, principes qui sont communs aux États membres.» Fin de citation.

Elo richt dat Gesetz iwwert d'Épuratioun ganz staark no Maulkuerf an huet mat Demokratie emol net vill um Hutt.

Meng Fro un den Ausseminister: Huet déi emol virleefeg duerch d'polnescht Verfassungsgeriicht staark ageenkte Praxis nach eppes mam Rechtsstat, Respekt vun de Mënscherechter, den öffentleche Fräiheeten ze dinn, wann ee Memberstat engem Deputéierten nei Konditiounen iwwer seng Éligibilitéit imposéiert, net virun de Wahlen, mä nach dräi Joer nodeem hie scho säi Mandat ugetrueden huet?

Meng Fro un den Ausseminister war: Huet dat do nach eppes mat dem Respekt vun den Droits fondamentaux ze dinn, wéi se am Paragraph 2 vum Artikel 6 vum Traité sur l'Union européenne drastinn, an ech zitéieren erëm eng Kéier: «L'Union respecte les droits fondamentaux tels qu'ils sont garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales»?

Wann den Artikel 6 net méi respektéiert ass vun engem Memberstat, misst dann de Paragraph 4 vun deemselwechten net zur Uwendung kommen, dee seet: «L'Union se dote des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et pour mener à bien ses politiques»?

Meng Fro un den Ausseminister bleift: Wier et net un der Zäit, iwwert de Fall Geremek eraus, endlech där nei geschafener Agence des droits fondamentaux zu Wien d'Missioun ze ginn, Verstéiss géint virgenannte Prinzipien ze entlarven an domat d'Institutioune vun der Europäescher Unioun virun hir Verantwortung ze stellen a gegebenenfalls Mesuren ze ergräife géint e Memberstat, deem an där Hisiicht Verfeelunge virzewerfe sinn?

Et geet eis hei ëm Fundamentales, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. A stéing et net engem klenge Stat wéi Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht, hei eng Virreiderroll ze iwwerhuelen? E Vertragswierk wéi dat, wat d'Basis vum europäeschen Handelen duerstellt, a wat d'Ambitioun huet, d'Grondvaleuren a -prinzipië vum Rechtsstat ze stützen, muss am Fall vun enger Pann sech och kënne bewähren.

Mir mengen, dee Moment wär komm gewiescht virum Uerteel vum polnesche Verfassungsgeriicht. A wann och juristesch een Deel vum Problem sech haut net méi stellt, net méi an där Form, da muss een awer soen, datt an där politescher Ausenanersetzung nach eng Partie Äntwerten op sech waarde loossen. A mir drängen dorobber. Wéi gesot, et ass kee Fall Polen, et ass e Fall, deen eis alleguer kënnt betreffen, a mir musse kucken, datt dat Regelwierk, wat mer eis selwer ginn hunn, gegebenenfalls da muss asprangen, wa wierklech seriö Noutsituatioune festzestelle sinn.

Mir mengen, dat wier hei de Fall gewiescht. Dat wier och de Fall gewiescht an der Slowakei. Et ass eng Kéier zur Uwendung komm, dat war wéi dem Haider seng Partei an Éisträich an d'Regierung komm ass. A well mer wëlle verhënneren, datt déi, déi all Dag mat deene Bridder do um Verhandlungsdësch sëtzen, an déi e bëssen d'Opfer si vun der Realpolitik, hiert Liewe schwéier gemaach kréien, wier et besser, et wier eng Agence do, déi de Conseil an d'Institutioune vun der Europäescher Unioun all Kéiers da géif virun hir Verantwortung stellen, wann esou Fäll opgedeckt ginn, an da wieren déi eenzel Ministeren natierlech forcéiert, Stellung dozou ze huelen.

Dat wier jiddefalls méi einfach a méi eng Garantie fir de Respekt vun de Libertés fondamentales, wéi datt elo ee sech selwer muss aktivéieren. Soulaang wéi dat net geschitt, musse mer ëmmer erëm esou Debatten iwwer eis ergoe loossen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den éischte Riedner ass den honorabelen Här Santer. Den Här Santer huet d'Wuert.

Débat

M. Patrick Santer *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt Staten am Oste vun Europa probéieren, hir kommunistesch Vergaangenheet opzeschaffen, ass normal. All Land, wat a senger Geschicht diktatorial Perioden huet misse kontabiliséieren, kënnt net ronderëm, d'Konsequenze vun der Diktatur ze verschaffen. An d'Vergaangenheet vun engem Land ass ëmmer och d'Vergaangenheet vu senge Leit. Duerfir gouf et zënter 1989 an Osteuropa e Prozess vun Entkommuniséierung, manner drastesch meeschtens wéi dat viru 60 Joer an Däitschland de Fall war, well d'Regimer jo net vergläichbar sinn.

Polen huet elo nees e Gesetz, dat sougenannt Lustratiounsgesetz ugeholl, dat all Mënsch, deen no 1970 gebuer ass, verflicht, eng Deklaratioun ze ënnerschreiwen, datt hien oder si zu kengem Zäitpunkt mat den Organer vun der kommunistescher Diktatur zesummegeschafft huet. An e bekannte Politiker, de fréieren Ausseminister an heitegen Europadeputéierten, den Här Bronislaw Geremek, huet refuséiert esou eng Deklaratioun ze ënnerschreiwen. An der Tëschenzäit huet dat polnescht Verfassungsgeriicht grouss Deeler vum Lustratiounsgesetz fir onzoulässeg erkläert. Dont acte.

Éier dat Uerteel komm ass, hunn déi polnesch Autoritéiten dem Här Geremek säi Mandat am Europaparlament oferkannt, well dat d'Konsequenz dovun ass, déi Deklaratioun, déi d'Lustratiounsgesetz virgesäit, net ze ënnerschreiwen. Den Här Geremek huet selwer déi Deklaratioun schonn e puermol ënnerschriwwen, an hie war der Meenung, elo géif et duer.

Tatsächlech ass et berechtegt sech d'Fro ze stellen, woufir esou en Exercice sollt permanent widderholl ginn. Dat ass ëmsou méi eng berechtegt Fro, wéi den aktuelle polnesche Pouvoir eegenaarteg Virstellungen zu Europa an der Welt huet an alles anescht wéi eng europäesch Modelldemokratie schéngt ze sinn.

Wann net grad de Bronislaw Geremek vun engem séier zweifelhafte polnesche Gesetz betraff wier, géife mer wuel net iwwert dat Gesetz schwätzen. Mä hien ass betraff. E Mann, dee mam polnesche Kampf fir Fräiheet an Demokratie associéiert gëtt, deen Nofolger vum Henri Rieben als President vun der Fondation Jean Monnet pour l'Europe ass, deen als demokratesch gewielten Deputéierten am Europaparlament sëtzt an hätt kënnen ënner aneren Ëmstänn um Ufank vun der Legislatur President vun deem Parlament ginn.

Elo kënne mer net schrecklech vill hei am Haus maachen, hunn ech d'Impressioun. Mä mir kënnen a mir sollen eiser Regierung un d'Häerz leeën, si sollt der polnescher Regierung matdeelen, datt mir esou Gesetzer an esou Methoden net akzeptéieren. Dat ass net d'Aart a Weis wéi ee mat senger Vergaangenheet eens gëtt.

Et ass net akzeptabel, datt Leit, déi hiert Liewe laang dofir gekämpft hunn - ganz dacks ënner ganz schwieregen Ëmstänn -, datt hiert Land nees zu der fräier europäescher Famill ka gehéieren, ëmmer nees musse feierlech deklaréieren, hir Vergaangenheet wär propper. Si hunn dat scho gemaach, an den Här Geremek huet dat och scho gemaach. Et muss eng Kéier duergoen.

Virun allem ka kee Land einfach esou engem gewielten Europadeputéierte säi Mandat ofhuelen. Dat geet net. De Prozess ass méi komplizéiert. D'Europaparlament muss selwer do eng Roll spillen, an de polnesche Regime kann net eleng an och nach net opgrond vun engem séier loufoquë Gesetz en Europadeputéierten ofsetzen. Och wann d'Gebridder Kaczyński dat mengen: Et geet net.

Wa Polen sech wëllt an Europa recommandéieren, da muss et sech méi esou behuelen, wéi den Här Geremek dat mécht, a vill manner wéi déi Häre Kaczyński dat maachen. Dee Message musse mer Polen zoukomme loossen. Meng Fraktioun versteet dem Här Geremek seng Haltung an ënnerstëtzt seng Positioun. Un der polnescher Regierung ass et dann elo, fir sech ze décidéieren. Si ka sech fir Europa, fir europäesch Normen a Moossstäb déci-

déieren, oder si kann an hirer Logik vu stänneger Hexejuegd agemauert bleiwen.

Wa se déi zweet Décisioun hëlt, fäerten ech, hesscht dat net vill Guddes fir d'Zukunft vun Europa, an deem Polen wëllt en Deel sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Santer. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, säitdeem d'DP-Fraktioun dës Heure d'actualité ugefrot huet, huet de Problem vum Här Geremek a Polen sech geléist. Déi polnesch Cour constitutionnelle huet dat Gesetz iwwert déi sougenannt Lustratioun als net verfassungskonform erkläert, an domat gouf de Protest vum Här Geremek wéi och vum Här Mazowiecki, deem fréiere Premierminister, an hiren Akt vun Désobéissance civile confirméiert.

Et weist éischtens - dat, mengen ech, muss een awer och hei soen -, dass Polen en onofhängegt Geriicht huet, an dat ass e wesentlecht Element vun enger gutt funktionéierender Demokratie. Et weist, zweetens, dass polnesch Politiker déi richteg Reaktioune vis-à-vis vu fragwürdege staatlechen Agréffer hunn.

Et bleift, dass dësen Episod a Polen ons interpelléiert. Sécher, dat wëll ech hei mat aller Kloerheet soen, hu mer ons net an déi politesch bannenzeg Affäre vun engem Land anzemëschen, och net an déi parteipolitesch Ausenanersetzung, souguer wa mer ons Meenung doriwwer hunn, och iwwert déi augenblicklech Regierung, iwwert deen Europaskeptizismus, deen a Polen vu gewëssene politesche Parteie verbreet gëtt.

Wou ech besonnesch hei wëll drop pochen, dat sinn déi gemeinsam Wäerter, déi ons zesummen an d'Europäesch Unioun bruecht hunn, an déi Gemeinschaft vun eegestännege Länner muss déi Wäerter iwwerall duerchsetzen. Dat ass den Zement an dat ass d'Legitimatioun fir sech iwwert dat ze froen an iwwert dat auszeloossen, wat an engem Land vun der Europäescher Unioun stattfënnt.

Ech wëll duerfir zwee Problemer uschwätzen. Deen éischte Problem, deen hei jo an der Diskussioun war, dat ass d'Iwwerwannung vun der kommunistescher Vergaangenheet. Mir hate schonn esou eng Diskussioun an engem aneren Nopeschland, net mat der kommunistescher Vergaangenheet, mä mat der Nazivergaangenheet, a mir wëssen, wéi laang d'Iwwerwanne vun dëser Vergaangenheet an Däitschland gedauert huet a wat dat vun interne Spannungen a vun interne Kämpf an där Gesellschaft mat sech bruecht huet.

Et muss ee bei Polen oppassen. Polen huet sech zum gudden Deel selwer aus der kommunistescher Diktatur befreit. Polen war schonn am Sowjetblock ëmmer e kritescht Land, well et sech net esou liicht gläichschalte gelooss huet. Et gouf ëmmer fräi Geeschter a Polen, déi d'Distanz zur Sowjetunioun gesicht hunn. Ech mengen, den Här Wałęsa kënnt jo och op Lëtzebuerg dëser Deeg.

Polen huet keng Lektioune vu baussen ze kréien, och net bei der Iwwerwannung vum Kommunismus - well dat ass eng grouss Erausfuerderung fir e Land, wat säin ënnere Fridden erhalen an zugläich eng demokratesch Zukunft opbaue wëllt.

An natierlech gehéiert zu där Iwwerwannung och d'Manéier, wéi ee mat den Archive vun deem fréiere Regime ëmgeet, en Ëmgang, dee menger Usiicht no kontradiktoresch a wëssenschaftlech zugläich muss sinn. Dat heescht och mat anere Wierder, dass déi Archive wëssenschaftlech begleet musse ginn, fir dass se net andauernd an der parteipolitescher Ausenanersetzung kënne gebraucht ginn.

Also, bei der Iwwerwannung vun der Vergaangenheet musse mer schonn de Polen vertrauen, dass se dat am demokratesche Geescht fäerdeg bréngen.

Zweete Problem, deen ons awer vläicht méi direkt concernéiert, dat ass dee vum Här Geremek selwer, dee riskéiert huet, säi Mandat als Europadeputéierten duerch dat Gesetz ze verléieren. Ech fannen et inakzeptabel, dass d'Mandat vun engem gewielten Deputéierten no der Wahl aus enger politescher Ursaach eraus oferkannt géif. An, ech muss éierlech soen, ech bedaueren e bëssen, dass d'Europaparlament selwer net méi ferm agegraff huet oder protestéiert huet.

D'Europaparlament huet gesot, et géif Etüde maache loossen, juristesch Etüden, mä et ass net akzeptabel vun der Institutioun Europaparlament, dass en Deputéierten, deen doranner gewielt ass, aus politeschen Ursaachen - ech schwätzen hei net vu Geriichtsaffären, pénalen Affären, ech schwätze vu politeschen Ursaachen - säi Mandat géif verléieren.

Duerfir, mengen ech, muss een dem polnesche Verfassungsgeriicht och félicitéieren, dass et dat verhënnert huet. An ech mengen och, dass et fir ons alleguer eng gutt Lektioun ass, fir e Maximum u Respekt vis-à-vis vu gewielte Vertrieder am Europaparlament ze hunn.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. D'Wuert huet dann den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, et ass ëmmer bedauerlech, wa vu Polen Rieds geet, wat e Land ass, wou eng Regierung do ass, déi éischter eurokritesch ass, datt deen Ablack all méiglech Prétexter gesicht ginn, fir dat Land an déi Regierug elo an e schlecht Liicht ze réckelen. Eng vun deenen Affären ass d'Affär Geremek.

Ech mengen, et ass richteg, wann a Polen versicht gëtt, fir kloerzestellen, wie mat deene fréiere Regimer, notamment mat hirem Geheimdéngscht, dee wéi vill Leit torturéiert an ëmbruecht huet, wie mat deenen zesummegeschafft huet. Dat ass hiert Recht, fir dat esou ze organiséieren, wéi si et fir richteg fannen a wéi och hir Verfassung et virgesäit. Duerfir ass jo och elo eng deelweis Ännerung vum Gesetz virgesinn. Mä och dat Gesetz ass gestëmmt ginn net nure mat de Stëmme vun der Majoritéit, mä och mat Stëmme vun der Oppositioun. Et war also berechtegt.

Ech mengen, mir sollen an Europa eppes festhalen, dat ass, datt ee sech net an déi intern Ugeleeënheete vun aneren europäesche Länner soll amëschen, speziell deen Ablack wou et drëm geet, wou bei hinne gekuckt gëtt, wéi si an hirem Stat déi Leit eliminéiert kréie vu wichtege Positiounen, déi ustinn, an ënnert deene sinn natierlech déi gewielte Leit.

Ech géif och schlecht gesinn, wann hei an der Chamber mir e Gesetz géife stëmmen, an deen een oder aneren Deputéierten, Europadeputéierten oder Minister géif soen: Ech hale mech net drun, well ech der Meenung sinn, dat Gesetz wär net an der Rei.

Ech mengen, do gëtt et e Verfassungsgeriicht; do gëtt et Méiglechkeeten, fir dat ze maachen, an a Polen ass dat geschitt. Dofir sinn déi Debatten do. Ech wëll dofir d'Regierung opfuerderen, fir op jidde Fall net an déi Hexejuegd anzefalen an elo d'Positioun vum Här Geremek hei ze verherrlechen, an déi Attitüd vun der polnescher Regierung ze rejetéieren an als schlecht Dot ze gesinn.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Huss huet d'Wuert elo.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, den Här Bausch huet mech gebieden, fir a sengem Numm Stellung ze huelen zu där Interventioun hei, déi vun der Demokratescher Partei komm ass. Ech wëll och dem Här Goerens félicitéieren, datt hien de Problem vum Här Geremek hei an d'Chamber bruecht huet. Dat zu enger Zäit, wou a ganz Osteuropa - oder zumindest an Deeler vun Osteuropa - Problemer vun Demokratie a Fräiheet bestinn.

Mir wëssen alleguerten, datt mer net méi spéit wéi iwwermuer hei d'Visite hunn och vun engem aneren Osteuropäer, dem Här Putin. Do wësse mer alleguerten, datt och do grad an deene leschten een, zwee Joer gréisser Problemer fir Demokratie a Mënscherechter an d'Diskussioun komm sinn. Ech wëll net an den Detail dovunner agoen.

Et ass also ganz kloer, datt och déi Situatioun, déi a Polen elo do war, an déi Situatioun ronderëm den Här Geremek, eng Situatioun ass, déi engem awer muss ze denke ginn. An dofir sinn ech am Fong mat deem d'accord, souwuel wat den Här Goerens an den Här Fayot, an och wat den Här Santer hei gesot hunn. Mir kënnen eis deem nëmmen uschléissen.

Mir sinn net d'accord mat deem, wat den Här Henckes hei gesot huet, datt een am Fong keng Kritik méi dierft un engem Memberstat vun der Europäescher Unioun maachen. Ech mengen, Fräiheet an Demokratie, dat si Valeuren, déi an alle Länner gëllen, och an osteuropäesche Länner.

Polen beispillsweis huet jo och all Konventioune par rapport zum Conseil de l'Europe iwwer Mënscherechter an esou virun ënnerschriwwen. Da solle se sech gefällegst och dorunner halen. Ech menge schonn, datt ee sech also muss amëschen, wann an engem europäesche Stat, ob dat an Ost- oder a Westeuropa ass, Saachen do um Niveau vu Fräiheeten oder um Niveau vun Demokratie a Mënscherechter a Rechtsstaatlechkeet falsch lafen. An hei schéngt dat mer evident ze sinn.

Hei schéngt mer déi kommunistesch Vergaangenheetsbewältegung vun där führender Regierung - vun deene führende Regierungsleit - am Moment instrumentaliséiert ze ginn am innenpolitesche Kampf a Polen. Et fänkt u wierklech onerträglech ze ginn, dat ëmmer erëm, an ëmmer erëm, an ëmmer erëm vun esou Leit ze verlaangen, déi dat jo schonn ënnerschriwwen haten. An et ass nach vill méi onerträglech, wann dann eng Regierung versicht do engem fräi gewielten Europadeputéierte säi Mandat ewechzehuelen.

Ech mengen also, aus all deene Grënn ass déi Interventioun, déi hei d'Demokratesch Partei gemaach huet, eng ganz wichteg Interventioun gewiescht, well et ëm Demokratie, Fräiheet a Rechtsstaatlechkeet geet. Dat muss iwwerall gëllen, an alle Länner.

Do geet och vun deene Gréngen aus déiselwecht Opfuerderung un d'Regierung: Si soll sech an deem dote Fall bei der polnescher Regierung amëschen an deene Regierende soen, datt mir do eng aner Konzeptioun vun Demokratie a Rechtsstaatlechkeet hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. D'Wuert huet dann zum Ofschloss vun der Debatt den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Här President, léif Kolleegen, ech muss soen, dass ech mech wierklech mat deem, wat den Här Goerens gesot huet, kann identifizéieren, och mat allen Orateuren; just net mam Här Henckes. Dat ass schwéier an héchstwahrscheinlech och mäi Problem, well ech hien net richteg verstan hunn. Mä ech weess awer, dass den Här Henckes seng politesch Geselleprüfung an enger liberaler Partei gemaach huet, an et wier wierklech net gutt fir hien a fir keen, wann hie seng Pensioun als rietst Band géif kréien.

(Interruption)

Duerfir mengen ech, do misst ee carrément driwwer nodenken, wann een hei Stellung bezitt wéi déi doten, Här Henckes.

(Interruption)

Ech wéilt vläicht fir d'alleréischt soen, dass ech dem Här Goerens eigentlech Merci soe fir seng Initiativ fir dës Aktualitéitsdebatt. Ech mengen, et ass normal, et ass legitim - wéi den Här Huss och elo grad gesot huet -, dass mer och heibannen an der Chamber probéieren, an engem ganz poséierten Toun selbstverständlech, d'Entwécklung an deenen aneren EU-Länner ze verfollegen, a wa mer gesinn, dass eppes eis Ulass gëtt zur Besuergnis, dass mer dat och uschwätzen. Dat ass nach an net ganz ville Länner geschitt. Allerdéngs ass zum Beispill an Däitschland, an der Belsch, an Holland an a Schweden an iergendenger Form an hire Parlamenter och dat Thema, wat d'Entwécklung a Polen ass, ugeschwat ginn.

Ech mengen, déi Evénementer ronderëm de Bronislaw Geremek, dat sinn Evénementer, déi net däerfe verdrängt ginn. Wann ech däerf „Affär Geremek" soen; mir hunn dat hei elo wivillmol héieren; dat ass jo och richteg; Droit de lustration; Décommunisatioun.

Nun, den Här Fayot hat ugefaangen iwwert d'Geschicht ze schwätzen. Wat ee vläicht nach kéint soen, dat ass, dass eigentlech a Polen, am Contraire zu anere Länner a Mëttel- an an Osteuropa, kee Passage en revue gemaach ginn ass vun den ale kommunisteschen Eliten. Et ass zu kenger Épuratioun komm; och net am öffentlechen Déngscht. An dat war esou gewollt, well deen éischte Premier, den Här Mazowiecki, huet '91 de Choix gemaach, fir carrément e Stréch ënnert d'Vergaangenheet ze zéien.

Elo wësse mer awer, mengen ech, alleguerten, dass déi Parteien, déi elo an der Regierung sinn, de PiS, Samoobrona an LPR, an hirer Wahlpropaganda - also an der Wahlcampagne - gesot hunn, dass se sech géifen asetzen, an zumools jo de Premierminister Kaczyński vum PiS, fir do aner Moossnamen ze ergräifen. Dat ass selbstverständlech d'Affär vun de Polen. Wa si dat wëlle maachen, do hu mir eis net dranzemëschen.

Allerdéngs d'Method, déi d'polnesch Regierung gewielt huet, déi Loi de lustration, déi werft awer wäitgehend Problemer op. Problemer, op déi wollt just den Här Geremek opmierksam maache mat senger Netkooperatiounsdeklaratioun a mat der Tatsaach, dass se net ënnerschriwwen hunn.

An der Argumentatioun sinn, mengen ech, zwou Saachen. Hie seet fir d'alleréischt, dass dat Gesetz net konform ass zur Verfassung, an dass d'Regierung géif domadder hir Kompetenzen iwwerschreiden. Et ass jo elo zu deem Sproch komm den 11. Mee: D'Cour huet alleguerten déi 46 Artikelen ofgelehnt. An haut sinn d'Titele vun den Zeitungen a Polen alleguerten iwwerschriwwe mat enger Deklaratioun vum President vum Parlament, dee seet, dass den Här Geremek keng Gefor méi leeft fir säi Mandat ze verléieren, well déi 46 Artikele vun der Loi de lustration als anticonstitutionnel erkläert gi sinn.

Sou, doduerch ass also selbstverständlech dat Gesetz de facto suspendéiert. Den Här Geremek ass net méi menacéiert. Nun, dee wichtegste Punkt ass - an en ass vun alle Riedner och hei ganz kloer ugeschwat ginn; ech wëll en nach eng Kéier just a konzentréierter Form widderhuelen -, dass déi polnesch Cour zum Schluss komm ass, dass dat Gesetz net verfassungsméisseg ass. Dat weist, dass déi demokratesch Kontrollfunktiounen a Polen gräifen. A Polen, als Memberstat vun der Europäescher Unioun, hunn d'Institutioune gegraff.

De Geremek, deen ech d'Chance hat d'lescht Woch ze gesinn zu Oochen bei der Verdeelung vum Karlspreis, an ech hunn och versicht mat him ze schwätzen, huet mer gesot: Gëff der Chamber mat op de Wee, dass déi Entwécklungen, déi legislativ Initiativen, déi kënne beonrouegen - selbstverständlech an eisem Land -, mussen am A behale ginn op alle Pläng, mä dass Polen eng Demokratie ass an eng Demokratie bleift, well eben d'Institutioune fest verankert sinn. Ech mengen, dat ass de Punkt.

An elo vläicht, Här Goerens, fir Äre Punkt vum Artikel 6 ze huelen: Vu menger Säit op jidde Fall ass elo eng Interpellatioun. Den Artikel 6 ass respektéiert a Polen doduerch, dass d'Cour constitutionnelle déi Décisioun geholl huet. De Memberstat Polen huet sech net op de Wee gemaach vun enger Gesetzgebung, déi contraire wier zum Artikel 6 vum Traité. Ech mengen, domadder hätte mer och Kloerheet op deem Punkt.

Ech wéilt, wann Der wëllt - ech weess, dass dat elo e wéineg méi wäit geet -, och eppes soen, wou Der och bestëmmt meng Meenung mat deelt. Dat ass, dass mer mussen oppassen, a Polen och encouragéieren driwwer nozedenken, ob et wierklech richteg ass wat gemaach gëtt um Niveau vum Educatiounsminister, vum Här Giertych, dee jo e Gesetz gemaach huet, fir Propagande homosexuelle an de Schoulen ze ënnersoen. Dat Gesetz ass um Instanzewee. Dir wësst, dass do eng Resolutioun ginn ass vum Europaparlament an deem Bezuch iwwert d'Homophobie. Dat war de leschten Abrëll. Do gëtt d'Situatioun a Polen ugeschwat. Dat ass och, mengen ech, richteg. An ech hoffen, dass d'polnesch Regierung där Resolutioun och déi néideg Opmierksamkeet schenkt.

Nun, wat elo déi intern polnesch Debatt ugeet, muss ee soen - nämlecht wéi den Här Huss a wéi den Här Fayot dat richteg gesot hunn; jiddfereen, deen hei geschwat huet, och den Här Santer an den Här Fayot -, dass mer hei eng Debatt hunn, déi och d'Grondprinzipië vun der Europäescher Unioun selbstverständlech ugeet, Här Henckes. An ech mengen dat musse mer zur Kenntnis huelen, dass mer an der Europäescher Unioun net nëmmen d'Recht, mä och d'Flicht hunn, wann eppes an déi falsch Richtung drift, wat d'Mënscherechter ugeet, wat d'Grondprinzipien ugeet, dass mer dat musse kënnen uschwätzen. Ech hunn dat och gemaach mat menger polnescher Kolleegin, der Ausseministesch, der Madame Anna Fotyga.

An Dir wësst vläicht, déi viregt Regierung hat schonn décidéiert, eng Ambassade zu Warschau opzemaachen. Bon, ech hunn elo uganks Juni dann d'Chance, nodeem d'Aarbechten do fäerdeg sinn, och dohinner ze goen. Ech hunn och eng Réunioun mat den Autoritéiten do. Mir maachen dann d'Ambassade op, an ech wäert och do wierklech probéieren, a Wierder, déi kloer sinn - fair sinn, awer kloer -, och dat ze répercutéieren, wat hei an der Chamber de Mëtteg geschwat ginn ass.

Et schéngt mer effektiv wichteg, dass déi polnesch Autoritéite sech bewosst sinn, wéi verschidde politesch Développementer an anere Länner vun der Europäescher Unioun gesi ginn, an dass mer do kritesch, awer allerdéngs fair, och mussen drop opmierksam maachen, dass d'Défense vun de Grondwäerter ëmmer legitim ass. Dat hu mer de Mëtteg hei versicht ze maachen an engem ganz gemoossenen Toun an och an enger Aart a Weis, wou ech mengen, dass mer kee blesséiert hunn, au contraire, dass mer wëllen hëllefen, dass et an déi richteg Richtung geet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

(Interruption)

Jo.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, meng Fro war déi iwwert de Fall Geremek eraus, wou ech jo och a menger Interpellatioun zouginn hunn, datt en duerch den Arrêt vum polnesche Verfassungsgeriicht geléist ass. Et bleift awer prinzipiell d'Fro: Wat geschitt, wann esou eppes erëm eng Kéier passéiert a wann déi intern Mechanismen net duerginn, fir mam Problem fäerdeg ze ginn?

Dofir mengen ech, datt dat eng Fro wär, déi ee sech soll à froid iwwerleeën. A wann d'Agence des droits fondamentaux Sënn mécht, da misst déi sech kënne mat esou Fäll befaassen, datt eng neutral Instanz do ass, déi den Inventar mécht vun de Verfeelungen, a wann et ze schlëmm gëtt, misst déi kënne mat engem Rapport un de Conseil européen soen: Do musse mer eppes ënnerhuelen! Fir eis dat Regelwierk ze verfeineren, hunn ech am Fong geholl déi Interpellatioun hei gemaach.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Hunn ech vläicht nach eng Minutt Zäit, fir just kuerz ze äntwerten, Här President?

M. le Président.- Jo.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Also, zënter dem 2. Mäerz funktionéiert d'Agence zu Wien. Dir wësst, dass dat eng laang an eng schwiereg Diskussioun war, net nëmmen am Conseil européen, mä op villen Niveaue vun der Europäescher Unioun.

An, wat festgehale ginn ass, Här Goerens, ech menge mir sollte probéieren eis elo eng Kéier an enger Kommissiounssitzung driwwer ze ënnerhalen, wat d'Befugnisser vun der Agence sinn, wat se ka maachen, wat se däerf maachen, wat se soll maachen a wat se net ka maachen. Also d'Haaptfonctioun ass ze hëllefen, dass eng Uniformiséierung am Droit communautaire an deenen eenzelne Länner stattfënnt. Et ass eigentlech net d'Fonctioun vun der Agence, fir eppes ze verhënneren. Wat Dir wëllt soen, dass se e Virwarnsystem ass, wann eppes an eng falsch Richtung geet, dass een da kann d'Sireen zéien.

Bon, ech mengen, dat ass net dat, wat zréckbehale ginn ass. Dat war an der Diskussioun, mä et ass net zréckbehale ginn. Ech mengen allerdéngs, mir sollten eis do eng Kéier och mat Spezialiste vum Ausseministère, déi sech domadder beschäftegen, an der Kommissioun ënnerhalen a kucken, wat de Message vun eis ka sinn. Ech verstinn Är Fro politesch, wéi mir do kënne mathëllefen, wann esou Evolutioune sinn - an där kënnen der och nach an anere Länner selbstverständlech kommen -, wéi mir do awierke kënnen.

M. Charles Goerens *(DP).*- Jo, am Fong dat, wat Dir selwer eng Kéier ugedeit hutt.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Jo, jo.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm. Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Aktualitéitsstonn iwwert d'Glécksspiller, ugefrot vun der CSV-Fraktioun. Hir Spriecherin, déi honorabel Madame Stein-Mergen, huet elo d'Wuert.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des jeux de hasard

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mech erënneren, wéi ech kleng war, du gouf et a verschiddene Bistroen am Land Frangemaschinnen. Dat waren esou Apparaten, déi un der Mauer houngen, an dann huet een e Frang agehäit an dann huet et entweder gerabbelt oder de Frang war fort. Dann hu mer eis Elteren erëm esou laang rose gemaach, bis mer nach e Frang kruten, an et ass esou laang virugaangen, bis kee vun den Erwuessene méi e Frang hat.

Haut sinn dës Maschinnen aus de Caféë verschwonnen. Dat ass zréckzeféieren op e Gesetz vum 20. Abrëll 1977 iwwert d'Exploitatioun vum Glécksspill an d'Sportwetten, dat seet, et wär verbueden op der Voie an de Lieux publics an notamment an den Débits de boissons Apparaten opzestellen, deenen hire Fonctionnement op Gescheck an Zoufall berout a bei deenen een eppes gewanne ka mat engem Asaz. Eenzeg zougelooss sinn Apparate bei deenen de Spiller näischt ka gewannen, ausser dem Recht fir weiderzespillen.

Am Joer 2002 awer huet eis Loterie nationale en neit Spill agefouert, den Zubito. Et ass e Spill, dat een op engem Écran an ongefeier 150 Caféen hei am Land ka verfollegen. Et kann een ee bis fënnef Euro asetzen an op eng Rei Zuele setzen an et gëtt all fënnef Minutte gezunn. Gewonne gëtt direkt. De Patron vum Bistro bezilt d'Gewënner bis 400 Euro selwer aus, déi méi héich muss de Gewënner an d'Nationallotterie siche goen.

D'Zomm vun de Recettë vum Zubito huet 2005 32% vun de Recettë vun der Nationallotterie ausgemaach, an esou zitt all Point de vente an der Moyenne 472 Euro pro Dag an. De maximalen Asaz pro Schäin ass 400 Euro. Et gi pro Dag 204 Tiragen. A wann een zéng Schäiner zum Beispill huet, da kann een all Dag 4.000 Euro verspillen.

D'Fro vum Zubito, iwwert dee rezent eng Etüd erauskomm ass vum Centre de prévention des toxicomanies, den anonyme Glécksspiller, mam Dokter Jean-Marc Cloos, vun deem mer scho rezent hei bei der Etüd iwwert d'Benzodiazepine gehéiert hunn, dës Fro gouf schonn emol vum Här Jaerling opgeworf. Deemools war d'Interpretatioun vum 77er Gesetz vun eisem Justizminister déi, dass beim Zubito keng Suen direkt agesat ginn, mä dass de Responsabele vum Point de jeu dës Sue fir d'Loterie nationale just validéiert, dass et sech also ëm eng Variant vu Lotterie géif handelen an net ëm e Geldspill. Dës Interpretatioun, menge mir, misst een eng Kéier nei diskutéieren, wann ee bedenkt, wat fir Zomme schlussendlech an de Bistroen iwwert d'Théik ginn.

Glécksspill ass et schonn ëmmer ginn. All Mënsch dreemt dovun, mat engem klengen Asaz eng grouss Zomm Geld ze gewannen an op ee Schlag all seng Geldsuerge lass ze sinn. Et gëtt säit Jorhonnerte Roulette gespillt, et gëtt op Sportsmanifestatioune gesat a Kaart gespillt. Generatioune vu Spiller hu sech bei dëse Prozedure ruinéiert, a mir mussen och den Ënnerscheed maachen tëschent deene verschiddene Spillméiglechkeeten: Et gëtt der bei deenen de Spiller een, wann och geréngen, Afloss op den Ausgank vum Spill huet, bei aneren, wéi bei enger Lotterie, huet en awer guer keen Afloss drop. Ech wäert herno op dës an aner Ënnerscheeder zréckkommen.

Fir d'éischt wëll ech emol e klengen Exkurs an d'Medezin maachen, fir ze erläuteren, wat den Ënnerscheed tëschent deenen eenzelne Spiller ass. Et gëtt normal Spiller - dat si Gott sei Dank déi heefegst -, déi spille mat engem Asaz, dee se sech kënne leeschten, geleeëntlech an net zwanghaft. Problematesch Spiller, dat sinn déi, déi iwwer hir Moyenë spillen. Si setze méi Geld an, wéi se zur Verfügung hunn. Et ass an deem Moment egal, ob ee vun engem Schüler schwätzt, dee fënnef Euro Täschegeld huet, oder vun engem Beruffstätegen, dee méi asetzt wéi deen Deel vu senger Pai, déi en eigentlech fir esou Saache rescht hätt, oder e Räiche seng Fortune.

Wichteg ass villméi, dass d'Kontroll staark noléisst, dass e sech net op seng eege Sue beschränkt, d'Vue vun der Realitéit verléiert, Sue léint a Scholde mécht. Dat natierlech ëmmer erëm an der Hoffnung, eemol de grousse Coup ze landen, fir alles erëmzebezuelen. Pathologesch Spiller, dat sinn déi, déi carrément süchteg sinn. Do ass et wéi mat Heroin, Alkohol oder mat de Benzodiazepinen eben. Dës Kategorie géif alles maachen, fir den nächsten Asaz riskéieren ze kënnen.

An der Literatur gëtt et leider keng iwwergräifend epidemiologesch Studien, keng ganz exakt Zifferen. Et ginn eigentlech just opgrond vun deenen, déi Hëllef sichen, Extrapolatiounen op déi geschate Spillerzuele gemaach. An den europäesche Länner geet een awer duerchweegs aus vun 3% problemateschen an ongefeier 1,7% pathologesche Spiller.

Vill méi beonrouegend gëtt et dann, wann een iwwert déi steigend Zuel vu jugendleche Spiller liest, woubäi d'Favorite bei de Jugendleche Rubbellotterien, Kaartespiller, Sportwetten an duerno Geldspillautomate sinn.

Fir d'Glécksspiller anzedeelen an hire Risiko, dass en zu problemateschem Verhale féiert, gëtt et verschidde Kritären. E wichtege Punkt ass d'Disponibilitéit vum Spill. Wat d'Points de vente méi zahlräich sinn, wat méi Publicitéit gemaach gëtt, wat d'Hemmschwell erofgesat gëtt. Dobäi gëtt net nëmmen déi absolut Zuel vu Spiller erhéicht, mä och d'Zuel vun de problematesche Spiller.

Kucke mer zum Beispill de Piccobello, deen ëmmerhin 2005 den Ëmsaz vun der Nationallotterie an engem Joer vu 14,7 op 19,2 Milliounen Euro eropgedréckt huet, dann hu mer d'Rubbellousen einfach am Accès, kombinéiert mat dem Gewënner sengem Optrëtt op der Televisioun. A wann een hei zu Lëtzebuerg och nach vill Leit kennt, da seet ee sech: Oh, wann deen do et bis dohinner gepackt huet, da sinn ech d'nächst Kéier och am Studio.

Rubbellousen, Dir Dammen an Dir Hären, kritt een haut an den Automaten. Souguer wann ee wéilt eng méi streng Kontroll aféieren, wär dat mat den Automaten nëmme schwéier méiglech. A Frankräich ass iwwregens virun e puer Deeg e Gesetz gestëmmt ginn: Vum 1. Juli un däerfen a Frankräich weder Rubellousen nach Lotto nach Toto nach soss iergendwellech Lotterien un Ënner-18-Jähreger méi verkaaft ginn.

En anere Kritär fir Suchtentwécklung ass d'Frequenz mat där de Spiller kann asetzen. Wat dat méi oft ass, wat de Spiller méi gepaakt gëtt, e vergësst säin Alldag a seng Suergen. Negativ Verloschtgefiller ginn innerhalb vu Minutten duerch dat neit Spill kompenséiert. Dat féiert och dozou, dass een eventuell Gewënner erëm méi schnell verspillt.

Wann en an de Spillverlaf mat abezu gëtt, iwwerschätzt de Spiller seng Méiglechkeeten ze gewannen. Et ginn zum Beispill bei Poker oder Black Jack Kompetenze suggéréiert, déi dem Spiller virmaachen, en hätt en Afloss op seng Gewënner. Geféierlech sinn dann och nach Balgewënner, well dat eng optimistesch Erwaardung ervirrifft an ee mengt, déi nächste Kéier klappt et da ganz bestëmmt.

Eng explosiv Mëschung ass d'Kombinatioun vum Alkohol mat Spillen. Mir wëssen, dass Alkohol en Enthemmer ass, an dat ass dann eben déi explosiv Mëschung, op déi den Zubito an de Caféen trëfft.

Wéi ass d'Offer hei zu Lëtzebuerg am europäeschen Ëmfeld ze gesinn? Ma mir hu jo hei de Casino, deen no villen Diskussiounen deemools gebaut gouf. An der leschter Zäit stoung hei och heefeg an der Press ze liesen, dass e sech eng Rei eege Kontrollen an och de Spiller Kontrollen operluecht huet, an och d'Leit, déi Problemer hunn, un Organisatioune weiderleet, wou se kënnen Hëllef kréien.

E richtege Spillsüchtege brauch eng laang an intensiv Entzuchstherapie, wéi en Alkoholiker oder en Toxicomane. Am Allgemenge ginn d'Lëtzebuerger an Däitschland op den Entzuch iwwerwisen an d'Krankekeess iwwerhëlt och d'Käschte fir eng Behandlung vun ongeféier engem Mount. Duerno muss de Patient da weider suivéiert ginn, fir dass e keng Réckfäll baut. Hie kënnt dann oft zréck an e futtisse Stot, eng verlueren Aarbecht, jee an e Liewen, dat erëm ganz bei null muss ugefaange ginn.

Déi Betraffen hu sech an enger Selbsthilfegrupp zesummegedoen, si heeschen „Anonym Glécksspiller". Si offréieren och anere Spiller eng Hëllef, Berodung, eng Ulafsplaz. Dës Aktivitéite si bénévoles. Ech hu mat hinne geschwat, mat hirem President, si ginn ënnert der Aarbecht ënner. Am Joer 2006 hate si Entretiene mat 200 verschiddene Spiller an eng 60 Entrevuen. Et wier sech also ze froen, ob een dës Organisatioun, déi esou eng wäertvoll Aarbecht mécht, net misst konventionéieren, fir dass se hir Aktivitéiten enger steigender Demande kéint upassen.

Et gëtt nëmme Spekulatiounen doriwwer, wéi vill Lëtzebuerger wéi vill am Ausland verspillen. Schlossberg an Amnéville sinn d'Favoriten, a Spiller, déi sech bei ons am Casino fräiwëlleg späre loossen, kënnen do monter weiderspillen. Hei wier et also ubruecht, eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht unzestriewen.

Et gëtt momentan och ëmmer méi iwwer Glécksspill per Computer nogeduecht, och bei der Loterie nationale. Et gëtt och um europäesche Programm iwwer eng Liberaliséierung vum Geldspill nogeduecht. Wann dëst de Fall ass, da verléiert ee sämtlech Kontrollméiglechkeeten iwwert den Zougréff. D'Offer zitt och hei d'Demande no an all Abusë wäerte méiglech ginn.

En fait gëtt et där Computerspiller schonn. Momentan ass bei Jonken e Boom dovunner festzestellen, fir iwwer Computer Poker ze spillen. Fir d'éischt komme se an e Site, wou se gratis kënne spillen, an da kréie se e Link op en anere Site, wou se kënne fir Geld spillen, an da si se an deem Spill dran. Ech wéilt och hei kuerz d'Televisiouns- an d'Radiosspiller ernimmen, déi ganz populär sinn, mä fir déi och en, wann och niddregen, Asaz verlaangt gëtt.

Et deet sech also hei e grousse Problemkrees op, an ech mengen, dass d'Politik sech deem net verschléisse sollt. Mir an der CSV sinn der Meenung, dass, wann et stëmmt, dass, wann ons Nationallotterie dës Méiglechkeet net géif bidden, d'Leit géifen an d'Ausland spille goen, elo awer muss ënnersicht ginn, ob een net - esou laang dat méiglech ass - verschidde Kontrolle kann abauen, well de Monopol vun der Nationallotterie ënner anerem awer dozou dénge muss, op d'mannst Jugendlecher an d'Kanner virun hiren eegenen Dräng ze schützen.

Mir sollten och ënnersichen, ob net den Zubito - sécher dat geféierlechst Spill fir eng Zilgrupp, déi weder besonnesch gebilt nach besonnesch räich ass - erëm sollt aus de Caféen erauskommen.

A schliesslech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sollte genuch Ulafsplaze geschafe ginn, wou déi Betraffe sech kënnten hiwenden. Ech si mer bewosst, dass de Sujet e bëssen ze vaste an och ze seriö ass, fir hei exhaustiv an alles doriwwer soen ze kënnen. D'CSV-Fraktioun ass duerfir der Meenung, et soll ee vläicht déi zwou Kommissiounen, d'Gesondheetskommissioun an d'Justizkommissioun, an der nächster Zäit mat deem Thema befaassen a sech dann och iwwerleeën, ob een net soll hei zu Lëtzebuerg eng national Glécksspillkommissioun schafen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Dann ass ageschriwwen als éischte Riedner den honorabelen Här Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass deen hei Sujet um Ordre du jour ass. 1966 huet onse Physiksprofesser Emile Hoffmann um Cours supérieur gesot, am Bezuch zu den Onglécksspiller: On joue jusqu'à l'échec, mais tout joueur croit pouvoir se refaire. Dat ass nämlech eng Donnée bei jiddfer Spiller.

Déi Hasardspiller oder eben, wéi gesot, Ongléckssspiller gi säit Jordausende gespillt. Kulturell sinn Ënnerscheeder. Déi eng spille Wierfelen an Asien, Kaarten, Lotto, Lotterie, Euro Millions. Ech weisen lech d'ailleurs drop hin: Um Euro Millions sinn d'Regelen net europäesch geregelt. Op der Iberescher Halbinsel, a Portugal, a Spuenien kënnen déi Leit eelef Kräizer amplaz néng ukräizen. Dat schützt ons Spiller, mä duerfir gëtt alles doënne gewonnen, well ganz Spillgemeinschaften dorunner deelhuelen. De Casino ass ernimmt ginn, d'Päerdscourssen, Zubito an esou virun.

Déi meescht Spiller, leider, déi zu hirem Ongléck spillen, kennen d'Probabilitéitsrechnungen net. Fir am Lotto sechs Richteger ze hunn, hutt Der eng Chance op 15 Milliounen. Am Euro Millions fält déi Chance ëm dat Zéngfacht, op 160, 170 Mol op eng Millioun. Do gitt Der éischter vum Blëtz getraff, wéi dass Der am Lotto wannt.

Aus Atavismus natierlech, familiäre Grënn, kann ech mech un déi Debatten iwwert de Mondorfer Casino '83 hei an der Chamber erënneren. Ech soen d'ailleurs engem éiwege Kämpfer géint d'Spille Merci, dem Dokter Georges Muller vun Esch, Neuropsychiater, dee leidenschaftlechen Asaz bewisen huet an Artikele geschriwwen huet am „Lëtzebuerger Land", net méi spéit wéi 2003. Et wier ganz interessant, wann Der déi géift liesen.

Dette de jeu, dette d'honneur. E Méindeg den Owend - an d'Madame Stein huet dat

elo virdru gesot - sinn ech heemkomm, du wollt ech op DSF d'Resultater vun der zweeter Bundesliga am Fussball kucken, an do wollt en Dokter esou an esou mech aluede mat him iwwer www.poker.de op Las Vegas Poker spillen ze goen. Ech mengen, deene Leit muss een och d'Handwierk leeën, an ech hu glécklecherweis meng gutt Pokerhand verluer, säitdeem dass ech Student war, a kenne meng Grenzen.

Pathologesch Spiller hunn dräi Phasen. Déi éischt ass eng positiv Phas, do wanne se e bëssen, dann eng kritesch Phas, wou se sech dru winnen, an dann eng Dépendancephas, wou se ofhängeg sinn, an da komme se an den Désespoir. Glécklecherweis dauert deen Désespoir gewéinlech net ganz laang, am Duerchschnëtt véier Joer. Da si se total ruinéiert. An et gëtt och, laut de Schwäizer Experten, keng Groupes à risque, déi definéiert sinn. Et ass also schwéier un déi erunzekommen. Mä 70% vun de Casinosrecettë komme vu pathologesche Spiller.

D'Madame Stein huet och gesot: Déi Zuel läit tëschent 1 an 2% vun der allgemenger Populatioun. D'Perte quotidienne ass en Drëttel ënner 250 Euro, en Drëttel tëschent 250 a 750 Euro den Dag an en Drëttel iwwer 750 Euro den Dag. Dat muss ee sech virstellen! E Fënneftel vun deene Leit sinn am Chômage. 40% liewen eleng - dat ass verständlech, Dir haalt et net laang mat esou engem aus. E Véierel vun hinnen hunn iwwer 15.000 Euro Scholden, e Fënneftel iwwer 25.000 Euro an nach eng Kéier e Fënneftel iwwer 50.000 Euro eleng Spillscholden. An dann, e Véierel vun de Männer an d'Halschent vun de Fraen, déi spillen, hu schonn e puer Suicidetentativë gemaach. An e Fënneftel, dat ass och gesot ginn, sinn Alkoholiker, also Drénker.

Wie gewënnt bei deene Spiller? Bei deene Spiller gewannen haaptsächlech d'Spillbanken, natierlech och onse Stat - dat muss ee leider soen - oder karitativ Organisatiounen. An der Loterie nationale ginn 30/72tel un d'Oeuvre Grande-Duchesse Charlotte, 15/72tel un d'Oeuvres sociales vun de Gemengen, 12/72tel un de Fonds national de la Solidarité, 5/72tel un d'Croix-Rouge, d'Ligue médico-sociale an un d'Caritas.

Ons Propositiioun ass, fir déi pathologesch Spiller, déi behandelt musse ginn, do wär ech ganz frou, wann déi sechs Organisatiounen 1/72tel vun hirem Benefiss - also Benefiss ass vill gesot, déi Suen, déi se zougefouert kréien - an d'Behandlunge vun deene pathologesche Spiller géife goen, fir dass dat net onbedéngt erëm zréck op de Steierzueler fale soll. Also ech géif menge vun deem Benefiss vum Spille muss en Deel zréck un d'Behandlunge goen. Dat ass eng Propositiioun, déi mer hei maachen.

D'Prevalenz - an do si mer mam Här Jaerling d'accord - muss hei zu Lëtzebuerg studéiert ginn. Mir huelen ëmmer d'Zuelen aus dem Ausland. Mir ënnerstëtze seng Motioun dofir.

D'Evolutioun vun de Misë muss kontrolléiert ginn, an et muss ee kucken, dass mer déi Jonk schützen. An do huet d'Madame Stein och Recht gehat, an deem Zubito mussen d'Exploitanten den Alter vun deenen, déi spille kommen, kontrolléieren. D'Opérateure musse responsabiliséiert ginn, mä mir mussen och un d'Spiller erukommen. Dat nämlech ass ganz schwiereg, fir un déi erunzekommen.

Ech hu virdru gesot: Keng Reklammen op der Televisioun méi. An dann hutt Der déi Dramreklammen - wësst Der, d'Insel am Südpazifik, Las Vegas, Karibik -, Dir braucht jo nëmme laanscht d'Butteker ze goen - dat ass ganz, souguer fir ons, uspriechend -, Luxusautoen an esou virun. Bei de Radiospiller maachen ech mer manner Suergen, do kritt Der héchstens e Lexikon ze gewannen. Mä ech mengen,...

(Interruption)

...ech widderhuelen den „responsable gambling". Dat ass eng Notioun, déi schwéier unzeféieren ass. A leschtlech muss een den ekonomesche Benefiss vun deene Spiller ofweie par rapport zum sozialen Nodeel, deen déi Leit hunn, déi spillen.

M. le Président.- Här Krieps, et ass ganz interessant, mä Dir spillt mat Ärer Zäit.

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Merci, Här President. Dir hutt mer eng Minutt ze vill ginn.

A fir dass mer d'Rad net erëm nei erfannen, iwwerreechen ech Iech, Här President, eng Schwäizer Studie vun 2004 an eng Senatsstudie aus Frankräich vun 2001. Et sinn 300 Säiten. Also Dir kënnt dat den Owend liesen.

(Hilarité)

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Angel. Här Marc Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Madame Stein Merci soen, dass se déi Heure d'actualité ugefrot huet, an ech wollt hir och besonnesch Merci soen, dass si als Medezinerin och dee ganzen Aspekt vun der Gesondheet an déi Gefor, déi dat fir eis Santé publique bedeit, ënnerstrach huet.

Mir hunn, wéi gesot, dat Gesetz vun 1979, wat d'Glécksspiller regelt. Do gëtt ënner anerem de Casino dra geregelt. Ech mengen, do huet d'Madame Stein et jo och gesot, do hu mer manner Problemer, well och am Casino jo Effortë gemaach ginn, wat d'Preventioun ubelaangt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Mä ech mengen, de Problem ass, wat d'Loterie nationale ubelaangt. Do changéieren d'Produkter andauernd. Dat klasséscht Lous, wou een eng Woch huet misse waarde bis gezu ginn ass, dat ass ersat ginn duerch Piccobello a virun allem duerch d'Rubbellousen. An do stellt sech effektiv de Problem, deen och schonn ugeschwat ginn ass: Et gëtt iwwerhaapt keng Altersgrenz. All Kand ka sech an all Geschäft, wou et esou Rubbellouse gëtt, déi kafen. Do muss ee sech iwwerleeën, ob mer do net solle reguléieren.

A menger Interventioun haut wollt ech awer besonnesch op dat Produkt vum Zubito agoen, well ech och deen interessante Rapport vum Centre de prévention des toxicomanies a Kollaboratioun mat den anonyme Glécksspiller gelies hunn, an och vill aner Rapporten, déi am Ausland gemaach si ginn. Do gesäit een, dass Zubito jo en Express-Spill ass, wou all fënnef Minutten en Tirage stattfënnt, deen an all Café op 150 Plazen hei am Land accessibel ass; besonnesch accessibel also dann och fir Jonker. Besonnesch déi zwëschent 16 an 18 kënne jo a Caféë goen. Ech mengen, och do muss ee sech iwwerleeën, ob dat nach ubruecht ass.

Dann huet d'Madame Stein jo och den Artikel 3 vum Gesetz vum Abrëll '77 zitéiert. Dee seet: keng Geldautomaten. Ech fannen déi Interpretatioun, wéi se virun e puer Joer geholl ginn ass, musse mer iwwerdenken. Ech si mat hir do d'accord, well mir kënne jo elo fënnef Joer duerno kucken, wat d'Konsequenze sinn.

Spiller wéi Zubito maache besonnesch süchteg - dat ass och schonn hei gesot ginn; besonnesch déi sozial Schwaach sinn dovu betraff - a si brénge vill Misär mat sech. An och déi grouss Gefor - dat liest een an all Bericht - ass déi Proximitéit zum Alkohol. Déi Spiller ginn um Comptoir gespillt, also an enger Wiertschaft. Och do huet den Alkohol e groussen Afloss.

D'Française des jeux, déi a Frankräich en ähnlecht Spill hu wéi Zubito - dat heescht do Rapido -, déi hunn elo am Mäerz d'Mise erofgesat. Do kann een nëmme méi hallef esou vill asetze wéi ee fréier konnt asetzen, well si selwer agesinn hunn, wat fir eng Gefor dat ass, a well si selwer festgestallt hunn, dass et a Frankräich iwwer 50.000 Mënsche gëtt, déi spillsüchteg sinn, wat dat Spill Rapido ubelaangt. Iwwregens gëtt d'Française des jeux all Joer 35.000 Euro un d'Associatioun SOS Joueurs. Et wär vläicht interessant emol ze wëssen, ob déi hieseg Associatioun, déi sech ëm Opfer këmmert, och ënnerstëtzt gëtt vun der Loterie nationale.

Hei zu Lëtzebuerg wëssen déi Responsabel vun der Nationallotterie och, dass déi Express-Spiller geféierlech sinn, well si selwer hu jo eng Broschür erausginn, wou se op d'Gefor vun där Sucht hiweisen.

Wéi gesot, an alle Länner warnen d'Dokteren, a besonnesch d'Spezialisten an de Kliniken, déi op Suchtbekämpfung spezialiséiert sinn, dass déi sougenannte Spiller süchteg maachen. Ech wëll do een Dokter aus Frankräich zitéieren, den Dokter Marc Valleur, dee seet: «À l'inverse du parieur de Loto ou de la Loterie nationale, qui, jadis, rêvait de cocotiers en attendant son tirage hebdomadaire, le joueur de Rapido», dat ass wéi gesot den Equivalent vun Zubito a Frankräich, «est en quête d'un flash d'adrénaline, d'une sensation forte et instantanée.» Et handelt sech also ëm e Kick, ëm dee sougenannte Kick, an ech mengen, dat ass geféierlech, besonnesch fir déi Jugendlech. Do muss ee sech iwwerleeën, ob een do net ännert. Wéi gesot, ech ënnerstëtzen d'Madame Stein an hire Fuerderungen.

Et wär awer och nach wichteg, dass de Législateur vläicht géif dee ganze Volet vun den Online-Spiller reglementéieren. Déi sinn och ugeschwat ginn. Ëmmer méi online Poker-Spiller oder aner Geldspiller kann een iwwer Internet uklicken. Och hei ass d'Gefor fir déi Jugendlech besonnesch grouss. Am Ausland gëtt et Etüden doriwwer, wou festgestallt gëtt, dass d'Selbstmordrat vun de Jugendlechen doduerch eropgeet, dass Jugendlecher faillite ginn, den Dierwiechter geschéckt kréien an esou weider.

An engem „Revue"-Interview mam Här Léon Losch vum Mäerz 2006 seet den Direkter vun der Loterie nationale, dass alles, wat am Moment iwwer Internet zu Lëtzebuerg ugebuede gëtt, an deem Sënn illegal ass, well et hei am Land dozou keng Regele gëtt. Weider an deem Interview seet den Här Losch: Et ass wichteg legal Alternativen ze schafen, dat heescht, eng legal Online-Offer unzebidden. A se géifen dru schaffen, dass all Produitë vun der Loterie nationale geschwënn iwwer Internet accessibel wieren.

Do maachen ech mer Suergen, wann e Spill wéi Zubito och iwwer Internet accessibel wär. Dofir fannen ech musse mer, wéi d'Madame Stein seet, eis deem Dossier unhuelen. An ech hoffen, dass an der Commission juridique oder och an der Commission de la Santé doriwwer geschwat gëtt. Ech op jidde Fall wäert deen Dossier fir meng Fraktioun am A behalen, an ech sinn iwwerzeegt, dass mer an deenen nächste Joren hei mussen akiv ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Glécksspiller sinn d'Spiller, wou Gewënn oder Verloscht ausschliesslech oder haaptsächlech vum Zoufall ofhänkt. Dat sinn d'Spiller, déi emol als alleréischt eppes Positives sinn. Si förderen d'Kommunikatioun, si sinn am Prinzip fir jiddfereen op, kënnen also ee positiven Effet um soziale Plang hunn an och verschidde Kulturen zesummeféieren.

Leider hu se net nëmme positiv Effeten; et ass scho vill iwwert déi negativ gesot ginn. Spillsucht an onéierlech Ofzocker sinn et schonns ëmmer ginn, a ginn et natierlech och nach haut. Duerfir huet sech och schonn a verschiddenen europäesche Länner zënter Ufank vum 19. Jorhonnert de Stat an d'Glécksspill ageschalt. Engersäits gouf gemengt, et kéint een déi onéierlech Offerten ausschalten, anerersäits ass och scho fréi erkannt ginn, datt een esou d'Statskeess kann opfëllen. Mir hu jo duerfir e Quasi-Monopol vun der Loterie nationale. Do kommen ech nach zum Schluss drop zréck.

Ee positiivt Spillverhalen huet e Mënsch, fir deen d'Freed an d'Gesellegkeet am Vierdergrond steet. D'Spill ass eng schéin Niewesaach, an duerch d'Spill schaaft esou e Mënsch sozial Kontakter. E fleegt se an en erweidert se.

Et kéint ee relativ vill iwwert déi positiv Aspekter vun de Glécksspiller soen. Würfelspiller, Kaartespiller sinn och Glécksspiller. Dëst si Spiller, déi besonnesch bei eise Kanner ee ganz positiven Afloss kënnen hunn. Scho ganz fréi an der Spillschoul an an der Schoul kann een erkennen, wéi eng Kanner sech scho mat Spiller a Glécksspiller befaasst hunn. Si erkennen éischter Faarwen, Zuelen, kënne sech oft besser konzentréieren, hir Feinmotorik ass gutt trainéiert. Ech wollt dës positiv Aspekter eng Kéier kuerz ervirhiewen, well mer dacks genuch just iwwert déi negativ Aspekter vun engem Phenomeen schwätzen; woumat ech dann elo och op déi negativ Aspekter kéim.

Ëmmer erëm héiert ee vun de Leit, déi sech an hir Familljen duerch hir Spillsucht an d'Ongléck gestierzt hunn. Hei kënnt oft eng Kontrollillusioun vun dëse Leit zum Zuch. De Spiller mengt, hie kéint, well hie méi wéisst zum Beispill bei Sportwetten, oder well hien e gudde System hätt beim Lottoschäin, räich gi wann hie just laang genuch géif spillen; an dat alle Probabilitéitsrechnungen zum Trotz. Dat weess de Spiller normalerweis, mä dat kann hien net méi selwer schalte wéi hien dat eigentlech misst.

Dann triede Ritualer op, déi ënner Ëmstänn kënnen zu enger Spillsucht féieren. Eng ganz Rei vun Internetsiten a Bicher befaasse sech mam Thema. Et gëtt och eng A.s.b.l. zu Lëtzebuerg - et ass schonn ernimmt ginn, d'Anonym Glécksspiller A.s.b.l. -, déi sech zënter dem Joer 2003 zum Zil gesat huet, d'Spillsucht ze verhënneren an de Betraffenen an hire Familljememberen ze hëllefen. Esou gëtt et och eng Grupp zur Selbsthëllef. An déi Gréng verschléisse sech bestëmmt net enger Diskussioun iwwer eng Konvention mat dëser A.s.b.l.

Bei der Spillsucht schéngt et eis wéi bei alle Suchtprobleme wichteg ze sinn, op Informatioun a Preventioun ze setzen. An éischter Stell sinn natierlech erëm eng Kéier d'Kanner an d'Jugendlech betraff. Well Spillen a Glécksspiller oder den Ëmgang mat Glécksspiller fir jonk Leit ganz wichteg sinn, ass et sënnvoll, eng Spillkultur opzebauen an ze förderen. Esou kënnen da Spiller op hir positiv an negativ Aspekter ofgetaascht ginn.

Ee kriteschen Ëmgang mam Glécksspill soll ënnerstëtzt ginn. Esou ass aus eiser Siicht näischt drun auszesetzen, wann zurzäit Pokerspille bei deene Jonken net nëmmen um Internet, mä och einfach am Grupp in ass; wann awer den Asaz op eemol onverschimmt gëtt, wann aus dem Spill en Zwang oder en Drock gëtt, eréischt da gëtt d'Glécksspill e Problem.

Et ass immens schwiereg, um legislative Plang eppes iwwert d'Glécksspiller oder géint Glécksspiller ze ënnerhuelen. Selbstverständlech sinn onéierlech Ubidder vu Glécksspiller ze détectéieren an hiren Handel ass ze stoppen.

Allerdéngs ass et awer och esou, datt d'Angebot um Marché vun de Glécksspiller mëttlerweil risegrouss ass. De Volet Internet ass schonn e puermol ugeschwat ginn, an ech mengen och, datt de Volet Internet de beschte Beweis ass, datt mer nëmme méi e Quasi-Monopol vun eiser Loterie nationale hunn, well besonnesch fir déi Jugendlech sinn d'Internetspiller ganz interessant. Si sinn einfach ze erreechen, si si praktesch a si sinn anonym.

D'Kontroll ass net alles, an awer: Wie kontrolléiert déi Zubito-Automaten an de Bistroen? Et ass schonn doriwwer geschwat ginn. Mir mengen och, datt ee sech do emol eng Kéier misst Gedanke maachen, ob dat nach am Aklang ass mat eiser Gesetzgebung. Wéi ass den Ëmsaz op den Automaten an de Supermarchéen, wou een allerlee Rubbellousen ze kafe kritt?

An trotzdeem menge mir Gréng, datt een d'Glécksspiller an d'Spillsucht am Kader vu ganz villem misst kucken. Ech soen do och nach Videospiller, Tëleesprogrammer, den Ëmgang mat Internet, den Alkoholkonsum bei Jugendlechen - dat muss een an engem Kontext gesinn. Mir erwaarden eis do och e weidere Schutz duerch d'Jugendgesetz, a mir sinn am Fong geholl der Meenung, datt ee muss haaptsächlech op Preventioun an op Educatioun setzen, fir mat deene Phenomeener eens ze ginn a se an de Gréff ze kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. D'Madame Stein-Mergen huet de Mérite, fir eng Problematik hei opgeworf ze hunn, vun där net vill Leit schwätzen, mä vun där een awer weess, datt et ganz vill Familllje betréfft an datt se ganz vill Leit an de Misär gehäit.

Ech mengen, et muss ee festhalen, datt ëmmer méi Jonker, Mannerjähreger un esou Spiller deelhuelen, an duerfir fannen ech et och richteg, datt mer sollten ons iwwerleeën, ob een net soll d'Glécksspiller fir Leit ënner 18 Joer verbidden, wéinstens déi, wou grouss Zommen am Asaz kënne sinn oder wou d'Spillsucht ka scho relativ jonk gefördert ginn.

Da muss een ënnerscheede bei den Erwuessenen zwëschent deenen, déi ganz liicht kënne bei engem Lotto oder bei soss Glécksspiller deelhuelen, an dann Hoffnung vu Gewënn hunn, sech dann nees zréckzéien an déi ganz Situatioun am Gréff halen. An da gëtt et eng zweet Zort, dat sinn déi, déi ee kënnt mat den Heroinsüchtege vergläichen, dat heescht déi eng regelrecht Sucht hunn, déi gären dee Milieu hunn, déi Spezifissitéit do opsichen, an et ass do wou - mengen ech - muss intervenéiert ginn. Mä do ass de Législateur iwwerfrot.

Woufir? Ma well ganz kloer et esou ass, datt deen Ablack, wou mer hei national eppes wëlle regelen, ee ganz liicht ka just iwwert d'Grenz e puer Kilometer méi wäit goen an do haargenau déiselwecht Spiller ënner engem aneren Numm fannen. Et gesäit een,

datt op der Televisioun jo och elo ëmmer an ëmmer méi op verschiddene Chaînë Pokerspiller en direct iwwerdroe ginn an d'Spiller glorifiéiert ginn. Et ass jo evident, datt deen Ablack och Jonker oder eeler Erwuessener dann dat och wëlle probéieren. Wa se et net kënnen hei am Land maachen, da gi se dat an d'Ausland oder um Internet maachen, wou alleguerten déiselwecht Possibilitéite sinn.

Duerfir mengen ech, datt ee sech hei net soll der Illusioun higinn, datt ee kënnt iwwert d'Gesetzer villes änneren. Et kann ee just nëmmen déi schützen, déi et méi schwéier hunn, fir an d'Ausland ze goen, dat heescht déi Jonk. Do géinge mer, mengen ech, eppes Reelles an eppes Effektives maachen. Bei deenen anere muss ee kucken, fir mat deenen Associatiounen, déi sech ëm déi Spillsüchteg këmmeren, zesummenzeschaffen a kucken, wéi een deene Leit kënnt am beschten hëllefen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Dann huet d'Wuert nach den Här Jaerling. Här Jaerling, wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Ech mengen, ech brauch hei net ze betounen, dass ech vun do un, wou ech hei an der Chamber sinn, elo säit praktesch aacht Joer, ëmmer erëm dorop higewisen hunn, wat fir eng Problemer dass an deem Beräich do bestinn, an dass ech och an där Spezialkommissioun, déi mer haten, ëmmer erëm dorop higewisen hunn, dass mer eis och sollen ëm dee Problem bekëmmeren.

Am Artikel 3 vum Gesetz vum 20. am Ouschtermount 1977, also virun 30 Joer, do sollt dat illegaalt Spillen an de Bistroen, d'Spillautomaten aus de Bistroe verbuede ginn a verschwannen, an am Hierscht 2002 huet d'Nationallotterie menger Usiicht no den Artikel 3 vun deem Gesetz vun 1977 violéiert an an all Bistroen awer Zubito-Automaten opgestallt.

Den Här Justizminister huet op meng Ufro vum 12. am Wantermount 2002 hi behaapt, dat wiere keng Spillautomaten am Sënn vum Artikel 3 vum Gesetz vun 1977. An dës Aart vu Glécksspill wier net méi geféierlech wéi verschidden aner Lotterien, där mer awer elo all Dag ëmmer méi kréien. Wann also aus den Zubito-Automate keng Suen erausklimperen, da besteet laut dem Här Justizminister keng Gefor. Dat heescht, et kënnt jo emol e Frang engem op d'Féiss falen.

Den Här Gesondheetsminister ass awer do anerer Meenung. Säit fënnef Joer versichen ech d'Regierung elo och schonn op d'Gefore vun de Spiller an der Spillsucht opmierksam ze maachen a verschiddene parlamentareschen Ufroen, besonnesch wat déi Spillautomaten do betrëfft.

Bei der Budgetsdebatt hat ech och eng Interpellatioun ugekënnegt. Mä mir hunn awer leider hei am Land keng Ënnerlagen iwwert d'Ausmooss vun der Spillsucht hei am Land. D'Regierung wollt och, trotz menger Fro, keng Etüd aleeden, mat als Ursaach, am Ausland géif et Etüden a Kenntnisser genuch ginn. An haut ass jo awer de Beweis erbruecht ginn, dass mer iwwert dat, wat hei am Land geschitt, ganz wéineg wëssen, an duerfir wëll ech hei eng Motioun deponéieren, déi d'Regierung opfuerdert, endlech déi Etüd och hei am Land duerchzeféieren, wéi dat an anere Länner de Fall ass.

Motion 1

D'Volleksvertriederkummer,

- sech bewosst, datt d'Spillen an d'Verleeden zum Spillen eng eeschthaft Gefor duerstelle ka fir charakterschwaach Mënschen a riskéiert, déi Leit an och hir Familljen an Nout ze bréngen,

- well et keng statistesch Erkenntnisser gëtt iwwert d'Spillen an d'Spillsucht hei am Land, fir d'Ausmooss vun der Gefor kënne kloer ze erkennen,

fuerdert d'Regierung op,

eng Etüd ausféieren ze loossen iwwert d'Ausmooss vum Spillen an der Spillsucht hei am Land an hire Konsequenzen op déi betraffe Leit an hir Familljen.

(s.) Aly Jaerling, Xavier Bettel, Charles Goerens, Claude Meisch, Carlo Wagner.

Fir meng Interpellatioun brauch ech jo natierlech nach e bëssen Zäit, fir se seriö ze preparéieren. Duerfir wëll ech se am Hierscht awer hei virdroen a wëll och soen, dass, wa mer schonn zwou Kommissiounen - d'Gesondheet an d'Justiz - abannen, dann dierfe mer awer d'Famill net vergiessen, well et soll een net vergiessen, wat fir ee Misär dass och d'Spillsucht an d'Familllje bréngt. D'Familljekommissioun, déi misst dann awer och do mat agebonne ginn.

Fir mech war dës Debatt keng Aktualitéitsdebatt, well de Problem vum Spillen, deen ass jo scho laang bekannt an et gëtt doriwwer geschwat. Mä genau wéi bei Tubak an Alkohol ass et och beim Spillen esou, dass alles,...

M. le Président.- Här Jaerling, Dir misst zum Schluss kommen, wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- ...wat Accisen a Steieren erabréngt, tabuiséiert gëtt, bis dann eng Revolt an der Bevölkerung entsteet oder Organisatioune wéi déi anonym Glécksspiller, deenen ee fir hiren Asaz nëmme ka félicitéieren, kloermaachen, dass mer hei am Land e seriöe Malaise hunn, dee mer seriö mussen ugoen. Et ass bedauerlech, dass mer haut leider net déi néideg Zäit haten, fir dat a Rou ze diskutéieren.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Justizminister Luc Frieden, wann ech gelift.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech mengen déi Problematik, déi de Mëtteg an där Stonn hei diskutéiert gëtt an déi vun der Madame Stein hei explizéiert ginn ass, déi effektiv och scho virdrun an enger Rei vu parlamentareschen Ufroe vum Här Jaerling opgeworf ginn ass, ass effektiv keng nei an ass e seriöe Problem fir en Deel vu Leit, déi effektiv sech vun deene Spiller do verféiere loossen.

Ech muss soen, dat ass eppes, wat net jiddferee kann novollzéien. Ech selwer hunn a mengem ganze Liewen nach ni bei esou engem Spill, esou engem oder engem ähnlechen, matgemaach, well ech et einfach,...

(Interruption)

...well ech et zesumme mat villen anere Leit quasi - jo - inakzeptabel fannen, fir Spiller mat Geld ze maachen. An dofir hunn ech dozou eng éischter restriktiv Haltung, och wat d'Problematik ubelaangt, déi hei opgeworf gëtt.

Et mag och esou munch een erstaunen, datt de Justizminister an dëser Debatt hei intervenéiert. Ech wëll lech nämlech soen, an dat ass largement onbekannt, datt dat Spill, ëm dat et de Mëtten hei virun allem gaangen ass, net enger Autorisatioun vun der Regierung ënnerworf ass. D'Loterie nationale gesäit dat Spill hei un als eng Lotterie. Si huet also keng Demande bei der Regierung gemaach, also kann d'Regierung dat och net verbidden.

Da gëtt hei an der Debatt gesot, dat Spill, dat wär géint den Artikel 3 vum Gesetz iwwert d'Jeux de hasard vun 1977 an do misst ee vläicht deem Artikel vum Gesetz eng aner Interpretatioun ginn. Mä, Dir Dammen an Dir Hären, am Rechtsstat ass et net esou, datt mir de Gesetzer iergendwéi eng Interpretatioun kënne ginn. De Parquet ass net der Meenung, datt hei eng Violatioun vum Artikel 3 vum Gesetz vun 1977 virläit, an dofir kënne mir doriwwer eng Meenung hunn, mä et ass um Parquet fir ze kucken, ob eppes a Contradictioun ass mam Gesetz, wat dosteet.

D'Fro ass natierlech, an déi mussen d'Parlament an d'Regierung sech stellen, wann een eppes net gutt fënnt, wat an der Gesellschaft besteet, ob een dann net e Gesetz muss maachen, fir eng gewëssen Zort vu Spill oder all Spiller ze verbidden. Déi Méiglechkeet huet de Gesetzgeber.

Ech sinn erstaunt, am Fong de Mëtten an der Debatt héieren ze hunn, datt all Fraktioun seet, et ass e Problem, mä keng vun de Fraktioune fuerdert d'Regierung op, déi Spiller do ze verbidden. Dat wär jo am Fong eng logesch Konsequenz vun Ärer Démarche. Dir sot, et ass e Problem, da fuerdert Der d'Regierung op, dat Spill ze verbidden. Dat hutt Der net gemaach. Duerfir mengen ech, datt Der vläicht déi nämlecht Reflexioun gemaach hutt wéi och anerer an der Regierung, déi sech gesot hunn: Ass d'Verbidden an enger Gesellschaft dee richtege Wee fir virzegoen?

Ech muss soen, datt ech, contrairement zu bal allen, déi heibannen intervenéiert hunn, éischter eng Tendenz hätt, fir op de Wee vun engem Verbuet ze goen. Dat Eenzegt, wat mech an deem Sënn zréckhält, ass...

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- D'Suen.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Neen, déi Sue kommen net bei de Stat, déi ginn u karitativ Organisatiounen an u Sportsmouvementer.

Mä - ech wëll mäi Räsonnement fäerdeg maachen, Här Jaerling - d'Haaptargument, wat mech zréckhält, ass fir ze soen, datt mer an engem Europa liewen, an datt et héchstwahrscheinlech net ganz vill Sënn géif maachen, wa mir op eisem klengen Territoire géifen eppes verbidden, wat een zu Tréier, zu Arel an zu Diddenuewen liicht kafe kann.

En plus - an dat hu jo och eng Rei Deputéierten de Mëtten hei gesot - gëtt et enorm vill Spiller op Internet, an do hu mer, och wann dee Wonsch ausgedréckt ginn ass, ganz sécher als Nationalstat ganz wéineg Instrumenter fir dergéint virzegoen, well mir liewen an enger fräier Gesellschaft - Gott sei Dank - a mir kënnen net de Leit virschreiwen, op wat fir e Site um Internet se kënnen Accès hunn. Dat kënne mer op verschiddene Plaze maachen, mä dat kënne mer net als Gesellschaft, als Parlament dekretéieren.

Duerfir sinn ech am Fong der Meenung, datt dee beschte Wee deen ass, deen och hei vu verschiddene Kolleege gesot ginn ass, an net zulescht och vum Vertrieder vun deene Gréngen, datt hei d'Preventioun an d'Educatioun ganz wichteg Facteure sinn.

Natierlech kënnt een net ëmmer un all déi Leit, déi eben dëser Spillsucht verfall sinn. Ech hunn och de Gesondheetsminister gebieden, mer do eng Hand mat unzepaken, well ech mengen, datt mer et hei zum Deel mat enger Krankheet vu Leit ze dinn hunn. Et ass dofir, ech hunn dat och gesot, wéi an der Regierung befonnt ginn ass, datt de Justizminister misst zu dësem Sujet schwätzen. Ech sinn zoustänneg als Justizminister effektiv fir d'Strofgesetz an ech sinn zoustänneg fir de Casino a fir d'Spillpolice, mä déi kann net all déi Problemer, déi an dësem Kontext opgeworf ginn, léisen.

Ech wëll och soen, datt d'Loterie nationale wéi och de Casino sécherlech sech Bremsen aleeën, fir datt net egal wat do geschéie kann. Et ass och hei opgeworf gi vu verschiddene Kolleegen, datt am Casino Spilllimitatiounen ageféiert ginn. Ech wëll och soen, datt d'Loterie nationale, déi dëst Spill organiséiert, net d'Zuel vun de Points de vente enorm vergréissert huet. Ech stellen iwwregens fest, datt de Chiffre d'affaires vun deem Spill Zubito Joer fir Joer zënter 2003, wéi et ageféiert ginn ass, zréckgaangen ass. Et waren 28 Millioune Chiffre d'affaires am Ufank. Et sinn elo nach 23 Milliounen Euro Chiffre d'affaires, wat considérabel Zomme par ailleurs sinn, wou ee sech muss d'Fro stellen, wou d'Leit all déi Suen hunn, fir spillen ze goen, wa mer aner Problemer an der Gesellschaft hunn. Dat si considérabel Zommen, mä dat ass eppes wou ee sech iwwert dës Debatt eraus muss Reflexioune maachen.

Ech mengen also, datt mer déi Propositioun vun där Motioun vum Här Jaerling an der DP, fir eng Etüd ze maachen,...

Une voix.- Vum Här Jaerling.

(Interruptions diverses)

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- ...datt ech domadder ka liewen. Ech hunn an enger fréierer Sitzung esou eng ähnlech Motioun eng Kéier..., oder si war deemools net ënnerschriwwen - voilà - an dofir ass se deemools net an d'Debatt komm. D'Fro ass just: Wie mécht esou eng Etüd, a wat bréngt déi Etüd méi wéi dat wat mer haut wëssen?

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Den Här Krieps huet virdrun hei eng Etüd vun der Schwäiz virgeluecht. Et ginn effektiv, an dat hu meng Servicer mer och gewisen, eng ganz Rei vun esou Etüden, déi gemaach gi sinn. Mir kënne selbstverständlech och nach eng Etüd maachen. Ech weess net, ob se eis ganz vill Neies bréngt. Wann ech soen, ech sinn awer domadder d'accord, da wëll ech domadder soen, mir sinn eis bewosst, datt et e seriöe Problem ass, mä wa mer elo nach eng Etüd

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

fir e puer dausend Euro maache loossen, da leeë mer déi doniewent.

Duerfir géif ech proposéieren, datt mer och déi Fro vun der Etüd, dat heescht: Wat soll déi Etüd studéieren? Wie soll se maachen?, sollen an der Kommissioun mat diskutéieren.

Ech huele gären d'Propositioun vun der Madame Stein op, datt déi zoustänneg Ministeren eng Kéier sollen an d'Kommissioun kommen, mä ech mengen et wär gutt, wann d'Kommissioun fir d'éischt emol eng Kéier géif d'Loterie nationale héieren, mä awer wëssend och ëmmer, datt et vill aner Lotterien nach gëtt, déi och um Lëtzebuerger Marché an an der Groussregioun verkaaft ginn.

Ech mengen, et gëtt kee gutt Rezept. D'Regierung ass bereet, wann d'Chamber se dozou opfuerdert, all déi Spiller ze verbidden. Ech mengen awer, datt et keng Léisung ass, déi eis an engem Europa - a mir liewe matzen an deem Europa, an enger Groussregioun - géif all d'Problemer léisen.

Duerfir wär et gutt, mengen ech, wann Der eng Kéier géift an der Kommissioun d'Œuvre Grande-Duchesse Charlotte empfänken - iwwregens, wëll ech hei soen, déi eng ganz wesentlech a gutt Aarbecht mécht, well se déi Suen, déi am Fong aus engem a priori net ëmmer ganz positive Kontext erauskommen, kanaliséieren u Sozialwierker, kanaliséieren u vill Sportsmouvementer, déi duerch dës Sue kënne schaffen -, fir datt een also déi ganz Problematik eng Kéier do diskutéiert. A vläicht fanne mer dann zesummen eng Léisung, déi e Pak ass vu Preventioun, Educatioun, Behandlung vu Kranken an do, wou dat noutwendeg ass, och e System vun Autorisatiounen, fir datt de Stat op d'mannst kann eppes reglementéieren, wat en haut net kann.

D'Casinoen hu mer reglementéiert. Ech wëll lech zum Beispill soen, datt mer virun e puer Joer eng Demande haten, fir en zweete Casino opzemaachen. D'Regierung huet déi refuséiert, mä ech mengen, alles verbidden ass hei net d'Léisung. Dofir ass e Pak vu Moossname vläicht eng Léisung, an an deem Kontext kann een dann och kucken, ob een d'Gesetz vun 1977 muss preziséieren, wann dat dann de Wonsch vun der Chamber ass.

Ech mengen, mir sollten dat net vireileg maachen, mä mir sollte fir d'éischt déi Gespréicher féieren, da kréie mer vläicht e bessert Bild: Wie sinn déi Leit, déi déi Problemer hunn, a wéi kënne mer am beschten déi Problemer léisen?

Educatioun a Preventioun si gutt, mä nach muss een un déi Leit kommen, fir am richtege Moment bei hinne kënnen déi Preventioun ze maachen. Dat sinn iwwregens net nëmme Jonker, well d'Moyenne vun de Spiller vun Zubito läit bei ongefeier 50 Joer. Et ass also eng Problematik, wou ech och frou wär wa se géif iwwer Zubito erausgoen, well mir maachen déi Spiller am Beräich Poker an déi Spiller, déi iwwer Internet gemaach ginn, méi Suergen, wou mer sécherlech keng Handhab hunn, anescht wéi déi datt mer de Jugendleche mussen erklären, zu wat dat do ka féieren a wat d'Konsequenze fir si an hiert Ëmfeld kënne sinn, wa se deene Verlockungen do verfalen.

Op jidde Fall wëll ech lech soen - an dat kann ech och am Numm vu menge Kolleegen an der Regierung soen -: Mir si gäre bereet, de Gesondheetsminister, d'Familljeministerin an ech selwer - do wëll ech zwar soen, datt de Statsminister am Fong fir d'Œuvre Grande-Duchesse Charlotte zoustänneg ass -, fir an d'Kommissioun ze kommen, eng Commission jointe, an da konkret unhand vun enger Lëscht vu Froen ze kucken, wéi mer do kënnen zesumme virukommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm.

Motion 1

Mir hunn nach d'Motioun vum honorabelen Här Jaerling...

Une voix.- An d'Kommissioun!

M. le Président.- An d'Kommissioun verwisen?

(Assentiment)

D'accord. Okay.

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, de Projet de loi 5660, eng Direktiv iwwert de Beruff vum Affekot. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Patrick Santer.

7. 5660A - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

2) de la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service au Grand-Duché de Luxembourg des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;

3) de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

5411 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et transposant certaines dispositions de la Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires

Rapports de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech meng mëndlech Rapporten zu de Projet-de-loie 5411 a 5660A, déi haut um Ordre du jour stinn, matenee virstellen. Am Fong verfollegen déi zwee Projet-de-loien datselwecht Zil, an zwar d'Upassung vun eiser Gesetzgebung iwwert den Affekoteberuff un eis europäesch Verflichtungen.

Am Projet de loi 5411 geet et fir d'éischt drëms, eng Direktiv vun 2003 ëmzesetzen. Dës Direktiv leet d'Mindestnorme vun der Assistance judiciaire bei grenz iwwerschreidende Litigë vir. D'Assistance judiciaire, esou heescht de Mechanismus hei zu Lëtzebuerg, erlaabt et enger Partei, déi viru Geriicht steet, en Affekot zur Verfügung gestallt ze kréien, wann dës Partei d'finanziell Moyenen net huet, fir sech en Affekot leeschten ze kënnen. D'Honorairë vun deem Affekot ginn da vum Statsbudget iwwerholl. Zu Lëtzebuerg gëtt dëse System vum Bâtonnier vum Conseil de l'ordre geleet. Deen „taxéiert", dat heescht, hie kontrolléiert d'Honorairë vun deem Affekot.

Duerch esou e System gëtt enger vun de Viraussetzunge vun enger moderner Justiz Rechnung gedroen, an zwar, datt den Zougang zur Justiz fir jiddfereen, egal wat seng finanziell Moyenë sinn, garantéiert ass. Et huet sech awer erausgestallt, datt bei grenziwwerschreidende Litigen - an anere Wierder Prozeduren, wou eng Partei net an deem Land wunnt, wou de Prozess gefouert gëtt - d'Mechanisme vun der Assistance judiciaire net ëmmer gegraff hunn. Dobäi kënnt, datt manner bemëttelt Leit Schwieregkeeten haten oder sech gescheit hunn, fir am Ausland virun deem zoustännege Geriicht de Prozess ze féieren, well dat mat gréissere Käschte verbonnen ass.

Aus deem Grond huet d'Direktiv vun 2003 Mindestnorme fir eng Assistance judiciaire festgeluecht, fir datt Leit, déi mussen am Ausland e Prozess féieren oder sech virun engem auslännesche Geriicht verdeedege sollen, och do kënnen op eng Assistance judiciaire zielen, wa se net iwwert déi ausreechend finanziell Moyenë verfügen.

Eis Gesetzgebung iwwert d'Assistance judiciaire, déi am Gesetz vun 1991 iwwert den Affekoteberuff festgehalen ass, dréit schonn elo deene meeschte Mindestnormen aus där Direktiv Rechnung, esou datt mer nëmme kleng technesch Ännerungen hu misse virhuelen. Esou sinn zum Beispill elo expressis verbis d'Bierger vun engem aneren EU-Memberstat als potenziell Bénéficiairë vun der Assistance judiciaire zu Lëtzebuerg gesetzlech verankert ginn. Eng Ausnahm besteet just fir d'Net-EU-Bierger, déi an Dänemark liewen oder residéieren, well Dänemark net vun dëser Direktiv betraff ass. Dänemark huet do eng Opt-out-Klausel spille gelooss.

Wéi scho gesot, leeft dëse System zu Lëtzebuerg iwwert de Bâtonnier. Dee kann d'Assistance judiciaire retroaktiv op den Dag vum Ufank vum Prozess festleeën. Duerch de Projet de loi 5411 kritt hien awer och d'Méiglechkeet, en aneren Datum festzehalen, besonnesch wann am Laf vum Prozess d'Partei finanziell Schwieregkeete kritt oder déi finanziell Schwieregkeete verschwannen.

Obwuel d'Direktiv vun 2003 nëmmen op zivil a kommerziell Litigen applicabel ass, erweidert de Projet de loi 5411 d'Assistance judiciaire op zwee Punkten: Éischtens ginn och d'Aarbechte vum Affekot éier de Prozess gestart ass - sougenannte Conseils précontentieux - mat an d'Assistance judiciaire opgeholl; an zweetens, wéi et de Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants gefrot huet, erweidere mer d'Assistance judiciaire och op déi Fäll, wou de Bénéficiaire am polizeileche Gewahrsam ass. Dat war bis elo net de Fall, well zu deem Moment nach keng strofrechtlech Prozedur ugefaangen hat.

Am ursprüngleche Projet de loi 5411 hat den Artikel 2 eng Approbatioun vun engem Protocole additionnel zur Konventioun vun 1977 iwwert den administrativen Austausch vun Demandes d'assistance judiciaire virgesinn; am Fong geholl näischt iwwerméisseg Spezielles. Mä, huet eis de Statsrot matgedeelt, déi Konventioun vun 1977 ass am Mémorial publizéiert ginn, awer ouni parlamentaresch Approbatioun, well et sech, wéi den deemolege Justizminister et geschriwwen huet, ëm en administrative Vertrag handelt.

Elo hate mer an der Kommissioun dräi Méiglechkeeten:

Éischtens, wéi et de Projet de loi virgesinn huet, de Protocole additionnel ze approuvéieren, ouni datt et d'Basiskonventioun wier; dat wier déi skuriilste Léisung gewiescht, an déi hu mer och direkt fale gelooss;

zweetens, souwuel d'Basiskonventioun wéi de Protocole additionnel ze approuvéieren; dat war dem Statsrot seng Léisung, an

dréttens, weder d'Basiskonventioun nach de Protokoll ze approuvéieren.

Mir hunn dës drëtt Léisung an der Kommissioun virgezunn, well an deenen 30 leschte Joren d'Konventioun vun 1977 schonn ugewannt konnt ginn. A wa mer elo - 2007 - dës Konventioun approuvéieren an duerno ratifizéieren, da kéint ee sech Froe stellen iwwert d'Validitéit iwwert déi Demanden, déi säit 30 Joer am Kader vun der Konventioun vun 1977 traitéiert gi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen neien Artikel 2 vum Projet de loi 5411 an de Projet de loi 5660A sinn d'Konsequenzen, déi mer aus zwee Uerteeler vum Europäesche Geriichtshaff vum 19. September 2006 gezunn hunn. Do ass Lëtzebuerg en effet veruerteelt ginn, well mer eng Direktiv 98/5 net richteg an eisem Gesetz vum 13. November 2002 ëmgesat hunn.

An där Direktiv geet et ëm den Avocat européen; den europäeschen Affekot. An anere Wierder mussen déi Affekoten, déi an engem anere Memberstat op engem Barreau ageschriwwe sinn, och hei am Land zougelooss ginn. An enger éischter Phas übe se hire Beruff dann ënner hirem auslänneschen Titel aus - als Rechtsanwalt, Solicitor - an no enger bestëmmter Zäitspan kënne se dann als Avocat à la Cour zu Lëtzebuerg täteg ginn.

Eis Gesetzgebung vun 2002 ass vum Europäesche Geriichtshaff op e puer Punkten als europäesch rechtswiddreg erkannt ginn. Dat sinn och déi Punkten, déi mer elo nogebessert hunn.

Éischtens, d'Sproochbedingungen. No villem Hin an Hier 2002 hat sech déi deemoleg Kommissioun majoritär ausgeschwat, datt déi europäesch Affekoten, wa se wëllen zu Lëtzebuerg ageschriwwe ginn, déi dräi Sproochen - lëtzebuergesch, franséisch an däitsch - schwätze mussen. Dës Sproochbedingung gëtt elo fale gelooss. Ech wëll awer nach derbäi soen, datt bei den Affekoten, déi iwwert den normale Wee op de Barreau kommen, dat heescht, déi, déi nach net an engem anere Memberstat op engem Barreau ageschriwwe sinn, déi Sproochkonditioun weider verlaangt gëtt.

Zweetens, 2002 war och virgesinn, datt een europäeschen Affekot, dee sech wëllt zu Lëtzebuerg aschreiwe loossen, all Joer muss eng Bestätegung virbréngen, datt hien nach a sengem Heemechts-Barreau ageschriwwe wier. Elo gëtt och dës Bestätegung nëmme beim Androen op de Barreau verlaangt an net méi annuell.

Drëttens, déi europäesch Affekote souwéi d'Stagiairen, déi um Lëtzebuerger Barreau sinn, konnte keng Domiciliatioune vu Gesellschafte maachen. Dat konnten nëmmen Avocats à la Cour. Grond dofir war, datt d'Avocats à la Cour iwwert déi néideg Erfahrung vun der Lëtzebuerger Gesetzgebung, fir Gesellschafte bei sech ze domiciliéieren, géife verfügen. Elo gëtt virgesinn, datt souwuel d'Avocats à la Cour wéi déi europäesch Affekote Gesellschafte kënnen domiciliéieren, ouni mussen dofir vun der CSSF spezifesch agréémiert ze ginn.

A schlussendlech gëtt d'Zesummesetzung vun deenen administrativen an disziplinareschen Organer vum Barreau dohigehend geännert, datt am Appel de Conseil disciplinaire et administratif d'appel vun zwee Riichtere vun der Cour d'appel an engem Avocat à la Cour zesummegesat ass. Säit 2002 war dat ee Riichter an zwee Affekoten. Elo dréine mer dat just ëm. Elo komme mer erëm op de System zréck wéi e bis 2002 geherrscht huet. Esou kréien natierlech d'Décisioune vun deem Organ e juridictionnelle Charakter, well d'Riichteren do an der Majoritéit sinn.

D'Entscheedunge vum Bâtonnier, sief dat an der Assistance judiciaire oder beim Aschreiwe vun engem Avocat européen, kënnen also elo vun engem Organ ugefecht ginn, dee sech majoritär aus Riichteren zesummesetzt, also, wéi dat an der Direktiv gefuerdert gëtt, e juridictionnelle Charakter huet.

Här President, fir ofzeschléissen zwou Prezisiounen: Et gëtt nach e Projet de loi 5660B, deen och d'Gesetz vun 1991 iwwert d'Affekoten ännere wäert. Bei deem Projet geet et awer ëm Ännerungen, déi net EU-rechtlech bedéngt sinn. Zum Beispill, datt d'Affekoten net mussen hir Etüd opmaachen, wou en Tribunal ass. Bis elo ass am Gesetz virgesinn, datt d'Affekoten nëmmen hir Etüd kënnen do festleeën, wou e Geriicht ass, dat heescht zu Dikrech, zu Esch/Uelzecht oder an der Stad, an - aner Ännerung -, datt d'Affekote sech kënnen och am Kader vun enger Gesellschaft zesummesetzen.

Ech hoffen, Här President, datt mer dëse Projet de loi 5660B bis zur Summervakanz kënnen hei an d'Chamber bréngen.

Zweet Remarque war, datt an der Kommissioun déi zwee Rapporten zu dëse Projets de loi 5411 a 5660A unanime ugeholl goufen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann déi zwee Projets de loi, besonnesch de Projet de loi 5411 iwwert d'Assistance judiciaire, éischter en technesche Charakter hunn, droe se alle béid dozou bäi, datt eis Gesetzgebung den europäesche Contraintë gerecht gëtt. Dat ass besonnesch bei der Assistance judiciaire vu grousser Wichtegkeet. D'Justiz, eng modern an oppe Justiz versteet sech, muss och fir manner bemëttelt Leit op sinn, ob déi hei am Land wunnen oder net. D'Justitia däerf och an dëser Fro keen Ënnerscheed maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, heimadder ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësen zwee Projets de loi.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. Mir kommen dann zur Diskussioun vun dësen zwee Projeten, déi de Rapporteur elo an engem Sees virgestallt huet. Ech géif dann och d'Riedner bieden, déi eenzel Riedner, direkt zu deenen zwee Stellung ze huelen, mat Ausnahm vun der sozialistescher Fraktioun, fir déi d'Madame Err an den Här Bodry...

(Interruption)

Neen, Här Bettel, et ass nach net un Iech. Dach! Pardon, Här Bettel!

D'Madame Err an den Här Bodry huele separat Stellung zu de Projeten. Den Här Bettel huet elo d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech si ganz flexibel.

Här President, fir d'éischt wëll ech hei dem Här Santer Merci soe fir säi Rapport. Ech mengen, hien huet déi zwee Projeten och hei zesumme presentéiert, well et jo och ëm eng Professioun sech handelt a well et och Améliratioune sinn, verschidde Konditiounen a virun allem Clarificatioune bei Konditioune vum Beruff vum Affekot.

Ech muss Iech awer soen, dass ech zum Projet de loi iwwert d'Sproochklausel deemools eppes proposéiert hat, wéi et 2002, wann ech mech erënnere kann, proposéiert ginn ass, an ech widderhuelen dat haut, nämlech dass d'Lëtzebuerger Sprooch ganz wichteg ass op eise Geriichter. Et ass net normal, dass an engem Strofprozess en anere Confrère Dolmetscher muss spillen, wann en Zeien ausseet. Et ass net normal, dass een e Client do sëtzen huet, deen net versteet, wat säin Affekot seet, well hien op Franséisch plädéiert. An duerfir ass et scho wichteg, dass d'Lëtzebuerger Sprooch zréckbehale gëtt.

Elo mat deem heiten Text, an dorop huet och den Avis vum Barreau jo insistéiert, soll fir d'Lëscht 1 an d'Lëscht 2 nach ëmmer d'Condition linguistique zréckbehale ginn, an et soll een an deem heiten Text net eng Suppressioun vun der Condition linguistique fir d'Lëscht 1 an d'Lëscht 2 gesinn. Ech wier frou, wann d'Regierung dat och kéint bestätegen, well dat jo eng Fro ass, déi de Barreau jo opwerft.

Ech wollt awer just eppes proposéieren. Non bis in idem; et soll een net 56-mol datselwecht proposéieren, mä ech maachen et awer dann nach eng Kéier an enger öffentlecher Sitzung: An England hu se nämlech de Prinzip vum Barrister a vum Solicitor; an England, do hutt Der nach d'Méiglechkeet fir déi, déi Conseil maachen, a fir déi, déi plädéiere ginn, an dat kéint een iwwerhuelen, fir Folgendes ze évitéieren: Well ech maache mer Suergen, Här President, dass, wa muer een e Recours mécht, deen op der Lëscht 1 oder Lëscht 2 net ageschriwwe gëtt, well hien d'Lëtzebuerger Sprooch net beherrsche kann, dass mer do nees e Recours kréien an dass mer vläicht dee Recours kéinte verléieren.

Et géif eng Méiglechkeet bestoen do mat deem Barrister an deem Solicitor, dass ee kéint da fir e Solicitor net déi Condition linguistique zréckbehalen. Dat ass dann en Avocat conseil, do bräicht een dann d'Lëtzebuerger Sprooch net ze beherrschen, well jo 99% vu senger Aarbecht och hannert dem Büro ass. An dass ee fir deen, dee Barrister ass, deen dann och plädéiere geet, d'Condition linguistique kéint zréckbehalen.

Duerfir géif ech och eng Motioun hei déposéieren, Här President, déi justement d'Regierung freet «à étudier le système de ‚barrister' et de ‚solicitor' en application au Royaume-Uni, sa compatibilité avec les dispositions de la directive 98/5/CE et la possibilité d'introduire un système avocat plaideur, avocat conseil au Luxembourg».

Am Moment ass eng Ënnerschrëft drop, dat ass meng. Ech weess net, ob nach aner Fraktiounen dës Motioun wollten ënnerschreiwen. Wann dat net de Fall ass, kann ech meng Kolleegen aus menger Fraktioun froen, fir dass déi se ënnerschreiwen. Mä ech mengen, dass et eng Saach ass, wou mer alleguerten eis eens sinn, dass am Intérêt vum Justiciabel d'Lëtzebuerger Sprooch soll an de Plaidoirien zréckbehale ginn. An et ass selbstverständlech, dass et keng Mussesaach ass ze froen, dass een, dee Conseil mécht, och d'Lëtzebuerger Sprooch soll beherrschen.

Här President, hei ass d'Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi 5660A qui enlève toute référence à la langue luxembourgeoise pour les avocats européens qui désirent exercer sous leur titre professionnel d'origine au Luxembourg;

- considérant qu'il n'existe au Luxembourg, à l'instar d'autres pays européens, aucune distinction entre avocat plaideur et avocat conseil;

- considérant qu'il existe toutefois des situations au cours d'un procès où dans l'intérêt de la défense la connaissance de la langue luxembourgeoise est indispensable, notamment lors de l'audition de témoins;

- considérant que lors de l'assistance judiciaire, les avocats sont désignés d'office aux parties et que ces dernières n'ont pas la possibilité de vérifier si l'avocat ainsi désigné est en mesure de suivre et de comprendre le procès en question;

invite le Gouvernement

- à étudier le système de «barrister» et de «solicitor» en application au Royaume-Uni, sa compatibilité avec les dispositions de la directive 98/5/CE et la possibilité d'introduire un système avocat plaideur, avocat conseil au Luxembourg.

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz, Henri Grethen, Aly Jaerling, Alexandre Krieps, Claude Meisch.

M. le Président.- Merci, Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dann nach eng zweet Saach, dat ass d'Fro, wou en neien Affekot sech kann etabléieren, zu Dikrech, zu Esch oder an der Stad. Et ass ganz wichteg, dass déi Obligatioun verschwënnt, fir sech nëmmen an deenen dräi Stied kënnen nidderzeloossen, well dat ass ëmmer komplizéiert.

Selbstverständlech muss ech och elo soe mat enger anerer Kap, dass ganz, ganz vill Etüden a Quartiere sinn, déi résidentiel sinn, wou een och kéint Wunnengen dran hunn, an dass et dofir och ganz, ganz wichteg ass, dass d'Affekoten och kënnen ausserhalb vun deenen dräi Gemenge sech an Zukunft installéieren.

Här President, no deem Commentaire, no där Motioun, wou ech awer frou wier, wann déi hei géif ugeholl ginn am Intérêt vun der Justiz, wëll ech och den Accord vun der demokratescher Fraktioun zu deenen zwee Projeten hei am Parlament brëngen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Elo huet d'Madame Lydie Err d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Dir Dammen an Dir Hären, et kann een iwwer villes schwätzen, mä wann ee sech un den Ordre du jour hält, dann hu mer - mengen ech - elo virdrun op jidde Fall de Kader e bësse gesprengt.

Ech wollt op dat zréckkommen, wat de Rapporteur hei gesot huet. Dat heescht, op de Projet iwwert den „home title" an d'Affekoten, déi sech zu Lëtzebuerg ënner hirem Diplom vun doheem wëllen etabléieren, also d'Affekote vun der Lëscht 4. Dat ass d'Direktiv vun 1989, déi transposéiert gëtt, déi mer schonn eng Kéier transposéiert hunn,...

(Interruption)

Ass den Datum falsch?

Une voix.- 98!

Mme Lydie Err *(LSAP).*- 1998 - jo, et ass ëmgedréint.

(Hilarité)

...wou et ëm zwee Haaptpunkte geet, éischtens d'Absence vun engem Test d'aptitude, wat d'Sproochen ubelaangt, an zweetens d'Méiglechkeet ënnert dem „home title" zu Lëtzebuerg ouni Zäitlimit ageschriwwen ze ginn no de Prinzipien, déi an der EU d'Regel sinn, dat heescht géigesäiteg Unerkennung vun Ausbildung a vu Beruff.

Dat brëngt eis natierlech zréck op den Historique vun dësem Projet, op deen ech ganz kuerz wëll agoen, an deen en Zickzackkurs gemaach huet a Saache Sproochen: vun dräi Sproochen d'Exigenz op Franséisch eleng ze reduzéieren, wat eng Propositioun war vum Jeune Barreau deemools an déi de Conseil d'État net ugeholl huet, wourobber d'Kommissioun zréckkomm ass op d'Exigenz vun deenen dräi Sproochen.

Déi Propositioun ass ofgewise gi vum Statsrot mat der Motivatioun vun der Diskriminatioun vun auslänneschen Affekoten, an trotzdeem a pikanterweis - dat ass vläicht interessant ze soen - ass d'Gesetz vun 2002 gestëmmt gi mat enger Majoritéit vun DP, CSV an engem Deel vum ADR géint d'Stëmme vun der LSAP, vun deene Gréngen, mat e puer Abstentiounen och vum ADR.

Ech mengen, et ass interessant fir ze kucken, wéi an anere Froen, wou et och ëm de Sproochestrait geet, eis Parteie sech weiderentwéckelen. Eigentlech kéint ech mech dorobber limitéieren, dat ze soe wat eisen deemolege Spriecher, de Ben Fayot, zu dësen Debatte gesot huet, nämlech dass mer dat schliesslech gemaach hunn, wëssend, dass d'Direktiv vum 15. Mäerz 2000 d'application directe war. Dat heescht, 2002, wéi mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn, wat mer elo ëmänneren, war d'Direktiv schonn en vigueur, an de Ben Fayot, de Spriecher vun der LSAP, deen huet gesot:

„Schliesslech maache mer dat alles, wëssend, dass d'Direktiv seit dem 15. Mäerz 2000 d'application directe ass.

Ech mengen also, dass dës legislativ Aarbecht - mat allem Respekt fir déi Méi, déi sech de Rapporteur ginn huet - eng schlecht Aarbecht ass:

éischtens, well se géint europäescht Recht verstéisst;

zweetens, well se déi Chance verpasst, Franséisch als Sproochkonditioun - esou wéi de Conseil de l'ordre et freet - duerchzesetzen, an ech mengen, do wär eng Chance gewiescht, fir dat duerchzesetzen, och vis-à-vis vum Europäesche Geriichtshaff oder vis-à-vis vun der Kommissioun;

dréttens, well se Lëtzebuerg de Ruff kann abrénge vun engem protektionistesche Land, wat dee Ruff op jidde Fall an dësem Secteur net verdéngt;

véiertens, well mer méi wéi sécher an engem Joer en neit Gesetz wäerte stëmme mussen."

Et ass elo net an engem Joer duerno, mä et ass e bësselche méi spéit drop, mä jiddefalls war et keen Orakel: D'Realitéit, déi gëschter ugekënnegt ginn ass, ass déi, déi mer haut hunn.

Also, ech fannen eigentlech, dass dat eisem Land an der Reputatioun vun eisem Land op engem Secteur net guttdeet, wou mer menger Meenung no gutt géifen drun doen, ëmmer impeccabel dozestoen, wéinst ënner anerem der Proximitéit mam Secteur bancaire, wou mer jo vill geschleeft ginn, an ech denken, dass dat sech och am Nachhinein wierklech als déi falsch Strategie erwisen huet. Dofir kann ee sech freeën, dass dat haut rectifiéiert gëtt, a bedaueren, dass et e bësse spéit kënnt, mä besser spéit wéi ni.

Fir kuerz ze soen, well de Rapporteur huet d'Haaptsaachen aus dësem Gesetz ugeschwat: Éischtens gëllt kee Contrôle des connaissances linguistiques méi, fir op d'Lëscht 4 als Affekot sech zu Lëtzebuerg anzeschreiwen. Dat heescht, dass awer - an de Rapporteur huet dat och gesot - déi Condition linguistique bleift, wat den Accès op e Stage ubelaangt, an och d'Aschreiwen op d'Lëscht 1 vun den Affekoten.

Vläicht ass et wichteg - an de Rapporteur huet dat am Commentaire vun den Artikelen a sengem Rapport geschriwwen -: Mir hu formal gesinn eng Demande vum Conseil de l'ordre net erfëllt, déi gefrot huet, dat dote formell an d'Gesetz anzeschreiwen. Mir hunn et zwar elo am Commentaire stoen, mä net am Gesetz.

Ech mengen héiflechkeetshalber kéint ee soen, dass, wann Interpretatiounsschwieregkeete bestinn, mer dann an den Travaux parlementaires eppes hunn. Mä du moins wär et eng Äntwert wäert un de Conseil de l'ordre, déi jo - obscho se sech no deem Arrêt, deen dëst Gesetz och justifiéiert, direkt un déi nei Jurisprudenz gehalen hunn - trotzdeem och Demanden haten, déi iwwert de Kader vun der Jurisprudenz erausgaange sinn, esou dass am Fong de Kommentar vum Artikel aus dem Rapport dem Conseil de l'ordre aus dem Schneider hëllefen dierft. A vläicht soll een hinnen dat soen, well mir hunn de Moment net op dee Bréif do geäntwert, well en e bësse spéit komm ass a well mer déi Diskussioun haut net verspéide wollten.

Den zweete Punkt aus dësem Gesetz ass, dass et keen Dépôt annuel méi vun der Attestation d'inscription am Ausland gëtt. Och dat war esou eppes vun Nogeschmaach vun deenen anere Konditiounen, fir et esou schwiereg wéi méiglech ze maachen, wat natierlech och kengem Europäer entgaangen ass.

Dann ass déi drëtt Neierung an dësem Gesetz, oder d'Reform brëngt, dass d'Affekote vun der Lëscht 4 elo däerfen Domiciliatiounen empfänken.

An de véierte Punkt ass, dass bei der Procédure d'appel géint d'Décision disciplinaire am Conseil disciplinaire et administratif eng Majoritéit vu Magistraten drasëtzen an net eng Majoritéit vun Affekoten. Ech mengen, och dat ass eng logesch Saach, an dat beweist am Fong, dass déi Décisiounen an dëser Matière net aus korporatistescher Siicht gekuckt ginn, mä objektiv analyséiert ginn, fir ze kucken, ob e Recours jo oder nee justifiéiert ass.

Ech wëll dofir zum Inhalt nach just dräi Wierder soen, an zwar iwwert d'Sproochefro. D'Sproochefro, déi 2002 aktuell war, ass et haut méi wéi jee, an ech profitéiere vun dësem Gesetz, fir op eng Propositioun vum Jacques-Yves Henckes hinzeweisen, déi hien 2002 gemaach huet, an une fois n'est pas coutume kéint ech mech deem Gedankegang uschléissen.

Hie seet nämlech, dass mir zu Lëtzebuerg iwwer eis Sprooch am Fong keng fest juristesch Basis hunn, ausser dem Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Régime des langues, dat ganz lakonesch seet: «En matière administrative, contentieuse ou non contentieuse et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande et luxembourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières.»

De Jacques-Yves Henckes hat deemools proposéiert, eventuell dat Gesetz do ze complétéieren an eng Exceptioun virzegesinn, dass en matière judiciaire beispillsweis ee kéint Franséisch aféieren. Dat rejoignéiert iergendwou och dat wat sengerzäits fir d'sozialistesch Fraktioun vum Ben Fayot gesot ginn ass.

Wann een déi Debatten noliest, da fillt ee sech zréckversat an déi Diskussioun, déi mer schonn hu beim Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit an iwwert de Sënn an den Onsënn vum Lëtzebuergeschen oder vun anere Sprooche fir d'Nationalitéit. Ech denken dofir, dass et wichteg ass, hei e puer Saachen am Virfeld ze soen, well och esou Räsonnementer sech am Text hei erëmfannen.

Et gëtt zum Beispill ugefouert, et wier logesch, dass zu Lëtzebuerg misst kënne Lëtzebuergesch geschwat ginn, fir d'Nationalitéit ze kréien, an dee Moment och fir den Accès um Barreau, well a kengem Land kéint een e Beruff ausüben ouni d'Landessprooch ze schwätzen.

Elo kënne mer dat natierlech ëmmer erëm soen, dass dat zwar wouer ass, an dass dat vläicht och richteg ass a grousse Länner, dass Lëtzebuerg eben an enger spezieller Situatioun ass, an dass, wann ee sech zu Lëtzebuerg als Affekot oder als Privatpersoun wëllt integréieren, een dat parfaitement ka maachen ouni onbedéngt Lëtzebuergesch mussen ze kënnen.

Et ass kloer, dass Lëtzebuergesch schwätzen d'Integratioun accéléréiert, facilitéiert, mä ech menge mir wäre gutt beroden, an dat heite Beispill beweist, wéi falsch mer deemools mat deem Argument louchen, dass et gescheit ass d'Leit dozou ze incitéiere Lëtzebuergesch ze léieren ouni se dozou ze forcéieren et ze maachen, fir iergendee Resultat ze erreechen. Alles wat exzessiv ass brëngt et net.

An ech mengen, dass ee sech un dës Diskussioun soll erënneren, wa mer d'Diskussioun iwwert d'duebel Nationalitéit ufänken, well Integratioun, sief et um Barreau als Professionellen, sief et an eiser Bevölkerung als Privatpersoun, geet sécherlech zu Lëtzebuerg, wéi et net an anere Länner méiglech ass, och iwwer en anere Wee wéi obligatoresch Lëtzebuergesch schwätzen.

An ech erlabe mer ofzeschléisse mat engem Beispill, fir ze beweisen, wéi richteg dass dat ass - an et ass e Beispill, wat vum Ben Fayot ëmmer erëm ubruecht gëtt a wat ganz gutt demonstréiert wéi speziell Lëtzebuergesch ass. Wa mer unhuelen, mir géifen op de Wee goen, dee verschidde Länner an Europa unhuelen a soen, een, deen zu Lëtzebuerg sech legal etabléiere wëllt, deen ass gebieden d'Landessprooch ze schwätzen, da kënnte mer eis déi Absurditéit virstelle vun engem Chinees, deen a China géif Lëtzebuergesch léieren, fir sech hei ze integréieren, deen hei géif ukomme mat Chineesesch a Lëtzebuergesch an deen net emol kënnt e Brout kafe goen.

(Interruption)

Duerfir mengen ech, dass et interessant ass, dëse Kontext hei net ze vergiessen, wa mer déi aner Diskussiounen uginn, an net ze vergiessen, dass eist Land en anert ass, mä dass et, wat d'Sproochen ubelaangt, sech selwer natierlech deementspriechend och aneschters muss behandelen.

An deem Sënn brëngen ech den Accord vu menger Fraktioun, deen ech erëm bal vergiess hat, an ech wollt dem Minister am Fong just nach eng Fro stellen, an zwar: Wa mer elo dat Gesetz hei kucken, dann ass et kloer, dass dat heiten eng géigesäiteg Unerkennung ass fir d'Affekoten an hir Titelen, hir professionell Aktivitéiten a 15 Memberstaten. Wat geschitt da mat deenen

aneren? Ass do eng aner Direktiv ënnerwee, oder wéi geet déi Evolutioun do virun? Well et ass am Fong elo d'Fro eréischt geregelt vum Accès op de Barreau vun eppes Klenges méi wéi d'Halschent vun den europäesche Memberstaten de Moment.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech brénge just d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun, a mir soen och dem Rapporteur Merci fir de Bericht. Ech mengen, dat meescht, fir net ze soen alles zum Text selwer ass gesot, a vill vun deene Remarquen, déi mir wollte maachen, huet d'Madame Err elo selwer scho gemaach.

Mir wëllen duerfir just an engem Saz nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer hei wierklech eppes nohuelen, wat mer hätte kënnen évitéieren. Deemools hunn d'LSAP-Fraktioun an déi gréng Fraktioun, wéi mer elo wëssen, zu Recht drop higewisen, dass mer erëm eng Kéier probéiert hunn, hannert dem Deckmantel vun der Sprooch hei zu Lëtzebuerg eppes ze maachen, wat een net anescht ka bezeechne wéi renge Protek tionismus. Dat war eng relativ onwierdeg Geschicht, wat deemools gemaach ginn ass. Deemools ass dat falsch gemaach ginn, wann een dat gesot huet. Da sinn eng ganz Rei vun Argumenter invoquéiert ginn, fir ze betounen an ze widderleeën, wat vu grénger Säit gesot ginn ass.

Mir wëssen awer elo, dass dat richteg war, an ech denken och, dass mer dësen Episod net esou séier sollte vergiessen, dass mer tatsächlech sollten och fir d'Zukunft vläicht méi oppassen, eis méi Gedanke maachen, wéi e Rôle mer der Lëtzebuerger Sprooch zu Lëtzebuerg zouschreiwe wëllen. D'Lëtzebuerger Sprooch huet hire Rôle, an dee Rôle ka se och erfëllen, a wann ee probéiert mat där Sprooch aner Zwecker ze verfollegen, déi saachfriem sinn, da passt dat och net bei dëst Land, et passt net bei eis Realitéit, a mir maachen eigentlech domadder méi zu Onwee, wéi dass mer gutt maachen.

Mat deene kuerze Remarquen - wéi gesot, d'Madame Err huet dat am Detail a wéi ech fanne ganz richteg duergeluecht - brénge mir dann d'Zoustëmmung zu deenen zwee Texter.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Dann huet den Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten am Joer 2002, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass, schonns drop higewisen, datt mer héchstwahrscheinlech e puer Joer méi spéit nach eng Kéier an d'Parlament géife kommen, fir d'Gesetz ze modifiéieren. An dat geschitt och elo.

Wuerfir? Well et ganz kloer war, datt déi Direktiv ons net d'Méiglechkeet ginn huet, déi mer een Ablack, oder déi verschidde Leit wollten am Gesetz gesinn, wat d'Sproochefuerderungen ugeet. An do gesäit een nees eng Kéier, wéi wichteg et ass, datt een als Chamber, déi e Kontrollorgan ass vun der Exekutiv, ëmmer muss dofir suergen, datt, ier Direktiven négociéiert an ënnerschriwwe ginn, d'Chamber do matschwätzt a kuckt fir deen Ablack déi richteg Décisioune vun der Regierung ze exigéieren.

Dat ass deemools net geschitt wéi déi Direktiv ausgeschafft ginn ass. Et ass doduerjer wou een haut an där Situatioun ass, wou mer dat Lëtzebuergescht net méi kënnen an onser Gesetzgebung zréckhalen. Et soll een dofir och déi Léier draus zéien, datt een als Chamber - a mir hunn et jo och elo ugefaangen, wéinstens an etleche Kommissiounen - villes méi intensiv mat der Regierung schwätzt, diskutéiert a vun hinnen Opklärung verlaangt, wat an deenen eenzelne Conseils des Ministres diskutéiert gëtt.

Et gëtt eng Problematik, op déi ee muss agoen, an d'Madame Err huet dat schonn ervirgestrach, à juste titre. Dat ass d'Gesetzgebung iwwert de Régime des langues, den Artikel 3. Deen erlaabt, datt a Matière judiciaire lëtzebuergesch, franséisch an däitsch gebraucht gëtt. D'Jurisprudenz huet anscheinend - esou wéi ech elo konnt liesen - gesot, datt d'Uerteeler am Prinzip missten op Franséisch sinn.

Ech sinn net onbedéngt ganz sécher, datt dat kéint Bestand hunn op laang Dauer, well et geet duer, datt eng Kéier een Affekot freet, datt d'Uerteel misst ganz op Lëtzebuergesch oder ganz op Däitsch sinn, fir datt mer deen Ablack an der Praxis e risege Problem géife kenne léieren. Däers muss ee sech absolut bewosst sinn. An et ass doweinst, wou et wichteg ass, datt iwwert de Régime des langues munches gekläert gëtt, notamment am Detail, wéi et iwwregens och am Prinzip vum Gesetz virgesinn ass. Mä do musse mer en matière judiciaire Verschiddenes festleeën, well soss riskéiere mer hei d'Kand mam Bad auszeschëdden.

Dann ass et och kloer, datt en Affekot, dee beispillsweis wëllt um Correctionnel plädéieren, an deen e Lëtzebuerger als Client huet oder eng aner Sprooch huet wéi däitsch - déi net franséisch ass -, datt deen natierlech muss mat deenen dräi Sproochen - franséisch, däitsch a lëtzebuergesch - kënnen eens ginn. Woufir? Well d'Zeie schwätzen alleguerten an där Sprooch wéi se et fir richteg fannen, an notamment op Lëtzebuergesch. Do gëtt et keng Iwwersetzung.

D'selwecht wann een op Franséisch oder op Däitsch schwätzt; esou datt een also als Affekot d'Responsabilitéit huet nuren Affären unzehuelen, wou ee sech effektiv mam Client ka verstännegen a wou een den Déroulement vum Prozess an där Sprooch ka verstoen, wou se stattfënnt. Dat ass eng Konditioun vu Responsabilitéit. Do mengen ech, datt keen Affekot de Risiko wäert agoen, fir hei an engem Prozess anzegräifen, wou hien nuren d'Halschent versteet, well hien Zeienaussoen oder Schréftstécker, déi op Lëtzebuergesch oder op Däitsch bestinn, net versteet.

Dat gesot, mengen ech, sëtze mer elo an der Situatioun, datt mer dat Gesetz hei musse stëmmen, well mir sinn duerch en Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff veruerteelt ginn.

Dat Zweet: D'Gesetzgebung, déi mer hunn, dat ass eng positiv Saach, wou mer et elo erméiglechen, datt een och kann eng Assistance judiciaire kréie wann een am Ausland plädéiert, oder wann de Frontalier - wat jo oft de Fall ass - hei zu Lëtzebuerg eng Assistance judiciaire brauch. Ech mengen, an Europa, an zumools an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, wou d'Grenze ganz no sinn, ass et bluttnoutwendeg, datt een d'Assistance judiciaire och esou gesäit.

Duerfir wollt ech och den Accord vun der ADR zu deenen zwou Gesetzgebunge bréngen, an dem Rapporteur Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Bericht soen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Dann huet den Här Jaerling d'Wuert nach gefrot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Wann ech och net extra Problemer hu mat deenen zwou Gesetzgebungen, esou hunn ech awer e Problem wa mer ëmmer erëm méi a Situatioune kommen, wou d'Lëtzebuerger Sprooch minimiséiert gëtt oder einfach duergestallt gëtt wéi wa se keng Sprooch wier.

Mir hunn e Régime des langues. Do ass d'Lëtzebuerger Sprooch mat dran, an déi huet gradesou vill wäert ze sinn, wéi déi aner Sproochen och. A wa mir an en anert Land ginn a mir wëllen eis do néierloossen oder mir wëllen do schaffen, da si mer esou gutt a mir léieren déi Sprooch. Soss loosse mer eis néierens néier a mir ginn do net unerkannt a mir ginn do net eens.

Mir hunn eng Sprooch a mir sollen déi behalen. Ech ginn och ëmmer rose wa verschidde Leit dann och nach mengen, eis Sprooch dat wär nach just en Dialekt, deen iergendwou erbäigezaubert ass. Ma ech wëll lech just soen: Dat ass awer doduerch, well verschidde Leit mengen, si hätte méi en héijen Intellekt, wa se eis Sprooch ëmmer mat méi Friemwierder bombardéieren; besonnesch heibannen. Ech mengen, et gëtt kee méi intelligent dovun, wann hien hei mat Friemwierder ronderëm sech gehäit. Da soll hien emol léieren eis Sprooch erëm esou schwätze wéi se war!

Ech halen awer drop, dass, wa mer vum Normalstierfleche verlaangen, dass hie soll Lëtzebuergesch léieren...

Une voix.- Wat ass en Normalstierflechen?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat si mir alleguer; mä d'Affekoten och. D'Affekote sinn och Normalstierflecher. An hei ginn all Kéiers ëmmer erëm Extrawurschte fir verschidde Klasse gebueden. Wat mer vum Normalbierger verlaangen, dat solle mer vu jiddferengem verlaangen. An ënner Normalbierger verstinn ech einfach déi Leit, déi keng Usprëch stellen, déi Leit, déi hei an d'Land kommen a sech adaptéieren un dat wat mer froe fir sech néierzeloossen a sech Méi gi fir eis Sprooch ze schwätzen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass Leit, déi esou en héijen Intellekt hu wéi d'Affekoten, manner Problemer hunn, fir eis Sprooch ze léieren, wéi wann en Aarbechter aus Frankräich oder iergendwou eriwwerkënnt. Dofir sinn ech der Meenung, dass och déi sollen d'Lëtzebuerger Sprooch léieren, wa se hei wëlle schaffen; och wann et Business-Affekote sinn. Ech mengen, dat seet jo schonn eleng genuch. Wann et Business-Affekote sinn, da komme se nëmmen heihinner wéinst dem Fric. Da solle se sech och hei de Spillregelen ënnerleeën an eis Sprooch léieren. Ech mengen, eppes anescht gëtt et fir mech net.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet den honorabelen Här Alex Bodry d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll net iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch schwätzen. Ech mengen, dat ass des Laangen a Breeden hei scho gemaach ginn. Mä ech wëll iwwert den zweete Projet hei schwätzen, dee fir eis Fraktioun och eng grouss Bedeitung huet, well et sech do ëm de wichtege Punkt vun der Assistance judiciaire handelt; also fir ze verhënneren, dass d'Recht op Rechtsbäistand fir jiddferee wierklech gräift, an dass all Mënsch, all Bierger e fräien an e gläichen Zougang zur Justiz soll hunn, wat an eisen Aen an engem demokratesche Rechtsstat eppes onheemlech Wichteges ass.

Ech mengen, säi Recht kréien, säi Recht verdeedegen däerf keng Affär vum Portmonni sinn. Et däerf also och net esou sinn, dass héich Justiz- an héich Affekotskäschten eng Barrière duerstelle fir d'Bierger, fir zu hirem Recht viru Geriicht ze kommen. Duerfir begréisse mer u sech, dass mer mat deem heiten Text - wann och mat e bësse Verspéidung, mä et ass wouer, dass déi legislativ Prozedur relativ laang gedauert huet - elo eng Direktiv vun 2003 hei a Lëtzebuerger Recht ëmsetzen, wat eng Rei vu Minimalkonditioune festleet, fir kënne Rechtsbäistand an den eenzelnen EU-Staten ze kréien; mat Ausnahm vun Dänemark, déi déi Direktiv hei net ënnerschriwwen hunn an net ëmsetze wëllen.

Mä virun allem ass et wichteg, dass mer och eng Verbesserung bréngen duerch déi Direktiv - net duerch den neien Text, mä duerch d'Direktiv -, fir d'Situatioun och vu Lëtzebuerger, déi am Ausland, an engem EU-Stat, wëlle viru Geriicht optrieden, déi awer net déi néideg Finanzmëttelen hunn, fir dat ze maachen. Déi kënnen iwwert den Text vun där Direktiv och an Zukunft virun auswäertegen oder europäesche Geriichter d'Assistance judiciaire da bei deenen zoustännegen Autoritéiten am Ausland ufroen an do dann eventuell och Rechtsbäistand kréien.

Datselwecht gëllt natierlech - an dofir si mir da responsabel, fir dat hei ëmzesetzen - fir EU-Bierger, déi eben net hei zu Lëtzebuerg wunnen, déi awer hir Rechter wëllen zu Lëtzebuerg geltend maachen. Och déi kréien an Zukunft also d'Méiglechkeet, awer ausschliesslech an zivilen a kommerziellen Affären, fir kënnen d'Assistance judiciaire zougesprach ze kréien, fir also net mussen déi héich Justizkäschten ze droen, well se manner bemëttelt sinn.

Eng interessant Zuel wollt ech hei matdeelen: Wivill Leit bénéficiéieren hei zu Lëtzebuerg all Joer vun der Assistance judiciaire?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat steet am Rapport.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Eng interessant Fro. Den Här Bettel seet, dat steet am Rapport. Här Bettel, Dir wësst d'Äntwert?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech weess et elo net auswendeg, Här Bodry. Wann Der Äre Rapport gelies hätt, da wéisst Der et selwer.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Da soen ech lech et, wann Der net méi wësst, wat Der hei uginn hat ze wëssen. Dat sinn der iwwer 3.500. Iwwer 3.500 Demandë sinn am Joer 2005/2006 eragaange beim Conseil de l'ordre. An dovunner si ronn 88% duerchgaangen, sinn also guttgeheescht ginn. De Conseil de l'ordre ass also dovunner ausgaangen, dass d'Bedingungen erfëllt sinn, fir kënne vun deem Rechtsbäistand hei ze profitéieren.

A wat déi rezentsten Zuelen ugeet, déi wësst Der wahrscheinlech och net, Här Bettel, fir d'Justizjoer 2006/2007...

M. Henri Grethen *(DP).*- Dat steet och am Rapport!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, Här Grethen, ech gesinn, Dir hutt en net gelies, et steet nämlech net am Rapport dran.

(Hilarité)

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech ginn dat och zou. Ech hunn nach vill aner Rapporten net gelies.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Schein und Sein sinn eben zwou verschidde Saachen, déi Häre vun der DP.

(Interruptions et hilarité)

Do steet dran, dass bis elo, bis de Mee 2007 eleng iwwer 2.500 Demanden an dësem Joer eragaange sinn, esou dass mat knapp 4.000 Demandë fir Assistance judiciaire hei zu Lëtzebuerg ze rechnen ass. Et ass also en enorme Chiffer,...

(Interruption et hilarité)

...deen nëmmen d'Membere vun der DP kannt hunn, well se ëmmer besser informéiert si wéi déi aner Leit, a si wäerten dann natierlech och wëssen, wat dat fir Geldmëttele bedéngt, déi mussen zur Verfügung gestallt ginn. Och do wäert den Här Bettel dat wëssen.

(Interruption)

Neen, e weess och dat net.

(Interruption)

Dat sinn...

(Interruption)

Da soen ech lech dat.

M. le Président.- Also, Här Bodry, den Här Bettel ass hei net am Oral.

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, den Här Bettel soll da keng Tëschebemierkunge maachen, Här President, an Dir sollt Är Aufgab maachen an esou Tëschebemierkungen da wa méiglech ënnerbannen!

Plusieurs voix.- Oh!

(Hilarité)

Une voix.- Dat ass Demokratie.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Da kënnt ech mech voll hei konzentréieren op dat, wat ech wollt soen. Mä ech wëll dann, Här President, lech, dem Här Bettel an der ganzer Chamber net virenthalen, dass fir 2005, am Kont 2005 vum Stat 2,85 Milliounen Euro ausbezuelt si ginn u Käschten, déi de Stat schlussendlech iwwerholl huet.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Dat ass net vill.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Bon, 2,85 Milliounen, fir déi eng ass et vill, Madame Flesch, fir déi aner ass et manner. Ech fanne schonn, dass dat awer eng relativ héich Zomm ass, an ech mengen, dass mer effektiv...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kommt, loosst den Här Bodry elo a Rou seng Ausféierungen hei maachen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …dass mer effektiv, Här Minister,...

Une voix.- En hätt solle sëtze bleiwen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …op dat Gesetz vun 1995 hei an der Chamber nach eng Kéier zréckkommen, dass mer eng Kéier sollten e bëssen de Bilan zéien, wéi dat Gesetz sech an der Praxis bewährt huet, wat déi eventuell Problemer si bei der Ëmsetzung vun deem doten Text.

Fir eis als sozialistesch Fraktioun ass dat hei e wichtege Punkt. Et ass net egal ënner wat fir enge Konditiounen d'Leit en Accès zur Justiz kréien, an duerfir mengen ech, dass een och net soll, wéi gesot, um Stand vun 1995 stoe bleiwen a probéieren also och ze kucken, deen Text do nach ze perfektionéieren.

Ech wëll drun erënneren, dass den Niveau de revenu, fir kënnen an de Genoss vun der Assistance judiciaire ze kommen, um Niveau vum RMG läit. D'Fro stellt sech, mat der Entwécklung vun de Justizkäschten, ob dat nach den Niveau ass, wou ee muss usetzen, ob een net iwwert déi dote Plaffonge frësch hei muss am Haus diskutéieren, wéi mer et och an aneren Texter gemaach hunn, fir dass mer do awer wierklech den Accès zur Justiz esou breet wéi méiglech hei zu Lëtzebuerg halen.

Ech wëllt och zum Schluss, ier ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem heiten Text erabréngen, der Regierung nach suggéréieren, de Règlement grand-ducal

vum September 1995 nozekucken, deen d'Applicatioun mécht vum Gesetz vun 1995, well ech den Androck hunn, dass mer och eenzel Dispositiounen an deem Règlement grand-ducal missten ëmänneren, opgrond vun deenen Ofännerungen, déi mer elo hei grad gestëmmt hunn.

Well eng Fro wäert sech jo stellen: Wann elo Leit, déi net hei wunnen, den Antrag stellen, fir kënnen e Rechtsbäistand zu Lëtzebuerg ze kréien, huet natierlech de Conseil de l'ordre wéineg Méiglechkeeten ze iwwerpréiwen, wéi d'Situatioun wierklech vun deene Leit an hirem Land ass. Dat ass vill méi einfach, wann d'Demande natierlech vun engem gemaach gëtt, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt, wou et dann och meeschtens Lëtzebuerger Instanze sinn, déi déi néideg Dokumenter ausstellen. Déi Fro, mengen ech, sollt d'Regierung nach eng Kéier kucken an eventuell och eng Modifikatioun da vum Reglement vun 1995 maachen, fir dass déi nei Bestëmmungen och kënne voll a Kraaft trieden.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech géif fir d'éischt gären dem honorabelen Här Santer Merci soe fir seng schréftlech a mëndlech Rapporten. Ech mengen, an deene Rapporte grad wéi an der Diskussioun duerno ass plutôt alles gesot ginn. Ech géif just gär nëmmen op e puer Saache reagéieren.

Ech mengen, datt deen Text, dee mer deemools gemaach hunn, an deen d'Chamber schlussendlech gestëmmt huet, guer net esou schlecht war a senger Argumentatioun, och d'Strooss gehalen huet, an duerfir deelen ech absolut net d'Argumentatioun, déi hei vun der Madame Err de Mëtteg gemaach ginn ass.

Si huet sécherlech de Vote wollte justifiéieren, deen deemools hir Fraktioun zu deem Gesetz gemaach huet, mä ech mengen, datt mer an dësem Land ouni Nationalismus kënnen trotzdeem dach eis an där Lëtzebuerger Sprooch ausdrécken an datt et net kann esou sinn, datt all Kéiers wann een nëmmen eng Referenz op déi Lëtzebuerger Sprooch mécht, dat dohinnergestallt gëtt wéi wann dat eng protektionistesch Moossnam wär. Dat war net an deem Gesetz iwwert d'Affekoten de Fall.

Ech stelle jo och fest, datt eis Debatt de Mëtteg hei an enger Institutioun op Lëtzebuergesch geféiert gëtt, déi gëtt net op Franséisch geféiert. Duerfir mengen ech, datt dat gradesou de Fall ass op de Geriichter. Ech erënnere mech gutt un déi Zäit, wou ech als Affekot geschafft hunn an notamment um Aarbechtsgeriicht öfters war, wou d'Sprooch Lëtzebuergesch war, an da ganz oft awer de President vum Geriicht gesot huet: „Kënnt Dir wann ech gelift Franséisch schwätzen, well deen aneren Affekot, dee versteet näischt." D'Lëtzebuerger waren dann esou manéierlech fir dat ze maachen.

Mä ech fannen, datt et net anormal ass, datt mer eng Geriichtssprooch hunn, a mir mussen eis d'Fro stellen, ob mer net eng Reglementatioun musse maachen iwwert d'Sprooch, déi um Geriicht gebraucht gëtt. Ech soen net, datt dat onbedéngt an alle Fäll soll d'Lëtzebuerger Sprooch sinn. Mä mir kréien ëmmer méi d'Situatioun, wou och zum Beispill zwee Affekoten Däitsch sinn, oder wann zwee Affekote Portugis sinn an hire Client och nach, dann hu mer net méi onbedéngt d'Situatioun, wou all déi aner dat och verstinn. An duerfir soen ech, ech fannen, datt dat am Gesetz deemools guer net schlecht war, datt een op d'Lëtzebuerger Sprooch Wäert leet.

Ech wëll och drop hiweisen, datt mer jo an deem aneren Deel vum Projet de loi och eis d'Fro gestallt hunn, ob mer fir déi aner Affekoten d'Dräisproochegkeet bäibehalen. Et war d'Meenung vun der Regierung, fir d'Dräisproochegkeet bäizebehalen. Ech mengen, datt een doriwwer muss kënnen och am Parlament eng sachlech Debatt féieren. Fir d'Regierung a ganz sécher fir mech als Justizminister, och am Kontext vun deene Gesetzesprojeten, déi d'Madame Err ugeschwat huet, wéi d'duebel Nationalitéit, muss d'Lëtzebuerger Sprooch och dierfen eng Roll spillen, well si ass schlussendlech Deel vun eiser nationaler Identitéit.

Ech fannen, datt mer sollen ophalen, all Kéiers d'Argument vun der Sprooch ze gebrauchen als en Argument vu Protektionismus, voire vun Nationalismus. Mir sinn hei mat enger Direktiv konfrontéiert, déi d'fräi Zirkulatioun vun den Affekote virgesäit. Den Europäesche Geriichtshaff huet eng Interpretatioun vun där Direktiv gemaach, déi mer ze respektéieren hunn. Dat ass esou an engem Rechtsstat. An ech fannen et och gutt, datt dat esou ass. An duerfir setze mer hei déi Reglementatioun ëm.

Ech mengen iwwregens och, datt déi Direktiv sech op d'Affekote vu 27 Staten uwennt an net nëmme vu 15, well et ass eng Direktiv, mengen ech, déi Deel ass vun dem Acquis communautaire.

Mir musse mat där Villsproochegkeet vu Lëtzebuerg eens ginn, mä och déi aner, déi bei eis kommen, solle mat där Villsproochegkeet vu Lëtzebuerg, déi e Räichtum ass, eens ginn. De Fait, datt ganz vill Affekoten och an deene leschte Joren déi Tester am Lëtzebuergesche gemaach hunn, beweist, datt dat och näischt ass, wat onméiglech ass.

Ech mengen, datt déi Direktiv hei de Barreau net wäert komplett ëmkippen. Ech muss lech just soen, datt och eng Rei vun deenen Affekote wäerte ganz grouss Schwieregkeete kréien, fir sech an der Lëtzebuerger Gesellschaft erëmzefannen, well et ass ganz kloer, an dat geet an all Land esou, wann een an e Land geet, ass et méi einfach, et schwätzt een d'Sprooche vun deem Land, an dozou gehéiert och d'Lëtzebuerger Sprooch.

Ech gi gären zou, datt een do kann ënnerschiddlecher Meenung sinn, mä ech géif derfir plädéieren, datt mer am Respekt vun deem engen an deem anere senger Meenung kënnten iwwert d'Sproochen an deenen nächste Méint hei am Land diskutéieren.

An ech mengen, datt et Sënn mécht, der Sprooch dee Wäert ze ginn, dee se an eiser Gesellschaft als Facteur de cohésion sociale soll hunn. Leit zesummebrénge vu verschiddenen Identitéiten, vu verschiddenen Nationalitéite geet och, net ausschliesslech, mä och iwwert de Wee vun der Sprooch.

Wat déi Motioun ubelaangt vum Här Bettel géif ech soen, datt ech net mengen, datt een de System vum Barrister an dem Solicitor grouss brauch ze studéieren, well déi, déi sech mat där Fro ofginn, déi kennen dee System. Den englesche System vum Barrister a vum Solicitor ass op d'mannst den Affekoten e Begréff. Et brauch een deen also net ze studéieren.

D'Fro ass, ob ee verschidden Zorte vun Affekoten zu Lëtzebuerg wëllt aféieren. Mir hunn ëmmer gemengt, datt en Affekot e Ganzt wär, datt dee souwuel misst plädéiere kënne wéi och Conseil misst kënne ginn.

Ech géif proposéieren, datt d'Commission juridique am Kader vum zweete Volet vun dësem Projet de loi - dee ganz wichteg ass - géif doriwwer diskutéieren, ob dat e Wee ass. Do stellt sech nämlech dann och nach eng Kéier d'Fro, wat aner Beruffsstänn, déi sech als Conseiller ausginn - dat sinn notamment déi grouss Fiduciairen -, wat deenen hire Rôle an dem Conseil ass, well déi och ganz oft eng Fonctioun vu Conseil hunn.

Ech mengen, et brauch ee keng grouss Studien doriwwer ze maachen, well do gëtt et Bicher wat d'Fonctioune vum Barrister a Solicitor sinn, an datt een dat an deem Kontext géif kucken. A priori sinn ech net ganz waarm dofir, fir dat opzedeelen, mä ech sinn awer op, fir doriwwer eng Diskussioun ze féieren. Duerfir, meng Propositioun wär, an där Kommissioun sollt dat mat gekuckt ginn.

An deem Kontext wollt ech och soen, datt deen anere Volet vum Projet de loi fir d'Regierung ganz wichteg ass. Den Här Bettel huet hei gesot, datt hie géif wënschen, datt d'Affekoten och kënnen ausserhalb vun de Geriichtsuertschaften hir Étude hunn. Dat ass genau dat wat d'Regierung an deem Projet de loi proposéiert huet. Ech hoffen, datt den Avis vum Statsrot dozou geschwë kënnt, fir datt mer och dee Volet vum Projet de loi stëmme kënnen. Do si jo och nach aner Saachen dran. Ech hoffen, wéi gesot, datt dat nach an deenen nächste Méint kann de Fall sinn. Ech weess, datt d'Commission juridique ganz schnell schafft, mä nach brauch se den Avis vum Statsrot. Ech hoffen, datt dee geschwë kënnt.

Zu där leschter Motioun kann ech net Stellung huelen, well déi ass bis elo nach net hei um...

(Interruption)

Ech hat geduecht Dir hätt nach eng Motioun ofginn?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat war eng Suggestioun!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Dee Règlement grand-ducal vu '95 nozekucken. Dee kucke mer gären no. Deen ass vu laang viru menger Zäit. Wann dee muss eng Adaptatioun kréien, esou schéngt dat mer eng Suggestioun ze si vum Här Bodry, déi mer gäre mat op de Wee huelen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum Vote vun deenen zwee Projets de loi. Fir d'éischt de Projet de loi 5411.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5411 ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir stëmmen dann of iwwert de Projet de loi 5660A.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5660A ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Mir kommen zur Motioun vum honorabelen Här Bettel. Den Här Minister, wann ech dat richteg verstanen hunn, proposéiert se an d'Commission juridique ze verweisen?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech mengen no den Erklärunge vum Här Minister, deen och gesot huet, dass d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch um Geriicht net ënnerzebewäerten ass, an et ass jo och dat wat deen heiten Text jo sollt mat sech bréngen, dat heescht, dass déi Leit, déi plädéiere ginn, och déi Lëtzebuerger Sprooch solle beherrschen, et ass an déi Richtung wou ech wollt goen. Duerfir ass selbstverständlech eis Fraktioun averstanen, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze huelen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Dann ass dat och esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.15 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 35

Mercredi, 23 mai 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président - M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. Débat de consultation sur les réflexions et propositions du Gouvernement au sujet des mesures destinées à réduire les effets engendrés par le changement climatique

et

Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et des stratégies de prévention et de limitation des dégâts que va générer le changement climatique

(Exposé de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement - Présentation de l'interpellation - Discussion générale)

2. Ordre du jour

3. Débat de consultation sur les réflexions et propositions du Gouvernement au sujet des mesures destinées à réduire les effets engendrés par le changement climatique

et

Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et des stratégies de prévention et de limitation des dégâts que va générer le changement climatique

(Discussion générale - suite - Motion)

4. Motion au sujet du système de perception tarifaire électronique eGo

(Dépôt - Discussion générale - Vote)

5. 5630 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux en relation avec la construction des nouvelles infrastructures de traitement des déchets organiques du Syndicat intercommunal «Minett-Kompost»

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Lucien Lux, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Da komme mer direkt zum Ordre du jour vun haut de Mëtten. Mir hunn um Ordre du jour eng Konsultatiounsdebatt iwwert de Klimaschutz, an dann och d'Interpellatioun vum honorabelen Här Mehlen iwwert d'Schuedensbegrenzung am Kader vum Klimawandel.

Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, den Här Goerens, den Här Negri, den Här Gira, déi Häre Mehlen, Jaerling, Oberweis an Angel an d'Madame Err. Voilà! Dat ass eng impressionnant Lëscht, mä fir déi unzeféieren ass et um zoustännege Minister, dem Här Lucien Lux, deen d'Wuert elo kritt. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat de consultation sur les réflexions et propositions du Gouvernement au sujet des mesures destinées à réduire les effets engendrés par le changement climatique

Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et des stratégies de prévention et de limitation des dégâts que va générer le changement climatique

Exposé de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Woch ass eng wichteg Woch fir den Émweltschutz hei am Land: Net nëmmen ass de Mëtten déi Debatt, déi der Regierung d'Geleeënheet gëtt, d'Chamber an déi eenzel Fraktiounen ze consultéieren iwwer hir Absichten am Klimaschutzberäich, mä mir hunn och e Méindeg den nationalen Naturschutzplang virgestallt, deen d'Geleeënheet soll ginn, am Beräich vum Naturschutz an der Biodiversitéit an deenen nächste Joren d'Rudder e bëssen ëmzegeheien an d'Degradatioun op deem Gebitt ze stoppen, a wa méiglech erëm hierzestellen.

Haut de Mëtteg wëll ech am Numm vun der Regierung zéng Bausteng zur Stäerkung vum éischten Aktiounsplang vum Abrëll 2006 vun der Regierung fir d'Reduktioun vun den CO_2-Emissioune virleeën. Dobäi gëtt et eng Rei vu kuerzfristege Moossnamen, awer och eng Rei vun Usätz fir weider Strategien, déi mëttelfristeg hir Wierkung musse kréien.

Et gëtt an der Tëschenzäit ëmmer méi kloer, dass de Klimaschutz déi gréissten - jiddefalls eng vun de gréissten - Erausfuerderunge vun dësem Jorhonnert wäert sinn. Kee Wëssenschaftlecher zweifelt méi un der Realitéit vum Klimawandel. An et stellt och kee méi a Fro, dass déi gréissten Deeler vun de Klimaverännerungen duerch d'Verbrennung vu fossile Brennstoffer, also duerch d'Aktivitéite vum Mënsch verursaacht ginn.

Déi dräi Aarbechtsgruppen am Rahme vun dem IPCC - innerhalb vun der UNO - hunn den 2. Februar, 4. Abrëll a 4. Mee hir Resultater virgestallt, an et kann ee feststellen, dass d'Äerderwäermung méi schnell virugeet wéi bis elo ugeholl. Bis elo si mer bei engem Ustieg vun den Temperature vu méi wéi 0,7 Grad Celsius par rapport zu der virindustrieller Zäit ukomm. D'Konzentratioun vun den Treibhausgasen an der Atmosphär, ausgedréckt an CO_2-Equivalenten, ass mat 430 ppm wäitaus méi héich wéi deen natierleche Wäert. Dee louch tëschent 180 an 300 ppm an deene leschte 650.000 Joer.

Kloer ass, dass tëschent 1970 an 2004 déi global Emissiounen ëm 70% an d'Luucht gaange sinn, an tëschent 1990 an 2004 nach eng Kéier ëm 24%. Deen neie Bericht vum Klimabäirot vun der UNO, am Kader also vum IPCC, seet bei enger Verduebelung vun den CO_2-Konzentratiounen an der Atmosphär e weideren Ustieg vun der Temperatur vun 2 bis 5,4 Grad Celsius viraus.

D'Folgen dovunner si bekannt: Mieresspigelustieg ëm an der Moyenne ongeféier en hallwe Meter; duerch de Mieresspigelustieg eng direkt Bedroung vu Milliounе vu Mënschen an och der Wirtschaftskraaft an deene betraffene Géigenden; ëmmer méi Stierm, an doduerch Doudeger a Verletzter, an déi ëmmer méi heefeg Zerstéierung vun Infrastruktur an ekonomesche Potenzialer. Déi ekonomesch Schied vun extreme Wiedereregnisser sinn an deene leschten 30 Joer laut Assurancëgesellschaften ëm de Facteur 15 an d'Luucht gaangen. Weltwäit wäerten et an deenen nächste Jore méi Flüchtlingen duerch d'Folge vum Klimawandel wéi duerch Kricher ginn.

Eng weider Erausfuerderung, déi sech eis stellt, ass déi sécher Versuergung vun alle Mënsche mat Energie. Bal zwou Milliarde Mënschen op eisem Planéit hu keen Zougang zu enger geregelter Energieversuergung. D'Weltbevölkerung wiisst - mat entspriechend héijem Energiebedarf. D'Prognose vun der Internationaler Energieagentur soe viraus, dass bis 2030 den Energiebedarf ëm 50% wäert an d'Luucht goen. Dee Bedarf ass virun allem grouss a sougenannte Schwellelänner wéi China, Indien a Brasilien; alles Länner, déi bis haut nach net duerch Reduktiounsziler vun hiren CO_2-Emissioune verflicht sinn.

D'Fro, déi sech also haut stellt, ass net déi: Kënne mer eis Klimapolitik leeschten?, mä d'Fro ass déi: Kënne mer eis de Klimawandel leeschten?

Déi gesamtwirtschaftlech Käschte vun effiziente Moossnamen, esou wéi de Sir Nicolas Stern dat a sengem Bericht am Oktober d'lescht Joer virgeluecht huet, leie wäit ënnert de Käschte vun de Schied déi entsti wa mer do virdrun näischt ënnerhuelen. Laut engem Bericht vu McKinsey mussen d'EU-State ronn 0,7% vun hirem Bruttosozialprodukt opwenden, fir hiert Klimazil bis 2020 ze erreechen. Zil muss et sinn, katastrophal, net méi kontrolléierbar Folge wéi d'Ofschmelze vun de polaren Äiskappen oder d'Ofstierwe vum Amazonas ze verhënneren. Fir dat ze erreechen, muss de steigenden Trend an deenen nächsten zéng bis 15 Joer bei den Emissioune vun Treibhausgasen ëmgedréint a bis zum Joer 2050 souguer weltwäit halbéiert ginn.

A Katastrophestëmmung ze verfalen, nëtzt dobäi näischt. Et geet hei éischter ëm rouegt, konsequent an duerchduechtent Handelen. Niewen Energiespueren, niewe verstäerkter Energieeffizienz, niewen erneierbaren Energien als Haaptusazpunkte mussen och Iwwerleeungen zum Beispill a Richtung vun der Aféierung vu weideren ökologeschen Elementer an eisem Steiersystem gefouert ginn.

Ech géif mer erhoffen, dass déi Motioun, déi d'Chamber den 20. Dezember d'lescht Joer hei un d'Finanzkommissioun verwisen huet, dann och zu Diskussiounen hei am Haus an och zesumme mat der Regierung wäert féieren. D'Regierung betruecht déi Lutte géint de Klimawandel als eng Chance fir eng nohalteg Wirtschaftspolitik an och fir d'Ännerung vun eise Produktiouns- a Konsumgewunnechten.

Dir wësst, dass d'EU-Stats- a Regierungschefe viru kuerzem - méi genau am Mäerz - op hirem Sommet en historesche Beschloss iwwert déi zukünfteg Klima- an Energiepolitik geholl hunn. Ech wëll net méi am Detail heirop agoen. Gewosst ass, dass d'EU sech virgeholl huet, fir hir CO_2-Emissiounen ëm 30% ze reduzéieren, an dat am Rahme vun engem multilateralen Agreement, grad wéi och hir Energieeffizienz ëm 20% ze steigeren an och den Undeel un erneierbaren Energien op 20% ze setzen.

Alles dat setzt och fir eist Land viraus, wa mer deen Ëmbau wëlle packen, dass mer all Politikberäicher hei mussen abezéien. D'Regierung wäert dofir en Expertegrupp ënner Abezéiung vum Professer Ewringmann domat chargéieren, och fir Lëtzebuerg an enger Perspektiv bis 2020 Reduktiounspotenzialer, Reduktiounsméiglechkeeten ze studéieren a virzeleeën.

An deenen ugeféierte Beräicher alleguer spillen och d'Gemengen eng wichteg Roll. An de Gemengen ass an deene leschte Jore vill Innovatives op deem Gebitt geschitt, sief et an de Klimabündnisgemengen, mä och an deenen aneren: Schoulen a Passivbauweis, Cogénératioun, Notzung vu solarer Energie, energiespuerend Stroossebeliichtung, Bedeelegung u Wandkraaftprojekter an esou virun. Mäi Wonsch an och dee vum Innenminister ass et, fir an der nächster Zäit ganz schnell déi Fro vun de Kompetenze vun de Gemengen an deem Beräich ze klären a kloerzemaachen, dass an der Klimaschutzpolitik vun deenen nächste Joren d'Gemengen eng wichteg Roll ze spillen hunn.

Deen nationalen Aktiounsplang vum leschte Joer ass den 3. Mee an engem Forum vum Émweltministère ënnert dem Titel „Klimaschutz schaaft Chancen“ vun allen engagéierte Kräften op deem Gebitt diskutéiert ginn. Mir hu festgehalen, dass sécherlech par rapport zu eise Reduktiounsziler, déi mer eng Kéier an den 90er Jore realiséiert haten - duerch Emissiounsminderungen an der Stolindustrie an och duerch Effizienzsteigerungen -, awer an der Tëschenzäit virun allem duerch d'Entwécklung am Verkéierssecteur, besonnesch wat den Export vu Sprit ubelaangt - dee Problem ass eis largement bekannt -, déi Reduktiounspotenzialer do largement erëm ausgeglach gi sinn.

Och wann d'Joer 2006 nach net an alle Secteuren ausgewäert ginn ass, ass awer festzestellen, dass 2005 par rapport zu 2006 déi éischte Kéier e Réckgang vun eisen Emissioune festzestellen ass - am Transportsecteur ëm minus 2,6%. Déi Tendenz ass och an deenen éischte Méint vun 2007 festzestellen.

Mir hunn den 3. Mee eng éischt Evaluéierung vun eise Politike gemaach. Et war d'Geleeënheet, nach eng Kéier déi Moossnamen ze evaluéieren, déi an deene leschte Méint vun der Regierung - zesummen och mat der Chamber - ëmgesat ginn. Ech erënneren un de Kyoto-Cent; un d'Autostaxen no CO_2-Kritären; d'Klimaschutzcampagne; d'Mobilitéitszentral, déi muer wäert ageweit ginn; d'Autoroute ferroviaire tëschent Beetebuerg a Perpignan; déi nei Wärmeschutzveruerdnung; d'Potenzialstudie am Beräich vun den erneierbaren Energien; en zweeten Allocatiounsplang; Workshopen; Informatioun, eng nei Internetsäit och bei der Agence de l'Énergie; eng Rei vu Fuerschungsprojeten; an och vill Formatioun zesumme mat OAI, mat der Chambre des Métiers, mat der Uni Lëtzebuerg, dem OekoZenter a villen aneren.

Eis Iwwerzeegung ass, dass en „mouvement de fond“ agesat huet, dass souwuel d'Bewosstsi vun der Problematik wéi awer och d'Handlungsbereetschaft vun der Bevölkerung gewuess ass an et domadder wichteg ass, dass mer um Niveau vum Energiekonsum, awer och besonnesch um Niveau vum Transportsecteur handele mussen. Et geet elo drëm, wierklech op den Tempo ze drécken, eis Ustrengungen ze verstäerken. An ech mengen, dass de Premierminister hei den 9. Mee a senger Ried zur Lag vun der Natioun eng ganz Rei vu Moossnamen - och staarke Moossnamen - ugekënnegt huet, déi ech de Mëtteg wéilt preziséieren, fir se dann enger méi detailléierter Diskussioun kënnen unzesetzen.

Ech mengen, dass et noutwendeg ass, doriwwer eraus och mëttelfristeg Strategien ze entwéckele fir déi Period, déi no Kyoto - also no 2012 - op eis zoukënnt. Innovativ Verkéierskonzepter; Entwécklung vu Produktiounsprozesser, Produkter an Déngschtleeschtungen; nei Chancë fir eis Ekonomie; nei Technologien: Dat sinn dobäi d'Stéchwierder.

Mir mussen eis och Gedanke maachen iwwert den Export vum Sprit. E gänzlecht

Afrostellen iwwert dat, wat mir den Tanktourismus nennen, oder eng Aaxt un den Tanktourismus uleeën, dat steet sécherlech net op der Dagesuerdnung. Wichteg wäert awer sinn, dass de Präisënnerscheed zu eisen Nopeschlänner net méi grouss däerf ginn. Dat, wat mir de bloussen Tanktourismus nennen - mat Betounung op dat Wuert „Tourismus“, dat heescht, do wou Extrafahrten an eist Land gemaach ginn, oder do wou Camionen hir Routen ëm 200 bis 300 km verleeën, fir duerch Lëtzebuerg ze fueren -, ass sécherlech eppes, wat limitéiert muss ginn. Ech mengen, dass déi éischt Zilsetzungen duerch de Kyoto-Cent an déi Richtung och dee richtege Wee opweise ginn.

An zweetens muss iwwerluecht ginn, wat mer mat de Recettë vun deenen Treibstoffsteieren do maachen. Ech mengen, dass eng Reflexioun hin zu déi Recetten och fir méi Klimaschutzprogrammer oder nohalteg Investitiounen anzesetzen de richtege Wee vun der Reflexioun misst sinn. De Statsminister huet a senger Ried den 9. Mee schonn däitlech gemaach, dass mer op laang Dauer net un deenen héijen Treibstoffexporter kënne festhalen, an dass déi Politik vun der Minderung vun den nationale Verkéiersemissiounen, well och déi sinn an deene leschte Joren drastesch an d'Luucht gaangen, muss weidergefouert ginn.

Mir wäerten déi national Wend an der Verkéierspolitik hin zum öffentleche Verkéier wierklech ganz seriö mussen duerchsetzen. Déi mëttelfristeg Strategie mécht awer eréischt am europäesche Gesamtkader e Sënn, wann eis Politik net nëmmen zu enger Verdrängung vun den Tankvirgäng an d'Ausland féiert, mä awer och vun echten, reellen Emissiounsreduktiounen an der gesamter EU begleet gëtt.

Déi folgend zéng Bausteng wëllen d'Gerüst duerstelle vun der Aktivitéit vun der Regierung an deenen nächsten zwee Joer; jiddefalls bis zur Perspektiv vun 2009, wou d'Effeten natierlech och largement doriwwer eraus ginn.

- Den éischte Beräich ass dee vum Energiespueren an dem Aféiere vun enger sougenannter Top Ten-Homepage fir d'Bereetschaft vun all Eenzelnem ze ënnerstëtzen, sech méi un Energiespuerkonzepter kënnen ze bedeelegen. 2007 wëlle mer à partir vum Hierscht eng grouss Informatiounscampagne iwwert d'Thema vum Energiespuere lancéieren. D'Bekämpfung vum Klimawandel an der nohalteger Energiepolitik kann nëmmen da geléngen, wann all Bierger och säin Deel u Verantwortung iwwerhëlt. Jiddfereen huet, mengen ech, do säin Deel ze leeschten. E Schub un Iddien, un Initiativen, fir eise Bierger konkret bei dësem Ëmdenken ze hëllefen, muss vun eis kommen.

Bei deem Verhale geet et maassgeblech drëm, Energie ze spueren: bei der Heizenergie; bei Stand-by-Verloschter; bei Stroumverbrauch; bei Frigidairen; bei Computer; bei Luuchten an esou virun. Och d'Sensibiliséierung an de Schoule soll hei net feelen. Dofir wëlle mer och an Zesummenaarbecht mam Erzéiungsministère eng grouss Campagne an de Schoule maachen.

Derniewent wëllt den Ëmweltministère zesumme mam Mouvement écologique an dem OekoZenter iwwerwiegend iwwer eng Homepage, e sougenannten „Guide d'achat éco-responsable on-line“, a gläichzäiteg a parallell mat enger Auszeechnung an de Geschäfter dofir suergen, dass d'Leit an eenzelne Produktkategorien - Haushaltsartikelen, Hi-Fi-Artikelen - d'Geleeënheet kréien, sech hei iwwer ökologesch Produiten ze informéieren, an doduerch och e Maartureiz ze schafen, fir dass och de Commerce verstäerkt op esou Produkter ka setzen.

Zil muss et sinn, de Verbraucher, deen oft bei der Villfalt vu Kennzeechnunge veronséchert ass, iwwer ëmweltschounend Produiten ze informéieren, Ressourcëverbrauch ze reduzéieren, Energieeffizienz ze steigeren an duerch ëmweltschounend Akafen och d'Auswahl vun empfehlenswäerte Produiten, déi no ganz verlässleche Kritären ausgewielt ginn, méi einfach ze maachen.

- Den zweete Bausteen ass dee vun der Berodungsstruktur. Hei ass, mengen ech, ee vun deene gréissten Defiziter an deene leschte Joren. Mir brauchen endlech eng zentral, eng national Struktur ënnert der Energieagentur, zesummen an am Verband mat allen Initiativen an de Gemengen an an deene scho bestehenden Energieberodungsstrukturen. Dofir wäert de Budget 2008 drastesch erhéicht ginn, fir déi Nationalstruktur endlech kënnen op d'Been ze setzen.

Dir wësst, dass déi zwee Ministèren - Ëmwelt a Wirtschaft - den Energieinstitut Vorarlberg ugestallt haten, fir e Konzept an deem Sënn virzeleeën. De 7. Mee hu mer dat mat allen interesséierte Kreesser diskutéiert. Et geet dorëm, an alle Regiounen alle Bierger eng gläich gutt Berodung an Informatioun zoukommen ze loossen. Ech denken, dass dat fir d'Realiséierung vun Energieeffizienz vu grousser Bedeitung ass. Ënnert dem Motto Organisatioun - Zentralkonzepter - zentral diskutéieren, an d'Duerchféierung dezentral maachen am Respekt vun deene Strukturen, déi mer haut schonn hunn.

Wa mer wëllen Erfolleg hunn, besonnesch am Wunnengsbausecteur, da geet dat nëmmen iwwert de Beräich vun Niddregenergie, Passivbauaart a -weis, Notzung vu Solarenergie am Allgemengen, Albausanéierung. An ech mengen, dass dat nëmme geet, wann de Bierger eng gutt, eng qualifizéiert, eng professionell Berodung an deem Sënn kritt.

- Den drëtte Bausteen ass dee vun enger absoluter Prioritéit fir den öffentlechen Transport. D'Fakte sinn, mengen ech, do kloer, wann ee sech d'Ausgaben ukuckt: 286,9 Milliounen Investitiounen dëst Joer am Fonds du rail. Déi éischte Kéier säit dräi Joer wou am Fonds du rail méi Gelder sinn, fir ze investéieren, wéi am Fonds des routes. 132 Milliounen, déi mer investéiere fir d'CFL-Cargo. 145 Milliounen, soen ech, fir eise Bäitrag zum TGV à partir vum 10. Juni. 6 Millioune fir d'Autoroute ferroviaire.

Mir mussen déi grouss Ustrengungen am öffentlechen Transport weiderféieren: duerch d'Mobilitéitszentral, wéi scho gesot; duerch den Ausbau vu weideren Autoroute-ferroviairen; duerch d'Investitiounen an de Gares périphériques; den Ausbau vun Zuch- a Buslinnen, an natierlech och duerch de Projet vum Tram hei an der Stad, wou mer prett si mat der Stad Lëtzebuerg e Groupement d'intérêt économique ze grënnen, fir déi Aarbechten do definitiv an inéluctabel kënnen op d'Spuer ze setzen.

Den 1. Juli wäerten nei Tarifer am öffentlechen Transport - méi gënschteg Tarifer - agefouert ginn, méi familljefrëndlech Tarifer. An de Kritär vun der Distanz wäert och endlech ofgeschaaft ginn, wat sécherlech och fir de Bierger dobaussen, dee vum öffentlechen Transport profitéiert, méi sënnvoll wäert ginn. A schlussendlech wäerte mer ufanks d'nächst Joer e Pilotprojet vum sougenannte Ruffbus am ländleche Raum engagéieren, fir ze kucken, ob mer hei och net besser Méiglechkeete kënne kréien.

- De Bausteen Nummer 4 ass dee vun der Förderung vu spuersame Privatautoen, an och der Virreiderroll vum Stat op deem Gebitt. Am Joer 2005 stellt den Transportsecteur 58,5% vun den Emissiounen hei zu Lëtzebuerg duer. 58,5%; 7,5 Milliounen Tonnen CO_2 vun engem Gesamtvolume vun 12,7 Milliounen. D'Tatsaach, dass ronn dräi Véierel vun deenen Treibstoffer an d'Ausland - wann ech dat esou däerf soen - exportéiert ginn, kann net driwwer ewechtäuschen - an dat muss een ëmmer erëm soen -, dass och den nationale Verbrauch sech säit 1990 insgesamt verduebelt huet.

Den 1. Januar 1990 waren hei zu Lëtzebuerg 183.404 Voitures commerciales et particulières immatrikuléiert; den 1. Januar 2006 waren et der 307.265. 1990 goufen an engem Joer ronn 38.000 Autoe verkaaft. 2006 waren et der iwwer 50.000.

Mat technesche Moossnamen, wéi Motoren, déi manner Kraaftstoff brauchen, geréngerer Motorleeschtung, enger Liichtbauaart a -weis an och mat enger kraaftstoffspuerender Fuerweis loosse sech vill Emissiounen aspueren. Duerfir hu mer bei der Autostax eng Reform hin zu der CO_2-Orientéierung virgeholl, an elo wäerte mer och déi finanziell ënnerstëtzen, déi sech e méi kraaftstoffspuerenden Auto wëlle kafen.

Zu Lëtzebuerg läit d'Moyenne vun den duerchschnëttlechen CO_2-Emissiounen am Fuhrpark pro Auto bei 174 Gramm pro Kilometer. Eng liicht Tendenz no ënnen ass festzestellen: Louch déi Moyenne nach 2001 bei 177,5 g/km, sou ass se elo am Joer 2006 bei 171,6. Am Vergläich: Zum Beispill a Frankräich läit d'Moyenne pro Auto bei 152 g/km.

Mir kënnen och feststellen, dass den Undeel vun energiespuerenden Autoen eropgeet. 2001 louchen nëmmen 1,72% vun allen neien Autoen ënner engem Wäert vun 120 Gramm de Kilometer. 2006 waren dat der awer ëmmerhi schonn 10,14%, dobäi nëmmen 244 Hybrid- oder Elektroautoen an nëmme 55 Äerdgasautoen.

Fir den Undeel vun Autoen, déi manner Schadstoffer produzéieren, ze erhéijen, schléit d'Regierung vir, déi zu Lëtzebuerg wunnend Privatpersounen, déi en neie Won mat engem spezifeschen CO_2-Ausstouss vun 120 g/km oder manner kafen, duerch eng Bäihëllef vu 750 Euro finanziell ze ënnerstëtzen. Bei Autoe mat mindestens sechs Sëtzplazen, dat heescht och Familljen ab sechs Persounen, wäert dëse Grenzwäert bei 160 g/km an drënner leien, gradesou och wéi bei Hybrid- oder bei Äerdgasautoen. De Förderprogramm wäert ab dem 1. Januar 2008 fir zwee Joer lafen.

Fir an de Genoss vun dëser Bäihëllef ze kommen, muss den Auto eng Mindestumeldedauer zu Lëtzebuerg vu siwe Méint kënne virweisen iwwer eng Copie certifiée conforme vun der Carte grise als Beweis. D'Bäihëllefe wäerten eréischt no Oflaf vun dëser Frist ausbezuelt ginn. Autoen, deenen hir éischt Umeldung no dem 1. Juni 2007 erfollegt, sinn also zoulässeg. Dee leschten zoulässegen Éischtumeldedatum ass dann den 31. Dezember 2009. Niewent dëser Mindestumeldedauer, fir dobäi och de Subventiounsexport ze verhënneren, gëllt als weider Bedéngung, dass all déi Autoen do e Russpartikelfilter mussen hunn, wann et sech ëm Dieselautoen handelt.

Zesumme mat där Ufank 2007 ageféierter CO_2-bezunnener Autosteier soll dës Förderung déi néideg Ureizer ginn, fir engersäits d'Verhale bei de Consommateuren ze änneren, an anerersäits awer och fir bei dem Secteur, bei der Automobilindustrie a beim Autoverdrief zu enger anerer Verkafsstrategie ze kommen.

Mir wëllen och gläichzäiteg am Virfeld vum Autofestival 2008, esou wéi et och hei schonn eng Kéier gefrot ginn ass an enger Motioun, eng gemeinsam Campagne zesumme mat Fegarlux an Adal maachen, fir d'Förderung an d'Sensibiliséierung fir emissiounsaarm Autoen nach weider ze förderen.

Wat de Regierungsfuhrpark ubelaangt, leie 15 Autoe vun der Regierungsflott, wann ech esou ka soen, am Moment an engem Beräich tëschent 238 an 286 Gramm CO_2-Emissioune pro Kilometer. D'Regierung ass gewëllt, hir Autoen no an no duerch Autoen ze ersetzen, déi am Beräich vun 200 Gramm CO_2 pro Kilometer an drënner leien oder awer och duerch Hybridautoen.

Als éischt Moossnam wäerte fir zwee Ministeren Hybridautoe kaaft ginn, dodrënner och meng Wéinegkeet, well sech, wann ech dat esou ka soen, den Ëmbau op Gas vun deem Déngschtwon do an der Garage als technesch bal onméiglech erwisen huet an och d'Resultater vun der Erspuernis vun CO_2-Emissiounen esou minimal waren, dass et kee Sënn erginn huet. Duerfir also setze mer och op Hybridautoen, fir och där neier Technologie eng Chance an e Push no vir ze ginn.

Eng zweet wichteg Propositioun vun der Regierung, déi mer an der Ëmweltkommissioun vun der Chamber och schonn emol diskutéiert hunn, ass déi, fir bei den CO_2-Emissioune bei de steierleche Virschréfte vun de sougenannten Déngschtween anzegräifen. D'CO_2-Emissioune bei den Déngschtween leie vill méi héich am nationalen Duerchschnëtt. Dat ass iwwregens a bal allen EU-Länner ze beobachten. D'Regierung wäert virschloen, fir ab 1. Januar 2008 d'Bedingungen ënnert deenen d'Käschte vun deenen Autoen do steierlech ofgesetzt kënne ginn ze änneren, fir dass och hei de Verursaacherprinzip soll spillen.

Och wäerten hei d'CO_2-Emissioune pro Kilometer als Haaptkritär dénge fir déi steierlech Ännerung un der Ofsetzbarkeet vun de Voitures de service oder de société - wéi ee se ëmmer wëllt och nennen.

Ech wëll bei där Geleeënheet kuerz och soen, dass mer natierlech och bei der obligatorescher Bäimëschung vu Biotreibstoffer musse virumaachen, fir op déi 5,75% bis 2010 ze kommen. Hei ass e progressiivt Unhiewe vum Mindestsaz an Erwägung ze zéien, grad wéi och mir als Lëtzebuerger Regierung fir en Abezéie vum Loftverkéier an den Emissiounshandel sinn, wann d'Kritäre stëmmen a wa virun allem och fair Léisunge gesicht ginn, déi ouni Virdeel si fir déi sougenannten „low-cost carriers“. Ech mengen, dass hei nach vill Diskussionsbedarf op EU-Ebene ass, fir zu deem Zil ze kommen.

- De Bausteen Nummer 5 ass dee vun dem verstäerkte Réckgréff op grénge Stroum. An Zesummenaarbecht mat dem Bauteministère wäerte mer och dofir suergen, dass Gebaier, déi dem Stat gehéieren, vu grénge Stroum gespeist ginn, an och Empfehlungen an deem Sënn un d'Gemenge ginn, do wou dat an der Tëschenzäit net scho geschitt, well vill Gemenge sinn hei méi Virreider wéi de Stat dat an deene leschte Jore war.

Mir wëllen och nodenken iwwer eng finanziell Ënnerstëtzung vun deene Stéit, déi grénge Stroum benotzen, an dat och während zwee Joer. D'Modalitéite vun esou finanziellen Ureizer si mer amgaangen tëschent Ëmwelt- a Wirtschaftsministère ze klären.

Obwuel den zousätzleche Käschtepunkt vum grénge Stroum bei engem normalen Haushalt am Moment bei nëmmen ëm déi 50 Euro d'Joer läit, gesi mer awer, dass nëmmen dausend Haushalter bis elo den „Nova-Naturstrom“ geholl hunn, an duerfir menge mer, dass et noutwendeg ass, duerch esou eng Initiativ e weideren Impuls zum Duerchbroch vum grénge Stroum ze ginn.

- De Bausteen Nummer 6 ass dee vun dem Gebäudeberäich an och de Standarden am Niveau vun der Energieeffizienz. D'Wärmeschutzverueerdnung, déi de Wirtschaftsminister am September d'lescht Joer virgeluecht huet, geet hei ouni Zweifel an déi richteg Richtung, well se eis bis zum Niddregenergiestandard bréngt. Den Avis vum Conseil d'État läit elo vir. Amendementer wäerten an der Regierung den nächste Mount diskutéiert ginn, an d'Hoffnung ass grouss, dass mer dann, wann net schonn den 1. Juli, dann awer den 1. Januar 2008 déi nei Energie-, déi nei Wärmeschutzveruerdnung kënnen a Kraaft setzen.

Ech mengen, dass et och noutwendeg ass, um Niveau vun den öffentleche Gebaier déi Virreiderroll vun deem, wat mer do ze maachen hunn, méi kloerzemaachen. De Bauteminister Claude Wiseler huet virun e puer Deeg säi Programm fir d'Gebäudesanéierung am Energieberäich virgestallt.

1.500 Gebaier sinn am Moment Propriétéit vum Stat. 30% sinn iwweraltert, aus de 70er Joren, wou Energie spueren a gutt Isoléierung keen Thema waren. Iwwert de Fonds d'investissements publics an och iwwert de Kyoto-Fong leien dem Bauteminister elo ronn 220 Milliounen Euro vir, fir déi energetesch Sanéierung vun deene Gebaier do an deenen nächste Jore virzehuelen an natierlech bei neie Gebaier dofir ze suergen, dass se no gréisstméiglecher Energieeffizienz gebaut ginn.

- De Bausteen Nummer 7 ass dee vun der Förderung vun den erneierbaren Energien. Heibannen ass gewosst, dass d'Regierung de Fraunhofer-Institut an och d'Energieagentur mat enger Potenzialstudie beoptraagt hat, déi elo virläit an och largement dobaussen diskutéiert ginn ass.

Ech wëll net streiden iwwert d'Fro, wéi vill Prozent dann elo wierklech dat objektiivt Potenzial sinn, wat mer wëllen erreechen. Ech mengen éischter, dass mer bis 2020 esou vill wëllen erreeche wéi nëmme méiglech. Wa mer et géife fäerdeg bréngen, op déi 8 bis 9% Prozent ze kommen, déi d'Potenzialstudie zréckbehält, da wär dat trotzdeem scho par rapport zu där heiteger Situatioun, wou mer bei 3% an eppes leien, eng Verdräifachung vun deene Capacitéiten, an duerfir sollte mer déi Chance och notzen, fir am Kader vun enger Logik vum Marché intérieur och Projeten an aneren EU-Länner ze maachen an ze finanzéieren an ze förderen, déi eis herno kënne mat ugerechent ginn.

Mir hunn den 18. Abrëll an engem Workshop mat allen interesséierte Kreesser iwwert déi Potenzialstudie diskutéiert a wäerten deen nächste Mount, am Juni an der Regierung iwwert déi nei Reglementer a Förderreglementer à partir vum 1. Januar 2008 diskutéieren. An ech denken, dass och de Besoin wäert bestoen, esou wéi d'leschte Kéier, och hei an der Chamber an enger Réunion jointe vun Environnement an Ekonomie eis dat Ganzt eng Kéier unzekucken.

Wichteg wäert et sinn, an deem neie Förderreglement dofir ze suergen, dass mer e vereinfachten, verbesserte Sanéierungsprogramm an dass mer och d'Méiglechkeet vun Deelsanéierunge bei bestehenden Haiser kréien, sief dat d'Fassadendämmung, sief dat d'Daachisoléierung. Ech mengen, dass mer net nëmme ganzheitlech Renovéierunge solle kucken, déi d'Leit oft virdru schonn erschrecken, éier se eng Décisioun huelen, mä dass mer och Deelsanéierunge solle virhuelen.

Mir sollen op Passivbauten an Zukunft setzen, well mat der neier Wärmeschutz-

veruerdnung gëtt et d'Méiglechkeet, fir dann och deen nächste Standard schonn ze attackéieren, deen dee vun der Passivbauaart a -weis ass. Mir sollten eng attraktiv Förderung hunn, d'Notzung vun deenen eenzelnen technologiespezifesche Fördersätz: beim Wand, bei der Sonn, bei Biomass, bei Biogas, beim Waasser an esou virun. Mir sollte virun allem och Aspeistarifer fir Stroumproduktioun aus erneierbaren Energien, no Technologie a virun allem mat garantéierter Förderdauer, déi Investitiounssécherheet garantéieren, an deem Reglement do virgesinn.

Doriwwer eraus ass zu Lëtzebuerg natierlech och de Beräich vun Holz a Biomass een, dee ganz wichteg ass. Mir hunn en Aarbechtsgrupp agesat, wou all déi interesséiert Ministèren an Institutiounen dra sinn, fir ze kucken, wat fir eng Potenzialer mer hei zu Lëtzebuerg am Beräich vum Holz hunn. Ech mengen, dass do eng grouss Méiglechkeet besteet, fir och bei der Biomass an der Landwirtschaft nei Créneauen ze schafen, woubäi et muss kloer sinn, an ech mengen och dat soll d'Aufgab vun deem Aarbechtsgrupp sinn, fir dofir ze suergen, dass mer och d'Problemfelder, déi sech bei der Notzung vun der Biomass stellen, diskutéieren, souwuel bei der Fro vun der Nahrungsmëttelproduktioun wéi vum Naturschutz wéi och vum Déiereschutz. Ech mengen, all déi Antagonismen, déi do bestoe kënnen, sollen an deem Aarbechtsgrupp diskutéiert ginn.

- Den aachte Bausteen ass dee vun der Förderung vun energiespuerende Produiten am Rahme vun de Regelungen op europäeschem Plang. Mir stinn der Propositioun vum Kommissär Piebalgs, fir dofir ze suergen, dass mer reduzéiert TVA-Sätz bei energiespuerende Produkte kréien, ganz positiv géigeniwwer a mir wäerten an deenen Diskussiounen iwwer säi Wäissbuch an deenen nächste Wochen a Méint déi Iddi zu Bréissel an den Diskussioune vun deenen eenzelne Conseilen ënnerstëtzen.

Datselwecht gëllt iwwregens och fir déi vu Frankräich prônéiert Iddi, fir d'éischt vum President Chirac, mä och an der Wahlcampagne vum neie President Sarkozy, an och an där Réunioun, déi jo e Méindeg am Élysée scho stattfonnt huet mat deene jeeweilegen ONGen am Ëmweltberäich, déi Iddi vun der Taxe carbone op Produiten aus deene Länner, déi sech kengem internationale Klima-Agreement ënnerleeë wëllen. Déi Iddi wëlle mer och ënnerstëtzen, fir dass dat um Niveau vun der EU an och um Niveau vun den Diskussioune multilateral - am Kader vun den Diskussiounen zum Beispill zu Bali an doriwwer eraus - ka mat abezu ginn.

- De Bausteen Nummer néng ass dee vum nationalen Allocatiounsplang an natierlech och der Verantwortung vun der Industrie, mä net nëmmen der Industrie, och deenen anere Wirtschaftssecteuren hei zu Lëtzebuerg. No deene Verhandlungen zu Bréissel, déi mer iwwert den zweeten Allocatiounsplang gefouert hunn, an och aus den Erfahrungen eraus, déi mer gemaach hunn am Zesummenhang mam éischten Allocatiounsplang, huet jo d'Bréisseler Kommissioun den 29. November 2006 d'Allocatiounsmeng vum Lëtzebuerger Emissiounshandelssecteur vun 3,95 Milliounen Tonnen, dovun 3,17 Milliounen Tonne fir déi 15 bestehend Installatiounen, op 2,69 Milliounen Tonne reduzéiert.

Ugesiichts vun der Méiglechkeet, dass Lëtzebuerg doriwwer eraus fir nei Investitiounen eng eege Reserv kann uleeën, wäert d'Lëtzebuerger Regierung déi Propositioun vun der Bréisseler Kommissioun unhuelen.

Wat doriwwer eraus ze maachen ass, ass sécherlech, dass an den Entreprisë selwer, iwwert déi 15 Installatiounen eraus, mer och der Meenung sinn, dass Energie-Auditen am Rahme vun deenen eenzelnen Entreprisen op fräiwëlleger Ebene an deene Vereinbarungen, déi mer kennen, deenen Accords volontaires, musse weidergefouert ginn, an dass d'Zesummenaarbecht mam CRTE an der Sensibiliséierung an der Berodung vun de Kleng- a Mëttelindustrien an -entreprisë fir Energie-Auditen do ganz wichteg ass.

Mir mengen och, dass d'Bankeplaz, d'Finanzplaz Lëtzebuerg fir de Klimaschutz ze sensibiliséieren ass. Eng Rei vu Banke bedeelege sech - wéi mer eis scho virun e puer Deeg gesinn hunn - haut schonn um Handel vun CO_2-Certificaten. Méiglech Nische fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg iwwer nei „carbon funds" zu Lëtzebuerg kënnen hei ugesiedelt ginn an och zu enger Sensibiliséierung vun der Problematik op der Finanzplaz Lëtzebuerg féieren. Doriwwer eraus menge mer, dass mer mat dem Finanzsecteur och eng Diskussioun kënne féieren iwwer gënschteg Kreditter, zum Beispill bei innovativen energiespuerende Projeten.

Mat der ABBL, ähnlech wéi mat der FEDIL, wëlle mer och eng Vereinbarung siche fir d'Energieeffizienz am Bankesecteur oder och d'Notzung vum grénge Stroum fir d'Gebaier an deem dote Beräich.

- Zéngten a leschte Bausteen ass dee vun de flexibele Mechanismen am Rahme vun den „clean development measures" oder dem „joint implementation". Mir wëssen, an dat kënne mer esou laang bedauere wéi mer wëllen, mä et bleift eng Tatsaach, dass d'Reduktioun vun de minus 28% par rapport zu 1990 net eleng iwwer national Reduktiounen ze stemmen ass, an dass mer iwwert de Beräich vun der Notzung vu flexibele Mechanismen an och Rechter duerch Projeten oder duerch de Kaf vu Rechter musse fueren.

An engem Workshop mat de betraffenen ONGen hu mer den 31. Januar 2007 mat den interesséierten Acteuren iwwert d'Kritären, déi da wesentlech wäerte sinn, vun esou Projeten diskutéiert. Lëtzebuerg bedeelegt sech am Moment iwwert de Kyoto-Fong u folgende multilateralen „carbon funds": engersäits an der Weltbank um „BioCarbon Fund", an och nach an der Weltbank um „Community Development Carbon Fund". Am Rahme vun der EBRD um „Multilateral Carbon Credit Fund", bei der Weltbank an der BEI um „Carbon Fund for Europe" a bei der Asian Development Bank um „Asia Pacific Carbon Fund".

Insgesamt si ronn 45 Milliounen Euro an der Tëschenzäit vun der Lëtzebuerger Regierung an deene Fongen do zougesot gi fir Emissiounsrechter.

Weider schaffe mer u bilaterale Projeten, ënner anerem mat engem kanadesche Partner am Rahme vun engem Projet an El Salvador oder awer och un engem Accord mam Crédit Suisse u garantéierten CERen. Mir hunn och doriwwer eraus säit kuerzem Verhandlungen ugefaangen - an ech wëll aus Grënn vun der Vertraulechkeet fir den Ofschloss vun deene Projeten net méi soen - fir Wandkraaftprojete vun CDM-Projeten a China an och vu Biomass- a Biogasprojeten am CDMsberäich an Indien.

Zum Schluss vun dëser Erklärung vun der Regierung wëll ech soen, dass mat der Erklärung zur Lag vun der Natioun wéi och mat dem Débat de consultation, dee mer de Mëtteg féieren, d'Klimaschutzpolitik zu Lëtzebuerg weidere Réckewand kréie soll. Déi nächst Jore wäerten dobäi aarbechtsräich Jore gi par rapport zu deem, wat mer eis virgeholl hunn an alle Beräicher an och horizontal ze erreechen.

Alleguer, ugefaange beim Stat selwer, mä och d'Gemengen, d'Entreprisen an all Secteure vun der Ekonomie an och d'Bierger, musse mer Suerg droen, dass mer déi Ziler erreechen. Wa 95 bis 96% vun der Bevölkerung an deene jeeweilegen ILReS-Ëmfroe kloermaachen, dass se de Klimawandel fir eng wichteg Erausfuerderung fannen, dann, mengen ech, muss elo och d'Bereetschaft op allen Niveaue kommen, fir „Butter bei die Fische" ze ginn an an eenzelne Beräicher, an ech denke virun allem un dee vun der Berodung - wou mer sträflech an deene leschte Joren nogekuckt hunn -, eng besser Politik ze maachen.

No Kyoto muss et bis 2012 allerdéngs weidergoen. Déi lescht Woch ass eng Klimaschutzkonferenz zu Bonn zu Enn gaangen, déi d'Vertragsstatekonferenz zu Bali am Dezember 2007 virbereet huet. D'Zil zu Bali am Dezember wäert et sinn, definitiv de Startschuss ze gi vu konkrete Verhandlunge fir en internationaalt Klimaofkommes no 2012. Am Rahme vun den EU-Ziler bis 2020, besonnesch wat déi intern Opdeelung vun den Aufgaben um sougenannten „burden sharing" ubelaangt, wäert och Lëtzebuerg sech op national Post-Kyoto-Ziler eenege mussen. Mir wäerten an deenen nächste Wochen heifir mat der Kommissioun Gespréicher féieren.

Aktive Klimaschutz bitt déi Chance, Käschten ze spueren, awer och eis Potenzialer méi effizient fir eng nohalteg wirtschaftlech Entwécklung ze notzen. Insoweit sinn, well dat heiansdo monéiert gëtt, de Kyoto-Prozess an de Lissabon-Prozess letztendlech konvergent a kohärent mateneen ze kucken.

D'Lëtzebuerger Positioun bei deene Gespréicher ass kloer. Déi wëssenschaftlech Viraarbechten zur Bestëmmung vun eise Potenzialer sinn um gudde Wee a kënnen an der Perspektiv bis 2020, wéi ech virdrun am Ufank gesot hunn, och nach eng Kéier weider analyséiert an ausgebaut ginn. Lëtzebuerg wäert seng technesch a wirtschaftlech sënnvoll nëtzbar Potenzialer am Beräich vun erneierbaren Energien an Energieeffizienz souwéi och den Emissiounssenkungen an den EU-Verhandlunge fir en neie Burden Sharing Agreement abréngen.

Mir mussen dobäi allerdéngs oppassen, dass d'Zourechnungspraxis fir Energien an Emissiounen an deenen ënnerschiddlechsten europäesche Regelwierker no eenheetleche Kritären och erfollege muss. Déi leidlech Erfahrung, dass dat net ëmmer de Fall war, hu mer scho beim zweeten Allocatiounsplang gemaach.

Si muss doriwwer eraus och ureizkompatibel sinn, si soll och déi eenzel Mitgliedstaten zu Moossname verulassen, déi zur Verbesserung vun den Energieemissiounsan -effizienzwäerter am eegene Land an doriwwer eraus och op EU-Ebene dénge sollen.

Wat d'CO_2-Minderung ubelaangt, esou gi mer dovun aus, dass schonn eleng aus Wettbewerbsgrënn am neie Burden Sharing Agreement als Leitlinn och eng Ugläichung vun de bis elo heterogene Minderungsverflichtunge vun deenen eenzelne Memberstaten erfollege muss. Wellech Ausgangspunkten och fir déi nei Ziler gewielt ginn, ob dat déi bishereg Minderungsverflichtunge sinn oder déi aktuell Ist-Emissiounen, dat muss och weider geklärt ginn.

Wichteg ass doriwwer eraus an engem neie Post-2012-Klimaschutzregime, dass virun allem eng ganz Rei aner Länner wéi China, Indien, Brasilien, Mexiko, Südkorea an - virun allem vergiessen ech se net - d'Vereenegt State mussen an dee Prozess mat agebonne ginn.

Nach ni, si mer der Meenung an der Regierung, waren d'Zäite fir eng konsequent Klimaschutzpolitik zu Lëtzebuerg esou gënschteg wéi se haut sinn. Nach ni waren d'Bierger dobaussen esou bereet matzemaachen, sief et, niewent dem Plus fir eis Ëmwelt, och fir hir Virdeeler an hirem eegene Budget oder fir hir Liewensqualitéit. Dëse Schwong, dës Stëmmung wëlle mer elo notzen. Déi zukünfteg Generatioune wäerten eis dofir jiddefalls dankbar sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister Lux. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marco Schank ageschriwwen. Här Schank!

(Interruption)

Oh pardon! Jo, d'accord.

(Interruption)

Neen, neen, d'Conférence des Présidents huet et esou décidéiert. Här Mehlen!

Présentation de l'interpellation

M. Robert Mehlen *(ADR), interpellateur.*- Merci, Här President. Et wär zwar méi an der Logik vun deem gewiescht, wat ech a menger Interpellatioun ugefrot hat, wa mer déi zwou Debatte getrennt hätten. Ech muss mech erklären.

Et war net meng Intentioun, fir iwwert de Klimaschutz als solchen d'Regierung ze interpelléieren - mir hunn ewell vill Débate gehat an et war jo och sécher, datt d'Regierung op d'Chamber géif zoukommen. Ech wollt ganz kloer lassgetrennt vun där Debatt meng Interpellatioun drop ausriichten op wéi mir an der praktescher Politik op déi elo scho spierbar Auswierkunge vum Klimawandel reagéieren, déi sech wahrscheinlech oder méi wéi sécher an deenen nächste Joren nach verstäerke wäerten.

Dofir muss ech hei bedaueren, datt dat vläicht net richteg verstane gi war oder aus engem falsche Reflex, fir Zäit ze spueren, déi zwou Saachen hei zesummegetässelt gi sinn. Wann ech elo ironesch wär, da géif ech soen, ech hätt Versteesdemech derfir, well mer jo esou vill öffentlech Sitzungen hunn, datt mer eis wierklech quëtsche mussen, fir alles ënnerdaach ze kréien. Duerfir nach eng Kéier: Ech bedaueren dat, well dat, wat ech elo a menger Interpellatioun uschneide wäert, leider an deem groussen Débat iwwert déi eigentlech Klimaschutzpolitik ënnergoe wäert.

D'Fro, déi sech stellt, an do wäert ech herno a menger Interventioun zu deem, wat den Här Minister Lux hei virgedroen huet, nach zréckkommen: Wéi vill Afloss huet Lëtzebuerg insgesamt op de Klimawiessel? Ech mengen, mir sinn eis eens, datt deen Afloss relativ geréng ass. Mä, wat kënne mir um nationale Plang maachen, fir eis selwer virun den Auswierkunge vun deem Klimawiessel, wéi gesot, deen elo scho spierbar ass, ze schützen? Do hu mer ganz vill Afloss drop, well do si mir ganz eleng dofir responsabel wat mer maachen.

D'Fro ass, ob mer reagéieren a wéi mer reagéieren. Ob mer reagéieren, dat heescht, ob mer ofwaarden an emol kucke wat passéiert. Et gëtt jo haut och hei am Land nach ganz vill Zäitgenossen, déi der Meenung sinn, dat wär alles net esou wëll an dat wär alles un den Hoer erbäigezunn.

Une voix.- Jo, awer méi rar.

M. Robert Mehlen *(ADR), interpellateur.*- Si gi méi rar, mä si melle sech awer ëmmer méi vehement zu Wuert, wann een an den Zeitunge kuckt.

Oder ob mer wierklech de Courage hunn, fir eng preventiv Strategie ze entwéckelen.

Här President, mir sinn der Meenung, datt et d'Aufgab vun der Politik ass, fir Schued vun der Populatioun a vum Land ofzewenden. «Gouverner, c'est prévoir», an et ass ënnert deem Zeechen, wou mir jiddefalls kloer Jo soen zur Noutwendegkeet fir preventiv ze schaffen. D'Fro ass: Wéi reagéiere mer? A fir déi Fro ze beäntworten, musse mer wëssen, wat eis erwaart.

Wat erwaart eis dann elo als Folleg vun der Erwiermung vun der Atmosphär? Ech mengen, de Minister huet an deem Dokument, wat hien eis fir deen heitegen Débat zur Klimaschutzpolitik zur Verfügung gestallt huet, och schonn drop higewisen, datt verschidden Ännerungen am Klima sech direkt och hei auswierken. Ech wäert der eng Partie hei opzielen.

Dat Éischt ass, datt mer an Zukunft méi mat staarken Nidderschléi rechne mussen, dat heescht, wou e ganz héijen Débit a kuerzer Zäit wäert stattfannen. Nach gëschter hu mer gesinn, net wäit vun hei an Däitschland sinn onwahrscheinlech Waassermassen op verschiddene Plazen erofkomm. Dat ass et zu fréieren Zäiten am hallwe Mee oder nach zwee Drëttel vum Mee praktesch ni ginn. Mir hunn an deene leschte Joren an eisen Nopeschlänner oder an Europa, ugefaange vu Spuenien iwwer Südfrankräich, iwwer Italien an déi aner Säit erop Éisträich an Ostdäitschland, riseg Naturkatastrophen duerch Iwwerschwemmungen erlieft, och zu Zäite wou een dat eigentlech fréier net gewinnt war.

Mir musse soen, datt Lëtzebuerg bis elo ëmmer Chance hat. D'lescht Joer nach am August, an dat ass et bis elo nach net ginn, huet d'Musel op eng Kéier Héichwaasser gefouert, an de Lëtzebuerger zoustännege Beamte sot, hien hätt aus dem Nopeschgebitt hei aus Frankräich, aus dem Anzuchsgebitt vun der Musel, nach ni esou Nidderschlagswäerter gemellt kritt, wou esou vill Reen an esou kuerzer Zäit erofgaangen ass. Dat alles weist, datt mer eis musse seriö dorop preparéieren an net waarde bis d'Kand effektiv am Pëtz läit.

Wat fir eng Strategie, Här President, kënne mer do entwéckelen? Ech widderhuelen dat, wat ech scho méi wéi eng Kéier hei virgedroen hunn: Mir brauche flächendeckend e Programm vu Rückhaltebecken. Et huet kee Wäert, fir eis Flëss ze kanaliséieren, et huet kee Wäert, fir iwwerall Mauere laanscht d'Flëss opzeriichten, fir d'Waasser ze kanaliséieren an et lass-zeginn. Et huet och kee Wäert, fir an de Flëss Delten, Bremsen anzebauen. Wat mer maache mussen, dat ass am Ufank, do wou mer kënnen, ouni groussen Opwand d'Waasser zréckhale mat klengen naturnoe Barragen, ech soen nach eng Kéier flächendeckend grouss Waassermassen zréckhalen a se verzögert oflafe loossen.

Dat bedéngt, datt mer eng Législatioun kréien, déi d'Regierung astand setzt, fir dat systematesch ze plangen an et mat de Propriétairen ëmzesetzen. Et ass evident, datt do, wou Terraine gebraucht ginn, fir esou kleng - ech soen et nach eng Kéier - naturno Däicher ze bauen, datt dat natierlech och muss entschiedegt ginn.

Zweete Punkt, deen eis erwaarde wäert, dat sinn an Zukunft méi staark Stierm mat Tornadogefor. Eréischt virun enger Woch, de 14. Mee, war ganz no hei an der Noperschaft, an der Eifel, e ganz béisen Tornado ënnerwee. Ech hu mat engem geschwat, deen dat materlieft huet, dee sot, hien hätt nach ni esou eppes gesinn, wou effektiv schwéier Géigestänn bis ganz héich an d'Luucht gewirbelt gi sinn an iwwerhaapt emol net méi erofkomm sinn. Och do musse mer eis drop astellen.

Et kann ee sech d'Fro stellen: Jo, wat kënne mer dann elo dergéint maachen? Dach, mir kënnen, ganz besonnesch wa mer nei bauen, deem Rechnung droen, datt zum

Beispill d'Diech esou konzipéiert ginn, datt se net bei deem éischte Sog, deen do entsteet, fortfléien. Och bei der Planung vun den öffentleche Gebaier soll een elo schonn deem Phenomeen Rechnung droen, fir net spéiderhin zweemol missen ze bezuelen.

Et muss een och drun denken, méiglech Geforepunkten, déi sech op d'Populatioun kënnen auswierken, wann esou Stierm entstinn, schonn am Virfeld ze eliminéieren.

Drëtte Punkt: Mir wäerten an de Summeren - a mir hunn dat jo schonn erlieft, dat gesäit ee jo och statistesch - méi héich Temperature kréie mat laangen Drécheperioden. Dat heescht, d'Bëschbrandgefor wäert och an eise Géigenden, wat mer fréier net kannt hunn, ganz dramatesch eropgoen. Mir brauchen och do eng Strategie, déi preventiv schafft. Dat geet u bei der Aart a Weis wéi mer eis Bëscher bewirtschaften, déi Hölzer, déi mer uplanzen, wéi vill Ënnergehölz datt een ënner Ëmstänn toleréiert. A mir brauche wahrscheinlech an Zukunft während deene Méint e Système d'observation et d'intervention, dee capabel ass, dat direkt ze détectéieren, wann et iergendwou lassgeet, an och direkt ze intervenéieren.

Ech denken zum Beispill och drun, fir d'Baueren, déi haut relativ gutt équipéiert si fir grouss Quantitéite Waasser ze transportéiere mat hire Fässer, an esou e System mat eranzebezéien.

Véierte Punkt: Et ass ze fäerten, datt eis Bëscher dauerhaft gesondheetlech geschiedegt ginn duerch déi Dréchent an duerch déi dréche Perioden an duerch ze wéineg Nidderschlag, wéi mer et déi lescht Jore jo och erlieft hunn. An deem Zesummenhang muss een nach op de Wäert vun eise Bëscher am Sënn vun der Stabiliséierung vum Klima hiweisen.

D'Strategie ass do: Mir mussen eis Bëschbewirtschaftung adaptéieren. Wëssenschaftler sinn der Meenung, datt zum Beispill d'Conifèren, d'Nolebeem an eise Breeten net iwwerliewe wäerten. Dat heescht, mir mussen an Zukunft vun der Forstverwaltung aus dofir suergen, datt mer Aarten uplanzen - och d'Regeneratioun dohi goe loossen -, déi drécheresistent sinn, haaptsächlech Planzen, déi als Tiefwurzler bekannt sinn, dat heescht och capabel sinn, d'Fiichtegkeet a méi déiwe Schichten ze notzen.

Fënnefte Punkt: D'Landwirtschaft wäert an Zukunft mat Problemer konfrontéiert ginn, déi se an der Vergaangenheet net kannt huet. Dat ka sech deelweis souguer op d'Sécherheet vun der Nahrungsproduktioun auswierken. Wann ee bedenkt - ech hu viru kuerzem e Reportage gesinn, datt an Ostdäitschland dru geduecht gëtt fir d'Nahrungsproduktioun komplett falen ze loossen an nach just mat Akazien Energie ze produzéieren, well déi ganz drécheresistent sinn.

Ech wëll hei fir eise Streech net onbedéngt den Däiwel un d'Wand molen, mä et ass ganz sécher, datt d'Landwirtschaft sech muss an Zukunft un déi nei Gegebenheeten upassen.

Do gehéiert zur Strategie, datt mer eng wëssenschaftlech Begleedung brauchen, datt Etüde musse gemaach ginn, datt d'Berodung, déi praktesch Berodung fir d'Baueren, fir déi Leit um Terrain muss ausgebaut ginn, datt se deem muss ugepasst ginn. D'Bewirtschaftungsweis vun eise Betriber muss ugepasst ginn. Et muss zu enger Selektioun, enger permanenter Selektioun vu méi un de Klimawandel ugepasste Kulturzorte kommen. An et ass wichteg, datt mer och am Budget vun eisem Stat entspriechend Kreditter virgesinn, fir dee ganze Wiessel kënnen ze begleeden.

Sechste Punkt: Waasserknappheet. Mir mussen, huet den Innenminister nach viru kuerzem gesot, eis Reserven ausbauen. Hien huet souguer vun neie Stauséier geschwat.

Här President, ech war, an ech hunn och eng Question parlementaire doriwwer gestallt, an der Ouschterzäit, Ouschterméindeg douewe beim Stauséi an ech hu mech gewonnert, wéi niddreg datt den Niveau war. Well et kann een net soen, datt et iwwert de Wanter net genuch gereent hätt an datt mer net d'Méiglechkeet gehat hätten, de Stauséi op de Maximum opzefëllen. Ech hu mech gewonnert, datt esou fréi am Joer den Niveau schonn esou déif war. Dat heescht, datt eng Gestioun gemaach ginn ass, déi net dorop ofgeziilt huet, fir de Maximum u Waasserreserven ze halen, fir dann och am Summer, well dee steet eis jo bevir, iwwer méiglechst grouss Reserve kënnen ze verfügen.

Ech si gespaant op d'Äntwert vun der Regierung, déi nach ëmmer op sech waarde léisst, wat fir eng Strategie do gefuer gëtt.

Mir mussen och systematesch probéieren, iwwerall do wou et méiglech ass, Reewaasser ze sammelen a Behälteren an et och systematesch do ze notzen, wou een et notze kann.

Mir mussen et fäerdeg bréngen, de Verbrauch ze miniméieren, Verloschter ze miniméieren, déi och ëmmer nach relativ grouss sinn. Wat d'Infiltratioun ubelaangt, sou musse mer effektiv dofir suergen, datt mer vill manner versigele wéi dat bis haut de Fall ass. Et gëtt festgestallt, datt och dann, wann d'Nidderschléi grouss genuch sinn, net méi genuch Waasser an den Ënnergrond infiltréiert.

Mir bauen nach ëmmer vill ze vill an d'Breet. Wann e Supermarché gebaut gëtt, da gëtt en haut meeschtens op engem Niveau gebaut, dat heescht, en hëlt riseg Flächen an, wou ee gradesou gutt kënnt op zwee oder dräi Niveaue goen. Dat ass haut jo awer technesch nu wierklech kee Problem, souguer Leit, déi handicapéiert sinn, op den 1. oder op den 2. oder den 3. Stack ze bréngen. Mir baue riseg Parkingen, déi een och kënnt op eng aner Aart a Weis bauen, fir datt se manner Fläche verbrauchen, an esou weider an esou fort.

Et gëtt och e Problem an der Landwirtschaft mat der Buedemverdichtung, déi et fréier net ginn ass. Haut mat deene schwéiere Maschinnen, déi noutwendeg sinn, fir datt déi wéineg Leit, déi mer an der Landwirtschaft hunn, d'Aarbecht iwwerhaapt nach packen, gëtt de Buedem ëmmer méi verdicht. Dat heescht, d'Infiltratioun vun den Nidderschléi an den Ënnergrond, déi mer dringend brauche fir d'Grondwaasserreserven opzebauen, déi ass net méi esou wéi se fréier war. An dat ass enorm wat do Waasser verluer geet, wat als Oberflächewaasser fortleeft, wat net méi infiltréiert par rapport zu fréier. Och doriwwer gëtt et wëssenschaftlech Etüden. Do muss ganz intensiv dru geschafft ginn, fir dee Phenomeen do ze bekämpfen.

Siwente Punkt: Der Dréchentgefor insgesamt entgéintwierken - do kënne mer d'Fro stellen: Wéi kann een dann iwwerhaapt eppes dergéint maachen?

Et besteet manifestement eng Wiesselwierkung tëscht dem prozentualen Undeel vun de Bëscher un der Gesamtfläch an den effektiven Nidderschléi. Dat heescht, wat ee méi Bësch huet, e Bësch, dee jo och e Waasserspäicher ass, wat d'Wahrscheinlechkeet, datt et zu Nidderschléi kënnt, méi grouss ass.

Duerfir misst een och als Strategie virgesinn, de Bëschbestand, deen hei zu Lëtzebuerg zwar scho relativ héich ass mat ronn 36%, op deene Flächen, déi landwirtschaftlech oninteressant sinn, nach auszeweiden, well mat all Prozent Bësch, dee mer méi hunn, ass méi eng grouss Beschattung, gëtt manner ausgedréchent, gëtt och den Temperaturanstieg ofgebremst. Duerfir misst een eng ganz konsequent Strategie an där Richtung viruféieren.

En anere Punkt, den aachten, Här President, ass dee vun der Stroumversuergung, déi an de Summerméint, wann et ganz waarm an dréchen ass, a Fro gestallt ass. Vill Leit, déi de Moment nach sech zum Beispill fir d'Atomenergie asetzen, vergiessen, datt déi grouss Kraaftwierker, egal mat wat fir enger Energie datt se da fonctionnéieren, wann et ganz waarm ass an net vill Killwaasser zur Verfügung steet, praktesch net méi kënne fonctionnéieren an deelweis souguer mussen ofgeschalt ginn, well d'Killung net ka betätegt ginn, a wa keng Killung fonctionnéiert, da kann d'Kraaftwierk och net fonctionnéieren. Ergo muss een deem Faktor Rechnung droen.

An, Här Minister, da kommen ech erëm e bëssen op dat, wat Dir virdrun ugefouert hutt, dat heescht, mir sinn och opgrond vun deem Aspekt forcéiert fir eng dezentral ëmweltgerecht Energieproduktioun ze förderen an domadder eis zentral Kraaftwierker ze entlaaschten.

Néngte Punkt: Mir wäerten an Zukunft méi waarm Wantere kréie mat manner Frascht. Dat bréngt Problemer mat sech, wat mer elo scho mierken, wéi d'Zouhuele vun exoteschen Insekten, déi ëmmer méi géint Norde virdréngen. Mir hunn d'lescht Joer eng Blauzungenkrankheet hei an Europa op eng Kéier entdeckt, déi et bis dohin net ginn ass, déi op Insekten zréckzeféieren ass, déi déi natierlech iwwerdroen, déi mer bis elo hei net haten.

D'Gefor vu Krankheetsiwwerdroung duerch Insekte gesi mer och dorunner, datt d'Zecken zum Beispill viruginn, sech weider verbreeden, an datt och Krankheeten, déi bis elo eis manner bedreet hunn, ëmmer méi bedrohlech ginn. Duerfir musse mer och do eng Strategie entwéckelen.

Ech weess, datt dat elo verschidden Ëmweltschützer net gefält. Ech hunn näischt dergéint, datt mer déi Suppen, déi mer hunn, weiderhi schützen. Mä ech hunn awer e Problem domat, datt mer systematesch higinn a Flächen, déi bis elo ekologesch méi oder wéineger intakt waren, ob dat Grengland war - do kënnt ee jo nach Hecken uplanzen, ech weess net wat -, mä datt mer déi do a groussem Ëmfang versuppe loossen. Ech weess net, och wann een der Biodiversitéit wëllt Vorschub ginn, ob dat an deem Ëmfang noutwendeg ass. Jiddefalls maache mer hei de Contraire wéi dat wat op Plazen an anere Länner gemaach gëtt, wou versicht gëtt d'Moustiquen ze bekämpfen doduerch, datt eng Partie Terrainen dréchegeluecht ginn.

Ech muss och soen, datt am Ausgang vum 19. Jorhonnert d'Leit forcéiert gi si per Gesetz déi Flächen dréchenzeleeën, well - Dir wäert lech wonneren - déi Zäit d'Malaria hei zu Lëtzebuerg grasséiert huet an, zum Beispill am ieweschte Syrdall, zu engem groussen Deel fir d'Stierffäll vun der Populatioun verantwortlech war. Ech wëll der Däiwel net un d'Wand molen, mä wa mer massiv am Uelzechtdall an och vläicht nach anerwäerts Suppen uleeën, dann ass domat ganz sécher, wa mer d'Moustiquen domadder förderen, der Saach net gehollef.

Dann, als leschte Punkt, Här President - a mir hunn dat erlieft 2003 -, wann et esou extrem waarm gëtt ass en Deel vun der Populatioun op d'mannst an der Gefor, datt se gesondheetlech geschiedegt gëtt, bis hin zum Doud. Duerfir brauche mer Strukturen, mir brauchen eng Strategie, virun allem bei deene Leit, déi do a Gefor sinn, eeler Leit, déi, wéi mer wëssen, meeschtens besonnesch an deene Situatiounen net genuch drénken, datt déi observéiert ginn, betreit ginn, datt no hinne gekuckt gëtt. Ganz besonnesch déi, déi eleng dostinn, fir datt mer net dat erliewen, wat eis franséisch Frënn erlieft hunn.

De Moment gëtt et jo och eng Diskussioun, ob déi Zuelen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, richteg sinn oder net. Dat wäert jo dann nach an där Kommissioun méi genee ënnersicht ginn.

Ganz generell, Här President, wéi solle mer reagéieren? Nach eng Kéier: Solle mer e bësse fatalistesch d'Unzeeche vun der Klimaveränneru ignoréieren an einfach emol ofwaarden, mat der Astellung, et wäert jo schonn net esou schlëmm kommen?

Mir soen: Neen, et soll ee preventiv schaffen! Et soll een net panikéieren. Et soll een och keng Panik verbreeden, mä et soll ee mat klorem Kapp a roueger Hand sech drop astellen, wat viraussiichtlech oder ganz sécher op eis zoukënnt. «Prévenir vaut mieux que guérir», mir kennen all dee Sproch, an duerfir menge mir vun der ADR, datt d'Asetzen um Regierungsniveau vun engem interdisziplinäre Grupp noutwendeg wär, fir all déi Aktiounen, déi noutwendeg sinn, ze plangen an ze koordinéieren. An datt mer och um budgetäre Plang e Spezialfong solle schafen an de Statsfinanzen, fir de laangfristege Finanzement vun deenen noutwendege Moossname sécherzestellen.

Datt dat net un den Hoer erbäigezunn ass, ass doduerch bewisen, datt kierzlech am Bundestag eng Debatt just iwwert dëse Sujet stattfonnt huet, well sech och bei eisen däitschen Nopere seriö Gedanken driwwer gemaach gëtt: „Wéi reagéiere mer dann op de Klimawiessel?“ Wéi gesot, an ech wëll dat hei zum Schluss kloerstellen: Mir sinn absolut domat d'accord, datt mer alles musse maachen, fir de Klimawiessel, dee schonn amgaang ass, ofzebremsen.

D'Stéchwuert CO_2-Reduktioun, d'Reduktioun vun den Treibhausgasen insgesamt, d'Kyoto-Diskussioun, 100%eg d'accord, mä deen anere Volet „Wéi reagéiere mer elo schonn, fir eis Bevölkerung ze schützen?“, deen ass eis an deem Zesummenhang gradesou wichteg. An ech bedaueren nach eng Kéier, Här President, datt déi zwou Saachen elo an een Dëppe gehäit ginn, well si hätten et wierklech verdéngt gehat, getrennt behandelt ze ginn.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Dann ass als éischte Riedner den honorabelen Här Marco Schank ageschriwwen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'UNO huet duerch dee véierten IPPC-Klimarapport confirméiert, oder besser gesot reconfirméiert, datt déi global Erwäermung vun eiser Äerd reell ass an datt se zu 90% vum Mënsch hausgemaach ass. Bis zu 6,4 Grad schlëmmstefalls kënnt sech d'Äerd bis Enn vun dësem Jorhonnert erwiermen, mat definitiv katastrophale Folge fir d'Iwwerliewe vun dësem Planéit.

Ech widderhuelen net déi Katastrophenzeenarien, déi déi lescht Wochen a Méint ëmmer erëm widderholl goufen. Ech kommen direkt op ee ganz wesentleche Punkt, an zwar: Wa mer näischt maachen, da klëmmt effektiv d'CO_2-Konzentratioun an der Atmosphär bis d'Joer 2100 ëm dat Zwee- bis Fënneffacht. D'Temperature steigen an der Moyenne, wéi gesot, zwëschent 1,7 bis zwee Grad bis nobäi siwe Grad. Den Ekonomist, de Sir Nicolas Stern, huet gesot: Ouni Interventioun verduebelt sech bis d'Joer 2050 d'CO_2-Konzentratioun an der Atmosphär.

Wann ech elo kucken, d'fossil Energieträger, den Äerduelech, de Pëtrol, do gëtt gesot et wieren nach Reserven do fir 40 bis 50 Joer, och wann es nach fonnt gëtt, da ginn et vläicht 60 oder 70 Joer, dat ass awer manner relevant. De Verbrauch läit all Dag bei net manner wéi 84 Millioune Barrel, dat sinn ongeféier 12 Milliarde Liter all Dag. Bis elo goufen 900 Milliarde Barrel aus dem Buedem gezunn. Mir hunn also a gutt 100, 120, 130 Joer schonn e groussen Deel verbrannt. Wann nach 50 Joer erëmginn, dann hu mer dat an 200 Joer gemaach. Dat ass e ganz klengen Zäitraum, wann ee vergläicht wéi vill Millioune Joren et gedauert huet fir déi wichteg, déi wäertvoll Ressource, datt déi sech am Buedem konnt bilden an déi eigentlech, wann een et iwwerleet, ze schued ass, fir se massiv ze verbrennen.

Datselwecht gëllt fir den Äerdgas, dee sech a 15 bis 600 Millioune Joer gebilt huet. Pro Joer ginn och do 2.830 Milliarde Meter Kibb gefördert respektiv verbraucht.

A wa mer näischt maachen, da klëmmt och d'Ofhängegkeet vun der EU vu fossilen Energieträger weider, 84% vum Äerdgas an 93% vum Pëtrol mussen importéiert ginn. A selbstverständlech si mer iergendwéini mat der Tatsaach konfrontéiert, datt d'Deeg vum Pëtrol a vum Äerdgas gezielt sinn.

Mir mussen deemno vun haut op muer quasi eng sécher a virun allem eng nohalteg Energieversuergung an d'Wee leeden. Dat bedeit un éischter Stell Energieeffizienz. Dat bedeit Energiespueren, éischt Prioritéit. Dann d'Notze vun erneierbaren Energien, selbstverständlech nowuessend Rohstoffer. Nëmmen dat kann eng Äntwert op de Klimawandel sinn.

An d'EU huet - an dat huet och de Minister scho gesot - am Fong erstaunlech séier reagéiert op dëse véierte Klimarapport. D'Ziler si kloer. Ech brauch se eigentlech net nach eng Kéier ze widderhuelen. Ech soe just: bis d'Joer 2020 eng Verbesserung vun der Energieeffizienz ëm 20%, d'Erhéijung vun dem Undeel vun erneierbaren Energien och ëm 20%, d'Senke vun den CO_2-Emissiounen ëm 30% an d'Biokraftstoffer ëm 10% unhiewen. Wa Lëtzebuerg säi Kyoto-Zil, wat e ganz ambitiéist ass, erreeche wëllt, da geet dat sécher nëmmen, wa jiddfereen eng Hand mat upaakt. Ech wäert herno nach eppes dozou soen.

Wien ass jiddfereen? Dat ass an éischter Linn d'Politik natierlech. Dat ass de Stat, dat sinn d'Gemengen. Dat ass awer och d'Virreiderroll vun deenen zwee fir deen Drëtten, ech soen emol jiddfer Eenzelnen, all Privatmënsch mat an d'Boot ze kréien, dat sinn d'Betriber, d'Industriebetriber, den Handel, d'Handwierk, awer och d'Banken - wat virdru schonn ugeklongen ass - an natierlech déi ganz Stategemeinschaft, déi ee fir dee Prozess do brauche wäert.

Wa mer näischt maachen, da bewierkt dat an e puer Joer milliardeschwéier Méikäschten, an dëst géif zu massive Wuelstandsabréch féieren. Och dëst huet de Sir Nicolas Stern a sengem engagéierte Review eendeiteg virgezeechent.

Här President, ech wëll net hei am Detail soen, wat de Stat alles ka maachen, och dat huet de Minister deelweis gemaach, och dat ass an enge sëlleche Workshopen op d'Tapéit komm, zum Beispill de staatleche Fuerpark, zum Beispill d'Iwwerpréiwung vun der Energieeffizienz, vun der Ëmweltverträglechkeet an de Statsgebaier, et ass gesot ginn, de Claude Wiseler huet dat viru kuerzem, d'lescht Woch, virgestallt, de grénge Stroum an de Gebaier. Alles dat si ganz, ganz wesentlech Schrëtt.

A wat een an eisen Ae resolut an direkt maache muss, dat ass deen am Abrëll 2006 vun der Regierung presentéierten éischte Klimawandelaktiounsplang, fir dee Schratt fir Schratt mat Hëllef vun der Task Force, mat Hëllef vun deem Comité interministériel ëmzesetzen. Et ass virun allem noutwendeg, datt Kyoto verstäerkt an no an no an d'Bewosstsi vum politeschen Dagesgeschäft fest verankert gëtt.

Duerfir misst een eigentlech och ganz am Ufank déi politesch Entscheedungen enger Kyoto-Verträglechkeetsiwwerpréiwung ënnerwerfen. D'Iddi ass vergläichbar mat der Fiche financière, déi d'Regel ass. A mengen Ae sollt eng analog Verflichtung, also eng Aart Zort Fiche Kyoto, agefouert ginn, fir d'Auswierkungen op de Kyoto-Budget festzestellen. Dat steet och, wann och vläicht net grad esou däitlech, am Aktiounsplang dran, deen d'lescht Joer verabschit gouf. Ech soen dee Saz einfach nach eng Kéier, well et ee ganz wesentleche Saz ass: «De manière générale, chaque décision importante susceptible d'affecter à court ou à long terme les émissions des CO_2 devra être analysée en fonction du respect des engagements en la matière auxquels le Luxembourg a souscrit.»

De Premier huet och kloergemaach, datt den Tanktourismus geschwë manner a mëttelfristeg ganz vill manner Steiereinnahme wäert brénge vis-à-vis vun haut. Dat ass e Prozess, dee sécher ganz, ganz wéi wäert doen, wann ee bedenkt, datt dat 1,1 Milliard Recetten Euro am Joer 2006 waren. An tatsächlech mécht natierlech de Schwéierlaaschtverkéier deels substanziell Ëmweeër iwwer Lëtzebuerg, fir hei bëlleg ze tanken.

„Mir kënnen net en noblen Discours iwwer Klimaschutz an Emissioune féieren a weiderhin esou maachen, wéi wann eise Bensins- an Dieselspräis domadder näischt ze dinn hätt", huet de Michel Wolter an der Debatt zur Lag vun der Natioun gesot.

Une voix.- Wat huet en da wëlles?

M. Marco Schank *(CSV)*.- Vill Gemengen hunn hir Roll am Klimaschutz gespillt a sinn, mengen ech, vis-à-vis vum Stat mam gudde Beispill déi lescht Jore virgaangen. Besonnesch déi 31 Klimabündnisgemengen - och dat huet den Ëmweltminister ervirgestrach - hunn engersäits natierlech e ganze Koup Konkretes um Terrain gemaach, mä derniewent awer och et fäerdeg bruecht, fir eng grouss Akzeptanz fir de Klimaschutz bei de Biergerinnen a Bierger ze erreechen, mat Energiekonzepter, mat der Sanéierung vu Gebaier, mat der Erschléissung vun och Bauterrainen - ech mengen, e ganz wesentlechen Deel. An ech gesinn och, datt am Kader vum Pacte Logement net däerf vergiess ginn, datt bei Bereetstellung vu Wunnraum Niddregenergiestandarden, d'Passivhausbauweis iwwer Maisons témoins an esou weider an esou fort musse weidergedriwwe ginn.

Net fir d'lescht hu mer och am Gesetz vun 2004, wat besser ass wéi säi Ruff, am Artikel 9 am Rapport de présentation däitlech gemaach, datt och do eng Prise en considération fir Objektiver am Nohaltegkeetsberäich ka berücksichtegt ginn.

Da wollt ech eppes soen zu de Betriber. Do ass et esou, datt d'Energieeffizienz an och d'Notzung vun erneierbaren Energien nach sécher net ausgereizt sinn - dat ass ganz kloer. Hei kënne staatlech Förderprogrammer hëllefen. Sënnvoll wär awer och, wann de Wirtschafts-, de Mëttelstands- an den Ëmweltminister mat enger Etüd, déi d'Kaderbedingunge géif bestëmmen, Lëtzebuerg mëttel- a laangfristeg als Standuert fir Ëmwelttechnologien entwéckelen.

Berodungsprogrammer, sougenannt Öko-Auditen, sinn an eisen Aen onverzichtbar Instrumenter, fir och den Ëmweltmanagement an den Industriebetriber, awer och de Kleng- a Mëttelbetriber konsequent ze gestalten.

Ouni elo hei an den Detail ze goen, wëll ech och soen, datt d'Landwirtschaft eng ganz wichteg Roll spillt. De Marcel Oberweis wäert nach eppes dozou ganz sécher soen. De Bauer haut a virun allem och deen an der Zukunft produzéiert scho laang net méi nëmme Liewensmëttel, e produzéiert och Landschaft, a virun allem wäert en och mat anere Betätegungsfelder wéi zum Beispill engem ganz neien a relativ lukrative Créneau, deem vum Produzéiere vun Energie, an Zukunft Sue verdéngen.

Bei de Biocarburants, déi och den Ëmweltminister ugeschwat huet, do gesäit - Dir wësst dat - eng europäesch Direktiv vir, mat enger Obligation de mise sur le marché eng Part minimale fir d'Joer 2010 vu 5,75% ze erreechen. Fir dat ze erreechen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, do musse mer richteg Gas ginn, fir am richtege Sënn vum Wuert ze bleiwen, well am Joer 2005 louch dee Pourcentage zu Lëtzebuerg bei ganzen 0,021%.

Dann d'Banke fir de Klimaschutz ze gewannen, ass och e wesentlechen Deel, dat ass och ugeschnidde gi virdrun. D'Banke kënne Kreditter mat ermässegten Zënsen de Betriber awer och de Privatpersounen, déi an den Ëmweltschutz investéieren, zur Verfügung stellen. Am Kader vum Kyoto-Emissiounshandel ass et och sënnvoll, den CO_2-Marché fir d'Industriebetriber finanziell ze begleeden.

Dann niewent dem Stat, de Gemengen an de Betriber ass natierlech och all Eenzelne gefuerdert - och do ginn ech net op den Detail an. Et ass zënter Joren a Jorzéngte bekannt, wat all Eenzelne ka maachen. Et ass vläicht nach wichteg, datt ee ka soen, datt laut Statistiken d'Privatstéit an der EU fir 16% vum Treibhausgasausstouss verantwortlech sinn.

Beim Autosverkéier an der EU si mer bei 14% vun den CO_2-Emissiounen, an de gréissten Energieverbrauch an de Privatwunnengen an der Europäescher Unioun stellt d'Hëtzen duer: iwwer 40% vun der Energie, an oft mat relativ niddregem Energienotzungsgrad, an duerfir ass dee Reduktiounspotenzial definitiv net ze ënnerschätzen.

Stéchwuert nei Wärmeschutzveruerdnung: Et gëtt Zäit, datt mer se kréien, do si mer eis alleguerten eens. Éischtens, vun enger méi effizienter Energienotzung ofgesinn, incitéiert dës Veruerdnung och ganz sécher eis Betriber, eis eegen Handwierksbetriber, eis Architektebüroen an esou weider, sech deen Know-how unzëeegnen, deen ee brauch, fir där Nofro zu Lëtzebuerg gerecht ze ginn, well elo de Moment ass et esou, datt auslännesch Betriber a virun allem däitsch Betriber profitéieren, well déi déi Veruerdnung zënter 2002 schonn hunn an einfach gefuerdert goufen deemools schonn, fir sech deen Know-how do unzëeegnen.

Mir sinn der Iwwerzeegung, datt d'Abanne vun dëse Betriber, Kleng- a Mëttelbetriber, well dat ee jorelaange Sanéierungsprozess wäert ginn, nei an dauerhaft Aarbechtsplaze schaaft. An d'Sanéierung vun alen Haiser bréngt enorm vill. Just eng oder zwou Zuelen dozou: Mat der Sanéierung vun Haiser, déi virun 1980 gebaut goufen, kënnten zwee Drëttel vum Energiebedarf vun dësen Haiser agespuert ginn, wann een dat um Niveau vun engem Niddregenergiestandard mécht, a 75% vun den Haiser verbrauche 95% vum gesamte Verbrauch vun allen Haiser.

An dann ee Punkt, wou ech frou war, datt och dee Punkt an der Ried vum Ëmweltminister e wichtege Rôle gespillt huet, well dat och eppes ass, wat zënter Jore gesot gëtt, wat och zënter Joren de Mouvement écologique seet, dat ass ee ganz wichtegen Aspekt, nämlech dee vun der Berodung.

Wa mer jidder Eenzelne wëllen an d'Boot kréie vum Klimaschutz, da brauche mer eng gutt strukturéiert, mer brauchen eng dezentral, eng flächendeckend Berodung a mir brauchen déi effizient Berodungsstrukturen direkt. D'Ausweiden insgesamt vun der Berodung vun de Consommateure mat Informatiounscampagnen, mat Best-Practice-Beispiller an esou weider.

D'Consommateuren hunn nämlech ganz prezis Froen: Wéi hëtzen ech effizient? Wéi eng Elektrogeräter sinn déi bescht? Wat ass en ëmweltschounenden Auto? An esou weider an esou fort. An den Erfolleg gëtt deene bestehende Strukture Recht.

Ech wëll och do déi Virreiderregioun eng Kéier ervirsträiche vum Kanton Réiden. Den Här Calmes ass net hei, den Här Gira ass awer do. Ech wollt och eng Kéier däitlech maachen, datt zum Beispill mat engem Energieatelier wéi Réiden, deen zesummen och mat engem Naturpark Uewersauer e Match mécht, et och net ëmmer einfach war, fir d'Suen ze kréien an der Vergaangenheet - net déi Suen, déi mer versprach kruten. Duerfir sinn ech frou och virdru gehéiert ze hunn, datt de Minister däitlech gemaach huet, éischtens méi Suen - a mir wënschen eis och, datt mir se dann och kréien, wéi se versprach goufen.

Da wollt ech soen, datt et eng ganz grouss Resonanz ebe bei de Leit dobausse gëtt, wat d'Bauen an d'Wunnen insgesamt ubelaangt. Do brauche mer eng Berodung, an d'Gemenge si gutt beroden, fir dat emol esou ze soen, fir och gratis d'Leit an d'Richtung vun der Passivhausbauweis a virun allem awer och da vum Niddregenergiestandard ze beroden.

De 7. Mee war an deem Kontext och e Workshop mam Haaptzil vun engem landeswäiten Opbau an enger Koordinéierung vun enger dezentraler Berodung fir méi Energieeffizienz. Ech wollt och do zur Ofwiesslung dem Ëmweltminister eng Blumm streeën. Ech fannen déi Virgehensweis ganz flott, mat deem Forum viru kuerzem, mat deene Workshopen, wou probéiert gëtt, sämtlech interesséiert Gruppen anzebannen, hir Meenung ze froen, en Austausch ze provozéieren, fir an där ganzer Problematik virunzekommen. Ech mengen, datt nëmmen déi Virgehensweis och wäert Erfolleg hunn.

Stéchwuert Mobilitéitsoffensiv a Landesplanung. Mir mengen, datt am Hibléck vun enger Förderung vun der doucer Mobilitéit d'Mobilitéitszentral an den Ëmweltverband mat Nodrock musse weiderentwéckelt ginn. Dozou gehéiert natierlech och den Ausbau vun de Vëlosweeër. Doriwwer eraus brauche mer och e Méi u Flexibilitéit an Effikassitéit, innovativ Konzepter, wat den öffentlechen Transport ubelaangt. Zum Beispill e Modell Ruffbus oder Rufftaxi - och dat ass viru gesot ginn. Mir brauchen esou Projeten a relativ séier, besonnesch am ländleche Raum, well ee mat deem traditionellen öffentlechen Transport elo net méi weiderkënnt.

Och déi finanziell Ofsécherung vun de geplangte Mobilitéitsprojeten däerf net vergiess ginn, well dat kascht ganz vill Suen, wéi de Bau vun de Peripheriesgarë vun der Stad Lëtzebuerg, an dann déi prioritär Stäerkung vun der Épine dorsale vun der Schinn, eppes wat och eise Fraktiounschef nach eng Kéier ugemahnt huet an der Diskussioun vum État de la nation.

Da wollt ech eppes nach soen zur Vernetzung vun de sektorielle Pläng - Transport, Wunnen, Aktivitéitszonen -, well och do noutwendeg ass, Klimaschutzaspekter ze berücksichtegen innerhalb vun deene Pläng. Do ass d'Abanne vun de Gemenge respektiv och am Kontext mat der Ausschaffung vun hire PAGen, wou mer elo alleguerten amgaange sinn, mat deem entspriechenden Artikel, deen ech virdrun och eng Kéier zitéiert hat, am Fong d'Gewährleeschtung fir e partnerschaftlecht Virgoen.

Dann, en héije Stellewäert huet och den Ëmdenk- an den Ëmlenkprozess, fir de Schwéierlaaschtverkéier vun der Strooss op d'Schinn ze kréien. Do si ganz gutt Usätz, déi mer viru kuerzem erlieft hunn.

Iwwerhaapt e puer Sätz nach zum Verkéier: Engem Rapport vun der europäescher Ëmweltagence no huelen d'Ëmweltbelaaschtungen an Europa trotz politesche Programmer an Absichtserklärunge weider zou. De Stroossen- an de Fluchverkéier spillen hei natierlech eng ganz maassgeblech Roll. An deem Rapport heescht et och, datt d'Nofro no Sprit fir de Verkéier effektiv méi séier klëmmt wéi déi global Nofro no Energie.

An ech wëll och nach eng Kéier dorop hiweisen, datt den öffentlechen Transport eréischt dann an eisen Aen eng éierlech Chance kritt, wann déi reell Käschte vum Stroossen- a Loftverkéier och unerkannt ginn. De Moment sinn eben d'Suitë vum Klimawandel net am Präis fir de Sprit berücksichtegt. An d'Viraussetzung fir eng verantwortlech Mobilitéit wier also effektiv eng Internaliséierung vun deenen externe Käschten.

Am Kontext vun den „low-cost carriers", déi de Minister och kuerz ugeschnidden hat, muss d'Schinn op de kuerze Strecken an Europa Virrang hunn. An deem Kontext ass den TGV-Est sécher eng richteg Äntwert.

Mam Aktiounsplang vum Abrëll 2006 goufe jo och déi éischte Kéier eng Rei Mesures fiscales geholl a Richtung vum Ëmgestalte vum aktuelle Steiersystem am Hibléck vun enger méi grousser Nohaltegkeet, méi enger nohalteger Virgehensweis, mat der Kyoto-Steier, mat der Autostax. Och déi geplangten Taxe de prélèvement an d'Taxe de rejet an deem Projet vum neie Waassergesetz sinn effektiv Mesures fiscales an déi richteg Richtung.

Dernieft huet de Premier am État de la nation jo och ugekënnegt, datt de Lëtzebuerger Finanzminister am Krees vu sengen europäesche Kolleege streide wäert fir reduzéiert TVA-Sätz op energiespuerende Produiten.

Just ee Saz - dat heescht awer net, datt dat net wichteg ass - zur Klimapolitik vun där Drëtter oder vun där Enger Welt, wéi et haut richteg heescht. D'Schwellelänner, wou d'Wirtschaft richteg boomt, musse mer mat an d'Debatten iwwert de Klimawandel erakréien. Si brauchen eis Solidaritéit, net dee béise Fanger, well mir hunn iwwerhaapt kee Grond deen éischte Steen ze geheien, wa mer eisen eegenen héijen Energieverbrauch an och eis CO_2-Emissioune kucken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Klimaerwärmung ass leider net eisen eenzege Problem op dësem Planéit. Ofgesi vun deene weltwäiten CO_2-Emissioune muss een och d'Verschwendung vun de begrenzte fossilen Energieträger, wat ech schonn ugeschnidden hunn, kucken.

Et muss een awer och déi Ëmweltzerstéierung kucken, déi domadder zesummenhänkt. Wa mer näischt maachen, da gruewe mer ganz däitlech deene kommende Generatiounen d'Liewensqualitéit of. Besonnesch d'Industrielänner misste bereet sinn, hir Konsumgewunnechten an hiert Produktiounsmuster ze veränneren, fir datt dee weltwäite Raubbau un Naturressourcen erofgesat gëtt.

Pollutioun a Raubbau vu Ressourcen ass eng Saach - dat dramatesch héicht Aartestiewen, wat mer erliewen, dovunner schwätzt keen eigentlech ganz vill, mä tëschent 1970 an dem Joer 2000 ass den Aarteräichtum ëm 40% erofgaangen - insgesamt, iwwerall op der Welt.

Ech wollt och eppes zum Begréff vum sougenannten ekologesche Foussofdrock soen. Dat ass de Vergläich - dat kennt Der - vun eisem Verbrauch vun den natierleche Ressourcë mat der Fäegkeet vun eisem Planéit, déi och bereetzestellen. Dozou gehéieren net nëmmen d'CO_2-Emissiounen - duerfir sot ech, dat ass een Aspekt -, dozou gehéieren och d'Drénkwaasser, d'Produktiounsfläcleland, d'Produktiounsflächemier, wann een dat däerf esou soen, Kären- a Fleeschverbrauch, Energiebedarf insgesamt.

Do gëtt et ee ganz interessante Rapport. Den „Living Planet Report" vum WWF, déi mat Analysen an och am Kader vun hiren Etüden erausfonnt hunn, datt mer d'Grenz vun der Nohaltegkeet am Fong schonn an de 70er Joren iwwerschratt hunn, an datt mer eigentlech zwee Planéite méi bräichten, fir ënner heitegen Ëmstänn nohalteg ze liewen.

An de Schwäizer WWF huet dat och emol eng Kéier ausgerechent op d'Schwäiz. Wann een also de Schwäizer Foussofdrockstandard hätt, bräichte si 2,6 Planéiten. D'Chinese kommen nach esou just mat engem Planéit hin, an d'Amerikaner bräichte ronn sechs Planéiten, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Une voix.- An d'Lëtzebuerger?

M. Marco Schank *(CSV)*.- Déi wäerte bei véier leien, ech hunn elo keng Zuel.

Am Kloertext: Mat eiser jëtzeger Liewens- a Wirtschaftsweis raume mir eise Planéit no an no aus. Mir liewen deemno ganz däitlech iwwer eis Verhältnisser. Dat wëll ech och deene sougenannten Experte soen, déi nach wie vor mengen, mir géifen e Problem erbäirieden, wou ech iwwregens frou wier, si hätte Recht an déi méi wéi dausend Experten hätte sech gëiert, déi den IPPC-Rapport am Februar dëst Joer presentéiert hunn.

Klimaschutz muss sech am politeschen Alldag vu Stat a Gemenge beweisen, awer och am Alldag vun den Entreprisen an an de Stéit vu jidder Eenzelnem. Mir mussen eis also d'Fro stellen, wéi mer Wuesstum a Klimaschutz matenee vereinbaren, a wéi mer insgesamt mam Wuesstum vun der Weltbevölkerung ëmginn.

Mat Klimaschutz an Ëmweltschutz ass all Mënsch averstanen, mä Lëpsebekenntnisser an Absichtserklärunge ginn definitiv net méi duer. Klimaschutz ass schlicht an ergräifend eng Iwwerliewensfro fir eise Planéit. Eng Fro, déi an hirer Bedeitung - kann ee bal soen - bal all aner Erausfuerderunge an de Schiet stellt.

An hei mussen all d'Länner - natierlech musse mer mat eisem Land ufänken -, mä all Länner mussen eng Hand upaken, jiddfer Eenzelne muss seng Responsabilitéit iwwerhuelen. D'Ziler sinn däitlech, d'Ziler leien och fest. D'Techniken an d'Strategië si bekannt. Mir mussen et elo einfach maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt

dem Ëmweltminister Merci soen, datt hien eis eng zolidd Diskussiounsbasis geliwwert huet mat deenen zéng Bausteng. Ech wollt déi och kuerz kommentéieren, ganz kuerz, fir dann och an enger allgemenger Stellungnahm d'Positioun vu menger Partei, vu menger Fraktioun ofzeginn.

Éischtens, Energiespueren. Jiddferee kann, wann e souguer kee Su investéiert, duerch eng ganz Rei vu Précautiounen zu engem ganz groussen Deel zum Energiespuere bäidroen. Dat ass alles bekannt, an ech huelen och un, datt déi Informatiounscampagne d'Leit dorobber opmierksam mécht.

Da muss ee kucken, wat een nach ka spueren, wann ee méi kleng Montanten asetzt. Een oder zwee oder dräi Prozent vu sengem Revenu. Dat kann een alles dobausse veranschaulechen. Ech hoffen och, datt esou eppes Agank fënnt an eng Informatiounscampagne, déi de Leit praktesch, konkret Mesurë suggéréiert, fir kënnen dem Klimazil méi no ze kommen.

Zweetens, Berodungsstrukturen. Et kann een net grad soen, datt mer esou wäit sinn, wéi mer missten. Mä mir fänken awer och net bei null un. Et ass schonn eng Kéier geschwat gi vum Réidener Kanton, déi eng exzellent optimal Struktur dostoen haten. Ech hu mech an der Zäit selwer beméit, fir dee Modell op aner Géigenden ze iwwerdroen an déi Réidener Struktur ze froen, fir do mat Rot an Dot zur Säit ze stoen, fir nei Entitéiten an deem Beräich opzemaachen.

Ech mengen, dat Bescht wär, et géif een de Gemengen do eng wesentlech Roll an där Berodung ginn. Dat heescht och, datt een den Aufgabeperimeter vun de Gemengen iwwerdenkt an net do mat Obstacle kënnt, wou effektiv ganz dréngend Léisunge gebraucht ginn.

Esou also och en Appel un den Innenminister an un d'Kohärenz vun de politeschen Departementer a vun de Regierungsdepartementer an de Verwaltungen an deem Beräich.

Drëtte Bausteen, Prioritéit öffentlechen Transport. Ech kann nëmmen ënnersträichen, wat hei gesot ginn ass. Do hutt Dir eis voll Ënnerstëtzung.

Véierte Bausteen, Förderung vu méi spuersamen Autoen. Mir hu jo do schonn eng gewëssen Experienz. Mir hate virun e puer Joer den Dräi-Liter-Auto gefördert. Dat ass deemools agestallt ginn, well gemengt ginn ass, do géif een nëmme just zwou Marke förderen.

Ech hunn dat perséinlech bedauert, datt dat net konnt virugefouert ginn, mä et war emol jiddefalls en Usaz. A wann nëmmen eng Mark do wier, da soll een déi ënnerstëtzen. Au risque datt een dann eng eenzeg fördert, mä déi hunn och eppes dofir gemaach fir kënne gefördert ze ginn.

Iwwregens gëtt et och schonn Autoen, déi mat engem Liter fueren, mä déi ginn awer net weiderentwéckelt an déi kommen och ni an de Benefiss vun der Économie d'échelle, ganz einfach well de Maart dat net freet, wat ze bedaueren ass, an do wou de Maart net fonctionnéiert an déi Richtung, déi mer gär hätten, nämlech an eng nohalteg Richtung, musse mer eben da mat esou Moossname wéi iwwer öffentlech Subventiounen dat förderen.

Beim Hybridauto hoffe mer, datt net mat deeneselwechten Argumenter déi Förderung ofschmettert, well do gëtt et nach net vill Autoen. Bis viru kuerzem ass et nëmmen een Auto ginn. Ech wëll d'Mark net hei nennen, déi en Hybridauto op de Marché bruecht huet. Déi aner hunn déi do Technologie verpasst. Ech hoffen, datt se den Uschloss fannen, esou séier wéi méiglech.

Fënnefte Punkt, grénge Stroum. D'accord mat deem, wat gesot ginn ass.

Sechste Punkt, Gebäudesanéierung. Gebäudesanéierung ass natierlech en Domän, wou ee ka relativ schnell eppes maachen, mä wou d'Resultater awer trotzdeem laang op sech waarde loossen. An duerfir menge mer, well mer elo an enger Situatioun sinn, wou musse Prioritéite gesat ginn, soll een och emol kucken: Wou kann ee relativ schnell am meeschte Gaspillage évitéieren?

An duerfir géif ech eventuell virschloen, et soll ee fir all Gebai, fir all gréissert Gebai vum Stat ee Responsabelen ernennen, dee ganz kuerz e sommairë Rapport géif maachen, eng Grobschätzung iwwert déi Ekonomien, déi do méiglech wären, an dee misst souwuel dem Minister vun de Bâtiments publics wéi och dem Ëmweltminister direkt referéieren. Den Ëmweltminister misst do à l'origine vun där Initiativ stoen an e misst och un pouvoir de dernier mot hunn, fir datt een do och sécher ass, datt eppes geschitt.

Wat d'Förderung vun erneierbaren Energien ubelaangt, do ginn ech jo dovun aus, datt mer relativ schnell eng Virlag kréien, wéi mer elo ab dem 1. Januar 2008 fueren. Ech hoffen, datt mer Lektiounen zéien aus där vergaangener Förderung. Ech war selwer responsabel mam Eugène Berger fir eng relativ grousszügeg Förderung vun alternativen Energien, déi och nach méi optimal hätt kënnen ausfalen, wann net nëmmen eng Energie groussen Zoulaf fonnt hätt - d'Fotovoltaik -, mä nämlech och nach anerer, déi ganz vill bréngen, zum Beispill d'Solarthermie. Ech hoffen, datt an där Hisiicht Neel mat Käpp gemaach ginn an datt och duerch eng effikass Berodung deen Handicap an deen Defizit kënne behuewe ginn.

Ech hoffen och, datt ee Planungssécherheet an deem doten Domän kritt. De Minister huet et ugekënnegt. Planungssécherheet ass noutwendeg, well et ass keen, deen investéiert, wann en net weess, wéi laang datt d'Förderungsmoossname lafen, a wann en net weess, ob e säin Investissement ka rentabiliséieren. Et ass also indispensabel, datt en do déi néideg Sécherheet kritt.

Duerfir misst een och e Flexibilitéitselement an de System erabauen. Ech mengen net, datt ee kann eng Förderung vun alternativen Energië fir den 1. Januar 2008 décidéieren an der Hoffnung, datt déi da fënnef Joer laang onverännert déiselwecht bleift. Wann ech vu Flexibilitéit schwätzen, da wëll ech emol éischtens e Bezuch maachen op de Subsid, deen een eventuell gëtt beim Uschafe vun oder beim Investissement an erneierbar Energien. Dee Subsid, dee muss natierlech enger Rentabilitéitsberechnung follegen. Wann déi Rentabilitéitsberechnung vun deem Investissement, dee soll subventionéiert ginn, esou ausgesäit, datt ee mengetwegen an enger Zäitspan vun zéng Joer deen Investissement rentabiliséiert kritt, da misst ee mindestens fir deen Délai an och nach doriwwer eraus sech engagéieren, fir dann och d'Einspeisprämie ze bezuelen iwwert déi ganz Zäit.

Do gëtt gesot, alternativ Energieförderung misst am Fong eppes Idealistesches sinn, an et ass scho bal verpönt, wann ee seet, mä et misst een och kënne Geld domat verdéngen. Et kann ee jo mat ville Saache Geld verdéngen, firwat kann een dann net och Geld verdénge mat eppes, wat Sënn mécht a wat eis a puncto Klimaschutz weiderbréngt? Ech wär jiddefalls der Meenung, datt et absolut näischt Répréhensibles ass, wann een och déi do Form vun Investissementer rentabel mécht, well et en Investissement an d'Zukunft ass a well et esou presséiert.

Dozou gehéiert natierlech och en Ausbau vum Äerdgasnetz, an ech mengen och, datt mer nach misste virun diskutéieren, och um Niveau vun de Kommissiounen, notamment der Agrarkommissioun an der Ëmweltkommissioun, iwwert déi nei Potenzialitéiten, déi sech am Beräich vun der Biomass erginn.

Do wëll ech just ee Stéchwuert erwähnen: D'Biomass wäert hei am Land ee vun de groussen Träger gi vun den alternativen Energien, vun erneierbaren Energien, aus enger Rei vun Ursaachen, déi mer kennen:

Éischtens ass eng ganz Matière première do, déi mer kënne sënnvoll a Stroum an Hëtzt ëmwandelen - dat musse mer maachen.

Zweetens ass dee Secteur do ganz enk Famill mat der Agriculture, an an der Agriculture, dat wësse mer, si mer op Extensivéierungskurs, notamment an der Véiwirtschaft.

Mir wëssen och, datt et praktesch e Gel gëtt vun der Landnotzung, an deem Sënn datt d'Akerfläch an d'Flächen, wou drop geweet gëtt, also d'Pierjen, praktesch d'selwecht sinn - sauf wa se duerno aneren Affectatiounen zougefouert ginn. Mä wat zum Beispill d'Wisen an d'Pierjen ubelaangt hei am Land, ass et esou, datt duerch eng fortschreitend Extensivéierung vun der Véiwirtschaft ëmmer méi Gras fräi gëtt, an dat muss ee kënnen op eng sënnvoll Manéier duerch déi Procédéen an déi Technologien, déi et an der Biomass gëtt, verwäerten.

Dat setzt natierlech eng Vernetzung viraus vu verschiddene Politiken, an och selbstverständlech vun eenzelnen Departementer. Och d'Regierungsdepartementer mussen do enk zesummeschaffen.

Reduzéiert TVA-Sätz bei energiespuersame Produiten. Ech hoffen, datt d'Kommissioun zu Bréissel sech do eens gëtt, datt se do net esou zerstridden ass, wéi den Ëmweltkommissär an de Günter Verheugen wann et geet ëm e méi schadstoffaarmen Auto - do muss ee sech Froe stellen, wann ee gesäit, wéi de Günter Verheugen reagéiert, wa gesot gëtt, d'Automobilindustrie hätt de spuersamen Auto verschlof. Dat ass och wouer, well déi fräiwëlleg Engagementer, fir bei den CO_2-Emissioune pro Kilometer erofzekommen, konnten net agehal ginn, obschonn et technesch méiglech ass. D'Japaner hunn et gewisen. Europa ass do hannendran.

Ech mengen, et muss een et do maache wéi an anere grousse politeschen Initiativen um europäesche Plang. Et muss een do dem Primat vun der Politik effektiv erëm zu sengem urspréngleche Sënn verhëllefen, an d'Politik soll do all hir Rechter kréien an do asetzen, wou anerer versot hunn.

Nationalen Allocatiounsplang - ech wëll just ee Stéchwuert soen: Transportsecteur. Mir kënnen nach 100 Joer laang iwwert den Transportsecteur hei am Land schwätzen. Mir wäerten och nach 100 Joer laang, wann dann nach virun esou vill massiv getankt gëtt hei am Land, ni kënnen ënnerscheeden ouni e puer Nuancen an den Discours eranzebréngen tëschent virtuellen Emissiounen a reellen Emissiounen.

Et ass nach eng Kéier rappeléiert ginn hei de Mëtteg, datt mer ongeféier annerhallef Milliounen Tonne Schadstoffemissiounen hu bedéngt duerch den interne Stroosseverkéier, an déi aner sechs Milliounen, déi ginn effektiv exportéiert. Mir kréie se awer ugerechent, a wa mer déi national Effortë kontabiliséieren, musse mer natierlech kucken, wat hei am Land effektiv reell Reduktioune sinn a wat virtueller sinn.

Duerfir hu mer och plädéiert fir e virtuellen Ausstieg aus dem Tanktourismus. Ech erënneren nach eng Kéier wat dat ass. Mir sinn der Meenung, datt, wann een an de Schätzungen, oder wann een an de Recetten duerno, an den effektiv getätegte Recettë beim Statsbudget iwwert d'Estimatiounen erausgeet, soll een déi Suen emol direkt an zwar definitiv an e Krisefong parken, an dee Fong dierf een am Fong nëmme just attackéieren, wann effektiv eng Kéier déi do Source de revenu géif ophalen. Dee Moment, wou déi ausgedréchent wär, misste mer da kënnen op dee Fong do zréckgräifen, fir eppes Alternatives amplaz ze setzen.

Et soll een allerdéngs net eréischt ufänken domadder ze plangen, wann et eng Kéier esou wäit ass, mä et soll een dat direkt maachen an ënnert dem Motto handelen: „Dat Bescht hoffen a sech op dat Schlëmmst gefaasst halen." Mir sinn net Meeschter iwwert den Différentiel, mä mir wëssen awer, datt mer do op enger Source de revenu beim Stat leien, déi zumindest als aléatoire ka bezeechent ginn.

Wat d'flexibel Mechanismen ubelaangt, just zwou Remarquen: CDMen, „clean development mechanisms", dat sinn déi Investissementer, déi am Fong den Entwécklungslänner zeguttkommen, déi och de Kyoto-Protokoll ënnerschriwwen hunn, déi awer net de Contraintë vun den Annex-1-Staten ënnerleien. Déi Mechanisme maache Sënn, wann een och do e puer Précautiounen hëlt.

Et muss ee kucken, datt dat, wat do gemaach gëtt, och „sustainable" ass: Et muss nohalteg sinn an et muss kompatibel si mat de Stratégies de lutte contre la pauvreté an de Länner, déi Bénéficiaire sinn. Si mussen also zilorientéiert doropshi konzipéiert ginn, an da kann een an deem Sënn och sech Kredit en matière d'émissions de CO_2 zeguttschreiwe loossen, esou laang wéi mer net mat eegene Mëttelen à même sinn, eisem 1997 zu Kyoto akzeptéierten Zil nozekommen.

Wat d'„joint implementation" ubelaangt, wollt ech nach eng Kéier de Minister drop hiweisen, wéi noutwendeg datt et ass, datt en iwwer seng momentan Kompetenzen eraus och e Wuert matzeschwätze kritt an anere Politikberäicher.

Ech kommen nach eng Kéier op den Investissement vun der Sotec mat GasCom ze schwätzen. Sotec - do ass de Stat Aktionär; d'Cegedel ass Aktionär; de Stat ass an der Cegedel Aktionär. De Stat ass also ganz no Famill mat deem Projet. Wann also do e groussen Investissement gemaach gëtt an Däitschland, froen ech nach eng Kéier: Wär et dann net richteg, fir d'éischt hätt een emol gekuckt, ob een net hätt kënnen eppes maachen am Kader vun der „joint implementation"?

Ech sinn a priori net géint en Investissement mat enger Joint Venture zesumme mat GasCom. Ech hätt just gären, datt een och do kéint vun deene flexibele Mechanisme profitéieren, an et géif een dann, amplaz datt een eng fuschnei Zentral opriicht, eben eng al ëmbauen, a mat deem Kredit, mat där Économie d'énergie, déi bei gläichbleiwender Leeschtung do erauskënnt, kënnt ee sech selwer een Deel vu sengen CO_2-Emissioune kompenséieren.

Vu datt d'Problematik global ass, a vu datt et jo och net méi tabu ass fir ze soen, et géif een am Ausland an erneierbar Energie investéieren, dierft et och net tabu sinn, wann een am Ausland an CO_2-Reduktiounsmoossnamen investéiert. „Joint implementation" ass précisément dat.

Souwäit ech weess - ech hat keng Äntwert kritt vum Statsminister op déi Fro, déi ech opgeworf hat beim État de la nation - war den Ëmweltminister net ageschalt an déi do Diskussiounen. Ech mengen, et wier indispensabel, datt hien dat do gëtt. An duerfir kommen ech och a menge Schlussbemierkungen nach eng Kéier dorobber ze schwätzen.

Mir hunn elo haut, Här President, zéng Bausteng geliwwert kritt. Mir hu se à chaud kommentéiert. Et ass doriwwer villes ze soen, an do bleift och nach villes ze soen. Ech mengen, déi mussen och permanent aktualiséiert ginn, well d'Erkenntnisser am Klimaschutzberäich wäerten net beim aktuelle Stand stoe bleiwen. Mä mir mussen och kucken, datt mer periodesch eng Evaluatioun maachen iwwert d'Progrèsen, déi do an där Hisiicht gemaach ginn. Et wier och gutt, wann een do géif e Rapport d'étappe maachen, fir den Inventaire ze maachen, e schonungslosen Inventaire iwwert d'Obstaclen, déi ee begéint an deene gutt gemengte Mesuren, déi mir och ënnerstëtzen.

Här President, zum Schluss wollt ech e puer allgemeng Remarquen nach maachen iwwert den Débat de consultation, deen natierlech elo eng Häreplaz kritt an enger relativ gudder Konjunktur, fir iwwert de Klimawandel ze schwätzen.

Ech hat meng Konklusiounen am Fong iwwerschriwwe mam Titel: „Vun de Guruë bis zu de strukturellen Ännerungen." De Rapport Stern, de Film vum Al Gore, den Documentaire, déi Rapportë vum GIEC bedeiten am Fong eng Schocktherapie. D'Leit gi massiv schockéiert duerch déi apokalyptesch Visiounen, déi an deem dote Beräich vu ganz ville Wëssenschaftler gedeelt ginn.

Mä ech fäerte ganz, wann d'Guruen eng Kéier midd sinn, da bleift eng grouss Kuederstëmmung, an dee Moment musse mer Strukturen hunn, administrativ Strukturen an Institutiounen, déi dann, wann d'Straussen erëm eng Kéier ufänken, de Kapp an de Sand ze stiechen, viru bereet sinn, net nëmmen de Rufer an der Wüste ze spillen, mä déi da bereet sinn, alles ze maachen, fir deem Zil, wat mer net a Fro stellen, gerecht ze ginn, nämlech och hëllefen, déi europäesch Démarche vun 20, 20, 20 méi séier ze realiséieren.

D'Konklusiounen aus deene verschiddene Rapportë kann een am Fong résuméiere mat dräi Sätz: Et muss schnell gehandelt ginn, et muss iwwerall gehandelt ginn an et muss effikass gehandelt ginn. Dat heescht, déi Opportunitéitsfënster, déi elo opgaangen ass duerch déi verschidde Kassandrariff, muss genotzt ginn, fir gräifbar Resultater ze erreechen. D'Virlag ass bekannt. Direkt a massiv Aktioune loossen d'Klimaerausfuerderungen net zu enger Fatalitéit verkommen. Dee Risiko ass awer reell. An dat weist och déi rezent ILReS-Ëmfro iwwert de Klimawandel hei zu Lëtzebuerg, datt ouni Resultater an ouni d'Perspektiv op iwwerzeegend reell Resultater Resignatioun amplaz vu Motivatioun opkënnt.

Mir musse vun deem Katastrophismus ewechkommen. Well de Katastrophismus eleng zerstéiert de Glawen un d'Léisungen. De Katastrophismus, deen ëmmer méi d'Allurë vun enger kollektiver Gehirwäsch unhëlt, ënnerdréckt déi berechtegt Hoffnungen op eng aktiv Zukunftsgestaltung. Ni war d'Primat vun der Politik esou gefrot wéi grad elo an dësem Moment. Et muss schnell gehandelt ginn. Dat heescht, datt iwwer Jorzéngten a Jorhonnerten al Gewunnechten, Aarbechtsmethoden an Décisiounsprozeduren, déi sech a Gemengen a Statsverwaltungsapparat ageschlach hunn, ännere mussen.

Menger Meenung no ginn d'Koordinatiounskompetenzen, déi wuel am Ëmweltministère ugesiedelt sinn, net méi duer. Ech hunn et aus eegener Erfahrung erfuer, an duerfir weess ech wouvun datt ech schwätzen.

Den Ëmweltminister muss an deene Fäll, wou bis elo en duerch den Impérialisme départemental oder administratif vun anere gebremst gouf, e Pouvoir de premier et pouvoir de dernier mot kréien.

Dat gëllt elo scho fir de Beräich Transport - well ech gi jo dovun aus, datt den Här Lux mat sech selwer eens gëtt. Dat gëllt awer och fir aner Beräicher, zum Beispill Logement, Bâtiments publics, Energie, Tourismus, Aménagement du territoire, Stroossebau an esou weider. D'Lëscht ass net exhaustiv.

Beispiller gefälleg? Jo? Ech hunn zum Beispill elo grad iwwer Sotec geschwat, Sotec a GasCom, wou den Ëmweltminister menger Meenung no net gefrot war.

Albausanéierung beim Stat: Wann den Ëmweltminister deen Éischten an dee Leschten ass, deen doriwwer ze befannen huet, da kann een an deem Beräich schnell a prioritär Investissementer décidéieren.

Agriculture: Fannen iwwerhaapt Ofsprooche statt awéifern datt de Ministère de l'Environnement an de Förderungsmoossnamen am neie Plan de développement rural mat implizéiert ass?

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Gemenge sollen a puncto Klimaschutz eng Virbildfunktioun ausüben. Et géif en interessante Bilan ginn, fir emol erauszefannen, wéi vill Initiative vun de Gemengen an deem Beräich net zum Droe kommen, well Klimaschutzinitiativen net oder nach net zum aktuellen Aufgabeperimeter vun de Gemenge gehéieren.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Doriwwer kann een e Buch schreiwen!

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech kann lech eng Préface fir dat Buch schreiwen, Här Gira, ech weess elo schonn, wat drakënnt.

(Hilarité)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Da waart emol! Mir kucken.

M. Charles Goerens *(DP).*- Mat enger Widmung, déi ech géif ufänke mat de Wierder: «Cher collègue et néanmoins ami!»

D'Lëscht vun deene Beispiller kënnt ee beliebeg weiderféieren, wat ech awer net brauch ze maachen, well et jo hei ëm de Prinzip vun enger adäquater Verdeelung vun de Responsabilitéiten a Kompetenze geet.

Duerfir meng Fro un de Minister: Kënne mer och mat engem Befreiungsschlag rechnen an där Hisiicht, oder sidd Dir der Meenung, datt et mat där aktueller Regelung an deem dote Sënn duergeet?

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

M. le Président.- Ech soen dem Här Goerens Merci. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt keen Zréck méi. All dat wat mer elo wëssen iwwert de Klimawandel, muss jiddferengem vun eis duergoe fir ze handelen.

All déi grouss international Rapporten, sief et vum Sir Nicolas Stern oder vun der UNO, soen, dass, wa mer et net fäerdeg bréngen, innerhalb vun enger Generatioun eng Kehrtwende, e Paradigmewiessel a Saache Klimaschutz ze maachen, et dann ze spéit ass. Da kréie mer d'Kéier net méi. Eis Kanner a Kandskanner kréien dann déi Problemer mam Klimawandel voll ze spieren, déi mir säit engem hallwe Jorhonnert net wollten ugoen.

Dobäi kënnt d'Realitéit, an dat wësse mer scho säit laangem, dass d'Reserve vun der Primärenergie, dem Pëtrol an dem Gas, an deenen nächste Joren ëmmer méi kleng ginn, bis keng Drëps méi do ass.

Wat dëst zesumme mat der Waasserknappheet bei enger ëmmer méi grousser Weltbevölkerung bedeit, wësse mer all. De Präis vum Uelechbarrel huet sech an deene leschte Wochen an Deeg erëm un déi 70 Dollar erugetaascht, ouni dass vill dovu geschwat gëtt, an dat wäert sech an der Ekonomie nidderschloe mat permanent steigende Pëtrolspräisser. An och d'Zënse wäerte weider klammen, mat där enger oder anerer Argumentatioun.

Här President, mir hei an all déi kommend Generatioune mussen eis all Dag an all eisen Iwwerleeungen an an all eisen Handlungen ëmmer erëm froen, wéi mer mat eisen Aktivitéiten den CO_2 erofsetze kënnen. Bei der Presentatioun vum Gesetz vum 23. Dezember 2004 iwwer Kyoto hunn ech hei an der Chamber gesot, vun elo u gëtt et kee Liewe méi ouni Kyoto. Dat si mer eis an eise Kanner schëlleg.

Här President, duerfir wëll ech dem Ëmweltminister Lucien Lux fir säin exzellenten an explizite Rapport félicitéieren a Merci soen an hie weider ënnerstëtzen, fir dës Visioune mat sengen zéng Bausteng ëmzesetzen, well fir elo an e Katastrophenzeenario ze verfalen an Zäit domat ze verbréngen, een deem aneren d'Schold un der Situatioun ze ginn, bréngt eis net virun.

Mir mussen elo konsequent eis Hausaufgabe maachen. Dat sinn d'Ëmsetze vum Kyoto-Gesetz, dat heescht eng Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen ëm 28% bis d'Joer 2012, ab dem Joer 1990 gerechent. Duerno kommen déi vun der EU op dem Sommet vum Mäerz 2007 dekretéiert Klimaschutzmoossname vun 20% Energieeffizienz, vun 20% CO_2-Reduktioune bis d'Joer 2020 a vun engem Undeel vun 20% aus erneierbaren Energiequellen.

Dobäi ass et enorm wichteg, dass d'Europäesch Unioun sech selwer de Klimaschutz endlech op hire Fändel schreift an Eescht mécht, fir d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren europawäit, mä virun allem weltwäit iwwert de Wee vu Verhandlungen zwëschent der EU an den USA, China, Mexiko an Indien - fir nëmmen déi ze nennen. Dës Länner musse vun alle Säite sensibiliséiert ginn, mä och deene Länner musse mer hëllefen, dass d'Spiral vun den CO_2-Emissiounen net exponentiel wiisst. Dëst ass eng grouss Gefor, well dës Länner jo eréischt en plein développement sinn.

De 27. Juni fuere mer als Lëtzebuerger Ëmweltkommissioun vun der Chamber op Bréissel, fir an deem Sënn ënner anerem mam EU-Ëmweltkommissär Stavros Dimas ze debattéieren. Hei wäerte mir mat him genau kucken, wéi wäit mer territorial kënnen iwwer eis Grenze Klimaschutz bedreiwen. Wandkraaftanlagen um Mier hunn ebe ganz einfach méi Rendement wéi hei am Land.

Här President, dass mir awer virun allem emol hei zu Lëtzebuerg mussen handelen, weise folgend Zuelen: D'Pro-Kapp-Emissioune leien zu Lëtzebuerg bei 26,7 Tonne pro Awunner a bei 15,2 ouni den Tanktourismus. An den USA bei 19,7; a China bei 2,9; an Däitschland bei 10,4; an Indien bei 1,0 an a Frankräich bei 6,5. Dës Zuele schwätze fir sech.

Den Haaptproblem am Klimaschutz hu mer am Transportsecteur. Am Joer 2005 huet den Transportsecteur 58,5% vun den CO_2-Emissiounen ausgemaach: 7,5 Milliounen Tonnen CO_2 vun engem Gesamtvolume vun 12,7 Milliounen Tonnen CO_2. D'Tatsaach, dass ronn dräi Véierel vum Bensin a Mazout an den Tanktourismus ginn, kann net verstoppen, dass den nationale Verbrauch sech säit 1990 verduebelt huet, an zwar ab 1990 vun 0,8 Milliounen Tonnen CO_2 op 1,6 Millioune bis 2004, anstatt op 0,6 Milliounen Tonnen CO_2 par rapport zu 1990 erofzegoen, wéi et am Kyoto-Plang virgesinn ass.

Wa mir also wëllen, dass den Individualverkéier massiv zréckgeet, da mussen d'Investitiounen an den öffentlechen Transport méi zügeg virukommen. Den Tram, déi nei Strecken zwëschent Esch an der Stad, zwësche Beetebuerg an der Stad, déi nei Gares périphériques, all déi Projete mussen elo virugedriwwe ginn.

Da musse mer och opgrond vun eisen ëmmer méi héijen Zuele vu Frontalierë weider Projeten undenken, wéi mir ënner anerem déi an e puer Joer 100.000 Fransousen op eng méi effizient Manéier aus dem Sillon mosellan op Lëtzebuerg hin an hier transportéieren.

Grad am Kader vun deem schwéieren Zuchaccident zu Zoufftgen musse mer iwwer nei zousätzlech Infrastrukturen am Goulot d'étranglement, am Fläschenhals zwëschent Thionville a Beetebuerg an och am Kader vum TGV-Est zesumme mat Frankräich nodenken. Datselwecht gëllt fir d'Verbindungen no Däitschland, Richtung Tréier an a Richtung Saarbrécken, an a Richtung Belsch. Do muss och de Projet Eurocap-Rail nees op den Dësch kommen.

Här President, fir eis Haiser a Gebaier musse mir Energiespuercampagnë maachen, Energieberoder astellen a fir Energieeffizienz suergen an déi och steigeren. An et mussen no där neier Gesetzgebung, déi jo elo kënnt, Energiebilanze gemaach ginn, Energiezertifikater an Energiepäss opgestallt ginn, fir kënnen ze iwwerpréiwen, ob mer dat och erreeche wat geplangt war.

An den öffentleche Gebaier mussen de Stat an d'Gemengen hir Virbildfunktioun nach weider ausbauen an och an all nei innovativ erneierbar Energiequellen investéieren, fir de Leit ze weisen, wat een an deene verschiddene Fäll kann als alternativ erneierbar Energie asetzen.

Do ass nach vill ze maachen, wann ee weess, dass an eise Büroen déi aner Säit emol nach keng duebel Verglasung an de Fënsteren ass. Hei ass also de Programm vun 197 Milliounen Euro vum Bauteminister awer wierklech kee Muttwëll, an dëst hätt och scho laang kënne gemaach ginn.

Här President, et ass nach vill ze maachen an et geet och elo eréischt richteg u mam Klimaschutz. Mä all deenen, déi esou maachen, wéi wa bis elo näischt geschitt wär, wëll ech awer soen, dass deem net esou ass, an zwar sinn an dëser Legislaturperiod schonn eng ganz Partie Dossieren a Saache Klimaschutz ëmgesat ginn.

Ech wëll erënneren un d'Gesetz vum 23. Dezember 2004 iwwert de Kyoto-Protokoll mat der Kreatioun vun engem Kyoto-Fong; un d'Gesetz vum 25. Mäerz 2005 iwwert d'SuperDrecksKëscht; un d'Gesetz vum 31. Juli 2005 a vum 25. November 2005 iwwert d'Aarhus-Konventioun am Beräich vun der Informatioun an der Transparenz a Saache Klimaschutz; un d'Gesetz vum 3. August 2005 iwwert d'Partenariatskonventioun a Saachen Naturschutz; un d'Gesetz vum 27. Mäerz 2006 iwwert d'Kyoto-Mechanismen an domat un déi zwee Klimaschutzallocatiounspläng; un d'Gesetz vum 24. Juli 2006 iwwert d'Konventioun vu Florenz a Saache Landschaftsschutz; un d'Gesetz vum 2. August 2006 géint de Kaméidi - notamment de Flughafen, dat heescht manner CO_2-Emissioune bei de Fligeren -; un d'Gesetz vum 1. Dezember 2006 iwwert d'Preventioun vun den Décheten; un d'Gesetz 5611 iwwert d'Aféiere vun enger neier Autosteier - wou déi, déi manner CO_2-Emissioune verbrauchen, och manner bezuelen -; un d'Gesetz, wat mer herno hei diskutéieren, iwwert de Minettkompost mat enger Biomethanisatiounsanlag, fir de Biogas an den öffentlechen Äerdgasréseau anzespeisen, an zum Schluss un de Règlement grand-ducal vum 3. August 2005 iwwert d'Subsiden am Beräich vum Asetze vun erneierbaren Energien.

Bei deenen neie Reglementer fir 2008 iwwert d'Subside beim Asetze vun den erneierbaren Energien erwaarde mer eis bei der Ëmsetzung dann och, dass de Finanzminister an de Budgetsminister dann och elo dat néidegt Geld zur Verfügung stellen a Faarf bekennen, an do wëlle mer jo sécher keng Faillite erliewen.

„Mir mussen eis trenne vun der Iddi, dass Ëmweltschutz e Luxus ass", huet den EU-Ëmweltkommissär Stavros Dimas gesot. Säit der Ratifizéierung vum Kyoto-Gesetz vum 23. Dezember 2004 huet de Klimaschutz eben e Präis a kascht a wäert virun allem eise Statsbudget ëmmer méi belaaschten. Duerfir gëllt et elo, déi néideg an déi richteg Mesuren ze huelen.

Här President, fir all dës virgenannte Gesetzer an aner vill Aarbechten am Sënn vum Klimaschutz ze erreechen, hunn den Ëmweltminister an den Energieminister eng ganz Rei vu Séminairen, Workshopen an Table-ronden organiséiert, un deene mer als Concernéiert ëmmer invitéiert waren, zesumme mat de Forces vives de la nation, fir am Sënn vun der partizipativer Demokratie a Saache Klimaschutz virunzekommen. A mir komme virun!

De Minister Lucien Lux huet jo elo seng zéng Bausteng presentéiert, an ech wëll hien nach eng Kéier encouragéieren, op deem Wee virunzemaachen. Loosse mer zesummen dës Hausaufgabe maachen, da komme mer och lues a lues virun. Mir hu jo gesinn, dass mer am Transportsecteur den Trend vun ëmmer méi CO_2 emol gebremst hunn. Mir wëssen alleguer, dass den Tanktourismus iwwert de Wee vun der Accisenharmoniséierung graduell an deenen nächste Joren ëmmer méi zréckgeschrauft gëtt. Mir mussen dann awer och wëssen, dass mer eis aner Fraisen, déi mer soss einfach iwwert de Bensinspräis kompenséiert hunn, och dann iwwert de Statsbudget musse regléieren.

Ouni Tanktourismus wësse mer jo och, dass mer eis no aneren Akommesquellen ëmkucke mussen, fir d'Dépensë vum Stat ze decken. Heibäi wäerte mir als LSAP eis géint en unilaterale sozialen Ofbau vun de Prestatioune beim Stat wieren. Konkret: Wa mer bestëmmte Lenkungsinstrumenter, wéi elo zum Beispill d'Autosteier asetzen, da musse mer de Leit versus och Alternativen ubidden, wéi den accéléréierten Ausbau vum öffentlechen Transport, fir dass mer net nëmmen eist Klima retten, mä och sozialverträglech an eiser Gesellschaft handelen.

D'Betriber hunn hir Effortë gemaach. Dat wëllt net soen, dass mer do näischt méi ze maache brauchen. Mir mussen eis awer och eng Reserv loossen, fir nach industriell Aarbechtsplazen op Lëtzebuerg ze kréien. Dëst ass wichteg fir d'Diversifizéierung an och fir d'Aarbechtsplazen, well net jiddferee kann Akademiker ginn, an do hu mer och eis Responsabilitéiten ze huelen.

Här President, „Klimaschutz muss sich im (politischen) Alltag beweisen", schreift de Mouvement écologique am „Kéisecker" vum Mäerz 2007. „Nach der Einsicht, nun entschlossenes Handeln." An dat wäerte mir och maachen. De Klimaschutz ass d'Erausfuerderung vun der Zukunft. Mir als LSAP paken et un.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci, an als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter 25 Joer kréie mer vu Wëssenschaftler gesot, eist Haus géif brennen, fir emol eng Kéier - une fois n'est pas coutume - de Jacques Chirac ze zitéieren. Am Ufank hunn déi meescht net dru gegleeft, well et schwiereg war, Flamen oder Damp ze gesinn. Virun zéng Joer dunn huet Lëtzebuerg sech mat deene meeschten anere Länner zu Kyoto dozou verflicht, bis 2012 de Brand eenegermoossen ënner Kontroll ze kréien, mat der Perspektiv, en duerno definitiv ze läschen.

Déi Regierung, déi dat Engagement deemools '97 geholl huet, huet dunn emol zwee Joer dem Brand nogekuckt. Déi duerno huet op där enger Säit Uelech op d'Feier gehäit oder op där anerer Säit e kuerze Moment de Schlauch an de Grapp geholl, fir en awer erëm séier falen ze loossen.

Déi jëtzeg Regierung huet zumindest verbal, muss ee soen, erkannt, dass de Brand an Tëschenzäit all Stäck erreecht huet. Elo hätt ee jo gemengt, si géif sech dann elo dat néidegt Läschmaterial zouleeën an all Ministeren a Ministesche géifen e Pompjeesschlauch an de Grapp huelen a sech prioritär um Läsche bedeelegen. Mä neen, Här President, den Ëmweltminister steet ganz eleng do mam Gaardeschlauch a versicht verzweifelt eppes géint d'Feier ze maachen.

Ech wëll et och dofir direkt ganz kloer am Ufank soen: Déi Gréng sinn enttäuscht iwwert d'Deklaratioune vun der Regierung am Beräich Klimaschutz. Déi Gréng sinn enttäuscht iwwert dem Premier- a Finanzminister säi Kapitel Klimaschutz an der Ried zur Lag vun der Natioun. An déi Gréng sinn enttäuscht, dass den Ëmweltminister och haut u sech, vis-à-vis vun deem, wat de Premierminister gesot huet, keen neie Moment geliwwert huet.

Déi Gréng hate gemengt, d'Regierung hätt verstan wat usteet. No der Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun 2006, wou verbal Signaler dra waren, nom éischten Aktiounsplang, dee mir och ënnerstëtzt hunn als Gréng, och wa mer direkt gesot hunn - an dat wëll ech awer betounen! -, et wieren nëmmen éischt Schrëtt, hate mir awer gemengt, dës Regierung géif dëst Joer déi déif gräifend Reformen ugoen, well ëmmerhin ass an deem Joer villes geschitt - et ass scho vu menge Virriedner erwähnt ginn.

De Stern-Report seet, dass mer op där enger Säit, wa mer näischt maachen, Käschte vu 5 bis 20% vum PIB hunn, op där anerer Säit awer nëmmen, wa mer preventiv virginn, 1% vum PIB. Déi eenzel IPCC-Berichter hunn eng kloer Sprooch geschwat. Ëmmerhi gëtt et jo och an Tëschenzäit EU-Beschléss, déi och vu Lëtzebuerg gedroe ginn a wou Lëtzebuerg zumindest mat deenen anere Länner zesumme sech kloer engagéiert huet.

Schlussendlech kann een awer feststellen, dass eng Rei kloer Zilsetzungen an och Moossnamekataloger an Nopeschlänner, zum Beispill an Däitschland, vir sech ginn. An och wa mir als Gréng - kënnt Der lech virstellen - virsiichteg sinn a skeptesch a priori mat där neier franséischer Regierung, esou kann een awer net verleegnen, dass zënter der Wahl vum neie President déi Wierder Écologie an Développement durable a Frankräich zumindest verbal eng

aner Bedeitung kritt hunn. An ech mengen och net, dass de fréiere Premierminister, de Juppé, an de Ministère de l'Écologie goe wäert, fir d'Daumen do ze dréinen. Dat kann ee sech vun där Perséinlechkeet net virstellen. Mir si gespaant op dat wat do kënnt.

Mir hate gemengt, et wier elo jiddferengem kloer, dass et an deem Dossier hei net nëmmen ëm Klimaschutz geet, dass et net nëmmen ëm Ëmwelt geet, neen, onofhängeg vu Klimaschutzaspekter muss eis Gesellschaft sech drop astellen, dass déi fossil Energiequellen zu Enn ginn. Et geet drëm, den Ausstieg vu Kuel, Uelech, Gas, mä och vum Uran virunzedreiwen an eng nei dezentral Energieversuergung op Basis vun erneierbaren Energien opzebauen. An et geet, Här President, ëm net méi an ëm net manner wéi eng drëtt industriell Revolutioun ze preparéieren. Ech widderhuelen et: eraus aus dem Uelech-, eran an de Solarzäitalter, eraus aus enger zentraler Energieversuergung an eng dezentral Energieproduktioun.

Dat soen net mir, dat soe Leit wéi den unerkannten amerikanesche Wëssenschaftler Jeremy Rifkin, deen - an ech fannen dat Bild ganz flott - seet, dass mer no dem Internet vun der Informatioun deemnächst mussen en Internet vun der Energieversuergung opriichten, wou jiddferee vun eis Energieproduzent, mä och Energiekonsument ass, wou en Netz muss an öffentlecher Hand sinn - an ech kommen herno nach drop ze schwätzen - a wou jiddfereen, ouni dass e muss eng Genehmegung hunn, kann an dat Netz aspeisen an aus deem Netz ka Stroum erauszéien. Ech fannen dat eigentlech dat beschte Bild, dat bis elo ee gesot huet, wéi mer eis reorganiséiere mussen.

Vun enger industrieller Revolutioun schwätzt awer och den „green paper" vun der EU-Kommissioun, wann e seet: „Die neue Energie- und Klimaschutzpolitik repräsentiert nicht weniger als eine industrielle Revolution über die kommenden zehn bis 15 Jahre." A jiddfereen, dee sech mat deem Thema beschäftegt, seet och ganz kloer, et geet iwwerhaapt net drëm, wéi gewësse Leit et nach ëmmer wëllen duerstellen, zréck op d'Beem ze goen.

Ech war elo rezent op der Generalversammlung vum Klimabündnis zu Zürich, wou och eng Rei eminent Leit geschwat hunn, an do hu mer ganz konkret gesot kritt ëm wat et geet. Mir mussen zréck op den Energieverbrauch vun der Schwäiz 1970 an domat zréck op d'Liewensqualitéit an der Schwäiz 1970.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech froen Iech: Ass dat e Schreckenszeenario, sech virzestellen, dass mer d'Liewensqualitéit vun der Schwäiz 1970 erëm zréck afëiere missten? Ech mengen net. Par contre wann een eng Rei aner Studië kuckt, déi weisen, dass grad zënter dem Ufank vun de 70er Joren de Wirtschaftswuesstum an d'Liewensqualitéit auserneegaange sinn, ass et genau dat wat mer eigentlech, wa mer éierlech sinn, implizit spieren zënter dem Ufank vun de 70er Joren, zënter dass eis Gesellschaft sech enorm beschleunegt huet, dass mer stonnen-, deeglaang a Staue stinn, dass mer mengen et misst ëmmer alles méi séier ginn. Ech mengen, doduerch hu mer eigentlech keng mënschlech Liewensqualitéit gewonnen.

Et ass also iwwerhaapt keen Horrorzeenario, deen déi Gréng hei wëlle molen. Neen, mir wëllen erëm zréck an eng flott Liewensqualitéit, awer mat de Moyens du bord, déi mer haut hunn. Mir hunn haut ganz aner Moyenen zur Verfügung wéi 1970, fir eis Gesellschaft anescht ze organiséieren. Mir hunn den Internet vun der Informatioun, a wa mer muer den Internet vun der Energie a vun der Mobilitéit - firwat net? - do nach dernieft setzen, da kann ee sech wierklech erëm e Liewe mat Liewensqualitéit virstellen.

Fir dëser Erausfuerderung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gerecht ze ginn, benéidegt awer och Lëtzebuerg eng nei gesellschaftlech an industriell Revolutioun, an duerfir däerf och d'Klimaschutzpolitik net länger en néidegt, awer niewesächlecht Politikfeld sinn, mä si misst eigentlech d'Kärelement vun enger gesamter Regierungspolitik sinn. An et ass eigentlech genau dat, wat mir als Gréng no deene jorelaangen Diskussiounen esou enttäuschend fannen.

Wou ass de Klimaschutz an der Diskussioun iwwert d'Steiererliichterunge fir d'Betriber? Wou ass de Klimaschutz an der Diskussioun iwwert de Crédit d'impôt? Wou ass de Klimaschutz am Pakt Logement? Et fënnt een do kee Saz, kee Wuert, kee Buschtaf driwwer. Wou ass de Klimaschutz am neien Agrargesetz? Et gëtt ëmmer méi kloer, dass d'Landwirtschaft och e ganz wesentleche Bäitrag zum Klimawandel bäidréit. An hannendrun hänken och eis lessgewunnechten, well mer vill ze vill uewen op der Nahrungspyramid iessen; vill ze vill Fleesch an och Convenience-Fudder. Mir mussen doriwwer diskutéieren. Mir hu kee Saz, kee Buschtaf iwwer Klimaschutz an deem Gesetz do gesinn.

An hei läit och, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kromm an der Heck. Ech hu fonnt, dass den Här Ewringmann dat um Klimaschutzforum wierklech ganz pertinent an e puer Sätz duergestallt huet, wéi hien dat ëmmer erëm gutt fäerdeg bréngt. Hie seet: Am gesamtpolitesche Bewosstsinn an am Dagesgeschäft sinn an dëser Regierung Kyoto an de Klimaschutz net genuch verankert, an do dernieft sinn eigentlech och dringend institutionell an organisatoresch Verbesserungen néideg; op déi ech och nach wäert an eise Proposen zréckkommen.

Hien huet dat och do opgeworf, wat de Marco Schank, mengen ech, och schonn hei gesot huet, dass et längst héich Zäit wier, dass bei all Projet de loi, deen hei an d'Chamber kënnt, nieft enger Fiche financière endlech eng Kyoto- oder eng Klimaschutzfiche wär, an dass och dee Minister, deen hei nei Projete bréngt, déi nei CO_2-Emissiounen an d'Luucht loossen, eigentlech misst responsabiliséiert ginn.

Well soss geschitt dat, wat de Charles Goerens gesot huet, well deen dote Match, dee packt och dee beschten Ëmweltminister net, wann all déi aner Kolleegen a Kolleeginne kënne weider Politik maachen, wéi mer et an deene leschten 150 Joer gemaach hunn. Dann ass wierklech en Ëmweltminister finanziell, organisatoresch, mä och vu senger politescher Muecht hier iwwerfuerdert, fir dat do nach an de Gréff ze kréien.

Dass dëst Bewosstsinn awer nach net an de Käpp vun der ganzer Regierung dran ass, dat wonnert eis awer, well an der Tëschenzäit gëtt et jo och ëmmer méi kloer, dass de Klimaschutz sech rechent - laangfristeg op jidde Fall -, an dass en nieft engem groussen Défi eng riseg Chance fir d'Wirtschaft a fir den Aarbechtsmaart ass.

Well soss wëlle mer jo - an dat ass jo och gutt esou - hei zu Lëtzebuerg bei all technologescher Erausfuerderung virbäi sinn. Ech verstinn net, firwat dass dat hei net soll de Fall sinn. De Wirtschaftsminister flitt sech dout iwwert de Globus, fir ech weess net wien hei op Lëtzebuerg ze lackelen, fir nei Aarbechtsplazen ze schafen. Firwat hëlleft hien net, déi hei technologesch Erausfuerderung unzegoen, derfir ze suergen, dass mir zu Lëtzebuerg mat déi Éischt sinn, déi eis anescht organiséieren an deem ganze Feld?

Et gëtt een dat Gefill net lass, wéi wann een an der Regierung nëmme méi Budgetsépicierë sëtzen hätt, awer keng Ekonomiste méi. Wéini ginn emol erëm endlech volkswirtschaftlech Rechnungen opgestallt? Hu mer keng Makroekonomisten ënnert deene 15.000 Statsbeamten, déi emol erëm aner Rechnunge maachen, wéi déi Épiciers-Rechnungen, déi mir ëmmer hei déi lescht Zäit hu missen nolauschteren, wann et ëm de Klimaschutz gaangen ass?

Ech ginn Iech e puer ganz konkret Beispiller, déi net mir gerechent hunn, mä wëssenschaftlech Instituter an anere Länner, déi scho vill méi wäit fort sinn an hire Reflexiounen:

Wann Der eng Stad vun 10.000 Leit mat fossile Brennstoffer hëtzt, da séchert Der mëttel- a laangfristeg néng Aarbechtsplazen. Wann Der datselwecht mat Biomass maacht, da séchert Der der 135. Dir hutt richteg héieren: e Rapport vun néng Aarbechtsplazen zu 135!

Wa mer alles op fossil Energieträger opbauen, da geet 90% vun deem investéierte Kapital an d'Ausland an 20% bleift an der Regioun. Wa mer awer eng Wirtschaft opbauen, déi op alternativ Energien an op Energieeffizienz opgebaut ass, dann ass et genau de Géigendeel: 80% bleift an der Regioun an 20% geet an d'Ausland.

An ëmmer méi Etüde soen dat ganz kloer. Zum Beispill an Däitschland seet eng, an zéng bis 15 Joer wäerte méi Leit an dësem Secteur schaffen, wéi an der Automobilindustrie; déi jo sécherlech an Däitschland net ënnerrepresentéiert ass.

Duerfir stelle mir eis eeschthaft d'Froen: Mécht et volkswirtschaftlech Sënn, all Joer Milliarden Euro a Saudi-Arabien bei d'Scheichen ze schécken? Oder hätte mer net besser am Département des Forêts eis Haiser mat Lëtzebuerger Brennholz ze hëtzen, och wa vläicht kuerzfristeg - an ech betoune kuerzfristeg - d'Kilowatt-Stonn e bësse méi deier wär?

Mécht et wierklech volkswirtschaftlech Sënn, Kolleegen a Kolleeginnen, d'Millen an der Nordsee vun auslänneschen Investisseure bauen ze loossen? Hätte mer net besser, all méiglech Wandzyklen zu Lëtzebuerg - an där gëtt et nawell e ganze Koup - mat lëtzebuergeschem Kapital esou wäit wéi méiglech ze notzen, och wann de Kilowatt-Stonnepräis vläicht kuerzfristeg ganz e bësse méi héich wäert sinn? Aner Länner - ech hunn et scho gesot - hunn dat längst verstanen a sinn amgaang massiv an déi Richtung ze investéieren.

Déi Gréng sinn dann awer och erstaunt, dass nieft dem wirtschaftleche Gedanken zwou Parteie mam „S" am Numm déi sozial Dimensioun vun dëser Erausfuerderung anscheinend net erkannt hunn. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann den Uelech an zéng bis 15 Joer 150 Dollar wäert kaschten, da wäerte vill Haushalter mat klengem Revenu sech keng 20 Grad an hirem schlecht isoléierten Appartement méi kënne leeschten.

Duerfir ass et eng absolut Prioritéit fir déi Gréng, dass mer net nëmmen déi nei Gebaier no der neier Wärmeschutzverueerdnung maachen, mä och eng absolut Prioritéit setze fir d'Albausanéierung. Mä mir mussen och finanziell d'juristesch Moyenë fannen, dass och eppes geschitt grad am Mietwunnengsbau, wou mer einfach e Strukturproblem hunn, dass e Propriétaire eigentlech net interesséiert ass, Geld fir d'Isolatioun ze investéieren, well et säi Locataire ass, deen d'Rechnung muss bezuelen. Do musse mer och innovativ Léisunge sichen.

A wann de Bensin bis dohin dann eng Kéier vläicht zwee Euro oder méi de Liter kascht, da wäerte vill Familljen een, wa keng zwee Autoe mussen ofschafen. Déi ganz Mobilitéit zu Lëtzebuerg, déi mer op den Auto opgebaut hunn, dat ass haut schonn eng immens Belaaschtung fir sozial schwaach Haushalter.

Am Klimabündnis hu mer eng kleng Berechnung gemaach a Folgendes erausfonnt. Ech ginn lech e Beispill: An engem Haushalt, wou zwou Persoune schaffe ginn, annerhallefmol de Mindestloun, an déi zwee Autoen hunn, do gi 25% vum Gesamtrevenu - Kannergeld inklusiv, wann zwee Kanner do sinn - an d'Käschte vun deenen zwee Autoen. Dir hutt richteg héieren: Ee Véierels vum Revenu geet an engem Haushalt vun annerhallefmol de Mindestloun an d'Autoskäschten!

Ech mengen, et ass richteg wann ee seet, onsozial sinn déi, déi d'Leit ëmmer nach méi déif an d'Autosfal lackelen andeem se, wéi rezent nach den Här Goebbels an engem Lieserbréif, nach ëmmer no neie Stroosse ruffen. A sozial sinn déi, Här President, déi haut scho fir d'Prioritéit fir den öffentlechen Transport suergen an de Leit erëm weisen, dass een och zu Fouss a mam Vëlo ganz vill Distanze kann zréckleeën.

Mir bedaueren et, dass eigentlech keng vun dëse méi grondleeënden Iwwerleeunge sech an de Regierungsiwwerleeungen erëmfannen. A mir ginn dat Gefill net lass, dass mer mat dëser dënner Zopp, déi mer hei zerwéiert kritt hunn, keng gesellschaftlech an industriell Revolutioun amgaang si virzebereeden. Dozou misst een, eiser Meenung no, no enger gesellschaftlecher Diskussioun kloer a laangfristeg Ziler setzen. Dës Ziler mussen ambitiéis sinn, well wann ee wëllt weiderkommen, dann däerf een net beim Minimum ufänken.

Et ass och dat, wat mer der LUXRES-Studië virwerfen. Mir wësse schonn, dass mer hei net vergläichbar si mat anere Länner, mä wann ee bei nëmmen 8% ufänkt, da kann ee sécher sinn, dass een der herno véier erreecht huet. Wann een der awer vläicht 15 géif usetzen, da wier een herno vläicht bei deenen 8%.

Duerno muss ee kuerz- a mëttelfristeg Etappen op dat Zil hi fixéieren: All Acteuren - an ech betounen, all Acteuren! - mussen an d'Verantwortung geholl ginn. Et muss ee grondleeënd strukturell Reformen aleeden, et muss een nei Finanzéierungsinstrumenter entwéckelen a ganz legislativ Initiativen huelen. Esou stelle mir eis vir, dass een eng national Erausfuerderung wéi déi hei géif ugoen.

An, Här President, Lëtzebuerg stoung virun 30 Joer virun enger ähnlecher Erausfuerderung, nämlech der Ëmstrukturéierung vun der Stolindustrie. Déi deemoleg Regierunge sinn déi Erausfuerderungen no där elo grad vu mir skizzéierter Method ugaang, mam positive Resultat wat mer kennen.

An haut? Dat, wat de Premierminister an den Ëmweltminister eis hei presentéieren, ass an eisen Aen en opgewiermte Plan d'action vum leschte Joer mat enger Rei sympatheschen, awer net neien Iddien an dernieft awer och ganz widderspréchlechen Aktiounen.

Den Här Juncker hat gefrot, dass d'Parteien an d'Fraktioune géife Faarf bekennen. Dat fält eis net schwéier!

Här President, déi Gréng sinn dergéint, dass am 21. Jorhonnert de Stat engem Sue gëtt, fir en Auto ze kafen, och wann deen Auto méi ëmweltfrëndlech ass wéi d'Moyenne. Wann, da soll d'Förderung héchstens iwwer eng kloer Staffelung an der Autosteier geschéien. Déi Gréng sinn derfir, dass endlech eng Zentralenergieberodungsstruktur kënnt. Mir sinn awer dergéint, dass dat d'Agence de l'Énergie - mat engem Haaptaktionär Cegedel - ass, soss ass déi Struktur eng Doudgebuert.

Déi Gréng verlaange scho laang eng Verlängerung vun de Subsiden an den Aspeisereglementer. Wann déi awer net vereinfacht ginn, a wann d'Tarifer net no uewe gesat ginn a gewëssene Beräicher - ech schwätze Biogas, ech schwätze Wand, och nach eenzel aneres -, da wäerten déi Reglementer eis och net fundamental a strukturell weiderbréngen.

An eppes, wouvu guer net geschwat ginn ass, dat ass de gratis Accès zum Netz. Et si Projete vun alternativen Energien, déi näischt ginn, well et einfach ze deier ass, se an d'Netz eranzespeisen. Wann een dann och nach feststellt, dass den De-facto-Monopolist awer nach ëmmer alles mécht, fir dass déi Leit net erukommen, an eigentlech nach ëmmer eng Situatioun vu Concurrence déloyale besteet, dann ass dat fir eis ee vun de wesentleche Steng, déi mer mussen aus dem Wee raumen.

Wann dann d'Regierung an den Ekonomiesminister mengen, dat géif ze deier ginn iwwert de Fonds de compensation, da plädéiere mir wierklech dofir, dass mer Suen aus dem Statsbudget huelen, fir et all Mënsch esou liicht wéi méiglech ze maachen, fir en Accès an d'Stroumnetz ze kréien. Dat ass e konkreten Opbau vum Energieinternet an dat ass ee vun den Haaptknackpunkten.

Vun dem Erofsetze vun de Regierungskarosse vun 280 op 200 Mikrogramm an dem Kaf vun zwee Hybridautoen an dem Ëmweltminister senger Bidde schwätze mer léiwer net, well dat riskéiert eventuell eng Cabaretsnummer ze ginn.

Wéi déi Gréng bei der Autosteier en Amendement fir d'Steier fir och d'Gemengen an de Stat gefrot hunn, ass dat hei ofgelehnt ginn. Elo musse mer dann der Saach nolafen a mat komplizéierte Cahiers des charges dofir suergen, dass awer eppes geschitt. Duerfir hu mer dat zum Beispill ni verstanen. Dat ass eng vun deene widderspréchleche Moossnamen, déi dra sinn.

Déi Gréng waren déi, déi vun Ufank u bei der Autosteier d'Abanne vun de Betribsween gefuerdert hunn. Mir gesinn och elo - doriwwer huet de Minister Statistike geliwwert -, dass an der Moyenne déi Betribsautoe méi héich sinn. Ech hunn awer nach net esou richteg verstanen, wou et dann elo soll higoen. Mir waarde wierklech op Detailer, ier mer wierklech kënne soen, ob mer domat eis kënnen offannen oder net.

Grénge Stroum fir de Stat - okay! Fir e fir d'Haushalter ze subsidiéieren, wéi wär et dann, Här Minister, mat engem ënnerschiddlechen TVA-Saz, zum Beispill dem Taux normal um normale Stroum an deem reduzéierte fir de grénge Stroum? Da bräichte mer eis elo net schrecklech bürokratesch Mesuren afalen ze loossen, fir deenen enge Merci ze soen. Ech kommen nach op déi allgemeng Approche zréck.

Déi nei Wärmeschutzverueerdnung misst eigentlech scho längst do sinn, mä do muss ee sech awer eens sinn, domat spuere mer net eng Tonn CO_2, well déi ass am Prinzip jo nëmme fir nei Haiser. Mir verbëtzen héchstens manner CO_2 an der Zukunft.

A wou bleift eng regelrecht Albausanéierungsoffensiv? Ass endlech en Accord tëschent...

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Wëllt Der se dann duerfir net afëieren?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Gelift?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Wëllt Der dann duerfir keng nei Wärmeschutzveruerdnung aféieren?

(Interruption)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen, ech hunn dat jo net gesot.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Majo dach, Dir hutt dat elo gesot.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen, ech hu just gesot, déi nei Wärmeschutzveruerdnung misst eigentlech scho laang do sinn, an ech hu just gesot, domat spuere mer keng Tonn CO_2. De Wirtschaftsminister mécht ëmmer, wéi wann elo bei de Gebaier d'Wärmeschutzveruerdnung d'Léisung wär. Ech betounen nach eng Kéier: Déi Wärmeschutzveruerdnung ass am Prinzip fir all nei Haiser, déi gebaut ginn. Domat spuere mer par rapport zu haut net eng Tonn CO_2, mir suerge just dofir, dass déi Gebaier, déi an Zukunft gebaut ginn, net gradesou verschwenderesch si wéi haut.

Wa mer do derniewent net eng Albausanéierungsoffensiv starten, geet dat net duer. De Kolleeg Castegnaro huet vläicht eng besser Mémoire wéi ech, ech weess net, wéini hien d'Pressekonferenz mam Blanche Weber gemaach hat, fir en Albausanéierungsprogramm ze maachen. Ech mengen, dat si mindestens eng Dose Joer hier. Wann dat net endlech geschitt...

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech war och dobäi.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ah, Dir waart och nach dobäi, gesitt Der! Ech mengen, dass dat och net Är Schold ass, Här Ëmweltminister, dass mer do net weiderkomm sinn. Do hunn ech éischter en aneren am Verdacht, dee bis elo net d'accord war, dass een op senge Platebandë géif trëppelen.

Öffentlech Gebaier - do begréisse mer wat do geschitt. Dat hu mer am Forum virgestallt kritt. Dat mécht awer och haut schonn - dat muss ee ganz éierlech soen - einfach wirtschaftlech Sënn, dass een als Propriétaire seng Gebaier dorop ausriicht, wat d'Wäermt an de Stroum an deenen nächste 15 Joer wäerte kaschten.

Öffentlechen Transport - do muss ee begréisse wat alles do leeft. Mir wëssen awer och, dass de Gros dovun alles mëttelfristeg ass.

Wéi ass et mat enger Reform vum RGTR? Wéi ass et mat der Prioritéit fir Busspuren a mat nationalem Parkraummanagement?

Da fanne mer et relativ hypokritesch, muss ech soen, wann et ee vun de Bausteng ass, dass mer elo eis zu Bréissel asetzen, dass mer op gewëssen ëmweltfrëndleche Produitë méi eng niddreg TVA kréien, an dann awer heiheem, trotz mannegfalteger Questions parlementaires vum Kolleeg Kox, net de Schrëtt maachen, nämlech hei op Nahwärmenetzer an op alternativen Energien dat maachen, wat haut scho méiglech ass. De Kolleeg Kox huet schonn e puermol gefrot, firwat et net méiglech ass, Nahwärmenetzer, besonnesch deenen op Basis vun alternativen Energien, en niddregen TVA-Saz ze ginn. Do huet de Wirtschaftsminister nach viru kuerzem geäntwert, e wéilt dat net maachen.

Do musst Der verstoen, Här President, dass mir vun Hypokrisie musse schwätzen, wann een dat, wat een haut scho kann zu Lëtzebuerg maachen, net mécht, an da seet, mir ginn op Bréissel verhandelen, fir dass eppes geschitt.

Mir si souguer an der cocasser Situatioun, dass, wann ee mat Mazout hëtzt, een nëmme 6% TVA muss bezuelen. Wann een awer ugeschloss gëtt un en Nahwärmenetz, wat mat alternativen Energië funktionéiert, bezuelen ech 12%.

Dat si fir eis pervers Situatiounen, a mir hunn einfach kee Verständnis dofir, Här President, dass emol dat do net méiglech ass. Ech ka mer net virstellen, dass, wann ee weess, wéi wéineg där Nahwärmenetzer et de Moment am Land gëtt, dat doten e risegen Ausfall fir de Statsbudget wär, a wann och nach, da muss een awer ganz e bësse konsequent sinn.

Beim Allocatiounsplang, wann ech elo richteg verstanen hunn, stelle mer dann elo fest, dass no villem Gedäisch Enn vum leschte Joer d'Regierung dann awer seet, „two six nine" ass okay, da weess ech net, wat déi Opreegung sollt Enn vun 2005. Mir hu jo elo „two six nine", mir hunn och bestätegt kritt, dass den éischten Allocatiounsplang eng Iwwerallocatioun war. 2005 waren et 20%. 2006 waren et 19%. D'nächst Joer sinn et der dann nach vläicht 18. An all deene Kritiken, wou mer deemools hei gesot hunn, fille mer eis absolut bestätegt.

Mir hunn och keng Pist hei elo entdeckt fir en Ausstiegszeenario aus dem Tanktourismus. Ausser dass de Finanzminister gesot huet, e géif zu Bréissel net maueren, hunn ech nach näischt Konkretes héieren.

Mir waarden nach ëmmer, Här President, op eng konkret Ausso, nämlech dass d'Tankstell op der Saarautobunn definitiv gestuerwen ass. Emol déi huet d'Regierung anscheinend net de Courage hei ze maachen.

Kee Wuert iwwer e Stroossemoratoire, wéineg iwwert d'Responsabilitéit vun der Industrie, dem Handwierk an dem Commerce. Et gëtt genuch Etüden, déi weisen, dass am Prinzip Accord-volontairen nëmme bedéngt erfollegräich sinn. Et kann e flott Instrument sinn, muss awer kombinéiert si mat relativ kloer fixéierten Ziler.

Et ka jo awer net sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Reconversioun vun der ARBED, déi och nach zu engem groussen Deel vun der Allgemengheet bezuelt ginn ass, als permanenten Ablass fir déi gesamt Wirtschaftsacteuren duergeet.

Och kee Wuert iwwert d'Landwirtschaft. An dem Pabeier, dee mer geschéckt kritt haten, hat de Minister am zweete Saz, mengen ech, zumindest - korrekterweis muss ech soen - d'Landwirtschaft nach erwähnt. Haut huet en dat emol net méi gemaach.

Ech weess net, ob an Tëschenzäit gewësse Leit dee Pabeier gelies haten an dunn hire Veto ageluecht hunn.

(Interruption)

Neen, et ass vläicht Zoufall, mä ech weisen Iech d'Plaz, Här Minister, am Text, do geet ganz vir Rieds vun der Responsabilitéit vun der Landwirtschaft an deem ganze Beräich. Haut hutt Der dat net méi erwähnt. Dat kann Zoufall sinn, mä eis ass et op jidde Fall opgefall.

(Interruption)

Jo, ben, wat Dir eis schéckt am Virfeld vun enger Debatt, Här Minister, dat liese mer zweemol an dräimol, gleeft eis dat, an da lauschtere mir Iech och gutt no.

Dir verstitt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass eis Begeeschterung sech a Grenzen hält. Mir ginn dat Gefill net lass, dass zwee Kritären hannert dëse Propose stinn. Den éischten ass, dass de Budget awer esou mann wéi méiglech soll belaascht ginn, an dat Zweet ass, d'Responsabilitéit esou wäit wéi méiglech bei de klenge Mann an déi kleng Fra ze drécken. Natierlech sinn och déi gefuerdert, mä dat wëll ech awer ganz kloer an däitlech soen: Fir d'éischt ass d'Politik gefuerdert. D'Roll vun de Politiker ass dach net, de Leit ze soen, wat se solle maachen.

An eisen Aen ass d'Roll vun der Politik, déi wirtschaftlech Kaderbedingungen esou ze setzen, dass d'Leit sech wirtschaftlech, sozial an neierdéngs och ëmweltfrëndlech verhalen. Mir si jo alleguerten esou stolz op eis fräi Maartwirtschaft. Och d'Klimaveränneruнge sinn d'Resultat vun deem grousse Feelfunktionéiere vun der fräier Maartwirtschaft, well d'Ëmweltverschmotzung kee Präis hat a well d'Energie ze vill en niddrege Präis haut nach huet. Also musse mer als Politik agräifen an d'Welt erëm op d'Féiss setzen. Et kann ee jo net de Kapitalismus iwwert de Kléi luewen an da verlaangen, d'Leit solle sech eigentlech géint d'Regele vun deem System verhalen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann de Fliger vu Charleroi op Barcelona 50 Euro kascht an den Zuch der 150, dann ass et normal, dass d'Leit de Fliger huelen. Wann dee grénge Stroum méi deier ass wéi de konventionellen, da kafen d'Leit deen normalen, a wann ee moies vu Biekerech op de Kierchbierg mam Bus eng Stonn 35 Minutte brauch, mam Auto awer nëmme 50 Minutten, dann huelen déi meescht Leit den Auto.

Une voix.- A mam Vëlo?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Dir maacht dat jo heiansdo vun...

(Brouhaha général)

M. le Président.- Den Här Gira huet ganz eleng d'Wuert!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Mir fannen et normal, dass all Patron strikt no wirtschaftleche Kritäre kuckt. Mir géife jo een entloossen, e Patron, dee bei all Offer deen deierste Fournisseur géif huelen. Mir erwaarden awer vun de Leit vun der Strooss, dass se op eemol de Géigendeel maachen. Dat fonctionnéiert a kenger Hisiicht. Et ass un der Politik dofir ze suergen, dass den Zuch méi bëlleg ass wéi de Fliger; et ass un der Politik dofir ze suergen, dass de grénge Stroum méi bëlleg ass wéi de konventionellen, an et ass un der Politik dofir ze suergen, dass de Bus net mam Auto am Stau steet.

A wann dat esou ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da sinn ech optimistesch a mir alleguerten, dass d'Leit sech och korrekt verhalen, nämlech no de Regele vun der fräier Maartwirtschaft.

Kënnt Der Iech nach erënneren, wéi séier de Problem mam verbläite Bensin geregelt war, wéi mer de bläifräien iwwer ënnerschiddlech Steiertauxë méi bëlleg gemaach haten? Et war eng Affär vu sechs Méint, dunn huet kee méi vun deem verbläite geschwat.

An hutt Der gesinn, Här President, wéi d'Leit sech op d'Billjeeë vum TGV fir op Paräis stierzen, nodeem fir dës Streck den Zuch endlech eng valabel Alternativ souwuel vun der Zäit hier...

(Interruptions)

Neen, dat wäert och esou weidergoen, maacht Iech do keng Suergen. Maacht Iech do keng Suergen!

Firwat? Ma well den Zuch op dëser Streck souwuel finanziell wéi vum Confort wéi vun der Zäit hier endlech eng valabel Alternativ souwuel zum Fliger wéi zum Auto ginn ass.

An hutt Der matkritt, léif Kolleegen a Kolleeginnen, wéi grouss de Succès vum „Night Rider" ginn ass, eng privat Initiativ, an dat an engem Land, wou jo ëmmer behaapt gëtt, anscheinend kéint kee sech vu sengem Lieblingskand, dem Auto, trennen.

Wann déi Alternativ, déi ee bitt, am Beräich Confort an am Beräich Präis eenegermoossen op dat erauskënnt, wat den Auto ass, da sinn d'Leit intelligent genuch, fir déi richteg Léisung ze huelen.

Jo, mir deelen d'Meenung vum Charles Goerens, dee seet, dass de Moment méi wéi jee d'Politik gefuerdert ass.

Ech hunn och vill kritiséiert de Moment, duerfir wéilt ech awer och soen, wéi mir eis géife virstellen, dass een de Moment misst virgoen. Mir sinn der Meenung, dass mer virun enger nationaler Erausfuerderung stinn. An do kann een net - an dat Bild hei virun eis, mengen ech, ass awer symbolesch - den Ëmweltminister eleng loossen. Dat kann och net eleng d'Missioun vun enger Regierung sinn. Fir aussergewéinlech Situatioune brauche mer aussergewéinlech Instrumenter, an duerfir géife mir en nationale Klimaschutzdësch virschloen.

Mir hunn hei net d'Traditioun vum «Grenelle», mir kënnen hei keen «Grenelle de l'environnement» maache wéi a Frankräich, mä mir kéinten awer vläicht parallell zum Rentendësch e Klimaschutzdësch organiséieren, wou d'Regierung, d'Sozialpartner, d'Parteien an d'Zivilgesellschaft géifen zesummekommen.

Ech géif Iech och, Här President, an deem Sënn eng Motioun hannerleeën, fir dass ee fir alle Mol e Konsens entsteet iwwert d'Situatioun u sech. Ech mengen, deen ass relativ séier fannen.

(Interruptions)

Mengt Dir déi grouss Erleuchtung kéim dann? Jo?

(Interruptions)

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que le changement climatique est devenu le plus grand défi du XXIe siècle et qu'il est désormais admis que la responsabilité du phénomène revient en premier lieu aux activités humaines;

- rappelant l'étendue des conséquences environnementales, économiques et sociales du dérèglement climatique et l'urgence de prendre des contre-mesures efficaces;

- soulignant les engagements internationaux que le pays a contractés en signant le protocole de Kyoto, ainsi que nos engagements européens en matière de politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en matière d'efficience énergétique et de la promotion des énergies renouvelables;

- considérant le Plan d'action national ainsi que les déclarations récentes du Gouvernement relatives à sa politique de protection du climat;

- estimant que le défi est tel qu'il ne pourra être relevé que si tous les acteurs et toutes les forces vives de la nation promeuvent et soutiennent une même stratégie nationale;

- jugeant qu'il est par conséquent indispensable et urgent de réunir les principaux acteurs nationaux afin de créer une plateforme commune qui puisse fixer autour d'un consensus national les objectifs et les grandes orientations de politique énergétique et de protection du climat;

invite le Gouvernement

- à mettre immédiatement en place un «Nationale Klimadësch» réunissant des représentants du Gouvernement, des partis politiques, des organisations syndicales et patronales ainsi que de la société civile;

- à y présenter une proposition gouvernementale et à dégager sur base de celle-ci un consensus autour des objectifs et de la stratégie nationale en matière de changement climatique avant la fin de l'année 2007.

(s.) Camille Gira, Claude Adam, François Bausch, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Mir sinn der Meenung, dass een ähnlech soll virgoe wéi beim Rentendësch, dass opgrond vun enger Virgab vun der Regierung ee sollt ee fir alle Mol déi mëttela laangfristeg Ziler festhalen, eng Rei Optiounen erausschielen, fir dës Ziler ze erreechen, an duerno ass et dann un der Politik, déi Moossnamen och ëmzesetzen, esou wéi mer et um Rentendësch gemaach hunn.

Zweetens plädéiere mer fir eng national Klimaschutzagentur. Mir sinn der Meenung, dass ee soll fir déi ganz Problematik en Établissement public schafen, dee sämtlech Kompetenze bündelt. Natierlech stéing deen Établissement public ënnert der Verantwortung vun der Regierung. Mir sinn der Meenung, dass ee Comité interministériel, wann ee weess, wéi Ministèren a Verwaltunge fonctionnéieren, net flexibel genuch ass, fir déi ganz Aufgaben unzegoen.

Deen Établissement public misst natierlech eng ausräichend Personaldecken hunn, e misst gläichzäiteg Denkfabrik, Organisator a Koordinator fir d'Ëmsetzung vum nationale Klimaschutz an dem Energieeffizienzprogramm sinn. E misst awer och endlech klimaschutzrelevant Statistiken an Zuelen op den Dësch leeën, mä awer och e ganz klore Monitoring an eng Evaluatioun maachen. Och do si mer krank, wéi de Professer Ewringmann dat - mengen ech - och erëm um Forum gesot huet.

Drëttens, dat Berodungsnetz, vun deem geschwat ginn ass, misst zentral organiséiert ginn, awer och dezentral sinn. Et misste spezialiséiert Beroder ginn. Et missten awer och Guichet-uniquë fir eis PMEe gemaach ginn. Ech mengen, dass insgesamt d'Potenzial an de Kleng- a Mëttelbetriber ënnerschat gëtt. Et gëtt ëmmer nëmme vun de grousse Betriber industrieller Natur geschwat. Mir hunn eigentlech relativ gutt Instrumenter. Ech hunn dat Gefill, dass se am Kleng- a Mëttelbetribsberäich net genuch bekannt sinn. Do misste mer eis innovativ Strukture virstellen.

Dann e véierte Punkt, dee fir eis mat dee wichtegsten ass. Mir sinn der Meenung, dass een ouni eng grondleeënd ekologesch Steierreform déi Problematik hei net an de Grëff kritt.

An eng ekologesch Steierreform, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass kee Populismus, wéi Eenzelner, déi eiser Meenung no nach net am 21. Jorhonnert ukomm sinn, den 1. Mee gemengt hunn. Et ass och kee gréngt Hirngespinst, mä et ass längst Realitéit an anere Länner.

Ech géif Iech einfach e puer Beispiller ginn, well vläicht och net genuch bekannt ass, wéi wäit aner Länner an deem Beräich scho sinn. Ech géif vläicht ufänke mat England, déi 1993 schonn en „fuel duty escalator" agefouert hunn a systematesch d'Accisen all Joer ëm 5% plus d'Inflatiounsrat an d'Luucht gehuewen hunn, an haut, am aktuelle Wahlkampf, ass all Mënsch, vun de Konservative bis zu de Liberaldemokraten derfir, dass een domadder soll weiderfueren.

Ech ka vu Schweden Beispiller ginn, déi 1991 Ofgaben un CO_2 an op der Energie agefouert hunn an op där anerer Säit d'Sozialabgaben erofgesat hunn. Si hunn 2001 en neien Zéngjoresplang bis 2012 décidéiert, fir 3,3 Milliarden Euro vum Facteur Aarbecht eriwwer op de Facteur Energieverbrauch ëmzeschichten. A si sinn haut scho bei 800 Milliounen Euro. Dat ass zum Beispill d'Erklärung dofir, dass Schweden éischtens eng immens Ent-

laaschtung bei de Sozialausgaben huet an op där anerer Säit och eng virbildlech CO_2-Bilanz virzeweisen huet.

An da schlussendlech eis däitsch Noperen, wou - mengen ech - ënner Rout-Gréng eng konsequent ekologesch Steierreform gemaach ginn ass. Doduerch sinn d'Energiesteiere wuel ëm 55% an d'Luucht gaangen, mä insgesamt konnt een eng Ofsenkung vun der genereller Steierlaascht vu 4,2% feststellen. D'Renteversécherungsbeiträg sinn ëm 16 Milliarden Euro respektiv 1,7 Prozentpunkten entlaascht ginn. De Verwaltungsopwand vun der Ökosteier war nëmmen 0,13% vum Gesamtopkommen. An esou ass den CO_2-Ausstouss - fir jo awer ze soen, wat machbar ass, wann een déi ekologesch Steierreform ugeet - an Däitschland vum Verkéier tëscht 1999 an 2003 ëmmerhin ëm 9% zréckgaangen.

Elo kann ee jo net soen, déi Däitsch wieren net frou mat hiren Autoen. Wann een déi ganz Debatt iwwert den Tempolimit kuckt, kann een dat net soen, mä wann awer de Präis zolidd an d'Luucht geet, da kommen och Resultater. Déi Däitsch hunn iwwert dee Wee 20 Milliounen Tonnen CO_2 agespuert. Dat ass wesentlech méi wéi ganz Lëtzebuerg an d'Luucht bléist.

A schlussendlech - an dat ass vläicht dat Allerwichtegst, léif Kolleegen a Kolleeginnen -, si hunn 250.000 zousätzlech Aarbechtsplaze geschaf. Och dat soen net eis gréng Kolleegen aus Däitschland, mä dat soe féierend däitsch Wirtschaftsfuerschungsinstituter.

Ech mengen, den Här Juncker huet also net Recht wann hie seet, d'Nopeschlänner hätten nëmmen de Bensin an de Mazout méi deier gemaach fir hir Keesen ze fëllen. Zumindest an Däitschland war do eng ganz kloer politesch Absicht hannendrun. Si hunn déi Suen net geholl, fir d'Keesen ze fëllen, an dat ass, mengen ech, de springende Punkt bei enger seriöer Ökosteier. Si muss opkommensneutral sinn, dat heescht, déi Suen, déi een anzitt, déi muss een huele fir aner Beräicher ze entlaaschten.

An dat ass eigentlech och d'Ursaach, firwat den Tanktourismus no 1999 fortgelaf ass, well mer bewosst oder onbewosst zu Lëtzebuerg net matkritt haten, dass den Differenzial vis-à-vis vun den Nopeschlänner géif fortlafen. Duerfir si mer haut esou schlecht drun. Mir sinn der Meenung, dass mer eng konsequent ekologesch Steierreform souwuel fir d'Privatpersoune wéi och fir Firmen a Betriber brauchen. De Prinzip dovu misst sinn, de Verursaacherprinzip anzeféieren, well wien den effizienten Ëmgang mat Ressourcë mécht, dee gëtt finanziell belount, a wie weiderhi verschwent, dee gëtt bestrooft. An et gëtt eng geziilt Förderung vum wirtschaftlechen Ëmbau.

Ech wëll nach eng Kéier betounen, well jo eng Rei Populisten eis ëmmer aner Saachen ënnerstellen: Si muss a si soll käschtenneutral sinn. A si soll virun allem de Facteur Aarbecht entlaaschten, an op där anerer Säit d'Ressourcen an d'Energie belaaschten. Si ass net do fir Budgetslächer ze stoppen. Si ass do fir de Leit Suen op déi aner Manéier erëmzeginn.

Och do gëtt et Beispiller: Klimabonus, Ökobonus. Mir kéinten eis d'Beispill vun der Stad Basel am Detail ukucken. Do wunnen am Groussraum bal gradesou vill Leit wéi zu Lëtzebuerg. Wann déi et fäerdeg bréngen, esou e System anzeféieren, misste mir et och maachen. Et kann een d'Krankekeesen an d'Pensiounsbäiträg senken. Jo, et ka souguer eng nei Basis gi vun eise Sozialsystemer.

A wann een, Här President, déi ganz ökologesch Steierreform gescheit mécht, da kann ee souguer vläicht d'Klimaschutzmauer mat der Rentemauer zesummen aus dem Wee raumen. Mir mussen als Lëtzebuerg eis Wirtschafts- a Standortpolitik am Aklang mat der Klimaschutzprioritéit nei ausriichten. Duerfir ass fir eis als Gréng eppes ganz kloer: Déi ganz Diskussioun iwwer Steiererliichterungen, awer och iwwert de Crédit d'impôt oder d'Negativsteier muss ënnert dem Aspekt Klimaschutz gefouert ginn.

Fënnefte Punkt. De Charles Goerens huet et schonn ugeschwat: D'Klimaschutzpolitik brauch e kohärent ministeriwwergräifend Handelen, anstatt dass regelméisseg Konflikter tëschent Wunnengsbau- a Wirtschaftsminister, Ëmwelt- a Wirtschaftsminister, Innen- a Wunnengsbauminister an Innenminister a Gemengen entstinn. Verschidde ministeriell Kompetenze missten dofir am Sënn vun enger effektiver Politik nei geuerdnet ginn. Mir maachen eis do keng Illusioune méi, dass dat nach an dëser Legislaturperiod wäert geschéien. Mä fir eis gehéiert am 21. Jorhonnert Energie an de Secteur Ëmwelt, an net méi bei de Wirtschaftsministère.

Mir mussen och iwwert d'Kompetenzen am Bauten-, Landesplanungs- an Transportministère nodenken. Wann den Transportminister muss enger Verwaltung - Ponts et Chaussées - méintelaang nolafen, fir eng Vëlospist iergendwou gezeechent ze kréien, dat ass einfach net méi zäitgemëiss. Ech huelen un, dass den Transportminister do mat mir d'accord ass. Duerfir muss een e Verkéiersministère ariichten, an do ënnendrënner muss et eng Verwaltung ginn, déi vun uewe gesot kritt, ob se soll Schinnen, Stroossen, Vëlosweeër oder Foussweeër bauen. Dat sinn alles ganz elementar strukturell Reformen, ouni déi mer net weiderkommen.

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Ech sinn d'accord.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Dat freet mech.

(Hilarité)

Sechste Punkt: Mir sinn der Meenung, dass een nieft deene positive Mesuren am mëttela laangfristege Beräich awer och kuerzfristeg kann am öffentlechen Transport eppes maachen; mat absoluter Prioritéit d'konsequent Duerchzéie vu Busspuren, sech zesummesetze mam Innenminister, mat de Gemengen, mam Syvicol, fir en nationale Parkraummanagement ze maachen. Mir sinn der Meenung, dass dat ee vun de sprangende Punkten ass, fir d'Leit och méi vum Auto erofzekréien.

Siwentens ass e Punkt, mengen ech, wou mer gréisstens iwwereneestëmme mat deem, wat den Ëmweltminister gesot huet, dass beim Neiopleeë vun de Règlement-grand-ducalë virun allem eng Investitiouns-a Planungssécherheet entsteet. Mir wëssen och, dass ee Règlement-grand-ducalen net kann iwwer 20 Joer ee fir alle Mol festleeën, mä et mussen awer gewësse Sécherheeten dra sinn.

Aachtens musse mer och fir al Gebaier, mengen ech, derfir suergen, dass méi streng Wärmeschutzregelunge kommen. Mir musse wierklech eng Offensiv als Albausanéierungsprogramm opleeën. Mir mussen zënsverbëllegt Kreditter souwuel fir Firme wéi Privatleit aféieren. Et kann een driwwer nodenken, ob een net esou Kreditter un Hypothéikskreditter bënnt. Et stellt ee fest, dass Leit, déi kleng Revenuen hunn, Schwieregkeeten hunn, e gréissert Investissement virzefinanzéieren, obwuel se eigentlech d'Sue kéinten aspuere beim Spuere beim Hëtzen an esou weider. Och do kënnt et net op déi grouss Milliounen Euro un, mä et kënnt op intelligent Finanzinstrumenter un.

Néngtens - et ass vum Ëmweltminister erwähnt ginn -: Mir si fest der Meenung, dass ouni d'Gemengen zu Lëtzebuerg, awer och an anere Länner déi doten industriell Revolutioun net wäert geléngen. Wann ee vun dezentraler Energieversuergung schwätzt, da geet et net ouni d'Gemengen. Mir sinn der Meenung, dass een eng „Task Force" bräicht aus Innen-, Ëmwelt- an dem Transportminister, zesumme mat Vertrieder vum Syvicol, mä och de Klimaschutzgemengen, déi eigentlech do gutt Erfahrungen hunn.

A schlussendlech ass den zéngte Punkt - dat ass och vläicht een, wou mer relativ d'accord si mam Ëmweltminister -, fir dass mer systematesch geziilt kreativ Campagnë musse maachen, fir jiddferengem déi Moossnamen, déi existéieren, och nozebréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. 25 Joer scho kréie mer gesot, dass eist Haus brennt. 25 Joer ass éischter Uelech op d'Feier geschott ginn, wéi ugefaange gi mat läschen. Elo hu mer nach héchstens 15 Joer Zäit, kréie mer gesot, soss riskéiert d'Haus komplett ofzebrennen. De Risiko besteet, dass an der Populatioun zwee geféierlech Gefiller opkommen: Déi eng, déi soen: Wann elo alles esou de Bierg erofgeet, da wëll ech, soulaang wéi ech nach hei sinn, e Maximum profitéieren, nom Motto «Après nous le déluge». An déi aner, déi soen: Et ass souwisou ze spéit, a verfalen an den Defätismus an an d'Depressioun.

Mä et besteet awer och nach Hoffnung. Ëmfroen a Beispiller weisen, dass vill Leit bereet sinn, eng Hand mat unzepake beim Läschen. Et ass elo un der Politik, deene Leit dat richtegt Läschmaterial an de Grapp ze drécken. Dës Regierung huet eiser Meenung no bis elo virun allem Gaardeschläich geliwwert. Den Hierscht mat de Budgetspreparatiounen an den domat zesummenhängende Steierupassungen ass déi allerlescht Geleeënheet fir dës Equipe ze weisen, wéi eescht si et mam Läsche mengt. An déi Gréng hoffen, dass dës Majoritéit déi allerlescht Geleeënheet net verpasst. Et wier anescht net ze veräntwerten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gira Merci. An als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn de Mëtteg zwee Débaten, déi ënnerschiddlecher Natur sinn. Ech hunn dat d'éinescht gesot bei menger Interpellatioun. Ech hu menge Kolleegen hei alleguer opmierksam nogelauschtert, an ech fille mech bestäerkt a menger Aschätzung, datt et einfach net ze qualifizéieren ass, datt déi zwee Sujeten, déi ganz ënnerschiddlecher Natur sinn, hei an eng Debatt getässelt gi sinn.

Ech wëll hei als mandatéierte Spriecher vu mengem Grupp soen, datt ech mat deem, wat den Interpellant d'éinescht gesot huet, 100%eg d'accord sinn, an dann domadder dee Volet kann ofhaken.

(Hilarité)

Domat kéim ech dann zu deem, wat den Här Ëmweltminister Lux hei gesot huet. Iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Klimaschutzpolitik, Dir Dammen, Dir Hären, brauche mer hoffentlech net méi laang ze diskutéieren. Ech hunn d'éinescht gesot: Et gëtt nach ëmmer Zäitgenossen - dat schénge mer awer e bësse komesch Paradisvigel ze sinn -, déi souguer nach ëmmer mengen, mat wëssenschaftlechen Argumenter alles dat kënnen an Ofried ze stellen, wat awer d'geballte Kompetenz vun de Wëssenschaftler weltwäit errechent huet an eis u Fakte presentéiert huet. Duerfir mengen ech, wär et méisseg, fir sech nach driwwer opzehalen, ob dat dann elo esou ass oder ob et net esou ass.

Zweet Fro. Ech widderhuele mech do och nach eng Kéier: Ka Lëtzebuerg de Klima retten, wann ee gesäit, datt China eleng an enger Woch méi Zouwuess huet a sengem Ausstouss, wéi mir maximal kënne reduzéieren, wa mer eis wierklech seriö um Rimm rappen? Ganz kloer: Neen. Mä d'Fro stellt sech trotzdeem. Als kleng Natioun, wa mer wëlle glafwierdeg bleiwen, wa mer och deenen anere wëlle kënne soen: Hei, Dir musst eppes maachen, egal ob dat industrialiséiert Länner oder Schwellelänner sinn, da musse mer propper dostoen. An da musse mer och eis Aufgab erleedegen. Mir hunn Engagementer ugeholl, iwwert déi haut debattéiert gëtt, ob se net ze wäit gaange sinn. Mä mir mussen zu deenen Engagementer stoen. Mir mussen eise Bäitrag leeschten, esou oder esou.

Den Här Minister huet eis a senger Note rappeléiert, wat d'Beschléss vun der Europäescher Communautéit vum Mäerz vun dësem Joer sinn. Et wär am beschte Fall bis 2020 eng Reduktioun vun 30% vun den Emissiounen; konkret ass sech emol drop festgeluecht ginn, wann aner Industrielänner mat op dee Wee ginn.

Mir fannen, datt dat keng gutt Approche ass. D'Europäesch Unioun soll hir Politik maachen a se net ofhängeg maache vun deem, wat d'USA maachen oder wat aner industrialiséiert Länner maachen. Mir sollen eise Wee goen an deenen aneren iwwer Contrainten imposéieren, deeselwechte Wee matzegoen. A wann et da soll Handelskrich ginn, da soll et Handelskrich ginn. Mir mengen, de Klimaschutz misst dat wäert sinn.

Emissiounssenkunge bis 2020 ëm 20%; erneierbar Energien um Undeel vum gesamten Energieverbrauch 20%; d'Energieeffizienz steigere bis 2020 ëm 20%. Alles dat ass grëffeg, et verhält sech liicht, mä d'Fro ass: Wéi komme mer dohin?

De Prinzip muss sinn, dat meescht iwwert d'Energiespueren, iwwert d'Energieeffizienz ze erreechen. Erneierbar Energië sinn en immens faszinant Thema, mä mir wëssen, datt se awer héich Investitioune bedéngen an datt mer duerch d'Aspueren, duerch en intelligenten Ëmgang mat der Energie eigentlech vill méi kënnen erreechen, wéi wa mer d'Produktioun vu Wandmillen a vu Solarzellen an esou weider mat engem risege finanziellen Opwand pousséieren. Duerfir muss eiser Meenung no den Akzent op d'Energiespueren an op d'Effizienzsteigerung geluecht ginn.

Da stellt sech déi ganz interessant politesch Fro, ob een d'Ziler soll erreechen duerch eng Steierpolitik, esou wéi mäi Virriedner, den Här Gira, dat hei propagéiert huet, oder ob een net soll awer besser op de Wee goen, iwwer contraignant Reglementatioun virzegoen.

Ech wëll dem Här Gira soen, an all deenen, déi déi Meenung vertrieden, datt natierlech iwwert d'Besteierung villes ze erreechen ass. Et si jo och vill Wëssenschaftler, déi dat vertrieden. Mä wann een - an Dir hutt d'Beispill Däitschland gebraucht - gesäit, datt een iwwert d'Besteierung vun der Energie natierlech d'Konsumverhale kann änneren, an Dir sot, dat soll an der Steierlaascht neutral sinn, da gesäit een, datt mer déi indirekt Steieren, nämlech d'Konsumsteieren eropsetzen, an iergendwou dat da kompenséieren doduerch, datt mer déi direkt Steierlaascht ofsenken.

Dat ass fir déi Akommessen, déi kleng sinn, déi Leit, déi Familljen, déi net vill verdéngen oder déi vill Kanner à charge hunn an esou weider, wann een net ganz spezifesch do géigesteiert, ganz problematesch. A mir wëssen, wat fir Problemer datt mer hei zu Lëtzebuerg hunn, fir dat Géigesteieren ze maachen, zum Beispill iwwert d'Kannergeld an den Export vu Kannergeld, sou datt dat ganz problematesch gëtt an da just déi mat de klengen Akommessen an d'Familljen déi sinn, déi d'Perdantë bei där Operatioun sinn. Duerfir kënne mer nëmme warne virun esou enger Politik.

Mir sinn eigentlech der Meenung, datt, wann d'Haus wierklech esou brennt - an dat ass jo de Fall -, da musse mer contraignant ginn. Et gëtt gesot, mir hunn nach just e puer Joer Zäit, fir d'Kéier ze kréien, wann net den Temperaturanstieg soll esou wäit eropgoen, datt et guer net méi an de Gréff ze kréien ass. Da musse mer contraignant ginn. Dann ass et net fir nach mat alle méigleche Mesuren do ronderëm ze féngléieren, mä da solle mer - an dat ass verpasst ginn, och um Niveau vun der Europäescher Unioun - contraignant Reglementéierunge virschreiwen.

Mir maachen dat jo op Plazen. Mir maachen et zum Beispill elo bei der Wärmeschutzveruerdnung. Woufir solle mer dat net och bei den Apparate maachen? Wéisou hu mer et net scho virdru gemaach? Elo maache mer et.

All Mënsch plädéiert fir eng Kennzeechnung, fir datt de Bierger sech responsabel verhält, fir datt e gesäit, deen Apparat do, dee brauch manner Stroum par rapport zu engem aneren.

Mä woufir gi mer net hin a woufir si mer an der Vergaangenheet net higaangen an hu gesot, wann en Apparat e Standardverbrauch huet, deen net dodrënner läit, dann däerf en iwwerhaapt net méi an de Circuit kommen. Bei den Autoen ass et datselwecht.

Wann nom éischten Uelechschock gesot gi wär, hei däerf am Joer 1995 e Mëttelklassenauto - dat kann ee jo dann no Klasse staffelen - net méi verbrauche wéi dat, wann en nach hei an der Europäescher Unioun soll an de Verkaf kommen, dann hätten déi, déi d'Autoe bauen, sech och druginn a si hätten de Verbrauch vun de Motoren esou erofgesat.

Mir kënnen natierlech iwwert d'Besteierung vum Sprit an iwwert d'Besteierung vum Auto selwer probéieren et ze steieren, mä ech soen Iech, datt eng ganz Partie Leit sech net fir fënnef Sou doru stéieren.

Mir wëssen - wa mer scho bei den Autoe sinn -, wéi vill Sprit een duerch eng spuersam Fuerweis ka spueren. Ech hunn d'lescht e Reportage gesinn, wou dat exakt evaluéiert ginn ass. Mir kéinte muer alleguer hei zu Lëtzebuerg mindestens 20% vun eisem Spritverbrauch drosselen, souguer nach méi, wa mer eis responsabel an eiser Fuerweis géife verhalen.

Et muss een et eventuell och léieren, a mir missten et aféieren, datt virun allem déi Jonk et emol richteg geléiert ginn. Mir missten aféieren, datt den Auto obligatoresch misst weisen, wat en dann dee Moment verbraucht a wat en an der Moyenne op 100 Kilometer verbraucht, fir datt dat iwwerhaapt emol visuell gëtt, datt ee sech emol bewosst gëtt, wéi vill datt ee verbraucht, well et kann een och ënner Ëmstänn e bësse méi en décken Auto hunn an awer spuersam domat fueren.

Duerfir weess ech net, ob der Regierung hir Approche déi richteg ass. Wann ech liesen, datt Däitschland zwee Kraaftwierker kéint stëllleeën, wann déi Stand-by-Problematik do geléist ass, da froen ech mech jo - an dat ass jo net nëmme fir Däitschland esou, dat

gëllt jo fir d'ganz Welt: Mä woufir gëtt dann net gesot, et däerfen iwwerhaapt keng Apparater méi an Ëmlaf kommen, déi sech net automatesch no enger gewësser Zäit ganz ofschalten, wa se ausgeschalt sinn?

Mir kéinten dach iwwert dee Wee vill méi séier zu Resultater kommen, wéi wa mer higinn a mir maachen d'Elektresch an alles méi deier, wou mer wéi gesot just déi Leit treffen, déi eventuell am schlechtsten dru sinn.

Här President, ech kommen domat zum Transportsecteur insgesamt. Wa mer eng Strategie entwéckelen, wéi mer aus dem Tanktourismus wëllen erauskommen, da weess ech net, wéi se soll ausgesinn.

De Statsminister huet kierzlech hei gesot, dat wären 1,1 Milliarden Euro an eisem Budget, an da kéim dat derbäi, wat nach esou niewelaanscht mat verkaaft gëtt, Tubak an Zigaretten an esou weider a Café a Spirituosen, da wäre mer bal bei 2 Milliarden, dat si ronn 25% vun eisem Budget!

Ech weess net, ob jiddferee sech bewosst ass, wat dat bedeit, wa mer do voll erausklammen. Ech géif behaapten, da géife bei eis d'Luuchten ausgoen. Vläicht ass dat jo dann d'Léisung vun der Energieproblematik.

D'Fro ass: Gëtt dann doduerch wierklech wesentlech manner Sprit verbraucht? Mir bezweifelen et, well datt zum Beispill d'Camionneure sollen esou riseg grouss Détoure maachen, fir hei zu Lëtzebuerg ze tanken, ass awer och nach a Fro ze stellen, wa mer gesinn, datt zum Beispill déi belsch Camionneuren zum groussen Deel net méi op Lëtzebuerg kommen, well et fir si an der Belsch de Moment schonn ënnert deene Konditiounen, déi se hunn, méi gënschteg ass.

Den öffentlechen Transport gëtt bal als Allheelmëttel hei dohinnergestallt. Do ass den Tram jo eent vun de groussen Elementer. Mir soe ganz kloer, datt den Tram hei an der Stad just deier kascht, mä näischt bréngt, well den Tram ersetzt eng Onmass Bussen, déi hei ronderëmfueren. Da fuere mer alt mat Elektresch, a wa mer wëssen, wéi d'Elektresch produzéiert gëtt, dann ass dat ënner Ëmstänn awer wesentlech méi ongënschteg klimapolitesch gesinn, wéi wa mer mat Äerdgas-Busse fueren oder Ähnlechem.

Dat kann een net haart genuch kritiséieren. Hei ass eng total Onfäegkeet, fir logesch ze denken. Hei gëtt e Fetischismus bedriwwen. Deen Tram, dee muss duerch d'Stad fuere coûte que coûte. A jiddfereen, deen e bëssen nodenkt, weess, datt mer domadder d'Leit net op den öffentlechen Transport kréien, och wann den Tram Prioritéit huet, well si mussen alleguerte bis dorower op d'Gare, a si mussen dann ëmklammen, an ech gesi gären déi Trammen, déi déi Quantitéit vu Leit géingen transportéieren, déi de Moment déi Bussen, déi een hannert dem aneren, zéng, 15 Stéck hannerteneen heirobber gefuer kommen.

Et ännert sech grondsätzlech un der Situatioun näischt. Et gëtt nëmmen eng Solutioun, déi d'Leit wierklech animéiert, fir an den Zuch ze klammen, dat ass, wa mer wierklech mam Zuch bis an d'Stad erakommen. Vu datt mer net kënnen uewendriwwer fueren, fuere mer ënnendrënner erduerch a mer loossen d'Leit an der Stad eraus.

Gott sei Dank gëtt et déi lescht Zäit ëmmer méi Leit an och Organisatiounen, déi soen: Da sieft dach verstänneg a bornéiert Iech net do op deen Tram, mä gitt op déi Solutioun do, déi Der praktesch an alle gréissere Stied an Europa fannt, an da wäert Der gesinn, datt dat d'Léisung ass. Si ass méi séier ze realiséieren, well se geet ënnert dem Buedem erduerch.

Här Minister, wann ech héieren, datt d'Infrastrukturen an de Stroosse mussen alleguer ëmgetässelt ginn zu engem Präis, dee bal net auszerechnen ass, ier mer d'Schinnen iwwerhaapt kënne leeën, da froen ech Iech éischtens: Wat kascht dat? An zweetens: Wéini denkt Der, datt den Tram iwwerhapt fiert? - Ofgesi vum Problem vun där Neier Bréck, wou iwwerhaapt nach kee weess, wéi deen ze léisen ass.

D'RER-Konzept ass méi einfach, et ass jiddefalls méi effikass an et ass och méi rentabel, well mer brauche nëmme mat engem Material ze fueren, wat och capabel ass, grouss Zuele vu Leit ze transportéieren. A virun allem: Et léist de Problem, wat den Tram ni an nimmer fäerdeg bréngt.

Dann de Problem vun de Bussen, déi eidel duerch d'Land fueren. Här Minister, et freet mech, datt Der amgaange sidd, doriwwer nozedenken. Ech hunn an Ärem Rapport gelies: 2004 sinn eis Bussen hei am Land insgesamt 33,5 Millioune Kilometer gefuer; 2005 waren et der scho 35,4 Milliounen; 2006 waren et 37,7 Millioune Kilometer.

Dat ass 944-mol ronderëm d'Welt gefuer. A wann een d'Leit héiert - an dat ass net ganz falsch -, da sinn der eng ganz Partie, déi fueren de ganzen Dag eidel duerch d'Géigend. Et kascht de Lëtzebuerger Stat bal 100 Milliounen Euro. Dat si bal véier Milliarden där aler Frang.

Här President, mir hunn als ADR an eisem Wahlprogramm stoen - ech liesen et vir -: „Wir wollen prüfen, inwiefern die unzähligen schweren Busse, die tagsüber, zwischen den Stoßzeiten, praktisch leer über Land fahren,..."

(Interruptions)

„...durch ein informatisch zentral vernetztes Taxi-System mit kleineren Fahrzeugen ersetzt werden könnten, das wesentlich effizienter und kundenfreundlicher sein müsste." Mir kënnen de Kilométrage verduebelen, dann hu mer nach kee Service geschaf, deen op d'Leit zougeschnidden ass. Mir kënnen dach net sämtlech Uertschaften hei am Land mat Bussen, déi all Stonn fueren, matenee vernetzen. Et ass jo net méiglech. Et ass hierrësseg, an et ass souguer klimaschiedlech derbäi. Duerfir, Här Minister, mir encouragéieren Iech driwwer nozedenken, an déi Richtung ze goen. Mir hunn dat iwwregens scho laang erkannt gehat.

De System vun der Autosteier, déi Der wëllt afëieren, ass vill ze vill komplizéiert an ineffikass. Ech brauch net méi laang drop anzegoen. Elo gesi mer och nach, datt d'Verwaltung net capabel war, de Programm un d'Lafen ze kréien. Ech selwer war elo am Fall, wou ech dann e schéine Bréif geschriwwe kritt hunn, ech soll net erféiere wann ech dann iergendwann nach eng Kéier eppes misst nobezuelen. Simplification administrative - et kann een nëmme soen: äddi! An ech widderhuelen nach eng Kéier: Erzéiung zu spuersamem Fueren. An da kënnt Der jo och vläicht kontrolléieren, wat deen Eenzelnen effektiv brauch. Dat wier méi eng effikass Mesure, wéi datt Der elo op dee Wee do gitt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Zu de Gebaier. Ech hat Iech eng Question parlementaire gestallt. Eleng d'öffentlech Gebaier verbrauchen Ärer Rechnung no - an ech denken, dat ass virsiichteg gerechent - 3,52 Millioune Liter Mazout ze vill, well se net effizient energiepolitesch géréiert ginn. Dat sinn 3.520 Fudder Mazout, déi de Lëtzebuerger Stat kéint spuere wann en emol bei sech ugefaangen hätt virun 20 Joer seng Gebaier esou ze renovéieren an ze équipéieren, datt se energiefrëndlech géife fonctionnéieren.

Ech gesinn awer, et gëtt elo gesot: Déi nei Gebaier, déi entspriechen deene Virgaben. Mir hunn elo e Projet virleie vu Ponts et Chaussées zu Réimech, wat keen esou e gewaltege Projet ass. Do stinn nach 12.500 Euro - dat ass ëmmerhin eng hallef Millioun där aler Frang - eleng fir de Gasverbrauch, fir ze hëtzen, dran. Ech weess net, wa mer gesinn, datt mer 80% mussen zréckfueren, laangfristeg gesinn, ob déi Standarden, déi dann do agesat ginn, tatsächlech deem entspriechen, wat d'Ambitiounen haut misste sinn.

Privatwunnengen. Tëscht 1990 an 2006 si 40.000 Wunnengen hei am Land gebaut ginn. No wat fir engem Standard? Do ass effektiv bal alles verschlof ginn. Altbausanéierung, fir dat Stéchwuert ze gebrauchen, idem.

Ech wëll och nach e Wuert, Här President, iwwert d'Roll vun der Land- a Forstwirtschaft verléieren. Den Dr. Hermann Scheer, deen deemnächst hei zu Lëtzebuerg wäert eng Konferenz halen, huet scho viru laanger Zäit a sengem Buch „Sonnenstrategie", wou e Berechnunge gemaach huet, wéi den Zeenario da kéint ausgesinn, gesot, datt d'Biomass dee gréisste Potenzial hätt an och misst droen an där erneierbarer Energiepolitik. Duerfir ass et och absolut noutwendeg, datt dat Potenzial, wat do ass, maximal genotzt gëtt. Mä mir mussen awer d'Viraussetzunge schafen, datt et fonctionnéiert.

Wann ee gesäit, datt Leit, déi hei zu Lëtzebuerg, besonnesch eis Bauerebetriber, mat vill Engagement a mat immensen Investissementer Biogasanlage gebaut hunn, Stroum aspeisen, a ville Fäll leider d'Wäermt net ëmmer kënne verwäerten, mä se gëtt awer deelweis verwäert, an dann hänke gelooss ginn. Hir Käschte klammen an hir Einspeisevergütung net, esou datt am Fong geholl déi ganz Investissementer sech praktesch net méi rechnen. Esou kann et net sinn. Ech mengen, d'Rentabilitéit vun deenen Investitiounen, déi muss awer laangfristeg garantéiert ginn. Ech hoffen, datt do ganz séier eppes geschitt.

Ee Wuert zur Sensibiliséierung, Educatioun an Informatioun. Dat ass mat Sécherheet dee wichtegste Punkt. Mir kéinte muer schonn - ech hunn elo grad d'Autoen als Beispill geholl - op ville Punkte ganz vill Energie aspueren. Mir kéinte muer scho vill besser an eiser Energiebilanz dostoen, wann et bis an de Käpp dra wär. An do stellt sech d'Fro: Wéi maache mer et? Wivill investéiere mer? Mir wëssen, datt d'Leit haut vill Televisioun kucken. Et wär sech ze iwwerleeën, ob een do net just op eng intelligent Aart a Weis virgeet, fir de Leit, déi haut jo bal net méi virun der Televisioun ewechzekréie sinn - déi vill manner liesen, mä vill méi kucken -, datt een iwwert dee Wee geet, fir hinne wierklech kloerzemaachen, wéi se sech sollen uleeën a wéi se dann och iwwert dee Wee selwer kënne vill Geld spueren.

D'Fro stellt sech: Kréie mer d'Kéier nach? Ass dat do alles realiséierbar? Mir soe ganz kloer: Jo. Geneesou wéi d'Industrialiséierung, déi am Fong geholl eréischt virun 100 Joer ugefaangen huet, nëmmen duerch de massiven Asaz vu fossiler Energie méiglech war, ass et och méiglech, d'Entfossilisiéierung vun der Energiewirtschaft - wann ech mech emol esou däerf ausdrécken - ze bewältege mat Hëllef vun deem, wat mer mat der fossiler Energie opgebaut hunn.

A béide Fäll ass et net kontraproduktiv. Dat heescht, d'Ekologie an d'Ekonomie ginn zesummen. Dat ass jo och ausgerechent ginn. An Dir sot et och an Ärem Dokument, datt mer am Fong geholl nëmmen 0,7% vum PIB - et ass manner wéi Lëtzebuerg de Moment opwennt fir d'Entwécklungshëllef - mussen opwenden, fir dat Schlëmmst kënnen ofzewenden. De Stern-Report seet, datt et ënner Ëmstänn 5% bis iwwer 20% vum globale PIB ka kaschten, wa mer d'Klimaproblematik net bewältegt kréien.

Zum Schluss nach e Wuert, well dat mech ëmmer erëm ëmdreift: Ech hunn haut nach an den Noriichten héieren, datt d'USA gëschter erëm 100 Milliarden Euro fir hir militäresch Interventiounen ausser Land gestëmmt hunn; zwar net esou wéi den Här Bush et gär gehat hätt, mä egal. 100 Milliarden! De ganze Verdeedegungsétat vun den USA ass iwwer 450 Milliarden Dollar; de Verdeedegungsétat vun den Industrielänner 600 Milliarden Euro. Dat ass verréckt!

Wann ee gesäit, wa mer nëmmen d'Halschent vun deem Geld géifen huelen, dann hätte mer ganz séier mat deenen Investissementer de Problem geléist. Ech wëll an deem Zesummenhang och nach eng Kéier erënneren, datt mer den Nato-Fliger, dee Lëtzebuerg vill Geld kascht, wahrhafteg net brauchen, an datt et besser wär, mir géifen dat Geld huelen, fir d'Klimaschutzproblematik ze léisen.

D'Geld ass do. Et muss nëmme richteg agesat ginn. Et ass noutwendeg - an dat hunn anerer och scho viru mir hei gesot -, datt mer konkret Ziler festleeën an datt mer regelméisseg kontrolléieren, awéiwäit datt mer déi Ziler erreecht hunn; e regelméissege Suivi, esou wéi mer et an der Budgetskontrollkommissioun mat de Bauteprojete maachen, wou mer ëmmer erëm all sechs Méint virgestallt kréien: Wou sti mer? Och wat d'Investissementer, d'Dépassementer an esou weider ubelaangt.

Här President, réckwierkend gekuckt, stelle mer fest, datt de Problem scho ganz laang bekannt ass, datt eis Regierung Engagementer geholl huet, déi ganz wäit ginn, mä datt bis haut leider nach net vill geschitt ass. Duerfir soen ech zum Schluss: Wohl hören wir von der ADR die Botschaft, doch allein uns fehlt der Glaube!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här Gira, dat misst Dir mat dräi Hänn ënnerschreiwen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Da musst Dir et mat dräi Hänn schreiwen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Sou. Merci, Här President. Et ass elo déi x-ten Debatt iwwert de Klimaschutz, iwwert d'Ëmwelt, iwwert d'Emissiounswäerter, déi ech hei matmaachen. Et ass ze begréissen, dass mer eis ëmmer méi Suergen ëm eis Ëmwelt maachen; eppes, wat mer jo an eisem Wuelstandsbestriewen onverantwortlech jorelaang vernoléissegt hunn. Obwuel ech all Initiativ fir Ëmweltschutz ënnerstëtzen, hunn ech mech ëmmer e bëssen zréckgehalen an den Diskussiounen iwwert d'Ëmwelt, well ech einfach do keen Expert sinn, a well do ebe Leit sinn, déi dat besser kënnen, an ech mech och net wëll als Expert elo hei opspillen.

Et erstaunt mech awer an der Lescht ëmmer erëm méi, wivill Ëmweltexperten dass mer op eemol hei an der Chamber hunn, an dass op eemol all Partei d'Ëmwelt zu engem prioritären Thema mécht an dorauser versicht, och politescht Kapital ze schloen. Do fänken ech u bei der CSV, déi elo op eemol aus orange gréng mécht an elo op engem totalen Ëmwelttrip ass. Si wäerte jo elo net fäerten, dass déi Gréng d'nächste Kéier de Premier stellen, dass se sech dofir esou am Ëmweltberäich druginn!

(Interruption)

Oder och déi blo Faarf vun der DP gëtt elo liberal gréng; wat ee sech och do ëmmer soll drënner virstellen. D'LSAP wollt d'Zich an d'Bussen no de Wahle gratis gréng usträichen, huet awer bis haut déi richteg Faarf nach net fonnt. An dann d'ADR, déi gëtt alternativ gréng. Awer bei der Renaturéierung vun de Waasserleef, do hu se Angscht virun den Zecken an de Mécken. Déi Gréng, déi wëllen eng käschtenneutral Ökosteier afëieren, dat heescht, kee bezilt eppes an d'Regierung kritt och näischt eran. Ech mengen, dat kann ee mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

Egal wéi et ass, si kënnen all zesummen den Ëmweltorganisatiounen an den Ëmweltschutzinitiativen hire Mérite awer net klauen. D'Ëmwelt an de Klimaschutz schéngen also elo fir all Partei politesch interessant ze ginn - dat ass emol e gudden Aspekt -, datt awer nodeem dass d'Ëmweltorganisatiounen et fäerdeg bruecht hunn, d'Bierger ze sensibiliséieren an ze motivéieren, fir sech méi fir Ëmweltschutz ze interesséieren an anzesetzen.

Ech mengen, mir hate schonn eng Kéier emol esou e Schlagwuert, dat huet „Nohaltegkeet" geheescht, wou jiddfereen op eemol an all Politik Nohaltegkeet verlaangt huet, wat jo totalen Nonsense ass, well dat brauch een net ze verlaangen, well all Politik huet d'office nohalteg Konsequenzen, eng Kéier am negativen an déi aner Kéier am positive Sënn.

Här President, an der ganzer Problematik musse mer just op eppes oppassen: dass mer d'Leit mat eisem dauernde Palaver iwwert d'Ëmwelt, wou alles sechsmol widderholl gëtt, net midd maachen an dass se d'Thema Ëmwelt op eemol guer net méi esou enregistréiere wéi mer dat gären hätten. Dofir ass et un der Zäit ze handelen, an all déi gutt ugedeite Piste mussen endlech ëmgesat ginn. An do hoffen ech, dass d'Regierung all hir gutt Virsätz dann och elo esou schnell wéi méiglech ëmsetzt.

Eppes ass awer ganz positiv an dëser Debatt an an all deenen aneren Debatten och, an zwar dass d'Leit spieren, dass an alle Parteien zumindest elo de Wëllen do ass, fir endlech konkret am Ëmweltschutz ze handelen. An dat ass wichteg, wa mer gär hätten, dass d'Leit och mat an déi Richtung solle goen. An den Här Ëmweltminister huet et richteg gesot: Dee positiven Effekt musse mer onbedéngt notzen an net méi laang zerrieden.

Här President, an der ganzer Thematik iwwert de Klimaschutz an d'Emissiounswäerter ass den Tanktourismus en Thema, wat mer einfach net lassginn an och net geléist kréien. Den Här Statsminister huet a senger Usprooch zur Lag vun der Natioun uklénge gelooss, dass mer laangfristeg den Tanktourismus net méi kënnte veräntwerten, well en am Endeffekt op eemol méi deier géif kaschten, wéi dat wat en erabréngt.

Den Här Ëmweltminister huet an deem Zesummenhang gemengt, et kéimen der vun 200, 300 Kilometer wäit heihinner tanken. Ech géif mengen, dass dat kaum méiglech ass, well dat wiere jo 400 bis 600 Kilometer dohinner an zréck. Dat géif sech jo awer finanziell guer net rentéieren; ech géif och mengen, dass dat net dee gréisste Problem ass.

Wa mer dann also sollen op dem Tanktourismus seng Recettë verzichten, da musse mer eis jo de Pëtrolspräisser vun eisen Nopeschlänner uschléissen - ech gesi keng aner Méiglechkeet. Mä wat geschitt dann? Da komme wuel eng Rei Leit net méi heihinner tanken, wat net schlëmm wier, wann een d'Konsequenzen dovunner net

géif kennen, an dat ass de Verloscht vun honnerten Aarbechtsplazen am Grenzberäich, well da maache vill Tankstatiounen zou. Dat huet och d'Konsequenz, dass d'Grenzgänger, déi all Dag hei an d'Land kommen, bei sech am Land tanken an awer hei an d'Land erafueren a mat verantwortlech si fir d'Klamme vun eisen Emissiounswäerter, dat heescht, dat léist de Problem net.

(Interruption)

Do kommen ech nach dozou, Här Gira.

Déi onakzeptabelst Konsequenz vun deem Ganzen ass awer, dass et alt erëm eng Kéier d'Salariéë wäerte sinn, déi an deem Zesummenhang musse bludden. Well, ob se aus de Grenzgebidder kommen oder hei am Land sinn, méi héich Pëtrolspräisser belaascht just déi Leit, déi op hir Aarbecht musse fueren. An et belaascht och all Mënsch, deen hei am Land wunnt, an et belaascht och d'Transportbetriber an déi Betriber, déi mat vill Transportmëttele schaffe mussen.

Ier mer also op dee Wee wëlle goen, fir den Tanktourismus an de Grëff ze kréien, sollte mer fir d'éischt emol kucken, dass mer den öffentlechen Transport strukturell de Bedierfnisser upassen an attraktiv gestalten an dass mer de Salariéen eng Alternativ kënnen zum Auto ubidden. Well hei am Land sinn d'Salariéen nach déi Eenzeg, déi mussen den öffentlechen Transport bezuele fir op d'Aarbecht ze kommen.

Ech hunn zu Ouere kritt, dass soll ab dem 1. am Broochmount 2007 Neierungen am öffentlechen Transport agefouert ginn, an do wär et awer net schlecht, wann dann den Här Transportminister - wann hie schonns hei ass - eis géif doriwwer Opklärung ginn, wéi gratis dass dann den öffentlechen Transport nom 1. am Broochmount gëtt.

Här President, en anert Thema, wat gären am Kontext vun der Ëmwelt ugeschwat gëtt, sinn d'alternativ Energien. Et ass kloer, dass déi musse gefördert ginn, esou schnell wéi méiglech. Dofir brauch een awer e strukturéierte Förderungsprogramm, deen all alternativ Energien unerkennt, fördert an och finanziell esou attraktiv gestalt, dass se fir jiddfereen och zougänglech sinn.

Et muss een dann awer och iwwer all alternativ Energien diskutéieren, an en Thema, wat zum Beispill hei guer net ugeschwat ginn ass, dat ass d'Atomenergie, wou versicht gëtt dat ze tabuiséieren oder einfach ze verdäiwelen.

(Interruption)

Natierlech kann een am Moment net fir esou eng geféierlech Aart Energie sinn, mä et ass awer eng propper Energie an eng Energie, déi direkt als Alternativ zum Pëtrol kënnt zur Verfügung stoen.

De Problem, dee sech stellt, ass d'Sécherheet, d'Lagerung an d'Entsuergung vum Offall. Eng absolut Sécherheet gëtt et awer souwisou a kengem Beräich, an d'Sécherheet gëtt awer an deem Beräich weltwäit ëmmer besser. D'Kontrollinstanze gi weltwäit och ëmmer méi ausgebaut a fiabel. Wat d'Entsuergung ubelaangt, esou schéngen d'Wëssenschaftler och kuerz virun engem Erfolleg ze stoen, an zwar deem, dass ee geschwë kann de Brennstoffoffall erëm notzen, wat also ee Problem scho géif léisen.

An da bleift nach een Element wat net oft zur Sprooch kënnt a wou ech mer ëmmer Froe stellen: Ass d'Atomenergie da méi geféierlech, wéi déi Konflikter a Kricher, déi provozéiert ginn, fir d'Kontroll iwwert déi fossil Brennstoffer an de Profit dovunner ze kréien? Firwat hu mer iwwerall do wou fossil Brennstoffer oder aner Buedemschätz ze fanne si Konflikter, wéi Kricher an Ausbeutung? Firwat kënnen déi, déi d'Kontroll iwwert déi fossil Energien hunn, mat eis spillen an eis hir Konditiounen opdrängen? Mä ebe well se wëssen, dass mer keng direkt Alternativ zu deenen Energien hunn, déi si kontrolléieren. A well se wëssen, dass mir als gutt Demokraten nach 20 Joer riskéieren ze diskutéieren, ier mir iwwerhaapt eng Léisung fonnt hunn.

Dofir soll een d'Atomenergie als Alternativ net ze vill wäit écartéieren a souguer iwwerleeën, ob ee se net kuerzfristeg kënnt als Iwwergangsalternativ asetzen, well och am Europaparlament zum Beispill gi schonn esou Iwwerleeungen ugereegt. An ech sinn och emol guer net sécher - an et kann och keen de Contraire beweisen -, ob mer net schonn an eise Leitungen Atomstroum hunn, ouni dass mer et gewuer gi sinn.

(Interruptions diverses)

Fir mech op jidde Fall ass d'Atomenergie manner geféierlech, wéi zum Beispill engem Bush seng Rüstungspolitik.

Am Kontext mat den alternativen Energië wëll ech dann awer nach op zwee aner Elementer hiweisen, an dat sinn d'Wandmillen- an d'Sonnenenergie. A Kalifornien zum Beispill sti laanscht d'Autobunnen an den onbewunnbare Gebidder dausende vu Wandmillen, déi propper Energie fir Grousregioune produzéieren. Mir hunn hei am Land de Problem, dass, wa mer esou Wandmille wëllen opstellen, da jiddfereen d'accord ass, fir déi propper Energie ze notzen, awer net wann ech gelift viru menger Dier.

Mir hunn awer besonnesch hei am Süden ëm déi 500 Hektar Industriebroochland, wouvunner mer sécher sinn, dass de Groussdeel an deenen nächsten 20 Joer net wäert genotzt ginn. Dofir wier et eng Méiglechkeet fir vläicht ze iwwerleeë fir do Wandmillen hinzestellen, ouni dass se direkt ee stéieren. Dat wier och vläicht eng Méiglechkeet fir grouss Installatioune fir Sonnenenergie ze notzen an déi op deene Broochen ze installéieren.

Här President, bei allem Respekt virun allen Initiativen iwwert den Ëmweltschutz wëll ech awer virun eppes warnen: Et duerf net sinn, dass d'Ëmwelt genotzt gëtt, fir de Bierger elo erëm all méiglech Taxen opzedrängen! De Bierger duerf net weider verantwortlech gemaach gi fir jorelaang falsch politesch Entscheedungen. Wa mer also wëlle konkret politesch Akzenter setzen, dann duerfe se op kee Fall ausschliesslech op Käschte vun de Bierger goen, da muss d'national Solidaritéit spillen an och d'Betriber mussen endlech sollicitéiert ginn.

Well et kann net weider esou sinn, dass mer zum Beispill zu Esch an Ëmgéigend ëmmer erëm gesot kréien, dat Geméis, wat mer planzen, duerfe mer net iessen an emol net un d'Déiere verfidderen, an dat nodeems mer et awer scho längst giess hunn. Hei muss den Taux vun de Wäerter iwwerduecht ginn an och méi streng Konrollen iwwert d'Emissioune vun der Industrie agefouert ginn. Well wa mer schonn d'Geméis an der Ëmgéigend vun de Stolwierker net méi duerfen iessen, wéi steet et da mat der Gesondheet vun deene Leit, déi mussen an deene Betriber schaffen? Wéi ginn déi kontrolléiert? A wéiwäit sinn déi belaascht duerch déi Emissiounen?

A wat wichteg an absolut noutwendeg ass, dat ass awer d'Belounung beim Energiespueren an alle Beräicher. Ech mengen, dat schéngt mer ee mat deene wichtegsten Aspekter fir d'Bierger an och d'Betriber mat op de richtege Wee vum Ëmweltschutz ze bréngen.

Här President, ofschléissend: Den Här Minister huet zéng Bausteng ugedeit. Ech wollt am Fong nach en eeleften derbäifügen. Wa mer heiansdo géifen all dee Wand, deen hei an dësem héijen Haus produzéiert gëtt, an Energie ëmwandelen, da bräichte mer eis an nächster Zukunft keng Gedanken iwwert d'Energieversuergung ze maachen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling.

2. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt e puer Remarquë respektiv Propositioune maachen iwwer eis Aarbechte vun haut den Owend, well dat e bësse méi laang dauert an eng ganz Partie Kolleeginnen a Kolleege mer gesot hunn, dass se nach Obligatiounen hunn an deementspriechend gäre wéissten, wou se dru wäre mat der Zäit.

Mir héieren elo am Kader vun dëser Debatt nach déi honorabel Madame Err an duerno de Minister an da komme mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi den Här Gira déposéiert huet...

Plusieurs voix.- An den Här Oberweis!

M. le Président.- An den Här Oberweis, voilà, esou dass mer nach fir ronn Dräivéierelstonn hunn, wat dës Debatt ubelaangt, wann ech d'Madame Err huelen, den Här Oberweis an den Här Minister.

Dann hu mer duerno de Projet iwwert de Minettkompost a mir hunn d'Motioun iwwer „eGo".

Et ass och gefrot ginn, ob et net méiglech wär, fir d'Motioun virum Projet ze huelen. Loosse mer elo emol vläicht fir d'éischt doriwwer kucken. Wär eng Schwieregkeet do, wa mer d'Motioun géife virum Projet vum Minettkompost huelen?

(Négation)

Ech gesinn, dass do en allgemengen Accord ass. Ech géif dann awer bieden, dass déi Riedner, déi...

(Interruption)

Gelift?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Mir geet dat schlecht.

M. le Président.- Jo. Also, Här Gira, ech wollt Ärer Fraktioun zimlech entgéintkomme mat deene Propositiounen, déi Der hei maacht.

(Hilarité)

Wann Der natierlech elo net kënnt domat d'accord sinn, hutt Der Iech vläicht am beschte mat Ärem Fraktiounschef ofzeschwätzen.

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat ass, wann een ze grouss gëtt als Fraktioun.

M. le Président.- Also, ech gesinn awer heibannen, dass déi meescht Fraktiounen domat d'accord sinn, dass mer d'Motioun virun dem Projet iwwert de Minettkompost huelen.

Voilà, dann ass dat elo emol esou décidéiert. Ech géif awer bieden, déi Riedner ze avertéieren, dass dat esou ass, fir dass se och dann hei sinn, well den Ordre du jour elo am leschte Moment ëmgeännert ginn ass.

Ech géif och d'Fraktioune bieden, mer ze signaliséieren, wéi vill Zäit déi eenzel Riedner zu deenen eenzelne Projeten nach wëlles hunn ze schwätzen, fir dass déi Kolleegen, déi heibanne wierklech Obligatiounen hunn, wëssen, ob et Wäert huet oder net.

Voilà, da fuere mer elo weider mat eiser Debatt. Et ass den Här Oberweis, deen an der Ranguerdnung elo virun der Madame Err d'Wuert huet.

(Brouhaha général)

Här Bodry, Dir hat dat klengt Wuert „nach" bäigefügt.

Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat de consultation sur les réflexions et propositions du Gouvernement au sujet des mesures destinées à réduire les effets engendrés par le changement climatique

Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et des stratégies de prévention et de limitation des dégâts que va générer le changement climatique (suite)

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech soen lech ganz kloer vu vireran: Wann een hei an engem Sall iwwer een Thema schwätzt, dat ons Welt bouleverséiert a firwat ons Kanner eis eng Kéier Virhalunge maachen, an dann d'Zäit muss kierzen - ech denken net am Geréngsten drun!

Ech maache meng Ried awer kuerz.

Une voix.- Da soe mir näischt méi.

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Dat ass sympathesch.

„Mir hunn d'Wiel, onse Kanner eng Welt ze preparéieren, déi u sech selwer erstéckt, oder eng Welt, an där se fräi ootme kënnen." - Esou huet viru 14 Deeg op dëser Plaz...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif ëm Opmierksamkeet fir den Här Oberweis bieden!

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- ...de Premier ugefaangen zur Klimadebatt, an ech mengen, dat war déi Rumm, déi en opgespaant huet, an den Esprit, an deem mir haut sollte weiderfueren, well d'Bekämpfung vun dem Klimawandel ass ganz kloer fir ons alleguerten d'Erausfuerderung vun dësem Jorhonnert.

Nëmmen duerch e Mentalitéitswandel an d'Matwierke vu jiddfer Bierger kënne mer dem Klimaschutz eng reell Chance ginn. Dat ass awer eng Aufgab, déi fir mech op dräi Bee steet: dem wirtschaftlechen, dem ekologeschen an dem sozialen. Wann ons ee Been ewechbrécht, dann trëllt dat Ganzt an de Koup.

De Klimawandel ass eng Realitéit, dat ass haut de Mëtteg schonn e puermol gesot ginn. An enger Ëmfro hu sech 90% vun de Bierger hei am Land gesot, dass hinnen de Klimawandel an déi schläichend Konsequenzen um Mo leien an dass si eppes wéilten dergéint maachen. An an deem Zesummenhang sinn haut de Mëtteg schonn d'Wëssenschaftler zitéiert ginn, déi op déi Konsequenze vun dem Klimachangement higewisen hunn.

D'Erhéijung vun den Temperaturen hänkt awer an engem staarke Mooss vun der Verbrennung vun de fossilen Energieträger of an domat och vun den Emissioune vun den Treibhausgasen. De Mënsch, an dat si mir an der westlecher Welt, mat sengem onbändegen Energiehonger ass ee vun den Haaptverursaacher. Dat hunn d'UNO-Rapporten ons kloer gewisen.

Vun 1870 bis haut ass d'Temperatur ëm 0,76 Grad Celsius geklommen. Mir géife jo guer net dovunner schwätzen haut, wa mer net dëse Wanter erwëscht gi wären, wéi mer an d'Schivakanz gefuer sinn a festgestallt hunn, dass kee Schnéi méi do louch. Tëschent 1.500 bis 4.000 m kann een d'Konsequenze gesinn. Mat Schnéikanoune sinn dëst Joer op enger Fläch vu 24.000 ha bal 100 Millioune m^3 Waasser versprëtzt ginn. Als Rappel: De Bassin zu Esch-Sauer huet 60 Millioune m^3 Waasser.

An d'Klimawëssenschaftler soen ons, wa mer esou virumaachen, maache mer déi ganz Biodiversitéit vun den Alpe kapott, nëmme well e puer Leit do hirem Sport wëlle frönen. Wann ech op 6,4 Milliarde Mënsche ginn, sinn et nëmmen e puer Leit, déi sech dee Spaass kënne leeschten. Déi aner wësse guer net, wéi dat Wuert Schisport geschriwwe gëtt.

Am Rapport vun der NASA konnt ee virun e puer Deeg liesen, dass am Joer 2005 um Südpol déi éischte Kéier de Schnéi op iwwer 400.000 km^2 Fläch geschmolz ass. Bis elo ware si der Meenung, dat géif der Antarktis net passéieren. Dës Kéier si se vum Contraire iwwerzeegt ginn.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kommt, d'Debatt ass ze vill seriö! Loosse mer den Här Oberweis schwätzen!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Also d'CSV ass géint d'Schifueren.

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Hunn ech dat gesot? Ech hu gesot...

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ma neen, ech hunn dat awer elo esou verstanen. Dir sidd jo awer Spriecher...

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Jo, mä jiddfereen hëlt dat eraus aus enger Ried, wéi en et gären hätt.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ma neen, Dir sidd jo awer Spriecher.

Une voix.- Sot eis, wéi Dir et gemengt hutt.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ech hunn dat awer esou verstanen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Den Här Halsdorf, deen huet dann awer Schi gären.

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Nach eng Kéier, jiddfereen hëlt eppes eraus.

Ech fuere viru mat engem aneren Thema. Et ass erstaunlech, dass mer alleguerten elo mat Stirenaen op de Knut gekuckt hunn - den Äisbier zu Berlin. Parallell dobäi ass et déi éischte Kéier passéiert, dass den Nowuess bei den Äisbieren an Alaska an d'Waasser gefall ass, d'Äis wor méi fréi geschmolz, bevir hinnen d'Schwamme bäibruecht gi war. Et gëtt vun 15.000 Stéck geschwat.

Derniewent entdeeën am Norde vu Sibirien riseg Gebidder am Permafrost a setze Methan fräi. Methan, dee vill méi e staarken Agrëff huet wéi den CO_2. Fir déi Leit, déi net esou am Bild sinn, soen ech: De Permafrost ass eben dat Äis, dat zënter Jorhonnerten a Sibirien läit an elo entdeet.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Bettel! Ech géif ëm Opmierksamkeet fir den Här Oberweis bieden!

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Deen eenzege Bierg...

Une voix.- Gëschter war et datselwecht mam Här Bettel.

M. le Président.- Très bien.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Et gëtt Leit, deenen ass dat egal.

M. le Président.- Ech gesinn, Dir sidd all d'accord mat deem, wat e seet. Duerfir, Här Oberweis, elo fuert Der virun, an Dir eleng hutt d'Wuert.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Deen eenzege Bierg mat éiwegem Äis an Afrika, de Kilimandscharo, huet nach d'lescht Joer 18% vu senger Äiskap gehat. An zéng Joer, gëtt ons gesot, ass dee Bierg äisfräi. 80 Millioune Mënsche liewe vum Gletscherwaasser ronderëm dee Bierg, a wa kee Waasser méi do ass, da stinn déi Leit op an déi wanderen a froe vläicht ons, ob mir se ophuelen, well mir jo schold dru waren, dass déi Äiskap geschmolz ass.

Déi rezent UNO-Konferenz zu Bangkok seet: Afrika ass dee Kontinent, deen am meeschten ënnert dem Klimachangement leit, an dat ass grad do, wou d'Mënschen am mannsten dozou bäigedroen hunn.

An da geréit och de Fridden an der Welt a Gefor, et dierf een net vergiessen, dass och Krankheeten, déi mir gemengt hu bei ons net méi ze kennen, erëm zréckkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch d'Verbrenne vun de fossilen Energien ass ons Atmosphär méi waarm ginn, a mir schätzen, dass mer bis Enn vun dësem Jorhonnert 5,5 Grad Celsius derbäikréien. Dat ass eng Temperatur, déi mer hate virun 22 Millioune Joren. „The worst case" wäre siwe Grad, da si mer an der Zäit vun den Dinosaurier. Dat brénge mer fäerdeg, wa mer näischt maachen a keng Remedur aleede wëllen.

Duerfir solle mer alles an d'Wee leeden, fir dass d'Konzentratioun vun dem CO_2 op 450 ppm limitéiert gëtt, esou wéi d'Konferenz zu Bangkok dat seet, a maximum zwee Grad Celsius Temperaturerhéijung erauskommen. De schlëmmste Fall fir ons Géigende kéint jo sinn - dann erliewe mer et wierklech hautno -, dass de Golfstroum ons ewechkippt. Dat war alles schonn do, mä dat si schonn Dausende Joren hier an dunn hu keng 6,4 Milliarde Mënsche op der Äerd gelieft. Doduerch kann de Golfstroum als Heizung an Nordwesteuropa ausfalen.

D'Wëssenschaftler ginn och net midd ze soen, dass de Biodiversitéitsverloscht momentan 100- bis 1.000-mol méi grouss ass, wéi an normalen natierlechen Zyklen. Si ass an 30 Joer ëm bal 40% zréckgaangen. Eleng zënter dem Joer 2000 sinn op dëser Äerd an den Urwaldgebidder 36 Milliounen Hektar verschwonnen. Do wou de Sauerstoff entsteet fir dës Äerd, an där mir muer nach wëlle liewen. An dat ware jo bestëmmt net d'Indianer am Amazonasbecken oder aner indigène Völker. Dat waren erëm eng Kéier déi Leit, déi d'Täsche voller Geld hunn.

13 Milliounen Tonnen Uelech ginn all Dag verfeiert, derniewent Milliounen Tonne vu Kuel a Milliarde m^3 Äerdgas. Eleng an den „emergent countries", wéi ebe China an Indien, gëtt ganz vill momentan verfeiert. Et gëtt ëmmer op déi Länner higewisen. Ech kommen nach drop zréck.

Mä eng Zuel ass awer frappant: Mir verfeieren an Zäit vun 300 Joer de Schatz am Äerdbuedem, deen déi Äerd während 300 Millioune Jore produzéiert huet. All Joer ass eng Millioun fort. An nach Zuelen: Mir hunn an eise Géigenden, an deene räiche Géigenden, ëm déi 600 Autoen op 1.000 Leit. An op déi, wou permanent higewise gëtt, China an Indien, do läit dee Chiffer bei ongeféier 50. Dann dierf ee jo froen, wie sech muss oprappen, fir eppes ze verbesseren.

Wann ee sech déi CO_2-Emittenten op enger Leeder virstellt, da gesäit ee Lëtzebuerg, mat 28 Tonnen op de Kapp, ganz uewe stoen, d'Amerikaner si bei eise Wueden, de Weltduerchschnëtt läit bei 3,7. An déi Mënschen, déi ech an Afrika begéinen, déi sinn amgaangen denn éischte Fouss ze hiewen, fir op den éischte Spross ze klammen. An erëm eng Kéier kënne mer eis froen: Ass dat éierlech? Duerfir sollte mer vläicht emol nodenken, ob mer net och sollten ufänke Respekt ze kréie virun der Matwelt, virun der Schöpfung.

Wéi haut schonn e puermol ugedeit ginn ass, musse mir ganz einfach Energiespuermoossnamen ergräifen. Maache mer eis awer näischt vir: Wann net d'lescht Joer de Sir Nicolas Stern, den Ekonomist, gesot hätt, wou mer géife stoen, da géif haut keen vun deem Problem Klimawandel schwätzen. Hien hat ausgerechent, wat dat d'Welt géif kaschten: Et kascht ons Dausende vu Milliarden, wa mer näischt géint de Klimachangement machen. Dausende vu Milliarden, déi ons feelen, fir aner Aarbechten an der Welt ze verrichten.

An den Haaptproblem ass guer net - ech wëll dat de Kolleege soen -, dass eventuell Äerduelech, Äerdgas oder Kuel géife verschwannen, där hu mer ëmmer nach. Denkt un déi Ausso vum Klaus Töpfer, d'Stengzäit ass net zu Enn gaangen, well keng Steng méi do waren. Mä wat vill méi dramatesch gëtt: Packen ons Liewensressourcen, d'Loft, d'Waasser an de Buedem, dee frappéierenden Agréff, dee mir op si maachen?

Besteet dann nach Hoffnung?, kéint ee sech froen. Ech mengen dach. Mir sollen endlech ophalen iwwer Katastrophen ze schwätzen, well Angscht ass ëmmer e schlechte Beroder.

Dat Allerwichtegst, wat mer maache mussen, ass ganz einfach, mir mussen de Klimaschutz erbäirieden duerch eng seriös Berodung vun de Bierger, vun den eenzelne Ménagen, vun de Betriber. Do kënne mer usetzen. Mäi Kolleeg Marco Schank ass op déi Ziler vun der Europäescher Kommissioun agaangen. Ech komme just nach op e Punkt zréck, dat sinn déi 20% Energieeffizienzsteigerung. Wa mir dat Zil bis 2020 erreechen, dann hu mer ganz vill gemaach.

Et ass haut de Mëtteg ugesprach ginn hei, ech kann et elo ganz kuerz maachen, de Verbrauch an den Haiser. Si mir eis bewosst, dass den Duerchschnëttsenergieverbrauch an eisen Haiser bei 22 Liter Mazout op de Meter carré am Joer läit? Rechent emol eng Kéier aus, doheem mat Ärer Wunnfläch, wéi vill do all Joer verfeiert gëtt. Wa mer op eng effikass Wärmeschutzveruerdnung zréckgräifen, dann hätte mir nëmmen e Verbrauch vu siwe Liter, d.h. mir spuere ronn 15 Liter op de Meter carré am Joer.

Rechent emol ëm op d'Wunnfläch vun dësem Land, wéi vill Sue mer spuere kënnen, fir Crèchen, Maisons relais, Altersheimer a Schoulen ze bauen. Duerfir solle mer d'Leit invitéieren a beroden, hiren Energieverbrauch ze reduzéieren an doduerch och laangfristeg Geld anzespueren.

Awer och de Stat an eis Gemenge mussen do ganz kloer virgoen, et gi vill Milliounе bereetgestallt. Duerch dee Schwong, dee mer duerch Energiespuere bewege kënnen, dass mer an de Stats- a Gemengegebaier Energie spueren, kréien d'Handwierk an den Handel, d'Architektebüroen an d'Ingenieursbüroe masseg Aarbecht fir déi nächst Joren. An doriwwer eraus - dat freet mech am meeschten - komme mer endlech an der Schoul e bësse weider, andeem mer jonke Mënsche soe kënnen, dass se Beruffer ergräifen, déi hinnen iwwert déi nächst Jorzéngte Brout kënne ginn.

An notamment d'Ëmweltindustrie, där hire Chiffre d'affaires am leschte Joer ronn 227 Milliarden Euro war, dat sinn 2,2% vum Bruttoinlandsprodukt vun der Europäescher Unioun. An domadder konnten 3,4 Milliounе Mënschen eng Aarbecht kréien, eng dauerhaft Aarbecht.

D'Course no méi Energieeffizienz gëtt zurzäit an Europa vun Irland ugefouert. Mir leien op der 13. Plaz, manner wéi d'Moyenne, mä mir sinn amgaangen no vir ze stoussen.

Fir d'Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger elo erofzedrécken, musse mer villes investéieren. Mä niewent den erneierbaren Energië musse mer och déi nowuessend Ressourcë voll ënnerstëtzen. Mir mussen et erëm fäerdeg bréngen, e Klima hei am Land ze schafen, wou d'Mënschen op d'Fotovoltaik, op d'Solarthermie kommen an domadder och CO_2-Emissiounen aspuere kënnen.

E klengt Beispill wëll ech hei ginn, fir dat emol eng Kéier an de Raum ze stellen. Jiddferee vun lech kann doheem ganz séier seng Stroumrechnung kucken, déi lescht sechs Méint, dat lescht Joer, a ka feststellen, wéi vill kWh, Kilowattstonnen e verbraucht huet. A wann Dir zum Beispill 4.000 verbraucht hätt, da géift Der, wann Der grénge Stroum géift froen,...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Hutt Dir es doheem?

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Däers hunn ech honnertprozenteg.

...22 Euro méi am Joer bezuelen.

Une voix.- Awer keng Fotovoltaik.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Hunn ech och doheem.

Une autre voix.- Mat Ärer Pai ass dat och kee Problem.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Dat kann ee kucke wéi ee wëllt, mä et sinn déi kleng Bemierkungen hei, déi heiansdo esou pikant a lëschteg sinn.

(Brouhaha)

Da loosse mer dat sinn.

Esou kënnt een zum Beispill higoen, de Bauschutt am Land, dee masseg ufält, laanscht d'Autobunnen am Süde vun eisem Land déposéieren, grad wou eis Autobunn an enger Ost-West-Richtung läit. Do kéinte mer no der Stabiliséierung Fotovoltaikanlagen dropbauen. Dausende vu Kilowatt-Peak kënnte mer opbauen. De Stat kënnt esou Virreider sinn. An ech denken un déi Décharge zu Beetebuerg an Diddeleng, déi an esou enger Achs leit, do kënnt een dat probéieren. Also et ass ni ze spéit eppes Guddes ze maachen. Zu Freising bei München sinn 1,3 Kilometer esou gebaut ginn.

Och d'Daachfläche vun eise Kierchen, déi an enger Ost-West-Achs leien, kéinte mer fotovoltaiséieren. Dir braucht nëmmen an Niddersachsen ze goen, do hunn d'Bistümer hir Kierchendiecher fotovoltaiséiert. Eis Kierch huet an hirem Sozialwuert dorop higewisen a geschriwwen, si géif d'Kierchendiecher och fir Daachfläche fräi maachen. Et gesäit een also, et ass Mouvement dran. Mir sollen ophalen alles hei ze zerrieden a muedebëtzeg ze maachen. Dobaussen ass e Geescht amgaangen ze kommen, do wäerte mir nach alleguerte ganz schéin erstaunt ginn.

Ech wier net ganz komplett a menger Ried hei, wann ech net d'Landwirtschaft géif zitéieren. Do läit e grousst Potenzial op de Wisen, an de Bëscher an op de Felder. Eleng an onse Bëscher wuessen all Joer 7,6 Kubikmeter Holz op den Hektar no. Rechent emol aus, mir hunn 88.000 ha am Land, wéi vill Potenzial do läit. Ronn 14% vum agesatene Mazout kéinte mer duerch ons Bëscher selwer preparéieren.

Ech war mat der Ëmweltkommissioun an der Gemeng Tandel. Mir konnten eis do iwwerzeegen, dass zum Beispill ronn 250.000 Liter Mazout a ronn 600 Tonnen CO_2 agespuert ginn.

Op onse Felder gëtt zurzäit op 1.000 ha Raps ugeplanzt. Vun engem Hektar Raps kann een 1.600 Liter Biodiesel erwaarden, a wann ech ee Liter ëmsetzen, spueren ech 3,2 kg CO_2, déi doduerch manner emittéiert ginn. Mir hunn am Land 4.000 ha, déi sech presentéiere géife fir Raps unzeplanzen an domat Biodiesel hei am Land ze produzéieren . An domat komme mir dem Kyoto-Protokoll méi no.

Mä dat sinn nach Biokraftstoffer vun der éischter Generatioun. Wa mer emol déi zweet Generatioun vu Biokraaftstoffer ufänken - an ech hoffen, dass eis Recherche op der Uni dee Wee wäert matgoen -, da wäert et ganz anescht ausgesinn. Schilfgras, Pëppele wäerten ons do ganz aner Weeër opmaachen.

De Beweis also: D'Landwirtschaft kann niewent der Produktioun vun Naturprodukter och en zweet Standbeen opbauen an doduerjer manner ofhängeg gi vun deem Tropf vu Bréissel. Dat ass dat wat d'Bauere gären hätten: Si wëlle gär fir hir Produkter bezuelt ginn an net iergendwéi Salarié sinn, deen einfach vu Bréissel Geld kritt.

M. Charles Goerens *(DP).*- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- An dat steet jo och esou an der Strategie vu Lissabon, wou gesot gëtt, de ländleche Raum muss eng nei Vokatioun kréien. Kommt mir ginn dem ländleche Raum déi Vokatioun an da schafe mer am Land dobaussen eng séllechen Aarbechtsplazen!

Aus dem Verkéier wëll ech kee weideren Thema haut de Mëtteg maachen, et ass schonn doriwwer geschwat ginn, mä ech sinn awer ganz frou, dass deen neie Feierwon elo och Lëtzebuerg entdeckt huet. Den 10. Juni wäerte mer do mat dem Héichgeschwindegkeetsréseau un d'grouss Welt ugeschloss ginn. Et ass dee richtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

Dat mécht och Sënn, nodeem viru kuerzem - an ech hu mech gefreet doriwwer - Perpignan-Beetebuerg ageweit ginn ass. Op enger Konferenz ass dat Beispill zitéiert ginn, et ass e Stéck vun engem Eisebunnsréseau vu Sankt Petersburg op Sevilla.

Et ass de Mëtteg ugeklongen, dass mir dat Land sinn, dat sech jo zu Kyoto esou breetgemaach huet, ons Emissiounen ëm 28% ze reduzéieren. Kommt mir maachen dee Schrëtt! Kommt mir sinn esou kéng, well mir mussen dat jo maachen, well déi nokommend Generatiounen ons un deem moossen.

Mir mussen och an de kommende Jore fir Honnerte Milliounen CO_2-Emissiounszertifikater akafen. An ech hu léiwer, dat Geld investéiere mer hei am Land, éier mer dat an eng sougenannt virtuell Keess ginn. An ze mengen, den Tanktourismus kéint dëst Geld erabréngen, dat ass e kuerzfristegen a keen nohaltege Gedanken. Deen, dee mengt, eng Tonn CO_2 géif bei engem oder zwee Euro stoe bleiwen, deen iert sech hei gewalteg.

Vläicht hei nach e Beispill. Et ass haut de Mëtteg vum Här Camille Gira dee Schwäizer Modell zitéiert ginn. Ech wëll de Schwäizer Modell emol eng Kéier kuerz virstellen, wat dat fir jiddfer Eenzelne bedeit.

De Schwäizer Modell ass eng Zwee-Kilowatt-Gesellschaft. Dat heescht, jiddfer Eenzelnen hei am Land hätt fir Heizen, fir Fueren, fir Telekommunikatioun, fir Bus an Zuch nach genau 1.732 Liter Mazout zegutt. Dat ass net méi vill; annerhallef Tonn. A wann ee bedenkt, dass an den normalen Haushalter scho 5 Tonne Mazout verbrode ginn, fir nëmmen d'Wäermt am Haus bereetzestellen!

Also, wa mer dee Wee wëlle goen - an et ass och dee Wee, dee mer vläicht eng Kéier musse goen, well mer wëllen eng Kéier deele mat aneren -, da musse mer alleguerten haut ufänken. Dës Debatt ka jo vläicht och emol do eppes bäisteieren, dass mer dobaussen dann de Leit soen, wou et laanggeet.

Vläicht e leschte Punkt. Da sinn ech fäerdeg, well d'Zäit leeft of.

Une voix.- Neen, Dir hutt nach Zäit.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Hunn ech schonn 42 Minutte geschwat? Dat kann net sinn.

M. le Président.- Neen, neen, neen,...

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Entschëllegt villmools!

M. le Président.- ...do ass d'Zäit vum Här Schank derbäigerechent.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Jo. Da sinn ech frou.

M. le Président.- Fuert Dir roueg weider an huelt lech Zäit, Här Oberweis!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech wollt just soen: Ee Punkt, deen eis awer elo och um Häerz läit,...

Une voix.- Mir kënnen lech nach eng Stonn nolauschteren.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Neen, dat braucht Der net méi.

Duerch d'Innovatioun an d'Recherche op der Uni - an ech mengen, do läit fir mech d'Chance fir ons Gesellschaft - musse mer déi Wëssenschaftler erunzillen, déi ons hëllefen, iwwert d'CRPen déi Betriber an d'Land ze zéien, wou mer op déi Eko-Industrië setzen. Dat ass méi einfach gesot wéi gemaach. Däers sinn ech mer bewosst.

Well deen Dag, wou mer eng Kéier éierlech mat ons selwer sinn an ons Gesondheetsschied an Ëmweltschied an ons Energiepräiser erarechne mussen, do ginn eis d'Aen op wéi Ginzescheken! Well da musse mer bezuelen. Nach maache mer et haut net, well mer ons ëmmer derlaanscht mogelen.

E leschte Punkt awer, géif ech soen, dee gehéiert natierlech als ale Professer der Jugend. Mir brauchen einfach ons Jugend. Ech géif mer wënschen, dass vun haut un duerch dës Debatt an de Schoulen esou en Incentive géif kommen, dass een emol dem Ëmweltenergie-Naturschutz vill méi e grousse Stellewäert géif ginn. Grad si, déi ons muer wäerten ofléisen, musse mer an ons Diskussiounen eranzéien.

Nach hu mir d'Méiglechkeeten an d'Chancen, mä si ginn all Dag méi kleng, fir d'Weiche fir eng nohalteg Entwécklung am Aklang mat der Ëmwelt - ech soe mat der „Matwelt", richtegzestellen.

Mir kënnen dat neit Ufer gemeinsam erreechen, wa mir gewëllt sinn, dat aalt ze verloossen. Wa mir dat haut net maachen, da wäerte mer an zéng Joer d'Rechnung presentéiert kréie vun deenen, déi no ons kommen. Wëlle mir dat wierklech?

Wéi seet dat chinesescht Spréchwuert: Wann de Wand vum Changement bléist, da bauen déi eng Maueren an déi aner baue Wandmillen. Kommt mir si bei där zweeter Kategorie!

Ech wëll meng Ried ofschléisse mat engem berühmte Mann, dem Mahatma Gandhi.

Hien huet viru laanger Zäit gesot: Lief einfach, dass och anerer einfach liewe kënnen. Ech wëll näischt derbäiflécken a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dann hu mer als lescht Riednerin déi honorabel Madame Lydie Err. Madame Err!

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Dir Dammen an Dir Hären, Dir sidd net déi Eenzeg, déi sech wonneren, dass ech bei dësem Sujet op der Tribün stinn. Eigentlech wonneren ech mech och. Duerfir wollt ech zwou Remarquë maachen zum Ufank.

Éischtens emol wollt ech Iech matdeelen, dass ech weess, dass ech keen Expert sinn. Ech wollt Iech awer an deem Zesummenhang eng Definitioun vum Expert net virenthalen, déi ech am «Nouvel Observateur» vun der leschter Woch gelies hunn. «Tout expert quel qu'il soit essaie de tendre au savoir et à l'impartialité scientifique luttant comme tout un chacun, mais sans être jamais capable d'habiter pleinement ce lieu. Le faux expert des studios télévisés» - et kéint een derbäi soen, ou des parlements - «croit qu'il sait, mais ne sait pas qu'il croit.»

Also, an deem Sënn kann da jiddferee sech eraussichen, ob hie mengt hie wier en Expert oder net.

(Hilarité)

Une voix.- Ech mengen, Dir wiert elo een.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Da wollt ech just erklären, wéisou ech dozou kommen. Ech hat d'Éier, am Kader vun enger Debatt iwwer Sécherheetspolitik an den héijen Norde vun Norwegen ze reesen; iwwert d'Sécurité énergétique. Am Kader vun der Sécuritéit hunn ech fonnt, dass et interessant wier, och déi Sécuritéit u Besoinen, un Energie mat eranzehuelen. Duerfir war ech exceptionnellement bei deem Déplacement do derbäi. An ech kann Iech soen - den Ausdrock ass elo grad gefall -, mir sinn do d'Aen opgaange wéi Ginzescheken. Oder fir mat de Wierder ze schwätzen, déi de President an engem anere Kontext gebraucht huet: Et war eng Aart Schocktherapie.

Schocktherapie, firwat? Well eppes liesen an eppes gesinn zwouerlee Saache sinn, an d'Sécuritéit dans le Grand Nord, besonnesch fir Europa, ganz anschaulech doduerjer bewise konnt ginn, dass et op engem onberéierte wäisse Schnéifeld ganz evident war, wou déi Energiequellen enorm sinn a bal déi lescht europäesch Energiequellen u Pëtrol sinn, wou Kuelen exploitéiert ginn, a wou de Schnéi eigentlech schwaarz ass duerch déi Exploitatioun, wou derbäi Sécherheetsfroe kommen, well am Waasser, wou de Pëtrol ass, Grenzgewässer sinn, déi gedeelt ginn tëschent Norwegen a Russland, wat och e grousse Problem ass, esou dass et op eemol ganz kloer a ganz anschaulech ginn ass, dass dat eng Prioritéit wier, déi ech op jidde Fall bis dato net an där Urgence agesinn hat. An ech hunn décidéiert, mech och als Netexpert fir déi Saachen do ganz genee ze interesséieren an ze kucken, wat een um Niveau vun eisem Land - och wëssend, dass dat net d'Welt ännert - kéint dozou bäidroen, fir d'Bewosstsinn iwwert d'Kris op jidde Fall emol kloerzemaachen.

Direkt duerno sinn ech am Kader vun der Debatt iwwer Europa an den Traité, oder wéi e soll weidergoen, an eng Schoul gaangen iwwer Europa schwätzen. An ech hu gemierkt, dass dat, wat d'Kanner do interesséiert huet, eigentlech och de Klimawandel war. Et waren ausser e puer Politiker eigentlech och Représentanten do vun der Kommissioun. Ënner anerem louch Informatiounsmaterial do iwwert de Klimawandel.

Ech hu mer eng Broschür iwwert de Klimawandel ugekuckt. Firwat ginn ech Iech déi, Här President? Fir Iech an de Kolleegen ze weisen, dass een d'Welt eigentlech net muss nei erfannen, dass do Basiswëssen dran ass, wat fir jiddfereen accessibel ass, wat just vläicht nach net genuch verdeelt ginn ass, fir dass all Mënsch kann agesinn, op wat fir engem Punkt mer sinn. Et ass, wéi de Premierminister viru 14 Deeg an der Debatt gesot huet, menger Meenung no net fënnef vir zwielef, mä eng virun zwielef.

Vläicht nach e puer Zifferen aus där doter Broschür, well ech hunn elo näischt erfonnt an der Zwëschenzäit, fir ze weise wou, menger Meenung no, déi Urgence do hierkënnt:

Säit 1860 kann een d'Temperature moossen, an zënterhier hate mer vun '98 un déi fënnef wäermste Summeren op der Welt. An zwar: '98, 2002, '03, '04, an 2001; an där Reiefolleg. 2003, kënnt der Iech erënneren, war déi Canicule, déi a Frankräich zu Skandale gefouert huet, well d'Victimen esou heefeg do waren. D'ailleurs huet de Minister vun der Santé kuerz drop seng Demissioun agereecht, oder huet se recommandéiert kritt, esou dass mir all der Meenung waren, zu Lëtzebuerg wier eigentlech alles an der Rei, bis mer elo viru kuerzem héieren hunn, dass och Lëtzebuerg statistesch gesi guer net besser dostoung an där Geschicht wéi Frankräich, dass mer et Gott sei Dank dee Moment net woussten an eis am Fong dofir konnten iwwer Frankräich iergeren, amplaz iwwer eis selwer.

D'Konsequenze vun där Canicule si bekannt. Si si gesot ginn: Stierm, Iwwerschwemmungen, etc. Mä wa mer wëssen, dass, wa mer esou weiderfueren, 2050 75% vun den europäesche Gletschere verschmolt sinn, a wann ee ka feststellen, dass elo schonn am héijen Norde vun Europa Gletscheren iwwerhaapt net méi do sinn oder se an Zäit vun e puer Joer ëm siwe Kilometer zréckgaange sinn, wann ee weess, dass d'Äiskappen an d'Polaräis schmëlzen a wat fir eng Konsequenzen dat kann hunn, dass et ka goe bis zum Verschwannen oder Versiegen - seet een - vum Gulf Stream, dass dat dozou géif féieren, dass mer wëssen, dass elo 25% vun de Leit kee proppert Drénkwaasser hunn, dass an 20 Joer iwwert d'Halschent vun der Bevölkerung keent méi hätt, da kann et engem Angscht ginn an da muss een agesinn, dass d'Urgence grouss ass.

Bref, ech mengen, dass et kloer ass, dass mer mussen d'Leit mobiliséieren, fir hinne kloerzemaachen, dass net nëmmen de Stat eppes muss maachen, net nëmmen Europa eppes muss maachen, well wat do d'Intentioune sinn, dat hu mer héieren. Ech mengen, do ass de Groschen entre-temps gefall, well och Europa huet jo am Mäerz do wierklech e Quantesprong gemaach. Mir schéngt et jiddefalls als Netexpert, dass dee Programm, deen Zéng-Bausteng-Programm, dee mer hei virgestallt kritt hunn, och e valabele Bäitrag ass, fir d'Situatioun ze verbesseren.

Et bleift, dass a mengen Aen - ausser de Kanner vläicht, déi an der Schoul déi Informatioune matkréien - d'Opinion publique net genuch informéiert ass an dass ee muss kloermaachen, och no baussen, dass, wéi den UNO-Generalsekretär Ban Ki-moon dat seet, de Klimawandel esou geféierlech ass wéi en drëtte Weltkrich.

Firwat? Well de Klimawandel net nëmmen en Ëmweltsujet ass, mä all Beräicher vun der Politik betrëfft, wéi zum Beispill Budget, Wirtschaft, Défense, Aarbecht, Transport, Energie, Santé, Bildung - natierlech -, mä och d'Migratiounspolitik, d'Aussepolitik an - an et ass och duerfir, dass ech mech speziell haut zu Wuert gemellt hunn - d'Entwécklungszesummenaarbecht.

An ech hoffe souguer e puer Leit oder virun allem der Presidentin vun der Egalitéitskommissioun heibannen ze beweisen, dass et och speziell Elementer gëtt, déi beweisen, dass virum Klimawandel Männer a Fraen och net gläich sinn. Dat ass a sech jo och keng Neierung en général, mä hei op dësem Gebitt huet et och mech verwonnert.

Aus der Literatur, déi ech mer an deene leschte Wochen einverleibt hunn, geet zum Beispill ervir, dass enger schwedescher Enquête no 70% vun de Fraen, mä nëmmen 41% vun de Männer sech bewosst sinn, dass de Klimawandel, wéi en amgaang ass, eng ganz seriö Gefor fir d'Iwwerliewe vun der Welt a soumat vun hire Kanner ass; dass den Energieverbrauch vu Männer an der Liewensmëtt, am beschten Alter souzesoen, duebel esou grouss ass wéi dee vun de Fraen am selwechten Alter iwwert de Wee vun den Autoen, vun der Vitesse, vum Fleeschkonsum. D'Experte wësse sécherlech, wat den Zesummenhang do ass.

An ech denken, dass et och esou ass, dass et ganz kloer ass, dass d'Fraen op der Welt op dësem Gebitt méi zur Müllentsuergung bäidroen, wéi dat bei de Männer de Fall ass.

Schlussendlech ass et eng Migratiounsfro. Ech wëll de Marc Angel ganz kuerz zitéiere bei der Debatt iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht, wou e folgende Saz gesot huet, deen esou gutt formuléiert ass, dass ech e gär géif widderhuelen: „Et gëtt geschat, dass ronn 250 Millioune Mënschen an deene kommende Jorzéngten zousätzlech un Honger wäerte leiden. Dëst si Viraussoe vum Weltklimarot vun der UNO."

Et ass jo evident, dass, wann 250 Millioune méi net méi bei sech doheem liewe kënnen, déi dohinner wëllen, wou et vläicht méi frësch ass a wou och Waasser ass, dat heescht bei eis, a mir sinn elo schonn amgaang ze probéieren, déi Leit dovunner ofzehalen dat ze maachen, fir jo nëmmen eise Confort an eise Liewensniveau ze halen.

Ech denken, dass et duerfir evident ass, dass mir eis net kënnen erlaben, esou virunzefueren, wa mer eis bewosst sinn, wat de Risiko ass, an dass et och kloer ass, dass och déi Entwécklungsländer, déi Pays émergents, déi amgaang sinn, sech ze entwéckelen, sech eigentlech, och wa se et vläicht net selwer wëssen, de Luxus net kënnen erlaben, an hirer Entwécklung déi nämlecht Feeler ze maache wéi déi, déi mir gemaach hunn.

Et ass gewosst am Privaten, dass een am beschte léiert duerch seng eege Feeler, mä vläicht gëtt et eng Kéier Zäit och ze probéieren, aus deene vun deenen aneren ze léieren, esou dass et mir kloer schéngt, dass, wann no deene Kyoto-Accorden 2012 nei verhandelt gëtt, dat misst um Weltniveau passéieren an net um Niveau vun de Partner vun den aktuelle Kyoto-Protokoller.

An der Konklusioun ee Wuert just am Zesummenhang mat der Entwécklungszesummenaarbecht. Ech hunn an der Ried vum Minister héieren, dass no Experten de Prozentsaz vum Budget, deen néideg wär fir dem Klimawandel eppes entgéintzesetzen, par rapport zu eisem Budget ongeféier 0,7% géif ausmaachen.

Dat huet mech klorerweis erënnert un dee Prozentsaz vun 0,7, deen an de 70er Jore fir d'Entwécklungszesummenaarbecht fixéiert ginn ass an dee mer haut, mir eleng mat véier oder fënnef anere Länner, eréischt erreecht hunn. Mir kréien et souguer trotz „Millennium Goals" als Succès dohinnergestallt, dass Europa et fäerdeg bruecht huet, an e puer Joer d'Halschent vun deem Montant, deen an de 70er Jore fixéiert ginn ass, bis 2010 ze realiséieren. Et ass also e schlecht Argument fir ze soen, mir kënnten eis et eigentlech leeschten, wa mer wëllen. Wa mer gesinn, wéi dee Prozentsaz bei der Entwécklungszesummenaarbecht war, da sinn ech net ganz optimistesch, dass d'Kenne vum Käschtepunkt an d'Méiglechkeet vum Bezuelen duerginn, fir et an d'Praxis ëmzesetzen.

Wat ech awer wollt feststellen am Verglach mat deenen zwee Prozentsätz, ass Folgendes: Ech stelle fest, dass fir 0,7%, oder de Moment si mer bei 0,8 an eppes an der Entwécklungszesummenaarbecht, mer e Ministère hunn, deen équipéiert ass mat - ech hunn dat haut de Moien am Rapport duerchgekuckt - grosso modo 40 Leit am Ministère an op anere Plazen an der Welt, y non compris déi Agence fir d'Entwécklungszesummenaarbecht, déi och nach sécherlech déiselwecht Zuel vu Leit huet, während elo erwaart gëtt bei enger Katastroph wéi dem Klimawandel, dass déiselwecht Aufgaben an deeselwechte Budget, déi op den Ëmweltministère zoukommen, sollen esou niewelaanscht da vun dësem Ministère ouni speziellt Personalwëssen an aner Strukture gepackt ginn.

Menger Meenung no ass dat net terribel realistesch. Wa mer wëssen, dass mer haut bei all Debatt an der Entwécklungszesummenaarbecht nach ëmmer soen, fir de Montant vun der Entwécklungshëllef, deen ëmmer méi héich gëtt, wär d'Proportioun vun der Augmentatioun vum Personal absolut net genuch, da muss een hei feststellen, dass dat, wat hei erwaart gëtt, fir ze maachen a fir ze investéieren, wa mer viraussetzen, dass dee Montant zu Lëtzebuerg géif débloquéiert ginn, dass et mir schéngt, dass et onrealistesch ass dovunner auszegoen, dass mir als Lëtzebuerger Ëmweltministère genuch équipéiert wieren, fir dat op eng räsonnabel Aart a Weis ze maachen.

Op eng räsonnabel demokratesch an transparent Aart a Weis - well ech muss zum Beispill vun deene CDMen, déi Lëtzebuerg akeeft a China an an Indien an déi de Minister haut ugeschnidden huet, soen, dass ech franchement näischt verstinn an net weess, ëm wat et geet, dass ech verstinn, wat an El Salvador geplangt ass, mä dass mir am Fong och als zoustänneg Kommissioun vun den Affaires étrangères am Fong ni genau erkläert kritt hunn, wéi déi Mechanismen do fir Lëtzebuerg fonctionnéieren.

Mir schéngt et eng Evidenz ze sinn, dass, fir d'Transparenz an d'Demokratie ze wahren, mir als Chamberskommissioun an als Chamber géifen informéiert ginn, fir ze kucken, ob net nëmmen dat, wat mir heiheem an dësem Beräich maachen, mä och wat mir am Intérêt vun heiheem am Ausland maachen net am Ausland méi Schued mécht wéi dat, wat mir eventuell vu finanzielle Benefisser hunn.

Ech kann dat absolut net jugéieren, an et ass och net um Minister, deen haut hei sëtzt, fir Opklärung doriwwer ze ginn. Mä ech mengen, dass d'Transparenz och an där Hisiicht géif verlaangen, dass mer dat deemnächst am Kader vun enger erweiderter Debatt vun haut géife kucken, fir sécher ze sinn, dass mer net nëmmen op dat oppassen, wat mer bei eis maachen, mä och op dat, wat mer am Ausland am Numm vun enger gudder Cause maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. Dann zum Ofschloss vun der Debatt huet den Ëmweltminister Lucien Lux d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll et ganz kuerz maachen, well ech mengen, dësen Débat heescht Débat de consultation an ech hunn de Mëtteg fir mech selwer an, mengen ech, och fir déi aner Regierungsmembere genuch positiv Suggestiounen an och Kritiken héieren. Mä mir si jo nach net esou ofgestompft, dass mer déi net och versiche positiv ze verwäerten, fir an deenen nächste Méint déi zéng Bausteng, déi ech hei virgeluecht hunn, och konkret ëmzesetzen.

De Charles Goerens, mäi Virgänger an deem Amt do, huet gesot, déi zéng Bausteng wären eng zolidd Basis fir dat, wat mer an deenen nächste Méint ze maachen hätten. Ech géif hannendru soen, fir mech war d'Debatt och eng zolidd Ënnerstëtzung, fir op deenen Orientéierungen do weiderzeschaffen. Do war vill Konkretes dran. Iwwregens och villes, wat de Statsbudget deier ze stoe wäert kommen.

Wann hei gesot ginn ass, mir géifen ëmmer nëmmen aus der Siicht vun dem Budget déi Saache kucken, an dann natierlech wa méiglech et defensiv kucken, da muss ech soen:

Et ass net ze verkennen, wat un Investitiounen am Beräich vum öffentlechen Transport gemaach ginn ass. Ech kënnt dat opzielen. Ech hu virdru gesot, iwwer 20 Milliarden aler Frang eleng an deene leschten zwee, dräi Joer fir déi Investitioune weiderzedreiwen.

Déi Berodungsstruktur, déi mer wëllen opbauen, zum Beispill.

Déi Fro och vun de Subventiounen, déi mer weider décidéiert hunn, fir an deenen nächste Joren d'Förderung vu schadstoffaarmen Autoe virzehuelen.

Dat wat ech muer wäert virleeën an der Reform vun den öffentlechen Tarifer - de Kolleeg François Bausch kennt déi Propositioune gutt vun der Stad Lëtzebuerg -, dat wäert eng moindre Recette fir de Statsbudget bedeiten tëschent 3,5 a 4 Milliounen Euro.

Alles dat zesummegerechent si ganz héich Investitiounen, déi op de Lëtzebuerger Stat wäerten zoukommen an déi am Budget 2008 hiren Ëmschlag mussen a wäerte fannen, fir kloerzemaachen, dass mer eis déi Politik hei eppes wäerte kaschte loossen. Duerfir ass dat Argument definitiv falsch, dass mer dat aus der Siicht nëmmen eleng vum Budget kucken.

An da wëll ech zu dem Kolleeg Camille Gira soen, deen ech exceptionnel negativ fonnt hunn, fir net ze soen, ouni wëllen hei ze polemiséieren, well dat mäin Usproch net ass, dass dat heiansdo e bësse geschéngt huet kritiséiere fir ze kritiséieren. Well hei sinn zum Deel Saache kritiséiert ginn, déi mer elo ëmsetzen an déi vun de Grénge laang gefuerdert gi sinn.

Elo kann een ëmmer erëm soen: Deen do Usaz hätt een éischter misse maachen! Mä ech mengen, hei si vill Saache kritesch dohinnergestallt ginn, déi mer elo amgaange sinn ëmzesetzen an déi, mengen ech, awer fir d'Bausteng vun der Klimaschutzpolitik extrem wichteg sinn.

An da muss ech awer feststellen, Kolleeg Camille Gira, dass dann duerno Propositioune vun deene Grénge kommen - an zwar och zéng Stéck -, dass also eng hallef Stonn laang kritiséiert ginn ass an dunn zéng Bausteng vun hinne komm sinn. An da stellen ech fest, dass vun deenen zéng Stéck der aacht sinn, déi en absolute Konsens duerstelle mat deem, wat ech virdru gesot hunn. Aacht Stéck! An da schwätze mer just…

(Interruption)

Dann hu mer zwou Meenungsverschiddenheeten, dat ass d'Fro vun der ökologescher Steierreform, wou ech nach ëmmer drop waarden, wéi vill anerer och, dass déi Gréng emol vläicht preziséieren, nach vill méi preziséieren,…

(Interruption)

…mat ganz konkreten Zuelen emol preziséieren, wat se an där ökologescher Steierreform wëlle maachen.

De Stats- a Finanzminister huet am Dezember bei der Motioun vun deene Grénge iwwert d'ökologesch Steierreform gesot, dass d'Regierung bereet ass, mat der Chamber doriwwer ze diskutéieren. Mir waarden nach ëmmer op eng Invitatioun als Regierung fir an d'Finanzkommissioun geruff ze ginn a fir deen Débat iwwert déi Elementer do ze féieren.

Et gëtt haut schonn eng ganz Rei ökologesch Elementer an eisem Steierwiesen. Mir hunn eng Rei vun neie Propositiounen, déi och ënner anerem d'Steierwiese betreffen, gemaach. Mä ech mengen, fir dat Ganzt ze kucken, zum Beispill déi Fro vum Tanktourismus, wéi mer dann domadder ëmginn an där Quantitéit, déi et duerstellt, sinn ech nach ëmmer gespaant ze héieren, wat da konkret, net einfach nëmme mat Wierder, mä konkret dat ass, wéi mer dat sollen ugoen.

An dann déi zweet Divergenz - och do sinn ech virsiichteg mat de Wierder - ass d'Fro vun de Kompetenzen. Wann ech aus dëser Debatt eppes eraushuelen - an do schwätzen ech awer a mengem perséinlechen Numm, well dat net d'Fro vun der Regierung ubelaangt -, dann ass et d'Fro vun de Kompetenzen innerhalb vun der Regierung. Ech sinn no dräi Joer Erfahrung an der Regierung der Meenung, dass 2009 bei der neier Constituéierung vun der Regierung iwwer eng Rei vun Elementer an der Verdeelung vun de Kompetenze wierklech seriö muss nogeduecht ginn.

Dat ass net méi eng Fro, déi mer elo an deenen zwee Joer maachen. Mir hunn eis eng Opdeelung vu Kompetenze ginn. Mä et muss een awer Erfahrunge maachen, déi de Charles Goerens am Amt gemaach huet, déi ech och amgaang sinn ze maachen, fir zum Beispill och ze kucken, wat bei der franséischer Regierung geschitt ass. Den Här Alain Juppé kritt all déi Pouvoiren, déi en Ëmweltminister - oder wéi soll ech soen, e Minister vum Développement durable - brauch, fir och wierklech da kohärent an ënner enger gewëssener Cohésioun eng Ëmsetzung ze maachen.

Ech si perséinlech och der Meenung, dass den Energieberäich an den Ëmweltberäich higehéiert, fir dass ee wierklech eng horizontal Politik ka maachen. An ech sinn och definitiv der Meenung, dass den Transportministère net soll en Transportministère sinn, mä e Verkéiersministère, wou all d'Elementer vun der Mobilitéit missten dragehéieren. Do sinn ech mat de Virschléi vun deene Gréngen absolut d'accord, well ech mengen, dass et kohärent wär, dat ze maachen.

Mir wëssen awer wéi mer oft d'Verdeelung vun de Ministèrë maachen. Dat huele mer mat vu fréier, vu virun 20 a 25 Joer, an da gëtt dat just nei getässelt an esou virun. Hei mengen ech musse mer 2009 wierklech driwwer nodenken, wéi mer dat op eng aner Aart a Weis kënne maachen, fir dass et méi kohärent geschitt, wéi dat am Moment de Fall ass.

An dann ofschléissend mengen ech, an deem Konsens, dee mer awer fonnt hu par rapport zu deene kritesche Bemierkungen, dass mer eis bei den erneierbaren Energië jo awer grondsätzlech eens sinn. Ee vun de Punkten, iwwert dee mer an deene leschte Wochen a Méint laang diskutéiert hunn, ass dee vun der Planungssécherheet. Ech hunn haut de Mëtteg hei kloer gesot, dass mer an deenen neie Reglementer der Meenung sinn, dass mer iwwer eng laang Zäit Planungssécherheet musse ginn doduerch, dass déi Förderregimer och mussen esou ausgesinn.

Mir hu laang diskutéiert iwwert d'Berodungsstrukturen. Dir proposéiert eng Agence de l'Énergie. Mä mir hunn eng Agence…

(Interruption)

Mir hunn d'Méiglechkeeten, op där Basis do en zentraalt Angebot ze maachen, nämlech opbauen op dezentrale Strukturen, wou den Établissement public net d'Äntwert ass. Ech mengen, dass een éischter soll op déi Erfahrungen, op déi Kompetenzen an op déi Energië bauen, déi mer am Land op deem Gebitt schonn hunn.

An da kënnt eng Fro hannendrun, déi mech och effektiv tracasséiert a wou ech domat d'accord sinn, an dat ass, dass mer wierklech mussen ophalen ze maache wéi wann d'Gemengen an der Fro vun der Energiepolitik a Klimaschutzpolitik näischt bréngen.

(Interruption)

Den Här Halsdorf huet ganz däitlech gesot, dass hien amgaangen ass a sengem Ministère ze kucken, wéi dat an der Tëschenzäit genau kënnt ausgesinn tëschent de Kompetenze vun de Gemengen a vum Stat. Mir waarden drop fir eng prezis Äntwert dorobber ze kréien, mä et ass evident, dass mer dat net ouni den Apport vun de Gemenge kënnen.

Well et muss ee jo däitlech soen, als Ëmweltminister kann ee jo oft net schwätze vun der Virreiderroll vum Stat, well et kënnt een op vill Plazen, do ass et d'Virreiderroll vun de Gemengen, déi vill méi wäit ass wéi dat, wat de Stat an der Tëschenzäit op ville Gebidder gemaach huet. Duerfir mengen ech solle mer do bescheide si vis-à-vis vun dem Rôle vun de Gemengen, besonnesch deenen, déi am Klimabündnis sinn, mä net nëmmen, well et och där anerer gëtt, déi op deem Gebitt do ganz sënnvoll Aktivitéite maachen.

Ech mengen also, dass et an der Fro, wéi mer solle weidergoen an deenen zéng Bausteng a mat deene Suggestiounen, déi mer de Mëtteg héieren hunn an déi mer eis natierlech alleguer opgeschriwwen hunn a mathuelen, eng Méiglechkeet gëtt, eis d'Moyenen ze ginn an deem Budget 2007, déi schonn do sinn, am Kyoto-Fong, wou mer extra drop gehalen hunn, de Kyoto-Fong net nëmmen ze huelen, fir Emissiounsrechter anzekafen, mä virun allem och ze huelen, fir national Sujete kënnen ze traitéieren an och Projeten national kënnen ëmzesetzen an dann dofir ze suergen, dass mer déi Punkten do ee fir alle Mol een nom anere kënnen ëmsetzen.

An da wäert Der gesinn, Här Gira, dass an der Ëmsetzung do vill méi Konsens dran ass. Déi muss allerdéngs Punkt fir Punkt geschéien, niewent deene Punkten, déi vun lech jo opgezielt gi sinn, déi mer an deene leschten zwee Joer trotz allem schonn op de Wee bruecht hunn.

Ech wëll ofschléissend och e Wuert zu der Motioun vun deene Grénge soen: d'Fuerderung no engem Klimaschutzdësch. Ech muss éierlech soen - an ech mengen, de Kolleeg Negri huet dat hei relativ däitlech gemaach -: Méi diskutéiert mat de Forces vives, de politeschen, de syndikalisteschen, den ONGen, den Entreprisen, den Industriellen, de Federatiounen an de Chambres professionnelles wéi ech et an deene leschten dräi Joer gemaach hunn, mengen ech, ass net méiglech!

(Interruption)

D'Zuel vun de Workshopen, d'Zuel vun de Foren, d'Zuel vun der Aart a Weis wéi mer diskutéiert hunn ass exceptionnel héich gewiescht. A fir mech ass de Klimaschutzdësch de Forum wou mer eis virgeholl hunn, wéinstens eemol am Joer de Bilan transparent an däitlech, mat kloren Zuelen, ouni iergendeppes ze verstoppen, ze maachen an dat och kritesch unzegoen.

Derniewent, mengen ech, hu mer nach en anert Gremium geschaf, dat sech ënner anerem och mat deenen dote Froe wäert beschäftegen, dat ass de Conseil supérieur vum Développement durable, dee jo vun enger Motioun vum Charles Goerens an der Chamber eng wichteg Aufgab kritt huet an der Analys vun de budgetäre Parameteren, déi dat an där Politik fir déi nächst Jore bedeit. Och an deem Gremium sëtze ganz vill kompetent a virun allem och onofhängeg Käpp, fir eis ze hëllefen an där Fro do weiderzekommen.

Ech zéien also aus deenen zéng Bausteng, beräichert vun all deem, wat u konkrete Propositiounen nach mat derbäi komm ass, déi Energie, fir an deenen nächste Méint ze kucken, dass mer an där Politik do weiderkommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Motion 1

Mir kommen dann zum Vote iwwert d'Motioun vum ronne gréngen Dësch, deen déi Fraktioun vun deene Grénge proposéiert.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Vote

D'Motioun vum Här Bausch oder vum Här Gira ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Emile Calmes), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert (par M. Lucien Clement), Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par Mme Christine Doerner), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Ali Kaes), MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Sylvie Andrich-Duval);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Fernand Diederich), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir kommen dann zur Diskussioun vun der Motioun iwwert de System „eGo". D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Ben Fayot, deen am Numm vun der Kommissioun dës Motioun déposéiert huet.

4. Motion au sujet du système de perception tarifaire électronique eGo

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech si vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes chargéiert ginn, d'Motioun iwwert den „eGo" ze déposéieren an ze presentéieren. Fir déi Kolleegen, déi net an där Kommissioun sinn, wëll ech kuerz de Werdegang vun där Motioun opzeechnen.

Den 20. November 2006 hat den Transportminister Lucien Lux d'Objektiver an de Werdegang vum „eGo" an der Comexbu duergeluecht. Et handelt sech dobäi ëm eng Kaart, déi - grad ewéi eng GSM-Kaart zum Beispill - vum Inhaber elektronesch belueden an dann als Billjee genotzt ka ginn, andeem de Benotzer d'Kaart virun engem Oblitérateur passéiert. Doduerch soll et méi einfach ginn, den öffentlechen Transport ze benotzen. De System soll et och erlaben, zouverlässeg Donnéeën ze collectéieren. Mat an de System abegraff gi sollen all Transportträger, also d'CFL, den TICE, d'AVL an den RGTR.

D'Iddi dovunner ass Enn den 90er Joren opkomm. Den 21. Dezember 2001 huet de Regierungsrot de Wee fir e Projet pilote fräigemaach. Dofir waren am Budget 2002 2,5 Milliounen Euro virgesinn.

No der Evaluatioun vun de Resultater vum Projet pilote huet de Regierungsrot den 30. Juni 2003 gréng Luucht fir d'Fortsetzung vum Projet ginn, en neie Marché vu 7,39 Milliounen Euro gouf ofgeschloss. Enn 2005 huet den Transportminister Lucien Lux de Stand vum Projet enger Analys ënnerzunn. En huet am Februar 2006 déi Rechnungen en suspens gehalen, déi iwwert d'Limite vu 7,5 Millioune gaange sinn. Am Mee 2006 gouf d'Firma KPMG mat engem Audit fonctionnel et financier iwwert den „eGo" befaasst. Dësen Audit gouf der Comexbu den 23. Abrëll 2007 virgeluecht, an et ass selbstverständlech, dass all Deputéierten Asiicht kënnen an deen Audit vun der KPMG kréien, wéi en der Kommissioun virgeluecht ginn ass. Deen Audit steet selbstverständlech och der Press zur Verfügung.

D'Comexbu huet deen Audit ausféierlech diskutéiert. D'Resultat vun deenen Diskussioune war, dass d'Comexbu an hirer grousser Majoritéit d'accord war, dass de Projet weidergefouert soll ginn, an dass de Minister déi Rechnunge kéint bezuelen, déi opstinn, ënnert der Konditioun, dass méiglechst séier e Projet de loi virgeluecht gëtt, fir d'Situatioun ze regulariséieren.

D'Vertrieder vun CSV, LSAP, DP, de Gréngen an der ADR waren d'accord, eng Motioun virzeleeën, woubäi d'ADR sech net op de Contenu vun der Motioun festleeë wollt. Déi Motioun läit elo vir.

Si seet an de Considéranten, dass et nëtzlech ass, de System „eGo" ze realiséieren, well säit 2002/2003 finanziell Engagementer vum Stat geholl goufen, well och d'Opérateuren de System wëllen. D'Motioun begréisst och, dass d'Regierung den Audit 2006 gemaach huet an domat fir méiglechst vill Transparenz gesuergt huet. Si weist och drop hin, dass an Zukunft an technologesch usprochsvolle Projete wéi deem hei all finanziell Dérive soll a muss évitéiert ginn. Mir mussen endlech d'Lektioune léieren, déi sech aus der finanzieller Dérive erginn.

An hirem Dispositif seet d'Motioun, dass den „eGo" mat der betreffender Gesellschaft realiséiert gi soll, déi en ugefaangen huet, an zwar bannent zwielef Méint, ënnert der Responsabilitéit vum Transportministère a mat Hëllef vun enger Firma, déi Erfahrung an der Gestioun vun esou Projeten huet.

Dass e Projet de loi schnellstens soll virgeluecht ginn, fir de finanziellen Engagement vum Stat ze regulariséieren an de Gesamtkäschtepunkt kloerzestellen.

Dass no der Implementatioun, also der Fäerdegstellung vum System de Stat an d'Communauté des Transports e Contrat de gestion fir d'Exploitatioun an d'Maintenance vum System ofschléissen.

An dass d'Communauté des Transports e Cahier des charges ausschafft oder ausschaffe léisst, fir d'Gestioun an d'Exploitatioun vum „eGo" ze sous-traitéieren an dofir eng öffentlech Soumissioun ofzehalen.

Fir ofzeschléissen, Här President, wëll ech och am Numm vu menger Fraktioun soen, dass mir natierlech déi Motioun hei matdroen. D'LSAP begréisst d'Démarche vum Transportminister Lucien Lux a vun der Regierung, Kloerheet iwwert de Wee vun engem Audit ze schafen, all Opérateuren u Bord ze huelen an d'Viraussetzungen ze schafen, fir den „eGo" endlech ëmzesetzen. Ech hat d'Gefill an der Kommissioun, dass deen Accord och vun deenen anere Fraktioune géif gedeelt ginn.

Domat iwwerreechen ech lech dann déi Motioun vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire an ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant l'utilité de l'implémentation du système de perception tarifaire électronique eGo;

- considérant les engagements financiers auxquels l'État a procédé à partir des années 2002/2003;

- considérant la volonté du Gouvernement et des opérateurs d'implémenter ledit projet;

- saluant la réalisation d'un audit opérationnel et financier du projet effectué en 2006;

- considérant l'importance d'éviter à l'avenir toute dérive financière dans des projets de ce genre;

invite le Gouvernement

- à implémenter un système de perception tarifaire électronique «eGo de base» avec le soutien de la société concernée sous la responsabilité du Ministère des Transports endéans douze mois et avec l'aide d'une société disposant des capacités nécessaires en matière de gestion de projet dans le domaine concerné;

- à soumettre à la Chambre des Députés dans les meilleurs délais un projet de loi permettant de régulariser l'engagement financier de l'État et précisant le coût global du projet;

- à conclure dès l'implémentation du système «eGo de base» un contrat de gestion déléguée entre l'État et la Communauté des Transports pour l'exploitation et la maintenance dudit système;

- à assurer l'élaboration d'un cahier des charges par la Communauté des Transports

pour sous-traiter la gestion et l'exploitation du système de tarification électronique;

- à garantir la tenue d'une soumission publique en due forme par la Communauté des Transports pour les activités d'exploitation et/ou de maintenance du système.

(s.) Ben Fayot, François Bausch, Lucien Clement, Colette Flesch, Michel Wolter.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Lucien Clement.

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn et, wéi de Ben Fayot et scho gesot huet, hei mat enger Motioun ze dinn, déi et der Regierung erlabe soll mam Projet „eGo" weiderzefueren an eigentlech déi Rechnungen ze bezuelen, déi elo scho säit Februar 2006 geschélt sinn, mä nach net konnte bezuelt ginn, well se vun deem Datum un de Seuil vu 7,5 Milliounen Euro iwwerschratt hunn. Gläichzäiteg gëtt och de Minister opgefuerdert esou schnell wéi méiglech e Projet de loi op den Instanzewee ze bréngen, fir dat Ganzt dann och am Nachhinein ze regulariséieren.

Wann elo eis Informatioune richteg sinn, déi mer an der Kommissioun kruten, da komme bei déi zéng Milliounen Euro, déi de Projet bis elo kascht - 7,4 Milliounen Euro si scho bezuelt, de Rescht, 2,6 Milliounen, sinn engagéiert awer nach net bezuelt - nach eng Kéier gutt véier Milliounen derbäi, esou datt mer et herno mat engem Montant ze dinn hunn, deen a sech dat Duebelt duerstellt wéi urspréinglech virgesi war.

Et ass also an dësem Dossier gaang wéi et net hätt solle goen oder besser gesot net hätt däerfe goen. Zréckzebehale bleift, datt d'Handhabung vun dësem Dossier net zu den Highlighte vun der Politik ze zielen ass. Ouni elo wëllen iergendengem Schold-zouweisungen zoukommen ze loossen erlaabt mer awer festzestellen, datt an dësem Dossier Feeler gemaach goufen, zum Deel souguer ganz haarsträubend Feeler gemaach gi sinn.

Eng Gesellschaft ouni Experienz krut den Optrag fir esou e komplizéierte Projet, och wann et deem deemolege Minister duergestallt gouf, wéi wann eng grouss international Firma géif dohannert stoen. Déi kleng Firma, déi awer dunn a Wierklechkeet dohannert stoung, konnt fräi schalten a walte bal wéi se wollt. D'Halschent vun hirem Ëmsaz huet se an deene leschte Jore mat dësem Projet realiséiert. De Chiffre d'affaires - an ech hunn dat och an der Kommissioun gesot - vu ronn zéng Milliounen Euro ze erschaffen, an dat laut KPMG mat dräi bis véier Leit, ce n'est pas mal du tout. Déi, déi e Betrib hunn, wësse wat dat heescht.

Et ass schonn eng gewalteg Zomm, déi hei an der Diskussioun steet a spéitstens beim Erreeche vum Montant, deen als Virgab gedéngt huet, ongefeier 7,4 Milliounen Euro, hätte menger Meenung no d'Alarmglacke misse laude bei deene Verantwortlechen am Ministère. Hei war e gewësse Réflexe économique mat Sécherheet net virhanden. Dat ëmsou méi, well de Ministère och nach trotz dësen héijen Zommen, laut KPMG, ëmmer méi an d'Ofhängegkeet vun dëser Firma gerëtscht ass.

Ech zitéieren aus dem Audit vum KPMG, an dat kënnt Der op der Säit néng nokucken: «SmartTec opère certains aspects du système (...), sans qu'il y a eu un transfert de savoir-faire.» Ech fannen dat ganz schlëmm. A weider steet op därselwechter Säit ënner engem anere Punkt ze liesen «dépendance du Ministère des Transports et des opérateurs par rapport au fournisseur».

Här President, e grousst Vertraue gouf an dës Gesellschaft gesat. Leider goung dat, esou wäit wéi et bis elo ze iwwerblécken ass, ganz zolidd schif.

Wéi bei anere Statsprojete gouf och hei bei dësem Projet während der Phas vun der Ausschaffung de Projet e puermol geännert. Et muss ee sech froe firwat an opgrond vu wat fir enge Kritären, well eréischt elo gouf den Avis vun den Operateuren ageholl an et huet sech erausgestallt, datt den „eGo" a senger urspréngleche Form, wéi e fir d'éischt presentéiert ginn ass, guer net praktikabel gewiescht wär.

Et gëtt een hei d'Gefill net lass, an dat ass méi generell geduecht, datt déi eenzel Ministèrë wahrscheinlech net iwwer genügend qualifizéiert Personal verfügen, dat déi néideg informatesch Kenntnisser huet, fir esou héich technesch Projeten och kënnen ze begleeden. Derbäi kënnt, datt d'Informatik, wéi mer all wëssen, sech permanent weiderentwéckelt, an dat och zimlech schnell. Dofir wëllt d'CSV de Minister och félicitéieren, fir mat der KPMG eng extern Firma mat dësem Audit ze chargéieren.

De Projet „eGo" ass a senger Natur awer nu keen Eenzelfall. Fir dës Zort vu komplexen Dossiere gëtt et nämlech beim Stat keng definéiert Prozedur, déi verhënnere soll, datt Projeten esou ausuferen a sech esou entwéckele wéi den Dossier vum „eGo"-Projet. Dofir, Här President, huet d'Chamberskommissioun vun der Comexbu décidéiert, fir de Rechnungshaff mat enger Etüd ze beoptragen, fir ze kucke wéi dës Praxis bei ähnlech komplexen techneschen Dossieren an eisen Nopeschlänner ass. D'CSV erwaart sech vun dëser Etüd wichteg Hiwäiser, fir datt mir garantéiere kënnen, datt et beim „eGo"-Projet bei engem Cas unique bleift a keen esou méi erëmkomme soll.

Här President, trotz alle Kritiken an trotz all deem, wat schif gelaf ass, ënnerstëtzt d'CSV awer selbstverständlech, wéi och an der Kommissioun gesot, dës Motioun. Et ass e wichtege Projet, deen hei soll weidergefouert ginn an dofir mussen dann och déi néideg Mëttelen zur Verfügung gestallt ginn, fir déi Ziler ze erreechen, déi mer eis alleguerten hei an dësem Dossier gesat hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den honorabelen Här Grethen huet d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech hätt ech als President vun der Comexbu déi Motioun hei misse presentéieren. Ech hunn dat a voller Absicht net gemaach, well ech an dësem Dossier befaange sinn. Dat ginn ech och zou. Ech war Transportminister, wéi dee Projet hei initiéiert ginn ass, oder meng Virgängerin hat e wuel initiéiert, mä definitiv ass en ënner mir ugaangen, an ech kann Iech soen, dass ech och net frou sinn, dass deen Dossier déi do Evolutioun kannt huet.

Wéi ech dat presentéiert kritt hunn am Ufank, huet de Projet mer ageliicht. Et gouf mer eng Dokumentatioun ënnerbreet, déi och d'Chamber - d'Comexbu - krut, vun 32 Säiten, wou dee Projet explizéiert ginn ass. Et ass mer deemools gesot ginn, e géif véier Millioune kaschten. Elo gesäit et esou aus, wéi wa mer géife bei 15 Milliounen Euro endegen. Dat ass net flott, wann een als Minister dat muss erdroen. Et ass net flott fir mech, et ass net flott fir mäi Successeur, dee gradesou vill Problemer domat huet.

Mir haten an der Comexbu dräi Sitzungen, an an deene Sitzungen hunn ech ganz bewosst dorëms gebieden, dass Kolleegen - de John Castegnaro war esou gentil als Vizepresident vun der Kommissioun dat ze maachen - d'Kommissiounsaarbechte leeden, fir dass een net géif d'Gefill kréien, dass ech géif d'Debatten an eng Richtung orientéieren, a fir dass all Transparenz méiglech wier.

Ech hat och net wëlles, Här President, haut zu dëser Motioun ze schwätzen. Ech hunn awer elo eng Invitatioun gesinn op eng Pressekonferenz, déi vun der Alternativer Demokratescher Reformpartei fir de Freideg Moien zesummegeruff ass um zéng Auer, wou si da sécher iwwert dësen Dossier, dee mir haut diskutéieren, hir Wourecht wäerten zum Beschte ginn. «‚eGo' - dix millions d'euros engagés sans projet de loi» - dat ass richteg. An da kënnt: «scandale, dysfonctionnement grave ou affaire pénale». An dann däerf ee jo gespaant sinn, wat de Freideg do débitéiert gëtt.

Ech hätt léiwer, Här President, wann een als Deputéierten d'Fairness hätt, dat, wat een ze soen huet, oder dat, wat ee mengt, dass ee misst soen, hei mat offenem Viséier géif deene Leit soe vun deenen ee mengt, dass se schëlleg wären. A wann een d'Iwwerzeegung huet et wier e Politiker, dann ass hei de Forum, wou dat soll ausgedroe ginn. A wann een der Meenung ass, dass et eng pénal Affär ass, da soll een direkt de Procureur aschalten.

Wann een der Meenung ass, dass hei eppes falsch gelaf ass, soll een dat direkt soen, an et soll een net dobaussen den Uschäi ginn, wéi wann hei iergendeppes géif verstoppt ginn.

Här President, als ee vun deenen, déi an dësem Dossier Verantwortung droen, Verantwortung assuméieren, sinn ech Demandeur, dass dësen Dossier an all sengen Detailer mat all senge Facetten an, wann et muss sinn, zéng Joer laang ënnersicht gëtt, mä ech si gradesou der Meenung, dass de Projet, och wann en haut vill méi deier gëtt wéi ursprénglech geplangt, wichteg ass fir de Projet Mobilité durable hei am Land, an duerfir wäert ech och mäin Accord zu där Motioun bréngen an och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Grethen. Dann huet den Här Adam d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet „eGo" ass e gutt Beispill wéi mer schlecht geschafft hunn. Et ass e gutt Beispill, datt de Stat sech net ëmmer déi richteg Moyenë gëtt, fir esou sensibel Hightechdossieren ëmzesetzen. Et ass e gutt Beispill, datt gudde Wëllen eleng fir eng Bonne cause net duergeet. Vu d'Komplexitéit vum Dossier hätt de Stat sech misse vun Externen, déi sech um Marché auskennen, berode loossen.

Et ass och net déi éischte Kéier, datt bei ähnlech komplexen Dossieren eppes schif geet. Den CITA-Projet kënnt een och nach als Beispill zitéieren. Mir misste vun Ufank un e Projektmanagement maachen an dann zu enger europäescher Ausschreiwung kommen.

Haut hu mer eng Situatioun, wou vill Suen engagéiert sinn, an et ass un eis elo, fir dat Bescht doraus ze maachen an de Projet esou séier wéi méiglech operationell ze maachen, well mer och iwwerzeegt dovunner sinn, datt et wichteg ass, datt mer déi Verbesserung am öffentlechen Transport kréien.

Mir brauchen eng Supervisioun um finanziellen an um techneschen Niveau mat engem „project manager" a sinn duerfir och frou, datt mer an der Motioun den Zousaz hunn, datt mer et zouloossen, datt «une société disposant des capacités nécessaires en matière de gestion de projet dans le domaine concerné» ka bäigeholl ginn.

Well ebe vill Suen engagéiert sinn a fir méiglechst schnell zu engem positiven Enn ze kommen - all Moment, wou mer elo net virukommen, kascht zousätzlech nach Geld -, bréngen ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dëser Motioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Dann huet den honorabelen Här Mehlen d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech wëll ufänken domat, datt ech soen, datt ech zwou Minutten hu fir en Thema iwwert deen ee wéinstens...

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech ginn Iech eng Stonn! Eng Stonn!

(Interruption)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Jo gutt, dat läit net an Ärer Hand...

Hei si 400 Millioune Lëtzebuerger Frang elo scho verbrode ginn, a wa mer fäerdeg sinn, da si mer bei 600 Milliounen. Dat mat deene Milliounen Euro, dat héiert sech esou harmlos un, duerfir soen ech et a Frangen.

Et ass eng Affär, wou alles, awer och just alles, falsch gelaf ass: Et ass net ausgeschriwwe ginn; et ass e Gré à gré gemaach ginn an där Héicht mat enger Firma, vun där d'KPMG selwer schreift, datt iwwert déijéineg, déi économiquement profitéieren an do hannendru stinn an iwwer eng panamesesch Gesellschaft 50% hunn, kee weess wien do hannendru steet. Méi dubios geet dat Ganzt net!

An da gesi mer, datt en cours de route déi Firma d'Capacitéit net hat. Et hätt een et jo kënnen ausschreiwen, dann hätt ee jo vläicht ganz aner Leit mat an d'Boot kritt. Woufir ass net ausgeschriwwe ginn?

Datt déi Firma hei...

M. Henri Grethen *(DP).*- Kann ech dem Här Mehlen eng Fro stellen?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ouh, dann haalt Dir mer awer d'Auer un, well...

M. le Président.- Jo, jo, d'Auer ass ugehalen, Här Mehlen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här Mehlen, ass et richteg, dass d'KPMG an der Comexbu gesot huet, wien d'Aktionäre vun där panamesescher Gesellschaft wieren?

(Interruption)

Sot elo net, et wier net wouer, kuckt mir an d'Aen.

Entweder Dir hat dee Moment net nogelauschtert, mä d'KPMG huet an der Kommissioun op ausdrécklech Nofro gesot, dass d'Aktionäre vun där panamesescher Gesellschaft déiselwecht wiere wéi déi offiziell zwee aner Aktionäre vun där Gesellschaft, déi am Mémorial stoung.

Une voix.- Dir musst nach Ären Dossier kucke fir e Freideg.

(Interruption)

Da kënnt Dir d'Pressekonferenz ofsoen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Et ass jo awer lëschteg, wann ech 50% vum Kapital iwwer eng panamesesch Gesellschaft lafe loossen. Déi Konstruktioun ass souwisou scho faul. D'Capacitéit ass net do. Da sinn hei zéng Milliounen engagéiert.

Ech froe mech: Wou ass d'Finanzkontroll vum Stat? Op d'allermannst bei 7,5 hätt et jo missen heeschen Neen. Soit d'Firma huet sech net un de Kontrakt gehalen, soit et sinn Engagementer geholl ginn, déi net hätten dierfe geholl ginn.

Da solle mer elo hei Feu vert ginn an nach Geld investéieren an eppes, wou e wesentlecht Element erausgeholl ginn ass, well et heescht, dee System do kann net fonctionnéieren!

Här Minister, ech kann nëmme soen, mir kënnen déi Motioun net stëmmen, well hei d'Geld einfach regelrecht verbrode ginn ass, a mir verbroden es nach weiderhin an e System, deen näischt bréngt.

Ech erënneren Iech zum Schluss un Äert Verspriechen als Partei, de gratis Transport anzeféieren. Hätt Dir dat gemaach, da wier eis dat hei zum gréissten Deel erspuert bliwwen. Ech géing Iech recommandéieren dat ze maachen, well dat géing wesentlech méi bëlleg ginn.

M. le Président.- Dann huet och nach den Här Jaerling d'Wuert gefrot.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Jaerling, Är Zäit ass eriwwer.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Do wär ech nach guer net esou sécher, Här Bettel. Ech sinn zimlech zéi. Dir wësst jo, wéi vill dass der amgaange sinn op mech ze schéissen an trotz menger Surface huet nach kee mech esou richteg geroden.

Här President, de Problem, deen ech hei an der Diskussioun hunn, dat ass, dass hei gesot ginn ass, mir hätten an där ganzer Déngen do net qualifizéiert Beamte genuch, fir dat do hätte kënnen ze kontrolléieren. Deemools ware jo awer Beamten do, déi dat kontrolléiert hunn An elo gëtt dann awer festgestallt, dass déi Beamten anscheinend net qualifizéiert genuch waren, fir dat do kënnen ze kontrolléieren. An dat stéiert mech e bëssen, dass elo soll en Deel vun der Verantwortung op d'Beamten ofgewälzt ginn.

A wa mer elo hei déi Motioun do stëmmen - a mir si jo alleguer d'accord, dass dee System „eGo" gutt ass an dass e soll weidergoen -, da stellen ech mer awer d'Fro: Hu mer dann elo qualifizéiert Beamte genuch, fir dat do nozevollzéien? Well de Problem ass elo fir mech net de finanziellen Aspekt, well mer jo awer scho méi wéi eng Kéier hei hu missen norüsten an hei hu missen Devisë stëmmen iwwer Projeten, déi vill méi deier kascht hunn an déi och e bësse schif gaange sinn.

Meng Fro ass also einfach: Hu mer dann elo déi néideg Kontrollmechanismen, dass mer dat do kënnen duerchzéien an dass déiselwecht Feeler, déi gemaach gi sinn, net méi geschéien? Dat ass d'Fro.

Mä op jidde Fall kann ech net domat d'accord sinn, dass elo hei deelweis awer d'Schold soll op d'Beamten ofgewälzt ginn, well déi anscheinend net qualifizéiert genuch waren. Dat kann ech mer net virstellen. An ech begréissen och, dass awer zumindest den ehemolege Minister vum Transport hei ganz kloer d'Verantwortung, d'Deelverantwortung iwwerholl huet. Mä et wär awer och net schlecht, wann elo deen heitege Minister och géing soen, wou da seng Deelverantwortung ass an deem Dossier an dem Minister virdru seng.

M. le Président.- Jo, Merci, Här Jaerling. Den Här Minister Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, ech brauch net nach eng Kéier ze bekräftegen, dass an dësem Dossier net alles gutt gelaf ass a mäi Virgänger, den Henri Grethen, ass deen Éischten, deen dat festgestallt huet, an et

éiert hien, dass hien och souwuel an de Sëtzunge vun der Comexbu, wéi och haut de Mëtten, d'Verantwortung dréit fir dat, wat an deene Joren 2002, 2003 vläicht och op eng aner Aart a Weis hätt kënne goen.

Mä et soll elo emol deen d'Hand hei hiewen, deen en exekutive Mandat beim Stat oder an de Gemengen huet an hien dovunner iwwerzeegt wär, dass hien ëmmer alles perfekt gemaach hätt, an dass all seng Décisiounen ëmmer genau déi richteg waren. Ech mengen, dass ausser vläicht d'Kolleege vun der ADR, keen heibannen ass fir vu sech esou süffisant iwwerzeegt ze sinn, fir dann d'Hand kënnen ze hiewen. Dofir hunn ech deem, wat de Kolleeg Ben Fayot gesot huet, net vill bäizefügen.

Ech menge mir hunn an der Comexbu den État des lieux vum Projet gemaach. Mir hu festgestallt, dass d'Regierung scho laang décidéiert huet, fir och e Gesetzesprojet heihinner ze bréngen, dass mer - an ech mengen dat ass eng Äntwert op dee leschte Riedner - eis ganz fréi, nodeem mer den Audit décidéiert hunn, décidéiert hunn, fir einfach den Dossier eng Kéier à plat ze leeën, an dass mer eis déi qualifizéiert extern professionell Beroder ginn hunn ënnert der Form vun der KPMG an duerno och ënnert der Form vun engem Projektmanager, fir de Projet elo zu Enn ze féieren, deen effektiv vun allen Operateuren, ouni Ausnahm, am öffentlechen Transport erbäigewënscht gëtt. Et ass also net richteg, dass hei déi Sue verbroden. Déi Sue wäerte sënnvoll ëmgesat kënne ginn, wann de Projet bis zu Enn gefouert ginn ass, well da stellt e wierklech e Quantesprong duer an der Attraktivitéit, déi mer am öffentlechen Transport de Leit kënne bidden.

Ech wëll iwwregens soen, dass mer och schonn an engem aneren Dossier, an deem mer amgaang sinn ze schaffen, déiselwecht Aart a Weis, déiselwecht Method och uwenden. Dat ass dee fir d'Installéierung vun de Radaren, wou mer och eis e Projektmanager an eng extern Hëllef ginn hunn a Form vun där franséischer Sociétéit, déi a Frankräich d'Radaren installéiert an d'Konzept ausgeschafft huet, fir also och do vun Ufank u professionell an eng Richtung ze goen.

Ech wëll awer ofschléissend och soen - ouni kënnen ze beuerteele wéi deemools 2002 an 2003 Décisioune geholl gi sinn -, dass ech mengen, dass den Henri Grethen säint dozou gesot huet, an dat sollte mer dann och respektéieren.

Ech wëll awer gläichzäiteg soen, dass ech elo hei och net wëll hunn, dass am Raum stoe bleift wéi wann iergendwellech Fonctionnairen innerhalb vum Ministère des Transports dann iergendwéi Dysfonctionnementer ze veränteworten hätten. Ech ginn einfach emol haut dovun aus, dass och si am gudde Glawe gemengt hunn dee Projet ze maîtriséieren, souwuel konzeptuell wéi och finanziell, an och haut musse feststellen, dass dat net de Fall ass.

Mä ech mengen, fir elo mam Fanger eesäiteg op si ze weisen, dat wär et sech dann awer och e bëssen ze einfach gemaach. Dee Projet ass net gutt gelaf, et ass elo nach ëmmer gutt Zäit, fir dat richteg ze maachen an esou wéi d'Comexbu et décidéiert huet, sech dann och an Zukunft Leitlinnen ze gi fir all eenzel Ressorten, well mir si jo mat esou gelagerte Projeten net eleng op dëser Welt, esou dass mer an anescht gelagerte Projeten dann och versichen déi Konsequenzen an déi Léieren aus deem ze zéien, wat hei falsch gelaf ass.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun.

Vote

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Marie-Josée Frank), Norbert Haupert (par M. Lucien Clement), Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par Mme Christine Doerner), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Sylvie Andrich-Duval);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Romain Schneider), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Claude Meisch);

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

D'Motioun ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen.

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass haut d'Diskussioun iwwert de Projet de loi iwwert de Minett-Kompost. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Negri.

5. 5630 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux en relation avec la construction des nouvelles infrastructures de traitement des déchets organiques du Syndicat intercommunal «Minett-Kompost»

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, am Joer 1997, mat der Abetribnam vum sou genannten „Minett-Kompost" zu Monnerech, ass deen éischte regionale Kompostcenter hei am Land ageriicht ginn. Dëst war a Saache Recycléiere vun organeschem Hausmüll e Meilesteen am Offallkonzept vu Lëtzebuerg. De Syndicat Minett-Kompost begräift säit 1999 22 Gemengen, dat sinn: Bascharage, Beetebuerg, Kënzeg, Conter, Déifferdeng, Dippech, Diddeleng, Esch/Uelzecht, Fréiseng, Habscht, Keel/Téiteng, Leideleng, Monnerech, Nidderaanwen, Péiteng, Reckeng, Réiser, Rëmeleng, Sandweiler, Suessem, Schëffleng a Schëtter.

Op den 1. Januar 2006 huet de Minett-Kompost 171.420 Leit desservéiert. Am Joer 1994, wéi d'Offallgesetz gestëmmt ginn ass, hunn nach 44% vum Haushaltsmüll aus organeschen Undeeler bestanen, dat waren 108 Kilogramm pro Awunner pro Joer. An der Zwëschenzäit sinn hei am Land eng Partie Kompostanlagen a Betrib gaangen an traitéieren haut 45.000 Tonnen organeschen Offall.

Deementspriechend weise rezent Analysen iwwert déi gro Dreckskëschten eng Baisse vun organeschen Undeeler vun ëm déi 26% an dësen Dreckskëschten, dëst duerch d'Aféiere vun ëmmer méi grénge Dreckskëschten, wou bei der grénger Biotonn d'Taxen och méi bëlleg si wéi bei der groer Dreckskëscht.

D'Anlag vum Minett-Kompost zu Monnerech war 1993 fir eng Capacitéit vun 20.000 Tonne pro Joer gebaut ginn. No der Vergärung gëtt de fäerdege Kompost erëm un d'Haushälter verdeelt a verkaaft, fir esou erëm an de Biokreeslaf eranzekommen.

Duerch dee grousse Succès vum Minett-Kompost sinn ëmmer méi Quantitéiten ugefall, esou dass ab dem Joer 2000 d'Capacitéiten net méi duergaange sinn. Aus deem Grond huet an deene Joren 2000 bis 2005 en iwwerschëssege Biomüll vun 30.851 Tonnen an d'Ausland gefouert misse ginn. Dat Ganzt zu engem Käschtepunkt vun 2.054.047 Euro, wou et ausserdeem net ëmmer esou einfach ass déi entspriechend Genehmegungen dofir am Ausland ze kréien.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Am Joer 2001 sinn Etüden ugelaf, fir de Minett-Kompost zu Monnerech duerch eng zweet Anlag ze vergréisseren. Et sinn am Ganzen aacht Varianten ënnersicht ginn.

Am Oktober 2003 huet den Ëmweltstatssekretär sech mam Minett-Kompost-Syndikat op de Bau um Minett-Kompost zu Monnerech vun enger zweeter neier Vergärungsanlag mat optimiséierter energetescher Notzung gëeenegt. Dës energetesch Notzung huet dora bestanen de Methangas, dee bei dem Vergärungsprozess entsteet, an Naturgas ëmzesetzen, an dësen dann an den öffentlechen Äerdgasréseau anzespeisen.

Dësen éischte Projet an deem Sënn huet domat och de Statut vun engem nationale Pilotprojet fir Bioaspeisung an d'Äerdgasnetz.

Déi 25.000 Tonne Biooffäll produzéieren 2,8 Millioune Kubikmeter Biogas. Duerch d'Biogasopbereedung, déi sou genannten „Aufkonzentrierung", entstinn zirka 1,7 Millioune Kubikmeter Biomethangas pro Joer, mat engem Energiegehalt vu 17 Millioune Kilowattstonnen, deen ënner gerengegter Form an den öffentlechen Äerdgasréseau vu Sudgaz agespeist gëtt.

Bei engem Duerchschnëttsverbrauch pro Haus pro Joer vu 1.700 Kubikmeter entsprécht dëst engem Heizwäert vun circa 1.000 Haushalten, déi mat dësem ëmweltfrëndlechen an erneierbaren Naturgas gehëtzt kënne ginn. Hei ginn a Saache Klimaschutz Neel mat Käpp gemaach, well de produzéierten Naturgas aus dem biologesche Kreeslaf kënnt an domat der Kyoto-Bilanz zeguttkënnt. An aus deem Grond ass dëse Projet och Abrëll 2006 an den éischten Allocatiounsplang vu Kyoto mat ageschriwwe ginn, mat circa 3.200 Tonnen CO_2-Erspuernis pro Joer. Dëst ass e positiven Ufank an hei ginn also a Saachen Naturschutz Neel mat Käpp gemaach an dozou wëll ech der Regierung félicitéieren am Kader vun deem Débat, dee mer elo grad de Mëtten hei gefouert hunn.

D'Käschte vun deem ganze Projet belafen sech op 23.404.673 Euro, wouvunner 2,55

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Milliounen Euro an d'Realisatioun vum Aspeise vum Naturgas an den öffentlechen Äerdgasréseau investéiert ginn. Dee ganze Projet gëtt am Kader vum Gesetz vum 31. Mee 1999 iwwert d'Schafe vun engem Fong fir d'Protection vum Environnement zu 66% vum Stat finanzéiert. D'Partizipatioun zu zwee Drëttel vum Stat beleeft sech - op den Index vun elo - op 15.820.000 Euro an deemno brauch déi nei Anlag vum Minett-Kompost en extrat Gesetz, well de Seuil vu 7,5 Milliounen Euro iwwerschratt gëtt nom Artikel 80 vum Gesetz vum 8. Juni 1999 an opgrond vum Artikel 99 vun der Verfassung.

Déi zweet nei Anlag um Minett-Kompost zu Monnerech gëtt fir eng Capacitéit vu 25.000 Tonne Biooffäll pro Joer gebaut an domat geet d'Gesamtcapacitéit vum Minett-Kompost op 45.000 Tonne pro Joer. D'Vergärungsanlag funktionéiert duerch eng hydraulesch Tëschelagerung an d'Fermentatioun beleeft sech op zwou bis dräi Wochen an dobäi erhëtzt de Biomüll sech op bis zu 60 Grad Celsius. De Biomüll gëtt hei aerob hydrolyséiert a biologesch gehëtzt. Fir eng vollstänneg Hygieniséierung vum Kompostmaterial ze erreechen a fir all Bakterien ze eliminéiere gëtt dat ganzt Material nach zousätzlech op 70 Grad Celsius erhëtzt duerch eng Holzhackschnitzelanlag mat enger Leeschtung vun 800 Kilowatt.

Dëst huet en duebele positiven Effekt op d'Bedreiwe vun der Anlag, esou gëtt den Heckenoffall maximal an der Holzhackschnitzelanlag verschafft, en contrepartie verleeft de Vergärungsprozess an der eigentlecher Anlag mat Biomüll a Grasoffall méi séier, dat heescht méi effizient. Domat ass et méiglech kontinuéierlech Naturgas ze produzéiere fir an d'Äerdgasnetz. Dëst ass also eng ideal Konstellatioun duerch d'Asetze vu moderner Technik am Sënn vun engem effiziente Klimaschutz. Fir ze verhënneren, dass d'Anlag no bausse schlecht richt, gëtt hei déi ganz Vergärungsanlag loftdicht ofgekapselt a mat Biofilteren équipéiert. Mat där neier Vergärungsanlag ass et méiglech ronn 7.000 Tonne Kompost hierzestellen. Den entstehende Biokompost gëtt op en Duerchmiesser tëschent 10 a 60 Millimeter gehäckselt.

De Moment schaffen op der aktueller Anlag beim Minett-Kompost zu Monnerech zéng Leit. Duerch de Projet vun haut kommen nach eng Kéier dräi bis fënnef Leit dobäi. Wann d'Aarbechten zu Monnerech Enn 2007 ugoe kënnen, da kann een dovun ausgoen, datt déi nei Biomethanisatiounsanlag fir de Minett-Kompost Enn 2008 a Betrib goe kann.

Nach ee Wuert zu de Biogasanlagen hei am Land, wou am Kader vun dësem Projet driwwer geschwat ginn ass. Et muss ee soen, dass weder d'Biogasanlag zu Réiden nach eng aner Anlag hei am Land konzipéiert sinn, fir Haushaltsbiomüll an Heckeschnëtt ze verschaffen a scho guer net nom Prinzip vun der direkter Aspeisung vu Biogas an den Äerdgasréseau funktionéieren. Hei soll een also net verschidde Saache matenee vergläichen.

Här President, de Projet de loi ass den 8. November 2006 déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 30. Januar 2007 ofginn. An der Ëmweltkommissioun ass mäi Rapport zu dësem Projet de loi de 14. Mee 2007 unanime ugeholl ginn. Domadder bieden ech Iech der Partizipatioun vum Stat un enger Biomethanisatiounsanlag vun organeschem Müll um Minett-Kompost zu Monnerech an der Héicht vu 15.820.800 Euro zouzestëmmen. Ech ginn domat schonn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Däerf ech bei därselwechter Geleeënheet de Kolleege soen, dass mer nach e puer Riedner agedroen hunn, an dass ee kann domat rechnen, dass mer esou Véirel vir aacht fäerdeg sinn.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech gi mech gutt drun, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank - wéi dat traditionell esou ass - dem Roger Negri fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport Merci ze soen. Dëse Projet ass, wéi ugedeit ginn ass, e weidert Element op dem nohaltege Wee, also e Maillon op enger laanger Ketten, dee sech an de Kyoto-Protokoll areit. Et geet ëm déi staatlech Bedeelegung bei dem Finanzement vun enger neier Installatioun op dem Site vum Minett-Kompost zu Monnerech, an dat am Zesummenhang mat dem Traitement vun organeschen Offäll.

Do hu mir zwou Technologien, déi um Marché bekannt sinn: D'Kompostéierungsanlag, dat ass e biologesche Prozess mat Sauerstoff, a mir hunn een duerch d'Vergärung, dat ass e Prozess ouni Sauerstoff.

Béid Methoden erlaben awer, datt mer eisen ugeliwwerte gréngen Offall ëm 40% reduzéiere kënnen. Interessant ass awer d'Ausso, dass am Joer 1994 festgestallt ginn ass - also virun 13 Joer -, dass mer bei der Etüd vun de Biotonnen do nach 108 Kilogramm grénge Müll pro Awunner an engem Joer haten.

Zéng Joer méi spéit, obscho munches an d'Wee geleet gi war, fir d'Leit ze sensibiliséieren, hate mer der nach ëmmer 80, also ronn nëmmen 28 Kilo manner. Dat beweist ganz einfach, dass mer nach vill u Sensibiliséierung maache mussen, fir d'Leit op de Wee matzehuelen, dass se hir Schuelen an hire Geméisoffäll net einfach an d'Poubelle werfen, mä au contraire an d'gréng Tonn.

D'Anlag vum Minett-Kompost war gebaut gi fir 20.000 Tonnen am Joer. Et ass och festgehale ginn, dass den ugeliwwerten organeschen Offall ganz ënnerschiddlech ass. Dee loung entweder bei 64% oder 78% an et gouf och Grasschnëtt an Hecken- a Bamschnëtter ugeliwwert. Dat heescht de Bedreiwer vun der Anlag wousst ni genee wat ugeliwwert ginn ass an domat konnt déi Qualitéit och ni optimiséiert ginn.

An de Joren 2000 bis 2005 ass méi Material ugeliwwert gi wéi kompostéiert konnt ginn, an dat ass an d'Ausland gefouert ginn. Dat ass wuelverstanen net ekologesch an eng onglécklech Tatsaach, well den Transport jo Geld kascht huet.

Et loung op der Hand, datt de Bedreiwer d'Anlag vergréissere wollt fir hei am Land den Dreck ze verschaffen. Et ass sech géeenegt ginn op eng weider Fermentatiounsanlag, wou soll...

M. le Président.- Här Oberweis, erlaabt Der just, datt ech Iech ee Moment ënnerbriechen?

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Jo.

M. le Président.- Ech kréie vum Greffe signaléiert, dass bei deem Vote vun där Motioun virdrun e Problem mam Système informatique war, an dass mer dee Vote widderhuele mussen.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Da maache mer dat.

M. le Président.- Ech wollt de Kolleegen dat soen, fir dass keng Malentenduë sinn. A wann den Här Oberweis d'accord ass, da kënne mer dat direkt maachen.

(Interruption)

Une voix.- Wat ass dat do fir ee Gedeessems? Ass et net méi einfach, wa mer et no dem Här Oberweis senger Ried maachen?

M. le Président.- Oder no der Ried vum Här Oberweis géing ech Iech da proposéieren, dass mer dee Vote widderhuelen. Entschëllegt, Här Oberweis, datt ech Iech ënnerbrach hunn.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Neen, Här President, dat ass guer näischt.

Ech hat gesot: Mir hunn domat missen an d'Ausland fueren an duerno ass och bekannt gemaach ginn, dass mer hu missen déi Anlag vergréisseren. Een neie Wee war du ganz kloer - no längeren Diskussiounen -, dass mer eng weider Fermentatiounsanlag baue géingen, wuelverstanen awer wou dee produzéierte Biogas no enger Purifikatioun als Methan an den Äerdgasréseau vum Sudgaz abruecht gëtt.

Et ass och hei gesot gi wéi vill do produzéiert gëtt - ech wëll dat awer ganz kuerz nach eng Kéier opgräifen. Dës Quantitéit, ëmmerhin 1,65 Millioune Kubikmeter Methan, genee de Verbrauch vun 1.000 Haushalter, erlaabt, dass 3.200 Tonnen CO_2 agespuert kënne ginn.

Mir mierken also ganz gutt, och kleng Elementer kënnen eis hëllefen, richteg Schrëtter op dem Wee vum Kyoto-Protokoll ze goen.

Dat ass wuelverstane gréngen Äerdgas, mä mer mussen oppassen, dat ass nach eng kleng Quantitéit. Vläicht kann een dëse Projet och dann als Ukuerbelungsprozess huele fir de Projet vu Kielen, wou och engagéiert Baueren iwwert de Fermentatiounsprozess Äerdgas an den Äerdgasréseau aspeise wëllen. Do sollen et zwou Millioune Kubikmeter Biogas sinn.

Maache mer eis awer näischt vir, dës Quantitéit ass nëmmen eng Drëps op de waarme Steen, wann ee bedenkt, dass hei am Land am Joer 1,3 Milliarde Kubikmeter verbraucht ginn, déi dann awer aus Géigende kommen, déi politesch onsécher sinn.

Fir dass weider Projete wéi dësen oder anerer duerchgeféiert kënne ginn, musse mer awer niewent den Investitiounshëllefe kloer an däitlech e Message un d'Regierung ginn, dass de Feed-in-Präis erhéicht gi muss, well nëmmen esou kënnen Anlagen sech och da laangfristeg ekonomesch droen.

Une voix.- Très bien.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Et ass och vun de Biogasanlagen hei am Land geschwat ginn. Mir sollen och doriwwer houfreg sinn, datt ons Baueren dee Schrëtt scho gemaach hunn. Mir hunn et virdru gesot, d'Baueren hunn zwee Bee mëttlerweil: d'Nahrungsmëttelproduktioun an och d'Bereetstelle vun Energie. Et sinn am leschte Joer 22 Millioune kWh produzéiert ginn, dat si schonn ëmmerhin 10% vum grénge Stroum hei am Land. A wa mer dee selwer kafe bei ons doheem, dann ënnerstëtze mer jo och déi ganz Iwwerleeungen dobaussen am Land.

Et ass och hei gesot ginn, dass ons Verwaltunge mëttlerweil géifen op aner Autoen ëmklammen. Ech denken och, Äerdgasautoen, déi aus deem Réseau kënnte gespeist ginn, sinn dee richtege Wee.

Wa mir awer wëlle méi onofhängeg gi vun de Lieferante vu fossilen Energieträgeren, da musse mir déi fënnef Punkten, déi d'Europäesch Unioun op hirem Sommet den 8. an den 9. Mee festgehalen huet, ganz kloer behäerzegen.

Vläicht nach e leschten Aspekt, dee mer hei wierklech ganz interessant ze si schéngt: Wa mir Äerdgas wéi bis elo aus Russland, Algerien oder weess Gott wou heihinner bréngen, da musse mer dovun ausgoen, dass vun 100 Euro 80 Euro an de Förderlänner bleiwen an nëmmen 20 Euro hei ëmgesat ginn. Ëmgedréint awer, wa mer den Äerdgas hei hierstellen, wuel a klenge Mengen, da bleiwe vun 100 investéierten Euro der 80 hei am Land an 20 ginn der iwwert d'Grenzen. Doriwwer eraus kënne mer eng séllechen Aarbechtsplaze schafen.

Zum Schluss vu mengen Ausféierunge wëll ech nach drop hiweisen, dass d'Ausféierungsbestëmmunge vun deem nationale Plang fir Offäll aus dem Joer 2000 nun dach eng Kéier mussen op de Leescht geholl ginn. Vläicht kann eis och de Minister eppes dozou soen, well ëmmerhi ginn d'Traitementstechnologien dobausse rasant virun. Do bleift näischt stoen, d'Ingenieuren entwéckele permanent nei Technologien.

Vläicht wier et och ganz gutt, wa mer en „ronnen Dësch" géife bereetstellen, fir all d'Akteure vum Terrain, souwuel de SIDEC, de SIDOR an all déi aner beieneenzebréngen fir emol eng Linn an dat Ganzt ze kréien, well an deem klenge Land, an deem mer hei liewen, do muss een net onbedéngt dräi grouss Deponien an eng Verbrennungsanlag hunn. Vläicht kënne mer laangfristeg nei Weeër goen.

Wa mir wëllen, dass d'Leit déi 80 Kilogramm gréngen Offall am Joer dach reduzéiere sollen, da musse mer ganz einfach nei Weeër opzeechnen an déi Weeër gi vun der CSV ënnerstëtzt.

Ech bréngen den Accord eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis.

Ech wollt de Kolleege soen, dass de Service informatique versicht de Fichier vum Vote virdrun ze récupéréieren. En attendant ginn ech dann dem Här Goerens d'Wuert fir d'demokratesch Fraktioun.

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Nodeem ech de Rapporteur an och den Här Oberweis héieren hu fält et mer ganz schwéier, fir mer nach en Argument afalen ze loossen, wat fir de Projet plädéiert, esou dass ech géing virschloen, mir sollen esou séier wéi méiglech dee Projet sengem verdéngte kréinenden Ofschloss zoufëieren an doriwwer ofstëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Ech hat gemengt, et wär u mir.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Et wier ganz vill zu dësem flotte Projet ze soen - ech probéiere mech awer och ganz kuerz ze halen.

Wann een d'Chiffere gesäit, da kann ee wierklech soen: Et ass net deen allerbëllegste Projet. Ech wëll awer ze bedenke ginn, dass en an zwoufacher Hisiicht e Pilotprojet ass. Éischtens ass et fir d'éischt, dass eng Vergärung vu Biooffäll aus dem Haushalt an deem Ausmooss, an deem Tonnage zu Lëtzebuerg geschitt. An et ass zweetens och e Pilotprojet, wat d'Aspeisung vu Biogas an d'Äerdgasnetz ubelaangt. Ech mengen, och an där Hisiicht ass et e Pilotprojet, an duerfir schéngt et mer relativ normal ze sinn, dass do vläicht déi spezifesch Käschte méi héich sinn, wéi wann een elo an enger absolut erprouften Technologie wier.

Déi Gréng sinn awer der Meenung, dass mer grad esou Projeten och zu Lëtzebuerg brauchen, wa mer an Zukunft wëllen den Internet vun der Energie opbauen. Hei ass erëm e flotten Akteur, deen natierlech selwer Energie verbraucht, mä deen der selwer och kann aspeisen. Dat sinn déi konkret Beispiller.

Vläicht just zwou Remarquë méi allgemenger Natur. Et ass e bësse schued, dass de Minett-Kompost net geographesch deckend ass mam SIDOR. Elo riskéiere mer, dass eng Rei méi kleng Gemengen tëschent Minett-Kompost, Stad Lëtzebuerg a SICA eventuell wäiss Flecke bleiwen. Ech mengen, dass dat ënner anerem ee vun de wichtege Punkten ass, wou mer am neie Plan national des déchets mussen driwwer nodenken, wéi mer déi Saach an de Grëff kréien.

Ech profitéiere vun der Geleeënheet, fir de Minister ze froen, wou mer an Tëschenzäit mat deem Plang dru sinn, a fir him dann och ze suggéréieren, vläicht méi regelméisseg dat existent Gremium ze gebrauchen, wat mer eigentlech hunn.

Här Oberweis, vläicht fir Iech op Är Suggestioun ze äntwerte vun „ronnen Dëscher": Et ass am Offallgesetz en „ronnen Dësch" virgesinn, deen eigentlech zweemol d'Joer sollt - wann net souguer misst - zesummekommen, tëschent den Haaptakteuren am Offallberäich. Dat huet emol a gewësse Legislaturperiode besser fonctionnéiert wéi an där leschter an an dëser. Duerfir géing ech suggéréieren, dass mer do emol vläicht erëm méi regelméisseg zesummekéimen.

Fir de Rescht kann ech Iech assuréieren, dass informell Koordinatioune sinn zu-

mindest tëschent de Presidente vun deenen dräi grousse Syndikater. Un eis soll et net leien, fir eng national Léisung ze sichen.

An eng lescht Bemierkung. Ech hat d'éinescht gesot, ech kéint e Buch schreiwen iwwert d'Obstruktioune vum Innenministère, wat d'Engagementer vun enger Gemeng am Beräich alternativ Energien, sinn. Ëmsou méi muss ech ganz éierlech soen, dass ech hei erstaunt sinn, dass en Innenminister engem Syndikat eng Genehmegung gëtt, fir e Projet ze maachen, vun deem en net weess, wat herno déi finanziell Retombéeë sinn. Well hei kritt jo e Syndikat d'Autorisatioun anzespeisen an en Äerdgasnetz, wou mer nach keng Base légale hunn a wou kee Mënsch de Präis weess.

Ech kann dann nëmmen d'Konklusioun zéien, datt an der Rue Beaumont net nëmme systematesch Obstruktiounspolitik gemaach gëtt. Heiansdo sinn och Leit bereet iwwer hire Schiet ze sprangen. Wann och nach ee mer kéint d'Logik aus der Rue Beaumont erklären, da wier ech dankbar.

Merci.

(Interruptions)

Une voix.- Wou ass d'Rue Beaumont?

M. le Président.- Nächstenageschriwwene Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll am Ufank soen, datt dee Projet hei grondsätzlech an déi richteg Richtung geet. E läit och op der Linn vun eisem Offallgesetz, wat seet: Vermeiden - dat léisst sech net ëmmer erreechen -, mä virun allem verwäerten, wou et nëmme geet.

Mir wëssen, datt déi organesch Fraktioun an eisem Offall e ganz groussen Deel duerstellt - ronn 45% -, an datt mer absolut op der richteger Schinn leien, wa mer probéieren, deen energetesch richteg ze notzen. Dat war bis elo net de Fall, well de Compostage an där Bezéiung näischt bréngt. Bei der Kompostéierung fält vill CO_2 un, an dat wëlle mer net méi. Et fält Wäermt un, déi mer net kënnen notzen; et sief dann, et géing ee Wärmeschlaangen draleeën, an dat géing relativ opwändeg ginn, well déi Matière muss jo dauernd ëmgesat ginn.

Duerfir geet et grondsätzlech an déi richteg Richtung. Just stelle sech awer an deem Zesummenhang e puer Froen. Hei gëtt fir d'alleréischt de Gas, deen entsteet, net iwwer e Motor verwäert, wou Elektresch a Wäermt entstinn, déi een natierlech allebéid notze kann, mä hei soll direkt agespeist ginn.

Mir hunn elo grad héieren, datt déi 2,8 Milliounen Nm^3 globale Biogas, déi hei ufalen, vereedelt ginn, wann ech emol esou däerf soen. Dat heescht, dat, wat net brennbar ass, gëtt erausgefiltert, wat net einfach ass, esou datt 1,7 Nm^3 Milliounen iwwreg bleiwen.

An do stellt sech eng grondsätzlech Fro. Ech hu mech mat engem Här ënnerhalen, dee sech de Moment ganz intensiv wëssenschaftlech mat där ganzer Entwécklung vun der biologescher Energiewirtschaft hei auserneesetzt an dee sech eigentlech d'Fro stellt, woufir datt mer wëllen dee Biogas vereedelen, dee mer produzéieren.

Wa mer op där Schinn virufueren, da ginn dat herno jo vill méi grouss Quantitéite wéi elo. Dat heescht, den Undeel vum Biogas um gesamte Gas, deen herno verwäert gëtt, deen hëlt ëmmer méi zou. Mir hunn eis als Linn gesat, de Biogas erop ze vereedelen op d'Qualitéit vum Äerdgas, wat awer laut den Aussoe vun dësem Expert net onbedéngt néideg wär, well e praktesch integral als Verbrennungsgas genotzt gëtt, wou déi héich Qualitéit absolut net noutwendeg wär, wou ee souguer kënnt op den Niveau vum fréiere Stadgas goen.

Dat heescht, mir leeën eis hei onnëtzerweis d'Lat héich, wat ganz ganz vill Geld kascht, fir herno e Gas ze hunn, dee méi eng héich Konzentratioun huet, wat eis awer leschten Enns net vill abréngt. Dat wär op jidde Fall emol eng Iwwerleeung, déi een an der Zukunft misst féieren, ganz besonnesch am Zesummenhang mat der Diskussioun, déi mer elo amgaange sinn ze féieren iwwert de Projet 5606 vum Gasgesetz.

Dat anert ass, datt dat hei e ganz héije Käschtepunkt duerstellt, wann een et mat private Vergärungsanlage vergläicht. Mir wëssen, datt de Stat an d'Gemengen normalerweis net bëlleg bauen. Mir wëssen awer och, datt hei eng Partie aner Contraintë mat drunhänken.

Ënner anerem wäre mir grondsätzlech dofir, datt een dat soll an dezentralen Anlage verschaffen. Mir wëssen awer, datt de Problem vun der Hygieniséierung sech dee Moment stellt, wou Offäll aus Haushalter an och nach vläicht Schluechtoffäll an esou weider dobäikommen. An d'Hygieniséierung, déi wäert sech wahrscheinlech a méi klengen dezentralen Anlagen net esou gutt maache loossen. Trotzdeem musse mer eis iwwerleeën net ze vill ze zentraliséieren, well mer erëm relativ vill Energie verbrauchen, fir alles zesummenzefëieren. A wann et dann herno grouss Quantitéite sinn, déi erëm mussen erausgefouert ginn, deelweis an d'Landwirtschaft, fir do verwäert ze ginn, da musse mer den Trajet nach eng Kéier maachen.

Dat sinn déi Bedenken, déi mir eigentlech bei dësem Projet hunn. Trotzdeem wëll ech hei grondsätzlech eisen Accord ginn, a mir wäerten de Projet duerfir och stëmmen.

M. le Président.- Merci. D'Riedner-lëscht ass elo ofgeschloss. D'Regierung huet d'Wuert, wann se wëllt.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt der Kommissioun an och dem Président-rapporteur Merci soe fir déi schnell Aart a Weis wéi mer dëse Projet behandele konnten: Dépôt den 8. November 2006, haut de Vote. Ech mengen, dat ass eng gutt Aart a Weis gewiescht, fir och dem Syndikat an de Gemenge Sécherheet ze ginn, eng Planungssécherheet an och eng finanziell Sécherheet fir dee Projet, dee mer hei maachen. Den innovative Charakter vun dësem Projet ass, mengen ech, vun alle Säiten hei unerkannt ginn, wat de finanziellen Apport vum Stat an där heite Fro och rechtfertegt.

Ech mengen, dass mer niewent der Kommissioun hei am Haus och dem Syndikat, de Gemengen, dem Comité d'accompagnement an der Madame Liette Mathieu - ganz speziell fir de Pilotage vun deem Projet hei bis elo zur Exécutioun, an déi mer elo endlech kënnen antrieden - Merci kënne soen.

Mir hunn de Mëtteg bei der Klimaschutzdebatt gesot, dass d'Klimaschutzpolitik ee Bueren ass u ganz décke Brieder, an et gëtt kee Coup de baguette magique, mä et muss een u ville Schrauwen dréinen, et muss ee vill Tonnen dorëmmer siche goen, fir zu engem Zil ze kommen. Dat hei ass och en Apport, deen net riseg ass - sécherlech -, mä deen, mengen ech, fir d'Zukunft enger neier Technologie och Méiglechkeete gëtt, wou ech déi Suggestiounen, déi hei gemaach ginn, och gäre mathuelen.

Et ass nach eng prezis Fro gestallt ginn - vum Kolleeg Camille Gira, mengen ech war et - iwwert den nationale Plang vun den Déchets, wou mer jo an der Revisioun mat dra sinn. En éischte Workshop oder ech mengen zwee Stéck hunn an deem Zesummenhang scho stattfonnt. Mir hunn en éischten Tëschebericht vun engem neie Plang am Moment um Internetsite stoen, fir och do d'Suggestioune vun interesséierten Akteuren, mä och vun alle Bierger dobaussen entgéintzehuelen. Eng Rei vu Contributiounen hu mer kritt. Ech mengen, déi mussen da gekuckt a verwäert ginn. Ech ginn dovun aus, dass mer dann am Hierscht an déi definitiv Phas erakommen, fir dass mer en definitive Projet bis Enn dës Joer hunn, fir dee wichtege Bestanddeel do an och fir Innovatiounen an dem Beräich vun der Offallpolitik zu Lëtzebuerg do kënne mat eranzehuelen.

Fir de Rescht, Merci der Chamber fir déi schnell Beaarbechtung vun dësem Projet.

M. le Président.- Merci. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5630. Den Text vum Projet befënnt sech am Dokument 5630[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5630 ass à l'unanimité mat 57 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Thiel), Norbert Haupert (par Mme Christine Doerner), Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Sauber), MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Ali Kaes) et Michel Wolter (par Mme Sylvie Andrich-Duval);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par M. Paul Helminger), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur) et Claude Meisch;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da wollt ech lech soen, dass mer um Enn vun eiser heiteger Sitzung ukomm sinn. Déi nächst Sitzunge sinn den 13. an de 14. Juni.

Une voix.- An dee Vote vu virdrun?

M. le Président.- Deen ass an der Rei.

D'Conférence des Présidents wäert en temps utile den Ordre du jour proposéieren an en lech zoukomme loossen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.37 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 383

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 383

Ordre du jour page 383

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°190 du 22 mai 2007 de M. Gilles Roth relative à la création éventuelle d'un registre des procédures d'autorisation en matière de PAP tel que préconisé par le Conseil économique et social dans son avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays 2007, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 383-384

- Question N°191 du 21 mai 2007 de Mme Anne Brasseur relative aux décodeurs numériques, adressée à M. le Ministre des Communications page 384

- Question N°192 du 21 mai 2007 de M. Roger Negri relative au dépistage systématique de l'ostéoporose, adressée à M. le Ministre de la Santé pages 384-385

- Question N°193 du 22 mai 2007 de M. Jean Huss relative à la vaccination HPV (les papillomavirus humains), adressée à M. le Ministre de la Santé page 385

- Question N°194 du 22 mai 2007 de Mme Nancy Arendt relative au contrôle des prestations fournies dans les centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) ou dans les maisons de soins prises en charge par l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 385

- Question N°195 du 22 mai 2007 de M. Claude Meisch relative à une modification de la législation sur l'aménagement du territoire, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 385-386

- Question N°196 du 21 mai 2007 de Mme Lydie Err relative à la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, adressée à M. le Ministre de la Justice page 386

- Question N°197 du 22 mai 2007 de M. Claude Meisch relative à la promotion des initiatives privées dans le domaine de la famille et de l'égalité des chances, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 386

- Question N°198 du 21 mai 2007 de M. Ben Fayot relative aux démarches de la Présidence allemande en matière de libéralisation des services postaux, adressée à M. le Ministre des Communications page 387

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'attitude des autorités politiques polonaises à l'encontre du député européen Bronislaw Geremek pages 387-389

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des jeux de hasard pages 389-392

5660A - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

2) de la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service au Grand-Duché de Luxembourg des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;

3) de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

et

5411 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et transposant certaines dispositions de la Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires pages 392-395

Débat de consultation sur les réflexions et propositions du Gouvernement au sujet des mesures destinées à réduire les effets engendrés par le changement climatique

et

Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et des stratégies de prévention et de limitation des dégâts que va générer le changement climatique pages 396-410

Ordre du jour page 407

Motion au sujet du système de perception tarifaire électronique eGo pages 410-412

Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux en relation avec la construction des nouvelles infrastructures de traitement des déchets organiques du Syndicat intercommunal «Minett-Kompost» pages 412-414

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1658	M. Roland Schreiner	Phénomène de l'«overbooking»
1662	M. Carlo Wagner	Projets du Fonds du Logement pour cinq maisons du centre historique de Remich
1675	M. Félix Braz	Nom du conjoint sur les passeports biométriques
1682	M. Marc Angel	Délai pour l'obtention d'un nouveau permis de conduire suite à une perte ou un vol
1690	M. Romain Schneider	Mise en place d'une guidance de l'assuré vers le système de prise en charge approprié en cas d'incapacité de travail et dans le cadre de la réinsertion professionnelle
1692	M. Carlo Wagner	Réorganisation du Laboratoire National de Santé (LNS)
1693	M. Laurent Mosar	Amélioration de la rapidité des décisions juridictionnelles et de l'efficacité des règles de procédure ainsi que des compétences et effectifs de la magistrature
1694	M. Xavier Bettel	Apposition d'un pictogramme sur le conditionnement extérieur de médicaments ayant des effets sur la capacité de conduire des véhicules ou d'utiliser des machines
1696	M. Marcel Oberweis	Création d'une décharge pour déchets inertes à Strassen aux abords de l'autoroute Luxembourg-Arlon
1698	M. Marcel Oberweis	Incinération de boues séchées à l'aide d'énergie solaire
1703	Mme Viviane Loschetter	Formation de l'auxiliaire de vie
1704	M. Marc Spautz	Activités de maintenance de l'armée luxembourgeoise sur le site de la WSA (Warehouse Service Agency)
1705	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Assainissement énergétique des bâtiments publics
1707	M. Laurent Mosar	Réchauffement climatique
1709	M. Marcel Oberweis	Fonds fiduciaire pour les infrastructures en Afrique
1711	M. Marc Spautz	Remboursement des transports en ambulance
1712	M. Patrick Santer	Entraves à l'application de la loi du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle
1713	M. Laurent Mosar	Sécurité dans le secteur de l'aviation
1714	M. Ben Fayot	Renouvellement des permis de conduire des septuagénaires tous les trois ans
1718	M. Gilles Roth	Dénomination des lycées techniques en général et du Lycée technique Josy Barthel à Mamer en particulier
1723	M. Xavier Bettel	Placement d'un détendu condamné pour pédophilie dans le même bloc que des détenus mineurs
1726	M. Henri Kox	Disparition des populations d'abeilles
1727	Mme Anne Brasseur	Extension de l'enseignement proposé au lycée pilote «Neie Lycée» jusqu'en classe de première
1729	Mme Claudia Dall'Agnol	Actualisation de l'étude LIP («Untersuchung zum Wohnungswesen in Luxemburg»)
1738	M. Claude Meisch	Acquisition par l'État de terrains situés hors du périmètre et vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché
1742	Mme Colette Flesch	Cité judiciaire

Question 1658 (26.3.2007) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **phénomène de l'«overbooking»:**

Le règlement (CE) N°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établit des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol. Entre autres, il fixe la hauteur des indemnités auxquelles les passagers ont droit si une compagnie aérienne refuse de les transporter, bien qu'ils aient réservé et payé le vol en question et bien qu'ils se soient présentés dans les délais au guichet d'embarquement.

Le règlement vise à mieux protéger les consommateurs, mais il a aussi pour but de rendre le recours systématique et démesuré à la pratique de l'«overbooking» moins attrayant pour les transporteurs. Le règlement prévoit par exemple qu'un passager, qui a payé un vol d'une distance inférieure à 1.500 kilomètres et à qui le transporteur refuse l'embarquement, a droit à une indemnisation de 250 euros. En plus, il a le choix entre le remboursement du billet et le réacheminement vers sa destination finale dans les meilleurs délais. L'indemnisation peut être réduite de moitié si le retard dû au réacheminement est de moins de deux heures. La hauteur de l'indemnité augmente si la distance du vol est supérieure à 1.500 kilomètres.

D'après mes informations, les compagnies aériennes qui offrent des vols à partir du «Findel» ne respectent pas toujours le règlement précité. Ils manqueraient ainsi à leur obligation d'informer et d'indemniser correctement le passager. Or, l'article 16 du règlement européen en question prévoit que «chaque État membre désigne un organisme chargé de l'application du règlement en ce qui concerne les vols au départ d'aéroports situés sur son territoire, ainsi que les vols à destination de ces mêmes aéroports et provenant d'un pays tiers. Le cas échéant, cet organisme prend les mesures nécessaires au respect des droits des passagers.» En cas de violation du règlement, le passager peut saisir cet organisme d'une plainte. Les États membres sont tenus d'établir des sanctions «efficaces, proportionnées et dissuasives» pour renforcer le respect du règlement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est au Luxembourg l'organisme compétent chargé de l'application du règlement?

- Quels sont les instruments dont dispose cet organisme pour contrôler effectivement l'application du règlement?

- Combien de plaintes ont été déposées auprès de cet organisme depuis l'entrée en vigueur du règlement?

- Quelles sont les sanctions prévues en cas de violation du règlement par le transporteur?

- Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de statistiques concernant le phénomène de l'«overbooking» au Luxembourg? Quel est le pourcentage moyen de l'«overbooking» des compagnies aériennes qui offrent des vols à partir du Grand-Duché?

Réponse (6.6.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1. La Direction de la Réglementation des Marchés et de la Consommation du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a été désignée comme organisme chargé de l'application du règlement (CE) N°261/2004 du Parlement et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol.

2. Un amendement gouvernemental au projet de loi relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs (doc. parl. N°5699) adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 11 mai 2007 prévoit que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur recevra et instruira les plaintes des passagers aériens. Les «agents habilités» y rattachés disposeront d'une série de pouvoirs tels que par exemple l'accès à tout document pertinent ou la possibilité de mener des inspections sur place afin d'assurer l'application effective du règlement (CE) N°261/2004.

3. Depuis sa désignation en tant qu'organisme compétent par décision du Conseil de Gouvernement du 6 septembre 2005, la Direction de la Réglementation des Marchés et de la Consommation du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a reçu trois plaintes en 2005, 16 plaintes en 2006 (dont huit concernaient des retards de vol, cinq des annulations et trois des refus d'embarquement) et deux plaintes en 2007.

4. Actuellement un transporteur aérien qui n'aurait pas respecté les dispositions du règlement (CE) N°261/2004 et qui, suite à la demande de l'organisme compétent, refuserait de se conformer audit règlement, peut faire l'objet d'une action judiciaire en demande de dommages et intérêts de la part du passager aérien lésé.

Néanmoins, d'après l'amendement gouvernemental susmentionné, le transporteur aérien qui aurait violé une des dispositions du règlement (CE) N°261/2004 pourra, le cas échéant, être puni d'une amende allant de 251 à 50.000 euros.

5. Tout d'abord, il importe de souligner que le phénomène de l'«overbooking» est une pratique courante dans l'industrie de l'aviation. Elle est utilisée par les compagnies aériennes afin de limiter le manque à gagner généré par des voyageurs qui, pour une raison ou une autre, ne prennent pas le vol pour lequel ils ont réservé leur place et leur permet d'améliorer leur coefficient d'occupation des sièges («seat load factor»).

La moyenne habituelle dans l'industrie de l'aviation européenne veut qu'entre 8 à 16 voyageurs sur 10.000 passagers transportés se voient refuser l'accès à bord à cause d'un «overbooking».

En ce qui concerne la société Luxair SA. il est à relever que par le passé, cette société n'a jamais pratiqué une véritable politique d'«overbooking». Ce n'est qu'en 2006 que Luxair s'est ouvert à cette pratique.

Ainsi, en 2006, Luxair a dû refuser, toujours par tranche de 10.000 passagers transportés, 2,4 voyageurs. Sur un total de presque 850.000 passagers, 205 voyageurs se sont donc vus refuser l'accès à bord d'un vol Luxair.

Il convient de noter que dans ces cas de refus à bord, Luxair prend en charge les personnes concernées. Cette prise en charge peut consister en une réservation du passager pour la même destination, en une compensation financière conformément au règlement (CE) N°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, voire en un mélange des deux.

Question 1662 (28.3.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **projets du Fonds du Logement pour cinq maisons du centre historique de Remich:**

Il y a quelques années, le Fonds du Logement a procédé à l'acquisition de cinq maisons en plein centre historique à Remich (rue St. Nicolas 19 à 27). Depuis cette date, le Fonds du Logement est resté inactif concernant la rénovation de ces maisons, de sorte que celles-ci sont actuellement dans un état vétuste et délabré, voire même dangereux. Cette situation est d'autant plus déplorable que les maisons privées voisines ont toutes été restaurées entre-temps.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de l'inactivité du Fonds du Logement dans ce dossier?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels sont les projets concrets que le Fond du Logement entend réaliser à l'adresse susmentionnée? Dans quel délai pourra-t-on s'attendre à la réalisation de ces projets?

Réponse (31.5.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Par son courrier du 15 mai 2007, le Président du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat m'a communiqué le déroulement historique du projet comme suit:

La convention du 17 octobre 2003, conclue entre le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat et la Ville de Remich, a été approuvée par le comité directeur du Fonds le 18 novembre 2003 et par le conseil communal le 18 décembre 2003. Le Ministre du Logement a approuvé cette acquisition le 24 novembre 2003 alors que le Ministre de l'Intérieur a approuvé cette vente de la part de la Ville le 17 février 2004. Le transfert de propriété a eu lieu le 15 juin 2004.

Une deuxième acquisition, sur une personne privée, a fait l'objet d'un compromis signé le 13 octobre 2003. Le Ministre du Logement a approuvé cette acquisition pour le Fonds du Logement le 23 décembre 2003. L'acte authentique a été opéré le 11 mars 2004 et la transaction de la propriété a eu lieu le 6 avril 2004.

Avant d'être propriétaire de l'ensemble des immeubles, le Fonds du Logement avait chargé un architecte, à savoir le 7 janvier 2004. Ensuite, il a chargé un géomètre de l'établissement d'une levée des maisons. Cette levé était disponible le 28 juin 2004, et les premières esquisses de la part de l'architecte le 31 mai 2005. Les bordereaux de démolition partielle et les sondages étaient disponibles le 10 octobre 2005.

Les travaux annoncés n'ont pas pu être réalisés parce que de l'amiante a été détectée aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des maisons. Cette constatation a été faite par le bureau de coordination et de sécurité HBH le 11 janvier 2006. De suite, une commande d'intervention a été passée à Luxcontrol. Son rapport d'inventaire a été achevé le 31 mars 2006 et la soumission pour les travaux de dépollution a été lancée.

La remise des offres a eu lieu le 7 juillet 2006 et la commande a été passée le 29 juillet 2006. Le planning de travail émanant de l'entreprise chargée de la dépollution, à savoir Depolux, et requis par l'Inspection du Travail et des Mines, a été disponible le 14 août 2006. En septembre 2006, la méthode utilisée par l'Inspection du Travail et des Mines a fait l'objet d'une modification. Depuis lors, cette institution demande un plan dressé à l'échelle 1:100, avec l'indication de tous les éléments en question ainsi que l'équipement prévu par l'entreprise. Sur base de cette documentation complète, l'organisme de contrôle agréé, à savoir E & E, était en mesure de présenter son dossier le 25 avril 2007 en vue de la demande d'autorisation auprès du Ministre du Travail et du Ministre de l'Environnement.

À la vue de ce qui précède et qui ne retrace que les étapes importantes, vous constatez que le Fonds n'est pas demeuré inactif. Il s'est, avec les moyens à sa disposition, engagé dans la réalisation du projet en question. Il va sans dire que les travaux commenceront de suite à la vue de l'ensemble des autorisations requises.

Question 1675 (3.4.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **nom du conjoint sur les passeports biométriques:**

Le passeport biométrique d'une femme mariée fait automatiquement mention du nom de son conjoint. Ceci n'est pas le cas du passeport d'un homme marié. Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Comment s'explique cette différence de traitement entre femme mariée et homme marié?

- Pourquoi le passeport de la femme mariée fait-il automatiquement mention du nom du conjoint? Est-ce que cette mention est facultative?

- Pourquoi le passeport de l'homme marié ne fait-il pas automatiquement mention du nom de la conjointe?

Réponse (4.6.2007) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Lors de l'introduction d'une demande de passeport biométrique auprès des administrations communales le choix est laissé à chacun de faire figurer le nom de son conjoint sur la deuxième page de son document de voyage.

Il s'agit donc d'une mention purement facultative et non d'un automatisme imposé qui pourrait effectivement avoir comme corollaire une différence de traitement entre demandeurs de sexe opposé.

Le fait que beaucoup de femmes mariées souhaitent voir figurer le nom de leur conjoint dans le passeport peut résulter du fait que le législateur a prévu que sur la page des données du passeport doit figurer le nom inscrit sur l'acte de naissance c'est-à-dire leur nom de jeune fille différent dans la majorité des cas de celui du conjoint généralement adopté lors du mariage.

Question 1682 (13.4.2007) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **délai pour l'obtention d'un nouveau permis de conduire suite à une perte ou un vol:**

En cas de perte ou de vol du permis de conduire, un double du permis peut être demandé auprès du Service des permis de conduire sur présentation d'une déclaration de vol ou de perte.

Il me revient que le délai pour l'obtention du nouveau permis atteint deux à trois semaines et que le concerné se voit interdit de conduire tant que le nouveau permis n'a pas été établi.

J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons pour ces longs délais d'attente?

- Serait-ce envisageable de délivrer un document provisoire aux personnes ayant perdu ou subi le vol de leur permis de conduire et qui, pour des raisons professionnelles ou personnelles, ne peuvent pas se passer de leur voiture?

Réponse (29.5.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député attire l'attention sur les délais rencontrés lors de la demande, en vue de l'obtention d'un duplicata du permis de conduire, présentée auprès du Service des permis de conduire de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT) et ce en cas de perte ou de vol du permis de conduire.

À cet égard, il souhaite connaître les raisons liées aux longs délais d'attente et sollicite la délivrance éventuelle d'un document provisoire aux personnes concernées qui ne peuvent se passer de leur voiture dans la vie quotidienne.

En application de l'article 4bis, paragraphe 4 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, le Ministre des Transports peut confier à la SNCT des tâches administratives relevant de la gestion des permis de conduire à partir du 1er septembre 2002.

Dès lors, un titulaire d'un permis de conduire qui a soit perdu son document, soit s'est vu voler ledit document, peut présenter une demande en vue de l'obtention d'un duplicata auprès d'un des quatre guichets de la SNCT, situés à Luxembourg-Kalchesbruck, Sandweiler, Wilwerwiltz et Esch/Alzette ou encore auprès du Ministère des Transports. Dans tous les cas de figure, cette demande est traitée par les bureaux de la SNCT à Luxembourg-Kalchesbruck.

Étant donné que pour des raisons de protection des données personnelles, les agents de la SNCT ne sont pas autorisés à consulter les données du fichier national des permis de conduire relatives au volet médical et contentieux ainsi qu'au système du permis à points, chaque demande en vue de l'obtention d'un duplicata doit être transmise, en commun avec le dossier original qui est archivé, à un agent du Ministère des Transports, afin de décider si un duplicata d'un permis de conduire peut être délivré ou non.

En ce qui concerne la suggestion de l'honorable Député quant à la délivrance d'un document provisoire, il convient d'éviter tout usage éventuellement abusif. Pour des raisons de sécurité, la délivrance d'un tel document est donc à écarter.

Question 1690 (20.4.2007) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant la **mise en place d'une guidance de l'assuré vers le système de prise en charge approprié en cas d'incapacité de travail et dans le cadre de la réinsertion professionnelle:**

La loi du 21 décembre 2004 modifiant le Code des assurances sociales et la loi modifiée sur le contrat de travail, ainsi que la loi du 1er juillet 2005 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle ont été votées suite aux débats menés au sein du Comité de coordination tripartite, de la quadripartite et de l'assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie dans le contexte du déséquilibre du budget des caisses de maladie. Les dispositions contenues dans ces deux lois visent à une meilleure guidance de l'assuré vers le système de prise en charge approprié en cas d'incapacité de travail et dans le cadre de la réinsertion professionnelle.

En décembre 2004, lors du vote du projet de loi N°5322 (devenu la loi du 21 décembre 2004) et dans le contexte des discussions du projet de loi N°5334 (devenu la loi du 1er juillet 2005), la Chambre de Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement «à établir un bilan sur les dispositions contenues dans les deux lois au plus tard deux années après leur mise en vigueur et de procéder, le cas échéant, à des adaptations visant à éliminer d'éventuels cas de rigueur».

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Le bilan concernant la mise en application des deux lois en question a-t-il été établi ou est-il en cours d'élaboration?

- L'article 1er de la loi du 21 décembre 2004 a introduit une limitation de la durée maximale d'indemnisation au titre de l'assurance maladie à 52 semaines au cours d'une période de référence de 104 semaines. Cette disposition a-t-elle conduit à l'apparition de cas de rigueur tel que redouté par les syndicats?

- Quel est le bilan de la réforme du système de prise en charge de l'incapacité de travail et de la réinsertion professionnelle telle que projetée par la loi du 1er juillet 2005? Est-elle satisfaisante?

Réponse (29.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le bilan demandé par la Chambre des Députés sur les lois des 21 décembre 2004 et 1er juillet 2005 est en cours d'élaboration. Il paraît toutefois utile d'attendre les conclusions d'une étude de l'OCDE qui compléterait utilement le bilan par un regard extérieur. Cette étude fait partie du projet d'examen par pays des «politiques mises en œuvre par les pays pour gérer et réduire les flux d'entrée dans les régimes d'indemnisation de la maladie et de l'invalidité, et pour accompagner les efforts des bénéficiaires qui souhaitent réintégrer le marché du travail» démarré à la suite de la réunion des Ministres des Affaires sociales à l'OCDE du 31 mars au 1er avril 2005. La présentation du rapport final de l'OCDE se fera lors d'un séminaire organisé les 28 et 29 juin 2007 de sorte que le bilan pourra être finalisé par la suite.

Suivant l'honorable Député, la loi du 21 décembre 2004 aurait introduit une limitation de la durée maximale de paiement de l'indemnité pécuniaire de maladie à 52 semaines au cours d'une période de référence de 104 semaines. Tel n'est pas le cas, car l'ancien article 14 du Code des assurances sociales était déjà libellé comme suit (anciens alinéas 3 et 4):

«L'indemnité pécuniaire est accordée pendant cinquante-deux semaines au plus, même si une nouvelle maladie survient pendant cette période. Si l'assuré, qui a recouvré sa capacité de travail, est de nouveau touché d'incapacité de travail par suite d'une autre maladie, il a un nouveau droit à l'indemnité pécuniaire de maladie.

Le droit à l'indemnité pécuniaire pour un même cas de maladie est rétabli, lorsque l'affilié a entre-temps exercé une occupation assujettie pendant cinquante-deux semaines. Les statuts règlent la computation des périodes de travail et d'incapacité de travail discontinues prévue au présent alinéa.»

Si le texte introduit par la loi du 21 décembre 2004 n'a pas innové en ce qui concerne la limitation de la durée, il a cependant pu créer des situations de rigueur en supprimant le renvoi à un même cas de maladie. Toutefois, il faut rappeler que la suppression du renvoi à un même cas de maladie était motivée à l'époque par les situations d'indemnisations abusives de longue durée auxquelles ce critère a pu mener. Le bilan dont question fournira l'occasion de réapprécier le dispositif légal et de rechercher des solutions conciliant des réponses équitables pour les cas de rigueur avec l'intérêt général visant à éviter des dérives financières.

Comme le fait ressortir la réponse à la première question, le bilan de la loi du 1er juillet 2005 est en cours d'élaboration de sorte qu'une réponse à la troisième question de l'honorable Député ne saurait être fournie à l'heure actuelle.

Question 1692 (20.4.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **réorganisation du Laboratoire National de Santé (LNS):**

Me référant à la série d'articles parus dans les pages de l'hebdomadaire Le Jeudi en date du 17 avril dernier et qui qualifient le LNS comme un panier de crabes où certaines sections feraient double emploi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une réorganisation de fond du LNS s'avère indispensable et ce dans les meilleurs délais?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il dans ce contexte la création d'un ou de plusieurs établissements publics?

Réponse (18.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Je puis d'emblée dire à l'honorable Parlementaire que je partage son appréciation qu'une «réorganisation de fond du LNS s'avère indispensable». Quant à savoir si cette réorganisation doit se faire «dans les meilleurs délais», l'honorable Parlementaire doit lui-même détenir certains éléments de réponse pour avoir été en charge de ce dossier sous la précédente législature.

Quoiqu'il en soit j'ai personnellement pris en mains ce dossier dès mon entrée en fonction. Ce ne sont donc pas les articles de presse qualifiant le LNS de panier de crabes, invoqués par l'honorable Parlementaire, qui m'incitent à agir, mais plutôt la considération que le LNS est une institution vivante qui doit s'adapter à un environnement changeant. Considérant que la dernière révision du cadre légal du LNS date de 1980 et celle qui la précède de 1965, j'estime qu'il n'est pas trop tôt pour remettre l'organisation de cet institut sur le métier.

Une des difficultés auxquelles se trouve confronté le LNS est la diversité de ses missions.

Il y a d'un côté les domaines d'activité plutôt orientés vers la sphère

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

publique. Le LNS est en charge de missions analytiques et scientifiques en matière de sécurité sanitaire des aliments, en matière de sécurité des médicaments et autres produits de santé, de même qu'en matière de surveillance et de sécurité environnementale. Il se trouve pareillement chargé d'activités stratégiquement importantes pour le pays et/ou pour lesquelles une compétence nationale indépendante semble souhaitable (par exemple veille sanitaire pour répondre à des menaces de bioterrorisme).

D'un autre côté, et en complémentarité des laboratoires privés hospitaliers et extrahospitaliers, le LNS tient à la disposition de la population générale et des hôpitaux une capacité d'expertise analytique spécifique. Ici l'on n'est plus en face d'une administration étatique détentrice de prérogatives de puissance publique, et le défi consiste avant tout dans la recherche d'une efficacité, d'une visibilité et d'une disponibilité équivalentes à la sphère marchande. Si dans certains domaines il existe un «monopole», c'est soit parce qu'il existe un programme de santé publique ou un besoin de centralisation pour des raisons notamment de masse critique, soit parce qu'il s'agit d'une activité économiquement peu rentable, qui n'intéresse guère les laboratoires privés.

La législation actuelle sur le Laboratoire national date de 1980. Après plus d'un quart de siècle de fonctionnement les besoins de santé publique du pays ont évolué. Aussi ces dernières années la spécialisation des techniques utilisées au sein du Laboratoire s'accroît à un rythme accru, tandis que d'autres techniques autrefois réservées au LNS se sont banalisées et sont devenues des techniques de routine courante, pratiquées dans les laboratoires privés du pays. L'accélération du progrès scientifique et technique crée ainsi un besoin de renouveau constant au niveau de l'organisation des missions du LNS, auquel ce dernier a du mal à faire face avec ses structures actuelles.

J'ai soumis la question de principe de la réorganisation du LNS au Conseil de Gouvernement, en insistant moins sur la forme (service de l'État ou établissement public) que sur le contenu. Il me paraît primordial notamment que le LNS puisse disposer de la souplesse nécessaire pour engager du personnel, par exemple pour procéder au recrutement temporaire de chercheurs, et pour gérer son budget. Les articles 74 et 75 de la loi sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, en permettant de constituer une administration de l'État en service de l'État à gestion séparée, offre une ouverture intéressante en matière budgétaire.

Je viens de recevoir l'aval du Conseil de Gouvernement pour procéder à une réorganisation du LNS en le dotant de davantage d'autonomie, cette réorganisation pouvant aussi s'opérer à l'intérieur du cadre institutionnel actuel.

Je vais m'employer à procéder à cette réorganisation dans les meilleurs délais, et dans tous les cas avant la fin de la législature.

Question 1693 (19.4.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**amélioration de la rapidité des décisions juridictionnelles et de l'efficacité des règles de procédure ainsi que des compétences et effectifs de la magistrature:**

En août 1993, Monsieur Belkacem Laghouati fut victime d'un accident du travail mortel sur un chantier sis à Differdange. Le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière correctionnelle, rendit son jugement en date du 5 février 2004, soit plus de dix ans après la disparition tragique de Monsieur Laghouati. Les prévenus (le responsable et le chef du chantier en cause) furent condamnés au pénal, alors que les demandes des parties civiles à voir réparer leur préjudice moral résultant des douleurs endurées par le de cujus décédé deux heures après l'accident furent rejetées. Quant aux demandes des parties civiles à voir indemnisé leur dommage moral causé par la perte tragique du de cujus, seules les demandes des frères et sœurs du de cujus furent déclarées recevables.

Les requérants ayant interjeté appel en date du 11 mars 2004, la Cour d'appel de Luxembourg, siégeant en matière correctionnelle, rendit son arrêt en date du 22 mars 2005 dans lequel elle se déclara incompétente pour statuer sur les demandes civiles des requérants. Ces derniers saisirent la Cour européenne des Droits de l'Homme qui vient de condamner le Luxembourg par arrêt du 5 avril 2007 sur base de l'article 6 § 1 (délai raisonnable) et 13 (droit à un recours effectif) de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme submentionnée.

La Cour a plus particulièrement estimé que si la procédure revêtait sans aucun doute une certaine complexité, notamment au regard de la procédure parallèle relative à la plainte pour faux témoignage et à la nécessité de procéder par des commissions rogatoires internationales, elle ne saurait cependant considérer comme raisonnable un laps de temps supérieur à neuf ans, surtout si, au final les autorités judiciaires se sont déclarées incompétentes pour statuer sur la demande civile des requérants. Elle a également considéré que les requérants ne disposaient pas en l'espèce d'un recours effectif pour se plaindre de la durée de la procédure.

Cette affaire soulève de nouveau la question de la rapidité de la justice à rendre une décision et partant met en cause l'efficacité des règles de procédure ainsi que la compétence et les effectifs de la magistrature.

Dans ce contexte j'aurais souhaité poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est la position du Gouvernement dans ce dossier?

- Entend-il modifier les règles procédurales afin d'aboutir à des décisions juridictionnelles plus rapides?

- Plaide-t-il pour une formation accrue des magistrats afin qu'ils soient à même de gérer des dossiers de plus en plus complexes et techniques?

- Ne pense-t-il pas qu'il faille augmenter le nombre de magistrats? Dans le même contexte n'estime-t-il pas que les magistrats devraient disposer d'un personnel administratif plus qualifié (à noter que beaucoup d'employés auprès des juridictions ne disposent d'aucune compétence particulière et certains sont embauchés sous forme de CDD voire de CAT)?

- Ne faudrait-il pas revoir également les règles de coopération internationale afin que notamment les commissions rogatoires puissent être exécutées dans des délais corrects?

- En tout état de cause, quels sont les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre afin de rendre la justice plus rapide?

Réponse (7.5.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Mes fonctions de Ministre de la Justice ne me permettent pas de me prononcer sur le travail des magistrats, qui exercent, quant au fond et quant aux délais, leurs travaux en toute indépendance. Le Gouvernement, dans les limites de ses compétences, fait tout pour que les tribunaux puissent se prononcer dans des délais raisonnables. Les magistrats décident toutefois seuls de l'évolution des affaires leur soumises.

Il y a régulièrement lieu d'adapter nos procédures et de renforcer les effectifs des juridictions, si le besoin s'en fait sentir.

Ainsi votre Parlement est souvent amené à délibérer et à voter sur des projets de loi, introduits par le Gouvernement, visant à simplifier et hâter les différentes procédures, pénale ou civile. Le Gouvernement continuera à travailler avec les avocats et magistrats pour adapter nos procédures.

D'autre part, suite à un premier programme de recrutement pluriannuel ayant porté sur les années 2001 à 2004, une loi du 1er juillet 2005 visant les années 2005 à 2009 constitue la base légale pour le recrutement annuel de magistrats du siège et du Ministère public ainsi que de fonctionnaires de l'Administration judiciaire, assurant par là que les procès de plus en plus nombreux et de plus en plus complexes puissent être évacués dans des délais raisonnables.

Ainsi le nombre de magistrats a évolué comme suit:

1999: 166 juges
2004: 197 juges
2009: 218 juges

Je suis également en train de discuter avec les magistrats des moyens pour améliorer la gestion des tribunaux. Je ferai des propositions à cet égard au cours de l'année 2007.

Question 1694 (20.4.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**apposition d'un pictogramme sur le conditionnement extérieur de médicaments ayant des effets sur la capacité de conduire des véhicules ou d'utiliser des machines:**

En France, un pictogramme, obligatoire par décret du 5 mai 1999 au Journal officiel, est apposé sur la boîte de certains médicaments afin de mettre en garde que sa consommation peut altérer la capacité à conduire un véhicule. À cela s'ajoute une classification des médicaments à trois niveaux:

- premier niveau de précaution: pas de contre-indication formelle, mais des conseils de prudence doivent être prodigués en cas de conduite après prise de ces médicaments;

- deuxième niveau de précaution: contre-indication pour les conducteurs professionnels;

- troisième niveau de précaution: incompatibles avec la conduite.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- Un tel système de classification des médicaments ne devrait-il pas également se voir appliqué au Luxembourg?

Réponse commune (29.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

S'appuyant sur un décret français imposant des pictogrammes spécifiques sur les médicaments susceptibles d'altérer la capacité de conduire un véhicule, l'honorable Parlementaire suggère d'en faire de même au Luxembourg.

La situation du Luxembourg à cet égard est cependant particulière, alors que la totalité des médicaments sont importés, le plus souvent de Belgique, mais aussi de France et d'Allemagne. Comme il n'y a pas d'obligation communautaire en la matière qui nous occupe, les pratiques et réglementations nationales diffèrent. En France le pictogramme est obligatoire, en Allemagne la situation varie d'un «Land» à l'autre, tandis qu'en Belgique, s'il y a bien des discussions en cours, il n'y a pas à ce stade d'obligation légale.

Dans les conditions données une réglementation luxembourgeoise dans le sens voulu par l'honorable Parlementaire, bien qu'étant souhaitable, est prématurée. En effet, vu l'exiguïté du marché luxembourgeois, l'obligation d'un emballage spécifique imposée aux producteurs étrangers risque en effet d'entraîner la disparition du marché national de l'un ou l'autre médicament concerné.

Question 1696 (23.4.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **création d'une décharge pour déchets inertes à Strassen aux abords de l'autoroute Luxembourg-Arlon:**

Les décharges régionales en exploitation depuis des années ne suffisent plus et la recherche de sites adéquats soulève des problèmes d'ordre logistique et environnemental.

Selon mes informations, la décharge du Bridel qui est toujours en activité est à la limite de la saturation. Une alternative constituerait en l'installation d'une décharge située au nord-est de la commune de Strassen aux abords de l'autoroute Luxembourg-Arlon.

Dans ce contexte je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire:

- L'installation d'une décharge pour matières inertes ne pourrait-elle pas voir le jour aux abords de l'autoroute Luxembourg-Arlon et ceci moyennant l'accès via le giratoire de Strassen-Bridel?

Réponse commune (14.5.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes» mentionne à l'article 3 pour les différentes régions les sites de décharges qui sont déjà définis et où une décharge pour déchets inertes est encore à aménager.

Pour la région centre sud-est, le projet de décharge au lieu-dit «In den Dielen» dans la commune de Strassen est indiqué. Ce site se trouve effectivement au nord-est de la commune de Strassen à proximité immédiate du giratoire faisant jonction entre le CR181 reliant Strassen au Bridel et l'échangeur de Strassen sur l'autoroute A6.

Pour l'instant, la société Recyma SA., futur exploitant de cette décharge, est en train de résoudre la question de la mise à disponibilité des terrains. Dès que ceci est terminé, le projet de la décharge sera finalisé pour être soumis aux procédures d'autorisations selon les législations applicables en la matière. Dans ce projet, il est effectivement prévu d'avoir un accès sur la décharge à partir du giratoire mentionné ci-dessus.

Question 1698 (24.4.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**incinération de boues séchées à l'aide d'énergie solaire:**

Le séchage des boues d'épuration facilite leur utilisation dans la filière énergétique au travers d'une valorisation thermique dans le secteur de la cimenterie ou dans une centrale d'incinération.

L'utilisation des boues séchées permettra entre autres de réduire l'utilisation de combustibles fossiles et répondra aux objectifs de la réduction d'émission des gaz à effet de serre.

Selon mes informations on a installé une station de séchage de boues à l'aide de l'énergie solaire au sein de la station d'épuration STEP de Bettembourg.

Le volume de boues séchées s'élève annuellement à 2.500 m^3 de matière séchée.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Au vu de ce qui précède, ne devrait-on pas mettre un accent sur la valorisation thermique des boues séchées dans le secteur de la cimenterie respectivement dans le secteur de l'incinération d'ordures ménagères?

Réponse (22.5.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député me demande si on ne devrait pas mettre l'accent sur la valorisation thermique des boues séchées dans le secteur de la cimenterie respectivement le secteur de l'incinération des ordures ménagères.

J'aimerais informer l'honorable Député que le syndicat intercommunal STEP (Bettembourg, Dudelange, Kayl, Roeser et Rumelange) planifie, dans le cadre de l'agrandissement et de la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg, la mise en place de collecteurs solaires thermiques. Un investissement d'un ordre de grandeur de six millions d'euros est prévu pour ces collecteurs solaires thermiques. Cette installation permettra de déshydrater les boues d'épuration en vue de leur valorisation dans la production du clinker (usine de Rumelange).

Par ailleurs, le projet «Valorboues» a pour but de proposer aux producteurs de boues d'épuration un éventail de technologies disponibles adaptées à la zone transfrontalière. Par la validation de technologies innovantes, des solutions locales pourront être démontrées.

Question 1703 (24.4.2007) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **formation de l'auxiliaire de vie:**

La formation de l'auxiliaire de vie fut introduite lors de la rentrée scolaire 2005/2006 en tant que premier intervenant du secteur d'aide et de soins et du secteur social. Elle est organisée dans le cadre du régime mixte de l'enseignement professionnel avec une première année en régime plein temps, suivie de deux années de formation sous contrat d'apprentissage auprès d'un patron formateur. Madame la Ministre de l'Éducation nationale avait limité l'accès à cette profession à 80 élèves apprentis lors de cette première rentrée. Ce quota fut réduit à 60 dès la rentrée 2006/2007. Les étudiants de la deuxième année ont dû trouver un patron formateur pour leur deuxième et troisième année de formation sous contrat d'apprentissage. L'objectif était de respecter la polyvalence de la formation en visant une répartition équilibrée entre les secteurs personnes âgées, enfants et personnes handicapées.

- Quelle est la répartition des apprentis auxiliaires de vie entre les

différents secteurs et quels sont les modes de financement appliqués?

- Quels sont les critères appliqués pour attribuer des apprentis aux différentes institutions en sachant qu'une partie de la charge est supportée par des fonds publics?

Pour permettre aux futurs auxiliaires de vie de trouver un emploi à la fin de leur formation, la profession de l'auxiliaire de vie devra être inscrite en tant que telle dans les conventions, budgets, nomenclatures du secteur d'aide et de soins et du secteur social.

- La profession de l'auxiliaire de vie, est-elle inscrite dans les différentes conventions, budgets, nomenclatures du secteur d'aide et de soins et du secteur social?

- Quelle sera la carrière des auxiliaires de vie dans le secteur d'aide et de soins et du secteur social?

Le secteur d'aide et de soins et du secteur social recrute traditionnellement une partie de son personnel au niveau d'un public adulte qui cherche à se réorienter. Par ailleurs, la formation et l'apprentissage pour adultes permet au personnel déjà occupé dans ce secteur de se donner les moyens pour progresser individuellement.

- Est-il envisagé de former des apprentis par la voie de l'apprentissage pour adultes? Dans l'affirmative, à partir de quand?

D'une part, le secteur d'aide et de soins et du secteur social se trouve en pleine mutation et continue de connaître une certaine croissance. D'autre part, le nombre d'élèves qui veuillent suivre des études qui préparent à des professions sociales, notamment l'éducateur et l'auxiliaire de vie, augmente.

- Pourquoi limite-t-on l'accès à la formation professionnelle de l'auxiliaire de vie à 60 places? Pour quelles raisons l'accès aux études préparant au diplôme d'éducateur n'est-il dès lors pas également limité?

- Existe-t-il, respectivement ne serait-il pas utile d'établir des perspectives à moyen et long terme quant aux besoins du secteur social et de soins en main d'œuvre issu des différentes formations pour aiguiller l'offre en formations et le nombre de candidats?

Réponse commune (22.5.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La formation de l'auxiliaire de vie a en effet débuté lors de la rentrée de l'année scolaire 2005/2006. Les premiers CATP de cette formation seront délivrés en automne 2008.

- Les programmes de formation ont été élaborés en étroite collaboration avec les représentants du monde socioéducatif, les employeurs et les chambres professionnelles. Un souci particulier a été porté à la polyvalence de la formation théorique: y sont traités aussi bien des sujets concernant les personnes âgées, les enfants et les personnes handicapées. Pour la formation pratique auprès de l'employeur, il fut veillé également à ce que les apprentis soient répartis à raison d'un tiers par secteur susmentionné.

Cette répartition des apprentis dépend évidemment des places disponibles auprès des différents employeurs. Comme pour l'apprentissage en général, l'employeur est censé déclarer les postes d'apprentissage à l'Administration de l'Emploi au printemps précédant l'année scolaire. Le patron paie l'indemnité d'apprentissage à l'apprenti. Le Fonds pour l'Emploi rembourse à l'employeur environ 27% de cette indemnité (prime d'apprentissage, part patronale des charges sociales,...). La liquidation des aides et primes par le Fonds pour l'Emploi se fait sur base d'un décompte présenté par l'employeur à l'Administration de l'Emploi.

Sachant que le secteur socioéducatif conventionné recrute des apprentis auxiliaires de vie et que ces institutions ne disposent pas de budget pour payer les indemnités d'apprentissage, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a demandé un budget pour prendre en charge le remboursement des indemnités d'apprentissage auprès de ces institutions.

- En ce qui concerne les critères pour attribuer les apprentis aux différentes institutions, l'employeur prend la décision. Néanmoins, le Ministère de la Famille et de l'Intégration se réserve le droit de refuser à l'une ou l'autre institution le remboursement de l'indemnité d'apprentissage pour garantir une répartition égale entre les trois secteurs et d'éviter qu'une institution accepte trop d'apprentis.

- Pour le moment la profession d'auxiliaire de vie n'est pas encore inscrite dans les conventions et nomenclatures du secteur d'aide et de soins et du secteur social, étant donné qu'il n'y a pas encore de professionnels avec cette qualification en exercice. Selon les informations reçues, des discussions y relatives sont néanmoins en cours, aussi bien au niveau des discussions budgétaires, qu'au niveau du secteur conventionné ou celui de l'assurance dépendance.

- Les auxiliaires de vie détenteurs d'un CATP auront droit au salaire social minimum qualifié. La détermination de leur carrière n'est pas de la compétence du Ministère de l'Éducation nationale ou du Ministère de la Famille, mais tombe sous l'autonomie de négociation de convention collective entre les partenaires sociaux. Par ailleurs, l'auxiliaire de vie aura sans doute également des débouchées dans le secteur privé notamment chez des personnes âgées à domicile, secteur qui ne relève d'aucune convention collective de travail.

- L'ouverture de la formation aux adultes occupés dans le secteur a été discutée dans le groupe ad hoc accompagnant la mise en place de cette formation. Le MENFP souhaite d'abord finaliser, consolider et évaluer les programmes de la formation initiale, avant de les adapter aux exigences d'une formation pour adultes. Il est envisagé de commencer ces travaux au cours de l'année scolaire prochaine.

- Vu le petit nombre de postes d'apprentissage pour les élèves auxiliaires de vie déclarés par les employeurs en 2006, il fut jugé prudent de limiter l'accès à la formation à 60 places, pour éviter que ces jeunes ne se retrouvent au chômage après une année de formation par manque de postes d'apprentissage.

Contrairement à l'auxiliaire de vie, il n'existe pas de base réglementaire permettant de limiter l'accès à la formation de l'éducateur. Aussi, les élèves voulant s'orienter vers cette formation sont-ils rendus attentifs, chiffres à l'appui, à l'actuelle pléthore de professionnels qualifiés et au risque de chômage dans le secteur concerné. Avec la double qualification de cette formation, qualification professionnelle et obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires techniques, ces élèves ont du moins encore d'autres possibilités sur le marché de l'emploi ou peuvent continuer leurs études à un niveau supérieur.

- Il est prévu de procéder régulièrement à un recensement prospectif des besoins en auxiliaires de vie, du moins à moyen terme, pour déterminer le nombre de candidats pouvant être admis à cette formation. L'expérience dans le secteur de la santé a cependant montré que les chiffres récoltés par de tels recensements ne sont pas fiables à long terme.

Question 1704 (25.4.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **activités de maintenance de l'armée luxembourgeoise sur le site de la WSA (Warehouse Service Agency):**

Après avoir exclusivement œuvré pour l'année américaine, la WSA a élargi en 1995 son champ d'activités vers l'armée luxembourgeoise en concluant un contrat d'entretien et d'entreposage pour le matériel de l'armée. À cet effet, une partie du service de maintenance a été établie sur le site susmentionné. En 2006, les activités ont été complétées par la maintenance du matériel roulant de l'armée luxembourgeoise.

Après la déclaration de la fermeture des installations de la WSA, le Gouvernement avait envisagé d'y implanter un centre logistique. En date du 23 janvier 2007 le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a présenté les conclusions d'une étude sur la réaffectation du site de la WSA comme zone entièrement dédiée à des activités logistiques.

Au vu du fait que l'affectation future du lieu en question sera exclusivement destinée à des activités logistiques, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Défense:

- Sur quel site les travaux de maintenance de l'armée luxembourgeoise vont-ils avoir lieu dans le futur?

- Quand est-ce que l'armée devra quitter le site actuel?

Réponse (16.5.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

La question soulevée par l'honorable Monsieur Spautz porte sur la maintenance actuelle du matériel roulant de l'armée luxembourgeoise sur le site de la WSA (Warehouse Service Agency) sis entre Bettembourg et Dudelange.

Sachant que le site actuel n'a qu'un caractère temporaire en raison des activités économiques que l'on compte y déployer (centre logistique), l'armée luxembourgeoise prévoit la construction d'un hall logistique devant servir à l'entreposage et à l'entretien de ses matériels au sein de la caserne de Diekirch.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la rénovation générale des installations militaires du Herrenberg. Les travaux préparatifs à cette rénovation et plus particulièrement la construction du hall logistique qui bénéficie d'une priorité particulière, sont déjà bien avancés grâce au concours du Ministre des Travaux publics. Le Ministre de l'Économie m'a par ailleurs récemment fait savoir que le site actuel de la WSA pourra encore servir à l'entreposage et à la maintenance du matériel de l'armée jusqu'en principe au 31 décembre 2008.

Question 1705 (25.4.2007) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**assainissement énergétique des bâtiments publics:**

L'assainissement de bâtiments selon de hauts standards écologiques et énergétiques constitue un élément clé dans la réduction des émissions de CO_2. C'est ainsi que le Gouvernement a décidé d'investir 30 millions d'euros dans l'assainissement énergétique des bâtiments publics existants sur la période 2007-2012.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les priorités du Gouvernement en matière d'assainissement énergétique des bâtiments publics?

- À quelles fins les moyens budgétaires vont-ils êtres utilisés (modernisation de la chaudière, triple vitrage, isolation de la paroi extérieure, de la toiture etc.)?

Réponse (29.5.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Les questions qui me sont posées ont trait à l'assainissement énergétique des bâtiments publics et concernent en principe Monsieur le Ministre des Travaux publics. Ce dernier a présenté son programme d'assainissement des bâtiments appartenant à l'État lors d'une conférence de presse du 14 mai 2007.

Des éléments essentiels de ce programme ont également été présentés et discutés le 3 mai 2007 au Forum «Klimaschutz schaaft Chancen».

Voici les principaux éléments:

La Division de la Gestion du Patrimoine (DGP) est composée d'une équipe de 35 personnes et a pour mission la maintenance, la remise en état, la rénovation et la transformation des 1.500 bâtiments faisant partie du patrimoine immobilier de l'État.

En font partie, entre autres, les 35 lycées du pays, les bureaux des ministères, administrations et services de l'État.

En 2007, un nouveau «Fonds d'Entretien et de Rénovation» (FER) permet à la DGP d'exercer mieux sa fonction. La dotation annuelle du FER est de 55 millions d'euros.

En outre, viennent s'ajouter 30 millions d'euros pour une période de six ans provenant du fonds de financement des mécanismes de Kyoto, et qui sont destinés à l'assainissement énergétique des immeubles. Une coopération entre le Ministère de l'Environnement et le Ministère des Travaux publics doit se faire dans ce domaine.

À noter que la vétusté du patrimoine est de 30%, il y a une carence au niveau de l'assainissement énergétique, puisque la grande partie des bâtiments a été conçue et construite dans les années 1970-1980.

49 projets de rénovation sont inscrits en 2007 à charge des fonds d'investissements publics pour un montant total pluriannuel de 197 millions d'euros, y non compris l'enveloppe de 30 millions d'euros du Fonds «Kyoto».

En 2007, il est prévu de débuter les études pour la rénovation des bâtiments suivants:

- l'Hôtel du Midi à Diekirch;

- la façade des trois pavillons transformés de la Caserne militaire du Herrenberg;

- l'aile C du Centre de Langues à Luxembourg;

- la maison pour les enfants à Junglinster;

- le bureau de police de Steinfort;

- l'HCM d'Esch (étude réalisée et exemple développé);

- la base nautique de Lultzhausen;

- la piscine olympique du Kirchberg.

Chaque projet de rénovation sera accompagné d'une étude sur les assainissements énergétiques envisageables et une décision au cas par cas sera prise sur l'ampleur de l'assainissement à exécuter et sur la part à prendre en charge par les Fonds «Kyoto».

Sans distinction du mode de financement, un calcul sur le gain en CO_2 sera réalisé pour chaque projet et un monitoring sera mis en place dès 2008 définissant les investissements et les gains en CO_2.

La rénovation du patrimoine de l'État est un travail de longue haleine, nécessitant des fonds importants.

Les fonds supplémentaires dégagés par le Fonds «Kyoto» devraient permettre d'accélérer la cadence avec laquelle les bâtiments sont assainis au niveau de l'efficience énergétique.

Le gain est certainement réel pour notre environnement mais également, il faut le souligner, pour la qualité de vie et le bien être des utilisateurs.

Il ne faut cependant pas négliger la complexité de mise en œuvre qui doit tenir compte de la spécificité de chaque bâtiment et tenir compte de la technologie des matériaux mis en présence.

Il s'agit en fin de compte de relever un challenge intéressant impliquant la technique, l'efficience énergétique et la gestion économique des coûts de mise en œuvre.

Question 1707 (26.4.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **réchauffement climatique:**

Les 27 Ministres européens de l'Environnement se sont mis d'accord pour réduire de 20% leurs émissions de CO_2, d'ici à 2020. Si les autres pays développés, notamment les États-Unis, acceptent de s'aligner sur ces quotas de l'après-Kyoto, les Européens proposent de réduire de 30% en moyenne leurs émissions de gaz à effet de serre.

Maintes entreprises européennes craignent cependant que si les États-Unis et les pays émergents décidaient de ne pas participer à l'accord post-Kyoto, elles seraient confrontées à une diminution de leur compétitivité et à d'énormes pertes économiques.

Afin de compenser et réduire l'impact économique des engagements de Kyoto sur l'industrie européenne, l'économiste Joseph Stieglitz, lauréat du prix Nobel d'économie en 2001, a appelé à des sanctions internationales contre les États-Unis et les pays émergents. Il a même suggéré aux pays de boycotter les produits américains, tout du moins de les frapper de droits de douanes élevés. Pour maîtriser le réchauffement climatique, Joseph Stieglitz propose d'introduire une taxe mondiale de l'environnement reposant sur le principe pollueur-payeur.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelle est la position du Gouvernement quant aux propos de Monsieur Stieglitz?

Réponse commune (6.6.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Les propos de Monsieur Stieglitz, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, constituent une contribution au débat sur l'efficacité des instruments économiques dans la lutte contre le changement climatique.

Le Conseil européen, lors de sa réunion de mars 2007, n'a laissé aucun doute quant à la nécessité d'une approche ambitieuse en matière de lutte contre le changement climatique, en confirmant les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre que les Ministres de l'Environnement avaient déjà adoptés le 20 février 2007. L'UE essaie ainsi de rompre avec le climat attentiste ayant dominé les négociations internationales jusqu'à présent.

Elle continue à assumer son rôle de leader, l'objectif premier étant d'accélérer les négociations internationales pour parvenir au plus tard en 2009 à un accord global sur le renforcement et l'élargissement après 2012 des efforts consentis dans le cadre du protocole de Kyoto.

Soucieux d'envisager des dispositifs pour éviter des problèmes de compétitivité ainsi que pour limiter les «fuites de carbone» dues à la délocalisation des industries dans les pays refusant de faire partie d'un futur régime de lutte contre le changement climatique, le Conseil environnement avait demandé à la Commission, dans ses conclusions du 20 février 2007, «d'analyser la possibilité d'un déplacement d'émissions de gaz à effet de serre vers des pays qui ne participent pas au système international et d'envisager des solutions à cet égard».

Parmi les approches possibles que la Commission est invitée à analyser, la France avait suggéré d'examiner les possibilités qu'offre la politique commerciale pour limiter les problèmes de compétitivité et les «fuites de carbone», notamment à travers la mise en place d'une taxe externe sur le carbone, l'attribution d'avantages commerciaux strictement conditionnés à l'adoption d'objectifs de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre, le traitement préférentiel de certains produits à faible teneur en carbone dans le cadre des accords commerciaux bilatéraux ou encore la mise en place d'une subvention pour des produits pénalisés par un surcoût carbone, tout en se montrant ouverte à d'autres options.

Le Gouvernement soutient de telles propositions, y incluse celle d'introduire une taxe CO_2 sur des produits importés de pays n'ayant pas mis en place de politique climatique. En effet, le Premier Ministre Jean-Claude Juncker, dans son discours sur l'état de la nation du 9 mai dernier, avait affirmé que: «D'Regierung wäert och dofir plädéieren eng Karbon-Tax op Importprodukter aus Länner, déi dem internationale Klimaschutz d'kal Schëller weisen, anzeféieren».

Aussi, le Gouvernement considère qu'il ne serait pas acceptable de répondre à ce risque de délocalisation par une baisse des ambitions et actions au niveau européen. Au contraire, il conviendra de réfléchir dès maintenant, compte tenu du contexte d'incertitude sur l'issue des négociations internationales sur le régime post-2012, à la mise en place d'un dispositif spécifique, à l'image de celui proposé par la France, pour préserver l'efficacité environnementale de la politique de lutte contre le changement climatique. Un tel dispositif aurait certainement un effet incitatif sur les autres pays et faciliterait la relance des négociations multilatérales sur le climat en garantissant aux pays encore hésitants une meilleure efficacité environnementale des efforts consentis et une limitation des éventuelles pertes de compétitivité associées.

Question 1709 (26.4.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **fonds fiduciaire pour les infrastructures en Afrique:**

Les infrastructures africaines sont un élément essentiel pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Elles facilitent le commerce, constituent une nécessité absolue pour la consolidation des processus d'intégration régionale et jouent un rôle primordial pour la fourniture des services de base, surtout dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Afin de donner une réponse européenne à ces défis africains, la Commission européenne, neuf États membres de l'Union européenne - dont le Luxembourg - et la Banque Européenne d'Investissement ont signé le 23 avril 2007 un protocole d'accord pour la création d'un fonds fiduciaire destiné à l'appui financier des infrastructures en Afrique.

Ce fonds est doté jusqu'à la fin 2007 de 87 millions d'euros, dont 60 millions d'euros de la Commission européenne. La Banque Européenne d'Investissement, quant à elle, débloque 260 millions d'euros sous forme de prêts pour le fonctionnement du fonds.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Comment la contribution luxembourgeoise au fonds fiduciaire pour les infrastructures en Afrique est financée?

- Qui sont les pays destinataires des ressources de ce fonds?

- Quelle est la nature des projets d'infrastructure sélectionnés?

Réponse (10.5.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

1. La contribution luxembourgeoise au fonds fiduciaire pour les infrastructures en Afrique sera financée par le biais du Fonds de la Coopération au développement.

2. L'ensemble des pays du continent (y inclus le Cap-Vert), à l'exception des pays du pourtour méditerranéen et de l'Afrique du Sud, est susceptible de bénéficier de financements.

3. Les projets sélectionnés doivent relever du secteur de l'énergie, de l'eau, des transports ou des technologies de l'information. Ils doivent en outre être de dimension transfrontalière. La sélection des projets se fera en considérant les priorités de l'Union africaine et du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Ainsi, le Fonds soutiendra notamment le projet de centrale hydroélectrique de Felou qui fournira de l'électricité au Sénégal et au Mali.

Question 1711 (27.4.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **remboursement des transports en ambulance:**

À cause de leur état physique, les personnes invalides séjournant dans une maison de soins ou centre intégré ne peuvent fréquenter un médecin spécialiste que moyennant une ambulance. Selon mes informations, ces frais de transport en ambulance ne sont pas pris en charge par la Caisse de maladie mais doivent être intégralement supportés par les personnes invalides.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces allégations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la Caisse de maladie n'est-elle pas disposée à rembourser les frais d'ambulance?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun que les frais en question soient intégralement remboursés par la Caisse de maladie ou au moins pris en charge à raison d'un certain pourcentage?

Réponse (29.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

1) Les statuts de l'Union des Caisses de Maladie (articles 135 à 141) ne prévoient effectivement pas la prise en charge des frais de transports en ambulance des personnes dans le cabinet privé d'un médecin spécialiste. Toutefois, ils prévoient la prise en charge des frais de transport en ambulance pour l'aller et pour le retour (en dehors d'une situation d'urgence) pour les personnes qui ne peuvent se déplacer qu'en position allongée ou immobilisée en vue de suivre un traitement ambulatoire dans un établissement hospitalier luxembourgeois.

2) Les dispositions statutaires réglementant la prise en charge des frais de voyage et de transport avaient été modifiées fondamentalement en 1997, alors que les dépenses afférentes de l'assurance maladie avaient subi des excroissances pendant les années précédentes et que les abus s'étaient multipliés.

Les anciennes dispositions soumettaient la prise en charge des frais de transport à la certification par le médecin traitant sur l'état du patient et la nécessité de disposer du moyen de transport adéquat. Or, compte tenu du libellé peu restrictif, le médecin était confronté à la demande de certificats de «complaisance».

Par ailleurs les nouvelles dispositions statutaires répondaient à une revendication des services de secours qui se voyaient confrontés à un nombre croissant de transports secondaires pour lesquels une nécessité médicale ne s'est pas avérée, situation intenable face aux ressources limitées de ce service fonctionnant avec des volontaires et destiné avant tout à l'intervention en cas d'urgence.

3) En ce qui concerne la question relative à l'opportunité ou la nécessité de prendre en charge les frais en question pour les personnes séjournant dans les maisons de soins et dans les centres intégrés, il faut prendre en considération que:

- les frais de transport en ambulance de ces personnes vers un établissement hospitalier pour subir un traitement ambulatoire sont pris en charge par l'assurance maladie à raison de 70% du tarif statutaire;

- en ce qui concerne les visites médicales à domicile (ou en maison de soins), les prestataires qui se déplacent vers les patients peuvent mettre en compte à charge de l'assurance maladie non seulement la visite, voire la visite majorée, et une indemnité horokilométrique pour leur déplacement, mais aussi leur perte de temps.

Question 1712 (27.4.2007) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant les **entraves à l'application de la loi du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle:**

Par la loi du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale, la base légale pour l'établissement de profil ADN et le traitement des données y relatives a été créée. Ainsi, les autorités judiciaires disposent de moyens supplémentaires pour lutter contre la criminalité, notamment pour identifier l'auteur d'une infraction pénale.

Dans ses observations publiées dans le rapport d'activités du Ministère de la Justice pour l'année 2006, Monsieur le Procureur général d'État constate «actuellement les entraves, en particulier techniques et financières, à une véritable mise ne œuvre de la loi du 25 août 2006 ».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- À quelles entraves, Monsieur le Procureur général d'État fait-il allusion?

- Quelles sont les réponses qui ont été données ou qui sont projetées pour éliminer ces entraves?

- Est-ce que ces entraves ont pu empêcher les autorités judiciaires de faire pleinement application de la loi du 25 août 2006?

Réponse (11.5.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Dès avant le vote de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale, les mesures nécessaires ont été prises afin de mettre en œuvre dans les meilleurs délais, notamment les nouvelles procédures de travail des autorités judiciaire et policière, le traitement, informatique et autre, des données ADN, les travaux relatifs à la conception, à la planification et à la construction du futur laboratoire ADN, ou encore le recrutement de personnel supplémentaire au sein du Service de police judiciaire.

Ce que Monsieur le Procureur Général d'État qualifie d'«entraves» n'est donc en fait que l'observation des différentes procédures administratives, urbanistiques, budgétaires, de marchés publics et autres prévues par la loi.

Il est à noter que la loi du 26 août 2006 a pu être appliquée pleinement dès son entrée en vigueur le 31 octobre 2006, alors que les mesures dont question plus haut n'ont pas pour but de faire démarrer l'usage des profils d'ADN en matière pénale au Luxembourg - ce qui est déjà le cas depuis un certain nombre d'années - mais visent à améliorer et à accélérer leur usage, dans l'intérêt d'une meilleure administration de la justice pénale.

Question 1713 (27.4.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **sécurité dans le secteur de l'aviation:**

La Commission des Transports du Parlement européen vient de décider que la durée de validité du règlement de la Commission européenne sur les liquides dans les bagages devrait expirer après un premier délai de six mois. Elle plaide à cet effet pour une suppression des mesures de restriction concernant les liquides, médicaments et autres substances dans les bagages à main alors qu'il n'est aucunement établi qu'elles apportent une véritable valeur ajoutée dans le domaine de la sécurité.

Je partage entièrement les vues du Parlement européen alors que j'ai également de sérieux doutes quant à l'efficacité des mesures en question qui entraînent surtout de graves inconvénients pour les passagers.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est- ce que le Gouvernement partage les vues du Parlement européen?

- Quelle sera la position du Gouvernement lors du prochain Conseil des Ministres qui discutera de l'initiative?

Réponse (4.6.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur la position du Gouvernement concernant les mesures restrictives s'appliquant aux liquides à emmener à bord d'un avion.

Il convient de rappeler qu'il s'agit d'une des mesures introduites depuis fin 2006 au niveau communautaire suite à la mise en échec par les autorités britanniques en août 2006 d'attentats qui auraient dû être perpétrés à l'aide de bombes fabriquées sur base de liquides.

Conscient du fait que notamment les mesures restrictives s'appliquant aux liquides ont un impact sur le transport aérien en général et le confort des passagers en particulier, le Gouvernement est favorable à une évaluation de l'efficacité de ces mesures par rapport au risque encouru ainsi qu'à un examen des moyens de simplification des procédures en place.

Il est clair que le Luxembourg défendra cette position dans les fora européens compétents.

Question 1714 (30.4.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **renouvellement des permis de conduire des septuagénaires tous les trois ans:**

Il me revient que depuis peu le renouvellement des permis de conduire des septuagénaires ne se fera désormais plus que par tranches de trois années, au lieu de dix années jusqu'ici.

Cette mesure entraîne une multiplication par trois des formalités administratives et médicales à remplir par les conducteurs de la tranche d'âge de 70 à 80 ans dans les années à venir.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Ministre quelles sont les raisons urgentes qui ont poussé les responsables à prendre cette décision et quels sont les objectifs que l'on se propose d'atteindre. S'agit-il d'une mesure de simplification administrative, très en vogue dans les discours officiels?

- Le nombre d'accidents de la circulation de cette tranche d'âge a-t-il connu ces derniers temps une augmentation inquiétante qui a incité les responsables à réagir avec vigueur?

- Enfin, la société chargée d'émettre des permis de conduire peut-elle, de sa propre initiative, prendre des décisions qui comportent des coûts récurrents importants ou doit-elle y être autorisée par l'autorité politique?

Réponse (15.5.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député demande des précisions au sujet des conditions de renouvellement de la durée de validité du permis de conduire dont sont titulaires les personnes de la tranche d'âge de 70 à 80 ans.

Les dispositions légales régissant la durée de validité des différentes catégories du permis de conduire sont reprises à l'article 87 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route).

Ledit article 87 stipule, entre autres:

«…Sans préjudice des dispositions de l'article 83 relatives à la durée de validité du permis de conduire pendant la période de stage, les permis de conduire des catégories A, B, B+E et F et des sous-catégories A1, A2 et A3 sont valables jusqu'à l'âge de 50 ans des titulaires. Par la suite, ces permis ne sont délivrés ou renouvelés que pour une durée maximum de dix ans sans que la durée de validité dépasse l'âge de 70 ans des titulaires. À partir de l'âge de 70 ans des titulaires, ces permis ne sont plus renouvelés que pour une durée maximum de trois ans sans que la durée de validité dépasse l'âge de 79 ans des titulaires. À

partir de l'âge de 79 ans des titulaires, ces permis ne sont plus renouvelés que d'année en année…»

D'emblée, il y a lieu de relever que les dispositions régissant la durée de validité du permis de conduire, en général, et celles relatives aux permis dont sont titulaires les personnes âgées entre 70 et 80 ans, en particulier, remontent déjà à l'an 1996 et ne constituent dès lors pas une mesure récente.

En effet, par règlement grand-ducal du 11 août 1996 modifiant le Code de la Route, le délai de validité de trois ans pour un permis de conduire renouvelé à partir de l'âge de 70 ans fut introduit dans la législation routière.

L'objectif poursuivi consistait à garantir le droit de conduire aussi longtemps que les conditions de santé des personnes âgées le permettent tout en créant un encadrement réglementaire permettant un contrôle régulier et efficace des aptitudes et capacités de conduire des personnes âgées. Dans ces conditions, les intervalles entre les contrôles médicaux qui font partie des conditions d'obtention et de renouvellement du permis de conduire ont été ramenés à des délais plus courts, en l'occurrence, trois ans.

À noter qu'à l'époque, les dispositions relatives à la validité du permis de conduire avaient été discutées avec les représentants de l'Amiperas qui ont d'ailleurs partagé le souci à la base de cette mesure.

Entre-temps, par règlement grand-ducal du 13 janvier 2005 modifiant le Code de la Route, les dispositions dont question ont connu des adaptations rédactionnelles mineures pour écarter d'éventuelles divergences dans l'interprétation des dispositions relatives à la durée de validité des différentes catégories du permis de conduire. Le souci du législateur de soumettre les titulaires d'un permis de conduire à des contrôles médicaux réguliers sachant que leur état de santé et par-là leurs capacités de conduire un véhicule peuvent se dégrader rapidement avec l'âge croissant en était la raison.

C'était pourquoi l'analyse des bilans des accidents routiers des dernières années n'affiche pas une augmentation inquiétante du nombre des accidents routiers impliquant des personnes de la tranche d'âge visée.

Finalement, il échet de rappeler que le pouvoir réglementaire en matière de permis de conduire relève du Ministre des Transports qui, le cas échéant, peut solliciter l'avis de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT), organisme chargé de la gestion administrative et de l'organisation des examens en vue de l'obtention du permis de conduire.

Question 1718 (3.5.2007) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **dénomination des lycées techniques en général et du Lycée technique Josy Barthel à Mamer en particulier:**

L'article 46 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques prévoit que les lycées créés après l'entrée en vigueur de la présente loi et qui offrent également l'enseignement secondaire technique sont appelés «lycées».

Par application de cette disposition les projets de loi portant création d'établissements d'enseignement postprimaires à Belval et à Luxembourg-Dommeldange (projets de loi N°5607 et N°5625) confèrent à ceux-ci la dénomination de «Lycée à Belval» respectivement de «Lycée à Luxembourg-Dommeldange».

L'offre scolaire de ces futurs lycées comporte la division inférieure de l'enseignement secondaire dit classique et l'enseignement secondaire technique, y compris le régime préparatoire. Or la même offre scolaire est également dispensée dans d'autres lycées techniques existants et en particulier au niveau du Lycée technique Josy Barthel à Mamer.

L'actuel «Lycée technique Josy Barthel à Mamer» devrait donc pareillement pouvoir porter la dénomination de «Lycée Josy Barthel à Mamer».

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Le Gouvernement pourrait-il envisager une extension du champ d'application de l'article 46 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques pour en faire bénéficier également les lycées créés avant l'entrée en vigueur de ladite loi afin que ces lycées techniques puissent pareillement être dénommés sous le terme générique de «lycée» au lieu de porter leur dénomination actuelle de «lycée technique»?

Réponse (4.6.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques précise que les établissements créés après la mise en vigueur de cette loi portent la dénomination de lycée. Cette disposition figure à l'article 46, sous l'intitulé «Dispositions transitoires»:

«Les lycées créés après l'entrée en vigueur de la présente loi et qui offrent également l'enseignement secondaire technique sont appelés lycées.»

Cette disposition a été appliquée aux établissements qui ont été créés depuis 2004 et qui offrent à la fois l'enseignement secondaire et l'enseignement secondaire technique, à savoir le «Neie Lycée» et le «Atert-Lycée». Il en est de même pour les établissements dont la création est inscrite à des projets de loi engagés dans la procédure législative: le Lycée à Belval, le Uelzecht-Lycée et le Nordstad-Lycée.

Le texte de la loi du 25 juin 2004 voté par la Chambre des Députés exclut l'application de ladite disposition aux établissements créés avant 2004. Le Lycée technique Josy Barthel a été créé et sa dénomination a été fixée par la loi du 18 juillet 2001 portant 1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer, 2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer. Cet établissement porte donc la dénomination de «lycée technique» et non pas celle de «lycée», dénomination que seule la loi peut changer.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Question 1723 (4.5.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **placement d'un détendu condamné pour pédophilie dans le même bloc que des détenus mineurs:**

Il me revient qu'au sein du Centre pénitentiaire de Schrassig un détenu condamné pour pédophilie a été placé dans le même bloc que les détenus mineurs.

Partant je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les affirmations susmentionnées? En particulier, je voudrais savoir s'il est exact que le détenu en question peut par la fenêtre de sa cellule voir dans la cour des mineurs?

- Monsieur le Ministre le juge-t-il opportun qu'un tel criminel soit placé si proche des détenus mineurs?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un contact avec des mineurs devrait être évité par tous moyens dans ce cas-ci?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il mettre fin à cette situation?

Réponse (16.5.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Selon les informations qui m'ont été transmises par la direction du Centre pénitentiaire, il est vrai qu'un condamné purgeant une peine du chef d'attentat à la pudeur sur mineur, est logé au rez-de-chaussée du bâtiment E, section qui héberge au premier étage les mineurs (actuellement, quatre personnes y placées par le Tribunal de la Jeunesse).

Ce détenu a été placé au bâtiment E depuis décembre 2006 dans l'intérêt de sa propre sécurité, après avoir fait de la part de co-détenus l'objet de représailles à d'itératives reprises. Selon la direction, le bloc E est le seul endroit au CPL où ce condamné peut être tenu à l'écart de ces violences.

Même si la cellule du détenu en question a vue sur le préau, dans lequel se promènent entre autres les mineurs pendant une heure par jour, il n'a pourtant pas de contact avec eux. Tout d'abord parce que les gardiens de la section veillent à éviter tout contact direct durant les mouvements, et ensuite parce que le bloc E est toujours équipé de fenêtres qui ne s'ouvrent pas.

Question 1726 (7.5.2007) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **disparition des populations d'abeilles:**

Il y a quelques semaines, la presse allemande a commenté que beaucoup de ruches d'abeilles se retrouvaient anormalement vides après cet hiver. Les apiculteurs américains et européens ont constaté une surmortalité importante dans leurs ruches ces dernières années. Les causes les plus souvent évoquées pour expliquer cette mortalité sont: de nouveaux parasites, des maladies virales, de fortes variations climatiques, l'intensification des monocultures et de l'agriculture OGMique, les intoxications des abeilles par certains pesticides ou encore le phénomène mystérieux du «Colony Collapse Disorder», l'abandon des ruches par la population adulte.

Certains apiculteurs luxembourgeois ont d'ailleurs également constaté une diminution importante du nombre d'abeilles par rapport aux années précédentes voire une disparition totale dans certaines ruches.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Le Ministère de l'Agriculture s'inquiète-t-il de la situation actuelle des abeilles? Est-ce que le Ministère procède à des enquêtes ou des recherches sur les causes de surmortalité des abeilles? Quelles en sont les conclusions?

- Quelles mesures le Ministère de l'Agriculture compte-t-il prendre pour garantir la survie des abeilles et favoriser et faciliter le travail des apiculteurs?

- Puisque les personnes détentrices d'abeilles sont également assujetties au recensement triennal du bétail, la publication du Statec «Annuaire Statistique du Luxembourg» ne devrait-elle pas répertorier le nombre d'apiculteurs ainsi que le nombre d'abeilles ou de ruches?

Réponse (4.6.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

L'honorable Député évoque la situation sanitaire apicole au niveau international et demande des précisions sur l'apiculture dans notre pays.

À titre liminaire je voudrais rappeler le rôle important que joue l'apiculture dans l'écosystème et plus particulièrement dans la pollinisation des plantes ainsi que dans la production du miel, aliment naturel d'une haute valeur gustative et nutritive.

Quant aux données statistiques sur la situation de l'apiculture au Luxembourg, quelques chiffres intéressants sont fournis par le recensement annuel effectué par les soins de l'Administration des Services vétérinaires:

En 2006 le nombre d'apiculteurs enregistrés est de 369, alors que ce chiffre était de 378 en 2003. 52% de ces apiculteurs sont âgés entre 30 et 60 ans alors que 43% sont âgés de plus de 60 ans. Le total des colonies d'abeilles adultes s'élève à 6.391 unités, alors que ce chiffre était de 7.029 en 2003. Fin 2006 nous avons compté dans notre pays une colonie d'abeilles sur 40 ha de surface alors que l'apiculteur luxembourgeois possédait en moyenne quelque 17 ruches d'abeilles. La production annuelle du miel de la marque nationale se situe autour de 90 à 100 tonnes. Ajoutons encore que le miel est soumis, en conformité avec la réglementation communautaire, à une surveillance continue au niveau de la qualité biologique et sanitaire.

La situation sanitaire de nos ruches n'est guère comparable à celle d'autres pays, évoquée par l'honorable Député.

Certes, en 2006, nous avons connu une épidémie de la maladie de la loque américaine qui, en application de notre réglementation nationale très stricte en la matière, a conduit à l'élimination de toutes les colonies d'un apiculteur et à la mise en place d'une zone de surveillance dans le Sud-Ouest du pays.

Cependant, nous ne sommes pas confrontés au problème de la surmortalité des abeilles, ni au soi-disant «Colony Collapse Disorder» rencontré aux États-Unis et dans certains États membres de l'UE. Ces syndromes sanitaires néfastes semblent trouver leur origine, selon les experts, dans des causes multifactorielles, telles les grandes monocultures, la haute concentration en pesticides de ces cultures, la mauvaise qualité du pollen provenant notamment des plantes génétiquement modifiées et, finalement, le traitement insuffisant et inadéquat de la varroase, maladie parasitaire qui affaiblit la résistance immunologique des abeilles.

Précisons à ce sujet qu'au Luxembourg il n'existe ni de telles grandes monocultures, ni des cultures à plantes génétiquement modifiées. De plus, le traitement de la varroase est surveillé et subventionné par ce Ministère. Ce programme de lutte contre la varroase implique entre autres une sélection d'abeilles plus résistantes à la maladie, un équipement de surveillance perfectionné et l'application de produits biologiques assurant un état sanitaire apicole fort appréciable. La conséquence en est qu'en 2006, la perte moyenne en abeilles était bien en-dessous du niveau de 10%.

Finalement je voudrais souligner que pour l'année 2007, la F.U.A.L. a élaboré un programme d'action, en synergie avec diverses administrations du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, du Ministère de l'Environnement et du Ministère des Travaux publics, dans la perspective d'accroître la biodiversité végétale et d'optimiser ainsi la diversification du pollen disponible.

Question 1727 (8.5.2007) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**extension de l'enseignement proposé au lycée pilote «Neie Lycée» jusqu'en classe de première:**

À en croire les déclarations du directeur du «Neie Lycée», telles qu'elles ont été reproduites dans un article du quotidien «d'Wort» en date du 5 mai 2007, un règlement autorisant le lycée pilote à proposer un enseignement jusqu'en classe de première aurait déjà été engagé dans la procédure législative.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer l'existence d'un tel document?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas prématuré d'envisager dès à présent une continuation du projet pilote, alors que celui-ci vient de démarrer il y a seulement deux ans et qu'aucune évaluation approfondie et objective n'a encore eu lieu?

Réponse (31.5.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

D'après les renseignements qui me sont fournis par la direction du «Neie Lycée», le directeur de cet établissement a informé un journaliste que les responsables de cette école ont élaboré un document décrivant les modalités de mise en œuvre d'un cycle supérieur au «Neie Lycée» et qu'ils ont fait parvenir ce document à mon département.

À ce stade, je n'y ai donné pas de suite. Avant de se pencher sur un règlement déterminant les modalités de fonctionnement d'un cycle supérieur au «Neie Lycée», il faut d'abord en inscrire le principe dans une loi. Mes services analysent l'opportunité d'une telle démarche. Lorsque je l'estimerai utile, j'en saisirai le Conseil de Gouvernement avant de l'engager dans la procédure législative.

L'évaluation du projet pilote du «Neie Lycée» est en cours, elle s'étend sur plusieurs années et est effectuée par l'Université de Luxembourg. La synthèse des résultats de la première année de cette évaluation sera disponible sous peu; je présenterai ces résultats à la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre des Députés.

Question 1729 (9.5.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**actualisation de l'étude LIP («Untersuchung zum Wohnungswesen in Luxemburg»):**

Dans son avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays pour l'année 2007, le Conseil Économique et Social (CES) fait état de l'existence d'une actualisation de l'étude LIP («Untersuchung zum Wohnungswesen in Luxemburg»), dont la version initiale date de 1991. Selon les affirmations du CES, cette nouvelle étude aurait été achevée au cours de l'année 2006, mais n'aurait pas été publiée jusqu'à ce jour.

Les travaux sur le projet de loi N°5696 («pacte logement») ayant été entamés au sein de la Commission parlementaire des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement récemment, et vu l'importance que pourrait revêtir toute information complémentaire sur la situation du marché national du logement dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si cette information du CES est correcte et, dans l'affirmative, si Monsieur le Ministre compte publier la version actualisée de l'étude LIP dans un avenir proche. Toujours dans l'affirmative, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de bien vouloir me renseigner dès à présent sur les principaux résultats de cette nouvelle étude.

Réponse (31.5.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Il est vrai que le Ministre du Logement a chargé le bureau d'études «Stadtland» de procéder à une réactualisation de l'étude dénommée «LIP», datant de 1991. L'ébauche des résultats de cette étude est disponible depuis quelques mois et c'est pourquoi le Ministre du Logement s'est empressé de présenter les principaux résultats de cette nouvelle étude le 18 janvier 2007 lors d'une réunion jointe de la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg», de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire et de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.

Les données qui sont à la base de cette ébauche des résultats ont fait l'objet d'un examen contradictoire entre le bureau d'études et le groupe de travail chargé de l'élaboration du projet du plan directeur sectoriel «Logement» et sont en train d'être calibrées.

Il va sans dire que l'étude sera publiée dès sa finalisation par le bureau d'études «Stadtland».

Question 1738 (10.5.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**acquisition par l'État de terrains situés hors du périmètre et vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché:**

Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays 2006, Monsieur le Premier Ministre avait présenté différentes mesures en vue d'un endiguement de la flambée des prix des terrains à bâtir.

Dans ce contexte Monsieur Michel Wolter, président du groupe parlementaire du PCS et Monsieur le Premier Ministre avaient lancé dans le cadre du congrès ordinaire du PCS l'idée de l'acquisition par la main publique de terrains situés hors du périmètre et la vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché.

Partant je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer pourquoi les propositions de Monsieur Wolter et de Monsieur le Premier Ministre n'ont pas été retenues dans le projet de loi du «pacte logement»?

- De l'avis de Monsieur le Ministre les propositions susmentionnées ne peuvent-elles pas avoir, le cas échéant, un effet positif sur l'évolution des prix des terrains à bâtir?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement envisage de vendre les terrains appartenant à l'État et situés en dehors du périmètre à un prix inférieur à celui du marché? Dans la négative, quelles en seraient les raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il me faire un inventaire des terrains appartenant à l'État et situés en dehors du périmètre?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'envergure des ventes de terrains appartenant à l'État effectuées jusqu'à ce jour? Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les prix de vente de ces terrains? Monsieur le Ministre est-il d'avis que les ventes de terrains effectuées par l'État ont mené à une baisse des prix des terrains à bâtir?

Réponse (6.6.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Il est vrai que lors de la déclaration du 2 mai 2006 sur la situation économique, sociale et financière du pays, Monsieur le Premier Ministre avait présenté différentes mesures en vue d'un endiguement de la flambée des prix des terrains à bâtir.

Aucune de ces mesures ne portait sur «l'idée de l'acquisition par la main publique de terrains situées hors du périmètre et la vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché».

C'est la raison pour laquelle une telle proposition n'a pas été retenue dans le projet de la loi promouvant l'habitat, créant un «pacte logement» avec les communes, instituant une politique active de maîtrise du foncier et modifiant certaines dispositions du Code civil.

Question 1742 (14.5.2007) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **Cité judiciaire:**

Dans ses orientations budgétaires 2008, le Ministère des Travaux publics affirme que la Cité judiciaire, dont la surface brute sera de 33.000 mètres carrés, «permettra de réunir l'intégralité des services.»

- Le Ministre peut-il confirmer qu'il en sera bien ainsi?

- Si tel ne devait pas être le cas, quels sont les services qui ne pourront pas être logés dans la Cité judiciaire? Où seront-ils logés?

Réponse (31.5.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La future Cité judiciaire aura une surface brute de 33.000 mètres carrés, ce qui correspondra à une surface utile de 25.643 mètres carrés.

Cette surface permettra de loger l'ensemble des services judiciaires proprement dits, à l'exception du Service central d'assistance sociale, qui devra - dans l'attente d'une affectation à la Justice du bâtiment occupé par les Archives de l'État - rester dans les locaux qu'il occupe actuellement à la galerie Kons à Luxembourg-Gare. Le bâtiment prévu à son attention a en effet dû être supprimé suite aux conditions imposées notamment par la commune de Luxembourg.

Les sections commerciales du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg ainsi que les services de l'état civil resteront logés dans les locaux appartenant à l'État dans le Centre Hermes, qui jouxte la Cité, mais seront reliés aux infrastructures techniques et informatiques de la Cité.

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°14
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

36e	séance, mercredi	13 juin 2007
37e	séance, mercredi	13 juin 2007
38e	séance, jeudi	14 juin 2007
39e	séance, mardi	19 juin 2007

➤ Parlement Benelux

Session d'été et cinquantième anniversaire

Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux a fait coïncider ses travaux en session d'été à la Chambre des Députés luxembourgeoise avec la célébration du cinquantième anniversaire de sa mise en place.

C'est dans le cadre prestigieux de la Philharmonie, en présence de S.A.R. le Grand-Duc et devant un parterre d'invités de marque que M. Roger Negri, Président du Parlement Benelux, et M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration luxembourgeois, ont rendu hommage aux travaux d'une Assemblée qui, au niveau parlementaire et en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales et institutions beneluxiennes, a contribué pendant un demi-siècle à resserrer les liens et à renforcer la collaboration entre les trois pays du Benelux en train de préparer leur avenir au-delà de 2010 où le Traité ayant institué l'Union économique Benelux, en cours de renégociation, viendra à échéance.



S.A.R. le Grand-Duc a assisté à la séance académique.

Un hommage fut rendu à cette occasion au Conseil interparlementaire consultatif par la Présidente de l'Assemblée balte et la Vice-Présidente du Conseil nordique, deux institutions parlementaires comparables avec lesquelles le Parlement Benelux n'a cessé de renforcer les contacts et les échanges au cours des dernières années.

Quant à ses travaux en séance plénière, les 15 et 16 juin 2007, le Parlement Benelux, actuellement sous présidence luxembourgeoise, a pu entendre pas moins de trois ministres luxembourgeois dans des exposés fort intéressants sur leurs domaines de compétence.

Dans le cadre de la coopération policière transfrontalière, dont le Parlement Benelux a fait un de ses sujets de prédilection, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, est intervenu dans un exposé exhaustif sur plusieurs sujets ayant trait à cette matière: la sécurité en général, l'échange d'informations policières (analyses ADN, empreintes digitales, plaques d'immatriculation des voitures, etc…), l'élargissement de l'espace Schengen, l'application du Traité de Prüm, la coopération de la police et des douanes dans la lutte contre les stupéfiants - point à l'ordre du jour ayant donné lieu à l'introduction d'une nouvelle recommandation par M. Félix Braz -, les exercices policiers et la coopération policière telle que prévue par le Traité Benelux du 8 juin 2004, notamment quant à des formations policières communes.

Un débat très animé a suivi les explications du Ministre de la Justice. Il en fut de même après l'intervention très engagée de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, qui, après avoir esquissé les différents régimes de sécurité sociale au Grand-Duché, a plaidé pour la poursuite des efforts en vue de la mise en place dans les trois pays du Benelux de réseaux et systèmes comparables, en confrontant les différentes approches et en visant par voie d'harmonisation, une réelle plus-value dans le domaine social, particulièrement apte à unir les sociétés.

Les discussions sur «Le Benelux après 2010», d'une grande actualité, ont donné lieu à plusieurs interventions au cours desquelles fut souligné une fois de plus que devant les grands défis européens le Benelux doit tâcher de garder sa mission de laboratoire d'idées au sein d'une Europe élargie. Par voie de nouvelles orientations et d'efforts complémentaires, les trois États, en agissant de concert, auront une force multiplicatrice dans de nombreux domaines.

M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur et des Sports, a parlé de la politique énergétique à l'intérieur de l'Europe en général et du Benelux en particulier, en commentant les efforts européens en matière d'énergies renouvelables et de biocarburants et notamment la connexion des marchés où le Benelux doit continuer à faire œuvre de pionnier.

Dans une prise de position en sa qualité de Ministre des Sports, M. Krecké, tout en trouvant sympathique l'initiative des trois pays d'essayer d'intervenir dans l'organisation de la Coupe du monde de football en 2018, a indiqué qu'à ce stade, où il a néanmoins chargé ses services compétents de sonder le terrain dans des contacts avec la FIFA et de négocier ce qui est négociable, un engagement gouvernemental formel ne pourra pas être envisagé. Il est certain que tous les efforts tendant à rehausser le rôle des petits pays au sein de la Fédération Internationale de Football sont les bienvenus.



La session d'été du Parlement Benelux s'est déroulée à la Chambre des Députés.

Après les exposés ministériels, le Conseil interparlementaire consultatif s'est penché sur une panoplie d'autres sujets. C'est ainsi que M. Marcel Oberweis, président de la délégation luxembourgeoise, a fait rapport sur une visite de commissions du Parlement Benelux à la centrale hydroélectrique de la SEO à Vianden, en soulignant le rôle que joue cette société dans la stabilisation des réseaux européens interconnectés.

L'organisation de la chasse dans le Benelux, ayant récemment donné lieu à un colloque avec des membres du Parlement Benelux et de la commission compétente de la Chambre des Députés luxembourgeoise, la protection de l'espace aérien balte, pris en charge par l'ONU, la modernisation de la liaison ferroviaire Bruxelles-Luxembourg et les modalités de son financement, la prochaine conférence sur la coopération des petits pays dans une Europe et un projet de recommandation sur la gestion forestière en République du Congo furent à l'ordre du jour lors de la séance plénière du samedi, 16 juin 2007, que M. le Président Negri a clôturée après que l'Assemblée eut procédé à un ajustement budgétaire et évacué quelques questions de procédure.



Le Président du Parlement Benelux, M. Roger Negri.

DANS CE NUMÉRO

Futur de l'Europe	p. 415
Lycée Luxembourg-Dommeldange	p. 427
Heure de questions	p. 441

Diffusion sur «Chamber TV»,

dans l'émission «Chamber aktuell»,

des films lauréats du concours

«Europa feiert seng 50, mir wënschen...»

le vendredi, 13 juillet 2007 à partir de 20 heures.

44 jeunes lauréats du concours «Europa feiert seng 50, mir wënschen…»



Tournage des Scouts de Dalheim. (Photo: Scouts de Dalheim)



Tournage de l'Athénée de Luxembourg. (Photo: IIe artistique de l'Athénée)



Tournage du Lycée classique d'Echternach.

Une classe de IIe, section artistique, de l'Athénée de Luxembourg a remporté le premier prix du concours organisé dans le cadre des 50 ans du Traité de Rome par la Chambre des Députés et le CVCE, Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe.

Il s'agit d'un voyage à Rome que les élèves ont fait pendant les vacances de Pentecôte.

Le deuxième prix, un déplacement à Strasbourg, a été attribué au groupe du pâtre et du moine du Lycée classique d'Echternach, et le troisième, une journée à Bruxelles, à la branche CaraPio des scouts du groupe St-Martin de Dalheim.

Les déplacements à Bruxelles et Strasbourg seront l'occasion de visiter les institutions européennes.

Les scénarios de ces trois groupes ont été retenus par un jury composé de trois enseignants, de trois membres du CVCE et de trois membres du greffe de la Chambre des Députés et ont été réalisés sous forme de courts films-vidéo.

Les élèves de l'Athénée ont choisi de donner une forme humaine à l'Europe: commençant par un bébé qui grandit dans la Maison Robert-Schuman à Clausen, en passant par les différents âges (et les élargissements successifs de l'Europe) et aboutissant, aujourd'hui, à l'anniversaire des 50 ans.

Le groupe du pâtre et du moine d'Echternach s'est détaché des dates classiques de la construction européenne pour montrer qu'il y avait déjà une dimension européenne à l'époque de St Willibrord. Le film relève également les origines européennes de différents élèves et professeurs d'Echternach.

La branche CaraPio des scouts de Dalheim a juxtaposé l'Europe de jadis, avec la Deuxième Guerre mondiale, avec ses frontières et ses monnaies nationales, à celle d'aujourd'hui.

Les films seront rediffusés sur «Chamber TV», dans «Chamber aktuell», le 13 juillet à partir de 20 heures.

Avenir de l'Europe et changement climatique



Des parlementaires des parlements nationaux des vingt-sept États membres, des pays candidats et du Parlement européen réunis autour de la Chancelière allemande, Mme Angela Merkel.

M. Laurent Mosar, Président de la délégation, M. Ben Fayot, M. Charles Goerens et M. François Bausch ont représenté la Chambre des Députés lors de la XXXVIIe COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires). La Conférence s'est déroulée les 14 et 15 mai 2007 à Berlin et avait inscrit à son ordre du jour des thèmes variés comme notamment l'avenir de l'Europe, le changement climatique ou encore la politique de voisinage de l'Union européenne.

La COSAC soutient l'idée de convoquer une conférence intergouvernementale consacrée à l'avenir de l'Europe pendant le second semestre de l'année. Les parlementaires des parlements nationaux des vingt-sept États membres, des pays candidats et du Parlement européen ont notamment retenu: *«La COSAC attend que les parlements nationaux et le Parlement européen continuent à être pleinement impliqués et que leurs vues soient prises en compte de manière appropriée. La COSAC insiste pour que tout accord institutionnel tienne compte du rôle important que jouent les parlements nationaux dans l'intégration européenne et dans le processus de formulation de la politique européenne. Leur futur rôle devra pour le moins être aussi important que celui prévu par le traité constitutionnel.»*

La Conférence souscrit par ailleurs à l'engagement de l'UE pour une réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 et salue la volonté de l'Union européenne de relever cet objectif à 30% pour autant que d'autres pays développés s'engagent à atteindre des réductions d'émission comparables et que les pays en développement plus avancés sur le plan économique apportent une contribution adaptée à leur responsabilité et leurs capacités respectives. La COSAC encourage en outre les institutions de l'Union européenne à adopter une position active dans les négociations sur le droit international relatif au climat qui succédera au Protocole de Kyoto.

Il faut négocier sur base de la Constitution européenne!

Le message de la Chambre des Députés ne peut être plus clair: à 55 voix et avec 5 abstentions, le Parlement a demandé au Gouvernement de négocier le nouveau traité européen, dans une future Conférence intergouvernementale, sur base de la Constitution européenne. La Constitution avait trouvé l'appui de 56,5% des Luxembourgeois et fut ratifiée par la Chambre.



Rencontre interparlementaire sur le futur de l'Europe.

17 autres pays ont également ratifié la Constitution, deux, la Hollande et la France, l'ont rejetée par référendum, 7 pays ne se sont pas prononcés.

La Chambre des Députés a mené un débat d'orientation, une semaine avant le Conseil européen du 21 et 22 juin. Elle s'est notamment engagée à participer activement aux processus européen.

C'est ainsi que la motion des députés a encore invité le Gouvernement à informer la Chambre des avancées du dossier et à la consulter sur les futures évolutions.

Avant le débat à la Chambre, sept députés, à savoir MM. Ben Fayot, Laurent Mosar, Charles Goerens, Félix Braz, Jacques-Yves Henckes et Marc Angel ainsi que Mme Lydie Err avaient participé à Bruxelles à une rencontre entre le Parlement européen et les parlements nationaux.



Là aussi, une très large majorité de députés était d'avis que la Constitution devrait servir de base aux négociations sur le nouveau traité européen. Lors d'une conférence de presse, les députés luxembourgeois avaient encore plaidé pour le maintien de la Charte des droits fondamentaux dans le nouveau traité.

«L'Europe ne peut pas renoncer au support de la diplomatie interparlementaire!»


M. Jos Scheuer a représenté le Parlement luxembourgeois à la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne.

L'avenir du Traité constitutionnel et la coopération interparlementaire figuraient à l'ordre du jour de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne.

M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de cette conférence qui s'est déroulée les 24 et 25 mai 2007 à Bratislava (Slovaquie).

Dans son discours sur le rôle de la coopération interparlementaire, M. Scheuer a souligné que *«la diplomatie parlementaire (…) est à considérer comme un instrument complémentaire et nécessaire de la diplomatie gouvernementale»*, *tout en constatant avec satisfaction que «cette coopération interparlementaire s'est développée sur le plan quantitatif, mais aussi sur le plan qualitatif»*.

Lors de leurs travaux, les Présidents des Parlements se sont intéressés entre autres à l'avenir du Traité constitutionnel et lancent un appel aux institutions européennes à tenir compte de l'importance du rôle des parlements nationaux dans l'intégration européenne.

Fir oder géint d'Juegd?



Kuerz ier d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Juegd den 21. Juni 2007 an der Chamber ugefaang huet, krut de Chamberpresident Lucien Weiler vun der „Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg" eng Petitioun mat 23.500 Ënnerschrëften iwwerreecht.

Virun dräi Méint war eng Petitioun vun de Géigner vun der Klappjuegd déposéiert ginn.

De President vun der Federatioun Jos Bourg huet ënnerstrach, datt et vill Leit am Land gëtt, fir déi d'Juegd indispensabel ass. Si als Jeeër géifen eng wichteg Fonctioun erfëlle fir dat biologescht Gläichgewiicht am Bësch.

„D'Juegd ass e Sujet, deen d'Leit beweegt, dat weisen net nëmmen déi zwou Petitiounen", sot de Chamberpresident bei der Entrevue mat de Vertrieder vun der Jeeërfederatioun Saint-Hubert. „Et ass onméiglech jiddereen zefridden ze stellen, mä et muss awer méiglech sinn, mat guddem Wëllen de part et d'autre, Kompromësser ze fannen."

An deem Kontext huet de Lucien Weiler op déi gutt Aarbecht vun der parlamentarescher Ëmweltkommissioun higewisen, déi an de leschte Méint d'Debatt vum 21. Juni intensiv virbereet huet. Sou war zum Beispill e groussen öffentlechen Hearing iwwert de Sujet „Juegd", wou international an national Experten, mä och Membere vun 30 Organisatiounen a Veräiner gehéiert goufen.

Während der Orientéierungsdebatt gouf eng Motioun gestëmmt (39 Jo-Stëmmen, 7 Nee-Stëmmen, 14 Enthalungen), déi weider un d'Regierung geet. D'Fuerderungen aus der Motioun sinn ausschlaggebend fir dat neit Juegdgesetz, wat den Ëmweltminister am Januar 2008 déposéiere wëllt.

An där Motioun vum Deputéierte Roger Negri ass ënner anerem festgehalen:

«La Chambre des Députés (…) invite le Gouvernement

- à remplacer la législation existante par une nouvelle loi sur la chasse qui regroupe en un seul corps de loi toutes les dispositions relatives à la chasse;

- à définir clairement dans la nouvelle loi les objectifs de la chasse de façon à ce qu'ils répondent à l'intérêt général;

- à organiser la chasse conformément à ces objectifs, notamment

- en interdisant et en sanctionnant toute forme de nourrissage, à l'exception de l'agrainage en petites quantités, strictement réglementé;

- en fixant les périodes de chasse et en dressant annuellement une liste des espèces chassables par la voie d'un règlement grand-ducal;

- en établissant des plans de chasse minima et maxima pour les espèces chassables;

- en donnant au ministère la possibilité de faire organiser une chasse administrative sur certains lots dans le cas exceptionnel où un locataire de chasse ne respecterait pas les plans de chasse et remettrait ainsi en cause les objectifs fixés par la loi;

- en interdisant et en sanctionnant le lâcher d'animaux appartenant à des espèces classées gibier;

- en réorganisant les districts et les lots de chasse; (…)».

➤ Présidence allemande du Conseil des ministres de l'UE

Conférence sur le «gender budgeting»



(de gauche à droite) M. Jean-Marie Haensel, Mme Isabelle Klein, Mme Marie-Josée Frank, Mme Maddy Mulheims.

Une conférence sur le thème du «gender budgeting», intitulée *«Partageons les avantages - le budget public et son rôle, son potentiel et sa valeur pour l'égalité entre les femmes et les hommes et pour la justice sociale»*, s'est déroulée les 4 et 5 juin 2007 à Francfort-sur-le-Main.

L'objectif était d'activer des mesures concrètes sur l'intégration de la dimension du genre dans les budgets de l'Union européenne et des États membres dès la conception du budget, lors de la mise en œuvre et lors de l'évaluation de l'impact des mesures et des législations afin d'éradiquer les possibilités d'effets négatifs sur l'un ou l'autre sexe.

Le Luxembourg était représenté par Mme Marie-Josée Frank, Députée, Présidente de la Commission parlementaire de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse, par Mme Isabelle Klein, conseillère de direction 1re en rang au Ministère de l'Égalité des chances, M. Jean-Marie Haensel, inspecteur des Finances à l'Inspection générale des Finances, et Mme Anik Raskin, juriste au Conseil national des Femmes du Luxembourg.

L'atelier de travail sur les projets réalisés et les avantages concrets du «gender budgeting» pour les femmes et les hommes dans les différentes situations de la vie quotidienne fut modéré par Mme Maddy Mulheims, conseillère de Gouvernement 1re classe au Ministère de l'Égalité des chances.

L'objectif de la conférence était de déterminer la manière dont l'égalité des droits entre les femmes et les hommes peut se combiner avec l'action administrative moderne: l'égalité des sexes se réalise par une gestion des finances publiques respectant la dimension du genre.

En conclusion, il fut retenu que:

- l'engagement fort du Gouvernement pour une approche de budgétisation est un prérequis primordial;

- la formation en genre («gender mainstreaming») est indispensable pour tous les acteurs et toutes les actrices au niveau du Gouvernement, du Parlement et de l'administration publique;

- l'inscription de respecter l'aspect du genre doit figurer dans la circulaire budgétaire;

- l'élaboration d'outils pour les responsables des budgets est tout aussi nécessaire que la formation;

- les propositions budgétaires doivent être présentées avec analyse sous l'aspect du genre par les ministères et les départements au Parlement; il est important que le contrôle parlementaire existe et ceci avant et après l'application du budget (compte provisoire);

- le parlement analysera le projet de budget quant à sa conformité au respect du genre et contrôlera son application.

L'intégration de la dimension du genre dans le budget («gender budgeting») améliore la gestion efficiente des budgets publics et contribue à ce que hommes et femmes bénéficient au même titre des finances publiques.

La Bulgarie remercie le Luxembourg



MM. les Députés Ben Fayot, Paul Helminger et Lucien Weiler lors de la remise de décorations par S.E.M. Christo Gueorguiev, Ambassadeur de Bulgarie.

En signe de reconnaissance pour leur contribution personnelle, leur aide et leur soutien en faveur de l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne, S.E.M. Christo Gueorguiev, Ambassadeur de Bulgarie, a récemment remis des plaquettes d'honneur de la part du Président de l'Assemblée nationale bulgare à quatre députés: M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Paul Helminger, ancien Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, et à Mme Lydie Err, rapporteuse du projet de loi relatif à cette adhésion. Retenue par une mission à l'étranger, Mme Err n'a pas pu assister à la cérémonie.

Le Président de la Chambre a remercié l'Ambassadeur pour cette remise de médailles d'honneur. Il a de nouveau confirmé que le Luxembourg a toujours soutenu les efforts de la Bulgarie en vue d'une entrée dans l'Union européenne.

«Nous sommes conscients des efforts appréciables accomplis par la nation bulgare et nous savons apprécier ce qui a été réalisé.» M. Lucien Weiler a ensuite rappelé à quel point le Grand-Duché a été étroitement lié aux négociations d'adhésion depuis les débuts.

Il y a dix ans, le principe de l'adhésion a été fixé sous Présidence luxembourgeoise. Le Traité d'adhésion a également été signé sous Présidence luxembourgeoise, en 2005. Il y a un an, le projet de loi relatif à l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne a été voté unanimement en séance publique par la Chambre des Députés. La Bulgarie est finalement devenue membre de l'UE le 1er janvier 2007.

Assermentation de nouveaux fonctionnaires



(de gauche à droite) M. Carlo Linden, M. Benoît Reiter, Mme Marie-France Kremer, M. Claude Frieseisen.

Le Greffe de la Chambre des Députés compte deux nouveaux fonctionnaires. Le 22 mai, M. Paul Gansen, nommé aux fonctions de huissier, et le 20 juin, Mme Marie-France Kremer, nommée aux fonctions de bibliothécaire-documentaliste ont été assermentés par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» et en promettant de «remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité». Les procédures d'assermentation ont eu lieu en présence du Secrétaire général adjoint, M. Benoît Reiter, des chefs de service respectifs, M. Alain Bosseler et M. Carlo Linden, et de Mme Sonja Benassutti, chargée des ressources humaines.



(de gauche à droite) Mme Sonja Benassutti, M. Paul Gansen, M. Claude Frieseisen, M. Benoît Reiter, M. Alain Bosseler.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Sensibiliser pour des bus supplémentaires

Plus de 60.000 frontaliers français passent nos frontières chaque jour en voiture, en train ou en bus. Afin d'améliorer les conditions de mobilité, la section départementale Longwy du syndicat luxembourgeois LCGB a lancé une campagne de sensibilisation et revendique des lignes de bus supplémentaires vers le Grand-Duché.

Dans ce contexte une délégation du syndicat vient de remettre une pétition au Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

La section départementale de Longwy sollicite le soutien des députés pour trois lignes de bus supplémentaires (Longuyon - Rodange, Hussigny - Villerupt - Esch/Alzette, Audun le Roman - Villerupt - Esch/Alzette). Le Président de la Chambre a prêté



attention aux propos des syndicalistes et a transmis leurs revendications à la Commission des Pétitions.

Auszeechnungen



(Photo: Tessy Hansen/d'Wort)

Bei Geleeënheet vum Nationalfeierdag sinn och dräi Fonctionnairë vum Greffe vun der Chamber vum Statsminister Jean-Claude Juncker ausgezeechent ginn: de Robert Thelen, Inspecteur principal 1er en rang, als Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne (Zweete vu rechts); de Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint, als Officier de l'Ordre de Mérite (Éischte vu rechts), an d'Maryse Klein, Bibliothécaire-documentaliste, als Chevalier de l'Ordre de Mérite.

Assemblée parlementaire de l'UEO

Dimension parlementaire de la politique de défense et de sécurité



M. Marcel Glesener (au milieu), Vice-Président de l'Assemblée parlementaire de l'UEO

«Nous voulons que soit reconnue la nécessité d'un lieu, d'une assemblée, où les parlementaires nationaux seraient réunis pour discuter des questions de défense et de sécurité. Cela nous paraît indispensable.»

Avec cette déclaration lors de son discours d'ouverture, le 4 juin 2007, de la première partie de la 53e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, le Président de l'Assemblée, M. Jean-Pierre Masseret, a décrit l'objectif des initiatives que l'Assemblée veut voir se concrétiser dans le cadre du débat sur l'avenir de la Constitution européenne.

Et de continuer: *«Nous voulons faire reconnaître la nécessité d'un lieu interparlementaire consacrant ses travaux, sa recherche, ses débats aux questions de défense et de sécurité dans l'espace et aux frontières de l'Union européenne.»*

Le Président a estimé que l'essentiel est de faire la démonstration d'un besoin, celui d'un contrôle démocratique qui, au-delà du Parlement européen, associerait les parlementaires nationaux et qu'il *«paraît nécessaire d'avoir un cadre juridique de coopération renforcé, structuré, qui permette aux acteurs, ou aux États qui le souhaiteraient, d'aller plus loin dans le domaine de la défense»*.

Après ces mots, le Président a passé en revue les principaux thèmes à l'ordre du jour de la susdite première partie de la 53e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale qui a eu lieu à Paris du 4 au 6 juin 2007. Le Luxembourg y a été représenté par le Président de la délégation, M. Marcel Glesener, Mme Lydie Err et M. Charles Goerens, Membres effectifs, ainsi que par M. Norbert Haupert, Membre suppléant, les Députés Mme Anne Brasseur et M. Jean Huss, Membres suppléants, s'étant excusés.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Lycée à Dommeldange

5625 - Projet de loi portant

1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi a pour but de créer sur le site de Dommeldange un lycée indépendant et non pas une annexe du Lycée technique du Centre comme initialement prévu par la loi du 20 janvier 2003 relative à la construction d'un bâtiment annexe pour le Lycée technique du Centre à Luxembourg-Dommeldange.

Le nouveau lycée accueillera quelque 800 élèves du cycle inférieur et du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique, ainsi que de la division inférieure de l'enseignement secondaire. La capacité d'accueil oblige à se limiter à ces classes et ne permet pas de prévoir une extension aux formations de la division ou du cycle supérieur.

En scolarisant les élèves provenant de la Vallée de l'Alzette, le nouveau lycée délestera ainsi le Lycée technique du Centre, mais également les autres lycées de la capitale, notamment ceux du Limpertsberg.

Afin de lutter contre l'échec scolaire et de favoriser l'intégration des élèves dits «à problèmes» dans l'enseignement secondaire technique, le projet de loi sous examen prévoit l'engagement e.a. d'un psychologue, de deux éducateurs gradués et de cinq éducateurs.

Dans le même ordre d'idées, le projet de loi prévoit des dispositions nouvelles relatives à la nomination aux fonctions de directeur et de directeur-adjoint d'un lycée.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 25.10.2006

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

29.11.2006 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi

02.05.2007

et

09.05.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État et de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics

23.05.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2007

Lycée pour professions de santé

5678 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg

Le projet de loi sous rubrique prévoit la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé (ci-après LTPS) à Luxembourg-Bonnevoie, située entre la pénétrante Sud et la route de Thionville.

La formation des professions de santé est actuellement offerte sur quatre sites dont deux sont situés à Luxembourg-ville, les autres étant implantés à Warken et à Esch-sur-Alzette.

Le projet de loi sous examen vise la construction d'un nouveau bâtiment scolaire à Luxembourg en remplacement des lieux actuellement exploités à Luxembourg-ville. En effet, l'État se voit confronté dans le domaine des professions de santé tout comme dans l'enseignement en général à des bâtiments trop petits et inadéquats à l'enseignement. Ainsi le site près de la Clinique Sainte-Thérèse a dû être abandonné en janvier 2003 pour des raisons de sécurité. Les infrastructures sont largement insuffisantes. Pendant l'année scolaire 2005-2006 ces infrastructures ont dû accueillir 433 élèves, répartis sur 24 classes.

Il n'existe pas d'infrastructures sportives propres de sorte que les élèves doivent être répartis sur d'autres lycées. De même la demande de chambres dans le cadre de l'internat est-elle en croissance, soit en raison des convenances personnelles des élèves, soit en raison de l'horaire des cours offerts.

Les deux sites urbains sont ainsi réunis sur un site unique offrant entre autres aux élèves 41 salles de classe, dont 20 salles de classe ordinaires (contre 12 salles de classe ordinaires actuellement) et 8 salles de laboratoire (contre 1 actuellement). Les structures d'accueil comprennent non seulement une cafétéria, un restaurant scolaire mais encore un internat pour 53 élèves. S'ajoutent au projet les structures de l'administration, une cour de récréation et un parking.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.02.2007

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

21.05.2007 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

09.05.2007 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 14.06.2007

Lycée Schengen-Perl

5665 - Projet de loi portant

a) approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006;

b) approbation du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le «Landkreis Merzig-Wadern» sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», signé à Perl, le 4 décembre 2006

Le présent projet de loi a pour but de créer un lycée germano-luxembourgeois à Perl en Allemagne, près de Schengen. Son statut, ses objectifs, son mode de fonctionnement et de financement sont réglés par un accord, respectivement par un protocole entre le Gouvernement luxembourgeois et le Gouvernement sarrois qui ont été signés le 4 décembre 2006 à Perl.

La création du Lycée de Schengen répond à un besoin réel d'offrir un enseignement secondaire et une formation professionnelle dans une région qui, sur le plan sectoriel du Grand-Duché, manque d'infrastructures adaptées.

Le concept du nouveau lycée est innovateur sur plusieurs points:

- Le lycée est conçu comme étant une école de rencontre internationale.

- Le projet vise à promouvoir l'enseignement bilingue.

- Le lycée fonctionne selon le modèle d'une école à plein temps «Ganztagsschule».

- Tous les partis concernés sont impliqués dans la gestion scolaire: élèves, parents et enseignants.

- Le «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», une institution germano-luxembourgeoise, confère aux jeunes à la fin de leurs études des diplômes qui ont la valeur du diplôme de technicien, respectivement du diplôme de fin d'études secondaires sanctionnant des études accomplies au Luxembourg.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.01.2007

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

09.05.2007 Présentation du projet de loi

16.05.2007 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

06.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2007

Biologie moléculaire

5643 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Conférence Européenne de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 13 février 1969

Le projet de loi 5643 a pour objet l'approbation de l'Accord instituant la Conférence européenne de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 13 février 1969 et permettra au Grand-Duché de Luxembourg de devenir membre de la Conférence européenne de biologie moléculaire. L'adoption par la Chambre des Députés de ce texte ouvrira également la voie à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg au Laboratoire européen de Biologie moléculaire, cette adhésion formant l'objet du projet de loi 5644.

L'EMBC et l'EMBL offrent une large panoplie de services et d'opportunités de formation et d'information susceptibles de soutenir le développement des activités de recherche et d'innovation au Luxembourg dans le domaine du vivant.

L'adhésion à l'EMBC requerra le paiement d'une contribution annuelle calculée sur base des statistiques officielles de l'OCDE relatives à la force économique des États membres. Pour le Luxembourg cette clé s'établit à 0,21%. Sur la base des prévisions budgétaires provisoires de l'EMBC, l'impact financier de l'adhésion sera de 32.900.- euros en 2007, de 35.400.- euros en 2008 et de 38.200.- euros en 2009.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 01.12.2006

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

16.05.2007 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2007

5644 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant le Laboratoire Européen de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 10 mai 1973

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation de l'Accord instituant le Laboratoire Européen de Biologie Moléculaire (EMBL), fait à Genève, le 10 mai 1973. L'ad-

hésion du Grand-Duché de Luxembourg au Laboratoire européen de Biologie moléculaire permettra aux chercheurs luxembourgeois d'avoir accès aux infrastructures de recherche du Laboratoire européen, aux plates-formes technologiques et aux services avancés et aux formations de haut niveau pour l'apprentissage de nouvelles méthodologies. Cette adhésion constitue une priorité pour la communauté scientifique du domaine des sciences du vivant du Luxembourg en général, et pour les chercheurs de l'Université du Luxembourg en particulier.

Activités de recherche dans le domaine des sciences du vivant au Luxembourg

Ces activités de recherche se déroulent notamment

- au Centre de Recherche Public Santé (CRP-Santé) où sont réunis le Laboratoire d'Hémato-Cancérologie Expérimentale (LHCE), le Laboratoire de Biologie Moléculaire, de Génomique et de Modélisation (LBMAGM), le Laboratoire d'Immunogénétique-Allergologie (LIA), l'Institut d'Immunologie (II) LNS/CRP-Santé, le Laboratoire pour la recherche en Neurosciences/Neuro-oncologie (NorLux), le Laboratoire de rétrovirologie (LRTV), le Laboratoire de Biologie Moléculaire Végétale (LPMB), et le Laboratoire de Recherche Cardio-vasculaire;

- au Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann, établissement public réunissant dans son département «Environnement et Agro-Biotechnologies» (EVA) les unités de recherche «Biotechnologies forestière et agricole», «Écosystèmes aquatiques et terrestres», «Géo-hydrosystèmes et Aménagement du Territoire» ainsi que «Nutrition, Sécurité alimentaire et Toxicologie»;

- à l'Université du Luxembourg, établissement public structuré en unités de recherche parmi lesquelles l'Unité de recherche «Sciences de la Vie» fonctionne avec sept professeurs, un assistant - professeur, neuf assistants-chercheurs, six doctorants, quatre étudiants en *master*, un ingénieur ainsi que quatre techniciens;

- à la Fondation de Recherche Cancer et Sang: Le Laboratoire de Biologie Moléculaire et Cellulaire du Cancer (LBMCC) étudie l'effet du TNF alpha sur la différentiation érythroïde et l'expression de gènes spécifiques induits par les anthracyclines et d'autres inducteurs chimiques de la différentiation. Les résultats identifient le facteur de transcription GATA-1 comme une cible importante de l'inhibition de la différentiation érythroïde.

Un deuxième projet vise à utiliser des agents chemopréventifs naturels en tant qu'inhibiteurs des mécanismes de résistance des cellules leucémiques aux agents chimiothérapeutiques;

- auprès d'autres institutions actives dans le domaine des sciences du vivant, comme le Centre de Ressources des Technologies pour la Santé (CR-SANTEC) du CRP-Henri Tudor, l'Institut Viti-Vinicole (IVV), le Fonds National de la Recherche (FNR) avec le programme Santé et Biotechnologie (BIOSAN), ainsi que le programme Sécurité Alimentaire (SECAL).

Impact financier

L'impact financier se traduit par le paiement d'une contribution unique ainsi que d'une contribution annuelle du Luxembourg tablant sur une clé tenant compte de la force économique des États membres considérée sur base des statistiques officielles de l'OCDE. Cette clé s'établit à 0,21%, la contribution totale est estimée à 151.500.- euros pour 2007 et à 159.500.- euros pour 2008.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 01.12.2006

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

16.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2007

Dépôt des Ponts et Chaussées

5677 - Projet de loi relatif à la construction d'un dépôt des Ponts et Chaussées à Remich

Les services des Ponts et Chaussées à Remich sont actuellement répartis sur quatre sites différents. Le site administratif a été transformé une dernière fois en 1958, les autres bâtiments abritant le bureau de recette, les services et les équipes d'intervention, l'atelier de réparation, les lieux de stockage et le dépôt de la deuxième équipe sont situés dans des zones d'habitation. Le stockage de sel se fait dans un dépôt ouvert. Dans l'atelier de peinture, un système d'aspiration et de ventilation fait défaut. Il n'existe ni un local conforme pour le rechargement des batteries mobiles ni un dépôt pour les produits inflammables. Les installations sanitaires sont rudimentaires.

De même plusieurs infrastructures ont été fermées par l'Inspection du Travail et des Mines pour des raisons de non-conformité à la législation en matière d'établissements incommodes et une station de distribution a été mise hors service pour des raisons de sécurité et à cause de son implantation en zone résidentielle.

La nécessité de la construction envisagée est donc manifestement donnée.

Le nouveau bâtiment des Ponts et Chaussées de Remich sera implanté dans la zone d'activité „Jongebësch", située à proximité de Remich mais en dehors de quartiers résidentiels.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.02.2007

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

07.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

21.05.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2007

Service International de Recherches

5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver le protocole sur la modification instituant une Commission Internationale du Service International de Recherches, modification qui vise à ouvrir le fonds d'archives conservé au Service International de Recherches à la recherche historique.

Afin d'assurer la conservation du fonds documentaire, tous les documents sont en train d'être digitalisés, ce qui permettra en plus d'un traitement plus rapide des demandes, de livrer sur demande à chacun des États membres de la Commission - à savoir l'Allemagne, la Belgique, la France, Israël, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, les États-Unis, la Grèce et la Pologne - une copie électronique de tous les documents, dans le respect de la protection des données à caractère personnel.

Le Service International de Recherches, établi à Bad Arolsen, conserve de nombreux fonds d'archives concernant des personnes déportées et souvent portées disparues au courant de la deuxième Guerre mondiale, et notamment aussi concernant les camps de concentration, les camps de transit et de personnes déplacées et réfugiées ouverts dans les zones d'occupation américaine, britannique et française.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.03.2007

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

07.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2007

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Mercredi, 13 juin 2007

SÉANCE 36

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe
3. Ordre du jour
4. Débat d'orientation en vue du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 sur le mandat d'une Conférence intergouvernementale relative au Traité constitutionnel

   (Débat - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 9.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Vizepremier.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst alleguerten, dass de Statsminister virun e puer Deeg eng chirurgesch Interventioun gemaach krut. Mengen Informatiounen no ass déi gutt verlaf an et geet him gutt. Ech wëll him vun hei aus an am Numm vun der ganzer Chamber eis beschte Genesungswënsch iwwermëttelen.

Une voix.- Très bien!

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe:

1. **5728** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2001 relatif à certaines méthodes d'analyse quantitative de mélanges binaires de fibres textiles

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 24.05.2007

2. **5729** - Projet de règlement grand-ducal concernant les installations à gaz

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.05.2007

3. **5730** - Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 08.06.2007

3) En date du 7 juin 2007, le syndicat LCGB a remis la pétition N°282 revendiquant des lignes d'autobus pour mieux desservir les régions frontalières françaises et améliorer les connexions vers le Luxembourg.

4) En date du 25 au 28 mai 2007, s'est tenue à Funchal, Madère, la Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. La Chambre des Députés y était représentée par M. Marc Spautz, Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marc Angel, Vice-Président ainsi que Mme Lydia Mutsch, M. Fred Sunnen, Mme Colette Flesch et M. Claude Adam, Membres.

À l'ordre du jour figuraient notamment des discours de M. José Lello, Président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN, M. Luís Amado, Ministre des Affaires étrangères de la République portugaise, M. Nikola Gruevski, Premier Ministre de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, Madame Nino Bourjanadzé, Présidente du Parlement de Géorgie.

Les cinq commissions de l'Assemblée ont examiné divers rapports et entendu des exposés de plusieurs spécialistes.

Un débat a eu lieu sur l'Afghanistan mais également sur la défense antimissile, le futur statut du Kosovo, l'éventuel élargissement de l'OTAN et les relations avec la Fédération de Russie.

La prochaine Session annuelle se tiendra à Reykjavik du 5 au 9 octobre 2007.

5) Par lettre du 4 juin 2007, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 23 au 26 avril 2007:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Gouvernement de la Malaisie concernant certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil portant conclusion de l'accord multilatéral entre la République d'Albanie, la Bosnie-et-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la Communauté européenne, la République d'Islande, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, le Royaume de Norvège, la Serbie-et-Monténégro, la Roumanie et la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo sur la création d'un Espace Aérien Européen Commun (EAEC);

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord-cadre pour un programme multilatéral environnemental dans le domaine nucléaire en Fédération de Russie et du protocole à l'accord-cadre pour un programme multilatéral environnemental dans le domaine nucléaire en Fédération de Russie concernant les actions en justice, les procédures judiciaires et l'indemnisation;

- résolution sur le Livre vert intitulé «Actions en dommages et intérêts pour infractions aux règles communautaires sur les ententes et les abus de position dominante»;

- résolution sur les relations transatlantiques;

- résolution sur le rapport de suivi 2006 concernant la Croatie;

- résolution sur la situation des femmes handicapées dans l'Union européenne;

- résolution sur les négociations relatives au contrat de concession de Galileo;

- résolution sur le rapport annuel sur les droits de l'Homme dans le monde 2006 et la politique de l'UE à cet égard;

- résolution sur les finances publiques dans l'UEM 2006;

- résolution concernant le journaliste de la BBC Alan Johnston;

- résolution sur le Zimbawe.

2. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe

Opgrond vun enger Décisioun vum Büro an nom Artikel 30 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt dem Här Gaston Burger, Premier huissier dirigeant, deen den 1. Juni dëses Joers de Greffe pensiounshalber verlooss huet, den Éierentitel vu senger Fonctioun zouerkannt.

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour vun dëser Woch. D'Presidentekonferenz schléit Folgendes vir:

Haut de Moie féiert d'Chamber eng Orientéierungsdebatt iwwert den Traité constitutionnel.

Fir haut de Mëtten um hallwer dräi ass Folgendes ze soen: Ech géif d'Fraktiounschefe bieden opzepassen, fir dass mer déi richteg Décisioune kënnen huelen. Mir hate fir d'éischt d'Questioun vum Här Roger Negri iwwert d'Structure sport-études am INS. Dës Fro gouf an der Zwëschenzäit schréftlech vun der Regierung beäntwert, esou dass ech denken, dass déi Fro domadder erledegt ass.

Gesinn d'Fraktiounen dat och esou?

(Interruption)

Här Adam?

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, dat war jo net just d'Fro vum Här Negri. Mir haten och...

M. le Président.- Jo, Här Adam. Ech hunn elo just vun der Fro vum Här Negri geschwat. Vu soss näischt.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

M. le Président.- Dann hu mer d'Question avec débat vum Här Claude Adam iwwert d'Aféierung vu Sportsklassen am Institut national des Sports. Déi Fro ass dirigéiert un d'Madame Minister zoustänneg fir d'Éducation nationale. Den Här Sportsminister deelt allerdéngs mat, dass hien zoustänneg wär fir déi Fro an op déi Fro misst äntwerten; déi Fro, déi zum Deel beäntwert ass duerch déi schréftlech Äntwert, déi den Här Negri op seng Fro krut.

Den Här Sportsminister kann awer haut de Mëtten net hei sinn. Also ass et elo un der Chamber ze décidéiere respektiv muss d'Regierung sech eens maachen, wien dann elo en fin de compte op déi Fro äntwert. Vu dass den Här Sportsminister net do ass, stellen ech fir d'éischt d'Fro un den Här Adam,...

(Interruption)

...ob den Här Adam drop hält, dass déi Fro haut um Ordre du jour ass, oder ob mer se eng aner Kéier kënnen huelen, wann den Här Krecké kann hei sinn. Wann den Här Adam drop hält, da géife mer d'Madame Minister zoustänneg fir d'Erzéiung bieden heihinner ze kommen, fir op d'Fro ze äntwerten. Här Adam?

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President. Ech halen net drop, datt mer de Mëtteg op déi Fro äntwerten. Déi Fro ass allerdéngs vun eis un d'Madame Minister vun der Éducation nationale gestallt ginn. Mir hunn och gemengt, an der Regierungserklärung wieren déi Sportsklassen ënnert dem Ministère de l'Éducation nationale. Mir hunn d'Äntwert op dem Här Negri seng Fro virleien. Déi Äntwert gëtt eis natierlech dann och eng ganz Rei Opschlëss.

Mir haten dat Ganzt awer als Question avec débat gestallt, well do hätt een d'Méiglechkeet gehat nach nozefroen. Duerfir géif ech da proposéieren, datt mer déi Äntwert dann eng Kéier an der Chamberskommissioun vun der Éducation nationale op den Ordre du jour huelen, an datt een do nodréiglech nach kéint déi Froe stellen.

Mir mengen awer, datt et eng Fro ass, déi vun enger relativ grousser Bedeitung ass. A mir sinn am Fong geholl e bëssen erstaunt, datt mer dat elo eréischt als Äntwert op déi Question parlementaire gewuer gi sinn. Mä mir bestinn dann net drop, fir de Mëtteg déi Fro ze stellen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci fir seng verstänneg Haltung an dëser Fro. Ech ginn de Message un d'Regierung weider, dass se sech da soll eens maachen, wien en fin de compte dann elo zoustänneg ass, fir op déi Fro ze äntwerten. Dat gëtt dann an där zoustänneger Kommissioun gekläert.

Här Fayot?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Kann ech awer just rappeléieren, dass déi Äntwert vun der Madame Delvaux eng Äntwert ass, déi ofgeschwat ginn ass mam Här Krecké. Dat heescht, dat ass also eng gemeinsam Äntwert vun deenen zwee...

M. le Président.- Gemeinsam Äntwert vun deenen zwee Ministeren.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- ...op déi Fro vum Här Negri, déi mer awer zimlech déiselwecht ze si schéngt wéi déi vum Här Adam. Dat wollt ech just hei umierken.

M. le Président.- Jo. Gutt. Domadder wier dann dee Punkt gekläert. Dee Punkt ass och da vum Ordre du jour gestrach. Deemno stinn op eisem Ordre du jour folgend Punkten:

De Projet de loi 5665, een Ofkommes tëschent Lëtzebuerg an dem Saarland iwwert d'Schafung vun engem däitsch-lëtzebuergesche Lycée, an als zweete Punkt de Projet iwwert d'Schafung vun engem Lycée zu Dummeldeng.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer d'Projets de loi 5643 a 5644, en Ofkommes iwwert d'Conférence européenne de biologie moléculaire an iwwert de Laboratoire européen de biologie moléculaire. Béid Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. Dann hu mer als zweete Punkt de Projet de loi iwwert de Bau vun engem Dépôt fir d'Ponts et Chaussées zu Réimech; als drëtte Punkt de Bau vun engem technesche Lycée fir Gesondheetsberuffer; an als véierte Punkt de Protokoll zum Ofkommes iwwert d'Commission internationale pour le service international des recherches. A schlussendlech diskutéiere mer och nach d'Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat dësem modifizéierten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun, déi haut de Moien op eisem Ordre du jour steet: d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Verfassung. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Der Regierung stinn 30 Minutten zou. Als éischten ageschriwwene Riedner huet den honorabelen Här Ben Fayot als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun d'Wuert. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

4. Débat d'orientation en vue du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 sur le mandat d'une Conférence intergouvernementale relative au Traité constitutionnel

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, den 21. an den 22. Juni soll den Europäesche Rot vun de Stats- a Regierungschefen e Mandat fir eng Regierungskonferenz ausschaffen. Déi Regierungskonferenz soll bis Enn 2007 ofgeschloss ginn. Am Laf vun 2008 soll deen neie Vertrag ratifizéiert ginn. E soll fir d'Europawahle vun 2009 a Kraaft trieden.

Wat dee Mandat soll sinn, deen dës Regierungskonferenz soll ausschaffen, ass fir den Ableck net kloer. De Rotspresident, den däitschen Ausseminister Steinmeier, huet gëschter Moien zu Bréissel gesot - ech zitéieren hien -: „Der Erlösungskorridor ist enger geworden." Dat heescht, dass d'Point-de-vuë sech rapprochéieren. Deeselwechten Ableck konnt een awer an den Zeitunge liesen, dass d'Polen géifen definitiv hire Veto ausschwätzen, wa se iwwert d'Ofstëmmen am Conseil keng Satisfaktioun kréichen.

Wéi ëmmer geet d'Temperatur virun engem wichtegen Europäesche Rot erop. Mä sécher si mer haut un engem historesche Moment vun der Europäescher Unioun ugelaangt. No zwee Joer Reflexiounsphas ass et d'Zil vun der däitscher Présidence, d'Situatioun endgülteg ze deblockéieren, déi nom Neen a Frankräich an an Holland entstanen ass.

Et kann een dobäi wuel vu Quadratur des Kreises schwätzen, well och déi 18 Länner,

déi scho ratifizéiert hunn, an déi véier, déi kee Problem mat deem Verfassungsvertrag hunn, sinn net bereet, egal wat fir Konzessiounen ze maachen. Fir déi 22 Länner ass de Verfassungsvertrag nach laang net dout.

Jiddfereen ass eens doriwwer, dass Däitschland déi meeschten Trëmp an der Hand huet, fir d'Europäesch Unioun weiderzebréngen, an dat mat deem néidegen Nodrock erreeche kann. D'Hoffnunge sinn also grouss, mä näischt ass an dësem Abléck nach erreecht. Et geet nämlech drëm, Eestëmmegkeet ënnert de Memberstate vun der Europäescher Unioun fir e Vertrag erbäizeféieren.

Wéi soll dat goen?

Geet et drëm, de Verfassungsvertrag liicht ëmzeänneren oder ze vereinfachen, oder soll e ganz neie Vertrag ausgehandelt ginn? Oder sollen nëmme Verbesserunge vum Traité vun Nice ausgeschafft ginn? Dat sinn déi verschidde Modeller, déi am Gespréich sinn.

Fir Lëtzebuerg, an ech mengen och fir dës Chamber, kann dat eenzeg méiglecht Mandat dat sinn, de Verfassungsvertrag als Basis fir d'Verhandlungen ze huelen an esou mann wéi méiglech ëmzeänneren, fir dass déi Länner, déi e refuséiert hunn oder déi sech nach net ausgeschwat hunn, zur Ratifikatioun beweegt kënne ginn.

Ech wëll hei drun erënneren, dass de Verfassungsvertrag de beschtméigleche Kompromëss ënnert de 27 Länner war, dee jo och vun alle 27 ënnerzeechent gouf. Et war also e gutt ausbalancéierte Kompromëss. Mir sichen elo en neie Kompromëss zum Kompromëss, deen op jidde Fall - an dat ass dat mannst - d'Substanz, also déi wesentlech Elementer vum Verfassungsvertrag erhale muss.

Här President, d'Chamber mellt sech haut zu Wuert, fir dass mer net erëm komplett an de klasseschen ale Film vun 1950 zréckfalen. De Film, an deem d'Regierunge Verträg aushandelen an d'Parlamenter déi Verträg ratifizéieren. Mat anere Wierder: Amplaz en offene Konvent an eng breet gefächert Bedeelegung vun de Bierger, der Société civile an de Parlamenter, gëtt en neie Vertrag hannert zouenen Diere verhandelt.

A well d'Erënnerung hautdësdags esou kuerz ass, sief drun erënnert, dass nom Traité vun Nice am Joer 2000 jiddfereen, och bedeitend Stats- a Regierungschefen zu Lëtzebuerg an am Ausland, erkannt hat, dass déi intergouvernemental Method vu Marchandage um Enn war a kee Fortschrëtt ausser e puer punktuellen Adaptatioune méi géif ervirbréngen.

Implizit - an dat muss ee bedaueren - gëtt duerch déi nei Regierungskonferenz dee Fortschrëtt am véierten Deel vum Verfassungsvertrag ausradéiert, deen e Konvent virun all Ännerung vum Verfassungsvertrag virgesinn huet, nämlech den Artikel IV-443. An et kann ee sech froen, wéi offen dann déi Regierungskonferenz gëtt, ob dann, wéi bei där viregter vum Oktober 2003 bis Juni 2004, Texter, déi verhandelt ginn, um Internet ze fanne sinn.

Här President, et kann een d'Fro stellen: Wiem verdanke mer dat, dass mer haut erëm esou wäit sinn, wéi viru 50 Joer?

Net der Lëtzebuerger Regierung, och net der däitscher, och net deenen 18, déi den Traité constitutionnel ratifizéiert hunn. Mir verdanken et fir d'éischt deenen zwee Länner, déi den Traité constitutionnel refuséiert hunn an deenen aneren, déi sech dohannert verstoppen, fir entweder näischt ze soen oder hir Ënnerschrëft ënnert dee Verfassungsvertrag ze verleegnen. Mir verdanken et och all deene Kräften, déi Europa zum Spillball vun hirer Demagogie a vun hirem Populismus gemaach hunn an déi domat déi Kris, dee Blocage erbäibruecht hunn, wou mer elo dra sinn.

An nach eppes muss ee rappeléieren, nämlech dass am Konvent an an der Regierungskonferenz duerno op Wonsch a Verlaange vun deene méi euroskeptesche Länner vill Ofschnëtter a Kaf geholl goufen a villes zougestane gouf, wat deenen, déi Europa méi staark maache wëllen, net gefall huet.

Zum Beispill um institutionelle Plang d'Stäerkung vum Europäesche Rot mat engem permanente President, eigentlech eng Zementéierung vun dem intergouvernementale Charakter vun der Europäescher Unioun, also dem Pouvoir vun de Regierungen am institutionelle Gefüge vun der Europäescher Unioun. Oder um Plang vun der Sécherheet a Justiz, wou besonnesch d'Engländer vill décisiv Fortschrëtter verhënnert hunn.

Här President, dat ass am Kapp ze halen, fir d'Négociateuren an hir Conseilleren, wann an der Regierungskonferenz gefeilscht gëtt.

Här President, elo geet et jo bei där Aarbecht, fir e Kompromëss ze sichen, fir d'éischt ëm sougenannt „Niewesächlechkeeten" - ech setzen dat tëschent Guillemeten -, déi iwwregens net ëmmer esou niewesächlech gesi ginn, och net zu Lëtzebuerg, wéi zum Beispill de Fändel vun Europa oder d'Hymn vun Europa oder den Numm vum Vertrag.

Et geet awer bei där Aarbecht, bei där mer ons elo engagéieren, virun allem ëm wichteg politesch Ausriichtungen an Objektiver.

Et geet zum Beispill drëm - wéi den Traité constitutionnel se enthält -, eng Base légale ze kréien, fir endlech an engem europäesche Kader öffentlech Déngschtleeschtungen ofzesécheren. Et geet drëm, ob mer déi horizontal Artikelen am Ufank vum drëtten Deel behalen, déi Ëmwelt a sozial Kritäre bei all europäeschen Décisiounen, bei all europäesche Politike rechtlech imposéieren, oder ob mer eng rechtlech Upak kréien, fir eng gemeinsam Energiepolitik ze maachen.

A well mer jo schonn haut an deem Thema allgemeng sinn, wëll ech dann drop hiweisen, dass et en neien Artikel 256 am Verfassungsvertrag gëtt, deen der Europäescher Unioun eng nei Base légale gëtt, fir no der communautärer Method, also mat qualifizéierter Majoritéit a mat der Codécisioun, am Conseil Mesuren ze huelen, fir den Energiemaart ze organiséieren, d'Sécherheet vun der Energieversuergung ze garantéieren, Energie ze spueren an erneierbar Energien ze entwéckelen. Dat gëtt jo iwwerall haut gefuerdert. Dat steet am Verfassungsvertrag.

A kucke mer emol déi ëmgeännert Artikelen 265 bis 268 iwwert d'Kontroll vun den Aussegrenzen, den Asyl an d'Immigratioun. Dës Artikele ginn ons rechtlech Mëttelen, fir gemeinsam géint illegal Awanderung, mä och fir eng harmonesch legal Awanderung ze schaffen.

Et geet och drëm, Här President, ob mer déi Wäerter, déi an der Grondrechtecharta sinn, als rechtlech bindend erhale kënnen. A mir mussen och méi effikass géint grenziwwergräifend Kriminalitéit an Terrorismus virgoe kënnen. Dat alles steet am Verfassungsvertrag.

Wëlle mer dat alles mat engem Coup opginn, wéi ech héieren hunn, dass d'ADR et hei zu Lëtzebuerg proposéiert? Ech mengen, op jidde Fall déi grouss Majoritéit vun dëser Chamber wëllt dat net, wëllt alleguerten déi Acquisen halen an ausbauen.

Här President, dofir soll d'Lëtzebuerger Regierung wëssen, dass et fir onst Parlament Gebidder gëtt, op déi mer halen, dass et also rout Linne gëtt, déi net esou einfach ignoréiert kënne ginn. Sécher hu mer zu Lëtzebuerg net d'Gewunnecht, onser Regierung an europäesche Verhandlunge bindend Mandater mat op de Wee ze ginn, dat heescht, se esou anzebannen, dass se keng Flexibilitéit an deene Verhandlunge méi huet, mä dach gëtt et fir ons onverzichtbar Elementer, an ech wëll se nach eng Kéier opzielen, fir dass se kloer sinn.

Éischtens: De Verfassungsvertrag soll als Basis fir d'Verhandlungen déngen. Wéi dat herno ausgeet, sief dohinnergestallt. Ech erënneren drun, dass e Grupp vun europäesche Perséinlechkeeten, genannt de Grupp Amato, do eng Propositioun gemaach huet, déi net oninteressant ass.

Zweetens: De gesamten institutionelle Pak mat dem Gläichgewiicht, dat doranner fonnt gouf, soll erhale bleiwen. Dozou gehéiert d'duebel Majoritéit bei der Ofstëmmung am Conseil, eng Stëmm fir all Land an eng Gewiichtung no der Bevölkerung. E System, dee weist, dass d'Europäesch Unioun eng Gemeinschaft vu Länner a vu Mënschen ass. Dozou gehéiert déi wichteg Vereinfachung vun de Rechtsakten, d'Ausweitung vun de Majoritéitsentscheedungen an d'Verbesserung vun der Effikassitéit.

Drëttens: Wichteg fir eng besser Aussen- a Sécherheetspolitik ass den europäeschen Ausseminister, a virun allem d'Zesummeleeë vun den Attributiounen am aussepolitesche Beräich vun der Kommissioun a vum Conseil. Leider konnt am Verfassungsvertrag keen anere Fortschrëtt an der Aussepolitik erreecht ginn, wéi zum Beispill Majoritéitsentscheedungen, déi wäitgehend am Konsens gefrot gi sinn.

Véiertens: Ech hu schonn éinescht e puer Verbesserungen am drëtten Deel ugeschwat fir d'Sozial- an d'Ëmweltpolitik a fir d'öffentlech Déngschter.

Et gëtt an deem drëtten Deel, deem esou vill geschmähten drëtten Deel, eng ganz Partie weider Verbesserungen, déi ech hei net alleguerte wëll opzielen, déi d'Politik vun der Europäescher Unioun méi fortschrëttlech a méi effikass géife maachen.

Här President, och d'Charta vun de Grondrechter gehéiert zu de wesentlechen Elementer. Ech erënneren drun, dass dëst beim Referendum zu Lëtzebuerg e wichtegt Argument dobausse bei de Leit war. D'Charta enthält déi Wäerter, op deenen d'Unioun berout. D'Charta soll also aklobar sinn, also rechtlech verbindlech. A wann d'Charta och keng nei Kompetenzen zum Beispill um soziale Plang bréngt, esou beschreift se dach de soziale Modell, dee sech an Europa duerchgesat huet an dee mer erhalen an ausbaue wëllen.

Ech wollt den Här Ausseminister un eppes erënneren. Hie war deemools nach net Ausseminister an hien huet sech vläicht nach net deemools esou intensiv mat deene Froe befaasst, mä ech wollt hien drun erënneren, dass déi Charta vun de Grondrechter an zwee Konventer - an zwee Konventer! - duerch d'Mille gedréint gouf; dass an allen zwee Konventer ons englesch Frënn ëmmer erëm nei Konzessioune gefrot a kritt hunn. An et muss een hinnen elo soen, dass et domat duergeet,...

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- ...dass se zweemol d'accord ware schlussendlech. Ech mengen, hei sinn och Leit - ech gesinn den Här Meyers -, déi dat alles matgemaach hunn. Den Här Helminger och. Mir hunn dat jo alles perséinlech matgemaach.

Déi waren also zweemol d'accord, dass si hir Ënnerschrëft ënner eppes gesat hunn, wat - mengen ech - fir d'Mënschen an Europa wesentlech ass. An dass kee verstoe géif, wann elo nach eng Kéier géif dru gefummelt ginn. Ech mengen, et muss een dann och nach erklären, wat jo och am Raum steet - op jidde Fall ech verstinn et net -, wann ee seet: Solle mer déi Charta elo an den Text vum Vertrag maachen oder solle mer se an eng Annex maachen an en Hiweis am Text selwer maachen? Wat dat ännert, verstinn ech wierklech net.

Ech menge schonn, déi Charta ass absolut wesentlech. Si soll am Text stoen a si soll och da rechtlech verbindlech si fir jiddfereen. Do ass, mengen ech, alles driwwer gesot ginn. Mir brauchen net méi dorobber zréckzekommen.

Une voix.- Très bien.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, an de leschten Deeg a Wochen hunn eng Partie Länner hir Usprécher ugemellt. Esou kënnt aus Holland de Wonsch, d'Kontroll vun der Subsidiaritéit ze verstäerken. Et ass do Rieds gaange vun enger Rouder Kaart, déi méi wäit soll goe wéi déi Giel, déi et elo an deenen zwee Protokolle vum Verfassungsvertrag gëtt. Mat anere Wierder: En nationaalt Parlament oder e puer Parlamenter sollen e Vetorecht géint eng europäesch Législatioun kréien.

Dëst ass net akzeptabel. Mir hunn zwee Gesetzgeber an Europa, nämlech d'Europaparlament an de Ministerrot. Also, de Ministerrot, an deem déi national Regierunge sëtzen, wou also d'Natioune vertratt sinn. Et kann dach net sinn, dass nach weider Barrièren opgebaut ginn, déi Europa zur Handlungsonfäegkeet géife condamnéieren! Souwuel déi Rout Kaart wéi och eng drëtt Chamber aus Vertrieder vun nationale Parlamenter goufe gëschter a virgëschter zu Bréissel um Treffe vun den nationalen an dem Europaparlament kloer refuséiert.

An ech mengen, ech widderhuelen et ëmmer erëm hei: D'national Parlamenter mussen hir Verantwortung vis-à-vis vun hirer Regierung huelen. Si sollen déi Regierungen um nationale Plang kontrolléieren a virun allem och déi europäesch Aktivitéit vun hire Regierungen.

An an deem Zesummenhang wollt ech - leider ass de President vun der Agrarkommissioun net hei - dee Bréif ënnersträichen a begréissen, deen hie geschriwwen huet un d'Regierung, fir dergéint ze protestéieren, dass déi Kommissärin iwwer Agrarfroen, déi zu Lëtzebuerg war, mat Leit vun dem Secteur zesummekomm ass a mat der Regierung, a mer et net fäerdeg bruecht hunn, déi an d'Chamber ze kréien a mat där an der Chamber iwwert déi Problemer ze schwätzen.

Dat ass déi Prise de conscience, mengen ech, déi d'Chamber muss huelen, all Kéiers, wann zu Lëtzebuerg iwwer Europa geschwat gëtt. Ech wär frou, wann d'Kolleege vum Här Oberweis déi Félicitatioune vu menger Säit aus géife weiderginn.

Här President, et geet also elo net an deem, wat mer weider wëlle bauen, an deem neie Vertrag ëm méi komplex Strukturen; et geet net ëm zréck, mä ëm no vir! Et geet net dorëm, fir weider ze verwässeren, mä no vir ze goen! Et geet net dorëm, ze renationaliséieren, mä ëm weider méi gemeinschaftlech ze schaffen. An et geet ëm d'Vereinfachung vun den Entscheedungsstrukturen. Et geet also ëm Transparenz a Verständlechkeet vum Décisiounsprozess.

Här President, mir sinn an dësem Abléck hin an hier gerappt zwëschent deem, wat mer 2005 verdeedegt a ratifizéiert hunn, an deem, wat mer elo erreeche mussen. Munech mole schonn en Europa mat zwou Geschwindegkeeten un d'Mauer. Et ass nun e Fait, dass d'Konzeptioune vun der Europäescher Unioun ënnert de Länner déif Ënnerscheeder opweisen, an dozwëschent e Kompromëss ze fannen, ass schwiereg, awer hoffentlech net onméiglech.

Wéi scho gesot: Mir si sécher un engem Wendepunkt an der Geschicht vun der europäescher Konstruktioun ugelaangt. Et muss sech elo weisen, ob déi 27 Länner ouni Exceptioun iwwer hir politesch a rationell Konzeptioune vun Europa ewech genuch Feier a Glaf hunn, fir iwwer hire Schiet ze sprangen. Sollt dat net de Fall sinn, da fält d'Europäesch Unioun op kuerz oder laang auserneen.

Da gëtt d'Europäesch Unioun eng Nébuleuse vu verschiddenen Niveauë vun Integratioun a vun Zesummenaarbechten. Dann ass déi eemoleg Konstruktioun vu 50 Joer, déi Fridden, Stabilitéit a Prospéritéit bruecht huet, a Gefor. Dann ass virun allem d'Gewiicht vun Europa a sengem sozialen a wirtschaftleche Modell an der Welt a Gefor.

An trotz onser Enttäuschung iwwert d'Entwécklung an de leschten dräi Joer an der Europäescher Unioun muss et virugoen. Mir waarden also mat Spannung op d'Resultat vun dem Europäesche Rot d'nächst Woch.

Duerfir, fir déi kommend Deeg, Wochen a Méint freet d'Chamber vun der Regierung, dass se permanent an ëmfaassend informéiert a konsultéiert gëtt, wéi dat och an deene vergaangene Méint a Jore schonn de Fall war.

Mir si flexibel, Här President, an ech soen der Regierung dat mat aller Däitlechkeet, fir zu all Zäitpunkt mat der Regierung zesummenzekommen, offen an/oder vertraulech, wa se et wëllt, fir mat hir ze diskutéieren.

Den Ausgang vun der Regierungskonferenz däerf keng Iwwerraschung fir d'Chamber sinn. Mir hu Vertrauen an d'Regierung, dass si dat mécht.

An dann nach e leschte Wonsch un d'Regierung wéi un d'Chamber selwer: dass mer an de kommende Méint mat de Biergerinnen an de Bierger vun onsem Land schwätzen, se iwwert d'Regierungskonferenz informéieren an d'Diskussioun iwwer Europa intensiv mat hinne sichen.

Här President, fir ofzeschléissen, wollt ech eng Motioun virleeën, déi déi wesentlech Iddien, déi ech och elo duergelueht hunn, enthält. Déi Motioun gëtt vu véier Fraktiounen - der CSV, der DP, deene Gréngen an der LSAP - gedroen. An ech hoffen, dass se och an deem Geescht, deen ech hei virbruecht hunn, eng grouss Majoritéit fënnt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que le Traité constitutionnel a été ratifié au Luxembourg par le référendum du 10 juillet 2005 et par la voie parlementaire;

- considérant que de ce fait le Traité constitutionnel lie aussi bien le Gouvernement que la Chambre des Députés dans toutes les discussions qui pourront s'engager sur le plan européen suite au refus de ce traité par la France et les Pays-Bas;

- regrettant que certains États membres hésitent à ratifier le Traité constitutionnel, voire renient tout simplement leur signature en refusant de procéder à la ratification;

- rappelant que le Traité constitutionnel a été élaboré et adopté par consensus par la Convention sur l'avenir de l'Europe à laquelle siégeaient les Gouvernements, les représentants des Parlements nationaux, du Parlement européen et de la Commission européenne;

- rappelant encore que le Traité constitutionnel a été finalisé par une conférence intergouvernementale, signé par 27 États membres et adopté depuis lors par 18 États

membres représentant la majorité de la population de l'UE;

- estimant que le Traité constitutionnel permettrait d'approfondir l'intégration européenne après l'élargissement de l'Union à 25, puis à 27;

- proclamant son attachement à ce Traité, instrument d'efficacité institutionnelle et d'avancées politiques importantes;

- considérant la position du Gouvernement luxembourgeois, exprimée devant la Chambre le 9 mai 2007 par le Premier Ministre;

- consciente de la nécessité d'aboutir à un accord des 27 États membres, mais opposée à réduire l'Europe à une zone de libre échange de nature intergouvernementale;

invite le Gouvernement en vue du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007, ainsi que lors des discussions subséquentes dans une conférence intergouvernementale

- à maintenir le Traité constitutionnel comme base de toute négociation engagée pour sortir de l'impasse actuelle;

- à éviter de charger la négociation de nouvelles demandes institutionnelles;

- à ne pas rouvrir le compromis institutionnel contenu dans la 1re partie;

- à maintenir le niveau d'engagement juridique de la Charte tel que prévu dans le Traité constitutionnel («legally binding»);

- à sauvegarder, voire à développer les avancées politiques importantes contenues dans le Traité constitutionnel, à savoir les clauses horizontales pour la politique écologique et sociale ainsi que sur les services d'intérêt général, les progrès en matière de politique énergétique, de lutte contre la criminalité, de politique étrangère et de sécurité, de politique de l'immigration;

- à s'opposer à tout compromis au rabais au détriment de la substance du Traité et de l'approfondissement nécessaire de l'Union européenne;

- à informer et à consulter régulièrement la Chambre sur le déroulement des négociations et à poursuivre ensemble avec la Chambre le dialogue avec la société civile.

(s.) Ben Fayot, Félix Braz, John Castegnaro, Charles Goerens, Laurent Mosar.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Nächste Riedner, deen agedroen ass, ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an e puer Deeg beroden déi europäesch Stats- a Regierungschefen um Ofschlusssommet vun der däitscher Présidence iwwert d'Zukunft vum europäesche Verfassungsvertrag - oder besser iwwert d'Zukunft vun eppes, wat net méi wäert Verfassung heeschen, mä trotzdeem nach soll eng Verfassungsambitioun droen.

Am Virfeld vun dësem wichtege Rendezvous soll d'Chamber haut der Regierung hir Meenungen an Iwwerzeegunge mat op de Wee ginn, well mer jo riskéieren, fréier oder spéider en neien europäesche Grondlagentext an dësem Haus ënnerbreet ze kréien.

Mir hu schonn iwwert d'Zukunft vun Europa ofgestëmmt. Zweemol hu mer dat gemaach: eng Kéier virum Referendum iwwert d'europäesch Verfassung an eng Kéier duerno. Béid Kéieren huet d'Chamber mat iwwerwältegender Majoritéit deem Text zougestëmmt - esou wéi d'Lëtzebuerger et och den 10. Juli 2005 gemaach hunn. Déi Majoritéit war zwar net iwwerwältegend, awer séier däitlech.

56,5% vun de Wieler hunn der europäescher Verfassung hir Zoustëmmung ginn. Doduerch gouf Lëtzebuerg eent vun deenen zwee europäesche Länner, wou d'Vollek duerch Referendum dësem Text zougestëmmt huet.

Mir wëssen all, datt et och zwee Länner gouf, wou de Géigendeel geschitt ass. Ronn 55% vun de franséischen an iwwer 60% vun den hollännesche Stëmmbierger hunn am Fréijoer 2005 Neen zur europäescher Verfassung gesot. Domat konnt de Vertrag, esou wéi e virlouch, net méi a Kraaft trieden. Dat ass schued an eigentlech och e bëssen dramatesch.

Entre-temps hunn 18 europäesch Staten - dorënner dräi vun deene ganz groussen, nämlech Däitschland, Italien a Spuenien - dee Verfassungstraité ratifizéiert. Zwee Staten hunn et duerch Referendum refuséiert, a siwen hunn et bis elo net néideg fonnt, eppes a Richtung Ratifikatioun ze ënnerhuelen. Bei deene sinn interessanterweis esou europaskeptesch Länner wéi Groussbritannien, Polen an d'Tschechesch Republik.

Et steet also haut 18 zu zwee, bei siwen Enthalungen an der Ofstëmmung iwwert déi europäesch Verfassung. Mä datt zwee Drëttel vun de Memberstate vun der Unioun Jo gesot hunn, schéngt eigentlech keng Roll méi ze spillen.

Et ass deen aneren Drëttel, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen haut d'Spill bestëmmt. Well et nach ëmmer esou ass, datt grondleeënd Décisiounen an Europa mussen eestëmmeg geholl ginn, an dat virun allem fir d'Verträg gëllt, ass de Verfassungsvertrag, dee mer haut kennen, praktesch dout. A well en doudesche Vertrag keng Grondlag fir déi zukünfteg Handlungsfäegkeet vun Europa ka sinn, muss elo en neien Traité erbäi; een, dee muss anescht heeschen, wéi deen aktuellen, a muss en aneren Inhalt hunn, fir datt e kann duerch parlamentaresch Ratifikatioun och do ugeholl ginn, wou d'Vollek deen aktuellen Text ofgelehnt huet.

Den Ëmstand, datt nei muss verhandelt ginn, ass leider net ze änneren. Mir kennen d'Regelen. Si wären och mat der Verfassung net aneschters. Wann d'Memberstaten net alleguer engem Traité zoustëmmen, da kann en eben net a Kraaft trieden. Mä d'Richtung an den Inhalt vun der Neiverhandlung sinn net esou kloer wéi dëse Constat. Et gëtt an Europa nämlech déi, déi méiglechst vill vum aktuelle Verfassungsvertrag an en neien Traité wëllen afléisse gesinn, an et gëtt déi aner. Déi aner sinn déi, déi méiglechst wéineg neit a méi Europa wëllen.

Fir et direkt ze soen: Et ass net akzeptabel, datt déi zwee Drëttel vun de Memberstaten, déi e Vertrag ratifizéiert hunn, dee vun alle Regierungen ënnerschriwwe gouf, sech haut dofir sollen entschëllegen. Et muss éischter esou sinn, datt déi, deenen hiert Vollek Nee gesot huet respektiv déi einfach guer net ratifizéiert hunn, realiséieren, datt si de Problem duerstellen. Déi, déi net ratifizéiert hunn, sinn eng Minoritéit. Minoritéite sinn zwar ze schützen, mä si kënnen net de Majoritéiten hire Wëllen einfach esou opzwéngen. Och dat ass eng Fro vun europäescher Demokratie.

Elo stellt sech also d'Fro, wou de Wee nom Juni-Sommet soll hiféieren. Et ass zu dësem Zäitpunkt net schrecklech vill kloer. Kloer ass, datt den nächsten Text wuel net méi wäert „Verfassung" oder „Verfassungsvertrag" heeschen. D'Grënn heifir si fadenscheinig. Wann een och versteet, datt et a Frankräich an an Holland zimlech onméiglech wier, e positive Vote zu eppes ze kréien, wat virun zwee Joer ënnert dem Numm „Verfassungsvertrag" vum Vollek verworf gouf, da geet elementar Etymologie duer, fir ze realiséieren, datt et op anere Plaze just drëm geet, fir déi staark Symbolik vun der constitutioneller Terminologie ze vermeiden.

Och wann dës Argumentatioun net schrecklech iwwerzeegend ass, muss een dach feststellen, datt se am Moment schéngt majoritär ze sinn. Et ass dann och dovun auszegoen, datt mer an Europa keng Verfassung kréien. Och wa meng Fraktioun doriwwer net besonnesch glécklech ass, esou ass et fir eis awer net fundamental wichteg, wéi den neien Text heescht, mä wesentlech méi wichteg, wat drasteet. Deemno si mer der Meenung, datt et sech hei net ëm eng Glawensfro handelt. E gudde Vertrag, deen „Traité de base" géif heeschen, wäerte mir och mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

Déi aner Saach, déi kloer schéngt ze sinn, ass, datt sech eenzel State schwéierdi mat der europäescher Symbolik, wéi de Konvent se an den Text integréiert hat, virun allem mam Fändel an der europäescher Hymn. Nujee, meng Fraktioun an ech hu selwer zwar Schwieregkeeten, dës Haltung nozevollzéien, well d'Europäesch Unioun steet a fält sécherlech net mat enger Hymn oder engem Fändel. Wann dat allerdéngs elo sollt de grousse Problem si fir verschidde Regierungen, da soll ee se eben eraushuelen, och wann ech perséinlech dovun iwwerzeegt bleiwen, datt souwuel de Fändel wéi déi europäesch Hymn weiderhi wäerte genotzt ginn.

Här President, esou vill ass kloer. Et ass awer net kloer, ob den neie Vertrag vill nei Politike ka beinhalten, oder ob dat éischter net geet. Et ass och net kloer, wat mat der Grondrechtecharta soll geschéien a wat dann d'Schicksal vun all deenen institutionellen Dispositiounen ass, déi sech am éischten Deel vum Verfassungstext erëmfannen an déi de Konvent jo wäitgehend ausgeschafft huet. Do musse mer also Faarf bekennen, ouni ze wëssen, a wat fir eng Richtung d'Verhandlunge wäerte lafen. Mä dat geet awer. Et geet ganz besonnesch dowéinst, well mer jo zu Lëtzebuerg traditionell e grousse Konsens an europäesche Froen hunn, a well et jo net aneschters ka sinn, wéi esou, datt mer versichen, dee gréisstméiglechen Deel vun engem Text, deen d'Vollek eng Kéier an d'Parlament zweemol ugeholl huet, ze erhalen.

D'CSV-Fraktioun ass der Meenung, datt et op jidde Fall d'Zil muss sinn, den éischten Deel vum aktuelle Verfassungsvertrag bäizebehalen. Dat heescht, datt mer am Wesentleche wëllen, datt all déi grouss institutionell Neierungen - wéi de gewieltene President, den Europäesche Rot, den europäeschen Ausseminister, wéi och déi alternéierend Kompositioun vun der Kommissioun bis zur duebeler Majoritéit fir Voten am Ministerrot - solle bäibehale ginn. Dat sinn d'Dispositiounen, déi de Konvent no laangen Diskussiounen erschafft huet an op wäite Strecken op jidde Fall sollen an der Regierungskonferenz bäibehale respektiv affinéiert ginn.

Déi institutionell Dispositiounen, esou wéi se an den Artikelen 1 bis 60 vum Verfassungsvertrag enthale sinn, stellen nämlech sécher, datt d'Unioun och mat 27 Membere ka funktionéieren. Dat Zil gëtt net erreecht, wann elo nees um institutionellen Acquis vu Konvent a Regierungskonferenz gebastelt gëtt. Duerfir ass et fir eis wesentlech, datt net dru gebastelt gëtt respektiv datt dat Gebastels, wat sech da wierklech net vermeide léisst, sech op e Minimum wäert beschränken. Wann den Institutiounspak nees opgemaach gëtt, besteet nämlech en eeschte Risiko, datt en duerno net méi zougeet. Duerfir wär et bei Wäitem virzezéien, wann en net nees nei géif opgemaach ginn.

Ech muss Iech allerdéngs soen, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Attitüd vu verschiddene Regierungen op deem Punkt absolut net nozevollzéien ass. Op där enger Säit geet fir déi Länner den Élargissement zum Beispill a Richtung Balkan net schnell genuch, op där anerer Säit wëllen déiselwecht Länner awer erëm den éischte Pak vun den institutionelle Reformen nei verhandelen. Dobäi, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass et kloer: Ouni institutionell Reform gëtt et bis op Weideres keng Erweiderung.

Et wier och gefëierlech, sech nees un déi communautär Gestioun vun de Beräicher Justiz an Innenpolitik erunzemaachen, well sech am Zweifelsfall och do kéinte Länner erëmfannen, déi net méi der Meenung sinn, en europäesche Rechtsraum fir Asyl an Immigratioun, Verfolgung vu gravë Strofdoten an esou weider wier terribel wënschenswäert. Dat ass awer ee vun deene Beispiller, wou besonnesch Lëtzebuerg ëmmer eng Virreiderroll fir méi eng Kooperatioun a méi flexibel - sprech, net méi eestëmmeg - Décisiounsmechanisme gespillt huet. Europa brauch esou e Rechtsraum. D'Verfassung wollt him e ginn. Et ass elo net de Moment, fir dës Flank nees nei opzemaachen.

Dat ass alles och eng Fro vu Respekt virun der konventioneller Institutioun. 105 Vertrieder a gradesou vill Stellvertrieder aus 28 Staten - d'Türkei war jo och derbäi - hunn deemools e Kompromisstext ausgeschafft, dee Substanz huet an eng anstänneg Portioun Courage a Visioun. E besseren Text ass quasiment onméiglech ze ficelléieren. Et ass och schwéier virstellbar, datt ee géif higoen a soen: Bon, do war zwar e Konvent, deen huet och annerhalleft Joer laang geschafft, mä elo sëtze mer eis erëm am klenge Krees zesummen a maachen eppes komplett Neies. De Konvent huet transparent an novollzéibar geschafft. Seng Resultater an Zwëscheresultater waren de Bierger zu all Moment zougänglech.

Esou geet dat awer an europäesche Conseile bei Regierungskonferenzen net. Dowéinst mengen ech, datt et och am Sënn vun der Siichtbarkeet, Liesbarkeet a Legitimitéit vun der europäescher Beschlossfaassung wier, wann dem Konvent seng Resultater net géifen op en Neits a Fro gestallt ginn. Lëtzebuerg - fir och emol egoistesch ze kucken - hätt an esou engem Fall sécher guer näischt ze gewannen.

En anert Element ass an deem éischten Deel vum Verfassungsvertrag wichteg. Dat ass d'Rechtsperséinlechkeet vun der Unioun. Déi muss een nämlech am Kontext vun der Zukunft vum Deel zwee kucken, wat déi Europäesch Charta vun de Grondrechter ass. Dës Charta, déi och vun engem Konvent ausgeschafft gouf - dat war deen éischte vun där Zort -, huet de Moment nach keng Rechtsgültegkeet. Si ass just eng Absichtserklärung, eng Deklaratioun ouni Verbindlechkeet. Dat soll sech elo änneren.

Wär entre-temps de Verfassungsvertrag a Kraaft getrueden, wär dës Deklaratioun als zweeten Deel dovun och zu engem Katalog vun aklobare Rechter ginn. Well dat awer net esou ass, gëtt et elo zwou Méiglechkeeten: Entweder dës Deklaratioun gëtt telle quelle an de Grondlagevertrag iwwerholl, oder si gëtt duerch en Artikel vun deem Traité fir verbindlech erkläert. Béides geet, a während déi éischt Démarche eigentlech déi méi propper wier, huet déi zweet awer sënngeméiss deeselwechte juristeschen Effekt.

Sollte sech also Länner terribel un der integraler Presenz vun där Charte an engem zukünftege Basisvertrag stéieren, da kann ee se och duerch en explizite Verweis verbindlech maachen. Wichteg ass, datt se verbindlech gëtt. All Parteien hei an deem Haus, déi Vertrieder an deen éischte Konvent geschéckt hunn, deele sécherlech meng Aschätzung zu deem Thema.

Ech muss Iech soen, datt ech et allerdéngs an engem héchste Mooss traureg fannen, datt op deem Punkt, wou et direkt ëm d'Uleiesse vun de Bierger geet, déi mer jo wëllen an dat Europa an- an ubannen, et grad do eng Rei vu Memberstate gëtt, déi elo op eemol Problemer hu mat der Inclusioun vun där Grondrechtecharta an de Vertrag!

Här President, wann elo déi Grondrechtecharta a Kraaft trëtt, da gëtt et um Territoire vun der Europäescher Unioun zwou verschidde Grondrechtsuerdnungen: déi vun der Unioun, iwwert déi den Europäesche Geriichtshaff um Kierchberg Juridictioun huet, an eng vum Europarot, déi der Juridictioun vum Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter ënnerläit. An esou enger Situatioun bleift et net aus, datt Bestëmmungen, déi inhaltlech bal oder ganz identesch sinn, vun deenen zwee Geriichter géifen op verschidde Manéier ausgeluecht ginn, wat zu potenziellem Grondrechtechaos kéint féieren.

Géint esou eng Entwécklung gëtt et ee wierksaamt Mëttel: D'Unioun muss d'Europäesch Konventioun vun de Mënscherechter unhuelen a sech hir ënnerwerfen. Si kann dem Rechtsraum vun där Konventioun awer nëmme bäitrieden, wa se Rechtsperséinlechkeet huet.

Domat wär de Krees dann zou. Wa mir wëllen, datt déi Europäesch Charte vun de Grondrechter verflichtende Charakter kritt, a wa mer och nach wëlle verhënneren, datt et duerno zu Rechtsstreidegkeete mat der Cour zu Stroossbuerg kënnt, da brauch d'Unioun Rechtsperséinlechkeet, fir kënnen der Europäescher Mënscherechtskonventioun bäizetrieden an esou Ënnerscheeder tëschent der Rechtsspriechung vu Lëtzebuerg a Stroossbuerg ze vermeiden.

Fir meng Fraktioun a mech selwer bleift d'Abannung vun der Grondrechtecharta an de Grondlagevertrag vun eminenter Wichtegkeet an domadder och eng absolut Prioritéit. Mir wären duerfir och frou, Här Ausseminister, wann d'Regierung op dësem fir eis wesentleche Punkt standhaft géif bleiwen.

Da kéim ech zu deem Punkt, iwwert deen eng Eenegung tëschent deene 27 Regierunge vun de Memberstate vun der Unioun wuel am schwieregste gëtt, an dat ass dee vun den neie Politiken.

Et war deen drëtten Deel vun der Verfassung, dee wou déi inhaltlech politesch Dispositiounen drastinn, deen a Frankräich an an Holland zu negative Referendumsresultater gefouert huet. Duerfir ass et beileiwe keen einfachen Exercice, deen Deel nees opzemaachen a frësch ze verhandelen. Et sief dann en vue dovun, datt sech géif drop gëeenegt ginn, déi „materiell" Dimensioun vum Traité - tëschent Gänsefëisercher - einfach ewechzeloossen.

Et ass am Fong, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng gelunge Welt! Den Deel dräi vum Verfassungsvertrag beinhaltet zum gudden Dell just d'Bündelung vun europäesche Politiken, déi säit de Réimesche Verträg souwisou gëllen. Genee dat hunn d'Fransousen an d'Hollänner awer ofgelehnt. Ech mengen net, datt et vill Leit zu Eindhoven oder zu Lille gëtt, déi géint e President vum Conseil oder en europäeschen Ausseminister gestëmmt hunn. Si hu vill éischter géint eng Logik vu politescher Gestaltung gestëmmt, déi se fir „neoliberal" - wat ëmmer dat heescht - gehalen hunn. Esou „neo" kann dat Liberaalt awer net sinn, wann et an Deeler schonn

zënter 50 Joer geltend Recht an der Europäescher Gemeinschaft, an der Unioun ass.

Nun ass den drëtten Deel vun deem virleienden Text vum Verfassungsvertrag e séier eklekteschen. De Konvent huet sech mat materielle politeschen Dispositiounen net beschäftegt, an et war eréischt d'Regierungskonferenz nom Konvent, déi beschloss huet, esou en Deel an den Traité ze integréieren - mat engem Rappel vu bestehende Politiken a gläichzäiteg der Definitioun vun neien.

Vun deem Exercice war vun Ufank u gewosst, datt e potenziell riskant wier. En ass trotzdeem probéiert ginn, an d'Presenz vun dësen Dispositiounen an engem Text, deen a verschiddene Länner engem Referendum ënnerworf gouf, huet wesentlech zum franséischen an holläneschen Neen zur Verfassung bäigedroen.

Déi, déi an der Referendumscampagne zu Lëtzebuerg engagéiert waren, erënnere sech jo och elo nach drun, an de Kolleeg Ben Fayot huet et jo och scho virdru gesot, datt déi allermeescht Diskussioune mat de Bierger dobaussen iwwer materiell politesch Dispositioune gefouert gi sinn. Institutiounen a Rechter hunn zu vill manner Kontroversen Ulooss ginn.

Här President, elo gëtt et am Fong e puer Méiglechkeeten, fir mat deenen Dispositioune vun deem aktuellen drëtten Deel vum Traité ëmzegoen:

Et kann ee ganz drop verzichten. Dat ass eng radikal Variant, déi d'Lëtzebuerger Regierung net vertrëtt, an ech mengen, et dierft sech och hei am Haus keng Fraktioun fannen, déi esou eng Optioun géif verteidegen. Dat géif nämlech bedeiten, datt Europa géif den Usproch opginn, seng Politiken ze affinéieren an och, wéi bal universell vun den Europäer gewënscht, sech an zouhuelendem Mooss mat sozialem Ausgläich ze beschäftegen.

Et géif zum Beispill de Verzicht op déi sougenannten horizontal sozial Klausele bedeiten, mat deenen déi europäesch Politike stänneg op hir sozial Auswierkungen a Verträglechkeet sollen iwwerpréift ginn. E wesentleche Fortschrëtt fir déi Milliounen Europäer, déi gär hätten, datt Europa hinnen e Méi u Sécherheet a Stabilitéit an hirem Liewen ubitt.

Déi zweet Approche wier bal gradesou radikal. Si besteet nämlech doraus, an deem neie Grondlagevertrag alles, oder bal alles, bäizebehalen, wat sech an der drëtter Partie vun der Verfassung erëmfonnt huet. Déi Approche ass wuel déi mannst realistesch. Mat esou enger Virgoensweis géife Länner, déi mat dem politeschen Europa iwwerhaapt Schwieregkeeten hunn, an déi, déi negativ Referendumsresultater kannt hunn, an d'Situatioun bruecht, datt et hinnen nees eng Kéier praktesch onméiglech géif ginn, dëse Grondlagevertrag ze ratifizéieren.

Dat kann awer eist gemeinsaamt Zil net sinn. D'Unioun brauch dréngend en neie grondleeënden Text, dee se och ratifizéiert kritt an deen a Kraaft kann trieden, ier déi quantitativ Iwwerlaaschtung vun deenen alen Institutiounen duerch 27 a méi Memberen zum Auserneefuere vun eiser aktueller Institutiounsarchitektur féiert. Nëmmen esou kann déi aktuell Verfassungskris iwwerwonne ginn. Also gëtt elo virdrénglech en Text gebraucht, deen et sech net selwer onméiglech mécht, d'Ratifikatioun an alle Memberstaten ze packen.

Bleift déi drëtt Optioun. Si ass vun diversen europäesche Leaderen, och vum Lëtzebuerger Statsminister, schonn emol an d'Gespréich bruecht ginn, a si hätt wuel deen duebele Mérite, éischtens séier d'Ratifikatioun vun engem dréngend néidege Grondlagevertrag zouzeloossen, an zweetens duerno déi materiell Vertragsdispositiounen an en aneren Text afléissen ze loossen, deen ee kéint op Franséisch „Traité matériel" oder ähnlech nennen.

Domadder géifen d'Grondlagen an d'praktesch Ausgestaltung vun Europa a senge Politiken op zwee kohärent Texter opgedeelt, woubäi dee materiellen Traité an engem rouege Verhandlungsprozess kéint iwwerkuckt ginn an duerno, grad wéi de Grondlagevertrag, enger allgemenger parlamentarescher Ratifikatioun ënnerworf ginn.

Ech muss Iech agestoen, Här President, datt ech eigentlech gewësse Sympathië fir dës Variant emfannen.

Trotz aller lëtzebuergescher Sympathie, iwwer bal all Parteigrenzen ewech, fir en Europa, wat op ville Niveauë wierkt: Et muss een haut gesinn, datt ëmmer méi europäesch Politik an ëmmer méi europäesch Interventioun Saache sinn, déi op ville Plazen op eisem Kontinent net méi sonnerlech gutt ukommen. Dee Prozess vu Revisioun vun de materiellen Dispositioune vum Verfassungsvertrag kéint deemno zu enger Rationaliséierungsübung ginn, déi vill fir d'Crédibilitéit an d'Legitimitéit vun der Europäescher Unioun kéint leeschten.

Et ass eng Fro, ob wierklech mussen iwwer zwee Drëttel vun eisen nationale Législatiounen europäesch inspiréiert sinn. Dës reglementaresch Inflatioun, där sech déi europäesch Institutiounen higinn, dréit näischt zur Akzeptanz vun Europa bäi, besonnesch bei de Leit dobaussen. Dobäi geet et net emol ëm d'Märercher vum Krëmmungsgrad vu Banannen a Kornischongen, mä einfach ëm de Prinzip vun enger reglementarescher, gesetzgeberescher Invasioun, déi ëmmer méi schwéier ze justifiéieren ass.

An deem Kontext ass et sécherlech méi wéi wënschenswäert, datt an engem zukünftege Grondlagevertrag fir d'Unioun och déi Dispositiounen afléissen, déi et den nationale Parlamenter erlaben, eng aktiv Roll an der Kontroll vum Respekt vun der Kompetenzopdeelung tëschent Unioun a Memberstaten an domadder dem Prinzip vun der Subsidiaritéit ze spillen. Tatsächlech hunn d'Parlamenter vun de Memberlänner an Zukunft eng vill méi konsistent an aktiv Roll am europäeschen Entscheedungsprozess ze iwwerhuelen. Fir dat kënnen ze maachen, musse si iwwer Mëttele verfügen, déi et hinnen erlaben, konkret op d'europäesch Beschlossfaassung anzewierken, besonnesch wa se dann der Iwwerzeegung sinn, datt Europa ze wäit geet respektiv sech mat Saache beschäftegt, vun deenen et eigentlech d'Fangere soll ewechloossen.

Elo ass d'Subsidiaritéit natierlech méi eng politesch Notioun wéi eng juristesch, an entspriechend schwiereg ass et, op juristesch iwwerzeegend Manéier e Begréff a senger Wierksamkeet ze préiwen, dee virun allem eng politesch Bedeitung huet. Dowéinst ass eng kloer an exhaustiv Lëscht vun Uniounskompetenzen am neie Grondlagevertrag onverzichtbar. Esou eng Lëscht fënnt sech jo elo schonn am Verfassungsvertrag erëm. Déi muss erhale bleiwen, well ouni si eng effikass a verstänneg, well novollzéibar a juristesch propper Kontroll vun der Applikatioun vu Subsidiaritéit net ze maachen ass.

An deem Kontext hëlleft et och näischt, wann eenzel Memberen oder hir Parlamenter elo mengen, si sollten déi aktuell virgesi Mechanismen nach verschäerfen, andeems eng bestëmmten Zuel vun nationale Parlamenter kéinte gemeinschaftlech reglementaresch Initiative stoppen. An enger Rechtsuerdnung wéi där vun der Unioun ass et net un de Parlamenter vun de Memberstaten, esou Moossnamen ze ergräifen, dat ass d'Aufgab vum Geriichtshaff, gegebenenfalls saiséiert duerch national Parlamenter, wéi et och a federale Rechtsuerdnunge queesch iwwert de Globus passéiert.

Ech mengen, mir sinn duerfir och alleguer ganz frou, datt d'Membere vun där Réunioun vu gëschter, vun den nationale Parlamenter mam Europaparlament, eng ganz kloer Rout Kaart fir déi Rout Kaart ginn hunn. An ech mengen all Parlamentsvertrieder, déi zu Bréissel present waren, inklusiv déi hollännesch Kolleegen, hunn net méi op dee System vun der Rouder Kaart insistéiert.

Här President, da wier zum Schluss nach e Wuert zu der weiderer Bedeelegung vun der Chamber un deem Prozess ze soen, deen zu engem neie Basisvertrag féiere soll. D'Chamber muss sech bewosst sinn, datt dee Prozess dee vun enger Regierungskonferenz ass, wou et net d'Roll vun de Parlamenter ass, sech am Virfeld vun engem Beschloss prägend anzebréngen. Mä: Mir wëssen och, wéi eng Engagementer d'Politik virun de Bierger geholl huet, wéi se vun hinnen e Jo zum Verfassungsvertrag wollt erwierken, dee si jo och krut.

Europapolitik ass zënter dem Referendum vun 2005 och zu Lëtzebuerg net méi d'Apanage vun der Regierung eleng, och net am Kader vun enger Regierungskonferenz. D'Parlament ass sech selwer an de Bierger schëlleg, eng aktiv begleedend Roll ze spillen, fir déi et sech natierlech un éischter Plaz muss konsequent um Lafenden iwwert déi aktuell an zukünfteg Entwécklungen an der Debatt halen.

Wéi genee dës Roll soll ausgesinn, musse mer an deenen nächste Méint zesumme mat der Regierung ermëttelen. Dat ass par rapport zu ähnlechen Exercicen an der Vergaangenheet nämlech am Fong parlamentarescht Neiland. No all deenen nobelen Aussoen hei am Haus, déi mat engem méi konsequenten europäeschen Engagement vun der lëtzebuergescher Chamber ze dinn hunn, musse mer et allerdéngs fäerdeg bréngen, esou eng Roll fir eis an d'Chamber ze definéieren a se dann och konsequent auszefëllen. Dat bedeit fir vill vun eis e Méi u konstanter europapolitescher Informatioun an entspriechendem Handelen.

Och hei, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si mir alleguer an eiser alldeeglecher Parlamentsaarbecht gefuerdert, wa mir wëllen eiser Roll als Nationalparlament um europäesche Parquet gerecht ginn.

Une voix.- Très bien.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 50 Joer no de Réimesche Verträg ass den europäeschen Zuch op enger wichteger Kräizung ukomm. Wou fiert den europäeschen Zuch hin? Wéi schnell fiert en? A bleiwen all Passagéier dran, oder klammen der e puer eraus, well den Zuch hinnen ze schnell fiert? All dat si Froen, déi an deenen nächste Woche musse beäntwert ginn.

D'CSV-Fraktioun plädéiert fir en ambitiéise Vertrag, deen um Text an un der Substanz festhält an deen op kee Fall hannert deen aktuelle Status quo zréckfalen däerf.

Mir wëlle kee Miniresultat, mir wëlle kee Minitraité a mir wëlle kee Minieuropa. Mir wëllen een Europa, wat an enger Welt vu Verännerunge selwer de Motor vun dëse Verännerunge gëtt. Europa muss sech senger duebeler Erausfuerderung stellen: op där enger Säit verschiddene Bedrohungen, wéi dem Klimawandel, dem demographesche Wandel, dem internationalen Terrorismus; op där anerer Säit awer och der Globalisatioun, wou Europa an Zukunft a Konkurrenz mat zousätzleche Länner wéi China, Indien, Russland a Brasilien stoe wäert.

Op all dës Erausfuerderungen, Dir Dammen an Dir Hären, kënne mer nëmmen eng Äntwert fannen, wa mer se net eenzel, mä gemeinsam uginn. Mir brauchen duerfir haut net manner, mä méi Europa. Mir brauchen awer och e bessert Europa, wat op méi effizient Manéieren op déi virgenannten Erausfuerderunge reagéiert an haaptsächlech méi no wäert beim Bierger sinn.

An deem Sënn géife mer der Regierung eis voll Ënnerstëtzung zousoen an deene sécherlech net einfache Verhandlungen, déi an den nächste Wochen a Méint op si zoukommen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Charles Goerens. Här Goerens!

M. Charles Goerens *(DP)*.- Merci, Här President. Ech gehéieren och zu deenen aus deem elitäre Krees vun der Chamber, déi gëschter a virgëschter hiert Onwiese konnten zu Bréissel am Europaparlament zesumme mat deenen anere Vertrieder vun deene 27 Parlamenter maachen.

Mech huet dat Ganzt e bëssen erënnert un esou eng euphoresch Stëmmung, wou praktesch jiddfereen d'accord war, mä wann een dat dann transposéiert op déi Décisiounsmechanismen, déi d'nächst Woch zur Uwendung kommen am Europäesche Rot, da muss ee soen, dann hätte mir mat deem, wat mer gëschter haten, a wann doriwwer ofgestëmmt gi wier, och den Europäesche Verfassungsvertrag net gerett kritt. Well, fir et mat der Allegorie vum Här Mosar ze soen, deen elo grad geschwat huet vun engem Zuch, wou d'Passagéier alleguer matfuere sollen, ech mengen do misst een nach eng Nuance mat erabréngen: Deen Zuch, dee fiert nëmme just, wa se alleguer wëlle fueren. Wann een net wëllt matfueren, dann hält den Zuch.

A wa mer e bëssen Optimismus hu fir déi nächst Woch, dann ass et, well déi däitsch Présidence wierklech de Maximum vu Spillraum, dee se bis elo hat, ausgereizt huet, fir zu engem Accord ze kommen.

Jiddefalls fir een, deen dat vu bausse gesäit a seng Informatiounen aus Réuniounen, déi mer emol an deem engen oder aneren internationale Kader kréien, respektiv aus der Press erfiert, gesäit dat esou aus, an ech mengen dat gëtt och net vun all deene rengen Observateure contestéiert.

Mir sinn an enger institutioneller Kris um europäesche Plang. Och Eenzelner mengen dat wier iwwerdriwwen, mä am Fong geet et duer mat där lästeger europäescher Nabelschau. International schiele sech nämlech Grondtendenzen eraus, déi quasi no engem Enn vun der europäescher Onfäegkeet jäizen, fir sech Regelwierker ze ginn, fir datt dat Europa fir sech selwer méi effizient Politiken duerchsetze ka respektiv och um internationale Plang als en effikassen Acteur optriede kann.

Ekonomesch - an dat hunn och déi lescht Wochen erëmgespigelt - gesi mer, datt d'Propositioun vum G8 a sech schonn net méi d'Realitéit reflektéiert. China ass elo schonn op véierter Plaz ekonomesch gesinn, awer och Indien, Brasilien wäerte schonn an noer Zukunft Länner wéi Italien, Groussbritannien, Däitschland reng ekonomesch gesinn hannert sech loossen.

Aussepolitesch si mer och an enger Situatioun, déi trotzdeem bedenklech ass.

Erënnere mer un dat penibelt Muskelspill vu Russland virum Sommet vum G8. Dat huet un déi däischterst Kale-Krichs-Joren erënnert, déi mer awer wierklech net brauchen, fir déi aktuell Problemer ze léisen.

Erënnere mer och un déi Manéier wéi d'USA sech schwéierdinn, fir erëm eng Kéier de Wee zréckzefannen an eng multilateral Approche. D'USA - dat kann een nëmme bedaueren - hunn et säit 1989 versäumt, fir fir eng besser Weltuerdnung anzetrieden, fir eng besser Weltuerdnung ze schafen. Mir bezuelen dat an och déi nächst Generatioune bezuelen dat zréck mat deene Schwieregkeeten, déi duerch de Klimawandel entstinn.

Mat deene Problemer, déi entstane sinn duerch d'Onfäegkeet fir d'Non-prolifération vun de Waffe weiderzebréngen. Dat spiere mer och, well d'UNO nach ëmmer déi Roll net konnt spillen, déi se onbedéngt misst spillen an enger Zäit, wou am Fong d'Welt och no enger Aart globaler Gouvernance verlaangt, fir hir Problemer an de Gréff ze kréien.

De Washingtoner Konsens ass net iwwerduecht ginn. Och dat gëtt deier bezuelt mat Ënnerentwécklung a mat Onfäegkeet vun eenzelnen Entwécklungslänner sech aus der Isolatioun, aus der ekonomescher Isolatioun ze befreien.

An och aussepolitesch muss ee festhalen, datt et och do zwou Richtunge gëtt. Ech wëll emol just déi extremst nëmmen huelen: déi Richtung vun Europa, déi laut Verfassungsvertrag, laut Projet de Traité constitutionnel op Valeurë baséiert ass, op enger Responsabilitéit, déi Europa gestäipt op déi Valeuren an der Welt wëllt assuméieren; an op där anerer Säit déi Richtung zum Beispill vu China, déi bal exklusiv op d'Ofsécherung vu sengen Energieliwwerungen ausgeriicht ass.

Dat mag elo reng theoretesch kléngen, mä mir gesi jo am Darfur, wat déi eng Politik blockéiert, an zu wat déi aner Politik fäeg wär, wann déi, déi op Valeurë baséiert ass, sech kéint duerchsetzen, oder just nëmmen e Minimum vu Chance hätt, sech kënnen duerchzesetzen.

Mir kritiséieren dat alleguer zu Recht. An ech mengen, et ass och keen an deene 27 Länner, deen dat kritiséiert, wat ech elo gesot hunn. Ce sont des vérités de La Palice. Et geet net duer, datt een dat aklot: Et muss een och bereet sinn, sech Kompetenzen dofir ze ginn, a wann een d'Kompetenzen huet, muss ee sech och d'Moyens d'action, fir déi Kompentenzen do ze assuméieren, ginn.

Wann déi dräi Elementer net klappen, da kënnt een an deenen dote Froen net virun, an da kënne mer a Sonndesrieden dat doten ëmmer erëm akloen, wa mer wierdes net amstand sinn, eis déi Moyenen ze ginn, fir kënne sonndes méi crédibel opzetrieden.

Mat engem Konzept, mat Kompetenzen a mat Gestaltungsméiglechkeeten ausstafféiert hu mer jo probéiert, fir dee Verfassungsvertrag hei ze ratifizéieren. Mir hunn eis Aufgab gemaach. 17 aner Staten och. Zwee hunn hir och gemaach an hunn allerdéngs en Échec erfuer; a siwe losse sech nach fléiwen. Do weess een am Fong net, wéi hir Parlamenter an hir Opinion publique dozou stinn.

Nach just niewebäi bemierkt: An Holland gëtt et opgrond vun engem rezente Sondage erëm eng Majoritéit, déi hannert dem Verfassungsvertrag steet. Vu datt de Verfassungsvertrag d'selwecht ass, kann een nëmme just feststellen, datt d'hollännesch Opinion publique sech geännert huet, sou datt am Fong déi Valeuren an déi Kompetenzen an déi Moyens d'action, déi drastinn, net contestéiert sinn - jiddefalls wann een de leschte Stand hélt vun der Evaluatioun vun der hollännescher Opinion publique. Sou datt mer schonn zu 19 wieren!

A wann een déi Stëmme vun de Leit alleguer géif zesummenzielen, déi sech hannert den Traité gestallt hunn, entweder a Form vun engem Referendum oder duerch hir gewielte Parlamentarier, wann een déi Bevölkerung géif mat berücksichtegen, déi hannert deene steet, da kéim een awer wahrscheinlech elo schonn op eng Majoritéit.

Mir bréngen et och fäerdeg, duerch déi Manéier, wéi mer an Europa musse schaffen - well den Zuch nëmme fiert, wa se alleguer bereet sinn, matzefueren -, aus enger Majoritéit en Échec ze maachen. Wann ee bedenkt, datt den Här Sarkozy elo wahrscheinlech mat 20% vun den ageschriwwenen Électeuren 80% vun de Mandaten a Frankräich kritt, dann ass dat eng Majoritéit, déi jiddefalls méi knapps ass wéi dat, wat elo scho vun europäesche Bierger hannert deem ganze Vertragswierk steet.

Elo géif et awer kengem Mënsch afalen, fir ze soen, den Här Sarkozy wär mat ondemokratesche Mëttelen un d'Rudder komm. Mä all Mënsch seet awer, datt Europa en enormen Demokratiedefizit huet, well mer bis op deen allerleschten Trenteler musse waarden, fir eppes Vernünfteges duerchzekréien, well mer deen Allerleschte mussen iwwerzeegen, datt et a sengem Intérêt ass. Am Fong misste se alleguerte selwer drop kommen, datt et an hirem Intérêt ass.

Ech ka Länner wéi Polen net verstoen, datt déi hei mat der Zukunft vun Europa an och mat där vun hirem eegene Land spillen. Ech kann net verstoen, datt Leit, déi de Jaruzelski-Regime matgemaach hunn, an dat, wat virdru war, an dat, wat virum Kommunismus a Polen war, datt déi nach eng Sekonn zécken, fir zu deem ze stoen, wat hei dran ass a wat wierklech seul à même ass, fir hinnen eng Zukunft ze garantéieren, qui est digne de ce nom.

Ech muss wierklech soen, ech weess net, wat fir eng Argumenter datt ee sech muss afale loossen a wat fir eng Realitéit am Fong esou eng einfach Schwaarz-Wäiss-Molerei zouléisst, wou am Fong eng Lecture zouléisst, wou ee sech net méi kann iren a wou een direkt misst erausfannen, wou et misst higoen.

Ass ee géint déi Diginité humaine, déi an der europäescher Grondrechtecharta dran ass? Ass nach een dergéint an Europa, fir d'Doudesstrof ofzeschafen? Ech weess, et sinn der nach, déi dergéint sinn, mä fënnt awer nach een et hei am Sall oder an deenen allermeeschte Parlamenter ugemooss, d'Doudesstrof, där hir Ofschafung en Acquis de civilisation ass, erëm anzeféieren an deen Acquis erëm a Fro ze stellen?

Ass nach ee géint d'Inscriptioun vum Droit à l'intégrité de la personne humaine an e Vertragswierk? Gëtt et nach iergendeen, deen awer dann och nëmmen dee geréngsten Zweifel huet un der Noutwendegkeet, fir d'Interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains an e Vertragswierk eranzestellen?

Ass nach iergendeen, dee contestéiert, datt ee muss en Equiliber fannen tëschent Fräiheet a Sécherheet?

Elo kann ee soen, dat dote steet alles an der Convention européenne des droits de l'Homme. Dat stëmmt! Mir wëssen awer och, datt mer net foutéiert sinn, fir der Cour des droits de l'Homme zu Stroossbuerg déi néideg finanziell Moyenen ze ginn, fir à temps besonnesch Plainten ze vidéiere vun deenen, déi am Conseil de l'Europe nei bäigetruede sinn, a wou mer wëssen, datt se ganz vill Schwieregkeeten hunn, fir den Acquis vum Conseil de l'Europe an där doten Hisiicht ze assuméieren.

Ech gehéieren zu de farouchen Défenseurë vum Acquis vum Conseil de l'Europe, mä ech mengen, et ass awer net schlecht, datt dat heiten am europäesche Vertragstext drasteet, well och opgrond vum Zesummespill vun deene verschiddenen Dispositiounen am Vertrag d'Cour de justice vum Kierchbierg d'Méiglechkeet kritt, fir Jurisprudenz ze maachen opgrond vum Text vun der Charte des Droits fondamentaux.

Deen, deen domat wëllt spillen, dee wëllt awer wierklech Europa seng Spezifissitéit a seng Originalitéit ewechhulen. Da si mer ee vun alleguer deen aneren Acteuren, déi just nach sech dem Économisme libéral verschriwwen hunn. Ech soen dat als Liberalen, well ech mengen, datt een an Zukunft nëmmen nach just liberal Valeurë ka garantéieren, wann een an der Ekonomie eng déngend Funktioun gesäit, an net, wann een d'Ekonomie als en Zweck gesäit. D'Ekonomie ass e Mëttel a keen Zweck.

Ech mengen, mir hu jo awer och an deem Tour, dee mer gemaach hunn duerch d'ganzt Land, erfuer, datt d'Leit Schwieregkeeten hunn, datt se Zukunftsängscht hunn, well se notamment fäerten, datt hir sozial Situatioun sech kéint degradéieren. Mir kennen déi Clivagen, déi sech hei am Land opgedoen hunn.

Et ass ee Süd-Nord-Clivage. Den Escher Kanton huet anescht gestëmmt wéi de Rescht vum Land. Do si méi Leit, an d'Zuel vun deene Leit, déi sech do Gedanke maachen iwwer hir Zukunft, besonnesch déi keng Garantië gesinn an der Zukunft, déi ass méi héich wéi anerwäerts.

Mir haten eis alleguer d'Wuert ginn, mir géifen déi dote Problematik adresséieren. Mir hunn dat och zum Deel gemaach, mä ech mengen net, datt et eis gelongen ass bis elo, fir hei am Land dee Gruef zouzetippen. Et ass e breede Gruef; et ass en déiwe Gruef; et ass e Gruef, deen zwou Bevölkerungskategorien hei am Land trennt.

56% géint 44%, dat si bal zwee gläich staark Bléck. A wa mer et net fäerdeg bréngen, déi mat räsonnabelen Argumenter ze iwwerzeegen, datt et awer eng Masse critique gëtt, fir dee Gruef do ze iwwerwannen, dann hu mer a puncto Akzeptanz, der laangfristeger Akzeptanz vun der Europäescher Unioun, vum Integrationsprozess näischt verstanen.

Et gëtt e Clivage tëschent Generatiounen hei am Land. Déi Jonk hunn - an dat ass extrem préoccupant - massiv géint de Vertrag gestëmmt während dem Referendum. Déi eeler Generatioun - Gott sei Dank! - huet de Vertrag gerett, mä d'laangfristeg Akzeptanz vun engem Vertragswierk a vun engem Grondgedanken a vun enger Grenddémarche, déi kritt een nëmme verankert, wann een et och fäerdeg bréngt, datt déi jonk Generatioun sech majoritär hannert d'Vertragswierk stellt.

Et gëtt e Clivage hei am Land tëschent engersäits enger Partie Aarbechter, Beamten, Fonctionnairen, déi gemengt hunn, hire Statut géif fleete goen, wann een op deen heite Wee géif goen. Dat ass net de Fall, well mir hunn et och fäerdeg bruecht, awer jiddefalls een Deel vun der Bevölkerung ze iwwerzeegen, datt d'Sozialpolitik nach ëmmer an der Kompetenz läit vun den Nationalstaten.

A wann et vill Leit an Europa gëtt, déi ëm hir sozial Positioun fäerten, dann ass et net, well Europa versot huet, mä dann ass et, well éischtens hir Regierungen et versäumt hunn, fir gréisser Kompetenzen an d'europäescht Vertragswierk anzeschreiwen. A wann dat engem net gelongen ass, geet et net duer, fir sech dann hanner Europa ze verstoppen, da muss ee seng Hausaufgaben doheem maachen. Soulaang wéi d'Kompetenzen um soziale Plang doheem ugesiedelt sinn, musse se do assuméiert ginn. Et geet net duer, datt een doheem näischt mécht an ëmmer seet, et wieren déi aner.

Mir wëssen ëm d'Schwieregkeeten. Déi Länner, déi e ganz héije Standard hunn, wéi zum Beispill déi skandinavesch Länner, fäerte fir en ze diluéieren, an duerfir wëlle se keng Inscriptioun vu méi wäit gehende Kompetenzen op deem dote Plang am europäesche Vertragswierk akzeptéieren. An déi, déi an där Hisiicht näischt wëlle maachen, déi fäerten, se missten eropgoen. Duerfir, bis auf Weiteres, muss um nationale Plang nach jiddferee seng Verantwortung selwer iwwerhuelen, amplaz mat fadenscheinegen Argumenter seng Onfäegkeet oder vill méi seng Absence de volonté ze verstoppen.

Hand op d'Häerz: Hu mer genuch gemaach hei am Land, fir dee Gruef zouzetippen? Ech mengen éierlech gesot: neen. Ech mengen och, datt d'Konjunktur net ëmmer favorabel ass, fir d'Auditoiren esou zahlreich ze versammelen, wéi dat an der Referendumscampagne de Fall war. Ech si bal sécher, datt mer net méi déi Zuel vu Leit géifen erreechen. Mä ech mengen, mir sinn eis nawell schëlleg, fir virun de Pilgerstab ze huelen an ze soen, en période non suspecte: Europa ass eis Zukunft! Et ass do wou eis vital Interessen an eis Zukunftsperspektiven am beschten opgehuewe sinn.

Elo ënnerstellen ech emol - well nach Leit net sécher sinn -, elo kéim d'nächst Woch eppes eraus an et géif ee prezise Mandat definéiert ginn, an déi Conférence intergouvernementale kréich gesot, opgrond vun deem, wat vun der Berliner Erklärung festgehal ginn ass, opgrond vun deem, wat gëschter am Europaparlament a Form vun enger Resolution zréckbehal ginn ass, opgrond vun deem, wat mir och haut hei an der Chamber stëmmen. Ënnerstelle mer emol, do kéim eppes eraus, wat ongefeier datselwecht wier wéi dat, wat d'Fransousen an d'Hollänner ofgelehnt hunn a wat mir majoritär gestëmmt hunn.

Ech ënnerstellen dat emol, well ech mengen, et muss ee mat Optimismus un d'Saach erugoen; och wann et heiansdo no Zweckoptimismus ausgesäit. Mä ouni Hoffnung kënnt een an dësem Domän net weider!

Well et esou vill gudde Wëlle gëtt, wou och déi, déi sech elo nach zieren, sech awer och musse soen, ob se bereet sinn, esou eng breet Masse vu Leit, déi voller gudder Intentioune sinn, fir Europa weiderzebréngen, kënnen ze enttäuschen. Ech mengen och, datt déi sech op laang Siicht géifen e Bärendéngscht leeschten, wa se dat Spill mam Feier géife maachen. Et wier net gutt fir Europa an et wier och net gutt fir si.

Mä ënnerstelle mer emol, et kéim eppes eraus.

Wat maache mer dann, wa mer zum Beispill den Dezember een Dokument hätten, wat d'Strooss géif halen? Da misst et jo nach ratifizéiert ginn. Da kéint een nach eventuell zwee, dräi Méint waarden, bis den Text ënnerschriwwe gëtt, an da kéinten déi eenzel Länner hir Projets de loi maachen, fir ze ratifizéieren.

Am Fong misst et jo esou sinn, datt mer en Exposé commun des motifs hätten an deene 27 Länner, well et si gemeinsam Valeuren, déi mer verdeedegen. Et si gemeinsam Kompetenzen, déi mer ausüben. Et si gemeinsam Aktiounsmëttel, déi mer engagéieren.

Mä loosse mer emol soen, mir kéinten eis dorobber eenegen.

Wier et dann zweetens net och ubruecht, fir an enger relativ schmueler Zäitspan déi ganz Ratifikatioun iwwert d'Bühn ze zéien? Well wat ass déi aktuell Situatioun?

2004 ass d'Dokument fäerdeg ginn, 2005 ass et signéiert ginn, wa meng Erënnerunge richteg sinn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- 2004!

M. Charles Goerens *(DP).*- 2004 ass et signéiert ginn. Dir hutt als Ausseminister signéiert. Dann dauert et nach fënnef, sechs Méint, ier dann déi Éscht ufänken ze ratifizéieren.

D'Europäesch Unioun hat sech och praktesch zwee Joer Zäit gi fir de Kont ze maachen. A wann da véier Fënneftel domat d'accord gewiescht wären, dann hätt ee misse kucken, wat een da mat deenen anere mécht.

Et ass awer e bëssen anescht gaangen, well eng Reflexiounsphas komm ass, déi fir eenzel Länner eng gewëssen oder eng absolut wëllkomm Geleeënheet war, fir iwwerhaapt näischt méi ze maachen. Ech wëll elo hei net méi prezis ginn. Mir wëssen, vu wiem datt mer schwätzen.

D'Resultat ass dat: eng total absurd Situatioun, wou Drock ausgeübt gëtt op déi, déi zu hirer Ënnerschréft stoungen, déi dat duerchgezunn hu bei sech, an hire Parlamenter, wou déi 27 Ënnerschréften drënner stinn. Op déi gëtt Drock ausgeübt, well si zu hirem Wuert stoungen. An déi, déi dat net gemaach hunn, déi menge wierklech, si wieren am Recht. Elo missten alleguer déi aner sech op de Bauch leeë virun hinnen, fir da kënnen eppes au rabais duerchzekréien.

Fir déi absurd Situatioun ze verhënneren, mengen ech, wier et gutt wann ee sech géif eng kuerz Zäitspan ginn, wou een och deen Effet de contagion vun engem Land op dat anert géif verhënneren.

Mir gesi jo wéi déi Antidynamike gaang sinn. Wéi dat éischt Land Nee gestëmmt huet, dunn ass an engem Land, wéi zum Beispill zu Lëtzebuerg, wou d'Akzeptanz ganz héich war, déiselwecht vun 80, 90% erofgaang, progressiv bis op 50% respektiv ënner 50%, fir duerno op minabel 56% ze landen.

Ouni deen Effet de contagion do wier dat net de Fall gewiescht. Elo kann ee soen, ech wier net neutral. Et comment? Ech sinn och net neutral. Ech wollt dat do duerchkréien. Mä et kann een awer och eng aner Fro stellen: Si mer der Meenung, datt ee mat der Demokratie ka spillen? Soll ee Politik maachen am Aklang mat der Demokratie oder soll ee Politik maache mat der Demokratie?

Ech mengen, et soll ee Politik maachen am Aklang mat der Demokratie.

Wat ass abwegeg wann ee seet, vun deem Moment u wou déi 27 Regierunge sech deeselwechten Dag d'Wuert ginn hunn, fir op en neie Wee ze goen, en neien Text ze kodifizéieren, soll een dann och versichen, e bëssen à l'instar vun deem, wat bei den Europawahle geschitt, dat deeselwechten Dag duerchzezéien?!

Elo weess ech, datt deeselwechten Dag duerchzéie bei den Europawahlen och net méiglech ass. Do gi mer eis eng Zäitspan vu véier Deeg. Déi Éischt stëmme mëttwochs an déi Lescht sonndes.

Mä déi, déi sonndes stëmmen, déi däerfen awer net gewuer ginn, wéi deen alleréischte Wahlbüro gestëmmt huet an deem Land wat dräi oder véier Deeg virdru gestëmmt huet.

Et ass och ee Wonner, datt déi Nouvellen net duerchsickeren - toujours est-il datt dat do awer plus ou moins fonctionnéiert.

Tëschent där Flexion an näischt ass dat do awer eppes, vun deem ee sech kann inspiréieren.

Da komm mir ginn lech 14 Deeg. 14 Deeg bannent deenen déi 27 solle ratifizéieren. Amplaz datt mer erëm eng Kéier et maache wéi gehabt, datt der 18 erëm eng Kéier dat duerchzéien - also ech ënnerstellen, datt datselwecht ongefeier erauskënnt wéi dat, wat mer schonn eng Kéier akzeptéiert haten -, datt dann déiselwecht erëm eng Kéier d'Luusspättere spillen an dann zwee Joer drop soen: „Domm gaang!"; an dann erëm eng Kéier Drock ausüben op déi Domm, déi bei sech doheem erëm eng Kéier de Courage haten, fir dat duerchzezéien.

Mengt Dir, d'Leit géifen an deenen 18 Länner, déi dat doten da fir d'zweet géife ratifizéieren - oder 20 oder whatsoever -, mengt Dir, déi géifen dann nach eng drëtte Kéier sech fléiwe loossen, fir esou engem Vertragswierk, entweder iwwer hir Parlamenter oder iwwer Referendum, hiren Accord ze ginn?

Ech menge wierklech net! An duerfir wier dat do am Fong eng Iwwerleeung wäert, ob een net soll och dat do mat an d'Regierungskonferenz abréngen.

Zum Schluss, Här President, wa mer net virukommen an där doter Fro, da mussen net mir, mä da mussen déi, déi oflehnen, de Kroaten, de Serben, de Mazedonier an den Albaner erkläre goen, firwat datt se net kënnen an d'Europäesch Unioun kommen.

Da mussen déi, déi dat do oflehnen, deenen erklären, firwat datt si Versprieche gemaach hunn an net méi amstand sinn, sech déi Moyenen ze ginn, och déi institutionell Moyenen ze ginn, fir déi Länner eranzehuelen.

Déi Verantwortung brauche mir a wëlle mir dann net iwwerhuelen!

A wann ee wierklech wëllt massiv mat senger Crédibilitéit spillen, da mengen ech muss een alles maachen, fir datt dat do näischt gëtt.

Ech hunn lech gesot, ech wier een Optimist, an duerfir mengen ech och, datt mat deem Vertragswierk, wat elo erauskënnt, vläicht géif ofgeännert, mä an der Substanz awer alles dat respektéiert, wat mer vun Acquisen elo scho praktesch dräi Joer ëmmer erëm rappeléieren.

Wann dat duerchkënnt, mengen ech, brénge mer Europa e Schrëtt viraus. An da bleift de Fridde fir eis doudsécher deen Acquis, deen et schonn ass. A fir anerer bleift de Krich vläicht e bësse manner illusoresch.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Félix Braz. Här Braz!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. No zwee Joer Reflexiounszäit, déi Europa sech vergonnt hat, sti mer dann elo knapps zéng Deeg virun engem wichtege Conseil zu Bréissel, wou dann driwwer soll diskutéiert ginn, wéi et mat Europa ka weidergoen. A mir sollen haut als Chamber der Regierung e Mandat ginn.

Ech mengen, am Numm vun der grénger Fraktioun - a meng Virriedner och -, dass d'Mandat eigentlech nëmme ganz kloer ka sinn. An dat kann nëmmen doranner bestoen, well d'Lëtzebuerger bei engem Referendum Jo gesot hunn, dass d'Regierung sech zu Bréissel dofir asetzt, dass den Traité, esou wéi mir e gestëmmt hunn, an deen Text, deen herno dobäi erauskënnt, méiglechst no an enk solle beienaner kënne leien an esou wäit wéi méiglech sollen deckungsgläich sinn.

Dat ka vum politeschen Optrag hier, deen d'Chamber der Regierung gëtt, jo net anescht sinn.

Domadder menge mer och, dass ee kéint den Traité esou wäit wéi méiglech retten an domadder och déi Leit Lige strofen, déi zënter dem Referendum hei zu Lëtzebuerg net midd ginn, ëmmer nees ze widderhuelen, den Traité wier dout.

Den Traité ass net dout. Den Traité ass krank - dat ass richteg. Et muss ee sech och d'Fro stellen, ob all d'Dokteren, déi bei sengem Bett stinn, drun interesséiert sinn, en nees méi gesond ze kréien. A vläicht ass dat méi de Problem, wéi den aktuelle Gesondheetszoustand vum Traité selwer.

De Ben Fayot huet virdru schonn de Frank-Walter Steinmeier zitéiert, dee gëschter zu Bréissel ugedeit huet, dass de Léisungskorridor mëttlerweil ganz enk wier. Wat drop hindeit, dass e Kompromiss an Aussiicht wier.

Dat deckt sech och mat deem wat een an der Press ka liesen, dass et mëttlerweil an d'Richtung geet vun deem wat den Här Sarkozy een „Mini-Traité" genannt huet. Woubäi de Mini-Traité net onbedéngt automatesch heescht, dass déi Saachen, déi nei waren am Traité constitutionnel, do net alleguerten dra wieren. Dat ass och eng Saach vun der Presentatioun. Dat huet net nëmme mam Inhalt ze dinn. Et wär en Trugschluss ze mengen, dass e Mini-Traité automatesch en Traité wier, dee manner Contenu hätt.

Dat kéint awer dat sinn. A mir wëssen, dass déi Problemer, déi elo nach opstinn, haaptsächlech mat de Kolleegen aus Polen, England an Tschechien bestinn. An et schéngt wéi wa besonnesch de Fall vum Premier/President vu Polen géif Schwieregkeete maachen, woubäi een natierlech och net soll ënnerschätzen, wat de Rôle vun England ka sinn.

Wann een awer kuckt, wat déi Länner vu Problemer hunn, dat ass haaptsächlech um institutionelle Plang bei de polnesche Kolleegen. D'Englänner, déi schwätze wéi et schéngt relativ vill vun der Charta vun de Grondrechter, a vun hirer Plaz méi wéi vun hirem Contenu. A wann ee sech dat da virun Ae féiert, wat, wéi d'Debatt vun Europa nach amgaange war, diskutéiert ginn ass, da muss ee feststellen, dass dat, wat haut diskutéiert gëtt, awer wierklech guer näischt mat deem ze dinn huet, wat d'Leit kritiséiert hu virun zwee Joer.

Mir si jo nëmmen an där Situatioun, well et an zwee Länner bei engem Referendum zu engem Nee koum. An dat, wat d'Leit an deene Länner - an Holland souwuel wéi a Frankräich - gesot hunn, dat hat awer iwwerhaapt näischt mat der Charta vun de Grondrechter ze dinn. Et ka jo keen am Eescht haut behaapten, dass de Message, deen déi Leit an Holland oder a Frankräich wollte lassginn, doranner bestanen hätt, ze soen: Mir fannen, den Traité ass an der Rei, mä huelt eis wann ech gelift déi Charta vun de Grondrechter eraus.

Wou huet dann iergendeen an Europa e Mandat kritt, fir déi Charta vun de Grondrechter a Fro ze stellen? Et huet dach och keen - weder a Frankräich nach an Holland - och nëmmen eng Kéier gesot, hien hätt e Problem mat där duebeler Majoritéit - 55% vun de Länner, 65% vun de Leit -, déi de Polen esou um Mo läit. Wou huet dann iergendeen en Optrag kritt an Europa bei deenen Diskussiounen, deenen Debatten, déi mer haten, fir dat doten a Fro ze stellen?

Do ass et ëm ganz aner Saache gaangen. D'Leit hu sech Froe gestallt a si hate Suergen. Déi eng hunn dru gegleeft, dass dësen Traité, dësen Text bei deene Suerge géif hëllefen. Déi aner hu gefaart, dass dësen Traité bei deene Suerge vläicht géif méi Problemer schafen, wéi en der géif léisen. Mä d'Suerge waren oft déiselwecht, an dat, wat d'Leit wollten, war ganz enk beienaner. Et war méi de Glawen un den Impakt vum Traité, dee se gespléckt huet. Mä d'Suerge waren déiselwecht.

Wou sinn dann haut nach déi Suergen am Gespréich? Wou sinn dann déi Suergen, déi d'Leit do artikuléiert hunn, wann ee mat der polnescher Regierung zesummekënnt oder mat der englescher, oder och nach der hollännescher, oder mat der franséischer? Dat ass dach net Géigestand vun de Gespréicher, dat wat d'Leit gesot hunn.

Dat bestätegt leider - leider! - wat vill Leit och hei zu Lëtzebuerg am Kader vun der Campagne gesot hunn, nämlech dass e Rejet vum Traité constitutionnel, deen eng wierklech Ambitioun hat, dee wierklech eppes Grousses, Europäesches wollt fäerdeg bréngen, dass deen Traité constitutionnel eigentlech nëmmen en Non de droite hätt an eigentlech keen Non de gauche hat.

An och wann eng Rei Leit sech politesch engagéiert hu mat Argumenter, déi gutt gemengt waren, géint deen Traité, da musse se haut - an ech soen och selwer, leider - feststellen, dass deen Non de gauche mam Dag vum Rejet vum Traité verschwonne war an net méi do war, an dass dat Eenzegt, wat bliwwen ass, de Rejet de droite war. Nämlech de Rejet, dee seet: Mir wëllen net esou vill Europa. Mir wëlle manner Europa.

Wann den Här Kaczyński iwwer Europa schwätzt, da weess ee wat hien denkt. Dee seet: Europa, dat ass e grousse Marché. Loosst d'Regelen do eraus. Fir d'Sécherheetspolitik hu mer eis amerikanesch Verbündet, an all de Rescht geet Iech näischt un. Dat ass polnesch Innenpolitik. Dat ass am Résumé d'Visioun, déi et an Europa an deene Länner gëtt.

An dat ass déi, déi mer haut erëm eng Kéier mussen diskutéieren an engem Kompromiss vum Kompromiss. Eng Approche, déi mer wollten iwwerwanne mam Traité constitutionnel, wou mer eis sollten op e Palier hiewen a bewegen, wou mer net méi hätte kënnen zréckgoen. Dat ass elo vum Dësch, a mir mussen eis nees eng Kéier mat Kompromisser ploen, déi réckwäerts gewannt sinn.

A vun där politescher Ambitioun, fir Europa virunzebréngen, déi, déi d'Leit gewollt hunn, déi, déi d'Leit ambitionéiert hunn an Europa wa se iwwert den Traité diskutéiert hunn an de Gewerkschaften, an de Parteien, an de Caféen, an de Familljen, vun deene Suergen an Ambitiounen ass haut an d'nächst Woch zu Bréissel näischt méi um Dësch. Do geet et nees just drëms, déi zwou Visioune vun Europa erëm eng Kéier openeeknallen ze doen: déi, déi wëlle virukommen, an déi, déi wéi esou oft erëm eng Kéier just wëlle bremsen an näischt wëlle wësse vu méi politescher Unioun.

Dobäi wier et wichteg - a mir encouragéieren och d'Regierung an deem dote Sënn, wa se op Bréissel geet -, net nëmmen an der Logik an an der Optik dohinner ze goe vun enger Nice+-Logik, vun engem Kompromiss vum Kompromiss. Mir soen der Regierung: Wann Der op Bréissel gitt, well eng Rei Länner wëlle verhandelen, da musse mer deene soen: Dir wollt verhandelen, ma da verhandele mer. Mä Verhandlung, dat ass keng Einbahn. D'Verhandlung kann och an eng aner Richtung goen. A wa mer elo beienanersëtzen, fir schwiereg Froen ze léisen, well mer jo mussen herno eens ginn, kann net een op der Strooss stoe bleiwen. Da fiert dee ganzen Zuch net.

Mir mussen herno e Kompromiss fannen. Mä dee Kompromiss soll awer net an enger Einbahn diskutéiert ginn, wou et nëmmen drëms géif goen, sech op déi zouzebewegen, déi manner Europa wëllen. Mä et muss och elo rappeléiert ginn, dass an der Zwëschenzäit - zënter 2004 - och verschidden Theme méi aktuell gi sinn an haut manner contestéiert sinn.

D'Fro vum Klimaschutz, vun den erneierbaren Energien, dat ass haut dach eng onbedéngt éischt Prioritéit, déi an den Traité muss ageschriwwe ginn. D'Fro vun der Versuergungssécherheet; dat sinn dach primär europäesch Politikfelder. Da kann et net sinn, dass déi aner Woch, wann d'Stats- a Regierungschefe beienanersëtzen, nëmme géif iwwert de Bauchwéi vun deenen enge geschwat ginn an iwwert d'Realitéite vun haut, déi derbäikomm sinn zënter 2004, an d'Erausfuerderunge vu muer net géif diskutéiert ginn. Dat kann net sinn!

Mir fuerderen d'Regierung op, also op Bréissel ze goen, net fir eng Nice+-Strategie ze diskutéieren, mä och, fir eng Constitutioun+-Strategie ze diskutéieren, wëssend, dass dat net einfach ass, a wëssend, dass de Gros vun de Schwieregkeeten, déi mer mussen aus dem Wee raumen, natierlech déi sinn, déi Länner mat u Bord ze kréien, déi haut net méi wëlle mat u Bord sinn, nodeems se awer nach virun e puer Joer alle 27 deen Text ënnerschriwwen haten.

Et ass jo just bei der Ratifizéierung, wou et herno gestolpert ass. Awer d'Regierungen haten dach all hiren Accord op deem Text do ginn. An dat soll een hinnen och rappeléien an och net zécken, fir ze soen: Um Agenda steet net nëmmen de Bléck no hannen, mä um Agenda muss och de Bléck no vir stoen. Et ass keng Einbahn, wa mer zesummesëtzen, fir ze verhandelen. Mir mussen och op deenen dote Punkten no vir kucken.

Duerfir menge mer eben och - wéi eenzel Virriedner och schonn -, dass dat Sträiche vun de Symboler net gutt ass. Elo kann ee soen, et ass net wichteg, et gëtt se souwisou. Wann ee kuckt, zu Berlin, wou mer zesummesouzen - dat huet zu Bréissel e Kolleeg rappeléiert -, do si se mengen ech alleguerten, déi 27, dräimol insgesamt opgestane bei der europäescher Hymn während deem Fest. Dat war voll där Fändele mat deene schéine gëllene Stären a mat deem schéine bloen Hannergrond.

Déiselwecht Leit wëlle se gestrach kréien. Och wa se gestrach ginn am Text, fanne se nawell statt. Déi Fändele bleiwen. Déi Hymn bleift. Dat ännert näischt dorunner, ob se gestrach ginn. An dach ass et méi wéi nëmme Kosmetik, wat do gemaach gëtt. Natierlech steet och eng politesch Visioun hannendrun. Natierlech steet och eng politesch Vue hannendrun, wann ee wëllt déi Symboler ewechkréien an domadder wëllt suggéréieren, dass et ausser déi national keng aner dierfte ginn.

Eis Approche hei zu Lëtzebuerg war jo ëmmer fir ze soen: Ma déi zwee sinn eng Realitéit an et muss déi zwee ginn. Déi schléisse sech net aus. Déi si complémentaire. Natierlech ass et och selbstverständlech dofir keng Kosmetik; och wann dat beileiwen net dee wichtegste Punkt ass, deen zu Bréissel wäert diskutéiert ginn.

Schwiereg mécht et och an der Diskussioun, fir erauszefannen, wat dann déi Problemer sinn, déi sollte geléist ginn. Well déi Denkpaus, déi eng Reaktioun op dat war, wat an zwee Länner geschitt ass - ausser mir hätte villes net héieren; ech mengen net, dass dat de Fall war -, huet jo awer net eropbruecht wat déi wierklech Problemer sinn, ëm déi et geet. Mir wësse wat den Häre Kaczyński hir Problemer sinn. Mir wësse wat d'Englänner fir Problemer hunn, déi awer net nei sinn. Dat si prinzipiell Awänn wéi se se ëmmer nees ervirbrénge bei esou Verhandlungen. Mä déi konkret Problemer, ëm déi et géif goen am Traité, déi, déi vun de Leit diskutéiert gi sinn, déi sinn eigentlech ni op en Agenda komm. Et gëtt keng Lëscht vun deene Problemer, déi sollen diskutéiert ginn. Dat mécht et och net onbedéngt dofir méi liicht.

Dann ass och d'Fro, mat där mer eis musse beschäftegen, wéi déi Problemer solle geléist ginn. Mir ginn nees eng Kéier op de Wee vun enger Conférence intergouvernementale. Wat e Réckschrëtt! Wat e Réckschrëtt fir Europa, dass mer nees do ukomm sinn! Ass et dat, wat d'Leit gefrot hunn? D'Leit waren dach frou doriwwer, dass mer eis déi aner Kéier ganz anescht ugeluecht hu mam Europäesche Parlament, mat den nationale Parlamenter, mat Transparenz. Och wann net alles perfekt war. Mä wat e Réckschrëtt, wa mer vergläichen, wéi mer eis haut wëllen uleeën, mat deem, wat mer haten!

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ass dat de Fortschrëtt, deen d'Leit gefrot hunn?

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Mir ginn dach zréck op där doter Fro. Mir kënnen et nach deelweis vläicht récupéréieren. Dee Ball läit bei der Regierung. E läit bei de Stats- a Regierungschefen, ob se elo aus enger CIG eng CIG maache wéi et se ëmmer gouf - déi Zort CIG, déi mer wollten hannerun eis gelooss hunn -, oder ob mer eis net awer eng nei Zort CIG aus der Praxis eraus erfannen. Eng CIG, déi géif probéieren d'Approche vum Konvent mat där Décisioun vun enger CIG ze verbannen. Wou mer also net nëmmen d'Europaparlament, mä och d'national Parlamenter an d'Opinion publique ganz staark abannen.

Et ass jo kengem Land a kenger Regierung verbueden, eppes ze maachen. Mir encouragéieren d'Lëtzebuerger Regierung, an där doter Fro Transparenz spillen ze loossen an d'Parlament oft froen ze kommen. Mir plädéiere fir méi Abannung vun de Parlamenter a vun den nationale Parlamenter.

Allerdéngs, wougéint mir eis mat Hänn a mat Féiss wéilte wieren, wann et net scho praktesch ganz vum Dësch wier, dat sinn déi Virschléi, déi och an der Lescht komm sinn, fir aus den nationale Parlamenter quasi Bremse fir Europa ze maachen. Dorëms kann et net goen. Déi Virschléi vun der Rouder Kaart sinn inakzeptabel. Dat ass d'Negatioun vun der Europapolitik. National Parlamenter kënnen net en Europäescht Parlament bremsen.

Wat mir eis wënschen, dat ass, dass mer Mechanisme fannen, fir d'national Parlamenter anzebannen, op eng konstruktiv Aart a Weis, mat Initiativrechter, mat Virschlagsrechter dozou, dass et organiséiert gëtt, wéini d'Parlamenter hir Meenung musse soen. Mä et kann net goe bis hin zu enger Negatioun vun den europäeschen Décisioune vum Europäesche Parlament. Dat wier eng Renationaliséierung vun der europäescher Politik. Dat ass de Contraire vun deem, wat mer wëllen. Mir wëllen Diskussioun, mir wëllen Abannung, mir wëlle Concertatioun, mir wëlle méi Demokratie, mir wëllen net erëm méi Nationalstaatlechkeet iwwert den Ëmwee vun der Abannung vun den Nationalparlamenter herno als Resultat hunn. Dorobber soll een oppassen.

Eis Prioritéiten als gréng Fraktioun si ganz kloer, dass, wann Dir déi aner Woch op Bréissel fuert, een op jidde Fall wesentlech Saachen, wéi déi horizontal Klausel am Ëmwelt- an am Sozialberäich, als tabu erkläert. Op där Fro däerf et kee Réckschrëtt ginn.

Genausou wichteg ass déi Fro vun der Bedeelegung vun de Bierger, déi am Traité ageschriwwe war, an déi populär Initiativen, déi ageschriwwe waren. Et gëtt kee Mandat vu kengem an Europa un d'Regierungen, u keng Regierung, fir dat do a Fro ze stellen.

D'Personnalité juridique fir d'Unioun, fir dass se kann der Mënscherechtscharta bäitrieden, dierf net ewechfalen. Gëtt et iergende Mandat dofir, vun iergendengem an Europa? Neen! Keng Regierung huet e Mandat kritt. Dann däerf dat net zur Diskussioun an zur Dispositioun stoen.

D'selwecht mat der Charta vun de Grondrechter. Si muss verbindlech bleiwen. Do gëtt et jo méiglech Kompromisser, fir et an der Form anescht duerzestellen. Vläicht musse mer do derduerch a kommen do net derlaanscht. Mir loosse jo och an eiser Motioun, déi mer déposéiert hunn, der Regierung eng gewësse Latitude. An dach ass et schued, batter schued, well och do widderhuele mer nach eng Kéier: Huet iergende Bierger an Europa enger Regierung gesot, huelt déi Grondcharta do eraus?

Dat war nach net eng Kéier e Géigestand vun enger Kritik vun iergendengem. Dat war dach eng vun deene Saachen, déi jiddferee richteg a gutt fonnt huet, an déi sollen elo - och wann et nëmmen an der Form ass - no hanne gedréckt ginn. Dat ass eigentlech och eppes wougéint ee sech muss wieren an net soll opginn, ausser et kéint hannen um Enn net méi anescht goen, sou dass et an der Form anescht géif presentéiert ginn, mä de Fong an déi juristesch Verbindlechkeet, déi däerfen net tangéiert ginn.

Wat genausou wesentlech ass, dat ass déi politesch Handlungsfäegkeet, dass mer also d'Extensioun vun der Majorité qualifiée a vun der Codécisioun och probéieren ze retten. Dat ass eng Substanzfro. Do wäerten natierlech eng Rei Länner probéieren dru fréckelen ze goen. Do musse mer eis wieren, do geet et ëm d'Handlungsfäegkeet vun der Europäescher Unioun, an ënnert dem Strëch ass et jo eigentlech dat, wat um Spill steet, egal wéi een et upeekt an egal wéi een et nennt. Ënnert dem Strëch geet et ëm déi politesch Handlungsfäegkeet an drëms, ob Europa ka Politik maachen, oder déi europäesch Politik ëmmer nëmmen d'Zomm ass vun den nationale Politiken.

Dat ass den Enjeu. Do musse mer staark bleiwen a stur, wann et muss sinn; anerer maachen eis et jo vir.

A virun allem och als leschte Punkt, méi koordinéiert Aussepolitik. Do ënnerstëtze mer och dat, wat am Traité steet, a mir sinn och do der Meenung, dass et do keng Kompromisser solle ginn.

Dat gesot, encouragéiere mer, wéi gesot, d'Regierung an der Logik, net nëmme vun engem Nice+ auszegoen, mä vu vireran d'Ambitioun net opzegi vun enger Constitutioun. Et kënne Saachen ewechkommen, mä et kënnen och Saache bäikommen. An dat soll een net einfach als Strategie an als Optioun vu vireran op d'Säit leeën. Dat géif et dann nämlech verschiddene Leit méi einfach maachen, fir just nach an hir Richtung mussen ze diskutéieren. Dat hale mer net fir eng gutt Strategie.

Mir wëllen och de Klimaschutz onbedéngt dra verankert gesinn. Mir wëllen och iwwer méi sozial Verantwortung kënnen diskutéieren an deem doten Text, a mir mengen och, wéi de Kolleeg Charel Goerens virdru gesot huet, dass een eng Dispositioun soll an d'Texter kréien, déi sech mam Délai vun der Ratifikatioun beschäftegt.

Et ass inakzeptabel, wat eenzel Länner sech geleescht hunn, fir iwwerhaapt näischt ze soen. En Délai de reflexion, schéin a gutt, mä et hätt een awer iergendwann eng Kéier och no der Reflexioun missen handelen. An dass et Länner gëtt, déi sech de Luxus leeschten, sech net iwwert d'Ratifizéierung auszeschwätzen, ass eigentlech an eisem demokratesche Verständnis onannehmbar.

Et soll eng Dispositioun an den Text kommen, déi kloermécht, wat d'Délaië sinn.

Iwwert d'Form, denken ech, kënne mer méi spéit och nach eng Kéier diskutéieren, elo geet et emol drëms, eis um Inhalt eens ze ginn, dat schéngt eis prioritär. Mä et soll och eng Dispositioun drastoe kommen, déi kloermécht, a wéi engen Délaien dass d'Länner sech musse prononcéieren iwwert d'Ratifikatioun. Alles anescht géif kënnen dozou féieren, dass dat, wat mer eng Kéier erlieft hunn, sech géif widderhuelen, an dat solle mer eis erspueren, well dat ass onannehmbar an inakzeptabel. Eigentlech eng vun de Bankrotterklärungen, déi an de leschte Jore stattfonnt hunn, ass genee dat doten, dass eng Rei Länner sech net prononcéiert hunn.

A lescht Remarque, fir och nach eng Kéier kloerzemaachen, dass dat, wat um Spill steet, an d'Alternativen, déi et gëtt, an eisen Aen eigentlech nëmme sinn, dass mer op där Schinn an op deem Wee bleiwen, op dee mer eis wollte begi mam Traité constitutionnel, well d'Alternativ zu deem Text ass net en aneren Text, dee sech wesentlech géif dovunner ënnerscheeden, mä déi eenzeg Alternativ zu deem doten Traité ass an eisen Aen eng Desolidariséierung an Europa an d'Festschreiwe vun engem Europa vun den zwou Vitessen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no dem Nee vu Frankräich a vun Holland war gewosst, datt deen Traité constitutionnel an der virleiender Form ni kéint a Kraaft trieden. Et war och gewosst, datt keent vun deenen zwee Länner gewëllt wier, eng zweete Kéier deen Traité engem Referendum ze ënnerzéien.

Wann een awer weess, datt am Traité selwer stoung, datt en eréischt kéint a Kraaft trieden, wann e vun alle Länner ratifizéiert wier, also datt och all Land e Vetorecht hat, war et also ganz kloer, datt den Traité constitutionnel, wéi e virläit, ni kann an där Form a Kraaft trieden.

Mir hunn dat als ADR ëmmer gesot, datt deen Traité dout wier. Och aner Leit heibannen - an nach haut de Moien de Kolleeg Mosar - hunn dat nach eng Kéier rappeléiert, datt deen Traité dout wier, och wann ee versicht an engem neien Traité, jee nodeem d'Siicht ass, e grousse Maximum mat an den neien Traité ze iwwerhuelen.

Doduerch, datt awer verschidde Leit iwwer zwee Joer elo quasi gesot hunn, datt deen Traité net dout wier an datt deen awer an där Form misst a Kraaft trieden, ass am Fong wäertvoll Zäit verluer gaangen. Mir wëssen awer alleguerten, datt mer virun den Europaparlamentswahlen am Juni 2009 verschidde Reforme mussen duerchzéien.

An doduerch, datt mer elo zwee Joer verluer hunn, hu mer eis ënner Drock gesat, an et muss een, well ee weess, datt och en neien Traité an der Regel ee bis annerhalleft Joer dauert bis en an alle Parlamenter ratifizéiert ass, also wëssen, wann een dat nach gäre virun den Europaparlamentswahlen duerch hätt, datt bis zum Schluss vun dësem Joer en neien Text misst virleien.

Et weess een awer, datt, wann een ënner Zäitdrock schafft, dat net déi beschte Viraussetzunge sinn, fir en uerdentlechen Traité duerchzekréien. An eng Rei vu Leit wäert et elo arrangéieren - jee nodeem wéi ee sëtzt -, datt een ënner Zäitdrock da schafft.

Här President, wann deen neien Traité, deen haut hei elo diskutéiert gëtt, agesat gëtt, da wier et an eiser Logik gewiescht, datt deen och erëm iwwer e Konvent agesat gi wier. An ech wëll soen, datt dat fir eis eng wichteg Fro ass.

Ech mengen, meng Virriedner hunn dat de Moien och hei zum Ausdrock bruecht, datt dee Konvent am Fong, ob een elo mam Resultat averstanen ass jo oder neen, transparent war, öffentlech war, an all Mënsch konnt novollzéien, Dag fir Dag, Minutt fir Minutt, wat do geschitt ass a wat do festgehale ginn ass.

An et war keen anere wéi eise Statsminister, den Här Juncker, deen deemools vum Konvent vun där donkelster vun allen Donkelkammere geschwat huet. An haut hu mer e grousse Réckschlag, well mer elo feststellen, datt mer an déi al Zäit zréckfalen, wou erëm op de Regierungskonferenzen, hannert zouenen Dieren, verhandelt gëtt. Also, den Här Juncker, deen dem Konvent virgeworf huet, et wier déi donkelst vun allen Donkelkammeren, dee geet elo nach an eng vill méi donkel Donkelkammer eran, wéi dat de Fall war. An elo weess erëm kee Mënsch, wat do gemauschelt gëtt. Dat hëlleft sécherlech net, d'Vertraue vun der Öffentlechkeet vis-à-vis vun Europa ze verbesseren.

De Wee vum Konvent ass net zréckbehale ginn, an et gëtt um Niveau vun der Regierungskonferenz gemaach. Duerfir ware mer frou, datt haut d'Lëtzebuerger Parlament am Virfeld vun der Regierungskonferenz hei eng Debatt mécht, wou jiddferee seng Positiounen doriwwer nach eng Kéier ka virdroen, an et wier ze wënschen, datt an deenen nächste Wochen a Méint, déi kommen, d'Parlament permanent géif consultéiert an informéiert ginn. Ech géif och mengen, ier d'Regierung d'Recht hätt, fir kënnen zouzeschloen - wéi mer esou op Lëtzebuergesch soen -, misst se virun d'Parlament kommen, diskutéieren a sech den Accord vum Parlament anhuelen, ier se kéint hir Décisioun huelen.

Mir sinn als ADR der Meenung, datt een am Fong - wéi soll ech soen - sech soll dorobber besënnen, wat an der 23. Erklärung vum Nizza-Vertrag festgehale gi war, wou véier Punkte fixéiert gi waren. An zwar dee vun der Subsidiaritéit, vun der Zoustännegkeet, d'Fro tëschent der Europäescher Unioun an de Memberstaten, d'Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun. Eng Vereinfachung vun de Verträg ouni se inhaltlech ze änneren, an d'Roll vun de Parlamenter.

Mir sinn der Meenung, datt een op déi wesentlech Punkte soll zréckkommen, fir e Konsens ze fannen. Zu inhaltleche Fuerderungen, déi elo mussen négociéiert ginn, soe mir, d'ADR, ganz kloer, datt mer net méi domat averstane sinn, datt dee Vertrag soll „eng Verfassung" heeschen, well mer géint en europäesche Stat sinn. An eng Verfassung ass nun eemol d'Basis vun engem Stat. A wann ee kee Stat wëllt, kann een och keng Verfassung wëllen.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Grondwäerter, op deenen d'Europäesch Unioun fousst - wéi d'Solidaritéit, d'Demokratie, d'Fräiheet -, misste verankert sinn. Mir sinn der Meenung, datt d'Entscheedungsprozesser musse méi demokratesch, méi transparent sinn. Mir halen och drop, datt d'Grondrechtecharta och ee Bestanddeel vum neie Vertrag bleift. A mir plädéieren derfir, datt d'ökosozial Maartwirtschaft soll fest an deem Traité ageschriwwe ginn, an datt een och kéint Mindestnormen an der Sozialpolitik an Europa aféieren.

D'Festschreiwe vum Subsidiaritéitsprinzip, d'Festschreiwe vun der nationaler Solidaritéit, eng geographesch Grenz vun Europa. Et ass haut de Moien e puermol ugeklongen, datt et ouni en neien Traité keng Erweiderung ka ginn. Da muss och an deem Zesummenhang d'Fro vun der Grenz vun Europa erlaabt sinn. An an där Grenz vun Europa ka fir d'ADR d'Türkei ni voll Member ginn. Duerfir ass dat eng wesentlech Fro, déi och muss diskutéiert ginn.

Op institutionellem Plang muss net all Land e Kommissär behalen, dee stëmmberechtegt ass. Lëtzebuerg huet seng sechs Deputéierten am Europaparlament. Mir sinn averstanen, datt et en europäeschen Ausseminister an e President vum Conseil gëtt, deen awer vum Conseil selwer an net vun de Bierger ka gewielt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR steet zu deene Punkten, awer kloer. Duerfir hu mer och déi Motioun, déi eng Rei vun deene Punkten iwwerholl huet, déi gutt Punkten huet, mä awer och wesentlech Punkten, wéi zum Beispill dee vun der geographescher Grenz, net zréckbehalen huet, net kënne mat ënnerschreiwen. Mir wäerten eis duerfir beim Vote zu där Motioun herno enthalen.

D'ADR wäert op jidde Fall, Här President, kengem Traité méi zoustëmmen, wann net am Viraus kloer ass, datt d'Türkei net ka voll Member vun der Europäescher Unioun ginn, a wann net kloer a prezis an novollzéibar drasteet, datt et an Europa en ökosoziale System wäert ginn, an deem d'Mindestkonditiounen am Sozialberäich kënne festgehale ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann huet d'Wuert nach den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Deen Eenzegen, deen am Fong nach kéint Ännerungen an der Substanz vum Traité hei verlaangen, dat wier am Fong ech, well all Partei heibannen, och déi véier Rechtsdeputéierte vun der ADR, hunn hei schlussendlech derfir gestëmmt. Et steet awer elo erëm an den Zeitungen, datt d'ADR erëm dergéint wär. Elo weess ech op jidde Fall endlech wat „alternativ" heescht: Du muss esou flexibel si wéi eng Ziehharmonika, fir an all Museksrichtung kënne matzeduddelen.

(Hilarité)

Här President, et ass vill Rieds gaangen iwwert d'Substanz vun deem Traité constitutionnel, deen hei ofgeseent gouf. Et dierft näischt un der initialer Substanz aus deem Traité geännert ginn. Näischt verhënnert awer, deenen eenzelnen Elementer an deem Traité eng aner Gewiichtung ze ginn, wat menger Usiicht no an dräi verschiddene Punkte kéint geschéien, ouni datt un der initialer Substanz verluer geet.

Déi sozialpolitesch Substanz zum Beispill muss menger Usiicht no opgebessert ginn, well et ass duerch de Manktum u sozialpolitescher Substanz an deem Traité wourobber sech mäin Neen haaptsächlech baséiert huet, an och den Nee vu mindestens 35% vun de Wieler, wann een déi puer rietsextrem Stëmmen ausklammert, déi nëmme wéinst nationalistesche Grënn dergéint gestëmmt hunn. A Frankräich, do louchen d'Ursaachen ähnlech.

Menger Usiicht no muss awer och déi militär- an oprüstungspolitesch Substanz am Traité iwwerduecht a verréngert ginn zu Gonschte vun der sozialpolitescher Substanz. Des Weidere muss déi demokratesch Gewiichtung méi zu Gonschte vum politesche Matsproocherecht vun deenen eenzelne Länner opgebessert ginn, esou datt déi eenzel Länner - besonnesch déi kleng Länner - en effizient Matsproocherecht behalen, ouni datt se awer doduerch déi wichteg gemeinsam Politiken an Europa bremse kënnen.

Här President, et duerf och net zougelooss ginn, datt d'Diskussioun iwwert de Bäitrëtt vun der Türkei vu rietsextremen a populistesche Kreesser méssbraucht gëtt, fir vun der Wichtegkeet vun deem Traité fir Europa ofzelenken. Fir mech stellt sech net d'Fro vun der Türkei, mä fir mech stellt sech awer trotzdeem d'Fro: Wéi wäit soll oder kann Europa iwwerhaapt goen? Den Här Statsminister huet eemol dodrop geäntwert: esou wäit wéi d'Ambitiounen. Elo stellt sech awer d'Fro: Wiem seng Ambitiounen? Dem Kapital seng? Der Wirtschaft hir? Oder de Mënschen an Europa hir?

Egal wéi wäit Europa geet, et muss en Instrument ginn am Interessi vum Mënsch. An et duerf net dem Interessi vun der Wirtschaft an dem Kapital eleng déngen, fir datt d'Mënschen nach méi kënnen ausgepresst ginn. D'Politik, dat heescht de Législateur, muss an Europa d'Weiche stellen. Europa duerf net méi vun enger onkontrolléierbarer Exekutiv oder vu Lobbyiste geleet ginn. D'Institutioune musse funktionell, verständlech a besonnesch biergerno ginn. Nëmmen da kréie mer e soziaalt Europa an en demokratescht Europa am Déngscht vum Mënsch.

An egal wann deen Traité nei négociéiert gëtt a wann d'Texter virleien, da sinn ech och der Meenung, datt d'Délaië mussen am Ratifizéierungsprozess festgeluecht ginn, fir datt mer net méi déi Problemer kréien, wou een op deen anere kuckt, fir ofzestëmmen. Ech géif mengen, domadder wär ech mat menge Virriedner d'accord.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domat ass d'Debatt ofgeschloss an d'Regierung huet elo d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Här President, léif Kolleegen alleguerten, et ass fir d'Regierung doudsécher encourageant,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...wann een hei vun där grousser Majoritéit vun der Chamber wierklech gewise kritt, dass mer jo an eise Positioune praktesch op enger Linn leien. Et ass och encourageant, dass ech ka soen, dass dat, wat an där Motioun steet, déi déi véier Fraktioune virbereet hunn, wat se der Regierung mat op de Wee ginn, absolut deckungsgläich ass mat eise Virstellungen als Regierung.

Nun, Här President, vläicht ee Wuert zu deem, wat den Här Fayot gesot huet, dass mer mussen als Regierung eng gewësse Marge hunn, fir ze verhandelen. Dat stëmmt. Mä ech mengen net, dass mer hei nach vill matenaner brauchen ze telefonéieren, ier mer hei zouschloen. Mir wëssen, wat d'rout Linne sinn - wann ech esou däerf soen - vun der Chamber. Selbstverständlech wëlle mer déi och afléisse loossen an dat, wat mer als Regierung maachen.

Här President, ech wëll awer och vläicht e Wuert soen zum Premier. Normalerweis sténg hie jo hei op der Tribün de Mueren elo. Et geet him ganz gutt. Hie geet vläicht an deenen nächste Stonnen oder doudsécher an deenen nächsten Deeg heem. Ech mengen, dat wat een him ka wënschen, dat ass vill Energie, fir ze récupéréieren, well mer wëlle jo awer op seng Erfahrung, op seng Kompetenz déi nächst Woch zu Bréissel selbstverständlech net verzichten.

(Interruption)

Une voix.- Très bien.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Ech wëll och vläicht vireran eng generell Feststellung maachen, wéi a mat wat fir enger Astellung dass mer als Lëtzebuerger Regierung an déi Verhandlunge ginn. Mir wëllen engersäits ee Kompromiss hëllefe sichen zu 27 - mir mussen zu 27 sinn -, ouni dobäi - an dat ass jo essenziell - dat Wesentlecht vum Traité constitutionnel ewechzegeheien. Wesentlech fir eis sinn all déi Punkten, déi der Europäescher Unioun déi Instrumenter ginn, fir hire Fonctionnement ze stäerken. Konkret heescht dat, dass mer hëllefen ee Mandat zustane kréien, auszehandelen, fir eng Conférence intergouvernementale op d'Been ze kréien.

Conférence intergouvernementale heescht, dass d'Memberstate sech ëm deen Dësch setzen an eppes aushandelen, wat mat engem Traité ze dinn huet selbstverständlech. Ee Mandat, wat kloer definéiert ass. An dat gëtt déi grouss Aarbecht: Wéi definéiere mer dat Mandat? Dat gëtt déi grouss Aarbecht vun der Présidence an och vun de Memberstaten, fir dann zäitlech onbegrenzt déi CIG ofzeschléissen um Enn vum Dezember vun dësem Joer.

Déi Iddi, déi den Här Goerens hei entwéckelt huet, wou hie seet, dass mer eis sollen asetzen, fir dass an enger geraffter Zäit soll kënnen an de Parlamenter oder vun de Länner, wéi et dann ass, ratifizéiert ginn, ass doudsécher eng Iddi, déi mer och an déi Réunioun vun der nächster Woch um Conseil européen kënnen erantransportéieren.

Dir wësst, dass et do Problemer gëtt. Zum Beispill, Irland muss fir all Traité e Referendum maachen. Mä dat wëllt awer net heeschen, dass een einfach kann oder soll dat Ganzt éparpilléieren op dat ganzt Joer, mä, ech mengen, déi gerafften Délaien, déi do kéinte gesat ginn, si schonn ee Wee, fir kënnen doranner besser virunzekommen.

Ech wëll hei an der Substanz net ze breet aushuelen a mech op e puer Punkte limitéieren, déi Dir och ugeschnidden hutt. Ech wëll awer virewech soen, an och e wéineg un dat uschléissen, wat den Här Goerens probéiert huet ze maachen, dass mer jo an enger globaler Welt global Äntwerte brauchen. Global Äntwerten heescht hei, keng partisan Äntwerten, keng fragmentéiert Äntwerten, keng national egoistesch Äntwerten an och keng kuerzsiichteg Äntwerte ginn.

Wann d'Europäesch Unioun um Globus eng Roll spille wëllt an Afloss huele wëllt mat den USA, mat China, mat Indien a mat Russland, da brauche mer jo eng Europäesch Unioun, déi no banne solidaresch ass an no baussen och eeneg ass.

Positiven Afloss huelen am 21. Jorhonnert op der Weltbühn heescht, hëllefe Konflikter ze verhënneren. Hëllefen der Diplomatie déi entscheedend Roll ze ginn, fir Konflikter ze léisen, heescht och, hëllefen ze deelen tëschent deenen Aarmen an deene Räichen.

Positiven Afloss huelen als Europa huet näischt ze di mat der Kolonialpolitik, déi vill europäesch Länner jo an hirer Geschicht bedriwwen hunn, mä virun allem domadder, Wäerter ze verdeedegen, déi d'Europäesch Unioun sech an de leschte 50 Joer zougeluecht huet. Wäerter, déi, trotz allen Defiziter - déi haut nach doudsécher kënne bestoen -, sech aus der Asiicht an de Léieren entwéckelt hunn, fir déi katastrophal Konsequenze vun der politescher Hegemonie-Philosophie net méi ze widderhuelen. Wäerter och fir dem Nationalismus mat Milliounen Doudegen aus dem 20. Jorhonnert keng Chance méi ze ginn.

D'EU, nach eng Kéier, als positive Muechtfaktor um Globus soll kënnen duerch déi méi integréiert a méi ofgestëmmte Politiken

eng Referenz duerstellen, wou Mënscherechter, wou sozial Rechter, wou Friddenspolitik, wou ekonomesch Intérêtë selbstverständlech och Rieder sinn, déi eppes Ganzes a Bewegung halen. Duerfir brauche mer an der Europäescher Unioun Strukturen a mir brauchen och deklaréierte politesche Wëllen, fir dat Zil ze erreechen.

Et ass extrem schwiereg, d'Europäesch Unioun als Unioun vu Staten, wat also par définition als Gebilde net ee Stat ass, ze explizéieren; hir inhärent Contradictioun schonn, déi doranner läit, fir net ee Stat ze sinn, mä méiglechst wéi e Ganzt wëllen a mussen ze funktionéieren, fir effikass ze sinn.

Mir mussen an dëser Phas dat fäerdeg bréngen, wat déi, déi virun eis Politik gemaach hunn, fäerdeg bruecht hunn, wat nom Krich opgebaut ginn ass a speziell zënter 1957 opgebaut ginn ass. Déi Leit, wéi se Europa gebaut hunn, hate vill Steng am Wee leien an hunn dat fäerdeg bruecht mat vill Gedold, mä ëmmer mat der Wäitsiicht, de Pad vum Opbau net ze verléieren.

Sollte mer als Europäer keng Äntwert fannen oder d'nächst Woch e Feeler maachen a weisen, dass mer dozou net am Stand sinn, bedeit dat, dass d'Europäesch Unioun der Globaliséierung net gewuess ass an d'Globaliséierung erdroe muss ouni se kënnen ze steieren, mat allen negative Konsequenzen.

Nun, Här President, wou mer hierkommen, dat wësse mer all, vun engem Verfassungsvertrag, dee fir d'éischt d'Resultat vu laangen Diskussiounen am Konvent war - dat ass alles hei nach eng Kéier mat Recht widderholl ginn -, an an der irescher Présidence vun 2004 ass dunn ofgeschloss ginn - Frankräich, Holland, alles ass widderholl ginn.

Ënner lëtzebuergescher Presidentschaft 2005 - dat wëll ech nach eng Kéier soen - hate mer jo eng extrem schwiereg Décisioun ze huelen am Juni 2005, a mir sinn eis dunn eens ginn, déi ominéis Reflexiounsperiod anzeleeën, fir eis d'Méiglechkeet ze ginn an der Chamber hei, och an de Regierungen, fir Europa besser ze kommunizéieren.

Ech mengen, dunn huet Är Chamber hei eng ganz entscheedend a wichteg Roll gespillt. De Premier huet eng wichteg Roll gespillt do derbäi. Den Nicolas Schmit, deen an d'Schoule gaangen ass, huet eng wichteg Roll gespillt. Mir hu versicht, alles ze ginn, wat mer haten, och mat deene moderne Kommunikatiounstechnologien, fir besser un d'Leit erunzekommen.

Nun, an där neier Situatioun, déi mer deemools haten, hunn d'Länner eigentlech verschidde reagéiert:

Déi eng hunn niewent der Reflexiounsperiod, wéi mir et jo gemaach hunn, de Ratifizéierungsprozess weidergefouert, fir ze weisen, dass fir si de Verfassungsvertrag wichteg ass an dass dat d'Basis ass, fir selbstverständlech ze weisen, dass dee Geescht, dee mer entwéckelt hunn, soll virugedroe ginn.

Aner Länner hunn dat net gemaach, mä ëmmerhin no eis hunn nach Finnland, Estland an d'Belsch ratifizéiert, a mir sinn zu 18 haut, déi hir Aarbecht gemaach hunn. Mat Spuenien zesummen, dat wësse mer alles, hu mer e Referendum organiséiert. Déi zwee Länner, déi e Referendum organiséiert hunn, hu jo uganks dës Joers en Zeeche gesat, fir der däitscher Présidence och Réckendeckung ze ginn, fir déi schwéier Verhandlunge virzebereeden, déi elo voll amgaange sinn.

Aner Memberlänner hunn dat net gemaach a si hunn d'Ratifizéierungsprozedure gestoppt. Dat war net dat, wat eigentlech de Geescht war vun där Reflexiounsphas, wéi mir et interpretéiert hunn, fir einfach nëmmen ze stoppen an ze waarden. Mir hu politesch all deem Rechnung ze droen a mir mussen d'nächst Woch Weeër fannen. Mir mussen och deenen zwee Grënnungsmemberen, déi Nee gesot hunn, entgéintkommen. Awer och, wéi et hei gesot ginn ass vu ville Kolleegen, zu engem gewëssene Grad nëmmen entgéintkommen, well alles huet doranner, wat d'Substanz ugeet, selbstverständlech seng Limiten.

Här President, 18 Länner hunn de Verfassungsvertrag ratifizéiert; Spuenien, Lëtzebuerg - hunn ech gesot - mat Referendum. Fir déi 18 Länner a speziell fir eis sinn an der Substanz eigentlech keng Ofstrécher ze maachen. An ech ginn dem Här Braz do vollkomme Recht, an der Substanz ass et net zu dësem Moment fir Ofstrécher ze annoncéieren a fir och haart ze verhandelen, dass an deem Wesentleche keng Ofstrécher d'nächst Woch zustane kommen. Wat heescht dat?

Dat heescht fir eis als Regierung, dass mer den institutionelle Pak aus der éischter Partie vum Verfassungsvertrag wëllen als Ganzes behalen. Dat war eng extrem schwiereg Verhandlung. Den Här Fayot, deen am Konvent derbäi war, ka sech dorunner erënneren an e weess och, esou wéi mir alleguerten, wann een do opmécht, dann huet een erëm ganz séier en Déséquilibre provozéiert an da fänkt ee gären erëm vu vir un.

Wat d'Struktur vum Vertrag ubelaangt, sou si mer net bereet ze verzichten op déi eenzeg juristesch Personalitéit vun der Unioun als solches, un d'Zesummebrénge virun allem - dat ass vläicht manner elo de Mueren hei gesot ginn - vun de Pilieren, dat heescht besonnesch a Froe vu Justiz an Affaires intérieures, mä och aner politesch Froen, fir dass mer do och, wéi an aneren europäesche Politiken, kucke méi ze communautariséieren.

Mir sinn och net bereet, dass den europäeschen Ausseminister seng duebel Kompetenz, déi e jo huet, verléiert. Deen duebelen Hutt, dat heescht de politesche Wëllen, deen e jo expriméiert als President vum Conseil vun de Relations extérieures, an och d'Moyenen, déi bis elo jo zur Verfügung stounge vun der Kommissioun, fir dass een déi zwou Saache ka beienee bréngen.

Wat d'Symboler ugeet, kann ech och eigentlech nëmmen dat bestätegen - d'Positioun vun der Regierung -, wat Dir hei gesot hutt. D'Hymn, déi gëtt weider gespillt. Den europäesche Fändel gëtt vu kengem ewechgeholl, et gëtt héchstens ee Land, wou deen extrem spärlech ze gesinn ass, och an Zukunft, dat ass bei eise Frënn an England. Wéi d'Englänner d'Présidence haten, huet ee kaum en europäesche Fändel gesinn an England. Dat wäert och esou bleiwen. Duerfir wär et gutt gewiescht, wa mer en hätte kënnen an der Verfassung verankeren, mä do wäerte mer net drun hänke bleiwen, allerdéngs, d'Aschreiwe vum Euro am Vertrag wëlle mer net mëssen.

Wat elo déi weider Prezisiounen am Kompetenzkatalog ugeet, do wëll ech mech vläicht ganz kuerz explizéieren: An der Europäescher Unioun gëtt et jo Kompetenzen, déi exklusiv der Unioun gehéieren, wéi zum Beispill de Commerce extérieur, d'Politique monétaire, d'Union douanière. Et gëtt och da Kompetenzen, déi gedeelt sinn tëschent de Staten an der Europäescher Unioun - Environnement, Transport an Energie. An da gëtt et déi, wou d'Staten exklusiv kompetent sinn, mat engem Appui vun der Europäescher Unioun.

Wann et ëm d'Prezisioun an deem Kompetenzkatalog geet, da wäerte mer eis deem widdersetzen; widdersetze wat déi Passerellesklausel ugeet, wou dann iwwert déi Passerellesklausel kéint ee Retour zur exklusiver nationaler Kompetenz erlaabt ginn. Ech mengen, do muss een höllesch oppassen.

Mir kënnen d'accord sinn, wann doriwwer geschwat gëtt, iwwert d'Prezisioun vun de Kompetenzen, mä op kee Fall kënne mer d'accord sinn - dat ass déi berühmt 13. Fro vun der Présidence -, dass doduerjer kéinten erëm exklusiv national Kompetenze méi ervirbruecht ginn.

Et ass och kloer fir eis, dass d'Méiglechkeet vu Coopération renforcée vereinfacht gi muss.

Wann Der mech frot, et gëtt zurzäit eigentlech keng Compétence renforcée, wou ech kee Beispill elo ka ginn, mä dat ass awer en Instrument, wat extrem wichteg ass fir d'Zukunft.

Mir sollten do och ganz kloer eis Meenung verdeedegen, dass mer déi Coopération renforcée wëllen zu 27 maachen, dass se sollen ageglidd ert bleiwen an den europäesche Kaderen, an den europäeschen Institutiounen. Dat ass wichteg, net dass villes, wat interessant Politike wieren, géif aus den institutionelle Kompetenzen erauskommen.

Dann déi zweet Partie vum Verfassungsvertrag - d'Charta.

Och hei absolut deckungsgläich mat deem, wat Dir hei gesot hutt. Virun allem huet mer gefall, wat den Här Fayot gesot huet hei, an och den Här Braz. Den Här Fayot, dee gesot huet, mir hunn de Kolleegen an England do esou vill Konzessioune gemaach, si hunn zweemol du Jo gesot à la fin du compte, an et geet net fir elo erëm eng drëtte Kéier wëllen ze probéiere fir Neen ze soen. A wat den Här Braz gesot huet, läit op der Hand. Kee Mënsch, dee géint de Verfassungsvertrag iergendwéi an engem Land eng Positioun bezunn huet, huet gesot, et soll een higoen an d'Charta eraushuelen an domadder kéint dann de Vertrag verbessert ginn.

Neen. Mir mussen hei wëssen, dass déi Charte eng Partie ass vum Acquis communautaire zënter 2000; dass déi Charte och publizéiert ginn ass am Journal officiel vun de Communautéiten. Der Charte hir juristesch Validitéit kann net changéieren, och - soen ech hei kloer - vis-à-vis vun den Institutiounen an de Memberstaten.

Ech wëll vläicht, Här President, dem Här Braz äntwerten, dass mer op enger Linn sinn. Am beschte wier et jo, dass d'Charte géif integréiert bleiwen am Traité. Wann eng Referenz gemaach gëtt op een Artikel a si bleift „legally binding", hu mer och nach kee Problem domadder. Just an der Duerstellung verstinn ech, dass een dat net selbstverständlech elo direkt muss zouginn.

Wou et awer drëm geet, dat ass, dass jo elo bei der Charte scho Länner wëllen eng Differenz maachen tëschent deem, wat d'Institutiounen ze dinn hunn, an deem, wat d'Staten ze dinn hunn; do eng Differenz ze maachen. Oder dass ee Land kéint een „opt out" maachen, wou d'Charte sech dann net géif applizéieren.

Dat gëtt extrem komplex, mä ech kann lech soen, zemools bei eisen englesche Frënn, dass dat heiten ee Punkt ass, wou mer hefteg a laang Diskussioune wäerten hunn. Mir kënnen net zréckkommen hei an d'Chamber a soen, mir hunn e Kompromiss fonnt fir eng CIG opzemaachen, wou mer géifen déi Verbindlechkeet vun den Dispositiounen, déi an der Charte stinn, opginn.

Ech mengen do si mer net eleng. Do gëtt et immens vill Länner, déi och op där Linn sinn. An do mussen och déi Länner, déi Nee gestëmmt hunn, virun allem eis Kolleegen aus dem Benelux, op deem Punkt hei jo agesinn, dass et wierklech Limitë gëtt.

Mir wëllen all Innovatiounen a Verdéiwungselementer an de Politiken, déi souwuel an der éischter wéi an der drëtter Partie sinn, och an der drëtter Partie vum Verfassungsvertrag, am neie Vertrag erëmfannen. Dat si wichteg Saachen, déi horizontal Klausele musse bleiwen; iwwert d'Energie, d'Protection civile, d'Solidaritéitsklausel an och d'Sécherheet an d'Verdeedegung.

Wat d'Justiz an d'Affaires intérieures ubelaangt, do mussen - wéi ech scho bei der Struktur gesot hunn - hei esou vill wéi méiglech Elementer vun der weiderer Communautariséierung vun dëser Politik behale ginn. Méi qualifizéiert Majoritéit, méi Codécisioun mam Europäesche Parlament, méi Kompetenz fir den Europäesche Geriichtshaff - eis gemeinsam Ambitioun an deem Beräich wëlle mer eis net duerch e globalen „opt out" vun engem Land verwässere loossen.

D'Rout Kaart - ech mengen do huet den Här Mosar dat richteg gesot: Rout Kaart fir d'Rout Kaart. Allerdéngs, ech soen dat hei op dëser Tribün an aller Öffentlechkeet: Mir däerfen net mengen, dass, wann d'Hollänner soen, d'Rout Kaart gëtt et net méi, et keng Diskussioun méi gëtt iwwer wéi d'Parlamenter kënnen da mat enger Gieler Kaart eventuell Prozedure stoppen. Dat ass eng Fro, déi ass jo tranchéiert ginn, wéi d'Parlamenter kënne mathëllefen, wat fir eng Influenz dass se kënnen hunn am Traité constitutionnel. Dat hu mer matgedroen. Dat muss selbstverständlech och bestoe bleiwen.

Mä alles, wat doriwwer erausgeet, dass een engem nationale Parlament, oder e puer, d'Méiglechkeet gëtt, fir carrément eng integréiert Politik an der Europäescher Unioun ze stoppen, do musse mer virsiichteg bleiwen a kucken, dass mer elo net do op eng Pist gefouert ginn; keng Rout Kaart méi, mä dann där Gieler Kaart esou vill Valeur ginn, dass deen nämlechten Effet géif dobäi erauskommen.

Déi däitsch Présidence wäert elo probéieren, all déi Positiounen, all déi Pisten do zesummenzebréngen. Dir wësst, dass déi bilateral Verhandlunge voll amgaange sinn; dës Woch an och uganks nächster Woch nach. Dir wësst och, dass d'Ausseministere sech e Sonndeg hei zu Lëtzebuerg gesinn. Do wäerte mer virun allem de Rapport virgeluecht kréie vun der däitscher Présidence. Mir wäerten dann och natierlech d'Meenung scho versichen e wéineg méi spatzzekréien. Allerdéngs, d'Décisioune gi selbstverständlech um Conseil européen geholl.

An da kënnt nach e wichtegen Dag virum Conseil, dat ass den 19. Juni. Do leet d'Présidence hir Schlussfolgerunge fir den Europäesche Rot vir. An dann och ee Projet fir de Mandat vun der CIG. An da fänkt d'Saach u konkret a spannend ze ginn.

Wéi gesäit dee Mandat fir d'CIG - wann et zu enger CIG selbstverständlech sollt kommen, wat mer hoffen - aus?

Nun, ech hunn et kuerz gesot, de Mandat muss kuerz sinn, prezis sinn. Am Contraire zu enger traditioneller CIG, ech mengen dat däerf ech hei soen, musse mer dës Kéier am Ufank vun der CIG eis eenegen op déi wichteg politesch Froen. Et ass net, dass mer an der CIG op eemol ufänken an diskutéieren, wat maache mer dann elo op a wat loosse mer zou. Hei muss et de Contraire sinn, a wat mer manner Felder opmaache fir d'CIG, wat et besser ass.

Ech kann lech soen - ech war d'lescht Woch a Portugal -, dass d'Portugisen nëmmen d'accord sinn an hirer Présidence, si kréie jo d'Présidence vum leschte Semester, fir eng CIG opzemaachen, éischtens, wa se zäitlech limitéiert ass, an zweetens och, wann d'Definitioun vum Mandat kloer ass.

Mir wäerten also elo den 21. an den 22. musse prezis Texter maachen. Dir wësst, dass och schonn eng Verlängerung gefrot ginn ass vun der däitscher Présidence; dass d'Länner sech solle prett halen. Ech hoffen, dass et net ganz op d'Käschte geet vun eisem Nationalfeierdag. Mä et ass méiglech, dass et eppes gëtt wat e wéineg méi laang dauert. Mä wann dat Richtegt derbäi erauskënnt, ech mengen da soll een dat mat kënnen an de Kaf huelen.

Här President, ech war gëschter a Polen, an den Här Goerens huet iwwer Polen geschwat, wou mer d'Ambassade ageweit hunn. Ech hat dann och do d'Geleeënheet fir mat den Autoritéiten ze schwätzen, am Parlament an och an der Regierung. Polen, e Land vu 40 Millioune Leit. E Land, wat doudsécher de Lead wäert huelen - oder schonn huet - am Oste vun Europa. E Land, wat jo och eng Geschicht huet.

Kee besser wéi den Här Goerens kennt do och verschidden Effeten, Auschwitz, alles wat domadder ze dinn huet, de Ghetto vu Warschau, a gëschter haten d'Leit mech da gefouert op déi Plaz wou de Ghetto war, an et konnt ee sech dann do erënneren: 6 Milliounen Doudeger, 3 Millioune jiddesch Leit, déi gestuerwe sinn, an 3 Millioune Polen. 6 Millioune Pole si gestuerwen: Dat sinn 10% vun allen Affer vum Zweete Weltkrich!

Polen huet sech jo hei eng gewësse Roll selwer ginn. Gewollt oder ongewollt, weess ech net, mä Polen huet eng Roll ze spillen d'nächst Woch.

Déi Däitsch hunn d'Présidence. Ech maachen elo keng Lienen hei, déi een net soll maachen. Mä mir mussen awer politesch éierlech sinn, dass d'Relatiounen zurzäit tëschent Polen an Däitschland, loosse mer emol soen, net glat sinn. Wann een déi Biller selbstverständlech gesäit vum Ghetto vu Warschau, a wann een och weess, dass d'Polen eréischt 17 Joer jo elo a Fräiheet liewen, a wann ee mat de Leit do schwätzt, egal vu wat fir enger Partei, et ass egal a wat fir enger Fonctioun dass se sinn, da muss scho jiddferee sech do nach ëmmer iwwerwanne fir ze explizéieren, wéi dat méiglech war. Déi Wonne sinn net geheelt. Dat muss ee kloer gesinn.

Mir mussen de Polen hëllefen, op jidde Fall an der Verstännegung mat Däitschland, dass se do dee Schrëtt kënne maachen, deen néideg ass, fir hir Intérêtë fir d'Zukunft esou ze verdeedegen, dass se wëssen, dass nëmmen e staarkt Europa eigentlech verhënnere kann, dass nach eng Kéier esou dramatesch Mënscherechtsverletzungen, esou eng Barbarei ka geschéien.

Ech mengen, dass Polen an dësem Moment sech selwer eng Roll ginn huet, wou se wëlle wierklech vill fuerderen. Mä mäi Message war eigentlech duebel. Wann ee Lëtzebuerg kuckt, dann ass eis Stëmmzuel jo eigentlech net ze vergläiche mat där Influenz, déi mer eis an deene leschte fënnef Jorzéngten an der Europäescher Unioun ginn hunn. Mir hunn ni hei gekuckt, weder an der Chamber nach an enger Regierung, mengen ech, wéi vill Stëmme mer hunn an dem Europäesche Conseil. Ech hu probéiert ze soen, dass et sech och net lount ze stierwe fir d'Racine carrée vun deene Stëmmen a sech dofir opzehänken, mä d'Influenz vun engem Land an der Europäescher Unioun hänkt jo vu senger Argumentatioun of, hänkt och dovunner of, wéi ee matschafft, fir déi Unioun dann an eng positiv Richtung ze kréien.

Ech sinn iwwerzeegt a bleiwen do optimistesch, dass Polen déi nächst Woch, am allerleschte Moment zwar, mä awer den Dréi

wäert fannen, a mengen, dass mer do och de Polen mussen hëllefen, fir do keng Feeler ze maachen.

Elo zu deem zweete Land, vun deem ech awer och hei eppes wëll soen - well mer si jo net hei, fir nëmme Verstoppjes ze spillen a Saachen ze widderhuelen. Ech wëll schwätze vun där grousser Verantwortung, déi England huet déi nächst Woch. Den Tony Blair an och säin Nofolger, de Gordon Brown, wëssen, dass a Saache Finanzperspektive se eigentlech d'Europäesch Unioun während sechs Méint muttwëlleg blockéiert hunn - muttwëlleg! -, well d'Resultat, wat erauskomm ass sechs Méint no dem Juni 2005, war praktesch dat nämlecht, mä d'Europäesch Unioun war sechs Méint blockéiert. Dëst sollt sech net nach eng Kéier widderhuelen.

Ech mengen, dass souwuel de jëtzege wéi den zukünftege Premier an England dach a leschter Instanz wëssen, wat fir eng Influenz dass se hunn.

D'Europäesch Unioun brauch onbedéngt England, brauch d'Vereenegt Kinnekräich. Mir brauchen dat Land um internationale Plang an déi grouss Influenz, déi Grossbritannien och am Oste vun Europa huet.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Mä England muss awer och wëssen a senger Strategie, dass mer net ëmmer nëmme kënnen op Erweiderung setzen ouni ze verdéiwen. Dat ass eng Taktik, déi duerchsiichteg ass. Déi ass erkannt, an ech hoffen, dass à la fin du compte déi nächst Woch England och do dee Schrëtt mécht, dee se musse maachen. England huet a mengen Aen déi nächst Woch déi lescht Tromp an der Hand an déi wichtegst Tromp an der Hand. Dat Gefill hunn ech. Ech wëll net soen, „to be or not to be in the Union" géif dann zur Fro stoen, mä ëmmerhin, et ass e Choix néideg vun de Briten, fir ze weisen, ob se dozougehéieren oder ob se wëlle Bande à part maachen a blockéieren.

Et ass eng ganz entscheedend Positioun, déi England hei huet. Mir wëssen, dass a Frankräich sech vill Méi gemaach gëtt, fir ze kucke mat England, mat Däitschland - déi dräi Grouss - op eng gemeinsam Positioun ze kommen. Dat wësse mer. Dat wär gutt, wann dat géif geschéien. Ech hoffen, dass doduerch och kéint alles dann entraînéiert ginn, fir zu engem Resultat ze kommen. E Resultat net, fir e Resultat ze kréien, mä ech soen et nach eng Kéier, wou dat Wesentlecht net verluer gëtt.

Nun, et gëtt also, Här President, eng interessant Woch. D'Regierung - dat soen ech nach eng Kéier - ass absolut op der Linn vun der Chamber. Mir bremsen déi, déi manner wëllen, a mir stinn op der Säit vun deenen, déi méi Europa wëllen d'nächst Woch.

An ech hoffen, dass mer kënnen an d'Chamber hei kommen no der nächster Woch an iwwert dat berichten, wat mer gemaach hunn, an och zesummen dann, wann déi CIG zustane kënnt, fir dat opzebauen, wat mer dann eis virgeholl hunn, fir Europa ze stäerken.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Ausseminister Merci. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss.

Motion 1

Mir kéimen dann elo nach zum Vote iwwert déi Motioun, déi vum Här Fayot agereecht ginn ass. Ech géif do wëlle froen: Kënne mer déi Motioun par main levée ofstëmmen oder ass de Vote électronique gefrot?

(Brouhaha général)

Main levée?

(Brouhaha général)

Vote électronique. Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, ech hunn u sech kee Problem mat där Motioun, mä ech sinn der Meenung, dass deen éischten an dee leschten «invite» géif völleg duergoen, fir alles ze soen, an dass fir mech déi Artikelen, déi dotëschent leien, déi si fir mech ze vill contraignant a bindend. Duerfir géif et menger Usiicht no duergoen, dass een den éischten an de leschten «invite» géif dohinner schreiwen. Domat wär esou zimlech alles gesot an domat wär och dann deenen Négociatiounen am Fong u sech méi Spillraum ginn, an duerfir, wann dat géif erausgeholl ginn, da kéint ech domat d'accord sinn. Am anere Fall géif ech mech dann enthalen.

M. le Président.- Ech gesinn den Auteur vun der Motioun ass net domat d'accord. Da géif ech proposéieren, dass mer zur Ofstëmmung vun där Motioun géife kommen.

Vote

D'Motioun ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a fënnef Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marco Schank), MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marcel Oberweis) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Domadder wäre mer um Enn vun eiser Sitzung. Déi nächst Sitzung ass de Mëtteg um hallwer 3.

(Fin de la séance publique à 11.48 heures)

Mercredi, 13 juin 2007

SÉANCE 37

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. Question urgente N°1779 de M. Félix Braz relative à la directive «Postes»

2. 5665 - Projet de loi portant

a) approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006;

b) approbation du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le «Landkreis Merzig-Wadern» sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», signé à Perl, le 4 décembre 2006

(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5625 - Projet de loi portant

1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale - Amendement - Votes et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Jean-Marie Halsdorf et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.29 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Éier mer zum normalen Ordre du jour vun haut de Mëtteg iwwerginn, esou wéi mer en haut de Muere festgehalen hunn, wëll ech lech soen, dass ech mat enger Question urgente vum Här Félix Braz iwwert d'Post-Direktiv befaasst gi sinn. Et ass eng Question urgente. Déi kënnt normal op den Ordre du jour vun der Chamber, wann d'Chamber siégéiert. A vu dass den Här Minister haut de Mëtteg Zäit huet - well hien am spéiden Nomëtten an d'Ausland fiert -, huet e sech bereet erkläert, direkt ze kommen, fir op déi Fro ze äntwerten.

Den Här Braz huet elo d'Wuert, fir kënne seng puer Wierder zu senger Question urgente ze soen, an duerno äntwert den Här Minister.

1. Question urgente N°1779 de M. Félix Braz relative à la directive «Postes»

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Et geet ëm eng Direktiv, déi scho vill diskutéiert ginn ass, déi fir d'Lëtzebuerger Post an de Service postal zu Lëtzebuerg och eng grouss Bedeitung huet. D'Lëtzebuerger Regierung huet bis elo eng Positioun vertrueden, déi och hei am Haus ënnerstëtzt ginn ass, nämlech déi Positioun fir och op verschiddene Punkten eng Interrogatioun kënnen ze kréien, déi mer och gemengt hunn alleguerte kënnen ze begrënnen.

De Minister huet och probéiert um Niveau vum Conseil déi Positioun do ze verdeedegen, mä et gesäit ëmmer méi dono aus, dass haut zwar nach eng ganz Partie Länner mat enger Rei vu Saache vun där Direktiv net d'accord sinn, dass awer dee prinzipielle Problem, dee Lëtzebuerg soulevéiert huet, mëttlerweil praktesch just nach vu Lëtzebuerg an och vläicht nach vu Griichenland verdeedegt gëtt, esou dass mer d'Gefill hunn, dass um Niveau vum Conseil de Spillraum riskéiert ausgereizt ze ginn. Par contre gëtt et nach e gewëssene Spillraum - an ass et och e gewëssene Spillraum ginn - um Niveau vum Europaparlament a vum Rapporteur, vum CSU-Deputéiere Markus Ferber.

Mir wollte vum Minister eng Reaktioun dorobber kréien, dass den Här Ferber gëschter deklaréiert huet, dass elo de Konsens tëschent den dräi grousse Fraktiounen - de Konservativen, der PPE, an de Sozialisten am liberale Grupp - fonnt gi wier, esou dass also elo wéi et schéngt och de politesche Spillraum um Niveau vum Rapporteur vun där heiter Direktiv am Europaparlament opgebraucht wier.

Dee Konsens, deen do fonnt gi wier mat den dräi grousse Gruppen, wier net een, deen d'Lëtzebuerger Positioun géif arrangéieren. Do wollte mer de Minister froen, wéi hie sech zu deem Accord stellt, deen de Rapporteur Ferber seet fonnt ze hunn, an ob de Minister nach eng Méiglechkeet gesäit, en vue vum Conseil vum 21. an 22. Juni nach eng Lëtzebuerger Inflexioun ze kréien op deem doten Dossier, déi am Sënn vu Lëtzebuerg wier.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert. Här Minister!

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Braz soulevéiert à juste titre hei d'Fro vun der Liberalisatioun vun der Post. Ech war gëschter an der Kommissioun, an ech hu mech net méi spéit wéi e Méindeg mat de Sozialpartner iwwert déi nämlecht Fro ënnerhalen.

Déi éischt Fro ass déi vun de Kontakter mam Europaparlament. Deen Dossier, an deem ech bis dato am meeschte Kontakter mam Europaparlament hat, war dee vun der „Télévision sans frontières". Deen heiten iwwertrëfft dat, wat ech deemools vu Kontakter hat, bei Wäitem. Dat heiten ass also neierdéngs deen Dossier, wou meng Leit an ech am meeschte Kontakt mam Europaparlament haten. Mir hunn déi Kontakter also gefleegt.

Mir haten och eng Rei Kontakter mam Rapporteur. Ech hu mam Rapporteur geschwat, an de Rapporteur ass vun enger Inflexibilitéit, déi keng Grenze kennt. Ech hu mech e Méindeg och nach eng Kéier mam Fraktiounschef vum PPE doriwwer ënnerhalen, dee mer dat Ganzt bestätegt huet, an deen als Fransous selbstverständlech och op där Linn ass, déi mir hunn.

Eis Kontakter hu sech net dorobber limitéiert. Mir haten och insbesondere massiv Kontakter an de Parti Socialiste Européen, an déi Fraktioun eran. Fakt ass, datt sech

eng Allianz amgaangen ass ze maachen, gëschter, haut an nächste Méindeg géint Frankräich a géint Lëtzebuerg.

Dir hutt mech gefrot, ob eis Positioun doduerjer net geschwächt wär, datt mer kee Kompromiss op den Dësch geluecht hunn. Dir hutt à juste titre hei drop higewisen, datt Unanimitéit hei am Haus an och dobaussen zu Lëtzebuerg herrscht, datt mer sollten a solle mordicus déi Equivalenz „Service réservé - Service universel" verdeedegen. Dat war gëschter nach de Fall an der Chamberskommissioun. Dat war och nach de Fall e Méindeg bei de Sozialpartner. Ech hunn dat gemaach.

En dépit de cela hu mer am vorauseilenden Gehorsam, Här Braz, probéiert am Europaparlament zwee Konzepter mat eranzebréngen. Dat eent, op eng méi informell Basis. Mir wäerten dat och weider um Conseil maachen, well do ass och nach net alles gelaf.

Éischtens, déi Fro vum Délai. Do bieden ech zur Kenntnis ze huelen, datt deen Délai elo schonn am Europaparlament verlängert ginn ass. Dat heescht, och wa mer net vill erreecht hunn, hu mer eppes Klenges erreecht. Mir hunn alt elo emol ee Joer méi.

An déi zweet Iddi, déi mer erabruecht hunn, wou ech awer éierlech muss soen, datt mer net ganz vill Echo fannen, dat ass déi vun der Boucle locale, vun der „last mile". Mir haten déi och an d'Europaparlament eragefiddert. Si ass awer do net zum Droe komm aus deem Grond, wou ech gesot hunn. Dat heescht, mir hu schonn Alternative getest, gemaach, gedinn, getässelt an hei an do.

Dir frot mech, ob ech net en Expert juridique hätt misse mat där Fro chargéieren. Mit Verlaub, Här Braz, ech mengen, ech wär Jurist genuch - a meng Leit -, fir esou en Text riicht ze schreiwen. Ech wëll derbäisoen, datt mer och nach d'Méiglechkeet hunn, fir Amendementer iwwert de Wee vun der Plénière, wa mer 40 Deputéierte fannen, déi en Amendement ënnerstëtzen, kënnen eranzebréngen. Et ass also nach net alles defintiv gelaf. Mä Dir sot awer mat Recht, datt eis Marge enk ass. Ech weess net, ob se elo méi enk ass säit gëschter oder net. Si war scho virdrun enk.

Wéi gesot, mir poursuivéiere weider déi zwou Iddië vun der Boucle locale an déi vum Délai, well déi vum Délai scho gefrucht huet, andeem mer ee Joer méi kritt hunn.

Dir frot mech, ob eng Logique d'entente amgaangen ass sech am Parlament ze maachen. Jo. Ech mengen, dat muss een esou gesinn, well all déi Tentativen an Démarchen awer dozou gefouert hunn, datt déi Entente sech gemaach huet géint Frankräich a géint Lëtzebuerg - fir et vereinfacht auszedrécken.

Nieft dem Fait, datt mer nach Amendementer kënnen iwwert d'Plénière erabréngen an déi zwou Pisten, wou ech lech uginn hunn, nieft dem Fait, datt nach um Sommet wäert driwwer diskutéiert ginn - do kommen ech herno drop zréck; dat ass also deen zweete Punkt -, wëll ech op eng drëtt Pist opmierksam maachen. Dat ass déi vun de Modalitéiten. Et ass eng kloer Demande vun de Fransousen do, fir d'Guidelinë preziséiert ze kréie vun der Kommissioun. Mir wäerten eis och mat do unhänken. Mir hu schonn do éischt Kontakter mat de Fransousen, fir d'Modalitéiten ze preziséieren a fir do eng Rei Elementer ze kréien.

Also, nach eng Kéier, technesch gesinn: Plénière, Conseil a Kommissioun iwwert d'Guidelinen, an dann de Sommet vum 21. bis den 22. Juni. Ech wëll lech dozou soen, datt déi Kontakter au plus haut niveau vun der däitscher Présidence op d'mannst via Press fir de Sommet ugefrot gi sinn. Ech ginn also dovun aus, datt déi stattfannen. Et ware Kontakter à haut niveau do. Ech hat intensiv Kontakter mam däitsche Minister Glos a mat deem senge Leit en marge vum Conseil, virum Conseil, während dem Conseil, nom Conseil. D'däitsch Présidence huet och Verständnis fir eis Positioun gewisen, fir déi spezifesch vu Lëtzebuerg. Dofir kënne mer eis näischt kafen. Dat ass richteg.

Alles an allem an am Résumé wëll ech also soen:

- éischtens, datt et nach d'Méiglechkeet gëtt, fir Amendementer via Plénière ze bréngen;

- zweetens, datt mer eppes Klenges erreecht hunn iwwert de Wee, datt den Délai scho méi laang ass, woubäi ech soen, datt et net oft virkënnt, datt d'Plénière nach eppes anescht décidéiert wéi dat, wat an de Kommissiounen décidéiert ginn ass;

- drëtte Punkt, kënne mer weider am Kader vun de Kontakter am Conseil a mat der Kommissioun iwwert d'Modalitéiten, iwwert d'Guidelinen diskutéieren; vläicht och nach eis Iddi vun der Boucle locale eng Kéier erabréngen. Ech weess net, ob déi nach gangbar ass. Mir maachen dat op jidde Fall;

- véiertens, de Sommet vum 21. an 22 Juni.

Et sinn also nach véier Méiglechkeeten, obwuel d'Marge étroite ass. Ech wëll drop hiweisen, datt de Comité des régions, wat jo e weist Organ ass, en Avis erausginn huet, dee méi eiser Positioun nokënnt, wéi deem, wat d'Europaparlament gemaach huet. Ech wollt iwwregens deene Lëtzebuerger Vertrieder am Comité des régions, déi dorunner net ganz onschëlleg sinn, villmools Merci soen.

Mir schaffen also weider mat aller Energie um Dossier, mat enger Marge, déi extrem enk ass. Ech kann lech haut net hei soen, ob mer eppes wäerten erreechen oder net.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zum éischte Punkt vum eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, wann d'Regierung eis keng Kommunikatiounen ze maachen huet.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux.

Mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 5665, en Ofkommes tëschent Lëtzebuerg an dem Saarland iwwert d'Schafung vun engem Däitsch-Lëtzebuerger Lycée. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Gantenbein, den Här Meisch, den Här Adam an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Vizepresident vun der Chamber, den Här Jos Scheuer.

2. 5665 - Projet de loi portant

a) approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006;

b) approbation du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le «Landkreis Merzig-Wadern» sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», signé à Perl, le 4 décembre 2006

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President vun der Chamber.

(Hilarité)

Kolleegen, Madame Minister, Lëtzebuerg an d'Saarland schafen e Lycée, dee vun Elèvë besicht gi kann, déi entweder an Däitschland oder zu Lëtzebuerg wunnen. Dat ass en interessante Projet. Et ass en neie Projet fir Lëtzebuerg. Dee Lycée ass wierklech en Novum fir eis. D'Saarland huet schonn ähnlech Projete mat de franséischen Nopere realiséiert. De Lycée entsteet elo zu Pärel vis-à-vis vu Réimech, vis-à-vis vum Haff Réimech - soe mer emol esou -, vis-à-vis vum Haff Réimech op enger Plaz, déi net einfach ze fannen ass.

(Hilarité et interruptions)

De Lycée huet den Numm „Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl". Dat ass e symbolträchtegen Numm. An deem Numm ass dat Wuert an de Begréff „Schengen" mat verschafft.

Den Historique vun deem Lycée. De Lycée huet ee Prinzip, nämlech e fousst op der Kollaboratioun an der Groussregioun an huet op Lëtzebuerger Säit eng Rei vu Pappen a vu Mammen: zwee Statsministeren - de Jacques Santer an den Här Juncker - an zwou Unterrechtsministerinnen - d'Madame Brasseur an d'Madame Delvaux.

2003 ass d'Iddi aktéiert ginn, datt Franséisch an Däitsch zwou gläichberechtegt Sproochen an der Grenzregioun sollte sinn. An dorauser huet sech fir d'éischt eng Zesummenaarbecht erginn um Niveau vun de Primärschoulen, mat engem Austausch vu Schoulmeeschteren.

Am Joer 2006, de 4. Dezember, sinn dunn zwee Accorden ënnerschriwwe ginn, oder een Accord an ee Protokoll, eben zu Pärel, nämlech en Accord tëschent Lëtzebuerg an dem Saarland an e Protokoll tëschent der Lëtzebuerger Regierung an dem Landkreis Merzig-Wadern. Deen Accord do, deen determinéiert éischtens de Statut an de Siège vun dem Lycée. En determinéiert d'Objektiver, d'Bildungsweeër, déi an deem Lycée offréiert ginn, d'Direktioun an d'Personal, d'Partizipatioun an d'Kollaboratioun, déi an deem Lycée solle stattfannen.

Lëtzebuerger ginn détachéiert an dee Lycée um Niveau vun der Direktioun...

(Coups de cloche de la Présidence)

...an um Niveau vum Enseignement.

Eng Partizipatioun gëtt festgeluecht tëschent den Enseignanten, tëschent den Elteren an de Schüler, an och um Niveau vun der Direktioun gëtt gesot, datt den Direkter vun deem Lycée d'Recht huet, fir un där Conférence des directeurs deelzehuelen. Dat heescht, dee Lycée gëtt och administrativ an inhaltlech - solle mer et esou ausdrécken? - un d'Lëtzebuerger Schoulwiesen ugepasst.

D'Autoritéit iwwert d'Schoul gëtt festgeluecht. Déi pedagogesch Autoritéit gehéiert dem saarlänneschen Unterrechtsminister. D'disziplinaresch Autoritéit iwwert d'Lëtzebuerger Enseignantë gehéiert dem Lëtzebuerger Minister. Déi zwou Parteie kënnen awer zum Beispill gemeinsam Inspektiounsvisitë maachen.

Ech kommen op verschidde wichteg Aspekter vun deem Accord nach eng Kéier zréck.

De Protokoll ass e wierklech technesche Pabeier. E seet, wou d'Schoul logéiert ass. Se ass logéiert um Territoire vun där Verbandsgemeng. Se ass fir d'éischt ënnerbruecht an der erweiterten Realschule vu Pärel. D'Gebai ass elo geschätzt, wat de Wäert ugeet, op e Wäert vun 2,4 Milliounen Euro, a Lëtzebuerg bezuelt an enger éischter Phas 50% vun där Zomm un de Landkreis Merzig-Wadern.

Lëtzebuerg participéiert och um Budget vun där Schoul proportionell zur Zuel vun de Schüler, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen. Dat ass e wichtegen Detail aus deem Protokoll. De Budget gëtt vun enger paritéitesch besater Kommissioun ausgeschafft, a Paritéit heescht an dësem Fall: Vertrieder vun der däitscher Säit a Vertrieder vun der lëtzebuergescher Säit. D'Sekretariat an dat net pedagogescht Personal gi vum Landkreis gestallt an net vu Lëtzebuerg.

Den Ausbau vun der Schoul, déi ganz kloer ze kleng ass, geschitt an zwou Phasen a soll ausgebaut gi bis op en Total vun - soe mer - 900 Elèven. Den éischten Ausbau gëtt geschätzt op fënnef Milliounen Euro an den zweeten op en Total vu siwe Milliounen Euro, da komme mer am Ganzen op en Invest vu ronn 14 Milliounen Euro, wou Lëtzebuerg also d'Halschent ze droen huet.

De Projet Lycée Schengen huet Modellcharakter, an dat op verschiddene Punkten. An dee Modellcharakter wëll ech ganz kuerz opweisen. Dir fannt en am Detail am schréftleche Rapport, deen ech net méi wëll widderhuelen.

Éischtens: De Lycée ass deen éischte Lycée, dee vum Konzept hier international ass, am Sënn, datt grenziwwerschreidend e Lycée op d'Bee gesat gëtt, dee fir däitsch a lëtzebuergesch Schüler gemeinsam fonctionnéiert. E baséiert op engem bilateralen Accord tëschent zwou Regierungen. Déi saarlännesch Regierung huet - wat si nennen - d'Hoheit iwwert d'Educatiounswiesen.

Zweetens: De Lycée huet als erkläert Zil, fir d'Zweesproochegkeet ze förderen. Am Endeffekt kann een an deem Lycée véier Sprooche léieren: Däitsch, Franséisch an och Spuenesch a Lëtzebuergesch. An d'Lëtzebuergescht gëtt geléiert, obligatoresch geléiert am fënneften an am sechste Schouljoer.

Dat war eppes, wat fir vill Leit iwwerraschend an dësem Projet stoung a wat och a verschidden Avisen da kommentéiert gëtt. Also, am Ganze kann ee véier Sprooche léieren an deem Lycée.

Drëtten Aspekt, deen ouni Zweifel och innovativ ass: De Lycée ass eng Ganzdagsschoul, an där d'Schüler iwwer hir normal Schoulzäit betreit ginn. Si kënnen aktiv sinn, si hu Fräizäitbeschäftegung; si kënne Relatioune knëppen a Relatiounen ënnerhalen, an deem Sënn wéi dat gewënscht ass a wéi dat zu Lëtzebuerg och a verschiddene Schoulen, neie Schoulen de Fall ass.

Déi Schoul geet moies um siwen Auer op a mécht hir Dieren um sechs Auer owes zou. Dobäi ass och nach ze soen, datt Autobusverbindungen tëschent Lëtzebuerg, tëschent dem Mondorfer an dem Réimecher Raum fonctionnéieren, dass een Aller-retour organiséiert gëtt.

Véierten neien Aspekt dann, oder innovativen Aspekt - soe mer esou: Et gëtt eng partnerschaftlech Gestioun vum Lycée ugestrieft, an déi partnerschaftlech Gestioun ass och verankert an deem Accord éischtens um Niveau vun der Direktioun. Déi Direktioun ass opgedeelt an Direkter an Directeur adjoint. Den Directeur adjoint gëtt e Lëtzebuerger. An zweeten -Aspekt dann: Elteren, Schüler a Professere ginn an d'Gestioun mat implizéiert, an zwar op eng ganz konkret Aart a Weis am Conseil d'éducation an och an enger Commission budgétaire, wou déi Schoul eben hir Gestioun selwer dirigéiere kann au départ, andeem se dann d'Geld, wat se zur Verfügung huet, verdeelt.

Fënneften Aspekt: D'Diplomer respektiv d'Certificaten, déi an där Schoul do kënnen décrochéiert ginn oder déi verdeelt ginn, déi d'Elèven also kréien, sinn de jure unerkannt an Däitschland an zu Lëtzebuerg.

Dat heescht, een deen do de Lycée gemaach huet, oder e Certificat huet, datt hien eng Beruffsléier kann ufänken, dee brauch keng Equivalenz unzefroen. Déi Schüler, déi do erauskommen, déi hunn, egal wou se wunnen an egal wat se ustriewen, déiselwecht Ausgangspositioun.

Sechste Punkt: Am Lycée gi verschidden Type vun Enseignement ënnerbruecht. Si ginn ënner engem Daach ënnerbruecht, wat fir eis normal ass, wat mir ustriewen an allen neie Gebaier, déi elo en place gesat ginn. Dat ass awer an Däitschland net esou evident. Fir et emol auszedrécken an engem Jargon, dee viru Jore méi geleefeg war: Hei gëtt eng additiv Gesamtschoul en place gesat fir de Secondaire. Et ass en Term, deen an der Zäit an der Moud war an dee wéi gesot fir Däitschland net evident ass.

Vläicht erkläert dat och de Succès, deen dës Schoul huet bei den Elteren aus dem däitsche Grenzgebitt, déi hir Kanner wëllen dohinner schécken. Et ass ee vun deene wesentlechen Aspekter an där Schoul, déi d'Hauptschule regruppéiert mat der Beruffsausbildung, déi sech drun uschléisst, d'Realschule an d'Gymnasium.

Wa mer dat op de Lëtzebuerger Terrain iwwersetzen, hutt Dir de Modulaire, den EST an den Enseignement secondaire - net mat allen Optiounen, mä mat verschiddenen Optiounen - ënner engem Daach.

Aneren Aspekt: D'Première kann een no zwielef Joer Schoul ofschléissen. Zu Lëtzebuerg brauch een 13 Joer duerfir. Dat ass schonn en Aspekt, deen äusserst interessant ass an deem dote Lycée.

Ech hunn och scho gesot, wat de Wäert vun de Sproochen ass an de Wäert vun der Beruffsausbildung, an domadder ass dann och e Joint gemaach zu engem praktesche Objektiv vum Lycée.

De Lycée soll nämlech jonk Leit ausbilden, déi um Aarbechtsmaart an der Groussregioun, am däitsche Raum, am Lëtzebuerger Raum, awer och - dat gëtt net gesot - am franséische Raum eng Plaz kënne fannen, sech besser zurechtfannen op deem Aarbechtsmaart; an et ass jo och dat wat d'Saarlänner ustriewe mat hiren däitsch-franséische Lycéeën.

Déi Villsproochegkeet vum Lycée gëtt dann och munchmol duergestallt als eng Gefor.

Ech mengen, et ass jo awer esou - an dat geet och aus deenen Diskussiounen ervir, déi mir an der Kommissioun haten, mat de Vertrieder vum Ministère -: An deem Sproochenunterrecht gëtt net d'Perfektioun ugestrieft an alle Sproochen, déi do geléiert ginn.

Wichteg ass och: Duerch déi Villsproochegkeet kënnen d'Studenten aus deem Lycée sech a méi Universitéiten a méi Länner aschreiwen, op méi Fachhéichschoulen an aneren Domänen, wéi dat bis elo de Fall war. Et ass also eng Beräicherung virun allem fir déi däitsch Studenten.

Wat d'Lëtzebuerger ugeet: D'Kanner, déi wëllen an dee Lycée goen, kënnen dat nom véierte Schouljoer maachen - eben aus där

Ursaach, well den däitsche System anescht ass -, respektiv maache se dat no dem sechste Schouljoer.

Dat zur Presentatioun, ouni an ze vill Detailer ze goen.

De Statsrot huet zwou Remarquë gemaach. Eng iwwert den Détachement vun Enseignanten, deen eng Derogatioun zum Gesetz vum 16. Abrëll 1979 verlaangt. Déi zweet Propos ass da fir en neien Artikel 4 anzefügen an d'Gesetz fir Règlements grand-ducaux kënnen ze huelen, wat d'Gestioun vun deem Lycée ugeet.

De Projet de loi ass déposéiert gi vum Ministère des Affaires étrangères. De Ministère des Affaires étrangères freet net d'Avisë vun de Beruffschamberen un. Déi Avisë si spéit ugefrot ginn a sinn eréischt an de leschten Deeg komm, den 11. Juni, esou datt mer se net konnte verwäerten am schréftleche Rapport, mä se leie vir, esou datt Der se liese kënnt.

Déi Avisë vun de Beruffschambere sinn duerchweegs positiv, munchmol ganz kuerz, munchmol ganz positiv, bis op een Avis, den Avis vun der Chambre de Travail, dee kritesch domat ëmgeet, éischtens, wat verschidde Formuléierungen ugeet, wat Iwwersetzunge vun däitschen Termen op Franséisch ugeet, an zweetens dann och op verschidden Inhalter.

Zum Beispill schwätze se iwwert den Enseignement vum Lëtzebuergeschen an där doter Schoul a si weisen op de Wäert vum Technikerdiplom hin, deen an dëser Schoul um Niveau vum Commerce da soll ausgedeelt ginn. Mä et ass kee vun deenen Avisen negativ zu deem Projet comme tel agestallt. Par contre gesi se e Progrès dran, an et wär ee versicht fir ze soen: affaire à suivre, opgrond vun den Avisë vun de Chamberen.

Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg brauch schoulesch Infrastrukturen, an dëse Lycée, de Schengen-Lycée, Schengen-Pärel-Lycée ass ouni Zweifel eng Beräicherung fir den Haff Réimech a fir de Mondorfer Raum, déi ebe keng Secondairesgebaier hunn.

Den neie Lycée ass menger Meenung no e Jalon an der konkreter Zesummenaarbecht an der Grenzregioun. Eng konkret Zesummenaarbecht, déi um Niveau économique scho laang funktionéiert, um Niveau culturel och, an um Niveau vun de Schoulen nach net oder bal net existent ass. Hei gëtt en neie Jalon gesat.

Hei gëtt eng Bréck geschloe vun engem Schoulsystem zum anere Schoulsystem. Et gëtt eng Bréck geschloe mat sozialen, kulturellen a wirtschaftleche Méiglechkeeten, déi sech opdinn. Mat neie Perspektiven, méi räiche Perspektive fir déi Elèven, déi duerch déi Schoul ginn, awer och mat Perspektive fir d'Zesummenaarbecht um Niveau vun zwee Schoulsystemer a mat Perspektiven um Niveau vun der Zesummenaarbecht vum Partenariat an de Schoulen; zum Beispill d'Zesummenaarbecht tëschent den Elterenassociatiounen.

Et ass ouni Zweifel, datt dëse Lycée eng Funktioun vu Bréck iwwerhëlt.

D'Akzeptanz vun der neier Schoul ass grouss, bei den Elteren an och bei de Kanner, an et ass ze hoffen, datt déi Schoul da geschwënn esou ausgebaut ass, datt se à plein régime dréie kann.

Ech wëll eppes derbäifügen, en nom personnel, fir mech net brauchen op d'Plaz setzen ze goen, wat och bestëmmt näischt mat Parteiaarbecht ze dinn huet.

Mir hunn elo aktéiert, datt mer um Niveau vum Secondaire zesummeschaffen. Do virdru läit de Primaire, an et gi ganz timide Versich fir um Niveau vum Primaire och Brécken ze schloen tëschent deem enge Schoulsystem an deem anere Schoulsystem. An et gëtt terribel urgent doduerch, datt ëmmer méi Lëtzebuerger, munchmol nëmmen zäitweis, sech an der Grenzregioun implantéieren, awer hir Kanner net onbedéngt aus dem Lëtzebuerger Schoulsystem eraushuele wëllen oder kënnen.

Dowéinst brauche mer konkret Projeten, fir datt e Schoultyp entsteet an der Grenzregioun, wou d'Kanner sech alleguerten erëmfanne kënnen a wou dann och munche Gemengen en Dar aus de Féiss gezu gëtt.

Eng Primärschoul, déi op bilateral Accordë funktionéiert, ass ouni Zweifel eng Beräicherung, eng Noutwendegkeet.

D'Gemenge kënnen Initiativen huelen, mä se misste vun der Regierung begleet ginn; net nëmmen um Niveau vun der Educatioun, mä och um Niveau vum Ministère de l'Intérieur, well do stelle sech ganz konkret administrativ Problemer.

Ech soen alle Kolleege Merci, déi an der Kommissioun matgeschafft hunn. Dat war eng flott Zesummenaarbecht, an ech mengen, mir hunn e Projet en place gesat, deen derwäert ass gestëmmt ze ginn, deen eng Beräicherung ass, an ech iwwerbréngen domat natierlech och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als nächste Riedner ass ageschriwwen déi honorabel Madame Marie-Thérèse Gantenbein. Madame Gantenbein!

Discussion générale

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV)*.- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen: Merci dem Rapporteur Jos Scheuer fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Mam Projet de loi 5665, deen d'Kreatioun vun engem däitsch-lëtzebuergesche Lycée zu Perl virgesäit, betriede mer hei zu Lëtzebuerg absolut Neiland.

Mir sinn e klengt Land. Dat wëllt awer net heeschen, datt mer net innovativ kënne sinn. Ganz am Géigendeel! A munche Secteuren - ech denken un d'Banken an un d'Servicer - weise mer, wéi effikass mer kënne sinn.

De Projet, dee mer haut stëmmen, ass e Beispill heifir. Duerch e rapid Handele proposéiere mer do Solutiounen, wou se gebraucht ginn. Ëmmer méi Frontalierë kommen all Dag bei eis schaffen, an ëmgedréit loosse verschidde vun eise Bierger sech am noe Grenzgebitt nidder. Op dës Aart a Weis begéine sech also dagdeeglech op en Neits déi verschidde limitrophe Kulturen, fir zesummen ze schaffen, fir anzekafen a fir hir Fräizäit gemeinsam ze verbréngen. Et louch also op der Hand, datt een deene Familljen an enger éischter Phas och ee Moyen gëtt, fir vun engem landesiwwergräifende Schoulsystem kënnen ze profitéieren.

Wann ee jonke Lëtzebuerger am Grenzgebitt wunnt an esou all Dag mat der Sprooch, der Kultur an de Gewunnechte vun engem Nopeschland a Kontakt kënnt, soll een et him esou einfach wéi méiglech maachen an e scho vu Kand u mat der Sprooch, der Kultur a soss Gewunnechten a Kontakt bréngen. An datselwecht gëllt fir dee jonken Däitschen, deem seng Elteren dagsiwwer hei am Land schaffen an esou d'Sproochkultur vun eisem Land erliewen.

Wéi kéint een deene jonke Leit, vu verschiddener Nationalitéit, déi sech esou nostinn, déi eng oder déi aner Kenntnisser am beschten, am effikassten, am séiersten an am direktste mat op de Wee ginn, wéi duerch eng gemeinsam Schoulausbildung?!

An et ass just dëst d'Zil vun deem Établissement scolaire, deen iwwert de Wee vun dësem Gesetz soll an d'Liewe geruff ginn.

Et ginn awer nach aner Grënn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an ech wëll der e puer opzielen.

E klengt Land wéi Lëtzebuerg muss dat reng nationaalt Denken opginn a sech no baussen opmaachen, fir net am eegene Sauerstoff ze erstécken. D'Rëss an d'Bréch, déi den Zweete Weltkrich verursacht hunn, sinn iwwerwonnen an d'Grenze sinn haut net méi trennend, mä verbindend an ideal gëeegent, fir Brécken ze bauen.

Zënter Jore si mer an engem europäeschen Integratiounsprozess dran an Integratioun setzt Ofbau vu Sproochebarrièrë viraus. Esou steet et am Pabeier „Vision d'avenir pour l'espace de coopération interrégionale", dat ënnert der Leedung vum Jacques Santer ausgeschafft an um Sommet vu Saarbrécken 2003 ugeholl gouf. Esou gëtt et och an der Resolutioun iwwert de Bilinguisme festgehalen, déi 2004 unanime vun der Assemblée plénière du Comité économique et social vun der Groussregioun ugeholl gouf. All Schüler aus der Groussregioun soll bis spéitstens 18 Joer déi zwou Sproochen Däitsch a Franséisch beherrschen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Lycée huet en Numm, „Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl", e schwéierfällegen Numm, géif ech emol soen, mä deen awer déi däitsch an déi lëtzebuergesch Sensibilitéite respektéiert. Konrad Adenauer gëtt ersat duerch Schengen a Schengen ass entre-temps e weltwäite Begréff. D'Vinsmoselle vermaart och hire Wäin a China, an net nëmmen a China, ënnert dem Numm Schengen.

De Lycée kann op eng bestehend Struktur zréckgräifen, déi ausgebaut muss ginn an och wäert ginn. De Lëtzebuerger Stat - de Jos Scheuer huet et scho gesot -, no enger Redevance unique vun 1,2 Milliounen Euro, bedeelegt sech duerno zu 50% un den Infrastrukturkäschten, während d'Fonctionnementskäschten au prorata vun den ageschriwwene Schüler berechent ginn.

Eng Schoul, déi en Numm huet, eng Schoul, déi eng Infrastruktur huet, eng Schoul, där hire Finanzement geregelt a garantéiert ass, ass awer nach keng richteg Schoul. Si brauch e Modell. Si brauch e Contenu. Si brauch Léiermethoden a si brauch e pedagogescht Konzept, fir an der moderner Philosophie fir eng modern Schoul richteg ze sinn. An hei géif ech soen, Dir Dammen an Dir Hären, ass de Schengen-Lycée innovativ, an ech géif soe vum Schoulmodell bis zum pedagogesche Konzept.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Ech géif déi fir mech wichtegst Punkten ervirhiewen.

Fir d'éischt emol ass et d'Méiglechkeet, fir d'fënneft an d'sechst Schouljoer an deem Lycée do ze maachen. Duerno bitt en de Secondaire an de Secondaire technique u mat engem Hauptschulabschluss no der Neuvième, nom néngte Schouljoer, no dem zéngten de mittleren Bildungsabschluss an dann zum Schluss entweder d'Abitur oder den Diplôme de technicien de la division administrative et commerciale.

Et ass eng Ganzdagsschoul, wat deenen Elteren, déi zu zwee schaffen, dierft entgéintkommen. Interessant ass awer, datt d'Kanner, déi wëlle mëttes heemgoen, heem kënne goen, an datt och déi, déi dënschdes an donneschdes net wëllen an der Schoul bleiwen, dat kënne maachen; eng ganz flexibel Offer. Et ass awer och esou, datt et wichteg ass, wann ee kuckt am pedagogesche Konzept, datt d'Kanner invitéiert ginn, minimum eemol an der Woch zesummen um Dësch mam Régent ze sëtzen, fir datt gesond iesse geléiert gëtt an och Manéiere bei Dësch geléiert ginn.

Am Contraire zum Lëtzebuerger System brauchen d'Kanner sech net schonn nom sechste Schouljoer fir de Secondaire oder de Secondaire technique ze entscheeden, mä eréischt nom néngte Schouljoer. Esou laang bleiwen d'Orientéierungsrichtungen op.

Och gëtt drop Wäert geluecht, datt d'Kanner vum fënnefte Schouljoer bis zum néngte Schouljoer, dat heescht während fënnef Joer, méi oder manner vum selwechte Lehrerteam enseignéiert ginn. Och eng wichteg Erkenntnis. Esou léiert ee sech géigesäiteg besser kennen, d'Proffe schaffen enk zesummen an hunn dofir en Teamraum, no beim Klassesall. Dëst Konzept ass eng Zort „Frühwarnsystem mit schnellen Eingriffsmechanismen", fir eventuell Problemer a Schwächten ze détectéieren an ze behiewen, nom Prinzip „Wer die Schwächen schwächt, stärkt die Stärken", awer och fir d'Stäerkte vun de Schüler ze förderen.

Am fënneften a sechste Schouljoer ass d'Lëtzebuergescht obligatoresch. Ech mengen - de Jos Scheuer huet och schonn drop higewisen - et ass déi éischt an och déi eenzeg Schoul am Ausland, déi systematesch eis Mammesprooch enseignéiert. Duerno gëtt Lëtzebuergesch Optiounsfach.

Erlaabt mer eng kleng Anekdot. Ech hat d'Opportunitéit, mat der Madame Minister bei der Aweiung vun enger Primärschoul an der France profonde derbäi ze sinn. An dee Buergermeeschter, deen zu Lëtzebuerg seet, hie wier e franséische Lëtzebuerger, an a Frankräich seet, hie wier e Lëtzebuerger Fransous, hat virun e puer Joer Lëtzebuergesch-Coursen ugebuede fir 7- bis 10-Jähreger.

Eng Lëtzebuerger Léierin ass zweemol an der Woch an déi Gemeng gaangen, fir de Kanner Lëtzebuergesch bäizebréngen, ausserhalb vum reguläre Schoulunterrecht - mä hien hat en anert Zil. An dee Buergermeeschter, deen et fäerdeg bruecht huet, de Groupe acrobatique vun der Garde rapprochée vum Président de la République française fir d'Aktioun Télévie op Hesper ze kréien, huet et awer net fäerdeg bruecht, fir à titre expérimental d'Lëtzebuergescht an de regulären Unterrecht eranzekréien. Hien huet et net fäerdeg bruecht, Madame Minister, hien huet et nach net fäerdeg bruecht!

Et kann een driwwer schmunzelen, awer ech géif soen, et ass ee Mann, deen d'Zeeche vun der Zäit erkannt huet, dee weess, datt den Aarbechtsmaart vu muer den Aarbechtsmaart an der Groussregioun ass.

Op Septième, Dir Dammen an Dir Hären, an net méi wéi an eisem Lycée op Sixième, hunn d'Schüler d'Méiglechkeet, eng drëtt Friemsprooch, an zwar Englesch, ze léieren. A vun der Dixième u souguer Spuenesch. No zwielef Schouljoren ass d'Schoul eriwwer, bei eis no 13. An d'Absolvente kënnen e Joer éischter schaffen oder weiderstudéiere goen. Dat ass konform zum saarlännesche Schoulsystem, dee virun e puer Joer d'Schoulzäit vun 13 op zwielef erofgesat huet. Et muss awer och hei beduecht ginn, datt vill Däitscher nom Abitur eng Léier an/oder Militärdéngscht respektiv Zivildéngscht maachen. Am Saarland leet een am Contraire zu Lëtzebuerg säin Abitur nëmmen a fënnef Fächer of. Virdeel oder Nodeel, d'Zukunft wäert et weisen, mä hei wäert eng Kéier garantéiert ajustéiert oder nogebessert ginn.

D'Homologatioun, do derzou huet de Jos Scheuer e puer Wuert gesot, ech géif net méi dorobber zréckkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Schoul mat der Entwécklung vun der Gesellschaft wëllt Schrëtt halen, a wann d'Schoul besonnesch dem Aarbechtsmaart wëllt Rechnung droen, a wann d'Schoul de verännerte Familljestrukture gerecht wëllt ginn, da muss d'Schoul e Liewensraum ginn, wou d'Kanner, d'Schüler, d'Studente sech entfale kënnen. Da brauche mer innovativ pedagogesch Konzepter, an déi huet de Schengen-Lycée. Ech wëllt der e puer opzielen.

Selbstständeg léieren an och léiere léieren. E bitt Hëllefsstellungen un a bestëmmte Fächer. Et gëtt fachiwwergräifend a projektorientéiert enseignéiert mat zukunfts- a kompetenzorientéierte Léier- a Lernmethoden. D'Förderung vun de staarken a schwaache Schüler, Gruppenaarbecht, ausserschoulescht Lernen an eng ganz Rei vu kulturellen a sportlechen Aktivitéiten.

Mir ass awer och ee Wuert opgefall an et ass mer wichteg, datt ech et e wéineg méi ausdäitschen, an dat ass dat grujelecht Wuert vun den Hausaufgaben. Wann ee kuckt, am Schengen-Lycée gëtt aus den Hausaufgabe Schulaufgabe gemaach, an ech géif soen, wa mer eng partizipativ Kommunikatioun tëschent Schoul an Elterenhaus hunn oder eng kommunikativ Partizipatioun, da brauche mer keng Hausaufgaben. Woufir? Déi éiergäizeg Eltere maache se souwisou. An déi Elteren, déi net kënnen, deene maache mer e schlecht Gewëssen. An déi Elteren, déi net wëllen, deenen ass et souwisou egal.

Mat dësem Lycée, Dir Dammen an Dir Hären - och mat aneren, déi kreéiert wäerte ginn -, duerchbrieche mer hei déi vertikal Schoulstruktur an eisem Schoulsystem an ersetze se duerch eng horizontal Struktur, wou Corps enseignant, Schüler an Eltere Partner ginn, an net méi zu Riichter. Den Interessi um Schengen-Lycée war grouss: 130 Erstanmeldungen. Et war op 80 getippt ginn. An där Ëmfro, déi bei de Leit, bei de concernéierten Eltere gemaach ginn ass, gouf un éischter Stell de Concept pédagogique genannt, an un zweeter Stell d'Ganzdagsschoul a besser Orientéierungsméiglechkeeten.

Dir Dammen an Dir Hären, dat si Saachen, déi muss een interpretéieren an och fir eis zukünfteg Reforme mat an d'Iwwerleeung eranhuelen. Wat ech géif zréckbehalen, ass, datt mat dësem Lycée d'Erwaardunge vun den Eltere sech mat deem decken, wat d'Politik versicht mat dësem Projet ze erreechen, an zwar d'Kanner fit ze maache fir d'Liewen, an d'Kanner fit ze maache fir de spéideren Aarbechtsmaart an der Groussregioun.

Zum Schluss: Et ass e gudden Zoufall, datt de Vote iwwert dësen Text am Joer 2007 geholl gëtt; d'Joer net nëmme vum Bloen Hirsch, mä virun allem d'Joer vun der iwwerregionaler Zesummenaarbecht a Saache Kultur. Mir kënne Grousses leeschte mat eisen Nopeschregiounen. Mir versichen et jo op aneren Niveauen. Elo grënne mer deen éischten interregionale Lycée. Muer kommen hoffentlech - an net nëmme mam däitsche Grenzgebitt, mä och mam franséischen a belschen - anerer derbäi.

Mä net nëmme Schoulen, wou d'Wësse vermëttelt a gefuerdert gëtt, och Konschta Museksschoule kënne mer gemeinsam an d'Liewe ruffen an där enger oder anerer Schoul eng Spezialisatioun uvertrauen. Mir kënnen esou vill zesumme realiséieren. An ech sinn iwwerzeegt, datt mat dësem Lycée hei e Signal gesat gëtt, dat fir ons zwee Länner vu grousser Wichtegkeet wäert sinn.

Ech soen Iech Merci a ginn och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Gantenbein. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'alleréischt dem Rapporteur ze félicitéiere fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport. En ass op ganz vill Detailer vun dësem Projet de loi agaangen, esou datt et mir erspuert bleift, als Noriedner, nach emol just dat ze widderhuelen.

Hei op dëser Plaz am Land an op anere Plaze gi ganz grouss Sonndesriede gehalen, wann et ëm Europa geet, ëm d'Zesummewuesse vun den eenzelnen europäesche Länner an Natiounen. Oft vergiesse mer awer, ganz konkret Projeten dobäi ze ernimmen.

Gradesou grouss Sonndesriede gi gehalen, wann et ëm d'Zukunft vun der Groussregioun geet, also ëm d'Zesummewuessen hei an eisem Eck, an eiser Regioun vun Europa. Och do muss een heiansdo méi laang kucken a méi laang sichen, wann et ëm konkret Projete soll goen. Ee vun deene konkrete Projeten, deen der Groussregioun e Gesiicht ginn huet, ass ouni Zweifel d'Kulturjoer 2007, an en aneren ass ouni Zweifel dëse Lycée Pärel-Schengen, iwwert dee mer haut hei diskutéieren a wëllen ofstëmmen.

Eng grenziwwerschreidend Schoul also an engem Eck vum Land, wou Schoulinfrastrukturen am Secondaire bis ewell nach schwaach besat waren, wou also op eiser Säit vum Land souwisou e Besoin bestanen huet, a wou d'Collaboratioun hei tëschent also enger Lëtzebuerger Schoul an enger däitscher Schoul - besser gesot, enger Schoul vum Bundesland Saarland - forcéiert gëtt, fir eng konkret Äntwert ze sinn op eng ganz Rei vun Erausfuerderungen, déi sech mëttlerweil awer stellen.

Dës Collaboratioun am éducative Beräich tëschent zwee Länner an eiser Groussregioun mécht sécherlech Sënn. D'Origine geet op d'Joer 2003 zréck, wou déi deemoleg Educatiounsministesch, d'Madame Anne Brasseur, déi éischt Grondsteng fir dëse Projet geluecht huet.

Och am Primärberäich ass deemools - 2003, besser gesot, den 8. September 2003 - en éischten Echange décidéiert gi vun Enseignanten, vu lëtzebuergeschen a saarlännesche Schoulmeeschteren, déi dann d'Primärschoulkanner op där enger Säit - op der däitscher Säit - besser am Franséischunterrecht guidéieren, an op där anerer Säit - also op eiser Säit, op der lëtzebuergescher Säit - besser kënnen am Däitschunterrecht guidéieren, well et Enseignantë sinn, wou d'Däitscht d'Mammesprooch ass, an domadder och e gewëssenen Avantage gesi gouf.

Och fir d'Sproochhindernisser allgemeng an der Groussregioun ofzebauen, huet d'Assemblée du comité économique et social de la Grande Région de 27. Mee 2004 an enger Resolutioun gefuerdert, datt mer virun allem iwwert de Wee vum Ofbau vun de sproochleche Barrièren d'Zesummewuessen an der Groussregioun solle stäerken. Och an dësem Kontext, mengen ech, soll dëse Projet gesi ginn. Wa mer wëlle méi enk zesummewuesse mat eisen Nopeschregiounen, ass et wichteg, datt mer vu Klengem op déiselwecht Sprooche schwätzen a verstinn, fir eis géigesäiteg dann och besser ze verstoen an eis géigesäiteg ze ënnerstëtzen, fir dës Groussregioun Realitéit ginn ze loossen.

Op vill Erausfuerderunge gëtt den aktuelle Schoulsystem keng konkret Äntwert. Mir gesinn dat zum Beispill nëmmen doran, datt nach ëmmer ganz vill Schoulkanner hei aus dem Land an Nopeschlänner an d'Schoul ginn, also Kanner, déi offensichtlech hei net déi Offerte scolaire fannen, déi se bräichten, oder déi d'Eltere sech wënsche fir hir Kanner.

Oft hu mer och net déi néideg kritesch Mass als dach awer klengt Land, op all schoulesch Erausfuerderungen déi richteg Äntwert ze ginn, op déi ënnerschiddlech Viraussetzungen, mat deenen d'Kanner an d'Schoul kommen, op déi ënnerschiddlech Problemer, déi sech deenen eenzelne Kanner op hirem Schoulwee stellen, dann och ganz geziilt kënnen ze realiséieren, well déi kritesch Mass an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg feelt.

Duerfir ass et och wichteg, datt een emol iwwert d'Grenze vum Land kann erauskucken, fir déi kritesch Mass do emol punktuell beieneen ze kréien. An och well mer jo hei zum Deel op d'mannst en däitsche System mat iwwerhuele fir déi dote Kanner - och fir lëtzebuergesch Kanner mat iwwerhuelen -, ginn hei nei pedagogesch Konzepter an Iddië mat an eis Schoul erabruecht hei zu Lëtzebuerg. Dat ass och sécherlech prinzipiell ze begréissen.

Den Aarbechtsmaart ass jo dee Volet an der Groussregioun, wou d'Groussregioun schonn am beschte realiséiert ass, wou se Realitéit ass an ëmmer méi zur Realitéit gëtt, well mer ganz besonnesch hei am Land ganz vill Mataarbechter aus den Nopeschregiounen hunn, a Joer fir Joer mat deenen dausende vun Aarbechtsplazen, déi geschafe ginn, der nach ëmmer méi bäikommen. Wann also hei am Land dräi Aarbechtsplaze geschafe ginn, kënne mer am Duerchschnëtt dovunner ausgoen, datt zwou vun deenen Aarbechtsplaze vu Frontalieren aus der Groussregioun besat ginn.

Duerfir ass et och wichteg, datt d'Educatioun och der Realitéit um Aarbechtsmaart Rechnung dréit, an datt mer och do an Termë vun der Groussregioun denken, datt mer och do kucken, datt och an der Groussregioun ausgebilt gëtt, fir herno de lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart kënnen ze bedéngen, well d'Entreprisen déi Leit hei am Land ganz einfach brauchen.

Bei deene ganz ville positiven Aspekter, déi zu dësem Projet de loi unzemierke sinn, wëll ech vläicht awer och nach eng Rei vu Froen opwerfen, déi sech mat Sécherheet ganz konkret wäerte stellen; besonnesch och fir déi Leit wäerte stellen, déi herno an där Schoul do solle schaffen.

Mir hunn hei zwou Zorte vun Enseignanten: eng Kéier däitsch Enseignanten an eng Kéier lëtzebuergesch Enseignanten. Mir wëssen, datt do d'Kritären aneschters sinn, datt d'Bezuelen aneschters ass. Trotzdeem schaffen déi Leit herno an enger Schoul zesummen, an engem Schoulalldag. Et kann ee sech scho virstellen, datt déi ënnerschiddlech Konditiounen, zu deenen d'Enseignanten do schaffen, awer net onbedéngt favorabel si fir d'Betribsklima an deem Établissement scolaire do.

Et kritt ee jo och herno deeselwechten Diplom. En Diplom, deen awer eigentlech ënnerschiddlech erschafft ginn ass, oder erschafft gi soll, oder op anere Plazen aneschters erschafft gëtt. Mir wëssen, datt ee fir en däitscht Abitur eigentlech muss a fënnef Fächer en Examen ofleeën: dovun zwee schréftlech an dräi mëndlech. Fir eis lëtzebuergesch Première sinn dat awer eelef schréftlech Examen an dräi mëndlech Examen; also, hei och ënnerschiddlech Konditiounen, fir eigentlech herno awer en équivalenten Diplom ze kréien. Mä déi dote Froen, wéi gesot, déi sech an der Realitéit stellen, déi sollen eis awer net dovunner ofbréngen, weider op deen dote Wee ze goen.

Och mir als Demokratesch Partei wëllen dee Projet de loi do stëmmen. Ech ka mer virstellen, datt déi Innovatioun, déi hei am Schengener Raum realiséiert ginn ass, och e Modell ka si fir aner Regiounen hei op dëser Säit vun der Grenz oder op där anerer Säit vun der Grenz, fir och doduerjer dozou bäizedroen, datt d'Groussregioun lues a lues zu enger Realitéit gëtt, an datt mer virun allem bei deene Jonken ufänke se opzebauen, nämlech bei eise Kanner.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Et ass fir déi Gréng ëmmer och eng besonnesch Freed, wa mir kënnen d'Schoulpolitik vun der Regierung a vun der Madame Minister ënnerstëtzen. Wéi villen anere Leit och, mécht et eis méi Freed, positiv Projeten ze ënnerstëtzen, wéi negativ Projeten ze kritiséiere respektiv ze verhënneren, zumools wou de Succès an deem zweete Fall jo och meeschtens éischter bescheiden ass.

An der Erwaardung vun där grousser Schoulreform hu mir d'Hoffnung nach net ganz opginn. Och wa mer am Moment keng Ursaach hunn, allze vill optimistesch ze sinn, freeë mer eis alt op déi kleng Häppercher vu Schoulreform, déi mer vun Zäit zu Zäit presentéiert kréien.

Ech erënneren an deem Kontext och nach eng Kéier un d'Gesetz iwwert de Bac international. Ech maachen eng kleng Klammer op. Bis 2002 ass eréischt de Bac international zu Lëtzebuerg unerkannt ginn. Bis 2006/2007 haten nëmmen zwou Privatschoule Studien ugebueden, déi zum Bac international féieren, an zwar d'Fräi Öffentlech Waldorfschoul an d'International School. Zënter dem Schouljoer 2006/2007 ginn och esou Studien am Lycée technique du Centre ugebueden.

Mir hate schonn hei an der Chamber festgestallt, datt et beim Bac international weder e Fach Instruction religieuse et morale nach e Fach Formation morale et sociale gëtt. Aus grénger Siicht ass dat eng ganz interessant Ouvertür.

Eng ganz interessant Richtung huet de Projet de loi och kritt, well mir en allgemengt Gesetz gemaach haten, dat et erméiglecht, dëse Bac an allen öffentleche Schoulen zu Lëtzebuerg unzebidden. Iwwert dee méi einfachen a schnelle Wee vum Règlement grand-ducal kann den zoustännege Minister oder déi zoustänneg Ministesch eenzelne Schoulen op Ufro a wann dat da Sënn mécht déi Méiglechkeet zougestoen.

Mir sinn hei an der Debatt dovun ausgaangen, datt mat der Zäit ganz vill Schüler um Bac international interesséiert ginn, an net nëmme Schüler mat engem Migrationshannergrond. Och Lëtzebuerger Schüler, déi sech net wuel fillen an eisem Schoulsystem, kéinten dëse schoulesche Wee goen. Där Schüler gëtt et eiser Meenung no eng ganz Rei. Doduerch kréie mer, wa mir et dann zouloossen, eng Konkurrenz tëschent zwee Schoulsystemer, an dat ass gutt esou.

Komme mer zréck op de Projet de loi 5665. Mir stëmmen haut e Gesetz iwwer e gemeinsamen däitsch-lëtzebuergesche Lycée zu Pärel. Op den Detail brauch ech net méi anzegoen. Dat hu meng Virriedner gemaach. Mir hëllefen also hei e Lycée schafe mat 800 bis 1.000 Schüler - eng Zuel, déi mer ganz verstänneg fannen. Dat ass schonn en éischte positive Punkt vun dëser Schoul.

An déi Schoul sollen zur Halschent Schüler aus Däitschland an aus Lëtzebuerg kommen. Bei den Enseignanten ass et d'selwecht. Mir hunn och schonn héieren, datt elo schonn eng ganz Rei Demandë vu Lëtzebuerger Kanner do sinn, fir am véierte Schouljoer an de Schengener Lycée ze goen.

Wat motivéiert déi Schüler an hir Elteren, schonn am véierte Joer wëllen iwwert d'Grenz an d'Schoul ze goen? Vläicht well dat eng Ganzdagsschoul ass? Déi Gréng froe scho laang no enger breet gefächerter Offerte vu Ganzdagsschoulen. An dat ass en zweete Pluspunkt fir dës Schoul.

En drëtten décke Pluspunkt kritt dës Schoul vun eis, well et eng Gesamtschoul ass. Am Exposé des motifs steet: «La nouvelle école (…) devrait (…) garder ouvertes toutes les possibilités d'orientation jusqu'en 9e année d'études…»

Et freet eis, datt eis Regierung bei eppes, wat hei am Ländchen ëmmer nach mat engem ideologeschen Tabu beluecht ass, soubal mir iwwert d'Grenzen ewech ginn, richteg, innovativ a couragéiert gëtt. Datt et grad just Däitschland ass, dat mat Lëtzebuerg op de Wee vun enger Gesamtschoul geet, ass erstaunlech, well et jo grad just dëst Land och ass, dat an enger grousser Majoritéit vu Fäll deeselwechten dräigliddrege Schoulsystem huet wéi mir, vun deem mer jo alleguer nach net ewech wëllen.

Wéi genee de Schengen-Lycée sech do wäert organiséieren, fir deen Tronc commun ze organiséieren, dat geet natierlech net aus dem Accord an och net aus dem Projet de loi ervir. Mir sinn natierlech gespaant op déi Erfahrungen, déi hei gemaach ginn. Mir ënnerstëtzen déi Philosophie an déi Richtung, déi hei ageschloe gëtt, gären.

Mir wëssen natierlech, datt en Tronc commun zwar eng Noutwendegkeet fir eng sozial méi gerecht Schoul ass, mä mir wëssen och, datt dat keng einfach Entreprise ass an datt d'Formatioun an d'Motivatioun vun den Enseignanten elementar wichteg sinn.

Ganz interessant a positiv ass natierlech och, datt an deem Lycée zum Beispill den däitschen an de Lëtzebuerger Bac oder Bac technique schonn no sechs Joer postprimäre Studië gemaach ka ginn.

Alt erëm spannend, alt erëm eng Erausfuerderung, wann ee sech dann ukuckt, wéi héich och an där heiter Schoul d'sproochlech Ufuerderunge sinn. Mir verlaangen hei praktesch ee gläichberechtegten Niewentenee vun Däitsch, Franséisch an Englesch - d'Lëtzebuergescht gëtt och net vergiess. A well d'Englescht hautdësdags esou wichteg ass, gëtt och direkt op Septième domat ugefaangen.

Wa mir da wëllen a sechs Joer zu enger Lëtzebuerger Première kommen, da gëtt dat keen einfache Match fir déi jonk Leit, déi sech op dëse Wee maache wëllen. An et ass just hei bei deem gewaltege sproochleche Programm, deen dëse Lycée sech op de Fändel geschriwwen huet, wou mir ganz lues Zweifel kommen, ob dat däers Gudden net vläicht awer e bëssen ze vill gëtt.

Dee Sproocheräichtum, dee mir hunn, ass eng wonnerbar Saach. Wa mir awer aus all Sprooch e Schoulfach mat héijem Usproch maachen, da riskéiere mer do weiderzefueren, wou mer elo schonn amgaange sinn: Mir iwwerfuerderen eng relativ grouss Zuel vu Schüler a Schülerinnen. Mir mengen, mir missten d'sproochlech Barrière héich hale wéinst dem Lëtzebuerger Aarbechtsmaart. Och dat dierft en Iertum sinn.

Mir hunn zu Lëtzebuerg e Bac international. Mir kréien elo eng däitsch-lëtzebuergesch Schoul, wou all Joer eng awer nach ëmmer ganz bescheiden Unzuel vu Schüler hiren Diplom maachen. Mir hunn eng grouss Europaschoul, wou ganz vill Schüler laanscht de Lëtzebuerger Schoulsystem geschleist ginn, a mir hunn ee ganz interessante Phenomeen hei zu Lëtzebuerg, deen ëmmer méi grouss Ausmoossen unhëlt: Et ass de Phenomeen vun der Homologatioun vun Diplomer.

Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2006 hunn 2.983 Demandeuren eng Equivalenz oder eng Assimilatioun zu engem Lëtzebuerger Diplom oder Certificat kritt. 2.983! Dat ass phenomeenal. 1.003 Leit hunn 2006 zu Lëtzebuerg eng Equivalenz fir ee Secondaires- oder Secondaire-techniques-Ofschloss kritt.

Wann een da weess, datt am selwechte Joer 2006 1.815 Leit esou en Diplom an enger Lëtzebuerger Schoul kritt hunn; wann ee weess, datt d'Zuel vun deene Schüler, déi zu Lëtzebuerg en Diplom kréien, relativ stationär ass - alles an allem sinn dat ronn 3.200 Leit all Joer -; wann ee weess, datt d'Zuel vun de Gläichstellunge vun Diplomer an de leschte Jore rapid an d'Luucht gaangen ass - 2006 waren et 35% méi wéi 2005 -, da steet souguer e Projet Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl do als dat, wat et ass: ee klenge sympathesche Projet pilote, zu deem ech och gären d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun bréngen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Alt erëm ee Projet pilote, deen alt erëm an eng positiv Richtung geet. Wann een awer weess, datt mer geschwë genausou vill Diplomer duerch Homologatioun produzéieren, wéi an eise Schoule selwer, da gëtt et ëmsou méi däitlech, datt mer eis musse Gedanke maachen iwwert déi Aart a Weis, wéi mir an eise Schoule certifiéieren. Da kënnen och déi 259 Bacs européens vun der Europaschoul, déi 35 Bacs internationaux vun der International School, déi 12 vun der Waldorfschoul an déi 37 Bacs français vum Lycée Vauban - et sinn d'Zuele vun 2006 - net driwwer ewechtäuschen, datt mir eis Aart a Weis ze certifiéiere mussen a Fro stellen an eis Schoule musse reforméieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Als leschte Riedner huet den honorabelen Här Mehlen d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Och ech wëll mech de Mercien uschléissen un de Rapporteur, deen hei ganz explizit duergeluecht huet, ëm wat et bei dësem Projet geet.

Zu dësem Projet fält engem villes an, ganz besonnesch, wann een der Versuchung net widderstoe kann, fir iwwert d'Schoulpolitik hei zu Lëtzebuerg am Allgemengen ze schwätzen. Ech wäert mech däers awer enthalen, well ech mech och der Hoffnung uschléissen, datt mer dorobber bei anerer Geleeënheet am Detail kënnen agoen.

Här President, dëse Projet - an och déi Diskussioun hei - fënnt awer statt virum Hannergrond vun enger extrem schwiereger Situatioun vum Lëtzebuerger Enseignement, fir net ze soen, enger dramatescher Situatioun, wann een d'Erfollegs- oder besser gesot d'Mësserfollegsquotë gesäit, déi mer produzéieren.

Duerfir kann ee soen, et ass ee positive Schrëtt. Wann hei zwee Systemer, déi jo

awer grondverschidde sinn, déi verschidde gewuess sinn, déi vläicht och vu verschiddenen Approchen ausginn, déi alle béid hir Problemer hunn - well mer wëssen, datt den däitschen Enseignement och net ouni Problemer dosteet, mä souguer mat ganz grousse Problemer konfrontéiert ass -, wann déi Systemer openeentreffen, gëtt et vläicht méiglech, vun deenen zwou Säite jeeweils dat Bescht erauszefilteren an en neie Cru doraus ze maachen, deen da besser ass wéi dat, wat vun zwou Säiten als Origine dostoung.

Mir wëssen, datt Lëtzebuerg déi deierste Schoul op der Welt huet. Ech hunn dat viru kuerzem hei gesot. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren. Et sinn d'Zuelen, déi mer d'lescht Joer vun der OCDE kritt hunn. Wann een den Duerchschnëtt vun der OCDE - wat jo keng aarm Länner sinn - gläichsetzt mat der Relativzuel 100, da gesäit een, datt Däitschland bei 106 bis 107 läit, a Lëtzebuerg bei 244! Wa mer dann awer eis Resultater gesinn a mir vergläichen déi mat engem däitsche System, dee méi wéi hallef esou deier ass nëmmen, da géif ech mengen, mir kéinten duerch esou eng Zesummenaarbecht eigentlech nëmme gewannen an och bäiléieren.

Ee vu menge Virriedner huet e Problem ugesprach, deen ech mer och ganz konkret ka virstellen, an dat ass dee vun der Rémunératioun vum Léierpersonal. Hei schaffe Leit vun zwou Säiten zesummen an deemselwechte Betrib. Si maachen déiselwecht Aarbecht. Si wäerten och alt e bësse matenee schwätzen, vläicht hir Paie matenee vergläichen, mä ech ka mer virstellen, datt dat Gespréch gëtt.

Une voix.- Wéi hire Loyer!

(Interruption)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech hoffen, datt dat net op däitscher Säit zu Demotivatioun féiert, wat sech net positiv géif op d'Resultater vun där Schoul auswierken.

En anere Punkt ass deen - et ass hei ugesprach ginn, e bëssen iwwerraschend -, datt an där Schoul och soll Lëtzebuergesch enseignéiert ginn. Ech mengen, mir vu Lëtzebuerg aus hu sécher kee Problem domat, an eis däitsch Frënn dierfte wahrscheinlech och kee Problem domat hunn, well et fir d'Kanner, wa mer gesinn, wéi vill der aus deem Raum op Lëtzebuerg schaffe kommen, spéiderhi sécher keen Nodeel ass, wa se iwwer uerdentlech Lëtzebuergeschkenntnisser verfügen. En Deel schwätzt et jo nach vun doheem aus, mä et hëlt awer an der Grenzregioun ganz séier of.

En anere Punkt, dee mer duerch de Kapp gaangen ass, op deen de Rapporteur, wann ech him gutt nogelauschtert hunn, net agaangen ass, dee mech awer géif interesséieren, ass dee vun de Vakanzen, déi jo och hüben und drüben ganz ënnerschiddlech sinn. Wat fir eng Solutioun ass do fonnt ginn?

Ech weess net, ob d'Vakanzendauer am Saarland exakt déiselwecht ass. Souguer wann et déiselwecht wär, dann treffe se jo wahrscheinlech net ëmmer openeen, wat méiglecherweis och an de Familljen, deemno ob se Kanner an ënnerschiddleche Schoulen hunn, awer kënnt bei der Vakanzeplanung zu Schwieregkeete féieren. D'grouss Vakanz ass zwar esou grouss, datt ee wahrscheinlech dann och laanschtenee kéim, wann et net mat der Lëtzebuerger grousser Vakanz zesumme géif falen.

Här President, zum Ofschloss, mir fannen op jidde Fall virun allem positiv, datt an deem Raum do, am Raum Schengen, Rëmerschen - mir soen am Allgemengen am Haff Réimech, wann een et e bësse méi wäit ausdehnt - e Lycée geschafe gëtt, deen de Leit och op Lëtzebuerger Säit d'Méiglechkeet gëtt, hir Kanner an e Lycée ze schécken, deen do an der Géigend steet. An dee virun allem och de Lëtzebuerger, déi emigréiert sinn - an et gëtt der jo anscheinend ëmmer méi, déi déi Säit wunnen -, d'Chance an d'Méiglechkeet gëtt, hir Kanner dann do an d'Schoul ze schécken.

A last but not least stellt dëse Projet och en Deel Vergaangenheetsbewältegung duer, e weidere Schrëtt a Richtung Vergaangenheetsbewältegung, vun där mir ausginn, datt se zwar esou wäit ofgeschloss ass, mä mir mierken awer vun Zäit zu Zäit ëmmer nach, datt se nach net ofgeschloss ass. Duerfir ass et op jidde Fall e positive Schrëtt, wann eis Kanner vun där enger a vun där anerer Säit méi no beienee kommen, all Dag matenee ze dinn hunn an domadder ganz sécher dann déi lescht Résiduë vun Überbleibsel vun enger onglécklecher Zäit hoffentlech definitiv iwwerwonne ginn.

Dat gesot, Här President, bréngen ech selbstverständlech den Accord vun eisem Grupp zu dësem Projet. Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Madame Mady Delvaux, Minister zoustänneg fir d'national Erzéiung, huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech freeë mech iwwert dee breede Konsens hei am Plenum. Ech wollt all menge Virriedner a besonnesch dem Rapporteur Merci soe fir déi exzellent Presentatioun. Mir bleift eigentlech näischt méi ze soen. D'Schoul ass presentéiert ginn ënner all hire Facetten.

Ech freeë mech doriwwer, dass et eigentlech relativ schnell gaangen ass, dass mer déi Schoul kënnen opmaachen. 2003 ass déi éischt Zesummenaarbecht zwëschent Lëtzebuerg an dem Saarland ugaangen. Deemools waren déi Kanner am éischte Schouljoer, déi hunn du Fränséisch geléiert zu Pärel, an du war natierlech d'Demande vun de saarlänneschen Autoritéiten, fir ze soen, ma déi léieren elo véier Joer Fränséisch an der Primärschoul an dann an der „fünften Klasse" gi se an de Lycée, an da wär et jo schued, wann dat Fränséischt, wat se do geléiert hunn, net kéint weidergoen.

Dat war u sech d'Demande 2004 vum saarlänneschen Unterrechtsminister, an do hu mer décidéiert, mir géifen da kucken esou séier wéi méiglech esou en däitsch-lëtzebuergesche Lycée ze maachen, well déi Kanner jo elo 2007 an d'„fünfte Klasse" kommen. Domadder hu mer eigentlech fir lëtzebuergesch Verhältnisser relativ schnell geschafft, mat der Hëllef vun eisen däitsche Frënn.

Ech freeë mech och iwwert dee Succès vun där Schoul. D'nächst Joer wäerte fënnef fënneft Schouljoren do an där Schoul fonctionnéieren. Mir waren an eise Prévisiounen dovunner ausgaangen, dass mer wahrscheinlech mat dräi fënneft Schouljore géifen ufänken. D'Demande ass méi grouss wéi dat, wat mer eis virgestallt hunn, souwuel vun der däitscher Säit wéi vun der lëtzebuergescher Säit. Et sinn 32 Lëtzebuerger Schüler, déi d'nächst Joer an d'fënneft Schouljoer do an de Schengen-Lycée ginn.

Dat ass also en Zeechen, dass d'Offer interessant ass an attraktiv, a wéi Dir alleguerte wënschen ech, dass déi Schoul och e volle Succès gëtt. Well d'Erwaardunge si grouss, an ech hoffen, dass déi Erwaardungen och alleguerte kënnen erfëllt ginn, an dat ass jo d'Missioun vun den Enseignanten, déi dohinner ginn.

Ech wëll just zwou Remarquë maachen. Also, éischtens ass dee Konzept vun där Schoul zwar eng Ganzdagsschoul. Si geet moies um siwen Auer un, an d'Kanner kënnen dobleiwe bis sechs Auer owes. Et ass allerdéngs keng Gesamtschoul. Et bleift en dräigliddrege System, deen an deemselwechte Gebai offréiert gëtt. Dat ass jo déi Philosophie, déi mer hei och bei deenen neie Schoulen alleguerten uwenden. Dat heescht, dass an deemselwechte Gebai de Classique, den Technique an de Préparatoire, wat an Däitschland dann d'Realschule ass, géif offréiert ginn. An deem Sënn si mer kohärent mat deem, wat mer och hei zu Lëtzebuerg maachen.

Ech wollt och ënnersträichen, dass et fir mech evident ass, dass Projete wéi deen heiten, dee jo begréisst gëtt, natierlech net dispenséiere vu Reformen an eisem Schoulsystem. Ech wëllt hei ganz kuerz just soen, dass mer jo amgaang sinn, iwwer Inhalter an der Schoul ze diskutéieren. Mir sinn amgaang, een Enseignement par compétence ze definéieren an anzeféieren. An der Primärschoul si mer elo bei Propositioune bis zum 6. Schouljoer. Dat geet elo u sech weider an de Lycée.

Also, et ass op kee Fall esou, dass d'Kreatioun vun alternative Schoulen eng Dispens wär, fir den Unterrecht ze reforméieren. Ech wëllt awer soen, dass eng nohalteg Reform vun der Schoul éischtens Zäit brauch - leider gesäit een d'Resultater net kuerz Zäit duerno, mä nëmme laangfristeg - an dass et eng grouss Iwwerzeegungsaarbecht bedeit, fir all d'Enseignantë mat op de Wee ze huelen. An ech muss soen, dass ech de Moment éischter optimistesch sinn, well ech eigentlech positiv Echoen aus de Schoule kréie fir en Ëmdenken, dat Gutt vun eisem Schoulsystem ze halen - well villes ass jo gutt - an et esou ze adaptéieren, dass mer dem 21. Jorhonnert gerecht ginn.

Ech freeë mech iwwert déi Schoul hei, well ech mengen, engersäits sollte mer d'Reform weiderdreiwe vun den Inhalter vum Enseignement, dee mer hunn. Mä ech mengen awer och, vu déi Diversitéit vu Kanner, déi mer zu Lëtzebuerg hunn aus verschiddene sozialen, kulturellen, sproochlechen Hannergrënn, dass mer eis Schoul musse méi diversifiéieren.

Dat ass jo een Zil, een deklaréiert Zil an der öffentlecher Schoul: vill variéiert Forme vun Unterrecht unzebidden, well d'Zil ass jo, méiglechst vill Kanner esou héich wéi méiglech auszebilden an esou héich wéi méiglech ze qualifizéieren. An dohinner gëtt et net méi nëmmen ee Wee.

An ech mengen, dass et vläicht dat ass, wat mer am schwéiersten akzeptéieren: dass mer musse verschidde Modeller niewenteneesetzen, fir eben deene verschiddene Kanner mat hire verschiddenen Talenter méi d'Méiglechkeet ze ginn, zu engem Diplom an zu enger Qualifikatioun ze kommen.

A schlussendlech freeën ech mech, well ech gesinn - esou wéi Dir alleguerten - an deem Schafe vun engem däitsch-lëtzebuergesche Lycée eng immens schéin a grouss Symbolik. Ech menge mir brauche jo elo net all Kricher erëm opliewen ze loossen, mä dass mir et fäerdeg bréngen, deen éischte Lycée, dee mer esou maachen, mat Däitschland, mat engem däitsche Bundesland ze maachen, dat fannen ech immens positiv.

Ech fannen et och schéin, dass mer et am Kulturjoer, wou mer d'Grande Région mat associéiert hunn, fäerdeg bréngen, e Gesetz ze stëmmen, wou mer ee grenziwwerschreidende Lycée zwëschent Däitschland a Lëtzebuerg schafen. An ech sinn iwwerzeegt, dass dat vläicht dat dauerhaftst Element vum Kulturjoer ass, wat dann dat Joer 2007 iwwerlieft.

Ech mengen, dass d'Groussregioun e wichtegt Element ass - et ass vun alle Riedner hei ënnerstrach ginn -, an ech si frou, dass mer mat der Schafung vun dëser Schoul zu engem Stéck konkreter Zesummenaarbecht an der Groussregioun bäidroe kënnen. Ech wënschen all deene Kanner an all deenen Enseignanten, déi an déi Schoul ginn, dass et e volle Succès gëtt.

Ech soe villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 5665[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5665 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Lucien Thiel), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Projet de loi, dat ass de Projet de loi 5625 iwwert d'Schafung vun engem Lycée zu Dummeldeng. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Roth, Krieps, Adam an Henckes. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich!

3. 5625 - Projet de loi portant

1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Madame Minister ass net méi hei...

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Dach.

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Ah, do sidd Der! Bonjour, Madame Minister.

(Hilarité)

Ech wollt Iech extra begréissen.

Wa mer haut iwwert dëse Projet de loi schwätzen, esou kënne mer eis direkt freeën, datt de Bau scho komplett realiséiert ass. Et geet elo drëm, de Lycée ze organiséieren, fir datt e fir d'Rentrée am September 2007 operationell ass a mat Liewe gefëllt ka ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

De Gesetzesprojet gesäit um Site Dummeldeng een eegestännege Lycée vir an net eng Annex vum Lycée technique du Centre, wéi et ursprénglech am Gesetz vum 20. Januar 2003 virgesi war.

Den LTC zielt haut ronn 2.700 Schüler, déi zum Deel a provisoreschen Infrastrukturen op verschiddene Siten ënnerbruecht sinn. En Etablissement vun där Gréissenuerdnung erschwéiert déi intern Organisatioun, erlaabt keng rationell Gestioun a bedeit och gréisser Schwieregkeeten um pedagogesche Plang.

Duerfir ass fir Dummeldeng en autonome Lycée mat eegene Verwaltungsstrukture proposéiert ginn, dee ronn 800 Schüler aus dem Cycle inférieur an dem Régime préparatoire vum Enseignement secondaire technique souwéi déi ënnescht Divisioun vum Enseignement secondaire, dat heescht d'Klasse vu Septième, Sixième, Cinquième respektiv Septième, Huitième, Neuvième ophuele kann.

40 Klassesäll erlaben et pro Joergang eng Dose Klasse fonctionnéieren ze loossen. Fir d'Rentrée 2007 kënne Schüler, déi de Primärunterrecht verloossen, sech op enger Septième vun deenen dräi Ordres d'enseignement aschreiwen. Etlech Klasse vum Cycle inférieur a vum Régime préparatoire, déi elo am LTC fonctionnéieren, wäerte bei der Rentrée am Hierscht an en neie Lycée transféréiert ginn, dee besonnesch Schüler aus den ugrenzende Stadsvéierel an dem ënneschten Uelzechtdall ophuele kann an domat souwuel den LTC wéi och aner Stater Lycéeën entlaaschte wäert.

Well d'Schüler aus deem Régime préparatoire, déi e groussen Deel ausmaachen, zwielef Klassen, oft eng spezifesch Begleedung brauchen, wou een op déi Problemer beim Léieren a beim Behuelen agoe muss, gëtt vill Wäert op den Encadrement vun deene Schüler geluecht.

Fir den Échec scolaire ze bekämpfen an d'Integratioun vun de Schüler mat Problemer am techneschen Unterrecht ze ënnerstëtzen, gesäit de Projet de loi ënner anerem den Engagement vun engem Psycholog, zwee Éducateurs gradués a fënnef Éducateure vir. Zesumme mat den Enseignantë si si zoustänneg fir d'Remédiatioun, fir de Kontakt mat den Elteren, der Beruffswelt, fir Stagen ze organiséieren, Léierplazen ze sichen an d'Gewalt an der Schoul ze bekämpfen. Si si chargéiert bei den Hausaufgaben ze hëllefen a périscolaire Aktivitéiten op kulturellem a sportlechem Gebitt ze organiséieren.

Déi opgezielten Aktivitéite maachen ongefeier 200 Stonnen aus. Dofir gi fënnef

Éducateuren à plein temps gebraucht. Deen zweete Poste vum Éducateur gradué ass virgesi fir dem SPOS ze assistéieren, besonnesch am Encadrement vun deene Schüler, déi Problemer an hirem Behuelen opweisen. Fir si ass virgesinn eng Classe relais ze schafen, wéi et schonn de Fall an aneren technesche Lycéeën ass. Eng pluridisziplinär Equipe encadréiert dës Schüler mam Objektiv, se esou schnell wéi méiglech an hir fréier Klass ze reintegréieren.

Niewent dem Avis vum Statsrot läit och een Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics vir, an deem de Projet niewent e puer klenge Remarquë generell begréisst gëtt. A sengem Avis vum 24. Abrëll 2007 approuvéiert och de Statsrot de Projet de loi, mécht awer dräi Observatiounen.

Éischtens, hie berifft sech op d'Gesetz vum 10. Mee 1968 iwwert den Enseignement secondaire, dat d'Etablissementer vum Enseignement secondaire als Lycée bezeechent. Doniewent berifft hie sech op d'Gesetz vum 4. September 1990 iwwert d'Reform vum techneschen Unterrecht, dat d'Etablissementer vum Enseignement technique als Lycée technique bezeechent. Hie schlussfolgert also doraus, datt de Begréff Lycée net fir déi zwee Unterrechtstypen, déi zu Dummeldeng ugebuede ginn, kann zoutreffen a schléit d'Bezeechnung Établissement secondaire an Établissement secondaire technique vir.

D'parlamentaresch Kommissioun stellt fest, datt d'Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën an technesche Lycéeë seet, datt souwuel d'Etablissementer vum Secondaire classique wéi déi vum Secondaire technique an déi, déi déi zwee Typen ubidden, och kënne Lycée genannt ginn. Dës Dispositioun ass votéiert ginn, fir d'Segregatioun tëschent deenen eenzelne Lycéeën ze vermeiden an abrogéiert domat déi zwee Gesetzer vun 1968 an 1990.

De Statsrot fënnt d'Bezeechnung „sur le territoire de la ville de Luxembourg" ze vag a proposéiert „à Luxembourg-Dommeldange". Hei suivéiert d'Kommissioun de Statsrot. Doniewent fënnt de Statsrot, datt de Begréff „public" bei der Bezeechnung Lycée keng Plus-value duerstellt a schléit vir de Begréff „public" ze sträichen. Och hei suivéiert d'Kommissioun de Statsrot a schléit folgende Wuertlaut am Intitulé vir: „Création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange" an am Article 1er: «Il est créé un lycée à Luxembourg-Dommeldange.» Déi redaktionell Modifikatioun ass dem Conseil d'État matgedeelt ginn an huet och säin Accord fonnt.

Am Artikel 5 gëtt d'Regierung autoriséiert, dat noutwendegt Personal anzestellen, dat fir de gudde Fonctionnement vum Lycée gebraucht gëtt. Dëst iwwert d'Effektiver eraus, déi am Budgetsgesetz vum 22. Dezember 2006 fir den Exercice 2007 ageschriwwe sinn. Den Artikel 6 erlaabt et der Regierung, niewent dem Psycholog an den Éducateuren, op déi ech schonn agaange sinn, weidert Personal anzestellen, an zwar en Assistant social, e Bibliothécaire, e Secrétaire, dräi Handwierker, ee Concierge, e Garçon de salle, dräi Employéen an dräi Aarbechter.

Den Artikel 7 erlaabt et de Chargés de direction vum Régime préparatoire, déi am Grad E3 ter klasséiert ginn a beim Akraafttriede vun dësem Gesetz mindestens fënnef Joer Déngscht als Chargé de direction à plein temps geleescht souwéi een Exame mat Succès bestanen hunn, eng Nominatioun kënnen ze kréien als Directeur adjoint am Grad E5 ter, oder eventuell als Direkter am Grad E8.

(Interruption)

Sollt d'Gesetz den 1. September 2007 a Kraaft trieden, wieren et fënnef vun deenen néng Chargés de direction vum Régime préparatoire, déi zurzäit am Amt sinn, déi vun de Bestëmmunge vun dësem Artikel kéinte profitéieren. D'Kommissioun war net bereet, d'Iddi vum Conseil d'État zréckzebehalen, deen et léiwer gesinn hätt wann dës Méiglechkeet vun der Nominatioun vum Direkter op de Lycée Dummeldeng limitéiert bliwwe wier.

Den Artikel 8 geet op eng Suggestioun vum Minister vun der Fonction publique zréck, fir ee materielle Feeler ze redresséieren. Am Gesetz vum 27. August 1986 ass déi spezifesch Fonctioun vum Directeur adjoint geschaaft ginn, deen am Grad E5 ter oder E6 ter oder E7 ter klasséiert ass, jee nodeem ob den Titulaire aus dem Grad E5, E6 oder E7 kënnt. Leider war deemools awer vergiess ginn, d'Gesetz vum 22. Juni 1963, dat de Gehälterregime vun de Statsbeamte festleet, duerch déi nei Bestëmmungen ze ergänzen. An dësem Gesetz kann dat elo nogeholl ginn.

Am Artikel 9 gëtt d'Budgetsgesetz duerch en neien Artikel, en neie Kredit komplettéiert, deen de Fonctionnement vum Lycée fir d'Period vum September bis Dezember dëst Joer - 2007 - erméiglecht a sech op 280.000 Euro beleeft.

Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, datt mir alleguer mat der Madame Minister haut frou sinn, een neie Lycée kënnen a Betrib ze huelen an de Schüler adequat Infrastrukturen ze bidden. Weider Projete wäerten nach déi nächst Woche gestëmmt ginn, fir déi am Plan sectoriel «Lycées» geplangten Offre scolaire am Sënn vun der Dezentraliséierung an der Nohaltegkeet an alle Géigende vum Land ze verbesseren.

An dësem Sënn bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth!

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt fir d'éischt am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Rapporteur Fernand Diederich Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Bericht. Deen neie Lycée zu Dummeldeng war ursprünglech als Annex vum Lycée technique du Centre geduecht. Schonns den 20. Januar 2003 gouf den entspriechende Bauteprojet an der Chamber gestëmmt. Mam Gesetzesprojet vun haut gëtt déi Dummeldenger Annex en eegestännege Lycée. Um Niveau vun der Organisatioun an dem pedagogesche Konzept geet dëse Lycée nei Weeër, déi mir als CSV-Fraktioun begréissen.

Dat flott a modernt Schoulgebai läit no bei der Dummeldenger Gare. Et wäert de Lycée de proximité fir d'Schüler aus dem Uelzechtdall ginn. Domat wäert d'Gebai och den Numm „Uelzecht-Lycée" net gestuel hunn. De Lycée huet ausschliesslech Schüler aus dem sougenannten Ënnergrad.

D'Schülerzuel ass op 800 limitéiert. Dat ass eng nei Experienz. Si huet awer duerchaus positiv Säiten. Eng méi kleng Schülerzuel dréit sécherlech zu enger méi grousser Integratioun vun der Schülercommunautéit bäi. Eng individuell Betreiung vun de Schüler während dem Unterrecht, mä och eng ausserschoulesch Begleedung ass domat méiglech. De Bezuch tëschent dem Léierpersonal an enger méi klenger Schülerzuel ass méi enk. Et wier ubruecht an dësem méi klenge Lycée de sougenannten „peer teaching" anzeféieren; dat heescht, wou méi staark Schüler deene méi schwaache Schüler bei de Schoulaufgaben hëllefen.

An deem neien Uelzecht-Lycée sinn d'Schüler vum Préparatoire, dem Technique an dem Classique zesummen. De Lycée erméiglecht deemno de Schüler während den éischte Lycéesjoren den Ordre d'enseignement ze wiesselen, ouni mussen an eng aner Schoul ze goen.

De Préparatoire, de Classique an den Technique ënner engem Daach fuerdert oft déi sozial Mixitéit. Et ass e Lycée vun der Integratioun. Spannunge bleiwen awer do sécherlech net aus. Dofir muss déi Schülercommunautéit mat vill Gescheck a Fangerspëtzegefill geleet ginn. Dat verlaangt ee Konzept, wat sech net eleng op Wëssensvermëttlung reduzéiert. Dat Konzept ass wuel net direkt am Exposé des motifs vum Gesetzesprojet beschriwwen.

Indikatioune goufen et dogéint vun enger provisorescher Direktioun de leschte Samschdeg an enger grousser Lëtzebuerger Dageszeitung. Wäert gëtt dobäi geluecht op en individuellen Encadrement vun de Schüler ausserhalb vun de Schoulstonnen. Dat ass eng gutt Saach, grad wéi d'Schafe vun enger sougenannter «Classe relais», déi virgesinn ass fir verhalensopfälleg Schüler zäitweis opzefänken an duerno erëm an hir normal Klass ze integréieren. De Schüler kritt dobäi eng zweet Chance. Duerch d'Classe relais gëtt de Schüler zäitweileg individuell a pedagogesch betreit, fir hien duerno erëm an den normale schoulesche Parcours anzeféieren.

Mir begréissen duerfir als CSV-Fraktioun ausdrécklech, datt de Gesetzesprojet d'Schafe vun enger pedagogescher Equipe mat ënner anerem engem Psycholog, engem Assistant social souwéi Erzéier an Éducateur-graduéë virgesäit. Si sinn do, fir d'Schüler ausserhalb vun den eigentleche Schoulstonnen ze ëmginn, sozial Konflikter bannent der Schülercommunautéit ofzefiederen an d'Schüler am Kontakt mat den Elteren op hiren éischte Schrëtt an d'Beruffswelt virzebereeden. Dat ass eng wichteg Aufgab.

Dat Partenariat oder dat Matenee vu Schüler, Erzéier, Léierpersonal an Elteren ass fir d'CSV-Fraktioun e feste Bestanddeel vun enger moderner Schoul. Dat Partenariat muss generell am Secondaire, mä och am Primaire ausgebaut ginn. D'Fro, déi sech am konkrete Fall vum Uelzecht-Lycée stellt, ass déi, ob déi pedagogesch Equipe vun aacht Leit, déi iwwert den Numerus clausus eraus sollt engagéiert ginn, duergeet, fir 800 Schüler aus der Ënnerstuf vum Préparatoire, Technique a Classique, mat zousätzlecher Classe relais, ënner engem Daach ze encadréieren. Generell wier et ubruecht no enger Fonctionnementsperiod vun zwee bis dräi Joer eng Evaluatioun iwwert dat pedagogescht Konzept vum Uelzecht-Lycée ze maachen.

Här President, am Virfeld vun dëser Chambersdebatt huet virun allem den Artikel 7 aus dem Gesetzesprojet fir Diskussioune gesuergt. Hie gesäit eng Ofwäichung zu den allgemenge Bestëmmungen iwwert de Recrutement vun der Direktioun vun engem Lycée vir. Am Spezielle kënnen iwwert de Wee vun dëser Bestëmmung niewent de Professeren aus der ieweschter Carrière vum Enseignement elo och d'Chargés de direction vum Régime préparatoire Direkter vun engem Lycée ginn, virausgesat, datt se bis elo schonns méi wéi fënnef Joer Experienz hunn an e speziellen Exame gepackt hunn.

Déi rezent Diskussiounen hu gewisen, datt et am Sënn vum Equiliber vun de Statscarrièren iwwer esou eng Dispositioun gedeelte Meenunge gëtt. Am Avis vun der Chambre des Fonctionnaires sinn op deem Punkt eng Rei vu Bedenken ausgedréckt ginn. D'Ministesch huet hirersäits an der zoustänneger Chamberskommissioun däitlech erkläert, datt mat dëser Bestëmmung och Leit, déi eng speziell Experienz am Régime préparatoire hätten, net vun enger Kandidatur op en Direktiounsposte vun engem Lycée sollten ausgeschloss ginn.

Mam Vote vun dësem Gesetzesprojet gëtt also net den Direkter bestëmmt. De Choix ënnert de Kandidaten ass wéi an all Fall am Endeffekt den zoustännege Regierungsmembere virbehalen. Definitiv sollt awer d'Fro vun der Qualifikatioun fir den Accès op eng Lycéesdirektioun, a firwat net zu den Direktiounsposte vu sämtleche Statsverwaltungen, eng Kéier an engem méi generelle Kontext geregelt ginn.

An der Chamberskommissioun ass och d'Fro vun der Benennung vun de Lycéeën opkomm. Zënter dem Gesetz vum 25. Juni 2004 gëtt et eng Bestëmmung, no där all nei geschafene Lycée, wou de Classique an den Technique ugebuede ginn, mam generelle Wuert «Lycée» benannt gëtt. Et wier gutt wann dës Bestëmmung och kéint op déi Lycéeën ugewannt ginn, déi virun 2004 geschaf goufen. Da bräichte mer net méi op deenen enge Plaze vu Lycée an op anere Plaze vu Lycée technique ze schwätzen, obschonn an de sougenannte Lycée-techniquë souwuel den Technique wéi och de Classique ofgehale ginn.

Ech kommen elo zum Schluss vu menger Interventioun. Den Uelzecht-Lycée ass e wichtege Schrëtt, fir dem Manktum u Schoulinfrastrukturen am Postprimär entgéintzewierken. Déi aner geplangte Lycéeën uechtert d'Land sollten esou séier wéi méiglech an Ugréff geholl kënne ginn.

Ech ginn heimat den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Roth. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Am Fong sollt hei d'Madame Brasseur zu dësem Gesetz schwätzen. Si ass leider am Ausland, an ech, als Netbildungspolitiker - dat ass jo e Wuert, wat een ëmmer dorëmmer liest - an och net agebilt, droen dann elo hei de Standpunkt vun eiser Partei vir.

D'demokratesch Fraktioun freet sech ëmmer, wann e Schoulgebai oder soss eng nei Infrastruktur fir d'Schoulkanner an d'Schüler entsteet, a freet sech och esou fir dee Lycée hei zu Dummeldeng. Dës Infrastruktur huet jo d'Ambitioun, fir de Cycle inférieur vun dräi Ordres d'enseignement opzehuelen, an haaptsächlech aus dem Uelzechtdall, wéi dat ugeklongen ass a wéi mer et aus dem Rapport vun der Chamberskommissioun enthuelen.

Ech soen och dem Rapporteur Diederich Merci fir säi mëndleche Bericht a fir säi schréftleche Bericht. Déi Konditiounen, ënnert deenen dës Schüler an Enseignantë bis elo ënnerbruecht waren - dat ass gesot ginn -, zum Beispill an der Avenue Pasteur, déi waren a sinn engem räiche Land wéi Lëtzebuerg total onwürdeg.

Wat wuel hei net kloer gesot ginn ass, ass, wéi vill an déi Infrastruktur zu Dummeldeng awer haaptsächlech Problemschüler, dat heescht déi entre autres aus dem Régime préparatoire, dem fréieren Enseignement complémentaire, kuerz virun de Wahlen 1994 - an et ass heiansdo gutt, wann een e bëssen e puer Joer zréckgeet -, also am Drock virun de Wahle vum fréiere Minister Fischbach vum Enseignement primaire an d'Lycéesstruktur verlagert gi sinn. De Kader war anescht, d'Enseignanten e bësse besser gestallt, mä d'Schülerpopulatioune bloufen a bleiwe bis haut déi nämlecht.

An den Zeitungen an deene leschten Deeg gëtt een net richteg schlau, ob et 600 oder 800 Schüler sinn, an et wär ausdehnbar fir 1.000 Schüler. Et stellt sech natierlech d'Fro, wat d'Zuelelimite ass vun engem Lycée, dee Problemschüler ophuele soll. Vill Spezialiste gleewen, dass déi Zuelen éischter bei 500 oder 600 leien, fir dass een d'Iwwersiicht an den Duerchbléck huet.

Déi Décisioun, fir nëmmen de Cycle inférieur hei an deenen dräi Ordres d'enseignement ze maachen, erënnert e bëssen un d'Mëttelschoulstruktur an de 70er Joren, wou schlussendlech de Curriculum huet missen ausgedehnt ginn a wou déi Kanner herno mat engem Premièresexamen an der Mëttelschoul sech trotzdeem net grad vill kafe konnten.

Dat war a mengen Aen nach bis haut, fir d'Populatioune vu Péiteng, Wolz an Diddeleng ze bernéieren. Awer dat war natierlech d'Demokratisatioun Post-Mee-68 - mä dat soll dann och eng Kéier hei gesot sinn.

D'Ursaache vun de Schwieregkeete vun deene Kanner ginn an de Famillje gesicht oder bei allgemenger Demotivatioun an der Gesellschaft oder an hirer Violence. Ech erënneren hei awer u falsch Pauschalueerteeler. Am Kader vun der PISA-Etüd hunn nämlech Kanner vu schaffende Mammen, vun elengerzéiende Mammen a gescheeten Eltere besser ofgeschnidden an der Schoul wéi déi aner.

Mir brauchen och eng fréi Identifikatioun vun deene Problemschüler an der Primärschoul. Et huet kee Wäert ze waarden, bis se zu Dummeldeng erakommen oder soss éierens. Wann een dovunner ausgeet, dass d'Kanner am Régime préparatoire déi schwieregst sinn, muss een natierlech och am Ministère dee Problem anescht upaken a méi strukturéiert ugoen, wéi et bis elo de Fall war.

Ech erënneren hei un dem regrettéierte Marc Zanussi seng Ried hei op dëser Tribün den 9. Mee 2001, deen deemools ganz vill Lanze gebrach huet fir de Régime préparatoire.

Wat ass d'Situatioun bis elo an de leschte Joren am Ministère gewiescht: Dee Leschten, deen an de Ministère komm ass, dee krut ëmmer de Préparatoire zougeschoustert. D'Commission nationale des programmes fir de Régime préparatoire ass laang, a vläicht och elo nach, duerch net brevetéiert Chargéë besat ginn. De Mann vum Ministère huet de Leit, déi um Terrain waren, héiflech nogelauschtert an Zäit opbruecht, mä d'Reformitis huet en de Leit um Terrain octroyéiert an déi Initiativen hunn oft zu net vill gefouert.

Ech krut textuell gesot: Et war Show vu vir bis hannen. Momentan sollen anscheinend zwee Leit mat enger hallwer Tâche chargéiert sinn, dësen Ordre d'enseignement an d'Rei ze kréien. All sechs Woche soll eng Sëtzung vun de Chargés de direction sinn, an an deem Gremium huet natierlech den designéierten Direkter vun Dummeldeng ganz oft gefeelt an en huet och ni eng Tâche iwwerholl. - Ech si relativ gutt informéiert gi vun deene Leit.

Här President, mir wäre frou, wann d'Madame Minister eis soe géif, dass och keng okkult Selektioune vun de Schüler duerch déi verschidde Gebaier virgeholl gëtt. Dat ass och esou eng net kontrolléiert Rumeur, déi dorëmmer zirkuléiert.

Mir wëssen awer, dass eng Harmonisatioun vun deene Programmer a vun de Schüler landeswäit net einfach ass. D'Schülerpopulatioune sinn einfach ze verschidden. Do ass och en Nord-Süd-Gefälle, wat ganz evident ass.

Berouegend ass zwar dëst Joer, dass méi Kandidaturen als Enseignant virleie wéi Posten. Dat fir d'alleréischt. Vergiesse mer awer net ze soen, dass de Gros vun deenen Enseignanten aus dem Primär eriwwergeréckelt ginn, an da wäerte se do feelen.

Mir begréissen och an deem Dummeldenger Kontext, dass am zweete Joer vun der Schoul an am drëtten eng Sportsstonn bäikënnt - vun zwou op dräi an der Woch. Zu Dummeldeng selwer gëtt et schwiereg, well keng Infrastrukture virgesi sinn.

Näischt si mer gewuer ginn, Här President, iwwert d'Kritäre vum Recrutement vun de Lycéesdirekteren an dësem Ländchen.

Ginn déi Leit op hir Erfahrung um Terrain hin agestallt? Gi se a Managementcoursë geschéckt, fir mat de Kolleegen, Schüler an Elteren ëmgoen ze kënnen? Leeë se e Businessplang vir?

An all Organisatioun muss een dat hautdësdags maachen, an och d'Demokratesch Partei gleeft mëttlerweil net méi drun, dass et gutt ass, fir Leit anzestellen als Schouldirekter, déi d'Nerven net méi haten, fir virun enger Klass ze stoen, an déi sech an de Ministère verfuusst hunn.

An de Klassifikatioune vun den Enseignanten duerch d'Fonction publique fënnt keen Hong seng Dickelcher méi erëm.

(Hilarité)

Wéi ech virun e puer Deeg gelies hu vum E3 ter a vum E6 ter, do huet dat mech erënnert un de mnemotechnesche Sproch: „In die Semmel biss der Kater." Hei muss ee soen, dass de Kueder vun Dummeldeng an eng gutt beluechte Semmel bäisst, wann e vum E3 ter an den E8 geet.

Mä op alle Fall, onse fréiere Kolleeg vun Esch, dee mer hei am Haus haten, dee wollt guer net Direkter zu Esch ginn. Hie krut d'Hand forcéiert, krut e jo nëmmen...

(Hilarité et interruptions)

…- Madame Minister! - dräi Stëmme vu 95 an der Professerekonferenz zu Esch.

(Interruption)

Jo, do feelen der awer e bëssen, fir no uewen ze kommen.

Une voix.- Sot hinnen et!

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Ech soen hinnen et. Maacht lech keng Suergen!

(Hilarité et interruption)

Den designéierten Direkter vum Dummeldenger Lycée wollt och net Direkter zu Dummeldeng ginn. Hie wëllt nach ëmmer hei an d'Chamber kommen. Dat ass seng grouss Ambitioun.

Ech hätt proposéiert, wann ech deemools hei schonn ze schwätze kritt hätt, Dir hätt en Échange gemaach, Dir hätt deen een zu Esch an deen aneren an d'Chamber geholl oder op Dummeldeng. Hie wëllt nach ëmmer also an d'Chamber kommen.

Här President, mir gleewen, dass d'Madame Ministesch Delvaux sech hei vum CSV-Stat instrumentaliséiere gelooss huet.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Oh!

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Dat ass e Kouhandel...

(Interruptions diverses et hilarité)

Här Haupert, Dir kennt mech jo, mir ware jo e Samschdeg laang beieneen, ech sinn doudseriö.

Dat hei ass e Kouhandel, fir dem Här Zanussi seng Ried vum 9. Mee 2001 ze widderhuelen, deen am Schema „mir een, dir een" - Här Gibéryen - net op eng Kouhaut geet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Alexandre Krieps *(DP).*- An ech froe mech nach heiansdo, wat Är Kolleegen an der Regierung, déi eis ëmmer de Rechtsstat ronderëm d'Ouere fachen, wat déi vun deenen dote Manöveren halen.

Duerfir gi mir, Här President, als DP deen heiten Amendement eran, an dat ass, fir den Artikel 7 ze supprimëieren, well deen Artikel e bestehend Gesetz béit, fir engem Eenzelnen e puer Virdeeler ze verschafen. Mir gleewen och, dass deen Direkter fir seng Schoul - well et ass jo allgemeng hei gesot ginn, dat wäre schwiereg Schüler - 50 Stonnen d'Woch do misst sinn. Dat géif ech wéinstens erwaarden.

Amendement 1

Projet de loi 5625 portant

1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

L'article 7, qui a la teneur suivante, est supprimé:

Art. 7.- Par dérogation aux dispositions de l'article 5 de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire, les chargés de direction à tâche complète du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique, recrutés parmi les enseignants classés au grade E3 ter, en activité de service à l'entrée en vigueur de la présente loi, peuvent être nommés aux fonctions de directeur ou de directeur adjoint d'un lycée, à condition de pouvoir se prévaloir de cinq années de service en qualité de chargé de direction à tâche complète du régime préparatoire et d'avoir passé un examen spécial dont les conditions et modalités sont fixées par règlement grand-ducal. Au cas où ils bénéficient d'une nomination aux fonctions de directeur adjoint, ils sont classés au grade E5 ter.

L'article 8 devient l'article 7.

L'article 9 devient l'article 8.

(s.) Alexandre Krieps, Colette Flesch, Charles Goerens, Paul Helminger, Claude Meisch.

Här President, et gëtt also elo Zäit no dräi Joer, dass d'Madame Ministesch hire Vécu als Minister mat hirem Discours ofstëmmt a sech net nëmmen op e puer parteipolitesch Nominatioune begrenzt. Mir brauchen eng net parteipolitesch orientéiert Schoulpolitik an esou mann wéi méiglech Interventioun vun der Politik, a speziell vun der Parteipolitik an der Schoulpolitik.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Adam. Här Adam!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wollt ech dann och dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Beim Projet de loi 5625 geet et jo net ëm ee Bauprojet. Et geet drëm, datt mir aus engem ursprünglech als Annex vum LTC geplangte Gebai een eegestännege Lycée maachen an datt mir eng speziell Dier opmaache fir Schouldirekter ze ginn.

De Bau ass, wéi mir all wëssen, scho fäerdeg. D'Porte ouverte war leschte Samschdeg.

Erlaabt mer awer nach eng Kéier drun ze erënneren - et ass och schonn hei gesot ginn -, datt de Bau, esou wéi e steet, kee Coup de génie war; datt déi Infrastruktur, déi hei geschaf gouf, aus der Nout eraus entstanen ass an net onbedéngt ee Moossstaf fir en neie moderne Lycée sollt sinn.

Ech hu mat Interessi den Débat gelies, wéi hei an der Chamber d'Gesetz debattéiert gouf iwwert de Bau vun enger Annex deemools fir de Lycée technique zu Dummeldeng, also dat Gebai wat mir haut wäerten zum Site vun engem eegestännege Lycée maachen.

Deemools huet ënner anerem den Här Fayot gemengt: „Et ass ee Gebai, wat fir eng Schoul eigentlech onzefridde stellend ass. Et si 50 Klassesäll fir e Maximum vu 25 Schüler. Et sinn eng Partie Atelieren an et si relativ wéineg aner Klassesäll derbäi. Dat heescht, aner Säll, wou ee méi kleng Gruppe vu Schüler kéint enseignéieren, déi spezifesch Besoinen hunn."

Mir deelen haut nach ëmmer déi Meenung vum Här Fayot.

Et gëtt natierlech dann och kee Sportsterrain; et gëtt guer keng Sportsinfrastruktur. Dat ass vun Ufank u gewosst. Ëmsou méi erstaunlech, datt och nach haut net kloer ass, wou déi Schüler hire Sportsunterrecht dann elo kréien. Synergië mat der Coque um Kierchbierg, mam Emile Metz oder eventuell mat der Walfer oder Jonglënster Gemeng? Wéi steet et mam INS? Et gëtt eng Rei Méiglechkeeten, déi zwar net genial sinn, mä ëmmerhi realiséierbar.

Mir hunn elo Mëtt Juni; eng Décisioun schéngt nach net getraff. Mir ginn dovun aus, datt déi Schüler souwuel op d'Coque wéi och op Walfer wéi op Jonglënster wéi an den Emile Metz wäerte musse reesen, fir an de Genoss vun hire Sportsstonnen ze kommen.

Et gëtt eng Kantin fir 130 Schüler. Schoul gëtt gehale vun 8.05 bis 14.15 Auer, Essenspause inklusive.

Hei hu mer also eng Schoul vu mindestens 750 Schüler, déi keng Zäit kréie fir mëttes heem iessen ze goen, op jidde Fall déi gréissten Zuel net, a mir maachen eng Kantin fir 130 Elèven!

Op Septième fänke mir da mat dräi Klasse Secondaire, fënnef Klassen Technique a véier Klasse Préparatoire un. Dat ass net gutt, well mer do en däitlecht Iwwergewiicht vun Techniques- a Préparatoires-Schüler kréien, mä soulaang wéi nach e puer Lycéeë sech däerfen als Eliteschoul betruechten an hir Diere fir de Cycle inférieur vum Technique zougespäert loossen, dierft do wuel näischt drun ze ännere sinn.

De Lycée gëtt och keng Ganzdagsschoul. Duerfir kënne mir eis awer op en innovativt pedagogescht Konzept freeën, dat den Nach-Chargé de direction mat sengem pedagogeschen Team ausgeschafft huet. Dozou gehéiert dann och, wéi mer an der Zeitung gelies hunn: „Undiszipliniertes Verhalten wird nicht gleich mit Bestrafung geahndet. Der Schüler soll fernab der Klasse im Gespräch mit dem Betreuerstab zu sich finden und sich selbst seines Fehlverhaltens bewusst werden."

Déi Approche do kann een innovativ nennen. Mir kënnt se och e bësselchen „strange" vir. Mä et ass och ëmmer delikat, wann esou Aussoen aus dem Kontext eraus zitéiert ginn.

Et gëtt och keng Autobusgare, well den Terrain eben esou kleng ass. An och wann d'Gare nëmme fënnef Minutten zu Fouss vum Lycée ass, ass am Virfeld elo an der Planung net genuch nom öffentlechen Transport gekuckt ginn. Dat huet nach zu muncher Sitzung gemeinsam mat der Stad Lëtzebuerg gefouert, fir dann awer deen Transport en public ze verbesseren. An duerfir hu mir och vun der Geleeënheet profitéiert fir nach eng Kéier drun ze erënneren, wéi wichteg datt et ass, bei all Lycée, dee mer an eisem Land plangen, datt mer vu vireran, vum éischten Dag u matplangen, wéi déi Schüler an déi Schoul kommen a wéi se aus der Schoul erëm heemkommen.

Fir datt mer dat dann och wierklech an Zukunft nach méi respektéieren, wéi mer et elo scho respektéiert hunn, hu mer eng Motioun, déi d'Regierung dozou opfuerdert - ech liese just den Intitulé: «à toujours établir un plan de mobilité qui permettra de planifier, d'organiser et de promouvoir le transport collectif lors de la phase de planification de nouveaux bâtiments publics».

Ech mengen dat ass an eiser aller Interessi, an duerfir soen ech och Merci, datt d'Kolleege vun deenen anere Fraktiounen déi Motioun mat ënnerstëtzt hunn.

Wann ech gelift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les engagements internationaux et européens contractés par notre pays pour lutter contre le changement climatique;

- soulignant les déclarations récentes du Gouvernement relatives à sa politique de protection du climat;

- considérant le rôle du transport collectif dans la réduction des gaz à effet de serre;

- considérant l'impact significatif qu'un nouveau bâtiment, surtout à usage scolaire, peut avoir sur le trafic routier;

- considérant que le plan directeur sectoriel «lycées» a entre autres comme objectifs de réduire la distance à parcourir par les élèves et d'organiser plus facilement les transports en commun;

- considérant que l'accès au transport collectif est un des critères essentiels dans le choix d'un nouveau site scolaire;

invite le Gouvernement

- à toujours établir un plan de mobilité qui permettra de planifier, d'organiser et de promouvoir le transport collectif lors de la phase de planification de nouveaux bâtiments publics.

(s.) Claude Adam, Charles Goerens, Jacques-Yves Henckes, Jean-Paul Schaaf, Roland Schreiner.

Den Här Fayot hat viru véier Joer hei an der Chamber och gesot, et géif sech hei ëm eng semiprovisoresch Konstruktioun handelen. Deemools hat keen him gesot, wat dat géif heeschen, an ech mengen dat ass haut och nach net méi kloer.

Wéi schonns gesot, d'Gebai steet. Am Hierscht ginn hei déi éischt Schüler an d'Schoul an haut geet et jo am Fong just ëm zwou Décisiounen.

De Lycée zu Dummeldeng soll net méi eng Annex vum Lycée technique du Centre sinn, an duerch den Artikel 7 vun dësem Gesetz maache mir och eng Dier op fir e spezielle Wee, fir Direkter vun engem Lycée ze ginn.

Am Exposé des motifs vum Projet de loi 5625 steet, an ech zitéieren: «(…) il n'est pas judicieux, ni d'un point de vue de gestion rationnelle, ni d'un point de vue pédagogique, de concevoir un lycée avec plus de 2.000 élèves répartis sur plusieurs sites».

Déi Gréng sinn der Meenung, datt och schonns 2.000 Schüler vill ze vill fir e Lycée sinn an datt déi organisatoresch a pedagogesch Argumenter, déi hei ugefouert ginn, schonn éischter gëllen.

Mir fannen et also eng gutt Iddi, datt de Lycée Dummeldeng en eegestännege Lycée gëtt. Mir géifen et och gutt fannen, wa mir emol eng eeschtlech Analys géife maache vun der idealer Gréisst vun engem Lycée.

D'Madame Minister huet schonn öfters, och an der Chamberskommissioun, gesot, datt eigentlech all Lycée misst ënner 1.000 Schüler hunn. Mir bauen awer bal nëmme Lycéeë mat 1.500 Schüler oder méi. Mir sinn duerfir och gäre bereet, déi ursprünglech Annex vum LTC zu engem eegestännege Lycée ze maachen a mir froen eis dann natierlech och, wéi et ëm d'Zukunft vun der Annex Miersch vum Lycée classique vun Dikrech bestallt ass.

Mir begréissen et ausdrécklech, datt an deem neie Lycée zu Dummeldeng souwuel de Cycle inférieur vum Enseignement technique, mam Régime préparatoire, wéi och d'Division inférieure vum Enseignement secondaire Plaz kréien, an ech konnt duerfir och net déi Ausféierunge vu mengem Kolleeg, dem Här Krieps, alleguerte suivéieren.

Datt et einstweilen aus Plazgrënn net méiglech ass, och e Cycle supérieur opzebauen, bedauere mir. Mä den Terrain gëtt nun emol net méi hier.

Ech wollt awer och vun där large bemoossener Zäit profitéieren, ouni ze iwwerdreiwen, fir nach kuerz op eng Fro, déi d'Statsbeamtekummer opwerft, anzegoen, an zwar dës: „Firwat wëlle mir onbedéngt an alle Lycéeë probéieren" - freet d'Chambre des Fonctionnaires - „all Stuf vum Enseignement secondaire unzebidden?", dat heescht, de Préparatoire, den Technique an de Classique.

Nun, an Zäite wou eis Regierung sech beméit, ee Statut unique fir all Salariéën anzeféieren, ass déi Fro vun der Chambre des Fonctionnaires eigentlech anachronistesch.

Déi Gréng sinn der Meenung, datt et emol un alleréischter Stell eng gesellschaftspolitesch Erausfuerderung ass, datt mir all Kanner an därselwechter Schoul enseignéieren, esou laang wéi se schoulflichteg sinn. Déi raimlech Trennung vun eisen zwielefjährege Schüler léist mat Sécherheet keng Problemer, mä kann der just schafen. Eleng schonn de Gedanken un eng wichteg Politik vu sozialer Kohesioun misst eis dozou verflichten, all schoulflichteg Kanner an engem Gebai ze ënnerriichten an ze forméieren. An et ass och en Anachronismus, datt sech nach ëmmer e puer Lycéeë mat Erfolleg wieren, hir Diere fir all Schüler opzemaachen.

Domat geet et awer net duer. Et gëtt och keng pedagogesch Argumenter géint dës Mixitéit. Mir mussen endlech akzeptéieren, datt et den homogene Schülergrupp net gëtt, datt all Schüler kënne vunenee léieren, datt d'Heterogenitéit eng Beräicherung, eng Tatsaach, eng Erausfuerderung an eng Chance fir eis ass. Dat weisen eis déi meeschte Länner, déi gutt an internationalen Tester ofschneiden. Dat gëtt mëttlerweil och an Däitschland erëm diskutéiert; déi jo en ähnleche Schoulsystem wéi mir hunn, mat Hauptschule, Realschule, Gymnasium. Datt dat net einfach ass, dat soen ech all Kéiers, dat gesi mer och bei eise franséischen Noperen, mä et ass awer dee Wee, dee mer musse goen. Dovu si mer iwwerzeegt.

Mir begréissen natierlech och ausdrécklech, datt am Artikel 6 eng Rei Leit opgezielt ginn, déi zum Encadrement vun de Schüler bäidroen. Ech zielen hei just d'Éducateuren an d'Éducateur-graduéen op.

Mir stelle fest, datt mir bei all neiem Schoulprojet esou e Personal bäikréien. Mir verstinn dës Hëllef net als een Auslagere vun den éducativë Mesuren op Spezialpersonal, nom Motto „d'Éducateuren erzéien an d'Enseignanten hale Schoul", mä als gemeinsam Approche a géigesäiteg Hëllef, fir an eiser Schoul ee Klima ze schafen, an deem et sech gutt schaffen, liewen a léiere léisst.

Mir bedaueren an deem Kontext just, datt mir aus Austeritéitsgrënn just neie Lycée fir neie Lycée fuere kënnen an net e globaalt Konzept virleien hunn, dat fir all Lycéeën déiselwecht Méiglechkeete schaaft.

Zu gudder Lescht kommen ech dann nach bei den Artikel 7. Déi Gréng verschléisse sech net der Méiglechkeet, datt ee Schoulmeeschter oder eng Léierin, déi fënnef Joer laang Chargé(e) de direction vun engem Préparatoire war, ënner verschiddene Konditiounen, zum Beispill andeems een eng Épreuve mécht oder e Mémoire, Zougank zu engem Direkteschposten an engem Lycée kritt. Mir mengen dat wär duerchaus eng verstänneg Approche.

Mir fillen eis och an eiser Meenung bestätegt duerch eist Unisgesetz, dat zum Beispill a sengem Artikel 9 „Validation des acquis professionnels" seet, datt all Mënsch, deen - hei ass et dräi Joer - eng berufflech Aktivitéit ausgeübt huet, dës Aktivitéit ka valoriséiert kréien, fir en Diplom oder soss een Titel ze kréien. Mir hätten also, wéi gesot, kee Problem domat, wann hei par analogie dem Schoulmeeschter Chargé de direction oder der Léierin Chargée de direction eng Dier an d'Direktioun géif opgemaach ginn. Dat ass awer hei net de Fall. Hei gëtt eng Dier opgemaach, fir datt der e puer séier kënnen eropkloteren, an da gëtt déi Dier erëm schnell zougemaach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen an engem klenge Land. Déi fënnef Persounen, wann ech richteg informéiert sinn, fir déi d'Dier opgemaach gëtt, sinn och nach bal alleguerte politesch organiséiert, - Gott sei Dank net all an därselwechter Partei, dat wär jo ze vill schlëmm.

(Interruptions diverses)

Mir fannen, datt déi Léisung hei keng gutt Politik ass. Mir fannen d'Propos vum Conseil d'État, fir just den Direkter vum Dummeldenger Lycée kënnen aus dem Krees vun de Chargés de direction ze wielen, och net ze vertrieden. Mir stellen eis vir, datt d'Lycées préparatoires op kuerz oder laang effektiv ganz an de Lycée integréiert solle ginn, an da missten déiselwecht Spillregele fir all Chargéen zielen. Mat där Léisung, déi an dësem Projet de loi proposéiert gëtt, do kënne mir net averstane sinn, an duerfir, Här President, bréngen ech den Accord vun der Grénger Partei zum Projet de loi, awer den Désaccord zum Artikel 7 vun dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Dann huet nach den Här Henckes d'Wuert. Här Henckes!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch d'Gesetz vum 20. Januar 2003 sollt Dummeldeng gebaut ginn a gouf virgesi wéi eng Annex vum Lycée technique du Centre, well et bluttnoutwendeg war, fir do ze décongestionnéieren a fir organisatoresch verschidde Reformen duerchzehuelen. Mir ginn elo op de Wee, esou wëllt et déi nei Regierung, fir en eegestännege Lycée zu Dummeldeng ze organiséieren.

Ech mengen awer, datt de Projet de loi, den Intitulé vum Projet de loi net ganz komplett ass, well do misst en fait complétéiert ginn. De richtegen Titel misst sinn: Projet de loi portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État afin de permettre au chargé de direction du Lycée technique du Centre et bourgmestre de Strassen, LSAP, d'accéder aux fonctions de directeur.

Une voix.- Très bien!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dat ass de richtegen Intitulé vun dësem Gesetz. Et ass dowéinst, wou mer dëst Gesetz haut an der Chamber hunn. An all dat anert ass just nure méi Diskussioun ronderëm Saachen, déi awer ganz evident sinn.

(Interruption)

Den Artikel 7 vum Gesetz schwätzt eng kloer Sprooch. D'Chambre des Fonctionnaires...

(Interruption)

M. le Président.- Här Bettel, hutt Der eng Fro?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen.

M. le Président.- Dann ass et gutt.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- ...sträicht ervir, datt am Règlement granducal fir d'éischte Kéier en Examen spécial ugefouert gëtt „qui se limite à un mémoire dont le sujet est proposé par le candidat". Dat heescht, datt de Kandidat scho seet, iwwer wat fir e Mémoire e schreift, an da weess en och sécher, datt en den Exame packt. D'Lat gëtt esou niddreg gesat, datt e Blanne kéint driwwer sprangen!

(Hilarité)

Et ass ganz evident, wat hei leeft, an dat gëtt och nach verherrlecht, sans gêne! E Samschdeg, wéi déi Porte ouverte war, e puer Deeg virdrun ass en Artikel an enger grousser Dageszeitung; et war direkt gesot: Ma du gëss dach Direkter! Et gëtt keen aneren! Et ass deen. A mécht och nach eng Foto!

Da gesäit een och nach...

Une voix.- Dat dote misst och am Projet de loi sinn.

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Majo, et kann een och den Numm direkt soen, mä ech wollt dat haut elo hei net esou soen.

M. le Président.- Här Gibéryen, elo provozéiert den Här Henckes net!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Da muss een och festhalen, datt bis elo am Gesetz festgehale gëtt, datt ee Chargé de direction, deen am Grad E3 ter ass, datt deen elo kann Direkter ginn, wann e fënnef Joer Praxis huet. Déi normal Gesetzgebung gesäit vir, datt een an engem héijere Grad, net am E3 ter, mä am 5, 6 oder 7 misst sinn, fir Direkter ze ginn.

Hei gëtt gesot, weg damit, mir wëllen deen dohinner kréien, da musse mer d'Gesetz änneren. Et ass och interessant fir deejéinegen, datt en Direkter gëtt, well hien huet elo als Chargé de direction 450 Punkte Fin de carrière, d'Rémunération de base, dat si 6.618,23 Euro mol 13 plus d'Allocation de repas. Wann hien elo Direkter gëtt, da sinn et 625 Punkte Fin de carrière, d'Rémunération de base, dat sinn 9.191,99 Euro mol 13 plus d'Allocation de repas, dat sinn no Adam Riese ronn 2.500 Euro de Mount.

Merci, Madame Ministerin, hei ass een, dee wäert Iech villmools Merci soen, datt Der em hei esou gutt ënnert d'Äerm gräift, well en huet et gebraucht.

(Interruptions)

An da gëtt et nach méi interessant.

Une voix.- Här Henckes, kënnt deen dann direkt an déi Carrière, wou Dir elo sot?

Une autre voix.- E kënnt do dran.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- E kënnt direkt do dran.

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP).*- An Dir stëmmt dat mat?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- An dat ass dat wat elo hei am Projet de loi drasteet.

(Interruption)

M. le Président.- Här Bettel!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Mä dat wär och nach gutt, wann e géif schaffe fir déi Suen! Mä e gëtt zur Halschent fräigestallt, well en och nach Congé politique huet vu 14 Stonnen, wou e Buergermeeschter ass zu Stroossen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Dat heescht, hei hu mer bei esou engem schwierege Lycée, wou et drëm geet, fir deene Leit aus dem Complémentaire ze hëllefe sech ze encadréieren, e Luftikus, deen d'Halschent vun der Zäit net op senger Aarbecht ass.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Oh, ech géif Iech bieden, Här Henckes!

(Coups de cloche de la Présidence)

Här Henckes, ech kann net zouloossen, dass Der Leit, déi net hei sinn, op esou eng Aart a Weis ugräift. Dir kënnt hei de Projet de loi kommentéieren, mä awer net dat doten.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech hunn net d'Persoun, mä d'Fonctioun... Wann een esou wichteg...

(Interruptions)

M. le Président.- Jo, da musst Der Iech awer méi nuancéiert ausdrécken.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Wann een esou wichteg Punkten huet, dann ass et kloer, datt et op esou engem Posten, egal wien et vun deene fënnef ass, deen elo nomméiert gëtt - mä ech huelen un, datt mer awer richteg leien -, datt deen Ableck esou eng Persoun muss Fulltime-Direkter sinn.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also de Mëtteg, Här Henckes, do révéléiert Der Iech wierklech als dat wat Der sidd.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci villmools. Ech sinn ëmmer frou, all Kéiers wann een e Steen iergendwou gehäit, da weess een ëmmer, datt, wann ee billt, do richteg getraff ginn ass.

(Brouhaha général)

Ufank Mäerz hat de Kolleeg Maroldt...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, Iech alleguerten ze berouegen an den Här Henckes seng Ausféierunge fäerdeg maachen ze loossen!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Vill Leit hu mech gefrot, wéini datt dann elo e Sozialist op eng dubios Aart a Weis géif Direkter vun engem Lycée ginn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ass déi Schoul näischt wäert, Här Fayot?

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, loosst den Här Henckes schwätzen!

(Interruption et hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech mengen, et ass net gutt, dat Beispill, wat mer am Enseignement ginn. Mir hunn hei d'Echoen an engem Stéck vu wéi villen Enseignanten, déi soen: Eng Hand wäscht déi aner hei an der Regierung, mä et gëtt keng propper derbäi.

(Brouhaha)

Den neien Direkter vum LTC...

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, Dir géift et natierlech anescht maachen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- An zur Schoul hutt Der näischt ze soen, Här Henckes? Weider zum Problem vun der Schoul hutt Der näischt ze soen?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir hutt awer nach ëmmer net geäntwert, Här Fayot. Dir hutt nach ëmmer net geäntwert!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- ...wat fir engem Projet de loi. Ech wëll net ausuferen, Här Fayot. Ech bleiwen hei beim Artikel 7 vum Projet de loi.

An da wëll ech och soen, datt ee sech heiansdo wonnere kann, wéi et bei den Nominatioune geet. Et ass en neien Direkter beim Lycée technique du Centre genannt ginn; dee sollt genannt ginn, well deen ablécklechen Direkter Enn Mee a Pensioun geet. D'Plaz gëtt ausgeschriwwen. Et kommen eng etlech Kandidaturen eran. An dann décidéiert d'Regierung, déi Nominatioun auszesetzen. Do feelt et e bëssen un Transparenz, firwat esou Nominatioune retardéiert ginn, a wéi et mat deenen Nominatioune geet. An ech wollt just soen, datt dat Ganzt am Enseignement bei etleche Leit eng etlech Froen opwerft.

Mir bleiwen der Meenung, datt et besser gewiescht wier, beim Gesetz vum 20. Januar 2003 ze bleiwen, anstatt elo op deen neie Wee ze goen. Well mer souwisou scho wëssen, datt mer an deem Lycée zu Dummeldeng eng etlech Problemer praktescher Natur wäerten hunn; de Kolleeg vun der grénger Fraktioun huet virdru vum Transportproblem geschwat, déi sportlech Infrastrukturen, d'Kantin. Bref, do gëtt et eng etlech Problemer, déi bestinn. An déi hätte kënnen eventuell - oder a mengen Aen - besser geléist ginn, wa se am Kader vum Lycée technique du Centre hätte kënne geléist ginn, wéi datt mer elo en total indépendantë Lycée hunn, wou guer keng Infrastrukturen zur Verfügung stinn.

Dann hunn ech och mat Intérêt am Exposé des motifs e Saz gelies, dee seet: «...qu'il n'est pas judicieux, ni d'un point de vue de gestion rationnelle, ni d'un point de vue pédagogique, de concevoir un lycée avec plus de 2.000 élèves répartis sur plusieurs sites». Am Lycée technique du Centre sinn am Ablack 2.700 Schüler, plus nach eng 1.000, déi an den Owescoursë sinn. Dat sinn der am ganzen 3.700, déi an deem Etablissement do wieren. Do wier et also noutwendeg gewiescht, fir e bëssen ze dezentraliséieren. Dat wier positiv gewiescht.

D'Fro, déi sech och stellt, Madame Ministerin: Ass d'Regierung gewëllt, fir elo iwwerall do, wou et méiglech ass, op 2.000 Schüler erofzegoen, wéi Der dat hei an Ärem Exposé des motifs sot? Datt mer also méi kleng Unitéiten hunn, an datt mer bei 2.000 géifen en neie Lycée schafen. A Frankräich gëtt et eng Regel, déi vill méi favorabel ass. Do geet et ëm 800 bis 1.000 Schüler pro Lycée, wat et engem Direkter, dee fulltime do ass, erlaabt, sech wierklech an déi Gestioun ze implizéieren, fir dat ze meeschteren. Ech mengen, dat ass de Wee, op deen ee sollt goen. Mä da muss een natierlech funktiounsfäeg Lycéeën hunn. Ech wëll elo net op déi 1.000 ugoen, mä dat schéngt mer awer e Wee ze sinn, deen ee misst sérieusement analyséieren.

Ënnert den 800 Schüler zu Dummeldeng ass e groussen Deel aus dem Préparatoire. Am Exposé des motifs heescht et: «Ce régime regroupe beaucoup d'élèves dits ‚à problèmes' qui nécessitent un accompagnement spécifique adapté à leurs problèmes d'apprentissage ou de comportement.» Et bedeit also, datt mer hei op en neie Wee ginn, dee relativ Problemer ka schafen. Duerfir gi jo och Psychologen an Éducateuren agestallt, fir dat ze encadréieren. Mä ech bedaueren, datt mer op esou e Wee ginn, ouni datt mer d'Lektioune geholl hunn, d'Resultater analyséiert hu vu scho bestehende Lycéeën, déi op deemselwechte Wee gaange sinn, an och vum neie Lycée, an datt een hei also eng zousätzlech Infrastruktur schaaft, wou een net genau weess, wat dat dote vu Problemer ka comportéieren, an ob dat, wat mer virschloen, iwwerhaapt fiabel ass an net herno de Géigendeel provozéiert vun deem, wat mer eigentlech geduecht haten.

Dat waren déi puer Remarquen, déi ech wollt zum Projet de loi bréngen. Ech wollt der Madame Ministerin an och der Chamber soen, datt d'ADR dat Gesetz, wéi et hei virläit, net wäert stëmmen. Mir wäerten awer den Amendement vun der Demokratescher Partei ënnerstëtze respektiv de Vote par division, wéi en eventuell virgesinn ass.

Mä et ass kloer, datt d'Gesetz, esou wéi et hei ass: Dat ass en Hohn fir dat, wat d'Regierung wëlles huet um Niveau vun der Educatioun! Et ass op jidde Fall eng ganz grouss Demotivatioun fir eng etlech Enseignanten, déi dat heite mat ganz groussen Ae gesinn a wierklech net verstinn, firwat eng Regierung, déi wëllt Reforme maachen, dann op eng Kéier mat esou schlechte Beispiller zeechent.

M. le Président.- Voilà! Merci, Här Henckes. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech wollt dem Rapporteur Merci soen. Mir hate jo eng animéiert Diskussioun. Et ass vill gesot ginn, a villes, wat net ganz richteg ass. Duerfir géif ech gäre kuerz e Rappel maachen. Et ass awer och vill Richteges gesot ginn.

Dir stëmmt, oder d'Regierung ënnerbreet haut net en Text, fir eng nei Infrastruktur ze bauen. Dat Gesetz ass 2003 scho gestëmmt ginn. 2003 - dat ass keng ideal Léisung; dat ass och deemools gesot gi vun alle Bänken - ass eigentlech à la va-vite, well mer deemools schonn Nout haten un Infrastrukturen, décidéiert ginn, ganz schnell ee Gebai ze baue fir 40 Klassen, ongeféier 600, 800 Schüler, fir déi Schüler vum Préparatoire, déi elo nach ëmmer a ganz prekäre schreckleche Konditiounen an der Pasteurstrooss hébergéiert sinn, dohinner ze logéieren.

(Interruption)

Dat Gesetz hu mer gestëmmt. Ech war deemools an der Chamber. Ech hunn et eigentlech géint mäi bessert Wësse gestëmmt, well mir alleguerten der Meenung waren, dass et net ideal wär, op déi dote Plaz eng Infrastruktur ze bauen ouni Sport, ouni vill speziell Säll. Awer well mer esou e Misär haten, hu mer gesot: Okay, da stëmme mer dat Gesetz.

Ech hat 2004 probéiert nach Saachen um Bauprojet ze änneren. Ech hu mer du misse soe loossen, dass dat ze spéit wär. Dat géif net méi goen, well soss géif et nach méi spéit ginn, éier déi Gebaier fäerdeg wären.

Duerfir gëtt dann déi Schoul gebaut esou wéi d'Gesetz doläit.

Ech sinn awer der Meenung - an dat war ech nach ëmmer -, dass et net gutt ass, op ee Site 800 Schüler vum Préparatoire zesummen ze scolariséieren. Ech sinn do radikal dergéint. An egal vu wat ech elo accuséiert ginn, ech fannen dat net richteg.

Duerfir hunn ech eng Optioun geholl, fir ze soen: Mir wëllen do net eng Annex maache mat Préparatoiresschüler. Mir hätte gären e Mix vu Schüler, wou souwuel Schüler vum Classique wéi vum Technique wéi vum Préparatoire an deemselwechte Gebai scolariséiert ginn. Dat ass d'Politik, déi mer ëmmer deklaréiert hunn an déi mer och an dësem Gebai wëllen duerchzéien. Wa mer dat wëlle maachen, a vu dass d'Infrastruktur virginn ass, da kann ech nëmmen e Cycle inférieur dohinner setzen. Do ass net Plaz genuch, fir dann ee ganze Lycée mat Cycle supérieur ze maachen.

Ech wëll och d'Klammer opmaachen, dass den IVL schonn 2000 déi grouss Prinzipië festgehalen huet. Mir hunn e Plan sectoriel «Lycées». Dat éischt Dokument ass 2000 erauskomm. An do steet dran, dass e Lycée zwëschent 1.200 fir e Lycée classique an 1.300 oder 1.350 fir e Lycée technique soll hunn. Also déi Dokumenter gëtt et alleguerten. Duerfir staunen ech heiansdo iwwer verschidden Aussoen, déi hei gemaach ginn.

Bon! Dat Gebai zu Dummeldeng, dat passt natierlech net an dee grousse Kader, well et jo e provisorescht Gebai war, eng Noutléisung, aus der Nout eraus. Pragmatesch wéi mer da sinn, hu mer dat gemaach. Mä ech mengen, wa mer schonn e Gebai hunn - a mir hu jo kee Gebai ze vill zu Lëtzebuerg -, da solle mer dee rationellst méiglechen Usage dovunner maachen.

Duerfir d'Propositioun, fir dann do e Cycle inférieur ze maachen; an déi zweet Propositioun, fir et net als Annex lafen ze loosse vum Lycée technique du Centre, well dee jo - wéi hei gesot ginn ass - 2.700 Schüler huet. Dat ass deen eenzege Lycée, deen esou grouss ass. An ech sinn der Meenung, dass dat ze grouss ass fir eng gutt Betreiung vun de Schüler. Duerfir dann ee selbststännege Lycée, onofhängeg, deen dann zu Dummeldeng soll fonctionnéieren.

Ech wëll och nach soen, dass mer probéieren - selbstverständlech kréien déi Kanner Sport - zesumme mam Emile Metz eng Infrastruktur fir Sport ze bauen, fir dass och déi Schoul eng eege Sportinfrastuktur zur Verfügung kritt.

Da stellt sech natierlech d'Fro vun der Direktioun. Ech mengen, dat ass jo en long et en large hei diskutéiert ginn. Ech hunn der Kommissioun alleguerten d'Ursaachen erkläert, firwat dass ech der Meenung sinn, dass mer deen Artikel 7 an dat Gesetz hei solle setzen. Ofgesi vun alle perséinlechen Iwwerleeungen, wëll ech dann awer hei soen, dass vill Reaktioune mech fundamental stéieren, well ech mech immens gutt un eng Diskussioun erënneren, wéi ech ganz jonke Proff war. Dunn ass ee Schoulmeeschter Direkter vum Michel-Lucius ginn. Dat war e Skandal! Ee Schoulmeeschter kann net Direkter vun engem Lycée ginn! An deen Dünkel, deen hu mer zu Lëtzebuerg nach ëmmer.

Ech wëll just soen, dass déi Leit, déi aus der Grënnerzäit, wéi de Régime préparatoire an de Lycée iwwerholl ginn ass, iwwer all déi Joren eng ganz schwéier Aarbecht gemaach hunn - et ass jo hei gesot ginn, wéi schwéier dass dat ass, mat Problemkanner ëmzegoen. Déi Leit hunn all déi Joren hir Aarbecht elo gemaach. A wa mer da mussen e Gesetz maachen, dat mir och net immens gutt gefält - ech hätt léiwer eng allgemeng Regel fir alleguerten d'Leit; dat war awer net méiglech an duerfir ginn ech eben de Pis-aller -, mä da genéieren ech mech awer och fir déi Aussoen, déi hei gemaach si ginn, fir deene Leit, déi all déi Joren déi Aarbecht gemaach hunn, dann net d'Méiglechkeet ze ginn, dass se dann och den Titel dofir kënne kréien. An duerfir hunn ech iwwerhaapt kee schlecht Gewëssen, fir dëser Chamber dat Gesetz hei ze soumettéieren.

Ech wëll selbstverständlech, wann Der mech da frot, d'Motioun vun deene Gréngen, wat d'Mobilitéit ugeet, unhuelen. Ech wëll och vun den Transportproblemer hei soen, dass e puer Réunioune waren. Net méi spéit wéi gëschter war nach eng Réuniouun, fir ze kucken, wéi den Transport géif organiséiert ginn. Et ass natierlech besser, wann dat alles am Viraus geplangt ass, wann een de Lycée baut. Dat gëtt jo och elo probéiert.

Ech wëll awer déi hei Aschränkung maachen: Wann ee Lycée opgeet, en neie Lycée, dann hëlt een un, da schätzt een, aus wéi enge Gemenge Kanner dohinner kommen. Et gëtt och eng Zone de proximité gezeechent. Mir wësse jo awer, dass et ëmmer Ausnahme gëtt, dass ëmmer Leit nach vun anzwousch anescht wëllen dohinner kommen.

Mir wëssen och, dass mir eigentlech d'Gewunnecht hunn hei zu Lëtzebuerg, d'Kanner alleguer bei der Dier doheem ofzehuelen a si bis an d'Schoul ze féieren, dass déi Konditioun natierlech net ëmmer ka garantéiert ginn, mä dass ee kann en attraktiven a kohärente Mobilitéitsplang maache fir eng Zon, awer natierlech net fir all gréisser Regioun.

Dat gesot...

M. le Président.- Madame Minister, erlaabt Der eng Zwëschefro vun der Madame Loschetter?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Selbstverständlech.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

D'Madame Ministesch weess bestëmmt, dass et eng Regel gëtt, mir fannen déi erëm an de Foyers de jour zum Beispill bei de Chargés de la direction. Mir fanne se och an de Schoulgebaier erëm, an de Lycéeën a Lycée-techniquen, déi eigentlech den Direkter an d'Leit aus der Direktioun verflicht, e Plein temps ze assuréieren. Dat ass notamment och e Problem heiansdo bei Fraen, déi wëllen eng Carrière maachen, déi awer gäre géifen eng Zäitchen op den Temps partiel zréckgräifen, an awer hiren Direkteschposten, sief et an enger Crèche oder sief et an enger Direktioun, weiderféieren, notamment heiansdo och mat Jobsharing. Dat alles bleift hinnen am Fong geholl verweigert, well mer déi Regel hunn, déi seet, dass d'Direktioun muss déi Flicht erfëllen, dass se e Plein temps huet.

Kann dann d'Madame Ministesch an dësem Fall hei garantéieren, dass d'Direktioun vun deem Lycée zu Dummeldeng e Plein temps ass an dass och déi Disponibilitéit vun deem Direkter e Plein temps bleift, well dat wär eng zousätzlech Ongerechtegkeet, wann dat de Fall net wär, par rapport zum Beispill - notamment, mä net nëmmen - vu ville Fraen, déi aus verschidde Grënn wëllen hiert Liewen an deem Déngen...

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter, Dir hutt Är Fro gestallt, mir waarden elo op d'Äntwert vun der Madame Minister.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech soen Iech Merci.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech wëll just soen, dass e Congé politique net e Mi-temps ass, also dat heescht, et ass eng aner Dispositioun, déi de Congé politique regelt, mä ech mengen, vu dass mer keen Numm nennen a jiddfereen op deemselwechte Mënsch hei erëmhaakt,...

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Dir hutt mech falsch verstan.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- ...weess jo jiddfereen, dass deen, deen de Moment Kandidat ass, deen och provisoresch d'Direktioun mécht, vu dass e Chargé de direction ass fir de Régime préparatoire...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ass d'Plaz dann ausgeschriwwen?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech kann d'Plaz nach net ausschreiwen, soulaang d'Gesetz net gestëmmt ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Fir ee Kandidat! Fir ee Kandidat!

(Interruptions diverses)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här Gibéryen...

M. le Président.- Wann Der emol alleguerte géift ofwaarden, bis d'Madame Minister hir Ausféierunge gemaach hätt, wären eng Rei Froe ganz iwwerflësseg!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Neen, meng Fro ass awer zimlech kloer a prezis. Ech denken, déi Regel, déi gëtt et net fir näischt, an déi Regel, déi gëtt et, fir dass déi Disponibilitéit och garantéiert ass.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Jo.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt Iech just froen, Madame Delvaux, ob Dir eis hei kënnt déi Disponibilitéit egal aus wat fir engen Ursaache garantéieren, ob déi Disponibilitéit vun deem Direkter an där schwiereger Schoul, mat deene schwierege Schüler, mat deem flotte Projet garantéiert ass?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mir schléissen eis dëser Fro un, Här President.

Une voix.- Mir och.

(Brouhaha général)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ma da musse mer kucken, dass mer déi Konditiounen do garantéiert kréien. Ech kann, vu dass e jo nach kee Kandidat ass - d'Plaz ass nach guer net ausgeschriwwen -, Iech jo also och net soen, wéi et fonctionnéiert. Ech ka just soen, dass ech alles wäert drusetzen, fir dass déi Disponibilitéit do garantéiert ass.

Nach eng Fro?

Une voix.- Très bien.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi. De Vote fänkt un.

(Interruptions)

Amendement 1

Pardon. Mir huele fir d'éischt den Amendement vum Här Krieps.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Déi, déi mat deem Amendement averstane sinn, déi stëmme mat Jo. Déi, déi net domat d'accord sinn, déi en oflehnen, stëmme mat Neen.

Vote

Den Amendement vum Här Krieps ass ofgelehnt...

Plusieurs voix.- Oh!

M. le Président.- ...mat 38 Nee-Stëmmen, bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, vu datt den Amendement verworf ass, froe mer d'Divisioun vum Vote, an zwar e spezielle Vote fir den Artikel 7. Mir hunn déi véier Ënnerschréfte vun eis a mir...

(Interruption)

Madame Flesch.

M. le Président.- D'Madame Flesch huet d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, mir ënnerstëtzen déi Demande vum Vote par division. Mir invoquéieren den Artikel 45; wann d'Divisioun gefrot ass, ass se de droit. Mir froen e Vote par division iwwert den Artikel 7, den Artikel 8 an den Artikel 9. Mir preziséieren: also am Sënn vum Artikel 45 vun eisem Reglement. Mir hätten also gären de Vote par division, ech soen et nach eng Kéier, iwwert den Artikel 7, den Artikel 8 an den Artikel 9.

M. le Président.- Duerch Är Demande fir e Vote séparé vum Artikel 7 ass domat och d'Demande vun der grénger Fraktioun recevabel. Mir mussen e Vote séparé maachen iwwert déi dräi Propositiounen, déi Der gemaach hutt. Dir frot jo e Vote séparé fir 7, 8 an 9?!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Richteg!

M. le Président.- Voilà. Et gëtt dräi verschidde Voten.

Plusieurs voix.- Jo!

M. le Président.- Da maache mer fir d'éischt de Vote iwwert den Artikel 7.

(Interruption)

Den Text gesäit vir, wann d'Divisioun gefrot gëtt, dann ass se de droit: «L'auteur de la demande doit préciser les parties sur lesquelles il demande des votes séparés.» Dat ass dat, wat Dir elo frot: 7, 8 an 9. A wann déi Votë gemaach sinn, da gesi mer jo, wat d'Resultat dovunner ass a wat dobäi erauskomm ass, an da stëmme mer iwwert dee ganzen Text vum Projet de loi. Esou ass d'Prozedur.

Article 7

Voilà, also stëmme mer elo fir d'éischt of iwwert den Artikel 7.

Une voix.- Jo!

Vote

(Brouhaha général)

M. le Président.- Den Artikel 7 ass mat 38 Jo-Stëmmen, bei 22 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Article 8

Vote

Voilà, dann huele mer de Vote séparé iwwert den Artikel 8. De Vote fänkt un.

(Interruption et hilarité)

Une voix.- ...wien huet dann hei e Problem.

M. le Président.- Och den Artikel 8 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, bei 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme

Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Article 9

Vote

Dann nach den Artikel 9. Ee Moment, voilà de Vote fänkt un.

Och den Artikel 9 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei 7 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären. Elo stëmme mer of iwwert dee ganze Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5625 ass ugeholl mat 45 Jo-Stëmmen, bei 5 Nee-Stëmmen an 10 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Madame Flesch freet d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, mat Ärer Erlabnis géif ech gären ons Abstentioun motivéieren.

Selbstverständlech si mer der Meenung, dass dee Lycée zu Dummeldeng muss gebaut ginn; dofir konnte mer net géint dee Projet stëmmen. Mä mir hunn e Problem mam Artikel 7, aus all deenen Ursaachen, déi hei schonn erwähnt gi sinn.

Ech wëll an deem Zesummenhang ganz kloer soen, dass mer näischt dergéint hunn, wann e Schoulmeeschter op engem normale Wee d'Possibilitéit kritt, nodeem en d'Experienz huet, d'Responsabilitéit vun der Direktioun vun esou engem Enseignement ze iwwerhuelen.

Här President, ech muss Iech awer soen, ech hu bei der Diskussioun vun deem Projet an der Kommissioun, wou ech duerch Zoufall eng Kolleegin ersat hunn, eppes erlieft, wat ech an deene ville Joren, wou ech an der Chamber war, nach ni erlieft hunn.

D'Madame Minister huet an der Kommissioun kloer gesot, deen Artikel wär erakomm, fir dass den Här Souwisou kéint Direkter genannt ginn.

Plusieurs voix.- Aaahhh! Ooohhh!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Dat sinn awer Saachen, Här President, wou ee muss soen: „Esou geet et net!"

Also d'Regierung an d'Majoritéit sinn an där doter Geschicht en aveu, an dat muss un de Pranger gestallt ginn. Dofir konnte mer dee Projet net stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 1

M. le Président.- Mir hunn nach d'Motioun, déi vun dem honorabelen Här Adam déposéiert ginn ass. Souwäit wéi ech d'Madame Minister verstanen hunn, huet si gesot, dass se mat där Motioun averstane wier.

Vote

Kënne mer also déi Motioun par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien ass d'accord mat der Motioun?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech gesinn, d'Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Domadder si mer definitiv um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Ech soen Iech Merci. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.53 heures)

SÉANCE 38

Jeudi, 14 juin 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Dépôt de deux projets de loi

2. Question urgente N°1778 de M. Jacques-Yves Henckes relative au trafic de fausses autorisations de commerce

3. 5643 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Conférence Européenne de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 13 février 1969

5644 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant le Laboratoire Européen de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 10 mai 1973

(Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture)

4. 5677 - Projet de loi relatif à la construction d'un dépôt des Ponts et Chaussées à Remich

(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5678 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg

(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale)

6. 5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale)

7. 5678 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

8. 5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006 (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. Demandes en naturalisation

10. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Madame Statssekretärin Octavie Modert.

1. Dépôt de deux projets de loi

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement.*- Jo, Här President. Ech wollt Dépôte maachen. Deen éischten ass e Gesetzesprojet iwwert d'Aide de la formation-recherche.

- Projet de loi N°5733 relatif aux aides à la formation-recherche modifiant:

- la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

- la loi du 9 mars 1987 ayant pour objet: 1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;

- le Code du Travail;

- la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

An dann hätt ech nach een ze maachen, an zwar wollt ech de Gesetzesentworf relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques hannerleeën.

- Projet de loi N°5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Modert. Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun dëse Projeten an déi zwee Projete ginn un déi zoustänneg Kommissioune pour examen verwisen.

Als éischte Punkt hu mer haut de Mëtteg um Ordre du jour d'Question urgente N°1778 vum Här Jacques-Yves Henckes relative au trafic de fausses autorisations commerciales. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

2. Question urgente N°1778 de M. Jacques-Yves Henckes relative au trafic de fausses autorisations de commerce

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt der Regierung Merci soen, an och der Chamber, datt se d'Urgence vun der Fro unerkannt huet.

Et ass am Land en Trafic vu falschen Autorisations de commerce entdeckt ginn. Dat wat um Ufank just nuren e puer Eenzelfäll sollte sinn, huet sech awer, no mengen Informatiounen, erausgestallt als e ganz groussen Trafic. Anscheinend sinn iwwer 100 falsch Autorisatiounen erausgaangen, oder richteg Autorisatiounen erausgaangen, mä op Basis vu falsche Pabeieren!

Et wieren essentiellement portugisesch Firmen oder portugisesch Ressortissanten, déi dovunner betraff wieren. A verschiddene Fäll ass souguer geschwat ginn, hei ass een, wou ech Bescheed weess, datt en 30.000 Euro bezuelt huet, fir falsch Diplomer a Portugal ze kréien, fir och eng Autorisation, eng Maîtrise ze kréien a Portugal. Déi Maîtrise ass dann zu Lëtzebuerg iwwerschriwwe ginn, a lues a lues ass awer déi ganz Affär do erauskomm.

Et ass kloer, datt dat doten eng etlech Problemer opwerft. Ech wollt dofir e puer Froen un d'Regierung stellen:

Éischtens, kënnt Der mer déi Faiten, déi ech elo kuerz beschriwwen hunn, confirméieren?

Zweetens, stëmmt et, datt eng Instruction judiciaire ënnerwee ass an datt verschidde Persoune scho verhaft gi sinn an där Affär? Ech weess net, ob et hei zu Lëtzebuerg ass oder am Ausland.

Si lëtzebuergesch Fonctionnairen oder kéinten déi an deen Trafic implizéiert sinn oder ass eng Enquête respektiv eng Instructioun en cours?

A véiertens, étant donné datt logescherweis missten déi Entreprisen alleguerten zougemaach ginn a Strofkloe géint déi Leit gefouert ginn, an étant donné datt awer déi Entreprisen, iwwer 100, eng etlech Leit beschäftegen - et gëtt vu 400 bis 500 Leit geschwat -, wäert dat doten natierlech en etlech Problemer opwerfen um soziale Plang fir déi Leit, déi natierlech hir Aarbechtsplaz kéinte verléieren. Déi steierlech Implikatiounen, Marchés publics kéinten a Fro gestallt ginn. Bref, och fir de Stat gëtt et eng etlech steierlech Nodeeler. Dofir wollt ech froen, wéi d'Regierung wëllt dee Problem do ugoen, wann déi Faiten, déi ech elo kuerz beschriwwen hunn, géife bestätegt ginn.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo den Här Fernand Boden, Mëttelstandsminister.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ech ka confirméieren, ass, datt en Trafic vu falschen Diplomer an CE-Zertifikater vun eisem Ministère opgedeckt ginn ass, an doropshin hu mer direkt den 10. Abrëll de Parquet saiséiert an dëst och den 12. Abrëll an engem Pressecommuniqué matgedeelt.

Et sinn effektiv no eisen Erkenntnisser méi wéi 100 Betriber, déi sech op déi Aart a Weis eng Autorisatioun erschlach hunn. Mir traitéiere ronn 12.000 Dossieren am Joer, respektéieren dobäi strikt Regelen an der Instruktioun vun den Dossieren, an eise Service „Autorisation" ass ISO-zertifizéiert, mä kriminell Energie fënnt ëmmer nees e Wee, fir laanscht d'Regelen ze kommen.

Eisen Informatiounen no hunn d'Präisser, fir op dës Aart a Weis un eng Autorisatioun erunzekommen, tëschent 8.000 an 28.000 Euro variéiert. Ech wëll net ofstreiden, datt vläicht een der 30.000 bezuelt huet, wéi den Här Henckes elo gesot huet, mä am Prinzip sinn eisen Erkenntnisser no tëschent 8.000 an 28.000 Euro bezuelt ginn.

Zur zweeter Fro: Et ass richteg, datt opgrond vun eiser Initiativ eng Instruction judiciaire opgemaach ginn ass, an datt den Ënnersuchungsriichter och scho Leit an Untersuchungshaft gesat huet, vun deene mer déi genee Zuel awer net kennen.

Drëtt Fro: Et ass kee vun eisen aktive Beamten inculpéiert. Et gëtt zwee Employéen, déi méi heefeg Kontakt hate mat eenzelne Leit, déi an den Trafic implizéiert sinn; do leeft allerdéngs eng Enquête.

Véiert Fro dann. Mir sinn eis bewosst, datt d'Zréckzéie vun enger Autorisatioun eng ganz sensibel Matière ass. Et kann awer net akzeptéiert ginn, datt onberechtegt erlaangten Autorisatiounen ouni Sanktioune bleiwen. Mir siche mat all Entreprise eng gangbar Léisung ze fannen, fir Schued fir d'Leit an och fir hir Aarbechtsplaz esou wäit wéi méiglech ze vermeiden. Duerfir ginn och all eenzel Entreprisen an de Ministère convoquéiert. Si kréien déi vum Gesetz virgesinnen Iwwergangsfristen zougestanen, fir déi bestehend Erfuerdernisser, déi un de Gérant gestallt ginn, ze erfëllen. Soss muss d'Autorisatioun definitiv entzu ginn. Dëst betrëfft allerdéngs nëmmen déi administrativ Prozedur.

Et sief och drun erënnert, datt strofrechtlech gesinn d'Produktioun an den Usage de faux e kriminellen Akt ass, an datt doduerjer déi Verantwortlech vun dëse Betriber eventuell och nach eng Strof um penale Plang riskéieren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum éischten ordinäre Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5643, en Ofkommes iwwert d'Conférence européenne de biologie moléculaire, a vum Projet 5644, en Ofkommes iwwert de Laboratoire européen de biologie moléculaire. Béid Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Goerens, Fayot, Mehlen an d'Madame Loschetter.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projets de loi, déi an enger Diskussioun behandelt ginn, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis!

3. 5643 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Conférence Européenne de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 13 février 1969

5644 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant le Laboratoire Européen de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 10 mai 1973

Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Statssekretärin, Lëtzebuerg ass am technologeschen Ëmbroch. Wa mir nach an de 50er Joren am leschte Jorhonnert vun der Minett an dem Stol geschwat hunn, war et an de 60er an an de 70er Joren den uwuessende Finanzsecteur. An den 80er an 90er Jore koum dunn den opstriewende Secteur vun de Satelliten derbäi. Derniewent ass eis Gesellschaft ëmmer méi vun den elektronesche Medien an der mobiler Telekommunikatioun geprägt ginn. Duerch d'Kreatioun vun de Fuerschungszentren an eiser Universitéit huet awer en neie Wand geblosen.

Dee virleiende Projet de loi gesäit dofir d'Approbatioun vum Accord iwwert déi Europäesch Konferenz fir Molekularbiologie vum 13. Februar 1969 vir. Elo kënnt ee soen: Dat huet awer eng laang Zäit gebraucht, bis deen an d'Chamber komm ass! Hei eng kleng Erklärung dozou.

An de 60er Jore vum leschte Jorhonnert hunn d'Wëssenschaftler d'Kreatioun vun engem Laboratoire fir Molekularbiologie verlaangt, an am Joer 1964 ass déi Europäesch Organisatioun fir Molekularbiologie gegrënnt ginn. D'Aufgab vun dëser Organisatioun war et deemools, fir Bourssen un déi Wëssenschaftler ze verginn, déi de gewënschten europäesche Laboratoire opbaue sollten.

1969 ass dunn déi Europäesch Konferenz fir Molekularbiologie an d'Liewe geruff ginn. Hiert Haaptzil war et, d'Entwécklung an d'Recherche vun der Molekularbiologie an Europa virunzedreiwen. Doriwwer eraus sollt och d'Ausbildung an d'Weiderbildung vun de Chercheuren op dësem wichtege Gebitt ënnerstëtzt ginn.

Lëtzebuerg huet deemools net matgemaach, awer aner 25 Länner aus Europa an och Israel an d'Türkei hu scho matgemaach. Haut triede mir duerch eise Vote der Konferenz bäi; d'Demande vun der wëssenschaftlecher Fuerschung hei am Land huet dat bewierkt.

D'Molekularbiologie befaasst sech mat der Struktur an der Funktioun vun der DNA op molekularem Niveau. D'Wëssenschaft stellt fest, dass d'Molekularbiologie ëmmer méi an d'Beräicher wéi Chemie a Biologie andréngt, hei am Besonneschen an d'Genetik an an d'Biochemie. Eng vun de wichtegsten Aufgaben ass dofir d'Erfuerschung vun de Wiesselbezéiungen tëschent der DNA an de Proteinen an den Zellen. D'Fuerscher gesinn hei eng ganz Palett vu biochemeschen, mikrobiologeschen, geneteschen a gentechnesche Prozesser vir. Lëtzebuerg ka sech elo och do erabréngen.

D'Europäesch Konferenz fir Molekularbiologie huet hire Sëtz zu Heidelberg an hir Haaptmissioun ass et, den Europäesche Laboratoire fir Molekularbiologie ze finanzéieren.

An der jéngster Vergaangenheet huet si e wëssenschaftleche Programm fir déi europäesch Jonkfuerscher an d'Wee geleet. Doduerch sollt de wëssenschaftlechen Nowuess an Europa eng Chance an der Wëssensgesellschaft kréien.

Duerch e weidere Projet gëtt versicht, d'Welt vun de Fuerscher méi no un de breede Public erunzedroen an domadder fir Transparenz ze suergen. Derniewent besteet awer och eng elektronesch interaktiv Plattform, wou een d'Daten iwwer all Domäne vun de Sciences de la vie agesinn an och erofluede kann.

Duerch de Bäitrëtt zur Europäescher Konferenz fir Molekularbiologie ginn der Lëtzebuerger Fuerschungslandschaft nei Weeër opgemaach. D'Demande vu Lëtzebuerg, fir do Member ze ginn, gouf och schonn akzeptéiert. Ënner anerem kënnen elo Bourssë fir Fuerscher bereetgestallt ginn a wëssenschaftlech Konferenzen duerchgeféiert ginn.

Wa Lëtzebuerg dëser Konferenz elo bäitrëtt, da kann och de Bäitrëtt zum Europäesche Laboratoire fir Molekularbiologie duerch e weidere Gesetzesprojet duerchgeféiert ginn. Et ass awer och wichteg ze ënnerstréichen, dass déi zwou Ratifikatiounen an engem Intervall vun engem Mount duerchgeféiert missten a sollte ginn. Eis Regierung huet awer eng Derogatioun kritt, esou dass mir haut dann déi zwee Votë mateneen duerchféiere kënnen.

Wat elo de finanziellen Impakt vun dësem Bäitrëtt ubelaangt, esou gëtt hei no engem Schlëssel verfuer wéi dee vun der OCDE festgeluecht ginn ass. Fir Lëtzebuerg mécht de Joresbäitrag 0,21% vum Gesamtbudget vun der Europäescher Konferenz fir Molekularbiologie aus. Fir dëst Joer gëllt et 32.900 Euro ze investéieren, fir dat nächst Joer 35.400 a fir 2009 38.200 Euro.

Vläicht zum Schluss nach Detailer vum Gesetzesprojet. En ass den 1. Dezember d'lescht Joer an der Chamber vum Här Ausseminister Jean Asselborn déposéiert ginn an de Statsrot huet säin Avis de 14. Februar 2007 eragereecht. Déi zoustänneg Chamberskommissioun huet sech an hirer Sitzung vum 16. Mee 2007 dann elo kuerz mat dem Gesetzesprojet auserneegesat an och mam Avis vum Statsrot. De Rapport ass de 7. Juni ugeholl ginn, an och do eestëmmeg.

Souwuel de Statsrot wéi och mir an der Kommissioun hunn d'Wichtegkeet vun dësem Accord fir ons Wëssensgesellschaft ënnerstrach an dowéinst biede mir Iech alleguerten ëm eng breet Ënnerstëtzung. Ech bréngen och eisen Accord vun der CSV schonn eran a soen elo Merci fir d'Nolauschteren.

An da fuere mer quasiment eriwwer op den nächste Projet de loi, well dat beienee sollt goen.

Ech fänken erëm eng Kéier un, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Statssekretärin,...

(Hilarité)

...och elo den Här Minister - ech hunn dee virdrun iwwersi gehat, entschëllegt. Jo, mä et soll een ëmmer héiflech am Liewe sinn, dat gouf ech an enger gudder Kannerstuff geléiert. War et net esou? Voilà.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien.

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Och hei gëllen déi Gesetzer, déi een doheem geléiert gouf.

...mat dem Gesetzesprojet iwwert den Accord vun der Europäescher Konferenz fir Molekularbiologie huet Lëtzebuerg elo grad dann d'Dier opgemaach fir d'Fuerschung an engem Beräich vun der Molekularbiologie.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Nach net.

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Ech sinn awer schonn der Meenung, dass dat haut passéiert.

Une voix.- Ah, dann ass et gutt.

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Dësen Accord ass awer eng Conditio sine qua non fir de Bäitrëtt zum Europäesche Laboratoire fir Molekularbiologie, deen de Sujet ass vun deem virleiende Gesetzesprojet. Lëtzebuerg huet sech zu Genf den 10. Mee 1973 deemools net dësem Laboratoire ugeschloss. 19 Länner aus Europa an och Israel hunn dat deemools awer scho gemaach.

Genau wéi den Accord zum Bäitrëtt zur Europäescher Konferenz fir Molekularbiologie huet et laang gedauert, bis dëse Projet hei an d'Chamber komm ass. Ech hunn d'Erklärung dofir virdru schonn ofginn.

Duerch d'Schafung vun eiser Universitéit kënnt awer elo en neit Ëmdenken an d'Land. D'Haaptzil vun dësem Laboratoire ass et, de Lëtzebuerger Fuerscher all Méiglechkeeten ze ginn, fir vun den Infrastrukturen op dësem wichtege Gebitt an Europa ze profitéieren. De Laboratoire huet säin Haaptsëtz zu Heidelberg. Weider Laboratoiren, opgedeelt no Fachgebidder, sinn dann zu Monterotondo bei Roum, zu Hamburg, zu Grenoble an zu Hinxton no bei der Stad Cambridge.

An all dëse Laboratoirë schaffen zurzäit schonn 1.400 Chercheuren an déi sinn do engagéiert a Gebidder, déi eis muer e Stéck a munche Fuerschungselementer weiderbrénge wäerten.

E weidere wichtege Volet ass awer ganz kloer d'Offer vun der permanenter Weiderbildung fir eis Fuerscher, well jiddferee weess jo: Deen, dee sech net weiderbilt an deem Domän do, dee fält zréck.

Och wa Lëtzebuerg elo dem Europäesche Laboratoire bäitrëtt, dann däerf een awer net vergiessen, dass hei am Land schonn eng sëlleche Projeten op dësem Gebitt duerchgeféiert ginn. Ouni an d'Detailer ze goen, wëll ech hei den CRP-Santé an den CRP Gabriel Lippmann zitéieren, wou iwwer 150 Fuerscher momentan hirem Wëssensdrang noginn.

Duerch d'Kreatioun vun onser Universitéit kënnt et awer elo zu där sougenannter benéidegter Masse critique, fir der Recherche fondamentale an och der Recherche appliquée en neie Stellewäert ze ginn. Derniewent wierken och nach d'Fondation fir Kriibsfuerschung, den CRP Henri Tudor, den Institut viti-vinicole an och de Fonds national de la Recherche an dësem interessante Beräich mat.

A wann d'Cité des Sciences zu Esch-Belval emol steet, da kënne mer eis virstellen, dass eng ganz Rei vu Start-ups an och Spin-offs sech ronderëm d'Molekularbiologie grefféiere wäerten. Domat kënne mir och nei Aarbechtsplaze schafen an doriwwer eraus kënne mir och jonk Fuerscher, déi momentan am Ausland sinn a gäre géifen zréckkommen, erëm zréck an eis Fuerschungslandschaft erëmbréngen.

Wat de finanziellen Impakt vun dem Bäitrëtt zum Europäesche Laboratoire fir d'Molekularbiologie ubelaangt, esou gëtt och hei nom Schlëssel vun der OCDE verfuer. Lëtzebuerg muss 0,21% vum gesamte Budget bäisteieren, dat heescht fir 2007 musse mir 151.500 Euro bezuelen a fir dat nächst Joer 159.500 Euro.

Zum Schluss nach e puer Detailer. Och wéi dat anert Gesetz ass dat hei gemeinsam den 1. Dezember 2006 vum Här Ausseminister Jean Asselborn hei déposéiert ginn. Den Avis vum Statsrot ass och parallell komm de 14. Abrëll an och an därselwechter Kommissioun, an der Sitzung vum 16. Mee, hu mer eis domat befaasst. De Rapport ass de 7. Juni och eestëmmeg ugeholl ginn.

De Statsrot an och ons Kommissioun hunn d'Wichtegkeet vun dësem Accord fir ons Wëssensgesellschaft ënnerstrach. Erlaabt mer awer och zum Schluss der Madame Josiane Entringer aus dem Ministère vun der Recherche fir hiren Engagement Merci ze soen, well si huet dat Ganzt esou duergeluecht, dass mir kee Problem haten, déi zwee Gesetzer hei duerchzeéien.

Well Lëtzebuerg sech awer mat deenen zwee Gesetzesprojeten an de Geescht vun der Lissabon-Strategie setzt, déi jo vun ons alleguerten eng Opbrochstëmmung fir d'Wëssensgesellschaft verlaangt, bieden ech hei ëm eng breet Zoustëmmung. Domat

setze mer e wichtegt Signal fir déi Wëssenschaftler dobaussen, déi sech der Molekularbiologie verschriwwen hunn.

Ech bréngen och hei den Accord vu menger Fraktioun mat eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. D'Wuert huet dann den honorabelen Här Wagner.

Pardon, den Här Goerens.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, den Här Oberweis, Rapporteur, huet ëm eng breet Zoustëmmung gebieden. Opgrond vu sengem exzellente Rapport kann ech mech deem net verweigeren, an dat am Numm vu menger Fraktioun.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat hätt den Här Wagner och fäerdeg bruecht.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Goerens, fir déi däitlech Aussoen. Dann huet den Här Fayot d'Wuert. Här Fayot!

(Interruptions)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt zwou, dräi Remarquen zu deenen zwee Projete maachen.

Déi éischt Remarque: Deen Accord iwwert dee Laboratoire fir Biologie moléculaire ass jo en interessanten Accord, well et eng intergouvernemental Initiativ ass, déi also ausserhalb vun de Strukture vun der Europäescher Unioun stattfënnt op engem Gebitt vun der Recherche de pointe an Europa. D'Iddi ass jo, wéi de Rapporteur dat hei exzellent gesot huet, fir eng zentral Struktur ze hunn, dee Laboratoire zu Heidelberg mat deene Satelliten, véier anere Satelliten a verschiddene Länner, fir d'Recherche ze encouragéieren um Gebitt vum Vivant.

Den Här Oberweis huet a sengem Rapport selbstverständlech akribesch déi Institutiounen, déi zu Lëtzebuerg mat der Recherche du vivant befaasst sinn, opgezielt. Et ass allerdéngs keng Indicatioun komm, firwat déi Adhésioun fir deen Zentrum do, dee jo säit 1974 besteet, elo kënnt. Et kann ee sech natierlech virstellen, dass et elo kënnt, well mer an enger Phas sinn, wou d'Lëtzebuerger Recherche sech ëmmer weider développéiert a wou d'Regierung jo och wëllt d'Prozentsätz fir d'Recherche ëmmer méi eropsetzen. Mir sinn ongeféier bei 0,3 bis 0,4 a mir wëlle jo op 1% ëm 2010 kommen. Et kann also domat zesummenhänken.

Ech wär awer interesséiert, wann d'Madame Statssekretärin ons kënnt soen, ob an deenen Instituter, déi elo mat Recherche du vivant befaasst sinn, prezis Besoinë si fir all déi Offeren, déi eben dee Laboratoire do bitt. Dat si jo vill Offeren. Den Här Oberweis huet et jo duergestallt. Et sinn net nëmme Facilitéite fir Recherche, dat si Formatiounen, dat si Seminäre fir Postdocen, dat si Seminäre fir Studenten oder fir Leit, déi amgaange sinn, eng Formatioun ze maachen. Et wär also interessant ze wëssen, ob do sech eppes an dësem Ableck mécht.

Dann hat ech och an der Kommissioun gefrot, wéi bei deene villen Instituter, déi sech zu Lëtzebuerg mat Recherche du vivant ofginn, d'Koordinatioun ass. Den Här Decker, den zoustännege Mann am Ministère de la Recherche, hat ons gesot, do géif geschafft ginn no de Recommandatioune vun der OCDE.

Ech hunn dat am Rapport iwwert d'Recherche vun 2006 nogelies, an do gëtt effektiv och gesot, dass Enn 2006 dru geschafft géif tëschent dem Ministère de l'Économie, dee jo fir Luxinnovation zoustänneg ass, an dem Ministère de la Recherche, dee fir déi eigentlech Recherche zoustänneg ass, fir éischtens e Conseil supérieur de la recherche et de l'innovation opzebauen - ech wär interesséiert ze wëssen, wéi wäit a wou deen ass -, an zweetens dann och fir dee Contrat de performance pluriannuel auszeschaffen, deen also zwëschent dem Stat an deene verschiddenen Acteuren an der Recherche kéint ofgeschloss ginn. Dat si jo d'CRPen, den CRP-Santé, den CRP Lippmann, héchstwahrscheinlech och den CRP Tudor, dat ass d'Universitéit, et ass de Fonds national de la Recherche, et ass och de CEPS engersäits an dann natierlech Luxinnovation anerersäits. Et ass also en interessante Projet.

Ech mengen, et ass kee Problem, dass mir als LSAP deem zoustëmmen. Mä ech mengen, wann een elo vläicht iwwert déi reng formal Approbatioun, déi mer hei ginn, an och iwwert déi puer méi finanziell Aspekter ewechgeet, ass et awer interessant sech ze froen, wat dann elo mat deem Accord geschitt a wat fir direkt Initiative mer mat deem Accord huelen, well do vill Potenzialitéiten dra sinn, déi mer och solle benotzen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Nächsten...

(Interruptions diverses et hilarité)

Här Bettel, hutt Dir d'Wuert gefrot? Ech hunn Iech zwar héieren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wollt dem Här Fayot félicitéieren.

M. le Président.- Dann ass et un der Madame Loschetter.

(Interruption)

Den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. le Président.- Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, et wär sécher munches och zu dësem Projet ze soen. Ech wëll mech de Mercien un de Rapporteur uschléissen, deen och net zu Onrecht drop higewisen huet, wéi wichteg datt d'Recherche an dësem Domän ass.

Zwou Remarquen dozou. Recherche ass wichteg, a wa mir do wëllen an Zukunft weider participéieren, an dat ass onausweichlech noutwendeg fir eis Ekonomie, da musse mer eis och Gedanke maachen iwwer eis Basisformatioun, fir datt mer och jonk Leit genuch herno kënnen an dee Secteur do drainéieren. Do hu mer e risege Problem.

Dat Zweet ass: Mir hunn d'Chiffere vum Rapporteur héieren, wat dat hei als Kontributioun pro Joer kascht. Mir sinn der Meenung, datt dat de Statsbudget net wäert an den Déséquiliber bréngen, au contraire, datt déi dach relativ modest Zomm hei hoffentlech, denken ech, gutt wäert investéiert sinn, an domat wëll ech och den Accord vun eisem Grupp hei bréngen.

Une voix.- Den Här Bodry huet och nach eppes ze soen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Madame Modert huet d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

Här Bodry, wann Dir den Ausféierunge vum Här Fayot eppes bäizefügen hutt, da géif ech Iech bieden, erop op d'Tribün ze kommen.

(Interruptions diverses et hilarité)

Sou, d'Madame Statssekretärin Octavie Modert huet d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Merci, Här President. Ech wollt just ganz kuerz eppes där ganzer Saach bäifügen, well villes hei gesot ginn ass, besonnesch vum Rapporteur - Merci villmools dofir -, an zwar datt de Bäitrëtt vu Lëtzebuerg zu der Europäescher Konferenz an dem Laboratoire vun der Molekularbiologie ganz an de Linne vun eiser Forschungspolitik läit, well mir domadder Member gi vun engem ganz staarken Netzwerk, wat hei an Europa ass. Mir soe jo normalerweis, mir hunn der ze vill an Amerika an net genuch hei an Europa. Dëst ass eent vun deene ganz bekannten a vu ganz internationalem Niveau hei an Europa.

Well eis jonk Forscher vun hei déi ganz prestigiéis Bourssë vun dësem Institut da kréie kënnen, dat heescht, fir entweder an deem Laboratoire do oder an engem anere Memberland vun dem EMBL hiert Doktorat oder hir Post-Doktorat-Studië kënnen ze maachen, well eis jonk Forscher, eis Forscher vun hei d'Méiglechkeet kréien, fir aacht Joer Maximum an den EMBL schaffe kënnen ze goen, heescht dat, hei kënnen nei Forschungscarrièren entstoen, wat an dësem Beräich och méi Ureiz gëtt fir zukünfteg Studenten, fir d'Molekularbiologie wëllen ze studéieren.

Well eis Forschungsinstituter vun de Laboen a vun den Aktivitéiten hei profitéiere vun der Molekularbiologie, déi ebe wéi gesot op internationalem Niveau héchste Renommée hunn an déi als dat Bescht gehandelt ginn, wat Europa am Beräich vun der Molekularbiologie ze bidden huet, gëtt dat duerfir eise Laboen op där anerer Säit och erëm d'Méiglechkeet a Méiglechkeeten, fir sech selwer op internationalem Niveau ze etabléieren oder herno eventuell ze confirméieren.

Also, d'Virdeeler vun dësem Bäitrëtt sinn nei Forschungscarrièren, d'Förderung vun enger Culture scientifique hei am Land, den Accès op sämtlech Infrastrukturen a Kollaboratiounen an d'Netzwerk, wat d'EMBC u sech bitt.

Da kann een natierlech froen, firwat mer dat haut eréischt gemaach hunn.

Well mir engersäits eng nei Entwécklung hunn, souwuel an eiser Forschungslandschaft, nodeem mer eng Uni kritt hunn, nodeem mer 1999 en FNR agesat hunn an nodeem mer dee Moment also méi etabléiert sinn am Forschungsberäich an eis Forschungsinstituter sech och e ganz bësse vum applizéierten op den Transfert de technologie eriwwer op heiandso e puer fundamental Aspekter bewegen.

An op där anerer Säit a ganz besonnesch, well den EMBL sech vun enger ganz strikter Grondlageforschung och eriwwer beweegt huet op e bësse méi applizéiert Forschung, do um Niveau och Spin-offen, do um Niveau och Transfert de technologie. Dat heescht, mir hunn eis elo ganz no beienee beweegt an den Interessi ass vill méi grouss haut, fir do Member ze ginn, wéi dat virun enger Zäit war.

Op d'Fro vum Ben Fayot: Eis Laboen, déi jo hei zu Lëtzebuerg am Beräich täteg si vun der Molekularbiologie an der Medezin, déi schaffen och haaptsächlech am Beräich vun der Cancérologie, den Neurosciences, der Immunologie, den Informatiounsprozesser oder awer och der Bioinformatik, der Modellisatioun vun Zellprozesser an och an der Agrarbiotechnologie. Dat heescht, do si ganz konkret Moossnamen, déi mir direkt wëllen aktivéieren.

D'Aktivitéite vun dëse Laboen hunn dann dee Moment och en direkte Bezuch...

(Interruption)

...zu den Aktivitéiten - Herr Bettel! - vum EMBL,…

(Interruption)

Ech mengen, den Här Bettel kennt och eppes méi dovunner.

(Hilarité et interruptions diverses)

Oh, Merci fir d'Joffer, mä ech si manner Joffer wéi Dir vläicht.

(Hilarité, brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Sou! Da géif ech biede weiderzefueren, Madame Modert!

(Brouhaha général)

Madame Modert!

(Interruption et hilarité)

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Ech hunn och guer net wëlles, dat alles wëllen ze wëssen.

Et deet mer leed, datt ech Iech elo ënnerbrach hunn, ech wollt nämlech just dem Här Ben Fayot seng Äntwert fäerdeg maachen.

…well och aner Instituter op indirektem Wee vun dësen Aktivitéite vum EMBL profitéiere kënnen oder matmaache kënnen. Et sinn der schonn en Deel dovunner opgezielt ginn.

Wat de Conseil supérieur vun de la recherche et de l'innovation ubelaangt, dee si mer amgaangen anzesetzen. Dat heescht, mir sinn um Punkt fir d'Formalisatioun vun deem Asetzen ze maachen. D'Leit sinn amgaang kontaktéiert ze ginn. Mir hunn dat zesumme gemaach, déi Leit erauszesichen, an zwar souwuel mam Ekonomiesminister wéi och mam Gesondheetsminister, esou datt mer do esou gutt wéi fäerdeg sinn.

Duerfir kann ech zum Schluss nach just soen, datt d'Molekularbiologie och e Forschungsfeld vum 21. Jorhonnert ass - et ass wichteg also hei bäizetrieden -, an datt selbstverständlech d'Käschten, déi dat kascht, éischtens net esou grouss sinn, an zweetens natierlech zielen, fir de Prozentsaz am PIB vu Lëtzebuerg, deen an d'Fuerschung geet, mat an d'Luucht ze dreiwen.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zum Vote vun deenen zwee Projet-de-loien. Fir d'éischt den Text, deen am Document parlementaire 5643[2] steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5643 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Laurent Mosar), Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Alex Bodry) et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet 5644.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5644 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Michel Wolter), Marcel Sauber (par M. Lucien Clement), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Haupert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Caudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Alex Bodry) et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Paul Helminger), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Colette Flesch), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, de Projet iwwert de Bau vun engem Dépôt fir d'Ponts et Chaussées zu Réimech. Et si bis elo ageschriwwen: do ass den Här Wagner ageschriwwen - den Här Goerens net -, den Här Scheuer an den Här Henckes. D'Wuert huet

elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement!

4. 5677 - Projet de loi relatif à la construction d'un dépôt des Ponts et Chaussées à Remich

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, de Projet, deen ech haut virstellen, ass de 6. Februar vum Bauteminister Claude Wiseler déposéiert ginn. De 24. Abrëll huet de Statsrot säin Avis dozou publizéiert. De 7. Mee sinn ech als Rapporteur genannt ginn. An den 21. Mee hu mir an der Bautekommissioun de Rapport zu dësem Projet ugeholl. Esou vill zu de Formalitéiten.

Komme mer awer elo zu deem, wourëms et an dësem Projet u sech geet: de Finanzement an de Bau vun engem Dépôt souwéi den administrative Raimlechkeete fir d'Ponts et Chaussées zu Réimech.

Déijéineg, déi sech vun Iech zu Réimech auskennen, wëssen, datt et batter néideg ass, datt d'Ponts et Chaussées zu Réimech en neien Dépôt kréien. Momentan sinn d'Servicer vu Ponts et Chaussées laut Projet de loi u véier verschidde Siten zu Réimech verdeelt, wat natierlech villes onnéideg verkomplizéiert.

Sou muss sech zum Beispill den administrative Service vu Ponts et Chaussées Réimech e Gebai an der Rue de la Gare mam Enregistrement deelen. An der Annex zu dësem Gebai sinn nach d'Atelieren an d'Raimlechkeete vum Service d'intervention ënnerbruecht. Den Dépôt vun der Brigade 2 vum regionale Ponts-et-Chaussées-Service huet en eegene Site an der Route de Mondorf, wat u sech awer e rengt Wunngebitt souzesoe matzen a Réimech ass.

De Bureau de recette befënnt sech, esou de Projet de loi, an engem gelounten Haus, well zu Réimech soss keng passend Raimlechkeete fonnt konnte ginn. Hei mécht de Projet de loi awer menger Meenung no e klengen Denkfeeler. Ech hu mech, vu datt ech och vu Réimech sinn, iwwerall zu Réimech ëmgehéiert an ëmfrot, konnt awer net erausfannen, datt Ponts et Chaussées e Bureau de recette hätt, an och net wou e wier. Zousätzlech weess ech och net firwat se ee bräichten.

Wat stëmmt, dat ass, datt Ponts et Chaussées tëschent Réimech a Stadbriedemes ënnen op der Muselstrooss emol Raimlechkeeten hat. Ech weess awer net, ob si do Locataire oder Propriétaire vun deem Gebai waren. Ech denken, datt den Här Wiseler eis herno Opschloss doriwwer kéint ginn an och dës Froe beäntwerte kann.

Deen neien eenheetleche Site wäert den Austausch tëschent deenen eenzelne Servicer an Departementer vu Ponts et Chaussées vu Réimech bedeitend verbesseren an eventuell zu Synergië mat de Servicer vun den Nopeschgemenge féieren. Selbstverständlech ass fir déi aktuell 27 Leit, déi um Site Réimech schaffen - während de Wanterméint sinn et der sechs méi fir de Service hiver -, mam Bau vun dësem Gebai e méi rationellt Schaffe méiglech.

Här President, e weidert wichtegt Argument fir dësen neien Dépôt ass nieft der Feststellung, datt Ponts et Chaussées zu Réimech op dräi Sitë verdeelt ass, d'Tatsaach, datt déi aktuell Installatioune komplett veraltert sinn a bei Wäitem net méi deem Standard entspriechen, deem se eigentlech missten entspriechen. D'Gebai, an deem den administrative Service ënnerbruecht ass, datéiert Enn vum 19. Jorhonnert. Do ass fir d'lescht 1958 restauréiert an ëmgebaut ginn.

Am Laf vun deene leschte Jore si verschidden Infrastrukture vu Ponts et Chaussées Réimech och vun der ITM zougemaach ginn, well se net méi konform mat eiser Législatioun waren. Déi aktuell Atelieren hätte missen dréngend moderniséiert ginn, well et hei verschidde Problemer gëtt. Et ass éischtens emol e schlechten Accès; et si keng Garagen do; keng Lager fir Produiten oder aner Saachen ze stockéieren; keen adequaten Dépôt fir liicht brennbar Produiten; e Faarwenatelier, deen net méi konform mat eiser Gesetzgebung ass.

Am Dépôt vun der Brigade 2 sinn déi sanitär Anlage méi wéi rudimentaire an entspriechen och mat Sécherheet net méi deenen aktuellen Normen. De virgeschloenen Neibau wäert, denken ech, all dës Problemer léisen, an d'Gebailechkeete vu Ponts et Chaussées vu Réimech sinn dann erëm iwwer Jore konform.

E weidere wichtege Punkt, dee fir den Neibau schwätzt, ass dee ville Kaméidi, deen entsteet, well d'Brigade 2 - wéi ech dat scho virdrun ernimmt hunn - matzen an engem Wunngebitt ënnerbruecht ass. Et ass virun allem am Wanter fir d'Awunner vun der Route de Mondorf immens penibel, wann d'Streeween do, déi nuets mussen erausfueren, opgeluecht musse ginn. Doduerch, datt deen neien Dépôt net méi an engem Wunngebitt läit, mä an enger Zone d'activités locale, kënnen esou Stéierungen an Zukunft évitéiert ginn.

Här President, erlaabt mer, datt ech kuerz deen neie Projet virstellen. Den Terrain läit - wéi schonns gesot - an der Zone d'activité Jongebësch. Dës Zon läit, wann ee vu Réimech Richtung Bus fiert, uewen op der Kopp riets vun der Nationalstrooss. An dëser Zone d'activité huet och d'Post, nieft verschiddenen Handwierksbetriber an engem gréissere Geschäft, virun net allze laanger Zäit en neit Gebai, e Centre de distribution régional, opgeriicht. De Bau vun deem neien Dépôt weist eng typesch industriell Architektur op. D'Plaz um Site selwer gëtt esou gutt an esou effizient wéi méiglech genotzt.

D'Pläng gesinn dräi Gebaier vir: op där enger Säit dat administratiivt Gebai souwéi dat Gebai mat den Dépôten an de Locaux sociaux; op där anerer Säit d'Hal mat deene verschiddenen Atelieren an de Garagen. Den natierlechen Héichtenënnerscheed vum Terrain erlaabt et zwou Entréeën an zwou Sortien op zwee verschiddenen Niveaue virzegesinn an esou nieft engem passenden Accès fir de Public gläichzäiteg eng optimal intern Zirkulatioun bei de Garagen a bei den Atelieren ze garantéieren. D'Entrée fir de Public ass vun der Nationalstrooss aus ze gesinn an ass selbstverständlech och handicapéiertegerecht ugeluecht.

Fir elo d'Käschten e bësselchen ze drécken, sinn déi zwee éischt Gebaier eng massiv Konstruktioun. D'Atelieren an d'Garagë sinn awer éischter am Leichtbau gehalen. Beim Ausschaffe vun de Pläng ass besonnesch Wäert geluecht ginn op ekologesch Aspekter; dat haaptsächlech wat d'Energiekonzeptioun betrëfft.

Ech wëll Iech elo op dëser Plaz net weider mat deenen dach éischter langweilegen techneschen Detailer konfrontéieren.

Plusieurs voix.- Oh!

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Dofir verweisen ech Iech op mäi schrëftleche Rapport, wou Der dat alles erëmfanne wäert. Ech mengen, den Här Scheuer kennt se, well hien huet se ewell gelies.

Une voix.- Mir nach net.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Jo, dat ass awer Äre Problem, wann Der et net gelies hutt. Dat ass awer net mäi Problem.

Une voix.- Voilà!

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Wat elo dee wichtege Volet vun de Finanzen awer betrëfft, esou däerf de Projet net méi wéi 9,920 Milliounen Euro kaschten. An do wëll ech drop hiweisen, datt a mengem schrëftleche Rapport en Tippfeeler ënnerlaf ass, well do steet 9,22 Milliounen. Ech wëll elo ouni grouss Formalitéiten awer vun dëser Plaz aus redigéieren, datt dat 9,920 Millioune sinn. D'Frais de consommation ginn op 31.940 Euro pro Joer geschat an de jährlechen Ënnerhalt op 171.473 Euro.

Et bleift nach ze erwähnen, datt d'Zon selwer mat engem Réseau de gaz do ass, deen da selbstverständlech och an Usproch geholl wäert ginn.

A sengem Avis vum 24. Abrëll 2007 huet de Statsrot och nach d'Noutwendegkeet vun den neie Gebailechkeete fir d'Ponts et Chaussées ervirgehuewen an e kritiséiert souguer, datt net schonn éischter op déi schlecht Situatioun reagéiert ginn ass. De Conseil d'État werft weider och d'Fro op, ob net nach fir aner Sitë vun de Servicer vun de Ponts et Chaussées en adequate Plan d'investissement misst etabléiert ginn a wéi et dorëm bestallt ass.

Ech denken, datt den Här Minister eis herno nach d'Fro ka beäntwerten, wéi et mat deene Servicer vun de regionale Ponts et Chaussées uechtert d'Land ass, wéi do d'Gebailechkeeten an d'Raimlechkeete sinn.

De Conseil d'État huet sech awer och d'Fro gestallt, ob déi Zone d'activité, an där deen neien Dépôt gebaut gëtt, eng Zone régionale ass, fir déi de Wirtschaftsministère da misst säin Accord ginn, oder ob et eng Zone communale ass, fir déi d'Gemeng da responsabel ass an de Ministère dann och keng Autorisatioun brauch ze ginn.

Heizou ass ze preziséieren, datt et eng Zone communale ass, an datt d'Stad Réimech dem Stat den Terrain fir de Bau vun deem Dépôt fir d'Ponts et Chaussées iwwerlooss huet. Als Contrepartie dofir huet d'Stad Réimech dat aalt Ponts-et-Chaussées-Gebai an der Route de Mondorf kritt.

D'Infrastrukturkäschten, déi de Site selwer betreffen, belafe sech op ronn 350.000 Euro laut Projet a si vun der Stad Réimech virfinanzéiert ginn. Dëse Montant steet och am Projet dran a kann, wa mir elo dat Gesetz gestëmmt hunn, der Stad Réimech rembourséiert ginn.

Sou vill, Här President, vu menger Säit. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a brénge selbstverständlech awer och nach den Accord vun der CSV zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Den honorabelen Här Wagner huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll selbstverständlech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Clement, félicitéiere fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Sou wéi hien et richteg ervirgestrach huet, ass et jo esou, datt effectivement déi verschidde Servicer vu Ponts et Chaussées op véier verschidde Sitë verspreet sinn, wat selbstverständlech och dee Moment e rationellt Schaffe ganz schwéier mécht. Wéi gesot, déi administrativ Servicer befanne sech an engem Gebai, dat 1880 genau gebaut ginn ass. An deem Gebai befënnt sech iwwregens och e Büro vum Enregistrement. Déi lescht Transformatioune ginn och sage und schreibe op 1958 zréck, esou datt jiddferee sech virstelle kann, a wéi engem vétusten Zoustand déi Gebailechkeete waren.

Dann ass et jo och esou, datt am Laf vun de Jore schonn eng ganz Rei vun Infrastrukture vu Ponts et Chaussées vun der Inspection du Travail et des Mines zougemaach gi sinn, well se ganz einfach der Législatioun iwwert d'Établissements incommodes net méi entsprach hunn.

Aus Sécherheetsgrënn - ech mengen, dat hat den Här Clement net gesot - war et och souguer esou, datt huet missen eng Bensinspompel zougemaach ginn, well déi matzen an engem Residenzvéierel louch.

Hien huet och richtegerweis drop higewisen, datt de Salzdépôt och matzen an engem Residenzvéierel war, wat deene Leit effectivement ganz vill Nuisancë bruecht huet, wësse mer dach, datt am Wanter selbstverständlech do dee Moment Dag an Nuecht a besonnesch an der Nuecht och ganz vill Circulatioun ass.

Hien huet och richtegerweis drop higewisen, datt sämtlech Atelieren onbedéngt eng Modernisatioun brauchen. Wéi gesot, et gëtt genuch Grënn, fir alleguerten déi dote Servicer elo op ee Site unique ze bréngen. Ech mengen, dat ass selbstverständlech am Intérêt vu all deene Leit, déi do schaffen. Et ass awer och am Intérêt vun deene Leit, déi bis elo ganz seriöen Nuisancen ausgesat waren, an et ass och finalement am Intérêt vun der Allgemengheet, mengen ech, well mir alleguerte profitéieren dovun, wann d'Ponts et Chaussées ënner ideale Konditioune kënne schaffen.

Ech wëll awer hei op dëser Plaz och nach dem Buergermeeschter vun der Stad Réimech, dem Jeannot Belling, a senge Schäffe félicitéieren, datt se et fäerdeg bruecht hunn,...

(Interruption)

...fir eng adequat Plaz ze fannen, well mir wëssen alleguerten, duerch d'Configuratioun vun der Gemeng ass et net evident...

Une voix.- Wéi heescht dee Schäffen?

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Wéi ee Schäffen?

M. Carlo Wagner *(DP).*- Déi zwee Schäffen, de Schäffen an d'Schäffin. Dir wollt sécher héieren, datt och eng Schäffin do ass.

(Hilarité)

Duerfir hu se eis dat elo gesot, Madame Loschetter.

Wéi gesot, och hinne Félicitatiounen, well wierklech, et ass an där Gemeng net vill Raum iwwreg bliwwen.

Finalement mengen ech, ass och déi Remarque oder déi Suerg vum Conseil d'État honnert Prozent zoutreffend, datt een onbedéngt muss kucken, ob net nach op anere Plazen hei am Land ähnlech Zoustänn walten, esou datt och do misst ganz schnell Remedur geschaf ginn.

Aus all deene Grënn, déi ech elo évoquéiert hunn, ass et selbstverständlech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt ech och am Numm vu menger Partei, der Demokratescher Partei, d'Zoustëmmung zu dësem flotte Projet ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Als nächste Riedner ass et de Vize-Président vun der Chamber, den Här Jos Scheuer, deen d'Wuert huet.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, de Rapporteur huet gesot, säi Rapport wär relativ langweileg. Dat ass guer net wouer. De Rapport vum Rapporteur war exzellent. En huet alles opgezielt, wat zu deem Neibau ze soen ass, an den Här Wagner huet duerno och drop higewisen op eng richteg Aart a Weis, wou d'Problemer zu Réimech leien. Am Numm vu menger Partei, der LSAP, schléissen ech mech deene schéine Wierder un.

D'LSAP begréisst, datt zu Réimech endlech Remedur geschaf gëtt. Dee Bau war noutwendeg, well d'Ponts et Chaussées op verschiddene Siten hu misse schaffen an hir Aarbecht, déi se am Intérêt vun alle Bierger, wéi den Här Wagner dat treffend gesot huet, maachen, elo ëmsou besser maache kënnen. Den Haff Réimech ass e Raum, an deem och op d'Ponts et Chaussées vill méi Chargen zoukomm sinn an der leschter Zäit. Och dat huet den Här Wagner gesot, an dowéinst ass et héich Zäit ginn, datt mer endlech dee Bau esou stëmmen, wéi en elo virläit.

De Bau ass funktionell, en ass baulech propper, en ass integréiert an déi Zon. E gehéiert och an déi Zon an en ass esou konzipéiert, datt d'Ponts et Chaussées hir vill Servicer, hir vill Funktiounen, déi se ze erfëllen hunn, kënne vollzéien.

Ech wollt just déi Fro stellen, déi och den Här Wagner gestallt huet, nämlech ob dru geduecht gëtt, fir an anere Regiounen och d'Ponts et Chaussées besser ënnerdaach ze kréien, ob Neibaute geplangt sinn. Et ass jo esou, dat ass och um Beispill vu Réimech ze demonstréieren, datt déi Servicer bal organesch gewuess sinn, hir Chargë si gewuess, hir Kompetenze si gewuess, gläichzäiteg sinn awer hir Moyenen zwar finanziell opgestockt ginn, mä hiert Instrumentarium, dat se zur Verfügung hunn, an hir Infrastrukturen entspriechen net deene Chargen, déi se ze erfëllen hunn.

An da wëll ech op eppes hiweisen, wat och schonn ugeklongen ass: Et musse Synergië gemaach gi mat de Gemengen. D'Gemenge sinn am Wanterdéngscht op d'Ponts et Chaussées ugewisen. Et kann een och virdrun nach Synergië maachen, an dat ass eng Aarbecht, déi misst een och institutionaliséieren. Et misst een administrativ kucken, fir déi Zesummenaarbecht mat de Gemengen do, wou se sech ergëtt, dann op eng richteg Bunn ze bréngen, quitte datt do indemniséiert gëtt.

Domadder bréngen ech zu deem gudde Projet och den Accord vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den Här Mehlen ass leschte Riedner zu dësem Projet.

(Interruption et brouhaha général)

Oh, pardon! D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här Weiler, ganz kuerz, ech wollt just den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem heite Projet ginn. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Entschëllegt, Madame Loschetter, mä Dir waart net ageschriwwen hei op mengem Ziedel. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit e Merci un de Rapporteur. En huet eis däitlech gesot, ëm wat et geet a wou d'Problemer leien.

Ech soen, datt et eigentlech erstaunlech ass, datt de Stat deenen anere Leit virschreift, wéi hir Betriber ze sinn hunn aus Sécherheetsgrënn an esou weider, an et fäerdeg bréngt, fir sech selwer an Infractioun mat sengen eegene Gesetzer ze bréngen, well mer liesen am Projet, datt verschidden Infrastrukturen hätte missen zougemaach ginn «pour des raisons de non-conformité à la législation en matière d'établissements incommodes». Dat ënnersträicht jo, datt et absolut noutwendeg ass, datt eppes geschitt. Dofir wäert et och keen hei wonneren, datt mir och mat dësem Projet d'accord sinn.

Ech wëll awer soen, datt, och wann dat hei eng regional Infrastruktur ass, de Präis vun annähernd 10 Milliounen Euro - 400 Milliounen där aler Frangen - dach en héije Präis ass, an et muss ee sech als Member vun der Bautekommissioun oder vun der Budgetkontrollkommissioun ëmmer erëm d'Fro stellen, wéi deier datt de Stat baut fir eng bestëmmten Infrastruktur par rapport zum Privatsecteur. Wuelverstanen, selbstverständlech si mer och der Meenung, datt alles dat, wat néideg gebraucht gëtt, muss gemaach ginn. D'Fro stellt sech just, ob net awer munchmol an der Aart a Weis, wéi gebaut gëtt, iwwert d'Sträng geschloe gëtt.

Ech wëll dat soen an enger Situatioun, wou mer wëssen, datt et net zum Beschten ëm d'Statsfinanze bestallt ass an datt mer gefuerdert sinn eis ëmmer an ëmmer erëm op en Neits d'Fro ze stellen, ob mer net verschidden Dépensen e bëssen iwwerdreiwe par rapport zu deem, wat et eventuell kéint sinn.

En anere Punkt ass dee vun der Ëmwelt, deen ech och hei kuerz wollt uschneiden. Ech hat dat och schonn an der Kommissioun gesot. Et gesäit een am Projet, wat geplangt ass. Mir hunn dat am Detail virgestallt kritt. Do sinn natierlech eng Partie Raimlechkeeten, déi mussen uerdentlech temperéiert sinn de Wanter. Mä mir gesinn awer, datt bei de lafende Käschten Énergie thermique beim Gas virgesinn ass, eng Dépense vun 12.600 Euro am Joer. Dat ass och erëm esou ronn eng hallef Milliount där aler Frange Gas, wou awer e groussen Deel Hale sinn, déi sollen op enger Mindesttemperatur vu 5 Grad de Wanter gehale sinn. Esou wéi de Klimawandel sech elo ukënnegt, wäerte mer dofir net schrecklech vill brauchen.

Da muss ech awer soen: Wa mer déi héichgestachen Ziler kucken, déi Kyoto eis virgëtt, oder Après-Kyoto, wat d'Wëssenschaftler eis soen, da fannen ech, obscho mer gesot kritt hunn, hei wär wierklech de leschte Stand vun der Technik agesat ginn, datt dat nach eng héich Consommatioun ass fir e Gebai, wat fir d'Zukunft gebaut gëtt. Do wäerte mer ganz sécher déi Aspuerung vun Energie an déi Ziler, déi ugepeilt gi fir eist Klima ze retten - fäerten ech ganz -, net erreechen, wann net aner Effortë gemaach ginn, à moins datt dat hei an enger Hypothees opgestallt ginn ass, datt mer wierklech extrem kal Wantere géife kréien - wat ech mer awer net gutt ka virstellen.

Dat gesot: Trotzdeem, Här President, wäerte mir selbstverständlech dësem Projet eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Och vu menger Säit dem Rapporteur an der ganzer Kommissioun Merci fir déi gutt Aarbecht an déi flott Kollaboratioun.

E puer Froe si gestallt ginn, zousätzlech zu deem, wat alles de Rapporteur schonn explizéiert huet.

Den Här Wagner huet hei d'Datume vun de Gebaier genannt. 1880 huet Ponts et Chaussées dat hei Gebai occupéiert. An Zwëschenzäit ass et e puermol frësch gemaach ginn, scho laang. Ponts et Chaussées ass eng Administratioun mat enger grousser an enger laanger Traditioun, déi och eng gutt Aarbecht mécht.

Mä et ass awer och gradesou evident, datt mer momentan op e Punkt komm sinn, wou mer musse kucke fir där Administratioun en neie Kader ze ginn. Dat, wat Der haut zum Stëmme virleien hutt, dat ass a sech nëmmen ee klenge Punkt vun deem Programm vu Modernisatioun vu Ponts et Chaussées, dee mer amgaange sinn ze maachen.

Just e puer Beispiller, well dat och gefrot ginn ass. Mir sinn amgaange momentan e Kadergesetz vun der Administratioun selwer, mat enger neier Definitioun vun de Missiounen, mat enger neier Opdeelung, mat enger neier Aart a Weis, wéi Ponts et Chaussées mat deene modernen technesche Moyenë soll an Zukunft schaffen, virzebereeden. Ech hoffen, datt ech dat nach ka virun der Vakanz hei an der Chamber déposéieren, fir datt mer och déi administrativ Strukturen der Modernitéit vun haut upassen.

En zweet Beispill, an dat kennt Der: Mir sinn amgaang déi zentral Ateliere vu Bartreng an engem ganz grousse Projet ze moderniséieren, well mer einfach soen, d'Aart a Weis, wéi haut geschafft gëtt, wéi haut d'Autobunnen an der Rei gehale ginn, wéi haut d'Sécherheet op de Stroosse gemaach gëtt, wéi haut d'Surveillance vum CITA vun den Tunnelle muss gemaach ginn, dat ass eppes héich Technesches, wat mer mussen zentraliséieren, wat mer mussen esou an de Grëff kréien, datt mer déi Sécherheet och kënnen assuréieren.

Dofir ganz grouss Investissementer, déi an den zentral Atelieren, an den zentral Surveillancestellen zu Bartreng gemaach ginn. Déi, déi dee Projet scho kucke waren, wëssen, wéi vill mer do investéieren a wat mer do alles hierstellen. Dat ass impressionnant.

An da selbstverständlech ass et och kloer, datt mer déi regional Andeelungen, quitte datt mer se vläicht e wéineg anescht gestalten am Kadergesetz, wëlle bäibehalen, well et an eisen Ae ganz wichteg ass, datt déi Proximitéit, déi déi Administratioun vu Ponts et Chaussées notamment mat de Gemengen huet, och bestoe bleift. Well et ass e Service, dee lokal muss kënnen agräifen, dee sur place muss kënne sinn an deen och sur place muss seng Infrastrukturen hunn.

Dofir déi hei Infrastruktur, déi mer frësch maachen, well dat och hei deene lokale Servicer déi noutwendeg Modernitéit gëtt, op där enger Säit. Op där anerer Säit - an dat ass jo och gefrot gi vum Rapporteur a vun e puer anere Leit, déi elo geschwat hunn - hu mer och e ganze Programm, wéi mer an Zukunft sollen déi nächst regional Ateliere vun de Ponts et Chaussées an de Gréff kréien; an dee Programm ass grouss.

Ech wëll awer och soen, datt dat hei een Deel war vun deene Moossnamen, déi virun zwee Joer geholl gi sinn, wou mer gesot hunn, mir mussen eng Rei Ekonomien an eisen Investissementsprogrammer maachen. Do sinn eng Rei Ateliere vu Ponts et Chaussées, déi zréckgestallt gi sinn. Dat ass gemaach ginn, well einfach hu missen eng Rei Décisioune geholl gi sengerzäit. Dat heescht net, datt mer se net maachen. Dat heescht, datt mer se zréckstellen.

Déi Zäit war jiddfereen d'accord mam Zréckstellen. Et kann een elo haut net soen, et misst alles schonn direkt gemaach ginn. Et ass dat eent an et ass dat anert. Et muss ee logesch a konsequent bleiwen.

D'Prioritéite vun deenen nächsten Atelieren, déi kommen, dat ass den Dépôt vu Miersch an den Dépôt vun Iechternach, déi déi éischt Prioritéit hunn. Miersch ganz einfach, well mer och wëllen do, wat d'Nordstrooss ugeet, eng zentral Verdeelungsstell maachen, fir d'Surveillance vun der Nordstrooss vu Miersch aus ze maachen; logescherweis, well dat ongeféier an der Mëtt läit.

Zweet Prioritéit, dat ass déi zentral Ateliere vu Bartreng fäerdeg ze maachen. Den Dépot vu Miersch, den Dépôt vu Walfer, den Dépôt Potaaschbierg. An drëtt Prioritéit, dat ass den Dépôt vu Klierf an den Dépôt vun Dikrech - fir déi, déi wëllen eise Programm wëssen. Dee Programm, deen ass nach laang an deen ass nach substanziell.

An dann déi drëtt Saach, déi ech wëll soen, dat ass déi vum Präis, déi hei genannt ginn ass. Ech hunn dat natierlech nokucke gelooss, well Der mer dat jo schonn an der Kommissioun als Remarque gemaach hat.

Mir hunn hei en Ateliérspräis, wann ech just deen Deel kucken, deen op 212 Euro de Meter Kibb läit, wat awer absolut comparabel ass zu deem, wat op anere Plaze fir ähnlech Strukture gebaut ginn ass. De Präis vun deem Deel, deen dann e Büro ass, ass méi héich: Deen ass op 410 Euro de Meter Kibb, wat awer och e Präis ass esou wéi mer en a ganz villen anere Gebaier kennen, wat e Coût moyen vun 331 Euro de Meter Kibb mécht.

Et kann een awer net higoen a soen, op där enger Säit, Dir sidd ze deier, an op där anerer Säit och nach soen, alles dat, wat mer investéiert hu fir Ekonomie ze spuere fir am Kyotoprogramm ze bleiwen, dat hätt nach kënne méi gemaach ginn. Well wa mer elo nach méi gemaach hätten, da wär et selbstverständlech nach e Stéckche méi deier ginn.

Also iergendwéi seet een dat eent oder et seet een dat anert.

Ech mengen, datt mer hei awer an deene Choixen, déi mer gemaach hunn, fir Energie ze spueren, och net schlecht do leien; wann een einfach weess, datt fir Habitatioune mer ustriewen op 50 kW erofzekommen, datt mer bei den administrative Gebaier zwëschent 70 an 100 kW wëllen erofkommen, an een hei weess, datt dat hei en Ateliersgebai ass, wou jo awer ganz aner Konditioune kommen a wou mer denken, datt mer op eng approximativ Valeur vun 80 kW kënnen erofkommen, wat den Energieverbrauch ugeet; datt mer da relativ gutt mat dësem Gebai do leien, mat deene Moyenen a mat deenen Investissementer, déi mer hei maachen. Do brauche mer eis, mengen ech, wierklech net ze schummen.

Dat waren déi Prezisiounen, déi ech nach wollt derbäi soen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet vum Bau vun engem Dépôt fir Ponts et Chaussées zu Réimech.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5677, Här Minister, ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Laurent Mosar), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Emile Calmes), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi iwwert de Bau vun engem Lycée technique fir Gesondheetsberuffer. Bis elo sinn ageschriwwen: den honorabelen Här Krieps, den Här Diederich, den Här Henckes an d'Madame Loschetter. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den Här Ali Kaes.

5. 5678 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 5678 ass e ganz wichtege Projet, deen endlech de Studenten, déi e Gesondheetsberuff wëlle léieren, adequat Infrastrukturen hei an der Stad bréngt.

De Projet ass de 6. Februar 2007 vun eisem Bauteminister, dem Här Claude Wiseler, déposéiert ginn. Nodeem de Statsrot säin Avis de 24. Abrëll ginn huet, huet d'Bautekommissioun mech den 21. Mee zum Rapporteur ernannt. De Rapport hu mer dunn an der Kommissiounssëtzung vum 7. Juni 2007 ugeholl.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet ganz einfach bei dësem Projet drëm, e Lycée technique pour Professions de Santé hei an der Stad, méi prezis zu Bouneweg, tëschent der Pénétrante Sud an der Diddenhuewener Strooss ze bauen. Éier ech op de Projet aginn, wëll ech kuerz résuméieren, wat e Lycée technique pour Professions de Santé ass.

D'Gesetz vum 11. Januar 1995 huet de Lycée technique pour Professions de Santé gegrënnt. Ënner enger administrativer Struktur si folgend véier Centres de formation vereent: de Siège engersäits an de Centre de formation anerersäits an der Stad, de Centre de formation Ettelbréck zu Waarken an zu gudder Lescht de Centre Esch-Uelzecht am Domän Schlassgoart. Insgesamt waren am Schouljoer 2005/2006 794 Schüler ageschriwwen.

Am LTPS ginn a sech d'Schüler fir néng verschidde Gesondheetsberuffer ausgebilt: Infirmier, Aide-soignant, Assistant technique médical de laboratoire, Assistant technique médical de radiologie, Infirmier en anesthésie et réanimation, Infirmier en pédiatrie, Infirmier psychiatrique, Hiefamm an Assistant technique médical de chirurgie. An zënter der Rentrée 2006/2007 ginn och Apdiktesch-Assistenten ausgebilt.

Zënter der Grënnung vum LTPS, also scho viru méi wéi zwielef Joer, ginn et keng definitiv Infrastrukturen, esou datt den Unterrecht op deene verschiddene Plazen entweder a gelounten oder a provisoresche Raimlechkeete gehale gëtt. Am Moment gesäit et esou aus, datt déi Klasse vum Siège op der Nummer 27 an der Rue Barbelé an an engem gelounte Gebai ënnerbruecht sinn. De Centre de formation Lëtzebuerg ass an engem provisoresche Pavillon um Val Saint-André beim Centre de Logopédie ënnerbruecht. D'Gebailechkeete bei der Zithaklinik hu scho missen 2003 aus Sécherheetsgrënn opgi ginn.

Déi zwee aktuell Gebaier hei an der Stad ziele momentan zwielef normal Klassesäll, zwee kleng Säll an eelef spezial Säll, wouvun der sechs fir Demonstratioune sinn. Déi aner spezial Säll sinn e Laboratoire, en Informatikssall an dräi Säll fir spezial Formatiounen.

Zënter der Grënnung vum LTPS '95 huet sech awer d'Schülerzuel bal verduebelt. Waren et am Ufank ronn 250 Schülerinnen a Schüler, esou hate sech der am Schouljoer 2005/2006 ëmmerhi schonn 433 ageschriwwen. Dës si verdeelt ginn op 24 Klassen, wat der natierlech vill ze vill si fir déi bestehend Infrastrukturen. Den Educatiounsministère geet souguer dovun aus, datt d'Schülerzuel bis 2009/2010 op d'mannst op 680 Schüler klamme wäert, verdeelt op 38 Klassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo scho méi laang esou, datt d'Raimlechkeete ganz einfach den Ufuerderunge vun der Ausbildung net méi gerecht ginn, souwuel vun der Fonctionnalitéit wéi och vun der Capacitéit hier. Well et do derniewent awer och nach keng Sportsinfrastrukture gëtt, mussen d'Schüler, wat d'Sportsstonnen ubelaangt, op aner Lycéeën zréckgräifen, wat ganz sécher d'Schoulorganisatioun net vereinfacht.

Zudeem gëtt et et och eng ëmmer méi grouss Demande no Zëmmeren am Internat. Dat ass doduerch bedéngt, datt ganz einfach verschidde Schüler wéinst de Schaffzäite während hire Stagen oder der grousser Distanz zu hirem Doheem net kënnen all Dag hin- an hierfueren. Dir gesitt also, et ass absolut noutwendeg, datt den LTPS nei Raimlechkeete kritt, déi den heitegen Ufuerderunge gerecht ginn, sief dat vum ausbildungstechneschen, pedagogeschen oder sportleche Standpunkt aus gesinn.

A genau dat geschitt elo hei mat dësem Gesetz. Nom neien Text sollen a sech déi zwee Stater Siten elo zu engem Site unique zesummegeholl ginn an deem et dann 41 Klassesäll wäerte ginn, dovun 20 normal Säll - wéi scho gesot, bis elo zwielef -, aacht Labossäll - bis elo just een. Do gesitt Der den Ënnerscheed. Do kommen dann nach zwee Infossäll, endlech och eng adequat Sportshal, déi aus zwou Unitéite besteet, véier Sciencesäll, ee spezielle Radiologiessall a fënnef zousätzlech speziell Säll derbäi. Niewent den Unterrechtssäll gëtt et

och eng Cafeteria, eng Kantin an awer och en Internat fir 53 Schüler a Schülerinnen. Natierlech sinn och déi noutwendeg administrativ Infrastrukturen, e Schoulhaff an e Parking virgesinn.

Bei deem techneschen an architektoneschen Deel wëll ech mech ganz kuerz halen, d'Detailer kënnt Der jo dann a mengem schréftleche Rapport noliesen. De Site vun 1,6 ha läit, wéi scho gesot, op enger strategesch ganz gënschteger Plaz tëschent zwou wichtege Verkéiersachsen, an awer och no bei der Gare a bei de Busquaien. Doduerch ass dëse Lycée vum ganze Land aus a sech gutt ze erreechen.

Bei der Architektur vum Schoulgebai ass op verschidde Facteure vill Wäert geluecht ginn, esou zum Beispill e méiglechst klengen Impakt vum Stroossen- an Zuchverkéier op d'Schoul. Bannen am Gebai soll een a sech näischt vum Stroosseverkéier matkréien. Ausserhalb vum Gebai soll e rouegen, gemittlechen Espace entstoen, wou d'Schüler da kënnen entspanen. D'Klassesäll si Richtung Osten an Norde gedréint, fir datt am Summer d'Säll net ze vill ophëtzen. De gesamten neie Schoulkomplex besteet aus zwee L-förmege Gebaier an do derzwëschent steet d'Sportshal.

Wéi scho gesot, erzielen ech Iech elo hei keng endlos Geschichten iwwert d'Architektur. Et soll just nach gesot sinn, datt alles deenen neisten an héchsten Usprëch a puncto Sécherheet entsprécht.

Nach e ganz wichtege Punkt ass a sech d'Energiekonzept. Et ass hei gelongen, eng Schoulinfrastruktur ze schafe mat engem ganz niddregen Energieverbrauch. Alles ass esou ausgeriicht, fir méiglechst vill Confort de Benotzer ze erméiglechen a gläichzäiteg déi technesch Installatiounen op engem strikte Minimum ze halen, fir de Verbrauch ze reduzéieren. Dëst ass immens gutt gelongen, esou datt dat neit Gebai vum LTPS de Standard vun engem Niddregenergiehaus erfëllt.

Ech wëll an dësem Zesummenhang nach erwähnen, datt a sech mat 1% supplementaren Invest bei der Konstruktioun den Energieverbrauch ëm zirka 10% reduzéiert gëtt, wat also genau an déi Richtung geet, déi den Här Minister Claude Wiseler viru kuerzem a puncto CO_2-Reduzéierung an den öffentleche Gebaier ugekënnegt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, éier ech zum Schluss vu menger Presentatioun kommen, nach e ganz wichtegen Aspekt, nämlech dee vun de Finanzen. Insgesamt kascht eis dësen Neibau 67.450.000 Euro. Do komme pro Joer Verbrauch- an Ënnerhaltskäschte vun 2.298.000 Euro derbäi. D'Ausbildung vun eise Gesondheetsberuffer muss eis awer dës Zomm wäert sinn, wa mer wëllen, datt mer och an Zukunft ee gutt forméiert Personal an eise Kliniken a Spideeler am Asaz hunn.

Zu gudder Lescht wëll ech och kuerz op en Thema agoen, wat och vum Statsrot opgegraff ginn ass. De Conseil d'État huet sech nämlech gefrot, ob dëst neit Gebai dann elo an Zukunft genuch Plaz géif bidden, fir all d'Schüler opzehuelen. Déi héich Kierperschaft stellt d'Iwwerleeung un, ob een net soll bei der Geleeënheet vum Bau vun engem neie Gebai am Norde vun eisem Land eng aner Opdeelung vun de Coursë virgesinn, fir de schouleschen Ufuerderunge besser gerecht ze ginn. Dëst ass eng Iddi, déi vun der Bautekommissioun gedeelt gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen och perséinlech, datt an deem Sënn den Norde vun eisem Land och esou séier wéi méiglech eng nei an adequat Infrastruktur kritt, fir d'Gesondheetsberuffer ze léieren. Hei huet d'Stad Ettelbréck schonn een Terrain bei der aler Klinik Saint-Louis proposéiert. Wat d'Upassung vum Bauindex ubelaangt, huet d'Kommissioun de Statsrot aus deene bekannte Grënn net suivéiert.

Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou vill vu menger Säit zu dësem wichtege Projet de loi, zu deem ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun bréngen. Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Dann huet den honorabelen Här Alexandre Krieps d'Wuert.

(Interruption)

Dir sidd Ärer Zäit viraus, Här Bettel.

Discussion générale

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Et freet mech, dat ze wëssen.

M. le Président.- Ech hat awer net Iech gemengt, Här Krieps.

(Hilarité)

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Jo. Neen. Ech gleewen dat. Ech hu mech elo op déi doten Ausso net virbereet gehat,...

(Hilarité)

...mä ech wäert dat d'nächste Kéier dann nohuelen.

M. le Président.- Ech wëll et awer net ausschléissen.

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Neen, neen. Absolut.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech soen dem Rapporteur Ali Kaes Merci, haaptsächlech och, dass hien den Norde verdeedegt huet. Mir haten an de 60er Joren - ech kommen ëmmer op d'Geschicht vun der Chamber an der Regierung zréck, well ech e laange Verhalt hunn - e Minister, deen huet vun Dikrech gestaamt. Hie war Vizepresident vun der Regierung tëschent '64 an '68, wéi mer fréi wiele gaange sinn. Deen huet ëmmer gesot, d'Ländche géif zu Beggen ophalen. Deen huet sech ëmmer beschwéiert, dass am Norden näischt geschéich. Mä dat ass also scho laang hier.

Hei ass also nach e Projet de loi, deen d'DP voll ënnerstëtzt; méi voll wéi dee vu gëschter an der Infrastruktur. D'Schülerpopulatiounen am Zentrum vum LTPS gi permanent an d'Luucht. Ech kommen dorobber zréck. D'geographesch Implantatioun ass onser Meenung no gutt gewielt, mat engem einfachen Accès zu den öffentlechen Transportsystemer. D'Fonctioun vun engem Internat ass doudsécher - déi Internater geeschtere jo och schonn 30 Joer am Public - eng ganz gutt Saach a mengen Aen.

D'Feele vun de Sportsinfrastrukture gëtt bedauert; wéi gëschter och am Projet vun Dummeldeng. Mir gleewen, dass de Sportsminister - fir säin Numm net ze nennen - nach méi populär wär, wann hien am Regierungsrot bei allen neie Schoulinfrastrukturen, wa keng Sportsinstallatioun virgesinn ass, säi Veto aléich. Da géif ech mengen, da wär hien nach méi populär, a speziell beim COSL.

Mä ech soen dem Rapporteur Ali Kaes Merci fir säi Rapport. Mir froen ons natierlech, firwat am Rapport vun der Chamberskommissioun d'Zuele vun de Schüler am Zentrum ëm 66 Unitéiten - 14% - méi déif leien, wéi an der Rentrée am Hierscht 2006. Ech hunn hei déi Donnéeën: Et sinn der 499 tëscht deenen zwee Siten; Zentral a Lëtzebuerg. Am Chambersrapport geet Rieds vu 433. Wann déi Progressioun natierlech iwwer fënnef Joer - 66 Schüler d'Joer méi - esou virugeet, dann ass e schonn ze kleng ier en opgeet, ier de Bau fäerdeg ass. Dat muss een hei soen, well dann ass d'Capacitéit vu 780 ze kleng.

Ech ginn elo net hei op d'baulech, architektonesch, energetesch Detailer an. Dat ass am Rapport duergeluecht ginn. An dat soll och hautdësdags esou sinn. Mir gleewen och net, dass mer hei sollen iwwert déi ugebuede Formatiounen an den Zuelen an an de Qualitéite schwätzen, déi an deem Lycée ugebuede ginn, well do kéint een nach vill aner Formatioune virgesinn. Dat wär eng Diskussioun wäert, wann de Bëton eng Kéier dréchen ass. An ech hoffen, dass mer dorobber zréckkommen. Dat fält ënner aner Kompetenzen natierlech wéi déi vum Bauteminister.

Dee gréissten Nodeel vun dësem Projet ass natierlech: E sacrifiéiert déi provisoresch Implantatioun op deem geplangte Site vum LTPS elo vun der Fixerstuff. E Provisorium, deen tëschent der Regierung an der Gemeng Lëtzebuerg ofgemaach gi war, a wou den heitege Bauteminister deemools an der Gemeng Lëtzebuerg Schäffe war. Mir wären als DP ganz frou, fir d'Positioun vun der Regierung - well dat ass e Regierungsdossier - a Bezuch op déi nei Implantatioun vun där noutwendeger Fixerstuff matgedeelt ze kréien.

Et gi jo méi Drogéierter ausserhalb vun der Gemeng Lëtzebuerg wéi an der Gemeng Lëtzebuerg. Dofir wäre mir frou ze wëssen aus dem Mond vun de Vertrieder vun der Regierung heibannen, ob mir schonns aner Gemengen hunn, déi sech fräiwëlleg gemellt hunn, fir d'Fixerstuff oder en Deel dovunner opzehuelen am Sënn vum „burden share". Wat sinn déi noutwendeg Kompensatiounen, déi fir déi Gemenge virgesi sinn - well ech mengen, do muss ee kompenséieren -, déi sech do fräiwëlleg mellen? Wéini kënne mir mat enger fester, definitiver, kohärenter Informatioun vun dëser Regierung an dësem wichtegen Dossier rechnen?

Dësen Dossier ass extrem wichteg. Ech ginn natierlech hei den Accord vun onser Fraktioun zum Projet de loi vum LTPS an ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Diederich.

M. Fernand Diederich (*LSAP*).- Här President, ech wéilt mech de Wierder vu mengem Virriedner uschléissen. Ech wollt just soen, datt elo grad d'Zuel genannt ginn ass vun de Schüler, déi massiv zouhëlt. Ech sinn awer frou, op där anerer Säit, datt een dat och ka begréissen, nämlech wann ee feststellt, datt eng ganz Rei Leit gebraucht ginn. Ech war déi lescht Zäit an dräi, véier Ariichtungen, CIPA, Maison de retraite, an och d'lescht elo nei Strukture kucken zu lerpeldeng, wou mer déi Fro do och meeschtens gestallt kréien. Do feelt et massiv u Leit, besonnesch och u Leit ënnert dem Infirmièresberuff; dat heescht Aidesoignante.

(Interruption)

An ech wier frou, wa mer kéinten op deen dote Wee goen, fir och deene Leit, déi dann dohinner wëlle goen, fir esou Tâchen ze léieren a spéider da kënnen auszefëieren, passend Strukturen hei am Land kënnen unzebidden. Wann et hei net méi geet, wann et ze kleng ass, sinn ech och wéi den Här Kaes der Meenung, datt een och da kéint eventuell e bëssen dezentraliséiere Richtung Norden.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter (*DÉI GRÉNG*).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de legislative Parcours vun dësem neie Schoulgebai huet plus ou moins ee Joer gedauert. De Minister huet de Projet de loi am Februar 2006 déposéiert. De Statsrot huet 14 Méint duerno - am Abrëll 2007 - säin Avis matgedeelt. De Statsrot gesäit och d'Urgence vum Bau a recommandéiert esou séier wéi méiglech unzefänken. Schued, datt mer esou laang hu misse waarden, fir den Avis vum Statsrot, dat eenzegt Dokument, wat mer eigentlech gebraucht hunn an der Chamberskommissioun, ze kréien!

De Bau ass interessant als Schoulbau. Mir Gréng sinn nämlech der Meenung, datt et a Saache Schoulhalen a Schoulgebai eng enk Relatioun gëtt, an datt e Schoulbau net en einfacht a pedagogescht neutraalt Gebai ass, mä et gehéiert als Hardware zur Software, déi herno dra programméiert gëtt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Dëst ass hei an dësem Gebai gelongen, an zwar op méi wéi engem Punkt. Den urbanisteschen an och den architektoneschen Aspekt kann een och als pedagogeschen Aspekt gesinn. Eng Rei vun Diecher, ënner anerem d'Sportshal, ass e vegetalen Daach mat enger extensiver Vegetatioun.

D'Energie, déi d'Gebai brauch fir ze hëtzen, rechent sech ronderëm 30 kW pro m^2 pro Joer. Dat ass effektiv an der Grenz vun engem Niddregenergiebau. Dës Zuele ginn erreecht duerch eng effizient Isoléierung vum Gebai an e performante Lëftungssystem, deen all Verbëtzung ausschléisst. Et ass awer trotzdeem schued, datt net och nach zousätzlech op erneierbar Energien zréckgegraff gëtt.

Am Projet de loi gëtt dëst och e bëssen tendenziös duergestallt. Ech zitéieren: «plutôt que d'investir excessivement dans des techniques d'énergies renouvelables coûteuses et peu rentables».

Ech hunn awer energetesch an zugläich och pedagogesch gutt Erfahrungen a Beispiller gesinn, wou zousätzlech zu enger optimaler Energieeffizienzpolitik, déi zu Niddregenergiegebaier féiert, och nach alternativ oder erneierbar Energien agesat gi sinn. Duerch elektronesch Compteurë matzen am Gebai konnten an deene flotte Beispiller d'Schüler an d'Schülerinnen, mä och d'Enseignanten an d'Enseignantë gesinn, wéi vill Energie op déi Manéier produzéiert ginn ass a wéi vill CO_2-Emissiounen op déi Manéier och agespuert gi sinn.

D'Gebai gëtt un d'Stater Cogénérationsanlag ugeschloss, wat och en energieeffiziente Charakter huet an domadder och substanziell awer zu CO_2-Aspuerunge matdréit.

Ech géif Iech gäre just informéieren, datt d'Cogénérationsanlagen an der Stad Lëtzebuerg ronn 50% vun den CO_2-Emissiounen aspuert par rapport zu enger konventioneller Energieproduktioun.

De Schoulhaff ass flott aménagéiert. Fir en iwwerdaachte Préau ass och gesuergt. Wat mer och interessant fannen, ass eng Produktiounskichen an e Restaurant scolaire am Gebai. Dovunner kënne verschidde Schoulgebaier, och nei gebaute Gebaier, nëmmen dreemen. Wichteg ass et herno, datt dëse Restaurant scolaire attraktiv gestalt gëtt, fir datt d'Schüler an d'Schülerinnen och wierklech dohinner ginn an net op d'Tankstell niewendru sech iergendeng Knaschterei kafe ginn.

Et ass en Internat virgesi mat flotten Ënneraddelunge vun de Raimlechkeeten, dem noutwendege Confort, an et ass och fir eng convivial Raimlechkeetsgestaltung gesuergt ginn. Och dat soll méi oft an de postprimäre Gebaier virgesi ginn. Ech denken, datt e Besoin do ass, fir Internater an/oder nieft de Lycéeën ze hunn. Et erlaabt d'Méiglechkeet, eng Rei vu Jugendlechen ze ënnerstëtzen, hinnen e strukturéierten Alldag ze gestalten, ouni hinnen awer déi noutwendeg Fräiheet ewechzehuelen oder se anzeschränken.

Internater sinn eng vun deene ville Méiglechkeeten, fir dem Abandon entgéintzewierke vun deene ronn iwwer 20% Décrocheuren, heiansdo och Décrocheusen - mä et sinn awer meeschtens Jongen -, dat heescht vun deene Jugendlechen, déi d'Schoul ouni iergendee Certificat verloossen. Internater sinn eng Méiglechkeet, deem entgéintzewierken.

Hei ass, wéi ech et och scho virdru beschriwwen hunn, e gutt Beispill, wéi d'Konzeptioun vun engem Schoulgebai oder vun engem Gebai op e pedagogescht Konzept oder op e Konzept en général kann zréckwierken.

Am Projet de loi steet beschriwwen an et steet och berechent, datt méi Schüler a Schülerinnen erwaart ginn. Dat ass eng gutt Saach, well mir all wëssen, datt am Moment vill net Lëtzebuerger Persounen an net résident Persounen dës paramedezinesch Beruffer hei am Land ausüben. Mä bon, ech denken, duerfir gëtt et och aner Ursaache wéi en onattraktiivt Gebai.

Da wollt ech, Här President, wann Dir et erlaabt, just zwou Minutte vum strikten Thema, awer net vum Site ewechkommen an dem Minister als engem vun de Membere vun der Regierung e puer Iwwerleeunge vun der grénger Fraktioun mat an de Regierungsrot ginn.

Mir hunn ons nämlech d'Fro gestallt, wéi séier dës Aarbechte vun deem Lycée technique kënnen um Site ugoen. An do hu mer eis och logescherweis d'Fro gestallt: Wat geschitt da mat deem, wat de Moment um Site ass?

Am Moment ass op deem Site ee Container, dee vu Méindeg bis Freideg zu bestëmmte Stonnen op ass, fir schwéier Drogenofhängeger opzefänken. Dëse Container, och Fixerstuff genannt, ass bekanntlech an zu Recht net onëmstridden.

Dës Regierung huet matgedeelt, datt se plangt e richtege Centre d'accueil pour toxicomanes ze bauen, vis-à-vis, op der anerer Säit wou haut de Container steet a wou muer da soll de Lycée technique des Professions de Santé seng Dieren opmaachen.

Ech huele staark un, Här President, datt de Bauteminister net einfach e Gebai baut an da kuckt, datt een anere Minister do ass fir e Programm ze élaboréiere fir an dat Gebai.

Duerfir d'Froe vun der grénger Fraktioun:

Gëtt et schonn e fäerdegt nationaalt a kohärent Gesamtkonzept zur Drogeproblematik en rapport mat dem Centre d'accueil pour toxicomanes? E Konzept, un deem de Bauteminister sech kann orientéiere fir ze bauen? E gesamt nationaalt Konzept, wou net nëmmen déi concernéiert Gemengen informéiert ginn, mä och hir Awunner an hir Awunnerinnen?

Wat fir eng aner Gemeng - d'Fro ass scho gestallt ginn an interesséiert eis och - ausser der Gemeng Lëtzebuerg huet sech bereet erkläert, an dësem nationale Projet eng Hand mat unzepaken?

Wéi gedenkt d'Regierung d'Transitzäit um Site LTPS ze organiséieren?

Mir fannen et awer erstaunlech, datt an dësem Projet de loi hei keen eenzegt Wuert bis haut doriwwer gefall ass. Normalerweis hätt jo de Bauteminister ons missen an der Kommissioun informéieren, entweder datt de Container seng Dieren zoumécht, well en net méi gebraucht gëtt, oder hien hätt eis

misse matdeelen, wou a wéini a wéi dës Institutioun Container geplënnert gëtt.

Hei si mer manifestement an engem net iwwergräifenden Zäitplang, esou wéi en awer ugekënnegt ginn ass a Saache Bautepolitik. Dës aktuell Struktur hëlleft sécherlech punktuell e puer Leit an extremer Misär, mä si fonctionnéiert schlecht faute de moyens en personnel et en infrastructures.

Här President, ech géif gären ofschléissend dem Bauteminister de Message matginn, datt d'Regierung gutt berode wier, esou séier wéi méiglech en nationaalt kohärent Konzept ze presentéieren, a matzedeelen, a wéi enge Gemengen e Centre d'accueil virgesinn ass a wéi si sech d'Informatioun un d'Bierger an un d'Biergerinne virstellt.

Dës Recommandatioune gemaach, fanne mir dee Projet vum LTPS vun haut gutt preparéiert, flott, mir fannen e kohärent, en ass IVL-gerecht, en ass energiepolitesch korrekt, en ass pedagogesch sënnvoll, an duerfir stëmme mir dëse Projet mat.

M. le Président.- Ech soen der Madame Loschetter Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt meng Mercien un de Rapporteur, den Här Kaes, deen a ganz treffenden an detailléierte Wierder d'Noutwendegkeet vun deem Projet hei ervirgestrach huet an och gesot huet, datt et e wichtege Projet ass, well mer elo schonn dräi an en halleft Joer drop waarden, fir eng Léisung, fir en neit Gebai ze kréien. Et wäert och nach eng Zäitchen daueren, bis dat Gebai do steet, well zënter dem Januar 2003 ass e Provisorium virgesinn an en fonction. Ganz oft seet een: «Il n'y a que le provisoire qui dure.» Duerfir sinn ech frou, datt mer haut kënnen dee Projet hei stëmmen.

Nach muss ee soen, datt déi 433 Schüler awer wäerte mat e puer Problemer konfrontéiert sinn. Ee vun deenen ass jo och am Rapport ugeschwat ginn, dat ass, datt vill vun deene Schüler och nach Studentewunnenge sichen an déi och brauchen, wou se kéinten an der Géigend ënnerdaach kommen.

Dann ass ee Problem, deen awer och vun e puer Riedner hei ugeschwat ginn ass. Dat ass de Problem vum Site selwer. Meng gréng Virriednerin huet virdru gesot, datt d'Leit, d'Schülerinnen an d'Schüler munnech Knaschtereien an den Tankstelle kéinte kafen.

Wat ech éischter fäerten, dat ass, datt se op deem neie Site, wa vis-à-vis e Centre d'accueil pour toxicomanes ass mat enger Fixerstuff an engem Centre d'hébergement mat 58 Better - anscheinend sinn dat déi Zuelen, déi an der Diskussioun sinn -, da riskéieren eventuell och nach aner Saachen ze kafen, déi vill méi schlëmm sinn, well se mëtten am Drogenzentrum dra sinn a just vis-à-vis déi Infrastruktur do hunn.

Ech muss éierlech soen, datt ech heiansdo d'Stad Lëtzebuerg net verstinn, wa se justement dee Site op där Plaz do proposéiert, mëtten am Quartier résidentiel. An duerfir mengen ech ass d'Regierung awer och gefuerdert, fir mat der Stad Lëtzebuerg ze kucken, ob et net aner Méiglechkeete gëtt, en anere Site gëtt.

Ech wollt hei just nëmmen d'Problematik opwerfen. Et wier gutt wann Der vläicht, Här Bauteminister, kéint mat Ärem Kolleeg vun dem Transportministère schwätzen. Et ass och nach d'Méiglechkeet, fir esou e Centre d'accueil ze bauen um Parking vun der CFL no bei der Bréck; do wiere vill manner Problemer fir déi ganz Infrastruktur ënnerdaach ze bréngen.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci an elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech wëll ufänken andeem ech d'Madame Delvaux haut de Mëtten entschëllegen. Si wollt hei sinn. Duerch déi tragesch Evénementer zu Reims huet se awer drop gehalen, selwer dohinner ze fueren. An ech mengen, Dir verstitt dat all, wa se de Mëtten net hei ass. Ech soen also déi Wierder, dat wat ech elo hei soen, fir si mat an an hirem Numm och.

Hei ass ee vun deene ville Projeten, déi mer amgaang sinn ze maache fir d'Éducation nationale. Ee vun deene ville Projeten, déi mer, fir deene grousse Besoinë gerecht ze ginn, déi mer duerch d'ganzt Land hunn, fir all déi Formatiounen hinzekréien, déi mer wëllen ubidden, brauchen.

Et ass och e Projet, esou wéi en elo gemaach gëtt, deen dem Plan sectoriel entsprécht; deen och do virgesinn ass mat deem Konzept, datt mer déi hei Formatiounen, wat jo ganz spezifesch Formatioune sinn, net iwwerall kënnen ubidden, mä awer och net wëlle just op enger Plaz, zentral ubidden, mä op dräi Plazen duerch d'Land wëllen ubidden: zu Esch, an der Stad Lëtzebuerg an an der Nordstad - loosse mer eis emol esou ausdrécken.

Dat fannen ech och wichteg, well dat och zu engem Deel deem entsprécht, wéi mer eis Soinen organiséieren, an dofir mengen ech ass dat Konzept schonn e richtegt Konzept. Dat heescht och, datt mer wëllen an deenen nächste Joren op deenen anere Plazen, notamment an der Nordstad - dat ass schonn ugeschwat ginn -, mä notamment awer och zu Esch, déi ganz Formatiounen an aner Gebaier kréien. Et ass noutwendeg.

Mir sinn nach net, notamment an der Nordstad, notamment zu Ettelbréck, definitiv fäerdeg. Et sinn eng Rei Projeten, Propositiounen, déi amgaang sinn op hir Faisabilitéit analyséiert ze ginn, an d'Regierung, de Bauteministère ass deen Éischten, dee Jo dozou seet, wa mer e Projet fannen, deen da faisabel ass, dee machbar ass an och deene Konditioune vun haut entsprécht.

Ech wëll dann hannendru soen, datt ech gutt nogelauschtert hunn, och wat haaptsächlech d'Madame Loschetter iwwert d'Architektur an iwwert déi pedagogesch Konzepter, déi sech an der Architektur ausdrécken, gesot huet. Ech hunn am Fong net vill do hannendrun ze soen, well et ass richteg, datt ee vun de grousse Soucien ass, dee mer an deene leschte Joren hunn, datt mer fir dat, wat mer wëllen op dem Terrain ëmsetzen, déi pedagogesch Konzepter, déi mer gär hätten, och déi architektonesch Forme brauchen oder kucken ze kréien, déi mer dofir brauchen.

Architektur kann eng Aart a Weis bedeiten, wéi ee lieft. Architektur kann dat dohinnersetzen, wat ee wëllt am pedagogesche Konzept och erreechen. Dat maache mer hei, probéiere mer och op anere Plazen ze maachen. Wa mer dat dann och nach hikréien zu engem korrekte Präis, esou wéi dat hei de Fall ass, desto besser.

Dir hutt et besser beschriwwen, Madame Loschetter, wéi ech dat kéint, wat alles hei fir Effortë fir den Niddregenergiebau gemaach gëtt. Dir sidd net 100%eg zefridden, mä Dir hutt awer schonn zouginn - an domat sinn ech da schonn zefridden -, datt mer extrem vill Efforten hei gemaach hunn. An déi Effortë sollen net nëmmen hei, mä och op alle Projeten, déi mer an Zukunft wëlle maachen, weidergefouert ginn.

De Problem vum Site ass och ugeschwat ginn. Ech mengen, dëse Site, esou wéi mer en hei erausgesicht hunn zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, par ailleurs scho virun enger Rei Joren, scho vun der fréierer Educatiounsministesch, déi elo am Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg ass, ass e Site, deen net als Site fir d'Implantatioun vun esou engem Lycée Schwieregkeete stellt, well en am Fong no de Charakteristiken, wéi en erausgewielt ass, extrem konform ass zu deem, wat mer mat de Schoule wëllen. Well en einfach no bei alle Verkéiersméiglechkeeten ass. Well en einfach déi Accessibilitéit huet, déi mer brauchen. A well - dat muss ech dann awer och dobäi soen - en zu enger Quartiersliewensverschéinerung - well wann Der dee Projet kuckt, ass et e schéine Projet - wäert substanziell bäidroen.

Fuert emol eng Kéier bei der Gare iwwert d'Bréck, kuckt Iech u wat elo do ass, verhaalt dat gutt a fuert a fënnef Joer dodriwwer. An da soen ech Iech, dat wäert e ganz grousse Qualitéitsfortschrëtt sinn, an dofir si mer mat der Stad Lëtzebuerg eens, fir och op deem Wee do weiderzegoen.

Dann hunn ech eppes net verstanen, an deem wat deen een oder anere vun deenen, déi hei Riede gehalen hunn, gesot huet. Dat ass, datt mer elo keng Sportsinfrastrukturen dobäi hätten. Dat ass net richteg.

An deem Projet ass e gréisseren Turnsall mat a sech zwee gréisseren Terrainë ganz einfach dran, wat dann och deene Besoinen entsprécht, déi mer fir d'Turnen zumindest op deem do Site hunn. Et ass einfach dran, dofir wëll ech déi Informatioun schlicht als Informatioun weiderginn a richtegstellen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dee leschte Punkt, dat ass deen, wéini kënne mer ufänken, verbonne mat där Problematik vum Foyer fir Toxicomanes sans domicile, wat keng einfach Problematik ass. Ech kennen déi nach aus fréiere Joren, wou ech Sozialschäffen an der Stad Lëtzebuerg war an dofir och ganz enk deen Opbau vun deene Containeren, déi haut dostinn, suivéiert hunn.

Ech kann Iech elo net op all déi Basisfroen äntwerten, déi Der zum Programm fir Toxicomanie gestallt hutt, well dat ganz einfach net mäi Ressort ass. Déi Froe wäert ech weiderginn, sécherlech un de Gesondheetsminister.

Ech soen awer hannendrun, datt et ganz kloer a mengen Aen ass, datt muss eng Alternativ do sinn, éier mer déi Containeren, déi elo dostinn, ewechhuelen. Well ech ka mer net virstellen, datt mer ouni Alternativ géifen dat einfach ewechhuelen. Well et einfach a mengen Aen eng Infrastruktur ass, déi mer brauchen an där doter Géigend. Ech mengen, dat ass ganz kloer.

Et ass och an Tëschenzäit - Madame Loschetter, Dir wësst dat, well Der jo awer och an Ärer anerer Fonctioun Member vum Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg sidd - eng Plaz fonnt ginn, déi contestéiert ass, mä trotzdeem eng Plaz fonnt ginn, tëschent dem Gesondheetsministère zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, wou och den Travaux-publics-Ministère an Zwëschenzäit eng ganz Rei Pläng fäerdeg gemaach huet, wéi dann esou e Foyer pour toxicomanes kéint ausgesinn a wéi mer en op där Plaz, vis-à-vis vun de Containeren, déi elo dostinn, kéinten ariichten.

Mir hunn och mat der Stad Lëtzebuerg ofgemaach, datt de Gesondheetsminister an den Travaux-publics-Minister zesumme mat der Stad Lëtzebuerg wäerte sur place goen, well et eis logesch an normal schéngt, datt mer de Leit, déi dat interesséiert, och genau virstellen, wat sollt gemaach ginn, an haaptsächlech wéi et sollt duerno an der Praxis och funktionéieren. Et ass wichteg, datt dat erkläert gëtt. Et ass wichteg, datt dat transparent gëtt, an et ass och wichteg, datt d'Leit genau wëssen, wat d'Autoritéite wëlles hunn op där Plaz ze maachen.

Dat als provisoresch Äntwert zu deem Dossier.

Ech mengen, datt mer esou eng Struktur brauchen, an ech mengen, datt mer net kënnen déi, déi elo provisoresch do ass, ewechhuelen, wa mer keng aner Alternativ hunn, fir all déi Problemer, déi déi Leit hunn, ze bewältegen; déi, déi elo sur place sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

(Interruption)

Bon, mir reportéieren de Vote op méi spéit, well d'Écranen hei net richteg funktionéieren.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5691, de Protokoll zum Ofkommes iwwert d'Schafung vun der Commission Internationale pour le Service International de Recherches. Den honorabelen Här Ben Fayot als Rapporteur huet d'Wuert.

6. 5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur*.- Här President, 1943, nach mëtten am Zweete Weltkrich, gouf zu London e Suchdéngscht, e Bureau de recherches am Kader vum Roude Kräiz ageriicht, an dee Service huet deemools schonn ugefaangen déi Millioune vu Leit, déi déplacéiert oder dout waren, ze sichen an ze enregistréieren.

1945 hunn déi Alliéiert an Däitschland riseg Archive fonnt, well jo bekanntlech den Nazi-Stat a senger Grëndlechkeet alles opgezeechent huet, all Grausamkeeten opgezeechent huet an a Karteie festgehalen huet. D'alliéiert Forcen hunn och dozou nach 1944-45 ganz besonnesch Recherchen iwwer Zwangsaarbechter a Réfugiéen an Zentraleuropa ënnerholl.

1946 gouf de Bureau de recherches definitiv zu Bad Arolsen an Däitschland installéiert, wou en haut nach ass. Firwat Bad Arolsen? Well en do am geographeschen Zentrum vun Däitschland war, dat jo bekanntlech deemools a véier Besatzungszonen agedeelt war, an e krut och do den heitegen Numm „Service International de Recherches", op Englesch „International Tracing Service" an op Däitsch „Internationaler Suchdienst".

1955 goufen zu Bonn Accorden zwëschent néng Länner, nämlech der Belsch, Frankräich, der Bundesrepublik, Israel, Italien, Lëtzebuerg, Holland, Groussbritannien an de Vereenegte Staten ofgeschloss. Déi Accorden hunn eng international Kommissioun geschaf, an där déi néng Länner vertratt sinn. D'Direktioun an d'Verwaltung dovunner gi vum Internationale Comité vum Roude Kräiz assuréiert an d'Bundesrepublik bezilt d'Aarbechte vum „Service International de Recherches". 1956 koum dann nach Griichenland derbäi, an am Joer 2000 Polen.

Dir gesitt un där Zuel vu Länner, eelef, an och un der Qualitéit vun deene Länner, dass all déi Länner, déi vum Krich betraff waren, net alleguerten dra sinn, well jo och 1947 de Kale Krich ugaangen ass. Dat hänkt mat der Deelung vun Europa zesummen, déi bis 1990 gedauert huet. Et sinn also nach vill Archiven a Länner, déi net vun deem Suchdienst do erfaasst goufen.

De Suchdienst huet 60 Joer laang geschafft an Informatiounen iwwer folgend Gruppe vu Leit ginn: Leit, déi an de KZer an Däitschland an an de besetzte Gebidder zwëschent 1933 an 1945 waren, deportéiert Judden, Zwangsaarbechter am Räich zwëschent 1939 an 1945, déplacéiert Leit a Flüchtlingen, Kanner, déi zwëschent 1927 an 1945 gebuer goufen a vun hiren Eltere getrennt goufen.

Den „Service International de Recherches" huet e Fichier vu 47 Millioune Fichen, déi Accès ginn zu Dokumenter iwwer 17 Millioune verfollegt Zivilisten. An nach haut, méi wéi 60 Joer nom Enn vum Krich, kritt deen „Service International de Recherches" nach all Joer 10.000 Demanden no Informatiounen iwwer vermësste Leit. 10.000 all Joer!

30 Milliounen Dokumenter leien zu Bad Arolsen, déi eng phantastesch Dokumentatioun iwwert d'Verbrieche vun den Nazien duerstellen. Déi Dokumenter konnte bis elo nëmme vun den Opfer selwer, esou wäit wéi se dat nach konnten, oder hirer Famill consultéiert ginn. D'Fro war laang, wéi dann déi Dokumentatioun kënnt fir d'Recherche historique zougängeg gemaach ginn. Et ass laang dorunner kalennert gi wéi dat maachen, well jo eng grouss Schwieregkeet bei deenen Dokumenter besteet, si bezéie sech op Persounen a si bezéie sech op Donnéeën, ganz intim Donnéeën, ganz perséinlech Donnéeën, déi och oft nach gefälscht sinn, iwwert déi Persounen, well dat si jo Donnéeën, déi oft vun den Nazie selwer komm sinn an also och verdréit gi sinn.

Dunn am Mee 2006 huet déi international Kommissioun an hirer jährlecher Sitzung zu Lëtzebuerg en Auswee fonnt, deen doranner besteet, dass all Land, wat ebe Partie vun deenen Accorden ass, also déi eelef Länner, eng eenzeg Kopie pro Land natierlech vun deenen Archivfonge ka kréien, déi elo zu Bad Arolsen leien. A well deen Accord fonnt ginn ass, muss natierlech elo deen Accord vun 1955 geännert ginn, an et ass dat wat mer haut mat dësem Projet de loi maachen.

Déi Dokumenter kënnen natierlech net einfach fotokopéiert ginn, si sinn amgaangen numériséiert ze ginn, dat heescht informatesch opgeholl ze ginn. Dat soll bis 2011 fäerdeg sinn, wat dann natierlech net nëmmen erlaabt, déi original Dokumenter ze schützen, déi extrem friabel an extrem schwéier ze handhabe sinn, mä och d'Recherche an där Dokumentatioun ze verein fachen.

An der Sitzung vun der internationaler Kommissioun zu Amsterdam elo am Mee, de 14. an de 15. Mee 2007, hunn aacht Länner ugemellt esou eng Copie numérique ze kréien. De Lëtzebuerger Vertrieder an der internationaler Kommissioun, den Här Paul Dostert, deem ech iwwregens vun hei aus wëll Merci soe fir seng Informatiounen a seng Mataarbecht bei der Behandlung vun dësem Dossier an der Kommissioun, huet ons an der Kommissioun erklärt, firwat Lëtzebuerg net ënnert deenen aacht ass, dat heescht, Lëtzebuerg huet fir den Ableck keen Usproch op esou eng Kopie vun där Dokumentatioun.

Esou eng Kopie huet nämlech, wa se fäerdeg ass - ech soen Iech elo Saachen, déi mech dépasséieren -, sechs bis aacht Terabytes, also 10^{12}, woubäi een Terabyte dausend Milliarden duerstellt, wat géif bedéngen, wa Lëtzebuerg esou eng Kopie kréich, natierlech een extraen Informatiker ze engagéieren, fir esou eng Kopie ze behandelen, an natierlech och e Service an e seriöen Element vu Stockage anzeriichten, wou mer déi Informatiounen do kënnten ënnerbréngen a wou se och da kënnte vun de Chercheure consultéiert ginn.

Natierlech ka Lëtzebuerg nach ëmmer op déi Décisioun zréckkommen - ass ons gesot ginn -, a wann d'Numérisatioun fäerdeg ass vun all där Dokumentatioun, da kënnen allerdéngs och d'Lëtzebuerger Chercheuren nach ëmmer op Bad Arolsen recherchéiere goen. Si kënnen och zu Bréissel - d'Belsch huet och eng Kopie gefrot - an zu Paräis déi Dokumenter consultéieren.

Et ass also fir den Ableck eng, mengen ech, verstänneg Approche, fir éischtens emol ofzewaarden, bis déi Numérisatioun fäerdeg ass, an dann och ze kucken, wéi d'Demande ënnert de Chercheuren ass, fir déi Dokumentatioun anzegesinn. Natierlech muss een och wëssen, dass och nach ëmmer eng seriö Fro, wat d'Protektioun vun den Données personnelles ugeet, do ass, an de Statsrot huet a sengem Avis ënnerstrach, dass onst Gesetz vun 2002 iwwert d'Protection des données à caractère personnel sech géif applizéieren, wann dann emol esou eng Kopie zu Lëtzebuerg wär.

Dat waren, Här President, e puer Donnéeën zu engem Projet, deen a sech eigentlech eng reng Formsaach ass, mä deen awer op eng Partie Elementer hiweist, déi d'Mémoire vun Europa, och d'Mémoire vun onsem Land betreffen. An ech menge schonn, dass et derwäert ass, fir dat am Kapp ze behalen, wat an där Mémoire ass, och fir d'Zukunft.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Goerens huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir léif Kolleegen, den Här Fayot huet opgehale mat der Remarque, et wier eng reng Formsaach, an dat zum Ofschloss vun engem ganz gudde Rapport, fir deen ech him d'ailleurs Merci soen.

Hie leet hei de Fanger op eng Wonn, an et ass wichteg, datt dat gemaach gëtt, well dat wat à la fin du compte bleift, fir dem Négationnissem ze opposéieren, dat si ganz zolidd etabléiert historesch Fakten. De Culte mémoriel geet a sech net duer, well d'Mémoire ass a sech défaillante, si eliminéiert, si vergësst, si léisst Saachen duerchgoen, si ass selektiv; par contre d'historesch Fakten, dat sinn etabléiert Fakten, déi net méi kënnen diskutéiert ginn.

Zu den historesch etabléierte Fakte geheieren zum Beispill d'Nürnberger Akten. Elo kann ee soen: Do gouf et nëmmen e puer, an déi 30 Inculpatiounen an e puer an déi 20 Condamnatiounen, dat geet bei Wäitem net duer, fir de Victimë vum Zweete Weltkrich Gerechtegkeet widderfueren ze loossen. Dat stëmmt. Mä et geet awer ëmmerhin duer, fir en Ufank vu Geschichtsschreiwung ze maachen. Deen Effort ass deemools ugaangen, en huet sech weiderentwéckelt, an et si Gott sei Dank nieft deene legale Weeër, fir Archiven zesummenzesetzen, och eng Partie illegal Weeër gewielt ginn.

Ech erënneren zum Beispill un déi phantastesch Aarbecht, déi de Centre de documentation juive contemporaine, deen zu Paräis am Marais an der Rue Geoffroy l'Asnier etabléiert ass, nom Krich gemaach huet, well en engersäits d'Hand geluecht huet op eng Partie Naziarchiven, déi soss wahrscheinlech eliminéiert gi wieren, an och op d'Archive vum Vichy-Regime.

Firwat ass dat wichteg gewiescht? Mä ënner anerem konnt virun eppes manner wéi 20 Joer de Klaus Barbie opgrond vun Dokumenter, vun Originalpiècen, déi de Centre de documentation juive contemporaine zesummegedroen hat, condamnéiert ginn.

Dat hei ass also souwuel gutt fir engersäits de Victimë gerecht ze ginn, anerersäits dem Négationnissem ze opposéieren. An ech fannen et och gutt, datt Lëtzebuerg en Accès kritt, aus deene Grënn.

Ech kann dem Här Fayot dat net falsch maachen, datt et net méiglech ass, fir elo hei am Land déi Datefluten do alleguer ze meeschteren. Wichteg ass, datt mer deen Accès behalen. A wichteg ass, datt mer och eng Partie Lacunen, déi et an deenen dote Recherchë leider nach ëmmer gëtt, kënne komplettéieren.

Et wier och gutt - an ech mengen, haut ass vläicht net Zäit dofir -, datt mer eis eng Kéier an der Kommissioun géifen driwwer ënnerhalen, wéi een am Fong kéint eis Informatiounsquellen, déi mer an där Hisiicht hunn, alleguer matenee vernetzen, fir un déi Donnéeën ze kommen, déi gebraucht ginn. Ech erënneren drun, datt zum Beispill d'Freie Universität Berlin och elo Dépositaire ass vu sämtleche Piècen, déi de Steven Spielberg iwwert d'Joren zesummegedroen huet; och dat erëm eng Kéier als Lutte géint d'Vergiessen. Dat si fest etabléiert Témoignagen.

An deem Sënn ass dat, wat hei elo op engem legale Wee gemaach gëtt, absolut ze ënnerstëtzen, an duerfir bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Wa soss kee méi eppes bäizefügen huet a jiddfereen d'Ausféierunge vum Här Fayot a vum Här Goerens deelt, da kënne mer zum Vote vun dësem Projet kommen.

(Interruptions)

Neen, mir stëmmen elo deen heite Projet.

(Interruptions diverses)

Dann, jo, vu dass d'Elektronik de Vote iwwert de Projet iwwert d'Professions de Santé, iwwert de Lycée technique pour Professions de Santé uweist, stëmme mer deen och.

7. 5678 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5678 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Michel Wolter), Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Christine Doerner), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Emile Calmes), Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Chamber TV weist all öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

8. 5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 20 (suite)

Mir kommen dann zum Vote iwwert de Projet, deen den honorabelen Här Fayot eis elo just exposéiert huet, de 5691.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5691 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Michel Wolter), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Emile Calmes), Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

9. Demandes en naturalisation

Als nächste Punkt, Dir Dammen an Dir Häre, hu mer op eiser Dagesuerdnung d'Naturalisatiounen. Duerfir muss ech de Huis clos ausspriechen. Ech géif d'Regierung bieden, sech zréckzezéien.

(Le huis clos est prononcé à 16.26 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 16.29 heures.)

Déi öffentlech Sitzung geet weider, zwar net méi ganz laang, mä si geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 79 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat fënnef Ännerunge vum Numm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 14 juin 2007

1. ADRIAS Melody, née le 2 mai 1967 à Siniloan/Laguna (Philippines), demeurant à Differdange

2. AJDARPASIĆ Ramzija, né le 25 janvier 1968 à Vrševo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Canach

3. BALIĆ Belka, née le 15 octobre 1968 à Zminac (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Canach

4. AIHI Mohamed, né le 27 décembre 1969 à Ouarzazate (Maroc), demeurant à Moutfort

5. AMORIM DA SILVA Samuel Luís, né le 2 juillet 1984 à Louredo/Póvoa de Lanhoso (Portugal), demeurant à Steinfort

6. BERGIN Sabrina, née le 20 août 1984 à Saarburg (Allemagne), demeurant à Lellig

7. BISCHOF Birgit Cäcilia Wilhelmine, née le 19 juillet 1955 à Quierschied (Allemagne), demeurant à Heisdorf

8. BOGUSCHEWSKI Monika, née le 16 janvier 1962 à Schönberg (Allemagne), demeurant à Mullendorf

9. BOUKHARROUBA Said, né le 16 février 1970 à Hussein (Algérie), demeurant à Rumelange

10. BRENDT Doris Katharina, née le 9 janvier 1940 à Düsseldorf (Allemagne), demeurant à Fischbach/Mersch

11. CHEN Qianhui, née le 8 novembre 1984 à Qingtian/Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

12. CHOUCHANE Faïçal, né le 11 août 1955 à Ksibet El Mediouni (Tunisie), demeurant à Merscheid

13. BOURAOUI Amna, née le 11 mai 1957 à Ksibet El Mediouni (Tunisie), demeurant à Merscheid

14. CLOESEN André Philippe, né le 8 juin 1965 à Liège (Belgique), demeurant à Strassen

15. LEMAIRE Sylvie Yvonne, née le 18 avril 1969 à Liège (Belgique), demeurant à Strassen

16. CUNHA Paula Maria, née le 12 octobre 1977 à Metz (France), demeurant à Trintange

17. DEDE Ali Baba, né le 18 décembre 1983 à Dinka (Soudan), demeurant à Luxembourg

18. DELFINO Michele, né le 14 janvier 1952 à Minervino Murge/Bari (Italie), demeurant à Luxembourg

19. DE RUYVER Monique Berthe Marie, née le 4 juillet 1957 à Berchem-Saint-Agathe (Belgique), demeurant à Leudelange

20. DOMINGUES DA SILVA MOREIRA Orlando, né le 4 avril 1968 à Lavra/Matosinhos (Portugal), demeurant à Pétange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MOREIRA Orlando.

21. DONG Zhongming, né le 8 septembre 1979 à Zhejiang (Chine), demeurant à Goetzingen

22. DZOGOVIĆ Elvis, né le 29 novembre 1985 à Peć (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Rodange

23. EGOVORA Marina, née le 20 février 1970 à Tcheboksary (Russie), demeurant à Esch-sur-Alzette

24. EHDAIE Farhad, né le 7 janvier 1961 à Téhéran (Iran), demeurant à Strassen

25. ELSEN Anna Katharina, née le 12 mai 1963 à Dasburg (Allemagne), demeurant à Kalborn

26. EL OUARRAK Maria, née le 27 mai 1981 à Marrakech (Maroc), demeurant à Strassen

27. EMPAIN Gilbert Roger, né le 3 mai 1956 à Ixelles (Belgique), demeurant à Lasauvage

28. FISCHER Angela, née le 12 juin 1979 à Kaufbeuren (Allemagne), demeurant à Sandweiler

29. FONSECA LIMA Carlos Alberto, né le 9 mai 1962 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Howald

30. FONTANAUD Bernard André, né le 29 décembre 1969 à Saint-Junien (France), demeurant à Weiler-la-Tour

31. GABRIEL Céline, née le 18 février 1976 à Köln-Ehrendfeld (Allemagne), demeurant à Wiltz

32. GASHONGA Sandrine, née le 12 juillet 1977 à Nyarugenge/Kigali (Rwanda), demeurant à Soleuvre

33. GORGINPOUR Shararéh, née le 5 juin 1972 à Chiraz (Iran), demeurant à Mondorf-les-Bains

34. GUEMO YEMTE Hélène, née le 1er février 1979 à Yaoundé (Cameroun), demeurant à Luxembourg

35. HAGHTALAB Touran, née le 25 novembre 1952 à Ferdos (Iran), demeurant à Luxembourg

36. HALIMI Sokol, né le 1er février 1980 à Zaplluxhe/Dragash (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Oberpallen

37. HAMEL Sebastian Frédérique, né le 16 septembre 1975 à Ottawa-Carleton (Canada), demeurant à Saeul

38. HASANOVIĆ Ahmet, né le 29 mars 1968 à Fojnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Harlange

39. HASANOVIĆ Džemila, née le 27 avril 1964 à Miljanovci/Kalesija (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Sprinkange

40. HENKES Erwin Leonard Anton, né le 23 juillet 1957 à St. Vith (Arlon), demeurant à Breidfeld

41. HODZIĆ Emir, né le 2 avril 1987 à Kakanj (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

42. IDRIZOVIĆ Idriz, né le 21 janvier 1983 à Kotor (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Differdange

43. JACOBS Peter Jacobus Franciscus, né le 6 septembre 1960 à Heerlen (Pays-Bas), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de JACOBS Pierre Jacques François.

44. KASTER Brigitte Elisabeth, née le 10 mars 1963 à Hillesheim (Allemagne), demeurant à Weiswampach

45. KOCAN Nela, née le 1er avril 1983 à Niksic (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Pétange

46. KOLB Bernd, né le 4 décembre 1972 à Karlsruhe (Allemagne), demeurant à Bascharage

47. KOLOGLU Sevgi Banu, née le 26 avril 1970 à Ankara (Turquie), demeurant à Strassen

48. KONZER Manfred Josef, né le 19 novembre 1937 à Trier (Allemagne), demeurant à Biwerbach

49. KOTOBELLI Mamica, née le 12 août 1979 à Tirana (Albanie), demeurant à Luxembourg

50. KOTOBELLI Vladimir, né le 9 octobre 1953 à Tirana (Albanie), demeurant à Luxembourg

51. DASHMIRI Liljana, née le 31 mars 1957 à Tirana (Albanie), demeurant à Luxembourg

52. LALIC BAGANG Gigette, née le 6 avril 1970 à Lubao/Pampanga (Philippines), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de LALIC Gigette.

53. LIN Bi, née le 11 novembre 1985 à Zhejiang (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette

54. LOPEDOTE Arcangela, née le 15 septembre 1951 à Monopoli (Italie), demeurant à Wasserbillig

55. LOURENÇO CANAIS Antonio, née le 11 décembre 1964 à Sebal Grande/Condeixa-a-Nova (Portugal), demeurant à Bettembourg

56. MANSOUR Monia, née le 27 septembre 1956 à Le Bardo (Tunisie), demeurant à Luxembourg

57. MARCHITELLI Giuseppe, né le 13 juillet 1958 à Noci (Italie), demeurant à Luxembourg

58. MARTINO Estela Milena, née le 12 mai 1979 à Lisbonne (Portugal), demeurant à Echternach

59. MUSTAFIĆ Emir, né le 23 mai 1982 à Zavidovići (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Strassen

60. NIMMESGERN Elisabeth Maria, née le 15 août 1957 à Weiskirchen (Allemagne), demeurant à Wiltz

61. OLIVEIRA João da Conceição, né le 31 juillet 1966 à Santa Maria Maior/Chaves (Portugal), demeurant à Differdange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de OLIVEIRA Jean.

62. OUCHEVA Irena, née le 3 juin 1965 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Belvaux

63. OUZAHIM Malika, née le 16 septembre 1970 à Ait Sedrate Sahel (Maroc), demeurant à Bettembourg

64. POBA-MASSANGA Jaria, née le 15 janvier 1986 à Woluwe-Saint-Lambert (Belgique), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de POBA Jaria.

65. ROCHA DAVID Filomena, née le 14 juillet 1967 à Santo Antonio das Pombas (Cap-Vert), demeurant à Diekirch

66. RODRIGUES DE ALMEIDA André Filipe, né le 6 décembre 1987 à Macinhata do Vouga/Agueda (Portugal), demeurant à Niederkorn

67. SAPUTO Massimo, né le 23 février 1976 à Palermo (Italie), demeurant à Folschette

68. SCHULZ Sascha André, né le 19 juillet 1972 à Dortmund (Allemagne), demeurant à Leudelange

69. SHATROLLI Arsim, né le 15 septembre 1970 à Brece (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

70. HATROLLI Kujtim, né le 20 avril 1978 à Mitrovice (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Kayl

71. SKRIJELJ Alma, née le 29 novembre 1983 à Podgorica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Pétange

72. SKRIJELJ Rifat, né le 9 septembre 1985 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Noertzange

73. SPERL Helmuth, né le 28 avril 1977 à Bruck an der Mur (Autriche), demeurant à Luxembourg

74. TEOFILOVIĆ Radmilo, né le 29 septembre 1950 à Zavidovići (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

75. TUBIĆ Zejnil, né le 16 juin 1965 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

76. VALOY PINEDA Nancy Margarita, née le 2 janvier 1982 à Santo Domingo (République dominicaine), demeurant à Luxembourg

77. VELOSO Katia, née le 8 février 1955 à Três-Pontas (Brésil), demeurant à Strassen

78. WEN Dawei, né le 27 janvier 1980 à Shaanxi/Xian (Chine), demeurant à Strassen

79. ZHU Chaochun, né le 5 août 1983 à Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

10. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 19., 20. an 21 Juni. D'Conférence des Présidents huet haut de Moie folgenden Ordre du jour virgeschloen:

En Dënschdeg um dräi Auer, fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung, dann de Projet iwwert d'Schafung vun engem Lycée zu Belval, duerno de Projet iwwert de Bau vun engem Lycée zu Belval, dann eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Sécherheet op der Route nationale 7 a Richtung Wämperhaart an eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert den Espace scolaire vu Miersch.

E Mëttwoch, den 20. Juni, um hallwer dräi d'Interpellatioun vum honorabelen Här Claude Meisch iwwert d'Familljepolitik an de Projet de loi iwwert de Bau vun engem neie Friddensgeriicht zu Esch.

En Donneschdeg, den 21. Juni, um hallwer dräi d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Juegd. Duerno d'Question avec débat vum honorabelen Här Braz iwwert d'Aféierung vun der numerescher Televisioun. Dann de Projet de loi 5638, en Nato-Ofkommes iwwert d'Kommunikatioun, a schlussendlech de Projet 5650, en Ofkommes iwwert de Statut vu verschiddenen Arméien.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.30 heures)

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Mardi, 19 juin 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications

2. Ordre du jour

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°199 du 19 juin 2007 de M. Lucien Thiel relative à la libéralisation des services postaux, adressée à M. le Ministre des Communications

- Question N°200 du 18 juin 2007 de Mme Colette Flesch relative à une modification du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement afin de faire bénéficier les partenaires des mêmes dispositions que celles prévues pour les couples mariés, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

- Question N°201 du 18 juin 2007 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement sur la liaison ferroviaire entre le Luxembourg et l'Allemagne (Luxembourg-Trèves ou Luxembourg-Merzig), adressée à M. le Ministre des Transports

- Question N°202 du 19 juin 2007 de M. Félix Braz relative au projet tram, adressée à M. le Ministre des Transports

- Question N°203 du 18 juin 2007 de M. Ben Fayot relative à la décision de l'OTAN relative aux boucliers antimissiles, adressée à M. le Ministre de la Défense

- Question N°204 du 18 juin 2007 de M. Robert Mehlen relative au fonctionnement des auberges de jeunesse, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

- Question N°205 du 18 juin 2007 de M. Alexandre Krieps relative aux accidents impliquant des cyclistes et à l'introduction du port du casque obligatoire pour tous les cyclistes sur la voie publique, adressée à M. le Ministre des Transports

- Question N°206 du 18 juin 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'état d'avancement de l'élaboration de la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

et

Question N°207 du 19 juin 2007 de M. Charles Goerens relative à la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

4. Ordre du jour

5. 5607 - Projet de loi portant création d'un lycée à Belval

5657 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée d'enseignement secondaire et secondaire technique à Belval

(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'évolution future de l'espace scolaire de Mersch

(Discussion générale - Motion - Vote)

7. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la sécurité routière sur la route nationale RN7 (E420) en direction de Wemperhardt

(Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Lucien Lux, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe:

1. **5731** - Projet de loi relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.06.2007

2. **5732** - Projet de loi 1) modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; 2) abrogeant la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.06.2007

3. **5735** - Projet de loi portant approbation du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.06.2007

4. **5736** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, de la jeunesse et du sport, signé à Zagreb, le 22 février 2007

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.06.2007

3) En date du 5 juin 2007 a été remise la pétition N°283 contre le projet de construction d'un nouveau foyer pour toxicomanes à Bonnevoie.

4) Par lettre du 15 juin 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 9 au 10 mai 2007:

- Résolution sur le sommet UE-Russie qui aura lieu à Samara le 18 mai 2007;

- résolution sur la future politique régionale en matière de capacité d'innovation de l'Union européenne;

- résolution sur le renforcement de la législation européenne dans le domaine de l'information et de la consultation des travailleurs.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour vun dëser Woch hate mer d'lescht Woch arrêtéiert. Mir hunn haut de Mëtteg fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung. Duerno komme mer un déi zwee Projeten, wat de Lycée Belval ubelaangt. Ech wëll lech soen, dass mer fir d'éischt d'Diskussioun vun deenen zwee Projete maachen an eréischt wann déi Diskussioun ofgeschloss ass d'Regierung wäert dozou Stellung huelen, wa mer d'Debatt vun deenen zwee Projete fäerdeg hunn.

Elo d'Froestonn un d'Regierung vun haut de Mëtteg. Dir wësst, dass laut dem Chamberreglement all Deputéierten zwou Minutten Zäit huet, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun, an déi éischt Fro kënnt vum honorabelen Här Thiel, eng Fro relative à la libéralisation des services postaux, adresséiert un den Här Kommunikatiounsminister. Här Thiel!

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°199 du 19 juin 2007 de M. Lucien Thiel relative à la libéralisation des services postaux, adressée à M. le Ministre des Communications

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen déi lescht Deeg a Wochen ass des Öfteren hei iwwert d'Libéraliséierung vun der Bréifpost geschwat ginn. Et ass en Dossier, deen eis besonnesch ënnert d'Haut geet a wou Lëtzebuerg och eng speziell Positioun bis elo ëmmer ageholl huet. Net méi spéit wéi leschten Donneschdeg huet nach den zoustännege Minister hei op eng Fro vum Kolleeg Félix Braz geäntwert.

D'Faits nouveaux iwwerstierze sech allerdéngs. Notamment war gëschter Owend déi zoustänneg Kommissioun vum Europaparlament zesummen an haut de Moie war och de Ministerrot zesummen, an et wär wahrscheinlech net oninteressant, wann de Minister eis géif soen, wat dann elo déi lescht Entwécklunge wären, ebe well esou vill fir Lëtzebuerg um Spill steet an ebe well Lëtzebuerg do eng ganz speziell Positioun bis elo ageholl huet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den Här Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass effektiv en Dossier, dee vill an der Aktualitéit ass an deene leschten Deeg.

Dir erlaabt mer fir d'éischt véier Elementer an Erënnerung ze ruffen.

Mir sinn am Conseil an deem Sënn isoléiert, datt just nach zwee Länner fir d'Equivalenz „Service réservé - Service universel" plädéieren. Et ass richteg, datt eng ganz Rei aner Länner och Problemer mam Mode de financement hunn.

Dat Zweet, dat ass, datt d'Commission „Transports" effektiv de Moien oder gëschter Owend plutôt dem Här Ferber säi Kompromëss entérinéiert huet, a contrairement zu deem, wat ech d'lescht Woch hei gesot hunn - ech hat dee Moment d'Pressematdeelung fënnef Minutte laang am Grapp -, ass et net ëm ee Joer zréckgesat ginn an deem Kompromëss, mä ëm zwee Joer. Dat heescht, wat ech d'lescht Woch hei gesot hunn, war an deem Sënn net richteg. An da sinn eng Rei Länner, déi nei États membres plus déi mat der Topographie difficile, wéi Inselen zum Beispill, déi géife bis op 2013 goen. D'Guidelines ginn och nach am Conseil diskutéiert.

Wat elo déi Positioun ass vu Lëtzebuerg, mengen ech, datt ech soe kann, no Consultatioune mat de Sozialpartner, datt et illusoresch wär, fir déi Positioun bäizebehalen, nämlech einfach stur ze plädéiere „Service réservé - Service universel". Domadder gi mer an d'Mauer.

Déi zwee Joer, déi mer am Europaparlament erausgeschloen hu mat Hëllef vun de Lëtzebuerger Europaparlamentarier, c'est déjà ça de gagné - véier Joer wäre selbstverständlech besser. Mir poursuivéieren och parallell déi Optioun „last mile", dat heescht, fir de Service réservé ënner enger anerer Form op der „last mile", dat heescht an der Distributioun, bäizebehalen.

Wat elo déi nei Elementer ubelaangt, géif ech dem honorabelen Här Thiel gäre Folgendes soen zu deenen dräi neien Elementer, déi ech haut kann ubréngen; abstraction faite vun deem Vote vun der Kommissioun, dee bekannt ass:

Dat éischt neit Element ass, datt de Parti Populaire Européen, d'EVP, am Plenum wäert en Amendement tabléieren, wat Lëtzebuerg géif op 2013 bréngen. Dat heescht, dat ass en Amendement, deen vun der Fraktioun presentéiert gëtt. Et ass also kee vun deene klasseschen Amendementer, déi net vill Chancen hunn duerchzegoen.

Selbstverständlech invitéieren ech hei och déi, déi Kontakt hu mat hire respektive Frak-

tiounen am Europaparlament, deen Amendement ze ënnerstëtzen.

Ech hat Kontakter de Moie mam zoustännege lëtzebuergeschen Deputéierte vum PSE, dem Robert Goebbels, dee mer gesot huet, datt hien och a senger Fraktioun géif kucken, fir datt mer deen Amendement ënnerstëtzt kréien. Wa mer also am Europaparlament déi zwou grouss Fraktiounen op d'mannst hunn, vläicht och nach déi gréng Fraktioun, da wären et dräi Fraktiounen, déi deen Amendement géifen ënnerstëtzen, da géif dat schonn net esou schlecht ausgesinn als Amendement.

Ech wollt der Madame Lulling Merci soen, déi extrem hëllefräich war an deem Zesummenhang hei.

Ech hunn och mam Här Ferber doriwwer geschwat, dee mer dunn och gesot huet, hie wär à même, deen Amendement positiv ze begleeden. Dir wësst, datt de Mann net ganz flexibel ass bei verschiddene Saachen, mä hien ass awer bereet dat hei positiv ze begleeden.

Ech hunn him parallell dobäi gesot, datt ech awer géif am Conseil meng Optioun „last mile" poursuivéieren, dat heescht, datt d'Distributioun weider ënnert dem Service réservé géif leien, an dat ass mäin zweet neit Element vun haut. Mir hunn de Moien am Groupe de travail effektiv déi Positioun „last mile" als Lëtzebuerg eraginn an déi gëtt ënnert der portugisescher Présidence considéréiert.

Här President, dat drëtt neit an och net onwichtegt Element, dat ass, datt erstmoleg de Moien am Groupe de travail vum Conseil d'Kommissioun eng Disponibilitéit signaléiert huet fir nei Délaien, wat also e positiven Développement ass. Si huet dobäi gesot, datt déi Inselléisung hinnen net géif gefalen, dat heescht, déi griichesch Optioun, déi déi iwwert d'Parlament poursuivéiert ginn ass, wäert also wahrscheinlech net zum Droe kommen. D'Kommissioun huet de Moie gesot, datt déi Länner, déi méi laang géife brauchen, datt si Verständnis dofir hätt, an datt do nei Délaie géife kommen. Dat heescht, do ass och eng kleng Ouvertür ze verzeechnen.

Alles an allem, compte tenu des circonstances, compte tenu do vun der éischter Circonstance, datt mer isoléiert si mat dem Prinzip Maintien vum „Service réservé - Service universel", denken ech, datt déi Evolutiounen do alles Evolutioune sinn, déi an déi richteg Richtung ginn.

Et gëtt substanziell Elementer am Europaparlament, notamment deen Amendement vum Parti Populaire Européen, datt mer do op 2013 kommen. D'Kommissioun signaléiert eng Disponibilitéit fir iwwer zousätzlech Délaien ze diskutéieren, an eisen Amendement vun der „last mile" ass elo entre-temps och um Dësch.

Ech wëll an Erënnerung ruffen, datt mer selbstverständlech och mat deenen neie Regelen am Kader vun de Guidelines nach eng Rei Méiglechkeeten hunn, déi mer voll ausschöpfe wäerten. Déi dräi Elementer sinn also dräi nei positiv Elementer, déi an déi richteg Richtung weisen, a mir wäerte weider um Ball bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Colette Flesch un den Här Minister vun de Classes moyennes, dem Tourismus an dem Logement iwwert d'Zënsvergënschtegunge beim Kaf vun enger Wunneng. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°200 du 18 juin 2007 de Mme Colette Flesch relative à une modification du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement afin de faire bénéficier les partenaires des mêmes dispositions que celles prévues pour les couples mariés, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Den Artikel 9 vum Règlement grand-ducal modifié vum 23. Juli 1983 iwwert d'Primen an d'Subventioune beim Logement, déi virgesi sinn am Gesetz vum 25. Februar 1979 iwwert d'Aides au logement, seet aus, dass, wann een d'Logement, fir dat een eng Bäihëllef kritt huet, veräussert virun engem Délai vun zéng Joer, dann déi Bäihëllef direkt muss zréckerstatt, dat heescht rembourséiert ginn.

Mä, seet deen Artikel, wann d'Transmissioun vum subventionéierte Logement duerch e Changement du régime matrimonial oder duerch Mariage stattfënnt, dann ass dat net eng Aliénatioun, pour autant dass déi Wunneng och d'Wunneng vun der Famill bleift.

Dat ass eng gutt Bestëmmung, an ech hunn domadder och kee Problem. Meng Fro stellt sech folgendermoossen:

Déi Leit, déi am Regime vum Partenariat sinn, si par rapport zu de bestuete Leit bei deene Bestëmmungen defavoriséiert, well si mussen, wa se wëllen de Logement un de Partenaire weiderginn, dann direkt - innerhalb vun engem Délai vun zéng Joer - d'Aide remboursëieren. Also bestuete Leit net, Leit am Partenariat jo. Or, d'Gesetz iwwert d'Partenariat ass vun 2004, also postérieur zu deenen zwou Bestëmmungen, déi ech virdrun erwähnt hunn, an dat Gesetz vun 2004 gesäit ausdrécklech a sengem Artikel 9 eng Protektioun „du logement du couple qui a conclu un partenariat" vir.

Deementspriechend froen ech dann elo de Minister, Här President, ob hien net der Meenung ass, dass de Règlement grand-ducal vun 1983 a méiglecherweis och d'Gesetz vun 1979 mussen ofgeännert ginn, fir dass eng Egalitéit hiergestallt gëtt tëschent de Koppelen, déi bestuet sinn, an de Koppelen, déi am Partenariat liewen. Ech wëll ausdrécklech ervirhiewen, Här President, dass ech an dëser Fro keen Intérêt hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den Här Wunnengsbauminister Fernand Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Flesch huet Recht, datt an deem Artikel 9 vum modifizéierte Reglement vun 1983 de Partenariat nach net virgesinn ass, well en deemools nach net bestanen huet. Ech hunn awer guer kee Problem a mir sinn amgaangen dat Reglement ofzeänneren, fir och de Partenariat an dësem Artikel ze considéréieren, fir deen also gläichzestelle mat dem Mariage.

Mir hu bis elo nach keen esou e Fall gehat, a wann esou e Fall géif kommen, mussen d'Leit net direkt remboursëieren, well an deem Alinéa duerno vun deem Artikel steet, datt de Minister kann Dispensë ginn en tenant compte notamment de la situation familiale. An do wär jo e Changement vun der Situation familiale; ech kéint deem also Rechnung droen.

Par ailleurs wëll ech awer soen, wat d'Protektioun vun de Partenaires an enger Wunneng ubelaangt, do hu mer deem beim Mietsgesetz deemools och scho Rechnung gedroen an esou ass een éischte Geste gemaach ginn. Ech hu kee Problem fir et hei och ze maachen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Roger Negri un den Transportminister iwwert d'Eisebunnsverbindungen tëschent Lëtzebuerg an Däitschland, méi prezis tëschent Lëtzebuerg an Tréier oder Lëtzebuerg a Mäerzeg.

- Question N°201 du 18 juin 2007 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement sur la liaison ferroviaire entre le Luxembourg et l'Allemagne (Luxembourg-Trèves ou Luxembourg-Merzig), adressée à M. le Ministre des Transports

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Woch ass an der Press Rieds gaangen iwwert d'Eisebunnsverbindunge vu Lëtzebuerg no Däitschland. Engersäits déi Verbindunge vu Lëtzebuerg op Tréier, wou mer jo alleguerte wëssen, dass et Problemer ginn hannert der Grenz, notamment zu Konz, wou et schwiereg ass mat enger grousser Vitesse ze fueren a wou och eng eegleiseg Streck ass, e sougenannten „bottleneck", e Fläschenhals also, wou et wierklech schwiereg ass virunzekommen.

Des Weidere wësse mer, dass d'Verbindunge vu Lëtzebuerg-Tréier viruginn op Koblenz, mat ville Problemer, wou jo och Koblenz net un den ICE ugeschloss ass. Sengerzäit ass dann och Rieds gaangen, do kann ech mech erënneren, 1996 hat ech scho matgehollef un engem Dokument ze schaffe fir de Lëtzebuerger Landesverband vun den Eisebunner, wou mer eng Streck proposéiert hu vu Lëtzebuerg iwwer Beetebuerg Richtung Mäerzeg. Déi Streck sollt ongefeier 40 km laang sinn, an do hat ech ausgerechent, wann een elo Mannheim hëlt, wat ee vun den Haaptknuetepunkten ass an Däitschland mat den ICE-Verbindungen, dass een do iwwert dee Wee 1 Stonn 20 kéint Zäit gewannen, vu Lëtzebuerg aus gesinn. Wann een elo kuckt, wat do an der Press diskutéiert gëtt: Wéi gesäit et mat der Verbindung aus no Waasserbëlleg-Tréier vu Lëtzebuerg aus, respektiv vu Lëtzebuerg op Mäerzeg?

Do wollt ech wëssen, wéi d'Positioun vun der Regierung an där Saach ass. Ob engersäits och ugeduecht ass, dat eent oder dat anert oder béides eventuell ze maachen. Wéi géif et da mat enger finanzieller Bedeelegung an deenen zwee Projeten ausgesinn?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den Här Transportminister Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Negri huet a sech zwou Froen zu deenen zwou Strecken, déi mer am Moment diskutéieren.

Ech wéilt vläicht fir d'éischt op déi kommen, déi op Saarbrécken iwwer Mäerzeg kéint geplangt ginn. Ech wëll hei ganz däitlech soen, dass mer eis - iwwregens konform zu deem, wat och an der Regierungserklärung zu deem Thema steet -, den Här Georgie, mäi saarlänneschen Homologue an ech, eens gi sinn d'lescht Woch iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Machbarkeetsstudië an och enger Potenzialanalys iwwer eng méiglech nei Streck vu Lëtzebuerg-Beetebuerg iwwer Mäerzeg op Saarbrécken.

Mir wäerten nach am Juli eng Table-ronde zesummeruffen tëschent deenen zwou Regierunge vu Lëtzebuerg a vum Saarland, awer och tëschent de Stied Saarbrécken, Mäerzeg an och Lëtzebuerg, wéi iwwregens och der DB an der CFL, fir iwwert déi Studien do ze diskutéieren an ze kucken, wat fir eng Elementer hei musse mat berücksichtegt ginn. Mir halen dat fir ganz wichteg, well dat och den Uschloss un d'ICE-Gare Saarbrécken géif erlaben. Dofir ass d'Lëtzebuerger Regierung och bereet, déi néideg finanziell Mëttelen ze ginn, fir an hirer éischter Phas déi Machbarkeetsstudië do ze finanzéieren.

Déi zweet Fro ass e bësse méi komplex. Dat ass déi vun der Moderniséierung an dem Ausbau vun der Streck Lëtzebuerg-Waasserbëlleg-Tréier-Koblenz. Ech wëll och hei ganz däitlech soen, dass ech mengen, dass et elo Zäit gëtt dofir ze suergen, dass dat net zu enger „never-ending story" gëtt an dass et méi wéi jee Zäit gëtt fir Neel mat Käpp an deem Dossier ze maachen. Dass mer net esou richteg vun der Plaz kommen, jiddefalls net no deem Rhythmus, deen ech mer géif virstellen, huet, mengen ech, manner mat der rheinland-pfälzescher Regierung ze dinn, wéi mat deem schwieregen Dräiecksverhältnis tëschent Berlin, Mainz an natierlech och der Privatfirma DB-AG, déi hei e wichtegt Wuert matzeschwätzen huet.

Mäi rheinland-pfälzeschen Homologue, den Här Hendrick Hering, huet mer de 14. November 2006 och d'Fro gestallt, niewent dem Projet selwer, ob Lëtzebuerg bereet wär, eng finanziell Bedeelegung an d'Wo ze geheien, fir de Projet weiderzedreiwen. Ech hunn him schonn den 1. Dezember, also zwou Woche méi spéit, gesot, dass Lëtzebuerg déi Ufro positiv géif beäntwerten a bereet wär, eng finanziell Bedeelegung och op der däitscher Säit, ähnlech wéi beim TGV, ze leeschten; awer ënnert der klorer Bedéngung, dass mer natierlech, och wat d'Betribskonzept ubelaangt, staark interesséiert wäre mat ze diskutéieren an ze négociéieren, wat fir eng Leeschtungen dass fir Lëtzebuerg dobäi géifen erausfalen.

Ech menge mir kafen hei keng Kaz am Sak a sinn net bereet, wéi mer dat iwwregens och net beim TGV waren, fir nëmme Suen op e Kont ze iwwerweisen, ouni dass ee mat eis diskutéiert, wat da soll geschéien, a wat fir ee Konzept, dat heescht, wat fir eng Frequenzen, wat fir eng Dessertën, wat fir eng Qualitéit herno mat engem eventuelle finanziellen Apport och verbonne wär.

Ech hu gläichzäiteg den 22. Januar déiselwecht Diskussioun mam Här Tiefensee gehat, dee mer gesot huet, dass de Bund bereet wär, ab 2008 de Projet a säi Pluriannuel mat eranzehuelen an deementspriechend och Diskussioune mat der DB-AG ze féieren.

Ech hoffen, dass all déi Zousoen dozou féieren, dass mer déi Tractatiounen elo kënnen zu Enn féieren. Well an deene leschte Méint, muss ech soen, sinn d'Kontakter mat der Lëtzebuerger Säit op engem Nullpunkt gewiescht. Mir hu keng Diskussioune méi gefouert, an ech hunn dofir d'lescht Woch - nodeem a Rheinland-Pfalz duerch en Interview, deen ech ginn hunn, a wou ech gesot hunn, dass keng konkret Ufro vun der däitscher Säit géif virleien, déi awer fir eis noutwendeg ass, fir dass mer eis definitiv kënne positionéieren, e bësse Polemik entstanen ass - zréckbehalen, dass schonn den nächste Méindeg den Här Hering an ech eis zu Tréier an der Mëtt wäerte gesinn, fir endlech dofir ze suergen, dass mer an deem Dossier, wéi gesot, Neel mat Käpp maachen.

Jiddefalls, d'Wuert vu Lëtzebuerg steet. Mir si bereet, och eng finanziell Bedeelegung op däitscher Säit ze leeschten, ënnert der Virleeschtung awer, dass mer dann eng seriö Négociatioun féieren iwwert dat wat dat u Qualitéit fir de Konsument, fir de Client herno och fir Lëtzebuerg ka bedeiten.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann déi nächst Fro un deeselwechte Minister, déi vum honorabelen Här Braz iwwert de Projet Tram. Här Braz!

- Question N°202 du 19 juin 2007 de M. Félix Braz relative au projet tram, adressée à M. le Ministre des Transports

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Nodeems an deene leschte scho méi laange Jore ganz vill iwwert den Tram geschwat ginn ass, ass zu Lëtzebuerg awer häerzlech wéineg geschitt. Et gouf laang Jore Blocagen an deem doten Thema an et gouf och laang Joren ënner anerem doduerch Blocagen, well et tëschent der Regierung an der Haaptstad net méiglech war, en Accord ze fannen. Dat ass elo an de leschte Jore glécklecherweis anescht ginn, ënner anerem zënter de leschte Gemengewahlen, well de Stater Schäfferot mat méi Offenheet zu deem Thema dosteet.

Et gesäit esou aus, wéi wann effektiv zënterhier d'Aarbechte gutt virukommen an effektiv eng seriö Perspektiv besteet, dass en Tram zu Lëtzebuerg an den nächste Jore kéint un d'Rulle kommen.

Elo hu mer awer net iwwel gestaunt, wéi de leschte Weekend um RTL 92,5 de Fraktiounschef vun der gréisster Regierungspartei nach eng Kéier - an et ass jo net fir d'éischte Kéier - bekräftegt huet, dass hien der Meenung wier, dass et eng falsch Prioritéit wär à ce stade den Tram ze maachen, well hien der Meenung wier, dass aner Prioritéiten an deem dote Beräich nach méi Drénglechkeet hätten, notamment mam Verweis op d'finanziell Situatioun vun de Statsfinanzen.

Mir wëllen als gréng Fraktioun dann awer elo wëssen, wéi et vu Regierungssäit, vun der Majoritéitssäit aus par rapport zum Tram ausgesäit.

Ass den Tram op där Schinn, wou och gemengt gëtt an der Opinion publique, dass en am Moment wier? Oder ass et esou, dass et bannent der Majoritéit en Ausschere vun der gréisster Regierungspartei a vun hirer Fraktioun op där doter Fro gëtt?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, de Projet vum Tram an der Stad gehéiert zu den absolute Prioritéite vun der Regierung, an ech wëll soen, dass dat konform ass zum Regierungsprogramm, dass dat konform ass zu deenen - wéi Dir et selwer gesot hutt - wichtege Schrëtt, déi mer an deene leschten zwee Joer besonnesch an deem Dossier gemaach hunn, dank deem scho bal historeschen Accord tëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Stat an deem Beräich.

Duerfir halen ech en Donneschdeg déi offiziell Grënnung vun engem Groupement d'intérêt économique tëschent deenen zwee Partner fir e weideren entscheedende Schrëtt an d'Richtung vun der Realiséierung vun deem Projet.

Ech huele fir déi Ausso do och pour preuve d'Aussoe vum Statsminister nach viru kuerzem hei am Parlament zur Lag vun der Natioun den 9. Mee, wou hie gesot huet, um Dossier Tram an um Dossier vun de Gares périphériques gëtt mat Nodrock geschafft. An ech huelen och pour preuve dofir, dass dat - mengen ech - vu villen esou gedeelt gëtt, d'Aussoe vum Kolleeg Laurent Mosar, Fraktiounschef vun der CSV am Stater Gemengerot, deen an engem Interview vum „Wort" gesot huet: „Es ist vor allem an der Zeit, Nägel mit Köpfen zu machen. Die Regierung und die Stadt Luxemburg sollten ihre definitiven Vorschläge auf den Tisch legen zum Projekt Tram."

(Interruption)

Esou dass ech also mengen, dass et vun dohier aus kloer ass, dass mer un deem Projet do mat Nodrock - fir d'Wierder ze gebrauche vum Statsminister - wëlle schaffen.

Gläichzäiteg - an net, fir et mer elo einfach ze maachen - mengen ech awer, dass de Kolleeg Michel Wolter a senger Ausso och e Brin vu Recht huet, wann hien drop hiweist, dass den Investitiounsvolume vun all deene Projeten, déi souwuel aus mobilitéit.lu wéi och aus de Motioune vun der Chamber wéi och vum Stater Gemengerot erausginn, dass dat, fir et emol op Lëtzebuergesch ze soen, en décke Batz Geld ass an dass sécherlech eng Kéier de Moment kënnt, wou tëschent deene ville Projeten - zwou nei Strecke vu Lëtzebuerg bis op Esch, vu Lëtzebuerg bis op Beetebuerg; déi international Verbindungen, vun deenen ech elo grad nach geschwat hunn, hin op Tréier an op Koblenz; eng méiglech nei Streck op Saarbrécken; d'Bedeelegung och un eisem Projet vum Eurocap-Rail plus déi national a plurinational Investitiounen am Beräich vun de Gare-périphériquë wéi vum Tram - e Phasage sécherlech wäert noutwendeg ginn, fir ze kucken, wéi sech d'Prioritéiten dorauser erginn. Dat schéngt mer evident ze sinn.

Ech wëll awer soen, dass, par rapport zu där Problematik, déi dëst Land huet, virun allem an der Noutwendegkeet vun engem Désenclavement vun der Stad Lëtzebuerg all Moien an all Owend an de Spëtzenzäiten, fir mech selwer d'Projete vun de Gare-périphériquen, an un éischter Stell d'Realiséierung elo vun der Eisebunnsstreck, där neier Eisebunnsstreck vun der Gare centrale iwwert de Findel op de Kierchbierg Virrang hunn, an do hannendrun dann d'Realiséierung vum Tram kënnt, well soss ergëtt dee Projet nämlech och kee Sënn, deen an der leschter Legislaturperiod hei gestëmmt ginn ass. Et ass also noutwendeg, dat ze maachen.

Fir mech ass et esou, dass d'Realiséierung vun där neier Streck, d'Realiséierung vun de Gare-périphériquen an dem Tram jiddefalls zu de Prioritéite gehéieren, fir déi de Lëtzebuerger Stat endlech muss dann d'finanziell Moyenë bereetstellen an och vläicht iwwer nei innovativ Finanzéierungsmodeller muss diskutéieren, fir dat fäerdeg ze brëngen. Ech mengen, dat ass dat, wat mer musse maachen.

Ech wëll doniewent soen, dass, wa mer net dofir gesuergt hätten, fir aus deem Projet, dee vun der Chamber scho gestëmmt ginn ass, dem Train-Tram-Projet, wa mer net eng Kurswendung, eng Trendwend gemaach hätten, da wäre mer elo schonn amgaang mat engem Projet, dee vill méi deier kascht hätt an och technesch vill méi schwéier ze realiséiere gewiescht wier, mä virun allem e vill méi en héijen Investitiounsvolume kascht hätt wéi dee vum Tram léger. Dat war e Projet, deen awer hei scho gestëmmt war.

Duerfir, mengen ech, gëllt fir mech - iwwregens huet déi grouss Majoritéit, déi ech gëschter am Stater Gemengerot gesinn hunn, mat nëmmen enger Géigestëmm dofir gestëmmt -, dass...

(Coups de cloche de la Présidence)

...de GIE endlech ze constituéieren ass. An och an der Regierung ass de leschte Freideg d'Décisioun gefall, dat ze maachen, fir dass mer an deem Projet do - ech géif bal soen - endlech, endlech virukommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann...

(Interruptions)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hätt gär d'Wuert pour fait personnel, well ech net richteg zitéiert si ginn.

M. le Président.- Très bien. Dann hutt Dir d'Wuert, Här Wolter.

Une voix.- Et ass net einfach, wann een an enger Partei Affekoten, Baueren a Gewerkschaftler huet.

Une autre voix.- Do hutt Dir et méi einfach.

(Hilarité)

Anscheinend geet eppes op bei Iech.

(Hilarité et interruptions)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, entschëllegt,...

M. le Président.- Den Här Wolter huet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...ech weess, dass et net zu den Usagë gehéiert, fir am Kader vun esou enger Debatt d'Wuert ze froen. Mä dans la mesure wou ech der Meenung sinn, dass de gréngen Deputéierte Braz meng Interventioun vum leschte Samschdeg um Radio falsch duergestallt huet, mengen ech, dass ech d'Recht hätt, fir dat kënnen aneschters duerzestellen. Ausser Dir géift mer soen, dass dat net de Fall wier, da ginn ech mech selbstverständlech nees sëtzen.

Une voix.- Eng Stonn!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, ech huele mer keng Stonn.

Ech wëll just eppes soen, dat ass, dass ech dru gleewen, dass den öffentlechen Transport de wesentlechen Entwécklungsvecteur vun eisem Land ass, a wa mer an e Land ginn, wat op Richtung 700.000 Awunner geet, dass en „modal split" vu 25% eng Viraussetzung ass, fir kënnen iwwerhaapt nach e geregelt Liewen an engem Land ze erméiglechen - wéi d'ailleurs eng Rei vun anere Punkten och.

Mir hunn en IVL gemaach an an deem IVL, iwwert dee jo ganz vill geschwat gëtt, sinn eng Rei Saache gesot ginn. Ech hu leschte Samschdeg um Radio d'Konklusioune vum IVL am Fong résuméiert. An déi bestinn doranner, dass gesot ginn ass, dass dat Wichtegst, wat mer zu Lëtzebuerg misste maachen, ass, eng Épine dorsale ze schafen, fir aus dem Ausland eraus op Lëtzebuerg an a Lëtzebuerg en Dispatching vu Leit ze maachen, deen IVL-konform ass.

Den IVL ass dovun ausgaangen, dass mer en „modal split" vu 25% bräichten. Dat heescht, dass eng Bewegung op véier géif mat dem öffentlechen Transport an haaptsächlech um Zuch stattfannen.

Den IVL huet och gesot, dass déi gréisst Erausfuerderung, déi mer hunn, déi ass, dass mer d'Leit, a besonnesch déi Leit, déi net hei zu Lëtzebuerg géife wunnen, op Lëtzebuerg géife bréngen op hir Aarbechtsplaz an nees heem. Dat ass nämlech de wesentleche Facteur, fir den „modal split" op 25% ze kréien. An duerfir hunn d'Experten an och d'Regierung décidéiert, oder gemengt an de Konklusioune vum IVL soen ze missen, dass et méi wichteg wär, an enger éischter Etapp d'Réckgrat ze bauen, also sécherzestellen, dass een aus dem Ausland vun iwwerall an och vu Lëtzebuerg aus déi wesentlech Punkte vum Land géif kënnen usteieren, an dass een an enger zweeter Etapp en Tram duerch d'Stad Lëtzebuerg kéint envisagéieren, wann awer d'Viraussetzunge geschaf si ginn, fir den „modal split" vu 25% ze erfëllen.

Et ass also net, an dat wëll ech kloer an däitlech, Här President, dem Här Braz soen, dass de Fraktiounspresident vun der CSV sech géint en Tram duerch d'Stad Lëtzebuerg ausgeschwat huet, mä dass hie sech fir en Ordre de priorité fir dat ausgeschwat huet, wat den IVL décidéiert huet oder proposéiert huet, nämlech fir d'éischt d'Réckgrat ze bauen, well mer domadder en „modal split" vu 25% géife kréien, an dann un den Tram ginn.

En Tram - dat hunn ech e Samschdeg och nach eng Kéier gesot - ouni Gares périphériques; en Tram ouni Ubannung op Esch an op d'Universitéit vun Esch; en Tram, deen en fin de compte just e Bus ersetzt, ouni am „modal split" op iergendeng Aart a Weis eng Verbesserung bäizefeieren, bréngt en Investitiounsvolumen - dat huet de Minister richteg gesot -, deen et mat sech bréngt, dass mer déi aner Saachen, déi am IVL als méi prioritär ugesi gi sinn, héchstwahrscheinlech net méi kënne bauen, well et sech bei de Suen, déi mer zur Verfügung hunn, ëm enorm Chifferen handelt, déi mer dann doranner investéieren, dass mer fir d'éischt en Tram duerch d'Stad Lëtzebuerg bauen.

Ech hunn nach eppes gesot a schonn e puermol gesot, dass et och eng Politik aus der Stad Lëtzebuerg gëtt. Déi Zäit, wou ech Minister war, wou mer iwwert den IVL diskutéiert hunn, war d'Politik vun der Stad Lëtzebuerg déi - ech weess net, ob se sech geännert huet entre-temps - fir ze soen: Mir wëllen d'Betriber lues a lues aus dem Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg erauszéien op d'Peripherie. Mir wëllen nees méi Leit an den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg erakréien, fir dass se do wunnen. Mir wëllen, dass mer eng Rei vu Schoulen, déi haut ongënschteg leien am Kär vun der Stad Lëtzebuerg, an déi zum Deel deen Encombrement op de Spëtzestonne provozéieren, an enger laangfristeger Strategie iwwer 20 Joer eraus...

(Interruptions)

M. le Président.- Jo?

Une voix.- Firwat dépasséiert den Här Wolter?

M. le Président.- Den Här Wolter huet fënnef Minutten Zäit am Kader vum Fait personnel - an ech denke schonn, dass et e Fait personnel war -, fir seng Erklärungen ze ginn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech war op véier Minutten an dräi Sekonnen. Ech hu fënnef Minutten Zäit, an ech war praktesch fäerdeg.

Ech wollt just nach derbäifügen, dass zu deenen Elementer vun der Politik vun der Stad Lëtzebuerg, wéi se mir deemools communiquéiert gi sinn, an enger laangfristeger Strategie d'Uplanze vun neien an och bestehende Schoulinfrastrukturen IVL-konform sinn. D'ailleurs, wéi mer dat d'lescht Woch hei décidéiert hunn, dass mer zu Dummeldeng géifen eng Schoul bauen, ass dat an déi Richtung gaangen. A wann ech d'Kombinatioun huelen tëschent méi Leit...

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Si ass gebaut ginn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo.

...an d'Stad Lëtzebuerg bréngen, d'Betriber an d'Peripherie setzen an d'Schoulen aus dem Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg eraushuelen, bleift fir mech déi Konklusioun, dass et méi wichteg ass fir den Intérêt vum Lëtzebuerger Land, fir prioritär dat ze maachen, wat mer am IVL deemools zréckbehalen hunn, nämlech d'Épine dorsale ze maachen, a wa mer an enger zweeter Etapp Moyenen, Suen a Wëllen hunn, fir et ze maachen, dann en Tram duerch d'Stad Lëtzebuerg ze bauen. Et ass also net e prinzipiellen Neen,...

M. le Président.- Dir musst zum Schluss kommen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...mä et ass eng Zäitschinn, op déi mer argumentéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Dann, d'nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Ben Fayot un de Minister vun der Défense, den Här Jean-Louis Schiltz. Et geet hei ëm d'Antirakéitesystemer vun den Amerikaner.

- Question N°203 du 18 juin 2007 de M. Ben Fayot relative à la décision de l'OTAN relative aux boucliers anti-missiles, adressée à M. le Ministre de la Défense

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, vum Tram op de Bouclier antimissiles ass e gewëssene Sprong, e gewotene Sprong.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech bieden ëm Är Opmierksamkeet!

(Interruptions diverses)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech entschëllege mech bei de Kolleegen, wann ech déi Fro hei stellen, mä ech wollt drun erënneren, dass virun e puer Méint grouss Opreegung a ganz Europa war, well Amerika proposéiert huet, a Polen an an Tschechien en Ofwierschëld mat Missilen anzeriichten. Do ass da vill diskutéiert ginn.

Duerno huet um Sommet vun de G8 zu Heiligendamm den Här Putin proposéiert, dass ee jo dofir kéint deen Ofwiersystem an Aserbaidschan huelen. An elo leschten Donneschdeg hunn d'Verdeedegungsministere vun der NATO och Décisioune geholl iwwert dee Bouclier antimissiles en ce sens, fir eng Étude de faisabilité ze maachen, fir e Rakéitenofwierschëld ab der Süd-Ost-Flank...

Jo, Här Minister. Här President, ech wollt den Här Minister froen - dofir stellen ech jo elo déi Fro -, fir genee gewuer ze ginn, wat se décidéiert hunn. Mäi Kenntnisstand ass deen, dass se décidéiert hunn, eng Étude de faisabilité ze maachen, fir d'Süd-Ost-Flank vun der NATO ze protégéieren, déi complémentaire zu deem System a Polen an an Tschechien wier...

(Brouhaha)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll Iech soen, wann den Här Fayot sollt deen een oder anere stéieren, da géif ech hie bieden, ee Moment opzehalen, bis d'Gespréicher fäerdeg sinn. Da kann hie weiderfueren.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also, ech muss Iech soen, den Tram interesséiert mech ganz staark. Ech hunn och munches dozou ze soen. Net méi spéit wéi am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg hu mer gëschter och doriwwer geschwat. Dat war och ganz interessant. Dofir, also wéi gesot, Här President, ech wëll elo net do op den Tram agoen, mä ech wëll da bei mengem Bouclier antimissiles bleiwen.

Ech wollt vum Här Minister wëssen, éischtens emol, wat se dann elo iwwert dee Bouclier antimissiles vun den Amerikaner a Polen an an Tschechien décidéiert hunn, ob se iwwerhaapt eng Décisioun dozou geholl hunn.

An zweetens, wann déi Étude de faisabilité vun deem Bouclier antimissiles op der Süd-Ost-Flank vun der NATO géif décidéiert ginn, wa se géif weisen, dass se misst décidéiert ginn, wat dat och als Konsequenzen, besonnesch um finanzielle Plang, fir Lëtzebuerg kéint kréien, well mer jo gesot ginn ass, do wär 2006 eng Etüd vun 10.000 Säite gemaach ginn, déi awer deemools op d'Säit geluecht gi wär, well et sech gewisen hätt, datt et ze vill deier wär.

Merci, Här President.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Verdeedegungsminister Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Défense.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Fayot a fënnef oder sechs Punkten äntwerten.

M. le Président.- A véier Minutten.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Défense.*- Jo, ma se si ganz kuerz. Elo hunn ech schonn dräi Sekonne verluer.

Éischtens, de Sujet vum Bouclier antimissiles ass keen neien an der NATO. Et besteet, wéi den Här Fayot et richteg gesot huet, eng Etüd aus dem Joer 2006 iwwer 10.000 Säiten. Um Sommet vu Riga vun de Stats- a Regierungschefen, wou d'Ausseministeren an d'Défenseministere selbstverständlech och present waren, ass décidéiert ginn, déi Etüd weiderzeféieren. D'Diskussioune sinn ënner anerem och am Ausseministeschrot vum 27. an 28 Abrëll geféiert gi vun der NATO. Mir kruten en Update presentéiert vun där Etüd. Mir hunn dovunner Kenntnis geholl.

Dat, wat elo mat gekuckt gëtt, dat sinn och all déi Aspekter, déi mat deenen amerikaneschen, tschecheschen a polnesche Pläng ze dinn hunn. Dat heescht, déi Etüden do gi weider an déi Elementer fléissen do mat an déi Etüd eran; Tschechien a Polen op där enger Säit, an Amerika op där anerer Säit.

Zweete Punkt: Wat ech als positiv considéréieren, ass, datt driwwer geschwat gëtt an datt matenee geschwat gëtt. Ech hunn dat schonn zu München gesot, wou ech present war, wou den Här Putin seng Ried gehalen huet, datt ech et wichteg géif fannen, datt weider matenee geschwat gëtt. Et ass zu Heiligendamm matenee geschwat ginn. Dir hutt déi Offer vun Aserbaidschan ugeschwat, wat och e positiivt Element ass.

Drëttens: Ech denken, datt jiddfereen haut unerkennt, datt de Risque vun där Menace effektiv reell ass. Wann d'Russen déi Menace net géifen iergendwéi gesinn, hätte se Aserbaidschan net bräichten ze proposéieren. Duerfir ass et och gutt, datt déi Etüde weidergedriwwe ginn.

Véiertens: Mir hunn dat doten och am Russland-Rot diskutéiert; dat heescht, mam russeschen Défenseminister. Déi Diskussioune waren à tous les points de vues calme, mesuréiert, konstruktiv a sachlech. Dat heescht, d'Gespréicher gi weider.

Fënnefte Punkt: Ech plädéiere fir mäin Deel, fir weiderhi balancéiert an zilorientéiert Diskussiounen a Gespréicher. Et si bilateral Initiativen amgaangen: Déi ginn am Kader vun der Allianz diskutéiert. Dat ass gutt esou. Den Dialog mat Russland soll weidergoen. Eis Efforten dénge méi Sécherheet, an net manner Sécherheet. Fir méi Sécherheet ze kréien, brauche mer Vertrauen. Fir Vertrauen hierzestellen, musse mer am Gespréich bleiwen. Wa mer kee Vertraue méi hunn, bauen Ängschte sech op, an da féiert dat zu manner Sécherheet. Dat war scho mäi Fazit zu München. Dat ass och mäi Fazit haut. Et ass eng komplizéiert Fro, wou d'Etüde weiderginn. Et gëtt haut keng 08/15-Äntwert op déi Fro.

Den nächste wichtege Rendez-vous - et kommen och nach Zwësche-Rendez-vousen - ass de Sommet vun de Stats- a Regierungschefen zu Riga (lisez: Bucarest), wou all déi Etüde sollen da virgeluecht ginn, wann deen Zäitplang, wéi en dann haut virläit, agehale gëtt. Alles an allem ass et also e Sujet, dee scho laang um Dësch ass an dee weider um Dësch wäert bleiwen, an deen och um Dësch vun den Diskussioune mat Russland ass a wäert bleiwen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann ass déi nächst Fro déi vum Här Robert Mehlen un den Tourismusminister iwwert d'Jugendherbergen. Här Mehlen!

- Question N°204 du 18 juin 2007 de M. Robert Mehlen relative au fonctionnement des auberges de jeunesse, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Et kéint ee mer elo soen, ech géif mech un de falsche Minister adresséieren, mä wa mer vu Jugendherberge schwätzen, da schwätze mer och vun Tourismus. An et ass effektiv esou, datt de Secteur vum Tourismus, oder méi speziell dee vun der Hôtellerie hei concernéiert ass. Ech explizéiere mech.

Et gëtt vu Säite vun der Hôtellerie gesot, datt d'Jugendherbergen hei am Land ëmmer méi a Konkurrenz géifen trieden zu den Hotelen. Et wär fréier esou gewiescht, datt, esou wéi d'Wuert et och seet, praktesch nëmme Jonker do zougelooss waren. Dat schéngt elo net méi de Fall ze sinn.

Si géifen och haaptsächlech präislech staark a Konkurrenz zur Hôtellerie trieden an domat eng Concurrence déloyale maachen. Et geet aus engem Incident, deen elo kierzlech war, ervir, datt och - wéinstens plazeweis - bei Wäitem net déi Surveillance an déi Sécherheet fir déi Leit, déi do hébergéiert sinn, spillt, wéi dat als Obligatioun fir en Hotelier gëllt, sou datt ee wierklech vu Concurrence déloyale ka schwätzen.

Duerfir meng Froen, net un d'Familljeministesch, mä un den Tourismusminister:

Ass dat dem Tourismusminister bewosst? Gesäit hien dat och esou? Wéi steet et an deem Domän mat der néideger Koordinatioun tëschent deenen zwee Ministèren, an ass gegebenenfalls den Tourismusminister bereet, bei der Madame Familljeministesch ze intervenéieren, fir datt d'Jugendherberge sech op dat limitéieren, fir dat se eigentlech geduecht sinn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Minister Fernand Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Deputéierte Mehlen huet drop higewisen, datt am Fong net den Tourismusminister zoustänneg ass fir de Fonctionnement vun de Jugendherbergen, mä datt et éischter an d'Kompetenz vu menger Kolleegin, der Ministesch fir d'Jugend, erageet; mä ech sinn natierlech als Tourismusminister ganz staark um Fonctionnement vun de Jugendherbergen interesséiert.

Ech wëll dem Här Mehlen och soen, datt zënter méi wéi 20 Joer weltwäit an de Jugendherbergen net méi nëmme Jonker ënner 25 Joer opgeholl ginn, mä och Adulten. Dat ass also eng Bewegung, déi scho méi laang leeft. Ech wëll awer och dobäi soen, datt d'Jugendherbergen an d'Hôtellerie am Fong zwee Segmenter sinn, déi net ganz vill Gemeinsamkeeten hunn a verschidde Leit unzéien.

An engem Artikel, wou de Generalsekretär vun de Jugendherbergen op déi Reprochen agaangen ass - en Artikel, dee viru kuerzem am „Wort" stoung -, huet hie kloer drop higewisen, wat d'Clientèle vun de Jugendherbergen ass: 70% vun deene Leit, déi an d'Jugenherberge kommen, sinn entweder Schoulklassen oder Gruppen. Da bleiwen 30%. Vun deenen 30% ass d'Halschent, dat sinn da 15%, ënner 25 Joer. Dat sinn da Jonker. An déi aner 15% sinn dann ebe Leit, déi iwwer 25 Joer hunn. Dat heescht, et gesäit een, datt d'grouss Majoritéit vun deene Leit, déi an d'Jugendherberge kommen, keng sinn, déi der Hôtellerie direkt Konkurrenz maachen.

Et muss een och soen, datt d'Missioun vun de Jugendherberge wesentlech méi diversifizéiert ass, wéi déi vun der Hôtellerie. D'Jugendherberge maachen eng Prise en charge vu Klassen, si maachen eng Prise en charge vu Gruppen a si organiséieren eng ganz Rei vun Aktivitéite fir esou Gruppen. Mir haten am Tourismus ëmmer eng trei Clientèle, zum Beispill vu Belsch, déi awer leider Gottes ëmmer méi al gëtt. An duerfir muss een alles maachen, fir nei jonk Touristen ze fidéliséieren a fir déi herno, wa se méi grouss gi sinn a wa se eng Famill gegrënnt hunn, op Lëtzebuerg ze zéien.

Duerfir mengen ech, datt den Impakt fir en nohaltegen Tourismus hei zu Lëtzebuerg, fir nei Clienten unzezéien an d'Roll vun der Jugendherberg ganz grouss ass, an datt déi Aktivitéiten, déi se ubidden, déi Zefriddenheet, déi déi Gäscht an der Jugendherberg kréien, eben och eng wichteg Tromp ass fir den Tourismus.

Ech wëll dobäi och soen, datt d'Jugendherbergzentral ganz enk zesummeschafft mat den Entente-touristiquen an deene verschiddene Regiounen. Dat ass d'ailleurs och an dem Bericht vum ETI vun 2002, wou se de Bilan gezunn hunn, virgeschloe ginn, datt déi eng an déi aner zesummenschaffen, wéi gesot, fir Animatiounsprogrammer ze maachen, déi op sinn net nëmme fir déi Leit, déi an de Jugendherbergen iwwernuechten, mä och fir Leit, déi Tourist an där Regioun sinn.

D'ailleurs kënnen och d'Gäscht vun den Hotele vun där Animatioun profitéieren. An ech weess, datt d'Jugendherbergzentral den Hotelen aus der Géigend Prospekter gëtt iwwert déi Animatiounen, déi se ubidden, fir datt hir Clienten, wéi gesot, kënnen dovunner profitéieren a se dann e Complément maache vun där Offer, déi d'Hôtellerie selwer hire Clienten offréiert.

Also ech mengen, datt een déi zwee net soll als Konkurrenten, als Géigner gesinn, wou een deem anere géif eng Concurrence déloyale maachen, mä als Partner, wou eng gewësse Complémentaritéit besteet. Et duerf ee jo net vergiessen, datt, wéi gesot, Gäscht, déi eemol an der Jugendherberg waren, spéider wahrscheinlech mat hirer Famill och an Hotelen erëmkommen, sou datt ech déi Angscht do net gesinn.

Ech hunn och festgestallt a festgehalen - a mir hate jo och Diskussioune mat der Zentral doriwwer, wéi gewëssen Abusën hätte kënne festgestallt ginn -, datt si sech solle beschränken op d'Betreiung vun deene Leit, déi bei hinne sinn, Animatioun fir si ze maachen an datt se awer sollen dovun ofgesinn, fir Fester oder soss Saache bei hinnen ze organiséieren. De Generalsekretär vun der Centrale huet jo och gesot, datt si ganz vill Demanden hätten, fir esou Feieren ze organiséieren, datt se déi awer ëmmer géife refuséieren. An ech mengen do misst et an engem normalen a gudde Gespréich tëschent deenen zwee zu engem gudde Verhältnis kommen.

Ech muss och soen, datt ech méi positiv Echoe kréien - och vun Hôtellerie - wéi negativer. Et ass also net esou, datt jiddfer Hotelier an de Jugendherbergen e Konkurrent gesäit, mä au contraire, ganz vill gesinn dat och als eng Tromp fir si selwer, well se ëmmer méi ubidden.

An ech muss och soen, datt mir als Tourismusministère encouragéiert hunn, datt an de leschte Jore ganz vill an d'Jugendherbergen investéiert ginn ass. Si sinn a Konkurrenz mat auslännesche Jugendherbergen, an am leschte Fënnefjoresplang si 7,1 Milliounen investéiert gi vum Tourismusministère an d'Erneierung vun de Jugendherbergen. Déi wesentlech Dépensë waren déi vun der Stad Lëtzebuerg an déi vun der Stad Iechternach.

Do gesäit een, datt déi Erneierung ganz vill méi Gäscht dohinner bruecht huet an datt se och vill méi eng grouss Animatioun kënne maache fir d'ganz Regioun. Also, wéi gesot, ech gesi Jugendherbergen an Hôtellerie éischter als Partner. Et gëtt do vill Synergien, déi ee soll notzen, an ech mengen et soll ee kucke fir, wa Schwieregkeeten optauchen, déi zesummen ze iwwerbrécken.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Alexandre Krieps un den Transportminister iwwert d'Helmflicht fir d'Cyclisten.

- Question N°205 du 18 juin 2007 de M. Alexandre Krieps relative aux accidents impliquant des cyclistes et à l'introduction du port du casque obligatoire pour tous les cyclistes sur la voie publique, adressée à M. le Ministre des Transports

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech hunn déi heite Fro gestallt un de Minister Lux nëmmen aus Suerg iwwert d'Gesondheet vun onse Vëlosfuerer, Kanner oder Erwuessenen. Mir wëssen, dass zéngmol méi Leit stierwen, wa se an der Trap eroffalen, an och sechsmol méi Foussgänger op der Strooss ëmkommen, wéi Vëlosfuerer. Mä d'Vëlofueren - zum Här Bausch senger Satisfaktioun - erlieft eng richteg Renaissance, och mat senger Hëllef.

(Hilarité)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Och zu menger Zäit.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Jo, och zu Ärer Zäit. Ech weess, dass Dir eng passionéiert Vëlosfuererin sidd,…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- D'Madame Brasseur an ech si mam Vëlo hei.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Ech weess dat.

…och an der Fräizäit, an et gëtt souguer Leit, déi op d'Aarbecht fueren. Ech kennen der zwar net vill, déi all Dag de Klausener Bierg e puermol eropfueren, mä ofgesinn dovunner gleewen ech,…

(Interruption)

…Här Bausch, dass dat an de Stied an ausserhalb vun de Stied e Problem gëtt. Mir wëssen natierlech, dass et vill Helmer gëtt, déi zu der Ästhetik vum Vëlofueren net bäidroen, an et ass och gefaart ginn, dass doduerch manner Vëlo gefuer géif ginn, wann dat eng Obligatioun géif ginn. Mä souguer wann een net frontal an en Obstacle oder an e Gefier erarennt, riskéiert ee sech awer och gutt wéi ze doen. Mir hunn dat an onser Fraktioun och erlieft, rezent.

(Hilarité)

Une voix.- Ass e vum Vëlo gefall?

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Neen, en ass derniewent gefall.

Une voix.- Dat ass just wann een net Vëlo fuere kann!

(Hilarité)

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Identifizéiert Vëlospistë lafen natierlech oft géint de Verkéier oder duerch den dichte Verkéier, an an Zukunft kann ee sech - obschonns ech elo héieren hu vum Här Wolter, et wär keng…

Une voix.- Här Krieps, hutt Der keng Fro ze stellen?

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Neen, ech stellen déi Fro.

Den Här Wolter huet elo grad gesot, et wär keng Prioritéit fir den Tram anzefëieren, mä ech ka mech och drun erënneren, wéi an de 50er Jore meng Mamm eng Kéier an d'Tramsschinne komm war an huet misse gebutt ginn.

Une voix.- Zitéiert en elo net falsch!

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Ech zitéieren e guer net falsch. Deemools sinn natierlech manner Autoe gefuer.

Ech wollt, Här President, hie subsidiaresch - et ass jo eng Question orale, ech hunn dem Här Lux zwar eng schréftlech Fro eraginn - hei froen, ob hie bei sengem Regierungskolleeg, dem Här Wiseler, als Bauteminister, agetratt ass, fir dass deen an Zukunft nëmme méi Stroossen erneiert oder nei Stroosse baut, wou eng Vëlospist derniewent ass,…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Très bien!

M. Alexandre Krieps *(DP).*- …oder - jo, den Här Gira gëtt mer do Recht - an den Duerfkäre bei de Schoulen Zone-30en aféiert - dat fält jo ënnert den Här Bauteminister.

M. le Président.- Här Krieps.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Ech soen Iech Merci an ech hoffe jo net, dass d'Helmflicht…

Une voix.- Bis eng aner Kéier.

(Hilarité)

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Neen, net bis eng aner Kéier.

…vun den Assurancen agefouert muss ginn.

M. le Président.- Här Krieps, Dir schéngt Äre Parteikolleeg, den Här Goerens, provozéiert ze hunn. Här Goerens, wat ass de Problem?

(Hilarité)

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech froe Fait personnel, well den Här Krieps mäin Zoustand net richteg beschriwwen huet. Ech war net op de Kapp gefall.

(Hilarité)

M. le Président.- Den Här Transportminister Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Krieps geet op e Sujet an, wou een driwwer ka schmunzelen, mä ech mengen dass d'Essenz vun deem, wat e gefrot huet, schonn e Problem ass, deen ee soll eescht huelen.

Ech mengen, dass mer, wat de Bilan generell ubelaangt vun den Accidenter hei zu Lëtzebuerg, jo e mitigéierte Bilan hunn, an deem Mooss, dass d'Zuel vun den Doudesfäll bei Accidenter ganz drastesch zréckgeet, mä awer net d'Zuel vun den Accidenter insgesamt. Mir hunn dofir an der Mëttesstonn och nach eng Kéier d'Zuele gekuckt, wat d'Vëlosfuerer ubelaangt - dat war jo prezis déi Fro, déi e gestallt huet.

Och do gesäit een, dass mer eng positiv Evolutioun hunn, déi sécherlech begréissenswäert ass an déi där Renaissance vum Vëlo, déi mer alleguer begréissen, sécherlech wäert hëllefen, dass d'Zuel vun de Cyclisten, déi schwéier oder liicht blesséiert gi sinn, vum Joer 2000 mat 46, am Joer 2002 40 an am Joer 2006 24 och drastesch zréckgaangen ass, wat een absolut soll begréissen.

Wann een déi Insgesamtzuel kuckt vun dem Joer 2002 bis den Abrëll 2007, do hate mer insgesamt 258 Cyclisten, déi an engem Accident mat verwéckelt waren. Dovunner ware leider zwee Fäll déidlech, 47 schwéier Verletzter an 119 liicht Verletzter; fir einfach och eng Kéier dee gesamte Betrag vu Problemer hei ze kucken.

Ech mengen et ass esou, dass ech Iech, wéi Der an der Fro gestallt hutt, iwwert dat, wat dat un Traumatismë verursaacht huet, keng Zuele ka liwweren, jiddefalls am Transportministère hu mer esou Zuelen net. Vläicht fir Iech awer och nach ze soen, dass bei de Kategorië vu Persounen et ganz eendeiteg ass, dass virun allem d'Kanner an eeler Leit iwwerproportionell bei deene Verletzten do vertruede sinn.

Zu de Moossnamen hunn ech d'lescht Joer en Aarbechtsgrupp am Transportministère agesat, fir en nationale Vëlosplang auszeschaffen, dee mer fir Enn dëst Joer wëlle fäerdeg maachen an an deem all interesséiert Parteie mat dobäi sinn, déi eenzel Ministèren. Natierlech de Bauteministère an och den Innenministère, d'Ponts et Chaussées, d'Police, awer och wou déi eenzel ONGe wéi d'Lëtzebuerger Vëlosinitiativ, de Mouvement écologique, d'Stad Lëtzebuerg an anerer matschaffen.

Zu den Diskussiounen innerhalb vun deem Aarbechtsgrupp gehéiert evidenterweis och d'Fro vum obligatoreschen oder net obligatoreschen Droe vum Casque. An ech kann Iech just soen, dass d'Meenungen an deem Aarbechtsgrupp do relativ wäit ausernee ginn. Zum Beispill, dass d'Lëtzebuerger Vëlosinitiativ net Partie prenante ass fir an déi Richtung ze goen. Dass dat bei anere Partner an deem Aarbechtsgrupp awer aneschters géif gesi ginn. Esou dass mer och e Kompromiss proposéiert hunn, dee géif heeschen, dass een den obligatoresche Port vum Casque nëmme géif virgesi fir Kanner ënner zwielef Joer a bei deenen aneren et net esou géif maachen.

Ech hunn net tranchéiert, weder an déi eng nach an déi aner Richtung, well ech wëll ofwaarde bis Enn dës Joers, wou de Grupp insgesamt säi Plan d'action als Projet virleet.

Ech wëll Iech awer och bei deenen anere Froe soen, dass et kee Land an der Europäescher Unioun gëtt, wat d'obligatorescht Droe vum Casque virgesäit. Keent. Och kann ech Iech soen, dass an deenen Diskussioune mat der Kommissioun och ganz kloer ervirgaangen ass, dass d'Kommissioun net wëlles huet ze légiféréieren, dat heescht also eng Proposition de directive an déi Richtung do ze maachen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg ganz kloer, dass de Code de la route en Obligatorium net virgesäit, mä dass mer awer bei sportleche Manifestatiounen oder och schoulesche Manifestatiounen den obligatoresche Port hu fir déi spezifesch Manifestatiounen, mä net en général.

Mir hunn ee Land fonnt, an der Mëttesstonn, wat den Obligatorium agefouert hat, an dat ass Australien gewiescht. Australien hat also dee Port agefouert, an et ginn dann zwou Zuelen, déi ee géigeniwwer muss stellen. Déi eng Zuel ass déi, dass effektiv d'Zuel vun den Accidenter an Australien an där Period vum Obligatorium ëm 17% zréckgaangen ass. Dass awer op där anerer Säit och d'Zuel vu Cyclisten iwwerhaapt ëm 35% zréckgaangen ass. Dat heescht, dass ee ganz däitlech gesinn huet, dass deen Obligatorium derzou gefouert huet, dass et eng Brems war fir eng Rei vu Leit sech op de Vëlo ze setzen. An dat huet, well d'Australier jo keng domm Leit sinn, derzou gefouert, dass déi australesch Autoritéiten den Obligatorium erëm ofgeschaf hunn an der Zwëschenzäit, fir ebe just

deenen doten Entwécklungen och gerecht ze ginn.

Ech wëll also ofschléissend dem Här Krieps soen, dass mer d'Aarbechte vum Aarbechtsgrupp ofwaarden an dann ze tranchéieren hunn, a wat fir eng Richtung dass mer hei ginn; hätt awer haut schonn de Préjugé favorabel fir ze mengen, dass een net ëmmer ze vill reglementéiere soll.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur leschter Fro, dat ass déi vum honorabelen Här Mehlen un de Landwirtschaftsminister iwwert dat neit Agrargesetz. Här Mehlen!

- Question N°206 du 18 juin 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'état d'avancement de l'élaboration de la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Question N°207 du 19 juin 2007 de M. Charles Goerens relative à la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Den Zoufall wollt haut, datt de Moien an der Agrarkommissioun schonn iwwert dee Sujet geschwat ginn ass, mä vu datt d'Fro awer vun öffentlechem Interessi ass, ass se sécher derwäert fir hei nach eng Kéier widderholl ze ginn.

Här President, zënter dem 31. Dezember d'lescht Joer ass dat aalt Agrargesetz ofgelaf. Mir sinn an engem Vide juridique de Moment. Et ass awer wichteg fir d'Betriber, datt eng deementspriechend Législatioun do ass. Et muss ee wëssen, datt d'Betriber Planungssécherheet brauchen, datt dat Agrargesetz traditionell e Finanzéierungsgesetz ass, wat zu engem groussen Deel d'Finanzkonditiounen, d'Aide financière festleet fir d'Restructuratioun an d'Modernisatioun an de Betriber.

Mir sinn elo praktesch sechs Méint ouni Gesetz. Mir wëssen, datt Gespréicher lafen tëschent Bréissel a Lëtzebuerg, datt mer déi ganz Prozedur do mussen duerchlafen. Trotzdeem wär et Zäit, datt mer do géifen en Enn gesinn, datt mer vun der Plaz kéimen.

Duerfir meng Froen un de Minister: Wou si mer drun an där ganzer Prozedur? Wat wëllt de Ministère hei zu Lëtzebuerg maachen, fir de Projet de loi esou séier wéi méiglech kënnen op den Instanzewee ze bréngen? Wat sinn - last but not least - d'Pronosticë vum Minister fir d'Ëmsetzung vun dësem Gesetz?

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Goerens huet eng Fro, déi an déiselwecht Richtung geet. Här Goerens, stellt déi direkt, da kann den Här Minister déi zwou matenee beäntwerten.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, meng Fro huet och Bezuch op dat neit Agrargesetz. An zwar, wéi mäi Virriedner scho gesot huet, ass dat aalt ofgelaf de leschten Dezember 2006. Et sinn zwar Virkéierunge getraff ginn, fir déi Dispositiounen auslafen ze loossen. Toujours est-il datt mer elo nach keen neit Gesetz hunn.

Mir haten och schonn de Moien an der Agrarkommissioun Rieds doriwwer. Meng Fro war awer virdru schonn erageréecht, an dat, wat ech wollt spezifesch zousätzlech froen, ass Folgendes:

Mir kenne jo der Kommissioun vu Bréissel hire Programm vun 2007 bis 2013. D'Lëtzebuerger Regierung huet doropshin eng Virlag gemaach. Déi hu mer och schonn an der Agrarkommissioun diskutéiert. Ech ginn och dovun aus, datt d'Regierung amgaang ass, en Avant-projet de loi auszeschaffen.

Mir wëssen awer och, datt elo no der iwwernächster Woch dann nach eng Woch Chamber kënnt an dann, virum hallwe Juli, wäerte mer ophalen, an dann hu mer déi éischt utile Sëtzung, wou mer kéinten e Gesetz verabschiden, wa mer bis dohinner fäerdeg wieren, uganks Oktober. Ech mengen, et misst een da prett sinn. Et hänkt natierlech of vun der Kommissioun vu Bréissel.

Meng prezis Fro ass déi, ob de Minister eis elo scho kéint de façon informelle en Avant-projet de loi an d'Agrarkommissioun ginn, fir datt mer kéinte mat eisen Examenen, Analysen ufänken. A wann dann de Bescheed vu Bréissel defintiv do wier, dann hätte mer duerno nëmme just nach bräichten den offizielle Projet de loi ze diskutéieren, en Examen des articles an e Commentaire dozou ze maachen. Da kéint d'Gesetz esou séier wéi méiglech a Kraaft trieden, fir och der Landwirtschaft dobausse Planungssécherheet ze ginn.

Ofschléissend, Här President, wollt ech lech soen, datt ech an deem Zesummenhang och e Bréif ginn hunn, fir d'Agrarkommissioun ze froen - wann de Minister bereet wär, eis den Avant-projet de loi ze ginn -, esou séier wéi méiglech mat hiren Examenen unzefänken.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Voilà! Dann huet den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi den Här Mehlen an den Här Goerens gesot hunn, hu mer de Moien an der Agrarkommissioun iwwert dës Problematik diskutéiert. Ech hunn och erklärt, wou mer dru sinn. Ech wëll dat dann och hei nach eng Kéier maachen an am Detail soen, wéi d'Prozedur gelaf ass.

Den 11. August 2006 hu mer op informell Aart a Weis der Kommissioun déi Haaptfichen, wat d'Moossnamen ubelaangt vum PDR, zougestallt. Dat konnte mer net offiziell maachen, well d'Applikatiounsreglementer vun der Kommissioun eréischt méi spéit komm sinn. Den 19. Dezember hu mer dat dann offiziell op Bréissel geschéckt. De 7. Februar 2007 huet d'Kommissioun eis éischt Observatiounen a Remarquen zougeschéckt, a mir hunn de 16. Februar - also eelef Deeg duerno - dunn der Kommissioun eng kompletéiert Versioun vum PDR zougeschéckt, a si huet dee Moment deklaréiert, datt eise PDR recevabel wär.

Dat heescht also, de Startpunkt ass de 16. Februar 2007. D'Kommissioun huet en Délai vu sechs Méint, fir de PDR ze approuvéieren. Dat heescht, si huet Zäit bis an den August. Do muss een natierlech wëssen, datt all Kéiers wa se Observatiounen a Remarquë maachen, d'Zäit gestoppt gëtt. Dat heescht en fait, wa se nei Remarquë maachen, geet dat iwwert déi sechs Méint eraus, esou datt se Zäit hunn op d'mannst bis Mëtt September, ier se mussen den Accord ginn.

De 6. Juni, also viru ganz kuerzer Zäit, huet d'Kommissioun dann elo offiziell Stellung bezunn an eis éischt Observatiounen a Remarquen zu eisem PDR zougestallt. Mir sinn amgaangen eis Äntwerte fäerdeg ze stellen, an ech kann lech nëmme soen, datt d'Kommissioun ëmmer ganz vill Froen stellt, Bemierkunge mécht an Argumentatioune gären hätt.

Mir hunn och Kontakt opgeholl mat der Kommissioun, fir datt dat soll esou gutt an esou schnell wéi méiglech geschéien, datt net duerno erëm nei Froen a Problemer opgeworf ginn. Mir wäerten Enn vun dëser Woch oder Ufank nächster Woch der Kommissioun eis Äntwerten zoustellen.

Um Kalenner huet d'Kommissioun de Moment virgesinn, datt an hirem Comité Développement rural - dat ass dee Comité, deen de PDR approuvéiert - den 19. September 2007 eise PDR zur Sprooch kënnt.

Den Här Goerens an den Här Mehlen hu gefrot, wéi wäit eis Viraarbechte fir d'Agrargesetz sinn. Ech hat dat scho gesot hei an der Chamber. Mir hunn ugefaange mat de Viraarbechten. Mir si relativ wäit fortgeschratt, sou datt mer zimlech kuerzfristeg eisen Avant-projet kënne fäerdeg stellen. Mä Dir wësst, datt een et nëmme kann definitiv maachen, wa mer den Accord vu Bréissel hunn.

Mir hate jo och - an dat ass och eng Fro vum Här Goerens gewiescht, déi e mer eraginn huet - de Besuch vun der Kommissärin den 31. Mee hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn natierlech och bei deem Besuch, zwar net den Detail, mä den Timing vum PDR ugeschwat. Mir hunn d'Madame Kommissärin drop higewisen, datt mir hei eng laang legislativ Prozedur hunn, wat déi aner Länner net kennen. Dat muss een och vläicht eng Kéier iwwerleeën, ob een ëmmer esou ka virufueren. Mir mussen also nach e Gesetz maachen, nodeem datt den Accord vu Bréissel komm ass. Dat dauert jo eng gewëssen Zäit.

(Interruption)

Neen, neen a Frankräich geet dat iwwer en Décret, an an anere Länner. Dat geet rapidissime.

(Interruption)

Neen, et muss jo awer bei d'Chambre-professionnellë goen, déi mussen Avisë maachen; et muss bei de Conseil d'État goen, dee muss en Avis maachen, an da kann een et eréischt an der Chamber diskutéieren.

E Gesetz geet net an enger Woch, dat wësse mer alleguer. Dat heescht, et ass eng laangwiereg Prozedur.

Mir hunn d'Kommissärin also sensibiliséiert, fir Efforten ze maachen, fir eise PDR net eréischt am September ze approuvéieren an hirem Comité, mä schonn am Juli. Si war och ganz op fir déi Saachen, mä si sot, si hätten an der Kommissioun eng ganz Rei vun aneren Direction-généralen ze konsultéieren, déi och hiren Avis mussen ofginn. Dat ass och eng laangwiereg Prozedur. Ech kann lech dat do duerfir net garantéieren.

Dat heescht, wa mer elo Ufank nächster Woch eis definitiv Remarquen eraschécken, da geet dat an déi Consultatioun. Wann et zäitlech méiglech ass, dann hoffe mer, datt dat nach am Juli op den Ordre du jour vun dem Comité kënnt, wann net, wéi gesot, dann ass et programméiert fir den 19. September.

Mir wäerten awer trotz allem de Projet de loi wëllen am Juli dem Conseil de Gouvernement virleeën, fir datt deen approuvéiert gëtt, an dann och an déi néideg Consultatioun schécken, datt domadder kann ugefaange ginn, wéi hei och gefrot ginn ass - quitte datt mer wëssen, datt eventuell nach no deem 19. September, wann den Accord vu Bréissel kënnt, dat eent oder anert vläicht ofgeännert muss ginn.

Dat ass jo awer éischter, géif ech soen, fir d'Reglementer, wéi datt dat elo direkt fir d'Gesetz ass - obschonn een dat net ausschléisse kann. Mä ech sinn op fir déi Suggestioun, datt mer soen, loosse mer kucke fir am Juli en Accord vum Conseil ze kréien, da gi mer de Gesetzesprojet op den Instanzewee, da ka jiddfereen an der Vakanz sech dat zu Gemitt féieren, an da kënne mer vläicht och relativ frëi an der Chamberskommissioun ufänken doriwwer ze diskutéieren. Mir wëssen alleguer, datt d'Avisen dovunner net wäerten am August geschriwwe ginn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun dësem Punkt vun eisem Ordre du jour ukomm.

Mir kommen elo zu der Diskussioun vum Projet de loi 5607 iwwert d'Schafung vun engem Lycée op Belval. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Hetto, den Här Meisch, d'Madame Loschetter an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här...

(Interruption)

Jo, zum Fait, dass mer Är Informatiounen extrem spéit kruten, si se och nach inverséiert. Da maachen ech dat och nach richteg. Dann huet elo den honorabelen Här John Castegnaro als Rapporteur d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President!

M. le Président.- D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

4. Ordre du jour

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech wollt eng Fro zum Ordre du jour stellen, an zwar, ob mer zwou getrennten Diskussioune maachen?

Mir hunn drop gehalen, dass déi Projeten haut sollen zesummen hei an de Plenum kommen. Dat eent, dat ass iwwert de Bau vum Lycée an dat anert iwwert de Fonctionnement. An dat entsprécht och enger Motioun, déi d'Chamber virun e puer Joer geholl huet, fir datt et ons net passéiert, dass mer e Bau dostoen hunn, deen net ka fonctionnéieren, well mer deen Text nach net hunn.

Esou wéi ech et an der Kommissioun verstanen hat, sollt dat och mateneen diskutéiert ginn, quitte dass verschidden Orateuren och do sinn, mä dat eent gräift awer an dat anert an. An duerfir géif ech proposéieren, dass mer fir d'éischt déi zwee Rapporteure géifen héieren an dann all d'Orateuren, well et ass ganz schwéier an der Diskussioun dat eent vun deem aneren ze trennen.

M. le Président.- D'Conférence des Présidents hat dat anescht gesinn, mä wann dann awer, Madame Brasseur, Äre Wonsch sollt op breet Zoustëmmung hei an deem Haus stoussen, dann hunn ech näischt dergéint. Dat d'autant plus elo schonn déi zoustänneg Ministesch, d'Madame Delvaux, present ass.

Sinn d'Fraktioune mat der Propositioun vun der Madame Brasseur d'accord?

(Assentiment)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President.

M. le Président.- Da maache mer dat esou. Fir d'éischt also elo den honorabelen Här Castegnaro an duerno d'Madame Andrich-Duval, an da maache mer d'Diskussioun. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

5. 5607 - Projet de loi portant création d'un lycée à Belval

5657 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée d'enseignement secondaire et secondaire technique à Belval

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir fueren dann e bëssen ëmgedréint am Géigesaz zu fréier. Mir schwätzen dann haut fir d'éischt iwwert de Fonctionnement an duerno baue mer dann de Lycée. Mä am Endeffekt ass dat egal.

Doduerch, dass mer dat elo liicht änneren, erlaben ech mer dann och zwou, dräi Iwwerleeunge méi ze maachen, déi vläicht iwwert déi vum Rapporteur erausginn.

(Interruption)

Et kënnt een de Mëtteg soen: Schonn erëm en neie Lycée! Mä a sech ass dat jo eng gutt Saach, well mer konfrontéiert si mat enger Zounahm vu ronn 1.000 Schüler am Préscolaire pro Joer an domadder an enger Situatioun sinn, déi eis an d'Enkt dreift, an doduerch eben e staarken Handlungsbedarf besteet. Et ass also net vu Muttwëll, dass mer hei ewell regelméisseg nei Lycéeën décidéieren.

De Lycée, dës Kéier zu Belval, dee soll ab September 2010 de Betrib ophuelen. Virausgesat, an ech widderhuele mech, dass dat héicht Haus herno net nëmmen de Projet 5607 votéiert, mä och de Projet 5657, wou et dann ëm de Bau vun deem Lycée geet. Mä wéi gesot, dat soll der Kaz kee Bockel maachen, et soll virun allem e konkret Resultat dobäi erauskommen.

Mir wëssen, ech hunn dat ervirgestrach am Ufank, dass mer mat enger regelrechter Schülerexplosioun an de leschte Jore konfrontéiert sinn, an domat quasi an en Noutstand am gesamte Schoulberäich eragerode sinn, well mer souwuel Infrastrukturen hunn, déi feelen, wéi och beim Léierpersonal Problemer hunn, wat jo op där anerer Säit zum Resultat huet, dass mer mat enger anerer Problematik konfrontéiert sinn, nämlech mat där vun de Chargés de cours, wou mer jo och drop waarden, eng Léisung ze fannen.

Begréissenswäert ass, dass mer an de leschte Méint eben eng ganz Rei vun Décisiounen iwwert de Bau an de Fonctionnement vu Lycéeë getraff hunn. Aner Décisioune stinn aus, wa mer deem Problem wëlle bäikommen.

Ech wëll haut hei ervirsträichen, dass mat der Realiséierung vum Lycée Belval an hoffentlech och geschwënn dem Lycée Jonglënster mer eigentlech dat ëmgesat hunn, wat am éischte Plan sectoriel «Lycées» virgesinn ass an och huet missen ëmgesat ginn.

Ech wëll meng Hoffnung ausdrécken, dass mer schnellstens en zweete Plan sectoriel «Lycées» kréien, fir dass mer och geziilt déi zweet Phas do kënnen ugoen, fir déi iwerfälleg, well noutwendeg Realiséierung - also Bau a Fonctionnement vu Lycéeën - ze erméiglechen, an dass parallell derzou jo och nach eng Etüd leeft, déi Opschloss soll ginn iwwert déi feelend noutwendeg sportlech Infrastrukturen am Schoulberäich, an dass dat Ganzt dann och ofgeweckelt gëtt, net nëmmen am Sënn vun de Plans sectoriels, mä och am Sënn vum IVL an deene Regelen, déi mer eis do selwer virginn hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ouni dem zweete Plan sectoriel wëlle virzegräifen, erlaben ech mer e puer Iwwerleeungen:

Éischtens, mir däerfe keng Zäit verléiere bei der Opstellung an duerno der Realiséierung;

zweetens musse mer d'Prioritéite richteg aschätzen, dat heescht, d'Standuerter

richteg auswielen, also no bei der Mass vun de Schüler, och Rechnung droen, dass déi Lycéeën eng gutt Ubannung zum öffentlechen Transport hunn, an och derzou bäidroen, dass eng Entlaaschtung vu bestehende Lycéeë méiglech ass.

Do bidde sech eng Rei vu Standuerter un, wann een deem wëllt einfach virausgräifen. Ech denken un den Nordstad-Lycée, mä ech denken och un Déifferdeng a Beetebuerg-Diddeleng, déi sech hiergi fir de Bau vun zousätzleche Lycéeën, no deene Prinzipien, wéi ech se virdru genannt hunn.

Mir hunn an der Kommissioun um Rand vu Belval iwwert déi Problematik forcément diskutéiert. Ech wollt dat och haut hei esou gesot hunn. Mir mussen dem Wuesstum an deene Regiounen, wou e wierklech stattfënnt, Rechnung droen an entspriechend och vun der Proximitéit vum Bau vun de Lycéeën eben optimal Léisunge fannen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapport vun eiser Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle gëtt ausféierlech en Iwwer- an en Abléck iwwert den Objet vun deem Projet de loi, deen haut zur Diskussioun an zur Décisioun steet. Mir wëssen an der Tëschenzäit alleguer, dass dee Lycée Belval op deem elo scho legendäre Site Esch-Belval soll gebaut ginn, an domat innerhalb vum Pôle d'enseignement Sud.

De Lycée Belval erlieft dat, wat aner Lycéeë virun him erlieft hunn, nämlech e beschtméiglechen - ech hoffen optimalen - Encadrement, fir kënnen den Échec scolaire op en absolute Minimum ze reduzéieren, andeem och dem Léierpersonal d'Ausübung vu senger eigentlecher Tätegkeet a Missioun erliichtert gëtt. Mir schwätzen hei vun engem Lycée, dee ronn 1.500 Schüler erwaart an dee sech opdeelt an 81 Klassen. Et ass also eng méi, wéi am Rapport vun eiser Kommissioun steet. Ech wollt dat domat rectifiéiert hunn.

Vun deenen 81 Klasse fonctionnéieren der 66 à plein temps. Mir hunn 171 Enseignanten, déi d'Ofleef solle garantéieren, nieft deene 37 un zousätzlechem Personal, wat hiert derzou bäidréit, fir eben eng optimal Organisatioun ze erméiglechen. Dat si Leit am administrative Beräich; dat si Psychologen; dat sinn Assistants socials; zwee Éducateurs gradués; fënnef Éducateurs; Handwierker an esou weider.

Wat d'Dénominatioun «Lycée Belval» ubelaangt, esou geschitt déi op der Basis vum Artikel 46 vum Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vun de Lycées an de Lycées techniques, wou jo och festgehale gëtt, dass déi Lycéeën, wou eng Mëschung vu Lycée classique a Lycée technique besteet, duerchaus d'Bezeechnung «Lycée» dierfen droen; also en tout court «Lycée Belval» an deem Fall hei däerf heeschen. D'Kommissioun huet och drop gehalen, dat esou duerchzezéien, trotz den Awänn vum Statsrot.

Fir de Rescht war de Statsrot positiv, am Géigesaz eigentlech zur Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi zwar de Prinzip vun der Schafung vum Lycée Belval net a Fro stellt, mä Bedenken zum Konzept vum neie Lycée umellt, ouni allerdéngs ze preziséieren, wat dann d'Suergen oder d'Kritike kéinte sinn.

Mä virun allem mécht déi Chamber sech Gedanken iwwert déi 37 Leit, déi also zousätzlech zu den Enseignanten agestallt ginn. Déi Suerge beruffe sech eigentlech op d'Problematik vun den Décharges bei den Enseignanten, déi hirer Meenung no ganz oder drastesch kéinte reduzéiert ginn, wat eigentlech net den Hannergrond vun den Iwwerleeungen, souwuel vun der Madame Minister nach vun den Diskussiounen an eiser Kommissioun, war. An da schlussendlech setzt déi Chamber sech kritesch dermat auserneen, dass nëmme fënnef Éducateure géife recrutéiert ginn; wat hirer Meenung no ongenügend wier, fir déi Aufgaben, déi déi hätten, kënnen ze erleedegen.

Bon, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll net op weider Detailer hei agoen. Ech wëll just e puer Schwéierpunkten zu deem Lycée Belval ënnersträichen:

Éischtens: De Lycée ass gutt accessibel iwwert d'Strooss an iwwert d'Eisebunn. Bei der Eisebunn gëllt dat awer nëmme fir ee Wee, net fir deen aneren. Do hoffe mer, dass iergendwann eng Kéier an der Zukunft dann och Léisunge kënne fonnt ginn.

Zweetens: De Lycée Belval soll bestehend Lycéeën an deem Pôle Sud donidden entlaaschten.

Drëttens: D'Schüler aus dem sechste Schouljoer kënnen hir Schoulflicht am Lycée Belval ofschléissen, andeem se sech entweder an d'Septième d'enseignement secondaire oder d'Septième d'enseignement secondaire technique et régime préparatoire aschreiwen;

an véiertens: De Lycée Belval focaliséiert sech haaptsächlech op d'Domäner vun der Mécanique a vum Mécanicien d'auto.

Et ass also an deem Sënn kloer, dee Lycée offréiert de Regime vun der Formatioun Technicien am Cycle complet de la division mécanique, section mécanique générale et section mécanique d'automobiles. An en offréiert am Régime professionnel d'Métiers et professions vun der Mécanique, mécaniciens d'usinage, mécaniciens industriels, mécaniciens d'automobiles, magasiniers du secteur automobile, mécatroniciens, les carrossiers, débosseleurs et les peintres d'autos. Derbäi kënnt eng Formatioun fir déi Beruffer, déi mat der Gestioun vu Gebaier zesummenhänken; wéi Installateurs sanitaires, Installateurs de chauffage, vu Ventilatioun a Klimatisatioun.

Insgesamt komplettéiert dee Lycée Belval déi Offre scolaire, déi am Pôle Sud besteet. Hie mécht also do en zousätzlecht Ugebuet, mat Ausnahm vu gewësse Beruffer, déi an deene spezialiséierte Lycéeën do forméiert ginn: de Génie civil, d'Hôtellerie, den Tourisme, d'Agriculture an d'Professions sociales.

Voilà! Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ënnersträichen, dass d'Kommissioun de Rapport unanime ugeholl huet. An ech wëll hei vun der Geleeënheet profitéieren, souwuel den Dammen an den Hären aus der Kommissioun Merci ze soen, dem Sekretariat an all deenen, déi an iergendenger Form mat un der Ausaarbechtung vun deem Projet deelgeholl hunn. Et mussen der vill sinn, fir zu engem Resultat ze kommen.

Ech wëll mer och erlaben ervirzesträichen, dass dat neit Konzept, wat och hei weidergefouert gëtt, keng raimlech Trennung virgesäit fir Schüler ab dem zwielefte Liewensjoer an entspriechend opraumt mat der künstlecher Trennung. Dat bedeit méi demokratesch Ofleef. Dat bedeit méi Chancëgläichheet, an domat manner Échec, an am Endeffekt - an dorëm geet et eis jo alleguer - positiv Perspektive fir déi Betraffen, fir spéider op dem Aarbechtsmaart kënnen ze réusséieren.

Ech wëll ervirsträichen, dass d'LSAP dee Projet votéiere wäert.

M. le Président.- Här Castegnaro, eng Fro vum Här Grethen.

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Natierlech.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wollt de Rapporteur froen, ob an der Kommissioun Reflexiounen iwwert den Numm vum Lycée gefouert goufen. Soll dee Lycée «Lycée à Belval» heeschen oder soll dee Lycée en Numm kréien? Sollt en nämlech en Numm kréien, géif ech zum Beispill suggéréieren, dass een deen nom fréieren Aarbechtsminister an Escher Buergermeeschter Antoine Krier géif nennen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Wie kann dann do nach Nee soen?

(Brouhaha)

Mä ech géif mengen, do géifen et nach e puer aner Leit ginn, déi mat dierften...

(Interruption)

Une voix.- Très bien.

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Dir hutt et erausfonnt, Här Jaerling! Mä ech mengen et sollt een déi Propos do unhuelen a se do diskutéieren, wou se higehéiert.

Merci alleguer.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Dann huet d'Rapportrice vum Projet de loi 5657, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval, d'Wuert. Madame Andrich!

Rapport de la Commission des Travaux publics

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem heite Gesetzesprojet stëmme mer dann elo de Bau vun deem neie Lycée op der Industriebrooch zu Belval. E puer Widderhuelunge wäerten dann och net ausbleiwe vun deem, wat mäi Virriedner eventuell schonn ugeschnidden huet. De Lycée Belval, e wichtege Projet an där ganzer Rëtsch vun Investissementer vum Stat an aneren Acteuren, déi aus Belval eng nei städtesch Zon wäerte maachen an doriwwer eraus zum Opbléie vun der ganzer Regioun Süde bäidroe wäerten.

De Projet de loi 5657 ass vum Här Bauteminister Claude Wiseler den 20. Dezember 2006 hei an der Chamber déposéiert ginn. De Projet war motivéiert an et louche Pläng, en Devis an och eng Finanzfiche bäi. Bei dëser Geleeënheet wëll ech drop hiweisen, wéi mer et elo just virdrun héieren hunn, dass d'Educatiounsministesch den 31. August 2006 de Projet de loi 5607 déposéiert huet, deen d'Schafung vun deem neie Lycée zu Belval virgesäit, an esou huet et sech als sënnvoll ugesinn - d'Madame Brasseur huet schonn drop higewisen -, fir déi zwee Gesetzesprojeten an därselwechter Chamberssitzung ze stëmmen.

De Statsrot huet säin Avis den 20. Mäerz 2007 ofginn. Doropshi gouf ech an der Bautekommissioun vum 7. Mee als Rapportrice bestëmmt, an an därselwechter Sitzung sinn och de Gesetzestext an den Avis vum Statsrot analyséiert ginn. De schréftleche Rapport gouf dunn an der Sitzung vum 21. Mee eestëmmeg ugeholl.

D'Décisioun vum Bau vun engem Lycée zu Belval op dem Terrain vun der Suessemer Gemeng entsprécht de Besoinen u Schoulinfrastrukturen, esou wéi se am sektorielle Plang fir d'Lycéeë virgesi sinn. Et ass grad am Süden, wou dës Besoinen am stäerkste sinn.

Do ginn zousätzlech nei Plaze fir insgesamt 3.260 Schüler gebraucht. Dobäi kommen dann nach 50% vun deene ronn 10.000 jëtzege Schüler aus dem Süden, déi sech de Moment nach an aner Lycéeën, also vun anere Géigenden, déplacéieren. Si sollen hire Schoulwee duerch dës Dezentralisatioun verkierzt kréien. D'Schüler fir den neie Lycée sollen haaptsächlech aus de Gemenge Suessem, Monnerech, Schëffleng, Esch, Keel, Rëmeleng a Reckeng op der Mess kommen. D'Opnahmcapacitéit vum Lycée Belval läit tëschent 1.216 an 1.513 Schüler, déi a 67 Vollzäitklassen an a 14 Deelzäitklassen opgedeelt sinn.

Ech wëll kuerz ervirhiewen, dass dëst Gebai ausserhalb vun de Schoulstonnen och der Kollektivitéit zur Verfügung steet an nei Austauschméiglechkeeten hei offréiert.

E besonnesche Virdeel vun deem Site Belval ass - et ass och scho gesot ginn -, dass en iwwer eng exzellent Ubannung un den öffentlechen Transport verfüge wäert. Den Uschloss un d'Schinnennetz geschitt iwwert den Tracé Péiteng-Esch-Beetebuerg-Lëtzebuerg. E speziellen Zucharrêt Belval-Lycée, deen tëschent der Zuchantenne Belval-Usine a Bieles-Stadhaus geschaf gëtt, erméiglecht de Schüler en einfachen Zougang zum Lycée.

Den Accès un den öffentlechen Transport iwwert d'Strooss ass och beschtens garantéiert an op déi Uertschaften zougeschnidden, wou d'Schüler hierkommen. Eng Autobusgare gëtt provisoresch op dem Site vun dem zukünftege Sportszentrum ageriicht bis de Site definitiv aménagéiert ass. Zousätzlech ass de Site dann ugebonnen duerch eng regulär regional Transportlinn tëschent den Uertschaften.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och kuerz ze widderhuelen, wéi eng Schouloffer am Lycée ugebuede gëtt, well d'Gebai jo och deenen Ufuerderungen entsprieche muss.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'Schouloffer begräift déi ënnescht Divisioun vum Secondaire classique souwéi den ënneschten Zyklus an de Régime préparatoire vum Secondaire technique, ausserdeem nach de kompletten Zyklus vun der genereller technescher Divisioun an de mëttleren Zyklus vun de Gesondheets- a Sozialberuffer. Da kënnt nach de Regime vun der Technikerausbildung mat den Divisioune Mécanique générale an Autosmechanik derbäi.

Beim Régime professionnel begräift d'Offer Beruffer vun de Mécaniciens d'usinage souwéi déi aus der Industrie an Autosbranche. Zousätzlech steet och eng polyvalent Infrastruktur zur Verfügung mat zwee Atelieren, fir déi Schüler, déi eng Léier maachen, um leschte Stand vun der Technik ze halen. Et ass och eng Klass vun der Éducation différenciée virgesi fir Schüler mat spezielle Besoinen.

Fir weider Informatiounen zu där Schouloffer verweisen ech awer op den Exposé des motifs vum Gesetzesprojet, deen heirobber vill méi am Detail ageet.

De Bauprogramm fir dës Schouloffer baséiert schlussendlech op engem Standardprogramm, deen extra vum Educatiounsministère opgestallt gouf, fir dass dës Bauprojete méi séier sollte prett sinn. Hei a graffen Zich, wat alles virgesinn ass:

56 Schoulsäll, 21 spezial Säll a 25 Atelieren. Fir den Accueil vun de Schüler an enger gudder Ambiance sinn e Festsall, eng Kantin mat 400 Plazen, eng Cafeteria mat 100 Plazen an eng Bibliothéik mat Liessall geplangt. D'Sportsinfrastruktur besteet aus enger Sportshal mat dräi Säll, engem polyvalente Sall an engem Dëschtennissall. Weider verfügt se och iwwer genuch Vestiairen. Eng Piscine kënnt eréischt am Kader vum Bau vun engem zukünftege regionale Sportszentrum derbäi. D'Administratioun schlussendlech gesäit Büroe fir d'Direktioun an déi administrativ Servicer, Lokaler fir d'Enseignanten an technesch Lokaler vir.

Dann e puer Kommentaren zur Architektur vun deem Projet, well de Lycée hei reit sech urbanistesch gutt an de Parc Belval an a verbënnt d'Squaremile mat deem neie Wunnquartier Belval-West. D'Architektur dréit der Schafung vun engem gënschtegen Ëmfeld fir d'Schüler Rechnung, déi esou mann wéi méiglech duerch äusser Ëmstänn gestéiert gi sollen, zumools well hei ronderëm jo nach während Jore Chantierë wäerte sinn.

D'Gebai ass op véier Niveauë verdeelt. Besonnesch ervirzehiewen ass, dass iwwerall natierlecht Liicht erakënnt an och d'Raimlechkeete manuell kënne gelëft ginn. Um Rez-de-chaussée sinn haaptsächlech d'Infrastrukture fir den Accueil virgesinn, dat heescht d'Kantin, d'Cafeteria, d'Bibliothéik an de Festsall. E groussen Entréeshalle, deen och als zouene Préau ka genotzt ginn, stellt déi zentral Zirkulatiounsachs duer. D'Klassesäll an déi speziell Säll sinn op deenen ieweschte Stäck verdeelt, wougéint d'Atelieren an déi technesch Lokaler um allerënneschten Niveau um Rez-de-jardin ze fanne sinn.

Des Weidere wëll ech ënnersträichen, dass den Energiekonzept gutt iwwerduecht ass an en niddregen Energieverbrauch erméiglecht. De Lycée gëtt un dat städtescht Netz, dat de ganze Site beliwwert, ugeschloss.

Dann e Punkt, deen net esou onwichteg ass, dat sinn d'Finanzen. De Käschtepunkt vum Bauprojet ass op 110.875.000 Euro beim Bauindex vum 1. Abrëll 2006 chiffréiert. De Projet gëtt vum Établissement public vum Fonds Belval ausgefouert fir de Stat. Wat dann d'Entretienskäschte vun de Lokaler ubelaangt, esou ginn déi pro Joer op 872.400 Euro geschat. Déi jährlech Consommatiounsonkäschte solle sech op 1.120.900 Euro belafen.

Bei den Diskussiounen da vum Gesetzesprojet huet d'Bautekommissioun alle Remarquen a Suggestioune vum Statsrot, déi all redaktioneller Natur waren, Rechnung gedroen, ausser där, déi sech op de Bauindex bezitt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zum Schluss och nach e puer Mercien auszedeelen, un éischter Stell un d'Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun, mä och un den Här Bauteminister a seng Verwaltung fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht.

Ech ginn heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Projet a soe Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Andrich. Als éischt ageschriwwe Riednerin hu mer d'Madame Hetto.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech emol dem Rapporteur, dem Här Castegnaro, villmools Merci soe fir säi flotten an och komplette Rapport. Ech mengen, et ass scho vill gesot ginn. Ech versichen dat dann esou gutt et geet ze complétéieren.

Wann een neie Lycée geschaf gëtt, da muss dat souwuel vum Choix vum Site hier wéi awer och virun allem vun der Offre scolaire hier gutt duerchduecht sinn. De Lycée Belval ass niewent Réiden a Jonglënster deen zweete vun dräi Lycéeën, deenen d'Regierung absolut Prioritéit zougesot huet. Et ass awer och deen zweeten no Réiden, deen op der neier Organisatioun vun de Schoulinfrastrukture baséiert, esou wéi se am Plan sectoriel «Lycées» virgesi sinn.

De Plan sectoriel «Lycées» gesäit bis 2010 eng Croissance vun 1.000 Schüler pro Joer vir, an dat fir de gesamten Enseignement secondaire a secondaire technique hei am Land, woubäi déi héchste Croissance natierlech am Süden ze erwaarden ass. Et läit am Fong geholl vun dohier op der Hand, dass dann deen neie Lycée och op Belval kënnt, Belval mat ronderëm senge grousse Wunngebidder Esch, Bieles, Éilereng, Monnerech, Féiz a Schëffleng.

De Virdeel vum Site Belval besteet en plus doranner, dass en immens einfach fir d'Schüler aus de Gemenge ronderëm ze erreechen ass; sief et iwwert d'Strooss, mam Auto, mam Bus oder via den Eisebunnsréseau. D'Schüler aus dem Süde si méi séier zu Belval wéi an der Stad. Et kann ee sech dohier am Fong geholl och gutt virstellen, dass de Choix vum Gebai, dat ee sech eraussicht fir ze studéieren, dann do derduerch och vereinfacht gëtt. Laang Transportzäite si fir kee vu Virdeel. A wann ee se kann évitéieren, tant mieux.

Et ass sënnvoll, dass d'Kanner aus de Gemenge ronderëm op Belval via den öffentlechen Transport kommen, amplaz 20 km iwwert eis Stroosse bis an d'Stad zréckzeleeën. Wa mer awer elo wëllen d'Schüler fir den öffentlechen Transport sensibiliséieren an hinnen den Accès op de Site Belval wëllen erméiglechen, ouni dass se mussen en cours de route ëmsteigen, dann ass et awer och kloer, dass an deem heite Fall eng direkt Verbindung tëschent dem Lycée an Uewerkuer-Déifferdeng misst geschaf ginn.

Den Tunnel, deen tëschent der Schmelz Belval an der Schmelz Déifferdeng besteet, ass am Moment fir de renge Giddertransport geduecht, also fir de Stoltransport. An deen Tunnel, dee misst wierklech fir de Persounentransport ëm- an ausgebaut ginn.

Also et ass sécher, dat ass elo net déi bëllegst Léisung, mä si ass awer sënnvoll. Dohier och vun hei aus elo wierklech en Appel un de Bauten- an un den Transportminister, déi elo leider net heibanne sinn, mä ech hoffen, dass se de Message awer kréien, fir dës nei Direktverbindung ze schafen.

D'Distanz zum Gebai, wou d'Schüler an d'Schoul ginn, dat ass ee Kritär. Mä e ganz anere spillt beim Choix vun enger Schoul och hei mat, an dat ass an deem heite Fall d'Attraktivitéit vum Site.

Wann nämlech dee ganze Site op Belval bis fäerdeg ass, dann ass do e formidablen Zentrum entstanen. Zesumme mat der Uni Lëtzebuerg, dem Lycée an deene villen aneren Infrastrukturen, déi nach dohinner kommen oder déi et och schonn do gëtt. Ech denken do zum Beispill un d'Rockhal.

Belval gëtt also engersäits en Zentrum vum Wëssen an op där anerer Säit en Zentrum vun der Fräizäit. E Lieu de rencontre fir jonk Leit, e Site mam Flair vun enger Unisstad - also e ganz liewege Quartier.

Belval mat senger attraktiver Architektur wäert och spéider als en Ensembel wierken, deen net hétéroclite zesummegewierfelt ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Site ass deen ee Volet, d'Offre scolaire deen aneren.

Am Lycée Belval ginn de Cycle inférieur am Secondaire, de Cycle inférieur moyen a supérieur am Secondaire technique an awer och de Régime préparatoire ugebueden.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet an hirem Avis d'Fro opgeworf, ob et noutwendeg ass, dass all Lycée technique déi dräi Cyclë vum Secondaire muss offréieren.

Wat den Technique ubelaangt, esou gëtt sech heibäi op d'Formatioun vun der Mécanique an der Mécanique automobile spezialiséiert. Dës Ausbildungen, dat hu mer och héieren, ergänzen d'Offer vun deenen anere Lycéeën am Süden, esou dass elo an der Südregioun wierklech sämtlech Formatiounen, déi et an eisem Schoulsystem gëtt, ugebuede ginn. Mat Ausnahm vun deenen, fir déi et spezialiséiert Etablissementer gëtt, wéi zum Beispill d'Hôtellerie, d'Agrikultur oder och d'Gesondheetsberuffer.

Heiduerch gewënnt also d'Regioun Süde weider u Selbstständegkeet an et kann dem Verkéiersopkomme vum Süden a Richtung Stad entgéintgewierkt ginn.

Här President, erlaabt mer nach kuerz op d'Lëscht vun deene Leit anzegoen, déi am neie Lycée Belval wäerte fir den optimalen Encadrement vun de Schüler suergen.

Dës Lëscht schéngt relativ komplett ze sinn. Allerdéngs sinn ech der Meenung, dass op 1.500 Schüler ee Psycholog carrément ze wéineg ass. An enger Zäit, wou ëmmer méi jonk Leit psychesch a séilesch Problemer hunn, wou Mobbing an Aggressiounen ënnert deene Jonke permanent zouhuelen, do ass et eng Urgence, dass eng spezialiséiert Equipe den Enseignanten zur Säit steet an och d'Schüler ënnerstëtzt.

An enger Zäit, wou Elteren duerch hire Beruff ëmmer manner Zäit hu fir sech ëm d'Erzéiung vun hire Kanner ze këmmeren, ginn Éducateuren, Pedagogen a Psychologe gebraucht, fir deene jonke Leit zur Säit ze stoen.

Mir mussen alleguer bedenken, dass e Schüler vu Septième just bis e puer Méint virdrun zum Deel de ganzen Dag an der Maison relais encadréiert war, an elo, véier Méint méi spéit, wou en an der grousser Schoul ass, dacks sech selwer iwwerlooss ass. Mir sollten also net op der falscher Plaz spueren.

Fir ofzeschléissen hätt ech nach eng Fro un d'Madame Minister. Ech wollt vun Iech wëssen, Madame, ob am Lycée Belval och esou speziell Classes mosaïque virgesi sinn, an där verhalensopfälleg Jonker opgefaange ginn, éier se dann duerno nees an hirer regulärer Klass integréiert ginn. Klassen, déi et zum Moment och schonn zu Bouneweg an och am Aline-Mayrisch gëtt.

Esou Klasse sinn eng absolut luewenswäert Initiativ, well mer de Schüler net mat senge Problemer eleng loossen, mä mir ginn de Problem aktiv un. Mir bidden eng Hëllefstellung un an erméiglechen et, se duerno nees am normale reguläre Parcours ze integréieren. Awer: Mir ginn och hirer Klass an hiren Enseignanten d'Chance zur Rou ze kommen.

Esou vill vu menger Säit. Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Dann huet den honorabelen Här Meisch d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer deenen zwee Rapporteuren, der Madame Andrich an och dem Här Castegnaro, ze félicitéiere fir hire mëndleche wéi schréftleche Rapport; deen een iwwert de Bau, deen aneren iwwert de Fonctionnement vum Lycée um Belval.

Et ass e puermol schonn ugeklongen: Et ass wichteg, datt mer net fir d'éischt iwwert de Bau schwätzen, e Gebai plangen, ufänke mat bauen, eventuell de Bau ofschléissen an dann eis eréischt Gedanke maachen, wéi dee Bau dann herno soll intern fonctionnéieren, wéi e mat Liewe soll gefëllt ginn, wat fir en Enseignement soll drakommen a wéi dat Gebai herno soll richteg genotzt ginn. An duerfir ass et absolut ze begréissen, datt mer hei Bau a Fonctionnement an der Chamber zäitgläich, souguer an eng Sëtzung kënnen huelen, kënnen d'Diskussioun och zesumme féieren.

Well et ass kloer, datt de Bau ëmmer iergendwéi a Fonctioun vum Fonctionnement ass, a beim Fonctionnement, wann ee weess, wat een herno do wëllt ubidden, muss natierlech och gläichzäiteg gekuckt ginn, datt d'Gebai deem Fonctionnement ugepasst ass.

Wichteg ass och, wann d'Gesetz gestëmmt ass iwwert de Fonctionnement vum Lycée, wann d'Etablissement gestëmmt ass, datt dann och kënnen éischt Démarchë geholl ginn, fir zum Beispill eng Direktioun ze schafen, fir och Leit do scho kënnen ze chargéiere mat der Organisatioun, déi och am Virfeld vum Fonctionnement vun der Ouvertür vun engem Lycée ganz wichteg ass; a wichteg Aarbechte kënne maachen, fir zum Beispill schonn am Virfeld de Projet d'établissement kënnen auszeschaffen, ze preparéieren; a fir eben och Suerg ze droen, datt an der Phas vum Bau wierklech och d'Interesse vun der Offre scolaire mat berücksichtegt ginn.

D'lescht Woch hu mer iwwer en anere Lycée geschwat, nämlech dee vu Schengen-Pärel; e grenziwwerschreidende Lycée, e Lycée mat enger ganz grousser Symbolik.

Nun, dëse Lycée vu Belval dréit net manner Symbolik a sech, ganz eleng scho wéinst dem Site. Well mer wëssen, datt de Site Esch-Belval wéi keen anere fir de Strukturwandel an der ganzer Südregioun steet. Well mer wëssen, datt Dausende vun Aarbechtsplazen am Laf vun deenen nächste Jore wäerten do nei geschaf ginn. Aarbechtsplaze vläicht an enger Form, déi bis ewell fir de Süden éischter ongewinnt waren. Well mer wëssen, datt och do héich qualitative Wunnraum wäert geschafe ginn. Do wou fréier geschafft ginn ass, wou elo zanter enger Rei vu Joren eng Friche industrielle ass, wäerten herno Leit schaffen, se wäerte wunnen.

Et wäerten eng ganz Rei vu staatlechen Ariichtungen dohinner kommen, déi jo scho geplangt sinn; wou d'Planung op d'mannst gradsou wäit virugaangen ass wéi bis ewell déi hei vum Lycée vu Belval. An datt am Laf vum leschte Joer - dat wësse mer jo och - d'Dexia hir Dieren um Belval opgemaach huet. Deen héije rouden Tuerm, deen elo do iwwert de Minett erausragt, dee vu ville Säite ka bewonnert ginn, ass och ee Symbol fir den neie Süden, fir de Süde vu muer. A ganz vill jonk a manner jonk Leit treffe sech jo och an der Rockhal fir do Concertë lauschteren ze goen.

Dat heescht, dat wat zur Symbolik an deem Site Esch-Belval drastécht, ass zum Deel scho Realitéit ginn, a mat deem Vote vum Projet de loi haut iwwert d'Schafung vun engem weidere Lycée op deem dote Site am Süde komme mer där Realitéit e weidert Stéck méi no.

Op dem Site selwer wäerten eng ronn 6.000 Leit herno wunnen, nieft deene vill méi Leit, déi do schaffen. Do wësse mer awer och, datt an där ganzer Südregioun, an eng Rei vun de Virriedner hunn dat och schonn ënnerstrach, eng grouss staark dynamesch demographesch Entwécklung stattfonnt huet an och nach déi nächst Jore stattfanne wäert, esou datt ganz besonnesch de Besoin am Süde besteet, fir weider esou Schoulinfrastrukturen ze plangen an ze bauen an natierlech och duerno a Betrib ze huelen.

Ech wëll op een Aspekt agoen, dee mer opgefall ass am Avis vun der Chambre des Employés privés, déi kritiséiert hunn, datt d'Konzept vum Lycée nach relativ vag ass. Elo kann dat domadder zesummenhänken, datt mer awer eréischt plange fir 2010 d'Dieren an deem Lycée opzemaachen.

Trotzdeem mengen ech awer, wéi ech virdru gesot hunn, datt op där enger Säit Konzept a Bau enk musse matenee reliéiert sinn, an datt virun allem och d'Konzept muss deem Rechnung droen, wat den Aarbechtsmaart freet. Mir stelle fest, datt mer en Aarbechtsmaart hunn, wou vill Aarbechtsplaze geschaf ginn, a mir stellen och fest, datt mer oft jonk Leit, déi hei am Land eng Formatioun gemaach hunn, net ëmmer deem Besoin do Rechnung droen. Also musse mer kucken, wa mer nei Schoule plangen, datt do och dem Besoin vum Aarbechtsmaart Rechnung gedroe gëtt, och dem Aarbechtsmaart an där Regioun.

Wann ech gesot hunn, datt hei 6.000 Leit herno wäerten op Esch-Belval wunne kommen an datt et duerfir scho Grond genuch ass, datt dann och dee Site do, deen neie Quartier am Häerz vum Süden e Lycée kritt, da wëll ech awer och ze bedenke ginn, datt eng Stad wéi Déifferdeng zum Beispill mat ëmmerhin 20.000 Awunner haut nach ëmmer kee Lycée huet. Dir wësst, vu wat ech schwätzen.

Ech wëll nach emol zréckkucken op eng Rei vun Diskussiounen, déi mer hei an der Chamber haten, wou mer souguer scho Motioune gestëmmt hunn, datt d'Regierung soll kucken, dach och endlech emol eng deementspriechend Schoulinfrastruktur am Secondaire op Déifferdeng ze setzen.

Mir wëssen, datt momentan d'Prozedur leeft am Kader vum Plan sectoriel «Lycées», no deem jo nach e weidere Secondaire an de Süde soll kommen, a mir als Déifferdenger op jidde Fall ginn eis Hoffnung net op, datt mer och dann an deem Kontext do eng Kéier zum Zuch wäerte kommen am Interessi vun deene ganz ville jonke Leit bei eis an der Gemeng.

De Süden ass eng Regioun, déi sech dynamesch virun allem um demographesche Plang entwéckelt, wou ganz vill jonk Leit wunnen. Wann een d'Demographie awer nach emol bei eis an der Gemeng speziell kuckt, da si mer nach eng Kéier eng vun deene jéngste Gemengen an der ganzer Südregioun. Do dernieft hu mer och eng ganz staark dynamesch Entwécklung bei eis an der Gemeng. Ech hu gesot, mir sinn haut iwwer 20.000 Awunner - 20.400, fir méi prezis ze sinn.

A mir hunn awer och schonn Estimatiounen opgestallt, datt mer am Laf vun deenen zéng Joer op d'mannst nach eng Kéier 15%, dat heescht op d'mannst 3.000 Awunner kënne bäikréien, wann déi Wunnengsbauprojete realiséiert ginn, déi och bei eis um Territoire elo momentan do an der Planung sinn, ugeduecht si respektiv souguer schonn an der Realisatiounsphas sinn.

Vläicht nach just ee Chiffer derbäi: Wa mer kucken, wéi vill Kanner mer haut an deenen éischten dräi Joer vun der Primärschoul bei eis an der Gemeng hunn, da sinn dat der net manner wéi 928. A wa mer elo sechs Joer virausdenken - a mer wësse jo, datt et heiansdo ganz laang brauch hei am Land vun der Décisioun, fir e Lycée anzwousch ze implantéieren, bis dee Lycée da wierklech seng Fonctioun kann ophuelen -, wa mer also sechs Joer virausdenken, da sinn dat lauter Kanner, déi dann an de Cycle inférieur vum Secondaire oder Secondaire technique wäerte goen. Dat heescht, quasi 1.000 Schüler, déi dann aus der Gemeng Déifferdeng eleng kéinten den Ënnergrad vun engem Gebai ausmaachen. Also nach e Grond méi, fir wierklech hei no Déifferdeng ze kucken.

Dir wësst, datt d'Gemeng Déifferdeng villes an d'Weeër geleet huet, fir deen Dossier do ze preparéieren. Ënner anerem hu mer och an eisem Bebauungsplang en Terrain reservéiert. Mir hunn en Terrain reservéiert, dee ganz zentral läit tëscht deenen eenzelnen Uertschaften Déifferdeng, Uewerkuer a Foussbann, wat jo och net ëmmer méi méiglech ass an anere bestehende Stied, fir matzen an enger Uertschaft och esou eng Schoulinfrastruktur kënnen ze implantéieren, wat och zur Beliewung vun der Uertschaft bäidréit, a gläichzäiteg esou zentral läit, datt se ganz no ugebonnen ass un déi eenzel Verbindungsweeër vum privaten an och vum öffentlechen Transport.

Wéi gesot, mir Déifferdenger ginn d'Hoffnung net op, datt och eis Kanner eng Kéier kënnen an en eegestännege Lycée bei eis an der Gemeng goen.

Nach ee Wuert zu deem Tunnel, deen d'Madame Hetto ugeschwat hat. Effektiv, et gëtt Iwwerleeungen an der Regioun tëscht de Gemenge Suessem an Déifferdeng an awer och bei de staatlechen Instanzen, fir d'Verkéiersplanung nei ze iwwerdenken an deem doten Eck - och well mer wëssen, datt duerch de Projet Esch-Belval an duerch déi Leit, déi dohinner wunnen a schaffe kommen an herno och wäerten an d'Schoul kommen d'Verkéiersplanung eng aner muss sinn, wéi se haut nach momentan ass. Mir wëssen, datt do nei Zuchstrecken ugeduecht sinn, datt do nei Stroosseverbindungen ugeduecht sinn.

Nun, d'Gemenge Suessem an Déifferdeng hu viru kuerzem d'Initiativ geholl, fir zesummen eng Rei vu Propositiounen an deem doten Domän ze maachen, wou och eng ganz konkret Propositioun dann dran ass, fir déi Zuchverbindung auszebauen tëscht Esch-Belval, Belval-Mairie an den Uertschaften Uewerkuer, Déifferdeng, Nidderkuer, weider dohinner, wou effektiv en Tunnel dra virgesinn ass, an do dernieft och wéi gesot d'Propositioun, fir de Stroosseréseau nei unzedenken.

Déi Propositiounen hu mer mat de Ponts et Chaussées a mat ganz villen anere staatlechen Instanze bis ewell diskutéiert. Mir als Gemenge wollten do och eng Kéier aktiv e Leadership iwwerhuelen a Propositioune maachen, déi dann herno, wa se vun de staatlechen Instanzen iwwerholl ginn, och direkt bei de Gemengen op e fruchtbare Buedem stoussen.

Dat gesot, wëll ech Iech Merci soen a selbstverständlech nach eng Kéier op den initiale Sujet zréckkommen, nämlech den Accord vun der Demokratescher Partei zu deenen zwee Projets de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch. Dir hutt d'Wuert, Madame Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Et ass also gewosst, d'Schülerzuele wuessen an déi bestehend Lycéeë platzen aus allen Néit. De Plan sectoriel fir d'Lycéeë gesäit vir, dass an dësem Beräich Neel mat Käpp gemaach ginn, fir dass aus deene villen Noutléisungen, déi op ville Plazen am Land entstane sinn, keng Normalitéit gëtt. An dat ass och gutt esou.

E Merci der Rapportrice, déi och an hirem ausféierleche Rapport iwwert de bauleche Volet rappeléiert huet, wéi dréngend de Bedarf un neie Schoulgebaier ass, an och natierlech e Merci un de Rapporteur iwwert de pedagogesche Volet, deen ontrennbar mat allen Infrastrukturoplage verbonnen ass.

Genuch Schoulraum ze hunn, deen de Besoinë gerecht gëtt, ass méi wéi nëmmen

eng Noutwendegkeet, mä eigentlech d'Grondviraussetzung fir méi Chancëgerechtegkeet a fir d'Verbesserung vun der Startpositioun vun eise jonke Leit um Wee an hiert spéidert Beruffsliewen. D'Zukunft vun eisem Land hänkt zu engem ganz groussen Deel dovunner of, dass mer esou vill wéi méiglech gutt qualifizéiert Leit kréien. Mir wäerten och an Zukunft drop ugewise sinn an och Demandeur sinn, dass aus dem Ausland Leit bei eis op Lëtzebuerg schaffe kommen, mä et ass och oder grad wichteg, dass déi Jugendlech, déi hei opwuessen, eng besser Chance op eisem Aarbechtsmaart kréien, deen ëmmer méi onerbittlech gëtt fir Jonker, déi keng uerdentlech Ausbildung hunn.

Den Trend, dass mer a grousser Zuel nei Aarbechtsplaze schafen an de Chômage net zäitgläich am selwechte Mooss erofgeet, muss gebrach ginn. Den Zukunftsprojet Esch-Belval weist besonnesch gutt, wéi d'Zäite sech geännert hunn. De Wiessel vun enger Ekonomie, déi virrangeg un d'Industrie gekoppelt war, zu enger Ekonomie, déi zousätzlech den Déngschtleeschtungssecteur viséiert a ronderëm d'Universitéit, d'Recherche an d'Innovatioun d'Wëssensgesellschaft preparéiert, ass hei ganz gräifbar.

Dëse Wiessel bréngt enorm Chancë mat sech. An zwar net nëmme fir d'Regioun Süden, awer am Besonnesche fir d'Regioun Süden. Bildung ass e Schlësselelement fir eis Zukunft. An d'Aart a Weis, wéi mer Jugendlecher ausbilden, muss adaptéiert ginn am Groussen a Ganzen. Déi Zäiten, wou d'Lëtzebuerger Schoul ganz Generatiounen ausgebilt huet, fir op d'Schmelz schaffen ze goen, hu sech geännert, an de Spektrum vun den Erausfuerderunge gëtt ëmmer méi breet.

D'Schoulreform, un där am Moment geschafft gëtt, ass dréngend noutwendeg. An déi strukturell Reformen, déi do drunhänken, mussen esou schnell wéi méiglech ëmgesat ginn.

Am Kader vum Budget, wou strukturell Adaptatiounen onerlässlech sinn, ass et oft net einfach ze ënnerscheeden tëschent verzichtbaren Dépensen an deenen Zukunftsinvestitiounen, ouni déi mer eise Standard um wirtschaftlechen a bildungspolitesche Plang net méi kënnen hale respektiv weider verbesseren.

Bildung ass deemno ganz eendeiteg ee vun deene Pilieren, wou mer net dierfe spueren. Eis Schoule brauche keng Palaisen ze sinn, mä an engem iwwerfëllte Container, an deem et am Wanter ze kal ass an am Summer onerträglech waarm, ass et schwéier, wann net souguer onméiglech, fir déi richteg Aarbechtsatmosphär opzebauen.

D'Regierung ass sech däers bewosst. Dat wësse mir heibannen. Dat weist den Nodrock och, mat där si de Plan sectoriel ëmsetzt. De Lycée Belval ass een Element dovunner, wou fir ronn 1.500 Schüler an 170 Enseignanten déi ausräichend an net iwwerdriwwe finanziell Moyenë geziilt a rationell affektéiert ginn. Et gëtt virun allem investéiert an eng professionell Struktur an an d'Aarbechtsmaterial, zu deem och d'Atelierë gehéieren. Meng Virgänger si scho ganz am Detail dorobber agaangen, esou dass ech dee Passage elo ganz ewechloossen.

Qualitativ méi héichwäerteg gëtt de Projet sécher och mam integréierten Energiekonzept. Och dat ass eng Ausgab, déi sech net nëmme rechtfertege léisst, mä an enger nohalteger Optik onerlässlech ass. Et ass e Surcoût, dee sech amortéiert an dee virun allem eise Verflichtungen am Beräich vum Klimaschutz Rechnung dréit.

Wa mer vu Klimaschutz schwätzen, an dat maache mer jo Gott sei Dank ëmmer méi an dësem Haus, ass et net eleng domat gedoen, e gëeegent Schoulgebai dohinzesetzen. Wichteg ass och d'Fro an deem Zesummenhang, wéi déi honnerte vu Schülerinnen a Schüler an hir Enseignanten all Dag an hir Schoul kommen. Och den Ausbau vum öffentlechen Transport a virun allem vum Schinnennetz ass eng Investitioun fir d'Zukunft, déi net däerf ze kuerz kommen.

Fir d'LSAP-Fraktioun ass et ganz positiv, dass de Quai fir den Zuch virun der Schoul fest mat ageplangt ass a soll fonctionnéiere wann de Lycée opgeet. Vu dass mer um Site Esch-Belval e ganz héijen „modal split" wëllen erreechen, hoffen ech, dass den Ausbau vum Schinnennetz net hei ophält. D'Pläng, fir déi Zuchlinn weiderzeféieren an de Süden iwwer e kohärent Schinnennetz respektiv mam Projet Tram ze verbannen, besti jo schonn zu engem groussen Deel - net fir jiddferee leider - oder sinn amgaang diskutéiert ze ginn. E groussen Deel dovu kéint am Laf vun deenen nächsten zéng bis 15 Joer ëmgesat ginn. Och hei stellt sech d'Fro, wivill finanziell Moyenë mir kënnen a wëllen a Projeten investéieren, wou mer elo scho sécher wëssen, wéi wichteg se si fir eis Zukunft.

Mir brauchen deemno a vill méi staarkem Mooss wéi bis elo e Mentalitéitswiessel an eng nei Dynamik, wa mer all den Erausfuerderungen, déi op eis zoukommen, wëlle gerecht ginn. Wa mer wëlle Gewunnechten änneren, da musse mer an der Schoul kënnen ufänken. D'Schüler solle vun Ufank un d'Erfahrung maachen, dass et Spaass mécht, aktiv ze sinn, an dass ee kann eppes erreechen, wann ee sech drugëtt.

Dem Sport kënnt hei eng ganz wichteg Roll zou, well kierperlech a geeschteg Aktivitéit hänke jo bekannterweis enk zesummen. Mir mussen net iwwerall am Land Wellness-Tempele bauen. Duerfir hu mir - souguer mir! - haut d'Moyenen net méi, mä mir brauchen eng vernünfteg Infrastruktur fir de Schoulsport, deen eis Jugendlech animéiere soll, iwwert déi zwou Stonnen am Schoulprogramm eraus an hirer Fräizäit sportlech aktiv ze ginn. Schüler, déi regelméisseg Sport maachen, si méi gesond a sinn och mental méi fit. Dat schéngt bewisen ze sinn. Wa se de Sprong vum Schoulsport dann och nach an de Sportsveräin packen, da verbessere se och hir sozial Kompetenzen. Dat ass an der Aarbechtswelt vu muer a vun haut mindestens esou wichteg, wéi gutt Punkten op der Zensur.

An dësem Projet si Sportssäll fir d'Schüler vum Lycée mat integréiert. Dernieft soll e regionale Sportzenter mat Schwämm gebaut ginn, deen och vum Lycée ka mat benotzt ginn. Ech hoffen, dass dëse Projet ebenfalls zügeg virukënnt, fir dass mer net iwwert ze laang Zäit en Enkpass kréien. De Sportzenter ass selbstverständlech net nëmme fir d'Schüler vum Lycée do. Et kann ee sech och keng Universitéit, déi knapps 800 Meter vum Lycée Belval wäert ewechleien, ouni Sportsinfrastruktur virstellen, ofgesinn dovunner, dass zu engem neie Staddeel, wou ëmmer méi Leit wunnen a schaffe kommen, och eng valabel Sportsinfrastruktur gehéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, de Lycée Belval ass net nëmmen eng zousätzlech Schoul am Süden. De Lycée Belval ass ee Baustee vun engem groussen Zukunftsprojet, deen nëmme gelénge kann, wann et zu engem liewegen Austausch kënnt tëscht deenen, déi do wunnen, hire Kanner, déi do an d'Schoul ginn, de Studenten an de Fuerscher, déi vu bausse bäikommen, an de Leit, déi do schaffen.

Mir hoffen, dass déi eenzel Elementer vun dësem grousse Projet zousätzlech an zäitlech openeen ofgestëmmt a konsequent realiséiert kënne ginn, fir dass dësen Austausch méiglech gëtt. Eis Fraktioun ass frou, dass de politesche Wëllen dofir am Moment eendeiteg do ass, an hofft, dass déi Dynamik, déi ronderëm de Site Esch-Belval entstanen ass, an deenen nächste Joren ongebremst viru ka goen. Ech kann dofir ofschléissend déi onageschränkten Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dësem Projet mat op de Wee ginn.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet de loi 5607 décidéiere mer, datt mir e Lycée zu Bieles schafen, a mam Projet de loi 5657 décidéiere mer, datt mer e bauen. Ech beschränke mech op de Projet de loi 5607. Iwwerschneidunge sinn - an dat hunn och scho meng Virriedner gesot - net ze vermeiden. Dat sinn zwee ganz wichteg Gesetzer, mä et ass scho villes gesot ginn, an dat wäert mer et erlaben, mech kuerz ze halen.

De Bau vun dësem Lycée ass am Plan sectoriel «Lycées» virgesinn. Et sollen hei 1.500 Schüler ënnerdaach kommen. Déi meescht wäerte vun Esch, Bieles, Éilereng, Monnerech, Féiz a Schëffleng kommen. Den neie Lycée ass gutt accessibel iwwert d'Eisebunn a mat Bussen, mä - et ass och scho vun deene meeschte Virriedner gesot ginn - och hei sinn nach Verbesserungen dran. Ech denken do un eng Verbindung a Richtung Déifferdeng, ënnert der Belval-Märei erduerch.

Am Lycée ginn an deenen ënneschte Klassen d'Schüler aus deenen dräi Regimer enseignéiert: dem Secondaire technique, dem Secondaire préparatoire an dem Secondaire. Am Cycle moyen a supérieur vum Enseignement secondaire technique ginn eng Rei Formatiounen ugebueden als Ergänzung zu deene Lycéeën, déi et schonns am Pôle Sud gëtt. Et ass urgent, datt mer dëse Lycée bauen. Hie gëtt e wichtegt Glidd am Pôle d'enseignement Sud.

Mir begréisse selbstverständlech, datt dësen neie Lycée op Esch-Belval gebaut gëtt. Mir hunn awer och zur Kenntnis geholl, datt domat de Mangel un adequate Schoulstrukturen am Süde vum Land net geléist ass. Am Exposé des motifs geet Rieds vun 3.649 Schülerplazen, déi bis 2010 misste geschaf ginn. Dat ënnersträicht d'Urgence fir dëse Lycée ze bauen. Dat ënnersträicht awer och, datt mir domat nach net fäerdeg sinn a weider Schoulinfrastrukturen am Süde brauchen, grad wéi am Rescht vum Land.

Mir si frou, datt de Bau vun engem zweeten neie Lycée am Süde schonn diskutéiert gëtt, a mir erwaarden eis, datt et och bei dësem Bau zügeg mat Plangen a Baue virugeet. Et weist awer och wéi schwiereg eng Planung vu Schoulinfrastrukturen ass, a wéi schnell eis Pläng vun der Realitéit iwwerholl ginn, well och déi Zuelen, déi am sektorielle Lycéesplang stinn, mussen elo schonns no uewe revidéiert ginn.

Op d'Avisen zu dësem Projet de loi ass den honorabele Rapporteur, den Här John Castegnaro, jo och schonn agaangen. Ech soen him Merci fir säi Rapport. Et huet sech jo och keen Avis géint de Bau an d'Schafung vun dësem Lycée ausgeschwat.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics war nawell ganz kritesch an hirem Rapport. Datt si sech nach ëmmer d'Fro stellt, ob et eng gutt Iddi ass, datt all Schüler vun engem Ordre d'enseignement an den ënneschte Klassen an engem Gebai sinn, dat kenne mer jo scho vun deenen anere Projeten. Fir déi Gréng - an ech menge mëttlerweil och fir eis alleguer - ass d'Äntwert ganz einfach: Jo, dat ass eng gutt Iddi.

E bësse méi seriö huele mer da schonn d'Kritik vun dëser Kummer, ob d'Éducateuren an d'Éducatricë genuch forméiert sinn, fir hire schwieregen Aufgaben an de Lycéeën nozekommen. Mir mengen, datt mir do mussen Erfahrunge sammelen. A wann déi sollten negativ sinn, da musse mer eventuell mat Éducateur- an Éducatrice-graduéeën norüsten.

Mir bedauere selbstverständlech och, datt dëse Lycée net mat engem innovative pedagogesche Konzept richtungsweisend ass, zemools wou mer hei op engem absolut zukunftsweisende Site sinn, wou Schoul, Uni, Recherche an Ekonomie phantastesch Synergië kënnen agoen. Mir hunn hei keng Ganzdagsschoul an och keen Internat geplangt, wat op dësem Site hei eigentlech net ze verstoen ass.

Domat soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, wann ech gelift!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir kréien a leschter Zäit eng etlech Gesetzesprojete virgeluecht iwwert d'Méiglechkeet fir Lycéeën ze bauen an och fir natierlech d'Gestioun dovunner ze organiséieren. Ech wëll och deenen zwee Rapporteuren, der Madame Andrich-Duval an dem Här Castegnaro, villmools Merci soe fir hir detailléiert Rapporten.

Ech hunn déi eenzel Artikele vum Projet de loi portant création d'un lycée à Belval ganz andächteg duerchgelies. Et gesäit een, datt do effektiv all interessant an noutwendeg Artikelen dra sinn. Et sinn der am Ganze sechs.

Ech erënnere mech awer, Madame Ministerin, datt, wéi mer de Lycée vun Dummeldeng diskutéiert hunn, do nach e siwenten Artikel derbäi war. Dee feelt dës Kéier. Et ass deen, wou gesot gëtt, wien dann Direkter soll ginn am Lycée. Dofir wollt ech d'Madame Ministerin froen, firwat dann elo dës Kéier esou en Artikel heidra feelt? Ass dat, well dat elo vläicht e Revirement ass an der Politik vun der Regierung, datt se dat an Zukunft dem Gesetz iwwerléisst? Oder ass et eng Kéier esou an eng Kéier esou, jee nodeem wien dann elo soll Direkter ginn?

Duerfir wëll ech och froen, Madame Ministerin, ob Der mer kënnt soen, wien dann elo Direkter hei gëtt an deem Lycée. Well et schéngt e bësselchen esou ze sinn, datt dat schéin arrangéiert gëtt.

(Interruption)

Dofir mengen ech, datt ee sech e puer Froe stelle kann, woufir dat heite Gesetz keen Artikel 7 huet. Vläicht wäert et an deem nächste Lycée nees entstoen. Bref, ech wollt déi Problematik awer kuerz uschneiden.

Da muss een och festhalen, datt mer dës Kéier e Lycée fir 1.500 Schüler bauen. Zu Dummeldeng war et ee fir 800 Schüler.

(Interruption)

Jo, ech verstinn an der Tëschenzäit och, datt, wann een en Directeur fantôme huet, da kann deen dat natierlech och nure maache fir d'Halschecht vun...

(Interruption)

...därselwechter Pai, mä da muss en natierlech manner Aarbecht hunn. Do gesäit een, datt also mat verschiddene Mesurë geschafft gëtt.

D'Fro stellt sech och, wat dann nun d'Richtlinn ass vun der Regierung iwwert d'Zuel vu Schüler, déi mussen oder kënnen an engem Lycée sinn.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat ass eng wichteg Fro, dat!

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Entweder 800...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Henckes, hutt Dir déi Schoul zu Dummeldeng gestëmmt am Joer 2002 oder net? Jo oder Neen?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- 2003 hu mer se gestëmmt,...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Voilà! Très bien.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- ...mä do als eng Annex vum Lycée technique du Centre, fir deen ze décongestionnéieren.

Une voix.- Dir loosst Iech net provozéieren.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- An do wollt ech och nach ervirsträichen, datt mer elo also 1.500 Schüler hunn, an datt mer am Lycée technique du Centre 2.700 Schüler hunn, mat deenen, déi an den Owescoursë sinn 3.700, an ee sech also d'Fro muss stellen, ob do net en Dédoublement vun deem Lycée soll erfollegen, wann een déi Norm hei vu 1.500 soll respektéieren.

Dofir wär ech frou, wann d'Regierung ons kéint soen, ob elo déi Norm vu 1.500, 1.200 bis 1.500 - et muss jo ëmmer eng kleng Variatioun sinn an de Schülerzuelen -, ob dat elo déi offiziell Norm ass, no deenen alleguerten d'Lycéeë wäerten envisagéiert ginn, oder ass dat nees erëm verschidde vu Lycée zu Lycée. Ech erënneren drun, datt et a Frankräich 800 bis 1.000 ass pro Lycée.

Da gesäit een och, datt mer, grad wéi am Lycée zu Dummeldeng, e Personnel d'encadrement hunn, haaptsächlech Psychologen an Éducateurs gradués oder simples, datt een also och do en Encadrement muss hunn. Mir fannen dat och eng gutt Saach. Mä och do gesäit een, oder et schéngt mer wéinstens esou, datt déi Proportiounen tëschent deenen, déi zu Dummeldeng engagéiert sinn, au niveau Éducateur an Éducateur gradué a Psycholog, datt mer der do méi hunn, wéi hei. An och do wär ech frou, wann d'Regierung ons kéint soen, op wat fir engen Normen dat dote baséiert, well jo am Prinzip déiselwecht Gewiichtung steet, mä an de Proportioune schéngt dat heiten awer net de Fall ze sinn.

Da muss een och feststellen, datt mer generell e Problem wäerte kréien, an dat mat den Effektiver u qualifizéierten Enseignanten. Et gesäit een aus deenen Zuelen, déi ons zur Verfügung stinn, datt tëschent 1990 an 2005 d'Zuel vun de Schüler vu 14.539 op 19.432 eropgaangen ass. Dat ass eng fantastesch Augmentatioun, an den Trend geet nach ëmmer an deem Sënn weider.

Wat déi genee Pronosticen ugeet, do weess een näischt Genaues, well an deenen zwee Rapporte gëtt de Statec mat Donnéeën zitéiert, déi elo schonn net méi aktuell schéngen ze sinn. Mir gesinn hei vir, datt mer hei 171 Enseignantë brauche fir dëse Lycée, an et muss ee sech d'Fro stellen: Wou komme se hier? Wann ech déi Donnéeë kucken, déi mer gesot gi sinn, da gesäit een aus eisen Unien, datt lëtzebuergesch Enseignantë wäerten ufänken ze feelen, datt mer do an d'Labränte kommen, an datt mer also musse kucken, fir eventuell den Enseignement méi wäit opzemaache fir Leit, déi eng Qualifikatioun am Ausland hunn an déi net d'lëtzebuergesch Nationalitéit hunn.

Dofir wollt ech also och do wëssen, ob d'Madame Ministerin eis soe kann, wéi déi Evolutioune virgesi sinn, wat d'Besoinen un Enseignantë sinn, ob mer hei um lëtzebuergesche Maart genügend Enseignantë kënnen an Zukunft fannen. D'autant plus, datt sech och eng Fro stellt iwwert d'Durée wou d'Enseignantë studéiere mussen, well elo hu mer der, déi véier Joer Uni maachen. An Zukunft wäerten et där sinn, déi fënnef Joer Uni maachen, wat also den Délai vergréissere wäert bis se am Enseignement kënne postuléieren a well mer mussen évitéieren, datt mer déi zwou Duréeë vum Enseignement, fënnef Joer a véier Joer, wou d'Leit mussen am Ausland studéieren, datt mer déi op een Nenner loossen.

Dat sinn eng etlech Froen, déi debattéiert gi sollen. Ech wollt se hei kuerz nuren uschneiden. Ech menge mir wäerten an der zoustänneger Kommissioun an och soss an der Chamber nach e puermol dozou d'Méiglechkeet kréien, fir ze debattéieren, mä ech wär awer frou, Madame Ministerin, wann Der hei an der Chamber an domat och der Öffentlechkeet e puer Indikatioune kéint ginn, wéi sech déi Problematik do stellt.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun der ADR zu dësem Projet bréngen, a well ech schonn dobäi sinn och den Accord zu deem zweete Projet de loi, dee vun der Madame Andrich-Duval als Rapportrice virgestallt ginn ass.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Aly Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, deenen zwee Rapporteure vu menger Säit och Félicitatioune fir hiren explizite Rapport. Ech mengen, et ass fir mech besonnesch begréissenswäert, dass dësen neien technesche Lycée op Esch kënnt, och wann en op Belval kënnt. Naja.

Une voix.- Dat ass net wäit fort.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- D'Rapporten hunn am Fong déi technesch a strukturell Elementer hei all virgedroen, déi beim Bau vun esou engem Lycée wichteg sinn, an och de Käschtepunkt vun deem Ganzen hei virbruecht, ausser vun engem Element, an dat ass de Käschtepunkt vum Terrain.

De Präis vum Ar vum Terrain, fir staatlech Infrastrukturen um Site Belval ze bauen, ass zwar gesetzlech festgeluecht, mä de Gesamtkäschtepunkt vum Terrain gëtt an deem Rapport net ernimmt. Dofir wollt ech och vun der Regierung wëssen, wéi de Präis vun deem Terrain ass an deen eis dann haut och matzedeelen, fir dass dee Rapport komplett ass.

Da géif ech och gäre wëssen, op wat fir eng Aart a Weis datt deen Terrain entsuergt gëtt a wat mat deem verseuchte Buedem, deen do jo awer ass, geschitt. Gëtt e wéi all déi aner Biedem einfach um Hellege-Geescht-Plateau op e Koup getippt a versigelt? Wann dat de Fall ass a wann dat an Zukunft soll esou weidergoe mam Optippen, da kënne mer do geschwënn eng Biergetapp vun der Flèche du Sud aplangen.

Des Weidere wollt ech op de Käschtepunkt hiweisen, dee mer deemools matgedeelt gouf iwwert den Terrain, deen zum Beispill op Terres Rouges hätt misse sanéiert gi wéi do sollt e klassesche Lycée gebaut ginn. Do wären anscheinend 4,7 Milliounen Euro noutwendeg gewiescht fir dës Sanéierung, fir de Buedemaustausch. Fir d'Portance vum Terrain wären nach eng Kéier 10,3 Milliounen noutwendeg gewiescht a fir d'Ofrappe vun ale Gebailechkeeten nach eng Kéier 5,4 Milliounen.

Fir d'éischt hat d'Agora do Buedemanalyse gemaach an den Terrain ass als bebaubar deklaréiert ginn. De Bau vun engem klassesche Lycée gouf dann och do ugekënnegt a guttgeheescht. Duerno komescherweis ass dann eng Analys vun de staatleche Laboratoirë gemaach ginn, an hoppla, du war den Terrain verseucht, d'Sanéierung ze deier an net méi bebaubar, an dat haaptsächlech wéinst dem Käschtepunkt vu bal 21 Milliounen Euro fir d'Sanéierung.

Do stellt sech dann awer och d'Fro, wat de Käschtepunkt vun där Sanéierung da bei dësem Projet ass. Da muss ee sech d'Fro stellen iwwer all deen entsuergte Buedem, deen um Hellege-Geescht-Plateau vum Site Belval opgetippt gëtt. Wien huet doriwwer d'Analyse gemaach a wéi fiabel si se, well déi vun der Agora, déi si jo anscheinend net fiabel, soss hätt de Ministère jo keng zousätzlech fir d'Terres Rouges misste maachen.

Oder war dat Ganzt nëmmen eng Inszenéierung, fir de Bau vun engem Lycée op Terres Rouges ze verhënneren? Op de Site Belval kommen op jidde Fall Leit wunnen, et komme Kanner studéieren, an do muss awer d'Gesondheet an d'Sécherheet Virrang hunn. Duerfir, Här President, wär ech frou, wann d'Regierung mer op déi Froen awer elo géif eng Äntwert ginn.

An ech wär och frou gewuer ze ginn, ob de Site Terres Rouges dann elo aus alle Planungen eraus ass, well d'Sanéierung ze deier gëtt, oder wou mer do op deem Site histeieren. Schliesslech hu mer jo awer do nach 11 ha Terrain zur Verfügung an déi kënnte genotzt ginn, ebe fir e klassesche Lycée ze bauen, well de Lycée Hubert-Clément zu Esch net méi duergeet an aus allen Néite platzt.

Et kann ee jiddefalls op kee Fall d'accord si mat Projeten, déi da soen, de klassesche Lycée Hubert-Clément, do géif bäigebaut ginn, well en typescht Beispill zu Esch hu mer scho vun engem Lycée, dee bäigebaut ginn ass, dat heescht dat war den technesche Lycée op der Plaz Victor Hugo. Dat Gebai, wat virun 100 Joer gebaut ginn ass, dat steet nach, mä dat, wat hannendru bäigebaut ginn ass, ass no 20 Joer zesummegefall. Also esou een Abenteuer géif ech dann awer roden net méi anzegoen, mä direkt ze kucken en neie klassesche Lycée op Esch ze bauen, fir de Lycée Hubert-Clément dann awer ze entlaaschten.

An och wann dann d'Sanéierung vun deem Terrain Terres Rouges och esou deier gëtt wéi en elo ass, ech sinn awer der Meenung, dass mer dat solle maachen, well hei si jo schonn esou vill Suen an de Sand gesat gi fir iwwerdeiert Projeten. Esou Suen an e Lycée ze investéieren, ass keen ewechgeheitent Geld, zumools wann ee weess, datt e bluttnoutwendeg ass, an zumools wann een hei aus alle Reien ëmmer erëm héiert, dass mer mussen an d'Educatioun investéieren, dass d'Educatioun déi eenzeg Chance ass, fir eise Kanner spéider Aarbechtsplazen ze ginn. Ech géif mengen, da soll een hei net ufänken iwwert de Präis ze diskutéieren, mä da soll een éischter…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Jaerling, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech muss net, Här President. Ech hu siwe Minutten. Mä well Dir et sidd, halen ech dann awer elo op.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Hilarité)

M. le Président.- Leschte Riedner ass d'Madame Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech schwätzen dann als Member vun der Bautekommissioun an domadder wëll ech och direkt nach eng Kéier preziséieren, datt effektiv dee Projet de loi dem Plan sectoriel «Lycées» och entsprécht. En huet och grad am Kontext vun deem Plan sectoriel eng gewëssen Urgence; wat mer och als solch unerkennen.

Eng ronn 50% vun de jonke Leit, déi am Süde wunnen, fuere bis an d'Stad respektiv bis weider erop an den Norden. Ech denken och, dass dëst Verhalen net nëmme mat dem Mangel u Plaz ze dinn huet. Sécherlech wëllen och eng Rei vu Jugendlechen an d'Stad an d'Schoul goen, anerer maachen eng Formatioun, déi net iwwerall ugebuede gëtt, a mussen duerfir vläicht bis op Dikrech oder op Ettelbréck oder op Miersch fueren. Heiansdo spillt och d'Attraktivitéit vun engem Gebai eng wesentlech Roll bei der Auswiel vun engem Schüler oder vun enger Schülerin a souguer vun hiren Eltere beim Choix wou een dann elo an d'Schoul geet.

Mat enger Rei vu subjektive Kritäre kann dëse geplangte Lycée awer sécherlech opraumen, well seng Gestaltung soll herno erlaben, zimlech zentral um Site Belval ze sinn, an engem Park, deen och vill Rencontre-Méiglechkeeten ubitt.

E puer Remarquen zu der Konzeptioun.

De Site ass IVL-gerecht, wat enorm wichteg ass fir 1.500 Schüler a Schülerinnen ze empfänken an d'Zuel vun deenen dozougehéierende Proffen. Ech denken, dat dierf een ni vergiessen. Et komme jo och eng ganz Rëtsch Proffen all Dag an dat Gebai.

Hei och, gradsou wéi beim Lycéesprojet vun där leschter Woch, gëtt versicht, niddreg Energiewäerter ze erreechen an eng optimal Energieeffizienz am Gebai ze gestalten.

Mir begréissen och - obwuel mer mussen ënnersträichen, datt eigentlech kee Bauteprojet sech eng aner Approche leeschte kann -, datt mir dat eng flott Approche fannen. Ech huelen un, och de Bauteminister gesäit dat d'selwecht wéi mir.

Ech hunn awer allerdéngs e puer Froen. Vläicht kënnt Dir drop äntwerten, Madame Ministesch?

Firwat ass bei enger estiméierter Capacitéit vu 1.500 Schüler a Schülerinnen e Restaurant scolaire virgesi fir nëmme 400 Schüler a Schülerinnen? Gëtt et do eng Masse critique, déi dës Proportionalitéit géif justifiéieren?

Eng zweet Fro wier, ob all Installatioune behënnertegerecht sinn. Et ass jo e Lift do, dee behënnertegerecht ass, mä ganz oft mierkt een, och an nei gebaute Gebaier, datt dann awer d'Toilette oder d'Toilettendier net esou behënnertegerecht ass. Dofir meng Fro: Sinn all Installatioune behënnertegerecht?

Ech wëll déi Fro och stellen, well jo eng gewësse Kollaboratioun och mat der EDIFF virgesinn ass. Elo si se net alleguerten natierlech un de Rollstull gebonnen, mä ëmmerhin denken ech ass dat jo och eng Verflichtung, déi e Bauteministère awer muss virgesinn.

Et ass och schued, datt un deem Site net dru geduecht ginn ass, wéi zum Beispill zu Bouneweg oder wéi zum Beispill zu Miersch, fir eng Offer un Internat virzegesinn. D'Argument ka jo net eleng sinn, dass dës Jugendlech all an der Südgéigend wunnen an dass dofir keen Internat gebraucht gëtt, well mir gesinn eben d'Offer un Internater als eng pedagogesch Mesure fir verschidde Jugendlecher. Ech hunn dat schonn d'lescht Woch hei erkläert. Dat ass e wichtegt Element.

Mir wënschen ons, datt dëse Site um Lycée Belval et wäert erméiglechen, an e batter noutwendegen, och enke Kontakt mat der Aarbechtswelt, de Betriber ze kommen. Ech erënneren drun, datt och d'Pépinières d'entreprises sollen op de Site Belval kommen an datt sech wäerte kënne Synergië kreéieren tëscht der Schoul, tëscht de Betriber, vläicht och tëscht der Uni, déi um Site sech wäerten implantéieren.

Dann ass virgesinn, datt dee Bau fäerdeg ass am Joer 2011. Dat kléngt immens wäit ewech vun elo 2007. An trotzdeem meng Fro: Ass dat wierklech e realisteschen Datum oder ass do eng kleng Sécherheetspufferzon agebaut ginn? Ass et eventuell méiglech, datt dee Lycée souguer éischter wéi 2011 fäerdeg gëtt?

Voilà, dës Remarquë gemaach respektiv dës Froe gestallt, wëll ech och den Accord zum Bauteprojet da vum Lycée Belval vun der grénger Fraktioun ginn.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Unterrechtsminister Mady Delvaux.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren dann am Numm vun der Regierung an och vu mengem Kolleeg, dem Här Wiseler, op d'Froen ze äntwerten. Hie kënnt méi spéit. Wann dann nach Froen opbleiwen, ass e jo zur Verfügung, fir eventuell den Deputéierten nach dorobber ze äntwerten - wann ech dann net sollt komplett sinn.

Ech wëll Iech fir d'éischt Merci soen, de Rapporteuren, awer och all menge Virriedner, an ech freeë mech iwwert dee Konsens - dat gëtt jo eng Unanimitéit - fir déi zwee Bauteprojeten. Ech freeë mech natierlech, dass mer e Vote haut kréie fir en neie Lycée ze bauen am Süde vum Land. Et ass elo awer net esou, dass ech net méi aus der Freed géif erauskommen.

(Hilarité)

Éischtens sinn ech frou, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, de Bau an d'Fonctionnement zesummen ze stëmmen. Ech ka mech erënneren, dass ech an der Chamber war, wou mer eng Motioun gestëmmt hunn, dass ëmmer misst, wann en neit Gebai gebaut gëtt, d'Fonctionnement derbäi geregelt ginn. Dat hu mer hei esou gemaach an dat wäerte mer och an Zukunft esou weiderféieren.

Ech bestätegen och déi Aussoen, déi gemaach gi si vu verschiddenen Deputéierten, dass dat Gebai och eng Symbolik kritt. An enger Regioun zu Belval, wou eigentlech Frichen de Moment sinn, dass do en neie Lycée entsteet, soll eng Opbrochstëmmung gi fir eng ganz Regioun. Ech denken, dass dee Lycée där Roll soll gerecht ginn.

Ech wéilt och ënnersträichen, dass de Lycée natierlech nëmmen een Element ass an enger ganzer Planifikatioun vun enger Friche. Hei sinn e ganze Koup Remarquë gemaach gi vum Ubannen, vun der Uni, déi dohinner gebaut gëtt, vun deene Wunnengen, déi dohinner gebaut ginn. Do soll jo eigentlech eng nei Stad praktesch oder en neie Quartier entstoen an dee Lycée soll een Element dovunner sinn.

Selbstverständlech sinn och nach Sportsinfrastrukture geplangt. Et soll jo nach eng regional Piscine dohinner kommen. All dat ass an der Maach.

Mä ech sinn elo frou, dass mer mam Lycée weiderkommen, well mer - wéi jo jiddfereen hei ënnerstrach huet - eng Urgence hu fir Schoulraum ze schafen.

Wichteg war natierlech, dass mir, d'Éducation nationale, wa mer en neie Lycée bauen, mussen e Bauprogramm eraginn. Mir musse soen, wat fir eng Formatioune ginn ugebueden an där neier Schoul, well soss ka jo net sënnvoll geplangt ginn. Dat ass geschitt. Ech mengen, meng Virriedner hunn et alleguerte gesot. Et kënnt e Cycle inférieur dohinner. Selbstverständlech déi dräi Ordres d'enseignement.

Ech wëll och nach ënnersträichen, dass dat eng Konstant ass. Et ass wichteg, dass mer dee Mélange hikréien zwësche Kanner aus dem Classique, aus dem Technique an aus dem Préparatoire. Well all Erkenntnisser weisen, dass d'Kanner ee vun deem anere léieren. Dass et net ass fir Ghettoen ze maache fir déi eng a fir déi aner, well et ass net profitabel fir déi eng a fir déi aner.

Derniewent kënnt jo dann e Cycle moyen dohinner, d'Professions de santé an d'Professions d'éducation, an et kënnt e ganze Régime technique dohinner. Da kënnt e Régime technicien dohinner fir éischter alles wat Mécanique an Autosmécanique ass an datselwecht fir de CATP.

Esou wäit hu mir eis misse virschaffen. Ech wéilt awer elo bei all deene Froen, déi hei gestallt gi sinn zum Fonctionnement, ënnersträichen, dass mir elo am Joer 2007 dat Gesetz hei stëmmen. Dass mer am Gesetz stoen hunn, dass Personal, niewent de Professeren, kann hors Numerus clausus recrutéiert ginn. Selbstverständlech gëtt dat Personal elo all zesumme recrutéiert, mä wichteg ass et awer, dass mer eng kleng Equipe recrutéieren, déi dann e Projet pédagogique fir déi Schoulkanner ausschafft.

Mir sinn elo 2007. De Lycée geet hoffentlech, mä ech sinn awer net sécher, d'Rentrée 2010 un. Dann hätte mer gutt geschafft. Wann et 2011 gëtt, dann ass et ee Joer méi spéit, mä dat heescht, mir hunn dräi bis véier Joer Zäit, fir dee Projet pédagogique mat deene Leit, déi sech dann dofir interesséieren an déi sech mellen, auszeschaffen.

An dat mécht och den Ënnerscheed mat engem Lycée, wou mer schonn eng Infrastruktur hunn an nëmmen de Fonctionnement stëmmen, well do si jo schonn d'Schüler do, d'Infrastruktur ass do an et muss schnell un d'Funktionéiere goen. An dësem Fall hu mer dräi bis véier Joer Zäit, fir elo eng Equipe ze sichen, déi e Projet fir déi Schoul do ausschafft.

Ech wëll awer och op déi Fro vun der Madame Hetto äntwerten, déi gefrot huet, ob Classes mosaïque dohinner kommen. All Schoule solle Classes mosaïque bilden, also och déi Schoul hei, mä wéi gesot, si fänkt un am Joer 2010 respektiv am Joer 2011.

Et ware ganz prezis Froe gestallt ginn zur Installatioun, a wat d'Kantin ugeet, firwat nëmme Plaz fir 400 Leit do ass. Effektiv, de Lycée soll 1.500 Schüler ophuelen, mä mir wëllen net an enger Schoul - dat, mengen ech, wär e bësse Verschwendung - soen, mir bauen eng Kantin, wou all Kand zur gläicher Zäit kann iessen. Mir kréie jo Schüler dohinner vu verschiddenem Alter, an dat soll da mat engem Roulement funktionéieren, sou datt eng Equipe no där anerer iesse geet, awer net alleguerte mateneen.

D'Installatioune sinn alleguerte behënnertegerecht. Si sollen alleguerten esou funktionéieren.

Betreffend d'Froen, déi den Här Jaerling gestallt huet, war ech mer d'Informatiounen erop sichen a probéieren lech se esou gutt ze beäntwerten, wéi ech kann.

De Stat huet op de Frichë Belval 27 ha am Ganzen. Dovunner gi 5,12 ha fir de Lycée

gebraucht an déi aner sti fir déi aner Infrastrukturen zur Verfügung, an do hunn d'Spezialisten ausgerechent, dass dat 30.000 Euro den Ar entsprécht. De Präis, dee bezuelt ginn ass, war 82 Milliounen Euro. Déi huet de Stat bezuelt fir déi 27 Hektar, a wann een dat ëmrechent, da wären dat 30.000 Euro den Ar.

Den Terrain ass net verseucht. Et gëtt gesot no deene Sondagen, déi gemaach gi sinn, dass allerdéngs de Problem besteet, dass den Terrain eventuell kéint rëtschen, an duerfir musse preventiv Piliere gebaut ginn an de Buedem, fir dass en net verrëtscht.

Dir wësst jo och, dass de Fonds Belval hei baut. Et sinn also net d'Travaux publics, déi bauen, oder Bâtiments publics; et ass de Fonds Belval, dee baut. Dir wësst och, dass e Concours war, fir deen Architekt vun deem Gebai do erauszesichen. Mäi Wonsch ass am Fong elo, dass mer esou séier wéi méiglech kënne mam Bau ufänken.

Ech wollt och eppes zum Plan sectoriel «Lycées» soen - vu dass vill verschidden Intervenanten hei eigentlech iwwert dëse Lycée eraus diskutéiert hunn, well, wéi Der richteg sot, mam Vote vun dësem Gesetz a mam Bau vun deem Lycée eis Besoinen un Infrastrukture jo nach net ganz gedeckt sinn. Mir musse jo nach weider plangen a mir sinn zügeg amgaangen.

Dir wësst, dass de Plan sectoriel «Lycées» 2003 presentéiert an diskutéiert ginn ass. En ass och am Mémorial publizéiert. Et ass jo eng laangwiereg Prozedur an de Plan sectoriel «Lycées» gesäit vir, an deem Stadium, wéi en hei ass, dass déi Schoulen, déi gebaut ginn, 1.500 Schüler kréien. Dat ass d'Äntwert op d'Fro vum Här Henckes.

Also, ech hale mech elo, wat déi allgemeng Lycéeën, net wat elo spezifesch sektoriell Lycéeën ugeet, mä wat déi allgemeng Schoulen ugeet, strikt un de Plan sectoriel «Lycées». Do steet dran, dass d'Schoulen tëschent 1.200 a 1.500 Schüler hunn.

An där éischter Phas ware virgesinn, wéi et richteg gesot ginn ass: de Lycée Réiden, de Lycée Belval an de Lycée Jonglënster. De Lycée Jonglënster soll nach virun der Vakanz hei déposéiert ginn.

An da komme mer an déi zweet Phas vun dësem Plan sectoriel, an dee gesäit vir, dass nach dräi weider Schoulen derbäikommen, dovunner eng am Norde vum Land. Ech mengen, do huet d'Regierung elo an der Zwëschenzäit d'Décisioun geholl, dass dat Klierf gëtt. Da sinn nach zwee Lycéeën am Süde geplangt, een am Pôle Sud an een éischter am Centre Sud.

D'Etüde fir déi zwee Lycéeën, déi nach vun der éischter Phas bleiwen, sinn amgaangen. Déi sinn och relativ wäit fortgeschratt, an do wäerten d'Décisiounen an nächster Zäit geholl ginn. Dann denken ech, musse mer eng Evaluatioun maachen a kucken, wéi dann déi nächst Phas vum Plan sectoriel «Lycées» gëtt. Mä ech mengen net, dass et gutt ass, all puer Joer alles op d'Kopp ze geheien, mä dass, wann ee sech eng Prozedur gëtt, ee sech dorunner hale soll. Ech wëll just soen, dass d'Regierung sech hei ganz strikt an deem Kader do beweegt.

Sou, dat gesot, Här President, soen ech Merci am Numm vun der Regierung fir dee breede Konsens, a wéi gesot, ech freeë mech op deen Dag, wou de Bagger leeft, an da geet d'Aarbecht u vum Plange vum Konzept vun deem neie Lycée zu Belval.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domadder si mer um Enn vun der Debatt ukomm vun deenen zwee Projeten a mir kommen elo zum Vote. Mir stëmme fir d'éischt of iwwert de Projet de loi 5607.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5607 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zum Vote vun deem nächste Projet. Dat ass de Projet de loi 5657.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

(Interruption et hilarité)

Här Bettel, ech kann lech soen, dass de Projet de loi 5657 eestëmmeg ugeholl ass mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Emile Calmes), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hätten elo um Ordre du jour d'Heure d'actualité, déi vun der CSV ugefrot ginn ass iwwert d'Sécherheet op der Route nationale N7. Vu dass awer den Här Minister Wiseler nach net hei ass, géif ech der Chamber proposéieren, dass mer fir d'éischt d'Heure d'actualité huelen, déi vun deene Grénger ugefrot ginn ass iwwert den Espace scolaire vu Miersch, wann d'Chamber domadder d'accord ass.

(Assentiment)

Ech gesinn, dass keng Oppositioun dozou ass. Dann huet elo de Vertrieder vun der grénger Fraktioun, den honorabelen Här Adam, d'Wuert.

Chamber TV weist all öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'évolution future de l'espace scolaire de Mersch

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Plan directeur sectoriel «Lycées» gesäit Miersch net als Schoulstanduert fir en eegestännege Lycée vir. Dat hat déi deemoleg gréng Deputéiert Madame Dagmar Reuter-Angelsberg schonn 2003 bedauert an dat hat si motivéiert, hei an der Chamber een Ausbau vun der Annex vum Dikrecher Lycée zu Miersch ze froen, fir datt dëse Lycée kéint bestoe bleiwen a sech kéint weiderentwéckelen.

Plan directeur sectoriel «Lycées» hin oder hier, haut gesäit d'Schoulsituatioun zu Miersch anescht aus. Haut ass zu Miersch net just eng Annex vum LCD. Et sinn zënter dem Hierscht 2006 och eng 240 Studente vum Lycée technique des Professions éducatives et sociales op 14e zu Miersch. An et ass och kloer, datt en neie Lycée op Miersch kënnt. Dat werft eng Rei Froen op, an ech wëll duerfir kuerz op déi aktuell Situatioun vun dëse Schoulen agoen a meng Froen un d'Madame Minister stellen.

Fir d'éischt zum Lycée vun den éducativen a soziale Beruffer. Wann zu Miersch alles schnell geet, da soll fir d'Schouljoer 2010/2011 déi nei Schoul stoen. De Bail vum LTPES zu Léiweng leeft mengen Informatiounen no schonn 2008 of. Ass schonn en Accord do, fir de Bail ze verlängeren?

De Projet soll jo an enger PPP, an enger „public private partnership" gebaut ginn. D'Planunge lafe gutt. Dovunner konnte mer eis de Moien och nach an der Finanzkommissioun iwwerzeegen. Mä wéi ass de parlamentaresche Wee vun dësem Projet?

Am Moment sinn eng 700 Schüler an dësem Lycée ageschriwwen, an dat op de Klassen 12e, 13e a 14e. Dat sinn esou vill Schüler wéi nach ni. Dat hat och schonn den honorabele Kolleeg Marc Spautz dozou verleet ze froen, ob d'Éducateuren net riskéieren am Chômage ze landen.

Am LTPES zu Miersch sollen 800 bis 900 Schüler kommen. Ass dru geduecht ginn, d'Klassen no ënnen ze erweideren, eventuell duerch eng Dixième an eng Onzième générale an/oder auxiliaire de vie? Oder wëlle mer d'Zuel vun den Éducateursdiplomer, déi mer an dësem Lycée ausstellen, nach däitlech eropsetzen?

Zum neie Lycée. Am Rapport d'activités vum Ministère de l'Éducation nationale steet, den neie Lycée kéim mat 900 Schüler och op déi ehemoleg Cepal-Terrainen zu Miersch, an e soll och 2010/2011 fäerdeg sinn. Am Gesetz vum 25. Juli 2005 iwwert d'Schafung vun dësem Lycée steet kloer, datt et sech hei ëm e Lycée fir de Cycle inférieur vum Secondaire technique a préparatoire handelt, a fir de Cycle inférieur an d'Classes polyvalentes vum Secondaire.

Och mat vill guddem Wëllen a mat ganz décke Klasseneffektiver komme mir net op déi 900 Schüler, wa mir beim Cycle inférieur bleiwen. Mir ginn also dovun aus, datt déi Aussoe vum Direkter vum neie Lycée, et géif bis d'Première ausgebaut ginn, net aus der Loft gegraff sinn, an datt d'Madame Minister eventuell méi weess, wéi se op eng Question parlementaire vum Mee 2007 vun der Madame Brasseur geäntwert huet.

Wann een och weess, datt och dëse Lycée soll duerch e PPP gebaut ginn, an datt en en Noper vum LTPES ass, an datt déi zwee Lycéeë solle matenee fäerdeg ginn, da wier et jo schonns bal schlecht geschafft, wann déi zwee Projeten net géife matenee geplangt a gebaut ginn. Dat soll jo och de Fall sinn, hu mer de Moien op alle Fall an der Kommissioun gesot kritt.

Eng éischt Evaluatioun vun dësem Lycée ass jo schonns an der Chamberskommissioun ugekënnegt. Wéi sinn dann elo d'Virstellunge vun der Regierung? A wéini däerfe mer mat der Schafung vun enger legaler Basis fir dëse Projet rechnen?

Ganz interessant ass och, datt dës zwee Lycéeën en Internat kréien. Iwwert d'Sportsinfrastrukturen ass awer näischt gewuer ze ginn. Duerfir wiere mer och frou, wann d'Madame Minister eis géif iwwert dës Infrastrukture vun deenen zwee neie Lycéeën informéieren.

Da kommen ech zum Lycée, deen am Moment zu Miersch voll fonctionnéiert: d'Annex Miersch vum Lycée classique vun Dikrech. 1994 huet den deemolegen Educatiounsminister Marc Fischbach bei der Direktioun vum Dikrecher Lycée ugeklappt, mam Wonsch, den LCD sollt e puer Klassen an der Mierscher opmaachen, soss misst dës Schoul zoumaachen. Et ass awer net bei e puer Klasse bliwwen. Den LCD huet direkt déi ganz Organisatioun missen iwwerhuelen, huet ënner net einfache Konditioune praktesch niewelaanscht zu senge Missiounen zu Dikrech déi Mierscher Schoul gerett.

Duerch d'Gesetz vun 1996 ass den Ausbau vum Mierscher Lycée décidéiert ginn. Fir d'Rentrée 2000 konnten déi nei Raimlechkeeten a Betrib geholl ginn. Haut sinn an der Annex Miersch vum Dikrecher Kolléisch 450 Schüler am Cycle inférieur vun Technique a Classique. Déi Dikrecher hunn hir Aarbecht zu Miersch gutt gemaach an hir Missioun méi wéi erfëllt.

An der Étude sur l'opportunité de la création d'un lycée dans la zone de recrutement prioritaire Clervaux stinn interessant Zuelen iwwert d'Anzuchsgebitt vu verschiddene Lycéeën. Fir de Lycée Klierf stinn zum Beispill 1.284 Schüler an der Zone de recrutement insgesamt a 630 fir de Cycle inférieur. An därselwechter Etüd sti fir Miersch 1.526 Schüler an der Zone de recrutement a fir de Cycle inférieur 724.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass ganz kloer keen Argument géint de Bau vun engem Lycée zu Klierf - ee Bau, dee mir jo hei an der Chamber unanime ënnerstëtzt hunn -, mä et ass en Argument fir den Ausbau vun der Annex vum LCD zu Miersch a fir d'Schafe vun engem eegestännege Lycée vu Septième bis Première respektiv Treizième zu Miersch.

Haut sinn am Dikrecher Lycée 2.080 Schüler op dräi Sitë verdeelt. Wa mir dee Mierscher Site selbstständeg maachen, da bleiwen nach 1.600 Schüler zu Dikrech op zwee Siten. Dat misst dach eng grouss genuch Zuel sinn.

Wat déi Mierscher Schoul ugeet, huet den LCD: éischtens, d'Kand aus dem Pëtz gezunn; zweetens, d'Kand geléiert goen. Elo misste mir nach d'Kand op zolidd Bee stellen; dat heescht, him och ee Cycle supérieur ginn. An da misst de Lycée kënnen op sengen eegene Bee stoen a goen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir lafen der Entwécklung an eise Secondaires-Schoulen ëmmer hannendrun. Mir haten dat och elo erëm beim Projet virdru gesot: Mir sinn ëmmer am Retard. Mir hunn net genuch Infrastrukturen. Hei zu Miersch hätte mer emol d'Geleeënheet eng Kéier virauszeplangen. Wann aus enger Gemeng, déi net am Plan sectoriel «Lycées» berücksichtegt gouf, éischter duerch Zoufall, well d'Cepal Terrainen huet misse verkafen, eng Schoulstad gëtt, da solle mer et awer vläicht net ganz dem Zoufall iwwerloossen.

Mir brauche Koordinatioun. Mir brauche Wäitsiicht, fir am Zentrum vum Land eng nohalteg Schoulpolitik a Schoulinfrastruktur ze schafen. Zu Miersch ass eng Gare, an et gëtt och relativ gutt Busverbindunge mat villen Nopeschdierfer. Mir kréien deemnächst dräi Lycéeën op Miersch; zwee, déi d'Schüler aus dem ganze Land dierfte recrutéieren. Mir sollten de Lycée de proximité a seng Bedeitung fir de Mierscher Raum doriwwer net vergiessen.

Duerfir déposéiere mir och eng Motioun, wou d'Chamber d'Regierung opfuerdert, ee kompletten Zyklus am Enseignement secondaire zu Miersch ze schafen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'en 1996 il était nécessaire de transformer le Lycée technique de Mersch en annexe du Lycée classique de Diekirch (LCD);

- constatant que le Plan directeur sectoriel «Lycées» du Gouvernement mentionne que certains lycées, dont le LCD, «sont trop volumineux» en élèves;

- relevant que sans l'annexe de Mersch, le LCD est toujours au-dessus de la capacité optimale d'un lycée;

- considérant que pour l'annexe de Mersch, l'offre scolaire se limite aux classes de la division inférieure pour l'enseignement secondaire et secondaire technique;

- considérant que la commune de Mersch à une position géographique stratégique et qu'elle offre un accès optimal aux transports en commun;

invite le Gouvernement

- à étudier le scénario d'une reconversion de l'annexe du Lycée de Diekirch à Mersch en un projet de lycée indépendant offrant l'ensemble des cycles de l'enseignement secondaire.

(s.) Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Déi Motioun ass baséiert op deenen Ausféierungen, déi ech elo gesot hunn. Ech liese just vir: «…invite le Gouvernement à étudier le scénario d'une reconversion de l'annexe du Lycée de Diekirch à Mersch en un projet de lycée indépendant offrant l'ensemble des cycles de l'enseignement secondaire.»

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech hoffen op d'Ënnerstëtzung vun deenen anere Fraktioune fir eis Motioun. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Marie-Thérèse Gantenbein. Madame Gantenbein!

Débat

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kanton Miersch zielt méi Awunner - 25.000 - wéi de Réidener Kanton, deen der ongeféier 14.500 huet, oder wéi de Kanton Wolz mat sengen 12.500 Awunner. Trotzdeem gëtt et an dësem zentral geleeëne Kanton bis haut keen autonome Lycée. D'Autonomie vum fréiere Lycée vu Miersch gouf no enger brutaler Rechute vun de Schülerzuelen opgehuewen an aus dem Lycée gouf eng Annex vum Dikrecher Lycée. Dës Mesure war deemools - wann een esou wëllt - och sënnvoll. Haut geet den Trend awer a Richtung vu méi klengen Etablissementer.

An deem Kontext hu mer d'lescht Woch décidéiert, d'Dummeldenger Annex vum Lycée technique du Centre zum eegestännegen Uelzecht-Lycée ze erhiewen. De Marcel Oberweis hat d'lescht Joer an enger Question parlementaire d'Madame Educatiounsministesch gefrot, ob si net géif drun denken, deeselwechte Schrëtt mat der Mierscher Annex vum Dikrecher Kolléisch virzehuelen. Leider war d'Madame Minister deemools net en faveur vu senger Propos, mat der Argumentatioun, den Direkter adjoint vum Dikrecher Kolléisch wier jo zoustänneg fir d'Mierscher Annex. Et ass awer net normal, datt zu Miersch op de Stroosseschëlder op den Dikrecher Lycée verwise gëtt. Dikrech läit 20 km nördlech vu Miersch.

Op Initiativ vum Landwirtschaftsminister Fernand Boden goufen der Cepal am Joer 2004 e puer Terraine bei der Mierscher Gare ofkaaft, déi de groussen Avantage hunn, IVL-gerecht ze sinn. Duerfir wëllt d'CSV-Fraktioun eiser Regierung, a besonnesch eisem Bauteminister Claude Wiseler, fir hir Décisioun félicitéieren, den neie Lycée an de Lycée technique pour Professions éducatives et sociales am Zentrum vun eisem Land, an zwar zu Miersch, ze implantéieren. Een Deel steet schonns. Et ass zwar e Provisorium. Dat ass de Lycée technique pour Professions éducatives et sociales. Dat ass jo schonn haut de Mëtten e puermol gesot ginn.

D'Implantatioun vun de Schoulen zu Miersch ass en éischte Schrëtt a Richtung Revaloriséierung vun de Mierscher Industriebroochen. Et ass nämlech wichteg, datt net nëmmen d'Industriebrooche vu Belval revaloriséiert ginn, mä och déi an den aneren Deeler vun eisem Land, wéi eben zu Miersch ronderëm d'Fonderie an de Silo-Zenter, oder wéi mat deem geplangte Lycée zu Klierf op dem fréieren Industrieterrain vun der TTI.

Déi Responsabel vum neie Lycée hu schonns an de Medien ugekënnegt, datt si mat hire Preparatiounen ugefaangen hunn, fir d'Schouloffer vum ënneschte Grad op de Mëttel- an Uewergrad auszebauen. Domadder kéinten d'Schüler aus dem Mierscher Kanton d'Chance kréien, an engem Lycée de proximité hir Schoulcarrière integral an hirem Kanton ofzeschléissen.

Domadder géif och vill Zäit am Schülertransport gespuert ginn. Si mussen dann net méi, wéi bis elo, an d'Nordstad oder an d'Stad fuere fir déi lescht Jore vun hirer Schoulcarrière. Dat heescht manner Transport. A manner Transport heescht manner CO_2. Manner CO_2 heescht méi Klimaschutz. A méi Klimaschutz heescht méi nohalteg Entwécklung.

Här President, d'Regierung huet an dëser Legislatur scho vill positiv Moossname fir de Mierscher Kanton décidéiert. D'CSV-Fraktioun wäert d'Regierung op dësem Wee och weider ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Gantenbein. Dann ass et un der Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, déi jëtzeg Regierung féiert am Fong dat weider fir d'Revaloriséierung vum Kanton Miersch an der Schoulinfrastruktur, wat déi lescht Regierung schonn ugefaangen huet, wëll ech der Madame Gantenbein soen, well déi lescht Regierung huet nämlech gekuckt, dass mer d'Décisioun geholl hunn, fir beispillsweis beim Centre de Langues eng Succursale op Miersch ze setzen, well mer och do dezentraliséiere wollten.

Genee wéi de Lycée pour Professions de Santé, deen zu Waarken Problemer mat der Infrastruktur hat. Deen ass während enger kuerzer Zäit zu Miersch ënnerkomm, an dat dank dem Zevirkomme vum deemolege Mierscher Schäfferot, mat deem de Ministère de l'Éducation nationale eng exzellent Kollaboratioun hat. Doduerch konnt déi Infrastruktur kuerzfristeg do elo etabléiert ginn an de Lycée classique vun Dikrech, dee jo do och eng Annex huet.

Effektiv wëll ech do d'Fro, déi den Här Adam opgeworf huet am Numm vun deene Gréngen, ënnerstëtzen. Hien huet eng Motioun doraus gemaach, ob een net aus där Annex vum Dikrecher Lycée zu Miersch sollt en eegestännege Lycée maachen. An dat ass effektiv eppes, wat ee sech iwwerleeë sollt. Ech hunn déi Motioun nach net kënne liesen an där kuerzer Zäit, mä wat de Résumé ubelaangt, mengen ech, kënnte mer awer wat d'Teneur ubelaangt mat där Motioun d'accord sinn.

Ech sinn och frou, dass mer de Moien an der Kommissioun virgestallt kruten, dass déi zwee Lycéeën, de Lycée pour Professions éducatives et sociales an och den neie Lycée, elo sollen definitiv zu Miersch gebaut ginn, eppes wat jo och schonn envisagéiert war. Dat soll zesumme mat enger Sportsinfrastruktur geschéien. Ech mengen, et ass net hei d'Plaz, am Detail op déi Projeten anzegoen, mä et geet drëm hei, de Site Miersch als Schoulstanduert ze consacréieren, och wann en net am Plan sectoriel «Lycées» virgesi war.

An ech muss Iech soen, och wann ech mat d'Responsabilitéit vun deem Plan sectoriel hat, hunn ech mer ëmmer d'Fro gestallt, firwat Miersch net dora virgesi war, well et ass gutt ugebonnen un d'öffentlech Verkéiersmëttel a geographesch läit et jo awer wierklech zentral. De Plan sectoriel huet ëmmer vun engem Vide scolaire geschwat, a mir huet et ëmmer geschéngt, wann ech einfach d'Kaart gekuckt hunn, dass e Vide scolaire bestanen huet tëschent dem Zentrum an dem Norden, deen zu Ettelbréck ugefaangen huet mat dem Pôle Nord, wéi dee genannt ginn ass. Miersch läit do dertëschent, mat all där Populatioun, déi Miersch am Moment huet, déi de Mierscher Kanton huet.

Duerfir sinn ech frou, dass elo d'Schoulinfrastruktur zu Miersch ausgebaut gëtt, well dat ass fir de Mierscher Kanton a mengen Aen eng wichteg Saach, fir e Bindeglidd ze sinn, engersäits vun der Agglomeratioun Stad - ech huelen net nëmmen d'Stad Lëtzebuerg, mä ech huelen d'Agglomeratioun Stad -, an dann op där anerer Säit d'Nordstad, dass mer dertëschent och nach e Pôle kréien, deen zu Miersch ass an domat de Mierscher Kanton englobéiert. Duerfir ënnerstëtze mir als Demokratesch Partei all déi Projeten, déi sollen dozou tendéieren, Miersch als Schoulzentrum auszebauen.

Wann een e Schoulzentrum ausbaut, dann huet een och den Avantage, dass een e kohärenten Transportsystem maache kann, an do hu mer jo elo schonn eng gutt Ubannung. Selbstverständlech mussen d'Detailpläng, wat d'Implantatioun vun deenen zwee neie Lycéeën ubelaangt, gekuckt ginn, notamment wat d'Parkingen ubelaangt. Ech mengen, do waren och scho Gespréicher mam Schäfferot vu Miersch. Et gëtt awer Problemer, déi nach net ganz geléist sinn.

Ech hätt zum Schluss nach eng Fro - an do knäppen ech och un dat un, wat den Här Adam gesot huet. Ech hat zwou Questions parlementaires iwwert den neie Lycée gestallt, well den Direkter opgrond vun Interviewe gesot huet, den neie Lycée géif bis d'Première goen. D'Madame Minister huet dat awer net esou gesinn. Ech weess, dass elo a Pourparleren, déi mat der Gemeng Miersch waren, den Direkter vum neie Lycée och gesot huet, et kéimen do Klasse vu Septième bis Première hin. Duerfir wollt ech och wëssen, wat d'Positioun da vun der Regierung elo an deem doten Dossier wier.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien, Madame Brasseur.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Dann huet den honorabelen Här Diederich d'Wuert fir den Här Scheuer.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen déi Diskussioun de Mëtteg musse mer hei féieren am Kader vum Plan sectoriel «Lycées», awer och am Kader vum IVL an am Kader vun den Iwwerleeungen, déi am Aménagement du Territoire gefouert ginn iwwert déi nei Opdeelung vum Land a sechs Regiounen, wou mir elo hei zu Miersch an der Région Centre-Nord wieren.

Dozou zielt awer och Dikrech mat deemnächst sechs Lycéeën. Mir stëmmen nach deemnächst dee vun der Nordstad. Mir hätten also zu Dikrech sechs Lycéeën an dann zu Miersch, wéi elo grad scho gesot, zwee Lycéeë mat enger nationaler Bedeitung an nach eng Annex vun Dikrech.

Zu Miersch, et ass elo gesot ginn - ech mengen och vum Här Adam -, fonctionnéiert elo säit kuerzem de Lycée pour Professions éducatives et sociales mat am Moment ronn 270 Schüler op de Klasse vun der 14e. Déi aner Schüler sinn nach, wéi gesot, zu Léiweng. Dat neit Gebai ass jo geplangt fir 2010.

De Moie war d'Réunioun iwwert de PPP, wou mer schonn iwwert déi Konstruktioun och diskutéiert hunn, iwwert de Finanzement an esou weider. Ech muss soen, datt mer nach frou sinn, wa mer an deem Zesummenhang de Campus scolaire op Miersch kënne kréie mat deem neie Lycée zesummen. Et ass elo grad gesot ginn, et wier keen Internat derbäi. Ech mengen awer soen ze kënnen, datt dat de Fall ass, wou souwuel sportlech Infrastrukturen derbäikommen an och en Internat an e Restaurant. Mir sinn och frou de Moment soen ze kënnen, datt elo provisoresch d'Schüler awer kënnen och a sportlech Infrastrukture goe vun der Gemeng Miersch wéi och vum aktuelle Lycée annexe vun Dikrech.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Et ass wichteg hei nach eng Kéier ze soen, datt also d'Offre scolaire op alle Fall do och ganz gutt de Moment ass, well mer déi zwou national Schoulen ubidde kënnen. Esou wéi zu Ettelbréck de Lycée technique agricole an zu Dikrech de Lycée technique hôtelier, esou kënne mer hei och dann am Zentrum vum Land, gutt ugebonnen un den öffentlechen Transport, an och IVL-gerecht, déi zwee aner Lycéeën ubidden.

De Lycée classique vun Dikrech Annex Miersch zielt de Moment Klasse vu Septième, Sixième, Cinquième respektiv Septième, Huitième, Neuvième, mat enger Classe d'adaptation. E begräift - ech mengen et ass scho gesot ginn, ech maachen et da kuerz - 450 Schüler a 25 Klassen. Och do fonctionnéiert de Moment schonn en Internat, wou ronn 60 Schülerinnen dra sinn, och en Deel vun de Schülerinne vun der sougenannter Basketsschoul.

Wa gesot ginn ass, mir missten och de Cycle complet kréien am Lycée annexe zu Dikrech, dann ass dat sécher eng wichteg Saach. Och wa mer soen, mir kréien engersäits am Norden de Lycée Nordstad bäi, am Osten a Westen nei Lycéeën zu Réiden respektiv Jonglënster, da weess een awer och, wéi séier datt d'Schülerzuel déi lescht Zäit wiisst. An ech mengen, et ass scho wichteg, well mer wësse wéi laang et dauert bis en neie Lycée operationell ass, dass mer och higinn an eng Etüd maachen - méi genau -, ob net awer an e puer Joer och de Lycée zu Miersch muss ausgebaut gi bis op d'Première erop.

Ech wëll zum Schluss nach, Här President, Madame Minister, soen, datt d'Regioun Centre-Nord deemnächst eng komplett Offre scolaire vun alle Schoultype kann ubidden, a mir waarde mat vill Freed op d'Realisatioun vun deem leschten neie Schoulgebai um Campus zu Miersch.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Den nächste Riedner ass den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eng etlech Problemer mat de Planifikatioune vun de Lycéeën. Dat huet historesch seng Explikatioun, well mer ganz oft falsch Zuelen haten oder Zuelen ze spéit komm sinn, esou datt de Bau vu Lycéeën heiansdo bis siwe Joer a méi laang gedauert huet, bis e realiséiert war.

Et ass dowéinst heiansdo erstaunlech, wann ee gemierkt huet, datt déi Planifikatiounsinstrumenter, déi mer haten, net adaptéiert goufen an net de Realitéiten ugepasst goufen. Dofir fanne mir déi Initiativ vun de grénge Kolleegen hei ganz richteg, fir elo au vu vun enger bestehender Infrastruktur, vu bestehende Problemer an Evolutiounen ze kucken, datt och mat Zäite vläicht déi eng oder aner Planifikatiounsinstrumenter complétéiert ginn.

Mir gesinn, datt Miersch lues a lues sech ëmmer méi zu engem Zentrum fir dee ganze Kanton a seng Ëmgéigend développéiert an datt déi Konnexioun zu deem, wat een Nordstad nenne kann a wat nach e Flou artistique ass, ëmmer méi schwiereg gëtt an datt sech do Differenzéierungen erginn. Et gesäit een, datt au vu vun deenen Informatiounen, déi mer beim viregte Projet haten, an an deenen Debatten, déi mer hunn och iwwert de Plan sectoriel, datt also d'Regierung gewëllt ass, bei 1.200 bis 1.500 Schüler e Choix ze maachen, fir eng nei Infrastructure scolaire ze grënnen.

Wann ech dat esou ka festhalen, da gesäit een, datt effektiv zu Miersch elo lues a lues déi Décisioun muss falen, fir do e Lycée ze bauen. Et wär gutt fir dës Regioun. Et hätt och den Avantage, datt mer ee vun deene Problemer, deen ëmmer bei Lycéeë besteet, ewechkréien oder reduzéiert kréien, dat ass dee vum Transport. Et ass net ëmmer gutt, wa Schüler vu Miersch op Dikrech oder vu Miersch an d'Stad transportéiert ginn. Et ass scho méi richteg, wa se an hirer Géigend kënne bleiwen. Dat schéngt déi richteg Léisung ze sinn, an dofir wëll ech och den Accord vun der ADR zu der Motioun vun de grénge Kolleege bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Et ass soss kee Riedner méi ageschriwwen. Madame Unterrechtsministerin, wann ech gelift.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President, och fir déi interessant Ronn, déi hei an dëser Heure d'actualité gemaach ginn ass. Ech krut eng Rei Froe gestallt. Ech wäert och probéieren dorobber ze äntwerten.

D'Regierung huet décidéiert, vu dass mer e Site zu Miersch hunn, de Cepal-Site, dass mer dee kéinte benotzen, fir Schoulinfrastruktur dropzesetzen. A well mer zwee urgent Besoinen haten, déi net Lycée de proximité sinn, mä dat eent ass de Lycée fir Professions éducatives an dat anert war den neie Lycée, wou mer keen Terrain haten, fir se dropzesetzen, hu mer gesot: Ma zu Miersch hu mer en Terrain. Da kucke mer, ob mer déi zwee Gebaier kënnen dohinner setzen.

Ech wëll drun erënneren, dass de Lycée technique fir Professions éducatives, dee jo net méi konnt zu Fenteng zur Halschent bleiwen, also urgent huet missen eng nei Infrastruktur kréien, an dass mer du frou waren, dass mer konnten op den Terrain vu Miersch zréckgräifen. Do ass studéiert ginn. Dat ass och an déi néideg Kommissioune gaangen. Et gëtt jo eng Kommissioun, déi studéiert, wou d'Infrastrukture sollen hikommen. Do ass fonnt ginn, Miersch wär ideal, well et jo am Häerz vum Land läit a well et exzellent ugebonnen ass un de Verkéier.

Dorobberhi gëtt dann also de Site Cepal zu Miersch geholl fir zwee Schoulgebaier dohinner ze setzen - wou ech nach eng Kéier wëll drun erënneren, dass weder deen een nach deen aneren e Lycée ass, e klassesche Lycée an deem Sënn. Ech hunn och net héieren hei, dass dat eigentlech contestéiert ginn ass. Dat gëtt jo allgemeng begréisst.

Dozou sinn zwou Froe gestallt ginn. Dat eent ass den Ausbau. Wéi grouss soll de Lycée fir Professions éducatives et sociales ginn? Ech mengen, mir haten déi Fro scho beäntwert. Ech hu se an enger Question parlementaire beäntwert. De Moment gesi mer vir, dass dat ongeféier fir 700 bis 800 Schüler soll sinn an dass et net geduecht ass fir do méi grouss ze gesinn. Ech mengen, dass ee muss an deenen nächste Jore ganz opmierksam suivéieren, wéi d'Entwécklung ass un de Besoinen, um Aarbechtsmaart an och un der Ausbildung, um Profil vun den Éducateuren, fir dann ze décidéieren, wéi vill Leit mer sollte recrutéiere fir déi Formatiounen.

D'Fro ass och gestallt ginn iwwert de Cycle supérieur vum neie Lycée. Also ech wëll lech net verheemlechen, dass souwuel den Direkter wéi sämtlech Elteren, déi Kanner am neie Lycée hunn, Demandeur sinn, fir dass den neie Lycée soll e Cycle supérieur

kréien. Si froen dat alleguerten, a mech wonnert dat net.

Ech wëll awer och soen, dass mer zur gläicher Zäit e Gesetz gestëmmt hunn, wou mer gesot hunn, et ass nëmmen e Cycle inférieur. Ech wëll net do virpreschen, mä ech mengen, d'Chamber huet gefrot, d'Regierung freet eng Evaluatioun vum neie Lycée. Muer hu mer eng Kommissioun, vun der Uni Lëtzebuerg, wou déi éischt Presentatioun gemaach gëtt. Déi geet jo weider. Ech denken, dass een dat soll a Rou décidéieren.

Ech verschléisse mech net engem Ausbau fir en ieweschte Cycle vum neie Lycée. Mä ech hätt awer gären, dass mer dat en toute objectivité géifen analyséieren a kucken. Dofir kann ech haut keng aner Äntwert gi wéi déi, déi ech an der Question parlementaire gesot hunn. Effektiv ass et en Drock an d'Demande ass do fir dee Cycle auszebauen.

Da komme mer op d'Annex vu Miersch, wat jo eng Annex ass vum Lycée classique vun Dikrech, wou ech och ganz gutt verstinn, dass gesot gëtt: Majo sollte mer dann net dorauser e selbstständege Lycée maachen?

Ech selwer plädéiere jo eigentlech ëmmer an déi Direktioun. Mir hunn elo décidéiert, Dummeldeng zu engem selbstständege Lycée ze maachen. D'Regierung huet och décidéiert - dat ass zwar nach kee Projet de loi -, dass, wann de Lycée géif op Klierf kommen, dat och kee ganze Lycée bis uewenhinner géif ginn, mä dass et e Cycle inférieur géif ginn, awer ee selbstständege Lycée an net eng Annex vun engem anere Lycée.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass dat ëmmer erëm bedeit, dass, wa mer dann de Cycle inférieur hunn, natierlech d'Elteren an d'Schüler soen, mir hätten awer och gären e Cycle supérieur, well elo hu mer eis gewinnt an deem Gebai hei an dat ass e Projet a mir sinn hei integréiert a mir wëllen déi Schoul net verloossen. Dat muss een all Kéiers, wann een esou eng Décisioun hëlt, wëssen, dass dann ëmmer d'Demande kënnt fir de Cycle supérieur dropzesetzen. Dofir denken ech, dass ee sech dat soll iwwerleeën.

Dat huet och mat der Motioun vun deene Gréngen ze dinn. Déi seet jo, dass se gären «l'ensemble des cycles de l'enseignement secondaire» hätten. Dat stellt och d'Fro: Wéi vill Sektioune solle mer ubidden am Cycle supérieur? Well deemno wéi vill Sektiounen ee wëllt ubidden, muss een natierlech ënne breet recrutéieren, fir uewen déi Cyclen alleguerten ze offréieren. Ech mengen, dat sinn all déi Argumenter, déi ee muss weien.

Wat elo d'Planung an d'Motioun ugeet, déi déi Gréng hei déposéiert hunn, wëll ech soen, dass mir natierlech dauernd amgaang sinn ze plangen. Ech mengen, ech hat virdru gezielt, beim Plan sectoriel «Lycées» si mer amgaang elo déi zweet Phas vun deem éischte Plan sectoriel fäerdeg ze stellen, an dass et da selbstverständlech weidergeet. Dofir hunn ech, wëll ech soen, kee Problem, fir déi Motioun vun deene Gréngen hei unzehuelen; dass mer sollen étudiéieren, ob mer aus där Annex do sollen e selbstständege Lycée maachen.

Ech wär just dankbar, wann dat méiglech wär, dass mer géife soen, mir géifen den Zeenario studéiere fir eng «reconversion en un projet de lycée indépendant offrant le cycle supérieur de l'enseignement secondaire», an net «l'ensemble», well dat schéngt mer wierklech eng e bëssen héich gegraffe Revendicatioun ze sinn. Mä dass mir dat solle studéieren, schéngt mer selbstverständlech, an d'Regierung wäert dat och an deenen nächste Méint a Jore maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir hunn dann d'Motioun vun der grénger Fraktioun doleien. Ech géif proposéieren, datt mer ewell doriwwer ofstëmmen.

(Interruption)

Här Wolter!

Motion 1

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech froen d'Wuert, well et mer awer elo e bëssen ze schnell geet, dat Ganzt. Ech hunn näischt dergéint, dass een alles studéiert.

Mir hunn och nach e Lycée zu Mamer, deen ugefaangen huet viru kuerzem, deen och e Cycle inférieur huet. Studéiere mer dann och elo zu Mamer d'Reconversioun an e gesamte Lycée, oder alleguerten d'Lycéeën, déi just e Cycle inférieur ubidden?

Also mäi Wëssensstand war ëmmer deen, dass et Haaptlycéeë gëtt a Lycéeën, déi Annexë wären an déi en Deel géifen ubidden. Wa mer elo ufänken, bei deem engen eng gesamt Etüd ze maachen, ass d'Fro, déi mir eis stellen, déi: Fänke mer dann u bei all Lycée, deen nëmmen en Deel ubitt, eng Etüd elo driwwer ze maachen, dass mer do e volle Lycée ubidden? Well dat jo och awer zum Deel eng ganz aner, och a Point-de-vuë vun de Bauten an esou weider, Konstellatioun dee Moment géif ginn.

Ech wär frou, ier mer géifen zum Vote kommen, wann d'Ministesch eis kéint dorobber eng Äntwert ginn.

M. le Président.- Vläicht nach Wuertmeldungen zur Motioun? Da kritt d'Madame Minister d'Wuert. Keng méi. Madame Minister, wann ech gelift.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Also, ech hunn déi Motioun esou verstanen, dass mer sollte studéieren, ob mer aus der Annex Lycée classique Dikrech, déi zu Miersch ass, ee selbstständegt Gebai maachen a se net méi als Annex fonctionnéiere loossen. Dofir hat ech gesot, ech hätt Problemer mat deem zweete Saz, «...offrant l'ensemble des cycles de l'enseignement secondaire».

Ech ka mer nämlech net virstellen, dass mir dat dote studéiere ginn. Wéi éinescht wëll ech soen, dass ech mer ka virstellen, dass ee seet, an enger Filière kann een och iwwer eng Perspektiv iwwert de Cycle inférieur eraus nodenken, well a menger Erfahrung dat, wat ech elo all Dag gesinn, ass, wann een nëmmen de Cycle inférieur dohinner mécht, dass dann natierlech eng grouss Demande ass, fir ze soen: Solle mer net iwwert de Cycle inférieur eraus och nach en Angebot an der Schoul maachen? - Wat awer net soll heeschen, dass een dat ganzt Angebot bis uewenhinner soll maachen.

Mamer huet zum Beispill e Cycle inférieur am Classique, am Technique, am Préparatoire, a si hunn de Cycle supérieur, wat den Technique général ugeet, a si hunn och e Cycle moyen an e Cycle supérieur; si offréieren och eng Formation professionnelle.

Dat ass eigentlech dat, wat mer sollte studéieren, wat awer dann net heescht, zu wat fir enger Konklusioun mer géife kommen. Also, dat heescht jo - ech hunn d'Motioun elo richteg gelies -, dass net drasteet, dass d'Regierung dat soll maachen. D'Regierung soll dat elo studéieren, an net den Ensembel, mä kucken: Wat mécht Sënn an där doter Regioun?

M. le Président.- Gutt, ech mengen, da kënnte mer zum Vote vun där modifiéierter Motioun kommen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant qu'en 1996 il était nécessaire de transformer le Lycée technique de Mersch en annexe du Lycée classique de Diekirch (LCD);

- constatant que le Plan directeur sectoriel «Lycées» du Gouvernement mentionne que certains lycées, dont le LCD, «sont trop volumineux» en élèves;

- relevant que sans l'annexe de Mersch, le LCD est toujours au-dessus de la capacité optimale d'un lycée;

- considérant que pour l'annexe de Mersch l'offre scolaire se limite aux classes de la division inférieure pour l'enseignement secondaire et secondaire technique;

- considérant que la commune de Mersch à une position géographique stratégique et qu'elle offre un accès optimal aux transports en commun;

invite le Gouvernement

- à étudier le scénario d'une reconversion de l'annexe du Lycée de Diekirch à Mersch en un projet de lycée indépendant offrant des cycles de l'enseignement secondaire.

(s.) Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Vote

Kënne mer e Vote par main levée maachen?

(Assentiment)

Wien ass dofir? Dat schéngt d'Unanimitéit ze sinn.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech? Keen.

Déi modifiéiert Motioun ass ugeholl.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour. D'CSV-Fraktioun huet eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Sécherheet op der Route nationale 7 a Richtung Wämperhaart ugefrot. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Calmes, den Här Schneider an den Här Gibéryen.

Une voix.- An den Här Koepp.

M. le Président.- An den Här Koepp.

(Interruptions)

Den Här Gibéryen verzicht zu Gonschte vum Här Koepp. Dann huet den Här Ali Kaes als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun d'Wuert. Här Kaes, wann ech gelift.

7. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la sécurité routière sur la route nationale RN7 (E420) en direction de Wemperhardt

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi tragesch Accidenter an der Lëppschter-Dällt vum 13. Mee a rezenterweis vum 5. Juni mat jeeweils engem Doudechen hu mech a sech dozou beweegt, dës Aktualitéitsstonn unzefroen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech froen lech: Muss da wierklech d'hallef Éislek op der N7 de Kapp hänke loossen, bis mer endlech reagéieren?!

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Interruptions)

M. Ali Kaes *(CSV).*- De Sécherheetsproblem op der N7 tëschent dem Rondpoint Fridhaff an der Wämperhaart...

(Interruption)

...ass keen neien.

(Interruption)

Ech sinn duerfir der Meenung,...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst den Här Kaes seng Ausféierungen développéieren, wann ech gelift! Den Här Kaes huet d'Wuert.

M. Ali Kaes *(CSV).*- ...dass et elo endlech Zäit gëtt, dass Neel mat Käpp gemaach ginn, well dat muttwëllegt Stierwen op dëser Streck einfach net méi ze veräntwerten an ze erdroen ass. Zu dëser gesamter Problematik haten de 24. Oktober 2006 niewent mir den Deputéierte Marco Schank an den Deputéierte Marcel Oberweis eng Question parlementaire gestallt.

Här President, ech mengen net ze iwwerdreiwen, wann ech soen, dass dës Strooss eng vun deene geféierlechsten, wann net déi geféierlechst am Lëtzebuerger Stroossennetz ass - jo, et ass eng Horrorstrooss.

Eleng op der Streck tëschent Dikrech an Housen si vun 2002 bis haut 48 Accidenter geschitt. Bilanz: 21 Liichtverletzter, néng Schwéierverletzter a sechs Doudecher.

Sechs Doudecher, Dir Dammen an Dir Hären, op enger Distanz vun nëmme 17 Kilometer, an dat an nëmme fënnef Joer!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Den Här Kaes huet d'Wuert, wann ech gelift!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Zielt een d'Accidenter vun Housen a Richtung Wämperhaart mat derbäi, da fält dës negativ Bilanz nach vill méi schro aus.

Une voix.- Très bien.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass eng falsch Politik gemaach ginn.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Mir kënnen net weider nokucken, wéi d'Leit onnëtz hiert Liewe verléieren oder et onschëlleg geholl kréien an domat Ongléck an déif Trauer iwwer vill Familllje bréngen.

(Interruptions diverses)

Mir mussen elo handelen, fir dass dës wichteg Verkéiersachs endlech esou amënagéiert gëtt, fir dass d'Autoschauffere virun deene geschützt ginn, déi grave Feeler am Verkéier maachen.

Et wier awer elo falsch ze behaapten, et wier guer näischt geschitt, fir d'Verkéierssécherheet ze verbesseren. Ech begréissen, dass de Bauteministère amgaangen ass, e Sécherheetsaudit iwwert d'N7 ze realiséieren. Plazeweis verbessert Signalisatiounen, en neie Marquage oder och nach déi geplangte fix Radaren op besonnesch geféierleche Plaze si ganz luewenswäert Initiativen, mä am Endeffekt nëmmen déi berühmten Drëps op e waarme Steen.

All dës Mesurë léisen net den eigentleche Problem. Wann een nämlech d'Accidenter am Detail analyséiert, da fält op, dass éischtens d'Accidenter meeschtens op oniwwersiichtlechen Opfahrten a Kräizunge geschéien, an zweetens verschidde Streckenofschnëtter ëmmer erëm Uert si vu schroen, jo vun déidlechen Accidenter.

Wat den éischte Punkt betrëfft, esou kann ech aus eegener Erfahrung schwätzen. Wann een an de Spëtzestonne vum Verkéier an zumools bei Niwwel aus enger Niewestrooss op d'N7 wëllt ofbéien, dann ass dat bal eng Saach vun der Onméiglechkeet. Et ass ze vergläichen, wéi wann ee géif probéieren, zu Fouss eng Autobunn ze iwwerqueren. E Réaménagement vu villen Opfahrten a Kräizungen op der N7 duerch Ënnerféierungen oder Brécke géif d'Sécherheet wesentlech verbesseren an de Risque vun Accidenter minimiséieren.

Net all Kräizung muss ëmgebaut ginn, mä verschiddener sinn einfach net méi um leschte Stand vun der Verkéierssécherheet. Esou zum Beispill d'Kräizung um Schinkert. Den Deputéierte Koepp hat an enger parlamentarescher Ufro vum 8. Januar 2004 d'Regierung gefrot, fir op dëser geféierlecher Kräizung e Rondpoint ze aménagéieren.

Une voix.- Très bien.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Deemools gouf geäntwert, e Virentworf fir d'Neigestaltung géif an deenen nächste Méint presentéiert ginn an et soll ee kräizungsfräie Verkéiersknuet mat enger Bréck entstoen.

De 4. Oktober 2006 huet den Deputéierte Romain Schneider déiselwecht Fro gestallt wéi den Här Koepp. D'Äntwert war och déiselwecht. Etüde géife lafen. Et misst nach analyséiert ginn an esou weider an esou virun.

Haut schreiwe mer den 19. Juni 2007. Ech fannen, et sinn elo genuch Etüde gemaach ginn. Et ass elo genuch analyséiert ginn. Et geet elo wierklech duer domadder. Ausser verongléckte Leit ass bis haut nach näischt Konkretes geschitt.

Duerfir meng Fro: Ass déi Etüd endlech ofgeschloss...

(Interruption)

...a wat sinn d'Resultater? A virun allem: Wat ass konkret virgesinn, fir déi aner onsécher Kräizungen an Opfahrte laanscht d'N7 kuerzfristeg méi sécher ze gestalten?

Ech hoffen, de Minister ka mir an deene Leit, déi Dag fir Dag d'N7 benotzen, eng zefridde stellend Äntwert ginn.

Här President, ech wollt elo op de Punkt vun de geféierleche Streckenofschnëtter op der N7 zréckkommen. Och wann de Sécherheetsaudit vum Ministère eis op dësem Punkt genee Opschloss wäert ginn, esou handelt et sech virun allem ëm d'Klosdällt, d'Lëppschter-Dällt, d'Ëmgehungsstrooss vun Houschent an ëm de Lausdorn uewerhalb vun Hengescht. Dës Plaze si laang bekannt fir Accidenter, an et muss elo endlech gehandelt ginn!

Hei op dëse prezise Plaze muss et primär dorëm goen, d'Chauffere virun de Feeler vun deenen aneren ze schützen. Duerfir plädéieren ech op dëse Plaze fir den Ausbau vun der N7 op véier Spuren, natierlech mat enger Kalifornescher Mauer. Den Ausbau op véier Spure misst eigentlech fir dee ganzen Tracé vun der N7 gëllen. Ech si mer awer bewosst, dass een dat net alles a ganz kuerzer Zäit ka realiséieren.

(Interruptions diverses)

Duerfir loosst eis onofhängeg vun de Konklusioune vum Sécherheetsaudit mat engem Pilotprojet ufänken an en éischt Stéck véierspureg ausbauen, mat an der Mëtt enger Kalifornescher Mauer.

Ech plädéiere fir déi dräi Kilometer tëschent der Maarkebaach, der Lëppschter-Dällt, der Fléiber an der Klosdällt, deen Ofschnëtt, wou déi meescht Accidenter geschéien a wou Plaz genuch ass, fir lénks a riets d'Strooss ouni Problemer op véier Spuren ze verbreederen.

Ech wollt an dësem Kontext och vun der Geleeënheet profitéieren, fir och nach eng Kéier op déi onméiglech Sécherheetssituatioun um Contournement Ettelbréck a Schieren hinzeweisen. Dëst hat ech schonn eng Kéier 2005 am Juli an enger Ried am Detail beschriwwen. Am Kader vun der zukünfteger Entwécklung vun der Nordstad muss et och do zum Ausbau vu véier Piste kommen, soss ass d'Verkéierssécherheet guer net méi assuréiert an de Chaos perfekt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Liewe vun den Autoschaufferen op der N7

kann an dierf eis net méi egal sinn. Loosst eis séier déi konkret Moossname realiséieren, déi ech proposéiert hunn, fir dass d'Stierwen op dëser Streck ophält an d'Biller, wéi mer se nach viru ronn zwou Woche gesinn hunn, endlech der Vergaangenheet ugehéieren.

Ech wäert zesumme mat menge Kolleegen aus der CSV-Fraktioun souwéi hoffentlech och mat all deenen aneren Deputéierten derfir suergen, dass dës Problematik net an iergendengem Tirang verschwënnt.

Ech hoffen, de Minister ka mer konkret Zousoe ginn, a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Calmes. Här Calmes, wann ech gelift.

Débat

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ouni d'Problematik vun der Situatioun wëllen a Fro ze stellen, bewonneren ech awer d'Determinatioun, mat där den Här Kaes hei un déi Fro erugeet. An ech mengen, d'Sondagen aus dem „Tageblatt" stiechen him awer e bëssen an de Been,...

(Hilarité)

...fir un dës Problematik hei erunzegoen.

Nationale 7 heescht déi Strooss hei. De Bauteminister kann eis soen, wivill där Nationalë mer hunn. Ech weess, datt emol eng - Nummer 23 - bei eis an der Géigend leeft; mä dat geet bestëmmt net duer. D'Problematik, mengen ech, fënnt een op ganz ville vun deenen Nationalen hei erëm. Datselwecht, wat mer op der sougenannter Nordstrooss oder der Strooss hanner Ettelbréck hunn, fanne mer zu lechternach erëm, an et kéint een x aner Stroossen hei opzielen.

Domat wëll ech elo de Problem hei net erofspillen, mä wéi gesot en huet eng Ähnlechkeet mat anere Stroossen. An déiselwecht Geforepunkten op där Strooss hei fënnt een och op anere Stroossen erëm. Wann ee sech Suerge mécht ëm d'Bierger aus dem Norden, wéi déi sech solle bewegen, da misst een an dat Stéck hei och dat Stéck hannert där fäerdeg gestallter Strooss fir an d'Stad, nämlech dat vu Miersch op Koplescht eriwwer, diskutéieren, well do bleiwen der menges Wëssens op d'mannst esou vill leien, wéi op där Streck douewen.

Domat wëll ech awer elo hei nach ëmmer d'Problematik net a Fro stellen. Jiddfereen, deen op enger Strooss stierft, ass selbstverständlech een ze vill. Géif déi Fro net esou laang zréckleien, da géife mer vläicht haut d'Problematik vun enger anerer Strooss diskutéieren, vu vill méi enger grousser Strooss, wou een da géif mengen, do wier d'Sécherheet da ginn.

De Spriecher - ech wousst dat emol guer net - huet hei Etüden ugesprach. Do froen ech mech dann, wat schlussendlech elo derbäi erauskomm ass, oder firwat datt dat esou laang muss daueren. D'CSV huet dee Ministère elo siwe Joer. Mir kenne keng Resultater vun där Etüd. Mir sinn dann drop gespaant, wat dat hei bréngt. Oder sinn déi Resultater do scho méi laang bekannt? An da freet ee sech a sech, firwat datt een net scho méi laang ugefaangen huet, d'Problemer hei ze léisen.

Mir wëssen, op wat datt den Här Kaes aus ass. Hie gräift hei eng Fro op, déi eis alleguer bekannt ass; dat ass déi vum Klierfer Kanton douewen, wou zanter zéng Joer gefrot gëtt, fir déi Spur elo véierspureg auszebauen. Dat ass d'Fortsetzung a sech vun der Nordautobunn, déi, déi mer elo amgaange sinn ze bauen. Ech mengen, et ass och gutt, datt mer doriwwer diskutéieren, datt déi eng Kéier virugefouert gëtt. Mä mir hunn déi eng nach guer net fäerdeg an da fänke mer schonn erëm eng aner Diskussioun un.

Ob se elo als Autobunn ausgebaut gëtt, mengen ech, dat geschitt nach soubal net, well vum Käschtepunkt hier ass dat awer wesentlech, ob ee se soll véierspureg baue mat enger Kalifornescher Mauer. Oh, mon Dieu! Och dat ass net sécher, well och do kann ee Camion duerch d'Mauer rennen an op déi aner Säit geroden.

Mä wa mer dann och nach driwwer diskutéiere wëllen, da froen ech, firwat a sech, wéi mer elo déi Nordautobunn gebaut hunn, et op eemol ugefaangen huet zu Colmar, bis dohinner wou se véierspureg leeft, plazeweis op dräi Spuren zréckzegoen; wat jo de Geforepunkt och op der Nordstrooss douewen ass. Op eemol gi mer op zwou Spuren zréck, an da fuere mer virun op zwou Spuren. Dat heescht, do hu mer eis a sech scho verbaut a waren net schrecklech wäitsiichteg, well soss hätte mer déi Brécken, déi op Schieren, Ettelbréck gefuer wieren, och misse véierspureg ausbauen. Do baue mer se dann zréck. Dann hu mer eis do och verbaut.

Eng aner Fro, mengen ech, déi sech awer hei stellt, ass, ob et am Sënn vun de Leit aus dem Éislek an aus dem Norden an all deenen, déi do erëm bauen, ass, déi Strooss iwwerhaapt auszebauen op véier Spuren, se méi dichteg ze maachen, wéi een dat seet, well mer jo bekannterweis awer wëssen, datt all Strooss, déi ausgebaut gëtt, méi séier gemaach gëtt, méi kamoud gemaach gëtt, och Verkéier unzitt. An ech weess net, ob d'Etüd och an déi Richtung gaangen ass. Mä den Här Minister kann eis och vläicht eppes an déi Richtung soen.

Et misst een och vläicht dann, wann ee schonn hei derbäi ass - et si schonn x Froe gestallt ginn, ob et den Här Koepp ass oder ech selwer -, froen, wéi et da mat der Verlängerung ass vun der Nordstrooss bis op St. Vith eriwwer, wou d'Belsch a sech hirer Aufgab net nokommen. Mir hu Froe gestallt wéi et mam Contournement op der Wämperhaart ass. Jee, alles dat gehéiert zu dëser Strooss hei a wäert jo een Deel vun där Etüd sinn, wou de Minister eis da wäert opklären.

Wéi gesot, mat allem Respekt, Här Kaes, fir d'Problematik, mir waarden dann op d'Äntwert vum Minister. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Dann héiere mer den Här Romain Schneider.

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Heure d'actualité, déi de Mëtteg hei gefouert gëtt iwwert d'Sécherheet op der RN7 an Direktioun Wämperhaart, ass eng Diskussioun a wäert Äntwerte mat sech bréngen, déi mer scho méi dacks an dëser parlamentarescher Aarbecht erëmfonnt hunn. Zeg Questions parlementaires goufen an deene leschte Jore gestallt mat jeeweils den Äntwerte vun den zoustännege Ministeren.

Dës Strooss, déi d'Verbindung mécht vun der Belsch iwwert den Norde bis an den Zentrum a vice versa, war an deene leschte Joren, wéi hei schonn opgefouert, dacks d'Plaz vu schwéieren Accidenter. Déi lescht Méint waren erëm zwee schwéier Onfäll op dëser Streck ze verzeechnen, an de Bilan war mat zwee Doudechen an e puer Schwéierverletzten immens grouss.

D'Charakteristik vun der Strooss ass eegenaarteg. Éischtens ass et op deene meeschte Plazen, a virun allem do, wou d'Accidenter geschéien, eng Schnellstrooss mat dräi Bunnen, déi ofwiesselnd riets a lénks mat duerchgezunnene Strécher getrennt ass. Zweetens fanne mer derniewent eng Strooss mat zwou Pisten, wa mer duerch déi eenzel Dierfer fueren, wou d'Geforen op den Autofuerer laueren.

An zu gudder Lescht fanne mer virun Housen eng ganz geféierlech Kräizung um Schinkert erëm, wou jiddferee Bammel huet, se ze iwwerqueren. An dësem Kontext sinn ech berouegt an och frou iwwert d'Äntwert vum Bauteminister, datt hien effektiv op de Wee vun engem Kreesverkéier op dëser Plaz wëllt goen, esou wéi hie mer dat schrëftlech positiv am Oktober 2006 geäntwert huet; wou nach Etüde lafen, mä wou de Wee opgezeechent ass an dës Richtung.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer awer prinzipiell iwwert d'Problematik vun dëser RN7 schwätzen, musse mer ënnerscheeden zwëschent op där enger Säit generellen, an op där anerer Säit spezifesche Problemer. De Mëtteg hätt dës Aktualitéitsdebatt och kënnen eng iwwert d'Sécherheet am Verkéier hei zu Lëtzebuerg si respektiv de Bilan an d'Evaluatioun vun den Accidenter an den ugewannte Mesuren, fir deem preventiv entgéintzewierken.

Mä d'Diskussioun geet de Mëtteg ëm d'RN7. Also kucke mer engersäits déi generell an anerersäits déi spezifesch Problemer, déi mer op dëser Strooss hunn. Déi generell sinn déi, déi mer leider laut Presseberichter, an esou wéi mer dat och matkréie laut Polizeiberichter, bei dëse schwéieren Accidenter zu 90% erëmfannen. Dat ass: éischtens iwwerdriwwe Vitesse an zweetens den Alkohol um Steier.

Den Transportminister Lucien Lux huet hei e kloren Aktiounsplang virbruecht an dem Public presentéiert, deen dobaussen net iwerall op déi richteg Ouere stéisst, a wou mir och heibanne mat deem engen oder deem anere Problem heiansdo e Problem kréien.

D'Promillgrenz op 0,5 zréckzesetzen a massiv Vitessekontrollen ze maachen, ass jiddferengem mat Sécherheet net ëmmer angenehm. A wa mer de Mëtteg iwwert dës punktuell Problematik vun der RN7 schwätzen, da solle mer eis och alleguerten aus der Polemik vun dëse Moossnamen an Zukunft eraushalen an unerkennen, datt et ouni dës Virschrëften nun emol net geet; wéi hei dat beschte Beispill ass. D'Lëtzebuerger Sozialistesch Aarbechterpartei op jidde Fall steet vollstens hannert der Regierung an hannert dem Transportminister bei dësem Aktiounsplang, fir deen esou ëmzesetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, déi spezifesch Problemer vun der RN7 leien awer virun allem an der Densitéit vum Verkéier an, wéi ugeschwat vum Deputéierten Ali Kaes, an der Dräispuregkeet. Dës Problematik ass, souwäit meng Informatioune sinn, de Ministère a seng Verwaltungen amgaangen ze analyséieren a Léisungen ze proposéieren.

Hei kënnen Iddië wéi eng Kalifornesch Mauer, déi op geféierleche Punkte kann opgeriicht ginn an doduerch verhënnere kann, datt d'Autoen op d'Géigebunn kommen, hëllefen.

Zweetens d'Iddi, déi virun allem an der Belsch an an Holland ugewannt gëtt, datt virun den Uertschaften esou Autobunnschnellstroossen duerch rout Luuchten oder aner bremsend Méiglechkeete kënnen ënnerbrach ginn. Dat si Pisten, déi och de Risque vun Accidenter op dëse Plaze kënne verhënneren.

An drëttens, an dat ass och ugeschwat ginn, op deene Plazen, wou et méiglech ass a geféierlech ass, soll effektiv probéiert ginn, déi dräi Bunnen op véier Bunnen auszebauen, do wou ech héieren hunn datt och Terrain verfügbar ass a wou och d'Méiglechkeete bestinn.

Am Allgemenge brauche mer awer, mengen ech, déi zwou Komponenten, déi generell an déi spezifesch, fir an Zukunft Dramen op dëser Strooss an op anere Stroossen ze behiewen, Drame wéi den Doud, déi Leed a Schmäerz bei deene verursaachen, déi direkt oder indirekt implizéiert sinn duerch hir Famillje respektiv déi am Frëndeskrees betraff sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Da kritt den Här Koepp d'Wuert.

(Interruption)

Här Koepp, den Här Gira huet sech gemellt.

(Interruption)

Dir sidd Iech eeneg, Här Koepp, schwätzt Dir.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Et ass egal.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt de Mëtteg d'Strooss fir an den Norden dorobber, déi och zoufälleg laanscht meng Dier féiert, e bëssen an der Diskussioun steet.

Ech mengen, et ass laang hier, datt déi Strooss geféierlech ass. Ech sinn elo 35 Joer do. Do sinn a menger Noperschaft, direkt ënnenun eis, ewell fënnef, sechs Leit matenee leie bliwwen. Ech mengen, et wäerten der an déi 20 sinn, déi an deene 35 Joer do leie bliwwe sinn. Mä d'Strooss gëtt ëmmer méi geféierlech, ebe well méi Autoen dropkommen an elo déi lescht zwee Joer ganz vill Camionen aus Däitschland erofkommen, déi ee soss ni gesinn huet.

An dofir sinn och déi Leit, déi moies op der Strooss sinn, wann een all Dag eroffiert, da gesäit een, wéi geféierlech datt iwwerholl gëtt. Dofir, mat enger Kalifornescher Mauer, dat ass gutt gesot, mä ech weess net, ob dat d'Léisung ass. Op deene verschiddenen Inselen, wou d'Inselen nëmme gezeechent sinn, wou se dann iwwerhuelen nach vläicht wäit a queesch driwwer, dat ass jo net ze verantwerten.

Mä wat ech nach wollt soen, dat ass, ech hunn zwou parlamentaresch Ufroe gemaach - dovun och eng beim Här Wiseler - iwwert d'Kräizung vum Schinkert, well dat ass déi geféierlechst an déi louch mer nach ëmmer um Häerz. Wann ee selwer do fiert, do kënnt Der mer fräi gleewen, wat do ewell Accidenter op dee leschte Moment évitéiert goufen. Et war eben e Wonner, datt näischt geschitt ass, datt net Busse mat Kanner ganz mam Camion mat ewechgeholl gi sinn. Et sinn nach keng dräi Méint hier, do war de Fall och do.

Also, ech mengen, do huet de Minister mer dann och geäntwert, hie géif do eppes maachen. Et gëtt eng Unterführung gemaach oder wat, mä do hätt ewell laang schonn eppes misse geschitt sinn. Mir hunn e Rondpoint fir an d'Schoul era gemaach zu Wuelessen. Deen Housener ass gemaach ginn. Mä woufir loosst Der dat esou laang schleideren, éier do eppes geschitt? Hoffentlech wäert Der awer nach elo op déi Affär hei zréckkommen an dat esou séier wéi méiglech maachen, well do muss eppes geschéien.

Ech mengen, dat hei ass ee Fall, deen am Norden ass, mä där gëtt et duerch d'ganzt Land. Déi Strooss sinn eben alleguer geféierlech an et muss drop opgepasst ginn. Et wär och wichteg, datt do Radaren histoe kéimen op verschidde Plazen. Ech si prinzipiell och net fir d'Radaren an och net fir d'rout Luuchten, wéi elo hei plädéiert gëtt, well et mécht de Verkéier nëmme méi lues, mä et muss do eppes geschéien. Et geet net ëmmer duer, dass d'Gendarmen dostinn, fir déi kleng Leit ze huelen, déi dann eng Kéier mat 70 fueren. Ech mengen, eng Bomi kennt sech aus, wou se iwwerhuele kann.

Dofir wëll ech hunn, datt eise Minister eis elo emol seet, wat hie wëlles huet do ze maachen. Dat Einfachst an dat Séierst, dat wär emol op deene wichtege Punkten ze maachen. Si hu jo elo uewen an der Fléiber scho geschafft. Dat ass zwar och keng definitiv Léisung, mä et ass eben alt emol eng kleng.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Koepp. Dann huet den Här Gira d'Wuert gefrot. Här Gira!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, ob op der N7 proportional méi Accidenter geschéien, wéi op soss enger anerer Route nationale, mä wat ech awer weess, déi ganz tragesch Accidenter, déi viru kuerzem geschitt sinn an déi den Här Kaes hei opgeworf huet, déi hunn op jidde Fall näischt mat der N7 ze dinn.

Wa matzen am Fréijoer d'Strooss voller Knëppelsteng läit a Leit d'Kontroll iwwert den Auto verléieren, dann huet dat vläicht scho mat Klimawandel ze dinn, awer doudsécher näischt mat der N7. A wann e Chauffer ënner Alkoholafloss mat senger Jeep op d'Géigespur geréit an domat eng Fra an den Doud bréngt, dann huet och dat wierklech guer näischt mat der N7 ze dinn.

Eigentlech dierften op der N7, Här President, net méi Accidenter geschéien, wéi op soss enger anerer Strooss. Wuel ass et eng dräispureg Strooss, mä keng méi vun där Zort wéi mer se an der Zäit emol haten, wou ee gläichzäiteg konnt an zwou Richtungen iwwerhuelen, wat da wierklech zu ganz graven Accidenter gefouert huet. Op där ganzer Streck sinn d'Ofschnëtter kloer ausgewisen, wou ee kann iwwerhuelen a wou een net kann iwwerhuelen, an ech si fest iwerzeegt, wann op der N7 jiddferee sech géif un de Code de la Route halen, da wär dat gradesou eng sécher Strooss, wéi iergendeng aner.

An et deet mer e bësse leed, Här Kaes, mä déi Diskussioun wéi Dir se hei féiert erënnert mech e bëssen un déi mat de Stroossebeem laanscht d'Stroossen, wou et Leit gëtt, déi soen: Do loossen esou vill Leit hiert Liewen hänken; kommt, mer huele sämtlech Beem ewech! Ech hunn nach kee Bam gesinn, deen an d'Strooss gesprongen ass, an ech mengen och do kënnen ze soen, wann all déi Leit sech géifen un de Code de la Route halen an hir Fuerweis un den Zoustand vun de Stroossen upassen, da wieren nach net vill Leit an engem Bam hänke bliwwen.

Ech wëll net verleegnen, dass een déi eng oder aner Kräizung sollt verbesseren, a begréisse selbstverständlech och, dass um Schinkert, wat, mengen ech, mat déi geféierlechst ass wäit a breet, eppes geschéie soll, a wann anzwousch e Rondpoint ubruecht ass, dann ass dat sécherlech op där Kräizung. Mä nach eng Kéier: Déi Accidenter, déi déi lescht Zäit geschitt sinn, hunn näischt mat deene Kräizungen ze dinn.

Den Här Calmes huet et scho gesot, an ech kann hien nëmmen ënnerstëtzen: Wat op der N7 geschitt, ass näischt anescht wéi dat, wat soss doruechter geschitt. Mä, ech mengen, de Grondiwwel, dee mer an deem Land nach ze vill hunn, dat ass ze séier fueren, voll mam Auto fueren, Iwwerhuelverbueter net respektéieren. An, wéi mer elo

vläicht musse gewuer ginn, och mam Handy während dem Fueren telefonéieren, egal ob et e Bus oder en Auto ass, dass dat als Kavaléiersdelikt ugesi gëtt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou komme mer kee Millimeter weider!

Une voix.- Très bien!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Déi Gréng hu vun Ufank un, am Géigesaz zu anere Parteien heibannen, deem fréieren Transportminister seng Initiativ, fir de Punkteführerschäin anzeféieren, voll ënnerstëtzt. A mir wäerten och deen heitegen Transportminister voll ënnerstëtzen, wann hien den Taux vun 0,8 op 0,5 erofsetzt. Domat maache mer näischt anescht wéi dat, wat praktesch sämtlech aner ziviliséiert europäesch Länner gemaach hunn, da komme mir endlech och op dee Punkt. A mir sinn am Géigesaz zum Här Koepp absolut fir Radaren, wann ee gesinn huet, wat eng franséisch Regierung, där mir sécherlech net ganz...

(Interruptions diverses)

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- Ech hu fir Radare geschwat.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här Koepp, Dir hutt hei wuertwiertlech gesot, Dir wäert net vu Radaren a roude Luuchten. Ech kann domadder nëmmen interpretéieren, dass Der net do derfir sidd.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- Ech hu gesot, ech si fir d'Radaren, mä net...

M. le Président.- Här Koepp, frot Iech d'Wuert an da schwätzt Der!

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- Jo.

M. Charles Goerens *(DP).*- Hien ass falsch verstane ginn.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt just drop hiweisen, dass bei der viregter franséischer Regierung, déi eis fir de Rescht net schrecklech nosteet, een ee positiivt Resultat muss feststellen, dass do an Zäit vun zwee, dräi Joer iwwer 1.000 Mënscheliewe konnte gerett ginn duerch déi Radarsanktiounen. Wa mer hei am Land och nëmmen ee Liewe pro Joer kéinte retten doduerch, dass mer eng Rei Radare géifen opstellen, da wäre mir op jidde Fall dofir.

Här President, mir mussen en anert Bewosstsi kréien. Mir mussen eng aner Sécherheetskultur kréien. Mir mussen och anescht duerchgräifen. Ech wëll Iech just soen, dass et Länner gëtt, do gëtt e Chauffer wéi deen, deen ech elo grad zitéiert hunn, wéinst Doudschlag ugeklot, wann e wierklech voll mam Auto gefuer ass an dat Accident engem anere Mënsch d'Liewe kascht huet. Mir mussen eis iwwerleeën, ob mer net endlech mussen an esou Richtunge goen.

Wat mech awer elo total wonnert, dat ass, dass an Zäite vu Klimaschutz an dem öffentlechen Transport Prioritéit ginn, wou jiddferee sonndes dovu schwätzt a méindes déi gutt Prinzipië schonn erëm vergiess sinn, hei elo op eemol fir e véierspuregen Ausbau vun där Strooss do plädéiert gëtt. Ech verstinn hei d'Welt net méi, Här President! Ech weess net, wéi eescht dass ech nach gewëssen Aussoe vu gewësse Parteien huele soll, wann ech gesinn, dass bei der éischter Diskussioun alles erëm total iwwert d'Kopp gehäit gëtt.

A wa mer sollen investéieren douewen, Här President, da plädéiere mir fir Folgendes: Réckbau vun där Strooss op zwou Spuren an 90 fueren, an déi Sue fir d'Kalifornesch Maueren an aner Astucen, déi huele mer fir en zweegleisegen Ausbau vun der Eisebunn. Dat ass eppes fir d'Sécherheet gemaach.

M. le Président.- Här Gira, et deet mer leed, mä Är Riedezäit ass eriwwer.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. le Président.- Merci.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Den Här Koepp huet mech dauernd ënnerbrach.

(Hilarité)

M. le Président.- Dir hat den Här Koepp falsch verstanen. Wierklech.

D'Regierung huet d'Wuert. Als Éischte schwätzt den Här Transportminister Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ganz kuerz am Ufank agoen - éier de Kolleeg Claude Wiseler nach dozou schwätzt - haaptsächlech op déi Froe vum Audit, deen amgaangen ass ëmgesat an duerchgefouert ze ginn, a wäert e puer generell Bemierkunge maachen, fir fir d'éischt dem Interpellant emol ze soen, dass et eis zwee - dem Claude Wiseler a menger Wéinegkeet - net egal ass, wat op de Stroossen an dësem Land geschitt, an dass mer eis Dag fir Dag a Woch fir Woch mat där Problematik beschäftegen, do op där Plaz, déi mer haut uschwätzen, wéi och op allen anere Plazen, an dass een net den Uschäi soll ginn, dass et just d'Deputéierte wären, déi eis géifen drécken, a mir géife schlofen an d'Problemer net gesinn. Ech wëll dat ganz däitlech hei soen, well de Souci vun der Verkéierssécherheet een ass,...

(Interruption)

...deen eis wierklech an der Regierung - a virun allem eis zwee - ganz staark interesséiert, a mer och kucken dat ëmzesetzen.

Zweetens: Generell wëll ech soen, dass all Debatt iwwer Verkéierssécherheet a Problemer wéi där doter op der RN7 missten domadder ugoen, dass mer en Appel maachen un all Automobilisten, sech un de Code de la Route zu halen. Dat misst den éischte Saz vun all Ried sinn, déi mer halen. An ech si frou, dass mer an dräi Wochen - huelen ech un - jo en Débat général am Zesummenhang mam Gesetzesprojet iwwert d'Verkéierssécherheet kënne féieren iwwer all Elementer an all Facetten, déi an deem Sujet do derzou gehéieren.

Mä fir d'éischt musse mer un d'Verantwortung vun de Leit dobaussen appeléieren, sech un de Code de la Route ze halen. Well de Camille Gira huet elo zum Schluss gesot, dass déi zwee lescht Accidenter - déi vum 13. Mee a vum 5. Juni - mat objektive Problemer vun der Gestaltung vun der RN7 näischt ze dinn hunn.

Deen een Accident hat eppes mat 10 cm Knëppelsteng ze dinn, déi an deem

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés
Compte rendu officiel
Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek
Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1
Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange
Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Moment op der Strooss waren, déi dozou gefouert hunn, dass eng Automobilistin, déi laut Polizeibericht mat zwëschent 30 a 40 gefuer ass, un d'Schleidere komm ass. Dat ass eng Situatioun, déi effektiv intenabel an deem Moment war a leider Gottes deen Accident provozéiert huet, deen d'Liewe vun engem 72-jährege Bierger gefuerdert huet. An deen zweeten Accident - et deet mer ganz leed - vum 5. Juni ass een, dee laut Polizeibericht ganz kloer en Accident war duerch iwwerhéichte Vitesse an en alkoholiséierten Zoustand vun engem Automobilist, deen dozou gefouert huet.

Ech mengen, et muss een also all Problemer am Zesummenhang mat der Verkéiersproblematik erofhuelen op dat, wat et ass. Hei ass et evident, wa mer Statistike vun deene leschte Jore kucken, dann ass un alleréischter Stell de Problem vun iwwerdriwwener Vitesse; net vu Gestaltung vun enger Strooss. Do gëtt et sécherlech eng Rei vun objektive Punkten, un déi ee muss erugoen. An ech mengen, dat ass jo och d'Aufgab vum Audit, deen amgaangen ass gemaach ze ginn. Mä virun allem, mengen ech, ass et dee Problem wa jiddfereen do seng 70 oder seng 90 fiert, wéi se ugewise sinn, da wäerten eng ganz Rei vun Accidenter net geschéien.

M. Henri Grethen *(DP).*- Déi Persoun, déi ëmkomm ass, déi hat awer net gedronk. Dat war eng onschëlleg Persoun.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Neen, neen.

(Interruption)

Ech hunn dat jo och net gesot. Déi 32-jähreg Madame, déi ëm d'Liewe komm ass, hat domadder näischt ze dinn. Ech mengen, déi war leider Gottes d'Affer vun engem anere Problem.

M. le Président.- Här Minister, den Här Kaes wëllt eng Fro stellen.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Jo.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här Minister, sidd Der mat mir d'accord, wann dee Moment bei deenen zwee Accidenter, genau op där Plaz - an et geet genau ëm déi dräi Kilometer, wou ech elo geschwat hunn -, wou et kee Problem ass duerch eng Kalifornesch Mauer oder duerch ebe Leitplanken oder wat och ëmmer ze trennen, datt wann déi do gewiescht wier, da wieren déi Leit net leie bliwwen? Well da wieren déi eng net deem aneren drënnergerannt.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Ech weess just, dass, wann an deem zweeten Accident den Automobilist mat där Verkéiersgeschwindegkeet gefuer wär, wéi de Code de la Route et virgesäit, an net gedronk hätt, wär den Accident net geschitt.

Loosse mer vläicht awer ëmmer bei deem éischte Punkt ufänken, an net beim zweeten oder drëtte Punkt. Den éischte Punkt ass deen, dass mer e Code de la Route hunn,...

(Interruption)

...dee seet, dass ee sech un déi Verkéierslimitë soll halen, an dass een net soll an engem alkoholiséierten Zoustand fueren. Mir haten op deem Tronçon bis Ëlwen erop vun 2002 bis de Juni elo 2007 75 Accidenter, mat néng, déi en Doudesfall zur Konsequenz haten, an 20 Accidenter mat gravë Blesséierten. Ech kann haut net soen - mä et wär interessant dat ze maachen -, ob dat méi oder manner ass wéi op anere Plazen, déi mer am Land hunn. Déi Ausso wëll ech hei de Mëtten net maachen. Mä jiddefalls ass dat den Zoustand.

Mir hunn um Niveau vun deem, wat meng Responsabilitéit ass, den 2. Juli an der Commission de Circulation de l'État de Problem vun der Strooss op der Dagesuerdnung stoen, fir d'Limitatiounsvitessen eng Kéier enger Analys ze ënnerzéien, fir ze kucken, ob déi kënne verännert ginn, ugepasst ginn; méiglecherweis ëmmer no ënnen. Ech mengen, dat ass eng Fro, déi muss gekuckt ginn.

Derniewent ass d'Fro vun de Radaren. An engem Groupe de travail si mer jo amgaangen och déi Point-noiren ze détectéieren. Ech ginn dovun aus, dass, wann dat esou ass, dat jo dann och eng vun deene Stroossen ass, déi zu deene Point-noirë wäert gehéieren, wou ee muer da Radare kann opstellen.

A schlussendlech, wat mäin Deel ubelaangt, hoffen ech wierklech, dass, wann hei esou eng grouss Emotioun ass - an ech verstinn déi, an déi ass legitim virun der Situatioun -, déiselwecht Begeeschterung an dräi Wochen do ass, wa mer iwwert d'Erofsetzung vun der Promillëgrenz diskutéieren. Well och do gëtt et ganz héich Zäit, dass mer eis areien an déi Lëscht vun deenen ziviliséierte Länner, déi dat scho laang hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Den Här Castegnaro stellt eng Fro, Här Minister.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Jo, Här Minister, just well Der elo oft an zu Recht op d'Responsabilitéit vun de Chaufferen oder vun deenen, déi also mat Autoen oder Motoen ënnerwee sinn, appeléiert hutt an eng Rei vu Beispiller genannt hutt: Ech mengen, ee Beispill, wat ganz aktuell an de leschte Stonnen an Deeg ass - leider ass -, ass Handy-Telefonéieren iwwert dem Fueren. Och do hu mer gesetzlech am Code de la Route Bestëmmungen. An zu deem Appel, deen Der lancéiert hutt un d'Responsabilitéit vun all deenen, déi op der Strooss fueren, gehéiert och dat doten derzou; mä och vläicht méi Kontrolle vun deenen, déi derfir zoustänneg sinn.

Merci.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Ech wëll just ee Saz an deem Zesummenhang soen, well et effektiv ganz aktuell ass: dee vum Fuere mam Handy an an Applikatioun hunn. Dat ass net nëmme verbueden, et ass haut nach net Bestanddeel vun de Punkten, déi ofgezu ginn. Dat ass jo eng vun de Froen.

Den November 2007, deen elo gläich kënnt, jährt sech de Punkteführerschäi fënnef Joer. Ech hunn duerfir de Servicer den Optrag ginn, fir anlässlech vun deene fënnef Joer e seriöe Bilan virzeleeën, och fir d'Chamber, vun deem Punkteführerschäin. Sécherlech wäert dozou gehéieren, dass mer och de Katalog vun de Punkten enger Analys ënnerzéien. An ech zweifelen haut net drun, dass während dem Fuere mam Handy telefonéieren och muer muss zu deene Verfeelungen zielen, wou Punkte mussen ofgezu ginn. Mä ech mengen, déi Revisioun soll een awer ofwaarden, well sécherlech och aner Applikatiounen da wäerten analyséiert ginn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da kritt d'Wuert den Här Travaux-publics-Minister Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Dat, wat den Här Lux gesot huet vum Souci vun der Regierung, wat d'Sécherheet op der Strooss betrëfft, do ass et evident, datt dat eng vun eise Prioritéiten ass. Dofir hu mer och déi ganz Programmer vun Auditen iwwert déi Stroossen, déi mer als net onproblematesch ëmfannen, als eng vun de Prioritéiten op de Programm gesat. Mir sinn der och eng Rei amgaang duerchzekucken. Mir hunn och e Groupe de travail interministériel zesummegesat, deen eng ganz Rei vu prezise Punkte soll analyséieren.

Fir d'éischt d'Eliminatioun vun de Point-noiren. Ech schwätzen elo net just vun der N7, well ech dat Ganzt wëll an de Kader setze fir unzefänke mat där ganzer Aktioun, déi mer amgaange sinn ze maachen. D'Eliminatioun vun de Point-noiren: Där hu mer eng Rei am Land. Déi mussen evidenterweis traitéiert ginn.

Dann och d'Analys vu ganze Stroossentronçonen, wou e puer Saache mussen op der Strooss analyséiert ginn. Fir d'éischt selbstverständlech d'Qualitéit vun der Strooss selwer, de Revêtement an och de Marquage, deen op der Strooss ass. Dann den Equipement vun der Strooss. Wéi ass se équipéiert? Ass se korrekt équipéiert mat de richtege Glissièren op deene richtege Plazen? Ass d'Signalisation verticale richteg? Hu mer och an deene Kéieren, wou Gefore si fir d'Motorradfuerer, déi och speziell Sécherheete brauchen, déi richteg Protektiounen? Wat och e wesentleche Punkt a mengen Aen ass.

D'drëtt Fro, déi all Kéiers analyséiert gëtt, dat sinn d'Visibilitéitskonditiounen. Ass op Stroossen, wou eng Vitesse vun 90 respektiv vun 110 praktizéiert gëtt, wa se à double sens ass, och d'Visibilitéit grouss genuch? Wéini musse mer d'Vitesse op 60, 70 erofsetzen? Wéi kann dat alles fonctionnéieren?

En anere Punkt, deen analyséiert gëtt, dat sinn déi Plazen, wou e grousse Risque ass vun Niwwel respektiv vu Verglas op der Strooss: Wéi kann een déi traitéieren? Well do och ganz besonnesch muss drun erugaange ginn; haaptsächlech, wat d'Signalisatioun ugeet respektiv och d'Carrefouren, wou mer gesinn, datt e gewëssen Dénivelé do ass, dee mer also net anescht an de Gréff kréien.

Deen Aarbechtsgrupp ass amgaang déi sensibel Punkten do, wou mer mierken, datt mer Schwieregkeeten hunn, am Detail ze analyséieren. Mir hunn och am Kader vun där Direktiv, der 97/11/CE, déi Der virun e puer Wochen hei an der Chamber gestëmmt hutt, d'Méiglechkeet, éier mer eng Strooss bauen, éier mer an d'Praxis dat Ganzt ëmsetzen, fir e Sécuritéitsaudit antérieur ze maachen. Dat heescht, ganz genau d'Sécherheet ze analyséieren, ob se op all deene Punkten, wou kéinte Schwaachpunkte sinn, och realiséiert gëtt a mer direkt, éier d'Strooss gebaut gëtt, de Maximum vun Efforten ëmsetzen. Dat ass elo de grousse Kader an deem mer schaffen.

Fir iwwert d'N7 e puer Wuert ze soen: Do ass et kloer, datt d'N7 an der Capacitéit, déi se haut huet, eng genügend Assise huet. Mir wëssen awer och, datt mer mat deem Stroossebau, dee kënnt - der Fäerdegstellung vun der Nordstrooss op där enger Säit, an dann, wa mer wëssen, wat an der Belsch fir Stroosseplläng gemaach ginn, datt nach eng zousätzlech Strooss vu St. Vith erof op d'Wämperhaart soll kommen, wéi och ëmmer a wat fir eng Décisioune si dann do huelen, dat ass net a menger Kompetenz -, an Zukunft wahrscheinlech net manner Verkéier wäerten op där Strooss kréien, esou datt mer ganz gutt musse kucken, wat gemaach gëtt.

Zwee vun deene grousse Punkten sinn, datt mer am Kader vum Plan sectoriel «Transports» analyséieren, wéi et mat de Contournemente vun Housen a vun Hengescht ass, als wesentlech Punkten; wat och Saache sinn, déi vun deene Gemenge gefrot gi sinn.

Wat dann elo déi prezis Punkten, déi den Här Kaes ugeschwat huet, ugeet, ass et esou, datt mer op där Strooss en Audit de sécurité amgaang sinn ze maachen. Ech wëll elo net haut, well den Här Kaes elo just fir haut déi Fro gestallt huet, déi grouss Mesuren annoncéieren, well mer nach net am Detail all Mesure kënnen annoncéieren, well den Audit de sécurité net fäerdeg ass, awer amgaang ass gemaach ze ginn, an och kuerzfristeg wäert fäerdeg sinn a mer da genau wëssen, wat gemaach gëtt.

Ech wëll just soen, datt all déi Propositiounen, déi een esou einfach am Handumdrehe mécht, well dat engem emol direkt logesch schéngt, awer ganz oft esou sinn, datt wann s de se da méchs, dann hues de zéng aner Gefore kreéiert, wann s de net oppass, wéi s de et méchs, a wann s de se net an de ganze Konzept setz, esou datt s de muss ganz virsiichteg domadder ëmgoen.

Ech soen Iech awer elo, wat fir eng Sécherheetsmoossname fir eis envisageabel sinn op där Streck an déi mer amgaang si fir déi eenzel Punkte vun der Streck genau ze analyséieren, fir ze wëssen, wat mer wou solle maachen.

D'Punkten, déi mer also amgaang sinn ze analyséieren, ass éischtens de Marquage op der Strooss. Mir mengen, datt et bei verschiddene Punkte vun där Strooss wesentlech ass, datt mer en Doublement vun de kontinuéierleche Linne maachen an datt mer och wat mer e Marquage sonore nennen op déi Strooss opbréngen - dat hutt Dir och selwer genannt.

Dat, kombinéiert mat engem Allongement vun den Transitiounszonen zwëschent dem Passage wou se op zwou oder eng Zon eriwwer ginn, also datt mer dat wesentlech méi kënne verlängeren, dréit zu engem groussen Deel zur Sécherheet bäi. Well ee vun de Geforepunkten, dat ass jo do wou s de vun zwou op eng eriwwer kënns, an d'Leit dann - illegal, sécher, mä trotzdeem - heiansdo Vitessen drop hunn, an dann, wann dat ze vill schnell eriwwer geet, a Geforesituatioune kommen, déi mer duerch en Allongement vun deene Sécherheetszonen eventuell kënne vermeiden.

Also och de Marquage sonore op der Strooss kann eis wesentlech hëllefen, well, wann owes gefuer gëtt an d'Leit duerch Inattentioun op déi aner Spur fueren, datt dann awer duerch e relatiivt grousst Geräisch, wat doduerch ausgeléist gëtt, d'Leit erëm an d'Spur zréckbruecht solle ginn, wann ech mech esou däerf ausdrécken.

Dat Zweet ass, datt mer och mengen, datt d'Beliichtung op der Strooss muss eng Kéier iwwerkuckt ginn, haaptsächlech op deene Kräizungen, déi mer als besonnesch gefäierlech ëmfannen, esou wéi et kierzlech op der Klosdällt realiséiert ginn ass. Och aner Kräizunge sollen op deem Niveau wat d'Beliichtung ugeet iwwerkuckt ginn.

Den drëtte Punkt ass, datt mer der Meenung sinn, datt ee vläicht op där doter Strooss kënnt op verschiddene Punkten envisagéieren, fir d'Signalisatioun, d'Stroosseschëlder, anescht ze maachen. Net datt mer aner Schëlder wëllen dohinner setzen, well mir halen eis selbstverständlech, Här Transportminister, un de Code de la Route. Mä et kann ee sech awer iwwerleeën, ob een, esou wéi d'Schëlder op den Autobunnen ausgesinn - d'Gréisst vun de Schëlder, d'Reflektiounscapacitéit -, net op den Autobunnssystem iwwergeet. Dat heescht, datt mer déi Type vu Schëlder, esou wéi ee se heiansdo op der Autobunn gebraucht, déi also méi grouss sinn, déi ee besser gesäit an och vu méi wäit gesäit an déi also dee Moment och méi d'Attentioun vum Chauffer unzéien, och kënnen op verschiddene géféierleche Plazen - déi den Audit als gefäierlech emfënnt - installéieren. Dat wär zum Beispill och eng Moossnam, déi kënnt geholl ginn.

Déi véiert Moossnam ass déi, datt een och muss analyséieren, fir op verschiddene Punkten Avertisseurs de vitesse hinzesetzen. Dat sinn déi Schëlder, déi dech opmierksam maachen, mat wéi vills de fiers a wou s de der emol heiansdo bewosst gëss, dass de wesentlech ze schnell bass, wou dann eng ganz Rei vun de Chauffeuren aus psychologesche Grënn ofbremsen.

(Interruption)

Net alleguer, ganz sécher, mä eng ganz Rei, déi awer da méi lues fueren.

De fënnefte Punkt ass, datt mer op verschiddenen Tracéë probéieren, fir den Traktersverkéier erof vun der Strooss ze huelen an haaptsächlech op Cheminruralen niewendrun ze huelen. Do gëtt et der eng ganz Rei, déi mer kënnen dofir gebrauchen an ouni ze vill Käschten aménagéiere kënnen.

Dat hëlt eis dann och schonn e Geforepunkt vun där Strooss ewech, well mer wëssen, datt de Vitessenënnerscheed schonn heiansdo ganz gefäierlech ka sinn. Mir haten och esou deen een oder deen aneren Accident, well den Trakter ganz einfach méi lues fiert an dofir e Geforepunkt, deemno wéi, ka sinn. Dat ass also, wéi gesot, och eng Moossnam, déi op verschiddene Punkte kann envisagéiert ginn.

Dann eppes, wat verschidde Leit vun hei gefrot hunn, notamment den Här Koepp, mä awer och den Här Kaes, dat ass den Traitement vu verschiddene Kräizungen, wou mer musse kucken, ob mer kënne Rondpointen dohinner kréien. Dat ass op zwee Punkten de Fall. Dat eent ass de Kippenhaff…

(Interruption)

…Koeppenhaff, jo okay.

Dat ass deen, wou eng Etüd amgaangen ass, wéi mer et solle maachen, a soubal déi Etüd ofgeschloss ass, kënne mer och kucken, wat méiglech ass a wéi mer et maachen.

An da wëll ech lech soen, datt, well dat vun lech méi wéi eng Kéier ugeschwat ginn ass, de Schinkert, déi Etüden och ofgeschloss sinn an datt déi Ausschreiwung vu mir ënnerschriwwe ginn ass viru ronn 14 Deeg - wann ech mech gutt erënneren -, esou datt dat elo kuerzfristeg wäert als Ausschreiwung an d'Zeitung kommen.

Do soll an enger éischter Etapp e Rondpoint gemaach ginn, deen also schonn en Deel vun der Problematik kann opfänken. Da musse mer analyséieren, ob dat elo dat ass, wat mer dann och, wann eventuell méi Verkéier dohinner kënnt, brauchen. Mir hunn de Rondpoint awer esou konzipéiert, datt een an enger zweeter Etapp dat, wat mer e Carrefour dénivelé nennen, deen also méi schnell ka goe mat deeneselwechte Sécherheetskritären, och nach ka maachen, wann een da gesäit, datt een nach niewent dem Rondpoint eng zousätzlech Moossnam misst maachen.

Dat ass also elo ënnerwee, an déi Aarbechte missten an engem räsonnabelen Délai och kënnen ugefaange ginn, soubal déi Ausschreiwungsprozeduren an dat alles gemaach ass.

Dann ass déi Fro vun der Verbreederung vun der Assise routière, wat jo, wéi ech héieren hunn, schonn eng Diskussioun ass. Et ass verständlech, datt ee sech déi Fro, déi sech do stellt, plus déi Fro vun der Véierspuregkeet an dem Mur californien an der Mëtt stellt. Et ass awer net ëmmer ganz einfach, eng Äntwert dorop ze hunn. An ech soen net, datt mer net mengen, datt et op verschiddene Plazen net ubruecht wär. Ech wëll awer, éier mer décidéieren, ob oder ob net, a wou, datt mer deen Audit ofwaarden, fir genau ze gesinn, wou mer dru sinn.

Well et muss een einfach wëssen, datt esou Moossnamen, wa mer se maachen, net nëmmen zousätzlech Sécherheet bréngen. Si kënnen op verschiddene Plazen zousätzlech Sécherheet bréngen, mä si kënnen awer och eng ganz Rei zousätzlech Risquen hunn. Et ass ganz kloer, datt dann, wann der vun dräi op véier Spure fuert, natierlech och d'Tentatioun do ass, fir nach méi schnell ze fueren. D'Tentatioun vun engem Supplément u Vitesse ass do evident, esou datt ee ganz gutt muss oppassen, wéi a wou een dat mécht. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, datt all Kéiers wann der eng véierspureg Pist maacht, a mir kënne se net kontinuéierlech maachen, well mer selbstverständlech eng ganz Rei Dierfer a Gemengen hunn, wou mer net véier Spure mat voll Karacho derduerch fuere kënnen, a well mer eng ganz Rei Ouvrage-d'arten op där Strooss hunn, déi mer och net kënnen einfach esou verbreeden, well soss musse mer eng nei Bréck niewendru bauen - wéi och ëmmer, also dat geet guer net esou einfach -, der selbstverständlech erëm e Geforepunkt schaaft, well der dann eng Ofbremsungsfläche musst maachen, well d'Leit sech erëm mussen areien.

Also, nach eng Kéier: Alles dat ass net esou evident.

Ech verstinn awer selbstverständlech déi Suerg an ech mengen, mir hunn och deem Auditgrupp gesot, e soll kucken, op wat fir enge Plaze vun der N7 dat do eis dann eppes bréngt,…

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- …ouni datt dat eis zousätzlech Problemer schaaft.

An domat, Här President, hunn ech alles gesot wat ech wollt soen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass den Ordre du jour vun haut ofgeschloss.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir gesinn eis muer de Mëtten um hallwer dräi zréck. D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.51 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 415

Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe page 415

Ordre du jour page 415

Débat d'orientation en vue du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 sur le mandat d'une Conférence intergouvernementale relative au Traité constitutionnel pages 415-423

Question urgente N°1779 de M. Félix Braz relative à la directive «Postes» pages 423-424

5665 - Projet de loi portant

a) approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006;

b) approbation du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le «Landkreis Merzig-Wadern» sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», signé à Perl, le 4 décembre 2006 pages 424-427

5625 - Projet de loi portant

1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 427-432

Dépôt de deux projets de loi page 432

Question urgente N°1778 de M. Jacques-Yves Henckes relative au trafic de fausses autorisations de commerce page 433

5643 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Conférence Européenne de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 13 février 1969

5644 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant le Laboratoire Européen de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 10 mai 1973 pages 433-434

5677 - Projet de loi relatif à la construction d'un dépôt des Ponts et Chaussées à Remich pages 435-436

5678 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg pages 436-438
page 439

5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006 pages 438-439

Demandes en naturalisation pages 439-440

Ordre du jour page 440

Communications page 441

Ordre du jour page 441

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°199 du 19 juin 2007 de M. Lucien Thiel relative à la libéralisation des services postaux, adressée à M. le Ministre des Communications pages 441-442

- Question N°200 du 18 juin 2007 de Mme Colette Flesch relative à une modification du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement afin de faire bénéficier les partenaires des mêmes dispositions que celles prévues pour les couples mariés, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement page 442

- Question N°201 du 18 juin 2007 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement sur la liaison ferroviaire entre le Luxembourg et l'Allemagne (Luxembourg-Trèves ou Luxembourg-Merzig), adressée à M. le Ministre des Transports page 442

- Question N°202 du 19 juin 2007 de M. Félix Braz relative au projet tram, adressée à M. le Ministre des Transports pages 442-443

- Question N°203 du 18 juin 2007 de M. Ben Fayot relative à la décision de l'OTAN relative aux boucliers antimissiles, adressée à M. le Ministre de la Défense pages 443-444

- Question N°204 du 18 juin 2007 de M. Robert Mehlen relative au fonctionnement des auberges de jeunesse, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement page 444

- Question N°205 du 18 juin 2007 de M. Alexandre Krieps relative aux accidents impliquant des cyclistes et à l'introduction du port du casque obligatoire pour tous les cyclistes sur la voie publique, adressée à M. le Ministre des Transports pages 444-445

- Question N°206 du 18 juin 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'état d'avancement de l'élaboration de la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

et

Question N°207 du 19 juin 2007 de M. Charles Goerens relative à la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 445

Ordre du jour page 445

5607 - Projet de loi portant création d'un lycée à Belval

5657 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée d'enseignement secondaire et secondaire technique à Belval pages 445-450

Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet de l'évolution future de l'espace scolaire de Mersch pages 450-452

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la sécurité routière sur la route nationale RN7 (E420) en direction de Wemperhardt pages 452-456

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1651	M. Laurent Mosar	Recours d'une société de transport en taxis contre des décisions du Ministre des Transports en matière d'agrément
1686	M. Robert Mehlen	Réserves en eau du lac de la Haute-Sûre
1688	M. Gast Gibéryen	Signalisation routière
1691	M. Carlo Wagner	État d'avancement du chantier de construction du Laboratoire National de Santé à Dudelange
1695	M. Camille Gira	Traitement des demandes d'autorisation dans les délais légaux prévus par la loi modifiée du 10 juin 1999 sur les établissements classés
1699	M. Félix Braz	État des travaux du «National Contact Point on Integration» luxembourgeois
1701	M. Félix Braz	Application de la directive 77/486/CEE visant la scolarisation des enfants de travailleurs migrants - Cours de langue maternelle intégrés
1706	Mme Claudia Dall'Agnol	Mise en service du système «eCall»
1708	M. Marc Spautz	Prix d'hébergement pratiqués par les établissements d'aide et de soins aux personnes âgées
1717	M. Carlo Wagner	Application de l'article 17 de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
1721	M. Marcel Oberweis	Impact de la pollution automobile sur le risque d'infections respiratoires des enfants
1722	M. Carlo Wagner	Réduction des subsides ordinaires de certaines sociétés sportives
1725	M. Gast Gibéryen	Assurances pour animaux de compagnie
1730	M. Henri Kox	Politique d'achat d'électricité de la Cegedel
1732	M. Gast Gibéryen	Implantation de l'entreprise italienne Tontarelli à Bascharage
1735	M. Claude Meisch	Désindexation des contrats conclus avec les administrations étatiques
1736	M. Claude Meisch	Mesures en matière de performance énergétique du parc immobilier
1739	M. Marcel Oberweis	Utilisation militaire du système de navigation par satellite Galileo
1740	Mme Anne Brasseur	Sponsoring des concerts et festivals de musique
1741	M. Jean-Pierre Koepp	Introduction d'une analyse sanguine annuelle complète et gratuite pour les donneurs de sang
1747	M. Camille Gira	Critères de sélection des communes bénéficiant d'une contribution financière de l'État dans le cadre du «Pacte Logement»
1758	M. Roger Negri	Structure «sport-études» pour la rentrée scolaire 2007/2008 à l'Institut National des Sports (INS)
1786 urgente	M. Ben Fayot	Organisation d'une fouille de sauvetage dans la maison Lassner à Luxembourg par des archéologues du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA) ou du Service des Sites et Monuments

Question 1651 (21.3.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **recours d'une société de transport en taxis contre des décisions du Ministre des Transports en matière d'agrément:**

Le Tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg a tranché en audience publique du 14 mars 2007 l'affaire concernant le recours formé par une société de transport en taxis contre des décisions du Ministre des Transports en matière d'agrément.

En effet, le Ministère des Transports avait retiré avec effet au 1er mai 2006 l'agréation en tant qu'installateur de taximètres à la société concernée.

Par sa décision du 14 mars 2007 le Tribunal administratif a annulé les décisions ministérielles et condamné l'État aux frais.

Il ressort du jugement que l'État n'était pas représenté à l'audience afin de pouvoir défendre les intérêts du Ministère des Transports.

Au vu des développements antérieurs j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles l'État n'était pas représenté dans la présente affaire?

- Me référant à ma question parlementaire N°1418 du 21 novembre 2006 et la réponse y afférente des Ministres concernés *(cf. compte rendu N°7/2006-2007)*, quelles sont les suites que le Gouvernement entend donner au jugement du Tribunal administratif?

- Le cas échéant, le Gouvernement entend-il interjeter appel contre cette décision?

Réponse (14.6.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans un litige opposant le Ministre des Transports à Taxis Colux S.A., le Tribunal administratif a annulé le 14 mars 2007 les décisions de Monsieur le Ministre des Transports du 1er mai 2006 portant retrait de l'agréation en tant qu'installateur de taxis de la société précitée.

Or, l'agrément accordé à Colux S.A. par le biais d'un arrêté ministériel du 27 janvier 2004 était venu à échéance le 29 octobre 2006.

La décision de retrait qu'elle soit finalement annulé au non, est donc de toute façon devenue obsolète vu le fait que l'agrément retiré a de toute façon cessé d'exister le 26 octobre 2006, avant qu'une décision au fond quant au recours ne soit intervenue.

À noter que dans le cadre d'un recours introduit par la société APP S.àr.l., une société proche de la société Colux S.A., un mémoire en réponse du Ministère des Transports a été déposé le 9 mars 2007 au Tribunal administratif par l'intermédiaire de Maître Albert Rodesch, tendant à déclarer le recours en annulation de la partie adverse irrecevable par défaut d'intérêt pour agir.

Cette affaire est en délibéré.

Question 1686 (16.4.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **réserves en eau du lac de la Haute-Sûre:**

An Zäite vu Klimawandel an enger permanent wuessender Populatioun zu Lëtzebuerg kënnt dem Stauséi vun Esch/Sauer eng ëmmer méi grouss Bedeitung als nationalen Drénkwaasserréservoir zou. Besonnesch während laangen Drëcheperioden an der Summerzäit wär ouni de Stauséi eng eenegermoosse sécher Waasserversuergung net méi denkbar.

Duerfir misst den Aspekt vun der Waasserversuergung bei der Gestioun vum Stauséi prioritär Berücksichtegung fannen. Nodeems mer an deene leschte Méint relativ héich Nidderschléi kannt hunn, hatt een elo kënnen erwaarden, datt den Niveau vum Séi aktuell um Héckststand war, fir mat enger méiglechst grousser Waasserreserv an de Summer ze goen.

Dat ass awer, wéi ech mech dëser Deeg iwwerzeege konnt, bei wäitem net de Fall.

Duerfir meng Froen un Iech, Här Minister:

1. Wat sinn d'Ursaache fir dësen Zoustand a wien ass heifir responsabel?

2. Sidd Dir bereet, fir beim aktuell nach relativ héijen Zoulaf d'Reserv vum Séi virum Summer nach sou wäit wéi méiglech opzefëllen?

3. No wat fir enger Philosophie gëtt de Waasserstand vum Séi régléiert? Gëtt et heifir eng kloer Reglementatioun? Wien ass a leschter Konsequenz fir déi betreffend Décisioune verantwortlech a besteet hei eventuell Handlungsbedarf um Niveau vun der Regierung?

Réponse (20.6.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

(Wéinst den techneschen Explikatiounen, déi ech dem Här Mehlen muss als Äntwert op seng Froe ginn, hunn ech mer erlaabt, dës ausnahmsweis net an där vum Här Deputéierte gewielte Sprooch ze formuléieren. Ech géif hie bieden, dëst ze entschëllegen.)

J'aimerais, avant de répondre plus précisément aux trois questions posées par Monsieur le Député Mehlen, rappeler quelques principes essentiels régissant les relations entre l'exploitant de la centrale hydro-électrique d'Esch/Sûre, la société luxembourgeoise des énergies renouvelables Soler et l'État luxembourgeois. La convention liant ces deux parties et qui définit les modes et les consignes d'exploitation de la Centrale, distingue deux modes d'exploitation:

a) L'exploitation de la retenue en période hivernale (du 1er novembre au 1er avril) doit se faire de manière à gérer les apports de façon optimale pour que la cote de 317,00 m ne sera dépassée que pour utiliser la tranche entre la cote 317,00 m et la cote 320,00 m pour amortir les crues exceptionnelles.

b) L'exploitation de la retenue en période d'été (du 1er avril au 1er novembre) prévoit une cote de 320,00 m et si l'hydraulicité le permet, l'exploitation de la retenue se fera de façon à ne pas descendre sensiblement en dessous de la cote 315,00 m.

Pour garantir l'alimentation du pays en eau potable en période d'étiage, la production hydroélectrique doit être limitée pour garantir un débit minimum de 1,0 m^3/s.

Ceci étant, les questions de l'honorable Député Mehlen comportent de ma part les réponses suivantes:

1. Les apports du mois de mars ont été gérés correctement et au 1er avril la cote se situait à 316,5 m. Pendant le mois d'avril il n'y a pas eu de précipitations, la production hydroélectrique était au minimum et les apports n'ont pas permis de remplir la retenue au-delà de la cote de 317,2 m. Le cycle hydrologique de l'eau permettra certainement un remplissage de la retenue sans pour autant garantir d'atteindre la cote d'exploitation de 320,0 m. La situation au lac d'Esch/Sûre est normale compte tenue de la situation climatique actuelle.

2. Les apports actuels ne permettent pas de remplir la retenue car le débit minimum en aval devra être garanti.

3. Les consignes d'exploitation sont définies de manière à gérer au mieux les deux extrêmes que représentent les crues et les débits d'étiages. En période d'étiage l'exploitation se fera avec priorité sur la production d'eau potable.

J'aimerais pour terminer souligner d'une façon générale que l'honorable Député a certes raison d'affirmer que le lac d'Esch/Sûre joue un rôle très important pour garantir l'alimentation en eau potable du pays. J'aimerais néanmoins ajouter qu'il importe en tout état de cause de ne pas négliger les efforts que chacun devra faire pour économiser l'eau potable, quelque soit le niveau de remplissage du lac.

Question 1688 (17.4.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **signalisation routière:**

Den Artikel 139 vum Code de la Route seet, datt ausserhalb vun den Uertschaften d'Vitesse op de Landstroossen op 90 km/h an op 130 km/h (bei normalem Wieder) op der Autobunn limitéiert ass.

Elo gëtt et awer Plaze wou entweder méi schnell kann oder méi lues muss gefuer ginn.

Den Artikel 5 vum Gesetz vum 24. Februar 1955 seet, datt op de Statsstroossen de Stat selwer de Verkéier duerch en entspriechende Règlement grand-ducal oder Règlement ministériel regelt.

Dëst ass geschitt duerch de Règlement grand-ducal du 29 mars 2004 concernant les limitations de la vitesse dérogatoires sur les voies publiques faisant partie de la voirie de l'État située en dehors des agglomérations, deen duerch de Règlement grand-ducal du 7 avril 2006 ofgeännert gouf.

Anscheinend gëtt et awer nach Plazen op onsen Autobunnen a Landstroossen, wou d'Beschëlderung net méi der Reglementatioun entsprécht. Ech ginn hei nëmmen e puer Beispiller un, si mer awer sécher, datt et nach aner Plaze gëtt.

- Escher Autobunn A4 vun der Offahrt Foetz un. Do stinn nach Schëlder mat 110 an 90 drop. Datselwecht gëlt fir d'Collectrice du Sud vum Échangeur Lankhëlz u bis op Bascharage (mat Ausnahm vun den Tunnellen).

- D'Vitesseschëlder op sämtlechen Aus- an Opfahrten entspriechen net méi dem Reglement.

- N32 vu Suessem (Reitschoul) bis op Gadderscheier (Kronospan); do entspriechen d'Vitesselimitatiounen och net méi dem Reglement.

Aus dësem Grond géif ech Iech gären dës Froe stellen:

1. Ass dem Minister bekannt, datt et Stroossebeschëlderunge gëtt, déi net méi de Reglementer entspriechen?

2. Wéi ass et méiglech, datt nach net all d'Beschëlderungen der Reglementatioun entspriechen?

3. Wat gedenkt den Har Minister ze ënnerhuelen, fir dës Situatioun sou séier wéi méiglech ze änneren?

Réponse commune (21.6.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert s'il est de ma connaissance que des signaux routiers actuellement en place ne soient couverts par une réglementation afférente ainsi que, le cas échéant, sur les raisons qui en sont à l'origine et sur les moyens envisageables pour remédier à cette situation.

L'article 139 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route, définit les limitations de la vitesse applicables sur les tronçons de route tant à l'intérieur, qu'à l'extérieur des agglomérations de même que sur les autoroutes.

Les limitations de la vitesse dérogatoires ayant un caractère définitif sont énumérées au règlement grand-ducal modifié du 29 mars 2004 concernant les limitations de la vitesse dérogatoires sur les voies publiques faisant partie de la voirie normale de l'État située en dehors des agglomérations déroge à ces principes. Le règlement

grand-ducal du 29 mars 2004 précité, comporte l'ensemble des vitesses dérogatoires qui sont applicables sur la voirie normale de l'État située à l'extérieur des agglomérations, abstraction faite des limitations de la vitesse dérogatoires applicables sur les autoroutes. Dans ce contexte il convient également de noter que les limitations de la vitesse ayant un caractère temporaire peuvent être réglementées par le biais de règlements ministériels.

En outre, je me permets de préciser que l'article 2 du règlement grand-ducal du 29 mars 2004 précité, dispose que «toutes les dispositions réglementaires relatives à des limitations de la vitesse dérogatoires aux limitations réglementaires générales de la vitesse énoncées à l'article 139 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité sont abrogées pour autant qu'elles s'appliquent à la voirie de l'État située en dehors des agglomérations.»

Pour ce qui est des limitations de la vitesse dérogatoires prescrites sur les autoroutes, il convient de signaler qu'elles seront intégrées dans le règlement grand-ducal relatif aux «aires de service» qui est sur le point d'être finalisé. Dans ce contexte il a été nécessaire de procéder à un examen détaillé de tous les échangeurs sur les autoroutes qui n'a pu être clôturé que récemment. À ce stade, il ne reste que d'achever la vérification de cette liste des limitations de la vitesse avant que le projet pourra être mis sur la voie procédurale.

En ce qui concerne la signalisation routière à l'extérieur des agglomérations, en l'occurrence le tronçon de la route nationale N32 entre Sanem et Gadderscheier (Kronospan), les limitations de la vitesse ont été réglées par règlement ministériel et seront prochainement confirmées par un règlement grand-ducal.

Question 1691 (20.4.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**état d'avancement du chantier de construction du Laboratoire National de Santé à Dudelange:**

La loi du 19 décembre 2003 autorise le Gouvernement à faire procéder à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange.

Dans sa réponse à la question parlementaire N°0826 de Monsieur le Député Niki Bettendorf *(cf. compte rendu N°9/2005-2006)*, Monsieur le Ministre des Travaux publics expose que «les études d'exécution seront finalisées pour le mois de septembre 2006, de sorte que les travaux de terrassement sont prévus pour le début de l'année 2007».

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0943 *(cf. compte rendu N°9/2005-2006)*, Monsieur le Ministre de la Santé souligne que la réalisation de la nouvelle infrastructure dans les meilleurs délais relève de la plus haute importance et estime que la fin du chantier pourrait se situer avant les congés collectifs d'été 2010.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que ce calendrier a été respecté?

- Dans la négative, quelles raisons justifient ce retard?

- Quand est-ce que la fin du chantier de la phase 1 concernant les infrastructures du Laboratoire National de Santé à Dudelange peut-elle être envisagée?

Réponse (14.6.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire N°1691 de l'honorable Député Carlo Wagner concernant l'état d'avancement du chantier de construction du Laboratoire National de Santé à Dudelange, je puis fournir les précisions suivantes:

Le planning initial selon lequel les travaux de terrassement avaient été prévus pour le début de l'année 2007 a dû être modifié de manière à reporter le début de ces travaux au mois d'octobre 2007.

Le retard en question était dû à des problèmes liés à l'autorisation d'exploitation du chantier.

L'autorisation sollicitée a été accordée en février 2007 et la soumission «Travaux de terrassement» a pu être lancée début mars 2007 reportant ainsi la date de début des travaux au mois d'octobre prochain.

La fin du chantier relative à la phase 1 est toujours prévue pour la période avant les congés collectifs de l'été 2010.

Question 1695 (23.4.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **traitement des demandes d'autorisation dans les délais légaux prévus par la loi modifiée du 10 juin 1999 sur les établissements classés:**

La loi modifiée du 10 juin 1999 sur les établissements classés prévoit des délais qui sont à respecter lors du traitement des dossiers d'autorisation. Or, le rapport annuel du Ministère de l'Environnement révèle qu'en 2006 seulement 70% des demandes d'autorisation ont été traités dans le délai légal, contre 74,82 % l'année précédente.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des détails concernant les durées de dépassement des délais légaux et les origines de ces retards?

- Est-ce qu'il est prévu de procéder à une amélioration de la situation? Si oui, quelles sont les mesures envisagées?

Réponse (11.6.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En 2006, le nombre de dossiers traités et accomplis est supérieur à celui des années précédentes (1.097 en 2006; 1.042 en 2005 et 984 en 2004). Toutefois, le nombre de dossiers de demande introduits en vertu de la loi précitée auprès de l'administration a connu un accroissement de 17,3% en passant de 1.042 en 2004 à 1.154 en 2006.

L'administration constate par ailleurs que le nombre de demandes introduites à contenu minimaliste, ne répondant manifestement pas aux critères de la loi, et nécessitant une liste d'informations supplémentaires adressée au requérant afin de compléter son dossier, s'est accru d'environ 45% à 70% pour les demandes classées 1 et d'environ 18% à 46% pour les demandes de la classe 3 entre 2004 et 2006.

Ainsi, le respect des délais s'est légèrement aggravé.

Question 1699 (24.4.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**état des travaux du «National Contact Point on Integration» luxembourgeois:**

La Commission européenne a mis en place un réseau de «National Contact Points on Integration».

Dans ce contexte je vous prie de m'informer sur les travaux du «Contact Point luxembourgeois».

- Par qui le Luxembourg y est-il représenté?

- Quels sont les enseignements apportés par les travaux de ce réseau au Ministère de la Famille et de l'Intégration, notamment pour ce qui est de la mise en place d'une politique d'intégration volontariste?

- Quelles sont les perspectives de ces travaux au niveau communautaire?

- Quels sont les liens avec le Conseil National pour Étrangers?

Réponse (11.6.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le groupe de travail «National Contact Points on Integration» est composé de par son essence de représentants gouvernementaux.

Le Luxembourg y est représenté par le Commissaire du Gouvernement aux Étrangers.

- L'échange d'informations sur les politiques d'intégration permet à chaque point de contact national de se tenir au courant de ce qui se fait dans les autres États membres et de réfléchir si l'une ou l'autre initiative ou mesure politique pourrait être mise à l'épreuve dans le contexte de son pays respectif.

- Lors de la réunion informelle des Ministres de l'Intégration à Potsdam les 10 et 11 mai 2007, l'intention a été exprimée d'augmenter les compétences des points de contact nationaux sur l'intégration dans le futur.

- L'élaboration de deux manuels d'intégration a été la principale activité de ces NCPI dans les années passées. Le Conseil National pour Étrangers figure sur la liste des organismes nationaux auxquels le deuxième manuel présenté lors de la Conférence à Potsdam va être expédié.

Un site Web «Intégration» est en cours de réalisation. Celui-ci sera accessible à tout intéressé.

Question 1701 (24.4.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**application de la directive 77/486/CEE visant la scolarisation des enfants de travailleurs migrants - cours de langue maternelle intégrés:**

Le 25 juillet 1977 le Conseil des Ministres des Communautés européennes a adopté la directive 77/486/CEE visant la scolarisation des enfants de travailleurs migrants. L'article 3 de cette directive stipule entre autres que l'État membre doit prendre des mesures appropriées en vue de promouvoir, en coordination avec l'enseignement normal, un enseignement de la langue maternelle et de la culture du pays d'origine en faveur des enfants de travailleurs migrants.

Dans ce contexte je voudrais savoir:

- Le Gouvernement luxembourgeois estime-t-il être en accord avec les exigences de cette directive?

Lors de la récente visite-éclair du Président de la République portugaise, le modèle des cours de langue maternelle intégrés a été mis en exergue.

- Quel est le nombre d'élèves portugais qui fréquentent des cours intégrés?

- Quels sont les établissements scolaires où cette offre fonctionne?

- Quels sont les établissements scolaires dans lesquels des cours parallèles sont offerts pour l'année 2006/2007?

- Au cours de la dernière décennie, quelle a été l'évolution du nombre de cours parallèles et intégrés?

- À quoi se heurte la multiplication des cours de langue intégrés?

- Les enseignants luxembourgeois et portugais suivent-ils une formation continue commune?

- Dans quelles autres langues des cours parallèles et intégrés sont-ils offerts?

- Un document d'évaluation des cours intégrés existe-t-il?

Réponse (14.6.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le Luxembourg est un des rares pays au monde à offrir des cours en langue maternelle intégrés dans le cadre du programme et de l'horaire scolaire ordinaire.

La plupart des pays ont dû renoncer à intégrer les cours dans l'horaire scolaire, principalement pour des raisons d'organisation et d'équité. Il est en effet impossible d'offrir à chaque élève des cours dans sa langue maternelle. Voilà pourquoi ces cours, organisés par les ambassades ou par des associations, sont généralement offerts en dehors de l'horaire scolaire et sans lien avec le programme scolaire.

Cours intégrés

Dès 1983, le Luxembourg a offert des cours «intégrés» (c'est-à-dire intégrés dans l'horaire et le programme scolaire) en langue espagnole, italienne et portugaise.

Au cours des 25 dernières années, la demande de cours intégrés en langue portugaise a fortement augmenté.

Les cours en espagnol n'ont fonctionné que pendant deux ans, et ont été arrêtés, faute de candidats en nombre suffisant.

Les cours intégrés en langue italienne, suivis par 49 élèves en 2005/2006, ont été supprimés par l'Ambassade italienne en plein milieu de cette même année scolaire.

Cours en dehors de l'horaire scolaire

Le Ministère de l'Éducation met à disposition des locaux scolaires pour les cours dits «parallèles», offerts en dehors des horaires scolaires par les ambassades.

Cours de portugais dans l'enseignement secondaire classique

Depuis l'année scolaire 2005/2006, des cours de langue portugaise sont offerts à partir de la classe de III^{e} de l'enseignement secondaire classique. Chaque année, un sondage est réalisé auprès de tous les élèves de la classe de IV^{e}, leur demandant s'ils sont intéressés à suivre des cours de portugais (soit des cours de 4^{e} langue vivante de la section A, soit des cours à option pour les élèves de toutes les sections).

À ce jour, des cours à option sont offerts dans le Lycée des Garçons Luxembourg, le Lycée des Garçons Esch et le Lycée classique de Diekirch.

Le Luxembourg est donc entièrement en accord avec la directive européenne de 1977 qui stipule entre autres que l'État membre doit prendre des mesures appropriées en vue de promouvoir, en coordination avec l'enseignement normal, un enseignement de la langue maternelle et de la culture d'origine en faveur des enfants de travailleurs migrants.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Évolution du nombre d'élèves des cours intégrés et parallèles de 1997/1998 à 2006/2007

Année scolaire	Enseignement primaire			Enseignement secondaire			Total		Total global
	c.intégrés	c.parall.	Total	c.intégrés	c. parall.	Total	c.intégrés	c. parall.	
1997/1998	1295	2294	3589						
1998/1999	1358	2173	3531		872	872	1358	3045	4403
1999/2000	1624	2062	3686		989	989	1624	3051	4675
2000/2001	1811	1963	3774		932	932	1811	2895	4706
2001/2002	1956	1912	3868		998	998	1956	2910	4866
2002/2003	2040	1833	3873		976	976	2040	2809	4849
2003/2004	2133	1852	3985		905	905	2133	2757	4890
2004/2005	2183	1771	3954		947	947	2183	2718	4901
2005/2006	2297	1642	3939		959	959	2297	2601	4898
2006/2007	2270	1548	3818		904	904	2270	2452	4722

Établissements où fonctionnent ces cours

Voir annexes 1, 2, 3

Autres langues

À côté des cours intégrés et parallèles, différents organismes de non communautaires (chinois, bosniaques, etc.) offrent des cours de langue, mais comme ils sont organisés soit par les ambassades, soit par des associations, il est difficile de savoir quels cours fonctionnent actuellement.

Formation continue commune

Les enseignants portugais ont accès à tous les cours de formation continue offerts par le Ministère de l'Éducation nationale du Luxembourg. À notre demande, ces cours sont reconnus par les autorités portugaises et valent également pour l'avancement dans la carrière des enseignants portugais, mais à ce jour, il n'y a pratiquement pas eu d'inscriptions.

Des formations spécifiques communes, ayant comme thème les matières enseignées dans les cours intégrés ou les nouvelles technologies de l'information, sont organisées régulièrement à l'intention tant des enseignants luxembourgeois que des enseignants portugais.

Document d'évaluation

Au cours des années passées, différentes études ont été réalisées sur le fonctionnement des cours intégrés, en collaboration avec l'Ambassade du Portugal et l'Université de Lisbonne.

L'évaluation de l'impact des cours intégrés ayant fait partie des mesures prévues au programme gouvernemental, le Ministère de l'Éducation nationale a effectué une enquête en janvier 2005 auprès de tous les élèves de nationalité portugaise âgés de 15 ans afin d'obtenir des informations sur la fréquentation des cours de/en langue portugaise (cours intégrés, cours parallèles, pas de cours suivis) ainsi que sur l'utilisation et l'impact de la langue portugaise au quotidien. Ces données ont été mises en relation avec différentes données relatives au parcours scolaire de ces élèves, en vue d'évaluer l'impact des cours.

Résultats de l'étude

Pour ce qui est de l'influence sur le parcours scolaire des élèves, on n'a pas pu constater d'influence significative. Il ne s'agit en tout cas pas d'un facteur significatif pouvant influencer dans un sens ou l'autre les chances de réussite dans le système scolaire luxembourgeois. Il n'y a pas non plus de lien avec le niveau scolaire atteint à la fin de l'obligation scolaire.

Par contre, il est indéniable que la valorisation de la langue maternelle a un effet bénéfique sur des aspects personnels extrascolaires, tels que le sentiment d'appartenance à la communauté portugaise ou un rapprochement à des origines parfois lointaines.

Le rapport de l'étude a été envoyé au Président de la Chambre des Députés, ainsi qu'à tous les partenaires concernés, en novembre 2005. Il figure sur le site Internet du Ministère.

Problèmes et pistes d'action

La multiplication du nombre de cours intégrés se heurte essentiellement à des facteurs d'organisation: nombre insuffisant d'enfants par école et par niveau et nombre insuffisant de salles de classe disponibles.

Comme les cours intégrés ont lieu dans le cadre du programme de l'école primaire luxembourgeoise, et qu'ils doivent être autorisés par les communes, mais organisés par l'Ambassade du Portugal avec des enseignants recrutés et rémunérés par les autorités portugaises, l'organisation des cours ainsi que les responsabilités respectives ne sont pas toujours faciles à régler.

Il arrive qu'il y ait un manque d'enseignants portugais, respectivement que les enseignants arrivent au Luxembourg après le début de l'année scolaire, alors que tous les horaires scolaires sont déjà établis.

Il faut signaler aussi que la pratique de renouveler tous les quatre ans le recrutement des enseignants au Portugal n'est guère favorable à la continuité des cours, ni à l'échange nécessaire entre enseignants luxembourgeois et portugais.

Voilà pourquoi le Ministère entend privilégier plusieurs mesures:

L'assistant de langue maternelle au précoce et au préscolaire, parlant luxembourgeois et portugais. Cette mesure, préconisée dans les circulaires de printemps, est adoptée par quelques communes et donne d'excellents résultats à un moment où la langue maternelle est encore en pleine construction. Par ailleurs, elle facilite l'accès à la langue luxembourgeoise.

Dans le cadre du plan d'action langues pour 2007/2009, différentes actions sont prévues visant la valorisation de la langue et de la culture portugaise.

Les activités d'ouverture aux langues: en vue de favoriser la valorisation des langues maternelles de tous les enfants, le Ministère est en train d'élaborer un projet d'ouverture aux langues s'adressant à tous les enfants. Ces activités ont pour but de

susciter la curiosité des élèves face aux similitudes et différences entre les langues

développer leurs capacités d'observation, d'analyse et de réflexion sur les langues

accroître leur motivation à apprendre les langues

favoriser une attitude positive vis-à-vis de la diversité linguistique et culturelle.

Question 1706 (25.4.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **mise en service du système «eCall»:**

En cas d'accident, le dispositif «Call» installé dans un véhicule envoie un appel d'urgence au centre de réception des appels d'urgence le plus approprié (PSAP - Public Service Answering Point) et envoie en même temps un certain nombre de données relatives au véhicule, notamment sa localisation précise.

Le système est basé sur l'emploi du numéro d'urgence unique européen, le 112, qui permettra d'assurer son interopérabilité dans toute l'Union européenne. L'appel d'urgence peut être déclenché manuellement par les occupants du véhicule ou automatiquement, en cas d'accident grave, grâce à des capteurs installés dans le véhicule. Selon une communication de la Commission européenne au Parlement européen, au Conseil, au Comité Économique et Social européen et au Comité des régions du 26 novembre dernier, le calendrier de mise en œuvre serait le suivant:

- signature du protocole d'accord par les principales parties concernées afin de faire progresser la situation avant la fin 2006;

- définition complète du système «eCall» et début du développement pour la mi-2007;

- essais sur le terrain en vraie grandeur dès le début 2008;

- modernisation par les États membres de leurs PSAP d'ici septembre 2009;

- introduction d'«eCall» comme option standard à bord de tous les véhicules homologués à compter du 1er septembre 2010.

Toujours suite à cette même communication, sept États membres et deux pays associés auraient signé le protocole d'accord «eCall», tandis que dans douze autres États la procédure en vue de sa signature aurait été entamée et en serait à différents stades. Ainsi, les Pays-Bas, la Finlande et la Suède seraient les trois premiers pays à faire fonctionner «eCall». Alors qu'en France, par exemple, un groupe interministériel aurait été créé pour étudier le déploiement de l'«eCall» en collaboration avec l'industrie, le Luxembourg fait partie des six États membres qui n'auraient pas communiqué d'information sur l'état d'avancement de la procédure dans leur pays.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale les questions suivantes:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à ce système?

- Est-il exact que le Luxembourg n'a pas transmis d'informations sur l'avancement des travaux concernant la mise en service de «eCall»?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Quel est l'état actuel des travaux respectivement des discussions au Luxembourg?

Réponse (11.6.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le système «eCall» est un système paneuropéen d'appel de secours d'urgence, généré, soit directement par messagerie vocale par le conducteur d'une voiture en cas d'un accident, soit automatiquement par des capteurs en cas de choc subi par un véhicule. Dans ce dernier cas, le système lance automatiquement un appel d'urgence au centre de réception des appels d'urgence le plus proche et une série de données est transmise, en particulier les coordonnées géographiques permettant aux opérateurs du centre de réception des appels de repérer sur une cartographie électronique le lieu de l'accident. Ce système doit permettre de minimiser le temps d'intervention des services de secours. Au Luxembourg, le central des secours d'urgence de l'Administration des Services de Secours est le seul point de contact pour tout le pays auquel aboutit le numéro européen unique standardisé, le 112.

Pour réaliser le système «eCall», plusieurs conditions doivent être remplies. Les producteurs d'automobiles doivent développer des standards techniques permettant la transmission automatique en cas d'un appel d'urgence. Les données à envoyer automatiquement au central des secours d'urgence 112 le plus proche sont à fixer par des protocoles standardisés.

Or, actuellement les spécifications des protocoles sont en train d'être élaborées sous la tutelle de l'Institut européen des normes de télécommunication et devraient être prêtes pour la fin de l'année 2007. L'Administration des Services de Secours suit de près l'état d'avancement de ces travaux. Une fois que ces protocoles auront été définitivement fixés, le service technique responsable pour la gestion des équipements du central des secours d'urgence 112, pourra se prononcer sur les équipements et logiciels nécessaires permettant la mise en œuvre technique du système «eCall». Il est à prévoir que le central des secours d'urgence 112 sera opérationnel en matière de «eCall» vers la fin de l'année 2009.

Comme le Luxembourg ne dispose pas de plusieurs centres de réception des appels d'urgence publics ou privés pouvant être joints par le numéro unique 112, une coordination interministérielle s'avère superflue.

Question 1708 (26.4.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **prix d'hébergement pratiqués par les établissements d'aide et de soins aux personnes âgées:**

Dans leur réponse commune à ma question parlementaire N°1603, les Ministres sub-mentionnés donnent à considérer qu'ils ne disposent d'aucune liste des prix d'hébergement pratiqués par les maisons de soins et les centres intégrés pour personnes âgées *(cf. compte rendu N°10/2006-2007)*. Ils m'ont également informé de la volonté du Gouvernement de charger un expert externe d'une analyse des coûts dans les différents établissements, de manière à élaborer des définitions pour les différentes prestations, d'en apprécier les coûts et de proposer des solutions concernant leur prise en compte.

Si une telle démarche doit être saluée, il n'en demeure pas moins que la réalisation de l'analyse prendra des mois et qu'à l'heure actuelle les personnes âgées qui ne peuvent ou qui ne veulent plus rester à la maison, ou leurs familles, ne disposent d'aucune liste ou autre document qui les renseignent sur les prix pratiqués par les différents établissements. À moins de se mettre en contact directement avec tous les établissements en question, ces personnes ne sont pas à même d'effectuer un choix éclairé.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,

- si le Gouvernement ne pourrait pas, en attendant les conclusions de l'analyse susmentionnée, mettre à disposition des personnes âgées et/ou de leurs familles une liste des

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

prix de tous les établissements d'aide et de soins pour personnes âgées répertoriés au Grand-Duché et qui reprenne au moins de manière sommaire les prestations offertes et comprises dans le prix de base.

Réponse commune (15.6.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Comme précisé dans la réponse commune à la question parlementaire N°1603 du 8 mars 2007 de l'honorable Député Marc Spautz, ni le Ministère de la Sécurité sociale ni le Ministère de la Famille et de l'Intégration ne dispose d'une liste des prix d'hébergement pratiqués par les établissements d'aide et de soins (maison de soins et centres intégrés pour personnes âgées).

L'analyse des différents postes coûts dans les établissements, l'élaboration des définitions pour ces différentes prestations et l'examen des coûts afférents ne met actuellement pas en mesure le Gouvernement d'établir une liste des prix de tous les établissements d'aide et de soins et qui reprendrait même de manière sommaire les prestations offertes et comprises dans le prix de base.

Ce travail d'analyse est pourtant nécessaire afin de pouvoir proposer des solutions concernant notamment la prise en compte soit au titre du prix d'hébergement, soit au titre de l'assurance dépendance.

Question 1717 (2.5.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**application de l'article 17 de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles:**

L'article 17 de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles stipule notamment qu'«il est interdit de réduire, de détruire ou de changer les biotopes tels que mares, marécages, marais, sources, pelouses sèches, landes, tourbières, couvertures végétales constituées par des roseaux ou des joncs, haies, broussailles ou bosquets». De plus «le Ministre imposera des mesures compensatoires comprenant, si possible, des restitutions de biotopes et d'habitats quantitativement et qualitativement au moins équivalentes aux biotopes et habitats supprimés ou endommagés».

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, cet article (précédemment article 14) a été appliqué dans un esprit pragmatique tout en suivant une approche responsable et raisonnable en matière de protection de la nature. Or, depuis peu ce nouvel article 17 est souvent interprété et appliqué de façon très stricte ce qui engendre des difficultés en matière de construction d'infrastructures et de logements notamment. On peut même parler de véritable frein à l'encontre de la construction de logements alors qu'il y a pénurie en la matière. Cette mesure risque en outre de pousser les prix des terrains à bâtir encore davantage à la hausse.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'une interprétation trop stricte de l'article 17 de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles nuit à la construction de logements?

- Ne faudrait-il pas revenir à une application plus pragmatique et souple de l'article en question?

- Qui décide en définitive de ce qui a valeur de biotope, un garde forestier ou un fonctionnaire?

Réponse (11.6.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad questions 1 et 2

L'honorable Député pourrait se plaindre de la dégradation alarmante de la diversité biologique tout comme de la réduction préoccupante de certains biotopes et habitats au Luxembourg, situation clairement décrite dans le Plan national concernant la protection de la nature arrêté par le Gouvernement en Conseil en avril 2007.

L'honorable Député se réfère à l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Cet article qui constitue un renforcement de l'ancien article 13 de la loi du 11 août 1982 a été élaboré et voté pendant la législature précédente.

L'honorable Député fait erreur en parlant d'interprétation de l'article 17: or, l'interprétation des lois et règlements est réservée in fine au pouvoir judiciaire.

L'application de l'article 17 à l'intérieur du périmètre d'agglomération ne peut en aucun cas être invoquée comme étant un frein à l'encontre de la construction de logements. Jusqu'à ce jour, un seul projet d'urbanisation à l'intérieur du périmètre a été refusé par le Ministre de l'Environnement et ceci en ordre principal à cause de la présence d'une zone Natura 2000. D'ailleurs cette décision du Ministre a été confirmée par un jugement de la Cour administrative.

Les instructions d'application des dispositions de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, revendiquées par l'ensemble des acteurs concernés depuis des années et arrêtées par le Ministre de l'Environnement en décembre 2006, garantissent une application pragmatique et souple des dispositions de l'article 17.

Ces instructions élaborées après une large concertation, ont été saluées par tous les acteurs intéressés.

Elles définissent clairement la notion de biotope en se limitant aux biotopes rares et/ou menacés couvrant des surfaces minimales. Le même document explique pour chaque type de biotope, les interventions qui sont à considérer comme destruction, réduction ou changement et qui tombent dès lors sous le champ d'application des dispositions de l'article 17.

Dans un souci de sécurité de planification et en vue de faciliter l'action des agents de l'Administration des Eaux et Forêts sur le terrain, un cadastre national de ces biotopes est en cours de réalisation et ceci sur base de critères scientifiques et selon un processus transparent.

Enfin, la nécessité de protéger les biotopes sur l'ensemble du territoire national ne ressort pas seulement de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles mais est également partie intégrante du règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu de l'étude préparatoire à présenter lors de l'élaboration ou de la mise à jour d'un plan d'aménagement général d'une commune. Les articles 23 à 26 de ce règlement exigent l'élaboration d'un concept de mise en valeur des paysages et des espaces libres intra-urbains, et en particulier le maintien d'une trame verte ainsi que la conservation d'arbres et de haies en des endroits précis.

Ad question 3

La décision de ce qui a valeur de biotope ressort clairement des instructions d'application précitées et sera appliquée uniformément par l'ensemble des agents de L'Administration des Eaux et Forêts et les fonctionnaires du Ministère de l'Environnement dans leurs avis respectifs.

Question 1721 (3.5.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**impact de la pollution automobile sur le risque d'infections respiratoires des enfants:**

Durant les dernières années, de nombreuses études ont évalué l'impact que pouvait avoir sur la respiration le fait de vivre à proximité des grands axes routiers. La pollution liée aux gaz d'échappement des automobiles favorise les infections respiratoires ainsi que les signes d'asthme et d'allergie chez les jeunes enfants.

Une étude récente réalisée aux Pays-Bas sur plus 4.000 enfants de 0 à 4 ans conforte ces résultats alarmants et démontre outre une corrélation entre l'exposition à la pollution automobile et l'asthme et l'allergie chez les enfants, une corrélation avec d'autres pathologies telles que les infections ORL, les grippes et les rhumes sévères.

Selon cette étude, le risque d'avoir de l'asthme est majoré de 30% par rapport à celui d'un enfant non exposé. Pour les autres affections, le risque est augmenté de 20%. Les auteurs ont également mis en évidence une association entre la pollution aérienne et le fait d'avoir une sensibilité spécifique aux allergènes alimentaires habituels.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette étude?

- Existe-t-il des chiffres pour le Grand-Duché du Luxembourg?

- Quels sont les efforts réalisés en la matière en vue de réduire le risque d'infections respiratoires des enfants?

Réponse (11.6.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'étude néerlandaise dont l'honorable Député fait mention dans sa question parlementaire a été menée par Monsieur Bauer et a été publiée le 25 avril 2007 dans l'European Respiratory Journal.

Cette étude met en relation la prévalence d'asthme et d'autres affections avec la présence de NO_2 et de particules fines (PM) sur une cohorte de 4.000 enfants âgés de 0 à 4 ans.

Les résultats de cette étude confirment ce qu'une multitude d'autres études avaient déjà annoncé auparavant: il existe bien une relation quantitative entre la pollution automobile et l'asthme ainsi que des allergies IgE dépendantes.

D'autres études publiées dans la revue Respiratory Medicine montrent une augmentation significative des problèmes respiratoires cutanés et alimentaires chez les personnes soumises à une pollution atmosphérique de proximité, même si les valeurs tolérées par l'OMS (40mg/m³ pour NO_2 et 10 µg/m³ pour les PM) ne sont pas dépassées.

Avec une prévalence de 30% dans le monde, les allergies chez l'enfant constituent un problème certain de santé publique. Il n'existe pas de chiffres spécifiquement pour le Luxembourg, mais l'on peut admettre que la situation chez nous est sensiblement la même que dans les autres pays développés.

C'est surtout pour les particules fines que le bilan d'émission des moteurs à diesel est défavorable par rapport aux moteurs à essence. Une harmonisation communautaire imposant d'équiper les moteurs à diesel d'un filtre à particules serait de nature à améliorer sensiblement la situation.

Question 1722 (3.5.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **réduction des subsides ordinaires de certaines sociétés sportives:**

Les clubs sportifs, les fédérations ainsi que le C.O.S.L. forment l'ossature du sport au Luxembourg. Le Gouvernement déclare dans son programme de 2004: «Comme, d'un côté, cette organisation repose aujourd'hui en grande partie sur le bénévolat et que, de l'autre côté, tant le travail que les responsabilités incombant aux bénévoles deviennent de plus en plus pesantes, le soutien public devra tenir compte de cette situation et être adapté en conséquence.»

Or, force est de constater que le département ministériel des Sports vient de décider une réduction des subsides ordinaires pour certaines sociétés sportives de dix pour cent, alors que le budget de l'État pour l'exercice 2007 ne prévoit qu'une réduction de 1,75% des moyens financiers (Art. 33.010).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les raisons de cette réduction des subsides? Monsieur le Ministre peut-il me dire si l'ensemble des fédérations et clubs sportifs est concerné par cette mesure? Dans l'affirmative, les subsides sont-ils réduits de façon égale pour toutes les associations sportives?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette décision est contraire aux déclarations susmentionnées?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette décision peut avoir des conséquences négatives pour les clubs sportifs et l'engagement de nombre de bénévoles?

- Une enquête récente sur le niveau de la motricité et de la santé de nos jeunes et adolescents a permis d'identifier diverses déficiences. Vu les résultats alarmants de cette étude, Monsieur le Ministre ne pense-il pas qu'il serait opportun de soutenir plus activement les clubs sportifs luxembourgeois dans leur mission importante?

Réponse (14.6.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Pour le budget 2007, il y eut la ligne de conduite générale du Gouvernement de réduire les dépenses de fonctionnement de 10%.

À l'article 11.4.33.010 qui se départage en trois enveloppes distinctes:

- une première pour les subsides ordinaires aux clubs;

- une deuxième pour les subsides extraordinaires dans l'intérêt des représentations internationales des fédérations et clubs sportifs;

- et une troisième pour subsidier les activités sportives des personnes handicapées,

la diminution de 10% a été répercutée sur les subsides ordinaires aux clubs. Le montant retranché restait insignifiant et devait pouvoir être compensé par les collectivités locales puisque se sont elles en premier lieu qui ont à garantir le fonctionnement de leur vie associative.

Pour répondre aux détails demandés par l'honorable Député Carlo Wagner, la réduction a été appliquée uniformément à l'ensemble des clubs ayant bénéficié d'une aide en 2006 et il n'y a pas eu de différenciation au niveau des disciplines.

Faut-il de même expliquer que les crédits supplémentaires préservés aux fédérations reviennent en fait directement aux clubs qui sont moins sollicités pour contribuer à financer les activités sportives fédérales internationales et les indemnisations des cadres techniques et administratifs fédéraux.

Au regard des évolutions budgétaires actuelles qui sont plus favorables, je crois pouvoir m'engager que la mesure restrictive a été unique. J'entends d'ailleurs renforcer dès le budget 2008 l'appui direct pour les sportifs notamment au niveau de l'encadrement. Le bénévolat en bénéficiera par ricochet.

L'appui pour le bénévolat ne se reflète pas seulement dans la mise à disposition de cadres techniques et administratifs fédéraux. Elle se concrétise à travers d'autres mesures indirectes renforcées telles entre autres la couverture de l'assurance collective aux personnels bénévoles œuvrant dans l'intérêt des clubs.

Finalement je salue que Monsieur Wagner fasse référence à l'enquête récente sur le niveau de la motricité et de la santé de nos jeunes et adolescents. Celle-ci est alarmante et nécessite tout un programme d'actions. Or, la mise à disposition de crédits spécifiques à ce sujet fut dès le budget 2006 une priorité absolue pour le Département ministériel des Sports qui «nolens volens» a dû accepter d'autres réductions de fonds afin de disposer des moyens dans l'intérêt des campagnes de promotion contre l'obésité et le manque de mouvement.

Question 1725 (7.5.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **assurances pour animaux de compagnie:**

E puer dausend Leit besëtzen en Hausdéier wéi eng Kaz oder en Hond. Ass dat Déier mol krank a muss operéiert ginn, da komme gréisser Käschten, oft e puer dausend Euro op een zou. An onsem Nopeschland Däitschland kann ee säin Hausdéier bei enger Assurance krankeversécheren. Dat heescht et bezilt een all Mount eng festzeleeënd Cotisatioun an am Fall vun enger noutwendeger Operatioun ginn d'Käschte vun der Assurance iwwerholl. Dat geet an Däitschland awer nëmmen dann, wann ee säi Wunnsëtz an Däitschland huet.

Kann den Här Wirtschaftsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Besteet zu Lëtzebuerg déi gesetzlech Basis, fir datt eng Assurance eng «Krankeversécherung» fir Hausdéieren ubidde kann?

2. Wa jo, kann de Minister mer soen ob et hei am Land eng Assurance gëtt, déi dëse Service ubitt?

3. Wann neen, kann de Minister sech virstellen déi gesetzlech Basis dofir ze schafen?

Réponse (20.6.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

A senger Ufro, déi den Här Deputéierte Gast Gibéryen de 7. Mee 2007 un de Wirtschaftsminister gestallt huet, an déi hien dem Tresors- a Budgetsminister zwecks Kompetenz weidergereecht huet, ginn e puer Froen iwwert d'Versécherbarkeet vu Krankheetskäschte vun Hausdéiere wéi Honn a Kazen gestallt.

Dozou wollt ech folgend Äntwerte ginn:

1. Souwuel dat modifizéiert Gesetz vum 6. Dezember 1991 iwwert den Assurancësecteur wéi och dat modifizéiert Gesetz vum 27. Juli 1997 iwwert de Versécherungsvertrag opposéiere sech net, datt eng Versécherungsgesellschaft, déi fir d'Versécherungsspart «Pertes pécuniaires diverses» zougelooss ass, eng «Krankeversécherung» fir Hausdéiere wéi Honn a Kazen ubitt.

2. Eng Enquête vum Commissariat aux Assurances bei deene betreffende Gesellschaften huet allerdéngs erginn, datt am Ableck keng eenzeg vun hinnen esou e Produkt ubitt. Als Grond gëtt genannt, datt keng gréisser Demande géif bestoen an datt esou e Produkt souwisou relativ deier fir de Client wier, besonnesch well eng staark «anti-sélection» géif bestoen: Nëmmen déi Propriétairë vun Hausdéieren, déi al an/oder krank wieren, géifen op esou eng Assurance zréckgräifen.

Et schéngt awer esou ze sinn, datt eng Rei auslännesch Gesellschaften, besonnesch an Däitschland, sou e Produkt offréieren. Näischt vehënnert, datt dës Gesellschaften hire Produkt och zu Lëtzebuerg ubidden, ënnert der Bedingung, datt si déi néideg Notificatiounen am Kader vun der Déngschtleeschtungsfräiheet an der EU maachen.

3. Et gëtt deemno kee Grond eng nei gesetzlech Basis fir «Krankeversécherungen» fir Hausdéieren ze schafen.

Question 1730 (9.5.2007) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **politique d'achat d'électricité de la Cegedel:**

Selon les déclarations faites récemment par le directeur général de la Cegedel, la compagnie d'électricité serait prête à acheter de l'électricité au meilleur prix même si le mixe électrique comporte une part d'électricité provenant du nucléaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Étant donné les considérations environnementales, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le prix ne peut pas être l'unique facteur d'achat de l'électricité?

- En achetant une part d'électricité provenant du nucléaire, la Cegedel ne mène-t-elle pas une stratégie contradictoire en menant une campagne marketing agressive promettant 100% d'énergie renouvelable à prix abordable?

- Est-ce que l'État luxembourgeois, le plus grand actionnaire avec 40% des parts de la société Cegedel, soutient cette politique d'achat?

Réponse (12.6.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

- Quant au premier volet de la question, j'aimerais tout d'abord rappeler que la société anonyme Cegedel est confrontée depuis l'ouverture des marchés de l'électricité en Europe à une concurrence accrue au niveau de la fourniture d'électricité. C'est ainsi que Cegedel doit organiser son achat d'électricité respectivement sa capacité de production de façon à disposer de produits compétitifs en convergence avec la demande sur le marché. Dans ce contexte Cegedel a toujours entrepris des efforts considérables pour soutenir les énergies renouvelables et pour disposer d'une offre intéressante de produits autour de l'électricité verte comme par exemple le produit «Nova Naturstroum». La politique d'achat de Cegedel est donc dépendante d'une multiplicité de facteurs, dont le critère du prix d'achat de l'électricité.

- Quant au deuxième volet de la question, il reste à souligner que les fournisseurs d'électricité se dotent en général dans leur approvisionnement d'un bouquet bien diversifié qui est choisi suivant une multitude de critères dont notamment l'économicité, les quantités disponibles et l'intégration dans le profil de consommation. Ce bouquet contient généralement une partie plus ou moins importante acquise aux bourses de l'électricité dont l'origine est en large mesure fonction du mixe des pays limitrophes au Luxembourg qui ont tous dans leur mixe électrique des parts très considérables d'électricité nucléaire. L'organisation d'un portefeuille diversifié d'approvisionnement ne semble aucunement contraire à une campagne marketing pour la promotion d'une offre d'énergie renouvelable à un prix compétitif.

- S'agissant enfin du troisième volet de la question, j'estime qu'il appartient au plus grand actionnaire de Cegedel qu'est l'État de soutenir toute politique d'achat qui garantit au Luxembourg un approvisionnement en électricité sûr, diversifié, protecteur de l'environnement et économiquement viable, voire compétitif.

Question 1732 (9.5.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**implantation de l'entreprise italienne Tontarelli à Bascharage:**

Den 2. November 2005 huet de Wirtschaftsminister an enger Pressekonferenz d'Usiidlung vun der italienescher Firma Tontarelli zu Bascharage ugekënnegt. An dësem Zesummenhang huet den Här Wirtschaftsminister och gesot, datt dës Usiidlung keng Auswierkungen op déi zu Longlaville a Frankräich implantéiert Usine vun Tontarelli wäert hunn an datt et zu kengem Transfert vun Aarbechtsplaze vu Frankräich op Lëtzebuerg géif kommen.

Wéi et schéngt ass Tontarelli-Frankräich awer elo amgaangen an der franséischer Usine zu Longlaville d'Maschinnen ofzerappen a fir den Transfert op Lëtzebuerg virzebereeden.

Dofir géif ech dem Här Minister gäre folgend Froe stellen:

1. Huet den Här Minister Kenntnis vun dëser Entwécklung? A wa jo, wéi schätzt den Här Minister dës Entwécklung an?

2. Wéi wier en eventuellen Aarbechtsplaz-Ofbau an der Franséischer Usine mat Ärer Ausso vun deemools ze vereinbaren?

Réponse (6.6.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Je voudrais signaler d'emblée que les installations technique et administrative de l'usine Tontarelli à Bascharage sont sur le point d'être achevées.

Le démarrage des activités sur le site de production à Bascharage n'aura pas d'effet négatif sur le centre de production français localisé à Longlaville. Au contraire, la collaboration entre les deux usines sera prononcée, surtout au niveau de la formation de la main-d'œuvre spécialisée.

L'information d'un démontage et d'un transfert d'équipements du site de Longlaville vers Bascharage est erronée et trouve l'explication suivante: La société luxembourgeoise a entrestocké une partie des équipements livrés, notamment du mobilier de bureau à Longlaville en attendant l'achèvement des locaux à Bascharage en vue de permettre leur installation.

Question 1735 (10.5.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **désindexation des contrats conclus avec les administrations étatiques:**

Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays le 2 mai 2006, Monsieur le Premier Ministre avait annoncé que le Gouvernement allait procéder à une désindexation des contrats conclus avec les administrations étatiques («Och déi, déi mam Stat zesumme schaffen, wäerte mierken, datt mer d'Inflatioun mat den Hare wëllen huelen, iwwerall do wou mer se ze pake kréien: d'Ministeren ënnerschreiwe keng Kontrakter méi déi voll indexéiert sinn. Wann eng Indextranche erfält däerf dat net länger zur Konsequenz hunn, datt all Kontrakter mam Stat automatesch 2,5 Prozent méi deier ginn. Dat war bis elo esou. Dat ass elo eriwwer».).

Lors de sa réunion du 27 avril dernier, le Conseil de Gouvernement a procédé à un état des lieux des travaux et discuté de pistes de réflexion en vue de l'élaboration d'un plan d'action contre une inflation excessive. La désindexation des contrats conclus par l'État fut une des mesures discutées.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de contrats ont été conclus depuis mai 2006 par les administrations de l'État? Combien de ces contrats contiennent une clause de désindexation? Au cas où aucun contrat ne contenait une telle clause, Monsieur le Ministre peut-il m'en indiquer les raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données chiffrées quant aux économies prévues dues à la désindexation des contrats?

Réponse (21.6.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Chaque département ministériel étant lui-même compétent pour conclure des contrats relevant de son activité, le Ministre du Trésor et du Budget n'a pas connaissance de ces contrats.

Quant aux nouveaux contrats conclus par le Ministère des Finances, il s'agit essentiellement de contrats de bail.

Les nouveaux contrats de bail conclus par l'État en tant que locataire depuis mai 2006 ne contiennent pas de clause d'adaptation automatique du loyer en cas d'augmentation de l'indice.

Question 1736 (10.5.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **mesures en matière de performance énergétique du parc immobilier:**

Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays le 2 mai 2006, Monsieur le Premier Ministre a insisté sur la nécessité, dans un souci de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre et de consommation énergétique, de prendre des mesures en matière de performance énergétique de notre parc immobilier («Hei kënnt de Moossname fir eng méi héich Energieperformanz vun den Häiser a fir d'energetesch Sanéierung vun de bestehende Gebaier d'Haaptopmierksamkeet zou. Bis zu 30 Milliounen Euro si virgesi fir öffentlech Gebaier energetesch ze sanéieren. Eng Marketingstrategie fir Niddregenergiehäiser gëtt ab 2007 vum Émweltminister lancéiert».).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quel montant a déjà été investi dans l'assainissement énergétique des bâtiments publics depuis l'annonce faite par le Premier Ministre?

- En quoi consiste exactement la stratégie marketing du Ministère de l'Environnement pour la promotion de maisons à basse consommation énergétique?

- Quand cette stratégie marketing sera-t-elle lancée?

Réponse commune (21.6.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement*, **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Claude Meisch, nous avons l'honneur de vous faire parvenir les informations suivantes. D'ailleurs, nous nous permettons à nous référer aussi à la réponse à la question parlementaire N°1705 portant également sur l'assainissement énergétique des bâtiments publics *(cf. compte rendu N°13/2006-2007)*.

Le Ministère des Travaux publics a présenté lors d'une conférence de presse du 14 mai 2007 son programme d'assainissement énergétique des bâtiments appartenant à l'État. À relever dans ce contexte notamment qu'en 2007 la Division de la Gestion du Patrimoine de l'Administration des Bâtiments publics (DGP) s'est dotée, par le biais de la loi budgétaire 2007, d'un nouveau Fonds d'Entretien et de Rénovation (FER) qui permet à cette division de mieux gérer la gestion du patrimoine immobilier de l'État. La dotation annuelle du FER est de 55 millions d'euros.

En outre, sont actuellement inscrits sur les fonds d'investissements publics 49 projets de rénovation pour un montant total pluriannuel de 197 millions d'euros.

Enfin s'ajouteront 30 millions d'euros étalées sur une période de six ans en provenance du fonds de financement des mécanismes de Kyoto, destinés en particulier à l'assainissement énergétique des immeubles.

Actuellement plusieurs études sont soit déjà en cours, soit sur le point d'être entamées en vue de définir des concepts d'assainissement énergétique spécifiques et adaptés aux différents bâtiments retenus dans le programme pluriannuel de rénovation.

Il faut mettre en évidence qu'avant même la mise à disposition de fonds spécialement prévus pour l'assainissement énergétique des bâtiments de l'État, des réductions des consommations énergétiques des bâtiments ont déjà pu être réalisées dans le cadre des rénovations effectuées au cours des années antérieures par la mise en œuvre de matériaux modernes et répondant aux exigences de la réglementation concernant l'isolation thermique des immeubles. Cependant, il échet de noter que l'investissement relatif à l'assainissement énergétique inhérent aux travaux de rénovation ordinaires et les réductions des émissions de CO_2 en découlant n'ont pas été comptabilisés jusqu'à présent de façon explicite.

Quant aux efforts de promotion des maisons à basse consommation énergétique entrepris par le Ministère d'Environnement, ils comportent plusieurs volets. Il y a lieu de relever tout d'abord que le «règlement grand-ducal du 20 juin 2006 modifiant le règlement grand-ducal du 3 août 2005 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables» renforce les dispositions déjà en place en abolissant la limitation du nombre d'habitations éligibles pour des aides financières. Ceci vaut aussi bien pour les nouvelles habitations à performance énergétique élevée que pour l'assainissement d'habitations existantes.

Les nouveaux régimes d'aides, actuellement en cours d'élaboration et applicables à partir du 1er janvier 2008, continueront de renforcer les mesures existantes et plus particulièrement de mettre l'accent sur les maisons dites passives, tout comme sur l'assainissement, même partiel, des habitations existantes. Un workshop organisé le 18 avril dernier avait permis de discuter les grandes orientations des nouveaux régimes avec l'ensemble des acteurs concernés.

Après la campagne de sensibilisation générale aux changements climatiques entreprise en 2006, le Ministère de l'Environnement lancera en octobre 2007 une campagne axée plus spécifiquement sur les mesures d'économie d'énergie. Il va de soi que les thèmes de l'isolation thermique respectivement de l'assainissement énergétique des bâtiments y occuperont une place prépondérante.

Aussi le Gouvernement s'efforce de mettre en place une structure centralisée pour couvrir les besoins en matière d'information, de conseil et de formation dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables. Partant d'une organisation centralisée, certaines tâches en matière d'information et de conseil, notamment celles s'adressant aux personnes privées, pourraient être mises en œuvre à un niveau régional/décentralisé. Le 7 mai, le Ministère de l'Environnement et le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur ont organisé un atelier de travail avec les acteurs concernés en vue de d'élaboration de la stratégie devant mener à la création de la structure centralisée avec des services offerts de façon décentralisée.

Question 1739 (10.5.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**utilisation militaire du système de navigation par satellite Galileo:**

Le système de navigation par satellite Galileo européen sera un outil performant et offrira des possibilités de localisation d'une très grande précision et ceci sous contrôle civil. Les applications envisagées sont multiples, allant de la gestion du trafic aux communications sans fil en passant par l'agriculture, la pêche et la sylviculture, l'approvisionnement en énergie et la protection environnementale. Trente satellites européens sillonneront l'espace sur trois orbites différentes et devront transmettre des données de positionnement précises. Grâce à sa performance et sa précision, le système Galileo servira à des applications nécessitant un maximum de sécurité, comme la conduite des trains, le guidage des voitures et l'atterrissage des avions.

Ces derniers jours, plusieurs responsables politiques ont déclaré que l'Agence spatiale européenne (ESA) devrait reprendre les activités de Galileo. De même, il a été mentionné qu'une utilisation militaire pourrait être envisagée. Lors de la réunion des ministres européens en juin 2007, ces derniers tâcheront de trouver une solution pour la survie du système de navigation par satellite Galileo, fleuron de l'industrie spatiale européenne.

La Commission européenne, elle aussi, a déclaré: «L'Europe est confrontée à des menaces en constante évolution, plus variées, moins visibles et moins prévisibles.

Pour les contrer, il faut recourir à une combinaison de solutions civiles et militaires et les moyens spatiaux apportent une contribution significative à cet égard.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les déclarations énoncées en rapport avec l'utilisation militaire du système de navigation par satellite Galileo?

- Quelle sera la position de notre Gouvernement lors de la réunion des ministres en juin 2007?

Réponse (15.6.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Faisant référence à des informations de presse, l'honorable Député désire s'informer sur la question de l'utilisation militaire du système européen de navigation par satellite.

À cet égard, il y a lieu de noter qu'à l'heure actuelle aucune décision du Conseil des Ministres des Transports de l'Union européenne n'a été prise. Cette question n'était d'ailleurs pas à l'ordre du jour du Conseil «Transports» du 8 juin 2007 dernier.

À l' occasion, de cette réunion, les ministres ont pris acte de l'échec des négociations pour la concession et ont invité la Commission à fournir des propositions pour la continuation du programme Galileo dans le but de prendre une décision sur le scénario à adopter en automne 2007. Le Luxembourg a adopté cette résolution.

Question 1740 (10.5.2007) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **sponsoring des concerts et festivals de musique:**

Dans une interview accordée au magazine «Pizzicato» du mois de janvier 2007, Madame la Secrétaire d'État à la Culture a remarqué à propos du sponsoring des concerts et festivals de musique: «Je ne peux que conseiller aux organisateurs de sortir des sentiers battus, pour mieux se positionner lors du 'beauty contest' des sponsors et mécènes. Les formules attrayantes ne manquent pas.»

- Comme nombre d'organisateurs éprouvent de plus en plus de difficultés à trouver l'équilibre financier pour les différentes manifestations, je voudrais savoir de la part de Madame la Secrétaire d'État ce qu'elle entend par «formules attrayantes» et comment elle compte soutenir davantage les organisateurs, qui faute de moyens, risquent de devoir réduire l'offre culturelle aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif.

Réponse (18.6.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question de Madame le Député Anne Brasseur concernant les modes de financement publics et privés des activités culturelles au Luxembourg, j'ai l'honneur de vous apporter les informations suivantes:

Il est vrai qu'on constate une croissance encore plus importante au niveau de l'offre culturelle au Luxembourg notamment suite à l'ouverture de nouveaux établissements publics tels que la Philharmonie ou le Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster, mais aussi le lancement de la «Capitale européenne de la Culture 2007». Si ces institutions réussissent depuis des années à surprendre le grand public avec des événements culturels exceptionnels, j'insiste à souligner que leurs programmes n'ont pas pu dans le passé, et ne pourront pas non plus à l'avenir, être financés exclusivement par des deniers publics. C'est cette recherche continue de qualité dans leurs activités culturelles qui motive ces mêmes établissements publics à trouver des partenaires privés au Luxembourg, pour les aider à cofinancer leurs programmes.

À ce sujet, je me permets de faire les commentaires suivants:

L'année culturelle en 1995 au Luxembourg avait attiré un grand nombre d'entreprises, qui jusque-là n'étaient jamais entrées en contact avec les milieux culturels, à faire du sponsoring d'événements culturels divers. Cette manifestation de grande envergure avait donc permis de sensibiliser le public luxembourgeois pour la culture et en même temps, avait réussi à susciter une prise de conscience pour le fait culturel auprès du secteur privé. Je suis convaincue que l'année culturelle 2007 ne fera pas seulement connaître nos établissements et événements culturels au-delà des frontières, mais permettra aussi de fidéliser, voire d'intéresser davantage encore les entreprises luxembourgeoises et étrangères pour le sponsoring et le mécénat dans le domaine culturel, sans parler bien sûr d'une fidélisation concomitante du public.

Des établissements culturels tels que le MUDAM, la Philharmonie ou le Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster, pour n'en citer que quelques-uns, ont réussi à atteindre des taux d'autofinancement formidables variant entre 10 et 50% de leurs budgets annuels et ceci notamment grâce à une approche professionnelle vis-à-vis du sponsoring et du mécénat. Le dynamisme, l'image ainsi que la créativité de nos établissements culturels permettent de valoriser régulièrement les sponsors et ont un impact positif sur l'image de marque de ces derniers. Pour rendre possible une telle coopération, il est indispensable que le sponsor ou mécène puisse s'identifier et avec l'image de l'établissement culturel et avec le package culturel offert par ce dernier. Une parfaite cohérence entre le sponsor et le sponsorisé permettra que chacune des parties puisse tirer un bénéfice de cette collaboration.

L'offre croissante dans le domaine culturel au cours des dernières années a eu comme conséquence directe qu'un certain nombre d'organismes culturels et festivals se sont repositionnés. Il faut tout d'abord rappeler que les nouvelles infrastructures culturelles déjà citées offrent aussi une plateforme nouvelle et prometteuse aux ensembles existants. Il n'en reste pas moins vrai qu'il est important pour ces organisations, généralement de plus petite taille, de réadapter leur programme culturel ou de trouver des niches de marché non encore exploitées, de manière à attirer un maximum de visiteurs et de sponsors éventuels. Il est primordial d'identifier les entreprises potentielles qui voudraient associer leur image de marque à l'événement culturel en question et de leur offrir par la suite le package culturel recherché. Voici tout l'art du «beauty contest» des sponsors dont question qui n'est pas seulement d'application dans le domaine de la culture, mais partout où des organisations bénévoles entendent faire bouger des choses, que ce soit par exemple dans le domaine du sport, de l'aide humanitaire ou dans d'autres domaines. Si l'État permet de financer par l'intermédiaire de subsides et de subventions des activités culturelles de tout genre, les événements exceptionnels et de grande qualité demanderont toujours le cofinancement de sponsors ou mécènes du domaine privé, tel que ceci a toujours été le cas jusqu'à présent. Il est tout aussi entendu que l'État continuera à subventionner ces structures comme il l'a fait jusqu'ici.

Il existe finalement un certain nombre de mesures fiscales qui permettent d'inciter le sponsoring et le mécénat culturel dans le grand public. Rappelons par ailleurs l'existence de l'instrument du «Fonds culturel national» qui constitue un moyen incitatif autant à l'adresse des entreprises que des particuliers. J'ai d'ailleurs demandé à un agent de mon Ministère d'analyser le régime fiscal du mécénat/sponsoring au Luxembourg afin de dégager des pistes pour inciter le domaine privé à s'engager encore plus dans le secteur culturel. Une première constatation qu'on peut déjà faire est que le Luxembourg se trouve en Europe sur l'échelle moyenne en ce qui concerne ses incitations fiscales en la matière et que nos pays avoisinants ont fait des progrès impressionnants en la matière au cours des dernières années. Il pourrait donc s'avérer que mon Ministère fera des propositions à l'avenir pour rendre le sponsoring et le mécénat encore plus attrayants au Luxembourg, aussi bien pour les personnes privées que pour les entreprises.

Question 1741 (10.5.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant l'**introduction d'une analyse sanguine annuelle complète et gratuite pour les donneurs de sang:**

Ronn 12.000 Bluttspender suergen dofir, datt am Land méi oder manner genuch Bluttreserven allzäit zur Verfügung stinn. Et sinn dëst ronn 3% vun eise Bierger am Land. Gewosst ass awer, datt et der misste ronn 4% sinn. Dëst geschitt vu Säite vun de Bluttspender alles op fräiwëlleger Basis, wat ganz begréissenswäert ass.

Laut mengen Informatioune gëtt d'Blutt vun all dëse Bluttspender awer just kontrolléiert op Bluttaarmut an op ustiechend Krankheeten.

Duerfir hätt ech an dësem Kontext folgend Fro un den Här Minister:

- Wier et net sënnvoll am Kader vun der medezinescher Preventioun, an als ee klenge Merci fir all dës fräiwëlleg Bluttspender, fir eng Kéier am Joer hiert Blutt enger kompletter Gratisanalys ze ënnerzéien? D'Resultat vun dëser Analys sollt de Bluttspender da perséinlech zougestallt ginn, fir datt se dëst, wa gewënscht, mat hirem privaten Dokter kënnen duerchdiskutéieren.

Réponse (6.6.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den éierewäerten Deputéierte geet dervun aus, datt d'Blutt vun de Bluttspender just op Bluttaarmut an op ustiechend Krankheete géif kontrolléiert ginn. Deem ass awer net esou.

Opgrond vun enger europäescher Direktiv sinn d'Qualitéits- a Sécherheetsmoossnamen, souwuel fir de Spender wéi fir den Empfänger, reglementaresch festgeluecht. Déi lescht Faassung vum Règlement grand-ducal an dëser Saach ass vum 25. Januar 2006. An deem Reglement gëtt gesot, wat fir engen Ënnersichungen een ënnerworf ass, wann ee Bluttspender wëllt ginn, mä awer och op wat all eenzel Bluttspend ënnersicht gëtt. Déi Tester, déi op all Spend gemaach ginn, sinn an der Annex IV vum Reglement opgelëscht.

Iwwert d'europäesch Direktiv eraus gëtt et awer och nach international Bestëmmungen. De Service de la Transfusion sanguine vum Roude Kräiz hält déi net nëmmen an, mä geet souguer nach doriwwer eraus. Tatsächlech mécht all eenzel Spend net manner wéi 30 Analyse mat. Ech leeën dëser Äntwert e Relevé vun deenen Analyse bäi *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*. Wa bei enger Analys iergendeng Anomalie optaucht, gëtt de Spender direkt benoriichtegt an hie kritt gesot, hie soll sech mat sengem Dokter a Verbindung setzen.

Déi Analysen, déi virgeholl ginn, erlabe scho sech een allgemengt Bild iwwert de Gesondheetszoustand vum Spender, souwäit deen duerch d'Bluttbild ze erfaassen ass, ze maachen.

Question 1747 (16.5.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **critères de sélection des communes bénéficiant d'une contribution financière de l'État dans le cadre du «pacte logement»:**

Le projet de loi N°5696 (...) créant un «pacte logement» avec les communes (...) prévoit une contribution financière versée par l'État aux communes qui s'engagent par la signature d'un «pacte logement» à favoriser la création de nouveaux logements sur leur territoire dans la perspective d'augmenter par ce fait leur population d'au moins 15% sur une période de dix années.

Cette contribution est fixée à 4.500.- euros par habitant au-dessus d'une croissance annuelle de 1%. Plus loin le texte stipule que cette contribution financière est augmentée de 50% pour les communes jugées prioritaires par décision du Gouvernement en Conseil sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, pour autant que les projets de construction de logements se situent dans des zones d'une superficie totale suffisante, qui tendent à faciliter l'accès au transport public, qui permettent un développement harmonieux adapté au voisinage immédiat et qui respectent une densité de bâti d'au moins 25 logements par hectare.

Une liste de 39 communes pouvant bénéficier de cette augmentation de la contribution de l'État a été arrêtée par le Ministère de l'Aménagement du Territoire.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les communes qui figurent sur cette liste?

- Quels critères ont été appliqués pour sélectionner les communes?

Réponse (14.6.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les critères appliqués pour sélectionner les communes prioritaires dans le cadre du «pacte logement» et les communes y correspondantes sont les suivants:

a) Les communes ont le statut de Centre de Développement et d'Attraction (CDA)

Luxembourg, Esch/Alzette, Ettelbruck, Diekirch, Differdange, Dudelange, Mersch, Steinfort, Wiltz, Clervaux, Redange, Junglinster, Grevenmacher, Remich, Vianden, Echternach

b) Les communes sont situées à proximité d'un CDA et directement agglomérées

Strassen, Bertrange, Mamer, Walferdange, Steinsel, Hesperange, Bascharage, Niederanven, Sandweiler, Petange, Sanem, Schifflange, Mondercange, Kayl, Rumelange, Bettembourg, Erpeldange[1], Schieren, Mertert

c) Les communes font partie des communes-cœur de la Nordstad ainsi que de la vallée de l'Alzette au nord de la capitale, deux zones de développement logement prioritaires de l'IVL

Communes de la vallée de l'Alzette: Lorentzweiler, Lintgen

Autres communes-cœur de la Nordstad: Bettendorf, Colmar-Berg

En fonction des critères définis ci-dessus, les 39 communes suivantes ont été retenues par le Gouvernement en Conseil, lors de sa session du 19 octobre 2006, sur proposition du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, comme pouvant bénéficier, aux conditions que vous avez précitées, d'une augmentation de 50% de la contribution financière versée par l'État aux communes dans le cadre du «pacte logement»:

Bascharage, Bertrange, Bettembourg, Bettendorf, Clervaux, Colmar-Berg, Diekirch, Differdange, Dudelange, Echternach, Erpeldange, Esch/Alzette, Ettelbruck, Grevenmacher, Hesperange, Junglinster, Kayl, Lintgen, Lorentzweiler, Luxembourg, Mamer, Mersch, Mertert, Mondercange, Niederanven, Petange, Redange, Remich, Rumelange, Sandweiler, Sanem, Schieren, Schifflange, Steinfort, Steinsel, Strassen, Vianden, Walferdange, Wiltz.

[1] Il est un fait que certaines des ces communes comportent des localités périphériques, spatialement déconnectés du territoire urbain agglomméré et à caractère encore largement rural pour lesquelles il faudra veiller à un développement moins intensif, respectueux de leur caractère spatio-fonctionnel intrinsèque.

Question 1758 (29.5.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **structure «sport-études» pour la rentrée scolaire 2007/2008 à l'Institut National des Sports (INS):**

Dans le but de promouvoir le sport d'élite au Grand-Duché de Luxembourg, l'élaboration d'un concept d'éducation adapté aux besoins et au rythme des jeunes sportifs est essentielle, afin de leur permettre une conciliation entre la pratique d'une discipline sportive d'une part et la formation scolaire et professionnelle d'autre part. Ainsi, il importe de veiller à ce que les jeunes aient un emploi du temps équilibré et un encadrement par des experts qualifiés, fournissant un support pédagogique flexible. Un tel concept permettrait aux jeunes de réussir tant au niveau sportif qu'au niveau de l'école.

Estimant qu'un tel concept reliant le sport et les études des jeunes exige la création de structures adéquates, les lieux d'études et d'entraînement devraient être situés à proximité pour éviter des pertes du temps inutiles dues aux déplacements.

Selon mes informations le Gouvernement a l'intention de créer une nouvelle structure «sport-études» pour la rentrée scolaire 2007/2008 à l'Institut National des Sports (INS) à Luxembourg-Cents et de lancer en même temps un projet pilote pour quelques classes scolaires.

- Est-ce que Monsieur le Ministre et Madame la Ministre peuvent confirmer cette information et, dans l'affirmative, est-ce que cette structure répond aux exigences développées ci-dessus?

- Compte tenu de la mise en place d'un tel lycée sportif à l'INS à Luxembourg-Cents, quelle sera à moyen et à long terme la destination réservée aux structures actuelles au Lycée Aline Mayrisch?

Réponse commune (12.6.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Le règlement grand-ducal du 10 décembre 1998 concernant des mesures spéciales et aménagements quant aux critères de promotion prévoit que «le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle peut prendre des mesures spéciales portant sur les programmes et l'organisation des études en faveur d'élèves de l'enseignement post-primaire engagés sur le plan sportif et musical dans un cadre de haut niveau international et faisant valoir de bons résultats au niveau de compétitions ou de concours internationaux».

L'inscription des élèves, engagés sur un plan sportif à ces mesures, se fait à la demande des parents et est appuyée par le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois (C.O.S.L.).

Les aménagements en faveur des sportifs portent notamment, au niveau de l'enseignement post-primaire, sur les grilles d'horaires qui sont modifiées de façon à rendre possible un entraînement journalier systématique et régulier.

Il va de soi qu'il est plus facile d'organiser l'enseignement si ces élèves sont regroupés dans des classes spécifiques dites «classes sportives». Ceci est d'autant plus vrai qu'il faut prévoir des mesures spécifiques de rattrapage pour le cas, fréquent, où les élèves s'absentent pour participer à un événement sportif international.

Depuis l'année scolaire 2000/2001, le Lycée Aline Mayrisch (LAML) accueille les classes sportives. L'entraînement sportif a lieu sur les installations du Campus Geesseknäppchen. Mais certains aspects de la cohabitation ont amené le Département ministériel des Sports et son École Nationale de l'Éducation Physique et des Sports (ENEPS) ainsi que le C.O.S.L. à chercher des solutions plus adaptées aux besoins. Les problèmes suivants se posent:

- l'entraînement des jeunes sportifs doit être suivi de façon continue, à un rythme journalier. Or, les installations du Geesseknäppchen ne sont pas suffisamment disponibles vu que toutes les écoles du campus les utilisent tant pour les cours d'éducation physique que pour les activités périscolaires;

- la démarche pédagogique du Lycée Aline Mayrisch implique la participation des élèves dans nombre d'activités scolaires et périscolaires auxquelles ceux des classes sportives ne peuvent pas participer faute de temps.

Les instances sportives préconisent que ces élèves se retrouvent dans un cadre scolaire plus spécifiquement adapté à leurs besoins et elles ont proposé d'utiliser les installations de l'INS à Fetschenhof et de la Coque au Kirchberg pour les entraînements.

Voilà pourquoi le Gouvernement a étudié la proposition de créer progressivement l'infrastructure scolaire requise sur le plateau de l'INS pour accueillir les classes sportives à partir de l'année scolaire 2008/2009. Le projet final comprendra une vingtaine de salles de classe. Pour les cours pratiques en sciences naturelles et la formation pratique dans les ateliers, des synergies seront trouvées avec d'autres lycées, dont les installations sont disponibles après 14.00 heures.

Cette structure pourrait fonctionner comme une annexe du LAML, sous l'égide d'un professeur détaché de l'ENEPS qui ferait fonction d'attaché à la direction du LAML, le volet «entraînement» étant coordonné avec l'ENEPS. Toutes les classes sportives du LAML fonctionneraient comme structure «sports-études» à l'INS et, si les inscriptions le justifient, les deux ordres d'enseignement secondaire et secondaire technique seraient offerts (les classes de 7e, 8e et 9e de l'enseignement technique ainsi que les classes de 7e, 6e, 5e et 4e de l'enseignement secondaire).

En attendant quatre classes pourront fonctionner dès la rentrée scolaire 2007-2008 dans les infrastructures actuellement disponibles à l'INS. Il s'agira probablement de deux classes de 7e de l'enseignement secondaire et d'une classe de 7e de l'enseignement secondaire technique ainsi que d'une classe de 3e qui regroupera des élèves des sections C et D.

Il est possible ainsi de délester le bâtiment principal du Lycée Aline Mayrisch qui a dû refuser ces dernières années beaucoup d'élèves qui souhaitaient s'y inscrire.

Question urgente 1786 (15.6.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**organisation d'une fouille de sauvetage dans la maison Lassner à Luxembourg par des archéologues du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA) ou du Service des Sites et Monuments:**

La maison Lassner à Luxembourg ville est en voie d'être rénovée de fond en comble. Ce bâtiment qui date de 1890 se trouve à un endroit particulièrement intéressant du cœur de la vieille ville. Au cas où des travaux sont prévus en profondeur, ce qui semble être le cas puisqu'il est prévu d'installer une surface commerciale au sous-sol, a-t-on pensé à faire intervenir, ne serait-ce que pour une visite urgente, les archéologues du MNHA ou du Service des Sites et Monuments pour une fouille de sauvetage?

Réponse (18.6.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question urgente de Monsieur le Député pour savoir quelles mesures ont été entreprises par le Ministère de la Culture dans l'intérêt de la maison Lassner, j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes:

Le bâtiment de la maison Lassner a été visité à plusieurs reprises dans les derniers mois par des collaborateurs du MNHA: le conservateur en charge de la section «vie luxembourgeoise» a pu récupérer gratuitement, grâce à la bonne coopération avec les propriétaires, des objets intéressant les collections nationales. Pour d'autres objets d'intérêt historique mais n'intéressant pas directement le MNHA, le MNHA a contacté le Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg afin de l'informer sur l'existence de ces objets pouvant l'intéresser et la possibilité de les récupérer.

En date du 1er juin 2007, le Directeur du Musée National d'Histoire et d'Art a écrit au Bourgmestre de la Ville de Luxembourg ainsi qu'à l'Immobilière Lassner S.A. pour qu'ils contactent rapidement la conservatrice de la section moyen-âge au Musée National d'Histoire et d'Art afin de coordonner avec elle toutes les interventions archéologiques nécessaires. La lettre du 1er juin de Monsieur le Directeur du MNHA à Monsieur le Bourgmestre disait entre autres ceci:

«L'étude des plans et documents historiques laisse supposer qu'une grande partie des substructions du couvent et de l'église se trouvent encore «in situ» sous le parvis de la place Guillaume, la zone côté rue du Fossé n'ayant pas été affectée par la construction du parking souterrain en 1979.

En ce qui concerne le bâtiment dit «Veräinshaus», mes collaborateurs ont pu constater lors d'une première visite récente des lieux qu'il contient encore une partie importante des murs de l'ancien refuge de Marienthal qui y fut installé vers 1691 en réutilisant des structures bâties remontant au 16e siècle. Il est aussi fort probable que les substructions du chœur de l'église moniale et de la chapelle Mansfeld (détruite entre 1806 et 1833) se trouvent encore en place dans la cour du «Veräinshaus» et vers la place Guillaume.

Il s'agit par conséquent d'une zone hautement sensible pour l'histoire de la ville de Luxembourg. Pour cette raison, toute intervention dans le sous-sol rend nécessaire une intervention préalable du Département Archéologie du Musée national.»

Il n'y a pas encore eu, jusqu'ici, ni fouilles, ni sondages à l'intérieur de la maison Lassner. Il a été retenu de faire des fouilles de sondage à deux endroits de la propriété Lassner qui n'ont pas de cave et où l'on peut espérer retrouver des vestiges du refuge de Marienthal et de la chapelle Mansfeld. La coopération avec les propriétaires/le bureau d'architectes ayant été bonne, on peut présumer que ces fouilles vont pouvoir bien se dérouler. Une inspection des murs existants de la maison Lassner avant leur destruction en vue de la détection de restes en élévation du refuge de Marienthal/de la chapelle Mansfeld sera faite dans les prochains jours par un architecte du Service des Sites et Monuments Nationaux, l'archéologie en élévation étant de la compétence du SSMN.

Da façon générale, mes services interviennent le plut tôt possible. Il est vrai que la rapidité d'intervention peut être assurée au mieux s'ils sont officiellement informés à un stade très précoce de la procédure. J'ose espérer en une bonne collaboration avec les autorités compétentes pour tous travaux à effectuer dans les zones sensibles, notamment de la capitale de notre pays.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°15
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

40e	séance, mercredi	20 juin 2007
41e	séance, jeudi	21 juin 2007
42e	séance, mardi	3 juillet 2007

Séance plénière du Conseil Parlementaire Interrégional

Réunis le 6 juillet 2007 à Namur sous présidence belge, les membres du Conseil Parlementaire Interrégional ont pris acte du rapport d'activité du Conseil économique et social de la Grande Région présenté par son vice-président M. Norbert Geisen, avant d'adopter trois recommandations dans différents domaines de coopération interrégionale.



(de gauche à droite) M. Marc Angel, M. Marcel Oberweis, Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Gilles Roth, M. Lucien Weiler, M. Claude Frieseisen

Une première recommandation intitulée «Le réseau ferroviaire de la Grande Région - Arrêter le projet de réduction à une voie - Promouvoir les projets d'expansion!» dénonce le projet de la Deutsche Bahn Netz AG de réduire à une voie le tronçon à deux voies de la Moselle supérieure aux environs du tunnel entre Nittel et Wellen du côté allemand de la Moselle supérieure dans la zone frontalière germano-luxembourgeoise.

En effet, le CPI redoute que ce projet ne menace le bon fonctionnement de cette liaison et ne représente une régression quant aux efforts politiques et économiques réalisés dans le but d'une coopération et d'une intégration dans une zone riche en offres culturelles. Par conséquent, le CPI demande l'arrêt immédiat de l'étude préalable audit projet, la réhabilitation du tunnel de Nittel et la préservation de la ligne à deux voies.

La mise en place d'une «task force» pour les travailleurs frontaliers dans la Grande Région a été le sujet d'une deuxième recommandation. Cette future entité, qui ne remplacera aucunement les centres de documentation déjà en place exerçant une veille juridique dans ce domaine, prendra en considération l'aspect politique des problèmes que peuvent rencontrer les travailleurs frontaliers.

En accord avec le rapport de la commission Santer «Vision d'avenir 2020», le CPI est d'avis dans une dernière recommandation que la coopération entre l'économie et les universités dans la Grande Région est une condition nécessaire à l'évolution de la Grande Région vers un espace économique et scientifique transfrontalier.

La Chambre des Députés était représentée par son Président, M. Lucien Weiler, les Députés Mme Sylvie Andrich-Duval, MM. Marcel Oberweis, Gilles Roth et Marc Angel, et le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen.

DANS CE NUMÉRO

Débat d'orientation sur la chasse p. 473

Passage à la télévision numérique p. 482

Procédures d'asile p. 497

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Dispositif de défense antimissiles



(de gauche à droite) Mme Lydia Mutsch, M. Claude Adam, M. Júlio Francisco Miranda Calha, président de la Commission de défense nationale du Parlement portugais, M. Fred Sunnen, Mme Colette Flesch, M. Marc Spautz, président de la délégation luxembourgeoise et M. Marc Angel.

M. Marc Spautz, président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN), M. Marc Angel, vice-président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN ainsi que Mme Lydia Mutsch, M. Fred Sunnen, Mme Colette Flesch et M. Claude Adam, membres, ont représenté la Chambre des Députés à la Session de printemps de l'APO qui s'est tenue du 25 au 28 juin 2007 à Funchal (Madère) sous la présidence de M. José Lello, Président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Dans son allocution d'ouverture, M. José Lello a souligné la participation à la session des délégations de l'Afghanistan et du Pakistan et a ajouté que l'AP-OTAN peut et doit jouer un rôle primordial dans la construction de passerelles entre l'OTAN et le monde musulman.

M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN, a relaté l'opération militaire la plus importante de l'OTAN qui se tient principalement au sud de l'Afghanistan, destinée à lutter contre les taliban. À travers tout l'Afghanistan ont eu lieu des incidents violents et tragiques. Malgré tous les efforts, des civils ont été tués. Il est primordial pour l'OTAN d'éviter des pertes au niveau de la population civile.

À l'ordre du jour figuraient également des discours de M. Luís Amado, Ministre des Affaires étrangères de la République portugaise, M. Nikola Gruevski, Premier Ministre de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et de Mme Nino Bourdjanadzé, Présidente du Parlement de Géorgie.

L'AP-OTAN a approfondi le débat sur le déploiement du système antimissiles. Un membre du Gouvernement des États-Unis d'Amérique ainsi que l'ingénieur en chef de la «Missile Defense Agency» ont expliqué les aspects politiques et techniques des plans américains de déploiement d'un dispositif de défense antimissiles sur le territoire de la République tchèque et de la Pologne.

L'Assemblée a par ailleurs discuté sur l'Afghanistan. Les parlementaires de l'OTAN restent fortement préoccupés par le trafic de stupéfiants qui demeure très important dans ce pays et jugent indispensable la poursuite de l'aide au développement afin d'obtenir une stabilité durable dans tout le pays.

L'AP-OTAN a également débattu sur le futur statut du Kosovo, la possibilité d'un nouvel élargissement de l'OTAN et les relations avec la Fédération de Russie.

Eine zehnjährige Partnerschaft mit Laos



Der Präsident des Parlaments, Lucien Weiler, empfängt den Premierminister der Demokratischen Volksrepublik Laos, Bouasone Bouphavanh

Die bilateralen Beziehungen standen im Mittelpunkt des Gesprächs zwischen dem Präsidenten des luxemburgischen Parlaments und dem Premierminister der Demokratischen Volksrepublik Laos. Der Gast aus dem südostasiatischen Land, der mit einer hochrangigen Delegation nach Luxemburg gereist war, unterstrich die gute Zusammenarbeit mit dem Großherzogtum.

Bei seinem offiziellen Besuch im Parlament bedankte sich der laotische Premierminister Bouasone Bouphavanh vor allem für die langjährige luxemburgische Unterstützung, die den Bedürfnissen seines Landes genau angepasst sei. Seit zehn Jahren ist Laos ein Zielland der luxemburgischen Entwicklungshilfe. Der erste PIC („plan indicatif de coopération") über 20 Millionen Euro läuft in diesem Jahr aus. Ab 2008 beginnt der zweite PIC, der 2006 unterschrieben wurde und 35 Millionen Euro bis 2010 bereithält. Die Luxemburger Kooperationshilfe konzentriert sich in Laos auf die Bereiche Gesundheit, ländliche Entwicklung und Bildung.

Parlamentspräsident Lucien Weiler unterstrich die guten bilateralen Beziehungen mit der Volksrepublik Laos. Die Zusammenarbeit sei ausgezeichnet, betonte der Kammerpräsident. Bei seinem Gespräch mit dem laotischen Premierminister sprach Lucien Weiler auch die innenpolitischen Probleme in Laos an, vor allem die Situation der ethnischen Minderheiten.

In der Demokratischen Volksrepublik Laos gibt es 49 Ethnien. Den luxemburgischen Abgeordneten würde vor allem die Situation der Hmong Sorge bereiten, so Präsident Weiler. Dies würden auch die zahlreichen parlamentarischen Anfragen zu diesem Thema belegen. Der laotische Premierminister Bouasone Bouphavanh erläuterte an dieser Stelle die Bemühungen und Fortschritte seiner Regierung auf dem Gebiet der Menschenrechte.

Lycée à Belval

5607 - Projet de loi portant création d'un lycée à Belval

Le projet de loi entend créer un lycée sur le site d'Esch-Belval. L'offre scolaire du nouveau lycée comprendra la division inférieure de l'enseignement secondaire, le régime préparatoire et le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, ainsi que certaines formations des cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique.

Le nouveau lycée accueillera quelque 1.500 élèves, répartis sur 80 classes, dont 66 fonctionneront à plein temps. Il est estimé que le lycée comptera environ 171 enseignants auxquels viendront s'ajouter 37 membres du personnel administratif, employés et ouvriers.

L'ouverture du lycée est prévue pour le mois de septembre 2010.

Certaines classes qui fonctionnent actuellement au Lycée technique d'Esch-sur-Alzette seront transférées au nouveau lycée dès son ouverture.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 31.08.2006

Rapporteur: M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

02.05.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.05.2007	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.06.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.06.2007

Loi du 9 juillet 2007.

Mémorial A, N°113, page 2056

5657 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée d'enseignement secondaire et secondaire technique à Belval

Le projet de construction de ce nouveau lycée sur la friche industrielle de Belval-Ouest répond aux orientations du plan directeur sectoriel „Lycées", approuvé par règlement grand-ducal du 25 novembre 2005. Ce plan sectoriel vise à créer des capacités en établissements scolaires suffisantes à moyen et à long terme, et il table sur une régionalisation de l'armature de ces établissements en vue de décentraliser l'offre scolaire. Le plan prévoit jusqu'en 2010 un accroissement annuel de 1.000 élèves. Le pôle d'enseignement Sud, qui y est identifié, est à cet égard censé connaître la plus forte croissance, soit 3.260 élèves supplémentaires. Comme par ailleurs le Gouvernement entend réduire les déplacements des élèves du Bassin Minier vers les établissements scolaires faisant partie du pôle Centre, il évalue les besoins d'accueil supplémentaires du pôle Sud à quelque 1.420 places.

Il n'est dès lors que naturel que le nouveau lycée de Belval figure parmi les établissements scolaires que le Gouvernement a décidé de construire en priorité. L'ouverture du nouvel établissement est prévue pour la rentrée scolaire en septembre 2010.

Suivant la modélisation retenue de la capacité d'accueil du lycée à construire, les auteurs du projet de loi sous examen estiment qu'entre 1.216 et 1.513 élèves devront pouvoir y trouver place.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 20.12.2006

Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

07.05.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.05.2007	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.06.2007

Accord OTAN sur la communication

5638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense, d'informations techniques, fait à Bruxelles, le 19 octobre 1970

Le présent projet de loi a pour objet de ratifier l'Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense, d'informations techniques, fait à Bruxelles, le 19 octobre 1970, qui avait été signé par les Représentants Permanents des pays membres de l'OTAN, y compris donc le Luxembourg. Ce dernier avait, cependant, omis de procéder, après la signature, à la ratification de l'accord en question.

Or, cette ratification devient aujourd'hui indispensable sachant que cet accord est destiné à faire partie intégrante du Mémoire d'Entente pour le Programme AGS (Alliance Ground Surveillance PMOU) grâce auquel l'OTAN entend se pourvoir d'une capacité de surveillance terrestre à la pointe de la technologie et à la première phase duquel le Luxembourg a déclaré vouloir participer à l'instar de 22 autres nations. L'AGS consistera en un ensemble de plates-formes radar aéroportées qui observeront tout ce qui se passe au sol et qui assureront une connaissance précise de la situation avant et après les opérations de l'OTAN. Elle constituera dès lors sans aucun doute un outil essentiel pour les décideurs politiques et les responsables de la planification militaire.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 24.11.2006

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

26.03.2007	Désignation d'un rapporteur
30.04.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 21.06.2007

Forces étrangères en RFA

5650 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut des Forces Armées Danoises, Grecques, Italiennes, Luxembourgeoises, Norvégiennes, Portugaises, Espagnoles et Turques lors d'un séjour temporaire en République fédérale d'Allemagne, ainsi que les Déclarations sur la juridiction pénale, signés à Bonn, le 29 avril 1998

Le projet de loi vise à approuver l'accord du 29 avril 1998 qui règle le statut des forces armées danoises, grecques, italiennes, luxembourgeoises, norvégiennes, portugaises, espagnoles et turques en cas de séjour temporaire en République Fédérale Allemagne.

La présence de forces étrangères sur le territoire allemand nécessite des bases juridiques particulières. En effet, on distingue entre le droit au séjour et le droit du séjour. Le droit au séjour résulte d'un consentement formel donné par la République fédérale d'Allemagne pour permettre le séjour sur son territoire de forces étrangères. Le droit du séjour comprend les réglementations auxquelles sont soumises les forces étrangères dans le cadre de leur séjour en Allemagne.

L'accord prévoit des dispositions concernant l'utilisation des services de télécommunications publics ou de radiocommunications ainsi que des arrangements en matière de santé publique, de protection de l'environnement, de circulation des véhicules des forces armées de l'État d'origine, de règlement des dommages, d'exercices sur terre, dans l'espace aérien ou dans les eaux territoriales allemandes.

L'accord en question comporte encore une déclaration sur la juridiction pénale.

L'accord a été ratifié par l'Allemagne le 9 juillet 1999. Les autres pays concernés en ont fait de même au cours des dernières années, à l'exception du Luxembourg qui, par le projet sous avis, se propose de rejoindre ses alliés.

Dépôt par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 11.12.2006

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

26.03.2007	Désignation d'un rapporteur
30.04.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 21.06.2007

Justice de Paix Esch-sur-Alzette

5676 - Projet de loi relatif à la construction d'un nouvel Hôtel de la Justice de Paix à Esch-sur-Alzette

Le bâtiment situé place de la Résistance qui abrite actuellement les locaux de la Justice de Paix à Esch-sur-Alzette fut construit en 1955/56. À cette époque, la Justice de Paix d'Esch-sur-Alzette comptait deux juges de paix et trois greffiers. Après le vote de la loi du 11 août 1993 portant augmentation du taux de compétence des justices de paix, les effectifs de la Justice de Paix d'Esch-sur-Alzette ont augmenté à six juges de paix, sept greffiers et trois employé(e)s, pour se situer actuellement à dix juges de paix, onze fonctionnaires et huit employé(e)s.

Cette évolution ayant rendu les lieux trop exigus nonobstant les réaménagements intérieurs successifs, l'État a pris en location, depuis décembre 2003, trois étages dans un immeuble résidentiel à quelque 250 mètres du bâtiment principal, avec tous les inconvénients pour le service public de la Justice qu'une telle séparation des locaux comporte.

En considération du développement précité, de l'augmentation de la population et du nombre croissant des entreprises du ressort de la Justice de Paix d'Esch-sur-Alzette, la construction d'un nouveau bâtiment répond aux nécessités administratives et organisationnelles d'une Justice moderne, adaptée aux normes de travail actuelles et de sécurité élémentaire.

La construction étant d'une certaine envergure, ce bâtiment doit comporter en outre des lieux adéquats et décents permettant le fonctionnement des services du SCAS (protection de la jeunesse, exécution des peines, aides aux victimes et médiation) et, dans un avenir proche, un point d'appui pour le centre de médiation et le service d'accueil du Barreau.

Les dépenses prévues pour la construction visée s'élèvent au montant total maximum de 14 millions d'euros à l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2006. Ce coût n'englobe pas d'éventuels frais d'acquisition du terrain destiné à l'implantation du projet.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.02.2007

Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

07.05.2007	Désignation d'un rapporteur
21.05.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.06.2007	Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 20.06.2007

Mercredi, 20 juin 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Dépôt de deux projets de loi
2. Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de la politique familiale et des mesures permettant de concilier la vie familiale et la vie professionnelle

   (Discussion générale - Motions - Votes)
3. 5676 - Projet de loi relatif à la construction d'un nouvel Hôtel de la Justice de Paix à Esch-sur-Alzette

   (Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs et M. Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, Här President.

1. Dépôt de deux projets de loi

De Grand-Duc huet mech autoriséiert, fir zwee Projet-de-loien ze déposéieren. Een, deen eng europäesch Direktiv ëmsetzt, wou et drëm geet, de Prinzip vun der Egalitéit vum Traitement tëschent Männer a Frae fir den Accès à des biens et services an d'Fourniture de biens et services ze garantéieren.

An de Grand-Duc huet mech och autoriséiert, e Gesetz ze déposéieren, wat d'Reglementatioun ubelaangt vun den Hënn, déi behënnert Persoune begleeden.

- Projet de loi N°5739 portant 1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services; 2. modification du Code pénal; 3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

- Projet de loi N°5738 relatif à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance

M. le Président.- Merci, Madame Jacobs. Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun dëse Projeten, déi mer un déi zoustänneg Kommissioune verweisen, fir dass se do examinéiert ginn.

Haut de Mëtteg hu mer als éischte Punkt op eiser Dagesuerdnung d'Interpellatioun vum honorabelen Här Claude Meisch iwwert d'Familljepolitik. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Angel, den Här Adam, déi Häre Gibéryen a Jaerling an d'Madame Err. D'Wuert huet elo den Interpellant, den honorabelen Här Claude Meisch.

2. Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de la politique familiale et des mesures permettant de concilier la vie familiale et la vie professionnelle

M. Claude Meisch *(DP), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Familllje leien eis alleguerten um Häerz a si leien och der Politik um Häerz, well am Laf vun deene leschte Jorzéngte sinn eng ganz Rei vu Mesuren agefouert ginn, fir d'Familljen ze ënnerstëtzen, fir se ze entlaaschten, fir se an hire konkrete Liewenssituatiounen ze begleeden.

Pro Jorzéngt eigentlech ass eng grouss Mesure do derbäikomm, an haut, wou mer e Steiersplitting hunn, d'Kannergeld hunn, d'Allocation d'éducation, de Congé parental, Betreiungsstrukturen ëmmer méi uechtert d'Land, eng Mammerent an aner Mesuren, ass awer emol eng Kéier d'Zäit komm, fir sech ze froen, wat fir eng Ziler mer mat all deenen dote Mesuren nach kënne verfollegen.

Sinn net verschidde Mesurë vläicht op entgéigegesaten Ziler ausgeriicht? Ginn déi Mesuren, déi mer haut hunn, deenen Ziler, deene se eigentlech sollte gerecht ginn, dann och nach ëmmer gerecht?

Ass dat villt Geld, wat mer och an déi dote Familljepolitik investéieren, nach ëmmer gutt investéiert, oder kënnt et net besser investéiert ginn, fir d'Ziler besser ze erreechen?

Hu mer net eng Rei vu sougenannten alen, fréiere Prioritéiten, déi mer nach ëmmer poursuivéieren, an négligéiere mer net eng Rei vun neie Prioritéiten, deene mer haut misste gerecht ginn?

Ass et richteg an ass et wichteg a solle mer esou weiderfueren, datt mer eng Familljepolitik maachen, déi hei am Land zumindest zu 80% op Geldleeschtunge baséiert an nëmmen zu 20% op Sachleeschtungen?

Ier mer eng Äntwert op déi dote Froe kënne formuléieren, musse mer eis eng Rei vun anere Froe stellen, nämlech mir musse kucken: Wat ass d'Ëmfeld vun de Familljen haut am Ufank vum 21. Jorhonnert? Wat fir eng Form vu Familljen a wat fir eng Form vun Zesummeliewe kenne mer haut?

Wat fir Problemer begéinen d'Familljen haut an hirem Alldag? Wat fir eng Besoinen hunn d'Familljen haut?

Wa mer keng ideologesch, mä eng pragmatesch orientéiert Familljepolitik wëlle maachen, da musse mer fir d'éischt eng Äntwert op dës Froe formuléieren, eng Äntwert op d'Erausfuerderungen, déi sech haut stellen. Dat erfuerdert Kohärenz an der Démarche, Wäitsiicht an e Gefill fir Entwécklungen, déi amgaange sinn ze geschéien.

D'Zuelen, déi kann ech Iech haut leider net komplett virenthalen, well d'Zuele weise ganz oft, wéi d'Liewensrealitéite vun de Mënsche sech hei am Land am Laf vun deene leschte Joren a Jorzéngte geännert hunn. Sou ass et zum Beispill esou, datt zënter 1980 d'Kanner, déi an engem Mariage gebuer sinn, vu 95% op 75% erofgaange sinn am Joer 2004.

1991 hate mer 2.299 elengerzéiend Pappen an 9.198 elengerzéiend Mammen. 2001 waren dat 3.223 elengerzéiend Pappen an 11.251 elengerzéiend Mammen. D'Zuel vun de Scheedungen huet sech tëschent 1980 an 2005 carrément verduebelt: vun 1980 523 op 2005 1.031.

Tatsaach ass also, dass d'Familljestrukture sech geännert hunn. D'Familljeforme sinn haut méi divers, méi villfälteg ginn, an et gëtt eben net méi just ee gesellschaftlech akzeptéierte Familljemodell.

D'Zuele weisen, datt d'Erwerbsverhale sech geännert huet vun de Mënschen an domadder och vun deene Leit, déi d'Familllje formen. Och déi Zuele kënne mer virleeën.

D'Frae sinn op där enger Säit ëmmer besser ausgebilt, wat absolut ze begréissen ass. D'Fraenerwerbsquot ass dann och am Duerchschnëtt zënter 1988 bis 2005 ëm 4,3% pro Joer an d'Luucht gaangen. Mir hunn hei am Land 44% vun de Fraen, déi enger Deelzäitaarbecht noginn. Vun de Fraen, déi eng Héichschoulformatioun hunn an doheem Kanner ze betreien hunn, schaffen der 69%. Dat sinn der allerdéngs manner, wéi a ganz villen aneren europäesche Länner, well am europäeschen Duerchschnëtt sinn et 80% vun den Universitären, déi Kanner betreien, déi enger Aarbecht noginn.

Mir hu 40% Stéit hei am Land, wou Mann a Fra vollbeschäftegt sinn. Do leie mer ënnert dem europäeschen Duerchschnëtt, well am europäeschen Duerchschnëtt sinn et der 45%. Mir hu 35% hei am Land, wou de Mann eleng vollbeschäftegt ass. Am europäeschen Duerchschnëtt sinn et manner Stéit, wou de Mann eleng vollbeschäftegt ass, nämlech 29%. Familljen, wou de Mann vollbeschäftegt an d'Fra deelzäitbeschäftegt ass, ginn hei mat 21% ugefouert. Am europäeschen Duerchschnëtt ass et do dann allerdéngs esou, datt et der do e bësse manner sinn, nämlech 19%.

Tatsaach ass also och, zu Lëtzebuerg schaffe manner Fraen, obscho mer an enger ganzer Rei vu Strategien, zum Beispill an der Stratégie de Lisbonne, eis als Zil gesat hunn, datt mer och d'Frae méi no un d'Aarbechtsliewen erubréngen, datt mer och kucken, dee Reservoir, dee mer hunn um Aarbechtsmaart vu Fraen, déi bis elo nach net aktiv sinn, besser auszeschöpfen, fir doduerjer och kënnen d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ze stäerken.

Mir wësse jo och, datt mer en Aarbechtsmaart hunn, dee ganz vill gutt forméiert Leit freet, an do ass et scho schued, datt mer par rapport zum europäeschen Ausland manner héich qualifizéiert Fraen am Aarbechtsliewen hei am Land kënne behalen, wéi dat an aneren europäesche Länner de Fall ass. Also besteet och do nach wie vor Handlungsbedarf.

Et sinn eis bei eise Recherchen, déi mer gemaach hunn, eng ganz Rei vun Etüden opgefall, Etüden hei aus dem Land, Etüden aus dem Ausland, déi och ganz kloer dokumentéieren, datt virun allem Famill a Beruff haut net méi esou einfach ënner een Hutt ze brénge sinn an datt sech nei Erausfuerderunge stelle par rapport zu de Familljesituatioune virun enger Rei vu Jorzéngten.

Esou huet zum Beispill dat Deutsches Institut für Altersforschung 2001 an enger Etüd geschriwwen: „Wenn Frauen aus dem Erwerbsleben ausscheiden, ist die Haushaltsführung mit oder ohne Kinder der wichtigste Grund." D'Bertelsmann-Stiftung seet, datt 50% vun de Frae mat Kanner ënner zwielef Joer ophalen ze schaffen, allerdéngs nëmme 6% dat och esou gewollt hunn. Zu Lëtzebuerg soen 81% vun de Fraen, déi net geschafft hunn, datt se dat aus familiäre Grënn maachen.

Infratest dimap seet an enger Etüd iwwer Geld und Betreuung, datt „52% halten mehr Betreuungseinrichtungen wie Krippen- oder Kindergartenplätze für das sinnvollste Mittel, um Familien mit Kindern zu unterstützen. Nur 18% finden mehr Kindergeld beziehungsweise mehr steuerliche Vergünstigungen am besten geeignet."

De Ceps/INSTEAD huet eng Etüd am Optrag vun der Stad Esch viru kuerzem virgestallt, wou se sech och iwwert d'Kannerbetreiung geäussert hunn. Do war Folgendes ze liesen: „52% der Mütter haben keine berufliche Veränderung nach der Geburt eines Kindes vorgenommen. 48% haben entweder ihre Berufstätigkeit teilweise oder ganz aufgegeben beziehungsweise verändert. Von den Frauen, die ihre Arbeit aufgegeben haben, gaben 41% an, dass der finanzielle Vorteil der Berufstätigkeit angesichts der Mehrausgaben zu gering war. 10% dieser Frauen gaben an, dass sie keine geeignete Kinderbetreuung finden konnten. Fast zwei Drittel der Escher Haushalte, die ein Kind planen, möchten gegebenenfalls auf ein kollektives öffentliches Betreuungsangebot zurückgreifen. Zurzeit wird nur ein Drittel der unter Dreijährigen in solchen Einrichtungen betreut."

D'Kanner tëschent null a véier Joer hunn hei an der Moyenne, wa mer d'Zomm vun all de Betreiungsplaze maachen, déi disponibel sinn, d'Méiglechkeet eng op fënnef, fir eng Betreiungsplaz ze fannen. Dat heescht, mir hunn eigentlech nëmme fir all fënneft Kand eng Betreiungsplaz, déi mer an där doter Alterskategorie kënnen ubidden. Aner Länner sinn do ganz aner Weeër gaangen. An Dänemark zum Beispill, do kënne 64% vun de Kanner tëschent null a véier Joer a Betreiungsplazen opgeholl ginn.

Mir ginn och ze bedenken, datt de Käschtepunkt, virun allem och a konventionéierte Crèchen, sécherlech och an deene privaten, relativ héich ass an oft dozou féiert, datt Leit mat mëttlerem an héijem Akommes hir Kanner do éischter net aschreiwen an op aner Solutiounen zréckgräifen; wat fir d'sozial Mëschung an deene Betreiungsinstitutiounen do net onbedéngt positiv ze bewäerten ass.

Dann e Bléck op eise Steiersystem. De Steiersplitting féiert jo bekanntlech dozou, datt virun allem deen am Stot mat deem klenge Revenu méi héich besteiert gëtt, wéi wann hien eleng géif individuell besteiert ginn. Dat féiert dann oft dozou, well Fraen deelweis wéinst der Kannererzéiung aus dem Beruff ausscheede respektiv nëmmen deelzäit schaffen, datt dat dann oft d'Fra am Stot ass, déi dee méi klenge Revenu huet, an datt deen dann oft méi héich besteiert gëtt, wéi wa se individuell géif besteiert ginn, wat dann och dozou féiert, datt vill Frae soen: Ma et rentéiert sech eigentlech net, wann ech beruffstäteg ginn.

De Ceps konnt 2001 datselwecht feststellen an enger Etüd, déi «Choix des femmes luxembourgeoises» geheescht huet. Ech zitéieren: «Le système d'imposition défavorable est l'argument désindicatif principal en ce qui concerne une activité professionnelle exercée par une femme, surtout pour les ménages à haut revenu.»

De Steiersplitting féiert dann och dozou, datt all déi Koppelen - där et awer am Land net wéineg gëtt -, déi net bestuet sinn, déi awer zesummeliewe wéi wa se bestuet wären, steierlech diskriminéiert ginn. An en avantagéiert eng Rei vu Koppelen - ganz vill Koppelen, et sinn der bal 40.000 am Land -, déi bestuet sinn an awer keng Kanner zur Laascht hunn. Do muss ee sech d'Fro stellen, ob mer haut nach weiderhi wëllen eenzel Familllje formen, favoriséieren an ënnerstëtzen, oder ob et net awer Zäit wär ze soen: Déi, déi mer mussen ënnerstëtzen, dat sinn d'Kanner, an eise Steiersystem an eis aner Systemer dorobber orientéieren.

Ech wëll nach emol drun erënneren, datt duerch d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun ganz besonnesch och d'Mëttelschichten hei am Land belaascht gi sinn. Et huet eng considérabel Hausse vun der Steierlaascht no sech gefouert déi leschte Joren. Et sinn do ganz oft net déi kleng Revenuen, déi belaascht ginn, et sinn och prozentual manner déi grouss Revenuen, déi belaascht sinn, mä et sinn d'Familllje mat engem mëttleren Akommes, déi do iwwerproportional belaascht sinn, an ënnert deene ganz oft nach emol déi Familljen - oder an der Regel nach emol déi Familljen -, déi Kanner zu hirer Laascht hunn. Do ass et déi prozentual Augmentatioun vun der Steierlaascht duerch d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun zanter 2002, déi sech do wierklech bemierkbar mécht, déi déi Familljen do spieren.

Ech wëll just och hei nach emol e puer Beispiller ufëieren. Eng Famill mat zwee Kanner, déi am Mount e Revenu imposable vun 3.750 Euro huet, déi bezilt haut 2.800 Euro, amplaz vun 1.400 Euro Steieren d'Joer, déi se nach 2002 bezuelt huet. Dat heescht, bei där doter Famill mat zwee Kanner ass et carrément zu enger Verduebelung vun der Steierlaascht komm. Bei engem Revenu imposable de Mount vu 6.000 Euro, do mécht dee Plus u Steierlaascht pro Joer dann als Beispill e Montant vun 3.600 Euro aus. Och hei ass also d'Tatsaach, datt ganz vill Fraen aus dem Beruff ausscheeden, net oder nëmmen deelweis beruffstäteg sinn, well de finanziellen Intérêt do oft net ginn ass, a well et awer op där anerer Säit oft nach u Betreiungsméiglechkeete fir d'Kanner feelt.

Mir sinn dann och der Meenung, datt een eng Rei vun Instrumenter soll iwwerdenken; datt Instrumenter, déi am Laf vun deene leschte Joren a Jorzéngte geschafe gi sinn, déi mat Sécherheet hir Noutwendegkeet haten dee Moment wou se geschafe gi sinn, haut mat Sécherheet net komplett sollen a Fro gestallt ginn, mä awer mussen un nei Realitéiten ugepasst ginn. Esou zum Beispill musse mer eng Analys maachen iwwert de Congé parental. Wat huet e bruecht? Huet

en déi Erwaardungen, déi an e gesat gi sinn, wou en agefouert ginn ass, komplett erfëllt?

Et muss een op d'mannst soen, datt déi aarbechtsmaartpolitesch Ziler, déi jo och mam Congé parental poursuivéiert gi sinn, op jidde Fall net erfëllt gi sinn, datt de Congé parental aarbechtsmaartpolitesch éischter e Feelgréff war, well mer an der Realitéit a ville Betriber mierken, datt een awer net ka fir sechs Méint agestallt ginn, fir dann déi Aarbecht ze maachen, déi dee gemaach huet, deen an de Congé parental gaangen ass, an datt et doduerjer do net ganz kloer zu enger Baisse vum Chômage konnt kommen. Par contre stellt ee fest, datt ganz vill Betriber oft domadder belaascht sinn, fir iwwerhaapt déi dote Leit ze fanne respektiv Leit ze remplacéieren, déi dann an de Congé parental gaange sinn.

Déi familljepolitesch Ziler vum Congé parental sinn op d'mannst zum Deel erfëllt ginn, wann ee gesäit, wivill Leit vum Congé parental profitéieren. Wann een awer do gesäit, datt et ganz oft - bal an der Regel - d'Fra ass, déi vum Congé parental profitéiert, an et ganz seelen de Mann ass, dee profitéiert vum Congé parental, da war et jo och mat Sécherheet net d'Intentioun vum Législateur, wéi de Congé parental agefouert ginn ass, fir déi Opdeelung och esou per Gesetz ze definéieren. An dofir solle mer eis awer och do eng Kéier d'Fro stellen, ob dat richteg ass, ob d'Pappen duerch deen dote System benodeelegt ginn, ob mer net en anere System kënnen en place setzen, deen och de Pappen d'Méiglechkeet gëtt, do hirer Verantwortung kënne gerecht ze ginn an de Congé parental ze notzen, dat mat hirem Beruffsliewen ze reconciliéieren, a sech op där anerer Säit dann och méi an där Zäit ëm d'Famill an ëm hir Kanner ze bekëmmeren.

Mir stellen och fest, datt ganz vill Familllje mat engem mëttleren a méi héijen Akommes net vum Congé parental profitéieren, well se hiert Liewen eben op hiert Akommes hin organiséiert hunn. Well se sech zum Beispill en Haus ugeschaf hunn, dat muss rembourséiert ginn, a well se awer just, par rapport zu hirem Akommes, e relativ niddrege Forfait während der Zäit vum Congé parental kréien, da Problemer hunn, hiert Liewe kënnen esou weiderzeféieren, an dat herno dozou féiert, datt se de Congé parental net kënnen oder net wëllen huelen. An ech hu scho gesot, datt et oft och eng Belaaschtung ass fir d'Betriber, fir dann déi Zäit vum Congé parental kënnen ze iwwerbrécken.

Gedanke solle mer eis och maachen ëm d'Kannergeld, ëm de System vum Kannergeld, wéi mer et momentan hunn, net onbedéngt fir ofzeschafen oder ze reduzéieren, mä vläicht awer ëmzeschichten do, wou et noutwendeg ass, fir eis Ziler och do besser ze erfëllen. Mir hunn haut e Kannergeld, wou déi Famill, déi méi Kanner huet, méi Kannergeld kritt pro Kand. Mir mengen, datt dat net onbedéngt seng Ziler erreecht huet, well mer mierken, datt d'Gebuertsquot hei zu Lëtzebuerg awer relativ niddreg ass par rapport zu anere Länner. Dat dote war jo awer ganz kloer eng natalistesch orientéiert Familljepolitik, fir ze soen: Fir dat zweet, dat drëtt Kand kriss de méi Kannergeld wéi fir dat éischt. D'Zil schéngt also net erreecht ze sinn.

D'Kannergeld war bis elo och eng Mesure, déi wéineg selektiv ass, well jiddferee kann dovunner profitéieren, egal ob hien an enger sozialer familiärer Situatioun ass, wou dat indiquéiert ass, oder net.

Da solle mer awer och an aller Rou driwwer diskutéieren, wivill vum Kannergeld mer mëttlerweil an d'Grenzregioun exportéieren, an ob dat gutt esou ass. Mëttlerweil sinn et iwwer 250 Milliounen Euro d'Joer, déi u Kannergeld hei zu Lëtzebuerg ausbezuelt ginn, déi awer direkt an d'Nopeschlänner exportéiert ginn. D'Tendenz ass do ganz kloer steigend, well dee Chiffer ass zanter tëschent 2000 an 2005 ëm 91% an d'Luucht gaangen.

Elo kéint ee mengen, dat wär enk liéiert domadder, well mer ëmmer méi Grenzgänger hunn, well mer ëmmer méi Frontalieren hunn, déi hei um Aarbechtsmaart täteg sinn. Dat ass eng Erklärung do dervun. Dee Chiffer ass an där Zäit ëm 35% an d'Luucht gaangen. Allerdéngs kann dat also net déi voll Erklärung sinn, wa mer 91% méi Kannergeld an d'Ausland mëttlerweil transféréieren; dat bei nëmme 35% méi Frontalieren op eisem Aarbechtsmaart.

Do si mer net eleng als lëtzebuergesche Législateur, déi doriwwer kënne beuerteelen. Et gëtt EU-Direktiven, déi soen, datt familljepolitesch Leeschtunge wéi déi doten - wéi d'Kannergeld - eben exportabel sinn. An eng zweet Ursaach, firwat déi Montanten awer esou an d'Luucht geschnellt sinn a firwat se déi considérabel Héicht erreecht hunn, ass ganz oft doranner ze fannen, datt d'Ausland hire Leit manner Kannergeld gëtt respektiv wéi zum Beispill fir déi meeschte Ménagen a Frankräich fir dat éischt Kand eigentlech guer kee Kannergeld, a mir als Lëtzebuerg da gehale sinn, d'Differenz ze bezuelen. Dat heescht, fir vill Familljen dat integraalt Kannergeld an d'Ausland ze transféréieren, respektiv datt mer d'Differenz, wann dat auslännescht Kannergeld méi niddreg ass, als lëtzebuergesche Stat nach emol mussen dropleeën.

D'Fro muss erlaabt sinn, ob deen Export vum Kannergeld do nach bedarfsorientéiert ass. Mir mengen: Neen, en ass haut net bedarfsorientéiert, well mer wëssen, datt et am Ausland vill méi bëlleg ze wunnen an och ze liewen ass wéi hei am Land an et duerfir net onbedéngt esou soll sinn, datt mer e System weider bäibehalen, dee ganz vill Geld och an d'Ausland transféréiert, well déi Leit ganz oft vill méi mat deem Geld kënne maachen, wéi déi Leit, déi et hei am Land zegutt hunn, an de Besoin éischter dann och dës Säit vun de Grenze besteet.

Et ass jo och esou, datt dat doten awer e considérabelen Impakt och op de Statsbudget huet. Net fir näischt hu mer virun engem gudde Joer, wou jo d'Statsfinanzen ee vun den Haaptsujeten hei an der Chamber waren, och als Demokratesch Partei an enger vun eisen 33 Reformpropositiounen drop higewisen, datt mer considérablement dann do an d'Ausland iwwerweisen, an datt een och um Niveau vun der Familljepolitik sech dat misst eng Kéier iwwerleeën, ob mer net en anere System do kënne fannen, deen op d'mannst d'Suen do ukomme léisst, wou se am meeschte gebraucht ginn.

De grousse Problem, deem d'Familljen haut begéinen, ass jo ganz oft d'Wunnen, sech nach eng Wunneng dës Säit vun der Grenz ze erlaben. Dat féiert dozou, datt och ëmmer méi lëtzebuergesch Stéit sech déi aner Säit vun der Grenz implantéieren, well se do Wunnraum fannen, dee se kënne bezuelen, wou se da Wunnen, Liewen a Verdéngen och matenee kënnen ënner een Hutt kréien.

Vill Familllje mussen dauerhaft zu zwee schaffe goen, fir sech nach eppes uschafen ze kënnen. Mir wëssen, datt besonnesch an der rezenter Vergaangenheet d'Zënslaascht däitlech an d'Luucht gaangen ass. Och dat dréckt op d'Budgete vun de Familljen. Dat féiert zum Beispill dozou, datt haut d'Prêten, fir sech en Haus unzeschafen, oft méi laang lafen, wéi dat nach an der Vergaangenheet de Fall war, mat awer Lafzäiten, wou d'Famill sech iwwer Jorzéngten a Jorzéngten ewech engagéiere muss.

An dat féiert och dozou, datt den disponible Revenu vun de Familljen erofgeet, well ëmmer méi e grousse Pourcentage vum Revenu da fir de Logement muss reservéiert ginn. Ee Grond méi - déi dramatesch Situatioun um Wunnengsmaart hei am Land -, fir ze kucken, ob mer den Export vum Kannergeld an d'Nopeschlänner nach ëmmer no deem dote System, no deem dote Wee wëlle weiderféieren.

Nun, et stellt ee fest, datt dee jëtzege System der geliefter Realitéit am Land net méi ëmmer gerecht gëtt. Et gëtt nach ze vill oft just ee Familljemodell ënnerstëtzt, an zwar deen, deen nom kathoulesche Weltbild deen idealen ass. Et gëtt der Diversitéit net genuch Rechnung gedroen, der Diversitéit, déi awer eng Realitéit am Land ginn ass. Et feelt u Betreiungsstrukturen, fir Famill a Beruff ënner een Hutt kënnen ze bréngen. Eis Familljepolitik ass net selektiv a behënnert oft d'Beruffstätegkeet an domadder och d'Chancëgläichheet vu ganz ville Fraen.

Elo kéint ee sech et einfach maachen als Oppositiounspartei an do e Punkt setzen a soen: Hei, Regierung, dat ass de Constat, dee mer maachen. Gitt wann ech gelift eng Stellungnahm dozou a kuckt wéi Der domadder eens gitt! Wéi kritt Dir déi Problemer do behuewen?

Mir wëllen als Demokratesch Partei awer net do stoe bleiwen a mir sinn ee Schratt méi wäit gaang, fir eng Rei vu Propositiounen an d'Diskussioun ze bréngen, fir ze kucken, wéi mer eis Familljepolitik an Zukunft wëllen ausriichten, fir deenen dote ganz ënnerschiddlechen Erausfuerderungen d'ailleurs kënne gerecht ze ginn.

Erausfuerderungen, déi mer op ganz ville Pläng erëmfannen. An ee vun deene Pläng a ganz zentrale Pläng ass mat Sécherheet Famill a Beruff kënnen ënner een Hutt ze bréngen. An dat geet nëmmen, dat wësse mer, wa mer och déi entspriechend Kannerbetreiungsstrukturen hunn. Duerfir musse mer weider Effortë maachen, fir ganz besonnesch fir déi kleng Kanner tëschent null a véier Joer d'Betreiungsstrukturen auszebauen. Mir kéinten eis virstellen, datt een do sech ganz ambitiéis Ziler setzt, fir an deenen nächste fënnef Joer d'Zuel vun deene Betreiungsplazen do zesummen tëschent Stat, Gemengen, Privatentreprisen an aneren Acteure verduebelen ze kënnen.

Mir mengen och, datt ee sech et nach emol muss gutt iwwerleeën, ob ee weiderhin de Käschtepunkt, deen d'Eltere selwer an deenen doten Infrastrukture mussen opbréngen, och fir mëttelt an héicht Akommes esou héich setzt, wéi dat momentan oft de Fall ass, well mer mierken, datt doduerjer ganz oft déi sozial Mëschung an deene Crèchen, an de Foyer-de-jouren, an de Maison-relaisen net méi stëmmt, an dat soll een nach emol bedenken, ob dat ënnert dem Strëch déi richteg Politik ass.

Dir wësst, datt ech selwer eng Proposition de loi erabruecht hunn, déi zesumme mat engem Projet de loi vun der Regierung elo diskutéiert gëtt, iwwert d'Unerkennung vum Beruff vun der Dagesmamm. Mir mengen also, datt, wa mer iwwer Betreiungsstrukture schwätzen, mer net ëmmer nëmme grouss Infrastrukture musse schafen, wou esou vill Plaze fir Kanner dann disponibel sinn, mat Personal, wat fest agestallt gëtt.

Mir mengen, och wa mer dee grousse Besoin wierklech wëllen erfëllen, deen um Niveau vun der Kannerbetreiung op eis duer och nach wäert kommen déi nächst Joren, da brauche mer méi Acteuren an deenen doten Domäner. Dat kënnen och privat Acteure sinn; dat kënnen och eenzel Persoune sinn, déi sech dann an der Kannerbetreiung engagéieren. Mir brauchen awer och fir déi Solutiounen da Qualitéitskritären, souwuel wat d'Raimlechkeeten ubelaangt wéi och wat déi Leit ubelaangt, déi sech doranner versichen.

D'Qualitéit vun der Betreiung soll iwwerhaapt e wichtege Sujet sinn. Mir däerfe bei all deenen Iwwerleeungen, déi mer ustrengen, fir d'Zuel vun de Betreiungsplazen auszeweiden, d'Qualitéit net vernoléissegen, well et hëlleft kengem, eng Betreiungsplaz disponibel ze hunn oder zur Verfügung gestallt ze kréien oder an enger Crèche eng Plaz ze fannen, wann een un der Qualitéit herno zweifelt, well da wäert et mat Sécherheet esou sinn, datt d'Elteren hir Kanner och net wëllen, net kënnen dohinner ginn. Mir mengen och, datt do d'ASFT-Gesetz soll eng Kéier bilanzéiert ginn, fir ze kucken, wat positiv a wat manner positiv dru war, a fir dann déi néideg Konklusiounen zéien ze kënnen.

Et ass kloer - an dat soll net als Kritik verstane ginn, well op ganz ville Plaze geschitt dat -, et muss och no pedagogesche Konzepter an de Betreiungsinfrastrukture geschafft ginn. Betreiung heescht net nëmmen op d'Kanner oppassen, datt se dee Moment net op der Strooss sinn, mä et heescht sënnvoll pedagogesch Aarbecht mat deene Kanner déi Zäit ze leeschten. An dat geet eben och nëmme mat deem néidegen, qualifizéierte Personal.

Da stellt ee fest, datt, wann een iwwert d'Land an iwwert d'Gemenge fiert, da gesäit een oft Betreiungsstrukturen, wou dagsiwwer awer net ganz besonnesch vill lass ass, an et denkt ee sech: Ma wären net och zu dësen Dageszäite vill Eltere frou, wa se d'Geleeënheet hätten, hir Kanner betreit ze kréien?

Duerfir menge mir, datt mer déi Infrastrukturen, déi mer hunn, déi bestinn, déi Gemengen, Stat an anerer am Laf vun deene leschte Joren opgeriicht hunn, nach besser sollten auslaaschten, an datt mer net herno eng Situatioun hunn, wou mer op där enger Säit vun der Strooss d'Schoul stoen hunn, déi zu gewëssene Stonnen da fonctionnéiert, op där anerer Säit während deene Stonnen dann awer d'Maison relais stoen hunn, déi dann eidel ass, wou et däischter ass a wou näischt geschitt. Ma kommt, mir kucken dann och op d'mannst, wann de Besoin do ass an der jeeweileger Gemeng, fir dann do Kanner kënnen eranzehuelen, net schoulflichteg Kanner eben och kënnen an der Maison relais opzehuelen.

Ech weess, datt dat mat där neier Konventioun, déi de Familljeministère ubitt, méiglech ass. Mir selwer zu Déifferdeng ginn och op deen dote Wee ab September, fir dat kënnen unzebidden. Ech mengen, datt mer do nach Potenzial hunn, dat mer zesumme besser kënnen ausnotzen.

Da wëlle mer nach emol ganz kloer ënnersträichen, datt d'Eltere sollen de Choix hunn, a wat fir eng Betreiung se hir Kanner ginn. Mir mengen net, datt an all Gemeng elo misst eng Ganzdagsschoul existéieren, wou d'Kand muss dra goen. Mir mengen, datt dat kann existéieren. Mir mengen, datt d'Elteren de Choix sollen hunn, hiert Kand do anzeschreiwen oder an eng aner Schoul anzeschreiwen, datt een also kann och Kanner selwer doheem betreien, datt ee sech ka familiär organiséieren, datt ee kann op d'Maison relais, op eng Crèche, op e Foyer du jour oder eng Dagesmamm zréckgräifen.

Mir wëllen eis do a mir däerfen eis do net op ee Modell konzentréieren a fir ee Modell ausschwätzen. D'Diversitéit mécht et och an dësem Fall, well d'Situatiounen, an deenen d'Familljen dra sinn, déi sinn esou ënnerschiddlech an déi brauchen och einfach ënnerschiddlech Offerten um Niveau vun der Betreiung.

Dann hunn ech et gesot, duerch de Steiersplitting hu mer eng Situatioun, wou ganz besonnesch oft Fraen encouragéiert ginn, fir net beruffstäteg ze ginn oder aus dem Beruffsliewen auszescheeden. Duerfir wëlle mer nach emol rappeléieren, datt mer fir eng Ofschafung vum Steiersplitting sinn, datt mer fir d'individuell Besteierung sinn. A mir stelle just fest, datt, wann een doriwwer diskutéiert, da gëtt vu ville Säite gesot, jo, dat doten, dat kéint ee maachen, dat kéint eng sympathesch Iddi sinn, da loosse mer emol kucken.

De Premierminister Jean-Claude Juncker, deen 2001 Premierminister war, haut nach ëmmer Premierminister ass, huet 2001 an der Debatt zur Lag vun der Natioun ugekënnegt, datt d'Individualiséierung am Steierrecht géif komme fir 2005. Mir sinn haut 2007 an hu virun e puer Wochen hei bei der dësjähreger Debatt zur Lag vun der Natioun nach eng Kéier bal datselwecht héieren. Do war de Premierminister e bësse méi virsiichteg. Hien huet keen Datum genannt, mä hien huet gesot, elo géifen emol Etüde gemaach ginn. Ech huelen un, wann et eescht gemengt gewiescht wär, fir d'Individualiséierung am Steierrecht anzeféieren, dann hätt een och scho kënnen 2001 déi Etüden do an Optrag ginn, da wéisst een haut wéi et géif goen, op d'mannst dat, och wann een et bis ewell nach net gemaach hätt.

Mä mir hoffen dann awer elo, datt dës Kéier de Wierder och wäerten Tate folgen an datt da konkret eppes an déi dote Richtung deemnächst geschéie wäert. Eis, als DP, wäert Der do op jidde Fall, Dir Dammen an Dir Häre vun der Regierung, als Alliéierte fannen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Den Här Statsminister wäert nach missen dem Finanzminister den Optrag ginn, fir dat ze maachen.

M. le Président.- Madame Brasseur, hutt Der eng Fro?

(Hilarité)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- E Constat.

M. le Président.- Soll ech lech aschreiwen?

(Interruptions diverses)

M. Claude Meisch *(DP), interpellateur.*- Esou wéi ech den Här Statsminister kennen oder wéi ech den Här Finanzminister kennen, begéine se sech ab und zu, wann déi zwee uechtert d'Welt ënnerwee sinn, an iergendzwousch ronderëm de Globus wäerten dann de Statsminister an de Finanzminister sech begéinen an da kënne se doriwwer diskutéieren, Madame Brasseur. Dorunner soll et also och net hänken.

Mir mengen, wa mer e steierlechen Avantage de Familllje ginn, da soll deen Avantage virun allem duerch d'Belaaschtung vun de Kanner gerechtfertegt sinn, da solle mer d'Kanner ënnerstëtzen, d'Kannerkréien, d'Kannergrousszéien ënnerstëtzen an net, wéi ech virdru scho gesot hunn, just eng Familljeform, just kucken, ob een dann elo bestuet ass oder ob een an enger anerer vun deene ganz ënnerschiddleche Familljeformen, déi et mëttlerweil gëtt, zesummelieft.

Dann nach emol, d'Steiertabell upassen, fir virun allem de Familllje mat engem mëttleren Akommes, fir virun allem de Familllje mat Kanner déi Entlaaschtung ze ginn, déi hinnen déi lescht Jore verwiert bliwwen ass, déi Entlaaschtung ze ginn, déi se brauchen, fir haut mat ganz ville Laaschte kënnen eens ze ginn: Belaaschtung duerch déi héich Präisser um Wunnengsmaart, Belaaschtung duerch méi deier Energiekäschten, Belaaschtung duerch Eegevirsuerg fir den Alter, Belaaschtung duerch

d'Kannerbetreiung, déi jo och an d'Luucht gaangen ass an der leschter Zäit.

Wann d'Familljen dat dote solle packen, da brauche se eng steierlech Entlaaschtung. A wéi mer zu där kënne kommen, ass ganz einfach. Mir musse ganz einfach d'Steiertabell nees upassen un déi Tauxen, wéi se hei 2001 vun der Chamber gestëmmt gi sinn, dann hunn d'Familljen och erëm Loft hei am Land fir ze ootmen.

De Congé parental, wann een d'Analys gemaach huet, wéi ech se virdru gemaach hunn, soll een dann och iwwerdenken. Et soll een eiser Meenung no kucken, datt een de Congé parental an d'Allocation d'éducation zesummeféiert an eigentlech een Instrument doraus mécht. Dat heescht dann natierlech, datt d'Allocation d'éducation fir vill Koppelen, déi haut Urecht dorobber hunn, géif ewechfalen. Mir mengen, datt se soll bestoe bleiwen, virun allem fir déi Koppelen, déi an enger sozialer Situatioun sinn, déi bedéngt, datt se och dat Geld brauchen, fir hiert Liewe kënnen ze organiséieren.

Well et oft esou ass, datt Famillje vum Congé parental net profitéieren, well einfach dee Forfait, deen do bezuelt gëtt während deene sechs Méint, et hinnen net erlaabt, och kënnen hiert Liewen esou weiderzefëieren, wéi se dat virdrun am Alldag gemaach hunn, duerfir menge mer, datt een dee Forfait soll upassen a bannen un de reelle Verdéngscht - natierlech mat engem Plaffong, dee kéint bei 250% vum Mindestloun leien.

D'Dauer vum Congé parental soll eiser Meenung no och iwwerduecht ginn. Mir stellen haut fest, datt Familljen, Papp a Mamm, Recht hunn op zweemol sechs Méint Congé parental. Dat ass awer en theoretescht Recht. Mir stelle gradesou fest, datt eigentlech an der Praxis d'Familljen, Mamm oder Papp, just eemol Gebrauch maachen an der Regel vum Congé parental, dat heescht insgesamt sechs Méint dovunner profitéieren.

Firwat gi mer dann elo net hin a mir kucken déi sechs Méint do op d'mannst besser kënnen opzedeelen, fir datt do wierklech d'Mamm an de Papp och kënne profitéiere vun deem Congé parental, an duerfir ze soen, ma kommt, mer schafen e Recht zum Beispill vun zweemol dräi Méint?

Et soll awer keen eis do festneelen: Wa mer hei am Haus der Meenung sinn, et misste véier oder fënnef Méint sinn, da kann ee mat Sécherheet doriwwer diskutéieren.

Mä mir kucke virun allem, datt dann och den zweeten Elterendeel, wat ganz oft de Papp ass, de Congé parental ka mat sengem Beruffsliewen, mat senger Aarbecht, mat senger Aarbechtsrealitéit am Alldag vereinbaren, an duerfir net onbedéngt muss déi ganz Zäit uneneen huelen, wou en dann esou vill Méint aus dem Beruff ausscheet an da sech ëm d'Famill ka këmmeren, mä datt en dat ka fragmentéieren iwwer eng gewësse Period ewech, datt een zum Beispill een oder zwee Mëtteger an der Woch iwwer e puer Joer ewech ka vum Congé parental profitéieren a sech dann och ëm d'Betreiung vun de Kanner ka këmmeren.

Mir sinn och der Meenung, datt dat eng Solutioun wär, déi méi gënschteg wär fir d'Betriber, well mer wëssen, datt souwisou vill Betriber net déi qualifizéiert Main-d'œuvre fannen, fir während dräi oder sechs Méint déi Leit ze ersetzen. Dann ass et méi einfach sech heiansdo esou als Betrib ze organiséieren, datt een dann een eemol oder zweemol an der Woch iwwer eng länger Period ersetzt.

Och d'Kannergeld soll eiser Meenung no iwwerduecht ginn. Et soll ëmgeschicht ginn, wou mer zum Deel déi Moyenen, déi mer haut brauchen, fir Kannergeld ze bezuelen hei am Land an, wéi ech gesot hunn, och am Ausland, kucken, se weider zum Deel als Kannergeld ze bezuelen, zum Deel awer och kucken, fir do ganz konkret Propositiounen ze maachen, wéi mer de Famillje kënnen ënnert d'Äerm gräifen, déi hei am Land wunnen.

Mir wëllen also d'Geldleeschtungen net méi an där renger Form, wéi se haut bezuelt ginn, weiderféieren, mä mir mengen, datt een do en Deel als Kannergeld an och en Deel als Wunngeld kéint notzen.

Mir mengen och do, datt all Kand Recht op datselwecht Kannergeld huet, datt mer do ewech solle komme vun där natalistescher Politik, déi mer bis ewell haten, fir d'Kannergeld ze staffelen, andeem dat zweet an dat drëtt Kand méi Kannergeld kritt wéi dat éischt Kand. Do soll jiddfereen dem Stat gradesou léif sinn.

Wa mer also déi Moyenen, déi mer haut hunn, opdeelen an e Kannergeld hei am Land, wou all Kand datselwecht Kannergeld kritt, an e Wunngeld, dann hu mer doduerjer automatesch och den Export ënnerbonnen, well et ass jo ganz kloer, datt, wa mer dat Wunngeld esou orientéieren, wéi mer eis Wunnengsmesuren ewell schonn organiséiert hunn, sief dat fir Leit, déi Propriétaire sinn, sief dat fir Leit, déi Locataire sinn, dat Geld da jo op jidde Fall hei am Land bleift, an den Export ass domadder op d'mannst, wann en net ofgeschaaft ass - dat wëllt jo keen -, mä op d'mannst begrenzt doranner.

Da menge mer, datt dat Wunngeld och a Fonctioun soll stoe vun der Zuel vun de Kanner, datt et och a Fonctioun soll stoe vum Revenu vun deem jeeweilege Ménage, fir doduerjer och méi selektiv kënnen ze hëllefen. Deen, deen a senger Familljesituatioun, mat sengem Revenu, mat senger Kannerzuel méi Hëllef brauch, dee soll och da méi Hëllef zougesprach kréien.

Mir mengen, datt doduerjer och Leeschtungen, och Geld géif fräi gi fir aner Leeschtungen - zum Beispill, fir déi grouss Aufgab ze schëlleren, déi virun eis läit, fir d'Betreiungsstrukturen nach dem reelle Besoin am Land kënnen unzepassen.

Mir brauchen dann och eng kannerfrëndlech Beruffswelt. Et ass hei net nëmmen, datt d'öffentlech Hand Effortë muss maachen. Mir alleguerte mussen Effortë maachen. Mir alleguerte mussen akzeptéieren, datt d'Kannerkréien, datt d'Kannergrousszillen zur Realitéit gehéiert, zum Liewe gehéiert, an datt een dorobber soll Rücksicht huelen.

D'Betriber sollten och dorobber Rücksicht huelen. Mir brauche kannerfrëndlech Entreprisen, wou all déi Mesuren ze ënnerstëtze sinn, déi esou Entreprisen ervirsträichen, a mir musse probéieren, déi Efforten, déi se gemaach hunn, ze encouragéieren, se weiderzefëieren an op aner Entreprisen auszedehnen.

Mir mengen och, datt familljefrëndlech Entreprisen am grousse Wettbewerb, an der Kompetitivitéit besser gestallt sinn, well se oft de Fraen et virun allem erlaben, iwwer länger Zäit bei hinne kënnen täteg ze bleiwen, och wa se Kanner hunn, Kanner kréien, Kanner grousszéien, an dat mam Beruff kënnen ënner een Hutt ze bréngen, an datt déi Kompetenzen, déi e Betrib bei sech huet, doduerjer besser un de Betrib gebonne ginn a méi laang dem Betrib zur Verfügung stinn.

Et wär also hei eng Win-win-Situatioun, souwuel fir déi beschäftegt Fraen oder Männer wéi och fir de Betrib, wa mer dat dote géifen zesummen hikréien, fir eis Entreprisë méi familljefrëndlech ze organiséieren.

Dat ka geschéien iwwer Betribscrèchen, déi zwar existéieren, déi awer nach op zwou Hänn am Land ofzeziele sinn. Dat kann iwwer iwwerbetriblech Léisunge geschéien, andeem Betriber sech zesummesetzen, an et kann awer och geschéien, andeem d'Betriber, d'Gemeng, de Stat oder de konventionéierte Secteur zesumme Solutioune fannen, fir dann d'Betriber insgesamt méi kannerfrëndlech ze maachen.

Mir brauche mat Sécherheet och do punktuell Flexibilitéit an den Aarbechtszäiten, fir dann och de Pappen an de Mammen et kënnen ze erlaben, souwuel ze schaffe wéi och gläichzäiteg op där anerer Säit nach hiren Obligatiounen als Famill kënnen nozekommen.

Da gëtt et eng ganz Rei vun eenzelnen, vun detailléierte Fäll, déi duerch all déi Mesuren, déi bis ewell offréiert ginn, duerch all déi Hëllefen, déi bis ewell existéieren, oft net gehollef kréien, well d'Situatioun esou komplex ass, esou speziell ass, well se vläicht nëmmen temporär gëllt, well zum Beispill béid Leit oder en Elengerzéiende Schichtaarbecht mécht, an do natierlech d'Offerte vun der lokaler Crèche oft deem net Rechnung dréit.

Och do musse mer kucken, datt mer Solutioune fir déi dote Fäll fannen, well se bis ewell oft nach net fonnt gi sinn an oft dann d'Konklusioun ass, datt déi Leit eben net duerch hir eege Kraaft, duerch hir eegen Initiativ hire Liewensënnerhalt kënne bestreiden an op aner Sozialhëllefen ugewise sinn.

Mir gesinn, eng aner, eng zäitgeméiss Familljepolitik ass méiglech. D'DP-Propositioune si realistesch. Si sinn och ze finanzéieren a setzen d'Kanner an de Mëttelpunkt. Si bidde méi Choix fir deen Eenzelnen, bidde virun allem och besser Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra a bidde Gerechtegkeet tëschent bestueten an net bestuete Koppelen. Si erméiglechen de Famillje weiderhin hei am Land ze wunnen an trotz Kanner berufflech aktiv ze bleiwen. Si hëllefen do, wou Hëllef noutwendeg ass. Si stäerken och d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen a si akzeptéieren d'Liewenswierklechkeet vun de Leit hei am Land an d'Diversitéit vun de Familljemodeller.

Dës DP-Propositioune stelle keng Revolutioun duer, mä eng Adaptatioun un d'Liewensrealitéit vun de Bierger. Et ass un der Zäit, déi bestehend Instrumenter ze iwwerdenken. Instrumenter, déi zu hirer Zäit hir Richtegkeet haten, mä déi haut mussen un eng nei Realitéit ugepasst ginn. Mat dëse konkrete Propositioune wëllt d'Demokratesch Partei eng Debatt iwwert d'Familljepolitik am 21. Jorhonnert animéieren.

Ech hoffen, mir kënnen zesummen eng Rei vu Konklusiounen zéien am Sënn vun de Familljen hei am Land, fir datt sech an hirem Sënn dann esou munches ka bewegen.

Ech soen Iech op jidde Fall Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Als éischt Riednerin ass ageschriwwen d'Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, d'Interpellatioun vun haut iwwert d'Familljepolitik, a virun allem iwwert d'Familljepolitik am Zesummenhang mat der Vereenbarkeet tëschent Beruff a Famill, huet eis d'Geleeënheet ginn, eis mat der Entwécklung vun der jëtzeger Famill auserneenzesetzen an ze analyséieren, awéiwäit d'Politik sech dëser Entwécklung upasst a wou Handlungsbedarf besteet. Familljepolitik ass Gesellschaftspolitik, an d'Gesellschaft ass an der Mutatioun. Déi traditionell Famill ass an der Minoritéit.

Wat ass d'Famill vun der Zukunft? Wéi e Stellewäert huet d'Famill am 21. Jorhonnert? Jo, den Här Meisch huet hei vill Chiffere genannt, an déi wäert ech Iech erspueren. Mä et ass e Fait, datt d'Familljestruktur an deene leschte Jorzéngten um multikulturelle Plang dramatesch geännert huet. Méi wéi ee Bestietnes op zwee léist sech op, wat d'Fro vun de Pensiounsrechter no enger Scheedung opwerft, virun allem fir déi Generatioun vu menger Zäit.

Eng kleng Parenthèse: Den Här Minister Mars Di Bartolomeo huet viru kuerzem - fir et net ze nennen, den 8. Mäerz - hei an der Chamber gesot, datt mer endlech géifen an deem Thema vum Rentesplitting weiderkommen. Ech wier frou ze héieren, wéi dann d'Zil vun dësem Rentesplitting ass. De Rentesplitting soll jo nëmmen am Kader vum Scheedungsrecht geregelt ginn, a mir sinn alleguerten der Meenung, datt awer d'Individualiséierung muss dat laangfristegt Zil sinn.

Nieft deene ville Scheedungen huet d'Famill vun haut sech - wéi ech éinescht gesot hunn - grondleeënd geännert. Ëmmer méi Kanner ginn ausserhalb vun engem Bestietnes gebuer; europawäit schätzt een 30%; zu Lëtzebuerg leie mer bei 27%. Sinn déi sougenannte polynukleär Familljen - gemengt si Familljen, wou d'Kanner während der Woch oder während dem Weekend an ënnerschiddleche Familljen hiert Doheem hunn - den Trend vun der Famill vu muer? Et gëtt och ëmmer méi Elteren, déi hir Kanner eleng erzéien. Wou fënnt d'Kand an dëser Welt seng Plaz? An enger Welt, wou een d'Famill als e Puzzle ka bezeechnen.

Ëmmer méi Fraen a Männer si bereet, Beruff a Famill mateneen ze kombinéieren. Et geet aus enger Etüd ervir - an zwar vum Januar 2006 -, datt am Joer 2004 ronn d'Halschent vun deene Kanner ënner zwielef Joer - also ongefeier 35.000 Kanner - an engem Stot gelieft hunn, wou d'Mamm beruffstäteg war. Dobäi ass ervirzehiewen, datt vill Elteren - an där gëtt et ëmmer méi - kee Choix méi hunn. Si mussen zu zwee schaffe goen, fir sech iwwerhaapt de Liewensstandard vun haut kënnen ze leeschten an och eng Wunneng ze hunn. Mä de Liewensstandard vun haut, deen ass och an de Familljе ganz ënnerschiddlech a bei Familljen, sinn ech der Meenung, oft ze héich gestaffelt. Wéi fanne mir eis an dëser multikultureller Welt erëm?

Déi demographesch Entwécklung, déi mécht eis och Suergen, well mir kréien ëmmer manner Kanner, awer mir hunn d'Chance, ëmmer méi al ze ginn. Sécher, deen demographeschen Defizit ass net reng e lëtzebuergesche Problem. D'Industrielänner am Allgemenge sti virun därselwechter Problematik, déi zum Deel, wann och net ausschliesslech, op déi Aart a Weis zréckzeféieren ass, wéi d'Famill an enger Gesellschaft ënnerstëtzt gëtt. Fir vill Elteren heescht dat näischt anescht wéi: Wéi kréien ech de Spagat fäerdeg tëschent Famill a Beruff?

Ech hat d'Chance an enger Groussfamill op d'Welt ze kommen, wou an der Famill gebuer, gelieft, geschafft a gestuerwe ginn ass. Meng Mamm huet doheem de Stot gemaach an am Bauerebetrib matgeschafft. D'Versuerger- an d'Ernährerroll si bei eis doheem vu Mamm a Papp gedeelt ginn. Et war schéin heemzekommen, wann ëmmer een do war.

Haut ass dat meeschtens iwwerholl. Zu méi Generatiounen ënner engem Daach ze wunnen, hat och sécherlech negativ Konsequenzen, mä ech mengen, fréier an der Famill sinn nach méi Wäerter vermëttelt ginn. D'Wäerter vu Respekt, Toleranz a Solidaritéit hate méi e grousse Stellewäert. Ass déi traditionell Famill vu fréier en Auslafmodell?

Ech behaapten, datt déi Familljen, déi sech entscheeden, hir Kanner nach doheem ze erzéien, der Gesellschaft e wäertvolle Bäitrag geleescht hunn an och nach leeschte wäerten. Mä déi jonk Generatioune vu Fraen, déi sech dem Spagat Famill a Beruff gewuess fillen, denken definitiv net méi drun, opzehale mat schaffen, wa si Kanner kréien. Si denken héchstens drun, eng gewëssen Zäit hire Beruff un den Nol ze hänken, entweder etlech Méint, e Joer, zwee oder dräi Joer. Oder si ginn, wéi gesot, hallefdags schaffen, wann de Stot an hir Liewensëmstänn hinnen dat och erlaben.

D'Betriber wäre gutt beroden, wa se op de Wee vun enger méi familljefrëndlecher Aarbechtsmaartpolitik géife goen an d'Deelzäitaarbecht géife förderen, well eng familljefrëndlech Aarbechtswelt ass e wesentlechen Deel vun enger nohalteger Familljepolitik. Ech erënneren Iech drun, datt et d'Zil vun der Stratégie de Lisbonne ass, fir bis 2010 60% vun de Fraen op den Aarbechtsmarché ze kréien. Haut leie mir bei 53,6%.

Dann déi zwëschemënschlech, praktesch a finanziell Schwieregkeeten, déi Famill a Beruff haut oft hunn, fir dat Ganzt ënner een Hutt ze kréien, sinn net nëmmen hei zu Lëtzebuerg e Problem, mä a villen europäesche Länner. D'Ursaach vum niddrege Beschäftegungsprozentsaz vun de Fraen hei zu Lëtzebuerg ass d'Feele vun Opfangstrukturen. Zur Informatioun: Dëse Beschäftegungsprozentsaz louch 2005 um europäeschen Niveau bei 56,3%, mat groussen Ënnerscheeder tëschent de Länner. Schweden zum Beispill huet e weibleche Beschäftegungstaux vun 72%.

De Prozentsaz, wéi gesot, vun 53,6% ass eng Moyenne. Wann tatsächlech net vill Fraen, soen ech, a mengem Alter beruffstäteg sinn, da gesäit dat Bild awer an deene jonke Generatioune ganz anescht aus. Si sinn eben anescht opgewuess. Si hunn en anert Bild vun der Famill, vun der Gesellschaft a vun der Roll vun der Fra an der Gesellschaft. Et ass eng Saach vu Mentalitéit.

D'Zuel vun de beruffstätege Frae klëmmt lues a lues, wat d'Statistike weisen. Et bleift awer, datt et hautdësdags net einfach ass fir d'Elteren, déi de Choix gemaach hunn, beruffstäteg ze sinn a gläichzäiteg Kanner ze kréien. An d'Ëmfeld vun de beruffstätegen Eltere klëmmt stänneg.

Et drängt sech d'Fro op, wat d'Zil vun enger zukunftsorientéierter Familljepolitik ass. An déi ass en vue vun alle Veränneerungen um Niveau vun der Famill a vun eiser Gesellschaft ganz kloer: Mir brauche méi Kanner a méi Kanner an de Familljen. D'Politik huet d'Aufgab, deen néidege Kader ze schafen, fir datt d'Elteren och d'Méiglechkeet hunn, Kanner ze kréien, mä et muss de libre Choix vun der Koppel bleiwen, ze entscheeden, wéi si hir Familljenorganisatioun wëllen organiséieren.

Ech mengen, et ass richteg an noutwendeg, datt jiddferee finanziell ënnerstëtzt gëtt, esou wéi d'Famill de Choix trëfft. Eng Famill, déi décidéiert huet, hir Kanner selwer ze erzéien, däerf op kee Fall sozial Nodeeler hunn. Si mussen déiselwecht finanziell Ressourcë bereetgestallt kréien, wéi déi Familljen, déi mussen oder wëlle schaffe goen. Well och déi Famill, déi entscheet huet, dass ee Partner doheem bleift fir d'Kanner ze erzéien, déi mécht jo och Aarbechtsplaze fräi fir anerer, déi musse schaffe goen. D'Vereenbarkeet vu Beruff a Famill wäert an Zukunft Kärpunkt vun der Familljepolitik sinn.

D'Wäiche vun enger moderner Familljepolitik si viru Joren a Jorzéngte gesat ginn, an dëst notamment vun den CSV-Ministeren. Ugefaange mat deene sougenannten Zoulagen, déi déi finanziell Laascht, déi ee Kand fir Elteren duerstellt, zum Deel kompenséieren.

Nieft dem Kannergeld ass 1985 d'Allocation d'éducation agefouert ginn, mam Zil, déi Elteren ze ënnerstëtzen, déi sech wëlle komplett ëm d'Erzéiung vun hire Kanner këmmeren.

Ech erënneren, datt d'Allocation d'éducation momentan bei 485 Euro läit respektiv bei 242 Euro, wann een hallefdags schaffe geet. Dobäi kënnt, datt ënnert verschiddene Konditiounen dës Allocatioun och ausbezuelt gëtt, wann ee weider schaffe geet, vun deem Moment un, wou d'Elteren zesummen net iwwer e gewësse Revenu verfügen. An zwar läit dëse Revenu bei engem Kand bei dräimol dem Mindestloun.

D'Fro stellt sech: Wéi gi mer an Zukunft mat dëser Allocation familiale ëm? Solle mer déi ausweite fir déi, déi doheem bleiwen an erzéien?

D'Babyjoren, déi viru bal 20 Joer agefouert gi sinn, wéi och de Congé parental sinn zwou weider Mesuren, déi sech un de Liewensvirstellunge vun Elteren orientéieren. D'Koppel muss, wéi ech gesot hunn, de Libre choix behalen, fir Kanner ze kréien, ganz doheem ze erzéien oder während enger gewësser Zäit, ouni um Niveau vun der Renteversécherung benodeelegt ze ginn oder ze fäerten, hir Aarbechtsplaz ze verléieren.

Da gëtt zënter dem Ufank vun den 90er Jore vill an d'Opfangstrukture fir d'Kanner investéiert an och iwwer nei Pisten nogeduecht, wéi zum Beispill der Förderung vun den Dageselteren. Dëse Gesetzesentworf huet den Objet, der Aktivitéit vun den Dageselteren e legale Kader ze setzen an ass am Oktober 2006 déposéiert ginn.

Wat d'Versuergungsstrukure fir d'Kanner ugeet, hate mir den 31. Dezember 2006 163 Crèchen a Foyeren zu Lëtzebuerg; dovunner 73 konventionéierter, 79 net konventionéierter an 11 Betribsstrukturen. Dat sinn natierlech net vill Betribsstrukturen, an ech mengen, do muss wierklech en Effort gemaach ginn. Dat maachen zesumme 5.200 Plazen aus. Nieft de Plazen am konventionéierte Secteur geet de Stat Plazen a private Crèchë lounen. D'lescht Joer waren dat 202 Plazen.

D'Chamber, d'Parteien an d'Fraktioune wieren och gutt beroden, wa se géifen an Zukunft driwwer nodenken, fir d'Kanner vun hiren Employéen a vun den Deputéierte Crèchen ze schafen, wat scho laang e Wonsch vun der Kolleegin Nancy Kemp-Arendt ass.

Zënter 2005 entwéckelt sech d'Konzept vun där sougenannter Maison relais. D'Maisons relais, eng flexibel Ganzdagsbetreiung, sinn - wéi ee ka soen - an de leschte Jore wéi Champignonen aus dem Buedem gewuess. 92 Maisons relais konnten d'lescht Joer vun enger Konventioun mat dem Stat profitéieren. Déi meescht goufen a ginn nach ëmmer vun de Gemenge initiéiert. Déi 92 Strukture bidden iwwer 10.200 Plazen un, a fënnef Maison-relaisë bidden och 194 Plaze fir Kanner tëschent null an dräi Joer un. An do ass och meng Gemeng dobäi.

Eng landeswäit qualitativ héichwäerteg Offer ass de Schlëssel vun enger gudder Familljepolitik, fir besser Famill a Beruff mateneen ze kombinéieren. Mä en héichwäertegt Qualitéitskonzept muss awer och Wäerter vu Solidaritéit an Toleranz vermëttelen. D'Maisons relais mussen an Zukunft grousse Wäert dorobber leeën. D'Qualitéit huet eben hire Präis. An deen ass héich.

Et kann een am Rapport d'activité vum Familljeministère noliesen, wat d'Versuergung vun de Kanner kascht. Fir den Exercice 2006 hat d'Familljeministesch ronn 21,5 Milliounen Euro zur Verfügung, fir sech kënnen un de Käschte vun de konventionéierten Dagesfoyeren a Garderië fir Kanner ze bedeelegen. Iwwer 53.000 Euro ware fir d'lescht Joer, also 2006, virgesinn, fir de Fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales ze alimentéieren.

Dernieft fléissen och Suen an de Privatsecteur. D'Location de chaises bei de private Crèchen huet och hire Käschtepunkt. Am Joer 2006 huet d'Familljeministesch Marie-Josée Jacobs 1,8 Milliounen Euro duerfir zur Verfügung gestallt. Den net konventionéierte Secteur gëtt och via staatlech Subsidë subventionéiert, zum Beispill fir d'Infrastrukturen. Dës Subventioune sollen d'Schafung vu private Betreiungsstrukture fir Kanner encouragéieren. Nom Rapport d'activité vum Familljeministère louch dëse Montant d'lescht Joer bei 120.000 Euro.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vill Fraen a Männer wëllen haut gläichberechtegt hire Bäitrag zum Familljenakommes wéi och zur Familljenaarbecht leeschten. Déi staatlech Partizipatioun un de Fonctionnementskäschte vun de Maison-relaisë gëtt op ronn 16,1 Milliounen Euro fir d'Joer 2006 estiméiert. Dobäi kënnt, datt de Ministère mat enger Erhéijung um prévisionnellë Budget vu sechs bis aacht Milliounen ausgeet. De Ministère rechent domat, datt fir déi nächst Joren d'Käschte bei iwwer 44 Milliounen Euro wäerte leien. Mir schwätze vun 30.000 Plazen, déi an deenen nächste Jore gebraucht ginn.

Wann et also kloer ass, datt mir weider mussen d'Offer vun de Betreiungsstrukturen erweideren, stellt sech awer och d'Fro vun der Finanzéierbarkeet vun dëse Betreiungsleeschtungen. De Fait, datt d'Partizipatioun vun den Elteren op där enger Säit op de reelle Käschtepunkt vun der Betreiung gerechent gëtt an op där anerer Säit vum Revenu ofhänkt, léist zum Deel dëse Problem. Et bleift, datt dëse Finanzéierungsmodus wéi déi strikt Konditiounen, fir kënnen eng Plaz an enger konventionéierter Crèche ze kréien, riskéieren, op Dauer zu enger Ghettosituatioun vun de Strukturen ze féiere mat dem Mindestpräis vun engem Euro d'Stonn fir de Revenu minimum an dem Präis vu siwen Euro d'Stonn fir Héchstverdénger.

Wann also de Prinzip vun enger Staffelung vum Präis nom Akommes richteg ass, musse mer vläicht kucken, wéi een ee Partizipatiounsmodus kéint nuancéiert ausschaffen, dee besser un de Revenu vun den Elteren mat engem Héchstplafong ugepasst wier. Nëmmen iwwert de Wee vun engem méi nuancéierte Partizipatiounsmodus kréie mir e gesonde Mix tëschent Kanner aus verschiddene sozioökonomesche Milieuen. Eng aner Méiglechkeet, fir dat ze kucken, notamment um Niveau vun de Maison-relaisen, wier d'Iwwerleeung, ob ee kéint en Deel vu Betreiungsstonne gratis ubidden. Et muss een ausrechnen, wat fir eng finanziell Laascht dat fir d'öffentlech Hand géif ausmaachen.

Iwwerhaapt wier eng Evaluatioun vun de bestehende Strukturen y compris d'Maison-relaisë wënschenswäert. Et wier interessant ze wëssen, wie vun dëse Strukture profitéiert, wéi héich d'Partizipatioun vun den Elteren ass, wéi vill Leit an deene Strukture schaffen a mat wéi enge Qualifikatiounen.

D'Fro vun der Finanzéierung dierf op jidde Fall keen Afloss op d'Qualitéit hunn. D'Kanner hu Recht op eng qualifizéiert, héichwäerteg Betreiung, an déi muss garantéiert sinn.

An dësem Kontext wonnert mech eigentlech d'Ausso vun der DP, déi an hirem Positiounspabeier iwwert d'Familljepolitik geschriwwen huet op der Säit 14: „Auch wenn die Qualität der Betreuung in den bestehenden Kindertagesstätten sicherlich nicht anzuzweifeln ist, so mangelt es doch an einer gewissen Transparenz."

Et ass eng widderspréchlech Ausso, an et ass schued, datt den Här Meisch elo net hei ass, well ech hätt gären héieren, wat hien dozou gesot hätt; wat hien ënnert där Transparenz versteet. Op jidde Fall kann een net behaapten, eppes wier gutt, a gläichzäiteg soen, dat Ganzt wier net transparent.

(Interruption)

Wann d'Fro vum Käschtepunkt net kann op d'Laaschte vun der Qualitéit geregelt ginn, kann ee sech awer d'Fro stellen, ob honnert Prozent qualifizéiert Personal weider muss an de Crèchë schaffen, well an de Maison-relaisen, déi eng Konventioun mam Stat hunn a Kanner betreie vun null bis dräi Joer, laut Règlement grand-ducal 80% qualifizéiert Personal muss schaffen.

D'Qualitéit ass a mengen Aen net nëmmen d'Saach vun Diplomer a Formatioun. Ech gesinn dat bei mir a menger Gemeng. An der Maison relais schaffe Fraen, déi viru 15, 20 Joer hire Beruff opginn hu fir Kanner doheem ze erzéien. Déi leeschten elo an der Maison relais eng wonnerbar Aarbecht, well hir wäertvoll Experienz, dat huet een net op der Bänk an der Schoul geléiert, mä dat huet een do geléiert, wou ee Kanner erzunn huet. Well ass eng Mamm, déi een, zwee an dräi Kanner erzunn huet, net qualifizéiert genuch, fir zesumme mat éducativem Personal an enger Maison relais ze schaffen?

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- D'Finanzéierung vun de Betreiungsstrukturen dierf net op d'Laaschte vun der Transfertpolitik geschéien. D'DP schwätzt an hirem Positiounspabeier vun enger „bedarfsorientéierter Transfertpolitik" a militéiert fir d'Aféierung vun alternative Modeller, déi den Akzent op d'Betreiungsleeschtunge leeën, zu Ongonschte vun den Transfertleeschtungen. Ausser de Fait, datt et net ëmmer evident ass, ee Modell tel quel vun engem Land zum aneren ze iwwerhuelen, ignoréiert een hei awer verschidden interessant Gegebenheeten, wéi zum Beispill, datt ee méi Steiere bezilt a Schweden wéi hei zu Lëtzebuerg, esou datt finalement dat awer kann e verzerrtent Bild ginn.

D'Fuerderung, méi Betreiungsleeschtungen a manner Geldleeschtungen, ass och pervers, well se eendeiteg déi Elteren, déi doheem bleiwe fir Kanner grousszezéien, diskriminéiert. Et ginn Elteren ënnerteneen ausgespillt, an dat ass inakzeptabel. Et soll endlech opgehale gi mat där Feindséilegkeet tëschent deenen, déi schaffen, ausserhalb vum Haus, an deenen, déi doheem erzéien. Do sinn nach ëmmer...

Une voix.- Sidd Dir net vläicht amgaangen dat ze maachen?

Une autre voix.- Dir sidd genau dat amgaangen ze maachen!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Neen, ech sinn dat net amgaangen ze maachen.

Ech ënnerstëtzen all Modell an all Modell huet Respekt verdéngt. All Famill muss hire Choix behalen.

Och wann d'Familljenzoulagen eng grouss Roll spillen um Niveau vun der Aarmutsbekämpfung vun de Kanner, sinn d'Familljenzoulagen net als ee Supplément zum Loun geduecht.

Am Gesetz vun 1985 iwwert d'Kannergeld ass ganz kloer de Prinzip vun der Gläichheet vun alle Kanner festgeschriwwe ginn. D'Kannergeld ass ee perséinlecht Recht vum Kand, vun all Kand, egal wéi bemëttelt seng Eltere sinn. Déi sozial schwaach Familljen oder déi manner bemëttelt kréien op anere Weeër eng finanziell Ënnerstëtzung.

Dës Hëllef kann a soll och weider ausgebaut ginn, zum Beispill iwwert de Wee vun deem sougenannte Steierkredit, deen iwwregens de Premier a senger Ried iwwert d'Lag zur Natioun vun dësem Joer ugekënnegt huet.

Do wär et interessant ze wëssen, wéi wäit déi Aarbechte wieren.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Et gëtt vill Leit, déi sech beschwéiert hunn, datt am Kader vun der Tripartite d'Desindexéierung vum Kannergeld hei mat considéréiert ginn ass. Mir hu Jo dozou gesot, mä mat der Bedéngung, dass bis 2008 géif analyséiert ginn, wéi eng Konsequenzen dat fir d'Familljeliewen hätt. A wann, da géif erëm d'Desindexéierung ofgeschaaft ginn oder et géif dee sougenannte Steierkredit kommen.

D'Transferts politiques, esou wéi mer se haut kennen, ëmzeänneren, do stellt sech awer och d'Fro, wéi et mat eiser Steierpolitik ass. Ass eis Steierpolitik haut nach zäitgeméiss? An dat huet och éinescht den Här Meisch ugeschwat.

(Brouhaha général)

Ob eis Steierpolitik genuch op Famillje mat Kanner ausgeriicht ass an ob d'Eltere bestuet sinn oder net…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Krieps, soll ech Iech aschreiwen? Ech héieren, Dir hutt vill ze soen!

Une voix.- D'Madame Frank verléiert de Fuedem.

M. le Président.- Jo, mä dat ass, well Dir se déi ganzen Zäit ënnerbriecht. Ech géif Iech bieden, der Madame Frank nozelauschteren!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Zu enger zukunftsorientéierter Familljepolitik gehéiert an den Ae vun der CSV och eng familljefrëndlech Steierpolitik. Eng Steierpolitik, déi d'Koppel encouragéiert, Kanner ze kréien. Do misste mer d'Chifferen all op den Dësch leeën a kucken, wat machbar bezéiungsweis finanzéierbar ass.

Mir sollen iwwer alternativ Modeller nodenken. D'Aféierung vu Wunnengsprämien, esou wéi d'DP dat fuerdert, riskéiert déi net kontraproduktiv ze sinn, an deem Sënn, datt dës Moossnam d'Präisser vum Wunnengsmaart no uewe géif beaflossen? Mam Resultat, datt d'Familljе weider wäerte Problemer hunn, bezuelbar Wunnengen ze fannen.

(Interruptions diverses)

Déi Eenzeg, déi vläicht vun esou enger Mesure géife profitéieren, wären d'Propriétairë respektiv d'Verkeefer, mä sécherlech net d'Famill.

(Interruption et brouhaha général)

Dat ass d'Meenung vun der CSV.

(Coups de cloche de la Présidence)

A wat d'Argument vun der DP ugeet, datt esou eng Prime de Problem vun der Exportabilitéit vun den Zoulagen an d'Ausland kéint léisen, esou kann een dat dach nëmme vehement verwerfen. Well d'Grenzgänger, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen an déi zum allgemenge Wuel vun eisem Land bäidroen, déi hunn och Rechter. Ech géif et intolerabel an diskriminéierend fannen, wa mer géifen déi Leeschtunge kierzen oder suppriméieren, a Primë schafen, vun deene just déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, géife profitéieren.

(Interruption)

Au vu vun deene gesellschaftlechen a familiären Evolutioune vun deene leschte Joren an au vu vum Besoin vun den Opfangstrukture fir déi nächst Joren, drängt sech laangfristeg d'Fro vun enger méi rationeller Organisatioun a Finanzéierung vun de Betreiungsstrukturen op.

An deem Kontext komme mer jo och net laanscht eng seriö Diskussioun iwwert d'flexibel École à journée continue, déi sech kéint vläicht an en zukünftege Schoul- a Betreiungssystem integréieren. Op jidde Fall deen, deen am finanzéierbarste wier. Maache mer eis näischt vir: Mir kënnen net alles finanzéieren. Op Dauer muss gekuckt ginn, wat noutwendeg an effikass ass a wéi vill dat eenzel kascht.

Et muss een analyséieren, wéi ee kéint déi bestehend Strukturen an engem méi kohärenten Ensembel integréieren. Virun allem d'Maisons relais kéinten eng wichteg Roll spillen, am Kader vum Konzept vun der Ganzdagsschoul. Als Relais eben tëschent der Schoul an der Famill. Et solle weider u Pilotprojete ënnerstëtzt ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, nach e Wuert zum Congé parental. D'DP freet an hirem Pabeier, datt de Congé parental vu 6 op 3 Méint respektiv vun 12 op 6 Méint reduzéiert soll ginn. D'DP schléit och vir, de Congé parental an d'Allocation d'éducation zu engem Ersatzloun verschmelzen ze loossen, dee sech soll op de Loun vun de Bénéficiairen orientéieren. Dëst mam Hiweis, datt esou eng Moossnam virun allem jonk Pappe soll encouragéieren, de Congé parental an Usproch ze huelen.

(Interruptions diverses)

Mä dobäi mengen ech verkennt awer d'DP eng Realitéit vum privaten Aarbechtsmaart, an zwar déi, datt et hautdësdags nach ëmmer vill Betriber gëtt, déi de Congé parental refuséieren. Dobäi kënnt, datt verschidde Responsabilitéitsposte schwéier kompatibel si mat dem Congé parental.

(Interruption)

Et ass also net eng reng finanziell Fro, déi verschidden Elteren a virun allem d'Pappen dovun ofhält, de Congé parental ze huelen. Positiv ass, dass d'Zuel vun de Pappen, déi de Congé parental huelen, stänneg zouhëlt.

Ech denken, datt mer weider sollen op deem ageschloene Wee goe vum Congé parental, awer gläichzäiteg méi sensibiliséieren an informéieren, datt d'Betriber méi flexibel ginn an de Congé parental accordéieren.

D'DP schwätzt sech och fir eng Fragmentéierung vum Congé parental aus. D'Direktiv vun 1996, déi de Congé parental um europäeschen Niveau agefouert huet, oder fir et méi richteg ze soen, den Accord-cadre, dee vun de Gewerkschaften négociéiert gouf an op d'Direktiv baséiert ass, gesäit vir, datt d'Memberstate kënnen eng Fragmentéierung vum Congé décidéieren.

Esou eng Moossnam schéngt op d'éischt Vue ganz flott ze sinn. Et kéint d'Äntwert op d'Demande vun deenen Eltere sinn, déi de Congé parental net huelen, well e fir si vläicht ze laang ass, well se dann ze laang vun hirer Aarbecht fort sinn an dëst sech negativ erëm op hir Carrière auswierkt. Dës Moossnam dissimuléiert awer eng Gefor, an zwar déi, datt bestëmmte Patronen, déi schonn haut net mam Congé parental frou sinn, op hir Salariéen Drock wäerten ausüben, fir datt se nëmmen zwee oder dräi

Méint Congé parental huelen, an dat musse mer vermeiden!

Vu datt de Prinzip vum Congé, esou wéi en elo ass, vu villen Elteren appréciéiert gëtt an e groussen Deel vum Patronat jo awer dëse Congé entre-temps akzeptéiert, mengen ech, datt et keng gutt Iddi wier, an dësem Beräich gréisser Ännerunge virzeschloen. Et bleift, datt d'Aarbechtswelt sech schwéierdeet, de Besoinë vun de Familllje Rechnung ze droen. D'lescht Joer am Oktober sinn d'Sozialpartner um europäeschen Niveau opgeruff ginn, sech Gedanken ze maachen, wéi ee kéint d'Privatliewe besser mam Familljeliewe kombinéieren.

Une voix.- D'Privatliewe mam Familljeliewen?

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- D'Privatliewe besser mam Beruffsliewe kombinéieren. Pardon.

Enn Mee vun dësem Joer huet d'EU-Kommissioun déi zweet Phase de consultation ageruff. De Pabeier vun der Kommissioun, deen ausgeschafft ginn ass, fuerdert d'Sozialpartner op, ënner anerem iwwer innovativ, upassungsfäeg a méi flexibel Aarbechtszäitbedéngungen nozedenken, déi am Zeeche vun enger gréisserer Vereinbarkeet tëschent Beruff a Famill stinn. Dee Pabeier setzt sech och mat verschiddenen Direktiven auserneen, déi kéinte verbessert ginn, wéi zum Beispill d'Direktiv iwwert de Schutz vun de schwangere Fraen.

Et gëtt also eng Rei vu Méiglechkeeten, wéi ee kéint d'Aarbechtswelt méi familljefrëndlech gestalten, wat am Interessi net nëmme vun de beruffstätegen Eltere wier, mä vun der ganzer Gesellschaft. D'Wirtschaft ka sech et net leeschten, dat wäertvollt mënschlecht Kapital ze ignoréieren, dat d'Elteren oder déi zukünfteg Elteren duerstellen. Et ass eng Plus-value fir e Betrib. Et däerf een nämlech net vergiessen, datt zefridden Elteren engagéiert Mataarbechter an engem Betrib sinn, an dat konnte mer d'lescht Woch ganz genee héieren, wéi de Prix féminin un d'Papeterie Ernster ausgedeelt ginn ass, wou den Här Ernster sech dozou kloer ausgeschwat huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deem heitege Spannungsfeld vun diffuse Rollenerwaardungen am beruffleche, gesellschaftlechen an am familiäre Beräich wier et wichteg, wann d'Eltere besser an op méi Encadrementer kéinten zréckgräifen, wa si Ënnerstëtzung brauchen. An duerfir plädéiere mer fir e landeswäiten Ausbau vun där sougenannter Eltereschoul, an déi soll ee mat an déi Maison relais integréieren, well do ass d'Plaz wou d'Eltere sech treffen a wou d'Eltere kënne mateneen diskutéieren. Et soll een déi Plaz notzen, wou Experten och kënnen zougezu ginn, fir ebe mat den Elteren iwwert d'Entwécklung an iwwert d'Erzéiung vun hire Kanner ze diskutéieren. Well oft stinn d'Elteren eleng do a wësse praktesch net, wéi se alles ënner een Hutt kréien. Ech denken, datt dat och d'Aufgab vun der Politik ass.

D'Familljepolitik ass also eng vun deene gréisste gesellschaftlechen a politeschen Aufgabe fir d'Zukunft. Mir mussen eis Objektiver nei definéieren. D'Erausfuerderungen, déi un eis gestallt ginn, fir besser Beruff a Famill mateneen ze kombinéieren, brénge sécher mat sech, datt mer mussen déi ganz Familljenzoulagen nei iwwerdenken an datt mer mussen an eng kannerfrëndlech Steierpolitik investéieren.

Une voix.- Ouh?

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- A wa mer all zesummen eis dat zum Zil setzen, da komme mer e Schratt méi wäit.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Häre, ech begréissen, dass mer haut d'Geleeënheet hunn, eis intensiv mat der Familljepolitik ze befaassen. Déi leschte Kéier, wou mer dat hei am Haus gemaach hunn, dat war am Joer 2003, op Initiativ vum Lucien Lux. Deemools ass et haaptsächlech ëm d'sozial Transferte gaang, op déi ech och méi spéit nach wäert zréckkommen.

D'Familljepolitik, vun där mer haut schwätzen, also eng Familljepolitik, déi dem 21. Jorhonnert gerecht gëtt, muss deenen neie Bedierfnisser vun de Fraen a Männer an och vun de Kanner Rechnung droen. Dofir schécken ech direkt viraus, dass et eis net ëm dat normatiivt, ideologescht Familljebild geet, wat mer fréier an engem méi grousse Mooss kannt hu wéi haut. D'LSAP huet hei ëmmer op Toleranz gesat. Ob bestuet oder net, ob eleng oder zu zwee, ob hetero- oder homosexuell, Famill ass fir eis do, wou Mënschen a géigesäitegem Vertrauen, Respekt a Léift zesummeliewen, wou se Réckhalt a Sécherheet hunn. De gesellschaftleche Wandel huet vill Forme vu Familljeliewe mat sech bruecht, an et ass fir eis Sozialisten och wichteg, déi ënnerschiddlech Villfalt vu Formen ze respektéieren.

Et gëtt ëmmer manner Familljen, wou méi wéi zwou Generatiounen ënner engem Daach liewen, an dat huet Konsequenzen, notamment och wat d'Garde vun de Kanner ugeet. Mir si scho laang, mengen ech, vun där Iddi fort, dass et eng Selbstverständlechkeet ass, dass e Grousspapp oder eng Groussmamm disponibel ass, fir d'Enkelkanner ze versuergen, wann d'Eltere schaffe ginn.

Erlaabt mer hei eng Klamer opzemaachen. Och d'Situatioun um Wunnengsmaart erlaabt et net méi, wéi fréier, dass d'Kanner am nämlechten Duerf oder am nämlechte Quartier automatesch eng Wunneng fonnt hunn oder gebaut hu wéi d'Elteren. Dat ass haut net méi méiglech, an dofir sinn do all déi Veränneruge komm.

Ech mengen, mir wëssen all, dass nei Familljemodeller entstinn. Och duerch deen héijen Taux vun de Scheedungen an nieft de Monoparentaux kréie mer och ëmmer méi héich Zuele vun deene sougenannte Patchwork-Familljen. Et ass och eng Tatsaach, dass an ëmmer méi Familljen déi zwee Partner schaffe ginn oder schaffe goe mussen. Ech kéint elo mat all deenen Opzielunge weiderfueren, mä ech mengen, dat, wat fir eis heibanne wichteg ass, muss sinn, Äntwerten ze fanne fir d'Besoinen, déi aus dem Wandel vun eiser Gesellschaft entstane sinn a weider entstinn, also fir do Léisungen ze fannen.

Natierlech sinn ech mer och bewosst, dass d'Diskussioun vun allen Aspekter, déi op d'Familljepolitik en Afloss hunn, de Kader vun dëser Interpellatioun sprenge géif. Ech denken un all déi steierlech Moossnamen, juristesch Froen, Aspekter vu Sécurité sociale, Familljebäilagen am Kontext vun der Wunnengshëllef an esou weider. Ech wëll mech dofir op e puer konkret Sujeten a Virschléi beschränken. Meng Kolleegin, d'Lydie Err, wäert an hirer Interventioun méi wäit op de Volet vun de Scheedungen an hir Implikatiounen op d'Famill agoen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Vereinbarkeet vu Beruff a Famill ass fir meng Partei säit laangem eng absolut Prioritéit. D'Frae sinn haut esou gutt qualifizéiert wéi ni virdrun. Si hu genee wéi d'Männer d'Recht, hir Kompetenzen ze notzen an eng fräi Wiel tëschent Beruff a Familljeliewen ze hunn. Et ass um Stat, fir de Leit ze hëllefen, dëse Choix ze erméiglechen.

D'Capacitéite fir den Accueil vun de Kanner auszebauen, dat ass eng vun den deklaréierte Prioritéite vun der Regierung, an dëst, wëll ech soen, ass luewenswäert an net vu Muttwëll. Eng Plaz ze fannen, wou hir Kanner versuergt ginn a méiglechst gutt versuergt ginn, ass nach ëmmer fir vill Elteren eng Mer à boire. D'Waardelëschte sinn ellelaang, ob am konventionéierten oder am private Beräich. A wat eng Plaz fir kleng Bëbeeën, déi Neigebueren ugeet, do ass et besonnesch schwéier fir Elteren eng Plaz ze fannen.

Ech weess vun engem Fall, wou eng Mamm direkt nom Congé de maternité nees wollt schaffe goen. Dat war awer net méiglech, well se keng Crèchëplaz fonnt huet, an du war se gezwongen, de Congé parental ze huelen.

Ech wëll mech natierlech net op een esou ee Fall beschränken, mä och als Gemengeconseiller vun der Stad Lëtzebuerg weess ech, dass zum Beispill d'Crèchëpläng fir d'Joer 2009 schonn am August, September 2007 ofgeschloss ginn.

Erlaabt mer hei, Här President, dem Interpellant awer nach e Message mat op de Wee ze ginn. Ech hoffen inständeg fir d'Familljen, dass dem Här Meisch seng Partei net wëlles huet, dem Beispill vun der Stad Lëtzebuerg ze folgen, wou dem Här Meisch seng Partei an der Responsabilitéit ass.

(Interruption)

Eng vun den éischte Moossnamen no deene leschte Gemengewahlen, déi d'DP mat hirem Sozialschäffen, dee leider haut net hei ass, an der Stad duerchgesat huet, war eng dramatesch Erhéijung vun de Crèchentarifer. Fir déi Schwaach sinn d'Crèchentarifer och net genuch erofgesat ginn.

Eng aner Fro sinn dann d'Horairë vun de Crèchen an de Structures d'accueil. Ech weess, dass et fir munch Elteren dacks ganz knapps gëtt, fir hir Kanner mat Zäit ofzehuelen; ganz ofgesi vun deene Leit, déi méi flexibel op der Aarbecht musse sinn, oder déi net déi klassesch Büroszäite schaffen. Do musse mer wierklech kucken, ob a wéi een déi Horairen ausbaue kann.

Eng méiglech Léisung kéint do den Assistant parental sinn. Mir hu jo do e Projet de loi virleien, un dem geschafft gëtt. An ech mengen, deemnächst wäerte mer deen och hei am Haus diskutéieren a stëmmen. Och hei muss d'Qualitéit am Vierdergrond stoen. Deemno begréisse mir op jidde Fall, dass déi Assistants parentaux, Dagesmammen, a firwat net och emol Dagespappen, obligatoresch mussen en Agrément hunn, wat ursprünglech net esou virgesi war. Den Detail wäerte mer nach zu gegebener Zäit hei diskutéieren. Mä ech wëll awer ënnersträichen, dass d'Reglementatioun vun där Aktivitéit de Familllje sécherlech zegutt kënnt.

E Wuert och nach zur Éducation précoce. Wat soll een dovun halen, dass a ville Gemengen de Précoce moies bis hallwer zwielef dauert, an duerno weder en Accueil nach eng Kantin ugebuede gëtt? Vun de Schoulvakanzen net emol ze schwätzen. Do wäert jiddferee mat mir d'accord sinn, dass déi Horairen net grad hëllefen, fir d'Familljen- an d'Beruffsliewen ënner een Hutt ze bréngen.

Och wann d'Beméiungen am Beräich vum Accueil vun de Kanner mat de Maisons relais an déi richteg Richtung ginn a vill finanziell Efforten an dësem Beräich gemaach ginn. Dir erënnert Iech, virun engem Mount huet de Premier eis am État de la nation Zuelen zitéiert, wou hie gesot huet, dass, wat d'Kannerbetreiung ubelaangt, an dësem Beräich 84 Milliounen Euro 2005 virgesi waren, 2006 106 - e Plus vun 22 Milliounen -, an an de Joren 2007, 2008 an 2009 sinn 390 Millioune virgesinn, well mer méi wéi 10.000 nei Plaze fir Kanner brauchen. Ech mengen, dat ass en Effort, dee soll een ënnersträichen a begréissen.

Trotz all deenen Effortë vun der Regierung, wëll ech awer och nach op déi finanziell Belaaschtung vun de Familljen agoen. Den Accueil vun de Kanner an dat, wat eng Famill muss op den Dësch bliederen, ass net ze ënnerschätzen. Natierlech, déi, déi wierklech an Nout sinn, kréie gehollef. Mä och fir eng Famill aus der Mëttelklass gëtt et enk, nodeems se fir zwou Crèchëplazen all Mount tëscht 2.000 an 3.000 Euro op den Dësch gebliedert huet. Dir wäert mer wuel Recht ginn, dass et dann net méi méiglech ass, fir en Haus ze kafen, grad bei deenen aktuelle Wunnengspräisser. An deem Sënn wäerte munch Koppelen hir Familljeplanung iwwerdenken.

Wann et drëms geet, fir d'Famill an de Beruff besser ënner een Hutt ze kréien, muss een och onbedéngt kucken, fir an der Aarbechtswelt nei Weeër ze goen. Ech denken do beispillsweis un den Télétravail, un d'Comptes épargne-temps, un d'Année sabbatique. Iwwert déi Forme gëtt scho laang - jorelaang - diskutéiert, an ech wär frou, wa mer haut vun der Regierungsvertriederin kéinte gewuer ginn, wou mer hei stinn.

An deem Kontext wëll ech och nach emol soen, dass ech skandaliséiert sinn, dass et anscheinend regelméisseg Leit gëtt, déi hiert Recht op Chômage verléieren, well se eng Aarbecht, déi d'ADEM hinne vermëttelt, net untriede kënnen, well se hir Kanner net ënnerkréien. Dat geet aus enger Question parlementaire ervir; vun der Madame Loschetter, mengen ech, war et.

An ech sinn nach méi schockéiert vun der zimlech lapidarer Äntwert vum zoustännege Minister, dee virun allem e puer Zuelen nennt an da seet: Mir hunn op der ADEM e Service d'assistance sociale. An dat war et. Ech géif hei en Appel un den Aarbechtsminister maachen, déi Situatioun besonnesch am Sënn vun de Monoparentauxen an d'Rei ze bréngen.

Här President, nieft der Vereinbarkeet vu Beruff a Famill, nieft de Strukturen, déi mer de Leit mussen zur Verfügung stellen, komme mer ëmmer erëm, och an der Familljepolitik, op dee materielle Volet. Dat éischt Gesetz vu Lëtzebuerg iwwert d'Kannerzoulagen ass vun 1947. Et hat deemools haaptsächlech en demographescht an en natalistescht Zil. An eréischt 1964 sinn d'Kannerzoulage folgendermoossen definéiert ginn: «Les prestations familiales sont un procédé de redistribution de revenu national effectué dans l'intérêt des enfants au nom d'un principe de solidarité sociale.»

Ech denken, och haut huet déi Definitioun nach hir Gültegkeet, an déi rezent Aktualitéitsstonn iwwert d'Aarmut, déi mer heibannen haten, huet d'Wichtegkeet vun de Sozialtransferten an der Redistributioun op en Neits bewisen.

Wat d'Familljenzoulagen ugeet, mengen ech, brauche mer de Verglach mam Ausland net ze scheien. D'Leeschtungen hei zu Lëtzebuerg - an dat wësse mer all - si wierklech relativ héich, a se kënnen, wéi verschidden Etüde weisen, zesumme mat anere reng soziale Leeschtungen den Aarmutsrisiko vun de Familllje staark no ënnen drécken.

Mä dat heescht awer sécherlech net, dass alles zum Beschten ass. Froen, déi mer jorelaang opgeworf hunn, sinn net gekläert, woubäi awer déi lescht Tripartites-Beschlëss Handlungsbedarf fuerderen. Ech erkläre mech.

Déi aktuell Verdeelung vum Kannergeld ass net ëmmer ganz kohärent an och net sozial selektiv. Wéi ass et soss ze erklären, dass verschidden Etüde weisen, dass dat éischt Kand e Stot méi kascht, wéi dat zweet oder dat drëtt, mä dass d'Kannergeld méi wéi proportionell beim zweeten oder beim drëtte Kand an d'Luucht geet? Firwat gëtt net fir all Kand déiselwecht Zomm Kannergeld ausbezuelt? Firwat profitéieren déi Leit, déi Steiere bezuelen, zweemol vun hire Kanner, eemol duerch d'Kannergeld an eemol duerch de Steierabattement?

Natierlech kéint een einfach soen, wéi - ech mengen, et war den Här Meisch; ech weess net ob Dir et waart oder ee vun Ärer Partei - ech an enger Sendung um Radio héieren hat, dass déi mat de méi héije Revenuen eigentlech kee Kannergeld fir hir Kanner bräichten. Mä da géife mer ganz vun deem Prinzip ewechgoen, dass dem Stat all Kand, onofhängeg vu sengen Elteren, gläich wäert soll sinn.

Erlaabt mer hei och nach eng Klamer opzemaachen: Et héiert een oft vu Leit, besonnesch vu guttgestallte Leit, déi soen, si bräichten d'Kannergeld am Fong net, well si et net néideg hätten.

(Interruption)

Esou Aussoen, fannen ech, dat grenzt un d'Hypokrisie, well hei zu Lëtzebuerg muss een nämlech, wann ee Kannergeld wëllt, et ufroen. Also hunn déi Leit, obwuel se d'Kannergeld no eegenen Aussoen net brauchen, et awer ugefrot. Ech wollt just op déi Hypokrisie, déi een heiansdo héiert, hiweisen.

Ech fannen, et muss ee sech e bësse méi Gedanke maachen, well et gëtt eng ganz Rei vun Iwwerleeungen, déi ee féiere kann, fir dass d'Kannergeld, mä och aner Sozialleeschtungen, méi selektiv verdeelt ginn. A genee hei stellen ech mer Froen iwwert dee sougenannte Crédit d'impôt, deen am Tripartites-Accord beschloss gouf, fir eben d'Desindexéierung vum Kannergeld an anere soziale Leeschtungen ze kompenséieren. Wat soll dee Crédit d'impôt sinn, wann et net eng Negativsteier ass, déi de Premierminister bei e puer Geleeënheeten ausgeschloss huet? Dofir déposéieren ech am Numm vu menger Fraktioun a vun der CSV-Fraktioun eng Motioun.

Här President, wann ech gelift.

M. le Président.- Merci, Här Angel.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant:

- l'intention du Gouvernement de revoir la problématique des prestations familiales, «selon les possibilités budgétaires, notamment à la lumière des réflexions émises par le Centre d'études de population, de pauvreté et de politiques socio-économiques (Ceps) dans son étude sur les transferts sociaux commanditée par le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse» (programme gouvernemental, 2004);

- que le fait d'appartenir à une famille nombreuse ou à une famille monoparentale augmente le risque d'exposition à la pauvreté (Ceps, population & emploi 17 - 2006);

- la décision du comité de coordination tripartite de désindexer le forfait d'éducation et les prestations versées par la Caisse nationale des prestations familiales;

- l'engagement du Gouvernement, au sein même de ce comité de coordination tripartite, «dans un souci d'équité sociale», d'élaborer un système de crédits d'impôts «en tenant compte des travaux du Conseil éco-

nomique et social et en examinant le mécanisme des abattements fiscaux existants»;

invite le Gouvernement

- à soumettre aux partenaires sociaux et à la Chambre des Députés des propositions concrètes pour mettre en oeuvre les décisions prises au sein du comité de coordination tripartite;

- à revoir, conformément au programme gouvernemental, la problématique des prestations familiales, y inclus le mécanisme des abattements fiscaux existants.

(s.) Marc Angel, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, Lydie Err, Ben Fayot, Marie-Josée Frank.

M. Marc Angel *(LSAP).*- An de Considéranten erënneren ech un de Regierungsprogramm vun 2004, wou d'Regierung seet, si wéilt d'Problematik vun de Familljenzoulagen, am Sënn natierlech vun de budgetäre Méiglechkeeten an awer och am Sënn vun der Reflexioun vun der Ceps-Studië iwwert d'Transferts sociaux, iwwerdenken. Ech wëll och drun erënneren, dass an där Ceps-Studië steet, dass bei Familles nombreuses a Familles monoparentales de Risque, an d'Aarmut ze rutschen, vill méi héich ass.

An de Considérantë vun där Motioun erënneren ech och un eben d'Décisioun aus dem Comité de coordinatioun vun der Tripartite, wou et ëm d'Desindexéierung vum Forfait d'éducation an anere Prestatioune geet, déi vun der Caisse nationale des prestations familiales ausbezuelt ginn. An ech erënneren un den Engagement vun der Regierung an dësem Comité de coordination an engem Souci d'équité sociale, wou se soen, si misste verschidde Mechanisme vun Abattements fiscaux existants examinéieren.

An dann invitéieren ech an där Motioun d'Regierung, si soll de Sozialpartner an eis - der Chamber - konkret Propose maachen, fir d'Décisiounen, déi am Comité de coordination de tripartite geholl gi sinn, ëmzesetzen. An ech invitéieren d'Regierung och - ech zitéieren dee leschten Tiret -: «à revoir, conformément au programme gouvernemental, la problématique des prestations familiales, y inclus le mécanisme des abattements fiscaux existants».

(Interruption)

Ech wëll mat op de Wee ginn, dass d'LSAP-Fraktioun sécherlech de Mérite vun der aktueller Ëmverdeelung net a Fro wëllt stellen, mä mir sinn op - dat ass vläicht eng Äntwert fir den Här Krieps - fir Diskussiounen iwwer eng aner Verdeelung.

Här Krieps, Dir kënnt roueg...

M. Alexandre Krieps (*DP).*- Här Angel, ech wollt Iech froen, firwat dass Der déi dote Motioun net déposéiert hutt am Dezember 2005, a firwat Der déi Mesuren, déi d'Tripartite geholl hat - Dir mat Ärer CSV-Koalitioun - gestëmmt hutt.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Mir hunn déi gestëmmt, well mer se fir ganz gutt fonnt hunn, mä mir fannen, et kann een...

M. Alexandre Krieps (*DP).*- Widderhuelt dat nach eng Kéier!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Mir hätte gär iwwert de Crédit d'impôt nach méi Explikatiounen. D'Regierung huet se hei ugeschwat, an ech mengen, et ass d'Recht vun engem Deputéierten, ob en zur Majoritéit oder zur Oppositioun gehéiert, do Erklärungen ze kréien. Do hunn ech awer keng Gêne als Majoritéitsdeputéierten, Informatioune vun der Regierung ze froen. Voilà!

(Interruptions diverses)

Här President, als leschte Punkt vu menger Interventioun ginn ech erëm vum finanzielle Volet ewech a soen nach e puer Wuert zum Congé parental, dee jo 1999 agefouert ginn ass...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

…an u sech véier grouss Finalitéiten hat, vun deenen ech jo schonn déi eng oder déi aner ugeschwat hunn. Ganz kuerz nach eng Kéier: Et goung éischtens drëm, den Elteren d'Geleeënheet ze ginn, sechs oder zwielef Méint bei hire Kanner ze sinn an dozou bäizedroen, fir hir Erzéiung a virun allem hir éischt Méint flott gestalten ze kënnen.

Zweetens goung et och drëm, eng besser Koordinatioun tëschent Familljeliewen a Beruff hierzestellen, an drëttens vläicht eng nei Partnerschaft tëschent Männer a Fraen hierzestellen, a véiertens e positiven Effet op den Aarbechtsmaart ze kréien.

Haut, ronn aacht Joer no der Aféierung, gesäit de Bilan vum Congé parental grosso modo folgendermoossen aus: Am Ganzen hu 35.294 Mammen a Pappen dee Congé parental geholl - 28.915 Mammen a grad emol 6.379 Pappen.

Firwat zécken d'Männer nach, fir vun deem Congé parental ze profitéieren, wuelwëssend, dass och si sécherlech vun deene positiven Effeten op d'Famill a virun allem op d'Kanner iwwerzeegt sinn?

Nach ëmmer ass et esou, dass an der Mentalitéit vu ville Leit de Mann seng Carrière net ënnerbrécht, fir sech ëm d'Kanner ze këmmeren. Mécht hien et, da gëtt et trotzdeem fir hien oft méi schwéier, duerno erëm Fouss a sengem Job ze faassen. Déi Mentalitéit, mengen ech, musse mer versichen ze änneren, fir och de Männer entgéintzekommen.

Finanziell gesinn ass de Congé parental zwar net oninteressant, well d'Entschiedegung par rapport zum Ausland hei zu Lëtzebuerg relativ héich ass. Mä an der Majoritéit vun de Stéit verdéngt de Mann nach ëmmer méi wéi d'Fra, esou dass och hei an de Familljen oft de Choix gemaach gëtt, fir déi mannst finanziell Aboussen ze hunn, an dann ass et esou, dass meeschtens d'Mamm doheem bleift.

De Congé parental ass a mengen Aen e ganz wichtegt Instrument, fir zu engem Mentalitéitswiessel ze kommen, wat d'Roll vu Fra a Mann an der Famill ugeet. Ideal wär et jo natierlech, wann de Congé parental misst hallef an hallef geholl ginn - hallef vum Papp an hallef vun der Mamm. Dat, mengen ech, wär eng ideal Situatioun.

Ech wollt do ganz kuerz en interessante Modell ufëiere vun engem ganz grousse Land, nämlech Island, mat senger ganz klenger Bevölkerung - ähnlech wéi eiser -, wou se ganz flott Erfahrunge gemaach hunn. De Conseil de l'Europe hat eng Versammlung do am Hierscht 2005 - mengen ech war et -, wou grad zu deem doten Thema diskutéiert ginn ass. Also, ech wëll lech drun erënneren, dass an Island de Congé parental existéiert, dass en hallef an hallef muss vun der Mamm a vum Papp geholl ginn, an dass se 80% vum Salaire ausbezuelt kréien.

D'Konklusioun war, dass déi Moossnam bei hinnen am Fong dee gréisste Switch an der Gesellschaft mat sech bruecht huet. Iwwregens - wat ganz interessant ass - sinn d'Entreprisen deem entgéintkomm. Si hu souguer oft déi 20% vum Salaire fräiwëlleg de Mammen an de Pappen ausbezuelt, well se gesot hunn: Besonnesch e Papp, dee seng Famill a säi Stot manage kann, ass e bessere Mataarbechter an eiser Entreprise.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vu menger Interventioun maachen ech den Appel un d'Regierung, déi Reflexiounen, déi ech hei ugeschwat hunn, an hir weider Aarbechten am Sënn vun der Famill anzebannen.

Eis Politik muss esou orientéiert sinn, dass se de Bedierfnisser vun de Famillje gerecht gëtt, dass se Léisunge bitt fir déi nei Contrainten, deenen d'Mënschen ausgesat ginn. Selbstverständlech muss een och d'Recht vun den Elteren, vun de Männer a vun de Frae respektéieren. Et muss ee kucken, dass d'Kanner gerecht behandelt ginn. Et muss een dofir suergen, dass all d'Kanner déiselwecht Chancë kréien. Et muss een och probéieren, Aarbecht a Familljepolitik mateneen ze verbannen. Mir mussen niewent deene finanziellen Ënnerstëtzungen och nei Strukture schafen a bestehend Strukturen ausbauen, an awer och Servicer, Berodungsservicer wéi zum Beispill d'Eltereschoul an aner esou Institutiounen ënnerstëtzen an och ausbauen.

Meng Fraktioun ass op jidde Fall bereet, dee Wee mat weiderzegoen, an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Angel. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Interpellatioun vun haut gëtt eis d'Méiglechkeet, déi Lëtzebuerger Familljepolitik vun deene leschte Joren a Jorzéngten ze analyséieren a kritesch ze hannerfroen an e Bléck no vir ze werfen. Dobäi ass et net an eisem Interessi, méiglechst vill Porzeläin futti ze schloen. Méi interessant wéi e méigleche Schëllege fir all méiglech Mëssstänn ze fannen - de Schëllege wär jo och séier fonnt, well zu Lëtzebuerg huet eng Partei d'Familljepolitik zënter éiweg definéiert -, méi interessant ass et, eng Bestandsopnahm vun der aktueller Situatioun ze maachen a konstruktiv Virschléi ze maachen.

Den Här Meisch huet, wéi hie seng Interpellatioun ugefrot huet, geschriwwen, hie géif gären iwwert d'Familljepolitik am Allgemengen an iwwert d'Mesuren, déi et erlaben, fir d'Beruffs- a Familljeliewe besser mateneen an Aklang ze kréien, am Speziellen diskutéieren. Hien huet och seng Interpellatioun a véier Sujeten ënnerdeelt, an ech wäert mech dann och elo an eiser Stellungnahm un dëser Andeelung orientéieren.

Trotz jorzéngtelaanger konservativer CSV-Familljepolitik ass den allgemengen Trend vun den industrialiséierte westleche Länner och net u Lëtzebuerg laanschtgaangen. Et gëtt sech méi seelen a méi spéit bestuet, an duerfir loossen d'Leit sech méi oft a méi fréi scheeden.

(Hilarité)

1900 gouf et op 200 Mariagen eng Scheedung, 1950 op 20 Mariagen eng Scheedung - haut steet et 2 zu 1.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

D'Zuel vun den Eepersounenhaushalter geet permanent erop, a wann och nach haut bei Wäitem déi meeschte Kanner mat zwee Elteren zesummeliewen, dann ass d'Zuel vun de Kanner, déi mat engem Elterendeel mussen auskommen, staark gewuess.

Och zu Lëtzebuerg huet d'Roll vun der Fra sech gewandelt. Eréischt 1972 sinn déi zwee Partner am Bestietnis legal gläichgestallt ginn. - Dunn hat ech ëmmerhi scho 14 Joer.

De 16. Mäerz 2006 hu mir dann och an der Chamber endlech d'Gläichberechtegung an der Constitutioun festgeschriwwen: «Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs. L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

Dir Dammen an Dir Hären, och wa mir haut eng gesetzlech geséchert Gläichstellung hunn, dann huet déi bis haut am Alldag nach ze wéineg Wierkung gewisen. Fir dat ze illustréieren, zitéieren ech lech déi éischt sechs Zeile vun engem Gedicht - an ech entschëllege mech am Viraus fir déi bescheide literaresch Qualitéit vun dësem Wierk.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Gedichter kënnt Der virdroen.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Ech gi mäi Bescht bei der Virdroung. Ech schwätze vum Gedicht, mä ech mengen, Madame Err, Dir wäert mer Recht ginn.

Ohne Beruf - so stand auf dem Pass.

Ich schaute und schaute und schaute nur bass.

„Ohne Beruf" war da zu lesen,

und dabei ist sie doch das nützlichste Wesen.

Ehefrau, Mutter und Hausfrau zu sein,

schließt das nicht alle Berufe ein?

Vu datt scho méi laang guer kee Beruff méi op dem Pass steet, kann een dovun ausgoen, datt et sech hei ëm méi en aalt Gedicht handelt. Ech hunn et och nach ënner e puer anere Versforme fonnt, an ech mengen, dat hei ass déi sproochlech schwaachste Fassung.

Jo, et geet hei wierklech ëm d'Fra, an neen, ech hunn net a mengen ale Schoulhefter gewullt. Ech weess net, wéini dëst Gedicht entstanen ass, mä et ass am Joer 2007 an enger Klass, an enger Gemeng net wäit ewech vun der Stad am Reliounsunterrecht fir Mammendag ausgedeelt ginn.

Ech stelle mir vir, datt do déi eng oder aner Mamm ganz begléckt war, wéi se vun hirem Kand dësen „Diplom" - esou stoung nämlech iwwert dem Gedicht - kritt huet.

Wann ech mer dann awer virstellen, wat do déi eng oder aner Mamm gefillt huet, déi sech gutt mam Beruffs- a Familljeliewen arrangéiert huet, da fannen ech dat net méi witzeg; a wann ech dann un déi Fraen denken, déi musse schaffe goen, fir hir Kanner a sech selwer iwwert d'Ronnen ze kréien, da ginn ech ganz einfach rosen an traureg iwwer esou vill Taktlosegkeet.

Et kann net sinn, datt Leit, déi sech musse ploen, e schlecht Gewësse gemaach kréien - och net am Reliounsunterrecht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- D'Familljepolitik gouf a gëtt zum Deel haut nach geprägt vun engem konservativen, chrëschtleche Bild vun der Famill: Mann, Fra, zwee bis dräi Kanner, glécklech an zefridden. De Mann geet schaffen, d'Fra bleift nom éischte Kand doheem, fir sech voll a ganz hirer Roll als Hausfra a Mamm ze widmen. Beim drëtte Kand ginn d'Primen, d'Kannergeld an d'Babyjore verduebelt. - Mir brauche jo 2,1 Kand pro Fra, fir de Fortgaang vun enger Generatioun ze garantéieren.

Mä d'Gesellschaft huet sech nun emol net un dat konservatiivt Familljebild gehal. D'Frae ginn an d'Schoul, ginn op d'Uni a ginn duerno schaffen.

Koppelen, wou et aus deem engen oder anere Grond net méi geet, gi gescheet. D'Geriichter spriechen de gescheete Frae keng perséinlech Alimenter zou. D'Frae kréie gesot: „Madame, Dir sidd nach jonk. Gitt erëm schaffen."

Meeschtens mussen d'Partner aus finanzielle Grënn souwisou zu zwee schaffe goen, fir de Loyer kënnen ze bezuelen oder fir an der Konsumgesellschaft kënne matzehalen.

D'Familljepolitik hei zu Lëtzebuerg ass ëmmer nëmmen der Realitéit hannendru gelaf an huet ëmmer nëmme versicht ze pléischteren an ze läschen do wou et brennt. Et gouf ni anticipéiert, et gouf ni mat Zäit agéiert, an doduerch sëtze mir haut mat enger Rei Problemer do.

De Problem vu Frae mat ongenügende Pensiounsrechter. Si huet se jo net gebraucht. De Mann war jo do. Als Trouschtmesure hu mer dunn d'Mammerent agefouert, déi an der Realitéit kenger Fra richteg hëlleft an op Dauer net ze bezuelen ass.

Säit 1994 stinn zwee Projets de loi um Rôle des affaires vun der Chamber, déi d'Situatioun vun de Leit no enger Scheedung besser regele sollen. De Problem ass bekannt, mä et gëtt gehofft, datt e sech iergendwa vum selwe léist, well ëmmer méi Fraen hir eege Rechter kréien.

De Problem vu Fraen, déi de Beruff komplett opginn hunn oder hu missen opginn, well et keng Crèchë gouf, an och wann d'Kanner bis an d'Schoul gaange sinn, war et onméiglech, Beruff a Kanner ënner een Hutt ze bréngen. Eis Gesellschaft verdaamt nach allze gären d'Fraen, déi sech trauen, Carrière wëllen ze maachen; wat een u Lieserbréiwer an der Zeitung oder Diplomer am Reliounsunterrecht erkenne kann.

Wann dës Fraen erëm wëllen oder mussen an de Beruff zréckkommen, dann ass dat oft problematesch, well se wéineg mat den neien Technologië vertraut sinn, well hire Beruff sech weiderentwéckelt huet a si den Uschloss verpasst hunn.

Et gouf jorzéngtelaang alles gemaach, fir d'Doheembleiwe vun de Fraen ze favoriséieren: Primes an Allocations de naissance; Fraen, déi opgehalen hu mat schaffen, goufe bis e gewëssenen Datum automatesch bei de Pensiounskeesen ausbezuelt. Net all Mann huet senger Fra d'Réckkafe vun de Pensiounsrechter bezuelt.

D'Weiderversécherung vun den Hausfrae bleift eng Ausnahm. Et gëtt net genuch an net adaptéiert genuch Formatiounen, fir d'Réinsertioun an de Beruff ze favoriséieren.

Fraen, déi an de Beruff erëmkommen, orientéiere mer am léifsten an d'Fleeg an an d'Betreiung. Dat ass eigentlech kee Problem, just: Dës Beruffer gehéieren zu der Kategorie vun den éischter schlecht bezuelte Beruffer.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Jorzéngtelaang hu mir keng Conciliatioun tëschent Beruff a Famill gebraucht a gewollt. Et ass ënnert dem Motto gelaf: „Brauche mir net; eis Frae bleiwen doheem." Eng Kantin? „Meng Fra kacht fir meng Kanner." Wat kascht dat? „Si gëtt nëmme vun esou wéineg Kanner benotzt. Stellt Iech emol vir, hatt geet schaffen a schéckt seng Kanner an d'Kantin an ech soll dat bezuelen!"

Dat huet mat sech bruecht, datt zu Lëtzebuerg just d'Halschent vun alle Fraen am Alter vu 15 bis 64 Joer enger bezuelter Aarbecht noginn. Et gesäit esou aus, wéi wann d'Tendenz nach éischter géif no ënne weisen. E Schratt a Richtung Lissabon-Agenda, wou vun enger Beschäftegungsquot vu 60% Rieds geet, ass op alle Fall net ze erkennen. An dobäi studéiere mëttlerweil méi Frae wéi Männer op den europäeschen Universitéiten. Fraen hu ganz oft eng gutt Ausbildung. Et ass net gutt, wa si um Aarbechtsmaart, awer och an der Politik, net méi staark vertruede sinn.

Elteren, déi Kanner erzéien a betreien, sollen am Aarbechtsprozess net benodeelegt ginn. Familljenaarbecht a Beruffs-

welt musse matenee kënne fonctionnéieren. Duerfir brauche mer eng gutt Offer vu Structures d'accueil, awer och méi eng grouss Offer vun Hallef- an Deelzäitaarbechtsplazen.

Zu Lëtzebuerg sinn d'Structures d'accueil ganz laang als onwichteg betruecht ginn. Mat de Maisons relais ass endlech e bëssen Dynamik an den Dossier vun der Vereenbarkeet vu Beruff a Familljeliewe komm.

Selbstverständlech sinn d'Ënnerscheeder vu Gemeng zu Gemeng ganz grouss. Et gëtt Gemengen, wou nach guer näischt geschitt ass, woubäi aner Gemenge scho bal virbildlech sinn. Et geschitt vill, all Mount gëtt eng nei Maison relais ageweit, mä mir hunn och e groussen Nachholbedarf.

Selbstverständlech kaschten déi Betreiungsstrukturen och vill Geld. De Stat huet sech also hei eng finanziell Dier opgemaach, duerch d'Décisioun, d'Kannergeld ze desindexéieren. Dobäi stoung awer schonn de 4. August 2004 an der Regierungserklärung, d'Structures d'accueil missten ausgebaut ginn. Du war nach näischt vun der Méiglechkeet, déi d'Indexmanipulatioun no den Tripartitesverhandlunge ginn huet, gewosst.

Déi aner Partner awer, déi hëllefen d'Structures d'accueil ze bezuelen, haten dës Méiglechkeet net. D'Gemengen, déi 50% vun den Infrastrukturen droen a mindestens en Drëttel vun de Fonctionnementskäschten, musse kucken, wéi se dëser neier Aufgab nokommen.

Dobäi ass et awer kloer, datt gutt Infrastrukture fir d'Kannerbetreiung net just eng Fro vu Finanze bei enger Gemeng sinn. Et ass och eng Fro vu Prioritéit, déi eng Gemeng sech gëtt. D'Betreiungsstrukture kaschten d'Gemenge vill Suen, mä et ass gutt investéiert Geld. Eng Gemeng, déi an d'Structures d'accueil investéiert, investéiert an hir Zukunft; dat ass wichteg a richteg.

Den drëtte Partner, d'Elteren, musse bei der Kannerbetreiung participéieren. Dat geschitt no soziale Kritären an ass am Moment, wou mer een allgemenge Mangel un Infrastrukturen hunn an am Ëmdenke vun enger Geldverdeelungsfamilljepolitik zu enger Förderung vun Infrastrukture sinn, kaum ze änneren. Wa mir sozial Kritären applizéieren, da bleift et fir vill Leit mat vill Sue méi interessant, eng Privatléisung fir hir Kanner ze sichen. Fir vill Frae stellt sech dann och d'Fro, ob se net awer sollen doheem bleiwen: „Ech wëll net nëmme schaffe goen, fir d'Maison relais kënnen ze bezuelen."

Dat sollt eis net egal sinn!

Mir hätte gäre Kanner aus alle soziale Schichten an eise Strukturen. Den Ureiz, fir e Kand an esou eng Struktur ze ginn, sollt ausschliesslech duerch eng gutt Qualitéit vun der Betreiung gi sinn. Déi Gréng trieden dofir an, datt all schoulflichteg Kanner zesummen an der Schoul bleiwen. A mir triede selbstverständlech och dofir an, datt all kleng Kanner gemeinsam kënnen an déiselwecht Betreiungsstruktur goen. Eng Mixitéit ass am Zesummenhang vun der sozialer Kohesioun an eisen Ae ganz wichteg.

Gutt Betreiungsstrukture si kanner- a familljefrëndlech. Si si fir vill Elteren och einfach eng Noutwendegkeet. De Risque, aarm ze sinn oder aarm ze ginn, ass bei den Elengerzéier iwwerduerchschnëttlech héich. D'Statistike schwätze vun 21% vun deene Leit, déi dem Risque de pauvreté monétaire ausgesat sinn. Mir sinn duerfir der Meenung, datt mir sollen éierlech mat de Männer a Fraen hei am Land sinn. De gudde Rot hei am Land muss sinn, op kee Fall seng Aarbechtsplaz ganz opzeginn, weder als Mamm nach als Papp.

Et deet sech eppes um Plang vun der Kannerbetreiung hei am Land, mä et geet net alles an déi richteg Richtung. Amplaz ee globaalt kohärent pedagogescht Konzept auszeschaffen an d'Maisons relais bei der Educatioun unzesiedelen, huet de Familljeministère sech et e bëssen einfach gemaach. Hien huet eng Sur-mesure-Saach geschaf, an dat huet zu enger Quasi-Monopol-Situatioun um Terrain gefouert. Een Träger dominéiert de Marché, a mir ëmfannen dat als ongesond Situatioun.

Ech wëll domat net soen, datt si e schlechten Job maachen. Am Géigendeel. Mir fannen, datt se eigentlech eng ganz gutt Aarbecht maachen. Mä mir Gréng fannen et bedenklech, wa mir an esou engem wichtegen Dossier Kontroll an Ausriichtung un een net neutralen Träger ginn. Mir fannen och, datt d'Zesummenaarbecht tëschent Schoul a Structures d'accueil net garantéiert ass, wa mir mat verschiddenen Träger fueren.

De Fonctionnement vun de Maisons relais huet mëttlerweil och e puer Problemer an der Praxis opgeworf. Ufanks kréien d'Eltere gesot, si kéinten hiert Kand genausou aschreiwen an der Maison relais wéi se wëllen, ouni datt eng Zuel vu Stonne virgeschriwwe gëtt, wat d'Leit dann och maachen an immens frou driwwer sinn.

Mä mir hunn doduerch de Problem, datt mir stonneweis ganz wéineg Kanner ageschriwwen hunn, an dann eigentlech Personal misst heemgeschéckt ginn. Wann d'Presenze vun de Kanner d'Stonne vum Personal net rechtfertegen, iwwerhëlt de Ministère eventuell - dat sinn Informatioune vu Patronsdiskussiounen - d'Participatioun vu 50% net. Wat gëtt dat da fir e Geschaffs, wa mer d'Personal stonneweis mussen heemschécken?

An derbäi kënnt dann, datt de Ministère och nach verlaangt, datt, wa mer zum Beispill am Spillschoulsgrupp nëmmen dräi Kanner an am Grupp vun den Néng- bis Zwieleffjähregen nëmme fënnef Kanner hunn, mer dann ee Grupp doraus maachen an da kënne mer ee Betreier heemschécken. Wéi soll een dann do eng seriö Aarbecht maachen, wann een am selwechte Grupp Kanner vu véier an zwielef Joer huet? Déi eng wëlle spillen an déi aner mussen hir Hausaufgab maachen.

Ee weidere Problem gesi mer op d'Maisons relais zoukommen, wat den Ëmgang mat schwierege Kanner ugeet. Kanner, déi verhalensopfälleg sinn, déi aggressiv sinn, déi Problemer hunn, eng Autoritéit unzëerkennen an am Grupp ze fonctionnéieren. Grad esou Kanner kéinten immens vun dëse Strukture profitéieren. Wa mir awer e ganz rigide Personalschlëssel hunn, da riskéieren dës Kanner heemgeschéckt ze ginn, well och gutt motivéiert Personal et mam beschte Wëllen net packt, si an all déi aner Kanner gutt ze encadréieren. Domat géife mer awer eng Chance aus den Hänn ginn, erzéiend anzegräifen, wann et eventuell nach Zäit wier.

Wa mer wëllen extrem flexibel sinn, wat d'Angebot an de Maisons relais ugeet, da mussen de Stat an d'Gemengen och flexibel si wat d'Organisatioun ugeet.

De Choix, deen d'Eltere maache fir hiert Kand anzeschreiwen, huet vill mat der Participatioun ze dinn, déi se musse bezuele fir hiert Kand. D'Participatioun gëtt op de Salaire gerechent. Et ass jo méi interessant, wann ee säi Kand mëttes eng, zwou Stonnen an e Sportclub oder d'LASEP oder d'Museksschoul gëtt, wat ee klenge Bäitrag pro Joer kascht oder gratis ass, wéi wann ee se fir zwou Stonnen an der Maison relais muss mat enger Participatioun vun zwee bis 14 Euro umellen.

Elteren, déi finanziell net esou gutt dostinn, ginn d'Kanner zum Beispill just fir d'Hausaufgabe mëttes ze maachen, zweemol d'Woch zwou Stonnen, an d'Maison relais. Mir fannen awer séier wéineg Kanner, déi vun dem Rescht vun de Stonnen, déi dann nach bleiwen, kéinte profitéieren. D'Eltere wëlle virun allem all, datt d'Kanner d'Hausaufgaben an der Maison relais maachen. Dat ass e groussen Nieweneffekt vun der Flexibilitéit, déi ugebuede gi soll.

An der Diskussioun iwwert de Projet de loi iwwert d'Dageselteren an der Chamberskommissioun huet sech och muncht extrem konservativt Gedankegutt gewisen, an ech hunn heiansdo d'Gefill wéi wann dat Gedicht, wat ech virdrun zitéiert hunn, a verschiddene Käpp an Häerzer ganz déif sëtzt. Fir déi Gréng ass et kloer: Dageseltere kënnen eng gutt Ergänzung zu deenen anere Strukture sinn, mä et soll eng familljepolitesch Mesure bleiwen an d'Qualitéit vun der Betreiung muss Virrang virun aarbechtspoliteschen Argumenter behalen.

Eis Familljepolitik huet laang ausschliesslech doranner bestanen, Geld ze verdeelen. D'Kannergeld ass zu Lëtzebuerg däitlech méi héich, wéi am Rescht vun der Welt. Dat kann eis bis zu engem gewëssene Grad egal sinn. Dat misst eis bis zu engem gewëssene Grad richteg stolz maachen. Et ass awer och bis zu engem gewëssene Grad e Problem.

De Wee, deen an der Tripartite gaange ginn ass, fir Suen um Kannergeld ze spueren, andeems et desindexéiert gëtt, trëfft grad just déi Leit am meeschten, déi et eigentlech net dierft treffen, déi Leit mat ville Kanner a mat niddregem Revenu. D'Desindexéierung vum Kannergeld war eng reng finanzpolitesch Mesure - d'Regierung wollt d'Ausgabe vum Stat senken -, a keng familljepolitesch Mesure an och net vu familljepolitesche Mesurë begleet.

An der Broschür vun der Caisse nationale des prestations familiales iwwert d'Familljeleeschtungen zu Lëtzebuerg steet eng Préface vun der Familljen- an Integratiounsministesch. Hei heescht et: „So hat die Kindergeldkasse im Jahre 2004 Leistungen in einer Gesamthöhe von annähernd 750 Milliounen Euro an mehr als 100.000 Familien gezahlt, von deenen ein Drittel außerhalb Luxemburgs wohnen." Dat ass eng Tatsaach. Da geet et awer ouni Iwwerleedung am selwechten Abschnitt weider: „Die Familienleistungen stellen somit ein wirksames Instrument zur Bekämpfung der Ungleichheiten in der Bevölkerung und der Kinderarmut dar." Dat geet eis e gutt Stéck ze schnell. Stëmmt dat esou, wéi et an der Broschür steet?

Et ass richteg, datt hei zu Lëtzebuerg d'Geldtransfertleeschtungen héich sinn, a well se fir all Kand d'selwecht sinn - mam Ënnerscheed natierlech vum éischten, zweeten, drëtte Kand, wat hei gesot ginn ass -, maache se bei enger niddreger Pai méi en héije Prozentsaz aus, wéi bei enger héijer Pai. Dann ass et awer schonn eriwwer mat der Bekämpfung vun den Ongläichheeten.

D'Steiererméissegunge wéinst de Kanner sinn nëmmen interessant, wann een esou vill verdéngt, datt een och Steiere bezilt. Bei den héije Loyeren hei zu Lëtzebuerg sinn och erëm eng Kéier fir d'éischt d'Leit mat deene klenge Paie betraff, an da schmëlzen déi staatlech Hëllefe wéi de Botter an der Sonn.

D'Familljepolitik huet zwee Voleten. Si muss all Leit ënnerstëtzen, déi Kanner hunn, fir datt si net finanziell bestrooft gi vis-à-vis vun deene Leit, déi keng Kanner hunn, a si muss sozial sinn. Mir sinn der Meenung, datt d'Familljepolitik zu Lëtzebuerg méi a Richtung gutt Betreiungsstrukturen orientéiert gi muss.

Zum Congé parental. Mir waren e bëssen erstaunt, datt de Congé parental als eenzelne Punkt fir dës familljepolitesch Interpellatioun ugefouert gouf. Mir hunn dach eréischt den 13. Dezember 2006 iwwert d'Gesetz vum Congé parental hei an der Chamber diskutéiert. D'DP war d'accord mat dem Gesetz, an de Kolleeg Emile Calmes hat sech nach just zousätzlech gewënscht, datt mir eis am Kader vum Congé parental géife Gedanke maache wat den natalisteschen Zweck ugeet an ob een de Congé parental net och kéint op méi eng laang Zäit mat manner Deeg am Joer ausdehnen.

Och déi Gréng haten hiren Accord zu der familljepolitescher Mesure vum Congé parental ginn. Mir haten den 13. Dezember drop higewisen, datt de Congé parental déi traditionell Rolleverdeelung iwwerhëlt, déi dora besteet, datt eben de Papp fir d'Besoins financiers vum Haushalt zoustänneg ass an d'Mamm nach ëmmer fir d'Kannererzéiung zoustänneg ass. Et si jo och vill méi Frae wéi Männer, déi de Congé parental huelen.

Et ass jo och esou, datt Männer ganz oft déi sinn, déi déi gréisste Perte de revenu hunn, wa si ophale mat schaffen, well si jo am Duerchschnëtt déi besser bezuelte Plazen hunn. Esou zäitweileg finanziell Verloschter si vill Fraen a Männer bereet a Kaf ze huelen. Eng gutt an intensiv Relatioun zu sengem eegene Kand ass jo schliesslech och e Wäert, och wann en net ze chiffréieren ass.

Méi gravéierend - an ech hat et scho bei där Diskussioun iwwert de Congé parental gesot - sinn d'Konsequenze fir déi berufflech Carrière vun deene Leit, déi de Congé parental huelen. Nach ëmmer si vill Entreprisen negativ zu dësem Congé agestallt an nach ëmmer heescht eng Décisioun, fir de Congé parental am Intérêt vun hirem Kand ze huelen, fir vill Männer a Fraen, datt se hir berufflech Carrière zumindest op Äis geluecht hunn, wann net definitiv an de Wand geschriwwen hunn.

Et ass awer net esou, datt dat nëmmen d'Privatbetriber betrëfft, déi negativ zum Congé parental agestallt sinn. Och de Patron Stat ass en negative Virreider an dëser Roll. E Congé pour travail à mi-temps kann een net kréien, wann een Direkter oder Directeur adjoint vun engem Service ass oder Direkter oder Chargé de direction vun enger Schoul oder eng féierend Positioun beim Geriicht oder bei der Police huet. An da wonnere mer eis, datt, obschonn ëmmer méi Fraen déi besser Studië maachen, hir Zuel an de Chefetagen nach ëmmer absolut minoritär ass.

Ech weess net, wat d'DP ënner natalisteschen Zwecker deemools gemengt huet. Mir hu keng Angscht, am Géigesaz zu der Madame Frank, datt d'Lëtzebuerger géifen ausstierwen, a mir hunn och keng Loscht hei zu Lëtzebuerg eng Propaganda-Aktioun ze starten, et misste méi Kanner an d'Welt gesat ginn.

Fir déi Gréng ass kloer: Famill ass do, wou Kanner sinn! D'Familljepolitik soll keng Mesure sinn, fir méi oder manner Kanner an d'Welt ze setzen. Mir ënnerstëtze keng Politik, déi d'Leit duerch finanziell Ureizer incitéiert, Kanner an d'Welt ze setzen. Mat Familljepolitik ënnerstëtze mir Leit, déi Kanner hunn. Ech mengen, mir sinn eis eens, datt et ganz vill Grënn gëtt, fir Kanner an d'Welt ze setzen, an datt Leit, déi décidéieren, Kanner ze kréien, aner Motivatiounen hunn, wéi déi finanzieller Natur. Nëmmen ee kannerfrëndlecht Land ass ee Land mat enger Zukunft.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Très bien!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Mir brauchen ee kannerfrëndleche Gesellschaftsklima. Dozou gehéiert eng Finanz- a Wirtschaftspolitik, déi Raum léisst fir Hoffnung an déi d'Zukunft vun eise Kanner net verbaut. Dozou gehéiert eng Educatiounspolitik, déi eis Kanner stäerkt a fit mécht fir d'Zukunft. Dozou gehéiert eng Sozialpolitik, déi op Solidaritéit opbaut. Dozou gehéiert eng Politik, déi déi grouss Erausfuerderungen am Ëmweltberäich, Klima-, Energie- an Naturschutz net permanent verdrängt, mä offensiv ugeet.

Mir fäerten awer, datt déi Wuesstumspolitik, déi mir scho laang hei zu Lëtzebuerg mat groussem Erfolleg bedreiwen, fir eis Kanner fatal kéint ginn. Eise Renten- a Pensiounssystem baut op eng Wuesstumsspiral op, déi kee gutt Enn kréie kann. Wa mir all Joer vill nei Aarbechtsplazen zousätzlech schafe mussen, fir eise System ze erhalen, da schafe mer jo och all Joer nei Renten- a Pensiounsusprréch. Déi Rechnung geet eng Kéier net méi op. Et ass dréngend ugesot, Weeër ze siche wat d'Rentefinanzéierung ugeet an och d'sozial Ofsécherung vun de Fraen, an dat heescht fir déi Gréng nach ëmmer d'Individualiséierung vun de Renten.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Mir haten am IVL een Awunner- an ee Pendlerzeenario. Mir stelle fest, datt mir den Awunnerzeenario wuel ni wäerte realiséiere kënnen. Mä och wat de Pendlerzeenario ugeet, leie mer scho wäit iwwer alle Previsiounen. Mir wëssen net, wat den Här Juncker den 1. Mäerz 2007 dozou verleet huet, par rapport zu eisem Pensiounssystem virun der Press ze soen: «Nous sommes en train de commettre un crime contre l'avenir, un crime contre les enfants qui aujourd'hui ont moins de cinq ans et ceux qui vont naître.»

Mir sinn natierlech alarméiert, an dofir huet och den honorabele Kolleeg Félix Braz eng Interpellatioun zu dësem Thema ugefrot. Mëttel- a laangfristeg musse mer ëmdenken. Kuerzfristeg kéint eis eng däitlech méi héich Fraebeschäftegungsquot hëllefen. Wann amplaz 52% vun de Fraen, déi zurzäit aktiv um Beruffsliewen deelhuelen, et der 60% wären, wéi d'Lissabon-Strategie et fir 2010 virschléit, oder 72%, wéi et zum Beispill an Dänemark de Fall ass, da misst de Pendlerzeenario vum IVL net esou onmooseg aus der Rumm sprangen, dann hätt souguer vläicht den Awunnerzeenario nach eng Chance.

Fir déi Gréng ass et eng absolut Noutwendegkeet, datt mir vill Plazen an héichwäertege Structures d'accueil schafen. Dat ass eng Win-win-Strategie. Gutt Strukturen an der Kannerbetreiung brénge gutt Aarbechtsplazen. Aarbechtsplazen, déi dezentral organiséiert sinn. Aarbechtsplazen, déi keng Ëmweltbelaaschtung schafen. Aarbechtsplazen, déi net kënne geoutsourced ginn. Aarbechtsplazen, déi sécher sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, fir d'ADR stellt d'Famill d'Fundament vun eiser Gesellschaft am Stat duer. Fir d'ADR ass d'Famill iwwerall do, wou ee Kand oder méi Kanner sinn; ob d'Famill bestuet ass oder net, getrennt oder Elengerzéier, dat spillt keng Roll. Et gëtt fir eis duerfir keng realistesch Alternativ zur Famill.

An dach huet an deene leschten 30 Joer d'Famill staark changéiert. Vill Frae ginn

haut enger berufflecher Aarbecht no, an dat ass och gutt esou; 52%, eng liicht Progressioun hei zu Lëtzebuerg. Déi traditionell Rolleverdeelung, wéi mer se an de Familllje viru Jorzéngte kannt hunn, déi gëtt et net méi, wat och gutt ass, nämlech d'Fra, déi ass do fir de Stot ze maachen an d'Kannererzéiung, an de Mann ass deen, deen d'Geld verdéngt an deen och an der Regel ëmmer nach de Familljechef war.

Vill Familljen zerbriechen haut. D'Konsequenz ass, datt mer ëmmer méi Leit als Elengerzéier kréien. An den héich entwéckelten Industriestate kommen ëmmer manner Kanner op d'Welt, a praktesch alleguer déi Länner kennen och Problemer mat der demographescher Entwécklung.

Viru kuerzem ass eng Etüd gemaach ginn iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg, wou et am Fong schockant war fir festzestellen, datt 13% vun de Stéit hei zu Lëtzebuerg ënnert der Aarmutsgrenz leien; dat am sougenannte räiche Lëtzebuerg! Mä wat nach méi schlëmm war, dat ass, datt den Aarmutsrisiko klëmmt, wann et eng Famill ass, déi Kanner huet; a wat se méi Kanner huet, wat den Aarmutsrisiko méi klëmmt. Bei enger Famill, déi kee Kand huet, ass de Risiko 2%, bei engem Kand 9%, bei zwee Kanner sinn et scho 14% an der Aarmutsgrenz, bei dräi Kanner 19%, a bei den Elengerzéier ass et quasi ee Véirel - 25% -, dat ënnert der Aarmutsgrenz läit.

Frankräich an d'Belsch hu vill méi niddreg Tauxë wat d'Aarmutsgrenz ubelaangt oder d'Leit, déi ënnert der Aarmutsgrenz leien, wéi Lëtzebuerg, obschonn an deene Länner bekanntlech d'Revenue vill méi kleng sinn, wéi dat hei am Land de Fall ass. Duerfir war et eiser Meenung no e krasse Feeler, datt mer d'Desindexioun vun de Familljenzoulagen hei am Land gemaach hu mam Accord vum Tripartites-Gesetz. Et war de gréisste sozialen Ofbau, eiser Meenung no, deen nom leschte Weltkrich gemaach ginn ass. A mir hunn an deem Ofbau och nach déi sozial schwächste Familljen am stäerkste getraff.

De gesellschaftleche Stellewäert vun der Famill an der Gesellschaft huet fundamental geännert. D'familljepolitescht Ëmfeld huet fundamental geännert. An dee gréisste Problem, dee mer haut an eiser Gesellschaft an an der Famill och hunn, dat ass, fir Famill a Beruff zesummen ze verbannen, fir kënnen ze schaffen no baussen an no bannen.

De Stat huet sech eiser Meenung no net an d'Famill anzemëschen. Et muss de Choix bleiwe vun enger Famill selwer ze décidéieren, ob ee schaffe geet an een doheem bleift, oder ob se allen zwee schaffe ginn a keen doheem bleift, oder ob se sech an iergendenger Form opdeelen. Dat ass ee Choix, deen d'Famill muss behalen.

Mä d'Fro ass: Huet d'Famill dee Choix hei zu Lëtzebuerg? Et muss een dat kloer mat Neen ënnersträichen. A firwat? Ma well mer einfach déi Strukturen, déi d'Viraussetzung fir dee Choix sinn, net zur Genüge hei zu Lëtzebuerg hunn.

De Stellewäert vun der Erzéiungsaarbecht. Ech mengen, wa mer soe Beruff a Famill verbannen, däerfe mer awer net de Stellewäert vun der Erzéiungsaarbecht verkenne fir déi Famill, déi sech eben entscheet, doheem ze bleiwen; datt ee vun de Partner doheem bleift, fir déi Aarbecht ze maachen. Wa mer soen, datt 52% vun de Fraen an der berufflecher Welt integréiert sinn a schaffe ginn, da gëtt et der also nach bal esou vill, déi och doheem bleiwen.

Et ass och net esou, datt déi Fraen net wëlle schaffe goen, mä et gëtt awer och ganz vill Fraen - an der Regel ass et d'Fra, et kann och Mann oder Fra sinn -, déi wëllen doheem bleiwen, fir déi Kannererzéiung ze maachen. Mir däerfen an där ganzer Diskussioun weder déi eng nach déi aner bevirdeelegen oder ee géint deen aneren ausspillen, mä mir musse Strukture bauen, wou all Famill d'Méiglechkeete kann hunn, fir hire Choix ze treffen.

Duerfir plädéiere mir als ADR och derfir, datt d'Aarbecht als Hausfra - als Fra, déi doheem bleift, fir d'Kannererzéiung ze maachen - vum Stat eng Unerkennung kritt. Wa mer op där anerer Säit kucken, och déi Investissementer, déi mer als Stat maachen an d'Maison-relaisen, an d'Crèchen, an d'Structure-d'accueilen, an alles, wat ronderëm ass, da sinn ech der Meenung, Här President,...

M. le Président.- Erlaabt Der, Här Gibéryen, datt den Här Adam Iech eng Fro stellt?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Selbstverständlech, Här President.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här Gibéryen, wann ech Iech esou nolauschteren, wollt ech Iech just froen: Sidd Dir der Meenung, datt déi Fraen an déi Männer, déi zu zwee schaffe ginn, hir Kanner net erzéien?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat hunn ech dach net gesot! Ech hu gesot, mir däerfe kee géint deen aneren auspillen. Mir musse jiddferengem de Choix ginn. An ech hu gesot, et gëtt awer och Fraen, déi sech décidéieren, fir doheem ze bleiwen a soen: Ech wëll ebe ganzdags do sinn, fir mäi Kand ze erzéien, fir wann et an d'Schoul geet, fir mëttes ze kachen, fir owes do ze sinn. Dee Choix muss een och respektéieren.

Et schéngt mer, wann ech Är Interventioun éineschters gutt verstanen hunn, dann hutt Dir - déi Gréng - Iech hei ausgedréckt, wéi wann am Fong d'Motiv misst sinn, d'Frae misste schaffe goen. Dat soll d'Motiv sinn. Dat hutt Der éineschters esou hei ausgedréckt. Mir soen: D'Fra soll de Choix kréien. A wann eng Fra sech décidéiert...

Une voix.- An de Mann?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- D'Famill soll de Choix kréien! Mä ech hunn awer och fairerweis gesot, datt et an der Regel d'Fra ass. D'Famill soll de Choix kréien. A wa se sech décidéiert, datt ee soll oder wëllt doheem bleiwen, da muss se dee Choix hunn. An dat muss och vun der Gesellschaft a vum Stat unerkannt ginn, Här President.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här Gibéryen, wann Der Iech esou lancéiert, sot och, datt et esou ass.

M. le Président.- Här Adam, loosst elo den Här Gibéryen viruschwätzen! Dir hutt jo Är Fro beäntwert kritt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech hunn nach fënnef Minutte Riedezäit.

Mir soen: Duerfir muss dat unerkannt ginn, well mer och als Stat, als Gesellschaft, jo investéieren, an där Famill d'Méiglechkeet ginn, déi sech eben entscheet huet, fir Beruff a Famill ze kombinéieren, andeem datt mer duerfir Maison-relaisen oder Crèchen oder Gott weess wat zur Verfügung stelle mat Personal, wat jo och d'Gesellschaft Geld kascht.

A wann ech drun denken, ech mengen eng Plaz an enger Crèche - wann ech dat nach esou gutt an Erënnerung hunn; an d'Madame Minister kann eis dat vläicht herno méi richteg soen - wäert un der Grenz si vun ongeféier 1.500 Euro de Mount; selbstverständlech minus dat, wat d'Eltere bezuelen. Also, och do investéiere mer vill Geld a Strukturen. Da misste mer och als Stat a Gesellschaft bereet sinn, doranner ze investéieren, fir déi Famill, déi sech décidéiert huet, doheem ze bleiwen.

Duerfir hu mir zum Beispill d'Mammerent eng gutt Saach fonnt, mä mir hunn deemools derfir plädéiert, datt een déi sollt als Cotisatioun op den Numm vun der Fra abezuelen, datt wuel herno datselwecht eraus géif kommen, mä dann hätt déi Fra sech kënnen iwwert déi Zäit och Pensiounsrechter opbauen. An duerfir si mer och der Meenung, datt de Stat soll souwuel d'Erzéiungszoulagen an esou virun ausbauen, ëmmer och an Hisiicht, datt déi Fra, déi doheem bleift, sech och doduerch Pensiounsrechter kann opbauen.

Also, mir wëllen drop pochen, datt d'Erzéiungsaarbecht fir déi Fra, déi doheem bleift, net soll vu staatlecher Säit benodeelegt gi vis-à-vis vun enger Fra, déi de Choix geholl huet, fir Beruff a Famill mateneen ze verbannen.

Dann um Niveau vun de Steieren, Här President, hu mir als ADR eng Dokumentatioun erausginn ënnert dem Titel „Steiergerechtegkeet“. Hei si mer och der Meenung - an ech mengen, den Här Meisch huet dat de Mëtten hei un zwee Beispiller ganz kloer bewisen -, doduerch, datt mer d'Steiertabell elo net méi iwwer Joren un d'Inflatioun ugepasst hunn, gi grad Familllje mat Kanner méi belaascht.

Wa mer dann och dee ganze Steiersystem kucken, do gëtt et jo grad eng ganz Rëtsch vu Familllje mat Kanner, a wat se méi Kanner hunn, déi net méi ënnert d'Steiere falen, kënne se duerfir och net méi vun all deenen Abattementer, déi eise Steiersystem virgesäit, profitéieren. Duerfir hu mir och proposéiert, datt d'Negativsteier an d'Crédit-d'impôtë missten agefouert ginn, datt grad do och kéinten déi Familljen, déi Kanner hunn a keng Steiere bezuelen, awer och vun all deene Virdeeler, déi d'Steiergesetzgebung deene gëtt, déi hir Steiere bezuelen, profitéieren.

D'individuell Besteierung: Do si mer och der Meenung se misst kommen, well et ebe richteg ass, wa Fra a Mann schaffen, datt an der Regel dann d'Fra déi zweet Steierkaart kritt. Se verdéngt an der Regel manner. Et sinn och vill Fraen, déi nëmmen Deeljoben huelen an dann déi héich Besteierung op hire Revenu geluecht kréien. Dat ass sécherlech net gutt an net derwäert ze förderen fir eng gerecht Besteierungspolitik. Dat suergt och fir Diskussiounen an de Familljen.

D'Structure-d'accueilë mussen ausgebaut ginn. An ech mengen, mir sinn hei am Land amgaangen do wierklech systematesch auszebauen. Mir haten natierlech awer och en enormen Nohuelbedarf. Wann een eist Nopeschland Frankräich kucke geet, déi am Fong doranner eng formidabel Virreiderroll gespillt hunn, esou musse mer also déi Structure-d'accueilen ausbauen.

Ech sinn och frou, datt mer elo neierdéngs e bësse méi eng Vermëschung, wat d'Infrastrukturen ubelaangt, souwuel tëscht Schoulinfrastrukturen an den Infrastrukture vun de Structures d'accueil maachen, fir datt net ëmmer zu engem gewëssen Zäitpunkt dat eent oder dat anert Gebai muss onbedéngt ganz eidel stoen. Duerfir solle mer doranner investéieren.

Mir sollen och a qualifizéiert Personal investéieren, mä mir sollten awer oppassen, datt mer och do net d'Ham an der Mëllech kachen, datt mer mengen, mer missten e Maximum u Qualifikatioun bei sämtleche Leit verlaangen, mä och do sollt een de gesonden a klore Mënscheverstand spille loossen. Ech si mat de Virriedner, déi dat haut de Mëtteg hei gesot hunn, eens, datt een och kann aner Persounen do mat abezéien, déi net onbedéngt déi schoulesch Qualifikatioun hunn, mä déi awer eng Qualifikatioun duerch hir Liewenserfahrung hunn, andeem datt se Kanner erzunn hunn, déi se kéinten an déi Branche mat eranzéien.

Da sinn ech och der Meenung, datt een, wat d'Betriber ubelaangt, d'Betriber méi an d'Responsabilitéit soll huelen.

Firwat kënne mer net, wa mer Industriezone maachen, wa mer nei Zone-commercialë grënnen, direkt och soen, an esou Zone missten déi Infrastrukture mat agebaut gi fir déi Leit, déi dohinner schaffe ginn?

Et wäert schwéier bleiwen, en eenzelne Betrib ze drängen, well et muss schonn e grousse Betrib sinn, fir datt en dat ka maachen. Mä wann een dat géif emol versichen ze maachen do, wou et Industriezone gëtt an esou virun, wier et méi einfach.

En anere Punkt nach, Här President, ass d'Kannergeld, wou mer selbstverständlech wëssen, datt eist ganzt Sozialsystem hei zu Lëtzebuerg engem gewëssen Drock ënnerläit, well mer ëmmer méi Gelder exportéieren. Mir wëssen natierlech, datt déi Leit, déi heihinner schaffe kommen, och e Recht hunn, vun eiser Sozialgesetzgebung ze profitéieren.

Mä et ass awer richteg, an et ass de Mëtteg och schonn hei gesot ginn, wa mir hei héich Kannergeld bezuelen, dann ass et virun allem och, well de Liewensstandard hei zu Lëtzebuerg héich ass, an datt mer net kënnen eng Politik maachen, déi mëttelfristeg oder laangfristeg dat soziaalt System hei zu Lëtzebuerg net méi ka garantéieren.

Et gëtt natierlech net déi Allheilléisung, wou ee ka soen, mir kréien e System eraus wou mer kënnen de Résidantë méi gi wéi deenen Netrésidanten, mä ech mengen, mer mussen awer och wëssen, datt déi Politik, déi elo décidéiert ginn ass, datt d'Familljenzoulagen desindexéiert sinn, als Hannergedanken huet, fir e System ze erschafen, wat hei zu Lëtzebuerg laangfristeg iwwerliewensfäeg ass.

Et kann awer net esou sinn, Här President, wéi et och de Mëtteg hei an der Diskussioun liicht duerchgeséckert ass, datt een d'Kannergeld géif kierzen, fir aner Infrastrukturen domadder ze finanzéieren. Et wier nämlech dann esou, datt déi Leit, déi vun den Infrastrukture géife profitéieren, dann e Virdeel hätte vis-à-vis vun deene Leit, déi hir Kannererzéiung selwer maachen. Also, et kann och net esou ëmgeswitcht ginn, datt mer d'Kannergeld kierzen an dann domadder Begleetmoossname wéi d'Structure-d'accueilë finanzéieren. Och domadder kéinte mir als ADR net averstane sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, meng Riedezäit ass ofgelaf. Ech war allerdéngs verwonnert - dat muss ech zum Ofschloss soen -, datt d'Majoritéitsparteien, nodeem se d'lescht Joer am Dezember hei d'Desindexatioun vun de Familljenzoulage gestëmmt hunn, haut de Mëtteg hei elo op eemol eng Motioun eraginn, mat där se d'Regierung invitéieren, „konkret Propositioune virzeleeën“ - wéi Dir dat sot. Mir hunn eis déi Froe schonn d'lescht Joer hei an der Chamber gestallt, wéi hei d'Deputéierte vun der Majoritéitspartei gejubelt hunn iwwert den Accord salarial. Ech si frou, datt an Zwëschenzäit si och zu deem Pessimismus gerode sinn.

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. No deem Wunschkonzert, dee verschidde vu menge Virriedner hei vu sech ginn hunn, kéint ech am Fong déi positiv Elementer eraushuelen an da schonn heemgoen a mäi Wahlprogramm schreiwe fir an deenen nächsten zwee Joer, well et war wierklech vill Substanz dodran. Mä et war awer e ganze Koup Substanz dodranner, wou mer schonn e puer Joer driwwer schwätzen, an och déi an der Regierung schonn e puer Joer driwwer schwätzen, awer nach ni eppes geschitt ass.

Mä trotzdeem Félicitatiounen dem Interpellant fir dat Thema, wat hien hei ugeschnidden huet, wou awer besonnesch d'Verbindung vun der Familljen- an der Aarbechtswelt dat haaptsächlecht Thema war. Mä ech mengen, hei ass awer méi an aner Richtungen ausgeschweift ginn, wéi vun deem wesentlechen Thema geschwat ginn.

D'Familljenorganisatioun mat der Aarbechtswelt ze verbannen, ass eng Erausfuerderung, wéi een héieren huet, déi praktesch all Politike beréiert: Familljenzoulagen, Transport, Kannerbetreiung, Schoulorganisatioun, Sozialofsécherung, Aarbecht an nach anerer. Duerfir ass et och esou schwéier, fir eng koordinéiert Politik an där Richtung op d'Been ze kréien.

Mä fir mech muss emol fir d'éischt kloergestallt ginn, wat mer dann iwwerhaapt ënner Famill verstinn. Ass eng Famill just, wann ee bestuet ass a Kanner huet? Ass eng Famill, wann ee bestuet ass? Ass eng Famill, wann een am Pacs oder ouni Pacs zesummelieft? Ass eng Famill, wann een eleng lieft mat Kanner, oder ass och deen, deen eleng lieft, als Famill ze betruechten?

Op jidde Fall, wann een dat an den Zesummenhang mat der Aarbechtswelt setzt, da muss jiddfereen, dee schafft, egal wat fir eng Familljesituatioun hien huet, säi Stot, seng Famill mat senger Aarbechtsplaz koordinéieren.

Fänke mer duerfir emol u mat der Famill mat de schoulflichtege Kanner, déi jo am Fong déi meeschte Contrainten hunn. Do geet et net nëmmen drëm, fir d'Famill mat der Aarbechtswelt ze koordinéieren, mä och mat der Schoul. Wann d'Koordinatioun mat der Aarbecht méi oder wéineger an der Rei ass, bleift dann nach ëmmer d'Koordinatioun mat der Schoul.

Ech hunn e Beispill: Wann d'Aarbechtsplaz an enger anerer Uertschaft ass an dann an der Wunngemeng keng Structures d'accueil oder Crèchen oder och keng Persoun zur Verfügung stinn, fir d'Kanner optimal no de Schoulstonnen ze betreien, da gëtt et Problemer.

Wann an der Uertschaft, wou d'Elteren oder een Elterendeel schafft, eng Persoun zur Verfügung steet, fir d'Kanner dagsiwwer vläicht ze betreien, an een d'Kanner dann do wëllt an d'Primärschoul ginn, da muss een e Minerval bezuelen, jee no Gemeng. Oder et gëtt, wéi zu Esch, iwwerhaapt keen ugeholl. An dat obwuel an eiser Verfassung ganz kloer steet, dass d'Primärschoul muss gratis sinn.

De Problem do sollt eigentlech vum Syvicol scho längst geléist ginn, mä deen deet sech awer och schwéier do eng Léisung ze fannen, mat all deene Gemengen, déi doriwwer hir eegen Iddien hunn.

Et duerf och net sinn, dass engersäits ëmmer méi Flexibilitéit vun de Salariéë verlaangt gëtt an do derbäi och nach verlaangt gëtt, dass Mann a Fra musse schaffe goen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Déi meescht musse schaffe goen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, an op där anerer Säit musse se dann deier bezuelen, fir hir Famill a besonnesch hir Kannerbetreiung mat der Aarbechtswelt an dem Schoulwiesen ze koordinéieren.

Eng aner Aart Famill sinn d'Monoparentalen oder déi Gescheete mat Kanner. Hei sinn d'Problemer nach méi grouss, wat d'Koordinatioun mat der Famill an der Aarbecht ubelaangt. Hei ass meeschtens nëmmen ee Partner do, fir d'Kanner ze betreien, an

d'Onkäschte fir eng optimal Betreiung vun de Kanner si ganz oft onerträglech, wat meeschtens dann op d'Käschte vun der Liewensqualitéit vun de Kanner geet. An dobäi kënnt dann och nach déi ongerecht Besteierung vun de Monoparentalen an de Gescheeten, duerch déi dann am Endeffekt manner Rescht bleift wéi bei enger intakter Famill.

Här President, et sinn och eng Rei Ongerechtegkeeten agefouert ginn, déi hei schonn ervirgehuewe gi sinn, wat d'Familljepolitik betrëfft, wéi zum Beispill déi rezent Austeritéitspolitik vun der Regierung géigeniwwer vun de Familljen duerch d'Desindexéierung vun de Familljenzoulagen.

Da feelt et och u Studiëbäihëllefe fir de Secondaire. Hei sinn d'Onkäschten och fir d'Familljen onerträglech, wann ee méi wéi zwee Kanner huet, well d'Schoulmaterial bezuelt muss ginn an dat vun de Familljen net ka gedroe ginn.

An dann och, Madame Minister, am CNFPC, wou nach ëmmer, obwuel dat hei versprach gouf an duerch d'Gesetz d'Coursë vum CNFPC als Ausbildung unerkannt goufe fir d'Kanner vun 18 bis 25 Joer, kee Kannergeld bezuelt gëtt, esou wéi dat am klassesche Secondaire de Fall ass.

An do wëll ech dann haut elo wierklech kloer vun der Regierung wëssen, ob déi Kanner, esou wéi d'Madame Unterrechtsministesch dat hei zougesot a versprach huet, d'Kannergeld zegutt hunn oder net, an ob déi Kanner, déi selwer oder deenen hir Famill an enger schlechter Situatioun sinn, eng Studiëbäihëllef dann elo kréien oder net.

Well elo ass d'Schoul jo bal erëm, an d'Regierung huet nach ëmmer keng Léisung fonnt, esou dass eng Rei vun deene Kanner, déi dëst Joer an der Schoul waren, dann iwwerhaapt näischt wäerte kréien, wat ech wierklech e Skandal fannen, nodeem, wat alles hei versprach ginn ass.

Här President, fir mech ass d'Famill, an egal wat fir enger Form dass se sech zesummesetzt, déi wichtegst Zell an eiser Gesellschaft. Wa mer d'Famill ofwäerten, da wäerte mer d'ganz Gesellschaft of. A fir dat ze verhënneren, musse mer méi an d'Famill investéieren. Ob dat a Strukturen oder mat finanzielle Moyenë geschitt, ass net wichteg. Et muss dee richtege Wee gesicht ginn. Well ganz oft sinn et awer déi finanziell Contrainten, déi Problemer an de Familllje mat sech bréngen a se auserneendreiwen. Dat soll een net verleugnen.

An duerfir muss och d'Famill d'Recht behalen, sech intern esou ze organiséieren, wéi si et fir richteg hält. Wann d'Famill sech entscheet, dass ee Partner sech ëm d'Kanner soll këmmeren an deen anere schaffe geet, da mussen deem Partner, dee sech ëm d'Kanner bekëmmert, all Rechter erhale bleiwen. An déi Famill muss och déi finanziell Hëllefe kréien, déi se brauch, fir sech kënnen ouni Contrainten ze organiséieren.

Och muss dru geduecht ginn, fir laangfristeg gesinn d'Sozialproblemer vun de Partner no der Scheedung ze léisen, wat d'Rentenusprécher betrëfft. Do sinn ech der Meenung, dass elo, wann nëmmen eng Mindestrent oder eng kleng Rent zur Verfügung steet fir déi zwee Partner, da soll de Stat allen zwee Partner d'Mindestrent ausbezuelen. Well et ass jo am Fong dem Stat seng Schold, dass et Joren a Jore gedauert huet, ier hei eng Léisung fonnt sollt ginn an nach ëmmer keng fonnt ass. Well soss, wa mer dat net maachen, da schafe mer zwee sozial Problemer. Ech mengen, dat ass jo dat wat kee wëllt.

Well dee vu verschiddene Säite verlaangte Rentesplitting, do soen ech lech ganz kloer, dat ass fir mech totale Quatsch an dee schaaft nëmmen nach méi sozial Problemer. Laangfristeg gesi misst zum Beispill am Kader vun der Realiséierung vum Statut unique, menger Meenung no, well jo eng Fusioun vun de Pensiounskeesen och ugestrieft gëtt, bei de Pensiounskeesen deeselwechte System agefouert gi wéi bei de Krankekeesen. Ee Sozialbäitrag fir d'ganz Famill, dee béid Partner ofséchert; da wären d'Pensiounsrechter fir béid Partner iwwert déi Zäit, wou se zesummeliewen, ofgeséchert an da bräichte mer net méi iwwert dee Problem ze diskutéieren.

Ofschléissend wëll ech dann nach e Wuert soen och iwwert déi Motioun hei. Ech si wierklech frou, dass d'Sozialistesch Partei sech endlech Gedanke mécht iwwert den Tripartites-Accord. Wann ech dann hei déi Considérantë liesen, déi ech an nach anerer heibanne schonn, wéi den Tripartites-Accord komm ass, hei vu mer ginn hunn, oder wann ech déi Considéranten hei liesen an d'Sozialistesch Partei wëllt wierklech d'Regierung opfuerderen, fir endlech emol hir Aufgaben ze maachen an an eng aner Richtung ze goen, da kann ech dat nëmme voll ënnerstëtzen, besonnesch wann et drëm geet fir d'Desindexéierung ofzeschafen an all déi sozial Rechter fir d'Familllen erëm anzeféieren, déi virdru bestanen hunn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Merci!

M. le Président.- Ech soen dem Här Jaerling Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, also et ass net - maacht lech keng Gedanken -, dass ech esou eng katastrophal Familljesituatioun hätt, mä ech schwätzen eigentlech nëmme vu Katastrophestëmmunge par rapport zu der Famill, well ech déi professionell am Background wierklech gutt kennen an dozou wëll e puer Remarquë maachen, an zwar éischtens zum neie Scheedungsgesetz, respektiv zu Scheedungen, an zweetens zur Violence domestique an uschléissend nach eppes wat méi prezis mat der Situatioun vun de Kannerrechter ze dinn huet. Well an deenen zwou Hypotheesen, déi ech hei uschwätzen, sinn net nëmmen déi Erwuesse betraff, mä un éischter Stell d'Kanner, an dat sinn am Fong déi, ëm déi ee sech misst am meeschte këmmeren. Déi Grouss sinn eigentlech censéiert mat deene problematesche Situatioune besser eens ze ginn.

Ech mengen, et ass scho gesot ginn - ech mengen, de Claude Meisch huet et hei gesot -, wéi vill Prozent Scheedungen et gëtt. De Moment sinn et der also iwwer 50%. Bei 50% vun deene Mariagen, déi zu Lëtzebuerg stattfannen, komme Scheedungen. Dat heescht, dass also net nëmmen d'Halschent vun deene Leit, déi bestuet ass, sech muss auserneesetze mat de Folge vun esou enger Scheedung, folglecherweis och mam Scheedungsgesetz, mä och déi Kanner, déi zu deene Stéit gehéieren.

Wann ee weess, dass d'Kanner ënner 18 Joer 22% vun eiser Bevëlkerung ausmaachen an dass iwwert d'Halschent vun de Koppele gescheet ginn, da kënne mer eis jo ausrechnen, wéi vill Kanner zu Lëtzebuerg och vun deene Scheedungen, Trennunge vun hiren Eltere betraff sinn. Dofir ass et a mengen Ae kapital wichteg, dass dat neit Scheedungsgesetz, wat 2003 déposéiert ginn ass, endlech kënnt.

Et sinn Diskussioune gewiescht. Den Avis vum Statsrot ass do, schonn iwwer dräi Joer. D'Avisë vum Parquet sinn do, vum Ombudscomité fir Kanner, mä d'Aarbechten an der Chamber hei sinn, obschonn deem näischt entgéintsteet, nach ëmmer net débutéiert. Ech denken, dass et esou ass, dass nach Amendementen ofgewaart ginn, fir dass eben déi Diskussioun do kann ufänken. Ech denken, et ass am Intérêt vu ganz ville Leit hei zu Lëtzebuerg, dass d'Trennungsprozeduren, Scheedunge pacifiéiert ginn. Dat war den Zweck vun deem Gesetz, wat ënnerwee ass.

Wat versti mer dorënner? Kloer net, dass dat e Spazéiergank ass, mä dass eben déi Ofschafung vun deem Feelverhale vun deem engen oder deem aneren Ehepartner soll kommen, well dat eigentlech iwwerhaapt näischt Konstruktives bäidréit a well et och sécherlech kengem, deen an enger Famill dovu concernéiert ass, iergendeppes bréngt.

Ech denken dofir, dass et wichteg ass, dass iwwert de Wee vun der Ofschafung vun der Scheedung duerch e Feeler déi Trennungen, Scheedungen an Zukunft méi einfach iwwert d'Bühn ginn. Notamment doduerjer, dass d'Familljemediatioun bei de Scheedungsenquêten, wou Jänni a Männi optrëtt fir auszesoen, wien da senger Meenung no am Feeler gewiescht wär, soll ersat ginn.

Dat heescht duerch Gespréicher, déi organiséiert ginn tëschent deene Leit, déi effektiv concernéiert sinn. Déi solle probéiere si selwer dozou ze bréngen, eng Léisung zu hirem Problem, zu hire Problemer ze fannen. Sief dat elo iwwert d'Garde oder iwwert d'Autorité parentale vun de Kanner, d'Erzéiung vun de Kanner, d'Pension alimentaire, d'Wunneng, wat och ëmmer. Ech mengen, dass kee besser placéiert ass wéi d'Leit selwer, fir zu enger Léisung ze kommen, déi op si passt; well all Situatioun ass aneschters.

All Riichter oder all Geriicht oder egal wat fir ee Geriicht ass net à même sech esou laang mat engem Fall ofzeginn, fir déi Detailer, déi déi Situatioun determinéieren, ze kennen, déi noutwendeg sinn, fir déi an engem bestëmmtene Fall beschte Léisung ze fannen, wéi d'Leit selwer. Well d'Leit sinn d'Experten an dëser Saach an dofir ass et wichteg, dass si endlech d'Soe kréien.

Haut ass et nämlech esou an engem Scheedungsprozess, dass bal jiddferee ka kommen a schwätzen ausser d'Leit selwer, déi an deem ganze Prozess net zu Wuert kommen, wa bis d'Tentative de conciliation eriwwer ass.

Et ass och wichteg, dass dat neit Gesetz kënnt fir Prezisiounen ze brénge wat d'Fixatioun vun der Pension alimentaire ubelaangt. Do si jo grouss Welle geschloe ginn, an ech mengen, dass et noutwendeg ass, dass Klärungsbedarf besteet fir ze wëssen, wat fir ee Charakter da muer mat dem neie Gesetz déi Pension alimentaire après divorce soll hunn, ob et e Caractère alimentaire ass, wéi et bis elo de Fall ass. A wann, no wat fir enge Kritären e fixéiert gëtt. Oder awer, wéi et am Gesetz steet a wéi vum Statsrot, notamment ënner aneren, contestéiert gëtt, e Caractère indemnitaire soll kréien. Dat heescht, dass d'Pensioun soll ugepasst ginn dem Liewensstandard, deen déi Koppel hat während se zesummegelieft hunn, dass deen net dierft ze vill tangéiert ginn duerch d'Trennung vun där Koppel.

Och iwwert d'Logement ass Klärungsbedarf do. An esou wéi et leeft, ass et haut sécherlech net ëmmer ideal, esou dass mer aus all deenen Ursaachen do sécherlech en Intérêt drun hunn, dat neit Scheedungsgesetz endlech op den Instanzewee an der Chamber ze bréngen. Notamment och doduerjer, well et eng ganz gutt Geleeënheet ass, fir de Rentesplitting - ee Sujet, deen dem Virriedner hei op dëser Tribün besonnesch un d'Häerz gewuess ass - an d'Praxis ëmzesetzen.

Et ass nämlech esou, dass kee Mënsch et gelunge fënnt, dass en Haus, wat finanzéiert ginn ass während engem Mariage, wou nëmmen ee geschafft huet, gedeelt gëtt. Mä de Skandal schéngt et anscheinend ze ginn, wann d'Pensioun, déi och ugeschaf ginn ass während dem gemeinsame Liewen, wou vläicht een doheem bliwwen ass an deen aneren net, op eemol soll gedeelt ginn.

Während et ganz kloer ass, dass dat Doheembleiwen net am Intérêt eleng ass vun deem, deen doheem bleift, der Fra normalement, mä virun allem och vun de Kanner an och mengen ech vum Partner, well et sécherlech méi agréabel ass heemzekommen an en Haus, an e Stot wou d'Kanner de ganzen Dag versuergt waren a wou de Stot einfach an der Rei ass an net muss zu zwee gemaach ginn.

Ech denken duerfir, dass et ganz wichteg ass, dass mer dee Rentesplitting zu Lëtzebuerg, wou mer 20 Joer dovunner schwätzen, an Tatsaachen ëmsetzen. Ech wëllt duerfir, Här President, eng Motioun hei ofginn, an där ech d'Regierung opfuerderen, en fonction vun den Tatsaachen, déi et an der Matière vun der Scheedung gëtt, dass iwwer 50% vun de Leit, déi sech bestueden, gescheet ginn, dass e Projet elo virläit zënter dem Mee 2003, dass all déi Saachen, déi dodranner begraff sinn an déi ech elo hei ganz kuerz ugeschwat hunn, sécherlech am Intérêt vun deene Leit sinn, déi concernéiert sinn, an dass et duerfir wichteg ass, dass dee Projet weidergeet.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- que dans sa déclaration gouvernementale, le Gouvernement s'est engagé à réformer «le régime actuel du divorce avec l'objectif de pacifier les relations entre les conjoints durant et après la procédure de divorce, plus particulièrement dans l'intérêt des enfants issus du couple divorcé»;

- que le nombre des divorces est en constante augmentation - l'annuaire statistique 2006 du Statec fait état de 1.046 divorces pour 2.032 mariages en 2005;

- que du fait de ces réalités sociétales une réforme du divorce s'impose;

- que le projet de loi 5155 portant réforme du divorce date de mai 2003;

- qu'outre une simplification des procédures et l'abolition du divorce pour faute, la réforme du divorce devrait régler également les questions du partage des droits de pension entre conjoints divorcés;

- que les dispositions contenues dans la réforme du divorce ont des répercussions considérables sur la vie des familles concernées;

invite le Gouvernement

- à élaborer et à déposer au plus vite des amendements au projet de loi, permettant une évacuation dans les meilleurs délais;

- à présenter dans les meilleurs délais des propositions concrètes concernant l'introduction du partage des droits de pension entre conjoints divorcés, ceci parallèlement à la réforme du divorce.

(s.) Lydie Err, Marc Angel, Nancy Arendt, Marie-Josée Frank, Claude Meisch.

Ech denken, dass, wann déi concernéiert Ministèren - an dat ass net nëmmen d'Justice, mä och d'Sécurité sociale - sech concertéieren, fir der Chamber hirem Wëllen nozekommen, da misste mer dovunner ausgoe kënnen, dass mer de September mat där Aarbecht géifen ufänken - an ech gesinn, de Chamberspresident, dee freet sech och schonn op déi Diskussioun, déi do an d'Haus steet. Hien huet sech jo do wäit aus der Fënster gehaangen. Kucke mer emol, wat aus där Saach do gëtt.

Ech wëllt awer och nach eppes soen, wat hei schonn ugeklongen ass vun anere Riedner, dass et mat der Aféierung vum Rentesplitting natierlech net gedoen ass, dass mam Rentesplitting evidenterweis eng Iwwergangsléisung ugestrieft gëtt, déi mat der Individualisatioun vun alle Rechter a vun alle Flichten unfänke muss.

Elo kann een zu där Démarche, déi an dëser Motioun erauskënnt, zwou Attitüden hunn. Et kann een engersäits soen: Wa mer dat doten elo maachen, da kënnt d'Individualisatioun net no; an et kann een op där anerer Säit soen: Mä wa mer do ufänken, da gëtt et evident, dass mer net kënnen do ophalen. An dat ass op jidde Fall meng Approche.

Duerfir hoffen ech, dass an deem Kader do net nëmme vu Rentesplitting, mä generell gesi vun Hëllefe vum Stat iwwert de Wee vu Steieren, vu Kannergeld, iwwer Indexatioun, vun Negativsteier a Crédit d'impôt Rieds geet. All déi Themen, déi ganz wichteg si fir de materiellen Aspekt vun der Familljepolitik, déi natierlech och Sozialpolitik ass. An ech denken, dass et wierklech wichteg ass, och an deem Kontext net d'Besteierung tout court ze vergiessen.

De President vun der DP huet hei ugeschwat a mat interessantem Zuelematerial ënnerluecht, dass et zu Lëtzebuerg 40.000 Koppele gëtt, déi bestuet sinn an déi jo da vum Steiersplitting bénéficiéieren oder profitéieren oder deem ënnerworf sinn, jee nodeem wéi ee sech dat virstellt.

Wann ee weess, dass de Splitting eigentlech gemaach ginn ass, fir Familljepolitik ze maachen, dann, mengen ech, ass et relativ einfach zur Konklusioun ze kommen, dass en an deem Fall fir Koppelen, déi keng Kanner hunn, eigentlech keng Daseinsberechtegung huet.

Mech géif wierklech interesséieren ze wëssen, wéi vill vun deene 40.000 Stéit, déi bestuet si mateneen a keng Kanner hunn, wéi vill der do zu zwee schaffe ginn, well ëmmer dann, wann nämlech nëmmen ee schaffe geet, an där Hypothees ass et kloer, dass duerch de Fait, dass zweemol d'Halschent besteiert gëtt amplaz eemol dat Ganzt, dem Stat natierlech ouni Ursaach an ouni gudde Grond e ganze Koup Sue laanscht d'Nues geet, déi sécherlech kënnten nëtzlech sinn, fir wierklech Familljepolitik ze maachen.

Duerfir am Kader vun dëser Diskussioun, déi mer mam Scheedungsgesetz hei ustousse wëllen, gëtt et sécherlech och Geleeënheeten, net nëmmen iwwert de Splitting vun de Renten, mä och iwwert de Splitting vun de Steieren ee Wuert ze verléieren.

Ech wollt nach zwee Wierder soen zur haislecher Gewalt, zur Violence domestique, déi, wéi mer schonn hei ganz kuerz emol uklénge gelooss hunn, d'Expressioun ass vun der Ongläichheet zwëschent Männer a Fraen an déi net nëmmen iwwert d'direkt Victimen, déi normalerweis d'Frae sinn, mä och iwwert d'Kanner grousse Misär bréngen.

Ech wëll drun erënneren, haaptsächlech d'Presidentin vun der Egalitéits- a Familljekommissioun, dass mir par rapport zum Conseil de l'Europe nach eng Rechnung opstoen hunn, well mir am Ufank vun dësem Joer opgefuerdert gi sinn als Parlamenter, speziell Aktivitéiten ze maachen, fir eben d'Diskussioun vun der Violence domestique ënnert d'Leit ze bréngen. Mir haten eestëmmeg an där Kommissioun ganz gutt Iddien, déi awer dem Büro vun dësem Haus

net an de Krom gepasst hunn, esou dass mer bis elo an dësem Haus nach keng Aktivitéit, keng Deklaratioun, keng spezial Debatt iwwer Violence domestique gemaach hunn, wat sécherlech ze bedaueren ass.

(Brouhaha)

Ech wëll net méi op déi lëschteg Diskussiounen iwwert de Film an iwwer wat och ëmmer zréckkommen. Ech wëll hei eng Alternativ proposéieren, fir ze kucken, ob et wierklech nëmmen un der Manifestatioun läit, déi net gepasst huet, oder ob et um Sujet läit, dee verschiddene Leit net passt.

Et gëtt a ville Länner, notamment am Norde vun Europa, Plans d'action, net nëmme fir d'Egalitéit zwësche Männer a Fraen, mä och Plans d'action géint d'Violence en général, an natierlech dann och an deem prezise Fall géint d'Violence doheem, déi normalerweis sech géint d'Frae riicht. Dat géif heeschen, dass an deem Kader, am Kader vun engem Plan d'action géint haislech Gewalt, net nëmmen eist Gesetz kënnt nogebessert ginn, well d'Evaluatioun, déi mer an dësem Gesetz hunn, wat sécherlech positiv ass, erweist awer, dass et och Schwaachstelle gëtt, déi ee kënnt verbesseren, notamment d'Aféierung vun enger Schutzmeil, den Etablissement vun engem Certificat médical, den Délai, dee vun zéng op 14 Deeg kënnt verlängert ginn, de Problem wat passéiert, wann d'Agenten net erakommen, well de Besëtzer oder de Matbewunner vun där Wunneng, wou d'Violence stattfonnt huet, de Schlëssel net erausgëtt, an Ähnleches.

Ech hu mer awer emol esou ee Plang ugekuckt, wéi en notamment a Schweden besteet, a mir sinn doranner e puer Mesuren opgefall, déi sécherlech och zu Lëtzebuerg eng Utilitéit hätten, zum Beispill d'Tatsaach, dass ee misst nobesseren um Niveau vun der Formatioun vun de Professionellen, déi an de Kontakt komme mat den Opfere vun haislecher Gewalt.

Firwat? Do si gemengt, éischtens Dokteren, Assistantes sociales, Schoulmeeschteren, etc., well dat sinn déi Leit, déi am Fong am Éischte misste kënnen identifizéieren, wa Leit doheem haislech Gewalt erliewen. A ganz oft ginn déi Situatiounen dramatesch aus, well se eben net fréi genuch erkannt ginn. Ech denken, dass déi Formations continues, déi et fir d'Autorité policière an d'Autorité judiciaire zu Lëtzebuerg gëtt, sécherlech beweisen, dass et nëtzlech ass, an dass och d'Professions médicales, paramédicales an d'Educatioun sech esou enger Formatioun ënnerwerfe kéinten.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Doriwwer eraus misst et sécherlech wichteg sinn ze wëssen, ze verstoen, wou déi Violence och am Stot hierkënnt a wéi ee se kann entweder prévenéieren oder besser traitéieren, wa se da scho soll geschitt sinn.

Iwwregens - an ech hunn dat schonn eng Kéier hei uklénge gelooss, mä et schéngt mer wichteg genuch, fir et fir d'Zweet ze soen - fannen ech et absolut anormal, dass zu Lëtzebuerg mat deem Gesetz, wat mir hunn a wou mer wollten, dass ëmmer dann, wann et eng Victime ze schütze gëtt, déi soll kënnen am Haus eleng bleiwen, nëmmen a 50% vun de Fäll vun enger Interventioun vun der Police et zu Expulsioune kënnt. Ech mengen, dass et ganz wichteg wier ze analyséieren, wou dat hierkënnt, fir kloerzestellen, dass déi Agenten, déi an där Hypothees op der Plaz sinn, net aus perséinlechen Iwwerzeegungen do décidéieren, ob oder ob net eng Expulsioun um Ordre du jour do wier.

Ech denken och, dass et wichteg wier - an aner Länner hunn déi Dispositiounen -, fir Quartieren ze sécuriséieren, wat d'Beliichtung ubelaangt, fir Transportméiglechkeeten an der Nuecht ze organiséiere fir Fraen, déi sech wëllen oder mussen nuets déplacéieren, an iwwerhaapt och eng generell Éducation à la non-violence an eise Schoule virzegesinn.

Et ass och kloer, dass am Kader vun där Hypothees eng Relatioun kann etabléiert gi mat der Manéier wéi ee Land ëmgeet mat der Prostitutioun respektiv mat der Pornographie, zwee Themen, wou mir zu Lëtzebuerg och nach, mengen ech, ze beweisen hätten, wat mer denken a wéi mer gedenken dergéint virzegoen.

Ganz zum Schluss wëll ech nach e Wuert soen am Zesummenhang och mat Gewalt vu Kanner a mat Kannerrechter iwwerhaapt. Mir haten elo viru kuerzem eng Debatt hei iwwer Suicidë bei de Jugendlechen zu Lëtzebuerg, an den honorabelen Deputéierten Här Adam huet an deem Kontext e puer Zuelen zitéiert, déi ech hei nach eng Kéier ënnersträiche wëll. 14% vun de Jugendleche fille sech eleng, fir net ze soen eleng gelooss. 11% spiere sech onglécklech. 10% drénke regelméisseg Alkohol - a mir wëssen, wéi et mat der Suiciderat zu Lëtzebuerg ass.

Ech denken, dass dat alles Elementer sinn, déi géifen duergoen, fir sech méi Gedanken oder aner Gedanken ze maachen iwwert déi Manéier wéi mer mat eise Jugendlechen zu Lëtzebuerg ëmginn. An ech wollt an deem Kontext en Avant-projet de loi aus der Famille zitéieren, deen et zënter e puer Joer gëtt, mä deen net allze vill Begeeschterung bis elo ausgeléist huet, deen och nach net déposéiert war, deen iwwert den Office national de l'enfance, dee menger Meenung no largement...

(Interruption)

Ass en déposéiert? Ass en aviséiert? Neen!

Ech mengen, dass do ganz vill interessant Iddien dra sinn, déi eis du moins géifen de Prétexte ginn, fir ze kucke wat dann am Kader vun deene Propositiounen do an den Tatsaachen zréckbehalen ass oder net.

Fir et an dräi Wierder ze soen: Dee Projet gesäit vir, dass Kanner mat Schwieregkeeten oder Famillje mat Schwieregkeete mat hire Kanner net automatesch um Geriicht landen, mä am Fong punktuell Hëllef kënne kréien iwwer verschidden Zorte vu Sozialaarbecht. All dat schéngt mir ënnert deem spezielle Kontext hei zu Lëtzebuerg ganz vill Sënn ze maachen. An an där Hisiicht gëtt et och elo - hunn ech grad haut a mengem Courrier gelies - zu Iechternach véier Deeg e Seminär iwwert d'Rechter vun de Kanner, wou sécherlech och dann déi Dispositiounen aus deem Gesetz do zur Diskussioun stinn.

Ech hoffe jiddefalls, dass trotz ville Contestatiounen deen Text, dee ganz valabel ass, hei an der Chamber deemnächst ukënnt, an dass mer et da fäerdeg bréngen, eis dozou eng Relioun ze maachen, déi am Intérêt vun de Kanner ass. An ech mengen, dass déi Alternativen, déi doran ugebuede ginn, eigentlech nëmme kéinte besser sinn, wéi dat wéi et elo ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Regierung...

(Interruption)

Ah, Madame Jacobs, den Här Meisch huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot als Interpellateur.

M. Claude Meisch *(DP), interpellateur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll all den Intervenantë vun de Mëtteg Merci soen, well ech fonnt hunn, datt mer eng ganz flott a streckeweis op jidde Fall ganz konstruktiv Debatt haten iwwert déi Iddien, déi ech dann am Ufank vum Nomëtteg an de Raum gestallt hunn.

Et konnt ee feststellen am Laf vun den Diskussiounen, datt et eng Rei vun Deputéierte gëtt, déi éischter kee Problem gesinn, déi dat opgelëscht hunn, wat bis ewell gemaach ginn ass, déi d'Zommen och nach emol kloer dokumentéiert hunn, déi an der Vergaangenheet investéiert gi sinn, déi domadder d'Politik - déi jëtzeg an déi vergaangen - gerechtfertegt hunn, an een op där anerer Säit awer och - esou wéi ech et probéiert hunn ze maachen - gespuert huet, datt et aner Fraktioune gëtt, déi och Handlungsbedarf gesinn an der Familljepolitik.

Et schéngt also hei eng Rei vu fortschrëttleche Kräften ze ginn an eng Rei vu méi konservative Kräften, och an der Familljepolitik, wou d'Meenungen auserneegedrift sinn haut am Laf vum Nomëtteg. Ech wëll nach eng Kéier op deen een oder deen aneren Aspekt agoen, well ech d'Impressioun hunn, entweder falsch verstane ginn ze si respektiv awer och wollt op dat reagéieren, wat d'Kolleegen heibanne gesot hunn.

Madame Frank, Dir hutt mech iwwerrascht wou Der drop higewisen hutt, datt Dir bei deem, wat ech proposéiert hunn, wou mer amplaz vum Kannergeld dann deelweis Wunngeld wéilten draus maachen, der Meenung sidd, datt dat géif dozou féieren, datt herno d'Promoteuren, déi déi Wunnenge verkafen, d'Präisser nach géifen an d'Luucht setzen an dat integral an hir Täsch géif fléissen. Also dat, wat mir envisagéieren a wat mer proposéiert hunn, dat ass am Prinzip bestehend Wunnengsmesuren ze huelen, déi souwuel entweder fir Locatairen an op där anerer Säit fir Propriétairë gëllen, an déi auszeweide respektiv esou ze adaptéieren, datt se der Zuel vun de Kanner Rechnung droen an datt se dem Revenu vum Ménage Rechnung droen.

Wann Dir elo Recht hutt mat deem, wat Der fäert, nämlech datt dat dozou féiert, datt d'Baupräisser nach an d'Luucht ginn - d'Wunnengspräisser hei am Land, d'Loyeren hei am Land -, ma da musse mer awer nach eng Kéier méi fundamental iwwert déi bestehend Mesuren am Logement diskutéieren. Well wa mer déi ausweiden an déi dozou féieren, datt d'Präisser an d'Luucht ginn, dann hu mer jo besser mir schafe se of. An da géifen Ärer Logik no d'Präisser erofgoen. Duerfir mengen ech, Dir hutt do e bësse vill gesicht, fir hei dat, wat ech am Ufank vum Nomëtteg an d'Diskussioun wollt werfen, schlecht ze maachen.

Da wëll ech och nach emol kloer ënnersträichen, datt mer mengen, datt een awer iwwert den Export vum Kannergeld soll diskutéieren, an datt dee Modell, deen ech de Mëtteg hei proposéiert hunn, keen Ënnerscheed mécht ob een elo e Grenzgänger ass oder ob een e Résidant hei am Land ass, mä datt et e Modell ass, dee jiddfereen d'selwecht behandelt, wou och dat, wat mer amplaz setzen - no där Ëmschichtung vum Kannergeld, déi mer proposéiert hunn -, jiddfereen d'selwecht betrëfft, egal ob een dës Säit vun der Grenz oder déi Säit vun der Grenz wunnt.

Et ass just en anere System, deen ënnert dem Strëch effektiv dozou féiert, datt mer deen Export, dee jo explodéiert ass déi lescht Joren, géifen ofbremsen, e kéinten e bëssen zréckféieren, an datt mer ënnert dem Strëch awer do kéinten hëllefen, wou Hëllef noutwendeg wär. An do si mer der Meenung, datt dat virun allem duerch d'Explosioun vun de Baupräisser hei am Land de Fall wär.

An den Här Gibéryen huet uklénge gelooss, datt ech - oder ech mengen net, datt hien en aneren domadder viséiert huet - gesot hätt, mir wéilten d'Kannergeld kierzen. Nun, dat ass et wierklech net. Mir wëllen déi Moyenen, déi mer haut fir d'Kannergeld huelen, ëmschichten an zum Deel als Kannergeld fir all Kand datselwecht bezuelen, zum Deel als Wunngeld, an doduerch einfach en anere System opbauen, wou mer mengen, datt mer e System hunn, wéi gesot, wou Résidanten an Netrésidanten d'selwecht behandelt ginn, e System hunn, wou mer dem reelle Besoin vun de Famillje besser kënne gerecht ginn, an awer och e System hunn, deen nach ëmmer dem EU-Regelwierk Rechnung dréit.

Den Här Angel konnt sech och net verknäifen eng parteipolitesch Remarque ze maachen iwwert d'Crèchëpräisser an der Stad. Nun, ech hätt kënne vill Kolleegen uechtert d'Land froen, wou d'LSAP och am Laf vun deene leschte Méint a Joren d'Crèchëpräisser, d'Tarifer an de Maisons relais oder aner kommunal Taxen an Tarifer och erhéicht hätt.

(Interruption)

Ech wëll awer och just drop hiweisen, datt dat doten awer zum Deel och Regierungspolitik ass, an ech bis de Mëtteg op jidde Fall nach ëmmer der Meenung war, datt och d'LSAP an där doter Regierung vertrueden ass, an och den Här Angel déi dote Regierung nach ëmmer ënnerstëtzt.

D'Gemenge kréien nämlech eng Konventioun fir de Kofinanzement vun der Maison relais virgeluecht, wou ganz kloer drasteet, datt d'Gemenge gehale sinn, hir Tarifer fir d'Maisons relais, d'Participatioun vun den Elteren an d'Luucht ze setzen. A wann dat net géif geschéien a wann d'Gemengen net op deen dote Wee géife goen, da géif déi staatlech Participatioun beim Kofinanzement vun de Maison-relaisen erofgesat gi respektiv reduzéiert ginn oder op null zréckgeschrauft ginn. Also, dat doten ass Regierungspolitik, a gitt net anzwousch aneschters...

Une voix.- Dat ass net wouer.

(Interruptions diverses)

M. Claude Meisch *(DP), interpellateur.*- Dach. Et gëtt... Majo dach! Ech weess et jo, well mir hu jo zesummen eng Konventioun ënnerschriwwen. Ma do steet dat doten dran. Dir hutt gesot, entweder musst Der elo den...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Hei sinn d'Präisser festgeluecht.

M. Claude Meisch *(DP), interpellateur.*- Neen. Dir hutt eis invitéiert, den offiziellen Tarif ze applizéieren, deen Dir proposéiert hutt, deen an eisem Fall an am Fall vun deenen allermeeschte Gemenge fir d'Maisons relais däitlech méi héich Participatioune virgesäit, wéi dat da bis ewell de Fall war, an datt ee just iwwer een Iwwergangsjoer kéint diskutéieren, sous condition datt d'Participatioun an deem Joer fir d'Eltere géif an d'Luucht goen. Also ass et schonn esou, datt d'Regierung hei d'Gemengen encouragéiert a se quasi forcéiert, se bei der Hand hëlt a seet: Elo maacht Der d'Präisser fir d'Elteren an de Maisons relais méi deier. Dat ass eng Tatsaach, well dat steet am Artikel - ech mengen, et ass den Artikel 8 - an där Konventioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. D'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll Iech soen, datt ech ongeféier fir 40 Minutten hunn. All déi, déi elo wëllen eppes aneschters maachen, déi wiere vläicht gutt beroden, fir sech dat dann ze iwwerleeën, well ech wëll elo net hei schwätze wann andauernd dorëmmer méi haart geschwat gëtt wéi dat, wat ech wëlles hunn ze maachen.

Une voix.- Mir lauschteren Iech opmierksam no.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ma dat mécht mer vill Freed.

Ech muss jo soen, ech hat e bëssen dat Gefill, wéi wann de Mëtteg hei d'Revolutioun géif organiséiert ginn! Mir féieren de Splitting an bei de Steieren. Mir kucken, datt mer d'Kannergeld aneschters verdeelen, et muss gekierzt ginn. Den Här Meisch ass awer eng Ausnahm, well deen dat awer méi douce gesot huet, wéi et an deem Pabeier do drasteet; wat awer alles kann diskutéiert ginn. Ech hunn awer net richteg héieren, wou dann elo iwwerall déi vill Einsparunge solle kommen.

Mä ech denken, datt eng Interpellatioun awer eng gutt Geleeënheet ass, fir emol iwwer all déi Vuen, déi et doriwwer gëtt, ze diskutéieren an ze kucken, wat fir eng Angeboter fonctionnéieren a wat mer iwwerhaapt och als Familljepolitik wëllen.

Mir hu bis elo - do ass guer keen Zweifel drun - haaptsächlech eng finanziell Ënnerstëtzung ginn, éischtens well mer gemengt hunn, et wier wichteg iwwer eng horizontal Verdeelung d'Ausgaben, déi e Kand kascht, ze kompenséieren, an ze verhënneren, datt Familljе mat Kanner an därselwechter Akommesklass méi aarm ginn, wéi Familljen ouni Kanner. An dat Zweet ass eng vertikal Verdeelung. Do goung et besonnesch drëm, fir ze kucken d'Aarmut vun de Kanner ze verhënnere respektiv och do ze vill grouss Ënnerscheeder zwëschent de Kanner aus verschiddenen Akommesgruppen.

Mir mussen eis also entscheeden, ob mer de Leeschtungsprinzip wëlle bäibehalen doduerch, datt all Familljе Steiererliichterungen a Kannergeld kréien, oder ob mir d'Familljepolitik nëmmen nach als Sozialpolitik gesi fir Leit, déi finanziell méi schwaach sinn.

Et ass des Öfteren op d'demographesch Situatioun an Europa higewise ginn an och hei zu Lëtzebuerg. Do muss ee soen, datt mir mat 1,7 Kanner am Mëttelfeld leien. Dat ass selbstverständlech haaptsächlech duerch déi net Lëtzebuerger Leit, well d'Lëtzebuerger kréien 1,53 Kanner, d'Auslänner kréien 1,96 Kanner. An et ass gesot ginn, mir bräichten der eigentlech 2,3 fir eis nëmme just ze regeneréieren, dat heescht, nëmme just fir eis ze ersetzen, net fir nach neier bäizekréien.

Da wëll ech eng Zuel soen, datt an deenen nächste Joren - d'Europäesch Kommissioun seet bis 2020 - 20 Millioune Leit an Europa vum Aarbechtsmaart ginn a bis 2050 50 Millioune Leit den Aarbechtsmaart verloossen. Ech mengen net, datt ech engem heibanne brauch ze beschreiwen, wou mir déi Leit solle siche goen. Déi gi mer net an d'Groussregioun sichen. Déi gi mer och net an déi nei europäesch Länner sichen, well deenen hir demographesch Situatioun ass ongeféier déi schlechst vun en alleguer.

Et ass also och a Viraussiicht, wa mer wëllen an deem heite Luxus virufueren an nach ëmmer méi wëllen hunn, datt mer musse kucke Leit wäit sichen ze goen. Dat heescht, mir mussen an Asien an an Afrika goen, fir Leit heihinner ze bréngen, an net déi, déi elo esou beléift waren, déi iwwert d'Greencarden hätten dierfe kommen, well se gutt ausgebilt ginn. Mä da musse mer och Leit siche goen, déi manner Ausbildung hunn, fir och déi aner Aarbechten ze maachen.

Duerfir denken ech, ouni wëllen hei ze soen, datt een iwwer Familljepolitik sollt d'Leit incitéieren, well dat ass wierklech dat Allerlescht, wat ech géif wëlle maachen, fir mat Suen d'Leit dozou unzereizen, fir Kanner ze kréien, well et wiere wahrscheinlech net déi, wou se am beschten dru wieren, wou se géifen hikommen, mä awer och alles op där anerer Säit ze maachen, fir de Leit, déi Kanner wëlle kréien, et awer och ze erméiglechen, déi Kannerzuel ze realiséieren, déi se wëllen.

Dir hutt hei zu Recht op eng ganz Partie vun däitsche Situatiounen higewisen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…wou ee virun allem gesäit, datt déi Leit mat Universitéitsniveau keng Kanner méi wëllen. D'Europäescht Parlament ass de Moment amgaang ze kucken, fir virun allem d'Studenten ze förderen, datt déi solle Kanner kënne kréien, well dat se herno da manner an hirer Carrière op den Universitéiten ophält, fir do virunzekommen. Well ee weess, datt besonnesch op den Universitéiten et an deem Moment schwéier ass, wou een 30 Joer al ass oder 25 bis 30; wann een do eng Kéier fort ass, dann ass ee wahrscheinlech fir ëmmer fort, an déi Leit wëllen dat selbstverständlech net. Et wier awer schued, wa just grad déi och keng Kanner méi géife kréien. Also musse mer awer kucken, dat Bescht doraus ze maachen, fir och de Familljen ze erlaben, egal a wéi enger Hypothees, fir Kanner kënnen ze kréien.

Dir hutt och zu Recht higewisen op d'Conciliatioun vu Familljeliewen a Beruffsliewen, an déi verschidde Regierungen hunn dat och ëmmer gemaach an…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Also, ech géif awer ëm e bëssen Opmierksamkeet hei bieden! Et ass ganz schwiereg, fir ze schwätzen, wann d'Gespréicher ronderëm méi haart si wéi deen, deen op der Tribün ass.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President.

Dir rennt domadder offen Dieren also an.

Ech wollt just awer eng Kéier kucken, wat an deene verschiddene Wahlprogrammer vun de Parteie stoung. Bei der DP stoung, datt een da keng Individualbesteierung géif wëllen, datt Dir keng Ganzdagsschoul géift wëllen, datt Dir - op Säite 47 vun Ärem Pabeier „Zesummen no vir" - houfreg wiert op d'Erhéijunge vum Kannergeld ënner Ärer Regierungsbedeelegung an datt Äert éischt Zil wier: „Angemessene Kindergeldzulagen genießen Priorität."

Mir stellen also fest, datt dat e Paradigmewiessel ass an datt d'Prioritéiten haut aneschters gestallt ginn.

D'Sozialistesch Partei war och fir d'Kannergelderhéijung, mä och fir d'Conciliatioun vu Beruff a Familljen.

Déi Gréng an d'CSV hunn net gefrot, fir Erhéijunge vum Kannergeld ze kréien, mä si hu sech engagéiert, fir méi Strukturen a méi Servicer fir d'Familljen ze kréien.

Am Koalitiounsprogramm steet och keng Erhéijung vum Kannergeld dran. Duerfir wier et vläicht awer gutt, wann déi Mäerchemonnien an -tattaen, déi dorëmmer schreiwen, datt d'CSV déi wier, déi ëmmer nach géif drop halen, fir op deen do Wee ze goen, dat vläicht emol eng Kéier géife liesen an dann net bräichten ëmmer nëmme sech do op där falscher Plaz eigentlech ze reiwen, well ech denke jo net, datt d'DP et néideg huet, fir falsch Saachen an d'Welt ze setzen, oder dat iwwert déi Aart a Weis mécht.

Bis elo hunn all d'demokratesch Parteien hei zu Lëtzebuerg sech fir déi fräi Wiel vu Beruff a Familljen, vu Beruff mat Familljen, vu Beruff oder Familljen ausgesprach an deementspriechend och Politiken ënnerstëtzt mat finanziellem Ausgläich a mat Strukturen a Servicer.

D'Kannergeld vum zweeten a vum drëtte Kand net méi differenzéiert unzepassen, geet menger Meenung no awer kloer an eng Richtung, fir éischtens net ze förderen, datt ee Mënsch vläicht nach en zweet oder en drëtt Kand kritt, mä awer och fir de Choix vun deene Leit, déi dovunner betraff sinn, domadder zum Deel onméiglech ze maachen.

Ech wier och gespaant ze wëssen, wat fir en Ausmooss dëse Changement fir d'Familljen hätt, well ech gi jo dovunner aus, datt dat och sozial- a familljeverträglech gepréift ginn ass.

Ech kennen och bis elo kee Land - an Dir hutt et och gesot, Här Meisch, - wat seng Leeschtunge fir Familljе mat méi Kanner gekierzt hätt. Effektiv huet Frankräich kaum Kannergeld fir dat éischt Kand, mä all Land bezuelt fir dat zweet an dat drëtt Kand méi Kannergeld.

Duerfir mengen ech wierklech, och wa mer selbstverständlech bewosst ass, datt an där Ceps-Etüd gesot gëtt, wann Dir ee Kand hutt, sidd Der mat 24% ausgeglach, wann Dir dräi Kanner hutt, da sidd Der op 50% ausgeglach - Dir kritt also ni, a kenger Hypothees, zu 100% den Ausgläich dovun -, datt et awer ganz evident ass, an ech menge kengem eng Zeechnung brauchen ze maachen, datt, wann een ee Kand huet, ee méi e grousst Logement brauch, a wann een zwee, dräi oder nach méi Kanner huet, ee méi Plaz an engem Auto brauch. Et brauch een alles méi, och wann dat, wéi gesot, reng kandméisseg gekuckt vläicht an enger Etüd esou kann ausgesinn. An duerfir ass dat e Wee, vun deem ech awer wierklech géif éierlech soen, datt dat do awer e bësselche méi am Fong studéiert muss ginn, ier mer soen, ma da schafe mer dat awer of an dann ass all Kand gläich.

Aus Grënn vun der Finanzéierung vun den Infrastrukture fir Kanner hu mer jo am Averständnis och mat de Sozialpartner d'Kanner- an d'Familljenzoulagen desindexéiert. An de Mëtteg ass jo ewell vill heiriwwer diskutéiert ginn, well dat sécher fir eng Partie vu Familljen och net einfach ass.

Den Här Adam huet gesot, et wier ongerecht, well mir hätten déi Falsch dobäi getraff a mir hätten eppes aneschters misse maachen. Och Dir, Här Adam, hutt eis net gesot, wéi mer solle spueren an der Zukunft, wou mer solle wéi enge Familljen eppes ewechhuelen, well, wa mer dat wëllen, da musse mer jo dann och soen, wou et da soll geschéien.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Mir maachen eng Kéier en Débat.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, dat ass kee Problem, ech kann en och hei féieren. Also, ech muss en net an enger Kommissioun féieren, ech kann en och gären hei féieren.

Et muss een einfach wëssen - wann een dat freet an et seet een, et gëtt iergendwou gekierzt, dann deet ee jo engem wéi domadder -, ob een dat wëllt an ob een dann och bereet ass, bis zum Schluss hannendrun ze stoen, soss ass et vläicht awer ze einfach fir et ze froen an ze soen, et muss gekierzt ginn, ouni datt een dann awer seet, wou dat géif geschéien.

Lëtzebuerg steet, esou seet den Eurostat, eigentlech gutt do. 17,7% vun eise Sozialausgabe géifen d'Familljе kréien - dat ass vill vis-à-vis vu 15% vun der Europäescher Unioun, a wa mer déi 25 Länner vun elo huelen, da si mer op 8%.

D'Kannergeldkeess hat 2004 fir 179.586 Kanner 673.952.588 Euro ausbezuelt. Dovu sinn 41,75% an d'Ausland gaangen, wat och deem Prozentsaz um Aarbechtsmaart entsprécht. Déi Ceps-Etüd, vun där Dir an ech schwätzen, ass och der Meenung, datt d'Ausgabe fir e Kand, deemno a wéi enger Famill et ass, och net d'selwecht sinn. Dat heescht, bei Familljе mat méi engem héijen Akommes kaschten d'Kanner eigentlech méi. A wéi gesot, bei dräi Kanner kann een dat bis zu 50% kompenséiert kréien.

Néng vun zéng Stéit mat Kanner géife 40% ausgeglach kréien an 2% kréien näischt oder hunn eng negativ Kompensatioun domat, well se méi Steiere bezuele wéi d'Kannergeld an d'Steiererliichterungen ausmaachen. Mä ech denken net, datt mer eis ëm déi brauche finanziell Suergen ze maachen. Bleiwen also och am beschte Fall fir jiddfereen nach 50%, déi ee fir d'Kanner selwer muss opbréngen, an dat ass awer eng Belaaschtung, vun där een net ka soen, datt se näischt wier.

Fir d'Familljenzoulagen an d'Akommes ze bannen, dat ass d'selwecht wéi elo virauser: Wann ee kierze geet, da muss ee soen, op wéi engem Niveau een ufänkt. Wann ee seet, dee mat zweemol de Mindestloun kritt nach d'Kannergeld bei engem Kand, oder mat dräimol oder mat véiermol, da muss een natierlech wëssen, wat ee méi héich usetzt, wat ee manner dobäi spuert. Op där anerer Säit, wat ee méi déif usetzt, wat een natierlech manner Leit huet, déi nach dorënner falen.

Ech géif awer och wëllen dozou soen, Dir hutt zwar zu Recht gesot, Här Meisch, datt domadder d'Grenzgänger net méi schlecht an net besser géife behandelt gi wéi déi Leit, déi hei wunnen. Mir wëssen awer, datt ganz vill vun deene Grenzgänger Salariéë sinn, déi ganz dacks net déi déckste Léin hunn, datt also domadder méi an den Export an d'Ausland wahrscheinlech zu engem groussen Deel och nach géif goen, a Leit, déi Kanner hätten hei zu Lëtzebuerg an e puer Frang weider hätten, also net méi vum Kannergeld oder net méi vum Kannergeld an därselwechter Héicht géife profitéieren.

Iwwert d'Ausbezuele vu Sozialleeschtungen an dat, wat mer an d'Ausland exportéieren, géif et vill ze soe ginn. Ech denken, datt mer net deene Leit do an de Réck falen doduerch, datt mir de Leit hei méi Sue ginn, mä et ass einfach de Problem, datt si d'Suen net hunn, fir selwer kënnen hir eege Montanten esou héich ze setzen, mä awer frou sinn, datt hir Awunner dovu profitéieren, well ech kann Iech d'Bréiwer weise vun all deenen aus de Grenzgebidder, déi äifreg schreiwen - d'Politiker -, datt, wann ee säin Différentiel net no zwee Méint kritt hätt, ee soll kucken, datt mer déi awer méiglechst séier géifen ausbezuelen. Duerfir mengen ech net, datt dat hire Problem wier.

Mir profitéiere selbstverständlech vun dëse Leit. Déi Leit, déi heihinner kommen, sinn emol net bei eis an eng Schoul gaangen. Mir brauche keng Infrastrukture fir déi ze bauen, weder Spideeler nach Kliniken oder Altersheimer an Ähnleches. Duerfir mengen ech och, datt ee muss oppassen, datt mer net do nëmmen d'Avantagë wëllen hunn, ouni awer och eppes derfir erauszeginn, esou wéi ech och net richteg weess, wéi mer an engem europäesche biergerfrëndleche Milieu domadder géifen auskommen, an och net weess, ob mer dat iwwerhaapt och géife genehmegt kréien.

D'Individualiséierung vun de Steieren - ob dat en Allheelmëttel ass, weess ech net. Datt se komplizéiert ëmzesetzen ass, beweist awer, datt se bis elo nach ëmmer net do ass. Et ass och keng ideologesch Absicht do hannendrun, mä et ass eng reng praktesch, well et schéngt schwiereg ze sinn, fir et ze realiséieren.

Ech sinn awer mat deenen d'accord, déi soen, et misst e besseren Ausgläich geschéie fir Leit mat Kanner, egal wéi hiren Zivilstand ass. Et ass also eppes aneschters wéi eng Individualiséierung, mä ech denken, datt, wa Leit do sinn, déi manner gutt steierlech elo ewechkommen, da misst een deem éischter Rechnung droen.

Iwwert de Logement denken ech, kritt Der d'Geleeënheet mam Minister Boden ze schwätzen. Mä och do froen ech mech, ob Der awer net eng Kontradiktioun hutt, wann Der sot, mir wëlle Kannerbetreiung a manner Geldleeschtunge ginn, mä mir wëllen dofir awer eng Prime de logement aféieren, wann een op där enger Säit keng Geldleeschtunge méi wëllt ginn. An Dir hutt och gesot de Mëtteg hei, datt een déi da misst staffelen no der Kannerzuel. Dat ass fir mech awer e bësse kontradiktoresch.

Dir sot, d'Kannergeld gëtt net méi gestaffelt no der Kannerzuel, mä d'Prime de logement staffele mer awer no der Kannerzuel. Woubäi Der eigentlech selwer sot, datt déi Leit, déi Kanner hunn an dräi Kanner hunn, méi Ausgaben hunn, wéi een, deen nëmmen eent huet. Dat ass eigentlech dee beschte Beweis, deen Der och selwer dofir da liwwert.

Déi Fro stellt sech och beim Congé parental iwwert d'Geld wat een do kann aspueren. Dir sot natierlech zu Recht, wann een nëmmen dräi Méint méi gëtt, da kann een dovunner vill Suen aspueren. Mä Dir sot awer op där anerer Säit, datt Der déi och anescht géift wëlle verdeelen, esou datt ech net weess, wéi vill Suen datt herno nach iwwreg bleiwen. Well et ass jo net beim drëtte bis de sechste Mount wat dann alles iwwreg bleift, mä wann dat aneschters ëmverdeelt gëtt, si jo och déi Suen dann net méi do fir an d'Betreiung ze stiechen.

Ech wëll och drop opmierksam maachen, ech kéint mer virstellen, datt dat och net mat Absicht geschitt ass, mä bei där Erzéiungszoulag, iwwert déi ee sécher kann diskutéieren, muss ech awer éierlech soen, datt mir bis haut nach keng besser Saach fonnt hunn. Duerfir riskéiert Der eng ganz Partie Leit auszeschléissen. Leit, déi en zweet an en drëtt Kand kréien an net virauser geschafft hunn, déi kréie kee Congé parental.

Da muss ee sech awer froen, wéi wäit datt mer et mat där fräier Wahl do halen. Déi kréie weder eng Indemnisatioun dann nach méi nach kréie se Cotisatioune bezuelt an hire Pensiounskeesen, wat se awer elo iwwer zwee oder véier Joer, deemno wéi d'Familljekompositioun war, kritt hunn. Dat ass also och eppes, wou ech mengen, datt een och nach méi nohalteg misst doriwwer nodenken, fir awer domadder net och eng ganz Partie vu Familljen ze schiedegen, déi dorobber eigentlech awer och denken, datt se dat och während enger Zäit kéinte maachen.

De Congé parental vu sechs Méint op dräi Méint respektiv vun zwielef Méint op sechs Méint erofzesetzen, ass familljepolitesch fir mech op jidde Fall e gewaltege Réckschlag, well all Spezialist seet lech, datt déi éischt Zäit am Liewe vun engem Kand déi wichtegst ass. A bei Familljen, wou d'Mamm oder de Papp nom Congé de maternité, a meeschtens nach ee Mount wou ee stëllt, nach sechs Méint doheem bleift, oder dann deen anere Partner och nach hallefdaags hëlt, sinn déi Kanner bal zwee Joer al, ier se an eng Struktur brauchen ze goen. Ech ënnerstelle kengem heibannen eppes aneschters, wéi datt fir jiddferee vun eis d'Wuel vum Kand am Mëttelpunkt steet, an duerfir mengen ech, sollte mer déi favorabelst Léisungen och fir d'Kanner behalen.

De Congé parental, dat ass och gesot ginn, ass hei zwëschent de Patronen an de Gewerkschaften ausgeschafft ginn. Et ass och kloer, datt een deen net aneschters kann änneren. Datt et net ëmmer organisatoresch einfach ass fir e Betrib, dat ginn ech ganz gären zou, besonnesch och fir e klenge Betrib. Däers ware mer eis och bewosst. Duerfir hu mer och de Patronen hir Doléancen ugeholl, an elo muss ee sechs Méint am Viraus nom neie Gesetz säi Congé parental froen.

D'Betriber musse sech och organiséieren, wann een aus anere Grënn, Krankheet oder Accident, elo op eemol fir sechs Méint a méi laang krank gëtt, an dann huet een déi aner sechs Méint emol net fir dat am Viraus kënnen ze organiséieren, esou datt ech mengen, datt säit dem Aféieren déi meescht Betriber sech dorobber agestallt hunn. Och wann ech selbstverständlech weess, datt jiddferee frou wier, wann et op dräi Méint géif zréckgoen.

Ob de Congé parental aarbechtsmaartpolitesch vill bruecht huet, weess ech net, well mir hunn doriwwer keng Donnéeën. Ech weess awer, datt eng ganz Rei Betriber hire Mataarbechter nogeluecht hunn, de Congé parental ze huelen, fir ekonomesch schwiereg Momenter ze iwwerwannen, an domat hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter hir Plazen ofgeséchert hunn. Dat ass also op jidde Fall emol net negativ.

Vun 2000 bis elo hu 37.465 Eltere vum Congé parental profitéiert an dofir 57.115.891 Euro kritt. 30.625 Mammen a 6.840 Pappen, a besonnesch d'Pappen huelen den zweete Congé parental à mitemps, an do leie mer mat 23% vun de Pappen, déi de Congé parental huelen, am Spëtzepeloton vun Europa, well - esou sinn d'Aussoe vun den europäesche Kolleegen - mer en héije Montant vum Congé parental ausdeelen. Doriwwer sinn ech natierlech aussergewéinlech frou an ech hu well dacks hei op dëser Tribün gesot, datt et wichteg wär, datt d'Pappen eng wichteg Roll an der Erzéiung vun de Kanner géife spillen. An d'Kanner, besonnesch d'Jongen, brauche Beispiller, a wie kann e bessert Beispill sinn, wéi den eegene Papp?

Fir de Papp ass en aktiivt Bekëmmeren an d'Erzéie vu sengem Kand eng grouss Chance an eng Beräicherung. An déi Pappen, déi de Congé parental geholl hunn, hu mer alleguerte gesot, wa se nach eng Kéier do virdru wären, da géife se et och nach eng Kéier maachen, an datt se zu deem Kand eng aner Relatioun opgebaut hunn, wéi zu engem Kand, wou de Congé parental virauser nach net bestanen huet.

De Congé parental spillt awer och fir mech eng Roll an der Bezéiung zwëschent dem Papp an der Mamm. Well et ass ganz aneschters, wann een de ganzen Dag eleng mat engem Kand doheem ass an och nach muss probéieren de Stot ze maachen, wéi wann een owes heemkënnt an nach vläicht e bësselche mam Kënni spillt oder och nach samschdes a sonndes iergendeppes mécht. Wann een emol weess, wéi et de ganzen Dag an enger Famill an an engem Stot zougeet, da mengen ech ass dee Respekt och aneschters virun där onbezueltener Aarbecht, déi do gemaach gëtt, wéi et bis elo vläicht dacks bei deem Eenzelne war.

Ech freeë mech wierklech och driwwer, datt d'Egalitéit vu Fraen a Männer esou e wichtege Punkt ass, an och do muss ee feststellen - an Dir schreift dat och -, datt et drëm géif goen, e gläichwäertege Loun ze kréie fir eng gläichwäerteg Aarbecht. Zu Lëtzebuerg verdéngen d'Frae 14% manner wéi d'Männer. Souguer nach no deene strukturellen Elementer, wann déi ofge-

rechent sinn, well d'Frae manner Iwwerstonnen a manner Formation continue maachen, oder awer well se méi Deelzäitaarbecht maachen oder méi Familljepause maache wéi d'Männer. Wa mer also dës Elementer ofgerechent hunn, bleiwen nach 14% an der Moyenne, am Privatsecteur manner, well se ganz dacks an déi typesch Fraeberuffer schaffe ginn, déi manner bezuelt sinn.

D'Meedercher an d'Fraen - et ass ewell de Mëtteg dacks gesot ginn - mat gudder Ausbildung, mëttlerweil dacks mat besserer wéi d'Jongen, mä am Beruff fanne mer dëst Resultat net erëm. D'Jonge ginn eben och méi dacks an zukunftsorientéiert Beruffer wéi déi nei Technologien, déi dann och besser bezuelt sinn.

De Chancëgläichheetsministère mécht säit Joren Action-positivë mat de Betriber, fir d'Famill an de Beruff besser mateneen ze verbannen doduerch, datt d'Familljen ugepasste Schaffzäite kréien duerch Deelzäitaarbecht. D'Madame Frank huet och dorobber higewisen. Mä och Deelzäitaarbecht net nëmme fir d'Fraen, mä Deelzäitaarbecht fir d'Fraen a fir d'Männer, an och net nëmme mat 50%, mä och aner Zäitmodellen, déi ee ka schaffen, besonnesch och a Momenter vun engem Familljeliewen, wou dat ebe sech als wichteg ergëtt.

Duerch Servicer, déi an de Betriber ugebuede ginn - mir hunn eng Partie Servicer, wou de Bäcker, d'Apdikt, d'Botzerei ugebuede gëtt am Betrib -, an ech denken, datt et och nach eng ganz Partie aner esou Moossname gëtt.

Mir hunn zënter 1993 13 Betriber de Prix féminin iwwerreecht, well se eben d'Fraen an hire Betriber extra gefördert hunn, fir méi Fraen op méi héich Posten ze kréien a fir d'Conciliatioun vum Familljen- a Beruffsliewe mateneen ënner eng Decken ze kréien.

An ech wëll och d'Librairie Ernster erwähnen, déi dëst Joer de Prix féminin kritt huet, well se sech ebe justement eng Égalité de salaire tëschent Männer a Fraen, eng nei Grille do ginn huet, fir déi d'selwecht ze behandelen, déi Promotioun vum Congé parental gemaach huet an engem klenge Betrib, Här Meisch, wou e Mëttelbetrib mat 61 Leit, déi doranner schaffen, d'Promotioun fir de Congé parental bei de Pappen a bei de Mammen, an déi och hire Mataarbechter aner Aarbechtszäiten ubidden.

Ech si selbstverständlech mat jiddferengem d'accord, deen heibanne freet, datt mer missten e Changement de mentalité kréien - dat ass och eppes wat mer zënter Jore soen. Ech weess och, datt dat dat ass, wat am schwéiersten duerchzesetzen ass. Datt mer mussen de Fraen a Männer d'Méiglechkeete ginn, Elteren ze sinn oder ze ginn, Pappe méi aktiv an hirer Papperoll ënnerstëtzen, d'Sozialpartner iwwerzeege vun der Wichtegkeet vu Beruff a Familljen, Kompetenzen och vun deenen Eltere valoriséieren, déi eng Familljepaus gemaach hunn. Well och déi kommen engem Betrib ganz dacks zegutt, well et huet een an där Zäit och villes geléiert.

An ech soen: Déi Betriber, déi sech am meeschten an am beschten ëm hir Mataarbechterinnen a Mataarbechter an hir Familljе beméien, wäerten och an deenen nächsten Zäiten déi bescht Mataarbechterinnen a Mataarbechter kréien a behalen.

Ech wëll do nach eng Kéier un déi demographesch Situatioun erënneren, un dee grousse Mangel, deen an deenen nächste Joren a Jorzéngten op den Aarbechtsmaart zoukënnt. Vläicht huet deen een oder anere vun Iech gesinn, elo wou an Däitschland d'Ekonomie besser geet, hu se gewisen, datt am Osten an engem Walzwierk se fir déi vill Opträg, déi se kruten, kee qualifizéiert Personal méi haten, well se net méi genuch Leit agestallt hunn an deene leschte Joren a well se net méi genuch Leit forméiert hunn.

Duerfir soen ech Iech: Et ass wichteg fir d'Betriber! An ech géif wierklech hoffen, datt d'Gewerkschaften an d'Betriber zesummen dat do och sech géifen zu Häerz huelen, fir datt mer net eng Kéier erwächen a soen: Ma nondikass, dat doten, dat hate mer awer net gewosst!

Zum Congé parental, als Konklusioun, géif ech soen, datt ech net géif wëlle vu sechs op dräi Méint erofgoe respektiv vun zwielef op sechs Méint. D'Fraktionéieren ass bis elo eigentlech ëmmer gescheitert, well d'Betriber et net wollten a gesot hunn, si hätte ganz grouss Schwieregkeeten domat. Fraktionéiere versteet sech net fir mech, datt een nëmmen dräi oder véier Méint hëlt. Et bleiwe sechs Méint. Aneschters geet den Handel net, datt een déi da kann huelen, véier Méint, plus dann nach zwee Méint, déi ee fraktionéiert kann huelen.

Iwwer all Modell loossen ech mat mer diskutéieren, mä ech sinn net domat d'accord, aus deene Grënn, déi och hei gesot goufen, nämlech datt dat riskéiert dozou ze féieren, datt mer op eemol awer nëmme méi nach op dräi Méint am Ganzen an am Generelle sinn.

Zu de Structure-d'accueilen: Niewent de Kanner gehéiere selbstverständlech och déi eeler, déi behënnert an déi fleegebedürfteg Leit zu eise Familljen. Dës Servicer fir eeler Leit sinn zu Lëtzebuerg esou entwéckelt, datt mir, mat wéinegen Ausnahmen, eigentlech keen hunn, dee säi Beruff muss opginn, fir säin ale Papp oder seng Mamm ze fleegen, wat a villen anere Länner och net de Fall ass. Et ass vläicht och gutt, fir dat emol eng Kéier och zur Kenntnis ze huelen.

An da wëll ech soen, mat all deene Structures d'accueil a mat allem, wat mer maachen, ass et fir mech awer och wichteg, datt d'Elteren ëmmer d'Haaptresponsabilitéit fir hir Kanner behalen. Et kann net d'Schoul sinn, et kann net d'Maison relais sinn, et kann net d'Betreiungsmamm sinn an et kann net dësen oder dee sinn, mä d'Eltere sinn déi, déi fir hir Kanner d'Responsabilitéit hunn, an all déi aner Servicer, déi do ronderëm sinn, solle se doranner ënnerstëtzen, sollen hëllefen doranner, mä, wéi gesot, seng Responsabilitéit ofginn, dat kann een domadder net.

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Fir Kanner vun null bis dräi Joer hu mer 5.193 Plazen, dat si konventionéierter, kommerzieller, an och iwwer 1.000 Crèche-d'entreprisen - dat ass vläicht och interessant ze wëssen, datt dat och zu Lëtzebuerg besteet. Déi konventionéiert Crèchë ginn am Regelfall vun A.s.b.l.e gefouert a wou d'Gemenge bauen an de Familljeministère bäileet bei deene Familljen, déi eben hir Suen net kënne ganz bezuelen.

An de Crèchë schaffen zu 100% diploméiert Personal. A mäi Mataarbechter aus dem Service seet mer aus den Donnéeën an och aus de Plattformen, wou si géifen dragoen, wier eigentlech keng grouss Waardelëscht just net méi bei deene Kanner zwëschen null an dräi Joer. An zoufälleg ware mir zu Déifferdeng an hien huet mer och gesot, do wieren nach Plazen, déi disponibel wieren, esou datt ech mengen, datt, opgrond och virun allem vum Congé parental, do manner groussen Drock ass, well eben d'Kanner net méi esou vill an esou enger grousser Zuel awer dohinner kommen, mat Ausnahm vun der Stad Lëtzebuerg, wat awer näischt mat der Stad Lëtzebuerg ze dinn huet, mä domat ze dinn huet, datt vill Leit, déi heihinner schaffe kommen, géife gäre wëllen hir Kanner mat heihinner bréngen. Mä fir de Rescht denken ech awer, datt net dat de Problem vun der Stad ass.

De Projet de loi an d'Proposition de loi iwwert d'Dageseltere sinn eppes, wou mer hoffen, datt domadder och ee Steen an eng Méiglechkeet vu Betreiung ka kommen. Duerfir si mer och frou, wann déi Amendementen, déi mer an de Conseil d'État konnte ginn, erëmkommen, fir datt mer kënnen doriwwer dann hei diskutéieren an domadder eng aner Form ubidden, besonnesch och fir Elteren, déi méi ee familiäre Charakter wëllen, fir och méi flexibel Zäite méiglech ze maachen, déi iwwregens och an deenen anere Structures d'accueil musse méiglech sinn. Op verschiddene Plaze misst een och kucken, wéi wäit datt et néideg ass, datt een och iwwer Nuecht do Offere mécht.

Mä, wéi gesot, och eng Vernetzung zwëschent deene verschiddenen Angeboter wär gutt. Ech ka mer jo virstellen, datt, wa mer bis déi Dagesmammen a -pappen do hunn, och krank Kanner kéinten zum Beispill vun Dageselteren doheem beim Kand versuergt ginn. Oder wann dann d'Dageseltere krank sinn, datt dann déi Kanner, déi dohinner gaange sinn, duerno och kënnen an d'Maison relais kommen.

Maison relais, do sinn ech frou, datt dat och de Mëtteg hei unerkannt gouf, datt dat eng wichteg Erneierung wier, déi mer gemaach hunn. Do hu mer normalerweis Kanner vun dräi bis zwielef Joer, mä dat kann och driwwer goen. Ech erspueren et Iech elo, déi Zuelen nach eng Kéier ze soen. Mir hunn am Ganze 15.885 Plazen an dësem Moment. Dat mécht 23% aus. Mir hunn nach 4.292 Plazen, déi amgaang si gebaut ze ginn. Domat komme mer op en Total vun 20.000 an op e Prozentsaz vun 29,5% vu Plazen, déi fir d'Kanner ugebuede ginn, déi mer hunn.

Vun deenen 116 Gemengen hunn de Moment 85 eng Maison relais, 16 sinn der an der Planung, bleiwen der nach 15, wou keen Angebot an och kee Projet do ass. 101 Gemenge vun 116, déi mat op dee Wee gaange sinn. Wann dat kee Succès ass, da géif ech dat gäre gesinn, wou de Stat an d'Gemengen dat matenee gemaach hunn, ouni datt mer d'Gemenge forcéiert hunn, datt an esou enger kuerzer Zäit esou vill geschéie misst.

Duerfir wëll ech de Gemenge meng grouss Unerkennung ausspriechen an e grousse Merci soen, an ech mengen och, datt mir eis net fir déi Leeschtung ze schumme bräichten an datt dat e groussen Erfolleg wier. Well éischtens zënter dem Joer 2000, dat war also an der leschter Regierung, säit 6? Joer d'Gemengen iwwerhaapt 50% beim Bau vun enger Maison relais mat engem Plaffong vun 10.000 Euro pro Plaz bäigeluecht kréien a mer eis och als Stat mat de Gemengen déi Feelbedarfsfinanzéierung zu 50% deelen.

Vill Gemenge fänken an der Maison relais domat un, datt se d'Betreiung vun de Kanner an der Mëttesstonn iwwerhuelen, mä am Reglement steet awer och dran, datt se a fënnef Joer e ganzt Angebot offréiere mussen. Wat heescht dat? Ma et muss moies den Accueil virun der Schoul ginn, et muss den Accueil no der Schoul an och an de fräien Nomëtteger ginn, d'Restauration scolaire, d'Hëllef bei den Hausaufgaben, an eppes, wat enorm wichteg ass, dat ass d'Betreiung während de Vakanzen. Well déi allermeescht Eltere géifen iergendwou och nach eng Léisung fanne fir déi eng oder déi aner Stonn während dem Dag, mä während dräianengemhallwe Mount Vakanz ass et, ouni datt een eng fest Struktur huet, kaum méiglech, fir dohinner ze goen.

Et ass iwwert déi verschidde Modeller vu Familljе geschwat ginn, vun Elengerzéier, vu Patchwork-, vun Adoptivfamilljen, vu Fleegeelteren an alles wat et gëtt. Fir mech sinn iwwerall do, wou Kanner sinn, Familljen, a jiddferee muss d'Recht hunn, säi Familljeliewen esou ze liewen, wéi et senge Wënsch a senge Bedierfnisser entsprécht. Selbstverständlech och mat Rücksicht op déi aner Memberen, déi bei him a senger Famill liewen.

Iwwert d'Beruffstätegkeet hu mer geschwat, vill Familljen, déi nëmmen ee Kand oder vläicht och nach zwee Kanner hunn. An och do verléieren d'Kanner d'Sozialiséierung, well se dann eigentlech keng Méiglechkeet dozou hunn. Duerfir ass et och wichteg, wa se an esou Strukture kënne goen, wou se léieren deelen, Solidaritéit, Frëndschaft a villes méi. Familljen, déi vill méi mobil gi sinn, auswäerts schaffe ginn, auswäerts akafe ginn, Sport maachen. An da selbstverständlech generell den Trend vun der Individualiséierung, verbonne mat der Konzentratioun op seng eege Famill a keng oder wéineg Relatioune mam Duerf a mam Quartier.

D'Maison relais huet och e wichtegen Impakt, wat déi audiovisuell an déi elektronesch Medien ubelaangt. A wann ee bedenkt, datt d'Kanner an der Moyenne zwëschent 30 a 40 Stonne virun iergendenger vun deene Glotzen do leien, dann, mengen ech, ass et ëmsou méi wichteg ze wëssen, datt et och aner Méiglechkeete gëtt, wou se kënnen hir Fräizäit verbréngen.

De Mëtteg ass och iwwer Aarmut geschwat ginn, an do gesi mer och, datt mer och nei Forme vun Aarmut a vun Ausgrenzung hunn, déi eng Familljen, déi op där enger Säit sech alles kënne leeschten, deier Vakanzen, deier Kleeder, an déi aner Familljen, déi méi schlecht dru sinn, entweder duerch Aarbechtslosegkeet, well se keng Ausbildung hunn, well se Problemer mat Alkohol an Drogen hunn a vill aneres.

Op där anerer Säit denken ech och, datt et wichteg ass - an dat ass och hei ëmmer erëm gesot ginn -, datt jiddferee misst kënne säi fräie Choix hunn. Ech wëll nach eng Kéier hei soen, déi eng sinn dofir keng méi eng gutt Mammen a méi eng schlecht Mammen, an déi aner sinn dofir keng Tozen. Jiddferee soll dat fir sech maache wéi en et fir richteg fënnt a jiddferee soll och dofir eng Hëllef kréien.

D'Fraeberuffstätegkeet zu Lëtzebuerg läit bei 52%. De Mëtteg sinn ech frou ze héieren, datt mer alleguerten elo fannen, datt dat gutt wier. Virun e puer Joer hunn ech nach ganz aner Saachen hei un de Kapp gehäit kritt, mä esou änneren eben d'Zäiten. An Dänemark sinn et 72%. An Däitschland sinn et...

(Interruption)

Dir och net, well du waart Dir nach net hei.

(Hilarité et interruption)

Si koumen haaptsächlech aus Ärem Eck, Här Jaerling.

(Brouhaha)

...35% vun de Kanner, déi nach haut vun hire Grousseltere betreit ginn, 26% a Betreiungsstrukturen a 24% bei Dageselteren.

(Interruption)

D'Demande no Internater fir Kanner a Jugendlecher gëtt och ëmmer méi grouss. Mir wëllen, als Maison relais, eng Bréck sinn zwëschent dem Elterenhaus an der Schoul a mir probéieren och elo mat der Éducation nationale verschidde Schoulen a Maisons relais ze préiwen an ze begleeden, fir och do eng besser Vernetzung fäerdeg ze kréien. Ab dem Hierscht ass also d'Éducation nationale mat an der Plattform dran. Dir gesitt also, datt mer lernfäeg sinn, a wann iergendwou e Problem ass, da muss ee kucken, datt een deen och nach geléist kritt.

D'Maison relais ass flexibel a wa se flexibel ass, da brëngt dat natierlech Problemer mat sech, Här Adam. Dir kënnt net alles hunn. Dir kënnt et net flexibel maachen a soen, d'Kanner missten awer déi ganzen Zäit alleguerten do sinn. Entweder muss een dat eent maachen oder et muss een dat anert maachen. Ech verstinn awer, datt et heiansdo schwiereg ass.

Ech wëll soen, datt et och wichteg ass, datt d'Maisons relais mat de Familljen a mam Duerf verbonne sinn. An ee ganz flott Beispill hu mer fonnt zu Biekerech, wou zum Beispill portugisesch Mammen a Pappen an der Maison relais mat Lëtzebuerger Elteren zesumme gekacht hunn. Wa mer gären hätten, datt Integratioun geschitt, wa mer gären hätten, datt d'Leit och an de Gemengen an an de Quartiere sech abréngen, da muss ee sech villes do afale loossen, net nëmme wéinst de Kanner, mä besonnesch och wéinst der Integratioun.

Mat den Elteren a mat dem Schoulpersonal sollen d'Kanner Respekt, Toleranz, Egalitéit, Solidaritéit, Dialog a Verzicht op Gewalt geléiert ginn. D'Kanner musse spieren, datt se geschützt sinn, datt se motivéiert ginn. Si kënnen a Grenzen och hëllefen décidéieren a kréie Verantwortung, déi se awer selbstverständlech och packe kënnen.

D'Sprooch, am duebele Sënn, ass och wichteg, eng Kéier well vill auslännesch Kanner do sinn an domadder léiere se Lëtzebuergesch schwätzen, kënnen dat also besser, wa se an d'Schoul ginn. A wa se dat besser do kënnen, da kënnt dat hinnen zegutt, an dat kënnt och eise Kanner zegutt. Mä d'Sprooch awer och als sozial Integratioun an als verbal Kommunikatioun. Kierper, Geescht a Séil, dat alles gëtt do aktivéiert - an et geet net nëmmen drëm, fir ze konsuméieren - iwwert d'Bréck zum Duerf, zu de Sports-, de Museks- an de Jugendveräiner. Dat ass fir mech och wichteg. Dat féiert dann natierlech awer erëm dozou, datt se awer stonneweis net an der Maison relais dra sinn.

D'Ressourcë vun enger Maison relais ass d'Personal. Déi sinn awer och déi eng Kéier zu 80% qualifizéiert, dovunner 50% mat enger héijer Fachausbildung. Ech kann net op alles agoen, well dat soss awer ze vill wäit géif féieren.

Mä d'Vernetze vun de Maison-relaisen, denken ech, ass och wichteg mat anere Servicer aus dem Erzéiungsberäich: de psychosozialen an den therapeuteschen Déngschter, d'Vernetzung mat den Dageselteren, Internater, Vakanzeservicer, Berodungsservicer an esou virun. D'Eltere sinn do Client a si mussen do mat Respekt, Verständnis a mat Rot an Dot begleet ginn. Si sinn onverzichtbar Partner vun der Maison relais fir d'Programmgestaltung, fir d'Evaluatioun, fir d'Organisatioun vu besonneschen Aktivitéiten, esou wéi ech elo grad eng opgezielt hunn. D'Gemengen an de Stat si finanziell mat responsabel, mä d'Gemenge bestëmmen och wéi grouss eng Maison relais ass an och wéi laang se op ass.

Wichteg ass och, datt mer an der Zukunft ee Qualitéitsmanagement do kréien; de Ministère zesumme mat den Träger, mä awer och mat aneren Organisatiounen, wéi zum Beispill d'Uni Lëtzebuerg. Kanner mat Besoin-speciauxë mussen do opgeholl ginn. A wann déi do sinn, da muss selbstverständlech och zousätzlecht Personal fir déi do sinn, wa se an deene Maison-relaisen dra sinn.

Integratioun duerch Aktivitéite vu Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, Initiativen och fir intergenerationell Kontakter. D'Elterenschoul - dorobber ass och haut de Mëtteg

higewise ginn -, déi hei an der Stad mat agefouert ginn ass, mä och op anere Plazen am Lëtzebuerger Land besteet.

Et ass kritiséiert ginn, datt et een Träger géif ginn, deen all déi Maison-relaisë géif féieren. Ech wëll och do soen, datt dat net richteg ass. Vun deenen 92 Maison-relaisë sinn et der 18, déi vun A.s.b.l.e géréiert ginn, et sinn der véier, déi vun engem Syndicat communal géréiert ginn, an et sinn der 70, déi duerch d'Gemenge géréiert ginn.

Et muss een den Agrément hu fir seng Maison relais, wou d'Honorabilitéit vum Gestionnaire an dem Personal dran ass, wou dra festgehalen ass, wéi eng Qualifikatiounen a wéi eng Effektiver do sinn: d'Infrastrukturen, d'Gréisst, d'Sécherheet an alles, wat dozougehéiert. Am Budget 2007 hu mer 18.175.800 Euro virgesinn. Fir de Budget 2000 rechne mer mat 24 Milliounen. Dat si reng Frais de fonctionnement. Beim Bau si mer op 20 Milliounen 2007/2008 an doriwwer rechne mer bis zu 30 Milliounen.

Dann ass de Mëtteg méi dacks hei iwwert d'Participatioun vun den Eltere geschwat ginn. Mir hunn zesumme mam Syvicol, mat der Entente vun de Foyer-de-jouren an, wéi gesot, och mat der Éducation nationale - d'Tarifer hu mer awer ouni d'Éducation nationale ausgehandelt - gesot, et wier wichteg, datt et nom Akommes vun den Eltere géif goen.

An ech soen Iech dat elo emol einfach, well awer, mengen ech, och heiansdo falsch Zifferen duerch d'Weltgeschicht dorëmmer geeschteren: D'Participatioun ass tëschent engem a siwen Euro. Dat féiert dozou, datt een, deen 1.570 Euro de Mount verdéngt, een Euro bezuelt fir d'Stonn. Dat mécht véier Euro den Dag maximal. Also et sinn 20 Deeg am Mount, well et ass nach keng Maison relais, déi sechs Deeg an der Woch op ass, esou datt, wann ee mat fënnef Deeg rechent, een op 20 Deeg kënnt. Dat géifen also 80 Euro ausmaache bei deenen, déi siwen Euro musse bezuelen. Ech soen Iech dat awer emol spaßeshalber eng Kéier, fir datt Der wësst, iwwer wat mer hei schwätzen, well ech hat elo bal dat Gefill, datt ech awer misst bei den Aarmebüro goen.

Leit, déi musse siwen Euro d'Stonn bezuelen, dat mécht 35 Euro den Dag aus, mol 20 si 700 Euro de Mount. Dann huet een en Akommes vun 8.636,55 Euro. Dat si sage und schreibe - ech soen dat, well ech nach ëmmer an deem ale Geld sinn - 348.375 Lëtzebuerger Frang de Mount.

(Interruption)

An da misst een 28.000 Frang bezuelen. Also, wann dann ee mer soe kënnt, hie kréich dofir een heem a säin Haus, da kann ech him nëmme soen, datt hien ewell schwaarz astellt, well aneschters kann hien et net. Wann hien och nach zwee Kanner huet, da kann hie jo soen: Dat doten, dat ass vill ze deier. Well dat kënnen déi Leit jo dann net bezuelen, oder déi kommen dann net. Wann déi dann net kommen, da solle se awer ni méi bei mech kloe kommen a soen: Dir musst nach méi diplomëiert Personal astellen, Dir musst nach méi hei maachen, Dir musst nach méi do maachen!

Mir mussen och eng Kéier wësse wat mer wëllen. Wéi mer gesot hu mat 80%, dunn ass gesot ginn, d'Land wier ze kleng. Ma Dir musst eis vill méi diplomëiert a qualifizéiert Personal astellen. An da kommen déi-selwecht an déi soen: Ma wann ech een heem an de Stot huelen, da gëtt dat mech méi bëlleg. Ma da soll hien déi huelen! Ech weess awer, wéi qualifizéiert datt deen dann ass. Duerfir wëll ech dat awer eng Kéier soen, well ech soss awer menger Roserei keng Loft ka maachen doriwwer, an da mécht jiddferee vun Iech sech déi Rechnung, ob hien dat da richteg oder falsch fënnt.

Wann ech Recht hunn, hunn ech och Recht, oder?

(Hilarité)

Et huet een also eng Reduktioun bei engem zweete Kand vun 10%; vun 20% bei engem drëtte Kand. An ech denken, datt dat alles awer gutt ass.

Här President, villes - ganz villes - misst een nach soen, well et geet och heimadder net duer: Familljeförderung iwwer Familljekompetenzen duerch Mediatioun, besser Sexualerzéiung, besser psychoaffektiv Berodung, Entlaaschtung vun de Familljemat Servicer, déi permanent do sinn, zäitweis do sinn, Vakanzeservicer, Aides familiales, déi jo ganz dacks eng wichteg preventiv Funktioun hunn, e familljefrëndlecht Ëmfeld - ass hei gesot ginn -, dat een op vill Aart a Weis kann erreechen, spezifesch Hëllefen, ob bei extrae Belaaschtungen, bei Krankheet, bei Behënnerung, bei Stierwen, bei Surendettement, bei Sucht, bei Gewalt, bei schwéieren Accidenter.

An ech wëll Iech soen, datt ech eng Partie vu menge Mataarbechter zënter enger Woch net méi gesinn hunn, well se zu Steesel sinn. Och dat, denken ech, ass en Angebot, wat gemaach gëtt, wat och wichteg ass fir Familljen.

Accueil a familljenähnleche Strukturen, Kanner- a Jugendfoyeren, Centre fir Behënnerter, Foyere fir Fraen a Kanner, och Foyere fir Obdachloser, Logementer fir Flüchtlingen, Centres intégrés a Fleegehaiser fir eeler Leit. Dir gesitt, datt mer zu Lëtzebuerg e räichhaltegt Angebot hunn, wat ee sécher nach besser matenee vernetze kann.

(Interruption)

Do ass keen Zweifel. Et feelt och nach op ville Plazen. An do ginn ech Iech absolut Recht. Ech wier och frou, wa mer do och esou vill Partner géife fannen, wéi bei de Maison-relaisen. Da bräichte mer der net esou vill op enger Plaz ze hunn.

(Interruption)

Gelift? Jo, mä där Saache gëtt et. Ech hunn där och, déi manner agréabel sinn. Mä déi muss een och maachen.

Sécher kéint ee mat méi Personal an nach zousätzleche Servicer méi Aarbecht maachen, mä et muss een och ëmmer erëm kucken, wat ee ka maachen a wat och méiglech ass a wat net méiglech ass. Wichteg ass awer fir mech, wéi gesot, datt jiddferee soll kënnen esou liewen, wéi hien et fir gutt fënnt, datt mer net Kanner wëlle kréien nëmme just wéinst Suen.

Wichteg ass och, datt déi Diskussioun, déi mer de Mëtteg hei gefouert hunn, soll virugefouert ginn, an datt mer och kucken, wou wierklech dann ënnert dem Strëch déi beschte Léisunge fir déi Betraffen erauskommen.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Dir hutt Iech ganz genau un déi 40 Minutte gehalen, déi Der ugekënnegt hat. Här Meisch?

M. Claude Meisch *(DP), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech verspriechen Iech, ech faasse mech ganz kuerz. Mä ech hat d'Impressioun, wéi ech der Madame Minister nogelauschtert hunn, datt dat eent an dat anert, wat ech virdrun exposéiert hunn, nach falsch verstane ginn ass.

Ech wëll dann nach eng Kéier kloer soen, datt mer der Meenung sinn, datt een d'Kannergeld soll op deeselwechte Montant fixéiere fir all Kand. D'Madame Minister seet: Wann een zwee Kanner huet, da kascht dat um Niveau vun der Wunneng, um Niveau vun der Alimentatioun méi deier. Dat ass wouer. Mä da kritt een zweemol deeselwechte Montant, beim drëtte Kand dräimol deeselwechte Montant. Do hätt een deem jo och entgéintgewierkt.

Ech wëll och soen, datt dat Wunngeld, wat mer proposéieren, och a Fonctioun, eiser Meenung no, soll gestaffelt gi vun der Zuel vun de Kanner an och vum Revenu. Dat heescht, datt et och do dem Besoin no gerecht géif opgedeelt ginn.

Dir hutt angeblech de leschte Wahlprogramm vun der Demokratescher Partei ganz intensiv gelies. Ech géif Iech dann awer drëm bieden, en nach eng Kéier ze liesen, well Dir hutt awer net alles esou hei erëmginn.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP), interpellateur.*- Ech mengen, d'Fraktioun vun der CSV misst en och nach emol liesen. Dir hutt net alles esou hei erëmginn, wéi et do steet.

(Interruptions diverses)

Madame Minister, ech weess net wou Dir gelies hutt, datt d'Demokratesch Partei géint d'Individualiséierung am Steierrecht wär. Ech weess och net wéi dat géif an eise Wahlprogramm kommen. Mir ware jo eigentlech zesummen der Meenung - an de Premierminister huet et hei am Numm vun der Regierung 2001 gesot -, datt een an déi dote Richtung sollt goen. Also, mir géifen net 2004 mat engem Wahlprogramm an d'Wahle goen, wou de Contraire drasteet. Dat hutt Der awer haut de Mëtteg hei gesot.

Ech géif Iech och bieden, d'Kapitel iwwert d'Ganzdagsschoul, d'Ganzdagsbetreiung ganz ze liesen, wou mer der Meenung sinn - wéi ech de Mëtteg widderholl hunn -, datt mer net gären eng obligatoresch Ganzdagsschoul fir jiddfereen hätten, mä datt mer awer schonn eng fakultativ Ganzdagsbetreiung mussen do ubidden, wou se vun de Leit gefrot gëtt.

Da wëll ech och nach eng Kéier kloerstellen, datt an deem Konzept, wat ech de Mëtteg hei développéiert hunn, d'Allocation d'éducation net géif fir jiddfereen ofgeschaaft ginn, mä fir sozial schwaach Familljemat engem méi klenge Revenu misst een deen dote System oder en ähnleche System bestoe loossen, fir ebe grad dat ze évitéieren, wat Dir de Mëtteg als Gefor an de Raum gestallt hutt.

Dir hutt och interessant Chiffere genannt wat d'Crèchëplaze vun den Entreprisen ubelaangt. Déi sollt Der mer awer nach eng Kéier opschlësselen. Wa mer do den Total kucken a mer schlësselen deen op, da stellt ee fest, datt et der 717 sinn, déi an den Institutions européennes zur Verfügung stinn, datt et der nach emol 122 sinn, déi an de Spideeler zur Verfügung stinn, a wa mer dann an d'Privatbetriber kucke ginn, datt mer der do dann nach 177 fannen. Also, wann een do den Total mécht, da kléngt dat vläicht ganz interessant a ganz gutt, mä wa mer awer kucken, wat et fir deen Eenzelnen a sengem private Betrib ausmécht, da gesi mer, datt do nach e groussen Handlungsbedarf ass, an datt mer do mussen intervenéieren.

(Interruption)

Mir si jo net traureg, datt déi eng do sinn; mir mengen awer, datt op deem aneren Niveau och bei de Privatbetriber nach muss zesummen duerno gekuckt ginn. Ech mengen, datt een do d'Betriber net kann eleng loossen, mä datt de Stat, d'Gemengen an och de konventionéierte Secteur do eng Hand kënne mat upaken an datt een do flott Offertë ka schafen.

Dir hutt gesot, datt et Waardelëschte gëtt, déi net esou gefëllt sinn, wéi dat emol heiansdo den Uschäin huet, virun allem bei deene méi klenge Kanner. Ech wëll awer och soen, an dat geet aus der Etüd vum Ceps/INSTEAD, déi am Optrag vun der Stad Esch gemaach ginn ass, kloer ervir, datt ganz vill Eltere sech net op d'Waardelëschte méi aschreiwen, well se iergendzwousch dann och eng Alternativ sichen, well se mengen, do fanne se näischt, an da kucke sech iergendwéi aneschters ze organiséieren.

Mir kennen awer och déi dote Situatiounen a wëssen, datt dat net ëmmer déi allerbeschte sinn. Do si bestëmmt gudder derbäi, wann ee sech mat der eegener Famill kann arrangéieren, mä et sinn der awer och heiansdo derbäi, wou ee sech muss d'Fro stellen, ob d'Kanner do wierklech gutt versuergt sinn. Duerfir misst een dat awer och considéréieren.

Ech sinn och e Méindeg informéiert ginn, datt an der Nidderkuerer Crèche nach véier Plazen op sinn, a sinn awer dovun iwwerzeegt, datt mer déi ganz schnell besat wäerte kréien, a wann net, dann huelen ech selwer mäi Calepin erbäi a ruffen e puer Leit un, well ech kennen der nach vill, déi eng Plaz sichen.

Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech wollt d'Madame Minister drun erënneren, dass se net op meng Fro geäntwert huet an dass ech esou lues midd sinn, dräimol an der Woch op dräi verschidde Ministères ze telefonéieren, fir eng kloer Äntwert do ze kréien.

Also, wann Dir keng Léisung fannt, da kënne mer an de Périgord déi Déiere siche goen, déi no Trüffele sichen, dann hëllefen déi Iech vläicht eng Léisung fannen, mä op jidde Fall: Also ech ruffen awer elo net méi dräimol d'Woch an de Ministère un!

Sot mir wann ech gelift, wat mat deene sozial schwaache Kanner an deem CNFPC do geschitt. Hu se hiert Kannergeld zegutt? Da gitt hinnen et, wann ech gelift. Hu si eng Entschiedegung zegutt? Da kuckt, dass si se kréien, well elo ass d'Schoul jo ëm, an déi, déi elo dëst Joer do waren, déi kréien dann natierlech erëm keng an dat ass net seriö.

M. le Président.- D'Madame Minister äntwert dorop.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech wëll mech beim Här Jaerling entschëllegen, datt ech net dorobber geäntwert hunn. Et ass evident, datt déi Kanner Kannergeld zegutt hunn an, wann een eenzelne Fall vun engem Kand do ass, dat säint nach net ausbezuelt kritt huet, wëll ech nach eng Kéier nokucke loossen, wou de Problem dobäi ass. De President vun der Kannergeldkeess héiert dat alles an dee wäert dat alles genee kucken.

Iwwer aner Entschiedegungen, déi net ech ginn, kann ech Iech näischt soen. Mä wéi gesot hu mer, zënter datt dat Gesetz hei gestëmmt ginn ass, d'Méiglechkeet, fir deene Kanner dat Kannergeld, déi Suen ze ginn, a se kréien déi och.

M. le Président.- Voilà, da komme mer zu de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun 1. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Entschëllegt, ech wollt hei nach eppes soen zu der Motioun 1. Mir hu se dowéinst net ënnerschriwwen a wäre frou, wa mer an deenen zwee Tireten «invite le Gouvernement», wann d'Madame Err d'accord wär, oder wann Dir d'accord wäert, nach derbäischreiwen...

(Interruption)

Neen, hei steet 1. Et deet mer leed. Déi Motioun...

M. le Président.- D'Motioun 1 ass déi, déi den Här Angel déposéiert huet.

(Interruptions)

Une voix.- Richteg.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Entschëllegt, ech kommen da bei der Motioun 2 nach eng Kéier drop zréck. Merci.

M. le Président.- D'Motioun 1 par main levée.

(Interruptions)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dir sidd jo unanime. Firwat musst Der dann e Vote électronique maachen?

M. le Président.- Wann d'Majoritéit d'accord ass, fir...

(Interruptions diverses)

Kee Problem. Wann Dir de Vote électronique frot, da kritt Dir en. Da fänke mer u mat stëmmen.

Vote

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 44 Jo-Stëmmen, bei 16 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Marcel Glesener et Paul-Henri Meyers;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Motion 2

Elo huele mer d'Motioun 2, déposéiert vun der Madame Lydie Err.

D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Sou, entschëllegt, awer dës Kéier

ass et déi richteg Motioun, an do wollt ech soen, datt mir frou wieren, wann ënnert dem «invite le Gouvernement» nach en Tiret derbäikéim, mat deem eigentlech jiddferee misst d'accord sinn, wa mer dat hei esou nolauschteren, nämlech: «à réaliser dans les meilleurs délais l'élaboration du régime de l'individualisation des pensions», well ech mengen, wann ech och d'Majoritéitsparteien héieren hunn, soll dat jo eigentlech d'Zil sinn, a mir sollen dat an där dote Motioun och mat considéréieren.

Duerfir, wa mer deen do Tiret nach kéinten derbäimaachen: «à réaliser dans les meilleurs délais l'élaboration du régime de l'individualisation des pensions», kéinte mir d'accord sinn. Wann ech mech net iren, steet och esou eppes an Ärem Koalitiounsaccord.

M. le Président.- Wa mer den Historique vun där dote Problematik kennen, Madame Loschetter, da weess ech net, wat «les meilleurs délais» wëllt heeschen.

(Hilarité)

Mä trotzdeem huet den Här Jaerling d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, domadder, dass op déi eng oder déi aner Aart a Weis en neit Scheedungsgesetz muss kommen, hunn ech kee Problem, mä mat deem, wat do drasteet, kënnt Der sécher sinn: Ech bestuede mech dann awer net méi!

(Hilarité, interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Elo lauschtere mer emol dem Här Jaerling no.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Wat awer elo d'Pensiounsrechter ubelaangt, do bleiwen ech awer bei menger Meenung a soen, also, ech hunn awer nach ni esou eppes Onsënneges héieren, wéi dee Splitting vun de Pensiounen! Dat schaaft jo awer méi soziale Misär, wéi dat elo de Fall ass.

An et kann dach einfach net sinn, dass elo hei versicht gëtt, eng Mindestpensioun och nach ze splitten. Wat maache mer dann? Da bezilt de Stat awer, an da kréien d'Leit allen zwee den RMG, ma da soen ech, da gitt hinnen einfach jiddferengem d'Mindestpensioun, dann hu se vollt Urecht drop an dann ass dat an der Rei.

An dat anert ass: Laangfristeg gesinn - dat hunn ech och scho gesot - solle mer op de System higoe wéi bei de Krankekeesen. Mir sollen och Mann a Fra iwwert de Bäitrag ofséchere während där Zäit wou se zesummeliewen, dann hu mer deen anere Problem och aus der Welt geschaaft.

Awer dat, wat hei erëm verlaangt gëtt, also, ech kann Iech just nëmme soen, ech froe mech, a wat fir enge Käpp dat do gebuer ass, mä op jidde Fall maachen ech dat do net mat.

(Hilarité)

M. le Président.- Madame Err, d'Madame Loschetter proposéiert hei Modifikatiounen un Ärer Motioun. Gelift?

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ech hunn dat héieren, Här President, an hu kee Problem domadder, well ech gesinn, an dat hunn ech jo och virdrun op der Tribün gesot, dass de Splitting am Fong eng Manéier ass fir ze üben, wéi d'Individualisatioun op anere Plazen och kéint ausgesinn.

Une voix.- So, si sollen eppes an de Considérantë maachen.

M. le Président.- Freet nach soss een d'Wuert?

(Interruptions)

Den Dispositiv do huet natierlech net direkt e Bezuch zu dem Exposé des motifs vun där Motioun. Et hänkt esou e bësselchen an der Loft, mä bon...

Une voix.- Huelt se nach eng Kéier an eng Kommissioun.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Also ech denken, Här President, et geet awer, dat als leschten Tiret ze huelen. Mir sinn eis jo eens, datt d'Individualisatioun jo d'Zil soll sinn, a wa mer hei, egal aus wat fir engem Grond, an enger éischter Phas de Splitting usteieren, da si mer eis jo awer eens, datt d'Zil d'Individualisatioun ass. Duerfir denken ech kann een dat derbäischreiwen.

M. le Président.- Ech mengen, et ass aus der Diskussioun erausgaangen, dass jiddfereen dat wëllt. Mä dës Motioun, Madame Err, wann ech dat däerf soen, déi dréint ëm den Divorce an ëm dat wat mer am Kader vun dem Projet Divorce respektiv dem Splitting am Kader vun den Divorcë wëlle maachen. Ech weess net, ob dat esou extrem gutt derbäigehéiert.

Obschonns, Madame Loschetter, Dir misst jo awer d'Satisfaktioun hunn, dass jo all Mënsch heibanne sech fir dat ausgesprach huet, wat Dir gesot hutt, nämlech d'Individualisatioun vun de Rechter. Et hänkt esou e wéineg hei an der Loft. Dat ass e bësse meng Suerg, well dat hei eng Motioun ass, déi mir aussergewéinlech gutt gefält, well et eben déi Problematik ëmräisst, déi mer zënter Joren amgaange sinn ze diskutéieren a mat där mer hoffen, am Hierscht endlech weiderzekommen.

Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, ech wëll awer elo emol hei kloerstellen, dass dat, wat mat de Renten ze dinn huet - wat eng Sozialmesure ass -, iwwerhaapt näischt mam Divorce ze dinn huet. Am Divorce gëtt just kloergestallt, wat een deem aneren ze ginn huet. Dat huet absolut näischt mat de Renten ze dinn. Dat gehéiert net dodran. D'office gehéiert dat net dodran. Dat ass e sozialtechnesche Problem an dee muss do geléist ginn.

Et kann dach net sinn, dass elo an engem Divorce kloergemaach gëtt, dass een deem anere seng Rent hallef kritt. Wou si mer dann do?

Also, loosst déi Saachen do, wou se higehéieren!

Den Divorce ass eng Saach. Et ass scho schlëmm genuch, dass d'Scholdfro erausgeholl gëtt an dass déi aarm Männer net méi kënne beweisen, dass se keng Schold hunn,...

(Hilarité)

...an elo wëlle mer dann och nach aner Saachen. Also, ech soen dat hei: Loosst déi zwou Saache getrennt! De Renteproblem ass e Problem fir an d'Sozialversécherung an den Divorce ass e juristesche Problem an esou soll dat och bleiwen.

M. le Président.- Här Jaerling, et steet mir leider net zou, mat Iech doriwwer ze diskutéieren, duerfir iwwerloossen ech dat der Madame Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Also, ech fäerte just, Här President, dass déi Diskussioun, déi den Här Jaerling hei uschneit, den Zäitkader sprengt, deen néideg wier, fir dat nach eng Kéier ze erklären. Ech sinn däers och eigentlech midd; ech erklären dat zënter 25 Joer op x Plazen. Ech kommen awer gären eng Kéier an engem anere Kontext dorobber zréck.

Mä just fir op d'Propositioun vum Amendement vun der Motioun ze kommen: Ech hunn näischt dergéint, mä eigentlech hutt Dir net Onrecht. De Fait, dass an den Développementer näischt steet iwwert d'Individualisatioun a well dat heiten am Fong am Zesummenhang wierklech mam Divorce ass, ass et e bësselche schwiereg. Et fléisst net, well do si jo haaptsächlech och Steiere gemengt an aner Prestatiounen, déi net am Kader vum Divorce viséiert sinn.

Firwat? Ma ech sinn op engem Punkt mam Här Jaerling d'accord, dass de Splitting net direkt eppes mam Divorce ze dinn huet. Mä vu dass mer wëllen übe mat der Individualisatioun,…

(Hilarité)

…de Splitting nëmmen am Kader vum Divorce, ass et scho ganz kloer, dass do e Lien ass. Leider gëtt et dee Lien net wat Steieren oder Ähnleches ubelaangt. Dofir misst ee vläicht bei enger anerer Geleeënheet eng generell Motioun proposéieren iwwert d'Individualisatioun.

M. le Président.- Très bien. Also bleiwe mer emol beim Text, deen d'Madame Err eis proposéiert huet.

Vote

Wie mat där Motioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen!

Voilà. Ech gesinn, dass eng écrasant Majoritéit vun der Chamber d'accord ass mat där Motioun.

Mir géifen dofir d'Madame Minister Jacobs bieden, déi zoustänneg Ministeren, den Här Frieden an den Här Di Bartolomeo, ze informéieren, dass d'Chamber dës Motioun eestëmmeg ugeholl huet an dass et hire Wonsch ass, dass d'Regierung esou schnell wéi méiglech soll op deem Dossier weiderfueren.

Dir Dammen an Dir Häre, domat ass d'Interpellatioun vum honorabelen Här Meisch definitiv ofgeschloss.

Mir kommen zum Projet de loi vun eisem Ordre du jour vun haut, de Bau vun engem neie Friddensgeriicht zu Esch. Mir hu bis elo folgend Aschreiwungen: den Här Bettel, d'Madame Mutsch, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. D'Wuert huet d'Madame Sylvie Andrich-Duval, Rapportrice vun dësem Projet.

3. 5676 - Projet de loi relatif à la construction d'un nouvel Hôtel de la Justice de Paix à Esch-sur-Alzette

Rapport de la Commission des Travaux publics

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, no där interessanter lieweger Debatt hei iwwert d'Familljepolitik komme mer dann e bëssen zu méi enger dréchener Matière, well beim virleiende Gesetzesprojet gëtt d'Regierung autoriséiert fir en neit Friddensgeriicht zu Esch ze bauen. E Bau, deem seng absolut Noutwendegkeet an Urgence een nëmme kann ënnersträichen an op deen also elo scho vu muncher Säit sehnsüchteg gewaart gëtt. E Bau, deen awer och ouni Zweifel fir d'Entwécklung vun der Stad Esch eng bedeitend Opwäertung duerstellt.

De Projet de loi 5676 ass vum Bauteminister Claude Wiseler de 6. Februar 2007 hei an der Chamber déposéiert ginn. De Projet war motivéiert an et louche Pläng, en Devis souwéi eng Finanzfiche bäi. Vum Dépôt vum Projet de loi un ass nun de Schnellgang ageluecht ginn. Esou huet de Statsrot säin Avis de 24. Abrëll 2007 ofginn an an der Baukommissioun vum 7. Mee gouf ech dunn als Rapportrice genannt. An där nächster Sitzung vum 21. Mee sinn de Gesetzestext an den Avis vun där héijer Kierperschaft analyséiert ginn. Duerno konnt de schréftleche Rapport an der Sitzung vum 7. Juni ugeholl ginn.

Firwat ass de Bau vun engem neie Friddensgeriicht iwwerhaapt néideg?

Duerfir musse mer e Bléck op d'Evolutioun vun de Besoinë vum Friddensgeriicht geheien. Laut dem Gesetz vum 12. Abrëll 1972 iwwert d'Reorganisatioun vun de Friddensgeriichter ass de Stat zoustänneg fir d'Lokaler vun de Friddensgeriichter an der Stad, zu Esch an zu Dikrech zur Verfügung ze stellen. Dat heescht, dass e funktionellt Gebai soll gebaut ginn, dat den Exigenze vun enger moderner an zougänglecher Justiz entsprécht. Eng Justiz, déi déi legal unerkannte Rechter vu jiddferengem wëllt garantéieren.

D'Décisioun vum Bau vun engem neie Friddensgeriicht zu Esch berout op de festgestalltene Besoinen un Infrastrukturen, déi onbedéngt esou séier wéi méiglech un eis heiteg Zäit mussen ugepasst ginn.

Mir stellen effektiv fest, dass dat aktuellt Gebai op der Place de la Résistance zu Esch aus dem Joer 1956 datéiert an net nëmmen deenen elementare Sécherheetsnormen net méi entsprécht, mä och einfach mat der Zäit ze kleng gouf. Trotz deene verschiddenen internen Emännerungen, déi an all deene Jore virgeholl goufen.

Dat initiaalt Gebai war virgesi fir zwee Friddensriichter an dräi Greffieren. Nodeems awer de Kompetenzberäich vun de Friddensgeriichter duerch d'Gesetz vum 11. August 1993 ausgeweit ginn ass, sinn d'Effektiver op sechs Friddensriichter, siwe Greffieren an dräi Employéé geklommen, fir haut schlussendlech bei zéng Magistraten, eelef Fonctionnairen an aacht Employéen ze leien.

Dowéinst war de Stat souguer forcéiert, fir vun Dezember 2003 un dräi Stäck an engem Residenzgebai an der Noperschaft ze lounen, fir d'Friddensriichter do ënnerzebréngen, wougéint awer d'Fonctionnairen an d'Employéen am ale Gebai bliwwe sinn. Et läit op der Hand, dass doduerch eng ganz Rei organisationell Problemer entstane sinn, déi dem Fonctionnement vun enger moderner Justiz net méi würdeg sinn.

Och fir d'Zukunft gesäit et esou aus, dass d'Zuel vun den Affäre virum Friddensgeriicht nach weider wäert klammen, duerch den Ausbau vun den Industriebroochen zu Belval, nom Motto: „méi Awunner, méi Entreprisen, méi Affären".

Esou ass d'Demande vum Justizminister, fir déi néideg Plaz anzeplange fir 15 Friddensriichter mat deem néidege Personal an deenen néidegen Audienz- an Enquêtësäll absolut realistesch.

Zur gläicher Zäit plangt de Parquet général nach fir d'Servicer vum SCAS, also dem Service Central d'Assistance Sociale, regional auszebauen. Weider sollen och d'Raimlechkeete virgesi si fir de Centre de médiation an de Service d'accueil vum Barreau.

Esou geet déi prinzipiell Décisioun vum Bau vun engem neie Gebai schonn op d'Joer 1993 zréck.

Den Escher Schäfferot huet als Site d'Norbert-Metz-Plaz virgeschloen, déi an der Achs vum Stadhaus an dem Technoport Schlassgoart läit. De Site ass och vun deenen, déi dodra schaffe wäerten, approuvéiert. No ville Virbereedungsréunioune gouf eng Machbarkeetsstudië am Joer 2001 erstallt. Doropshin huet den Escher Gemengerot e PAP, e Plan d'aménagement particulier, deen dem virleiende Projet ugepasst ginn ass, gestëmmt.

Wéi gesäit deen neie Bauprojet dann elo aus?

Urbanistesch gesi reit de Projet sech tëschent deene méi ale städteschen Infrastrukture vum Stadhaus an der Uelzechtstrooss an deene vun der neier Entwécklung vum Domän vum Schlassgoart am Nordagank vun der Stad Esch an. E besonneschen zousätzleche Virdeel vun deem Site ass, dass en no bei der Gare läit an also och gutt un den öffentlechen Transport wäert ugebonne sinn.

Architekturméisseg dann handelt et sech ëm e gediegene Bau mat enger kubescher Struktur ronderëm en zouenen zentralen Atrium. Doduerch fält vill natierlecht Liicht an d'Gebai. Als besonnesch originell ass ervirzehiewen, dass op d'Plaquë vun der Fassad kënnen Extraitë vum Code civil oder vun der Mënscherechtscharta ubruecht ginn, déi esou eng besonnesch, dem Gebai ugepassten Ambiance schafen.

Intern ass d'Gebai opgedeelt a Partien, déi der Öffentlechkeet zougängeg sinn, an a Partien, déi hallef oder ganz zou si fir de Public. Um Rez-de-chaussée an um éischte Stack sinn zwee Foyeren, ee Sitzungssall, zwee Audienzsäll, zwou Salles d'attente, zwee Empfangsbüroen, siwe Büroe fir d'Beamten, siwe Réuniounszëmmeren an Archive virgesinn. Gliesen Trennwänn erlaben et, deen öffentlechen Deel vun dem Deel vun de Mataarbechter ze trennen.

Um zweeten an um drëtte Stack - déi si ganz zou fir de Public - fanne mer dann zwee Foyeren, jeeweils 15 Büroe fir d'Friddensriichter a fir d'Greffieren, e Sekretariat, e Konferenzsall, eng Bibliothéik an Archiven. Déi néideg technesch Equipementer komme selbstverständlech do nach derbäi.

(Interruption)

Sidd Dir Amateur fir do, Här Gibéryen?

D'Konstruktioun besteet aus Beton armé, deen 90 Minutten engem Feier standhält. Och d'Dallë sinn aus Beton armé, mä déi intern Separatiounswänn sinn aus Gyproc fir e Maximum vu Flexibilitéit vum Gebai ze erméiglechen.

Bei der Planung gouf op e Sous-sol verzicht, wéinst de méigleche Variatioune vum Waasserpegel duerch d'Uelzecht bedéngt.

Zu gudder Lescht ass et derwäert, Dir Dammen an Dir Hären, e Wuert iwwert den Energiekonzept vum Gebai ze verléieren, deen an dësem Fall Pilotcharakter huet. Iwwregens en Effort vum Här Bauteminister, deen duerchaus ze begréissen ass an deen och vum Statsrot positiv ervirgehuewe gouf.

Déi bausseg Isolatioun verhënnert den Hëtzverloscht duerch eng 18 cm déck speziell Isolatioun vun der Fassad. Och déi lafend Energiekäschte wäerte substanziell gedréckt ginn duerch d'Notzung vun der natierlecher Ofkillung an der Nuecht, déi adiabatesch Ofkillung vun der frëscher Loft, dat heescht, dass e Killeffekt iwwer eng natierlech Aart a Weis ouni eng käschtenintensiv Klimaanlag wäert erreecht ginn. Och ass d'Installatioun vu Ventilatiounskonvekteren, mat deem niddregen Energieverbrauch kombinéiert, an engem Ofkillungstuerm virgesinn.

Wat déi insgesamt weider technesch Detailer ubelaangt, esou verweisen ech Iech op den detailléierten Exposé des motifs am Gesetzesprojet.

De Käschtepunkt da vum Bauprojet ass op 14 Milliounen Euro beim Bauindex vum 1. Abrëll 2006 chiffréiert. An dësem Präis ass de Käschtepunkt vun engem eventuelle Kaf vum Escher Terrain duerch de Stat net abegraff. Hei lafen am Moment Verhandlunge vun dem Comité d'acquisition vum Finanz-

ministère, en vue vum Kaf vun deene jeeweilegen Terrainen.

Wat d'Entretiens- an d'Consommatiounskäschte vun de Lokaler ubelaangt, esou sinn déi pro Joer op 1.180.000 Euro geschätzt.

Et bleift nach ze soen, dass och de Statsrot e manifeste Besoin gesäit, fir dee Bau hei ze realiséieren. Bei der Analys vum Avis vum Statsrot huet d'Bautekommissioun alle Remarquen a Suggestioune vun der héijer Kierperschaft Rechnung gedroen, ausser där - wéi schonn öfters de Fall -, déi sech op de Bauindex bezitt. De schréftleche Rapport gouf dann och eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl.

E Merci un d'Kommissiounsmembere fir hire konstruktive Geescht an dësem Dossier!

Ech wëll mäi mëndleche Bericht awer net ofschléissen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ouni de Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun souwéi dem Här Bauteminister a senger Verwaltung Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. An ech ginn dann och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Projet.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Andrich. Als Éischten huet den honorabelen Här Bettel d'Wuert. Här Bettel!

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert net ganz laang schwätzen, mä et sinn awer verschidde Punkten,...

(Hilarité)

...op déi ech wëll agoen. Fir d'éischt wëll ech der Rapportrice...

(Interruption)

Et ass e wichtege Projet, et geet ëm d'Justiz, a fir déi eng oder déi aner, déi scho mat der Justiz ze dinn haten an déi zu Esch um Geriicht waren, ech muss Iech soen, dass déi Gebailechkeete bestëmmt net adequat sinn.

M. le Président.- Dir hutt jo awer kee viséiert vun heibannen, Här Bettel?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, eis Nokuckertinnen an Nokuckerten, déi hei Chamber-TV kucken.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass just traureg festzestellen, dass d'Iddi vun engem neie Gebai schonn '93 komm ass, wéi och déi Gebailechkeeten hu missen an Appartementshaiser déplacéiert ginn, an dass mer 14 Joer duerno, 2007, haut den 20. Juni den Text eréischt stëmmen.

Wann een dat gesäit an haut scho feststelle kann, dass d'Cité judiciaire ze kleng gëtt, da soll ee sech d'Fro stellen, ob mer net direkt och sollen nei Gebailechkeete fir d'Cité judiciaire an der Stad virgesinn, Här Minister. Well wann ech de Rapport liesen - ech sinn net Member an där Kommissioun -, mä wann drasteet, dass de St. Esprit eng «infrastructure digne de ce nom» ass, ech muss Iech soen, ech fannen déi Infrastruktur um St. Esprit net «digne de ce nom», wann een elo scho weess, dass d'Strukturen um Hellegen-Geescht-Plateau ze kleng si fir dat, wat een d'Justiz nennt, well et jo awer eng wichteg Saach an eisem Land ass. Duerfir soll een och der Justiz déi richteg Infrastrukture ginn.

Do kann ee sech schonn d'Fro stellen, wat elo mat der Cour supérieure geschitt, wat mam Tribunal geschitt, an ob et net besser wier, vläicht och an deene Gebailechkeeten iergendeppes virzegesinn, wat mat der Justiz ze dinn huet, amplaz elo schonn aner Projeten dran ze hunn. Selbstverständlech wier ech fir de Logement an der Stad frou, wann nei Logementer drakéimen, mä et huet kee Wäert der Justiz e Justizpalast um Hellegen-Geescht-Plateau ze bauen, dee schonn ze kleng ass, wann d'Leit dran installéiert ginn.

Wann een de Projet och liest gesäit een, dass haut zéng Friddensriichter do schaffen an eng Rëtsch vu Greffieren. Ech mengen, et ass wichteg fir déi, dass se och Büroe kréien, an deene se kënnen adequat hir Aarbecht maachen. Et kann ee sech awer d'Fro stellen, an der Stad, wou mer elo eng 18. Chamber kritt hunn a wou mer eng 19. an eng 20. Chamber kritt hunn, firwat net zu Esch en Tribunal d'arrondissement maachen.

Une voix.- Très bien. Dat ass meng Ried.

(Brouhaha général)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mir hunn eent zu Dikrech, mir hunn eent an der Stad, firwat net zu Esch en Tribunal d'arrondissement maachen, amplaz an der Stad ëmmer méi Sektioune vum Tribunal d'arrondissement ze hunn. Här President, dat soll den Här Ministre des Travaux publics mat sengem Kolleeg, deen an der Justiz Minister ass, schwätzen, ob dat net géif goen, well dat géif jo da vläicht dem Här Wiseler, Här President, hëllefen. Da wier d'Cité judiciaire vläicht manner iwwerlaascht. Op jidde Fall ass dat doten e wichtege Projet fir d'Justiciables a fir d'Justizinstanz zu Esch.

Mat all deene Reflexiounen a Bemierkungen, déi ech gemaach hunn, wëll ech awer och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu deem heite Projet bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. D'Madame Lydia Mutsch huet d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Besoin fir en neit Gebai fir d'Friddensgeriicht ass effektiv scho laang erkannt. Dat bestehend Gebai gouf 1956 am Kader vum Escher Cinquantenaire ageweit an en halleft Jorhonnert méi spéit ass jiddferee sech eens, dass dëst Gebai de Besoinë vun haut net méi entsprécht.

Schonn am August 1993, nodeem d'Kompetenze vum Friddensgeriicht per Gesetz erweidert an d'Zuel vun de Friddensgeriichter vun de Greffieren an Employéen erhéicht gouf, war kloer, dass déi bestehend Raimlechkeeten op der Escher Brillplaz oder op der Place de la Résistance ze kleng wieren. Dat bestehend Gebai war urspréinglech virgesi fir zwee Friddensriichter - dat muss ee sech emol virstellen -, zwee Friddensriichter an dräi Greffieren.

Schonn 1961 huet d'Salle d'attente missen ëmgewandelt ginn als e Büro fir de Greffe. An der Tëschenzäit schaffen zéng Friddensriichter, eelef Greffieren an néng Employéen am Escher Friddensgeriicht. En Deel vum Personal huet missen, wéi et hei scho gesot ginn ass, provisoresch an aner Raimlechkeeten an der Burestrooss verlagert ginn.

Meng Fraktioun ass dofir net méi wéi frou, dass dëse wichtege Projet elo endlech kann ugepaakt ginn an dass déi onhaltbar Situatioun geschwënn en Enn kritt. An deem neie Gebai wäerten d'Riichter an d'Mataarbechter vum Friddensgeriicht déi Aarbechtskonditioune virfannen, déi se brauchen, fir hir Aarbecht kënne propper an anstänneg ze maachen.

An och d'Bild no bausse wäert en anert ginn, well e Friddensgeriicht ass jo net iergendeng Institutioun, mä et leescht vill méi en elementar wichtegen Déngscht fir de Bierger, an dat muss och um Niveau vun den Infrastrukturen erëmgespigelt ginn.

De Kontakt mat der Justiz ass fir déi Betraffe jo net ëmmer fräiwëlleg an och net onbedéngt erfreelech. Ëmsou méi wichteg ass et, dass d'Friddensgeriicht eng professionell Struktur duerstellt an accueillant ass, eng Plaz, wou d'Leit kënnen uerdentlech encadréiert a begleet ginn. Si mussen och d'Gefill hunn, dass se respektéiert an eescht geholl ginn. Dat ass, onofhängeg vun de Beméiunge vum Personal, schwéier ze vermëttelen, wann d'Leit am Trapenhaus musse waarden, well kee Raum dofir virgesinn ass.

Mir sinn dofir och ganz zefridde mat deem architektonesche Konzept vum Gebai, wat elo gebaut wäert ginn. Wann ee sech d'Pläng ukuckt, dann huet ee wierklech d'Gefill, dass un alles geduecht ginn ass, vum Fonctionnement iwwert den Entretien bis hin zu engem modernen Energiekonzept. Et bitt agréabel Aarbechtsbedingunge fir déi Leit, déi do schaffen, genuch Plaz fir d'Personal, och vum SCAS, well dee Service Central d'Assistance Sociale soll jo och dohinner kommen, souwéi hell a frëndlech Raim fir de Public, dorënner e grousse Sëtzungssall vun 120 Quadratmeter.

Vu dass dat neit Gebai elo konzipéiert ass - a mäi Virriedner hat jo do entspriechend Ängschten am Zesummenhang mat der Stad Lëtzebuerg geäussert - fir 15 Friddensriichter an entspriechend villt Personal, ass och e bësse Spillraum do, fir dass dat Gebai net direkt erëm ze kleng ass, wann e puer Leit weider agestallt ginn.

Positiv fanne mer ausserdeem, dass ee sech elo scho beim Ausschaffe vum Projet Gedanke gemaach huet iwwert d'Energie- an d'Fonctionnementskäschten. Esou gi mer am Rapport zu dësem Projet net nëmme gewuer, dass d'Gebai ronn 14 Milliounen Euro wäert kaschten - wat näischt ze vill ass natierlech -, mä och dass mer duerno mat knapp 1,2 Milliounen Euro am Joer musse rechne fir Stroum, Gas, Waasser, Entretien an esou weider.

Dat neit Friddensgeriicht wäert am wiertlechen an am iwwerdroene Sënn no um Bierger sinn. De Bauteministère huet ganz enk mam Schäfferot a mat den zoustännege Servicer vun der Stad Esch zesummegeschafft, esou dass de Projet sech optimal an d'Urbanismuskonzept an an déi bestehend Considératioune vun enger nohalteger Stadentwécklung afügt.

D'Friddensgeriicht kënnt net iergendwou op d'gréng Wiss, mä matzen an Esch vis-à-vis vun der neier Stadhausplaz. Dat ass praktesch fir all déi, déi mussen dohinner kommen, well duerch déi direkt Noperschaft zu der Gare den Accès mam Zuch ganz einfach ass an ënnert der Stadhausplaz och genuch Parkraum zur Verfügung steet fir déi, déi wëlle mam Auto kommen. D'Entrée en ville vun der Stad Esch gëtt mam Bau vum Friddensgeriicht op der Norbert-Metz-Plaz zousätzlech opgewäert.

Mat dësem Projet ginn deemno och d'Efforten ënnerstëtzt, fir de gewuessene Kär vun Esch gläichzäiteg an ergänzend zum neie Quartier Esch-Belval opzewäerten a bleiwend ze attraktivéieren.

Och wann dat net den éischte Gedanken ass, deen engem kënnt, wann ee vun engem Friddensgeriicht schwätzt, esou ass dës Institutioun dach awer och e Publikumsmagnéit. Eleng bei den Affaires civiles et commerciales kommen um Escher Friddensgeriicht all Joer 1.200 bis 1.400 nei Affären dobäi. Et kann ee schätzen, dass tëschent 150 bis 200 Leit all Dag hei eran an erausginn, an dat dréit natierlech mat zu engem liewegen Zentrum bäi.

Wichteg Servicer no bei de Bierger, kuerz Weeër, gutt Ubannung un den öffentlechen Transport, dat sinn e puer Grondiddië vum IVL-Konzept an all deenen Démarchen, déi elo ënnerholl ginn, fir dat ëmzesetzen. Mat der Implantatioun vum Friddensgeriicht op der Escher Norbert-Metz-Plaz, direkt nieft dem Schlassgoart, ginn dës Iddien an d'Realitéit ëmgesat, well um Niveau vun der Landesplanung ass jo virgesinn, als Haaptbeziehungsweis Mëttelzentren d'Stad Lëtzebuerg, Esch an d'Nordstad esou ze entwéckelen, dass se fir d'ganz Ëmgéigend eng zentral Roll spille kënnen, an dass hei och all Servicer zentraliséiert ugebueden an integréiert kënne ginn.

An enger dezentraliséierter Optik ass et wichteg, dass dës Servicer fir all Bierger vum Land, egal a wat fir enger Regioun se liewen, gutt erreechbar sinn. Déi dräi Friddensgeriichter an der Stad, zu Esch an zu Dikrech entspriechen dësem Konzept.

Wann een awer - elo kënnt et - un d'Entwécklung vum neie Quartier Esch-Belval, awer net nëmmen dorun eleng, mä insgesamt un d'Wuesstumsprognose fir de ganze Süden denkt an eist Landesplanungskonzept am Hannerkapp huet, da stellt een effektiv onweigerlech d'Fro, ob et net dréngend noutwendeg wier, eng Erweiderung vun dëse Kompetenzen am Süde virzegesinn, mat dozougehéierenden zousätzlechen Déngschtleeschtungen.

Vläicht kréie mer wierklech a schnell zu engem spéideren Zäitpunkt d'Geleeënheet, an der Chamber eng Debatt zu dësem Sujet ze féieren a kommen och heibannen zur Konklusioun - well am Süden hu mer déi scho laang geholl -, dass et net ka sinn, dass zum Beispill am Civil a Commerce zu Esch nëmmen d'Affären ënner 10.000 Euro kënnen traitéiert ginn, wat nëmmen e klenge Brochdeel ass, dass et kee Jugendgeriicht gëtt, keen Tutellesgeriicht, an dass et am Süden emol net méiglech ass gescheet ze ginn.

(Interruption)

Oder fannt Dir et normal, dass zwee Escher oder Diddelenger oder Stengeforter, déi sech am gudde Wëlle scheede wëlle loossen, mat zwee Autoen an d'Stad fuere mussen, fir gescheet ze ginn?

(Interruptions)

Ech fannen dat net normal. An dat ass net zäitgemëiss.

D'LSAP-Fraktioun begréisst awer haut, well haut si mer jo mat dësem Projet befaasst, deen heite Projet vum Escher Friddensgeriicht als e ganz wichtegen an essenzielle Schratt a gëtt selbstverständlech zu dësem Projet hir Zoustëmmung a waart dann op de Rescht.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Dann huet déi honorabel Madame Loschetter d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech ganz kuerz faassen. Ech wëll Iech och direkt soen, datt ech den Accord gi vun der grénger Fraktioun zu deem Projet.

Ech géif Iech awer just gär eng Bemierkung maachen, well ech och an der Stad wunnen, an ech kann Iech wierklech mat Nodrock nach eng Kéier soen, datt eigentlech zu Esch alles riichtgaangen ass, wat an der Stad schifgaangen ass. Ugefaange virun allem mat deem Projet, dee couragéis ass, deen eng flott modern Form huet, dee schéin ass, deen net nëmmen architektonesch interessant ass, och well e vill Faarwen, well e flott Symboliken dramécht, well en iwwregens och energieeffizient gebaut soll ginn - ech betounen erëm eng Kéier, datt mir dat ënnersträichen -, mä en ass och urbanistesch e flotte Projet. E verbënnt nämlech deen alen Deel vun Esch, wéi d'Gemeng an d'Uelzechtstrooss, mat deem neien Deel, deen elo op de Frichë soll entstoen. Och dorun ass geduecht ginn.

Zu Esch ass laang an, denken ech, och konstruktiv, wann ech déi Memberen aus dem Escher Gemengerot héieren, mat der Escher Gemeng a mam Escher Schäfferot geschwat ginn. Dat ass och eppes, wat begréissenswäert ass. E gëtt grouss genuch gebaut. Dat heescht, et si Säll, déi nach am Fong geholl an der Reserv sinn.

De SCAS ass och do ënnerbruecht. Hir SCASer-Kolleegen an der Stad krute mëttlerweil jo elo scho gesot, datt se wahrscheinlech net kënnen an deen neie Palais op der Place Clairefontaine antrieden,…

(Interruption par le Président)

…well de SCAS jo hannen an der Ketten ass. A wann dann net genuch Plaz ass, si si déi Éischt, déi direkt erëm ewechfueren. Dat alles ass effektiv dat, wat zu Esch erreecht ginn ass, wat an der Stad leider net erreecht ginn ass.

Och déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt eigentlech dee Wonsch no engem Tribunal d'arrondissement. Dat hutt Der da bis elo emol net erreecht. Mir ënnerstëtzen dat och. Déi Remarquë gesot, hunn ech jo och scho gesot, Här President, datt mir deem Projet do zoustëmmen, mä et deet einfach gutt emol eng Kéier mat engem flotte Projet och säi Frust auszedrécken.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den honorabelen Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, no den Erklärunge vum Här Bettel an der Madame Rapportrice, där ech wëll vun dëser Plaz aus extra Merci soe fir deen detailléierte Rapport, géif ech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp bréngen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien! Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen; obschonns ech net feststellen, dass den Här Gibéryen e Grupp presidéiert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Seng Zäit ass schonn eriwwer.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Net nervös ginn.

M. le Président.- Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Bon, Här President. Ech mengen, ech kann der Madame Loschetter nëmme bäiflichten. Zu Esch ass nach ni eppes schifgaang. Alles wat mir an de Grapp geholl hunn, dat huet geklappt; ausser deem grénge Schäffe säi Verkéierskonzept. Mä do schaffe mer och nach drun.

(Hilarité et interruption)

Ah! Ech hat vergiess, dass Der mech mathuelt, Här Braz. Et wäert ni méi virkommen.

(Hilarité)

Et ass richteg wa gesot gëtt, dass dat neit Friddensgeriicht soll eng Struktur ginn, wat elo awer wierklech modern ugepasst an och accueillant ass, wéi hei gesot ginn ass. Mä d'Fro, déi sech da stellt: Do ass jo dann elo d'Gebai, wou se dra waren. Da gëtt dat eidel. An elo ass jo hei gesot ginn, dass um Friddensgeriicht dann elo d'Leit net méi brauchen op der Trap ze stoen, wann eppes ass. Esou wëll ech da soen: Wann dat neit Gebai dann elo eidel ass, dann hoffen ech, dass mer dat dann awer esou kënnen

ëmbauen, dass d'ADEM sech och kann do anstänneg installéieren, an dass dann awer och d'Chômeuren, déi dann dohinner komme fir hir Affären ze maachen, och net méi brauchen op der Strooss ze stoen, dass mer dat dann och méi accueillant maachen, well dann hu mer jo Plaz genuch.

Also, ech géif mengen, et geet elo duer, well wann Dir fäerdeg sidd mat Belval, dann ass keng Plaz méi do. Also, an Esch ass net méi vill Plaz. Maacht elo emol e bësse lues. Elo baue mer emol dat, wat mer eis virgeholl hunn, an da plange mer. Kommt mer halen op, well d'Politik ass kee Wunschkonzert. Et kann ee sech alles wënschen, mä awer kommt mer maachen dat emol, wat mer elo geplangt hunn. An da maache mer deen nächste Schrëtt. Well ech fäerte ganz, wa mer eis ëmmer op Belval konzentréieren, da bleiwen déi aner Projeten zu Esch leien. An dat wär dann awer och net gutt.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Jo, villmools Merci. Ech wëll och ufänken, andeem ech all deene Leit, bei der Rapportrice ugefaangen, fir d'Kollaboratioun an dësem Projet Merci soen. Ech mengen, mir si gutt weiderkomm, déi Zäit, déi mer gebraucht hunn, fir hei d'Prozedur ze maachen. Déi puer kleng Méint beweisen, datt de Projet relativ schnell gaangen ass a mer och schnell kënnen op esou Projete schaffen.

Ech hunn hei festgestallt, datt mer eng grouss Unanimitéit op deem Projet hunn, datt allgemeng grouss Zefriddenheet ass iwwert d'Aart a Weis wéi mer hei an der Chamber zesummegeschafft hunn, wéi mer mam Schäfferot vun der Gemeng Esch konnten zesummeschaffen. Ech stelle fest, datt déi Kritiken, déi komm sinn, entweder aner Projete concernéieren oder Froe sinn iwwert d'Justizwiesen. Do ass et net u mir ze äntwerten. Ech wëll also och net dorobber agoen.

Ech wëll just soen, datt hei e Projet ass, wou mer, wéi gesot, mat der Gemeng probéiert hunn am Urbanismus, am Kader wéi d'Gemeng ëmfonktionéiert gëtt, wéi déi Plazen do elo nei gestalt ginn, Konzepter ze fannen, déi logesch sinn, déi matenee ginn, datt mer hei probéiert hunn, op eng - an dat ass fir mech wesentlech - rationell Aart a Weis weiderzekommen, e Gebai dohinnerzestellen, wat en einfacht Gebai ass vu senger Funktionalitéit hier, vun der Aart a Weis wéi mer bauen, vun de Materialien, déi mer gebrauchen, déi awer op dat Wesentlecht oppasst, op d'Fonctionnement no bannen, op d'Architektur, esou wéi se ausgesäit, an op eng Rei wesentlech Prinzipië wat den Energieverbrauch ass, wou mer, mengen ech, e Prinzip duerchgesat hunn, deen effikass ass an deen eis och laangfristeg eppes bréngt.

Also mat einfache Moyenen architektonesch eppes Wäertvolles kreéieren: Dat ass dat, wat mer hei fäerdeg bruecht hunn. Elo hoffen ech nach, datt mer nom Vote vun dësem Projet och an der Realitéit schnell zur Ëmsetzung kommen an och esou schnell wéi méiglech d'Diere vun deem Projet hei kënnen opmaachen.

Ech soen Iech alleguer Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5676 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Weiler), Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Henri Grethen), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun der Sitzung. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.41 heures)

SÉANCE 41

Jeudi, 21 juin 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. 5496 - Débat d'orientation sur la chasse

   (Rapport de la Commission de l'Environnement - Débat - Motion - Vote)
3. Question avec débat N°16 de M. Félix Braz relative à l'accord-cadre «câble» - Passage à la télévision numérique pour le 31 janvier 2008
4. 5638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense, d'informations techniques, fait à Bruxelles, le 19 octobre 1970

   5650 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut des Forces Armées Danoises, Grecques, Italiennes, Luxembourgeoises, Norvégiennes, Portugaises, Espagnoles et Turques lors d'un séjour temporaire en République fédérale d'Allemagne, ainsi que les Déclarations sur la juridiction pénale, signés à Bonn, le 29 avril 1998

   (Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Lucien Lux et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, a déposé au Greffe, en date du 20 juin 2007:

5737 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

2. Par lettre du 20 juin 2007 Madame Viviane Loschetter a informé le Président de la Chambre qu'elle désire interpeller le Gouvernement au sujet de la prostitution au Luxembourg.

Par lettre du même jour Monsieur Jean Huss l'a informé qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de sa politique en matière de pollution de l'habitat et de qualité de l'air intérieur.

3. «Nous voulons que soit reconnue la nécessité d'un lieu, d'une assemblée, où les parlementaires nationaux seraient réunis pour discuter des questions de défense et de sécurité. Cela nous paraît indispensable.»

Avec cette déclaration lors de son discours d'ouverture, le 4 juin 2007, de la première partie de la 53e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, le Président de l'Assemblée, M. Jean-Pierre Masseret, a décrit l'objectif des initiatives que l'Assemblée veut voir se concrétiser dans le cadre du débat sur l'avenir de la Constitution européenne. Et de continuer: «Nous voulons faire reconnaître la nécessité d'un lieu interparlementaire consacrant ses travaux, sa recherche, ses débats aux questions de défense et de sécurité dans l'espace et aux frontières de l'Union européenne.»

Le Président a estimé que l'essentiel est de faire la démonstration d'un besoin, celui d'un contrôle démocratique qui, au-delà du Parlement européen, associerait les parlementaires nationaux et qu'il «paraît nécessaire d'avoir un cadre juridique de coopération renforcé, structuré, qui permette aux acteurs, ou aux États qui le souhaiteraient, d'aller plus loin dans le domaine de la défense».

Après ces mots, le Président a passé en revue les principaux thèmes à l'ordre du jour de la susdite première partie de la 53e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale qui a eu lieu à Paris du 4 au 6 juin 2007. Le Luxembourg y a été représenté par le Président de la délégation, Monsieur le Député Marcel Glesener, Madame la Députée Lydie Err et Monsieur le Député Charles Goerens, Membres effectifs, ainsi que par Monsieur le Député Norbert Haupert, Membre suppléant, les Députés Madame Anne Brasseur et Monsieur Jean Huss, Membres suppléants, s'étant excusés.

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- les orientations futures de la PESD - conclusions de la conférence de Berlin - réponse au rapport annuel du Conseil;

- le suivi parlementaire des opérations extérieures;

- la sécurité dans le Grand Nord avec le discours de Madame Liv Monica Bargem Stubholt, Secrétaire d'État, Ministère des Affaires étrangères de Norvège;

- les groupements tactiques de l'UE - réponse au rapport annuel du Conseil;

- l'UE et la sécurité dans l'Europe du Sud-Est; avec l'exposé de Monsieur Tim Judah, Analyste spécialiste des Balkans à l'hebdomadaire britannique «The Economist»;

- les forces terrestres européennes dans les opérations extérieures: personnels et financement;

- stabilité et sécurité de l'Europe: l'enjeu de l'élargissement vu par l'opinion publique;

- les commissions et les procédures de recours dans les organisations coordonnées, notamment au sein de l'Union de l'Europe occidentale;

- le rôle des forces européennes dans les missions de l'OTAN en Afghanistan;

- l'Agence européenne de défense: deux ans après;

- le déploiement d'armements dans l'espace - deuxième partie, et

- la défense antimissile - une position commune aux Européens.

En outre, l'assistance a pu suivre au cours de la première séance de lundi:

- le discours de M. Georgi Pirinski, Président du Parlement bulgare;

- le discours de M. Christian Schmidt, Secrétaire d'État parlementaire, Ministère de la défense de l'Allemagne, représentant la présidence allemande de l'UEO/UE;

- le discours de M. Teodor Meleşcanu, Ministre de la défense de la Roumanie et

- le discours de M. Manuel Lobo Antunes, Secrétaire d'État aux affaires européennes du Portugal, représentant la présidence entrante de l'UEO/UE.

L'Assemblée a adopté lors des cinq séances de cette première partie de sa 53e session une résolution et onze recommandations au Conseil.

4. Par lettre du 18 juin 2007 le secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre les documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 21 au 24 mai 2007:

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur la coopération dans le secteur de la pêche et la préservation des ressources marines vivantes en mer Baltique;

- résolution sur le thème «Enrayer la diminution de la biodiversité a l'horizon 2010 et au-delà»;

- résolution sur l'Europe mondialisée: aspects extérieurs de la compétitivité;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un deuxième protocole additionnel à l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis mexicains,

d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne;

- résolution sur l'impact et les conséquences des politiques structurelles sur la cohésion de l'Union européenne;

- résolution sur le rapport annuel du Conseil au Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la PESC, y compris leurs implications financières pour le budget général de l'Union européenne - 2005;

- résolution sur le thème «Promouvoir un travail décent pour tous»;

- résolution sur les récentes élections au Nigeria;

- résolution sur la communication intitulée «Mettre le savoir en pratique: une stratégie d'innovation élargie pour l'UE»;

- résolution sur la situation actuelle et les perspectives d'avenir au Cachemire;

- résolution sur l'Estonie;

- résolution sur le Soudan.

D'autre part, la déclaration écrite sur l'établissement d'une économie verte de l'hydrogène et d'une troisième révolution industrielle en Europe, sur la base d'un partenariat avec les régions et les villes engagées, les PME et les organisations de la société civile, a recueilli les signatures de la majorité des membres qui composent le Parlement.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut de Mëtteg um Ordre du jour d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Juegd. Dës Debatt geet zréck op eng Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Gira, d'Madame Stein, den Här Goerens, déi Hären Negri, Mehlen a Jaerling.

Mir fänken d'Debatt u mam Bericht vum Rapporteur, dem honorabelen Här Romain Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

2. 5496 - Débat d'orientation sur la chasse

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här President, keng Angscht, datt ech elo dee ganze Volume hei virliesen. Ech probéieren e klenge Résumé ze maachen, mä ech wollt, ier et lassgeet, Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier weisen, wat fir eng voluminéis Aarbecht an deene leschte véier Joer hei gemaach ginn ass. An d'Chamber huet sech och erlaabt, all dës Pièce n ze bannen an eis herno auszedeelen. Ech leeën deen Dossier dann eng Kéier hei nidder, fir nëmmen de Volumen dovun ze weisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtteg féiere mer also den Débat d'orientation iwwert d'Juegd hei zu Lëtzebuerg, deen an deene leschte Jore minutiéis geplangt gouf.

An, Här President, Dir gesitt, wéi ech elo gewisen hunn, de voluminéisen Dossier, wou all Deputéierten och d'Annexen zu mengem schréftleche Rapport ka fannen. Iwwer honnerte vu Säite Pabeier sinn an dëser Mapp a beleeën nëmmen zum Deel den Opwand, deen an dësem Dossier gemaach gouf. Vun 2003 bis haut, dat heescht also während véier Joer, gouf iwwert d'Thema Juegd hei zu Lëtzebuerg debattéiert a studéiert.

Erlaabt mer als Éischt, de Kommissiounsmemberen, déi aktiv un dësem Débat deelgeholl hunn, ze félicitéiere fir hir effikass Aarbecht, awer och net ze vergiessen, de Mataarbechter aus der Chamber, déi eng grouss a laangootmeg Aarbecht realiséiert hunn, souwéi de Responsabelen aus dem Ministère souwéi vun der Forstverwaltung hei Merci ze soen.

25 Kommissiounssitzunge säit Hierscht 2003; een internationale Verglach mat anere Länner, deen intern an der Chamber gemaach gouf; Froebéi mat 17 kloer definéierte Froen iwwert d'Juegd, déi un 20 Organisatioune verschéckt an agesammelt goufen; national an international Experten, déi Stellung zu deenen eenzelnen Theme geholl hunn; en öffentlechen Hearing mat Vertrieder vun deene verschiddenen Interessegruppen; en Austausch mat der Agrarkommissioun aus dem Benelux-Parlament beweisen, wéi intensiv an demokratiegerecht dësen Débat d'orientation virbereet gouf.

Här President, erlaabt mer op dëser Plaz net als Rapporteur, mä als Deputéierten d'Wichtegkeet vun dëse véier Joer laange Virbereedungen ze ënnersträichen, awer och dorobber hinzeweisen, datt et aner op d'mannst esou wichteg Themen a Problemer an eiser Gesellschaft gëtt wéi eist Thema vun de Mëtteg, an ech zum Schluss dee personellen a materiellen Opwand, dee bedriwwe gouf ëm d'Juegd, ëmmer méi schlecht a Relatioun zu der Zäit, déi mer eis hei huele fir aner wichteg Problemer an eisem Land wéi Schoul, wéi Logement a wéi Chômage, gesinn hunn. An et ass gutt gewiescht, datt mer eis den 21. Juni als Deadline ginn haten, fir dës Phas vum Débat d'orientation ofzeschléissen, soss hätte mer nach Jore kënne weiderdiskutéieren. Och dat soll emol eng Kéier op dëser Plaz hei gesot ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Dir Dammen an Dir Hären, zréck zum eigentleche Rapport, fir dee wéi gesot eng héich Viraarbecht geleescht gouf. Ech probéieren, e kuerze Raffter duerch d'Aarbecht ze maachen.

No éischten Échanges de vue an der viregter Legislaturperiod innerhalb der Agrar an Ëmweltkommissioun gouf een éischten Entworf vu Froebéi opgestallt. Dëse gouf an der heiteger Legislaturperiod vun der Ëmweltkommissioun ënner hirem President Roger Negri komplettéiert an duerno un 20 betraffen Organisatioune verschéckt. Nodeem d'Äntwerte vun dësen Organisatiounen erakomm waren, hunn d'Membere vun der Ëmweltkommissioun dës Äntwerten op dës Froen analyséiert a relativ schnell d'Knackpunkter festgehalen.

D'Reform vum Juegdgesetz, d'Relatioun tëscht Juegd an Naturschutz, ekologesche System an Déséquiliber, d'Fidderung, d'Juegdsyndikater, d'Juegdmethoden, d'Juegdzäiten, d'Animaux nuisibles, d'Espaces chassables, d'Aussetze vun net einheimeschem Wëld waren d'Schwéierpunkten, déi festgehale goufen.

Ech erlabe mer elo op déi eenzel Punkten, déi als Prioritéit 1 agestuuft goufen, méi ausféierlech anzegoen.

Déi gréisst Diskussiounen an Ausféierungen an der Kommissioun hunn ëm d'Fidderung gedréint. Gewosst, datt et de Moment eng Iwwerbevölkerung u Wëld gëtt, an dat virun allem beim Schwaarzwëld, sprécht dem Wëldschwäin, huet d'Kommissioun sech missen eng kloer Iddi iwwert den Impakt vun dëser Fidderung maachen. An dësem Kontext huet eng Expertëgrupp vum Musée d'histoire naturelle der Ëmweltkommissioun e Pabeier zur Verfügung gestallt iwwer hir Positioun zu der Fidderung, komplettéiert mat Avisen an Erhiewunge vun aneren Experten.

Dëse Pabeier huet och Referenz gemaach op eng dräijähreg Etüd vun der Madame Cellina, déi si am Kader vun hirem Doktorat gemaach hat. Dobäi koum eraus, datt vun 1.200 Schwéngsbäich 40% Zousazfidderung enthalen hunn. D'Konklusioun war also, sämtlech Forme vu Fidderung ze verbidden, ausgenomme fir d'Wëld am Fall vun enger Épizootie ze impfen.

Op där anerer Säit fanne mer d'Aussoe vun der Federatioun vun de Jeeër, déi jo och ouni Awand d'accord sinn, an Zukunft d'Fidderung ze verbidden, an allerdéngs drop halen, datt déi sougenannte Kirrung misst bäibehale ginn. Si stäipe sech hei op eng Positioun vum Professer Klaus Pohlmeyer, deen dësen Nourrissage befürwortet a kloer definéiert Fäll a Situatiounen.

Aner Avisë ginn diskutéiert an ugehéiert: dee vum Professer Walter Arnold, deen deen Agrainage net als positiivt Element bewäert, oder dee vum Professer Hannes Geisser, deen d'Praktik als diskutabel ugesäit. D'Forstverwaltung verweist op d'Schwieregkeet, den Agrainage ze kontrolléieren. D'Ëmweltkommissioun fënnt hei keng eenheetlech Meenung a schlussendlech gëtt ee Kompromëss proposéiert, dee mer an de Konklusiounen, op déi ech spéider aginn, wäerten erëmfannen.

Zweet Thema war de Respekt vun der Propriétéit. Ganz vill gouf hei engersäits den Arrêt Chassagnou debattéiert, dee kloer op Lëtzebuergesch seet, datt net all Propriétéit muss an de Syndicat de chasse kommen, dat heescht Juegd hei ausgeübt ginn.

Deem géigeniwwer steet d'Uerteel vun der Cour Institutionnelle aus Däitschland, déi kompatibel deklaréiert de Prinzip vun den Associations forcées.

No dësen Erkenntnisser an no dem Bréif vum Ombudsmann, deen erëm an déi aner Richtung goung, huet d'Kommissioun d'Propositioun vun der Regierung akzeptéiert, een Avis iwwert dës Fro ofzewaarden.

Deen Avis juridique, deen ugefrot gouf vum Ministère aus a wou d'Kommissioun gesot huet, si géif den Avis juridique elo ofwaarden, gouf den 8. Juni de Membere vun der Kommissioun zougestallt. Opgrond vun dësem Avis huet de Rapporteur eng Synthèse probéiert ze maachen, déi mat enger Géigestëmm an der Chamberskommissioun akzeptéiert gouf. Och hei verweisen ech op d'Konklusiounen am Schluss vu mengem Rapport.

Derniewent gouf och iwwert d'Syndikatsgesetz diskutéiert an décidéiert, dëst ze reformëieren. Virun allem sollen all d'Propriétairë Matsproocherecht an dëse Syndikater kréien an hei virun allem d'Gemengen. Och soll d'Besetzung vun der Commission cynégétique iwwerduecht ginn, fir och hei alle Partner e Matsproocherecht ze garantéieren.

Thema Nummer dräi waren d'Juegdformen. Als Basis muss een hei gesinn, datt de Moment de Wëldbestand ganz héich ass an doduerch och vill Wëldschued an de Bëscher a bei de Baueren entsteet. Duerfir gëtt weider d'Klappjuegd als déi bescht Method, fir massiv Wëld ze schéissen an esou mann wéi méiglech Wëld ze dérangéieren, festgehalen.

Gewosst ass, datt 75% vum Wëld op Klappjuegde geschoss gëtt. An deem Kontext hu mer och kloer definéiert den Asaz an d'Ausbildung vun de Juegdhënn. Derniewent ass och unanime an d'Richtung diskutéiert ginn, fir an Zukunft d'Klappjuegden nach besser ofzesécheren. D'Sécherheet soll verbessert ginn duerch eng kloer Ausweisung souwéi eng besser Informatioun am Virfeld vun de Bierger.

Thema Nummer véier war de Fuuss respektiv d'Ofschéisse vum Fuuss. De Fuussbestand ass an deene leschte Jore gewalteg an d'Luucht gaangen. Derniewent entwéckelt sech dëst op den éischte Bléck léift an unhänglecht Déier ëmmer méi vum Land an d'Stied eran. Dee sougenannte Stadfuuss gëtt ëmmer méi an der Proximitéit vun den Haiser gesinn. Duerch d'Optauche vun neie Fäll vum Iwwerdroe vum Bandwuerm vum Fuuss op de Mënsch gëtt dëst Phenomeen ëmmer méi heikel. Net ze verleegnen ass, datt mer Exkrementer vun dësen Déieren op Spillplazen a Sandkëschten erëmfannen. D'Experte goufe gehéiert.

D'Fro ass: Bréngt et eng Reduktioun vum Fuussbestand, wa méi geschoss gëtt, oder ass de Contraire do de Fall? D'Meenungen an d'Schlussfolgerunge waren tendenziell éischter a Richtung vum Net-méi-Bejoe vum Fuuss. D'Kommissioun proposéiert, datt de Minister all Joer beim Opstelle vun der Lëscht vun de bejobaren Déieren dës Facteuren nach méi no ënnersicht an a Considératioun ze huelen huet.

Een anere vill diskutéierte Punkt war d'Aussetze vun net einheimeschen Déieren. D'Meenung war eestëmmeg, datt dëst net méi dierf geschéien. D'Beispill vun de Mouflons muss ofschreckend genuch sinn, wann een héiert, wéi aarmséileg dës net einheimesch Déierenaart hei zu Lëtzebuerg muss dohivegetéieren.

Déi Leit, déi dës Dote viru Jore gemaach hunn, mussen endlech zur Rechenschaft gezu ginn. De Minister muss hei eng Handhab kréien, deem entgéintzewierken, opgrond och vun de Remarquë vum Conseil d'État beim Projet de loi 5452 iwwert d'Chasse administrative, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, dëse Volet mat an en neit Gesetz vun der Juegd ze integréieren. Dëst ass d'Opfuerderung vun der Ëmweltkommissioun, déi awer drop pocht, dëst dann och esou schnell wéi méiglech ze maachen, fir dësem Trauerspill kënnen en Enn ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vun all deene Problempunkte goufe punktuell Leit an Organisatioune gehéiert respektiv Rapporten ugefrot. Fir deene betraffenen Organisatiounen nach méi Gewiicht ze ginn an nach méi Méiglechkeet, sech net nëmme schréftlech, mä och mëndlech zu deene Punkten ze äusseren, gouf en Hearing an der Chamber de 26. Mäerz dëst Joer organiséiert. 36 Organisatioune ware present. An allen Unkeruffen zum Trotz war et eng Stärstonn vu partizipativer Demokratie, déi hei an dësem Sall gemaach gouf.

Jiddferee konnt fräi an offe seng Meenung zum Thema soen. Vun dëser Säit mäi Merci un all d'Participanten un dësem Hearing, fir d'Disziplin an d'Fairness, déi dësen Dag gewise goufen. Mir konnten an der Praxis erliewen, datt et méiglech ass, sech op enger Plaz ze treffen an ënnerschiddlech Meenungen ze diskutéieren, ouni direkt mat de Messeren openee lasszegoen.

D'Informatiounen aus dësem Hearing goufen dann a weidere Kommissiounssitzungen debattéiert an et gouf ugefaangen e Schlussrapport ze preparéieren. Parallell huet opgrond vun engem offene Bréif vum Ombudsmann den Ëmweltminister en Avis juridique iwwert d'Propriétéitsverhältnisser maache gelooss, wéi ech scho viraus zitéiert hat.

No all dësen Débaten an no all dësen Austäisch mat net an alle Punkten eenheetleche Meenungen war et net esou evident fir de Rapporteur, Konklusiounen ze zéien. De Rapporteur huet probéiert, esou neutral wéi méiglech un dës Aarbecht erunzegoen a betount hei nach eng Kéier op dëser Plaz, och wann hie schonn déi verréckteste Courrierë zu dësem Sujet krut, datt hie weder Member vun den Interessegruppe vun de Juegdgéigner nach vun deene vun de Jeeër ass an dësen Débat also ganz neutral gesäit a probéiert huet, dat och esou ze behandelen.

Datt net jiddfereen déiselwecht Meenung zu deenen eenzelne Sujeten hat, huet een dach schnell gesinn, an et gouf och relativ schnell kloer, datt an eenzelne Problempunkte kee Konsens ze fanne war.

Ech mengen awer, et misst een dem Rapporteur d'Recht ginn, seng Konklusiounen ze zéien, Konklusiounen, déi iwwregens - wéi ech schonn ugedeit hunn - just mat enger Géigestëmm adoptéiert goufen. Konklusiounen, déi bei ënnerschiddleche Meenungen net jiddferengem gefalen, vun deenen de Rapporteur awer der Meenung war, datt eng Majoritéit vu Kommissiounsmemberen dohannert stéing.

Wat sinn also dann elo dës Konklusiounen, déi d'Plattform jo solle sinn, fir de Minister an d'Lag ze setzen, iwwer en neit Juegdgesetz nozedenken an en neit Juegdgesetz auszeschaffen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vun all deenen Donnéeën huet d'Kommissioun mat enger Géigestëmm wéi gesot folgend Konklusiounen aus der véier Joer laanger Aarbecht gezunn. An och wann am Virfeld behaapt gouf, dës Konklusioune géifen näischt um ablécklechen Zoustand an der Situatioun änneren, esou wëll ech an zwielef Punkte probéieren, lech de Géigendeel ze erläuteren an déi eenzel Konklusiounspunkten opzielen.

Éischtens: Et gëtt kloer gesot, datt d'Juegdgesetz moderniséiert muss ginn, datt déi verschidden Dispositiounen an e kohärenten Text verfaasst solle ginn. Dat heescht, den Ëmweltminister gëtt beoptraagt, en neie Projet de loi iwwer en neit Juegdgesetz ze deponéieren.

Zweetens: D'Kommissioun war sech fréi schonn eeneg, datt d'Juegd hei zu Lëtzebuerg net a Fro gestallt ass. D'Juegd ass noutwendeg, fir dozou bäizedroen, d'Biodiversitéit ze erhalen an den Équilibre écologique hierzestellen. Dat éischt Zil vun der Juegd ass also den Erhalt an de Schutz vun der Natur. Duerfir war d'Chamberskommissioun och majoritär der Meenung, d'Juegd als Intérêt général ze deklaréieren.

Drëttens: Wat déi verschidde Forme vu Juegd betrëfft, gouf kloer festgehalen, datt d'Klappjuegd muss bestoe bleiwen. Dat fir der Iwwerbevölkerung vu Wëld a virun allem dem Schwaarzwëld a relativ kuerzer Zäit massiv entgéintzegoen.

An deem Kontext muss d'Gesetz awer kloer adäquat Sécherheetsmoossnamen an - norme virschreiwen, wann eng Klappjuegd stattfënnt, fir de Bierger mat Zäit drop hinzeweisen.

Niewent der Klappjuegd soll d'Juegd à l'approche ou à l'affût - eng Juegd, déi méi e selektive Schoss zouléisst - stattfannen. Allerdéngs sollt si kuerz an an Intervallë stattfannen. Datselwecht gëllt fir d'Juegdzäiten, déi dëse Kritären och sollten entspriechen.

Véiertens: D'Falestelle muss verbuede bleiwen. Nëmmen an Ausnahmefäll, bei Gefährdung vun der Santé publique oder der Protection de la nature soll si autoriséiert ginn an duerch agréémiert Falesteller ausgeübt ginn. Och sollt d'Erschéisse vun Hausdéiere verbuede ginn.

Fënneftens: Et solle Mesuren ergraff ginn, fir d'Zesummeliewen zwësche Jeeër a Persounen, déi sief et sportlech oder récréativ am Bësch zirkuléieren, ze verbesseren.

D'Opstelle vun engem Code de bonne conduite gëtt hei virgeschloen.

Sechstens: Wat d'Fidderung betrëfft, deem Volet, deen an der Kommissioun bei den Experten an am Hearing am längsten an am heftegsten diskutéiert gouf, gëtt de Minister opgefuerdert, d'Fidderung, dat heescht all zousätzlech Nahrung fir Wëld an de Bësch ze féieren, ze verbidden.

Ausnahm soll déi sougenannt Kirrung sinn, déi a klenge Quantitéite vum Minister strictement reglementéiert gëtt.

Siwentens: Wat d'Ausübung vun der Juegd an d'Problematik vun dem Propriétéitsverhältnis ubelaangt, verweist d'Majoritéit vun der Kommissioun op den Avis juridique, dee vum Ëmweltminister ugefrot gouf a kloer Pisten opzeechent.

Aachtens: De Minister gëtt och opgefuerdert, am neie Gesetz d'Méiglechkeet vun der Chasse administrative ze verankeren an d'Juegd ze ordonnéieren dann an do, wou se noutwendeg ass.

Dëst huet iwwregens och wéi gesot de Statsrot a sengem Avis zum Gesetzesprojet 5452 esou geschriwwen a kloer bemierkt, datt de Projet de loi iwwert d'Chasse administrative sollt am neie Gesetz mat geregelt ginn.

Néngtens: D'Kommissioun war wéi gesot och der Meenung, datt d'Juegdsyndikater misste reforméiert ginn an datt all d'Propriétairen a speziell d'Gemenge missten e Stëmmrecht kréien.

Zéngtens: D'Chamberskommissioun hält beim bejobare Wëld fest, datt dëst weider all Joer soll duerch Règlement grand-ducal festgehale ginn. Dëst gëllt och fir de Fuuss, wou regelméisseg déi ekologesch a sanitär Problemer musse gekuckt ginn, ier d'Lëscht festgehale gëtt.

Eeleftens: Am 21. Jorhonnert si mer der Meenung, datt d'Zäit vun den Animaux nuisibles eriwwer ass a mer dës Notioun am Gesetz sollen abrogéieren. An ech iwwerdreiwen elo hei e bëssen, wann ech net vum Marder schwätzen, mä vum Wollef: D'Zäit vun de Wëllef an eisem Land ass eriwwer, heiansdo gëtt nach vum Donkelser Wollef geschwat.

(Hilarité)

Zwieleftens: D'Aussetze vu bejobarem Wëld soll och verbuede ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir héiert also, datt et net stëmmt, wann ee seet, et géif näischt changéieren. Et gëtt dem Minister villes proposéiert ze änneren oder ze iwwerdenken. Mir waarde gespaant op dem Minister säi Projet de loi, deen hie fir d'éischt Trimester 2008 ugekënnegt huet.

Domat steet jo och fest, Dir Dammen an Dir Hären, datt dës parlamentaresch Aarbecht iwwert d'Juegd net ofgeschloss ass. Eng éischt Etapp gëtt de Mëtteg mam Débat d'orientation ofgeschloss. De Projet de loi an d'Diskussiounen an d'Avisen an deem Kontext wäerte jiddferengem op dëser Plaz an op anere Plazen d'Geleeënheet ginn, säi parlamentaresche Bäitrag nach eng Kéier ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Dann huet den éischten ageschriwwene Riedner d'Wuert. Dat ass den honorabelen Här Camille Gira.

Débat

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sécher ass d'Juegd net dee gréisste Problem, deen d'Politik de Moment zu Lëtzebuerg ze léisen huet. Ech deelen do d'Meenung vum Rapporteur. An awer ass et en Thema, wat vill Leit beweegt a fir vill Opreegung am Land suergt. En Thema, wat mat ganz vill Emotioune vun alle Säiten diskutéiert gëtt. Ech kommen herno dorop zréck.

D'Chamber hätt kënnen duerch dësen Débat d'orientation weisen, dass si amstand ass, och bei emotiounsgeluedenen Theme Léisungen op eng transparent, demokratesch a sachlech Aart a Weis erbäizeféieren. Dat war och bal gelongen. Déi viregt Majoritéit war bereet, d'Thema ze diskutéieren, obwuel den Débat d'orientation vun der Oppositioun - also vun eiser Fraktioun - ugefrot gi war. Déi heiteg Majoritéit war no de Wahlen 2004 bereet, dës Debatt weiderzeféieren; e Phenomeen, dee scho relativ aussergewéinlech ass. An der Kommissioun hu mer e gemeinsame Froebou ausgeschafft, dee vum Greffe un d'Organisatioune verschéckt ginn ass. Vun der Chamber ass e juristescht Gutachte virgeluecht ginn; och dat, mengen ech, eng exemplaresch Aarbecht.

En Hearing huet stattfonnt, deen op eng virbildlech Aart a Weis ofgelaf ass. Dozou huet sécherlech och de sachlechen a wëssenschaftlechen Input vu lëtzebuergeschen an auslänneschen Experte bäigedroen, mä awer och d'Fangerspëtzegefill vum President vun der Ëmweltkommissioun a vum Rapporteur, deenen ech och wéilt op dëser Plaz dofir Merci soen, och fir hir Gedold, dës Debatten iwwer dräi Joer laang ze féieren.

Duerno hu mer eng kontroverséiert awer sachlech Debatt, hunn ech fonnt, an der Kommissioun gefouert. A bis viru 14 Deeg huet et ausgesi wéi wann déi ganz Démarche och op eng exemplaresch Aart a Weis kéint ofgeschloss ginn. Mir waren eis eens, dass en neit Gesetz soll ausgeschafft ginn, obwuel dat net am Regierungsprogramm virgesinn ass. Eppes wat och an dëser Chamber net dacks de Fall ass, dass mir et fäerdeg bréngen, eng Regierung dozou ze bréngen, e Gesetz an engem Domän ze schreiwen, wou dat eigentlech am Regierungs- oder Koalitiounsprogramm net virgesinn ass. An ëmstriddene Punkten - do deelen ech ebe grad net d'Meenung vum Rapporteur, zum Beispill d'Fidderung - ware mer eigentlech net méi ganz wäit vun engem Konsens ewech.

Mä, jo mä, Här President, dunn ass leider an enger Nacht- und Nebelaktion fënnef vir zwielef en Deel - an ech betounen en Deel - vun där gudder Aarbecht torpedéiert ginn. An der Schlussversioun vum Rapport sinn an e puer wichtege Punkte Konklusiounen opgetaucht, déi esou an der Kommissioun ni diskutéiert gi waren. An d'Konklusioune vun engem Gutachte vun der Regierung, wou mer woussten, dass déi nach géifen ausstoen, sinn einfach esou, Här President, am Rapport iwwerholl ginn, ouni dass mer awer och nëmmen eng Sekonn - awer wierklech nëmmen eng Sekonn! - an der Kommissioun driwwer geschwat hunn.

Dënschdes mëttes ass de Rapport verschéckt ginn. Mëttwochs moies ass en einfach esou ouni Diskussioun vun der Majoritéit duerchgeboxt ginn, obwuel mer gutt Zäit gehat hätten, nach zwou, dräi Sitzungen driwwer ze schwätzen, nach virum Summer déi Debatt ofzeschléissen. Ech hunn net dat Gefill, wéi wa mer dëst Joer an där üblecher Situatioun wieren, dass mer déi lescht 14 Deeg hei vu moies bis owes géifen tagen. Ech war selwer an der leschter Conférence des Présidents an hu confirméiert kritt, dass mer souguer Krämpes hunn, den Ordre du jour voll ze kréien.

Et wier also gutt Zäit gewiescht, Här President, nach eng oder zwou Sitzungen hannendrun ze hänken. Dann hätt een dat propper kënnen ofschléissen. Neen, de Contraire ass souguer gemaach ginn. Eng Sitzung, déi fir de leschte Méindeg scho fest ugesot gi war, ass kuerzerhand ofgebrach ginn. Obwuel ech insistéiert hunn, mir misste jo awer vläicht emol iwwert dem Här Rodesch säin Avis schwätzen, an obwuel ech insistéiert hunn, mir sollten awer och vläicht dem Här Fischbach säin Avis zur Hand huelen, deen nun eemol zu ganz anere Konklusioune kënnt wéi den Här Rodesch. An et kann ee jo awer dem Här Fischbach an deem doten Dossier, wou hie selwer eng Rei Jore Riichter zu Stroossbuerg war, net eng gewësse Kompetenz ofschwätzen. Mä neen, do war näischt méi ze wëllen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei bleift e batteren Nogeschmaach, e battere Bäigeschmaach. Op eemol sinn Décisiounen net méi an aller Transparenz, mä hannert de Kulisse geholl ginn. Op eemol hunn net méi sachlech Argumenter, mä just nach politesch Majoritéite gezielt. Hei bleift en ellene Bäigeschmaach, och well den Avis vun der Regierung vun engem Member vum Statsrot geschriwwe ginn ass. Ech zweifelen net d'Integritéit vun dësem Member un, mä wann ech esou Saache gesinn an héieren, da fillen ech mech op jidde Fall a Vir-Procolaszäiten zréckversat.

Et gëtt a mengen Aen nëmmen eng Erklärung fir dës ondemokratesch Virgehensweis: De Juegdunhänger feelt et un Argumenter! Well wann ee gutt Argumenter huet, kann ee mat offenem Viséier diskutéieren. A wann ee gutt Argumenter huet, da brauch ee seng Muecht net spillen ze loossen. Mat dëser Virgehensweis vun der Majoritéit ass d'Chance verpasst ginn, d'Emotiounen aus dësem Dossier ee fir allemol erauszehuelen. A wéi Recht dass ech domat hunn, weisen déi éischt Reaktiounen op de Rapport.

Där Emotiounen, Här President, si vill an dësem Dossier, well vill Symbolik an dësem Dossier stécht. Do misst een elo ganz wäit an d'Geschicht vun der Mënschheet zréckgoen, fir dat alles ze erklären. Ech hunn éischtens keng Zäit dofir. Ech wëll lech dat och erspueren. Mä et ass ganz spannend, wann ee sech bis an dat Thema e bëssen eraschafft, wann ee mierkt, wat do alles mat drunhänkt. Et ass ganz kloer: Et geet hei ëm Muecht a Géigemuecht. Et geet ëm Aarm a Räich; oder soll ech soen Neiräich? Et geet ëm d'Verhältnis vun Duerf a Stad. Et geet ëm Urinstinkter an Zivilisatioun. Et geet ëm Machogehabe an Toleranz.

(Interruption)

Här President, wann d'Juegd zënter Joren awer net aus de Schlagzeilen erauskënnt, da virun allem aus dräi Ursaachen:

Éischtens: D'Jeeër ginn hirer Aufgab net méi gerecht. Dat weist virun allem d'Evolutioun vum Wëldschued. Dat weisen Aussoe vu Responsabele vun der Forstverwaltung, déi soen, dass et op ville Plazen hei am Land net méi méiglech ass, eng Naturverjüngung an engem Bësch fäerdeg ze bréngen. Dat huet déi ganz Problematik Schwéngspescht gewisen.

Mä net nëmmen, dass d'Jeeër de Problem vun den héije Wëldbestänn net geléist kréien, neen, si sinn de Problem! Dat hu mer spéitstens erfuer, wéi mer d'Etüd vun der Madame Cellina op den Dësch kritt hunn, wou erauskomm ass, dass 40% vum Moinhalt vun de Wëldschwäin aus bäigefiddertem Mais géif bestoen. Dat gi mer awer och gewuer - an ech kommen drop zréck -, wann ee gesäit, wéi vun der Jeeërfederatioun an hiren offizielle Publikatiounen d'Leit ganz geziilt instruéiert ginn, wéi se solle schéissen, fir dass se an enger Rei Joren e Maximum vun Déieren an hirem Revéier sollten hunn.

Zweet Ursaach, dass d'Juegd net aus de Schluechtzeilen... - Pardon - Schlagzeilen erauskënnt...

Une voix.- Schluechtzeilen!

(Interruption)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Dat war e freudsche Lapsus, jo.

D'Jeeër an d'Juegd hu sech geännert. Fréier sinn d'Leit aus der Géigend selwer, d'Baueren aus den Dierfer op d'Juegd gaangen, déi de Bestand niddreg gehalen hunn. Si hate jo selwer Intérêt drun, dass de Schued soll kleng bleiwen. An et sinn och keng schrecklech héich Zomme bezuelt ginn.

(Interruption)

Dat kënnt nach derbäi. Jo.

Haut gi ganz oft Leit aus der Stad, déi kee Lien mam Duerf hunn, op d'Juegd. Esou wéi déi eng Golf spille ginn, ginn déi aner eben op d'Juegd. En Hobby wéi en anert. Si sinn och bereet, ganz vill Geld dofir ze bezuelen.

Une voix.- Déi kascht och méi wéi Golf.

(Hilarité)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Dat ginn ech gären zou.

Ech wëll och op dëser Plaz ganz kloer soen, dass ech d'Jeeër net all an een Dëppe geheie wëll. Gradsou däitlech wëll ech awer och soen, dass et awer net nëmmen ëm e puer schwaarz Schof geet. Dat weisen déi Etüden iwwert d'Fidderen, déi ech elo grad ugeschwat hunn. Dat weisen awer och d'Artikelen aus der offizieller Jeeërzeitung. A wann een all déi illegal Aussetzunge gesäit, da muss ee sech awer froen, ob déi wäiss Schof am Här Bourg sengem Veräin net méi rar sinn, wéi déi schwaarz.

Wann de fréiere President vun der Jeeërfederatioun an enger offizieller Ried op engem Jeeërkongress zum Schéissen op en onbequeme Statsbeamten oprifft, och wann et sech nëmmen ëm e virtuellt Schéissen handelt, da muss ee sech awer definitiv froen, mat wéi enger Zort Leit een et hei ze dinn huet.

Mä net nëmmen d'Jeeër hu geännert; d'Juegd selwer ass och anescht ginn. Mir hate fréier ganz vill Nidderwëld, wann een déi Strecke kuckt, déi nach nom Krich geschoss si ginn, dat war jo ganz anescht wéi haut. Haut sinn där Zort Wëld bal keng méi do. Doru si sécher net d'Jeeër schold. Ech mengen, doru si mir alleguerte schold, doduerch, dass mer bäigedroen hunn zum Verschwanne vun där Zort Déieren hire Liewensraim.

Mä et ass awer eppes ganz kloer: E Jeeër schéisst ebe gären. Et mécht jo keen e Juegdschäin fir e ganzt Joer net ze schéissen. A wann nun eemol keen Nidderwëld méi do ass, da gëtt es eben ausgesat an da gëtt d'Rout- an d'Schwaarzwëld esou laang gefiddert, bis mer erëm ënnert dem Stréch op därselwechter Stéckzuel vun Ofschëss sinn. Wann een déi eenzel Strecken iwwereneeleet, dann ass dat genau dat, wat an deene leschten 30, 40 Joer geschitt ass.

Derniewent ass et awer och esou, dass mer an Tëschenzäit Konkurrenz am Bësch kritt hunn. Wann d'Zuel vun den Jogger, de Reider, de Mountainbiker méi grouss gëtt, dann ass et logesch, dass et am Bësch tëschent deene Kategorien an de Jeeër zu Konflikter kënnt.

Drëtt Ursaach, dass méi iwwert d'Juegd diskutéiert gëtt, ass, dass Mënscherechter, Ëmwelt an Déiereschutz haut e ganz anere Stellewäert an eiser Gesellschaft hunn, wéi nach vläicht virun 30, 40 Joer. Fir vill Diskussiounen huet jo en Uerteel vun der Cour administrative gesuergt. Et huet Leit Recht ginn, déi aus prinzipiellen Iwwerleeungen oder ethesche Bedenke keng Fräizäitjuegd op hirem Terrain wëllen toleréieren.

Déi Gréng hu vun Ufank un dës Démarche ënnerstëtzt. Net well mir onbedéngt esou fervent Unhänger vum Droit de propriété sinn, mä well d'Mënscherechter net wéinst Leit, déi engem Hobby noginn, kënne mat Féiss getruede ginn.

An eise Breedegrade leide mer jo glécklecherweis keen Honger méi, esou dass mer op d'Fleesch aus der Natur, wann et misst sinn, net méi ugewise sinn; an duerfir mussen Ëmwelt- an Déiereschutz an eisen Iwwerleeunge ganz uewe stoen. Mir hunn déi Rechter jo och net aus Dommheet viru kuerzem an d'Verfassung geholl. Dann heescht et och elo an eisen Ae se an der Praxis ëmzesetzen, do wou et gëllt. An ech mengen am Kontext Juegd kann een da weisen, wéi eescht dass een déi Rechter an der Verfassung hélt.

Här President, fir déi Gréng huet d'Juegd am 21. Jorhonnert nach just folgend Daseinsberechtegung: Éischtens reguléierend do anzegräifen, wou de Mënsch - an ech betounen „de Mënsch" - déi natierlech Beutegräifer ausgerott huet oder soss duerch eis Schold den natierlechen Equiliber gestéiert ginn ass. Awer just wann de Mënsch den Equiliber gestéiert huet. Fir de Rescht brauch d'Natur eis net. Si ass Milliioune Jore ganz gutt ouni de Mënsch eens ginn. Ech kenne kee Fall vun enger Zort Déieren, déi duerch de Beutegräifer oder duerch eng aner Zort Déieren ausgerott gi wär. Dat kennt d'Natur net. Wa mir d'Fangeren aus dem Spill loossen, ëmsou einfacher huet d'Natur et, den Equiliber oprechtzeerhalen.

Zweet Ursaach, wou mir och nach eng Begrënnung gesinn, dat ass effektiv zur Seuchen- oder Krankheetsverhënnerung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een déi zwou Aufgaben haut misst nei organiséieren, wa mer bei null géifen ufänken, da géif een dat sécherlech net méi an d'Hänn vun Hobbyjeeër ginn. An duerfir hunn déi Gréng och Versteesdemech fir Fuerderunge vun enger BOF - Bewegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd -, déi generell déi do Form vu Juegd a Fro stellt.

Elo weess een awer, dass éischtens d'Hobbyjuegd historesch gewuess ass an och sécherlech hir Méiten huet an och souwisou net vun haut op muer ofzeschafen ass. Duerfir sinn déi Gréng der Meenung, dass een de Moment bei der Hobbyjuegd ka bleiwen.

(Interruption)

Déi Gréng soen awer gradsou kloer - loosst mech ausschwätzen, Här Scheuer! -, dat neit Juegdgesetz ass déi lescht Chance fir d'Hobbyjeeër. Wa si an deenen nächste Joren de Beweis net erbréngen, dass si déi vun hinne selwer geschafe Problemer léise kënnen, wa si déi vill schwaarz Schof, déi sech emol net u bestehend Gesetzer halen, net ënner Kontroll kréien, da wäerten och déi Gréng d'Legitimitéit vun der Hobbyjuegd definitiv a Fro stellen.

En neit Juegdgesetz däerf sech duerfir och net op e puer kosmetesch Verbesserunge beschränken, mä muss e ganz klore Kader setzen, wat d'Juegd am 21. Jorhonnert nach kann an däerf sinn. Dat Gesetz muss kloer Ziler festsetzen, déi deenen ugeschwatene Kritäre vu Mënscherechter, Naturschutz an Déiereschutz musse gerecht ginn. An nëmmen, Här President, dëse Kritären!

Wann zum Duerchsetze vun dësen Ziler den Intérêt général gebraucht gëtt, da muss en am Gesetz kloer definéiert ginn an da muss

d'Verteidegung vum Intérêt général an den Hänn vun der Regierung, dem Ëmweltminister an der Forstverwaltung bleiwen.

Wann den Avis vum Maître Rodesch éiren eng éischt Ouvertür vun dëser Regierung ass, den Intérêt général an d'Hänn vun den Hobbyjeeër ze leeën, da soen ech lech haut an hei, Här President: Géint esou e Bestriewen, wat en onerhéierte Prezedenzfall wier, wäerten déi Gréng sech mat Hänn a mat Féiss wieren! A gleeft mer, an deem Match sti mer sécherlech net eleng do.

Une voix.- Très bien!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Virstellunge vun engem neie Juegdgesetz sinn näischt weider wéi eng logesch Suite aus deem, wat ech bis elo gesot hunn. Am Wesentleche sinn et déi Fuerderungen, déi mir op jidde Fall scho viru Joren op den Dësch geluecht hunn. Si si gréisstendeels vun den Experte bestätegt ginn.

Mir hunn awer punktuell duerch Diskussiounen an der Kommissioun, an awer och duerch eng Rei Avisë vun eenzelnen Experten, verschidde Punkten deelweis geännert. Ech ginn elo net nach eng Kéier am Detail op déi Fuerderungen alleguerten an. Dozou hunn ech d'Zäit net. Ech wéilt mech éischtens ganz kuerz halen, zweetens och op déi wichtegst Fuerderungen agoen an eis Positiounen nach eng Kéier kloer an däitlech maachen.

Éischtens: keng Zwangsmitgliedschaft an de Juegdsyndikater!

Et muss ee sech froen, Här President, a wéi engem Rechtsstat dass mer liewen, wann dräi Joer nodeem d'Cour administrative en Uerteel gesprach huet, dass d'Zwangsmitgliedschaft an engem Juegdsyndikat illegal ass, d'Gesetz nach ëmmer net geännert ass. Da gëtt mat deem fadenscheinegen Argument geäntwert, et wier en zweet Uerteel do, wat eppes anescht gesot huet.

Souvill wéi ech weess, zielt bei der Jurisprudenz éischtens dat lescht Uerteel, an an deem heite Fall kann een och verstoen, firwat bei deem zweeten Uerteel en anert Resultat erauskomm ass, well nämlech ganz aner Argumenter och benotzt si ginn. Op jidde Fall hunn d'Kläger an och d'Verteidegung probéiert, d'Argumenter vum éischte Prozess mat anzebannen, an awer ass d'Cour zu engem aneren Uerteel komm.

An et ass och keen Zoufall, dass den Avis vum Médiateur an eisen Diskussiounen net berücksichtegt ginn ass. Deen Avis schwätzt nämlech eng ganz kloer Sprooch a seet, dass de Lëtzebuerger Stat schonn zënter e puer Joren am Handlungsbedarf ass, fir dat Gesetz ze reforméieren an deem dote Sënn. Et bréngt och guer näischt elo e Verglach opzestelle mat engem Uerteel, wat zu Stroossbuerg op Basis vun de Mënscherechter geholl ginn ass, mat engem Uerteel an Däitschland, wat sech op déi däitsch Verfassung berifft. Dat sinn zwee Puer Schong an dat eent huet näischt mat deem aneren ze dinn. Mir verstinn net, dass dat elo op eemol en neit Argument ass an eiser Diskussioun.

Elo soll dann op d'Uerteel vu Stroossbuerg gewaart ginn, wann ech richteg verstanen hunn. Mä, Här President, dës Majoritéit soll sech dach net hannert de Geriichter verstoppen! Si soll einfach Faarf bekennen. Ass dës Majoritéit da wierklech der Meenung, dass ee muss, och nach géint eegen Iwwerzeegungen, Leit op sengem Terrain toleréieren, déi hirem Hobby noginn?

Déi Gréng sinn där Meenung net a fuerderen, dass all Propriétaire d'Recht kritt, seng Terrainen aus engem Juegdrevéier erauszehuelen. An et gëtt och keng praktesch Argumenter dergéint.

Frankräich huet, an nëmmen ee Joer nodeem d'Uerteel Chassagnou '99 gestëmmt ginn ass, hiert Gesetz geännert. Firwat soll zu Lëtzebuerg net méiglech sinn, wat a Frankräich machbar ass? E Land - an do, mengen ech, si mer eis eens -, an deem d'Juegd awer bestëmmt nach e ganz anere Stellewäert huet wéi bei eis.

Et wier ze wënschen, dass d'Opklärung och an deem Dossier, am Dossier Juegd, endlech aus dem Nopeschland op Lëtzebuerg géif ukommen. An et ass jo och machbar!

Natierlech kréichen an eisen Aen esou Propriétairë kee Juegdschued bezuelt. A wann et wierklech erwise wär, dass vun deene Parzellen, déi da scho ganz grouss misste sinn, ronderëm vill Schued géif gemaach ginn, da ka jo d'öffentlech Hand derfir suergen, dass de Bestand mat enger Chasse administrative op deene Parzelle reduzéiert gëtt. Eng Chasse administrative, déi mer jo souwisou aus aneren Ursaachen dréngend brauchen, fir illegal ausgesetzte Wëld hei ze reduzéieren.

(Interruption)

Neen, ech deelen net do Är Meenung, Här Goerens. Ech deelen d'Meenung vum Statsrot, dass et elo op e puer Méint net ugeet an dass mer elo sollten déi Geschicht mat der Chasse administrative an eng global Reform integréieren. Do sinn ech awer wierklech der Majoritéit hirer Meenung, dass et elo kee Sënn mécht, punktuell do ze légiféréieren. Da fänke mer herno erëm vu vir un.

(Interruption)

M. le Président.- Här Gira, erlaabt Der eng Zwëschefro vum honorabelen Här Grethen?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Jo.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wollt den Här Gira froen - hien huet jo elo e flammende Plädoyer gehalen, fir dass Leit hir Terrainen net missten an e Juegdsyndikat eraginn -, ob hien och d'accord wier, dass ee ka verbidden, dass egal wien duerch mäi Bësch geet, leeft, spadséiert an esou weider, an ech nach strofbar sinn, wann en Aascht him op de Kapp fält. Ass hien och där Meenung, dass dat misst esou regléiert ginn?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech deelen absolut Är Meenung, Här Grethen. Am Kontext vun eisen Diskussiounen ass zu engem gewëssene Moment och déi do ganz Problematik opgeworf ginn. Et ass sécherlech net logesch, wat Der opwerft, dass een op där enger Säit als Privatpropriétaire vun engem Bësch muss de Passage vun den eenzelne Leit toleréieren an dann nach responsabel gemaach gëtt.

Ech menge mir gesinn, dass mer net nëmmen am Juegdberäich eng absolut archaesch Gesetzgebung hunn, och d'Notzung vum Bësch huet an deene leschten 150 Joer dramatesch geännert. An och do, mengen ech, wier et gradsou néideg wéi am Juegdberäich, e ganz neit Gesetz ze schreiwen. Ech mengen do si mer absolut enger Meenung.

(Interruption)

M. le Président.- Ech gesinn den Här Grethen ass net onbedéngt zefridde mat Ärer Äntwert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ah dach, ech sinn zefridde mat deem, wat hie mir op meng Fro geäntwert huet.

M. le Président.- D'accord.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Zweete Punkt, deen ech wollt opwerfen: Déi Gréng si géint all Forme vu Fidderung a mir sinn och fir minimal Ofschosszuelen an deenen eenzelne Revéieren. Et muss een, Här President, net Wëldbiolog sinn, fir ze verstoen, dass all Form vu Fidderung an der Natur net natierlech ass.

Si verhënnert déi natierlech Selektioun am Wanter, hëlleft schwaachen Déieren ze iwwerliewen, dréit zur Ausbreedung vu Krankheete bäi a léisst natierlech Bestänn explosiounsaarteg an d'Luucht wuessen. Si ass domat d'Haaptursaach vun deem enorme Wëldschued, an déi ganz Aarbecht huet zumindest och dozou bäigedroen, eng Rei Märercher, déi vun de Jeeër ëmmer erëm an d'Welt gesat ginn, aus der Welt ze schafen.

Duerch Etüden, déi am Ausland gemaach gi sinn, ass zum Beispill kloer erwisen, dass de Maisubau an der Landwirtschaft iwwerhaapt näischt mat der Explosioun vun de Bestänn ze dinn huet. Et si Leit vun enger éisträichescher Uni, déi europawäit Etüde gemaach hunn an zum Beispill festgestallt hunn, dass an der DDR, wou bis '89 kee Kär Mais ugesat ginn ass, d'Wëldbestänn gradsou an d'Luucht gaange sinn. Et ass eng Kombinatioun vun éischte Klimaverännerungen, kombinéiert mat enger massiver Fidderung, déi dat do bréngt.

Mä wann et schonn net natierlech ass, iwwerhaapt ze fidderen, Här President, esou ass awer carrément dat, wat hei an de Lëtzebuerger Bëscher, op jidde Fall plazeweis, geschitt, pervers. Wann d'Wëldschwäin 40% bäigefidderte Mais am Mo hunn, dann huet dat näischt méi mat Juegd ze dinn, dat ass Maascht am Fräiland. A mat esou Perversioune muss et eriwwer sinn, definitiv!

Duerfir sinn déi Gréng fir en absolut Fidderverbuet, wéi iwwregens all Experten, déi mer héieren hunn. An dozou gehéiert an eisen Aen och d'Kirrung. Bis haut sinn d'Jeeër eng Definitioun vum Ënnerscheed tëschent Fidderung a Kirrung schëlleg bliwwen. D'Kirrung dréit erwisenermoossen net zur Reduzéierung vum Wëldschued bäi. D'Kirrung ass net ze kontrolléieren - dat hu mer e puermol vun der Forstverwaltung bestätegt kritt. Et gëtt also an eisen Ae keng Ursaach hei eng Dier opzeloossen.

Wat awer iwwerhaapt keen Thema ass a wat awer ganz oft der Öffentlechkeet verstoppt bleift, dat ass, dass et net nëmmen d'Fidderung ass, mä dass d'Fräizäitjeeër ganz bewosst zu enger bestandsopbauender Bejoung opruffen an déi och praktizéieren.

Ech hunn hei eng Graphik aus enger offizieller Lëtzebuerger Jeeërzeitung, déi de Jeeër ganz kloer weist, wéi maachen ech et, wann ech zwee Réi a mengem Bestand hunn, fir no véier Joer zéng Réi ze hunn. Da maachen ech dat, wat déi lénks Säit ass. Wann ech awer wëll mäi Bestand stabil halen, da maachen ech dat, wat déi riets Säit hei gezeechent ass, mä dann hunn ech no véier Joer natierlech nach ëmmer nëmmen zwee Réi a mengem Bestand, an dat ass jo net dat, wat d'Fräizäitjeeër wëllen. Et ka jo net sinn, dass ee 70, 80 Flënten am Oktober, November op eng Klappjuegd rifft, an da géifen nëmmen zwee aarmséileg Réi iwwer 100 ha goen.

Dat ass jo net méiglech, an duerfir ass et déi Kombinatioun vu Fidderung mat där doter Manéier d'Wëld ze erleedegen, dass mer haut esou grouss Problemer hunn. Dat gëtt awer net nëmmen a Graphiken de Fräizäitjeeër nobruecht. Ech kéint och hei, mä ech erspueren lech dat, en Zitat aus „Fëscher a Jeeër" '96 bréngen, wou och fir d'Wëldschwäin datselwecht gemaach gëtt an am Detail gesot gëtt, wéi maachen ech et, fir dass ech no véier, fënnef Joer eng Onmass vu Wëldschwäin a mengem Revéier hunn.

Wa mer awer elo gären d'Bestänn, Här President, déi nächst Joren erof hätten, da musse mer also net nëmme radikal mat all Form vu Fidderung ophalen, mä et mussen och minimal Ofschosszuele pro Revéier festgeluecht ginn, a wann déi net agehale ginn, da muss d'Forstverwaltung eng Chasse administrative organiséiere kënnen, ouni dozou vum Juegdsyndikat missen opgefuerdert ze ginn.

Drëtte Punkt: Mir si géint d'Aussetze vu wëllen Déieren, och vun eenheemeschen. D'Aussetze vu wëllen Déieren ass gradsou pervers wéi d'Fidderen. Dat gëllt virun allem natierlech fir friem Aarten, mä och fir eenheemescher. Et gëtt Beispiller genuch vu genetescher Verkëmmerung. Sou ass zum Beispill no 20 Joer kommerzieller Feldhuesejuegd nogewisen, dass dës Déieren hir ganz natierlech Verhalensweis an hir Verdeedegungsmoossnamen dobausse verléieren. Da kann een och op Tountaube schéissen, wann een esou Déieren an d'fräi Natur erléisst.

Véierte Punkt: D'Reform vun de Juegdsyndikater an de Kontrollgremien. Do si mer méi oder wéineger därselwechter Meenung wéi déi Konklusiounen, déi de Rapporteur gezunn huet. D'Juegdsyndikater musse méi Rechter vis-à-vis vum Fierschter kréien.

Mir sinn och der Meenung, dass déi Opdeelung a Wahlsektiounen, déi mer jo um politeschen Niveau ofgeschaaft hunn, och hei mussen ofgeschaaft ginn. Et soll een d'Juegdrevéieren no ekologesche Kritären opdeelen, an et muss méiglech sinn, dass Gemengen als gréisste Propriétaire souguer vläicht d'office am Comité sëtzen. Et kann net sinn, dass déi gréisste Propriétairen am Land déi sinn, déi vun all Form vun demokratescher Bedeelegung un de Juegdsyndikater ausgeschloss sinn. Dat sinn Zoustänn, déi net méi tolerabel sinn.

Et kann och net sinn, dass an der Commission cynégétique, déi awer eng wichteg Roll ze spillen huet, d'Jeeër an der Majoritéit sinn. Dat ass de Bock zum Gäertner gemaach. Hei muss de Stat d'Soen hunn. Hei mussen och Wëssenschaftler eran, an déi Décisiounen, déi do geholl ginn, mussen op sachlecher a wëssenschaftlecher Basis geholl ginn.

Fënnefte Punkt: Mir si fir de Schutz vun den natierleche Beutegräifer, notamment fir de Schutz vum Fuuss. Här President, an engem tollwutfräie Land gëtt et keng Ursaach, fir de Fuuss ze schéissen, an et gëtt genuch Etüden, déi weisen, dass, wat ee méi Fiiss schéisst, wat et der méi gëtt, well een nämlech déi ganz Familljestruktur op d'Kopp gehäit a well da vill méi weiblech Fiiss Jonker kréien, wéi wann ee se mat Rou léisst. Mä d'Jeeër erfanne jo ëmmer erëm nei Ursaachen, fir awer nach däerfen op de Fuuss ze schéissen. Déi lescht Erfindung ass de Fuchsbandwuerm. Abee, Här President, ech kann lech berouegen...

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ass dat eng Erfindung, Här Gira?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen, mä awer d'Importenz vun deem Phenomeen ass eng Erfindung vun de Jeeër, Här President. Ech kann lech soen, et stierwen an Europa all Joer wesentlech, awer wesentlech méi Leit duerch Kugele vun engem Jeeër, wéi duerch de Fuchsbandwuerm. A wann een dann esou konsequent wär, wéi d'Jeeër sinn, da misst een éischter d'Juegd verbidden, wéi d'Ofschéisse vum Fuuss erlaben.

(Coups de cloche de la Présidence)

Sechste Punkt: D'Falejuegd ass grondsätzlech ze verbidden. Theoretesch ass d'Falejuegd verbueden. An der Praxis ginn awer nach Fale genotzt op Basis vun engem Règlement grand-ducal, deen zwar net am Kontext vun der Juegd ass, deen awer esou ausgeluecht gëtt iwwert d'Animaux nuisibles. Hei mussen de Législateur an d'Exekutiv endlech fir Kloerheet suergen. De Rapporteur huet et och scho gesot, an och do deelen ech seng Meenung: Am 21. Jorhonnert, a wann een nëmme ganz e bësse vun Ekologie versteet, da kann een net méi vun Animaux nuisibles schwätzen.

Siwentens: D'Klappjuegd an enger Iwwergangszäit erlaben, awer ënner klore Konditiounen. Dat ass e Punkt, wou déi Gréng hir Meenung geännert hu vu vis-à-vis virun dräi, véier Joer. Mir sinn eigentlech géint d'Klappjuegd mat Hënn, well hei de Risiko ganz grouss ass, dass d'Wëld ënner Konditiounen zu Doud kënnt, wat awer näischt méi mat Déiereschutz ze dinn huet. Mir hunn eis awer vun den Experten, souwuel deenen inlännesche wéi auslänneschen, iwwerzeege gelooss, dass mer dës Form vu Juegd an der Iwwergangszäit brauchen, fir déi iwwerhéichte Bestänn ze reduzéieren. Mä da musse ganz kloer Konditioune gesat ginn.

Virun allem muss definéiert a kontrolléiert ginn, dass nëmme gëeegent Hënn matgeholl däerfe ginn. D'Populatioun muss informéiert ginn. D'Sécherheetsmoossname musse verstäerkt ginn an et däerf och keen ënner Alkoholafloss mat engem Juegdgewier hantéieren. Wann d'Bestänn bis reduzéiert sinn, si mer der Meenung, dass mer op déi Form vu Juegd verzichte kënnen.

Aachtens: D'Ofschéissen oder d'Fänke vun Hausdéieren ass grondsätzlech ze verbidden. Och hei gëtt et keng sachlech oder wëssenschaftlech Argumenter, fir weiderhin esou onzäitgeméiss Praktiken ze toleréieren.

Néngtens: D'Zuel vu jobaren Déieren ass op e Minimum ze reduzéieren. Nëmmen do, wou d'natierlech Beutegräifer verschwonne sinn, soll de Mënsch reguléierend agräifen.

Zweetleschte Punkt: kuerz Juegdzäiten. D'Jeeër behaapten zwar ëmmer, mir hätten zu Lëtzebuerg kuerz Juegdzäiten. Dat ass richteg, wann een déi eenzel Déiere kuckt. Wann een awer hei de Juegdplang kuckt iwwert d'ganzt Joer, da stellt een awer fest, dass et de Moment op jidde Fall keen Dag, kee Mount gëtt, wou een net op iergendeng Aart am Bësch oder am Feld ka Juegd bedreiwen. An ech weess net, ob d'Déieren dobaussen esou intelligent sinn ze wëssen, ob dann d'Gewier elo op si ugeluecht gëtt oder op eng aner Zort, esou dass, mengen ech, ënnert dem Strëch och do nach Klärungsbedarf ass an ee muss kucken, fir awer och do nach d'Zäiten ze reduzéieren.

Leschte Punkt: d'Neiregelung vun de Wëldschied. Et ass net richteg, dass, wéi d'Jeeër ëmmer soen, si souwisou déi Eenzeg sinn, déi de Wëldschued musse bezuelen. Dat ass richteg fir dee Schued, deen an der Landwirtschaft gemaach gëtt. Mä wie bezilt dann d'groussfläcneg Gatteren, fir iwwerhaapt nach kënnen d'Naturverjüngung an engem Bësch eropzekréien? Wie bezilt dann déi onnatierlech Waldverjüngung an de Bëscher? Wie bezilt déi finanziell Aboussen, well d'Holzqualitéit ofhëlt? Wien huet schlussendlech déi enorm Primë bezuelt, déi opgrond vun der Schwéngspescht d'Jeeër kritt hu fir all Wëldchwäin, dat se erluecht hunn?

Do ass de Krees jo zou. Mir fiddere massiv. Mir suergen derfir, dass vill Wëldschwäin do sinn. Dann hu mer d'Pescht an da kréie mer och nach fir all Wëldschwäin, wat mer erleedegen, 100 Euro. Dat ass wierklech ganz intelligent gemaach! Do kënnt jiddfereen zu sengem, just d'Allgemengheet net. Duerfir ass dat fir eis och kloer, wann een et kuckt.

An do wëll ech och nach eng Kéier confiméieren, dass et och nach eng ganz Rei Jeeër gëtt, déi hir Aufgab seriö huelen. Dat gesäit een, wann een d'Kaart vum Wëldschued hëlt. Déi ass net iwwerall schwaarz.

Do gëtt et ganz Géigenden, wou bal kee Problem ass. Mä et gëtt awer och konzentréiert Géigenden, wou enorm Problemer sinn. Wann een dat gesäit, dann ënnerstëtzen déi Gréng all Regelung vum Wëldschued, déi d'Responsabiliséierung vun deenen eenzelne Juegdpiechter vill méi groussschreift wéi dat, wat mer elo hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu menge Konklusiounen. Eis Fuerderunge si kohärent, logesch a gedroe vu Wäerter, déi eiser Partei wichteg sinn: Mënscherechter, Ëmweltschutz, Déiereschutz. Si baséieren op wëssenschaftlechen Erkenntnisser, Erfahrungen aus dem Ausland a si muer ëmsetzbar. Si missten eigentlech vun all Mënsch, deem déi genannte Wäerter och um Häerz leien - also eigentlech och de Jeeër -, gedroe kënne ginn.

Viru 14 Deeg hat ech dat Gefill, dass d'Konklusioune vum Rapporteur net wäit ewech vun dësen Iddië waren. Du sinn awer aner Kräften zum Droe komm, an dës Chamber huet sech dee leschte Moment en Deel vum Dossier aus der Hand huele gelooss. De Ball läit elo bei der Regierung, virun allem beim Ëmweltminister. Déi Gréng erwaarde vun him, dass hie sech guidéiere léisst vu Mënscherechter, Ëmweltschutz an Déiereschutz, dass hie sech net vum Gewiicht vu verschiddene Lobbyë beaflosse léisst, mä éischter vun de sachlechen a wëssenschaftlechen Argumenter, déi hien an dësem Rapport an - wéi de Rapporteur et esou schéi gewisen huet - an deene puer honnert Säiten an den Annexen erëmfënnt.

Mir erwaarde vun him e Juegdgesetz, wat den Erwaardunge vun engem ganz groussen Deel vun der Populatioun Rechnung dréit. Mir erwaarde vun him e Juegdgesetz, wat de Wäertvirstellunge vun enger ziviliséierter Gesellschaft am 21. Jorhonnert entsprécht. Alles anescht, Här President, wär inakzeptabel.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

Une voix.- Projet, Här Gira. D'Gesetzer maache mir nach ëmmer.

M. le Président.- Als nächst Riednerin huet déi honorabel Madame Stein d'Wuert. An ech géif bieden op den Tribünen all Manifestatioun vun Accord oder vun Désaccord ze ënnerloossen!

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Soss musse si schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi de Rapporteur et scho gesot huet, sinn hei an der Chamber wéineg Dossieren, wéineg Diskussiounen, déi esou vill an esou gutt preparéiert goufen, wéi dësen Débat d'orientation, deen dann d'Basis soll duerstelle fir dat neit Juegdgesetz, woumat mer ons wäerten d'nächst Joer befaassen.

De Romain Schneider huet et schonns gesot: Mir hate 25 Sitzunge vun der Kommissioun. Mir hunn ons och d'Méi gemaach, déi Organisatiounen, déi dëse Sujet de près ou de loin touchéiert, unzeschreiwen an hire schréftlechen Avis ze froen. Si haten de 26. Mäerz d'Geleeënheet, sech op engem öffentlechen Hearing ze artikuléieren. D'Kommissioun huet och kënnen op en Avis juridique zréckgräifen, deen d'Landschaft vun de Juegdgesetzgebungen an onsen Nopeschlänner beliicht huet.

Bei dësem Hearing hunn dann och eng Rei héichkaräteg in- an auslännesch Experten hire wëssenschaftleche Pefferkär mat bäigeluecht. D'Kommissioun huet all déi gewonnen Erkenntnisser an hiren Dossier afléisse gelooss. Eraus koum schliesslech zu deem Zäitpunkt, wéi dat virun zwee Joer festgeluecht gouf, dëse Rapport.

Ech wëll am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Rapporteur, dem President an de Membere vun der Kommissioun, den Experten aus der Administratioun, a besonnesch och onser Sekretärin, der Madame Moris, villmools Merci soe fir déi formidabel Aarbecht. Illustréiert gëtt dëse Merci duerch déi vill Säite Rapporten an duerch déi 576 Säiten Annexen, déi Der op Ärem Courrier électronique fonnt hutt. Mir hunn ons also d'Saach net einfach gemaach, an dat huet eng Rei Ursaachen.

Et ass richteg, dass d'Juegd, esou wéi se fréier war, net méi esou selbstverständlech ass wéi dat emol de Fall war. D'Thema u sech polariséiert e groussen Deel vun onser Populatioun. Dës Polariséierung huet sech an allen Avisen, awer och am Hearing erëmfonnt. Ech kann Iech souguer soen, dass och an onser Fraktioun d'Meenung net eenheetlech war.

Well dat esou ass, huet vu virera kloer geschéngt, dass souwuel an dësem Rapport wéi spéider am Projet de loi all eenzel Meenung, Positioun an Astellung net tel quel kéint iwwerholl ginn. Ech wëll hei e Communiqué zitéieren, deen e Méindeg a mengem Fax gelant ass, net wéinst deem, wat drasteet, mä wéinst dem Thema, dat sech iwwregens haut och an der Press erëmfënnt: „Wozu noch Demokratie?"

Selbstverständlech ass et fir all Lobby legitim, Ënnerschréften ze sammelen an domat hir Opfaassungen ze ënnermaueren an och e gewëssenen Drock op ons Deputéiert ze maachen. Selbstverständlech zielt fir all Politiker an och all Partei eng Ënnerschréftesammlung. Demokratie ass awer, onser Opfaassung no, villméi, op all dës Meenungen an och Lobbyen ze lauschteren, sech eng eege Meenung ze bilden a schliesslech zu enger konsensfäeger Konklusioun ze kommen, déi fir all Matbewunner an onsem Land tragbar ass.

Zu engem Moment, wann da jiddferee seng Meenung gesot huet, muss d'Diskussioun ofgeschloss ginn. Décisioune musse geholl ginn, an dat gemäß deem Mandat, deen en Deputéierte vum Wieler krut. Do huet et dann och kee Sënn, d'Debatt nach eemol wëllen ze verschieben, wéi verschidde Membere vun onser Kommissioun dat verlaangt hunn. Dësen Débat ass nämlech vun de grénge Kolleegen 2003 ugefrot ginn. Du waren der vill vun ons nach net an der Chamber, an eng Rei vun deenen, déi deemools dra waren, sinn elo net méi derbäi. Am Juli ginn et véier Joer, dass d'Ëmweltkommissioun domat befaasst ass.

Wa mer dësen Débat haut nach eng Kéier verschoben hätten, dann hätte sech wuel zu Recht vill Bierger vun onsem Land gefrot, ob mer keng aner a méi strident Problemer an dësem Land hunn, wéi dee vun der Juegd; wéi souwuel den Här Schneider wéi och den Här Gira dat scho gesot hunn.

Mir jiddefalls sinn der Meenung als CSV-Fraktioun, dass de Rapport, esou wéi en ons haut virläit, der heiteger Situatioun Rechnung dréit, dass en d'Juegd vun hirem Sënn an hire Missioune vum Fong op reforméiert an e Konsens duerstellt, wéi een en haut an hei net besser konnt fannen. A mengem perséinlechen Numm - ech géif mech selwer éischter bei den Déierefrënn an den Naturschützer usiedelen - kann ech soen, dass ech e mat rengem Gewësse wäert matdroen.

D'Juegd huet sech vläicht net wesentlech geännert, mä doduerch, dass hiert Ëmfeld sech wesentlech geännert huet, ass et noutwendeg ginn, se ze iwwerdenken. D'Natur an d'Déieren hunn haut en aneren ideelle Wäert, wéi dat fréier de Fall war. Mir hunn hei de Paradox, dass engersäits d'Déierenhaltung sech ëmmer méi wäit vun onser deeglecher Liewensform distanzéiert. Grond war Massendéierenhaltung, intensiv Landwirtschaft a modern Liewensmëttelproduktioun. D'Liewensmëttel leien am Plastik verpaakt an de Supermarchéen, a ganz besonnesch - mä net nëmmen - ons Kanner maache wuel net ëmmer den Zesummenhang tëschent deem, wat se op den Teller kréien, an deem schéine Källefchen op der Weed, dass dat muss dout gemaach ginn, bis et an de Plastik ka verpaakt ginn. Do stelle sech wéineg Leit Froen.

Op där anerer Säit gëtt vläicht als Kompensatioun d'Déier ëmmer méi personaliséiert mat der Ënnerstëtzung vu Literatur, Film a Medien. Déi meeschte Kanner soen net: Oh, e Réi!, wa se eent gesinn, mä: Oh, e Bambi! D'Kreatur huet en anere Stellewäert, an dat ass an dësem Rapport berücksichtegt.

Et gëtt keen Déier méi, dat eng Gefor fir de Mënsch duerstellt. Bieren, Pumaen a Wëllef sinn aus onser Landschaft verschwonnen. An de Fuuss geet och keng Gäns méi stielen, well déi geet net méi op de Wise grasen.

Domat verléieren net nëmmen déi wëll Déieren hire Prédateur naturel, mä d'Mënsche verléiere ganz kloer och hiert Feindbild.

Am allerwichtegste schéngen awer fir d'Praxis vun der Juegd déi landschaftlech Wandlungen, déi ons Ëmwelt an deene leschte Joren a Jorzéngte matgemaach huet. D'Zersiedlung vun der Landschaft huet bei der Fauna zu biologeschen a Verhalensveränneruge geféiert. Sou kréien zum Beispill d'Wëldschwäin haut méi jonk, méi oft a méi Brilleken. Do, wou d'Tragfäegkeet vun de Liewensraim iwwerschratt gëtt, kënnt et zu Konflikter mat der Landwirtschaft, dem Naturschutz, der Juegd, awer och mat all deenen anere Gruppen, fir déi de Bësch Erhuelungs- a Fräizäitraum ass.

D'Déiere selwer réckelen dem Mënsch ëmmer méi no. Sou fënnt een net nëmmen d'Wisel an d'Kaweechelchen, mä och de Fuuss ëmmer méi oft an den Agglomeratiounen.

D'Jeeër sollte sech selwer mam Schlapp huelen, wa si vu ville Leit ugegraff ginn. Et kann ee sécher net soen, dass all d'Jeeër hir Hënn op liewegen Déieren zillen, an och net, dass an all Revéier Déieren a Falen erhéngeren. Et fueren och net op all Klappjuegd 20 Jeepen iwwert d'Bëschweeër, an et schéissen och sécher net all d'Jeeër derlaanscht, a last but not least setze se och net all Déieren an hirem Revéier aus. Mä dat alles gëtt et an ass dokumentéiert ginn.

Elo kann ee soen, et géif och d'Autofueren net verbuede ginn, wann e puer der mat 150 duerch en Duerf fueren, mä wann ee beim Fuere mat 150 an engem Duerf erwëscht gëtt, da kritt een e fatzege Protokoll, an do huet menger Meenung no d'Jeeërschaft an der Vergaangenheet net schaarf genuch op déi schwaarz Schof an hiren eegene Reie reagéiert.

Et kann ee sech also an dësem Zesummenhang froen, firwat d'Jeeërfederatioun net scho laang, esou wéi aner Associatiounen, sech fräiwëlleg en Instrument ginn huet, fir eng deontologesch an ethesch Iwwerwaachung vun der Praxis vun hire Memberen.

Wann dat de Fall gewiescht wär, wär et vläicht net esou wäit komm, an d'Bild, dat d'Leit sech dobausse vun der Juegd maachen, wär en anert a vläicht och méi en objektiivt, wéi dat, wat haut besteet.

Wann d'Jeeërschaft selwer dës Aufgaben net iwwerhëlt am Sënn vun engem „peer review", da muss eben d'öffentlech Hand hei asprangen. Dëst ass ganz kloer d'Conditio sine qua non, wann d'Juegd soll hiren neie Rolle gerecht ginn, déi an eisem Rapport virgesi sinn. An zwar ass hir primordial Aufgab den Naturschutz, d'Oprechterhale vun der Biodiversitéit, en Ustriewe vun engem ekologeschen Equiliber an eise Bëscher a Gewanen.

Et ass fundamental falsch, wat a verschiddene Medien ugeklongen ass a vu verschiddene Kolleegen insinuéiert gouf, nämlech dass dëse Rapport am Intérêt an ënnert dem Afloss vun der Jeeërlobby entstanen ass an dass alles wäert beim Ale bleiwen. Ech wëll dat e bëssen illustréieren.

Ee vun deenen am meeschten diskutéierte Punkten an allen Debatte war d'Fidderung vum Wëld. Wat vu verschiddene Juegdpächter fir Quantitéiten an d'Bëscher gekarrt gëtt, dat huet effektiv keen Numm. Et gëtt vu Säck mat Croissanten am Extremfall, mä haaptsächlech vu ganze Ween voller Mais geschwat.

Zu dësem Sujet ware sech och am Hearing quasi all Intervenanten eens. Dës Zort vu Fidderung, déi geduecht ass fir eng héich Wëlddicht op sengem Revéier erbäizeféieren an d'Wëld ze fidéliséieren, ass kontraproduktiv an huet op d'mannst zum Deel dozou bäigedroen, dass d'Populatioun vu Schwaarzwëld explosiounsaarteg gewuess ass op eng Aart a Weis, dass mat den heitege Juegdpraktike keng Chance besteet, dëser Populatioun Här ze ginn, well soss wär se et jo wahrscheinlech scho ginn.

Och déi sougenannten Oflenkungsfidderung krut eng schlecht Zensur. D'Madame Cellina huet mat hiren Analyse bewisen, dass d'Wëldschwäin deen dréchene Mais nëmmen hëlt, wann näischt Besseres do ass. Et hëlt och léiwer dee jonke Mais wéi d'Croissanten. D'Wëldschwäin schéngt iwwerhaapt en ausgesprache raffinéiert Déier ze sinn.

Et bleift d'Diskussioun vun der Kirrung, wou d'Meenunge méi staark polariséiert waren. Et schéngt logesch, dass, wann een d'Juegdzäiten, déi anscheinend schonn zu deene kierzsten an Europa gehéieren, an d'Klappjuegden zwee- bis dräimol am Joer wëllt bäibehalen - an dat huet eis finalement déi schounendst Aart a Weis fir d'Juegd geschéngt, déi jiddefalls, déi en héije Prélèvement bei kuerze Stresszäite fir d'Wëld bedeit -, da muss een d'Wëld och kënne konditionéieren, do ze sinn, wou d'Jeeër sinn. Ee vun den Avisen ass zitéiert gi mam Saz, och de Fëscher hätt e Wuerm un der Aangel.

Dat grousst Argument vun de Kirrungsgéigner ass dat, dass et onméiglech ass, de genauen Ënnerscheed vu Kirrung an anerer Fidderung erauszefannen, an och, dass eng Kontroll vun de Reglementer nëmme schwéier wäert ze realiséiere sinn.

D'CSV-Fraktioun ass awer der Meenung, dass een hei net soll virun der Zäit d'Bängele bei d'Tromm geheien. Mir hu Vertrauen an den zoustännege Minister a seng Administratiounen. Mir erwaarden eis vun hinnen, eng kohärent Reglementatioun auszeschaffen, an et och fäerdeg ze bréngen, se ze kontrolléieren.

Et ass evident, dass, sollt dat net de Fall sinn, sou wéi d'Leit aus Rheinland-Pfalz dat ugedeit hunn, een an dësem Sënn nach ëmmer kann zréckrudderen an d'Reglementer adaptéieren.

Ech hu mech iwwerzeege gelooss, dass dëse Wee am Géigesaz zu där Léisung, déi mer fir d'éischt diskutéiert haten, nämlech d'Kirrung ze verbidden an nëmme Pilotprojete punktuell zouzeloossen, méi einfach steierbar ass. Mir kenne jo d'Schicksal vu Pilotprojeten hei am Land a wëssen, dass se herno oft d'Regel ginn, obwuel se ëmmer nach als Pilotprojet lafen. Dat ass awer weder eng éierlech nach eng propper Léisung.

Eng vun de katastrophale Suitë vum Wëldiwwerschoss sinn d'Wëldschied, net nëmmen op de Felder, mä haaptsächlech an de Bëscher, wou selektiv d'Lafbeem duerch Wëldbëss futtiginn - den Här Gira huet dëse Schued schonn ausgehend diskutéiert -, déi esou den Equiliber vun der Flora riskéieren a Fro ze stellen.

Et kann een also behaapten, dass an dësem Punkt d'Juegd, esou wéi se existéiert, de Bestriewunge vum Naturschutz an dem Erhale vun der Aartevillfalt diametral opposéiert ass.

Mir als CSV-Fraktioun ënnerstëtzen also all Moossnamen, déi enger natierlecher Regulatioun vun de Wilddichten entgéintkommen, fir dass eis verbleiwend Bëscher eng Chance kréien, hiren Ökosystem kënnen ze halen.

Aus dëser Ursaach begréisse mer, dass am Rapport gefuerdert gëtt, dass d'Juegdpächter sech net nëmme wäerte missen u maximal, mä och u minimal Ofschossquoten halen. Souwisou schéngen Ofschossquoten an der Vergaangenheet méi „guidelines" wéi „rules" gewiescht ze sinn - wann een d'Piraten aus der Karibik kennt. An och hei muss et Konsequenze fir déi ginn, déi sech net un d'Virschréften halen.

Ganz allgemeng, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass virauszegesinn, dass, wann déi éiergäizeg ethesch an ekologesch Regelen, déi mer eis haut sollte setzen, an engem Gesetz hiren Niddderschlag fannen, an dat solle se jo och schliesslech, d'Administratioun personell a logistesch opgestockt muss ginn, fir dësen neie Rolle kënne gerecht ze ginn.

Et ass nach ëmmer eng Hybris gewiescht, dass d'Juegd déi fréier Juegdgräifer kéint reguléierend ersetzen. D'Juegd huet au contraire an der Vergaangenheet zur Ausrottung vun enger ganzer Rei vun Aarte gefouert, déi ex post als nëtzlech hätte kënnen deklaréiert ginn, wann et se dann nach géif ginn.

Esou ass et haut net méi ze vertrieden, weder aus etheschen nach aus ekologesche Grënn, dass verschidden Déierenzorten als schiedlech betitelt ginn. Et huet sech bis elo haaptsächlech ëm esou Zorte gehandelt, déi dem Mënsch op der Juegd op „sengem" Wëld Konkurrenz gemaach hunn.

Keen Déier an der Natur ass schiedlech vu sech aus, an esou si mer an der Kommissioun zum Schluss komm, dass de Begréff „animal nuisible" aus Gesetzer a Reglementer ze verschwannen hätt.

Dee vun dësem Rapport opgezeechente Wee ass deen, dass de Ministère vu Joer zu Joer d'Espèces chassables per Lëscht festsetzt, an dat mat ekologeschen a sanitéitstechneschen Argumenter. Geschützten Zorte musse selbstverständlech weider geschützt ginn, mä och bei hinnen, souwéi an den Naturschutzgebidder, muss et méiglech sinn, punktuell engem ekologesch wëssenschaftleche Besoin vun Diminutioun vun enger bestëmmter Populatioun kënne Rechnung ze droen. Och dës Befugnisser sollt de Minister hunn.

Ënnert dës Diskussioun fält och eise Frënd, de Rénert. Well d'Argumenter, hien ofzeschéissen, gréisstendeels dora leien, fir de Mënsch viru verschiddene Krankheeten ze schützen, a well dat schliesslech och mäin anere Beruff ass, hunn ech mech e bësse méi genee mat dësem Domän ofginn.

D'Tollwut ass hei zu Lëtzebuerg de Moment inexistent. De leschte Fall, un deen ech mech kann erënneren, wou mer eng Famill geimpft hunn, well eng Kou mat Tollwut

infizéiert war, ass sechs Joer hier, an do ass nach gesot ginn, de Fuuss wär iwwert d'Grenz komm.

Et gëtt awer vill vum Fuussbandwuerm geschwat, deen de Mënsch kann als Feelwirt a sengem Larvestadium befalen. D'Echinococcosis alveolaris, déi vum klenge Fuussbandwuerm ausgeet, gëtt et hei an Europa. Et handelt sech ëm eng geféierlech Krankheet, déi meeschtens eréischt no ville Joren entdeckt gëtt, well se an de Fréistadien asymptomatesch verleeft, an dann oft fir e radikalen Agréff net méi zougänglech ass. Si brauch eng liewenslaang Behandlung, déi d'Krankheet ophält, mä si ass de Moment net heelbar.

Elo awer déi gutt Nouvellen: Op europäeschem Niveau gëtt dës Krankheet vun engem Regëschter iwwerwaacht an enregistréiert. Hir Inzidenz ass immens geréng. Esou gëtt et a Frankräich an an Däitschland an den endemesche Gebidder - a mir leien hei an engem endemesche Gebitt - eng 15 Fäll pro Joer an der Moyenne. Hei am Land ass keen ee Fall vun alvéolairer Echinococcose bekannt. Ech hu mer dat souwuel vum Chef vun eisem Service national des maladies infectieuses wéi och vum Statslabo bestätege gelooss.

Et gëtt neierdéngs och besser Dépistagemethoden, déi d'Krankheet an engem Fréistadium erkenne loossen, a schliesslech gëtt et fir Leit, déi vill an de Bëscher sinn an och haaptsächlech Baueren, déi erwisenermoossen déi meeschten Affer am Pool vun de Patienten duerstellen, e puer einfach an effikass Preventiounsmethoden, op déi anzegoen eis haut vläicht géif ze wäit féieren.

Ech misst awer an dësem Zesummenhang nach drun erënneren, dass et schwéier ass festzestellen, wéi genee bei de Patienten d'Eeër vum Fuussbandwuerm iwwerdroe goufen, mä dass an deene Fäll, wou dat méiglech war, heefeg net de Fuuss, mä den Hond den Endwiert vum Bandwuerm war. Den Hond an d'Kaz kënnen de Fuuss an dëser Roll ersetzen. Et sollt een also virun allem net vergiessen, säi Mupp regelméisseg ze entwuermen, wann e sech gär an de Bëscher erëmdreift.

Dës extrem selte Krankheet also, géint déi ee sech och nach gutt ka schützen, däerf net d'Argument sinn, dem Rénert weiderhin op de Pelz ze goen. Ëmsou méi wéi mer wëssen, dass säin intensiivt Bejoen an de leschte Joren et net fäerdeg bruecht huet, d'Bestänn erofzesetzen, au contraire. De Fuuss huet, grad ewéi d'Wëldschwäin, biologesch Upassungsmechanismen an d'Weeër geleet, déi zu engem Uwuesse vu senger Populatioun gefouert hunn. Et gesäit een haut op onse Stroosse méi iwwerfuere Fiiss wéi Igelen.

Ech géif wëlle behaapten, dass an onser Kommissioun eng Majoritéit fir e Moratoire fir d'Juegd op d'Fiiss wier, mä mir hunn net driwwer ofgestëmmt, et au contraire dem Minister a senge Servicer iwwerlooss, fir de Fuuss all Joer, oder eben net, op d'Lëscht vun den Espèces chassables ze setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift mer nach ganz kuerz op déi administrativ Punkten an onsem Rapport anzegoen, well meng zwee Virriedner scho ganz staark dorop agaange sinn, wann och net allen zwee an deem nämlechte Sënn.

Wat d'Chasse administrative ubelaangt, esou ass vu verschiddene Leit e separat Ofstëmmen iwwert de Projet de loi 5452 verlaangt ginn. D'Kommissioun ass awer zum Schluss komm, dass, vu dass am Wust vun der bestehender Juegdreglementatioun a Gesetzgebung dëst neit Gesetz nëmme kéint zur Konfusioun bäidroen, a vu dass d'Juegd an deem neie Gesetzesprojet, dee mer ons jo an allernächster Zukunft kënnen erwaarden, eng fundamental nei an aner Roll wäert zougesprach kréien, et méi sënnvoll ass, si an deen neie Projet de loi mat anzebauen.

Pünktlech virun onsem heitegen Débat krute mer dann och deen erwaarten Avis juridique vum Ministère iwwert d'Inclusioun vun de Propriétairen an d'Juegdsyndikater.

Quant au fond muss een hei soen, dass et juegdtechnesch kontraproduktiv wier, verschidde Propriétéiten aus de Juegdgebidder erauszehalen. Si géifen nämlech soss zu engem Réservoir an engem Refuge gi fir Déieren, déi al a krank sinn, a souguer d'Natur hätt hei wéineg Chancen, bei esou Enklaven hir eege Regelen auszespillen. Et ass au contraire ëmmer erëm ugeklongen, dass ons Juegdgebidder net ze grouss, mä ze kleng sinn, fir eng effektiv Juegd mat engem adaptéierte Prélèvement u Wëld kënnen duerchzeféieren. An dësem Sënn ënnerstëtze mer och d'Fuerderung, dass all Bëschpropriétairen, déi öffentlech an déi privat, missten an de Juegdsyndikater vertruede sinn.

Ech wéilt och emol, an Ulehnung un dat, wat den Här Grethen virdru gesot huet, drop hiweisen, a wat fir eng Situatioun mer kéimen, wann deen ee Bëschbesëtzer fir d'Jeeër ass, deen anere seet, e wéilt kee Spadséiergänger oder kee Vëlosfuerer oder kee Reider méi a sengem Bësch. Da ginn ons Bëscher als Noerhuelungsgebitt verluer. Ech sinn awer mat him d'accord, wann et ëm dee Problem vun der Responsabilitéit vun de Bëschbesëtzer geet, wann een dann an de Bësch spadséiere geet, dass een dat mengen ech nach eng Kéier misst iwwerschaffen.

Dee vun ons gefuerderten neie Sënn an Zweck vun der Juegd, nämlech d'Bäidroen zum Naturschutz an Erhale vun der Aartevillfalt, géif also an dësem Fall, wann ee Propriétéite géif eraushuelen, vu virerof a Fro gestallt ginn.

Wat déi juristesch Basis ubelaangt, esou huet d'Kommissioun sech an hirer Majoritéit dem Avis vum Maître Rodesch ralliéiert. Dësen Avis huet sech net reng op den Arrêt Chassagnou bezunn, mä huet och déi lëtzebuergesch Uerteeler, bekannt als Arrêt Wirth a Schneider, souwéi ee méi e rezent Uerteel vum däitsche Verfassungsgerichtshof considéréiert.

Wa mer also nach eng Kéier dovun ausginn, dass de Prinzip vun der Juegd an deem neie Gesetz op dräi Sailen opgebaut gëtt, nämlech dem Naturschutz, dem Erhale vun der Biodiversitéit an dem biologeschen Equiliber an onse Bëscher, dann ass e selbstverständlech och d'intérêt général.

Ouni wëllen op dem Här Gira seng Emotiounen anzegoen, géif ech awer wëllen drop hiweisen, dass dës dräi Pilieren och a senger Ried d'Basis vun der Juegd sollten duerstellen. An ech wéilt och nach soen, dass an dem Avis juridique net steet, dass dat eng privat oder eng professionell Juegd sollt sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, keng Partei huet sech an den Debatte fundamental géint d'Juegd ausgeschwat. D'Konsequenz vun esou enger Haltung wier nämlech déi, dass mer och missten d'Juegdhaiser ofschafen, an da géif et net nëmme kee Wëld méi op onse Menüe ginn, mä selbstverständlech och keng aner Déiere méi. An ech mengen net, dass mer dofir hei an dësem Land géifen doriwwer eens ginn.

Et ass gradsou kloer aus den Debatten erausgaangen, dass d'Juegd wéi se haut bedriwwe gëtt, och wann et sech ëm eng Minoritéit vu Jeeër handelt, an onser heiteger Gesellschaft op wéineg Akzeptanz stéisst.

Mir mengen, dass dëse Rapport d'Basis wäert si fir e proppert déieren- an naturfrëndlecht Juegdgesetz, e fundamentalen Neiufank, awer och fir d'Jeeërschaft, déi eng ganz Rei vun neien Aufgaben a Flichte kritt. Mir sinn awer am Géigesaz zum Här Gira der Meenung, dass een de Jeeër misst d'Chance ginn, fir dës Aufgaben ze erfëllen.

Mir si bereet, ons d'nächst Fréijoer mat deem vun onsem Ëmweltminister presentéierte Projet de loi ausenanerzesetzen; eng gutt Preparatioun ass schliesslech d'hallef Aarbecht. D'Detailer wäerten nach eemol op de Leescht musse geholl ginn. Ech brauch och hei d'Fuerderunge vun der CSV net eenzel opzezielen, well mir an dësem Sënn déi Motioun, déi mer zesumme mat de Kolleege vun der LSAP wäerte virleeën, selbstverständlech ënnerstëtzen.

Ech soen all deene Merci, déi nach heibanne sinn, no dëser laanger Ried.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Dann huet den honorabelen Här Goerens d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Ufank vu menger Interventioun wollt ech soen, datt de Rapporteur vun dëser Orientéierungsdebatt, grad wéi de President Negri eng exzellent Aarbecht gemaach hunn a jiddefalls fir eng fair Diskussioun an deene ville Kommissiounssëtzunge gesuergt hunn. Ech wollt hinnen och ausdrécklech Merci soen. Ech schléisse mech domat menge Virriedner un, an dee Merci gëllt selbstverständlech och fir all déi Leit, déi an d'Kommissioun koumen an déi an enger konstruktiver Approche versicht hu matzeschaffen.

De Rapport fënnt awer eis Zoustëmmung net.

De Rapport fënnt eis Zoustëmmung net, net well mer net der Meenung wieren, deem exzessive Fiddere misst en Enn gesat ginn. Och net, well mer net der Meenung wieren, d'Densitéit vun eenzelne Wëldaarte misst drastesch erofgefuer ginn. Och net, well mer net der Meenung wieren, d'Juegd kéint eng Kontributioun leeschten zum Erhalt respektiv zum Erëmhierstelle vum ökologesche Gläichgewiicht. Och net, well mer net der Meenung wieren, d'Juegd wier noutwendeg a misst konform zu engem Regelwierk ausgefouert ginn, dat ville Finalitéiten zugläich muss gerecht ginn. An och net, well mer der Meenung wieren, d'Klappjuegd hätt keng Daseinsberechtegung. Si huet wuel nach wie vor hir Daseinsberechtegung, grad wéi déi manner opwändeg Praxis wéi déi vum Usëtz.

Mir kënnen deem Rapport eis Zoustëmmung net ginn, net, well mer net der Meenung wieren, d'Opstelle vu Fale misst am Prinzip verbuede sinn, bis op déi vum Ëmweltminister strikt begrenzten Ausnahmen. An och net, well mer net der Meenung wieren, d'Juegd hätt keng dienend Funktioun. Si huet wuel eng dienend Funktioun an duerfir entsprécht se och, wa se richteg ausgefouert gëtt, dem Intérêt général. Net wa se egal wéi ausgefouert gëtt, well dann ass deen Intérêt duerch eng inadequat Féierung a Fro gestallt, mä wa se deene Finalitéite Rechnung dréit, déi ech och elo grad versicht hu mat duebelen Negatiounen hei opzezielen.

Un eis soll et awer net hale fir zur kritescher Mass bäizedroen, fir an deene Froen do weiderzekommen. Dat hu mer an deene ville Sëtzunge vun der Ëmweltkommissioun gesot.

Mir hunn eisen Accord net ginn, well sech ënner anerem och net un dat gehale ginn ass, wat mer ofgemaach haten, nämlech de Projet de loi 5452 «modifiant et complétant la législation sur la chasse» prioritär a préalabel zu allen anere legislativen Aktioune weiderzebréngen. Et ass esou oft an deene ville Sëtzunge vun der Ëmweltkommissioun drun erënnert ginn, datt hei keen Iertum méiglech ass. Selwer hunn ech mer zum Schluss zum Hals erausgehaang fir ëmmer erëm op d'Noutwendegkeet vun engem rapiden Akraafttriede vun den Dispositioune vum Projet de loi 5452 hinzeweisen. - Fir déi, déi eis nolauschteren an net wëssen, wat dat ass: Et geet hei ëm Polizeijuegd, déi kann an Ausnahmesituatiounen, do wou et wierklech ze bont gedriwwe gëtt, asprangen.

Wourëm geet et also hei prioritär?

Et geet drëm, d'Forstverwaltung respektiv den Ëmweltminister ze habilitéieren, op déi sougenannte Chasse administrative zréckzegräifen, an deene Fäll wou de Juegdpiechter senger dienender Funktioun - ënnersträichen ech - als Jeeër net kann, net wëllt oder net méi kann oder net méi wëllt nokommen.

Konkret kënne sech esou Fäll stelle bei iwwerhéichte Wëldbestänn, beim Eloignement vun illegal ausgesaten Déierenaarten op engem oder méi Juegdlousen, an och bei méi rare Fäll, déi duerch sanitär Imperative kënnen ervirgeruff ginn, dat nodeem op eng korrekt - an ech ënnersträichen: op eng korrekt - Manéier mat deene concernéierte Juegdpiechter geschwat ginn ass, wat och bis elo, souwäit wéi ech jiddefalls dat iwwerblécke kann, am Regelfall ëmmer geschitt ass. Mir hunn där Fäll hei am Land. Si sinn och laang bekannt. Et ass laang driwwer pallawert ginn an et erfollegt meeschtens awer och strictement näischt.

Huele mer zum Beispill de Fall vun de Mouflonen. Fall ass gutt gesot, net nëmmen am iwwerdroene Sënn vum Wuert, well d'Mouflone si wahrscheinlech vum Himmel gefall, well bis haut konnt no mënschlechem Ermiessen dëse Phenomeen net vollzu ginn. Keen huet se heihinner bruecht, mä si sinn awer do. E klore Fall vun der...

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Si si vum Himmel gefall.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Ganz genau. Ech kann nëmme just zu där Schlussfolgerung kommen, well keen huet se heihinner bruecht, wéi ech gesot hunn, mä si sinn awer do. E klore Fall vun der Vorsehung, bis op déi Fäll, déi d'Forstverwaltung viru ganz laanger Zäit aus engem Gatter am Eislek entkomme gelooss huet. Dat geet awer net duer, fir de Fall am lechternacher Kanton ze erklären. Mir hunn et hei mat engem vun deene groussen zäitgenössesche Mystèren ze dinn, wou jiddferee weess, wie fir d'Aussetzunge vun de Mouflone responsabel ass, awer kee kann den Numm avancéieren. Wat ee méi no bei de Comptoirë steet, wat d'Aussoe méi prezis ginn.

(Hilarité)

Wat ee méi no bei den Ëmweltministère kënnt, wat ee méi Diffuses iwwert deeselwechte Virgang héiert. Jorelaang hunn d'Bauere geklot iwwer exzessiv Schied an hire Kulturen. Jorelaang ass nogekuckt ginn, wou de Juegddrock ze schwaach oder géint null tendéiert huet, wat net zu enger Stabilisatioun vum Bestand geschweige zum Verschwanne vun enger ongesetzlech ausgesatener Déierenaart bäigedroen huet, mä nach zu hirer Vergréisserung. Jorelaang ginn hei - an ech ënnersträichen dat - Juegdsyndikater, Forstverwaltung an Ëmweltministère virgefouert. Jorelaang ass probéiert ginn duerch Sensibilisatioun, ausgehend vun der Forstverwaltung, nei Weeër ze fannen, fir aus deem dote Phenomeen erauszekommen.

Här President, no deem Ausfluch an d'Land vun de Wonner an de Mystèren erëm zréck zu méi profanen Iwwerleeungen an zum eigentlechen Zweck vum Projet de loi 5452. De Statsrot ass der Meenung, et soll een eng Réforme globale vun der ganzer Juegdgesetzgebung ustriewen, an erkläert eng Opposition formelle zum Projet. Esou wäit, esou gutt.

Wann de Statsrot esou en Avis ofgëtt, mécht hien dat jo normalerweis och net vun ongeféier. Et kléngt logesch, datt een an enger normaler legislativer Aarbecht esou virgeet wéi de Statsrot dat a sengem Avis seet. Mä d'Fro ass awer och berechtegt, ob mer hei nach an enger normaler Prozedur sinn, wann ee weess, wéi urgent et ass, fir dem Ëmweltministère an der Forstverwaltung déi néideg Moyenen ze ginn, fir endlech kënne géint d'gesetzlech Verfeelungen, wéi zum Beispill illegaalt Aussetzen an déi doraus resultéierend Konsequenzen, virzegoen.

Mir si mëttlerweil 2007. Et war och net d'Intentioun vun der viregter gradesou wéineg wéi vun der aktueller Regierung, fir direkt mat deenen allercontraignantste Mesurë géint dëse Phenomeen virzegoen.

Wat mécht een dann, wann alles probéiert ginn ass an de Problem hëlt nach ëmmer zou? Wat mécht een dann, wann déi normal Iwwerzeegungsaarbecht näischt méi bréngt? Wat mécht een dann, wann d'Verhandlunge mat de Juegdpiechter am Fong fir d'Kaz waren? Wat mécht een dann, wann Accordë virleien tëschent Ministère an de betreffende Juegdpiechter, déi eng Reduktioun vum Mouflonsbestand op null virgesinn an d'Resultater, pour dire le moins, sinn extrem enttäuschend? Wat kann ee sech dann nach afale loossen, wann d'Forstverwaltung och nach permanent hir Bereetschaft erneiert, fir deene concernéierte Parteien hir Hëllef unzebidden an op eng Situatioun hinzesteieren, déi erëm kompatibel ass mat der Gesetzgebung?

An dësem Fall muss ee sech d'Fro stellen, ob de Stat nach d'Moyenen huet vu sengen Ambitiounen, wann een an dëser Situatioun ënner Ambitiounen der emol haaptsächlech zwou kann zréckbehalen, an dat sinn engersäits de Respekt vun der bestehender Gesetzgebung a corollaire dozou d'Crédibilitéit vum Stat a sengen Administratiounen. Ech bedaueren, datt de Statsrot net méi kloer konnt iwwerzeegt ginn, an datt d'Majoritéit elo de Projet de loi iwwert d'Chasse administrative an déi ugekënnegt global Reform vun enger Juegdgesetzgebung evakuéiere wëllt.

D'Suite heivunner ass awer eiser Meenung no ganz aléatoire, well mir wëssen éischtens net, wéini datt dee Projet de loi iwwert d'Réforme globale vun der Juegdgesetzgebung kënnt. Ass dat uganks 2008? Da misst et séier goen, well ech hunn héieren, opgrond vun deem, wat bis elo exposéiert ginn ass, datt trotz 24 Sëtzungen an der Ëmweltkommissioun iwwert d'Juegd, wat a sech schonn e Kuriosum ass, datt 24 Sëtzungen iwwer esou en Thema gefouert ginn, nach ëmmer Divergenze bleiwen.

Mir si skeptesch, well, wann de Projet de loi emol eng Kéier do ass, da mengen ech och net, datt deen an enger oder zwou Sëtzungen evakuéiert gëtt, à moins datt bis dohinner Eestëmmegkeet op der ganzer Front kënnt festgestallt ginn. Ech bleiwen nach wie vor der Meenung, datt een dee grousse Schrëtt vun enger Réforme globale iergendwann eng Kéier maache muss.

Ech stinn do am Wuert - jiddefalls esou laang wéi ech an der leschter Legislaturperiod d'Responsabilitéit iwwert deen doten Departement hat - bei der Öffentlechkeet, datt ech dee Moment keng Réforme globale ugestrieft hunn, net well net eenzel Saachen

hätte missen och nach parallell heizou geregelt ginn. Just niewebäi bemierkt, hei geet et jo net nëmme just ëm eng Chasse administrative. Et sinn och nach eng Partie aner Mesuren am Projet 5452 dran.

Ech erënneren zum Beispill un d'Méiglechkeet, fir do, wou manifest Abusë festgestallt ginn, datt een do kann d'Fiddere regelen. De Minister huet d'Recht fir dat ze maachen, opgrond vu senge projezéierten Dispositiounen, a fir domat och zu enger Verspreedung vum Wëldbestand bäizedroen an doduerch d'Densitéit op deenen incriminéierte Juegdlousen a méi erdréiglech Moossen ze reduzéieren.

Ech bleiwen der Meenung, datt een hätt kënnen an engem proppere Rapport dee Projet de loi evakuéieren an dem Statsrot och erklären, firwat datt et hei brennt. Ech mengen, wann de Statsrot och alles dat zur Kenntnis bruecht kritt hätt, wat mer elo scho jorelaang bemängelen an akloen, da wier hie vläicht an dësem Fall och eiser Meenung gewiescht, datt een hätt kënnen an enger Ausnahmesituatioun op eng exzeptionell Prozedur zréckgräifen.

Et geet och net duer, datt ee seet, d'Jeeër musse selwer kucken, datt déi schwaarz Schof do d'Handwierk geluecht kréien. Sot mir emol wéi dat geet am Fall vun deenen illegal ausgesate Wëldaarten! Wat kann de Jeeër vu Boxer dofir, datt an engem Kanton, deen op der däitscher Grenz läit a méi südlech am Land, anerer Wëld aussetzen oder vum Himmel fale loossen? Wat kann deen dofir? Wat kënnen déi aner alleguer dofir, wann op eenzelne Juegdlousen d'Syndikater hir Responsabilitéit kaum assuméieren an all Mënsch op de Minister kuckt an de Minister huet keng Méiglechkeet, fir deem Unfug do en Enn ze setzen?

Wat mer méi laang waarde bis mer dem Minister déi do Moyenen an d'Hand ginn, wat dee Problem do méi grouss gëtt a wat de Stat ëmmer méi laang op deem dote Punkt virgefouert gëtt. Wann et dat ass, wat mer wëllen, da musse mer d'Chasse administrative aux calendes grecques renvoyéieren. Dann hu mer wierklech eppes gemaach, fir mat Crédibilitéit an déi grouss Réforme globale vun der Juegdgesetzgebung eranzegoen.

An esou, Här President, vergeet d'Zäit. 2004 hu mer dat do ugeleiert. Ech sinn an d'Kommissioun gaang an ech hunn de Membere vun der Ëmweltkommissioun gesot, datt een dat do misst maachen, an d'Membere vun der Ëmweltkommissioun hu mer Recht ginn. Dat ass erneiert ginn, och duerch den Dépôt vum Projet de loi, deen de Minister Lux, mäin Nofolger, gemaach huet. Och dat huet kee contestéiert. An deene 24 Sëtzunge war ech net ëmmer do - ech hunn awer och keng gréisser Regreten, datt ech emol déi eng oder aner Kéier gefeelt hunn-, mä all Kéiers wann dat do diskutéiert ginn ass, ass ronderëm den Dësch en allgemengt Kappwénke festzestelle gewiescht, datt mer dat do géife prioritär zu all deenen aneren...

(Interruption)

Vläicht mat Ausnahm vun Iech, Här Gira, mä et ass en allgemengt Kappwénke festzestelle gewiescht vun all deenen anere Membere vun der Kommissioun. 2005, wéi gesot, ass den Dépôt vum Projet de loi gewiescht. 2007 hu mer elo e feierlecht Begriefnes vun der Chasse administrative, renvoyée aux calendes grecques. Wann Dir mengt, datt d'Calendes grecques 2008 wieren, da wënschen ech Iech bonne chance. Ech gleewe perséinlech net drun, datt mer dee Projet de loi 2008 nach hei an der Chamber evakuéiert kréien, well wat mer méi no op d'Wahlen zousteieren, wat och do d'Nervositéit zouhëlt an de Courage éischter Mangelwuer gëtt.

Dat do ass e kloren Hiweis, Här President, un alleguer déi, déi sech wëlle viru géint d'Gesetz stellen, fir esou weiderzemaachen, well et geschitt hinne strictement näischt. Wann et dat wierklech ass, da musse mer mat där heiter Prozedur virufueren. Mat eis ass dat do jiddefalls net ze kréien. Ech mengen, mir missten an allerkierzester Zäit doriwwer Kloertext schwätzen. An ech gleewen och net, datt mer duerch weider Gespréicher kënnen e valabelen Ersatz fanne fir Handlungen, déi missten direkt ënnerholl ginn.

Ça n'enlève strictement rien un der Pertinenz vun enger ganzer Partie Froen, déi an deene ville Sëtzungen opgeworf ginn. Ech wëll dat nach eng Kéier soen. Mä wa mer alles wëllen an engem grousse Schrëtt maachen a mir sinn emol net amstand, e klenge Schrëtt ze maachen, deen der Verwaltung an och dem Ministère seng Crédibilitéit kéint erëmginn, da wënschen ech eis vill Chance, fir un dee Problem hei erunzegoen, wann en nach vill méi grouss ass, wéi en elo schonn ass. An dat geet jo monter virun do. Souwäit wéi meng Informatioune reechen, entwéckelt dat dote sech ënnert dem Motto „Wachset und vermehret euch". A mir kucken no.

Här President, d'Juegdgesetzgebung huet eng pertinent Debatt verdéngt, mä et geet net duer, datt mer ëmmer nëmmen Ambitiounen affichéieren. Mir sollen eis och d'Moyenë ginn, fir déi Ambitiounen ze realiséieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, déi ganz Opreegung ëm d'Juegd verstoppt, dass mer eis bei der Sich no enger Léisung vun engem Problem, deen d'Juegd ganz sécher ass, deen een awer a Relatioun mat anere Problemer net soll iwwerbewäerten; déi emotional Opreegung verstoppt also, dass mir hei an der Chamber eise Rôle als Parlamentarier voll asetze kënnen. Dofir si mir do, an dat wäerte mer dann och elo de Mëtteg maachen.

Ech wëll, éier ech zum Contenu, zum Inhalt vum Dossier kommen, fir d'éischt awer nach eng Kéier iwwert d'Form schwätzen, also wéi mir de Problem Juegd parlamentaresch ugepaakt hunn. Hei kréie mir keng Direktiv vu Bréissel virgesat, déi mir eent zu eent ëmsetze mussen. Mir kréien och kee Projet de loi virgesat, wou mer nach e bësse kënnen driwwer diskutéieren an amendéieren, an dann huet et sech.

Neen, am Dossier vun der Juegd, wou an der leschter Legislaturperiod den 11. Juli 2003 d'Demande fir en Débat d'orientation komm ass, hunn ech an der Ëmweltkommissioun, nodeem mer am Ufank vun dëser Legislaturperiod eis Gesetzer - soen ech emol - ronderëm Kyoto duerch d'Chamber bruecht hunn, dodrop gedrängt, dass mer bei der Juegd Neel mat Käpp maachen. Nämlech an engem Débat d'orientation der Regierung als Chamber den Optrag ze ginn, en neit globaalt Juegdgesetz auszeschaffen. An dëst opgrond vun enger Motioun, déi mer elo gläich stëmme wäerten, fir dat aalt Gesetz vun 1885 op e moderne Stand vun eiser Zäit ze bréngen.

Et war mer vun Ufank u wichteg, dass mir am Sënn vun der partizipativer Demokratie all interesséiert Leit vun eiser Gesellschaft ëm hir Meenung froen, fir dass mer als Chamber dann eis Responsabilitéit en toute connaissance de cause kënnen huelen. Mir hunn e Questionnaire mat 17 Froen zur Juegd ausgeschafft an un déi verschidden Organisatioune verschéckt. Et si souguer nei Organisatiounen opgetaucht oder erëm reaktivéiert ginn, déi dës Froen och all nogeschéckt kruten.

Nun hu mer en Débat d'orientation an der Chamber organiséiert, wou mer déi ënnerschiddlech Meenungen ugehéiert hunn. Dësen Hearing ass, bis op déi eng oder déi aner Reaktioun, sachlech verlaf, wou all déi, déi am Hearing net nëmme sech selwer wollten héieren, mä och anere Leit hir Meenung wollten héieren, wou also jiddfereen, dee wollt, huet misse gesinn, dass mer wéi esou oft am Liewen - an dat ass och gutt esou - e Kompromiss an der Juegdfro brauchen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dee Kompromiss hu mer gesicht no der partizipativer Prozedur an den Termë vun der parlamentarescher Demokratie, an an der Gewiichtung vun de parlamentaresche Majoritéitsverhältnisser musse mer en elo ëmsetzen. Dat missten all demokratesch Leit akzeptéieren, woubäi jiddfereen nach alles ka soen. Mä esou ginn d'demokratesch Décisioune geholl.

Et gëtt eng Zäit vum Diskutéieren, mä et gëtt awer och eng Zäit vun Décidéieren. An dat maache mer haut. Ech gestinn deem engen oder anere gär zou, dass een dat eent oder dat anert nach hätt kënnen diskutéieren. Mä et kann ee sech och zu Doud diskutéieren, wann ee keng Décisioune wëllt huelen oder verhënneren, dass Décisioune geholl ginn.

Well mir an dësem Dossier awer Décisioune wëllen huelen, hunn ech ufanks vun dësem Joer mam Ëmweltminister ofgemaach, eis Aarbechten an der Chamber esou virunzedreiwen, dass mir a Form vun engem Débat d'orientation den 21. Juni 2007, also haut de Mëtten - méi spéit hätt eis an d'Hektik vum Ofschloss vun deenen zwou leschte Woche vun der parlamentarescher Sessioun bruecht, wou een dann net sécher gewiescht wär, ob wéinst aneren Urgencen de Juegddossier nach un den Tour komm wär -, eng Debatt iwwert d'Juegd féieren a mat enger Motioun der Regierung den Optrag ginn, en neit globaalt a modernt Juegdgesetz auszeschaffen.

Dobäi ware mer esou verbliwwen, dass parallell zu eise Preparatiounsaarbechten den Ëmweltminister en Avis juridique iwwert den Droit de propriété ausschaffe léisst, deen awer net bindend fir den Débat d'orientation sollt virleien. Sengerzäit hat ech mam Ëmweltminister ofgemaach, dass, wa mer fir haut als Chamber eis Hausaufgab gemaach hunn - an dat ass de Fall -, dann en contrepartie den Ëmweltminister der Chamber en deementspriechend neit Juegdgesetz fir de Januar 2008 deponéiert.

Här President, esou wäit zur Form. Elo zum Contenu vun engem neie Juegdgesetz. An domat wëll ech Iech dës Motioun iwwerreechen, iwwert déi ech elo schwätzen an iwwert déi mer herno ofstëmmen. Wann ech gelift!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- suite aux discussions menées au sein de la Commission de l'Environnement en préparation du débat d'orientation sur la chasse, au hearing organisé dans ce même contexte le 26 mars 2007 et au débat d'orientation en séance plénière du 21 juin 2007;

- considérant que la loi sur la chasse date du 19 mai 1885, que cette loi a été modifiée et complétée par d'autres lois au fil du temps, que ces lois sont accompagnées d'un nombre important de règlements grand-ducaux, et qu'il en résulte une législation sur la chasse très fragmentée, qui manque de cohérence et de transparence;

- considérant que l'accroissement exponentiel de certaines espèces de gibier, notamment du sanglier, est préoccupant d'un point de vue sanitaire, écologique et économique;

- convaincue que la chasse doit avoir pour objectif de contribuer à la conservation de la nature, au maintien de l'équilibre écologique et de la biodiversité, ainsi qu'à la prévention d'épizooties;

- estimant que des pratiques de chasse qui ne contribuent pas à ces objectifs devraient être interdites;

- soucieuse qu'il soit donné suite aux remarques formulées par le Conseil d'État dans son avis du 6 décembre 2005 sur le projet de loi 5452 modifiant et complétant la législation sur la chasse;

- prenant note de l'«Avis sur la conformité de l'inclusion forcée des propriétaires dans les syndicats de chasse (art. 1 de la loi du 20 juillet 1925 sur l'amodiation et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier) avec les dispositions de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales», élaboré par un avocat à la Cour à la demande du Ministère de l'Environnement;

- considérant qu'une simple abolition des syndicats de chasse et l'exercice exclusif de la chasse par des gestionnaires cynégétiques engagés par l'État n'est pas dans l'intérêt public;

invite le Gouvernement

- à remplacer la législation existante par une nouvelle loi sur la chasse qui regroupe en un seul corps de loi toutes les dispositions relatives à la chasse;

- à définir clairement dans la nouvelle loi les objectifs de la chasse de façon à ce qu'ils répondent à l'intérêt général;

- à organiser la chasse conformément à ces objectifs, notamment:

• en interdisant et en sanctionnant toute forme de nourrissage, à l'exception de l'agrainage en petites quantités, strictement réglementé;

• en fixant les périodes de chasse et en dressant annuellement une liste des espèces chassables par la voie d'un règlement grand-ducal;

• en établissant des plans de chasse minima et maxima pour les espèces chassables;

• en donnant au Ministre la possibilité de faire organiser une chasse administrative sur certains lots dans le cas exceptionnel où un locataire de chasse ne respecterait pas les plans de chasse et remettrait ainsi en cause les objectifs fixés par la loi;

• en interdisant et en sanctionnant le lâcher d'animaux appartenant à des espèces classées gibier;

• en réorganisant les districts et les lots de chasse;

- à abolir la notion d'animaux nuisibles et malfaisants dans la législation;

- à interdire le piégeage en prévoyant que des exceptions à ce principe sont uniquement autorisées par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, si la demande est clairement motivée par des soucis concernant la protection de la nature ou la santé publique, et si le même but ne peut être atteint par d'autres moyens, l'exécution de ces mesures exceptionnelles et spécialement autorisées incombant à des piégeurs agréés;

- à réglementer la signalisation des battues et à renforcer les aspects sécuritaires de la chasse;

- à réformer les syndicats de chasse, qui devront fonctionner de façon transparente et démocratique, notamment en donnant au sein des syndicats les mêmes droits à tous les propriétaires privés et publics, y compris l'État et les Communes.

(s.) Roger Negri, Marc Angel, Marcel Oberweis, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Romain Schneider, Martine Stein-Mergen.

M. le Président.- Merci.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- D'Juegd selwer stellt keen Deputéierten a Fro. Mir brauchen d'Juegd aus Grënn vum Naturschutz, dem Erhale vum ekologeschen Equiliber, der Biodiversitéit an dem Virbeuge vun der Épizootie, also der Seuchegefor.

Wa mir dee Prinzip unhuelen, da stelle mer eis elo emol d'Fro: Wou fënnt d'Juegd statt? An der Natur, also am Bësch? Um Feld? Op de Wisen? Op Terrainen also, déi jo entweder dem Stat, de Gemengen, Privatleit oder anere gehéieren. Dat wëllt awer net soen, dass d'Natur do op dësen Terrainen och de Propriétairë gehéiert.

Well mer all wëssen: Et kann een net wou ee wëllt a wéi et engem gefält Beem ewechhuelen oder um Flouer bauen. Dofir brauch een eng Genehmegung vum Ëmweltminister. An dat geschitt am Intérêt général. Wa mir eis also eens sinn, dass d'Juegd muss sinn, also am Intérêt général ass, da muss se och no deeneselwechte Kritären iwwerall an der Natur kënne gemaach ginn, fir deen Equiliber an der Natur iwwerall ze halen.

Wann elo verschidde Propriétairen domat net d'accord sinn, da muss een dat respektéieren. D'Fro, déi ee sech stelle muss, ass awer: Wat geschitt mat deem ekologesche Gläichgewiicht, wa jiddfereen op sengem Terrain d'Juegd géif verbidden? Da gi mer jo net méi eens. Wa mer de Prinzip vun der Équitéit viraussetzen, da misst dëst also fir jiddferee gëllen.

(Interruption)

Loosse mer emol kucken.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Do gëtt et net esou vill Grénger wéi hei.

(Hilarité)

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Fir d'Juegd duerchzeféieren, brauche mir d'Jeeër. Mir brauchen d'Jeeër. Si maachen eng Aarbecht, déi och net jiddferee vun hinne wëllt maachen. An dass si se op hir Manéier gär maachen, kann een och verstoen. Mä dat muss a verstännege Limitë bleiwen. Well d'Jeeër musse spéitstens elo wëssen, dass si duerch déi Abusë mam Iwwerfidderen en Akzeptanzproblem an der Gesellschaft hunn. D'Juegd muss gesellschaftsfäeg ginn, an et ass un de Jeeër selwer, hir schwaarz Schof vun der Juegd ewechzehalen.

Här President, mir brauchen e Verbuet vum Fidderen, net zulescht fir der Iwwerpopulatioun vun de Wëldschwäin Meeschter ze ginn. Kuckt Iech einfach emol deen exzellente Rapport vun der Madame Cellina un, dann ass alles kloer. Et kann net sinn, dass d'Wëldschwäin zu 40% bäigefiddert kréien a sech doduerch esou staark vermehren.

Dass mer nach d'Kirrung, also eng Lackfidderung brauchen, virun allem bei de Wëldschwäin, fir se unzelackelen, domat soll een, aus pragmatesche Grënn vun der Juegd selwer, d'accord sinn, mä d'Form vun der Kirrung muss awer vun elo u strikt geregelt ginn an engem Règlement grand-ducal.

Fir d'Wëld an d'Natur esou mann wéi méiglech ze stéieren, sollt d'Battue, also d'Dréckjuegd oder - wéi se méi geleefeg genannt gëtt - d'Klappjuegd, een- bis

zweemol am Joer erlaabt bleiwen, an dëst och duerch eng kloer Signalisatioun um Terrain.

An der Zilsetzung wiere mir eis also deemno eens. Wichteg an éischter Linn sinn also den Naturschutz an e gesonden Zoustand vum Wëldbestand an dat si ganz ouni Zweifel d'öffentlech Interessen. E weider Uleies war et, d'Schied am Bësch an um Feld esou kleng wéi méiglech ze halen an/oder op eng fair Manéier ze kompenséieren.

D'LSAP ass deemno iwwerzeegt, dass dat neit Juegdgesetz als alleréischt kloer an däitlech muss d'Ziler vun der Juegd definéieren. Mir si géint d'Juegd als Sport, wou et just drëm geet, fir herno déi schéinsten Trophée mat heem ze huelen.

Mir musse sécherstellen, dass net aus Spaass um Schéissen d'Populatioun vu bestëmmten Déierenaarten an d'Luucht gedriwwe gëtt an domadder d'Ziler vum Naturschutz a vun der Seuchepreventioun ënnerlaf ginn.

Dëse Wonsch ass deemno eng indirekt Kritik un der Juegd, wéi se haut praktizéiert gëtt, an eng Kritik och un de Jeeër, déi vu sech selwer soen, si géifen eng positiv Roll am Sënn vum öffentlechen Interessi spillen, an déi awer fir eng Rei vun Acteuren ënner Verdacht stinn, genau de Contraire ze maachen.

D'LSAP ass der Meenung, wann d'Ziler vun der Juegd kloer formuléiert sinn, an all Praktiken, déi net mat dësen Ziler kompatibel sinn, verbueden a bestrooft ginn, misst et méiglech sinn, eng aner Juegd ze kréie wéi déi, déi mer haut hunn.

Froen, déi den Image vun de Jeeër an eiser Gesellschaft betreffen, hunn zwar sécher en Afloss op dës Diskussioun, sollten awer net prioritär dem Législateur seng Suerg sinn. De Législateur soll fir kloer Regele suergen, an d'Regierung dofir, dass se agehale ginn.

D'LSAP wëllt eng seriö Reform. D'Juegd muss esou geännert ginn, dass se sech dem Intérêt général ënneruerdnet. Dat ganzt Gesetz muss d'Juegd no dëser Logik nei organiséieren. Strikt verbueden a bestrooft mussen d'Juegdpraktike ginn, déi net am Sënn vum öffentlechen Interessi sinn. Dorënner fält och d'Aussetze vun Déieren. Et ass en Non-sens, dass een Déieren aussetzt just, fir se herno ze schéissen. Esou eppes muss ophalen. Dat ass an eisen Aen ethesch net vertrietbar an doriwwer eraus och mat gewësse Risike verbonnen, wat d'Verbreedung vu Krankheeten ugeet.

Et ass och irresponsabel, fir Wëld auszesetzen, dat an eise Géigende guer net heemesch ass, zum Beispill d'Mouflonen. An der Motioun hu mer dat esou formuléiert, dass d'Aussetze vun Déieren, déi als Gibier klasséiert sinn, verbueden ass.

Firwat dës Aschränkung? Wichteg war et eis, dass d'Déieren net zum Zweck vun der Juegd ausgesat ginn, weder vun de Jeeër nach vun der Forstverwaltung. Duerfir hu mir hei déi Déiere viséiert, déi als Gibier klasséiert sinn. Mir hunn awer net einfach all Déieren ugeschwat, well et jo och Programmer vum Ëmweltministère gëtt, fir bestëmmten Déierenaarten erëm zu Lëtzebuerg unzesiedelen an dat soll natierlech och an Zukunft méiglech sinn.

Bei méi enger allgemenger Formuléierung wär een ausserdeem a Konflikt mat der Fëscherei geroden, an dat ass en Thema, wat definitiv separat muss behandelt ginn.

D'Ziler vun der Juegd musse mer och kloer am A behalen, wann et ëm d'Festleeë vun de Juegdzäiten a vun den Déierenaarte geet, déi musse bejot ginn. Ech soe kloer: D'Juegd soll dozou bäidroen, den Iwwerbestand vun enger Rei vun Déierenaarten ze reduzéieren. An dëse Fäll ass et wichteg, dass vun der Forstverwaltung Juegdpläng opgestallt ginn, wou kloer festgehale gëtt, wéi vill a wat fir eng Déieren d'Jeeër mindestens mussen erleeën. Nieft deem Maximalwäert, deen am Moment festgehale gëtt, muss also och eng Mindestnorm agefouert ginn.

Doriwwer eraus muss de Minister eng Handhab hunn, wann d'Jeeër hirer Flicht net nokommen an net zur Reduktioun vun enger problematesch héijer Wëlddicht bäidroen. Dann ass déi sougenannte Chasse administrative néideg, wou d'Forstverwaltung da selwer eng Juegd organiséiert. Mä d'Chasse administrative gehéiert zu engem Globalkonzept vun der Juegd a soll duerfir net an engem Spezialgesetz ausgelagert ginn, well mer soss de Risiko lafen, dass et ni, ni zu engem neie globale Juegdgesetz kënnt, an dat wëlle mer jo net.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'Lëscht vun den Espèces chassables muss awer net nëmmen ugepasst ginn, wat d'Quantitéit vun dem erluechte Wëld ugeet. Vu dass d'Juegd jo ausschliesslech dem Intérêt public soll déngen, gëtt et a mengen Ae kee Grond méi, op Déieren ze schéissen, déi sech net esou staark vermehrt hunn. An et mécht och kee Sënn, op Déieren ze schéissen, wa wëssenschaftlech ka beluecht ginn, dass d'Bejoen net zu enger Reduktioun vum Bestand féiert.

Dass a Länner, wou d'Juegd als Sport betruecht gëtt, aner Kritäre gëllen, fir d'Lëscht vun den Espèces chassables opzestellen, wéi an engem Land, wou d'Juegd ausschliesslech am Intérêt public duerchgefouert gëtt, schéngt fir mech selbstverständlech.

Wéi déi Lëscht am Detail auszegesinn huet, kann een net per Gesetz festleeën, well d'Populatioun vun deene verschiddenen Espècë jo evoluéiert. An et kënnen och all Moment nei Problemer optauchen, wou ee schnell muss kënne reagéieren.

D'LSAP-Fraktioun ass duerfir der Meenung, dass wéi bis elo d'Espèces chassables all Joer nei iwwer e Règlement grand-ducal festgeluecht solle ginn. Allerdéngs si mer och der Meenung, dass all Déierenaart, déi op dëser Lëscht figuréiert, noweislech e Problem muss duerstellen am Kader vun den Ziler, déi dat neit Gesetz soll definéieren.

Et kann dach net méi sinn, dass just aus enger sportlecher Traditioun eraus, déi mer jo net méi fir zäitgemëiss halen, Déierenaarten op der Lëscht stinn, déi weder en ekologeschen nach e gesondheetsrelevanten nach en ekonomesche Schued maachen!

Et läit an der Verantwortung vun de Fachleit vum Ministère, fir festzeleeën, wéi d'Lëscht vun den Espèces chassables soll ausgesinn. Si mussen d'Juegdpläng opstellen an décidéieren, wat fir eng Juegdzäiten am effikasste sinn. D'Fachleit vum Ministère mussen hir Décisiounen awer no de politesche Virgaben, déi mer wëllen an deem neie Gesetz festleeën, kënne justifizéieren.

Eng Déierenaart ze bejoen, well dat schonn ëmmer esou gemaach gouf, well et am Ausland och esou ass a well déi Aart net vum Ausstierwe bedroht ass, wier an deem Fall keng akzeptabel Justificatioun.

An dëse Kontext gehéiert och déi noutwendeg Reform vum Juegdsyndikatswiese souwéi dat prinzipiellt Verbuet, Falen opzestellen, ausser an Noutfäll an dann awer vun agréémierte Falesteller.

Här President, d'LSAP-Fraktioun setzt sech fir eng Juegd an, déi net vun Traditiounen, mä vum öffentlechen Interessi bestëmmt gëtt. Fir d'Jeeër bedeit dat eng Rei vu Veränneerungen an och neie Contrainten. Fir déi vun hinnen, déi net nëmme fuerderen, dass déi positiv Roll vun der Juegd fir den Naturschutz an d'Seuchepreventioun unerkannt gëtt, mä dës Roll och eescht huelen, dierft dat kee Problem sinn.

Fir sech just den Deckmäntelche vum Naturfrënd ëmzehänken, fir ongestéiert engem Hobby nozegoen, ass haut der Form no net méi ze rechtfertegen. Mir zielen elo hei op d'Jeeër, an ech mengen, dass si och elo déi Chance do verdéngt hunn, an ech hoffen, dass si se och notzen.

D'LSAP-Fraktioun geet dovun aus, dass déi meescht Juegdgéigner un éischter Stell e Problem an der Juegd gesinn, esou wéi se haut existéiert. Mir ginn och dovun aus, dass, wann eng Juegdreform esou geléngt, wéi mir eis se virstellen, dann d'Akzeptanz vun der Juegd an der Gesellschaft eng aner gëtt.

Wann d'Juegd esou reorganiséiert gëtt, dass se ausschliesslech dem Naturschutz a sanitären Aspekter Rechnung dréit, muss d'Juegd och iwwerall kënnen ausgeübt ginn. D'LSAP steet zu dësem Räsonnement. Mä mir sinn eis bewosst, dass de Seriö, mat deem dëst neit Gesetz gemaach gëtt, wäert um Enn iwwert d'Crédibilitéit vun dësem Gesetz décidéieren.

Här President, am Dossier Juegd hu mer den Owend eis Aarbecht mam Vote vun dëser Motioun gemaach. Mir waarden elo op dem Ëmweltminister säi Gesetz, esou wéi et an der Motioun steet, fir den Ufank vum Joer 2008, an domat ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den honorabelen Här Mehlen ass als nächste Riedner agedroen. Här Mehlen!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Och vun eiser Säit e Merci un de Rapporteur, dee vill Aarbecht hat, an un all seng Mataarbechter an all déi Leit, déi eis an dësem laangen Débat begleet hunn.

Ech wëll hei direkt vun Ufank u soen, datt deen Débat hei selbstverständlech seng Wichtegkeet huet, mä datt en awer fir d'ADR-Fraktioun bei Wäitem net an der Lëscht vun de Problemer, déi mer hei am Land hunn, un éischter Plaz steet.

Här President, mir géifen eis wënschen, datt mer och esou vill Sitzunge géifen drop verwende fir eist Schoulwiesen, wat eiser Meenung no den éischte Problem hei am Land duerstellt, fir dat an d'Rei ze bréngen, well dat hätt et op d'mannst gradsou néideg.

Dat wat mer haut debattéiere kéint ee bezeechnen als en Theatersték mat villen Acteuren. Zu den Acteure gehéiere fir d'éischt d'Propriétairen, déi hiren Terrain verpachte wëllen an dofir all Joer Juegdgeld kréien. Ech muss, Här President, direkt hei deklaréieren - d'Madame Flesch, déi hält normalerweis drop, datt ech hei e perséinlechen Intérêt hunn, well ech och zu deene gehéieren a well ech och Member vun engem Juegdsyndikat sinn. Dat wäert mech awer a menger Positioun an an der Positioun vun eisem Grupp hei ganz wéineg beaflossen.

M. le Président.- Vu wéi engem Grupp?

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- De Groupe politique, d'ADR, selbstverständlech.

Ech weess net, Här President, ob Der e Problem dobäi hutt. E Grupp fänkt normalerweis bei zwee un.

M. le Président.- Net de Groupe politique an eisem Reglement.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Da gëtt et Propriétairen, déi hiren Terrain aus prinzipielle Grënn net verpachte wëllen, an do hu mer jo relativ hefteg Diskussiounen driwwer. Et gëtt déi, déi Terrainen exploitéieren, Baueren, Wënzer, Bëschleit, déi net wëllen, datt hir Kulture vun engem Iwwerbesaz vu Wëld iwwert d'Mooss geschiedegt ginn. Et gëtt à l'opposé Déiereschützer, déi dergéint sinn, datt de Mënsch d'Déiere soll däerfen dout maachen oder joen. Et gëtt dernieft Naturschützer, déi eng villsäiteg, intakt an équilibréiert Flora a Fauna wëllen. Et gëtt do derniewent natierlech och Naturfetischisten, déi der Natur absolut wëllen hire fräie Laf loossen an net agräifen.

Et gëtt haut ëmmer méi Foussgänger, Cyclisten, Päerdsleit, déi de Bësch an d'Natur wëlle méiglechst ongehënnert zu hirer Erhuelung notze kënnen. An iergendwou an deem Ganze matzendra sinn d'Jeeër an d'Juegdhidder, déi aus diverse Grënn hirem Hobby wëllen nogoen, ouni dobäi ze vill Schikanen ausgesat ze sinn.

Woubäi een och do muss ënnerscheeden, an ech fannen, et ass sech et e bësse liicht gemaach, hei heiansdo Procès d'intention ze maachen. Et muss een ënnerscheeden tëschent deenen, déi dat wierklech aus Freed un der Natur maachen, an deenen, wou et vläicht prioritär méi eng Fro vu Prestige ass.

An dann, last but not least, geet et ëm d'Wëld, ëm dat sech jo awer hei alles dréit. Dat sinn, Här President, grosso modo d'Acteuren an dësem mouvementéierten Theatersték, wou d'Politik elo soll derfir suergen, datt alles zu beschter Zefriddenheet soll ausgoen.

Et ass richteg, wa gesot gëtt, datt d'Wiese vun der Juegd sech am Laf vun der Zäit fundamental geännert huet. A groer Virzäit war d'Juegd exklusiv Nahrungserwerb a meeschtens mat grousser Liewensgefor verbonnen. Duerno koum eng Zäit, wou d'Juegd de Privileg war vun haaptsächlech de gekréinten Haipter, de Gros vu Kinneken, Keeseren. Haut hu se vläicht manner Krounen op de Käpp an dofir vläicht e bësse méi Mënz an der Täsch. Mä d'ganzt Ëmfeld, Här President, huet sech geännert, an dat ass am Fong geholl d'Ursaach, woufir datt mer haut dësen Débat féieren.

D'Land- an d'Forstwirtschaft huet sech verännert. Mat hir hu sech d'Wëldbestänn verännert. D'Zäite vun dem villen Niddderwëld sinn eriwwer an et géif ee sech se gären zréckwënschen, mä dat wäert sécher net esou einfach sinn.

D'Astellung vun der Populatioun zur Natur an zur Kreatur huet sech geännert. D'Mentalitéit, och vu ville Jeeër, an dat wat am Ufank gesot ginn ass stëmmt. Fréier si vill Leit einfach esou, déi, déi op den Dierfer gewunnt hunn a mat der Natur all Dag gelieft hunn, op d'Juegd gaangen. Et sinn der och eng Partie illegal op d'Juegd gaangen a si hu vill derbäi riskéiert zu gewëssen Zäiten, aus der Nout eraus, fir hir Familljen a schwéiere Situatiounen iwwert d'Ronnen ze kréien. Och dat soll ee bei dëser Geleeënheet erwähnen. An dofir sti mer haut an engem ganz anere Kontext.

Déi éischt Fro, déi hei opgeworf ginn ass, ass déi vum Intérêt général. Do seet eise Grupp ganz kloer: Jo. D'Natur ass net méi déi Natur, déi vu sech aus funktionéiert. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg kee Wollef, kee Bier a kee Luchs méi,...

(Hilarité)

Entschëllegt, Här President, de gewënschten Effet ass net ausbliwwen!

(Hilarité)

…déi eis Wëldbestänn regléieren, an dofir musse mer als Mënsch agräifen. Dat zu deem Punkt.

D'Wëlddicht: Et ass vu kenger Säit bestridde ginn, an ech mengen et gëtt och net vun de Jeeër bestridden, datt d'Wëlddicht enorm zougeholl huet, datt se vill ze vill héich ass haut, datt d'Schied an der Landwirtschaft an an der Forstwirtschaft en Ausmooss ugeholl hunn, dat net méi tolerabel ass.

Ech weisen drop hin, datt déi dräi bestehend Bauerenorganisatiounen, déi sécherlech net esou frou matenee sinn, awer unanime déiselwecht Meenung vertrieden, datt d'Densitéit vum Wëld hei am Land muss drastesch zréckgefouert ginn, fir de Schied op de Felder a virun allem an de Wisen endlech entgéintzetrieden.

Well dat si Schied, déi ganz schwéier ze reparéiere sinn. Et entsti ganz vill Schied un de Maschinnen. Et kënnt onheemlech vill Dreck ënnert d'Fudder, wat herno zu Schimmelbildung am Fudder féiert, zu grousse Schied an de Véibestänn, an der Leeschtung vum Véi an esou weider. Vun dohier ass et absolut noutwendeg, datt deem entgéintgewierkt gëtt.

Ech hunn d'éinescht gesot, mir hunn eng Evolutioun matgemaach vu ganz villem Niddderwëld, wat eng ganz Partie vun eis nach erlieft hunn, wou dat wierklech prédominéiert huet, an dat ass och e bëssen d'Erklärung, woufir datt d'Grousswëld zougeholl huet. Well d'Niddderwëld praktesch oder bal inexistent ginn ass, ass d'Grousswëld als Ersatz geholl ginn. Dofir huet ee sécherlech e gewëssent Verständnis, mä wann et ze vill ass, dann ass et ze vill an da muss eppes geschéien.

Duerfir och vun eiser Säit den Accord, datt musse Mindestabschussquote kommen, datt d'Abschusspläng mussen an deem Sënn contraignant ginn. Dat muss awer och ze kontrolléiere sinn. Et muss ee sech d'Méiglechkeet ginn, fir da kënnen anzegräifen, wann dat net respektéiert gëtt. Och do sti mir voll a ganz hannendrun.

D'Ursaache vun der Surpopulatioun, do sinn d'Meenunge jo zu engem groussen Deel gedeelt. Ech wëll awer hei soen, datt mir och der Meenung sinn, datt et manner de Klimawandel ass, an nach vill manner den Ubau vun de Maiskulturen, vu Mais als Kultur, deen zur Surpopulatioun, besonnesch bei de Wëldschwäin, gefouert huet. Dat ass nëmmen eng ganz kuerz Zäit. Dat ass am Fréijoer, wann de Mais gesat gëtt, an dat si keng Quantitéiten, déi do spillen, well déi Käre leien eenzel an der Rei am Feld. Dat ass och nëmmen eng Period vu 14 Deeg, dann ass dat eriwwer. Dat huet keen Afloss op d'Fertilitéit.

An datselwecht gëllt fir den Hierscht, wat och nëmmen eng relativ kuerz Zäit ass. Et ass evident, datt et duerch iwwerdriwwent Fidderen zu där Surpopulatioun komm ass, an deelweis och vläicht duerch net genuch Schéissen. Mä mir sinn eis awer och der Schwieregkeet bewosst, fir genuch ofgeschoss ze kréien.

Duerfir si mir och d'accord, datt een op de Wee geet, fir d'Fidderung generell ze verbidden. Et ass eng elegant Léisung fonnt gi mat der Kirrung, datt gesot gëtt, se däerf nëmme méi da gemaach ginn, wann de Minister se erlaabt. Här Minister, ech wënschen Iech bei där Aktivitéit eng glécklech Hand a ganz vill Chance!

D'Fro stellt sech, ob een eng Oflenkungsfidderung - an do si mer bei der Reglementatioun - soll zouloosse während där Zäit, wou de Mais gesat gëtt respektiv wou de Mais zeideg gëtt. D'Fro, déi sech stellt: Hëlleft se wierklech eppes? Mir ass gesot ginn, datt, wann een iwwerhaapt fiddert - an dat schéngt mer e Feeler hei am Land ze sinn -, net genuch op d'Eewäisskomponent

an der Fidderung geuecht gëtt. An der Belsch wär dat Virschréft, datt missten Ierzen ënnert de Mais gemëscht ginn. Dat géif dozou féieren, datt d'Schwäi vill manner géifen erausgoen a besonnesch um Gréngland da Misär uriichten, well se do eben tierescht Eewäiss siche ginn, well dat hinne feelt.

Dann de Juegdmodus. D'Klappjuegd ass contestéiert. Mir kréien awer gesot, datt et dach praktesch déi beschte Form wär, well et zwar vill Onrou mécht, awer nëmme während kuerzer Zäit, an déi aner Zäit d'Wëld an de Bësch géifen a Rou gelooss ginn.

Et muss een awer och deen aneren Aspekt kucken. Wa mer d'Schwéngspopulatioun wëllen duerch Bejoung zréckféieren, da geet et net anescht wéi iwwer Klappjuegd. Well et kann ee ganz vill a ganz laang usëtze goen, fir zum Erfolleg ze kommen. A wann een dat nuechtelaang gemaach huet, dann héiert d'Begeeschterung iergendwann och eng Kéier op. Dat ass ganz sécher net de Wee, deen zum Erfolleg féiert.

Et muss een och bei där Geleeënheet soen, Här President, datt d'Zuel vun de Jeeër, contrairement zur landleefeger Meenung, amgaang ass relativ séier zréckzegoen. Bei deene jonke Leit ass net méi vill Intérêt do. An iergendwa maache mer eis vläicht eng Kéier Gedanken driwwer, wat mer mussen ënnerhuelen, fir erëm méi Jeeër ze kréien. Mir gëtt gesot, datt - an dat misst ee sech bei där Geleeënheet hei och iwwerleeën - de Juegdpermis haut fir vill Leit ze schwéier wier, datt do Saache verlaangt géife ginn, déi iwwert dat, wat ee wierklech bräicht, géifen erausgoen. Mir reegen duerfir un, datt ee sech och doriwwer soll Gedanke maachen.

D'Aussetze vu Wëld. Den Här Goerens huet laang heiriwwer geschwat. Zu Recht. Et ass e Skandal. Ech wëll och hei soen, datt mir et net richteg fannen, datt dee Projet de loi net direkt duerchgezu ginn ass. De Conseil d'État huet eng Remarque générale gemaach. Dat war jo keng Opposition formelle.

(Interruption)

Et war eng Opposition formelle dran. Gutt. Souguer dann. Mir hu jo hei menger Meenung no awer de falsche Reflex, datt mer dann all Kéiers de Kapp anzéien. Ech mengen, mir si Législateur. De Conseil d'État soll seng Meenung soen, mä mir sollen um Enn dat maachen, wat mir fir richteg fannen. Hei wär et richteg gewiescht, dat Gesetz ze stëmmen.

Fakultéit vun der Chasse administrative. Ech hunn et scho gesot, déi musse mer eis ginn. Dat ass ganz kloer. Och do, Här Minister, wäert Dir herno an der Verantwortung sinn, fir d'Décisioun ze huelen. Och do wënschen ech Iech dann eng glécklech Hand.

Dann de Fuuss. Dat ass eng Fro, déi net esou einfach ze beäntwerten ass. Et gëtt gesot, d'Fuussepopulatioun géif sech vum selwe regléieren. Deem steet entgéint, datt mer haut Groussstied hunn, déi de Fiiss bal net méi Meeschter ginn. Ass dat dann elo eng aner Zort vu Fuuss? Oder fonctionnéiert do deen natierleche Regléierungsmechanismus net méi?

(Interruption)

Ech huele gär all Argumenter entgéint. Ech muss och soen, datt sech aus der Siicht vun de Bauere periodesch e Problem stellt, datt d'Maispopulatiounen - elo net dee Mais, deen an de Stécker wiisst, mä déi véierbeeneg - periodesch iwwerhand huelen a gewaltege Schued un de Kulturen uriichten. Woufir och sécher en Intérêt wär, fir datt de Fuuss do wär, fir déi Schwankungen do e bëssen am Gréff ze behalen.

Duerfir ass dat och eng Fro, déi ee muss mat vill Virsiicht ugoen. Ech wëll soen, datt mir do keng virgefaasste Meenung hunn, an datt awer op där anerer Säit - an dat ass een Argument, wat och an der Sitzung gesot ginn ass - d'Nidderwëld effektiv esou staark ofgeholl huet, datt, wann d'Pressioun vum Fuuss do ze vill grouss drop ass, et dann awer och wierklech op d'Käschte vun der Biodiversitéit beim Nidderwëld geet. Och dat muss een an deem Zesummenhang am A behalen.

Dann zum Schluss, well ech gesinn, meng Zäit leeft awer relativ rapid of.

(Interruption)

Den Droit de propriété, e Mënscherecht.

M. le Président.- Déi maache mer awer eréischt bei der Motioun; elo net.

(Interruption)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Den Droit de propriété, e Mënscherecht. Wa mer eis op dee Standpunkt stellen, da kënne mer de Remembrement och verbidden oder ofschafen. Well beim Remembrement ass et och eng Assemblée générale, déi décidéiert, ob oder ob net. An do geet et vill méi an d'Eegentumsrecht era wéi hei, wou et just ëm d'Recht geet, ob een däerf iwwer engem seng Parzell goen an e Stéck Wëld schéissen oder net.

Ech fannen, wann een dat doten an d'Noperschaft vun de Mënscherechter réckelt, datt een do manifestement ze wäit geet. Mir deelen dat net. A wann et do eng Schwieregkeet gëtt, fir dat mat eiser Verfassung an Aklang ze bréngen, da musse mer och drun denken, fir dann eventuell op där Säit änneren ze goen.

D'Reform vun de Juegdsyndikater. Och dat droe mir mat. Et soll ee kucken, datt ee sech an Zukunft no juegdleche Kritären orientéiert, an net no politesche Grenzen.

Här President, ech sinn domadder um Schluss. Mir si selbstverständlech fir en neit a kohärent Gesetz, woubäi ee sech net soll scheien, fir Elementer, déi sech elo bewäert hunn, doran ze iwwerhuelen. Et soll en ausgewogent Gesetz sinn, tëscht den Interesse vun all deenen Acteuren, déi ech éinescht opgezielt hunn. An Här Minister, ech beneiden Iech net bei Ärer Aufgab.

(Hilarité)

Mä, dat muss ech dann awer och nach soen: Dir hutt Iech Äre Misär jo selwer gesicht.

Domadder soen ech Iech Merci.

M. le Président.- Den honorabelen Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. An och Merci dem Rapporteur an der Kommissioun fir deen explizite Rapport, dee mer hei hunn. An dat, wat bei deem Thema gutt ass, dat ass: Deen décke Rapport ass wierklech ganz gutt, well en déngt souguer Verschiddenen heibannen, fir drop ze klammen, fir och emol eng Kéier hei iwwert d'Pult ze gesinn.

D'Juegd gëtt et säit Mënschegedenken. D'Juegd war an den Herrschaftszäiten den décken Häre virbehalen. Wann anerer gejot hunn, fir sech ze ernähren, da si se als Wëlderer verdaamt ginn. An et ass mat därselwechter Waff op se geschoss ginn, wéi op d'Déieren.

Haut gesäit et esou aus, oder gëtt et vu Verschiddenen esou duergestallt wéi wann d'Juegd nach just eng Aart Sport wier fir verschidde besser Leit. Ech stelle mer d'Fro: Gëtt et wierklech Mënschen, déi ouni Grond op Liewewiese schéissen an dat als Sport maachen? Oder gëtt et wierklech eng Noutwendegkeet fir d'Juegd? Musse mer d'Juegd reguléieren? Dat sinn d'Froen, déi sech stellen.

De Muere gouf hei an enger Sitzung gesot, dass déi Leit, déi am Besëtz vu Waffe sinn, méi suizidgefährdet wäre wéi anerer. Dat heescht, si sinn net nëmme geféierlech fir d'Déieren, si sinn och nach eng Gefor fir sech selwer. Solle mer hinnen dofir d'Flënt ewechhuelen, oder vläicht e Gesetz maachen, fir dass se nach just mat Bou a Feil duerfen op d'Juegd goen? Da wär d'Juegd wierklech e Sport. D'Déieren hätten och eng Chance, a verschidde Jeeër géifen och hir Béiertrombone lass ginn.

(Hilarité)

Solle mer dann elo wierklech d'Juegd verbidden? Bon, Verschiddener géife soe Jo. Et sinn der souguer, déi haart Jo soen. Ech kann dat leider net. Well ech wëll jo awer net am spéiden Hierscht op mäi gudde Maufel Marcassin verzichten.

(Hilarité)

An och vu Verschiddene vun deenen, déi géint d'Juegd wiederen, weess ech, dass déi de Marcassin an de Réiréck ganz gären hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, d'Juegd duerf op kee Fall elo erëm eescht zu engem onreguléierte Fräizäitsport ginn, wéi dat esou verschiddentlech duergestallt gëtt. Duerfir duerf et och net sinn, dass d'Déieren onnéideg wéinst méi enger schneller Fortpflanzung géint d'Natur gefiddert ginn, an och gefiddert ginn, fir dass se sech méi séier kënne fortpflanzen, fir se ofzeschéissen, well soss kënne mer geschwënn net méi vum Wëld schwätzen, mä vum geziichte Véi fir ofzeschéissen. De Marcassin soll nach ëmmer no Wëld schmaachen an net no geziichtem an iwwerfiddertem Ochs.

Och ass et fir mech an där ganzer Diskussioun wichteg, dass verschidden Aarte vu Juegd, wéi d'Klappjuegd, mussen op e Minimum reduzéiert ginn, wann net souguer verbuede ginn. Mä dat soll jo an der Législatioun da festgehale ginn.

Ech maache mer awer iwwer eppes Gedanken, an doriwwer huet hei u sech kee geschwat. Dat ass iwwert d'Juegdhënn. Ech war eng Kéier mat eng Klappjuegd esou ukucken. An ech mengen, dass déi Hënn leiden duerch d'Schëss vun deene Jeeër, well se e ganz sensibelt Gehéier hunn. D'Déieren hu méi e sensibelt Gehéier wéi d'Mënschen.

An ech maache mer och Gedanken iwwert déi Aart a Weis, wéi déi Hënn gegrillt ginn...

(Hilarité et interruptions)

...gedrillt ginn. Voilà!

(Hilarité)

Ech hunn „gedrillt" gesot. Ech wëll awer elo kengem Jeeër ënnerstellen, dass e säin Hond géif grillen.

(Interruption)

Une voix.- Am Kambodscha ass dat esou.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Mä ech maache mer awer Gedanken doriwwer, well déi Hënn jo ganz jonk gezillt ginn op d'Juegd. Ech hat esou en Hond deemools op där Klappjuegd gesinn, e jonken Hond, deen do souz ze zidderen an net méi wousst, wou hannen a vir wär. Ech froe mech, ob dann déi Déieren awer, verschiddener, déi fir d'Juegd gegrillt, gedrillt ginn,...

(Hilarité et interruptions)

Här Castegnaro, Dir braucht net de Kapp ze rëselen; ech hunn et awer richteg geschriwwen!

(Hilarité)

...effektiv déi Hënn jonk gedrillt ginn an da fir d'Juegd net guttgeheescht ginn an dann awer doduerch, dass se gedrillt gi sinn, dann awer vläicht spéider Schied behalen, déi net méi guttzemaache sinn. Et soll ee sech och eng Kéier doriwwer Gedanke maachen, schliesslech...

Une voix.- Dat ass net nëmme beim Déier esou.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, iwwer Iech maachen ech mer scho laang Gedanken.

M. le Président.- Wann Der den Här Jaerling géift a Rou seng Ausféierunge maache loossen, da kéimen déi Lapsussen net vir.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Lëtzebuergesch ass net einfach, Här President.

M. Charles Goerens *(DP).*- Et ass d'Zäit vun de Grillfester, Här President.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Bon, Här President, ech mengen op jidde Fall, mir haten e schéinen Débat hei, mä leider fir mech ouni Konklusioun, ausser dass mer elo erëm do ukomm sinn - wéi schonn esou oft: Et gëtt eng Lobby, eng Majoritéit fir d'Juegd; et gëtt der, déi gären eng reguléiert Juegd hätten, déi wëssen awer just net wéi, an et gëtt der, déi géint d'Juegd sinn an de Marcassin awer gären hunn, an elo gëtt dann op e Gesetz gehofft, dat d'Konklusioune vun haut soll légiféréieren.

Fazit: Mir sinn hanne bäi a vir widder a mir komme sécherlech an dräi Joer nach eemol erëm, fir festzestellen, dass mer nach ëmmer am selwechte Bësch sinn.

Duerfir hoffen ech, dass d'Regierung déi Motioun, déi hei virläit, dann awer eescht hélt an esou séier wéi méiglech dofir suergt, dass mer kloer Fronten an deem Gesetz kréien.

Ech wëll ofschléissend nach soen - an dat ass mäi Fazit: Ëmmer wann de Mënsch an d'Natur agräift, fir soi-disant ze reguléieren, dann hu mer an der Natur Chaos, an duerfir soll een dofir suergen, dass de Mënsch esou mann wéi méiglech an d'Natur agräift.

Une voix.- Dat ass richteg.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Minister Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kënnt elo mat der Feststellung ufänken, dass alles scho gesot ginn ass, mä nach net vu jiddferengem, an duerfir de Versuch maachen, aus deem Débat vun de Mëtteg dach awer erauszeschielen dat, wat de President Negri schonn ugedeit huet, nämlech dass ech fannen, fir mat der Konklusioun unzefänken, dass de Konsens, dee mer de Mëtteg feststellen, vläicht awer vill méi breet ass, wéi een dat dobaussen, wann een eenzel Saachen héiert a liest, kéint mengen.

Ech mengen, dass mer eis alleguerten emol mussen een deem anere soen, dass mer hei effektiv mat offenem Viséier fueren. Ech wëll och soen, dass ech kengem seng Bonne foi wëll ofschwätzen an och net gären hätt, dass ee mir meng Bonne foi ofschwätzt.

Ech wëll, wat déi Wäertvirstellungen ubelaangt, déi à la base si vun deem, wat mer hei diskutéieren, och dem Här Gira soen: Vous n'avez pas le monopole de l'amour des animaux. - Un Anlehnung un en anere bekannte Saz, fir kloerzemaachen, dass mer villes hei deelen an de Wäertvirstellungen an den Optiounen, déi mer fir d'Zukunft, wat eis Juegd, enger Juegd am 21. Jorhonnert, ubelaangt, wëlle fäerdeg bréngen.

Ech hu virun zwee Joer eng éischte Kéier zu dem Problem vun der Juegd Stellung geholl, an dee Saz, deen ech deemools gebraucht hunn, huet sech net geännert, an och do stelle mer de Mëtteg e grousse Konsens fest, nämlech deen, dass d'Juegd prinzipiell net zur Dispositioun steet.

D'Juegd steet awer zur Diskussioun, an zwar oft heiansdo zu enger hefteger an och noutwendeger Diskussioun, wéi een dat de Mëtteg an alle Riedebäiträg festgestallt huet.

An ouni wëllen en Amalgame vun alle Jeeër ze maachen, muss ee feststellen, dass d'Juegd en Imageproblem huet, well se et net fäerdeg bruecht huet, sech an deene leschte Joren un eis modern Gesellschaft unzepassen.

Eis Ëmwelt an eis Gesellschaft hunn iwwer Jore staark evoluéiert, an d'Finalitéite vun der Juegd hu sech deemno massiv verännert. D'Juegd ass hei zu Lëtzebuerg keen essenzielle Liwwerant vu Fleesch méi. D'Juegd déngt net méi der ideologescher an op Superstitiounen a Märercher baséierender Exterminatioun vu Raubdéieren, an d'Juegd däerf net méi exklusiv zum Plëséier vu gewësse Jeeër ausgeübt ginn.

Ech hat gemengt ze verstoen de Mëtteg, dass mer eis iwwert déi do dräi Punkte largement eens sinn.

D'Juegd soll en Instrument vun engem ekologesche Wëldmanagement sinn, deem seng Fonctioun et ass, d'Wëlddichten engersäits esou déif ze halen, dass ekologesch an ekonomesch Schied fir d'Land an d'Forstwirtschaft limitéiert kënne ginn; anerersäits soll si et bedrohten Aarten erméiglechen, sech nees ze erhuelen, oder awer och soll si aus sanitären Ursaache stattfannen.

D'Juegd am 21. Jorhonnert muss dem Intérêt général déngen a sech domat ekologesche Prémissen ënneruerdnen. Et ass en enormen Défi fir d'Jeeërschaft, dëser Aufgab gerecht ze ginn, an et verlaangt vun hinnen e regelrechte Paradigmewiessel. Den Intérêt général gëtt et net zum Nulltarif, mä e muss ekologesch legitiméiert ginn.

Ech wëll hei betounen, dass ech vu menger perséinlecher, ganz perséinlecher Opfaassung zur Juegd hier, déi ech mer ugëeegent hunn, laang ier ech mech als Misär, als Minister...

(Hilarité et interruptions)

Ech probéieren elo nach eng Kéier, da wäert Der gesinn, wéi gutt dass et ass!

...laang ier ech mech als Minister - Komma - Misär hin oder hier - Komma -...

(Hilarité)

...hu misse mat dësem Thema beschäftegen, éischter Bedenke vun den Déiereschützer wéi dem direkten Interessi vun der Jeeërfederatioun nostinn.

Mä wëssenschaftlech fundéiert Studien iwwert d'Densitéit vum Wëld an de Schued, dee verschidde Wëldaarten hei zu Lëtzebuerg uriichten, hu mech awer iwwerzeegt, dass perséinlech Retizenze par rapport zur Juegd, esou novollzéibar se och am Eenzelfall sinn a bleiwen, am Verhältnis zum iwwergeuerdneten Intérêt vun eiser Gesellschaft net däerfen iwwerhandhuelen.

Ech sinn also iwwerzeegt, dass mir eng integréiert, naturgerecht an nohalteg Juegd brauchen. D'Juegd muss sech als e Bestanddeel vun der Gestioun vun Natur a Landschaft verstoen an do mat aneren Acteure proaktiv zesummeschaffen.

Dat muss d'Basis, Här Negri, vun all neier Gesetzgebung sinn, eng Basis, déi op e grousse Konsens trëfft a mengen Aen, mä déi spéider och - an ech mengen, dat ass e Souci vu villen Interpellantë gewiescht - Kontroll an déi néideg Sanktioune brauch, fir dass et net Makulatur soll bleiwen.

Wann ech op déi vergaange Méint zréckkucken, mer déi verschidde Positiounspabeieren an Diskussiounen an der Öffentlechkeet an an der Chamber virun Aen halen an e Bléck an d'Zukunft werfen, drängt sech en Appel un all Concernéiert op, fir eng weiderhi wéi haut de Mëtteg a wéi d'leschte Kéier beim Hearing vernünfteg an onpolemesch Debatt, fir de Respekt virun ënnerschiddleche Positiounen, a fir eis elo Zäit ze loossen, fir e kohärente Projet de loi auszeschaffen, deen dann duerno souwisou nach eng Kéier Objet wäert si vun allen Analysen a vun allen Diskussiounen, bis zum Vote définitif hei an der Chamber.

Ier ech op de Contenu vun där exzellenter Aarbecht vun der Chamber wëll agoen, nach folgend Prezisioun: Mir befannen eis hei an engem Débat d'orientation. An als solche soll dësen Exercice och verstane ginn. D'Chamber soll der Regierung richtungsweisend Indikatioune ginn, wéi en zukünftegt Juegdgesetz soll ausgesinn. Dat, wat also am Virfeld vun dëser Debatt an an der Motioun vun der Chamber behandelt ginn ass, ass nach net definitiv an all Stee gemeesselt. Ech kommen op dës Constatatioun spéider nach eng Kéier zréck.

Ausgangspunkt vun enger genereller Revisioun vun der Juegd ass déi bestehend Législatioun iwwert d'Juegd, déi méi wéi 100 Joer al ass. Et ass also absolut noutwendeg, fir en neit Juegdgesetz ze schreiwen, aus deem Relikter aus vergaangenen Zäiten definitiv verschwanne mussen an nei Konzepter a Reglementéierunge musse verschafft ginn.

Ech wëll hei a kuerze Wierder de Point maachen iwwert déi Punkten, déi en neit Juegdgesetz muss beinhalten:

en definitiivt Verbuet vun der Fidderung vu Wëld; eng strikt Reglementéierung vun der Kirrung; eng weiderhi flexibel Reglementéierung vu Juegdzäiten an Aarten, déi kënne gejot ginn, mä och eng Preziséierung unhand vu wëssenschaftleche Kritären, firwat eng Aart ka gejot ginn; d'Opstellung vu Plans de tir mat minimalen Ofschosszuele pro Juegdlous, opgestallt vun enger Commission cynégétique, där hir Kompositioun am Sënn vu méi Transparenz an Ausgeglachenheet muss redefinéiert ginn; eng formell Interdictioun vum Aussetze vu Wëld; d'Aféierung vun der Chasse administrative.

Hei wëll ech eng Klamer maachen, fir mengem Virgänger, dem Kolleeg Charles Goerens, ze soen, dass ech seng Positioun de Mëtteg hei net richteg verstanen hu fir ze soen, mir hätte fir d'éischt missen de Projet de loi 5452 ëmsetzen, ier mer déi hei Diskussioun géife féieren. Ech wéilt em trotzdeem zwee Sätz virliesen aus dem Avis vum Conseil d'État zu deem Projet de loi.

Am éischte seet en - wann Dir e kennt, da kennt vläicht d'ganz Chamber an d'Öffentlechkeet en net -: «Après un laps de temps de plus de vingt ans, le Conseil d'État se voit de nouveau confronté à un texte lapidaire dont le contenu est une fois de plus dicté par les impératifs du moment et qui ne propose qu'une retouche ponctuelle, supplémentaire à un dispositif dont les insuffisances sont notoires.»

An zu dem Projet selwer seet en zum Schluss vu sengem Avis: «Or, l'encadrement législatif proposé ne saurait, en raison de l'absence de précision, suffire à légitimer le dispositif proposé, de sorte que le Conseil d'État doit s'y opposer formellement.»

Ech woen ze bezweifelen, wa mer nach profitéiert hätten, deen Avis hei ass vum 16. Dezember 2005, wou d'Aarbechten an der Kommissioun schonn amgaange waren iwwer eng generell Revisioun vum Juegdgesetz, dass de Conseil d'État eis nach vill méi en heftegen Avis geschriwwen hätt, wa mer gläichzäiteg versicht hätten hei - ech woen elo emol ze behaapten -, ze piddelen un enger allgemenger genereller Gesetzgebung, an op där anerer Säit gläichzäiteg am Parlament amgaange gewiescht wären, iwwer eng generell Revisioun ze diskutéieren. Ech mengen net, dass dat eng kohärent Approche gewiescht wär. Duerfir hoffen ech nach ëmmer, dass Der Är Positioun awer revidéiert an lech kënnt uschléissen un déi Motioun, déi vun der Majoritéit hei virgeluecht ginn ass.

M. le Président.- Den Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, op d'Gefor hin, mech ondäitlech ausgedréckt ze hunn, wëll ech nach eng Kéier rappeléieren, datt et eng inhabituel Prozedur ass, déi ech virgeschloen hunn, mä esou wéi män Nofolger an ech selwer et agesinn hunn, datt hei misst dréngend eppes gemaach ginn, esou bleiwen ech der Meenung, datt dat, wat 2004 als richteg emfonnt ginn ass, vun der Kommissioun gedeelt ginn ass, dat, wat 2005 an e Projet de loi gegoss ginn ass vu mengem Nofolger, 2007 net ka falsch sinn.

Meng Skepsis, datt an enger Réforme globale déi do Dispositioune kënnen opgefaang ginn, gëtt doduerch geniert, datt ech säit 1979 dee Betrib hei kennen. An ech weess, wéi bei schwéiere gesetzleche Virgäng et oft ka laang dauere bis eppes a Kraaft trëtt. Ech wëll einfach net méi mat toleréieren a mech domat zum Kompliz maache vun enger Praxis, wou de Stat permanent virgefouert gëtt. Ech hoffen, datt ech dat awer a menger Interventioun wéinstens kloer an däitlech zum Ausdrock bruecht hunn, éischtens.

An zweetens: Ech hunn all déi Dispositiounen, déi ech an där Motioun gutt fannen, ganz kloer bejot a gesot, datt ech am Fong net dofir wier fir den Accord vu menger Fraktioun ze ginn, soulaang mer net op deem dote Punkt Kloerheet geschaf hunn. An ech géif och dem Minister virschloen, ech géif hie froen: Wann en der Meenung ass, datt en dat awer kënnt matdroen, wann en an der Motioun géif e Paragraph akzeptéieren, bei de Considéranten, «estime l'entrée en vigueur des dispositions relatives à la chasse administrative comme absolument prioritaire, et ce préalablement à la réforme globale de la législation sur la chasse». Wann en dat matdréit, da si mir bereet, déi Motioun do mat ze stëmmen.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Also ech soen elo spontan hei, dass ech dat net wäert droen. Dat gëtt och net gedroe vun der - fir déi ech net ka schwätzen direkt, mä wou ech awer weess - Majoritéit an der Kommissioun a vun der Majoritéit heibannen, déi der Meenung ass, dass et wierklech kee Sënn huet, an engem Moment, wou d'Regierung an de Minister opgefuerdert ginn, en neit Gesetz auszeschaffe bis Enn des Joers, an eng Procédure législative eranzekommen, fir da virdrun ze sprangen.

Ech woen och souguer ze bezweifelen, dass de Conseil d'État iwwerhaapt nach bereet wär, au stade actuel vun den Debatten nach iwwerhaapt ze aviséieren. Well e seet: „Dir sidd amgaang eng generell Revisioun ze maachen. Da leet d'Chasse administrative, fir eng bonne Lisibiliséit an eng bonne Visibilitéit vun de Gesetzer, an déi Reform vun der Gesetzgebung dran." Ech mengen, et ass dat d'Meenung vun der Majoritéit.

Mä et ass awer eng Divergenz, net vum Fong - iwwert de Fong si mer eis eens heibannen -, an duerfir soen ech, wann et nëmmen eng Divergenz ass vun der Method, wéi mer elo virginn, vun der Aart a Weis, wéi mer Prioritéite leeën, da mengen ech, dass dat net duergeet fir déi Motioun, déi dach awer esou vill wäertvoll Ännerungen an Optioune fir d'Zukunft hëlt, dobäi kënnen ofzelehnen.

Ech mengen, dass doriwwer eraus och eng Redefinitioun vun de Limitë vun de Juegdlousen no ekologesche Kritären an deem Gesetz noutwendeg ass, grad wéi och d'Méiglechkeet vun enger revéierïwwergräifender Bejoung an och der Ofschafung vun der Notioun vun den Espèces nuisibles.

Erlaabt mer kuerz nëmmen, zu dräi Punkten nach de Mëtteg eppes ze soen.

Zur Fidderung. Den Haaptdiskussiounspunkt an der Debatt iwwert d'Juegd an deene leschte Wochen a Méint, och an der Kommissioun, war sécherlech dee vun der Fidderung. Keen huet d'Fidderung am Endeffekt verdeedegt. Jiddfereen, inklusiv d'Vertrieder vun de Jeeër selwer, déi bei mer waren, hu se als e Beweis vun Ignoranz vun elementare biologesche Prinzipien entlarvt; eng Aart Elevage intensif vun Déieren a fräier Natur.

D'Fidderung muss also an engem neie Juegdgesetz verbuede ginn, inklusiv d'Oflenkfidderung. Dat ass en neie Moment an enger Gesetzgebung an och richtungsweisend fir d'Zukunft.

Wou d'Meenungen auserneegaange sinn, war bei der Kirrung. De Fait, Déieren duerch en Apport vun Nahrung op verschidde Plazen ze lackele fir se ze schéissen. Wann um Prinzip vun dëse Praktike keen a priori kann dergéint sinn, huet d'Praxis bewisen, dass d'Kirren net ganz egal wéi gemaach ka ginn, dass se kann an eng regelrecht Fidderung ausaarten an dass eng reglementéiert Kirrung schwéier ze kontrolléieren ass - ech mengen, dat ass vu Virriedner och schonn hei betount ginn.

Et geet also hei ëm eng Gratwanderung - vläicht eng schmuel - zwëschent geziiltem, zweckorientéiertem Ulackele vun Déieren a massivem Kippe vu Mais an eise Bëscher.

D'Kirrung soll a muss esou reglementéiert ginn, dass se et dem Jeeër erlaabt, méi ze schéissen, an dass net vu viraus ausgeschloss ass, dass eng Fidderung als Kirrung ka getarnt ginn.

Dëst gëtt an engem Reglement gemaach, wéi dat zum Beispill a Rheinland-Pfalz an der Gesetzgebung geschitt ass, wat parallell zur neier Gesetzgebung ausgeschafft gëtt. Dëst Reglement muss zum Beispill kloer definéieren, wéi vill a wat fir eng Quantitéite vu Fudder dem Prinzip vun der Kirrung gerecht ginn. Et muss definéiert ginn, wat nach däerf ausgeluecht ginn a wéi dat soll geschéien. Eng maschinell semi-automatiséiert Ausfuer vun Nahrungsmëttel soll zum Beispill an Zukunft net méi erlaabt sinn. Des Weidere wäert d'Kirrung just nach zu bestëmmten Zäiten am Joer erlaabt sinn.

Zu den Espèces chassables. E weidere kritesche Punkt war dee vun den Aarten, déi däerfe gejot ginn. Dës Polemik ass an der Debatt op eng Fro vun der Fuussejuegd reduzéiert ginn, geet awer méi wäit wéi dat.

Nom Prinzip, dass keng Juegd méi just fir de Plëséier kann ausgeübt ginn, musse Kritären hier, fir d'Identifikatioun vun Aarten, déi kënne gejot ginn, an dat muss am Gesetz geschéien.

Eenzel Biologe soe mir, dass de Fuuss misst gejot ginn, well et e Prédateur ass vun Nidderwëld. Anerer ënnersträichen, dass d'Bejoe vum Fuuss éischter zu enger Augmentatioun vu Populatioune féiert a selwer en Effet régulateur op verschidden Déieren assuréiert. Medeziner warnen, dat hu mer och de Mëtteg hei héieren, virum Fuussebandwuerm. D'Fro, ob de Fuuss soll ënner verschiddene Konditioune gejot ginn, stellt sech also allemol.

Meng Äntwert op dës Fro ass déi, dass, wa sech Problemer, sief dat ökologescher oder sanitärer Natur, mat enger Aart wéi de Fuuss effektiv stellen, dann ass d'Juegd e Moyen fir dësen entgéintzewierken. D'Wëldbiologie ass awer weder eng staatlech Disziplin nach eng Science exacte mat viraussehbaren Entwécklungen. Duerfir wäerte mer d'Argumenter, och déi, déi vun der Madame Stein de Mëtteg hei gesot gi sinn, ofweien, an ech ka mer och e Moratoire virstellen, mä dat op der Basis vun objektive Fakten, en connaissance de cause also.

D'Gestioun vu Wëld muss also flexibel sinn, wat a mengen Aen eng ze detailléiert Definitioun per Gesetz vun Aarten, déi kënne bejot ginn, ausschléisst. Hei muss ee Flexibilitéit garantéieren, an dat kann nëmmen, wéi dat och schonn haut geschitt, iwwer e Règlement grand-ducal geschéien. Reglementer, déi mer iwwregens awer beim Projet de loi direkt wëlle mat derbäileeën, fir dass een och de gesamte Mosaik vum Instrumentarium, dee mer reglementaresch wëllen aféieren, gesäit.

D'Kritären, déi zur Bestëmmung vu Juegdzäiten a Wëldaarten déngen, mussen awer wëssenschaftlech fundéiert an ethesch vertrietbar sinn. La chasse uniquement pour le plaisir ass keen Thema an däerf keen Thema méi sinn.

Zum allgemenge Stellewäert vun der Juegd zum Schluss nach e puer Wuert. Nach eng Kéier wëll ech drun erënneren, dass déi mannsten d'Juegd u sech a Fro gestallt hunn. Villméi geet et drëm, d'Juegd den Ufuerderunge vun eiser heiteger Gesellschaft an enger nohalteger Gestioun vun der Natur am Sënn vum Erhale vun der Biodiversitéit an enger adaptéierter Exploitatioun vun eisen natierleche Ressourcen unzepassen. Ech ginn heimat also vum Prinzip aus, dass d'Juegd als en Instrument vun ökologeschem Wëldmanagement eng Missioun am Interessi vun der Gesellschaft erfëllt.

Wa mer bei dëser Optioun bleiwen - an ech hat de Mëtten d'Gefill, dass all Riedner de Prinzip vum Intérêt général akzeptéiert huet -, da muss dëse Prinzip am Artikel 1 vun engem neie Juegdgesetz verankert ginn, mat folgende Konsequenzen: Juegdpraktiken, déi dëser Missioun net gerecht ginn, ech denken u Fidderung oder dat absichtlecht Netanhale vun Ofschossquoten, sinn d'office vum Dësch a strofbar. D'Adhésioun zu engem Juegdsyndikat vun alle Propriétairë misst garantéiert sinn, an heizou e puer Prezisiounen.

D'Chamberskommissioun huet sech eestëmmeg fir d'Bäibehale vun der Klappjuegd als essenziellt Mëttel zur Wëlddichtreduzéierung ausgeschwat. Mir ginn am Ausland ëm dës Méiglechkeet beneit. Si ass effikass an erlaabt gläichzäiteg och laang Rouzäiten am Bësch, fir d'Wëld an aner Bëschbenotzer eng Revendicatioun, déi unanime vun alle Säiten hei gemaach ginn ass. Eng Schwäizer-Kéis-Konstellatioun, wou Juegdlousen, wou Hënn, Kläpper a Jeeër mussen am Slalom operéieren, wäert d'Klappjuegd op laang Zäit manner effikass an eng Reduktioun vun héije Wëlddichte manner realistesch maachen.

Wa mer also eng flächendeckend an doduerch effikass Juegd par le moyen vun der Klappjuegd wëlle garantéieren, ass d'Adhésioun vun alle Propriétairen an engem Syndikat eng bal logesch Konsequenz. Dës Optioun, déi d'Chamber an hirem Rapport an och an der Proposition de motion hélt, an där ech mech uschléissen, ass kee Cadeau un d'Juegdlobby, wéi ech dat an deene leschten Deeg héieren hunn, mä eng praktesch Noutwendegkeet am Kader vun der Redefinitioun vun der Juegd an de Moyenen, déi hir zur Verfügung stinn.

Mir orientéieren eis hei ganz kloer zum Beispill un deem rezenten Uerteel vum Karlsruher Bundesverfassungsgeriicht aus Däitschland, dat nonobstant vun engem Arrêt Chassagnou vum Europäesche Geriichtshaff seet, dass, wann d'Juegd eng Mission d'intérêt général huet, den Acte de chasse net zu enger esou gravéierender Aschränkung vum Droit de propriété an der Liberté d'association féiert, fir dass perséinlech Retizenzen zur Juegd iwwerhand kënnen huele par rapport zu engem allgemengen Interesse un ökologesch tragbare Wëlddichten.

D'Bundesverfassungsgeriicht seet heizou Folgendes, ech zitéieren: „Die Regelungen über die gemeinschaftlichen Jagdbezirke und das Jagdausübungsrecht durch die Genossenschaften verfolgen legitime Ziele, sind erforderlich und beeinträchtigen die Eigentümerinteressen nicht unverhältnismäßig." Dës legitim Ziler sinn am Bundesjagdgesetz folgendermoossen ëmrass: „die Erhaltung eines den landwirtschaftlichen und landeskulturellen Verhältnissen angepassten artenreichen und gesunden Wildbestandes sowie die Pflege und Sicherung seiner Lebensgrundlage".

An da soen ech als Konsequenz dovunner, dass genau dës Ziler sollen och hei zu Lëtzebuerg an engem neie Juegdgesetz definéiert ginn. Dës Approche gëtt eendeiteg vun engem Avis juridique am Optrag vum Ëmweltministère bestätegt. Dëst widersprécht net dem Fait, dass mer hei zu Lëtzebuerg wéi och um Europäesche Geriichtshaff zu Stroossbuerg Uerteeler virleien hunn an och nach erwaarden, déi zum Deel aneschters argumentéieren.

Mä ech wëll ënnersträichen - well ech d'Gefill hunn, dass oft den Denkfeeler dodranner läit -, dass all déi Uerteeler do sech op eist Gesetz vun 1925 beruffen, an deem weder d'Missioun nach den Intérêt général vun der Juegd definéiert ginn ass. D'Fro, ob d'Juegdsyndikater, esou wéi se am Moment hei zu Lëtzebuerg fonctionnéieren, iwwerhaapt enger Associatioun am Sënn vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun entspriechen, wëll ech hei emol iwwerhaapt net opwerfen, well et eis an dësem juristeschen Dédale am Moment net weiderbréngt.

Déi Optioun, déi mer hei huelen, wëllt net heeschen, dass perséinlech Aversiounen zur Juegd, déi, mengen ech, méi duerch den Imageproblem vun der Juegd wéi duerch den Acte de chasse selwer hierkommen, einfach ignoréiert gi sinn. Villméi, mengen ech, dass d'Redefinitioun vun der Juegd als en Instrument vum Wëldmanagement am Sënn vum Naturschutz ville vun den heitege Juegdgéigner wäert entgéintkommen.

Leschtenenns heescht den Intérêt public vun der Juegd, dass d'Jeeërschaft sech muss esou verhalen, dass sech och d'Öffentlechkeet, d'Opinion publique, déi sech fir méi Naturschutz breetmécht, domadder identifizéiere kann. A gleeft mer, dat brauch considérabel Efforten an Iwwerzeegungsaarbecht vu Säite vun de Jeeër, compte tenu vun där dach relativ schlechter Reputatioun, déi Eenzelner dobaussen oft genéissen. Dem Jeeër wäert an Zukunft méi genau op d'Fangere gekuckt ginn, mä mir sollten him keng onnëtz Steng an de Wee

leeën, fir seng Missioune kënnen ze erfëllen, an och net en Amalgame maachen an all Jeeër an een Dëppe geheien.

Zu gudder Lescht wëll ech d'Juegd an hire Stellewäert am Kader vun eisen nationalen Efforten a puncto Naturschutz och kuerz beliichten. Den nationalen Naturschutzplang, dee leschte Mount offiziell virgestallt ginn ass, weist kloer, dass et net nëmmen d'Juegd ass, déi responsabel ass fir deen dach oft erschreckende Réckgang vu verschiddenen Aarten an Habitater hei zu Lëtzebuerg. Eng naturgerecht an nohalteg Juegd ass also just e klenge Bestanddeel vun enger ganzer Serie vu Mesuren, déi mussen an Ugréff geholl ginn, fir eisem internationalen Engagement, den Aarteverloscht bis 2010 ze stoppen, gerecht ze ginn. D'Juegd soll also net iwwerbewäert ginn, mä hirer spezifescher Funktioun am Kader vun enger geziilter Naturschutzpolitik gerecht ginn.

Meng Konklusioun de Mëtteg ass déi heiten: D'Method vun deene leschte Méint hei an der Chamber ass konform mat deem, wat och am Regierungsprogramm stoung, fir d'éischt d'Orientéierungsdebatt an der Chamber, dann d'Ausaarbechtung vun engem Projet de loi bis Ufank 2008 a wa méiglech - an dofir wäerte mer alles maachen - nach de Vote an dëser Legislaturperiod.

Une voix.- Très bien.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Ech war selwer 15 Joer Deputéierten an hu selten - an dat soen ech ganz riichteraus an éierlech - eng esou exemplaresch, transparent an oppe Preparatioun vun engem Dossier erlieft, wéi bei dësem hei. Ech wëll alle Bedeelegten, besonnesch awer och dem President Roger Negri an dem Rapporteur Romain Schneider, félicitéiere fir hir exzellent Aarbecht, an domadder och déi vu menge Mataarbechter am Ministère an an der Forstverwaltung mat aschléissen, wou ech - kënnt ech dat Geheimnis hei verroden - och nach laang net Unanimitéit an all deene Froe vun dësem Dossier hei feststellen.

Ech loosse mech, wéi all déi, déi sachlech dës Debatt verfollegen an och nach verfollege wëllen, net vu Polemiken dobaussen infizéieren. Ech weess, dass mir elo den Optrag hunn, e Projet auszeschaffen, deen d'Juegd endlech an eng Gesellschaft vum 21. Jorhonnert féiert, naturgerecht an nohalteg, an dës Aarbecht wäerte mer vun e Méindeg un upaken.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Debatt ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn d'Motioun vum honorabelen Här Negri. Ech denken, dass de Vote électronique verlaangt ass.

(Interruption)

Fir d'éischt kritt den Här Goerens nach eng Kéier d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Jo, Här President, ech kennen dem Minister seng Haltung. Ech froe just pour la forme nach eng Kéier d'Chamber, ob se mat deem Amendement, deen ech proposéiert hat, d'accord ass. Wann dat de Fall ass, da stëmme mir déi Motioun aus all deene Grënn, déi ech développéiert hunn. Wann dat net de Fall ass, da wäerte mer eis abstenéieren.

Ech résuméieren oder ech rappeléieren nach eng Kéier den Amendement: «La Chambre estime l'entrée en vigueur d'une disposition relative à la chasse administrative comme absolument prioritaire, et ce préalablement à la réforme globale de la législation sur la chasse.»

M. le Président.- Fir déi do Fro direkt ze klären, esou wäit wéi ech d'Spriecher héieren hu vun der Majoritéit si se net d'accord mat esou enger Propositioun.

Voilà, dann huet den Här Gira d'Wuert gefrot.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wollt nach eng Kéier kuerz d'Wuert ergräifen, an zwar fir zur Motioun ze schwätzen.

Éischtens, fir ze erkläre firwat déi gréng Fraktioun dës Motioun net wäert stëmmen, obwuel se souwuel bei de Constatatioune wéi och bei de Fuerderunge villes, villes kann droen.

Mä fir awer och mäin Erstaunen zum Ausdrock ze bréngen iwwer eenzel Sätz, déi ech dann hei an dëser Motioun erëmfannen. Mir hu gréisser Problemer mat zwee Paragraphen, zwou Fuerderungen. Dat ass déi eng iwwert d'Fidderung; ech ginn net nach eng Kéier an den Detail. Mä wann een x-mol vun där Verwaltung, déi misst eng Kirrung kontrolléieren, ganz kloer an däitlech gesot kritt, si wier net ze kontrolléieren, da mengen ech kann ee keng aféieren; hei schreiwe se «strictement réglementé». Mä onofhängeg dovun hunn ech och de Mëtteg nach kee sachlecht, kee wëssenschaftlecht Argument héieren, wat déi Kirrung géif néideg maachen.

Deelweis sinn déi Saachen, déi hei gesot ginn, souguer widderspréchlech. Wann een op där enger Säit seet, am Ausland géife mer beneit ginn, well mer 80, 85% op enger Klappjuegd schéissen, da kann ee jo net soen: Mir brauche Kirrungen; well esou vill weess ech jo awer wat leeft. Op enger Klappjuegd brauch ee keng Kirrung. Do gëtt jo d'ganzt Revéier ofgegraast an do kritt een d'Déieren all ze erfaassen. Also, do widderspriechen d'Leit sech selwer.

Ech verstinn net, firwat mer net d'Welt op d'Féiss setzen a soen: Mir verbidden all Form vu Fidderung. Mir hunn een Expert héieren, deen eis un engem konkrete Beispill gewisen huet, wéi séier, ouni souguer zousätzlech Moossnamen, eventuell d'Bestänn erofginn, wa mer dann och nach vläicht d'Chance hunn, eng Kéier e kale Wanter ze kréien. Duerfir kënne mer déi heite Fuerderung esou net deelen.

An déi zweet ass déi iwwert d'Période de chasse an d'Espèces chassables. Dat wat hei steet ass näischt anescht wéi de Status quo. Domat ass dem Fuuss net gehollef. Mir sinn der Meenung, dass een do eng kloer Ausso hätt misse maachen.

Da verstinn ech net esou richteg, oder ech sinn nach e bëssen erstaunt iwwert dee leschte Considérant. Dee seet, wann ee géif d'Hobbyjuegd duerch professionell Leit ersetzen, da wier dat géint den Intérêt public. Also, do hunn ech awer Schwieregkeeten, déi Logik nozevollzéien.

Et kann ee vläicht soen: Dat ass net néideg oder dat gëtt ze deier. Mä awer elo ze maache wéi, wa muer professionell Leit déi Missioun géifen iwwerhuelen, dat géif manner funktionéiere wéi dat heiten, dat ass e bëssen d'selwecht wéi wann ee géif soen: Mir schafen d'Police of an d'Pompjeeë regléieren de Verkéier. Also, do hunn ech awer Schwieregkeeten, wéi deen dote Saz zustane komm ass. Mä dat ass da vläicht den Auteuren hiert Geheimnis.

Wou ech awer da guer näischt méi verstinn, dat ass, dass an deem ganz wichtege Punkt vun der Zwangsrekrutéierung an e Juegdsyndikat dës Chamber, déi awer grad gefuerdert ass, well ëmmerhin en Uerteel vun der Cour administrative doläit, sech laanscht eng Propos hei fuddelt. Dat Eenzegt, wat dës Chamber mécht: Si hëlt Akt vun engem Avis, dee vun der Regierung ausgeschafft ginn ass.

Dat ass schonn e bëssen erstaunlech. Wann d'Chamber selwer vun enger Institutioun, déi si selwer geschaf huet, nämlech dem Médiateur, en absolut pertinenten Avis doleien huet, nach eng Kéier, ech widderhuelen et, vun enger Persoun, déi jorelaang zu Stroossbuerg selwer Riichter war, da kann ech dat nëmmen erstaunlech fannen.

Mä ech sinn dann iwwerrascht, dass dës Chamber bei de Fuerderunge keng Positioun ergräift a kloer an däitlech seet, wat se wëllt hunn. Dat ass dann awer e bëssen erstaunlech, wann ee weess, dass grad dat Uerteel dozou bäigedroen huet, dass mer vläicht haut iwwert d'Juegd diskutéieren an en Débat d'orientation hunn.

Ech wëll dann awer och nach eng Kéier dräi Sätz zum Inhalt soen, well hei awer op ville Plaze Konfusioun ass. Dass och haut schonn d'Juegd um Mënscherechtsgeriichtshaff zu Stroossbuerg als en Intérêt général ugesi gëtt, dat ass evident. Well wann dat net de Fall wär, da géif zu Stroossbuerg iwwerhaapt net driwwer diskutéiert ginn, well wann eppes net d'intérêt général ass, dann ass et scho guer net méiglech, e Mënscherecht mat Féiss ze trëppelen.

Wat awer d'Cour zu Stroossbuerg kuckt, dat ass, ob den Agréff an eent vun de Mënscherechter nécessaire ass, fir den Intérêt général ze gewähren. D'Beispill aus Frankräich weist, dass d'Zwangsrekrutéierung an de Juegdsyndikater apparemment weder juristesch nach praktesch nécessaire ass, fir d'Juegd weiderhin ze exercéieren. Well mir ass net zu Ouere komm, dass zënter dem Joer 2000, wou Frankräich sech un den Arrêt vun der Cour adaptéiert huet, de Chaos géif a Frankräich herrschen, wat d'Juegd ubelaangt.

Ech betounen nach eng Kéier, dass de Stellewäert vun der Juegd do e ganz aneren ass an dass do nach vill méi Jeeër si mat engem grousse Stellewäert. Frankräich huet et ee Joer nom Arrêt fäerdeg bruecht, eng Législatioun ze maachen, déi juristesch d'Strooss hält, déi praktesch anscheinend ouni Problemer duerchzesetzen ass. Da froen ech mech, firwat dat hei net machbar ass. An da gleewen ech net méi u juristesch Spitzfindegkeeten, mä da stellen ech einfach fest, dass dës Majoritéit dat net wëllt maachen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Mehlen huet d'Wuert nach gefrot.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, och mir si mat de grousse Linne vun dëser Motioun averstanen. Ech muss allerdéngs soen, et sinn dräi Punkten, wou mer Bedenken hunn, déi deelweis redaktioneller Natur sinn.

Dat eent ass den «Agrainage en petites quantités, strictement réglementé». Do war, souwäit ech mech erënneren, awer an der Kommissioun Rieds, datt dat soll cas par cas op Autorisatioun vum Minister geschéien. Wa mer hei ufänken ze generell ze reglementéieren, dann ass natierlech d'Gefor ganz grouss, datt d'Abusë kommen. D'Forstverwaltung huet eis och gesot, datt et immens schwéier gëtt, fir dat ze kontrolléieren. Duerfir géife mir proposéieren, den «strictement réglementé» duerch «sur seule autorisation du ministre» ze ersetzen.

Dat Zweet ass d'Reorganisatioun vun de Juegdlousen: «en réorganisant les districts et les lots de chasse». Do ass awer keng Orientatioun dran. Mir géife proposéieren, «en réorganisant la fixation des limites des lots de chasse», well dorëm geet et jo eigentlech, «sous le point de vue» - oder wéi een et och ëmmer wëllt formuléieren - «de l'exercice de celle-ci». Dat heescht, datt d'juegdlech Aspekter sollen ausschlaggebend sinn, an net iergendwellech Gemengen- oder Sektiounsgrenzen.

An dann nach deen Abschnitt hannendrun: «à abolir la notion d'animaux nuisibles et malfaisants dans la législation». Wann dat generell geduecht ass, da muss ech lech soen, et gëtt awer Déieren, déi wierklech schiedlech sinn. Ech hunn éinescht vun de Mais geschwat, wa se iwwerhand huelen, déi ganz Kulture futti maachen. Mir hunn dat virun zwee Joer gehat, wou wierklech géigendeweis d'Bauere bal näischt hate vu Fudder fir anzeféieren, well d'Mais alles futti gemaach hunn. Et muss awer nach méiglech sinn, fir och esou Schädlingen - an ech nenne se bewosst Schädlingen - ze bekämpfen.

Mir hunn Honger an der Welt zu engem groussen Deel, well d'Raten an den Häfen alles futti maachen. Ech mengen, et géif kengem Mënsch afale fir ze soen, d'Rat wär keen animal nuisible. Wann een a sengem Bongert Wullmais huet, déi him sämtlech Beem futti maachen, ech mengen, da komme mer och, wat den Naturschutz ubelaangt, a Gewëssenskonflikter. Fir mech ass dat dann och en Animal nuisible. Mir wieren eis dogéint, datt dat soll generell aus der Législatioun erauskommen. Wann dat net sollt de Fall sinn, da wäerte mir eis bei dëser Motioun enthalen.

M. le Président.- Voilà! Domat si mer um Enn vun der Debatt.

Elo stëmme mer of. Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da stëmme mer elektronesch of. Voilà! De Minister huet jo zur Motioun Stellung geholl.

Vote

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, bei 7 Nee-Stëmmen a 14 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz).

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Voilà! Domat ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss.

Mir kommen zur Question avec débat vum honorabelen Här Braz iwwert d'Aféierung vun der numerescher Televisioun am Joer 2008. Här Braz!

3. Question avec débat N°16 de M. Félix Braz relative à l'accord-cadre «câble» - Passage à la télévision numérique pour le 31 janvier 2008

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. No der Aféierung vun der faarweger Televisioun viru laange Joren ass am Televisiounsberäich ganz laang Jore keen notablen technesche Fortschrëtt méi gewiescht. Haut hu mer mam Aféieren a mam Passage op d'digital Televisioun déi éischte Kéier nees e groussen technesche Ëmschwong am Beräich vun der Iwwerdroung vun der Televisioun ze notéieren.

Et gëtt och eng europäesch Direktiv, déi festgeluecht huet, dass am Joer 2012 a ganz Europa definitiv d'analog Ausstrahlung soll ofgeschaaft ginn. Mir hätten dann domadder just nach d'digital Iwwerdroung, sief et iwwer Kabel, sief et och iwwer eng terrestresch Ausstrahlung. Mä en tout état de cause ass et 2012 eriwwer mat der analoger Televisioun.

Dat huet fir d'Leit dobaussen eng Rei Nodeeler. Déi Nodeeler sinn, dass ee fir all Televisioun en digitale Kabelreceiver brauch, eng sougenannte Set-Top-Box. Déi huet e Käschtepunkt vu 70 bis 100 Euro. Et gëtt och en neie Package mat de Programmer - ronn 80 Programmer ab dem 1. Januar 2008 -, dee méi héich Droit-d'auteurë wäert mat sech bréngen. Déi ginn erop vu 17,5 Euro hors TVA op 55 Euro hors TVA pro Joer am Abonnement.

Et ass also eng Augmentatioun vu ronn dräi Euro pro Mount pro Abonnent, an net wéi schonn ee Bedreiwer, dee scho méi oft mat der ULC ze dinn hat, et wollt maachen, dass en déi Augmentatioun wollt pro Uschloss maachen an net nëmme pro Abonnent. A fir dass et keng Mëssverständnisser gëtt: Ech schwätze vun der Coditel an net vun all deenen aneren.

Et gëtt awer och Virdeeler fir d'Leit hei am Land, an zwar déi, dass se méi Programmer kréien, dass se virun allem awer och e wesentlech bessert Bild kréien an och e wesentlech besseren Toun, wa se Televisioun kucken. Et muss een och drun erënneren, dass haut scho ronn 90% vun de Senderanstalten hir Programmer iwwerhaapt nëmmen nach digital ausstrahlen - Tendenz och do steigend.

Deen neien Accord, deen op den 1. Januar 2008 a Kraaft trëtt hei zu Lëtzebuerg, huet also wéi gesot ronn 80 Programmer, mä et bleift och fir all eenzelnen Opérateur d'Méiglechkeet bestoen, op déi Programmer do nach weiderer dropzesetzen. Wann also Kritiken um aktuelle Package sinn, an ech hunn der perséinlech deelweis och, dann ännert dat näischt drun, dass all Opérateur fräi ass, dat Angebot ze komplettéieren an domadder en Angebot ze liweren, wat dann all den Usprëch och ka gerecht ginn.

An der Lescht gouf et e bëssen Diskussiounen zu deem Thema. Et läit awer och dorunner, dass déi Diskussiounen nach net richteg gefouert gi sinn, well spéitstens wa mer an déi konkret Phas vun der Ëmsetzung ginn op d'digital Televisioun, dat heescht, wann d'Leit sech wäerte missen équipéiere mat de Set-Top-Boxen, wäert dat eiser

Aschätzung no hei am Land nach zu méi Diskussioune féieren, wéi dat am Moment de Fall ass.

Der Lëtzebuerger Regierung no soll am Prinzip och den 31. Januar 2008 dat analogt Signal hei zu Lëtzebuerg ofgeschalt ginn, woumat Lëtzebuerg och als Mediestanduert op där do Fro eng Virreiderpositioun géif anhuelen.

Dat stelle mir als gréng Fraktioun awer aus zwee Grënn a Fro. Deen éischte Grond ass, well mer deen Datum ganz einfach fir net realistesch halen. Et wäert kengem Opérateur hei am Land geléngen, bis zu deem Datum eng vernünfteg Unzuel vu Stéit mat deene Set-Top-Boxen ze équipéieren, an domat ass och kloer, dass net een eenzegen Opérateur dat Signal och wäert ofschalten, wann d'Leit an hirem Netz net équipéiert si mat deene Set-Top-Boxen.

Zweetens muss ee sech och froen, ob et iwwerhaapt muss sinn. Et kënnt jo elo Bewegung am Moment an de Marché. D'Post kënnegt elo un, iwwert den IPTV iwwregens exakt déiselwecht 80 Programmer zum exakt deemselwechten Tarif unzebidden. Dat wäert awer net esou séier goen, wéi vill Leit sech dat erhoffen. Dat wäert net an Zäit vun dräi Méint am ganze Land verfügbar sinn.

Et kënnt och elo eng technesch drëtt Optioun derbäi iwwert déi terrestresch Ausstrahlung vun digitale Signaler. Och do hu mer schonn eng Infrastruktur, déi méi wéi nëmmen e puer Programmer eigentlech ka packen an och kann ausstrahlen. Alles dat ass awer nëmmen digital.

Nëmmen déi historesch Kabelanbieter hunn d'Méiglechkeet, nieft dem digitale Signal parallell och dat analogt Signal nach um Liewen ze halen, a mir mengen, dass et och noutwendeg ass, dass een en doucen Iwwergang méiglech léisst, dass een also net soll dat analogt Signal ze séier vum Marché huelen.

Duerfir plädéiere mir aus dräi Grënn fir eng Verlängerung vun deem genannten Datum vum Januar 2008. Mir mengen, dass dat Verdeelen an dat Installéieren Zäit wäert brauchen. Notamment bei ville Leit, déi scho Schwieregkeeten hunn, mat deene komplexen Tëleecommanden eens ze ginn, ass ganz vill Erklärung an och Zäit noutwendeg.

Zweetens, vill kleng Netzbedreiwer wäerte misse ganz vill Suen investéieren, notamment an de ländleche Regiounen, wa se wëllen amstand sinn, dat digitaalt Signal iwwer hir Kappstatioun och ze diffuséieren. Dat wäert eng ganz Partie Leit praktesch virun d'Onméiglechkeet stellen, dat ze maachen. Déi brauchen also Zäit fir mat eventuelle Partner sech kënnen ëmzestellen, well d'Post nach net esou séier wäert do sinn an deene ländleche Regiounen. Mir kënnen also net all déi Leit jo einfach am Plang loossen a soen, et gëtt ofgeschalt. Da wär do keng Televisioun méi!

Drëttens ginn déi nei Tëleeën, déi op de Marché kommen, an Zukunft och schonn ouni Set-Top-Box. Do kann een d'Kaarte schonn integréieren - eppes, wat am Moment nëmme bei Haut-de-gamme-Televisioune fonctionnéiert, wat awer an Zukunft och bei méi bëllegen Televisioune wäert goen. Ergo solle mer och do net ze vill Drock drop ausüben, dass jiddferee sech elo scho misst eng Set-Top-Box kafen, wann een an engem Joer oder annerhallwem oder zwee aner Méiglechkeeten, déi fir d'Leit méi präiswäert sinn, schonn op de Marché kritt.

Duerfir eis Fro: Mir froen d'Regierung, ob se net der Meenung ass, dass een deen Datum vum 31. Januar 2008, deen do genannt gëtt, ganz einfach soll zréckzéien, an dass een et nëmme soll beim Engagement beloossen ouni een Délai ze nennen, dass d'Lëtzebuerger Regierung zesumme mat all de Câblo-opérateure sech drëm wäert beméien, méiglechst séier fir eng Penetratioun um Marché vun der digitaler Televisioun anzewierken an dass mer eis net sollen ënner Drock setze mat Délaien, déi nieft der Realitéit vum Terrain lafen.

M. le Président.- Här Braz, Dir musst zum Schluss kommen. Mir hunn Är Fro héieren.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- A mir mengen, dass keen Opérateur dat Signal wäert ofschalte soulaang et net genuch Leit gëtt, déi déi Këschten hunn, a mir fuerderen lech op, Här Minister, eis an deem Sënn do eng positiv Äntwert ze ginn.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Braz huet hei, wéi wann dat nach néideg gewiescht wär, ënner Beweis gestallt, datt hien den Dossier op eng exzellent Manéier maîtriséiert, well déi meescht vun deene Saachen, déi hie gesot huet, waren exakt genau...

(Interruption)

...richteg, an hie beweist also, datt hien déi Technik maîtriséiert. Dat ass och net anormal, well hie jo als Escher Schäffen och zu engem vun deene Signatairë vun deem Accord gehéiert, wat net mäi Fall ass. Ech hunn deen Accord net ënnerschriwwen. D'Regierung huet,...

(Interruption et hilarité)

Jo, Här Braz!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll lech net ënnerstellen, dass Dir den Dossier net gradesou gutt géift kennen.

(Hilarité)

Trotzdeem war dat do net ganz wouer: D'Stad Esch ass, contrairement zu deem, wat Dir behaapt, net Member vun der Associatioun vun de Câblo-opérateuren, huet also à ce titre den Accord net ënnerschriwwen. Mir hunn en eréischt duerno awer iwwerholl. Mä dat huet awer mam Datum vum 31. Januar strictement näischt ze dinn.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Wat ech wollt soen, Här Braz...

(Interruption)

Wat ech wollt soen, Här Braz, an dat maacht Dir mer jo och net falsch, dat ass, datt Dir ee vun de Signatairë vun deem Accord sidd, quitte datt Dir net ee vun deenen éischte Signatairë vun deem Accord waart.

Mä wat awer Fakt ass, dat ass, datt och d'Regierung deen Accord positiv begleet, well en nämlech en essenzielle Problem léist, dat ass dee vun de Rechter an Zukunft a vun de Rechter an der Vergaangenheet, an dee Problem gëtt ëmmer méi akut am digitalen Zäitalter.

Ech si frou, datt ech hei d'Geleeënheet kréien, déi Saach ze erklären, duerzeleeën, ze tässelen, well Konfusioun an deem Dossier ass näischt Guddes. An ech kommen Ärem Rot da gär no an ech probéieren, dat dann och op eng douce Manéier hei ze maachen.

(Interruption)

Här Kox, ech mengen, dat wäert mer och haut geléngen.

D'Madame Brasseur iwwregens huet mer och schonn eng Kéier eng Fro hei gestallt, wou ech net ganz vill Zäit hat ze äntwerten. Duerfir sinn ech och frou, datt ech dat haut hei ka maachen.

D'Fro ass jo déi hei: Wat geschitt den 1. Januar 2008, wann ech keen Decoder hunn? Bleift da mäin Écran schwaarz? Meng Äntwert dozou ass kloer: Dat ass net de Fall. Wann ech den 1. Januar 2008 keen Decoder hunn, bleift mäin Écran net schwaarz.

Et geet eis jo hei an deem Accord dorëm, dee vu ganz ville gedroe gëtt an och vun der ganz grousser Majoritéit vun de Câblo-opérateuren entre-temps ënnerschriwwen ass, fir de schwaarzen Écran ze évitéieren.

Mir si jo net ugetrueden, fir deen Écran erbäizeschwieren, well dat wär jo de Contraire vun deem, wat mer wëllen. Wat mer wëllen, dat ass dee schwaarzen Écran am digitalen Zäitalter évitéieren, an ech mengen, dat war den Haaptproblem, den Haaptrisiko. An do kënne mer soen, deen ass geléist, an deen ass geléist ouni datt Fuerderunge fir de Passé gestallt ginn an ouni datt d'Câblo-opérateuren eppes dropleeën, dat heescht sech beräichere géifen un deem Accord. Och duerfir hu mer gesuergt. Dat war mäin éischte Punkt.

Mäin zweete Punkt, Här President, ass, datt d'Numérisatioun kënnt. D'Fro, déi sech also stellt, ass, ob mer eis se vu baussen, vun deene Chaînen, déi a Lëtzebuerg diffuséieren oder vläicht dann net méi a Lëtzebuerg diffuséieren - déi franséisch an déi däitsch - imposéiere loossen, oder ob mer probéieren, se ze organiséieren. Ech hu mech dofir entscheet fir ze hëllefe mat ze organiséieren op Basis vun deem Accord, deen do virläit.

Mä déi Numérisatioun, wa se kënnt, heescht net, datt vun engem Dag op deen aneren et vun 100% analog op 0% analog geet a vun 0% digital op 100% digital. Et geet mir drëm, datt mer fir de Januar 2008 eng Offer hunn, eng digital Offer, wouvun all Mënsch ka profitéieren, flächendeckend, datt keen ausgeschloss ass.

Parallell wëlle mer hëllefen, Problemer ze léisen, déi optrieden. A wann ech gesot hunn, datt mir deen Accord positiv begleeden a begleet hunn, da këmmere mir eis elo ëm d'Ëmsetzung. Ech géif dat gär mat all Mënsch zesumme maachen: mat de Câblo-opérateuren, mat de Chaînen, mat deenen, déi d'Rechter vertrieden, mat de Gemengen, am Intérêt vun all Mënsch, datt jiddferee sech erëmfënnt, a virun allem datt den Téléspectateur sech erëmfënnt, well dorëm geet et jo.

A vu datt mer déi Problemer wëllen hëllefe léisen, déi optrieden, ass et och esou, datt et evident ass, datt eng Iwwergangsphas wäert do kommen. Ech hunn d'Câblo-opérateuren iwwert de Wee vun hirer Associatioun gefrot, ob si esou eng Phas sech kéinte virstellen. Si hu mer net méi spéit wéi dës Woch duerch de Mond vun hirem President an hirem Sekretär bestätegt, datt se dat géife maachen, also déi Iwwergangsphas géifen organiséieren.

Et brauch ee sech also keng Suergen ze maachen. Ausser vläicht an engem Fall, an dat ass dee vun der Coditel; do kommen ech herno vläicht nach drop zréck.

D'Câblo-opérateure wäre jo och schlecht beroden, wa se géifen op eemol vun engem Dag op deen anere soen, zack, elo ass et eriwwer, an hir Clienten esou an de Ree stellen.

Ech wëll iwwregens Folgendes nach dozou soen: Am Februar op der Pressekonferenz, wou deen Accord hei virgestallt ginn ass, ass vun engem Journalist un den deemolege President vun der Association vun de Câblo-opérateuren d'Fro no der Iwwergangsperiod gestallt ginn. Hien huet deemools geäntwert, datt si selbstverständlech hire Clientë géifen hëllefen, wéi ëmmer. Déi Deklaratioun ass awer net zur Kenntnis geholl ginn deemools. Wann déi also zur Kenntnis geholl gi wär, dann hätte mer vläicht déi Debatt hei haut net. An Dir wësst gradesou gutt wéi ech, datt am Accord selwer och Méiglechkeete virgesi sinn, fir esou Transitiounen ze organiséieren. Ech invitéieren all Exploitant vun Antennen, och dovunner Gebrauch ze maachen.

Wat elo essenziell ass, dat ass, datt d'Câblo-opérateuren an deenen nächste Wochen a Méint de Kontakt mat hire Clientë fleegen, datt se sech ëm se këmmeren. De Succès vun der Operatioun hänkt dovun of, wéi se sech an deenen nächste Wochen a Méint wäerten ëm hir Clientë këmmeren. Et geet drëm an hir Aufgab ass et, fir d'Clienten dovun ze iwwerzeegen, datt d'Numérisatioun besser ass, well si ass besser. Et geet drëm, fir datt d'Opérateuren eigentlech zum Ausdrock bréngen, datt, wann ech mäi schéinen neien Éran wëll voll notzen, ech d'Numérisatioun brauch.

Et ass also un hinnen, den direkte Kontakt mat hire Clienten ze fleegen. Et ass och un hinnen, iwwert de Wee vu Campagnen - Dir hutt dat och ugeschwat - dat Ganzt zum Droen ze bréngen. An da sinn ech iwwerzeegt, datt mer dat och zügeg, uerdentlech a séier ofgeweckelt kréien.

Alles an allem also: D'Numérisatioun kënnt. Si kënnt menger Meenung no besser op eng organiséiert Manéier, wat mer zesumme maachen - an nach eng Kéier en Appel un all Mënsch, fir mat un deem nämlechte Strang ze zéien! -, als wéi wa mer eis se vu baussen imposéiere loossen. Duerfir kënnt an deem Sënn och eng Iwwergangsperiod.

Ech hunn dat scho gesot. Mir sinn do fir Problemer hëllefen ze léisen. Den Haaptproblem vum schwaarzen Écran à l'ère numérique ass geléist. An ech denken, datt, wa mer alleguer konstruktiv an op eng roueg Manéier an op eng douce Manéier, Här Braz, wéi Der gesot hutt, dat uginn, mer dat och an deenen nächste Wochen a Méint an de Grëff kréien.

Déi nächst Etappen, dat ass am Hierscht, wéi gesot déi Intensificatioun vun de Kontakter tëschent de Câblo-opérateuren an hire Clienten. Dat ass e formellen Appel vu menger Säit aus. Mir wäerten dat weider begleeden. D'Transitioun leeft dann un, a well mer et weider begleeden, wäerte mer och periodesch kucken, wou mer dru sinn. Mir hunn dat am Abrëll gemaach, mir hunn et am Mee hei kuerz gemaach, op Intervention vun der Madame Brasseur hin. Mir maachen et elo am Juni. Mir wäerten et am Hierscht maachen. Mir wäerten et am Dezember maachen a mir wäerten et am Fréijoer maachen.

Zousätzlech, Här President, wëll ech soen, datt et och Alternativen zum Kabel gëtt. Den Här Braz huet dat gesot. En huet de Satellit net genannt, mä de Satellit ass haut och schonn eng valabel Alternativ zum Kabel, an et ass kee mat sengem Câblo-opérateur bestuet hei am Land. Et ass also jiddferee fräi an deem Choix ze wielen, deen nach méi grouss wäert ginn, wann IP-TV, also Internet-Televisioun, do ass.

(Interruption)

Ee Wuert nach zu der Praxis, wéi se haut ass.

Gemenge wéi Wellesteen a Stengefort hu mengen Informatiounen no hiren Awunner en Decoder zur Verfügung gestallt. Dat heescht, do ass also de Problem integral geléist. Déi Gemengen hunn also kee Problem. Ech weess, datt eng ganz Rei aner Câblo-opérateure konstruktiv amgaang sinn, u Léisungen ze schaffen. Dat sinn déi wou ech dovu geschwat hunn, datt se am Hierscht géifen domat erauskommen. Et gëtt och Beispiller vu Gemengen, déi den Decoder fir 40 Euro zur Verfügung stellen.

Natierlech ass et esou, datt, wa mer Stengefort a Wellesteen op där enger Säit vun der Skala hunn, mer op där anerer Säit vun der Skala déi kommerziell Praktike vun der Coditel hunn. Ech soen et ganz kloer, Här President: Déi kommerziell Praktike vun der Coditel polluéieren deen Dossier hei op eng Manéier, déi fir mech net méi akzeptabel ass!

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Mäi Message hei un d'Coditel ass deen: „Behuel dech wéi d'Leit, da geet et der wéi de Leit!"

Et kann nämlech net sinn, datt eng Gesellschaft esou wéineg Estime oder Respekt fir hir Clienten huet, datt ee se förmlech dozou dréckt, op de Satellit oder op eppes anescht iwwerzeweisen. Wann een dat mécht ouni Explikatioun, ouni den Tëlefon opzehiewen, da brauch ee sech och a mengen Aen net ze wonneren.

2008 soll also d'Joer ginn, wou hei zu Lëtzebuerg flächendeckend eng digital Offer ugebuede gëtt. 2008 heescht awer net, datt zur gläicher Zäit flächendeckend vun engem Dag op deen aneren den Analog och géif ofgeschalt ginn. Et kënnt eng Transitiounsphas. Et kënnt eng douce Transitiounsphas. Mir wäerte se organiséieren. D'Câblo-opérateure mussen elo an hire Réseauë selwer kucken, wéi se se organiséieren.

Gemenge wéi Wellesteen a Stengefort zum Beispill, déi brauche keng, well jo d'Decoderen disponibel sinn.

Ech maachen ëmmer erëm drop opmierksam, datt mer iergendwann an en Zäitalter kommen, wou ëmmer manner Programmer analog diffuséiert ginn. Mat Ausnahm vun der Coditel, wou och déi wirtschaftspolitesch Instrumenter musse spillen, Conseil de la concurrence, protection du consommateur, gëtt et also keen Ulass fir sech hei Suergen ze maachen. Den Alarm kann also ofgeblose ginn. Mir mussen eis weider ëm den Dossier këmmeren. Ech wär frou, wa mer dat zesummen op eng konstruktiv Manéier kéinte maachen.

Do wou Problemer sinn, hëllefe mer se ze léisen, an do wou Erklärungsbedarf besteet, gi mer eis och Méi deem nozekommen. An ech wär frou, wann och all déi aner sech géife vläicht e bësse Méi ginn, fir sech op eng konstruktiv an douce Manéier, Här Braz, fir domadder ofzeschléissen, dorëm ze këmmeren, datt mer déi Erklärungen och hikréien.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat heescht, déi zwee Projeten, déi mer hunn, de Projet 5638 a 5650, wou all Kéiers den Här Glesener Rapporteur ass. Hie wäert de Rapport vun deenen zwee Projete beienee maachen. Här Marcel Glesener, Dir hutt d'Wuert.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

4. 5638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense, d'informations techniques, fait à Bruxelles, le 19 octobre 1970

5650 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut des Forces Armées Danoises, Grecques, Italiennes, Luxembourgeoises, Norvégiennes, Portugaises, Espagnoles et Turques lors d'un séjour temporaire en République fédérale d'Allemagne, ainsi que les Déclarations sur la juridiction pénale, signés à Bonn, le 29 avril 1998

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech ka mech kuerzfaassen, fir déi zwee Projete mateneen hei ze exposéieren, well de schréftleche Rapport an och den Exposé des motifs vun de Projet-de-loien zimlech explizit sinn. Ganz kuerz.

De Projet 5638: Hei geet et drëm, een Accord ze ratifizéieren, deen den 19. Oktober 1970 - also 1970! -…

(Hilarité)

…vun den NATO-Länner ënnerschriwwe ginn ass. Et ass dat ee Kommunikatiounsaccord, a leider Gottes - a glécklecherweis awer - ass Lëtzebuerg dat eenzegt Land, wat iwwer 30 Joer gebraucht huet, fir deen Accord ze ratifizéieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech weess net, wéisou a firwat, mä dat ass net oninteressant, trotz allem.

Deen Accord vun 1970 huet zum Zil, e juristesche Kader ze schafen, fir d'Propriétéit an d'Benotzung vun techneschen Informatioune vun den NATO-Länner festzeleeën. An de leschten 30 Joer huet d'Entwécklung hin zu engem performanten Iwwerwaachungssystem selbstverständlech gewalteg zougeholl. Et handelt sech also ëm eng terrestresch Iwwerwaachungscapacitéit vun transportabele Radarinstallatiounen, mat deem Zil, de Buedem ze iwwerwaachen a prezis Kenntnisser ze kréie fir d'NATO, virun an no NATO-Interventiounen.

Voilà, dat ass also den Objet. Et ass also ganz kloer, datt eng Ratifikatioun vum Lëtzebuerger Parlament zu deem Accord vun 1970 iwwerfälleg ass.

Mir begréissen och, datt de Minister Schiltz, nodeem e kuerz Arméiminister ginn ass, dann och deem Folleg geleescht huet an esou den Dépôt de 24. November an der Chamber gemaach huet. De Statsrot huet den 20. Mäerz 2007 e positiven Avis geschriwwen an den 30. Abrëll dëst Joer huet déi zoustänneg Kommissioun eestëmmeg de Rapport och ugeholl.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif am Numm vun der zoustänneger Kommissioun och d'Parlamenter bieden, deem Accord an deem Projet hir Zoustëmmung ze ginn. Ech ginn och selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Dann de Projet 5650. Dat ass een Accord, deen den 29. Abrëll 1998 - dat ass och scho laang hier - ënnerzeechent ginn ass vun de Länner Dänemark, Griichenland, Italien, Lëtzebuerg, Norwegen, Portugal, Spuenien an der Türkei, mat der däitscher Regierung, fir den temporären Openthalt vun Zaldoten aus deene Länner an der Bundesrepublik ze regelen.

All déi Länner, déi ech do genannt hunn, hunn deen Accord selbstverständlech och scho laang ratifizéiert. Lëtzebuerg huet dat bis elo och vergiess a mir hunn dann haut dee Moment, wou mer da kënnen dat nohuelen an deen Accord och ratifizéieren.

De Minister huet den 11. Dezember 2006 dee Projet vun der Ratifikatioun déposéiert. De Statsrot huet den 20. Mäerz dëst Joer e positiven Avis ofgeluecht. De 26. Mäerz huet eis zoustänneg Kommissioun de Projet analyséiert an den 30. Abrëll hu mer eestëmmeg och dee Projet an dee Rapport hei ugeholl.

Kolleeginnen a Kolleegen, fir ofzeschléisse géif ech dann am Numm vun der Kommissioun d'Chamber bieden, dee Projet do och unzehuelen an em Är Zoustëmmung ze ginn. An ech ginn och selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, all déi aner Fraktiounen hu mer signaléiert, dass se mat den Ausféierunge vum Här Glesener d'accord sinn, an ech sinn iwwerzeegt, dass d'Regierung frou ass, dass d'Chamber breet déi zwee Projete stëmme wäert, esou dass mer zum Vote vun dem éischte Projet kommen, dem 5638.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5638 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5638 ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Emile Calmes), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zum Vote vum Projet de loi 5650.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5650 et dispense du second vote constitutionnel

Och dëse Projet ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Emile Calmes), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 3., 4. a 5. Juli. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech matgedeelt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.43 heures)

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Mardi, 3 juillet 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. Hommage à la mémoire de M. Robert Prüssen, Député honoraire

2. Communications

3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

4. Ordre du jour

5. Dépôt d'une proposition de loi

6. Dépôt d'un projet de loi

7. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°208 du 2 juillet 2007 de M. Gilles Roth relative au projet de la tangente Ouest et à l'élargissement de l'autoroute A6, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

- Question N°209 du 3 juillet 2007 de M. Xavier Bettel relative à l'implantation de la nouvelle «Fixerstuff» à Luxembourg-Bonnevoie, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

- Question N°210 du 2 juillet 2007 de Mme Lydie Err relative au maintien de l'organisation des Mujahidines du peuple d'Iran sur la liste des personnes, groupes et entités considérés comme terroristes par l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

- Question N°211 du 2 juillet 2007 de M. Félix Braz relative à l'application de l'article 86 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics dans le contexte des délais de paiement accordés par le Centre commun de la Sécurité sociale, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

- Question N°212 du 3 juillet 2007 de M. Marco Schank relative à la production de biogaz au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement

- Question N°213 du 3 juillet 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'abus d'alcool, adressée à M. le Ministre de la Santé

- Question N°214 du 2 juillet 2007 de M. Roger Negri sur les premiers constats relatifs à l'interdiction de dépassement pour les poids lourds sur les autoroutes, adressée à M. le Ministre des Transports

- Question N°215 du 3 juillet 2007 de M. Xavier Bettel relative à la cohabitation entre jeunes victimes et agresseurs au sein du Centre socio-éducatif de Dreiborn, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Question N°216 du 2 juillet 2007 de Mme Viviane Loschetter relative à la résolution 1557 (2007) et à la recommandation 1799 (2007) du Conseil de l'Europe concernant l'image des femmes dans la publicité, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances

- Question N°217 du 3 juillet 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'impact d'organismes génétiquement modifiés sur les populations d'abeilles, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- Question N°218 du 3 juillet 2007 de M. Claude Adam relative au problème de la reproduction mécanique d'œuvres protégées (photocopie et imprimante), adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

8. Question avec débat N°22 de M. Xavier Bettel relative à l'instauration du «modèle suédois» qui interdit la prostitution et prévoit la pénalisation des clients

9. Question avec débat N°23 de M. Marco Schank relative au Musée de l'Ardoise de Haut-Martelange

10. 5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution

(Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Premier vote constitutionnel)

11. 5656 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

12. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des procédures d'asile

(Discussion générale - Motion - Vote)

13. 5706 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, et de son Acte final, signés à Luxembourg, le 12 juin 2006

5712 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier dans la République d'Albanie ou les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas), signé à La Haye, le 9 juin 2005

(Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

1. Hommage à la mémoire de M. Robert Prüssen, Député honoraire

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, Iech den Doud vun engem fréiere Kolleeg, dem Här Dokter Robert Prüssen, matzedeelen, deen eis den 28. Juni am Alter vun 91 Joer fir ëmmer verlooss huet.

Als Jong aus enger Apdikteschfamill huet hie seng Studien a spéider säi Beruff der Medezin verschriwwen. Nodeems hien ufanks de 40er Jore fir länger Zäit bei der Universitéitsklinik Marburg déngschtverflicht war, koum hien nom Krich an d'Land zréck, wou hie sech als Spezialist zu Ettelbréck an duerno zu Esch niddergelooss huet.

Seng Popularitéit bei de Leit war en zolidd Fundament, op deem hie seng politesch Carrière op Gemengen- a Landesniveau opbaue konnt. Esou war hie vun 1972 bis 1981 Conseiller am Escher Gemengerot an huet vun 1974 bis 1984 hei an der Chamber an de Reie vun der DP-Fraktioun d'Interesse vum Land vertrueden. Et läit op der Hand, dass dee Verstuerwenen haaptsächlech um Gebitt vun der Gesondheetspolitik gewierkt huet, fir säin héich appréciéiert Fachwëssen an den Déngscht vun der Allgemengheet ze stellen.

Mat sengem Doud verléiert d'Stad Esch e bekannte Politiker, deen e groussen Deel vu senger Fräizäit an de Sport an an d'Jugendaarbecht investéiert huet; virun allem awer geet hir en engagéierten a beléiften Dokter verluer.

Senger Famill gëllt eist opriichtegt Bäileed an d'Verspriechen, dass mir de Verstuerwenen a beschter Erënnerung behale wäerten.

Loosse mer opstoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen!

(Minute de recueillement)

Ech soen Iech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1) **5740** Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2006

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 26.06.2007

2) **5741** Projet de loi - portant transposition de la directive 2005/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 relative à la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et - portant transposition de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance et - modifiant la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative: - aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises

d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 26.06.2007

3) **5742** Projet de loi portant - création de l'Administration de la Navigation Aérienne - modification de - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; - la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile; - la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare; - la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007; - et abrogation de la loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'administration de l'Aéroport

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 28.06.2007

3) En date du 21 juin 2007 la Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg a remis la pétition N°284 en faveur du maintien de la chasse traditionnelle.

3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Laut Artikel 66(2) vum Chamberreglement gouf op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen d'Proposition de loi vun der Madame Renée Wagener iwwert d'Gläichbehandlung tëschent Mann a Fra vum Rôle gestrach.

4. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, schléit d'Presidentekonferenz der Chamber Folgendes vir:

Haut de Mëtteg fänke mer u mat enger Froestonn un d'Regierung; duerno hu mer eng Question avec débat vum honorabelen Här Bettel iwwert d'Prostitutioun; dann eng Question avec débat vum honorabelen Här Schank iwwert de Musée vun der Lee zu Maarteleng; de Revisiounsvirschlag 5596 vum Artikel 16 vun eiser Verfassung, bei dëser Propositioun gëtt mat enger qualifizéierter Majoritéit ofgestëmmt; dann de Projet de loi iwwert de Beamtestatut; eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der DP-Fraktioun iwwert d'Asylprozeduren; de Projet 5706, en Associatiounsofkommes tëschent der EU an Albanien, nom Basismodell, an e Protokoll zu engem Ofkommes tëschent der Europäescher Unioun an Albanien iwwert d'Réadmissioun vun deene Leit, déi sech illegal an dëse Länner ophalen.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert déi intern Sécherheet, zesumme mat der Interpellatioun vun där honorabeler Madame Flesch iwwert d'Gläichgewiicht tëschent der öffentlecher Sécherheet an den individuelle Fräiheeten.

Iwwermuer um hallwer dräi hu mer eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun deene Gréngen iwwert d'Chargés de cours am Préscolaire an am Primaire; dann de Projet de loi iwwert den Nordstad-Lycée; d'Question avec débat vum honorabelen Här Huss iwwert déi hyperaktiv Kanner; d'Interpellatioun vum honorabelen Här Krieps iwwert d'Problematik vun den Organtransplantatiounen a schlussendlech de Projet de loi 5448 iwwert d'Uwendung vu mënschlechen Zellen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den honorabelen Här Schank huet d'Wuert gefrot. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une proposition de loi

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt deen Dépôt vun enger Proposition de loi maachen haut de Mëtteg, an zwar geet et ëm d'Kreatioun vun engem Service vun den öffentleche Bibliothéiken. Dat am Kontext vun enger Renaissance vun öffentleche Bibliothéiken, déi déi lescht Joren entstane sinn an déi nach entstinn, wat am Kontext vun der Renaissance vum Buch steet. Et geet drëm fir eng koordinéiert Virgehensweis an Zukunft vis-à-vis vun deene Kreatiounen ze ginn. An deem Kontext, wéi gesot, déi Proposition de loi.

- Proposition de loi N°5743 portant création d'un Service de bibliothèques publiques.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun dëser Proposition de loi, déi op den Instanzewee geschéckt gëtt.

D'Regierung freet d'Wuert. Den Här Claude Wiseler, Bauteminister a Minister vun der Fonction publique.

6. Dépôt d'un projet de loi

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Ech wollt och e Projet de loi déposéieren.

Ech wollt Iech soen, datt ech autoriséiert si par Arrêté grand-ducal vum 29. Juni 2007, hei an der Chamber e Projet iwwert d'Construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'administration des Bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht hei an der Chamber ze déposéieren.

- Projet de loi N°5744 relatif à la construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'administration des Bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht.

M. le Président.- Ass den Arrêté grand-ducal vun 2002?

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- 29. Juni 2007.

M. le Président.- Pardon, ech hat 2002 verstanen. Ech ginn Akt vun dem Dépôt vun dësem Projet de loi, deen un déi zoustänneg Chamberskommissioun verwise gëtt.

Mir kommen dann un d'Froestonn un d'Regierung. Dir wësst, dass laut Artikel 83 vun eisem Reglement den Deputéierten zwou Minutten Zäit huet, fir seng Fro ze stellen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Opositioun.

Déi éischt Fro kënnt vum CSV-Deputéierten, dem honorabelen Här Gilles Roth, relative au projet de la tangente Ouest et à l'élargissement de l'autoroute A6, déi sech un den Här Bauteminister adresséiert. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

7. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°208 du 2 juillet 2007 de M. Gilles Roth relative au projet de la tangente Ouest et à l'élargissement de l'autoroute A6, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, an engem RTL-Televisiounsinterview vum 5. Juni 2007 schwätzt den Direkter vu Ponts et Chaussées sech fir een Ausbau vun der Areler Autobunn A6 op sechs Spuren aus, an zwar vu Beetebuerg bis op Mamer. Dësen Ausbau soll a Phase realiséiert ginn an zu Beetebuerg ufänke fir zu Mamer bei der Tangente Ouest opzehalen, esou den Direkter vun der Stroossebauverwaltung.

Meng Fro un de Bauteminister, ob et no dëser dach verwonnerlecher Ausso elo heescht, dass d'Tangente Ouest schonn eng beschlosse Saach ass an et just nach eng Fro vun der Zäit ass, bis dass de Bau vun dëser Strooss realiséiert gëtt. Wéi huet et sech do mat de legale Prozeduren? Impaktstudien, besonnesch am Ëmweltberäich, Votë vun der Chamber an den Impakt vun der Nordstrooss?

An deemselwechte Kontext wollt ech vun dem Bauteminister wëssen, ob d'Realisatioun vun der West-Tangente eng Virausssetzung fir den Ausbau vun der Areler Autobunn op sechs Spure bis op Mamer wier.

M. le Président.- Merci, Här Roth. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech wollt am Fong den Här Roth hei direkt rassuréieren andeems ech soen, datt deen een an deen anere Projet sécherlech schonn eppes mateneen ze dinn hunn, mä sécherlech och awer indépendant vunenee behandelt ginn an datt et kloer ass, datt d'Tangente Ouest net eng Conditio sine qua non vum Ausbau op sechs Spure vun der Autobunn zwëschent Beetebuerg a Mamer ass.

Deen Ausbauprojet zwëschent Beetebuerg a Mamer, deen ass, wéi Der wësst, reportéiert gi fir d'Joren 2007, 2008 an 2009, an deenen Diskussiounen, déi mer iwwert d'Finanzementer vun deenen eenzelne Projeten haten. Et ass also e Projet, dee reportéiert ginn ass, deen nach wie vor der Regierung als e wichtege Projet erschéngt. Dir wësst alleguer, wat fir eng Schwieregkeete mer op der Autobunn zwëschent Mamer a Beetebuerg hunn. Déi brauch ech Iech net ze beschreiwen.

Zweete Punkt, wou ech den Här Roth wollt berouege mat der Ausso, et ass kloer, datt mer net ufänken eng Tangente Ouest ze bauen, ier mer hei e Gesetz an der Chamber gestëmmt hunn. Net nëmmen dat, mä ier mer och all déi aner legal Prozeduren duerchgaange sinn. Dat ass ganz kloer.

Vläicht ee Rappel fir ze soen, wou mer mat de legale Prozeduren dru sinn a wéini am Fong eréischt eng Décisioun geholl gëtt op deem Projet, well eng definitiv Décisioun op dem Projet vun der Tangente Ouest ass momentan net geholl, fir dat kloer an däitlech ze soen.

Mir si momentan drun, datt mer dat, wat mer Étude d'impact territorial et comparaison des variantes nennen, maachen. Dat ass eng Etüd, déi vum Ministère de l'Aménagement du Territoire, dat heescht vum Intérieur, elo amgaang ass gemaach ze ginn an och geschwë wäert ofgeschloss sinn.

Dat Zweet, wat da parallell muss kommen, dat ass, datt mer d'Elaboratioun vun enger Notice d'impact detailléiert maachen, wat d'Ëmwelt ugeet, wat engem dann och erlaabt, fir dee ganzen ekologeschen Impakt op deene verschiddene Varianten, déi studéiert ginn, kënnen ze kucken.

An dat Nächst, wat gemaach muss ginn, dat ass d'Elaboratioun vun enger Notice d'impact sur la sécurité.

Wa mer dat dann alles bis hunn, dann ass et natierlech och kloer, datt déi ganz Konsultatiounsphas ugeet, wou och d'Öffentlechkeet, de Public ka vun deenen eenzelne Projete Kenntnis huelen, sech doriwwer ausschwätzen, wou och déi eenzel Gemengen natierlech Avisë kënne ginn, a wou dann dee ganze Pak geschnürt an d'Regierung kënnt, déi dann décidéiert, ob oder ob net, a wa Jo, wat fir eng Variant da geholl gëtt.

An da gëtt eng Étude d'impact détaillée gemaach, wann d'Äntwert dann op enger Variant Jo wär, an déi nächst Etapp, dat ass dann d'Definitioun vun de compensatoirë Mesurë vum Ëmweltministère, wann d'Äntwert da Jo wär op deem ganzen Tracé.

Dat fir Iech ze berouegen a fir Iech den Detail ze soe vun all deenen Aarbechten, déi nach virun eis stinn. Dat heescht an anere Wierder, datt nach eng laang Procédure préparatoire virdrun ass, wou jiddferee ka mat all senge Suergen, senge Problemer sech ausdrécken, ier mer zu enger definitiver Décisioun an da schlussendlech zum Bau kommen, wann dat da sollt sinn.

M. le Président.- Merci, Här Minister - mat der Bemierkung, dass ech awer net gemierkt hat, dass den Här Roth extrem opgereegt gewiescht wär.

(Hilarité)

Sou, déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Bettel och un den Här Minister vun den Travaux publics. Et geet ëm d'Fixerstuff zu Bouneweg. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°209 du 3 juillet 2007 de M. Xavier Bettel relative à l'implantation de la nouvelle «Fixerstuff» à Luxembourg-Bonnevoie, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci. Ech wollt dem Bauteminister eng Fro stellen, well ech gëschter Owend op der Télee de President vun der CSV-Sektioun Bouneweg gesinn hunn, den Här Alain Biren, deen och zu Bouneweg ganz aktiv ass fir Petitiounslëschte bei de Leit ënnerschreiwen ze loosse géint d'Localitéit wou den CSV-Minister Wiseler d'Fixerstuff wëllt installéieren.

Ech wollt wëssen, ob do scho vun der CSV-Sektioun Bouneweg op jidde Fall Kontakt geholl ginn ass vun där Associatioun mam Bauteminister. Wa Jo, wat ass do diskutéiert ginn? Well och den Här Biren gëschter op der Télee gesot huet, dass hie jo eng ganz Rëtsch vun anere Siten ze proposéieren hätt.

Kann den Här Minister der Chamber soen als Parteikolleeg am Fong vun deem, dee géint d'Fixerstuff ass, wéi den Dialog mam Här Biren ass, oder ob en op jidde Fall informéiert ass, oder ob Kontakt scho geholl ginn ass?

M. le Président.- Här Bauteminister, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Gitt net nervös! Gitt net nervös!

Une autre voix.- Mir hunn am Moment de Bauteminister.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech hunn e klenge Problem, Här Bettel: Ech hunn d'Télee gëschter net gekuckt. E grousse Feeler!

(Interruption)

An ech hunn och nach net mat der CSV-Bouneweg momentan doriwwer geschwat, awer ech kann Iech soen, wou de Projet momentan drun ass.

Dir wësst, datt dat hei e Projet ass, deen eng ganz Rei Froen opwerft. Dir als Sozialschäffe vun der Stad kennt déi Froe mindestens gradesou gutt...

Plusieurs voix.- Ah! Très bien!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- ...wéi de fréiere Sozialschäffe vun der Stad, deen elo amgaang ass, hei mat Iech ze schwätzen.

D'Geschicht vun deem Dossier ass natierlech kloer. Et war jo e Projet an der Hollerecher Strooss sengerzäit virun enger Rei Joren, deen ass vun der Stad Lëtzebuerg aus enger Rei Grënn - ech war déi Zäit och am Schäfferot - net autoriséiert ginn, mat der Ausso, datt dem Stat eng Plaz proposéiert géif ginn, wou esou e Foyer kéint definitiv opgeriicht ginn.

An Tëschenzäit, an dat wësst Der, ass dee Foyer opgeriicht ginn, dee mer en face vun der Gare hunn, deen e provisoresche Container ass an deen och säin Déngscht gutt mécht, wat awer e provisoresche Foyer ass, deen net éiweg kann do stoen.

Ech mengen, d'Utilisatioun dovunner, esou wéi se all Wanter an esou wéi se am Fong d'ganzt Joer duerch ass, huet bewisen, datt esou eng Infrastruktur bluttnoutwendeg ass an där doter Géigend an datt se onverzichtbar ass an där Géigend.

Elo hu mer awer virun enger Woch, 14 Deeg hei an der Chamber e Projet de loi gestëmmt iwwert de Bau vum Lycée technique des Professions de Santé an dofir brauche mer deen Terrain, wou elo déi provisoresch Containere stinn.

Aus deem Grond huet dann och de Stat zesummen an am Konsens mam Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg en aneren Uert gesicht, en aneren Uert och determinéiert, deen op där anerer Säit vun der Strooss ass, an den Travaux-publics-Minister huet en pleine connaissance de cause vum Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg och d'Pläng elo fäerdeg gestallt.

Ech hunn och viru 14 Deeg hei gesot während dem Vote vum Projet de loi vum Lycée, datt mir selbstverständlech bereet sinn, de Leit genau ze explizéieren, de Gesondheetsminister an ech zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, wéi esou e Fonctionnement da géif goen a wéi dat soll...

(Interruption)

M. le Président.- Här Bettel, da lauschtert elo emol no, wat den Här Minister seet!

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Ech mengen, dat hei ass awer e Problem, wou ech net wëlles hunn an net Loscht hunn, eng iergendwellech Polemik eranzebréngen, well deen hei Dossier ass mer esou wichteg, a mir brauchen esou eng Infrastruktur, datt ech dat mat der noutwendeger Serenitéit wëll hei traitéieren. Dat schéngt mer wesentlech ze sinn, datt mer hei zu engem Schluss kommen.

Dee Projet, dee mer do wëlle maachen, ass also noutwendeg, an ech soen hei kloer an däitlech, datt mer net kënnen higoen an déi

provisoresch Containeren ewechhuelen, wa mer net eng aner Struktur hu fir all déi Problemer, fir all déi Suergen a fir all dee Misär, dee sech do ofspillt. Dat sief emol kloer an däitlech gesot.

Voilà!

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Lydie Err, déi sech adresséiert un den delegéierten Ausseminister iwwert d'Lëscht vun deene Persounen a Gruppen, déi vun der Europäescher Unioun als Terroriste betruecht ginn. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

- Question N°210 du 2 juillet 2007 de Mme Lydie Err relative au maintien de l'organisation des Mujahidines du peuple d'Iran sur la liste des personnes, groupes et entités considérés comme terroristes par l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Merci, Här President. Den 11. September 2001 wësse mer all, wat zu New York geschitt ass. Doropshin ass décidéiert ginn, um europäeschen Niveau eng Lëscht vun Terroristenorganisatiounen ze maachen, déi onofhängeg vun där amerikanescher wär. Duerno, zënter Mee 2002, dat heescht dräi Méint drop, huet sech op där Lëscht do eng iranesch Oppositiounsgrupp erëmfonnt, déi virdrun nogewisenerweis - wéi soll ech soen? - keng Gewalttate gemaach huet an déi nom 11. September erkläert huet, dass se géif formell aller Gewalt ofsoen.

Déi Lëscht, déi gëtt all sechs Méint ajustéiert. A géint de Fait, dass si op esou enger Lëscht stinn, ass e Recours um Kierchbierg agefouert ginn. D'Europäescht Geriicht huet déi Décisioun, fir déi op d'Lëscht ze setzen, annulléiert aus formellen Ursaachen, ouni op de Fong ze goen, mä d'Décisioun vun der Europäescher Gemeinschaft ass annulléiert ginn, well d'Prozedur net an der Rei war, well se net motivéiert war, well keng Auditioun vun deenen incriminéierte Leit gemaach ginn ass a well keng Explikatioun an der Décisioun war iwwert de Fong.

Entre-temps hunn ongeféier 1.000 Parlamentarier, europäescher an nationaler, Petitiounen ënnerschriwwen, déi géint d'Tatsaach protestéieren, dass Europa selwer d'Décisioune vum Europäesche Geriichtshaff net respektéiert, an ech fannen, dass mir zu Lëtzebuerg besonnesch schlecht placéiert sinn, fir domadder d'accord ze sinn.

Ech denken, dass besonnesch de Minister Lux, deen de leschten Donneschdeg jo am Conseil war, deen déi Lëscht anscheinend confirméiert huet, eis vläicht kann e bësse méi doriwwer soen. Ech fannen op jidde Fall, dass mat deem, wat mir doriwwer wëssen, et inakzeptabel ass, dass eng europäesch Décisioun vun den europäeschen Institutioune selwer net respektéiert gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. Den Här Minister Schmit huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, léif Madame Err, ech wëll natierlech kengem d'Recht oferkennen, eng Organisatioun ze ënnerstëtzen oder Appeller vun Organisatiounen ze ënnerstëtzen oder ze ënnerschreiwen. Mä et ass net onbedéngt dann, wann et sech ëm e Land handelt, wou d'Mënscherechter absolut net respektéiert ginn, datt déi Organisatiounen, déi géint dee Regime virginn, vun alle Reprochë kënne wäissgewäsch ginn.

Dat trëfft doudsécher fir déi Organisatioun vun de Mujahidines du peuple zou. Ech wëll lech just e Rapport zitéiere vun enger ONG, Human Rights Watch, vun 2005, wou déi Organisatioun ganz kloer als eng Organisatioun duergestallt gëtt, déi intern mä och extern d'Mënscherechter absolut net respektéiert. Dat als Virbemierkung.

Dat Zweet ass: Déi Décisioun, wéi Der richteg gesot hutt, vum Tribunal hei zu Lëtzebuerg - Tribunal de première instance vun der Cour - war eng Décisioun sur la Forme iwwert d'Prozedur. Dat heescht, den Tribunal huet dem Conseil virgeworf, e géif eng Décisioun huelen, eng Organisatioun op eng Lëscht ze setzen, mä en hätt eigentlech déi Organisatioun net informéiert an en hätt déi Décisioun och net motivéiert. Duerfir huet iwwert deen dote Jugement eigentlech den Tribunal déi Décisioun annulléiert, déi dem Conseil d'Recht gëtt, esou Organisatiounen op eng Lëscht ze setzen.

Déi Décisioun ass vum Conseil modifizéiert ginn. Et ass och virgesinn, wann esou eng Décisioun geholl gëtt, d'Organisatiounen ze informéieren an och d'Décisioun ze motivéieren. Doropshin ass en effet déi Organisatioun vun de Mujahidines du peuple erëm op déi Lëscht komm, an zwar à l'unanimité. 27 États membres hunn décidéiert, datt d'Ursaachen, fir déi Organisatioun op déi Lëscht do ze setzen, nach ëmmer richteg wieren. Duerfir ass déi Organisatioun op déi Lëscht komm. Si ass d'ailleurs och informéiert ginn, firwat se op där Lëscht figuréiert.

Ech ka mer natierlech gutt virstellen, datt se mat deene Motivatiounen net 100%eg d'accord sinn. Mä an deem Sënn ass et falsch ze affirméieren, de Conseil hätt enger anerer Institutioun, en l'occurrence dem Tribunal, seng Décisioun net respektéiert. Hien huet jo déi Décisioun revidéiert, op Basis vun där déi aner Décisioun geholl ginn ass, fir eben déi Organisatioun vun de Mujahidines op déi Lëscht ze setzen.

Lescht Bemierkung: An der Europäescher Unioun ass ee fundamentale Prinzip, an dat ass d'Unicitéit vum Conseil. Dat heescht, all Conseil ass d'nämlecht. All Conseil ass d'nämlecht! Ob dat den Environnements-Conseil, den Affaires-étrangères-Conseil oder de Consommateurs-Conseil ass.

Firwat konnt déi heiten Décisioun vum Environnements-Conseil geholl ginn? Éischtens, well mer d'Unicitéit vun der Institutioun Conseil hunn, an zweetens, well et sech hei ëm en A-Punkt gehandelt huet, well et eng Unanimitéit gouf vu 27 État-memberen am Coreper an duerfir décidéiert gouf, fir bei engem nächste Conseil, en l'occurrence dem Environnements-Conseil, déi Décisioun einfach iwwert d'Institutioun Conseil ze entérinéieren.

Et ass also näischt Surprenantes. Et ass näischt Illegales. An ech mengen och, datt et gutt Ursaache gëtt, déi Organisatioun weider als eng Organisatioun unzegesinn, déi net mat demokratesche Mëttele géint deen ondemokrateschen iranesche Regime virgeet.

(Interruption)

M. le Président.- Sou! Den Här Minister huet geäntwert. Ech soen him Merci dozou. Mir kommen elo zur nächster Fro. Dat ass déi vum honorabelen Här Braz relative à l'application de l'article 86 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics dans le contexte des délais de paiement accordés par le Centre commun de la Sécurité sociale.

- Question N°211 du 2 juillet 2007 de M. Félix Braz relative à l'application de l'article 86 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics dans le contexte des délais de paiement accordés par le Centre commun de la Sécurité sociale, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Voilà! Et ass alles gesot.

(Hilarité)

Merci, Här President.

D'Fro ass déi heiten: Eist Marchés-publics-Gesetz vun 2003 regelt jo fir de Stat an och fir d'Gemengen no wéi enge Konditiounen dass d'Marchéé kënnen attribuéiert ginn. Et gëtt och e Règlement grand-ducal wat dat Gesetz interpretéiert, an notamment en Artikel 86. Dee seet, dass déi Firmen, déi bei enger Soumissioun wëlle matmaachen, fir den öffentleche Marché ze kréien, eng Rei Certificater mussen déposéieren. Notamment deen, dee seet, dass se par rapport zum Centre commun vun der Sécurité sociale mat de Cotisatiounen à jour sinn.

Elo kënnt et awer regelméisseg vir, dass bei Soumissioune Firme matmaachen, déi wuel net à jour sinn, awer en Délai de paiement kritt hunn. A wann een déi dann écartéiert, well ee seet, Dir sidd net à jour am Sënn vum Gesetz, da kritt ee vun den Affekote vun deene Sociétéite Bréiwer, wou se soen: Et ka jo awer och net sinn, dass Der sot, mir wären écartéiert. Mir si jo awer och net en faillite. Mir si jo awer nach ëmmer do an hunn nëmmen en Délai de paiement.

A well dat regelméisseg en Argument ass, wat invoquéiert gëtt, wollte mer dat vum Minister héieren. Well ech weess och, dass do scho verschiddentlech vun der zoustänneger Kommissioun - net hei am Parlament, mä déi, déi sech mat de Marché-publicë beschäftegt - dann och net als Äntwert kënnt «est à écarter», mä als Äntwert kënnt: «Nous ne nous opposerons pas s'il était écarté.» Wat déi Leit, déi d'Fro gestallt hunn, net schrecklech vill virubréngt.

Duerfir d'Fro: Am Sënn vum Artikel 86 vum Règlement grand-ducal, si Firmen, déi bei der Sécurité sociale net à jour sinn, awer en Délai de paiement hunn, ze écartéiere vun de Marché-publicen, jo oder neen?

Ech soen Iech Merci fir eng kloer Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Bauteminister Claude Wiseler ass zoustänneg fir déi kloer Äntwert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Wéi dat Gesetz 2003 gemaach ginn ass an och ëmgeännert ginn ass, wéi just déi heite Moossname vun den Délais de paiement also méi strikt gemaach gi si wéi dat virun 2003 de Fall war, dunn ass dat selbstverständlech d'un commun accord mat all deene Beruffschambere geschitt, déi mat um Dësch souzen, wéi den Text ausgeschafft ginn ass.

Mam Räsonnement, datt jiddferee sollt op deemselwechte Level sinn, an datt am Fong och déi deloyal Konkurrenz, déi doranner besteet, datt verschidde Firmen u Marchéen deelhuelen - déi eng, andeem se sech all hiren Obligatioune par rapport zum Stat acquittéiert hunn, an déi aner, andeem se sech net deenen Obligatiounen acquittéiert hunn -, net géif goen, an datt se alleguer um selwechte Level par rapport zu hiren offiziellen Obligatioune wären, fir dann och u Marché-publicen ewechzehuelen.

Déi Fro, déi Der do stellt, déi kann ech am Fong nëmme beäntwerten andeem ech soen, datt et bei eis am Haus esou geet, datt déi Marchéen un déi Firme kënnen allouéiert ginn, wa se dann e Certificat vum Centre commun de la Sécurité sociale hunn, deen hinne bezeugt, datt se en règle mat der Sécurité sociale sinn. An dat sinn déi, déi beim Stat un den öffentlechen Ausschreiwunge kënnen deelhuelen. Dat, fir op Är Fro ze äntwerten.

Da wëll ech awer nach hannendru soen, datt mer awer de Problem bewosst ass, an datt dat net ganz evident ass, haaptsächlech well d'Obligatioun ass net nëmmen, fir sech allen Obligatiounen um Datum, wou d'Soumissioun opgemaach gëtt, entluecht ze hunn, mä et ass, datt ee souguer déi sechs Méint virun deem Délai och ëmmer à terme bezuelt huet. Dat heescht, et gëtt vill méi wäit nach retroaktiv gekuckt, wéi de Moment selwer wou d'Soumissioun opgemaach gëtt.

Do hu mer natierlech eng ganz Rei Applikatiounsproblemer gehat. Dofir hunn ech elo e Règlement grand-ducal déposéiert op Basis vun enger Ëmännerung vum Marchés-publics-Gesetz, wat Dir och schonn hei an der Chamber hutt, a wou ech hoffen, datt et esou schnell wéi méiglech ka gestëmmt ginn, wou déi Dispositiounen do ëmgeännert an och méi kloer gemaach ginn.

Wat maache mer doranner?

Mä mir soen a sech, datt déi Norm vun de sechs Méint net méi zielt, mä datt mer just den État kucken, deen d'Entreprise huet op deem Moment, zwëschent dräi Méint oder de Moment wou d'Soumissioun opgemaach gëtt selwer, wou de Certificat ausgestallt gëtt, à ce moment. Dat erliichtert déi Prozedur wesentlech.

An zweetens, datt mer och kloer draschreiwen, notamment wat d'Certificaten, déi vun de Steieren a vum Enregistrement ausgestallt ginn, ugeet, datt do déi Délai-de-paiementen, déi zougestane ginn, wéi dat ganz courant gemaach gëtt an déi och gesetzlech als Délai-de-paiementen an als Méiglechkeet am Gesetz festgehale sinn, datt déi dann, wa se zougestane sinn, bei deenen zwou Administratiounen - net bei der Sécurité sociale - och kënne gëllen; während bei der Sécurité sociale souwuel d'Entreprisë wéi d'Administratioun selwer gesot hunn, datt et logesch wär, datt mer do kloer Nee géife soen, well jiddferee seng Sécurité sociale soll op deem Datum da bezuelt hunn, éier e ka bei enger Soumissioun matmaachen.

Ech hoffen, datt dat Iech elo op Är Fro geäntwert huet. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann ass déi nächst Fro déi vum honorabelen Här Schank, déi sech un den Ëmweltminister adresséiert, iwwert d'Produktioun vum Biogas. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°212 du 3 juillet 2007 de M. Marco Schank relative à la production de biogaz au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, meng Fro adresséiert sech un den Ëmweltminister am Kontext vun der Produktioun vu Biogas zu Lëtzebuerg, wat jo och en net onwesentleche Bäitrag zum Klimaschutz duerstellt.

Et ass esou, datt a landwirtschaftleche Biogasanlage jo nieft de Wirtschaftsdünger wéi Gülle och aner nowuessend Rohstoffer wéi Mais awer och Substrater verschafft ginn, besonnesch och fir kënne méi ekonomesch ze schaffen. Doraus wiisst am Moment eng gewëssen Onsécherheet, well vill Biogasanlagen eben interesséiert sinn, fir esou ee Material - wat dann och onbedenklech muss sinn a certifiéiert soll sinn, wéi zum Beispill Uebst- oder Geméisreschter aus Supermarchéen - an hiren Anlagen ze verschaffen, fir, wéi gesot, méi wirtschaftlech kënnen ze fonctionnéieren. Am Moment gëtt et do keng eenheetlech Virgehensweis.

Meng Fro ass déi: Wier et denkbar, datt een eng ganzheetlech Léisung do géif ustriewen, fir datt net all eenzelne Betrib elo fir sech muss erëm eng Autorisatioun froen, fir säi Produit ze homologéieren iwwert d'Santé, iwwert d'Ëmweltverwaltung an esou weider?

De Wonsch vu villen Anlagebedreiwer ass deen, datt een ënner Ëmstänn eng zentral Plaz, eng zentral Struktur hätt fir esou ee Material, wat jo normalerweis organesch Offäll aus Bäckereien, Schluechthaiser, Supermarchéé sinn, datt een dat kéint, wéi gesot, kontrolléieren an homologéieren. Ech mengen, dat wär och an engems eng wesentlech Valoriséierung, de Recyclage vun esou engem Material.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Den Här Lucien Lux, Ëmweltminister, huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Suerg, déi ausgedréckt ginn ass vum honorabele Kolleeg Schank, gëtt largement gedeelt an de Ministèren an an de Verwaltungen, déi vun deem Sujet hei betraff sinn.

Ech mengen, dass mer generell a prinzipiell sollten derfir suergen, fir bei der Produktioun vun erneierbaren Energien eng Attitüd un den Dag ze leeën, déi eng ass fir einfach Regelungen, eenheetlech Regelungen, schnell Décisiounen ze huelen. Well et, wéi Der richteg gesot hutt, schlussendlech ëm eng positiv Saach geet, wou et Konsens gëtt, fir dass mer déi sollten esou gutt wéi méiglech förderen.

Ech mengen, Dir hutt gesot, dass dat e Prozess ass, deen a Bewegung ass. Effektiv hunn déi eenzel Produiten oder Substrater eng relativ grouss Entwécklung matgemaach. Vun am Ufank dem Piff an der Mëscht ass dat iwwer Energieplanzen haut bei Uebst a Geméis ukomm, an deementspriechend muss et och Upassunge ginn.

Mir hunn eis duerfir den 3. Mee an engem Workshop mat all deenen implizéierten Acteuren zesummegesat, an aus där Réunioun ass ee gemeinsamen Aarbechtsgrupp entstanen, wou déi eenzel Ministèren dra sinn, also niewent dem Environnement och d'Agriculture, wou och Forstverwaltung an Ëmweltverwaltung mat derbäi sinn, fir ze kucken, wéi Regelen, Kritäre kënnen opgestallt ginn, déi et maachen, dass mer hei esou kohärent a koordinéiert wéi méiglech och virukommen.

Et gëllt allerdéngs och op där anerer Säit ze kucken, wat am Kommodosgesetz drasteet. Do ass à ce stade fir all eenzel Anlag, prise séparément, eng Autorisatioun noutwendeg.

Allerdéngs, mengen ech, hu mer eis drop gëeenegt, dass all Kéier dann, wann et keng nei Technik ass oder wa sech d'Quantitéiten net substanziell veränneren, da soll dat mat enger einfacher Informatioun un d'Ëmweltverwaltung duergoen, déi dann eng Aktualiséierung vun der Autorisatioun virhëlt, ouni awer eng ganz nei Autorisatioun ze verlaange mat enger neier Prozedur, déi dann noutwendeg ass.

Handelt et sech awer ëm eng nei Technik oder awer veränneren d'Quantitéite sech an engem Mooss, dass een a Froen zum Beispill vum Stockage awer muss kucken, wat een dann domadder mécht, dann hu mer, wéi d'Kommodosgesetz et seet, eng Modification substantielle vun der Autorisatioun an dann ass natierlech verlaangt, dass eng nei Autorisatioun gemaach géif ginn.

Mir profitéieren awer niewent dem Aarbechtsgrupp och an der aktuell lafender Revisioun vum nationalen Offallwirtschaftsplang fir ze kucken, dass mer wéi gesot hei standardiséiert Kritäre kréien, déi iwwerall déiselwecht sinn, fir dass dat awer esou schnell wéi méiglech iwwert d'Bühn geet.

Ech mengen an deem Sënn ass Ärer Suerg och da Rechnung gedroen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur nächster Fro. Dat ass déi vum honorabelen Här Mehlen, déi sech un den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo adresséiert. Et geet hei ëm de Problem vum iwwerméissegen Alkoholkonsum.

- Question N°213 du 3 juillet 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'abus d'alcool, adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech referéiere mech op en Artikel am „Tageblatt" den Dag nom Nationalfeierdag, ënnert der Iwwerschréft „Feiern und Komasaufen". Et ass kee ganz salonfäegen Ausdrock, mä e schéngt awer zouzetreffen.

Wann ech hei liesen: „Die Berufsfeuerwehr hatte doppelt so viele Einsätze wie im Vorjahr. Über sechzigmal mussten Ambulanzen an diesem Abend auf dem Stadtgebiet in den Einsatz, hauptsächlich um Menschen, die sich ins Koma gesoffen hatten, zu retten. Und die Patienten werden immer jünger. Es wurden 14-jährige Kinder volltrunken abtransportiert. Eine Party zum Nationalfeiertag sollte es sein, doch kein Komasaufen an dem Kinder sich beteiligen. Hier sind Eltern und Organisatoren gefordert. Und wer verkauft den Kindern die alkoholischen Getränke?"

Do ass een natierlech schlecht drun. U wat fir ee Minister adresséiert ee sech? Mä ech géif mengen, hei wär d'Gesondheet jo emol an éischter Linn am Spill. Duerfir hunn ech gemengt, ech géif se un Iech riichten, Här Minister.

Wann ee liest, datt vun engem Joer zum aneren d'Zuel sech verduebelt huet, da muss dat een interpelléieren. Mir héieren och, datt dat och bei anere Geleeënheete selbstverständlech ähnlech erofgeet. Datt och den Alter vun deene Jonken, déi an der Regel vu Fräiwëllegen, déi sech an den Déngscht stellen, wann Accidenter geschéien, mussen ofgeschleeft ginn, ëmmer méi erofgeet, a wou d'Ambulanzen herno erausgesi wéi e Schwäistall, wou déi Leit wierklech net verdéngt hunn.

Ech wëll duerfir froen: Wëllt d'Regierung eppes dergéint ënnerhuelen? Wat fir Méiglechkeete gesäit se fir do dergéint virzegoen? Wat kéint ee virun allem géint déi maachen, déi Alkohol u Mannerjähreger ausschenke respektiv verkafen?

M. le Président.- Den Här Gesondheetsminister huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mehlen mécht op e seriöe Problem opmierksam, dee mer och net elo eréischt entdecken, mä wou mer zënter enger gewësser Zäit tëschent deene betraffene Ministèren an deene verschiddenen Instanzen, och de Gemengen, zesummeschaffen.

Et ass net esou, dass déi Jonk insgesamt vill méi géifen drénken. Mä et ass awer richteg, dass d'Drénken ëmmer méi fréi ugeet an dass besonnesch déi ganz jonk Organisme verletzlech si vis-à-vis vum Alkohol a ganz jonk Leit och éischter ëmfalen, wéi méi zolidd Buggere wéi mir.

Mir hunn also net elo eréischt reagéiert, mä mir hunn an deene leschten zwee Joer eng Rei vu Moossname geholl, fir et fir déi Jonk éischtens manner attraktiv ze maachen, fir alkoholesch Gedrénks ze drénken, awer och dem Handel et manner attraktiv ze maachen, fir déi Jonk unzelackelen; well dat ass och ee vun deene Problemer, mat deene mer eis ausenaner musse setzen.

Ugefaang mat där Initiativ, déi mer mam Justiz- a Gesondheetsminister zesumme geholl hunn, fir d'Alcopops méi héich ze taxéieren. Dir wësst, dass dat wéi Limonad oder wéi Jus schmaacht, mä awer eng regelrecht Sauerei ass, wou de Géigewäert vun zwou Drëppen dran ass. Duerch déi héich Taxe sinn d'Alcopops quasi komplett vum Lëtzebuerger Maart verschwonnen a si ginn och net méi consomméiert.

Duerno hu mer virun e puer Méint eist Gesetz iwwert den Alkoholkonsum fir Jugendlecher geännert a mir hunn de Verkaf vun alkoholeschem Gedrénks u manner wéi 16-Jähreger verbueden. Net nëmmen an de Bistroen, wou dat schonn de Fall war, mä och am Commerce, an den Épicerien, Tankstellen a Grande-surfacen.

Mir hunn eis awer net mat Verbuet begnügt. Zesumme mam Centre de prévention des toxicomanies hu mer eng Campagne ageleet, och mat de Gemengen zesummen, fir déijéineg, déi Fester organiséieren, Gemengen, och Bistrotieren ze informéieren, wat hir Responsabilitéit vis-à-vis vun deene Jonken ass a wat hinne vu Strofen droht, wa se deene Jonke vu manner wéi 16 Joer Alkohol verkafen. Well wann ee Jonke vu manner wéi 16 Joer drénkt, muss en den Alkohol och iergendwou hierkréien an e muss en iergendwou verkaaft kréien.

Mir hunn eng interessant Broschür zesummegestallt, fir Organisateure vu Fester op hir Responsabilitéit opmierksam ze maachen.

Dat gesot ass de Problem vum Kampfdrénken, vum Komadrénken, vum Flatrate-Drénken, vum Douddrénken oder vum K.-o.-Drénken ee reelle Problem. E gëtt och dovu profitéiert, dass eenzel Leit ubidden, dass ee fir e bescheidene Präis alles däerf drénke wat ee wëllt, méiglech an enger kuerzer Zäit esou vill wéi méiglech an esou schnell wéi méiglech drénken, all you can drink, Flatrate-Drénken oder Happy Hour, wann dat e bësse méi fein ausgedréckt ass. Et ass eng Praxis, déi net gutt ass.

Wat mer dann dergéint kënne maachen? Selbstverständlech opklären, sensibiliséieren an de Schoulen, awer och zesummeschaffe mat deenen, déi esou Saachen ubidden a se drop opmierksam maachen, dass se sech strofbar maachen, insgesamt strofbar maachen. Wa se engem, deen amgaang ass voll ze ginn, weider Alkohol verkafen, dann heescht dat, dass se sech bei Jonke ganz besonnesch strofbar maachen. Béi Jonken ënner 16 Joer droht eng Strof vu 500 bis 2.000 Euro. Awer och bei Erwuessenen, déi offensichtlech voll sinn an nach ze drénke kréien, droe Strofe vun 250 bis 1.000 Euro.

Mir hunn also d'Problematik erkannt, an ech wäert déi nächst Réunioun vum Groupe interministériel domat beoptrage fir zesummen op deen heiten neie Phenomeen ze reagéieren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Negri un den Här Transportminister betreffend d'Iwwerhuelverbuet vun de Camionen op den Autobunnen.

- Question N°214 du 2 juillet 2007 de M. Roger Negri sur les premiers constats relatifs à l'interdiction de dépassement pour les poids lourds sur les autoroutes, adressée à M. le Ministre des Transports

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en Iwwerhuelverbuet fir Camionen iwwer 3,5 Tonnen ass fir eng Testphas vun dräi Méint de leschte 16. Juni op eisen Autobunne ronderëm d'Stad, notamment der A3 an der A6, agefouert ginn, an och op deene Points sensibles vun der Aire de Berchem, der Montée de Mamer an der Montée de Munsbach.

Do gëtt et jo sécher Vir- an Nodeeler. Dat war jo och de Sënn, fir dëst ze testen. Ech hat am Virfeld dovunner eng Question parlementaire gestallt, niewent anere Kolleegen heibannen, a well déi Testphas elo den 19. Juli ausleeft, wollt ech de Minister froen, ob do scho Konklusiounen um Dësch leien a wéi en an där Fro do gedenkt virunzefueren.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den Här Minister Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn effektiv zu enger Konklusioun komm no där Phase d'essai, déi an deene leschten dräi Méint gelaf ass op deenen eenzelne Stécker op der Autobunn. Dir wësst, dass déi an enger éischter Phas an deem Projet pilote, dee mer gemaach hunn, beschränkt war op méindes bis freides vu moies 6.00 Auer bis 9.00 Auer a mëttes vu 16.00 Auer bis 19.00 Auer, fir eis emol en Iwwerbléck ze ginn iwwert d'Schwieregkeeten, d'Vir- an d'Nodeeler, déi domadder kéinte verbonne sinn.

Mir hunn d'lescht Woch eng lescht Evaluatioun vun deenen dräi Parteie kritt, déi hei involvéiert sinn, an zwar déi zwee Ministèrë vun den Travaux publics a vum Transport an natierlech och d'Police. An der Tëschenzäit hu mer während där Phas 46 cibléiert Kontrolle vun der Police maache gelooss, dovunner zwielef mat dem Support vun dem Polizeihelikopter, deen eis am meeschten Informatioune konnt ginn iwwert déi Problemer, déi eventuell kéinte mat där Moossnam vum Iwwerhuelverbuet vun de Camionë verbonne sinn.

Während deene 46 Kontrolle sinn 91 Protokoller verhaange ginn, dovunner 48 ebe just well den Iwwerhuelverbuet net agehale ginn ass, mä awer och 43 wéinst Netanhale vun dem Intervalle vun engem Camion zu engem aneren, deen am Moment am Code de la Route op mindestens 100 m virgeschriwwen ass. An natierlech hu mer och d'Analys gemaach vun der Fro, déi am meeschten am Raum stoung, ob d'Permëabilitéit vun dem Erausfuere vun der Autobunn oder dem Erafueren op d'Autobunn nach ëmmer garantéiert wär.

Ech muss och soen, och wann dat net direkt Är Fro betrëfft, dass, mengen ech, vun deenen zwee Problemer dee gréisste Problem am Moment dee vun den Intervallen ass. Mir mierken ëmmer méi, dass d'Camionen deen Intervalle net anhalen, well se einfach am Wandschutz vun deem virdru wëlle fueren, fir einfach Consommatioun ze spueren.

Domadder hu mer am Zesummenhang mat där heite Fro eis am Prinzip och drop gëeenegt fir eng Ännerung virzehuelen am Code de la Route iwwert d'Fro vun den Intervallen, an zwar a sech zwou Ännerungen. Engersäits deen Intervalle net méi ze berechnen op d'Distanz, mä en ze berechnen op d'Zäit, op Sekonnen, well dat eis méi bréngt, an op där anerer Säit en och ze verduebele vun deenen 100 m op 200 m, mä gerechent an Zäitunitéiten, fir och hei besser kënne virzegoen an domat och de Problem vun de Lächer, déi dann eben entstinn op der rietser Säit an déi erlaben, dass den Enfilement vun den Autoen - eran an eraus - dann nach besser ka garantéiert ginn, wéi dat elo de Fall ass.

No deene Réunions de concertation, déi mer haten - woubäi déi lescht, mengen ech, d'lescht Woch en Donneschdeg war -, hu mer zréckbehalen, dass den Iwwerhuelverbuet op den Autobunnen definitiv agefouert gëtt an dass en net nëmme méi partiel agefouert gëtt zu deene gewëssenen Deeg a Stonnen, wéi dat bis elo de Fall ass, mä dass e generell agefouert gëtt siwen Deeg op siwen an och 24/24 Stonnen op deene Strecken, déi mer bis elo haten, well mer alleguer zesummen der Meenung sinn, dass dat sech bewährt hätt.

Mir wäerten also elo no deem Règlement ministériel, deen elo geholl gi war fir dee Projet pilote anzeféieren, eng Verlängerung vun deem Règlement ministériel maachen, mä gläichzäiteg am Conseil de Gouvernement am Code de la Route also iwwer Règlement grand-ducal dann déi Ännerung do definitiv virhuelen. Dat, well mer der Meenung sinn, dass sech déi Moossnam bewährt huet an dass se mathëlleft fir bäizedroen zu enger méi grousser Sécherheet op den Autobunnen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann hu mer d'Fro, déi den honorabelen Här Bettel wëllt stellen un d'Madame Minister vun der Famill iwwert de Centre socio-éducatif zu Dräibur.

- Question N°215 du 3 juillet 2007 de M. Xavier Bettel relative à la cohabitation entre jeunes victimes et agresseurs au sein du Centre socio-éducatif de Dreiborn, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci.

Am „Lëtzebuerger Land" vum 29. Juni war en Artikel iwwer Dräibur dran an do ass e Problem dénoncéiert ginn, deen och scho vum Comité contre la torture an dem Comité des droits de l'enfant des Nations Unies souleviert gi war, deen, dass d'jeunes Victimes mat den Agresseurë géife cohabitéieren.

An dëser Zeitung gëtt och en héijere Beamten aus dem Familljeministère zitéiert, dee seet: «Nous vivons avec ce reproche depuis des années et nous allons continuer à vivre avec…», an den Artikel paraphraséiert weider, «…tôt ou tard, chaque victime devra se confronter à des agresseurs potentiels».

Do wéilt ech awer wierklech gäre vun der Madame Ministesch wëssen, ob dat richteg ass, wat de Fonctionnaire esou gesot huet; ob d'Madame Ministesch mat him driwwer diskutéiert huet, wéi se den Artikel gelies huet. Ass dat déi offiziell Positioun vun der Regierung? Ech wéilt och wëssen, wat d'Madame Ministesch mat de Recommandatioune gäre mécht vum Comité contre la torture, du Comité des droits de l'enfant et du Commissaire des droits de l'Homme.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. D'Madame Marie-Josée Jacobs, d'Ministesch vun der Famill, huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech sinn net sécher, ob d'Ministere mussen d'Zeitung liesen. Duerfir weess ech net, ob dat elo déi Fro ass, déi ech hei muss beäntwerten.

Une voix.- E muss d'Beamten awer am Gréff hunn!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech mengen, dat hätt ech. Wann dat do dee schlechste wier, deen am Lëtzebuerger Land wier, dann hätte mer lauter gudder.

(Interruptions)

Ech wëll dorobber äntwerten, datt ech weder derbäi war, wéi deen Interview gemaach ginn ass, nach kann ech soen, ob dat esou oder aneschters gesot gouf, an duerfir wëll ech mech och net dozou äusseren.

Ech wëll just soen, datt déi Leit, déi zu Schraasseg an zu Dräibur an dem Centre socio-éducatif de l'État souzen, ganz dacks - an dat ass ouni Zweifel esou an do huet och ni een en Hehl doraus gemaach - meeschtens am Ufank Affer sinn an zum Schluss Täter. Ech ginn Iech d'Beispill vun deenen, déi drogéiert sinn an déi duerno dealen, fir erëm Suen ze kréien, fir kënnen hire Stoff ze bezuelen. Wat maachen ech dann elo mat deenen? Setzen ech déi eng Halschent moies op déi eng Plaz zu Schraasseg an owes op déi aner Plaz? Oder wéi maachen ech dat? Well dat sinn alles Affer an Täter.

Mir hunn eng ganz Partie vu Jugendlechen, déi do sinn, déi selwer an hirer Kannerzäit ganz vill schlëmm Saachen erfuer hunn, besonnesch Jongen, déi ganz dacks duerno dat och erëm probéiere mat Gewalt iergendwou ze kompenséieren. Mir hunn op där anerer Säit Meedercher, déi ganz dacks dann dorauser herno gewëssermoossen ëmmer erëm sech als Affer ubidden.

Une voix.- Si ginn awer da Victime, Madame Minister!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Fir d'éischt si se Victime an duerno gi se Täter. An dofir soen ech Iech ass et ganz schwéier, an domat hat dee Beamten näischt gesot, wat en net sollt soen. Ech weess just net wéi een déi eenzel Persoun an zwee Stécker gerappt kritt fir ze soen, dat eent Stéck ass elo d'Affer an dat anert Stéck ass den Täter.

Duerfir mengen ech och net, datt een et fäerdeg bréngt - dat brénge mir net fäerdeg an dat bréngt och soss keen op der Welt fäerdeg -, fir dat esou getrennt ze kréien. Dat, wat ech fanne wat wichteg ass, dat sinn déi Moossnamen, déi mer ergräifen, fir och kënnen deene Jugendlechen ze hëllefen. Mir kréien et emol net fäerdeg, fir iergendzwousch déi Kanner erauszehuelen aus eppes wou se dann an enger Welt liewen, wou se ni méi da mat esou eppes géife konfrontéiert ginn.

Dir gesitt hei op der Tribün haut vill Frae sëtzen: Mir hunn am Milieu vun de Fraen och probéiert do Programmer ze maachen iwwert d'Dévictimisatioun, fir de Fraen domadder ze hëllefen erëm zréck an d'Liewen ze kommen, déi vill Gewalt doheem erlieft hunn, a fir erëm staark gemaach ze ginn. Dat ass dat, wat mer och wëlle maache mat de Kanner an de Jugendlechen, och wa se konfrontéiert gi mat Täter, fir datt se dat dann och besser fäerdeg kréien.

Dat maache mer eng Kéier doriwwer, datt mer an den Internater ënnerschiddlech Liewesgruppen hunn, wou deene verschiddene spezifesche Problemer vun de Jongen a vun de Meedercher besser ka Rechnung gedroe ginn. De Service psycho-social, deen do ass, mécht direkt, soubal wéi e Jugendlechen erakënnt, e Bilan an e stellt dann och e Projet éducatif an thérapeutique op. A wann dann do net déi richteg Plaz ass, da saiséiert den Direkter den zoustännege Jugendriichter a proposéiert him dann och alternativ Léisungen, therapeutesch Moossnamen, eng Kéier mam Service psycho-social, mä awer och mat externen Therapien, pédopsychiatresch Servicer, déi deene Jugendleche sollen hëllefen, mä och Angeboter iwwer Konschttherapie, iwwer Abenteuerpedagogie, pedagogesch Moossnamen.

Et ass méi eng enk Surveillance wéi an aneren Haiser. Si hu manner Fräizäit. Deemno wat se maachen a wéi se sech verhalen, gëtt e Stéck wäit och vun hinne selwer organiséiert wat datt se däerfen. Zum Beispill, datt dann d'Sortien de Weekend gestrach ginn an esou virun.

Dir gesitt also, an där kuerzer Zäit, déi ech hunn, kann ech Iech net op all déi Saachen äntwerten. Mä ech denken, datt et wichteg ass, datt mer erëm léieren deenen engen an deenen aneren ze hëllefe sech erëm zréck an d'Gesellschaft ze reintegréieren. Well et sinn alles Kanner a Jugendlecher, déi ënnert dem Jugendschutzgesetz stinn, déi also net sollen do iergendwou isoléiert ginn, mä wou mer musse probéieren, wéi gesot, se erëm zréck an eis Gesellschaft ze integréieren an och deene Recommandatiounen nozekommen, déi mer op internationalen an och nationale Gremien hunn.

Merci, Här President.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Ministerin. Da komme mer zur Fro vun der honorabeler Madame Loschetter, och adresséiert un d'Madame Marie-Josée Jacobs; déi Kéier an hirer Qualitéit als Ministre de l'Égalité des chances. Et geet hei ëm d'Bild vun der Fra an der Publicitéit.

- Question N°216 du 2 juillet 2007 de Mme Viviane Loschetter relative à la résolution 1557 (2007) et à la recommandation 1799 (2007) du Conseil de l'Europe concernant l'image des femmes dans la publicité, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Jo, richteg, Här President. Net méi spéit wéi d'lescht Woch, de 26. Juni, huet sech am Europarot d'parlamentaresch Assemblée mam Bild vun der Fra an deene ville verschiddene Publicitéite befaasst. Si huet misse feststellen, datt d'Bild vun der Fra an de Publicitéiten nach ëmmer ganz oft näischt mat der Publicitéit ze dinn huet, näischt mam Produit ze dinn huet, datt et oft Fraen - souguer Meedercher - sinn, déi op eng awer nawell gelungen Aart a Weis duergestallt gi fir eben dee Produit, deen dann do soll vermaart ginn.

Si huet an enger Resolutioun eng ganz Rëtsch vu Mesuren ugeholl a si huet Recommandatiounen ugeholl. Ënner anerem och d'État-membrë vum Conseil de l'Europe; ech ka se net all zitéieren, mä et fënnt ee se sécherlech erëm. Een huet mer awer hei wichteg geschéngt. Dee résuméiert och e ganze Koup vun deenen anere Recommandatioune vun der Resolutioun, nämlech: «de prendre les dispositions législatives internes adéquates».

Dann herno huet och unhand vun där Resolutioun d'parlamentaresch Assemblée vum Conseil de l'Europe eng Recommandatioun un d'Comités des Ministres erausginn. Do zitéieren ech och: «…d'inciter les Gouvernements des États membres à organiser des campagnes nationales visant à sensibiliser les citoyens aux publicités sexistes ou violentes et à les informer sur les moyens de réagir face à de telles publicités».

Dat huet mer alles ganz interessant geschéngt, zumools well mir hei am Land heiansdo nach zimlech hëlleflos si par rapport zu verschiddene Publicitéiten. Ech denken, dat do wär vläicht e gudden Ulass, e gudden Trampolin fir d'Chancëgläichheetsministesch, fir effektiv ze légiféréiere respektiv effektiv mat Experten zesumme kënnen esou de Suivi, den Observatoire vun deene Publicitéiten ze agencéieren an ze organiséieren, datt een endlech deenen heiansdo wierklech perverse Publicitéite kéint entgéintwierken.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Madame Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert. Madame Minister!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Merci, Här President. Et ass effektiv de 26. Juni - dat ass also ganz rezent -, wou de Conseil de l'Europe op Propositioun vum Comité d'égalité des chances entre hommes et femmes déi dote Recommandatioun ugeholl huet. Bis elo emol ass déi offiziell Versioun nach net bis bei eis komm. Dat verhënnert awer net, datt mer dat awer gesinn hunn. A besonnesch wichteg sinn d'Recommandatiounen och zum Beispill, niewent dem Organiséiere vu Campagnen, fir d'Leit eben opmierksam ze maachen op déi Publicitéiten, déi virun allem d'Violence an och de Sexisme do propagéieren, an och fir Moossnamen do dergéint ze ergräifen.

Ënner anerem ass och virgesinn, esou en europäesche Präis ze maachen, fir där beschter Publicitéit e Präis ze ginn, déi déi sexistesch Beispiller do eben am meeschte géif ervirsträichen. Dir gesitt dat och an eisem Plan d'égalité national, wou mer am Kapitel 10 an am éischten Objektiv stoen hunn, datt mer ebe probéieren d'Mentalitéiten ze changéieren do derduerch, datt mer mediatesch Campagnë maachen en vue d'un changement de mentalité an de Stereotypen an deenen traditionelle Clichéen.

Mir hu bis elo esou Aktioune gemaach géint d'Violence domestique, souwuel op der Televisioun wéi um Radio an an den Zeitungen. D'Prise de décision des femmes, wat jo och en anert Bild vun de Frae soll duerstellen, a mer domadder weisen, datt d'Frae gradesou gutt am beruffleche Liewe kënne Carrièrë maachen, an datt een net nëmme brauch op déi aner Stereotypen do zréckzegräifen. D'Égalité de salaire.

Dann ass och virgesinn, datt soll ee Code de déontologie zesumme mam Service information et presse ausgeschafft ginn. Ech denken, datt dat virun allem emol déi éischt Bemierkung ass, iwwert déi Der geschwat hutt. Fir eben do och e Code d'éthique national erauszekréien, dee soll Objektiver fixéieren an och domadder verhënneren, datt déi sexistesch Annoncë gemaach ginn.

Ech denken, datt mer domadder, wa mer eis dat herno nach eng Kéier ugekuckt hunn, awer enger ganzer Partie vu Recommandatioune vum Conseil de l'Europe nokommen a virun allem domadder och wierklech e Changement an de Käpp vun de Leit fäerdeg kréien, an net nëmmen d'Fraen ëmmer gesinn an deem Objet, deen am einfachsten an am beschte funktionéiert, fir nach ëmmer Reklammen ze maachen.

M. le Président.- Merci, Madame Jacobs. Dann eng Fro un den Här Landwirtschaftsminister iwwert den Afloss vu genetesch modifizéierten Organismen op d'Beien, vum Här Mehlen. Ech denken, dass d'Madame Statssekretärin Octavie Modert dorobber äntwert. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°217 du 3 juillet 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'impact d'organismes génétiquement modifiés sur les populations d'abeilles, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Vue datt den Ëmweltminister hei ass, hätt hien eventuell och kënnen drop äntwerten.

D'Fro stellt sech am Zesummenhang mat engem rätselhafte Verschwanne vu Beievölker an den USA haaptsächlech, neierdéngs och a Spuenien, wou d'Wëssenschaftler sech virun enger Zäit op jidde Fall nach net ganz driwwer eens waren, wat d'Ursaache sollte sinn. Ech wëll an deem Zesummenhang drop hiweisen, wéi wichteg datt d'Beie fir d'Natur sinn, fir d'Iwwerliewe vun der Mënschheet insgesamt. D'Wëssenschaftler si sech driwwer eens, datt, wann d'Beie géifen aus dem Circuit vun der Natur verschwannen, da lues a lues d'Kulturplanze géife verschwannen an domadder d'Nahrungsgrondlag fir d'Mënschheet.

Lescht wëssenschaftlech Erkenntnisser schéngen drop hinzedeiten - vläicht souguer schonn ze beweisen -, datt am Zesummenhang mat enger traditionell bekannter Krankheet, déi Nosema heescht an déi et schonn ëmmer ginn ass, déi d'Daarmwänn vun de Beien ugräift a se schwächt, a Verbindung mam Polle vun deem genmanipuléierte Mais MON 863, deen en Insektizid produzéiert, datt déi Korelatioun géif dozou féieren, datt déi Organismen esou géife geschwächt ginn, datt d'Beien da praktesch net méi erëmkommen. Doduerch géif dee rätselhafte Phenomeen entstoen, datt d'Völker sech praktesch eidelfléien a keen eng richteg Erklärung dofir huet.

Wéi gesot, ech weess net, ob dat elo wëssenschaftlech schonn definitiv ënnermauert ass. Mä wann och nëmme seriö Douten do wären, datt et an déi Richtung géif goen, da froen ech d'Regierung: Wat wär dann d'Haltung, wann een de Principe de précaution, deen an dësem Fall jo op jidde Fall géif spillen, géif spille loossen? Misste mer net radikal drop histeieren, datt mer déi Saachen do nimools hei am Land géifen zouloossen?

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Madame Octavie Modert huet d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.*- Merci, Här President. Dräi Bermierkungen, oder éischter nach véier, fir unzefänken.

Éischtens, esou wéi d'Fro gestallt ass, ass et net onbedéngt de Landwirtschaftsministère, deen zoustänneg ass. Hei ass jo e Beräich wou d'Kompetenzen, sief et um europäeschen, sief et um nationalen Niveau, iwwer méi Ministèren ginn. Nunn ass et awer esou, datt mer an der Regierung souwisou déiselwecht Sprooch schwätzen op all dëse Punkten.

Déi zweet Saach betrëfft den Ufank vun Ärer Fro. Den Henri Kox hat viru kuerzer Zäit eng parlamentaresch Ufro gestallt, déi deelweis an déi dote Richtung gaangen ass. Déi hu mir den 1. Juni dëst Joer beäntwert. Dat kann een also do noliesen.

Déi drëtt Saach ass dat wat de MON 863 ugeet, an do ginn ech eigentlech elo iwwer meng Kompetenzen eraus, well den Ubau vun OGMen hei am Land net vum Landwirtschaftsministère zougelooss gëtt. Deen ass net zoustänneg dofir. Ech kann Iech awer soen,

- dass de MON 863 iwwerhaapt net zougelooss ass fir unzebauen, weder um europäeschen Niveau a souwisou dann och net um nationalen Niveau,

- an datt mir, all déi zoustänneg Ministeren - dat sinn der dräi -, um europäeschen Niveau och systematesch ëmmer eng Haltung haten, déi géint d'OGMe war, an déi Haltung zousätzlech sou war, datt mer wëllen d'Auswierkungen op méi laang Zäit systematesch besser analyséiert wëllen hunn.

An déi Richtung ass jo och Är Fro gaangen. Wat sinn d'Auswierkungen? Misst een de Principe de précaution net uwenden, wann et wëssenschaftlech ënnermauert géif ginn, datt dat esou wär? An an deem Sënn ass eis Äntwert ganz kloer jo.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Dann déi lescht Fro, déi vum Här Adam, och un d'Statssekretärin fir Kultur iwwert déi mechanesch Reproduktioun vu protegéierte Wierker.

- Question N°218 du 3 juillet 2007 de M. Claude Adam relative au problème de la reproduction mécanique d'œuvres protégées (photocopie et imprimante), adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Droit de la propriété intellectuelle a speziell den Droit d'auteur ass duerch eng ganz Rei international, europäesch a lëtzebuergesch Accordë garantéiert. A menger Fro vun haut geet et just ëm dat geschriwwent Wuert. Fir datt een däerf eng Kopie vun engem Wierk maachen, muss een Droits d'auteur bezuelen. Do ass a priori och näischt drun auszesetzen. An der Praxis stelle sech awer e puer Froen.

Éischtens, eisen Informatiounen no solle bis zu 20 Centimes pro Kopie un eng Firma bezuelt ginn. Ech hunn och am Internet déi Tarifer vu Luxorr gekuckt an dat geet effektiv bis 0,19 Euro fir e Buch „Livre fortement illustré“, a wann et da souguer nach faarweg ass, da soll een de Präis och nach emol mol zwee rechnen. Well awer natierlech net all Kopie vun engem Wierk e Wierk ass, wou Droits d'auteur drop sinn, sollen och nëmmen 20% vun de Kopië mat Droits d'auteur beluecht ginn.

Meng éischt Fro: Sinn dës Informatioune richteg?

Zweetens, sollten dës Informatioune plus ou moins korrekt sinn - an dat wäerte mer jo elo geschwë gewuer ginn -, da stelle sech natierlech eng ganz Rei praktesch Froen: Wie bezilt? D'öffentlech Bibliothéiken, d'Schoulen, d'Lycéeën, d'Uni, d'Gemengen? Dat geet och nach vläicht weider? Wie kontrolléiert? Wie leet dës Tarifer fest?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Madame Octavie Modert, d'Statssekretärin fir Kultur, huet d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Jo, Merci, Här President. Ech fänken nach eng Kéier mat därselwechter Bemierkung un. An deem Fall hei ass et net de Kulturministère, deen zoustänneg ass, et ass de Wirtschaftsministère. Vu datt d'Fro awer un de Kulturministère gestallt war - ech huelen un, well och den Ausdrock Bibliothéiken dra war -, ginn ech gär déi Äntwerten, déi ech weess, mä dat sinn elo net alleguer déi, déi Dir gefrot hutt, déi och vläicht e bëssen d'Rumm vun dëser Heure de questions géife sprengen, fir do am Detail drop anzegoen.

Zwou Saache sinn ze soen.

Éischtens, dat do betrëfft d'Gesetz vun 2001 iwwert d'Droits d'auteurs.

Zweetens, an deem Gesetz ginn zwou Saache geregelt, wou och vläicht e klengen Amalgame hier kënnt an der Froestellung.

Dat Éischt ass déi sougenannte «Rémunération équitable pour copie privée». Dat ass, wann een e private Gebrauch, en net kommerziellen, mä private Gebrauch vun enger Kopie mécht. Do wëllt de Wirtschaftsministère nach waarden op d'Evolutioun um europäeschen Niveau, wou Rieds geet fir DRMen, dat ass eng individuell Gestioun vun Autorerechter, ze regelen éier een Ausféierungsbestëmmungen hätt fir d'„Rémunération pour copie privée“. Soulaang wéi déi Bestëmmungen net do sinn, ass et net exécutabel, dat heescht, datt sou laang och keng Fraisë vun de Bibliothéike bezuelt gi kënnen.

Ech wëll do derbäi d'Prezisioun ginn, datt dës Virriichtungen natierlech geduecht si fir de Benefiss vun den Artistë respektiv an dem Kontext vun dëser Fro ganz speziell den Autoren, an also dee Moment fir d'Kreatioun ze ënnerstëtzen an ze encouragéieren.

Déi zweet Saach, niewent der „Rémunération pour copie privée“, ass deen anere Konzept vum „Prêt public“, deen och mam Gesetz vun 2001 ugeholl ass. „Prêt public“, dat bedeit vu sämtlechen Etablissementer, déi op si fir Publikum. Dat ass gréisstendeels dat, wat Dir elo mëndlech viséiert hutt.

An Ärer schréftlecher Beschreiwung schéngt et e bëssen aneschters. Fir déi Froen ass et esou, datt Luxorr den Uspriechpartner ass. An et ass esou, datt do Négociatiounen amgaange sinn, ënnert der Fiederféierung vum Wirtschaftsministère, an der Hoffnung op en Histeieren op eng global Léisung.

Wéi also den Detail vun deene Verhandlungen ass respektiv wie wéini wat wou géif festleeën, ass de Moment schwiereg ze soen, well dat eréischt amgaangen ass. Luxorr huet sech zum Porte-parole gemaach vun deene Rechter. Dat mécht d'Saach net méi komplizéiert, am Géigendeel, wann een een Uspriechpartner huet. Ech mengen, datt dat souguer d'Saach ganz staark vereinfacht fir jiddfereen, souwuel fir déi, déi de Bénéficiaire vun den Droits d'auteur sinn, wéi op där anerer Säit och fir déi, déi gefuerdert sinn, eventuell eppes ze bezuelen. Well nach eng Kéier: Dat, wat ze bezuele wär an ass, dat ass fir d'Auteuren an deem Fall hei, fir d'Artisten en général ze ënnerstëtzen, fir hir Aarbecht domat och ze bezuelen. Esou wäit fir de Stand momentan vun den internen Aarbechten.

Wat Luxorr selwer op hirer Internetsäit publizéiert huet, do ginn ech gären zou, dat hunn ech net intus, well ech net den direkten Uspriechpartner sinn an net den direkt zoustännege Minister.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin Modert.

Domat si mer um Enn vun der Froestonn un d'Regierung ukomm. Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour an dat ass d'Question avec débat vum Här Bettel iwwert d'Prostitutioun. Den Här Bettel huet fënnef Minutten Zäit an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, Madame Minister, fir dorop ze äntwerten. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Bettel.

8. Question avec débat N°22 de M. Xavier Bettel relative à l'instauration du «modèle suédois» qui interdit la prostitution et prévoit la pénalisation des clients

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci. Ech hunn an enger Pressekonferenz an och an der Zeitung gelies, Madame Ministesch - ech hunn d'Zeitung gelies, jo, soss wär ech net informéiert ginn -, an ech hunn och Télee gekuckt iwwer eng Pressekonferenz, déi d'Madame Ministesch organiséiert huet, wou se gesot huet, dass dës Regierung, also d'CSV-LSAP-Regierung, dofir wier, fir de schwedesche Modell zu Lëtzebuerg anzeféieren.

D'Madame Ministesch sot virdrun, si géif d'Zeitungen net liesen. Ech iwwerreechen Iech...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dat ass net wouer! Ech hu gefrot, ob ech se misst liesen.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, ob Der se misst liesen. Här President, dat heite misst d'Madame Ministesch liesen. Et ass eng Etüd, déi gemaach ginn ass vum finnesche Parlament iwwert d'Comparaisoun vum schwedesche System a vum hollännesche System. A Schweden ass et nämlech - dat wat d'Ministesch och prônéiert - de Prinzip, dass d'Violence...

(Interruption)

Wann d'Ministesch wëllt schwätzen, Här President, dann hätt ech gäre meng Zäit gestoppt, da ka si esou vill Commentairë maachen, wéi se wëllt.

Plusieurs voix.- Ooohhh!!!

M. le Président.- Oh, Här Bettel, Dir däerft awer net esou pingeleg sinn! Dir wësst all, wéi dat normalerweis geet.

(Brouhaha général)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also ech iwwerreechen Iech hei, Här President - ech wier frou, wann d'Madame Ministesch déi kéint kréien, och d'Deputéierten, déi se gären hätten -, dat ass eng Etüd vum...

(Interruption)

M. le Président.- D'Madame Minister huet se.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Hutt Der se derbäi? Okay, dann ass et jo gutt, well ech hat se jo och zitéiert a menger Fro, da konnt Der Iech jo denken, dass ech mech drop baséiere géif.

Den Ënnerscheed tëschent dem schwedeschen an dem hollännesche System ass deen, Här President, dass a Schweden d'Prostitutioun eng Violence ass vum Mann géigeniwwer enger Fra, an an Holland ass d'Prostitutioun eng Aarbecht, wou ee muss de Kader schafen, fir dass och déi Leit, déi an der Prostitutioun schaffen, kënnen anstänneg schaffen.

Et war net fir d'éischt, Här President, wou d'Madame Ministesch gesot huet, dass se hei zu Lëtzebuerg de schwedesche Modell gären hätt.

Experienzen aus Schweden: D'Prostitutioun ass méi cachéiert ginn. Et geet méi elo iwwer Internet an iwwer Annoncen. Erënnert Iech nach, ech hat Iech vum Luxbazar geschwat, Här President, wou siwe bis aacht Säiten Annoncë sinn zum Opruff zur Prostitutioun, petites annonces, wou ech d'Regierung da gefrot hunn, d'Incitation à la débauche par voie écrite wier jo verbueden, wat géife se da maachen. D'Äntwert vum Här Minister war: Ech kennen de Luxbazar net. Dës Woch kann een d'Zeitung nees kafe goen, et sinn nees siwen oder aacht Säite voller Annoncen, mä et schéngt jo d'Regierung net ze stéieren, wann d'Gesetz op där enger oder op där anerer Säit dann net respektéiert gëtt.

Op jidde Fall sinn och Schwieregkeeten a Schweden erauskomm, fir Enquêten ze maachen. An et ass och méi schwéier ginn, Saachen opzedecken iwwert d'Traite an iwwert d'Mineuren.

D'Meedercher hunn och d'Gefill, dass de Risque vun Attacken a vun Extorsioune vill méi grouss ass. Op jidde Fall huet déi Tendenz augmentéiert. D'Streetprostitutioun, dat heescht déi, déi op der Strooss sinn, déi hu vill méi komesch Clienten ewell kritt. D'Präisser sinn och erofgaang, well si brauche méi Clienten, well et sinn der manner do.

An Holland hu se eng Décriminalisatioun vun de Bordelle gemaach, dat heescht d'Maisons closes sinn nees opgaangen, an do sinn da Zonen, déi délimitéiert gi sinn. Doduerch sinn och eng ganz Rëtsch vu clandestinë Bordellen zougemaach ginn. Eng Maison close opmaachen, dat kann een nëmmen ënner verschiddene Konditiounen.

Ech sinn ëmmer ganz iwwerrascht, wa mer hei zu Lëtzebuerg, an engem klenge Land, wat 80 op 60 Kilometer grouss ass - ech grosséieren elo -, da wëllen dee schwedesche Modell applizéieren. Ech verstinn, wann een a Schweden iergendwou an engem Duerf sëtzt, dass et da schwéier ass. Mä wann Der hei esou eppes maacht, da kann een och vläicht kucken, wat se zu Arel, wat se zu Thionville oder wat se zu Tréier oder zu Konz vun esou enger Décisioun halen, wa mir esou Décisiounen hei am Land wëllen huelen.

Ech fannen et traureg, dass mer hei wëlle méi helleg si wéi de Rescht. Mir sinn hei eng hypokritesch Gesellschaft. Mir wëssen, dass et d'Prostitutioun gëtt; mir wëllen deene Leit awer net d'Moyenë ginn, fir anstänneg kënnen ze schaffen. Mir wëllen elo de Client pénaliséieren, awer d'Prostituéiert autoriséieren, hir Aarbecht ze maachen. Da muss ee mer erklären, wéi een dat wëllt maachen, andeem een enger Prostituéiert et erlaabt ze schaffen, wéi een dat a Schweden mécht, an dann awer de Client pénaliséiert.

Mir hunn hei verschidde Saachen an eisem Land, vun deene kee gär schwätzt, ob dat d'Prostitutioun, ob dat d'Ofdreiwung, ob dat de Pacs oder d'Euthanasie ass.

Ech wier frou, wa mer de schwedesche Modell hei am Land net kréien, an ech géif mer och wënschen, dass vläicht eng Kéier d'CSV an d'Oppositioun géif kommen, well da géifen och déi Scheiklappen eng Kéier hei an deem Land falen.

(Interruptions)

M. le Président.- D'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech géif dem Här Bettel just wëlle soen, datt a Schweden normalerweis keng CSV-Regierunge bestinn, a wann déi esou Modeller aféieren, an net nëmmen a Schweden, mä an deenen anere Länner am Norden, dann, mengen ech, ass dat net, well déi alleguer esou chrëschtlech an esou kathoulesch sinn.

(Interruption)

M. le Président.- Här Bettel, Dir hat virdru selwer gemahnt, dass Dir net sollt ënnerbrach ginn.

Plusieurs voix.- Oh!

(Hilarité)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Den Här Bettel ass eng Mimosa; mir wëssen dat, an duerfir loosse mer dat duerchgoen.

Här President, de Moien hate mer eng Réunioun an der Chamberskommissioun, an et war schued, datt den Här Bettel eréischt zum Schluss komm ass.

(Interruptions)

Une voix.- En hat keng Zäit.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Mir hunn an der Chamberskommissioun eng Kartographie iwwert d'Prostitutioun vu Lëtzebuerg virgestallt a mir hunn eng ILReS-Ëmfro virgestallt, wou och gesot gëtt, wéi et ebe mat der Prostitutioun zu Lëtzebuerg ausgesäit, wou Spezialistinne sech doriwwer informéiert hunn am Milieu eng Kéier selwer mat de Prostituéierten, mat deene Professionellen do, an och d'Parteie gefrot hunn, dozou Stellung ze huelen.

Dir kënnt also alleguerten nokucken, wat d'Meenung ass vun deene verschiddene Parteien dozou, an och d'Meenung vun deene Leit, déi op der Plaz schaffen.

Et war e Freidegowend eng Sitzung vu Prostituéierten ageruff ginn, wou och den Här Bettel als Sozialschäffe vun der Stad Lëtzebuerg invitéiert war. Da waren awer d'Sozialservicer vun der Stad Lëtzebuerg invitéiert...

(Interruption)

Neen, mä ech wëll elo grad soen, ech hunn elo grad hei gesot kritt, ech misst meng Beamten am Grëff hunn, da wier et vläicht gutt, wann Dir Är och dran hätt.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Da muss een also wëssen, datt d'Stad Lëtzebuerg net do war, wéi hir 60 Prostituéierten do waren, fir ze soen, wat hir Meenung an hir Virstellungen doriwwer sinn.

(Interruption)

Fir elo op déi Etüd ze kommen - an dat wollt ech Iech eigentlech just soen, Här Bettel; ech wëll mech entschëllegen, datt ech Iech ënnerbrach hat -, dat ass eng Etüd, déi ass net gemaach gi vun der finnescher Regierung, mä se ass gemaach ginn...

(Interruption)

…vun dem norwegesche Justizministère, mä dat ass awer net esou wichteg - dat ginn ech gären zou.

(Interruption)

Déi Etüd mécht de Verglach tëschent deene Modelle vu Schweden a vun Holland. An aus deem Rapport kann ee villes erausliesen. Et ass jo elo geschwë Vakanz; vläicht wëllen dann d'Deputéiert sech dat emol ukucken an dann de Verglach dovunner maachen, wat deen een an deen aneren aus där Etüd hei fir sech erauszitt, a wat deen een doranner liest a wat deen aneren doranner liest.

Zum Beispill gëtt virgehäit, datt een net d'Zuelen dovunner géif wëssen, wéi vill illegal Prostituéiert a Schweden wieren. Et ass awer d'selwecht an Holland! An deemselwechte Rapport steet dran, datt een do och net wéisst, wéi d'Zuele sinn. Elo géif ech emol gär wëssen, wien iwwerhaapt géif feststellen, wann eppes an der Illegalitéit ass, wou een dann déi Leit géif ziele goen, déi illegal wieren. Wann ee se kéint ziele goen, da wiere se jo net méi illegal!

(Interruption)

Duerfir ass et jo ëmmer, wann een esou Geschichten do opstelle geet, net esou einfach, fir dat ze beweisen. Duerfir kënne mer jo och net soen, wéi vill datt et der zum Beispill hei zu Lëtzebuerg gëtt.

Den Här Bettel freet dann, ob d'Zuele vun der Prostitutioun a Schweden zréckgaange wieren.

Do soen ech gären, datt ech éischtens ni gesot hunn, datt ech wéilt de schwedesche Modell hunn. Ech hu ganz virsiichteg gesot, well ech gi mam Alter och méi virsiichteg - dat léiert Der vläicht och nach, Här Bettel -, fir ze gesinn, datt een an där doter Fro...

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Wat hutt Der da géint déi schwedesch Modeller? Dat sinn dach lauter schéi Meedercher!

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Oh!

M. le Président.- Loosse mer beim Thema bleiwen.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech wëll och net d'Leit als Modellen huelen, well Leit méi eppes Wäertvolles si wéi Modellen.

Duerfir wéilt ech soen, datt, nodeems ech gemengt hat, et kéint eng Äntwert sinn, wann een dat géif als eng Professioun, och nach an engem Eroscenter, maachen. Doriwwer kënne mer awer gären op anere Plazen diskutéieren, wa mer méi Zäit hunn a wou et awer vläicht och manner spannend ass, well jo dann net jiddfereen dat gesäit, duerfir maache mer dat jo léiwer hei wéi an enger Kommissioun, fir dann och ze weisen, wat d'Avantagë sinn...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Ech soen dann nach eng Kéier, datt ech haut mengen, datt et kee gudde Modell méi ass.

(Interruption)

Une voix.- Den Eroscenter?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ma, soen ech dann elo eppes aneschters?! Dir lauschtert iwwerhaapt net no! Et ass egal, wat een hei seet, well Dir lauschtert net no!

Ech sinn amgaangen, Iech ze erklären, firwat ech haut mengen, datt et kee gudde Modell méi wier. Wann ech dat viru sechs Méint soen, da soen ech dat och elo nach!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, jo, et ass gutt!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Also!

Une voix.- Très bien.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Duerfir soen ech Iech, wa mer hei zu Lëtzebuerg, an engem klenge Land, esou eppes ubidden, wann Dir mengt, Dir hätt de Courage, an nach eng Partie anerer heibannen, op 180 an d'Adolphe-Fischer-Strooss ze goen, well dann all Mënsch weess, datt do en Eroscenter ass, wann Der da mengt, jiddferee géif dohinner goen, da mengen ech wierklech, datt Der awer d'Situatioun vu Lëtzebuerg mësskennt. Déi Leit ginn éischter op Tréier a se ginn éischter op Thionville, mä ech mengen net, datt se hei zu Lëtzebuerg an den Eroscenter géife goen.

Dat ass ee vun de Punkten dovunner. Et gëtt der awer nach eng ganz Partie anerer. Duerfir soen ech Iech...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Lauschtert der Argumentatioun vun der Madame Minister no!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Duerfir soen ech Iech...

M. le Président.- Ech hunn d'Gefill, dass dat Thema heibannen zimlech vill excitéiert. Duerfir berouegt Iech elo!

(Hilarité et interruption)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, wann dat Thema och net géif excitéieren...!

(Hilarité)

Duerfir wollt ech soen, datt a Schweden och eng ganz aner Mentalitéit ass, wat d'Gläichstellung zwëschent de Männer an de Fraen ubelaangt. Dat muss een och wëssen. Et muss een och wëssen, an dat hunn ech och an där Pressekonferenz do gesot - ech maachen awer net der Press de Reproche dofir -: Si hunn och vill manner eng multikulturell Gesellschaft, wéi mir se hunn. Si hunn op ville Pläng eng aner Astellung dozou.

Ech hu gesot, wann ech an dësem Moment eng Preferenz hätt, da wier et éischter eng fir de schwedesche Modell. Ech mengen net, datt een dat nach méi virsiichteg kann ausdrécken.

Ech hätt eigentlech gären, datt mer géifen hei doriwwer diskutéieren, wat dat heescht, a kucken, wat mer hei fir Lëtzebuerg kënne maachen.

Wann ech dann op dee Modell do zréckkomme vu Schweden an och dorobber zréckkommen, wéi et do ausgesäit, dann haten a Schweden, ier déi Législatioun a Kraaft getratt ass, 2.500 Prostituéiert geschafft op eng Populatioun vun aacht Milliounen. Dovunner ware 25% Prostituéiert, déi op der Strooss geschafft hunn, a 75% an den Appartementer, a Bordellen a soss iergendwou. An déi Zäit ass gesot ginn, datt 12% vun de Männer aus Schweden géifen déi sexuell Servicer do akafe goen.

Wann Der dann Holland kuckt, dann haten déi am Joer 2000 25.000 Prostituéiert fir eng Populatioun vu 16 Milliounen Awunner. Dat heescht, et waren duebel esou vill Awunner wéi a Schweden a fënnefmol méi Prostituéiert.

Am schwedesche Modell ass d'Prostitutioun a Schweden vun 1998 bis 2003 op der Strooss ëm 41% zréckgaangen. An et gëtt geschätzt, datt am Moment 400 Prostituéiert a Schweden sinn op nach ëmmer aacht Milliounen. Wéi gesot bleift et schwéier, fir prezis Statistiken doriwwer ze kréien, wat dann an den Appartementer zënter dem Akraafttrieden a Schweden geschitt. Allerdéngs weess een och net méi doriwwer, wat an Däitschland respektiv an Holland ass, wou d'Prostitutioun legaliséiert ginn ass.

Wéi ass et mat der Amélioratioun vun de Liewenskonditioune vun de Prostituéierten?

D'schwedesch Regierung hat zwëschent 2004 an 2006 3,2 Milliounen Euro investéiert géint de Fraenhandel an och fir hiert Prostitutiounsgesetz ze ënnerstëtzen.

500.000 Euro sinn agesat gi fir alles, wat mat der Problematik vun der Gewalt géint Fraen ze dinn hat. De Fraenhandel ass a Schweden opgrond vun deem heite Gesetz gebremst ginn, an et gëtt opgrond dovunner och vill manner Prostituéiert.

(Interruption)

Dat ass schwéier. Ech hunn et ewell eng Kéier gesot: Dat ass schwéier an och an deenen anere Länner gëtt et keng.

Duerfir, wann een et also legaliséiert, huet ee keng Zuelen, a wann een et net legaliséiert, huet een och keng.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wéi kënnt Der da soen, dass et erofgeet?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Mä well se awer festgestallt hunn, datt der vill manner op der Strooss sinn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- A wat bannen ass?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Et gëtt e Rapport vun der Madame Gunilla Ekberg aus Schweden - vläicht kënnt Der Iech deen dann och nach fir d'Vakanz organiséieren -,...

(Hilarité)

...an deem gesot gëtt, datt vill vun de Prostituéierten, déi virauser do waren, op d'sozial Servicer gaange sinn, fir Hëllef ze kréien a fir aus der Prostitutioun erauszekommen.

D'Gesetz hat een ofschreckenden Effekt virun allem op jonk Fraen, déi an enger familiärer Rupture waren, déi drogenofhängeg waren. Si sinn an deene Strukturen opgefaang ginn, an dat hat e positiven Effekt op hir Gesondheet.

Positiv ass sécher awer och, datt d'Bevölkerung tëschent 81 a 86 Prozent dat

Gesetz ënnerstëtzen an datt déi schwedesch Police seet, datt dat Gesetz eng Barrière wier géint de Fraenhandel.

Dir frot da wéi et wier mat der Kriminalisatioun vun der Prostitutioun, an do seet deen Aarbechtsgrupp, datt eigentlech déi fein Clientèle - ech weess net richteg wien dat ass, déi dohinner ginn - net méi géif dohinner goen, mä datt déi speziell Clienten awer dobliwwe wieren an datt dat déi wieren, déi elo natierlech och ëmmer nach méi bei d'Frae géife goen, wou déi sech dann och nach géife méi attackéiert spieren, mä et awer och keng evident Beweiser gëtt, zënter dem Antriede vum Gesetz, datt dat och wierklech changéiert hätt.

Dat Gesetz hat awer onerwaart aner Forme kritt. Här President, Dir fänkt hei u mer d'Luucht ze weisen. Ech wëll awer soen, datt dorobber Strofdote komm sinn, an zwar zum Risiko vun de Clienten. Meedercher, déi koumen an hu sech als Prostituéiert ausginn, an déi hunn den Type Sue geholl, an de potenzielle Client ass net méi bei d'Police gaang, well e gefaart huet fir ugeklot ze ginn; an anerer, déi bei Prostituéierte waren, wou d'Prostituéierte gesot hunn: Ma mir mellen lech elo bei der Police, also réckt emol nach eng Kéier d'Suen eraus!

Dir gesitt also, datt sech an deem Sënn Saache geännert hunn an de Machtverhältnisser vu vireraus vis-à-vis vun de Prostituéierten a vis-à-vis vun hire Clienten.

Datt et en negativen Aspekt ass, datt d'Präisser gefall sinn an datt se sech nach méi musse prostituéieren, do fannen ech jo, datt dat och keng Äntwert a keng Léisung ass. Schweden huet ganz villes gemaach, wéi gesot, fir eben och géint dat Ganzt, alles dat, wat mat Gewalt a Prostitutioun ze dinn huet, virzegoen. D'Ëmännerung vum Code pénal ass begleet gi mat Mediëcampagnen, mat Sensibilisatiounscampagnen, och vis-à-vis vu Kanner.

Ech géif wëlle soen zum Schluss, datt et schwéier wär fir d'Prohibitioun duerchzesetzen. Et ass ëmmer schwéier fir esou eppes duerchzesetzen. Viru 50 Joer konnt kee sech virstellen, datt eng Kéier géif iergendwou gesot ginn, datt d'Kanner net méi däerfte geschloe ginn. Du haten d'Schweden déiselwecht Initiativ geholl aus Mënscherechtsmotivatiounen. Haut stellt kee méi dat a Fro. An et ginn nach ëmmer Kanner geschloen an et ginn nach ëmmer Kanner mësshandelt an et geet einfach ëm d'Fro: Wat fir eng Gesellschaft wëlle mer?

Eng Legaliséierung bréngt och ville Frae keng Verbesserung, an an eise Länner hu mer och Prostituéierter, déi aus aarme Länner kommen, déi total verschëllt sinn an déi sech eigentlech net konnte wieren. Dofir denken ech ass et wichteg ze wëssen, wéi mer wëllen domadder ëmgoen. An ech hat och an där Pressekonferenz gesot, datt ech bis elo keng gutt Léisung fonnt hunn, an dofir wier ech virsiichteg fir dee schwedesche Modell.

Ech denken awer, datt et wichteg ass, datt mer heidriwwer diskutéieren an, Här President, fir mech bleift eigentlech eng wichteg Fro, an déi géif ech wëlle jiddferengem stellen: Wëllt ee vun lech sech prostituéieren oder wëllt een, datt säi Kand sech muss prostituéieren?

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- A wann een dat mat Nee beäntwert, da froen ech mech, firwat datt aner Leit dat solle maachen.

Ech soen lech Merci.

Une autre voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen elo zur nächster Fro. Dat ass d'Question avec débat vum honorabelen Här Schank iwwert de Musée vun der Lee zu Maarteleng. De Marco Schank huet d'Wuert.

9. Question avec débat N°23 de M. Marco Schank relative au Musée de l'Ardoise de Haut-Martelange

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Oktober 1992 gouf an engem Avis vum Regierungsrot ageschriwwen, datt, ech zitéieren: «Ce site industriel», dat war fir d'Leekolle vun Uewermaartel, «constitue un atout indéniable pour le développement des potentiels économique, culturel et touristique.» Deemools hunn allerdéngs d'Leekollen dem Stat nach net gehéiert.

An den Uewermaarteler Leekolle mat hiren zum Deel risegen ënnerierdesche Galerië läit een enormen touristesche Potenzial. Just als Beispill, déi gréisst Galerië sinn am Duerchschnëtt 100 bis 150 m laang, 100 m héich an 12 bis 15 m breet.

Ech sinn der Meenung, datt, wann de Site Uewermaartel ganzheetlech valoriséiert gëtt, zesummenhängend, an och nëmmen eng oder zwou Galerien zougängeg ginn, wéinstens gradesou vill Leit Uewermaartel wäerten an Zukunft visitéieren, wéi dat am Moment mat Veianen de Fall ass; Veianen, wat jo ee vun eise gréissten touristeschen Unzéiungspunkten duerstellt.

De Site Leekolle vun Uewermaartel ass als industrielle Patrimoine net nëmmen eemoleg fir Lëtzebuerg, mä och fir Europa. Wann een de Verglach vu Siten hëlt an Däitschland wéi Fell oder Bundenbach oder och dee gréisste Musée a Wales respektiv Fumay a Frankräich, d'Villfalt ass néierens esou grouss wéi zu Uewermaartel; 8 ha grouss, mat net manner wéi 26 originale Gebaier, mat alen typeschen Aarbechterhaiser, mat Villae vum Patron, mat deem risege Spalthaus „Johanna", Atelieren, eng al „Jangeli's"-Gare an esou weider an esou fort.

D'Leekolle sti fir eng typesch a grouss Industrie aus de Lëtzebuerger Ardenne vum 19. an 20. Jorhonnert, an an den 20er Jore vum leschte Jorhonnert hu méi wéi 600 Aarbechter op der Koll geschafft, déi dee Moment méi Leeë produzéiert hunn, wéi an der ganzer Belsch.

2005 gouf eng Etüd an Optrag ginn, fir erauszefannen, wéi een dann dee Site kéint pedagogesch, touristesch, ekologesch an ekonomesch valoriséieren. An dësem Kontext wollt ech wëssen, wou d'Ëmsetzung vun der Etüd drun ass, respektiv ob hei an Zukunft a verschidde Phase virgaange gëtt. A mengen Ae kënnt ee laangfristeg wahrscheinlech net laanscht ee Projet de loi, well de Site esou grouss an esou komplex ass.

Wichteg ass och, wéi den Opbau vum Musée weidergedriwwe gëtt. Dofir meng Fro, wéi et mam zukünftege Musée vivant weidergeet. Insgesamt kënnt Der lech jo virstellen, datt mer e gutt duerchduechten interaktive Visitor-Center kéinten do opriichten; eng Aart Ecomusée, wou eng Partie Aktivitéite ronderëm de Site, ronderëm d'Lee fir d'Visiteure géife stattfannen a wou och de soziale Status vum Aarbechter vis-à-vis vum Patron an där Zäit kéint duergestallt ginn.

Natierlech gëtt et och eng kulturell Vocatioun vun deem Site. Et kann ee sech virstellen, datt an deene Galerië ganz spektakulär Performancë kéinte stattfannen - Sons et lumières oder och Inszenéierungen am Fräiliicht, wéi mer dat elo viru kuerzem och um Site haten.

Ee wichtege Punkt dann ass d'Sécuriséiere vum Site selwer, wat eng wichteg Roll spillt. Viru kuerzem ass erëm eng Kéier agebrach ginn, wou wäertvollt museologescht Material verschwonnen ass. Insgesamt ass dat och eng Fro vum Récupéréiere vun alem Material, wou dann och Sue gebraucht gi fir Saachen zréckzekafen, déi deemools och wichteg um Site agesat goufen.

D'Gestioun vum Site, mengen ech, muss och iwwert de Groupe de pilotage, deen et gëtt, eraus geplangt ginn, mat enger effikasser Struktur fir de Projet weiderzebréngen, mat engem Echéancier fir déi weider Aarbechten um Site selwer.

Här President, ech soen et nach eng Kéier, Uewermaartel prêtéiert sech op eng eenzegaarteg Manéier fir kulturell a virun allem touristesch favoriséiert ze ginn. Dat op eng lieweg, eng interaktiv Manéier, hunn ech gesot. Dofir wënschen ech mir datselwecht wéi op de Frichë vun eiser Eisenindustrie, de Schmelzen am Süden, datt d'Regierung bereet ass, deen noutwendegen Effort ze maachen, fir an därselwechter Relatioun d'Leekollen am Norden ze valoriséieren.

Ech wollt ganz zum Schluss awer och déi enorm Aarbecht vun de Frënn vun der Lee nach eng Kéier ervirsträichen, déi éierenamtlech enorm vill Zäit a Suen investéiert hunn, an ech wënschen hinnen, datt hir Hartnäckegkeet och am Endeffekt belount gëtt.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Dann huet d'Statssekretärin, d'Madame Octavie Modert, d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Jo, Här President, effektiv steet an der Regierungserklärung vun 2004 dran, datt sollen Etüde gemaach ginn iwwert esou Plaze wéi d'Schieferindustrie, dat heescht d'Leekollen zu Uewermaarteleng, fir ze kucken, wat een dorauser ka maachen, wéi een dat valoriséiere kann. Mir hunn déi Etüde gemaach.

2005 ass déi éischt Etüd gemaach ginn iwwert d'Konzept an déi eventuell touristesch Ausriichtung. Wéi kann een esou eng flott Plaz auswäerten a méi de Leit zougänglech maachen? De Marco Schank huet scho gutt erkläert, wéi wichteg déi Plaz ass a firwat. 2006 hu mer Etüde maache gelooss iwwer Infrastrukturen, déi néideg sinn.

Ech wëll vläicht just nach eng Kéier e Minihistorique an dräi Sätz soen: 1986 ass opgehale ginn an de Leekaulen ze schaffen. Et sinn also haut nach vill Leit do, déi nach wësse wéi geschafft ginn ass a wéi et geet, déi nach eppes doriwwer ziele kënnen. An do si mer amgaangen e Film ze dréinen, deen elo ganz geschwë wäert virgestallt ginn, wou zum Beispill och d'Aussoen an d'Wëssen, den Know-how, vun deene Leit agebonne ginn, fir datt dat net verluer geet.

1999 ass dee ganze Site vun de Leekaulen op den Inventaire supplémentaire gesat ginn. Dat, well ee gesinn huet, datt am Laf vun der Zäit d'Gebaier vernoléissegt gi waren. Den deemolege Besëtzer war d'Gemeng. De Stat hat och scho verschidden Investitiounen dra gemaach iwwert de Ministère vum Aménagement du territoire.

2003 huet dunn de Stat et kaaft. An zanterhier si mer amgaang ze restauréieren an d'Gebaier virum Verfall ze retten. Dat gëtt bezuelt iwwert den ordinäre Budget vum Denkmalschutzamt.

Ech hunn am Ufank gesot, datt 2005 eng Etüd iwwert déi inhaltlech Ausriichtung gemaach ginn ass an 2006 eng iwwert d'Infrastrukturen, wat och heescht iwwert d'Séchere vun de bestehende Gebaier an aneren Infrastrukturen.

Et huet sech nämlech erausgestallt, datt, ier mer ufänken eng inhaltlech Valorisatioun maachen ze kënnen, et natierlech fir d'éischt emol néideg ass, eng Sécherung vun de Gebailechkeeten, souwuel ënnerwéi iwwerierdesch, ze maachen. Mir hunn ugefaange mat deenen haapt- a meeschtbedrohte Gebaier, déi elo restauréiert sinn oder deenen hir Diech nei gedeckt gi sinn (selbstverständlech mat deene Leeën, déi vun der Plaz kommen, déi original waren).

Firwat soen ech dat? Well sech erausstellt, - an dat ass jo de Wäert vun där ganzer Produktiounsplaz -, datt se extrem komplett ass. Dat heescht och, dat ganz vill verschidde Gebaier sech do befannen. Et ass wuel déi komplettsten Anlag, déi et an Europa gëtt, wann net nach iwwer Europa eraus, dat och well nach ganz laang hei geschafft gi war, bis virun 20 Joer. Domat ass souwuel ënnerierdesch wéi iwwerierdesch nach alles do, net nëmmen d'Produktiounsplaz, mä och d'Verwaltungsplazen, d'Wunngebaier, also och, wat de Marco Schank gesot huet, déi sozial Plaze ronderëm. Ausserdeem ass den Know-how haut nach do vun de Leit, dee mer agefaangen hunn iwwer e Film.

Sou, mir mussen also fir d'alleréischt ufänke mat den Infrastrukturaarbechten, wat dat Wichtegst an dat Néidegst ass. Duerno kommen d'Strukturen, an duerno maache mer eis op de Wee, fir e Musée doraus ze maachen. E Musée, deen tatsächlech, esou wéi d'Plaz veranlaagt ass an d'Anlagen do stinn, e Fräiliichtmusée wäert ginn, dee Moment also eisen éischte Fräiliichtmusée hei zu Lëtzebuerg.

Woumat musse mer elo fir d'alleréischt ufänken? Mir hu festgestallt, datt d'Waasser e Problem ass. Et si vill Galerien do, wat logesch ass bei Schiefergrouwen, et ass ënnerdag geschafft ginn, ausgegruewen an ofgebaut ginn. Duerfir sinn d'Kanalisatiounsaarbechten dat Allerdréngendst. Mir hunn och nächstens erëm eng Réunioun ugesat, fir ze kucken, wéi mer mat de Kanalisatiounsaarbechte kënne virgoen, well ech muss lech Eent soen: Esou wichteg wéi déi Plaz do ass an esou flott wéi se ass, esou grouss ass se och; a grouss heescht natierlech och e grousst Ausmooss vun den Aarbechten, an déi wäerte komplizéiert ginn, well ganz vill ënnerdag ze sécheren ass.

Wann ech schwätze vu Kanalisatiounsaarbechten, dann ass dat eng Aarbecht, déi op d'mannst wäert zwee Joer daueren. Zwee Joer si laang, an et wäert héchstwahrscheinlech dräi Milliounen Euro kaschten, wat vill Sue sinn.

Da musse mer no enger Alarmanlag kucken, méiglechst direkt. Mir mussen no Heizunge kucken. Dat ass also vill Detailsaarbecht, well d'Ausmoosse vum Site wéi gesot ganz grouss sinn: Mir schwätzen hei vun aacht Hektar a vu 26 existéierende Gebaier; an dat ass jo nëmmen dat wat haut schonn do steet. Duerno komme mer eréischt un den Opbau vun deem Zousätzlechen, wat mer wëllen a brauchen, fir dat e Musée, e Fräiliichtmusée kann ausgewäert ginn: eng Plaz, fir d'Leit ze emfänken; eng Plaz, fir de Leit de Konzept ze erklären oder virzeféieren; eng Plaz fir d'touristesch a kulturell Ausnotzung an natierlech och fir dat Administratiivt, wat dobäi néideg ass.

Doriwwer eraus kann ee sech virstellen, datt nach en anert Liewe bei d'Schieferkaule kommen kann, andeem een et mat engem neien Aarbechtsliewe fëllt, fir datt d'Aarbecht haut do weidergeet mat Weiderbildung an Ausbildung.

Ech hu gesot, datt déi Anlagen hei eng rieseg Dimensioun hunn, an datt et Sënn mécht no hinnen ze kucken, well et en eemolege Site ass, well et déi komplettste Schieferanlage sinn, well et eng wichteg Industrieanlag war an där Zäit, déi éischt Industrie deemools hannert der Eisenindustrie, wat also och ekonomescht Gewiicht bedeit fir den Norde vum Land. D'Aarbechtsplaze sinn och déi Zäit schonn iwwert d'Grenzen eraus besat ginn.

An dat bedeit, datt et haut nach fir den Norde ganz interessant ass, déi do Anlagen haut kënnen ze erhalen an enger anerer Form, mat engem anere Liewen, als eng méi museal Struktur.

Mir sinn also amgaang, Bestehendes ze sécheren an ze restauréieren, an da musse mer et valoriséiere mat Accueil, mat de museale Strukturen, mam Ariichte vum Musée, an zwëschenduerch natierlech och no Personalstrukture kucken.

Bref, mir sinn amgaangen d'Etüden auszewäerten an d'Etüde lues a lues, Stéck fir Stéck, kënnen an d'Praxis ëmzesetzen, well et ass e laangfristege Projet.

Ech kéint lech nach soen, wat de Moment vun Animatioun souwisou schonn op der Plaz leeft: dat ass ganz vill. Dir wësst dat wahrscheinlech a waart wahrscheinlech schonn do. Déi Aktivitéite sinn an engem ganz grousse Mooss de Frënn vun der Lee ze verdanken, déi eng ganz gutt Aarbecht do maachen. Mir hu jo vun der Regierung aus enger Persoun eng Deeldécharge ginn, fir kënnen no der Entwécklung an der Auswäertung vum Site ze kucken, an déi Persoun mécht hir Aarbecht exzellent.

Ech ginn net op den Detail a vun deem, wat ass, an och net vun deem, wat mer wëlle lues a lues op d'Féiss setzen. Ech wëll awer soen, datt et näischt Kuerzfristeges ka ginn. Et ass einfach ze grouss dofir. Dat gëtt lues a lues opgebaut. Dat muss een an enger méi mëttelfristeger Perspektiv gesinn. Direkt maache mer déi Investitiounen an déi Arbechten, déi direkt oder dréngend musse gemaach ginn.

Ech muss och soen, et stoung an der Regierungserklärung vun 2004. D'Etüd ass vun 2005, nei Etüde si vun 2006. Mir sinn also amgaange systematesch dorun ze schaffen. Investitiounen, Infrastrukturen, Sécherungsaarbechten, dann d'Strukturen, da museal a museologesch Inhalter. Vu déi Dimensiounen, déi am Spill sinn, wäert dat do daueren. Et ass en Ausmooss, wat sech och um finanzielle Plang wäert deementspriechend nidderschloen. Och dofir soen ech, et ass e mëttelfristeg ugeluechtene Projet. Ech ginn dovunner aus, datt mer en ënner Form vun engem Gesetzesprojet mussen zu engem Moment oder engem aneren heihinner bréngen. Ganz kloer.

Et ass e mëttelfristegen Opbau, dee sech awer lount, vun enger Industrie, déi laang do fonctionnéiert huet, an déi dann duerno laang kann an enger neier Form weidergefouert ginn am Norden.

Datt et näischt Kuerzfristeges ass, datt et eppes op d'mannst Mëttelfristeges ass, soen ech och dohier well et wichteg ass, et realistesch unzeleeën, an dat musse mer och am Zesummeschaffe mat anere betraffene Ministèrë maachen, well mir nëmmen esou op dee beschte Wee kënne goen, fir eng Kéier deen éischte Fräiliichtmusée hei am Land kënnen ze kréien.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Revisiounsvirschlag iwwert den Artikel 16 vun eiser Verfassung. Et sinn ageschriwwe bis elo: d'Madame Flesch, den Här Bodry, den Här Braz an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

10. 5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun vun den Institutiounen an der Verfassungsrevisioun schléit haut der Chamber vir, den Artikel 16 vun eiser Verfassung ofzeänneren.

Den Artikel 16 gesäit vir, dass kee säin Eegentum kann ewechgeholl kréien, et sief dann am Intérêt général a géint d'Bezuelen am Viraus vun enger gerechter Indemnitéit.

Bei der Ofännerung vun haut geet et drëm, fir bei der Indemnitéit am Fall vun enger Enteegnung den Ausdrock «préalable» ze supprimëieren. Den Ulass vun dëser Revisioun vum Artikel 16 vun der Verfassung läit bei den Arrêtë vum Verfassungsgeriicht vum 7. Februar 2003 a vum 12. Mee 2006.

Fir d'Verfassungsgeriicht sinn d'Artikelen 28 an 32 vun dem Gesetz vum 15. Mäerz 1979 iwwert d'Expropriatioun an d'Artikele 27, 34 a 35 vun dem Gesetz vum 16. August 1967 iwwert de Fonds des routes net konform zum Artikel 16 vun der Verfassung.

Déi virgenannt Artikelen erlaben et dem Geriicht, am Rahme vun der Enteegnungsprozedur eng Entscheedung ze huelen, duerch déi de Stat oder d'Gemengen an de Besëtz vun Immobilie kommen no der Consignatioun vun enger virleefeg festgesater Indemnitéit. Fir d'Verfassungsgeriicht ass all gesetzlech Bestëmmung, déi en deelweisen oder och totalen Transfert vun Eegentumsrechter erlaabt, ouni dass virdrun déi ganz Indemnitéit bezuelt gouf, net mam Artikel 16 vun der Verfassung vereinbar, deen eng Indemnité juste et préalable virgesäit.

No deenen Arrêtë vum Verfassungsgeriicht konnt keng Enteegnung méi virgeholl ginn. De Stat an d'Gemengen hunn een onentbehrlecht Instrument verluer, fir an de Besëtz vun deenen Immobilien ze kommen, déi noutwendeg si fir eenzel Projeten am Intérêt public ze verwierklechen.

D'Kommissioun vun den Institutiounen a vun der Verfassungsrevisioun huet sech am Juni 2006 no deene leschten Arrêtë vum Verfassungsgeriicht mat der Problematik befaasst. Si ass zur Schlussfolgerung komm, dass eng Ofännerung vun de Gesetzer vun 1979 an 1967, déi ech virdru genannt hunn, keng Léisung géif duerstellen, mä dass den Artikel 16 vun der Verfassung misst ofgeännert ginn, fir dem Stat ze erlaben, och an Zukunft d'Enteegnungsprozedur unzewenden.

D'Verfassungskommissioun huet an hirer Sitzung vum 12. Juli 2006 eestëmmeg eng Ofännerung vum Artikel 16 vun der Verfassung ugeholl, mat folgendem Wortlaut: «Les dispositions de l'alinéa qui précède», deen ech virdrun zitéiert hunn, «ne font pas obstacle au transfert de propriété et à l'envoi en possession de l'expropriant des biens expropriés après paiement d'une indemnité provisionnelle évaluée par l'autorité judiciaire». Dat hätt also bedeit, dass dee Moment d'Indemnitéit, déi d'Geriicht festsetzt, direkt un den Exproprié hätt missen ausbezuelt ginn an net méi consignéiert gi wär. D'Regierung huet den 19. Oktober 2006 der Chamber matgedeelt, dass si mat deem Virschlag d'accord wär. Allerdéngs huet d'Regierung virgeschloen, och d'Méiglechkeet vun der Consignatioun an der Verfassung virzegesinn.

A sengem Avis vum 22. Mee 2007 kënnt de Statsrot - eigentlech kuerz gefaasst - zu enger dräifacher Konklusioun:

Éischtens: All Versuch, fir d'Gesetzgebung iwwert d'Enteegnung ofzeänneren, och duerch dat direkt Ausbezuele vun engem Deel vun der Indemnitéit, wäert weiderhi vum Verfassungsgeriicht als net konform zum Artikel 16 ugesi ginn, well d'Verfassungsgeriicht dat komplett Ausbezuele vun der Indemnitéit verlaangt;

zweetens: De Stat kann net op d'Consignatioun verzichten. Ausserdeem stellt de Statsrot fest, dass d'Consignatioun eng grouss juristesch Sécherheet och fir déi Persoun duerstellt, déi enteegent gëtt, an

dréttens, an dat ass eigentlech d'Haaptargument: Et soll ee vermeiden, juristesch Notioune wéi «Envoi en possession», «Transfert de propriété» oder och «Consignation», déi aus dem Zivilrecht kommen, an d'Verfassung anzeschreiwen. Dofir kënnt de Statsrot och zur Schlussfolgerung, dass d'Chamber gutt berode wär, fir den Ausdrock «Indemnité préalable» an der Verfassung opzeginn.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

De Statsrot huet awer och a sengen allgemengen Iwwerleeungen ënnersicht, ob een deen Term «préalable» kéint sträichen, ouni internationaalt Recht ze verletzen. Hien huet also och ënnersicht, awéiwäit d'Indemnité préalable an internationale Konventioune virgesinn ass.

De Statsrot an och déi zoustänneg Chamberskommissioun hunn awer och Texter vum Artikel 16 vun eiser Verfassung mat deenen entspriechenden Artikele vun den Nopeschlänner verglach. Wat déi international Konventiounen ugeet, déi eist Land ratifizéiert huet, kann ee feststellen, dass keng Konventioun d'Noutwendegkeet vun enger Indemnité préalable virgesäit, déi also misst bezuelt ginn, éier et zu engem Transfert vun der Propriétéit kënnt. Souwuel d'Déclaration universelle des droits de l'Homme vun der UNO vun 1948, och wéi se 1956 ofgeännert ginn ass, an déi europäesch Mënscherechtskonventioun vun 1952 gesi keng Indemnité préalable vir.

De Statsrot zitéiert och den Artikel 17 vun der Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun, déi jo vill an der Diskussioun war an der leschter Zäit. An deem Artikel ass virgesinn, dass déi Persoun, déi expropriéiert gëtt, eng Indemnisatioun muss kréien, déi en temps utile géif bezuelt ginn. En temps utile ass also wäit vun der Indemnité préalable ewech.

Och d'Jurisprudenz, besonnesch déi vun der Mënscherechtscour vu Stroossbuerg, gesäit keng Dispositioun oder huet aus hirer Jurisprudenz ni vun enger Indemnité préalable geschwat. Si huet sech ausgesprach iwwert déi juste Indemnitéit, mä net, dass se am Viraus misst bezuelt ginn.

Wat d'Verfassungstexter vun deenen eenzelnen europäesche Länner ugeet, stellt ee fest, dass kee Land, ausser Frankräich an d'Belsch, an hire respektive Verfassungen Texter ageschriwwen hunn, déi verlaangen, dass d'Indemnitéit am Fall vun der Enteegnung au préalable misst ausbezuelt ginn. A Frankräich an an der Belsch, déi ähnlech Verfassungstexter hu wéi eist Land, huet d'Jurisprudenz allerdéngs eng ganz flexibel Interpretatioun vum Ausdrock «indemnité préalable» ginn. An deenen zwee Länner sinn déi héchst Geriichter zur Meenung komm, dass eng Enteegnung, dat heescht een Envoi en possession vun den öffentleche Persounen a mat der gläichzäiteger Festsetzung vun enger Indemnité provisionnelle, esou wéi eis Gesetzer et och virgesinn, mat hiren - dat heescht, deene franséischen a belsche - Verfassungstexter konform wären. Eng Interpretatioun, déi allerdéngs eist Verfassungsgeriicht an hiren Arrêten net gedeelt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun vun den Institutiounen an der Verfassungsrevisioun huet sech dofir dem Virschlag vum Statsrot ugeschloss. D'Kommissioun ass averstanen, fir deen neien Text vum Artikel 16, esou wéi de Statsrot et virschléit, folgendermoossen ze preziséieren oder ze redigéieren an dobäi den Term «préalable» ewechfalen ze loossen. Den Text wier also deen heiten: «Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, éier ech zum Schluss vu mengem mëndleche Rapport kommen, wëll ech awer nach op zwou Froen agoen, déi och an der Kommissioun opgeworf si ginn. Eng éischt betrëfft den Artikel 545 vum Code civil, deen, esou wéi den Artikel 16 vun der Verfassung, deeselwechte Wuertlaut huet an och eng Indemnité juste et préalable virgesäit am Fall vun der Expropriatioun. Am Sënn vun der Koordinatioun géife mer d'Regierung bieden, och den Artikel 545 vum Code civil ofzeänneren.

Eng zweet Bemierkung betrëfft d'Gesetzer iwwert d'Enteegnung, dat heescht, d'Gesetzer vum 15. Mäerz 1979 a vum 16. August 1967. Deen neien Text vum Artikel 16, esou wéi ech en elo virgelies hunn, huet de Virdeel, dass déi bestehend Gesetzer iwwert d'Enteegnungsprozedur net brauchen ofgeännert ze ginn. Allerdéngs war d'Verfassungskommissioun der Meenung, dass d'Regierung gutt berode wär, fir awer och déi Texter nozekucken an der Verfassungskommissioun virum zweete Vote iwwert den Artikel 16 Rapport ze maachen iwwer Schwieregkeete bei der Uwendung vun der Enteegnungsprozedur, an och eventuell ze kucken, wéi een déi Prozedur kéint am Intérêt vum Exproprié nach verbesseren.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech lech bieden, elo an engem éischte Vote Är Zoustëmmung ze ginn zu dem Text esou wéi d'Verfassungskommissioun den Artikel 16 virgesinn huet. Ech kann och hei soen, dass ech den Accord vu menger Fraktioun zu där Ofännerung ka ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'alleréischt selbstverständlech dem Rapporteur Merci soe fir säi Bericht. Ech wëll awer derbäifügen, dass hien als President ons Aarbechten an der Kommissioun wéi gewinnt mat sécherer a fester Hand duerch de Labyrinth vun den Diskussioune geféiert huet bei engem Projet, dee ganz wichteg ass, awer deen och komplex war, well mer am Ufank net genee woussten, a wat fir eng Richtung mer ons orientéiere sollten.

Zweetens, Här President, wëll ech d'aussergewéinlech Qualitéit vum Avis vum Conseil d'État ënnersträichen, dee sech d'Méi ginn huet, wierklech Texter an d'Jurisprudenz um internationale Plang an an den Nopeschlänner am Detail ze analyséieren, wat doudsécher eng gutt Hëllef fir ons alleguerte war, fir zu enger Solutioun an dëser Diskussioun ze kommen.

Wann ee vun Expropriatioun schwätzt, Här President, da weess een, dass een d'Fro opwerft vum Equiliber, dee muss bestoen tëschent der Protektioun vun der Propriété privée engersäits an den Exigenze vum allgemengen Interessi op där anerer Säit. An ech mengen de Conseil d'État huet zu Recht ënnerstrach, an ech zitéieren en elo: «La notion de propriété n'a plus la signification exclusive et sacrée qui lui fut réservée au dix-neuvième siècle. Une prise en considération plus prononcée de l'intérêt général correspond à la conception moderne de ce droit.»

Här President, ech wëll net am Detail de Rapport weder schréftlech nach mëndlech vum Här Meyers widderhuelen. Mir si mat deem Rapport d'accord, mä ech menge vu d'Wichtegkeet vun där Décisioun, déi mer elo hei mussen huelen, ass et awer derwäert, nach eng Kéier ganz kuerz ze résuméieren, wat d'Situatioun ass virun där mir stinn als Constituant, an och drun ze erënneren, wat déi verschidden Etappe ware vun der Evolutioun bis mer zu deem Text komm sinn, deen elo der Chamber virläit.

Wéi gewosst, gesäit den Artikel 16 vun onser Verfassung elo haut vir: «Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi et moyennant une juste et préalable indemnité.» Wéi de Rapporteur gesot huet, huet d'Cour constitutionnelle de 7. Februar 2003 an den 12. Mee 2006 dräi Arrêtë geholl an deem Domän an ass zur Konklusioun komm, dass den Droit de propriété en Droit fondamental ass, an dass ee littéral de Bestëmmunge vum Artikel 16 vun der Verfassung nokomme muss, dat heescht, dass d'Indemnitéit net nëmme muss gerecht sinn, mä dass se muss am Viraus bezuelt ginn, «préalable».

D'Cour huet ganz kloer gesot, eng Indemnité provisionnelle geet net duer an «porte atteinte au droit de la propriété». Dofir huet, wéi de Rapporteur et gesot huet, d'Cour deemools gesot, d'Artikelen 28 an 32 vum Gesetz vum 15. Mäerz 1979 iwwert d'Expropriatioun an d'Artikele 27, 34 a 35 vum Gesetz vum 16. August '67 iwwert d'Grande voirie an de Fonds des routes sinn net konform zum Artikel 16 vun der Constitutioun. A vun deem Moment un hu mer alleguerte kënne feststellen, dass keng Expropriatioun méi konnt getätegt ginn, an dass déi zwee Gesetzer also inapplicabel gi waren.

Et ass ganz kloer, dass esou eng Situatioun en negativen Impakt huet iwwert d'Manéier, wéi d'Regierung an och aner öffentlech Kollektivitéite kënne virgoen, wa se wëllen e grousse Projet, en Infrastrukturprojet realiséieren, an dass dat dozou féiert, dass, wann een an där Situatioun wëllt zu engem Ergebnis kommen, da mussen d'öffentlech Kollektivitéite Präisser offréieren, déi nëmme kënnen zur Surchauffe vum Immobiliemaart bäidroen. Et ass also keng glécklech Situatioun a mir mussen aus där Situatioun erauskommen.

Dofir huet d'Kommissioun gesot, mir mussen eppes maachen, a war der Meenung, dass een net kéint verfueren iwwert de Biais vun enger Modifikatioun vun der Gesetzgebung, well ee sech do ëmmer erëm un dem Obstacel vun der Indemnité préalable vum Artikel 16 géif stoussen. De Conseil d'État ass mat op dee Wee gaangen an huet gesot, dass, well d'Cour constitutionnelle esou eng littéral Interpretatioun vum Artikel 16 ginn huet, eng Ännerung vun der Constitutioun net géif kënnen interpretéiert ginn als e Versuch fundamental Rechter a Fro ze stellen.

Mir haten hei eng Situatioun, wou mer iwwer eng Modifikatioun vun der Gesetzgebung net erauskomm wären. Mir hunn also misse proposéieren d'Verfassung ze änneren. Wéi et de Rapporteur gesot huet, huet d'Kommissioun fir d'éischt proposéiert gehat, alles iwwert de Wee vun de Geriichter ze léisen, dat heescht, en Text, dee virgesinn huet: «Les dispositions de l'alinéa qui précède ne font pas obstacle au transfert de propriété et à l'envoi en possession de l'expropriant des biens expropriés après paiement d'une indemnité provisionnelle évaluée par l'autorité judiciaire.» Et war also de Riichter, deen do hätt missen eng Décisioun huelen. Domadder wär de Paiement préalable vun der Autorité judiciaire fixéiert ginn an den Transfert de propriété an den Envoi en possession wären och vum Riichter getätegt ginn.

D'Regierung huet an hirem Avis vum 19. Oktober 2006 gesot, mir si mat där Approche d'accord, mä mir hunn e Problem mat der Consignatioun. Mat deem Text, deen Dir proposéiert, hu mer nach ëmmer e Problem iwwert d'Constitutionnalitéit vun der Consignatioun. Doropshin huet d'Regierung proposéiert, den Text ze iwwerhuelen, mä derbäizefügen «après paiement ou consignation».

A sengem Avis vum 22. Mee 2007 huet de Conseil d'État fir d'alleréischt d'Analys gemaach vun der Législatioun um internationale Plang an um Plang vun der Législatioun an den Nopeschlänner an huet festgehalen, dass um internationale Plang weder d'Législatioun nach d'Jurisprudenz d'Nécessitéit vun enger Indemnitéit, déi am Viraus bezuelt gëtt, festgehalen huet.

An den nationale Législatiounen ass et wéi de Rapporteur gesot huet. Et ass nëmme Frankräich, Belgien a Lëtzebuerg, déi d'Notioun vun der Indemnité préalable an hirer Verfassung hunn, mä Frankräich a Belgien hunn eng vill méi flexibel Interpretatioun vun där verfassungsrechtlecher Exigenz zougelooss an hunn dem Wuertlaut vun der Gesetzgebung Rechnung gedroen. An d'Geriichter a Frankräich an a Belgien, y compris de Conseil constitutionnel a Frankräich an d'Cour d'arbitrage a Belgien, hunn eng vill méi flexibel Interpretatioun vun engem Verfassungsartikel ginn, déi ähnlech ass mat där, déi mir de Moment am Artikel 16 stoen hunn. An d'Geriichter an deene Länner waren der Meenung, dass eng Indemnité provisionnelle och dem Wuertlaut vun der Constitutioun Rechnung dréit.

An deemselwechten Avis huet de Conseil d'État festgehalen, dass mer ons mussen d'Mëttel vun der Consignatioun sécherstellen, dass dat eppes ass, wat an där Prozedur enorm wichteg ass, besonnesch well hie festgestallt huet, dass an der Vergaangenheet déi Method vun der Consignatioun u sech zu kenge Schwieregkeeten Ulass ginn huet. Mä de Conseil d'État war net d'accord mat der Propositioun vun der Regierung, dass mer sollen d'Consignatioun aféieren an dass mer sollen eng Terminologie iwwerhuelen, déi am Fong am Zivilrecht hir Plaz huet, mä net am constitutionnellë Recht.

De Conseil d'État huet also proposéiert, dass mer ganz einfach déi Notioun vun der Indemnité préalable solle sträichen. An ech mengen, et ass net onwichteg hei erëm eng Kéier festzehalen, dass déi Notioun vun der Indemnité préalable weder an den internationalen Texter festgehalen ass, nach dass an deene Länner, wou en ähnleche Verfassungstext gëllt wéi onsen, esou interpretéiert gëtt wéi ons Cour constitutionnelle et an enger ganz litteraler Approche gemaach huet.

Ons Verfassungskommissioun huet sech deem Point de vue ralliéiert a war der Meenung, dass, wann ee géif op de Wee goe vum Text, dee vum Conseil d'État virgeschloen ass, den Equiliber tëschent der Protektioun vum private Propriétéitsrecht an der Prise en considération vum Intérêt général gewahrt wär.

Den Text, deen also elo proposéiert ass: «Nul ne peut être privé de sa propriété que

pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi», misst, wann en adoptéiert gëtt, der Regierung an allen öffentleche Kollektivitéiten erlaben, op d'Prozedur vun der Expropriatioun zréckzegräifen.

Här President, dat wëllt awer an onsen Aen net soen, dass d'Expropriatioun soll d'Regel ginn. Si soll nëmmen intervenéieren, éischtens, wann d'Utilité publique etabléiert ass, an zweetens, wann eng Procédure à l'amiable zu kengem Resultat gefouert huet.

Mir sinn nämlech der Meenung, dass, wann de Stat oder eng Gemeng Terrainë brauch, da solle se fir d'éischt probéiere mat de Propriétairë vun deenen Terrainen ze verhandelen en bonne foi a versichen dobäi eng Léisung ze fannen, an nëmmen dann, wann dat wierklech zu näischt féiert, op d'Expropriatioun zréckgräifen.

Weider si mer der Meenung, Här President, esou wéi de Conseil d'État et och ervirgestrach huet, dass déi Fro vun der Kontroll vun der Utilité publique, déi vum Expropriant, also vun der Collectivité publique, vum Stat oder vun der Gemeng invoquéiert gëtt, net betraff ass duerch déi verfassungsrechtlech Revisioun, déi mer elo hei virhuelen. Dat ass eng Fro, déi gestallt bleift.

Weider si mer der Meenung, dass Froen, déi ze dinn hu mat Situatioune vu quasi-Expropriatioun, Réquisitioun, Servitude légale - an ech hale fest, dass déi Servitude-légale-s-Geschichten a leschter Zäit ëmmer méi heefeg ginn am Zesummenhang mat der Gesetzgebung iwwert den Environnement zum Beispill an d'Protection du patrimoine architectural -, och net vun där Verfassungsännerung beréiert sinn.

A sengem rezente Wierk «Le Conseil d'État, Gardien de la Constitution et des Droits et Libertés fondamentaux», deen d'lescht Joer publizéiert ginn ass, huet de Conseil d'État ganz kuerz op déi Fro higewisen - op de Säite 86 a 87 vun deem Buch - a vun enger «dépossession à froid» geschwat. En huet higewisen op de Prinzip vun der Proportionalitéit am Zesummenhang mam Intérêt général an dorop dass d'Cour européenne des droits de l'Homme d'Theorie vun der Expropriation indirecte effektiv condamnéiert.

Här President, mir sinn als DP-Fraktioun der Meenung, dass d'Regierung misst ons Législatioun zur Expropriatioun nokucken, souwuel den Text vun 1979 wéi och den Text «grande voirie» vun 1967. Wa mer elo d'Verfassung änneren, da kann effektiv d'Regierung erëm op Expropriatiounen zréckgräifen. Mä mir mengen, et wär derwäert, déi zwee Texter ënnert d'Lupp ze huelen an ze kucken, ob se effektiv nach deem entspriechen, wat mer ons wënschen a wat mer wëlle mat dëser Verfassungsrevisioun erreechen.

Zweetens menge mer, wéi de Rapporteur et scho gesot huet, dass d'Regierung misst kucken, wat déi eventuell Schwieregkeete sinn, déi d'Applicatioun vun der Gesetzgebung iwwert d'Expropriatioun begéint huet an där Zäit wou se konnt applizéiert ginn, dat heescht virun den Arrêtë vun der Cour constitutionnelle 2003 an 2006.

A mir si weider der Meenung, dass ee sech dann, wann deen Exercice gemaach ass, soll d'Fro stellen: Soll een, muss ee légiféréieren, jo oder neen? Dat ass jo och d'Fro, déi de Rapporteur hei opgeworf huet.

Weider si mer der Meenung - wéi de Rapporteur -, dass d'Regierung misst, le moment venu, e Projet de loi déposéieren, deen den Artikel 545 vum Code civil modifizéiert, fir en ze alignéieren op deen neie verfassungsrechtlechen Text an also d'Notioun vum préalable och am Artikel 545 vum Code civil eraushuelen.

Här President, mir géife wënschen, dass d'Regierung kéint zu deene Froe Stellung huelen, am léifsten direkt, a wann net direkt, dann op jidde Fall virum zweete Vote constitutionnel, dann huet se nach e bëssen Zäit fir hir Hausaufgab ze maachen.

Au bénéfice vun deene Bemierkungen, Här President, wäert ons Fraktioun déi Propositioun vun der Revisioun vum Artikel 16, esou wéi se vun der Verfassungskommissioun proposéiert ass, stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och direkt hei den Accord vu menger Fraktioun zu där heiter Revisioun vun der Verfassung ausdrécken an och Merci soe fir déi souverän Aart a Weis, wéi de President-rapporteur eis Aarbechten an där heiter Fro geleet huet.

Ech wëll awer mat zwou méi kritesche Bemierkunge weiderfueren, déi deen heiten Dossier betreffen. En Dossier, deen a mengen Ae schonn e bëssen ze al ass, well ech fannen et dach erstaunlech, dass mer eigentlech elo reagéieren, méi laang wéi véier Joer nodeem eist Verfassungsgeriicht de 7. Februar 2003 an engem Arrêt décidéiert huet, dass eenzel Artikele vun eisem allgemenge Gesetz vun 1979 iwwert d'Expropriation pour cause d'utilité publique net konform zur Verfassung waren.

An ech sinn och als Deputéierten an der viregter Period net midd ginn, der deemoleger Regierung ze rappeléieren, dass do misst reagéiert ginn, dass et net kéint sinn, dass ee Land wéi Lëtzebuerg keng valabel Gesetzgebung iwwert d'Expropriation pour cause d'utilité publique méi hätt.

Dat ass elo zënter méi wéi véier Joer schonn de Fall an ech muss et bedaueren, dass et iwwer dräi Joer gedauert huet, bis e Groupe d'experts vun der Regierung zur Konklusioun komm ass, dass si eigentlech déi Fro do als Regierung net kéinte léisen an dass misst eng Ännerung vun der Verfassung virgeholl ginn. Iwwregens eng Propos, déi ech am Numm vu menger Partei scho relativ fréi gemaach hat an déi sengerzäit net zréckbehale gi war. Ech muss also bedaueren, dass et hei relativ laang gedauert huet, mä ech sinn awer frou, dass elo Neel mat Käpp gemaach ginn an deem heiten Dossier, fir emol en Aussproch ze gebrauchen, deen aner Leit méi oft gebrauchen.

Dat Zweet wat ech wollt soen ass, dass mer, menger Usiicht no, an deem heite prezise Fall net esou séier e Problem hu mat eiser Gesetzgebung iwwert d'Enteegnung wéi se, wéi gesot, 1979 am allgemengen Text festgehale ginn ass oder wéi se och an der spezieller Gesetzgebung ronderëm d'«grande voirie» festgehale ginn ass, well zënter Jorzéngten eigentlech déi Texter ouni gréisser Schwieregkeeten applizéiert gi sinn.

Mir hunn éischter e liichte Problem, wann ech dat däerf esou ausdrécken, mat der Interpretatioun, déi eist Verfassungsgeriicht vun deenen doten Texter gemaach huet, well ee mierkt am Verglach mat deem, wat am Ausland geschitt ass, dass bei ähnlechen Texter an der Belsch an a Frankräich - déi zwee eenzeg Länner, déi e vergläichbare System hunn, déi zwee eenzeg Länner, déi och vun de Verfassungstexter hier ähnlech Texter hunn - déi héchst Verfassungsorganer vun deene Länner - de Conseil constitutionnel a Frankräich an an der Belsch d'Cour d'arbitrage an och d'Cour de cassation - gesot hunn, dass déi Gesetzgebunge konform wären zum Verfassungstext, konform wären also zu der Exigenz, dass eng Indemnisation préalable och muss stattfannen am Kader vun enger Enteegnung am öffentlechen Intérêt.

D'Lëtzebuerger Verfassungsgeriicht geet an eng aner Richtung wéi déi belsch an déi franséisch Institutiounen an huet elo an zwee Uerteeler festgehalen, dass an hiren Aen déi dote Froe restriktiv a streng ze interpretéiere sinn, well se dozou iwwergaange sinn an eigentlech den Droit de propriété als Droit fondamental eleng a Considératioun geholl hunn, also dee Prinzip zur Ausgangsbasis gemaach hu vun hire juristeschen Iwwerleeunge ronderëm d'Verfassungsméissegkeet vun enger gesetzlecher Bestëmmung, an net parallell dozou awer och déi noutwendeg Sauvegarde vum Intérêt collectif gläichwäerteg mat an d'Woschuel erageholl hunn.

Si sinn also ausgaangen eenzeg an eleng vum noutwendege Schutz vum Privateegentum a si hunn net an deeselwechte Rang eropgehuewen eigentlech och d'Noutwendegkeet, fir och de kollektiven Intérêt, den allgemengen Intérêt zur Geltung ze bréngen.

Et ass also déi Noutwendegkeet vun engem juste équilibre vun deem engen a vun deem aneren, deen normalerweis awer ëmmer an deene Gesetzgebungen erëmzefannen ass, deen an der Approche vun eiser Cour constitutionnelle eigentlech net genügend, a mengen Aen zumindest, zur Geltung komm ass.

Dat huet dann dozou gefouert, dass mer elo an enger relativ delikater juristescher Situatioun sinn, dass effektiv eng Expropriatioun net méi méiglech ass hei zu Lëtzebuerg am Noutfall - well eng Expropriatioun bleift och fir eis Fraktioun ëmmer eng Noutléisung, dat kann net de Regelfall ginn. Dat bleift also eng exzeptionell Method, déi een uwennt, mä nach muss een awer zumindest déi Menace vun enger Enteegnung kënnen uféieren. Dat kann een nëmme maachen, wann een och wierklech iwwer eng Gesetzgebung verfügt, déi an alle Punkte valabel ass an déi och ka virun de Geriichter da propper ugewannt ginn.

Den Artikel 16 a senger neier Versioun, do louchen a sech dräi Alternative vir, déi mer an eise leschte Sitzungen an der Kommissioun behandelt hunn: Op där enger Säit d'Alternativ vun deem éischte Kommissiounstext, dee probéiert huet, d'Fro vum Envoi en possession an déi Froen ze regelen; dann de Regierungstext, deen eng liicht Modifikatioun duergestallt huet vun deem Text vun der Kommissioun, a schliesslech d'Propositioun, déi de Conseil d'État gemaach huet an engem ganz fouilléierten Avis, dee wierklech eng gesond Grondlag duergestallt huet, fir och an eisen Aen eng richteg Décisioun an deem dote Fall ze huelen.

De Conseil d'État kënnt zur Léisung, dass et deen eenzeg richtege Wee ass, fir hei en Text ze fannen, dee kee juristesche Risiko méi beinhalt. An nom Ofweie vun allen Textvirschléi, déi um Dësch louchen, muss een eigentlech zur Konklusioun kommen, dass deen eenzege séchere Wee, fir net erëm frësch konfrontéiert ze gi mat neie méigleche Kloe virun eisem Verfassungsgeriicht, deen ass, fir d'Adjektiv «préalable» aus dem Text ze sträichen.

Ech wëll awer am gläichen Otemzuch soen, dass, wa mer dat maachen, dat guer näischt ännert un de bestehende gesetzleche Prozeduren, wat d'Form a wat de Fong ugeet, wat d'Enteegnung betrëfft, a guer näischt ännert un där gängeger Praxis, wéi se während laange Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg bestanen huet, a wou ech mech net kann erënneren, dass do gréisser Opreegung gewiescht wär an deene leschte Jorzéngten iwwert d'Fro, ob eisen Text da korrekt wär oder net.

Deen Text erméiglecht op där enger Säit, fir eng relativ schnell Prozedur ze hunn, fir dass deejéinegen, deen am öffentlechen Intérêt expropriéiert, relativ schnell d'Verfügungsgewalt iwwert deen Terrain oder déi Immobilie ka kréien. An op där anerer Säit garantéiert en awer eng gerecht Entschiedegung vun deemjéinegen, deen am öffentlechen Intérêt expropriéiert gëtt.

Dat geet awer wéi e roude Fuedem duerch eis ganz Gesetzgebung hin, an dat wäert sech och muer net änneren, wa mer eise Verfassungstext änneren. Dat bleift also bei deem, wat haut ëmmer geltend Recht an deem dote Beräich war.

Mir kommen also op déi Situatioun zréck, wéi se virun 2003, virun deem éischten Uerteel vum Verfassungsgeriicht bestanen huet.

Dobäi kënnt, dass duerch eng aner allgemeng Ännerung an eise Rechtsregelen, déi mer als Chamber virun e puer Joer gestëmmt hunn, et an Zukunft méiglech ass, fir och en Acte réglementaire virun eisem Verwaltungsgeriicht ze attackéieren. Dat war 1979 nach net méiglech, well do d'Regel gegollt huet, dass en Acte réglementaire ni konnt virum Verwaltungsgeriicht attackéiert ginn. Hei kënnt also duerch eng allgemeng Ännerung, déi mer un eisem ganze Rechtssystem virgeholl hu virun e puer Joer, am Fong en zousätzlecht Element mat derbäi, wat d'Verwaltungsakten ugeet, nämlech dass och elo deen Arrêté grand-ducal, wat en Acte réglementaire ass, duerch deen d'Utilité publique festgestallt gëtt, wat e Préalabel ass, fir déi ganz Prozeduren duerchzeféieren, dass deen Acte réglementaire och no allgemenge Regele virum Verwaltungsgeriicht eventuell op eng Annullatiounsklo hin attackéiert ka ginn.

Wichteg bleift an eisen Aen, dass eis bestehend Texter - d'Gesetz 1979, d'Gesetz iwwert d'Grande voirie an aner Texter, wou och Expropriatioune virgesi sinn -, déi oft op déi doten zwee Texter verweisen an hire Prozeduren, wéi och déi Jurisprudenz, déi awer iwwer Jorzéngte vun eise Geriichter hei opgebaut ginn ass, respektiv d'Jurisprudenz, déi entstanen ass a Frankräich an an der Belsch op ähnlechen Texter, dass déi an eisen Ae garantéieren, dass et zu enger kompletter Entschiedegung vun deemjéinege kënnt, deem seng Privatpropriétéit betraff ass, an dass also déi Ängschten, déi notamment vun eise Kolleege vum ADR am Virfeld vun dëser Debatt geäussert gi sinn, an eisen Aen net zoutreffend sinn.

Wann ee kuckt, wat d'Jurisprudenz ass an där doter Fro, kann ee berouegt sinn. An ech verweisen do op eng ganz flott Etüd, déi de Marc Schloesser an engem Bulletin vun der Conférence St-Yves viru laange Jore gemaach huet, wou hien op all déi dote Froen ageet, a wou ech just hei wéilt e puer Elementer eraushuelen, wou ganz kloer aus de Jurisprudenzen och ervirgeet, dass bei enger Enteegnung net nëmmen op d'Valeur vénale vum Terrain oder der Immobilie entschiedegt gëtt, mä dass d'Geriichter och esougutt d'Valeur d'avenir mat berücksichtegen.

Dat heescht, wann domadder ka gerechent gi mat enger relativ grousser Probabilitéit, dass duerch en Evénement, wat an Zukunft kënnt, en Terrain zum Beispill méi Valeur kritt, da muss de Riichter dat och berücksichtege schonn an der Festleeung vun der Entschiedegung vum Privatpropriétaire.

A souguer seet d'Jurisprudenz, dass eng Valeur de convenance also och ka forfaitaire festgeluecht ginn, wann eng Immobilie e besonnesche Wäert fir eng Persoun huet, e subjektive Wäert huet fir eng Persoun, dee se kann noweisen, da kann d'Geriicht deem och Rechnung droe bei der Entschiedegung. Och ass et üblech an esou Fäll - do gëtt et och lëtzebuergesch Jurisprudenzen an där Hisiicht -, dass d'Geriicht souguer eng sougenannt Indemnité pour frais de remploi festleet, dat heescht also haaptsächlech fir Steierkäschte respektiv Notärskäschten, déi entstinn, wann een eng nei Immobilie keeft en remplacement vun deem Terrain oder vun deem Haus, vun deem een enteegent ginn ass. Da kritt een nach eng zousätzlech Indemnitéit eigentlech derbäi, fir och deen dote Schued dann ze épongéieren.

Esou dass also an eisen Ae genuch Garantien do sinn an den aktuellen Texter wéi och an der Jurisprudenz, déi sech ronderëm déi Texter an deene leschte Joren opgebaut huet, fir dass op där enger Säit de komplette Schued entschiedegt gëtt, deen eng Privatpersoun kritt, wa se am öffentlechen Intérêt enteegent gëtt, an op där anerer Säit awer och den öffentlechen Intérêt zur Geltung ka kommen, wa keen anere Wee sech weist, fir esou Immobiliefroen ze regelen.

Ech kommen zum Schluss. Ech wëll vläicht drun erënneren - et ass mer net kloer, ob dat ëmmer esou verstanen ass -, dass d'Eegentumsrecht och zu Lëtzebuerg zwar e fundamentaalt Recht ass, mä keen absolut Recht méi ass; en absolut Recht, wat virun allen anere Rechter géif stoen, en absolut Recht, fir ouni Limiten eigentlech iwwer eng Saach ze verfügen.

Am Code civil ass an deem Sënn schonn den ursprünglechen Text am Artikel 544 ëmgeännert ginn, fir och de Rechter vun den Nopere scho Rechnung ze droen, well wou d'Theorie eigentlech vun den Toubles de voisinage och an eisem Code civil scho festgehale ginn ass. Et ass also keen absolut Recht - d'Eegentumsrecht -, mä et muss een och berücksichtegen, wat fir eng Rechter och eventuell déi Leit hunn, déi ronderëm en Terrain oder en Haus wunnen.

An der däitscher Verfassung steet dran: Eegentum verflicht. An ech mengen, dass esou eng Regel och zu Lëtzebuerg net ka falsch sinn. An deem Sënn bréngen ech nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Wéi ëmmer wann et ëm Verfassungsännerunge geet, si mer an engem méiglechst breede Sënn an enger Konsensmatière. Well dat haut net anescht ass wéi déi aner Kéieren, hu schonn d'Virriedner alleguerten alles dat gesot, wat am Wesentlechen och ze soen ass. Mir wäerten also als gréng Fraktioun elo net nach eng Kéier alles widderhuelen, well dat mécht just d'Sitzung méi laang, mä net onbedéngt besser. Ech wëll awer trotzdeem e puer Remarquë maachen.

Déi éischt Remarque ass déi, dass mer natierlech dem Här Meyers Merci soe fir säi Rapport an och fir déi Aart a Weis wéi mer an der Kommissioun och bei dësem Artikel d'Diskussiounen do konnte féieren. Dat ass eng flott Aart a Weis fir zesummenzeschaffen.

Mir hunn, wou dat scho relativ aalt Uerteel an der Kommissioun undiskutéiert ginn ass, eis mat der Fro beschäftegt, ob ee soll den Artikel vun der Verfassung änneren oder ob mer sollen d'Gesetz änneren. D'Juriste vum Minsitère hunn eigentlech schonn deemools d'Meenung vertrueden, dass et misst iwwert

de Wee vun der Verfassung goen. Dat war net onbedéngt d'Meenung vun der Kommissioun am Ufank. Mir hunn eigentlech fonnt, dass, wann d'Verfassung stéiert, dat vläicht net d'Schold vun der Verfassung ass, mä dass dat sollt d'Ultima ratio sinn, déi ee géif a Bewegung setzen.

Mir hunn eis dann och dowéinst mat der Fro beschäftegt, ob een net d'Gesetz misst änneren, fir ze probéiere konform ze gi mat deenen Arrêtë vun der Cour. Mir hunn allerdéngs iergendwann eng Kéier och agesinn, dass mer do op keng Solutioun komm sinn, déi wierklech zefridde stellend wär.

A wou mer du gemengt haten, mir hätten eng Solutioun fonnt, déi zefridde stellend wär, huet eis de Statsrot a sengem Avis nach eng Kéier eng ganz Partie weider an nei Argumenter ginn, déi eis effektiv och schlussendlech iwwerzeegt hunn, dass déi Solutioun, déi mir als Kommissioun envisagéiert haten, fir den Artikel ze änneren, wuel déi richteg wär, allerdéngs d'Aart a Weis vläicht net déi allerbeschte wär.

De Statsrot huet eng Solutioun proposéiert, déi een op den éischte Bléck iwwerrascht, fir ze soen: Dat wat an der Verfassung geschützt ass duerch zwee Ausdréck, wéi «juste» a «préalable», soll elo halbéiert ginn. Domat suggéréiert een, dass och doduerch d'Protektioun vum Privatbesëtz géif méi kleng ginn.

Déi éischt Reaktioun, déi mer haten, war och éischter eng vun der Iwwerraschung. Ech muss allerdéngs soen, dass no der Lecture vun den Argumenter vum Statsrot eis dat, wat si proposéiert hunn, eigentlech ganz gutt begrënnt geschéngt huet an et och op eng ganz aliichtend Aart a Weis erklärt war, esou dass een an der Kommissioun op där doter Fro e Konsens konnt fannen.

Et ass och keng Matière, mat där mer eis hei zu Lëtzebuerg esou oft beschäftegen. De Fait eleng - an ech fannen dat och éierlech gesot e bësse laang, zënter deem Arrêt, dass mer esou vill Zäit gebraucht hunn, fir zu enger Solutioun ze kommen - weist awer och, dass et eng Matière ass, déi net esou oft zur Uwendung kënnt. Et ass keng alldeeglech Saach, déi Saach vun der Enteegnung. Et ass eng Ausnahm, mä wéi den Här Bodry et och scho gesot huet: Et ass eng noutwendeg Ausnahm. Et ass och en noutwendegt Drockmëttel.

Wann et zum Konflikt tëschent dem Intérêt public an engem Intérêt particulier kënnt, muss et eng Solutioun ginn. Déi Solutioun muss allerdéngs an der Form a quant au fond eng Rei Kritäre respektéieren, mä et muss eng Issue gi fir déi dote Konflikter. An déi Issue ass déi, déi am Artikel 16 vun der Verfassung och virgeschriwwe gëtt.

D'Verfassungsgeriicht huet eng Interpretatioun gemaach vun deem Artikel 16 - den Här Bodry sot et schonn -, déi zimlech à la lettre ass. Et kann een dat duerchaus vergläiche mat deem, wat an anere Länner gemaach gëtt bei ähnlechen Texter, fir ze fannen, dass déi Lecture hei zu Lëtzebuerg vläicht eng Grëtz streng ass.

Eng Remarque - an ouni, dass ech déi Kritik elo grondsätzlech falsch fannen - wëll ech awer trotzdeem maachen. Nämlech déi, dass déi streng Liesaart, déi an dësem Fall an enger éischter Phas och engem Bierger zegutt komm ass a sengem Konflikt mam Stat hei zu Lëtzebuerg, éischter nei ass.

An der Vergaangenheet, ier et e Verfassungsgeriicht gouf, wou also de Statsrot sech ënner anerem ëm déi Matièrë gekëmmert huet, muss een och haut nach mat engem gewëssene Recul soen, dass ee mat Momenter d'Gefill hat, dass do am Zweifelsfall de Statsrot oft d'Tendenz hat, d'öffentlech Hand, sief et déi staatlech oder déi kommunal, besser ze verstoen, wéi d'Uleiesse vun de Bierger.

Et gouf ënner anerem dowéinst vill Kritiken um Statsrot, well d'Leit oft d'Gefill haten, dass de Statsrot hir Uleiesse manner gutt verstanen huet, wéi d'Imperative vun der öffentlecher Hand. An dat, wat d'Verfassungsgeriicht haut mécht, ass och iergendwou vläicht eng Zort Reaktioun op dat, wat am Statsrot éischter d'Marschlinn war. An deem Sënn menge mer schonn, dass ee kann och e gewëssent Verständnis hu fir déi dote Linn vum Statsrot.

De Statsrot - an d'Chamberskommissioun huet sech deem ugeschloss - seet also, mir sollen dat Wuert «préalable» aus der Verfassung sträichen. Da kéinte mer am Prinzip deenen Arrêten éischtens emol Rechnung droen an erëm op ee Wee kommen, dass mer kéinten déi Artikelen och do applizéieren, wat jo sécher och de Bauteminister ganz staark interesséiert, dass mer do virukommen.

Eng Fro, déi een allerdéngs muss stellen, ass awer déi heiten: Och wa mer elo de Caractère préalable sträichen am Text, ännert dat jo an enger éischter Phas näischt um Gesetz, an zweetens ännert dat och näischt drun, dass och weiderhin d'Verfassungsgeriicht mam Artikel 16 wäert kënne beschäftegt ginn. An et bleiwen nach aner Termen an deem Artikel 16 dran, déi duerchaus kënnen zu Diskussioune féieren tëschent de Bierger, déi vun enger Mesure d'expropriation viséiert wieren, an dem Stat oder der Gemeng.

Do ass zum Beispill d'Utilité publique. Och doriwwer kann een diskutéieren. Wéini ass se an der Form ginn? Dat weess een. Wéini ass se quant au fond justifiéiert an den Ae vum Verfassungsgeriicht? Dat ass eng aner Fro. Och doriwwer kann ee vill diskutéieren. An et kann ee sech d'Fro stellen, ob dat, wat mir haut maachen, net wäert dozou féieren, dass d'Diskussioune vläicht net à l'identique, mä op eng ähnlech Aart a Weis wäerte weidergoen, andeems se sech verlageren op déi aner Begréffer vum Artikel 16.

Notamment kann een d'Fro stellen, ob an deem Term «juste indemnité» - an deem Term «juste » -, wou mer bis elo nëmmen e Montant gemengt hunn a wou et och an Zukunft natierlech haaptsächlech ëm de Montant geet, iwwert dee kann diskutéiert ginn, ob do net d'Verfassungsgeriicht da vu senger Interpretation à la lettre wäert ofweichen, fir an deem Term «juste» och aner Elementer ze integréieren. Well ass eng juste Indemnitéit nëmmen eng, wou de Montant gestëmmt huet? Oder ass dat och d'Form, wéi déi juste Indemnitéit zustane kënnt?

Sou dass mer zwar haut kloermaachen, wat mer wëllen an der Verfassung änneren doduerch, dass mer deen Term «préalable» sträichen. Ob allerdéngs domadder fir d'Zukunft sämtlech Diskussiounen op deem dote Punkt aus de Féiss sinn, ass eng aner Fro, well och an Zukunft wäerten et Interpretatioune gi vun deem, wat dann elo de Caractère juste ass. An dat wäert mat Sécherheet an Zukunft méi wéi nëmmen de Montant sinn, ëm deen et geet bei deenen Diskussiounen. Dat soll ee vläicht och haut awer erwähnen.

Eng zweet Remarque, déi mer wëlle maachen, do gräifen ech vläicht e bëssen de Kolleege vun der ADR vir, well déi sech jo d'lescht Woch och öffentlech geäussert hunn zu där heiter Matière. Mir hunn dat - an dat war eng Initiativ vun de Gréngen, net vun der ADR - an der Kommissioun opgeworf, dass mer wéilten, wa mer schonn elo dee Caractère préalable aus der Verfassung géife sträichen, dass mer eis awer sollte vergewësseren als Kommissioun, wat dat am Zesummespill mat de Gesetzer an dëser Matière fir Auswierkunge kann hunn.

Eens si mer eis, dass mer wëllen, dass dat eigentlech keng Auswierkungen huet. Et wëllt jo keen, dass et anescht geet wéi bis elo. Jiddferee seet: Mir sinn der Meenung, et soll weiderhin am Prinzip grondsätzlech eng préalabel Indemnitéit bleiwen, och wann et net méi an der Verfassung steet. Dat soll an der Praxis an iwwert d'Gesetz geregelt ginn. Mir hunn als Gréng ugereegt, dass ee sech da soll d'Méi maachen, eng Kéier duerch d'Gesetz ze goen a Punkt fir Punkt d'Gesetz ze duerchkucken an ze préiwen, ob net Aspekter vum Gesetz méiglecherweis à la lumière vun dëser Verfassungsännerung sollte preziséiert ginn.

Ob dat muss de Fall sinn, wësse mer jo nach net. Mir hunn deen Exercice jo nach net gemaach. Allerdéngs ass dee Virschlag vun der grénger Fraktioun ugeholl ginn an der Kommissioun, an eise President, dee vun der Kommissioun, den Här Meyers, huet an deem dote Sënn och schonn e Bréif un d'Regierung geschriwwen, well mer gären hätten, dass do eng gewësse Viraarbecht vun der Regierung gemaach gëtt.

D'Kommissioun huet sech dat fest Zil geholl, deen doten Exercice, d'Gesetz also eng Kéier duerchzekucken, ob eventuell Verbesserungen am Gesetz ubruecht wären, och vläicht, fir eng Rei Apaisementer ze ginn, dass mer deen Excercice wëlle maachen an ofgeschloss hunn, éier mer den zweete Vote iwwert dës Verfassungsännerung vun haut huelen.

Déi steet also un, a mir wëllen domadder soen, dass mer haut opgrond vun de virleienden Argumenter mat guddem Gewëssen dës Verfassungsännerung kënne stëmmen. Dass mer awer net ausschléisse wëllen, dass eventuell verschidde Preziséierungen am Gesetz sollte kënne gemaach ginn, wat och eigentlech an der Kommissioun e Konsens war, och mam Vertrieder vun der ADR, deen eis awer dunn déi lescht Woch e bëssen op eng nei Pist wollt bréngen, wou mir wuel Verständnis hunn, dass et natierlech eng wichteg Matière ass, mä wou mer eigentlech d'Gefill hunn, dass do elo eng Sensibilitéit e bësse virgräift, well mer am Prinzip jo awer ënnert eis eis eens waren, dass mer natierlech, éier mer deen zweete Vote huelen, dat Gesetz jo eng Kéier seriö duerchkucken, an zwar alleguer zesummen. A wann dann Ännerunge musse gemaach ginn, da solle mer déi och maachen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mat deenen dote Remarquë wëll ech dann och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun dozou bréngen, a mir freeën eis och schonn op déi Diskussioun an der Kommissioun, wann et ëm d'Gesetz geet, éier mer dann deen zweete Vote huelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen agedroen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus Merci un den Här Paul-Henri Meyers als Rapporteur. Ech mengen, mir kennen hien alleguer als eise grousse Spezialist an der Matière an dofir sinn och seng Rapporten, souwuel déi schréftlech wéi déi mëndlech, esou wéi een dat vun esou enger Persoun kann erwaarden. Si kënnen net besser sinn.

Une voix.- Très bien.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech mengen, wa mer haut hei iwwer eng Revisioun vum Artikel 16 vun der Verfassung schwätzen, da geet et ëm d'Expropriatioun, a mir wëssen alleguer, datt d'Cour constitutionnelle iwwert den Arrêt vum 7. Februar 2003 an den 12. Mee 2006 am Fong et onméiglech gemaach huet, datt mer nach kënnen Expropriatiounen hei zu Lëtzebuerg duerchzéien.

Et geet am Fong ëm ee Wuert, an do gesäit een, wéi wichteg datt heiansdo ee Wuert ka sinn, dat Wiertchen „préalable“. Ech menge mir alleguer - an dat ass och de Mëtteg hei queesch duerch d'Parteien zum Ausdrock komm - hale vill op dat Wuert Eegentumsrecht. An den Texter, wann een et liest, steet do «inviolable» an «sacré». An dach muss ee sech ëmmer d'Fro stellen, wéi mer kënne légiféréieren, fir d'Recht vun dem Eenzelnen op d'Eegentum ze garantéieren, a gläichzäiteg awer och d'Recht vun der Allgemengheet kënnen ze garantéieren.

D'Uerteel vum Verfassungsgeriicht huet ebe festgehalen, datt déi Indemnité juste et complète a préalabel bezuelt gi misst, an huet doduerch, wéi gesot, dës Expropriatiounen onméiglech gemaach. D'Fro, déi ee sech hei muss stellen, ass, éischtens: Gi mer elo hin a mir änneren d'Gesetzer ëm? Mir maache se konform zu der Verfassung? Oder zweetens, ännere mer d'Verfassung ëm?

Déi Vergläicher, déi déi zoustänneg Kommissioun gemaach huet, souwuel wat déi international Institutiounen ugeet oder d'Konventiounen, déi och Lëtzebuerg ratifizéiert huet, hu bewisen, datt déi proposéiert Verfassungsännerung net a Kontradiktioun zu deenen Texter steet. Et sinn och Vergläicher gemaach gi mat deenen aneren europäesche Staten, an och den Avis vum Conseil d'État vun der Regierung huet d'Kommissioun dozou gefouert, fir deen Text, deen haut hei zur Ofstëmmung kënnt, kënnen ze stëmmen, wou dat Wiertche préalabel gestrach gëtt.

Mir als ADR kënnen och am Prinzip mat deem neien Text averstane sinn. Mir hätten allerdéngs gären, datt de Bierger dobaussen d'Garantie huet, datt net kann iergendwéi iwwer aner Weeër dës Sträichung vun «préalable» kéint hannerfaange ginn. Duerfir menge mir, datt ee gläichzäiteg mat där Verfassungsännerung hei misst kucken, ob gewëssen Texter vum Gesetz vum 15. Mäerz '79 a vum 16. August '67 souwéi den Artikel 545 vum Code civil misste reforméiert ginn. A souwuel den Här Rapporteur wéi d'Madame Flesch hunn déi bestehend Gesetzer do genannt, an och wat de Code civil ubelaangt, datt een déi misst op de Leescht huelen, fir ze kucken, ob een eppes misst do änneren.

Fir eis ass et wichteg, datt een zwou Saache kuckt. Éischtens d'Prozedur vun der Utilité publique. Dat muss d'Exceptioun bleiwen, an eréischt wann all aner Méiglechkeeten zu engem negative Resultat gefouert hunn, sollt een d'Moossnam vun enger Expropriatioun envisagéieren.

Da schéngt et eis wichteg, datt een an alle Prozeduren, souwuel wann et iwwert d'Utilité publique wéi wann et iwwert d'Gesetz festgeluecht gëtt, de Bierger misst vun Ufank un direkt an d'Prozedure mat eranzéien, an d'Enquête préalable, an datt een och géif herno eng Kontroll vun der Expropriatioun maachen.

Et misst een d'Avisen net nëmmen eiser Meenung no vum Conseil d'État maache loossen, mä mir sinn och der Meenung, datt d'Chamber sollt bei der Utilité publique mat hiren Avis ofginn. Dat kann een iwwert d'Conférence des Présidents maachen.

Wichteg ass awer och, datt d'Objete vun enger Utilité publique preziséiert ginn, fir datt keng Abusë kënnen domadder bedriwwe ginn. Ech wëll ee Beispill huelen. De Kierchbierg, wou de Stat am Fong d'Leit expropriéiert huet, fir Immobilie kënnen opzeriichte fir d'europäesch Institutiounen, duerno awer e Gesetz geschaf huet, wou de Fonds de Kirchberg iwwert deen Terrain verfügt huet an haut am Fong Immobilienhändel mécht, déi en aneren Objet hunn, wéi deemools d'Expropriatioun am Fong als Objet hat.

An dat däerf et eiser Meenung no net ginn. Duerfir muss also engersäits den Objet vun enger Expropriatioun oder enger Utilité publique kloer festleien, an op där anerer Säit awer och d'Kontroll, datt se fir näischt aneschters ka benotzt ginn, wéi fir dat firwat d'Expropriatioun am Fong wéinst Utilité publique geschwat ginn ass.

An dann och d'Kompensatiounsmoossnamen. Do denke mer virun allem un de Fonds des routes, wou mer mengen, datt an der ablécklecher Situatioun a Fäll am Fong méi wäit gaange ginn ass mat der Utilité publique, wéi ee sech et am Fong hätt kënnen denken.

D'Fro muss ee sech stellen, wann de Stat eng Strooss baut an den Environnement schreift him Konditioune vir am Kader vu Kompensatiounsmoossnamen, ob et da richteg ass, datt vläicht kilometerwäit ewech vun deem Tracé Terrainë mussen d'utilité publique erkläert ginn a Propriétairen eventuell kënnen expropriéiert ginn, fir Kompensatiounsmoossnamen ze realiséieren zu engem Objet, dee ganz wäit vun där Propriétéit ewechläit. Och do hu mir eis Bedenken dozou, an dat ass awer haut eng gängeg Prozedur ginn, wou mer awer der Meenung sinn, datt déi Prozedur net onbedéngt am Aklang mat der Ausso vun der Utilité publique ass.

Da schwätze mer och iwwert de reelle Präis an engem räsonnabelen Délai. Well mer hei net méi den «préalable» elo an der Constitutioun stoen hunn, mengen ech, kann dat awer net dozou féieren, datt duerno Prozeduren agefouert ginn, déi sech kënnen iwwer Joren hin ewechzéien. Och do missten dann eben d'Prozeduren esou gestrafft ginn, datt den eenzelne Bierger dach awer an engem räsonnabelen Délai kann zu deenen Indemnitéite kommen, déi d'Gesetz festhält.

Dann och d'Héicht vun den Indemnitéiten, an do huet de Kolleeg Bodry hei, mengen ech, eng Rei vu Moossname virgeschloen, déi d'Gesetz haut schonn zouléisst, wou een awer d'Gefill huet, zumindest an der Praxis, datt Leit net déi Indemnitéite kréien, wou een onbedéngt kéint mengen, dass se déi vum Stat offréiert misste kréien, wat déi aktuell Valeur an déi zukünfteg Valeur ugeet.

Da si mer och nach der Meenung, datt ee bei de Frais d'expropriation misst kënnen déi Fraisë mat arechnen, déi den eenzelne Bierger muss kréien, fir säi Recht ze kréien. Et sinn aner Fraisen, déi domadder kommen, wat de Réemploi ubelaangt, wa Leit musse plënneren an esou virun. Alles dat, mengen ech, misst ee mat an déi Diskussioun eranhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, mir si mat där Verfassungsännerung, esou wéi se haut hei proposéiert ass, averstanen, mä mir hätte gären, datt souwuel déi Gesetzer, déi ech virdru genannt hunn, wéi och de Code civil géifen deementspriechend iwwerkuckt ginn, an datt virum zweete Vote déi zoustänneg Kommissioun an d'Chamber dat iwwerdroe kriten. Mir wäerten eis haut beim Vote enthalen, a wa mer bis den zweete Vote Satisfaktioun kréien an deem heite Punkt, da wäerte mer beim zweete Vote mat Jo stëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den honorabelen Här Jaerling huet d'Wuert nach gefrot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, et deet mer jo leed, dass ech lech stéieren, mä wann ech et richteg an Erënnerung hunn, da war dat éischt Gesetz iwwert d'Expropriatioun 1874 iwwert d'Minièren, an do ass am Fong fir d'éischt deen Ausdrock „utilité publique" entstanen, an deen huet vun do un iwwert d'Joren all Gesetzer an deem Sënn e bëssen dominéiert.

A wat an eiser Verfassung elo do drastoung, wou elo gemengt gëtt, dass dat Wuert préalable, wann ee muss am Virfeld deen entschiedegen, deem seng Propriétéit ee gären hätt, do stellen ech mer awer d'Fro, ob dat effektiv wierklech muss esou sinn, oder ob dat hei net schonn eng Preparatioun ass iwwert déi territorial Reorganisatioun, fir do kënne mat anere Moyenë virzegoen, fir virunzekommen.

An ech hunn ëmmer bei esou Gesetzer, wou iwwer Utilité publique oder Raison d'État geschwat gëtt, erëm e bësse meng Bedenken an ech denken do ëmmer erëm zréck virun 1989, wéi do nach déi Mauer dostoung. Do waren och déi Ausdréck gang und gäbe, fir dass de Stat am Fong u sech konnt praktesch esou zimlech alles maachen, wat e wollt. An ech hunn och elo hei meng Bedenken. An ech soen lech et: Jo, ech sinn nach vläicht e bëssen e klenge Kommunist, an dofir weess ech jo wéi dat deemools do gaangen ass.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- An ech wëll net, dass dat awer hei am Land och eng Kéier an déi Richtung geet, well dat jo dee falsche Wee war - dat wësse mer alleguer.

Ech soen lech éierlech, ech hunn einfach meng Bedenken, wa mer ëmmer erëm an déi Richtung ginn an d'Utilité publique oder d'Raison d'État an de Vierdergrond schiben, fir awer all Politiken hei duerchzedrängen. Ech hunn ëmmer meng Bedenken do derbäi an ech fäerten och, dass dat hei net an déi richteg Richtung geet an dass hei Weeër opgemaach ginn, déi ech net ka matdroen, an dofir wäert ech dat hei och net stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Wuert gefrot fir d'Regierung den Här Minister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech schléisse mech all deenen un, déi dem President vun der Kommissioun, dem Paul-Henri Meyers, an der Kommissioun selwer hei beschäinegt hunn, wat fir eng gutt Aarbecht se gemaach hunn.

Ech hunn hei och haut de Mëtteg mat Freed festgestallt, datt all déi, déi aus dem juristesche Beruff kommen, mat enger gewëssener Freed iwwer esou e fundamentale juristesche Projet geschwat hunn an déi Analys vun der Constitutioun gemaach hunn, well se hiert juristescht Fach och gär hunn an dat hei ee vun deene prinzipielle Problemer dovunner ass.

Ech sinn haaptsächlech awer och frou, well mer an engem Dossier weiderkommen, wat fir mech e wichtegen Dossier vum Alldag, vun der Praxis ass, deen ech um Bauteministère erliewen a wou et och drëm geet, fir eis am Fong fir déi Besoinen, déi mer hei am Land hunn, déi Infrastrukturen, déi mer musse bauen, och déi Moyenen ze ginn, fir se dann an deenen Délaien, déi räsonnabel sinn, och an d'Realitéit ëmzesetzen.

Mir brauchen eng Rei Instrumenter fir weiderzekommen. Mir hunn e Land wat an der Entwécklung ass. Mir hunn e Land wat sech an enger grousser Vitesse muss Infrastrukture ginn. Dofir ass et ganz einfach wichteg, datt mer och eng komplett Panoplie vu Moossnamen hunn. Quitte datt ech och weess, datt déi Expropriatiounsprozedur, déi hei Moossnam selbstverständlech déi allerlescht an der Rei muss si vun all deene Moossnamen, déi mer ergräifen, wa mer wëllen an deem Dossier weiderkommen. Dat ass evident.

Dir hutt alleguer ugefaangen andeem Der gesot hutt, ee wéi deen aneren an alle Fraktiounen, datt een net liichtfankeg mam Droit de propriété däerf ëmgoen an dofir och all d'Garantië musse souwuel an eiser Verfassung wéi an eise Gesetzestexter dra sinn, fir déi Liichtfankegkeet a sech auszeschalten.

Dohier kënnt och déi ganz Diskussioun, déi mer haten an deene leschte Joren, wou fir d'éischt gekuckt ginn ass, ob mer dee Problem kéinte léisen, deen d'Cour constitutionnelle eis hei gestallt huet, andeem se am Fong eng Rei Uerteeler geholl huet, wou d'Gesetzgebung, déi mer haut hunn, net méi applicabel ass.

Dofir kënnt och déi ganz Diskussioun fir éischtens emol ze kucken, kënne mer dann net d'Gesetz fir d'éischt änneren, well dat wär jo den normale Wee gewiescht. Mat der Constatatioun, well mir hunn zesumme mat der Justiz an den Travaux publics relativ vill dorunner geschafft an och ganz Projete fäerdeg gemaach, fir am Fong festzestellen, datt, wa mer d'Gesetz ëmänneren, egal wéi mer eis bewegen, mer ëmmer op den Term «préalable» vun der Constitutioun awer iergendwéi gestouss sinn an op Délaië komm sinn, déi bei enger normaler Prozedur eis awer extrem a Schwieregkeete bruecht hunn, wa mer wëlle mat wesentlechen a wichtegen Dossiere weiderkommen.

An duerfir ware mer frou wéi d'Kommissioun dann och zur Iwwerzeegung komm ass, datt ee vläicht soll op de Wee goe fir déi Constitutiounsännerung am Artikel 16 ze maachen. D'Kommissioun huet sech och virsiichteg ausgedréckt an deene Propositiounen, déi se gemaach huet, well déi éischt Propositioun vun der Kommissioun war jo net, ganz einfach de «préalable» ewechzeloossen, mä si huet eng aner Propositioun gemaach, déi am Fong Exceptiounen hannendru virgesinn huet.

D'Regierung huet och déi Virsiicht gedeelt, huet zwar eng liicht aner Propositioun gemaach, mä am Fong um selwechte Wee wéi dee virsiichtege Wee, deen d'Kommissioun schonn ageschloen hat. An et ass eréischt duerch déi gutt Argumentatioun, déi de Conseil d'État eis geliwwert huet, andeem en eng total Analys gemaach huet vun deene Législatiounen, déi an den Nopeschlänner bestinn, wou d'Kommissioun an d'Regierung mat d'accord ware fir op dee Wee ze goen, fir de «préalable» ewechzeloossen.

Domat - an dat wëll ech och deene soen, déi nach dat eent oder dat anert Bedenken ausgedréckt hunn - gi mer eis net en Instrument wat anescht ass wéi an anere Länner. Au contraire, mir schléissen eis hei erëm deenen anere Länner un, andeem mer eis am Fong genau datselwecht Instrument ginn, wat elo säit Jorzéngten an anere Länner existéiert huet a wat och bei eis virun 2003 existéiert huet a wat an där ganzer Prozedur, déi benotzt ginn ass virun 2003, an den 80er, 90er Joren, am Fong ni zu gréissere Kritiken Ulass ginn huet.

Mir maachen net méi an net manner hei, mä mir probéieren eis eppes Fonctiounsfäeges an de Grapp ze ginn.

D'Regierung ass am Fong der Meenung, datt a priori - ech soen elo a priori, well ech jo och gelauschtert hunn, wat Der elo alleguer hei gesot hutt - eng Gesetzesännerung net noutwendeg ass fir datt mer kënnen effikass schaffen, well den Artikel 16 vun der Constitutioun a sech erëm eis e fonctiounsfäegt Gesetz dohinnersetzt, mat deem mer kënne schaffen.

Ech hunn awer och all déi Suergen, déi Soucië verstanen, déi hei ausgedréckt gi si fir Rücksicht ze huelen a fir och genau d'Analys ze maache vun deene Problemer, déi an den 80er, 90er Joren, dovunner Expropriatiounen, gemaach gi sinn.

Well ech muss elo soen, et ass momentan wéineg Erfahrung do mat Expropriatiounen, well mer déi lescht Joren iwwerhaapt keng méi gemaach hunn an och iwwerhaapt keng méi konnte maachen. Fir also an deenen alen Dossieren zréckzekucken an ze gesinn, wat do d'Schwieregkeete sinn. Dat heescht, dee Bréif, deen den Här Meyers am Numm vun der Kommissioun erausgeschéckt huet, iwwert de President vun der Chamber un d'Regierung, an deen eis gefrot huet, datt mer virum zweete Vote sollten nach eng Kéier eng Viraarbecht leeschten a mat där Viraarbecht an d'Kommissioun kommen, fir eben ze analyséieren, ob dann Ännerunge vun deem Gesetz elo schlussendlech néideg sinn oder net, dee Bréif huele mer selbstverständlech un a mir hunn och eng Rei Juriste chargéiert fir eis déi Analys do am Detail ze maachen.

Wann een awer elo kuckt, wat déi Prozedure sinn, déi momentan an eiser Législatioun dra sinn, an ech wëll se kuerz eng Kéier beschreiwen, da mengen ech kann een awer soen, datt eng Rei vun deene Befierchtungen, déi mer hunn, wahrscheinlech awer net esou zum Ausdrock kommen.

Eng vun deene Befierchtungen, déi gesot ginn ass, dat ass d'Informatioun, déi d'Leit musse kréien, net datt se iergendzwousch entdecken, datt se op eemol amgaang sinn expropriéiert ze ginn. Esou ass dat jo awer net an der Realitéit, haaptsächlech mat deene Prozeduren, déi mer hei hunn. Wann ech zum Beispill de Stroossebau kucken, da muss ee kucke wéi dat do geet wann nei Stroosse gebaut ginn a wann Terrainë gebraucht gi fir de Stroossebau.

Momentan hu mer säit zwee, dräi Méint, an dat ass och vläicht nei an där Prozedur, eng Prozedur am Kader vun enger Direktiv, déi mer ëmgesat hunn, der Direktiv 97/11/CE. Déi Prozedur gesäit eng ganz Rei Etappe vir, wéi Décisioune geholl ginn, wéi dann esou Tracéë vu Stroosse solle lafen, fir se kënne festzehalen. Déi Prozedure gesinn Délaië fir Informatiounsprozeduren un d'Leit, déi concernéiert sinn, vir, fir Diskussioune mam Publikum fir den Tracé festzeleeën, éier d'Décisioun geholl gëtt fir esou eng Strooss ze bauen.

Esou datt ech mer net ka virstellen, datt schonn déi Décisiounsprozedur, déi muss geholl ginn, fir an esou eng Diskussioun eranzekommen, net sämtlech Informatioune géif erauskréien. Schlussendlech ass déi Prozedur geduecht fir datt d'Leit kënne gesi wat geschitt, matdiskutéieren, Asproch erhiewe wa se net domadder d'accord sinn, schonn an enger Viretapp.

An dann d'Kompensatiounsmoossnamen. Do mengen ech och, datt se jo an deene leschten Texter, an de Gesetzestexter mat ageschriwwe ginn an domat eng ganz Rei Publicitéit och scho kruten, éier et esou wäit koum.

Mä da si mer nach virun der ganzer Prozedur vun der Utilité publique. Et ass eréischt no der Prozedur vum 97/11, wou dann iwwerhaapt eng Prozedur kënnt vun der Phase administrative, wou eng Utilité publique déclaréiert gëtt.

Wéi geschitt déi Prozedur? Mä déi Prozedur geschitt, datt de Plan parcellaire an den Tableau des emprises opgestallt gëtt an datt deen an d'Gemengen erageschéckt gëtt an an der Gemeng muss dann ausgehaange ginn. Et muss d'Annonce dovunner publizéiert ginn an den Zeitungen, an, wann et sech ëm Gebaier handelt an den 79er Gesetzestext, do, wou mer net den 97/11 virdrun hunn als Prozedur, da mussen d'Propriétairë par Lettre recommandée informéiert ginn - souwäit d'Adressë bekannt si vun de Propriétairen -, datt a sech geplangt gëtt, hir Emprisen an deen Emprisëplang mat eranzehuelen, esou datt den aktuellen Text schonn awer eng ganz Rei Prozedure virgesäit, fir déi Informatioun kënne korrekt an uerdentlech ze maachen.

A selbstverständlech sinn da schonn an där Etapp eng ganz Rei Rekursméiglechkeeten do. Leit, déi net d'accord sinn, déi net zefridde sinn, déi kënnen Asproch erhiewe schonn an der aktueller Législatioun. Da si mer nach net op der Expropriatioun. Da si mer fir d'éischt op der Parzellefestleeung, éier d'Utilité publique déclaréiert gëtt. A wann dann d'Utilité publique déclaréiert gëtt, dann ass et esou, datt de ganzen Text an d'Regierung geet an datt déi muss d'accord sinn, datt de Conseil d'État dat eng Kéier muss duerchkucken a vérifiéieren, an datt dann eréischt d'Utilité publique drop ass.

Dat heescht awer a mengen Aen, datt et eng Prozedur ass, déi eng ganz Garantie gëtt. Do huet d'ADR gesot, si wär der Meenung, datt och d'Chamber nach soll kënnen eng Kéier driwwer kucken. Ech weess awer net, ob ech dat eng gutt Iddi soll fannen, well hei geet et jo ëm eppes anescht wéi déi normal Aarbecht, déi d'Chamber ze maachen huet, déi eng legislativ Aarbecht ze maachen huet. Hei geet et wierklech ëm eng Detaildiskussioun vu Parzellen, déi Der musst op engem Plang da kucken, décidéieren, ob et déi richteg sinn oder déi falsch sinn, an ech mengen, dat ass elo wierklech net déi Aarbecht, déi normalerweis eng Chamber muss maachen.

Do, wou dann d'Chamber an hir normal Aarbecht erëm erakommen, dat ass, wann déi Utilité publique an de Gesetzer diskutéiert gëtt, wou se ganz oft drasteet, respektiv wann e Projet an engem Gesetz festgehale gëtt, fir kënne gebaut ze ginn. Do ass dann d'Chamber jo erëm op hirer Plaz, fir déi Autorisatiounen ze ginn, an dat schéngt mer och logesch an der Prozedur.

Ier mer dann un d'Phas vun der Expropriatioun kommen, a während där ganzer Phas vun der Deklaratioun vun der Utilité publique an en général nach virun der Deklaratioun vun der Utilité publique, ass et jo esou, datt de Comité d'acquisition vum Stat beoptraagt gëtt, fir den Akaf vun deenen Terrainen ze maachen.

Ech muss jo soen, wann hei gesot gëtt, datt kënnen Abusen domadder gemaach ginn, datt, esou vill meng Erfahrung elo reecht, ech awer bei all Projet gesinn, datt et natierlech fir de Stat vill méi einfach ass, wa mer à l'amiable mat de Leit eens ginn.

Et huet jo iwwerhaapt kee Sënn fir de Stat, an eng Expropriatiounsprozedur wëllen eranzegoen, wann en d'Chance huet, fir et besser, méi schnell an ouni Kaméidi mat de Leit ze kréien, wann e mat hinnen eens gëtt. Dat heescht, et ass normal, datt an där Etapp a souguer virdrun de Comité d'acquisition bei d'Leit geet fir ze soen: Hei, mir hunn d'Intentioun eppes do ze bauen; mir brauchen deen Terrain; kënne mer e kréien; kënne mer e kafen, an zu welleche Konditioune geet dat?

Also sinn am Fong déi Leit iwwert déi verschidden Etappen, iwwert déi verschidde Weeër normalerweis iwwert dat informéiert, wat geschitt, éier dann iwwerhaapt d'Expropriatiounsprozedur no där ganzer Prozedur vun der Phase administrative a Fro kënnt. An da kommen eréischt d'Expropriatiounsprozedur an d'Phase judiciaire hannendrun, wou dann den Tribunal décidéiert, ob dann d'Expropriatioun an de legale Forme gemaach gëtt, an et dann elo d'Méiglechkeet gëtt am Kader vun där neier Constitutiounsännerung, fir d'Mise en possession esou schnell wéi méiglech no deem éischten Uerteel ze maachen.

Do huet d'ADR och gesot, datt een am Fong misst scho momentan virgesinn, datt déi Leit, déi expropriéiert ginn, och esou schnell wéi méiglech da kéinten e groussen Deel vun hire Sue kréien. Mä och do, wann een den Text kuckt esou wéi en elo besteet, muss ee soen, datt den Text jo ganz kloer seet, datt déi Indemnité provisionnelle, déi de Riichter ka ginn, schonn an där doter Etapp, éier d'Indemnité definitive iwwert d'Expertë festgehale gëtt, mindestens 90% muss si vun deem wat virgeschloe ginn ass datt se kréien. Dat heescht, schonn e substanzielle Montant vun deem wat a priori kéint dû sinn.

An d'Constitutioun haut seet och, datt dee Montant muss «juste» sinn. Den Här Bodry huet virdru ganz gutt erkläert, wat deen «juste» am Fong heescht. Deen «juste», dat ass nëmmen zum Deel dat, wat den Terrain da kann an der Valeur vénale hunn, mä et ass och eventuell déi zukünfteg Valeur respektiv déi perséinlech Valeur, déi och matgerechent ka ginn, respektiv all aner Problemer, déi nach kënnen entstoen, oder Käschten, déi kënnen entstoen, vun deenen de Juge och kann décidéieren, wann en de juste prix fixéiert, datt se hei mat dran integréiert ginn, esou datt ech och mengen, am Text wär och dee Problem schonn ugepaakt. Mä dat kënne mer roueg nach eng Kéier an där Analys, déi mer gemeinsam da wäerte maache virum zweete Vote, gemeinsam duerchkucken.

An dann dee leschte Punkt, dat ass deen, deen d'Madame Flesch opgeworf huet an - ech mengen - och den Här Meyers vun dem Artikel 545 vum Code civil. Do ass richteg, datt deen Artikel seet: «Nul ne peut être contraint de céder sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.»

Wann een dat op d'Räsonnement vun dem Expropriatiounstext uwennt, dann ass et kloer, datt een hei och misst den Text änneren. Wat mer elo amgaange sinn ze kucken, éier mer lech awer eng definitiv Äntwert op déi do Fro ginn, dat ass, ob de Sënn vun deem hei Text, esou wéi en am Code civil steet, net iwwert d'Expropriatioune stricto sensu erausgeet, mä och e Champ d'application huet, deen e wéineg méi breet ass an deen d'Cessatioun vu Propriétéiten tëschent Personnes privées concernéiert, an an deem Kader eventuell déi Indemnité préalable nach Sënn hätt.

Duerfir wëll ech elo net definitiv mech hei avancéieren, mä de Justizministère an de Justizminister wäerten dat nach duerchkucken, ob et da sënnvoll ass, noutwendeg ass, muss hei gemaach ginn, oder ob ee besser huet, fir déi aner Fäll mat ofzedecken, et hei sinn ze loossen. Mir si selbstverständlech bereet, doriwwer ze diskutéieren a wann et muss sinn op dee Wee ze goen, mä mir bieden awer nach kënnen déi Analys en toute sérénité an deenen nächste Méint do ze maachen.

Voilà, ech mengen, dat wären déi Punkten, déi ech wollt soen. Ech freeë mech dann op déi Diskussioun, déi mer elo nach an der Detailanalys vum Gesetzestext zesumme mat lech an der Kommissioun kréien.

Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruption)

M. le Président.- Jo, Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, den Här Minister huet net zu Onrecht hei drop higewisen, datt et d'Aarbecht vun dëser Chamber ass, sech ëm d'Législatioun

ze këmmeren an net ëm den Detail dovunner, wat dann elo u Parzelle soll d'utilité publique déclaréiert ginn a wat net. Dat ass richteg, mä duerfir ass eis Suerg awer och, datt ee méiglechst prezis an der Législatioun definéiert, wat kann an däerf dorënner falen a wat net.

Ech ginn Iech d'Beispill - de Kolleeg Gibéryen hat dat scho gebraucht - vum Kierchbierg, wou op eng Kéier ganz aner Saache gemaach ginn, wéi do fir d'Europäesch Unioun Gebaier, Terrainen ze erschléissen a Gebaier opzeriichten.

Wann ech d'Situatioun vun der Cité Syrdall kucken, déi mir deemools net matgedroen hunn, da geet et dorëm, fir Privatleit ze expropriéieren, fir do eng Situatioun an d'Rei ze setzen, wéi mer och vill anerer am Land hunn, déi net esou sinn, wéi mir eis se géife wënschen.

Duerfir si mir der Meenung, datt och soll am Gesetz kloer definéiert ginn, wat däerf dorënner falen a wat net. Et kann net sinn, datt mir souguer als Législateur, als Chamber, eis iwwer konstitutionell Rechter vum eenzelne Propriétaire ewechsetzen, fir ze soen: Dach, déi oder déi Parzell, zum Beispill bei Mesures compensatoires bei enger Autobunn, déi huele mer elo mat eran, obschonn et mam Bau vun der Autobunn direkt näischt ze dinn huet.

Dat wollt ech Iech, Här Minister, soen. Dir hutt eis do eppes wëllen ënnerstellen, wat op d'mannst net esou geduecht war.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Revisiounsvirschlag 5596. Laut Artikel 114 vun der Verfassung ass eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert. De Vote par procuration ass net erlaabt.

Premier vote constitutionnel

D'Resultat ass dat folgend: 45 Jo-Stëmmen, eng Nee-Stëmm an dräi Abstentiounen. Wëllt ee seng Abstentioun motivéieren?

(Négation)

Ont voté oui: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Lucien Thiel et Lucien Weiler;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Dann ass dee Punkt vum eisen Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen elo zum nächste Punkt. Dat ass de Projet de loi 5656 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Grethen, Klein a Gibéryen. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers!

11. 5656 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5656, deen den 20. September 2006 hei an der Chamber deponéiert ginn ass, soll zwee Gesetzer oänneren; engersäits d'Gesetz vum 22. Juni 1963 iwwert d'Gehälter vun de Statsbeamten, an d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut vun de Statsbeamten. Ech wëll déi verschidden Ännerungen a véier Punkten zesummefaassen, wouvun deen éischte Punkt d'Gesetz vun '63 ännert an déi aner dräi Punkten de Statut vun de Statsbeamten.

Zum éischte Punkt. Dee gesäit vir, dass Beamten, déi méi wéi zwielef Joer an deemselwechte Grad blockéiert sinn, d'Méiglechkeet kréie vun engem Avancement en traitement. Dës Moossnam war schonn am Accord salarial vum 31. Mee 2005 virgesinn. De Statsrot huet a sengen Avisë vum 5. Juli a vum 11. Oktober 2005 ugekënnegt, dass hie keen Accord zu enger Dispens zum zweete Vote kéint ginn, wann déi Moossnam net op d'Riichtere géif ausgedehnt ginn. D'Kommissioun vun der Fonction publique huet doropshin am Dezember 2005 d'Entscheedung geholl, fir déi Bestëmmung aus dem Projet de loi 5486 iwwert den Accord salarial erauszehuelen.

D'Regierung huet elo an deem heite Projet, dee mer haut diskutéieren, den Avancement en traitement och op d'Riichteren, an zwar vun de Graden M2 an M3, ausgedehnt. De Statsrot ass mat där Léisung d'accord. Den Text gesäit elo vir, dass deen eenzelne Beamten, dee während zwielef Joer keen Avancement kritt huet, en aussergewéinlechen Avancement ka kréien op seng Demande hin.

Den Avancement ass also ofhängeg vun engem Avis vum Verwaltungschef. Wat déi lescht Bestëmmung ugeet, haten d'Beruffschamber an och de Statsrot virgeschloen, fir deen Avancement automatesch ze maachen. D'Kommissioun huet sech majoritär fir d'Bäibehale vum Regierungstext ausgeschwat, well och déi heite Bestëmmung ugesiedelt ka gi bei de Grades de substitution, wou souwisou och den Avis vum Verwaltungschef virgesinn ass.

Déi zweet Moossnam ännert d'Modalitéite vum Stage vun deene Beamten, déi Deelzäitaarbecht kënne maachen. Déi Beamte musse sech elo während zwee Joer Stagezäit op den Exame virbereeden, fir definitiv agestallt ze ginn. D'Beamte mat enger Deelzäitaarbecht vu 75 oder 50% kënnen awer an där Deelzäit weder d'Formatioun beim INAP nach déi Formatioun, déi se an der Verwaltung selwer als berufflech Virbereedung op hir Astellung solle maachen, an där kuerzer Zäit realiséieren. Dofir gëtt dann elo virgesinn, dass d'Beamten, déi nëmmen Deelzäit schaffen, hir Stagezäit vun zwee op dräi Joer verlängert kënne kréien, wat hinnen dann erlaabt, sech och seriö op hiren definitiven Exame virzebereeden.

Déi drëtt Moossnam gesäit vir, den Artikel 10 vum Gesetz iwwert de Beamtestatut ofzeänneren duerch een neien Alinea, deen d'Schafe vun enger Kommissioun virgesäit, déi d'Kloe soll behandelen, déi gemaach ginn am Rahme vum sougenannten Harcèlement moral et sexuel. De Statsrot hat a sengem Text virgesinn, dass d'Membere vun där Kommissioun eng Indemnitéit kéinte kréien. D'Kommissioun war awer der Meenung, dass een och do beim Regierungstext soll bleiwen, dee keng esou eng Indemnitéit virgesinn hat. Et ass also dee Moment net deen Zousaz vum Statsrot iwwert d'Jetone vun der Kommissioun zréckbehale ginn.

Eng véiert Ännerung preziséiert d'Artikelen 30, Paragraph 3, an 31, Paragraph 4 vum Gesetz vun 1979 iwwert de Beamtestatut. Déi nei Bestëmmunge regelen d'Reintegratioun vun deene Beamten, déi no engem Congé sans traitement oder engem Congé pour travail à mi-temps erëm ufänke mat schaffen oder erëm ganz schaffe ginn. Am Prinzip kënnen déi Beamten an hir ursprünglech Verwaltung zréckgoen, wa se erëm ufänke mat schaffen. Wann dat net méiglech ass, kënne se an een anere Service vun där Verwaltung goen, oder awer, wann dat net méiglech ass, kënne se an engem anere Service vun därselwechter Verwaltung ënnerbruecht ginn.

Fir d'Beamte vun der Regierungsverwaltung ass virgesinn, dass se an deeselwechten Département ministériel zréckginn. Wann dat net méiglech ass, kënne se och an een aneren Département ministériel geschéckt ginn. Op jidde Fall ass sécher, dass, wa se erëm ufänke mat schaffen no engem Congé sans traitement oder wa se erëm ufänke ganz ze schaffen, se mussen hir ganz Aarbecht kënnen an der Regierungsverwaltung ophuelen.

Den Textvirschlag vun der Kommissioun ass eestëmmeg ugeholl ginn. An ech bieden och d'Chamber, deem Textvirschlag hir Zoustëmmung ze ginn. Ech bréngen och heimat den Accord vun der CSV.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den honorabelen Här Grethen huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, den Här Rapporteur, deem ech meng an der Fraktioun hir Félicitatioune fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport ginn, war esou komplett, dass mir nach just bleift, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ze iwwermëttelen.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den Här Klein huet d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Dem Rapporteur Merci fir säi Rapport. Et war alles ganz däitlech a kloer. Hien huet déi véier Objektiver ganz däitlech virgedroen. Déi véier Dispositioune sinn am Intérêt vun de Fonctionnairen an och am Intérêt vum Service public. Ech ginn och duerfir den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Adam!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt dem Här Rapporteur och Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Et ass alles gesot, an ech bréngen och just den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Ech gesinn, dass den Här Gibéryen sech de Virriedner uschléisst.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President. Ech bedauere just, datt et esou laang gedauert huet, bis mer dat Gesetz hei konnte maachen, well et geet am Fong nach bis op dee leschten Accord salarial zréck bis mer déi Ëmsetzung maachen. Ech bréngen selbstverständlech och den Accord vun eiser Fraktioun oder eisem Grupp hei zu dësem Gesetzesprojet.

M. le Président.- Den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, meng Sensibilitéit kann natierlech och mat deem...

(Hilarité)

Une voix.- Dir sidd sensibel.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech si ganz sensibel, a verschiddene Saachen, jo. Ech géif mengen, dass mer um richtege Wee sinn. Mä ech hoffen dann, dass mer bei där nächster Jorhonnertreform a spéitstens 50 Joer dann awer och dozou kommen, dass mer och fir de Privatsecteur e Statut unique kréien, dass mer do dann awer och ähnlech Dispositioune kréie wéi elo, déi mer hei bei der Fonction publique gestëmmt hunn.

M. le Président.- Ech muss soen, et wier net richteg gewiescht, wann den Här Gibéryen an den Här Jaerling net zu Wuert komm wieren. Si hunn Nuancen an déi Debatt erabruecht, déi mer virdrun net kannt hunn.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et war net onwesentlech.

M. le Président.- Elo komme mer zum Vote iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5656 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Norbert Haupert), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Laurent Mosar), MM. Fred Sunnen (par M. Ali Kaes), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. John Castegnaro), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Heure d'actualité, déi vum Grupp vun de Liberalen ugefrot ass. D'Riedezäit ass nom Artikel 84(2) fest-

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

geluecht. Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere fënnef Minutten, an der Sensibilité politique zwou Minutten. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Mosar, d'Madame Err, den Här Braz an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Xavier Bettel als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

12. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des procédures d'asile

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci. An der Sitzung vum 7. Mee 2007 hate mer schonn en Échange de vue mam Minister, wou hien eis dat och presentéiert huet. Dat war en Échange de vue zum Projet de règlement grand-ducal fixant une liste de pays d'origine sûrs au sens de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile. Do sinn och scho vill Froe beäntwert ginn.

D'DP ass fir eng séier Prozedur. Ech mengen, dat ass jo och kee Geheimnis. Dat hate mer och schonn deemools beim Text gesot an och an der Kommissioun, mä déi Prozedur soll awer och am Intérêt vum Demandeur d'asile selwer sinn, well mir sinn nämlech dergéint, dass dëst op Käschte vun Transparenz a Rechtssécherheet geet. Mir haten et schonn deemools gesot a mir widderhuelen et och haut.

Déi zentral Fro, déi sech fir d'éischt stelle muss, ass: Wéi eng Auswierkung huet déi Lëscht op Demandë vu Leit, déi aus esou engem séchere Land kommen? Geet de Lëtzebuerger Stat mat där Lëscht hin a seet: Et gëtt keng Mënscherechtsverletzungen an deem Land, firwat kënnen déi Leit dann awer nach eng Demande am Fong stellen? Oder mir soen, am Prinzip gëtt et keng Mënscherechtsverletzungen an deem Land, mä et gëtt awer Ausnahmen. Da musse mer awer all Demande op Profondeur traitéieren, fir net Opfer vu Mënscherechtsverletzungen ze diskriminéieren. An deem Fall ass eng Liste de pays d'origine sûrs awer dann iwwerflësseg.

Ech gesinn net ganz, wou d'Regierung dofir wëllt mat där Liste de pays d'origine sûrs wierklech hin. Et wier interessant wann de Minister eis kéint erklären, wat dann elo d'Auswierkunge vun esou enger Lëscht zu Lëtzebuerg wieren.

Wéi ass se opgestallt ginn? Den Artikel 21 vum Asylgesetz hält d'Kritäre fest, déi e Land muss anhalen, fir als séchert Land bezeechent ze ginn. An et sinn net déi mannsten. Nieft dem Anhale vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun muss e Land ënner anerem en effikasse Système de recours géint Mënscherechtsverletzungen noweise kënnen.

Ech géif de System zum Beispill emol gäre gesinn an Albanien, wou d'Police an d'Geriichter nokucken, wéi d'Familljeclanë sech an Deeler vum Land géigesäiteg bekämpfen a wou d'Gewalt géint Fraen nëmmen a ganz rare Fäll verfollegt gëtt.

D'Gewalt an engem Land wéi dem Mali, dat hat ech och schonn an der Kommissioun gesot an do huet d'Äntwert vum Minister mech awer net zefridde gestallt. Am Mali gëtt nach Homosexualitéit mat zwee Joer festem Prisong bestrooft. Do huet de Minister mer gesot, jo, mä en Homosexuelle ka jo dann nach ëmmer e Prozess, also hei e Recours, hunn. Jo, e fält awer an eng Procédure accélérée, wou e jo awer an eng Prozedur fält, Här Minister, déi net déiselwecht ass wéi bei de Länner, déi net op esou enger Lëscht sinn. Dir gesitt, bei deene Länner, déi op der Lëscht stinn, ass nach laang net alles an der Rei.

An da verstinn ech och net, firwat d'Regierung verschidde Pays cibles vun der Kooperatioun dropgesat huet, wou an de leschte Joren nach ni een eng Demande gestallt huet. An da stinn awer Länner wéi Albanien drop, wou mer déi meeschten Demanden hunn a wou mer mengen Informatiounen no awer och Avis positifs hätte fir de Statut subsidiaire. Vläicht kann de Minister eis e puer Explikatiounen och nach zu deem Punkt ginn.

Wien huet d'Evaluatioun gemaach? D'Evaluatioun vun der Sécherheetssituatioun an engem Land ass eng komplex an eng schwiereg Saach. An den Ausseministèren an eisen Nopeschlänner gëtt et ganz Servicer, déi dofir virgesi sinn. Ech wëll elo net soen, dass den Här Schmit wëllt froen, wéi zu Berlin 500 Leit an den Affaires politiques, déi esou eng Evaluatioun opstellen, wéi en déi hei zu Lëtzebuerg vun der Chamber gestëmmt kritt, mä et ass ëmmer schwéier esou Informatiounen ze kréien, och wann een net iwwer 100 verschidden Ambassadë kann an der Welt zielen.

D'Fro ass, ob Lëtzebuerg sech esou eppes iwwerhaapt leeschte kann. Wéi maache mer et? Gi mer op den Internet kucken, wat déi aner maachen? Ass dat esou wéi et am Moment gemaach gëtt? Hu mer do e Réseau sur place? Ech hu mer d'Fro gestallt, ob den Här Schmit net d'Méiglechkeet hätt, fir op engem nächste Conseil vun de Ministeren, déi sech ëm d'Immigratiounsfro këmmeren, d'Iddi ze ginn, fir dass een esou eng Étude d'observation mécht oder een eng Équipe d'observation géif kréien, déi eng indépendante Etüd géif maachen, wou een dann a priori awer géif akzeptéieren, dass déi Länner, déi op der Lëscht wären, dann als Pays sûrs géifen traitéiert ginn.

Well de Problem, dee se haut hunn an der EU, dat ass, dass all Land aner Kritären zréckbehält an aner Länner dann op där Lëscht huet. Et wier vläicht awer wichteg, eng unanime Lëscht ze hunn, also eng identesch Lëscht an de verschiddenen EU-Länner ze hunn.

Dann ass d'Fro och, wéi laang esou eng Lëscht gülteg ass. D'international Situatioun changéiert immens séier, zum Beispill an der Ukraine, wou et nëmmen e puer Wochen no där Décisioun iwwert déi Lëscht zu enger Statskris jo komm ass. Wéi séier kann...

(Interruption)

Jo, ech weess, Här Minister, Dir sidd och net de Jean Breton, mä et ass ëmmer delikat: Wéini kann een dann awer ee vun enger Lëscht erofhuelen?

(Hilarité)

Wat kann do gekuckt ginn?

Dann, Här President, wollt ech och nach froen, well et si vill Diskussioune gewiescht iwwert d'Réckféierungen, wéi se fonctionnéiere géifen, wéi d'Methode wären, an da gëtt gesot, da gi Prozesser gemaach, da gëtt gesot, et wier Recours elo zu Stroossbuerg iwwer eng Persoun, déi vläicht schlecht behandelt gi wier. Do wier et vläicht opportun sech d'Fro ze stellen, ob net Observateure bei de Réckféierungen opportun wieren. Nämlech an deem neie Rapport vum Comité contre la Torture vun de Vereenten Natioune gëtt Lëtzebuerg opgefuerdert, neutral Beobachter nämlech bei der Réckféierung vun Demandeurs d'asile zouzeloossen.

D'Croix-Rouge huet schonn e puermol proposéiert, krut ech gesot, fir der Regierung zur Verfügung ze stoen, fir bei esou Réckféierungen derbäi ze sinn. Mir géifen esou op jidde Fall eng Initiativ ënnerstëtze fir méi Transparenz a fir ze évitéieren, dass et herno zu Debatten an zu Streidereie kënnt iwwer Interpretatioune wéi eng Réckféierung stattfonnt huet.

Mam Ënnerschreiwe vum OPCAT, dem Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies, huet Lëtzebuerg sech ënner anerem dozou verflicht, en onofhängegt nationaalt Institut mat der Kontroll vun de Prisongen ze beoptragen - wéi et domadder och wier. Well d'DP ass der Meenung, dass een esou eng Institutioun zum Beispill och mat der Supervisioun vu Réckféierunge beoptrage kéint. D'DP wéilt vum zoustännege Minister wëssen, wéi et mat der Ratifizéierung vun deem Protokoll wier, dem Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies.

Ech hunn och eng Motioun, Här President, hei preparéiert, justement wou ech froen, dass «considérant les situations précaires dans lesquelles se déroulent les éloignements forcés de nos demandeurs d'asile», well et ebe vill Interpretatiounsméiglechkeeten ëmmer gëtt, «considérant l'absence d'observateurs indépendants lors des procédures d'éloignement», an da «considérant les recommandations du Comité contre la Torture des Nations Unies à l'adresse du Gouvernement lors de son dernier rapport», géif ech d'Regierung invitéieren: «à autoriser la présence d'observateurs des droits de l'Homme ou de médecins indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés».

Ech mengen, dat wier eng wichteg Saach fir ze évitéieren, dass herno interpretéiert gëtt wéi, wat a wou, an et wier doudsécher am Sënn vu méi Transparenz an enger méi einfacher Solutioun, wéi herno sech mussen ze rechtfertegen, wat richteg wou a wéi geschitt ass.

Ech hunn eleng am Moment ënnerschriwwen, Här President. Déi aner Ënnerschréften, wann aner Fraktioune se wëllen ënnerschreiwen... Soss froen ech meng Kolleegen aus menger eegener Fraktioun.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les situations précaires dans lesquelles se déroulent les éloignements forcés des demandeurs d'asile;

- considérant l'absence d'observateurs indépendants lors des procédures d'éloignement;

- considérant les recommandations du CAT (Comité contre la Torture des Nations Unies) à l'adresse du Gouvernement luxembourgeois dans son dernier rapport;

invite le Gouvernement à

- autoriser la présence d'observateurs des droits de l'Homme ou de médecins indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés.

(s). Xavier Bettel, Félix Braz, Henri Grethen, Aly Jaerling, Laurent Mosar.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Dann ass den honorabelen Här Mosar ageschriwwen.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP huet de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Asylprozedur ugefrot am Kontext vun der Opstellung vun enger Lëscht iwwert déi sougenannte sécher Länner.

Wann ech och prinzipiell all Diskussioun iwwert dëse sensibele Sujet begréissen, esou muss ech Iech dach soen, datt ech e bësselchen erstaunt sinn iwwert d'Froestellung, esou wéi se och an deem Bréif vun der DP-Fraktioun opgelëscht ginn ass. An ech ginn hei d'Gefill net ganz lass, datt et dem Froesteller manner ëm d'Saach geet, wéi alt erëm eng Kéier eng Tribün méi hei ze kréien.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei ginn also an där Demande eng Rei vu Kritiken opgelëscht, an ech wëll dann och elo versichen op déi Kritikpunkten anzegoen.

En éischte Kritikpunkt ass dee vun enger feelender Transparenz, wat d'Opstelle vun där Lëscht ugeet. An hei muss ech awer soen, datt ech dee Reproche nu wierklech net kann novollzéien, well ech muss awer hei dem Minister, dem Här Schmit, zougestoen, datt hie mat ganz vill Akribie dee Projet de règlement grand-ducal an der zoustänneger Kommissioun virgestallt huet, in extenso virgestallt huet, datt all Kolleege konnten do all Froe stellen, inklusiv den Här Bettel konnt doriwwer seng Froe stellen, esou datt ech mengen, datt ee sécherlech awer hei net ka vu feelender Transparenz an deem Dossier schwätzen. Ech géif mer d'ailleurs wënschen, datt bei méi Projets de règlement grand-ducal esou extensiv mat deenen zoustännege Kommissioune géif diskutéiert ginn.

Wat elo de Fong vun der Saach ugeet, wëll ech fir d'alleréischt nach eng Kéier ënnersträichen, datt déi Lëscht vu séchere Länner a sech am Asylgesetz festgeschriwwe ginn ass an datt och do keng Fraktioun eigentlech e Problem mat där Lëscht huet. Wat elo de Fong vun där...

(Interruption)

Här Braz, Dir kënnt dat jo dann herno nach eng Kéier soen.

Wat elo de Fong vun der Saach ugeet, huet eis Regierung sech entscheet, wéi aner europäesch Länner och, esou eng Lëscht vu séchere Länner opzestellen, nodeems et evident war, datt et schwéier géif ginn, esou eng Lëscht kuerz- oder mëttelfristeg um europäeschen Niveau auszeschaffen. Bei dëser Opstellung huet Lëtzebuerg sech u sengen direkten Nopeschlänner inspiréiert, Frankräich, Däitschland, mä och Holland, déi jo scho säit enger gewëssener Zäit esou eng Lëscht hunn.

An déi Lëscht, déi dann hei och proposéiert gëtt, déi entsprécht u sech all deene Kritären esou wéi se am Asylgesetz vum 5. Mee 2006 och virgesi sinn. Sécherlech kann een elo doriwwer diskutéieren, ob een dat eent oder dat anert Land, wat elo op där Lëscht steet, vläicht ewechgelooss hätt an am Géigendeel eventuell en anert Land, wat am Moment nach net dropsteet, eigentlech géif dropsetzen. Do gëtt et sécherlech och eng Rei vun Argumenter dofir, dach si mir awer als CSV-Fraktioun der Meenung, datt déi Lëscht, esou wéi se elo zréckbehale ginn ass, eigentlech zefridde stellend ass an och eng Rei vun objektive Kritäre respektéiert.

Ech géif och dovir warnen, fundamental Ännerungen un dëser Lëscht virzehuelen, well ech iwwerzeegt sinn, datt et net gutt ass, wa mir eng Lëscht hunn, déi sech wesentlech vun anere Länner ënnerscheet.

Nach ass et allerdéngs esou, datt all Land seng Eegenaarten huet um Niveau vun der Flüchtlingspolitik, well et eben nun esou ass, datt net all Land Flüchtlingen aus deeneselwechten Ursprongslänner huet, an all dëst mécht et dann och schwiereg fir eng eenzeg europäesch Lëscht vu séchere Länner opzestellen. Wat mir bedaueren, well et deen eenzege richtege Wee wär, eng gewëssen Harmonisatioun an den Asylprozedure vun deene verschiddenen europäesche Länner ze kréien.

Här President, et kann een eiser Meenung no och net vun engem Mangel u Kontrollmechanisme schwätzen, well dës Lëscht, wéi ech et virdru scho gesot hunn, an aller Transparenz ausgeschafft, virgestallt a publizéiert ginn ass. D'Lëscht gëtt och un déi international Situatioun ugepasst, an all Deputéierten huet jo à tout moment d'Méiglechkeet, wann dann d'Lag an engem bestëmmte Land ännert, d'Radiatioun vun deem Land vun där Lëscht unzefroen, an huet jo och ëmmer d'Méiglechkeet, den zoustännege Minister heiriwwer ze interpelléieren, an deem Beräich ze handelen, wann dat dann net bis dohinner scho längstens geschitt ass.

Fir d'Kontrollaarbecht vun der Chamber hei ze vereinfachen, kéint ech mer zum Beispill virstellen, datt dës Lëscht eemol am Joer - zum Beispill am Ufank vun der parlamentarescher Sessioun - vun der zoustänneger Kommissioun op de Métier géif geholl ginn an an enger Diskussioun mam zoustännege Minister da géif analyséiert ginn, ob dës Lëscht nach ëmmer den internationale Realitéite géif entspriechen.

En allerleschte Punkt, Här President, wat deen zweete Volet vun der Aktualitéitsstonn betrëfft, dee vun de Recommandatioune vum Comité géint d'Torture. Ech wëll do net am Detail drop agoen, well dat géif de Kader vun dëser Aktualitéitsstonn sécherlech sprengen. Ech géif op jidde Fall déi Suggestioun, déi do gemaach ginn ass, positiv ophuelen an och vläicht de Minister bieden ze kucken, ob een déi kéint och bei nächsten Zréckféierungen unhuelen; well dat schéngt mer och am Sënn vun deenen Zréckféierungen an och vu méi Transparenz ze sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Dann ass ageschriwwen déi honorabel Madame Lydie Err.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Merci, Här President. Ganz kuerz: Ech kéint mech op bal alle Punkte mengem Virriedner uschléissen an ech wëll dofir net méi op den Detail vun der Lëscht do goen.

Eigentlech war ech der Meenung, et wär vill besser dat Reglement iwwert déi national Lëschten net ze hunn an eng europäesch Lëscht ze kréien. Bon, d'Majoritéit huet dat an hirer Wäisheet aneschters décidéiert. Elo läit eng Lëscht vir. Ech mengen och, dass dat seng Avantagen huet, well mer gesi wéi schwiereg dass et ass, eng gemeinsam ze kréien.

Et ass also esou, dass un där Démarche u sech näischt auszesetzen ass. An ze begréissen ass sécherlech d'Tatsaach, dass an der Kommissioun an allen Detailer iwwert déi Lëscht do konnt décidéiert ginn. Mä vu dass et eng Aktualitéitsstonn ass an dass ech net Loscht hunn, mer den Thema vun där Aktualitéit vun der liberaler Partei hei virschreiwen ze loossen, wollt ech dovu profitéiere fir e puer Froen ze stellen, déi mech am Fong méi interesséiere par rapport zum neie Gesetz, wat elo eng Zäitche gelaf ass a wat verschidden Ännerungen agefouert huet, déi interessant sinn: de Statut subsidiaire, dee mer virdrun net haten, de Statut de tolérance, wat e richtege Statut ginn ass par rapport zu deem wat mer virdrun haten, d'Autorisation temporaire d'occupation, etc.

Ech géif gäre wëssen, wéi entre-temps an der Applicatioun vun deem Text, deen am Mee d'lescht Joer a Kraaft getrueden ass, sech d'Situatioun entwéckelt huet? Wéi vill Demandes de tolérance zum Beispill? Wéi vill Statuts de tolérance sinn accordéiert ginn? Wéi laang sinn d'Prozeduren a wat ännert dat en fin de compte par rapport zu der Situatioun vu virdrun?

Mech géif virun allem interesséieren, wéi laang dee Statut de tolérance accordéiert

gëtt, well och virdrun ass et dat jo ginn. An déi Tatsaach, dass dat ëmmer nëmme vu Mount zu Mount oder vun dräi Méint op dräi Méint gaangen ass, dat war fir d'Leit e Problem. Well souguer wa se konnten heibleiwen, konnte se an dräi Méint oder an där kuerzer Zäit eigentlech kee Projet zu Lëtzebuerg ufänken.

Wéi ass et mat den Autorisations temporaires d'occupation? Wéi vill sinn der accordéiert ginn? Huet sech mat där neier Gesetzgebung eppes geännert wat d'Zuel vum Statut de réfugié proprement dit ubelaangt? An anere Wierder géif mech interesséieren, wou déi Änneruge par rapport zu der Situatioun virun deem neie Gesetz hei zu Lëtzebuerg eppes bruecht hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Dann huet den Här Braz d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President.

Zu där Heure d'actualité, déi d'DP gefrot huet, wëll ech aganks direkt fir déi gréng Fraktioun eppes richtegstellen, wat den Här Mosar gesot huet. Well contrairement zu deem, wat den Här Mosar gesot huet, dass mat der Lëscht keng Fraktioun Problemer hätt, well ech deem widderspriechen.

Och contrairement zu der DP, déi sech mam Prinzip vun der Lëscht an der Kommissioun konnt ufrënnen an hei elo eenzel Aspekter nach wëllt diskutéiert hunn, hunn déi Gréng klipp a kloer gesot, dass se der Meenung sinn, dass ee keng Lëscht brauch. A mir sinn och der Meenung, dass dat nach ëmmer esou de Fall ass.

Et ass och am Widdersproch zu deem, wat d'Regierung par ailleurs oft gesot huet, nämlech dass se géif dofir antrieden, dass mer géifen eng europäesch Léisung fannen an där heiter Matière. A wann et net méiglech ass, eng europäesch Äntwert ze fanne fir esou eng Lëscht, da läit dat och vläicht dorunner, dass et quant au fond net schrecklech vill Sënn mécht, esou eng Lëscht opzestellen.

All Länner hunn aner Vuen, mengen, ënnerschiddlech Länner missten dodrop kommen. A mir kréien ëmmer nees erkläert, och vun der Regierung, dass dat neit Gesetz, trotz där Lëscht, natierlech nach ëmmer verlaangt, dass eng Analys quant au fond cas par cas gemaach gëtt. Dass also de Fait eleng, dass een aus engem Land kënnt, wat op der Lëscht steet, net verhënnert, dass ëmmer nach muss eng Décisioun au cas par cas geholl ginn.

Wann dat dann esou ass - an dat ass och esou de Fall -, dann ass dat e weidert Argument fir ze soen, dass déi Lëscht net vill Sënn mécht.

Duerfir ass eis Meenung, dass mer net haut sollen iwwert déi Lëscht diskutéieren, iwwert dëst oder deen Deelaspekt. Dat hu mer an der Kommissioun effektiv gemaach. Do konnt alles gefrot ginn an do ass och zu där Lëscht alles gesot ginn.

Wat allerdéngs hei an dësem Plenum feelt, dat ass dass kloergemaach gëtt, dass déi Lëschten net musse sinn, dass dat eng Possibilitéit ass, déi mer am Gesetz haten, well och d'Direktiv dat virgesinn huet, dass ee kéint esou eng Lëscht maachen. Eng Obligatioun esou eng Lëscht ze maache gëtt et net, weder an der Direktiv nach gëtt et eng Obligatioun an eisem Gesetz esou eng Lëscht ze maachen.

Duerfir menge mir och, dass grad dat Lëtzebuerger Land, wat zu Recht ëmmer nees drop pocht, dass en matière d'immigration, en matière de politique d'asile national Léisunge kee Sënn hunn, gutt géif drun doen, dann och konsequenterweis mam Beispill virzegoen an ze weisen, dass mir net déi sinn, déi eng Lëscht opstellen, déi och e ganz zweifelhaften Notzen huet, wann net - wann dat, wat d'Regierung seet, stëmmt - iwwerhaapt keen Notzen eigentlech an der Praxis huet.

Duerfir menge mir, dass mer besser géifen drun doen, déi Lëscht do als Lëtzebuerger Land zréckzezéien an eis weider ze beméien, dass et eng europäesch Léisung an dëser Matière gëtt. Net nëmmen an der Fro vum Asyl; och an der Fro vun der legaler Immigratioun, déi et nach ëmmer gëllt ze organiséieren, well et se nach ëmmer net gëtt.

D'autant plus wou déi Zuelen - d'Madame Err huet se elo virdru mëndlech hei gefrot; ech mengen, dass den Här Angel och eng Question parlementaire an deem dote Sënn virun zwee, dräi Deeg gemaach huet, wou en déi Zuelen do freet -, déi an der Lescht um Dësch leien, och ganz däitlech beleeën, dass scho virun deem neie Gesetz iwwert den Asyl vun 2006 d'Zuelen zu Lëtzebuerg wéi am Rescht vun Europa réckleefeg sinn. Dass et also häerzlech wéineg mat deem Gesetz ze dinn huet, wann déi Zuele réckleefeg sinn, mä et huet mat Realitéiten ze dinn, mat battere Realitéiten an deene Länner, aus deenen déi Leit fortginn, oder eben elo net méi fortginn, well se fir sech de Choix kënnen treffen, nawell dozebleiwen. Dat ännert d'Fluxë vun den Demandeurs d'asile. Dass et duerfir muss awierken an eist Gesetz, huet an deem Sënn näischt geännert.

A wann déi Zuele réckleefeg sinn, da soll een och d'Éierlechkeet hunn - an ech mengen och, dass den Här Schmit déi huet -, fir kloer ze soen, dass et näischt mat deem Gesetz ze dinn huet, wann déi Zuele réckleefeg sinn, mä mat anere Faiten, op déi mer als klengt Lëtzebuerger Land relativ wéineg Afloss hunn, an net iwwert dat Gesetz a scho guer net iwwer esou eng Lëscht.

Drëtt a lescht Remarque, fir dann awer och vun der Geleeënheet ze profitéiere fir den Här Schmit ze froen - elo si mer den 2., 3. Juli -, wat mer an den nächste Wochen ze erwaarden hu vun Expulsiounen. Ass do virgesinn, dass Leit ausgewise ginn? Wa jo, mat wéi enge Kritäre sinn déi Leit ausgesicht ginn, a wéi gedenkt d'Regierung dat ze maachen an den nächste Wochen, fir sech net erëm eng Kéier mussen de Virworf maachen ze loossen, si wéilt vun der déifster Summervakanz profitéiere fir Leit aus dem Land ze bréngen, op eng Aart a Weis, déi net ëmmer déi richteg wär?

Mir wäre frou, wann de Minister eis kéint a senger Äntwert kloermaachen, dass dat, wat hei zu Lëtzebuerg an den nächste Woche geschitt, vun A bis Z op all de Punkten och wierdeg ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. D'Wuert huet elo den Här Jaerling.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Also ech si vollkommen dem Här Braz senger Meenung an där Fro do, well et einfach och fir mech kee Sënn mécht, dass een eng préalabel Lëscht mécht iwwer Länner, an deene Konfliktsituatioune sinn, a wou ech mer och ganz oft Gedanken iwwer verschidde Länner maachen, wann ech gesinn, dass gesot gëtt, dass do keng Konfliktsituatioune sinn, an dann, wou ech déi Länner awer e bësse kennen, ech awer ganz kloer weess, wat do wierklech leeft.

An da froen ech mech, wien dohinner kucke geet, fir déi Situatioune festzestellen, a wien da wierklech do och herno am Endeffekt d'Verantwortung dréit, fir Leit a Länner zréckzeschécken, wou een am Virfeld weess, dass hiert Liewen net sécher ass.

An och ech géif och dem Här Braz bäiflichten, wann hie freet, wat dann elo vun Expulsiounen hei am Summer an där nächster Zäit virgesinn ass. An ech géif dann emol virschloen, anstatt Expulsiounen ze maachen, fir Verschiddener aus der Regierung an aus de Regierungsreie vläicht emol an déi Länner an d'Vakanz ze schécken zwee Méint, fir dass se do solle kucken an datselwecht emol vläicht erliewen, wat déi Leit dohannen erliewen a wat déi do musse matmaachen. Vläicht komme se da geheelt erëm, an da komme méi mënschlech Aspekter an deem Zesummenhang do op d'Tapéit.

M. le Président.- Den Här Minister Nicolas Schmit huet d'Wuert.

(Interruption)

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Hutt keng Angscht.

Mir diskutéieren elo zu relativ spéider Stonn iwwer e ganz seriöen a sensibele Problem. Ech wëll net nach eng Kéier dorop agoen, wat hei scho gesot ginn ass iwwert d'Transparenz. Ech hunn déi Lëscht net nëmmen erkläert, ech hunn och der Chamberskommissioun eng Rei vun Dokumenter zoukomme gelooss, wou se sech konnt informéieren, wéi et iwwerhaapt zu där Lëscht komm ass, wat d'Basis ass vun där Lëscht, wou Lëtzebuerg sech och drun inspiréiert huet.

Loosst mech ee Wuert soen zu der Fro: Firwat eng Liste de pays sûrs?

Et ass ganz einfach dat heiten: Et gëtt Länner, wou net nëmme Lëtzebuerg, mä eng ganz Rei aner Länner unerkennen, datt et op der Basis vun der Conventioun vu Genève, déi jo d'Grondlag ass vum ganzen Asylrecht, keng Ursaache gëtt, datt Leit, déi aus deene Länner kommen, eigentlech an engem anere Land Asyl froen, well d'Situatioun am Prinzip an deene Länner esou ass, datt et keng systematesch Verletzunge vun de Mënscherechter an deene Länner gëtt. Dat ass den Ausgangspunkt vun der Schafung vun enger Liste de pays sûrs.

Ech deelen natierlech déi Kritik, datt et leider net méiglech war, eng europäesch Lëscht opzestellen, déi an deene 27 Länner vun der Europäescher Unioun valabel wier. Bis ewell war dat net méiglech, obwuel dat an der Direktiv virgesinn ass, mä ech géif awer net komplett verzweifelen, well et ass ganz sécher, well mer wëllen an d'Richtung goe vun engem eenheetlechen Asylsystem an Europa, da kann ee sech jo net virstellen, datt mer net esou Lëschten hunn. Well jo en eenheetleche System vum Asyl an Europa heescht, datt en Demandeur d'asile aus engem Land x d'nämlecht an alle 27 Länner vun der Europäescher Unioun traitéiert gëtt.

Nun, et muss ee jo soen, datt fir e Land, wat op esou enger Lëscht figuréiert, dat jo keng Onéier ass. Dat ass jo eigentlech d'Unerkennung, datt an deem Land d'Mënscherechtssituatioun korrekt ass, datt et also eigentlech keng Ursaach gëtt fir Bierger aus deem Land, fir an engem anere Land Asyl ze froen.

Nun, firwat hu mer esou eng Lëscht gemaach? Majo, well mer feststellen, datt aus e puer Länner, wou déi dote Kritären absolut zoutreffen, dat heescht Länner, wou d'Mënscherechtssituatioun gutt ass, vläicht net perfekt, mä no de Kritäre vun der Conventioun vu Genève gutt ass, mer nach ëmmer Leit kréien, déi aus deene Länner kommen an emol probéieren, hei zu Lëtzebuerg och Asyl ze froen.

2006 waren et 76 Demandes d'asile aus siwe Länner. Siwe Länner vun deenen eelef, déi op där Lëscht do stinn. Ech ginn Iech och den Detail, wann Dir dat gär hätt. Dat ware 14,5% vun allen Demande-d'asilen. Dat schéngt Iech elo alles geréng ze sinn, mä Dir musst jo wëssen och, wat den administrativen Opwand vun der Analys vun enger Demande d'asile duerstellt, y compris mat zwee Recoursen, plus herno natierlech, wann d'Leit déboutéiert ginn, alles dat, wat hannendru kënnt.

Dëst Joer hate mer 26 Demanden aus deenen nämlechte siwe Länner. Dat ware bis ewell an de Juni eran 13% vun de globalen Demanden.

Zu de Länner, déi concernéiert sinn, gehéiert Albanien. Do stellen ech fest, datt mer haut mat Albanien en Accord maachen iwwer a) Stabilisation et association, wou als éischte Prinzip drasteet, datt Albanien net nëmmen den État de droit muss unerkennen, mä och d'demokratesch Fräiheeten, Wahle maache muss a Respekt virun de Bierger hunn. Ou bien ass dat falsch? Dann dierfe mer deen Accord herno net stëmmen, oder Albanien gëtt haut ugesinn als e Land, wou vläicht net alles perfekt ass, mä mat deem een esou en Accord ofschléisse kann.

Ech hunn da vun der Vendetta schwätzen héieren, déi an Albanien effektiv praktizéiert gëtt. De Punkt ass deen, datt et d'Vendetta als Praxis nach op anere Plazen an Europa gëtt,...

(Interruption)

Zum Beispill, Dir hutt et gesot.

...mä awer och net an der Conventioun vu Genève virgesinn ass. Wann et esou ass, datt d'Vendetta muss als e Grond ugesi ginn, fir engem Asyl ze ginn, da musse mer nach ville Leit, y compris aus Europa, esou e Statut ginn. Ech mengen, do muss een einfach och e bëssen op d'Texter zréckkommen.

En anert Land, vun deem ech hei wëll schwätzen, aus deem mer eng grouss Communautéit vu Leit hei hunn, ass Montenegro. Ech mengen, Dir hutt gesot, mir sollen dohinner an d'Vakanz goen. Effektiv, honnertdausenden Europäer ginn a Montenegro an d'Vakanz! An ech war eng Visite dohi maachen, net an d'Vakanz.

Une voix.- Gitt e bësse méi laang! Gitt e bësse méi laang!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Jo, mä, déi sti jo net op der Lëscht. Wann ech mech net iren,...

(Interruption)

...stinn déi do net op där Lëscht, déi Dir vläicht viséiert. Montenegro ass ouni Zweifel e Land, wou d'Standarde vun de Mënscherechter absolut respektéiert ginn.

Dat heescht natierlech, datt ech verstinn, datt och Leit aus Montenegro op Lëtzebuerg wëllen immigréieren. Mä dat ass eng ganz aner Fro, an doriwwer musse mer ons Gedanke maachen. Wann ee wëllt op Lëtzebuerg immigréieren aus Montenegro, da musse mer e Kader schafen, fir legal Immigratioun aus Montenegro ze organiséieren.

Et geet awer net, datt Leit aus Montenegro kommen an hei emol probéieren, iwwert den Asyl Immigratioun ze produzéieren. Dat ass einfach net akzeptabel. An duerfir ass déi Lëscht och do, fir dat kloerzemaachen a fir och déi Weeër vun der Immigratioun dann net zouzemaachen, mä zumindest méi schwiereg ze maachen.

Elo op déi puer Elementer, déi ugeschwat gi sinn. Zu der Transparenz hunn ech gesot, datt ech mengen, datt mir dat ganz seriö gekuckt hunn. Mir hunn och Sourcen. Mir hunn natierlech och an der Europäescher Unioun d'Méiglechkeet, mat anere Länner ze schwätzen. Deen Erfahrungsaustausch, dee gëtt et och elo schonn.

Déi Réseaux d'information, vun deenen den Här Bettel geschwat huet, déi existéiere schonn. Ech brauch also net um nächste Conseil esou eppes ze proposéieren. Déi kéint een natierlech vläicht verbesseren, mä déi gëtt et elo schonn, wou d'Länner sech gewësse Standarde ginn an och analyséieren, wéi d'Situatioun an deem engen oder deem anere Land ass.

Also, ech mengen d'Transparenz hei an deem Dossier, déi war do. An et ass net Usus d'ailleurs, datt e Minister, wann et sech ëm e Reglement handelt, bei d'Chamberskommissioun geet a mat der Chamberskommissioun iwwer e Reglement diskutéiert, och wann ech dat eng ganz normal Saach eigentlech fannen.

Eng Absence de mécanismes de contrôle gëtt virgeworf. Et gëtt gemaach wéi wann deen, deen aus engem Pays sûr géif kommen, guer keng Rechter hätt. Nun ass et awer ganz kloer, datt am Gesetz selwer déi Persoun individuell d'Recht huet, datt säin Dossier esou seriö gekuckt gëtt wéi iergendengem anere säin Dossier. Also, säi Recht eng Demande ze stellen ass assuréiert. Säi Recht, datt déi Demande seriö gekuckt gëtt, ass assuréiert. Mä ech mengen, wann et vu virera feststeet, datt natierlech dat Land awer net bekannt ass fir gréisser Violatioune vu Mënscherechter, da muss een natierlech och deene Servicer erlaben, dat aus deem Bléckwénkel ze kucken.

D'Décisioun, déi aus där administrativer Prozedur do erauskënnt, déi ass absolut attaquabel virun engem Geriicht. Et ass also eng Procédure accélérée, dat heescht, déi Persoun huet e Recours, absolut, mä net nëmmen huet se Recours, den Tribunal huet och nach dobäi d'Recht, net nëmmen déi Décisioun ze annulléieren. Wann Elementer an deem Dossier wieren, déi géifen dozou féieren, datt eventuell déi Persoun awer e Recht hätt, soit op Asyl oder op eng Protection subsidiaire, dann huet d'Geriicht absolut d'Méiglechkeet, déi Décisioun ze reforméieren, dat heescht, selwer praktesch eng Décisioun contraire zu där administrativer ze huelen. Et ass also en absolute Contrôle do.

Also, ech mengen, schnell Prozeduren, dat ass schéi gesot. Esou eng Prozedur ass awer net expéditiv, déi dauert awer schonn e puer Méint. Et kann een also net soen, datt d'Rechter vun deem, deen do eng Demande stellt, einfach annulléiert wieren.

Mir wëlle besonnesch an deenen dote Fäll schnell Prozeduren, well et net normal ass, Leit laang an enger Asylprozedur ze hunn, déi eigentlech vu virera kee Recht op Asyl hunn. Et gëtt aner Länner, déi maachen dat wierklech expéditiv. Do weess een nämlech no sechs Deeg, ob een iwwerhaapt an eng Procédure d'asile kënnt oder net; Länner vun der Europäescher Unioun. Dofir awer och ze soen, déi Zäit, déi ee mat Leit verbréngt, déi kee Recht op Asyl hunn, déi Zäit an och déi Suen, déi hu mer net, fir an déi Leit ze stiechen, déi wierklech e Besoin vun Asyl hunn.

D'Period de validité. Natierlech ass esou eng Lëscht ëmmer Sujet fir revidéiert ze ginn. Wa sech d'Situatioun an engem Land ännert, da muss esou eng Lëscht adaptéiert ginn. Ech kéint mer och net virstellen, datt een dee Prinzip géif applizéieren. Wa brusquement an engem Land géif en Ëmschwong kommen, da géif een dat natierlech och viraussiichtlech schonn änneren.

Op déi Recommandation du Comité contre la Torture ee Wuert. Do muss ech feststellen, datt an de Recommandatioune vun deem Comité contre la Torture vun den Nations Unies bei den Aspects positifs opgefouert gëtt ënnert dem Punkt G - ech weess net, ob den Här Bettel déi Recommandatiounen alleguer gelies huet, an ech liesen Iech se, datt Der se gesitt -,...

(Interruption)

Mir kréien also eng Félicitatioun vun deem Comité. Ech liesen Iech se, et ass net laang: «Les garanties contenues dans le règlement grand-ducal fixant une liste de pays d'origine sûrs au sens de la loi du 5 mai 2005 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection qui sont conformes à l'article 3 de la Convention.» Ech stellen also fest, datt dee Comité contre la Torture ons félicitéiert dat Reglement an där doter Form geholl ze hunn. Dat weist also, datt déi Kritiken, déi den Här Bettel hei ugefouert huet, net justifiéiert sinn, an datt d'Rechter vun den Demandeurs d'asile och aus deene Länner do voll respektéiert sinn.

Wat elo d'Éloignementer ubelaangt, do sinn ech...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Schmit huet mir elo hei Wierder an de Mond gesat, Här President. Ech hu just gesot, dass de Comité contre la Torture iwwert d'Réckféierungen diskutéiert huet.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech hu jo d'Recht hei och dat doten ze zitéieren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, okay. Mä ech hunn dat awer net behaapt, Här President. Duerfir wollt ech de Minister awer richtegstellen, well hien huet mer Wierder an de Mond gesat.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech wollt Iech dat just rappeléieren. Vläicht hat Der dee Passage net gelies.

(Interruption)

M. le Président.- Här Bettel, Dir sidd ganz richteg verstane ginn. Den Här Schmit fiert elo weider.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech wollt Iech also soen, datt ech absolut d'accord sinn, fir deen trageschen an haarde Moment vun Éloignementer esou human a korrekt ze gestalte wéi méiglech.

Éischtens, muss ech soen, hu mer eng Charte des valeurs de la Police granducale. Och do si gewësse Kritären a Rechter a Manéiere kloer definéiert. Ech sinn net fir d'Police zoustänneg. Et ass awer d'Police, déi déi Operatioune mécht. Ech hunn an deem neien Immigratiounsgesetz virgesi ganz kloer e Reglement ze huelen, wou och dee Code de conduite bei Éloignementer dra virgesinn ass, an d'Rechter vun deene Persounen, déi éloignéiert ginn, kloer definéiert sinn. Duerfir kann ech mech mat e puer klengen Ännerunge mat där Propositioun vun enger Motioun vum Här Bettel d'accord erklären.

Nun hunn ech nach e puer aner Froe gestallt kritt, Här President.

M. le Président.- Jo.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech wëll ganz schnell dorop agoen. Hunn ech nach Zäit?

M. le Président.- Jo.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Jo, da maachen ech dat ganz schnell.

Ech ginn dem Här Braz Recht. Ech hunn nach ni gesot - hie géif mech ni héieren esou eppes soen -, datt, well mer esou e formidabelt Asylgesetz hätten, duerfir wieren hei zu Lëtzebuerg d'Zuele vun den Demandeurs d'asile zréckgaangen. Mir hunn hei e generellen Trend an Europa, wou vill Facteure matspillen, an net nëmme gloriéiser, déi explizéieren, datt d'Zuel vun den Demandeur-d'asilen zréckgeet.

Dat wëllt awer net heeschen, datt d'Zuel vun illegaler Immigratioun och zréckgeet. Mä mir stelle fest, datt et ganz oft Leit gëtt, déi net méi probéieren iwwerhaapt Asyl ze froen, well se wëssen, datt se eigentlech net aus engem Land kommen, wou se eng Chance hunn Asyl ze kréien, an da ganz einfach awer kommen an ënnerdauchen a probéieren iwwert déi Manéier ze iwwerliewen. Dat ass einfach eng Feststellung an doudsécher och keng Condamnatioun.

Mir hunn 2006 523 Demande-d'asilë gehat. Dat ass nettement manner wéi déi Jore virdrun. Mir hunn 2006 37 Leit de Statut ginn. Mir hu Refusë gehat vu 496. Elo muss een awer wëssen, datt eng grouss Zuel vun deene Refusë Leit sinn, déi ënner anerem schonn an anere Länner Asyl gefrot haten; dee berühmte Système Dublin. Dat sinn also Leit - déi 184 Leit -, déi schonn iergendwou anescht probéiert haten, déi also dofir hei zu Lëtzebuerg kee Recht méi kritt hunn, fir Asyl ze froen.

Mir hate vun deene 496 Refusen, déi mer 2006 ausgeschwat hunn, 21 Procédures accélérées. 21! Dat weist also, datt mer net en Abus maache vun där Procédure accélérée. Här Bettel, Dir musst dat vläicht nolauschteren. Mir maachen also keen Abus vun där Procédure accélérée!

(Interruption et hilarité)

Une voix.- Da laacht hien.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- 2007 - wollt ech Iech soen - hate mer bis ewell 86 Leit, déi de Statut kritt hunn. Mir hunn enger Persoun e Statut vu Protection subsidiaire ginn. Dir kënnt Iech also elo d'Fro stellen, firwat wéineg Leit d'Protection subsidiaire kréien. Mä ganz einfach: Wann et en Doute gëtt, gi mer de Leit léiwer de Statut direkt wéi d'Protection subsidiaire, well hir Rechter am Statut vum Réfugié nettement besser si wéi déi vun der Protection subsidiaire.

Dat lescht Wuert, Här President, dat ass d'AOTen. Mir haten 157 Demanden, a mir hu 77 Persounen oder 76 - ech kucken et no - AOTe ginn, a 77 Refusen. Dat heescht, eng op zwou Demandë gëtt positiv beäntwert.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Motion 1

Mir kommen dann zur Motioun, déi den honorabelen Här Bettel hei déposéiert huet. Den Här Minister huet gesot, dass hien déi kéint akzeptéiere wa gewësse Formulatiounen, wann ech dat richteg verstanen hunn, géife geännert ginn.

(Interruption)

Här Minister, wann ech Iech richteg verstanen hunn, hutt Der gesot, Dir géift d'Motioun unhuelen ënner Modifikatioun vu verschiddene Formulatiounen?

Chambre des Députés
Compte rendu officiel
Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek
Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1
Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange
Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech mengen, wann do steet «situations précaires dans lesquelles se déroulent», dat ass e Jugement de valeur. Ech mengen, do sinn d'Situatioune fir jiddferee schwiereg. Net nëmme fir deen, deen éloignéiert gëtt, mä besonnesch fir déi Agente vun der Police, déi éloignéieren. Dat Wuert «précaire» schéngt mer e bëssen exagéréiert ze sinn. Wann Der «difficile» sot, kann ech et akzeptéieren. Mä «précaire» schéngt mer, wéi wa mer dat op eng Manéier...

M. le Président.- Gutt, mir hunn «précaires» duerch «difficiles» ersat. Ass soss nach eppes?

(Négation)

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant les situations difficiles dans lesquelles se déroulent les éloignements forcés des demandeurs d'asile;

- considérant l'absence d'observateurs indépendants lors des procédures d'éloignement;

- considérant les recommandations du CAT (Comité contre la Torture des Nations Unies) à l'adresse du Gouvernement luxembourgeois dans son dernier rapport;

invite le Gouvernement à

- autoriser la présence d'observateurs des droits de l'Homme ou de médecins indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés.

(s). Xavier Bettel, Félix Braz, Henri Grethen, Aly Jaerling, Laurent Mosar.

Da komme mer zum Vote vun der Motioun.

Vote

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien d'accord ass mat där Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech gesinn, d'Motioun ass à l'unanimité ugeholl.

Da komme mer zu deenen zwee leschte Projete vum Ordre du jour vun haut, de 5706 an de 5712. Obschonn déi zwee Projeten, wat de Fong ubelaangt, verschidde Fongen hunn, sinn et awer Projeten, déi allen zwee d'Europäesch Unioun mat Albanien betreffen. Deementspriechend géif ech proposéieren, dass den honorabele Rapporteur vun deenen zwee Projeten de Rapport vun deenen zwee Projete géif beienee maachen, wann d'Chamber domat d'accord ass.

(Assentiment)

Ech gesinn, dat ass de Fall. Dann huet den honorabelen Här Angel d'Wuert, fir hei déi zwee Projeten ze presentéieren. Här Angel!

13. 5706 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, et de son Acte final, signés à Luxembourg, le 12 juin 2006

5712 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier dans la République d'Albanie ou les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas), signé à La Haye, le 9 juin 2005

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, selbstverständlech sinn ech d'accord, déi zwee Rapporten zesummen ze maachen.

Beim Projet de loi 5706 geet et am Fong ëm d'Approbatioun vun engem sougenannten ASA, en Associatiouns- a Stabiliséierungsaccord zwëschent der Europäescher Gemeinschaft an hire Mitgliedlänner mat der Republik Albanien. Mir wëssen, dass all d'Länner am Westbalkan - dat heescht Albanien, Bosnien-Herzegowina, Kroatien, Serbien an och de Kosovo a Montenegro - säit dem Europäesche Conseil vu Feira a Portugal am Juni 2000 de Statut vu potenzielle Bäitrëttskandidaten hunn. Dëst gouf och nach eng Kéier am Juni 2003 beim Conseil vun Thessaloniki bestätegt. Sou ass déi berühmten Thessaloniki-Agenda entstanen.

Doraus huet sech dann och de sougenannte Stabiliséierungs- an Associéierungsprozess entwéckelt, deen op dräi Saile baséiert:

Éischtens geet et dobäi ëm eng Offer vun Ureizer am politeschen an am ekonomesche Beräich. Zweetens, eng Verflichtung vun alle Balkanlänner fir grouss, ëmfaassend Reformen ze realiséieren. An drëttens gëtt d'Wichtegkeet an d'Notwendegkeet ënnerstrach vun enger intensiver regionaler Zesummenaarbecht. An et ass dat, wat, mengen ech, ganz wichteg ass, fir och an där Regioun eng Stabiliséierung ze kréien, dass déi Länner zesummeschaffen.

Dee ganze Stabiliséierungs- an Associatiounsprozess gëtt och finanziell vun der EU begleet. Zwëschen 2000 an 2006 si 4,6 Milliarden Euro an déi Regioun gefloss.

E ganz wichtege Moment an deem Stabiliséierungs- an Associatiounsprozess ass den Ofschloss oder d'Ënnerschreiwe vun engem sougenanntenen ASA, fir dee mer jo haut hei mussen den Accord ginn. Et gëtt schonn esou ee mat der Republik Mazedonien a mat Kroatien. An den 12. Juni 2006 ass den ASA zwëschen Albanien an der Europäescher Gemeinschaft hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn.

D'Ënnerschreiwe vun esou engem Accord ass awer net d'Enn vun deem ganze Prozess. Esou en Accord hëlleft engem Land - an an eisem Fall ass et jo Albanien - sech op seng Mitgliedschaft ze preparéieren, andeems d'EU-Regelen a verschiddenen Domäner agefeiert ginn. An et ass duerno d'Ëmsetze vun deem sougenannten Accord, deen et dann erlaabt ze appréciéieren, ob d'Land prett ass fir deen nächste Schrëtt, dat heescht de Statut vum Kandidat.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e puer Wuert zu Albanien, dat jo schonn haut e puermol ugesprach ginn ass. Et ass e Land mat dräi Milliounen Awunner. 70% dovunner si Musulmanen, 18% Orthodoxer an 12% Katholiken. Et ass an där ganzer Regioun vum Westbalkan dat eenzegt Land, dat e Modell huet vu reliéiser Toleranz. De Beweis dofir ass, dass déi meescht Mariagen interreliéis sinn, dat ass an där Regioun do eng Ausnahm.

D'Land grenzt u Montenegro, u Kosovo a Serbien am Norden an u Mazedonien am Oste souwéi u Griichenland am Süden. Et ass niewent Moldawien dat äermste Land hei am Europa, an et ass e Land, wou déi demokratesch Institutioune fonctionnéieren, mä nach ëmmer äusserst fragile sinn.

Et ass e Land, dat, mengen ech, dee schwéiersten Héritage huet hei an Europa nom Zweete Weltkrich. Et hat e kommunistesche Regime, dee sech hermetesch vum Rescht vun der Welt ofgeschiermt huet. Et huet autark gelieft während e puer Jorzéngten an nom Doud vum Diktator '85 ass et nach net besser ginn. Et huet ee misse waarde bis zum Fall vun der Berliner Mauer.

1991 hat dat Land seng éischt fräi Wahlen a konnt sech dunn entwéckelen. Et hat dunn natierlech déi Malchance, an der Mëtt vun den 90er Joren ass déi ganz Wirtschaft zesummegebrach, well dee ganze Finanzsystem op deem sougenanntene Pyramidesystem opgebaut war. Du koum et '97 zu enger grousser Kris, wat d'Albaner souguer haut nach e Krich nennen, et war e krichsähnlechen Zoustand, an et ass nëmmen duerch eng multinational Force, déi vun Italien dirigéiert ginn ass, dass do konnt fir Rou gesuergt ginn. Et ass am Fong elo eréischt säit zéng Joer, säit 1997, wou dat Land sech konnt ënner normale Bedingungen entwéckelen.

Ee vun de richteg grousse Problemer an deem Land ass nach d'Korruptioun, dat ass dee gréisste soziale Problem. A laut Klassement vun „Transparency International" ass Albanien op der Plaz 126 vun 133 Länner.

Wéi gesot, deen ASA, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass en Deel vun där Roadmap, déi d'EU-Kommissioun opgestallt huet. An, wéi gesot, d'Ëmsetze vun deem ASA erlaabt et herno ze kucken, awéiwäit dat Land prett ass fir dee ganzen Integratiounsprozess.

No an no gëtt duerch deen ASA eng Fräihandelszon zwëschent der EU an Albanien installéiert. Zweetens ass an deem ASA beschriwwen, wat Albanien vum sougenannten Acquis communautaire iwwerhëlt, an hei si besonnesch vill Moossnamen am Domän vum Marché intérieur an am Domän vun der JAI. D'Ëmsetze vun deem ASA ass progressiv. Et dauert maximal zéng Joer, an zwou Etappen an et ass eng Revisioun am Mi-parcours virgesinn.

Dee ganzen Accord huet zéng Titele mat 137 Artikelen. En interessanten Artikel ass den Titel 2, wou et ëm de politeschen Dialog geet. Deen Dialog soll am Conseil de Stabilisation et d'Association stattfannen, mä och um Niveau vun héijen EU-Beamten an albanesche Beamten. Den Accord gesäit och, am Artikel 10 an 122, den Dialog vir am Kader vun där sougenannter Commission parlementaire de Stabilisation et d'Association, wou EU-Parlamentarier an och albanesch Parlamentarier dra sinn.

Mir hunn an der aussepolitescher Kommissioun, an dat steet och am Rapport, eis Meenung ausgedréckt, dass et och wichteg ass, dass déi national Parlamenter vun deene 27 EU-Länner mat Albanien an anere Länner, déi sech der EU nähere wëllen, sollen en Dialog féieren. Mir hunn dat gemaach, andeem mer hei an der Chamber d'Presidentin vum albanesche Parlament empfaangen hunn an och mat anere Kommissiounen aus deene Westbalkanlänner scho Kontakt haten.

Den Titel 6 ass och nach ganz wichteg, wou et ëm d'Justice, d'Libertéiten an d'Sécherheet geet. Et geet do haaptsächlech drëm, d'Institutiounen an Albanien ze stäerken, souwéi den État de droit.

De Statsrot huet den 8. Mee dëse Projet de loi positiv aviséiert an en erënnert drun - an ech mengen dat ass dat Wichtegst -, dass esou en Accord de Stabilisation et d'Association fir déi Länner a Südosteuropa eng formidabel Incitatioun ass, fir ganz schwéier politesch an ekonomesch Reformen duerchzeféieren.

Ech ginn am Numm vun der LSAP den Accord zu dësem Projet de loi an ech wär frou, wann Dir deen herno och géift ginn.

Ech ginn dann iwwer zu deem nächste Projet de loi, dat ass de 5712.

Hei geet et ëm eis Zoustëmmung zum Protocole d'application vun engem sougenanntene Réadmissiounsofkommes zwëschent der Europäescher Gemeinschaft an deem nämlechte Land vun deem ech elo grad geschwat hunn, dat heescht, der Republik Albanien.

Den Accord zwëschent der Europäescher Gemeinschaft an Albanien ass, wéi all Accord communautaire, d'application directe a brauch also hei net ratifizéiert ze ginn. Mir mussen hei just d'Approbatioun iwwert de Protocole d'application ginn. No der Ënnerzeechnung vun esou engem Accord de réadmission zwëschent der Europäescher Gemeinschaft an engem Drëttland kënnen d'Memberstaten op bilateraler Basis mat deem Land, wat concernéiert ass, e Protocole d'application ausschaffen. Den Objet vun esou engem Protocole d'application ass et, déi praktesch Bestëmmunge fir d'Ausféiere vum Accord de réadmission festzeleeën.

Holland, Belgien a Lëtzebuerg ware sech ganz séier eens, esou ee Protocole d'application zesummen ze maachen an dat am Kader vum Benelux ze négociéieren. Holland huet hei de Lead geholl an huet am Numm vu Belgien a vu Lëtzebuerg d'Verhandlunge mat Albanien geféiert.

Dëse Protocole d'application regelt also d'Réadmissioun vun de Leit, déi sech illegal an Albanien oder an de Beneluxlänner ophalen. E gouf den 9. Juni 2005 zu Den Haag ënnerzeechent.

Ganz kuerz e puer Dispositiounen aus dem Protocole. Et geet haaptsächlech ëm d'Modalitéite vun der Prozedur wéi eng Demande de réadmission duerchgeféiert gëtt. De Protocole d'application gesäit och de Wiessel vu Koordinaten an Informatioune vun deenen zoustännegen Autoritéite vir. Zum Beispill gëtt festgehalen, op wéi enge Grenzpunkten, Grenzpassagen déi betraffe Persounen transferéiert ginn oder op wéi enge Grenzpunkten d'Réadmissioun stattfënnt. Och d'Fro vun eventuelle Remboursementer, wat d'Fraisen ubelaangt, besonnesch wa beim Transit Fraisen entstinn, gëtt an esou engem Protocole d'application geregelt.

Och zu dësem Projet wollt ech am Numm vun der LSAP den Accord ginn a géif Iech bieden, dat nämlecht ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech wëll am Numm vun deenen anere Fraktiounen dem Här Rapporteur Merci soe fir deen exzellente Rapport, an d'Regierung schléisst sech de Félicitatiounen an dem Merci un. Deementspriechend komme mer elo zur Ofstëmmung, fir d'éischt vum Projet de loi 5706, dem Accord de stabilisation et d'association.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5706 et dispense du second vote constitutionnel

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et wär nach vill ze soe gewiescht!

(Hilarité)

M. le Président.- Här Gibéryen, et geet nach duer, Dir kënnt d'Wuert nach kréien.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, mir si leider mam Vote amgaang.

M. le Président.- Zu deem zweete Projet!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, ech wollt zum éischten eppes soen!

(Hilarité)

M. le Président.- Gutt.

Den Accord de stabilisation ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Clement), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Glesener), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Gilles Roth);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich,

Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. John Castegnaro), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Goerens huet d'Wuert gefrot.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech konnt beim zweete Vote net ofstëmmen, ech géif lech awer bieden, mäin Accord festzehalen.

Plusieurs voix.- Den zweete Vote kënnt eréischt.

M. le Président.- Mir hunn eréischt den éischte Vote elo gemaach.

(Hilarité)

Et ass näischt, Här Goerens. Dat do ka jiddferengem geschéien.

(Hilarité)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Den Här Goerens ass senger Zäit ebe viraus!

M. le Président.- A villem, jo.

Sou, elo komme mer zum Vote vum Projet de loi 5712.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5712 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5712 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marc Spautz), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Weiler), MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Oberweis), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Patrick Santer);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Romain Schneider), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. John Castegnaro), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.01 heures)

Sommaire des séances publiques

Dépôt de deux projets de loi page 457

Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de la politique familiale et des mesures permettant de concilier la vie familiale et la vie professionnelle pages 457-470

5676 - Projet de loi relatif à la construction d'un nouvel Hôtel de la Justice de Paix à Esch-sur-Alzette pages 470-472

Communications pages 472-473

5496 - Débat d'orientation sur la chasse pages 473-482

Question avec débat N°16 de M. Félix Braz relative à l'accord-cadre «câble» - Passage à la télévision numérique pour le 31 janvier 2008 pages 482-483

5638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense, d'informations techniques, fait à Bruxelles, le 19 octobre 1970
et
5650 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut des Forces Armées Danoises, Grecques, Italiennes, Luxembourgeoises, Norvégiennes, Portugaises, Espagnoles et Turques lors d'un séjour temporaire en République fédérale d'Allemagne, ainsi que les Déclarations sur la juridiction pénale, signés à Bonn, le 29 avril 1998 page 484

Hommage à la mémoire de M. Robert Prüssen, Député honoraire page 485

Communications pages 485-486

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 486

Ordre du jour page 486

Dépôt d'une proposition de loi page 486

Dépôt d'un projet de loi page 486

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°208 du 2 juillet 2007 de M. Gilles Roth relative au projet de la tangente Ouest et à l'élargissement de l'autoroute A6, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 486

- Question N°209 du 3 juillet 2007 de M. Xavier Bettel relative à l'implantation de la nouvelle «Fixerstuff» à Luxembourg-Bonnevoie, adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 486-487

- Question N°210 du 2 juillet 2007 de Mme Lydie Err relative au maintien de l'organisation des Mujahidines du peuple d'Iran sur la liste des personnes, groupes et entités considérés comme terroristes par l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 487

- Question N°211 du 2 juillet 2007 de M. Félix Braz relative à l'application de l'article 86 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics dans le contexte des délais de paiement accordés par le Centre commun de la Sécurité sociale, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 487

- Question N°212 du 3 juillet 2007 de M. Marco Schank relative à la production de biogaz au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement pages 487-488

- Question N°213 du 3 juillet 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'abus d'alcool, adressée à M. le Ministre de la Santé page 488

- Question N°214 du 2 juillet 2007 de M. Roger Negri sur les premiers constats relatifs à l'interdiction de dépassement pour les poids lourds sur les autoroutes, adressée à M. le Ministre des Transports page 488

- Question N°215 du 3 juillet 2007 de M. Xavier Bettel relative à la cohabitation entre jeunes victimes et agresseurs au sein du Centre socio-éducatif de Dreiborn, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 488-489

- Question N°216 du 2 juillet 2007 de Mme Viviane Loschetter relative à la résolution 1557 (2007) et à la recommandation 1799 (2007) du Conseil de l'Europe concernant l'image des femmes dans la publicité, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances page 489

- Question N°217 du 3 juillet 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'impact d'organismes génétiquement modifiés sur les populations d'abeilles, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 489

- Question N°218 du 3 juillet 2007 de M. Claude Adam relative au problème de la reproduction mécanique d'œuvres protégées (photocopie et imprimante), adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 489

Question avec débat N°22 de M. Xavier Bettel relative à l'instauration du «modèle suédois» qui interdit la prostitution et prévoit la pénalisation des clients pages 489-491

Question avec débat N°23 de M. Marco Schank relative au Musée de l'Ardoise de Haut-Martelange page 491

5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution pages 492-496

5656 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État page 496

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des procédures d'asile pages 497-500

5706 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, et de son Acte final, signés à Luxembourg, le 12 juin 2006
et
5712 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier dans la République d'Albanie ou les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas), signé à La Haye, le 9 juin 2005 pages 500-501

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1485	M. Ben Fayot	Équivalence entre les systèmes de congés payés luxembourgeois et allemand «SOKA-BAU»
1667	Mme Martine Stein-Mergen et M. Marcel Oberweis	Cours d'appui pour les candidats n'ayant pas réussi l'examen d'admission à l'armée
1697	M. Roger Negri	Pérennisation des emplois du groupe Fulflex
1700	M. Félix Braz	Participation du Luxembourg au réseau «European Migration Network»
1702	M. Félix Braz	Révision du règlement grand-ducal de 1989 sur les commissions consultatives communales pour étrangers
1710	Mme Martine Stein-Mergen	Amende record pour le cartel des ascenseurs
1716	M. Ben Fayot	Économies d'énergie dans le domaine de l'éclairage public
1719	Mme Martine Stein-Mergen et M. Marcel Oberweis	Centres Relais Innovation (CRI)
1724	M. Ben Fayot	Travaux de la commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945
1728	M. Ben Fayot	Parvis donnant sur l'entrée de la Bibliothèque nationale
1731	M. Marcel Oberweis	Avenir du projet «Joint Hit Team»
1734	M. Claude Meisch	Concertation avec les acteurs économiques en vue d'une meilleure maîtrise de l'inflation
1743	M. Claude Adam	Sites Internet des écoles et lycées
1744	M. Xavier Bettel	Choix entre l'ambulance et l'hélicoptère en cas d'urgence médicale
1745	M. Ben Fayot	Réorganisation du budget opérationnel, du cadre du personnel et des compétences du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA), du Service des Sites et Monuments (SSMN), de la Commission des Sites et Monuments (Cosimo) et du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
1746	M. Roger Negri	Introduction par l'Université du Luxembourg d'un cadre d'enseignement de niveau quasi-académique destiné aux personnes sans activité professionnelle
1748	M. Marcel Oberweis	Évolution de l'Espace européen d'enseignement supérieur
1751	M. Carlo Wagner	Application de la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services - Paiement d'indemnités de congé supplémentaires
1754	M. Robert Mehlen	Visites d'État et officielles par des chefs d'État ou de Gouvernement au Grand-Duché de Luxembourg
1756	M. Roland Schreiner	Entrée en vigueur d'un règlement grand-ducal précisant les matières, la structure et l'agencement à respecter par le règlement communal sur les bâtisses, les voies publiques et les sites
1757	M. Aly Jaerling	Fermeture du passage à niveau près de la gare ferroviaire de Rodange
1759	M. Roland Schreiner	Exploitation future de la ligne ferroviaire du nord
1760	Mme Colette Flesch	Collecte et publication de données statistiques harmonisées sur le secteur de la construction au niveau de la Grande Région
1761	M. Ali Kaes	Coordination des appels de secours
1762	Mme Martine Stein-Mergen et M. Marcel Oberweis	Mise en place d'une campagne de sensibilisation sur les risques liés au radon
1769	M. Henri Kox	Commerce d'animaux de compagnie
1775	Mme Marie-Josée Frank	Prise en charge psychosociale des détenus du pénitentiaire de Schrassig
1780	M. Robert Mehlen	Étude sur les compétences linguistiques des élèves de première
1781	M. Roland Schreiner	Remboursement des tarifs de maisons de soins et de Centres Intégrés pour Personnes Âgées (CIPA)
1785	Mme Sylvie Andrich-Duval	Application de la «loi antitabac» - Organisation d'évènements privés dans des lieux publics
1790	M. Robert Mehlen	Loi sur les droits de succession dans le domaine agricole
1809	Mme Martine Stein-Mergen	Campagnes publicitaires de l'industrie pharmaceutique de type «Direct To Consumer» (DTC)
1832 urgente	M. Félix Braz	Interdiction de dépassement des autobus aux arrêts aménagés
1835 urgente	M. Charles Goerens	Virus H5N1 dans le département de la Moselle

Question 1485 (5.1.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**équivalence entre les systèmes de congés payés luxembourgeois et allemand «SOKA-BAU»:**

L'article 49 du traité CE établit le principe de la libre prestation des services à l'intérieur de la Communauté. Cette liberté comprend le droit pour un prestataire établi dans un État membre de détacher temporairement des travailleurs dans un autre État membre aux fins d'y prester un service. La libre prestation de services ne peut être limitée que par des réglementations justifiées par des raisons impérieuses d'intérêt général et dans le respect des principes de non-discrimination et de proportionnalité.

La directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services précise les règles impératives en vigueur dans le pays d'accueil qui doivent s'appliquer aux travailleurs détachés. De cette manière elle permet de garantir aux travailleurs pendant leur détachement le respect par leur employeur de certaines règles protectrices de l'État membre dans lequel ils sont détachés. Ces règles portent notamment sur les périodes maximales de travail et les périodes minimales de repos, ou encore sur la durée minimale des congés annuels payés.

Dans le secteur du bâtiment en Allemagne, il existe un système de caisse de congés payés, nommée «SOKA-BAU». Cette dernière permet aux travailleurs d'accumuler leurs droits à congé acquis auprès de différents employeurs au cours d'une année. Les employeurs nationaux, ainsi que depuis 1997 ceux des travailleurs détachés, doivent verser des cotisations calculées conformément aux dispositions nationales. Conformément à la jurisprudence européenne dans les affaires Finalarte (arrêt du 25 octobre 2001, Finalarte et autres, Rec. 1999, p.I-7877), la Cour a jugé que les articles 49 et 50 CE ne s'opposent pas à ce qu'un État membre impose à une entreprise établie dans un autre État membre qui effectue une prestation de services sur le territoire du premier État membre, une réglementation nationale garantissant aux travailleurs détachés à cette fin par l'entreprise des droits à des congés payés, à condition: d'une part, que les travailleurs ne bénéficient pas d'une protection essentiellement comparable en vertu de la législation de l'État membre d'établissement de leur employeur, de sorte que l'application de la réglementation nationale du premier État membre leur apporte un avantage réel qui contribue de manière significative à leur protection sociale et, d'autre part, que l'application de cette réglementation du premier État membre soit proportionnée à l'objectif d'intérêt général poursuivi.

Or, «SOKA-BAU» ne reconnaît pas le système de congés payés appliqué par les entreprises luxembourgeoises comme équivalent au système allemand, et oblige par conséquent ces dernières à cotiser.

Il en résulte de fait une situation dans laquelle les entreprises en bâtiment luxembourgeoises sont discriminées en Allemagne, étant donné qu'elles doivent cotiser aussi bien dans les caisses luxembourgeoises que dans la caisse «SOKA-BAU». Toutes les entreprises détachant des travailleurs en Allemagne ne sont cependant pas inscrites à la même enseigne. En effet, «SOKA-BAU» a conclu des accords bilatéraux avec l'Autriche, la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark, permettant à ces derniers d'être exonérés des contributions à la caisse des congés payés allemande.

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'expliquer en quoi, selon les autorités allemandes, le régime de congés payés luxembourgeois est moins avantageux pour les travailleurs que celui exercé en Allemagne? S'il est, tout comme la Chambre des Métiers, d'avis que le système luxembourgeois est équivalent à l'allemand, Monsieur le Ministre envisage-t-il de négocier avec les autorités allemandes un accord, tel qu'il a été négocié entre l'Allemagne et les pays cités ci-dessus et permettant une exonération des cotisations à «SOKA-BAU»?

Réponse commune (29.5.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Dans son introduction à sa question N°1485 concernant le système des congés payés appliqué dans le secteur du bâtiment en Allemagne, l'honorable Député retrace très bien les antécédents de cette affaire.

Nous n'y reviendrons donc plus.

Nous tenons tout d'abord à informer l'honorable Député que nous partageons entièrement la position de la Chambre des Métiers que le système luxembourgeois est équivalent au système allemand.

Néanmoins, il y a lieu de signaler que toutes nos interventions à différents niveaux (ministériels et autres) n'ont pas su débloquer le problème et convaincre la «SOKA-BAU» (anciennement ULAG Urlaub- und Lohnausgleichskasse) de l'équivalence du système luxembourgeois des congés payés au système allemand.

Si «SOKA-BAU» a conclu des accords bilatéraux avec certains États membres, la raison en est que ces États connaissent des systèmes comparables au système allemand (tel est par exemple le cas en France, en Autriche, en Belgique, en Italie et, dans une certaine mesure, aux Pays-Bas).

Entre-temps, la Commission de l'Union européenne s'est saisie de l'affaire. En effet, par une information à la presse datée du 4 juin 2002, elle a annoncé demander à la Cour de Justice des Communautés européennes de dire pour droit que la République fédérale d'Allemagne a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 49 CE en imposant aux sociétés qui sont situées dans un autre État membre et qui détachent de la main-d'œuvre sur le territoire allemand, de cotiser à la caisse allemande de congés, à moins qu'elles ne versent déjà une contribution à un organisme comparable.

Selon la Commission, l'article 1er, paragraphe 3, du AentG ne respecte pas les deux conditions de validité de la législation contentieuse énoncées par l'arrêt Finalarte entre autres, à savoir protection unique et proportionnalité.

En effet, selon la Commission, les caisses de congés ne constituent pas la seule solution pour résoudre le problème de l'octroi de congés payés aux travailleurs: dans de nombreux États membres il existe des situations dans lesquelles la protection du travailleur ne se base pas sur des cotisations, mais sur la prise en charge directe par l'employeur des obligations en matière de congés.

En date du 14 décembre 2006, l'avocat général a présenté ses conclusions dans cette affaire (C-490/04) et est arrivé à la conclusion que la République fédérale d'Allemagne a manqué à ses obligations qui lui incombent en vertu de l'article 49 CE.

Aucun jugement de la part de la Cour de Justice européenne n'est pas encore intervenu à ce jour.

Question 1667 (29.3.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **cours d'appui pour les candidats n'ayant pas réussi l'examen d'admission à l'armée:**

Selon nos informations, des cours d'appui sont offerts depuis quelques années aux candidats qui n'ont pas réussi l'examen d'admission à l'année.

Dans ce contexte nous aurions aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Défense:

- Combien de personnes ont fréquenté ces cours d'appui jusqu'à ce jour?

- Qui et combien de personnes assurent ces cours d'appui?

- Par quels moyens budgétaires le financement de ces cours est-il assuré?

- Quel est le taux de réussite à ces cours?

Réponse (27.6.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

La question parlementaire des honorables Députés a trait aux cours d'appui offerts aux candidats soldats volontaires qui n'ont pas réussi à l'examen d'admission à l'armée.

L'article 7 du règlement grand-ducal du 20 mars 2003 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 septembre 1967 déterminant le statut des volontaires de l'armée

prévoit en effet que: «L'armée peut offrir des cours d'appui dans les langues luxembourgeoise, allemande et française au candidat intéressé ayant échoué aux épreuves de la sélection.»

Les cours d'appui dont question ont été organisés dans les locaux des Centres Nationaux de Formation Professionnelle Continue (CNFPC) d'Esch/Alzette et d'Ettelbruck et dispensés par des enseignants des centres dont question.

Un cours d'appui comportait environ 15 leçons de deux heures comprenant des exercices dirigés et un programme de travail individuel à domicile.

Les cours en question ont été financés par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Entre novembre 2003 et septembre 2005, sept cours d'appui ont été proposés aux candidats soldats volontaires ayant connu un échec lors d'une séance de recrutement antérieure.

L'accès à ces cours était limité aux candidats ayant obtenu une note légèrement insuffisante dans une ou deux branches.

Pendant la période susvisée 188 candidats ont profité de cette offre.

Sur ces 188 candidats 63 candidats ont réussi aux tests de connaissances d'une prochaine session de l'examen d'admission à l'armée, 58 candidats ont été refusés et 67 candidats ont abandonné soit pendant la période des cours d'appui, soit ne se sont pas présentés à une session de recrutement ultérieure.

Depuis septembre 2005, de tels cours n'ont plus été dispensés.

À noter cependant que le projet de réorganisation de l'armée comporte une composante substantielle ayant trait à la formation des soldats aux emplois publics et privés.

Question 1697 (23.4.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **pérennisation des emplois du groupe Fulflex:**

Le groupe Fulflex, spécialisé dans la fabrication de produits à base de composés élastomères, a procédé au cours de l'année 2006 à des restructurations qui devaient engendrer un surcroît de travail au sein de l'entité luxembourgeoise pendant une période initiale de six mois. Cependant, après deux mois les chiffres ont été revus à la baisse, alors que la société avait embauché un nombre important de travailleurs en ayant recours au contrat à durée déterminée et à de la main-d'œuvre intérimaire. Enfin, en décembre 2006, la direction de la société a informé les partenaires sociaux que la charge de travail reviendrait à son niveau normal.

Aujourd'hui, la situation est très différente. En effet, il semble que plusieurs machines de production aient été transférées vers d'autres usines du groupe situées en Asie, alors que la filiale luxembourgeoise, implantée à Kehlen, risque à terme d'être réduite à un simple centre logistique, sans aucune activité de production. Il semble également qu'après le non-renouvellement de plusieurs contrats à durée déterminée arrivant à échéance à la fin du mois d'avril, de nouveaux licenciements soient d'ores et déjà prévus pour le mois de mai.

- Au vu de ce qui précède, j'aimerais savoir de la part de Messieurs les Ministres s'ils peuvent me confirmer ces faits et allégations et, dans l'affirmative, si des démarches sont faites de leur côté pour aider à consolider les activités de production de la société Fulflex à Luxembourg et à pérenniser ainsi les emplois qui y sont liés.

Réponse commune (27.6.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

La société Fulflex S.A. sise à Kehlen, appartenant au groupe américain Fulflex Elastomeric Worldwide, produit des élastiques en plastique intégrés dans des couches pour enfants. Fulflex Elastomeric Worldwide fait quant à elle partie de la «The Moore Company», une entreprise familiale américaine.

Le groupe Fulflex Elastomeric Worldwide fait actuellement face à des difficultés financières et économiques. Au cours de l'année passée, le groupe a été contraint de se restructurer et a décidé de fermer deux unités de production aux États-Unis et en Irlande. Au cours de cette période Fulflex S.A. a fait temporairement face à un surcroît de travail puisqu'une partie des commandes des unités fermées a été traitée au sein de l'entité luxembourgeoise du groupe.

Récemment, le groupe a continué sa restructuration et a décidé de réduire de 50% les capacités de production du site luxembourgeois Fulflex S.A. et de transférer cette capacité de production vers son unité de fabrication à Singapour. Une ligne de production a d'ailleurs d'ores et déjà été transférée de Kehlen vers le site de Fulflex à Singapour.

Le secrétariat du comité de conjoncture a pris contact avec la société et rencontré le responsable de Fulflex S.A. afin d'évoquer différentes pistes applicables dans le cadre d'une politique de maintien dans l'emploi.

L'honorable Député s'inquiète de l'avenir de cette société au Luxembourg en tant qu'unité de production. Selon le responsable de Fulflex S.A. il n'est toutefois pas prévu à l'heure actuelle de réduire davantage les capacités de production de l'usine de Kehlen.

Par ailleurs, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a pris contact avec les responsables de la «The Moore Company» et une réunion est prévue avec le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, dans le cadre du prochain voyage de promotion économique aux États-Unis. Fulflex Elastomeric Worldwide a annoncé attendre les résultats de cette visite avant de procéder avec la restructuration de l'entreprise luxembourgeoise.

Question 1700 (24.4.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **participation du Luxembourg au réseau «European Migration Network»:**

La Direction générale «Justice, liberté et sécurité» de la Commission européenne a mis en place un réseau spécialisé en matière de statistiques sur l'asile et l'immigration en Europe baptisé «European Migration Network». Selon son site Internet 17 États membres y sont présents. Le Luxembourg n'y figure cependant pas.

Je voudrais dès lors savoir:

- Quelles sont les raisons qui expliquent l'absence du Luxembourg dans ce réseau?
- Le Gouvernement entend-il rejoindre ce réseau?
- S'il s'avère que le Luxembourg y participe toutefois, quels sont les enseignements à en tirer?

Réponse (5.7.2007) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Le Réseau Européen des Migrations (REM) est une structure destinée à la collecte, l'analyse et la diffusion de données en matière d'asile et d'immigration en vue de soutenir le processus décisionnel de l'Union européenne dans ce domaine. Ce projet a été créé en tant que projet pilote en 2002 et il a touché à sa fin en 2006. Le Luxembourg attend actuellement les conclusions, voire les propositions concrètes de la Commission européenne en la matière.

Deux tendances sont actuellement avancées par la Commission, à savoir:

1) le futur REM consisterait comme dans le passé en un réseau de points de contact nationaux (indépendants des gouvernements), dont la Commission assurerait la direction générale et son développement futur;

2) la mise en place d'une agence communautaire pourrait être considérée comme une solution à plus long terme; une telle structure stable devrait pouvoir permettre au REM d'élargir l'éventail de ses missions.

Le Gouvernement est actuellement dans l'attente de propositions de la Commission quant à la future structure de ce réseau pour mieux pouvoir se prononcer. Il va de soi que le Gouvernement continuera à soutenir toute forme de collaboration permettant de rapprocher et d'harmoniser les politiques européennes en matières d'asile et d'immigration.

Question 1702 (24.4.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **révision du règlement grand-ducal de 1989 sur les commissions consultatives communales pour étrangers:**

Lors de la Conférence nationale pour étrangers du 20 avril dernier, un bilan des conférences précédentes et des suites y données avait été présenté. On a pu entre autres y apprendre que la révision du règlement grand ducal de 1989 sur les commissions consultatives communales pour étrangers est un souhait constant des conférences nationales depuis 1993. Il s'avère que le Conseil National pour Étrangers a soumis à différentes reprises des propositions de changement de cette réglementation au Gouvernement.

- J'aimerais donc savoir quelles sont les principales propositions du CNE, comment le Gouvernement se positionne par rapport à ces propositions et dans quels délais il entend y donner des suites.

Réponse commune (2.7.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Les dernières propositions élaborées par le Conseil National pour Étrangers en tenant compte de l'avis du Syvicol prévoient notamment:

1) de rendre obligatoire l'institution d'une commission consultative pour étrangers pour toute commune comprenant plus de 15% de résidents de nationalité étrangère;

2) d'élargir et de préciser les missions des commissions consultatives pour étrangers;

3) au niveau de la composition, l'inclusion dans la mesure du possible d'un citoyen non communautaire et du plus grand nombre de nationalités différentes et la nomination des membres par le conseil communal sur base d'une liste de candidats établie par le collège échevinal suite à un appel de candidatures publié dans la commune;

4) le choix du président et du vice-président par la commission, l'un ayant la nationalité luxembourgeoise et l'autre une autre nationalité;

5) le remplacement du président par le vice-président en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement du premier;

6) la mise en place d'un bureau dans les commissions comprenant dix membres ou plus pour préparer les réunions et en assurer le suivi;

7) la convocation de la réunion en cas de carence du président;

8) l'assistance aux réunions des suppléants en qualité d'observateurs;

9) l'énumération ouverte de points pouvant faire l'objet des délibérations de la commission;

10) la consultation de la commission par le conseil communal sur les thèmes (énumération non exhaustive) ayant un impact sur l'intégration;

11) l'information des habitants de la commune par l'administration communale des activités de la commission par les moyens les plus appropriés tels le bulletin communal ou des réunions publiques d'information;

12) l'établissement par la commission d'un rapport d'activités annuel à disposition des habitants de la commune.

Ces propositions trouvent dans les grandes lignes l'approbation des deux Ministères compétents. Une dernière réunion de concertation devrait permettre de se mettre d'accord sur un texte à soumettre au Conseil de Gouvernement dans les semaines à venir.

Question 1710 (27.4.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant l'**amende record pour le cartel des ascenseurs:**

La Commission européenne vient d'infliger une amende de 992 millions d'euros aux cinq plus gros fabricants d'ascenseurs et d'escaliers roulants qui ont été confondus d'entente sur les prix de l'installation et de maintenance des appareils en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg. Ainsi les coûts ont été «artificiellement gonflés par ces cartels».

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que l'État luxembourgeois a été client de ces entreprises entre 1995 et 2004?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il une idée de l'envergure de ces factures?
- Ces manipulations auront-elles des conséquences au plan national pour ces entreprises?

Réponse (5.7.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

La Commission européenne a infligé des amendes aux entreprises évoquées par Madame la Députée qui se trouvaient en violation des règles de concurrence du traité instituant la Communauté européenne, qui interdit les ententes et autres pratiques commerciales restrictives.

L'envergure totale des marchés publics de travaux d'ascenseurs relevant de l'Administration des Bâtiments publics entre 1995 et 2004 s'élève à 16.029.923 euros. Des marchés d'un montant de 11.062.974 ont été adjugés aux quatre entreprises visées par les amendes de la Commission européenne.

Le département des travaux publics est en train d'analyser les possibilités quant à d'éventuelles conséquences à tirer sur le plan national.

Question 1716 (2.5.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **économies d'énergie dans le domaine de l'éclairage public:**

Dans le cadre des efforts consentis pour lutter contre les changements climatiques, et notamment en vue de remplir les obligations qui découlent du protocole de Kyoto, les acteurs tant privés que publics luxembourgeois sont appelés à contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Parmi les stratégies à poursuivre pour atteindre cet objectif, l'exploitation plus conséquente du potentiel d'économies d'énergie constitue une piste privilégiée, que ce soit dans l'industrie, les ménages privés ou le secteur des transports. Or, la question de la consommation d'énergie imputable à l'éclairage public n'est que très rarement abordée dans ce contexte.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des chiffres renseignant sur la consommation d'énergie de l'éclairage public (voies de circulation, bâtiments publics et autres domaines de l'État ou des communes)? Est-il possible de chiffrer le potentiel d'économies d'énergie dans le domaine de l'éclairage public?
- Est-ce que le Gouvernement prévoit d'établir ou dispose d'ores et déjà d'une stratégie pour identifier et exploiter le potentiel d'économies d'énergie immanent à l'éclairage public? Dans l'affirmative, quels sont les principaux éléments de cette stratégie?
- Quel rôle jouent les communes dans ce contexte? Existe-t-il des consignes auxquelles les communes doivent se conformer dans leur gestion de l'éclairage public communal?

Réponse (27.6.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député il y a lieu de préciser que la consommation d'énergie électrique dans le domaine de l'éclairage public sur la voirie de l'État est actuellement d'environ 35,61 GWh, dont 19,61 GWh sur les routes nationales et 16,00 GWh sur les autoroutes (tunnels inclus).

Ceci représente environ 0,54% de la consommation nationale en énergie électrique (6.616 GWh en 2006, source Cegedel online).

Les projets d'éclairage public sur la voirie de l'État sont actuellement réalisés en s'appuyant sur la norme EN 13201 - Éclairage public, tout en utilisant des lampes avec le meilleur rendement lumineux (lumen/Watt) actuellement sur le marché. Le potentiel d'économies en énergie excédentaire est donc limité.

Au sujet de la consommation des installations d'éclairage sur la voirie communale, le département des travaux publics ne dispose que de peu d'informations, vu que cet éclairage n'est pas de sa compétence.

En ce qui concerne le potentiel de réduction de puissance, une économie d'énergie est seulement possible si les sources lumineuses peuvent être réglées en puissance («dimming»).

Pour des raisons techniques les luminaires équipés de lampes à vapeur de sodium basse pression ne peuvent pas être équipées d'un

tel système, de sorte que seulement 52% des types lumineux s'y prêtent.

En ce qui concerne l'éclairage à l'intérieur des agglomérations, il faut savoir que l'Administration des Ponts et Chaussées prévoit en principe un éclairage fonctionnel, alors que sur demande des autorités communales un éclairage décoratif ou de style est installé. De façon générale cet éclairage est supérieur en puissance et donc en consommation d'énergie.

À ce sujet il faut relever que la commune de Beckerich a - ensemble avec le Service Électro-Mécanique de l'Administration des Ponts et Chaussées - installé un système de réduction de puissance permettant de diminuer les frais de consommation en réglant le niveau d'éclairage par plages horaires tenant compte de la densité du trafic. L'évaluation de ce projet pilote devra permettre de tirer des conclusions sur l'efficacité d'un tel système en ce qui concerne l'économie d'énergie tout en assurant la sécurité des usagers de la route (automobilistes, piétons et autres) et d'élaborer un modèle de financement en vue d'une application généralisée.

Question 1719 (3.5.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **Centres Relais Innovation (CRI):**

La stratégie de Lisbonne invite les États membres de l'Union européenne à stimuler la croissance économique et à créer de nouveaux emplois, éléments-clés d'un important processus. On constate que la mondialisation des marchés entraîne un changement structurel qu'on peut considérer comme une menace ou une occasion à saisir. L'innovation, un des moteurs de la stratégie de Lisbonne élaboré par le Gouvernement, se révèle comme un outil performant dans la société des connaissances.

Dans ce cadre la promotion du transfert transnational de technologies représente une des priorités de la Commission européenne en vue de stimuler l'innovation. Les projets en matière d'innovation lancés préparent le terrain pour bien maîtriser les défis à travers une coopération technologique dans un environnement mondialisé en pleine mutation. C'est notamment par la création des Centres Relais Innovation (CRI) que la Commission européenne stimule l'innovation, leur but étant d'aider les entreprises et les organisations de recherche à construire de fructueux partenariats transnationaux.

Le CRI Luxembourg-Trier-Saarland coordonné par Luxinnovation couvre le Grand-Duché de Luxembourg, la région de Trèves ainsi que celle de Sarrebruck. Interface entre le monde de la recherche et celui des entreprises, le CRI stimule les contacts à l'échelle européenne en vue de mettre en place des coopérations pour le développement de projets innovants.

L'édition de «L'Innovation européenne» de mars 2007 a publié «L'innovation européenne: état des lieux», un tableau de bord illustrant la performance de 25 pays. Les deux critères en furent l'indice de synthèse de l'innovation ISI 2006 et le taux de croissance moyen de l'ISI.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

1) Au vu de ce qui précède, quelles sont les domaines de l'innovation technologique du CRI Luxembourg-Trier-Saarland?

2) Le Gouvernement pourrait-il nous fournir les données des deux critères énumérés du Luxembourg en vue de bien situer l'innovation nationale?

Réponse (2.7.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1) La mission des Centres Relais Innovation (CRI) est d'encourager et de stimuler l'innovation et la coopération technologique transnationale en Europe. Les premiers Centres Relais Innovation ont été établis en 1995 avec le support de la Commission européenne. Le but était de créer une plateforme paneuropéenne afin de stimuler le Transfert de Technologies Transnational (TTT) et de promouvoir les services à l'innovation. Aujourd'hui 71 CRI régionaux sont installés à travers 33 pays avec en tout, 240 organisations partenaires assurant une large couverture géographique.

Le CRI-Luxembourg-Trier-Saarland (CRI-LTS) est l'un de ces 71 centres et présente la particularité d'être composé d'un consortium de trois organisations sur une zone géographique transfrontalière. Le CRI-LTS réalise annuellement près de 210 visites proactives d'entreprises, analyse quelque 3.500 profils technologiques, sélectionne et diffuse 1.600 profils technologiques à près de 1.000 entreprises différentes. Ce travail de fond permet d'établir en moyenne 130 contacts transnationaux par an.

Quant aux domaines technologiques couverts, le CRI-LTS propose ses services à toutes les entreprises et organisations dans tous les secteurs d'activités de l'économie. Toutefois, une approche structurée par secteur d'activité est mise en place, en relation directe avec les domaines de compétences développés par les clusters existants: les secteurs industriels des matériaux et du traitement des surfaces, les secteurs de l'informatique et des télécommunications, le secteur automobile et le secteur aérospatial.

Par ailleurs, le CRI-LTS contribue activement au développement des nouvelles grappes technologiques en permettant l'intégration des technologies innovantes par les entreprises luxembourgeoises dans les nouveaux secteurs jugés prioritaires par le Gouvernement: écotechnologie - protection de l'environnement - technologie de la santé.

Enfin, la Commission européenne a lancé un appel à proposition pour la mise en place de services d'appui en faveur des entreprises et de l'innovation dans le cadre du Programme-cadre pour l'Innovation et la Compétitivité (PIC) en vue de renforcer la compétitivité et la capacité d'innovation de la Communauté, en accordant une attention toute particulière aux besoins spécifiques des PME. Une proposition nationale, qui s'appuie sur l'expérience acquise grâce aux réseaux actuellement actifs des EIC et des CRI et qui couvre la période 2008-2013, a été soumise en réponse à cet appel afin de renforcer les synergies entre les partenaires et d'offrir une gamme de service complète et un accès facilité pour les PME.

2) Le Luxembourg se positionne bien par rapport aux autres pays dans le dernier tableau de bord européen de l'innovation. En effet, en 2006, l'Indice de Synthèse de l'Innovation (ISI) est de 0,54 ce qui place le Grand-duché à la 6e position derrière la Suède, la Finlande, la Suisse, le Danemark, le Japon et l'Allemagne.

À noter que cet indice est déterminé par 25 indicateurs répartis en cinq catégories: Moteurs de l'innovation; Création de connaissances; Innovation et esprit d'entreprise; Applications; Propriété intellectuelle.

De plus les tendances sont encourageantes puisque le Luxembourg enregistre la plus forte progression de l'UE quant à la croissance moyenne de cet Indice de Synthèse de l'Innovation, avec une croissance se situant à 5,26% ce qui est bien supérieur à celle de l'ensemble des pays de l'UE.

Question 1724 (4.5.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **travaux de la commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945:**

Le 20 décembre 2000 j'avais déposé une proposition de loi N°4744 portant création d'une commission d'étude sur les spoliations des Juifs du Grand-Duché de Luxembourg durant l'occupation nazie. Dans sa prise de position du 27 novembre 2001, le Gouvernement abondait dans le sens de la proposition de loi, mais n'entendait pas légiférer afin d'instituer une commission. Effectivement, le 20 septembre 2001, le Conseil de Gouvernement mettait en place une commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945.

Le 28 avril 2005 j'avais de même adressé une question écrite à Monsieur le Premier Ministre pour lui signaler les difficultés apparues en matière d'archives du Fonds des dommages de guerre, nécessaires pour le travail de la commission spéciale.

Depuis la création de celle-ci, plus de cinq ans se sont déroulés, et les personnes concernées se font de plus en plus rares à mesure que la Deuxième Guerre mondiale s'éloigne. Même, si évidemment la valeur de ce travail de mémoire dépasse les aspects matériels proprement dits, ceux-ci ne sont pas à sous-estimer.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander où en sont les travaux de la commission spéciale, de quels moyens et de quelles ressources humaines elle dispose et quand il faut espérer pouvoir disposer de toutes les archives nécessaires.
- Les responsables peuvent-ils indiquer quand on pourra s'attendre à des résultats concrets, voire à clôturer les travaux en cours?

Réponse coordonnée (2.7.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Je suis le premier à regretter que les travaux de la «commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945» ne soient pas encore terminés.

En ce qui concerne la durée des travaux de nettoyage des dossiers de l'ancien Office des dommages de guerre, il y a lieu de rappeler d'abord que le Fonds des dommages de guerre comprend:

- 190 liasses concernant la Première Guerre mondiale (± 32 m linéaires),
- environ 90.000 dossiers concernant la Deuxième Guerre mondiale (± 662 m linéaires),
- 1.180 dossiers administratifs ayant trait à la période de la Deuxième Guerre mondiale,
- plusieurs fichiers portant sur les dossiers de la Deuxième Guerre mondiale.

Le Fonds en question avait été stocké pendant des années dans des conditions peu satisfaisantes dans deux caves de l'Athénée et nécessitait une remise en état. La décontamination du Fonds par les soins des Archives nationales a été commencée en 2001. Dans une première étape, l'ensemble des documents relatifs à la Première Guerre mondiale a été traité. L'assainissement des fichiers et du mobilier a été achevé au courant de l'année 2004.

Le traitement des dossiers portant sur la Deuxième Guerre mondiale a débuté fin 2003. Les travaux de nettoyage ont pris plus de temps qu'initialement prévu. Au début, la situation était difficile à évaluer en raison de la configuration et de l'état des dépôts et de l'entassement désordonné des milliers de dossiers. Par ailleurs, au cours des opérations, les travaux se sont avérés plus délicats et plus complexes que prévu.

Alors qu'au début le coût total de l'opération avait été estimé à 200.000 euros, les Archives nationales ont investi un total de 509.000 euros. La fin définitive des travaux peut être envisagée pour le premier trimestre 2008 au plus tard, date à laquelle le Fonds sera accessible à la commission spéciale et aux chercheurs.

Une autre raison pour laquelle la commission spéciale n'a pu avancer rapidement dans ses travaux est le fait que deux historiens, chargés à temps partiel des recherches, ont entre-temps accepté d'autres responsabilités: ils ont depuis pu être remplacés par un jeune historien à temps complet.

Ce changement de personnes a encore retardé la remise du rapport provisoire que j'ai demandé de rédiger sans attendre l'ouverture du Fonds des dommages de guerre. Ce rapport sera remis au Gouvernement et aux membres de la commission spéciale avant le 15 juillet 2007. Il se limitera nécessairement à dresser le bilan des spoliations et ne pourra analyser la question des restitutions et des dédommagements après 1945.

Question 1728 (8.5.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **parvis donnant sur l'entrée de la Bibliothèque nationale:**

Il me revient que le parvis donnant sur l'entrée de la Bibliothèque nationale, d'une part, et sur l'entrée de la Cathédrale, d'autre part, sert couramment de piste d'entraînement à des jeunes s'y exerçant au skate-board.

Cet exercice a plusieurs inconvénients à cet endroit. D'abord, il génère un bruit insupportable qui gêne sérieusement les lecteurs installés dans la salle de lecture de la Bibliothèque nationale adjacente. Celle-ci est dépourvue de climatisation et doit impérativement ouvrir les fenêtres donnant sur le parvis lors des chaleurs de printemps et d'été. Ensuite il contribue à la détérioration des angles de pierre et du mobilier urbain installé à cet endroit. Enfin, il comporte des dangers pour les passants qui risquent de se faire renverser par un skate-boardeur.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Ministre ce qu'il compte faire pour permettre à la Bibliothèque nationale de fonctionner normalement en rendant à ce parvis sa finalité première qui est celle d'un lieu de passage et de repos au centre de la ville.

En posant cette question, je voudrais dire à Monsieur le Ministre que je n'ignore pas qu'il s'agit d'un problème récurrent déjà traité depuis des années aussi bien au conseil communal de la Ville de Luxembourg que dans des enceintes nationales. Ce n'est pas une excuse pour ne pas agir enfin sérieusement.

Réponse (5.7.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le Ministère des Travaux publics connaît la situation et déplore les nuisances énoncées par Monsieur le Député (gêne pour les lecteurs installés dans la salle de lecture de la Bibliothèque nationale).

Or, il y a lieu de noter qu'aucune solution miracle n'existe en l'occurrence, d'autant plus que, comme l'a énoncé le député dans sa question parlementaire, la Ville de Luxembourg a traité depuis des années ce problème récurrent sans avoir trouvé, apparemment, non plus, de résultat y afférent.

En guise de solution l'on pourrait envisager, le cas échéant, d'aménager ce parvis avec du matériel inadapté à la pratique de skate-board. Or, cette solution, si elle existait, à part d'être très coûteuse, risquerait d'être, d'un point de vue esthétique, peu recommandable.

Une autre alternative, déjà proposée dans le passé par la direction de la Bibliothèque nationale, serait l'installation de différents décors floraux, banques et tables sur le parvis. Or, l'on pourrait s'imaginer que de tels obstacles serviront comme tremplins aux jeunes attirant ainsi encore plus «d'artistes» du skate-board.

Le Ministère des Travaux publics propose de se concerter à ce sujet avec les responsables de la Ville de Luxembourg afin d'essayer de trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties en cause.

Question 1731 (9.5.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**avenir du projet «Joint Hit Team»:**

Le projet «Joint Hit Team» est né de la nécessité d'une approche structurée de la problématique du trafic international de stupéfiants dans la région située entre le Sud des Pays-Bas et le Nord de la France.

Des équipes mixtes de policiers belges, néerlandais, luxembourgeois et français ont été constituées afin de lutter contre la criminalité et le tourisme de la drogue, elles furent baptisées «Joint Hit Team» (JHT). Une des missions principales en est le démantèlement des points de vente illégaux des drogues. Le Luxembourg participe à cette coopération de lutte transfrontalière en détachant régulièrement des officiers de police judiciaire.

Le projet du «Joint Hit Team» et les méthodes de coopération internationale développés depuis sa création représente une illustration parfaite de la coopération au sein du Benelux et de la France, entretemps une collaboration avec l'Allemagne a même vu le jour.

D'après mes informations, la Belgique ne maintiendra sa présence dans les «Joint Hit Team» que jusqu'au 1er septembre 2007.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les résultats pour les années 2005 et 2006 de cette coopération à laquelle des services luxembourgeois ont pris part?
- Ne devrait-on pas inviter le partenaire belge du Benelux à renoncer à sa décision de quitter le projet «Joint Hit Team»?

Réponse (27.6.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Des équipes mixtes de policiers belges, néerlandais, luxembourgeois et français opèrent depuis 2005 dans le cadre de la lutte transfrontalière contre le trafic des drogues. Ces équipes, baptisées «Joint Hit Team» (JHT), ont obtenu les résultats suivants en 2005 et 2006:

1. Personnes		
	2005	2006
Personnes arrêtées:	185	164
dont Luxembourgeois:	1	3
2. Saisies		
	2005	2006
Drogues		
Héroïne	17.260 gr	8.921 gr
Cocaïne	5.182 gr	2.527 gr
Amphétamines	18.235 gr	3.576 gr
Drogues douces (Cannabis, etc…)	65.158 gr	16.755 gr
XTC	4.742 gr	5.426 gr
Armes	20	13
Argent	125.155 ?	23.232 ?
Voitures	5	0

Pour ce qui est de la participation de la Belgique au-delà du 1er septembre 2007 dans les JHT, date à laquelle son engagement viendra à échéance, il y a lieu de soulever que les autorités belges procèdent actuellement à une évaluation des résultats de sorte qu'une décision définitive n'a pas encore été prise sur le maintien de la présence de policiers belges au sein de ces équipes mixtes.

Question 1734 (10.5.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **concertation avec les acteurs économiques en vue d'une meilleure maîtrise de l'inflation:**

Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays le 2 mai 2006, Monsieur le Premier Ministre avait annoncé que le Gouvernement entendait lancer des concertations avec différents acteurs économiques en vue d'une meilleure maîtrise de l'inflation. («D'Regierung wëllt fräiwëlleg Präisaccorde mat eenzelne Wirtschaftssecteuren ofschléissen. Zu deem Zweck setzen de Mëttelstands- an de Wirtschaftsminister sech mat der Confédération du Commerce, der Horesca an anere Wirtschaftskreesser fir eng Konzertéierungsronn zesummen, déi Weeër a Mëttele siche soll fir d'Präisser a bestëmmte Beräicher ze stabiliséieren. Mir wëllen d'Inflatioun ausbremsen, doduerch datt mer Accorde mat deenen treffen, déi selwer d'Präisser maachen.»)

Lors de sa réunion du 27 avril dernier, le Conseil de Gouvernement a procédé à un état des lieux des travaux et discuté de pistes de réflexion en vue de l'élaboration d'un plan d'action contre une inflation excessive. La conclusion d'accords volontaires de prix fut une des mesures discutées par le Conseil.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

1) À quel stade en sont les concertations avec les partenaires susmentionnés?

2) Quelles sont les conclusions que l'on peut d'ores et déjà tirer de ces discussions?

Réponse commune (5.7.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Il est utile de rappeler que le Luxembourg en tant que petite économie très ouverte, membre de la zone euro, important l'essentiel des biens de consommation, est très tributaire des prix à l'importation et du risque de change ainsi que des politiques monétaires, budgétaires et structurelles de l'Union européenne. Il ne faut pas non plus perdre de vue qu'en période normale, l'inflation suit le cycle économique: un pays à forte croissance économique connaît généralement aussi une inflation relativement élevée.

1) La maîtrise de l'inflation constitue un des six grands axes de mesures de réforme dans l'avis du Comité de coordination tripartite du 28 avril 2006. Les partenaires sociaux et le Gouvernement se sont montrés convaincus de la nécessité de baisser le niveau élevé de l'inflation au Luxembourg, et ils ont convenu d'un ensemble de mesures dont des accords volontaires de prix avec différents secteurs économiques en vue d'une meilleure maîtrise de l'inflation et notamment de l'inflation sous-jacente.

Depuis mai 2006, différentes réunions ont porté sur le sujet de l'inflation excessive afin de sensibiliser les divers acteurs économiques. Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement se sont ainsi réunis à plusieurs reprises avec les fédérations patronales pour étudier la possibilité de réaliser des accords volontaires de prix dans différents secteurs économiques.

Dans ce cadre, les représentants du patronat ont été invités à plaider auprès de leurs membres pour limiter les éventuelles hausses de prix envisagées à la seule hausse des coûts salariaux après l'entrée en vigueur d'une nouvelle cote d'application de l'échelle mobile des salaires. En pratique, ceci veut dire que les entreprises s'engageraient d'augmenter leur prix de +2,5% uniquement sur les coûts salariaux inclus dans le prix de revient.

2) La liberté des prix et le jeu de la concurrence est la règle dans la quasi-totalité des économies occidentales. La liberté des prix est également un objectif politique de l'Union européenne[1]. On ne peut donc plus essayer de fixer les prix et le taux d'inflation par voie légale ou réglementaire. Au Luxembourg, la Loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence fixe comme règle générale la liberté des prix dans son article 2: «Les prix des biens, produits et services sont librement déterminés par le jeu de la concurrence. (…)»[2] L'encadrement des prix est depuis devenu l'exception. Les pouvoirs publics, plutôt que d'intervenir directement sur les prix, devront désormais établir les conditions de concurrence sur le marché toutes les fois que le jeu de la concurrence est faussé ou risque d'être faussé.

Les accords volontaires de prix doivent par conséquent être considérés dans une perspective de sensibilisation des acteurs économiques, qui sont encouragés à pratiquer l'autorégulation volontaire. Afin que les accords volontaires de prix puissent se traduire en résultats tangibles, il faut que les fédérations patronales disposent du support nécessaire de leurs membres. Il est par conséquent très difficile à l'heure actuelle de tirer des conclusions préliminaires, et il faudra attendre l'entrée en vigueur d'une nouvelle cote d'application de l'échelle mobile des salaires pour pouvoir constater si les concertations ont porté leurs fruits, sachant que les marges de manœuvre sont très étroites. Une fois que les accords volontaires de prix ont effectivement été mis en œuvre, une évaluation d'impact pourra se faire.

[1] Cfr. Chambre des Députés, Projet de loi relative à la concurrence N°5229, Luxembourg, 13.11.2003, p.30

[2] http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2004/0762605/index.html

Question 1743 (14.5.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **sites Internet des écoles et lycées:**

Dans la réponse à ma question parlementaire N°1619 *(cf. compte rendu N°10/2005-2006)*, Madame la Ministre de l'Éducation nationale me fait part de la réflexion suivante: «La thématique du développement durable, sujet qui prime celui du changement climatique, doit être appréhendée par nos jeunes et par notre société tout entière. Cette sensibilisation doit se faire de manière à responsabiliser les jeunes et les adultes dans leur comportement quotidien. Le meilleur matériel didactique est certainement celui qui n'est pas tendancieux.»

- Dans ce contexte je voudrais savoir quel adjectif Madame la Ministre emploierait pour qualifier le contenu de la page météo du Lycée classique de Diekirch (http://meteo.lcd.lu/), site qui est devenu la tribune personnelle de propagande d'un professeur de physique sceptique à l'hypothèse du réchauffement climatique et qui va jusqu'à s'en servir pour répondre aux attaques formulées dans la presse à son égard.
- Existe-t-il des critères qui s'appliquent aux sites Internet des écoles et lycées et qui permettent, sans forcement recourir à la censure, d'établir sous quelle forme certains contenus devraient être présentés? Qui est responsable pour le contenu des sites Internet des écoles et lycées?

Réponse (28.6.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Toute école est responsable des informations qu'elle décide de publier. Les contenus des sites Internet d'une école ou d'un lycée engagent donc, à l'image de toute autre publication, la responsabilité de l'établissement qui les diffuse.

Les sites Internet des écoles sont en premier lieu des cartes de visite des établissements respectifs. Ils mettent en valeur les points forts de l'établissement en renseignant sur l'offre scolaire, les services scolaires, le projet pédagogique, les activités et manifestations proposées, etc. Certains visent, de par leur structure, à créer un véritable lien virtuel entre les différents partenaires de la communauté scolaire.

Il n'existe pas de critères spécifiques pour la présentation des sites Internet des établissements scolaires. Les écoles sont en principe libres de définir la politique et la forme de publication en ligne qu'elles souhaitent sous réserve bien sûr de respecter les interdictions visées par les lois telles que la diffusion de messages à caractère discriminatoire, raciste, etc., la diffusion non autorisée de photos ou de renseignements personnels, la reproduction de textes protégés par des droits d'auteur, pour ne citer que ceux-là.

Au cas où les écoles proposent, en dehors de la présentation de leur vie scolaire, des contenus pédagogiques, il va de soi que ces contenus doivent être lisibles et compréhensibles pour les élèves à l'intention desquels ils sont mis en ligne. Il est tout à fait admissible qu'un site publie, dans le contexte de différents domaines thématiques, des contenus qui traduisent des opinions divergentes sur un sujet donné et qui contribuent ainsi à la formation de l'esprit critique des élèves.

La page météo du Lycée classique de Diekirch propose des liens et des articles d'une très haute technicité qui exigent du lecteur un degré de maturité et un niveau de connaissances élevé.

Question 1744 (14.5.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **choix entre l'ambulance et l'hélicoptère en cas d'urgence médicale:**

Les antennes mobiles du SAMU partent de l'hôpital de garde avec à son bord un médecin anesthésiste réanimateur et un infirmier anesthésiste. Le médecin de garde a le choix pendant la journée, dans le Nord et dans le Centre du pays, entre la voiture et l'hélicoptère.

Il me revient qu'un médecin anesthésiste réanimateur d'un hôpital du Centre du pays refuse de façon systématique en cas d'urgence, à monter à bord de l'hélicoptère, de sorte que lorsque ce médecin anesthésiste réanimateur est de garde, l'hélicoptère du SAMU n'est même plus stationné près de l'hôpital en question.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cet état des choses?
- Selon quels critères le choix entre la voiture (ambulance) et l'hélicoptère se fait-il en cas d'urgence?
- Un médecin anesthésiste réanimateur peut-il refuser de monter à bord de l'hélicoptère, même si l'urgence est telle qu'un hélicoptère serait requis?
- Cela ne risque-t-il pas de porter préjudice aux chances de secours?
- Ne faudrait-il pas prévoir la présence, dans chaque hôpital de garde, d'un médecin anesthésiste réanimateur prêt à monter à bord d'un hélicoptère en cas d'urgence?

Réponse (27.6.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'après l'honorable Parlementaire un médecin participant au SAMU dans la région du Centre refuserait systématiquement de recourir à l'hélicoptère et se rendrait toujours en voiture SAMU sur le lieu de l'intervention.

Mes services n'ont pas connaissance d'un refus de principe opposé par un quelconque des médecins du SAMU à l'utilisation de l'hélicoptère, même s'il peut arriver qu'un médecin utilise moins souvent l'hélicoptère comme moyen de transport, surtout pour les distances courtes et intermédiaires.

D'un autre côté, et bien que le choix du moyen de transport, hélicoptère ou voiture SAMU, soit de la compétence exclusive du médecin du SAMU de garde, un refus de principe opposé à un moyen de transport, en l'occurrence l'hélicoptère, ne saurait être toléré et devrait conduire au remplacement de ce médecin.

Le critère reste bien entendu toujours la rapidité de l'intervention, mis à part certaines conditions de sécurité s'opposant à l'utilisation de l'hélicoptère, telles que conditions météorologiques défavorables, visibilité insuffisante, indisponibilité à proximité du lieu d'intervention d'une aire se prêtant à l'atterrissage.

Mais contrairement à ce que l'on pourrait penser à première vue, l'hélicoptère n'est pas en toutes circonstances plus rapide que la voiture. L'utilisation de l'hélicoptère nécessite en effet un temps de préparation supérieur à celui requis pour le départ en voiture. Par ailleurs, l'hélicoptère n'est pas autorisé à se diriger «à vol d'oiseau» vers l'urgence, mais doit respecter les couloirs de circulation aériens. Cela étant, il devient évident que pour les petites distances la voiture peut être plus rapide que l'hélicoptère. Mais d'autres éléments peuvent entrer en ligne de compte, telle que par exemple un encombrement momentané des routes à emprunter.

Question 1745 (16.5.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **réorganisation du budget opérationnel, du cadre du personnel et des compétences du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA), du Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN), de la Commission des Sites et Monuments (Cosimo) et du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:**

En réponse à ma question écrite N°1584 du 28 février 2007 concernant la castellologie au Luxembourg *(cf. compte rendu N°10/2006-2007)*, Madame la Secrétaire d'État affirme que les fouilles archéologiques et les travaux de consolidation entamés sur certains sites castraux ont dû être suspendus temporairement, les fouilles d'urgence à exécuter sur d'autres chantiers à travers le pays jouissant d'un rang de priorité. Il ressort de la réponse de Madame la Secrétaire d'État que les organismes chargés d'effectuer ces travaux, à savoir le Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA) et le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN), souffrent d'un manque de personnel pour pouvoir accomplir toutes les missions qui leur incombent.

Vu l'extension du champ d'application ratione materiae prévue au projet de loi N°4715, ainsi que la future ouverture du Musée de la Forteresse, il faut s'attendre à un accroissement substantiel de la charge de travail, déjà considérable à l'heure actuelle, des deux services susmentionnés, et notamment celle du SSMN.

- Dès lors j'aimerais savoir si Madame la Secrétaire d'État partage l'avis selon lequel une augmentation aussi bien du budget opérationnel que du cadre du personnel, notamment scientifique, du MNHA et surtout du SSMN s'impose.
- De même, j'aimerais savoir si Madame la Secrétaire d'État n'estime pas qu'au-delà des questions qui touchent au budget et au personnel, le SSMN devrait être réorganisé et se voir attribuer plus de responsabilité dans la gestion des affaires courantes, soulageant ainsi la Commission des Sites et Monuments (Cosimo) tout en contribuant à distinguer plus clairement les compétences du MNHA, du SSMN, de la Cosimo et du Ministère de la Culture en matière de protection et de mise en valeur du patrimoine culturel national.

Réponse (27.6.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Dans sa question parlementaire N°1745 du 16 mai 2007, l'honorable Député parvient à une interprétation très personnelle de ma réponse à sa question parlementaire N°1584

du 28 février 2007 en concluant que la raison des délais dans certaines fouilles seraient le résultat d'un manque de personnel.

Sans vouloir revenir au détail de cette réponse, j'aimerais toutefois préciser qu'il est un principe général du pouvoir exécutif d'évacuer les tâches urgentes avant de se tourner vers les tâches de longue haleine, non moins importantes, mais souvent moins urgentes et dont la non-exécution temporaire n'entrave pas la bonne marche des affaires. Comme, logiquement, nul ne peut prédire le nombre de fouilles d'urgence, il est illusoire de s'attacher à l'idée d'un quelconque effectif optimal.

Même si je voudrais rappeler que la qualité des travaux archéologiques devra toujours primer la quantité des chantiers, il est certes vrai qu'avec plus d'agents, notamment pour les secteurs prémentionnés, mais aussi auprès d'autres instituts culturels de l'État répondant à d'autres missions importantes, un travail plus subséquent encore pourrait y être effectué dans l'intérêt du patrimoine culturel luxembourgeois. À cette fin, je m'implique régulièrement à voir augmenter l'effectif des instituts culturels de l'État. L'honorable Député n'est pas sans connaître les procédures de renforcement de personnel auprès de l'État.

En ce qui concerne le fonctionnement opérationnel du Musée de la Forteresse de Luxembourg, il faut considérer que celui-ci ne pèsera pas sur la charge de travail du Service des Sites et Monuments. En effet, et conformément au règlement grand-ducal du 15 octobre 2004 portant création et organisation du Centre de documentation sur la Forteresse de Luxembourg, la direction dudit Centre de documentation a été confiée à un conservateur spécialement engagé en 2004 pour cette tâche. Neuf autres personnes ont entre-temps été recrutées pour le compte du Musée de la Forteresse, de sorte qu'il est permis d'affirmer que la préfiguration pourra en être assurée et que la séparation organisationnelle des deux entités Service des Sites et Monuments Nationaux et Centre de documentation sur la Forteresse est accomplie.

Spécifiquement, quant au Service des Sites et Monuments Nationaux, je tiens à rappeler qu'une commission d'accompagnement a été instituée pour conseiller la direction du service ainsi que pour évaluer et proposer, entre autres en recourant à des services de consultance, des pistes dans l'optique d'une modernisation et d'une organisation optimale de ce service. Les rapports des travaux d'évaluation en cours permettront certainement de tirer des conséquences au niveau des besoins en personnel.

Quant à la dernière question, il échet de constater que, si la Commission des Sites et Monuments Nationaux a pour mission d'émettre des avis en matières de protection du patrimoine culturel et d'enseignes et de publicités, la gestion des affaires courantes touchant la protection du patrimoine culturel appartient au Service des Sites et Monuments Nationaux et non pas à la Commission précitée. Pour l'étude et la mise en valeur des sites archéologiques, le service fait appel aux compétences du Musée National d'Histoire et d'Art. Cette répartition des tâches me paraît tout à fait logique et correspond à la volonté du législateur. La bonne collaboration entre le Service des Sites et Monuments Nationaux et le Musée National d'Histoire et d'Art garantit un travail de qualité dans l'intérêt de la sauvegarde de notre patrimoine archéologique, afin qu'y soit apporté le savoir-faire spécifique des experts de chacune des administrations concernées, ces dernières ayant des tâches bien distinctes et particulières.

Question 1746 (16.5.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**introduction par l'Université du Luxembourg d'un cadre d'enseignement de niveau quasi-académique destiné aux personnes sans activité professionnelle:**

Les excellentes initiatives prises dans le cadre du «lifelong learning» sont principalement orientées vers l'accroissement des compétences professionnelles de la population active, alors que la catégorie de personnes sans activité professionnelle est à ce titre entièrement oubliée.

Bien qu'il existe, surtout au niveau communal, des cours dans des domaines plutôt sociaux (langues, informatique générale, arts, etc.), il reste cependant des matières réputées plus complexes, telles que le droit, l'économie ou les finances, où il n'existe pas de véritable offre s'adressant à un public intéressé, mais non académique. Car en effet les formations qui sont proposées à l'Université du Luxembourg dans les domaines susmentionnés sont d'un niveau qui dépasse de loin les besoins de ce groupe de gens (femmes et hommes au foyer, personnes retraitées, etc.). Or, ces matières, enseignées à un niveau de bonne vulgarisation, sont susceptibles d'intéresser le citoyen normal, surtout lorsqu'il ne fait pas partie de la population active et dispose d'un temps libre important.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Ministre ce qu'il pense de l'introduction d'un cadre d'enseignement de niveau quasi-académique, accessible à un public plus large dans des matières telles que le droit, les sciences politiques, l'économie et les finances, offert par l'Université du Luxembourg, destiné aux personnes sans activité professionnelle et assorti, le cas échéant, d'un crédit d'impôt, dans la mesure où cet enseignement serait payant.

Réponse commune (27.6.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Nous supposons que la question de l'honorable Député fait référence à ce qu'il est convenu d'appeler en France, l'Université du Temps libre, c'est-à-dire un ensemble de cours dispensés par un établissement d'enseignement supérieur, ouverts à tous, sans conditions d'âge ni de diplôme et qui ne sont pas sanctionnés par un examen.

Dans son plan quadriennal 2006-2009, l'Université du Luxembourg indique qu'il est essentiel de promouvoir les débats, les discussions, les voyages scientifiques et autres activités de vulgarisation, activités de vulgarisation qui pourraient englober un enseignement accessible à un large public, tel que préconisé par Monsieur le Député.

Nous partageons ce point de vue de l'Université; pour ce qui est de l'implémentation de ce type d'enseignement, nous rappelons que celle-ci est de la compétence de l'Université du Luxembourg et qu'une décision quant à l'organisation d'une Université du Temps libre relève de la seule décision des instances universitaires.

Pour ce qui est d'un éventuel crédit d'impôt au cas ou ce type d'enseignement serait payant, cette décision incombe au Ministre des Finances.

Question 1748 (18.5.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**évolution de l'Espace européen d'enseignement supérieur:**

L'Espace européen d'enseignement supérieur, lancé en 1999 lors de la déclaration de Bologne, a pour but d'harmoniser les trois grands cycles de l'enseignement supérieur: bachelor, master et doctorat.

En vue de réaliser cet Espace européen une multitude d'objectifs principaux a été proposée entre autres l'adoption d'un système de diplômes aisément lisibles et comparables, la mise en place d'un système européen de crédits transférables dit ECTS (European Credit Transfer System), la mise en place d'un système d'enseignement supérieur fondé sur deux cycles d'études principaux - avant et après le bachelor - la promotion de la mobilité des étudiants et des enseignants-chercheurs, la promotion de la dimension européenne dans l'enseignement supérieur, la promotion de l'éducation et de la formation tout au long de la vie et la promotion de l'attractivité de l'espace européen d'enseignement supérieur.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- L'Espace européen d'enseignement supérieur constituant un instrument essentiel pour la recherche et l'innovation, éléments clés de la stratégie de Lisbonne, le Gouvernement peut-il me fournir des informations sur l'état d'avancement de ce projet?

Réponse commune (27.6.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Les 17 et 18 mai 2007, les ministres de l'enseignement supérieur des 46 pays adhérents au Processus de Bologne se sont réunis à Londres pour faire le bilan de l'état d'avancement des travaux.

Il a été constaté avec satisfaction que la mise en place de la nouvelle nomenclature des grades (bachelor, master, doctorat) est bien avancée dans la plupart des pays adhérents au Processus de Bologne. Tel est également pour le cas pour les mesures ayant trait à la garantie de la qualité, notamment pour ce qui est de la mise en place d'un registre européen d'agences d'accréditation. Avec la Convention de Lisbonne, les crédits du système «European Credit Transfer System», les objectifs d'apprentissage formulés en termes de «learning outcomes», ainsi que le Supplément au Diplôme, le Processus de Bologne dispose des éléments nécessaires à la transparence des systèmes nationaux d'enseignement supérieur et à la reconnaissance des études et des diplômes. La Conférence ministérielle a en outre défini la stratégie de communication vis-à-vis des pays d'autres régions du monde.

S'agissant de la période 2007/2009, les priorités se situent d'abord autour d'un monitoring plus précis de la dimension sociale de l'enseignement supérieur, cette dernière étant définie comme la participation équitable d'étudiants issus de tous les milieux culturels et socio-économiques aux programmes des institutions. À cet effet, Eurostat a été mandaté d'attacher une grande importance à la collecte de données et à la définition d'indicateurs dans ce domaine.

Par ailleurs l'employabilité des étudiants et notamment l'employabilité des étudiants ayant obtenu le grade de bachelor constitue un objectif majeur pour cette période.

Finalement les travaux seront poursuivis pour l'élaboration de cadres de qualification nationaux sur base du cadre tel qu'il avait déjà été arrêté lors de la conférence ministérielle de Bergen en mai 2005.

En ce qui concerne les progrès réalisés par le Luxembourg, le rapport d'évaluation établi par le groupe de suivi du Processus décerne au Luxembourg une mention bien voire très bien pour l'ensemble des domaines qui ont fait l'objet du «stocktaking» traditionnel.

La conférence ministérielle de Londres a en outre décidé que la prochaine conférence en 2009 aura lieu sous présidence du Benelux les 28 et 29 avril à Leuwen. Pendant la période 2007/2009, le Luxembourg assurera la vice-présidence du Processus de Bologne et sera représenté au secrétariat du Processus.

Question 1751 (22.5.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**application de la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services - paiement d'indemnités de congé supplémentaires:**

Il me revient que des entreprises luxembourgeoises effectuant des travaux en Allemagne se voient obligés de payer des indemnités de congé supplémentaires (Urlaubsvergütungen). Or, selon mes informations, le paiement de ces cotisations est contraire aux dispositions d'une directive européenne (96/71/CE).

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la non-conformité de ces dispositions? Dans l'affirmative, quelles initiatives envisage-t-il afin de remédier à cette situation?

Réponse (10.7.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Suite à la réponse commune de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et de Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, à la question parlementaire N°1485 du 5 janvier dernier de Monsieur le Député Ben Fayot (LSAP) *(cf. ci-dessus)*, la question parlementaire N°1751 de Monsieur le Député Carlo Wagner (DP) concernant le payement des indemnités de congé supplémentaires des entreprises luxembourgeoises effectuant des travaux en Allemagne est devenue sans objet.

Question 1754 (23.5.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **visites d'État et officielles par des chefs d'État ou de Gouvernement au Grand-Duché de Luxembourg:**

En relation avec la visite officielle le 24 mai 2007 au Grand-Duché de Luxembourg du Président russe Monsieur Vladimir Poutine j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

1) À combien se chiffre le coût total de cette visite?

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

2) À combien se chiffre en particulier le coût des mesures de sécurité qui ont été mises en place?

3) Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas démesurées les mesures de sécurité mises en place pour Monsieur Poutine, vu qu'il s'agit - comme un intime du Premier Ministre Jean-Claude Juncker, l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder affirmait - d'un «lupenreiner Demokrat»?

4) Si ces mesures de sécurité sont plus poussées que lors d'autres visites de chefs d'État, quels ont été les motifs pour cette approche?

5) Existe-t-il des plans de sécurité spécifiques pour de telles visites?

6) Ces plans de sécurité sont-ils adaptés au cas par cas?

7) Finalement le Ministre pourrait-il me renseigner sur le coût total de toutes les visites d'État et officielles effectuées les dix dernières années par des chefs d'État ou de Gouvernement au Grand-Duché de Luxembourg.

Réponse (9.7.2007) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

L'honorable Député s'est renseigné sur l'organisation et le coût des visites officielles au Luxembourg et notamment sur la visite officielle de SEM Vladimir Poutine le 24 mai 2007 au Luxembourg.

La visite officielle du Président de la Fédération de Russie intervient dans le cadre des relations diplomatiques et de la politique étrangère du Gouvernement luxembourgeois. Aussi faut-il considérer la visite à Luxembourg des plus hautes autorités de nos plus grands partenaires sur la scène internationale comme un reflet de la considération et de l'intérêt qu'ils attachent à notre pays, intérêt parfaitement illustré par la première visite, depuis la création de notre État en 1839, d'un chef d'État de la Russie.

Le déroulement d'une telle visite, son organisation et sa mise en œuvre obéissent à un certain nombre de considérations protocolaires et de sécurité qui sont en grande partie immuables et répondent aux normes et usages internationaux. Ces obligations connaissent cependant des adaptations au cas par cas qui sont imposées par le degré de sécurité requis et varient donc en fonction du pays et de la personnalité visitant le Luxembourg. Les mesures retenues sont déterminées par la Police grand-ducale qui est responsable de la sécurité des dignitaires étrangers durant leur séjour sur le territoire luxembourgeois en partenariat avec les services de sécurité du visiteur.

Le budget nécessaire pour une telle visite officielle, ainsi que pour toutes les visites de ce type, est évidemment fonction de l'importance de la délégation qui visite le Luxembourg, facteur sur lequel les autorités luxembourgeoises n'ont que peu de prise, et de la durée de son séjour. Les frais en relation avec les déjeuners et les dîners offerts par les institutions, les frais de déplacement des délégations sur le territoire luxembourgeois, les dépenses en relation avec un éventuel programme d'encadrement culturel, ainsi que certaines autres dépenses en relation avec l'organisation de la visite sont imputés sur le budget qui est annuellement alloué au Gouvernement par la Chambre des Députés à travers l'article 00.4.12.321 «Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social, dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)». À ces montants, il convient d'ajouter les heures supplémentaires prestées, le cas échéant, par le personnel de l'État qui couvre la visite, étant entendu que la prestation de telles heures supplémentaires est soumise aux procédures d'autorisation prévues par le règlement grand-ducal du 25 octobre 1990 concernant la prestation d'heures de travail supplémentaires par des fonctionnaires ainsi que leur astreinte à domicile. L'imputation des dépenses afférentes est effectuée sur les budgets des services dont relèvent les personnels en question.

Question 1756 (25.5.2007) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant l'**entrée en vigueur d'un règlement grand-ducal précisant les matières, la structure et l'agencement à respecter par le règlement communal sur les bâtisses, les voies publiques et les sites:**

D'après le premier paragraphe de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, «les plans d'aménagement général approuvés par le Ministre de l'Intérieur conformément à la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes qui existent au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi doivent faire l'objet d'une refonte et adaptation complètes conformément à ses dispositions et procédures dans un délai de six ans à partir de son entrée en vigueur». De même, le paragraphe (3) prévoit que «Les communes disposent d'un délai de six ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi pour remplacer les règlements communaux sur les bâtisses, les voies publiques et les sites édictés en exécution de l'article 52 de la loi du 12 juin 1937 précitée par ceux prévus à l'article 38 de la présente loi.»

L'article 40 de la loi précitée retient encore qu'un règlement-type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites sera défini par règlement grand-ducal. Or, le règlement grand-ducal en question n'existe pas encore à l'heure actuelle. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand le règlement grand-ducal précisant les matières, la structure et l'agencement à respecter par le règlement communal sur les bâtisses, les voies publiques et les sites entrera-t-il en vigueur?

- De quelle façon Monsieur le Ministre propose-t-il aux communes qui souhaitent procéder dès à présent à la refonte et à l'adaptation de leur plan d'aménagement général de se conformer aux dispositions de l'article 38 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain?

Réponse (2.7.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le projet de loi N°4486 concernant l'aménagement des communes, tel qu'amendé par le Gouvernement, prévoyait dans son article 38 qu'un règlement grand-ducal, intitulé règlement sur les bâtisses, précisera toutes les dispositions visant à assurer la sécurité, la salubrité et la solidité des constructions et aménagement communaux.

Dans son avis complémentaire du 25 novembre 2003, le Conseil d'État s'est formellement opposé à l'établissement d'un tel règlement grand-ducal au motif que cette démarche porte atteinte à la police communale des bâtisses et se heurte par conséquent au principe de l'autonomie communale; principe d'ailleurs consacré par la Charte européenne de l'autonomie locale signée à Strasbourg en date du 15 octobre 1985.

Dans le même avis complémentaire, le Conseil d'État a encore retenu que les articles 52 à 57 de la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes pourraient servir utilement comme modèle pour l'uniformisation des règlements sur les bâtisses, à condition de préciser les matières, la structure et l'agencement des règlements communaux par un règlement grand-ducal.

Dans son avis du 3 mai 2005, relatif au projet de loi portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le Conseil d'État est revenu sur sa position dans la mesure où il a constaté que la voie énoncée dans l'avis complémentaire précité s'avère inappropriée, de sorte qu'il a recommandé au législateur d'évaluer l'intérêt de supprimer purement et simplement l'article 40.

Au vu des avis précités du Conseil d'État, la rédaction d'un règlement grand-ducal tel que prévu à l'article 40 s'avère dès lors inopportun. Lors de la révision approfondie de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal, prévue pour la fin de l'année courante, l'article précité sera d'ailleurs supprimé tel que l'a suggéré le Conseil d'État.

- Les communes qui souhaitent dès à présent édicter un règlement sur les bâtisses peuvent pour ce faire se baser sur l'article 39 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Cet article défini en effet de manière claire et précise le contenu d'un règlement sur les bâtisses et devrait dès lors mettre les bureaux d'études en mesure d'établir un règlement sur les bâtisses en bonne et due forme.

Je tiens également à souligner que le règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites qui ne contient plus que des dispositions relatives à la solidité, la sécurité et la salubrité des constructions et aménagements, est clairement dissocié des projets d'aménagement général et particulier contenant exclusivement des dispositions relevant de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

Question 1757 (25.5.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **fermeture du passage à niveau près de la gare ferroviaire de Rodange:**

Et ass mer matgedeelt ginn, datt de Bunniwwergang bei der Gare zu Rodange fir eng onbestëmmten Zäit soll zou bleiwen. Dëst sécherlech wéinst Bauaarbechten oder aus soss technesche Grënn.

Dëse Bunniwwergang ass awer eng wichteg Verbindung tëschent Rodange an Athus, vu wou vill belsch Gäscht hin an hier fueren. Et ass awer och e wichtegen Iwwergang fir d'Personal vun der MMR-A-Ares a Richtung Rodange.

Well d'Leit net méi kënnen do duerchfueren, ginn der Geschäftswelt vu Rodange sécherlech Cliente verluer. Et misst dach eng Méiglechkeet ginn, fir datt de Bunniwwergang kann zum Deel opbleiwe fir den Duerchgangsverkéier, fir déi schaffend Leit vun der MMR-A an d'Cliente vun der Rodanger Geschäftswelt.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froen dringend beäntwerten:

1. Firwat ass de Bunniwwergang zu Rodange bei der Gare zou, a wéi lang soll dat nach daueren?

2. Wat gedenken déi zoustänneg Ministeren ze ënnerhuelen, datt d'Personal vun der MMR-A an d'Cliente vun der Rodanger Geschäftswelt net brauchen e groussen Ëmwee ze mache fir op Rodange ze komme respektiv op dem kierzste Wee vun der Aarbecht heemzekommen an dohinnerzekommen?

Réponse (2.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

D'Gemengeverwaltung vu Péiteng huet d'RN5E (rue de l'industrie) mat dem PN27 zu Rodange zur Zäit fir de motoriséierte Verkéier gespaart.

Wéinst dem Bau vun engem ënnerierdesche Foussgängerpassage, deen den neie Lycée mat senger Busgare verbanne wäert, hat d'Gemeng zurecht gefaart, datt et zu engem wesentlechen Transfert vum Schwéiertransport op d'RN5E komme géif. Well déi ugrenzend Kräizung nach net mat roude Luuchte gereegelt gëtt, geet de Risiko vun engem Réckstau op d'Barrière staark erop. An der Réuniouun vum 2. Abrëll 2007 gouf duerch e gemeinsamen Accord tëschent der Gemeng, de CFL an der Administratioun vun de Ponts et Chaussées och nach festgehalen, fir dee Stroossendeel fir de motoriséierte Verkéier ze spären.

D'Sécherheetsinstallatioune vum Eisebunnsiwwergang (d'Signalluuchten an d'Barrière) wäerte weiderhinn normal fonctionnéieren a sou kann e vun de Foussgänger a vun de Vëlosfuerer benotzt ginn.

Dës Situatioun bleiwt op d'mannst soulaang bestoe bis d'Kräizung mat roude Luuchte gereegelt gëtt oder souguer bis d'RN5D zu Lamadelaine nees fir de Verkéier opgeet. Iwwregens gouf eis bis elo nach keng Reklamatioun iwwert déi momentan provisoresch Situatioun gemellt.

Question 1759 (29.5.2007) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant l'**exploitation future de la ligne ferroviaire du nord:**

Un des objectifs visés par l'étude de trafic «Concept de mobilité Nordstad», réalisée par le Ministère des Transports et l'Administration des Ponts et Chaussées, était la restructuration des infrastructures ferroviaires et la réorganisation des transports en commun. La ligne ferroviaire du nord, s'étendant de Luxembourg à Troisvierges, constitue une artère importante pour le développement de toute la région du nord et plus particulièrement pour le projet «Nordstad», qui constitue le noyau urbain des communes de Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck et Schieren.

En vue de l'exploitation future de la ligne ferroviaire du nord, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quels sont les projets du Gouvernement en ce qui concerne l'antenne Ettelbruck-Diekirch? Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'information que cette antenne ferroviaire sera abolie et remplacée par des lignes de bus?

- Sachant que la ligne ferroviaire Ettelbruck-Troisvierges est partiellement à voie unique, ce qui réduit considérablement les capacités de transport, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre envisage l'extension de cette ligne à double voie aux tronçons permettant techniquement une telle extension (par exemple Clervaux-Troisvierges).

- La saturation des parkings dans les alentours des gares ferroviaires constitue un réel problème et ne contribue pas à la promotion du concept «Park and Rail». Monsieur le Ministre envisage-t-il des pourparlers avec les communes situées sur la ligne Luxembourg-Troisvierges afin de parvenir à une extension des possibilités de stationnement? Sinon, quels autres moyens est-ce que Monsieur le Ministre entend mettre en œuvre pour promouvoir le concept susdit sur la ligne ferroviaire du nord?

- Étant donné qu'une des raisons pour la saturation des parkings est le fait que les places de stationnement sont souvent occupées par des frontaliers belges, ne serait-il pas opportun de prolonger certains trains de voyageurs au-delà de Troisvierges, par exemple, jusqu'à Trois-Ponts?

Réponse (2.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Suite à l'élaboration du dossier «Extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg», la Chambre des Députés avait retenu dans la motion du 6 avril 2006 que «l'implantation du système du 'Tram Léger' peut également contribuer à une amélioration de l'offre en matière de transports publics dans les autres centres de développement et d'attraction d'ordre supérieur que sont la Région Sud et la Nordstad». En effet, le périmètre «Nordstad» et notamment l'antenne Ettelbruck-Diekirch contient un potentiel de trafic d'une importance telle qu'il convient d'accorder dans le contexte de sa mobilité une attention toute particulière à l'attractivité des transports publics, que ce soit par rail ou par route. La concrétisation de cet objectif fait partie du concept urbanistique actuellement à l'étude par les communes liées par la convention «Nordstad». En tout état de cause s'imposera une modernisation conséquente de la gare d'Ettelbruck.

En ce qui concerne la ligne ferroviaire Ettelbruck-Troisvierges, je rappelle que lors de son électrification au début des années 90, certains tronçons avaient dû être mis à voie unique étant donné que la mise au gabarit électrique de tunnels avec le maintien des deux voies s'avérait impossible en raison de la succession immédiate de tunnels et de ponts, voire aurait exigé le déploiement de moyens financiers très importants (en particulier entre Clervaux et Troisvierges).

Les programmes actuels de développement d'infrastructures ferroviaires ne prévoient pas de module de mise à double voie sur cette ligne. En revanche sont prévues des améliorations de la capacité moyennant la mise en place de sections d'espacement supplémentaires et la construction d'une voie d'évitement à Michelau.

Le Ministère des Transports déploie en collaboration avec les CFL des efforts considérables pour améliorer l'offre en stationnement P&R au droit des arrêts ferroviaires. Pour faciliter les accords à trouver avec les communes, le Ministère des Transports a récemment réduit de 50% à 33% la participation financière demandée aux communes pour ces projets sous condition que le parking soit prioritairement utilisé en tant que P&R et non pour des besoins purement locaux.

Notons que ces dernières années des extensions de parkings P&R ont été réalisées aux arrêts de Lintgen, Mersch (gare routière et parking phase 1), Colmar-Berg, Schieren, Michelau, Clervaux et Wiltz. À Ettelbruck, les besoins en P&R font partie du concept «Nordstad». D'autres sont projetées pour Mersch (phase 2), Goebelsmühle, Kautenbach, Wilwerwiltz et Troisvierges.

La proposition de prolonger des trains en heure de pointe de Gouvy à Trois-Ponts avait déjà fait l'objet d'une analyse commune CFL-SNCB début 2005, mais avait été abandonnée suite à un manque d'intérêt du côté belge.

Cependant, le dossier a récemment été discuté avec les autorités belges et fait actuellement l'objet d'une nouvelle analyse conjointe des CFL et de la SNCB.

Les problèmes à résoudre se situent notamment au niveau de l'homologation du matériel (locs 4000 et voitures DOSTO) ainsi qu'au niveau des infrastructures Infrabel (voie unique Vielsalm - Trois-Ponts).

Question 1760 (30.5.2007) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **collecte et publication de données statistiques harmonisées sur le secteur de la construction au niveau de la Grande Région:**

La Chambre des Métiers vient de publier un rapport sur la compétitivité du secteur de la construction au niveau de la Grande Région. Elle constate que l'élaboration du rapport a été rendue malaisée par le manque de données comparables et fiables. Elle estime que des efforts supplémentaires devront être consentis au niveau de la collecte et de la publication de données statistiques harmonisées concernant la Grande Région.

- Est-il exact que le Statec ne dispose pas de données comparables et à jour sur le secteur de la construction au niveau de la Grande Région?

- Si tel devait être le cas, quelles en sont les raisons? Les statistiques Eurostat ne suffisent-elles pas à fournir des données précises à ce sujet? Pourquoi?

- Au vu du caractère interrégional du marché de la construction luxembourgeois et des activités d'entreprises nationales dans les régions frontalières, le Ministre n'estime-t-il pas qu'il est important de disposer de données comparables et à jour se fondant sur des paramètres définis avec précision?

- Si le Ministre devait être de cet avis, quelles mesures entend-il prendre pour veiller à ce que de telles données soient disponibles à l'avenir?

Réponse (27.6.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Depuis de longues années déjà une coopération intense des offices de statistique s'est mise en place au sein de la Grande Région.

Même si les statisticiens ont été longtemps tenus à l'écart des coopérations institutionnelles, ils ont le mérite d'avoir très tôt entrepris un travail de longue haleine portant sur la comparabilité des statistiques les plus pertinentes. Ils publient régulièrement un opuscule «Annuaire statistiques de la Grande Région», dont les données sont mises à jour fréquemment sur un site spécialement dédié dont l'adresse est:

http://grossregion.saarland.de/pages/StatTemplate.aspx?view=folder&id=4b4e9272-2145-4908-adea-e15619fc95e9.

Le groupe de travail «Statistiques» de la Grande Région a rassemblé et publié les données harmonisées annuelles suivantes sur la construction (Nace F): nombre d'établissements, effectifs salariés (à l'exception des régions allemandes qui fournissent l'emploi total), chiffre d'affaires, autorisations de bâtir (logements et immeubles), bâtiments achevés (logements et immeubles). Ces données sont plus détaillées et commentées que celles produites par Eurostat qui se concentre sur les statistiques nationales et non pas régionales.

La Chambre des Métiers ne précise pas le type de données dont elle aurait besoin, elle n'a pas sollicité l'aide de la commission statistique de la Grande Région, ni évoqué la faisabilité d'une collecte additionnelle de statistiques - nécessairement onéreuse - qui ne peut d'ailleurs pas être décidée unilatéralement, mais doit être négociée dans le cadre d'une coopération multilatérale.

Les coopérations très actives au sein de la Grande Région entre chambres et organisations professionnelles de l'artisanat devraient permettre d'aborder la question de l'information statistique sur le secteur de la construction et de proposer des moyens pour remédier à une éventuelle carence.

Le Statec se fera volontiers le porte-parole des desiderata de l'artisanat luxembourgeois auprès des ses confrères statisticiens.

Question 1761 (30.5.2007) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **coordination des appels de secours:**

La loi sur les services de secours dans le pays de la Rhénanie-Palatinat prévoit que suite à un appel de secours, les patients doivent obligatoirement être pris en charge endéans les 15 minutes.

À cet effet une centrale de coordination performante a été mise en place. Ses opérateurs disposent d'un système informatique qui leur permet de localiser l'équipe médicale la plus proche et la plus adaptée à la situation. Ils dispatchent ainsi de façon optimale les différents dispositifs de secours existants, à savoir le SAMU, l'hélicoptère ou l'ambulance.

Actuellement au Luxembourg les opérateurs ne disposent pas des informations sur la disponibilité effective des équipes en place et sont dès lors contraints de vérifier cette dernière par téléphone au cas par cas.

Ce mode de fonctionnement engendre inévitablement une perte de temps précieux qui peut s'avérer fatale dans certains cas.

Vu les développements antérieurs j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire et à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Sachant que le même système informatique est opérationnel au Luxembourg, ne pourrait-on pas envisager d'instaurer une approche similaire à celle du pays voisin afin de garantir une prise en charge la plus rapide et la plus appropriée possible des situations d'urgence?

Réponse commune (27.6.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La centrale des secours d'urgence 112 de l'Administration des Services de Secours dispose d'un système, appelé «WeTrack», qui permet aux préposés de visualiser sur un écran la position géographique de tout véhicule du service ambulancier et du SAMU. De même, les préposés de la centrale des secours d'urgence peuvent vérifier sur leur écran le statut de chaque véhicule, c'est-à-dire s'il est en attente, s'il est en route, s'il a chargé un patient, etc. Les préposés peuvent donc vérifier à tout moment la disponibilité du charroi destiné au transport des urgences médicales.

Il y a lieu de souligner que notre organisation des services de secours est complètement différente de celle existant en Allemagne où plusieurs organisations, toutes indépendantes les unes des autres, garantissent les transports des urgences médicales: la Croix-Rouge, l'Ordre de Malte, l'Association des Samaritains, l'Ordre de Saint Jean, etc.

De même, en Allemagne le système de l'organisation des hôpitaux qui assurent les urgences est complètement différent du nôtre. En Allemagne, à l'exception de certains hôpitaux spécialisés, tous les hôpitaux doivent assurer un service d'urgence 24/24 heures. Au Luxembourg, les 25 centres d'intervention qui assurent le transport des urgences médicales ont chacun leur rayon d'intervention prédéfini et un hôpital de garde qui leur est attribué.

L'opérateur de la centrale des secours d'urgence 112 en Allemagne doit continuellement vérifier lesquelles des organisations qui assurent les transports d'urgences sont disponibles, quel genre de véhicule est disponible, quel est l'hôpital de garde le plus proche du lieu d'intervention et quelles sont les disponibilités et la capacité d'accueil de cet établissement hospitalier.

L'organisation du système des transports d'urgences médicales en Allemagne étant beaucoup plus complexe que le système luxembourgeois, l'outillage informatique dont doit disposer le préposé de la centrale des secours d'urgence 112 allemand pour l'aide à la décision est donc plus complexe que celui dont doit disposer l'opérateur de la centrale des secours d'urgence 112 luxembourgeois.

Question 1762 (5.6.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **mise en place d'une campagne de sensibilisation sur les risques liés au radon:**

Selon une étude publiée le 15 mai 2007 dans le Bulletin Épidémiologique Hebdomadaire (BEH), le radon - gaz radioactif d'origine naturelle présent dans les bâtiments mal ventilés - serait à l'origine de 2% des décès attribuables au cancer en Europe.

En effet, plusieurs nouvelles études confirment la dangerosité de ce gaz radioactif. Le risque de cancer du poumon existe même à basse concentration.

Vu les développements antérieurs, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer des statistiques luxembourgeoises quant aux cancers causés par le radon?

- Monsieur le Ministre, pourrait-il envisager de lancer une campagne de sensibilisation afin d'informer la population sur les risques du radon et les précautions à prendre?

Réponse (2.7.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le Registre Morphologique des Tumeurs du Laboratoire National de Santé ne permet pas d'identifier un cancer dû au radon. Un effet synergétique (potentialisation) entre le radon et d'autres causes, notamment le tabagisme, est en effet scientifiquement reconnu.

Au début des années 90 mon Ministère a démarré un programme de mesure des taux du gaz radioactif radon dans les habitations. La concentration moyenne du radon dans les habitations est de 57 Bq/m^3 au Gutland et de 148 Bq/m^3 à l'Oesling.

Actuellement une directive européenne déclare toute concentration du radon dans les habitations au-dessous de 400 Bq/m^3 comme acceptable.

Considérant ces résultats la division de la radioprotection n'envisage pas pour le moment de lancer une campagne d'information du public.

En revanche, et étant donné que les jeunes sont plus radiosensibles que les sujets adultes, la division de la radioprotection, en accord avec des recommandations de l'OMS, est en train de réaliser une campagne de mesure dans les édifices abritant des enfants et des adolescents. C'est ainsi qu'est mesuré le taux du gaz radioactif dans les crèches, maisons relais, écoles primaires et secondaires, avec priorité sur l'Oesling.

Question 1769 (8.6.2007) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **commerce d'animaux de compagnie:**

La loi du 15 mars 1983 relative à la protection de la vie et du bien-être des animaux stipule dans son article 5 que toute personne physique ou morale exploitant un commerce d'animaux (…) les élevant à des fins commerciales (...) doit en demander l'autorisation au Ministre, qui pourra assujettir l'autorisation à des conditions destinées à assurer le bien-être des animaux.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de commerces disposent actuellement d'une autorisation à faire du commerce d'animaux sur le territoire luxembourgeois? De quels types de commerce s'agit-il?
- Combien d'éleveurs d'animaux (chiens, chats, lapins etc.) disposent de l'autorisation ministérielle à élever des animaux à des fins commerciales?
- Afin de garantir le bien-être des animaux, à quelles exigences ces commerces et ces éleveurs sont-ils assujettis?
- Selon quels critères l'autorisation ministérielle est-elle délivrée ou non aux commerçants et aux éleveurs?
- Quelles autorités sont compétentes pour contrôler si les commerces et éleveurs respectent les conditions exigées? Quelle est la fréquence avec laquelle ces contrôles sont effectués?

Réponse (27.6.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

En application des dispositions légales précitées, l'exploitation d'un commerce d'animaux de compagnie est soumise à une autorisation du Ministre ayant dans ses attributions l'Administration des Services vétérinaires. En pratique, cette autorisation est accordée sur avis du directeur de l'Administration précitée, suite à un contrôle de conformité des lieux, des installations et de l'équipement mis en place.

Cette autorisation est notamment sujette au respect:

- de la réglementation sur la bientraitance des animaux;

- de la réglementation communautaire relative aux échanges et mouvements commerciaux des petits animaux;

- de la convention sur le commerce international des espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction, conclue à Washington le 3 mars 1973;

- d'un enregistrement des entrées et sorties des animaux avec précision de l'origine de l'animal et de l'adresse de l'acquéreur;

- de la souscription d'une convention avec un médecin vétérinaire aux fins d'assurer la surveillance médicale des animaux mis en vente.

L'état des lieux et les conditions de détention des animaux sont en plus contrôlés périodiquement par le vétérinaire inspecteur compétent.

Actuellement douze établissements disposent d'une telle autorisation pour faire le commerce des animaux de compagnie.

L'activité de ces établissements porte essentiellement sur la vente de petits rongeurs, d'oiseaux, de poissons d'ornement, de chiens, de chats et d'animaux exotiques.

Par contre, aucun éleveur de petits animaux n'est enregistré à titre professionnel dans notre pays. Cela n'empêche pas la mise sur le marché d'une manière sporadique, mais non visée par la loi du 15 mars 1983 précitée, de jeunes animaux provenant d'élevages privés ou de loisirs.

Question 1775 (11.6.2007) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant la **prise en charge psychosociale des détenus du pénitentiaire de Schrassig:**

Le «Luxemburger Wort» a publié le 2 juin 2007 un article rédigé par Monsieur le Médiateur, Marc Fischbach, dans lequel ce dernier fait part de ses réflexions concernant le système de l'exécution des peines au Luxembourg.

Il y déplore plus particulièrement le peu de place accordé à l'encadrement psychosocial et psychomédical des détenus et le manque cruel d'activités professionnelles et de formation en rappelant que l'offre d'un tel encadrement respectivement d'activités ou de formations professionnelles est une question non seulement de dignité humaine, mais également de sécurité publique. En effet, un détenu qui aura été encadré de manière adéquate par des personnes spécialement formées et qui aura pu exercer une activité professionnelle voire acquérir une formation au cours de son emprisonnement aura plus de chances de se réinsérer dans la société limitant ainsi considérablement les risques de récidives. La réinsertion passe par une bonne prise en charge des détenus au cours de l'exécution de leur peine.

Il est à noter dans ce contexte que selon des normes internationales, il y aurait lieu de prévoir une personne spécialisée dans l'encadrement psychosocial pour 25 détenus au maximum. Or, le Service Psycho-Socio-Éducatif (SPSE) de Schrassig avec ses sept éducateurs, son assistante sociale et ses trois psychologues est largement en dessous de ces normes. L'encadrement psychomédical, pourtant important en milieu carcéral, ne répond pas non plus aux normes internationales.

Il ressort encore de l'article submentionné qu'à l'heure actuelle environ 150 personnes détenues à Schrassig s'adonnent à une activité professionnelle, mais la liste d'attente pour bénéficier d'une telle mesure est longue. Il y a encore lieu de noter dans ce contexte que tant l'atelier de menuiserie que celui d'électricité, qui occupaient une 30 de détenus, sont actuellement fermés, leurs responsables, partis à la retraite, n'ont pas été remplacés à ce jour.

Au vu de ce qui précède, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Dans le cadre de l'élaboration du budget pour l'année 2008, le Gouvernement entend-t-il augmenter les moyens du pénitentiaire de Schrassig afin que celui-ci puisse satisfaire aux normes internationales en matière d'encadrement psychosocial et psychomédical?

- En tout état de cause, le Gouvernement entend-il renforcer les effectifs dont dispose le pénitentiaire? Dans l'affirmative, combien

de personnes seront affectées au Service Psycho-Socio-Éducatif (SPSE) respectivement au service psychomédical?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il faudrait investir davantage dans la formation professionnelle des détenus? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures qui pourraient être prises à court et moyen terme, afin de faire bénéficier le plus grand nombre possible de détenus de l'exercice d'une activité professionnelle voire d'une formation professionnelle?

Réponse (28.6.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le Gouvernement a investi beaucoup d'efforts ces dernières années dans la création, puis dans le renforcement du service psychosocial et socioéducatif (SPSE), du Service de l'Éducation (SED) et du Service des Soins de Santé au CPL de Schrassig.

Ainsi, le SPSE se compose actuellement de trois psychologues, d'une assistante sociale, de six éducateurs gradués et d'un éducateur. Dans le cadre des propositions pour le numerus clausus 2008, il est proposé de recruter un psychologue et un éducateur gradué supplémentaires.

Le SPSE regroupe également le Service de l'Éducation, le Service des Sports et Loisirs et l'Aumônerie.

Le SED compte pour le moment huit chargés d'éducation et cinq chargés de cours tous détachés au CPL par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Le service organise l'éducation générale et professionnelle dans les deux centres pénitentiaires depuis 1999.

Des cycles de formation professionnelle sont proposés dans les ateliers disposant des services d'un contremaître instructeur (cuisine, imprimerie, menuiserie, reliure, garage). Les responsables des ateliers de peinture et de serrurerie étant partis à la retraite, ces ateliers resteront fermés jusqu'au recrutement prochain d'un peintre et d'un serrurier. L'administration pénitentiaire étant obligée de respecter les procédures de recrutement en vigueur dans la fonction publique, il faut attendre l'examen-concours en automne pour voir de nouveau les deux postes pourvus d'un titulaire.

L'organisation des cycles de formation professionnelle à l'intention des détenus est complexe en milieu carcéral. Souvent la durée de l'incarcération ne coïncide pas avec la durée d'un cycle d'apprentissage complet. Bon nombre de détenus manquent aussi de motivation et de persévérance afin d'entreprendre des études de quelques années et étaient fréquemment confrontés à des échecs scolaires avant leur entrée en prison.

Malgré ces contraintes, le SED propose des formations modulaires généralement plus courtes et sur mesure fondées sur les exigences du marché du travail.

À noter aussi dans le contexte de la mise au travail des détenus, l'ouverture en octobre 2005 de la buanderie centrale permettant à l'heure actuelle à une bonne vingtaine de détenus d'avoir du travail.

Concernant l'organisation des soins de santé, l'administration pénitentiaire a conclu en 2002 deux conventions avec des établissements publics hospitaliers: le Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) est responsable de l'organisation des soins de santé somatiques et le Centre Hospitalier Neuropsychiatrique d'Ettelbruck (CHNP) est responsable de l'organisation de la prise en charge psychiatrique des détenus.

Actuellement, la convention entre le CHL et l'État prévoit trois ETP médecins généralistes, 7,5 ETP infirmiers, un ETP pharmacien, trois ETP assistants en pharmacie, 1,5 ETP secrétaires médicales et 0,25 ETP assistant technique médical en radiologie. D'après l'avenant du 21 juin 2004 à la convention, les effectifs du personnel de soins au CPL ont été fixés à 14,5 ETP.

La convention entre l'État et le CHNP, quant à elle, prévoit 2,5 ETP psychiatres, un ETP psychologue, 0,5 ETP ergothérapeute, un ETP infirmier psychiatrique chef d'unité, neuf ETP infirmiers psychiatriques et un ETP secrétaire administrative. D'après un avenant entrant en vigueur le 1er janvier 2008, les effectifs en infirmiers psychiatriques seront augmentés à 12 ETP.

Ensuite, les détenus disposent d'un programme de prise en charge de personnes toxicodépendantes en milieu carcéral financé depuis 2007 par l'État. L'équipe Tox du CPL se compose de 2,125 ETP psychologues, 0,5 sociologue, 0,625 infirmier psychiatrique, 0,25 assistant social, 0,125 ergothérapeute.

S'agissant d'un programme de prévention, l'ambition du dispositif mis en place depuis 1999 est axé sur la prévention sanitaire aussi bien que sur la réduction des risques. Différentes activités individuelles mais surtout de groupe sont organisées à l'intérieur de la prison: programme thérapeutique pour femmes détenues, programme thérapeutique pour hommes détenus, groupes de travail de professionnels sur des thèmes en rapport avec la prévention, thérapie d'art etc.

Ces efforts non négligeables déployés par le Gouvernement depuis quelques années seront continués dans le futur pour garantir aux détenus un encadrement psychosocial, éducatif et de soins de santé de qualité.

Question 1780 (12.6.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**étude sur les compétences linguistiques des élèves de première:**

An Ärer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N°1655 vum 24. März 2007 *(cf. compte rendu N°12/2006-2007)* schreift Der vun enger Etüd, déi 2006 iwwert d'Sproochekompetenze gemaach gi wier. Dir gidd an engems e Beispill vun de Premièresstudenten am Secondaire dat weist, datt nach munches a Saache Sproochenunterricht ze maache bleift. Et gëtt mer elo gesot, d'Resultater vun dëser interner Etüd wieren därmoossen désastréis, datt de Ministère dovun ofgesinn hätt dës Resultater publik ze maachen.

An dësem Zesummenhang géif ech lech gären dës Froe stellen:

1) Stëmmt et, datt d'Resultater sou schlecht waren an datt d'Etüd aus dësem Grond ënner Verchloss gehale gëtt?

2) Mengt Dir net, datt d'Resultat vun dëser Etüd eng wäertvoll Contributioun kënnt liwweren an der aktueller Diskussioun iwwert de Sproochenunterricht?

3) Wier et duerfir net opportun dës Etüd publik ze maachen?

Réponse (28.6.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

D'Etüd iwwert d'Sproochekompetenzen am Franséischen, déi 2006 bei enger Partie vun eise Premières- an Treizièmesschüler gemaach ginn ass, ass alles aanescht wéi geheim.

D'Resultater vun der Etüd goufe bekannt gemaach

- an all Versammlunge mat den Enseignanten am Fréijoer 2006, wou iwwert de Profil de la politique éducative linguistique diskutéiert ginn ass a wou zesummen doriwwer nogeduecht ginn ass, wéi mer kënnen eise Sproochenunterricht méi effektiv gestalten,

- am Fréijoer 2007 bei der Presentatioun vum Plan d'action, dee mer doropshin opgestallt hunn, notamment de 15. März an der Chamberskommissioun.

Och an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro vum Här Mehlen vum 24 März 2007 hunn ech d'Resultater vun dem Test, deen 2006 mat Schüler vu Première an Treizième duerchgefouert ginn ass, resuméiert.

Question 1781 (14.6.2007) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **remboursement des tarifs de maisons de soins et de Centres Intégrés pour Personnes Âgées (CIPA):**

À la question parlementaire N°1551 relative à l'augmentation des prix d'hébergement dans certains Centres Intégrés pour Personnes Âgées (cipa) ou dans une maison de soins *(cf. compte rendu N°9/2006-2007)*, Monsieur le Ministre a répondu en février 2007 entre autres qu'un «expert consultant sera chargé d'analyser les différents postes de coût dans les établissements (...). En attendant les conclusions de cette expertise et afin de ne pas préjudicier les pensionnaires des établissements, l'assurance dépendance sera autorisée d'assumer la prise en charge des frais d'entretien et de nettoyage jusqu'à concurrence de 2,5 heures par semaine au profit des personnes dépendantes séjournant dans des établissements ayant renoncé à une augmentation des prix d'hébergement ou des établissements qui tout en ayant procédé à une augmentation sont d'accord à ramener celle-ci à concurrence de la contre-valeur de 2,5 heures par semaine (ordre de grandeur: 300 euros par mois)».

Il ressort d'un communiqué de presse des Ministères de la Famille et de la Sécurité sociale du 25 mai 2007 que les résultats de l'analyse ne sont toujours pas disponibles, mais que l'assurance dépendance assumera la prise en charge des frais d'entretien et de nettoyage pour les années 2007 et 2008 au profit des personnes dépendantes, à la condition «que les gestionnaires des établissements participent activement à l'étude envisagée, qu'ils n'ont pas procédé à une augmentation des prix d'hébergement, respectivement qu'ils ramènent rétroactivement leur prix de pension à sa valeur antérieure. L'application de cette dernière mesure doit se faire pour le 31 décembre 2007 au plus tard».

Dans ce contexte j'aimerais avoir des renseignements sur l'application pratique de cette proposition du Gouvernement et plus précisément sur les questions suivantes:

- Qu'est-ce qu'il faut entendre par «participation active des gestionnaires à l'étude»?

- Quelles sont les institutions qui n'ont pas procédé à une augmentation des prix d'hébergement, respectivement quels établissements y ont procédé?

- Le texte du communiqué n'étant pas clair, est-ce qu'il est une obligation ou une faculté pour les institutions de ramener rétroactivement les prix de pension à la valeur antérieure? Est-ce que Monsieur le Ministre et Madame la Ministre ne sont pas d'avis que les établissements devraient être obligés de procéder à un remboursement? Sinon, quelles sont les conséquences en termes de coût pour les pensionnaires concernés et quels sont leurs moyens d'action?

- Quand est-ce que l'étude susmentionnée sera disponible et quelles pourront, le cas échéant, être les suites y réservées, surtout pour les pensionnaires des établissements?

Réponse commune (10.7.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En ce qui concerne les propositions gouvernementales relatives au prix de pension dans les établissements de long séjour, j'aimerais tout d'abord relever que Monsieur le Député parle très justement d'une proposition du Gouvernement.

Étant donné que le loi du 23 décembre 2005 modifiant certaines dispositions de la loi sur l'assurance dépendance ne prévoit plus le forfait pour tâches domestiques dans les établissements d'aides et de soins, sa prise en charge par l'assurance dépendance réclame une nouvelle disposition légale, autorisant l'Union des Caisses de Maladie à le payer.

Dans la mesure où ce paiement deviendrait possible par une disposition légale, il semble important de souligner que la condition de diminuer le prix de pension de la valeur correspondant aux tâches domestiques payées par l'assurance dépendance est incontournable. À signaler aussi à l'honorable Député qu'un nombre non négligeable d'établissements n'ont pas augmenté leurs prix, dès que le Gouvernement a fait part de son souci pour la question. D'autres ont diminué le prix d'hébergement fixé au 1er janvier 2007 de la valeur correspondant aux tâches domestiques dès la connaissance du communiqué de presse.

Les établissements qui n'ont pas procédé à une augmentation du prix d'hébergement recevront, si une base légale le permet, le coût correspondant aux tâches domestiques. Pour les autres en revanche l'assurance dépendance ne paiera le prix correspondant aux tâches domestiques que dans la mesure où elles auront été remboursées aux personnes hébergées.

Pour en venir à l'étude évoquée par l'honorable Député, il y a lieu de dire que cette étude est toujours en préparation. L'analyse du contenu des différentes prestations et de leur coût permettra de vérifier si les prix réclamés par les différents établissements sont objectivement fondés.

Des contacts ont été pris avec des unités de recherche susceptibles de réaliser ce travail mais le choix de l'expert n'est pas encore arrêté. L'étude réclame en effet des compétences étendues en matière de comptabilité, mais aussi une parfaite connaissance de leur application dans le domaine des soins. Le nombre de candidats potentiels pour la réalisation d'une telle étude est limité. De plus, l'étude en soi exigera une collecte conséquente d'informations ainsi qu'une analyse pointue et s'étendra par conséquent sur une période assez longue.

La participation active, dont il est question dans le communiqué de presse auquel l'honorable Député fait allusion, consistera précisément, pour les gestionnaires, à communiquer sans réticence à l'expert les données qui lui sont nécessaires pour réaliser sa tâche.

Il est difficile dans l'état actuel des choses de présumer des résultats de l'étude. Cette étude a pour objectif d'étudier les prix d'hébergement de manière à les rendre parfaitement transparents. Cette transparence représentera un avantage certain, tant pour les pensionnaires que pour les gestionnaires. Elle permettra d'établir le rapport coût/qualité et quantité des prestations offertes et d'établir une comparaison entre les différents établissements.

Question 1785 (14.6.2007) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**application de la «loi antitabac» - organisation d'évènements privés dans des lieux publics:**

La loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac dispose dans son article 6, paragraphe 8, qu'il est interdit de fumer dans les salles de cinéma, de spectacles et de théâtre ainsi que dans les halls et couloirs des bâtiments qui les abritent.

- Je désire savoir de Monsieur le Ministre ce qu'il en est des établissements précités dans l'hypothèse où des évènements de nature privée, c'est-à-dire sur invitation et non ouverts au public, y sont organisés, comme par exemple une réception, un dîner ou déjeuner de mariage ou d'anniversaire, etc.

- En d'autres termes, l'interdiction de fumer est-elle également applicable dans les cas de figure précités, sachant que dans l'enceinte du domicile ou de locaux privés cette interdiction ne s'applique évidemment pas.

Réponse (27.6.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il est rappelé que la loi prévoit des interdictions de fumer dans des lieux autres que ceux visés par l'honorable Parlementaire. Il en est ainsi notamment des établissements couverts où des sports sont pratiqués et plus généralement des halls et salles des bâtiments de l'État, des communes et des établissements publics. Ces lieux sont à leur tour susceptibles d'être temporairement réservés à des utilisations privées, telles que celles énumérées dans la question parlementaire.

La loi énonce en son article 6 l'interdiction de fumer dans certains lieux, dont ceux qui font l'objet de la présente question parlementaire, sans distinguer suivant leur utilisation publique ou privée. L'hypothèse d'une exception à faire dans le cas d'une utilisation des lieux à des fins privatives n'est nulle part évoquée dans les travaux parlementaires. Je note d'ailleurs que, s'agissant de l'interdiction de fumer dans les halls omnisports, la loi nouvelle de 2006 ne répète plus la réserve contenue dans la loi antérieure de 1989 aux termes de laquelle l'interdiction se limitait aux périodes situées pendant et immédiatement avant le déroulement d'une manifestation sportive.

J'estime dans ces conditions que l'interdiction expressément énoncée dans la loi, non assortie d'une quelconque exception, traduit la volonté du législateur de bannir le tabac de certains lieux à usage

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

public, tels que les salles de cinéma, de spectacles et de théâtre et les halls et salles attenants, même momentanément occupés à des fins privatives.

La prise de position ci-dessus exprimée s'entend bien évidemment sous la réserve que l'application de la loi relève du Parquet, pour les poursuites, et en fin de compte du juge pénal saisi d'un cas d'espèce.

Question 1790 (18.6.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **loi sur les droits de succession dans le domaine agricole:**

An engem Arrêt vum 25. Mee vun dësem Joer huet d'Cour constitutionelle festgehalen, datt eist aktuellt landwirtschaftlecht Ierfschaftsgesetz, wat därjéineger Persoun, déi den elterleche Betrib iwwerhëlt, virdeelhaft Konditioune par Rapport zu hire Matierwe garantéiert, net mat deem am Artikel 10bis vun der Constitutioun ageschriwwene Gläichheetsgrondsaz ze vereinbaren ass.

Virun dësem Hannergrond géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Regierung déi nei Situatioun am Liicht vun dësem Arrêt?

2. Besteet weiderhin de Wëllen an d'Absicht, fir am Ierfschaftsrecht speziell Dispositioune fir déi Jonk, déi e Bauren- oder Wënzerbetrib iwwerhuelen, ze erhalen?

3. Wa jo, wat fir eng Orientatioun géif dës Regelung kënne kréien?

Réponse (2.7.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La loi du 9 juillet 1969 a introduit un régime successoral spécial en agriculture afin de faciliter le transfert des exploitations agricoles à des conditions financièrement acceptables et d'assurer ainsi le maintien d'exploitations agricoles viables. À cet effet ce régime spécial prévoit notamment l'attribution préférentielle de l'exploitation agricole à un héritier sur base de la valeur de rendement agricole. Par dérogation au droit commun, l'attribution préférentielle a pour objet de remplacer le partage en nature par un partage en valeur, celle-ci étant estimée sur base de la valeur de rendement.

Dans un souci d'équité et d'équilibre entre les intérêts légitimes de tous les héritiers et afin d'éviter des abus éventuels, la loi contraint l'attributaire préférentiel qui vend, avec bénéfice dans un délai variant de dix à 20 ans des immeubles lui attribués, à partager ce bénéfice avec ses cohéritiers.

Dans un arrêt du 25 mai 2007, et contrairement aux dires de l'honorable Député, la Cour constitutionnelle n'a pas mis en cause le régime de l'attribution préférentielle, eu égard aux finalités poursuivies. Bien plus, cette Cour reconnaît que l'évaluation des biens «à une valeur moindre que la valeur du marché combinée avec la faculté de procéder à un partage supplémentaire en cas de situation nouvelle répond en principe au but recherché et est rationnellement justifiée».

Toutefois, la Cour considère qu'en limitant l'estimation des biens alloués à leur valeur de rendement, combinée à la faculté de procéder à un partage supplémentaire «au seul cas de la vente des immeubles sans prendre en considération toute autre hypothèse d'aliénation ou de désaffectation, crée une disproportion entre les bénéficiaires de l'attribution agricole et leurs copartageants». La Cour constate que cette inégalité enfreint la règle constitutionnelle d'égalité énoncée par l'article 10bis de la Constitution.

Cet important arrêt de la Cour constitutionnelle, tant pour le secteur agricole que pour les copartageants d'une exploitation agricole, nécessite une analyse juridique minutieuse aux fins d'élaborer, à brève échéance, une proposition de modification cohérente des dispositions afférentes du Code civil et devant répondre au double but qui est d'éponger le grief d'inconstitutionnalité et de préserver le régime de l'attribution préférentielle dans l'intérêt du secteur agricole.

Question 1809 (26.6.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant les **campagnes publicitaires de l'industrie pharmaceutique de type «Direct To Consumer» (DTC):**

À l'heure actuelle, seuls les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont autorisé les industries du médicament à s'adresser directement au patients (le «Direct To Consumer» ou DTC).

En 2005, selon un rapport du Gouvernement américain, les firmes pharmaceutiques ont dépensé plus de quatre milliards de dollars dans des campagnes publicitaires. Des investissements colossaux, qui ne cessent de s'accroître.

Entre-temps quatre géants de l'industrie du médicament envisagent la possibilité de lancer une chaîne de télévision européenne.

Or, la législation interdit en Europe toute forme de publicité pour les médicaments. Les tentatives des firmes pharmaceutiques de faire modifier cette loi se multiplient cependant. On apprend aussi que la Commission européenne étudie de possibles aménagements de la loi en vigueur.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- N'y a-t-il pas un grand risque de conflits d'intérêts en la matière, le but des firmes étant certes de fabriquer des produits de qualité, mais aussi de réaliser des bénéfices?
- N'y a-t-il pas nécessité d'une séparation des rôles, la fabrication revenant aux industriels et l'information des patients à des organismes indépendants, non suspects d'avoir des intérêts économiques?
- La publicité n'engendre-t-elle pas une hausse générale de la consommation de médicaments peu bénéfique aux caisses de maladie?
- Étant donné que le médicament n'est pas un produit de consommation comme un autre, ne faudrait-il pas lui laisser un statut privilégié?

Réponse (10.7.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire, en me faisant part de ses inquiétudes en rapport avec des velléités allant dans le sens d'une publicité plus agressive en faveur des médicaments, prêche à un converti.

En effet, je suis convaincu que les médicaments ne sont pas des produits classiques et qu'une bonne information des usagers ne doit pas dégénérer en marketing ou pire encore en publicité tapageuse.

En tant que Ministre de la Santé je suis convaincu que les patients ont par l'intermédiaire de leurs médecins tout l'accès qu'il faut à une médicamentation efficace et appropriée. Toute publicité offensive en faveur de produits médicamenteux faite à l'intention du grand public ne peut que favoriser une auto-médication respectivement une surconsommation, que j'estime dangereuses. Certes cette publicité, à supposer qu'elle reste restreinte aux médicaments non soumis à l'obligation de la prescription médicale, sera sans effet pour le traitement des affections graves, mais pour le traitement des petits soucis de santé et inconforts de la vie quotidienne, elle pourrait réconforter une partie du public dans sa pratique de combattre ces pépins par le médicament plutôt que de les éviter par une vie saine, notamment par une alimentation équilibrée.

En tant que Ministre de la Sécurité sociale je me rends bien entendu compte de ce que toute publicité pèse sur le coût de revient du médicament et grève partant le budget des caisses de maladie. Par ailleurs la publicité faite auprès du grand public augmente la consommation, même pour les médicaments soumis à prescription médicale, alors que les patients ne manqueront pas d'exercer une forte demande sur leurs médecins.

Ces considérations générales en matière de publicité pour les médicaments étant faites, je dois cependant rendre attentive l'honorable Parlementaire au fait que, suivant mes informations, la Commission européenne n'entend pas davantage libéraliser la publicité en matière de médicaments, mais plutôt formuler «des propositions définissant une stratégie d'information assurant une information de qualité, objective, fiable et non publicitaire sur les médicaments...», ceci en vertu de l'article 88 bis de la directive 2001/83, telle que modifiée. J'admets volontiers que la marge entre publicité et «information de qualité, objective, fiable» est étroite, et je ne manquerai pas d'être vigilant envers toute initiative à intervenir en la matière.

Lors du récent forum pharmaceutique à Bruxelles réunissant les représentants du Conseil des Ministres, de la Commission du Parlement européen, des médecins, des consommateurs et de l'industrie pharmaceutique, je me suis clairement exprimé contre une banalisation du médicament et toute libéralisation du marketing des médicaments.

Je rappelle qu'actuellement la publicité en faveur des médicaments n'est pas totalement interdite, mais réglementée. La réglementation en vigueur, basée sur la directive communautaire prérappelée, distingue entre la publicité auprès du public et celle faite auprès des professionnels de la santé. Est notamment interdite la publicité auprès du public pour les médicaments soumis à prescription médicale, pour ceux contenant des psychotropes ou des stupéfiants, ainsi que pour ceux prévus pour traiter certaines pathologies lourdes, par exemple le cancer.

Pour autant que la publicité auprès du public est autorisée, elle est restreinte, notamment quant au message qu'elle peut véhiculer. Sont notamment interdites des allégations faisant apparaître la consultation médicale comme superflue ou assimilant le médicament à une denrée alimentaire, à un produit de consommation ou à une substance naturelle, de même que des références à l'avis de scientifiques ou de professionnels de la santé.

Question urgente 1832 (5.7.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**interdiction de dépassement des autobus aux arrêts aménagés:**

Dans de nombreux pays la réglementation de la circulation prévoit une interdiction de dépassement des autobus aux arrêts aménagés de telle façon que ces derniers doivent s'arrêter sur la route. Cette disposition ne donne pas seulement la priorité aux autobus, elle permet également d'améliorer considérablement la sécurité des passagers ainsi que des piétons.

Suivant mes informations, le Conseil de Gouvernement doit adopter ce vendredi le règlement grand-ducal présentant les nouvelles dispositions du Ministre des Transports concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

- J'aimerais donc savoir si Monsieur le Ministre est également disposé à faire appliquer au Luxembourg le principe d'une interdiction de dépassement des autobus sur ces arrêts.

Réponse (5.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

D'emblée, j'ai l'honneur de vous informer que vos informations sont inexactes puisqu'à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement siégeant en date du 6 juillet 2007 ne figure aucun point prévoyant une modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément connu sous «Code la Route». Partant, le principe d'une interdiction de dépassement des autobus aux arrêts de bus ne sera ni discuté, ni adopté.

Nonobstant, il est effectivement pertinent de réfléchir sur l'introduction éventuelle d'une telle mesure et pour cette raison j'ai chargé la Commission de Circulation de l'État d'analyser les arguments plaidant en faveur d'une telle mesure, qui peut le cas échéant se faire assister par un bureau d'experts étrangers pour trancher cette question.

Question urgente 1835 (5.7.2007) de **M. Charles Goerens** *(DP)* concernant le **virus H5N1 dans le département de la Moselle:**

La presse française relate que la présence du virus H5N1 sur les trois cygnes morts en Moselle, a été confirmée par le Ministère de l'Agriculture français.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire si cette confirmation de la présence du virus H5N1 dans le département de la Moselle en France a des conséquences immédiates sur le Luxembourg dans le domaine de la lutte contre la grippe aviaire? Et si oui, lesquelles?

Réponse (5.7.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

En premier lieu je voudrais insister sur le fait que pour le moment le Luxembourg est toujours indemne de la peste aviaire. Rien que depuis le début de cette année-ci, quelque 150 échantillons d'oiseaux sauvages, collectés dans les différentes régions du pays, ont été analysés et aucun cas de grippe aviaire n'a été détecté au Luxembourg. Le taux de mortalité des oiseaux n'a pas non plus augmenté et est resté faible.

Soulignons par ailleurs que le virus hautement pathogène détecté (à la fois en France, mais aussi récemment dans le Sud de l'Allemagne) s'est limité jusqu'à présent aux oiseaux sauvages.

Pour autant, instruction a été donnée d'accroître le degré de vigilance. Pour les dispositions de prévention actuellement en vigueur dans notre pays, je me permets de faire référence aux différents communiqués publiés par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et l'Administration des Services vétérinaires qui entre autres recommandent aux exploitations avicoles:

- d'éviter le contact direct et indirect avec les oiseaux sauvages;
- de dispenser les aliments et l'eau de boisson à l'abri de tout accès aux oiseaux sauvages;
- d'observer les mesures de biosécurité et d'hygiène;
- de limiter les rassemblements des volailles et autres oiseaux;
- de déclarer tout site de détention et de production de volailles domestiques.

Il y est insisté d'autre part sur:

- les préventions à prendre face à la découverte d'un oiseau mort et la collecte des oiseaux morts par les soins des services de secours, tout en appelant aux enfants de ne pas toucher les oiseaux morts;
- les mesures de prévention à prendre à l'égard des animaux de compagnie, notamment chats, avec l'appel de confiner les chats et de sortir les chiens à la laisse dans les zones à risque en cas d'apparition de la peste aviaire sur le territoire luxembourgeois;
- l'observation des règles d'hygiène élémentaires par les personnes et plus spécialement la sensibilisation des enfants.

Les mesures de surveillance actuellement en place sont:

- surveillance de l'état sanitaire des volailles domestiques par des analyses virologiques régulières;
- surveillance de l'état sanitaire des oiseaux sauvages par des analyses sur les oiseaux morts et plus spécialement les oiseaux aquatiques, collectés par l'A.S.S.;
- collaboration intensive avec la Ligue luxembourgeoise pour la protection des oiseaux dans la surveillance et l'analyse des oiseaux migrateurs.

Dès la notification d'une suspicion du virus H5N1 dans une zone marécageuse du département français de la Moselle, il fut donc pris soin d'accentuer la vigilance à l'égard de l'état sanitaire des oiseaux sauvages aquatiques nidifiant sur le cours de l'eau de la Moselle. Depuis ce matin, à l'annonce de la confirmation de la présence du virus, des contrôles renforcés ont été mis en place. Nous suivons de très près l'évolution future de la situation dans l'est de la France. Au besoin, des mesures restrictives seront prises en cas d'aggravation de la situation.

Les mesures actuellement mises en place par le Luxembourg correspondent à la réglementation communautaire en matière de surveillance et de lutte contre la grippe aviaire et sont décidées en concertation avec les États membres environnants.

Je rappelle à cet effet qu'un plan d'urgence vétérinaire spécifique contre la grippe aviaire a été mis en place en 1999 et que ce plan d'urgence est régulièrement adapté à l'évolution des données scientifiques et des expériences acquises sur le terrain. Ce plan prévoit dans les détails les interventions nécessaires à chaque phase de la grippe aviaire, à savoir:

- phase de vigilance;
- phase de suspicion;
- phase du foyer déclaré;
- phase d'assainissement du foyer;
- nettoyage et désinfection du foyer et des alentours - levée du foyer et des zones de restriction;
- vaccination éventuelle.

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°16
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

43e	séance, mercredi	4 juillet 2007
44e	séance, jeudi	5 juillet 2007
45e	séance, mardi	10 juillet 2007
46e	séance, mercredi	11 juillet 2007

Vers une représentation des parlements nationaux à la Conférence intergouvernementale

On devrait examiner la possibilité de faire participer trois observateurs parlementaires à la Conférence intergouvernementale sur le traité modificatif: cette demande a été formulée le 10 juillet à Lisbonne, à la réunion des présidents des commissions spécialisées en affaires européennes des parlements nationaux de l'Union européenne et de députés du Parlement européen (COSAC).

Une Conférence intergouvernementale est effectivement chargée de mettre en place le traité modificatif qui est destiné à remplacer le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Les travaux de cette Conférence intergouvernementale (CIG) devraient être achevés jusqu'à la réunion des chefs d'État et de gouvernement, les 18 et 19 octobre à Lisbonne, destinée à la signature du traité.

La représentation parlementaire revendiquée à Lisbonne sera assurée par les présidents des commissions des affaires européennes des Parlements du Portugal, d'Allemagne et de Slovénie, qui composent la troïka. Ils informeront régulièrement les autres parlements nationaux du suivi des discussions.



M. Laurent Mosar a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la réunion des présidents des délégations auprès de la COSAC.

Lors de la réunion du 10 juillet, M. Luís Amado, Ministre d'État et Ministre des Affaires étrangères du Portugal, a également informé les parlementaires sur le programme de la Présidence portugaise de l'Union européenne, traitant des dossiers aussi importants que le traité modificatif, la situation au Kosovo, la stratégie de Lisbonne et la migration. La Présidence portugaise organisera une conférence de haut niveau sur l'immigration légale et une réunion ministérielle Euromed sur les migrations.

L'immigration a été un des sujets de l'intervention de M. Laurent Mosar, qui a représenté la Chambre des Députés en tant que président de la délégation luxembourgeoise. M. Mosar s'est par ailleurs renseigné sur l'état d'avancement des négociations du cycle de Doha au sein de l'Organisation mondiale du Commerce et s'est intéressé au programme «Mieux légiférer».

À signaler enfin une présentation du site Internet IPEX (Interparliamentary EU Information Exchange - site http://www.ipex.eu), qui est le résultat d'une recommandation de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne et qui a l'objectif de renforcer la coopération interparlementaire dans l'Union européenne en mettant à disposition une plate-forme pour l'échange électronique d'informations sur les affaires européennes entre les parlements nationaux de l'Union.

DANS CE NUMÉRO

Sécurité intérieure	p. 502
Chargés de cours au primaire et préscolaire	p. 518
Nordstad-Lycée	p. 521
Centre de Rétention	p. 535

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

La Charte sociale au centre des débats

«Il faut bien reconnaître que rares sont ceux qui connaissent son contenu et son fonctionnement». C'est avec ces mots que M. Walter Riester, rapporteur de la commission des questions sociales, de la santé et de la famille de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a décrit la situation de l'application de la Charte sociale européenne révisée lors du débat sur «la dimension sociale de l'Europe: mise en oeuvre intégrale de la Charte sociale européenne révisée et évaluation des nouvelles conditions d'emploi et de salaire minimum».

«C'est pourtant avec la Charte européenne des droits de l'homme, un instrument majeur de l'Europe, qu'il convient de décliner dans tous les pays s'agissant de la santé, de l'emploi et des retraites.» Il s'est félicité ensuite que l'Allemagne l'ait finalement signée et il espère que «ce débat permettra de mettre en avant le Conseil de l'Europe qui est le premier garant de la protection sociale en Europe».

M. Marcel Glesener est également intervenu lors du débat pour apporter l'appui du groupe PPE au susdit rapport. «Après onze ans, depuis la date de la signature de la Charte révisée, un grand nombre d'États membres du Conseil de l'Europe n'ont pas encore ratifié cette charte: une situation à déplorer et à laquelle on doit remédier aussi vite que possible», a dit M. Glesener.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est réunie en troisième partie de session à Strasbourg du 25 au 29 juin 2007. Y ont participé le Président de la délégation, M. Marcel Glesener, Mme Lydie Err et M. Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que les membres suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Norbert Haupert et Jean Huss.

Il reste à signaler que M. Jean Huss, en sa qualité de membre de la Commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales de l'APCE a été l'initiateur principal d'une audition publique d'experts sur les risques sanitaires liés à l'environnement.

À cette audition, qui a été organisée par la susdite commission, ont pris part M. Ralph Baden, biologiste de l'habitat du Service de médecine de l'environnement du Ministère de la Santé, M. Frank Bartram, Président de l'Association professionnelle des médecins de l'environnement d'Allemagne, et M. Charles Sultan, Service d'hormonologie du Centre hospitalier universitaire de Montpellier.

À relever aussi que Mme Anne Brasseur, vice-présidente de la Commission de la culture, de la science et de l'éducation, a accepté de succéder à M. Guy Lengagne, Membre sortant français de l'APCE, pour présenter le rapport sur «Les dangers du créationnisme dans l'éducation».

Ce rapport qui aurait initialement dû être discuté lors du débat sur le dialogue interculturel et interconfessionnel a été dissocié des deux autres rapports et renvoyé en commission avec l'argument que «le Conseil de l'Europe n'est pas une académie scientifique mais un organe politique».

M. Lengagne s'est opposé au renvoi pourtant voté par l'Assemblée: «Au moment où l'on assiste à des poussées de mouvements intégristes, sans doute minoritaires, niant l'évolution, retirer le sujet du débat pour le repousser est une insulte à caractère religieux à l'égard de la science.» Il est prévu de discuter ce rapport lors de la session en octobre prochain.

www.coe.int

La sécurité et la coopération en Europe dans le collimateur

Il faut accentuer la collaboration dans des domaines tels que la sécurité énergétique, l'environnement ou encore la lutte contre le trafic d'êtres humains. Cet appel ressort de la déclaration finale de la 16e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), réunie du 5 au 9 juillet à Kiev.

La coopération dans le cadre du contrôle des flux migratoires doit être renforcée: l'Assemblée a réaffirmé cette volonté et a attiré l'attention sur la nécessité de renforcer les outils d'intégration. Les migrants devraient se voir octroyer non seulement des droits civils, mais également des droits sociaux tels que droit à la santé, à l'éducation et à une existence décente.

La situation au Bélarus a été un autre sujet à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire. Celle-ci a demandé au gouvernement du pays d'Europe centrale des mesures comme une réforme du Code électoral et la libération des prisonniers politiques, ainsi que le respect des droits des organisations non gouvernementales et celui des droits des adeptes de religions.

Une autre résolution de l'Assemblée parlementaire concerne son propre statut et rôle à l'intérieur de l'OSCE: elle exhorte les gouvernements des 56 pays membres à intensifier leurs efforts pour renforcer son statut et rôle en tant que partie intégrante de l'Organisation. En même temps, il faudrait cependant veiller à préserver l'autonomie, caractéristique de tout organe parlementaire véritablement démocratique.



Mme Viviane Loschetter a participé à la session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

À Kiev, le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, M. Göran Lennmarker (Suède) a été réélu à l'unanimité pour une deuxième période d'un an. Le Vice-Président, M. Panos Kammenos (Grèce) a été réélu également, tandis que trois nouveaux Vice-Présidents ont été élus: Mme Anne-Marie Lizin, Présidente du Sénat belge, M. Jerry Grafstein, membre du Sénat canadien et ancien trésorier de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, ainsi que le Dr Kimmo Kiljunen, membre du Parlement finlandais. M. Hans Raidel, membre du Bundestag allemand, a été élu nouveau trésorier.

Informations supplémentaires: www.oscepa.org

Dispositions en matière de confiscation

5019 - Projet de loi sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales

Le projet de loi sous examen poursuit deux objets distincts, à savoir:

- d'une part, modifier les articles du Code pénal relatifs à la confiscation spéciale en étendant le champ d'application de celle-ci,

et

- d'autre part, introduire en droit luxembourgeois l'exequatur de décisions étrangères de confiscation et de restitution.

En ce qui concerne le premier objectif, le projet de loi sous rubrique suggère de remplacer l'actuel article 31 du Code pénal dont la portée et le champ d'application sont jugés trop limités.

Actuellement l'article 31, paragraphe 1er dispose que la confiscation spéciale s'applique: 1) aux choses formant l'objet de l'infraction; 2) aux choses qui ont servi ou qui sont destinées à commettre l'infraction, quand la propriété en appartient au condamné; et 3) aux choses qui ont été produites par l'infraction ou qui ont été acquises à l'aide du produit de l'infraction.

Le projet de loi sous rubrique propose d'intégrer les dispositions actuelles de l'article 32-1 du Code pénal au niveau de l'article 31 au titre du droit commun de la confiscation spéciale tout en y apportant certaines adaptations.

À noter que l'actuel article 32-1 du Code pénal a été introduit par la loi du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe du 8 novembre 1990 relatif au blanchiment, au dépistage, à la saisine et à la confiscation des produits du crime. Cet article concerne la confiscation spéciale en cas d'infraction de blanchiment visée aux articles 506-1 à 506-7 du Code pénal, c'est-à-dire pour toutes les infractions de blanchiment dont l'infraction primaire ou de base n'est pas constituée par un trafic de stupéfiant. L'article 32-1 a été introduit entre autres pour répondre à l'obligation faite par la Convention de 1990 précitée aux États parties d'adapter leurs législations afin de permettre une confiscation par équivalent.

En intégrant les dispositions de l'actuel article 32-1 au niveau de l'article 31 du Code pénal, le projet de loi sous examen institue la confiscation par équivalent pour toute infraction. Le champ d'application de l'article 32-1 du Code pénal devenu le nouvel article 31 se retrouve du coup élargi et n'est plus limité à la seule infraction de blanchiment.

Le second objectif du projet de loi sous rubrique consiste en l'introduction en droit luxembourgeois de l'exequatur de décisions étrangères de confiscation et de restitution. Ce faisant, le projet de loi comble un vide juridique en la matière. En effet, notre droit ne connaît jusqu'à présent que la possibilité d'exécuter une décision étrangère ordonnant la confiscation de certains biens en matière de drogues[1] et de blanchiment[2]. Il s'ensuit qu'il n'est actuellement pas possible de confisquer des sommes gelées sur des comptes bancaires sur base d'une demande d'entraide judiciaire.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 26.08.2002

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

16.05.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.06.2007	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.07.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2007

[1] Convention de Vienne du 20 décembre 1988

[2] Convention de Strasbourg du 8 novembre 1990

Cellules et tissus humains

5448 - Projet de loi relatif aux tissus et cellules humains destinés à des applications humaines

Le projet de loi transpose en droit luxembourgeois la directive 2004/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité pour le don, l'obtention, le contrôle, la transformation, la conservation, le stockage et la distribution des tissus et cellules humains.

La transplantation de tissus et de cellules humains est un secteur de la médecine en forte croissance, offrant des possibilités importantes pour le traitement de maladies jusqu'à présent incurables. Il s'agit notamment des maladies cardio-vasculaires et des maladies dites neurogénératives ainsi que des lésions des fibres nerveuses et de la moelle épinière. L'objectif est une ingénierie tissulaire capable de produire des organes in vitro pour compenser la rareté des dons d'organes et améliorer le traitement de certaines maladies. Dans le cadre de ces activités relevant de la biotechnologie et de la recherche biomédicale, il importe de garantir la qualité et la sécurité des tissus et cellules humains utilisés à des fins thérapeutiques.

La directive européenne tout comme le présent projet de loi s'inscrivent donc dans le souci de préserver la santé publique et de prévenir la transmission de maladies infectieuses ou cancéreuses par ces tissus et cellules. Voilà pourquoi le présent projet propose d'établir des prescriptions détaillées contraignantes pour ces substances humaines du donneur au patient. Le texte détermine des systèmes minima de qualité et de sécurité applicables, les qualifications professionnelles et l'information requises. À noter que les produits couverts par le présent projet de loi ont expressément été exclus de la législation sur les dispositifs médicaux, ceci compte tenu des exigences spécifiques très rigoureuses applicables à leur égard.

Une importance particulière revient aux normes de traçabilité qui doivent permettre de suivre la chaîne de transmission des tissus et des cellules du donneur au receveur et inversement.

La loi fixe des normes élevées en ce qui concerne l'admissibilité des donneurs de tissus et de cellules et contient des dispositions relatives à la formation du personnel intervenant directement dans le processus et ce à n'importe quel niveau.

À l'instar de la directive transposée, la présente loi s'applique également aux cellules souches hématopoïétiques du sang périphérique, du cordon ombilical (sang) et de la moelle osseuse, aux cellules reproductrices (ovules, spermatozoïdes), aux tissus et cellules fœtaux et aux cellules souches adultes et embryonnaires. Sont exclus du champ d'application de la loi le sang et ses produits dérivés (autres que les cellules progénitrices hématopoïétiques), les organes humains, ainsi que les organes, tissus et cellules d'origine animale, de même que les tissus et cellules utilisés comme greffe autologue (consistant à prélever des tissus et à les transplanter sur le même individu), dans le cadre d'une seule et même intervention chirurgicale, sans être conservés à aucun moment dans une banque.

La loi rappelle les principes du don volontaire et non rémunéré, de l'anonymat du donneur et du receveur, de l'altruisme du donneur et de la solidarité entre donneur et receveur.

La loi prévoit finalement les conditions de l'agrément des établissements de tissus, de la notification des incidents et réactions indésirables liés à l'obtention, au contrôle, à la transformation, à la conservation, au stockage et à la distribution des tissus et cellules humains.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 24.02.2005

Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

12.01.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.05.2006	Prise de positionnement du Gouvernement relative à l'avis du Conseil d'État
11.01.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
25.01.2007	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.02.2007	Adoption du texte coordonné et amendé à transmettre au Conseil d'État
23.05.2007	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2007

Convention en matière de sécurité sociale avec la France

5570 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française sur la sécurité sociale

- du Protocole additionnel relatif au recouvrement des cotisations et contributions de sécurité sociale et à la répétition des prestations indûment versées

signés à Paris, le 7 novembre 2005

Les relations entre la France et le Luxembourg en matière de sécurité sociale sont réglées par le règlement communautaire 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants qui se déplacent à l'intérieur de l'Union européenne. Toutefois, compte tenu de la migration transfrontalière très importante, il est indiqué de prévoir dans leurs relations bilatérales des dispositions additionnelles particulières, renforçant la collaboration administrative entre institutions et créant des droits plus étendus pour les citoyens. Telle est la finalité de la convention bilatérale, signée à Paris le 7 novembre 2005, qui est approuvée par le présent projet de loi.

Cette convention prévoit, entre autres, les améliorations suivantes par rapport au règlement 1408/71:

- les droits aux soins de santé pour les titulaires de pension sont élargis, qu'ils soient ou non anciens travailleurs frontaliers. Ainsi, les pensionnés peuvent obtenir des soins médicaux, y compris les soins programmés dans les deux pays, alors que le règlement communautaire prévoit uniquement l'octroi des soins médicalement nécessaires compte tenu de la nature des prestations et de la durée du séjour prévue;

- pour l'octroi d'une pension, les périodes accomplies dans un pays tiers avec lequel tant la France que le Luxembourg sont liés par un instrument international, pourront être prises en considération;

- l'assurance dépendance fait l'objet de deux dispositions, l'une pour la reconnaissance de l'état de dépendance et organisant une coopération appropriée entre les institutions et l'autre pour fixer des règles de priorité en cas de cumul de droits à prestations de dépendance;

- les procédures d'exécution des décisions des juridictions, de recouvrement de cotisations et de restitution de prestations indûment versées sont précisées, plus particulièrement par le biais d'un protocole additionnel.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.05.2006

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

22.03.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
21.06.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.07.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2007

Officier de police judiciaire

5571 - Projet de loi portant modification 1. de l'article 14 (2) de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; 2. de l'article 10 du Code d'instruction criminelle

Le projet de loi a pour objet d'attribuer la qualité d'officier de police judiciaire aux fonctionnaires de la carrière supérieure et de la carrière moyenne du cadre administratif et technique du Service de police judiciaire ainsi qu'aux employés des carrières S et D qui ne relèvent pas du cadre policier, à condition d'être affectés depuis au moins deux ans dans une des sections ou cellules du Service de police judiciaire.

D'après les auteurs du projet, cette modification législative est nécessaire pour permettre au personnel civil de la police judiciaire de remplir pleinement et de façon autonome ses missions.

En effet, les 20 personnes engagées à la suite d'un recrutement exceptionnel par décision du Gouvernement du 3 octobre 2002 dans le but de renforcer le Service de police judiciaire, ne peuvent travailler d'une façon autonome et sans courir le risque de voir annuler les actes posés par voie de procédure que si leurs compétences et leurs pouvoirs sont clairement définis par la loi.

Les personnes concernées ont été affectées au service d'appui du SPJ, à savoir à la section «nouvelles technologies» et à la «cellule d'analyse et d'appui». Elles fournissent leur aide et leur savoir-faire dans les domaines de l'informatique, de l'analyse des bilans et autres devoirs en matière économique et financière. Le travail actuellement fourni constitue donc tout au plus une aide matérielle pour les enquêteurs policiers. Ceci n'est pas satisfaisant, alors que, d'une part, cette aide n'est légalement pas prévue et que, d'autre part, le travail à fournir ne peut devenir vraiment efficace que si les personnes ont la qualité d'officier de police judiciaire.

D'autres solutions envisagées par les auteurs du projet, à savoir l'attribution au personnel concerné de la qualité d'expert, de

témoin ou d'une compétence partielle ou restreinte d'officiers ou d'agents de police judiciaire, n'ont finalement pas été retenues alors que toutes ces solutions ne peuvent ni offrir la sécurité juridique indispensable, ni garantir un travail efficace.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 05.05.2006

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

25.04.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
27.06.2007	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.07.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2007

Libéralisation du marché de l'électricité

5605 - Projet de loi

1) relative à l'organisation du marché de l'électricité;

2) instaurant un poste de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie;

3) abrogeant

- la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport;

- la loi du 4 janvier 1928 concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg approuvant la convention de concession du 11 novembre 1927 ainsi que ses annexes;

- la loi du 30 juin 1927 approuvant le contrat de fourniture de courant du 11 avril 1927 pour l'électrification du Grand-Duché de Luxembourg;

- la loi du 2 février 1924 concernant les distributions d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg;

- la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

et

4) modifiant

- la loi du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi relative à l'organisation du marché de l'électricité vise à transposer les directives européennes 2003/54/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et 2005/89/CE concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en électricité et les investissements dans les infrastructures. Tandis que la transposition de la directive 2005/89/CE n'est due que pour le 24 février 2008, la directive 2003/54/CE aurait dû être transposée en droit national jusqu'au 1er juillet 2004 au plus tard.

La Commission européenne a décidé le 22 septembre 2005 de saisir la Cour de Justice des Communautés européennes d'un recours en manquement contre notre pays. Dans son arrêt du 28 septembre 2006 (affaire C-353/05), la Cour de Justice constate que «le Grand-Duché de Luxembourg a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive», et partant, elle considère le recours introduit par la Commission comme fondé.

Suite à l'envoi d'un deuxième avis motivé par la Commission européenne, le Luxembourg risque maintenant en vertu de l'article 228 du Traité CE de se voir infliger le paiement soit d'une somme forfaitaire, soit d'astreintes s'il ne procède pas, dans les meilleurs délais, à la transposition de la directive en question. Ce qui explique en partie l'urgence qui règne dans ce dossier.

La directive 2003/54/CE prévoit l'ouverture du marché de l'électricité pour tous les clients professionnels à partir du 1er juillet 2004 ainsi que la libéralisation complète du marché pour le 1er juillet 2007 au plus tard. Tous les clients seront alors éligibles, y compris les clients résidentiels. Dans le marché libéralisé, les entreprises du secteur de l'électricité ont des obligations de service universel et de protection des consommateurs à respecter. Ces obligations peuvent porter sur la sécurité, y compris la sécurité d'approvisionnement, sur la régularité, la qualité et le prix de la fourniture d'électricité ainsi que sur la protection de l'environnement, y compris l'efficacité énergétique et la protection du climat. Il doit être assuré qu'au moins tous les clients résidentiels aient le droit d'être approvisionnés en électricité d'une qualité bien définie, à des prix raisonnables, aisément comparables et transparents. Par ailleurs, la directive oblige les États membres à assurer que tous les clients et producteurs aient accès aux réseaux de distribution, respectivement de transport. Enfin, l'obligation de service public comprend la mise en place d'un dispositif protégeant les consommateurs dits «vulnérables».

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.08.2006

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

18.01.2007	Présentation du projet de loi
08.02.2007	Examen du projet de loi
15.02.2007	idem
01.03.2007	idem
08.03.2007	idem
15.03.2007	idem
22.03.2007	idem
19.04.2007	idem
02.05.2007	idem
11.05.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.05.2007	Échange de vues avec M. le Ministre de l'Intérieur sur des propositions concernant l'adaptation des services communaux à opérer dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité et du marché du gaz naturel
	Examen d'une série de propositions d'amendements et de l'avis du Conseil d'État
24.05.2007	idem
04.06.2007	idem
12.06.2007	idem
14.06.2007	Échange de vues avec M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
	Examen d'une série de propositions d'amendements et de l'avis du Conseil d'État
19.06.2007	Examen d'une série de propositions d'amendements
09.07.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2007

Organisation du marché du gaz naturel

5606 - Projet de loi relative à l'organisation du marché du gaz naturel et abrogeant la loi modifiée du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et portant modification 1) de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité et 2) la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport

Le projet de loi relative à l'organisation du marché du gaz naturel vise à transposer les directives européennes 2003/55/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et 2004/67/CE concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel. Dans les deux cas, le délai de transposition est écoulé.

En ce qui concerne la directive 2003/55/CE, le Grand-Duché s'est vu notifier un avis motivé par la Commission européenne en date du 16 mars 2005. La Commission européenne a décidé le 22 septembre 2005 de saisir la Cour de Justice des Communautés européennes d'un recours en manquement contre notre pays. Dans son arrêt du 18 mai 2006 (affaire C-354/05), la Cour de Justice constate que «le Grand-Duché de Luxembourg a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive».

Suite à l'envoi d'un deuxième avis motivé par la Commission européenne, le Luxembourg risque maintenant en vertu de l'article 228 du Traité CE de se voir infliger le paiement soit d'une somme forfaitaire, soit d'astreintes s'il ne procède pas, dans les meilleurs délais, à la transposition de la directive en question. Ce qui explique en partie l'urgence qui règne dans ce dossier.

La directive 2003/55/CE exige que les entreprises du secteur du gaz naturel soient exploitées suivant des principes commerciaux et interdit leur discrimination du point de vue de leurs droits ou obligations. À cet égard, la directive permet aux États membres d'imposer aux entreprises opérant dans le secteur du gaz naturel des obligations de service public qui peuvent porter sur la sécurité, y compris la sécurité d'approvisionnement, la régularité, la qualité et le prix de la fourniture, ainsi que la protection de l'environnement. Les États membres doivent organiser l'accès au réseau suivant la formule d'une procédure d'accès réglementé, sur la base de tarifs et/ou d'autres clauses et obligations publiées pour l'utilisation du réseau.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.08.2006

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

18.01.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.02.2007	Examen du projet de loi
15.02.2007	idem
01.03.2007	idem
08.03.2007	idem
15.03.2007	idem
22.03.2007	idem
19.04.2007	idem
02.05.2007	idem
11.05.2007	idem
24.05.2007	idem
04.06.2007	idem
12.06.2007	idem
14.06.2007	Échange de vues avec M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
19.06.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
25.06.2007	Adoption d'une série d'amendements
09.07.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2007

Marchés d'instruments financiers

5627 - Projet de loi relative aux marchés d'instruments financiers et portant transposition de:

- la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE,

- l'article 52 de la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive, et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif,

- la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés,

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

- la loi du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur,

- la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, et portant abrogation de:

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative à la surveillance des marchés d'actifs financiers,

- la loi modifiée du 21 juin 1984 relative aux marchés à terme

Le projet de loi a pour objectif principal la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2004/39/CE concernant les marchés d'instruments financiers. Cette directive abroge et remplace celle de 1993 sur les services d'investissement qui introduisait le concept de passeport européen pour les entreprises d'investissement. Le terme "MiFID" (abréviation anglaise de *"Markets in Financial Instruments Directive"*) est largement utilisé pour faire référence à la directive 2004/39/CE.

Par ailleurs, il est prévu de réviser certains statuts PSF (professionnels du secteur financier) définis dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Finalement, le projet de loi procède au toilettage de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier pour assurer l'utilisation d'une terminologie uniforme ou pour en éliminer certains archaïsmes sans en modifier le fond.

Transposition de la directive 2004/39/CE

La directive 2004/39/CE concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID) constitue l'un des piliers majeurs du Plan d'action pour les services financiers, initié en 1999 par la Commission européenne. Elle a été élaborée dans le cadre de la procédure européenne à trois niveaux dite «procédure Lamfalussy».

Il s'agit d'une directive cadre (niveau 1 du processus Lamfalussy) qui définit les obligations générales de haut niveau que les autorités des États membres doivent mettre en œuvre. Cette directive renvoie à la Commission européenne, assistée du Comité européen des valeurs mobilières, le soin de fixer des mesures d'exécution sur différents points qu'elle détermine dans le cadre du processus de «comitologie» (niveau 2).

Les objectifs de MiFID

La directive-cadre MiFID s'est donné pour objectif de créer les conditions indispensables en vue de rendre les transactions des valeurs mobilières au sein de l'espace européen plus efficaces, plus rapides et moins chères.

À cet effet, il est instauré un cadre réglementaire complet régissant l'exécution organisée des transactions des investisseurs non seulement à travers les bourses, mais encore via les systèmes multilatéraux ou les systèmes internes de négociation des banques et des entreprises d'investissement. Le but final en est d'offrir une meilleure protection aux investisseurs tout en réduisant les coûts des transactions.

Les trois grands axes de la directive peuvent être résumés comme suit:

1. l'harmonisation minimale des conditions d'agrément et d'exercice des entreprises qui est un préalable au passeport européen;

2. la sauvegarde des intérêts des investisseurs, l'efficience des marchés et la concurrence entre les différents systèmes d'exécution des ordres en mettant ceux-ci sur un pied d'égalité;

3. le renforcement de la coopération entre autorités compétentes des États membres.

Lorsqu'elle aura produit ses effets, cette directive devra bénéficier à l'ensemble des acteurs du monde financier: les investisseurs jouiront d'un régime de protection accru, les émetteurs trouveront une plus grande liquidité des marchés à un meilleur prix et finalement les autorités de supervision profiteront d'un régime de collaboration renforcé. Cependant, si le cercle des bénéficiaires est assez étendu, ce sont surtout les intermédiaires financiers qui seront directement concernés par la mise en œuvre de MiFID.

Le passeport européen

La directive facilite l'usage du passeport européen et en améliore le fonctionnement. En effet, les entreprises d'investissement ont le droit d'opérer sur tout le territoire de l'Union européenne sur base de l'agrément accordé par l'État membre d'origine et sous la surveillance des autorités compétentes de ce même pays. Ce principe, qui s'inspire étroitement de l'approche retenue dans le secteur bancaire, était déjà ancré dans la directive 93/22/CEE.

Le principe de la compétence des autorités de l'État d'accueil pour certaines règles, essentiellement des règles de conduite, ne subsiste que pour l'offre de services d'investissement par l'intermédiaire d'une succursale.

La classification des clients

La directive met en place une relation centrée sur le client avec des obligations de connaissance et d'information du client à la charge de la banque, afin de lui proposer les produits adaptés à sa situation. À cet effet, elle prévoit trois catégories de clients auxquelles sont attachés des niveaux de protection croissants et des obligations différentes pour le prestataire de services d'investissement, à savoir:

- les contreparties éligibles auxquelles l'entreprise d'investissement n'offre que des services de réception/transmission et d'exécution d'ordres,

- les clients professionnels énumérés à l'annexe II de MiFID; cette notion n'est pas à confondre, bien qu'elle s'en rapproche, avec celle de «client averti» telle que définie dans la loi sur les fonds spéciaux (FIS);

- les clients particuliers (ou *retail*) auxquels évidemment la plus grande protection et la plus ample information sont accordées.

Des changements de catégories sont possibles dans certaines conditions avec l'accord du client.

La mise en concurrence des lieux d'exécution des ordres

La directive donne un cadre juridique aux trois modes d'exécution utilisés en Europe:

- le marché réglementé, c'est-à-dire les bourses;

- le MTF (système multilatéral de négociation) mis en place par des banques ou des entreprises d'investissement pour les transactions entre leurs clients;

- le système interne systématique utilisé par les opérateurs pour leurs besoins propres.

Le présent projet de loi remplace le régime de la concession dont bénéficie la Société de la Bourse de Luxembourg S.A. par un régime d'agrément des marchés réglementés.

En reconnaissant et en réglementant d'autres plates-formes d'exécution des ordres que les marchés réglementés, comme les Multilateral Trading Facilities (MTF) et les internalisateurs systématiques (IS), la directive vise à accroître la concurrence entre celles-ci. La disparition du monopole des marchés réglementés traditionnels et la mise en concurrence des modes de négociation constituent sans aucun doute l'un des principaux éléments de la directive puisque de très grands groupes bancaires internationaux seront désormais en mesure de pouvoir réglementer ces transactions en interne ce qui leur offrira l'opportunité de développer de nouvelles activités.

Les règles de transparence sur les lieux d'exécution des ordres

La mise en concurrence des modes de négociation s'accompagne d'un ensemble de règles en matière de transparence "pre-trade" et "post-trade" pour la négociation des titres. Dans ce nouvel environnement, les intermédiaires seront en effet amenés à jouer la carte de la transparence.

L'exécution des ordres des clients

Pour protéger l'investisseur et lui garantir un service de qualité, le texte oblige les intermédiaires à s'assurer que leurs procédures d'exécution des ordres permettent de traiter les ordres des clients dans les meilleures conditions en termes de prix, de coût, de rapidité et d'exécution ainsi que de règlement-livraison. Si cette obligation d'exécution des ordres aux conditions les plus favorables pour le client n'est pas nouvelle, elle est aujourd'hui formalisée pour ce qui est de la responsabilité et de la charge de preuve qui incombent aux prestataires.

Par ailleurs, la directive prévoit des règles en matière de "reporting" aux clients relatif à l'exécution des ordres.

La coopération entre les autorités de surveillance

La directive délimite plus clairement le partage des pouvoirs entre l'État du pays d'origine et celui du pays d'accueil pour les succursales, permettant aux autorités compétentes nationales de mener à bien leur mission de surveillance des marchés financiers et des entreprises d'investissement.

En ce qui concerne plus précisément l'échange d'informations, le projet de loi innove en ce qu'une information transmise par la CSSF à une autre autorité peut être communiquée à une autorité tierce, sauf si la CSSF précise au moment de la communication que cette information ne peut être divulguée sans son accord exprès préalable. Auparavant, une autorité n'était d'office pas autorisée à transmettre une information sauf accord obtenu de la part de l'autorité source de l'information.

Le texte de la directive présente une nouveauté dans le droit communautaire dans la mesure où pour la première fois coopération et échange d'informations sont clairement distingués.

La révision de certains statuts PSF

La principale modification du texte actuel instaurant de nouvelles catégories de PSF «connexes» porte sur la baisse substantielle des exigences financières requises pour pouvoir prétendre au statut de PSF. L'objectif affiché est d'attirer de nouveaux opérateurs financiers spécialisés au Grand-Duché, suivant en cela la spécialisation des métiers de la finance. Le montant du capital social minimal est ramené de 1,5 million à 370.000 euros pour les opérateurs de systèmes informatiques primaires et les professionnels opérant des transferts de fonds, à 125.000 euros pour les gestionnaires d'OPC, les agents administratifs et les domiciliataires, et à 50.000 euros pour les agents de communication à la clientèle tout comme pour les opérateurs de systèmes informatiques secondaires.

Les autres dispositions modifient les critères d'appartenance à certaines catégories précises de PSF, certains statuts de professionnels sont retouchés, les trois types de PSF voient leur champ d'activité élargi aux entreprises d'assurance et de réassurance.

Un nouveau statut de PSF est également créé, à savoir celui de la société d'intermédiation financière.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 26.10.2006
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):

23.01.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
05.07.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2007
Loi du 13 juillet 2007.
Mémorial A: 2007, N°116, page 2076

Coopération dans les régions frontalières

5647 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans les régions frontalières, conclu par échange de lettres le 23 mai 2005 à Luxembourg

Le projet de loi vise l'approbation d'un accord de coopération frontalière conclu sous forme d'un échange de lettres en date du 23 mai 2005 entre le Luxembourg, la France, l'Allemagne et la Belgique, y compris les autorités fédérales, la région wallonne, la communauté francophone et la communauté germanophone.

À noter que la France, l'Allemagne et le Luxembourg avaient déjà conclu en 1980 un accord relatif à la coopération dans les régions frontalières, avec l'objectif de développer les activités d'intérêt commun susceptibles de consolider et de renforcer les relations de voisinage dans l'espace géographique couvrant la Sarre, la Lorraine, le Luxembourg, ainsi que les régions de Trèves et du Palatinat occidental. La demande belge d'adhérer à l'accord de 1980 a été accueillie favorablement par les trois pays signataires, mais différents problèmes de fond et de forme ont surgi (absence de procédures pour l'adhésion de nouveaux membres, structure fédérale de la Belgique, volonté d'une mise à jour de l'accord).

Le présent accord couvre la Sarre, la Rhénanie-Palatinat (Trèves et Palatinat occidental, Landkreis Birkenfeld), la Lorraine, le Luxembourg et les provinces belges du Brabant wallon, du Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur et s'intéresse à des activités d'intérêt commun, notamment dans les domaines administratif, technique, social, économique ou culturel, susceptibles de consolider et de développer les relations de voisinage.

Sont créées une commission intergouvernementale et une commission régionale qui sont chargées de faciliter l'étude et de proposer la solution des questions de voisinage. La commission intergouvernementale traite en particulier les questions qui ne peuvent pas être résolues au niveau de la commission régionale.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 08.12.2006

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

23.04.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

02.07.2007 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2007

Centre de Rétention

5654 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Rétention

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la construction d'un centre de rétention, tel que l'avait prévu la déclaration gouvernementale du 4 août 2004.

En septembre 2004, le Ministre de la Justice soumit au Ministre des Travaux publics une demande pour la construction d'un centre de rétention, structure fermée indépendante devant accueillir les étrangers en situation irrégulière au pays. Ces personnes, dont le nombre se chiffrait fin janvier 2006 à quelque 50 à 60 personnes, étaient abritées et le sont encore à l'heure actuelle au centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière, centre créé par règlement grand-ducal du 20 septembre 2002 comme section spéciale du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL). En présence, d'une part, du constat d'un accroissement considérable du nombre de détenus au centre pénitentiaire, nombre qui se chiffre entre 580 et 600 personnes pour atteindre 687 personnes le 15 novembre 2006, et, d'autre part, de l'incident fin janvier 2006 dans la section spéciale, l'aménagement d'une structure en dehors de l'enceinte du CPL sera de nature à résoudre, du moins en partie, le problème de la surpopulation du CPL. Cette structure séparée du CPL permettra d'abriter temporairement les personnes déclarées être en situation irrégulière dans notre pays.

Elle doit répondre en plus à la prise en charge plus spécifique des personnes en question. La structure projetée constitue un moyen de la politique gouvernementale en vue de combattre et de sanctionner l'immigration illégale en dehors de la prison proprement dite.

À coté du problème de surpopulation du CPL, il faut bien évidemment voir la construction d'un centre de rétention dans un contexte plus large de la politique d'immigration et d'asile du Gouvernement.

Le futur centre de rétention comprendra un ensemble de bâtiments destinés à accueillir les personnes déboutées conformément à l'article 15 de la loi modifiée du 28 mars 1972 et à l'article 10 de la loi du 5 mai 2006.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 19.12.2006

Rapporteur: M. Marcel Sauber

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

19.03.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

18.06.2007 Échange de vues sur la note relative à l'exploitation du centre de rétention

21.06.2007 Examen et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

19.03.2007 Présentation du projet de loi

18.06.2007 Échange de vues sur la note relative à l'exploitation du centre de rétention

Vote en séance publique: 10.07.2007

Traitement des fonctionnaires de l'État

Fonction publique

5656 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi 5656 poursuit quatre objectifs:

1) L'introduction de la possibilité d'un avancement en traitement en faveur des fonctionnaires bloqués depuis 12 ans dans le même grade

L'accord salarial du 31 mai 2005 pour l'ensemble du personnel de l'État et des secteurs assimilés prévoyait «l'introduction dans les cas où en raison d'une pyramide d'âge asymétrique ou d'effectifs réduits, l'avancement normal est excessivement retardé, voire bloqué, la possibilité, après 12 années sans avancement, de pouvoir bénéficier, le chef d'administration entendu en son avis, d'un mécanisme d'avancements en traitement dont les modalités techniques d'exécution restent à préciser entre parties».

La réalisation de cette mesure était prévue au projet de loi modifiant et complétant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005, c) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, d) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (doc. parl. 5486).

Dans ses avis du 5 juillet 2005 et du 11 octobre 2005 le Conseil d'État avait exprimé son opposition formelle à la réalisation de cette mesure au motif qu'elle excluait la magistrature, violant ainsi le principe de l'égalité de traitement devant la loi. La Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Média et des Communications a donc décidé de supprimer la mesure proposée dans le projet de loi 5486.

Dans sa nouvelle proposition de texte, le Gouvernement tient maintenant compte des observations du Conseil d'État en rendant la même mesure applicable aux fonctionnaires des grades M2 et M3 de la magistrature s'ils n'ont pas profité depuis au moins douze années de service d'une nouvelle nomination dans un grade hiérarchiquement supérieur.

2) L'adaptation des dispositions sur le stage pour les candidats engagés à temps partiel

La loi du 25 décembre 2005 modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires stagiaires de l'État prévoit pour les fonctionnaires stagiaires la possibilité du travail à temps partiel de cinquante pour cent et de soixante-quinze pour cent. Cette loi n'a cependant pas réglé la durée de stage pour les candidats travaillant à temps partiel.

La durée normale de stage étant de deux ans, il faut que les fonctionnaires stagiaires à temps partiel répondent aux obligations de formation pendant une période équivalente du stage. D'après les auteurs du présent projet une durée de stage de deux années actuellement prévues est insuffisante «pour pouvoir garantir aux stagiaires à temps partiel une formation intégrale pendant leur stage, ainsi qu'une initiation professionnelle adéquate».

Après avoir évoqué plusieurs cas de figure pour résoudre le problème, les auteurs du projet proposent la solution qui consiste à prévoir pour les fonctionnaires stagiaires à temps partiel une prolongation de la durée du stage d'une année. Leur stage sera donc de trois ans au lieu des deux ans actuellement prévus.

3) La création d'une base légale permettant de préciser par règlement grand-ducal les procédures à appliquer en matière de harcèlement moral et/ou sexuel

Il est proposé de prévoir qu'un règlement grand-ducal peut préciser les dispositions de l'article 10 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. Cet article concerne les plaintes émanant des agents de l'État qui s'estiment victimes de harcèlement moral ou sexuel.

Le Conseil d'État relève à juste titre qu'en vertu de l'article 36 de la Constitution «le Grand-Duc prend les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois». Cette disposition confère au Grand-Duc le pouvoir de prendre les règlements sans qu'il soit nécessaire de prévoir une habilitation expresse dans la loi. Le Conseil d'État propose donc de supprimer le texte proposé par le Gouvernement. La Commission qui acquiesce aux considérations du Conseil d'État se rallie à la proposition de supprimer cette habilitation autorisant le Grand-Duc à prendre un règlement grand-ducal.

Dans un amendement du 29 mars 2007 élaboré par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, les auteurs du projet réitèrent les raisons qui plaident en faveur du maintien à l'article II point 2 du texte relatif au règlement grand-ducal. Les précisions fournies par le Ministre compétent ont amené le Conseil d'État et la Commission à marquer leur accord avec le texte amendé.

4) L'accommodation des modalités de réintégration d'agents de l'État après un congé sans traitement ou un congé pour travail à mi-temps

Le fonctionnaire qui bénéficie d'un congé sans traitement ou d'un congé pour travail à mi-temps ne peut pas nécessairement être réintégré dans son service d'origine s'il désire reprendre ses fonctions ou s'il veut travailler à tâche complète. En effet, l'administration peut, en cas d'un congé sans traitement ou d'un congé à temps partiel, occuper le poste vacant ou la dernière tâche par un autre agent. Au moment de la réintégration d'un fonctionnaire bénéficiant d'un congé sans traitement ou d'un congé pour travail à mi-temps, il n'y a pas nécessairement une vacance de poste permettant la réintégration. Il est proposé de prévoir la possibilité d'affecter le fonctionnaire dans son service d'origine, soit, à défaut de poste, dans un autre service de la même administration, soit dans le département ministériel dont relève cette administration. Le fonctionnaire relevant de l'administration gouvernementale peut être affecté à un département ministériel autre que le département d'origine.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 20.12.2006

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

09.03.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.06.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

18.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2007

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 43

Mercredi, 4 juillet 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
Mme Lydie Err, Doyenne

Ordre du jour

1. Communication
2. 5511 - Débat d'orientation sur la sécurité intérieure au Luxembourg

   Interpellation de Mme Colette Flesch sur le nécessaire respect de l'équilibre entre sécurité publique et libertés individuelles

   (Rapport de la Commission juridique - Présentation de l'interpellation - Débat - Motions - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communication

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

Opgrond vum Artikel 11 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert d'Schafung vun engem Centre pour l'égalité de traitement an opgrond vun den Artikelen 132 bis 134 vun hirem Reglement ass d'Chamber dozou opgeruff, e President a véier Membere vun dësem Centre ze proposéieren, déi duerch de Grand-Duc ernannt ginn.

Interessente kënnen hir Kandidatur fir d'Mandat vum President oder fir d'Mandat vum Member vun dësem Centre per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens den 1. August 2007. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Bei der Kandidatur muss e Liewenslaf leie mat de Beleeër, déi beweisen, dass d'Konditioune vum Gesetz erfëllt sinn an dass d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschloss vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Statsrot a vun der Regierung.

Plusieurs voix.- Oh!

M. le Président.- All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun där festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën iwwert d'Averständnis vum Kandidat.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Haut de Mëtteg, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer op eisem Ordre du jour d'Orientéierungsdebatt iwwert déi intern Sécherheet zesumme mat der Interpellatioun vun der Madame Flesch iwwert d'Gläichgewiicht tëschent der öffentlecher Sécherheet an den individuelle Fräiheeten. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Bettel, d'Madame Doerner, den Här Bodry, den Här Braz, den Här Gibéryen, den Här Jaerling, den Här Santer, den Här Klein an d'Madame Err. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Débat, den honorabelen Här Patrick Santer. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

2. 5511 - Débat d'orientation sur la sécurité intérieure au Luxembourg
Interpellation de Mme Colette Flesch sur le nécessaire respect de l'équilibre entre sécurité publique et libertés individuelles

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sécurité intérieure gehéiert zu den Attributer vun engem souveräne Stat. De Stat, egal wat fir eng politesch Form en unhëlt, huet als eng vu sengen éischten Aufgaben, fir d'Sécherheet vu senge Bierger ze suergen a fir déi ze bestrofen, déi géint seng Gesetzer verstouss hunn.

Et muss een awer feststellen, datt zu Lëtzebuerg, wéi dat och an anere Länner de Fall ass, et eng Tendenz gëtt zur Inflatioun vu Gesetzer mat strofrechtleche Bestëmmungen. Et gëtt zwar Fäll, wou et gëllt, Lücken an eisem Strofgesetz ze fëllen, oder wou nei Infractioune musse geschaf ginn, well d'Kriminalitéit sech mat der Zäit verännert huet. Mä dat, wat mer am Rapport uprangeren, dat sinn déi Bestëmmungen, wou den Trouble à l'ordre public net wierklech nogewise gouf respektiv marginal, wann net bedeitungslos ass.

An deene Fäll, wou also keng richteg oder gravéierend Gefährdung vum Ordre public noweisbar ass, verstéisst een am Fong géint Sënn an Zweck vum Strofrecht. Esou hu mer an eisem Rapport festgehalen: «Le caractère dissuasif de la peine - certains parleront d'exemplarité, voire d'intimidation - ne peut que se diluer face à une multiplication excessive des infractions pénales.»

Eng Alternativ wär, a Fäll, wou den Ordre public net wierklech a Gefor wär, Strofe mat engem méi administrative Charakter virzegesinn, wéi op déi klassesch Prisongs- a Geldstrofen zréckzegräifen.

Wann och, Här President, déi eigentlech Missioun vum Stat säit Jorzéngten, wann net Jorhonnerten am Prinzip déiselwecht bliwwen ass, nämlech fir d'Sécherheet vu senge Bierger ze suergen, esou huet sech an deene leschte Joren op dësem Gebitt vill gedoen.

1986 hate mer déi lescht Orientatiounsdebatt iwwert d'Sécherheet an dësem Plenum. Wann een de Rapport vun der Spezialkommissioun vun 1986 liest, da gesäit een, datt tëschent deemools an haut d'Problemer, mä och d'Erausfuerderungen, déi sech de Police- a Justizautoritéite stellen, heiansdo grondsätzlech geännert hunn.

An deenen 21 Joer huet sech net nëmmen déi geostrategesch an europapolitesch Situatioun geännert. Am Sécherheetsberäich hu mer et och mat enger ganz anerer Situatioun wéi virun 21 Joer ze dinn. De Prisong vu Schraasseg - deemools nach den „neien" Prisong vu Schraasseg - war mat 310 Häftlingen net iwwerbesat. Haut sinn et der 674, an dat aus ongeféier 66 verschiddenen Nationalitéiten.

Et gouf nach eng Police an eng Gendarmerie, woubäi d'Spezialkommissioun 1986 nach vehement géint eng Fusioun vun deenen zwee Corpsë war, aus - esou war et deemools - historeschen a psychologesche Grënn.

1986 waren déi modern Investigatiounstechnike wéi DNA-Prouwen oder Fangerofdréck nach onbekannt. Eng Vidéosurveillance konnt ee sech nach net esou virstelle wéi dat, wat se haut ginn ass.

D'Kriminalitéit huet sech och an deene leschten 21 Joer globaliséiert, wat zu enger méi breeder an intensiver Kooperatioun um europäeschen an internationale Plang tëschent Police- a Justizautoritéite gefouert huet an och an Zukunft wäert féieren.

Här President, d'Sécurité intérieure ass ee komplexen, empfindlechen a mannegfaltegen Domän, deen dacks zu enger iwwerdriwwener, wann net populistescher Vereinfachung féiert.

Komplex, well et och heiansdo kontradiktoresch Konzepter mateneen ze verbanne gëtt. Et muss een de richtegen Equiliber fannen tëschent op där enger Säit enger effikasser Kriminalitéitsbekämpfung an op där anerer Säit dem Respekt vun de Grondrechter an de Fräiheete vun alle Bierger. - Ech wäert nach am Numm vun der CSV-Fraktioun am Kader vun der Interpellatioun, déi d'Madame Flesch ugefrot huet, d'Geleeënheet kréien, fir dorobber méi am Detail anzegoen.

Eng komplex Matière och, well de preventive Volet vun der Sécurité intérieure dacks net berücksichtegt gëtt. Et schéngt wéi wann d'Sécurité intérieure nëmme repressiv ausgeluecht wär. Dat ass awer falsch. An deenen dräi Ënnerdeelunge vun der Sécurité intérieure - Police, Justice a Strofvollzuch - gëtt et e repressive Volet an et gëtt och e preventiven.

D'Police, zum Beispill duerch hir Presenz um Terrain, huet e preventive Charakter. D'Strofgesetz an d'Uerteeler vun de Strofgeriichter hunn en ofschreckende Charakter, andeem den Täter oder de présuméierten Täter an doriwwer eraus d'Bevölkerung duerch d'Exemplaritéit vun de méigleche Strofen dovunner ofgehale solle ginn, eng Strofdot ze begoe respektiv nach eng ze widderhuelen.

Schliesslech soll de Strofvollzuch esou ausgeluecht ginn, fir eng Resozialiséierung vum Condamnéierten erbäizeféieren an duerch déi Resozialiséierung eng Récidive ze vermeiden oder wéinstens de Risiko vun enger Récidive anzeengen.

Et ass och eng empfindlech Matière. Et kann een net vu Sécherheetsfroe schwätzen, ouni d'Onsécherheetsgefill, dat vill Leit verspieren, mat a Betruecht ze zéien. D'Statistike sinn Zuelen, hannert deene sech Schicksaler, Leed, Misär, Liewensgäng vu Leit ofspillen oder bouleverséiert ginn.

D'Onsécherheetsgefill ass schwéier ze émräissen, ass schwéier ze beschreiwen. Et ernährt sech vu Gefiller, Erfahrungen, Rumeuren, Strofdoten, déi an der Géigend begaange gi sinn, oder souguer vun engem diffuse Gefill géigeniwwer Persounen, Plazen oder Situatiounen.

Mä et däerf ee sech keng Illusioun maachen. En Onsécherheetsgefill, wat a ville Fäll verständlech ass, kann een net per Dekret aus der Welt schafen. Dobäi kënnt, datt d'Gewalt zu eisem Alldagsliewe gehéiert iwwer Medien, Kino oder Videosspiller. Et féiert zu enger Saturatioun, Gewaltzeene reegen net méi op, oder et muss wierklech hefteg kommen.

Et ass schliesslech e Beräich mat ville Facetten, well et hei net nëmmen ëm Kriminalitéitsbekämpfung geet. Et geet och dorëms, d'Ursaache vun der Kriminalitéit ze bekämpfen, an dat ass net eleng eng Aarbecht vum Justizminister: Educatioun, Logement, Gesondheetswiesen a Famill sinn och hei gefuerdert. Esou huet rezent de franséische Conseil économique et social geschriwwen: «Précarisation économique, développement de l'insécurité sociale et professionnelle, dislocation du lien social, affaiblissement des politiques sociales contribuent en amont à augmenter le risque de délinquance.»

Här President, de Rapport ass an dräi Kapitelen ënnerdeelt: d'Police, d'Justiz an de Strofvollzuch. Ech wäert lech elo déi wichtegst Konklusiounen duerleeën, déi ech och an enger Motioun festgehalen hunn. Déi Motioun hunn ech bis elo eleng ënnerschriwwen, mä ech ginn dovunner aus, datt se och fraktiounsiwwergräifend gedroe gëtt.

Wat mer net wollte mat dësem Rapport, ass, eng Bestandsopnahm maachen. Dofir brauche mer keng Orientatiounsdebatt. Mir wollten an deenen dräi Secteuren op fir eis wichteg Problemer hiweisen a Weeër virschloen, fir fir dës Problemer eng Léisung ze fannen.

D'Police huet säit 1999 eng gutt géréiert Fusioun an Transitiounsperiod hannert sech. D'Police huet an där Zäit sech net nëmmen ëm hir eigentlech Aufgab bekëmmere missen, si huet och missen eng déif gräifend Ëmstrukturéierung ëmsetzen.

D'Police huet eng ganz Rei vun Aufgabe queesch iwwert d'Land an heiansdo iwwert d'Grenzen ewech ze bewältegen. Dat sinn net nëmmen déi preventiv a repressiv Missiounen, déi mer all kennen. Dat ass och zum Beispill den Häftlingstransport. 8.686 Häftlinge waren dat d'lescht Joer, woubäi natierlech e puer Häftlingen e puermol hin an hier gefouert gi sinn. Oder den Encadrement vun europäesche Gäscht oder europäesch Réuniounen.

Dat sinn och administrativ Aufgaben, déi besonnesch zäitraubend sinn. Zum Beispill fir eng Openthaltsgenehmegung si vu Gemengesäit 2006 iwwer 36.000 Demanden un d'Police gereecht ginn. Fir dësen Aufgabe Meeschter ze ginn, brauch d'Police dat néidegt Personal, an dat sinn net nëmmen d'Polizisten, mä och administratiivt Personal, dat d'Polizisten entlaaschte muss.

Den Effectif légal muss also ugepasst ginn un déi Zuel vun den neie Polizisten, déi och an deenen nächste Jore wäerten oder mussen agestallt ginn. Mir hu wëssentlech keng Zuel vun engem erweiderten Effectif légal uginn. Nei Poliziste solle recrutéiert ginn ouni datt d'Formatioun an der Police-Schoul an duerno um Terrain dorënner leide muss.

Wichteg ass awer och, wou déi Leit affektéiert ginn. D'Presenz um Terrain ass hei ausschlaggebend. Et kann net sinn, datt d'Terrainsunitéiten - Commissariats de proximité oder Centres d'intervention - esou besat ginn, datt se wéinst mangelndem Personal Feierdeeg, Weekender respektiv während de Schaffdeeg zum Beispill um fënnef Auer mussen zoumaachen. Verschidde Commissariats de proximité musse mat dräi oder véier Leit auskommen. Dat féiert zur Demoralisatioun bei de Polizisten an zur Desillusioun bei der Bevölkerung.

De Problem ass erkannt ginn an et ass hei Remedur versprach ginn. D'Ënnerbesetzung ass awer net nëmmen um Terrain e Problem, mä och bei verschidden Zentralservicer, wéi d'Unité centrale de la police de la route, wou 33 Poliziste 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 affektéiert sinn oder d'Unité centrale de la police de l'aéroport.

Och hu mer an eisem schréftleche Rapport op déi ze vill zahlreich Détachementer higewisen, déi zu enger Desorganisatioun an der Gestioun vum Personal kënne féieren.

D'Visibilitéit vun der Police ze verbesseren, heescht och eng besser Kommunikatioun mat der Bevölkerung an d'Wee ze leeden. Ausser de Preventiounscampagnen heescht dat eng Harmoniséierung, wann net eng Uniformiséierung vun den Öffnungszäiten an de Commissariats de proximité, e besseren Accueil duerch ënner anerem manner laang Waardezäiten an eng elementar Héiflechkeet. Et gëtt wéi iwwerall schwaarz Schof, déi awer wéi iwwerall extrem minoritär sinn. Quand même, all abusivt Behuelen, wéi zum Beispill d'Benotze vu Bloliicht bei private Manifestatiounen oder Onhéiflechkeeten, schuede maassgeblech dem Image vun der Police.

Här President, iwwer bekannt Televisiounsserien eraus, kënnt een net derlaanscht der Police scientifique et technique eng ëmmer méi bedeitend Roll zoukommen ze loossen. Déi nei wëssenschaftlech Erkenntnisser, wéi d'Fangerofdréck oder DNA-Prouwen, erlaben et, d'Identitéit vum Affer, d'Ëmstänn vun der Strofdot an d'Indizien, déi zum Täter kënne féieren, festzestellen.

Et gëtt zu Lëtzebuerg weder e legale Kader fir d'Médecine légale nach en Institut de médecine légale. Zurzäit ginn auslännesch Experten ageschalt an et ass awer virgesinn, datt d'DNA-Analysen am Kader vum Statslabo solle gemaach ginn, soubal deen déi néideg Autorisatiounen dofir krut.

Wat awer bleift, ass, datt mer zu Lëtzebuerg e vollstännegen Institut de médecine légale brauchen. Sou kritt d'Médecine légale, wéi d'Autopsien, d'Levée de corps, de klineschen Exame vum Affer, souwuel e legale wéi en organisationelle Kader, wat och an deene meeschten anere Länner de Fall ass.

D'Police judicaire ass zoustänneg, bis datt den Untersuchungsriichter saiséiert ass, fir eng Strofdot festzestellen, d'Prouwen ze sammelen an den Auteur vun der Strofdot ze fannen. Wa bis en Untersuchungsriichter mat der Instruktioun befaasst ass, exekutéiert d'Police judiciaire d'Missiounen, déi se vun deem Riichter krut.

D'Beamten, déi an der Police judiciaire schaffen, sinn net déi Eenzeg, déi den Titel vum Officier de police judiciaire kënne kréien; zum Beispill hu Buergermeeschter och dës Qualitéit. D'Regierung soll eis eng Lëscht maache vun deene Funktiounen, déi per Gesetz Officier de police judiciaire sinn, an dofir suergen, datt déi Leit och déi néideg Formatioun kréien, fir d'Rechter an d'Flichten, déi esou eng Qualitéit mat sech bréngen, bäizebréngen.

D'Police judiciaire ass e wichtegt Element an enger strofrechtlecher Affär. D'Madame Wolz, Juge d'instruction directeur beim Bezierksgeriicht an der Stad, huet dozou geschriwwen: «L'instruction des affaires transmises au cabinet d'instruction est notamment tributaire de la compétence, de la motivation et de l'intérêt portés par la police grand-ducal à l'enquête judiciaire.» Dofir mussen d'Effektiver stëmmen. 122 Polizisten - zwee méi wéi 2005 - a 34 Zivilpersonal - dräi manner wéi 2005, mä 100% méi wéi 2001 - schaffen op der Police judiciaire. D'Effortë beim Recrutement mussen also weidergefouert ginn.

Et ass wichteg, datt an der Police judiciaire Leit mat der Qualitéit vum Officier de police judiciaire agestallt ginn, déi den Erfuerdernisser an de Contraintë vun enger spezialiséierter Kriminalitéitsbekämpfung gerecht ginn. Besonnesch hisiichtlech eiser Finanzplaz, mä och den neien Technologien, op déi déi Kriminell zréckgräifen, ass eng diesbezüglech Spezialiséierung noutwendeg. Säitelaang Bilane liesen, finanziell Transaktiounen entziffere verlaange Wëssen, mä och Erfahrung. An et soll ee sech net scheien, fir op esou Spezialisten zréckzegräifen. Den Image vun eiser Finanzplaz - fir nëmmen déi ze nennen - erfuerdert dat.

Här President, eng Kameraiwwerwaachung gëtt et schonn op verschidde Plazen am Land, meeschtens an oder bei Gebaier, Bancomaten, Parkingen. Hei schwätze mer iwwert d'Iwwerwaachung vun der Voie publique. Zu London sinn esou vill Kameraen installéiert, datt jiddfereen am Duerchschnëtt 300 Mol den Dag vun enger Kamera erfaasst gëtt. A Groussbritannien ginn et 4,2 Millioune Kameraen, dat ass eng Kamera pro 14 Awunner. Zu Middlesbrough sinn d'Kamerae souguer mat engem Lautsprecher ausgestatt an d'Beamte kënnen esou de Leit Uerdere ginn, wa se zum Beispill eppes fale loossen. Nei Systemer kënnen och Autosplaquë liesen an erkennen.

Sou en Iwwerwaachungssystem verfollegt en dräifacht Zil: Preventioun, Repressioun an d'Bekämpfe vum Onsécherheetsgefill. Mä et ass keng Wonnerléisung. D'Kriminalitéit versetzt sech op aner Plazen zu aneren Zäiten an d'Strofdote ginn op aner Weeër an op aner Manéiere begaangen. A verhënnere kann een d'Begoe vun enger Strofdot och mat engem Kamerasystem net.

Ausser dem Vertrieder vun der ADR hu mer an der Kommissioun eng generell Iwwerwaachung nom englesche Modell negativ betruecht. D'Privatsphär vun de Leit soll net disproportionell agëengt ginn. Kamerae sollen do installéiert ginn, wou se och eng Berechtegung hunn - dat heescht net iwwerall -, an a regelméissegen Ofstänn soll kontrolléiert ginn, ob dës Berechtegung nach besteet respektiv ob d'Iwwerwaachung eppes bruecht huet. Dobäi sollen an alle Fäll an zu all Moment d'Bedingunge vum Dateschutzgesetz vum 2. August 2002 erfëllt ginn.

Här President, den Zesummestouss vun de Grondrechter an der Kriminalitéitsbekämpfung a -bestrofung an den Equiliber zwëschent deenen zwou Notiounen hierzestellen, ass besonnesch an de Justizprozedure schwéier ze géréieren. Déi europäesch Mënscherechtskonventioun gesäit vir, datt déi strofrechtlech Prozedure sollen an engem Délai raisonnable ofgeschloss ginn; an dofir ass och Lëtzebuerg a verschidde Fäll zu Stroossbuerg condamnéiert ginn.

An eisen Nopeschlänner, besonnesch a Frankräich, gëtt et vereinfacht Prozeduren. A Frankräich heescht se d'«comparution immédiate», wou de Beschëllegten - mat sengem Accord natierlech - banne 24 Stonnen nom Enn vun der Policeenquête viru Geriicht erschéngt, och wann dat um zéng Auer oder um eelef Auer an der Nuecht ass, an d'Geriicht sprécht direkt säin Uerteel.

Zu Lëtzebuerg gëtt et keng sou Prozedur. Solle mer dat aféieren? Jo, sote verschidden Deputéierten op Pressekonferenzen. Där Meenung ass d'Kommissioun awer net, well am franséische Modell d'Rechter vum Beschëllegte vill ze kuerz kommen. Dat sot och een eminente franséischen Untersuchungsriichter: «Avec 3 minutes 47 accordées à la défense et un procureur qui voit arriver des charrettes de prévenus, pensez-vous que ce soit l'exemple le plus éclatant du respect des droits de la défense?» D'Äntwert ass kloer.

Mä dat heescht net, datt op dësem Gebitt näischt soll gemaach ginn. Et gëtt aner Modeller an anere Länner, an avant tout sollt een emol eis Prozedur iwwerpréiwen, fir aus där déi Elementer erauszehuelen, déi net méi vill Sënn maachen an déi ee sech ka spueren. Mä et sollt een an alle Fäll op d'Rechter vum Beschëllegten oppassen. D'Beschleunegung vun der Prozedur däerf net op d'Käschte vun de Grondrechter goen.

Här President, de Médiateur huet d'Schafe vun engem Conseil supérieur de la Justice virgeschloen, well «la conscience des citoyens dans la justice est largement tributaire d'une bonne administration judiciaire. Or, la confiance ne saurait être acquise sans accepter comme son corrolaire un regard jeté de l'extérieur sur le fonctionnement interne de l'administration judiciaire.»

Nom Médiateur hätt dee Conseil supérieur de la Justice dräi Aufgaben:

Éischtens, eng extern Kontroll vum Justizapparat mat engem Pouvoir d'investigation, ouni awer kënnen op de Fong vun den Affären anzegoen; zweetens, d'Selektioun vun de Kandidaten op e Riichterposten inklusiv d'Promotiounen, an drëttens, de Pouvoir disciplinaire fir Riichteren a Beamten, déi an der Justiz schaffen, ze regelen. E géif sech aus Riichteren an Netriichteren zesummesetzen.

Dës Recommandatioun vum Médiateur huet héich Welle geschloen. Vill Riichtere waren dergéint. Vill Affekote waren derfir. D'Kommissioun steet der Propositioun vum Médiateur positiv géigeniwwer. Et geet net drëms, d'Onofhängegkeet vun der Justiz a Fro ze stellen. Et geet net drëms, fir d'Uerteeler ze contestéieren. Et geet net drëms, fir d'Riichteren ze iwwerwaachen.

De Conseil supérieur de la Justice ass net géint d'Magistraturgeriicht geriicht, esou wéineg wéi de Médiateur deemools géint d'Fonction publique geriicht war.

De Conseil supérieur de la Justice soll eng Institutioun sinn, déi maassgeblech d'Vertraue vun de Bierger an hir Justiz an an hir Justizautoritéite soll verbesseren. D'Tendenz fir dëst Vertrauen ze stäerken duerch d'Asetze vun onofhängege Gremië verstäerkt sech och europawäit. Verschidde Länner wéi Éisträich, d'Belsch, Frankräich, Finnland, Spuenien an England hunn Instrumenter, déi dëst Vertrauen an d'Satisfaktioun vun de Bierger par rapport zu der Justiz moossen, agesat. Firwat soll Lëtzebuerg dësem Trend fernbleiwen?

Här President, d'Société de l'information an där mer liewe bréngt mat sech, datt d'Justiz sech muss fir d'Medien opmaachen. De Procureur d'État beim Bezierksgeriicht Lëtzebuerg huet a sengem Rapport 2005 geschriwwen: «S'il n'est évidemment pas question de remettre en cause le traitement par les médias des affaires judiciaires, il est toutefois indispensable que l'institution judiciaire en prenne davantage acte et adapte ses méthodes de travail à ce nouvel impératif.» Déi Meenung gëtt och vun der Kommissioun gedeelt.

D'Justizautoritéite musse sech fir d'Medien opmaachen an dobäi fir d'Objektivitéit vun den Informatiounen an dem Respekt vun de Grondrechter vum présuméierten Täter suergen. De Prozess gëtt net an de Medië gemaach, e gëtt an der Sitzung vum Riichter gemaach. D'Medië musse sech dann awer och fir d'Justiz opmaachen a sech fir déi sëllechen a wichteg Feinheete vum Droit an der Prozedur interesséieren. Eng spezifesch Formatioun kéint hei och ugebuede ginn.

E besseren Zougang, Här President, zum Dossier pénal soll och hiergestallt ginn. Dat ass net nëmmen eng materiell Organisatioun. Haut ginn d'Bedingungen, ënnert deenen den Affekot, och dee vun der Partie civile, den Dossier ka consultéieren, dem 21. Jorhonnert net gerecht. Dat wäert sech, hoffen ech, bei der Cité judiciaire änneren.

Mä och wéini den Dossier ka consultéiert ginn, stellt Problemer. Dat ass elo nom éischten Interrogatoire duerch en Untersuchungsriichter an «la veille de chaque devoir pour lequel l'assistance de l'avocat est permise». Zum Beispill net viru Sëtzunge wou eng Libération provisoire aus der Untersuchungshaft plädéiert gëtt. Dat muss sech änneren.

Hei soll een d'Informatik benotzen, wéi dat zum Beispill an der Belsch de Fall ass, an den Dossier op en informatesche Support setzen. Dat géif net nëmmen den Accès zum Dossier vun den Affekote vereinfachen. Dat erliichtert och d'Aarbecht vum Untersuchungsriichter, dee weider um Dossier ka schaffen, och wann d'Chambre du Conseil, déi fir d'Liberté provisoire zoustänneg ass, den Originaldossier huet.

D'Strof, Här President, huet e preventive Charakter. De Condamnéierte soll dovunner ofgehale ginn, ze récidivéieren a fir anerer e Beispill ze ginn, mä et gëtt sech ze vill op déi klassesch Strofen, Prisongsstrofen, Geldstrofe fokaliséiert. Déi alternativ Strofen, Sursis probatoire, Travail d'intérêt général an d'Médiation pénale, däerfen net ze kuerz kommen.

Mä déi alternativ Strofe si keng Faveur, déi een engem Condamnéierten zougesprach hätt. Et bleiwen nawell ëmmer Strofen, déi een eescht muss huelen, well soss déi klassesch Strofen, a besonnesch d'Prisongsstrofen, erëm an d'Spill musse kommen.

De Prisong kënnt regelméisseg an d'Schlagzeilen, a mir haten an deene leschte Méint, souwuel hei am Plenum wéi och an der Kommissioun, schonn dacks doriwwer Rieds. Dat ass awer zu Lëtzebuerg net anescht wéi an anere Länner. Mir hate schonn iwwert d'Drogen an d'Sécherheetsmoossnamen am Prisong hei am Plenum Rieds, esou datt ech net nach eng Kéier op dës Problematik wëll agoen, obwuel se net onwichteg ass.

De Prisong vu Schraasseg huet eng theoretesch Capacitéit vu 597 Betten. Praktesch kënne 550 Häftlingen do Plaz huelen. D'Situatioun huet sech an de leschte Joren awer verschlechtert, esou datt de Prisong elo komplett iwwerlaascht ass. Mir haten - also ufanks Juni, virun engem Mount - 674 Häftlingen. Dat waren der duebel esou vill wéi 2002. Dat ware 35% méi wéi 2004. Dobäi kënnt, datt de Prisong vu Schraasseg e Fourre-tout ass, wou Erwuessener a Mannerjähreger sinn, wou Fraen a Männer sinn, wou illegal Immigrante sinn, wou krank a gesond Leit sinn, wou condamnéiert an Untersuchungshäftlingen ënnerbruecht ginn.

Fir géint déi onméiglech Situatioun virzegoen, gëtt et Léisungen um Niveau vun den Infrastrukture wéi och vum Strofvollzuch. Déi Mannerjähreg, déi vum Jugendgeriicht op Schraasseg placéiert ginn, gehéieren net an de Prisong. Dofir soll eng Unité de sécurité zu Dräibur gebaut ginn - „Endlech!“, misst een do bal soen.

Déi illegal Immigrante kommen och an e Centre de rétention, well och si hunn näischt am Prisong verluer. D'Untersuchungshäftlinge sollte vun deene Condamnéierte getrennt ginn. Virun engem Mount waren zu Schraasseg 317 Untersuchungshäftlingen, bei 323 Condamnéierten. Den Här Justizminister huet eis ugekënnegt, eng Maison d'arrêt wëllen ze bauen, fir do all d'Untersuchungshäftlingen ënnerzebréngen.

De Problem ass: Wou baue mer déi? Zéng bis 15 Hektare sinn do noutwendeg an net ze wäit vun der Stad an Dikrech ewech, well d'Untersuchungshäftlinge musse regelméisseg virun engem Riichter oder engem Geriicht erschéngen.

Well et esou Plazen net masseg am Land gëtt a besonnesch well et sech hei ëm eng Fro vun nationalem Interessi handelt, ënnerstëtzt d'Commission juridique de Bau vun enger Maison d'arrêt an hir Membere wäerten, esou hoffen ech, sech asetzen, fir datt de Projet virukënnt an datt mer net dräi Éiwegkeete musse waarde bis datt déi Maison d'arrêt dosteet.

Um Niveau vum Strofvollzuch, niewent der Probatioun, der Libération conditionnelle an dem Contrôle judiciaire, kann een zwou Initiativen opzielen, déi et wäerten erlaben, géint d'Iwwerbevölkerung zu Schraasseg am Prisong virzegoen.

De Bracelet électronique ass elo an enger Testphas a bis 2008 sollte 40 fräiwëlleg Condamnéierter dovunner profitéieren. Well nëmme Persoune mat klenge Prisongsstrofen, déi eng Wunneng zu Lëtzebuerg hunn an enger Aarbecht oder Formatioun noginn, vum Bracelet électronique kënne profitéieren, wäerten et der net vill sinn, déi doduerch hir Strof kënnen doheem ofsëtzen.

Déi zweet Initiativ ass den Transfèrement. An anere Wierder kënne Condamnéiert, déi net hei am Land wunnen, an engem Prisong vun deem Land, wou se wunnen, hir Strof ofsëtzen. Bis elo huet missen de Condamnéierte mat sengem Transfèrement averstane sinn. Eng nei Décision-cadre um Niveau vun der Unioun, déi am Februar 2007 ugeholl gouf, wäert den Transfèrement och ouni Consentement vum interesséierte Condamnéierte méiglech maachen.

Wann déi Décision-cadre bis ëmgesat ass, kéinte bis zu 112 Condamnéiert, déi an engem anere Memberstat wunnen - dat war de Stand virun engem Mount -, an hiert Residenzland transféréiert ginn.

Här President, zu Schraasseg schaffen ass net einfach a mir mussen déi Aarbecht à sa juste valeur ugesinn. Gardienen, Infirmièren, Dokteren, Assistants sociaux mussen hir wichteg Aarbecht ënner schwéiere Bedingungen duerchféieren, an dat soll och eng Kéier ënnerstrach ginn.

Gardien ze sinn, heescht net nëmmen en Häftling vun A op B ze féieren an op si oppassen. Si sinn net nëmmen e Porte-clés. Si sinn en integralen Deel vum Strofvollzuch, deen een och misst als Service public ugesinn. A si sollen dofir iwwer hir Formatioun, am Kader vun enger École pénitentiaire, an iwwer hir Formation continue op déi eigentlech Aarbecht virbereet ginn. An déi Aarbecht ass net nëmme fir de Strofvollzuch am eigentleche Sënn vum Wuert ze suergen, mä och an der Resozialiséierung ze schaffen.

À propos Recrutement vu Leit, déi am Prisong schaffen: D'Astelle vum Personnel médico-social gëtt doduerch erschwéiert, datt déi Lëtzebuerger Nationalitéit erfuerdert ass. Mat ongefeier 66 verschiddenen Nationalitéite kann d'Fro vun der Bedingung legitim gestallt ginn, zumools hei beim Personnel médico-social keng Prérogative de puissance publique zur Debatt steet.

Här President, och wann en am Prisong ass, bleift en Häftling e Bierger, deen iwwer Rechter a Flichte verfügt, ausser deenen, déi e vum Geriicht ewechgeholl krut, oder deenen, déi net compatibel mat sengem Statut sinn, notamment d'Fräiheet de se déplacer. En Häftling bleift awer nach ëmmer Bierger. Dofir sollten d'Rechter an d'Flichte vun den Häftlingen an engem Gesetz festgehale ginn.

Esou eng Loi pénitentiaire sollt ënner anerem de Charakter vu Service public vum Strofvollzuch unerkennen, déi fundamental Rechter vum Häftling virschreiwen, inklusiv säi Wahlrecht unerkennen a regelen, d'Zil vun der Haft - bestrofen a Resozialiséierung - virschreiwen, Haftbedingunge festleeën, inklusiv d'Hygiènesbestëmmungen, d'Agräife vum Médiateur, d'Formatioun an d'Aarbecht, an d'Sécherheet, d'Disziplinarrecht, d'Gestioun an d'Iwwerwaachung vun den Établissement-pénitentiairë festleeën.

Wat d'Iwwerwaachung vum Strofvollzuch ugeet, esou musse mer, wa mer bis de Protocole additionnel zur UNO-Konventioun géint d'Tortur approuvéieren, en onofhängegen externe Kontrollorgan opsetzen, dee mer bis elo net hunn.

An engem franséische Rapport vun 1999 huet den deemolegen éischte President vun der franséischer Cour de cassation etlech auslännesch Gesetzgebungen an dëser Matière ënnersicht. Dëse Rapport, deen zwee- bis dräihonnert Säite laang ass, kann och hei zu Lëtzebuerg vun Notze sinn, wa mer iwwert dësen zukünftege System nodenke mussen a wäerten.

Här President, d'Fraen hunn am Prisong manner Aarbechtsméiglechkeete wéi d'Männer. D'Frae kënnen net vun dem Régime de semi-liberté profitéieren. Si kënnen net op Giwenech gesat ginn, wat eng Diskriminatioun ass. Dat huet och schonn d'Madame Zimmer, deemoleg Déleguée du Procureur général d'État fir de Strofvollzuch, ugeprangert. Dës Diskriminatioun ass am 21. Jorhonnert hei am Land net ze erdroen.

Här President, wéi ech dat scho gesot hunn, ass d'Bestrofe vun deenen, déi géint d'Strofgesetz verstouss hunn an duerfir veruerteelt gi sinn, net déi eenzeg Zilsetzung vum Strofvollzuch. Déi aner gradesou wichteg ass d'Réinsertion sociale.

Wat hu mer gewonnen, wann nom Oflaf vu senger Strof en Häftling entlooss gëtt an näischt aneschters ze dinn huet, well e vläicht näischt aneschters kann, wéi sech erëm bei al Kolleegen ze beginn, an domadder erëm op déi schief Bunn, a sechs Méint drop erëm virun den Untersuchungsriichter, an duerno virun den Diere vu Schraasseg optaucht?

Ass dat e Succès fir de Strofvollzuch? Eng héich Récidive ass e Constat d'échec fir de Strofvollzuch. D'Réinsertion sociale fänkt net un, wann den Häftling aus dem Prisong entlooss gëtt. D'Réinsertion sociale fänkt vum éischten Dag am Prisong un. Déi, déi Schraasseg als véierstäregen Hotel ugesinn, sollte sech emol de Prisong vu bannen ukucken. D'Tensiounen an d'Klima am Prisong maachen et net einfach fir deen, deen do eragestach gëtt. D'Selbstmordquot am Prisong, wou Lëtzebuerg de Spëtzereider an Europa ass, ass siwemol méi héich wéi déi dobaussen. Si ass besonnesch an dräi Fäll besonnesch héich: An deenen éischten 48 Stonne vun der Haft, dat heescht de sougenannte Choc carcéral, bei Eenzelhaft aus disziplinaresche Grënn, a bei deenen, déi eng Famill hunn. Esou huet e franséischen Dokter gesot: «Ce sont ceux qui ont le plus à perdre qui se suicident en prison.»

Am Ufank vun der Haft soll e Bilan gemaach gi vum Häftling. D'Gesondheet - déi phy-

sesch an déi psychesch -, den Degré de dangerosité an den intellektuellen Niveau vum Häftling mussen iwwerpréift ginn. An duerno muss den Häftling an e Quartier arrivant gestach ginn. Him soll kloergemaach ginn, firwat hien do ass - an dat ass net nëmmen, well do e béise Riichter e strengt Uerteel gefällt huet - a wat fir Rechter a Flichten hien huet.

De franséische Conseil économique et social huet geschriwwen: «Pour le détenu, la question du sens de la peine est fondamentale. Le condamné doit comprendre pourquoi il est en détention, et prendre aussi conscience de la gravité des faits commis. Sans réponse à cette question, comment parler de s'amender et encore moins de se réinsérer?»

Seng Strof, wann hie bis veruerteelt ginn ass, soll individualiséiert ginn. Wann en Häftling Effortë mécht fir seng Réinsertion sociale, muss hien dofir belount ginn. D'Individualiséierung vun der Strof ass net nëmmen am Uerteel vu Bedeitung. An der Belsch hu se säit dem 1. Februar en Tribunal d'application des peines virgesinn, deen aus engem Riichter an zwee Assesseurë besteet, vun deenen deen ee Spezialist vum Strofvollzuch ass an deen anere Spezialist vun der Réinsertion sociale. D'Individualiséierung vun der Peine soll och während der Haft ugepasst ginn. Dat soll een och zu Lëtzebuerg virgesinn.

Här President, den Häftling soll och d'Méiglechkeet kréien, fir am Prisong enger Aarbecht nozegoen oder/an eng Formation professionnelle oder Studien ze maachen. An deene Beräicher mussen d'Méiglechkeete weider ausgebaut ginn. Do bitt sech d'Geleeënheet, fir d'Aarbecht am Prisong juristesch ze encadréieren a fir aner Aarbechtsméiglechkeeten, wéi zum Beispill den Télétravail, virzegesinn.

Och sollt d'Verwaltung dem Häftling e Certificat aushändegen, deen hien dann engem zukünftegen Employeur ka virweisen an dee beseet, datt hien déi an déi Aarbecht zefridde stellend, wann net besser verriicht huet. Esou géif den negativen Impakt vum Casier judiciaire beim Employeur ausbalancéiert ginn.

An natierlech sollt och d'Entloossung aus dem Prisong virbereet ginn an duerch e Partenariat vun öffentlecher, privater an associativer Säit begleet ginn.

Här President, dat hei waren d'Grondzich, awer wierklech nëmmen d'Grondzich vum schréftleche Rapport. Weider Detailer, Suggestiounen, Propositiounen, Reflexiounen a Räsonnementer kënnt Dir dann an deene 85 Säite vum schréftleche Rapport noliesen.

Ech wéilt all deene Merci soen, déi der Commission juridique gehollef hunn, dës Debatt virzebereeden. Ouni hir Erklärungen, Suggestiounen, Kritiken a Motivatioun wär et net zu esou engem detailléierte Bericht komm.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Justiz ass e permanente Chantier, un deem ëmmer muss geschafft ginn, ëmmer muss nogebessert ginn, wou een ni ka soen, et hätt een alles gemaach. Mir wollte keen technesche Rapport ausschaffen an deem Sënn, datt mer géife virschloen, wat fir eng Gesetzer solle geännert ginn, respektiv wat fir nei Projets de loi missten op den Instanzewee geschéckt ginn.

Et ass e Rapport fir en Débat d'orientation, well mer och wëssen, datt am Justizministère d'Aarbechtsgruppen u verschiddenen an eisem Rapport ugeschwate Punkte schaffen. D'Chamber huet och d'Recht, fir en amont hir Meenung ze soen. Si stëmmt jo och duerno d'Gesetzer.

Här President, 20 Réunioune vun der Commission juridique säit Oktober 2005 - mir hunn nach niewendrun 21 Projet-de-loien diskutéiert - hunn eis et erlaabt, fir e Rapport auszeschaffen, dee realistesch ass.

Et kéint een eis just virwerfen, datt eis Propositione finanziell Moyenen erfuerderen. Den Abraham Lincoln huet gesot zur Educatioun: «Si vous trouvez que l'éducation coûte cher, essayez l'ignorance.» Hei kann ee soen: Si vous trouvez que la sécurité coûte cher, essayez l'insécurité.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la sécurité est garante de l'exercice des libertés individuelles et collectives ainsi que des droits des citoyens et vice-versa;

- que les défis qui se posent pour la sécurité ont énormément changé ces deux dernières décennies, notamment en raison de l'utilisation de nouvelles technologies par les délinquants, du développement d'une criminalité financière et économique particulièrement complexe ou encore du caractère de plus en plus transnational de la criminalité;

- que les moyens techniques pour appréhender les auteurs d'infractions pénales ont également évolué, exigeant de la part des autorités policières et judiciaires des connaissances de plus en plus approfondies dans leur maniement;

- que la judicarisation du monde économique et de la vie sociale élargissent le champ d'action de l'autorité judiciaire qui constitue ainsi un élément essentiel de la société moderne;

- que par ailleurs la Justice est de plus en plus médiatisée;

- que cette médiatisation - dans une large mesure salutaire - ne contribue cependant pas toujours à une meilleure compréhension des rouages de la Justice et de ses acteurs;

- que le monde carcéral via l'exécution des peines participe au maintien de la sécurité publique au travers également de la prévention de la récidive et constitue d'ailleurs à côté des forces de police et des autorités judiciaires l'élément le plus visible de la prévention et de la lutte contre la criminalité;

- qu'il est également confronté à un certain nombre de défis dont le plus perceptible est sans aucun doute, mais pas exclusivement, la surpopulation;

- que des mesures sont régulièrement prises pour moderniser le droit et la procédure applicable en matière pénale et faire en sorte que les autorités policières et judiciaires soient à même de remplir correctement les missions qui sont les leurs, assurant ainsi la sécurité de tous les citoyens;

- que l'évolution de la perception du milieu carcéral et de l'exécution de la peine a fait bouger beaucoup de choses ces dernières années;

- que l'action de la police grand-ducale, des autorités judiciaires et des instances chargées de l'exécution des peines a un objectif tant répressif que préventif qu'il ne faut jamais dissocier;

- que la sécurité intérieure dans toutes ses composantes est un chantier permanent et doit être constamment repensée;

invite le Gouvernement à

en ce qui concerne la police grand-ducale,

- continuer ses efforts dans le recrutement des effectifs, tant policiers que civils, de la police grand-ducale et revoir l'effectif légal prévu par la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale en tenant compte des capacités de l'école de police et des contraintes de la formation continue;

- organiser une répartition efficace des forces de l'ordre entre les différentes unités territoriales;

- poursuivre le recrutement du personnel policier et civil au sein de la police judiciaire tout en tenant compte de la spécificité du recrutement au sein de la police judiciaire et des besoins de police judiciaire;

- résoudre le problème des détachements répétitifs et de longue durée afin d'éviter une désorganisation dans la gestion du personnel;

- élaborer une politique de communication de la police grand-ducale avec la population comportant une harmonisation sinon une uniformisation des heures d'ouverture des commissariats de proximité, une amélioration de l'accueil du public et une réduction du temps d'attente;

- veiller à doter la police grand-ducale d'une infrastructure adaptée à sa présence effective sur le terrain;

- revoir régulièrement les plans locaux de sécurité pour cibler le mieux possible les besoins dans une commune donnée et essayer d'établir un réseau le plus dense possible de ces plans locaux de sécurité répartis, sinon dans les régions les plus en proie à certaines formes de criminalité voire sur l'ensemble du territoire;

- créer au Luxembourg un véritable institut de médecine légale comprenant notamment l'activité de thanatologie ainsi que la médecine légale clinique;

- établir une liste des fonctions dont les titulaires se sont vu attribuer à un titre ou un autre la qualité d'officier de police judiciaire et soumettre les titulaires de ces fonctions à une formation continue;

- réfléchir à une éventuelle extension des compétences des agents municipaux au respect d'un certain nombre de règlements communaux tels ceux relatifs à l'hygiène, aux foires et marchés, à la circulation dans les zones piétonnes ou encore à la police des bâtiments, en confiant à ces agents municipaux le pouvoir de constater des infractions par des avertissements taxés ou des amendes administratives, sans créer une police parallèle, tout en soumettant cette extension de compétences à un certain nombre de critères (par exemple qualifications, formation continue, pouvoirs des agents municipaux) et en veillant à une meilleure collaboration entre la police grand-ducale et les autorités communales;

- en matière de vidéosurveillance, veiller au strict respect de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, justifier plus particulièrement l'installation d'une caméra de vidéosurveillance au regard des finalités poursuivies (prévention/répression) et procéder à une évaluation régulière des systèmes de vidéosurveillance;

quant à la justice pénale,

- éviter la création de nouvelles infractions pénales dont le trouble à l'ordre public n'est que marginal;

- effectuer un contrôle de la gravité des sanctions pénales en examinant la proportionnalité et la hiérarchie des sanctions attachées aux infractions pénales;

- poursuivre le recrutement échelonné de magistrats, de personnel administratif et de personnel du Service Central d'Assistance Sociale (SCAS) par le biais de plans quinquennaux à l'instar des lois du 24 juillet 2001 et du 1er juillet 2005 en veillant à une répartition adéquate entre les arrondissements de Luxembourg et de Diekirch;

- offrir aux magistrats et au personnel administratif des possibilités de formation continue;

- examiner la procédure pénale actuelle et supprimer les éléments de procédure qui n'ont plus de justification;

- veiller scrupuleusement à ce que d'éventuelles procédures pénales accélérées ne privilégient pas exclusivement la célérité de la procédure au détriment des droits de la défense;

- mettre en place un mécanisme de surveillance des délais des expertises ordonnées en matière pénale et prévoir des sanctions en cas de dépassement de ces délais;

- mener une réflexion approfondie sur l'introduction au Luxembourg d'un conseil supérieur de la justice, en s'appuyant sur l'expérience acquise en Belgique, afin d'assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, un contrôle de la sélection des candidats à la magistrature et des promotions des magistrats ainsi que l'exercice du pouvoir disciplinaire au sein de l'administration judiciaire, tout en veillant à éviter d'instaurer un contrôle politique sur celle-ci et de remettre en question les principes constitutionnels de l'indépendance des juges et de la séparation des pouvoirs;

- organiser la possibilité d'une cosaisine de deux ou plusieurs juges d'instruction, notamment dans des dossiers complexes et chronophages;

- examiner la nécessité du cumul dans le chef du juge d'instruction d'une fonction d'investigation et d'une fonction juridictionnelle au regard de l'efficacité de l'instruction et du respect du droit de la défense;

- améliorer les conditions de travail et revaloriser la carrière du juge d'instruction afin d'y attirer des magistrats spécialisés;

- inscrire dans le Code d'instruction criminelle le principe de l'opportunité des poursuites en veillant a ce qu'un classement sans suite se fasse sur base de critères objectifs de nature générale et qu'il soit porté à la connaissance des plaignants dans un délai raisonnable;

- mettre en place une politique d'ouverture de l'administration judiciaire aux médias tout en assurant l'objectivité de l'information et le respect de la présomption d'innocence, et instituer un porte-parole auprès des tribunaux, tant de l'arrondissement de Luxembourg que de l'arrondissement de Diekirch;

- assurer, en collaboration avec le Conseil de Presse, une formation du journaliste à la procédure pénale;

- améliorer l'accès au dossier, notamment par les avocats, tant au niveau des conditions matérielles qu'en ce qui concerne le moment où un tel accès peut avoir lieu;

- continuer l'informatisation de l'administration judiciaire en insistant plus particulièrement sur l'informatisation du dossier pénal;

- veiller à ce que les jugements et ordonnances rendus en matière pénale soient disponibles à brève échéance après le prononcé;

- inscrire dans le Code d'instruction criminelle le déroulement chronologique d'une audience en matière pénale en précisant que le parquet présente son réquisitoire avant les plaidoiries de la défense;

- intervenir auprès du Conseil d'État pour que celui-ci révise dans les meilleurs délais le projet de loi 5156 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales;

- soutenir le service d'aide aux victimes et sensibiliser les autorités judiciaires afin qu'elles orientent les victimes qui le souhaitent au service d'assistance aux victimes du SCAS;

- mener une réflexion visant à la mise en place d'une structure protégeant les personnes en danger du fait de leur témoignage et instaurer une collaboration avec les services d'autres États membres de l'Union européenne en ce sens;

- veiller au développement de peines pénales alternatives;

- soutenir le SCAS dans la mise en place d'un réseau de partenaires prêts à accueillir les personnes condamnées à des travaux d'intérêt général et à prévoir des aides financières en ce sens;

quant à l'exécution des peines,

- poursuivre rapidement la construction de l'unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État de Dreiborn en veillant à ce que cette unité de sécurité ait un caractère mixte et que les mineurs qui y seront accueillis ne soient pas en contact avec les mineurs placés au CSEE;

- construire une maison d'arrêt pour les personnes en détention préventive et déposer un projet de loi autorisant la construction de cette maison d'arrêt dans les meilleurs délais;

- développer le programme de placement sous surveillance électronique sur base des conditions retenues dans le rapport de la Commission juridique;

- déposer dans les meilleurs délais un projet de loi transposant la décision-cadre du Conseil JAI concernant le transfert vers l'étranger des personnes condamnées et détenues à Luxembourg;

- continuer le recrutement de gardiens en nombre suffisant, soit par le biais de l'armée, soit en recrutant en dehors de cette filière «traditionnelle», afin de permettre un encadrement approprié des détenus;

- améliorer la formation des gardiens dans le cadre d'une école pénitentiaire comprenant un enseignement multidisciplinaire et encourager la formation continue et la mobilité intra-service ou au sein de la Fonction publique des gardiens;

- impliquer les gardiens et la représentation syndicale, au-delà des missions de surveillance proprement dites, dans des études d'amélioration de la sécurité au sein des établissements pénitentiaires, dans le transport des détenus et notamment dans le suivi et la réinsertion des détenus;

- continuer le recrutement du personnel médico-social au sein des établissements pénitentiaires et ne pas appliquer de clause de nationalité lors de ce recrutement;

- établir dans le cadre d'une loi les règles qui régissent la vie au sein de la société carcérale, que ce soit entre les détenus et le service public pénitentiaire ou entre codétenus, en s'inspirant de la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, des règles minima pour le traitement des détenus des Nations Unies ainsi que de la recommandation R (2006) 2 du Conseil de l'Europe du 11 janvier 2006 sur les règles pénitentiaires européennes;

- permettre à un détenu de fixer officiellement son domicile dans l'établissement pénitentiaire qui l'accueille, afin d'éviter des radiations d'office au niveau du registre de la population et de lui permettre d'exercer ses droits et de remplir ses obligations en tant que citoyen en général et justiciable en particulier;

- établir un contrôle externe des établissements pénitentiaires, à l'instar des modalités de contrôle externe existant dans nombre de pays européens et comme exigé par le protocole facultatif se rapportant à la Convention des Nations Unies contre la tor-

ture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, signés par le Luxembourg le 13 janvier 2005;

- instaurer un régime semi-ouvert pour les femmes à l'instar de ce qui se fait déjà pour les hommes;

- consulter la Commission consultative nationale d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, sinon le Comité national d'éthique et de recherche sur la question de l'information des détenus en présence de co-détenus souffrants de maladies infectieuses;

- mettre en oeuvre une politique de prévention des suicides afin de réduire significativement le risque de suicide en milieu carcéral;

- poursuivre les efforts pour encadrer les détenus souffrant d'une addiction aux drogues et à d'autres produits illicites, que ce soit par la mise en place de stratégies de prévention, de programmes d'abstinence, de cures de désintoxication, de traitements de substitution ou de programmes éducatifs et de soutien;

- intensifier les contrôles antidrogue pour déjouer le trafic de drogues et de produits illicites au sein des établissements pénitentiaires;

- mettre sur pied un système de brouillage en tenant compte des contraintes tant technologiques que médicales afin d'interdire l'utilisation de téléphones portables au sein des établissements pénitentiaires;

- inscrire la réinsertion sociale comme finalité du service public pénitentiaire;

- assurer l'individualisation de la peine par un système d'aménagement des peines en cours d'exécution au travers d'un tribunal d'application des peines à l'instar de ce qui existe en Belgique depuis le 1er février 2007;

- informer la victime de toute décision d'aménagement des peines concernant le détenu concerné;

- instituer une phase d'accueil pour tous les détenus qu'ils exécutent une peine ou qu'ils soient en détention préventive, lors de laquelle un bilan médical, psychologique du détenu sera produit et au cours duquel le détenu sera prévenu de ses droits et obligations;

- instaurer au sein des établissements pénitentiaires un quartier «arrivants» où seront regroupés les nouveaux détenus;

- intensifier les différenciations des régimes de sécurité au sein des établissements pénitentiaires et récompenser les efforts des détenus tant en ce qui concerne leur réinsertion sociale que l'exécution de leur peine;

- assurer aux détenus des possibilités de travail en nombre suffisant au sein du centre pénitentiaire, développer le travail à distance et s'inspirer des modèles de travail des détenus tels qu'ils existent à l'étranger, comme la coopération avec le secteur privé ou les institutions publiques;

- préciser le cadre et le statut juridique du travail en prison, y compris en ce qui concerne la couverture en matière de sécurité sociale;

- assurer le suivi des détenus qui travaillent en prison, sous la forme d'un tutorat assuré par ou en collaboration avec l'ADEM, en faisant délivrer par l'administration pénitentiaire un certificat au détenu attestant de son travail et de la formation professionnelle suivie en prison;

- développer les possibilités d'éducation et de formation professionnelles en prison;

- améliorer les conditions de détention au sein des centres pénitentiaires en veillant à la mise à disposition gratuite des produits d'hygiène élémentaires et à l'adéquation des prix de la cantine au pouvoir d'achat des détenus afin d'éviter et de combattre la paupérisation des détenus;

- établir une guidance postpénitentiaire à la libération des détenus en établissant un diagnostique d'avant sortie, encadrer le détenu qui recouvre la liberté afin de lui donner toutes les chances de se réinsérer comme membre de la société et doter le SCAS de moyens nécessaires pour assurer cette guidance postpénitentiaire, y compris l'intégration professionnelle des anciens détenus;

- prévoir des modalités de logement pour ceux des détenus qui sortent de prison et n'ont pas de moyens d'hébergement adéquats.

(s.) Patrick Santer, Xavier Bettel, Alex Bodry, Félix Braz, Aly Jaerling.

M. le Président.- Merci, Här Santer. D'Wuert huet dann d'Madame Colette Flesch.

Présentation de l'interpellation

Mme Colette Flesch *(DP), interpellatrice.*- Här President, Merci fir d'Wuert, wat Dir mer ginn hutt am Kader vu menger Interpellatioun iwwert d'individuell Fräiheeten an d'Tendenz vun der Regierung ze probéieren, iwwer Gesetzer, ënnert dem Virwand vun der öffentlecher Sécherheet an dem Kampf géint den Terrorismus an der organiséierter Kriminalitéit, op deene Fräiheeten ze empiétéieren.

Erlaabt mer fir d'éischt e Wuert iwwert d'Debatt zur interner Sécherheet ze soen. De Bléckwénkel vun enger Orientéierungsdebatt iwwert d'Sécherheet ass en anere wéi dee vun enger Interpellatioun iwwert d'individuell Fräiheeten, mä nach si se verwandt, an ech fannen an den Iwwerleeunge vum Patrick Santer, a senger Motioun, a sengem Rapport eng Partie Iddien, déi ech kann deelen.

Als DP-Fraktioun hate mir déi Orientéierungsdebatt iwwert d'Sécherheet gefrot a si frou, dass se haut stattfënnt. Mäi Kolleeg Xavier Bettel wäert zu deem Thema am Numm vun onser Fraktioun Stellung huelen.

Une voix.- Très bien.

Mme Colette Flesch *(DP), interpellatrice.*- Ech wéilt awer elo schonn dem Rapporteur Patrick Santer Merci soe fir deen objektive Rapport iwwert d'Aarbechte vun der Kommissioun a fir seng proposéiert Motioun, déi eigentlech e Katalog ass vun den Ënnerlassungssënne vun der Regierung a ganz besonnesch vum Justizminister, dee scho säit Januar 1998 am Amt ass.

Individuell Rechter an intern Sécherheet hunn eppes mateneen ze dinn. Mä den Equiliber, deen zwëschent deenen zwee Begréffer hiergestallt gëtt, ass eng Saach vun der Approche a vun der Sensibilitéit, wéi een un déi Froen erugeet. Der DP hir Approche ass eng aner wéi dem Minister Frieden seng.

De Minister peilt den Tout sécuritaire un, an oft schonn huet hie gesot: keng Fräiheet ouni Sécherheet. „Wer in Freiheit leben will, braucht Sicherheit." - esou zum Beispill de Minister am „Wort" de 24. Mäerz 2007.

E Joer virdrun, de 26. Juli 2006, huet hien därselwechter Zeitung gesot, a sengen Ae wär d'Prisonéierlager Guantánamo an den éischte Méint no den Attentater vum 11. September 2001 nozevollzéie gewiescht. Dëst weist d'Gewiichtung, dëst weist d'Prioritéiten, déi de Minister Frieden zwësche Sécherheet a Fräiheet setzt. Zu esou enger Politik soe mir Neen.

Seng Prioritéit ass ganz kloer d'Sécherheet. Hie suggéréiert souguer, eng absolut Sécherheet wär méiglech. Dat ass eng geféierlech Illusioun. Eng absolut Sécuritéit bedeit eng absolut Iwwerwaachung a féiert zu engem Mangel u Fräiheet. Dësen Discours sécuritaire bleift jo och net ouni Afloss op ons Gesellschaft allgemeng. Ech wëll an deem Kader virun der ëmmer méi grousser Iwwerwaachung warnen, déi an onsem Privatliewen an an onsem Beruffsliewen antrëtt.

De briteschen Dateschutzbeoptragten huet viru kuerzem gesot - an ech zitéieren -: „D'Iwwerwaachungsgesellschaft ass keng Zukunftsvisioun. Mir liewe schonn dran." Enn vum Zitat. Dës Ausso soll ons ze denke ginn, well mir wëssen haut nach net, wéi eng Auswierkungen déi ganz Iwwerwaachungsmechanismen op d'Gesellschaft an den eenzelne Mënsch wäerten hunn.

Wéi entwéckelt sech e Mënsch, deen all Dag aacht Stonnen op senger Aarbecht vun enger Kamera iwwerwaacht gëtt, deem seng Tëlefonsgespréicher enregistréiert ginn? Mir wëssen et net. Ech fäerten allerdéngs, dass dee ganze Sécherheetswahn d'Grondlage vun onser Gesellschaft zerstéiert, nämlech d'géigesäitegt Vertrauen.

Mir hunn op jidde Fall eng aner Approche. Jo, mir sinn der Meenung, dass d'Sécherheet e wesentlecht Element vun engem Rechtsstat ass! A jo, de Stat huet d'Aufgab, fir d'intern Sécherheet ze suergen. Awer da sollen déi bestehend Dispositiver emol ugewannt a wann néideg reforméiert ginn.

Wann d'DP an der Vergaangenheet méi Poliziste gefuerdert huet, da war dat net an der Perspektiv vun engem Discours sécuritaire, mä an der Perspektiv, dass de Stat seng grondleeënd Verflichtunge vis-à-vis vum Bierger muss erfëllen. Wa mir op d'Mëssstänn am Prisong opmierksam gemaach hunn a fir e flexibele Strofvollzuch plädéiert hunn, dann ass et der DP dorëm gaangen, déi bestehend Strukture méi effizient ze maachen. Well dat ass och en Aspekt vum Discours sécuritaire: E schwätzt zwar iwwert d'Sécherheet, mä e féiert net zu méi Sécherheet.

Jo, Här President, mir sinn och derfir, dass de Stat ons Gesetzer muss adaptéieren, fir den Terrorismus an déi organiséiert Kriminalitéit ze bekämpfen, ouni dass awer dofir déi individuell Fräiheete sollen ageschränkt ginn.

Jo, d'Sécuritéit huet en objektiven an e subjektiven Aspekt. Ech wëll an deem Zesummenhang nëmme kuerz drun erënneren, wat de Rapporteur a sengem Rapport festgehalen huet iwwert dat subjektiivt Onsécherheetsgefill ënner onse Matbierger; woubäi een awer reng objektiv muss feststellen, dass hei zu Lëtzebuerg d'Kriminalitéit net zougeholl huet.

Genausou ass et och mam Onsécherheetsgefill par rapport zum Terrorismus. Den Ausmooss vun den terroristeschen Attentater huet zougeholl an d'Natur vun den terroristeschen Attentater huet geännert. Mä ganz objektiv - an d'Zuele beweisen et - ass d'Zuel vun deenen Attentater an deene leschte Joren zréckgaangen. Et muss een dem subjektiven Onsécherheetsgefill vun de Leit Rechnung droen. Et dierf een awer net onnéideg dat Gefill förderen an instrumentaliséieren.

Här President, als DP menge mir, dass an deem Equiliber Fräiheet a Sécherheet déi zwee gläichberechtegt sinn. Am Zweifelsfall si mer der Meenung, dass déi individuell fundamental Rechter - Droits de la défense, Présomption d'innocence, Recht net zu senger eegener Inculpatioun bäizedroen, Recht zum a Schutz vum Privatliewen - solle Virrang hunn. An engem Rechtsstat soll de Bierger kënnen drop zielen, dass seng fundamental Rechter garantéiert sinn.

Wann d'Wourecht soll festgestallt ginn, da muss no de Regele vun enger klorer Prozedur verfuer ginn. An d'Zil vum Opkläre justifizéiert net d'Uwendung vun egal wat fir enge Moyenen.

Iwwregens ass déi laangjähreg Fuerderung vun der DP fir méi Polizei net a Contradictioun mat dësen Aussoen. Mir mengen nämlech, dass et d'Aufgab vum Stat ass, fir ons Grondrechter ze schützen. Eng méi grouss Polizeipresenz ass dofir noutwendeg.

Här President, et stellt een iwwerall fest - net nëmmen zu Lëtzebuerg -, dass d'Regierungen de Kampf géint den Terrorismus an déi organiséiert Kriminalitéit gebrauchen, jo mëssbrauchen, fir op aussergewéinlech Prozeduren zréckzegräifen oder Gesetzer ze proposéieren, déi wäit iwwert d'Zil erausschéissen an individuell Fräiheeten a Fro stellen.

Ech wëll an deem Kader kuerz de Jean-Marie Cavada zitéieren, de President vun der Kommissioun am Europaparlament vun de Libertés civiles, de la Justice an den Affaires intérieures, deen an engem Interview zum Thema «Terrorisme: Il faut un équilibre entre la liberté de l'individu et la protection de la société civile» gesot huet - an ech zitéieren -: «L'État ne doit pas tout savoir... Ce n'est pas l'État qui contrôle les citoyens, mais les citoyens qui contrôlent l'État. Il faut éviter de mettre en place un dispositif qui risque de se traduire en un système de contrôle de masse.» Enn vum Zitat.

Mir warne virun engem iwwerdriwwenen a geféierlechen Discours sécuritaire a virun enger Dérive, déi de Justizminister derzou gefouert huet, ëmmer méi wäit gespaanten a repressiv Gesetzer ze proposéieren. Meng eege Parteifrënn hunn et an der leschter Legislaturperiod och net ëmmer fäerdeg bruecht, de Justizminister ze bremsen. Mir hunn dat beim ADN-Gesetz gesinn. Mä d'Sozialiste maachen et elo net besser an der Regierung. Mir hunn dat bei der ursprünglecher Fassung vum Projet de loi bei der Fouille des véhicules gesinn, wéi beim Projet 5588 iwwert d'Observatioun an d'Infiltratioun als besonnesch Méthodes de recherche, déi an de Code de procédure criminelle anzebaue sinn.

Här President, wa mer bei der Fouille des véhicules dem Minister gefollegt hätten, hätt d'Polizei egal wou, egal wann an egal wie kënnen duerchsichen, ouni ausdrécklecht Geriichtsmandat. E Protokoll hätt nëmme brauchen an dräi spezifesche Fäll gefouert ze ginn. Gott sei Dank huet de Statsrot d'Handbrems gezunn, an d'Chamber huet d'Recommandatioune vum Statsrot ugeholl.

Beim Projet 5588 huet de Statsrot och e kriteschen Avis geschriwwen an eng Opposition formelle bei der Infiltration policière ugekënnegt mat der Begrënnung: «...en raison des nombreuses interrogations que soulèvent les dispositions examinées en relation avec le principe de la sécurité juridique, le respect du caractère contradictoire de la procédure pénale et des droits de la défense». Enn vum Zitat. Mir kënnen nëmmen hoffen, dass d'Chamber erëm eng Kéier méi Verstand huet wéi d'Regierung an den Avis vum Statsrot unhëlt.

En anere Projet, bei deem mer wäerte ganz wachsam sinn, ass de 5565, deen de Magistraten an den Officiers de Police judiciaire Accès gëtt zu gewëssen Datebanke vu perséinlechen Donnéeë bei öffentlechen Instanzen. Den Avis vum Statsrot ass nach net do. Mä et soll hei erëm ëm de Kampf géint déi grouss an organiséiert Kriminalitéit goen, mat der Gefor, dass an deem Kontext d'Protektioun vun den individuelle Rechter iwwer Bord geworf gëtt.

Här President, zu Lëtzebuerg di mir ons iwwerhaapt schwéier mam Traitement vu perséinlechen Donnéeën. De 4. Mee 2006 hat ech eng Fro un d'Regierung gestallt iwwert de Mëssbrauch vun der sozialer Sécherheetsnummer duerch verschidden administrativ Instanzen. De Kommunikatiounsminister huet mer geäntwert - an ech zitéieren -: «Des évolutions récentes montrent ... que l'utilisation fréquente du numéro d'identité nationale dans les procédures et usages administratifs vient diluer la ligne de démarcation entre usages licites et non licites dudit numéro telle qu'elle avait été tracée par la loi de 1979.» Enn vum Zitat.

De Minister ass also en aveu an huet gemengt, et misst iwwert de Gebrauch vun deene perséinlechen Donnéeën an iwwert hire Schutz en profondeur nogeduecht ginn. Hien huet ugekënnegt, dass en Aarbechtsgrupp sech géif deene Froen unhuelen, fir d'Gesetzgebung ze revidéieren. Souwäit ech weess, ass bis elo do näischt geschitt.

Beim Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert de spezifesche Schutz vun der Persoun beim Traitement des données à caractère personnel, déi sech op den Handy an op den Internet applizéieren, muss de Provider perséinlech Date vum Expéditeur a vum Destinataire, den Datum an d'Dauer vun der Kommunikatioun während ganzen zwielef Méint halen. Alles dat ënnert dem Virwand vum Kampf géint den Terrorismus an déi grouss Kriminalitéit. De Retraçage vun elektronesche Kommunikatiounen ass applicabel an alle Fäll wou d'Gesetz eng Prisongsstrof vun zwee Joer virgesäit. Dat erënnert wahrscheinlech de Minister Krecké un eng Episod aus sengem parlamentaresche Liewen…

Ech kéint weiderfuere mat der Lëscht vu Gesetzer, déi adoptéiert gi sinn oder déi am Tube sinn ënnert dem Virwand vum Kampf géint den Terrorismus an déi grouss Kriminalitéit. Et muss ee sech froen, ob déi Gesetzer gëeegent sinn, fir Akte vun Terrorismus ze verhënneren, wann ee weess - an dat huet ee besonnesch bei deene leschten Attentater gesinn, souwuel zu New York wéi zu Madrid a wéi zu London -, dass déi oft enger neier spontaner Berufung entsprieche bei Leit, déi soss ni weider opgefall sinn. Meng Fro also: Erreechen déi Gesetzer dat gesatent Zil? Si se effikass?

Déiselwecht Gesetzer schéissen awer oft iwwert d'Zil eraus an erméiglechen zum Beispill den Zougang zu perséinlechen Date vu Leit, déi sech näischt zuscholde komme gelooss hunn. Respektéieren déi Moossnamen de Prinzip vun der Proportionalitéit? Schliesslech, sinn d'Kontrollmechanismen, déi Abusë solle verhënneren, ëmmer en place? Wéi ass et zum Beispill beim ADN-Gesetz? Oder eng aner Fro: Ass d'Commission nationale pour la Protection des données esou équipéiert, dass se amstand ass, hir Missioun ze erfëllen an d'Legalitéit vum Traitement vu perséinlechen Daten ze kontrolléieren?

An anere Wierder, ons schéngt et, dass d'Approche vum Tout sécuritaire vum Justizminister a vun der Regierung déi dräi Kritäre vun Effikassitéit, Proportionalitéit an ugepasste Kontrollen net erfëllt. Mir géifen also der Regierung roden, méi Rücksicht op d'Protektioun vun den individuelle Rechter vun de Bierger ze huelen, manner op den Tout sécuritaire ze setzen a sech déi Mëttelen ze ginn, déi hir erlaben, déi bestehend Législatioun, och déi, déi den Alldag betrëfft, korrekt unzewenden.

Här President, an deem Sënn déposéieren ech eng Motioun, déi de Moment nëmme meng Ënnerschréft huet. Si ass ganz kuerzgefaasst an huet Elementer, mengen ech, an deenen all Mënsch, all Demokrat hei am Haus sech erëmfanne kann. Wann also aner Kolleegen aus anere Fraktiounen déi Motioun wëlle matdroen, da soen ech hinne schonn am Viraus Merci. Wann dat net sollt de Fall sinn, da si véier Kolleege vu menger Fraktioun bereet, déi Motioun mat ze ënnerschreiwen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- estimant que si la lutte contre toutes les formes de la criminalité organisée est nécessaire pour garantir la sécurité publique, elle ne justifie pas le recours à une législation exclusivement répressive et à des moyens disproportionnés;

- considérant que la modification de notre dispositif législatif ne doit pas aller au-delà des objectifs recherchés et empiéter sur les libertés individuelles;

invite le Gouvernement à

- veiller dans ce contexte au respect des libertés individuelles telles que notamment les droits de la défense, la présomption d'innocence, la propriété privée ou la liberté d'expression tout en s'assurant que les nouvelles méthodes et mesures envisagées peuvent être mises en oeuvre de façon efficace;

- veiller à la proportionnalité des mesures proposées en vérifiant que l'équilibre entre moyens déployés et buts recherchés soit garanti;

- veiller à ce que l'application de ces mesures soit soumise à un usage responsable par le biais d'un contrôle indépendant et impartial approprié.

(s.) Colette Flesch, Félix Braz, Lydie Err, Gast Gibéryen, Patrick Santer.

Här President, ech hat meng Interventioun...

(Interruption)

M. Charles Goerens *(DP).*- Dir däerft se ënnerschreiwen, Här Bodry.

M. le Président.- Här Goerens, Här Bodry, et ass de Moment un der Madame Flesch.

(Hilarité et interruption)

Jo, mä da maacht dat ënner Iech aus, ouni d'Madame Flesch ze stéieren.

Mme Colette Flesch *(DP), interpellatrice.*- Oh, Här President, ech hunn nach ganz vill Zäit viru mer an ech si bal um Schluss vu menger Interventioun. Ech hunn also Gedold.

M. le Président.- Ah, dann ass et gutt, Madame Flesch, wann et Iech net stéiert, dann...

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- D'Madame Flesch ass waarm a kal gewinnt.

Mme Colette Flesch *(DP), interpellatrice.*- Sou ass et, an ech hunn et haut erëm erfuer, well meng Interpellatioun ass an eng aner Debatt agepaakt ginn. Et muss een hei waarm a kal gewinnt sinn!

Här President, ech hat meng Interventioun mat der Fro vum noutwendegen Equiliber tëschent Respekt vun individuelle Rechter an interner Sécherheet ugefaangen. Ech wëll mat enger Referenz op deen Equiliber endegen.

Am Juni vum leschte Joer, beim Vote vum ADN-Gesetz, ass eng Motioun an dësem Haus ugeholl ginn, déi d'Madame Doerner déposéiert hat an déi d'Regierung opfuerdert, ech zitéieren „bannen engem Joer de Point ze maachen iwwert déi ADN-Législatioun am pénale Beräich, fir se un déi nei wëssenschaftlech Evolutiounen ze adaptéieren a wouméiglech se mat neie Garantien ze ëmginn, déi dozou féieren, den Equiliber tëschent dem legitimen Zil vun der Sich no der Wourecht an dem Respekt vun de fundamentale Mënscherechter ze verstäerken". Enn vum Zitat vun där Motioun.

Här President, ech si sécher, dass de Justizminister, deen oft de Respekt ënnersträicht, deen hien der Chamber entgéintbréngt, d'Geleeënheet vun der heiteger Sécherheetsdebatt wäert gebrauchen, fir deem Wonsch vun der Chamber nozekommen an ons am Detail iwwert d'Initiative vu sengem Ministère an deem Beräich ze informéieren. Ech soen him am Viraus dofir scho Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner ass agedroen den honorabelen Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Sécherheet ass am Fong d'Absence vu Gefor. An da wär dann normalerweis de Contraire, d'Onsécherheet, e subjektiivt Gefill vun enger Gefor. Dat heescht, wann ee vu Sécherheet a vun Onsécherheet schwätzt, ass et ganz schwéier, eng kloer Definitioun ze hunn, wat een ënner Sécherheet ka verstoen a wat een net ënner Sécherheet ka verstoen, well fir dat woufir eng Persoun sech ka sécher fillen, kann eng aner Persoun sech onsécher fillen, an och de Contraire ass wouer.

Ech wëll hei am Numm vun eiser Fraktioun, Här President, wierklech dem Här Santer Merci soen, well säi Rapport ass am Fong en neutrale Rapport, e fidèlë Rapport zu den Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, an en ass och e Mea culpa vun de Majoritéitsparteien, vu senger Partei am Fong, well se schonn de Justizministère jo awer ganz laang huet, vun all deene Punkten, déi misste gemaach ginn.

D'Motioun, déi mer wäerte stëmmen, ass jo awer e ganze Katalog vu Saachen, déi jo sollte verbessert ginn. Här President, wa mer keng Motioun haut misste stëmmen, da wär jo alles super, mä, ech mengen, wa mer eng Motioun vu sechs Säiten hunn, dann ass nach vill ze maachen.

(Interruption)

Jo, mä, Här Santer, den Här Frieden huet scho viru Joren...

À propos, ech mengen, dat wär dann direkt gemaach, ech iwwerreechen Iech hei, Här President, fir den Här Frieden 80 Questions parlementaires, déi ech dem Här Frieden gestallt hunn iwwert déi verschidde Sujeten, déi mer haut och diskutéieren, wou der scho vun 2000 dra sinn, wou den Här Frieden da ganz genau ka kucken a sech och ka Froe stellen iwwert déi eng oder aner Saach, iwwert d'Effektiver vun CPen, vun CIen, vu Poursuiten, vu Faillites frauduleuses, wou ech dann och nach wäert drop zréckkommen.

Här President, wann et just méiglech wär, déi dann elo dem Här Frieden ze ginn.

M. le Président.- Ech denken, dass den Här Frieden déi am Ministère huet?!

Une voix.- Et ass e gesammelt Wierk, Här President!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, neen, den Här Frieden huet jo och elo d'Police kritt, déi jo virdrun net ënnert seng Kompetenz gefall ass, dat heescht, et ass eng Kollektioun vu menge Best of vu menge Questions parlementaires...

(Hilarité)

...iwwert d'Sécherheet, wou ech Iech hei eng Compilatioun gemaach hunn.

Här President, wann een elo iwwert d'Sécherheet schwätzt - den Här Santer huet och säi Rapport a verschidde Punkten agedeelt -, da géif ech fir d'éischt gären iwwert d'Police schwätzen.

Bei der Police grand-ducale - an ech mengen den Här Santer huet et och scho gesot - sinn d'Effektiver e grousse Problem. Wann ee selwer héiert, wéi d'Police bei eis war, dass den CP vun Ëlwen heiansdo zou ass, well se net genuch Personal hunn, fir dee kënnen opzehalen! Wann ee gesäit, dass eng Gemeng wéi Keel op privat Entreprisen zréckgräift, fir kënnen d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren!

Op eng Question parlementaire, déi ech och gestallt hat, mam Här Gibéryen, dee se och gestallt hat, den 11. Abrëll, hate mer nämlech um Kongress vum Syndicat national de la Police grand-ducale matgedeelt kritt, dass d'Zuel vun de Leit, déi an den CPen an an den CIe sinn, vu 693 am Joer 2006 op 684 am Joer 2007 erofgaangen ass. Wann een och kuckt, dass an den „CI Lëtzebuerg" nëmme 16 nei Unitéite komm sinn, da geet dat wierklech net duer, wann ee weess, wat do fir eng Tâche op déi Leit zoukënnt.

Eppes däerf een och net vergiessen an den Dekonten, an dat ass och eppes wat ganz wichteg ass, wou net oft driwwer geschwat gëtt, mä wat och am Rapport steet, dat ass de Problem vun den Détachementer. Well ganz oft ginn dann och Polizisten duebel gezielt. Si ginn eng Kéier do gezielt, wou se kommen, a si ginn eng Kéier do gezielt, wou se affektéiert sinn. An en plus, well se awer net op där Plaz, wou se do détachéiert ginn, affektéiert sinn, kënne se och net do remplacéiert ginn, wou se komm sinn. Dat heescht, et ass zimlech komplizéiert.

Mä da gëtt gesot: Déi Leit aus dem CI-Stad oder CP-Stad hu genuch Leit. Et ass awer falsch, well déi Leit nach do soi-disant affektéiert sinn, mä op engem anere Service détachéiert gi sinn an och net kënnen ersat ginn, well si jo just détachéiert gi sinn a well dat keng definitiv Saach ass. Op jidde Fall ass dat net ganz sain. Da kann een och ëmmer mat den Zuele jongléieren.

Wann ee vun der Police schwätzt, muss een och nach eppes soen zum Suivi vun de Polizisten, den Engagementer vun de Polizisten. Ech mengen, eng ganz Rëtsch vu verschiddenen Deputéierte waren och elo beim Syndicat vun der Force publique, wou gesot ginn ass, dass d'Revalorisatioun vun der Brigadierscarrière misst ënnerstëtzt ginn an dass d'Leit net nëmmen eng 8e, mä eng 9e sollen hunn. Ech hunn déi Fro elo iwwer Question parlementaire gestallt, duerfir brauch ech et hei net och nach eng Kéier ze maachen.

Bei der Police musse se och déi adequat Moyenen hunn. Wann ee kuckt bei der Evasioun vum Nuka Kujtim, Här President, vu Schraasseg, dass do mat der Informatik verschidden CPen oder CIen d'Foto net kritt hate vum Nuka Kujtim! An d'Äntwerte vum Direkter vun der Police a vum Minister Frieden waren: Jo, mä et war e Begréff ze wëssen, wien den Nuka Kujtim war!

Ech hunn et deemools scho gesot: Wann d'Leit keng Foto hunn, ass et schwéier, een unzehalen. Ech ka mer jo kaum virstellen, dass se, wann iergendzwousch en Auto ugehale gëtt, d'Leit froen: Bass du den Nuka Kujtim?, an hien engem spontan seet: Jo.

(Hilarité)

Oder: Erkennt Der mech net? Oder: Ech sinn deen an deen. Ech mengen, d'Police soll awer wierklech déi Informatikinfrastrukturen hunn, fir awer bei esou Fäll a bei esou geféierleche Leit op d'mannst informéiert ze ginn.

Wann ee vun Infrastrukture schwätzt, da muss een och vun der Gliesener Strooss schwätzen. Ass et normal, dass an der Gliesener Strooss nach ëmmer - wat e Provisorium war - de Siège vum Lima an de ganzen CI vun der Stad baséiert ass?

Ech mengen, d'Rue Glesener huet en plus e Parking, deen heiansdo Froe ka mat sech bréngen, well do kéint eng Persoun mat hirem Auto iwwer eng Locatioun erafueren. Et ass kee Parking, deen zou ass. Dat heescht, et si verschidde Polizisten, déi mech schonn drop opmierksam gemaach hunn, wann een eng Kéier wéilt eis ganz Police hei an der Stad an d'Luucht sprengen, dass een einfach en Auto misst hunn, wou een e géif mat Sprengstoff chargéieren an do erafueren; obwuel et iwwer Abonnementer geet, ech insistéieren. Mä et weess ee jo ni, wat fir een Abonnement ee ka kréien, well et jo net ganz reservéiert ass fir d'Police.

Mä virun allem, et ass elo net ëm de Parking wou et geet. Et sinn d'Infrastrukturen. Et ass jo net normal, dass d'Police déi lescht 20 Joer do an engem Provisorium souz. Et wier Zäit, dass d'Sue géifen deblockéiert ginn, fir dass den CI-Stad och anstänneg Aarbecht kéint maachen.

Wann een dann awer och kuckt wat heiansdo d'Poliziste vun Aarbecht hunn, wou se da Gemengereglementer musse kontrolléieren an esou, well selwer d'Gemeng keng Kompetenzen huet, ass et och wichteg, dass d'Leit, déi haut Agent-municipauxë sinn, gewësse Kompetenze kréien, fir zum Beispill Gemengereglementer kënnen ze kontrolléieren an och ze verbaliséieren. Ech mengen, dat géif der Police ganz vill hëllefen. Et wier och am Sënn vun enger besserer Organisatioun.

Iwwert de Prisong, Här President, do gëtt et och ganz vill ze soen. Ech hunn hei en Artikel fonnt vum 7. Juli 2000. En ass aus dem „Lëtzebuerger Land" vum Marc Gerges. Den Titel ass: «Prison = Dépotoir». An deem Artikel steet: «L',histoire de la prison de Schrassig' se résume ainsi à une accumulation de manquements divers, de mauvaise gestion personnelle, d'absence de volonté politique, de souci sécuritaire, de concepts faisant défaut, de bras de fer ridicules engagés entre les différentes parties.» Etc.

«Que la prison et les problèmes y liés soient à la une de la presse française a servi d'excuse au ministre de la Justice, Luc Frieden, lors de son interpellation au Parlement mardi dernier. Lecteur assidu du ‚Monde', il a constaté que le Luxembourg n'était pas le seul pays à connaître ce genre de problèmes, mieux, il s'est montré soulagé que le Luxembourg ne connaisse pas les problèmes autrement plus graves de la France. Frieden a fait état d'un sacré culot politique en utilisant ce raccourci douteux pour cautionner sa légèreté d'action. La politique pénologique luxembourgeoise connaît un problème structurel qui a pour origine une classe politique, ministre en tête, qui refuse de prendre ses responsabilités en la matière.» Also, den Text ass siwe Joer al, mä ech kéint en haut nach eng Kéier ënnerschreiwen.

Wann een elo déi verschidde Punkte kuckt, wéi et am Prisong ass, zum Beispill - ech huelen et Punkt fir Punkt - iwwert d'Drogen. Bon, d'Kommissioun huet elo net décidéiert, dass mer géifen eng Hondssektioun kréien am Prisong, fir op Drogen ze reagéieren. Ech fannen, et ass traureg, wann ee kuckt wivill jonk Leit an de Prisong kommen an nach keng Droge geholl hunn, an nodeem se e Séjour am Prisong haten, kënne se bal als Toxicomane ofgestempelt ginn.

Ech mengen, et ass scho ganz traureg, wann een awer liest, dass mer Leit hunn, déi un enger Iwwerdosis am Prisong gestuerwe sinn, dass mer Leit hunn, déi an d'Infirmerie bruecht ginn, well se mat Droge justement och eng Iwwerdosis gemaach hunn, awer nach net gestuerwe sinn, mä op jidde Fall an engem schlechten Zoustand sinn. Da kréien ech geäntwert: Et ass eng Fatalitéit. An all Prisong gëtt et Drogen. Déi jonk Leit soen engem awer carrément och am Prisong: Wësst Der, Här Bettel, am Prisong, do fanne mir Drogen, déi mer souguer bal net op der Gare fannen.

Ech fannen dat traureg, dass een d'Schëllere fale léisst, obwuel een awer all Kéiers wou een Drogenhënn agesat huet e positiivt Resultat hat an och Droge fonnt huet. Ech krut d'Äntwert: En Hond reagéiert net op all Drog. En Hond ass midd nodeem e geschafft huet. Ech mengen, mir hu Moyenen, fir Maschinnen ze kafen, fir Drogen ze fannen, wou kee weess wéi se ginn. Déi Maschinn gëtt och am Prisong net oft benotzt.

Déi Suen hätten och kënnen investéiert ginn, fir Hënn ze kréien, déi forméiert gi wären an déi och owes e puer Minutten agesat gi wären. Amplaz d'Päck de ganzen Dag erof an erop ze bréngen, hätt een d'Päck an engem Sall stockéiert, an deem d'Hënn op jidde Fall duerch d'Päck gaange wieren an ee se da bei d'Détenuë bruecht hätt. Dann hätt een op d'mannst dee Problem vun de Paquete mat Drogen évitéiert.

Mä et geet net nëmmen duer ze kucken, dass keng Drogen erakommen. Et soll een, well et eben eng Fatalitéit soi-disant ass, awer kucken de Suivi ze maachen, a virun allem Méiglechkeete gi fir déi, déi Drogen huelen, dass se méi activement e Methadon-Programm kënne suivéieren; an op jidde Fall e bessere Suivi maachen. E bessere Suivi ass ganz, ganz wichteg am Prisong.

Ech stelle mer heiansdo d'Fro, ob de Prisong zu Lëtzebuerg net eng Machine à récidive ass. Dat heescht, wësst Der, et ass e bëssen esou wéi e Fidélitéitsprogramm. Wann een eng Kéier bis dobanne war am Prisong, da sinn d'Chancë ganz grouss, dass een erëmkënnt.

Ech hunn do e flotten Artikel fonnt, wou en Här gesot huet, dass de Problem, dee mer bei der Récidive hunn, deen ass, dass jiddfereen ëmmer a sengem Eck schafft. Dir hutt op där enger Säit den Travailleur social, Dir hutt op där anerer Säit de Psycholog, Dir hutt op där anerer Säit den Éducateur, op där enger Säit de Riichter an op där anerer Säit nach d'Giischtercher. Mä jiddferee schafft parallell.

Et wier vläicht och eng Kéier interessant, fir all déi Leit zesummenzesetzen, fir ze kucken e Suivi vun enger Persoun zesumme kënnen ze analyséieren, an net nëmmen, dass jiddfereen a sengem Eck schafft. Fir mech wier et wichteg, well et gëtt éischtens bei enger Récidive no baussen d'Gefill, dass eise Système judiciaire net fonctionnéiert, a wann en net net fonctionnéiert, en op jidde Fall da schlecht fonctionnéiert.

Et muss een de Leit och am Prisong eng Perspektiv ginn. Dat heescht, dass, wa se erauskommen, se net den Haass vis-à-vis vun all deenen anere Leit hunn oder et hinnen egal ass firwat se do souzen, mä dass se, net eng gewësse Culpabilitéit, mä awer räsonnéieren a wëssen, firwat dass se do souzen, an dass eng Strof net eppes Automatesches ass, mä och soll eppes Pedagogesches sinn.

Ech hu virdru scho geschwat vu Leit, déi am Prisong stierwen. Et ginn d'Iwwerdosen. Et ginn och d'Suiciden am Prisong. Ech mengen, dat beweist och, dass verschidde Leit einfach „no way" gesinn, dass se net wëssen, wat aus hirem Sort gëtt wa se eng Kéier bis erauskommen.

Intern gëtt et och Problemer mat den Infrastrukturen. Ech mengen, den Här Santer huet et scho gesot. Et ass Zäit, dass en neie Prisong kënnt. Et ass net gesond, dass e présumé innocent - et soll een net vergiessen, dass e Prévenu présuméiert innocent ass - an enger Zell sëtzt mat engem, deen Détenu ass. An ech muss insistéieren,

och wa gesot gëtt, et wier keen direkte Kontakt: Ee vun deene schlëmmste Pädophilen, déi mer an eiser Geschicht hunn, deen 20 Joer Prisong kritt huet, ass ënnen an engem Trakt, wou hien d'Kanner da gesäit, déi am Haff spadséieren. Ech fannen dat net gesond. Ech kréie geäntwert: Jo, si hätte kee Contact direct. Mä duerch d'Fënster ass dat awer méiglech. An ech fannen dat op jidde Fall ëmmer dramatesch.

Et si verschidde Léisungen, déi proposéiert ginn, wéi de Bracelet électronique. Mir sinn an enger Testphas, ass gesot ginn. Ech wier frou wann de Minister eis haut kéint soen, wat d'Resultater sinn, wéi oft de Bracelet électronique benotzt ginn ass, wat dobäi erauskomm ass, ob dat elo probant war, bei wivill Leit dat gemaach ginn ass, wat d'Durée ass, wat d'Resultater sinn a wéi et elo weidergeet. Mä ech hoffen, dass den Här Minister da vun iergendengem matgedeelt kritt, dass ech d'Fro gestallt hunn, well hien elo net hei ass.

Iwwert d'Infrastrukture wollt ech och soen, dass et immens wichteg ass, dass déi Mineuren endlech aus deem Prisong verschwannen. Dat ass eppes, dovunner schwätze mer schonn iwwer zéng Joer. Well ech sinn elo aacht Joer hei an där Chamber an ech hu gemierkt, dass mer elo schonn déi lescht aacht Joer driwwer diskutéieren. Et wier Zäit, dass och eppes do géif geschéien an dass elo och endlech e Suivi bei deene jonke Leit kënnt.

D'Madame Jacobs huet mer jo gëschter guer net op meng Fro geäntwert, wéi ech gefrot hunn, wéi et wier mat deene Jonken, déi placéiert gi vun engem Riichter, well se eppes gestiicht hunn, an déi, déi placéiert ginn aus Protection de la jeunesse vis-à-vis vun Elteren, déi eng Gefor sinn, an déi alleguerten am Moment zu Dräibur sinn. Et ass net normal, dass do en Agresseur mat enger Victime zesummen ass. D'Madame Jacobs huet verstan, dass eng Victime Agresseur kéint ginn. Et war d'Fro net dowéinst. Wat katastrophal ass, dat ass, dass, well mer och net genuch Plaz hu fir jonk Leit, déi Victimë si vu verschidden Aggressiounen, déi an deeselwechte Foyer placéiert ginn, wéi do, wou och d'Agresseure sinn.

Mir hunn och virdru gesot: D'Gardienen - d'Giischtercher - hunn eng wichteg Roll am Prisong. Wann ee kuckt, wivill der krank sinn, wat de Suivi vu Giischtercher ass, wär et wichteg, déi och méi ze ënnerstëtzen.

A virun allem - mä et muss een awer soen, dass den Här Theis sech grouss Méi gëtt, fir ze kucken, all déi Komponenten, déi et am Prisong gëtt, zesummenzekréien - ass et net ëmmer einfach, mä wichteg, dass de Prisong net nëmme kee Polverfaass ass tëschent Détenuen a Personal, an dat ass jo scho ganz oft d'Situatioun, mä dass et och tëschent dem Personal an der Direktioun kee Gedeessems gëtt.

Här President, à propos Justice sinn och scho ganz vill Saache gesot ginn. Ech mengen, den Här Santer huet vill Punkten ervirgehuewen. Ech si frou, dass Dikrech dra virkomm ass, well ech muss Iech elo ganz éierlech soen, mir hunn och als Kommissioun d'Riichteren aus der Stad gehéiert. Mir hunn d'ganz Equipe gehéiert, mä d'Dikrecher Leit hunn heiansdo d'Gefill, dass se an dësem Land esou e bëssen e Stéifkand vun eiser Justiz wieren a se och ganz oft vergiess géife ginn. Ech si frou, wann an deem Text elo Dikrech iwwerall dran zitéiert gëtt.

Ech mengen, wann een en anstännegt Bezierksgeriicht wëllt zu Dikrech hunn, muss een och deene Leit d'Moyenë ginn, fir kënnen ze schaffen, an et soll een dann net nëmme kucken, wéi et an der Stad besser ka ginn, mä och wéi et zu Dikrech soll goen.

Wann een de Problem vun den Délaië kuckt, déi ganz oft zitéiert ginn, dann ass et esou, dass mir oft condamnéiert ginn, well et hei einfach ze laang dauert. Den Här Santer huet de Prinzip vun der Comparution immédiate e bësse kritiséiert, well e gesot huet, dass dat en Abattoir, eng Boucherie e bësse kéint sinn. En huet souguer en eminente Magistrat zitéiert, deen dat gesot huet.

Ech muss Iech awer soen, ech war d'lescht Woch um Geriicht Circulatiounsaffäre plädéieren, Affairë vun Excès de vitesse, déi iwwer e Joer al sinn. De Problem ass, eng Justiz muss awer do sinn, fir d'Leit ze sanktionéieren. Wann een ze séier gefuer ass oder de Gurt net un hat an et gëtt een iwwer ee Joer duerno oder - virdrun hat ech esou eng Affär - 19 Méint duerno op d'Geriicht geruff: Wou ass do nach de Rôle pédagogique a psychologique vun enger Peine? Deen ass jo wierklech dann net méi ze verstoen!

An dowéinst ass et scho ganz, ganz wichteg, dass d'Affären zimlech séier op d'Geriicht kommen an net esou spéit. Bon, normalerweis sinn et ëmmer dann eelef Méint an 29 Deeg, well bei de Contraventiounen d'Prescriptioun soss kënnt, mä ech fannen, et muss een um Tribunal d'arrondissement oder op jidde Fall beim Tribunal de police méi oft iwwert d'Ordonnance-pénalë fueren, well et bei den Ordonnance-pénalë ganz oft de Fall ass, dass bei engem Fall der gemaach ginn a bei deem anere Fall ginn der net gemaach an heiansdo huet een déiselwecht Situatioun. De Parquet jugéiert ëmmer d'Opportunitéit, fir eng Affär an d'Sitzung ze ruffen, an heiansdo versteet een net, firwat déi eng Affär dann an d'Sitzung geruff gëtt an déi aner net.

Wann een iwwert d'Dossiere schwätzt, muss een och den Accès zum Dossier net vergiessen. Ech mengen, wann Der eng Demande en liberté maacht, fir iergendeen aus dem Prisong ze kréien, oder fir iergendeng Restitutioun vun engem Objet, dann huet keen d'Méiglechkeet, den Dossier kucken ze goen. Weder d'Prévenuen nach eng Partie civile oder iergendeen anere kann den Dossier kucke goen - ausser dem Parquet. Dat heescht, de Parquet kennt ëmmer déi lescht Informatiounen, wann en an d'Chambre du conseil kënnt, an d'Sitzung kënnt, mä den Affekot, dee weess net, wat déi lescht Elementer sinn, déi an engem Dossier derbäikomm sinn.

Ech fannen dat net gerecht, an duerfir misst een och d'Méiglechkeet loossen an Zukunft, fir dass en Affekot oder Justiciabel op jidde Fall kéint en Accès zum Dossier kréien, dee méi grouss ass, wéi dat elo de Fall ass.

Bei der ganzer Justiz dierf een awer och net vergiessen, dass et verschidden Acteuren an der Justiz gëtt. Do ass fir d'éischt emol de Riichter an d'Fro, wéi e Riichter agestallt gëtt.

Ech fannen de System zu Lëtzebuerg net gutt. Zu Lëtzebuerg gëtt gekuckt, wie gutt Punkten huet. Deen, dee gutt Punkten huet um Cours complémentaire an duerno am Avouésexamen, kann da Riichter ginn. Dann ass ee Joer gesot ginn, dass awer nach géif gekuckt ginn, en Test psychologique mat de Leit ze maachen, en Entretien. Dat ass gemaach ginn, an do ware Leit, déi super Punkten haten, déi sinn net geholl ginn, an anerer, déi vill manner gutt Punkten haten, si geholl ginn.

Ech fannen dat net gerecht. Et soll e richtege Concours organiséiert ginn. Et soll eben einfach d'Méiglechkeet bestoen, dass een, dee wëllt Magistrat ginn, eben no sengem Avouésexamen e Concours ka maachen. Oder et gëtt gesot, et muss een eng Moyenne vun esou an esou vill hunn, fir kënne Magistrat ze ginn, an da mécht een e Concours no enger Formatioun oder e Concours d'entrée no sengem Avouésexamen, esou wéi dat a Frankräich ass. Do hu mer d'École Nationale de la Magistrature, déi zu Bordeaux ass. Do mécht een e Concours d'entrée op der ENM an da mécht een eng Formatioun an dann e Concours de sortie.

Et ass net normal, dass hei zu Lëtzebuerg am Fong e puer Leit décidéieren, wie Riichter gëtt, ouni dass do eng gewëssen Transparenz ass, ouni dass ee ganz genau Kritären huet, wou ee ka soen, et ass esou oder esou. Ech fannen dat net gesond fir e Rechtsstat.

À propos Magistratur muss ech och soen, dass d'Propositioun, déi mer hunn iwwert d'Introductioun zu Lëtzebuerg vun engem Conseil supérieur de la justice, ganz wichteg ass.

Ech wëll awer d'Nuancë bréngen tëschent der Motioun an dem Rapport. An dem Rapport vun der Commission juridique steet: «La Commission juridique accueille favorablement l'idée de l'institution d'un Conseil supérieur de la justice.» - an an der Motioun steet: «mener une réflexion approfondie».

Ech hunn de Rapport léiwer, Här President, vun der Commission juridique, well et méi positiv ass op jidde Fall wéi «mener une réflexion approfondie», wat jo dann e bësse méi Waasser an dat Ganzt bréngt.

Une voix.- Ce n'était pas l'intention.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ce n'était pas l'intention, mä da versti mer op jidde Fall, dass d'Intentioun an dee Wee geet, dass eis Commission juridique op jidde Fall méi favorabel ass fir dat eent a fir dat anert.

Wann een dat Ganzt awer kuckt, da soll een awer och iwwert d'Preventioun schwätzen a virun allem och iwwer alternativ Saachen. Wann een an d'Justiz kuckt, da gesitt Der, dass haut en Toxicomane zu Lëtzebuerg ganz oft bestrooft gëtt mat feste Prisongsstrofen.

Ech hunn héieren, an Dänemark hu se eng Alternativ. Een, deen net wëllt fest an de Prisong goe wéinst Toxicomanie, dee kann da méi eng laang Period op e Bauerenhaff schaffe goen, wou en och eng Pai kritt, déi blockéiert gëtt, a wou en dann op jidde Fall d'Méiglechkeet huet, och seng Suen ze halen a Perspektiven huet. Wann en awer positiv getest gëtt, muss e seng ganz Strof duerno awer ofsëtze goen an de Prisong. Ech fannen, dass et en Engagement ass vis-à-vis vun deene Leit, eng Responsabilisatioun vun deene Leit, an dat soll ee probéieren.

Ech fannen et traureg, dass een, deen haut zwou Boulettë Kokain bei sech huet oder Heroin, fir se ze verkafen, fir seng eege Consommatioun ze bezuelen, selwer als Kriminellen do behandelt gëtt an op jidde Fall dann an de Prisong kënnt, a guer net gekuckt gëtt, oder op jidde Fall net genuch gekuckt gëtt, wéi et em duerno geet.

Ech kann Iech do zeg Fäll opziele vu jonke Leit, wou een op gutt Lëtzebuergesch géif soen, et ass e Vull fir d'Kaz, well hei zu Lëtzebuerg einfach déi Leit wéi Krimineller behandelt ginn oder egal wéi, op jidde Fall net wéi krank Leit, a mer net déi anstänneg Infrastrukturen hunn.

Last but not least gëtt et an all Prozess och nach eng aner Partei am pénale Prozess, wat eng Victime ass. D'Victimë si frustréiert hei zu Lëtzebuerg. Als Victime gëtt een net informéiert, wéi de Prozess leeft. Elo wëlle mer dat jo ännere mat den Texter, wat och wichteg ass, mä eng Victime hei zu Lëtzebuerg kritt heiansdo da matgedeelt: Hei, deen doten ass fort. Dat war elo de Fall bei enger schlëmmer Affär, wou d'Leit duerch d'Press gewuer gi sinn, dass déi Persoun fort war, dat heescht eraus war aus dem Prisong, dass d'Chambre du conseil se lafe gelooss huet. Ech mengen, dat kann e psychologesche Schock fir déi Leit sinn.

Et wär wichteg, och um Tribunal selwer vläicht Psychologen ze hunn. Mir hunn um Tribunal Leit, déi Riichter sinn. Mir sollen een hunn, dee mat der Press schwätzt. Mä mir hunn awer guer keng Leit, déi sech um Tribunal selwer dorëm këmmeren. Mir hunn de SCAS selbstverständlech, deen do ass, mä wann déi Leit selwer net mam SCAS Kontakt huelen, hu mir um Tribunal guer keng Persoun do. Wann iergendeen eng Kéier do géif Problemer hunn, nervlech Problemer oder op jidde Fall géif zesummebriechen, géif ech et wichteg fannen, dass een och do e Suivi géif maachen, fir d'Leit och ze informéieren, ze suivéieren, a fir dass d'Victimen net d'Gefill hunn, dass et egal ass, wat se am Prozess ze dinn hunn.

D'Victimen hunn heiansdo selwer d'Gefill, dass se als Coupabel mat op der Bänk dosëtzen a guer net gehollef kréien, a wa se dann nach hir Rechter wëllen akloen an en Affekot brauchen, musse se deen och nach bezuelen. Ech mengen, mir hunn do en Text, deen déposéiert ginn ass. Et wär wichteg, dass mer deen als Chamber géife stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo e bëssen den Tour gemaach vun deene verschiddene Punkten, déi fir eis wichteg sinn. Ech wëll wierklech nach eng Kéier réitéréieren - non bis in idem, dat ass jo eng juristesch Maxim - an dem Här Santer hei am Numm vun eiser Fraktioun e ganz grousse Merci soe fir déi vill Aarbecht an dee gudde Rapport, deen en hei ofginn huet.

Mir kënnen dee mat zwou Hänn ënnerschreiwen, mä dat ass eng Saach. Wat méi wichteg ass, ass de Suivi. Mir wäre frou, wann e Suivi kéim. Dir hutt et virdru gesot, et musse Moyenen do sinn. Un eiser Partei wäert et net hänken, fir dass deen nächste Budget vill Moyenë gëtt, fir alles dat duerchzesetzen, mä mir sinn nëmmen zu zéng. Kuckt Är Fraktioun an Är vis-à-vis, da geet et duer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Elo huet déi honorabel Madame Christine Doerner d'Wuert.

Mme Christine Doerner *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Preparatiounsaarbechten zu dëser Debatt, réckbléckend betruecht, sinn net héich genuch anzeschätzen.

Ënnert dem Virsëtz vum honorabelen Här Patrick Santer hat eis Kommissioun den Optrag, d'Sécherheetssituatioun zu Lëtzebuerg ze iwwerpréiwen. Mir sinn an Etappe virgaangen. Fir d'éischt hu mer bei all deenen, déi sech hei zu Lëtzebuerg mam Strofrecht befaassen, Informatioune gesammelt. No Diskussiounen an der Kommissioun huet eise President sämtlech Analysen an engem remarquabele Rapport zesummegedroen. Zweeërlee huet sech hei erausgeschielt:

Éischtens, d'Veränneruge vun eiser Gesellschaft hunn och Auswierkungen op d'Strofgesetzgebung. Nei Forme vun Delikter sinn opgetaucht, anerer verléieren u Bedeitung, an d'Bestrofen an d'Behandlung vun de Schëllegen erfuerderen nei Weeër ze goen.

Eng allgemeng zweet Observatioun ass: Well et keng Gesellschaft ouni Kriminalitéit gëtt - dat wär eng Illusioun -, kann de Stat sech nëmme froen, awéiwäit a mat welche Mëttele sech d'Kriminalitéit op e Minimum beschränke léisst. Gutt Gesetzer kënne bis zu engem gewëssene Grad kriminalprophylaktesch wierken. Et ass zu engem groussen Deel dem Justizminister säi Verdéngscht, dass d'Delinquenz an deene leschte Joren ëmmer stabel bliwwen ass.

D'Justiz zesumme mat eiser Chamber hunn op dës nei kriminalistesch Situatioune mat zäitgeméisse materiellen a formelle Strofgesetzer reagéiert, entwéckele se permanent a lafend weider, an dat am Kader vun den europäesche Fräiheets- a Gläichheetsrechter. Am konventionelle Strofrecht hu mir Nobesserunge gemaach am Beräich vun der Tentative de vol et de viol.

Mir ginn awer och an dësem Rapport mam komplexen Thema vun der Gewalt konfrontéiert. D'Gewalt dobaussen op der Strooss gëtt oft staark iwwerschätzt, an d'Gewalt doheem an der Famill ënnerschätzt. No enger aler kriminologescher Wäisheet ass et méi wahrscheinlech, an der eegener Famill Affer vun engem Gewaltakt ze ginn, wéi an der ominéiser däischterer Gaass. Dofir ass haut d'Verhältnis vun engem Mann an enger Fra keng Privatsaach méi. Selbstverständlech nëmmen, wann et sech ëm d'Gewalt handelt.

Och d'Ekonomie an d'Finanzen hunn hiert Strofrecht. Et besteet d'Gefor, dass Lëtzebuerg opgrond vun eiser internationaler Finanzplaz mëssbraucht gëtt. Fir dass nei Wirtschaftsdelikten eis gutt Renommee am Ausland net éclabousséieren, hu mir légiféréiert an de Beräicher vun der Bestiechung, dem Insidertrading, der Cyberkriminalitéit an dem Bedruch mat Fälschung a mat Plastiksuen.

Lëtzebuerg huet sech awer och e gudde Ruff am Kampf géint d'Geldwäscherei an d'Terrorfinanzéierung geséchert. D'Blanchimentsgesetz ass niewent dem Finanzsecteur och op de Konschthandel an den Immobiliëmaart erweidert ginn. D'Affekoten, d'Réviseuren an d'Notairë si gehalen, dem Parquet économique Renseignementer iwwert de reelle Bénéficiaire vun enger Transaktioun matzedeelen.

Besonnesch problematesch ass awer d'Erfaassung vun Delikten, déi via juristesche Persounen, dat heescht Gesellschaften erfollegen. Lëtzebuerg kennt nach ëmmer de Prinzip: „societas delinquere non potest". Dat wëllt soen, nëmme physesch Persoune kommen als Täter a Fro. Dofir sollen och elo d'Administrateure vun engem Verwaltungsrot strofrechtlech poursuivéiert kënne ginn.

Wann et ëm organiséiert Verbrieche geet wéi Mënschenhandel, Zwangsprostitutioun, Autoschieber, Erpressung vu Schutzgelder, dann ass den Zeieschutz e wichtegt Thema. D'Erfahrung huet gewisen, dass grad an dësem Beräich d'Täter vill ze oft onbehellegt dovukommen, well et hinne geléngt, potenziell Zeien ze verschoteren. Bréngt de Parquet keng stéchfest Beweiser, mussen dës Verbriecher vum Geriicht fräigesprach ginn. Dofir soll den Zeieschutz, awer och den Afferschutz, an eis Strofprozessuerdnung ageschriwwe ginn.

Et kann een eisem Strofrecht virwerfen, dass sech nëmmen op den Täter zentréiert gëtt an nom Affer gëtt net gekuckt. Dat wëllt soen, hie gëtt sengem Schicksal iwwerlooss. D'Verletzunge vu senger kierperlecher, moralescher a sexueller Integritéit ginn net erfaasst. Souguer d'Medië schenken dem Affer net vill Attentioun. Aus Grënn vu Gerechtegkeet a sozialer Solidaritéit ass de Stat verflicht, sech mat der Situatioun vun den Affer vu Verbriechen ze befaassen.

D'Kriminalitéit huet eng international a mobil Dimensioun kritt. D'Grenze si fir d'Verbriecher en Avantage a plutôt eng Gêne fir d'Polizei an d'Justiz. Dofir ass en Haaptthema vun eisem Justizminister Luc Frieden déi europäesch grenziwwerschreidend Kooperatioun mat der Justiz an der Polizei.

Fir de Biergerinnen a Bierger an der EU en héicht Mooss u Sécherheet ze garantéieren,

sinn eng Rei vu wichtegen Instrumenter an deene leschte Jore geschaf ginn.

Mir hunn den europäeschen Haftbefehl, mir hunn d'DNA-Datenbanken, d'Konventioun Europol an Eurojust, de Prümer Vertrag, an och am Beräich vun der internationaler Rechtshëllef si Projeten ënnerwee.

D'Gesetzer sinn awer nëmmen esou gutt wéi si agehale ginn, an hei spillt eis Polizei eng grouss a wichteg Roll. Hir Aarbecht limitéiert sech net op d'Verbriechen ze reagéieren, mä leet ganz vill Gewiicht op d'Preventioun. Haut si bal 10% vun de Poliziste Fraen; vun 1.475 Polizisten hu mer 143 Dammepolizisten. An dës Damme si souwuel a Kommissariaten um Land wéi an de Chefetage present a representéiert.

Frae bréngen eng aner Qualitéit mat, vun där mir all profitéiere kënnen. Si si genausou dichteg a fit wéi eis Männerpolizisten. Si verloosse sech méi op hir Kommunikatiounsfäegkeet wéi op hir kierperlech Kraaft. Si kënnen déi männlech geprägte Polizei e Stéck weiderbréngen. Si reagéieren effizient op Noutriff géint Gewalt am Stot, déi ëmmerhin d'Halschent vun alle Polizeiurgencen an de Gewaltverbriechen ausmaachen.

Niewent de Fraen huet eis Polizei awer och berufflech Quereinsteiger. Dat heescht Ekonomisten, Finanz- a Computerspezialisten. Mir duerfen net vergiessen, dass zum Beispill komplizéiert Fraudes fiscales mat Ramificatiounen am Ausland nëmmen ënner gréisste Schwieregkeeten a prononcéierte Fachkenntnisser kënnen opgedeckt ginn.

Am Ausland huet sech iwwregens erwisen, dass e Polizeicorps, deen net nëmmen op déi klassesch Polizeicarrière setzt - déi selbstverständlech ganz wichteg ass -, mä sech och anere Beruffer opmécht, iwwer eng gutt Betribskultur verfügt. An dat ass net ze ënnerschätzen, well Polizist ass keen einfachen Job.

Polizistinnen a Poliziste si mat haarde Situatioune konfrontéiert, déi oft ganz schnell ënner physeschen a psycheschen Uspannunge gemeeschtert musse ginn. Et geet erëm Rieds vun enger biergernoer Polizeiaarbecht, vun engem partnerschaftleche Verhältnis mat de Bierger.

Am Grond handelt et sech hei ëm Polizei, déi am Quartier bekannt ass, déi e gutt Gespür fir d'Uleies vun de Mënschen huet. An alles dat zesumme mat den Agents municipaux, déi sech ëm d'Anhale vun de Gemengereglementer solle bekëmmeren. Dat alles dréit wesentlech zum Sécherheetsgefill vun der Bevölkerung bäi.

Mat der Sécherheet ass nämlech net ze spaassen. D'Attacken zu New York, Madrid, London an och d'Voitures piégées déi lescht Woch an England werfe Froen op. Et sinn net nëmme Froen no den Attentäter an hiren Hannermänner, mä och Froen no der Sécherheet vun eise Stied.

Fir dësen neie Risiken a Phenomeener vun der Kriminalitéit effikass ze begéinen, kann de Stat op speziell Iwwerwaachungsmethoden zréckgräifen. Entscheedend ass hei net ëmmer d'Iwwerwaachung, mä och d'Späicherung an d'Auswäertungsméiglechkeete vun dësen Donnéeën. De Schutz vum eenzelne Bierger muss och hei garantéiert bleiwen. Well d'Problematik ass, dass net nëmmen de Schëllegen, mä och eventuell Drëttpersoune betraff kënne ginn, déi mat den iwwerwaachtene Persounen a Kontakt stoungen.

Bei der Verwendung vun den Informatioune stelle sech dofir d'Froe vum Beweisrecht a vum Dateschutz.

„Wien e gutt Gewëssen huet, brauch d'Videobewaachung net ze fäerten." - Dës landleefeg Meenung geet awer net duer.

D'Politik huet och d'Aufgab, op Minoritéite Rücksicht ze huelen, déi skeptesch op dës nei Iwwerwaachungstechnologië reagéieren a se als Gëft fir hir perséinlech Fräiheet emfannen. D'Fro ass also, wéi wäit d'Polizei an aner strofrechtlech Autoritéiten an der Uwendung vu geheimen Iwwerwaachungsmethode goen duerfen.

Hei si verschidde Kritären ze bëuechten: eng kloer Rechtsgrondlag; e geziilten Asaz op sensibele Plazen; e verstännege Grond; d'Ofweie vun der Sécherheet déi eng Säit an de Schutz vun der Privatsphär déi aner Säit, an dat selbstverständlech no de strengen europäeschen Dateschutzrechter. Da sinn d'Kameraen net den Doud vun der Fräiheet.

An deene meeschten europäesche Länner iwwregens gehéiert haut mëttlerweil d'Videoiwwerwaachung zum Alldag. Wa Lëtzebuerg sech dee Moyen net géif ginn, kéinten hei geféierlech international Lücken entstoen, déi mir haaptsächlech spiere géifen am Kader vun der Schengen-Kooperatioun. De Stat wëllt d'Leit net ausspionéieren, mä appeléiert un d'Eegeverantwortung vu jidder Biergerin a Bierger.

Am Internet gi mir all, emol gewollt, emol ongewollt, ouni Bedenken net nëmmen eis Kreditkaartnummer, mä nach vill aner ganz perséinlech Donnéeën an, och mat esou Date kann ee mat e bësse Geschéck e ganz kloert Bild vun eiser Persoun molen.

Fir eis Geriichter ze entlaaschten, ass 2005 de Plan pluriannuel votéiert ginn, deen d'Effektiver vun de Riichter an de Greffieren eropgesat huet an dee mëttlerweil exekutéiert ass. Am Mäerz 2006 sinn d'Ermëttlungsmoossnamen duerch d'Mini-Instruction manner schwéierfälleg ginn. Bei klengen a klengste Strofdoten huet de Parquet d'Méiglechkeet, eng Affär ze klasséieren. Dësen Opportunitéitsprinzip soll bleiwen, mä no kloren a faire Kritäre geregelt ginn. Fir d'Zil „Die Strafe folgt der Tat auf dem Fuß" net ze verfeelen an de Risiko vun enger Verjährung ze vermeiden, soll de Parquet de Plaignant mat Zäiten informéieren, an dat a räsonnabelen Délaien. Esou kann dës Persoun eng Citation directe um Tribunal maachen.

Mä d'Vereinfachung an d'Accélératioun vun de Prozedure gëllen awer och an éischter Linn fir déi Leit, déi ënnert hirer eegener Strofdot leiden. Et soll een hinnen den Drock vun enger laanger an deierer Prozedur an d'Waarden erspueren.

Haut huet de Riichter ee Katalog vun alternative Moossname wéi d'Médiation pénale. Wann den Täter an de Geschiedegten averstane sinn, da kann de Parquet dëse Fall aussergeriichtlech traitéiere loossen. Wann eng Besserung oder Resozialiséierung ze erwaarden ass, gëtt de Prisong duerch eng Geldstrof ersat oder de Prononcé vum Jugement gëtt ganz einfach suspendéiert. De Riichter huet och d'Méiglechkeet, e Sursis intégral, partiel oder probatoire ze froe respektiv déi Travaux d'intérêt général auszespriechen. Hei kéint een drun denken, nei Méiglechkeeten an Netzwierker ze schafen, fir dës Travaux d'intérêt général an der Praxis gutt ëmzesetzen.

Dëse Rapport huet finalement och den Ustouss ginn, eise Bléck geziilt hannert d'Mauere vun de Prisongen ze riichten. De Winston Churchill hat e Sproch:...

M. Charles Goerens *(DP).*- Hien hat der vill.

(Hilarité)

Mme Christine Doerner *(CSV).*- Zu deem Moment war hien nach net Chef d'État.

...„Déi mënschlech Zivilisatioun vun engem Land kann een dorunner erkennen, wéi ee mat senger Kriminalitéit a mat senge Leit an de Prisongen ëmgeet." Dat heescht, d'Prisongsproblematik ass ëmmer an enger Evolutioun.

Hei zu Lëtzebuerg ass de Prisong eng reng staatlech Aufgab. D'Positioun vun de Gefaangene verdéngt eis Opmierksamkeet, well mir wëssen, dass d'Mënscherechter gëllen och hannert de Prisongsmaueren. D'Evaluatiounsindicateure vun engem Prisong sinn: d'Sécherheet vu bannen an no baussen, de Kascht, d'Gesondheetssoinen, d'Fortbildung, d'Fräizäit, d'Kontakter mat der Aussewelt, de Management an d'Disziplin. Trotz der Komplexitéit vun dësem Sujet kënne mir feststellen, dass eis Prisongen den europäesche mënscherechtleche Standarden entspriechen.

Am Interessi vun de Gefaangene sinn ëmmer erëm Verbesserungen ze maachen, an dat haaptsächlech um Plang vun der Réinsertioun an eis Gesellschaft. Mir dierfen hei déi wäertvoll Aarbecht vum SCAS, vum Info Prison an och deenen aneren Organisatiounen net ënnerschätzen. Um Buedem vun der Realitéit musse si dës Resozialiséierungsaarbecht an der Praxis ëmsetzen.

Awer a ville Fäll ass et keng sënnvoll Léisung, e Condamnéierten einfach anzespären. Dofir ginn ëmmer erëm nei Forme vun alternativem Strofvollzuch agefouert. Zum Beispill bei kuerze Prisongsstrofen ass eng Mëschung vu Fräiheet a Gefaangeschaft, dat wëllt soen déi Semi-Liberté, méiglech respektiv d'Suspensioun vun der Exécution de la peine an och elo de Bracelet électronique.

D'Zil ass hei eng besser Resozialiséierung, well d'Réckfallquot gëtt domadder massiv reduzéiert. Déi veruerteelt Persoun kann hir Aarbecht oder hir Ausbildung fortsetzen. En Auslänner, dee bei eis emprisonnéiert ass, kann awer och ënner verschiddene Viraussetzunge froen, seng Fräiheetsstrof a senger Heemecht ofzesëtzen. All dës Mesurë wäerten och ekonomesch e bessert Resultat bréngen.

Fir ofzeschléisse muss ech dem Rapporteur félicitéiere fir säin exceptionell gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, an dat am Intérêt vum Lëtzebuerger Strofrecht. Meng héich Unerkennung geet och un all Autoritéiten, déi mat hire wäertvolle Gedanken an Äusserungen dësem Rapport dat néidegt Gewiicht ginn hunn. Dësen Débat gëtt eis d'Opportunitéit, eis mat der Entwécklung vum Lëtzebuerger Strofrecht ausenanerzesetzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry!

Duerno kënnt den Här Braz, an dann den Här Gibéryen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass net déi éischte Kéier, dass mir hei an der Chamber iwwer Froe vu Sécherheet diskutéieren. Et ass wouer, dass et schonn op 1986 zréckgeet, dass mer eng Orientéierungsdebatt haten iwwert déi dote Fro, mä an der Tëschenzäit hunn hei eng ganz Rëtsch vun Interpellatioune stattfonnt zu Deelaspekter vun deem doten Thema an hu mir och iwwert de Wee vun Diskussioune ronderëm eenzel Gesetzesprojeten d'Geleeënheet gehat, eng Rei vu prinzipielle Froen zu dësem Thema ze behandelen.

Dës Debatt ass gutt preparéiert ginn an der zoustänneger juristescher Kommissioun a mir hunn, mengen ech, a Form vum Rapport vum Patrick Santer och e ganz flott a komplett Dokument, wat eng gutt Virlag ass fir eis Diskussioun vun haut de Mëtten.

Ech wëll am Numm vu menger Fraktioun e bësse méi Prinzipielles soen, wéi mer als LSAP wëllen u Sécherheetsfroen erugoen, an da méi op d'Froe vun der Polizei a vum Afferschutz agoen. Meng Kolleegen, de Jempi Klein an d'Lydie Err, wäerten duerno aner Aspekter vun der Problematik behandelen.

Mä fir eis Partei ass et kloer, dass d'Recht op Sécherheet e Grondrecht vun all Mënsch ass, an et ass um Stat dofir ze suergen, dass dëst fundamentaalt Recht vum Bierger op Sécherheet vu senger Persoun a Sécherheet vu senge Gidder och garantéiert gëtt.

Am Grondsazprogramm vu menger Partei ass d'Sécherheet zu engem vun de véier Grondwäerter vun der Aktioun vun de Sozialisten erhuewe ginn. Als Sozialiste schwätze mir eis fir eng Sécherheet am breede Sënn aus, dat heescht fir eng Existenzsécherheet aus.

Mir sinn der Meenung, dass grad déi sozial méi Schwaach op eng ambitiéis, eng effizient Sécherheetspolitik ugewise sinn. Déi Leit, déi iwwer e gewëssene Revenu verfügen, kéinte sech à la rigueur hir Sécherheet kafen. Een, deen iwwer net vill Revenu verfügt, kann dat net maachen. Hien ass drop ugewisen, dass de Stat senger Aufgab nokënnt an dofir suergt, dass säi Grondrecht op Sécherheet garantéiert bleift. Sécherheet ass selbstverständlech och eng Viraussetzung fir de gesellschaftlechen Zesummenhalt am grousse Ganzen.

Ech wëll awer gradsou soen, dass fir eis Fraktioun Sécherheet sech net drop beschränkt, fir méi Polizeipresenz ze froen an ëmmer erëm nei Gesetzer auszeschaffen. Och dat gehéiert dozou, mä dat ass an eisen Aen net onbedéngt dat Wichtegst. Ech mengen, d'Effikassitéit vun dem Asaz fir Sécherheet bedéngt och eng Ausenanersetzung mat de sozialen, de wirtschaftlechen, den institutionellen Ursaache vun der Delinquenz, dem Netrespekt vu Regelen am Zesummeliewen an enger Gesellschaft.

An déi ursprénglech Ursaache vun der Onsécherheet verlaangen deemno Verstäerkung vu politeschen Aktiounen a sämtleche Beräicher, déi mer hei aus Zäitgrënn haut net konnte behandelen, mä déi awer wichteg sinn, wann ee wëllt eng dauerhaft, eng nohalteg Léisung erbäiféieren; Asaz am Beräich vun der Schoul a vun der Ausbildung, am Sozialwiesen, am Urbanismus an an anere Beräicher.

Duerfir setze mer eis fir d'Schafe vun engem grousse Service public vun der Sécherheet an. E Service public, zu deem jiddferee muss Zougang hunn, e Service public, dee capabel ass, dem Striewen no Sécherheet an eiser Gesellschaft ze entspriechen.

Ech wëll drun erënneren, dass ënner direkter sozialistescher Verantwortung an der Regierung eng ganz Rëtsch vun Initiativen an deem Sënn iwwert déi lescht Jorzéngte geholl si ginn. Och un e Robert Krieps wëll ech erënneren, deen oft vill kritiséiert ginn ass fir dat, wat hie gemaach huet, mä deen awer effektiv d'Suerg hat, d'Sécherheet ze garantéieren, an awer gläichzäiteg och d'Suerg hat, Fräiheeten an individuell Rechter net opzeginn. An duerfir mengen ech si seng Initiativen am Beräich Afferschutz, seng Initiativen och am Beräich moderne Strofvollzuch eigentlech net méi ewechzedenken a ginn haut - dat berouegt een - net méi fundamental a Fro gestallt.

Ech wëll och drun erënneren, dass et fäerdeg bruecht ginn ass an der Vergaangenheet, eng komplett Reorganisatioun vun eise Polizeikräften duerchzefëieren; Fusioun vu Gendarmerie a Police verbonne mat enger neier Rekrutéierungsform an enger neier Ausbildung fir déi Polizeiberuffer. Och dat ass eng fundamental Reform gewiescht, déi och haut net méi ewechzedenken ass an déi och kee méi wëllt a Fro stellen a wou ech mat Satisfaktioun wëll feststellen, dass déi Optiounen, déi 1999 am Gesetz festgehale gi sinn, och konsequent duerno an der Praxis an d'Realitéit ëmgesat si ginn.

Haut schaffe mer also hei als Regierungspartei, an eiser Fraktioun, an der Chamber un der Weiderféierung vun deenen dote Reformen. Mir mengen, dass een net ka stoe bleiwen, well munches sech an deem Beräich weiderbeweegt huet an amgaang ass sech ze bewegen, an dass mer awer selbstverständlech weider d'Suerg mussen hunn, dat Gläichgewiicht tëschent Rechter a Fräiheete vum Eenzelnen op där enger Säit an der Noutwendegkeet vun engem sécheren, harmoneschen Zesummeliewen op där anerer Säit ze erreechen.

Mir däerfen op kengem A blann sinn, weder op deem vun der Preventioun nach op deem vun der Repressioun. An ech mengen, dass dee Sproch vum Tony Blair sécherlech och fir eis ka gëllen, wann och munch aneres net onbedéngt eis Zoustëmmung fënnt, dass een haart muss si géint d'Kriminalitéit, mä awer och haart an entschlosse géint d'Ursaache vun der Kriminalitéit muss virgoen.

Mir hunn eis dofir och als Partei ni hiräisse gelooss, fir e parteipolitescht Spill ze maache mat engem relativ breet verbreetent Gefill vun Onsécherheet, wat eenzel Kategorien an der Bevölkerung hunn. Mir hunn ëmmer probéiert eng Versachlechung vun der Debatt an där doter Fro ze erreechen. A mir stoungen oft bal eleng do, wann et dorëms gaangen ass.

Ech weess net, wéi ech déi Positioun vun der Demokratescher Partei kann haut interpretéieren, déi ganz ferm op dem Punkt vun der Verdeedegung vun de Mënscherechter war a gesot huet: Am Zweifelsfall éischter individuell Rechter héichzehalen, wéi d'öffentlech Sécherheet héichzehalen.

Wann een awer kuckt, wat d'Positioune vun därselwechter Demokratescher Partei iwwert déi lescht Jore waren - an ech hat jo awer de Privileg vu Jore fir eng Zäit hei derbäi ze sinn, och als Minister vun der Force publique, an hunn nach a gudder Erënnerung wat sengerzäit vum mandatéierte Spriecher vun der Demokratescher Partei hei am Parlament zu Sécherheetsfroe gesot ginn ass. Do ass wéineg Rieds gaang vun der Noutwendegkeet fir déi individuell Rechter bäizebehalen, mä et ass virun allem e ganz düstert, schwaarzt Bild gemoolt gi vun der Sécherheetssituatioun hei zu Lëtzebuerg. Et hat ee praktesch Angscht fir nach op d'Strooss ze goen.

An ech erënnere mech hei u grouss Riede vum Här Grethen zu där doter Fro, deen hei praktesch alles schlechtgeriet huet wat gemaach ginn ass a gesot huet, dass eng onerträglech Situatioun hei zu Lëtzebuerg war/wier. Ech ka mech un Aussoe vum Här Rippinger zu därselwechter Fro erënneren. Dat war eng ganz aner Tonalitéit wéi déi, déi ech haut bis elo an der Debatt hei vu Vertrieder vun der Demokratescher Partei héieren hunn.

Ech erënnere mech nach un déi grouss Ausenanersetzung, déi ech all Joer mat der Madame Polver hat, wann ech als Minister d'Statistike vun der Polizei virgestallt hunn. Da war eng Géigepressekonferenz vun der Madame Polver, déi do gesot huet: Ma neen, sou gutt wéi de Minister et duerstellt ass et net, et ass alles vill méi schlecht a puncto Sécherheet hei zu Lëtzebuerg!

Dobäi gesäit een, wann een haut d'Zuele kuckt, dass se an deene Jore praktesch déiselwecht wéi haut waren. Ech wëll hoffen, dass dat Bild, wat d'Demokratesch Partei

haut an dëser Debatt vu sech ginn huet, der Wierklechkeet entsprécht an dass dat effektiv dann e Broch duerstellt mat där méi populistescher Positioun, déi déi Fraktioun ganz oft a Sécherheetsdebatten hei an der Chamber virbruecht huet, besonnesch natierlech wa se an der Oppositioun war; wat se jo och elo ass.

(Interruption)

Och aner Leit sinn net ëmmer gefeit géint, géif ech soen, e bëssen Ausrutscher an deem dote Beräich. Dat gëllt och fir de Justizminister, deen och an der Vergaangenheet emol Aussoe gemaach huet, déi an eisen Aen e bëssen iwwert d'Zil erausgaange sinn, ze vill ausschliesslech d'Gewiicht op de Sécuritéitsaspekt geluecht hunn an net genuch gläichzäiteg och betount hunn, dass och aner Aspekter berücksichtegt musse ginn, dass praktesch eng Wäerterofweiung muss permanent vu Fall zu Fall an där heiter Matière geschéien. Mir mengen, dat soll net elo d'Haaptsuerg vun dëser Debatt sinn.

Mir wäerte weider weider matschaffen, wann et hei drëm geet, objektiv, friddlech wann et muss sinn, eenzel Initiative vun der Regierungssäit ze kucken. Dat hu mer an der Vergaangenheet gemaach. Ech erënneren un déi Diskussioun, déi mer ronderëm déi sougenannten «Lex Greenpeace» hei an dësem Parlament an der leschter Legislaturperiod haten, wou ech och den Androck hat, dass d'Demokratesch Partei déi an hirer Zäit awer mat am Regierungsrot guttgeheescht hat a wou schlussendlech awer no enger flotter Diskussioun, déi mer hei an der Chamber haten, gemeinsam décidéiert ginn ass, och vun der Regierung, fir net méi ze insistéieren op deem dote Projet an dee Projet dann och zréckzezéien.

Sou soll et och an all deenen anere Froe goen, wou mer keng virgefaasste Meenung hunn, wou mer bereet sinn, de Pro an de Kontra unzehéieren an ofzeweien, wann et drëm geet, iwwert den Témoignage anonyme ze diskutéieren, wann et drëm geet, iwwert d'Froe vun der Kameraiwwerwaachung ze diskutéieren oder nei Observatiounstechniken, déi solle legaliséiert ginn.

Do soll ee vu Fall zu Fall kucken, an ech mengen, dass do ëmmer manner de Prinzip selwer a Fro gestallt ass vun deene Moossnamen, déi proposéiert ginn, mä éischter d'Modalitéiten ënnert deenen déi Moossnamen do sollen oflafen. An ech mengen, dass mer bis elo och do besonnesch an der juristescher Kommissioun ëmmer, souguer iwwer all Parteigrenzen eraus, konnten eng flott, sachlech Diskussioun zu deenen Theme féieren. Mir wënschen eis als LSAP-Fraktioun, dass dat och an Zukunft wäert kënnen esou bleiwen.

Ech wëll awer och hei richteg verstane ginn an et muss een och eng aner Wourecht hei soen. Wann ee seet, Sécherheet ass e politescht Zil, wat mer hunn, da muss een och bereet sinn, sech d'Mëttelen ze ginn, fir déi Ziler do ze erreechen a legal a materiell Viraussetzunge schafen, dass déi Ziler och kënnen erreecht ginn.

Wann ee gemeinsam feststellt, dass d'Kriminalitéit och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi komplex gëtt, dass d'Kriminalitéit eigentlech och ëmmer méi gewaltbereet gëtt, dass och d'Delinquenten ëmmer méi op modernst technesch Mëttelen zréckgräifen, da muss et selbstverständlech sinn, dass Polizei- a Justizorganer mat deeneselwechte Mëttele kënnen äntwerten op déi nei Erausfuerderungen, déi kommen.

Mir musse also dofir suergen, dass se souwuel am preventive Beräich wéi och am repressive Beräich kënnen op déi nei Erausfuerderungen, déi nei Forme vu Kriminalitéit reagéieren. Selbstverständlech am Respekt vum Prinzip vun der Verhältnismëissegkeet vun de Mëttelen am Kader vun enger Definitioun vun engem prezise legale Kader mat den appropriéierte Kontrollmechanismen. Dat ass dat, wéi mir eis dat virstellen. An ech kann eigentlech net erkennen, dass mer bis elo aus deem Kader an iergendenger Form erausgetratt wären.

Wann een e bësse méi genau op déi lescht Zuele kuckt, dann entdeckt een op där enger Säit, dass mer feststelle kënnen, dass mer eng relativ positiv Entwécklung hunn. Am Beräich vun den enregistréierte Strofdote stellt een op eng mëttelfristeg Period praktesch eng Stagnatioun fest. Et gëtt Variatioune vu Joer zu Joer, déi awer eigentlech weisen, wann ee se iwwer fënnef, sechs Joer kuckt, dass eigentlech d'Gesamtzuel vun de Strofdoten, déi hei gemooss ginn zu Lëtzebuerg, déi enregistréiert gi vun eisen offiziellen Organer, praktesch stationär bleift.

Ech stellen och fest, dass mer eng Opklärungsquot hunn, déi liicht Tendenz huet no uewen ze goen, déi natierlech an eenzelnen Delikter relativ niddreg bleift, wat net zefridde stellend ass. Mä och do denke mer eis jo, dass e méi staarke Réckgréff op d'Police scientifique an op aner Methoden et wäert iwwer laang Zäit erméiglechen, fir och do nach besser Resultater kënnen opzeweisen - wou och natierlech d'Kollaboratioun mat de Polizeiorganer ronderëm Lëtzebuerg och e ganz wichtege Punkt ass, an do ass jo an deene leschte Jore ganz konsequent en Opbau gemaach ginn, an dat fonctionnéiert och eigentlech ëmmer besser.

Ech stellen och fest, dass d'Zuel vun den Uerteeler op de Strofgeriichter amgaang ass eropzegoen, dass de Stock vun den Affären eigentlech och esou ass, dass et misst méiglech sinn, mëttelfristeg och do eng Verbesserung vun der Situatioun nach ze kréien. - Alles dat sinn eigentlech éischter méi positiv Indicer, déi ee feststellt.

Op där anerer Säit muss ech awer och hei nach op eng Zuel agoen, déi ech eigentlech hu missen zesummendroen, well se aus den offizielle Rapporten net esou ervirgaangen ass. Dat ass d'Zuel vun de klasséierten Affären. D'Zuel vun de klasséierten Affären hei zu Lëtzebuerg ass nach wie vor relativ héich. Déi läit fir d'Joer 2005-2006, wann ech elo déi Zuel vum Parquet Lëtzebuerg an déi vum Parquet Dikrech zesummerechnen, bei 6.430 Dossieren, déi an engem Joer hei zu Lëtzebuerg klasséiert gi sinn.

Ech géif soen, dass et do sécherlech an iwwer 90% vun de Fäll gutt Ursaache gëtt, fir dat doten ze maachen. Ech mengen, et sollt een och dee Prinzip vum Klassement net a Fro stellen, mä nach musse mer eis natierlech Regele ginn, Kritäre ginn, no deenen esou Affäre klasséiert ginn, fir dass do Transparenz an dee Klassementsmechanismus erakënnt.

Dat ass, mengen ech, eng legitim Ufuerderung, déi e Justiciabel och kann un eise Justizsystem stellen. Virun allem soll een awer och an Zukunft Aussoe vermeiden an déi Richtung, fir ze soen, et wéilt een, dass an Zukunft all Delikter net méi dierfte klasséiert ginn, dass also all Affär sollt verfollegt ginn. Esou eng Ausso ass vum Justizminister nach an der viregter Mandatsperiod gemaach ginn. Déi ass net ze halen, esou eng Ausso. An déi gëtt herno dann och, mengen ech, kee gutt Bild, wann een dat da mat den tatsächlechen Zuele vergläicht. Och do soll ee realistesch sinn, mä et soll ee probéieren, déi Klassementsprozedur a méi e kloer definéierte legale Kader ze setzen.

Mir wëssen och, dass mer opgrond vun internationale Verträg jo och gehale sinn, dass all déi Prozeduren an engem räsonnabelen Délai ofgeschloss ginn. Duerfir ass et och wichteg, dass een also mat Zäit d'Klassement vun engem Dossier matdeelt, well soss kënnt een an aner Diskussiounen eran, wat de Fonctionnement vun der Justiz an d'Rechter vun deem eenzelne Bierger ugeet.

E puer Wuert zur Polizei. Mir hate scho virun e puer Joer hei eng Kéier eng éischt Bilanzdiskussioun ronderëm d'Reorganisatioun vu Police a Gendarmerie. Dee Bilan war grosso modo positiv, an un deem Bild - mengen ech - huet sech och näischt geännert, wann een déi Diskussioune kuckt, déi mer an der zoustänneger Chamberskommissioun mat deenen eenzelnen Acteuren an deem dote Beräich haten.

Et gëtt Diskussiounen doriwwer, ob déi Servicer, déi als éischt elo opgebaut ginn, déi richteg waren. Doriwwer huet vläicht d'Hierarchie vun der Police eng aner Meenung wéi d'Gewerkschaften, mä dat soll net elo eis Haaptsuerg an dëser Diskussioun haut sinn.

Wichteg ass awer, an dat ass ee Mérite vun der viregter Regierung an och vun dëser Regierung, dass konsequent d'Effektiver opgebaut si ginn, dass konsequent rekrutéiert ginn ass. Duerch de Changement an eisem Rekrutéierungsmodus hu mer et och fäerdeg bruecht, genuch Kandidaten ze kréien, fir déi Posten ze besetzen. Sou dass mer also elo an der Situatioun sinn, dass mer wahrscheinlech an de Joren 2009, 2010 spéitstens um Effectif légal ukomm sinn, wéi et am Gesetz vun 1999 virgesinn ass. Dat war eigentlech och déi Zilsetzung, déi mer sengerzäit haten, fir ze soen, an zéng Joer sollt ee kucken op deem Effektiv ze sinn, deen d'Gesetz och autoriséiert.

Wichteg ass et, dass een och an Zukunft ëmmer erëm Suerg huet, dass déi Effektiver vun der Police sech parallell entwéckelen zu der Bevölkerungszuel a parallell entwéckelen zu de Missiounen, déi d'Police kritt. An och wann nei Missioune bäikommen, muss selbstverständlech och gekuckt ginn, dass dat Personal do ass an déi materiell Viraussetzung do ass, dass och déi nei Missioune vun der Polizei kënnen ënner uerdentleche Bedingunge gemaach ginn. Do kënnt jo elo déi nei Aérogare, déi opgeet - och do gëtt zousätzlecht Personal gebraucht. Deem muss een also och Rechnung droen.

(Mme Lydie Err prend la Présidence)

Et muss een also och an deenen zwou Filièren, der polizeilecher Filière an der ziviler Filière, an Zukunft weider rekrutéieren, do wou et néideg ass.

Besonneschen Akzent muss och geluecht ginn op d'Formatioun; op d'Formatioun, déi geschitt an der Polizeischoul - do sinn eigentlech och ganz gutt Resultater erreecht ginn -, awer och virun allem op d'Formation continue an op d'Spezialisatioun, déi wichteg ass, fir gewësse Missioune kënnen ze erfëllen.

Eng Suggestioun, déi ee vläicht kënnt iwwerhuelen, dat ass déi, dass ee bei der Carrière vum Brigadier géif d'Formation de base, déi ee verlaangt, liicht eropsetzen. Dat ass sécherlech néideg, fir do och déi Leit ze kréien, déi een op där doter Plaz brauch.

D'Fro vun der Cité policière ass gestallt, selbstverständlech. Mir wësse jo, firwat dass d'Regierung dee Projet zréckgestallt huet. Ech huelen un, dass, wéi aner Projeten och, déi zréckgestallt gi sinn, dat nach eng Kéier frësch gekuckt gëtt, fir dann eventuell och dann op d'Schinne gesat ze ginn.

E Problem, dee sécherlech nach bleift, dat ass e Problem, dee sech situéiert an der Police judiciaire, déi staark ausgebaut ginn ass iwwert déi lescht Joren. Mä wann een do awer erëm de Rapport d'acitivité och vum Procureur hei an der Stad liest, gesäit een, dass nach e Problem besteet an der Dauer vun notamment der Behandlung vun den Dossieren am Beräich vun der Wirtschafts- an der Finanzkriminalitéit, wou et also och wichteg ass, dass och op deem doten Niveau an der Polizei wéi um Geriicht déi Leit mat den néidege Spezialisatiounen en nombre suffisant do sinn, fir an uerdentlechen Délaien och déi dote komplex Dossiere kënnen ze bewältegen.

Zum Schluss nach e Plädoyer fir ee Polizeicorps hei zu Lëtzebuerg. Mir haten der zwee. Mir hunn een doraus gemaach. Et geet net, dass mer op Ëmweeër erëm géifen nei Polizeicorpsë schafen, sief dat eng nei kommunal Police oder sief dat eng Douane, déi och géif eng Aart Police erëm ginn. Dat - menge mir als LSAP-Fraktioun - wär net de richtege Wee. Do soll ee sech selwer konsequent bleiwen.

Et soll een do also punktuell sécherlech eng Rei vu Reformen duerchzéien. Bei den Agents municipaux kënnte mer eis virstellen, dass esou Agents municipaux kënnen als Zousaz zu der Police fonctionnéieren, mä ouni Waffen, ouni d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire oder vum Agent de police judiciaire ze hunn, mat kloer begrenzte Kompetenzen, wat d'Iwwerwaachung haaptsächlech vu Polizeireglementer an der Gemeng géif ugoen.

Ech mengen, do ware mer eis an der Kommissioun och grosso modo eens, dass dat dote kënnt eng Fro sinn, wou mer vläicht endlech da géifen en Duerchbroch erzilen, no laangen, laangen Diskussiounen zënter den 90er Joren.

Allerlescht Wuert zum Afferschutz, dat läit mer um Häerz. Ech hunn am Joer 2001 eng Proposition de loi hei erabruecht am Numm vu menger Fraktioun. Do läit och e Gesetzesprojet vun der Regierung vir.

Fir mech wär et wichteg, dass mer do eis Aarbechte géifen ufänken. Wann den Avis vum Statsrot net kënnt, mengen ech awer, dass dat doten esou e wichtege Punkt wär, dass mer deen an der zoustänneger Parlamentskommissioun scho kënnten diskutéieren, well et eng Fro ass, déi sécherlech fir vill Diskussiounen am Detail wäert suergen, mä awer eng kruzial Fro ass fir eist Verständnis vum Fonctionnement vun der Strofjustiz, wou mer musse vun engem System, wou bis elo ëmmer de Prévenu eigentlech am Zentrum vun de ganze Regele stoung, eriwwergoen an e System, wou d'Affer vun der Strofdot géif an den Zentrum vun der Strofprozessuerdnung réckelen, mat all deene Rechter, déi dat och bedeit, mat all deem Statut, deen en Affer muss kréien an engem moderne Strofsystem. Dat ass dee Wonsch, dee mer hätten a mir wëlle weider doru schaffen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme la Présidente.- Merci, Här Bodry. Bleift Der nach eng Minutt hei, fir eng Fro vum Här Bettel ze beäntweren?

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech hu just, well de President vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei sech jo vill Froe stellt iwwert d'Demokratesch Partei, mer selwer just d'Fro gestallt, wat hien dann als President vun där Décisioun hält vu Keel. Hien huet elo guer net geschwat iwwert d'privat Firmaen. Ass hien als President vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei dofir, d'Sécherheet ze privatiséieren, oder wat deelt hie vun der Meenung vu Keel?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech mengen net. Ech mengen, dass déi Keeler Initiativ falsch verstane ginn ass an dass zu Keel net vill aneschters gemaach gëtt, wéi dat, wat hei vun engem DP-CSV-Schäfferot an der Stad Lëtzebuerg gemaach ginn ass, wat d'Parken ugeet.

Ech mengen, Dir hutt la mémoire très, très courte, Här Bettel. Dir kënnt elo esou weisen...

(Interruption)

Ech mengen och, dass déi Gemengenaarbechter net kënnen eis Polizei ersetzen, ganz éierlech, an ech mengen also, dass do näischt aneschters gemaach gëtt, wéi dat, wat souguer dëst héicht Haus mécht - eis Chamber -, wou ech Leit gesi vu private Sécherheetsfirmen hei fir d'Sécherheet vun de Membere vun der Chamber suergen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme la Présidente.- Deen nächste Riedner ass den Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Madame Presidentin. Et ass e bësse schwéier, haut de Mëtteg zu dësem Thema hei ze schwätzen, ënner anerem, well scho villes gesot ginn ass, mä och well esou e Rapport, dee mir als gréng Fraktioun fir e ganz gudde Rapport halen an en extrem komplette Rapport - net nëmmen an der Mass vun de Problemer, déi ee mam Fanger weist, mä och an der Mass vun de Virschléi, déi e mécht, fir aus de Problemer erauszekommen -, an enger Debatt nëmme ganz schwéier kann ëmgesat ginn.

Et misst een eigentlech e puer Deeg doriwwer schwätzen, wann een alles wëllt soen - wat natierlech kee Sënn mécht. Esou eng Debatt mécht net vill Sënn, esou dass hei haut de Mëtteg jiddferee sech kann déi puer Punkten eraussichen, déi him besonnesch wichteg sinn, an dat sinn da bei deene meeschten deelweis déiselwecht, deelweis anerer, mä et bleift, dass et eng fragmentaire Debatt ass par rapport zum Rapport.

Duerfir kann ech nëmmen am Numm vun der grénger Fraktioun jiddferengem recommandéieren - net nëmmen heibannen, mä och deene Leit, déi d'Geleeënheet hunn, sech e vläicht um Site vun der Chamber erofzelueden -, einfach de Rapport ze liesen. Deen ass wierklech da méi derwäert, dass ee sech mat em ofgëtt, dass een e liest.

Ob d'Debatt selwer iwwert dee seriöe Rapport schrecklech vill bäidréit, dat woen ech einfach ze bezweifelen, an ech bannen och do d'Interventioun vun där grénger Fraktioun mat an: Och déi wäert par rapport zum Rapport nëmme fragmentaire bleiwen.

Mir hunn eis an der Kommissioun wierklech vill Méi gemaach. Et sinn eng ronn 20 Entrevuë gewiescht. Et si Visiten derbäi gewiescht. Et ass wierklech probéiert ginn, e ganz komplett Bild ze zeechnen.

E spezielle Merci geet un eise President, den Här Santer, deen och als Rapporteur an als Auteur vum Rapport sech wierklech ganz vill Méi ginn huet, fir e Rapport ze maachen, dee wéi gesot net nëmme komplett, mä och am Toun eiser Meenung no dee richtegen ass.

Firwat soe mer, dass deen Toun dee richtegen ass? Dat ass, well de Rapport eigentlech en anere Rapport ginn ass wéi dat, wat d'Demokratesch Partei gefrot hat. D'Demokratesch Partei - ech muss mech do de Remarquë vum Här Bodry uschléissen - hat eigentlech eng aner Initiativ geholl deemools wéi dat, wat d'Kommissioun elo doraus gemaach huet.

D'Demokratesch Partei hat um Héichpunkt vun enger öffentlecher Polemik, wa meng

Erënnerunge gutt sinn, ronderëm dee mat Handyë versichten Ausbroch aus Schraasseg déi heiten Diskussioun ugereegt.

Do war et eng gewësse Polemik ginn, well mat Handyë probéiert gi war, eng Evasioun ze organiséieren, déi vun der Police konnt verhënnert ginn, wou awer d'Personal vum Prisong net agebonne gi war, aus deels verständlechen, deels manner verständleche Grënn, an an deem Kontext ass eng Diskussioun lancéiert ginn.

Wuel huet sech d'Demande net eleng op deen dote Fait bezunn,…

(Interruption)

…mä et war an deem Kontext, wou d'DP sech ganz staark bemierkbar gemaach hat, wou se uschléissend déi heiten Initiativ geholl huet, an et war eigentlech eng Initiativ, déi sech mat de méi sécuritairen Aspekter wollt beschäftegen. Duerfir heescht och déi Demande net zoufälleg «Débat sur la sécurité intérieure».

Wat d'Kommissioun allerdéngs doraus gemaach huet, ass, sech och domadder ze beschäftegen, well et ass e richtegt Uleies. Ech wëll net soen, dass dat keng wichteg Fro ass. D'Fro ass, wéi eng Äntwerten dass een op déi Froen do gëtt. Mä d'Kommissioun huet sech awer och doriwwer eraus méi generell mat der Thematik beschäftegt, net nëmmen aus engem sécuritairen Aspekt eraus, mä d'Kommissioun huet eigentlech probéiert, e Rapport ze maachen iwwert d'Situation pénale au Luxembourg an all de Voletë vun der Situation pénale au Luxembourg. Dat hale mer och fir dee richtege Wee.

Déi Initiativen, déi d'DP an der Lescht hélt, déi fir eis positiv sinn, sinn drop ausgeriicht, fir sech méi mat de Froe vun de Biergerrechter ze beschäftegen. Duerfir wäerte mer se net kritiséieren. Mir wëlle just drop hiweisen, éierlecherweis, dass et awer e Revirement ass an der Positioun, déi d'DP an de leschte Jore geholl huet, wou se effektiv méi wéi eng Kéier op Sécherheetsproblemer higewisen huet, ob dat d'Brouilleuren am Prisong waren, d'Drogen am Prisong oder d'Evasiounen an anerer nach.

Ech kann lech och e Beispill ginn. D'Madame Flesch huet dat virdrun och an hirer Ried erwähnt, allerdéngs huet si vergiess ze erwähnen, wat d'DP als Positioun bei deem Vote hei an der Chamber hat. An dat war net ënnert der CSV-Fuchtel gewiescht, dat war schonn an der Oppositiounsfräiheet vun der DP, wou mer iwwert den «Paquet télécom» an der Chamber geschwat hunn. Deemools hat déi gréng Fraktioun drop higewisen, dass déi Vorratsdatenspäicherung zum Beispill an der Téléphonie mobile eiser Meenung no très largement exzessiv wier an a Contradictioun mam Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun.

Do huet awer d'DP sech deene Kritiken net ugeschloss. Dat war wierklech en Agréff eiser Meenung no an d'Fräiheet vun de Bierger, deen eiser Meenung no wierklech ze wäit geet, well en disproportionéiert war. Deemools huet d'DP sech nach net gewiert. Mir sinn awer frou doriwwer, dass mer elo…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ass dat de Sujet oder net?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ma, ech si ganz beim Sujet! Ech si ganz beim Sujet, Här Bettel,…

(Interruptions)

…mä ech weess, dass Dir vläicht net gären dorun erënnert gitt.

(Interruptions)

Mä et ass awer och ze einfach. Et ass awer och ze einfach. Neen.

Mme la Présidente.- Den Här Braz huet d'Wuert!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Madame Presidentin, ech muss awer dem Här Bettel, deen awer den Initiator heivunner war, kënne rappeléieren, dass déi Motivatiounen an d'Grënn, déi ugefouert gi sinn, wéi déi Debatt gefrot gi war, anerer ware wéi dat, wat haut gesot gëtt.

A mir si frou doriwwer! Mir maachen der DP dorauser kee Virworf. Mir si frou, dass mer elo zu méi sinn, déi probéieren, sech mat deenen doten Theme wierklech méi kritesch ausenanerzesetzen, well mir och d'Gefill hunn, dass an de leschte Joren ënnert dem Androck vun enger Rei Evénementer, notamment d'Attentater vum 11. September an déi vu Madrid, ganz villes an der Lutte géint d'organiséiert Kriminalitéit gemaach ginn ass.

A mir wëllen och net soen, dass dat net muss eescht geholl ginn. Bien au contraire! Selbstverständlech muss dat eescht geholl ginn. Mä heiansdo hu mer d'Gefill, dass een déi aner Säit vun där doter Medail iwwersinn huet oder aus den Ae verluer huet mat Momenter. A mir si frou, wa mer elo zu méi sinn, déi wëllen drop hiweisen, dass vläicht och erëm eng Kéier den Zäitpunkt komm wier, fir sech kritesch domat ausenanerzesetzen an ze kucken: Wou leie mer richteg; wou louche mer richteg; wou musse mer den Tir net rectifiéieren a wou musse mer eis awer erëm vläicht eng Kéier méi beschäftege mat den Aspekter vun de Grondrechter vun de Mënschen?

An duerfir si mer an deem dote Sënn frou, dass d'Kommissioun wéi gesot net en Débat nëmme gemaach huet iwwert d'Sécurité intérieure, mä wierklech eng Debatt gemaach huet iwwert d'Situation pénale mat all deem, wat domadder zesummenhänkt.

De Rapport ass a senger Presentatioun duerch den Här Santer opgebaut ginn doduerch, dass e sech fir d'éischt mat der Police beschäftegt, da mat der Justiz an da mat der Exécution des peines, a bannent deenen dräi Kapitele mécht en engersäits en Deel Repressioun an e mécht och anersäits en Deel Preventioun.

Perséinlech hätte mir léiwer gehat, mir hätten de Rapport e bëssen anescht opgebaut, mä vu dass mir en net hu misse schreiwen, wëlle mer elo och fairerweis net deem, dee sech d'Méi gemaach huet en ze schreiwen, schoulmeeschterhaft soen, wéi et besser hätt kënne sinn.

Mä eigentlech vun eiser Grondphilosophie eraus hätte mer gesot, mir hätten eis mat der Fro vun der Situation pénale du Luxembourg gäre beschäftegt mat engem Rapport, deen éischter opgebaut gi wär op Preventioun an da Repressioun, an dann do ënnendrënner déi dräi Voleten deklinéiert hätt, well mer nach ëmmer mengen, dass d'Preventioun ëmmer déi éischt Stuf ass vun der Sécuritéit an dat, wat muss virgeschalt ginn. Mä dat ass vläicht nëmmen eng Fro vu Presentatioun, an et wier och vläicht méi schwéier gewiescht, de Rapport esou ze maachen. Mä op jidde Fall wollte mer déi Remarque awer och gemaach hunn.

Och déi gréng Fraktioun ass der Meenung, dass d'Sécherheet e Grondrecht ass. Selbstverständlech ass dat e Recht, ouni dat et keng oder nëmme schwéier aner Rechter gëtt. De Gewaltverzicht an der Gesellschaft ass en Deel vum Contrat social, de Gewaltmonopol vum Stat ass am Prinzip en Idealzoustand an enger friddlecher Gesellschaft, an där wierklech sämtlech Rechter kéinte fräi exerzéiert ginn, sämtlech Biergerrechter kéinte fräi exerzéiert ginn.

Mir wëssen allerdéngs och, dass dat Theorie ass an dass mer um Wee dohinner eis och musse mat deenen Aspekter vun der Repressioun beschäftegen an och ofginn.

D'Fro, déi een awer kéint stellen a misst probéieren ze beäntwerten - haut - wär fir ze soen, majo mir hunn elo e Rapport gemaach, et ass net deen éischten, et gouf och an der Vergaangenheet schonn an der Chamber esou Analysen, dat wär dann d'Fro: Ass Lëtzebuerg dann elo méi sécher ginn oder manner sécher ginn an de leschte Joren? An op wéi engem Wee befanne mer eis?

Wann een d'Kriminalitéit an d'Sécherheet reduzéiert op Statistike vu Faitë respektiv vun Taux d'élucidation, da muss een eigentlech soen, dass d'Situatioun zu Lëtzebuerg méi oder wéineger stabel ass. Et gëtt eenzel Aspekter, wou d'Zuele réckleefeg sinn; et gëtt aner Aspekter, wou d'Zuelen e bësse geklomme sinn. Si sinn och e bësse réckleefeg insgesamt par rapport zu engem Taux, deen awer relativ héich war, deen e puer Joer virdrun a kuerzer Zäit relativ staark geklomme war, esou dass ee ka soen, ënnert dem Stréch, wann dat de Gradmiesser ass, dass d'Situatioun zu Lëtzebuerg plus ou moins stabel ass.

An et misst een eigentlech kritesch hannendrunhänken, dass déi Fusioun vu Police a Gendarmerie an d'Augmentatioun vun den Effektiver vun den Agente eigentlech net proportional bäigedroen huet zu enger Baisse vun de Faiten oder enger Hausse vun der Opklärung vu Faiten. Sou dass een awer och eng Kéier muss bei der Police analyséieren, dass also do déi méi grouss Zuel vun Agenten net onbedéngt am selwechte Mooss och Resultater huet bei der Aarbecht vun der Police. Dat just als Remarque. Mä vun där Remarque ofgesinn, ass eigentlech d'Situatioun zu Lëtzebuerg eng relativ stabel bliwwen.

Och no dëser Aarbecht, déi mer gemaach hunn an der Kommissioun fir ze analyséieren, mat wéi enge Pisten een d'Situation pénale zu Lëtzebuerg ka verbesseren, muss ee soen, dass een eigentlech och duerno nach ëmmer muss drop insistéieren, dass d'Haaptwierder, ëm déi et geet, nach ëmmer déi sollte sinn, dass et eppes gëtt wéi Droit à la vie privée, dass et eppes gëtt wéi Respekt vu Mënscherechter, dass et eppes gëtt wéi Présomption d'innocence.

Och Debatten iwwer Sécuritéit sollen net dovunner oflenken, dass dat doten unantastbar Prinzipië sinn an dass d'Mesuren, déi an déi dote Richtung ginn, fir mat de Policeinstrumenter fir méi Sécherheet ze suergen, hir Limitë mussen do hunn, wou déi dote Grondrechter ufänken. An dat soll och de Message vläicht sinn, dee mer probéieren haut als Parlament eriwwerzebréngen, dass och an enger Debatt iwwert d'Sécuritéit déi dote Wierder hir voll Plaz mussen hunn, och am Discours, dee mir hei féieren. Dat si keng Selbstverständlechkeeten.

Tentativen, fir un deene knabberen ze goen, gëtt et regelméisseg, net nëmmen zu Lëtzebuerg, och am Ausland. Och wann dat meeschtens a klengem Mooss ass, muss een awer oppassen, wat een do mécht, an et muss een ëmmer nees rappeléieren, dass ee sech soll esou wäit wéi et nëmme geet ewechhale vun deenen doten Tentativen, well déi ënnert dem Stréch - an dat seet och d'Motioun vum Här Santer an hirem éischten Tiret schonn aus, déi zu Recht drop hiweist, dass et keng Grondrechter gëtt ouni Sécuritéit, mä si seet och „et vice-versa" -, dass et eigentlech ouni Respekt vu Grondrechter ënnert dem Stréch keng wierklech Sécuritéit an enger Gesellschaft gëtt. An dofir fanne mer den éischten Tiret vun där Motioun och eigentlech een, dee vun der Grondphilosophie hier weist, wat am Recht vun der Motioun gemengt ass an a wéi enger Grondiwwerleeung dass déi Virschléi do formuléiert ginn.

An och no där Analys stellt ee fest, dass d'Haaptproblemer, déi mer an de leschte Joren diskutéiert hunn, tatsächlech nach ëmmer déi sinn, déi wesentlech sinn. Et dréit ganz villes ronderëm eise Prisong vu Schraasseg. Dat ass iergendwou awer nach ëmmer d'Kärstéck vun eise Problemer, an zwar well mer eis eiser Meenung no nach ëmmer net richteg a gutt genuch domadder beschäftegen. An zwar wëlle mer dat un engem Beispill festmaachen, wou eiser Meenung no wierklech den Haaptdefizit läit.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Situatioun, dass mer mat Condamnatiounen d'Leit an de Prisong bréngen an déi Leit iergendwann eng Kéier nom Oflaf vun hirer Peine och nees de Prisong verloossen. Mir hunn dat an engem anere Mooss och am Beräich vun de Mannerjährege mat Dräibur. Mä Fakt ass awer, dass mer eis iwwerhaapt net mat der Fro beschäftegen, wou déi Leit hierkommen, wat d'Ursaachefuerschung ass bei deene Crimen an Delikten, déi do geschitt sinn, an och wat herno aus deene Leit gëtt.

Fir eis ass d'Privation des libertés am Kader vum Prisong e Passage, dee mer da géréieren ënnert dem Motto: „Kommt, mir probéieren ouni Ausbréch an ouni gréisser Schwieregkeeten déi Leit fir déi Zäit heibannen ze halen, wou se mussen heibanne bleiwen."

Wat duerno mat hinne geschitt, wat virdrun eventuell war, dat interesséiert eis ganz wéineg. A mir sinn och vun de Moyenen hier, déi mer bereet sinn als Stat dofir opzebréngen, fir dat besser an de Gréff ze kréien, relativ knéckeg.

Beispill: Eng ganz wesentlech Roll spillt an där do Debatt de SCAS. Mir wëssen, dass de SCAS vu senger Personalstruktur hier ongeféier een Drëttel nëmme vun deem Personal huet, wat en eigentlech misst hunn, wa mer d'Zuel vun Inhaftéierte kucken. Et weess een, et kann ee Sozialaarbechter +/- 25 Dossiere seriö verschaffen. Mir leien an der Moyenne awer bei ronn 70 Inhaftéierte fir ee Mataarbechter vum SCAS. Dat kann net funktionéieren!

Mir wëllen et och eigentlech guer net richteg wëssen, soss hätte mer zu Lëtzebuerg seriö Analysen a Statistiken iwwert d'Récidive. Déi hu mer awer net. Mir wëllen zu Lëtzebuerg net wëssen, wéi vill Leit, déi am Prisong waren, duerno erëm réckfälleg gi wieren. Well da misst ee sech vläicht mat där Fro beschäftegen, wéi gutt eise Prisong seng zweet Missioun erfëllt. Déi éischt, déi vum Ewechspären, déi funktionéiert jo.

Déi zweet Missioun, iwwert dem Ewechspäre mat de Leit esou ze schaffen, dass se hir Chancë kënnen däitlech verbesseren, net erëm eng Kéier an déi Situatioun ze geroden, déi se schonn eng éischte Kéier an de Prisong bruecht huet, mat där beschäftege mer eis net genuch. A mir wëllen et och eigentlech net gesinn, well mer doriwwer keng Statistike féieren. Mir stellen eis d'Fro net am Detail, wat mat deene Leit duerno geschitt.

Mir waren als Familljekommissioun virun enger Zäitchen zu Dräibur. An do, muss ech soen, huet eppes mech relativ staark erschüttert. Wou mer an der Diskussioun ware mat de Leit vum Centre Dräibur, hu mer als gréng Fraktioun zwou Froe gestallt. Eigentlech eng Fro mat zwee Versanten. An d'Äntwert, déi mer op déi Fro kritt hunn, war fir eis relativ erschütternd.

D'Fro war ganz einfach déi hei: Déi Jugendlech, déi Dir hei hutt, hutt Dir schonn eng Kéier analyséiert wou déi hierkommen? Wat sinn hir Hannergrënn? Wat ass hir Situatioun, firwat se hei gelant sinn? An zweetens - an dat ass geneesou wichteg -: Hutt Der e Suivi vun deene Leit gemaach, wa se bis hei eraus waren? Wéi eng Kanner, déi Dir hei hat, sinn herno ouni Problemer op e riichte Wee komm? Wéi eng Kanner hu Problemer kritt? Wat ass an der Zwëschenzäit geschitt, dass se Problemer kritt hunn? - Fir awer wierklech ze probéieren Ursaachefuerschung ze bedreiwen an och ze probéiere mat adäquate Programmer dofir ze suergen, dass et kann herno besser funktionéieren.

Zu eisem groussen Erstaune war d'Äntwert op déi duebel Fro déi, dass et dat zu Dräibur net gëtt. Dass et munches do gëtt, dass eng Rei Saache sech och verbessert hunn, och bei den Infrastrukturen, mä dass déi doten eigentlech evident a fundamental Analys net gemaach gëtt; a si gëtt gradsou wéineg zu Dräibur gemaach wéi se zu Schraasseg gemaach gëtt.

Net well mir dru gleewen, dass een einfach mat engem bestëmmtene Programm esou an der Logik vum „Behaviourismus" just op ee Knäppche misst drécken, fir garantéiert dann dat Resultat ze kréien. Mä well een awer weess, dass een ouni déi doten Erkenntnisser keng seriö Aarbecht ka maachen an dass een d'Chancen einfach verspillt fir eng ganz Rei Saachen ze évitéieren, och Strofdoten ze évitéieren, an domadder Affer ze évitéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Et ass net nëmmen am Intérêt vun deene Leit, déi déi Strofdote kéinten eventuell beginn. Et ass wéinstens geneesou vill am Intérêt vun deenen, déi dann net Affer gi vun enger Strofdot, well een doduerch, dass een do sech ganz staark drop konzentréiert huet, konnt verschidde Saache verbesseren.

Zu där do Diskussioun gehéiert natierlech och déi, a mir wëllen déi haut awer dann nach eng Kéier e bësse méi grouss erausbrénge wéi vläicht bei den Interventioune vun de Virriedner, dass och alles dat doten nëmme ka klappen, wa mer och bei den Infrastrukturen endlech op engem vernünftegen Niveau wären. Dat ass déi Diskussioun vun der Maison d'arrêt, wou mer endlech d'Infrastrukture musse schafen, ouni déi eng vernünfteg Aarbecht net méiglech ass.

An engem iwwerfëllte Prisong wéi en zu Schraasseg ass, ass ee permanent an der Urgence, permanent an der Brandbekämpfung, am eigentlechen an och am iwwerdroene Sënn vum Wuert. Et ass ee permanent amgaangen den Evénementer hannendrun ze lafen an et kann een eigentlech näischt méi steieren an näischt méi op eng bestëmmte Pist wëlle bréngen.

Dofir insistéiere mir als gréng Fraktioun nach eng Kéier - dat gëtt an der Motioun jo och gesot -, dass mer eis alleguerten dofir ausschwätzen, dass déi Maison d'arrêt gebaut gëtt. Mir rappeléieren nach eng Kéier als gréng Fraktioun eise Virschlag, dass mer hei an der Chamber eng detailléiert Motioun zum Vote bréngen, déi kloermécht mat wéi enge Kritären d'Regierung soll iwwert d'Land nom adäquate Site sichen. Dass mer e politesche Konsens op deene Kritären erreechen an dass mer also domadder d'Chancë steigeren, fir an der Prozedur herno kënnen op eng vernünfteg Aart a Weis virunzekommen. Well wat mer déi Infrastruktur éischter hunn, wat et éischter am Intérêt vun der Sécuritéit vun all de Leit hei zu Lëtzebuerg ass. Dass mer mat deene Strukturen och kënne schaffen an domadder am Sënn vun der Récidive a vun enger preventiver Politik kënne seriö schaffen.

Geneesou wichteg ass et, an dat wëlle mer och haut als ee vun den Haaptproblemer ënnersträichen, dass de Suivi social däitlech muss verbessert ginn. Net nëmmen d'Aart a Weis, wéi am Prisong mat de Leit geschafft gëtt, mä och wa se bis de Prisong verlooss hunn.

D'Réinsertion professionnelle, an domadder d'Réinsertion sociale, ass de Schlëssel vun allem. Et geet net duer, d'Leit just während

engem, oder zwee oder dräi Méint kënnen ze suivéieren. Dat ass eng Fro vun den Effektiver, och beim SCAS: Wann do net massiv opgestockt gëtt a konsequent opgestockt gëtt bei deem Suivi social a bei der Réinsertion professionnelle, da weess een, dass een d'Chancen zur Halschent minimum verspillt huet, déi een hätt, fir och do erëm eng Kéier eng ganz Rei Saache kënnen an enger preventiver Logik ze évitéieren.

Mir brauchen och eng Méiglechkeet fir déi Leit, dass se kënne wunnen, wa se bis de Prisong komplett verlooss hunn, och aus Dräibur eraus sinn. Dass se also eng Wunneng kréien, fir an enger éischter Phas sech kënnen erëm ze etabléieren. Ganz oft hunn déi Leit, déi de Prisong verloossen, keng Bindunge méi, weder zu Famill nach zu Kolleegen, an dat ass „Alarmstufe Rot". Déi Leit, déi an där Situatioun sech erëmfanne bei der Sortie vum Prisong, sinn déi, déi déi meescht Gefor matmaachen, fir an enger relativ kuerzer Zäit sech erëm net méi anescht wëssen ze hëllefe wéi doduerch, dass se iwwer Strofdote probéieren hir Situatioun ze verbesseren.

Dofir ass et nach ëmmer, wann een iwwer Situation pénale an iwwer Sécuritéit schwätzt, eng absolut Prioritéit, déi doten Aspekter an der Gestioun vum Prisong héichzehalen.

Wichteg ass et natierlech och - dat wëlle mer als Gréng och nach eng Kéier rappeléieren -, dass mer eis endlech d'Moyenë gi fir e Régime semi-ouvert bei de Fraen ze maachen. Mir fannen et en dauerhafte Skandal, dass et dat net gëtt, och wann et wéineg Leit natierlech sinn. Mä et bleift einfach e Fait, dee mer missten esou séier wéi méiglech aus der Welt schafen, dass et fir Männer e Régime semi-ouvert gëtt a fir Fraen net. Dat ass einfach eppes, wat schwéier akzeptabel ass.

Wichteg fanne mir et och an därselwechter Logik vun enger besserer Gestioun vum Prisong, wat de Médiateur an der Lescht gemaach huet, dass hie seng Aarbechten an Aktivitéiten an de Prisong vu Schraasseg era verluecht huet. Mir sinn och der Meenung, dass et wichteg ass, dass hie wierklech d'Recht kritt, Visiten do ze maachen, och wann hien net ugemellt wier. Dat hale mer fir eng Pist, déi prometteuse ass. Do soll ee sech net dergéint versteiwen. Dat ass eng Mesure géint déi kee Vernünftege kann eppes hunn. Dofir ënnerstëtze mer och gären déi dote Mesure.

Dann nach e puer aner Stéchwierder, déi awer méi kuerz.

Och d'Stéchwuert Vidéosurveillance, wou et effektiv an der Vergaangenheet lautstaark Appeler gouf, besonnesch wa Wahle méi no koumen, fir ganz vill Kamerae kënnen opzeriichten, och wann dat haut e bëssen an de Vergiess geroden ass. Och mir sinn der Meenung, dass op där doter Fro, och an där Gesetzgebung, déi mer amgaang sinn ze maachen, ee soll probéieren déi Prinzipien, déi ee wëllt verdeedegen, weiderhin héichzehalen. Et ass allerdéngs och do eng Fro vu Moyenen, vu Personal, notamment bei der Commission nationale de la Protection des données.

Déi Logik, déi mer am Moment amgaange sinn ze vertrieden an deem Projet de loi, déi op enger ganzer Rei vu Punkte fir eis kee Problem duerstellt, ass awer am Beräich vun der Installatioun vu Kamerae problematesch. Dat wäerte mer och dee Moment hei am Detail erklären, wou mer dee Projet diskutéieren. Et gesäit jo esou aus, wéi wann dat nach géif virum Summer kommen.

Mä et soll ee weiderhin derbäibleiwen, dass am Prinzip Kameraen nëmmen da solle kënnen opgeriicht ginn, wa se e prezisen a bestëmmten Zweck verfollegen, dee ganz prezis libelléiert muss sinn, an da muss een och préiwen, ob deen Zweck domadder konnt erfëllt ginn, a wann net, dann hunn déi Kameraen hir Daseinsberechtegung nees verluer.

Et ass kee Selbstzweck. Et ass näischt, wat ee soll maachen, well et eventuell e bësse kéint hëllefen. Entweder et huet een eng ganz prezis Ursaach, an déi kann ee prezis benennen, an da respektéiert een d'Prozedur, an dann huet dat och säi Sënn. An et muss ee kënne préiwen, ob deen Zweck och domadder erfëllt gëtt. Wann net, dann ass se disproportionéiert, mä et soll ni eng Solution de facilité sinn.

Wann dat weiderhin d'Regel bleift, dann ass dat eng Mesure, déi hire Sënn mécht. Mä mir hunn awer d'Gefill, dass et och aus Manktum u Capacitéit fir d'Realitéit am Gréff ze behale riskéiert zu enger Inflexioun an de juristesche Prinzipien ze kommen, déi d'Dier e bësse méi wäit opstéisst, well mir kapituléiere virun der Realitéit, dass mer et net fäerdeg bréngen, mat deene puer Leit, déi mer dofir hunn, tatsächlech déi Kontrolle vun den installéierte Kameraen och seriö ze maachen.

En aneren Defizit - do maachen ech gär eng kleng Dier op par rapport zu der Police -, nach ëmmer e ganz wichtege Problem - och am Rapport vun der Kommissioun gëtt dat erwähnt -, dat ass, dass d'Kriminalitéit net nëmme méi komplex ginn ass d'une façon générale, mä dass mer eis am Spezielle bei der Criminalité économique a financière nach ëmmer enger Partie Reprochë mussen aussetzen, well mer do enorm Retarden hunn, och wann do an der Lescht probéiert ginn ass, eng Partie Saachen ze verbesseren, och wann der natierlech deelweis ënnerginn ënnert den Demandes d'entrée judiciaire.

Mä et ass einfach um Niveau vun de Faillites frauduleuses eng onhaltbar Situatioun, wou mer wëssen, dass déi Sektioun vun der Police judiciaire einfach Problemer huet. Déi Leit maachen hiert Bescht, mä si hunn einfach Problemer fir och nëmmen halbwegs Schratt ze hale mat där meeschter krimineller Energie, déi ganz genau d'Faillë vum System an och d'Faillë vun der Repressioun kennt an zu hirem Intérêt op eng relativ konsequent Aart a Weis ausnotzt.

Zweet Remarque, vläicht um aneren Enn vun der Skala, beim Niveau vun den Incivilitéiten, vun de Klengegkeeten, déi bei de Leit awer dat Onsécherheetsgefill oft ervirruffen, dat dann herno de Ruff no méi Sécuritéit an och méi strenger a méi haarder Hand eréischt encouragéiert.

Dat sinn déi kleng Incivilitéiten, déi et an den Dierfer an an de Gemenge gëtt, am Beräich vum falsche Stationéieren, vun der Hygiène - déi doten Zort eben. Dofir ass och am Rapport zu Recht eng Ausféierung gemaach ginn iwwert d'Kompetenze vun den Agents municipaux, iwwert déi ee muss frësch diskutéieren, well mer jo awer alleguerte wëssen, dass d'Police an där dote Matière wuel skeptesch ass - d'Police ass ganz skeptesch, den Agents municipaux hir Kompetenzen ze erweideren -, si awer gläichzäiteg zumindest genausou onpresent um Terrain ass, fir déi dote Saachen och ze ahnden, well se natierlech an der Hierarchie vun de Valeure vun der Polizeiaarbecht anere Vergehen éischter nogeet an hir Aarbechtscapacitéit éischter verwennt op méi schlëmm Saachen, wéi dass se sech géif mat Knätschen, déi op den Trottoir gehäit ginn, oder mat Zigarettestëmp oder anere Saache wëllt ofginn, oder mat Autoen, déi falsch geparkt sinn oder déi um Trottoir stinn.

Mä dat ass awer bei de Leit eppes, wat net nëmmen extrem iergerlech ass, mä einfach och esou e Grondgefill vun Onrespekt vun de Regele vun der Gesellschaft mat sech eropbréngt, wat iergendwou déi éischt Couche ass fir den Terrain ze preparéieren, déi et herno anere Leit méi liicht mécht, no der haarder Hand ze ruffen a mat simple Léisungen op vill méi komplex Sachverhalter wëllen ze äntwerten.

Dofir ënnerstëtze mir och, dass et bei den Agents municipaux weider Kompetenze solle ginn, allerdéngs net am Beräich vun der Sécuritéit, mä effektiv am Beräich vun de Policereglementer oder och nach am Beräich vum rullende Verkéier a Foussgängerzonen oder bei ähnlech connexen Aspekter, wou mer der Meenung sinn, dass, wann d'Police et net mécht - an dat ass de Fall -, da muss et méiglech sinn, dass een aneren dat mécht, soss sinn all déi Reglementer Lettre morte an dat kann net sinn. Dat ass keng glécklech Situatioun.

Lescht Wuert zu der Motioun. D'Motioun ass fir de Bericht ganz grouss a ganz komplett. Bon, elo si Saachen dran, déi engem besser gefalen, wéi anerer. Dat ass esou wann ee probéiert e grousse Bericht an eng komplett Motioun ze maachen an et probéiert een e Konsens ze fannen, da si Saachen dran, mat deenen ee komplett d'accord ass, anerer, wou ee Retizenzen huet.

Mir bleiwe bei eiser Meenung, wat de Brouilleur betrëfft zu Schraasseg, dass do den Opwand, dee bedriwwe gëtt, a kengem Verhältnis steet zum Resultat. Och wann dat an der Motioun steet, ech soen dat einfach mëndlech. Dat ännert näischt drun, dass mer bereet sinn, déi Motioun am Konsens ze droen, well se wierklech insgesamt eng exzellent Motioun ass. Mä mir maachen déi Reserv awer do nach eng Kéier, fir dat nach eng Kéier kloerzemaachen, dass mer mat deem Passus vun der Motioun net esou d'accord sinn, well mer mengen, dass dat net dat bréngt.

Fir de Rescht géife mir eigentlech als gréng Fraktioun och soen, dass d'Leit sech vläicht éischter sollen op de Rapport konzentréieren, wéi op d'Debatt vun haut, dass mer och no deem Konsens, dee mer dann haut erreecht hunn iwwert d'Situation pénale, déi sech dann an där Motioun an an deem Rapport erëmspigelt, vu muer un och nees d'Regierung wäerten un de Faitë moossen. Net dorunner, dass mer et haut konnte fäerdeg bréngen, eng méi oder wéineger onpolemesch Diskussioun ze féieren an eis ze eenegen op ganz ville Pisten, op ganz ville Problemer, mä vu muer un ass d'Realitéit nees un, vu muer u gëtt erëm am Alldag Politik gemaach, net an de Rapporten an an de grousse Prinzipien. An do si mer net iwwerzeegt, dass dëse Rapport op verschiddene Punkten eng Inflexioun wäert mat sech bréngen, mä on verra!

Ech soen Iech Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Mäi Parteikolleeg Jacques-Yves Henckes sollt am Fong haut de Mëtten zu dësem Thema hei schwätzen. Well hie vun eiser Partei aus awer am Ausland ass, huet hie mech da gebieden, seng Interventioun hei virzedroen.

Den Här Henckes wëllt ufanks dem Président-rapporteur, dem Här Patrick Santer, Merci soen an him félicitéiere fir säi Bericht, wou hie sech vill Méi gemaach huet, fir e Konsens tëschent alle Parteien ze erreechen. Dat ass him och gelongen, mä et muss een awer och soen, datt e puer Meenungen, déi am Rapport festgehale goufen, mat enger Stëmm Majoritéit oder mat klenge Majoritéiten zréckbehale goufen. Des Weideren, souguer wann d'ADR mam Rapport als solchen insgesamt zefridden ass, gëtt et awer e puer Punkten, wou d'ADR léiwer méi kloer Aussoen a Fuerderungen un d'Adress vun der Regierung gemaach hätt, seet den Här Henckes.

(Hilarité et interruption)

Duerfir wëll ech kuerz déi Punkten ufëieren, op deene mir ganz d'accord sinn, an duerno op déi Froen agoen, wou mir net mat onser Meenung duerchkomm si respektiv déi net am Rapport berücksichtegt gi sinn.

Wat d'Statistiken ugeet, esou si mer d'accord fir ze soen, datt d'Statistiken iwwert d'Opklärungsquote falsch sinn, well zënter 2004 e Fall als opgeklaert gëllt, wann eng Persoun als Kriminellen identifizéiert gouf, ouni datt se veruerteelt gouf. Duerfir ass d'Opklärungsquot vun 43,2% sécher ze héich, an egal wéi, bei Delikter géint Gidder läit d'Opklärungsquot bei 17,1%.

Mir begréissen, datt eng Iddi, déi mir schonn zënter Jore fuerderen, zréckbehale gouf, an zwar d'Schafe vun engem Institut médico-légal mat engem Departement iwwert d'Police scientifique. Dëst misst desto méi liicht sinn, well mer am Service vum Stat eng Persoun hunn, déi als international héich qualifizéierten Expert ugesi gëtt a Coursen op verschiddenen Universitéiten an Amerika zu dësem Thema gëtt. Hei heescht et endlech Neel mat Käpp maachen.

Ee Sujet, dee vill diskutéiert gouf, war d'Fro, ob een den Agents municipaux sollt weider Kompetenzen iwwerdroen an hinne sollt erlaben, fir d'Infraktioune géint d'Gemengepolizeireglementer festzestellen. D'ADR seet prinzipiell jo dozou, well et keng aner Alternativ am Ablack gëtt. Am Ablack muss ee ganz kloer feststellen, datt d'Police mat Recht seet, si hätt keng Zäit fir sech ëm Problemer vun Hondskacken op den Trottoiren, vu Froe vu Kaméidi an esou weider, déi a Gemengepolicereglementer festgeluecht sinn, ze këmmeren.

D'Bierger hirersäits soe mat Recht: Wat nëtzt e Polizeireglement wat e Gemengerot unhëlt fir d'Zesummeliewen tëschent de Bierger ze erméiglechen a fir déi ze sanktionéieren, déi sech net un elementar Rechter halen, wa jiddferee maache ka wat e wëllt, wëssend, datt en net bestrooft gëtt, wann e géint e Polizeireglement verstéisst? Dofir si mer mat de Virschléi, déi am Rapport festgehale goufen, ganz averstanen.

D'Kameraiwwerwaachung ass ouni Zweifel en Thema, wou et am däitlechste gëtt, wéi schwéier et heiansdo ka sinn, fir de richtege Wee ze fannen. Et geet duer, datt zu Lëtzebuerg en Attentat geschitt oder datt d'Kriminalitéit géint d'Leit zouhëlt, fir datt d'Bierger d'Noutwendegkeet vun der CCTV, dat heescht fir eng total Kameraiwwerwaachung nom englesche Muster, agesinn a froen. Mir si glécklecherweis net an där Noutwendegkeet.

Fir d'ADR sollen d'Kameraiwwerwaachungen nëmmen do realiséiert ginn, wou et heescht Sécherheetszonen ze schafen. Et ass kloer, datt punktuell Kameraiwwerwaachungen dozou féieren, datt d'Kriminalitéit sech verlagert, mä wéinstens brénge se et fäerdeg, datt zum Beispill op Kannerspillplazen, wéi et de Fall an der Stad ass, keng Droge méi gehandelt ginn. Léisungen, déi am Rapport virgeschloe ginn, fannen eis Zoustëmmung, well mir mussen deen Equiliber fannen tëschent Sécherheet an individueller Fräiheet.

Mir sinn och der Meenung - a mir hunn dëst schonn e puermol zum Ausdrock bruecht -, datt d'Schafe vun engem Conseil supérieur de la Justice dozou dénge soll, dem Bierger d'Garantie ze ginn, datt d'Justiz och kann zur Rechenschaft gezu ginn, wann et aus iergendengem Grond emol kéint zu engem Patzer kommen.

Et ass och offensichtlech, datt den Zeieschutz muss gesetzlech organiséiert ginn. Mä mir wäerten op kee Fall mat anonymen Zeien d'accord sinn, well do all Abus virprogramméiert ass. Mä et muss séchergestallt ginn, datt den Zeien, souguer wann e geschützt gëtt, awer an öffentlecher Sëtzung seng Ausso muss widderhuelen an datt den Ugekloten dësem Zeie muss kënne Froe stellen.

An dem Kapitel iwwert den Zeieschutz gëtt och d'Problematik vum «plaider coupable» abordéiert, esou wéi et a Frankräich an an Italien gëllt. Dës Mesure gouf an der Kommissioun diskutéiert an et koum eng kleng Majoritéit géint dës Iddi eraus. Betraff sinn Infractiounen, déi manner wéi fënnef Joer Prisong no sech zéien a wou de Schëllegen, wann en direkt seng Dot zougëtt, ka vun enger reduzéierter Strof bénéficiéieren.

Dës Prozedur huet als Avantage, datt speziell bei Delikter, wou d'Instruktioun vill Zäit an Usproch hëlt, vill Zäit gespuert gëtt an d'Geriichter sech op déi wichteg Saache konzentréiere kënnen. Mir schéngt et, datt bei der wirtschaftlecher Kriminalitéit, bei enger «banqueroute frauduleuse», dëst kéint nëtzlech sinn, well soss oft keng Condamnatioun erfollegt, well de Parquet économique an d'Police judiciaire ze vill Zäit mat esou Enquêtë verléieren.

Wichteg schéngt eis eng Reform, en Iwwerdenke vun eisem Code pénal, mat dem Zil, d'Effikassitéit vun der Repressioun ze renforcéieren.

De Prinzip soll sinn, datt et eng Basis gëtt mat Circonstances aggravantes, mat erschwéierenden Ëmstänn, an datt d'Hierarchie vun de Strofen iwwerduecht gëtt. Zum Beispill, virun enger gewësser Zäit ass eng Fra an éischter Instanz wéinst Mord un hirem Kand zu siwe Joer Prisong veruerteelt ginn, well d'Riichter déi Fra, vu d'Ëmstänn, mat enger héijer Prisongsstrof wollte bestrofen. Si hat hiert Kand iertümlech verletzt a stierwe gelooss. Am Appel hunn d'Riichter gesot, et wär en «homicide involontaire», woufir d'Fra zwee Joer Prisong krut, de Maximum, deen duerch d'Gesetz virgesinn ass, a si gouf zu weidere fënnef Joer veruerteelt wéinst non-assistance à personne en danger, am Total siwe Joer, wéi am éischten Uerteel.

Um Beispill «homicide involontaire» gesäit een am beschten, wat sech muss änneren, notamment bei déidlechen Autosaccidenter. Et ass eng Differenz ze maachen tëschent dem Automobilist, dee während dem Fueren eng Dommheet mécht, wéi u sengem Autoradio kniwwelen, an en déidlecht Accident provozéiert, an dem Automobilist, deen duerch eng rout Luucht fiert, e Kand, wat op dem Zebrastreifen iwwert d'Strooss geet, doutfiert an da Fahrerflucht begeet, well e voll ass, mat 80 duerch eng Uertschaft, ouni Führerschäin an ouni Assurance fiert. A Frankräich zum Beispill ass d'Héchststrof an deene Fäll net zwee, mä zeng Joer, well sech eng etlech Circonstances aggravantes additionnéiert hunn.

Weider misst de Widderhuelungstäter méi streng bestrooft ginn. En Iwwerschaffe vun eisem Code pénal an deem Sënn drängt sech op, mä ech mengen et ass net un der Chamber fir dës Aarbecht unzegoen, mä un enger Commission d'édites législatives, déi d'Regierung asetzt a wou erfuere Pénaliste missten dra siégéieren.

Meng Fro un d'Regierung: Schéngt Iech esou eng Reform noutwendeg, an ass d'Regierung gewëllt, dës Problematik unzegoen an de Code pénal eiser Zäit unzepassen?

Den zweete wichtege Punkt an dëser Debatt betrëfft d'Exekutioun vun der Strof an domat speziell d'Problematik ëm de Prisong.

D'Commission juridique ralliéiert sech enger Fuerderung, déi d'ADR schonns widderhuelt bei ähnlechen Debatte gefuerdert hat: d'Schafe vun engem Tribunal de l'application des peines. Et ass effektiv schwéier fir de Bierger ze verstoen, datt de Parquet dofir verantwortlech ass, fir engersäits d'Täter an de Prisong ze bréngen, an anerersäits, wa se bis emol condamnéiert sinn, sech ëm hire Strofvollzuch an eventuell ëm eng fréizäiteg Entloossung ze këmmeren.

D'Schafe vun engem Tribunal de l'application des peines erlaabt kontradiktoresch Debatten. Eis schéngt awer de franséische System «juge de l'application des peines», dee fir déi kleng Décisiounen am Strofvollzuch zoustänneg ass an engem Tribunal, deen nëmme fir déi geféierlech Täter mat Condamnatiounen iwwer zéng Joer zoustänneg ass, technesch an organisatoresch méi richteg ze sinn; mä dat ass nëmmen een Detail.

D'ADR ass kloer fir d'Schafe vun engem Quartier de Haute Sécurité a mir hunn dofir begréisst, datt bei enger viregter Debatt hei an der Chamber den Här Justizminister sech och dofir ausgeschwat huet. E Quartier de Haute Sécurité muss nëmmen e puer Zelle begräifen, fir déi Täter do ënnerzebréngen, déi fir sech selwer oder fir hir Prisongskolleege respektiv fir d'Allgemengheet speziell geféierlech sinn. Am Ausland hunn esou Quartiere positiv Resultater bruecht, an dofir fuerdere mir, datt d'Regierung esou e Quartier, dee scho viru Joren am Prisong bestanen huet, nees restauréiert, dëst natierlech ausserhalb vun dem Quartier disciplinaire.

Den Drogeproblem am Prisong ass bekannt. E gëtt ëmmer méi schlëmm an et gëtt näischt dergéint ënnerholl. Béis Zonge behaapten, dëst wier de Fall, well Prisonnéier, déi Droge consomméieren, sech roueg verhalen, an déi, déi keng Drogen huelen, aggressiv wieren.

Nëmmen ee klenge Prozentsaz vu Prisonnéier sinn drogéiert, wa se an de Prisong kommen. Wa se erauskommen, läit de Prozentsaz vill méi héich. D'Zuel vun de Sprëtzen, déi am Prisong verdeelt ginn, klëmmt permanent a schwätzt hei eng kloer Sprooch.

Een, deen als Drogéierten aus dem Prisong entlooss gëtt, deem seng éischt Démarche ass et fir Suen ze kréien, fir seng Droge kënnen ze bezuelen.

Wien den Drogentrafic am Prisong toleréiert an net konsequent bekämpft, fördert domadder automatesch déi generell Kriminalitéit.

An der Entrée vum Prisong si Kontrolle praktesch inexistent, well d'Personal, wat dës Kontrollen duerchféiere soll, guer keng Formatioun kritt huet, wéi ee Kontrollen duerchféiere misst, fir den Import vun Drogen an de Prisong ze verhënneren. D'Beamte ginn net kontrolléiert an d'Drogenhënn gi sonndes net agesat, obwuel et just déi Deeg néideg wär, wou de Besuch kënnt.

Erstaunlech ass an deem Zesummenhang, datt dann, wann ee klengen Drogentrafikant erwëscht gëtt, et ëmmer ass nodeem e seng Drogen ofgeliwwert huet an ni virdrun. Erstaunlech ass och, datt wéi ech e puer Nimm genannt hu vu Prisonnéier, déi am Drogentrafic am Prisong dra sinn, dës Prisonnéier kuerz drop expulséiert gi sinn. E puer Deeg drop ware se ersat, den Trafic geet monter virun.

Wann ee wëllt den Drogentrafic am Prisong seriö bekämpfen, dann ass dat nëmme méiglech iwwert de Wee vun der Agenteninfiltratioun.

Ech wollt och froen: Wou ginn déi Drogen hin, déi am Prisong, ech widderhuelen am Prisong, beschlagnahmt ginn?

Bedauerlech ass, datt den Atelier fir Elektresch- an den Atelier fir Schräineraarbechten am Prisong zou ass, well déi Responsabel onerwaart a Pensioun gaange sinn. Déi zwee Leit hunn awer, nodeem se de Statsdéngscht verlooss hunn, am Privatsecteur eng nei Aarbechtsplaz ugeholl respektiv en neien Elektrikerbetrib opgemaach.

Meng Fro un d'Regierung: Sinn dës Leit fréizäiteg an d'Pensioun gaangen, a wa jo, woufir?

Sous réserve vun e puer méi kritesche Bemierkungen an e puer spezifesche Fuerderunge vun der ADR, si mer awer mat dem Rapport a mat der virleiender Motioun averstanen a mir wäerten där och zoustëmmen. Ech soen lech am Numm vum Här Henckes Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien.

Mme la Présidente.- Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling. Dir hutt siwe Minutten, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Herrlech!

Här President, et ass ze begréissen, dass d'Thema Sécherheet grad elo zu dësem Moment ugeschwat gëtt an dass mer elo versichen eng Rei Sécherheetsproblemer gemeinsam unzegoen, fir dass et net en Thema bei de Wahle gëtt, wat de rietsen Eck kann zu sengen Zwecker notzen. Duerfir ass souwuel d'Interpellatrice ze félicitéiere wéi och de Rapporteur vum Rapport iwwert d'Sécherheetsiwwerleeungen an d'Virschléi, déi ech alleguer kann akzeptéieren.

D'Diskussioun haut soll dozou bäidroen, dem Bierger d'Thema Sécherheet méi objektiv duerzestellen, wa méiglech ouni ze polemiséieren. Mä wéi kann een d'Sécherheet definéieren oder, besser gesot, d'Onsécherheetsgefill vun de Bierger, aus deem eraus eng Rei Fuerderungen no méi Sécherheet entsprangen?

Wann een den offizielle Chiffere ka gleewen, da géif d'Kriminalitéit, déi grouss Kriminalitéit hei am Land erofgoen. Mä et ass awer net déi grouss Kriminalitéit, déi d'Haaptursaach vun der Onsécherheet vun eise Bierger ass. Et sinn éischter méi Problemer am Alldag, wéi d'Posche klauen, ugerempelt ginn a verbal aggresséiert ginn, déi d'Leit veronsécheren a wou se sech och ganz oft dowéinst net méi op d'Strooss trauen.

Wéi kann een d'Sécherheet dann elo beschtméiglech garantéieren, ouni dass awer déi perséinlech Fräiheete vum Mënsch ze vill ageschränkt ginn? Dat soll am Fong d'Diskussioun hei sinn.

D'Sécherheetsfro stellt sech op jidde Fall an alle Momenter am Liewensoflaf. Onsécher kann ee sech op senger Aarbecht fillen, am Verkéier mam Auto, nach méi mam Moto an och nach méi mam Vëlo, awer och zu Fouss. D'Gefill vun Onsécherheet kann een awer och verspieren, wann ee sech net méi a sengem normalen Ëmfeld ongestéiert ka bewegen, esou wéi mer dat bis elo laang gewinnt waren. Onsécherheet kann och opkomme bei Zréckhalung respektiv souguer Angscht virun allem Friemen, well ee sech net d'Méi genuch gëtt fir op déi Leit zouzegoen an ze versiche se ze verstoen an hinnen ze hëllefe sech ze integréieren oder hinnen eis Liewensweis ze erklären.

Onsécherheet entsteet och ganz oft duerch d'Meenung, d'Police wier ni do wann ee se brauch. Meeschtens ass et awer doduerch, well der vill ewechkucke wann eppes geschitt an net de Courage hu fir sech ze manifestéieren, wann eppes geschitt, an och anzegräifen oder et ze mellen.

Wéi awer kann een déi verschidden Aarte vun Onsécherheetsgefiller ofschwäche respektiv aus der Welt schafen? Wéi kann ee seng Kanner virum Drogeproblem schützen? Wéi kann ee seng Kanner virum Konsum vu Gewalt- an Destruktiounsvideoe schützen, déi ëmmer méi iwwerhand kréien? Wéi kënne mer d'Reese mam öffentlechen Transport méi sécher maachen? Et gëtt keng Patentléisung. Et gëtt just Virschléi an Initiativen, déi ze ënnerstëtze sinn.

Här President, kréie mer eng Rei Problemer besser geléist, wa mer méi Polizeieffektiver kréien? Déi wuel noutwendeg sinn, an dat gëtt och vu kengem contestéiert. Ausser vun deenen, déi absolut méi perséinlech Fräiheet verlaangen an an deem Kontext virun engem Polizeistat warnen. Wichteg wier op jidde Fall méi Polizeipresenz duerch d'Aféiere vu méi Proximitéitskommissariaten an den Uertschaften. Och déi sektoriell Organisatioun vun de regionalen an nationalen Asazpunkte vun der Police misst esou definéiert ginn, dass ee wierklech nach vu Proximitéit ka schwätzen.

Déi lokal Sécherheetspläng, wéi se zum Beispill zu Esch oder am Süde vum Land bestinn, kënnen och ganz vill zur Verbesserung vun der Sécherheet bäidroen, well an esou gutt strukturéierte Pläng all Sécherheetsstrukture mat abegraff sinn an déi Hand an Hand zesummeschaffen.

Kréie mer eng Rei Sécherheetsproblemer duerch méi Asetze vu private Sécherheetsdéngschter, déi deier kaschten, geléist? Sécherheetsdéngschter, déi nëmmen déi sech leeschte kënnen, déi den néidege Fric derfir hunn.

Wéisou ass esou e groussen Opstand gewiescht, wéi d'Gemeng Keel privat Sécherheetsdéngschter gelount huet fir d'Eegentum vun der Gemeng, also d'Eegentum vun de Bierger iwwerwaachen ze loossen a fir d'Eegentum vun de Bierger viru permanentem Vandalismus ze schützen? Beschäftege mer net och - wéi den Här Bodry et hei scho gesot huet - hei an der Chamber privat Sécherheetsleit? Firwat maache mer dat dann, wa mer enger Gemeng dat net wëllen zougestoen, wat mer hei selwer maachen?

Och wann een net vun enger paralleller Police ka begeeschtert sinn, esou muss awer zougelooss ginn, dass d'Allgemenggutt kann op aner Weeër geschützt ginn. An dass elo Eenzelner vun deene private Sécherheetsbeamte sech als Sheriff opféieren an hir Kompetenzen iwwerschreiden, dat kënnt vir. Mä gëtt et där net och bei aneren, déi eng Uniform unhunn, déi hir Kompetenzen iwwerschreiden? Duerfir soll een dat net generaliséieren, mä méi individuell kucken.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Kéint d'Verflichte vu private Sécherheetsdéngschter fir d'Allgemenggutt ze iwwerwaachen, wann dat kloer reglementéiert ass, net awer eng Entlaaschtung vun der Police bedeiten? Deemno vu menger Säit aus Jo zu méi Polizeieffektiver am Proximitéitsgeescht, awer och Jo zu private Sécherheetsdéngschter, wann déi zoustänneg Gemengeréit dëst per Reglement kloer definéieren.

Dann awer eng Fuerderung vu menger Säit, déi ech scho méi wéi eemol gestallt hunn. Dat si staatlech Bäihëllefe bei der Uschafung vu Sécherheetsinstrumenter, besonnesch fir déi eeler Leit, fir dass jiddferee sech säi Recht op Sécherheet ka leeschten an net nëmmen déi sech kënne Sécherheet leeschten, déi Fric hunn.

Mir hunn also déi öffentlech Polizei a mir hunn och privat Sécherheetsdéngschter. Mir hunn do derniewent awer och nach a verschiddene Gemengen Agents municipaux - Pecherten, wéi mer se am Volleksmond nennen -, a scho säit längerem doktere mer un enger neier Gesetzgebung erëm, fir deene Beamten hir Attributiounen emol kloer ze definéieren. Deene Beamte sollen anscheinend an Zukunft nach zousätzlech Aufgaben zougestallt ginn, déi och iergendwéi an de Polizeiberäich solle falen.

Wann awer also elo sollen deene Beamten no enger neier Gesetzgebung zousätzlech Attributiounen zougestane ginn, riskéiere mer dann net, grad do eng parallell Polizei ze schafen? Géife mer da just dat maachen, wat mer mat der Fusioun vu Police a Gendarmerie wollte vermeiden?

Trotzdeem sinn déi Beamten do, besonnesch wat d'Verkéiersuerdnung ubelaangt - ech mengen, Sécherheet ass jo och mat Uerdnung verbonnen -, awer wichteg. Duerfir wär et och net schlecht wann een haut kéint vun der Regierung gewuer ginn, wéiwäit dass mer si mat deem Gesetz iwwert d'Attributioune vun den Agents municipaux an a wat fir eng Richtung dass dat geet. Well och déi Leit missten e Recht hunn endlech gewuer ze ginn, wat an Zukunft op se zoukënnt.

Et ass hei, Här President - ech muss ëmmer kucken, net dass ech mech iren - ganz vill geschwat ginn iwwert d'Situatioun am Prisong. Et schéngt sech also ganz vill Suerge gemaach ze ginn iwwert déi Leit, déi am Prisong sëtzen. Bon, ech hu mer méi Suerge gemaach iwwert déi Leit, déi dobausse sinn. Et ass sech och Suerge gemaach ginn hei iwwert déi…

M. le Président.- Här Jaerling, ech muss mer Suerge maachen ëm Är Riedezäit!

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Also, Här President, wéi ech elo grad op d'Auer gekuckt hunn, war et véier Minutten, an elo sinn et der siwen. Do ass eppes faul.

Just nach eng lescht Fro, déi ech mer stellen: Wa sech esou vill Suerge gemaach gi wéi d'Drogen an de Prisong kommen, da muss ee sech awer och d'Fro stellen: Wien huet da wierklech onkontrolléierten, fräien Zougang an de Prisong?

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Mir hunn elo nach dräi ageschriwwe Riedner. Den honorabelen Här Klein huet als éischten d'Wuert. Duerno kënnt den Här Santer an duerno d'Madame Err.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sécherheetsgefill ass ganz wichteg fir de Bierger, egal wou e sech befënnt oder beweegt. Sécherheet ass keen Zoustand, mä ee Gefill an domat subjektiv.

De Stat ass gehalen, dem Bierger dat Gefill ze vermëttelen. Allerdéngs gëtt et och bei der Sécherheet keng „allround"-Léisung. Dat heescht, wat op enger Plaz oder bei engem Problem gräift an hëlleft, huet net onbedéngt bei engem anere Problem deeselwechten Effet.

De Victor Hugo seet a sengem Roman „Les misérables": «C'est une chose étrange à quel point la sécurité de la conscience donne la sécurité du reste.»

An deem Sënn mussen d'Regierung an och d'Chamber sech froen: Maache mir genuch? Hu mer e fräit Gewësse vis-à-vis vun eise Bierger a puncto Sécherheet?

D'Sécherheetsmoossname musse kompatibel si mat dem legitime Fräiheetsbestriewe vun de Leit. Et läit deemno un eis fir ëmmer de richtegen Equiliber zwëschent Sécuritéit a Fräiheet ze fannen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech menge mir sinn eis eens, datt am Stroosseverkéier déi repressiv Aktiounen eleng net duerginn. E Genre vu Campagnen, wéi zum Beispill d'Chauffeuren ze incitéieren, hir Luuchten am Dag unzemaachen, oder se drun ze erënneren, datt se d'Ceinture sollen undinn, musse weidergefouert an ausgebaut ginn.

Wat ganz wichteg ass um Plang vun der Sécherheet am Stroosseverkéier, ass déi regelméisseg Presenz vun der Polizei, am Sënn vun der Preventioun. Déi Situatioun huet sech zanter der Fusioun vu Polizei a Gendarmerie 1999 wesentlech geännert a verbessert, ass awer nach ëmmer net optimal.

Nach méi Presenz bedeit nach méi Sécherheet, besonnesch fir och deene méi klenge Stroosseverkéiersdelikter an den Dierfer virzebeugen an och fir de Vandalismus, deen d'Gemenge ganz vill Geld kascht, ze verhënneren.

Et gëtt och ëmmer erëm kritiséiert, souguer vun de Polizeiorganer selwer, datt se ze vill administrativ Aarbechten ze erleedegen hätten. Deem muss virun allem opgehollef ginn, andeem méi Zivilpersonal agestallt gëtt, an domat kann de Polizist oder d'Polizistin senger oder hirer eigentlecher Missioun nogoen.

An deem Zesummenhang ass et och noutwendeg, dass d'Commissariats de proximité, déi nach net en place sinn, esou séier wéi méiglech mussen opgebaut ginn. Ech denken do ganz besonnesch un de Commissariat de proximité vu Luerenzweiler.

Iwwert de Verkéier eraus musse mer eis Gedanke maachen iwwert déi privat Sécherheet an iwwer eis Sécherheet an eise Stied an Dierfer.

Ech liese mat Satisfaktioun am Rapport 2006 vun der Police, datt d'Infractioune par rapport zu 2005 liicht erofgaange sinn. Wann een d'Statistiken iwwert déi lescht zéng Joer kuckt, da gesäit een, datt d'Kriminalitéit an eisem Land zimlech konstant ass, an net, wéi d'Leit dacks mengen, staark an d'Luucht gaange wier.

Et muss een duerfir eng kloer Differenz maachen tëschent der objektiver Sécherheet, dat heescht, wat d'Zuele weisen, an der subjektiver Onsécherheet, dat heescht, wéi de Bierger se fillt. Et gëtt also keng Ursaach, fir eng repressiv Politik tous azimuts ze bedreiwen.

Dat wëllt awer net soen, datt een d'Hänn soll an de Schouss leeën. Mir sollen alles maachen, fir d'Zuel vun den Delikter erofzedrécken. Vun de Matbierger aus menger Gemeng héieren ech, datt d'Abréch an d'Haiser an d'Violence géint Persounen eng Haaptpréoccupatioun sinn.

Wann een doheem agebrach kritt, ass dat a sech eng schlëmm Saach. Mä wann dat mat enger Aggressioun verbonnen ass, dann huet dat als Konsequenz, datt mir Leit hunn, déi ënner physeschen a psychesche Séquellë leiden. Datselwecht gëllt fir déi Iwwerfäll op Persounen am Fräien, och am hellen Dag.

No engem Abroch ass et eng ganz schlëmm Saach, wann den Hausbesëtzer seng Wunneng oder en Deel vu senger Wunneng an engem Duerjerneen, an engem Chaos erëmfënnt. Hien ass schockéiert, découragéiert, depriméiert, hie leit ënner engem psychesche Schock a fillt sech eleng gelooss. Fir e Polizist oder eng Polizistin ass en Abroch vläicht eng Banalitéit. Fir de Bewunner ass et awer eng Calamitéit.

D'Polizei, déi do virstelleg gëtt, ass sécherlech net speziell forméiert genuch, fir der Victime iwwert hire Schreck, deen déif sëtzt, ewechzehëllefen. Leit, déi et néideg hunn, mussen Hëllef a Bäistand geleescht kréien.

Fir d'Drogepreventioun a géint d'Délinquance juvénile ass scho vill ënnerholl ginn.

Obscho mer dës Phenomeener wuel ni lassgi wäerten, duerfe mer awer net resignéieren, a besonnesch an de Schoule muss iwwert déi Phenomeener virbeugend geschwat a gehandelt ginn.

Fir deene Phenomeener, déi ech elo opgezielt hunn, preventiv entgéintzewierken, hunn d'Gemengen eng ganz Partie Méiglechkeeten, déi juristescher a politescher Natur sinn. D'Gemenge kënnen am Kader vun hire Kompetenze Reglementer erloossen, déi net nëmme bestëmmte Contraventioune sanktionéieren, mä déi och preventiv Effeten hunn. Si sinn och déi, déi am nooste beim Bierger sinn, fir hir Kloen an Erwaardungen entgéintzehuelen. Rural Dekreter, d'Gemengegesetz, de Code d'instruction criminelle erlaben et de Gemengenautoritéiten, fir ze agéieren.

D'Gemenge sinn déi Éischt, déi d'Evolutioun an der Gesellschaft ze spiere kréien duerch de Chômage an d'Exclusion sociale, duerch dee bestännegen Drock vun eiser Konsumgesellschaft, duerch d'Zouhuele vun der Immigratioun mat als Corollaire dem Problem vun der Integratioun.

Um Plang vun all deene Phenomeener kënnen d'Gemenge villes maachen an hunn och schonn do villes gemaach. Um Niveau vun der Jugend, fir d'Délinquance vun der Jugend anzedämmen, stellen d'Gemengen deene Jonken e Jugendhaus zur Verfügung, wou se sech begéinen, wou se vu socioéducativem Personal encadréiert ginn, seem seng Missioun et ass, fir mat hinnen ze dialogéieren, fir se ze orientéieren a se domat vu verschiddene Fléauen ewechzehalen, andeem hinnen och déi néideg Distraktioun gebuede gëtt.

An de Schoulen ass et och scho wichteg, fir Projeten ze entwéckelen an ëmzesetzen, déi als Zil hunn, iwwert de Wee vun der Mediatioun besonnesch dem Sträit virzebeugen an e gegebenenfalls ze schlichten, wat eng positiv Wierkung huet op d'Behuele vun deene Jonken an hirem spéidere Liewen.

Allgemeng ass et un de Gemengen, fir de Partenariat an den Dialog ze förderen zwëschent hinne selwer, der Populatioun an der Polizei am Sënn vun der genereller Preventioun vun der Délinquance.

Mir hu mat der Fusioun vu Police a Gendarmerie eist Land elo esou ofgedeckt, datt am Prinzip d'Sécherheet vun eise Bierger iwwerall gläichermoossen assuréiert ass. Wéi mer 1999 d'Polizeigesetz gestëmmt hunn, ass gesot ginn, datt d'Commissariats de proximité elo besser Zäit hätten, fir sech ëm d'Polizeireglementer vun de Gemengen ze këmmeren. Ech muss soen, datt dëst a ville Gemenge satisfaisant ass.

Ech weess awer och, datt et Buergermeeschtere gëtt, déi sech beschwéieren, datt et Retizenze bei der Police gëtt, fir ze intervenéieren, wann de Buergermeeschter si op eppes lassschéckt. Bei der Police feelt et ganz bestëmmt net um gudde Wëllen. Fir mech ass et e Manque d'information, deen dohier kënnt, datt, nodeem d'Buergermeeschteren net méi Officiers de la police judiciaire sinn, e Flou entstanen ass, deen d'Polizei onsécher gemaach huet.

Et wier elo un der Zäit, fir kloerzestellen, wéi, wou a wéini d'Police um Niveau vun dem Buergermeeschter senger Requête intervenéiere soll.

Am Syvicol ass en neit Instrument gegrënnt ginn ënnert dem Numm «Forum luxembourgeois pour la prévention et la sécurité urbaine». Et wier gutt, wann de Ministère de la Justice an d'Police sech mat dësem Organ géifen zesummesetzen, fir Kloerheet an deem Domän ze schafen. Et wär deemno gutt, wann den Här Minister eng Initiativ an deem Sënn géif huelen, fir der Police hir Missioun vis-à-vis vun de Gemenge méi genee ze definéieren.

An deem Zesummenhang e puer Reflexiounen iwwert den Agent municipal. Et geet net dorëm, fir eng nei parallell Polizei ze schafen, andeem datt een där Fonctioun Agents municipaux e Pouvoir de police zousätzlech gëtt. Mir hu jo duerfir 1999 fusionéiert, an et kann net sinn, erëm eng nei Polizei anzeféieren. Et geet dorëm, datt muss fäerdeg bruecht ginn, datt d'Buergermeeschteren, d'Agents municipaux an d'Polizei Hand an Hand schaffen an datt esou d'Polizei an d'Lag gesat gëtt, mat den Agents municipaux dofir ze suergen, datt d'Polizeireglementer observéiert ginn.

Mat dem neie Gesetz iwwert d'Fusioun hu mer och aner nei Instrumenter geschaf, wéi zum Beispill de Comité de prévention local et intercommunal an de Comité de concertation régional. Mir gesinn, datt op ville Plazen am Land do gutt Aarbecht geleescht gëtt. Als Beispill kann een de Plan régional de sécurité vum Kanton Capellen nennen, dee sech op d'Abréch focaliséiert hat a wou d'Zuel vun den Abréch an engem Joer ëm 15% zréckgaangen ass. Als absolut positiv muss een déi Plans locaux de sécurité nennen, haaptsächlech am Süde vun eisem Land.

Et muss een awer och leider feststellen, datt déi lokal a regional Comitéen net iwwerall am Land effikass sinn. Mir sinn eis eens, datt d'Problematik vun der Sécherheet net iwwerall d'selwecht ass. Dat hänkt dovun of, ob een an enger grousser Agglomeratioun ass oder um Land. Ëlwen a Stengefort sinn net Diddeleng an net Péiteng. Et huet een d'Impressioun, datt verschidde Comitéen op dem Gebitt vun der Preventioun besser schaffe kéinte wa se wéissten, wat fir eng Moyenen et gëtt a wat fir eng Piste se kéinten exploréieren, fir eng gutt Preventiounspolitik ze maachen.

Ech sinn iwwerzeegt, datt et net um gudde Wëlle vun de Comitéë feelt, mä esou wéi et elo fonctionnéiert, kacht all Comité seng eegen Zopp. Wier et net besser, wa mer en Instrument hätten, wou all déi néideg Informatiounen an Aktioune vun de Comitéen zentraliséiert wieren, fir dorop en Échange d'expérience opzebauen?

Esou en Instrument kënnt zum Beispill e Conseil supérieur de la sécurité sinn, deen natierlech nach aner Missioune kréie kann, speziell fir de Justizminister ze beroden an alle Sécherheetsfroen, och deene vun der Sécherheet an eise Stied an an eise Gemengen.

Mat esou enger Initiativ géife mer eng Lacune schléissen, déi haut tëschent Gemeng a Stat a puncto Sécherheet besteet, well d'Sécherheet däerf net eleng dem Stat reservéiert bleiwen.

Ech hunn ufanks gesot, datt d'Sichen no Sécherheet net op d'Käschte vun eisen individuelle Fräiheeten däerf goen. Déi perséinlech Fräiheet däerf nëmmen esou wäit goen, wéi se dem Bierger net schuet. Mir brauchen awer net just eng repressiv Législatioun, mä éischter eng Preventiounspolitik, där hir Facettë mer nach laang net all erfaasst hunn. Dat gëllt zum Beispill fir d'Schoul, fir d'Justiz, fir d'Gesondheet an och d'Famill an den Environnement. An dësem Domän maache mer ni genuch a mer däerfen duerfir net zécken, eis Moyenen ze ginn, fir esou eng effizient Politik duerchzezéien.

Wat de Prisong an d'Exekutioun vun de Strofen ubelaangt: Déi meescht vun eis si jo haut op dem Standpunkt, datt d'Strof net méi sollt d'Revanche vun der Gesellschaft par rapport zum Délinquant sinn, net méi d'Sühne, wéi dat fréier ugesi ginn ass. Mir sinn net méi an der Philosophie Auge um Auge, Zahn um Zahn, mä an enger Zäit, wou d'Strof, déi am Prisong ofgesiess gëtt, sollt genotzt ginn, fir den Détenu erëm prett ze maachen, fir an der Gesellschaft en normaalt anstännegt Liewen ze féieren, en humane Strofvollzuch, d'Réinsertioun an d'Gesellschaft, d'Resozialiséierung - dee System, dee vum fréiere liberale Justizminister Eugène Schaus ageleet ginn ass a vu sengem Nofolger Robert Krieps resolut weidergefouert gouf.

Ech ka mech nach gutt erënneren, wéi opgrond vum Robert Krieps senger humaner Strofvollzuchspolitik 1977 hei an der Chamber géint d'Regierung interpelléiert ginn ass. Ech souz deemools douewen op der Tribün an hunn héieren, wéi seng Politik schaarf kritiséiert ginn ass vun der deemoleger Oppositioun. A mir hunn nach een Zäitzeien heibannen, deen eenzegen Zäitzeien heibannen, mengen ech, dat ass d'Madame Flesch, wann ech mech net iren. Si war deemools Fraktiounschef vun der DP a ka sech nach ganz sécher un déi Debatt do erënneren.

(Interruption)

Trotzdeem huet dem Robert Krieps seng Politik sech duerchgesat an ass haut vun deenen Allermeeschten unerkannt. Den Délinquant - mir ginn dovunner aus, datt en enges gudden Daags erëm fräigelooss gëtt an datt e wa méiglech net méi an d'Récidive fält an datt e keen Onsécherheetsfaktor méi fir d'Gesellschaft duerstellt. D'Resozialisatioun heescht, de Réckfallrisiko reduzéieren a wa méiglech ausschléissen. Fir dat duerchzezéien, brauche mer am Prisong oder an eise Prisonge gutt an effizient funktionéierend Strukturen, an deenen d'Acteure gutt zesummen Hand an Hand musse schaffen.

Dat war an der Vergaangenheet net ëmmer de Fall. Oft hu Reiwereie bestanen tëschent deene verschiddenen Acteure wéi Direktioun, Gardienen, an dat huet sech och dacks negativ op d'Educatioun vun den Détenuen ausgewierkt. Bedingt war dat oft an den 90er Joren duerch dee bestännege Wiessel un der Spëtzt vun der Direktioun.

Haut ass eng gutt Zesummenaarbecht am Prisong zu Schraasseg. Et besteet e bestännegen Dialog tëschent Direktioun a Personalvertriedung, wat sech konstruktiv auswierkt. Op deem Niveau gëtt geschwat iwwert d'Organisatioun vum Déngscht, d'Santé op der Aarbecht, d'Formation continue an iwwer allgemeng Sécherheetsfroen, an dat ass ganz wichteg.

De Moment sinn 253 Gardiene bei 600 bis 700 Détenuen am Prisong, bei am Ganzen 334 Unitéite Personal. 1997 waren et der 135 bei 360 bis 400 Détenuen. Dat ass eng gewalteg Verbesserung bannent zéng Joer, obschonn datt de Justizminister nach kéint en Hoff maachen, well de Spezialisten no feelen nach ongeféier 30 Gardienen. Dat kascht sécherlech, mä d'Sécherheet muss ee sech eppes kaschte loossen. Domat kéint den Déngscht nach besser organiséiert ginn.

Et besteet och nach ëmmer e Verbesserungsbedarf bei der Formatioun vun de Gardienen a ganz besonnesch bei der Formation continue. D'Gardiene misste laut dem Grondsaz „a lifelong learning" all Joer e puer Deeg fräigestallt gi fir hir Ausbildung ze aktualiséieren an ze adaptéieren.

Iwwer e Rekrutement wär sech och d'Fro ze stellen, ob et net wichteg wär se zum Beispill um Aarbechtsmaart ze rekrutéieren, wa se Erfahrung aus dem Privatsecteur géife matbréngen. Si misste sech dann enger Reconversioun stellen. Si wieren och e Stéck méi al a bräichten net 30 bis 40 Joer laang ëmmer erëm déiselwecht Aarbecht am Prisong ze verriichten. Och déi jénger missten no 25 bis 30 Joer d'Méiglechkeet kréie fir méi einfach d'Fonctioun ze wiesselen. Dat géif zu manner Demotivatioun féieren. Dofir misst hir Mobilitéit an en anere Statsdéngscht méi einfach gemaach ginn.

Fir d'Direktioun stelle sech déiselwecht Problemer. Fréier hat den Direkter keen Adjoint. Wann e fortgaangen ass, war d'Kontinuitéit net méi garantéiert. Säit 1998 huet den Direkter zwee Adjointen. Et ass elo méiglech, datt een d'Relève hëlt, an dat séchert d'Pérennitéit of.

Menger Meenung no missten zousätzlech Universitairen eran, zum Beispill am Prisong fir de Jurist a virun allem e Spezialist, en Ingénieur, deen d'Koordinatioun vun der Technik op deem gewaltege Site géif maachen.

En général, wat de Fonctionnement am Prisong ubelaangt, kéint een awer soen, datt d'Direktioun alles am Grëff huet an d'Moyenë kritt huet fir d'Sécherheet, d'Safety bannent de Maueren ze schafen, wat vu grousser Wichtegkeet ass an och no bausse berouegt.

Wat den Traitement peinologique ubelaangt, wat de Service psycho-social an de Service socio-éducatif ugeet: Et geet net duer mam Personal wat de Moment zur Verfügung steet. Ëmmerhin ass just dat Personal elo beim Détenu, fir en op säi spéidert Liewen heibausse virzebereeden an him Betreiung ze ginn. Sechs Éducateurs gradués, een Assistant social an dräi Psychologen, am Ganzen zéng Agenten, dat geet net duer fir 700 Leit ze betreien. Do feele Fachkreesser no ongeféier 20 Leit.

Dat si Leit déi hëllefen dem Détenu de Wee an d'Fräiheet méi einfach ze maachen, besonnesch och fir hinne fir spéider eng Aarbecht ze sichen oder ze hëllefen hinnen eng Wunneng ze verschafen. Et ass nämlech net esou einfach dat ze fannen, wa keen hinnen zur Säit steet.

Och dësen Déngschter missten d'Gardienen aktiv zur Säit stoen. D'Gardienen däerfen net nëmmen als Haaptmissioun hu fir d'Diere vun den Zellen op- an zouzespären. Och si mussen un der Resozialisatioun bedeelegt sinn. Si si geléiert gi fir de Comportement vun deem eenzelnen Détenu ze suivéieren. Si wären an der Lag, wa se dat gefrot géife ginn, fir de Services sociaux Donnéeën iwwert d'Détenuen ze liwweren, déi noutwendeg wäre fir hiren Traitement.

Bei der Resozialisatioun vum Délinquant spillt de SCAS (Service Central d'Assistance Sociale) eng maassgeblech Roll. Dee Service intervenéiert ganz speziell wann den Délinquant an der Probatioun ass, awer och scho während der Détentioun am Prisong.

Déi sozial Servicer vum Prisong, Service socio-éducatif a socio-psychologique, musse mam SCAS zesummeschaffen a komplementar sinn. Et freet ee sech, ob et net besser wär am Sënn vun der Resozialisatioun, datt dës zwee Servicer zesummegeluecht géife ginn, fir en double emploi ze verhënneren an net e Chaos ze schafen. Well et jo sécher net einfach ass fir all Service säi Kompetenzberäich ze délimitéieren, wat sécherlech net am Intérêt vun der Réinsertioun vum Délinquant an d'Gesellschaft wär

De SCAS, fir senger Missioun voll a ganz gerecht ze ginn, misst nach um Plang vum Personal opgestockt ginn, besonnesch wann ee gesäit wat fir Beräicher en ofzedecken huet: d'Protektioun vun Détenuen, Afferhëllef, Jugendschutz, Geriichtsbäihëllef, Tutellen, Travaux d'intérêt général, Surveillance électronique. De SCAS misst och no der definitiver Entloossung vum Détenu him eng duerchgehend Begleedung kënnen offréieren.

Wat d'Infrastrukturen ubelaangt, do si mer eis bewosst, datt mer en drëtte Prisong, dat heescht eng Maison d'arrêt brauchen. Dat ass scho laang am Gespréich an et gëtt Zäit, datt eppes ënnerholl gëtt. 670 bis 700 Leit, dobäi 80 Nationalitéiten, ass net tragbar bei enger Capacitéit vu 590 Leit fir déi d'Schraasseger Anstalt geplangt war.

Och Jugendlech gehéieren net op Schraasseg. Si sollten op Dräibur kommen, wat ze vergréisseren ass. Et schéngt eng Eenegung tëschent dem Familljeministère an der Gemeng Wuermeldeng zustane komm ze sinn, esou datt et eminent ass, datt d'Vergréisserungsaarbechten uginn. Domadder kann och dann den Transfert vun de Jugendlechen op Dräibur stattfannen.

Zum jëtzege Schraasseger Prisong: E mëttlere Sécherheetsprisong no bannen, dat ass dat wat noutwendeg ass, mat engem gudde Perimeterschutz. Et gëtt nach dran investéiert fir e méi zolidd ze clôturéieren, mat méi engem performante Kamerasystem. Dat vermëttelt no baussen héich Sécherheet a méi Sécherheetsgefill. Dozou stinn d'Kreditter zur Verfügung. Souwäit wéi ech weess huet, fir dem aktuelle Prisong méi Sécherheet ze verschafen, d'Direktioun ëmmer Kontakt mat der Risk Management AG vun Zürich fir sech beroden ze loossen.

Den drëtte Prisong, wouhinner e kënnt, dat si mer nach ëmmer net gewuer ginn. Vläicht seet den Här Minister eis dat haut. Kënnt en op en Terrain, deen dem Stat scho gehéiert?

Gutt wär et, wann dat eng Maison d'arrêt géif gi mat héijer Sécherheet, wou och eng Sektioun fir ganz Geféierlecher virgesi géif ginn, an eng Klinik, wou och déi Geféierlech drakéimen an a Verwahrung geholl ginn, déi vum Expert psychiatrique als solch erkannt ginn a bei deenen, wéinst hirem psychiatreschen Zoustand, keng Chance fir d'Resozialisatioun besteet an déi bestänneg eng Gefor fir d'Aussewelt duerstellen a wou d'Récidive op der Hand läit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat waren e puer Reflexiounen, déi ech zum Strofvollzuch wollt maachen, an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Klein. Da komme mer zum nächste Riedner. Dat ass den honorabelen Här Santer, deen nach eng Kéier d'Wuert freet.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Sujet vun der Interpellatioun, déi d'Madame Flesch agereecht huet, ass de Respekt vum Gläichgewiicht tëschent der Sécurité publique, also der Kriminalitéitsbekämpfung, an de Grondfräiheete vun alle Bierger. Ier ech op dëse wichtegen, mä net neie Sujet wäert agoen, wéilt ech eng Remarque maachen, déi mer agefall ass, wéi ech der Madame Flesch hir Demande d'interpellation gelies hunn.

Ech weess, datt d'Madame Flesch d'Subtilitéiten an d'Feinheete vun der franséischer Sprooch all kennt, an dofir war ech iwwerrascht iwwert de Wortlaut vun der Demande vum 6. Mäerz 2007. Do steet, ech zitéieren: «De nombreuses lois en matière de sécurité publique récemment votées ou en procédure risquent d'empiéter dangereusement sur les libertés individuelles.»

Do wieren also eng ganz Rei vu Gesetzer gestëmmt oder an der Prozedur, déi kéinten d'Grondfräiheeten a Gefor bréngen. Do wiere mer also schonn an engem Polizei- an Iwwerwaachungsstat, wou d'Mënscherechter agëenkt wieren.

Ech hu mer emol d'Gesetzer an d'Projet-deloien, déi säit 2005 - ech hunn den Term „récemment" ganz breet ausgeluecht - gestëmmt respektiv agereecht goufen, ugekuckt an et ass mer net opgefall, datt do eng Unzuel vu Gesetzer oder Projeten a Fro géife kommen.

An dëser Zäitspan, säit 2005, hu mer néng Gesetzer am Strofrecht gestëmmt an um Dag vun haut sinn nach siwe Projet-de-loien unhängeg, woubäi der véier d'nächst Woch an de Plenum kommen, an déi sinn och haut an der Kommissioun de Moien unanime ugeholl ginn, no enger laanger an ausféierlecher Diskussioun.

Et sinn dat d'Gesetzer iwwer Eurojust, d'Bestiechung, d'Instruction simplifiée, d'DNA-Prouwen, d'Geldfälschung, d'Diskriminatioun, de Vertrag vu Prüm, d'Fouilles de véhicules an d'Disparition de personnes.

Sief nach derbäi bemierkt, datt vun deenen néng Projeten, also néng Gesetzer elo, der aacht mat Unanimitéit gestëmmt goufen. D'Gesetz iwwert d'DNA-Prouwe gouf mat grousser Unanimitéit gestëmmt, mat 50 Jo-Stëmmen, bei zéng Abstentiounen.

Derbäi kommen nach e puer Projeten: d'Konfiskatioun, d'Saisie immobilière, zwou UNO-Konventiounen an de Projet iwwert d'Méthodes particulières d'investigation vun der Police an, dee leschten, den Zougréff vun Donnéeën duerch d'Justizautoritéiten. Nëmmen dës zwee lescht Projete sinn nach net an der Commission juridique diskutéiert ginn.

Wann een also d'Situatioun betruecht, och mat engem kritesche Bléck, sou komme menges Eruechtens nëmmen dräi oder véier Texter a Betruecht. D'Gesetz iwwert d'DNA-Prouwen, ouni Géigestëmm gestëmmt 2006; d'Gesetz iwwert d'Fouilles de véhicules, unanime; de Projet de loi iwwert d'Méthodes particulières d'investigation ass aviséiert gi vum Statsrot a kënnt an der Rentrée an d'Kommissioun; an de Projet de loi iwwert den Zougréff vun Donnéeën duerch d'Justizautoritéiten ass nach net aviséiert gi vum Statsrot.

Dat sinn der net grad vill, déi kéinten a Fro kommen. Dofir wonnert et mech, datt hei „nombreuses lois"...

Mme Colette Flesch *(DP), interpellatrice.*- Souguer eng ass ze vill!

M. Charles Goerens *(DP).*- Jo.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Et kéint ee schreiwen, certaines lois, mä net nombreuses lois ou projets de loi. Eng Gefährdung vun de Grondrechter steet also net virun der Dier, eng Dérive sécuritaire besteet net.

Wat wëllt d'Regierung géint déi Aschränkunge vun de Grondfräiheeten ënnerhuelen a wéi soll d'Chamber do besser associéiert ginn, wat d'Kontroll vum Respekt vun deem Equiliber ugeet?, freet d'Madame Flesch.

Wat déi éischt Fro ugeet, do gëtt der Regierung ënnerstallt, déi wier um Wee fir op eng disproportionéiert Aart a Weis d'Grondfräiheeten anzeschränken. Dat ass falsch! D'Infraktioun souwéi d'Natur an d'Héicht vun der Strof, déi an engem Strofgesetz zréckbehale ginn, déngen dozou fir eng Atteinte à l'ordre public ze bestrofen oder/an ofzeschrecken. Dobäi widderhuelen ech dat, wat ech am Débat d'orientation virun e puer Minutten, also bal zwou Stonne gesot hunn: Et muss een d'Inflatioun vu strofrechtleche Moossnamen a ville Gesetzer a Fro stellen, well se dëser Zilsetzung net gerecht gëtt.

D'strofrechtlech Prozedur soll esou ausgeluecht ginn, datt d'Effikassitéit net eleng privilegéiert gëtt op d'Käschte vun de Grondrechter. Sou ass zum Beispill déi sougenannte Comparution immédiate, wéi se a Frankräich besteet, kee Virbild - an ech widderhuele mech an ech wäert mech an deenen nächste Joren nach weider widderhuelen - fir de Respekt vun de Grondrechter vun engem Beschëllegte bei engem strofrechtleche Prozess, obwuel dat gesot ginn ass, net heibannen, mä op Pressekonferenzen, vu Säite vun der Oppositioun. An dat war net vu Säite vun de grénge Kolleegen oder vun der ADR.

(Interruptions diverses)

Da gitt emol eng Kéier op Metz kucke wéi dat ass. Do komme Leit um zéng Auer owes nach un d'Rei, well do a 24 Stonnen d'Uerteel muss getraff ginn. Do gëtt d'Uerteel an der Sessioun geholl, d'Riichtere ginn eraus, komme fënnef Minutten drop erëm zréck, an déi Leit, well dat a Frankräich nach besteet, Arrestation à l'audience, ginn direkt an de Prisong gestach. Esou fonctionnéiert dat. Dat heescht, Dir klaut een Auto um eelef Auer, um 23 Auer sidd Dir am Prisong fir Joren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Besser wéi zwee Joer duerno!

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Da probéiert emol eng Kéier. Do kennen d'Affekoten emol den Numm vun hire Clienten net. Déi soen einfach l'inculpé. Da musst Der eng Kéier do e Reportage kucken, Här Bettel, iwwert de System wéi e fonctionnéiert zu Paräis, dat heescht „Paris, onzième chambre criminelle", et dauert nëmmen eng Stonn, an da gesitt Der wéi dat fonctionnéiert.

E Projet elo, dee mat Strofrecht oder mat der Prozedur vun de Strofgeriichter ze dinn huet, muss a priori zwee kontradiktoresch Prinzipien oder Ziler verfollegen. Et muss een e Mechanismus opstellen, deen eng effikass Kriminalitéitsbekämpfung erméiglecht, sief dat um Fong oder um Niveau vun der Prozedur. Mä op där anerer Säit mussen d'Grondrechter an d'Fräiheete vun alle Bierger net méi genéidegt ginn, wéi dat absolut noutwendeg ass, fir dat Zil ze erreechen.

Mir si mat der Zilsetzung, mengen ech, alleguerten d'accord. Et muss een deen Equiliber hierstellen. Exklusiv déi eng oder déi aner Prémisse vun dësem Equiliber opzebauen an déi aner ze vernoléissegen, féiert zu näischt. Mä dësen Equiliber hierzestellen ass keng einfach Saach; net nëmmen ass den Equiliber prekär, en ass och subjektiv an an der Zäit variabel.

D'Madame Flesch huet dem Här Justizminister virgeworf, hien hätt bei e puer Texter ze wäit geschoss an hie wier am Fong geholl eng Gefor fir d'Grondrechter, an dat bei véier Texter, obwuel mer 21 Texter an dëser Sessioun an der Commission juridique diskutéiert hunn. A wann den Här Frieden näischt ënnerholl hätt, da wier him dat virgeworf ginn, a wann hien eppes ënnerhélt, da gëtt him dat och virgeworf.

Wat de Statsrot ugeet, d'Madame Flesch huet den Avis vum Statsrot zitéiert bei de Méthodes particulières d'investigation, deen elo virun zwou Wochen erauskomm ass. Beim DNA-Gesetz hat de Statsrot keng fundamental Problemer vun därselwechter Natur; d'Madame Flesch hat awer Problemer.

(Interruption)

Hat do de Statsrot Onrecht a bei dësem Projet hat e Recht? Oder ass den Equiliber, esou wéi ech et denken, subjektiv ze bemierken? An der Kommissioun hu mer eis bis dato, an ech gesinn net wierklech a firwat dat sech soll änneren, am Detail mat dëser Fro beschäftegt, besonnesch wann et Avisë gouf, net nëmme vum Statsrot, déi drop higewisen hunn, datt e Projet de loi ze vill zu enger oder heiansdo souguer ze vill zur anerer Säit géif tangéieren. Et gëtt wierklech keng Ursaach, firwat datt mer eis Aarbechten anescht sollen organiséieren.

Elo sinn ech scho bei der zweeter Fro: Wéi soll een d'Chamber besser un d'Kontroll vum Respekt vun de Grondfräiheeten associéieren? Dat maache mer jo schonns, andeems mer de Projet detailléiert nokucken, obwuel mer de Projet amendéieren. An den Här Justizminister a seng Mataarbechter, déi un der Kommissiounssëtzung deelhuelen, ginn och wäertvoll praktesch Informatiounen, well eis Amendementer musse jo och an der Praxis hir Friichten droen.

Ech mengen, datt et besser wéi bis elo an der Commission juridique net goe kann, och wa mer eis op verschidde Punkten net eens sinn. Mä d'Aart a Weis wéi mer eis Aarbechten organiséieren an duerchféiere souwéi d'Kooperatioun vum Justizminister a senge Leit kënnen net besser sinn.

Ech hunn awer hei net richteg op déi zweet Fro geäntwert. Déi eigentlech Kontroll vum Respekt vun de Grondrechter a Fräiheete gëtt am Fong vun de Geriichter gemaach. Dës Äntwert ergëtt sech duerch d'Séparation des pouvoirs. D'Geriichter hunn net nëmmen d'Strofrechter unzewenden, mä si dinn och d'Grondfräiheete respektéieren, déi an eiser Verfassung, an der Europäescher Mënscherechtskonventioun oder an aneren internationale Konventioune wéi d'Kannerrechtskonventioun verankert sinn.

An do kommen ech bei den drëtte Punkt vun der Motioun, déi ech ënnerschriwwen hunn, zur Motioun vun der Madame Flesch, «veiller à ce que l'application de ces mesures soit soumise à un usage responsable par le biais d'un contrôle indépendant et impartial approprié». Dee Contrôle indépendant et impartial hu mer, dat sinn d'Geriichter. Mir sollten also an der Kommissioun esou weiderfueren.

An dat sinn och déi zwee aner Punkten, déi zwee aner Tirete vun där Motioun: «veiller dans ce contexte au respect des libertés individuelles (...)»; «veiller à la proportionnalité des mesures (...)». Dat mécht den Här Justizminister andeems hien e Projet de loi abréngt. Dat maache mir an der Kommissioun andeems mer dëse Projet de loi an den Detail mam Här Justizminister nokucken an analyséieren. An et gëtt - dat muss ech awer och betounen - ganz seele Fäll, wou den Här Justizminister net mat eisen Amendementer averstanen ass. Dat muss een awer och hei betounen. Dofir hunn ech déi Motioun ënnerschriwwen, well se am Fong geholl, géif eise President soen, superfétatoire ass, mä ça vaut mieux en le disant, ça vaut mieux en le signant.

(Interruption)

Nach zwee Punkten. D'Madame Flesch huet iwwert den Dateschutz geschwat. Transferte vun Donnéeën ass eppes Normales, dat kann een net anengen. Ech wëll dorobber hiweisen, datt déi europäesch Dateschutzdirektiv 95/46, mengen ech, war et, intituléiert ass „Sur la libre circulation des données à caractère particulier et la protection des personnes" an esou weider, woubäi ee muss nach eng Kéier betounen, datt den Term „Dateschutz" dee falschen Term ass. Et geet hei net dorëm, Daten ze schützen, mä Leit ze schützen, deenen hir Daten traitéiert ginn. Mä bref, et ass méi kuerz, méi bündeg.

Do wëll ech awer op eng Saach hiweisen. Mir hunn zu Lëtzebuerg, mir hunn an der Europäescher Unioun Bestëmmungen iwwert den Dateschutz. Dat gëtt et awer net an all Land esou. Ech erënneren lech un d'Affär Swift, eng belsch Firma, déi ënner belschem Gesetz regéiert gëtt, mä: Wou sinn d'Serveuren? D'Serveure sinn an Amerika. Do kënnen dann ënnert de Patriot Acts d'Polizisten oder d'Justizautoritéiten au sens large du terme drop zréckgräifen.

En anert Beispill, Blackberry. D'Serveure sinn zu London an an Amerika. An dofir huet de franséische Geheimdéngscht en Avis négatif ginn, datt d'franséisch Regierungsbeamten, op d'mannst déi héijer Beamten an d'Ministeren, vun hirem Blackberry Gebrauch maachen, well se do Donnéeë géifen dann an Amerika transferéieren ouni ze wëssen...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Meng Donnéeë kann den amerikanesche Geheimdéngscht roueg kréien.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Ech mengen, meng och. Da si mer schonn zu zwee.

(Interruptions)

Mä ech wëll den amerikaneschen Autoritéiten awer dowéinst kee Blankoscheck ginn, andeems ech dat soen.

Do muss een awer oppassen. D'Donnéeë ginn an Europa geregelt. D'Donnéeën transferéieren awer esou séier an an esou grousse Quantitéiten, datt een do mat Gesetzer eis zu Lëtzebuerg an an Europa net ëmmer kann hëllefen.

Doriwwer eraus - leschte Punkt - kann een awer och d'Fuerderungen…

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gira!

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- ...un d'Police- an d'Justizautoritéite vu parteipolitescher Säit ni genuch uprangeren. 200 méi Polizisten an enger Stad oder an enger Gemeng, Kameraen hei, Kameraen do, nom Motto «Les promesses n'engagent que ceux qui y croient», dat soll een och uprangeren, wann een iwwert d'Gläichgewichtung vun deenen zwee grousse Fundamenter Kriminalitéitsbekämpfung a Mënscherechter schwätzt.

Et kann een dann net am Wahlkampf soen: Dir kritt alles, wann Der wëllt. Dir kritt elo e Polizist just virun Ärer Strooss, dee kontrolléiert. An duerno seet een: Et sinn ze vill Polizisten do. Et muss een och am Wahlkampf, wann ee mat de Leit schwätzt, en Equiliber halen an d'Leit och drop sensibiliséieren, datt et Grondrechter gëtt, déi net ëmmer, solle mer soen, eng Verhënnerung vun der Kriminalitéitsbekämpfung duerstellen.

An et soll een emol wäit ewech vun deem Prinzip goen, deen den Edgar Faure ëmmer gesot huet: «Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent.» Et kann een net op där enger Säit dat eent soen an op där anerer Säit dat anert. Dofir wäert ech d'Motioun stëmmen, obwuel ech...

(Interruptions diverses)

Genau, hutt Der och héieren, wéi dat esou funktionéiert bei anere Kolleegen?

(Hilarité)

Dofir wäert ech déi Motioun stëmmen, obwuel dat wierklech meng Attitüd, an ech mengen och dem Här Justizminister seng Attitüd, net wäert änneren. Well meng ass et - an ech wëll net am Numm vum Här Justizminister schwätzen, dat wäert en dann duerno kënne maachen -, meng Attitüd…

(Interruption)

Här Bettel, do ass de Risiko ganz kleng.

(Interruptions)

Et soll een ni ni soen, mä de Risiko ass gradsou grouss, datt ech eng olympesch Medail gewannen.

(Hilarité)

Une voix.- A wéi enger Discipline?

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Laquelle vous voudrez.

An dofir wäert ech déi Motioun stëmmen, well déi nach ëmmer menger Attitüd géif gerecht ginn an et ass wéi wann ech se geschriwwen hätt. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Lydie Err.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här President, Här Minister, ech wollt ganz kuerz an dëser Debatt intervenéieren, andeems ech ufänke mat deem, wat de Félix Braz hei gesot huet, dass e gudde Rapport wéi deen, deen eis virläit, eigentlech grouss Diskussiounen iwwert de Rapport iwwerflësseg mécht. Wat ee misst maachen, ass kontrolléieren, ob dee gudde Rapport an déi komplett Motioun, déi sécherlech hei gestëmmt gëtt, an der Praxis ëmgesat ginn.

Et ass villes ze soen an ervirzesträichen, notamment de Conseil supérieur vun der Magistratur an den Tribunal d'application des peines. Dat eleng sinn zwee Programmpunkten, déi dat an zwou Reien zesummefaassen, déi sécherlech seriö Aarbecht während laange Méint, wann net Jore viraussetzen, och dann, wann ee sech iwwert de Prinzip vun deenen Institutiounen eens mécht.

Och aner Saache wéi d'Maison-d'arrêten, wou d'Prévenuen indépendant wären, keng Mineure méi am Prisong, d'Formatioun vun de Gardienen, d'Domiciliatioun vun de Prisonnéier, fir hir sozial Rechter ze sauvegardéieren an Ähnleches, a last but not least den Opferschutz sinn alles Punkten, déi ernimmt gi sinn a wou mer dann elo musse kucken, wou mer hannen erauskommen, wou mer am Fong an der Praxis kënnen eppes änneren, well bei den Iddien ass heibannen e ganz grousse Konsens festzestellen.

Ech wollt iwwer zwou Saachen eng Remarque maachen. Éischtens iwwer eppes, wat mäi Kolleeg, den Alex Bodry, schonn ugeschwat huet, an zwar d'Zuel vun den Affären, déi am Pénal klasséiert ginn. Dat sinn der anscheinend 6.530, an dat géif eng Augmentatioun duerstellen an Zäit vu fënnef Joer vun 20%.

Meng Meenung ass - an ech denken, dass ech domadder net eleng stinn -, dass ganz oft déi klasséiert Affären, wou keng Motivatioun, keng Informatioun vun de Leit passéiert, dozou bäidroen, dass d'Leit e Gefill kréien, um Niveau vun de Geriichtsbarkeete géif net alles traitéiert ginn, wéi et dat géif méritéieren. Zu Recht oder zu Onrecht, sief dohigestallt, mä dat ass sécherlech kee gutt Gefill, wann een eng Plainte gemaach huet, déi am Fong e Fait pénal duerstellt, wou eng Enquête gemaach gëtt a wou dann herno finalement näischt derbäi erauskënnt. Dat mécht engersäits d'Leit onzefridden, dat mécht sécherlech och d'Enquêteuren net glécklech, déi sech soen, dass si ganz vill Aarbecht maachen, bei där awer heiansdo an der Praxis net ganz vill erauskënnt.

Ech denken, dass et u sech bedauerlech ass, well och kleng Incivilitéiten an Infractiounen, wou net onbedéngt en enormen Trouble à l'ordre public ass, droe bäi zum Sécherheetsgefill wat d'Leit kënnen hunn. An ech bedaueren an deemselwechten Zesummenhang, dass am Fong trotz där Motioun, wou drasteet, dass mer Peinealternativen hunn, déi net genuch agesat ginn. Ech schwätzen notamment vun der Médiation pénale. A wann een déi Zuele vun den Affären, déi an d'Médiation pénale geschéckt ginn, vergläicht mat der Augmentatioun vun den Affären, déi klasséiert ginn, da versteet een a sech net, firwat en Instrument, wat existéiert, net gebraucht gëtt.

D'Zuele vun de Klassementer ginn an d'Luucht an d'Zuele vun den Affären, déi iwwert d'Médiatioun traitéiert ginn, ginn erof. Dat ass eigentlech eng Onlogik, an ech géif et begréissen net nëmmen, wann dat Ge-

setz vun 1999 iwwert d'Médiation pénale, wat an der Praxis wéineg Uwendung fënnt, géif kënnen ëmgeännert ginn, fir et besser unzepassen, mä virun allem och, wann an deenen Affären, wou e Klassement kënnt, wéinstens een Akt, eng Réponse vum Parquet géif kommen.

Dat kënnt e Bréif sinn, wou d'Leit drop higewise ginn, dass se eppes gemaach hunn, wat contraire zum Gesetz ass a wat net an der Rei ass, dass et ubruecht wär, dass du moins eng Entschëllegung géif stattfannen, oder e Rappel à l'ordre, oder, oder. Mä ech fannen, dass et eigentlech ongesond ass, dass et an eisem Rechtssystem méiglech ass, dass déi dote Saachen, dass e ganze Koup Affären - 6.500 d'Joer - eigentlech ouni Suite quelconque bleiwen, ouni dass d'Leit doriwwer informéiert ginn.

An deemselwechten Zesummenhang ass am Rapport och gesot ginn, dass de Parquet oder de Parquet général - dat weess ech elo net méi - recommandéiert huet, d'Médiation pénale en matière de violence domestique anzeféieren.

De Rapporteur huet dat net a senger Motioun iwwerholl. Ech mengen, dass dat ze begréissen ass, well zu Lëtzebuerg d'Médiation pénale nëmmen an enger Procédure préliminaire an nëmmen a Fäll de moindre importance, haaptsächlech mat Mineuren, ugewannt gëtt.

An engem Moment wou d'Violence domestique massiv zu Lëtzebuerg an d'Luucht geet, wou d'Gesetz iwwert d'Violence domestique ufänkt seng Suiten ze weisen, mengen ech, wär et wierklech net ubruecht, duerch d'Aféierung vun der Médiation pénale an dëser Matière ze demonstréieren, dass et sech géif ëm eng Infraction mineure handelen.

Zur Violence domestique awer, Här Minister, am Fong eng Fro, an domadder wär ech dann och scho bal um Enn vun deenen zwou Iddien, déi ech hei wollt soen. Ech stelle fest mat den Zifferen, déi gëschter an der Commission de l'égalité ausgedeelt gi sinn, dass d'Zuel vun den Interventiounen en matière de violence domestique an d'Luucht geet, dass 35 Expulsiounen am Mount gesprach ginn, dat heescht, eppes méi wéi eng d'Woch. Mä wat mech erstaunt, ass de Prozentsaz tëschent den Interventiounen engersäits an den Expulsiounen anerersäits.

Bei 409 Interventiounen ass d'Zuel vun den Expulsiounen, déi grosso modo an déi 50% war an deenen éischte Joren, erofgaangen op 44%. Ech hu scho gelunge fonnt, dass an deene 50% vun de Fäll, wou eng Interventioun stattfënnt - an ech weess et, well Leit mech perséinlech drop ugeschwat hunn -, dass do net wann d'Demande ass, och ouni dass se formell a Form vun enger Plainte formuléiert gëtt, eng Expulsioun fir d'Sécherheet vun den Opfer, provisoresch jiddefalls, virgeholl gëtt, sou dass d'Leit dann trotz dem spezielle Gesetz, dat mer hunn, wéinst enger Appréciatioun vun den Agenten op der Plaz obligéiert sinn, déi klassesch Prozeduren anzeschloen. Ech denken, dass dat net den Zweck war vum Gesetz iwwert d'Violence domestique.

Ech sinn iwwregens net eleng am Fall. Ech hu mat Kolleege geschwat, déi och an deem Domän do schaffen. Et ass relativ kloer, dass d'Agenten op der Plaz eng Appréciatioun maachen an d'Victimen nach froen: Mengt Dir da wierklech elo, dass mer sollen den Auteur vun de Violencen hei erausloossen? Da kënnt Der lech jo virstellen, dass dat eng ganz delikat Affär ass.

Et ass iwwregens eng vun den Ursaachen, firwat mer dat Gesetz gemaach hunn: fir eben net de Victimen och nach d'Charge ze loossen, fir selwer eng Décisioun ze huelen, an enger schwiereger Familljesituatioun am Fong nach e Schwieregkeetsgrad derbäizesetzen. Ech wier frou, wann dat dote kéint analyséiert ginn a gekuckt gëtt, ob dat Gesetz do esou applizéiert gëtt, wéi et gemengt ginn ass, fir dass et säin Zweck net verfeelt, dat heescht, dass mer déiselwecht Faiten an aneren Affaire-pénalen erëmfannen an domadder eis Geriichter wierklech onnéideg iwwerlaaschten.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Als leschte Riedner ass nach den honorabelen Här Mehlen ageschriwwen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President...

(Interruption)

M. le Président.- Sou! Loosse mer den Här Mehlen elo seng Ausféierunge maachen. Ganz kuerz, Här Mehlen, well Dir hutt net vill Zäit.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Jo, d'Auer leeft schonn déi ganzen Zäit, wou hei geschwat gëtt.

Här President, ganz kuerz. Ech wollt vun deene knapps zwou Minutten, déi mer hunn, profitéieren, fir een Aspekt ze beliichten, dee mir perséinlech ganz um Häerz läit. Mir wëssen, datt d'Drogekriminalitéit hei am Land e groussen Deel vun den Delikter duerstellt an och zur Onsécherheet hei am Land bäidréit. Dat ass engersäits sécher den Drogenhandel, mä mir wëssen op där anerer Säit, datt d'Beschafungskriminalitéit e grousse Volet vun deem ganze Problem do duerstellt. Mir wëssen, datt ganz vill Drogekranker, déi och nach fir sech vläicht net géife kriminell ginn, zu Kriminelle ginn, well se keen anere Moyen gesinn, fir hire Konsum ze finanzéieren an doduerch stroffälleg ginn, datt se Leit iwwerfalen, datt se abriechen an ech weess net wat nach alles veranstalten.

Mir wëssen aus Erfahrung, datt bis elo d'Repressioun eleng - a bis elo hu mer nach net vill weider gemaach - net zum Erfolleg féiert. D'Preventioun an deem Secteur misst dohinner féieren, datt mer déi Leit géifen en charge huelen, datt mer hinne géifen op eng adequat an intelligent Aart a Weis hëllefen, souguer wa mer hinnen hire Konsum op eng propper Aart a Weis géifen zur Verfügung stellen, bis datt mer se vläicht eng Kéier erauskréien.

An der Schwäiz sinn do a Modellversucher ënner Observatioun vun enger Universitéit exzellent Resultater erreecht ginn. Ënner anerem ass d'Beschafungskriminalitéit praktesch op null erofgaangen. Et wär absolut noutwendeg, datt mer dee Volet do op déi Manéier géifen upaken.

Ech a meng Fraktioun kënnen nëmme bedaueren, datt d'Chamber scho viru Joren hei an engem Débat d'orientation recommandéiert huet, datt ee soll an déi Richtung goen, an datt bis elo ëmmer nach nëmmen driwwer geschwat gëtt an näischt geschitt.

Här Minister, do hätt Der mat Ärem Kolleeg vun der Gesondheet zesumme wierklech e Feld, wat ee kéint beakeren, wou mer ganz sécher en Deel vun der Kriminalitéit ouni Weideres ewechkriten. Ënnert dem Strëch rechent et sech. Déi Etüd huet erginn, datt et méi bëlleg gëtt fir de Stat, wann een an déi Richtung geet, wéi wann een nëmme mat Repressioun schafft an domat dem Drogenhandel seng Geschäftsgrondlag entzitt. Dann hätt d'Police och e bësse méi Zäit, fir sech vläicht op aner Felder ze konzentréieren, well hei geet jo awer enorm vill Zäit drop. A mir hunn e Surpeuplement vum Prisong, dee guer net misst sinn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Sou. Dir Dammen an Dir Hären, domat ass d'Generaldiskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, den zoustännege Minister, den Här Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, d'Fräiheet, d'Sécherheet an de Rechtsstat stäerken, dat waren am Fong ëmmer déi dräi Haaptobjektiver, déi ech mer a menger politescher Aktioun als Justizminister gesat hunn an déi ech och konsequent an deene Joren ëmgesat hunn; ech géif souguer bal soen, wann ech dee leschte Volet derbäihuelen, och virdru schonn an der Period, wou ech an der Commission juridique an an der Commission des Institutions vun der Chamber war.

Déi Ziler hunn also net geännert. An ech hunn et och ëmmer eng besonnesch Erausfuerderung fonnt, grad an dëser Funktioun an der Regierung kënnen déi dräi Voleten do - Grondrechter, Sécherheet a Rechtsstat - virunzebréngen. Well si sinn am Fong d'Fundament vum Zesummeliewe vun de Mënschen an eiser Demokratie.

Dat ass net ëmmer eng einfach Aufgab. Dat ass eng Aufgab, wou ee weess, datt ee kritiséiert gëtt, mä et ass, fannen ech, eng schéin Aufgab, well et ouni si net méiglech ass, an der Gesellschaft d'Zesummeliewen ze assuréieren. Well d'Zesummeliewe fonctionnéiert, no menger Opfaassung, nëmmen dann, wann och d'Mënschen, déi an där Gesellschaft liewen, sech u Regelen halen. Do wou déi Regelen net respektéiert ginn, muss de Stat mat senger Autoritéit agräifen, fir déi Regelen erëm hierzestellen.

Ech hätt gär, datt d'Fräiheet vun deenen éierleche Leit am Kader vun deene Regele ka respektéiert ginn. Déi Fräiheet kann nëmmen ausgeübt ginn, wa Sécherheet besteet. An do huet de Stat mat der Hëllef vu sengen Organer, wéi Polizei, wéi Geriichter, wéi och zum Deel aneren, eng Grondaufgab. Et ass fir déi, wou mir astinn. Et ass fir déi, wou mir eis asetzen. Et gëtt keng absolut Fräiheet. Et gëtt och keng absolut Sécherheet. Et ass ëmmer an deem Kader, wou ee muss op déi eenzel Voleten agoen.

Ech sinn dankbar fir deen Débat d'orientation, deen de Mëtten hei stattfonnt huet. Dräi an eng hallef Stonn, déi am Fong déi Politik op deene ganz groussen Zich confirméiert hunn, déi ech zënter Joren dierf an der Regierung heifir maachen. 86 Säiten, an deenen ech wéineg fonnt hunn, wat anescht ausgesäit wéi dat, wat och meng Zilsetzung ass. Duerfir wëll ech der juristescher Kommissioun, a virun allem hirem President a Rapporteur Patrick Santer, Merci soe fir eng komplett, sachlech, kompetent Ausenanersetzung mat engem komplexen Thema, wou een erëm eng Kéier gesäit, datt d'Sécherheetspolitik e Ganzt ass.

D'Tatsaach, datt an deem Bericht d'Strofjustiz, d'Police an de Prisong gemeinsam behandelt ginn, ass richteg. Et ass awer och déi nämlecht Philosophie, déi de Statsminister bei der Regierungsbildung dozou geleet huet, fir och déi dräi Kompetenzen an eng Hand ze ginn, well si hänke ganz enk mateneen zesummen.

Ech hunn de Mëtten intensiv nogelauschtert. An ech mengen, villes vun deem, wat hei gesot ginn ass, ass hëllefräich. Ech hunn, muss ech soen, mat Erstaunen d'Haltung vun der Spriecherin vun der Demokratescher Partei hei héieren. Ech hunn d'DP net erëmerkannt an deem, wat d'Madame Flesch gesot huet, well et net konform ass mat deem, wat ech mat de Kolleegen aus der DP an där viregter Regierung grad an dësem Beräich, wou se mech ëmmer ganz staark ënnerstëtzt hunn, gespuert hunn.

(Interruption)

D'Madame Flesch huet gesot: Dem Justizminister Frieden seng Prioritéit ass d'Sécherheet. Jo, dat ass richteg. Dat ass meng Prioritéit. An ech wäert déi soulaang maachen, wéi d'Lëtzebuerger an de Statsminister mer déi Aufgab weider uvertrauen. Well et ass eng wesentlech Viraussetzung, fir datt mer kënnen a Fräiheet friddlech a mat Liewensqualitéit an dësem Land zesummeliewen.

An ëmmer erëm, wann ech a menger anerer Qualitéit als Trésorsminister duerch d'Welt reesen a mat Investisseure schwätzen, gradesou wéi iwwregens de Wirtschaftsminister, da gëtt ganz oft gesot, wann et ëm d'Lokalisatioun vu Betriber geet, datt ee vun de Facteuren, firwat se och zu Lëtzebuerg hir Betriber usiedelen, dee vun der Sécherheet ass. Well Lëtzebuerg ass e séchert Land am internationalen an och am europäesche Verglach. D'Stad Lëtzebuerg, an där ganz vill Betriber sinn, ass no internationale Studien, déi gemaach gi sinn, eng vun de séchersten Haaptstied an Europa. Dat ass e komparativen Avantage, och an der Wirtschaftspolitik. Duerfir muss ee sech asetzen. Duerfir muss ee mat deenen Instrumenter schaffen, déi een huet.

Elo ass et richteg, datt an engem klenge Raum d'Thema vun der Onsécherheet méi séier och duerch kleng Phenomeener geschafe gëtt; och duerch d'Mediatiséierung, déi zu Lëtzebuerg grad bei klengen Delikter a klenge kriminellen Dote vill méi grouss ass wéi am Ausland. An eisem Land kommen an nationalen Zeitungen a Radioe Faitë vir, déi am Ausland guer keng Opmierksamkeet fannen, oder héchstens an enger regionaler Press. Doduerch gëtt dat vill méi oft en Thema, mä wann een objektiv matenee vergläicht, dann ass eist Land wäitaus méi sécher, an dat ass d'Resultat vun enger konsequenter Politik.

Och d'Kriminalitéit, wann een d'Statistike kuckt - Statistik ass net alles, mä et ass ëmmerhin ee Facteur, dee wesentlech ass -, da gesäit een, datt d'Kriminalitéit zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore stabel war, en fait réckleefeg, well déi Stabilitéit an de Chifferen, déi muss een zesumme gesi mat enger zolitter Augmentatioun vun der Zuel vun de Leit a vun de Betriber am Land während där gläicher Zäit. An trotz Augmentatioun vun der Zuel vun de Leit, déi hei am Land wunnen a schaffen, ass d'Kriminalitéit net eropgaangen.

Trotzdeem muss een ëmmer um Ball bleiwen, well een ëmmer erëm nei Phenomeener entdeckt. D'Kriminalitéit ännert sech, d'Kriminalitéit développéiert sech, an duerfir muss een och permanent d'Instrumenter upassen, déi een huet.

Duerfir géif ech just gäre kuerz zu deenen dräi Voleten nëmmen e puer Remarquë maachen, wëssend, datt et onméiglech ass, an dëser Debatt op all déi Voleten anzegoen, déi méritoirement am Rapport vun der Commission juridique vum Deputéierte Patrick Santer erausgestrach gi sinn.

Ech géif fir d'éischt wëllen e Wuert soen zur Polizei. D'Realisatiounen, déi d'Police am Beräich vun der Sécherheet an deene leschte Jore gemaach huet, si wesentlech. Ech géif hei och wëllen, well dat de Mëtteg am Fong wéineg gemaach ginn ass, deem grousse Corps vun der Police Merci soe fir dat, wat si am Déngscht vun de Lëtzebuerger an deenen anere Leit, déi hei am Land liewen a schaffen, Dag an, Dag aus maachen.

Dat ass net ëmmer eng einfach Aarbecht. Dat ass besonnesch eng schwiereg Aarbecht an der Nuecht, moies fréi, wa se net ëmmer mat agréabelen an oppen Äerm empfaange gi vun deenen, deene se mussen erklären, datt d'Gesetzer net respektéiert ginn.

Ech mengen, mir kënne stolz op si sinn, a si kënne stolz sinn op hir Aarbecht, déi se am Déngscht vum Land maachen. Mir kennen d'Schwieregkeeten, déi se hunn, a mir spieren déi Schwieregkeeten, déi se hunn, och mat. Si wëssen awer och, datt se an deene leschte Joren eng zolidd Ënnerstëtzung vun der Regierung kritt hunn.

Ech wëll drun erënneren, datt an där Zäit 2000 bis 2007 d'Police netto 286 Leit bäikritt huet. Wann ech netto soen, heescht dat, Astellunge waren et der ronn 500 minus Départen a Pensiounen, da kënnt een also op bal 300 Leit, déi d'Police bäikritt huet an deene Joren. Dat war wesentlech fir eng ganz Rei Aufgaben ze maachen. Déi Aufgabe sinn net alleguerten, wéi dat heiansdo ugefouert gëtt, just uewen un der Spëtzt gemaach ginn, mä et gëtt ganz vill regional Servicer, et gëtt ganz vill national Servicer vun der Police, déi wesentlech sinn, fir datt mer an der Sécherheet weiderkommen.

Ech denken u Servicer vun der Police wéi d'Stroossepolice, d'Verkéierspolizei also, oder d'Flughafepolizei, déi mer och an deenen nächste Joren nach wesentlech mussen ausbauen, fir datt eise Flughafen internationale Sécherheetsstandarden och weiderhi wäert entspriechen. Ech denken un d'Kriminalpolizei, déi an der schwéierer Kriminalitéit muss täteg sinn a wou mer vill Rekrutementer gemaach hunn. Déi gesäit een net op der Strooss, mä wa mer déi net gehat hätten, da wär d'Police net esou effikass gewiescht, wéi dat bis elo de Fall war.

Selbstverständlech musse mer och, an dat ass och mäi Wëllen an ech hunn dat och an Optrag ginn, an deenen nächste Joren dofir suergen, datt mer niewent den nationalen a regionale Servicer och zousätzlech d'Presenz vun der Police an deene lokale Kommissariaten, sief dat d'Centres d'intervention oder d'Commissariats de proximité, erweideren. An dat wäerte mer maachen, mä dat kann een net vun haut op muer maachen, an et kann een och net dat eent géint dat anert ausspillen.

D'Police de proximité an d'national oder d'regional Servicer mussen Hand an Hand schaffen, a ganz oft, wann och déi lokal Servicer net nokommen, da kommen déi regional hëllefen, an déi Chifferen, déi ech der Chamber schonn a parlamentareschen Ufroe matgedeelt hunn, beweisen, datt mer an de Regiounen, an de regionale Servicer, esou wéi dat och am 99er Gesetz virgesi war, ganz vill Leit zousätzlech ginn hunn.

Meng Iddi ass et, datt mer an deenen nächsten dräi Joer, iwwer eng Period vun dräi Joer - déi brauch een - déi eenzel Commissariats de proximité vun haut véier op fënnef Leit erweideren - dofir brauche mer awer eng ronn 40 Polizisten, wann een dat iwwert d'ganzt Land mécht - an datt mer och d'Centres d'intervention iwwert déi nächst dräi Jore wäerte verstäerken.

Wa mer pro Joer dat do wëlle maachen, iwwer e puer Joer gestreckt, da musse mer pro Joer netto eng 50 Leit astellen, a fir 50 Leit anzestellen, musse mer der en fait 85 astellen. An duerfir ass och net déi liicht Solutioun fir ze soen, ma da stelle mer d'nächst Joer 300 Leit an, well mir hätte gäre Quantitéit a Qualitéit. Mir hätte gären, datt déi Leit uerdentlech forméiert ginn fir déi schwiereg Aufgaben, déi op se waarden.

En fait, wat ech wëll maachen, ass mat Determinatioun weiderfuere mat der Astellungspolitik, déi mer bis elo am Beräich vun der öffentlecher Sécherheet gemaach hunn. Ech wäert de Kolleegen an der Regierung am Kader vum Budget 2008 diesbezüglech Propositioune maachen. Ech wäert de Message vun der Chamber an deem Beräich mathuelen, datt dat hei eng vun de Prioritéiten och vun der Chamber ass. Ech sinn dankbar fir déi Ënnerstëtzung, déi ech an deem Beräich haut hei an der Chamber parteiiwwergräifend kritt hunn, och wann ech

op verschidden Nuancen herno nach eng Kéier wëll zréckkommen.

D'Aufgab vun der Police kann et net sinn, all Strooss, all Haus, all Plaz ze iwwerwaachen. Dat heescht net, dass d'Police net muss méi um Terrain sinn, mä et gëtt Limiten an der polizeilecher Aarbecht, egal wéi vill Leit een huet.

Mir hunn haut eng grouss Police vu schonn ongeféier 1.500 Polizisten. Mir wäerten den Effectif légal héije missen, esou wéi dat och de Mëtteg ugeklongen ass, mä d'Aufgab zum Beispill, Gebaier ze bewaachen, Spillplazen ze bewaachen oder aner öffentlech Plazen, dat muss och an enger moderner Déngschtleeschtungsgesellschaft zum Deel vun aneren assuréiert ginn.

Duerfir stéiert et mech net, wann op verschiddene Plazen esou Aufgaben entweder vu Gemengebeamte gemaach ginn oder vu private Sécherheetsfirmaen. Ech wëll net, datt déi d'öffentlech Raim am Allgemengen iwwerwaachen. Déi kënnen net d'Grousssgaass an der Stad iwwerwaachen, mä déi kënnen awer sécherlech eng Spillplaz am Park oder eng Sportshal während verschiddene Stonne souwéi privat Gebaier och iwerwaachen.

Et muss also eng Rollenopdeelung ginn tëschent der staatlecher Funktioun vun der öffentlecher Sécherheet an der Gemengenrespektiv der privater Missioun, déi limitéiert muss sinn op engersäits Gemengereglementer an anerersäits op Gebaier, also eng méi statesch Sécherheetsmissioun.

An deem Kontext sinn ech d'accord a féieren och doriwwer schonn eng Zäitche Gespréicher mam Här Innenminister, fir datt d'Agents municipaux kënnen am Beräich vun de Gemengereglementer verschidden zousätzlech Kompetenze kréien.

Ech hunn hei verstanen, datt keng Fraktioun der Meenung ass, datt mer dorauser sollen eng Gemengepolice maachen. Ech hu verstanen, datt keng Fraktioun der Meenung ass, datt déi Gemengebeamte sollte Waffe kënnen droen. Dat heescht, mir mussen also kucken, ob mer hinne vläicht de Pouvoir ginn, Avertissement-taxéen oder esou eppes Ähnleches auszestellen. Et ass also nëmmen eng ganz limitéiert Erweiderung, déi hei gewënscht ass, an ech wëll hei soen, datt ech mam Syvicol doriwwer wäert an deenen nächste Wochen e Gespréich féieren. De Syvicol huet sech och diesbezüglech u mech gewannt.

Ech wollt de President vum Syvicol aus aneren traurege Grënn an deene leschte Wochen net och heimadder belaaschten. Ech wëll awer an deenen nächste Wochen dat Gespréich féieren. Ech mengen, déi Debatt vun de Mëtteg huet eis an deem Dossier Kloerheet verschaf, datt all d'Fraktiounen dat plus ou moins d'nämlecht gesinn.

Et geet awer net duer, dass mer d'Personal opstocken. Mir mussen och...

(Interruption)

M. le Président.- Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här Minister, am Zesummenhang just mat de Gemengebeamten hat ech Iech virdrun eng Fro gestallt. Ech weess net, ob Der se matkritt hutt. D'Fro ass nämlech déi, dass mer zu engem bestëmmten Zäitpunkt gesot hunn, et géif e Gesetz kommen iwwert d'Attributioune vun de Gemengebeamten, déi do am Fong d'Aarbecht elo vun de Pecherte maachen. Elo sot Der, si kéinten iwwer Gemengereglementer Moyenë kréien, fir Avertissements taxés ze maachen. Dat ka jo net sinn. Ech mengen, déi Moyenen, déi hu se jo elo schonn.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Neen, ech hu mech...

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Mä kënnt ee Gesetz oder kënnt keent, an a wat fir eng Richtung geet et? Well dat, wat Der elo gesot hutt, dat geet awer kloer a Richtung erëm eng Kéier vun enger paralleller Polizei. Dat ka jo awer net den Zweck sinn.

M. le Président.- Här Jaerling, mir hunn Är Fro verstanen.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech schénge mech schlecht ausgedréckt ze hunn, well et ass selbstverständlech, wann déi Agents municipaux och nëmmen eng kleng zousätzlech Kompetenz kréien am Kader, deen ech elo grad tracéiert hunn, datt dat eng Gesetzesännerung verlaangt.

Meng Remarque op d'Gemengereglementer war, datt ech gesot hunn, ech gesinn déi Agents municipaux nëmmen täteg sinn am Beräich vun der Iwwerwaachung vum Anhale vun de Gemengereglementer. Mä hir Kompetenze musse selbstverständlech an engem Gesetz fixéiert ginn.

Ech kommen zréck zu menger Remarque dee Moment wou ech ënnerbrach gi sinn. Déi war fir ze soen, datt et net duergeet mat personellem Renforcement. Dee wëlle mer maachen, dat ass näischt Neies. Dofir soen ech och, an der Motioun steet villes, wat mer maachen, wat eng Ënnerstëtzung ass fir virunzefueren. Ech sinn do op enger Linn mat der Generaldirektioun vun der Police an iwwregens och mat der Polizeigewerkschaft. Mä mir brauchen och technesch a juristesch Moyenen, déi d'Polizeiaarbecht verbesseren.

Mir hunn an deene leschte Joren, an dat beweisen d'Budgetszifferen, déi technesch Moyenë vun der Polizei wesentlech verbessert. Hir Equipementer si méi professionell ginn, si kënne méi séier a besser intervenéieren. Ech mengen och, datt hir Formatioun permanent ugepasst gëtt. Quitte datt een och do nach kann déi eng oder déi aner Verbesserung maachen, well dat ass eppes, wat permanent an Evolutioun ass.

Mä et muss een der Police och d'juristesch Elementer ginn, fir kënnen ze intervenéieren. Et geet net, datt mer soen, mir hätte gären e séchert Ëmfeld, an da soe mer awer, direkt wann den Text kënnt wou mer der Police wëlle Mëttele ginn, fir kënnen am Rechtsstat, dat heescht an engem klore juristesche Kader ze intervenéieren: „Neen, neen, do si mer dergéint. Hei ginn d'Grondrechter vun de Bierger a Klammere gesat."

D'Tatsaach, datt de Statsrot zu engem Thema eng Meenung huet, heescht net, datt doduerch déi Meenung automatesch sécher ass. Et gi Leit am Statsrot, déi hunn eng Meenung, déi ech op verschiddene vun deene Projeten net deelen. Datt dat Iech arrangéiert, wann do e puer erzliberal Meenungen an Avisen zu deene Gesetzesprojeten hire Reflet fannen, an datt d'DP dorobber spréngt, dat ass hiert gutt Recht. Dat heescht awer nach net, datt ech duerfir muss absolut déi Meenung deelen.

An ech muss soen, datt ech an deene Projeten, déi d'Madame Flesch hei opgezielt huet, drop halen, datt mer op deem Wee weiderginn, fir der Police déi Mëttelen ze ginn, déi am Rechtsstat noutwendeg sinn, fir datt se kënnen an engem klore juristesche Kader agéieren.

D'Madame Flesch huet gesot, si hätte gréisser Problemer bei véier Texter - fir dat ze illustréiere wat se wollt soen am Kontext vun dem Gläichgewiicht tëscht Fräiheet a Sécherheet -, a si huet opgezielt: d'ADN-Gesetzgebung, déi sougenannte Méthode de recherche particulière wat d'Infiltratioun ass vu Polizeiagenten am kriminelle Milieu. Si huet als drëtt Beispill zitéiert d'Fouilles de véhicules, dat heescht wann d'Police kann d'Mall vun engem Auto opmaachen. An dat véiert ass den Accès vun der Police zu verschiddenen Datebanken.

Ech fannen et ganz interessant, datt d'Madame Flesch déi dote Beispiller genannt huet. Well ech si fest dovun iwwerzeegt, datt, wa mer an deenen dote Matièren näischt zu Lëtzebuerg gemaach hätten oder géife maachen, mer an der Poursuite vun deenen Objektiver, déi ech genannt hunn, zu deenen d'Sécherheet an de Rechtsstat gehéieren, e risegen Nodeel par rapport zu eisen Nopeschlänner gehat hätten an d'Polizeiaarbecht oneffikass gemaach hätten.

D'Madame Flesch huet selwer gesot, et muss een déi Texter no dräi Kritäre jugéieren. A wann ech dat richteg matkritt hunn, huet si gesot, mir mussen d'Effikassitéit kucken, d'Proportionalitéit a mir brauchen ugepasste Kontrollen.

Mä genau dat hu mer gemaach. D'Effikassitéit, d'DNA, och bei de Fouilles de véhicules: Et stéiert mech absolut net, datt an engem Auto, dee sech beweegt, wou d'Police am Kader vu Kontrolle kuckt, ob sech doran net Waffen oder Droge fannen, datt déi do kann den Auto opmaachen, well fir mech ass a bleift de Véhicule, den Auto eppes wesentlech aneschters wéi d'Privatpropriétéit, wéi d'Haus, wou d'Police selbstverständlech nëmme kann ënner ganz spezifesche geriichtlechen Autorisatiounen eragoen.

Mä och do nach hunn ech dat Gesetz gemaach fir de Rechtsstat ze stäerken, well an all deene Regierunge virdrun, och an deene wou d'Demokratesch Partei war, gouf dat do gemaach ouni cadre juridique, an dat hunn ech net gutt fonnt.

Ech géif gär hunn, datt, wann d'Police dat mécht, se weess, a wéi enge Fäll se et ka maachen, a wann dat herno viru Geriicht gebraucht gëtt, déi Preuve, dee Beweis, dee se am Auto fonnt huet, datt deen dann och viru Geriicht e Beweis ass opgrond vun deem en Täter kann iwwerféiert ginn. An duerfir muss een net därselwechter Meenung sinn. Duerfir hunn ech un deem Text festgehalen. En ass jo och herno mat Unanimitéit hei gestëmmt ginn. E wär nach besser gewiescht, wann en an där éischter Versioun komm wär, mä ech fannen d'demokratesch Debatt ass noutwendeg an duerfir, wann een do deen Text e bësse manner wäit goe gelooss huet, dann ass en nach ëmmer a senger Effikassitéit do. Duerfir sinn ech frou, datt mer deen Text bäibehalen.

ADN: Et ass wesentlech haut an der Opklärung vu Strofdoten, vu schlëmme Strofdoten, vu Vergewaltegungen, vu Morden, datt mer en uerdentlecht DNA-Profil-Gesetz hunn. All déi aner Länner ronderëm eis hunn et. Mir hunn eng Vernetzung vun den DNA-Datebanken am Kader vum Vertrag vu Prüm an an Zukunft an der Europäescher Unioun ofgemaach. Ech hätt gär, datt mir dat och zu Lëtzebuerg hätten. Duerfir hunn ech esou e Gesetzesprojet gemaach. An all déi Leit, déi Affer gi si vun esou Strofdoten, déi wëssen, firwat mer dat gemaach hunn.

Datselwecht gëllt bei der Infiltratioun vun Agenten am organiséierte kriminelle Milieu. Dat heescht net, datt do op all Plaz a bei all Strofdot Poliziste kënnen infiltréiert ginn. Dat ass an der Vergaangenheet net an engem juristesch klore Kader gemaach ginn. Dat hunn all eis Nopeschlänner. Dat ass an e puer europäeschen Texter virgesinn. Net méi spéit wéi um leschte Conseil vun de Justizministeren ass eng Décisioun vum Conseil ugeholl ginn, déi déi doten Zort vu Polizeitechnike virgesäit. Ech géif et irresponsabel fannen, wann ech als zoustännege Justizminister a Minister fir d'banneg Sécherheet géif einfach soen: „Mä zu Lëtzebuerg, do maache mir dat net, well bei eis kënnen déi Kriminell agéieren."

Et wär irresponsabel an duerfir muss een an deene Kritären och d'Responsabilitéit vum Stat an deenen doten Aktioune gesinn. Ech hätt gär, datt d'Police déi juristesch Mëttelen huet, fir hir Aarbecht op eng seriö Aart a Weis ze maachen. An dozou gehéiert och deen Text, deen - hoffen ech - geschwë vum Statsrot aviséiert a vun der Chamber diskutéiert gëtt, nämlech den Accès vun der Polizei zu e puer Datebanken.

Fannt Dir et normal, datt d'Police keen Accès huet zu der Banque de données vun der Sécurité sociale? Datt d'Police keen Accès huet zu der Datebank vun den Asylbewerber oder deenen, déi e Visa kritt hunn? Datt d'Police keen Accès huet zu der Datebank vun de Waffeschäiner, déi de Justizminister ausdeelt?

Et muss een awer agesinn, datt an engem Stat, wou et ëm d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit geet, ënner kloer definéierte Regelen - net all Polizist op all Kommissariat -, mä ënner kloer definéierte Regelen d'Polizei en Accès zu enger Rei Datebanke muss hunn. An duerfir wäert ech weider fir déi Texter kämpfen, och wann dat um Wee heiansdo schwéier ass a wann een do Argument géint Argument selbstverständlech muss austauschen.

Net fir eng absolut Sécherheet ze kréien. Net fir d'Grondrechter a Klammeren ze setzen. Un deene si mer all attachéiert. Si sinn an eiser Verfassung verankert. Si sinn am europäeschen Text verankert. Mä fir am Kampf géint d'Kriminalitéit, a besonnesch déi grouss Kriminalitéit, déi och net zu Lëtzebuerg laanschtgaangen ass. - Kuckt wat mer virun e puer Joer hate mat den Iwwerfäll op Geldtransporter, op Banken. Kuckt wat mer an anere Beräicher haten, wéi am Drogenhandel oder a verschiddene méi schwieregen Abréchserien; duerfir brauche mer eng effikass Police. An zu där effikasser Police gehéiere juristesch Mëttelen an de Gesetzer, déi, ech hoffen, dës Chamber, esou wéi an der Vergaangenheet, och wäert stëmmen. Och wann dat heiansdo méi kontrovers Debatte gëtt.

An deem Kontext hätt ech och wierklech gären, datt - an dat ass och de Mëtten hei gesot ginn, mä ech hätt och gären, datt et gemaach gëtt - d'Afferschutzgesetz wierklech géif zur Diskussioun an der Chamber kommen. 2003 hunn ech am Numm vun der Regierung dee Projet de loi déposéiert. Ech weess net, firwat deen net méi aus dem Statsrot zréckkënnt. Ech gesinn awer un dem Zeechen, wat de President vun der Commission juridique mer gëtt, an ech mengen de Rapporteur vun deem Projet de loi sëtzt niewent him: Mir mussen deen Text maachen. Well et ass net seriö, datt mer eis esou vill ëm d'Tätere bekëmmeren; mir mussen eis och ëm d'Affer bekëmmeren.

Dat hunn ech duerfir 2003 gemaach. Ech hu méintelaang mat menger Equipe am Justizministère verbruecht, fir deen Text ze schreiwen. Ech wär frou, wann e géif hei och diskutéiert an ofgestëmmt ginn, an dat läit an den Hänn vum Parlament. An duerfir: Ech ka keng Motioun un lech maachen, mä ech kann nëmmen e Wonsch ausdrécken.

(Hilarité)

An duerfir sinn ech frou, datt Der dat am Hierscht maacht.

Zur Justiz - well dat eent an dat anert fonctionnéiert zesummen - géif ech gäre soen, datt mer och do d'Personal substanziell a menger Amtszäit erweitert hunn; well d'Zuel vun den Infractiounen huet net zougeholl, mä si ass anescht ginn. D'Zuel vun den Affären ass anescht ginn. An duerfir hu mer d'Personal vun de Geriichter och substanziell erweitert. A menger Amtszäit sinn 31% méi Magistraten agestallt ginn. Dat ass vill, a wann ech dat souguer iwwer eng Zäitspan kucke vun '89 bis haut, dann hu mer d'Zuel vun de Riichteren zu Lëtzebuerg verduebelt.

Mir hunn an deene leschte Joren och d'Zuel vun den Untersuchungsriichter verduebelt. D'Untersuchungsriichter, déi éischter grad an der graver Kriminalitéit eng wesentlech Roll ze spillen hunn. Ech mengen, dat war e richtege Schrëtt, a mir wëllen op deem Plang weiderfueren. Duerfir huet d'Chamber jo och dankbarerweis d'Gesetz iwwert de pluriannuellë Rekrutementsprogramm vun de Riichtere gestëmmt, dee bis 2009 weiderleeft.

Och do hu mer eng ganz Rei Gesetzer gemaach, déi dozou bäidroen, datt d'Geriichtsprozedure besser ginn, oder datt mer fir déi eenzel Infraktiounen och Strofen hunn. Ech si gären d'accord, datt mer net fir alles mussen dauernd nei Strofdoten aféieren. Trotzdeem ass dat heiansdo noutwendeg, an ech sinn dankbar, datt den Här Santer virdru gesot huet, datt Dir 20 Sitzungen iwwert d'banneg Sécherheet gehat hätt an derniewent nach 21 Projet-de-loien aviséiert hätt.

Déi 21 Projet-de-loië komme bekanntlech alleguerten aus mengem Ministère, an dat heescht, datt mer eis konsequent druginn hunn, fir d'Gesetzgebung zu Lëtzebuerg ze verbesseren, souwuel déi iwwert d'Strofdoten - ech erënneren un Terrorismus, Blanchiment, Gardiennage, Fourgonen -, mä och iwwert d'Prozeduren, wéi zum Beispill eng vereinfacht Instruktioun bei de Strofgeriichter, déi et soll mat sech zéien, datt d'Prozesser méi einfach iwwert d'Bühn ginn, oder aner Methoden, wéi zum Beispill d'Équipe commune d'enquête, wat en europäescht Instrument ass, wat mer zu Lëtzebuerg utilement asetze sollen.

Ech mengen, datt mer op deem Wee weidergoe mussen. Et si sécherlech nach eng Rei prozedural Adaptatiounen, déi mer maache kënnen, fir datt d'Geriichtsbarkeeten och net ëmmer mat ale Prozedure liewen, quitte datt et ëmmer Diskussioune gëtt, och an de Geriichtsbarkeeten, wéi schnell ee Prozeduren ännere soll, déi e gewëssene Wäert an der Vergaangenheet haten. Op deem Wee wëll ech weiderfueren, an ech kréien och do am gudde Kontakt mat de Geriichtsbarkeeten eng ganz Rei utile Propositioune gemaach, iwwert déi ech an deenen nächste Méint arbitréiere wäert.

An deem Kontext hunn ech mat Intérêt och hei d'Ausloossunge vun deenen eenzelne Fraktiounen zu engem Conseil supérieur de la Justice héieren. Ech nennen dee léiwer Conseil supérieur de la Magistrature, well et geet am Fong ëm d'Magistratur. Ech hu mech bis elo an där Debatt wéineg ausgeschwat, well et eng Debatt ass, an där ech et noutwendeg fannen, datt ee jiddfereen dozou héiert. Déi meescht si mat der Iddi selwer d'accord. Just do, wou sech d'Meenungen trennen, an do bedaueren ech e bëssen, datt Äre Rapport net méi prezis ginn ass, dat ass natierlech d'Kompositioun vun deem Organ an d'Kompetenze vun deem Organ.

Et ass d'Aufgab vum Justizminister, sech fir d'Onofhängegkeet vun der Justiz anzesetzen, wat iwwregens e verfassungsverankerte Prinzip zu Lëtzebuerg ass. Ech weess, datt dofir déi Diskussioun, wéi wäit d'Kompetenze vun esou engem Conseil ginn, och a virun allem ënnert deem dote Bléckwénkel muss gekuckt ginn, gradesou wéi mer et musse kucken ënnert dem Bléckwénkel, datt och bei der Magistratur et eng Ulafstell gëtt, wou d'Leit kënnen hir Froen an hir Suergen erubréngen.

Dofir hunn ech net nëmmen dat gelies, wat de Médiateur zu deem Thema geschriwwen huet, ech sinn och amgaangen ze kucken,

wat aner Länner an deem Kontext gemaach hunn, déi iwwregens ganz ënnerschiddlech un déi do Problematik erugaange sinn. Et gëtt kee Conseil, deen d'nämlecht ausgesäit wéi deen aneren. Ech hu Consultatioune gefouert mat de Riichteren a mat den Affekoten a wäert do och an deenen nächste Méint dem Parlament d'Vuë vun der Regierung dozou virleeën.

Et bleift fir mech de Prinzip, datt d'Justiz, dat heescht d'Geriichter, souwuel wat d'Nominatioune wéi wat d'Uerteeler ugeet, mussen absolut onofhängeg funktionéieren. Dofir sinn ech och schonn haut der Meenung, datt an esou engem Conseil weder Politiker nach Leit kënne sëtzen, déi vu politeschen Organer designéiert ginn. Haut ginn d'Nominatiounen net no politesche Kritäre gemaach. Ech hätt gären, datt dat och an der Zukunft esou bleift.

Iwwert d'Kompetenze musse mer eng kontrovers Diskussioun féieren. Ech mengen, datt d'Commission juridique sech wäert, wann ech meng Propositioune bis gemaach hunn, mat där Fro auserneesetzen. Ech géif och mengen, datt et esou eng fundamental Fro ass, datt le moment venu ech vläicht déi Propositiounen och hei am Plenum misst zur Diskussioun féieren. Dat muss d'Chamber selbstverständlech selwer diskutéieren.

Ech hätt gären, datt déi Justiz besser funktionéiert, mä et wäert ni, wann een nämlech d'Grondfräiheete seriö hëlt, eng ganz schnell Justiz ginn, well och d'Rechter vun der Défense mussen assuréiert sinn, an dofir ware verschidden Zwëscheriff virdru relativ interessant.

Ech mengen net, datt ee kann - an do deelen ech d'Meenung vum Här Santer - eng Décision de justice den nämlechten Dag huelen, wou eng Persoun festgeholl gëtt, well do de Risiko vun engem Justiziertum vill ze vill grouss ass. Dat heescht net, datt Prozesser jorelaang dauere kënnen, mä et muss ee Methode fannen, et muss ee Prozeduren iwwerkucken, datt een dat eent oder dat anert ka méi schnell maachen.

Och do mussen natierlech déi eenzel Instrumenter, d'Police an d'Justiz, an hirer Funktiounsweis, besonnesch bei der Bekämpfung vun der Kriminalitéit, een op deen aneren ofgestëmmt sinn. Ech mengen, datt dat haut vill besser funktionéiert wéi dat viru Joren de Fall war, an datt d'Zesummenaarbecht besonnesch och tëschent der Kriminalpolizei, dem Cabinet d'instruction an dem Parquet sech duerch eng Rei Reformen, déi mer gemaach hunn, wesentlech verbessert huet.

E puer Remarquen nach zum Prisong. Och do ass drop higewise ginn, datt mer eng ganz staark Zuel vun Insassen zu Schraasseg hunn, iwwregens och zu Giwenech. Och dat ass d'Resultat vun enger Sécherheetspolitik. Hätte mer d'Aen zougemaach, hätte mer manner Polizisten agestallt, dann hätte mer gesot, gitt derlaanscht a kuckt net, dann hätte mer net zënter 2002 bis haut d'Zuel vun de Prisonnéier verduebelt.

Eist Zil ass et net, d'Zuel ze verduebelen, mä et ass eng Konsequenz vun enger Politik, déi seet, mir loossen eng Rei Saachen net zou. Et ass eng Konsequenz vun enger Politik, déi dofir suergt, datt d'Police aktiv ass fir méi Sécherheet an déi an enger ganzer Rei vu Beräicher duerchgegraff huet. Den Drogeberäich ass do ee Beispill, woubäi ech d'accord si mat där leschter Interventioun vum Här Mehlen, datt de repressive Beräich net déi eenzeg Äntwert si kann.

Dir hutt vläicht och gemierkt, datt mer an dëser Regierung d'Drogepolitik generell dofir dem Gesondheetsminister ënnerstallt hunn, well d'Haaptaufgab am Beräich vun der Preventioun an der Informatioun ass. Dir hutt nei Elementer do mat an d'Diskussioun bruecht, déi ee sécherlech kucke kann.

Et bleift fir mech awer och, datt d'Repressioun e wesentlechen Deel vun der Bekämpfung vum Drogenhandel bleiwe muss. Wa mer deen nämlech net an de Grëff kréien, iwwregens am Verbund mat anere Länner, da gi mer schlëmmen Zäite fir eist Land entgéint, well dat virun allem fir d'Zukunft vun eise Jugendlechen eng Katastroph wär, déi do méi vulnérabel si wéi anerer. Dofir muss et bei enger strikter Drogepolitik och am repressive Beräich, complémentaire zum preventive Beräich bleiwen.

Am Prisong hu mer villes verbessert, wat mer an aneren Debatte schonn diskutéiert haten, mä seelen an der Öffentlechkeet awer erauskënnt. Mir hunn de medezineschen a soziale Beräich an deene leschte Joren enorm ausgebaut. Déi Aarbecht, déi vum medezineschen a paramedezinesche Personal aus dem Centre hospitalier an aus dem Centre hospitalier neuro-psychiatrique gemaach gëtt, dat ass eng wesentlech, eng substanziell Verbesserung.

Ech deelen d'Meenung, datt mer de soziale Volet, dat heescht d'Preparatioun op d'Fräiheet, déi d'Leit am Prisong solle kréien, nach mussen zolidd verbesseren, op d'mannst fir déi, déi virdrun hei am Land gewunnt hunn an déi och nach duerno hei am Land wunnen. Fir déi aner ass et natierlech vill méi schwiereg, well mer hiert Ëmfeld kaum kennen a se net kënne mat begleeden, mä fir déi Halschent, déi am Prisong sëtzt an déi Résident war, éier se an de Prisong komm ass, ech mengen, datt mer do eng gutt Schëpp nach mussen noleeën, och am Kader vun der Personalpolitik am Prisong; niewent de Gardienen, deenen hir Zuel mer jo och an deene leschte Jore substanziell erhéicht hunn. Mir hunn haut 118 Gardiene méi wéi mer der hate wéi ech als Justizminister ugefaangen hunn.

Nei Experimenter wéi déi mam Bracelet électronique, wou haut zéng Leit drënner falen, musse weidergefouert ginn a regelméisseg evalueiert ginn. D'Travaux d'intérêt général, fir déi ech ëmmer gréissten Ënnerstëtzung gewisen hunn, musse virugeféiert ginn. Dat ass just net esou einfach an der Praxis ëmzesetzen. D'Leit musse matmaachen, et muss ee Plazen hunn, mä op där Politik wëll ech virufueren.

Grad esou wéi där vun dem Bau vun engem drëtte Prisong niewent Schraasseg a Giwenech. Ech spieren, datt do d'Ënnerstëtzung grouss ass. Ech hat just de Mëtteg gehofft, datt déi Vertrieder, déi an de Schäfferéit heibanne sëtzen, a besonnesch déi, déi d'Wuert ergraff hunn, eis och zugläich en Terrain proposéiere géifen.

(Interruption)

Ech maache wierklech nach eng Kéier den Appel, datt déi, déi Gemengeresponsabilitéit hunn, och hir Responsabilitéit iwwerhuelen. Ech mengen nach eng Kéier, datt et ideal wär, wann deen Terrain schonn haut an öffentlecher Hand wär, dat heescht beim Stat oder bei de Gemengen. Well wa mer elo en Terrain kafe ginn, da si mer wierklech laang Joren ënnerwee, an duerfir geet eist Sichen duerno weider. Ech hoffen, datt mer do och nach an dësem Joer eng Léisung fannen, an ech zielen op d'iwwerparteilesch Ënnerstëtzung, déi een duerfir brauch, wann een dat wëllt ëmsetzen, an ech wäert och dee Moment hei am Parlament un dës Debatt erënneren.

Zum Contrôle externe vum Prisong wëll ech der Chamber rappeléieren, wat hei den Här Statsminister gesot huet an der Erklärung zur Lag vun der Natioun. Mir sinn der Meenung, datt am Bezuch op d'Kontroll vun de Mënscherechter am Prisong en externe Contrôle soll gemaach ginn, a mir mengen, datt de Médiateur déi richteg Persoun wär, fir dat ze maachen. Ech wäert nach virun der Summerpaus mam Médiateur doriwwer e Gespréich féieren, fir ze kucken, wéi een dat ka maachen. Mir hunn näischt ze verstoppen am Prisong. Mir hu kee Problem, datt de Médiateur zu all Moment kann Accès zum Prisong hunn, fir do de Respekt vun de Mënscherechter ze iwwerwaachen, un deem mer, an d'ganz Personal vum Prisong, ganz attachéiert sinn.

Mä et kann een d'Polizei, d'Justiz an de Prisong net lassgeléist gesi vun Europa. Et ass wesentlech, datt mer déi Sécherheetspolitik, déi mer maachen, an engem europäesche Kontext gesinn. Et ass wesentlech fir mech, datt mer d'Benelux-Kooperatioun, wou mer ënner menger Amtszäit e Polizeiaccord ofgemaach hunn, dee sengesgläiche sicht an Europa, dee méi wäit geet wéi anerer, och konsequent applizéieren, datt mer esou Accordë wéi déi vu Prüm, wou mer Datebanke vu Fangerofdréck, ADN an Autosnummere matenee vernetzen, wat iwwregens elo vun allen anere Länner an der Unioun op eemol gutt fonnt gëtt, datt mer op deem Wee weiderginn.

Ech begréissen, datt d'Stats- an d'Regierungschefen et fäerdeg bruecht hunn, am Beräich vun der banneschter Sécherheet, der Strofjustiz an der Polizei méi op d'qualifizéiert Majoritéit iwwerzegoen. Dat heescht, mir komme weider an Europa fir méi Sécherheet an domadder méi Fräiheet ze schafen. D'Lëtzebuerger Regierung wäert déi Démarche, och wann dësen Traité an d'Chamber kënnt, mat Energie verdeedegen.

Ech mengen och, datt mer ausserhalb vun Europa mussen d'Sécherheetsdebatt féieren. Mir musse se féiere mat Länner wéi Amerika, wéi Russland, a besonnesch a Beräicher wéi Internetkriminalitéit, wou mer net an der Europäescher Unioun kënnen ophalen. An et ass an deem Kontext, wou een och d'Debatt muss gesinn, wéi déi, déi mer an deene leschte Méint gefouert hu mat Amerika iwwert dee sougenannten Transfert vu Passagéierlëschten, fir déi Leit, déi an Amerika fléien.

Déi däitsch Présidence huet déi Diskussiounen zesumme mat der Europäescher Kommissioun gefouert an huet se nach ofgeschloss. An ech wollt hei och der Chamber déi Accorden iwwerreechen.

Dat sinn also Accorden tëscht der Europäescher Unioun an de Vereenegte State vun Amerika. Si betreffe Lëtzebuerg net direkt, well mir keng direkt Flugverbindung hu mat Amerika. Si betreffen awer Lëtzebuerger indirekt, wa se esou e Fliger huelen. Et ass hinnen natierlech fräigestallt, esou e Fliger ze huelen, mä si wëssen, datt, wa se dee Fliger huelen, d'Amerikaner gewuer ginn, datt se am Fliger sëtzen.

Ech mengen, datt dat näischt esou Exzeptionelles ass, ëmsou méi wou séchergestallt ginn ass, datt an Amerika déi Donnéeën ënner ganz limitéierte Fäll nëmme kënnen un aner Autoritéiten, wéi de Ministère fir d'Sécurité intérieure, transferéiert ginn. Ech mengen, datt déi däitsch Presidentschaft hei eng gutt Aarbecht gemaach huet, an ech mengen et ass interessant a wichteg, datt och d'Commission juridique oder d'aussepolitesch Kommissioun sech deenen Accorden unhëlt, déi wéi gesot Däitschland am Numm vun der Unioun ënnerschriwwen huet.

Déi Politik muss wéi gesot virugoen. Ech stelle fest, datt d'Europäesch Kommissioun och wëllt en ähnleche System fir Europa maachen. Dee musse mer da kucken an iwwert dee musse mer diskutéieren.

Am Kampf géint d'Criminalité organisée, am Kampf géint den Terrorismus muss ee verschidde Schrëtt maachen, déi mengen ech net d'Grondrechter a Fro gestallt hunn. Ech mengen éierlech gesot net, datt mir een eenzegen Text am Parlament hei abruecht hunn, deen d'Grondfräiheete vun de Lëtzebuerger op engem wesentleche Punkt ageschränkt huet.

Mä ech hunn uganks gesot: Et gëtt keng absolut Fräiheet an et gëtt keng absolut Sécherheet. Ech hätt just gären, datt d'Sécherheet och an Zukunft e Recht vun de Leit, déi hei am Land wunnen, bleift, datt een net kann naiv am Kampf géint d'Kriminalitéit sinn, datt ee muss determinéiert si fir d'Fräiheet, déi mer als Zil vun eisem Zesummeliewen hunn, datt een déi nëmmen da kann erreechen, wa mer determinéiert um Beräich vun der Sécherheet bleiwen.

Duerfir muss een heiansdo am Intérêt vun der Gemeinschaft verschidden individuell Fräiheeten anescht kucken. D'Tatsaach, datt mer den Amerikaner zum Beispill e puer Informatioune ginn, wa mer am Fliger sëtzen, fir ze soe wou mer hifueren, wann déi kann der Kollektivitéit hëllefen, datt et net zu Attentater kënnt, da soen ech, da musse mer déi, wat ech net eng Aschränkung nennen, mä déi Konditioun akzeptéieren.

Datselwecht gëllt am Beräich vun eisem Land, wa mer op ganz limitéierte Plazen - an ech betounen nach eng Kéier, op limitéiert Plazen - d'öffentlech Sécherheet besser kënnen assuréieren, andeems mer och technesch Moyenen, wéi zum Beispill Videokameraen, asetzen. Keen huet jee an dësem Land gesot, mir géifen dat iwwerall maachen. Ech hunn ëmmer erëm gesot, et gi Plaze wou et Sënn mécht dat ze maachen, an och op deem Wee wäerte mer weiderfueren.

Ech wëll net, datt déi Kriminell méi Fräiheet hu wéi déi éierlech Bierger. Ech hätt gären, datt mer d'Fräiheet vun deenen éierleche Bierger hei am Land assuréieren, an duerfir musse mer eis fir d'Sécherheet asetzen. An ech wäert dat esou laang wéi déi, déi duerfir zoustänneg sinn, mer hiert Vertraue schenken, mat groussem Engagement maachen. Et ass en Engagement fir d'Leit, déi hei am Land schaffen. Et ass en Engagement wat net abstrakt dosteet, mä wat d'Liewensqualitéit vun de Leit hei am Land Dag fir Dag soll verbesseren. Dat hu mer schonn erreecht, op deem Wee fuere mer weider an duerfir kann ech mat deenen zwou Motioune liewen, well si sinn d'Confirmatioun vun där Politik, déi ech zënter néng Joer elo dierf am Intérêt vum Land maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum Vote.

Mme Colette Flesch *(DP), interpellatrice.*- Entschëllegt, Här President.

M. le Président.- Jo. D'Madame Flesch huet d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP), interpellatrice.*- Merci, Här President, Article 37 (8), parole après ministre.

Här President, den Här Minister huet hei verschidde Saache gesot iwwert d'Haltung vun der DP beim Vote iwwert d'Gesetz relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale, also d'ADN-Gesetz. Hien huet verschidde Saache gesot, déi kéinten zu Mëssverständnisser féieren, an ech wëll dat rectifiéieren.

Mir hunn ni gesot, mir wäre géint dat Gesetz. Mir hunn ausdrécklech gesot, mir wären der Meenung, dass esou e Gesetz géif a misst kommen. Mir hunn ons opposéiert u verschidden Dispositioune vun deem Gesetz, notamment d'Tatsaach, dass d'Cellules humaines sous contrainte physique kënne prélevéiert ginn, wann d'Faiten eng Peine criminelle ou correctionnelle vun engem Maximum vun zwee Joer verlaangen.

Mir hu weider gesot, dass d'Durée vun der Conservatioun vun deenen Donnéeë kann zu Problemer féieren, a mir hunn ons ganz besonnesch opposéiert, dass d'Empreintes génétiques vun enger rehabilitéierter Persoun géifen an der Base de données ADN condamnés bleiwen. A mir hate schliesslech Problemer mat enger Partie vun Délaien, déi hei zu Lëtzebuerg anescht gelagert sinn, wéi an onsen Nopeschlänner.

D'Nécessitéit vun deem Gesetz hu mer ni a Fro gestallt. Also ech wëll dat awer wierklech richtegstellen!

Dofir, Här President, wonnert et mech ganz besonnesch, dass den Här Minister net op déi prezis Fro geäntwert huet, déi ech him gestallt hunn, iwwert d'Motioun vun der Madame Doerner, déi den 28. Juni 2006 déposéiert ginn ass a wou d'Regierung invitéiert ginn ass, an engem Délai vun engem Joer de Point ze maachen iwwert déi Législatioun - an ech liesen de franséischen Text hei vir: «…de faire le point sur la législation relative au recours aux empreintes génétiques en matière pénale aux fins de l'adapter aux nouvelles évolutions scientifiques, voire de l'entourer de nouvelles garanties destinées à renforcer l'équilibre entre l'objectif légitime de recherche de la vérité et le respect des droits fondamentaux de l'homme».

Do si mer genee an deem Sujet, deen ech a menger Interpellatioun ugeschwat hat. Ech hunn dem Minister eng prezis Fro gestallt: Wéi wäit si seng Servicer a wat kann hien ons dozou soen?

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Här Minister!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Jo, Här President, ech hunn näischt dozou nach gesot, well dat Gesetz ass emol nach net e Joer a senger praktescher Applicatioun a Kraaft, an duerfir ass et absolut ze fréi fir doriwwer kënnen haut eng Evaluatioun ze maachen.

Dat huet natierlech eng ganz Rei technesch Ëmsetzungsmodalitéite mat sech gezunn, an ech géif d'Madame Flesch souwéi déi aner Memberen invitéieren, datt mer eng Kéier géifen an déi Servicer vun der Police kucke goen, zesumme mat de Justizautoritéiten, wéi dat an der Praxis fonctionnéiert. Ech menge wierklech, datt et ze fréi ass, haut scho kënnen iwwer eng Evaluatioun ze schwätzen, well dat huet eréischt viru ganz kuerzem an der praktescher Ëmsetzung ugefaangen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zum Vote vun de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt déi, déi den honorabelen Här Santer déposéiert huet. Madame Flesch?

Mme Colette Flesch *(DP), interpellatrice.*- Här President, däerf ech nach eppes zur Motioun soen?

M. le Président.- Selbstverständlech. Mir kommen elo direkt dozou.

Mme Colette Flesch *(DP), interpellatrice.*- Okay.

M. le Président.- Ech si fir d'éischt bei där vum Här Santer. Ass zur Motioun, déi den Här Santer déposéiert huet, nach eppes ze soen?

Wann dat net de Fall ass, froen ech, ob mer kënne par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Voilà! De Vote électronique ass net gefrot. Da stëmme mer par main levée of.

Vote

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass d'Motioun 1 mat der Unanimitéit vun deenen, déi gestëmmt hunn, ugeholl.

Motion 2

Dann d'Motioun, Madame Flesch, déi Dir déposéiert hutt, déi de Minister ugeholl huet. Ass nach eppes bäizeflécken? Jo.

Mme Colette Flesch *(DP), interpellatrice.*- Här President, ech wëll deene Kolleege Merci soen, déi déi Motioun mat ënnerschriwwen hunn. An ech wëll ganz besonnesch dem Här Santer Merci soen, dass hien déi Motioun ënnerschriwwen huet. Déi Motioun ass guer net a Contradictioun mat deem, wat a sengem Rapport steet, a mat verschiddenen Elementer, déi a senger Motioun stinn. Ech hat dat iwwregens och a menger Interpellatioun gesot.

Déi Motioun ass eng kuerz Motioun, déi e puer Prinzipien évoquéiert. Et si vläicht Leit, déi soen: Cela va sans dire. A mengen Aen: Cela va mieux en le disant. Ech si ganz besonnesch frou, wéi gesot, dass den Här Santer bereet war, déi Motioun ze ënnerschreiwen. Well a mengen Aen: Cela vaut engagement.

Ech zéien dorauser d'Konklusioun, dass hien an der Zukunft d'Commission juridique weider wäert presidéieren, wéi hie se bis elo presidéiert huet. Dat heescht, dass hien eng offen Diskussioun vun den Amendementer zougelooss huet, eng Diskussioun en bonne foi, ob d'Amendemener vum Minister akzeptéiert waren oder net.

Dat war zum Beispill de Fall beim Gesetz iwwert d'Fouilles de véhicules, wat e Paradebeispill war vum Typ vun der Législatioun, vun där mir der Meenung sinn, dass se an hirer originaler Form, wéi de Minister se déposéiert hat, ze wäit gaangen ass. Den Text, dee mir an der Chamber hei gestëmmt hunn, mat deem konnte mer d'accord sinn.

A wa mer an der Commission juridique weiderfueren esou ze schaffen, ech mengen, dann ass d'Chamber pleinement associéiert un der Definitioun vun der Législatioun a pleinement associéiert un der Défense vun den individuelle Libertéiten. Wann dat de Fall ass, Här President - schonn eleng dowéinst -, da war meng Interpellatioun derwäert, dass se gemaach ginn ass.

Une voix.- Très bien!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Déi Motioun confirméiert just eis Politik.

M. le Président.- Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot zur Motioun vun der Madame Flesch.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, den Här Santer huet am Fong gesot, déi Motioun wär superfétatoire. Bon, ech hat jo nach ëmmer Problemer mat deem Begréff, well wéi Dir President vun der Fraktioun vun der CSV waart, dunn huet „superfétatoire" geheescht: an de ronnen Dossier domat!

Elo, wéi den Här Santer gesot huet, et ass superfétatoire, bestätegt hien dann d'Positioun vun der Regierung. Dir musst mer awer elo erklären, wat dann elo richteg ass: dat, wat Der fréier gesot hutt, oder dat, wat den Här Santer elo gesot huet?

M. le Président.- Ech weess, wat ech fréier gesot hunn. Ech weess net, wat den Här Santer haut de Mëtten domat gemengt huet. Ech weess just, dass ech de Moment eréischt zwou Ënnerschréften hei leien hunn. Dat ass déi vun der Madame Flesch an déi vum Här Santer.

(Interruption)

Gutt, da gitt mer se. Dann ass d'Motioun recevabel.

Ass dann de Vote électronique verlaangt?

(Négation)

Da stëmme mer par main levée of.

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun?

Voilà! Ech gesinn, dat ass déi écrasant Majoritéit hei vun der Chamber.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.57 heures)

SÉANCE 44

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Jeudi, 5 juillet 2007

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet des contrats des chargés de cours de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

   (Débat - Motion - Vote)
3. 5743 - Proposition de loi de M. Marco Schank portant création d'un Service de bibliothèques publiques

   (Déclaration de recevabilité)
4. 5707 - Projet de loi portant création du Nordstad-Lycée

   (Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
5. Question avec débat N°21 de M. Jean Huss au sujet des enfants diagnostiqués TDHA (trouble au déficit de l'attention / hyperactivité)
6. Interpellation de M. Alexandre Krieps au sujet de la thématique des transplantations d'organes

   (Discussion générale)
7. 5448 - Projet de loi relatif aux tissus et cellules humains destinés à des applications humaines

   (Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Résolution)
8. Formation et composition d'une Commission des Comptes
9. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Ordre du jour

Fir haut de Mëtteg hu mer um éischte Punkt vum Ordre du jour d'Aktualitéitsstonn, déi vun der Fraktioun vun deene Gréngen ugefrot ginn ass iwwert d'Kontrakter mat de Chargés de cours am Préscolaire an am Primaire. Dir wësst, dass bei esou enger Debatt d'Riedezäit Folgendes virgesäit: Déi Fraktioun, an dësem Fall DÉI GRÉNG, déi dës Stonn ugefrot huet, huet zéng Minutten Zäit, déi aner Fraktioune jeeweils fënnef Minutten an d'Sensibilités politiques zwou Minutten. Der Regierung steet eng Véirelstonn zur Verfügung.

Den Här Goerens freet d'Wuert nach.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech hunn Iech eng Question urgente eragereecht iwwert den Ausbroch vun der Vullegripp am Département de la Moselle an ech wollt froen, ob se als recevabel ugeholl ginn ass an ob déi de Mëtteg nach drukënnt, an deem Fall?

M. le Président.- Ech kann Iech soen, dass se als recevabel erkläert ginn ass. Ob se drukënnt, dat weess ech net. Mir sinn amgaang ze kucke mat de Servicer vum Landwirtschaftsministère, ob et méiglech ass, dass den zoustännege Minister kënnt. Wann dat net méiglech ass, da gëtt Är Fro schréftlech beäntwert.

(Interruption)

All Sujeten, Här Krieps, déi mer um Ordre du jour hunn, si wichteg. Elo huet emol den Här Adam d'Wuert.

2. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet des contrats des chargés de cours de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. An eisem Bréif, wou mer déi Heure d'actualité ugefrot hunn, schreiwe mer, datt de Problem vun de Chargés de cours am Préscolaire an am Primaire net eleng vun de Gemenge ka geléist ginn. Mir si frou, dëse Problem eng Kéier hei ze beliichten an hoffen, datt mer zesummen de Mëtteg e Stéck méi no zu enger Léisung kommen, déi akzeptabel ass fir all Betraffen.

Wat ass de Problem? Mir hunn an alle Schoulen ee Mangel u qualifizéiertem Léierpersonal. Haut geet et dann elo ëm d'Situatioun an de Primärschoulen.

Fir datt eis Schoulen iwwerhaapt konnte fonctionnéieren, ass an deene leschte Joren a Jorzéngten op déi sougenannte Chargés de cours zréckgegraff ginn. Zënter der Reform vun 1989, wou den deemolegen Unterrechtsminister Fernand Boden d'Tâche d'enseignement direct vun den Enseignanten am Primaire vu 27 op 23 erofgesat hat an am Préscolaire op 25, huet sech d'Zuel vun de Chargés de cours drastesch erhéicht. Mir ginn dervun aus, datt an eise Primärschoule ronn 1.000 Chargés de cours schaffen. Ech schwätze vun 1.000 Mënschen, net vun 1.000 Plein-temps-Posten.

Fir een Deel vun hinnen hu mir eng zefridde stellend Léisung fonnt. 91 Leit hunn duerch e Certificat de qualification eng geregelt Situatioun. Ongefeier 320 weider Chargéë sinn an der Réserve des suppléants. Relativ problematesch ass d'Situatioun fir déi 250 bis 300 Chargéen, déi e Poste à durée indéterminée bei enger Gemeng hunn. Nach méi problematesch ass d'Situatioun vun deenen 250 bis 300 Leit, déi e Poste à durée indéterminée zegutt hunn, awer bis elo nach net kritt hunn.

Wie sinn déi Chargéen? Fir Chargé an enger Primärschoul oder am Préscolaire ze ginn, muss een e Secondairesofschloss hunn oder eng Equivalenz an ee Stage vun dräi bis véier Wochen an enger Schoul bestanen hunn. Dat ass net vill. Mä dat ass net de Chargéen hir Schold. Laang Zäit si si emol guer net zu iergendenger Formation continue zougelooss ginn. Vill vun hinnen hu mëttlerweil vun der Méiglechkeet vun esou enger Formatioun Gebrauch gemaach.

Oft ass och schonn no enger Formation en cours d'emploi gefrot ginn. Ni ass eng ugebuede ginn. War keen Interessi do? Dat géif mech wonneren, wou mer dach alleguer wëssen, wéi grouss den Interessi vun de Chargéë war fir sech fir eng Ausbildung zum brevetéierte Schoulmeeschter op der Uni unzemellen.

D'Chargéen hu wéineg Rechter an eise Schoulen. Si däerfen den Delegéierten net wielen, kréien déi Posten, déi soss kee wëllt, maachen datt d'Schoul ka fonctionnéieren. Déi, déi keng fest Ustellung hunn, an net nëmme si, mussen all Joer eng Demande maachen, kréien op hirer Bank kee Prêt fir eng Wunneng ze finanzéieren.

Wat proposéiert dann elo d'Circulaire vum Ministère?

Uganks Mee ass d'Circulaire 2625 erauskomm, gemeinsam vun der Madame Delvaux, dem Innenminister an dem President vum Syvicol gedroen. Mir sinn der Meenung, datt dës Circulaire weider näischt mécht, wéi endlech d'Realitéit, déi sech aus e puer Geriichtsuerteeler erginn huet, unzëerkennen a keng Léisung vum Problem ass. Eigentlech proposéiert d'Circulaire just, datt mir eis Geriichter solle seriö huelen. D'Gemenge sollen deene Chargéen, déi laut Aarbechtsrecht ee Contrat à durée indéterminée zegutt hunn, dëse Kontrakt och ginn.

Firwat ass dat an eisen Aen awer keng Léisung? Ma eng ganz Rei Gemengen hunn dat, wat elo an der Circulaire stoung, och schonns an der Vergaangenheet gemaach. Eng Rei Gemenge wäerten dëse Schratt dann och elo maachen. Mir mussen awer och dervun ausgoen, an ech hat eng Rei Gespréicher mat Buergermeeschteren, datt eng Rei Gemengen net wëllen hir Chargéë fest astellen. Besonnesch déi méi kleng Gemengen, awer net nëmme si, wëlle sech net an d'Situatioun bréngen, op eemol Personal ze hunn, dat si net méi brauchen.

Et ass jo esou, datt all fräie Posten an der Primärschoul, deen net vun engem brevetéierte Schoulmeeschter oder enger Léierin besat ass, muss ausgeschriwwe ginn. Wa mir de Beruff vum Enseignant seriö huelen, dann ass un dëser Praxis och näischt ze änneren. Mir ginn also dervun aus, datt all fräie Posten en bonne et due forme publizéiert gëtt. Dann ass et jo och logesch, datt deen een oder anere Posten, deen eng Zäit vun engem Chargé besat war, elo vun engem brevetéierten Enseignant besat gëtt, an dann huet d'Gemeng ee Problem.

Si gëtt an der Circulaire opgefuerdert, dem zoustännege Schoulinspekter oder -inspektesch dat ze mellen, deen dann dës Kandidaten op der véierter Lëscht versicht ze placéieren. Wann dat net geléngt, steet ee Licenciement am Raum.

Wat ass dann elo eiser Meenung no d'Léisung?

Fir déi Gréng ass et kloer: Eng Léisung, déi eenegermoosse gerecht wier vis-à-vis vun de Chargéen an de brevetéierten Enseignanten, wier d'Erweiderung vun der Réserve des suppléants. Et misst eng Réserve des suppléants bis geschafe ginn, wou un éischter Stell all déi Chargéë géifen opgeholl ginn, déi laut Aarbechtsrecht ee Contrat à durée indéterminée zegutt hätten. Un zweeter Stell missten awer och einfach all Posten, déi fir e ganzt Joer ausgeschriwwe ginn, vu staatleche Chargéë besat ginn. Dee Moment wier de Stat de Patron vun de Chargés de cours.

Mir sinn net zefridde mat der Personalpolitik, wéi se schonns jorzéngtelaang an eise Schoule bedriwwe gëtt. Mir hunn ee permanente Mangel u Personal an eise Schoulen. An de Primärschoulen ass dëse Mangel op en ze vill strikten Numerus clausus virun 20, 30 Joer an op eng onpreparéiert Redefinitioun vun der Tâche vun den Enseignanten zréckzeféieren.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- De Problem vun de Chargés de cours ass och net nei an och net vum Himmel gefall. Déi Diskussioun iwwert d'Chargéen ass ee ganz däitlecht Zeechen, datt eise Stat net agéiert, mä just reagéiert, an dat nach mat zwee Féiss op der Brems.

Schonns an den 90er Joren huet de Prozess Gruskovnjiak géint d'Mierscher Gemeng gewisen, datt och an de Schoulen d'Aarbechtsrecht gëllt. Jorelaang ass gewaart ginn an och elo mat der Circulaire, déi elo virläit, beweise mer beschtefalls, datt mir de Problem géréiere wëllen, well mer nun emol dozou gezwonge sinn.

Mir erkennen de gudde Wëlle vum Ministère un, d'Situatioun vun de Chargéen ze regelen. Mä et geet net mam gudde Wëllen duer, fir dee Problem, deen de Ministère de l'Éducation nationale sech selwer geschaf huet, aus der Welt ze schafen. Et ass net de Gemengen hir Schold, datt net genuch brevetéiert Enseignanten do sinn. Et ass och net eleng un de Gemengen, fir d'Käschte vun enger falscher Personalpolitik an eise Schoulen aus dem Feier ze huelen.

Mir déposéieren heimat eng Motioun, wou d'Chamber d'Regierung opfuerdert, bis zum nächste Schouljoer ee System vun enger staatlecher Nominatioun fir d'Chargéen anzeféieren. Ech hu just meng Ënnerschrëft drënner gesat. Wann déi aner Fraktioune sech wéilte ralliéieren, soss si meng Kolleegen do.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la complexité de la gestion du personnel remplaçant au niveau de l'enseignement primaire et de l'éducation préscolaire;

- considérant que la pratique actuelle de nomination communale des chargés de cours ne peut fournir de garantie d'emploi suffisante pour les concernés;

- constatant que la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire ne permet plus de garantir les intérêts légitimes de tous les partenaires concernés, en l'occurrence les autorités communales ou syndicales d'une part, les instituteurs et les chargés de cours d'autre part;

- considérant l'impact que l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle en octobre 2006 et confirmé en janvier 2007 par la Cour administrative a eu sur la situation du personnel remplaçant;

invite le Gouvernement

- à établir au plus tard pour la rentrée 2008/2009 un système de nomination étatique pour les chargés de cours de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox.

Wa mer déi Léisung proposéiere fir d'Chargéen, da froe mer eis och, ob dat net och eng gutt Léisung fir d'Léierpersonal insgesamt wier. Ech wëll nämlech vun der Geleeënheet profitéieren, op e weidere Fait opmierksam ze maachen.

Op der zweeter Lëscht sinn dëst Joer, wéi och déi Jore virdrun, däitlech méi Poste fir ee Joer ausgeschriwwen, wéi definitiv Posten. Besonnesch an der Spillschoul si mëttlerweil eng ganz Rei Léierinnen, déi schonns dräi, véier, fënnef Joer hannereneen ee provisoresche Posten an därselwechter Gemeng kruten. Dës Leit soen net zu Onrecht: „Wier ech Chargé, dann hätt ech elo en Urecht op en definitive Posten."

Musse mir och hei op ee Geriichtprozess waarden, bis mer aktiv ginn?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- An der Versioun vum neie Schoulgesetz, an där Versioun, déi eis virläit, déi jo awer nach net déposéiert ass, geet jo och Rieds dovun, d'Nominatioun vum ganze Léierpersonal an de Primärschoulen duerch de Stat virzehuelen.

Déi Gréng ënnerstëtzen dës Iddi. Mir mengen, datt mat den Ufuerderungen, déi sech geännert hunn, och d'Gestioun vum Léierpersonal insgesamt muss geännert ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth vun der CSV-Fraktioun.

Débat

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, d'Chargés de cours, déi op kommunalem Plang beschäftegt sinn, hu bekanntlech ee problematesche Statut, well se eigentlech kee Statut hunn, wat e groussen Deel vum Problem duerstellt.

D'Gemengen hu Chargés de cours agestallt, well net genuch ausgebilte Léierpersonal verfügbar war. Dës Chargés de cours maache jee no Plaz dat, wat ee formell ausgebilte Schoulmeeschter oder eng Léierin och mécht, allerdéngs als Employéë mat engem privatrechtlechen Aarbechtskontrakt. Dëst war an der Vergaangenheet wuel bal ëmmer a bal iwwerall an der Zäit limitéiert. Déi Leit goufe vu Schouljoer zu Schouljoer mat engem Contrat à durée déterminée agestallt respektiv hiert Aarbechtsverhältnis mat der Gemeng entspriechend verlängert. Wann da Schoulmeeschteren oder Léierinne sech d'Joer drop presentéiert hunn, da war et méiglech, d'Verträg vun de Chargéen einfach auslafen ze loossen a fir dat nächst Schouljoer net ze verlängeren.

Den 20. Oktober 2006 huet do awer d'Verfassungsgeriicht décidéiert, datt déi Situatioun verfassungswiddreg wär, asouwäit se Leit, déi rechtlech Privatbeamte sinn, anescht behandelt, wéi Privatbeamten am Privatsecteur musse behandelt ginn.

Am Kloertext: D'Gesetz iwwert den Aarbechtsvertrag, dat och déi aarbechtsrechtlech Situatioun vun de Chargéen ëmfaasst, gesäit vir, datt ee befristen Aarbechtsvertrag net méi laang däerf lafe wéi 24 Méint an net méi wéi zweemol hannereneen däerf ofgeschloss ginn. Kritt deemno e Chargé fir dat drëtt Schouljoer hannereneen e Kontrakt, da gëtt dëse Kontrakt automatesch en onbefristen Aarbechtsvertrag. D'Verwaltungsgeriicht huet an der Tëschenzäit dës Lecture vun der Cour constitutionnelle iwerholl, esou datt vill Chargés de cours am Land am Déngscht vun de Gemengen elo eigentlech e Contrat à durée indéterminée missten hunn respektiv misste kréien.

Datt d'Geriichter Recht hunn, zitt d'Politik net an Zweifel. Dat steet hir och net zou. Problematesch ass awer elo déi Realitéit, déi sech aus de rezente Riichtersprëch ergëtt. Honnerte vu Leit, déi als Chargés de cours am Fong sollten zäitlech befrist déi Coursen an de Schoulen halen, fir déi keng formell diploméiert Enseignantë konnte fonnt ginn, sinn elo an onbefristen Aarbechtsverhältnisser mat hirem kommunale Patron. All dat entsprécht awer net där Logik, an där dës Leit agestallt goufen.

Wat ass dann elo ze maachen? Et bidde sech e puer Méiglechkeeten, fir mat der Situatioun ëmzegoen, woubäi sech allerdéngs eng ganz Rei juristesch Schwieregkeete presentéieren.

Kuerzfristeg sollt ee sécherlech keng nei Problemsituatioune schafen. Duerfir soll d'Circulaire de printemps 2007 vun der Educatiounsministesch, fir d'Astelle vun neie Chargés de cours net méi ze autoriséieren, och applizéiert ginn.

Mëttelfristeg kéint een envisagéieren an Ulehnung op de Pool vu Suppléanten, deen de 25. Juli 2002 per Gesetz geschaf gouf, jee no Bedarf an no virdefinéierte Konditiounen och e Pool vu Chargés de cours ze schafe respektiv dës Leit an de Pool vun de Suppléanten ze integréieren.

An deem Fall wären dës Chargés selbstverständlech am Sënn vun den zitéierten Uerteeler à durée indéterminée agestallt, mä eben net méi just an enger Gemeng, mä beim Stat, an de Stat respektiv den Educatiounsminister an d'Inspektorat kéinten d'Chargéen dann asetzen an enger bestëmmter Regioun, wou se gebraucht ginn. Dës Chargéë kéinten dann och aner Aufgaben iwwerhuelen, wéi spezifesch a Klassen dauerhaft ze enseignéieren. Dat kann ersetze sinn, well ëmmer erëm Léierpersonal ersat muss ginn. Dat kéinten awer och aner Aarbechte sinn, déi an de Schoulen ufalen.

Natierlech géif och näischt verhënneren, datt d'Chargés de cours dann och, wann d'Schoulorganisatioun fir d'nächst Joer gemaach gëtt, jee no Bedarf an dëser oder där Gemeng op enger bestëmmter Lëscht postuléieren, fir temporär eng Klass als Titulaire ze iwwerhuelen oder bestëmmte Fächer während deem Joer an enger bestëmmter Schoul ze enseignéieren.

Schliesslech, fir komplett ze sinn, muss een och déi Situatioun envisagéieren, wou e Chargé de cours net an de Pool des suppléants oder eventuell den nei ze schafende Pool des remplaçants kënnt an opgrond vun der Prioritéit vun de brevetéierten Enseignantë keng Plaz méi a senger Gemeng fënnt. An deem Fall kann eng Gemeng dësem Chargé eng aner Aufgab proposéieren. Dat ass aarbechtsrechtlech eng Modifikatioun vun dem Vertrag. Dës nei Situatioun géif selbstverständlech viraussetzen, datt d'Gemeng an de Chargé sech iwwert déi nei Situatioun an den Inhalt vun deem neie Kontrakt eens ginn. Gi se dat net, kann d'Aarbechtsverhältnis, esou wéi d'Gesetz et iwwert den Aarbechtskontrakt virgesäit, dann opgeléist ginn.

Zum Schluss, Här President, well d'Schoul an all d'Acteuren, déi doranner intervenéieren, awer souwuel d'Gemenge wéi och de Stat concernéieren, ass eng Concertatioun tëschent deene responsabele Regierungsmemberen an dem Syvicol ubruecht, fir gegebenenfalls eng Ännerung vun dem Gesetz vum 25. Juli 2002 iwwert d'Réserve des suppléants oder d'Schafe vun enger Réserve des remplaçants an d'Wee ze leede respektiv déi Recommandatiounen auszeschaffen, fir eng global Léisung vun dem Problem ze fannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Roth. Fir d'DP-Fraktioun huet d'Madame Anne Brasseur d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Problem, dee mer hei diskutéieren, geet wäit iwwert d'Schoul eraus. Hei geet et ëm ons allgemeng Aarbechtsgesetzgebung, ons Gesetzgebung iwwert de Contrat de travail, e Gesetz, wat 1989 vill méi Rigiditéite virgesinn huet. Deemools hu mir als DP-Fraktioun dovir gewarnt, fir ze vill Rigiditéiten an d'Aarbechtsverträg eranzebréngen, well et e Patron ganz oft an eng onméiglech Situatioun bréngt, wann en Aarbechten ze verriichten huet, vun deenen en net am Viraus weess, wéi laang se musse gemaach ginn.

Dat Gesetz ass awer 1989 gestëmmt ginn. 1991 huet do den Educatiounsministère fir sech eng Ausnahm geholl, andeem hei e Gesetz gestëmmt ginn ass, well fonnt ginn ass, d'Schoul kënnt net organiséiert ginn, wann ee sech op den Droit commun géif referéieren. Dat heescht, de Stat engersäits schreift dem Privatpatron e rigouréist, restriktiivt Aarbechtsgesetz vir, mä op där anerer Säit mécht e sech selwer Exceptiounen. An dat huet ebe gedauert, bis d'Cour constitutionnelle gesot huet, dat wär net richteg, de Stat däerf sech hei net extra Rechter eraushuelen.

Elo si mer an der Situatioun, dass hei muss den Droit commun applizéiert ginn, dat heescht, dass d'Chargé-de-coursen am Primaire, déi bis elo e Contrat de travail à durée déterminée haten, deen ëmmer verlängert gouf, mussen no zwee Joer à durée indéterminée agestallt ginn.

Dat stellt fir déi gréisser Gemengen och kee Problem duer, wat den Här Adam och gesot huet. Ech ginn d'Beispill vun der Stad Lëtzebuerg. An der Stad Lëtzebuerg gëtt et fir d'Schouljoer 2006/2007 601 Enseignanten. Dovunner si 481 brevetéierter; dat mécht 80%. Et gëtt 120 Chargéen, wouvun der 51 vun der Réserve des suppléants kommen, dat heescht, deenen hir Nominatioun baséiert op enger Base légale. 53 hunn e Contrat de travail à durée indéterminée, well d'Stad Lëtzebuerg viru Joren all de Chargéen e Contrat de travail à durée indéterminée ginn huet, a 16 hunn e Contrat de travail à durée déterminée. Dat sinn 2,6%.

Fir grouss Gemengen ass also de Problem nach ze bewältegen. Mä fir déi kleng Gemengen - an den Här Adam huet dat ugeschnidden - ass et wierklech schwiereg, dat ze léisen.

Wat mécht ee mat deene Leit, wann een op eemol ze vill Chargéen huet à durée indéterminée, an op där anerer Säit huet ee brevetéiert Personal, dat natierlech absolut d'Prioritéit huet, eng Prioritéit, déi am Gesetz iwwert d'Réserve des suppléants vun 2003 ageféiert ginn ass?

Dat Gesetz vun der Réserve des suppléants ass e puermol hei ernimmt ginn, an ech si frou, dass sech dodrop referéiert gëtt, well wéi dat deemools gestëmmt ginn ass, war et net evident. Do ass och gemengt ginn, de Beruff vum Schoulmeeschter géif bradéiert ginn. Dat war awer net Fall. Et war einfach fir mam Constat vun enger Pénurie eens ze ginn an deene Leit, déi temporairement an de Schoule geschafft hunn, d'Méiglechkeet ze ginn, eng Formatioun ze kréien an duerno och eng Nominatioun.

Wa mer sollen all d'Chargéen national géréieren, dann ass dat eng Méiglechkeet, där sech d'DP net opposéiert. Mir sinn awer mat deene Gréngen net d'accord, fir d'Léierpersonal insgesamt um nationale Plang ze géréieren. Mir sinn der Meenung, dass d'Gemengen nach ëmmer den Droit de nomination vum Schoulpersonal, vum brevetéierte Schoulpersonal mussen hunn, well soss d'Primärschoul, déi an de Quartieren, an de Gemengen ass, ze wäit vun de Gemengeresponsabelen ewechkënnt, wat wierklech net gutt wär.

Mir brauche Schoule vun der Proximitéit an duerfir mussen d'Gemenge responsabiliséiert ginn, mä fir se ze responsabiliséieren, musse se selbstverständlech awer och d'Moyenë kréien, fir dat ze maachen.

(Interruption)

An deem Bréif, deen zesumme vum Syvicol vun der Madame Educatiounsminister a vum Innenminister un d'Gemenge geschéckt ginn ass, steet och dran, dass an Aussiicht géif gestallt ginn, dass d'Gesetzgebung iwwerschafft gëtt. Duerfir wollt ech d'Regierung froen, wéi wäit se mat där Gesetzgebung wär, wéi wäit déi Ausaarbechtung ass, well d'Gemengen, a besonnesch déi kleng Gemengen dorop waarden. Déi kënne jo net esou virufueren, well soss kréien d'Leit eng précaire Situatioun.

Well wat geschitt? Wat maachen elo d'Gemengen? Leit, déi e Contrat de travail à durée déterminée haten, no zwee Joer, déi kréien einfach gekënnegt, an da ginn neier geholl. Dat heescht, dass mer duerch dee System hei Leit am Fong an d'Précaritéit stierzen. Dat ass jo wierklech net de Sënn dovun. Dofir muss eng legal Basis hei geschaf ginn.

Ech soen Iech Merci fir déi Äntwerten, déi Der ons da wäert liwweren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Dann huet den honorabelen Här Diederich fir d'LSAP-Fraktioun d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, Madame, Här Minister, d'Circulaire N°2625 un d'Adress vun de Gemengen, op déi haut schonn e puermol higewise ginn ass, enthält eng Rei wichteg Recommandatiounen, déi d'Resultat si vun deem Aarbechtsgrupp, op deen den Här Adam schonn higewisen huet. Dës Recommandatiounen droen der neier Situatioun Rechnung a versichen déi legitim Interesse vun de Chargéen, awer och vun de brevetéierte Schoulmeeschteren a Léierinne souwéi de Gemengen ze vertrieden.

Fir déi Chargéen, deenen hir Aarbechtsverträg à durée déterminée bei därselwechter Gemeng d'Dauer vu 24 Méint erreecht hunn, gëtt recommandéiert, de leschte befristete Vertrag an en onbefristeten ëmzeänneren, dee geméiss dem Arrêt vun der Cour eventuel retroaktiv a Kraaft trëtt, entweder no 24 Méint onënnerbrachener Déngschtleeschtung zënter dem éischten Engagement oder beim drëtte Renouvellement vum initiale Kontrakt.

Et ass elo vill gesot gi vun de klenge Gemengen; dat stëmmt sécherlech. Ech muss awer soen, datt et net esou schlëmm ass. Mir hunn zum Beispill a menger Gemeng kee Kontrakt à durée déterminée, mä mir fuere schonn eng Rei Jore mat deem Personal. Domat kënne mir all Joer eis Schoulorganisatioun gutt iwwert d'Bühn kréien.

Heimat soll fir déi betraffe Chargéen eng méi stabel Situatioun geschaf ginn, déi fir d'Planung vun hirem Alldag an hirer Zukunft onerlässlech ass. Ech mengen, den Här Adam huet higewisen op Leit, déi kee Prêt kréien. Ech selwer sinn och emol vu Léierinne mat deemselwechte Problem drop ugesprach ginn, datt se duerch Scheedung oder aner Problemer op eemol selwer hu missen eng Wunneng sichen an da bei de Banke Problemer haten.

Gläichzäiteg gëtt de Gemenge recommandéiert, keng nei Chargéë méi anzestellen. An ech gleewen och, datt déi meescht Gemengen dat wäerte maachen. Ech muss soen, wann een heiansdo gewëss Iwwerleeungen héiert, mengt een, all Gemenge wieren nëmme just drop aus, fir hir eegen Avantagen ze sichen. Ech kennen awer vill Gemengen, déi responsabel handelen an déi probéieren, fir hir Leit déi bescht Solutioun ze sichen.

D'Gemenge ginn drun erënnert, datt all Posten, deen net vun engem brevetéierte Schoulmeeschter besat ass, all Joer muss vakant erkläert an ausgeschriwwe ginn am Kader vun der Schoulorganisatioun. Dëst ass vläicht net ëmmer de Fall, mä et misst am Ministère gekuckt ginn, fir déi Bestëmmunge méi genau anzehalen. Ech kann Iech awer soen, datt mer dat och ëmmer gemaach hunn, wéi et an de Recommandatiounen an an de Reglementer virgesinn ass.

Dës Obligatioun betrëfft also och déi Posten, déi vun engem Chargé mat engem Contrat à durée indéterminée besat sinn. Wa sech fir dës Poste brevetéiert Personal mellt, dat een Droit de priorité huet, kann d'Gemeng, wéi et jo schonn haut gesot ginn ass, mat engem Problem vu Gestioun vun hirem Personal konfrontéiert ginn. Et ass sécherlech, fir et nach eng Kéier ze soen, méi e grousse Problem a méi klenge Gemengen.

D'Gemenge waren also jorelaang gezwongen, op Chargéen zréckzegräifen, déi eng wichteg Aarbecht gemaach hunn, déi, fir de Gemengen hir Schoule fonctionnéieren ze loossen, vun de Gemengen hu missen agestallt ginn. Am Fall wou se keng Plaz méi fir se hätten, mussen d'Gemengen dem Minister déi Chargéë signaléieren. Den Inspekter probéiert dann, ob et nach méiglech ass, an engem Arrondissement no bei där concernéierter Gemeng eventuell nach eng Rei Chargéen ënnerdaach ze kréien.

D'Gemenge gi gebieden, wat och wichteg ass, de Contrat-type, deen hannert der Circulaire hänkt, ze benotzen, wou ënner anerem am Artikel 4 steet, datt d'Aarbechtsplaz op dem Gebitt vun enger Gemeng «pour des raisons de service» kann änneren, ënnert der Bedingung, datt déi zwou Gemengen een Accord à l'amiable fonnt hunn. Och dat erlaabt et awer vläicht eng Rei Problemer ze léisen. Et ass keng definitiv Léisung, mä ech mengen et muss een net alles esou pessimistesch gesinn. Ech mengen, et kënnen awer nach déi meeschte Leit dëst Joer op deem dote Wee eng Aarbechtsplaz fannen.

Fir awer à moyen terme d'Intérêtë vun alle concernéierte Partner ze garantéieren, muss légiféréiert ginn - et ass scho méi dacks hei gesot ginn de Mëtteg - am Sënn vun enger Gestioun vun de Chargés de cours duerch de Stat mat der eventueller Schafung vun enger sougenannter «Réserve bis». D'Chargés de cours hätten dann een Arbeitgeber: de Stat. Si gi vum Stat engagéiert, awer vun de Gemengen affektéiert. Dëst wier bestëmmt à moyen an à long terme déi beschte Léisung, fir aus der aktueller Situatioun erauszekommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Den honorabelen Här Gibéryen huet d'Wuert fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. De 5. Dezember 2001 huet mäi Parteikolleeg Jacques-Yves Henckes hei an der Chamber eng Heure d'actualité iwwert deeselwechte Problem vun de Chargé-de-coursen ugefrot, nodeem zéng Joer deemools schonn näischt geschitt war.

Den Här Statsminister huet deemools déi Woch virun der Deklaratioun hei gesot, datt hien et ëmmer bedauert hätt, datt d'Chargé-de-coursen aarbechtsrechtlech géife benodeelegt ginn, datt se géifen ongerecht behandelt ginn, an datt hien ëmmer derfir agetratt wier, fir de Problem ze léisen, an datt hie souguer Verbesserunge virgeschloen hätt zum Projet vun der Erzéiungsministerin an déi duerchgesat hätt.

Den Här Sunnen vun der CSV huet 2001 gesot: Mir mussen Neel mat Käpp maachen, déi deene berechtegte Fuerderunge vun alle Kategorië Rechnung droen.

Den Här Fayot vun der LSAP huet gesot: D'öffentlech Hand respektiv d'Politik, dat musse mer soen, huet sech laang Jore laanscht d'Aarbechtsrecht gedréckt, dat se souguer oft strikt beim Privatsecteur reklaméiert. Si huet och hir Sozialverflichtung net widderholl. D'Leit sinn op Jorzéngten an engem prekären Aarbechtsverhältnis gelooss ginn. Weider ass d'LSAP och der Meenung, dass ee kloer an novollzéibar Regele soll schafen, fir d'Chargé-de-coursen a regelrecht Aarbechtsverhältnisser ze ginn.

D'Madame Durdu vun der DP huet gesot: No all deene Joren, wou den Dossier vun de Chargés de cours en suspens war, kënne mir et nëmme begréissen, wann elo Neel mat Käpp gemaach ginn. An anere Wierder, datt d'Situatioun vun de Chargés de cours endlech soll regulariséiert ginn.

Den Här Garcia vun deene Gréngen huet a senger Konklusioun gesot, datt mer zum éischten aarbechtsrechtleche Volet natierlech soen, datt mer dat kënnen innerhalb vu kierzester Zäit realiséieren.

D'Madame Brasseur als Educatiounsminister huet gesot: Vu dass ech awer éischter e pragmatesche Mënsch sinn, solle mer fir d'éischt de Volet vum Primaire léisen an dann de Problem vum Postprimaire.

M. le Président.- Här Gibéryen, ech wollt Iech just soen: Dir hutt elo nach 15 Sekonnen Zäit, fir...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wier genau a mengen zwou Sekonne fäerdeg.

M. le Président.- Dann ass et gutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hei sinn am Fong all d'Äntwerten. Ech huele mer dann déi zéng Sekonnen erëm zréck.

D'Madame Brasseur huet gesot: Duerfir géif ech proposéieren, dass ech mat deem Text, soubal en déposéiert ass, an d'Chamberskommissioun kommen, dass mer dann en toute sérénité kënnen diskutéieren a kënne verschidde Léisungsvirschléi hei maachen, fir de Problem ze léisen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Zweetens muss d'Situatioun vun de Chargéë selbstverständlech geregelt ginn. Duerfir huet deemools d'Chamber, Här President, vun der Majoritéit hei eng Motioun och ugeholl, wou drasteet: «à procéder par voie législative à la régularisation de la situation des chargés de cours en se basant sur la jurisprudence établie en la matière».

M. le Président.- Här Gibéryen, et deet mer leed, Dir musst awer elo zum Schluss kommen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, domat sinn ech zum Schluss komm. An der Zwëschenzäit sinn erëm sechs an en halleft Joer vergaangen, fir datt mer haut nach eng Kéier deeselwechten Exercice hei maachen. Dobäi gesäit een am beschten, wéi d'Politik hei zu Lëtzebuerg d'Leit ka veraarschen.

Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech fannen, den Här Gibéryen misst nach eng Kéier an d'Schoul goen, fir dass hie bonnes manières bäibruecht kréit! Seng Termen, déi sinn net appropriéiert, fir op enger Chamberstribün ze soen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et stëmmt awer, Madame Brasseur!

M. le Président.- Gutt, da schléisse mer dat Kapitel of a mir kommen zum Här Jaerling, deen d'Wuert gefrot huet.

(Interruption)

Sou! Här Gibéryen, Är Interventioun ass elo eriwwer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Madame Brasseur hat mech provozéiert.

M. le Président.- Äre fréiere Parteikolleeg, den Här Jaerling, huet d'Wuert.

(Interruption)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech gleewe kaum, well et ännert jo och näischt un enger Situatioun, wann ee se a Cadeauspabeier apaakt! Ech sinn awer och éischter der Meenung, dass een d'Saache soll beim Numm nennen.

(Interruption)

Bon, mä wat mech hei stéiert... Dat ännert näischt.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Braz!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech sinn zu Esch an der Hiehl gebuer, an Der wësst jo, wéi et do geet, gell? Do muss ee schonn erbarmungslos zouschloen, fir op déi aner Säit vun der Strooss ze kommen.

Une voix.- Iwwerdreift Der net liicht?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ganz e bëssen.

M. le Président.- HärJaerling, passt op, dass et Iech net geet wéi dem Här Gibéryen, dass d'Zäit schonn eriwwer ass, ier Der zum Fong kommt.

(Brouhaha général)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also, Här President, wéi dem Här Gibéryen kann et mer net goen, well meng Zukunft kennen ech, mä seng ass ganz ongewëss.

(Hilarité)

Här President, ech hunn e Problem, dat ass, dass mer am Aarbechtsrecht ëmmer riseg Problemer hunn, wann et heescht am Fong déi Rechter ze vereenheetlechen, ob dat elo fir den öffentleche Secteur ass oder ob dat fir de Privatsecteur ass. Et ass einfach schwiereg, fir hei am Land et fäerdeg ze bréngen, dass ee Salarié am Aarbechtsrecht d'selwecht behandelt gëtt wéi deen aneren. Engersäits maache mer extra Gesetzer fir deen ee Secteur wéi fir deen anere Secteur an iergendwann eng Kéier musse mer awer zur Konklusioun kommen, dass dat muss ophéieren. Mir hunn dat elo erëm gesi beim Versuch fir en Eenheetsstatut fir all Salariéen ze maachen, an esou geet dat weider.

Wat elo d'Diskussioun iwwert d'Chargés de cours ugeet, esou ass et jo einfach esou, och wann d'Gemengen hinnen de Contrat à durée indéterminée ginn, da si se net Chargés de cours, mä da si se einfach Employés communaux. Chargés de cours gi se jo eréischt wa se nominéiert ginn, esou wéi ech dat gesinn. Soss froen ech mäi Kolleeg Braz, dee seet mer dat dann.

Mä op jidde Fall ass et awer elo wichteg, dass déi Situatioun eng Kéier kloer ass an dass deene Leit elo emol zumindest d'Garantie gi gëtt, dass se net an enger ganz prekärer Situatioun sinn, och wann et elo nach ëmmer esou ass, wa se dann dee Moment Employé communal sinn, dass dann hir Aarbechtsplaz och nach net esou ofgeséchert ass wéi dat bei aneren ass, déi an deem Secteur schaffen. Mä ech ka mer zwar net virstellen, dass eng Gemeng sollt higoen an iergendwéi de Versuch maachen, fir do op Entloossungen zréckzegräifen.

Ech kann awer domat liewen, wann ee seet, et géif een en nationale Pool maachen, fir déi Leit anzestellen a fir hinnen dann nach d'Garantie ze ginn, och wat hir Nominatioun ubelaangt...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech hunn Iech verstanen, Här President. Ech halen direkt op.

(Hilarité)

M. le Président.- Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung. D'Madame Minister zoustänneg fir national Erzéiung, d'Madame Delvaux, huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech verstinn, dass d'Gemidder héich ginn an der Chamber, well de Problem vun de Chargés de cours ass jo och keen einfachen. Op dësem Punkt stinn eigentlech zwou Logike sech géigeniwwer.

Dat éischt Gesetz, wat seet, ëmmer gëllt d'Prioritéit fir e Brevetéierten. A jiddferee steet zu deem grousse Prinzip, well mer jo gären d'Schoul vun der Qualitéit hätten. Et ass net déi eenzeg Garantie, mä déi éischt Konditioun, fir eng Qualitéit an d'Schoul ze kréien, dass mer diploméiert Enseignanten hunn. Also hätte mer gären, dass déi diploméiert Enseignanten eng Prioritéit hunn.

Duerch d'Ëmstänn, duerch d'demographesch Entwécklung hei zu Lëtzebuerg a wahrscheinlech och duerch d'Ëmännerung vun den Aufgaben an der Schoul ass et an deene leschte Joren dozou komm, dass mer net genuch brevetéiert Personal haten, an dass d'Gemengen also aus der Nout eraus Leit agestallt hunn, fir Schoul ze halen, well dat Alleréischt ass jo emol, dass iwwerhaapt Klass ass an dass mer Leit an de Klassen hunn.

Dorauser sinn am Laf vun de Joren e ganze Koup Kontrakter mat Chargéen ofgeschloss ginn, an do stousse mer dann op déi aner Logik, déi do seet, d'Aarbechtsrecht misst fir jiddfereen datselwecht sinn. Dat heescht, wann ech ee Kontrakt hunn, dee méi wéi zwee Joer dauert respektiv wann e méi wéi zweemol verlängert ginn ass, da gëtt dee changéiert an e Contrat à durée indéterminée.

Effektiv hat eng fréier Regierung e Gesetz stëmme gelooss, wat eng Derogatioun virgesinn huet fir d'Schoul, fir ze soen, wat d'Schoul ugeet, musse mer eis net dorunner halen; mir kënnen also de Leit e Kontrakt ginn, dee méi wéi zweemol verlängert gëtt an och méi wéi zweemol dauert. Jiddfereen huet sech schwéiergedoen, fir un dee Sujet erunzegoen, a letzlech huet d'Geriicht eis elo obligéiert, fir eis Gesetzgebung ze änneren.

Ech mengen, dat Éischt, wat ech hei wëllt soen, dat ass, dass mer jo elo wéinst alleguerten deene Leit, déi méi wéi zwee Joer e Kontrakt hunn oder méi wéi zweemol verlängert gi sinn, en Appel gemaach hunn un d'Gemengen, fir ze soen: Gitt hinnen e Contrat à durée indéterminée.

Säit ech am Ministère sinn, schreiwen ech all Joer eng Circulaire, wou ech d'Gemengen opruffen a soen: Wann ech gelift, stellt keng nei Chargéen an, a wann Der der hutt, déi Der eventuell net méi braucht, well Der genuch Brevetéierter hutt, da mellt se, fir dass se iwwert d'Inspektorat kënnen an aner Gemenge vermëttelt ginn, wou nach Leit géife gebraucht ginn. Dat gëtt - wëll ech soen - an der Regel och respektéiert, awer ëmmer erëm kennen ech Fäll, wou awer nei Chargéen agestallt ginn.

Här Gira, sidd net esou ongedëlleg, ech kommen zum Punkt.

(Interruption)

Ech wëll da soen, dass d'Schoul fir de Moment eng Compétence partagée tëschent dem Stat an de Gemengen ass. D'Gesetz vun 1912 gesäit ganz kloer vir, dass d'Nominatioun vun de Leit am Primaire vun de Gemenge gemaach gëtt. Ech sinn amgaange mam Syvicol a mat alle Concernéierten interfraktionell doriwwer ze diskutéieren, fir ze soen: Wëlle mer dat an der Zukunft esou weiderféieren, mat all deenen Inconvénienten, déi dat huet? A mir si jo elo zur Konklusioun komm, an dat Gesetz wäert nach virun der grousser Vakanz déposéiert ginn, fir ze soen, fir eng kloer Situatioun ze kréien, wëlle mer dann déi Nominatiounen iwwert de Stat maachen.

Ech wëll awer soen, dass dat och seng Inconvénienten huet. Et gëtt nämlech keng Léisung, déi nëmmen Avantagen huet. Dat stellt och seng Problemer. An dofir si mer jo esou laang amgaangen doriwwer ze diskutéieren.

Mir mussen dann och Konditioune festleeën, wéi mer d'Gemengen awer nach an d'Organisatioun vun der Schoul implizéieren, well ech hunn d'Madame Brasseur hei elo virdrun héiere soen, dass et awer wichteg ass, dass d'Schoul no bei de Leit organiséiert gëtt, no am Quartier, well dat déi Instanz ass, no deem grousse Prinzip vun der Subsidiaritéit, wou een no beim Bierger soll Saachen décidéieren. Dat heescht, mir mussen eis e sophistiquéierte System ausdenken, fir à la fois den Droit du Travail ze respektéieren an déi legitim Intérêtë vun de Gemengen, fir kënne matzeschwätzen, wat d'Organisation scolaire ugeet.

Wa mer dat also maache fir d'Schoulmeeschteren, dann ass et logesch, dass mer et och maache fir d'Chargés de cours, well déi zwee gi jo zesummen. Deen Dag, wou mer genuch brevetéiert Personal, Schoulmeeschteren a Léierinnen, hunn, brauche mer jo keng Chargéë méi anzestellen. Mä déi, déi mer hunn, déi musse mer awer nach weider... Mir mussen? Mir si frou, dass mer se nach kënnen halen, well dat si jo Leit, déi iwwer Joren eng gutt Aarbecht gemaach hunn an eiser Schoul, an ech géif et jo och net richteg fannen, dass mer vun engem Dag op deen anere soen: Elo hutt Der Är Schëllegkeet gemaach, elo kënnt Der goen! Dat geet jo net. Also wëlle mer déi dann och zentral géréieren.

Duerfir hunn ech u sech kee Problem mat där Motioun, déi den Här Adam hei déposéiert huet. Ech hu just e Problem, well ech mengen, dass mer dat awer en concertation avec les communes misste maachen. Ech géif et keng gutt Politik fannen, fir elo einfach vun uewen erof hei ze soen, hei, elo maache mer dat esou an esou, well ech wëll

just den Deputéierte soen, dass sech jo awer ganz vill Froen nach stellen, wa mer d'Gestioun vun deene Chargéen elo um Niveau vum Stat maachen.

De Moment hu mir répertoriéiert am Ministère. Et gëtt keen zentrale Fichier iwwert d'Chargéen, well déi jo vun de Gemengen agestallt ginn. Mir hu fir d'Joer 2005 an 2006 1.079 Kontrakter identifizéiert. Dovunner sinn der 277 am Pool des remplaçants, dat heescht, dat sinn der, déi eng fest Nominatioun hunn. Da bleiwen also 802 Chargéë vun deenen ech net weess, wéi vill der e Contrat à durée déterminée hunn a wéi vill der e Contrat à durée indéterminée hunn, well dat jo ëmmer vun deenen eenzelne Gemengen ofhänkt.

Wa mer elo soen, mir maachen ee Gesetz mat engem Pool, wou mer all déi Chargéen eranhuelen, mir hu jo schonn e Pool des remplaçants, do gëtt et eng Prioritéitelëscht. Pool des remplaçants eent sinn déi Brevetéiert, déi keng Nominatioun an enger Gemeng hunn. Da kommen d'Chargéë vun 2002. An da géife mer elo eng nei Kategorie maache mat deenen neie Chargéen, déi mer dann elo iwwer ee Gesetz missten identifizéieren. Do kann et awer sinn, an dat ass eng Fro, déi sech stellt, dass do vläicht Chargéë léiwer hire Kontrakt an der Gemeng halen, wéi dass se eriwwerkommen an de Pool vum Stat.

Dat ass déi éischt Fro, déi mer musse klären: Kann een all déi Chargéen obligéieren, an de Pool vun de Remplaçanten eriwwerzekommen, oder loosse mer hinnen de Choix, fir an der Gemeng ze bleiwen? Well wa se vum Stat iwwerholl ginn, da musse mer se natierlech zu de Konditioune vum Stat iwwerhuelen. An et mag sinn - ech kann dat net hei soen, mä ech wéilt awer drop opmierksam maachen -, dass et verschidde Gemenge gëtt, wou d'Konditiounen, fir Chargé ze sinn, méi avantagéis sinn, wéi wa se géifen an e staatleche Pool iwwerholl ginn. Dat ass also eng Fro, déi mer musse klären.

Dat Zweet ass, souwäit mir dat kënnen identifzéiere gëtt et Chargéen, déi keng Première hunn. Bis elo war ëmmer d'Konditioun, fir an de Pool iwwerholl ze ginn, dass een eng Première huet. Mir mussen also och déi Leit, déi elo keng Première hunn, mä awer e Contrat à durée indéterminée, an dëse Pool eranhuelen, an da musse mer also Konditiounen do zesummebastelen oder Feinaarbecht maachen, fir deenen eng Carrière ze maachen.

Da géif ech gären deene Chargéen, déi et wëllen, d'Méiglechkeet opmaachen, fir eng Formatioun ze maachen. Och do musse mer dann d'Konditioune festleeën: Ënner wéi enge Konditioune kënne se déi Formation continue maachen? Well bis elo steet am Gesetz, dass se op d'mannst eng Anciennetéit vun dräi Joer missten hunn. Vu dass een no zwee Joer scho kann e Kontrakt à durée indéterminée kréien, misste mer déi Konditioun dann och regelen, esou dass sech do ganz, ganz vill - keng prinzipiell, mä - Detailfroe stellen, un deene mer amgaang sinn ze schaffen.

Ech wënsche mer näischt méi, wéi dass mer dat Gesetz am September, Oktober - ech kucken den Här Wilmes, dee muss dat nämlech maachen, dee sëtzt do uewen -, fir den Hierscht fäerdeg hunn an dass mer et da kënnen déposéieren. Mä, wéi gesot, ech géif awer gär dofir mat de Gemengen zesummen diskutéieren. Dofir wär ech frou, Här Adam, wann Der d'accord wäert, fir deen Ajout derbäi ze soen «en concertation avec les communes» an Ärer Motioun. Da wollt ech Iech froen - Iech hei, versammelt als Chamber -, wann ech soen, mir wäerten dat Gesetz déposéieren, loosse mer soen am Oktober, da muss et an de Conseil d'État, an dann ass et an Ären Hänn.

Also, ech hätt gären, dass dat Gesetz a Kraaft wär fir d'Rentrée 2008/2009. Ech selwer kann dat awer net garantéieren. Well dat dote gëtt, wéi gesot, e Gesetz, wou vill Gekniwwels - wéi mer dat nennen - dran ass a wat also muss an d'Kommissioun souwuel vun der Fonction publique wéi vun der Éducation nationale, esou dass ech et net ka garantéieren.

Duerfir wier ech dankbar, wann Der do géift verstoen, dass ech dat Engagement net kann unhuelen. Ech kann net garantéieren, dass et fir d'nächst Rentrée a Kraaft ass. Ech ka garantéieren, dass mer d'Gesetz am Hierscht déposéieren, mä ech kann net garantéieren, wéini dass et duerch d'Instanzen erduerch ass. Esou dass ech Iech da géif froen, vläicht den Délai erauszehuelen. Ech verspriechen hei, dass ech dat Gesetz am Hierscht an der Chamber déposéieren.

Här President, dat war esou vill ech zu dësem Sujet ze soen hat.

Motion 1

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Ech mengen, wann den Här Adam d'accord ass, da géif den Dispositiv ausgesinn: «à établir au plus vite en concertation avec les communes un système de nomination»?

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Däerf ech nach eng Minutt schwätzen?

M. le Président.- Jo.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Jo. Madame Minister, Merci fir Är Ausféierungen. Et ass och esou, dass mir am Fong geholl - ech hunn dat och scho festgestallt - net um gudde Wëlle vun der Regierung zweifelen. Mir haten deen Datum hei dragesat, ouni dass mer dem Här Gira seng Interventioun héieren haten, mä well mer wierklech d'Gefill haten, dass dat ee Problem ass, dee mer...

(Interruption)

Den Här Gibéryen. Pardon. Et ass awer nach e klengen Ënnerscheed.

(Brouhaha général)

Une voix.- Do gëtt et vill Ënnerscheeder.

Une autre voix.- Dir hätt besser gehat, Dir wiert sëtze bliwwen.

M. le Président.- Kommt, lauschtert dem Här Adam no!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Mir wollten den Termin do bewosst drasetzen, fir einfach net erëm de Risiko anzegoen, dass näischt geschitt. Mä déi Erklärungen, Madame Minister, déi Dir eis ginn hutt, déi liichten eis selbstverständlech an, esou dass mer mat där neier Formulatioun awer d'accord sinn, an dass mer dann eben hoffen, dass mer esou schnell wéi méiglech do vun der Plaz kommen. Also si mer d'accord mat där Formulatioun, esou wéi d'Madame Minister se proposéiert huet.

M. le Président.- Dat heescht, déi Formulatioun, déi ech virgelies hunn?

(Interruption)

Neen, mä herno weess de Greffe ni, wéi eng Formulatioun dann en fin de compte arrêtéiert ass.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant la complexité de la gestion du personnel remplaçant au niveau de l'enseignement primaire et de l'éducation préscolaire;

- considérant que la pratique actuelle de nomination communale des chargés de cours ne peut fournir de garantie d'emploi suffisante pour les concernés;

- constatant que la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire ne permet plus de garantir les intérêts légitimes de tous les partenaires concernés, en l'occurrence les autorités communales ou syndicales d'une part, les instituteurs et les chargés de cours d'autre part;

- considérant l'impact que l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle en octobre 2006 et confirmé en janvier 2007 par la Cour administrative a eu sur la situation du personnel remplaçant;

invite le Gouvernement

- à établir au plus vite en concertation avec les communes un système de nomination étatique pour les chargés de cours de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox.

Vote

Voilà! Ech mengen, mir bräichte kee Vote électronique. Mir kënne par main levée ofstëmmen.

Ech gesinn, et ass Unanimitéit fir d'Motioun vum Här Adam.

Dann, Dir Dammen an Dir Häre, ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen zu deem nächste Projet de loi. Dat ass dee vum Nordstad-Lycée. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Roth, den Här Goerens, den Här Adam an den Här Mehlen. D'Wuert huet de Rapporteur elo, den honorabelen Här Diederich.

3. 5743 - Proposition de loi de M. Marco Schank portant création d'un Service de bibliothèques publiques

Déclaration de recevabilité

Dir Dammen an Dir Häre, den Här Schank huet eng Proposition de loi déposéiert gehat iwwert d'Schafung vun engem Service fir öffentlech Bibliothéiken. D'Presidentekonferenz huet se als recevabel erkläert.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Här Diederich!

4. 5707 - Projet de loi portant création du Nordstad-Lycée

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Madame, Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 5707, deen eis haut zur Ofstëmmung virläit, schaaft op dem Territoire vun de sechs Gemenge Bettenduerf, Colmar-Bierg, Dikrech, Ierpeldeng, Ettelbréck a Schieren ee Lycée mam Numm „Nordstad-Lycée". Ech wëll direkt soen, datt et net esou ass, wéi an enger Dageszeitung dës Woch stoung, datt nëmmen d'Schüler aus deene sechs Gemengen dohinner dierfte goen. Dat war falsch verstane ginn. Prioritär sécher déi aus dem noen Ëmfeld, mä och déi aner Gemenge kënnen hir Schüler an dee Lycée do schécken.

D'Kommissioun vun der Éducation nationale huet den Text vum Projet de loi den 9. Mee analyséiert an de 6. Juni den Avis vum Statsrot a vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics examinéiert. De Rapport, deen ech Iech hei virdroen, ass den 20. Juni eestëmmeg ugeholl ginn.

D'Implantatioun vum Lycée respektéiert d'Kritären, wéi se am Plan directeur sectoriel «Lycées» festgehale sinn. De Conseil d'État approuvéiert de Projet de loi, stellt sech awer Froen iwwert den Numm. Hie constatéiert, datt dëse Lycée deen eenzege Lycée vun deene sechs aus der Géigend ëm Ettelbréck-Dikrech ass, deen dësen Numm dréit, wat kéint zur Konfusioun Ulass ginn.

Ech muss och soen, datt den Ettelbrécker Buergermeeschter mech drop higewisen huet, datt och schonn do Diskussioune waren, et wiere siwe Lycéeën, well de Lycée privé Ste-Anne net heizou gerechent ginn ass. Et ass awer esou, dass mer ëmmer an deenen heiten Iwwerleeungen nëmmen déi öffentlech Lycéeën zielen, an net déi privat derbäigezielt ginn.

(Interruption)

Ech wëll déi Lycéeën an der Nordstad opzielen: Dat ass de Lycée classique vun Dikrech, de Lycée technique hôtelier vun Dikrech, de Lycée technique vun Ettelbréck, de Lycée technique agricole vun Ettelbréck, de Lycée technique pour Professions de Santé. Et kéint een eventuell och nach d'Ariichtunge vum CNFPC derbäizielen. Da wier deen och nach zu Ettelbréck derbäizerechnen.

De Statsrot äussert och Reservë par rapport zur neier Wuertbildung „Nordstad", déi éischter enger politescher Démarche entsprécht, mä keng juristesch an administrativ Basis hätt. Ausserdeem gesäit hie keng Plus-value duerch d'Bezeechnung «public», ähnlech wéi am Lycée Dummeldeng.

D'Kommissioun décidéiert, de Libellé vum Conseil d'État fir den éischten Artikel zréckzebehalen: «Il est créé un lycée sur le territoire formé par les communes de Betendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck et Schieren.»

D'Kommissioun ass awer der Meenung, am Intitulé den Numm „Nordstad" bäizebehalen, vu datt dësen Numm eng éischt Emanatioun ass aus all deene Réuniounen an Diskussiounen eraus, déi am Kader vun der Nordstad vun deene sechs konventionéierte Gemenge gefouert si ginn an domat déi politesch Visibilitéit vum Projet verstäerkt. Mir haten de Moment nach keng Méiglechkeet, fir konkret Resultater ze weisen, mä hei ass also déi éischt Méiglechkeet fir net ze soen zu Dikrech oder zu Ettelbréck. Den Numm „Nordstad" ass aus deenen Iwwerleeungen eraus gewielt ginn.

D'Chamber vun de Fonctionnaires et Employés publics begréisst d'Kreatioun vun engem neie Lycée, vu déi dréngend Besoinen u schouleschen Infrastrukturen an dëser Géigend. Si bedauert awer de Mangel un Infrastrukture wat de Sport, d'Restauratioun, d'Pausen an de Schoultransport ubelaangt, op engem zimlech enke Campus, déi sech dräi Etablissementer mussen deelen. Dës Suerge ginn och vum Conseil d'État gedeelt, deen de Projet soss awer begréisst, well déi ugebuede Formatiounen déi komplettéieren, déi an deenen anere Lycéeën offréiert ginn.

Den Nordstad-Lycée hëlt een Deel Schüler aus dem aktuelle Lycée technique Ettelbruck op, dee mat 1.750 Schüler aus allen Néit bascht a vun deenen der schonn 250 um Site sinn, dee fir déi provisoresch Strukture vum Nordstad-Lycée zu Dikrech virgesinn ass. Anerersäits kann en een Deel vum Surplus vu Schüler ophuelen, dee sech an den nächste Joren aus dem Zouwuess vun der Populatioun wäert erginn.

De Lycée fonctionnéiert ab der Rentrée am September 2007 wéi gesot a provisoresche Strukturen zu Dikrech, engersäits an deene vun der aktueller Annex vum Lycée technique Ettelbréck an anerersäits an neie Strukturen, déi de Moment niewendrun entstinn.

D'Schüler aus dem 6. Schouljoer vum Primärunterrecht kënne sech fir d'Rentrée 2007/2008 op Septième vum Enseignement secondaire, vum Secondaire technique oder dem Régime préparatoire aschreiwe souwéi an der Dixième vun der Formatioun vun den Usträicher an Décorateuren.

Verschidde Klasse vum Régime préparatoire, déi elo an der Annex Dikrech vum Lycée technique Ettelbréck ënnerbruecht sinn, ginn op Ettelbréck transferéiert, anerer bleiwen op der Plaz a ginn an deen neie Lycée integréiert.

Den Nordstad-Lycée kann, wann all Infrastrukturen um Site vum aktuelle Lycée technique agricole also fäerdeg gestallt sinn - do ass eng Étude de faisabilité gemaach ginn, dass also de Lycée dann op Ettelbréck op de Site vun dem Lycée technique agricole soll definitiv kommen -, ronn 1.200 Schüler ophuelen, dëst a 50 Klassen à plein temps an zousätzlech Klasse mat d'Begleetunterrecht, also à cours concomitants.

Ugebuede ginn déi ënneschten Divisioun vum Enseignement secondaire souwéi den ënneschten Zyklus an de Régime préparatoire vum Enseignement secondaire technique.

Am mëttleren an ieweschten Zyklus vum Enseignement secondaire technique besteet folgend Offre scolaire: Am technesche Regime gëtt de kompletten Zyklus ugebuede vun der Division technique générale, Section technique générale a Section Informatique. An der Formatioun vum Technicien gëtt de kompletten Zyklus a folgenden Domäner ugebueden: d'Divisioun Informatique, d'Divisioun Elektrotechnik, d'Sectioun Kommunikatioun an d'Sectioun Energie souwéi d'Divisioun Mécanique, d'Sectioun Mécanique générale an d'Sectioun Automechanik.

Esou kann de Nordstad-Lycée de Lycée technique Ettelbréck entlaaschten, andeem hien d'Formatioun vum Technicien an enger qualifizéierter Main-d'oeuvre fir d'Industrie an d'Handwierk iwwerhëlt a komplettéiert.

Am Régime professionnel ginn ënner anerem Formatioune fir déi folgend Beruffer an Handwierker ugebueden: Elektriker, Autoelektroniker, Elektroniker an der Kommunikatioun souwéi an der Energie, diploméiert Informatiker, Industrie- an Automechaniker, Magasinier fir den Automobilssecteur, Carrossier, Débosseleuren an Autoslackéierer, Usträicher, Décorateuren, Sanitärinstallateuren, Heizungsinstallateuren, Installateure fir Ventilatioun a Klimatisatioun souwéi Coiffeuren.

Fir de schouleschen Encadrement gesäit e pedagogesche Projet vir, d'Schüler vun hallwer aacht moies bis sechs Auer owes ze betreien. Ugebuede gi virun allem Cours d'appui, Remédiatiounsmesurë souwéi kulturell, sportlech a wëssenschaftlech Aktivitéiten a fakultativ Coursen. Dësen Encadrement gëtt assuréiert an Zesummenaarbecht mat den Enseignantë vun Éducateurs gradués, Éducateuren a vun engem Psycholog.

Den Artikel 5 betrëfft d'Astellung vum néidege Personal an hält fest, dass déi definitiv Engagementer kënne geschéien iwwert d'Zuele vum Numerus clausus eraus, wéi se am Statsbudget festgeluecht sinn. Den Artikel preziséiert d'Besoinen u Personal. Esou wäerten ee Psycholog, een Assistant social, véier Éducateurs gradués a fënnef Éducateurë mat dem SPOS zesummeschaffen.

Derniewent ginn nach folgend Leit agestallt: e Bibliothécaire, ee Sekretär, en diplomiérten Informatiker, een Techniker, aacht Handwierker, de Concierge, zwee Garçons de salle, véier Employés d'État a véier Aarbechter mat CATP.

Am Artikel 7 gëtt de Budget definéiert fir d'Méint September bis Dezember 2007. Am Budgetsgesetz vum 22. Dezember 2006 gëtt een neien Artikel ageschriwwen: d'Dotatioun fir de Fonctionnement vum Nordstad-Lycée: 250.000 Euro.

Här President, Madame Minister, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, den Nordstad-Lycée hëlleft sécherlech, d'Situatioun am Lycée technique Ettelbréck ze verbesseren a wäert vun den Enseignanten, de Schüler an den Eltere begréisst ginn. No jorelaangem Stëllstand ass endlech déi inakzeptabel Situatioun débloquéiert ginn. Hie bitt eng grouss Palett vu Formatiounen un a komplettéiert esou déi scho bestehend Infrastrukturen am Centre d'attractivité et de développement Nordstad.

Ech géif Iech bieden, dëse Projet ze stëmmen, bréngen den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Fir d'CSV-Fraktioun huet den honorabelen Här Roth d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'éischt dem Rapporteur Fernand Diederich Merci fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Den Nordstad-Lycée ass mëttlerweil dee sechsten, zielt een d'Privatschoul Ste-Anne zu Ettelbréck derbäi, eigentlech schonn de siwente Lycée, deen op dem Gebitt vun der sougenannter Nordstad geschaf gëtt.

Den Numm Nordstad-Lycée mag duerfir an enger éischter Siicht e bëssen ierféieren. De Statsrot huet sech an deem Punkt och kritesch geäussert. Mat der Bezeechnung Nordstad-Lycée geet et awer virun allem ëm e politesche Message, fir der Nordstad eng Identitéit ze ginn.

Ee sechste respektiv siwente Lycée an der Nordstad mécht virun allem op der Schoulkaart ee Sënn. Den Nordstad-Lycée dréit zu enger dezentraler Organisatioun vun der Lycéeslandschaft bäi. Dëst entsprécht de Virgabe vum IVL. Den Nordstad-Lycée gëtt och de Konklusioune vun dem Plan sectoriel «Lycées» gerecht. Gemäß dem IVL soll d'Nordstad als Zentrum fir den Norde vum Land an hirer Fonctioun als Wunn- an Aarbechtsplazschwéierpunkt gestäerkt ginn. Dëst niewent der Regioun Süden an der Agglomeratioun an a ronderëm der Stad Lëtzebuerg.

D'Nordstad soll an deem Sënn eng Lokomotiv an der Nordregioun ginn an domat zu enger gesamter Revalorisatioun vun där Géigend vum Land bäidroen. Zu dëser Attraktivitéit droe sécherlech gutt Zuchverbindungen a spéider och d'Fäerdegstellung vun der Nordstrooss bäi. Net zulescht gëtt et an dëser Regioun och nach zum Deel méi erschwénglecht Bauland fir Famillje mat Kanner wéi op verschiddenen anere Plaze vum Land. D'Zuel vun de Bewunner vun der Nordstad an der Ëmgéigend däerft an den nächste Joren deemno an d'Luucht goen. Den Nordstad-Lycée ass duerfir sécherlech ee Stéck vun deem ambitiéise Projet Nordstad.

D'Schouloffer gëtt souwuel an der Capacitéit wéi an der Diversitéit dem Projet Nordstad ugepasst. Dës Iwwerleeungen an dem Beräich IVL, déi mir als CSV-Fraktioun ënnerstëtzen, fanne sech och am Plan sectoriel «Lycées» erëm, deen de 26. Juli 2005 a Kraaft getrueden ass. Dëse Plang seet, datt a puncto Capacitéite bis zum Joer 2010 am Norden am Ganzen iwwer 2.600 Unitéite feelen, dat opgrond vu statisteschen Zuelen, déi doriwwer eraus scho méi wéi fënnef Joer zréckleien. Zielt een dovunner de Réidener Lycée mat senge geplangten 1.200 Schüler ewech, feelen nach bal 1.500 Unitéiten. D'Schafe vun dem Nordstad-Lycée ass duerfir eng Noutwendegkeet an dem Sënn vum IVL, dem Plan sectoriel «Lycées», mä och opgrond vu bestehende Besoinen.

Kuerzfristeg gëtt virun allem den Ettelbrécker Lycée technique zumindest deelweis entlaascht, dat no jorelaangen Diskussiounen an och Petitiounen. Et wäert awer nach daueren, bis sech d'Situatioun an der Avenue Salentiny ganz normaliséiert huet. Eréischt wann den Neibau vun der Akerbauschoul zu Gilsdref ofgeschloss ass, gëtt zu Ettelbréck an den heitege Gebaier vum Lycée technique agricole weidere Schoulraum fräi, deen no Ëmbaumoossnamen zu Schoulzwecker genotzt ka ginn.

Dass den Nordstad-Lycée tëschent déi bestehend Strukture vum Dikrecher Kolléisch an der Hotelsschoul stoe kënnt, mécht am Kader vu méigleche Synergien och Sënn. Et fonctionnéiert op dëser Plaz schonn eng Annex vum Ettelbrécker Lycée technique. Derniewent kann an enger éischter Phas vun de bestehende Sportsinfrastrukturen a Kantine profitéiert ginn.

Längerfristeg sollt den neien Nordstad-Lycée awer iwwer eege Sports-, Fräizäit- a Restauratiounsinfrastrukture verfügen. Fir d'Schoulrentrée 2007 wäerten déi nei Infrastrukture wuel nëmmen e Provisorium sinn, bestehend aus Containeren. Si hunn de Virdeel, dass se innerhalb kuerzer Zäit kënnen opgeriicht ginn. Dass Container net ëmmer mat Bëllegbauweis ze vergläiche sinn, beweist de Lycée technique pour Professions éducatives et sociales zu Miersch, deen déi lescht Rentrée seng Diere fir d'Schüler opgemaach huet. Datselwecht zielt och fir déi provisoresch Struktur bei der Akerbauschoul, déi sech duerch hir holzverkleete Fassad harmonesch an d'Stadbild vun Ettelbréck afügt.

Här President, net nëmme genuch Plaz ass wichteg, och déi schoulesch Offer muss kontinuéierlech ausgebaut an adaptéiert ginn. Den neien Nordstad-Lycée, zesumme mat deenen anere Lycéeën an der Nordstad, muss mat der schoulescher Ausriichtung ënner anerem dozou bäidroen, dass nei Betriber, déi sech am Norde vum Land etabléieren, wëssen, dass si op där Plaz och qualifizéiert Leit kënne virfannen.

D'CSV-Fraktioun begréisst dofir, dass déi schoulesch Offer vum dem Nordstad-Lycée complémentaire ass zu där postprimärer Offer, déi d'Schüler aus dem Norde schonns mat dem Dikrecher Kolléisch, dem Lycée technique vun Ettelbréck, der Akerbauschoul an der Hotelschoul grad wéi dem Lycée fir Gesondheetsberuffer hunn.

D'Schüler aus der Nordregioun kréien d'Méiglechkeet, déi ganz Panoplie vu Formatiounen an hirer Géigend ze hunn. Si kënnen also déi Fachrichtung aschloen an dat léieren, wou se dat gréisste Potenzial hunn. Kee muss sech duerfir méi aus dem Norden duerch d'halleft Land déplacéieren.

D'Schouloffer vun dem Nordstad-Lycée ëmschléisst nämlech niewent dem klasseschen an dem techneschen Unterrecht och ganz vill Beruffer, wéi den Elektriker, de Mécanicien oder den Heizungsinstallateur. Nei ass och den Usträicherberuff; eng Formatioun, déi bis haut am Norde vum Land nach net ugebuede gouf, mä wou et awer eng grouss Demande gëtt.

Iwwerhaapt gëtt am Nordstad-Lycée e grousse Wäert op d'Handwierk geluecht. Net manner wéi 1.200 Schüler wäerten deemno ab dem Schouljoer 2007-2008 am Nordstad-Lycée d'Schoulbänk drécken. Dat entsprécht där sougenannter Capacité d'accueil optimisée, déi gemäß dem Plan sectoriel fir e Lycée mat techneschem Unterrecht an dem klasseschen Unterrecht an dem Ënnergrad bei 1.100 bis 1.400 Schüler läit.

Et ass gutt, dass Wäert op en Encadrement vun de Schüler ausserhalb vun de Schoulstonne geluecht gëtt. Vu mueres hallwer 8 bis owes 6 Auer ginn d'Schüler vu qualifizéiertem Personal betreit.

Mir begréissen als CSV-Fraktioun dofir ausdrécklech, dass de Gesetzesprojet d'Schafe vun enger pedagogescher Equipe mat ënner anerem engem Psycholog, engem Assistant social souwéi Erzéier an Éducateurs gradués virgesäit. Dës Offer un ausserschoulescher Betreiung sollt eigentlech fir all Lycée generaliséiert ginn.

Ech ginn och domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Roth. Als Nächsten huet den Här Goerens d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, innerhalb vu kuerzer Zäit gouf an der Chamber iwwer véier Projeten ofgestëmmt, mat deene véier nei Lycéeë solle geschaf ginn: dee grenziwwerschreidende Lycée vu Schengen, de Lycée op der Friche Esch-Belval, de Lycée zu Dummeldeng an haut elo deen neie Lycée an der Nordstad.

Mir begréissen et, datt sech konkret eppes deet, wat den Ausbau vun eise schouleschen Infrastrukturen ugeet. D'Entwécklung vun de Schülerzuelen an deenen nächste Jore verlaangt et, datt mer zügeg eis Offre scolaire erweideren, fir datt mer et op déi Manéier erméigleche kënnen, überschaubar schoulesch Entitéiten ze kreéieren, déi och den Avantage hu vun enger besserer Qualitéit vum Unterrecht, dee vermëttelt ka ginn.

Ech huelen zum Beispill, wat oft verkannt ass, datt de Lycée Robert-Schuman, hunn ech mer soe gelooss, manner wéi 1.000 Schüler huet. Dat ass am Fong déi ideal Gréisst fir e Lycée, an ech hoffen och, datt deen nei geschafene Lycée sech un deem dote Beispill wäert orientéieren.

Mir begréissen et och, datt mat dem Nordstad-Lycée, wat sécherlech net den definitiven Numm vum Lycée muss bleiwen - ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck -, eng zousätzlech Schouloffer am Raum Ettelbréck-Dikrech geschaf gëtt, an enger Géigend, déi eng grouss Dynamik de Moment erlieft, déi och nach esou bal net wäert ophalen.

Am Avis vum Conseil d'État steet iwwregens och iwwert den Numm Folgendes: «Le Conseil d'État, tout en approuvant la démarche légale et la mise en œuvre, s'interroge toutefois sur le nom donné au lycée à créer: alors que, selon l'exposé des motifs, le lycée sera le sixième lycée implanté sur le territoire dit de la Nordstad, il sera le seul à porter ce nom, ce qui aux yeux du Conseil d'État peut prêter à confusion. Ensuite, d'un point de vue sémantique, le Conseil d'État émet de sérieuses réserves à ce que la création verbale ‚Nordstad', qui fait référence à une démarche plutôt politique totalement justifiée de valorisation de certaines communes du nord du pays, mais qui, à l'heure actuelle, manque de fondement juridique et administratif, (…).»

Dës nei Infrastruktur, Här President, ass batter néideg, wann een d'Zoustänn am Ettelbrécker Lycée technique kuckt, deen einfach hoffnungslos iwwerfëllt ass a wou ënner deelweis weder fir d'Schüler nach fir d'Enseignanten net méi zoumuttbare Konditioune muss Schoul gehale ginn. Dofir ass et gutt, datt mat deem neie Lycée den Ettelbrécker Lycée technique, wann och nëmmen deelweis, mä dach awer entlaascht gëtt. Deen neie Lycée wäert ronn 1.200 Schüler, gëtt mer gesot, kënnen ophuelen.

Als DP si mer der Meenung, datt een éischter soll versiche méi kleng Quantitéiten, wéi ech éinescht schonn a mengen aleedende Bemierkunge gesot hunn, ze schafe mat maximal 1.000 Schüler. Dëst mécht et souwuel virun allem fir d'Enseignanten an och fir d'Schüler méi liicht, den Iwwerbléck iwwer hir Schoul ze behalen.

Wat de Standuert vum neie Lycée ugeet, si mer der Meenung, datt d'Schüler direkt vun Ufank un an enger nëmme provisorescher Struktur an der rue Joseph Merten ënnerbruecht wäerte ginn, a viru ronn engem Mount hunn d'Aarbechten op deem Site ugefaangen. Et bleift ze hoffen, datt déi fir de 15. September kënnen ofgeschloss ginn.

Am direkten Ëmfeld vun der neier Schoul sinn, et ass scho gesot ginn, d'Hotelschoul, Lycée technique hôtelier Alexis-Heck, an eng Annex vum Dikrecher Lycée. Op enkstem Raum entsteet also hei e Schoulcampus mat ronn 1.600 Schüler.

Mir sinn och als DP der Meenung, datt et wäitaus besser Standuerten och zu Ettelbréck gi wéi deen aktuellen. Konkret Virschléi sinn an deem Sënn och scho gemaach ginn. Esou si mer der Meenung, datt den Terrain vum aktuelle Lycée technique agricole fir d'Ënnerbréngung vum Nordstad-Lycée net deen allergëeegentsten ass. Dëse Standuert zitt, eventuell nach kombinéiert mat der Erschléissung vum Plateau Haardt, zousätzlech Verkéier an de Stadzentrum, virun allem an déi elo scho staark belaaschten Avenue Salentiny, wou och bekanntlech deen aktuelle Lycée technique Ettelbréck ënnerbruecht ass.

Wann d'Akerbauschoul op Gilsdorf plënnert, da sollen hei Gebaier eiser Meenung no an der Haaptsaach fir d'Erweiderung vum Ettelbrécker Lycée technique genotginn.

Mir proposéieren als Standuert fir den Nordstad-Lycée den CFL-Terrain, deen d'ailleurs mat véier Hektar grouss genuch wier fir dësen Zweck. En ass vis-à-vis vun der Ettelbrécker Gare an dëse Site, wat net onwichteg ass fir an der Kohärenz vun eisen Aarbechten ze bleiwen, entsprécht den IVL-Kritären.

Den Uschloss un d'Ëmgehungsstrooss Fridhaff-Colmar ass do, an ähnlech wéi zum Beispill beim Lycée zu Dummeldeng läit de Site och no bei der Eisebunn, wat jo och net géint dat verstéisst, wat mer ëmmer erëm hei akloen.

Dobäi kënnt, datt am neien Ettelbrécker PAG den Terrain - ech soen dat ënnert dem Contrôle vum Ettelbrécker Buergermeeschter - „zone des terrains à étude" klasséiert ass, esou datt de Bau vun engem Lycée op deem Terrain also duerchaus denkbar ass.

Grad emol 15% vum Site, an dobäi handelt et sech nach nëmmen ëm Randgebidder, si maximal bei groussen Iwwerschwemmunge betraff, während 85% komplett ausserhalb vum Iwwerschwemmungsgebitt leien.

E weidere Virdeel vum CFL-Areal besteet doranner, datt een hei vis-à-vis vun där aler kéint eng nei Busgare bauen. Esou kéint een den Zentrum vun Ettelbréck vun engem groussen Deel vum aktuelle Beruffsverkéier entlaaschten.

Och kéint dësen Terrain wahrscheinlech relativ schnell mobiliséiert ginn. Wann den Nordstad-Lycée géif op den Terrain vun der Akerbauschoul kommen, da kéinten d'Aarbechten eréischt a fënnef bis sechs Joer ufänken. Wann dës Schoul op Gilsdorf geplënnert ass a wann een awer d'Zoustänn am Ettelbrécker Lycée technique kennt, da muss ee méiglechst séier eng Léisung fannen.

Ech wëll, wéi ugekënnegt, ofschléissen, andeems ech nach eng Kéier op den Numm ze schwätze kommen. Eigentlech wann ee kuckt, wéi sech agesat ginn ass an de leschte Joren, an ech géif bal gär soe Jorzéngten, fir déi aktuell schoulesch Infrastruktur an der Salentinysavenue ze entlaaschten, da misst de Lycée scho bal den Numm „Lycée Francis-Schartz" kréien. Mä vu datt dat awer eng Considératioun ass, déi een normalerweis net Leit zoukomme léisst, déi nach ënnert eis sinn - an ech wënschen dem Här Schartz, datt en nach laang zu eis gehéiert -, musse mer eis no enger anerer Perséinlechkeet ëmsinn.

Ech wollt dofir emol den Numm vum Publizist an Economist, dem leider vill ze vill fréi verstuerwene Carlo Hemmer an d'Diskussioun bréngen. Et ass eng Ettelbrécker Perséinlechkeet gewiescht, déi op nationalem wéi och op europäeschem Plang villes opzeweisen hat. En huet sech besonnesch am Beräich vun de Jugendherbergen agesat. Et war en Ëmweltschützer vun der éischter Stonn an e begeeschterte Wanderer. En huet och Erliefnesberichter, déi wierklech vun enger ganz héijer Qualitéit sinn an där hir Lecture ech nëmme jiddferengem ka recommandéieren, geschriwwen.

Den Adrien Ries, deen am Fong als Papp vum Nordstad-Gedanke gëllt, huet a senger Laudatio op de Carlo Hemmer gesot - dat war den 1. September 1991 zu Veianen -: „De Carlo Hemmer war kee Karrieremënsch. Hie war éischter e Missionnaire. Jo, e Missionnaire, an och e Schoulmeeschter. Mä ee vun där gudder Zort, déi versichen ze iwwerzeegen, ouni engem hir Meenung opzezwéngen, déi jiddferengem seng perséinlech Fräiheet loossen a jiddferengem seng eege Perséinlechkeet zur Entfaltung bréngen."

Dat ass nëmmen een Témoignage iwwert déi grouss Perséinlechkeet, déi et effektiv géif verdéngen, op déi Manéier veréiwegt ze ginn. Ech ka kengem dat imposéieren, mä ech wollt dat einfach emol an d'Debatt hei bréngen. An ech mengen, mir kéinten eis emol vläicht dorunner inspiréieren.

Ech wollt dann zum Schluss nach eng Kéier soen, datt d'Demokratesch Partei selbstverständlech deem Projet hei hir Zoustëmmung bréngt.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Adam huet elo d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll et net spannend maachen, duerfir soen ech et direkt: Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zum Projet de loi 5707, mat deem mir den Nordstad-Lycée schafen. Genausou däitlech soen ech awer och, datt déi Gréng kengerlee Enthusiasmus verspiere bei der Analys vum aktuelle schouleschen Ëmfeld am Raum vun der Nordstad. Wa mir elo dëst Gesetz stëmmen, da kann den Hierscht en eegestännege Ly-

cée an engem provisoresche Gebai, ageklemmt tëschent der Hotelsschoul, enger Annex vum Dikrecher Kolléisch an enger blechen Hal, déi bis elo als Annex vum Ettelbrécker Lycée technique funktionéiert huet, seng Dieren opmaachen.

Mir ginn also haut de Startschoss fir e Provisorium, dee sécherlech eng Verbesserung vun der aktueller Situatioun ass, am Fong geholl awer och nëmmen eng Plooschter op en hëlzent Been ass. Mir bauen ee provisorescht Gebai op e provisoresche Site a ginn deem Déngen de stolzen Numm „Nordstad-Lycée".

Mir hoffe just, Dir Dammen an Dir Hären, datt dat kee schlechten Omen fir d'Entwécklung vun der Nordstad gëtt. Mir géifen och dréngend de Ministère biede virsiichteg ze sinn, wann en d'Ofkierzung fir dësen neie Lycée festleet. „Nordstad-Lycée" war den Aarbechtstitel wéi déi Schoul geplangt ginn ass. Et huet sech also ugebueden, ee klenge symbolesche Geste a Richtung Entwécklung vun der Nordstad ze maachen. Mir droen den Numm mat, op alle Fall méi wéi d'Bedenke vum Statsrot. Mir verschléissen eis selbstverständlech och net enger anerer Nummdiskussioun, wéi se elo grad de Kolleeg Charles Goerens hei ugefouert huet, obschonn dat vläicht net déi glécklechst Plaz ass, fir déi Diskussioun ze féieren.

Wann also d'nächst Woch d'Containere geliwwert ginn, da sollte mer net allze houfreg op eis Leeschtung sinn. Mir sollten eis bewosst sinn, datt mir hei just ee klengt Ee geluecht hunn, an eis mat Energie a Volldamp un d'Realisatioun vum ganze Projet Nordstad-Lycée ginn. Do brauche mer jo emol fir d'éischt een Terrain. De Projet de loi ass virsiichteg. Mir bauen op den Territoire vun der Gemeng Bettenduerf, Colmar-Bierg, Dikrech, Ierpeldeng, Ettelbréck oder Schieren. Well d'Akerbauschoul jo elo op Gilsdref kënnt, wier d'Laduno dee richtegen Terrain, mä deen hu mir net. De Site vun der Akerbauschoul hu mer, mä do komme mer nach soubal net u mat bauen. Den Här Goerens huet den CFL-Terrain an d'Spill bruecht. Mir sinn och dankbar fir all Propos, déi, wat Terrainen ugeet, gemaach gëtt.

Zum Misär vum enke Site kënnt natierlech och nach de Misär vun de Proffen, déi eis feelen. Och wann eng Rei Proffen aus dem Lycée technique Ettelbréck matgeholl ginn, dierft et schwéier sinn, genuch Proffe fir de Centre Nord ze fannen.

Schlecht gesäit et och mat de Sportsinfrastrukturen aus. Déi Dikrecher Piscine ass schonn elo ausgebucht. Mat der Turnhal ass et net vill besser.

Ech kommen zum Schluss a wëll bei allem Pessimismus dach awer dee klengen Hoffnungsschimmer hannen um Himmel net iwwersinn. Endlech fänke mer un, an dank Containerbauweis geet et schnell.

Et ass eng Ganzdagsbetreiung geplangt. Duerfir gesti mir dem Nordstad-Lycée och eng ganz Rei éducatiivt Personal zou. Dat ass eppes, wat eis Freed mécht. D'Ganzdagsbetreiung huet e fakultative Charakter. Dat heescht, d'Schüler kënne bis sechs Auer an der Schoul bleiwen, mussen awer net. Esou hu sech och schonns déi éischt interesséiert Eltere mat hire Kanner gemellt. A mir hoffen, datt déi Leit, déi an deem neie Lycée wäerte schaffen, duerch hiren Engagement an hiren Initiativgeescht dat ausgläichen, wat d'Infrastrukturen am Moment nach net hierginn. Well dat awer op Dauer zu engem Burn-out féiert, wëlle mir eist Bescht ginn, fir datt et net bei engem Provisorium bleift, mä fir datt dee richtege Lycée Nordstad esou séier wéi méiglech realiséiert gëtt.

An deem Sënn soen ech och dem honorabele Rapporteur Merci fir säin ausféierleche Rapport, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Koepp.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)*.- Dir Dammen an Dir Hären, nodeem dee ganze Projet jo schéin a gutt virgestallt gouf, wou e vun alle Säite jo net ze vill kritiséiert gouf, just e wéineg vun deene grénge Kolleegen - mä si si jo 100%eg d'accord domat, datt et geschitt -, ginn ech och d'Zoustëmmung vun der ADR. Ech soen dem honorabele Kolleeg, dem Fernand Diederich, Merci fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci Här Koepp. Dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Madame Mady Delvaux.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen natierlech dem Rapporteur Merci, mä och all menge Virriedner fir dee Konsens zu dësem Projet. Et ass bal näischt drun auszesetzen. Ech mengen och, dass jiddfereen agesäit, dass an der Nordstad - fir dat Wuert dann ze gebrauchen, wat et jo net gëtt, wéi de Conseil d'État seet -, mä dass an deem Zentrum do e grousse Besoin un Infrastrukture fir d'Schoul besteet.

De Lycée technique Ettelbréck bascht aus allen Néit mat 1.750 Schüler. Dat sinn der ze vill, fir dass se ënner gudde Konditiounen do kënnen ënnerdaach kommen. Mir rechnen an deenen nächsten zwee Joer mat engem Zouwuess vu ronn 400 Schüler. Dorauser ergëtt sech jo dann d'Nécessitéit, dass onbedéngt muss eppes an der Nordstad geschéien. Dat heescht, mir brauchen do zousätzleche Schoulraum. Dofir, a well et wierklech presséiert, hu mer dann zesumme mam Minister vun den Travaux publics, dem Claude Wiseler, gesot: Jo, da musse mer Containere bauen oder opriichten.

Esou wéi Dir a wéi och all meng Kolleegen an der Regierung, si mer alleguerten der Meenung, dass dat net dat Gielt vum Ee ass, fir iwwerall Containeren hinzesetzen. Mir géife jo vill léiwer direkt e Lycée op engem determinéierten Terrain bauen. Dofir hu mer gesot: Wa mer scho provisoresch Infrastrukturen dohinnersetzen, da maache mer awer direkt ee Projet de loi, fir e Lycée ze schafen. Dat heescht, dat wat mer net kënne bidden un Infrastrukturen - net à court terme; mëttelfristeg wäerte mer en neie Lycée dohinner bauen -, dat gi mer da wéinstens där Schoul oder deene provisoreschen Infrastrukturen, fir dass se op d'mannst dee Kader fir d'Leit hunn, deen et hinnen erlaabt, an deene beschtméigleche Konditiounen dann ze funktionéieren. Dat war déi eng Ursaach.

Déi zweet Ursaach war och, fir ganz kloer ze weisen: D'Regierung ass determinéiert, fir esou séier wéi méiglech aus deene provisoreschen Infrastrukturen definitiv Infrastrukturen ze maachen an domadder deem neie Lycée dat Doheem ze ginn, wat en eigentlech verdéngt. Ech si frou, doduerch, dass de Site vun der Akerbauschoul décidéiert ginn ass, dass mer awer elo lues a lues d'Situatioun deblockéieren. Ech sinn och ganz zouversiichtlech, dass mer do weiderkommen.

Dat zweet Argument fir dësen neie Lycée ass déi Suerg, déi och den Här Goerens hei ausgedréckt huet, dass mer am Fong net wëllen ze vill grouss Lycéeën hunn, déi d'Anonymitéit eigentlech immens encouragéieren an doduerjer vill schoulesch Problemer schafen. Dee Lycée soll net ze vill grouss ginn.

Fir en technesche Lycée mat 1.200 Schüler hu mer jo beim Cycle inférieur eng Offer, souwuel Classique, Technique, Préparatoire. An dann offréiere mer fir de Cycle moyen an de Cycle supérieur haaptsächlech déi méi technesch Domäner, also Elektriker, Mécanicien, Peinture ass ugeschwat ginn. Dat heescht, dat gëtt jo och eng Offer, wou mer eng gewëssen Zuel vu Schüler hunn, déi net de ganzen Dag an der Schoul sinn. En Deel vun hinnen ass jo oft an enger Léier. Dat heescht also, dass net permanent 1.200 Schüler op deem Site do sinn, mä do sinn der, déi kommen een Dag an der Woch respektiv zwee Deeg an der Woch. Dat gëtt ee Lycée, deen net eng ze vill grouss Zuel vu Schüler kritt, fir dass déi Suerg vun der Betreiung, vun der Opmierksamkeet fir deen eenzelne Schüler sécher ka respektéiert ginn.

Et ass och eben eng Ganzdagsoffer, déi net obligatoresch ass. Dat heescht, et kann ee vu moies hallwer aacht bis owes sechs an der Schoul bleiwen, wat och erëm soll weisen, dass et dorëm geet, fir d'Schüler gutt ze encadréieren, fir dass se eben all Chancë kréien, fir zu enger héijer Qualifikatioun ze kommen, duerch de Cycle duerchzekommen an net ignoréiert ze ginn a leien ze bleiwen, mä dass mer eis ëm all Schüler suergen, fir e mat weiderzehuelen.

Zwee Sujetë sinn nach méi speziell ugeschwat ginn. Ech wollt den Deputéierten eppes heizou soen, an zwar sinn dat den Numm an de Site vun dem definitive Lycée. Ech wëll net hei an der Chamber iwwert de Site, iwwert den definitive Site vun deem Lycée diskutéieren. Ganz vill Sitë waren an der Diskussioun. Mir wäerten esou séier wéi méiglech Neel mat Käpp maachen.

Ech wëll just hei rappeléieren, dass et meng Suerg ass, déi néideg Infrastruktur ze kréien. A mir brauchen an der Nordstad net nëmme Plaz nach fir deen neien Nordstad-Lycée; mir brauchen nach ganz vill Plaz fir Sportsinfrastrukturen, well et deene Schoulen alleguerten an der Nordstad u Sportsinfrastrukture feelt. Dat ass relativ dramatesch.

Mir hätte jo gär, dass d'Schüler solle méi Sport maachen, se sollen an der Fräizäit Sport maachen, Lëtzebuerg soll sech bewegen, jiddferee soll d'Méiglechkeet kréien, aktiv am Sport ze ginn. Also, do brauche mer dréngend Plaz, a mir brauche Plaz fir den CNFPC, deen och zu Ettelbréck ass an deen aus allen Néit platzt. Och do hu mer riseg Demanden, fir méi Coursen ze offréieren, souwuel wat d'Formation continue ugeet, mä awer och fir d'Schüler, déi a COIP-Coursen sinn, dat heescht, fir CITP oder CCM ze kréien. Do hu mer also e ganz, ganz grousse Besoin. An drëttens brauche mer och nach Plaz fir d'Professions de santé.

Dat heescht, et ass also net, dass mer kee Schoulraum géife brauchen. All Siten, déi d'Gemeng Ettelbréck, Dikrech, Bettendorf - alleguerten, déi zur Nordstad gehéieren - eis zur Verfügung stellen, gi gekuckt. Mir kucken esou séier wéi méiglech, fir an all eise Besoinen do weiderzekommen, woubäi den Nordstad-Lycée natierlech Prioritéit huet - ausser d'Sportsinfrastrukturen. Also, ënner alle Variante brauche mer esou séier wéi méiglech nei Infrastrukturen, fir Sport ze maachen.

Wat den Numm ugeet, géif ech emol soen, dass deen Numm, deen elo am Gesetz steet, eigentlech en Aarbechtstitel war. Well, wéi mer gesot hunn, mir maachen en neie Lycée, amplaz de Lycée technique vun Ettelbréck nach méi grouss ze maachen, hu mer d'Optioun geholl, mir maachen en neien an hunn en esou genannt. Ech weess net, de wéivillte Lycée, a wëll mech och net op déi Diskussioun do aloossen, ob dat elo dee sechsten, dee siwenten oder deen aachten zu Ettelbréck an der Nordstad ass, mä mir brauchen een neie Lycée do.

Et ass gesot ginn, den Emplacement vun deem Lycée ass eben an all deene Gemengen, déi zur Nordstad gehéieren. Duerfir huet en dann Nordstad-Lycée geheescht. Et ass awer esou, dass iwwer Règlement grand-ducal all Lycée kann en Numm kréien. Fir mech ass dat eng vun deenen éischten Décisiounen, déi déi Schoulgemeinschaft soll huelen. En Numm dréit bäi zur Identitéit vun enger Schoul, an duerfir fannen ech, dass mer sollen der Direktioun, den Enseignanten, de Schüler an den Eltere vun deene Kanner, déi an dee Lycée do ginn, d'Initiativ iwwerloossen, fir sech en Numm erauszesichen, deen dann och dem Projet pédagogique vun där Schoul entsprécht. Ech denken, dass d'Deputéierte mat där Propositioun do alleguerten d'accord sinn.

Dat gesot, soen ech villmools Merci fir dee breeden Accord. Ech freeë mech, dass dat Gesetz gestëmmt gëtt. Ech wënschen deem neie Lycée am Norde vill Chance, sengen Enseignanten an der Direktioun eng grouss Motivatioun, an ech hoffen, dass mer ganz, ganz geschwë kënnen d'Gesetz iwwert d'Infrastrukturen hei an der Chamber stëmmen.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 5707 vum Nordstad-Lycée.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet iwwert den Nordstad-Lycée ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur (par M. Emile Calmes), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Alexandre Krieps), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Jean-Pierre Koepp), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Question avec débat vum honorabelen Här Huss iwwert déi hyperaktiv Kanner. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

5. Question avec débat N°21 de M. Jean Huss au sujet des enfants diagnostiqués TDHA (trouble au déficit de l'attention / hyperactivité)

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et schéngt, wéi wann d'Zuel vun ADHD, dat heescht Opmierksamkeetsstéierungen an Hyperaktivitéit, weltwäit amgaang ass ze klammen. An den USA sollen haut ronn néng Milliounen, dat heescht ronn 10% vun de Kanner dorënner leiden, laut dem däitsche Robert-Koch-Institut 10,8% Jongen a 4,8% Meedercher. Duerfir gëtt dann ëmmer méi heefeg medikaliséiert mat Amphetaminen a mat Methylphenidat, wat a Pëlle wéi Ritalin oder Concerta enthalen ass, wougéint psychopedagogesch oder psychotherapeutesch Hëllefsleeschtungen un Elteren, Kanner a Léierpersonal leider meeschtens nach ongenügend bleiwen.

Dir Dammen an Dir Hären, an Däitschland huet laut enger rezenter Statistik de Verkaf vu Methylphenidat - vu Ritalin a Co. also - tëschent 1993 an 2006 ëm 3.591% zougeholl, vu 34 kg op 1.221 kg. Dësen iwwerméissegen Asaz huet weltwäit zu ëmmer méi schaarfe Kritiken un esou enger iwwerméisseger Medikaliséierung gefouert.

Eng éischt Kritik riicht sech géint den Diagnostik ADHD selwer, dat heescht, ob e Kand iwwerhaapt krankhaft hyperaktiv an onkonzentréiert ass. Dës Kritik seet, datt den Diagnostik ADHD selwer ganz oft net seriö wier. Ganz rezent stoung zum Beispill am däitschen Arzneiveruerdnungsreport ze liese vun enger - Zitat - „laxer Indikationsstellung" a vu Gefore vun Iwwerdosage.

Méi prinzipiell zu der Problematik Diagnostik koum eng rezent amerikanesch Etüd iwwert d'Hannergrënn vun dëser Medikaliséierung zur Konklusioun, e groussen Deel vun den US-Psychiateren, déi d'Diagnosstellungen am DSM4 ausgeschafft hätten, hätten direkt finanziell Verbindunge mat de Pharmafirmaen, déi esou Medikamenter hierstellen.

Wéi grouss ass also iwwerhaapt dëse Problem? Nun, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécherlech esou, datt vill Kanner haut méi nervös, méi onroueg, méi onkonzentréiert an heiansdo méi aggressiv sinn, wéi a menger Jugend, mä ass dat wierklech e seriöt a grousst Krankheetsbild - vun Ausnahme vläicht emol ofgesinn?

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

E Fait ass, datt zum Beispill Medeziner, Wëssenschaftler a Fuerscher, déi d'Medikaliséierung mat Ritalin a Co. oflehnen oder héchstens als Noutfall- a Kuerzzäitléisung kéinten akzeptéieren, versicht hunn, no den Ursaachen ze sichen, a si avancéieren als Ursaache vun deem Phenomeen eng Rei vu Facteuren, déi preventiv zum Deel liicht kéinte vermiede ginn.

Dës Facteuren, virun allem aus Ernährung an Ëmwelt, sinn: ze vill Zocker; ze vill Phosphater; Gluten- oder Kaseinonverdréiglechkeet; E-Nummeren a fäerdeg verpaakten Nahrungsmëttelen - Additiven, Faarwen, Konservéierungsstoffer an esou virun -; Tubak an Alkohol während der Schwangerschaft, mä och neurotoxesch wierksam Ëmweltgëfter, wou am Dezember 2006 nach

am „Lancet“ zwee bedeitend Fuerscher virun der Embryotoxizitéit an der Neurotoxizitéit beim Embryo vu Bläi, vu Quecksëlwer, Toluol, PCBen an esou viru gewarnt hunn.

Niewent de Kritiken un total iwwerdriwwenen Diagnostiken an un der ongenügender Preventioun riicht d'Kritik sech awer och géint problematesch Kuerz- oder Laangzäitwierkunge vum Methylphenidat bei net wéinege Kanner. Am rezenten däitschen Arzneiverordnungsreport steet zum Beispill - wiertlecht Zitat -: „Aufklärungsbedürftig seien häufiger aufgetretene optische Halluzinationen, plötzliche Todesfälle und nicht tödliche kardiovaskuläre Ereignisse.“ An ähnlech Warnunge koumen am Joer 2005 an och 2006 vun der amerikanescher FDA, dat heescht vun der Food an Drug Administration, viru Risike vun Halluzinatiounen, kardiovaskuläre Problemen, Psychosen, Selbstmordgedanken, Aggressivitéit a Gewaltbereetschaft.

Offiziell Warnunge koumen an deene leschten zwee Joer awer och zum Beispill vum UNO-Comité fir d'Rechter vum Kand an an enger aktueller Proposition de rapport vum Conseil de l'Europe. Ritalin a Co. schéngen also net ganz esou onproblematesch ze sinn, wéi oft behaapt gëtt.

Eng lescht Kritik kënnt rezent aus de Medezin- a Wëssenschaftlerkreesser selwer, déi niewent Psychotherapie a pedagogeschen Hëllefe fir déi Kanner och méi harmlos Therapien entwéckelt hunn. Rezent däitsch a franséisch Etüden - kontrolléiert Etüden - mat Magnesium a Vitamin B6 iwwer zwee, dräi Méint schwätze vu 60 bis 89% Erfolleg bei der Berouegung vun dëse Ritalin-Kanner; an eng rezent australesch Etüd vun der Universitéit vun Adelaide huet gewisen, datt innerhalb vun dräi Méint Omega-3-Fettsairen a Fëschuelech vill méi effikass wiere wéi Ritalin.

Duerfir folgend Froen un de Minister: Här Minister, sinn Iech dës a fënnef Minutte kuerz résuméiert Fakten a Kritike bekannt?

Wéi gesäit et mat eventuelle Feeldiagnostiken a Ritalin-Verschreiwung hei am Land aus?

Misst net och hei am Land virun enger liichtfankeger Verschreiwung vu Methylphenidat gewarnt ginn?

Misst net ëmgekéiert nach méi Opklärung iwwert déi verschidde méiglech Ursaachen an domadder och Preventioun geleescht ginn?

Missten net d'Elteren an d'Enseignanten an déi betraffe Kanner méi psychopedagogesch Hëllefstellungen ugebuede kréien?

A finalement: Wär et net sënnvoll, esou Alternative wéi Magnesium, Vitamin B6 oder Omega-3-Fettsaiere konkret bei Lëtzebuerger „Ritalin“-Kanner auszeprobéieren, zum Beispill am Kontext vun engem Pilotprojet tëschent Dokteren an dem CRP-Santé?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Huss Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Problematik, déi vum Här Huss opgeworf ginn ass, verdéngt eis voll Opmierksamkeet. D'Opmierksamkeetsdefizitproblematik an och d'Hyperaktivitéit vun de Kanner si Phenomeener, déi a Chifferen ausgedréckt 3 bis 5% vun de Kanner an 1 bis 3% vun deenen Erwuessene betreffen. Dat sinn och Chifferen, déi sech europäesch kënne bestätegen, wou och heiansdo déi Chiffere méi héich gegraff sinn, 8 oder 10%, mä wéi den Här Huss richteg gesot huet, huet een heiansdo d'Tendenz fir alles mat enger Etikett ze bepechen, wat awer net onbedéngt déi Etikett verdéngt a wou déi Etikett net onbedéngt drop gehéiert.

Ech hunn déiselwecht Meenung wéi den Här Huss, dass et sech hei ëm e Problem handelt, wou mer nach net all Elementer kennen, wat och dozou féiert, dass Wëssenschaftler a manner Wëssenschaftler sech iwwert déi richteg Prise en charge streiden. Mir hunn an deene leschte Wochen a Méint och an der Press nach Ausenanersetzunge gehat. Et kann een net soen, dass mer hei déi exakt Wëssenschaft scho fonnt hunn, sou dass et richteg ass, dass mer multidisziplinär un dëse Phenomeen mussen erugoen.

Den Här Huss huet zu Recht gesot, dass virun enger Rei vu Joren de Konsum vum Ritalin an d'Luucht gaangen ass. Dat war de Fall bis 2003, wou mer ongefeier dausend Kanner hei zu Lëtzebuerg mat deem Medikament versuergt hunn. Zënterhier stagnéiert et. Et ass allerdéngs esou, dass en zousätzlecht Medikament, dat retardéiert oder progressiv wierkt, de Concerta, zum Deel de Relais geholl huet, esou dass ee kann dovunner ausgoen, dass insgesamt awer de Konsum nach liicht an d'Luucht gaangen ass.

Aus deene leschte Chifferen, déi mer aus der Divisioun vun der Pharmacie hunn, stellt sech awer eraus, dass Lëtzebuerg - an dat ass eng gutt Nouvelle - sécher net zu de Spëtzekonsumente gehéiert an dass de Konsum vun deenen dote Medikamenter sech a Moossen hält.

Ech mengen, dass et ganz richteg ass, dass een net soll do medikéieren, wou een et och anescht ka maachen. An et ass och net esou, dass mir hei zu Lëtzebuerg mat der grousser Schëpp d'Medikamenter verdeelen, mä dass, wann de Remboursement soll geschéie vun dem Ritalin, fir d'éischt de Protocole thérapeutique muss erstallt gi vun engem Dokter, fir ze kucken, ob wierklech all déi Konditiounen erfëllt sinn, fir d'Kand an déi dote Kategorie ze klasséieren. Da muss et genehmegt gi vun dem Contrôle médical. Et ass also keen automatesche Remboursement. Esou ass och séchergestallt, dass mer d'Medikament net gebrauchen, wou vläicht eng falsch Indikatioun ass.

Dann ass et och net esou, dass Kanner, déi den Opmierksamkeetsdefizit hunn oder hyperaktiv sinn, just medikamentös behandelt ginn. Et ass richteg, wéi den Här Huss och gesot huet, dass de psychotherapeutesche Volet e ganz wichtegen ass, dass den Encadrement vun den Elteren e ganz wichtegen ass, dass d'Aarbecht mat den Elteren e ganz wichtegen ass, well och d'Attitüd vun Émfeld, Famill a Schoul extrem wichteg ass fir den Développement vum Kand.

Et ass och net esou, dass et hei zu Lëtzebuerg keng Servicer gëtt, déi eng Prise en charge maache vun de Kanner. Ënner anerem de SREA intervenéiert an deem dote Beräich. Ënner anerem de SCAP, deen aus dem Aktiounskrees Psychomotorik erausgaangen ass, dee mer och elo amgaange sinn ze konsolidéieren, och budgetär ofzesécheren, mécht eng fantastesch, exzellent Aarbecht an deem dote Beräich.

Mir sinn eis hei zu Lëtzebuerg scho bewosst, dass et net eleng mat Medikamenter duergeet, dass mer och probéieren, dee Medikamentekonsum esou geziilt wéi méiglech anzesetzen. Et ass richteg, dass een Entwécklungen, déi aus Etüden erauskommen, soll am A behalen. An et ass richteg, dass zumindest aus enger Etüd erausgeet, dass bei dem Opmierksamkeetsdefizit a bei der Hyperaktivitéit kënnen Zorte vu Magnesium hëllefräich sinn. Iwwer eng Etüd a Frankräich konnt erausfonnt ginn, dass Kanner, déi am Fall waren a Magnesium kritt hunn, sech stabiliséiert hunn oder sech verbessert hunn, an dass hir Situatioun sech erëm verschlechtert huet, wann de Magnesium ofgestallt ginn ass. Dat soll ee ganz kloer am A behalen.

Ech weess net, ob een elo e Feldversuch hei zu Lëtzebuerg onbedéngt muss maachen. Mä et soll een, mengen ech, aus den Erfahrungen, déi sech am Ausland weisen, bereet sinn ze léieren.

Ech verschweigen Iech och net, dass mer mat der Demande konfrontéiert sinn, fir niewent dem Ritalin och de Retardproduit ze rembourséieren. Ech soen Iech, dass ech a priori net do dergéint sinn, och e puermol intervenéiert si bei de Krankekeese fir dat ze maachen. Allerdéngs kréien ech gemellt, dass dat Mëttel, wat d'Relatioun Präis/Effikassitéit ugeet, iwwerdriwwe bleift am Präis an dass et och net esou däerf sinn, dass een doduerch, dass ee Medikament méi Confort bitt, méi liichtfankeg op dat Medikament iwwerklëmmt.

Ech behalen och dat doten Element am A. Ech mengen allerdéngs, dass d'Laboe respektiv d'Pharmaindustrie, wa se wëllen dat dote Medikament um Lëtzebuerger Maart rembourséiert kréien, nach Efforten am Präis musse maachen, bei deenen Doséierungen, déi eis interesséieren, an net bei deenen Doséierungen, déi eis net interesséieren.

Wat awer ganz kloer ass, dat ass, dass dat Medikament net ënner anere Konditioune wäert rembourséiert gi wéi de Ritalin. Dass also e kompletten Dossier muss do sinn. Dass de Contrôle médical muss bescheinegen, dass et gebraucht gëtt, fir net de Konsum unzeheizen.

Als Konklusioun zu de Froen, déi den Här Huss opgeworf huet, mengen ech soll ee soen, dass een d'Medikatioun net soll ausschléisse bei der Behandlung vun de Kanner, well an enger Rei vu Fäll - sécher net an 100% vun de Fäll - kann et sécher hëllefen, mä et muss een dat ergänzen duerch weider Achsen.

D'Ënnerstëtzung vun den Elteren, déi psycho-pedagogesch Ënnerstëtzung vun de Kanner an d'Harmoniséierung vun den Objektiver, déi ee mat den Therapië suivéiert, da mengen ech, an do si mer um gudde Wee, musse mer déi Servicer, déi d'Kanner an d'Elteren encadréieren, weider ausbauen. Net nëmmen am Primaire, net nëmmen um fräiwëllege Plang duerch eenzel Initiativen, déi am Moment amgaange sinn ze entstoen, a wat och eppes ganz Positives ass, well se de sensibiliséierende Volet besetzen an e Selbsthilfe-Element och besëtzen, musse mer och fäerdeg bréngen, déi dote Servicer weider auszebauen.

Voilà, ech mengen ech hätt op déi meeschten Elementer vum Här Huss geäntwert.

(Interruption)

Selbstverständlech, da bleiwen ech hei.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Just nach eng kuerz Zousazfro, Här Minister, an zwar folgend: Wat ass Är Reaktioun par rapport zu deenen ëmmer méi zahlräiche Berichter vun Niewewierkungen, esou wéi se an deem Arzneimittelreport zum Beispill vun der amerikanescher FDA stinn - an do si jo zum Deel schlëmm Niewewierkungen no Ritalin an no Methylphenidat? Wat sot Der dozou?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Genee dat wat ech virdru gesot hunn. Et muss ee mat Fangerspëtzegefill mat deene Medikamenter ëmgoen.

Dat Medikament soll een awer och net einfach verdäiwelen. Mä et muss een et wierklech do asetzen, wou et nogewisen ass, dass et eng wierklech Entlaaschtung fir Kanner a Famill bréngen kann. Et muss ee wierklech verhënneren, dass dat Medikament oder Successiounsmedikamenter mat der décker Schëpp gefiddert ginn. Do ass et bei deem Medikament net aneschters wéi bei anere Medikamenter: Geziilt agesat, bréngt et eppes; falsch an ze vill agesat, ass et kontraproduktiv.

(Interruption)

Voilà! Ech mengen, domat wäre mer op deene wesentlechste Punkten - och wann ech verstinn, dass den Här Huss nach méi Suspiciounen huet vis-à-vis vun deem Medikament wéi anerer -, wat d'Stoussrichtung ugeet, op enger Wellelängt.

Merci villmools.

M. le Président.- Ech soen dem Gesondheetsminister Merci. Mir kommen dann elo zur Interpellatioun vum Här Alexandre Krieps iwwert d'Thematik vun den Organtransplantatiounen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Stein, d'Madame Mutsch, den Här Huss an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Interpellant, den honorabelen Här Alexandre Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

6. Interpellation de M. Alexandre Krieps au sujet de la thématique des transplantations d'organes

M. Alexandre Krieps *(DP), interpellateur*.- Merci, Här President. Wéi ech am Mäerz déi Interpellatioun ugekënnegt hunn am Numm vu mengem Grupp, dunn hunn ech am Fong dru geduecht, dass et Zäit géif ginn, enger Gesetzgebung, déi 25 Joer al ass a vläicht net méi ganz zäitgeméiss ass, e Facelifting ze ginn. Dat Wuert „Interpellatioun“, dat ass d'ailleurs un mot impropre, well a gesondheetspolitesche Froe soll een am Fong net interpelléieren. Do soll een dem Minister hëllefen, fir dass mer virukommen.

Den Historique vun der Organtransplantatioun, dee geet 50 Joer zréck. An de Mëtt 50er ass zu Paräis déi éischt Nier transplantéiert ginn. Duerno sinn eng ganz Rei Leit, déi et weltberühmt gemaach huet. Ech erënneren un déi Häre Barnard a Shumway aus Kalifornien, de Starzl vu Pittsburgh bei der Liewer, de Calne, deen terribel gutt Aarbecht an der Immunologie gemaach huet. Mir däerfen ni vergiessen, dass d'Transplantatiounsmedezin Impakter hat op aner Domäner, haaptsächlech an der Immunologie, an de Kierper ganz gutt studéiert ginn ass.

De Problem vun den Transplantatiounen: Dat adresséiert sech gewéinlech u ganz schwéier krank Patienten, wou Verschiddener temporär gehollef kënne kréien duerch Nierendialysen, Hémodialysen, wann et d'Nier betrëfft, anerer bei der Liewer oder esou. Do sinn d'Substitutiounstherapië ganz schwiereg. Dat ass am Fong en Zäitrennen. Leider ass et esou, dass mer véiermol méi potenziell Receveuren hunn, wéi Donneuren. Dat ass weltwäit esou.

D'Resultater vun den Transplantatioune ginn all Dag besser. A wéi ech gesot hunn, dat huet eng immens Hoffnung bei de Patiente bruecht. Ech hunn och déi Zäit kannt a menger Studentenzäit bei der künstlecher Nier; do waren och véiermol méi Kandidaten, wéi Plazen op den Niere waren. Glécklecherweis hu mir déi Problemer haut hei zu Lëtzebuerg an a Frankräich net méi. Mä deemools ass vertraut ginn op de Professer an der Nierespezialitéit, an der Nephrologie. Deen huet missen eng Selektioun maachen. Dat war fir déi Patienten, déi net un d'Nier komm sinn, en Doudesuerteel.

Haut si mer e bëssen an där Situatioun bei den Transplantatiounen. Ech hu vill Vertrauen an d'Kolleegen, déi déi richteg Kandidate fir déi Transplantatiounen auswielen. Do gëtt net no ekonomesche Ressourcë gekuckt - wéinstens net an onse Géigenden -, mä do ginn déi beschte Fäll selektionéiert, wou déi Transplantatioune gräife kënnen.

Hei am Land - leider, muss ee soen - sinn all europäesch Donnéeë concluant: Mir hunn déi mannsten Donneuren - ech géif bal soen - weltwäit. Mir leie wäit hannert deenen aneren europäesche Länner. Do gëtt da versicht ze verstoe firwat. Huet dat reliéis Hannergrënn? D'Piétéit, oder soss iergendeng Hannergrënn? Dat kann een net erausschielen, well nämlech Portugal an Italien, an haaptsächlech Spuenien, déi hunn déi héchsten an Europa. Dofir kann een dat Gefäll net esou interpretéieren. Dat ass interessant. En plus ware mir jo eent vun deenen éischte Länner - mä dat gräift elo ëm sech -, wou déi virausgesaten Awëllegung stattfonnt huet, den „presumed consent“.

Ons däitsch Frënn sinn amgaangen dat wëllen anzeféieren; wat wuel och vläicht en Agréff an d'perséinlech Fräiheet ass, mä dat ass gewéinlech hei geregelt ginn andeem dass d'Familljen awer gefrot si ginn. Am Règlement grand-ducal vun '83, an deem Gesetz am Artikel 10, stoung och, dass, wann ee géif op eng Gemeng e Pass an eng Carte d'identité siche goen, da soll een déi aner Kaart derbäikréien, ob een Donneur wär oder net. Dat ass am Fong ni applizéiert ginn. Dat wär also schonn eng éischt Mesure, fir den Don do ganz ze populariséieren.

Déi zweet Saach, déi ech wollt soen: Mir hunn - ech ginn net an d'technesch Detailer an - variabel Proportiounen tëschent de liewegen an doudegen Donneuren. An Däitschland si bis 40% lieweg Donneuren - dat ass gewéinlech am Familljekrees oder esou, wou Organer vermaacht ginn -, awer hei am Land huet dat nach net esou ëmgegraff.

An dann hunn ech also e puer Froen un de Gesondheetsminister:

Wivill Leit sinn hei am Land oder am Ausland grefféiert ginn? Mir musse jo net vergiessen, dass ausserhalb vun der Nier forcément ganz vill an d'Ausland geet. Dat geet vun der Hornhauttransplantatioun iwwer aner Organer. Natierlech déi schwéier - Liewer, Häerz oder Long -, dat sinn aner Problemer. Interessant ass och, dass säit 25 Joer - säit '82 - bekannt ass, dass et méi einfach ass, en Häerz an eng Long ze transplantéieren, wéi nëmmen en Häerz.

Wivill Spideeler hei zu Lëtzebuerg associéiere sech un deem Effort vun der Transplantatiounsmedezin, och wat hiert Personal betrëfft oder d'Infrastrukturen? Mir wëssen natierlech, dass ons Transplantatiounsmedeziner - a mir hunn der rose wéineg - natierlech och an aner Spideeler ginn.

Ech wollt och de Minister froen, wat d'Intentioun vum Gesondheetsministère ass, fir eben déi Zuele vun den Donneuren ze erhéijen, ob hie wëlles ass, an der Entente des hôpitaux eng Plattform fir Transplantatiounen ze maachen. Dat wär wichteg, fir dass d'Spideeler ënnereneen Informatioune kéinten échangéieren. Am Ausland besteet dat. An Amerika sinn d'Donneuren elo ëm 20% a véier Joer eropgaangen. Déi hunn hir Efforten, wat d'Leit an d'Mëttel betrëfft, ëm iwwer 200% an d'Luucht gesat. An ons däitsch Kolleegen, déi hunn nëmme 60 Coordinateure fir 1.400 Spideeler. Dat muss ee sech virstellen. Dat sinn der och rose wéineg.

An dann, ob hie wëlles huet - hien hat dat zwar scho virun engem Mount oder zwee an der Zeitung annoncéiert -, fir Informatiounscampagnen ze maachen. Mir mussen hei zu Lëtzebuerg och muer vis-à-vis vun onsen auslännesche Matbierger en Effort maachen. An Dir wësst jo, dass ech och ee vun deene sinn, déi hoffen, dass se och mat wiele kënne goen. Dat heescht, mir wëllen net nëmmen, dass se ons hir Nieren an hiert Häerz oder d'Liewer heiloossen. Mä ech mengen, mir kënnen och en Effort maache fir déi Populatiounen, och vläicht fir d'Minoritéiten; dat ass wuel e Wuert, wat net ganz populär ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wollt och froen, wat da gemaach gëtt fir déi Leit, déi op der Waardelëscht sinn, op enger Liste d'attente, well déi Leit hu jo terribel emotional Problemer. Déi musse psychologesch entouréiert ginn, well bei ville vun deene leeft jo d'Zäit of, ier en Organ fir se disponibel ass.

Ech gleewen och, dass an den nächste Joren d'Zuel vun deene potenzielle Receveuren ëmmer méi an d'Luucht wäert goen, well mir hunn dat gesinn an den Häerzkranzkrankheeten. Fréier ass gesot ginn: Dir kritt e Pontage gemaach, wann Der 65 Joer al sidd. Haut kritt Der e Pontage gemaach, wann Der 85 sidd. Mir „stente" Leit, déi 90 Joer al sinn, dat war nach virun 20 Joer eng total Onméiglechkeet an der Iddi.

Dat heescht, och d'Selektioun vun den Donneure wäert héchstwahrscheinlech méi opgemaach ginn. Bis elo gëtt ëmmer gesot, dass een, deen intensiv Reha hannert sech huet, kee gudden Donneur wär. Dat mag sinn, mä déi Indikatioune ginn héchstwahrscheinlech méi breet.

Da wollt ech de Minister och froen, ob hie wëlles huet, eng Formatioun vun de Médecin-transplantateuren ze encouragéieren, och vu sengem Ministère aus. Ob hie wëlles ass, um europäeschen Niveau an d'Mort cérébrale e bëssen Harmonie ze bréngen, well d'Definitioune vun de Mortcérébralen, déi ännert vu Land zu Land, wat e bësse schued ass. Dat bréngt och vill Problemer. Ech weess, ons däitsch Frënn hunn nach ëmmer Problemer wéinst hirer rezenter Geschicht. D'Definitioun vun der Mort cérébrale, dat ass eng Noutwendegkeet, muss harmoniséiert ginn. Dat nämlecht gëllt fir d'bioethesch Gesetzer.

An dann eppes, wat mer musse vermeiden: dat ass de Mercantilisme. Dir kënnt haut an den Iran goen, dann hutt Der a 24 Stonnen eng Nier. Wou se hierkënnt, dat kann ech Iech net soen. Mä et si ganz vill Artikelen doriwwer an der Press. An enger „Donor-Show", déi d'Hollänner den 1. Juni organiséiert hunn, hunn owes 1,2 Milliounen Hollänner nogekuckt, wéi eng Fra virginn huet, se wär stierweskrank a si géif hir zwou Niere verginn. Dat huet dann dräi Leit ugelackelt, déi nierekrank waren. Dat war e mengen Aen eng skandaléis Organisatioun, déi nëmmen op den Effet an op Show aus war. Dat war eng skandaléis Interpretatioun, wou ee Leit Hoffnung gemaach huet, déi wierklech waarden dorobber. Ech hoffen net, dass mer déi Weeër aschloen.

Et kéint een nach vill heiriwwer soen, Här President, mä ee lescht perséinlecht Wuert wäert Der mer erlaben, an dat zwar un zwee vun eise Kolleegen, déi 30 Joer laang Transplantatiounen hei am Land bedreiwen. Deen een ass de Stanislas Lamy am Centre hospitaler, e Chirurg, an deen aneren de François Hentges, Immunolog, déi Dag an Nuecht fir déi hei Operatiounen do sinn, mat hire Mannschaften, mat all hiren Equipen, an ech wëll ausdrécklech hei deenen hir Aarbecht luewen.

Ech sinn Iech fir all Äntwert oder all Hëllef, Här Minister, an all Perspektiv dankbar am Numm vun deene schwéier kranke Patienten. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. D'Madame Martine Stein-Mergen huet fir d'CSV-Fraktioun d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, am Numm vun eiser Fraktioun géif ech wëllen dem Alexandre Krieps villmools Merci soen, dass hien dëst Thema haut opbruecht huet.

D'Thema Transplantatioun ass eent vun deenen éischten, mat deenen ech hei zu Lëtzebuerg a Kontakt komm sinn, wéi ech vun der Uni komm sinn, souwuel als frësch gebakenen Dokter wéi och als frësch gebakene Member vun der CSV. An ech war zu där Zäit a sinn ëmmer nach houfreg op dat Gesetz, wat 1982 gestëmmt ginn ass. Et ass nämlech e gutt an en oppent Gesetz.

Mir hunn deemools, wéi den Dokter Krieps et scho gesot huet, als eent vu wéinegen europäesche Länner de Choix getraff, dass een net muss en Accord virum Doud ginn, fir kënne prélevéiert ze ginn, mä au contraire den Désaccord muss manifestéieren, fir net prélevéiert ze ginn. Alles an allem waren also d'Dieren op hei zu Lëtzebuerg, fir aktiv um Eurotransplant deelzehuelen, d'autant plus well mer zu deem Zäitpunkt och schonn am Centre Hospitalier e Service haten, dee souwuel Prélèvementer wéi och Nierentransplatatioune konnt virhuelen an och virgeholl huet. 1978 sinn hei déi éischt Prélèvementer virgeholl ginn. 1980 huet den Dokter Lamy mat senger Equipe déi éischt Nier hei zu Lëtzebuerg transplantéiert.

Wourunner läit et also, dass zum heitegen Zäitpunkt souwuel d'Prélèvementer wéi och d'Transplantatiounen stagnéieren? En fait ginn d'Prélèvementer massiv zréck. D'Transplantatioune bleiwe relativ konstant, wat natierlech doru läit, dass mer Organer iwwer Eurotransplant aus dem Ausland kréien.

Den Här Krieps huet et scho gesot: Et läit net um Gesetz, mä un de Reglementer, déi et regéieren. Mir hunn do haaptsächlech de Règlement grand-ducal vum 10. August 1983, fir den Doud virun engem Prélèvement festzestellen. Mir hunn deemools vläicht aus enger iwwerdriwwener Virsiicht eraus e Reglement geholl, wat eventuell vill ze wäit geet. Mir verlaangen hei am Géigesaz zu Frankräich d'Erfëllung vu fënnef Kritären, fir de Gehierdoud festzestellen: d'Feststellung vum klineschen Doud duerch zwee Dokteren - dat sinn d'Kritären 1 bis 3, déi sinn an alle Länner relativ gläich -, an da souwuel en negativen Elektroenzephalogramm oder Potentiel évoqué - deen ee kann deen aneren ersetzen - an en plus eng negativ Angiographie cérébrale.

Frankräich limitéiert sech hei op d'Feststellung vum klineschen Doud duerch dräi Dokteren zwar amplaz vun zwee, plus entweder en negativen EEG, Potentiel évoqué oder eng negativ Angiographie.

Et muss een och wëssen, dass d'Polytraumaen, déi eigentlech d'Kandidate si fir d'Prélèvementer, haut bal all gehiertrépanéiert sinn, dat heescht, dass bei hinnen och nom Gehierdoud d'Artériographie net negativ gëtt.

Mir hunn och de Begrëff vu Prélèvementer no engem Arrêt cardiaque net iwwerholl. Hei leien awer eng Rei vu Méiglechkeeten, déi de Reservoir vu potenziellen Donneure kéinten notabel vergréisseren.

Zweet Ursaach fir eis Aarmut u Spender ass ganz sécher de Fait, dass den Dokter déi Käertchen, déi mer jo all sollten an der Täsch hunn - ech hunn nach eng ganz al; et kann ee souguer bal nach liesen, wat dropsteet -, net fënnt, a wann en net am Besëtz vun der Manifestatioun vum Wëlle vum Patient ass, muss e sech forcément un d'Famillje wenden.

D'Zuel vun de Refusen duerch d'Familljen ass iwwert déi ganz Jore relativ konstant bliwwen. Si läit tëschent 20 an 30%. Mä et wär awer an dësem Zesummenhang wichteg, wa mer - amplaz vun dëser berühmter Käertchen, déi een iergendwann och eng Kéier kritt an dann iergendwann erëm eng Kéier verléiert an ni méi dorun denkt ze ersetzen - e Register hätten, wéi dat an der Belsch de Fall ass, wou d'Verweigerer dropstéingen, op déi ee kéint zréckgräifen an dësem Fall, oder awer eng Note an der Carte d'identité oder op der Sécurité-sociales-Kaart.

Dat wär op jidde Fall vill méi einfach, wéi dass den Dokter sech un d'Famillje muss wenden, besonnesch wou d'Struktur vun de Familljen haut déi ass, déi se ass. A vläicht, wann déi éischt Fra och nach d'accord ass, déi zweet Fra oder d'Concubine net d'accord ass, muss den Dokter da kucken, wat fir eng Décisioun en hëlt.

Luxembourg-Transplant kann de Moment nëmmen op zwee Coordinateuren à quart temps zréckgräifen. Dat geet de loin awer net duer, fir déi ëmmer méi streng Kritären an deen dozougehéierege Pabeierkrich virun engem Prélèvement ze erledegen. Aner europäesch Länner hu sech do déi néideg personell Infrastrukture ginn, fir méi effikass kënnen zu all Dages- an Nuechtzäit - well d'Accidenter geschéie jo oft nuets an oft de Weekend - d'Démarchë fir Prélèvementer an Transplantatiounen duerchzeféieren.

Et ass fir ons immens wichteg, dass mer um Niveau vun Eurotransplant erëm e vollwäertege Partner ginn, net zulescht wéinst all deene Lëtzebuerger Patienten, déi op en Organ waarden.

Mir mussen eis duerfir net emol als Beispill e Land wéi Holland huelen, wou 40% vun den transplantéierten Niere vu liewege Spender kommen. Dës Prozedur ass eng immens delikat. Et si bei ons Nieren transplantéiert gi vu liewege Spender, mä déi Responsabilitéit fir deen, dee se muss enthuelen, ass esou grouss, dass et net liicht ass, dës Prozeduren ze iwwerhuelen.

Ech illustréieren awer mat engem anere Beispill. An der Schwäiz, déi iwwregens net Member vun Eurotransplant ass an doduerjer en immense Problem huet, well se keng kompatibel Nieren oder aner Organer an hirer relativ klenger Populatioun fënnt, do ass och eng Majoritéit vun den Transplantatioune vun Donneurs vivants. Et kann een do zum Beispill als Receveur mat sengem Spender areesen a verlaangen, dass een eppes, en Organ, also d'Nier an deem Fall, well där huet ee jo zwee, transplantéiert kritt.

Kënnt een och zum Beispill aus engem asiateschen oder engem afrikanesche Land an et seet een, dat hei ass mäi Koseng oder mäi Brudder, an deen ass bereet, mir gratis déi Nier ze spenden, wéi soll elo een an der Schwäiz kontrolléieren, ob dat effektiv de Koseng oder Brudder ass an ob hie wierklech keng Sue kritt huet, fir dat Organ ze spenden?

Aner Länner ginn nach ganz aner Weeër. Esou ginn a China prinzipiell déi Gekäppte prélevéiert. Anscheinend sollen déi éischt Transplantatiounen a Frankräich och u Guillotinéierte virgeholl gi sinn. Dat si vun der Doudesaart hier ideal Patienten, mä ech mengen awer net, dass dat Beispiller fir ons hei wären.

Mir mussen also aner Weeër fannen, fir erëm e vollwäertege Partner vun Eurotransplant ze ginn an op eng Zuel vu Prélèvementer ze kommen, déi ongeféier mat där vun der Belsch oder Éisträich ze vergläiche wär. D'Belsch an Éisträich leien tëschent 20 a 25 pro Joer. Mir leien de Moment bei dräi Prélèvementer pro Joer, dat ass - mengen ech - den Niveau vun der Türkei, wou et iwwregens reliéis Virbehalter gëtt virun Transplantatiounen a Prélèvementer.

Duerfir sinn ech der Meenung, an ons CSV-Fraktioun och, dass déi Begleetreglementer vum 1982er Gesetz mussen dréngend nogebessert ginn. A mir mussen ons awer och Gedanken doriwwer maachen, de Generatiounswiessel vun den Transplanteuren ze assuréieren. Den Dokter Krieps hat schonn dorobber higewisen. Et wäert sech vläicht kee méi esou fanne wéi déi zwee, déi en ugeschwat huet, déi wierklech Dag an Nuecht mat engem beispilllose Geescht a kierperlechem Asaz där Cause zur Verfügung stinn, an déi mat hirem Team op ëmmerhin 166 Nierentransplantatiounen hei zu Lëtzebuerg kënnen zréckkucke bei 134 Prélèvementer.

Et muss dofir gesuergt ginn, dass dës Aarbecht kann an dësem Service oder engem ähnleche Service fortgesat ginn, mä et muss ee sech awer och vläicht iwwerleeën, ob een net eng Kollaboratioun mat engem noen Transplantatiounszentrum am Ausland sollt entaméieren, agoen. Et wär zum Beispill un eng belsch Uni ze denken oder eng franséisch, well zum Beispill an der Belsch, fir en Agrément ze kréien als Transplantatiounszentrum, muss ee 25 Transplantatiounen am Joer duerchféieren, an dat wäerte mir wahrscheinlech awer och mat enger grousser Equipe net fäerdeg bréngen.

Et kann ee vläicht och dovunner dreemen zu engem gewëssen Zäitpunkt aner Organer bei eis ze transplantéieren, wéi zum Beispill Häerzer, well dat haut eng Aart vun Operatioun ass, déi technesch duerchaus ze maachen ass - soe mer op jidde Fall d'Kolleegen, déi betraff sinn.

Mir hunn natierlech méi potenziell Receveuren, well ee méi al kann operéiert ginn. Déi gutt Nouvelle ass natierlech, dass mer och doduerjer d'Organer kënne bei de Leit méi laang huelen. Et kann ee sech also duerchaus virstellen, eng Liewer vun engem ze iwwerhuelen, dee 70 Joer all ass, wann en dann ëmmer gesond gelieft huet. Dat si Grenzen, déi bewege sech konstant no hannen.

D'CSV-Fraktioun schléisst sech also am Prinzip der Demande vum Dokter Krieps un. Mir hunn en exzellent Transplantatiounsgesetz. Mir hunn Infrastrukturen, déi fonctionnéieren. Mir hunn déi dozougehéiereg engagéiert Equipe. Mir hu mat onsem Eurotransplant-Partenariat e Pool vu Compatibilitéit vun Donneuren a Receveuren, ëm dee mer op der ganzer Welt beneit ginn. Loosse mer also dës Acquisen net a Gefor bréngen!

Mir wiere frou, wann den Här Gesondheetsminister a seng Administratioun géifen déi néideg Schrëtt ënnerhuelen, d'Reglementer nozebesseren a Lux-Transplant esou auszestatten, dass se hir Aufgabe kënnen erfëllen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Déi honorabel Madame Lydia Mutsch huet d'Wuert fir d'LSAP-Fraktioun.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, obwuel ech et ausdrécklech begréissen, dass mer haut an der Chamber dee wichtege Sujet vun den Organspenden an Transplantatiounen diskutéieren, fannen ech et awer e bësse schued, dass dat am Kader vun enger isoléierter Interpellatioun stattfënnt.

Ech hätt mer gutt kënne virstellen, dass een an dësem Dossier esou virgaange wier, wéi mer dat zum Beispill mat vill Succès am Kader vun de Soins palliatifs gemaach hunn, an zwar am Dialog mat deene betraffene Milieuen an Organisatiounen.

Derbäi kënnt, dass en Deel vun deene Froen, déi den Interpellant opwerft, zum Beispill d'Adaptatioun vum 82er Gesetz an d'Harmoniséierung vun der europäescher Législatioun, schonn an der Oviedo-Konventioun virgesinn ass. Bei de schonn entaméierte parlamentareschen Aarbechten am Kader vum Projet de loi, deen d'Oviedo-Konventioun soll ëmsetzen, wäert ech dofir och derfir suergen, dass mer d'Thematik vun den Organspenden an -transplantatiounen ëmfaassend mat op de Leescht huelen.

All Joer, Här President, geschitt et Dausende vu Leit op der Welt, dass hir Organer versoen oder zerstéiert ginn. D'Ursaache sinn an der Regel Infektiounen, Onfäll, Vergëftungen oder Ähnleches. An der Regel hunn déi Betraffe selwer keng Schold un hirem Leed. D'Organspend - an och d'Transplantatioun - ass dee Moment a ville Fäll liewensrettend, ass awer nach laang keng Selbstverständlechkeet. Dat ass traureg fir dat eenzelt Schicksal, mä dat huet Grënn.

Froen, déi mam mënschleche Kierper zesummenhänken, si komplex an iwwerhaapt net einfach ze beäntwerten. Wéi gëtt een zum Beispill Organspender?

Eis aktuell Gesetzgebung gesäit vir, dass ee bei enger verstuerwener Persoun d'Organer däerf enthuelen, wa se sech zu Liefzäiten net schréftlech dergéint ausgeschwat huet, nom Prinzip: „Qui ne dit mot consent". E Mënsch ka sech duerch e Spenderausweis awer och schonn zu Liefzäiten aktiv dofir entscheeden, engem stierweskranke Matmënsch en Organ ze spenden.

D'Enquête Eurobarometer vum Mee 2007, also ganz rezent, huet erginn, dass aacht vun zéng Leit engem Spenderausweis ganz favorabel géigeniwwerstinn, awer just 12% vun den Europäer och tatsächlech esou eng Kaart hunn. Holland, Schweden an Irland spille mat respektiv 44, 30 an 29% eng Virreiderroll, während déi nei Memberstate méi retizent sinn. Mä obwuel mir keen neit Memberland sinn, si mir awer retizent.

Vun deene 500 gefrote Leit aus Lëtzebuerg hu sech 73% fir d'Ausstelle vun engem Pass ausgeschwat, woubäi der awer just knapps 14% dann tatsächlech een hunn. Dat passt och net richteg eent bei dat anert. Wat sinn dann elo d'Ursaachen heifir?

Majo eleng de Fait, mat senger Famill iwwert dee Sujet ze schwätzen, wierkt sech laut Eurobarometer positiv op d'Entscheedung aus, Organspender ze ginn. En Hiweis vläicht drop, dass hei am Land net vill doriwwer geschwat gëtt.

Ech froe mech an deem Zesummenhang, ob hei zu Lëtzebuerg net méi konsequent an zousätzlech Sensibiliséierungs- an Informatiounsaarbecht misst gemaach ginn, fir dem Bierger d'Wichtegkeet vun esou engem Auswäis méi no ze bréngen.

Ech hu mer soe gelooss, dass an der Praxis, an och wann d'Gesetz dat net explizit virgesäit, hei am Land normalerweis d'Famill gefrot gëtt, ob si d'accord ass, dass dem Verstuerwenen Organer entholl ginn. Bedenke muss een awer, dass an deene Situatioune vu Leed wierklech net de Moment ass, wou d'Familljemembere sech och nach

iwwer esou Décisioune mussen a wëllen de Kapp zerbriechen. Ëmsou méi wichteg ass et, bewosst e Choix ze maachen: Wéi soll gehandelt gi bei der Décisioun fir d'Entnahm vun den Organer, awer och dogéint, wann ee selwer net méi kann entscheeden?

De Minister wäert eis vläicht kënnen herno erklären an och Informatiounen doriwwer ginn, ob an Zukunft virgesinn ass, fir méi konsequent am Public ze informéieren an, wa jo, mat wéi enger Ausriichtung.

No enger ganzer Rëtsch vu Gespréicher, an och opgrond vun etleche Fachartikelen a Reportagen, hunn ech awer erausgespiert, dass et nach aner Argumenter gëtt, déi d'Leit dovunner ofhalen, e Pass mam Accord fir eng Organspend mat sech ronderëmzedroen oder iwwerhaapt an d'Täsch ze huelen.

Et ass ënner anerem déi ënnerschwelleg Angscht, dass dann am schlëmmste Fall fir ee selwer net méi géif genuch gemaach ginn. Dat kléngt elo vläicht ganz haart, mä et gëtt eng ganz Rëtsch vu Leit, déi seriö fäerten, dass et kéint Doktere ginn, déi net méi all méiglech Moyenen asetzen, fir si ze retten, well wäertvoll Organer do sinn, déi kéinte weidergereecht ginn.

Ech kann net jugéieren, ob et jeemools esou Fäll gi sinn oder ob et esou Fäll gëtt, mä ech fannen, dass et awer och un eis ass, fir op esou Zorte vun Ängschte vun de Leit anzegoen an Äntwerte parat ze hunn. Vläicht géif och an dësem Fall eng beschtméiglech Opklärung zousätzlech weiderhëllefen.

Froen, déi mam Stierwen zesummenhänken, sinn ëmmer delikat, an dat ass beim Volet vun den Organspenden net anescht. Wann een dat dann noliest, dass den Doud vun engem Mënsch am Prinzip definéiert gëtt duerch de sougenannten Hirntod oder - de Rapporteur huet et scho gesot - Mort cérébrale, dat heescht, dass keng Gehirfunktioune méi noweisbar sinn, an déi Definitioun souguer a medezinesche Kreesser zum Deel schéngt ëmstridden ze sinn, da verstinn ech, dass ee sech net e Spenderauswäis wëllt onbedéngt ëm den Hals hänken.

No Aussoe vu Bedeelegten ass et scho virkomm, dass, wou eng Mort cérébrale festgestallt gi war, beim Eraushuele vun Organer hefteg Kierperreaktiounen erfollegt sinn, esou dass déi Persounen, déi dolouchen, hu missen duerch Medikamenter roueggestallt ginn. Déi Signaler si bekannt als Lazarussyndrom, während d'Dokteren awer éischter vun Nervereflexer schwätzen.

Och hei wëll ech als Netmedeziner mech net ze wäit woen an och keen Uerteel fällen, mä och esou Eventualitéiten oder Diskussiounen oder Ängscht mussen an eis Iwwerleeungen afléissen, virun all deem wat d'Fro vun der Definitioun ubelaangt - an dat ass och hei gesot gi vum Interpellant. Wéi schonn am Ufank gesot, wäerte mer den Detail sécher beim Ëmsetze vun der Oviedo-Konventioun schonn diskutéieren an och mat considéréieren.

Här President, d'Tatsaach, dass et weltwäit e chronesche Mangel u Spenderorganer gëtt, dréit sécher net zur Vereinfachung vun der Diskussioun bäi.

Eng vun de provokative Froen, déi am Dezember 2002 um internationale Kongress vun der „Deutsche Akademie für Transplantationsmedizin" diskutéiert ginn ass, war: Léisst sech d'Angscht virum Enthuele vun Organer mat Hëllef vun enger finanzieller Belounung fir de Spender verréngeren? Oder och eng aner ganz provokativ, d'nämlecht: Kéint een net mat Organspende géint d'Aarmut virgoen oder de Leit, déi en net liewenswichtegt Organ zur Verfügung stellen, e Steieravantage ginn?

Och ouni Sarkasmus muss een einfach den Tatsaachen an d'Ae kucken, an déi bestinn nun eemol an engem Mangel vun Organer. E Mangel, dee villes engendréiert an deen och haut scho vill Mënschen all méiglech Grenzen iwwerschreide léisst. Stellt Iech eben einfach eng Kéier selwer d'Fro, wéi wäit Dir géift goen, fir d'Liewe vun Ärem Kand ze retten. Wéi wäit géift Dir moralesch an ethesch Considératiounen eventuell relativéieren?

En anert schockant Beispill, op dat den Interpellant schonn agaangen ass: En hollänneschen Televisiounssender hat virun e puer Méint ugekënnegt, eng Organspendeshow ze maachen, an där et grosso modo dorëms sollt goen, dass eng doudkrank Fra mat enger Tumeur am Kapp sech bereet géif erklären, enger vun dräi Kandidatinnen aus enger Show eng Spendernier ze ginn, an da missten d'Kandidatinnen ëm d'Sympathie vun der Fra kämpfen, fir d'Nier ze kréien, an d'Zuschauer hätte per SMS d'Méiglechkeet, fir hir Favoritin ze wielen.

Déi Ukënnegung huet a ganz Europa - mat Recht! - hefteg Reaktiounen ervirgeruff. D'Zil vun der Inszenéierung war schlussendlech, op alle Fall gouf et esou gesot, fir d'Opmierksamkeet fir dee Sujet ze erreechen an op deen enorme Mangel u Spenderorganer an Holland hinzeweisen; an an der Welt, kéint een eigentlech soen.

Laut Informatiounen iwwert den amerikaneschen Transplantatiounskongress vum Mee dëst Joer zu San Francisco, ass kierzlech am Bundesstat South Carolina eng Gesetzesinitiativ ofgelehnt ginn, déi am Parlament tatsächlech ganz seriö diskutéiert gi war, a laut där de Prisonnéier sollt ugebuede ginn, dass se 180 Deeg vun hirer Prisongsstrof géifen nogelooss kréien, wa se sech fir eng anonym Nierespend géifen teste loossen, a se souguer sechs Méint Reduktioun vun hirer Strof géife kréien, wann et tatsächlech zu enger Organspend komme kéint.

Domat brénge mer d'Saach op de Punkt. Den Organmangel ass wuel eng Tatsaach, mä wéi kann ee géint dee Mangel virgoen, ouni d'Dier méi wäit opzemaache fir dee weltwäit verbuedenen Handel, dee leider och eng batter Realitéit ass? Wéi kënne Mënscheliewe gerett ginn, ouni aner Liewen a Gefor ze bréngen, an domat ze riskéieren, Horrorvirstellungen - wéi déi Beispiller, déi ech elo grad genannt hunn - Realitéit ginn ze loossen?

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Eiser Meenung no sollte mer trotz deenen noutwendegen Iwwerleeungen iwwer schlëmmstméiglech Zeenarien un alleréischter Plaz Suerg derfir droen, méiglechst preventiv virzegoen an domat manner Situatiounen entstoen ze loossen, wou Leit Organspende brauchen, well och dat ass en Thema. Esou ass et beispillsweis erwisen, dass d'Preventioun géint den Alkohol, den Tubak, de Medikamentemëssbrauch an d'Promotioun vun enger méi gesonder Liewensweis eendeiteg positiv Auswierkungen hunn op d'Zuel vun Häerzleiden an indirekt domadder op néideg Transplantatiounen.

Ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass mer eis an deem Beräich keng Virwërf hei am Land brauchen ze maachen. De Minister huet schonn eng etlech Initiativen op de Wee ginn an zesumme mat der Chamber schonn eng ganz Rei Mesurë geholl, fir um Niveau vun der Preventioun e Maximum ze maachen; vum Tubaksgesetz iwwert d'Campagne fir d'Impfen, den Daarmkriibs, eng méi gesond Ernährung fir Kanner a villes méi.

Et kann een also aus deene ganzen Iwwerleeungen eraus duerchaus mat d'accord sinn, dass méi Leit während hire Liefzäiten an engem definéierten, reglementéierte Kader - vläicht ausgebautenen definéierte Kader - Organer kënne spenden. Mir ass et awer a menger Interventioun virrangeg dorëms gaangen, kloerzemaache wéi wichteg et ass, grad am Beräich vun Organspende potenzielle Mëssbräich virzebeugen, wat a mengen Ae wesentlech ass, fir dës Liewendspenden esou transparent wéi méiglech ze géréieren.

Bei eis am Land sti laut Aussoe vum Dokter Egide Tasch, Transplantatiounskoordinator bei Luxembourg-Transplant, am Mee 2007 20 Leit aus Lëtzebuerg op der Waardelëscht vun der Eurotransplant-Datebank - et ass net déi eenzeg, déi et gëtt -, wou am Ganzen 16.000 Persounen aus Éisträich, Däitschland, der Belsch, Kroatien, Holland a Slowenien agedroe sinn. All Joer gi sengen Aussoen no zirka 7.500 Transplantatiounen europawäit an d'Wee geleet, mä et komme gläichzäiteg all Joer erëm 10.000 zousätzlech Demandeuren op déi Lëscht derbäi. Aktuell stinn a ganz Europa 40.000 Patienten op de Waardelëschte fir e Spenderorgan.

Dir gesitt, Här President, et besteet Handlungsbedarf. Et mussen all Effortë gemaach ginn, fir Liewen ze retten. Dat ass kloer. Organspenden an Transplantatioune kënne Liewe retten. Dat ass och kloer. Mir hunn an dëser Debatt - an ech wëll dem Här Krieps awer ausdrécklech Merci soe fir seng Initiativ - eng éischt Geleeënheet gehat, fir ze weisen, wivill medezinesch, ethesch, emotionell a leider och finanziell Facettë mat dësem Thema verbonne sinn.

Ech si bewosst haut net op eng Rei vu Punkten agaangen, wéi zum Beispill d'Problemer, déi kënnen optauchen an déi oft optauchen, wa Leit e gespentent Organ net verdroen, wann de Kierper dat laang erhofftent Organ erëm ofstéisst. Aus Zäitgrënn sinn ech och net op de Clonage vu Mënschen oder Organer agaangen, well mer dann erëm an engem Sujet sinn, dee fir sech eleng eng eegen Debatt wäert wier.

Ech wëll ofschléissend nach eng Kéier rappeléieren, dass mer d'Geleeënheet net wäerte verpassen, dësen Dossier, dee vill Leit hei am Land interesséiert, als Chamberskommissioun opzemaachen, fir mat alle Bedeelegte Gespréicher opzehuelen an Diskussiounen ze féieren am Kader vun der Oviedo-Konventioun an doriwwer eraus, wann dat gewënscht ass. De Sujet brauch ee räsonnabele Kader, an deem de Mënsch weiderhin e Mënsch bleift an net op säin Organwäert dierf reduzéiert ginn.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Mutsch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als véierte Riedner kann ech et hei méi kuerz maache wéi meng Virriedner. Ech wëll fir d'éischt dem honorabelen Här Krieps Merci soe fir seng Interpellatioun, déi hien hei gemaach huet, wou et kloer ass, datt een a grousse Linnen domadder kann averstane sinn. Ech wëll och der Madame Stein an der Madame Mutsch Merci soen, well ech fannen, datt si am Fong op verschidden Aspekter ënnerschiddlech agaange sinn, awer mat Saachen, mat deenen, mengen ech, hei tëschent eis hei an der Chamber kee Sträit besteet.

Ech mengen, et ass esou, datt jiddfereen der Meenung ass, datt et am Intérêt vu kranke Leit ass, déi drëngend ugewise sinn, fir kënnen en Organ gespent ze kréien, datt do Méiglechkeete geschafe ginn. An ech mengen, et ass aus eiser Vue - ech wëll dat just ganz kuerz hei soen -, op jidde Fall och aus menger perséinlecher Vue, eng Affär vu mënschlecher Solidaritéit. Ech mengen, wann ee stierft, dann ass fir mech d'Situatioun esou, datt déi Organer, déi een huet an déi nach ganz an der Rei sinn, datt dat fir mech eng absolut Logik ass an och eng mënschlech Solidaritéit, fir ze soen: Ma déi kënnt Der enthuelen, fir engem ze hëllefen, deen drëngend op esou eng Organspend ugewisen ass. Well et gëtt ganz einfach leider nach ëmmer vill ze vill wéineg Organspender am konkrete Fall; net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä weltwäit, wéi dat hei och scho gesot ginn ass.

D'Madame Mutsch ass zum Beispill och op d'Schwieregkeet vun Transplantatiounen an esou virun agaangen. Dat ass elo hei net de Sujet. Ech mengen, den Haaptmessage misst am Fong haut dee sinn, datt dës Chamber an déi Fraktiounen, déi hei an där Chamber sinn, gemeinsam en Appel un d'Öffentlechkeet riichten, fir sech nach méi verstäerkt, wéi dat bis elo de Fall ass, zur Verfügung ze stellen, wa se selwer ofliewen, fir kënne gesond Organer - Organer, déi bei hinne gesond sinn - anere Leit zur Verfügung ze stellen, fir datt déi net stierwen oder fir datt déi net onnëtz laang Zäit leiden.

Dann ass hei och en zweeten Aspekt ugeschwat ginn, op deen ech och just ganz kuerz wëll agoen. Den Här Krieps hat kuerz drop higewisen, mä och déi aner Virriednerinnen. Dat ass den Aspekt vum Mëssbrauch do dervun. Do sinn et jo wierklech an deene leschte Joren Diskussioune ginn. Et ass net nëmmen déi hollännesch Diskussioun do am Fernseh ginn. Wat méi schlëmm ass wéi déi hollännesch Diskussioun, dat ass dat, wat a munche Länner vum Tiers-Monde geschitt. An net nëmmen am Iran!

Ech mengen, déi Saachen, déi bekannt gi sinn, souwuel aus asiatesche Länner, aus China, wéi aus latäinamerikanesche Länner an esou virun, déi weisen drop hin, datt sech do déi rengste Mafiaorganisatiounen opgebaut hunn, fir op eng kriminell Aart a Weis Kanner oder och Jugendlecher vun der Strooss erof ze iwwerwältegen, ze betäuben a fir hinnen da ganz einfach Organer ze enthuelen, woumat se dann e Commerce maachen a se an den USA dann op eng immens deier Aart a Weis mat immens héijem Gewënn verkafen an un de Mann bréngen.

Déi Leit, déi d'Nier oder dat anert Organ, wat se brauchen, kréien, déi sinn natierlech doriwwer ganz frou. Mä wat do am Tiers-Monde gemaach gëtt mat Kanner a mat Jugendlechen a mat aneren, wa se gewaltsam nach lieweg vun hiren Organer do esou - tëschent Gänsefüßchen - „befreit" ginn...! Herno ass dann d'Situatioun, well dat méiglechst ënner kriminellen, net medezinesch seriöe Konditioune geschitt, dass déi Kanner an déi Jugendlech dann oft hiert ganzt Liewe laang un esou onprofessionellen Entnahme vun Organer leiden. Dat si Praktiken, déi wierklech kriminell sinn, wou een nach just vu mafiöse Methode ka schwätzen. Dat ass natierlech e ganz aneren Aspekt, mä leider sinn et erëm eng Kéier d'Kanner an d'Jugendlech am Tiers-Monde, déi am meeschten dorënner leiden. Dat wollt ech och hei just ervirhiewen.

Mä dat gesot, ass fir mech dat Haaptelement an dëser Debatt dat vun enger Opklärung an enger Sensibiliséierung vun der Bevölkerung, fir wierklech déi Saach vum eegenen Doud méi nüchtern ze gesinn a fir wierklech déi Solidaritéit opzeweisen: Wann een herno net méi do ass, mä et sinn nach gutt Organer do, déi kéinten engem aneren nëtzen. Ech mengen, do soll eng Sensibiliséierung, eng Campagne gemaach ginn, fir datt do d'Leit méi solidaresch sinn hire Matmënsche vis-à-vis.

Dat gesot, soen ech Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Huss Merci. Et ass elo keen anere Riedner méi agedroen, esou datt den Här Gesondheetsminister Di Bartolomeo d'Wuert kritt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken e ganz grousse Merci un den Interpellant, den Alexandre Krieps, fir de Sujet, deen hien haut opgeworf huet. An e Merci un d'Kolleeginnen a Kolleege fir d'Aart a Weis wéi déi Diskussioun hei gefouert gëtt, an un d'Madame Presidentin vun der Gesondheetskommissioun, fir déi heiten Diskussioun weiderzefëieren an der Chamber an deene verschiddene Phasen, wou et gutt ass, dass mer eis associéieren.

Deem Merci wëll ech mech uschléissen, dee formuléiert ginn ass un déi Equipen, déi zënter 1980 am Beräich vun den Organspenden an -transplantatiounen täteg sinn. Ënner anerem dem Dokter Lamy an all sengen Equipieren an all deenen, déi soss nach intervenéieren, e ganz, ganz häerzleche Merci! Si hunn hei Pionéieraarbecht gemaach mat ganz gudde Resultater a mat ganz vill Engagement.

Dat gesot, si mer alleguer eens, dass mer en exzellent Gesetz hunn, zënter dass et 1982 agefouert ginn ass, mä esou wéi ëm all Gesetz, esou gutt wéi et och ass, muss ee sech och ëm dëst Gesetz këmmeren, wann ee wëllt, dass et och déi Wierkung bréngt, déi et als Potenzial huet. Et muss een et adaptéieren un nei Phenomeener, un nei Erkenntnisser. Et ass och genee dat, wourunner mer amgaange sinn ze schaffen. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck.

U sech ass et jo e ganz komplexe Phenomeen, wa mer iwwer Organtransplantatiounen, Organspenden diskutéieren. Et ass e Phenomeen, un dat ee mat vill Gespier, mat vill Gefill muss erugoen, well d'Diskussioun och vill Gefiller fräisetzt, verständlech Gefiller, mä wou een awer och kann a muss déi Gefiller duerch d'Iwwerleeung ergänzen.

Ech mengen, dass et scho souwisou eng Kontradiktioun ass, wann ee kuckt, dass duerch den Doud Liewe ka gerett ginn. Dat ass awer esou. A wann een zum Doud déi gemëschte Gefiller huet an déi Trennungsängscht och domat verbonne sinn, da mengen ech, kann een awer och heiansdo Trouscht dora fannen, dass, wann een ee verléiert, dee kann en anert Liewe retten, woubäi een dann am Hannerkapp huet, dass ee vläicht an déiselwecht Situatioun eng Kéier ka kommen, dass duerch de Verloscht an enger anerer Famill ee selwer ka gerett ginn.

Dat ass eng Iwwerleeung, mat där een, wann ee se weiderféiert, eng aner Approche kritt wéi déi, déi heiansdo virbruecht gëtt, dass ee seet: Wann ech mech elo ze vill wäit zur Fënster erauslehnen an ech falen eng Kéier eraus, da kann dat vläicht ze vill eescht gemengt ginn. Ech mengen, déi Suerg ass net berechtegt.

Ech hu virdru gesot, mir hunn en exzellent Gesetz, e fortschrëttlecht Gesetz, während an eenzelne Länner elo eréischt iwwer esou fortschrëttlech Gesetzer diskutéiert gëtt, wou och erëm eng Kéier Emotioune fräigesat gi sinn, déi hei zu Lëtzebuerg an där Zäit och fräigesat gi sinn, mä wou awer tranchéiert ginn ass a wou am ganz grousse Konsens déi doten Décisioune geholl gi sinn.

Et ass virdru gesot ginn, dass dat Gesetz am Prinzip Prélèvementer am bevirstoenden Doudesfall eigentlech bei jiddferengem erlaabt, deen net deklaréiert huet, dass en net Spender wëllt sinn. En fait gëtt dat awer liicht anescht gehandhaabt. Et ass dann,

wann een en deklaréierte Spender ass an et huet een e Pass an dee Pass ass verfügbar, selbstverständlech net laang doriwwer ze diskutéieren; dann ass de Wëlle vum Patient oder vun deem, dee stierft, ganz kloer.

Aneschters ass et awer bei der Majoritéit vun de Leit, déi kee Spenderpass hunn. Wann déi an d'Situatioun erageroden, da ginn d'Equipë ganz virsiichteg vir a si maache sécher net dat, wat een heiansdo kéint fäerten. Wann een dann een huet, dee kee Spenderpass huet an een net deklaréierten, mä en implizite Spender ass, geschitt net dat, wat ee fäert, dass dann direkt d'Messer geholl géif ginn. Neen, do gëtt mat ganz vill Fangerspëtzegefill de Wëlle vun deem potenzielle Spender nogekuckt mat der Famill, mat de Frënn, déi fonnt ginn.

Dat ass also och eng vun den Ursaachen, firwat d'Zuel vun de Spender vläicht net esou grouss ass, well do scho vill Afühlungsverméige vun deene Leit bruecht gëtt, déi d'Organer aus dem Kierper eraushuelen.

Fir deen dote Prozess e bëssen ze veränneren, wär et selbstverständlech noutwendeg, fir eng Rei vu Moossnamen ze huelen.

Richteg ass et, an ech mengen, dat muss ee bedaueren, dass mer als Land an de Statistiken, wat d'Organspenden ugeet, an Europa op leschter Plaz eis erëmfannen...

Une voix.- Trotz deem gudde Gesetz!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Trotz deem gudde Gesetz, an et ass duerfir, dass ech soen, dass et wichteg ass, dass mer eis dorëm këmmeren, an dat musse mer och maachen an dat wäerte mer och maachen.

Dass mer bei den Transplantatiounen, och bei deenen, déi am Ausland gemaach ginn, op gudder Positioun sinn, soll net verstoppen, dass mer bei de Spenden, déi gemaach ginn, am Defizit sinn, dass mer also méi Organer kréien, wéi mer der ginn. Dat kann à la longue net opgoen. Wa mer an engem europäesche System wéi Eurotransplant funktionéieren, da mengen ech, ass et wichteg, dass mer ginn a kréien an dass dat wa méiglech den Equiliber plus ou moins duerstellt, wou et awer och kee Feeler ass, wa mer an deem heite Fall méi Organer kéinte bréngen, wéi der transplantéiert ginn.

Mir hunn also festgestallt, dass mer en Defizit hunn. Mir hunn, wéi d'Madame Mutsch richteg gesot huet, e Gesetz an der Instruktioun, dat d'Konventioun vun Oviedo mat den Zousazprotokoller soll ratifizéieren. Een Element vun där Konventioun vun Oviedo betrëfft och d'Transplantatiounen, betrëfft awer virun allem déi Spenden, déi vu Liewegen u Familljememberen oder direkt Prochë gemaach ginn. Dat heescht, an der Konventioun gëtt déi Relatioun regléiert tëschent liewege Spender an deene Leit, déi ganz no vun hinne sinn, ob dat elo direkt Famill ass oder ob et aner direkt noweisbar a ganz enk Relatioune sinn.

Do kommen eng Rei vu Regelungen, déi vläicht déi doten Diskussioun iwwer Transplantatioune vu Liewegen zu Liewege méi thematiséiere wäerten, wat och eppes da sécher um Terrain wäert bewegen.

Bewegung ass och um europäesche Plang. D'Kommissioun ass amgaange sech Gedanken ze maachen, fir Empfehlungen um europäesche Plang ze maachen, fir de Beräich vun der Organspend a vun der Transplantatioun ze harmoniséieren. Dat ass och eng ganz gutt Saach. Do spillt d'Kommissioun de Katalysator.

Um internationale Plang hu mer ähnlech Evolutiounen, wou d'OMS déi doten Diskussioun erëm ukuerbelt, well d'Gesondheetsorganisatioun zu därselwechter Konklusioun komm ass wéi mir och hei zu Lëtzebuerg, nämlech dass Organtransplantatiounen exzellent Resultater an der Tëschenzäit hunn. Bei verschiddenen Organer phantastesch gutt Resultater a bei anere Resultater, déi sech dauernd verbesseren.

Iwwer Organtransplantatioune kann een d'Liewensqualitéit, d'Iwwerliewenschancë vu Patiente ganz substanziell verbesseren. Souguer wann ee sech iwwerleet, wat dann elo an engem Gesondheetssystem och méi effikass ass, an ech wëll net d'Käschten an de Vierdergrond stellen, mä wann ech awer kucken, wat ee vu Liewensqualitéit hei vun der Transplantatioun kann erwaarden, an op där anerer Säit kuckt, wann een ënner medikamentösem Traitement ass oder wann een Dialyse muss gemaach kréien, wat dat fir en Opwand ass, da kann een och soen, dass a ville Fäll d'Transplantatioun méi effizient an allen Hisiichten ass. Ech mengen, dat gëtt ee permanente Facteur an eiser medezinescher Entwécklung an dorop solle mer eis och astellen an eis och dann esou behuelen als Receveur, awer och als potenzielle Spender.

Da mengen ech, huet den Här Krieps eng ganz Rei vu Froen opgeworf, op déi ech probéieren anzegoen. Déi éischt, déi och vu sämtleche Riedner opgeworf ginn ass, ass, wéi mer eis Reglementatioun iwwert de Gehirdoud wëllen adaptéieren op dat, wat um Terrain geschitt.

Un d'Gesetz, mengen ech, brauche mer net ze goen. Dat Gesetz ass och haut nach eent vun deene fortschrëttlechsten an Europa. Mir mussen un d'Exekutioun vum Gesetz drugoen. An do stellt sech eng alleréischt Fro: No 23 Joer, wou mer de Gehirdoud definéiert hunn deemools mat deene Kenntnisser, déi mer deemools haten, ass et noutwendeg, dass mer d'Kritäre fir de Gehirdoud, fir d'Mort cérébrale nei definéieren. Mir hunn am Mäerz, Abrëll 2006 den Optrag ginn un d'Société scientifique vun den Neurologen, fir d'Mort cérébrale nei ze definéieren. Déi Aufgab ass erfëllt.

An der Zwëschenzäit ass d'Commission consultative nationale d'éthique mat de Propositioune vun der Société scientifique vun den Neurologe befaasst, a mir wäerten an deenen nächste Wochen, Méint och den Avis vun der Commission d'éthique kréien, wat eis et dann erméiglecht, fir déi Adaptatioun ze maachen, mat engem neie Phenomeen derbäi, wou ech elo net weess, ob mer dat an deem Reglement kënne reglementéieren oder ob mer eng zousätzlech Réglementatioun musse maachen, fir och am Fall wou en Häerzstëllstand ass a wou d'Resultater sech dauernd verbessere kënnen Organentnahmen ze maachen.

Et ass virdru gesot ginn, dass en anere Volet - do komme mer an der Oviedo-Konventioun nach eng Kéier drop zréck - ganz interessant schéngt. Dat ass dee wou de Wëllen do ass vu Leit, déi engem nostinn, beispillsweis bei der Nier fir eng Transplantatioun oder eng Spend ze maachen un e Familljemember, also vu Liewegen zu Liewegen. Dat ass eng Perspektiv, déi sech sécher ergëtt.

Et ass vläicht heiansdo e bësse méi schwiereg, op deen dote Wee an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg ze goen, mä dofir ass et och interessant fir Synergien ze siche mat europäeschen Zentren, wou dat da vläicht e bësse méi einfach geet a wou och vläicht méi Erfahrung do ass.

An do kommen ech op eng Fro, déi d'Martine Stein opgeworf huet: Jo, selbstverständlech sinn och riseg Fortschrëtter gemaach gi bei deenen aneren Organtransplantatiounen, zum Beispill beim Häerz, zum Beispill bei der Liewer, zum Beispill bei der Mëlz, zum Beispill bei de Longen, wou sech Perspektiven erginn.

Ech géif allerdéngs virdru warnen, dass mer hei zu Lëtzebuerg Ambitiounen entwéckele fir bei Transplantatiounen, wou wierklech eng ganz, ganz kleng Zuel awer a Fro kënnt, dass mer eis do sollen ze vill no vir woen. Ech halen et do éischter mat Synergien, wou mer ganz gutt kënne si bei méi groussen Zuelen, a wou mer bei Liewer, bei Häerz dann awer léiwer mat aneren Zentren zesummeschaffen. Quitte dass et eise Leit soll dann erlaabt sinn, fir bei esou Transplantatiounen eventuell derbäi ze sinn oder fir matzeschaffen.

Dat gëtt nämlech eng Perspektiv, déi mir besonnesch gutt gefält, dass een net nëmmen ëmmer iwwer Servicer diskutéiert, mä dass een och méi an der Zukunft ka vun der Mobilitéit vun Experten tëschent den Haiser diskutéieren. Eppes wou elo zaghaft ugefaange gëtt hei zu Lëtzebuerg driwwer ze diskutéieren, zwëschent deene groussen Zentren, déi sech géigesäiteg wëllen hëllefen.

Déi Diskussioun muss ee förderen, well dat bréngt vill méi Qualitéit fir d'Leit, wéi dass een dauernd Servicer décupléiert a sechs- oder siwemol Servicer mécht. Et kann een duerchaus Equipë ronderëmschécken oder hinnen d'Geleeënheet ginn, fir Echangen ze maachen oder sech an eenzelne Beräicher ze spezialiséieren. Ech gesinn also e ganz grousst Potenzial an deem dote Beräich.

Dann zu deene méi prezise Froen - schnell, am Telegrammstil. Richteg, mir mussen d'Leit erëm nei sensibiliséieren, well no 25 Joer dat e bëssen nogelooss huet, déi Begeeschterung fir iwwert déi doten Thematik ze schwätzen. Also wäerte mer am Hierscht eng Campagne lancéieren; et si Budgetskreditter fir 2008 ugefrot.

Mir wäerten awer och zesumme mat Eurotransplant probéiere fir déi verschidde Spideeler - an da kommen ech och direkt op eng vun den Äntwerten -, déi an deem dote System matmaachen; well et sinn an der Zwëschenzäit eng Rei vun Haiser, déi net selwer dann d'Entnahm maachen, mä déi vun den Equipen, déi Entnahme maachen, ënnerstëtzt ginn. Fir dat ze maachen, wäerte mer eng Sensibiliséierung zwëschent den Haiser maachen.

D'Fro, ob déi Moyenen, déi mer investéieren, duerginn, ob mer net méi Coordinateure brauchen, sinn ech ganz frou, dass ech Usätz vun Äntwerten och vun der Chamber hei kréien. Mir wäerten eis Méi ginn, fir budgetär Mëttelen ze schafen, fir d'Zuel vun de Coordinateuren, wa méi Zentren intervenéieren, ze verstäerken. Net elo fënnef, sechs Coordinateuren, mä mir sinn am Moment bei zwee Véirel. Da kann ee sech duerchaus virstellen, dass een dat progressiv op déi grouss Zentre baséierend nach eng Kéier verduebelt. Da si mer, mengen ech, an der Rei.

Wéi vill Transplantatiounen? D'Martine Stein huet virdrun d'Zuel genannt. Et sinn 166 Nierentransplantatiounen. Fir déi aner Statistike géif ech de Lex bieden, mer d'Geleeënheet...

(Interruption)

Jo, Här Mehlen.

M. le Président.- Här Mehlen, den Här Minister huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Bah, et mécht ee sech alt esou bemierkbar wéi ee kann!

(Hilarité)

Wéi den Interpellant dat suggéréiert huet, géif ech dem Interpellant déi Chifferen noliwweren, soufern se disponibel sinn.

D'Spideeler: Am Prinzip sinn et elo alleguer déi grouss Zentren, déi an deem dote Beräich matmaachen.

D'Formatioun vun Transplantateuren, eng ganz gutt Iddi. Ech mengen, mir maachen am Moment vill Efforten a Saache Formation continue, an do fannt Der am Ministère ëmmer en oppent Ouer, wann esou Besoinen do sinn, fir weiderzefueren.

Mercantilisme an deem heite Beräich ass falsch op der Plaz. An och wann esou Emissioune wéi déi, déi bruecht gi sinn an Holland, jo anscheinend en noblen Zweck haten, fannen ech, dass dat awer mat de Gefiller vun de Leit op eng extrem zweifelhaft Aart a Weis ëmgaangen ass. Ech mengen, dass een och aneschters ka sensibiliséieren, an ech mengen déi Diskussioun, déi mer haut an der Chamber hunn, ass eng besser Sensibiliséierung wéi déi iwwer marktschreierisch a maartundeelsorientéiert Televisiounsemissiounen. Ech mengen, mir solle vun esou Saachen d'Fangere loossen.

Ech mengen, ech hätt domat op déi meescht Froe geäntwert. Ausser déi gutt Suggestiounen, dass ee sech beim Spenderpass oder beim Netspenderpass, jee nodeem wéi een dat dréit, nei Weeër soll afale loossen. Ech hunn déi Suggestioun mat opgeholl, dass een dat eventuell iwwer eng Sécurité sociale oder eng zukünfteg Gesondheetskaart ka maachen. Mir hu jo d'Chance, dass 99,9% vun de Lëtzebuerger an enger gesetzlecher Krankekeess erfaasst sinn. Do kann ee sech Gedanke maachen, wa mer elo jo hoffentlech an deenen nächste Méint et fäerdeg bréngen, fir eng nei fusionéiert Krankekeess opzebauen.

Ech wëll zum Schluss nach eng Kéier Merci soe fir déi gutt Suggestiounen, déi konstruktiv Diskussioun an och d'Offer vun der Chamber, fir dësen Dossier och weiderhin ze begleeden. Ech stinn ëmmer bereet, wann ech an där doter Diskussioun gebraucht ginn.

Villmools Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Gesondheetsminister Merci. Mir sinn domat um Enn vun der Interpellatioun a mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5448 iwwert d'Uwendung vu mënschlechen Zellen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn agedroen: d'Madame Stein, den Här Krieps an den Här Huss. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

7. 5448 - Projet de loi relatif aux tissus et cellules humains destinés à des applications humaines

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei dësem Projet de loi iwwer mënschlech Zellen an Tissuen ass et wichteg, direkt aganks kloerzestellen, wat net iwwert dëst Gesetz geregelt gëtt, an zwar d'Stammzellefuerschung, d'kënschtlech Befruchtung oder den Embryoneschutz. Mä, an dat mécht et net onbedéngt méi einfach, dës ganz wichteg an delikat Beräicher sinn direkt oder indirekt mat betraff an deem heite Gesetz.

D'Direktiv an och dëse Projet de loi regele villméi eng ganz Partie vun techneschen Oplagen a Modalitéiten, déi sollen d'Sécherheet garantéieren, wa mat mënschlechen Zellen an Tissuen hantéiert gëtt.

D'EU-Direktiv léisst awer de Memberstaten d'Fräiheet, fir déi doru gekoppelt a weiderreechend bioethesch Froe selwer an op hir eegen Aart a Weis ze regelen. Bei den Diskussiounen ëm dëse Projet de loi ass et ganz däitlech ginn, dass bei eis am Land dës Froen nach net alleguer beäntwert sinn. Dat hu mer gemierkt an der Chamberskommissioun. Op dës Froestellungen, déi souwuel de Statsrot wéi och d'Chamberskommissioun intensiv beschäftegt hunn deemno, wäert ech méi spéit nach eng Kéier kuerz zréckkommen. Fir d'éischt e puer Explikatiounen iwwert d'Direktiv an de Projet de loi.

D'Transplantatioun vu mënschleche Geweben an Zellen ass prioritär e Secteur vun der Medezin, deen amgaangen ass enorm séier ze wuessen an deen ëmmer méi wichteg gëtt, virun allem am Zesummenhang mam Traitement vu bis ewell onheelbare Krankheeten. Et geet vierdergrënneg dorëms, fir nei Behandlungsméiglechkeeten ze fanne fir neurodegenerativ Krankheeten, wéi Parkinson oder Alzheimer, fir kardiovasculär Krankheeten oder och bei Verletzunge vun den Nerven am Réckemuerch. Mä och bei Kriibskrankheeten, ënner anerem bei Leukämie, kann op Transplantatioune vun Tissuen a Cellulë liewenserhalend zréckgegraff ginn.

Eng grouss Hoffnung sinn an dëse Fuerschungsberäicher déi sougenannte Stammzellen. Stammzellen hu sech nach net op eng bestëmmten Aufgab am Kierper festgeluecht. Mat hinne stinn deemno nach all Méiglechkeeten op, a si kënne sech selwer ëmmer erëm erneieren. Esou Stammzelle fënnt een am Muerch vu verschiddene Schanken an an Deeler vun der Nuebelschnouer. Dëse ganze Secteur ass, wéi gesot, amgaange sech staark ze développéieren. Ëmsou méi wichteg ass et, fir an deem Zesummenhang all méiglech preventiv a begleedend Mesuren ze huelen, fir sech verstäerkt fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun der Populatioun anzesetzen.

Och wann, wéi ech dat schonn aganks gesot hunn, dëse Gesetzesprojet d'Stammzellefuerschung net an hirer Gesamtheet regelt, gi mat dësem Projet de loi obligatoresch Qualitéits- a Sécherheetsstandarde fir den Traitement an d'Handhabung mat allen Zorte vun Zellen a Gewebe festgeluecht. Dat gëllt souwuel fir d'Kritären, déi ee muss erfëllen, fir iwwerhaapt dierfen Donneur ze sinn, wéi och fir d'Formatioun an d'Qualifikatioun vum Personal, dat an deem Beräich op deenen ënnerschiddlechsten Niveauen intervenéiert.

Besonnesch wichteg ass an deem Zesummenhang d'Traçabilitéit vun den Zellen an Tissuen um Wee vum Donneur bis bei de Receveur an och ëmgedréint. Esou bleift et garantéiert, dass bei eventuelle Komplikatiounen oder Krankheete ka retracéiert ginn, wou de Problem hierkënnt. Och dat ka liewenserhalend sinn. Wichteg ass et och ervirzeträichen, dass dëse Projet de loi déi essenziell Prinzipië vum fräiwëllegen Don a vun der Gratuitéit vum Don grad ewéi den Anonymat vum Donneur a vum Receveur festschreift.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kéint een nach esou munches elo soen iwwert déi eenzel technesch Detailer an Dispositiounen, déi duerch dëse Projet de loi agefouert ginn. Si sinn alleguerten eenzel ganz ausseruerdentlech wichteg, mä ech denken, dass et op dëser Plaz géif ze wäit féieren, fir am Detail op si alleguerten eenzel anzegoen.

D'Avisen zum Projet de loi waren am grousse Ganze ganz positiv. Souwuel de Collège médical wéi och d'Beruffskummere

ware mat der Ausriichtung vum Projet averstanen an haten och keng gréisser Kritiken ze maachen.

De Conseil d'État hat eng Opposition formelle ausgeschwat, wat den Artikel 33 vum Projet de loi ugeet. Deen Artikel sollt verschidden Artikele vum Gesetz vum 25. November 1982 abrogéieren, déi de Prélèvement vun Tissuen an Zelle betreffen. De Conseil d'État huet ënnerstrach, dass déi Démarche inkohärent wär, zum engen, well dat Gesetz vun 1982, notamment wat d'Organspenden ubelaangt, vun der Oviedo-Konventioun an hiren Zousazprotokoller wahrscheinlech adaptéiert gi wäert, an zum aneren, well een hei juristesch en onsécheren Terrain géif begoen. D'Chamberskommissioun huet déi Iwwerleeunge vum Conseil d'État esou iwwerholl an huet deemno den Artikel 33 gestrach. Op déi méi inhaltech Froen a Kritike vum Conseil d'État kommen ech nach zréck.

Bei de Viraarbechten an Diskussioune ronderëm dëse Projet sinn nämlech a mengen Ae ganz wichteg Aspekter opgeworf an thematiséiert ginn. Dëse Projet de loi, grad wéi d'Direktiv, déi domadder ëmgesat gëtt, betrëfft nämlech ënner anerem och déi reproduktiv Zellen an embryonal Stammzellen.

Well am Zesummenhang mat dëser Froestellung Sensibilitéiten am Spill sinn a sech och eng ganz Rei vun ethesche Froe stellen - et sinn ëmmerhin Zellen aus deenen e Mënsch entsteet oder enstoe kann -, huet d'Regierung eng Serie vun Amendementer agereecht, fir beim Ëmgang mat dësen Zelle spezifesch Dispositiounen a Regele gëllen ze loossen iwwert dëst Gesetz. Zum Beispill kann en Donneur vu reproduktiven Zelle seng Meenung änneren a säin Averständnis, fir dass seng Zelle weider benotzt ginn, zu all Moment zréckzéien. A wann d'Zelle solle fir een aneren Zweck benotzt ginn, wéi dee firwat se urspréinglech gespent goufen, da muss den Donneur explizit säin Averständnis ginn an och iwwer alles informéiert sinn.

Eng vun dëse spezifeschen Dispositioune besteet ausserdeem doranner, dass d'Basisdonnéeë ronderëm d'Applikatioun vun dësen Zellen op d'mannst 50 Joer laang gehale musse ginn, an net wéi bei aneren Zellen nëmmen 30 Joer laang. Dat ka wichteg sinn, well verschidde genetesch Krankheeten eréischt no méi wéi 30 Joer ausbrieche kënnen. An hei ass dann op en Neits d'Retraçabilitéit enorm wichteg.

Am Commentaire zu den Amendementer erkläert d'Regierung, dass an dësem Text nëmmen déi grondleeënd Regele kënne festgeluecht ginn a Conformitéit mat der Direktiv. All aner weiderféierend Froen, wat déi reproduktiv Zellen ugeet, wäerten a spezifesche Gesetzer iwwert d'Procréation médicalement assistée an d'Recherche biomédicale geregelt ginn. Zu dësem Zäitpunkt huet Lëtzebuerg dës Gesetzer also nach net.

Am Zesummenhang mat dësem Projet de loi, deen eis also haut beschäftegt, heescht dat, dass fir d'Stammzellefuerschung elo wuel eng ganz Rei vu wichtegen elementaren techneschen Detailer geregelt sinn, net awer grondleeënd Froe ronderëm déi zukünfteg Ausriichtung vum Land, wat den Ëmgang mat dësem wichtege Fuerschungsberäich ugeet, zum Beispill d'Fro, ob mer wëlles hunn, ronderëm dëse Fuerschungsberäich e bestëmmtene Secteur hei am Land weiderzedéveloppéieren.

Just kuerz, fir ze verdäitlechen ëm wat et geet, nämlech ëm wichteg ethesch a gesellschaftlech Choixen, déi net esou einfach ze treffe sinn. Fir d'Leit dobausse falen déi Choixe wahrscheinlech ganz verschidden aus, jee nodeem a wéi enger Liewenssituatioun si selwer sinn oder mat wéi enge Liewensëmstänn se konfrontéiert sinn. Munch Leit denke vläicht a priori, dass et net ongefäierlech ass, mat embryonale Stammzellen ze experimentéieren, mä wann een eng Persoun am Entourage huet, déi eng bis haut onheelbar Krankheet huet, da setzt een onheemlech Hoffnungen an Erwaardungen an d'Biomedezin an dann ass ee meeschtens och bereet, sech mat dësem zukunftsträchtege Beräich ausenanerzesetzen, Ouverturen zouzegestoen a sech ze froen, wéi eng Fortschrëtter domadder verbonne sinn, notamment wat d'Heele vu bis haut onheelbare Krankheeten ubelaangt.

Och am Beräich vun der Procréation médicalement assistée sinn nach eng ganz Rei vu Froen ze klären. Wien dierf, wie kann dovunner profitéieren? Wéi vill Eezellen dierfe bei enger Kéier befrucht ginn? Wéi vill dierfen der ageplanzt ginn? Dierfe Choixe gemaach ginn, a wa jo, no wéi enge Kritären? Wat geschitt mat de befruchteten Eezellen, déi net gebraucht goufen? A wéi engem Fall ass en Don erlaabt? A wat priméiert an deem Fall, d'Anonymitéit vum Spender oder d'Recht vun deem zukünftege Kand, fir seng biologesch Eltere kennenzeléieren an domadder seng Originen ze retracéieren?

Dat si ganz interessant Froen, déi an deem Sënn nach net gekläert sinn, an och op europäeschem Plang nach net gekläert sinn. Si sinn op alle Fall net einfach, well eis Nopeschlänner hunn zwar zum Deel scho gesetzlech Regelungen, wou si oft ganz ënnerschiddlech Positioune vertrieden, mä vill vun hinne sinn amgaangen dës Gesetzer ze evaluéieren, hir Positiounen nei ze iwwerdenken an hir Regelunge gegebenenfalls ze iwwerschaffen. Woumat mir eis wäerten ze beschäftege kréien, well dat interesséiert eis jo fir eis mat den Erfahrungswäerter vun eisen Nopeschlänner ausenanerzesetzen.

An deenen nächste Méint wäerten also regelméisseg bioethesch Froen um Ordre du jour vun der Gesondheetskommissioun stoen. Et stinn och nach eng ganz Rei vu Projeten un, wou et och grad dorëms geet. Ech denken do un de Projet de loi 5552 iwwert d'Recherche biomédicale - Dir hutt et hei scho gesot -, an och un de Projet de loi 5528 iwwert d'Oviedo-Konventioun an hir dräi Zousazprotokollen. Dat ass déi berühmte Konventioun, déi eis jo och scho beschäftegt huet am Zesummenhang mat den Organtransplantatiounen, déi och mat do thematiséiert gëtt.

Bei dësem Ofkommes vum Conseil de l'Europe geet et drëms, fir d'Mënscherechter an d'mënschlech Dignitéit ze schützen am Zesummenhang mat der Biologie an der Medezin. Fir eis als Kommissioun war et wichteg, déi scho bestoend Aktivitéiten a Saache Procréation médicalement assistée - ech misst PMA soen, da géif ech et vläicht erauskréien - a Stammzellefuerschung bei eis am Land am Milieu hospitalier an och am CRP Santé - et gëtt se also schonn - net ze ignoréieren an dëst Gesetz haut schonn als wäertvollt Instrument ze notzen, fir elementar Handhabungs- a Sécherheetsbestëmmungen am Ëmgang ebe mat reproduktiven Zellen an embryonale Stammzellen anzeféieren. Wat eben erkläert, firwat dës schonn an dësem Projet de loi integréiert sinn.

De Conseil d'État hat a sengem Avis vun der proposéierter Démarche fir méi spezifesch Kritären, fir reproduktiv an embryonal Stammzelle festzeleeën, ofgeroden a recommandéiert, fir sech strikt un d'Basisëmsetzung vun der Direktiv ze halen. D'Chamberskommissioun ass aus deene genannte Grënn net op dee Wee gaangen. En attendant, dass mer déi spezifesch Gesetzer esou schnell wéi méiglech kréien, wollte mer elo schonn aktiv ginn a weiderreechende Beräicher, déi, wéi gesot, haut schonn eng Realitéit sinn, och bei eis am Land.

D'Kommissioun deelt awer ausdrécklech d'Meenung vum Statsrot an der Commission nationale d'éthique, dass déi Gesetzer, déi d'Froestellung ronderëm déi genannte Beräicher vun der Procréation médicalement assistée, der Stammzellefuerschung an dem Embryoneschutz an hirer Gesamtheet regelen, esou schnell wéi méiglech sollte virleien. De Gesondheetsminister huet eis schonns deementspriechend Zousécherungen an der Kommissioun gemaach, wat mir nëmme begréisse kënnen.

Ofschléissend wëll ech Merci fir d'Opmierksamkeet soen a virun allem den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi mat op de Wee ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Rapportrice Merci fir hire Rapport. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Stein-Mergen agedroen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, gradesou wéi d'Blutt e ganz besonnesche Saaft ass, wéi de Mephisto zum Faust gesot hat, esou ass déi mënschlech Zell eng ganz besonnesch Zell, an déi Zellensembelen, déi mer Tissu nennen, also Zelle vun där nämlechter Famill, sinn och ganz besonnesch Tissuen, op d'mannst jiddefalls fir ons aner Mënschen.

Dat sollte mer an der Diskussioun vun dësem Gesetz, mä awer och vun deenen aneren, déi d'Madame Rapportrice schonn ugeschwat huet an déi mer hoffentlech geschwënn hei och wäerten ze stëmme kréien, berücksichtegen, nämlech d'Ratifikatioun vun der Oviedo-Konventioun iwwert d'Mënscherechter an d'Dignitéit vum Mënsch an dat iwwert d'Recherche biomédicale.

Wéi d'Madame Rapportrice zoutreffend gesot huet, an ech wëll hir selbstverständlech am Numm vun onser Fraktioun villmools Merci soe fir hiren ausféierlechen a feinfühlege Rapport zu dësem Projet, ass dat heiten en eminent techneschte Gesetz: Et geet ëm de Kader, iwwert dat, wat een elo an Zukunft däerf mat dësen Zellen an dësen Tissuë maachen, a wat net.

Et ass eigentlech de Progrès vun der Medezin, deen ons dozou bréngt, iwwert dës Prozeduren nozedenken. D'Grenze vun der Wëssenschaft bewege sech dauernd, a villes, wat fréier Science-Fiction war, réckelt ëmmer méi no an d'Realitéit. Dëse Fortschrëtter leeft d'Législatioun e bëssen hannendrun. Wat wëssenschaftlech méiglech ass, wat elo scho realiséierbar ass oder wier, gëllt et fir ons Politiker ze analyséieren an ze verfollegen, well mir am Numm vun der Ethik opgefuerdert sinn, eng kloer Gesetzgebung ofzeginn, Grenzen a Regelen ze setze fir déi praktesch Applikatioun vun den Entdeckungen an techneschen Errongenschaften.

D'Wëssenschaft selwer huet keng Moral a setzt sech och keng Grenzen. Mä d'Chercheure sollten awer béides hunn. Fir de Fall, wou dat net de Fall wier a wou d'Recherche net an deem Sënn ugewannt géif ginn, dem Mënsch a sengem Ëmfeld vu maximalem Notzen ze sinn, do musse Gesetzer existéieren, déi ons virun den Auswüchse schützen. Mir däerfen och net vergiessen, dass ee mat verschiddenen Entdeckungen an Therapië ka ganz vill Geld verdéngen. Or dierf d'mënschlech Zell als Dréier vum Ierfgutt hei net zur Dispositioun stoen. Dofir sinn esou Gesetzer wéi dat heiten esou wichteg.

D'Wëssenschaft geet lafend virun, an dat op globalem Plang. Mir aner musse probéieren, si an onse gesellschaftspolitesche Kader ze setzen. Mir hunn als Ënnerstëtzung dofir eng national Ethikskommissioun, déi och, wéi esou oft, zu dësem Projet e poignanten a realisteschen Avis ofgeliwwert huet.

D'Décisioun awer, déi kann och si ons an dësen Thematiken net final ofhuelen. Mir sinn also als Deputéierten, als Partei, gefuerdert, kloer Positiounen ze bezéien, Grenzen ze setzen tëschent deem, wat dem Mënsch an där Gesellschaft, déi mer jo solle matgestalten, bénéfique ass, an deem, wat déi mënschlech Dignitéit, déi allgemeng Moralvirstellungen, de Respekt vun den Traditiounen a Relioune schockéiert. A mat Vue awer och op déi Méiglechkeeten, déi sech der Recherche hei an onsem Land kënnen opmaachen, souwéi och senger ekonomescher Entwécklung.

Verzeiht mer, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dëse klengen Exkurs. Ech wollt eigentlech am Ufank kloerstellen, dass et Zäit fir ons alleguerten ass, ze erkennen, wat hei an an deenen nächste puer Joer um Spill steet, dass mer wäerten d'Jalone setze fir e ganz groussen Deel vun der Zukunft vun onsem Land a wéi d'Gesellschaft sech wäert entwéckelen.

Wat mer haut hei stëmmen, ass iwwregens och schonn deelweis vun der Wierklechkeet iwwerholl. E wichtege Fait vun dësem Gesetz ass ënner anerem deen - d'Madame Mutsch ass schonn dorobber agaangen -, dass mer d'Keimzellen an dëse Projet mat erageholl hunn. Dat ass och an där entspriechender ëmzesetzender Direktiv duerchaus enthalen. Et gëtt och eng Rei praktesch Argumenter, fir esou virzegoen.

Et ass nämlech real esou, dass hei zu Lëtzebuerg scho säit dem 17. Mäerz 2005 e Service de Procréation médicalement assistée fonctionnéiert - ech wäert en dann an Zukunft PMA nennen, dat ass wierklech méi einfach -, an dat op Basis vum Règlement interne vun engem Spidol. Dëse Règlement interne inspiréiert sech largement u Législatiounen, déi an onsem noen Ausland existéieren. Déi Regele si strikt a genee.

De Service, esou wéi en am Moment fonctionnéiert, brauch och nëmmen a ganz wéinegen Ausnahmefäll op en Don des tissus an des cellules zréckzegräifen, well d'Sterilitéiten hu jo vill Ursaachen, an et gëtt haut eng ganz Rei vu Méiglechkeeten, de Koppelen och ouni hétérologuen Don ze hëllefen. Et ginn och bei ons, oder soll ech soen, nach, keng Don-d'ovulen oder Don-d'embryonë praktizéiert.

Dëst Gesetz setzt awer, fir de Fall, dass et deemnächst an engem Gesetz iwwert d'PMA géif méiglech ginn, déi technesch Jalonen. Et ginn awer hei zu Lëtzebuerg bei de männleche Sterilitéiten - dat sinn ongefäier 25% vun de Sterilitéiten an der Koppel, déi een och mat techneschen Hëllefsmëttelen net kann op eng Qualitéit bréngen, eng Schwangerschaft ze produzéieren - och Invitro-Befruchtunge mat Sperme vun Donneure praktizéiert. Dëse Sperme kënnt natierlech net vun hei, mä vun auslännesche Banken; an dësem Fall aus Dänemark. Et ass, wéi gesot, rar, dass ee muss op dës Prozedur zréckgräifen.

Mä et gëtt en fait dëse Moment fënnef Kanner hei zu Lëtzebuerg, déi iwwert dräi Schwangerschafte mat Don de sperme hei zu Lëtzebuerg gebuer sinn. Dat sinn also kleng Mënschen, déi ouni gesetzlech Grondlag awer Dag fir Dag an hoffentlech gär ënner ons liewen. Et ass also héich Zäit, dass mer hei Neel mat Käpp maachen.

Déi Equipe, déi an deem Service schafft, ass super motivéiert. Si huet och grousse Succès, well d'Famillje sech net mussen x-mol an d'Ausland déplacéieren, fir dass hinne ka gehollef ginn, hire Kannerwonsch ze realiséieren. Mä si schaffen, wéi och eng Rei vun anere Fuerscher an onsem Land, e bëssen ouni Netz an dueble Buedem. Ech géif also am Numm vun der CSV-Fraktioun onse Gesondheetsminister encouragéieren, net hei op hallwem Wee stoen ze bleiwen an drun ze schaffen, dass mer deemnächst och e Projet iwwert d'PMA virleien hunn.

(Interruption)

D'PMA ass natierlech nëmmen eng Applikatioun vun dësem Gesetz. Et gëtt eng Rei aner praktescher, déi bei ons technesch machbar sinn - d'Madame Rapportrice ass schonn dorobber agaangen -, déi och zum Deel schonn an enger gewësser Form duerchgefouert ginn an déi dréngend eng Regelung brauchen. Et kann een hei vum Greffe vum Knachemuerch schwätzen, wat bei verschiddene Kriibsformen, haaptsächlech bei Kanner, iwwer Liewen an Doud kann décidéieren. Mir kënnen och schwätze vun engem méi neien Domän, nämlech dem Don vu Knachemuerchzelle fir Leit, déi eng koronar Häerzkrankheet hunn, déi sollen zu enger Regeneratioun vun de kranke Gefäßer féieren.

Hei hate mer zu Lëtzebuerg schonn eenzel Projete lafen, mä net mat Allogreffen. Dat heescht, net mat Knachemuerch vu frieme Leit, mä mat Leit hirem eegene Knachemuerch. Et ass awer de Moment esou, dass dës Projete fale gelooss gi sinn, well se bis elo net dee Succès bruecht hunn, dee se eventuell hätte solle bréngen, an et ass een erëm zréckgaangen op d'Grondlagefuerschung.

Fundamental gëtt ons dëst Gesetz eng gewësse Sécherheet, Regelen a Kritäre wéi esou Manipulatiounen ze handhabe sinn. Mir kënnen ons virstellen, dass d'Gesetz an Zukunft mat de Fortschrëtter vun der medezinescher Fuerschung an de Spideeler an an de CRPen och hei bei ons nach méi wichteg wäert ginn.

Iwwert den Detail vun dëse Regelen huet d'Madame Rapportrice ons ausféierlech informéiert. Ech wëll duerfir och net méi drop agoen, wat d'Registréierung, d'Autoriséierung vun den Etablissementer, d'Traçabilitéit, d'Notificatioun vun Incidenten, wichteg Informatiounen an den Accord vun Donneuren a Receveuren, d'Gratuitéit vum Don ugeet. Dat sinn all déi Domänen, wou mer haut Jalone setze fir d'Zukunft.

Zum Schluss wëll ech résuméieren, dass d'CSV-Fraktioun frou ass, dass aus all deenen Ursaachen, déi mir elo schonn zu zwee ernimmt hunn, dëst Gesetz haut ka gestëmmt ginn, dass all déi Fuerscher a Kliniken, déi schonns haut an dësen Domäne schaffen, eng gewësse Basis kréien, an dass onst Land op dës Aart a Weis och eng Dier kann opmaache fir den Accès zu enger moderner Bio-, a firwat net pharmazeutescher Industrie.

Mir wëllen awer betounen, dass mer de Minister encouragéieren, déi nach ausstehend Gesetzer ze pousséieren, notamment dat iwwert d'Recherche biomédicale an d'Ratifikatioun vun der Konventioun vun Oviedo, an en och nach eemol dorun erënneren, dass mer e Gesetz brauchen iwwert d'PMA.

Ech mengen, mat all dëse Gesetzer kënne mer och nach eng Kéier de Problem vun der Transplantatioun, dee mer virdrun ugeschwat hunn an deen ähnlech ethesch Problemer opweist wéi deen elo ugeschwaten, mat opgräifen.

Ech ginn heimadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz a soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Stein Merci. Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt drun erënneren, dass en Deel vun dësem Gesetzesprojet entstanen ass duerch en europäeschen Ethiksgrupp an dass dee véier Imperativer hat:

Den éischten Imperativ war eben en etheschen Imperativ wéinst der Sécurité sanitaire, fir d'Vermeide vum Iwwerdroe vu Krankheeten. Deen zweete war eng ganz wichteg Saach, an zwar d'Integritéit vum mënschleche Kierper, de Respekt vis-à-vis vum mënschleche Kierper, ob en elo lieweg oder dout ass. En drëtte war de Consentement préalable, libre et éclairé. An e véierte war d'Protektioun vun der Identitéit, dat heescht, wat d'Anonymitéit vum Donneur a vum Receveur garantéiert huet - dat, fir eben Diskriminatiounen ze vermeiden.

Ech wollt net ze vill op technesch Detailer vun deem Gesetz hei agoen. D'Madame Mutsch ass ze félicitéiere fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport iwwert dës Gesetzesvirlag.

Ech bedauere wuel wéi aner Institutiounen, dass mer verschidden Texter hei erausgelooss hunn, notamment - et ass gesot gi vun de Virriedner - Organspender a Stammzellen, embryonal Stammzellen. Säit dëser Direktiv vun 2004 sinn am nämlechte Feld schonn zwou nei Direktive geholl ginn als Complément. Ech war och frou, a mir hunn och an der Kommissioun dem Minister seng Erklärunge verstanen, well e gesot huet, hei misst Damp hannert dës Ëmsetzung gemaach ginn. Ech hoffen, dass déi nächst zwou séier nokommen.

Dat Gesetz hei gëtt haaptsächlech de Familljen e bësse Berouegung, dass zum Beispill - dat ass net spezifizéiert an eiser Virlag hei - no Autopsië keng, speziell bei Kanner, Tissuë kënnen zréckgehale ginn. Dat ass nämlech och geséchert. Et gi Sanktiounen agefouert, wann ee sech net un dem Minister seng Bestëmmungen hält. An et gëtt och duerch déi hei Gesetzgebungen zimlech schwiereg, esou Ausstellungen ze maache wéi dem Här Gunther von Hagens seng Kierperwelten, wat jo och e bësse ruckelzeg war virun e puer Joer.

Et gëtt och Bestëmmungen an dëse Gesetzgebungen, déi géint den ADN-Déifstal virginn - dat ass eng Notioun, déi ëmmer méi opkënnt, den ADN-Déifstal -, well de Gebrauch an de Stockage vun Human- a Gewebezelle vum Liewege geregelt ginn.

D'Definitioun vun Humanzellen a -gewebe ass breet gefaasst, esou dass ënner Ëmstänn souguer eng Stullanalys oder eng Urinprouf ënnert dës Bestëmmunge fale kéinten. Do wär et interessant ze wëssen, wéi dat an nächster Zäit virugeet.

Verschidde Prouwen och bei Sportsleit kéinten duerch déi hei Gesetzgebung Impakter kréien. Aner Ausnahme gi gemaach bei polizeilechen Ënnersichungen an esou. Mä op alle Fall, d'Gewebe beim Liewegen, wat prélevéiert gëtt, kann ee Problem an der Recherche duerstellen, wa vum Patient keng préalabel Awëllegung besteet.

Et gëtt interessant fir ons Chercheuren an enger zweeter Phas, haaptsächlech an der klinescher a fundamentaler Recherche. D'Genomrevolutioun erlaabt et nämlech, retroaktiv Krankheetsbiller anzeklasséieren, nei anzestufen, och nach bei Patienten, déi nach liewen. Et wär also ubruecht fir all Patient, virun enger Prozedur eng Awëllegung ze ginn. E muss se net all Kéiers maachen, mä e soll se ee fir allemol ginn.

D'Recherche mat anonymiséierten Echantillonë misst kënne gemaach gi mam Accord vun engem Ethikscomité, ouni dass een ze vill an d'Bürokratie verfält, well nämlech soss d'Chercheuren e Problem hunn, nom Motto: Wann am Zweifel, da maache si déi Recherche net.

Also, Ethikscomitéë kréien an Zukunft net nëmmen d'Aufgab, fir ze befannen, ob d'Recherche ethesch ass, mä och ob se legal ass. Interessant ass och do ze gesinn, dass déi aner europäesch Länner verschidde vun dësen Direktiven erëm net am Eent-zu-eent-Prozess ëmgesat hunn. D'Briten hu se agefügt a ganz aner Domäner eben iwwert d'Organspender an aner Prozeduren.

E gutt Beispill hei zu dëser Gesetzgebung ass den Nobelpräis vun 2005, deen un zwee Australier gaangen ass. Ech weess net, ob se gutt Rugby gespillt hunn, op alle Fall an der Medezin ware se staark. Haaptsächlech ee vun deene war nach Medezinstudent, wéi en op 100 Mobiopsien, archivéierte Mobiopsien nom faméisen Helicobacter pylori gesicht huet, wou de Mann da schlussendlech Recht behalen huet a wou en 20, 30 Joer...

Une voix.- ...zéng Joer bekämpft ginn ass...

(Interruption)

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Jo, neen, dat ass vun der Industrie.

Mä dës Entdeckung huet dausende Liewe gerett an och zegdausend Leiden erträglech gemaach. Et freet ee sech hei, ob déi Recherche hautdësdags nach méiglech wär, speziell wou bei deenen 100 Mobiopsië keng Awëllegung virlouch; en hat och keng Sue kritt; en hat keen „peer review" an en hat och natierlech kee Risiko fir de Patient, well déi meescht vun hinne ware schonn dout.

Mä ech mengen, d'DP bedauert also hei, genau wéi aner Institutiounen, dass mer leider dat hei Gesetz net an e méi breet Bioethiksgesetz konnten afügen, wat hei am Ländche feelt. Mir bedaueren och ausdrécklech, dass d'Recherche op den embryonale Stammzellen hei am Land nach ëmmer ausgeklamert gëtt, trotz widderhuelten Opfuerderunge vun eisem Grupp, notamment vun eisem President, dee mindestens dräi Interpellatiounen oder Froe gestallt huet.

Duerfir gleewen ech, Här President, dass mer lech hei eng Resolutioun vun eisem Grupp sollten iwwerginn, deen d'Chamber opfuerdert, fir d'Gesetzer iwwert d'Konventioun vun Oviedo - loosse mer net vergiessen, dass déi schonn zéng Joer al an nach ëmmer net ëmgesat ass - an och dat iwwert d'Recherche biomédicale ze amendéieren, fir d'embryonal Stammzellen dranzesetzen.

Ech wär frou, wann d'Chamber sech mat deem Problem speziell befaasse géif. Obschonn ech de Minister Di Bartolomeo ganz gären hunn, hunn ech relativ wéineg Vertrauen an eis Regierung,...

(Interruption)

...an duerfir proposéieren ech, dass ons Chamber sech deem do Problem soll unhuelen, an net d'Regierung.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant

- la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine signée à Oviedo en 1997 prévoyant qu'il appartient à chaque pays de décider d'autoriser ou non la recherche sur les cellules embryonnaires humaines;

- les potentialités de la thérapie par cellules embryonnaires humaines;

- le fait que la Commission européenne a rappelé la nécessité d'une recherche européenne sur les cellules souches y comprises embryonnaires;

- la décision de l'Union européenne de soutenir la recherche sur certaines lignées de cellules souches embryonnaires;

- l'avis 2002.3 intitulé «La recherche sur les embryons (I) Les cellules souches et le clonage thérapeutique» de la Commission Consultative Nationale d'Éthique pour les Sciences de la Vie et de la Santé (C.N.E.) qui estime qu'à côté des études in vitro et sur l'animal, une partie non négligeable des travaux de recherche nécessaires devra être réalisée sur du matériel humain: les cellules souches adultes mais aussi les cellules souches embryonnaires;

- l'avis 2003.1 de la C.N.E. intitulé «La recherche sur les embryons»;

- qu'une forte majorité des membres de la C.N.E. préconise que les embryons surnuméraires non revendiqués dans un projet parental devraient être consacrés à des recherches à visée thérapeutique et que des recherches fondamentales et appliquées soient menées sur des cellules souches embryonnaires;

- la potentialité de ces méthodes biotechnologiques pour l'Université du Luxembourg et les Centres de recherche publics;

- le refus catégorique et unanime de tout clonage reproductif;

- la directive 2004/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité pour le don, l'obtention, le contrôle, la transformation, la conservation, le stockage et la distribution des tissus et cellules humains qui s'applique aux cellules germinatives, aux cellules souches embryonnaires et aux gamètes;

- le projet de loi 5528 portant approbation - de la Convention pour la protection des droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine, ouverte à la signature, à Oviedo, le 4 avril 1997 - du Protocole additionnel à la Convention pour la protection des droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, portant interdiction du clonage d'êtres humains, ouvert à la signature, à Paris, le 12 janvier 1998 - du Protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 24 janvier 2002 - du Protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine, relatif à la recherche biomédicale, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 25 janvier 2005 et modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine;

- que l'article 6 du projet de loi 5528 stipule que sont interdites toute recherche sur les embryons humains in vitro ainsi que toute constitution d'embryons humains aux fins de recherche;

- que l'article 16 du projet de loi 5552 relatif à la recherche biomédicale stipule que sont interdites la constitution d'embryons humains aux fins de recherche ainsi que la recherche sur les embryons in vitro;

- que certains membres du Collège médical ont relevé que cette recherche ne devrait pas être interdite sans délai par la loi, vu que cette interdiction constituerait pour l'avenir une entrave sérieuse à la recherche biomédicale qui prend de plus en plus d'importance dans le pays et pour l'intérêt du pays et qu'un développement ultérieur même transfrontalier serait donc impossible;

décide

- d'amender le projet de loi 5528 et le projet de loi 5552 en vue de lever l'interdiction de toute recherche par cellules embryonnaires humaines à finalité thérapeutique.

(s.) Alexandre Krieps, Anne Brasseur, Charles Goerens, Claude Meisch, Carlo Wagner.

Mir gleewen - et bleiwen ons an dësem Jorhonnert nach 92 Joer, fir den Iwwergang an d'22. Jorhonnert ze schaffen -, dass bis dann déi do Recherche an der Gesetzgebung virgesinn ass.

Mir wësse wuel, dass d'embryonal Stammzellefuerschung an dësem Land nach keng lokal Implantatioun huet, mä dat wëllt net heeschen, dass déi Situatioun an deem Feld sech net ganz séier ännere kann.

Et ass kloer, dass eis Fraktioun - d'DP - dësem Gesetzesvirschlag hir Zoustëmmung gëtt, an ech soen lech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Krieps Merci an als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll ufänke mat engem Merci och un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi eng ganz gutt Duerstellung dovunner gemaach huet, wourëmmer et bei dësem Projet de loi 5448 geet a wourëmmer et net geet.

Et geet hei ëm d'Ëmsetze vun der europäescher Direktiv 2004/23/CE iwwer d'medizinesch Applikatioun vu mënschlechen Zellen an Tissuen. Well et just ëm d'Ëmsetze vun dëser europäescher Direktiv geet, wäerte mir Gréng trotz enger Rei vu kritesche Remarquen hannenno eisen Accord ginn.

Et geet bei dësem Projet hei, an dat ass jo scho gesot ginn, net ëm eng Entscheedung iwwer gesellschaftspolitesch an ethesch ëmstridde Froen, ëm den Asaz an d'Fuerschung oder d'Applikatioun zum Beispill vun embryonale Stammzellen oder dem Verbuet dervun. Dëse Projet bleift, wéi et de Comité national d'Éthique ervirhieft, neutral vis-à-vis vun esou bioethesche Choixen, wéi de Stammzellen oder wéi zum Beispill der Procréation médicalement assistée.

Et geet hei just ëm Qualitéitsnormen a Sécherheetsnormen, wat den Don vun Zellen an Tissuë betrëfft, d'Gewannung dovun, d'Kontroll, d'Transformatioun, d'Lagerung, d'Verdeelung an esou virun.

Als Gréng si mir allerdéngs der Meenung mam Comité national d'Éthique, datt mer ganz dréngend e gesellschaftlechen Débat iwwert d'Problematik vun der Procréation médicalement assistée an iwwert d'Stammzelleproblematik géife brauchen, verbonne mat enger Gesetzgebung a Saache Bioethik. Virun allem och well et jo schonn an der Praxis vum CRP-Santé a CHL d'Fuerschung op enger Rei vu Gebidder gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Stammzellefuerschung an d'kënschtlech Befruchtung leien am Beräich vun der kurativer, vun der sougenannter reparativer Medezin an et ass evident, datt och mir Gréng dës Orientéierunge kënnen ënnerstëtzen. Wann doriwwer kranke Leit ka gehollef ginn, dann ass dëst fir déi Betraffe ganz sécher absolut wichteg, da kann am Eenzelfall vill mënschlecht Leed verhënnert ginn. Wann zum Beispill am Fall vun der Procréation médicalement assistée de Kannerwonsch vun enger Koppel endlech kann an Erfëllung goen, esou ass dat sécherlech fir dës Leit eng gréisser Freed.

Wann et sollt iwwert d'Stammzellefuerschung a fënnef, zéng oder 15 Joer méiglech ginn, Zellen an Tissuen ze regeneréieren oder nei Organer eruwuessen ze loossen, da kéint dat sécherlech revolutionär Neierungen a Verbesserungen an der Medezin an am Gesondheetswiesen am Intérêt vun de kranke Leit mat sech bréngen. Ech soen „wann" an ech soen „kéint", well ob dat esou schnell an der konkreter medezinescher Praxis de Fall wäert sinn, do bleiwe munch Zweifel erlaabt. A mer mussen oppassen, datt een do schwéierst kranke Leit net allze vill falsch Hoffnunge mécht, datt schonn d'nächst Joer oder d'iwwernächst Joer iwwer Stammzellentherapien hir aussichtslos Situatioune kéinte geheelt ginn.

Duerfir bleiwen ech och e wéineg skeptesch par rapport zu eenzelne Sätz aus dem Rapport vun eiser Rapportrice, dee soss awer e ganz gudde Rapport ass, wann zum Beispill gesot gëtt, déi nei Stammzellemedezin géif grouss Méiglechkeeten opmaache fir den Traitement vu bis haut onheelbare Krankheeten am Beräich vu kardiovasculären oder vun neurodegenerativen Erkrankungen, wéi Parkinson, Multiple Sklerose, Alzheimer, ALS an esou virun.

Schéi wier et, wann dat scho kuerz- bis mëttelfristeg méiglech wier, an dofir sollt een déi Fuerschung natierlech och ënnerstëtzen. Mä meng Skepsis berout e wéineg op der Erfahrung mat enger anerer Therapie, déi vu virun zéng bis 15 Joer als nei medezinesch Wonnerwaff propagéiert gouf, nämlech der Gentherapie. Wa mer éierlech sinn, da muss een haut, zéng, 15 Joer no deene Wonnerverspriechungen, zouginn, datt dat an der Praxis alles net esou einfach war an datt et op jidde Fall ëmmer vill méi laang dauert, bis aus Wonnerverspriechen da wierklech laang duerno et zu éischte bescheidenen Therapieerfolleger kënnt.

Duerfir bleiwe mir Gréng der Meenung, datt bei esou gravéierenden Erkrankungen net nëmmen - ech betounen, net nëmmen - gefuerscht a gesicht soll ginn no neien Therapien, Gentherapie oder elo Stammzellefuerschung an -therapie, mä datt d'Medeziner an d'Wëssenschaft sech endlech och méi Gedanke misste maachen iwwert d'Ursaachen an iwwert d'Preventioun vun esou Erkrankungen, wat ech virdru scho bei menger Question avec débat iwwer Hyperaktivitéit hei gesot hunn.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ganz richteg!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Beispill - mir hunn dat virdrun hei ugeschwat an et muss een dat ganz kloer gesinn -, d'pharmazeutesch Industrie, déi dee gréissten Deel vun der Fuerschung weltwäit bedreift, déi ass un Ursaachefuerschung an u Preventioun vu Krankheeten evidenterweis iwwerhaapt net interesséiert, well hire Business doranner besteet, iwwer e maximal gesteigerte Pëlleverkaf hir Aktionären ze beglécken.

Mä eng onofhängeg öffentlech medezinesch Fuerschung misst dach awer och un der Fro interesséiert sinn - ech betounen, och un der Fro -, wouduerjer zum Beispill Parkinson entsteet, firwat zum Beispill all Joer ronn 1 bis 2% méi Kanner an den Industriestate Kriibs, virun allem Leukämie kréien. Oder firwat zum Beispill och an Europa, an den USA a bei eis ronn 15% vu jonke Koppele keng Kanner méi kënne kréien an dofir iwwerhaapt eréischt op eng Procréation médicalement assistée ugewise sinn.

Zënter mindestens zéng Joer huet zum Beispill eng onofhängeg universitär- an ëmweltmedezinesch Fuerschung no-

gewisen, datt den absolute Risikofaktor bei Parkinson den Asaz vu Pestiziden a Landwirtschaft an a Wäibau ass, mä och doheem am Haus an am Gaart ronderëm, wou Leit esou Saachen asetzen. Nach eng rezent Etüd, a villen europäesche Länner duerchgefouerten Etüd, huet dësen Zesummenhang kloer erginn. An a munche Fäll, huet déi Etüd gesot, ass och eng laangjähreg Expositioun am Niddregdosisberäich par rapport zu verschiddene Metaller, Schwéiermetaller wéi Mangan, Eisen oder Quecksëlwer, dorunner mat implizéiert.

Well dat esou ass, misst et dann net endlech am Sënn vu Preventioun vu Parkinson och zu drasteschen Aschränkunge beim Pestizidasaz an dem chronesche Kontakt zu Schwéiermetaller kommen? Oder d'Beispill vun der Procréation médicalement assistée. Wéini gëtt dann endlech konkret preventiv gehandelt, fir déi Chemikalien, virun allem déi sougenannten hormonell wierksam Chemikalien, déi sougenannten Endocrine disruptors, vum Marché ze huelen?

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat an dësem Kontext viru 14 Deeg am Conseil de l'Europe am Kader vun enger Audition d'experts de Professer Charles Sultan vum CHU vu Montpellier invitéiert, deen do op eng onmëssverständlech Aart a Weis higewisen huet op d'Reproduktiounsschwieregkeeten an op Mëssbildungen a Feelentwécklunge vum Embryo opgrond haaptsächlech vu Pestiziden an Industriechemikalien, wéi PCBen oder Dioxinen.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, bei Onfruchtbarkeet, ob bei Mann oder Fra, spille wëssenschaftlech nogewisen och Schwéiermetaller wéi Quecksëlwer, Zënn a Koffer eng Roll, eng maassgeblech Roll. Schonn ufanks den 90er Joren huet zum Beispill op der Universitéitsklinik Heidelberg am Beräich Gynäkologie an Endokrinologie eng Professesch nogewisen, datt Fraen, déi keng Kanner konnte kréien - an dat houng just un de Fraen, et houng net un de Männer an deene Fäll, dat waren e puer honnert Fraen -, haaptsächlech quecksëlwer-, koffer- an zënnbelaascht waren, wa se ganz vill Amalgam am Mond haten. An da si se bei deene Fraen higaangen a si hunn dat erausgeholl a si hunn eng Ausleedungstherapie gemaach. An no där Therapie, e Joer, annerhalleft Joer duerno, hunn de Gros vun deene Fraen e Kand kritt, ouni Hormontherapie. Dat heescht, et gëtt also Méiglechkeeten, wann ee preventiv wëllt virgoen, da gëtt et och iwwert dee Wee Méiglechkeeten, de Fraen zu engem Kannerwonsch ze verhëllefen.

Et geet also, Dir Dammen an Dir Hären, sécherlech ëm déi schnellst a beschtméiglech Fuerderung vu Fuerschung am Beräich vun der kurativer Reparaturmedezin am Intérêt vun haut dramatesch erkrankte Matmënschen. Dozou sti mir! Et soll een déi eng Saach net géint déi aner ausspillen, mä ech bréngen ëmmer erëm déi eng Saach awer och mat an d'Spill.

Mä déi Gréng europawäit verlaangen ëmgekéiert awer och, datt endlech vu Preventioun net nëmme geschwat gëtt, mä datt endlech och bei enger verstäerkter Ursaachefuerschung Neel mat Käpp gemaach ginn. Wann d'Ursaache vu schwéieren, haut onheelbare Krankheete bekannt sinn oder zumindest verstäerkt Indizië bestinn, missten dann net vill méi staark wéi bis elo de Principe de précaution an eng seriö Ëmwelt a chemikaliëbezunne Preventioun wierksam ginn, fir et esou wéineg wéi méiglech iwwerhaapt zur Entstehung vun esou Erkrankunge wéi Parkinson, Multiple Sklerose, Allergien, Onfruchtbarkeet an esou viru kommen ze loossen?

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech elo net déi zwou Saache géinteneen ausspillen, mä et muss drëm goen, fir engersäits am Intérêt vun deem eenzelne konkret Kranke vun haut ze kucke méiglechst him ze hëllefen. Dofir soll een och fuerschen, fir nei Weeër ze goen. D'Stammzellefuerschung kann esou een neie Wee sinn. Mä et misst vill méi gefuerscht ginn, besonnesch vun der öffentlecher Hand, europa- a weltwäit iwwert d'Ursaachen do dervun, an da missten d'Politiker weltwäit emol endlech de Courage hunn, fir d'Chemikalien, wou kloer nogewisen ass, dass déi déi dote Schied uriichten, ze reduzéieren oder fir se carrément vum Marché ze huelen.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, waren e puer méi prinzipiell Iwwerleeungen, déi a mengen Aen awer absolut wichteg an onverzichtbar sinn. Si hunn allerdéngs näischt ze dinn elo mat deem konkret hei virleiende Projet, ech hunn dat ganz am Ufank gesot, och näischt mam Rapport vun der honorabeler Madame Mutsch. Mir sinn also dofir ganz kloer der Meenung, datt een déi Ëmsetzung hei vun dëser Direktiv roueg soll maachen. Et ass jo den éischte Schrëtt. An ech hoffen - ech hat dat am Ufank gesot -, datt mer awer wierklech geschwënn a Richtung gi vun enger Gesetzgebung iwwer Bioethik och hei am Land.

An, Här Minister, et ass an der Kommissioun gesot ginn, jo, mä do géif emol nach guer näischt virleie vun iergendengem Projet an déi dote Richtung. Ech mengen, et ass dréngend - an de Comité national d'éthique, dee seet jo datselwecht -, dass mer endlech esou eng Gesetzgebung kréien. A wann Dir Schwieregkeeten an Ärem Ministère hutt, fir vläicht méi schnell an deem Sënn ze schaffen, da wiere mir als Gréng déi Éischt, déi lech géifen ënnerstëtzen, fir méi Personal an déi Administratioun do eranzekréien, fir datt et do géif virugoen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Huss Merci an als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, och vu menger Säit Merci un d'Rapporteuse, déi eis alles hei am Detail virgeluecht huet. Ech hale mech un dat, wat hei eng Kéier vu kompetenter Säit gesot ginn ass. Ëm wat geet et hei?

Här President, et gëtt Zellen an Zellen. Et gëtt déi ganz butzeg a ganz komplizéiert, aus deene sech de mënschleche Kierper zesummesetzt, an et gëtt déi méi grouss, an déi de Mënsch agespaart gëtt, wann hien eng Déck komme gelooss huet. Gëschter hu mer iwwert déi lescht geschwat, haut schwätze mer iwwert déi éischt, am Kontext haaptsächlech vun Iwwerdroung vu mënschlechen Zelle vun engem Organismus op deen aneren.

Et ass, wéi zu Recht gesot ginn ass, e ganz technescht Gesetz, wou et virun allem ëm d'Sécherheet, ëm d'Prozedure geet, fir deene Leit, déi domat ze dinn hunn, déi dovu betraff sinn, souwuel als Spender wéi als Empfänger, awer och déi, déi domat - e bësse banal gesot - hantéieren, dat heescht déi, déi um medezinesche Plang domat ëmginn, e gesetzleche Kader ze ginn, eng gesetzlech Basis ze ginn, op där se kënne virgoen.

Mir setzen hei eng europäesch Direktiv ëm, och dat ass scho gesot ginn. Dat ass positiv, also eng manner, déi hei zu Lëtzebuerg en suspens ass. Och dat muss een da begréissen.

Här President, op deem ganze Gebitt ass enorm villes an Evolutioun. D'Fuerschung bréngt mat grousser Regelméissegkeet a grousser Rapiditéit - kann ee soen - ëmmer erëm nei Erkenntnisser. Erkenntnisser, aus deene sech Therapien entwéckele loossen. Therapien, déi, wéi mäi Virriedner gesot huet, ville Leit Hoffnung maachen; heiansdo e bëssen zu Onrecht Hoffnung maachen, oder et erwaart ee sech dann, datt et méi séier geet.

Ech wëll och dat, wat de Kolleeg Huss hei gesot huet, mat zwou Hänn ënnersträichen. Natierlech musse mer alles maachen, fir deene Leit ze hëllefen, déi am Misär sinn. Et ass effektiv besuergniserregend wann ee gesäit, wéi eng Partie Zivilisatiounskrankheeten ëm sech gräifen; ech wëll hei och den Diabetes Typ 1 bei de Kanner ufügen. Et mierkt een, datt villes net méi stëmmt, eppes wat mer fréier net kannt hunn. Et gëtt wahrscheinlech multipel Ursaachen.

Allerdéngs muss een - an ech weess och vu wat ech schwätzen - sech heiansdo wonneren iwwert d'Liichtfankegkeet, mat där mer mat deene Facteuren ëmginn. De Kolleeg Huss huet hei vu Chemikalie geschwat, och vun deenen, déi an der Landwirtschaft agesat ginn - mir hu jo elo emol endlech eng REACH-Direktiv; wat dann doraus entsteet, wäerte mer emol gesinn -, mä wou awer och menger Iwwerzeegung no ganz, ganz vill Leit duerch den ongeschützte Gebrauch vu Chemikalien regelrecht an d'Messer lafe gelooss si ginn, ouni ze wëssen, wat se spéider am Liewe géif erwaarden als Folleg vun deem Ëmgang domat.

En anert Feld, Här Minister, ass dat vun der Belaaschtung vun eiser Ëmwelt mat elektromagnéitescher Strahlung, wat vill belächelt gëtt dobaussen. Et kann een dovun halen, wat ee wëllt, mä ech hunn dëser Deeg nach gelies, datt déi enorm vill Applikatiounen haut iwwer Laptop direkt op Internet an esou weider, ganz besonnesch do, wou vill Leit beienee sinn, déi gutt Zäit hunn, zum Beispill an de Flughäfen, déi dann iergendwéi während där Zäit schaffen, eng enorm Belaaschtung ass.

Ech kann Iech nëmmen eent soen: Ech war d'lescht Joer - an ech profitéieren hei vun dëser Tribün fir ze soen, wéi skandaliséiert ech war - an enger Konferenz gewiescht, déi Akut organiséiert hat am Zesummenhang mat där Strahlung. Do huet e Professer vu Saarbrécken e ganz kompetente Virtrag gehal. Et muss ee jo net alles da fir boer Mënz huelen, mä de Mann huet probéiert wierklech sachlech seng Fuerschungsergebnisser an och déi vun aneren duerzeleeën. Zwee Deeg drop war an enger grousser Zeitung hei zu Lëtzebuerg eng ganz Säit, wou dee Mann auserneegeholl ginn ass, wéi wann et dee leschten Eefalt wär!

(Interruption)

Ech sinn op den Internet gaangen an hu mer ugekuckt wat d'Referenze vun deem Professer wären. Dat ass remarquabel. Wéi gesot, et muss een net alles fir boer Mënz huelen. Mä ech war skandaliséiert wéi deen an där Zeitung do op enger ganzer Säit auserneegeholl ginn ass, wéi wann et dee leschten Eefalt wär: d'Leit an d'Panik dreiwen an esou weider an esou fort.

Här President, ech hunn e Lieserbréif geschriwwen, wou ech gesot hunn, ech wär skandaliséiert wéi dee Mann do géif behandelt ginn. An da sollt den Auteur vun deem Artikel d'Viséier néierloossen an och emol seng Kompetenzen offeleeën; déi vun deem anere wäre jo bekannt. Null Reaktioun! Esou e Bréif gëtt hei zu Lëtzebuerg net publizéiert.

An et ass dat, wat de Kolleeg Huss gesot huet: D'Intérêtë vun der Industrie, déi priméieren hei virum Intérêt vun der Allgemengheet. Här Minister, do ass d'Regierung gefuerdert. Ganz kloer!

D'Schwäiz huet, wat d'Antennen ubelaangt, en nationale Plang gemaach wou d'Antennen opgestallt ginn: do wou d'Belaaschtung fir d'Agglomeratiounen am geréngsten ass. Hei zu Lëtzebuerg: Ech kommen aus enger Uertschaft, wou deen ee Bedreiwer d'Antenn uewen um Bierg stoen huet, wäit ewech vun den Uertschaften, an deen aneren huet seng 50 Meter niewent der Spillschoul op en Daach gesat. Dat si Saachen, do kommen ech éierlech gesot net méi mat. An do musse mer eis ganz seriö Gedanken driwwer maachen.

Et kann een dovun halen, wat ee wëllt. Mä fir mech, an do ënnerstëtzen ech och dat wat de Kolleeg Huss gesot huet, do ass de Principe de précaution dat Iewescht. Mir kënnen net mat de Mënschen experimentéieren a wa mer de Misär hunn, dann huele mer d'Wëssenschaft an all méiglech nei Entwécklungen zur Hëllef, wat schrecklech vill Geld kascht, fir dann dat ze reparéieren, wat muttwëlleg u Schued ugeriicht ginn ass.

Dat gesot, wëll ech awer hei den Accord zu dësem Gesetz bréngen, wat, wéi gesot, méi en technescht Gesetz ass, wat all deene Leit, déi op deem Terrain operéieren, de gesetzlechen a juristesche Kader gëtt, dee se brauchen, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, fir déi Messagen iwwert d'Noutwendegkeet vun der Preventioun och nach eng Kéier hei verstäerken ze kënnen. Ech mengen, et ass selbstverständlech ëmmer besser, dass ee virsuergt an dass een net brauch ze heelen. Dat schéngt mer eng Evidenz ze sinn. An ech mengen, et ass och eng Evidenz, déi sech ëmmer méi duerchsetzt.

Dat ännert awer näischt dorun, dass mer bei där beschter Preventioun och ëmmer weiderhi Leit wäerten hunn, déi krank ginn, an dass mer de Fortschrëtt, fir deenen, déi krank sinn, ze hëllefen, net sollte bremsen, en awer an déi richteg Bunnen eraféieren. Ech mengen, dat ass de Sënn vun dësem Gesetz, fir méi Rechtssécherheet ze ginn, fir eng ganz Rei vu Kritären ze schafen, fir am Endeffekt dem Patient, ëm deen et geet, e Maximum u Sécherheet ze ginn, dass déi nei Moyenë fir Therapien no Kritäre geschaaft ginn, stockéiert, tracéierbar sinn, déi also am Intérêt vum Patient sinn.

Et ass richteg, dass dat heiten en éischte Projet ass vun enger Serie vu Projeten, déi an der Instruktioun sinn. Schwiereg Projeten, déi net nëmmen technescher Natur sinn. Hei geet et net nëmmen ëm e reng technesche Projet, mä et geet ëm e Projet, dee méi Rechtssécherheet bei dëse Produkter, déi vum Mënsch stamen, schaaft. Fir en als reng technesche Projet ofzedinn, wär em sécher keng Genüge gedoen. Et ass eng ganz komplex Matière.

Well se eben esou komplex ass, brauch se och hir Zäit. Dat gesäit een un dësem Projet, wou et ëm eng Transpositioun vun enger Direktiv geet. Eng Direktiv vum 31. Mäerz 2004, wou mer eis ganz vill Méi ginn haten, fir de Projet séier ze deponéieren. De Projet ass schonn am November 2004 deponéiert ginn. Den Avis vum Statsrot - de Statsrot huet sech d'Saach also net einfach gemaach - ass e gutt Joer méi spéit komm. Mir hunn och an der Instruktioun mat den Amendementer nach eng gewëssen Zäit gebraucht, fir de Projet da prett ze maachen.

Et ass ee Projet vun enger Serie vu Projeten, wéi de Projet betreffend d'Recherche biomédicale, d'Konventioun vun Oviedo begräift, an, e bësse méi wäit no vir gekuckt, och dee Projet, dee mer eis virgeholl hunn, fir d'Procréation médicalement assistée ze begleeden. Déi gehéiert also och zu där doter Serie vu Projeten.

Während de Projet iwwert d'Recherche biomédicale an deen iwwert Oviedo ganz wäit an der Prozedur sinn, awer net ouni Froen opzewerfen, ass deen iwwert d'PMA an den Ufäng, well mer bis viru kuerzem éischter der Meenung waren, dass mer géife mat enger minimaler Législatioun auskommen. Dat war och, mengen ech, net onlegitim. Zënter mer awer den Zentrum fir d'PMA hei zu Lëtzebuerg hunn, deen och iwwert eng Genehmegung vum Minister fonctionnéiert, si mer zur Iwwerzeegung komm, dass et gutt ass, all Elementer vun der Procréation médicalement assistée ze regelen.

Dat ass awer net nëmmen eng Saach vun engem Projet, deen de Gesondheetsministère einfach esou stréckt, mä dat ass eng Affär, wou ganz vill juristesch an ethesch Froen opgeworf ginn. Dofir wäert um interministerielle Plang mussen doru geschafft ginn. Mir hunn an der Zwëschenzäit eng Bestandsopnahm gemaach vun all deene Froen, déi sech am Zesummenhang vun der Procréation médicalement assistée stellen. Do brauche mer dann och d'Hëllef vun de Kolleegen aus deenen anere Ministèren, aus deenen anere Verwaltungen, fir eppes ze schafen, wat eben d'Waasser hält, an net eppes ze schafen, wat herno méi Problemer opwerft, wéi mer der léisen.

Eng vun deene Froen, déi zum Beispill geléist musse ginn, oder wou mer eng Äntwert musse fannen: Wie kënnt a Fro fir d'Procréation médicalement assistée? Wie ka sech dofir ubidden? Do stelle sech eng ganz Rei vu gesellschaftspolitesche Froen. Ech brauch Iech se net ze molen. Dir wësst alleguer, ëm wat et geet.

Dee Projet, ëm dee mer eis haut bekëmmeren, begräift eng Matière, déi a voller Expansioun ass. Millioune Leit an Europa, an der Welt kréien Applikatiounen an deem dote Beräich, ouni dass se et elo direkt gesinn a mierken. Mä et ass e Beräich, dee sech ganz staark entwéckelt an deen och eng ganz Rei vu Chancë bitt, besonnesch an dem Beräich vun de kardiovasculäre Problemer, ënner anerem och bei den degenerative Krankheeten, ënner anerem bei der Orthopädie an, an, an, an, an. Ech ginn iwwer Phenomeener ewech, déi zur Genüge bekannt sinn.

Dir wësst aus dem Rapport, deem exzellente Rapport vun der Madame Mutsch, dass déi Produkter, déi hei viséiert sinn, ënner anerem Häerzklappe sinn, ënner anerem Gewebe, ënner anerem Oderen, Muskelen an, an, an, an, an. An och Applikatioune vun Zellen, esou dass et wierklech net en onkomplexe Phenomeen ass.

Fir der Komplexitéit Rechnung ze droen, mussen also an deem heite Gesetz eng Rei vu Konditioune gestallt ginn, wéi d'Entnahm vun dem Basismaterial geschitt. Hei - anescht wéi bei deem viregte Projet - handelt et sech ëm e bësse manner komplex Entnahmen, well se normalerweis als Déchet um Operatiounsdësch entstinn respektiv nodeem den Doud vun engem Patient do ass, an eréischt da weiderverschafft ginn zu deem Material, dat an der Medezin brauchbar ass.

Et stelle sech awer Froe bei der Entnahm. Et stelle sech Froe bei der Qualifikatioun vun deene Leit, bei de Mindestkonditiounen, déi déi Betriber mussen erfëllen. Et stelle sech Froe vun der Traçabilitéit vun deene Produkter: Wou komme se hier, wann eng Kéier e Problem géif entstoe bei de Leit, déi dovu profitéiert hunn? Et stelle sech Froe bei der Selektioun vun den Donneuren. Et stelle sech Froe beim Stockage vun de Geweben a vun den Zellen, an déi Froe brauchen eng Äntwert, fir déi noutwendeg Sécherheet kënnen ze garantéieren.

Mir hunn, mengen ech, mat deem heite Projet de Gros vun deene Froe beäntwert.

Ech wëll awer och direkt soen, dass et net esou ass, dass, wann dee Projet hei elo gestëmmt ass, mer da schonn am Hannerdreiwe wären, fir zwou weider Direktiven ze transposéieren. Richteg ass, dass zwou weider Direktiven unhängeg sinn, mä dass mer déi parallell zu dësem Projet wäerten ëmsetzen. Wann dëse Projet gestëmmt ass, gi mer gläichzäiteg de Feu vert fir déi zwee Reglementer, déi déi zwou nächst Applikatiounsdirektive wäerten ëmsetzen.

Dat heescht also - dee Procédé wollt ech dem Alexandre Krieps soen -, déi Transpositioun vun deenen zwou aneren Direktive geschitt parallell iwwer Reglement. Do brauche mer keng Gesetzer ze stëmmen. Wa mer dat heite Gesetz gestëmmt hunn, transposéiere mer automatesch iwwer Règlement grandducal op der Iwwerhuelspur déi zwou aner Direktive mat, esou dass mer eis keng Gedanke brauchen doriwwer ze maachen.

Ech mengen, et sinn eng Rei vun ethesche Froen am Zesummenhang vun der Stammzellefuerschung hei opgeworf ginn. Mir wäerten nach vill Geleeënheet an der Chamberskommissioun an hei hunn, fir doriwwer ze diskutéieren.

Et gëtt ëmmer esou gemaach, wéi wa Lëtzebuerg an der Stammzellefuerschung, och an der embryonaler Stammzellefuerschung, eng Hinterweltlerpositioun géif anhuelen, déi net géif dat respektéieren, wat sech awer u Fortschrëtt mécht.

Ech wëll dat awer ganz staark nuancéieren, well déi, déi eis Positiounen um europäesche Plang mat verfollegt hunn, déi hu gesinn, dass an deenen europäesche Positiounen eng ganz staark Evolutioun an der Lëtzebuerger Positioun war. Wann et richteg ass, dass mer bis virun dräi Joer am Lager vun deene Länner waren, déi all Ouvertür, awer wierklech all Ouvertür um europäesche Plang blockéiert hunn, hu mer zënter deem leschte Joer eng méi oppe Positioun an deem dote Beräich geholl. Ënner verschiddene Konditiounen ass Lëtzebuerg am Lager vun deenen, déi eng virsiichteg Approche an der embryonaler Stammzellefuerschung anhuelen.

Duerfir bleiwe mer awer hei um Lëtzebuerger Plang der Meenung, dass een do extrem virsiichteg soll sinn, well wann een déi doten Zort vu Fuerschung mécht, geet et net nëmmen duer, dass ee se ulackelt, mä et muss ee sech och d'Moyenë ginn, fir all déi Konditiounen ze schafen, fir déi Kontroll ze maachen.

Et muss ee soen, wann et ee Beräich gëtt, wou mer mussen op eng europäesch Zesummenaarbecht setzen, fir och déi Kompetenz ze kréien, fir wierklech Resultater, dann ass et deen heite Beräich. Déi heite Fuerschung mécht een net an den Hannerhäff an et mécht ee se net a klenge Garagen. Dofir brauch een déi Kompetenz net nëmmen an der Fuerschung, mä och an der Kontroll, well wa mer déi éischte Kéier mat engem Phenomeen an déi grouss Öffentlechkeet géife kommen, dass mer net eisen Iwwerwaachungsflichte géife Rechnung droen, da géif dat eis wäit zréckgeheien.

Ech mengen, dass och an deem dote Beräich eng Evolutioun an der Denkweis ass, esou wéi a ganz villen anere gesellschaftleche Froen. Ech mengen och, dass déi Evolutioun iwwer all Bänke sech mécht an dass een där Evolutioun soll eng Chance ginn, fir se d'selwecht ze traitéieren, wéi déi Diskussiounen, déi mer um Gesondheetsplang de Mëtteg gefouert hunn, mat engem offene Geescht, an net kantonéiert a Schützegrief - dat notzt eis méi, wéi wa mer eis hei géigesäiteg Gesënnungsprozesser maachen.

Dat hei ass ee Gebitt, wou een dru gewënnt, wann ee sech an d'Déift eraschafft an net eleng deenen iwwerflächlechen Argumenter Rechnung dréit.

Ech wollt der Chamberskommissioun ee ganz häerzleche Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht op deem heite komplexen Dossier. An ech wollt och deene Leit, déi eis hei begleet hunn - une fois n'est pas coutume - an dorënner dem Raymond Mousty, e ganz häerzleche Merci soe fir déi Kompetenz an déi Gedold, déi se an deem heiten Dossier matbruecht hunn. An esou komplexen Dossieren ass d'Gedold eppes ganz Wichteges, well hei ass et ëmmer wichteg, dass een dat Richtegt mécht an net iwwerschnell reagéiert.

Voilà, dat gesot wëll ech zur Resolutioun net Stellung bezéien, well den Alexandre Krieps gemengt huet, dass sech anerer domat sollen auserneesetzen.

Villmools Merci fir déi gutt Diskussioun.

M. le Président.- Ech soen dem Här Minister Merci. Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5448. Den Text steet am Document parlementaire 5448[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5448 ass ugeholl gi mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Clement), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Martine Stein-Mergen) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Emile Calmes), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Résolution

Dann hu mer nach hei eng Resolutioun, déi vum honorabelen Här Alexandre Krieps eragi ginn ass. Déi dréit bis elo nëmmen eng Ënnerschrëft. Wëllt dozou een d'Wuert huelen? Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, déi Resolutioun ass interessant, och well se eng ganz Partie Saachen opzielt, vun deenen de Minister och elo just geschwat huet. Ech mengen, et ass absolut derwäert, dass ee sech Gedanken iwwert déi Sujete mécht, déi an der Resolutioun ugeschwat ginn. Ech mengen awer, dass een dat och soll zesumme mat der Regierung maachen, net wéi den Här Krieps gesot huet, dass mer kee Vertrauen an d'Regierung hunn.

Ech mengen, et soll een déi Resolutioun vläicht un d'Kommissioun zréckverweisen, fir dass do eng seriö Diskussioun iwwert déi Punkte stattfënnt, déi jo och heimadder ugeschwat sinn. Merci.

M. le Président.- Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Jo, ech géif mech deem, wat den Här Fayot gesot huet, uschléissen. Mir wäerte ganz sécher iwwert dee Sujet vun der Stammzellefuerschung an der Kommissioun an och mam Här Minister ze diskutéiere kréien, wa mer iwwert déi zwee Projete weider diskutéieren a weider dorop schaffen. Duerfir si mir der Meenung, dass dat hei net d'Plaz ass, fir déi Resolutioun hei esou an deem Fong ze stëmmen. Mir droe se net mat.

M. le Président.- Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, och mir sinn der Meenung, datt een net hei einfach aus dem Stegreif kann esou eng schwerwiegend Décisioun huelen. Well hei wier d'Décisioun scho gefall. Mir mengen och, datt een effektiv sech soll Zäit huele fir dat zesumme mat der Regierung ze diskutéieren an dann déi entspriechend Konklusiounen ze zéien.

M. le Président.- Den Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech muss soen, datt eis dat, wat hei an där Resolutioun drasteet, u sech ganz sympathesch erschéngt. Mä ech fannen et awer wichteg, datt mer dat wierklech net elo hei am Hauruckverfahre maachen, well et jo wierklech awer ëm seriö Froe geet, zum Beispill d'Fro zwëschent adultë Stammzellen an embryonale Stammzellen, an do soll gekuckt ginn, wat sinn d'Virdeeler, wat sinn d'Nodeeler vun deenen engen a vun deenen aneren.

Vun deene Grénge war ni eng prinzipiell Haltung géint de Gebrauch vun embryonale Stammzellen. Et war éischter gesot nach ëmmer eng Haltung, déi gesot huet, mer sollen emol kucke prioritär op den adultë Stammzellen ze fuerschen. Mir hunn net am Ënnerscheed zu engem gewëssenen Här zu Roum eng prinzipiell oflehnend Haltung par rapport do derzou.

Also fir eis sinn et net reliéis Grënn, déi kënnen ausschlaggebend sinn, mä virun allem den Erfolleg an d'Heelung vu Kranken. A wann dat iwwert déi Stammzelle besser géif goen, da wier ech der Meenung, datt do keng dogmatesch reliéis Virstellungen dierften eng Roll derbäi spillen. Mä ech mengen awer, datt et wichteg ass, dat ganz serein an der Kommissioun ze diskutéieren. Mir ënnerstëtzen also déi Propositioun fir et an d'Kommissioun ze iwwerweisen.

Ech wier awer der Meenung, datt dat net soll op de Sanktnimmerleinstag da vertagt ginn, mä datt mer relativ fréi sollen ufänken doriwwer ze diskutéieren.

(Interruption)

M. le Président.- Mir hunn hei elo eng Propositioun, fir déi Resolutioun an déi zoustänneg Kommissioun ze verweisen. Ech géif dem Auteur vun der Resolutioun d'Wuert ginn.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Ech soen Iech, menge Virriedner, villmools Merci, dass Der akzeptéiert, fir dass dat ebe mindestens an d'Kommissioun kënnt. Ons Propositioun war fir déi zwou nächst Gesetzgebungen ze amendéieren, fir dat ze integréieren.

Ech wëll natierlech, Här President, net misse fäerten elo, dass, wann déi zwee nächst Gesetzer ugeholl sinn, et da geet wéi den Här Huss gesot huet, da komme mer 2075 dorobber zréck.

(Hilarité)

Dat wär mer net léif.

An ech verspriechen Iech eppes, Här President, ech wäert deen do Dossier am A behalen an dann noutwendegerweis heihinner zréckkommen.

Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

M. le Président.- Den Här Krieps ass also, wann ech dat richteg verstanen hunn, mat der Propositioun d'accord. Här Krieps, Dir bräicht allerdéngs nach véier Ënnerschrëften. Kee Problem. Domat sinn dann och déi véier Ënnerschrëften do an déi Resolutioun géif domadder an déi zoustänneg Kommissioun verwise ginn. Da kéime mer elo nach zu engem nächste Punkt.

8. Formation et composition d'une Commission des Comptes

An hirer Réunioun vun haut de Moien huet d'Presidentekonferenz virgeschloen, eng Kontekommissioun anzesetzen. Als Membere vun där Kontekommissioun gi virgeschloen:

- vun der CSV-Fraktioun, d'Madame Marie-Josée Frank an déi Hären Norbert Haupert, Gilles Roth a Lucien Thiel;

- vun der LSAP-Fraktioun, déi Häre Marc Angel, John Castegnaro a Roger Negri;

- vun der DP-Fraktioun, déi Hären Emile Calmes a Carlo Wagner;

- vun der Fraktioun vun deene Gréngen, den Här Camille Gira; an

- vun der ADR, den Här Robert Mehlen.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Den Här Grethen huet d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, ech si selbstverständlech als President vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes mat där Propositioun a mat där Décisioun averstanen. Ech wollt lech awer bieden, da gläichzäiteg och den Numm vun der Kommissioun vum Contrôle vun der Exécution budgétaire ze änneren an „et des Comptes" ze sträichen.

M. le Président.- Dat ass eng exzellent Suggestioun. Ech mengen domadder ass jiddfereen d'accord, esou datt den Numm dann och domat ëmgeännert wär.

9. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun eisen Diskussioune fir haut ukomm. Haut de Moien huet d'Presidentekonferenz iwwert den Ordre du jour vun der nächster Woch beroden a Folgendes proposéiert:

D'Chamber siégéiert also en Dënschdeg, den 10. Juli, um 3 Auer; e Mëttwoch, den 11. Juli, moies um 9 Auer an nomëttes um hallwer 3; an en Donneschdeg, den 12. Juli, och moies um 9 an nomëttes um hallwer 3.

Den Ordre du jour presentéiert sech folgendermoossen:

- En Dënschdeg de Mëtteg fir d'alleréischt de Projet de loi 5647, en Ofkommes iwwert d'Zesummenaarbecht an de Grenzregiounen, nom Basismodell; zweetens de Projet de loi 5737 iwwert d'Asylrecht, nom Basismodell; an drëttens de Projet de loi 5654 iwwert de Bau vun engem Centre de Rétention, nom Modell 2.

- E Mëttwoch de Moien éischtens de Projet de loi 5627 iwwert d'Marchés d'instruments financiers, nom Modell 1; duerno all déi nächst Projete jeeweils nom Basismodell: de Projet de loi 5697, eng UNO-Konventioun géint d'Korruptioun; de Projet de loi 5571 iwwert d'Police; de Projet de loi 5019 iwwert de Code pénal; de Projet de loi 5679 iwwert d'Magistraten; de Projet de loi 5670 iwwert d'Douane; de Projet de loi 5570, e Sozialofkommes tëschent Lëtzebuerg a Frankräich; an de Projet de loi 5705, e Sozialofkommes tëschent Lëtzebuerg a Marokko.

- E Mëttwoch de Mëtteg de Projet de loi 5605 iwwert de Marché vum Stroum; dëst zesumme mam Projet de loi 5606 iwwert de Marché vum Gas, dat alles nom Modell 3.

- En Donneschdeg de Moien éischtens eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert den Zoustand vun eise Bëscher; dann de Projet de loi 5366 iwwert d'Zirkulatioun op den öffentleche Weeër, nom Modell 1; de Projet de loi 5709 iwwer Lärmbelästegung op de Flughäfen, nom Modell 1; a véiertens d'Question avec débat N°24 vum Här Marc Angel iwwert d'Adoptivrecht.

- En Donneschdeg de Mëtteg fir d'éischt eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der LSAP-Fraktioun iwwert den Enseignement vun de Sproochen; dann de Projet de loi 5634 zesumme mam Projet de loi 5635 iwwert déi europäesch Breveten, nom Modell 1; dann de Projet de loi 5714 iwwert de Code du Travail, nom Modell 1; dann de Projet de loi 5715 iwwer ee Comité d'entreprise européen, nom Basismodell; de Projet de loi 5554 iwwert den Dateschutz, och nom Modell 1; dann d'Motioun vum Här Lucien Clement iwwert d'„public private partnership"; a schlussendlech, fir déi Séance ofzeschléissen, nach eng Rei vun Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.19 heures)

SÉANCE 45

Mardi, 10 juillet 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Dépôt d'une proposition de loi
3. Ordre du jour
4. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz
5. 5647 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans les régions frontalières, conclu par échange de lettres le 23 mai 2005 à Luxembourg

   (Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
6. 5737 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

   (Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
7. 5654 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Rétention

   (Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
8. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communications

Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 9 juillet 2007, le projet de loi 5745 portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers.

3) «Ce sont les peuples qui, par l'intermédiaire de leurs élus, pousseront les gouvernements à aller de l'avant. Il faut réunir dans une association interparlementaire les parlements de tous les pays où l'on parle français.» (Léopold Sedar Senghor, ancien Président du Sénégal)

L'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) fête son 40e anniversaire à Libreville (Gabon).

C'est à Luxembourg, en mai 1967, qu'a eu lieu l'assemblée constituante de l'APF qui réunissait alors les délégués de 23 sections issues de parlements d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et d'Océanie. Son premier Président fut M. Victor Bodson, à l'époque Président de la Chambre des Députés.

Sur invitation de la section gabonaise la 33e session de l'APF et la 4e session du Parlement Francophone des Jeunes (PFJ) ont eu lieu à Libreville du 2 au 5 juillet 2007.

M. Abdou Diouf, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, a salué le travail accompli par l'APF ces 40 dernières années.

«L'Assemblée Parlementaire de la Francophonie garantit le fonctionnement démocratique de notre organisation. Elle est le relais, le trait d'union, le trait de communion entre la Francophonie et ses peuples. Vous nourrissez nos décisions, à travers les avis et recommandations que vous transmettez à l'OIF. Vous alimentez notre réflexion. Et la liberté de ton, l'indépendance de parole qui sont les vôtres sont pour nous l'assurance d'une conscience en perpétuel éveil. Vous étayez nos actions dans ce combat commun au service de la diversité linguistique et culturelle, dans ce combat commun au service de la solidarité, de la démocratie, des droits de l'Homme et de la paix.»

La délégation luxembourgeoise, avec à sa tête M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF, se composait par ailleurs de M. Michel Wolter, Député, de Melle Sophie Wehenkel et de M. Antoine Lazzari, représentants luxembourgeois au PFJ, ainsi que de Mme Sonja Benassutti, secrétaire administrative de la section luxembourgeoise.

Les points à l'ordre du jour

Dans le cadre d'un débat sur les flux migratoires dans l'espace francophone, les délégués parlementaires ont entendu M. Brice Hortefeux, Ministre français de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement. L'APF a également étudié le thème de la protection des libertés individuelles dans le contexte du développement des technologies de l'information et de la communication, à partir notamment des législations française, québécoise et burkinabé.

Vigie de la démocratie politique, l'APF a examiné différentes situations politiques dans l'espace francophone. Réaffirmant sa vocation à être le Parlement des Assemblées de l'espace francophone, l'APF a tout d'abord levé la mesure de suspension des parlements de la République démocratique du Congo et de Mauritanie, à la suite des récents scrutins intervenus dans ces deux pays.

Elle a également adopté des résolutions sur la protection internationale des réfugiés, la coexistence des libertés, des cultures et des religions et sur la politique du livre en français.

Renouvellement des instances dirigeantes:

Enfin, l'APF a procédé au renouvellement de l'ensemble de ses instances et a porté à sa présidence pour les deux années à venir M. Guy Nzouba Ndama, Président de l'Assemblée nationale du Gabon. Elle a également élu à sa première Vice-présidence M. Michel Bissonnet, Président de l'Assemblée nationale du Québec, et a reconduit M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, dans ses fonctions de Trésorier international.

Le parlement Francophone des Jeunes (PFJ)

La 4e Session du PFJ a réuni une soixantaine de jeunes de l'espace francophone. Les textes qu'ils ont adoptés ont été transmis aux parlementaires à l'occasion d'une séance d'échanges qui a donné lieu à un dialogue fructueux. Ces textes seront soumis au prochain Sommet des Chefs d'État et de Gouvernements de la Francophonie à Québec.

4) Par lettre du 5 juillet 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir à la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 6 au 7 juin 2007:

Position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'Accord de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne;

Résolution sur le projet de décision de la Commission établissant les documents de stratégie régionale et les programmes indicatifs régionaux pour le Mercosur et l'Amérique latine;

Résolution du 7 juin 2007 sur la feuille de route pour la poursuite du processus constitutionnel de l'Union;

Résolution sur la cinquième session du Conseil des Droits de l'Homme (CDH) des Nations unies;

Résolution sur le statut social des artistes.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Helminger fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

2. Dépôt d'une proposition de loi

M. Paul Helminger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech géif gär am Numm vu menge Kolleege François Bausch, Claude Meisch a Camille Gira eng Proposition de loi deponéieren, déi engersäits d'Artikelen 169 an 173bis vum Gemengegesetz an deem Sënn ofännert, datt d'Gemenge solle ganz kloer d'Méiglechkeet kréien, fir ënner verschiddenen Émstänn eng Comptabilité commerciale ze féieren, an anerersäits privatrechtleche Gesellschaften entweder bäizetrieden oder esou Gesellschaften ze kreéieren, souwäit et sech ëm Objeten handelt, déi am Intérêt communal sinn, haaptsächlech am Domän vun der Energie. An en drëtten Artikel, deen den neien Artikel 10bis zum Statut vun de Gemengebeamte soll aféieren, deen et de Gemengen, sollte se da wielen, fir op de Wee vu privatrechtleche Gesellschaften ze goen, erméiglecht, fir Beamten a voller Wahrung vun hirem Statut, déi schonn an deem Secteur aktiv sinn, an esou Gesellschaften ze détachéieren.

- Proposition de loi N°5746

• modifiant la loi communale du 13 décembre 1988;

• modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

M. le Président.- Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun dëser Proposition de loi, déi an d'Procédure législative weidergeleet gëtt. Den honorabelen Här Grethen wëllt d'Wuert, wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt. Här Grethen!

3. Ordre du jour

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Ordre du jour gesäit vir, dass mer en Donneschdeg de Moien als zweete Punkt de Projet 5366 sollten diskutéieren, dat ass dee Projet de loi mat deem verschidden Dispositiounen - nenne mer et emol salopp - vum Code de la Route ëmgeännert ginn.

Här President, ech bedaueren, net dass dee Projet um Ordre du jour steet, mä ech bedaueren, Här President, dass net gläichzäiteg mat deem Projet och d'Proposition de loi, déi mäi Kolleeg Niki Bettendorf déposéiert hat den 20. Mee 2003, mat diskutéiert gëtt an dass déi net mat um Ordre du jour steet. An ech géif lech bieden, Här President, dass géif den Ordre du jour esou redresséiert ginn, dass d'Proposition de loi 5164 vum Niki Bettendorf géif mat op den Ordre du jour gesat ginn. Et ass elementar Héiflechkeet vis-à-vis vun engem Deputéierten, deen eng Proposition de loi gemaach huet, déi och an engem Projet de loi traitéiert gëtt, dass déi mat op den Ordre du jour kënnt.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Wann de Wonsch no der elementarer Héiflechkeet éischter ausgedréckt gi wär, da wär dat wahrscheinlech elo de Fall. Da wär se um Ordre du jour. Well dat awer net de Fall ass, froen ech d'Chamber, ob se d'accord ass, dem Här Bettendorf seng Propositioun op den Ordre du jour ze huelen.

(Assentiment)

Wann dat de Fall ass, dann ass déi um Ordre du jour a gëtt zesummen diskutéiert en Donneschdeg de Moie mat deenen anere Projeten.

Den Här Braz huet nach d'Wuert gefrot, fir eng Motioun ze déposéieren. Net fir se ze développéieren, mä fir se ze déposéieren. Här Braz!

4. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Mir wëllen als gréng Fraktioun eng Motioun déposéieren, an zwar uschléissend un dem Statsminister Juncker seng Deklaratioun leschte Freiden um Briefing nom Regierungsrot, wou hie gesot huet, hie wär perséinlech der Meenung, dass de Mariage civil misst fir homosexuell Koppelen opgemaach ginn. Mir sinn der Meenung, dass sech d'Regierung soll doriwwer, an zwar ganz séier, eng Meenung maachen, als gesamt Regierung, an déposéieren an deem Sënn eng Motioun.

M. le Président.- D'Motioun huet eréischt eng Ënnerschrëft.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Wa Leit se wëllen ënnerstëtzen, soss ënnerstëtzen och meng Kolleege Gira a Bausch se...

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que Monsieur le Premier ministre a déclaré lors de la conférence de presse consécutive à la réunion du Conseil de Gouvernement du 6 juillet 2007 d'être d'avis qu'il fallait ouvrir le mariage civil aux couples homosexuels et que l'État doit éviter toutes les discriminations à l'égard des personnes homosexuelles;

- que l'élimination des discriminations doit être un souci permanent;

- que la déclaration de Monsieur le Premier ministre doit aboutir à une prise de position du Gouvernement;

invite le Gouvernement

- à arrêter sa position en la matière dans les meilleurs délais.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Henri Kox, Viviane Loschetter, Claude Meisch.

M. le Président.- Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de loi 5647, en Ofkommes iwwert déi grenziwwerschreidend Kooperatioun. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Angel. Här Angel!

5. 5647 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans les régions frontalières, conclu par échange de lettres le 23 mai 2005 à Luxembourg

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet effektiv hei ëm d'Approbatioun vun engem Accord, zwëschent der belscher Federalregierung, mat der Regioun vu Wallounien, mat der franséischer Communautéit vun der Belsch an der germanophoner Communautéit, eng zweet Partei ass déi franséisch Regierung, drëttens déi däitsch Regierung a véiertens och déi lëtzebuergesch Regierung. An et geet, wéi Der gesot hutt, iwwert d'Zesummenaarbecht an der Grenzregioun an och der Groussregioun. Dësen Accord gouf duerch Bréifwiessel den 23. Mee 2005 hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss.

Erlaabt mer ganz kuerz drun ze erënneren, wéi déi Zesummenaarbecht an der Groussregioun sech institutionaliséiert huet. Frankräich, Däitschland a Lëtzebuerg hu säit 1970 ganz intensiv op dësen Dossieren, wat d'Grenzregioun betrëfft, zesummegeschafft. Am Oktober 1980 ass dunn och deen éischten Accord iwwert d'Coopération transfrontalière ënnerzeechent ginn. Zil war et, d'Aktivitéiten, déi am Interessi vun allen dräi, dat heescht vun deenen dräi Länner, sinn, fir do d'Noperschaftsrelatiounen ze konsolidéieren an och weiderzeentwéckelen. Dat Ganzt ass awer an engem geographesch definéierte Raum, dat heescht d'Saarland, d'Lorraine, eist Land a Rheinland-Pfalz, d'Regiounen Tréier a Westpfalz.

Dësen Accord war och d'Base juridique fir d'Aktivitéite vun deenen zwee Haaptorganer, déi an deem Kontext schaffen, dat ass éischtens d'Commission intergouvernementale an zweetens d'Commission régionale.

Am Abrëll '98 huet dunn d'Belsch gefrot, fir dass d'wallounesch Regioun an och d'Communauté française kéinten dësem Accord bäitrieden. E Mount drop hu se och gefrot, dass déi däitsch Gemeinschaft vun der Belsch kéint bäitrieden. D'Participatioun vun der belscher Säit ass vun deenen dräi anere Parteie gutt opgeholl ginn. Et hu sech awer dunn e puer Problemer gestallt. Den Accord vun 1980, dat heescht deen zwësche Frankräich, Däitschland a Lëtzebuerg huet nämlech keng Prozedure virgesi fir d'Adhésioun vun neie Memberen.

An dann och d'Fro, an dat war och eng wichteg Fro: Wéi eng Belsch trëtt dem Accord bäi? D'Belsch huet jo, wéi gesot, nëmmen d'Adhésioun ugefrot vun der Région wallone, vun der Communauté francophone a vun där däitschsproocheger Gemeinschaft. Den Accord vun 1980 ass awer net vu regionalen Entitéiten ofgeschloss ginn, mä vun dräi Staten. Et huet sech also elo d'Fro gestallt, wéi eng Belsch bäitrëtt.

Déi aner Partneren hunn dunn d'Belsch gefrot, ob och de belsche Federalstat wëllt bäitrieden, an déi hunn hiren Accord ginn. Esou ass och elo de belsche Federalstat derbäi, an dat ass wichteg fir de Parallelismus vun de Formen ze respektéieren, awer och fir sécherzestellen, dass weiderhin all Sujeten dësen Accord betreffe kënnen, och déi Sujeten, wou an der Belsch de Federalstat zoustänneg ass.

Am Mee 2000 ass dunn dësen Accord approuvéiert ginn an hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss ginn. Un dësem Accord huet haaptsächlech déi intergouvernemental Kommissioun geschafft a si hat sech véier Ziler gesat:

Éischtens, den Accord vun 1980 net a senger Substanz ze änneren, esou mann wéi méiglech Changementer anzebréngen, an dat Ganzt soll limitéiert ginn op déi Froe vun der Adhésioun vun neie Memberen.

Zweetens hate se sech d'Zil gesat, ze versichen déi Souplesse an déi Simplicitéit, déi an deem Accord vun 1980 war, bäizebehalen, an ech mengen dat ass ganz wichteg, fir dass d'Acteuren um Terrain déi gréisstméiglech Liberté d'action behalen.

Drëttens hu se gesot, mir mussen de Contraintë vun eise Verfassunge Rechnung droen.

An dat véiert Zil, wat se sech gesat haten, dat war, dass all Modifikatiounen ze évitéiere wären, déi automatesch eng Ratifikatiounsprozedur mat sech bruecht hätten.

Déi dräi éischt Ziler sinn erreecht, mä dat véiert Zil ass net erreecht. Duerfir musse mir jo haut deen Accord hei approuvéieren.

'Zesummenaarbecht an der Groussregioun ass fir eist Land wichteg. Ech wëll drun erënneren, dass an der Groussregioun 11,2 Millioune Mënsche liewen, déi awer ganz ongläichméisseg um Territoire verdeelt sinn, um Territoire vun deene fënnef Composanten. Méi wéi d'Halschent lieft a Rheinland-Pfalz an an der Wallonie. Hei a Lëtzebuerg residéiere 4% vun der Gesamtbevölkerung vun der Groussregioun.

Déi grouss Charakteristik vun eiser Groussregioun ass awer den Travail frontalier. Et ass déi Zon an Europa mat deene meeschten Travailleurs frontaliers. Duerfir ass et vläicht interessant ze erwähnen, dass mer leschte Freideg am Kader vum CPI, vum Conseil Parlementaire Interrégional, zu Namur eng Resolutioun gestëmmt hunn, fir dass eng Task force soll geschafe ginn, déi sech ganz konkret mat de Problemer vun den Travailleurs frontaliers beschäftegt.

Ech mengen d'Groussregioun, Dir Dammen an Dir Häre, liewe mer all Dag, mir sinn eis et vläicht net ëmmer bewosst. An ech wëll drun erënneren, ech mengen, am Hierscht oder an nächster Zukunft wäerte mer hei am Haus en Débat d'orientation kréien, deen de Kolleeg Marcel Oberweis ugefrot huet, iwwert de Sujet vun der Groussregioun. Da kënne mer nach am Detail méi dorop agoen, well och Lëtzebuerg kritt, mengen ech, ab dem nächste Joer d'Présidence während 18 Méint. Da sidd Dir, Här President, jo och President vum CPI.

Ech wëll Iech soen, dass ech den Accord vun eiser Fraktioun hei zu dësem Projet ginn, an ech géif Iech bieden, dat nämlecht ze maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech denken, dass d'Fraktioune sech alleguerten de Konklusioune vum Rapporteur uschléissen, an d'Regierung och. Deementspriechend komme mer zum Vote vun dësem Projet de loi.

(Interruption)

Här Spautz, hutt Dir d'Wuert nach gefrot? Ah! Ech hu gemengt, Dir hätt Iech esou lautstaark gemellt.

De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5647 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Ali Kaes), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Fred Sunnen (par M. Gilles Roth), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Henri Grethen), M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5737 iwwert d'Asylgesetz. D'Wuert huet de Rapporteur, déi honorabel Madame Lydie Err.

6. 5737 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Merci, Här President. Et handelt sech bei dësem Projet ëm en Amendement vum Gesetz iwwert den Asyl, wat de Mee d'lescht Joer definitiv an zweeter Lecture gestëmmt ginn ass a wat deemno dann och zënter engem Joer en vigueur ass.

Op der Basis vun dësem Amendement läit e Jugement vum Tribunal administratif vum 16. Mee, deen ëm d'Annullatioun vun enger Décisioun vum Minister iwwer eng Demande iwwer eng Irrecevabilitéit gehandelt huet. D'Irrecevabilitéit, an deem Fall den Artikel 23 vun deem Gesetz, déi de Minister décidéiert hat, ass ugefecht ginn um Geriicht, an déi Décisioun ass annulléiert ginn.

Déi éischt Demande - ech mengen, verständnisméisseg muss een dat soen - en statut de réfugié ass zréckgaangen op dat aalt Gesetz. D'Décisioun vum Tribunal administratif war motivéiert duerch d'Tatsaach, dass dat aalt Gesetz de Statut subsidiaire net virgesinn hätt an dass an deem Fall eben déi Recevabilitéit net hätt misse préalabel geschwat ginn.

Déi Jurisprudenz, déi kéint een diskutéieren. Ech wëll dat vun hei aus net maachen. Ech wëll just op den Artikel 2 vum Gesetz vum leschte Joer hiweisen, dee ganz kloer definéiert, wat eng Protection internationale ass, an zwar eng Demande en protection du statut principal et du statut subsidiaire. No dëser Definitioun wier ee logescherweis op eng aner Décisioun komm.

De Problem, dee mer elo an der Praxis hunn, ass deen, dass bei där Décisioun vum Tribunal, en matière d'irrecevabilité keen Appel virgesinn ass. Esou wéi de Statsrot dat proposéiert hat, mä wéi d'Majoritéit dat hei net suivéiert huet, ass et ganz kloer, dass mer elo riskéieren a verschiddenen Décisiounen an därselwechter Hypothees verschidde Resultater ze kréien, esou dass eng Clarificatioun ubruecht ass vun deem, wat d'Regierung beim Artikel 23 gemengt huet, a bei deem, wat als Intentioun vum Législateur, op jidde Fall souwäit wéi ech ubelaangt sinn, ze verstoe war.

An zwar ass et ganz kloer, dass och weiderhin, esou wéi d'Gesetz elo ëmgeännert gëtt, et wäert méiglech sinn, dass Leit, déi ënnert deem ale Gesetz déboutéiert gi sinn, kënnen eng nei Demande maachen au statut subsidiaire. Mä déi Demande, déi geet net direkt an automatesch an en Examen um Fong, mä déi gëtt fir d'éischt op d'Recevabilitéit hin examinéiert. Dat heescht, et gëtt gekuckt en fait et en droit, ob déi Elementer vum Dossier duerginn, fir e Statut subsidiaire ze accordéieren, nodeem se net duergaange si fir de Statut principal.

(Coups de cloche de la Présidence)

Fir sech elo dozou auszedrécken, ass et wichteg ze wëssen, wou d'Differenze sinn zwëschent dem Statut principal an dem Statut subsidiaire, an dass d'Differenz am Fong net nëmmen an der Konsequenz am Statut ass. De Statut principal ass natierlech méi ee favorabelen, well d'Leit net nëmmen eng Autorisatioun kréien, fir am Land ze bleiwen, mä si kréien d'Autorisatioun fir schaffen ze goen ipso facto derbäi, si kréien d'Assurance sociale a si kréien en Titre de transport. Während beim Statut subsidiaire d'Leit eng Autorisatioun kréien op ee Joer, ouni Permis de travail a mat limitéierte Méiglechkeete fir sech ze déplacéieren.

D'Differenz an den Ursaache vun deenen zwee Statuten ass och relevant. Déi erklärt am Fong firwat et parfaitement méiglech ass, an dëser Hypothees och bei der Irrecevabilitéit ze toiséieren, ob oder ob net d'Faitë géifen duergoe fir en Examen au fond.

An zwar ass et esou, dass een de Statut principal nëmmen da kritt, wann ee vu staatlechen Instanze poursuivéiert ass a wann ee mengt, dass een diskriminéiert, also persécutéiert ass du fait de sa race, sa religion, sa nationalité, opinion politique ou autre, während et beim Statut subsidiaire net onbedéngt mussen d'Autorités étatiques sinn, mä et kënnen aner Gruppe vu Leit sinn, géint déi de Stat keng Méiglechkeet oder kee Wëllen huet, eng Protektioun ze assuréieren.

Et ass also deementspriechend ganz kloer, dass d'Faiten, déi an där enger oder an där anerer Hypothees toiséiert ginn, déiselwecht sinn, an dass am Fong just muss gekuckt gi fir d'Recevabilitéit, wien d'Auteure vun deene Persécutioune waren, wéinst deenen den Demandeur eng Demande en asile gemaach huet. Et ass dofir relativ einfach bei engem rapiden Examen ze gesinn, ob oder ob net eng Chance ginn ass um Fong, fir dass déi Demande, déi net duergaangen ass fir de Principal, duergeet fir de Subsidiaire.

Esou dass et elo ganz kloer ass, dass, wann dat Gesetz hei duerchgeet - vun deem ech emol ausginn an zu deem iwwregens meng Fraktioun den Accord bréngt -, d'Interpretatioun vun deem Artikel 23 keen Zweifel méi opléisst, a mer net riskéieren en définitif zwou Zorte Jugementer op engem nämlechten Artikel ze hunn, wat natierlech net ze begréisse wier.

Ech wollt awer och vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir kuerz op d'Konsequenze vum Gesetz vun 2006 hinzeweisen, an zwar wat entre-temps um Fong geschitt ass. 2007 - dat heescht, an dësem Joer - si 45 Demanden accordéiert ginn, haaptsächlech aus dem Iran an aus dem Irak, wou a priori jo och Grond ass fir unzehuelen, dass eng Persécutioun am Sënn vun der Genfer Konventioun besteet. Eng Demande en protection subsidiaire, 40 Statut-de-tolérancen a 70 Droits humanitaires sinn ugeholl ginn. Dat heescht grosso modo, an deenen éischte sechs Méint sinn 133 Solutioune fonnt ginn, déi de Leit iergendwéi kënne Satisfaktioun ginn.

Wann een déi Zuele vergläicht mat deenen Zuelen, déi mer virdrun haten - virun deem neie Gesetz -, da muss ee feststellen, fir et ganz kuerz ze soen: Vun 1999 bis 2005, dat heescht a siwe Joer, waren déiselwecht Kategoriestatuten - 700 - akzeptéiert ginn. Dat heescht, 100 d'Joer. Hei hu mer der elo 145 an engem hallwe Joer. Awer en plus waren d'Demandë par rapport zu deene Statuten ënnert deem ale Gesetz vill méi heefeg, esou dass de Prozentsaz vun den Demanden, déi aboutéieren, vill méi grouss ass.

Dat schéngt mer ze beweisen, dass déi Tatsaach, dass mer déi Prozedure verkierzt a rationaliséiert hunn, dass dat Resultat, wat mer haaptsächlech wollten, dat heescht, dass déi Demanden, déi eng Chance hunn accordéiert ze ginn, méi schnell iwwert d'Ronne kommen, schéngt réusséiert ze sinn. An ech mengen, dass een dat kéint als e Succès ukucken.

Fir de Rescht nach ee Wuert, fir an der Praxis ze soen, wat et géif bréngen, wa wierklech weiderhin all nouvelle demande en protection internationale géif direkt um Fong gekuckt ginn, ouni eng Recevabilitéit ze kontrolléieren. Dat géif heeschen, fir op e Beispill zréckzekommen, wat ech am Detail a menger Ried zum Projet selwer 2005 hei erkläert hunn: Leit, déi ukomm sinn zu Lëtzebuerg am Joer 2000, déi hate 2005 zéng Recoursen hanneru sech mat enger Prozedur.

Wa mer dat Gesetz hei net änneren, da géif dat heeschen, dass elo erëm eng ganz nei Prozedur kéint ugoen, mat grousser Wahrscheinlechkeet mat deemselwechte Resultat. Esou dass ee sech ka froen, ob et wierklech wichteg ass, dass d'Leit nach méi laang hei kënne bleiwen, och dann, wann et duerch en Exame bei der Recevabilitéit kloer ass, dass d'Chancen op de Succès praktesch inexistent sinn, wann net ganz kleng sinn, an dass finalement kee wierklech dovunner profitéiert, dass virun allem déi aner Demanden, déi um Fong gekuckt ginn, doduerjer verzögert ginn, an dass am Fong eigentlech mat där Situatioun, wéi wéi

se sech kéint elo definitiv aus der Jurisprudenz erginn, kengem um Terrain gehollef wier.

M. le Président.- Madame Err, erlaabt Der eng Tëschefro vum honorabelen Här Bettel?

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Jo, ech maache just mäi Saz nach fäerdeg, wann Der erlaabt, well ech sinn um Enn vu mengen Ausféierungen.

Duerfir sinn ech der Iwwerzeegung, dass bei deem heiten Amendement keen eppes ze verléieren huet, well d'Situatioun en détail déi ass, déi se ass, dass d'Faitë ganz einfach kuerzfristeg bei der Recevabilitéit kënne ganz gutt gekuckt ginn, an deen, deen d'Uerteel hei liest an deen d'Faiten hei matkuckt, dee wäert keen Zweifel dorun hunn, dass, och wann déi Prozedur elo hei op de Fong geet, d'Resultat datselwecht wäert si wéi dat, wat bei der Irrecevabilitéit erauskomm ass, nämlech en Non fondé.

Duerfir ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Amendement.

M. le Président.- Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech wollt just der Rapporteuse d'Fro stellen, well si gesot huet, da géif jo esou eng ganz Flopée vun neien Dossiere kommen, ob si eng Zuel huet, wéi vill dat der kéinte sinn.

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Éischtens hunn ech dat net gesot, Här Bettel. Mä zweetens kann ech Iech dorobber de Moment net äntwerten, well dat géif heeschen, dass mer all déi Dossieren, déi elo déboutéiert gi sinn ënnert deem anere Gesetz, misste kucken.

Mä d'Fro ass fir mech net, wéi vill Dossieren unhängeg wieren, wa mer d'Gesetz net géifen änneren. D'Fro ass: Wien hätt eppes dovunner, wa mer et net géifen änneren? Vu dass de Fong gekuckt gëtt dee Moment, wou d'Recevabilitéit kontrolléiert gëtt, bréngt et absolut näischt ausser Spesen a verlueren Zäit par rapport zu der Situatioun, wéi deen heiten Amendement se stellt.

Ech recommandéiere jiddferengem, deen en Zweifel dorunner huet, sech déi dote Fro ze stellen, well och ech war, ier ech déi Detailer vun deem Jugement a vun deem ganze Gesetz gekuckt hunn, relativ skeptesch vis-à-vis vun dësem Projet. Mä et ass fir mech entre-temps evident, dass, esou wéi d'Situatioun, d'Sachlag, d'Saach en droit hei läit, wierklech keen eppes dobäi ze verléieren huet.

Et ass evident natierlech, dass déi Demanden, déi elo ënnerwee sinn, nach mussen hiren normale Wee goen, an da musse mer kucken, wat dann um Fong mat deene geschitt. Mä op jidde Fall, wann dat Gesetz hei, deen Amendement hei ugeholl gëtt, dann ass, mengen ech, där onsënneger Situatioun, an där mer eis hei befannen, jiddefalls e Schlusspunkt gesat.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Rapporteur. Wa kee méi den ausféierlechen Ausféierunge vun der Madame Err eppes bäizefügen huet,...

Ah, den Här Braz huet nach eppes ze soen.

Une voix.- An den Här Bettel.

(Interruption)

M. le Président.- Ah, Dir waart ageschriwwen. Den Här Braz fir d'éischt, wann Dir d'accord sidd?

Une voix.- Et ass egal.

M. le Président.- Den Här Braz an dann den Här Bettel.

Discussion générale

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dës Gesetzesännerung geet zréck op en Uerteel, eng Jurisprudenz vum Artikel 23 vun deem neie Gesetz vum 5. Mee 2006. D'Regierung ass mat der Liesaart, déi d'Geriicht gemaach huet vun hirem Gesetz, net d'accord a proposéiert duerfir, déi Gesetzesännerung ze maachen, déi mer haut solle votéieren.

Mir sinn als gréng Fraktioun an der Form an och um Fong net d'accord mat deem, wat d'Regierung eis proposéiert. An der Form muss ee soen, dass mer et éischter begréisst hätten, wann esou eng sensibel Matière net a 14 Deeg duerchgebaatscht gi wär.

Pour rappel: De Projet ass den 20. Juni déposéiert ginn, den 2. Juli an der Kommissioun presentéiert ginn, den 3. Juli kënnt den Avis vum Statsrot an nach eng Kéier dräi Deeg drop gëtt de Rapport schonn ugeholl. Dat ass eiser Meenung no eng Prozedur, déi e bëssen expéditiv ass, mä virun allem quant au fond hu mer eis Bedenken. Mir hunn e bëssen eng aner Liesaart wéi d'Madame Err a mir ginn eigentlech an eiser Liesaart awer och bestätegt.

Et sinn an deene leschten zwee Deeg nach e puer Avisë komm: vum UNHCR - dem Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés -, vum Lëtzebuerger Flüchtlingsrot an och nach en drëtte vun der Commission consultative des droits de l'Homme, déi allen dräi net suspekt sinn, Parteipolitik ze maachen, an déi eigentlech och kritiséieren, dass dës Modifikatioun gemaach gëtt.

Duerfir si mer der Meenung, dass et besser wier, déi Jurisprudenz ze akzeptéieren. Ëm wie geet et? Mir maachen hei elo eng Gesetzesännerung eigentlech nëmmen als Mesure transitoire, well déi Problemer, déi d'Regierung invoquéiert, déi mer sollen évitéieren, sinn nëmme Problemer mat deene Leit, déi bei eis schonn an der Prozedur waren. Leit, déi elo an der Prozedur nach si respektiv déi nei an d'Land kommen, fir déi wäert dës Gesetzesännerung wuel och applikabel sinn, mä dat ass awer net dee Problem, deen d'Regierung domadder wollt léisen.

De Problem, ëm deen et geet, dat sinn déi Leit, déi schonn eemol déboutéiert gi sinn an déi och sollen domadder d'Dier verwiert kréien, fir nach eng Kéier en anere Statut de protection internationale ze froen, wéi dee vun der Genfer Konventioun.

Mir halen déi Mesure fir exzessiv. Mir sinn der Meenung, dass et dofir keen objektive Grond gëtt.

Mir hunn eng Gesetzgebung, déi seet, dat soll den Traitement sinn, deen déi Leit, déi zu Lëtzebuerg sinn an déi eng Demande stellen, kréien. Elo gi mer hin a soen, fir en Deel vu Leit, déi nach ëmmer hei sinn a fir déi mer jo keng Äntwert fonnt hunn, déi si wuel déboutéiert, mä déi sinn awer deelweis nach ëmmer am Land, well mer keng ofschléissend Äntwert op deenen hir Situatioun konnte fannen, soe mer aus der Commoditéit eraus, fir e gewëssene Verwaltungsopwand ze bedreiwen, da schloe mer deenen d'Dier zou.

Dach, ech weess, dass Dir eng aner Liesaart hutt, Här Minister, mä dat ass awer de Fakt, deen dobäi erauskënnt, dass mer nämlech deene Leit deen dote Passage refuséieren an dass mer doduerjer zwou Zorte Leit hei zu Lëtzebuerg hunn: déi, déi kënnen déi verschidde Statute plädéieren an invoquéieren, an déi, déi, obwuel se haut hei sinn an d'Gesetz en vigueur ass, dee Statut do net kënne plädéieren.

A wann een da weess, dass et sech vläicht ëm e puer honnert Leit dréint, déi hei sinn zu Lëtzebuerg, déi dat kéinte maachen, a wann ee gläichzäiteg déi aner Zuele kuckt, stellt ee sech awer Froen.

Den Här Bettel huet d'Fro vun den Zuele gestallt. Ech äntwerten dann dem Här Bettel op d'Fro, wéi vill Demanden mer zu Lëtzebuerg hunn. Mir haten 1999 bal 3.000 Demanden. Mir louchen am Joer 2003 an 2004 nach bei iwwer 1.500 Demanden. Mir si virun zwee Joer, also 2005, erofkomm op 801 Demanden, a mir si fir d'Joer 2006 op 523 Demanden.

D'Zuel vun den Demanden, ëm déi et also geet, ass drastesch zréckgaangen duerch d'Situatioun um europäesche Kontinent, well mir däerfen net vergiessen, dass iwwer 60% vun den Demandeuren hei zu Lëtzebuerg aus Europa kommen an net aus anere Kontinenter. De Gros kënnt aus Europa. D'Zuele sinn also drastesch zréckgaangen. Et ass also kee Problem fir de Verwaltungsapparat och déi doten Demandë kënnen ze géréieren. Duerfir gëtt et fir eis vum Prinzip hier an och vun der Praxis hier keen objektive Grond, fir dat dote mussen ze maachen.

Mir hätten also léiwer, et géif ganz einfach beim Gesetz bleiwen, bei enger Interpretatioun vum Tribunal administratif, dee seng Aarbecht mécht an eng Jurisprudenz schwätzt. A mir mengen, dass d'Gesetz, esou wéi et ass, eigentlech an der Rei ass. Mir ginn och doranner bestätegt wéi gesot duerch den Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot an och duerch d'Commission consultative des droits de l'Homme.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Bettel huet d'Wuert nach gefrot.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci. Ech mengen, den Här Braz huet och schonn e wichtege Punkt ervirgehuewen. D'lescht Woch an der Kommissioun war jo keng Kritik un deem Text méiglech vun der Säit vun der Majoritéit, an haut gesi mer selwer, dass dräi Organisatiounen, déi indépendant sinn, soen, dass hei Alarm soll geschloe ginn. Et gëtt gemaach, wéi wann et näischt wier, obwuel et dat net ass.

Et gëtt e grousse Prinzip a Frankräich, dat nennt een «l'arroseur arrosé». D'Regierung ass hei gutt arroséiert ginn. D'Regierung huet hei nämlech geduecht: keng Appelsméiglechkeet, mä d'Suppressioun vum double degré de juridiction. Domm gaangen!

D'Uerteel ass net esou gaangen, wéi d'Regierung et wollt, da gëtt den Text hei geännert, fir dass dat net méi geschitt. Wann den Text der Regierung net gefält, gëtt den Text geännert. Wann engem Bierger en Text net gefält, dann huet en normalerweis d'Méiglechkeet, en Appel ze maachen. Hei an deem Fall net, duerfir si mer haut hei, fir den Text ze änneren.

Arrseur arrosé ass eng éischt Saach. Dann ass da gekuckt ginn - d'Uerteel huet dann elo net gepasst -, fir d'Gesetz ze änneren.

Déi zweet Ursaach, déi och ganz wichteg ass, ass, dass de Statut subsidiaire agefouert ginn ass soi-disant als Neierung a fir méi large ze kucken. Elo gëtt awer da gesot, dass verschidde Leit keng Demande méi kënne maachen, fir de Statut subsidiaire ze kréien, well se schonn eng Demande fir Réfugié gemaach hunn.

Et gëtt e grousse Prinzip am Droit. Ech si ganz averstanen: Et ass e Prinzip am Droit pénal. Et ass ee Prinzip am Droit pénal, Madame Err. La loi ne rétroagit pas, just wa se méi favorabel ass.

(Interruption)

Mir si jo ganz averstanen, dass mer hei net am Droit pénal sinn. Mä normalerweis mécht een net e Gesetz retroaktiv, wat engem Rechter ewechhëlt. Et ass e Prinzip awer, Madame Err.

Ech si ganz iwwerrascht iwwer Iech, well Der jo normalerweis esou fir d'Mënscherechter sidd. Menger Meenung no war et keng einfach Situatioun, dass Der Rapporteuse gi sidd vun deem Gesetz.

Mä elo ass et esou, dass Dir selwer, déi Dir Iech jo ëmmer fir d'Mënscherechter hei grouss asetzt, sot, dass dann op eng Kéier e grousse Prinzip fale gelooss gëtt, dass een eben en Text mécht, dee rétroactivement d'Leit vun engem Recht privéiert, a mir awer dann hei sollen deen heiten Text adoptéieren.

An dann nach, Här President, et ass esou e Knätschgummitext. Et steet do: «de nouveaux éléments» - wann een hei kuckt - «à moins que...»…

M. le Président.- Erlaabt Der eng Tëschefro vun der Madame Err?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Selbstverständlech, Här President.

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Ech wëll just eng Richtegstellung maachen. Et ass falsch, wat den Här Bettel seet, dass déi Leit, déi haut déboutéiert gi sinn, keng nei Demande kënne maachen. Déi kënne parfaitement eng Demande maachen, a wann d'Faiten esou sinn, wa se den Exame vun der Recevabilitéit packen, da geet d'Affär op de Fong virun.

Wat se net kënne maachen, dat ass ënner allen Ëmstänn eng Affär duerch de Fong baatschen, och dann, wann et vun Ufank u ganz kloer ass, dass am Fong kee Recht ka kommen, well d'Faiten aus dem Dossier dat net erginn.

Une voix.- Très bien.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, d'Madame Err muss da vläicht vun deem Fall awer wësse vun deem Armenier, deen de 19. Juni déboutéiert ginn ass, an och wëssen, dass den Dag selwer d'Recevabilitéit vu senger Demande fir de Statut subsidiaire refuséiert ginn ass an en den Dag drop, ouni dass säin Affekot Bescheed wosst, am Fliger sëtzt fir op Moskau. Ass dat richteg? Ass dat richteg?

(Interruption)

En Armenier.

Liest e bëssen! Et geet net duer hei ze soen, dass déi Leit eng nei Demande kënne maachen. Iwwert d'Recevabilitéit ass owes nach décidéiert ginn, deen Här den Dag drop am Fliger sëtzen ze hunn.

Dowéinst soll een elo net soen, dass d'Leit eng nei Demande kënne maachen.

Hei steet am Text: «des éléments ou des faits nouveaux». Wéini geet deen «nouveaux» un? Wéini sinn d'Elementer nei? Wann ee jo déiselwecht Faiten huet, déi kënne jo eng Kéier interpretéiert gi wéi en Elément, dee kéint de Statut subsidiaire accordéiert kréien. Et steet awer net am Text, ob dat dann zielt oder net.

Ech fannen den Text hei ass e bësse Knätschgummi. Et ass eng Rectificatioun vun engem Text, deen d'Regierung net arrangéiert. Si wollten d'Leit an hirem Recht… Wéi ech Iech déi leschte Kéier gesot hat, erënnert Iech: „Wann dem Noper säin Äppelbam ze grouss ass an d'Äppel fale beim Noper an de Gaart, dann dierf een en Appel maachen."

An hei wou et ëm wichteg Dossiere geet, wou et ëm d'Zukunft an ëm d'Famillje geet, do dierf ee keen Appel maachen. Dës Kéier ass et eben der Regierung domm gaangen. Si hu sech selwer bestrooft, andeem d'Geriicht dat décidéiert huet.

Ech sinn averstanen, et gëtt e Conflit de juridiction, well dat eent dat eent seet an dat anert dat anert. Mä da soll een och d'Gesetzer applizéieren, dofir hu mer jo och eng Séparation des pouvoirs. An d'Regierung soll net Texter stëmmen, esou wéi et se dann arrangéiert, wann en Uerteel hir net passt.

Ech soen Iech Merci, an dofir wäert och d'Demokratesch Partei deen heiten Text net stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt just soen, datt d'Madame Rapportrice hei e ganz iwwerzeegende Rapport erabruecht huet. A wann een nach e bësselchen Douten hat beim ADR fir deen Text hei ze stëmmen, dann huet den honorabelen Här Xavier Bettel duerch seng Interventioun ons deelweis a mat ganzen 100% dozou bruecht, datt en noutwendeg ass, datt een endlech deenen Abusen en Enn mécht. Dofir ass et och richteg, datt d'Gesetz elo gestëmmt gëtt.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ooohhh!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den honorabelen Här Fayot huet d'Wuert gefrot.

(Brouhaha général)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt just protestéiere géint déi Insinuatioun vum Här Bettel, deen uklénge gelooss huet, dass dat an der Kommissioun, wéi mer deen Text hei gekuckt hunn, net seriö gemaach ginn ass.

Dat ass ganz seriö gemaach ginn, an den Här Bettel hätt annerhallef Stonn Zäit gehat, wann e gewollt hätt, fir deen Text mat der Regierung, mat dem Rapporteur a mat der Kommissioun ze diskutéieren. Wann en et net gemaach huet, dat ass da säi Pech!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- En hat aner Prioritéiten!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo gutt, Här President. Ech wëll mech awer dergéint verwieren, wat den Här Henckes elo hei gesot huet, dass hei elo eriwwerklénge gelooss gëtt, wéi wann et sech hei elo nëmme bei den Asylbewerber ëm Abusen handelt.

Ech mengen dat si Leit, déi aus hirem Land fortlafen, well se do verjot ginn, déi meescht, an déi heihinner komme fir hiert Liewen ze retten. Da kann een net hei uklénge loossen, wéi wann et sech nëmmen ëm Abusë géif handelen. Et handelt sech ëmmer nach ëm Mënschen, déi versichen hei hiert Recht ze kréien. A wa se dann hiert Recht net kréien a mir bréngen et net fäerdeg, op iergendeng Aart a Weis se erëm an aller Dignitéit heemzebréngen a mer hei keng Méiglechkeeten hu fir se heizehalen, ouni dass se drënner leiden, ech géif mengen, da soll een hei oppassen, wat ee schwätzt, an et soll ee kucken, wann hei versicht gëtt ee Gesetzestext ze maache fir deem entgéintzewierken, da soll een dat begréissen an da soll een deen och stëmmen.

M. le Président.- Här Jaerling, Dir hat och vläicht den Här Henckes falsch verstanen. Ech mengen net, datt hien dat esou generell wollt soen.

Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Minister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, u sech hat ech décidéiert,

d'Wuert net ze huelen, well d'Madame Rapportrice alles gesot huet. Mä ech kann awer net am Raum stoe loossen...

M. le Président.- Entschëllegt, Här Schmit, just eng Fro vum Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wollt emol eng Fro stellen. Ech hunn do e Problem mat deem Ausdrock: Ass et „Rapportrice" oder ass et „Rapporteuse"? Sot mer dat eng Kéier fir allemol, well soss kënnt een zimlech duerchernee bei deene ville Saachen.

M. le Président.- Ech kann dat, wat Der sot, ganz gutt verstoen, Här Grethen. Dofir soll een déi méi generell Formule huelen, „d'Madame Rapporteur".

M. Henri Grethen *(DP).*- Okay.

Une voix.- Solle mer net den Här Lex Roth emol froen?

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech froen een, dee Member vun der Académie française ass. Ech mengen da kréie mer d'genau Prezisioun, wéi den Term richteg ass.

Ech wollt just soen, datt d'Madame Rapporteur alles zu deem Text gesot huet. Mä et sinn awer hei Saachen expriméiert ginn, déi, mengen ech, eng gewëssе Rectificatioun néideg maachen.

Éischtens d'Chifferen. Et muss ee wëssen, datt jiddfereen, deen iergendwou op der Basis vun deem ale Gesetz déboutéiert ginn ass, do wou mer nach keng Protection subsidiaire haten, eigentlech d'Recht hätt ze kommen an ze soen…

(Interruption)

Jo, dat ass eng theoretesch…, mä méi wéi theoretesch…

(Interruption)

Voilà! Dee ka kommen a soen: Deemools ass d'Protection subsidiaire net gekuckt ginn, also froen ech elo emol d'Protection subsidiaire. Dat ass d'Realitéit. Duerfir mengen ech, dass déi Interpretatioun, déi hei gi gëtt, eng Saach vu bon sens ass.

Zweete Punkt: Et sinn d'«faits nouveaux», déi net konnte rappeléiert ginn, indiquéiert ginn, wéi déi éischt Prozedur gelaf ass. Dat ass d'Notioun vum Fait nouveau. Et sinn net Faits nouveaux, déi scho bekannt waren an der Vergaangenheet, wéi déi éischt Prozedur gelaf ass. Et si Faits nouveaux, déi duerno geschitt sinn…

M. le Président.- Voilà!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- …oder déi net während där Prozedur konnten exposéiert ginn.

An ech mengen, wann et esou Faitë gouf, déi eng Persoun exposéiert hätt, wa se géif zréckgefouert ginn, datt zum Beispill, wéi dat am Artikel 37 steet: «La peine de mort ou l'exécution, la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil», wann dat Elementer waren, déi am Dossier ugestanen hätten, da kënnt Der mer jo wierklech gleewen, ech mengen, dann hätt keng lëtzebuergesch Administratioun eng Persoun an esou Bedéngunge refouléiert!

Also, de Prinzip vum Non-refoulement, deen ass ëmmer valabel. Wéi och ëmmer d'Prozedur ausgaangen ass, an der Procédure d'asile hutt Der net d'Recht, een ze refouléieren oder ze rapatriéieren, wéi Der et wëllt, wann déi Persoun anere Menacen ausgesat ass.

An ech mengen, duerfir ass dat Gesetz ganz einfach eng Interpretatioun, déi noutwendeg war, well se vläicht ee gewëssenen Doute opgelooss huet. Mä déi Interpretatioun anescht ginn oder wéi den Tribunal dat gemaach huet, ass ganz einfach d'Dier opmaache fir eng juristesch - ech soen lech dat ganz éierlech - Spillerei, déi an esou engem seriöen Dossier wéi den Asyl oder d'Protection subsidiaire keng Plaz huet.

M. le Président.- Jo, Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll dem Här Minister awer eng Fro stellen.

Wat ass dann d'Äntwert vum Stat fir déi Leit, déi déboutéiert gi sinn, déi opgrond vum Principe de non-refoulement net iwwert d'Grenz gesat ginn, deene mer awer den Zougank zu deem neie Statut de protection internationale refuséieren an déi nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg sinn?

Wat ass d'Angebot vum Lëtzebuerger Stat un déi Leit? Wéi kréie mer déi Leit dann iergendwann eng Kéier regulariséiert? Oder, vu dass mer se net kënne refouléieren, hinnen all legalen Zougank zu engem Statut verwieren opgrond vun dëser Gesetzesänderung, wat ass d'Äntwert, déi mer deene Leit da ginn?

Keng!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Neen, dat ass net wouer, Här Braz. Dat ass net wouer!

Bei honnerte Leit aus dem Kosovo, wou mer de Prinzip vum Non-refoulement applizéieren, well do gewësse Gefore bestinn, besonnesch deene Leit aus dem Kosovo, déi aus Minoritéite kommen, déi kréien hei zu Lëtzebuerg eng Toleranz. An déi Toleranz ass elo eréischt viru kuerzem fir 120 oder 150 Leit prolongéiert ginn, fir e ganzt Joer. Mat där Toleranz sinn eng Rei vu Rechter verbonnen. Et ass also net esou, datt fir déi Leit keng Couverture géif bestoen.

Fir all déi aner Lei, déi déboutéiert gi sinn a wou da festgestallt ginn ass, datt se eigentlech kee Recht méi hunn an och kenger Gefor exposéiert sinn - dat heescht net déi, op déi sech de Principe de non-refoulement applizéiert; well op déi wou sech dee Prinzip applizéiert, déi kréien entweder den Droit d'asile oder si kréien zumindest eng Toleranz -, ass et ganz evident, datt den Eloignement, dat heescht de Rapatriement, déi normal Evolutioun an hirem Dossier ass.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir kommen elo zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5737 ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen, bei 17 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Plusieurs voix.- Neen!

(Assentiment)

M. le Président.- Dann ass et esou décidéiert, dass d'Chamber d'Dispens gëtt. Ech hu gesinn, dass dat eng Majoritéit ass.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi iwwert de Bau vun engem Centre de rétention. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Diederich, Braz, Henckes an Angel. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marcel Sauber. Här Sauber!

7. 5654 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Rétention

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Marcel Sauber *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre: Ëm wat geet et bei deem Gesetz, wat mer haut stëmmen? Auslänner, déi sech illegal hei am Land ophalen, oder déi, deenen hir Ufro fir Asyl bei eis ofgewise ginn ass, oder Auslänner, deenen de Statut als Réfugié net unerkannt ginn ass, déi mussen de Lëtzebuerger Buedem verloossen. Dat geschitt awer net vun engem Dag zum aneren.

Eis Gesetzer vun 1972 an 2006 iwwert d'Immigratioun an iwwert den Asyl, déi gesi vir, datt dës Persounen op enger ugepasstener Plaz ënnerbruecht ginn. Dës Gesetzer gebrauchen heifir d'Wierder „établissement approprié" an „structure fermée". Déi Struktur ass geduecht, datt déi betraffe Persounen net virun hirer Ausweisung kënnen ënnerdauchen.

Dësen Établissement approprié an d'Structure fermée si bei eis zurzäit nach de Prisong. Datt dat net déi bescht Léisung ass an datt dat hei nëmme konnt eng Noutléisung sinn, mengen ech, ass genuch bekannt. Déi Leit, déi verstousse wuel géint en Awanderungsgesetz a sinn dofir veruerteelt, eist Land ze verloossen, mä déi Leit sinn nach laang keng Kriminell, op jidde Fall net all. Et ass also bestëmmt net gutt, wa se an deemselwechte Gebai ënnerbruecht gi wéi Krimineller.

Op Europabasis gouf dës Problematik dann och thematiséiert an eng Propositioun fir eng Direktiv iwwert d'Zréckféierung vun deene betraffene Leit ass vun der Europäescher Kommissioun ausgeschafft ginn a gëtt zurzäit diskutéiert. Déi Evénementer vum Ufank vum leschte Joer an deem Flillek vum Prisong, wou déi Leit zréckgehale ginn, hunn eemol méi d'Problematik ënnerstrach an hu jo och dobausse genuch Stëbs opgewirbelt.

Et kënnt derbäi, dass d'Zuel vun de Leit, déi als normal Prisonnéier am Prisong agespaart sinn, staark eropgaangen ass. Waren dat der nach 580 bis 600 am Joer 2004, esou ass dës Zuel de 15. November 2006 op 687 geklomm, an d'Plaz gëtt enk am Prisong. Also een Argument weider, fir déi 50 bis 60 illegal Immigranten aus dem Prisong eraus an eng aner Struktur ze verleeën.

Dëst gouf dann och schonn an der Regierungserklärung vum 4. August 2004 festgehalen, an am September 2004 huet de Justizminister den Travaux-publics-Minister gefrot, fir en neie Centre de rétention ze bauen. De Bau vun dësem Centre soll duerch dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, erméiglecht ginn.

De Projet gouf vum Travaux-publics-Minister am Dezember 2006 mat engem Exposé des motifs, Konstruktiounsplangen an enger Finanziwwersiicht déposéiert. Hei géif ech elo och gären eng Lanz brieche fir all déi Mataarbechter, déi mat der Ausaarbechtung vun deene Pabeiere betraut waren oder dofir verantwortlech zeechnen: d'Leit aus de Ministèren an aus der Verwaltung.

Et ass e gutt motivéiert an technesch mat villen Eenzelheeten duerchsetzt Dokument, d'Document parlementaire 5654, op deem geschafft konnt ginn. D'Konstruktiounsplange goufen an Zesummenaarbecht mat dem Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, dem Ministère vun den öffentlechen Aarbechten, deene verschiddene Servicer vu Police, vum Prisong, vun der Sécherheet, vun der Fonction publique, der Gewerbeinspektioun an deene kompetenten Ingenieursbüroen ausgeschafft. De Statsrot huet och séier op dëse sensibele Projet reagéiert a säin Avis louch de 6. Mäerz 2007 vir.

Wéi gesot, et handelt sech bei dësem Projet ëm e Konstruktiounsprojet, also ëm de Bau vun deem neie Centre. Dofir gëtt och de Projet vun der Kommissioun fir öffentlech Aarbechten aviséiert, déi mech domat chargéiert huet, de Rapport vun de Kommissiounsaarbechten hei virzedroen.

Dat huet awer net verhënnert, datt de Projet zesumme mat der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration an de Sitzunge vum 19. Mäerz an 18. Juni 2007 examinéiert an diskutéiert ginn ass. Et ass nämlech esou, datt d'Konzeptioun vum Bau och dovun ofhänkt, wat an deem Centre geschéie soll a wéi en organiséiert gi soll.

De Ministre délégué aux Affaires étrangères huet an der éischter gemeinsamer Kommissiounssitzung seng Vuen heiriwwer explizéiert an de Membere Ried an Äntwert gestan. Hie gouf dann och opgefuerdert, fir fir déi zweet Sitzung en Orientéierungspabeier virzeleeën, datt d'Membere sech eng méi kloer Meenung iwwert dat, wat no dem Bau am Centre geschéie soll, maache kënnten.

Festgehale gouf, datt de Bauprojet, dee jo mat alle betraffenen Instanzen ausgeschafft ginn ass, genuch Souplesse huet, fir deene gestallte Fuerderungen nozekommen. Festgehale gouf och, datt d'Bautekommissioun sech ëm dee virleiende Bauprojet géif këmmeren an d'Kommissioun vun den Affaires étrangères ëm d'Gestioun an d'Fonctiounsaspekter, esou wäit wéi se dat géif fir néideg halen.

Wat elo deen techneschen Deel vum virleiende Projet ubelaangt, huet den Här Bauteminister Opschloss ginn an deen zoustännegen Ingenieur weider Detailer explizéiert.

Wéi virdru scho gesot, ass d'Ënnerlag aus dem Document parlementaire explizit an ech wäert mech hei hidden, op technesch a baulech Eenzelheeten anzegoen. Hale mer emol einfach fest, datt d'Konstruktioun kee Prisong ass, mä awer och keen Dräistärenhotel, dofir awer deene Regelen entsprécht, déi ebe fir esou e Centre de rétention noutwendeg sinn.

D'Gebailechkeete ginn um Territoire vun der Gemeng Sandweiler, no bei der Route nationale 1 gebaut. De Plan d'occupation du sol „Aéroport et environs" klasséiert déi betreffend Parzell als „zone de bâtiments et d'équipements publics d'un à plusieurs étages". De Projet respektéiert d'Héichtelimiten, déi hei virgesi sinn.

De Gesetzesprojet gesäit weider vir, datt d'Konstruktioun vum Centre op der Basis vum Implantatiounsplang, deen an der Annex 2 vum Text bäiläit, realiséiert gëtt, dat ouni datt d'Obligatioun bestoe géif, e Plan d'aménagement particulier ze maachen. Véier Parallellgebaier matenee verbonn, iwwer zwee Niveaue gebaut, dovu sinn der dräi virgesi fir zesummen 92 Zëmmer, wat enger Capacitéit vun 100 Persounen entsprécht. Dat véiert Gebai ass haaptsächlech méi fir gemeinsam Installatiounen, ënner anerem Sport, administrativen Deel, sozialen Deel a fir d'Infirmerie virgesinn. D'Méiglechkeet besteet, fir Familljen zesummen ënnerzebréngen. Et besteet awer och d'Méiglechkeet, fir Separatiounen ze maachen, jee no Alter, Sexe oder Origine. Et geet nämlech och drëm, fir Konflikter ze vermeiden.

D'Konzeptioun ass esou gehalen, datt e rationellen Ausbau bei Noutwendegkeet méiglech ass. De Präis soll sech op 11.200.000 Euro belafen ouni den Terrain. D'Héicht vun dësem Präis ass doduerch bedéngt, datt et sech net ëm normal Gebailechkeeten handelt, mä nun eben ëm e Centre de rétention, dee vun der Natur hier oder och vun der Sécherheet hier aneren Ufuerderunge muss gerecht ginn, wéi dat bei engem normale Bau de Fall ass.

De Conseil d'État ënnerstëtzt de Projet vum Bau. Och hien ass der Meenung - an hien hat scho verschiddentlech drop higewisen -, datt et net gutt ass, wann d'Leit, déi sech an enger irrégulièrer Situatioun befannen, mat richtege Prisonnéier zesummen hause mussen. Hien hieft awer och ervir, datt d'Organisatioun vum Centre souwéi den Encadrement vun den zréckbehalene Leit nach opsteet.

Da freet hie sech awer och, ob et justifizéiert ass, datt de Stat an dësem Fall vun de gesetzleche Regelen iwwert den Aménagement du territoire et du développement urbain entbonne gëtt? Dës gesinn nämlech vir, datt fir d'éischt e Plan d'aménagement particulier misst erstallt ginn, esou wéi dat an deene bestehende Gesetzer fir privat an öffentlech Instanze virgesinn ass. Wann Ausnahmen - esou de Conseil d'État - am nationalen Interessi solle spillen, dann hätten déi Gesetzer dat solle virgesinn.

Dem Statsrot seng Preferenz geet dann och an d'Richtung, datt déi virgenannte Gesetzer och an dësem Fall agehale solle ginn. D'Kommissioun vun den öffentlechen Aarbechte suivéiert de Conseil d'État op dësem Punkt net.

D'Législatioun iwwert den Aménagement communal an iwwert den Développement urbain schreift fir ähnlech Fäll e Plan d'aménagement particulier vir. Dës Dispositioun ass och d'intérêt général a betrëfft souwuel privat wéi öffentlech Bauhären. Schonn eleng doduerch, datt d'Gesetz keng Ausnahm zu dëser Regelung virgesäit, gëtt ënnerstrach, datt de Gesetzgeber prinzipiell zu dëser Obligatioun steet. Dëse Prinzip kann allerdéngs de Gesetzgeber net drun hënneren, duerch ee spezifescht Gesetz, wann eben aussergewéinlech Situatiounen dat am allgemengen Interessi fir noutwendeg erschénge loossen, an eenzelne Fäll zum allgemenge Prinzip ze derogéieren; an dat ass de Fall an dësem Projet.

D'Kommissioun ass an hirer Majoritéit der Usiicht, datt et am allgemengen Interessi ass, datt dëse Centre esou séier wéi méig-

lech gebaut gëtt, well d'Situatioun, an där déi betraffe Leit sech haut befannen, net méi tragbar ass. De Prisong brauch och dréngend méi Plaz. Et besteet deementspriechend Handlungsbedarf an Urgence an et ass deemzufolleg am Intérêt national, datt dëst Gesetz eng Ausnahm zum allgemenge Prinzip virgesäit.

D'Kommissioun huet de Rapport vum Rapporteur an der Sitzung vum 21. Juni ugeholl a schléit deementspriechend der Chamber vir, den Text, wéi e sech elo presentéiert, unzehuelen, an ech drécken heimat dann och d'Zoustëmmung vun der CSV aus.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Xavier Bettel.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erënnert lech nach un déi Biller wou Leit, déi désespéréiert waren, Matratzen am Gank ugefaangen hunn, a wou och eng Persoun ëm d'Liewe komm ass. Erënnert lech u Familljen, déi an engem Prisong agespaart waren.

Dat ass am Fong keng Plaz fir en Demandeur d'asile, deen déboutéiert ginn ass. An ech mengen, mir klappen eis op d'Broscht wa mer soen, mir wieren eent vun deene räichste Länner op der Welt, et géif de Leit alleguerten esou gutt goen. Mä dann dat wat ee kéint nennen d'„laissés-pour-compte" an enger Situatioun ze placéieren, déi ënner aller Klarinett ass an op jidde Fall d'Limite vu Mënscherechter kéint sinn!

Ass et normal, dass e Flüchtling an engem Prisong sëtzt - sécher, kréien ech da gesot, ware se getrennt an enger Abteilung -, mä awer a Kontakt da kënnt mat Leit, déi wéinst kriminellen Doten hanner Gittere sinn? Neen!

Ass et normal, dass dann déi Leit, wa se Besuch wollten oder verschidde Méiglechkeeten hätte kënnen hunn, wa se an engem Centre de Rétention gewiescht wieren, dee refuséiert kritt hunn, well se eben an engem Établissement pénitentiaire sinn?

Ech wëll awer och direkt hei, Här President, net dem Här Schmit d'Schold dofir ginn. Ech mengen, den Här Schmit ass nei an dëser Regierung…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- …an dee Centre de Rétention hätt scho misse vun deem Bauteministère virdru gemaach ginn, deen net senger Partei ugehéiert. Mä et gëtt aner Prioritéiten, déi hei gebaut ginn, wéi e Centre de Rétention. Duerfir sinn ech frou op jidde Fall, dass dee Centre de Rétention haut gebaut gëtt.

Firwat? Well de Centre de Rétention déi Plaz ass eben, wou eng Persoun, déi déboutéiert an an der Procédure d'expulsion ass, an anere Konditioune ka logéiert ginn, fir op hiren Départ ze waarden, wéi dat haut am Prisong ass.

Ech ginn elo net op de Bau an, well ech och kee Spezialist sinn an och net an där Kommissioun sinn, mä den Här Bauteminister an den Här Immigratiounsminister ware bei eis an der Immigratiounskommissioun, fir eis de Projet ze déposéieren. Duerfir erlaabt mer just, dass ech ganz kuerz méi op d'Punkten aginn iwwert d'Organisatioun vum Projet, déi duerno wäerten och kommen.

Et kéint ee sech d'Fro stellen, ob d'Betreiung duerno duergeet, déi dobannen ass. Ob d'Personal, wat virgesinn ass, duergeet. Well et schéngt, wéi wann d'Zuele jo awer net erof géife goen a kuerzer Zäit. Et kéint ee sech och d'Fro stelle vun der psychologescher Betreiung. Et ass elo keen direkt virgesinn, e Psycholog, dee sur place soll sinn. Sollt een net do eng Équipe pyschologique hunn, déi géifen deene Leit do hëllefen, wann iergende Problem wär?

An da gëtt et och nach e grousse Problem, dat ass dee vun den Iwwersetzer. Beim Personal muss ee ganz gutt oppassen - dat ass just e Rot, deen ech der Regierung mat op de Wee gi wa se d'Personal engagéiert -: Si dierf net vergiessen, dass se do en „melting pot" vun Nationalitéite kritt an dass et zimlech komplizéiert gëtt mat der Sprooch; dass een do op jidde Fall op genuch Ressourcë kann zréckgräifen, fir vis-à-vis vun der Sprooch kënnen eens ze ginn.

Et ass e gewëssenen Outsourcing, deen och virgesinn ass iwwert d'Botzen an iwwert d'Iessen. Ech hoffen, dass dat dann och wäert an der Rei sinn. Mä bon, dofir si mir net responsabel hei.

Wat fir eis wichteg ass, dat ass, dass de Centre de Rétention dann elo net soll d'Léisung sinn, wou een all déi Leit dann hisetzt, wou een net weess wouhi mat hinnen. Ech mengen, déi sollen dann och no enger Décision en force de choses jugées do placéiert ginn an et soll net, well mer esou ee Centre elo hunn, eben dann zu méi Réckféierunge féieren.

Wéi gesot, Här President, mir haten deemools ëmmer d'Remarque an d'Kritik gemaach, dass Schraasseg net déi Plaz wär fir Mineuren, a fir e Centre de Rétention. Haut baue mer heimadder de Centre de Rétention.

Ech hoffe just, dass den Här Schmit an den Här Wiseler, Här President, méi rapid bauen, wéi dat mat Dräibur elo de Fall ass. Bei Dräibur schwätze mer elo schonn iwwer zéng Joren, dass mer sollen eng Unité fermée hu fir d'Mineuren. Fir de Centre de Rétention wär ech frou, wann deen och net nach an zéng Joer géif diskutéiert ginn, iwwert deen een oder deen anere Problem, deen een do kéint gesinn. Ech mengen, et ass eng Urgence. Et kann ee just soen: Et ass schued, dass et esou laang gedauert huet!

Här President, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert och dëse Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Diederich. Här Diederich!

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert de Bau vun engem Centre de Rétention soll et erméiglechen, déi Persounen, där hiren Openthalt am Land net geregelt ass oder dären zäitweilege Séjour bis zur Réckféierung an hiert Heemechtsland organiséiert muss ginn, op eng human Aart a Weis an a vollem Respekt vun de Mënscherechter an appropriéierte Wunnstrukturen ënnerzebréngen. Esou gesäit et eng Proposition de directive vun der Europäescher Kommissioun vum 1. September 2005 fir d'Memberstate vir.

D'Gesetz vum 5. Mee 2006 iwwert d'Asylrecht schwätzt vun engem méigleche Placement fir eng maximal Dauer vun dräi Méint an enger geschlossener Struktur. D'Direktiv erlaabt nëmmen ausnahmsweis d'Ënnerbréngung an engem Centre pénitentiaire mat der ausdrécklecher Oplag, déi betraffe Persoune vun de Prisonnéier ze trennen.

Bei eis sinn déi déboutéiert Persounen an enger Spezialsektioun vum Prisong ënnerbruecht, wou d'Zuel vun den Häftlingen awer dauernd geklommen ass, wat sech negativ op d'Openthalts- an d'Aarbechtsbedéngungen ausgewierkt huet. Op dës mënschenonwierdeg Konditiounen huet de Conseil d'État öfters higewisen, genau wéi viru kuerzem een Arrêt vum Verfassungsgeriicht.

De Bau vun enger getrennter Struktur, wéi en an der Regierungsdeklaratioun vum 4. August 2004 virgesi war, wäert et erlaben, déi concernéiert Leit an engem appropriéierten, onofhängegen Ëmfeld ze placéieren an de Prisong ze entlaaschten.

Den Text vum Projet de loi gesäit vir, datt d'Konstruktioun kann direkt geschéien, ouni d'Obligatioun, e PAP auszeschaffen - de Rapporteur ass schonn am Detail dorobber agaangen.

Op Eenzelheete vum Gebai ass de Rapporteur och schonn agaangen, deem ech fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht wëll Merci soen. D'Gebai ass esou konzipéiert, wat d'Raimlechkeeten an d'Openthaltsbedingungen ubelaangt, datt et fir d'Bewunner an d'Personal een héije Sécherheetsniveau bitt, awer och een appropriéiert a mënschewürdegt Zesummeliewen erméiglecht.

D'Kommissioun huet fonnt, datt déi nei Struktur sécher dofir déi noutwendeg Bedingung ass, datt awer d'Exploitatioun an de Fonctionnement vum Centre de Rétention eréischt kënne fir e besseren Openthalt suergen. An der Réunion jointe tëschent der Bautekommissioun an der Commission des Affaires étrangères et de l'Immigration ass eng Note vum Minister Nicolas Schmit iwwert d'Exploitatioun vum Centre examinéiert ginn, déi op eng ganz Rei Punkten ageet, déi am Règlement grand-ducal souwéi am Règlement intérieur vum spéidere Centre de Rétention wäerte preziséiert ginn. Meng Kolleegin Lydie Err wäert nach op dës Note zréckkommen.

Ech wëll hoffen, datt deen neie Centre ka schnellstens fäerdeg gestallt an a Betrib geholl ginn a bréngen den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. D'Base légale vum Centre de Rétention soll haut duerch e Vote op de Wee geschéckt ginn, si fënnt sech an zwee Gesetzer erëm, d'Loi iwwert d'Entrée et le séjour zu Lëtzebuerg, d'Loi Schaus vun 1972, an och dat neit Asylgesetz aus dem Joer 2006.

Et ass allerdéngs esou, dass, wann een d'Loi Schaus wierklech applizéiert hätt, een eigentlech zënter 35 Joer sech an der Illegalitéit befanne géif, well d'Loi Schaus seet zënter 1972, dass déi Leit, déi ënnert d'Mise à disposition vum Gouvernement gestallt ginn, an engem Centre adéquat, an engem Établissement approprié à cet effet - seet d'Gesetz - ënnerbruecht gi missten. Wann domadder de Prisong gemengt gewiescht wier, dann hätt een och deemools gesot, am Prisong. Et ass also kloer, dass domadder de Prisong net gemengt war. An et ass also genausou kloer, dass mer zënter 35 Joer mëttlerweil, an et ass nach net eriwwer, eigentlech Leit hei zu Lëtzebuerg illegal aspären.

Et gëtt an engem Rechtsstat e Prinzip, dee seet, dass kee Mënsch vu senger Libertéit privéiert ginn däerf, ausser en huet e rechtskräftegt Uerteel. Zu deem Prinzip gëtt et eigentlech nëmmen eng Ausnahm, dat ass d'Détention préventive am Kader vun enger Affaire de justice, an nach nëmmen an dräi Fäll: Wann et eng Fluchtgefor gëtt vun där Persoun, wann et d'Gefor gëtt vun der Récidive oder wann et d'Gefor gëtt vun dem Obscurcissement des preuves, där sougenannter Verdunklungsgefor. Dat sinn déi dräi Ausnahmen, déi et gëtt, fir ee kënnen an de Prisong ze setzen, ier e rechtskräfteg veruerteelt ass. Dat ass de Prinzip.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer, wéi gesot, eigentlech an all deene Fäll, wou mer opgrond vun der Loi Schaus geschafft hunn, all déi Joren an der Regel déi Leit ouni Uerteel a virun allem och an engem Gebai ënnerbruecht, wat dofir net geduecht war. Et ass also kloer, dass an engem Rechtsstat d'Aspäre vu Leit d'Ultima Ratio muss sinn. Et kann ni eng Solutioun wéi all déi aner sinn. Et kann ni eng Solutioun sinn, déi pour convenance oder well se grad méiglech ass applizéiert gëtt. Et muss an all de Fäll déi lescht Léisung sinn, déi, wann all Forme respektéiert gi sinn a wann ee keng aner Solutioune méi huet, fir déi Leit do ënnerzebréngen.

Duerfir si mer der Meenung, dass mir contrairement zu aneren duerchaus fannen, dass mer dës Zort Infrastruktur brauchen. Et gëtt och Leit, déi soen, dass mer e Centre de Rétention per se als Struktur net bräichten. Dat ass net eis Meenung, well mer dovun ausginn, dass mer ëmmer nees a Situatioune wäerte geroden, wou Leit wierklech d'Konditiounen erfëllen, fir sech an enger Mise à disposition du Gouvernement erëmzefannen, an dass mer da wéi an der Vergaangenheet se op deene falsche Plaze wäerten ënnerbréngen, a Konditiounen, déi net dofir geduecht waren, an och an Ëmstänn, déi eigentlech der Situatioun vun deene Leit net entspriechen a fir déi Leit och net wierdeg sinn.

Duerfir si mer der Meenung, dass de Bau an d'Realisatioun vun engem Centre de Rétention per se net falsch ass, an och mir wäre frou, wa mer endlech eng Solution de rechange hätte fir de Prisong vu Schraasseg an deem déi Leit näischt verluer hunn, an dat zënter 35 Joer.

Gradesou kloer soe mer awer och, dass et ebe muss d'Ultima Ratio sinn, an et ass do, wou mer mat der Regierung net d'accord sinn, wa mer de Projet vum Centre de Rétention kucken, deen eiser Meenung no ganz einfach ze grouss ass!

Déi Capacitéit, déi hei viséiert gëtt, huet am Laf vun de Reflexioune vun der Regierung eigentlech och net geännert. Geännert huet d'Approche vum Gebai. Dat, wat am Ufank nach als ee gréissert Gebai geplangt war, ass no eise Visiten am Ausland, wou mer eis e puer Beispiller ukucke waren, op déi modulaire Schinn eriwwergaangen, wat sécher e Fortschrëtt ass par rapport zu engem monolithesche Gebai, mä trotzdeem si mer der Meenung, dass d'Gebai ze grouss ass.

Well, wann een esou ee Gebai bis huet, da muss een och, fir d'Gebai seriö kënnen ze bedreiwen, iwwer sämtlech Infrastrukturen, iwwer sämtlech Personalcapacitéite verfügen, fir d'Gebai och seriö kënnen ze bedreiwen. Wann een dat awer mécht, fir fir eng potenziell Populatioun vun honnert Leit wierklech op allen Niveauen irréprochabel schaffen ze kënnen, da baut een domadder eng grouss Struktur, och personalméisseg, awer net nëmmen, op.

Da gëtt et natierlech e gewëssenen Attrait fir déi Solutioun. An et ass jo kaum virstellbar, an ech weess, dass mer haut um Niveau si vun de Projektiounen, mir kënnen déi dote Fro an de Raum stellen, Dir kënnt eis äntwerten, dass dat net esou wäert ginn, mir wäerten awer an zwee oder dräi Joer nom Abetribhuele vun deem Gebai kucken, wéi et sech entwéckelt.

Mir ginn dovun aus, dass et kaum esou wäert sinn, dass eng Struktur, déi fir honnert Leit gebaut gëtt, déi och vum Personal hier integral équipéiert wäert sinn an à même wäert sinn dat ze bedreiwen, dass déi net herno an der Moyenne mat fënnef Pensionnairë wäert missen eens ginn. Mä mir ginn dovun aus, dass d'Zuel vun de Leit an der Rétentioun riskéiert méi héich ze si wéi dat wat se misst sinn, well mer d'Capacitéit hunn a well alles do ass wat muss do sinn. Dofir si mer mat dësem Projet net ganz d'accord, well en eiser Meenung no vun der Capacitéit hier ze grouss ass.

Dat ass och net einfach esou en Argument aus dem Bauch eraus. Et ass kee Gefill, dat mir als gréng Fraktioun ausdrécken. Mir waren eis där Beispiller jo ukucken. Den Här Schmit war selwer och derbäi, wou mer op Zürich an op Genf gefuer sinn. Zürich, wat e ganz gutt Beispill ass fir e Centre de Rétention wéi een et net soll maachen. A Genf, wat e ganz gutt Beispill ass fir e Centre de Rétention wéi een et soll maachen. Interessant waren, onofhängeg vun de Gebailechkeeten a vun der grondverschiddener Philosophie mat där déi Gebaier géréiert gi sinn, déi Zuelen, déi eis vermëttelt gi si vun de Kantonen Zürich a Genf iwwert déi Leit, déi se iwwerhaapt hu missen an dee Centre de Rétention eranhuelen.

Ee vun den Argumenter fir e Centre de Rétention ass jo ënner anerem, dass deen och fir Leit geduecht ass vun deenen ee fäert, dass se méiglecherweis sech kéinten aus dem Stëbs maachen oder kéinten iergendwou an der Natur verschwannen, well se wéisste si sinn um Punkt, aus dem Land gewisen ze ginn, dass se da kéinten tentéiert si sech ze verstoppen an iergendwou sech domadder den Autoritéiten ze entzéien.

Interessant ass awer, dass, wann een Zürich mat Genf vergläicht, déi Genfer mat enger komplett anerer Approche un déi Saach eruginn, déi vill méi mënschlech ass, déi vill méi no bei de Leit ass, déi d'Leit wierklech respektéiert an hirem Traitement. Och wa se destinéiert waren, fir ausgewisen ze ginn, si se respektéiert ginn als Mënsche vum éischte Moment bis zum leschte Moment. Déi bréngen dat fäerdeg, éischtens mat enger anerer Aart a Weis.

Si bréngen et och doduerch fäerdeg, dass se ganz wéineg Leit iwwerhaapt an déi Rétentioun huelen. An trotzdeem hu se net méi Leit wéi zu Zürich, och prozentual gekuckt, relativ gekuckt, hu se zu Genf net méi Leit gehat wéi zu Zürich, déi wéi ee seet an der Natur verschwonne wieren. Sou, et ass also méiglech, och nëmme mat engem strikte Minimum vu Rétentioun sech dëse Saachen unzehuelen an trotzdeem net dofir e Laxiste ze sinn, deen toleréiert, dass all Zweeten iergendwou am Ënnergrond verschwënnt, wann et drëms geet, déi Leit iwwert d'Grenz ze setzen.

Zürich weist, dass een net besser vun deem Standpunkt hier fiert, wann ee ganz restriktiv mat de Leit schafft, a Genf weist eigentlech op eng gutt Aart a Weis, wat dat anert Beispill ass. A mir hunn eis jo och wëllen zu Genf inspiréieren. Dat war jo dat, wat den Här Minister och vun deene Kolleegen aus der Chamber, déi matgaange sinn, mat op de Wee krut: sech éischter un deem Genfer Beispill ze inspiréieren, och mat deene Leit zesummenzeschaffen, och déi Leit, déi responsabel si fir de Centre vu Genf, déi wierklech eng ganz interessant Approche haten, anzebannen an eis Reflexiounen.

Mä trotzdeem muss ee soen, dass se zu Genf, obwuel d'Populatioun nach méi grouss ass wéi déi vu Lëtzebuerg an obwuel déi och vergläichbar Zuelen hu vu Leit an dëse Situatiounen, mat engem strikte Minimum vu Leit an der Rétentioun auskommen. Wann ech déi Zuele gutt am Kapp hunn, dann hunn déi eis gezielt vun zéng, zwielef, alt emol 15 Leit, déi se gläichzäiteg maximal an deem Centre de Rétention an der Moyenne hätten. Da wäre mer nach ëmmer, souguer wann et der och nach perio-

desch 50% weider wären, bei 25%, da wären nach ëmmer ganz grouss Spréng ze maache bis mer op där Capacitéit lande géife vun honnert Leit an 92 Zëmmeren, déi hei am Projet viséiert gëtt.

Woubäi dat och, wann een op Schraasseg kucke geet, 92 Zëmmeren, do kritt een no enger Zäitche wäit méi wéi 100 Leit dran, wann et da misst sinn, wat ech awer hei kengem ënnerstelle wëll.

Duerfir ass eise Problem mat dësem Projet net esou vill, dass mer déi Struktur endlech schafen: Déi ass noutwendeg, mir brauche se, fir all aner Solutiounen, déi alleguerte méi schlecht sinn - déi sinn all méi schlecht! -, ze évitéieren, fir déi Leit, déi missten an esou enger Struktur ënnerkommen, och opzehuelen. Allerdéngs, an dat ass eis Kritik, an duerfir kënne mer de Projet an dëser Envergure och net stëmmen, si mer ganz einfach der Meenung, dass de Projet iwwerdimensionéiert ass, an dass mer do riskéieren en Appel d'air ze maachen, an dass dann déi Solutioun, fir Leit an de Centre de Rétention eranzesetzen, net ëmmer am strikte Sënn vum Wuert d'ultima ratio riskéiert ze sinn. An dat ass en Ëmstand, dee mer net akzeptéiere wëllen.

Duerfir hätte mer léiwer gehat, mir hätten eis och duerch d'Exéguitéit vun der Struktur ënner Drock gesat a mir hätten doduerch, dass mer eis bewosst eng kleng Struktur nëmmen zougeluecht hätten, eis eigentlech an e permanenten Drock gesat, fir wierklech aner Solutiounen ze privilegéieren, fir dass et wierklech garantéiert d'Ultima Ratio géif ginn. Dat wäert eiser Meenung no mat dësem Projet, trotz senger Modularitéit, net de Fall sinn.

E lescht Wuert och nach zur Prozedur. Fir nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass déi gréng Fraktioun, ech mengen och als eenzeg Fraktioun, net glécklech doriwwer war, dass mer an d'Gesetz ageschriwwen hunn, dass souguer op PAP ka verzicht ginn. Dat fanne mer eigentlech keng gutt Praxis. Entweder - an dat huet de Statsrot jo och soulevéiert an ënnerstrach - et gëtt eng Base légale, fir ze soen: Bei verschiddene Saachen, déi d'intérêt général sinn, oder wou eng Utilité publique ass, ass et méiglech ouni PAPen ze schaffen. Da soll dat an där Form och diskutéiert ginn an an där Form och enger legaler Basis zougefouert ginn. Da muss dat och fir all d'Gemengen a fir all d'Projete gëllen, déi e gewëssenen Intérêt général hunn.

Et ass net dat, woufir mir plädéieren, mä entweder et mécht een dat op deem dote Wee oder et mécht een et néierens. Et an dësem Fall ze maachen, ass eigentlech, eiser Meenung no, eng onglécklech Situatioun. Et wär och duerchaus méiglech gewiescht, an dofir gëtt et och Beispiller, dass een och ka ganz séier virukommen am Gespréich mat de Leit, an een an deem Sënn och d'Prozedur respektéiert hätt. Dat wär grad bei dëser Zort Projet eigentlech besser, wéi dass ee mat esou enger defensiver Approche déi Saach do ugeet. Dat zeugt net onbedéngt, eiser Meenung no, vun der beschter Prozedur.

Gutt, mir waren eleng där Meenung. Dann huet d'Majoritéit mat den zwou aneren Oppositiounsparteien op deem Punkt dat lescht Wuert. Mä mir wollten déi Remarque awer och nach eng Kéier maachen a wäerten eis an deem Sënn dann och bei dësem Projet enthalen.

M. le Président.- Merci, Här Braz. D'Wuert huet den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Prisong ass manifestement kee Local approprié, fir Leit, déi eng Asylprozedur duerchgestanen hunn, während Joren op där Situatioun ze loossen. Däers si mer eis alleguerte bewosst. Mä et war natierlech och esou, datt déi Situatioun vun deem staarken Ufloss, Undrang u Réfugiéen natierlech och Problemer opgeworf huet, well een een Ablack net wousst, wou een d'Leit, deen Ablack, wou se déboutéiert waren, sollt hindoen.

Dat Zweet ass, mir hunn och Leit, déi am Prisong sinn, déi eng Prisongstrof ofgesat hunn an déi net kënnen nees an hiert Heemechtsland zréckgefouert ginn. Där hu mer e puer Leit, déi elo och nach am Prisong sinn, obwuel hir Strof ofgesat ass. Dofir ass et och net richteg, datt déi, wéi et elo d'Praxis ass, nach ëmmer am Prisong sinn. Déi Situatioun - do si mer eis alleguerten eens - ass net glécklech. Si ass falsch. Dofir ass et och richteg, datt mer op de Wee vun engem Centre de Rétention ginn.

Dee Centre de Rétention, dee soll natierlech en premier lieu dénge fir alleguerten déi Leit, déi déboutéiert gi sinn an déi sollen an hiert Heemechtsland zréckgefouert ginn. Nach muss ee wëssen, datt eng etlech vun deenen Demandeurs d'asile déboutés riskéieren, relativ laang an deem Centre de Rétention ze sinn, wa se net kënnen zréckgefouert ginn. Do mussen héchstwahrscheinlech nach Léisunge fonnt ginn. Ech hoffen, datt mer um Niveau vun Europa méi zügeg mat den Accords de réadmission virukommen, well dann ass och zimlech garantéiert, datt dee Centre, esou wéi en elo virgesinn ass, net hanneno wäert un Iwwerbevölkerung leiden.

Déi zweet Zort vu Leit, wou ech mengen déi missten an deem Centre dra sinn, dat sinn alleguerten déi Demandeurs d'asile, wou hir Identitéit nach net feststeet. Well mir hunn an der Vergaangenheet e puer Fäll gesinn, wou bei deenen Demandeurs d'asile Leit waren, wat auslännesch Krimineller waren, déi eng Autorisation de résidence beispillsweis a Spuenien haten, déi dunn hei als Réfugiés politiques eng Demande gemaach hunn, a wou herno festgestallt ginn ass, datt se a Wierklechkeet wéinst Drogenhandel a wéinst anere schwéieren Delikter gesicht waren. Dofir ass et och richteg, datt soulaang wéi déi Identitéit net feststeet, do muss gekuckt ginn, datt déi Leit awer op iergendenger Plaz opfindbar sinn, an datt een do och eng etlech Mesuren hélt.

Ech bedaueren an deem Kontext, datt déi Daten, déi Fangerofdréck, déi geholl ginn am Kader vun enger Demande d'asile, net kënne kontrolléiert ginn zesumme mat deenen Donnéeë vun Interpol, fir ze kucken, ob eng Persoun net am Ausland gesicht ass. Dat war eng Äntwert, déi mir de Minister de la Justice ginn huet, datt dat net méiglech war; deemools virun e puer Joer.

Ech gesinn awer, datt dat courant Praxis ass an aneren europäesche Länner, notamment a Frankräich an an England, wou se soen, datt, wann d'Identitéit net festgeluecht ass, deen Ablack awer och däerf op déi Saachen do zréckgegraff ginn. Ech huelen also un, datt dat dote vläicht e puer Interpretatioune sinn, deenen ee sech awer och hei zu Lëtzebuerg eng Kéier misst unhuelen, fir ze kucken, ob een net awer do kéint - justement fir ze évitéieren, datt sech Krimineller esou ënnert déi normal Demandeurs d'asile mëschen -, sief et duerch ee Changement an eisem Gesetz, sief et duerch Changementer an de Konventiounen, där Problematik do op de Wee kommen.

Et ass also hei e Projet de loi, deen eis Zoustëmmung fënnt. Nach stelle sech e puer praktesch Problemer. Dat ass dat heiten: Ech wär frou wann d'Regierung mer kéint soen, wat d'Base légale ass vun deem Règlement grand-ducal qui doit définir le régime de rétention et préciser les droits à conférer aux personnes retenues dans le centre. Well ech huelen un, datt et zu engem Deel d'Asylgesetz ka sinn, mä et misst awer och nach d'Immigratiounsgesetzgebung bestoe bleiwen, fir datt déi Méiglechkeet do géif bestoen. Dofir wär ech frou ze wëssen, wéi d'Regierung déi Problematik do gesäit, an ob een net soll scho mat Zäiten e Projet de loi abréngen, deen dat erméiglecht, a mer och dee Règlement grand-ducal bien entendu hei esou fréi wéi méiglech kënnen diskutéieren.

Da wëll ech, grad wéi mäi Virgänger, bedaueren, datt mer haut eng Ausnahm maachen an e Prinzip duerchbriechen. Dat ass dee fir an engem Gesetz e PAP quasiment direkt ze fixéieren. Vue d'Urgence verstinn ech dat, mä ech wëll awer dem Bauteminister soen, e soll awer elo keng Regel dorauser maachen an net soen: Wat eng Kéier ass, dat kënne mer nach e puermol probéiere bei Schoulen, bei hei a bei do. Mir wëssen alleguer, datt déi Prozeduren ze laang sinn. Et wär also besser, et géif ee mat anere Membere vun der Regierung schwätzen, datt se d'Prozedure géife verkierzen, anstatt se ze verlängeren. Do läit et, menger Meenung no, wou d'Debatt sollt sinn, an net op deem Punkt hei.

Da wollt ech de Bauteminister och froen, wéi hie gesäit, datt déi Aarbechte viruginn. Well et ass eng Urgence, fir eng Léisung ze fannen. Dofir wär ech frou ze wëssen, wéini hie seng Planifikatioun virgesäit, datt dee Centre de Rétention kann effektiv ginn.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet d'Wuert. Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Wéi ech mer d'Gesetz ugekuckt hunn, dunn hunn ech mer am Fong d'Fro gestallt: Wou ass den Ënnerscheed zwëschent Détention a Rétention? Wou ass den Ënnerscheed zwëschent dem Prisong an där Struktur, déi mer elo schafen? Ech hunn am Fong kee fonnt. Agespaart si se alleguer.

Dat ass och d'Meenung vun de Mënscherechtler, déi zu dësem Projet eng Rei Argumenter virbruecht hunn, déi awer net vun der Hand ze weise sinn. Och d'Mënscherechtskommissioun seet wuel, dass een esou Strukturen net soll schafe respektiv esou kleng wéi méiglech halen, mä si hunn awer och - wéi ech festgestallt hunn - keng Alternativ derzou. Ech hu leider och keng fonnt.

Mä wou ech hir Suergen deelen, dat ass awer trotzdeem do, wou mer um Beispill vun der Belsch gesinn a wou awer misst Kloerheet kommen, dat ass wa Kanner mat Erwuessene mateneen an dee Centre de Rétention do mat erakommen. An do ass et awer am Rahme vum Artikel 5 vun der Mënscherechtskommissioun ganz kloer, dass dofir gesuergt muss ginn, dass de Schutz vun de Kanner Prioritéit huet, an dass ee muss dofir suergen, dass do awer eng ganz kloer Trennung kënnt, wat alt erëm eng Kéier da schonn dozou féiert, dass mer déi Strukturen, déi mer am Fong esou kleng wéi méiglech sollen halen, erëm musse méi ausbauen, wat dann de Käschtepunkt méi grouss mécht.

Ech mengen, dat sinn Iwwerleeungen, déi net vun der Hand ze weise sinn, mä dat muss awer vu virera kloer sinn, dass, wann dat de Fall ass, mer jo awer ganz genau wëssen, dass mer Mannerjähreger hunn, déi mer hei an d'Asylprozedur mat eranhuelen oder déi mat heihinner kommen, an dass mer do dann am Virfeld derfir suerge mussen, dass do eng kloer Trennung kënnt.

Ech kann dem Här Braz seng Bedenken awer och voll a ganz deelen, wat d'Envergure vun der Struktur ugeet, a vum Genfer Modell ass jo awer ganz kloer bewisen, dass een et ka maachen a méi klenge Strukturen, fir ze kucken esou mann wéi méiglech Mënschen do eranzesetzen.

Well wat fir eng Mënsche sinn et, déi mer do erasetzen? Dat si jo keng Krimineller. Dat si jo net alleguer Verbriecher. Et si Vereenzelter. Wann ee gesäit vun deem Mann, deen am Prisong zum Beispill verbrannt ass, dee war jo net am Prisong urspréinglech wéinst der Rétentioun, dee war am Prisong, well hien eppes verbrach hat, an hien ass eben do am Prisong bliwwen, well mer keng Plaz haten, fir hien op enger anerer Plaz ënnerzebréngen. Dat war d'Ursaach, firwat dass hien do war.

Wa mer elo eng Plaz gehat hätten, okay, da wär dat vläicht net virkomm. Mä dat sinn Hypotheesen, well och an enger Struktur wéi déi, déi een hei wëllt schafen, si Konflikter a Reiwereien net ausgeschloss. Dat heescht, et muss een och do vu vireran derfir suergen, dass et zu kenge Konflikter kënnt.

Déi aner Fro, déi sech an deem Zesummenhang hei stellt, dat ass, dass mer vun Asylbewerber schwätzen, mir schwätze permanent dovun, mä theoretesch gesinn dierfte mir am Fong guer keen hunn, well wann ech den Accord vun Dublin richteg verstanen hunn, da misst all Mënsch, deen am Fong Asyl ufreet, dat Asyl an deem Land ufroen, wou hien de Fouss fir d'éischt op de Buedem gesat huet. An dat kënne jo dann nëmmen déi sinn, déi hei mam Fliger erakomm sinn oder mat engem Boot iwwert d'Uelzecht komm sinn. Eppes anescht ass net méiglech.

Duerfir froen ech mech: Wéi gëtt dat gehandhaabt an dëser Prozedur mat deene Leit, déi am Fong iwwert den Accord vun Dublin iwwerhaapt d'office kee Recht hunn, fir Asyl unzefroen? Dat ass eng Fro, déi mer ni richteg hei gekläert hunn a wou ech mer einfach soen: Wéi komme mer iwwerhaapt zu deene laangfristege Prozeduren, wa schonn d'office, vu vireran, de Gros vun deene Leit, déi hei Asyl froen, kee Recht hunn, fir hei Asyl unzefroen? Dat heescht, et kéint een also entweder iwwert dee Wee d'Prozedure verkierzen oder eng aner Léisung fannen.

Op jidde Fall ass et fir mech wichteg, dass mer awer bei all deem, wat mer elo hei wëlles hunn ze maachen, ni vergiessen, dass d'Mënscherechter un alleréischter Stell musse stoen, an dass mer musse versichen och niewent deene Strukturen do aner Méiglechkeeten, aner Structures d'accueil vläicht ze schafe fir Leit, wou mer ganz sécher sinn, dass déi net hei an d'Land komme fir sech ze beräicheren oder iergendwéi esou.

Et soll een ëmmer an de Vierdergrond stellen, dass et Mënsche sinn, déi vun do, wou se fortgaange sinn, fortgelaf sinn, well hiert Liewen a Gefor ass - bei deene meeschten - a well se riskéieren, wa se zréckgefouert ginn, nees hiert Liewen a Gefor ze bréngen. Ech mengen, dat soll d'Basis vun eisem Denke sinn. Also d'Mënscherechter sollen am Vierdergrond stoen, an dann ze kucken do derniewent déi Struktur hei awer esou kleng wéi méiglech ze halen, well, wéi ech elo gesot hunn, wann ee schonn d'office muss eng Trennung maache fir verschidde Kategorien, da weess een, dass déi Struktur grouss ass, an da weess een och, dass mer am Laf vun der Zäit nach aner Problemer kréien, mer nach aner Trennunge musse maachen, an da ginn d'Problemer an d'Strukturen nach méi grouss, an dann, wat och net onwesentlech ass, och vill méi deier.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Madame Lydie Err.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Well, Här President, esou vill hei vu Mënscherechter geschwat gëtt, mengen ech, ass et derwäert fir eng Kéier ze kucken, wou déi Fro dann an deem Kontext hei drun ass.

Éischtens emol zum Projet selwer, zum Gebai selwer, wéi et ass, ass et schwéier sech auszedrécken. Technesch hu mer alles, theoretesch ass awer nach näischt menger Meenung no wierklech fest, well no dem Minister sengen eegenen Aussoen an der Kommissioun am Mäerz ass gesot ginn, mir hätten dat schréftlech, ier de Bau géif ugefaange ginn. Do si mer jo elo nach net, mä mir dierften awer allerdéngs net méi allze vill wäit dovun ewech sinn, well wann d'Gebai bis amgaang ass gebaut ze ginn, da steet iergendwéi d'Konzept mat de Maueren, an dann ass et e bësse spéit fir no de Regelen ze kucken, nodeem déi Maueren do fonctionnéieren. Duerfir hu mir elo nach e bëssen Zäit an ech hoffen, dass mer bis dohinner schréftlech hunn, wat bis elo begréissenswäerterweis vun Dialog an dësem Dossier scho stattfonnt huet.

Ech mengen et ass exceptionell, dass sech d'Chamber deelweis zesumme mam Ministère op zwou Plazen esou ee Centre ukucke gaangen ass an dass se sech eestëmmeg am Fong fir ee vun deenen zwee Modellen entscheet hunn, dass mer zesumme Kommissiounssëtzungen hate mat der Bautekommissioun. All dat ass schéin, mä um Pabeier hu mer nach näischt, an dat war awer eigentlech ofgemaach. Ech hoffen dann, dass mer dat dann och wéi versprach kréien, ier et definitiv ze spéit ass fir eventuell um Reglement nach eppes ze änneren.

Elo grad ass - an ech wëll ganz kuerz dorobber agoen, well et ass elo schonn zweemol hei ugeschwat ginn - gesot ginn, dass dee Projet hei géint den Artikel 5 vun der Mënscherechtskonventioun verstousse géif,

Chamber TV

an der Stad: *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* **zu Esch:** *um Kanal S40 (455.25 MHz)*
zu Déifferdeng: *um Kanal S 29* **zu Diddeleng:** *um Kanal S 32* **an der Gemeng Nidderaanven:** *um Kanal S 29*

deen opzielt, wat fir eng Leit kënnen zesumme gehale ginn.

Ech wollt do just drop hiweisen, dass dee leschten Alinea, den f), seet, dass wann et sech ëm Arrestatioun oder «détention régulière d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours» handelt, wann eng Irrégularitéit am Séjour hei an der Mënscherechtskonventioun als Exceptioun virgesinn ass fir den Droit de liberté de circuler librement, dann, mengen ech, kann ee mat guddem Gewësse behaapten, dass mer hei an deem Kader eis befannen, besonnesch och wou mer eng Base légale hunn am Gesetz iwwert den Asyl.

Och wann eis net alles passt, wat am Detail nach net ganz kloer ass, ass et op jidde Fall kloer, dass, egal wat mer elo hei bauen, wann dat Gesetz hei fäerdeg ass, et fir déi Leit, déi concernéiert sinn - a wien dat ass, dorobber kommen ech zréck - eng Verbesserung ass par rapport zu der Situatioun wéi se haut ass.

Dofir fannen ech et e bësselchen exzessiv, fir elo hei vu Mënscherechter ze schwätzen, wa mer wëssen, dass d'Alternativ zu dësem Centre fermé de Prisong ass, an och dann, wa mer wëssen, dass Alternativen, déi ëmmer ugeschwat ginn, an der Praxis iwwerhaapt net existéieren.

Esou gëtt zum Beispill an engem Pabeier geschwat - ech weess elo net méi vu wat fir enger Associatioun deen ass -, et kéint ee sech Alternativen afale loossen, wéi zum Beispill eng Assignation à domicile, eng Présentation régulière op enger Gemeng, e Retrait vun der Carte d'identité oder Ähnleches. Wa mer wëssen, dass déi meeschte Leit, déi hei concernéiert sinn, iwwerhaapt keng Carte d'identité hunn, dass se gréisstendeels am Centre de Rétention festgehale ginn, ebe just well mer net wëssen, wie se genau sinn a wou se kënnen zréckgefouert ginn, och dann, wa se déboutéiert sinn, da mécht déi ganz Diskussioun net méi allze vill Sënn.

Et bleift vläicht ganz kuerz ze soen, wat fir eng Leit sech an deem Centre de Rétention do erëmfannen. Dat sinn éischtens déi, déi en séjour irrégulier sinn, a Gewahrsam vun der Regierung sinn, an déi de Moment wéi och déi aner am Prisong sinn, obschonn dat net déi Plaz war, déi originaire gemënzt war. Déi Leit, déi eng Demande d'asile gemaach hunn, déi irrecevabel ass, well se schonn anzwousch anescht eng gemaach hunn. Déi Leit, déi am Artikel 10 vum Gesetz vun 2005 preziséiert sinn, dat heescht déi, déi am Fong no enger Condamnation pénale ausgewise gi sinn an déi da just ier se ausgewise ginn eng Demande d'asile maachen, fir den Éloignement ze évitéieren, wou et evident ass, dass déi Prozedur als Abus benotzt gëtt, fir eben hiren Dessein ze erreechen. Oder déi Leit, déi refuséieren ze soen, wie se sinn a wou se hierkommen.

An ech mengen, dass een do awer wierklech soe muss, da läit et jo an deenen hiren Hänn selwer, fir där Rétentioun do en Enn ze setzen, andeem dass se soen, ech sinn deen an deen, ech komme vun do an do, an da si se, wa se ënnert déi Kategorie vu Leit falen, eraus.

Ech mengen, dass et evident ass, dass et och bei deene Leit ass, wou de Séjour ka verlängert ginn, well et ganz schwiereg ass erauszefannen, wouhinner a wéi se sollen zréckgefouert ginn, ob mer oder ob mer nach net mat deene betreffende Staten oder Länner en Accord de réadmission hunn.

Wéi vill Leit si concernéiert? Dat ass eng interessant Fro. A verschiddenen Dokumenter gëtt geschwat vu 503 Leit am Joer 2004, 490 Leit am Joer 2005 an 146 Leit am Joer 2006. Wa mer dovunner kënnen ausgoen, dass dat dëst Joer net onbedéngt ganz aneschters ass, dann heescht dat also, dass ongefeier 150 Leit op e ganzt Joer verdeelt an deem Centre do géifen opgeholl ginn.

Da géif mech wierklech interesséieren, fir d'Capacitéit vun deem noutwendege Gebai kënnen ze errechnen, wat dann d'Moyenne vun der Zäit ass, déi déi Leit do dra sinn. Well wa mer kucken, wéi vill Leit am Prisong sinn, da schéngt mir perséinlech d'Capacitéit vun deem Gebai, wat mer elo wëlle bauen, relativ héich par rapport zu deenen Zuelen, déi mir bekannt sinn, an op deem Punkt sinn ech - une fois n'est pas coutume, mä et kënnt öfters vir - mam Här Félix Braz d'accord. Ech wier frou fir dorobber kënnen eng Äntwert ze hunn, well et am Fong eng vun deene Froen ass, déi mech beschäftegen.

Sou wéi mech och d'Philosophie vun deem Gebai beschäftegt. Zu der Philosophie vum Gebai gëtt ëmmer gesot, et ass kee Prisong. Mä - wéi den Här Jaerling hei gesot huet - et ass kee Prisong, mä et ass een awer agespaart!

Tëschent deenen zwee mussen et also intern esou grouss Nuancë ginn, dass ee kann no bausse kloermaachen, dass dat fir déi Leit, déi concernéiert sinn, och wann dat keng lëschteg Institutioun ass, wierklech e Progrès ass par rapport zu hirer Situatioun, déi se haut hunn, an dat géif heeschen, dass alles, wat hiren Alldag betrëfft, virauser misst gekläert sinn. Dat heescht en Accès no baussen iwwer Nouvellen, iwwer Télefon, iwwer Zeitungen, iwwer Televisioun, Besuch empfänken och an deenen éischten Deeg, well et ass erwisenermoossen esou, dass d'Leit déi éischt Deeg an enger Institutioun, wou se agespaart sinn, déi gréisste Problemer hunn an dass d'Suicidegefor an deenen éischten Deeg vill méi grouss ass wéi an aneren. Et kann also net sinn, dass de Besuch oder de Kontakt mat dobaussen eréischt e puer Deeg no hirem Openthalt kënnt ugoen.

Et ass mir och net kloer,...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...an et ass gesot ginn, dass eng Tentative d'évasion an dësem Fall eng Infraction pénale soll sinn, während et souguer am Prisong, wou et jo eigentlech misst méi schlëmm hiergoen, eng Sanction disciplinaire gëtt. Et ass menger Meenung no gelungen, dass nuets déi Zëmmeren do zougespaart ginn. Dat ass eng Saach vu Sécuritéit, déi ee misst klären.

Et ass och kloer, et schéngt mir wichteg, dass den Agrément fir déi Associatiounen, déi kënnen Informatioun an Accompagnement vun deene Leit maachen, déi am Centre de Rétention sinn, misst vun all deem onnéidege Paperassekrich befreit ginn. Et kann net sinn, dass Associatiounen, déi en Agrément hunn, nach virdru mussen den Hürdelaf maachen, deen een haut muss maachen, fir een an de Prisong besichen ze goen, well mer jo ganz bewosst soen, dass dat heiten en aneren Traitement ass, wéi dat am Prisong soll de Fall sinn.

Et ass kloer, dass de Suivi psychologique oder psychologique et social sécherlech en Haaptpunkt am Traitement ass, an duerfir schéngt mir op deem Punkt, dass nach alles net kloer ass oder net kloer genuch ass um Niveau vum Personal, éischtens vun der Zuel hier an zweetens vun hirer Diversité profesionnelle hier. Et schéngt, dass e Psycholog indispensabel an dësem Fall misst sinn, esou wéi et och indispensabel misst sinn, dass Affekoten oder Deputéierte beispillsweis, déi sech wëllen dee Centre do ukucke goen, missten ouni Problem kënnen Accès kréien, an och dat ouni ze vill Schwieregkeeten, wat d'Paperassen ubelaangt.

Eng lescht Fro. Et ass evident, an dat ass och schonn ugeschwat ginn, dass et Kategorië vu Leit gëtt, déi speziell vulnérabel sinn. Dat si Mineuren, dat si krank Leit, dat si Victimë vu Violencen. Et sinn eventuell schwanger Fraen an Ähnleches. Et schéngt mer evident, dass esou Leit, déi speziell fragiliséiert sinn, missten e speziellen Traitement kréien, wann an deeneselwechte Wänn, dann op jidde Fall an engem anere Kontext, fir dass et kloer ass, dass all déi, déi e spezielle Schutz brauchen, deen och am Kader vun dësem Gebai do kënne kréien.

Esou dass ech zur Konklusioun kommen, dass et mir kloer schéngt, och wann ech Bedenken hunn, wat de Fonctionnement ubelaangt, dee mer elo nach net schréftlech hunn - ech hoffen, dass mer dee kënne kréien, ier de Bau definitiv amgaang ass an et fir all eventuell Modifikatiounen ze spéit ass -, dass dee Projet hei a senger Essenz an der Rei ass an am Intérêt vun deene Leit, déi an dat Gebai solle kommen. Duerfir wëll ech do ophalen.

Den Accord ass scho ginn, huelen ech un?

Une voix.- Jo.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Bauteminister Claude Wiseler.

(Interruption)

Här Bettel, hutt Dir d'Wuert gefrot?

(Interruption)

Sou, d'Regierung huet elo d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech fänken un, andeem ech der Kommissioun villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi geleescht ginn ass, andeem ech och dem Rapporteur villmools Merci soe fir déi gutt Kollaboratioun, déi mer konnten hunn, a fir de gudde Rapport.

Ech wëll och hei emol aussergewéinlecherweis eng Kéier weiderfuere mat de Mercien, well et ass och esou, datt ech drop halen, fir der Gemeng Sandweiler Merci ze soe fir déi Kollaboratioun, déi mer konnten an deene leschte Wochen a Méint mat hir hunn.

Ech soen dee Merci ganz gär, well et ass schonn eppes, wat net esou gewéinlech ass, datt een op déi Kollaboratioun vun enger Gemeng ka rechnen, déi an dësem Fall ganz positiv, ganz produktiv an esou e Projet, wat keen einfache Projet fir keen ass, eragaangen ass a mat där mer och gutt virukomm sinn. Mir hu genuch aner Beispiller, wou mer Problemer haten, fir datt een dat hei kann eng Kéier ervirsträichen.

Datselwecht gëllt fir d'Stad Lëtzebuerg. Et ass zwar net um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, et grenzt awer un d'Stad Lëtzebuerg, an do hu mer och eng gutt Kollaboratioun mat hinne gehat, fir an deem Dossier weiderzekommen.

Déi meescht Froen, déi vun Iech haut gestallt gi sinn, adresséiere sech net un de Bauteminister, well wéi esou oft keng Froen iwwert de Bau gestallt gi sinn, mä iwwert de Fonctionnement. De Minister Schmit wäert och duerno méi dorobber agoen.

E puer Froe wëll ech awer hei uschwätzen. Dat Éischt ass, datt et evident ass, datt dat hei fir d'Regierung e wichtegen, e wesentleche Projet ass, net nëmme well mer e brauchen, well en eis erlaabt, am Prisong selwer méi Plaz ze kréien an d'Méiglechkeet ze hunn, fir déi Leit an eng Infrastruktur fir sech ze kréien, mä och op där anerer Säit selbstverständlech, well mer eng getrennte Struktur hei kënnen hunn, déi dann ebe kann anescht géréiert ginn.

Déi eenzeg Kritik, déi ech am Fong um Bau héieren hunn, dat ass, datt en ze grouss ass. Déi Erfahrungen, déi ech hunn, déi weisen awer, well ech fréier laang Joren um Familljeministère als Beamte geschafft hunn, datt déi Problematik do ganz oft eng Problematik ass, déi op een zoukënnt a wou ee ganz onvirbereet ass, haaptsächlech wat Ennerkunften, haaptsächlech wat Strukture wéi dat hei ugeet, a well ech elo am Bauteministère sinn, weess ech, wéi laang een dann op där anerer Säit Zäit brauch, fir esou eng Struktur en place ze setzen. An heimat, mat deem Volume, deen een hei huet, gëtt ee sech d'Méiglechkeet, fir op déi Gegebenheeten, déi kommen oder och eventuell net kommen, ze reagéieren an an der Zäit ze sinn, fir och déi noutwendeg Infrastrukturen ze hunn, dann, wann ee se brauch, an net dann, wann déi Zäit eriwwer ass, wou ee se gebraucht hätt.

Dir hutt och d'Bauzäit ugeschwat, déi mer brauchen, an Dir hutt a sech - ech mengen, dat war den Här Bettel - gehofft, datt et hei méi schnell géif goen, wéi et zu Dräibur gaangen ass. Ech hoffen dat selbstverständlech och. Ech soe just, datt mer hei op deem ganze Projet duerch de Fait schonn, datt mer eng aner Prozedur hei gewielt hunn - ech kommen nach dorop zréck -, natierlech eng ganz Rei vun deene Schwieregkeeten, déi mer zu Dräibur notamment mat der Gemeng haten,...

(Interruptions)

...hei net wäerten hunn, well et eng aner Aart a Weis ass, fir dorun erunzegoen, an...

(Interruptions)

M. Carlo Wagner *(DP).*- Dat war awer net der Gemeng hir Schold!

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Ech mengen, doriwwer hu mer hei schonn eng Kéier relativ kloer an däitlech geschwat.

Ech si frou, datt mer elo mat der Gemeng op e Konsens komm sinn, fir weiderzekommen. Ech soen nach eng Kéier, zu Dräibur hätt ech deen anere Projet, deen d'Regierung virgeschloen hat, wesentlech léiwer gehat, well en eis eng wesentlech besser Infrastruktur zu Dräibur ginn hätt. Leider hu mer missen aus deenen dote Grënn, nodeem datt vill Zäit verluer gaangen ass, op deen anere Projet zréckgräifen. Dat maache mer elo, a probéieren och zu Dräibur esou schnell wéi méiglech duerch de Bierg ze kommen.

Hei an dësem Projet, do hu mer elo...

Une voix.- Duerch de Bierg?!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Iwwert de Bierg! Ech si gewinnt duerch de Bierg ze fuere mam Tunnel an esou.

(Hilarité)

Une voix.- Den Här Minister ass geschiedegt.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Dat ass vläicht besser, mä et gëtt heiansdo méi deier. Also, iwwert de Bierg an dësem Projet ze kommen.

Elo ass déi Fro, déi hei gestallt ginn ass, déi vum PAP an dem Fait, datt mer an deem Text hei eis d'Méiglechkeet ginn, fir zu der normaler Prozedur ze derogéieren. Et hu verschidde Riedner aus der Oppositioun gesot, datt se dat géife regrettéieren, datt se dat net gär hunn. Ech regrettéieren dat och, ech hunn dat och net gär. Ech hätt och léiwer, et wär anescht gewiescht. Ech verstinn och, wat Dir gesot hutt; ech verstinn och, wat de Rapporteur an enger ähnlecher Form ausgedréckt huet, well hien huet déi Bedenke vum Conseil d'État och hei a senger Ried ugeschwat.

Ech soen awer hannendrun, datt dat heiten eng Struktur ass, déi mer schnell brauchen, eng Struktur ass, déi mer elo brauchen. Wann ech un alles denken, wat elo an deene leschte Minutten hei op dëser Tribün vun Iech beschriwwe ginn ass, dann zéien ech awer nach eng Kéier d'Konklusioun draus, datt mer hei net ee Mount méi ze verléieren hunn an datt mer hei déi Prozedur ze huelen hunn, déi eis dann dee Moment am schnellsten iwwert de Bierg bréngt. Dat hu mer hei gemaach.

Ech mengen och, datt, souwäit meng juristesch Kenntnisser reeche respektiv ech mer se explizéiere gelooss hunn, mer hei awer - an de Rapporteur huet dat och schonn erkläert - no zwee Prinzipië gehandelt hunn. Dat eent, dat ass dee vun der Comparabilitéit, an dat anert ass dee vun der Proportionalitéit. Mir bauen hei eng Struktur hin, wéi et keng aner am Land gëtt. Mir maachen hei also eppes, wat net vergläichbar ass mat iergendeppes anescht. Also et ass net, datt mer hei eng Schoul bauen, wou mer eng ganz Rei esou Strukturen hunn. Et ass net hei, datt mer en Altersheim bauen, där mer der eng ganz Rei hunn. Mä mir maachen hei eppes Aussergewéinleches. Mir maachen hei eppes Incomparabeles. Dat ass een Argument, firwat ee kann déi extra Prozedur hei erklären.

An dat Zweet, dat ass dat vun der Proportionalitéit. Mir hunn hei eng extra Struktur gewielt, ganz einfach well mer och mengen, datt d'Urgence, an där mer mussen hei reagéieren, déi Kuerzfristegkeet, wou mer mussen déi Struktur hunn, justifiéiert, datt mer déi schnellste Méiglechkeet an déi schnellste Prozedur huelen, fir hei derduerchzekommen.

Voilà! Dat waren déi puer Wierder, déi ech wollt soen. Da wäert de Minister Schmit op déi Froen, wat d'Utilisatioun vum Gebai ass, äntwerten.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann huet den Här Nicolas Schmit, zoustännege Minister, d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, dem Rapporteur Merci ze soen, der Kommissioun Merci ze soen, mä och deene verschiddene Verwaltunge Merci ze soen, besonnesch der Verwaltung vun de Bâtiments publics, an och der Gemeng Sandweiler, wéi mäi Kolleeg, de Claude Wiseler, elo schonn ervirgehuewen huet.

Urgence, ech mengen, dat ass gesot ginn. Et muss ee just nach vläicht rappeléieren, datt mer am Prisong an deem Trakt, wou d'Retenuë souzen, e Feier haten, an datt et do Doudeger gouf. Ech mengen, wann et do nach muss en Argument ginn, fir d'Urgence ze invoquéieren, da froen ech mech just, wat fir eent dat kéint sinn!

Sécher hu mer 35 Joer gebraucht, fir esou eng Struktur ze bauen. Dat heescht net, datt déi Leit illegal retenus waren. Mä si waren doudsécher an engem Lieu inapproprié retenus, contrairement zur Loi Schaus, déi mer jo elo hoffentlech d'nächst Joer remplacéiere wäerten.

Ech sinn e bësse verwonnert iwwert d'Tournure vu gewëssenen Debatten. Hei gëtt e bëssen d'Impressioun gelooss, wéi wa mer elo all Asylant, deen hei säi Fouss op Lëtzebuerger Buedem géif setzen, direkt an Empfang géifen huelen an dann op Sandweiler an de Centre de Rétention géife schécken. Ech mengen, dat ass irreell. Dat entsprécht

iwwerhaapt net dem Lëtzebuerger Asylgesetz, wou et ganz kloer Kritäre gëtt, wie vun den Asylanten an esou eng Rétentioun ka gesat ginn. Dat ass den Artikel 10. D'Madame Err huet en zitéiert. Mä ech mengen, dat ass also de Cas exceptionnel, wou en Demandeur d'asile an eng Rétentioun gesat gëtt.

Dat nämlecht trëfft fir déi déboutéiert Demandeurs d'asile zou. Mir hunn nach honnerte vun déboutéierten Demandeurs d'asile hei zu Lëtzebuerg, wou et net méiglech war, oder aus anere Grënn, fir se ze rapatriéieren. Praktesch keen dovun huet iergende Risque, an dee Centre de Rétention do gesat ze ginn. Dofir wëll ech awer wierklech Appel maachen, net déi Impressioun ze loossen, wéi wa mer elo géifen all Asylant an esou ee Centre de Rétention setzen!

Also, hei huet keen de Monopol vun der Défense vun den Droits de l'Homme. Ech mengen, mir sinn alleguerte fir d'Droits de l'Homme gläichméisseg. Mir versichen déi och esou staark wéi méiglech an onsem Land hei ze verdeedegen.

Iwwert d'Konzept, do sinn ech wierklech, Madame Err, léift Lydie, iwwerrascht.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Jo, ech sinn iwwerrascht. Heiansdo kënnt dat och mir vir. An zwar sinn ech iwwerrascht éischtens...

M. le Président.- Da lauschtert och no!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Dir kënnt Iech jo net virstellen, datt mer géifen esou ee Gebai zesumme mat mengem Kolleeg Wiseler bauen, ouni iergendee Konzept ze hunn. Éischte Punkt.

(Interruption)

Zweetens hu mer mat enger Rei vun Experten an Architekten un deem Konzept geschafft. Dat geet jo souwuel aus de Pläng wéi och aus dem Exposé des motifs vun deem Text ervir.

Drëttens huet och den Här Braz, deen eis deemools op Genf accompagnéiert huet, gesinn, wéi esou e Centre funktionéiert. Et war och kloer. An där Note, déi ech an der Chamberskommissioun gelooss hunn, do ginn eng ganz Rei vun Deskriptiven an och Prinzipien eraus, déi ganz kloermaachen, wéi dee Centre de Rétention soll funktionéieren. Ech huelen un, datt hei e gewëssene Malentendu war an datt d'Orientatioune vun deem Fonctionnement scho relativ kloer sinn. Mir baue jo net an d'Blannt eran. Dat wär jo absolut irresponsabel.

Dat nämlecht wëll ech soen iwwert d'Kanner. Dat ass e Sujet, dee mir besonnesch um Häerz läit. An där Note steet ganz kloer - an déi Note soll jo eng Base si fir dee Reglement; ech soen Iech d'ailleurs, dee Reglement, dee mer kënne souwuel als Base juridique huele fir d'Asylgesetz wéi och fir dat zukünftegt Immigratiounsgesetz, wou ganz kloer esou eng Base légale drasteet, fir dat Reglement ze huelen -, datt et ni wäert sinn, datt zum Beispill Kanner fir eng länger Period - a wann ech länger Period soen, da schwätzen ech vu méi wéi 48 bis 72 Stonnen - an esou engem Centre de Rétention wäerte sinn. Ech mengen, och domat ginn déi Reprochë vun engem aneren Deputéierten hifälleg.

Dat nämlecht fir déi Populations sensibles; Femmes enceintes zum Beispill, Leit, déi der Tortur ausgesat waren. Och do wäert et kloergemaach ginn, datt déi net an esou e Centre de Rétention wäerte gesat ginn. Ech entschëllege mech also, datt déi Note, déi distribuéiert ginn ass, net bei jiddferengem schéngt ukomm ze sinn.

Iwwert d'Personal. Dir hutt Recht ze soen, honnert Leit géifen en enormt Personal oder e relativ considérabelt Personal verlaangen. Mä aus deene Grënn ass et kloer, datt mer e Stack Personal brauchen. Ech sinn och ëmmer do verwonnert, datt gesot gëtt, mir hätte kee Psycholog virgesinn. Et wäert Iech iwwerraschen, wann ech Iech annoncéieren, wien dee Centre do soll dirigéieren. Dat kéint zum Beispill e Psycholog sinn. Et steet néierens, datt mer keen huelen. Mä et steet awer och néierens, datt mer net een huelen. An et ass evident, datt den Accompagnement psychologique eng absolut Noutwendegkeet an esou engem Centre ass.

Här Braz?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Just eng Fro. Ech wollt den Här Minister Schmit just froen, ob hien net souguer der Meenung wär, dass een eigentlech net ee feste Psycholog do bräicht, mä méi Leit, déi dréinen. Well et ass - dat weess ee vun aneren ähnlechen Instituter -, wann een ee fest do astellt, dass dee relativ séier ufänkt en Deel vum Problem ze ginn, nolens volens. Ob et also net méi opportun wär, mat dréiendem Personal an där doter Matière ze schaffen, wéi fest anzestellen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Dat ass och absolut richteg. An och all Experienze weisen, datt Der zwar gewësse Leit braucht, déi do sinn, mä och Leit aus dem Externe braucht, déi mat deene Leit schaffen. Mir hu jo elo säit à peu près zwee Joer - besonnesch natierlech nom Incendie - de Centre de Rétention am Prisong opgemaach fir d'ONGen, déi sech extrem vill mat deene Leit ofginn, fir eben och ze probéieren hir Problemer besser an de Gréff ze kréien a se och op den Éloignement besser virzebereeden.

Nach eng Saach iwwert d'Zuelen. Et sinn Zuele genannt ginn. Effektiv hate mer 2004 503 Leit, déi am Centre de Rétention iwwert d'ganzt Joer waren. Et ass natierlech schwéier, do eng Moyenne vun der Durée ze ginn. Déi eng sinn dräi Méint do, déi aner si méi laang do, déi aner si vill manner do. Dat hänkt natierlech ëmmer ganz genau vun der Zäit vun den Difficultéiten of, déi mer hunn, bis mer déi Pabeiere kréien, fir d'Leit dann zréckzeféieren.

Mä onse gréisste Problem: Dat mécht wahrscheinlech och d'Differenz mat der Schwäiz, mä dat wäert sech elo an der Schwäiz änneren, well d'Schwäiz jo Member ass vu Schengen, also och de Reglement Dublin muss applizéieren. Mir hunn 2004 218 Dublin-Fäll gehat. An déi Leit, déi ginn alleguerten en rétention gesat, well mer do eng Obligatioun hunn, se dohin zréckzeschécken, vu wou se kommen.

Mir haten 2005 490 Leit, déi duerch de Centre de Rétention gaange sinn am Prisong, dovun 189 Dublin-Fäll. Do kann ech lech soen: Dublin-Fäll heescht net, iergendwou anescht an engem Land erakomm ze sinn. Dublin heescht, an iergendengem anere Land vun der Union européenne schonn eemol eng Demande d'asile gemaach ze hunn, déi net erfollegt ass; dat heescht, déi net bis un d'Enn gefouert ginn ass, oder wou de Statut net accordéiert ginn ass. An deen, deen dann op Lëtzebuerg kënnt a seet: Voilà! Ech probéieren et och elo nach zu Lëtzebuerg, do ka getest ginn, ob deen net schonn iergendwou an enger Prozedur war an engem Land. An dee gëtt dann an dat Land zréckgefouert.

2006 - ass gesot ginn -: 146 Leit. Dat ass net, well mer vill manner Leit haten, déi mer hätte kënnen en rétention setzen. Dat ass ganz einfach, well mer 2006 den Incendie am Prisong haten an et praktesch onméiglech war, vill Leit en rétention ze setzen. Dat war einfach duerch déi Contraintë vun deem Feier am Prisong, déi dat mat sech bruecht hunn.

Ech wëll soen, de Centre de Rétention - nach eemol - gëtt net fir d'Asylante gebaut. E gëtt besonnesch fir déi Leit gebaut, déi, wéi ech elo bemierkt hunn, probéieren hei contrairement zum europäesche Recht Asyl zu Lëtzebuerg nach eemol ze froen, obwuel se an engem anere Land déboutéiert goufen. An e gëtt natierlech gebaut fir Leit, déi einfach illegal um Territoire sinn, a wou een ebe muss probéieren, se esou schnell wéi méiglech dohin zréckzeschécken, vu wou se kommen. Dat ass dee wierkleche But vun deem Centre.

Ech sinn absolut d'accord, datt dee Centre net soll e Prisong sinn, datt dat eng Struktur soll sinn, wou d'Leit d'Gefill hunn, datt se eigentlech net als Krimineller bestrooft ginn. Dat ännert näischt um Fait, datt d'Leit agespaart sinn, mä dat Liewen an där Struktur soll esou organiséiert sinn, datt duerch eng Aarbecht och mat Psychologen, duerch e Kontakt mat ONGen, duerch d'Méiglechkeet, vill Kontakt mat der Aussewelt ze hunn, d'Leit et besser akzeptéieren. An ech soen „besser akzeptéieren", well total wäerte si et ni akzeptéieren, fir mussen onst Land respektiv Europa ze verloossen. Dat ass eng schwéier Épreuve fir jiddfereen, mä mir wëssen alleguer, datt et a verschiddene Fäll dozou keng Alternativ gëtt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun den Debatte vun dësem Projet ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëst Gesetz.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5654 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei 8 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

8. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, domadder si mer um Enn vun eisen Debatte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien um néng Auer. Ech wollt Iech soen - et ass wichteg fir d'Rapporteuren -, dass eng Inversioun vun de Projete muss virgeholl ginn an dass als zweete Projet muer de Moien de Projet 5019, deen am Ordre du jour ënner Nummer 4 figuréiert huet, op Nummer 2 réckelt. Duerno kommen d'Projeten, esou wéi se hei virgesi waren.

Voilà! D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.55 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

SÉANCE 46

Mercredi, 11 juillet 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

1. 5627 - Projet de loi relative aux marchés d'instruments financiers et portant transposition de:

- la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE,

- l'article 52 de la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive, et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif,

- la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés,

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

- la loi du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur,

- la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, et portant abrogation de:

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative à la surveillance des marchés d'actifs financiers,

- la loi modifiée du 21 juin 1984 relative aux marchés à terme

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

2. 5019 - Projet de loi sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5697 - Projet de loi portant

1) approbation de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003,

2) modification de l'article 12, point 5 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.)

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. 5571 - Projet de loi portant modification 1. de l'article 14 (2) de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; 2. de l'article 10 du Code d'instruction criminelle

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. Ordre du jour

6. 5679 - Projet de loi

1. relatif au stage des magistrats et futurs magistrats étrangers,

et

2. portant modification de:

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

- la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

(Rapport de la Commission juridique - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5670 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des douanes et accises

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

8. 5570 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française sur la sécurité sociale

- du Protocole additionnel relatif au recouvrement des cotisations et contributions de sécurité sociale et à la répétition des prestations indûment versées

signés à Paris, le 7 novembre 2005

et

5705 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume du Maroc, signée à Luxembourg, le 2 octobre 2006

(Rapports de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouve M. Luc Frieden, Ministre.

(Début de la séance publique à 8.59 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen direkt zur Diskussioun vum éischte Projet, deen haut de Moien op eisem Ordre du jour steet. Dat ass d'Diskussioun vum Projet 5627 iwwert d'Marchés d'instruments financiers. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Mosar, den Här Goerens, den Här Fayot an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

1. 5627 - Projet de loi relative aux marchés d'instruments financiers et portant transposition de:

- la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE,

- l'article 52 de la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive, et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif,

- la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés,

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

- la loi du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur,

- la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, et portant abrogation de:

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative à la surveillance des marchés d'actifs financiers,

- la loi modifiée du 21 juin 1984 relative aux marchés à terme

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci a Bonjour Här President. Gudde Moien, Kolleeginnen a Kolleegen. 136 Säiten Text, 176 Artikelen an e puer honnert Säite Circulaire mat Ausféierungsbestëmmunge vun der CSSF - dat ass deen ominéise Projet „MiFID“, dee säit e puer Joer schonn de Finanzsecteur a seng Acteuren an Otem hält, deen awer heibannen héchstens engem Grapp voll, an dobausse wuel kaum engem Mënsch eppes seet.

Une voix.- Oh!

Une autre voix.- D'ganzt Land schwätzt dovun.

(Interruption)

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- MiFID steet fir...

Ech kënnt jo elo den Test maachen an lech froen: Firwat steet MiFID?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ass dat en Hond?

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Voilà, dat ass schonn eng gutt Fro. Neen, MiFID steet fir „Markets in Financial Instruments Directive“, en zimlech holpregen Titel, bei deem et wuel éischter ëm d'Ofkierzung wéi ëm d'Aussokraaft gaangen ass.

Hannert deem Marketingskierzel verstoppt sech eng legislativ Initiativ, där hir Bedeitung duerch gläich zwee Superlativen ënnerstrach gëtt: Engersäits, esou heescht et, hätte mir et hei mat engem vun deene wichtegste Projeten ze dinn, déi bis elo déi sougenannte Lamfalussy-Prozedur duerchlaf hunn, an anerersäits si sech déi Bréisseler Spezialisten doran eeneg, datt et sech bei hirem Worf ëm dee bis elo bedeitendste Meilesteen um Wee zu engem eenheetlechen europäesche Finanzmaart handelt.

Ech si mer awer bewosst, datt dat, wat an där Direktiv an an dësem Projet steet, kee vun eis vum Stull rappt. Et geet hei ëm eng Hällewull vu Bestëmmungen, an deenen ausser de Spezialiste kaum ee sech erëmfënnt. Et geet ëm Definitiounen, Dispositiounen an nach vill aner Detailer, déi hei opgekéipt gi sinn an déi an hirer Villfalt déi ganz Komplexitéit vun där heiteger Finanzwelt erëmspigelen.

Am Fachchinesesch héiert dat sech esou un: Et geet ëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2004/39, déi hirersäits d'Direktive 85/611, 93/6 an 2000/12 amendéiert an déi d'Direktiv 93/22 ofléist.

Op Lëtzebuergesch iwwersat heescht dat, datt mat där neier Direktiv probéiert gëtt, Finanzdéngschtleeschtungen nach besser an nach méi bëlleg ze maachen an zugläich dem Investisseur eng méi grouss Protek-

tioun ze assuréieren - zwee Ziler, déi jo ganz uewen op der Lee vun der europäescher Finanzmaartintegratioun stinn.

Un a fir sech ass dat awer näischt Neies, well déi Ziler do sinn och scho mat den Direktive vu virdru verfollegt ginn. Mä an der Tëschenzäit ass d'Varietéit vun den Acteuren am Finanzsecteur e gutt Stéck méi grouss ginn - och bei eis. Nieft deenen 155 Banken hu mer haut iwwer 200 PSFen, genee 209 Enn Mee, déi genee wéi d'Banken als Finanzdéngschtleeschter optrieden an déi duerfir och vun der CSSF kontrolléiert a quasi wéi eng Bank behandelt ginn.

Net anescht verhält et sech mat de Finanzinstrumenter. Eleng d'Zuel vun den Investmentfongen, déi hei am Land verwalt ginn, ass entre-temps op 2.300 geklommen, mat - wéi Der wësst - 2.000 Milliarden Euro Avoiren. An all Dag komme bei déi sëllechen Investmentinstrumenter nei Produiten derbäi, well der Fantasie vun den Opérateure keng Grenze gesat sinn.

Elo zu de Mëttelen, mat deenen déi ugestrieften Effikassitéitssteigerung vun de Finanzmäert mat méi Transparenz, manner Onkäschten a virun allem méi Protektioun fir den Investisseur soll erreecht ginn. An der Vue vun der Bréisseler Kommissioun a vum Europaparlament loosse sech déi Ziler iwwert dräi Weeër erreechen, an zwar iwwer éischtens, maximal Konkurrenzbedéngungen, déi nëmmen da gi sinn, wann et e sougenannten europawäiten „level playing field" mat engem europäesche Pass fir d'Finanzopérateure gëtt; zweetens, eenheetlech Verhalensregele fir d'Finanzopérateuren, deenen hir intern Organisatioun natierlech vun der Opsiicht am A gehale gëtt; an drëttens, eng méiglechst ëmfaassend Informatioun vum Konsument, fir datt dee genee weess, op wat hie sech aléisst, fir datt hie manner ufälleg fir Finanzjongleuren an deenen hir kromm Tricke gëtt.

D'Verbesserung vun de Konkurrenzbedéngunge soll an éischter Hisiicht doduerch erreecht ginn, datt déi verschidde Plattformen, iwwert déi d'Finanztransaktiounen ofgewéckelt ginn, op een an deeselwechten Träpplek gestallt ginn. Et ass nämlech esou, datt déi Finanzgeschäfter haut net nëmmen um traditionelle Parquet, nämlech deem vun enger Bourse ofgewéckelt ginn - d'Bourse, déi jo als reglementéierte Maart bezeechent gëtt, well si strenge Regelen ënnerworf ass. A leschter Zäit ginn ëmmer méi Wäertpabeieren, virun allem Obligatiounen an Derivaten, op parallelle Plattforme gehandelt, déi entweder de professionelle Clientë vu grousse Banken oder aneren Opérateure fir hir Transaktiounen zur Verfügung gestallt ginn, oder déi déiselwecht Opérateure fir hir eege Besoinë bei sech ariichten.

An deem enge Fall schwätzt een da vun „Multilateral Trading Facilities", ofgekierzt MTF - dat ass méi einfach -, wéi se zum Beispill eis Bourse - och eis Bourse - hire Clientë mat hirem EuroMTF offréiert.

An deem anere Fall heescht dat Internaliséierung - opgepasst: net Internationaliséierung - vum Handel, well et sech hei ëm eng intern Ofwécklung handelt, déi d'Bank oder d'Investmenthaus fir den eegene Kont mécht.

Déi dräi Zorte vu Plattforme gi mat deem heite Gesetz op een an deeselwechte Fouss gestallt. Dat heescht, d'Regele gi fir déi dräi déiselwecht, sou datt et net zu Konkurrenzverzerrunge komme kann.

Déi Regelen, déi sech un déi vun de Boursen ukrämpen, well déi sech säit laangem bewäert hunn, viséieren an alleréischter Linn d'Transparenz vun de Mäert, wat net méi an net manner heescht, wéi datt zum Beispill d'Präisser vun deene gehandelten Titele publik musse gemaach ginn, genausou wéi et säit jeehier schonn op der Bourse de Fall ass.

Domat gëtt et dann allerdéngs och net méi de Privileg vun der Exklusivitéit, deen d'Bourssë bis elo haten. Och eis Bourse verléiert elo hire Statut als konzessionéierte Betrib.

Sou wéi et no dësem Gesetz dräi Zorte vun Handelsplattforme gëtt, ginn d'Clientë vun de Finanzopérateuren elo och an dräi Kategorien agedeelt. Elo gëtt et fir d'éischt déi sougenannt Contrepartien, also gewëssermoossen d'Kolleegen, an eisem Fall Banken an Investmenthaiser, déi deeselwechte Statut wéi den Händler hunn, awer als Client optrieden.

Da schwätzt d'Gesetz zweetens vu professionelle Clienten, also deenen, déi de Wäertpabeierhandel zu hirem Beruff gemaach hunn; a schliesslech vun „Retail"-Clienten, dat heescht private Clienten.

Firwat déi Opdeelung vun der Finanzmënschheet an dräi Kategorien? Dat hänkt domat zesummen, datt eent vun den Ziler vun der MiFID d'Protektioun vum Investisseur ass. Mä well den Investisseur net gläich Investisseur ass, a well et där gëtt, déi net vill Protektioun brauchen, well si an deem Geschäft doheem sinn a wëssen, mat wat si et ze dinn hunn, an op där anerer Säit där, déi hir Erspuertes wëllen uleeën, ouni kënneg an dem Finanzdschungel ze sinn, duerfir gëtt et als néideg ugesinn, d'Protektioun vum Investisseur jee no Kategorie ofzestëmmen. Duerfir déi dräi Uleeërniveaue mat entspriechend ofgestuuftem Schutz.

Elo kënnt deem een oder deem anere vun lech dat wahrscheinlech bekannt vir. Virun e puer Méint hutt Dir e Gesetz hei gestëmmt, dat d'Palette vun de Produkter vun eiser Finanzplaz ëm déi sougenannt Spezialfongen, an der Ofkierzung „FIS", erweidert huet. Soit dit en passant, d'Geschäft mat deene FISen entwéckelt sech ganz prächteg. An deem Zesummenhang ass vill Rieds vum Investisseur averti gaangen, deen, obwuel hie kee Profi ass, als solchen ugesi gëtt, wann e gewësse Kenntnisser an Erfahrungen am Finanzgeschäft matbréngt. Duerfir däerf hien dann an déi méi riskant Instrumenter investéieren, allerdéngs ouni dann op déiselwecht Protektioun Usproch erhiewen ze kënnen, wéi se dem normalen Investisseur zougestane gëtt.

Den „investisseur averti" aus dem FIS-Gesetz ass elo den „client professionnel" an dësem Gesetz ginn. Et kënnt ee soen, datselwecht am Gréngen, an de Prinzip bleift och deeselwechten. Jee méi een am Investmentgeschäft bewandert ass, desto méi hardi däerf ee spekuléieren an desto manner protegéiert gëtt ee vum Gesetz.

Dräierlee Zorten Handelsplattformen, dräierlee Zorte Clienten an e puer Dosen Zorten Opérateuren, dat geet noutgedrongen net ouni eng Hällewull vun Dispositiounen, dëst ëmsou méi, wann ee sech mat esou Detailer wéi der Mindestkapitalufuerderung fir déi eenzel Zorte vu PSFen oder déi eventuell In-house-Interessekonflikter bei den diverse Kategorië vun Investmentfirmae befaasse muss. Kee Wonner also, datt um Enn esou ee voluminéist Gesetz dobäi erauskënnt, natierlech zum Leedwiese vun deenen, déi sech vun elo un dorunner halen an déi sëlleche Bestëmmunge bei sech am Haus applizéiere mussen.

Et wäert op den éischte Bléck verwonneren, wann ech dann elo behaapten, d'MiFID géif d'Opérateure vun eiser Plaz manner drécken, wéi ee kéint mengen. Schliesslech mussen och si elo nach weider an hir Compliance, also an hiert internt Regelwierk investéieren, mussen och si sech drop astellen an Zukunft amstand ze sinn, zu all Moment de Beweis ze liwweren, datt si hir Clienten esou ëmfaassend wéi méiglech iwwer hire Portefeuille opgeklärt hunn an deenen hir Uerderen esou gutt exekutéiert hunn, wéi et nëmme geet.

Wann dat hinnen, am Contraire zu ville vun hire Kolleegen am Ausland, trotzdeem net allze schwéierfalen dierft, dann, well se scho längst méi oder wéineger op deem Qualitéitsniveau ukomm sinn, dee mat der MiFID ugestrieft gëtt.

Als Acteur vun enger Finanzplaz, déi säit laangem och op d'Privatclientèle setzt, si si net derlaanschtkomm, hir Déngschter permanent ze verbesseren an hunn op déi Aart a Weis an hirem Service eng Qualitéit erreecht, déi de MiFID-Exigenze kaum aus de Féiss geet. D'Informatioun vun de Clienten, d'Festleeung vun deenen hirem Investisseursprofil, dee periodesche Reporting fir déiselwecht Clienten an esou weider ginn elo vläicht anerwäerts als grouss Neierung ëmfonnt. Bei eisen Opérateuren gehéiert dat meescht dovu scho längst zum Alldag.

Dëst neit Gesetz geet awer net nëmmen eis Finanzleit, eis Finanzopérateuren eppes un. Och eis Iwwerwaachungsinstanze vum Secteur, dat heescht d'CSSF, an - wann och manner - den Assurancëkommissariat si gefuerdert. Et ass schliesslech der CSSF hiert Gesetz, nämlech dat vun 1993 iwwert de Finanzsecteur, dat hei iwwer wäit Strecke geännert muss ginn, fir datt déi sëlleche MiFID-Bestëmmungen an d'Praxis ëmgesat kënne ginn. Et ass d'CSSF, där déi delikat Missioun zoufält, mat hiren auslännesche Schwësterorganisatiounen zesummenzeschaffen, ouni datt dobäi zum Beispill eist Bankgeheimnis Schued leit. Et ass d'CSSF, déi niewent hiren 155 Banken och nach déi sëlleche PSFen iwwerwaache muss, an et ass d'CSSF, déi iwwert deem eenzelnen Opérateur säi Statut ze befannen huet an déi méi oder wéineger doriwwer décidéiert, wien europawäit aktiv gi kann, well si schwätzt en entscheedend Wuert bei der Attributioun vum europäesche Pass mat, deen den Opérateuren d'Dieren zu allen EU-Länner opmécht.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt an der leschter Zäit ëmmer méi Stëmmen an der internationaler Finanzwelt, déi sech fir eng eenzeg europäesch Kontrollinstanz ausspriechen. Esou eng zentraliséiert Iwwerwaachung géif et natierlech de multinationale Konzerner aus der Finanzwelt méi einfach a méi liicht maachen, well si dann nëmme méi mat engem eenzege Kontroller a ganz Europa ze dinn hätten, amplaz mat esou vill Gendarme wéi si Filialen an den EU-Länner hunn.

Déi Iwwerleeung ass och elo erëm am Zesummenhang mat der MiFID opgetaucht, an et muss ee soen, datt si generell gesinn net onbedéngt dernieft ass, mä fir Lëtzebuerg a fir seng Finanzplaz wier esou een „single supervisor" oder och nëmmen en „lead supervisor" eng Gefor, an där Gefor musse mer esou laang aus de Féiss goen, wéi et nëmme geet.

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Well deen eenzege Sputt, deen eenzege Gestaltungsspillraum, deen eis nach bleift, wann emol eng Kéier alles um EU-Plang harmoniséiert ass, dat ass dee butzege Fräiraum, deen eis d'europäesch Direktiven nach bei hirer Ëmsetzung loossen an deen da vun eiser Regierung a vun der CSSF genotzt ka ginn, fir eis gewësse kompetitiv Avantagen erauszeschielen, déi eis et erlaben, d'Nues am Geschäft vir ze behalen.

Datt mir näischt méi vun eisen Noperen an anere Frënn - och deene vun déi Säit dem Grousse Pull - am Business geschenkt kréien an datt et ëmmer méi schwéier gëtt, an där internationaler Kompetitioun matzehalen, wësse mer jo an der Tëschenzäit.

Gott sei Dank si mer mat der MiFID, déi mer elo ëmsetze sollen, nach net ënnerwee bei den „single supervisor". Si verhëlleft am Contraire den nationale Kontrollinstanzen zu méi Gewiicht, an zwar doduerch, datt si de Prinzip vun der „home country control" ënnermauert, also d'Iwwerwaachung vun de Finanzopérateuren där Kontrollinstanz vun deem Land iwwerdréit, wou déi Opérateuren doheem sinn. Dat heescht, datt d'Opérateure vun eisem Buedem aus no de Regele vun eiser CSSF an ënnert där hirer ausschliesslecher Kontroll queesch duerch Europa aktiv kënne ginn.

Wann een da bedenkt, datt kierzlech eng vun deene renomméiertsten an eelste Privatbanken op der Welt hire Sëtz op Lëtzebuerg verluecht huet, ënner anerem mat der Begrënnung vun der Qualitéit vun der Bankenopsiicht bei eis, da geet et duer, datt een zwee an zwee zesummenziele kann, fir sech auszerechnen, wat fir eng Opportunitéite sech hei fir eist Land opdinn.

Här President, zum Schluss nach ee Wuert iwwert d'Ëmstänn, ënnert deenen dëse Projet zeideg ginn ass. Mir hunn den Avis vum Statsrot, deem mir, niewebäi gesot, gréisstendeels Rechnung droe konnten, gëschter virun aacht Deeg kritt an zur selwechter Zäit ass och den Avis vun der Chambre de Commerce agetrentelt.

Et blouf also der Finanzkommissioun net vill Zäit, fir hir Aarbecht ze maachen, dëst ëmsou méi, well d'Zäit se gedirängelt huet. Eis Banken an eis aner Finanzopérateure mussen nämlech déi sëlleche Bestëmmunge vun dësem Gesetz plus déi Detailer, déi d'CSSF elo nach noreeche wäert, bis spéitstens Allerhellgen an hir intern Organisatiounen ëmsetzen.

Nëmmen dank dem gudde Wëlle vu menge Kolleegen an der Finanzkommissioun war et méiglech, d'Kéier ze kréien an,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...wann Dir och heibannen elo matspillt, d'Gesetz nach virun der Vakanz iwwert d'Bühn ze bréngen.

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir musst och d'Kéier kréien.

(Hilarité)

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Här President, ech hunn d'Kéier; ech loosse mer awer net d'Wuert huelen, fir nach ee leschte Saz ze soen.

Plusieurs voix.- Oh! Oh!

(Interruptions diverses)

Une voix.- Här President, ech schreiwen dat doten op.

(Interruption)

M. le Président.- Jo, Här Thiel, Dir musst wierklech elo zum Schluss kommen!

M. Lucien Thiel *(CSV) rapporteur.*- Ech erlabe mer, wann Dir domat d'accord sidd, Här President, vun dëser Plaz e waarmen Appel un all déi Instanzen ze riichten, déi an der legislativer Prozedur virun der Chamber sinn, fir net bis op de leschte Stëppel mat hiren Aarbechten ze waarden, well no hinne kënnt net d'Sintflut, mä d'Parlament. Hinnen am Viraus en décke Merci an lech och dofir, datt Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Och lech Merci, Här Rapporteur, fir deen exzellente Rapport. Dann ass als éischte Riedner den honorabelen Här Mosar agedroen.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mer haut an hei diskutéieren, huet also als Haaptobjektiv d'Schafe vun engem integréierten an transparente Finanzmaart, op deem d'Investisseure solle maximal protegéiert ginn.

Dëse Finanzmaart séchert awer och a virun allem d'Effikassitéit an d'Integritéit vun alle Finanztransaktiounen, andeem e gemeinsam Regelen opstellt, un déi sech dann och mussen all Acteuren aus deem Secteur halen.

Ech wëll meng Interventioun mat engem Merci an zwou Observatiounen ufänken. De Merci gëllt natierlech hei virun allem dem Rapporteur Lucien Thiel, deen - wéi mer dat vun him gewinnt sinn - op eng kompetent, awer verständlech Aart a Weis eng technesch schwiereg Thematik souwuel a sengem schréftleche wéi awer och ganz besonnesch virdrun a sengem mëndleche Bericht beschriwwen huet.

Säi Mérite ass dës Kéier dann och ganz besonnesch grouss, well en dat ënner engem groussen Zäitdrock fäerdeg bruecht huet, mam Resultat, datt mir dëse fir d'Finanzwelt esou wichtege Projet elo nach kuerz virun der Vakanz kënnen hei ofstëmmen, esou datt deen den nächsten 1. November kann a Kraaft trieden, esou datt mer dann och konform si par rapport zu der Direktiv.

Här President, meng éischt Virbemierkung leeft dorop eraus fir ze soen, datt mer mat dësem Projet de loi direkt op ee Schlag eng Rei europäesch Direktiven transposéieren an domadder eis Bilanz vun deenen transposéierten Direktive verbesseren. Deen dofir zoustännege Minister, den Här Nicolas Schmit, wäert dëst sécherlech ze appréciéiere wëssen.

Zweet Virbemierkung: Déi Transpositioun vun deene verschiddenen Direktiven ass en extrem opwändegen an impressionnanten Exercice gewiescht, an ech wëll dann och eng Kéier vun dëser Plaz aus deene Beamten, déi an enger relativ kuerzer Zäit dësen Exercice vollbruecht hunn, e grousse Merci soen, well jo ganz besonnesch am Kontext vun der Transpositioun vun europäeschen Direktiven oft zu Onrecht op d'Administratioune verwise gëtt, déi hirer Aarbecht net géifen nokommen.

Ech kann nëmmen ënnersträichen, datt, wat all déi Direktiven ugeet, déi de Finanzsecteur betréffen, eng exzellent Aarbecht gemaach gëtt um Niveau vun der Administratioun.

Dat gesot, Här President, wëll ech mech dann awer elo mam Projet de loi selwer beschäftegen, wou ech natierlech net d'Ambitioun hunn, elo nach eng Kéier an den Detail anzegoen, sou wéi de Rapporteur Lucien Thiel dat in extenso souwuel a sengem schréftleche wéi a sengem mëndleche Rapport gemaach huet.

Ech wollt awer kuerz op dräi Punkten agoen, fir d'éischt nach eng Kéier op den europäesche Kontext zréckkommen, dann analyséieren, wat den Impakt vun dësen Direktiven op d'Kompetitivitéit vum Finanzstanduert Lëtzebuerg ass, a schlussendlech nach en allgemengen Ausbléck op d'Perspektive vun dëser Finanzplaz Lëtzebuerg maachen.

Wat elo fir d'éischt den europäesche Kontext ubelaangt, sollt a sech d'MiFID-Direktiv den Héichpunkt vun engem ambitiéisen Ak-

tiounsplang vun der Europäescher Unioun am Finanzsecteur duerstellen, deen den Numm dréit „Plan d'action des services financiers" oder och ofgekierzt PASF.

A sech stellt de MiFID den zweeten Niveau vun dësem PASF duer an a sech ass jo och d'Ausgangsiddi vum MiFID eng méi staark Harmonisatioun vun deene verschiddenen europäesche Législatiounen, net nëmme wat d'Konzepter betrëfft, mä ganz besonnesch wat eng contraignant législativ Approche ugeet. Dës Prozedur, déi a sech op den Här Lamfalussy zréckzeféieren ass, huet dann och als Endobjektiv eng quasi maximal Harmonisatioun, déi awer sécherlech déi grouss Acteuren an dësem Secteur wäert bevirdeelegen.

Ech wëll elo hei net op den Detail agoen, nach muss ee sech awer d'Fro stellen, firwat de Finanzsecteur, dee souwisou schonn extrem staark reglementéiert ass, elo nach eng Kéier zousätzleche Prozeduren ënnerworf gëtt. Dës Iwwerreglementatioun vum Finanzsecteur gëtt jo och am Avis vum Statsrot épingléiert, an et muss ee sech wierklech froen, ob all déi Informatiounen, déi an Zukunft vun den Acteuren aus deem Secteur gefrot ginn, och onbedéngt noutwendeg sinn zum bessere Fonctionnement vum Secteur.

Ech wëll domadder net gesot hunn, datt de Projet de loi iwwert d'Direktiven eraus geet, mä ech géif éischter hei ënnersträichen, datt e sech ganz no un déi europäesch Texter uleet. Do wou allerdéngs de Projet iwwert d'Exigencë vu MiFID erausgeet, ass, wat dat duebelt Agrément betrëfft fir de reglementéierte Marché selwer a fir den Opérateur vum reglementéierte Marché. Och wann dëse Projet op verschiddene Punkten, wéi zum Beispill dem europäesche Pass, verschidde Prozeduren harmoniséiert an domadder och vereinfacht, bleift dach dee battere Bäigeschmaach, datt déi Tendenz, fir vun der Europäescher Unioun alles ze reglementéieren, ganz besonnesch ausgeprägt ass am Finanzsecteur.

An deem Kontext wollt ech och kuerz op déi Bestriewunge vun der vergaangener däitscher Présidence zréckkommen, fir d'Hedgefongen och enger gewëssener Kontroll ze ënnerwerfen, well hei gewëssen Ängschte bestinn, datt d'Clientë vun deene Fongen net genügend geschützt wären an eventuell och e Crash vun esou engem Hedgefong kënnt schwéierwiegend Konsequenze fir d'Kapitalmäert am Allgemengen hunn.

Ech wëllt allerdéngs hei den zoustännege Budgetsminister froen, wat vun der Lëtzebuerger Regierung hei och déi offiziell Positioun ass par rapport zu deene virgenannten Initiativen.

Wat elo d'Inzidenz vun dësem Projet op d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz ubelaangt, muss ee sech bewosst sinn, wat fir eng Erausfuerderung dës nei Direktiv vun de Professionellen aus deem Secteur verlaangt. D'Chambre de Commerce weist dann och an hirem Avis - net zu Onrecht - op deen enorme Reflexiouns- an Analyseffort hin, deen op eng ganz Rei vun Entreprisen an deem Secteur wäert zoukommen, déi hir ganz Organisatioun mussen iwwerdenken an iwwerschaffen, fir sech en règle ze setze mat deenen neie Bestëmmungen.

Dëst setzt natierlech viraus, datt déi eenzel Etablissementer wëssen, wat hir Marge de manoeuvre ass an deenen Transaktioune mat hire Clienten, ouni déi et äusserst schwiereg wäert ginn, sech op déi nei Regelen anzestellen.

Här President, et ass natierlech kloer, datt all dës Ëmstellunge wäerten hire Käschtepunkt hunn, dee ganz besonnesch fir déi kleng Etablissementer net einfach wäert ze droe sinn, an d'Gefor besteet natierlech, datt lues a lues méi kleng Etablissementer wäerte verschwannen oder sech mat méi grousse Gruppen zesummendoen, wat da sécherlech och zu enger Konzentratioun an deem Secteur wäert féieren.

An deem Kontext wollt ech nach eng Kéier op déi Schwieregkeeten hiweisen, déi vill Entreprisen aus deem Secteur hunn, fir dat kompetent Personal hei zu Lëtzebuerg respektiv an der Groussregioun ze fannen. Net méi spéit wéi d'lescht Woch war en Artikel an enger belscher Zeitung ze liesen, dee sot, datt all d'Sekretärinne vu gewëssene belsche Schoulen, soubal se hir Formatioun ofgeschloss hätte mat Succès oder souguer net mat Succès, direkt vun zwou, dräi grousse Fiduciairen hei zu Lëtzebuerg géifen engagéiert ginn.

Et ass dofir absolut noutwendeg, datt dat neit Immigratiounsgesetz, wat den zoustännege Minister Nicolas Schmit als Avant-projet virun e puer Deeg presentéiert huet, sou schnell wéi méiglech ëmgesat gëtt, fir deenen Entreprisen et ze erlaben, sech déi noutwendeg Aarbechtskräften och ausserhalb vun der Groussregioun kënne sichen ze goen.

Schlussendlech schéngt et mer och absolut noutwendeg ze sinn, déi Nischepolitik, déi eis bis elo als Finanzplaz relativ gutt réusséiert ass, nach punktuell weider auszebauen a vläicht och eng Rei vun traditionelle Geschäftsfelder nei ze iwwerdenken.

Domadder géif ech och schonn zu mengem leschte Punkt kommen, nämlech de Perspektive vun eiser Finanzplaz, wou ech fir d'éischt nach eng Kéier wollt an Erënnerung ruffen, datt wesentlech Gesetzer an deene leschte Méint an der Chamber votéiert gi sinn. Dat sinn natierlech virun allem d'Gesetz iwwert d'Fonds spéciaux an d'Société de gestion patrimoniale, déi dëser Finanzplaz zousätzlech interessant Finanzproduiten zur Verfügung stellen, déi och mengen Informatiounen no e grousse Succès schonn entre-temps kennen.

Mat der Transpositioun vun der MiFID-Direktiv maache mer e weidere Schrëtt a Richtung vun noutwendeger Upassung un déi nei EU-Direktiven, awer och un déi nei Erausfuerderungen, déi sech aus enger Globaliséierung, och um Niveau vun de Finanzmäert, erginn.

Ech wëll dann och hei nach eng Kéier d'Manéier begréissen, mat där d'Regierung ëmmer erëm op dës nei Erausfuerderunge reagéiert, andeems se op eng schnell, onbürokratesch Aart a Weis déi noutwendeg legislativ Adaptatioune virhëlt, déi sech aus deenen neie Situatiounen erginn.

Dës schnell Reaktivitéit war an ass nach ëmmer ee vun deene ganz grousse Virdeeler vun dëser Banken- a Finanzplaz, an ech kann d'Regierung och nëmmen ënnerstëtzen, op deem Wee virunzefueren.

Ech wëll awer och nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir den zoustännege Minister drop hinzeweisen, datt, nodeems mer all dës virgenannte Gesetzer gestëmmt hunn, et nach eng Kategorie vun Investisseure gëtt, déi duerch d'Auslafe vun der Holding-Struktur keng Struktur am Moment kënnen ugebuede kréien, an dat si virun allem déi institutionell Investisseuren, déi also net kënnen op d'Instrument vun der SPF zréckgräifen.

Ech hunn et schonn e puermol, Här Minister, op dëser Tribün gesot: Hei stelle sech haaptsächlech zwee Problemer, par rapport zu deene mir eis musse vis-à-vis vun eise belschen Noperen an enger konkurrenzieller méi schlechter Positioun erëmfannen. Dat sinn op där enger Säit d'Intérêts notionnels an op där anerer Säit d'Taxatioun vun der Plus-value sur valeur mobilière.

Ech hat och schonn e puermol proposéiert, dës Iddien am Kontext vun engem Réaménagement vun de Soparfien ze considéréieren, an ech géif haut an hei vun dëser Plaz nach eng Kéier en Appel un den zoustännege Minister maachen, sou schnell wéi méiglech an op jidde Fall nach virum Enn vum Joer e Projet de loi ze déposéieren.

Schlussendlech - a wie wäert et wonneren - wëll ech dann awer och nach eng Kéier déi fir mech iwwerfälleg Fuerderung no der Ofschafung oder mindestens der Reduktioun vum Droit d'apport an Erënnerung ruffen, déi jo dem Wonsch vun der EU-Kommissioun no soll spéitstens bis 2010 europawäit net méi existéieren. Ech wier frou, wann am Kader vun deenen nächste Budgetsdiskussiounen de Budgetsminister e Virschlag an deem Sënn géif maachen, ëmsou méi, datt eng aner Tax, nämlech d'Taxe d'abonnement, dëst an och schonn d'lescht Joer eng Rei vu substanzielle Plus-valuë generéiert huet.

Andeem mer also wäerten den Droit d'apport reduzéieren oder ganz ofschafen, gi mer en Deel vun deene Plus-valuen erëm un d'Finanzplaz zréck. Ech sinn och perséinlech dovun iwwerzeegt, datt duerch esou eng Mesure d'Finanzplaz nach méi kompetitiv wäert gi par rapport besonnesch zu hiren Nopeschlänner, sou datt sécherlech déi manner Recetten duerch Plus-valuen an aner Recetten an deenen nächste Jore méi wéi kompenséiert wäerte ginn.

Dëst gesot, wëll ech awer och elo nach den Accord vu menger Fraktioun zum virleiende Projet de loi bréngen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar.

Wëllt nach een d'Wuert hunn?

Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt elo keng länger Ried iwwert d'Finanzplaz an iwwert d'MiFID-Direktiv halen. Ech mengen, et ass awer en äusserst wichtege Projet de loi, deen een net einfach esou ka laanschtgoe loossen.

Ech wollt dofir fir d'éischt emol dem Rapporteur fir seng Aarbecht Merci soen, och fir seng Presentatioun, déi ganz komplett war. Ech fannen en huet drop higewisen, dass déi Reglementatioun, déi mer hei maachen, eng wäitgehend Reglementatioun ass. An dës europäesch Reglementatioun, déi mer jo domat an eis Lëtzebuerger Législatioun transposéieren - dat wëll ech hei ganz kloer ënnersträichen -, ass eng Tromp fir Lëtzebuerg. Et ass en Atout fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz.

Mir wëssen, dass d'Lëtzebuerger Finanzplaz eng wesentlech Quell vun eisem nationale Räichtum ass, an dofir gesinn ech och net - wéi vläicht deen een oder deen anere Virriedner - e Problem doranner, dass d'europäesch Reglementatioun esou prezis an esou ausféierlech ass.

Mir schafe jo mat där Reglementatioun en europäesche Bannemaart vun de Finanztransaktiounen. Dat ass eng Aktivitéit, déi säit zéng Joer amgaangen ass, oder och souguer heiansdo nach méi laang. Mir wëssen, dass mer 1999 e Plang opgestallt hunn, fir d'Services financiers lues a lues an Europa ze harmoniséieren. Dat ass en Atout fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz, fir esou e breeden, reglementéierten an organiséierte Maart ze hunn - dat ass jo d'Logik an deem wou mer dra sinn.

De Rapporteur huet - dorobber wollt ech kuerz agoen - vun där Diskussioun an Europa geschwat, dass ee géif à terme eng Autorité européenne de contrôle hunn. Ech mengen, dat ass net an der Logik vun deem, wat mer an Europa maachen. D'Logik ass déi, fir ze harmoniséieren, fir Normen, Standarden ze setzen, déi all Land muss transposéieren a respektéieren iwwer seng national Autoritéiten.

Vu dass Europa jo kee Superstat soll ginn - Europa ass en Ensembel vu souveräne Länner, déi sech fir verschidden Aktivitéiten zesummendinn, ënner anerem fir e Marché unique vun de Finanztransaktiounen -, ass et an där Logik kloer, dass et ëm d'Harmonisatioun vun de Regelen a vun den Norme geet, awer net ëm d'Harmonisatioun vun engem globale Maart a Form vun engem Superstat.

Dofir gleewen ech och net, dass mer jee dozou kommen, dass mer esou eng Autorité de contrôle unique an Europa kréien. Dat ass net an der Logik vun deem Europa, wat mer amgaange sinn ze bauen.

Ech mengen also, dass dës MiFID-Direktiv, mat alle Schwieregkeeten a Konsequenzen an Ufuerderungen, déi se un d'Acteuren an der Finanzplaz bréngt, awer e Fortschrëtt wäert sinn, deen eben och den Acteuren op der Finanzplaz weider Horizonten opmécht. Well mir maachen dës MiFID-Direktiv jo net einfach fir eng Direktiv ze maachen, mä mir maache se, well mer gesinn, dass op de Finanzmäert ëmmer nei Instrumenter, nei Mëttele kommen, fir eben den Investisseuren ze erlaben, dorobber aktiv ze ginn. A well nei Mëttelen an nei Instrumenter bestinn, brauche mer och nei Regelen, méi ausgefeilt Regelen, déi dës MiFID-Direktiv eis gëtt.

Meng Fraktioun ass selbstverständlech mat dëser Direktiv d'accord. Wann ech d'Wuert hei ergraff hunn, dann ass et net fir eppes Wesentleches zu deem bäizedroen, wat de Rapporteur schonn exzellent gesot huet, mä trotzdeem awer fir drop hinzeweisen, dass mer an engem laangjährege Mouvement amgaange sinn; a mir hu jo och an der Finanzkommissioun schonn nei Projets de directive gekuckt fir aner Servicer um Finanzmaart, mir sinn also net um Enn. Dat hei ass e Mouvement, dee weidergeet an dee mer solle positiv als Lëtzebuerger Finanzplaz och als Législateur begleeden.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den honorabelen Här Goerens huet d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ech hunn dem Rapporteur näischt méi bäizefügen, en huet a sengem Exposé an an de Konklusioune Saache gesot, déi mir kënne voll ënnerstëtzen, an dofir bréngen ech och direkt den Accord vu menger Fraktioun an ënnersträichen och, datt de Fortschrëtt fir d'Finanzplaz da ginn ass, wa mer effektiv d'Preuve maache vun Upassungsfäegkeet.

Dat hu mer am Laf vun de leschte Joren a Jorzéngten oft fäerdeg bruecht. Ech denken zum Beispill un d'Aféierung vun der éischter Fondsdirektiv, wou mer déi Alleréischt waren a wou mer och doduerch bewisen hunn, datt mer, wa mer bereet sinn, d'europäesch Kaart schnell ze spillen an upassungsfäeg sinn zum opportune Moment, dann trotz harmoniséierte gemeinsame Regelen awer kënnen eppes maache fir dee Secteur, deen an eisem Land eng iwwerragend Roll spillt, op déi ech doudsécher net méi brauch anzegoen.

Ech wollt och dat deelen, wat zum Schluss am mëndlechen Exposé gesot ginn ass iwwert d'Noutwendegkeet, fir schnell Direktiven an den Droit national ze transposéieren. Mir ginn eis ganz vill Méi, an ech mengen, dëst ass och e Beispill wéi d'Chamber hir Aarbecht op eng effikass a rapid Manéier konnt maachen.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech maachen et wéi den Här Goerens. Et ass elo wierklech alles gesot zu deem Projet, dofir bréngt déi gréng Fraktioun just hir Zoustëmmung, seet och dem Rapporteur Merci, a mir wënschen, dass mer dat Bescht mat där Direktiv a mat deem Gesetz kënnen ufänken.

M. le Président.- Den Här Minister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President!

M. le Président.- Pardon, den Här Henckes. Entschëllegt, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, MiFID, OSIRC, MTF, FIS, CSSF, PSF, dat si lauter Wierder, wou een heiansdo mengt, et géif ee Jéinesch oder eng Geheimsprooch schwätzen, mä et si Wierder, déi ëmmer méi am Kontext vun eiser Bankeplaz gebraucht ginn.

Erlaabt mer awer just e puer méi kritesch Bemierkungen zu dësem Projet ze maachen, an notamment wat d'Artikelen 110 an 111 vum Gesetzesprojet ugeet, deen notamment eng Distinctioun mécht tëschent den Opérateurs de système informatisé an deen déi opdeelt a primaire an a secondaire Opérateuren.

Do schéngt dat vläicht u sech ganz einfach ze sinn, mä et ass awer méi komplex a gëtt an der Praxis héchstwahrscheinlech ganz schwéier duerchféierbar, wann net inapplicabel. Woufir?

Well en Exceltableau oder en Datawarehouse, dat heescht e System, deen normalerweis gebraucht gëtt fir d'Gestiounskontroll, natierlech och ka gebraucht gi fir Bilanen a Konten ze erstellen. An hei muss ee festhalen, datt den Artikel seet: «…les professionnels qui sont en charge du fonctionnement de systèmes informatiques autres que ceux permettant l'établissement des situations comptables…». Dofir heescht dat elo, datt d'Opérateurs secondaires keen Excel méi däerfe gebrauchen.

Et gesäit een, datt an der Praxis héchstwahrscheinlech eng etlech Schwieregkeete wäerten entstoe fir deen, deen dat doten auszeféieren huet. An do bedaueren ech, datt mer net d'Zäit haten, vu d'Urgenz fir dat Gesetz elo duerch ze hunn, fir ganz einfach deen Artikel ze sträichen, well e bréngt u sech net vill.

Déi zweet Bemierkung: D'Diminutioun vum Kapital ass eng gutt Saach, well et méi Firmen, méi PSFen op Lëtzebuerg kann zéien, an dat ass jo och de But dovunner. Mä et muss een awer och dofir suergen, datt d'Qualitéit vun deenen, déi vun der Aarbecht an och d'Qualitéit vun de Leit, déi déi Firme géréieren, respektéiert gëtt, datt déi gewahrt gëtt. Or, do muss ee soen, datt, wat d'Dirigenten ugeet, keng diesbezüglech Kritären agebaut gi sinn, wat hir Expérience professionnelle ugeet. An ech mengen och, datt awer an der Praxis muss dofir gesuergt ginn, datt dee Kritär vun der Expérience professionnelle gebraucht gëtt.

Drëtt Bemierkung: E PSF de support ka geméiss den Artikelen 107 bis 111 och an Zukunft fir Assurancen a Réassurancë schaffen. An deem Kontext wier et awer richteg, datt d'CSSF an de Commissariat

aux assurances hir verschidden Attitüden, wat d'Sous-traitance ugeet, géifen openaner ofstëmmen.

Véiert Bemierkung: d'Gouvernance d'entreprise. Déi ganz Direktive sinn an en europäesche Kontext gesat ginn. Ech erlabe mer och dofir aus enger Kommunikatioun vum 21. Mee 2003 vun der Europäescher Kommissioun ze zitéieren, déi seet: «Les sociétés bien gérées, affichant de saines pratiques de gouvernement d'entreprise et sensibles aux questions sociales et d'environnement, ont de meilleurs résultats que leurs concurrentes. L'Europe a besoin qu'elles soient plus nombreuses pour stimuler la création d'emplois et soutenir durablement la croissance.» Schéi Wierder!

Schéi wier et, wann et esou wier. Ech mengen, et ass e bësse blauäugeg fir ze mengen, datt, einfach wann een esou Saache seet, dat dann och an der Realitéit wäert zum Droe kommen, notamment hei um Gebitt vun de PSFen.

Ech mengen, datt ee sollt op de Wee goen, Här Minister, datt eng CSSF eng Form vun „Code of best practices" an deem Gebitt géif erstelle vun de PSFen. Well et muss een eppes verhënneren: Dat ass, datt mer hei e qualitativen Dumping kréien. Dat wier op jidde Fall net dat, wat de Sënn an den Zweck vun dësem Gesetz ass. Duerfir wollt ech och d'Regierung opfuerderen, fir an deem Sënn Initiativen ze huelen.

Am Résumé: zousätzlech PSFen unzéien, jo; Konkurrenz, jo, mä awer net iwwert de Wee vum Qualitéitsdumping. Dat gesot, wëll ech dem Rapporteur, dem Här Lucien Thiel, awer och Merci soe fir säin exzellente Bericht. Trotz deenen e puer méi kritesche Bemierkungen an deene puer Suggestiounen, wollt ech awer soen, datt d'ADR dëse Projet de loi wäert stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Minister Luc Frieden huet elo d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Jo. Merci, Här President. Véier kuerz Remarquë vu menger Säit:

Éischtens, e grousse Merci un den honorabelen Här Thiel fir déi exzellent Aarbecht. Dat war keen einfachen Text.

Zweetens wollt ech drop hiweisen, datt ech bei där Urgence, vun där hei e puermol geschwat ginn ass, wëll preziséieren, datt d'Regierung dësen Text de 26. Oktober 2006 déposéiert huet, esou datt also amplement Zäit war, fir deen Text Artikel fir Artikel an alle Gremien, an deenen dat virun der Entscheedung muss gekuckt ginn, ze kucken.

Ech wëll och soen - an ech mengen, datt dat och wichteg ass -, datt oft gesot gëtt, mir wäre lues an der Transpositioun vun Direktiven. Mir si schnell an der Transpositioun vun den Direktive vun der Finanzplaz. Ganz vill Länner bréngen et net fäerdeg, fir dës Direktiv fir den 1. November ëmgesat ze hunn. Doduerch, datt d'Lëtzebuerger Parlament dat haut mécht, kréie mer erëm eng Kéier e konkurrenziellen Avantage. An ech géif dat gären hunn, well ganz oft gesot gëtt: Lëtzebuerg ass lues an der Ëmsetzung vun den Direktiven.

Déi aner Länner si jalous drop, datt mir et fäerdeg bréngen, dës Direktiv ëmgesat ze hu virum 1. November. Mir kréien also e groussen Avantage op déi aner Finanzplazen. Ech kann Iech soen, datt och déi Règlements grand-ducaux - zwee un der Zuel -, déi d'Regierung muss unhuelen, fir dëst Gesetz auszeféieren, mam Gesetz d'nächst Woch am Mémorial stinn, wann dann de Conseil d'État d'Dispens vum zweete Vote gëtt an de Grand-Duc dat och mat sanktionéiert a promulguéiert. Esou datt dat Gesetz wäert d'nächst Woch mat den zwee Reglementer am Mémorial stoen. Dat trëtt den 1. November a Kraaft. Dat heescht, d'Banken hunn also ganz gutt Zäit, fir an deenen nächste Méint ganz genee ze wëssen, op wat se sech musse preparéieren.

Drëtt Remarque: Den Här Mosar huet eng Rei Suggestioune gemaach am Steierberäich an dann dräimol gesot, den zoustännege Minister soll dorop reagéieren. Ech muss Iech soen, Här Mosar, den zoustännege Minister ass fir d'Steieren net de Budgetsminister. Duerfir kommen och keng esou Propositiounen am Budgetsgesetz. De Finanzminister kuckt all déi dote Saachen am Kader vun der genereller Steierlandschaft. Duerfir kann ech selbstverständlech hei dozou haut keng Stellung ginn.

Et bleift och, datt mer och den Drock vun der Chamber hunn, fir de Budgetsdefizit ze reduzéieren, an datt, wa mer also op honnerte vu Millioune verzichten am Kader vun deene Suggestiounen, mer natierlech domadder de Budgetsdefizit net méi maachen, à moins datt d'Chamber eis och an deenen nächste Méint seet, wou mer bei zousätzlechen Dépensë solle spueren.

D'Taxe d'abonnement huet d'lescht Joer eng 600 Milliounen erabruecht an den Droit d'apport eng honnert Milliounen. Et muss een also och ëmmer gesinn, mat wat fir engen Ampleuren ee schwätzt. Nach sinn dat Iddien, wou ech d'Meenung vum Här Mosar deelen, datt déi am Kader vun der Konkurrenz mam Ausland musse weider studéiert ginn. Mä mir wäerten also do vollt Vertrauen an de Finanzminister hunn, datt hien dat mat der Regierung kuckt, fir déi Propositioun le moment venu ze maachen. Mä ech sinn net den zoustännege Minister.

Lescht Remarque: Europa ass eng Chance fir dës Finanzplaz. Duerfir och, all euroskeptesch Téin, déi hei vläicht deen een oder deen anere mécht, muss een ëmmer erëm am generelle Kontext gesinn. Ouni Europa géif déi Finanzplaz hei net existéieren. Nëmmen d'fräi Zirkulatioun vum Kapital, och de Passeport européen, deen hei nach eng Kéier erweidert gëtt, bréngt Lëtzebuerg eppes, well mer domadder kënne vu Lëtzebuerg aus all déi europäesch Aktivitéiten, Finanzdéngschtleeschtungen, Finanzprodukter einfach verkafen.

Duerfir muss een Europa virun allem als eng Chance, als de Schlëssel zu eisem ekonomeschen Erfolleg op der Finanzplaz gesinn. Dëst ass e weidert Element an där Chaîne. Trotz allen Ëmsetzungsschwieregkeeten, déi dat selbstverständlech fir d'Banke kuerzfristeg mat sech bréngt, well et ass enorm vill Aarbecht dat hei ëmzesetzen. Laangfristeg, notamment duerch de Passeport européen, bitt dat nei Chancen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5627 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Féix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5019 iwwert d'Konfiskatioun. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Patrick Santer.

2. 5019 - Projet de loi sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 5019 verfollegt zwee Ziler: Éischtens, den Uwendungsberäich vun der Confiscation spéciale gëtt erweidert, an zweetens gëtt virgesinn - wat bis elo net méiglech war -, datt auslännesch Uerteeler, déi esou eng Konfiskatioun gesprach hunn, och zu Lëtzebuerg kënnen exekutéiert ginn.

Här President, wat ass eng Konfiskatioun? Et ginn där zwou Zorten: D'Confiscation générale an d'Confiscation spéciale.

D'Confiscation générale gëtt et net méi an onser Gesetzgebung. Den Artikel 17 vun eiser Verfassung verbitt et souguer se anzeféieren. Dat war eng Strof, déi de Condamnéierte vu sengem ganze Patrimoine - solle mer soen - entlaascht hätt, nom Motto: Wann s du condamnéiert gëss, dann hues du géint den Ordre public verstouss, da kann Der de Stat alles, wat an dengem Besëtz ass, ewechhuelen.

D'Confiscation spéciale ass eng Strof, déi bei engem Crime muss geschwat ginn a bei engem Delikt ka geschwat ginn. Et geet hei drëms, verschidden am Gesetz opgezielten Objeten, also Bienen, dem Condamnéierten ze konfiszéieren an de Besëtz vun deene Bienen dem Stat zoukommen ze loossen. D'Confiscation spéciale ass also en Transfert vum Besëtz un de Stat an ënnerscheet sech esou vun enger Saisie, déi den Untersuchungsriichter während der Enquête, also während der Instruktioun ka spriechen. Bei enger Saisie gëtt et keen Transfert de propriété zugonschte vum Stat. D'Konfiskatioun ass also eng definitiv Mesure.

Wat fir eng Objete kënne confisquéiert ginn? Bis elo konnte confisquéiert ginn: wann et sech net ëm Blanchimentsaffäre gehandelt huet, den Objet vun der Strofdot, de sougenannte Corpus Delicti, dat ass zum Beispill Falschgeld; zweetens, Saachen, déi gehollef hunn, eng Strofdot ze begoen, wann de Condamnéierten dovunner Propriétaire war, zum Beispill eng Tatwaff; an drëttens, den Erléis vun der Strofdot oder déi duerch d'Strofdot konnte kaaft ginn, zum Beispill en Auto, deen iwwer geklaute Fonge kaaft ginn ass.

Bei Blanchimentsaffären, wou et sech net ëm Drogenhandel oder Drogekonsum gehandelt huet, huet den Artikel 32 vum Code pénal d'Confiscation par équivalent ugefouert. Wat ass dat?

Do konnten, éischtens, Biens immeubles confisquéiert ginn. Zweetens goufe Bienen dem Objet vun der Strofdot substituéiert. An drëttens, besonnesch Bienen, déi dem Condamnéierte gehéiert hunn an déi och näischt mat der Strofdot ze dinn haten, mä déi an der Valeur der finanzieller Equivalenz vun de Bienen, déi sollte confisquéiert ginn, mä déi net opzedreiwe waren, entsprach hunn.

Zum Beispill, eng Strofdot huet en Erléis vu 50.000 Euro abruecht, et fënnt een déi Suen net méi, et fënnt een och keng aner Bienen, déi kéinte confisquéiert ginn, et gesäit een awer, datt de Condamnéierten en Auto huet, deen hie ganz legal a mat normale Fonge kaaft huet, da kann een deen Auto confisquéieren, och wann deen näischt mat der Strofdot ze dinn hat. Dofir heescht deen Term „confiscation par équivalent", et hëlt een eppes Equivalentes eriwwer.

Dofir schreift de Statsrot zu Recht: «D'une approche orientée sur l'auteur, on évolue de plus en plus vers une approche orientée sur le butin.» Dës bis elo nëmme bei Blanchimentsaffären uwendbar Confiscation spéciale gëtt duerch dëse Projet de loi den Droit commun, dat heescht, si ka bei alle Strofdote gesprach ginn.

Den zweete Punkt vum Projet de loi, den Artikel II, féiert dozou, datt déi auslännesch Uerteeler, déi eng Konfiskatioun vun engem zu Lëtzebuerg befannenden Objet, zum Beispill d'Fongen op engem Bankkonto, gesprach hunn, och kënnen hei zu Lëtzebuerg exekutéiert ginn. Bis elo war nëmmen eng Saisie während der Instruktioun méiglech, also eng Mesure temporaire, déi den Eegentum awer net un de Besëtz vum Stat, deen déi Konfiskatioun gefrot huet, transféréiert huet. Mir konnten also Requêtë vun auslänneschen Autoritéiten zur Konfiskatioun vun zu Lëtzebuerg befannenden Objeten net nogoen.

Duerch dëse Projet de loi kréie mer elo eng Prozedur an eise Code pénal oder Code d'instruction criminelle, fir esou auslännesch Uerteeler hei am Land exekutéieren

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

ze kënnen. Dat heescht eng Exequatur am Fachjargon.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, iwwert dee mer wäerten ofstëmmen, iwwerhélt eng ganz Rei vun de Propose vum Statsrot, deen och verschidde vun eisen Amendemente guttgeheescht huet. D'Kommissioun huet sech eestëmmeg fir dëse Projet de loi, wéi en och am schréftleche Rapport zréckbehale gouf, ausgesprach. Ech zweifelen net drun, datt och d'CSV unanime hannert dësem Projet stoe wäert.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den Här Bettel huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech wëll fir d'éischt dem Här Santer Merci soe fir säi Rapport. Ech bréngen och den Accord vun eiser Fraktioun. Ech wëll awer just soen, hien huet nach eppes vergiess, wéi hie gesot huet, dass gewësse Biene kënne saiséiert ginn. Dat, wat am meeschte saiséiert gëtt um Geriicht, dat sinn d'Autoen. Bei Alcoolémiesfäll, Leit, déi an der Récidive si beim Fueren, déi kréien hir Autoe ganz vill ewechgeholl an déi soll een och net vergiessen, well dat ass dat, wat awer am meeschte confisquéiert gëtt hei zu Lëtzebuerg.

M. le Président.- Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wollt och dem Rapporteur, dem Här Patrick Santer, Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, mir hunn hei niewent dem Blocage, der Possibilitéit fir Saisien ze maachen an d'Konfiskatioun elo wierklech all Instrumenter, fir dem Kampf géint déi international Kriminalitéit, notamment am Drogenhandel, mä och bei anere Kriminalitéiten, Rechnung ze droen, an duerfir wäert d'ADR och dëse Gesetzesprojet stëmmen.

M. le Président.- D'Madame Err huet d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Här President, och just fir den Accord vun eiser Fraktioun ze bréngen an ze soen, dass deem, wat de Rapporteur esou gutt erkläert huet, eigentlech näischt méi derbäizefügen ass. Alles, wat een nach dozou kéint soen, wär am Fong eng Répétitioun, a mat deem Programm, dee mer haut hunn, ass dat wierklech net néideg.

M. le Président.- Här Braz, wëllt Dir net datselwecht soen?

(Hilarité)

Vu dass d'Regierung d'accord ass mat den Ausféierungen, déi hei gemaach gi sinn, komme mer elo zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5019 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum Projet de loi 5697, eng UNO-Konventioun géint d'Korruptioun. D'Wuert huet d'Rapportrice, déi honorabel Madame Christine Doerner.

3. 5697 - Projet de loi portant

1) approbation de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003,

2) modification de l'article 12, point 5 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.)

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Begréff Korruptioun ass net méi tabu. D'Antibestiechungskonventioune vun der OECD, vum Conseil de l'Europe a vun der EU sinn am Laf vun deene leschte Joren an eist Gesetz iwwerdroe ginn. Si bréngen zwar de politesche Wëlle vun de verschiddene Länner zum Ausdrock, och d'Auslandskorruptioun ze bestrofen, mä sinn awer territorial a strofrechtlech limitéiert. Duerfir huet d'Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen décidéiert, dës Problematik integral völkerrechtlech unzegoen, an huet d'UNO-Konventioun géint d'Korruptioun am Joer 2003 zu Mérida a Mexiko ënnerschriwwen.

Dëse Vertrag geet vill méi wäit wéi all déi aner bestehend Texter a gëllt weltwäit als dat éischt zwéngend Instrument am Kampf géint d'Korruptioun. En ergänzt iwwregens och domadder d'UNO-Konventioun géint déi organiséiert transnational Verbriechen. Den deemolegen UNO-Generalsekretär Kofi Annan huet betount, dass dësen Text hëllefe wäert, d'Liewensqualitéit vu Millioune vu Mënschen ze verbesseren. D'Bestiechung ass nämlech e Phenomeen, dee wéineg Leit beräichert, awer d'Ekonomie, d'Gesellschaft an de Stat schwächt. A si ass och den Hemmungsfaktor Nummer eent an der Entwécklungszesummenaarbecht vu ganze Kontinenter mat räichen Industrielänner.

Éier mir elo dësen Text an eis lëtzebuergesch Gesetzgebung iwwerschreiwen an iwwert dëse Projet ofstëmmen, wëll ech e kuerz virstellen. En huet dräi Objektiver, dat ass d'Preventioun an d'Bekämpfung. Et ass déi international Zesummenaarbecht an et ass eng Sensibiliséierung vum Widderstand géint d'Korruptioun.

En ass a fënnef Kapitelen agedeelt. De Schwéierpunkt läit op de Preventiounsmoossnamen. Niewent konkrete Schrëtt, déi hei virgeschloe ginn, sollen d'Länner och hir eege Preventiounskonzepter entwéckelen, wéi zum Beispill d'Transparenz bei der Finanzéierung vu politesche Parteien a Wahlcampagnen.

Den Akzent gëtt selbstverständlech och op d'Incriminatioun an d'Repressioun geluecht, an duerfir énuméréiert dat zweet Kapitel vun dësem Vertrag Faiten, déi ënnert de Begréff vu Korruptioun falen, wéi zum Beispill den Trafic d'influence, den Abus de fonction an och d'Geldwäscherei. Fir méi korrupt Handlungen opzedecken, soll och elo déi juristesch Persoun incriminéiert an zur Verantwortung gezu ginn. En Zeieschutzprogramm ass virgesinn an och déi illegal Gewënner sinn ze confisquéiere respektiv anzezéien.

Dat véiert Kapitel betrëfft déi international Kooperatioun, well dësen Text soll hëllefen och um transnationalen Niveau d'Korruptioun ze bekämpfen. D'Konventioun propagéiert déi gängeg Instrumenter vun der internationaler Rechtshëllef an déi zwëschestaatlech Zesummenaarbecht. D'Länner solle sech géigesäiteg assistéieren an Informatiounen austauschen am Kader vun Enquêten a soss Prozeduren.

Déi grouss Nouveautéit ass d'Obligatioun, déi korruptiv verdéngte Verméigenswäerter zréckzefëieren, och déi, déi an Drëttstate confisquéiert gi sinn. Mat der Réckféierung vu Korruptiounserträg ass en neien internationale Rechtsgrondsaz geschafe ginn.

E leschte wichtege Punkt vun der UNO-Konventioun sinn d'Formatiounsprogramme fir all déi Persounen a Beamten, déi an d'Korruptiounsofwier involvéiert sinn. Konkret sollen och d'Entwécklungslänner mat finanziellen an technesche Mëttelen ënnerstëtzt ginn. D'Korruptiounsforme sollen an deene verschiddene Länner erfuerscht ginn an d'State sollen dës Informatiounen austauschen.

Här President, schonns haut ass eis Gesetzgebung mat de Bestëmmunge vun dëser Konventioun op ville Punkte kompatibel, well mir hu se an eisen Texter. Déi verschidden Infraktiounen, déi am Kapitel III vun dësem Vertrag virgesi sinn, hu mer opgeholl a si figuréieren an eisem Code pénal. Selbstverständlech sinn e puer Upassungen ze maachen.

Dat Éischt ass, wat d'Responsabilitéit vun de Personnes morales ubelaangt; dat wëllt soen d'Gesellschaften. Esou läit do säit Abrëll dëst Joer e Projet de loi vir.

Wat nei ass, ass d'Schafung vun engem Comité de prévention de la corruption. D'Iddi ass hei déi verschidden Acteure vun der Korruptiounsbekämpfung - dat wëllt soen d'Riichter, d'Polizei an och aner Responsabel - an engem spezifesche multidisziplinären Organ ze regruppéieren.

Dëse Projet definéiert och d'Modalitéite vun der internationaler Kooperatioun. Hei ass de Procureur général déi zentral Autoritéit.

Dëse Projet gesäit och vir, dass d'Exequatur vun auslänneschen Décisiounen, déi d'Konfiskatioun oder d'Réckféierung, d'Restitutioun vu Verméigenswäerter prononcéiert hunn, sech och op d'Korruptiounsaffäre soll bezéien. Et handelt sech ëm deen neien Artikel 659 vum Code d'instruction criminelle, deen elo just vum honorabele Patrick Santer am Projet 5019 virgestallt ginn ass. Ech muss bemierken, dass den initialen Text vun dësem Projet de loi, iwwert dee mir elo sollen ofstëmmen, sech op d'Artikele 660 bis 668 bezunn hat. Op den Avis hi vum Conseil d'État huet eis Kommissioun iwwert de Wee vun engem Amendement d'Referenzen am Text geännert.

Dëse Projet beschreift och de Regime vun de provisoresche Moossname bei der Exekutioun vun enger Konfiskatiounsentscheedung. Schlussendlech gëtt och nach eng Lück an eisem Steiergesetz gefëllt. Et geet hei drëms, en Oubli vum Législateur ze redresséieren. Säit dem Gesetz iwwert d'Korruptioun vum 23. Mee 2005 bezitt sech d'Korruptioun och op de privaten - entre autres, privaten - Secteur. Deemools ass awer déi deementspriechend Ëmännerung vum Artikel 12 vun der Loi sur l'impôt sur le revenu net modifizéiert ginn. Dat wëllt soen, dass an Zukunft och d'Schmiergelder net méi kënnen an der Steiererklärung ofgesat ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dëse Projet hëlt dat no. Dowéinst ass och via Amendementer de Libellé vum Gesetzesprojet ëmgeännert ginn, well dee soll jo och den Inhalt vun dësem Projet erëmspigelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konventioun vu Mérida ass vu méi wéi 190 State ratifizéiert ginn a kritt Bedeitung am internationale Kampf géint d'Korruptioun. Et ass wichteg, dass e Land wéi Lëtzebuerg sech déi noutwendeg Mëttele gëtt, fir géint d'organiséiert Kriminalitéit an am Kampf géint d'Korruptioun effizient op preventivem a repressivem Wee virzegoen. Mir kënnen dëse Projet stëmmen. Ech ginn och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Den Här Bettel huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech wollt hei am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei der Madame Doerner e grousse Merci soe fir dee fantastesche Rapport, schréftlech a mëndlech. Selbstverständlech, no deene gudden, kompletten Erklärungen, kënne mir nëmmen den Accord zu deem dote Projet bréngen.

M. le Président.- Madame Err.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Datselwecht soen ech am Numm vu menger Partei.

(Hilarité)

M. le Président.- Wat wëllt Dir da soen, Här Braz?

Wa soss kee méi eppes bäizeflécken huet, huet d'Regierung, den Här Minister Luc Frieden, d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, erlaabt mer aus internationale Grënn, ee Wuert op Franséisch ze soen.

Le Gouvernement attache une très grande importance, tant au niveau national qu'au niveau international, à la lutte contre la corruption, tant au niveau préventif qu'au niveau répressif. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a mis en place depuis le mois de juin un Comité pour la prévention contre la corruption. Il soutient activement les travaux de l'OCDE tout comme les travaux de l'Union européenne et notamment du groupe Greco, qui sont consacrés à la lutte contre la corruption. Il continuera à travailler étroitement, notamment avec le secrétaire général de l'OCDE, que le Premier Ministre et moi-même avons rencontré récemment, pour que les efforts menés au niveau de l'OCDE trouvent aussi leur reflet dans les travaux de l'administration luxembourgeoise. Le Gouvernement tiendra la Chambre informée de tous ces travaux auxquels évidemment tous les organes de l'État doivent coopérer.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5697 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5571. De Rapporteur ass den honorabelen Här Paul-Henri Meyers, an hien huet d'Wuert elo.

4. 5571 - Projet de loi portant modification 1. de l'article 14 (2) de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; 2. de l'article 10 du Code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission juridique

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5571 ass de 5. Mee 2006 an der Chamber vum Justizminister deponéiert ginn. De Statsrot ass a sengem Avis vum 20. Mäerz 2007 zur Schlussfolgerung komm, dass ee vun deenen zwee Artikele vum Gesetz géint e puer Texter vun der Verfassung géif verstoussen. Duerfir huet de Statsrot och e ganz neien Text proposéiert.

D'Commission juridique ass mat den Iwwerleeunge vum Statsrot d'accord gewiescht. Si huet sech also bei senger Analys vum Text op d'Propositioun vum Statsrot baséiert. Allerdéngs war d'Commission juridique der Meenung, dass den Text nach misst iwwerschafft a komplettéiert ginn. Duerfir huet se verschidden Amendementer virgeschloen, déi dozou gefouert hunn, dass den Text komplett reforméiert ginn ass. Deen Text ass de 4. Mee 2007 an de Statsrot gaangen. A sengem Avis complémentaire vum 20. Juni 2007 war de Statsrot komplett mat deem neien Text vun der Commission juridique d'accord.

De Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren, schaaft d'Méiglechkeet, fir deenen 20 Persounen, déi am Joer 2002 vun der Regierung an de Service de Police judiciaire agestallt si ginn, d'Attributioune vun Officier de Police judiciaire ze ginn. Déi 20 Persoune sinn an der Carrière supérieure an an der Carrière moyenne, awer och als Employé agestallt. Si schaffen an deene méi technesche Servicer vun der Police, wou se fir d'Enquêteuren eng materiell Hëllef duerstellen.

Dës Situatioun ass awer net ganz zefridde stellend, well déi Persoune kënnen net autonom, an duerfir och net effikass schaffen. D'Attributiounen an d'Kompetenze vun deene Persoune si gesetzlech net festgeluecht. Dat féiert och dozou, dass déi Aarbecht, déi se leeschten, an eventuell Entscheedungen, déi se mathëllefen erbäizeféieren, juristesch gesinn zu Contestatioune kënne féieren an eng juristesch Onsécherheet bei der Police judiciaire kënne schafen. Et ass duerfir net méi wéi richteg, wann déi gesetzlech Basis geschaf gëtt, fir dass déi Persounen d'Qualifikatioun an d'Attributioune vun Officier de Police judiciaire kënne kréien.

Et ass allerdéngs keen Automatissem. Dat Gesetz hei gëtt net automatesch deenen 20 Persounen déi Qualifikatiounen an déi Attributiounen. D'Attributioun vun Officier de Police judiciaire, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, bleift eng individuell, nominativ Décisioun vum Justizminister.

De Statsrot, deen an aneren Avisë ganz retizent ass, fir zousätzlech Postë vun Officier de Police judiciaire ze schafen, ass mam Zil vun deem heite Gesetz averstanen.

De Projet besteet aus zwee Artikelen. Den Artikel 1 ännert den Artikel 14 vum Gesetz vum 31. Mee 1999 iwwert d'Police. An deem Artikel 14 gëtt de Punkt 2, Alinea 5 ofgeschaaft. Deen Artikel gesäit eng maximal Zuel vun Effektiver vir. Déi Dispositioun gëtt net méi gebraucht, well d'Effektiver an der Loi budgétaire fixéiert ginn. Duerfir kënnt elo an deen doten Alinea deen neien Text eran, deen also d'Méiglechkeet schaaft, fir dass déi 20 Persounen, vun deenen ech geschwat hunn, d'Attributioune vun Officier de Police judiciaire kënne kréien.

An deemselwechten Artikel gëtt den Alinea 6 ofgeännert. Deen huet elo virgesinn, dass den Organigramm vun der Police judiciaire géif fixéiert ginn duerch eng gemeinsam Entscheedung vum Minister vun der Force publique an dem Justizminister. Et ass just dee Punkt, deen och de Statsrot a sengem Avis contestéiert huet. Duerfir huet de Statsrot virgeschloen, dass an Zukunft den Organigramm duerch e Règlement grand-ducal, an net méi duerch eng individuell Décisioun vun deenen zwee Ministere soll festgeluecht ginn. Dat ass also d'Änneru ng, déi am Alinea 6 virgeholl gëtt.

Den Artikel 2 ännert den Artikel 10 vum Code d'instruction criminelle. Dësen Artikel zielt déi Persounen op, déi d'Attributioune vun Officier de Police judiciaire hunn. Déi Ännerung ass noutwendeg ginn duerch d'Ofännerung vum Artikel 14 vum Police-Gesetz. Doduerch, dass do zousätzlech Persoune kënnen Officier de Police judiciaire ginn, muss och den Artikel 10 vum Code d'instruction criminelle ofgeännert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Commission juridique ass mam Rapport a mam Text eestëmmeg averstanen. Ech géif also och der Chamber proposéieren, deen Text an där Form ze stëmmen, wéi d'Commission juridique et proposéiert huet. Ech bréngen och heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Wëllt nach een eppes zum Fong vun dësem Projet soen? Här Bettel!

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen och kuerz Merci fir de Rapport. Ech wëll just soen, an dat hu mer net nëmme scho vum Conseil d'État gesot kritt, mä den Här Meyers ass och ee vun deenen, déi ëmmer répétéieren, dass d'Qualitéit vum OPJ net soll hei an deem Land eng Qualité générale ginn, déi esou vill Beamte kréien. Dat heescht, hei kréie mer nach eng Kéier eng Qualitéit vun den OPJ. Si si berechtegt an deem heite Fall. Mä et soll een awer évitéieren, dass een ëmmer méi OPJen an deem heite Land kritt.

M. le Président.- Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, ech mengen, dass dat doten ëmmer en delikate Punkt ass, net esou séier no baussen, mä éischter no bannen an der Verwaltung, well notamment dat Personal, wat iwwert den traditionelle Wee vun der Polizei-Rekrutéierung gaangen ass, ëmmer insistéiert huet, dass u sech och déi Funktioune vum OPJ prioritär sollen eigentlech deenen dote Carrièrë virbehale bleiwen.

Ech gesinn awer an - an an der Vergaangenheet sinn och schonn Exceptioune gemaach ginn -, dass et sech hei ëm eng Noutwendegkeet handelt, wann ee wëllt eng effikass Aarbecht am Kader vum Service de Police judiciaire garantéieren, dass do méi e grousse Krees, also och Leit, déi eben zum Zivilpersonal gehéieren, déi dote Qualitéit musse kréien.

Nach mengen ech, an do géif ech éischter an déiselwecht Richtung goen, wéi mäi Virriedner dat gemaach huet, ass et eng Suerg, déi mer scho bei der Diskussioun vun anere Projeten haten, dass mer feststellen, dass a ganz ville sektorielle Beräicher technescht Personal vun eenzelne Statsverwaltungen, déi net Polizeiverwaltunge sinn, regelméisseg gewësse Pouvoire kritt. Pouvoiren, déi och gläichzesetze si mat engem Officier de Police judiciaire an deem spezifesche Beräich, wou se d'Kompetenzen natierlech hunn.

Mir hunn den Androck gehat, dass éischtens momentan offensichtlech kee méi richteg den 100%egen Iwwerbléck huet, duerch wivill Spezialtexter eigentlech esou Pouvoire festgeluecht ginn. Duerfir hate mer de Wonsch geäussert, dass d'Regierung eis eng Kéier géif eng detailléiert Lëscht gi vun all deem Personal, wat déi Qualitéit als OPJ huet.

Gläichzäiteg verbanne mer domat de Wonsch, dass déi Leit, déi déi dote Qualitéit hunn, och speziell forméiert ginn, well sech jo dorunner eng ganz Rëtsch vu Contrainten ophalen. Ech mengen, déi Leit, déi déi dote Qualitéit hunn, wa se an där Qualitéit do agéieren als Verwaltungsmember, ënnerleien anere Regelen, anere Prozeduren, wéi wa se einfach nëmmen als normaalt Verwaltungspersonal Handlungen duerchféieren.

Duerfir also de Wonsch vun eiser Fraktioun, nach eng Kéier réitéréiert, fir op deem dote Punkt ze probéieren, iwwert deen heite Beräich eraus dat Ganzt ze harmoniséieren an och deene concernéierte Leit eng speziell Formatioun unzebidden.

M. le Président.- Merci, Här Bodry.

Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5571 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, de Grupp vun deene Grénge freet mech, wéi et mat der Motioun ass, déi den Här Braz gëschter déposéiert huet, ob déi dës Woch op den Ordre du jour geholl gëtt. Wa jo, wéini. A wéini dass se soll diskutéiert ginn.

Här Braz?!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Et ass déi Motioun iwwert d'Ausso vum Premier an der Pressekonferenz vum Regierungsbriefing. Vu dass sech offensichtlech nach net konnt mat der Motioun ausenanergesat ginn, géife mer proposéieren, dat muer de Mëtteg ze maachen. Dann hunn d'Fraktiounen och nach Zäit, eng Kéier ënner sech driwwer ze schwätzen.

M. le Président.- Wat soen déi aner Fraktiounen zu där Propositioun vum Här Braz?

Et ass keng Oppositioun zur Propositioun vun Iech, Här Braz. Dann denken ech, dass d'Chamber domadder d'accord ass. Mir diskutéieren déi Motioun also muer de Mëtteg.

Mir kommen elo zum nächste Projet de loi. Dat ass de Projet 5679 iwwert d'Magistraten. Den honorabelen Här Patrick Santer ass de Rapporteur, an hien huet och elo d'Wuert fir de Projet ze presentéieren.

6. 5679 - Projet de loi

1. relatif au stage des magistrats et futurs magistrats étrangers, et

2. portant modification de:

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

- la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Bei dësem Projet de loi geet et drëms, de Kader ze schafen, an deem auslännesch Riichteren, ob se Titulaire oder Stagiaire sinn, op engem Lëtzebuerger Geriicht oder op engem Lëtzebuerger Parquet e Stage kënne maachen. Um Niveau vun der Europäescher Unioun ass nom Studentenaustausch-Programm Erasmus en Austauschprogramm och fir Riichteren op d'Bee gesat ginn. An deem soll et Riichteren aus engem Memberstat erlaabt ginn, fir e Stage um Geriicht oder Parquet oder an enger anerer Institutioun an engem anere Memberstat ze maachen. 400 Austosch si fir dëst Joer geplangt. Virun zwee Joer waren et der nëmmen 173.

Et muss een och ervirhiewen, datt Lëtzebuerg Member ass vum Réseau européen de Formation judiciaire, eng belsch A.s.b.l., déi d'Fuerderung vun engem europäesche Formatiounsprogramm fir d'Riichteren als Zil huet. Dës Formatioun wäert och duerch déi géigesäiteg Erfahrungen, déi esou konnte gesammelt ginn, an dat Vertrauen, dat esou konnt opgebaut ginn, wesentlech zum Espace de liberté, de sécurité et de justice an der Europäescher Unioun bäidroen.

Här President, de System, wéi en am Projet de loi virgesinn ass, ass deen heiten. D'Autoritéit, vun där den auslännesche Riichter ofhänkt, stellt eng Demande beim Lëtzebuerger Justizminister. Also, den auslännesche Riichter ka selwer direkt keng Demande stellen. Déi Demande muss iwwer seng Autoritéit lafen. Wann de Justizminister déi Demande unhëlt, wäert de Procureur général d'État fir d'Judiciaire-Geriichter an de President vun der Cour administrative bei de Verwaltungsgeriichter deen auslännesche Riichter op e Geriicht oder Parquet affektéieren.

Den auslännesche Riichter huet dann och e Serment ofzeleeën. Hien huet während sengem Stage keng Décisiounsgewalt. Hie ka beim Délibéré participéieren, also derbäi sinn. Hie ka Recherchë maachen. Hie kann Notë schreiwen. Mä hien huet keng Décisiounsgewalt bei den Uerteeler oder do, wou en affektéiert ass. De Stagiaire ënnerläit och dem Secret professionnel vum Artikel 458 vum Code pénal.

De Statsrot hat zu dësem Projet keng Observatioun ze maachen. D'Commission juridique war och unanime fir dëse Projet; d'CSV-Fraktioun och.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. Ech gesinn, dass d'Fraktiounen alleguerten den Ausféierunge vum Här Santer zoustëmmen. Duerfir kënne mer direkt zum Vote vum Projet kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5679 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Adendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur d'Diskussioun vum Projet de loi 5670 iwwert d'Douane. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert!

7. 5670 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des douanes et accises

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet 5670 gesäit d'Reconversioun vun aacht Poste vun der Douanesverwaltung vun der ënneschter Carrière, dat heescht vun der Carrière vun den Expéditionnairen, an aacht Poste vun der mëttlerer Carrière vun därselwechter Verwaltung vir.

Wéi koum et zu dësem Projet? Duerch e Reglement vun der Europäescher Unioun sinn d'Länner vun der Unioun forcéiert, obligéiert, fir an hirem Land e Rapport iwwert d'Sécherheet vun hire Flughäfen opzestellen. Doropshin huet eis Regierung en nationale Comité iwwert d'Sécherheet vun der Zivilaviatioun agesat, fir d'Stäerkten an d'Schwächte vun der Sécherheet op eisem Flughafen ze analyséieren.

Dëse Comité koum zur Schlussfolgerung, datt besonnesch um Niveau vun der Manutentioun vum Fret, dat heescht vun de Wueren, verschidde Mängel an der Sécherheet vum Flughafe festgestallt konnte ginn. Hie schléit dann och vir, datt déi Mängel behuewe ginn, a besonnesch fir d'Douanesverwaltung schléit e vir, eng gréisser Verstäerkung vun hirem Personal - besonnesch um qualitative Plang - virzegesinn.

Dee Comité mécht dann och e puer Recommandatiounen, wat déi nei Missioune vun der Douane op dem Flughafe sollte sinn. Dat sinn eng Rei vu Missiounen, déi besonnesch dem Profil vun engem Beamte vun der mëttlerer Carrière entspriechen.

Well den Numerus clausus vun dem Budgetsgesetz fir dëst Joer eng Verstäerkung vun der Douane vun aacht Beamten op dem Niveau vun der Carrière inférieure virgesinn huet, huet d'Regierung décidéiert, fir déi aacht Beamte vun der Carrière inférieure a Beamte vun der Carrière moyenne ëmzedeefen, fir esou de Recommandatioune vun dem Comité national nozekommen.

De Statsrot an och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn en Avis zu dësem Rapport ofginn. Ech wëll hei net verheemlechen, datt déi Avisen net ze vill Begeeschterung fonnt hunn.

D'Chamberskommissioun huet de Projet an och d'Avisen an zwou Sëtzungen analyséiert an huet an der Réuniouun vum 3. Juli mäi Rapport unanimement ugeholl. Si schléit och der Chamber vir, fir de Projet esou ze stëmmen, wéi en hei virläit, an ech bréngen och domat den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Voilà, ech soen dem Rapporteur Merci. Wa kee méi quant au fond eppes zu deem Projet ze soen huet, da géif ech proposéieren, dass mer zur Ofstëmmung kéimen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5670 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zu der Diskussioun vum Projet de loi 5570, engem Sozialofkommes tëschent Lëtzebuerg a Frankräich. Rapporteur ass hei den honorabelen Här Romain Schneider, deen de Projet presentéiert. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Jo, also ech mengen, mir géifen d'Diskussioun vun deenen zwee Projeten, deem vum Sozialofkommes mat Frankräich an deem vum Sozialofkommes mat Marokko, an engem Jet maachen. Voilà, Här Schneider, dann hutt Dir d'Wuert, fir déi zwee Projete virzestellen.

8. 5570 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française sur la sécurité sociale

- du Protocole additionnel relatif au recouvrement des cotisations et contributions de sécurité sociale et à la répétition des prestations indûment versées

signés à Paris, le 7 novembre 2005

et

5705 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume du Maroc, signée à Luxembourg, le 2 octobre 2006

Rapports de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mer géifen dann zu zwou Konventioune kommen an der Matière vun der Sécurité sociale. Déi eng ass en Ofkommes mat Frankräich an déi zweet ass en Ofkommes mat Marokko.

Ech géif ufänke mat dem Projet 5570, esou wéi et virgesinn ass, engem Ofkommes mat Frankräich, dat ënnerschriwwe gouf zu Paräis de 7. November 2005, dat déposéiert gouf vum Ministre des Affaires étrangères de 4. Mee 2006 an zu deem de Conseil d'État den 22. Mee 2007 säin Avis ginn huet.

Mir hunn an der Chamberskommissioun doriwwer diskutéiert, wou ech den 22. Mäerz Rapporteur genannt gouf, a mir hunn den Avis vum Conseil d'État gekuckt an deem och Rechnung gedroen. Ech ginn herno nach eng Kéier kuerz dorobber an. An eiser Réunioun vum 5. Juli 2007 hu mer unanime dës Konventioun akzeptéiert.

Wat ass elo den Objet vun dësem Projet de loi? Bon, et ass éischtens, fir d'Relatiounen tëschent Frankräich a Lëtzebuerg an der Matière vun der Sécurité sociale nach ze verbesseren. Dës Relatioune si jo geregelt iwwert de communautairë Reglement 1408/71 iwwert déi ganz Sécurité sociale, dee ganz bekannt ass, wat d'Travailleurs migrants an der Union européenne ugeet.

Den Zousaz also, deen derbäikomm ass, ass virun allem entstanen, well jo e ganz grousse Flux vun Austausch besteet, an dat virun allem wéinst de Grenzgänger, déi bei eis hei schaffen. Duerfir gouf et wichteg, dass Dispositions additionnelles zu deem bestehende Reglement gemaach goufen.

A wat fir eng Richtung ginn elo dës zousätzlech Améliorationen? Bon, éischtens emol ass et eng Erweiderung vun den Droits au soins de santé fir déi Leit, déi eng Pensioun hunn, an dat ob se Frontaliers waren oder net, an dat hu virun allem déi Pensionéiert och fir hir Familljen, souwuel wat d'Soins médicaux betrëfft wéi och d'Soins programmés.

Zweetens geet et ëm d'Pensiounsrechter. Hei gëtt och Periode Rechnung gedroen, déi se an Drëttlänner gemaach hunn, wou souwuel Frankräich wéi Lëtzebuerg eng Konventioun ofgeschloss hunn.

Drëttens ass och d'Assurance dépendance hei geregelt, eng Assurance dépendance, déi iwwregens net am Règlement communautaire geregelt ass, mä déi all Kéiers tëschent de State muss geregelt ginn.

Véiertens, d'Procédure d'exécution - dat bei de Juridictiounen.

D'Kommissioun huet an dëser Diskussioun eigentlech zum Deel iwwert déi Konventioun geschwat, mä virun allem ee Problem opgehäit, wat eng ganz flott an eng ganz lieweg Diskussioun war: Dat war déi iwwert d'Assurance dépendance, wou et drëm gaangen ass, fir einfach ze kucken, virun allem och virum Hannergrond vum Trend, dass eng ganz Rei vu Leit an der Tëschenzäit hir Résidence kuerz iwwert d'Grenz huelen, wéi et géif ausgesi mat deenen eenzelne Servicer, déi da geleescht géife ginn, an hei virun allem, ob déi eenzel Réseauen da kéinten aktiv ginn oder net.

Mir hunn dat an enger flotter Form diskutéiert an och zesumme mat de Vertrieder vum Ministère ausdiskutéiert a waren eis dëser Problematik bewosst, hunn derniewent och d'Beispill vun Däitschland mat zitéiert. Hei si mer ganz kloer zur Feststellung komm, wann dat de Fall sollt sinn, dass dat och kloer misst iwwer Konventioune geregelt ginn. Mir sinn de Moment net der Meenung, dass dës Tendenz soll gestäipt ginn, fir virun allem och dëser Tendenz, déi de Moment besteet, net nach méi Opdriff ze ginn.

De Conseil d'État hat am Prinzip mat deem ganze Projet kee Problem. Hien huet just den Intitulé dovu geännert, andeem déi zwee Tireten erauskoumen, an e wollt verbessere mat engem «et» dertëschent, esou dass elo de Projet de loi heescht: «Projet de loi portant approbation - de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française sur la sécurité sociale, et - du Protocole additionnel relatif au recouvrement des cotisations et contributions de sécurité sociale et à la répétition des prestations indûment versées», deen drugehaange gouf, fir einfach déi Prestatiounen, déi bezuelt ginn, déi net rechtens sinn, zréckzekréien.

D'Kommissioun huet unanime dëse Projet och aviséiert, an ech géif mengen, dass ech och vu menger Säit aus dann den Accord vun eiser Fraktioun dozou kéint ginn.

Den zweete Projet ass de Projet 5705, dat ass e Projet, deen e bësse méi speziell ass. Dat ass en Ofkommes tëschent Lëtzebuerg an dem Kinnekräich Marokko, dat ënnerschriwwe gouf hei zu Lëtzebuerg den 2. Oktober 2006, hei och déposéiert gouf vum Ausseminister - dat de 15. Mäerz 2007.

De Statsrot huet och hei säin Avis den 22. Mee 2007 ginn. Ech gouf och den 21. Juni Rapporteur genannt vun dëser Konventioun, an och hei huet d'Chamberskommissioun vun der Santé an der Sécurité sociale de 5. Juli 2007 unanime dëse Rapport akzeptéiert.

Wat ass elo den Objet vun dëser Konventioun? Bon, den Objet ass deen, dass et eng d'Approbatioun ass vun enger Konventioun, och erëm an der Matière vun der Sécurité sociale, tëschent Lëtzebuerg a Marokko. Et ass déi éischte Kéier, wou esou international Relatiounen an der Sécurité sociale bestinn tëschent Marokko a Lëtzebuerg, an dat virun allem fir de Vide juridique hei opzehiewen, deen de Moment besteet bei der Uwendung un déi Ressortissantë vun deenen zwee Länner.

Natierlech wennt dës Konventioun sech gréisstendeels un a stäipt sech op de Règlement communautaire 1408/71. Si huet just eng Rei Upassungen, op déi ech eng Kéier kuerz wäert agoen.

1408/71 begräift, wéi gesot, d'Assurance maladie, d'Assurance accident, d'Assurance pension souwéi och d'Vieillesse, d'Invaliditéit an d'Survie, wéi selbstverständlech och d'Prestations de chômage an och d'Prestations familiales. Et ass awer och hei virun allem déi éischte Kéier, dass en internationaalt Instrument besteet, wat d'Assurance dépendance betrëfft, mat engem Land, dat net Member vun der Europäescher Communautéit ass. Dat ass e bëssen eng speziell Saach an dëser Konventioun.

De Champ d'application wennt sech da ganz kloer natierlech un d'Lëtzebuerger an och un d'marokkanesch Ressortissanten, déi op engem vun deenen zwee Territoirë wunnen, an e wennt sech dann natierlech och un d'Membere vun hirer Famill an un d'Hannerbliwwen. Derniewent ass dann eben déi Saach bäikomm, dass Lëtzebuerg nach eng Deklaratioun hannert d'Konventioun gehaangen huet, wou d'Marokkaner net domat d'accord waren, dass och dës Dispositioune géife spillen, egal wat fir eng Nationalitéit d'Persounen hätten an deem Land wou se sinn.

Dunn huet awer de Statsrot, deen dës Deklaratioun gekuckt huet, gesot, dat dote wier net méiglech, dass mer un eng Konventioun, déi vu béide Säiten ënnerschriwwe wier, nach géifen eng unilateral Deklaratioun hannendrunhänken, esou dass d'Kommissioun sech deem och ugeschloss huet an dës Deklaratioun aus dem Projet de loi elo erausgeholl huet, well mer och der Meenung sinn, dass Lëtzebuerg sech un dës Spillregelen, déi an der Europäescher Communautéit virgesi sinn, hale muss.

Wat heescht elo dës Konventioun? Wat sinn déi eenzel Chapiteren dovun?

Deen éischte Chapiter begräift virun allem dee vun der Égalité de traitement, dee vun der Exportatioun vun de Prestatioune souwéi och der Totalisatioun vun de Périodes d'assurance, dat fir herno d'Pensioun ze berechnen.

Deen zweete Chapiter geet éischter op d'Législatioun an a wat fir engem Land d'Aarbechter ganz einfach schaffe respektiv hir Activité professionnelle exercéieren.

Deen drëtte Chapiter behandelt dee ganze Volet vun der Assurance maladie a maternité.

Dann de Chapiter 2, dee virun allem och nei ass als en internationaalt Instrument, dee vun der Assurance dépendance, nei, wéi gesot, mat engem Land, dat net Member vun der Europäescher Unioun ass.

An dann de Chapiter 3, dee virun allem d'Berechnung, de Calcul vun den eenzelne Pensiounen, déi méiglech sinn, ganz genau definéiert.

Beim Chapitre 4 komme mer un d'Prestations forfaitaires, déi accordéiert gi bei engem Stierffall respektiv dann och natierlech bei de Frais du funérail, déi do ufalen.

Am Chapitre 5 schwätze mer vun där ganzer Matière Chômage, wou hei och kloer festgehalen ass, dass selbstverständlech net ka spillen, dass eng Exportatioun vun de Rechter, dat heescht mat deene sougenannten E303, net méiglech ass, dass déi Perioden, déi am Land prestéiert ginn, awer mat a Bezuch kënne geholl ginn, fir d'Périodes de stage bei deenen eenzelne Gesetzgebungen, sief et hei zu Lëtzebuerg oder a Marokko, ze erfëllen.

De Chapitre 6 ass dee vun de Prestations familiales, wou e bëssen och eng Spezifissitéit dran ass, dass hei kloer festgehalen ass, dass dat sech all Kéiers do applizéiert, op där Plaz, wou d'Kand och effektiv wunnt, wou et also seng Résidence huet.

De Chapitre 7 schwätzt vun den Accidents du travail an de Maladies professionnelles, déi geregelt gi sinn.

An de quatrième Titre vun der Konventioun regelt am Prinzip verschidden divers Dispositiounen, déi nach bestinn, souwéi natierlech och d'Entrée en vigueur vun dësem Gesetz.

De Conseil d'État huet dëse Projet de loi och positiv aviséiert, mä huet ebe just d'Remarque gemaach mat där Deklaratioun, déi mer drugehaangen haten, wou mer och deem Rechnung gedroen hunn an dës och elo an dësem Projet de loi ewechloossen. An deem Sënn géif ech och proposéieren, dass mer dës Konventioun stëmme kënnen, esou wéi se elo virgesinn ass am Projet de loi. Ech géif dann och mengersäits den Accord vun eiser Fraktioun dozou ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5570, d'Sozialofkommes tëschent Lëtzebuerg a Frankräich.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5570 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Ali Kaes), Jean-Paul Schaaf (par M. Gilles Roth), Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir stëmmen dann of iwwert de Projet 5705, d'Sozialofkommes mat Marokko.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Dëse Projet ass och eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Ali Kaes), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir haut de Moien ukomm. Haut de Mëtteg tagt d'Chamber um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 10.36 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

Communication page 502

5511 - Débat d'orientation sur la sécurité intérieure au Luxembourg

et

Interpellation de Mme Colette Flesch sur le nécessaire respect de l'équilibre entre sécurité publique et libertés individuelles pages 502-518

Ordre du jour page 518

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet des contrats des chargés de cours de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire pages 518-521

5743 - Proposition de loi de M. Marco Schank portant création d'un Service de bibliothèques publiques (Déclaration de recevabilité) page 521

5707 - Projet de loi portant création du Nordstad-Lycée pages 521-523

Question avec débat N°21 de M. Jean Huss au sujet des enfants diagnostiqués TDHA (trouble au déficit de l'attention / hyperactivité) pages 523-524

Interpellation de M. Alexandre Krieps au sujet de la thématique des transplantations d'organes pages 524-527

5448 - Projet de loi relatif aux tissus et cellules humains destinés à des applications humaines pages 527-531

Formation et composition d'une Commission des Comptes page 531

Ordre du jour page 531

Communications page 532

Dépôt d'une proposition de loi page 532

Ordre du jour page 532

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz page 532

5647 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans les régions frontalières, conclu par échange de lettres le 23 mai 2005 à Luxembourg page 533

5737 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection pages 533-535

5654 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Rétention pages 535-539

Ordre du jour page 539

5627 - Projet de loi relative aux marchés d'instruments financiers et portant transposition de:

- la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE,

- l'article 52 de la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive, et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif,

- la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés,

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

- la loi du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur,

- la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, et portant abrogation de:

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative à la surveillance des marchés d'actifs financiers,

- la loi modifiée du 21 juin 1984 relative aux marchés à terme pages 540-543

5019 - Projet de loi sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales pages 543-544

5697 - Projet de loi portant

1) approbation de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003,

2) modification de l'article 12, point 5 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) page 544

5571 - Projet de loi portant modification 1. de l'article 14 (2) de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; 2. de l'article 10 du Code d'instruction criminelle page 545

Ordre du jour page 545

5679 - Projet de loi

1. relatif au stage des magistrats et futurs magistrats étrangers, et

2. portant modification de:

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

- la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif pages 545-546

5670 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des douanes et accises page 546

5570 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française sur la sécurité sociale

- du Protocole additionnel relatif au recouvrement des cotisations et contributions de sécurité sociale et à la répétition des prestations indûment versées

signés à Paris, le 7 novembre 2005

et

5705 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume du Maroc, signée à Luxembourg, le 2 octobre 2006 pages 546-547

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1715	Mme Nancy Arendt	Éducation sexuelle à l'école
1720	Mme Marie-Josée Frank	Travaux de construction du contournement de Bous
1733	M. Claude Meisch	Révision de la composition du panier de produits pris en compte pour le calcul de l'index
1752	M. Jos Scheuer	Préparation aux examens proposée par l'Armée luxembourgeoise pour l'obtention de plusieurs catégories de permis de conduire - Cours du Centre de Formation pour conducteurs à Colmar-Berg
1755	M. Ben Fayot	Bilan des mesures fiscales en faveur du logement
1763	M. Aly Jaerling	Nouveaux tarifs dans les transports en commun
1764	M. Laurent Mosar	Politique commerciale de la société Coditel
1765	Mme Nancy Arendt	Contrôle des prestations fournies dans les Centres Intégrés pour Personnes Âgées
1766	M. Claude Meisch	Projets d'intérêt luxembourgeois sélectionnés dans le domaine des infrastructures de transport susceptibles de bénéficier d'un soutien financier communautaire
1767	M. Ben Fayot	Entrée en vigueur du règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 5 mars 2004 concernant la santé et la sécurité du travail et le contrôle médical - Lutte antitabac
1773	M. Patrick Santer	Exclusion des pays de l'UE du «Visa Waiver Program» (VWP) - Obligation de demande d'un visa d'entrée sur le territoire américain
1774	M. Xavier Bettel	Installation de membres de la Police grand-ducale dans un pays limitrophe
1788	M. Jacques-Yves Henckes	Qualifications des policiers du quartier de la gare
1789	M. Marcel Oberweis	Coopération européenne dans le domaine de la mobilité ferroviaire
1791	M. Aly Jaerling	Panneau d'affichage des valeurs mesurés de la qualité de l'air
1795	MM. Marcel Oberweis et Gilles Roth	Constat des infractions en matière de destruction de biotope au sens de la loi de la protection de la nature
1796	M. Marcel Oberweis	Futur de l'Institut Européen de Technologie (IET)
1798	M. Gast Gibéryen	Tracé de la nouvelle ligne ferroviaire Esch/Alzette-Luxembourg
1802	M. Xavier Bettel	Analyse des problèmes de transmission d'information vers certains commissariats

Question 1715 (2.5.2007) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**éducation sexuelle à l'école:**

Depuis quelques années le pourcentage des mères mineures est en hausse, notamment celui des mères de moins de 16 ans.

En 2005 50% des demandes d'interruption volontaire de grossesse au Grand-Duché du Luxembourg émanaient de jeunes femmes de moins de 25 ans, dont 6% avaient moins de 16 ans.

De nombreuses études soulignent l'importance de l'éducation sexuelle pour éviter que les jeunes filles soient contraintes à vivre une grossesse précoce non désirée ou le cas échéant un avortement. À côté de la survenue d'une grossesse non désirée, le SIDA, les violences et la discrimination à l'égard des femmes nous obligent à offrir à nos enfants une éducation sexuelle et affective sans fleur ni tabou, mais vraie, fondée sur la responsabilité et l'équité.

Une grande majorité des adolescents hésite à discuter des questions liées à la sexualité avec leurs parents. Aussi, l'éducation sexuelle est-elle toujours un sujet que beaucoup de parents ressentent comme gênant.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Sachant que l'éducation sexuelle est souvent négligée, le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'éducation sexuelle à l'école devrait être revalorisée?

- Le Gouvernement pourrait-il envisager de véritables campagnes de sensibilisation pour certains niveaux scolaires?

Réponse (12.7.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Concernant la place de l'éducation sexuelle et affective dans le curriculum de l'école luxembourgeoise, il convient de noter qu'elle fait partie du programme officiel:

- enseignement primaire: cours d'éveil aux sciences et sciences naturelles

- enseignement postprimaire: cours de biologie

Elle constitue donc une matière obligatoire au même titre que d'autres.

Le Ministère de l'Éducation nationale initie et soutient régulièrement des activités de promotion de la santé notamment dans le domaine de l'éducation sexuelle et affective et de la prévention du SIDA.

Je voudrais plus particulièrement attirer l'attention sur trois actions:

1. La distribution de préservatifs

Suite à l'accord de coalition qui prévoit la distribution gratuite de préservatifs aux jeunes, sur avis du Comité de surveillance du SIDA et après concertation avec les responsables de plusieurs lycées, il a été retenu que la distribution serait réalisée à faible coût.

Sur tous les sites des lycées et lycées techniques au moins deux distributeurs ont été installés. Les distributeurs en place ont été financés par le Ministère de la Santé et sont gérés par les écoles.

Parallèlement à la campagne d'installation, le SCRIPT a mis en œuvre en coopération avec l'AidsBerodung de la Croix Rouge et la Division de la médecine scolaire, une campagne de sensibilisation pour les élèves des classes de 7e et de 8e/6e.

Dans le souci de proposer une campagne concertée et respectant un langage adapté aux différentes classes (public jeune, contexte culturel et sociofamilial très hétérogène…), une formation a été organisée à l'attention du personnel de la médecine scolaire et des éducateurs et éducatrices des lycées et des lycées techniques.

2. Activités de prévention

- Une coopération systématique avec le Mouvement luxembourgeois pour le Planning familial et l'Éducation sexuelle a été mise en œuvre afin de proposer une démarche concertée aux écoles.

L'offre du Planning familial en matière d'éducation sexuelle et affective s'adresse plus particulièrement aux élèves des classes de 8e et 9e de l'enseignement secondaire technique ainsi qu'aux classe de 6e et 5e de l'enseignement secondaire. En complément à l'éducation en matière de santé affective et sexuelle prévue au programme officiel, l'intervention externe favorise la spontanéité des échanges et leur approfondissement ainsi qu'une prise de contact avec les locaux et le personnel des services spécialisés facilitant un recours ultérieur des élèves en cas de problème. Ainsi, 176 interventions en classes ont pu être prises en charge pendant l'année scolaire 2005-2006.

- Concours annuel organisé dans le cadre de la journée mondiale SIDA:

Lors de l'organisation des concours en coopération avec l'AidsBerodung de la Croix Rouge et du Service National de la Jeunesse, une attention particulière est portée aux élèves des classes de l'enseignement préparatoire.

3. Formation continue

L'expertise d'intervenants spécialisés garantissant une information adaptée et actualisée est mise en œuvre lors d'activités régulières de formation continue pour les enseignants et les enseignantes.

Question 1720 (3.5.2007) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant les **travaux de construction du contournement de Bous:**

En septembre 2003 la première partie des travaux de construction du contournement de Bous ont pu être achevés. L'objectif de ce contournement est, d'une part, d'assurer la fluidité du trafic qui y est très intense et, d'autre part, d'augmenter la sécurité et la qualité de vie à l'intérieur de l'agglomération.

Les plans pour la deuxième partie du contournement entre Bous et Oetrange étant prêts depuis longtemps, il semble que la réalisation de cette deuxième étape soit suspendue. Par conséquent, chaque jour plus de 1.000 voitures traversent l'agglomération - y inclus la rue le long de laquelle est situé le complexe scolaire - pour emprunter la route N28 vers Munsbach et rejoindre ainsi l'accès de l'autoroute.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Étant donné que les plans pour le contournement, élaborés en étroite collaboration entre le Ministère des Travaux publics et le Ministère de l'Environnement, sont achevés depuis longtemps et que l'État est déjà propriétaire des terrains concernés, quelles sont les raisons pour lesquelles les travaux de construction du contournement de Bous sont bloqués?

Réponse commune (20.7.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En date du 2 mars 2006 le Ministre des Travaux publics a saisi le Ministre de l'Environnement d'un dossier d'autorisation dans le cadre de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

L'instruction du dossier au niveau du département de l'Environnement a mis en lumière un certain nombre de graves problèmes environnementaux engendrés en cas de l'exécution du projet.

En conséquence le Ministre de l'Environnement a émis une décision négative en date du 12 mars 2007 sur base des critères de refus tels qu'il figurent à l'article 56 de la prédite loi.

Le projet de raccordement N2-N28 n'a pas encore fait l'objet de la procédure décisionnelle telle que prévue par la loi du 13 mars 2007 qui transpose en droit national la directive 97/11/CE du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Or, tout nouveau projet routier doit faire l'objet de cette procédure d'évaluation et, le cas échéant, d'une consultation publique, avant qu'une décision quant à sa réalisation ne puisse être prise.

Le projet de raccordement N2-N28 fera donc l'objet de l'évaluation prévue par la loi du 13 mars précitée et ceci parallèlement à l'élaboration des plans directeurs sectoriels «Transports» et «Grands ensembles paysagers et forestiers».

Question 1733 (10.5.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **révision de la composition du panier de produits pris en compte pour le calcul de l'index:**

Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays le 2 mai 2006, Monsieur le Premier Ministre avait annoncé que le Gouvernement allait, suite aux négociations au sein de la Tripartite et des décisions prises dans le contexte de la modulation de l'index, examiner au cours de l'année 2007 quels produits seraient dorénavant pris en compte pour le calcul de l'index. («Fir d'éischt mol: D'Regierung hätt kënnen dermat liewen eenzel Produkter elo schonn aus dem Indexwuerekuerf erauszehuelen - net d'Pëtrolsprodukter, mä Alkohol an Tubak. Well d'Gewerkschaften awer nëmmen d'accord ware sech iwwert dës Fro eréischt endgülteg ze äusseren, wann déi nächst regulär Iwwerpréifung vun der Zesummesetzung vum Wuerekuerf stattfënnt - an déi fënnt 2007 statt - hu mer déi Diskussioun op da vertaagt. Si ass net eriwwer - si ass vertaagt»)

Lors de sa réunion du 27 avril dernier, le Conseil de Gouvernement a procédé à un état des lieux des travaux et discuté de pistes de réflexion en vue de l'élaboration d'un plan d'action contre une inflation excessive. L'examen des produits pris en compte pour le calcul de l'index ne figurait pas parmi les mesures discutées.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement entend toujours revoir la composition du panier de produits pris en compte pour le calcul de l'index? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer quand cet examen des produits pris en compte pour le calcul de l'index aura lieu?

Réponse (16.7.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Il faut distinguer clairement deux éléments: d'une part, la composition du panier des produits de l'échelle mobile et, d'autre part, la révision du schéma de pondération de l'indice des prix (IPCN, IPCH).

La composition de l'échelle mobile, l'indice servant à l'indexation des salaires, a fait l'objet d'une discussion au sein du comité tripartite et a abouti aux décisions bien connues d'avril 2006. Ces mesures de modulation de l'échelle mobile ont été mises en œuvre par la loi de juin 2006. La liste composant l'échelle mobile n'est donc plus à l'ordre du jour.

La révision de l'indice des prix à la consommation, instrument de mesure de l'inflation, fait l'objet d'un réexamen annuel. Conformément à l'article 2 du règlement grand-ducal du 20 décembre 1999, la liste des positions de référence de l'indice et leurs pondérations sont révisées annuellement pour tenir compte des modifications dans les habitudes de consommation. Ce règlement précise en outre que les révisions annuelles de la liste des positions de l'indice et de leur pondération font l'objet de règlements grand-ducaux à prendre chaque année après consultation du CES. La pondération 2007 découle des comptes nationaux, plus précisément des dépenses de consommation finale des ménages, de l'année 2004. Le schéma de pon-

dération afférent est établi au prix du dernier mois disponible, en l'occurrence le mois d'octobre 2006 pour le schéma présenté au CES et le mois de décembre 2006 pour le schéma arrêté par règlement grand-ducal. Le schéma de pondération devient définitif après que la commission mensuelle de l'indice des prix ait entériné les résultats relatifs à l'indice au 1er décembre de chaque année. Le dernier avis en date a été publié le 11 janvier 2007 (www.ces.etat.lu). Le schéma de pondération définitif pour l'année 2007 est arrêté par le règlement grand-ducal du 13 février 2007 actualisant le règlement grand-ducal du 20 décembre 1999 concernant l'établissement de l'indice des prix à la consommation.

Une amélioration notable des données de base proviendra des résultats de la nouvelle enquête auprès des ménages, lancée en juillet 2003.

Des échantillons annuels indépendants de 1.000 ménages sont cumulés sur trois ans pour fournir des estimations de la structure des dépenses de consommation. L'enquête permanente sur le budget des ménages constitue une opération statistique particulièrement lourde et complexe, demandant un effort très important aux ménages (noter pendant 15 jours les achats quotidiens dans un carnet, rechercher toutes sortes de relevés, factures ou quittances pour les dépenses des six ou 12 mois écoulés). À partir de décembre 2007 des résultats seront publiés, chaque année, portant sur des données cumulées sur trois ans. Chaque année, une nouvelle vague sera ajoutée alors que la plus ancienne sera retirée. Quelques résultats préliminaires ont été publiés au mois de février dans le Statnews N°7/2007 du 9 février 2007.

Question 1752 (23.5.2007) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant la **préparation aux examens proposée par l'Armée luxembourgeoise pour l'obtention de plusieurs catégories de permis de conduire - cours du Centre de Formation pour conducteurs à Colmar-Berg:**

L'Armée luxembourgeoise offre aux soldats la possibilité de se préparer aux examens prévus pour l'obtention de plusieurs catégories de permis de conduire. Il est évident que le fait d'être détenteur du permis de conduire d'autobus ou de camion augmente considérablement la qualification des jeunes gens et par là leurs chances d'être embauchés au terme de leur service militaire.

Pour être admissibles à l'apprentissage et aux épreuves, les candidats doivent remplir un certain nombre de conditions qui diffèrent selon le permis visé, telles que la condition d'âge, la réussite de l'un ou de l'autre examen pratique, etc.

En ce qui concerne les cours offerts au Centre de Formation pour conducteurs à Colmar-Berg, il ressort des informations disponibles sur le site Internet de l'Armée qu'à côté des conditions générales à remplir par les candidats, l'Armée se limite à y faire passer 100 candidats par année à ses frais.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que des seuils annuels existent pour chaque catégorie de permis de conduire? Dans l'affirmative, lesquels? Par qui sont fixés ces seuils?

- Quelles sont les raisons qui expliquent que l'Armée peut faire passer 100 candidats par année aux cours proposés par le Centre de Formation pour conducteurs?

- Quels sont les critères retenus pour la sélection de ces candidats?

- Quel est annuellement le nombre de demandes dans chaque catégorie de permis de conduire et combien de demandes connaissent une réponse favorable?

Réponse (12.7.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

La question parlementaire de l'honorable Député a trait aux permis de conduire militaires.

Ad 1) Il n'existe pas de seuils pour la délivrance de différentes catégories de permis de conduire. Le nombre de permis de conduire à émettre est fonction du nombre de soldats volontaires incorporés, de la capacité du peloton instructeur chauffeur ainsi que des besoins opérationnels de l'armée.

Ad 2) Le site Internet de l'armée stipule effectivement que cette dernière peut faire passer annuellement 100 candidats aux différents cours proposés par le Centre de Formation pour conducteurs à Colmar-Berg.

Ne sont visés par cette limite supérieure que les permis de conduire de la catégorie B.

Le nombre de 100 résulte d'une analyse statistique effectuée par l'armée il y a un certain nombre d'années. Ce sont dès lors 100 militaires - toutes carrières confondues - qui participent annuellement à ces formations dans la catégorie B.

De même, l'armée participe depuis 2004 à des formations dans les catégories C et D à raison de 30 participants par an.

Ad 3) Pour pouvoir participer aux formations du Centre de Formation pour conducteurs dans la catégorie B, les soldats volontaires doivent être détenteurs (i) d'un permis de conduire militaire catégorie B et (ii) du permis de conduire civil depuis plus de trois mois.

Ad 4) Concernant le nombre de demandes, tous les soldats volontaires médicalement aptes suivent les cours pour l'obtention d'un permis de conduire militaire de la catégorie B, C1.

Les besoins opérationnels dictent le nombre de permis de conduire militaire de la catégorie C2, E1 et D.

En 2006, 111 permis de la catégorie B, C1 ont été délivrés. Pour ce qui est de la catégorie C2, E1, 63 permis ont été émis et huit de la catégorie D.

Question 1755 (24.5.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **bilan des mesures fiscales en faveur du logement:**

La loi du 30 juillet 2002 a introduit plusieurs mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, en ramenant par exemple la taxe sur la réalisation de plus-values lors de la vente de terrains ou d'immeubles à 25% du taux d'imposition moyen ou en augmentant le taux d'amortissement accéléré sur les immeubles locatifs en propriété privée de 4% à 6%.

Ces mesures ont connu une prorogation dans le programme gouvernemental d'août 2004, duquel il ressort que «les mesures fiscales en faveur du logement, instituées par la loi du 30 juillet 2002 seront maintenues en vigueur jusqu'au 31 décembre 2007. Un bilan de l'effet de ces mesures sera dressé avant cette date. Ce bilan devra permettre de déterminer l'efficacité des dispositions en cause et la correspondance de l'effet réel avec l'impact recherché des mesures».

Considérant que le Conseil Économique et Social a constaté dans son avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays 2007 que les mesures en question «n'ont jamais fait l'objet d'une évaluation quant à leur efficacité», et invite le Gouvernement «à présenter au plus vite un bilan desdites mesures avant de les abroger purement et simplement», j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que l'évaluation susmentionnée est en cours d'élaboration?

- Quel est le bilan intermédiaire que l'on peut tirer de l'application des mesures depuis environ cinq années?

- Quel est le nombre de contribuables qui ont profité de ces mesures?

- Quelle est l'évolution en ce qui concerne les ventes respectivement les achats de terrains à bâtir depuis l'entrée en vigueur de la loi?

Réponse (20.7.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La question parlementaire de l'honorable Député a trait aux différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation introduites par la loi du 30 juillet 2002.

En vue de procéder à une telle évaluation, il faudrait connaître le nombre total des mutations immobilières, l'objet sur lequel la mutation porte (terrain, maison unifamiliale, appartement, etc.), le nombre d'autorisations de bâtir, le nombre de logements achevés, etc.

Seule une enquête auprès des vendeurs pourra déterminer le motif les ayant conduits à la vente et si les mesures de la loi du 30 juillet 2002 y sont pour quelque chose.

En ce qui concerne le bilan intermédiaire que l'on peut tirer de l'application des mesures, il y a lieu de noter qu'au vu des prix des terrains à bâtir et des logements, il semble pour le moins évident que les mesures de la loi du 30 juillet 2002 n'ont pas désamorcé la flambée des prix.

Dans la récente publication du Statec «conjoncture flash» de mai 2007 le chapitre consacré à la Construction se lit comme suit:

Ces chiffres ne sont que partiels, étant donné qu'ils reflètent les autorisations de bâtir et non pas les lotissements et la vente de terrains à bâtir.

Entre 2002 et 2006, 4.437 contribuables ont profité de ces mesures. Il faut préciser que pour les années d'imposition 2005 et 2006 le taux de remise des déclarations d'impôts et de leur traitement par l'Administration des Contributions directes n'est encore que de 81% respectivement de 25%.

Question 1763 (5.6.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **nouveaux tarifs dans les transports en commun:**

Rezent huet den Här Transportminister nei Tariffer am nationalen öffentlechen Transport ugekënnegt.

Festzestellen ass, datt verschidden Tariffer méi bëlleg gi sinn, sou wéi och nei Méiglechkeeten a Form vu Joreskaarte fir eeler Persounen agefouert solle ginn. Kloer ass awer an dem Kontext net, ob déi Leit, déi bis elo gratis Kaarten haten, déi kënne behalen.

Leider ass et awer sou, datt fir d'Salariéen, déi Dag fir Dag mussen eraus, keng attraktiv Méiglechkeete geschafe goufe fir d'Benotze vum öffentlechen Transport; dat souwuel net fir d'Salariéen hei am Land, wou den Här Transportminister zoustänneg ass, awer och net fir d'Salariéen, déi aus de Grenzgebidder hei an d'Land schaffe kommen, wou och unbedéngt misst méi an den öffentlechen Transport investéiert ginn.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wéisou ass net dru geduecht ginn, an Hisiischt op den Ëmstieg op den öffentlechen Transport, fir och de Salariéen eng Joreskaart zum selweschten Tarif wéi den eelere Persounen unzebidden?

2) Kënnen déi Persounen, déi bis elo gratis Joreskaarten haten, déi behalen oder mussen elo déi eeler Leit déi nei Kaart bezuelen?

3) Ass dru geduecht gi fir den öffentlechen Transport fir d'Salariéen aus de Grenzgebidder méi attraktiv ze maachen duerch méi Ugebueter iwwert d'Schinn a Bus?

4) Wat geschitt an den interregionale Kommissioune vun der Groussregioun, wou Lëtzebuerg jo och vertrueden ass, fir den öffentlechen Transport ze förderen?

5) Wat sinn déi finanziell Mëttelen, déi vun der EU zur Verfügung stinn oder kënnen ugefrot ginn, fir den öffentlechen Transport an der Groussregioun ze förderen?

Réponse (10.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Här Deputéierten Aly Jaerling berifft sech a senger Ufro op déi Tarifännerung, déi ech fir den 1. Juli 2007 virgesinn hunn.

Bei dësen Ännerungen ass tatsächlech virgesinn e Joresabonnement fir Senioren ab 60 Joer anzeféieren zum Präis vu 50 Euro. Doniewent gëtt et dann och e Joresabonnement fir déi schaffend Leit bis 60 Joer an dat zum Präis vun 200 Euro (Kuerzstreck) oder 400 Euro (Netzkaart).

All déi Leit, déi bis elo eng gratis Joreskaart haten, kënnen dës och weider benotzen, an d'Gratiskaarte ginn och zu deeneselwechte Bedéngunge wéi virdru weider ausgestallt.

Déi Leit, déi iwwert d'Grenze fueren, kënne vun deene gënschtegen Tariffer hei zu Lëtzebuerg profitéieren, an dat a Kombinatioun mat den Tariffer, déi an eisen Nopeschlänner ugewandt ginn.

An den interregionale Kommissiounen ass de Verkéiersverbond (Communauté des Transports) am Aarbechtsgrupp 2 «Öffentlicher Personennahverkehr» vum Wirtschafts- an Sozialausschuss vun der Groussregioun vertrueden.

Zieler vun dësem Aarbechtsgrupp sinn niewent der Aktualiséierung a Verdéiwung vun der ënnert der vergaangener Présidence verfaassten Etüd «ÖPNV», och nach virun allem d'Beräicher elektronesch Fuerplang- a Präisinformatiounssystem, méi attraktiv Fuerpläng, een eenheetlecht Tarifsystem an d'Grënnung vun engem Verkéiersverbond fir d'Groussregioun, souwéi och eng Aktualiséierung vun den Empfehlungen iwwert d'Verkéiersinfrastruktur.

Doniewent wäert dësen Aarbechtsgrupp eng Resolutioun fir d'Verbesserung vum «ÖPNV» an der Groussregioun erstellen. Am Fréijoer 2008 soll eng zweet Verkéiserskonferenz vun der Groussregioun stattfannen.

Fir d'Virbereedung vun der ze iwwerschaffender Etüd souwéi och vun der Verkéierskonferenz si véier Sitzunge virgesinn, déi Vertrieder vu Ministèren, «ÖPNV»-Zweckverbänn, Verkéiersentrepisen, souwéi och Benotzerorganisatioune rassembléieren.

Niewent den Aarbechtssitzungen ass och etleches um Niveau vun der Öffentlechkeetsaarbecht geplangt:

- Mee-Oktober 2007: Abrénge vum «ÖPNV»-Konzept an déi régional a kommunal Parlamenter;

- Dezember 2007: Ofschlossbericht vum Aarbechtsgrupp;

- Januar 2008: Verkéierskonferenz;

- Ufank 2008: Projektantrag Interreg fir eng Bestandsopnahm vum «ÖPNV» an der Groussregioun;

- Enn 2008: Wëllenserklärung vun den Aufgabenträger vum «ÖPNV» souwéi och vun de Regionalparlamenter fir d'Aféierung vun engem gemeinsame Groussregioun iwwergräifende Verkéiersverbond;

- Schrëttweis Ëmsetzung vun de Verbesserungsvirschléi fir den «ÖPNV».

Grenziwwerschreidend Transportleeschtunge kënne vun der EU gefördert ginn iwwer e Programm Interreg, souwäit wéi zwee Länner sech iwwer sou e Projet eens sinn. Déi meescht Buslinnen, déi haut iwwert d'Grenzen no Lëtzebuerg kommen, gi vun eisem Transportministère finanziell gedroen.

Question 1764 (6.6.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **politique commerciale de la société Coditel:**

La société Coditel a signé avec les ayants droit et la société CLT-UFA une convention concernant la retransmission des programmes de télévision en numérique. Cette convention précise également le niveau de rémunération à verser au titre des droits d'auteur. Pour l'année 2008, la redevance forfaitaire annuelle par abonné est fixée à 55 euros hors TVA.

Selon mes informations, un certain nombre de clients ont déjà reçu une facture qui comprend le montant des droits d'auteurs pour l'année 2008 et qui doit être acquittée dans les semaines à venir. Les clients se voient donc dès a présent confrontés à une hausse substantielle des prix d'abonnement pour un service qui ne leur est offert qu'à partir du 1er janvier 2008.

Sachant bien que cette société a déjà dans le passé eu recours à des pratiques commerciales très particulières, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces allégations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par le Ministère afin de protéger les consommateurs contre des augmentations de prix intempestives ou injustifiées?

- Est-ce que les pratiques susmentionnées sont en conformité avec la législation sur le prix et la concurrence?

- Vu les développements qui précèdent ainsi que la politique commerciale particulière des dernières années, ne devrait-on pas réfléchir à un retrait de l'autorisation de la société en question?

Réponse (16.7.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

- La société de câblodistribution visée par la question parlementaire de Monsieur le Député Laurent Mosar a entre-temps fait marche arrière et a déclaré dans une lettre envoyée à l'ULC que leurs clients ne seraient pas tenus de régler leur facture dans les délais précisées dans la facture rectificative dont fait état Monsieur le Député. Elle se serait engagée à revoir les modalités de règlement et notamment de ne pas déconnecter les clients du réseau si la somme liée à la facture de 2008 restait en souffrance.

- Depuis l'abrogation de la législation sur les prix, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur n'a aucun moyen d'action pour agir sur les prix.

- Les faits cités par Monsieur le Député Laurent Mosar ont été dénon-

cés aux autorités de la concurrence.

- Depuis la loi du 30 mai 2005 sur les réseaux et les services de communication électroniques, l'activité dans ce secteur s'exerce librement (article 7) et l'opérateur n'a plus besoin d'une autorisation de la part de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR), mais doit simplement notifier l'exercice de son activité à l'ILR, organe de contrôle du secteur en question.

En outre, la société Coditel est titulaire d'une autorisation d'établissement délivrée par le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement sur base de la loi modifiée du 28 décembre 1988 relative à l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales. Suivant l'article 2 alinéa 5 de la loi précitée, cette autorisation peut être retirée par le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.

Question 1765 (7.6.2007) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **contrôle des prestations fournies dans les Centres Intégrés pour Personnes Âgées:**

Suite à ma question orale du 22 mai 2007 *(cf. compte rendu N°13/2006-2007)*, je souhaiterais avoir des précisions supplémentaires sur le contrôle des prestations fournies dans les Centres Intégrés pour Personnes Âgées.

Les soins fournis dans ces centres sont en règle générale d'une très haute qualité et les personnes séjournant dans un tel centre ou dans une maison de soins reçoivent les meilleurs soins possibles.

L'État luxembourgeois participe à concurrence de 140 millions d'euros au financement de l'assurance dépendance, argent destiné en partie à couvrir les soins fournis dans les CIPA ou maisons de soins.

Cependant, ces derniers temps il a été porté à ma connaissance qu'apparemment de plus en plus souvent les prestations fournies ne correspondent pas aux prestations prises en charge par l'assurance dépendance. En effet, il ne serait pas exceptionnel que, par exemple, un soin pour lequel une durée de 20 minutes devrait être prévu, soit presté en deux minutes. Il s'avère même que certains soins ne seraient pas effectués du tout, ceci bien évidemment au détriment des patients et des caisses de maladies qui payent pour une prestation qui n'est pas fournie.

Vu les développements antérieurs j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer qui exerce les contrôles dans les CIPA et combien de contrôles sont effectués annuellement dans les différents établissements au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser de quelle manière ces contrôles sont organisés? Sont-ils annoncés ou inopinés?

Réponse (16.7.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance ne prévoyait pas de contrôle des prestations, ni en matière de quantité des prestations octroyées, ni en matière de qualité des prestations.

Le contrôle des services et de leur fonctionnement incombe au Ministère de tutelle qui accorde l'agrément. Pour les établissements d'aides et de soins (Centres Intégrés pour Personnes Âgées et Maisons de soins), il s'agit en l'occurrence du Ministère de la Famille et de l'Intégration sociale. En présence de plaintes des bénéficiaires, la Cellule d'évaluation et d'orientation a d'ailleurs à maintes reprises fait appel aux compétences de ce Ministère.

Néanmoins, la loi du 23 décembre 2005 modifiant différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance attribue à la Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance, deux missions supplémentaires à savoir le contrôle de la qualité des prestations fournies à la personne dépendante, compte tenu des normes définies ainsi que le contrôle de l'adéquation entre les prestations effectivement dispensées et les besoins de la personne dépendante. En se concentrant sur la prestation d'aides et de soins en tant que telle, ces deux nouvelles missions confiées à la Cellule d'évaluation et d'orientation complètent judicieusement les missions de contrôle exercées par le Ministère de tutelle et liées plus particulièrement à l'attribution de l'agrément.

Il importe de signaler que des contrôles quant à la quantité des prestations ont été effectués depuis plusieurs années par l'Union des Caisses de Maladie, en qualité d'organisme gestionnaire de l'assurance dépendance.

En comparant le temps total des différentes prestations facturées par les prestataires aux effectifs du personnel, l'Union des Caisses de Maladie a pu constater que certaines prestations facturées ne pouvaient être fournies compte tenu d'un manque de professionnels pour les prester. Les prestataires concernés ont été invités à rembourser les sommes trop perçues et se sont exécutés.

En ce qui concerne l'adéquation entre les prestations requises au plan de prise en charge et les prestations effectivement accordées par les professionnels au bénéficiaire concerné, des contrôles sporadiques ont été réalisés. Il importe toutefois de signaler que ces contrôles n'ont pas été exercés systématiquement. La méthode appliquée consistait en une comparaison des prestations requises, des prestations facturées et de la documentation de soins. Cette dernière décrit tout à la fois, l'état de santé du bénéficiaire, son évolution et les prestations qui lui sont accordées.

Cet exercice a permis de compléter les opérations plus globales de contrôle exercées par l'Union des Caisses de Maladie et décrites ci-dessus.

Ceci étant dit, on ne manquera pas de relever le caractère très délicat que peut prendre une opération de contrôle des prestations octroyées. Vérifier si le droit du bénéficiaire aux aides et soins requis au plan de prise en charge est respecté impose de toucher à l'intégrité de la personne. Une telle vérification doit répondre à des exigences éthiques très strictes et s'exercer dans un cadre normatif clairement défini.

C'est principalement dans ce but que la loi du 23 décembre 2005 a institué une commission de qualité des prestations qui a pour mission d'élaborer des propositions de lignes directrices et de standards de référence notamment en matière de qualité des aides et soins, aides techniques et adaptations du logement. Cette commission vient d'être constituée. Il est prévu qu'elle se réunisse une première fois dans les prochaines semaines.

Question 1766 (7.6.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **projets d'intérêt luxembourgeois sélectionnés dans le domaine des infrastructures de transport susceptibles de bénéficier d'un soutien financier communautaire:**

Fin mai dernier le Parlement de Strasbourg a donné son accord aux nouvelles règles de financement dans le domaine des réseaux transeuropéens de transport et d'énergie.

- Alors que la grande majorité des fonds budgétaires mis à cet égard à la disposition par les instances communautaires sont réservés à des projets d'infrastructure relevant des transports, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports quels seront les projets d'intérêt luxembourgeois sélectionnés dans ce domaine pour être présentés à Bruxelles en vue de l'octroi d'un subside de l'Union européenne.

- Notant par ailleurs que les instances communautaires mettent la priorité dans le cadre de ce programme de financement sur les 30 grands projets d'infrastructure prioritaires identifiés en concertation avec les États membres, quels sont les projets luxembourgeois susceptibles de bénéficier d'un soutien financier communautaire?

- Sachant enfin que le projet Eurocap-Rail figure parmi les projets prioritaires en question et que l'échéance pour introduire une demande de subvention se trouve fixée à la fin du mois de juillet, où en est la concertation avec la Belgique sur la consistance des travaux d'amélioration de la ligne Luxembourg-Bruxelles?

- Le Gouvernement luxembourgeois compte-t-il introduire une demande commune avec la Belgique pour obtenir une aide communautaire au titre du programme visé?

- Y a-t-il eu une concertation avec les autorités françaises pour introduire une demande analogue pour le deuxième volet de la réalisation du TGV-Est portant sur la construction d'une ligne nouvelle à grande vitesse entre la périphérie de Metz et de Strasbourg?

Réponse (16.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1. Projet Eurocap-Rail

En ce qui concerne la concertation avec la Belgique sur la consistance des travaux d'amélioration de la ligne Luxembourg-Bruxelles, les CFL ont été invités à faire avancer les études relatives aux travaux projetés en vue de les porter à un niveau APS. Les CFL sont en train d'étudier la faisabilité de porter la vitesse entre Arlon et l'entrée de Kleinbettingen à 160 km/h. Une demande commune avec la Belgique pour obtenir une aide communautaire dans le domaine des réseaux transeuropéens pourra dès lors être introduite.

2. TGV Est-européen

Pour ce qui est de la concertation avec les autorités françaises pour introduire une demande pour la deuxième phase de la réalisation du TGV Est-européen entre Baudrecourt et Strasbourg, cette demande sera introduite, tout comme pour la première phase, par l'État français sur base du dossier à produire par les maîtres d'ouvrage RFF et SNCF.

Conformément à l'article 5 du protocole d'accord relatif au raccordement du Grand-Duché de Luxembourg au TGV Est-européen et signé entre la France et le Luxembourg le 28 janvier 2002, la contribution forfaitaire du Luxembourg pour l'ensemble du projet sera intégralement versée lors de la réalisation de la première phase du TGV Est-européen; la France renonçant expressément à demander au Luxembourg une quelconque contribution supplémentaire.

3. Amélioration du corridor C

Le corridor de fret C relie Anvers à Bâle en passant en Belgique par la ligne dite «Athus-Meuse», au Luxembourg par Rodange et Bettembourg et en France par la Lorraine et l'Alsace.

Sur le côté luxembourgeois différents travaux sont prévus sur cette relation:

- ajoute de deux fois quatre voies au triage de Bettembourg (deux voies au faisceau de débranchement et deux voies au faisceau de réception);

- aménagement d'une ligne nouvelle entre Belval-Usines et Belvaux-Mairie;

- réalisation d'un tunnel de connexion entre Belvaux-Mairie et Oberkorn afin d'éviter la courbe inclinée entre Oberkorn et Belvaux-Soleuvre;

- renouvellement et modernisation des installations ferroviaires en Gare de Differdange et desserte de cette Gare par le Poste Directeur de Pétange.

4. Mise à double voie de la ligne de Pétange à Luxembourg

La mise à deux voies de la ligne de Pétange à Luxembourg permet d'augmenter la capacité sur cette ligne. Dans le cadre de ce projet tous les passages à niveau implantés à bord de cette ligne seront supprimés afin de garantir la fluidité du trafic routier en vue de l'augmentation du nombre de trains utilisant cette ligne.

Cette ligne est importante pour les flux de voyageurs se dirigeant vers la France et la Belgique. Avec l'augmentation du nombre de trains, la desserte des villes limitrophes de Longwy et Virton à partir de Luxembourg pourra être améliorée.

Le projet créera aussi des capacités suffisantes pour la circulation de trains de marchandises circulant entre la Belgique et la France en passant par notre pays, tout en évitant la traversée d'importantes agglomérations comme Differdange et Esch/Alzette.

Il est à relever que ce projet est actuellement subventionné par la Commission européenne sur base d'un programme annuel. L'adoption éventuelle de ce projet dans le programme pluriannuel des subventions communautaires lui donnerait une certaine certitude en matière d'aide financière et éviterait d'introduire annuellement une nouvelle demande de subvention.

5. Construction d'un nouveau viaduc «Pulvermühle» et mise à double voie du tronçon de ligne de la bifurcation Stadtgrund à Sandweiler de la ligne de Luxembourg à Wasserbillig

La réalisation d'un nouveau viaduc «Pulvermühle» augmentera la capacité de la sortie Nord de la Gare de Luxembourg et supprimera la situation actuelle de la présence d'appareils de voies à la sortie Nord du viaduc existant ce qui améliorera la sécurité ferroviaire à cet endroit.

La mise à double voie du tronçon de ligne créera les capacités nécessaires pour une augmentation du nombre de trains vers Wasserbillig et l'Allemagne ainsi que la desserte ferroviaire de l'Aéroport de Luxembourg et du quartier de Kirchberg.

Il est à relever dans ce contexte que les études relatives à la construction d'un nouveau viaduc ont été subventionnées par la Commission européenne.

6. Installation du système ETCS sur le réseau ferré luxembourgeois

Les projets relevant du système ERTMS sont subventionnés par la Commission européenne par le biais d'un budget séparé de celui destiné au paiement des subventions concernant des projets généraux d'investissement.

Le système de sécurité ETCS est un module du système ERTMS. Le système ETCS qui sera installé sur l'ensemble du réseau ferré luxembourgeois permet de contrôler la vitesse des trains circulant sur le réseau ferré luxembourgeois. Avec ce système il sera notamment possible de faire arrêter les trains devant des signaux interdisant la continuation du train ou d'en réduire la vitesse si les circonstances l'exigent en absence d'une réaction afférente du conducteur du train.

Ce système constitue un maillant important en matière d'interopérabilité étant donné qu'il est prévu de l'installer sur tous les axes ferroviaires du réseau TEN-T.

Dans ce contexte deux demandes seront adressées à la Commission européenne.

Une première demande sera introduite par le GEIE du corridor C et a pour objet l'équipement de ce système sur les locomotives des opérateurs concernés ainsi que son aménagement sur l'infrastructure ferroviaire des lignes de ce corridor.

Une deuxième demande sera introduite par le Luxembourg couvrant les autres lignes du réseau ferré luxembourgeois.

Il est à relever que ce projet est actuellement subventionné par la Commission européenne sur base d'un programme annuel. Ce système est déjà installé et exploité commercialement sur la partie Sud de la Ligne du Nord entre Bürden/Michelau et Luxembourg. La mise en service de ce système sur la ligne de Luxembourg à la frontière franco-luxembourgeoise près de Bettembourg est prévue pour le 26 juillet 2007.

Question 1767 (7.6.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**entrée en vigueur du règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 5 mars 2004 concernant la santé et la sécurité du travail et le contrôle médical - lutte antitabac:**

L'article 17 de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac retient l'inscription dans le statut général des fonctionnaires du principe de la protection efficace du fonctionnaire contre les émanations résultant de la consommation de tabac d'autrui. Suite à l'entrée en vigueur de cette loi, le Conseil de Gouvernement a adopté lors de sa séance du 19 octobre 2006 un projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 5 mars 2004 concernant la santé et la sécurité du travail et le contrôle médical dans la fonction publique, dont l'objectif poursuivi est de déterminer les mesures, les conditions et les modalités d'application des dispositions législatives susmentionnées.

Or, sept mois plus tard, le règlement en question n'est toujours pas en vigueur, de sorte que j'aimerais connaître de Monsieur le Ministre les raisons qui expliquent ce retard.

- Sachant que l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi N°5533 devenu la loi du 11 août 2006 était très mitigé - rappelons qu'il était accompagné d'un avis minoritaire -, j'aimerais savoir si le Conseil d'État a entre-temps émis son avis sur ce règlement grand-ducal et, dans l'affirmative, s'il l'a approuvé.

- Quand est-ce que le règlement entrera en vigueur?

- Comment les fonctionnaires non fumeurs peuvent-ils se protéger à l'heure actuelle contre le tabagisme passif?

Réponse (20.7.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question parlementaire N° 1767 de l'honorable Député Ben Fayot, il convient de relever que le Conseil de Gouvernement, lors de sa séance du 6 juillet 2007 a décidé, sur base des avis afférents du Conseil d'État et de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'étendre sa première proposition et d'introduire une interdiction générale de fumer à l'intérieur des bâtiments de l'État, des communes et des établissements publics. Cette mesure sera applicable à partir du 1er janvier 2008.

Jusqu'à cette date seront applicables les mesures de protection générales prévues par la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac qui précise à son article 6, paragraphe premier, point 10 qu'il est interdit de fumer dans les halls et salles des bâtiments de l'État, des communes et des établissements publics.

Question 1773 (8.6.2007) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant l'**exclusion des pays de l'UE du «Visa Waiver Program» (VWP) - obligation de demande d'un visa d'entrée sur le territoire américain:**

La presse internationale s'est récemment fait l'écho, suite à l'«obsession sécuritaire américaine et les divisions européennes» (le Figaro, 2 juin 2007), du fait que tous les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne, même ceux dispensés à l'heure actuelle d'un visa en application d'un programme de dispense de visa («Visa Waiver Program»), dont les ressortissants luxembourgeois, pourraient se voir obligés de solliciter un visa avant d'entrer sur le territoire américain.

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les divisions européennes qui pourraient, outre la tendance sécuritaire américaine existant depuis quelques années, mener à un durcissement des conditions d'entrée aux États-Unis?

2) Quelles mesures l'Union européenne et le Luxembourg en particulier ont-ils pris ou entendent-ils prendre pour éviter que les ressortissants de pays qui sont actuellement inclus dans le programme de dispense de visa puissent continuer à en profiter?

3) Si le Luxembourg, entre autres pays, devait être exclu du «Visa Waiver Program», les citoyens américains qui se rendent au Luxembourg ou dans un autre pays de l'Union européenne devront-ils, eux aussi, solliciter un visa d'entrée pour notre pays?

Réponse (16.7.2007) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

L'honorable Député fait référence au «Visa Waiver Program» américain qui permet aux ressortissants de certains pays de voyager sans visa aux États-Unis pour un séjour ne dépassant pas 90 jours. Tous les anciens États membres de l'Union européenne sauf la Grèce bénéficient de ce programme ainsi que la Slovénie.

L'adhésion au programme repose sur un certain nombre de critères que les pays membres doivent remplir: les passeports des citoyens doivent être lisibles à la machine et les pays doivent avoir mis en place un programme de passeports biométriques; les États doivent fournir dans un délai raisonnable les informations sur des passeports perdus ou volés; le taux de refus de visas par les autorités américaines aux citoyens d'un pays doit avoir été inférieur à 3% avant l'adhésion au programme; le nombre de citoyens du pays qui ont dépassé le temps autorisé de séjour doit être bas; les pays concernés doivent accorder la réciprocité aux citoyens américains et donc ne pas leur imposer de visas; le département de la Sécurité intérieure doit, dans une appréciation politique, déterminer que la participation d'un pays au programme n'a pas d'impact négatif sur les intérêts américains en matière de sécurité. Les pays membres du «Visa Waiver Program» sont évalués tous les deux ans et l'administration peut exclure un pays si elle constate que les critères ne sont plus remplis.

Depuis l'adhésion à l'UE de dix nouveaux États membres le 1er mai 2004, suivi par celle de deux autres nouveaux États membres le 1er janvier 2007, l'Union européenne intervient régulièrement auprès des autorités américaines pour obtenir l'inclusion dans le «Visa Waiver Program» des 12 États membres de l'UE qui n'en sont pas encore membres, en vertu des principes de mutualité et de réciprocité sur lesquels est fondée la politique communautaire en matière de visas. Le sujet est abordé dans les contacts de l'Union européenne à tous les niveaux, en particulier lors des sommets annuels UE - États-Unis. Lors du dernier sommet du 30 avril 2007 le sujet a pareillement été évoqué et la déclaration conjointe adoptée par les dirigeants mentionne la volonté commune d'arriver rapidement à une situation dans laquelle tous les citoyens de l'UE peuvent voyager aux États-Unis sans visa: «We aim at swift progress in achieving visa-free travel for all EU citizens to the United States consistent with the U.S. proposal to strengthen the security of its Visa Waiver Program and accelerate the expansion of visa-free travel, which is an important step forward in facilitating travel between the United States and Europe.»

Au vu de ce qui précède, on ne peut donc parler de divisions européennes sur ce sujet comme suggéré par l'article du Figaro du 2 juin dernier auquel l'honorable Député fait référence.

Les États-Unis sont conscients de la volonté européenne de voir les 12 États membres concernés intégrés en bloc dans le «Visa Waiver Program», mais ils examinent les demandes de ces 12 États membres au cas par cas et ont jusqu'à présent proposé des feuilles de route à ces États pour les aider à se qualifier plus rapidement pour le programme. Alors que c'est la Commission qui traite avec les États-Unis dans ce dossier dans le cadre de la politique communautaire de visas, il est vrai que les États membres qui recherchent une adhésion au «Visa Waiver Program» sont engagés parallèlement dans des discussions bilatérales avec les États-Unis dans le contexte du processus par feuilles de route proposé par Washington.

L'article du Figaro fait référence aux réformes du «Visa Waiver Program» actuellement en cours à Washington. Au Congrès il y a eu plusieurs initiatives pour modifier les critères d'admission au «Visa Waiver Program» et notamment celui relatif au taux de rejets de demandes de visas inférieur à 3%. Des membres du Congrès et sénateurs sensibles aux demandes, surtout des pays d'Europe centrale, sont à l'origine de plusieurs projets de loi qui sont sous examen à la Maison des Représentants et au Sénat, et qui ont, au cours des lectures successives, été modifiées à plusieurs reprises déjà. Parallèlement, l'administration, et notamment le département de la Sécurité intérieure, cherche des voies pour concilier un niveau élevé de protection des frontières américaines et l'ouverture nécessaire de ces frontières pour ne pas entraver les affaires et le tourisme. Le Secrétaire à la Sécurité intérieure Chertoff propose ainsi de rendre les critères d'adhésion au «Visa Waiver Program» plus flexibles pour l'ouvrir à de nouveaux États, mais de renforcer en même temps la sécurité des États-Unis, par exemple en couplant la participation à ce programme à une obligation, pour chaque voyageur, d'obtenir une autorisation de voyage électronique préalablement à son départ pour les États-Unis, et peut-être aussi tôt que 48 heures avant le départ. L'Australie applique déjà un système comparable.

Le Commissaire pour la Justice et les Affaires intérieures Franco Frattini a indiqué, dans une réaction initiale à la proposition du Secrétaire Chertoff, que si ce système d'autorisation de voyage électronique était une façon rapide et non bureaucratique pour faciliter l'entrée aux États-Unis, il n'y voyait pas forcément d'inconvénient. C'est à cette autorisation de voyage électronique que l'honorable Député veut probablement faire allusion lorsqu'il parle d'obligation de visa avant l'entrée aux États-Unis. Selon les autorités américaines, il ne s'agirait pas d'un visa en tant que tel, mais d'un enregistrement des données contenues dans le passeport du voyageur qui permettrait aux autorités américaines de vérifier l'identité des personnes qui projettent de se rendre aux États-Unis et de leur communiquer la décision sur leur admission, qui est jusqu'à maintenant prise par l'officier d'immigration à leur port d'entrée, avant même leur départ.

Selon Monsieur Chertoff, l'administration américaine n'aurait pas l'intention d'abolir le «Visa Waiver Program», mais simplement de le réformer. Il faudra bien évidemment, le moment venu, étudier de près les critères réformés du «Visa Waiver Program» pour déterminer si les États qui sont actuellement membre du programme voient leur adhésion remise en question ou doivent se requalifier pour continuer de rester membre. Toutefois, comme le Grand-Duché de Luxembourg répond à ce stade pleinement aux critères définis dans le cadre du «Visa Waiver Program» (passeports lisibles à la machine, programme de passeports biométriques, information sur les documents de voyage en circulation au Grand-Duché, transmission en temps utile des données sur les passeports perdus ou volés…), il n'existe actuellement aucune raison pour que nos ressortissants ne continuent pas à bénéficier du «Visa Waiver Program».

Concernant le maintien de «situations de non-réciprocité par certains pays tiers en matière d'exemption de visa», il a été décidé lors du dernier Conseil JAI les 12 et 13 juin 2007 que la Présidence UE et la Commission continueront à entretenir un dialogue renforcé avec les États-Unis d'Amérique en vue d'obtenir le respect du principe de réciprocité en matière de visa envers tous les États membres de l'Union européenne.

Comme le Congrès américain n'a pas encore formulé de position définitive relative à cet amendement de la législation en matière d'immigration, la Commission a par ailleurs annoncé que la présentation de son troisième rapport en matière de réciprocité ne se fera qu'à partir du mois de septembre prochain. Rappelons que la Commission avait noté dans son deuxième rapport du 3 octobre 2006 qu'aucun élément de progrès tangible n'avait pu être enregistré en ce qui concerne les discussions avec les États-Unis d'Amérique et que des mesures appropriées à l'égard de ces derniers pourraient être envisagées en vue d'accélérer les progrès en direction de la réciprocité.

Au vu des débats en cours et sur une éventuelle réforme du «Visa Waiver Program» et sur le respect du principe de réciprocité, il est toutefois prématuré de discuter d'éventuelles mesures restrictives en matière de visa à l'égard des citoyens américains.

Question 1774 (11.6.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**installation de membres de la Police grand-ducale dans un pays limitrophe:**

En raison de la flambée des prix, notamment des terrains à bâtir, de plus en plus de ménages éprouvant des difficultés à trouver un logement adéquat, financièrement abordable, s'installent de l'autre côté de nos frontières.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les membres de la Police grand-ducale peuvent s'installer dans un pays limitrophe?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette interdiction est conforme avec le principe de la libre circulation des citoyens, prônée par l'Union européenne?

- Dans l'affirmative, quels seraient les éventuels critères d'après lesquels un policier luxembourgeois pourrait s'installer à l'étranger?

Réponse (20.7.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Hormis quelques exceptions, les fonctionnaires de police n'ont pas d'obligation légale de prendre domicile sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, mais doivent respecter les conditions du périmètre d'habitation telles qu'énoncées dans l'article 26 du règlement grand-ducal déterminant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel policier. Par ailleurs, les policiers ont une obligation de disponibilité respectivement doivent être joignables à tout moment en cas de sollicitation dans des situations d'urgence. Les fonctionnaires disposent d'une prime d'astreinte et d'une prime militaire pour cette obligation de disponibilité, voire dans certains cas de logements de service.

Face à la mobilité accrue des gens, j'estime opportun de revoir l'ensemble des aspects liés au périmètre d'habitation, en tenant compte d'une bonne organisation des services de police.

Question 1788 (15.6.2007) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **qualifications des policiers du quartier de la gare:**

Dans l'étude «Cartographie de la prostitution au Grand-Duché de Luxembourg», récemment publiée, on peut lire en page 38 une citation de Monsieur le Procureur d'État Robert Biever reprise de la façon suivante: «…, les policiers de la station de la gare n'ont pas tous la qualification nécessaire pour travailler dans des situations spéciales comme celle du quartier de la gare». Avec «situations spéciales» sont surtout visées les problèmes drogues, criminalité et prostitution.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre,

1) s'il partage l'avis du procureur d'État comme quoi les policiers de la station de la Gare de Luxembourg ne disposent pas tous de la qualification nécessaire pour agir dans un milieu difficile qu'est celui autour de la gare;

2) dans l'affirmative, quels programmes spéciaux Monsieur le Ministre envisage-t-il éventuellement pour remédier à cette situation;

3) combien de policiers assurent pour l'instant le service dans le quartier de la gare;

4) s'il est d'avis que l'effectif de police actuellement en place dans le quartier de la gare suffit pour faire face aux multiples problèmes qui se posent dans ce quartier;

5) s'il ne pense pas que l'effectif de police à la gare devrait être augmenté, et si oui, dans quelle mesure, de combien d'unités et quand.

Réponse (20.7.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Les policiers des unités de la police du quartier de la Gare de Luxembourg disposent tous de la qualification nécessaire pour agir dans ce milieu. Je tiens d'ailleurs à rendre hommage au travail engagé et compétent de ces fonctionnaires de police qui opèrent dans un quartier difficile et qui, par leur travail, contribuent à améliorer la sécurité de nos concitoyens.

Actuellement, 21 policiers sont affectés au Centre d'Intervention de la gare et sept au Commissariat de Proximité. Par ailleurs, les membres de la section «mœurs» ainsi que de la section «stupéfiants» de la Section de Recherche et d'Enquêtes criminelles de la Région de Luxembourg appuient leurs actions de contrôles.

Concernant les effectifs de ces unités de police, le Gouvernement continuera son effort de recrutement afin de doter toutes les unités, y compris celles de la gare, de personnel supplémentaire au cours des trois prochaines années.

Question 1789 (15.6.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **coopération européenne dans le domaine de la mobilité ferroviaire:**

Après le lancement du TGV-Est, de nouvelles extensions sont déjà projetées sur les réseaux de Ligne à Grande Vitesse (LGV) notamment au Sud des Pays-Bas, en Grande-Bretagne et entre Bruxelles et Cologne.

Pour bien préparer ce défi audacieux, différentes compagnies ferroviaires, entre autres la SNCF, la DB, les CFF, la SNCB, l'Eurostar, les NS et les ÖBB, se sont associées pour imposer l'offre de la grande vitesse comme alternative à la voiture et à l'avion. Ce groupement porte le nom de «Railteam».

«Railteam» se propose d'offrir une large panoplie de destinations sur l'ensemble des différents réseaux ferroviaires et de faciliter les correspondances entre les différents opérateurs.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Afin de faire participer la clientèle de notre pays à ce groupement, est-ce que les CFL ont soumis une demande d'adhésion au groupement «Railteam»?

- Quels pourraient en être les avantages pour les clients des CFL?

Réponse (16.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En effet, les entreprises ferroviaires CFF, DB, NS, ÖBB, SNCB, SNCF, Eurostar et Thalys, opérant toutes activement des services à grande vitesse, se sont associées, sur le principe des alliances aériennes, sous le label «Railteam» et ce dans le but d'établir des standards de qualité communs pour le transport international à grande vitesse et d'accroître la position compétitive de la grande vitesse européenne face à sa concurrence, surtout aérienne.

Ainsi les entreprises ferroviaires susmentionnées s'engagent à partir de la mi-année 2007 à offrir à leur clientèle internationale, à l'instar de leur trafic domestique, un haut niveau de qualité de service, surtout pour ce qui est des domaines de l'information et de la distribution ferroviaire, de l'assistance à la clientèle et du service après-vente.

Les CFL, entreprise ferroviaire n'opérant pas de services à grande vitesse, n'ont jusqu'à présent pas été sollicités à une adhésion à l'alliance «Railteam». Tout de même, en tant que mandataire de la SNCF qui opère les trains TGV entre Luxembourg et Paris, les CFL sauront faire profiter la clientèle luxembourgeoise de tous les avantages offerts dans le cadre de l'alliance «Railteam».

Question 1791 (19.6.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **panneau d'affichage des valeurs mesurés de la qualité de l'air:**

Den 12. am Heemount 2001, hat ech d'Fro N°1226 *(cf. compte rendu N°1/2006-2007)* un den deemolgen Här Ëmweltminister geriicht am Kontext mat enger Ëmwelttafel, déi zu Esch op der Maartplaz opgestallt war an de Bierger wichteg Ëmweltinformatioune vermëttele konnt. Dës Ëmwelttafel war Enn 2000 aus technesche Grënn ausser Betrib geholl ginn an aus finanzielle Grënn konnt net direkt eng nei ugeschaaft ginn. Duerno konnt wéinst Aarbechten an al Esch an op der Maartplaz keng nei opgestallt ginn.

Deemools hat den Här Ëmweltminister mer geäntwert et wiere keng Kreditter am Budget vum Ëmweltministère zur Verfügung fir sou eng Ëmwelttafel.

Kann den Här Ëmweltminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Gëtt et nei standardiséiert Ëmwelttafelen, déi ee kënnt erëm opstellen, dat net nëmmen an Esch mä an all Gemeng, fir de Bierger wichteg Ëmweltinformatiounen zoukommen ze loossen?

2) Wivill Kredit steet am Budget vum Ëweltministère zur Verfügung fir sou technesch Instrumenter am Zesummenhang mat den Ëmweltinformatiounen opzestellen?

3) Iwwerhëlt den Ëmweltministère déi gesamt Käschten, wann eng Gemeng sou eng Ëmwelttafel opstellt oder gëtt et nëmmen eng finanziell Bäihëllef vum Ministère?

4) Wann et nëmmen eng finanziell Bäihëllef gëtt, wéi héich kënnt déi sinn?

Réponse (10.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1) Nei standardiseiert Ëmwelttafele ginn et wuel, déi zentral vun enger Datebank, zum Beispill iwwer Internet oder per Modem, aktualiseiert ginn. Allerdéngs ass op sou Ëmwelttafelen den Text mat der Ëmweltinformation begrenzt. Eng besser a méi modern Virgehensweis wär déi, d'Informatioun direkt um Internet un der Address «emwelt.lu» sichen ze goen. Vill Haushalter hunn Zougang zu Internet. Direkt op Unzeigetafele kënnt een zeréckgräifen, wou tatsächlech scho greisser Gemengen esou équipeiert sinn, an e Minimaltext aspeisen.

2), 3) a 4) Momentan sti keng Kreditter am Budget vum Ëmweltministère zur Verfügung fir sou eng Opstellung vun Unzeigetafelen ze programmeieren. Par contre ass zur Zäit e Projet an der Realisatioun fir um Internetsite «emwelt.lu» wichteg Ëmweltinformatioune publik ze maachen. Duerno kënnt een eng Méiglechkeet plangen, wann eng Demande do ass, fir de Gemengen eng konzentreiert Informatioun a punkto Ëmwelt zoukommen ze loossen.

Question 1795 (19.6.2007) de **MM. Marcel Oberweis** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **constat des infractions en matière de destruction de biotope au sens de la loi de la protection de la nature:**

Selon nos informations, Monsieur le Ministre de l'Environnement aurait émis des instructions aux agents de l'Administration des Eaux et Forêts leur rappelant l'obligation de constat des infractions en matière de protection de la nature.

À cet égard, le contrôle du respect de l'article 17 de la modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles s'avère particulièrement délicat, en l'absence notamment d'une définition légale précise de la notion de biotope.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer en l'espèce l'existence d'une instruction rappelant l'obligation de constat des infractions en matière de protection de la nature?

2) Dans l'affirmative, par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il assurer la sécurité juridique des citoyens face aux multiples interprétations qui sont régulièrement prêtées à la notion de biotope?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre envisage en particulier de préciser dans un texte légal ou réglementaire la liste des biotopes à considérer sur les fonds situés à l'intérieur des périmètres d'agglomération?

Réponse (20.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad questions 1 et 2

Les instructions d'application des dispositions de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, revendiquées par l'ensemble des acteurs concernés depuis des années et arrêtées par le Ministre de l'Environnement en décembre 2006, garantissent la sécurité juridique des citoyens ainsi qu'une application pragmatique des dispositions de l'article 17.

Ces instructions définissent clairement la notion de biotopes en se limitant aux biotopes rares et/ou menacés couvrant des surfaces minimales. Le même document explique pour 14 types de biotope visé, les interventions qui sont à considérer comme destruction, réduction ou changement et tombant dès lors sous le champ d'application des dispositions de l'article 17.

Dans un souci de procurer un maximum de sécurité de planification et en vue de faciliter l'action des agents de l'Administration des Eaux et Forêts sur le terrain, un cadastre national de ces biotopes est en cours de réalisation et ceci sur base de critères scientifiques et selon un processus transparent.

En ce qui concerne l'obligation de constat des infractions, l'article 66 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de nature et des ressources naturelles stipule que les infractions à cette loi, donc également celles à l'article 17, sont constatées par les agents de la Police grand-ducale, les agents de l'Administration des Eaux et Forêts ainsi que par les agents de l'Administration des Douanes et Accises.

Ad question 3

L'article 17 ne fait pas de différence entre fonds situés à l'intérieur et fonds situés à l'extérieur des périmètres d'agglomération. Les instructions d'application de décembre 2006 retiennent une liste de 14 types de biotopes au sens de l'article 17. Cette liste est également valable à l'intérieur du périmètre d'agglomération. Un travail d'inventaire de ces biotopes à l'intérieur du périmètre est actuellement en cours dans différents triages forestiers. Les résultats de ce travail ainsi que celui du cadastre des biotopes réalisé sur l'ensemble du territoire national pourraient être à la base d'un éventuel texte réglementaire arrêtant une liste de biotopes.

Question 1796 (19.6.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **futur de l'Institut Européen de Technologie (IET):**

L'Institut Européen de Technologie créé en 2005 représente l'outil avec lequel l'Union européenne a voulu souligner sa vocation de construire des ponts entre le milieu scientifique voire le monde universitaire, d'un côté, et des entreprises de l'autre. Un des buts majeurs de l'IET est d'attirer les étudiants, les chercheurs et les professionnels les plus talentueux du monde et d'améliorer les compétences dans le domaine de la gestion de la recherche et de l'innovation. L'IET devrait ainsi servir de catalyseur de réformes dans le domaine interconnecté de la recherche, de l'éducation et de l'entreprise.

Or, depuis un certain temps on remarque un désintéressement croissant de la part du milieu industriel et de certains membres du Parlement européen pour l'IET. Selon mes informations, en aval de la conférence de Würzburg (Allemagne), l'IET ne décernerait plus de diplômes et ne resterait qu'un réseau virtuel de taille réduite. Parallèlement les moyens financiers ne seraient pas mis à disposition comme prévu initialement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces allégations?

- Les propos concernant le futur de l'IET ne laissent-ils pas surgir la crainte que cet outil performant de la société des connaissances tant souhaité ne verra pas le jour dans la forme prévue initialement?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeoise dans ce dossier?

Réponse (20.7.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Faisant référence à différentes informations, l'honorable Député désire s'informer sur l'état des négociations concernant le futur Institut Européen de Technologie.

À cet égard il y a lieu de noter que la Commission européenne a adopté le 18 octobre 2006 une proposition visant la création d'un Institut Européen de Technologie (IET). Cet institut s'articulera autour d'une structure de gouvernance centrale restreinte et d'un réseau de «Communautés de la Connaissance et de l'Innovation» chargées d'accomplir les missions de l'IET.

Sur la base des conclusions du Conseil européen du 22 juin, le Conseil «Compétitivité» du 25 juin 2007 est convenu d'une orientation générale sur un projet de règlement portant création de l'IET en vue de parvenir à un accord en première lecture avec le Parlement européen sous présidence portugaise. La délégation luxembourgeoise a soutenu cette orientation générale.

Selon les termes de l'accord, l'enveloppe financière prévue pour la phase de création et de démarrage de l'IET pendant une période de six ans commençant le 1er janvier 2008 s'établit à 308,7 millions d'euros, montant proposé par la Commission européenne.

L'orientation générale traduit le principe d'une approche en deux temps, selon laquelle deux ou trois Communautés de la Connaissance et de l'Innovation (CCI) seraient créées dans un premier temps; puis, dans un deuxième temps, après évaluation des activités réalisées jusqu'alors, de nouvelles CCI seraient mises en place et une stratégie a long terme pour l'IET serait définie. Ainsi le Conseil a retenu l'approche en deux étapes telle que proposée entre autres par la délégation luxembourgeoise lors du Conseil informel «Compétitivité» à Würzburg fin avril 2007.

Il est entendu que la sélection des premières CCI tiendra compte des politiques prioritaires de l'UE, notamment en matière d'énergies renouvelables et de changement climatique. L'approche suivra ainsi les propositions de la délégation luxembourgeoise qui a proposé d'ajouter également le secteur des services et les nanotechnologies en tant que thématiques prioritaires futures de l'IET.

L'IET exercera la plupart de ses activités dans le cadre des Communautés de la Connaissance et de l'Innovation. Celles-ci constituent des partenariats entre le secteur privé, la communauté des chercheurs et des équipes d'excellence provenant des pôles de recherche et des universités, combinant ainsi les trois pôles du «triangle de la connaissance» (éducation, recherche et innovation), ce qui contribuera à convertir rapidement les résultats les plus récents d'une recherche fondamentale d'excellent niveau en technologies nouvelles afin de réaliser des percées novatrices sur le marché.

Les titres et diplômes liés aux activités d'enseignement supérieur sont délivrés par les universités participantes conformément aux règles et procédures d'agrément nationales. La convention passée entre l'IET et les CCI prévoit que ces titres et diplômes peuvent également être des titres et diplômes estampillés «IET». L'IET encourage les universités participantes à délivrer des titres et diplômes conjoints ou multiples reflétant la nature intégrée des CCI.

L'accord obtenu confère une large autonomie à l'IET et aux CCI en termes de fonctionnement et de mise en œuvre. Parallèlement, les domaines prioritaires stratégiques et à long terme seront fixés par le Parlement européen et le Conseil, qui adopteront un programme stratégique d'innovation définissant les activités futures de l'IET.

L'IET devrait s'efforcer d'attirer une contribution financière du secteur privé. Le secteur privé est donc appelé à contribuer sensiblement au budget de l'IET et, en particulier, à celui des CCI.

Question 1798 (20.6.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **tracé de la nouvelle ligne ferroviaire Esch/Alzette-Luxembourg:**

De 25. Mee hat d'Gemeng Monnerech d'Awunner op eng Informatiounsversammlung agelueden, fir hinnen déi zukünftech Duerfentwécklung ze erklären. Bei där Geleeënheet sinn d'Awunner aus der rue d'Esch vu Steebrécke fir d'alleréischt gewuer ginn, datt déi nei Zuchstreck Esch-Lëtzebuerg matzen duerch hir Terrainen an Haiser verlafe soll.

An dësem Zesummenhang géif ech gäre vum Här Transportminister gewuer ginn,

1) ob hien et normal fënnt, datt Zuchlinne geplangt ginn an datt d'Leit, déi op dëser Linn wunnen, quasi zoufällech driwwer informéiert si ginn;

2) ob den Tracé vun dëser Eisebunnslinn schonn definitiv feststeet oder ob do nach Ännerunge méiglech sinn;

3) wéini a laut wat fir enger Prozedur d'Leit, déi vun dëser Eisebunnslinn betraff sinn, definitiv a vollstännech driwwer informéiert ginn, wéi et fir d'Zukunft vun hiren Haiser an Terrainen ausgesäit,

4) an ob de Minister ka verstoen, datt déi betraffe Leit de Moment net méi an nach aus wëssen.

Réponse (20.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

De Projet vun der neier Zuchstreck Stad/Lëtzebuerg-Esch/Uelzecht, wou verschidde Varianten am Dossier APS (Avant-Projet Sommaire) ausgeschafft goufen an am November 2003 ofgeschloss goufen, duerchleeft am Moment déi verschidde Prozeduren, déi d'Gesetz vum 13 Mäerz 2007 iwwert d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 97/11 virgesäit. Als nächst Etapp wäert an deenen nachste Méint den Dossier, deen aus dem APS, der Impaktnotiz iwwert d'Ëmwelt, der Impaktnotiz iwwert d'Sécherheet sou wéi der Vergläichsetüd besteet, an deene betraffene Gemengen ausgehaange ginn, wou d'Leit hir Meenung äussere kënnen.

D'Resultat vun dëser Konsultatioun vun de betraffene Leit, zesumme mat deene verschiddenen am Viraus realiséierten Etüden orientéiert de Regierungsrot an der Wiel vum Tracé.

Ech wëll hei nach eng Kéier explizit betounen, dass konform zu deem uewegenannte Gesetz keng Entscheedung vun der Regierung, wat d'Wiel vum Tracé ubelaangt, getraff gëtt bevir déi betraffe Leit an deene betraffene Gemengen d'Geleeënheet krut hate fir hir Meenung ze äusseren.

Question 1802 (21.6.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**analyse des problèmes de transmission d'information vers certains commissariats:**

Dans sa réponse du 23 avril 2007 à ma question parlementaire concernant la diffusion tardive de la photo d'un détenu évadé *(cf. compte rendu N°11/2006-2007)*, Monsieur le Ministre avait écrit que les experts en informatique seraient en train d'examiner d'éventuels problèmes de transmission vers certains commissariats.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si cet examen a déjà pu être conclu?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cette analyse?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels ont été les commissariats concernés par les problèmes de transmission?

Réponse (20.7.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

D'après les informations qui m'ont été transmises par les services compétents, aucune panne informatique n'est survenue au moment de la publication de la photo et celle-ci était disponible à toutes les unités de police.

La Police grand-ducale veillera à ce qu'à l'avenir la communication tant interne qu'externe se fasse le plus efficacement et le plus rapidement possible dans des situations d'urgence.

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°17
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

47e	séance, mercredi	11 juillet 2007
48e	séance, jeudi	12 juillet 2007
49e	séance, jeudi	12 juillet 2007

«Ce sont les peuples qui, par l'intermédiaire de leurs élus, pousseront les gouvernements à aller de l'avant. Il faut réunir dans une association interparlementaire les parlements de tous les pays où l'on parle français.» *(Léopold Sedar Senghor, ancien Président du Sénégal)*

DANS CE NUMÉRO

Organisation du marché de l'électricité et du gaz naturel	p. 548
Sécurité routière	p. 565
Gestion du bruit des aéroports	p. 572
Enseignement des langues	p. 578
Table analytique de la session 2006-2007	p. 593

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) fête son 40e anniversaire à Libreville (Gabon)

C'est à Luxembourg, en mai 1967, qu'a eu lieu l'assemblée constituante de l'APF qui réunissait alors les délégués de 23 sections issues de Parlements d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et d'Océanie. Son premier Président fut M. Victor Bodson, à l'époque Président de la Chambre des Députés.

Sur invitation de la section gabonaise, la 33e session de l'APF et la 4e session du Parlement francophone des Jeunes (PFJ) ont eu lieu à Libreville du 2 au 5 juillet 2007.

M. Abdou Diouf, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, a salué le travail accompli par l'APF durant les 40 dernières années.

«L'Assemblée parlementaire de la Francophonie garantit le fonctionnement démocratique de notre organisation. Elle est le relais, le trait d'union, le trait de communion entre la Francophonie et ses peuples. Vous nourrissez nos décisions, à travers les avis et recommandations que vous transmettez à l'OIF. Vous alimentez notre réflexion. Et la liberté de ton, l'indépendance de parole qui sont les vôtres sont pour nous l'assurance d'une conscience en perpétuel éveil. Vous étayez nos actions dans ce combat commun au service de la diversité linguistique et culturelle, dans ce combat commun au service de la solidarité, de la démocratie, des droits de l'Homme et de la paix.»

La délégation luxembourgeoise, avec à sa tête M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF, se composait de M. Michel Wolter, Député, de Melle Sophie Wehenkel et de M. Antoine Lazzari, représentants luxembourgeois au PFJ, ainsi que de Mme Sonja Benassutti, secrétaire administrative de la section luxembourgeoise.



Photo officielle avec S.E. M. El Hadj Omar Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise (1re rangée, 3e de droite), qui présidait la séance solennelle d'ouverture à Libreville.

Les points à l'ordre du jour

Dans le cadre d'un débat sur les flux migratoires dans l'espace francophone, les délégués parlementaires ont entendu M. Brice Hortefeux, Ministre français de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement. L'APF a également étudié le thème de la protection des libertés individuelles dans le contexte du développement des technologies de l'information et de la communication, à partir notamment des législations française, québécoise et burkinabé.

Vigie de la démocratie politique, l'APF a examiné différentes situations politiques dans l'espace francophone. Réaffirmant sa vocation à être le Parlement des assemblées de l'espace francophone, elle a tout d'abord levé la mesure de suspension des parlements de la République démocratique du Congo et de Mauritanie à la suite des récents scrutins intervenus dans ces deux pays.

Elle a également adopté des résolutions sur la protection internationale des réfugiés, la coexistence des libertés, des cultures et des religions et sur la politique du livre en français.

Renouvellement des instances dirigeantes

Enfin, l'APF a procédé au renouvellement de l'ensemble de ses instances et a porté à sa présidence pour les deux années à venir M. Guy Nzouba Ndama, Président de l'Assemblée nationale du Gabon. Elle a également élu à sa première vice-présidence M. Michel Bissonnet, Président de l'Assemblée nationale du Québec, - et a reconduit M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, dans ses fonctions de Trésorier international.

Le parlement francophone des Jeunes (PFJ)

La 4e Session du PFJ a réuni une soixantaine de jeunes de l'espace francophone. Les textes qu'ils ont adoptés ont été transmis aux parlementaires à l'occasion d'une séance d'échanges qui a donné lieu à un dialogue fructueux. Ces textes seront soumis au prochain Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie à Québec.



La délégation luxembourgeoise: M. Jos Scheuer (2e de gauche), M. Michel Wolter (1er à droite), Melle Sophie Wehenkel (2e de droite), M. Antoine Lazzari (milieu) et Mme Sonja Benassutti (1re à gauche)

Le futur ambassadeur en France reçu par M. Lucien Weiler



M. Georges Santer et M. Lucien Weiler

Avant de quitter ses fonctions de secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration et d'occuper le poste d'ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg en France, M. Georges Santer a été reçu le 31 juillet 2007 par le Président de la Chambre des Députés.

Lors de cette entrevue ont été discutées entre autres des questions liées à la transposition des directives européennes, à l'implication des Parlements dans les processus de décisions européens, à l'assistance des services des ambassades à l'encontre du Parlement et au renforcement des relations entre la Chambre des Députés et l'Assemblée Nationale.

M. Lucien Weiler a encore remercié le secrétaire général pour l'excellente collaboration entre le service des relations internationales de la Chambre et les services du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration placés sous la direction de M. Santer.



Présentation des comptes de l'exercice 2006 par M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF; M. Michel Wolter, membre de la délégation luxembourgeoise (à droite).

Sécurité routière

5366 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

b) la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

c) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules

Le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre du programme de lutte contre l'insécurité routière en vue d'améliorer le bilan des accidents de la route dus notamment à la vitesse excessive, la consommation d'alcool, la non-utilisation des ceintures, l'insuffisance de protection, l'existence de points noirs, le non-respect des temps de conduite et de repos pour le transport professionnel et la mauvaise visibilité.

Même si les chiffres luxembourgeois concernant les décès dus aux accidents de la route sont quelque peu faussés, du fait du nombre de frontaliers circulant sur le réseau routier luxembourgeois, il n'en reste pas moins que le Luxembourg est toujours parmi les pays européens où le trafic routier cause le plus grand nombre de décès.

Les modifications légales proposées dans le texte initial concernaient les trois aspects suivants:

- la refonte de la période de stage;

- l'adaptation des instruments légaux pour réprimer de façon ciblée les infractions routières particulièrement graves pour la sécurité routière;

- la mise en place d'un système de dépistage légal des conducteurs se trouvant sous l'emprise de drogues.

Le projet de loi fut révisé et complété par une série d'amendements gouvernementaux, communiqués à la Chambre des Députés en date du 19 mai 2006. Ces amendements tiennent compte de certaines observations formulées par le Conseil d'État dans son avis du 13 avril 2005, et actualisent la législation existante, notamment en matière de seuils d'alcoolémie.

Le Gouvernement saisit encore l'occasion pour actualiser la législation sur d'autres points qui concernent le permis de conduire, les documents d'immatriculation, le tachygraphe numérique, les avertissements taxés et les modalités de publication de mesures particulières relatives à la voirie.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre des Transports, le 16.07.2004

Rapporteur: M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports

(Président: M. Roland Schreiner):

19.03.2007	Désignation d'un rapporteur
	Organisation des travaux
30.03.2007	Examen du projet de loi et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.04.2007	Adoption des amendements parlementaires
	Amendement gouvernemental introduisant un abaissement du seuil légal d'alcoolémie
22.06.2007	Examen des avis complémentaires du Conseil d'État
03.07.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2007

Réglementation du traitement des données

5554 - Projet de loi portant modification

- de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

- des articles 4 paragraphe (3) lettre d); 5 paragraphe (1) lettre a); 9 paragraphe (1) lettre a) et 12 de la loi du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et

- de l'article 23 paragraphe (2) points 1. et 2. de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Il met à profit l'expérience acquise dans la mise en œuvre de ladite loi ainsi que des besoins et exigences constatés en la pratique. Techniquement, il repose sur deux axes:

1. la simplification substantielle des formalités obligatoires qui se traduit par un allègement du régime d'autorisation préalable et une simplification essentielle du régime de notification des traitements sans remettre en cause la protection de la personne concernée. L'allègement du régime d'autorisation préalable se traduit essentiellement par une réduction des catégories de traitements soumis à autorisation préalable. Ainsi par exemple les traitements de données génétiques et l'interconnexion de données restent pour l'essentiel soumis à autorisation préalable. La simplification essentielle du régime de notification des traitements passe avant tout par le biais d'une extension de la liste des cas d'exemptions à l'obligation de notification ainsi que par la suppression de la notification simplifiée qui devient obsolète face aux exemptions proposées. Cette approche répond au souci de la simplification administrative et permet d'atténuer l'effet d'engorgement qui résulte du nombre élevé de dossiers à traiter par la Commission nationale pour la protection des données.

2. la clarification de certaines dispositions de la loi en vue d'une transposition plus fidèle et complète de la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Ainsi, l'exclusion des «personnes morales» du champ d'application de la loi s'explique par une transposition plus fidèle de la directive 95/46 et répond ainsi au bénéfice de clarté et au souci de simplification du texte de loi. En effet l'article 1er de la directive 95/46 ne vise que les «personnes physiques» et n'impose pas d'obligation relative aux traitements de données concernant des personnes morales. De même, l'assouplissement du régime relatif au chargé de la protection des données porte notamment sur la possibilité de permettre à un salarié du responsable du traitement d'être désigné comme chargé de la protection des données, en lui garantissant une protection adéquate dans l'exercice de ses fonctions.

Dépôt par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 16.03.2006

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

16.04.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
19.04.2007	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.05.2007	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.05.2007	Examen et adoption d'une série d'amendements
10.07.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2007

Brevets européens

5634 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur l'application de l'article 65 de la Convention sur la délivrance de brevets européens, fait à Londres le 17 octobre 2000

L'Organisation européenne des brevets

L'Organisation européenne des brevets, organisation intergouvernementale établie à Munich, a été instituée le 7 octobre 1977. Elle compte actuellement 32 États membres: les 27 États membres de l'Union européenne, ainsi que la Suisse, l'Islande, le Liechtenstein, Monaco et la Turquie. L'Organisation européenne des brevets comprend deux organes: l'Office européen des brevets (OEB) et le Conseil d'administration.

Objet du projet de loi sous rubrique

Le projet porte approbation de l'Accord sur l'application de l'article 65 de la Convention sur la délivrance de brevets européens, fait à Londres le 17 octobre 2000.

Cet accord vise à rationaliser les exigences en matière de traduction de brevets européens. Actuellement, à l'issue de la procédure de délivrance, le déposant doit faire traduire son brevet dans les langues nationales des États dans lesquels il souhaite que son brevet soit en vigueur. En effet, tout État contractant a le droit, aux termes de l'article 65, d'exiger une traduction dans sa langue officielle, si celle-ci ne correspond pas à l'une des trois langues de l'article 14. Faute de traduction, l'État contractant concerné peut refuser la reconnaissance sur son territoire de tout effet au brevet. L'Accord prévoit que les États parties s'engagent à renoncer à l'exigence du dépôt de traductions des brevets européens dans leurs langues nationales.

Le Luxembourg n'a jamais requis de la part de titulaires de brevets européens de traduction de ces derniers, si ceux-ci étaient rédigés en langue anglaise. En adhérant à l'Accord, il ne pourra plus à l'avenir changer cette pratique dans un sens plus restrictif. Par contre, d'éventuels titulaires luxembourgeois de brevets européens pourront bénéficier des allégements linguistiques consentis par les autres parties contractantes de la Convention. L'Accord de Londres permettrait de diminuer de 30 à 40% le coût de la traduction et de rendre le brevet européen plus compétitif.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.11.2006

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

14.06.2007	Désignation d'un rapporteur
04.07.2007	Présentation d'un projet de rapport
09.07.2007	Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2007

5635 - Projet de loi portant approbation de l'Acte portant révision de la Convention sur la délivrance de brevets européens du 5 octobre 1973, fait à Munich, le 29 novembre 2000

L'Organisation européenne des brevets et ses organes

La procédure de délivrance de brevets européens est centralisée auprès d'une organisation internationale intergouvernementale, l'Organisation européenne des brevets, dont le siège est établi à Munich. L'Organisation compte actuellement 32 États membres: les 27 États membres de l'Union européenne, ainsi que la Suisse, l'Islande, le Liechtenstein, Monaco et la Turquie.

Organe exécutif de l'Organisation européenne des brevets, l'Office européen des brevets (OEB) est placé sous le contrôle du Conseil d'administration de l'Organisation. Il met en œuvre une procédure uniforme de traitement des demandes déposées par des entreprises ou des inventeurs individuels désireux d'obtenir une protection par brevet.

Le Conseil d'administration est composé des représentants de tous les États contractants de la CBE. Investi du pouvoir de direction stratégique, il est l'organe dirigeant de l'Organisation et supervise à ce titre le fonctionnement de l'Office européen des brevets. Il a compétence pour modifier, sous certaines conditions, la Convention.

Les principales dispositions de l'Acte

a) Amélioration de la lisibilité de la Convention sur le brevet européen

Le texte de la Convention a été remanié afin de le rendre plus clair et plus transparent, notamment en transférant dans le règlement d'exécution certaines dispositions régissant des points de procédure.

b) Amélioration des garanties juridiques au profit des utilisateurs du système des brevets

Une procédure centralisée de limitation et de révocation devant l'OEB a été instaurée. Cette procédure donne au titulaire d'un brevet européen la possibilité de réduire de sa propre initiative l'étendue de la protection demandée et d'éviter ainsi que naissent des litiges concernant la validité du brevet.

c) Amélioration du fonctionnement institutionnel de l'Organisation européenne des brevets et de son intégration dans l'environnement international et communautaire

La révision a ancré dans la Convention la tenue d'une Conférence régulière des ministres des États parties à la CBE afin de placer le système du brevet européen sous la responsabilité politique de ces États. Elle habilite par ailleurs le Conseil d'administration pour adapter la Convention aux traités internationaux et au droit communautaire sans avoir recours à une Conférence diplomatique de révision.

d) Prise en considération des orientations des Conférences intergouvernementales de Paris et de Londres

La Conférence intergouvernementale qui s'est tenue à Paris en juin 1999 a permis de débuter les travaux de réforme du système du brevet européen. Suite aux conclusions de deux groupes de travail un accord additionnel et facultatif sur l'article 65 de la Convention a été adopté à Londres en octobre 2000 faisant l'objet du projet de loi 5634.

Faisant suite au mandat de la conférence de Paris et de l'Accord de Londres précités, la Neuvième Partie de la CBE («Accords particuliers») a été amendée afin de permettre aux États membres de conclure des conventions portant par exemple création d'une juridiction des brevets européens commune de première et/ou de deuxième instance, compétente pour régler les litiges en matière de contrefaçon et de validité des brevets européens, ou établissant une entité commune

chargée de donner des avis sur le droit européen des brevets sur demande des juridictions nationales, ou encore prévoyant qu'il est renoncé à la traduction du brevet européen.

De plus, la Convention et le Protocole sur la centralisation ont été modifiés pour mettre en œuvre le fonctionnement du système BEST ("Bringing Examination and Search Together"). Ce système permet de rationaliser la procédure européenne de délivrance d'un brevet en fusionnant la recherche et l'examen quant au fond.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.11.2006

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

14.06.2007 Désignation d'un rapporteur

04.07.2007 Présentation du projet de rapport

09.07.2007 Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2007

Administration des douanes et accises

5670 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des douanes et accises

Le règlement CE N°1217/2003 de la Commission du 4 juillet 2003 arrêtant les spécifications communes des programmes nationaux de contrôle de la qualité en matière de sûreté de l'aviation civile oblige chaque pays à établir un programme national de contrôle de la qualité de la sûreté en matière d'aviation civile. Le rapport dressé par le Comité national de sûreté de l'aviation civile (CONATSAC) a relevé des lacunes au niveau de la sécurité de l'aéroport surtout dans le domaine de la manutention du fret. Ce rapport a abouti à l'établissement d'un tel programme pour le Luxembourg qui définit les missions des différents services concernés par la sûreté de l'aéroport tant au niveau de la circulation des passagers qu'à celui du "handling" du fret.

Ce rapport attribue à l'Administration des douanes et accises de nouvelles responsabilités et prévoit pour l'accomplissement de toutes ces missions un renforcement avant tout qualitatif de son personnel au niveau de l'Aéroport de Luxembourg. La bonne réputation de l'aéroport étant en cause, le rapport a insisté sur l'urgence des mesures à prendre.

Les nouvelles missions attribuées par le programme national à l'Administration des douanes et accises concernent:

- l'organisation des services de l'administration au niveau de la sûreté de l'aviation civile;

- la surveillance de la mise en œuvre des mesures de contrôle aux points d'accès autres que ceux des passagers, et également à l'intérieur des zones à accès réglementé;

- la prise en compte des incidents et problèmes donnant lieu à une procédure administrative et judiciaire;

- le contrôle de la qualité en matière de sûreté du fret;

- l'audit en matière de sûreté de l'aviation civile ensemble avec la Police grand-ducale et la Direction de l'aviation civile;

- le contrôle de la mise en œuvre des dispositions relatives au fret aérien établies par le programme national;

- le contrôle des procédures et des opérations de sécurisation du "handling-agent" du fret non sécurisé avant son transfert sur les avions ou vers les magasins de fret sécurisés.

Il ressort de la description de ces missions qu'elles sont en ordre principal de la compétence du fonctionnaire rédacteur. Il faut noter par ailleurs que des postes prévus à l'effectif budgétaire dans la carrière inférieure de l'Administration des douanes et accises n'ont pas toujours pu être occupés jusqu'à présent.

Vu l'urgence du renforcement qualitatif du personnel de l'administration au niveau de l'aéroport et vu la vacance de postes dans l'administration au niveau de la carrière inférieure, le Gouvernement a décidé de procéder à la conversion de huit de ces postes vacants en autorisations d'engagement de fonctionnaires de la carrière moyenne du rédacteur.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 23.01.2007

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

20.04.2007 Désignation d'un rapporteur

06.06.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État

19.06.2007 Examen d'amendements parlementaires

05.07.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

19.06.2007 Examen d'amendements parlementaires

Vote en séance publique: 11.07.2007

Stage des magistrats et futurs magistrats étrangers

5679 - Projet de loi

1. relatif au stage des magistrats et futurs magistrats étrangers, et

2. portant modification de:

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

- la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Une fois le projet de loi 5679 entré en vigueur, des magistrats et futurs magistrats d'États étrangers pourront accomplir un stage au Luxembourg auprès d'une juridiction de l'ordre judiciaire ou administratif ou d'un parquet.

Ainsi le projet de loi crée la base légale pour permettre à ces magistrats ou futurs magistrats d'accomplir un stage au Luxembourg, prévoit la procédure d'admission et d'affectation entre les différentes juridictions et fixe leurs obligations.

Ce projet de loi s'insère donc dans un cadre plus large, celui de la formation judiciaire de magistrats dans une juridiction d'un pays autre que le leur. Ainsi qu'il a été souligné dans l'exposé des motifs du projet de loi et dans l'avis du Conseil d'État, cette formation judiciaire se range dans différents programmes d'échange d'autorités judiciaires mis en place notamment dans le cadre de l'Union européenne.

Le Luxembourg est un des fondateurs du «Réseau européen de formation judiciaire» qui a pris la forme d'une association internationale à but non lucratif d'utilité internationale régie par la loi belge du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations et les associations internationales sans but lucratif. Cette association a pour objet de promouvoir un «programme de formation ayant une dimension réellement européenne».

De même, le 19 mars 2007, le Parlement européen a lancé, avec comme modèle le projet ERASMUS, un nouveau programme d'échange destiné aux autorités judiciaires des États membres de l'Union européenne et des pays candidats à l'Union. Ce programme vise à développer une confiance réciproque entre les autorités judiciaires et à renforcer la reconnaissance mutuelle des décisions, en permettant à des juges et membres du parquet de connaître une immersion dans une juridiction ou un institut de formation d'un autre pays européen.

Un rapport plus concret avec le fonctionnement d'autres institutions judiciaires, le dialogue entre magistrats et une meilleure connaissance et pratique des instruments notamment communautaires permettent de contribuer ainsi à la réalisation d'un véritable espace de liberté, de sécurité et de justice en Europe.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 06.02.2007

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

27.06.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis complémentaire du Conseil d'État

04.07.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2007

Convention contre la corruption

5697 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003,

2. modification de l'article 12, point 5 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.)

Le présent projet de loi a pour objet principal d'approuver la Convention des Nations Unies contre la corruption adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003.

Cette Convention constitue «le premier instrument à la fois universel et global de lutte contre la corruption». Elle représente une avancée qualitative dans les efforts entrepris pour éradiquer ce fléau qui transcende les frontières et qui ne peut être combattu qu'au travers de la conjugaison des efforts de tous.

Il est vrai qu'au cours de la dernière décennie, les instruments internationaux relatifs à la lutte contre la corruption se sont multipliés, principalement dans le cadre d'enceintes régionales, telles que par exemple l'OCDE dont la Convention de lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers a été transposée par le Luxembourg par la loi du 15 janvier 2001[1] ou encore le Conseil de l'Europe dont la Convention sur la corruption pénale a fait l'objet de la loi du 23 mai 2005[2]. La Convention des Nations Unies du 31 octobre 2003 va plus loin encore en ce qu'elle a pour ambition d'appréhender la corruption, à l'échelle mondiale et dans une perspective globale en tenant compte de toutes ses formes et manifestations, au travers d'un ensemble extrêmement complet de normes et prescriptions tendant à la prévenir, la poursuivre et la sanctionner. Elle se veut également novatrice en abordant la question de la restitution des avoirs issus de la corruption.

Cette Convention, appelée communément «Convention de Mérida», qui est entrée en vigueur le 14 décembre 2005 est aujourd'hui signée par 140 États et ratifiée par 80 d'entre eux. Le Luxembourg ne peut que souscrire à la démarche initiée dans le cadre des Nations Unies qui ont inscrit la lutte contre la corruption comme objectif majeur de leurs préoccupations. En effet, ce phénomène qui nourrit d'autres formes de criminalité, en particulier la criminalité organisée et la criminalité économique, y compris le blanchiment d'argent, constitue un obstacle majeur à l'état de droit et au développement durable des sociétés.

Subsidiairement, le présent projet de loi vise à rectifier un oubli du législateur survenu lors de l'approbation de la loi du 23 mai 2005 susmentionnée qui a étendu l'incrimination de la corruption à la corruption du secteur privé ainsi qu'aux juges, arbitres et parlementaires internationaux. La modification conséquente de l'article 12 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu qui interdit la déductibilité des pots de vin ayant été omise à l'époque, l'article 7 du projet de loi sous rubrique corrige cet oubli.

[1] Loi du 15 janvier 2001 portant approbation de la Convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques du 21 novembre 1997 sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et relatif aux détournements, aux destructions d'actes et de titres, à la concussion, à la prise illégale d'intérêts, à la corruption et portant modification d'autres dispositions légales.

[2] Loi du 23 mai 2005 portant approbation: a) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997; b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997; c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999; d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003, et modifiant et complétant certaines dispositions du Code pénal.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.03.2007

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

16.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

23.05.2007 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.06.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.07.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2007

Convention de sécurité sociale avec le Maroc

5705 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume du Maroc, signée à Luxembourg le 2 octobre 2006

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume du Maroc sur la sécurité sociale, qui a été signée à Luxembourg en date du 2 octobre 2006.

C'est la première fois que les relations internationales en matière de sécurité sociale entre le Maroc et le Luxembourg sont régies par un instrument international. Dès lors, le vide juridique est comblé par cette nouvelle convention qui garantit les droits en matière de sécurité sociale des ressortissants des deux pays qui ont été soumis successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement communautaire 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Le champ d'application matériel est très large, car la convention s'applique aux législations des deux États contractants relatives à l'assurance maladie-maternité, l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles, l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie, aux prestations de chômage, ainsi qu'aux prestations familiales. C'est la première fois qu'un instrument international conclu avec un pays qui n'est pas membre de l'Union européenne règle la matière de la dépendance. La convention ne s'applique pas à l'assistance sociale.

Pour ce qui est de son champ d'application personnel, la convention s'applique aux ressortissants luxembourgeois ou marocains et aux réfugiés résidant sur le territoire luxembourgeois ou marocain, qui sont ou ont été soumis à la législation de l'un ou des deux États contractants, ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.03.2007
Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):
21.06.2007 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.07.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2007

Relations UE - Albanie

5706 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, et de son Acte final, signés à Luxembourg, le 12 juin 2006

Le projet de loi a pour objet d'approuver l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes respectivement leurs États membres et l'Albanie, qui s'inscrit dans le cadre du processus de stabilisation et d'association lancé en 1999 par l'Union européenne en faveur de cinq pays d'Europe du Sud-Est.

En juin 2000, le Conseil européen de Feira a confirmé que l'objectif de ce processus est l'intégration complète des pays de la région dans le courant politique et économique européen et a affirmé que «tous les pays concernés sont des candidats potentiels à l'adhésion».

Accordant une attention particulière au respect de l'État de droit et des droits de l'homme et aux principes démocratiques, les parties s'engagent à contribuer à la stabilisation politique, économique et institutionnelle de l'Albanie ainsi que de l'ensemble de la région, par le développement de la société civile et la démocratisation, le renforcement des institutions et la réforme de l'administration publique, le développement du commerce et de la coopération économique par la mise en place d'une zone de libre-échange ainsi que la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.03.2007
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Ben Fayot):
07.05.2007 Désignation d'un rapporteur
11.06.2007 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2007

Nordstad-Lycée

5707 - Projet de loi portant création du Nordstad-Lycée

Le présent projet de loi entend créer sur le territoire formé par les communes de Bettendorf, de Colmar-Berg, de Diekirch, d'Erpeldange, d'Ettelbruck et de Schieren un lycée qui portera le nom de Nordstad-Lycée.

Ce lycée sera le sixième lycée implanté sur le territoire de la Nordstad. Le Nordstad-Lycée fonctionnera à partir de septembre 2007 dans des structures provisoires situées à Diekirch.

Le Nordstad-Lycée accueillira quelque 1.200 élèves, répartis sur 50 classes à plein temps, plus des classes concomitantes. Il s'agit, d'une part, de certains élèves de l'actuel Lycée technique d'Ettelbruck, surpeuplé avec ses 1.750 élèves et, d'autre part, d'une partie du surplus d'élèves dû à l'accroissement notable de la population scolaire dans les années à venir.

Le nouveau lycée offrira différentes voies de formation aux élèves:

- la division inférieure de l'enseignement secondaire;

- le cycle inférieur et le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique.

Dans les cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique, l'offre scolaire du Nordstad-Lycée s'étalera sur les trois régimes:

- le régime technique;

- le régime de la formation de technicien;

- le régime professionnel.

Le nouveau lycée sera doté d'un projet pédagogique qui consiste à accueillir les élèves de 7.30 heures à 18.00 heures et offrira un encadrement qui comprendra notamment, d'une part, des cours d'appui et des mesures de remédiation, et, d'autre part, des activités culturelles, sportives et scientifiques ou des apprentissages complémentaires facultatifs. Cet encadrement est assuré, en collaboration avec les enseignants, par des éducateurs gradués, éducateurs, ainsi que par un psychologue.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 16.03.2007
Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
(Président: M. Jos Scheuer):
09.05.2007 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
06.06.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État et de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
20.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2007
Loi du 13 juillet 2007.
Mémorial A: 2007, N°117, page 2162

Gestion du bruit dans les aéroports

5709 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté

L'objectif majeur affiché par le projet de loi consiste à contenir les nuisances sonores en relation avec l'exploitation d'aéroports afin d'améliorer l'environnement acoustique actuel.

Le projet de loi transpose en droit national les dispositions de la directive (CE) N°2002/30 du Parlement européen et du Conseil du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles liées au bruit dans les aéroports de la Communauté. Le projet de loi crée ainsi un cadre juridique permettant au Ministre des Transports d'introduire des restrictions d'exploitation au niveau de l'aéroport de Luxembourg de façon à limiter, voire réduire les nuisances sonores sans pour autant remettre en cause la capacité de développement de l'aéroport.

La gestion du bruit doit tenir compte des caractéristiques spécifiques de l'aéroport de Luxembourg et requiert un examen minutieux de quatre éléments clés:

- réduction à la source du bruit généré par les avions;

- planification et gestion de l'utilisation des sols en termes d'aménagement du territoire;

- promotion de procédures d'exploitation dites «à moindre bruit»;

- restrictions d'exploitations justifiées et qui satisfont aux exigences du marché intérieur communautaire.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 26.03.2007
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission des Transports
(Président: M. Roland Schreiner):
22.06.2007 Désignation du rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
03.07.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2007

Accord de réadmission Benelux - Albanie

5712 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier dans la République d'Albanie ou les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas), signé à La Haye, le 9 juin 2005

Le projet de loi a pour objet l'approbation du Protocole d'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier en Albanie ou dans les États du Benelux (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas).

Les États membres de l'Union européenne continuent à être confrontés au phénomène de l'immigration illégale. Afin de régler les problèmes pratiques se posant lors des éloignements et d'améliorer la coopération avec les pays d'origine des personnes en séjour irrégulier, le Conseil de l'Union européenne a conféré à la Commission européenne des mandats de négociation d'un accord de réadmission avec des pays tiers déterminés.

L'accord de réadmission communautaire avec la République d'Albanie contient des dispositions concernant les procédures relatives à la réadmission réciproque des ressortissants nationaux des États membres de la

Communauté européenne et de la République d'Albanie. Il inclut la réadmission de ressortissants de pays tiers et d'apatrides en situation irrégulière dans un des États membres de la Communauté européenne ou sur le territoire de la République d'Albanie. Enfin, cet accord de réadmission contient des règles concernant le transit de personnes en destination de pays tiers.

Après la signature d'un accord de réadmission entre la Communauté européenne et un pays tiers, il incombe aux États membres de négocier sur base bilatérale avec les autorités compétentes du pays en question un protocole d'application, dont l'objet est de définir les modalités pratiques de mise en œuvre de l'accord de réadmission. Les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg ont négocié ledit protocole dans le cadre Benelux, misant ainsi sur leur expérience commune en la matière.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 05.04.2007

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

07.05.2007 Désignation d'un rapporteur

18.06.2007 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2007

Organisation du travail

5714 - Projet de loi relatif à la modification de l'Article L.211-11 du Code du Travail

Le projet de loi sous examen vise à proroger jusqu'au 1er janvier 2012 la validité des articles L.211-6 à 211-10 du Code du Travail, validité qui actuellement est limitée au 31 juillet 2007. Il s'agit des dispositions relatives à l'organisation du travail et notamment l'application d'une période de référence de quatre semaines moyennant l'établissement d'un plan d'organisation du travail (POT) ainsi que la possibilité d'introduire des périodes de référence plus longues par voie conventionnelle. Dans la foulée, le projet de loi proroge également l'évaluation de l'effet de ces dispositions au 31 juillet 2011.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 19.04.2007

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

19.06.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

03.07.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2007

Loi du 24 juillet 2007.

Mémorial A: 2007, N°124, page 2239

Textes européens adaptés à l'élargissement

5715 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2006/109/CEE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de la directive 94/45/CE concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;

2. modification du Code du travail

Le projet de loi entend transposer en notre droit la directive 2006/109/CEE du Conseil du 20 novembre 2006 et dont l'objet consiste à adapter la directive 94/45/CE concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie.

Dans la mesure où il s'agit d'une adaptation de nature technique, la transposition de la directive ne nécessite que la seule modification de l'article 432-6 du chapitre II du Titre III du Livre IV du Code du Travail.

L'article 432-6 du Code du Travail qui fixe actuellement le nombre maximal des membres du groupe spécial de négociation à 18 est modifié en ce sens que la limite est portée au nombre des États membres de l'Union européenne. Le projet a donc une portée exclusivement technique en relation avec la composition numérique du groupe spécial de négociation.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 19.04.2007

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

19.06.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

03.07.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2007

Droit d'asile

5737 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

Le présent projet de loi modifie l'article 23 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

La modification est faite suite à un jugement du Tribunal administratif du 16 mai 2007 en matière de nouvelle demande de protection internationale. Dans l'affaire visée, une première demande en obtention du statut de réfugié avait été rejetée sur base de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile; 2. d'un régime de protection temporaire et une nouvelle demande avait été introduite sur base de la loi du 5 mai 2006.

Le texte proposé n'exclut pas d'office l'examen de l'aspect «protection subsidiaire», mais cet examen se fera dorénavant dans un premier stade dans le cadre de la procédure de recevabilité et non pas automatiquement dans une procédure au fond.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 20.06.2007

Rapporteuse: Mme Lydie Err

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot)

02.07.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

04.07.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2007

Loi du 17 juillet 2007.

Mémorial A: 2007, N°121, page 2217

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

SÉANCE 47

Mercredi, 11 juillet 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. 5605 - Projet de loi

1) relative à l'organisation du marché de l'électricité;

2) instaurant un poste de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie;

3) abrogeant

- la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport;
- la loi du 4 janvier 1928 concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg approuvant la convention de concession du 11 novembre 1927 ainsi que ses annexes;
- la loi du 30 juin 1927 approuvant le contrat de fourniture de courant du 11 avril 1927 pour l'électrification du Grand-Duché de Luxembourg;
- la loi du 2 février 1924 concernant les distributions d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg;
- la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

et

4) modifiant

- la loi du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

et

5606 - Projet de loi relative à l'organisation du marché du gaz naturel et abrogeant la loi modifiée du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et portant modification 1) de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité et 2) la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport

(Rapports de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Discussion générale)

2. Dépôt d'une proposition de loi

3. Projets de loi 5605 et 5606

(Discussion générale - suite - Amendements - Votes et dispenses du second vote constitutionnel - Motions)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet déi groussherzoglech Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Esou wäit nach net, Här President.

M. le Président.- Da waarde mer bis spéider.

(Hilarité)

Mir kommen zur Diskussioun vun de Projets de loi 5605 a 5606 iwwert de Maart vum Stroum a vum Gas. Béid Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Hetto, d'Madame Brasseur, déi Häre Scheuer, Kox, Mehlen, Henckes an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vu béide Projets de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

1. 5605 - Projet de loi

1) relative à l'organisation du marché de l'électricité;

2) instaurant un poste de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie;

3) abrogeant

- la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport;

- la loi du 4 janvier 1928 concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg approuvant la convention de concession du 11 novembre 1927 ainsi que ses annexes;

- la loi du 30 juin 1927 approuvant le contrat de fourniture de courant du 11 avril 1927 pour l'électrification du Grand-Duché de Luxembourg;

- la loi du 2 février 1924 concernant les distributions d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg;

- la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

et

4) modifiant

- la loi du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

et

5606 - Projet de loi relative à l'organisation du marché du gaz naturel et abrogeant la loi modifiée du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et portant modification 1) de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité et 2) la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport

Rapports de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deenen zwee Gesetzesprojeten 5605 a 5606 iwwert d'Organisatioun vum Stroum respektiv vum Gasmaart hei zu Lëtzebuerg gëtt dat gesetzlecht Ëmfeld vun der Energiepolitik a wesentleche Punkten nei definéiert.

Reng formal gesinn, ginn insgesamt véier europäesch Direktiven aus de Joren 2003, 2004 an 2005 an d'Nationalrecht iwwerholl. Déi Direktive betreffen an éischter Hisiicht d'Festleeë vu gemeinsame Regele fir de Bannemaart vum Stroum a vum Gas.

Dës zwou Direktiven hätte scho misse bis zum 1. Juli 2004 an Nationalrecht ëmgesat ginn. Déi zwou reschtlech Direktive betreffen d'Froe vun der Versuergungssécherheet beim Elektreschen a beim Gas. Bei der Ëmsetzung vun deenen zwou leschten Direktive leie mer besser, well do d'Ëmsetze bis zum 19. Mee 2006 respektiv bis zum 24. Februar 2008 ze geschéien huet.

Et bleift - an dat wëll ech awer hei betounen - déi bedauerlech Tatsaach, dass Lëtzebuerg wéinst Netëmsetzung vun deenen heite wichtegen Texter duerch Décisioun vum 28. September 2006, also en Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff op Demande vun der Europäescher Kommissioun, verueerteelt ginn ass. Virun e puer Deeg - ufanks vun dësem Mount - sinn nei Avis motivés vun der Kommissioun géint Lëtzebuerg lancéiert ginn. Lëtzebuerg ass also nach eng leschte Kéier somméiert ginn, fir déi doten europäesch Direktiven ëmzesetzen. Wann dës Transpositioun an d'Nationalrecht net an deenen nächste Woche geschitt, da muss Lëtzebuerg mat säftege Strofe rechnen, dat opgrond vum Artikel 228 vum Europäeschen Traité.

Dëse considérabele Retard bei der Ëmsetzung vun zwou wichtegen Direktiven ass schwéier ze entschëllegen, och wann et selbstverständlech, wéi ëmmer, Erklärunge fir déi Retarde gëtt. Ech wëll just hei kloerstellen, dass d'Schold un deene Retarden net bei der Chamber läit, déi sech an der Wirtschaftskommissioun an net manner wéi 19 Sitzunge mat deenen zwee Projete befaasst huet zënter dem Januar vun dësem Joer.

Mäin ausdréckleche Merci als Rapporteur geet u sämtlech Membere vun der Kommissioun, besonnesch och un de Sekretär, un eise Fraktiounspool wéi och un d'Experte vun der Regierung, déi eis déi ganzen Zäit bei eisen Aarbechte begleet hunn. D'Préiwung vun deenen zwee Gesetzesprojeten, déi ganz technesch ausgeriicht sinn, awer e gewëssene politeschen Zündstoff och beinhalten, ass sécherlech och eng kollektiv Leeschtung.

Och wa mer zum Schluss vun eisen Aarbechten an engem gewëssenen Zäitdrock stoungen, mengen ech zumindest, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, eis Aarbechte seriö a korrekt an engem enken Zäitraum auszeféieren. Dat eleng geet och schonn aus der Zuel vun den Amendementer ervir, déi mer net nëmme gepréift hunn, mä déi mer och selwer als Kommissioun verfaasst hunn an dem Statsrot pour Avis zougeschéckt hunn.

Dës zwee Avisë vum Statsrot, och wa mer inhaltlech vläicht net ëmmer 100%eg domadder averstane waren, waren awer ouni Zweifel eng wäertvoll Hëllef bei eisen Aarbechten; och déi sëllechen aner Avisë vun de Chambre-professionnellen. Och eenzel Acteuren am Energieberäich, déi hir schréftlech Stellungnahmen eragereecht hunn, ware vu grousser Hëllef, vu groussem Notzen, och wa mer och do net all Suggestioune konnte berücksichtegen.

Ech entschëllege mech derfir, dass mer d'Demande-d'entrevuen, déi och op eis eragereent sinn an deene leschte Wochen, nach net konnte berücksichtegen. Mä all déi, déi eng Entrevue gefrot hunn, hunn och e schréftlechen Text bei eis eraginn, esou dass mer awer d'Argumenter an d'Uleies vun deenen eenzelne Parteie kannt hunn.

Ech wëll och nach eng aner prinzipiell Bemierkung maachen zu deem heiten Dossier. Et ass erëm eng Kéier, mengen ech, kloer gi bei esou technesch-politeschen Dossieren, déi eng gewëssen Envergure hunn, dass mer mat eisen traditionellen Aarbechtsmethoden an och dem traditionellen Aarbechtsrhythmus hei an der Chamber op d'Grenze vun eise Méiglechkeeten als Parlament stoussen.

Erëm eng Kéier stellt et sech eraus, dass zum Beispill d'Schafen hei an der Chamber vun enger juristescher Zell, vun engem Service also, dee géif en Iwwerliese vun de Gesetzestexter maachen, onbedéngt noutwendeg ass. Dat gëtt et och zum Beispill um Europäesche Geriichtshaff hei zu Lëtzebuerg, wou all Arrêten nach eng Kéier vu Juristen einfach formal gesinn iwwerpréift ginn. Dat wär sécherlech och nëtzlech fir déi vill Texter, déi mer hei hunn, wann een och hei als Chamber iwwer esou eng Zell kéint verfügen. Déi géif also, wéi gesot, reng formal, juristesch déi eenzel Texter nokucken. Sécherlech wär et och net vu Muttwëll, wann en ähnleche Service och op Regierungsniveau géif bestoen.

Wat elo den Detail vun deenen zwee Projets de loi ugeet, verweisen ech op déi relativ voluminéis schréftlech Dokumenter, besonnesch och déi zwee Rapporten, déi vun der zoustänneger Kommissioun ugeholl si ginn. Ech wëll Iech also hei net onnéidegerweis mat ville besonnesch techneschen Eenzelheete langweilen, mä ech wëll méi konzentréiert op eng Rei vu Changementer agoen, déi duerch déi nei Gesetzer wäerten entstoen.

Duerno an engem zweeten Deel versichen ech dann op e puer méi kontrovers Themen am Detail anzegoen, déi am Laf vun eisen Diskussiounen an der Kommissioun opgedaucht sinn. Woubäi ech - do wéilt ech och e Versteesdemech - déi zwee Texter wëll an engem mëndleche Rapport hei behandelen.

Ech géif mech haaptsächlech op de Stroumdossier konzentréieren, well dat eigentlech dee komplexesten Dossier ass. Et ass och do, wou déi gréissten Diskussioune waren, wat eenzel Dispositioune vun de Gesetzesprojeten ugeet.

Et ass nämlech esou, dass an deem dote Beräich d'Regierung probéiert hat, eng Rei vu spezielle Bestëmmungen, déi haut bestinn, notamment en faveur vun Netzbedreiwer, an engem neie Gesetz ze iwwerhuelen, wat eng Rei vu prinzipielle Froen opgeworf huet. Am Géigesaz zum Gassecteur gëtt beim Stroum e Service universel definéiert, mat enger ganzer Rëtsch vu Regelen, Obligatiounen, déi drunhänken. Duerfir sinn d'Problematik an och den Text méi komplex beim Stroum wéi beim Gas.

Mä derniewent natierlech gëtt et eng ganz Rëtsch vun Deeler vun den zwee Gesetzesprojeten, déi vergläichbar sinn a wou d'Regierung probéiert huet, fir de Spezifissitéite vun deenen zwee Secteuren all Kéiers Rechnung ze droen.

Erlaabt mer dann - an ech kommen awer schonn zu enger Rei vun inhaltleche Froen, déi sech stellen - e puer méi grouss Virbemierkungen ze maachen zum Inhalt.

Éischt Bemierkung: Bei deenen zwee Gesetzesprojeten dréit et sech drëm, de Stroum an de Gasmaart nei ze organiséieren. Dat ass deen eenzegen Objektiv vun deenen Texter. Dës Texter hunn also keen allgemenge Charakter. Si sinn net ausgeriicht, fir all Froen, déi mat Energie ze dinn hunn, ze regelen. Duerfir gëtt et aner gesetzlech Grondlagen, wéi zum Beispill d'Gesetz vun 2003 iwwert d'rationell Notzung vun der Energie.

Duerfir konnte mir och e gudden Deel vun den Amendementer vun der grénger Fraktioun net berücksichtegen, well hir Propositiounen haten eigentlech mat dësem Stroumgesetz näischt ze dinn, well se aner Froe behandelt hunn.

Net méi spéit wéi e Méindeg hu jo och de Wirtschafts- an den Ëmweltminister der Chamber Opschloss ginn iwwert déi zukünfteg staatlech Hëllefe beim Energiespueren a bei der Produktioun vun erneierbaren Energien oder och nach bei der Energieberodung. Bei dëser bemierkenswäerter Regierungsinitiativ gëtt versicht, Ëmwelt- a Klimaschutz opgrond vun enger wëssenschaftlecher Potenzialanalys mat wirtschaftlecher Iwwerleeung ze verbannen. Hei ginn déi néideg reglementaresch awer och finanziell Ureizer geschaf, déi mer brauchen, fir eng op Nohaltegkeet ausgeriichten Energiepolitik zu Lëtzebuerg ze erméiglechen, déi och wäert nei Investissementer an nei Aarbechtsplazen an deem dote Beräich zu Lëtzebuerg kënne schafen.

D'Organisatioun vum Energiemaart dierf natierlech esou enger Politik net entgéintstoen, déi misst eigentlech esou eng Politik favoriséieren.

Déi zweet Virbemierkung: Duerch dës europäesch Direktive gëtt déi virleefeg lescht Etapp vun der Liberaliséierung vu Stroum a Gas duerchgezunn. Lëtzebuerg huet, souwäit ech dat beuerteele kann, iwwert déi lescht laang Joren, wou déi dote Froen op europäeschem Plang an der Diskussioun waren, an der Regel net zu deene Länner gehéiert, déi där Liberaliséierungseuphorie verfall sinn, mä zu deenen, déi eigentlech mat enger zolitter Skepsis un déi dote Virschléi erugaange sinn.

Dës méi kritesch Positioun, déi d'Lëtzebuerger Regierungen an der Regel haten, huet sech menger Usiicht no als net falsch erwisen, well all Zuele schéngen ze beleeën, dass besonnesch de Klengverbraucher net automatesch op der Gewënnersäit ass, wat d'Präisser wéi och d'Versuergungssécherheet ugeet, wann d'Konkurrenz an engem fräie Maart voll zum Droe kënnt. D'Enn vun der Tarifpéréquatioun kënnt sech nodeeleg fir hien auswierken.

Während Länner wéi Groussbritannien an de Joren '98 an '99, Däitschland 1998, Éisträich 2001 oder och eenzel skandinavesch Länner scho viru Joren den Energiemaart fréizäiteg fir d'Konkurrenz opgemaach hunn, gehéiert Lëtzebuerg mat Frankräich, mat der Belsch mat zu deene Staten, déi d'Délaien an och gréisstendeels d'Phase vun der Direktiv voll ausgeschöpft hunn.

Den Zweck vun deem war jo eigentlech fir et ze erméiglechen, dass d'Acteuren um Lëtzebuerger Energiemaart d'Geleeënheet hätten, fir sech mat Zäiten op en neit, méi oppend a méi konkurrenziellt Ëmfeld anzestellen. Ob dat a genügendem Mooss geschitt ass, wäert sech a kierzester Zäit erausstellen.

Traditionell ass jo d'Organisatioun vun eisem Stroum- a Gasmaart duerch eng staark Presenz vu Stat a Gemengen, deelweis a Partnerschaft mat privaten Energiekonzerner, geprägt. Et gëtt kaum e wirtschaftleche Beräich, wou d'Presenz vum Stat esou staark ass - an do ass zu Lëtzebuerg och keng Ausnahmesituatioun, dat gëtt et och an anere Länner -, an dat huet bis elo erméiglecht, dass déi öffentlech Interesse berücksichtegt konnte ginn. Dësen Avantage am aktuelle System soll probéiert ginn an deen neie Regime, a seng praktesch Ëmsetzung um Terrain eriwwergeholl ze ginn.

Déi drëtt Virbemierkung: Entgéint deem, wat de Statsrot a sengen Avisë schéngt zum Ausdrock ze bréngen, beschränkt sech dat honnertprozentegt Opmaache fir d'Konkurrenz op d'Beräicher vun der Produktioun an de Fournituren, dat heescht, den Akaf an de Verkaf vun Elektresch a vu Gas. D'europäesch Texter gesinn ausdrécklech vir, dass bei den Transport- a Verdeelernetzer déi natierlech Monopole solle bestoe bleiwen. Et soll iwwert deen dote Wee verhënnert ginn, dass et zu engem parallelle Bau vu groussen Infrastrukture vun eenzelnen Energienetzer kënnt, wat weder wirtschaftlech nach ëmweltpolitesch oder urbanistesch ze vertriede wär.

Dat ass zum Beispill e groussen Ënnerscheed zum Beräich vun den Telekommunikatiounen a vum Mobiltëlefon. Transport an Distributioun gehéieren zum sougenannten „Marché régulé", während Produktioun a Liwwerung vu Gas a Stroum zum liberaliséierte Marché gehéieren. Fir dass de fräie Maart ka spillen, muss awer selbstverständlech de fräien Zougang zu den Energienetzer garantéiert ginn, zu Notzungspräisser, déi korrekt berechent musse ginn.

Fir dës nei Gesetzer elo duerzestellen an anzeschätzen, wëll ech mech drop beschränken, mech haut an d'Haut vum Endclient, vum sougenannten Otto-Normalverbraucher, ze setzen.

Wat wäert sech fir hien änneren ab dem 1. Juli 2007, oder wat huet sech fir hie verännert ab dem 1. Juli 2007, oder spéitstens wann déi zwee Gesetzesprojeten hei a Kraaft sinn?

De Client, all Haushalt huet d'fräi Wiel vu sengem Gas- a Stroumliwwerant. Nach muss hie selbstverständlech e Fournisseur fannen, dee bereet ass, him déi gewënschten Energie ze liwweren zu vu béide Säiten akzeptéierte Konditiounen. Bis et zu engem neie Liwwerungsvertrag kënnt, gëtt awer duerch d'Gesetz garantéiert, dass de bestehende Fournisseur seng Prestatioune weiderféiert, soufern de Client him selbstverständlech d'Contrepartie liwwert, dat heescht, och déi Prestatioune bezilt. Kee brauch also elo ze mengen, e misst direkt en neie Kontrakt ofschléissen, mä u sech kann déi bestehend Situatioun weiderlafen.

D'Erfahrungen am Ausland weisen och, dass et, besonnesch wat déi kleng Clienten, also d'Haushaltsclienten ugeet, normalerweis net direkt zu gréissere Bouleversementer komm ass, wat d'Energieversuergung ubelaangt. Wann et zu Ännerunge kënnt, da maachen déi sech éischter schläichend, an net vun haut op muer.

Beim Elektresche féiert d'Gesetz e sougenannten Universalservice fir kleng Clienten an. Dësen Universalservice begräift d'Recht vu jiddferengem fir un d'Netz ugeschloss ze ginn, d'Festleeë vun engem vertragleche Kader, deen de Client schützt, an och e spezielle Regime beim Oftrenne vun der Stroum- a Gasversuergung beim Netbezuele vun de Rechnungen. Schliesslech kritt de Minister en Abléck an d'Präistarifer. Den Approvisionnement vum Client bleift am Normalfall garantéiert, och wann e Fournisseur ausfält. D'Informatioune vum Client iwwert d'Herkunft vum Stroum gi verbessert.

Am Stroumberäich bréngt d'Gesetz och vill Neierunge fir den Netzbedreiwer. Hei befanne mer eis bekanntlech op engem geregelte Maart, um Marché régulé, an duerfir ass et och normal, dass do eng ganz Rëtsch vu Regelen ze respektéiere sinn. Et gëtt e Konzessiounssystem agefouert. D'Regele vun der buchhalterescher Trennung tëschent der Verkafsaktivitéit an der Netzbedreiwung gi weidergefouert - déi gëtt et eigentlech schonn haut. Eng juristesch Trennung tëschent deenen zwou Aktivitéiten ass awer eréischt obligatoresch fir Netzbedreiwer mat iwwer 100.000 Clienten.

Fir de Gasberäich gëllen d'Regele vun der buchhalterescher Trennung och schonn haut, dat gëtt weidergefouert, mä de regelrechten «Unbundling» gëllt nëmme fir d'Transportnetzbedreiwer, an dat ab dem 1. Juli 2009.

Och beim Gas gëllt en Autorisatiouns- statt engem Konzessiounsregime, wéi beim Stroum.

Bei Elektresch a Gas mussen d'Notzungstarifer vun den Netzer vum Minister guttgeheescht ginn. A béide Beräicher gëtt d'Versuergungssécherheet groussgeschriwwen; dat war jo den Objet vun zwou Direktiven, déi mer gläichzäiteg hei mat an d'Nationalrecht iwwerhuelen. D'Netzbedreiwer mussen duerfir an Zukunft e Fënnefjoresplang erstellen iwwert d'Entwécklung vun hirem Netz, iwwert déi Investissementer, déi si plangen an deenen nächste fënnef Joer am Netzberäich ze maachen, an déi dote Programmer mussen erëm all zwee Joer ajustéiert ginn. D'Kontroll vun der Versuergungssécherheet läit besonnesch an den Hänn vum Regierungskommissär fir Energie.

Net zréckbehalen an deem definitiven Text goufen eng Partie Dispositiounen, déi d'Zivilresponsabilitéite vu Stroumnetzbedreiwer aschränke sollten, wéi dat gréisstendeels och am Ausland de Fall war. Gradesou huet sech de Statsrot enger Regelung widdersat, déi sollt dem gréissten Netzbedreiwer Virrechter bei engem Netzverkaf zousécheren. Och déi am Regierungsprojet verankert Privilegië bei der Notzung vun öffentlechem a besonnesch privatem Eegentum bei Aarbechten, déi vum Netzbedreiwer duerchgefouert ginn, sinn um Nee vum Statsrot zumindest deelweis gescheitert.

Hei wäert an Zukunft also den Droit commun spille bei deenen eenzelnen Autorisatiounen, soufern privat Propriétéite concernéiert sinn. De Statsrot huet de Gläichheetsprinzip virum Gesetz ugefouert, fir sech enger gesetzlecher Weiderschreiwung vu bestehende Spezialrechter, déi haut op dem Konzessiounsvertrag mat der Cegedel foussen oder op aneren Accorden, ze widdersetzen.

Eenzel Kompromëssvirschléi, déi mer als Kommissioun gemaach hunn, well mer der Iwwerzeegung waren, dass et eigentlech méiglech wär, eng Léisung ze fannen tëschent de Vuë vun der Regierung op där enger Säit, déi dat wollt festschreiwen, wat et vu Spezialrechter haut gëtt, an der prinzipieller Oppositioun vum Statsrot wéinst deem Gläichheetsprinzip op där anerer Säit, déi Textformatiounen, déi mer probéiert hunn an d'Diskussioun eranzebréngen, si leider net am Detail vum Statsrot examinéiert ginn. Hien huet sech eigentlech drop beschränkt, seng scho virdru geäussert Opposition formelle einfach ze widderhuelen.

Mir mengen also, dass do sech wäert d'Fro stellen, wéi sech an der Praxis déi nei Gesetzgebung um Terrain wäert duerchsetzen, ob dat praticabel ass oder ob net awer spéiderhin eventuell nach muss legislativ nogebessert ginn op deem dote Punkt, wa sech wierklech an der Praxis gréisser Schwieregkeete bei Aarbechten am Stroum- oder am Gasberäich bei groussen Infrastrukture kënnte stellen.

Ech géif et op jidde Fall als Rapporteur gutt fannen, wa mer an engem Joer géifen e klengen Tëschebilan zesumme mat der Regierung zéien, fir ze kucken, wat déi praktesch Erfahrungen am Ëmgang an an der Ëmsetzung vun deenen neie gesetzleche Bestëmmunge sinn, an dann eventuell dorauser ofleeden, ob et néideg ass, nach legislativ Initiativen an deenen dote Beräicher ze huelen, fir Korrekturen unzebréngen.

E puer Wuert wëll ech och zu de Stroumproduzente soen. Hei gëtt elo eng Autorisatiounsprozedur beim Minister agefouert. Dës Genehmegungsflicht gëllt allerdéngs net fir Installatiounen am Beräich Kogeneratioun an erneierbar Energië bis 10 Megawatt. Am Gasberäich gëtt et en Zougangsrecht fir Biogasproduzenten zum Naturgasnetz - dat ass nei! -, an och an deem Beräich gëtt eng gesetzlech Basis geschafe fir d'Aféierung vun enger Ursprungsgarantie fir Biogas.

Beim Stroum a beim Gas gëllt an Zukunft eng Genehmegungsprozedur bei de Fournisseuren, déi hei am Land Energie verkafen. Si si gehalen, dem Régulateur, dem ILR, an dem Minister eng Rei vun Informatiounen iwwer hir Aktivitéiten ze liwweren. Hir Reglementatioune mat de Clienten ënnerleien allgemenge Bestëmmungen, dat heescht Conditions générales, déi gewëssene Kritären entsprieche mussen. Beim Elektresche sinn d'Verkeefer gehalen, hir Clienten iwwert d'Zesummesetzung vun hirer Energie ze informéieren. Hei dréit et sech besonnesch ëm den Undeel vu Stroum aus Kogeneratioun an op der Basis vun erneierbaren Energien.

An dësem Zesummenhang vun der Informatioun vum Bierger an dem Aféiere vun engem Etiquetagesystem géife mer wëllen hei an der Chamber eng Motioun déposéieren, déi mer gemeinsam an der Kommissioun décidéiert hunn. Ech hu se bis elo eleng ënnerschriwwen. Si ass natierlech op fir och nach aner Ënnerschréften.

An där Motioun froe mer d'Regierung, fir schnellstméiglech dat néidegt Ausféierungsreglement ze huelen, well d'Chamber selwer ka keng Ausféierungsbestëmmunge vu Gesetzer huelen. Dat kann nëmmen d'Exekutiv, also d'Regierung, maachen. Si soll also do schnellstméiglech dat ëmsetzen, wat am neie Gesetzestext steet, a si soll dofir suergen, dass mer en uniformiséierten Informatiounssystem kréien, wou also ëmmer déi gläich Informatioune gefrot ginn, fir dass se comparabel sinn eng mat där anerer - besonnesch och iwwert déi eenzel Forme vun erneierbaren Energien. An déi Informatioun soll esou breet wéi méiglech gestreet ginn.

Mir hätte gären, dass dat Reglement, wat dat doten a Musek kann ëmsetzen, spéitstens fir den 1. Januar 2008 a Kraaft ass. Dat geet aus där Motioun eraus, déi ech dann hei dem President iwwerreechen an den Dépôt dann hei offiziell maachen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 18 du projet de loi relative à l'organisation du marché de l'électricité, prévoyant l'instauration d'un système de garantie d'origine pour l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables et de la cogénération, ainsi que l'article 49 du projet de loi précité fixant les règles de facturation aux clients finals;

- considérant l'article 21 du projet de loi relative à l'organisation du marché du gaz naturel, qui prévoit l'établissement d'un système de garantie d'origine pour la production de biogaz, de gaz issu de la biomasse ou d'autres types de gaz basés sur des sources d'énergie renouvelables;

- considérant l'importance de l'«étiquetage» de l'électricité et du gaz en fonction de leurs sources d'énergie primaires, permettant aux clients finals de choisir leur fourniture d'énergie en parfaite transparence et connaissance de cause;

- consciente que les systèmes luxembourgeois de garantie d'origine seront largement tributaires des données fournies de la part des importateurs étrangers d'énergie, relevant de législations nationales différentes, et qu'à l'heure actuelle, une réglementation européenne afférente fait défaut;

invite le Gouvernement

- à élaborer les règlements d'exécution prévus aux articles susmentionnés dans les meilleurs délais afin d'en assurer la mise en vigueur pour le 1er janvier 2008;

- à assurer une information très large et uniformisée des clients résidentiels sur l'origine détaillée de l'énergie fournie.

(s.) Alex Bodry, Françoise Hetto-Gaasch, Henri Kox, Marcel Sauber, Marco Schank.

Et ass an deemselwechten Zesummenhang ze bedaueren, dass et bis elo op europäeschem Plang net méiglech war, sech op en eenheetleche System ze eenegen, wat vill méi einfach wär, fir herno dat Ganzt duerchzeféieren, well elo sinn eigentlech déi eenzel Fournisseuren och hiren nationale Législatiounen ënnerworf, déi aner Regele vu Land zu Land festleeën, an dat dréit net onbedéngt zu méi Transparenz vun deem ganze System bäi. Mä dat soll eis awer net dorun hënneren, eis eegen Hausaufgab esou schnell wéi méiglech ze maachen an deen dote System vun der Ursprungsgarantie a vun der Informatioun vum Bierger herno op den eenzelne Facturen ze berücksichtegen, fir dass mer deen och kënne konkret an engem ganz generéise Sënn ëmsetzen.

Ier ech elo an engem zweeten Deel op eng Partie méi kontrovers Punkten nach eng Kéier am Detail wollt zréckkommen, wollt ech e puer Wuert soen zu där allgemenger politescher Approche, déi mir eigentlech an den Aarbechte vun eiser Kommissioun haten, fir un déi Texter vun der Regierung erunzegoen.

Déi Approche, déi mir haten, déi läit sécherlech am Kär méi no bei der Haltung, déi d'Regierung hat, wéi bei där Philosophie wéi se eigentlech aus den Avisë vum Statsrot ervirgeet, wat eng Philosophie ass, déi ganz staark vu wirtschaftsliberale Gedanke geprägt ass an déi an eisen Aen esou net voll ka gëllen.

Als Kommissioun wollte mir d'Direktiv propper, am léifsten eent zu eent, ëmsetzen. Do wou de Memberstaten allerdéngs eng Marge de manoeuvre, eng Marge d'appréciation vun den Direktiven zougestane gëtt, wollte mer och vun dëser Fräiheet profitéieren, fir déi bestehend Strukturen an Acteuren um Lëtzebuerger Stroum- a Gasnetz ze berücksichtegen.

Hei baue mer net aus dem Näischt en neie System op, mä et geet drëm, dass mer de bestehende System upassen un nei Regelen. An et ass eng breet gedeelte Suerg gewiescht an där zoustänneger Chamberskommissioun, fir ze verhënneren, dass d'öffentlech Hand soll d'Kontroll iwwert d'Stroum- an d'Gasnetzer verléieren.

Am Géigendeel, mir sinn alleguerten der Meenung gewiescht, dass de Stat an d'Gemengen zumindest majoritär an zukünftegen Netzbedreiwerstrukture solle vertratt

sinn. Dat ka geschéien an enger grousser nationaler Netzgesellschaft, an zwou nationalen Netzgesellschaften. Dat ka geschéien och a méi Netzgesellschaften. Wat ech mer allerdéngs géif wënschen, dat ass, dass esou eng national Léisung - fir déi ech perséinlech eng Preferenz hätt - net un iergendwelleche Lokalpatriotismusse géif scheiteren.

Derniewent wollt ech och ervirsträichen, dass esou eng Interessekonzentratioun vum Stat elo op d'Netzer net sollt mat engem komplette Réckzuch vu Stat a Gemengen aus de Verkafs- a Produktiounsstrukture verbonne ginn. Et ass wichteg, eng Kontroll iwwert d'Netzer vu Gas a Stroum ze hunn, et ass awer och wichteg, dass de Stat, deelweis och d'Gemengen, nach present sinn, och an aneren Aktivitéiten am Gas- an am Stroumberäich, wéi dat historesch jo och hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. An eigentlech si mer, mengen ech, gutt gefuer mat där historesch gewuessener Struktur, mat deene Prozeduren, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg kennen, a mir verfügen iwwer e wierksamt Netz an deenen zwee Beräicher.

Mir haten och d'Suerg, als Kommissioun, vum Héichhale vum öffentlechen Intérêt an engem sensibele Beräich och fir déi wirtschaftlech Entwécklung vum Land a fir d'Liewe vun all Bierger. An et geet och net zulescht bei all deenen heite Froen ëm d'Erhalen a vläicht d'Neischafe vun Aarbechtsplazen am Energiesecteur.

Komme mer elo ganz kuerz zu eenzelne méi kontroverse Punkten, wéi se an der legislativer Prozedur opgedaucht sinn.

Deen éischte Punkt, deen ech wollt uschneiden, dat ass jo deen, deen haaptsächlech an der öffentlecher Diskussioun an deene leschten Deeg a Woche war, dat ass d'Fro: Wéi sinn d'Acteuren, besonnesch d'Gemengen, eigentlech preparéiert op déi nei Situatioun, déi elo op se duerkënnt?

Woubäi ech wëll betounen, dass déi Situatioun esou nei erëm net ass, well eis jo mindestens zënter 2002 bekannt war, wéi déi eenzel Etappe vum Opmaache vum Energiemarché géifen ausgesinn, an dass et gewosst war, dass also no an no do géif d'Konkurrenz méi spillen, dass gewëssen Trennunge misste gemaach ginn, an dass sech eng ganz Rëtsch vu praktesche juristesche Problemer och géife stelle fir d'Gemengen, déi jo traditionell hei am Energiesecteur och eng staark Presenz hunn.

Dat gëllt besonnesch fir d'Stad Lëtzebuerg. Dat gëllt awer och fir eng Gemeng wéi Esch a fir aner Gemengen am Stroumberäich respektiv och am Gasberäich, wou et och en Zesummeschloss gëtt vun eenzelne Gemengen, fir do och de Verkaf an de Verdreif vum Gas virzehuelen.

D'Obligatioun, déi déi aktuell Gesetzgebung a puncto Prozeduren an a puncto Kontabilitéit deenen eenzelnen Acteuren am Stroum- oder am Gasberäich gëtt, ass haut net an alle Fäll respektéiert. Ech mengen, dat ass eng Feststellung, déi ee muss maachen. Obwuel mer relativ kloer gesetzlech Bestëmmungen hunn - net am schlechte Wëllen -, bréngen et einfach eng ganz Rëtsch vu Gemengenacteuren net fäerdeg, all dat ze liwweren an där gewënschter Form, wat se eigentlech och haut scho misste liwweren. Déi Situatioun gëtt natierlech net besser wa mer an déi nei gesetzlech Rumm hei erakommen, wou éischter nach zousätzlech Obligatiounen op si wäerten duerkommen. Dat ass eng Feststellung, déi ee muss maachen.

Besonnesch kriddelech ass et sécherlech, dass mer bei de Gemengen hei op Onsécherheeten, Onkloerheete stousse bei der Ausleeung vun eenzelnen Texter, déi d'Gemengenaktivitéite reglementéieren. Ob dat Verfassungstexter sinn, ob dat Texter si vum allgemenge Gemengegesetz, ob et Texter si vun der Fonction publique, déi sech och op dem Gemengesecteur uwenden, et stellt een einfach fest, dass do grouss Rechtsonsécherheet besteet an och relativ fluctuant Interpretatiounen um Niveau vum Innenministère, wat eenzelner vun deenen Texter ugeet.

D'Gemenge Lëtzebuerg an Esch sinn e wichtege Schrëtt gaangen, fir eng kommerziell Gesellschaft ze grënnen; fir de Moment niewent hire Gemengeservicer, déi sech mat Energiefroen ofginn. D'Gemeng Stengefort huet och en anere Schrëtt gemaach; si huet sech mat der Cegedel verbonnen, wat hiert Stroumnetz ugeet. Aner Gemengen hunn déi Schrëtter nach net gemaach, nach net vollzunn, a versichen, méi recht wéi schlecht an hiren traditionelle Servicestrukture mat där neier Situatioun eens ze ginn.

Eent muss ee feststellen: D'Gemenge sinn zimlech eleng gelooss ginn iwwert déi lescht Joren - dat ass jo kee Phenomeen vun deene leschten een, zwee Joer - mat deenen dote wichtege Froen. D'Fro zum Beispill och, ob et méiglech ass, dass eng Gemeng als Service oder als Gesellschaft, wa se zu 100% Anteilnehmer vun enger Gesellschaft ass, däerf iwwert d'Gemengegrenzen eraus Energie liwweren. Normalerweis däerf eng Gemeng jo nëmmen um Territoire vun hirer Gemeng Aktivitéiten ofwéckelen. Däerf se, wa se eng aner Forme juridique hëlt, eigentlech iwwert déi dote Grenze sprangen oder net? Wat soen d'Geriichter dozou am Fall vun enger Plainte vun engem Konkurrent? All déi Froe bleiwen eigentlech bis haut ongekläert.

D'Regierung huet an deenen alen Texter, déi haut spillen, an och an deenen neien Texter déi dote Froen net behandelt. Et kann een einfach feststellen, dass reng juristesch gekuckt kee Problem ass, dass déi Gemengen, déi dat haut scho maachen, och nach weiderhi Gas an Elektresch kënne verkafe respektiv och Propriétaire vun den Netzer sinn. Mä et stelle sech ganz vill praktesch Froen a ganz vill technesch juristesch Froen do ronderëm, déi net propper gekläert sinn.

Fir dat ze maachen, hate mer jo och als Kommissioun décidéiert, den Innenminister bei eis ze ruffen, fir mat him a mat senge Mataarbechter all déi Froen do duerchzegoen. Den Innenminister huet och - dat muss ech soen - eng gewësse Flexibilitéit gewisen, wat d'Interpretatioun, d'Ausleef vun de bestehende Gemengegesetzer ugeet. Hien hat awer och fir eenzelner vun de Punkten, déi mer ugeschwat hunn, keng fäerdeg juristesch tragbar Léisung parat.

Doropshin hu mer als Kommissioun décidéiert, der Regierung - dem Innenminister - ze schreiwen an him matzedeelen, dass mer eigentlech an deem dote Punkt d'Bedenke vum Statsrot an och vum Syvicol deelen an dass mer der Meenung sinn, dass mer misste kucken, besonnesch wat d'Problematik vum Statut vum Personal ugeet, wou sech jo eigentlech eng vun de Froen drëm dréit, déi elo opgeworf ginn ass an den Diskussiounen, fir bestehend Gemengepersonal mam Statut an eng Energiegesellschaft eriwwerzehuelen, wéi een dee Problem do ka léisen. Mat eisen aktuellen Texter vum Statut vum Fonctionnaire ass dat net méiglech.

Duerfir muss also, wann een do wëllt eng propper Léisung fannen, légiféréiert ginn an deem dote Beräich, wéi och an anere Beräicher. Dat kann awer an den Ae vun der Kommissioun nëmmen no Verhandlunge mat de Gewerkschaften aus deem dote Secteur passéieren. Dat schéngt mer hei evident ze sinn. Hei geet et drëm, dass mer e puer elementar Regelen och vu statutaresche Froe respektéieren. Also, eng legislativ Ëmännerung ass an eisen Aen noutwendeg, mä dat muss virdru selbstverständlech geschéien, no Konsultatioun an no Verhandlunge mat de Gewerkschaften aus dem öffentleche Secteur.

Hei besteet also akuten Handlungsbedarf. An ech soen, dass mer mat groussem Interessi déi Gesetzespropositioun hei zur Kenntnis geholl hunn, déi virun e puer Deeg vun eenzelnen Deputéierte vun deene Gréngen a vun der DP hei virgestallt ginn ass. Dir erlaabt mer awer als Rapporteur, e klengt Bedaueren auszeschwätzen, dass déi dote Virschléi net an d'Kommissiounsaarbechte mat konnten afléissen. Et ass emol ni dovunner Rieds gaangen, dass esou e Virschlag géif gemaach ginn. Wann dat sécherlech e puer Méint éischter gewiescht wär, dann hätt ee vläicht kënnen déi dote Virschléi scho mat an deem ganze Prozess vun eisen Aarbechte berücksichtegen. Dat ass net de Fall. Mä ech mengen, d'Debatt ass weider op a sécherlech wäert dat doten nach e Punkt sinn, deen dës Chamber an deenen nächste Méint a Joren nach wäert beschäftegen.

M. le Président.- Här Bodry, den Här Bausch wëllt Iech eng Fro stellen. Erlaabt Der déi?

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.-* Selbstverständlech.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).-* Här President, ech wollt den Här Bodry froen, ob hien dann awer net der Meenung ass, datt et eigentlech, wéi mer den Innenminister an d'Kommissioun convoquéiere gelooss hu scho virun e puer Méint, fir iwwert déi Fro ze diskutéieren, an der Regel awer esou wär, datt den Innenminister, dee sech jo der Problematik bewosst ass, hätt misse relativ séier handelen, wou mer jo wëssen, datt déi Problematik hei op d'Gemengen elo relativ brutal wäert duerkommen, datt am Kader vun deem heite Gesetz d'Regierung iwwert den Innenminister seng Aarbecht hätt misse maachen.

Mir sinn och dovunner ausgaangen. Duerfir hu mer déi Proposition de loi gemaach wéi mer elo op eemol gesinn hunn, datt d'Gesetz esou schnell géif duerch d'Chamber goen. Ech mengen, den Här Bodry weess jo och, datt et net ursprünglech esou geduecht war, datt dat Gesetz nach virun der Summerpaus hätt solle gestëmmt ginn.

Mir maachen dat elo aus de Grënn, well d'Regierung Retard huet, well mer soss Amendë musse bezuelen. Duerfir musse mer et jo séier duerchkréien. Mä ass hien awer net der Meenung, datt den Innenminister hei seng Hausaufgab hätt misse maachen an effektiv an deem heite Kader déi Propositiounen, déi mir elo gemaach hunn, hätt misse maachen, oder ähnlecher zumindest, fir d'Gemengen à même ze setzen, dat, wat elo haut décidéiert gëtt, och ëmzesetzen?

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.-* Ech sinn der Meenung, dass den Innenminister hei seng Verantwortung muss iwwerhuelen, wéi d'ganz Regierung hei gefuerdert ass, wéi iwwregens och schonn eigentlech déi viregt Regierung gefuerdert war mat där ganzer Fro. Well ech hu gesot, vun 2002 un ass eigentlech bekannt, wat géif kommen. Dat ass ënnerschat ginn. D'Problematik ass menger Usiicht no ënnerschat ginn. Dat ass net gutt.

Duerfir wäerte sécherlech nach Initiative kommen. Ech weess elo aus Gespréicher mam Innenminister eraus, dass hie wëllt esou Virschléi an nächster Zäit maachen. Mä et bleift awer fir mech eng Fro vu Fairness. Ech hätt et fair fonnt, am Geescht vun engem korrekten Ëmgang ee mat deem aneren, wann dat net parallell zu där leschter Kommissiounssitzung, déi mer haten, komm wär, wou ech meng Projets de rapport virgestallt hunn, mä wann ee virdrun einfach matgedeelt kritt hätt: Hei, mir huelen elo eng Initiativ an deenen dote Beräicher. Déi Informatioun ass net eriwwergaangen. Ech fannen dat e bësse schappeg; loosse mer dat emol soen.

Den zweete wichtege Punkt, dee vill diskutéiert ginn ass, dat ass dee vun de Sonderrechter, déi d'Netzbedreiwer, besonnesch haut dann d'Cegedel, de facto hei zu Lëtzebuerg hunn. Wéi gesot, deelweis fousst dat um Konzessiounsvertrag, deelweis fousst dat op vertraglecher Basis, op Accorden, déi an deene leschte Joren an deem dote Beräich fonnt si ginn.

D'Regierung hat eigentlech wëlles, eent zu eent dat ze iwwerhuelen, wat elo besteet, an ze soen: Hei, och an Zukunft soll den Netzbedreiwer aus ganz prakteschen Iwwerleeungen d'Méiglechkeet hunn, fir eng Rëtsch vun Aarbechte schnell ze maachen. Duerfir also gewësse Rechter, wat d'Verfügung iwwert den Domaine public ugeet, wat d'Verfügung iwwert d'Voirie publique ugeet, eng Rei vun extrae Rechter, wat d'Baugenehmegungen ugeet.

De Statsrot huet gesot, dass dat net geet. De Statsrot huet sech och do beruff op de Prinzip, dass jiddferee virum Gesetz gläich ass, dass also jiddfereen, deen an enger no der Interpretatioun vun eise Geriichter vergläichbarer Situatioun ass, och muss gläich behandelt ginn. A si hu sech formell opposéiert a ganz wesentleche Punkten, dass déi Avantagen, déi d'Netzbedreiwer hate bei hiren Aarbechten, géife weider festgeschriwwe ginn an Zukunft an deem neie Gesetz.

Munches vun deem, wat de Statsrot seet, léisst sech novollzéien. Et ass effektiv, dass an eisem Rechtsverständnis vun haut, wat sech wahrscheinlech jo awer an enger Zäit vu méi wéi 80 Joer liicht geännert huet,...

(Interruption)

...et eigentlech schwéier ass ze verdeedegen, dass à la rigueur enger privater Gesellschaft méi Rechter zougestane ginn, wéi d'Gemengen an de Stat der selwer hunn. Wann d'Gemengen an de Stat Infrastrukturaarbechte maachen, kënnen déi net op déi Sonderrechter zréckgräifen, déi hei dra sinn. Déi sinn am Prinzip alle Genehmegungsprozeduren ënnerworf. Duerfir mengen ech schonn, dass de Statsrot net falschlouch, andeem e prinzipiell déi dote Fro opgeworf huet.

Natierlech ass dat hei eng 180-Gradwende praktesch par rapport zu där Situatioun, wéi mer se iwwer Jorzéngte kannt hunn, a si begräift och eng Rei vu Risiken. Dat soll een och net ënnerschätzen. Risiken, dass aus iergendwellechen egoistesche Grënn Projeten iwwer länger Zäit gestoppt sinn, déi an deem sensibele Beräich vun der Stroum- a Gasversuergung awer riskéieren domadder e gewëssene Schued unzeriichten, wa se net an engem gewëssenen Timing kënne realiséiert ginn.

Et war déi Iwwerleeung och, déi eis als Kommissioun dozou verleet huet, de Versuch ze starten, e puer Kompromësstexter an d'Diskussioun eranzekréien. Déi hu mer a Form vun Amendementer weidergereecht un de Statsrot - wéi deen zum Beispill, wat d'Baugenehmegungen ugeet, dass do u sech et net esou wär, wéi d'Regierung virgeschloen huet, dass si keng Baugenehmegung iwwerhaapt bräichten, mä dass se eng prinzipiell Baugenehmegung hätten, mä dass et dann awer un den zoustännege Stellen an normalerweis um Buergermeeschter ass, fir déi prezis Konditioune vu Fall zu Fall festzeleeën.

Dat géif jo och sécherstellen, dass déi néideg Informatiounen am Virfeld do sinn an dass eng Concertatioun stattfënnt. An dat ass, mengen ech, jo och e Begier, dee vill Responsabele vun de Gemengen hunn, dass, wann esou Aarbechte gemaach ginn, dobäi ëmmer eng ganz enk Ofsprooch a Concertatioun stattfënnt tëschent där Firma, déi d'Aarbechte mécht, an de Gemengen, déi responsabel si fir d'Organisatioun vum Liewen um Territoire vun hirer Gemeng.

Eng aner Ännerung, déi mer als Kommissioun virgeholl hunn als Amendement an déi vum Statsrot net weider kommentéiert ginn ass, dat ass d'Fro vun der Verleeung an de Buedem vun de Stroumleitungen a vun der Verdeelung vum Käschtepunkt vun deenen doten Aarbechten. Do besteet elo opgrond vu Verträg d'Situatioun, dass haut, wann esou eng Verleeung gemaach gëtt, well een do ausgeet vun der Hypothees, dass dat op Demande, op Wonsch vun de Gemenge geschitt, dee gréissten Deel vun deem Käschtepunkt vun de Gemenge muss iwwerholl ginn. 70 respektiv 80% vun de Käschte vum Génie civil falen op d'Kap vun de Gemengen.

Mir waren als Kommissioun der Meenung, dass deen dote System eigentlech net méi ze hale wär, zumools well jo och elo an de Gesetzestext de Prinzip stoe kënnt, dass an allen Zonen, déi net Grénzon sinn, d'Leitunge sollen ënnerierdesch geluecht ginn. Et sief, et wiere schwéierwiegend technesch respektiv finanziell Argumenter do, fir dat net ze maachen.

Duerfir hu mir proposéiert, fir dat elo fifty-fifty opzedeelen tëschent deemjéinegen, deen d'Aarbecht mécht, also der Stroumfirma, an de Gemengen op där anerer Säit. Dat huet dann och zur Folleg, dass do nëmmen een Deel vun deem Käschtepunkt répercutéiert gëtt op de Stroumpräis. Deen aneren Deel gëtt gedroe vun de Budgete vun de Gemengen.

Wat d'Enteegnungsprozeduren ugeet, do huet sech de Statsrot widdersat, dass do och géif d'Bedreiwergesellschaft, d'Netzbedreiwergesellschaft an eng extra Situatioun erakommen. D'accord, fir kënnen Expropriatiounen ze maachen, mä bei deenen Expropriatioune gëtt déi Firma betruecht wéi eng Privatpersoun a si kënnt net an déi speziell Prozeduren eran, wéi wann et eng öffentlech Institutioun wär, déi esou eng Expropriatioun virhëlt. Mä momentan hu mer nach ëmmer keng Gesetzgebung, déi mer kéinten applizéieren an deem dote Beräich.

Drëtt Fro - an da kommen ech och gläich zum Enn -, eng Fro, déi vill diskutéiert ginn ass, zu där mer vill Stellungnahme kritt hunn an déi am Avis séparé vum Statsrot gestanen huet, dat ass d'Fro: Wat geschitt, wann e Keefer vu Stroum a Gas seng Rechnung net bezilt?

Do muss ee fir d'éischt emol soen, dass mer haut do guer keng Regelung hunn. Haut gëtt et keng speziell Gesetzesregelung, wou déi dote Fro prezis definéiert wär. Et hänkt da vun der vertraglecher Situatioun of, wat vu Fall zu Fall geschitt.

An Zukunft gëtt dat anescht, an Zukunft ginn hei eng Rei vu Regele festgeluecht, wou ech mengen, dass dat Mindestregele misste sinn, wou kloergestallt ass, dass op där enger Säit Délaie spillen: fir d'éischt d'Echéance an der Facture selwer, dann e Rappel no 15 Deeg, wann déi Echéance vun der Facture ofgelaf ass, dann den zweete Rappel erëm eng Kéier no 15 Deeg mat der Ukënnegung, dass dann no 15 Deeg ofgepëtzt gëtt. An do, dat ass en Amendement vun der Kommissioun, wollte mer preziséieren, dass da muss den Office social vun der Gemeng informéiert ginn iwwert déi lescht Sommatioun, déi de Verkeefer ausstellt.

Dat ass de Mechanismus, wéi en ausgesäit. En ass sécherlech net perfekt. Mä och hei si mer eigentlech virun der kriddelecher Situatioun, dass mer eng allgemeng fest Regel wëlle festsetzen an déi Situatiounen um Terrain awer fuerchtbar grondverschidde sinn: Leit, déi aus schlechtem Wëllen net bezuelen - där gëtt et! Dat sinn och net nëmme Privatpersounen, déi hei concernéiert sinn, oft! Ech mengen, dat wëssen déi Leit, déi an de Gemenge sinn. Wa se hire Restantenétat duerchginn, gesi se jo relativ kloer, wat fir eng Zorten, wat fir eng Villfalt vu Situatioune sech do erëmfannen. Dat ass och hei net anescht.

Dat heescht, et muss ee probéieren, hei e Mëttelwee ze fannen, Mëssbräich esou wäit wéi méiglech auszeschalten, Mëssbräich vun deenen engen, déi vun engem ze generéise System wéilte profitéieren, fir weiderhin op d'Käschte vun aneren ze liewen. Op där anerer Säit mussen echt Noutsituatiounen awer och kënne schnell an onbürokratesch enger Léisung zouzeféiere sinn.

Mir mengen, dass deen Text dat do kann erreechen, mä och do misst een no engem Joer wierklech Bilan zéien iwwert déi dote speziell Dispositioun, fir ze kucken, ob et net aner Systemer gëtt, déi ee vläicht kéint aféieren. Do gëtt et Modeller a Frankräich, et gëtt e belsche Modell, wou meng perséinlech Meenung ass, dass mer awer sollen dorop oppassen, dass mer net ze vill en zentralistesche System opbauen, wou alles géif an d'Stad kommen, wäit ewech an eng zentral Verwaltung.

Ech menge schonn, dass am Prinzip den Office social vun enger Gemeng awer déi Stell ass, déi am nooste beim Eenzelnen ass an déi och am schnellsten an am wierksamsten do eppes ka maachen. Mä wéi gesot, et ass an der Regel un der Regierung, fir do ze kucken, ob et net aner nach besser Systemer gëtt.

Mir mengen, dass mer hei awer par rapport zu der Ist-Situatioun vun haut op jidde Fall eng kloer Verbesserung bréngen, och notamment fir Leit, déi aus sozialen Ursaache Problemer hu beim Bezuele vu Rechnunge vu Stroum oder Gas.

Bei dem Gesetzesprojet hu mer och nach en ale Bekannten erëmbegéint, deen eis scho beschäftegt huet bei aneren Texter an der Wirtschaftskommissioun. Et ass d'Fro vun der Publikatioun vun Normen, vun obligatoreschen Normen, déi sech och um Terrain dann applizéiere musse kënnen.

Do ass de Statsrot erëm an eng relativ puristesch Haltung zréckgefall, déi en entretemps bei anere Gesetzer emol schonn zwëschenzäitlech opginn hat, a wou e seet, dat do geet net, all Norm muss integral am Mémorial veröffentlecht ginn.

Woubäi, wann een den Text vun der Verfassung, den Artikel 112 kuckt, da steet do guer net dran, dass ee muss den Text integral am Mémorial publizéieren. Dat steet an engem Ausféierungsgesetz dran. A mir mengen also, wann do elo ëmmer méi Schwieregkeeten opdauchen a wa mer elo an all Deelberäich, wou et technesch Norme gëtt, ëmmer eng aner Regelung hunn, da wär et sécherlech wënschenswäert, wann d'Regierung sech kéint opraffen, fir vläicht eng Revisioun ze proposéiere vum allgemengen Text iwwert d'Publikatioun vun Normen, vu Gesetzestexter a vu Reglementer. Do géife mer de Problem propper geléist kréien. Dat ass hei am Kader vun dësem Text immens schwiereg.

Fënneften a leschte Punkt, deen ech ervirsträiche wollt, ass, dass mer selbstverständlech an deem heiten Text och dee sougenannte Fonds de compensation bäibehalen. Dee Fong - dat betounen ech nach Kéier - soll et erméiglechen, fir eng Rei vu finanzielle Kompensatiounen ze gi fir gesetzlech Obligatiounen, déi am Kader vum Service public operluecht ginn. Souwäit ech weess, ass d'Regierung do och a Verhandlung mat der Europäescher Kommissioun, wat den Detail vum Fonctionnement vun deem dote Fong ugeet. Et ass un engem Règlement grand-ducal, fir dann och de Regime vun deem dote Fong an Zukunft ze regelen.

Als Rapporteur wëll ech nach allgemeng en Appel un d'Regierung maachen, fir déi vill Ausféierungsbestëmmungen, déi an deem heiten Text dra sinn, net jorelaang schleefen ze loossen, mä ze probéieren, de politesche Wëllen un den Dag ze leeën, fir se esou schnell wéi méiglech ze huelen, well se bal alleguerten awer vun Notze sinn. Ech géif net soen, dass der do vill derbäi wären, wou ee seet, déi kéint ee jorelaang schleefen doen. Do sinn awer noutwendeg Prezisiounen ze ginn, wat déi praktesch Ëmsetzung vun deene Gesetzestexter ugeet, an duerfir den Appel un d'Regierung, fir sech déi néideg Moyenen ze ginn, fir d'Ëmsetzung vun den Ausféierungsbestëmmungen ze maachen. Dat gëllt, wéi gesot, besonnesch fir déi Affär vun der Ursprungskennzeechnung, dat gëllt awer och fir aner Ausféierungsreglementer, déi ganz wichteg sinn.

Zum Schluss wollt ech nach ee Virschlag maachen, de Virschlag nämlech un d'Regierung, fir ronderëm dëst Gesetz a seng praktesch Konsequenzen eng breet Opklärungscampagne ze maachen. Dat schéngt mer immens wichteg ze sinn, well ee jo awer spiert, dass besonnesch d'Leit dobausse veronséchert sinn. Si liesen, de Maart geet op, du kanns elo däi Stroum an däi Gas iergendwou akafen, an u sech weess keen esou richteg, wat ass. Kee weess esou richteg, wat sech wierklech ännert, wat eigentlech seng nei Rechter ginn, well et sinn an deem Gesetzesprojet ganz vill Rechter fir den Endclient virgesinn.

Duerfir géif ech proposéieren, dass d'Regierung sech do och soll déi néideg Mëttele ginn, fir déi Informatioun a Berodung ze maachen, vläicht net nëmme fir de klengen Endkonsument, mä och fir eng Rei vu klengen Acteuren an deem ganze Beräich, an déi dote Fro vun enger objektiver Informatioun iwwert d'praktesch Konsequenze vun deenen heiten Texter net private Firmen ze iwwerloossen. Ech mengen, dat ass eng nobel Aufgab vum Stat, fir déi dote Berodung duerchzeféieren.

An et wär, mengen ech, och net schlecht, wann een eis Konsumenteschutzorganisatioune mat an dat Ganzt do kéint eranhuelen. Et ass och eng Aufgab vun hinnen, déi Informatiounen do un de Verbraucher weiderzereechen.

An deem Sënn géif ech Iech als Rapporteur bieden, déi zwee Gesetzestexter ze stëmmen, an ech brénge gläichzäiteg och den Accord vu menger Fraktioun an.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Als éischt Riednerin ass ageschriwwen déi honorabel Madame Françoise Hetto. Madame Hetto!

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech dem Rapporteur, dem Alex Bodry, wierklech Merci soen an him félicitéiere fir säi komplette Rapport. Et ass en héich techneschen Dossier an de Rapporteur huet Iech do schonn eng ganz Partie vun Detailer zerwéiert. Ech wäert dann a menger Interventioun net op weider Detailer agoen.

Déi zwee Projete ginn hei zesumme presentéiert, well se vun der gesetzlecher Struktur hir d'selwecht opgebaut sinn, mä si gi jo awer onofhängeg vuneneen ofgestëmmt. D'Liberaliséierung vum Energiesecteur stäipt sech op europäesch Direktiven: wat elo d'Liberaliséierung vum Elektreschen ubelaangt, op déi europäesch Direktiv 2003/54 vum 26. Juni 2003 an op déi europäesch Direktiv 2005/89 vum 18. Januar 2006; wat dann elo de Gas ubelaangt, op d'europäesch Direktiv 2003/55 vum 26. Juni 2003, betreffend d'allgemeng Regele fir de Bannemaart vum Gas, an op d'europäesch Direktiv 2004/67 vum 26. Abrëll 2004, déi d'Approvisionnementssécherheet vum Gas garantéiert.

Mir hei zu Lëtzebuerg si gehalen, dës Direktiven esou séier wéi méiglech ëmzesetzen. Alle béid schreiwe se sech an d'Politik vun der Europäescher Kommissioun an, déi e regelrechte Bannemaart fir d'Energie kreéiere wëllt.

Dës Liberaliséierung huet zwee grouss Ziler an och Prinzipien.

Et geet ëm d'Aktivitéite vun der Produktioun a vun der Fourniture, déi liberaliséiert ginn. Si gi ganz kloer getrennt vun de Réseausaktivitéiten, also dem Transport an dem Verdeele vun der Energie, déi natierlech Monopole bleiwen, déi och staarke Contrainten ënnerleien an net liberaliséiert ginn. D'Aktivitéit vum Gestionnaire de réseau bleift de Service public, deen duerch den ILR reguléiert an och kontrolléiert gëtt. D'Produktioun an d'Fourniture si kommerziell Aktivitéiten, déi elo dann der Konkurrenz ënnerleien.

Zweetens, all Betrib an zënter dem 1. Juli och elo all Privatstot dierfen hiren Energiefournisseur fräi wielen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Energiepolitik ass och Wirtschaftspolitik. D'Energiepolitik dierf eis Wirtschaft net iwwerbelaaschten. Si dierf net grouss Betriber dovunner ofhalen, sech hei bei eis ze implantéieren. Am Géigendeel, si muss dem Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg entgéintkommen, well eng gesond a kompetitiv Wirtschaft steet fir sécher Aarbechtsplazen.

Fir kompetitiv ze bleiwen an eng nohalteg Energiepolitik ze bedreiwen, brauche mer en Energiemix aus Uelech, Gas, Stroum an erneierbaren Energien. Energieaspuerunge musse weider propagéiert an och ënnerstëtzt ginn, an do kann am Fong geholl jiddfer Eenzelne säin Deel dozou bäidroen. Luuchten net muttwëlles brenne loossen, Computer an Televisioun komplett ausmaachen an net am Stand-by loossen, an Energiespuermesuren investéieren, säin Haus a seng Wunneng seriö isoléieren, fir nëmmen dës ze nennen. All dës Moossname kommen net nëmmen eiser Ëmwelt zegutt, mä och dem Eenzelne sengem Portmonni.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch d'Gas- an d'Stroumliberaliséierung kann also zënter dem 1. Juli jiddereen décidéieren, bei wiem hie säi Stroum respektiv säi Gas akeeft. Jidderee muss fir sech décidéieren, wat fir hie méi wichteg ass: de Präis, d'Sécherheet, d'Ëmwelt? Et geet also, wéi bei esou ville Saachen op der Welt, och hei ëm d'Suen. An der Präisstruktur fir den Endverbraucher maachen d'Netzkäschte ronn 50% vum Präis aus, 10% falen u Steieren an u Kompensatiounstax un, et bleiwen also eng 40% op déi de Fournisseur en Afloss huet, an do wäerten d'Écarten téschent deenen eenzelne Fournisseure wuel net esou grouss sinn.

De Client sicht jo niewent dem Präis bestëmmt och e fiabele Service an d'Sécherheet vum Approvisionnement. Wourobber allerdéngs kee vun eis en Afloss huet, dat sinn déi staark Präishaussë vun den eenzelne primären Energieressourcen, déi mer zënter 2005 kennen, sief et Gas, Pëtrol oder d'Kuel. De wirtschaftleche Wuesstum vu China an Indien huet dozou bäigedroen, dass weltwäit déi energetesch Besoinen an d'Luucht gaange sinn an domadder natierlech d'Präisser. Weltwäit verbrauche mer haut duebel esou vill Energie, wéi dat nach an de 70er Joren de Fall war. A bis 2030 soll dëse Verbrauch nach emol ëm d'Halschent klammen, woubäi déi fossil Brennstoffer déi wichtegst Energiequelle bleiwe wäerten. Erneierbar Energië maachen am Moment nëmme 14% an d'Atomenergie 7% vum globalen Energieverbrauch aus.

Elo ass et awer esou, dass kloer gewosst ass, dass mer nach just fir 40 Joer Äerduelechreserven, fir 70 Joer Äerdgas a fir 95 Joer Kuel hunn. Weltwäit si mer an der Uelech- a Gasversuergung vu politeschen a wirtschaftlechen onstabile Fuerderregiounen ofhängeg. D'Europäesch Unioun ass ee vun deene weltgréissten Importateure vun Uelech, Gas a Kuel. Eis Energieofhängegkeet klëmmt, dem Grénge Buch vun der Kommissioun no, op 70% am Joer 2030. Mir mussen hei an Europa eng gemeinsam Sprooch schwätzen a Saachen Energie. Duerfir ass et och esou wichteg, dass mir en europäesche Bannemaart fir Stroum a Gas hunn. Déi deementspriechend Direktive mussen ëmgesat ginn, a wa mer haut de Mëtteg dëse Projet de loi stëmmen, da si mer um richtege Wee.

D'Importer vun de primären Energië wäerten aus ëmmer méi enger klenger Zuel vu Länner kommen. Duerfir musse mer an Zukunft mat méi héijen Energiepräisser rechnen. Déi elektresch Energie, déi jo op Basis vun de Primärenergien hiergestallt gëtt, suivéiert de Präismouvement natierlech mat, well de Brennstoff e wesentleche Bestanddeel vun de Käschte vum Elektreschen ausmécht. Do derduerch kënnen de Clienten hir Erwaardungen, dass d'Präisser géife falen, eventuell net erfëllt ginn.

Mir mussen allerdéngs wëssen, wat fir eis méi wichteg ass: de Präis oder d'Sécherheet am Approvisionnement oder d'Ëmwelt, oder ieren déi dräi. Mir sinn eis eens, dass d'Netz muss stabil bleiwen, an do kënnt eng wichteg Aufgab op de Coordinateur des périmètres d'équilibre zou. Hie muss déi Ausgläichsenergie liwwere vun deem, wat zu all Moment un Demande vum Client kënnt. Keng einfach Aufgab, wou mer all just kënnen hoffen, dass mer keng allze grouss Iwwerraschunge wäerte kréien.

Ech erlabe mer och am Numm vu menger Fraktioun drop hinzeweisen, dass et fir eist klengt Land wesentlech ass, dass mer eng national Netzgesellschaft behalen, déi d'Sécurité d'approvisionnement an d'Qualitéit vun der Infrastruktur garantéiert. Mir begréissen et och, dass d'Gesetz Léisunge virgesäit, fir dass Familljen, déi ouni eege Verschëlden an Zahlungsverzuch gerode sinn, kënne Gas an Elektresch kréien, an dat sief et iwwert den Office social oder sief et iwwert d'Installatioun vun engem Compteur à prépaiement.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat wier et gewiescht fir mäin Deel. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a bréngen heimat den Accord vu menger Fraktioun zu deenen zwee Projeten.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. D'Wuert huet elo fir d'DP-Fraktioun d'Madame Anne Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech e puer Commentairen zu der Procédure maachen, an där mer ons hei befannen. Déi Direktiven, déi mer haut ëmsetzen, si scho säit zéng Deeg a Kraaft, an eréischt haut setze mer se an onst Gesetz ëm. Et ass net fir d'éischt, dass mer Retarden hunn, a mir si jo leider eent vun deene Länner, déi déi meeschte Retarden hunn am Ëmsetze vun Direktiven.

Den Energieminister huet d'Kommissioun gefrot, et soll een esou séier wéi méiglech nach virun der Summervakanz dës Projete stëmmen, fir dass mer keng exorbitant Strofen ze bezuele kréichen. Strofen, déi vu Bréissel kommen, wann een d'Direktiven net zur Zäit an d'Nationalrecht ëmsetzt. D'Kommissioun ass och deem Wonsch nokomm, an duerfir stëmme mer dann haut dat Gesetz.

Ech muss Iech awer soen, dass dat ënner Bedéngunge geschitt, déi am Fong engem Parlament net würdeg sinn! Et läit net un der Kommissioun, huet de President gesot, mä eréischt leschte Freideg hu mer den Zousazavis vum Conseil d'État kritt, deen eng extra Sitzung nach huet missen aleeën, fir déi zousätzlech Amendementer ze analyséieren, an e Méindeg war d'Kommissioun zesummen, fir den Avis vum Conseil d'État ze kucken, fir dann de Rapport ze finaliséieren.

Dat ass net üblech, well, Här President, et gëtt eng Regel hei am Haus, dass mer mussen déi Woch virdrun de Rapport an der Kommissioun ugeholl hunn, fir dass de Projet hei an de Plenum ka kommen. Or, dës Kéier ass eng Exceptioun gemaach ginn, a wann dat iwwerhaapt méiglech war, dann ass et, well an der Kommissioun vun der Ekonomie an der Energie exzellent Aarbecht gemaach ginn ass.

Dat ware bal 20 Sitzungen, an ech wéilt hei ausdrécklech dem Président-Rapporteur, dem Här Bodry, villmools Merci soe fir déi Aart a Weis, wéi hien déi Debatte geleet huet. Hien huet dat gemaach mat enger grousser Rou, mat enger grousser Sachkenntnis, well soss wiere mer net an deenen Délaien hei derduerchkomm. Et ass bestëmmt net der Kommissioun hir Schold, wa mer elo mussen dëse Vote iwwert de Knéi briechen!

Ech géif och de Vertrieder vun der Regierung villmools Merci soen, deenen Hären Eyschen an Hoffmann, déi duerch hir Kompetenz ons gehollef hunn, duerch déi ganz schwéier Matière derduerchzekommen, eng Matière, déi äusserst komplizéiert ass um technesche wéi och um juristesche Plang.

Elo zum Schluss maache mer e Projet an der Hetz, an et si leider nach eng ganz Rei Froen net beäntwert. Den Energieminister huet all Kéiers op Wonsch vun der Kommissioun Äntwerte ginn, Äntwerten, mat deenen ech heiansdo net konnt averstane sinn, an a verschiddene Punkten deelen ech seng Approche net.

Mä een, deen net op d'Froe vun der Kommissioun konnt äntwerten an deen enttäuschend war a senge Prestatiounen an der Kommissioun, dat war nun eemol den Innenminister! An ech bedaueren et, dass den Innenminister de Mëtteg net hei ass.

Plusieurs voix.- Do ass en!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Hien huet sech…

(Interruptions, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Madame Brasseur, fuert weider!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Hien huet sech duerch groussen Immobilismus ausgezeechent. Haut sollen nämlech Gesetzer gestëmmt ginn, bei deenen eng ganz Rei Gemengen direkt betraff sinn an all déi aner Gemengen indirekt. An déi Gemenge mussen elo dës Direktiven applizéieren. D'Gemengegesetz awer - an den Här Bodry

huet och schonn drop higewisen - erlaabt et a verschiddene Punkten net, déi Ëmsetzung virzehuelen, an dofir hu mer hei zwee Gesetzer, déi sech widderspriechen.

Ech fannen et skandaléis, dass e Member vun der Regierung e Projet de loi déposéiert, dee contraire ass zu Dispositioune vun engem anere Gesetz, an dass dann d'Regierung an deen zoustännege Minister iwwert dat anert Gesetz dat net an den Délaien ännert! An esou engem Fall misst dach déi bestehend Gesetzgebung, dat heescht d'Gemengegesetzgebung, adaptéiert ginn.

De Conseil d'État seet dat och a sengem Avis vum 24. Abrëll 2007, an ech zitéieren: «Les communes risquent de se trouver dans une impasse et le Conseil d'État voudrait dès à présent attirer l'attention du législateur sur la nécessité de prévoir des modifications concomitantes dans la législation communale afin d'éliminer ces contradictions et incompatibilités et d'adapter cette législation à l'évolution et aux conditions de l'environnement économique et institutionnel européen et international.»

De Conseil d'État seet also a sengem Avis, et muss concomitant kommen, dat heescht, gläichzäiteg. Dat misst also och haut geschéien. Or, dat ass leider net de Fall.

An de Syvicol seet a sengem Avis heizou: «Du point de vue des communes une attention particulière devrait dès lors être accordée, dans la transposition en droit national des directives européennes précitées, à l'adaptation du secteur communal au nouveau contexte concurrentiel. En effet, pour des raisons bien connues, les défis que pose cette nouvelle situation sont autrement plus difficiles à relever pour des entités publiques que pour des sociétés privées. Or, force est de constater que les priorités du Gouvernement sont ailleurs.»

Dat heescht, de Syvicol selwer seet, dass d'Prioritéite vun der Regierung anzwousch anescht sinn, wéi hei d'Gemengegesetzgebung ze adaptéieren, an dat ass fir eis inadmissibel! De Syvicol seet weider, dass eng Partie Dispositioune vun dësem Gesetz sech maachen «au détriment du secteur communal».

Mä den Innenminister weist sech hei, genee wéi och an aneren Domänen, wierklech ännerungsresistent. Hie gëtt zwar jiddferengem Recht, mä en ass ännerungsresistent. Och an aneren Domänen, wou mer e gesinn hunn. Hie léisst mat sech diskutéieren, mä et geschitt awer näischt. De 6. November 2006 hate mer eng Réunioun…

(Interruption)

M. le Président.- Här Gira, et ass net ganz korrekt, fir einfach hei Commentairen an d'Ried vun der Madame Brasseur eranzetroteren!

Madame Brasseur, fuert Dir weider!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Jo.

De 6. November 2006 hate mer - ech mengen, et war op Initiativ vum Energieminister - eng Réunioun am Energieministère, wou den Energieminister war, zesumme mam Innenminister, a mat deene siwe Gemengen, déi Distributeur vum Elektresche sinn. Den Innenminister krut eng Rei vu Froe gestallt, huet dat ganz interessant fonnt a gesot, e géif sech dat unhéieren an do wieren eng Rei Problemen, mä hie géif emol kucken an da géif hie jo gesinn, wéi ee Léisunge géif maachen.

Well d'Gemengen hunn hien deemools schonn drop opmierksam gemaach, dass Problemer do si mat dem Ëmsetze vun der Direktiv, wat d'Kontabilitéit ubelaangt, mat der Ëmsetzung vun der Direktiv, wat aner Dispositiounen ubelaangt, an notamment d'Activité commerciale an och besonnesch wat d'Personal ubelaangt.

Den Innenminister huet awer duerno net bougéiert. Dobäi waren déi Problemer jo awer spéitstens säit dem Dépôt vum Projet de loi bekannt - enfin scho virdrun, an den Här Bodry huet dat och opgeworf, well déi Direktive virdrun hu jo och schonn eng Rei Obligatiounen de Gemenge ginn, déi déi net konnten erfëllen.

Ech fannen et inadmissibel, dass mer elo sollen e Gesetz stëmmen, wat engersäits d'Gemengen obligéiert, et ëmzesetzen, an anerersäits awer d'Gemengen d'Moyenen net kréien, fir dat ze maachen!

Den ILR, de Régulateur, deen elo jo schonn d'Tarifer vun der Utilisatioun vum Réseau muss accordéieren, dee muss jo en Avis dozou ginn. A bei der Stad Lëtzebuerg huet hien a sengem Avis de 7. Juni 2007 Folgendes gesot: «Malgré les efforts considérables de la Ville de Luxembourg concernant la simulation d'une comptabilité commerciale, l'Institut souligne le manque de transparence à cause de la non-conformité aux prescriptions légales.»

Déi non-conformité aux prescriptions légales kënnt dohier, well just eng Simulatioun opgrond vun der Comptabilité camérale gemaach gëtt, déi mer musse maachen als Gemeng, well dat esou am Gemengegesetz steet. An da gëtt eng Simulatioun gemaach fir eng Comptabilité commerciale. Den ILR seet: Bon, Dir gitt Iech vill Méi, mä et ass awer net dat Richtegt. Esou dass d'Texter missten dorun ugepasst ginn.

Wann ech esou op d'Procédure insistéiert hunn, Här President, dann ass et fir ze ënnersträichen, dass mer hei an inakzeptabele Konditiounen esou wichteg Gesetzer solle stëmmen. Ech wëll och nach eng Kéier op d'Inaktioun vum Innenminister hiweisen, dee wierklech d'Gemengen hei am Stach léisst.

Här President, Dir Dammen, Dir Häre, bei der Diskussioun iwwert déi Direktiven, déi mer hei ëmsetzen, iwwert déi zwee Gesetzesprojeten, déi mer hei votéieren, muss ee sech virun allem emol eng Fro stellen. Dat ass: Wiem bréngt déi Liberaliséierung eppes? Bréngt et dem Eenzelnen eppes? Bréngt et den Distributeuren eppes? Bréngt et dem Land eppes?

Fir deen eenzelne Consommateur, do muss ee sech wierklech d'Fro stellen. D'Bréisseler Kommissioun ass jo dovun ausgaangen, dass d'Energien eng Wuer sinn, an als Wuer musse se fräi handelbar sinn an op de Maart kommen. Bei deene grousse Clientë kann dat och nach zoutreffen. Mä bei deem eenzelne Client muss ee sech d'Fro stellen. Bei deene grousse Clientë si jo och schonn d'Direktiven a Kraaft.

Beim klenge Client kënnt et sécher och elo zu méi Transparenz duerch dëst Gesetz. Mä ech froe mech awer, wat dee klenge Client domat kann ufänken, well dee sech an dëser Matière iwwerhaapt net erëmfënnt. Ech ginn dem Här Bodry Recht: Et muss eng Opklärungscampagne gemaach ginn. Mä ech froe mech, ob den Opwand net disproportionéiert ass par rapport zum Resultat, well ech mengen, dass am Endeffekt dee klenge Consommateur vum Ëmsetze vun dëser Direktiv näischt huet. De Service au client gëtt och vläicht besser, well méi Konkurrenz do ass. Dat sinn dann d'Avantagen.

Et freet ee sech awer, wat fir eng Avantagen et nach gëtt. Um Präis gëtt et bestëmmt keen Avantage. D'Madame Hetto huet scho gesot, dass d'Präisser kaum wäerten erofgoen, esou dass fir den eenzelne Consommateur d'Präisser net méi niddreg ginn. D'Chambre de Travail schreift och an hirem Avis, dass et keng Korrelatioun gëtt tëschent dem Gaart vun der Liberaliséierung an dem Marché um Niveau vun de Präisser. De Präis, dee setzt sech jo zesummen aus 50% Infrastruktur, dat heescht Réseauskäschte mat Duerchleedungskäschten, plus 10% Taxen a Redevancen, sou dass nach 40% bleiwe fir d'Matière - Stroum oder Gas - an d'Marge bénéficiaire vum Distributeur.

Do bleift also net vill Sputt, wann ee weess, dass de Präis vun der Energie - vum Stroum a vum Gas - jo awer net hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt. Mir si wierklech kee Producteur, oder nëmme ganz wéineg, esou dass mer dorop keen Afloss hunn. Dat Eenzegt, wat ee ka maachen, dat ass eng dynamesch Akafspolitik, sech dofir Strukture ginn. An dann nach sinn déi Fluktuatiounen um Präis méi wéi geréng, well de Präis diktéiert gëtt vum internationale Marché. An dat bezitt sech op d'Matière première.

De Präis gëtt och diktéiert vun der Nofro. Déi wäert an deenen nächste Joren nach dauernd an d'Luucht goen. Am Moment brauch e Stot am Duerchschnëtt 700 Euro d'Joer, fir d'Elektresch ze bezuelen. Do wäerten et och keng grouss Fluktuatiounen an Zukunft ginn. Au contraire, d'Präisser wäerten, bedéngt duerch de Weltmarché, éischter eropgoen.

Fälschlecherweis, wann een déi Debatt hei iwwert d'Liberaliséierung beim Stroum a beim Gas féiert, da gëtt Referenz gemaach op d'Telekommunikatiounen. Or, beim Tëlefon ass et eppes ganz aneschters, well do handelt et sech net ëm eng Wuer, mä do handelt et sech ëm Déngschtleeschtungen. Déngschtleeschtungen, op déi ee kann duerch eng Organisatioun an duerch aner Strukturen Afloss hunn. Mä hei beim Stroum a beim Elektreschen ass et de Weltmaart, deen d'Präisser diktéiert, a bestëmmt net deen Eenzelnen. À moins, dass ee seet: D'Duerchleedungskäschten, déi mussen erofgoen. Dat huet natierlech eng Influenz op de ganze Réseau an op d'Struktur vun onsem Réseau. Awéiwäit een do kann d'Käschten drécken, ouni dass et op d'Käschte vun der Sécherheet geet, dat ass natierlech eng Fro, déi ee sech awer muss stellen.

D'Fro also, wiem d'Liberaliséierung vum Energiesecteur eppes bréngt, dorop muss een äntwerten, dass et dem eenzelne Consommateur mat Sécherheet näischt wäert bréngen, ausser dass hien elo de libre choix huet. Mä hien huet doduerch awer och Problemer, fir sech erëmzefannen, well et eng äusserst komplizéiert Matière ass.

Wann een och d'Gesamtconsommatioun vun der Energie kuckt, da sinn der vun dëser Direktiv iwwert de Stroum am Fong, wat d'Quantitéit ubelaangt, wéineg betraff, well de Gros vum Stroum gëtt jo vu Mëttel- a Groussclientë bezunn. Dat mécht 84% vum Marché aus. Sou dass mer hei nëmme vu 16% vum Marché iwwerhaapt schwätzen. Sou dass ech mengen, dass dës Direktive beim Endclient wéineg Influenz wäerten hunn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Eng zweet Fro, déi ee sech muss stellen, nieft der Fro: Wiem bréngt et eppes als Consommateur?, ass: Wat bréngt dat heite Lëtzebuerg? Wat bréngt et dem eenzelnen Distributeur?

Et ass am schrëftleche Rapport vum Här Bodry schonn ervirgestrach ginn, dass mer hei zu Lëtzebuerg zwee grouss Stroumdistributeuren hunn - dat ass d'Cegedel an d'Sotel -, an dass mer dernieft nach siwe Gemengen hunn an ee Privatdistributeur. Bei de Gemenge sinn dat d'Gemengen Dikrech, Iechternach, Esch, Ettelbréck, d'Stad Lëtzebuerg, Stengefort a Veianen. De Privatdistributeur ass zu Miersch.

Ech wëll drun erënneren, dass mer bis viru kuerzem, Här President, hei nach e puer méi Privatdistributeuren haten, kleng Distributeuren. Do erënneren ech ganz gären un d'Distributioun vun Useldeng, déi d'Madame Georges Marque während Jorzéngte gefouert huet an domat eng Entreprise familiale iwwerholl huet. Mä déi hunn entretemps hir Rechter un d'Cegedel ofginn.

Mir hunn also zurzäit zéng Distributeuren hei am Land. Wann ech soen zéng, dann ass et, well eng Partie vun deene lokalen Distributeure wäerte verschwannen, well se et guer net fäerdeg bréngen, den Obligatioune gerecht ze ginn, déi hei an dëse Projet-de-loië stinn, déi an den Direktive stinn.

Beim Gas, do hu mer nieft der Soteg, déi Gestionnaire vum Transportréseau ass, zwou Gemengen als Distributeur, an zwar d'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Diddeleng. Dann hu mer nach zwou Gesellschaften: Luxgaz a Sudgaz. Fir déi kleng Distributeure wäert et also an Zukunft bal onméiglech sinn, fir sech nach virun op dësem Marché ze behaapten. «Au détriment des communes», schreift de Syvicol a sengem Avis.

D'Applikatioun vun den Direktive féiert zu enger ganzer Rei vu komplizéierte Prozeduren. Et muss ee sech och froen, ob se am Sënn si vun der Simplification administrative. D'Stad Lëtzebuerg huet eng Etüd maache gelooss, fir ze kucken, wat se brauch - si oder eng Gesellschaft, déi hir dobäi hëlleft -, fir déi heiten Direktiven elo ëmzesetzen. Do bräicht ee 26 Fachleit - 26 Spezialisten - zousätzlech, fir dat ze maachen; ofgesinn dovun, dass d'Informatik och muss enorm adaptéiert ginn, wat och e ganz héije Käschtepunkt wäert mat sech bréngen.

Erlaabt mer, Här President, e puer Wuert iwwert d'Stad Lëtzebuerg ze soen, wéi do d'Distributioun ass, wat den Impakt ass. Am Stroum huet d'Stad Lëtzebuerg 1.748 km Réseau. Et gëtt 1.194 Trafoen an et gëtt 61.000 Clienten. Fir de Service um Bierger an un de Betriber oprechtzeerhalen, brauch een dofir 111 Mataarbechter.

Am Gas ginn et fir d'Stad Lëtzebuerg an d'Gemenge Stroossen an Hesper, déi un de Reseau vun der Stad Lëtzebuerg ugeschloss sinn, 416 Kilometer mat ronn 27.000 Clientë mat engem Personal vun 59 Mataarbechter. Da kënnt nach d'Ofwécklung vum ganze Geschäft, den Akaf an de Verkaf vun den Energien derbäi. Dat gëtt bei der Stad Lëtzebuerg vun der Privatgesellschaft LEO ofgewéckelt, eng Privatgesellschaft, déi gegrënnt ginn ass vum viregte Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg, fir deenen zwou Direktiven, déi deemools schonn d'application waren, gerecht ze ginn.

Ech wëll hei op dëser Tribün all deenen e grousse Merci soen, déi um Opbau vun dëser Struktur bedeelegt waren, an do virun allem dem Administrateur délegué vu LEO, dem Här Jean-Paul Wagner.

D'Stad Lëtzebuerg huet eng laang Traditioun am elektresche Geschäft an am Gas. Zum Beispill ass d'Elektrizitéitswierk 1908 gegrënnt ginn, dat heescht, d'nächst Joer hu mer do de Centenaire. Déi Recetten, déi d'Gemeng domat mécht, déi d'Stad Lëtzebuerg domat mécht, si beträchtlech. Et ass en Ëmsaz vu ronn 200 Milliounen Euro pro Joer, wat gewalteg ass, an do gëtt e Benefiss gemaach a mat deem Benefiss ginn aner Dépensë gedeckt, déi net kënne vun aneren Taxe gedeckt ginn. Dat sinn Dépensen, déi den Innenminister - alt nees den Innenminister - als fakultativ betruecht.

Den Innenminister fënnt jo, dass eng Gemeng kee gemeinsamen Transport misst maachen. Den Innenminister fënnt och, dass den Theater eng Fakultéit ass, dass de Conservatoire eng Fakultéit ass oder zum Beispill och d'Beruffspompjeeën, mä dank de Recetten, déi d'Stad Lëtzebuerg huet, dank dem Benefiss aus den Energië kënne mer esou Servicer oprechterhalen.

Ech wëll drun erënneren, dass zum Beispill de Busbetrib an der Stad Lëtzebuerg en Taux de couverture duerch eege Recettë vun 30% huet. Déi aner Sue musse vun anzwousch hierkommen an déi kommen zum Deel aus dem Benefiss, dee gemaach gëtt am Energiesecteur, esou dass een dat och net däerf negligéieren.

Et muss een och soen, dass, fir dat Ganzt ze géréieren, d'Stad Lëtzebuerg ronn 200 Leit brauch, well nieft deene Leit, déi am Service...

Bis an d'Rue Beaumont schéngt den Appel gaangen ze sinn, well den Innenminister ass elo erakomm.

(Interruptions diverses et hilarité)

Une voix.- Très bien! Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Et sinn an der Stad Lëtzebuerg, fir d'Geschäfter vum Gas a vum Elektreschen ofzewéckelen plus d'Leit vun der Recette, vun der Lecture, all déi een dozou brauch, ronn 200 Leit domat beschäftegt. Do muss ee sech wierklech d'Fro stellen, wéi dat an Zukunft geet, well wann d'Vuë vum Energieminister solle Realitéit ginn - a seng Vuë sinn elo grad gedeelt gi vun der Madame Hetto -, dann heescht dat, dass mer ee groussen nationale Réseau kréien an een nationale Gestionnaire de réseau, an da stellt sech d'Fro: Wat mécht d'Stad Lëtzebuerg mat all deem Personal?

Aner Gemenge sinn net an deem Mooss betraff, mä kënnen awer och betraff sinn. Et muss ee jo laut Direktiv och d'Aktivitéite trenne vun der Distributioun a vum Réseau, esou dass ee sech wierklech muss froen, wat mer maachen. Wa mer eng national Réseausgesellschaft kreéieren, wou d'Stad Lëtzebuerg mat dra wär, da sinn an der Stad Lëtzebuerg enorm vill kompetent Leit, déi den Know-how hunn, wéi een de Réseau bedreift am Secteur urbain. Et kann ee jo och net op deen Know-how verzichten. Also missten déi Leit an der nationaler Réseausgesellschaft mat kënne schaffen.

De Statut vum Gemengebeamten, dee mer hei virun engem Joer gestëmmt hunn, schwätzt sech awer dergéint aus, well gesot gëtt, dass, wann d'Gemeng mat enger Aktivitéit ophält, d'Personal awer da muss bei der Gemeng bleiwen an eng aner Affektatioun muss kréien.

Ech muss Iech awer soen, dass déi Leit, déi do schaffen, souwuel an der Recette wéi an der Lecture wéi am Stroum wéi am Gas, héich qualifizéiert Ingenieuren, Techniker an Handwierker sinn, déi ee jo net fir aner Aarbechte ka gebrauchen. Déi kann een net zum Beispill fir de Foyer scolaire huelen, fir op d'Kanner opzepassen. Esou einfach ass dat net, an op där anerer Säit brauche mer hiren Know-how.

Do huet den Innenminister de 17. Januar 2007 de Gemenge geschriwwen, wéi d'Situatioun da vun deem Personal wär, an en huet do alles analyséiert an do koum en zur Konklusioun, dass de Congé sans solde net géif goen, well deen op véier Joer limitéiert ass. Da sot e weider, opgrond vun deem neie Statut kënnt d'Gemeng deenen och net kënnegen. Si missten dann eng aner Aktivitéit op der Gemeng maachen. E seet och, dass d'Personal net an eng privat Gesellschaft kann transferéiert ginn. Dat heescht also, et kann een nëmmen zur Konklusioun kommen, dass an deem Bréif, deen de 17. Januar vum Innenminister un d'Gemenge gaangen ass, keng Léisung war, well bei all deene Léisungen, déi opgezeechent gi sinn, koum en zur Konklusioun, dass een dat net ka maachen.

Also, säit dem Januar 2007, wou de Minister dat examinéiert a geschriwwen huet, wat een alles net ka maachen, hätt en awer Zäit gehat, Léisunge virzeschloen. De Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg huet den 18. Mäerz à l'unanimité eng Motioun ugeholl, wou de Schäfferot invitéiert ginn ass, bei der Regierung ze intervenéieren, fir - an ech zitéieren: «...à intervenir auprès du Gouvernement pour adapter les textes législatifs afin de permettre aux communes de rester actives dans le domaine de l'éléctricité et du gaz et de garantir l'emploi de l'ensemble de leurs salariés».

De Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg hat och e puer Entrevuë mam Innenminister. Och doropshin ass näischt erfollegt. Mir hunn nach ëmmer keng konkret Virschléi. Well mer awer der Meenung sinn, dass mer hei musse virukommen, muss d'Gesetzgebung vun de Gemengen adaptéiert ginn, wéi ech dat scho virdru gesot hunn.

De Conseil d'État seet och, dat misst geschéien de façon concomitante. Vu dass den Innenminister awer seng Hausaufgab net gemaach huet, begréissen ech et, dass eis Kolleege vun der grénger Fraktioun, de François Bausch an de Camille Gira, souwéi vun der DP-Fraktioun de Paul Helminger an de Claude Meisch eng Proposition de loi ebe virgeluecht hunn, presentéiert hunn, fir just op déi Punkten anzegoen, wou den Innenminister leider seng Hausaufgab net gemaach huet. Duerfir ass et ze begréissen, dass dat geschitt ass.

Den Här Bodry bedauert, dass dat net an der Kommissioun gemaach ginn ass. An der Kommissioun hu mer x-mol rappeléiert, dass solle Léisungen hei fonnt ginn, an an der Kommissioun koume mer selwer zur Konklusioun, dass een net soll déi Gesetzer, déi haut debattéiert ginn iwwert d'Ëmsetze vun der Direktiv, amendéieren - wat de Conseil d'État och gesot huet -, mä dass misst eng Ännerung virgeholl ginn um Gemengegesetz, an dat ass jo och mat där Proposition de loi geschitt.

Ech wär frou, vu dass den Innenminister elo heihinnerkomm ass, ze héieren, wat dann d'Stellung vum Innenminister zu dëser Proposition de loi ass, déi mer dach esou séier wéi méiglech missten duerchhuelen, fir d'Gemengen iwwerhaapt an d'Lag ze versetzen, dës Direktiven ëmzesetzen.

Mir stëmmen haut e Gesetz an dat Gesetz sollen dann d'Gemengen ëmsetzen an d'Gemenge kënnen et net ëmsetzen, well d'Gemengegesetzgebung dergéint ass.

Nieft de Froen, wat d'Liberaliséierung brëngt, Här President, stellt sech och eng Fro vun der Sécherheet vum Approvisionnement, der Sécherheet vum Approvisionnement fir deen Eenzelnen. Dass déi net ëmmer ginn ass, dat ass technesch bedéngt, a mir haten nach virun e puer Deeg - ech mengen, et war e Sonndeg den Owend - eng Pann am Süde vum Land, vun där Verschiddener betraff waren. Virun e puer Wochen ass dat och an der Stad Lëtzebuerg virkomm. Esou Panne wäerte leider nach ëmmer geschéien.

Fir dass et awer net nach méi schlëmm gëtt, muss ee wierklech alles drusetzen, dass ons Netzer fiabel sinn, an duerfir ass den Investissement esou héich an duerfir befanne mer eis jo och hei an engem Marché régulé an net op engem fräie Marché.

Wat d'Sécurité de l'approvisionnement awer vu baussen ubelaangt, esou hänke mir als Lëtzebuerg zu honnert Prozent vum Ausland of, well mir jo kaum hei eng Produktioun hunn. An d'Energiedemande, déi wäert nach klammen.

D'Madame Hetto ass an hirer Stellungnahm dorop agaang, dass bis 2030 nach mat 50 bis 60% méi Energiebedarf muss gerechent gi weltwäit. Hei an Europa musse mer 50% vun onser Energie importéieren, an an Zukunft wäerten dat bis 70% ginn.

Mir mussen awer als Europa fäerdeg brëngen an och als Land fäerdeg brëngen, fir kompetitiv ze bleiwen, fir d'Energiefro an de Grëff ze kréien. Dat mécht een duerch Diversifizéierung; dat mécht een duerch nei Energiesourcen an do muss ee vill an d'Innovatioun stiechen. Dat mécht een duerch Partnerschafte vu Producteuren, mä och Partnerschafte mat Länner, déi Transitlänner vun der Energie sinn. Ech wäert net am Detail op dës Debatt agoen. Déi hu mer gefiert am Dezember, wéi mer iwwert d'Energiefro hei debattéiert hunn.

Zu den Alternativenergien awer nach eng Remarque. Mir musse jo awer d'Capacitéiten, déi mer brauchen, garantéieren, a verschidden Alternativenergië sinn net op deem Stand, dass ee se ka garantéieren. Dat ass esou bei der Sonnenenergie an dat ass och esou bei der Wandenergie.

Ech wëll och hei a mengem perséinlechen Numm eng Remarque maachen zur Atomenergie. Mir sinn an enger hyprocriter Haltung wat Cattenom ubelaangt. Wat Cattenom ubelaangt, soe mer Nee fir de Stroum, dee vu Cattenom kënnt. Mir wëssen awer, dass ouni Atromstroum d'Luuchte géifen, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, direkt ausgoen. Déi hypocrite Haltung wollt ech awer hei dénoncéieren.

Här President, an der Kommissioun hate mer am Numm vun der DP eng ganz Partie vun Amendementer eragereecht - ech mengen, et waren der 17, wou der e puer vun der Kommissioun ugeholl gi sinn, déi aner verworf gi sinn. Ech wëll lech a mir den Exercice erspueren, déi verworfen Amendementer nach eng Kéier hei virzebréngen, well ech jo weess, dass d'Majoritéit se nach eng Kéier géif verwerfen, esou dass ech net méi dorop wëllt zréckkommen.

Ech wëll nach eng Remarque maachen zu der Applikatioun vun dësem Gesetz. Wann dëst Gesetz zur Applikatioun kënnt, da kënnt nach zousätzlech Aarbecht op den ILR duer. Den ILR ass am Moment - esou gesinn ech dat wéinstens - awer schonn esou mat Aarbecht agedeckt, esou dass dee sécherlech muss opgestockt ginn. Vu dass deem seng Käschten awer selbstdroend musse sinn, kritt dat erëm eng Répercussioun op de Präis vun all deenen, déi op den ILR zréckgräifen. An ech wollt awer just froen, wéi d'Regierung dat gesäit, wat d'Entwécklung vum ILR ubelaangt a wéi do d'Répercussion financière dann ass.

Nach ee Wuert zu deene Clienten, déi net kënnen, aus iergendengem Grond, hir Rechnunge vum Stroum a vum Gas bezuelen. Do gëtt et effektiv Abusen an déi muss een ënnerbannen. Mä déi Leit, déi sozial schlecht dru sinn, do si jo hei Kritäre virgesinn, an ech sinn och der Meenung - wéi de Rapporteur -, dass ee soll kucken dat iwwert d'Offices sociaux ze léisen, well déi méi no beim Bierger sinn, wéi iwwer eng national Struktur.

Här President, zum Schluss wëll ech soen, dass d'DP-Fraktioun dës Projets de loi net ka stëmmen, an dat aus véier Haaptgrënn: 1. d'Liberaliséierung vum Stroum- a Gasmarché brëngt deem eenzelne Client näischt; 2. et ass keng Baisse vun de Präisser ze erwaarden, dat heescht, de Gas an d'Elektresch ginn net méi bëlleg fir den eenzelne Konsument; 3. d'Gemenge sinn am Moment net an der Lag, d'Gesetz ëmzesetzen, well verschidden Dispositioune vun dësen Texter hei contraire sinn zu dem Gemengegesetz; a 4. wëlle mer mat onsem Vote géint dëse Projet d'Inaktioun vum Innenminister, fir keen anert Wuert ze gebrauchen, dénoncéieren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den nächste Riedner ass den Här Kox.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och am Numm vun der grénger Fraktioun wollt ech am Ufank vu menger Ausféierung dem Rapporteur, trotz vläicht deene klenge Remarquë vun de leschten Deeg an och vun där Remarque vu virdrun, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. An deem Merci wëll ech awer och speziell de Sekretär vun eiser Parlamentskommissioun mat abezéie souwéi d'Experte vum Wirtschaftsministère, déi besonnesch an de leschten Deeg e regelrechte Kraaftakt hu misse leeschten, fir dës Gesetzer nach iwwert de Bierg kënnen ze bréngen. Dobäi hu mir misse sämtlech parlamentaresch Regelen op d'Kopp geheien.

No deene Mercië kommen ech awer net derlaanscht, meng grouss Enttäuschung auszedrécken, trotz groussem Aarbechtsopwand, an ech betounen, bei konstruktivem Aarbechtsklima vu sämtleche Bedeelegten, iwwert d'Aart a Weis, wéi esou e wichtegt a wäiträichend Gesetz huet missen iwwert de Knéi gebrach ginn.

Vläicht just zur Erënnerung e puer Daten: 19 Kommissiounssëtzungen, et gouf scho vum Rapporteur virdru gesot, woubäi besonnesch déi lescht Sëtzung bal net méi zoumuttbar war an ech de Seriö vun enger parlamentarescher Aarbecht dach staark a Fro gestallt hunn. Zum Schluss huet ee vu villen Dokumenter kee Blat viru sech méi gesinn. Esou goufen de 25. Juni, no enger Marathonsëtzung vun iwwer sechs Stonnen, 60 Amendementer zum Stroumgesetz a 27 Amendementer zum Gasgesetz dem Statsrot zougeschéckt, mat dem Wonsch an der Bitt, dach wann ech gelift innerhalb vun enger Woch säin zweeten Avis ofzeliwweren. Dës 60 respektiv 27 Amendementer waren néideg, well am éischten Avis 12 Oppositions formelles vum Statsrot formuléiert goufen.

Esou konnten eréischt de leschte Méindeg, den 9. Juli, den zweeten Avis vum Statsrot analyséiert ginn a gläichzäiteg och de Rapport, souwuel vum Stroumgesetz wéi och vum Gasgesetz, ofgestëmmt ginn.

Et stellt sech natierlech d'Fro, wien hei seng Hausaufgab an deene leschte Joren net gemaach huet. Firwat huet misse bis op de leschte Stëppel gewaart ginn, fir esou e Gesetz ëmzesetzen?

Zënter e puer Joer ass de Stéchdatum vun der vollstänneger Liberaliséierung vum Stroum- respektiv dem Gasmarché bekannt. De Stéchdatum vum 1. Juli 2007 gouf säit Joren ëmmer nees genannt. D'Direktiven 2003/54 zum Stroum respektiv 2003/55 iwwert de Gas goufe schonns de 26. Juni 2003 vum Conseil ugeholl a sollen déi éischt Direktiven iwwert de Marché intérieur vum Gas respektiv vum Stroum ersetzen.

Vläicht nach just ee Saz zu den Direktiven am Allgemengen, well besonnesch eise Wirtschaftsminister jo ëmmer nees eis Parlamentarier drun erënnert, méiglechst eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung duerchzefëieren. Ech si jiddferfalls frou, dass och de Minister sech dëser „rien que la directive"-Philosophie huet misse beugen. Dës zwee Gesetzer si grad Paradebeispiller, wéi eng Direktiven net eent zu eent ëmgesat konnte ginn, an dëst besonnesch am Stroumgesetz, well ganz lännerspezifesch Artikelen hei an dat Gesetz hu misse bäigefügt ginn. Et ass - heiansdo an de Kulissen - deels Rieds gaange vun enger sougenannter Lex Cegedel.

Wien huet dann elo bei dëser Ëmsetzung schlussendlech geschlof?

Éischtens muss een hei ganz kloer déi viregt CSV-DP-Regierung uprangeren, déi den Dossier einfach verschleeft an net déi néideg Preparative gemaach huet. Esou huet de viregte Wirtschaftsminister et verpasst,...

M. le Président.- Här Kox, loosst Der eng Fro vum Här Grethen zou?

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wollt den Här Kox froen, wat en zu där Ausso do verleet hätt? Ob hien Interna aus dem Wirtschaftsministère hätt?

M. le Président.- Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ma ech stelle just fest, dass mer haut - de wéivillten hu mer? - den 11. Juli 2007 hunn a mer eng Direktiv hätte missen ëmsetzen an de Leit Planungssécherheet a Kloerheet sollte schafe fir den 1. Juli 2007. An dass déi Aarbechten a sech hätte preparativ virdrun ugesat ginn, an dat ass, mengen ech, verpasst ginn. An dofir maachen ech just eng Feststellung, dass am Virfeld vun der neier Regierung déi eng oder déi aner Preparativen hätte kënne gemaach ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Grethen huet d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, géif den Här Kox mir zoutrauen, wann ech d'Chance gehat hätt, nom 13. Juni 2004 Energieminister ze bleiwen, ob ech dann en temps utile dee Projet hätt kënnen déposéieren?

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Leider sinn dat net ech, deen dat décidéiert, mä dat ass d'Vollek dobaussen, dat dat souverän nach ëmmer ausübt.

Une voix.- Mat Ärer Hëllef awer!

(Hilarité)

M. le Président.- Den Här Wirtschaftsminister huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, et ass net meng Gewunnecht - a mäi Virgänger weess dat -, fir an d'Vergaangenheet ze goen, mä wann d'Madame Brasseur am Numm vun der DP hei seet, dass et dës Regierung ass, déi den Dossier verschleeft huet, da gëtt et een Datum, dee sonnekloer ass: Si hätt missen ëmgesat sinn den 1.7.2004, a manifestement...

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Jo, jo, entschëllegt! Bien sûre! Merci.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Manifestement war ech zu deem Zäitpunkt net Minister!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Okay, Merci, Här jëtzege Wirtschaftsminister, fir d'Kloerstellung fir de fréiere Wirtschaftsminister.

(Hilarité)

D'Acteuren, an hei besonnesch d'Gemengen, hätte misse vill éischter a proaktiv op dës Ouvertür virbereet ginn, a sech déi fënnef Joer virdrun. Ech hoffen, dass et a sech dann eben en Oubli war a kee bewosst Ënnerloosse vun Hëllefstellung.

Och de jëtzege Wirtschaftsminister huet laang gebraucht an dësem Dossier, fir virunzekommen. Et gëtt sécherlech eng ganz Rei vun Ursaache fir dat Netukommen am Ufank. Sécherlech huet d'Présidence am Ufank vun der Legislaturperiod Hiert dozou bäigedroen. Dësen Ëmstand ass awer nëmme bedingt als Ursaach unzeerkennen, och deen Datum vun der Présidence war scho laang bekannt.

Eppes schéngt awer fir déi Gréng ganz kloer ze sinn: Déi jëtzeg Regierung war weder op den Dossier Energie, an domat och de Klimaschutz, virbereet nach huet si déi néideg Visioun fir e Paradigmewiessel an der Energiepolitik während deene leschten dräi Joer développéiere kënnen. Heizou ee Beispill.

Den Ëmgang mat den erneierbaren Energië war an ass nach ëmmer e Paradebeispill fir dës Onkohärenz. Sécherlech sinn e Méindeg nei a besser Reglementer fir d'Förderung vun den erneierbaren Energië respektiv der Energie-Effizienzsteigerung presentéiert ginn, déi - ech hoffen emol - dem Secteur erëm déi néideg Planungssécherheet zréckginn. Am gläichen Otemzuch gëtt awer alles Erdenkleches ugestallt, fir d'erneierbar Energien an och d'Effizienzsteigerung erëm ze relativéieren an hire Bäitrag ze marginaliséieren.

Esou ass souwuel aus dem Mond vum Premierminister wéi ëmmer nees aus dem Mond vum Wirtschaftsminister ze héieren, et si jo ëmmer nëmmen 8% bis 2020 méiglech.

Falsch, nach eng Kéier falsch a fir d'Drëtt falsch! Dëse Prozentsaz baséiert zwar op enger Potenzialstudië, déi vun engem renommëierten Institut, dem Fraunhofer Institut, ausgeschafft gouf, déi Potenzialstudië huet awer eng Onmass vu Parameteren, déi, jee nodeem wéi déi verstallt a gedréint ginn, e méi oder manner héijen Undeel vun erneierbaren Energien opweisen. Besonnesch den Energieverbrauch an hei speziell de Stroumverbrauch gi kaum thematiséiert respektiv fanne Berücksichtigung an där Etüd.

Esou geet dës Etüd nach ëmmer vun enger Steigerung vun 20% bis 2020 am Stroumberäich aus. Hu mir net och do zu Bréissel versprach, bis 2020 europawäit 20% ze reduzéieren? Dobäi ass d'Relatioun tëschent Energiekonsum an erneierbar Energië ganz evident. Jee méi mir den héijen Energiekonsum an de Grëff kréien, desto méi héich gëtt den Undeel natierlech vun den erneierbaren Energien.

Beim inlännesche Kraaftstoffverbrauch, also beim Bensin an dem Diesel, dergéint gi mer eis ganz vill an héich ambitiéis Ziler. Hei geet d'Potenzialstudië nämlech vun enger Reduktioun vu 17% bis 2020 aus. Beim Stroumverbrauch wäert sech deemno de Wirtschaftsminister duerchgesat hunn a beim Kraaftstoffverbrauch den Ëmweltminister.

Och d'Zesummespill an d'Koordinatioun tëschent dem Ëmwelt- an dem Wirtschaftsminister - oder de -ministèren - loossen nach ëmmer ze wënschen iwwreg. Kaum huet deen ee seng Programmer um Dësch, gi se direkt erëm vun deem aneren ofgewiergt an als wirtschaftsfeindlech, als utopesch oder als ze deier ofgestempelt. Dobäi ass bekannt, an dat huet de Stern-Report ganz androcksvoll bewisen, dass den Invest a klimaschounend Technologien haut ëm e Villfaches méi bëlleg ass, wéi wa mer nach Joren drop waarden.

Dass et am Wirtschaftsministère och esou laang gedauert huet, bis endlech alles um Rulle war, huet och mat der Zesummesetzung vun dësem Ministère ze dinn. Hei besteet en „fliegende Wechsel" vun den zoustännege Beamten aus dem Wirtschaftsministère an d'Energiewirtschaft. Ko-

mesch ass jiddfefalls, dass dee Wiessel oft no Reforme vun engem Energiegesetz erfollegt. Déi finanziell Ureizer respektiv d'Attraktivitéit vum Job an der Energiewirtschaft sinn natierlech méi grouss, wéi am Ministère dréche Gesetzer redigéieren ze mussen. Op dës Problematik kommen ech awer nach eng Kéier méi spéit zréck. Mä zréck zu den Aarbechten innerhalb vun der Kommissioun!

Esou wéi schonns gesot, hate mer eng ganz Rei vu Sëtzungen an hu ganz konstruktiv, trotz den inhaltlechen Divergenzen, quer iwwert d'Parteien ewech un der Ëmsetzung vun dësen Direktive geschafft. Vläicht souzen awer déi zwou gréissten Oppositiounsparteie während 19 Sëtzungen och nëmmen do Kaarten ze spillen? Ech war jiddefalls erstaunt iwwert de Communiqué, deen déi Sozialistesch Aarbechterpartei e Méindeg erausginn huet, fir der Oppositioun keng konstruktiv Aarbecht innerhalb der Kommissioun ze ënnerstellen.

Fakt ass, dass ech am Numm vun der grénger Fraktioun - a virdrun huet dat op androcksvoll Aart a Weis d'Madame Brasseur och fir d'DP gesot - 19 schréftlech Amendementer eragereecht hunn.

Une voix.- Aha!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Niewent dëse schréftlechen Amendementer hunn ech Iech och den 20. Mäerz e Bréif zoukomme gelooss, fir endlech och emol dem Wirtschaftsminister seng Proposen ze héieren, wat alles am Beräich vun der Netzzesummeleeung an der allgemenger Energiepolitik geplangt ass. Säit dem Débat d'orientation iwwert d'Energiepolitik vum leschten Dezember gëtt just nach alles an der donkelster Donkelkammer vum Wirtschaftsminister geplangt an décidéiert.

Nodeems déi Gréng zesumme mat der DP e Méindeg eng Gesetzespropos ugekënnegt hunn, fir de Gemengen endlech eng Rechtsbasis bei hiren Tätegkeeten am Beräich vun der Energie an dem Klimaschutz ze ginn, ze behaapten, d'Oppositiounsparteie géife sech net konstruktiv abréngen, ass schonn e staarkt Stéck a weist éischter op e schlecht Gewëssen hin, dat si bei dësen zwee Gesetzesprojeten hunn.

Eemol méi weist hei besonnesch d'Sozialistesch Aarbechterpartei, an hei wëllt ech den Ëmweltminister ausdrécklech ausklameren, dass si den Eescht vun der Situatioun am Beräich vum Klimawandel net richteg matkritt hunn. Souguer déi Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei schéngt dat mëttlerweil matkritt ze hunn. Sou war den 20. Abrëll grouss an der Dagespress nozeliesen: „CSV verlangt Kurswechsel beim Klimaschutz." A weider war nach ze liese vum Generalsekretär Schank: „Sämtliche Fakten liegen auf dem Tisch. Nun muss gehandelt werden!" Säitdeem ass et zwar erëm zimlech roueg ginn an et herrscht praktesch Funkstille, mä zumindest hu si den Anstand a klappen net gläich an d'Flilleken, wann emol konstruktiv Propositioune vun der Oppositioun kommen.

Wann dës Gesetzespropos vun DÉI GRÉNG an DP hätt missen an enger Kommissioun diskutéiert ginn, dann éischter an der Intérieurskommissioun, wéi an der Wirtschaftskommissioun. Där grénger Fraktioun war et nach ëmmer wichteg, de Gemengen net nëmmen de Kader ze liwweren, fir op engem liberaliséierte Stroum- a Gasmarché kënnen ze bestoen, mä méi generell Aufgaben am Beräich vun der Energiepolitik a besonnesch am Beräich vum Klimaschutz ze iwwerhuelen.

Ech wëll hei nach eng Kéier un eng Motioun vun der grénger Fraktioun erënneren, déi während dem Débat d'orientation iwwert d'Energiepolitik am Dezember an déi zoustänneg Kommissioun verwise gouf. Heibäi gëtt d'Regierung invitéiert, ech zitéieren: «à soutenir les communes pour qu'elles puissent participer pleinement aux efforts communs pour relever un des principaux défis du vingtième siècle, c'est-à-dire la protection du climat et la réduction des émissions de gaz à effet de serre».

Säit Jore gëtt näischt ausgelooss, fir grad d'Gemengen an deem Beräich regelrecht ze schikanéieren. Ech wëll och de fréieren Innenminister, den Här Wolter, nach eng Kéier zitéieren, deen op eng Question parlementaire vum Kolleeg Bausch de 26.7.2002 geäntwert huet - ech soen et elo e bëssen op Lëtzebuergesch -, dee ganze Buttek dach nëmmen ze verkafen. Ech zitéieren aus där Question parlementaire, déi am Zesummenhang mat der Liberaliséierung vun de Stroumnetzer steet: «La meilleure solution possible pour les communes, afin de sauver leur patrimoine, serait une vente au meilleur offrant de l'ensemble des infrastructures, à savoir les réseaux de distribution de l'énergie et les équipements annexes ainsi que la clientèle actuelle encore attachée au réseau.»

Et sinn awer grad d'Gemengen, déi no beim Bierger eng ganz wäertvoll Aarbecht kënne leeschten. Beispiller gëtt et genuch, ech wëll just hei un déi sëllech Klimabündnisgemengen erënneren. Och an der Berodung waren et Gemengen, déi Virreider gespillt hunn. Dir braucht Iech just nëmmen d'Beispill vum Kanton Réiden unzekucken.

Mä vläicht hëlleft och den Drock vun der LSAP - elo endlech! - op den aktuellen Innenminister, fir an dës Gesetzespropos vun DP an DÉI GRÉNG vum Méinden endlech Bewegung eranzekréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zréck zum eigentlechen Dossier vun der Liberaliséierung am Stroum- an am Gasmarché. Ier ech mech mat der Ëmsetzung vun der Direktiv a Lëtzebuerger Gesetzgebung wëll beschäftegen, ass et vläicht nach eng Kéier opschlossräich, déi wichteg Froe vun der Liberaliséierung ze beliichten.

1. Wat seet déi Direktiv? Wat soll duerch d'Liberaliséierung erreecht ginn?

- D'Ouvertür op all kommerziell an duerno (Stéchdatum 1. Juli 2007) op all Haushalter.

- E bessere Kader, fir dass déi Liberaliséierung a geregelte Bunne soll oflafen. Eng Rereguléierung vun der éischter Direktiv.

- D'Europaparlament huet ënnert der Fiederféierung vum Claude Turmes nach folgend Punkte konnten duerchsetzen:

- eng legal Trennung tëschent Netz a Produktioun, géint de Widderstand vun den Energiekonzerner,

- d'Aféierung vun nationale Reguléierungsämter,

- en detailléierten Artikel 3 mat der Obligation de service public, besonnesch mam Schutz fir Konsumente souwéi der Stroumkennzeechnung,

- Konkurrenz haaptsächlech op der Grousshandelsebene anzeféieren,

- de Choix fir de Konsument net nëmme beim Präis, mä och bei der Qualitéit, notamment duerch d'Aféierung vu Kennzeechnungen an d'Méiglechkeet, grénge Stroum anzekafen.

2. Wéi eng Erfahrunge sinn da mëttlerweil an Europa mat der Liberaliséierung gemaach ginn?

- An deene Länner, wou et genuch Wettbewerb gëtt - an där gëtt et - an an deene streng genuch géint d'Konzentratioun vum Marché virgaange ginn ass, sinn d'Resultater net esou schlecht, insbesondere a Skandinavien.

- Méi schwiereg ass d'Lag an Däitschland an a Frankräich, well duerch ongebremste Fusioune sech besonnesch déi dräi Kompanien an der EU breetgemaach hunn, an déi heeschen RWE, E.on an EDF.

3. Aus deenen Erfahrunge vun de leschte Jore mussen deemno nei Konsequenze gezu ginn. An dat sinn?

- Wann den Uelech- an de Gaspräis steigt - an do hu mir hei keen Afloss drop, déi wäerten an der Zukunft och weider steigen; et ass eng Illusioun ze mengen, de Stroumpräis an de Gaspräis géifen an der Zukunft falen -, musse mir aner Méiglechkeeten notzen, fir d'Käschten ze reduzéieren. Dëst geet just nëmmen iwwert d'Stroumspueren.

- Kucken, dass een als Land - an do ass Lëtzebuerg och betraff - net duerch grouss Konzerner vu bausse geschléckt gëtt.

- Komplett Trennung vun den Netzer an ënnert öffentlecher Kontroll.

- Genuch eenheemesch Acteuren, an do besonnesch eis Gemenge weider un deem Marché bedeelege loossen.

- Schutzmoossname géint den Abus, besonnesch fir déi sozial Schwaach, anzeféieren.

- Stäerkung vun Transparenz a Matsproocherecht vun all den Acteuren.

- E Begleetgremium, deen direkt mam Régulateur ka schwätzen.

D'Liberaliséierung vu Stroum- a Gasmarché ass deemno weder schwaarz nach wäiss, mä eng Chance, den Energiesecteur esou opzestellen, fir dass mir där gréisster Erausfuerderung vun der Mënschheet, nämlech dem Klimawandel, kënne konsequent entgéintwierken.

Liberaliséierung heescht och net Privatiséierung.

Liberaliséierung heescht net den Ausverkaf vum Intérêt public, mä grad d'Stäerkung vum öffentleche Secteur.

Liberaliséierung heescht net Konzentratioun, mä Dezentraliséierung. Net een Acteur, mä d'Villfalt vun den Acteure stäerken.

Liberaliséierung heescht, den Internet vun der Energie virbereeden, fir dass jidder Energiekonsument zum Energieproduzent ka ginn.

Liberaliséierung heescht, de Klima- an de Verbraucherschutz an de Vierdergrond ze stellen.

Déi gréng Fraktioun ass alles anescht wéi iwwerzeegt, dass dës Gesetzer zur Stroum- a Gasliberaliséierung deene virgenannte Prinzipië kënne gerecht ginn. Dës Gesetzer weisen op ville Punkten Defiziter op, déi mir net kënne matdroen. Dës Defiziter si souwuel bei sozialen, ökologeschen, transparenten an och demokratesche Beräicher an dësem Gesetz zréckzefannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deene méi generellen Iwwerleeungen zu dësem Gesetz, wëll ech eng Rei vun eenzelne Punkten aus dësem Gesetz, an aus grénger Siicht nach eng Kéier, méi genee beliichten; an dëst besonnesch no de virgenannte véier Kritären.

Als éischte Punkt wëll ech heibäi de soziale Vëlo, eh Volet beliichten.

Pardon!

Une voix.- Dat ass och emol gutt gesot.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Dat ass och emol gutt gesot.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Kox, huelt de Fuedem nees op, wann ech gelift!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

Dass dëst Gesetz iwwert de Knéi gebrach gouf, ass besonnesch um Punkt vun der sozialer Ofsécherung vu Leit auszemaachen, déi net méi déi néideg Moyenen opbrénge kënnen, fir hir Energie, sief dat Stroum oder Gas, ze bezuelen. Et ass och grad do, wou de Rapporteur virdrun des Laangen an des Breeden nach referéiert huet. Dëse Volet gëtt souwuel am Stroumgesetz wéi am Gasgesetz an am Kapitel iwwert de Prinzip vum Service universel behandelt.

Dëse Service universel am Stroumgesetz beseet zum Beispill, dass all Stroumverbraucher d'Recht op den Zougang vu Stroum huet an dëse Stroum zu enger definéierter Qualitéit, vergläichbar, transparent an zu engem abordabele Präis ze kréien ass.

Niewent dëse Kritäre gëtt awer och an deemselwechten Artikel d'Prozedur definéiert, wéi et zu engem Ofspäre vun der Energie kënnt, wann e Client säi Stroum oder Gas net méi ka bezuelen.

Esou gesäit d'Prozedur vir, dass et no enger schréftlecher Opfuerderung am Intervall vun zweemol 15 Deeg zu enger Ofspärung kënnt an op d'Käschte vum Client e Compteur à prépaiement ugeschloss gëtt.

Net nëmmen, dass dëst zousätzlech Käschte fir de Client bedeit, mä d'Gefor ass grouss, dass et zu onnéidege prekäre Situatioune kënnt. Situatiounen, déi sech och ëmmer méi oft hei zu Lëtzebuerg erginn.

Bis haut konnt mir nach keen offiziell eng Zuel iwwert den Ëmfang vun dësen Ofspärunge genau quantifiéieren. Och konnt mir bis haut nach kee genau d'Opschlësselung vun dëse Fäll presentéieren. Dobäi hunn ech am Ufank vun eisen Diskussiounen an Aarbechten an der Kommissioun drop higewisen, eis genau Zuelen iwwert den Ëmfang vun dësen Ofspärungen ze liwweren - nozeliesen am Rapport vum 15. Februar.

Wéi gesot, bis haut hu mir déi Donnéeën nach ëmmer net ze gesi kritt. Et geet hei net dorëms, déijéineg ze schützen, déi en Abus bedreiwen, mä grad deenen, déi an enger prekärer Situatioun sinn, eng geziilten Hëllefstellung unzebidden.

D'Regelung, déi de Moment am Gesetz ageschriwwen ass, geet fir déi gréng Fraktioun net duer. De Statsrot huet a sengem Avis majoritär suggéréiert, d'Sozialamt anzeschalten an am Virfeld ze informéieren, esou dass iwwert dee Wee déi néideg Hëllefstellunge kënne geleescht ginn.

Dës Propos geet eis awer net wäit genuch a bitt dofir och net déi néideg gläichberechtegt Sécherheet am ganze Land un, well et staark vun deenen eenzelne Sozialämter ofhänkt a vläicht just an deene grousse Stied richteg funktionéiere wäert. Derbäi kënnt, dass déi Aufgab erëm op d'Gemengen ofgewälzt gëtt. Och gëtt d'Sozialamt bei jidder Op- an Ofspärung informéiert, ob et sech dobäi ëm e Sozialfall handelt, oder net.

Duerfir schléit déi gréng Fraktioun nach ëmmer vir, den Avis séparé vum Statsrot ze ënnerstëtzen, deen dës Aufgab net de Sozialämter iwwergëtt, mä dem Fonds national de Solidarité. Den Avis séparé schléit nämlech eng ähnlech Prozedur vir, wéi déi, déi de Moment a Frankräich applizéiert gëtt, an dofir wonnert et mech, dass d'Regierung opgefuerdert gëtt vum Rapporteur, sech a Frankräich ëmzekucken.

Hei ass et d'Persoun selwer, déi sech beim Fonds national de Solidarité umellt, fir déi néideg Hëllefstellung ze kréien.

(Interruption)

Dir hutt och virdru gesot, a Frankräich an an der Belsch sollte mer kucken, wéi eng Regelen do bestinn, a mir haten an der Diskussioun an der Kommissioun des Öfteren och iwwert den Avis séparé Rieds, deen ebe genau déi Formulatiounen aus dem franséische Gesetz iwwerhëlt. Heiduerch wäerten och onnéideg Ofspärungen erfollegen, well et genau op déi Leit ausgeriicht ass, déi sech an enger prekärer Situatioun befannen.

Duerfir erlaabt mer, Här President, den Avis séparé vum Statsrot als Amendement nach eng Kéier ze déposéieren an Iech ze bieden, dës Amendementer zur Ofstëmmung ze stellen.

Amendement 1: Protection des personnes les plus démunies

À l'article 2 du projet de loi, le paragraphe 8 est remplacé par le texte suivant:

«(8) Pour les clients résidentiels, en défaillance de paiement, les règles suivantes sont applicables en matière de fourniture d'électricité:

a) En cas de non-paiement dans un délai d'un mois à partir de la date d'échéance d'une facture, un rappel est envoyé au client par le fournisseur avec la proposition d'un règlement amiable et avec la mention qu'en cas de difficulté de paiement, la personne est en droit de demander une aide auprès du Fonds national de Solidarité.

b) Toute personne physique titulaire d'un contrat de fourniture d'électricité éprouvant des difficultés à s'acquitter de la facture d'électricité de sa résidence principale en raison d'une situation de précarité, et qui n'aura pas pu trouver d'accord avec son distributeur sur un règlement amiable, peut déposer auprès du Fonds national de Solidarité une demande d'aide au paiement des factures d'électricité, le cas échéant et si elle le souhaite, par l'intermédiaire d'un service social.

Le Fonds national de Solidarité informe immédiatement le fournisseur de l'introduction d'une demande d'aide. Toute personne ayant déposé un dossier de demande d'aide bénéficie, dans l'attente de la décision du Fonds national de Solidarité, du maintien de la fourniture d'électricité avec une puissance minimale à déterminer par règlement grand-ducal.

Les critères de décision d'attribution par le Fonds national de Solidarité sont les suivants:

- le quotient social du foyer, tenant compte des ressources du foyer et des personnes composant le foyer (le calcul technique de ce quotient sera précisé par voie de règlement grand-ducal);

- la part de la facture d'électricité dans les ressources du foyer;

- les charges du foyer;

- la situation familiale du demandeur;

- la situation de santé des personnes vivant au foyer;

- l'existence d'un éventuel handicap;

- les caractéristiques du logement et de son équipement électrique;

- la présence au foyer d'enfants ou de personnes âgées;

- l'existence d'un éventuel surendettement.

L'aide attribuée consiste en une prise en charge totale ou partielle du paiement au distributeur des factures impayées. Cette prise en charge peut être effectuée sous forme de subvention, d'avance remboursable ou des deux, selon la situation du demandeur.

Le Fonds national de Solidarité, en collaboration avec les distributeurs d'électricité, propose les mesures et informations visant à réduire les factures à venir ou à en faciliter le paiement, telles que conseil en matière de maîtrise de la demande d'électricité, conseil tarifaire, bilan de l'installation électrique, recherche du financement en vue de la rénovation de l'installation électrique, mise en place de comptages appropriés. Le Fonds national de Solidarité peut également informer ces personnes sur les organismes susceptibles d'apporter une aide à la gestion budgétaire. Les distributeurs fournissent au Fonds national de Solidarité les seules informations nécessaires au traitement des demandes d'aide et à la proposition des mesures de prévention.

c) En cas de non-paiement dans un délai d'un mois à partir de la date d'envoi du rappel visé sous a) et pour le cas où le client n'introduit pas de demande d'aide auprès du Fonds national de Solidarité, le fournisseur a le droit de faire placer, par le biais du gestionnaire de réseau concerné, un compteur à prépaiement jusqu'au règlement entier de la dette. En cas de paiement intégral de la dette par le client, le fournisseur charge le gestionnaire de réseau concerné de remplacer le compteur à prépaiement par un compteur normal. Ce remplacement s'effectue dans les trois jours ouvrables qui suivent la demande.

Le placement d'un compteur à prépaiement ne suspend pas le recouvrement des factures antérieures, le fournisseur se réservant le droit d'en obtenir le paiement par toutes voies de droit. L'octroi d'un plan de paiement des arriérés ne modifie pas les conditions d'exigibilité des factures émises ultérieurement par le fournisseur.

Tous les frais engendrés par les procédures de recouvrement, le placement et l'enlèvement d'un compteur à prépaiement, les frais de déconnexion et de reconnexion sont à charge du client en défaillance de paiement.»

Amendement 2: Protection des personnes les plus démunies

À l'article 7, les paragraphes 6 et 7 sont à adapter en conséquence:

«(5) Afin d'assurer le financement du mécanisme de compensation visé au paragraphe 4, tout gestionnaire de réseau, distribuant de l'énergie électrique à des clients finals sis au Grand-Duché de Luxembourg, doit récupérer la contribution due pour le mécanisme de compensation exigible dans le chef du client final par toutes voies de droit, soit directement auprès du client final, soit auprès du fournisseur devant collecter la contribution. Le gestionnaire de réseau a le droit de recourir aux procédures prévues au paragraphe 8 de l'article 2 pour les clients résidentiels et à l'article 1134-2 du Code civil pour tous les autres clients, quel que soit le montant de la contribution non réglée ou devant être transférée.

En cas de fourniture intégrée, le fournisseur, qui a avec le client final un contrat incluant le paiement de cette contribution à être transférée par le fournisseur au gestionnaire de réseau, a les mêmes droits que le gestionnaire de réseau pour récupérer la contribution, y compris ceux découlant du paragraphe 8 de l'article 2 pour les clients résidentiels et de l'article 1134-2 du Code civil pour tous les autres clients, quel que soit le montant de la contribution non réglée.

(6) Les obligations découlant de l'article 6 de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie et de ses règlements d'exécution sont à considérer comme obligations de service public bénéficiant de la compensation financière au sens du paragraphe 3 du présent article.»

Amendement 3: Protection des personnes les plus démunies

L'article 21, paragraphe 2, est également à adapter:

«(2) Tout gestionnaire de réseau ou fournisseur visé au paragraphe 1er récupère les frais d'utilisation du réseau exigibles dans le chef du client final par toutes voies de droit, soit directement auprès du client final, soit auprès du fournisseur devant collecter les frais d'utilisation du réseau pour les transférer au gestionnaire de réseau. Tout gestionnaire de réseau ou fournisseur visé au paragraphe 1er a également le droit de recourir aux procédures prévues au paragraphe 8 de l'article 2 pour les clients résidentiels et à l'article 1134-2 du Code civil pour tous les autres clients, quel que soit le montant des frais d'utilisation non réglés ou devant être transférés.»

Commentaire:

Ces trois amendements reprennent intégralement les propositions de texte du Conseil d'État dans son avis séparé du 24 avril 2007, tout en ayant adapté la numérotation et les renvois d'articles a la version actuelle du projet de loi. Les amendements se basent prioritairement sur les considérations suivantes:

Le Conseil d'État signale que les auteurs de la directive européenne à l'origine du présent projet de loi sur l'organisation du marché de l'électricité furent conscients de la nécessité d'une protection spécifique des clients vulnérables, car le paragraphe (24) du préambule de la directive mentionne que «…Il convient que les États membres prennent les mesures nécessaires pour protéger les consommateurs vulnérables dans le contexte du marché intérieur de l'électricité.» Le Conseil d'État estime par contre que les auteurs du projet de loi luxembourgeois n'ont pas suffisamment tenu compte de ces obligations, car les dispositions du paragraphe 8 de l'article 3, traitant des clients résidentiels en défaillance de paiement, risquent de laisser trop de ménages visés dans le noir!

La Chambre des Employés privés, quant à elle, se déclare consciente de la nécessité d'instaurer une procédure de déconnexion pour éviter des abus, mais qu'il convient, dans le même temps, de protéger les moins aisés qui sont incontestablement confrontés à des problèmes financiers ne leur permettant pas de payer leurs factures dans les délais impartis. La CEP-L signale en outre l'importance d'agir aussi de façon préventive. L'information et la sensibilisation à l'utilisation rationnelle de l'énergie devraient être promues et adressées notamment aux personnes qui risquent d'avoir ou qui ont déjà connu des retards de paiement de leur facture d'électricité ou de gaz.

La Chambre de Travail considère que les services d'intérêt général sont des éléments essentiels pour la cohésion sociale et la solidarité et constituent un pilier important du modèle social luxembourgeois. «Une importance particulière revient au traitement des clients qui sont en défaillance de paiement en raison de difficultés financières. Il est vrai que le paragraphe (8) de l'article 3 fixe des règles en cas de défaillance de paiement. Notre chambre estime cependant que ces règles sont trop draconiennes et ne confèrent pas un droit à une livraison minimale d'électricité à des clients nécessiteux. (…) Notre chambre demande que le projet de loi prévoie une procédure plus précise conférant un droit au client de faire analyser rapidement sa situation financière par une instance publique qui doit décider que le client est pris en charge s'il ne peut pas payer ses factures d'électricité (…).»

Amendement 4: Évaluation relative aux mauvais payeurs, aux déconnexions et aux compteurs à prépaiement

L'article 54, paragraphe 3, du projet de loi est modifié comme suit:

«(3) Le régulateur établit un rapport sur les résultats de ses activités de surveillance et de contrôle qu'il transmet au ministre. Ce rapport mentionne également les mesures concrètes prises au niveau national pour garantir la présence sur le marché d'une diversité suffisante d'acteurs ou les mesures concrètes prises pour favoriser l'interconnexion et la concurrence de même qu'un chapitre spécifique traitant des informations relatives aux aides accordées, voire refusées par le Fonds national de Solidarité ainsi que du nombre de compteurs à prépaiement placés par les fournisseurs. Ce rapport est établi annuellement jusqu'en 2010 inclus et ensuite tous les deux ans. Il est transmis à la Commission européenne, au plus tard le 31 juillet.»

Commentaire:

L'amendement se réfère également à l'avis séparé du Conseil d'État. Il y propose que le rapport annuel du régulateur contienne un chapitre spécifique qui informe sur le nombre de citoyens qui peinent avec la concrétisation du droit à l'électricité pour tous. La disponibilité de ces données est une condition sine qua non pour pouvoir se faire une image fidèle de la réalité sociale dans le secteur de l'énergie et pour pouvoir - en tant que gouvernement ou parlement - évaluer périodiquement la pertinence des dispositions légales.

(s.) Henri Kox, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Aus ëmweltpolitesche Grënn si besonnesch d'Artikele bezüglech der Obligation de raccordement respektiv den Accès aux réseaux vun neien Anlagen, an hei besonnesch vun Erneierbar-Energie-Produktiounsanlagen, respektiv der Obligation, de Service public an de Mécanisme de compensation ze benennen.

Mir begréissen dës Artikelen ausdrécklech, gi si dach den erneierbaren Energien d'Prioritéit, fir hir ëmweltfrëndlech Energie an d'Netz kënnen anzespeisen. Och d'Ouvertür, déi am Gasgesetz gemaach gouf, begréisse mir ausdrécklech. Mat dëser Ouvertür ass et nämlech méiglech, grouss Biogasanlagen iwwert de Wee vun der Gasaspeisung méi wirtschaftlech bedreiwen ze kënnen.

Wa mer mam Prinzip kee Problem hunn, esou hu mer awer bei der Ëmsetzung vun dëser Regelung méi Problemer. Esou plädéiere mir och d'Frais de raccordement respektiv d'Fraisen am Zesummenhang mat den Etüden iwwert de Wee vun den Netzkäschten ze sozialiséieren. Dëst entsprécht och éischter dem Prinzip vum Pollueurpayeur a bedeelegt indirekt domat sämtlech Energieverbraucher um Opbau vun enger nohalteger Energieversuergung.

Duerfir si mer a bleiwe mer der Iwwerzeegung, dass de Prinzip vum Mécanisme de compensation de richtege Wee ass. E Prinzip, deen d'Käschte vun der Ënnerstëtzung fir erneierbar Energië respektiv effizient Energieproduktiounsanlage wéi d'Cogénératiounen op sämtlech Energieverbraucher jee no Verbrauch opdeelt.

Hei gouf et jo an de leschte Jore vill kontrovers Ausenanersetzungen, besonnesch am Zesummenhang mat der Fotovoltaik. Vläicht awer nach eng Kéier zur Kloerstellung: Nach haut sinn d'erneierbar Energien ëmmer nëmme fir 25% vun de Käschte vum Fonds de compensation verantwortlech. Et sinn d'Cogénératiounen, déi nach ëmmer de gréissten Undeel vun dëse Käschten ausmaachen. Mir stinn awer souwuel hannert de Käschte fir d'erneierbar Energië wéi hannert de Käschte vun de Cogénératiounen, well mer der Iwwerzeegung sinn, nëmmen iwwert dee Wee e Paradigmawiessel am Energieberäich ze erreechen. Vill vun deene Cogénératioune ginn nämlech ënner kommunaler Verantwortung bedriwwen.

Här Minister, Dir kënnt jiddefalls op eis voll Ënnerstëtzung zielen, wann et heescht dëse Prinzip weiderhin zu Bréissel ze verdeedegen. Do, wou mer awer nach ëmmer Divergenzen hunn, ass iwwert d'Ëmverdeelung respektiv d'Héicht vum Kompensatiounsfong.

Dës Angscht iwwert ze héich Käschten huet nämlech staark d'Reglementer iwwert d'Förderung vun den erneierbaren Energië beaflosst. Déi nei Reglementer, déi e Méindeg an enger gemeinsamer Kommissiounssitzung vun der Ëmwelt- a Wirtschaftskommissioun presentéiert goufen - et war zwar nëmmen eng hallef Stonn Zäit, am Virfeld hate mer och keng Dokumentatioun zougestallt krut; Dir hutt awer eng hallef Stonn iwwert deen neien Netzzesummebroch vun der Cegedel geschwat, duerfir gouf just eng hallef Stonn iwwert d'Förderung vun den neie Reglementer geschwat -, weisen d'Fördersätz op, déi d'Wirtschaftlechkeet...

(Interruption)

Ech mengen, ech war awer do. Et kann een alles noliesen.

M. le Président.- Här Minister?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen. Entschëllegt. Ech hat awer d'Impressioun, den Här Kox wier do an enger anerer Sitzung gewiescht. Ech ka mech net erënneren, dass ech eng hallef Stonn iwwert d'Cegedel geschwat hunn.

Une voix.- Plus ou moins.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Oh, ech hu souguer de Wecker gekuckt. Et war fënnef vir hallwer zwielef.

Une voix.- Maacht ee Kompromëss!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Déi Reglementer, déi do presentéiert goufen, weisen d'Fördersätz op, déi fir e groussen Deel vun den Anlagen d'Wirtschaftlechkeet nach ëmmer kaum erreechen. Bis elo waarde mer nach ëmmer op d'Zuelen, fir kënnen déi Wirtschaftlechkeet zesumme mam Wirtschaftsministère ze vergläichen. Besonnesch d'Fotovoltaik weist de Moment eng vill ze vill kleng Aspeisevergütung op.

De Prinzip vu moderaten Aspeisungssätz a klenger Degressioun iwwert déi nächst Joren huet nämlech zur Konsequenz, dass och an den nächsten zwee Joer séier wéineg Anlagen opgeriicht wäerte ginn. Dëse Prinzip ass och contraire zu den Empfehlungen aus der Potenzialstudië, déi méi staark Degressioun wéinst dem Technologiefortschrëtt verlaangt.

Ech ginn lech haut schrëftlech, dass de Bilan am Beräich vum Ausbau vun den erneierbaren Energië fir dës Regierung vernichtend wäert ausfalen. Dobäi hutt Der all d'Argumenter op Ärer Säit. Dir braucht lech just d'Säit 220 aus der Potenzialstudië unzekucken, wou en Zeenarioverglach vu Käschte versus Notze vun erneierbaren Energien opgestallt gouf. Eleng dëse Verglach weist, dass d'Käschte fir den Ausbau vun den erneierbaren Energien eleng duerch déi net getätegt Ausgabe fir fossil Energieträger kompenséiert ginn.

Ech zielen d'Käschten, wéi se hei an der Potenzialetüd virgestallt goufen, emol einfach op. D'Förderkosten, esou wéi se vum Wirtschaftsminister festgeluecht gi bis 2020, weisen e Chiffer op vu 681 Milliounen Euro. „Vermiedene Ausgaben für fossile Energien gesamt" weisen e Chiffer vu 629 Milliounen Euro op. Dat heescht, iwwert d'Längt vun der Förderung eng sougenannten Nullronn. An dobäi sinn déi wirtschaftlech Ëmweltschied nach emol guer net mat berücksichtegt. Dat wat am „Stern-Report" am Januar presentéiert gouf, léisst sech also ganz konkret hei zu Lëtzebuerg novollzéien an och beweisen.

Duerfir, Här Minister, eleng eng lescht Bitt: Ech bieden lech am Numm vun enger nohalteger an zukunftsorientéierter Energiepolitik, fir e Freideg bei den Diskussiounen am Regierungsrot iwwert déi nei Reglementer méi eng courageiert an offensiv Politik anzeschloen!

E puer Sätz zu de Réseauen an der Propriétéit vun de Réseauen. D'Réckgrat vum liberaliséierte Marché. Et ass grad op deem Punkt, wou déi Gréng eng ganz Rei Initiativen a Virschléi gemaach hunn, fir ze kucken e séchert Netz an öffentlecher Hand opzebauen. Ech verweisen ënner anerem op de Bericht vum gréngen Europadeputéierten, dem Claude Turmes, am Optrag vum Wirtschaftsminister.

D'öffentlech Hand muss den Daum op den Netzinfrastrukture behale respektiv zréckkréien. D'Beispill aus Däitschland respektiv den Netzzesummebroch virun zwee Joer si grad op d'Netinvestéieren um Netz zréckzeféieren. Déi kuerzfristeg Gewënnmaximiérung vu privatrechtleche Besëtzer priméiert dobäi oft op der Sécherheet vum Netz.

En öffentlecht Netz ass de Garant fir d'Versuergungssécherheet souwéi d'Neutralitéit vun de kommerziellen Aktivitéite vum Gestionnaire de réseau vis-à-vis vun den ënnerschiddleche Fournisseuren, Produzenten a Clienten. Ech hoffen, dass duerch d'Initiativ vun der Gesetzespropos vun DÉI GRÉNG an DP vum leschte Méindeg an der Ënnerstëtzung vun der Sozialistescher Partei mëttlerweil den Drock op den Innenminister esou grouss gëtt, dass endlech Kloerheet geschafe gëtt, fir de Gemengen déi wichteg gesetzlech Basis ze ginn.

Dem Wirtschaftsminister seng geheim an an där donkelster Donkelkammer gefouert Gespréicher respektiv Décisiounen iwwert déi zukünfteg Energiepolitik kënne mir net guttheeschen. Sämtlech Acteure vun uewen erof ënner een Hutt ze kréien a quasi mat sämtlechen auslänneschen Acteure wéi d'RWE, d'Electrabel, d'E.on oder och nach d'EDF an engem Boot ze sëtzen ass contraire zum Gedanken, d'Konkurrenz um Energiemarché, besonnesch un der Ugebuetsäit, spillen ze loossen.

Wou Der jiddefalls eis voll Ënnerstëtzung hutt, ass beim Opbau vun engem staarken Netz ënner öffentlecher Kontroll. Déi historesch gewuesse Strukture vun zwou groussen Netzgesellschafte wéi der Cegedel an der Sotel hunn dozou gefouert, dass op verschiddene Strecken haut schonns eng duebel Ausféierung besteet. Hei léisst sech deemno duerch den Zesummeschloss respektiv enger Netzgesellschaft an öffentlecher Hand villes vermeiden. Dëst ëmsou méi, dass keng Konkurrenz um Netz sollt entstoen.

Wéi ass et mat de Modalités relatives aux ouvrages électriques? «La modification et le renouvellement de tout ouvrage électrique sont réalisés aux conditions économiquement les plus avantageuses.»

Do hate mer eng länger Diskussioun an der Kommissioun, well am Gesetz just «Conditions économiques» steet. D'Referenz op d'Marchés-publics-Gesetz hu mer dofir an d'Gesetz ageschriwwe fir méi Kloerheet a fir däitlech ervirzesträichen, dass net nëmmen no ekonomesche Gesiichtspunkten däerf gekuckt ginn. Dat gëtt awer vum Statsrot als superfétatoire ugesinn. Et weist awer, dass des Öfteren an der Praxis dëst zur Misswierkung dobausse féiert.

Net nëmmen déi allgemeng Missachtung vun der Roll vun de Gemengen an dësem Dossier huet zu heftege Reaktiounen innerhalb de Gemenge gefouert - dëst besonnesch beim Benotze vun de kommunale Weeër respektiv wat d'Bezuele vun de Fraisë beim Zéie vu Grief ubelaangt.

Net nëmmen, dass hei eng Opposition formelle vum Statsrot virlouch, mä och de Syvicol als Vertrieder vun de Gemengen huet seng grouss Bedenken ervirbruecht. Besonnesch d'Entbannung vum Concessionnaire de transport oder de distribution vun enger Permission de voirie au niveau communal ass géint de Prinzip vun engem Rechtsstat.

Mir hunn duerfir och beim zweeten Avis vum Statsrot, dee seng Opposition formelle oprecht hält, kaum Bauchwéi a gesinn och net d'Gefor, dass et elo zum Stëllstand bei der Erneierung oder dem Ausbau vu Stroumleitunge kéint kommen.

D'Instrument vum Plan sectoriel zum Beispill gëtt der Regierung déi néideg Planungssécherheet jo och an erlaabt Korridoren ze definéieren, wou a wéi en Ausbau kann erfollegen. Wann dëse sektorielle Plang mat kloren an novollzéibare Kritäre versinn ass, hu mir och kee Problem mat dem Ausbau. D'Gefor vun engem Stëllstand ass also net ze erwaarden, och wann d'Gemengen elo d'Recht kréien - esou wéi dat bei de GSM-Antennen de Fall ass - explizit Zonen an hirem PAG ze definéieren a fräi vun esou Leitungen ze sinn.

E weidere ganz kontrovers diskutéierte Punkt war d'Verleeë vu Mëttel- an Niddersspannungsnetzer an de Buedem respektiv d'Käschte vun dësen Aarbechten. D'Kommissioun huet de Prinzip aktéiert, d'Verleeën an de Buedem ëmmer ze verlaangen, et sief awer, dass et technesch net méiglech ass oder de Präis a sech ze héich ass. Déi nei Regelung geet deemno méi wäit wéi dat aalt Gesetz an hält fest, dass ëmmer muss an de Buedem verluecht ginn.

Wat d'Käschte vun dëser Mise en souterrain ugeet, esou bestoung d'Regelung, dass d'Gemengen iwwer 80% vun de Gruefkäschten hu missen iwwerhuelen. Dës Regelung gouf säit laangem vu ville Gemengen a Fro gestallt an och vun eiser Fraktioun. D'Regelung vum jëtzege Gesetz vun enger 50-prozenteger Partizipatioun kënnen déi Gréng duerfir och net deelen.

D'Verleeën an de Buedem huet eng ganz Rei vu Virdeeler vis-à-vis vun enger Iwwerlandverleeung. Niewent enger méi optescher Verbesserung huet d'Verleeë vun de Leitungen an de Buedem awer och aus sécherheetstechnesche Grënn eng ganz Rei vu Virdeeler, besonnesch bei Stierm.

D'Fraisë vun esou enger Technik mussen aus Siicht vun deene Grénge ganz kloer op d'Netzkäschten ëmgeluecht ginn. Iwwregens ass dat och esou gehandhaabt bei all den Tëlefonsleitungen. Et kann net sinn, dass d'Gemengen haut ugehale ginn, am Waasserberäich eng Käschtendeckung unzestriewen, mat all de Konsequenze fir den Endverbrauch, dëst awer am Stroumverbrauch net soll de Fall sinn. Och an dësem Beräich musse sämtlech Käschten, déi entstinn, sozialiséiert ginn an net iwwer eng Quersubventionéierung kënschtlech no ënne gehale ginn.

Wann d'Fraisë fir e Konsument doduerch méi héich sollte ginn an déi sozial méi Schwaach Problemer sollte kréie fir ze bezuelen, mussen déi Leit duerch eng geziilte Sozialmesure respektiv -instrumenter gehollef kréien.

Sozialpolitik kann an däerf och net mat Hëllef vun der Energiepolitik geléist ginn, ëmsou méi dëst Gesetz dem Concessionnaire d'Recht zougesteet, d'Domaines public et privé de l'État et des communes gratis ze benotzen. Eleng dëst Recht geet ganz wäit iwwert d'Fraisen eraus, déi bei de Gruefkäschten entstinn.

E weidere Punkt, dee vum Statsrot och a sengem zweeten Avis mat enger Opposition formelle versi war, ass d'Cession d'ouvrages électriques. Esou huet de Regierungstext virgesinn, dass e Propriétaire vun engem Réseau nëmmen de Réseau un en Drëtten kann ofginn, deen déi gréissten Extensioun nationale opweist - eng sougenannte Lex-Cegedel-Net-Moossnam. D'Opposition formelle gouf awer och a sengem zweeten Avis vum Statsrot oprechterhalen. Sollte mer et fäerdeg bréngen, an dorunner probéieren déi Gréng matzeschaffen, dass d'Netzer an d'öffentlech Hand sollten iwwergoen, stäipe mer d'Regierung an enger neier parlamentarescher Initiativ an dësem Beräich, fir dës Oppositioun formelle kënnen ze hannergoen.

Här President, Dir Dammen an Hären, zum Schluss nach eng Kéier méi allgemeng Remarquen zu der Transparenz, der Kontroll an der Partizipatioun vun der Zivilgesellschaft. Besonnesch d'Transparenz iwwert den Étiquetage, also deen iwwert d'Zesummesetzung vum Stroummix läit eis do um Häerz. Och hei feelt leider, wéi insgesamt an dëse Gesetzer, de Règlement granducal, deen dësen Étiquetage reglementéiert.

Aus Siicht vun eiser Fraktioun ass besonnesch d'Transparenz bei der Stroumkennzeechnung ganz wichteg. De Client muss kënnen unhand vun enger klorer Kennzeechnung d'Zesummestellung vu senger Energie novollzéien.

Wa mer d'Leit wëlle mat an d'Boot huele vun der Verantwortung, fir dass se hir Verantwortung huele beim Kampf géint de Klimawandel, esou musse mer och dofir suergen, dass de Konsument och déi néideg Instrumenter zur Verfügung gestallt kritt, fir dat och entspriechend ëmzesetzen.

Nëmme bei klorer Kennzeechnung iwwert den Undeel vun atomarem Müll respektiv CO_2-Ausstouss bei der entspriechender Energie kënne mer de Konsument dorop hiweisen, fir e Paradigmawiessel an der Energiepolitik mat hëllefen anzeleeden.

Duefir wäerte mer och als gréng Fraktioun déi déposéiert Motioun mat ënnerstëtzen.

E weidere Punkt ass d'Incompatibilitéit de la fonction du commissaire. Esou wéi de Rapporteur a senger Ausféierung bemierkt, ass et och fir déi Gréng wichteg, e Poste vun engem Kommissär besonnesch am Beräich vun der Energie innerhalb vum Département de l'énergie ze hunn. Wou mir awer Problemer gesinn hunn, ass de Rôle, deen de Kommissär innerhalb vu sengen Tâchen ze erfëllen huet. Esou ass et net normal, dass de Kommissär engersäits de Stat innerhalb der Firma representéiert, wou de Stat Aktionär ass, a gläichzäiteg soll de Rôle vum Kontroller iwwerhuelen.

Hei si mer frou, dass zumindest d'Amendement vun der grénger Fraktioun ugeholl gouf, fir d'Tâchen esou ze spezifizéieren, dass déi Incompatibilitéit sech net stellt. Et stellt sech awer méi eng generell Fro iwwert d'Partizipatioun vum Stat innerhalb vun der Energiewirtschaft hei zu Lëtzebuerg.

D'Trennung tëschent der Representatioun an der Kontroll ass oft net ëmmer esou ginn. Dës Representatioun innerhalb vun esou Sociétéiten ass scho problematesch, wann déiselwecht Persoun gläichzäiteg ee Gesetz iwwert déi betreffend Gesellschafte muss ausschaffen.

Dës Feststellung, zumindest d'Bedenken ass awer net nëmmen der grénger Fraktioun opgefall, mä an engem Kommentar aus enger Lëtzebuerger Zeitung, déi der Sozialistescher Aarbechterpartei relativ nosteet, konnt ee virun e puer Woche liesen - ech zitéieren: „Ein Minister, der nach gut zwei Jahren im Amt in den Strudel einzelner Berater geraten ist, die in ihrem Nebenjob in Verwaltungsräten großer Energiekonzerne sitzen."

Dëst huet vläicht mëttlerweil dozou gefouert, dass d'Diskussioune vum Minister am Beräich vun der Energie hei zu Lëtzebuerg oft eben an der donkelster Donkelkammer gefouert ginn.

Dëst trëfft awer net nëmme fir de Wirtschaftsministère zou, genauesou sinn och aner Ministèren heivu betraff. Mä erstaunlech ass et natierlech, wann d'Leit aus dem Innenministère de Rôle als Interessevertrieder vum Stat an Energiegesellschaften iwwerhuelen, gläichzäiteg awer deeselwechte Ministère de Gemenge wëllt d'Kompetenz an deem Beräich ofstreiden. Och d'Gemengen hunn niewent dem Stat e wichtege Rôle hei ze iwwerhuelen. Och hei ënnerstellen ech kengem en Abus, d'Afrostelle vun dëser Vermëschung muss ech awer opwerfe kënnen. Besonnesch an dësem Kontext, wou dach d'Gemenge mat Vehemenz an dësem Dossier ëmmer nees aus dëser Aufgab erausgedréckt ginn.

E weidere Punkt, an dat ass mäi leschte Punkt, ass de Rôle vum Régulateur. De Régulateur huet, besonnesch an engem liberaliséierte Marché, e ganz wichtege Rôle ze iwwerhuelen, well hie soll de Garant si fir e sécheren a proppere Fonctionnement vum liberaliséierte Marché.

2. Dépôt d'une proposition de loi

Duerfir erlaabt mer, dass ech eng Gesetzespropos déposéieren, déi dem Régulateur en zousätzleche Comité bäiordnet. Mir haten an der Kommissioun doriwwer geschwat, wou zum Amendement gesot ginn ass, dass deen net richteg an dëst Gesetz géif passen, mä éischter an d'Gesetz vum Régulateur. Duerfir hunn ech mer erlaabt, dëse Passus dann an enger Gesetzespropos zum Régulateur bäizesetzen.

- Proposition de loi N°5747 relative à la modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, 2) modifcation de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

An dee Régulateur soll mat engem «comité consultatif réunissant des représentants des petits et grands consommateurs d'énergie, des petits et grands producteurs d'énergie, des gestionnaires de réseau, de distribution et de transport, des travailleurs ainsi que des associations de protection de l'environnement luxembourgeoises» als Missioun hunn, de Régulateur bei senger Missioun ze begleeden.

M. le Président.- Et ass also den Dépôt vun enger Proposition de loi?

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Jo. Merci, Här President.

3. 5605 - Projet de loi

1) relative à l'organisation du marché de l'électricité;

2) instaurant un poste de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie;

3) abrogeant

- la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport;

- la loi du 4 janvier 1928 concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg approuvant la convention de concession du 11 novembre 1927 ainsi que ses annexes;

- la loi du 30 juin 1927 approuvant le contrat de fourniture de courant du 11 avril 1927 pour l'électrification du Grand-Duché de Luxembourg;

- la loi du 2 février 1924 concernant les distributions d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg;

- la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

et

4) modifiant

- la loi du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

et

5606 - Projet de loi relative à l'organisation du marché du gaz naturel et abrogeant la loi modifiée du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et portant modification 1) de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité et 2) la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport (suite)

Discussion générale (suite)

Ech kommen zum Schluss. Aus menger Ausféierung zu dësem Gesetz geet ervir, dass déi Gréng domat sécherlech dës Gesetzer net kënne matstëmmen. Éischtens eng ganz Rei vu formalistesche Problemer hate mer, fir dat alles kënnen nozevollzéien. Quant à la forme kënne mer doduerch dat heiten net ënnerstëtzen. Quant au fond ass et besonnesch de soziale Volet, deen eis ganz déifgräifend Suerge mécht, well deen net ausräichend, souwuel vun de Majoritéitsparteie wéi och vun der Regierung, ausgeduecht ginn ass.

Och am ekologesche Beräich sinn eng ganz Rei vun Elementer, déi méi wäitgräifend hätte missen duerchgegraff ginn. Och am demokratesche Verständnis sinn eng Rei vu Mësstéin innerhalb vun dësem Gesetz nozeliesen an erauszehéieren.

Duerfir: Zum Schluss wëlle mer nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer dëse Gesetzer net zoustëmmen an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. D'Wuert huet elo den Här Mehlen. Här Mehlen, wann ech gelift!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech ganz kuerz deene Mercien an, ech géif bal soen, Félicitatiounen uschléissen, déi hei ausgesprach gi sinn. Ganz besonnesch un d'Adress vum Président-Rapporteur, deen et effektiv an enger ganz schwiereger Situatioun - an heiansdo an engem Imbroglio, wou ee bal den Duerchbléck verluer huet -, ëmmer erëm fäerdeg bruecht huet, fir d'Diskussioune weiderzebréngen a leschten Enns, wann och mat vill Utsch a Wéi, dach derfir ze suergen, datt dat Gesetz elo ganz kuerz virun de parlamentaresche Vakanze ka gestëmmt ginn.

Dat ass ganz sécher kee Paradebeispill vu gudder parlamentarescher Aarbecht an ech schléisse mech och dem Président-Rapporteur sengen Iwwerleeungen un, wat d'Moyenen ubelaangt, déi d'Parlament huet, wann et sech esou engem décke Batz wéi deem heite vis-à-vis gesäit.

Et ass, Här President, e ganz technescht Gesetz. Dat gesäit een eleng am Artikel 1, wou een am Stroumgesetz eleng 53 Definitioune virfënnt, am Gasgesetz der 41. Ech hätt mer gär de Plëséier gemaach, se hei der Rei no opzezielen, nëmme fir no baussen däitlech ze maachen, wéi technesch dat Ganzt ass. Leider feelt mer d'Zäit dofir.

Eleng de koordinéierten Text vum Gesetz, dat si beim Stroum knapps 50 Säiten a beim Gas knapps 40 Säiten. Ech mengen, dat ënnersträicht de Volume an d'Komplexitéit vun deem Gesetz.

Mir haten och - dat hunn anerer scho gesot - 19 Sëtzungen. An et muss ee wierklech bedaueren, datt dat alles ënnert deem enormen Zäitdrock huet misse stattfannen. Zäitdrock, deen dodra bestanen huet, datt mer alles wollte maachen an och wëlle maachen, fir deene Strofen ze entgoen, déi eis wéi en Damoklesschwert iwwert dem Kapp hänken.

Hei sinn effektiv déi elementar parlamentaresch Spillregelen, un déi mir gewinnt sinn eis ze halen, mëssuecht ginn. Dat hätt, Här President, net misse sinn. Et hätt net däerfe sinn!

D'Erklärungen, déi mir jo vu Säite vun der Regierung kritt hunn, sinn déi, datt déi viregt Regierung effektiv vill ze vill laang geschlof huet oder praktesch näischt gemaach huet. An dann, wa gesot gëtt, datt et am Ministère vun deem Moment un u Fachleit gefeelt hätt, fir dat kënnen ëmzesetzen, ech mengen da muss een, egal wéi et ass, an der Regierungsverantwortung déi néideg Moossnamen ergräifen: Sech entweder déi richteg Leit eranhuelen oder et muss een effektiv sech Hëllef vu bausse siche goen, wat, wéi et schéngt, leider net geschitt ass.

Wourëms geet et hei? Et geet grondsätzlech ëm d'Liberaliséierung vum Stroum- a Gasmaart. Dat ass eng Obligatioun, déi mer vun der Europäescher Communautéit operluecht kréien.

Da stellt ee sech d'Fro, och wann ee sech net vill kann dergéint wieren oder dergéint stellen: Ass d'Liberaliséierung an esou engem sensibele Beräich „der Weisheit letzter Schluss"? Mir hunn déiselwecht Diskussiounen aktuell beim Postservice, wou ee sech muss froen: Ass dat do da wierklech dat, wat et bréngt? Ass net de Service universel méi wichteg, wéi datt ee Strukturen op eng Kéier opbaut, déi net méi effikass sinn, a wou et herno kontraproduktiv gëtt?

Liberaliséierung bedeit Konkurrenz. Mir soen als Partei zum Prinzip vun der Konkurrenz grondsätzlech Jo. Dat däitscht Spréchwuert, wat seet: „Konkurrenz macht munter", dat ass sécher net falsch an e groussen Deel vun eisem aktuelle Wuelstand ass op dee Prinzip zréckzeféieren. D'Konkurrenz ass am Intérêt vum Konsument. D'Konkurrenz wierkt sech aus op de Präis an op d'Leeschtung, déi de Konsument akeeft. Dat ass eise Wirtschaftssystem, dee sech am grousse Ganze sécher bewäert huet.

Konkurrenz, Här President, kann awer nëmmen da spillen a spillt nëmmen dann, wann d'Offer méi grouss ass wéi d'Demande. Wann et ëmgekéiert ass, da spillt se net méi. An do muss ee soen, wann een den Energiemaart generell kuckt, da sinn d'Aussiichten net berauschend.

Mir hunn elo grad héieren an dat wësse mer alleguer, datt d'Consommatioun vun der Energie insgesamt weltwäit amgaang ass dramatesch ze klammen. Datt all Efforten, déi gemaach gi fir Energie ze spueren, bis elo vläicht eppes bruecht hunn, mä méi wéi wettgemaach ginn duerch dat, wat de Wirtschaftswuesstum weltwäit u méi Energieconsommatioun no sech zitt.

Mir gesinn op där anerer Säit, datt d'Energiereserven ofhuelen. Ech hunn dëser Deeg héieren, datt d'Wirtschaftswëssenschaftler soen, datt zum Beispill beim Gas schonn a fënnef Joer mat engem relativ graven Enkpass an de Fournituren ze rechnen ass. Beim Elektresch hu mer de Moment nach Capacitéite genuch. Mir wëssen, datt d'Consommatioun awer rapid zouhëlt. Mir hunn am Zeenario vum Klimawandel méi wéi eng Kéier erlieft an deene leschte Joren, wann et extrem waarm war an d'Killcapacitéit vun eise Flëss net méi do war oder nëmme méi begrenzt verfügbar war, datt dann och déi schéi grouss Kraaftwierker - vu wat fir enger Zort och ëmmer - net méi capabel sinn, déi Energie ze liwweren, déi mer eis da just dee Moment vun hinnen erwaarden.

Duerfir grondsätzlech, och wann dat an de Kontext vun dësem Gesetz net mat eraspillt, mä déi gréissten Erausfuerderung, där mer eis ausgesat gesinn, ass effektiv den Développement vun alle méigleche Forme vun erneierbaren Energien, déi net dovunner ofhänken. An ech widderhuelen dat, wat ech schonn dacks hei gesot hunn: Den Akzent muss op d'Energiespuere geluecht ginn, well do ass mat Sécherheet dat gréisste Potenzial.

Här President, ech hunn elo grad gesot, d'Konkurrenz kann nëmme spillen, wann d'Offer méi grouss ass wéi d'Demande. A mir gesinn an Däitschland, beispillsweis, datt, obwuel do liberaliséiert ass, sech ganz wéineg beweegt huet, datt do kartellähnlech Strukture bestinn an aus där Situatioun wéi se nun eemol ass, am Fong geholl sech keng Präissenkung oder bal keng Präissenkung erginn huet. Et ass och dat, wat een hei zu Lëtzebuerg erwaarde kann.

De Präis ass awer net alles. De Stroum ass eng ganz speziell Wuer. D'Qualitéit vum Stroum, dat heescht déi Quantitéit, déi zur Verfügung gestallt gëtt, d'Spannung, d'Frequenz, alles muss stëmme bei deene komplizéierten Apparater, déi mer haut hunn.

Zur Qualitéit gehéiert och, wou de Stroum hierkënnt. De Stroum richt zwar net, mä mir wëssen awer, datt do, wou e produzéiert gëtt, deemno wat fir eng Produktiounsform à l'origine steet, CO_2 produzéiert gëtt, Schwiefel an d'Loft geblose gëtt an esou weider. Mir wëssen, datt, wann et sech ëm Nuklearzentralen handelt, Geforen domat verbonne sinn, datt och do Entsuergungsproblemer besti vun deem ofgebrannte Material, déi bis haut nach net geléist sinn.

Alles dat spillt an déi Thematik mat eran, wéi och d'Sécherheet vun der Fourniture souwuel bei der Produktioun - an déi Fro stellt sech ëmmer méi an deem Mooss wéi d'Consommatioun klëmmt a mer net capabel sinn, Produktiounscapacitéiten zousätzlech ze schafen - wéi vun den Transport- a Verdeelungsinfrastrukturen hier - an do hu mer jo an der Vergaangenheet munch Iwwerraschung erlieft.

D'Fro stellt sech, Här President, haut: Ass de Stroum, d'Fourniture vum Stroum e Mënscherecht, esou wéi mer d'Fourniture vu propperem Waasser an déi Kategorie areien? Wa mer an d'Vergaangenheet zréckkucken, war dat sécher net de Fall. Vill Generatiounen hunn ouni Stroum iwwerlieft. Haut ass dat awer bal net méi virstellbar. Duerfir si mir och der Meenung, datt deen Aspekt vun der sécherer Versuergung onbedéngt muss no vir gestallt ginn, datt och an engem fräie Maart et d'Flicht vum Stat an domat vum Législateur ass, fir d'Rechter vum Konsument an deem ganze Kontext virop ze stellen.

Do stellt sech dann natierlech d'Fro: Wat passéiert, wann een net capabel ass, seng Stroumfourniture ze bezuelen? Ech deelen do d'Meenung vun deene meeschte vu menger Virriedner, datt een dat selbstverständlech ganz differenzéiert kucke muss. Wann et een ass, deen aus iergendwelleche Grënn net bezuele wëllt, dann ass dat selbstverständlech eppes aneschters, wéi wann et een ass, deen aus enger sozialer Noutlag eraus net bezuele kann, an do muss een och deementspriechend da kulant kënne virgoen.

De Präis, d'Quantitéit, d'Qualitéit an d'Sécherheet sinn d'Aspekter vum Konsument aus gekuckt. D'Interesse vun de Firme mussen do hannendrun zréckstoen. Mä, an dat ass awer déi aner Säit vun der Medail, och d'Firme mussen nach Geld verdéngen, genuch, awer aus der Siicht vum Konsument net ze vill. D'Producteure musse genuch verdéngen, fir datt se an effizient, sécher a propper Produktiounsanlagen investéiere kënnen. Duerfir ass et och noutwendeg, datt déi kleng Anlagen an erneierbaren Energien den Zougang séchergestallt kréien, esou wéi dat an dësem Gesetz virgesinn ass.

Ech wëll och an deem Zesummenhang begréissen, datt déi Absicht, fir hei zu Lëtzebuerg de Biogas direkt an d'Netz anzespeisen, och soll realiséiert ginn, datt dat soll gefördert ginn. Ech hat schonn eng Kéier hei ugesprach, ob een effektiv deen deiere Procédé, fir de Biogas op esou en héijen Niveau ze vereedelen, ob ee muss op dee Wee goen, oder ob een net d'Qualitéit vum Gas, dee praktesch integral an d'Verbrennung geet, an deem Mooss kéint modifizéieren, datt een déi héich an deier Opbereedung net onbedéngt misst maachen.

D'Transportnetzer: Och déi Leit, déi sech ëm den Transport an ëm d'Verdeelung bekëmmeren, musse genuch verdéngen, fir hir Netzer kënnen an der Rei ze halen, fir datt nei Infrastrukture kënne gebaut ginn, datt den Entretien esou gemaach gëtt, wéi e muss gemaach ginn, an datt d'Rapiditéit vum Dépannage och fonctionnéiere kann.

Mir sinn duerfir favorabel fir eng national Netzgesellschaft. Do bleift de Problem vun de Gemengen. De Kolleeg Henckes wäert elo gläich nach kuerz dorop agoen. Ech maachen dofir e bësse méi séier.

Här President, hei am Gesetz ass de Prinzip vun der Trennung, laanscht déi mer net kommen, ageschriwwen. Duerfir ass et noutwendeg, datt d'Transparenz vun de Käschte séchergestallt ass, och d'Transparenz vun der Provenienz vum Stroum, fir datt de Client ka fräi décidéieren, wat e wëllt kafen a wou e wëllt kafen. Dofir ass d'Roll vum Régulateur immens wichteg. Mir werfen och d'Fro op, ob de Régulateur d'Moyenen huet, fir senger Aufgab nozekommen. Mir werfen op där anerer Säit och d'Fro op, wéi d'Kontroll ausgeübt gi soll. Ech ka mech mat der Iddi vun de grénge Kolleegen ufrënnen. Ech wollt awer hei och d'Iddi vun enger Kontroll vum Parlament iwwert de Régulateur abréngen.

Här President, vill Froe stinn nach op. Mir wäerten hei missen an där Situatioun, wou mer sinn, Experienze sammelen an da wahrscheinlech nach eng Kéier drop zréckkommen.

Wat positiv ass: Hei gi fënnef Gesetzer mateneen ausser Kraaft gesat, dat heescht, et gëtt och eng Flurbereinigung an där Bezéiung gemaach, dat op d'mannst ass e positiven Aspekt. Mir kënnen net an d'Zukunft kucken, mir hunn och net den Duerchbléck, ob dat elo alles esou fonctionnéiert, wéi mer et hoffen a wënschen, an och ob den Text, deen elo soll gestëmmt ginn, an alle Punkte mat anere legalen Texter a Concordance ass, mä - a vill anerer hunn et scho viru mir gesot - mir stinn ënner Drock, fir net ze soen, mir stinn ënner Stroum. Wa mir et net ëmsetzen, da gëtt et deier.

Duerfir fille mir vun der ADR eis zwar net responsabel, mä, Här President, mir si bereet, an deem Kontext eis Verantwortung ze iwwerhuelen, a mir wäerten trotz munchen Zweifelen a munche Kritiken dësem Gesetz eis Zoustëmmung net verweigeren. Datselwecht gëllt och fir déi Motioun, déi abruecht ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Aly Jaerling.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President, och dem Här Rapporteur Merci fir säin explizite Rapport. Et heescht, dass mer mussen déi EU-Direktiv iwwert d'Liberaliséierung vum Stroum a Gas hei haut guttheeschen, ob mer wëllen oder net, well mer keng aner Wiel hunn. Wa mer fäerdeg sinn a mir hunn och nach de Rescht vun de Postservicer liberaliséiert, dann hu mer e gudden Deel vum öffentlechen Déngschtleeschtungssecteur awer bal total geplëmmt.

Allgemeng gëtt eis ageriet, dass duerch d'Liberaliséierung vum Marché an duerch d'Konkurrenz tëschent de Bedreiwer de Konsument besser ewechkéim an dass een d'Wuer Stroum respektiv Gas méi bëlleg doduerch kréie kënnt. Déi Direktiv an dat Gesetz haut, déi sinn awer net onbedéngt am Interessi vum klenge Konsument, mä éischter am Interessi vun der Wirtschaft opgestallt ginn. Fir déi kleng Konsumente bréngt déi Liberaliséierung do näischt, wann ech et am Kontext vum Präis-Qualitéits-Vergläich an och am Kontext vum Déngscht um Client analyséieren.

Bis elo hate mer keng Problemer, wat d'Qualitéit vum Ugebuet ugaangen ass, well mer relativ alles ënner Kontroll haten. Elo komme mer an eng Situatioun, wou d'Réseauen nach am Allgemengbesëtz bleiwen, mä awer den Akaf an de Verkaf iwwer Privatgesellschafte geschéie soll. Fir dass mer awer d'Kontroll doriwwer behalen, ass et wichteg, dass d'Gemengen d'Méiglechkeet kréien, fir sech als öffentlech Hand mat a Gesellschaften ze integréieren an och souguer majoritär dora fonctionnéiere kënnen, fir dass eng Emprise vun der öffentlecher Hand op dës liewenswichteg Energie bleift, a well och mat kann décidéiert ginn, wat ganz wichteg ass, wou de Stroum akaaft gëtt.

Wichteg ass an deem Kontext och, dass et bei der Energierversuergung net nëmmen ëm de Profit geet, wat awer bei enger totaler Liberaliséierung, wéi se sech hei ubahnt, ze fäerten ass. D'Energieversuergung muss eng elementar Déngschtleeschtung um Bierger bleiwen, egal wien de Bedreiwer ass, fir dass et net ka virkomme wéi viru Joren och zum Beispill a Kalifornien, wou net driwwer geschwat ginn ass, dass e private Bedreiwer einfach de Leit de Stroum ofspäert, wann hie selwer a finanziell Schwieregkeete kënnt, an dass da souguer eng ganz Stad an eng ganz Regioun am Däischtere läit.

Et ka fir deen eenzelne Konsument elo verlockend schéngen, wann hie gesot kritt, de Stroum kéint hie méi bëlleg akafen an hie kéint sech en do akafen, wou hie wëllt. Méi bëlleg Stroumpräisser kënnen awer och en aneren Effekt hunn, nämlech si kënnen zu méi engem onverantwortlechen Ëmgang mat der Energie verleeden an och ökologesch Konsequenze mat sech zéien.

Et ass och net an deem Gesetz hei an och an der Direktiv net erëmzefannen, dass d'Bedreiwer opgefuerdert ginn oder zumindest Garantië musse ginn, dass se och en Deel vun hirer Plus-Value mussen investéieren an d'Stroumnetzer respektiv an alternativ Energien, fir vun do de Stroum hierzekréien.

Wichteg ass awer fir mech - an dat bleift et och -, dass d'Versuergung vu Gas a Stroum all Bierger garantéiert bleift, an dat och besonnesch iwwert d'Wanterméint, well et och elo scho virkënnt, dass mannerbemëttelt Leit, sief et doduerch, dass se hir Aarbecht verléieren, an d'Scheedung kommen oder duerch aner Ursaachen an Nout geroden, hir Stroum- a Gasrechnungen net kënne bezuelen.

Och gëtt et ëmmer méi Leit, déi opgrond vun deene rezenten Taxenerhéijungen an de Gemenge finanziell net méi nokommen an an eng prekär Situatioun geroden. D'Gemengen hunn zwar d'Méiglechkeeten, fir dat ofzefiederen, ouni awer elo Abusen ze förderen.

Et ass elo och déi eng oder aner Kéier vun Abusë geschwat ginn, mä ech wëll kloer soen, dass ech awer éischter der Meenung sinn, dass ee bei deenen Abusë soll d'Aen zoumaachen, wann et heescht, déi Leit ze schützen, déi wierklech an Nout sinn, an deenen d'Garantie ze ginn, dass se hir Energieversuergung och weider kréien.

Well et gi jo och nach aner Gesetzer hei am Land gemaach, wou Abusë gemaach ginn, déi ëmgaange kënne ginn, wou Milliarde Suen zweckentfriemt ginn, esou dass mer hei och kënnen, wann och gemengt gëtt, et géif deen een oder deen aneren Abus kommen, driwwer ewechkucken a versichen déi Leit ze schützen, déi et wierklech néideg hunn.

Dat muss garantéiert bleiwen, egal wien den Zouliwwerer vu Stroum a Gas ass. Dat geschitt och zum Deel iwwert dëst Gesetz, well d'Bedreiwer mussen no engem bestëmmten Délai d'Sozialämter mat aschalten. Mä d'Gesetz gesäit awer weider näischt vir an et besteet nach ëmmer d'Méiglechkeet fir de Bedreiwer, de Stroum ofzespären.

Wann déijéineg Leit oder de Bedreiwer sech dann och un d'Sozialamt gewannt hunn, dauert et nach eng bestëmmten Zäit, ier dee ganze System um Funktionéieren ass. Dann ass awer ofgespaart an et muss duerno, fir erëm un de Stroum ugeschloss ze ginn, nach eng Tax derbäibezuelt ginn. Esou kann et jo awer - an dierf et - op kee Fall passéieren an et dierf och op kee Fall sinn, dass Leit de Stroum an de Gas iwwert de Wanter ofgespaart kënne kréien, besonnesch wat Famillje mat Kanner ubelaangt.

A Frankräich gëtt et e Gesetz, wat d'Ofspäre vu Gas a Stroum iwwert de Wanter verbitt, ouni awer déi betraffe Familljen aus hiren Engagementer vis-à-vis vum Bedreiwer ze entbannen. Ech sinn der Meenung, dass mir och esou gesetzlech Bestëmmunge brauchen, fir dass keen dierf iwwert de Wanter de Stroum an de Gas ofgespaart kréien. Duerfir wëll ech och eng Motioun déposéieren, déi d'Regierung opfuerdert, d'Ofspäre vu Gas a Stroum iwwert d'Wanterméint per Gesetz einfach ze verbidden.

Motion 2

D'Chamber,

- nodeem dass souwuel de Maart vum Stroum wéi vum Gas liberaliséiert ass;

- sech bewosst, dass duerch d'Privatiséierung vun dëse Servicer, déi bis elo fest an öffentlecher Hand waren, sech eng Rei Problemer kënne stellen am Zesummenhang mat der sozialer Approche vis-à-vis vu Mannerbemëttelten;

- sech bewosst, dass et wichteg ass, all Bierger iwwert de Wanter den Zougang zu Gas an zu Stroum ze garantéieren;

fuerdert d'Regierung op,

- gesetzlech Garantien ze schafen, fir all Famill iwwert de Wanter den Zougang zu Elektresch a Gas ze garantéieren, andeems iwwert d'Wanterméint d'Ofspäre vun dëse liewensnoutwendegen Energië verbuede gëtt.

(s.) Aly Jaerling, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

Och an deem Kontext ass et wichteg, dass d'Gemengen, déi hiert eegent Stroumnetz hunn, och Meeschter iwwert d'Facturatioun bleiwen an domadder kënne mathëllefen, sozial schwaach Familljе virum Stroum- a Gasofspären ze schützen.

Wichteg ass och, dass vu Säite vun de Gemengen an deem ganze Kontext - an iwwerhaapt insgesamt gesinn - e bessere Marketing kënnt, fir iwwert d'Wuer Stroum a Gas Publizitéit ze maachen. Bis elo war et jo ëmmer esou, dass jiddfereen et als selbstverständlech ugesinn huet, dass e säi Stroum a säi Gas geliwwert kritt, wat vun de Gemenge geliwwert ginn ass. Mä dat wäert an Zukunft net méi esou selbstverständlech sinn.

Duerfir ass et och wichteg, dass e richtege Marketing an och richteg Publizitéit gemaach gëtt, besonnesch vun deene Gemengen, déi selwer en Elektrizitéits- oder e Gaswierk hunn, fir de Leit ze weisen, wat fir een exzellente Service dass se kréien, an dass et onbedéngt noutwendeg ass, dass se sech net vun aner verlockenden Ugebueter oflenke loossen, mä bei hire Gemenge bleiwen, wou se am Endeffekt, och wa se vläicht e bësse méi musse bezuelen, nach ëmmer dee beschte Service ugebuede kréien.

Et muss och deene grousse Clientë versicht gi Konditiounen unzebidden, fir dass se net bei grouss auslännesch Konkurrenten adhéréieren. Mä ech géif mengen, dat ass d'Aarbecht vun deenen zoustännege Gesellschaften, déi sech elo wäerte grënnen, an déi wäerten dat schonn, wann d'Gemenge selwer mat do eraklammen, reguléiert kréien.

Här President, d'Liberaliséierung schmaacht mer iwwerhaapt net, egal a wat fir engem Beräich dass se ass. Hei sinn zwee Gesetzer, déi alt erëm eng Kéier d'Liberaliséierung ervirhiewen, wann och nach verschiddentlech hei versicht ginn ass, d'Liberaliséierung als eppes Positives duerzestellen. Déi Liberaliséierung do, déi schmaacht mir guer net, an ech kann dat Gesetz hei, éischtens emol aus deene Grënn, an zweetens och aus de Grënn, well hei net sozial genuch ofgeséchert ass, net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet dann den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 1. Juli ass d'Liberaliséierung rechtskräfteg, soll elo fir d'Bierger gëllen, an et muss ee sech d'Fro stellen, ob déi Liberaliséierung de Bierger och eppes bréngt.

Et weess een, datt d'Marges bénéficiaires, do wou liberaliséiert ginn ass, de Betriber op jidde Fall eppes bruecht hunn, well d'Marges bénéficiaires si méi kleng ginn. Par contre muss een awer och soen, datt et do, wou net liberaliséiert ginn ass, bei de Gemengen notamment, gehéireg Ënnerscheeder gëtt.

Ech hunn an enger Question parlementaire gefrot gehat, wéi et dann an deenen eenzelne Gemenge wär an och bei der Cegedel. Aus der Äntwert geet ervir, datt d'Elektreschpräisser am deierste sinn op den 1. Januar 2007 an der Stad Lëtzebuerg, da bei der Cegedel an dann un drëtter Plaz bei der Stad Esch. Beim Gas ass et nach méi schlëmm, do gëtt et Ënnerscheeder vun 100 Euro bei engem Eefamilljenhaus pro Joer, an och do ass deen Deiersten d'Stad Lëtzebuerg an dee Bëllegste Sudgaz.

Et gesäit een awer, datt, wéi d'Debatt lassgaangen ass an och wéi vum 1. Juli un d'Privatleit hire Fournisseur vun Elektresch wiele konnten, du schonn éischt Reaktioune komm sinn. D'Cegedel ass higaangen an huet annoncéiert op hirer Assemblée générale, datt se géif d'Elektreschpräisser ëm 4% reduzéieren - obwuel se net déi deierst waren -, an d'Stad Lëtzebuerg huet e puer Méint duerno och annoncéiert, datt si hir Gaspräisser géif ëm 5% reduzéieren.

Ech mengen, dat ass eng positiv Evolutioun, déi fir d'Bierger absolut och positiv muss ugesi ginn, mä bei de Bierger gesäit een awer, datt dee ganze positiven Effet vun der Liberaliséierung nëmme bedéngt ukënnt. Woufir? Well d'Energiepräisser insgesamt beim Achat gestiege sinn an d'Leit ëmmer just nëmmen hir Nettofacture kucken, an net wéi et mat den eenzelne Marges bénéficiaires ass, wou déi eenzel Gewiichtunge sinn a wou se besser kéinten drukommen.

Dat soll och vum 1. Juli u besser sinn. Ech si mam Rapporteur ganz d'accord, wann e seet, datt d'Regierung soll eng Informatiounscampagne iwwert déi Liberaliséierung maachen, fir datt d'Bierger genau wëssen, wat hir Rechter a Flichte sinn. Ech weess, datt an der Stad Lëtzebuerg an och op anere Plazen e puer honnert Leit scho gefrot hu fir hire Fournisseur kënnen ze wielen, sou datt awer de Message duerchkomm ass, mä ech mengen nach net ganz bei alle Leit, an dofir ass eng Informatiounscampagne absolut richteg.

Dann ass ganz vill diskutéiert ginn iwwert d'Aart a Weis wéi d'Réseaue sollen an Zukunft fonctionnéieren. De Roby Mehlen huet virdru mat Recht gesot, datt eng national Solutioun am Intérêt ass vun de Bierger alleguerten. Dat wëllt awer elo net heeschen, datt déi eenzel Gemenge sollen hir Réseauen opginn, mä datt ee soll kucken, fir an engem Pool déi ganz Gestioun ze géréieren. An do mengen ech, datt, wann een op dee Wee geet, ee wäert etlech Personalkäschte méi liicht an de Grëff kënne kréien.

Dat ass eng Evolutioun, déi muss een am A halen, d'autant plus datt héchstwahrscheinlech och an den nächste Jore wäerten auslännesch Firmen op Lëtzebuerg kommen, fir wéinstens um Gebitt vum Gas hir Offere kënnen unzebidden. Et gesäit een, datt a Frankräich notamment dat elo schonn amgaangen ass an datt do e ganz staarke Konkurrenzkampf entsteet, net nëmmen um Elektreschen, mä och um Niveau vum Gas.

Et bleift awer och sécher, datt den Innenminister gefuerdert ass, fir an der Iwwergangszäit Léisungen ze sichen, fir datt dat Personal, wat elo do ass, kann an déi Réseauen integréiert ginn a sech nach weider ëm déi Réseaue ka këmmeren, déi elo scho bestinn. Do bedaueren ech effektiv mat deenen anere Kolleege vun DP an DÉI GRÉNG, datt den Innenminister dëse Problem total verschlof huet.

Deen zweete Punkt, wou ech d'Regierung géif bieden, och ze intervenéieren, an den Energieminister misst ganz vigouréis bei sengem Kolleeg Innenminister intervenéieren, dat ass bei der Kontabilitéit. Am Ablack mussen d'Gemengen, déi e Réseau hunn, hir Kontabilitéit geméiss den Indikatioune vum ILR no de privatrechtleche Kritären erstellen. Deeselwechten Ablack kënnt awer den Innenminister a seet, si missten och nach déi Kontabilitéit erstelle geméiss den traditionelle Budgetsgesetzgebunge vun de Gemengen. Dat ass duebel Aarbecht. An duebel Aarbecht kascht deier. Dat ass en Non-sens an et féiert zu absolut näischt, zu guer kenger Clarificatioun, just nëmmen zu méi Käschten.

Dat waren déi puer Bemierkungen, déi ech hei wollt maachen, well et wichteg ass, datt mer awer ee Message lassginn: Dat ass, datt d'Liberaliséierung fir d'Bierger a fir d'Betriber eppes bréngt, ënnert där Konditioun, datt d'Bierger sech informéiert halen, datt d'Bierger informéiert ginn, an datt och dee Konkurrenzkampf deen Ablack spille kann iwwert de Wee vun der Informatioun.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. Elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Minister zoustänneg fir d'Energie, den Här Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass u sech bei deem Gesetz hei vill iwwert d'Prozedur geschwat ginn. An deen, deen och hei 15 Joer op de Bänke souz, versteet, dass dee Kraaftakt, dee mer hei zesumme gemaach hunn, kengem direkt Satisfaktioun ginn huet. Dat verstinn ech absolut. Duerfir och en extraen a wierklech opriichtege Merci un d'Membere vun der Kommissioun, déi zesumme mam Rapporteur a President wierklech eng enorm Aarbecht geleescht hunn.

19 Sitzungen! Net nëmmen d'Quantitéit, mä ech muss soen, och d'Qualitéit vum Débat war extrem gutt. Och wa mer eis net ëmmer eens waren, notamment bei enger Rei Amendementer, muss ech awer soen, dass ech seele gemierkt hunn, dass esou eng Kollaboratioun méiglech war, an dat queesch duerch sämtlech Reien, inklusiv d'Oppositioun.

Ech muss dem Conseil d'État trotzdeem och Merci soen, och wann e mech vill gestéiert huet, dass en awer hei och selwer e Kraaftakt gemaach huet, fir an engem kollektiven Effort ze probéieren, dass Lëtzebuerg aus der Schosslinn erauskënnt, well hei setze mer elo véier Direktive mat engem Coup ëm, a virun allem zwou, déi mer hätte missen am Juli 2004 schonn ëmgesat hunn.

Duerfir mengen ech, dass dee Retard, deen hei ass, dee mer hunn, eng Kollektivschold ass vun der Regierung, déi do am Amt war. Et ass op alle Fall net déi vun de Servicer. Wat d'Servicer bei mir geleescht hunn, ass extrem gutt an extrem intensiv gewiescht. Dir wësst, dass ech den Départ vum - wéi dat zu Lëtzebuerg jo Usus ass - eenzege Spezialist am Elektreschen, deen ech hat, direkt hu missen erliewen no deem Blackout, deen ech hat; direkt den Départ vum Kommissär. Sou eppes fannt Der jo och net direkt. Duerfir kommen ech herno nach eng Kéier op d'Roll vun deem Kommissär zréck.

Dee Retard huet also eng ganz Rei Originen. An ech verstinn elo wierklech d'Kolleege vun der DP net, wou deen Débat hei an absoluter Rou an ouni Polemik ofgelaf ass, dass just d'DP monéiert, dass dat heiten net éischter ëmgesat gi wier, wann ee weess, dass dat de Juli 2004 war an d'Madame Brasseur an där Regierung war, wou dat hätt missen ëmgesat ginn. Ech muss och soen, dass, wann déi zwee Haaptpunkten, déi d'DP hei virbréngt, firwat dass se d'Gesetz net stëmmt - nämlech dass déi Direktiv näischt bréngt -, si awer an der Regierung war, wéi déi Direktiv zu Bréissel ugeholl ginn ass. Ech ka mech net erënneren, dass mir als Regierung deemools dergéint waren.

Duerfir erlaabt mer, dass ech dat doten awer kuerz ernimmen. Wéi gesot, ech hu fonnt, dass dat ouni Polemik hei ofgelaf ass. Mä dat do war awer däers Gudde fir mech e bëssen ze vill! Dat bësse schlecht Gefill, wat een huet, well ee mam Réck zur Mauer stoung an eng Rei Opposition-formellen huet missen esou oder esou probéieren aus dem Wee ze kréien, léisst engem e schlechten Nogeschmaach. Et weess een och, dass dat eent oder dat anert vläicht eng Kéier muss gekuckt ginn.

De Rapporteur huet gesot, dass et net schlecht wier, wann een eng Bilanz géif zéien - ech sinn absolut domadder d'accord - an dass ee gegebenenfalls op eenzel Punkte misst zréckkommen, wann ee gesäit, dass d'Bestëmmungen, déi mer haut an d'Gesetz erageschriwwen hunn, vläicht net dat Resultat ginn hunn, wat mer eis erhofft hunn. Well mir hunn et jo gewéinlech erklärt, a meng Beamten hu jo wierklech an deenen 19 Sitzungen ëmmer probéiert den Hannergrond vun deenen eenzelnen Dispositiounen ze erklären. Ech mengen, da soll een eng Kéier dorop zréckkommen.

Ech verspriechen och, dass mer déi Ausféierungsbestëmmungen, déi d'Chamber mat Recht heizou freet, och a beschtméiglechen Délaie probéieren duerchzebréngen. Mir hunn nach e puer déck Brocke virun eis, mä mir probéieren dat do dann och niewelaanscht ze maachen.

Hei gëtt et u sech zwee Gesetzer, déi mer zesumme behandelen, déi och ganz villes gemeinsam hunn an déi u sech e kloren a kohärente Kader sollen duerstellen. Firwat u sech? Ma fir zwou total verschidden Aktivitéiten. Déi eng reguléiert eng reguléiert Aktivitéit an déi aner eng liberaliséiert Aktivitéit. Déi reguléiert Aktivitéit, déi also net liberaliséiert ass - dass dat nach eng Kéier kloer ass -, ass déi vum Transport vun där Energie a vun der Verdeelung vun der Energie. Deen zweeten Deel, dee liberaliséiert gëtt, ass dee vun der Produktioun, vun der Liwwerung a vum Handel; vum kommerziellen Deel.

Wat maache mer hei u sech? Mir maachen eng Rei Regelen, kloer, kohärent Regele fir sämtlech Acteuren. Mir probéieren d'Versuergungssécherheet ze garantéieren duerch eng Rei Elementer, déi mer festschreiwen. Mir probéieren d'Kennzeechnung notamment vum Origine vum Elektresche festzehalen. Mir probéiere kloerzestellen, dass den Accès garantéiert ass an dass jiddfereen e fräie Choix huet; wat dat och fir deen Eenzelnen ëmmer mag heeschen.

Mir kucken, d'Rechter vum ILR an dësem Kader ze definéieren. Mir kucken awer och, d'Rechter an d'Flichte souwuel vun de Konsumente wéi och vun allen aneren Acteure kloerzestellen. Mir probéieren iwwer Synergien, dass d'Präisser vläicht och kéinte muer eng Kéier erofgoen - ech kommen nach eng Kéier drop zréck -, a mir ginn d'Basis fir d'Aspeisung vum Gas, déi am Moment nach keng legal Basis huet.

Zwee Wuert allgemenger Natur, wou ech mengen, dass hei vläicht net déi richteg Plaz ass, fir d'Diskussioun ze féieren, där ech mech awer net wëll verschléissen. Mir hunn hei keen allgemengt Energiegesetz, iwwert dat mer schwätzen. Et ass reng eng Ëmsetzung. Eng Ëmsetzung, déi eng kloer Visioun huet; déi, déi ech elo grad opgezeechent hunn. Duerfir, ech verschléisse mech net enger Diskussioun. An ech mengen, d'Klimaschutzpolitik hu mer déi lescht Zäit awer des Öfteren hei an där Chamber diskutéiert.

Ech wëll och déi Kolleege vun deene Grénge berouegen. Déi Koordinatioun tëschent dem Ëmweltminister an dem Wirtschaftsminister, déi klappt tipptopp. Dat hutt Der jo vläicht nach eng Kéier kënne feststelle bei de Reglementer, déi mer lech elo virgestallt hunn. Déi Koordinatioun ass also gutt. Et ass eng Approche, déi verschiddenaarteg ass. Duerfir gëtt et jo och déi zwee Ministèren; soss bräicht een nëmmen een an där doter Saach. Duerfir: Leet Äre Kapp a Rou! Mir kommen do zu brauchbare Kompromisser all Kéiers wann et da muss sinn.

Wat sinn déi Punkten, déi mer nach an nächster Zäit ze diskutéiere kréien? Ebe just d'erneierbar Energien. Mir hunn ugefaangen dat Reglement ze diskutéieren. Ech wëll awer dem Kolleeg Kox soen, bei aller Frëndschaft, hien huet eng ganz grouss Léift, dat ass d'Fotovoltaik. Dat verstinn ech och absolut. Ech muss awer där Kritik, déi implizit un deem Reglement, wat mer elo virgestallt hunn a wou ech net wëll op den Detail agoen, gemaach ginn ass, entgéinthalen. Mir hunn och haut nach - vis-à-vis vun deem Land, wat jo dohinnergestallt gëtt mat bei Wäitem där beschter Regelung, wat d'Fotovoltaik ubelaangt, nämlech Däitschland - eng besser Regelung wéi Däitschland.

Ech géif also de Kolleeg Kox bieden, hie mécht, wéi e wëllt, mä et kann een him ëmmer awer eng Kéier léif soen: Wär et net besser, mir géifen ophalen ze jéimeren iwwer eng Prozedur an iwwer eng Käschteverrechnung, déi besser ass, wéi iergendeng, déi et wäit a breet gëtt, a besser ass, wéi déi an Däitschland, déi jo am Moment ëmmer héich geprise gëtt? Wär et net besser, mir géifen ophalen dat ze vermiesen a géifen dee Secteur, deen him um Häerz läit, vläicht éischter méi offensiv ugoen?

Dat, wat e mir am Fong geholl ëmmer virwerft, werfen ech him och elo vir: Hien ass amgaangen, de Secteur ze vermiesen. Ech fannen dat net gutt, mä mir kréien nach d'Geleeënheet, fir dozou ze schwätzen.

Mir hunn als Objet och nach d'Wärmeschutzveruerdnung, wat e Reglement ass, zu deem de Conseil d'État säin Avis elo ginn huet a wouriwwer mer och mat der Chamber nach eng Kéier e Gespréich wäerte féieren. Mir sinn amgaangen, den Effikassitéitsplang, dee mer zu Bréissel musse virleeën, fäerdeg ze maachen. Mir schaffen un der Neiorientéierung vun der Agence de l'Énergie an domat un der Berodung.

Mir schaffen un enger Gesamtstrategie, an ech mengen, doranner passen eenzel Diskussiounen, déi d'gréng Kolleegen haut opbruecht hunn. Ech wëll eng Gesamtstrategie an der Energie jo virleeën, mä, wann ech gelift, bei all deem, wat ech lech elo opgezielt hunn, loosst mer vläicht awer bei de Mëttelen, déi ech hunn, e bëssen Zäit, fir dass een dat Schrëtt fir Schrëtt mécht. Ech wäert och nach mat Sécherheet zréckkommen, méi wéi eng Kéier, fir Diskussioune mat lech heiriwwer ze féieren.

Här President, da wëll ech ee Wuert och soen zu eppes, wat mer amgaange si parallell ze entwéckelen. Dat ass, dass mer en onheemlechen Duerjerneen hu wat den Aktionariat an eisen Energiegesellschaften an -strukture betrëfft. Een, dee sech eng Kéier d'Méi gëtt, d'Aktionariatsstruktur ze kucken, dee gesäit dat. Hei geet et net nëmmen ëm d'Cegedel an ëm d'Soteg, hei geet et ëm eng Hällewull vun Acteuren.

Dat geet vun der SEO iwwert d'Twinerg an d'Sotel op Luxgaz, op Sudgaz, do sinn d'Gemengen, do si Privater - an ech kéint weiderfueren. Do gëtt et enorm vill Acteuren an et si méi wéi 30 Aktionären - tëschent Gänsefüßchen -, déi hei am Spill sinn. Duerfir probéiere mer, e bësse méi Uerdnung ze kréien doduerch, dass mer eng Restrukturatioun probéiere vun deene Partizipatiounen, déi jiddfereen huet.

Dass dat net einfach ass, geet schonn aus zwee Elementer ervir. Mir hu schonn een Acteur, deen op der Bourse ass, an Dir wësst, wann eng Gesellschaft op der Bourse ass, ënnerläit se enger ganzer Rei Regelen, un déi ee sech muss halen. An iwwert déi Diskussiounen do kann ech nun net einfach en public rieden, well dat kritt ëmmer erëm direkt Impakter op e Kurs vun enger Bourse.

Den zweete Punkt ass deen, dass mer Gesellschaften hunn, wou eng ganz Rei Aktionäre sinn, dat net just Gemenge sinn, dat net just de Stat ass. Ech wëll soen, dass mer a leschter Zäit an der Cegedel beispillsweis als Stat, als SNCI probéiert hunn, bäizekafen - net ze verkafen, mä bäizekafen - all Kéiers wann et méiglech ass, ouni dass mer iwwert d'Bourse gaange sinn.

Duerfir hu mer haut 45%, mä dat heescht, dass 55% a privater Hand sinn an e gudden Deel um „free-float“: 16%, 17% op der Bourse. Dat heescht och, wann Der d'Struktur vun der Soteg kuckt, dass do privat Acteure sinn. Dat heescht, do huet de Stat duerch d'SNCI 31%. Dat heescht, wann Der d'Sotel kuckt, dann huet de Stat do guer näischt, wann een esou wëllt; dat heescht, wann Der d'Twinerg kuckt, dann huet de Stat do guer näischt; dat heescht, wann Der d'SEO kuckt, dann huet de Stat wuel 40% - mengen ech, dass mer hunn -, mä dann hunn nach 60% e Koup aner Leit, an ech kéint esou weiderfueren.

De Stat huet op ville Plazen eben net d'Mainmise, esou wéi déi gréng Kolleege sech dat vläicht wënschen. Duerfir hunn ech dem Claude Turmes jo den Optrag ginn, e soll mer emol e puer Propose maachen. Do géif ech awer bieden ëm e bësse Fairness. Et ass nozeliesen, wéi e säi Rapport ofginn huet, hunn ech vun Ufank u gesot: Déi Iddi vun der nationaler Netzgesellschaft hat ech och schonn am Kapp, dat ass eng gutt Iddi an déi wäert ech probéieren ëmzesetzen.

Ech hat do scho gesot, et ass onméiglech, honnert Prozent ze kréien, et sief dann, et enteegent een an et nationaliséiert een de ganzen Energiesecteur, soss ass dat net méiglech. An duerfir hunn ech deemools scho gesot, ech striewe 50 plus eppes un. Ech hunn deemools scho gesot, ech hätt gären, dass mer mat de Gemengen, ze-

summe mat dem Pouvoir public kucken, d'Mainmise op den Netzer ze hunn, sief dat am Gas oder am Elektreschen.

Duerfir, wann ech gelift Kolleegen, sidd fair a kommt mer elo net erzielen, ech hätt do eng Kursännerung virgeholl! Ech sinn exakt datselwecht amgaangen ze maachen, wéi dat, wat ech deemools ugekënnegt hunn. Ech hat deemools dat do ugekënnegt a genau dat striewen ech un. Ech wëll also do just e bësse Fairness.

Ech wëll och net ze vill an den Detail dovunner goen. Ech wëll just soen, eleng de Fait vun dem Droit de préemption, dee mer a leschter Instanz probéiert hunn anzeféieren: Fir ze verhënneren, dass d'Netzer muer un iergendee Private verkaaft kënne ginn, hate mer den Droit de préemption gefrot fir dee gréissten Acteur, deen dee sollt sinn, déi Netzgesellschaft, wou de Pouvoir public d'Majoritéit soll hunn. Déi ass eis och verworf gi vum Statsrot.

Dir kënnt mir also net virwerfen, ech hätt wierklech net alles probéiert. Ech hu mer Oppositions formelles mat Iech zesummen ageheimst, fir awer wierklech festzeleeën, dass mer - esou wäit et all Kéiers méiglech ass - probéieren, déi national Gesellschaft ze speise mat Netzer, déi eventuell kéinte verkaaft ginn.

Ech wëll dann och soen, dass mer probéieren, déi national Gesellschaft zustanen ze bréngen, dass mer derniewent eng Produktiounsgesellschaft, eng kommerziell a Beliwwerungsgesellschaft kréien, aus där de Stat sech net wäert ofmellen. Dee wäert sech net ofmellen! Duerfir soen ech Iech direkt, dass dat, wat Der mer do erzielt hutt, dass ech amgaange wär, dat ze verhökeren un E.on Ruhrgas, un RWE, EDF, awer wierklech totale Quatsch ass!

Ech sinn amgaangen, just de Contraire ze maachen. Ech sinn amgaangen ze kucken eng Mainmise selwer vum Stat op der Produktioun an op der Beliwwerung ze hunn an ze behalen. D'E.on Ruhrgas ass nun emol als Aktionär do, an d'RWE och; ech kréien déi jo net einfach erausgepucht.

Kuckt emol eng Kéier d'Gesetzer iwwert d'kommerziell Gesellschaften, do geet et relativ demokratesch hier, wat Dir jo fuerdert, an do ass et also net esou, dass ech kann décidéieren, dass muer E.on Ruhrgas, RWE, Electrabel an EDF iwwerall erausgepucht ginn. Esou einfach ass et leider net. Ech wënsche mer dat heiansdo, mä, Kolleegen, esou geet et awer net.

Duerfir wäerte mer awer probéieren och do present ze bleiwen, well ech mengen, dass mer och do kënnen dat, wat Iech jo um Häerz läit, d'Qualitéit vun deem, wat mer liwweren, beaflossen. Wa mer eis do ofmellen, beaflosse mer guer näischt méi.

Nach ee Wuert zu der Roll vun de Gemengen. Ech hunn Ufank November, de 6. November 2006, zesumme mam Innenminister eng éischt Entrevue gefrot mat de Gemengen, fir mat hinnen iwwert dat ze schwätzen, wat op se zoukéim. Ech mengen, déi, déi deemools derbäi waren, musse fairnesshalber soen, dass ech probéiert hunn, hinnen d'Schwieregkeeten, d'Opportunitéiten duerzeleeën, dass mer probéiert hunn och ze soen, wat eventuell d'Problemer kéinte sinn, déi optauchen.

Duerno ass et zumindest mat mir eleng a mam Innenminister nach eng Kéier eng Réunioun ginn. Et sinn der nach mat menge Servicer ginn, wou mer all Kéiers och probéiert hunn, Pisten opzezeechnen an der bestehender Gesetzgebung. Mir hu probéiert ze kucken, wéi et méiglech ass, dass d'Gemenge selwer d'Décisioun kënnen huele wat se maachen, ob se selwer am Marché bleiwen, ob se am Netzbetrib bleiwen, ob se am kommerzielle Betrib bleiwen, fir dass se déi Méiglechkeet hunn.

Ech hunn hinnen eng ganz Rei Propose gemaach, déi eng gewësse Souplesse hunn, an ech mengen, d'Gemengen hätten domat kënnen awer eens ginn. Mä ech halen op heimadder, well et net meng Kompetenz ass, an ech loossen herno den Innenminister Iech doriwwer vläicht eng Rei Explikatioune ginn zu Saachen, déi Der hei ugeschwat hutt.

Komme mer awer zu deem Gesetz zréck. D'Madame Brasseur huet mat Recht gesot, mir schwätzen hei net vum ganze Marché, mä mir schwätze vun deem, wat d'Liberaliséierung ubelaangt, an iwwer nei Effekter bei de Konsumenten, bei de klenge Konsumenten, also vu ronn 16%.

De Rescht ass awer gutt, well mer eng Rei Klärungsprozesser a Regelen opstellen, déi doriwwer eraus ginn an also och fir de gesamten Energiemaart dann zoustänneg sinn.

Ee Wuert zum Ënnerscheed vum Gas a vum Elektresch. E wichtegen Ënnerscheed ass, dass mer e Service universel garantéieren am Elektreschen an dass mer deen net garantéieren am Gas. Firwat? Am Elektreschen, do huet ee kee Substitutiounsprodukt haut, während een dat am Gas huet.

Mir probéieren natierlech, well Gas méi frëndlech ass wéi Mazout, de Gas esou wäit wéi méiglech, wann et ekonomesch vertrietbar ass, landeswäit iwwerall op déi Plazen ze kréien, wou et gefrot ass, mä do dierf awer d'Wirtschaftlechkeet nach vläicht e klenge Kritär sinn, fir dat ze entscheeden. Mä gleeft mer et, ech probéiere wierklech massiv - an dat si mer jo amgaangen ze maachen - op de Gas ze setzen.

Mir hunn elo viru kuerzem nach Accordë getraff, dass och Gas ëmmer méi benotzt soll ginn an Autoen. Mir hu bis elo nëmmen zwou Tankstellen, mä mir sinn amgaangen dat Netz wëllen auszebauen an och deementspriechend ze ënnerstëtzen.

Wat de Präis ubelaangt, huet d'Madame Brasseur gesot, déi Direktiv bréngt näischt. Dach, eng Rei Kloerheeten, déi mer net haten, bréngt se schonn. Am Präis ginn ech dovun aus, dass déi Regierung, an där d'Madame Brasseur och deemools war, wéi déi Direktiv hei ugeholl ginn ass, wousst, dass mer hei vun enger ganz anerer Situatioun ausginn, wéi bei den Telekommunikatiounen.

Hei hu mer eng Primärenergie, déi mer brauchen, eng Basissubstanz, a mir si staark dovunner ofhängeg. Mir hunn also do net dee Spillraum. Et ass vläicht nach eng Kéier gutt ze kucken: Wou hu mer da Spillraum?

Mir hunn dräi verschidden Elementer, déi de Präis ausmaachen. Do ass iwwerall Spillraum. Mä do muss jiddferee seng Responsabilitéit huelen.

Dat eent ass dat vun den Taxen, déi dorop sinn. Dräi Taxe sinn drop: eng Taxe d'électricité, décidéiert vum Stat, dat heescht, vun Iech hei an der Chamber; déi fir de Fonds de compensation, déi iwwer Reglement elo festgeluecht gëtt, déi an e Fong geet a fir d'erneierbar Energien ass, an d'TVA. Dräi Elementer, déi mer also kënne beaflossen hei zu Lëtzebuerg, och wa mer wëssen, dass mer an der TVA net de volle Spillraum hunn, wéi mer eis dat vläicht virstellen.

Da gëtt et deen Deel wat d'Elektresch selwer betrëfft, an do probéiere mer doduerch, dass mer Acteuren zesummebréngen, déi haut kleng Acteure sinn, eng Plattform ze bidden, dass se muer - jiddfereen op seng Aart a Weis, esou wéi en et wëllt - eng Hëllefstellung kréien a beim Akaf och gebündelt kann akaaft ginn, fir dass mer zumindest do méiglechst gutt a gënschteg Präisser trotzdeem kréie fir den Endkonsument.

Dat heescht, dass mer op deen Deel, deen akaaft ass, e besseren Accès kréien. Duerfir hu mer jo och probéiert Accès op d'Produktioun ze kréien. Well deen, deen nëmmen akeeft a verkeeft, deen huet keng Chance. Deen ass total ofhängeg vun engem, deen Iech eppes ubitt, an duerfir hätt ech gären, dass mer méi oft Accès op d'Produktioun kréien. Dat probéiere mer jo.

Mir hunn deen Accord mat Gasprom an Däitschland. Mir hu mat der Cegedel och eng Rei Accèsen. Mir probéiere mat der SEO, dass mer Tranchë kréien. Do si mer jo amgaang déi Honnert-Megawatt-Méiglechkeet fir Lëtzebuerg duerchzesetzen. Duerfir probéiere mer an deem Beräich och de beschtméigleche Präis erauszekréien. Dee kritt een net, dat soen ech Iech elo schonn, mat ville klengen Acteuren.

Duerfir bidden ech eng Plattform un. Mä déi Acteure sinn alleguerte fräi ze maache wéi se herno wëllen. Ech bidden hinnen eng Plattform, wou mer Saache kënnen zesumme maachen.

Deen drëtten Deel ass dee vun den Netzkäschten. An och do hu mer en Afloss. Netzer zesummeleeën, d'Gestioun zesumme maachen, soen ech Iech haut schonn, bréngt mat Sécherheet fäerdeg, dass mer d'Netzkäschte kënnen erofsetzen. Well et ass net normal, dass mer esou vill Acteure beispillsweis am Netz hunn, wou jiddferee seng eege Strukturen huet an duerch dat Gesetz am Fong geholl nach méi muss Leit astellen, a jiddferee seng Leit net ganz ausgelaascht kritt. Där Sécherheet sinn ech. Mä bon, jiddferee mécht do, wéi e wëllt.

Mäi Wonsch ass, dass déi Netzer alleguerten an eng eenzeg Gesellschaft kommen. Wann et Gemenge gëtt, déi dat net wëllen, dann ass et hiert fräit Recht an dann ass dat och fir mech kee grousse Problem. Mä mäi Wonsch ass en aneren: dass mer et zesumme kréien; ech wëll et awer net forcéieren. Duerfir hunn ech déi Opklärung gemaach vis-à-vis vun de Gemengen, fir hinnen déi Avantagen och duerzestellen. Well mir kënnen net einfach soen, mir sozialiséieren all Fraisen. Mir musse sécher sinn, dass mer déi Fraisen och gedréckt kréien. Well et ass den Endkonsument schlussendlech, dee bezilt.

A wa mer hei an der Kommissioun op eemol ewechgaange si vun deem System 70-80% op e 50-50%, da muss ech Iech soen, domat bezilt de Konsument einfach méi. Déi, déi einfach soen, d'Netzgesellschaft soll méi bezuelen, jo mä déi geet dat einfach weiderginn, an den ILR wäert dat jo och begutachten. Déi gëtt dat einfach weider. Do muss ech einfach op eppes opmierksam maachen: Bei allen Décisiounen, déi mir hei huelen, sief et an der Regierung, sief et an de Gemengen, sief et hei an der Chamber, solle mer eis all Kéiers bewosst si vun der Influence, déi dat huet op eis Inflatioun!

Ech héieren esou vill Leit ökumenesch dorëmmer erzielen, eis Inflatioun, déi hausgemaachten, wier ze grouss. Mä ech wëll just drun erënneren, dass mer permanent amgaange sinn, wuel duerch Sozialiséierung vun enger Rei Fraisen, nobel Geschichten, d'Präisser iwwerall selwer unzekuerbelen. Ech hunn näischt dergéint, wa mer eis bewosst sinn, dass mer dann net lamentéiere kommen, dass d'Inflatioun an d'Luucht geet, an haaptsächlech déi hausgemaachten Inflatioun. An ech fannen och, da muss jiddfereen domat d'accord sinn, dass dat do als Konsequenz huet, dass um Niveau vun Europa, wann all Länner dat maachen, d'Europäesch Zentralbank, mat der Suerg, berechtegt oder net, mä déi ass eben an den Traitéen dran, dass d'Inflatioun ze vill an d'Luucht geschrauft gëtt, higeet an d'Zënsen an d'Luucht setzt.

Da soll och kee kommen a bedaueren, en hätt net gewosst, dass dat eng vun de Konsequenze wier, dass deem engen an deem anere säi Prêt méi deier gëtt an deem Moment. Dat muss een einfach wëssen, wann ee selwer un där Schrauf dréint - an Dir a mir alleguerten dréinen un där Schrauf -, déi d'Inflatioun an d'Luucht setzt.

Dat huet als Konsequenz, dass muer d'Zënsen an d'Luucht gesat ginn. Dat huet als Konsequenz, dass all Prêtë méi deier ginn. Dat muss een einfach wëssen! Dann ass villes méi kloer an da sinn och d'Virwërf, déi deen een oder deen aneren ze maachen huet, besser anzereien.

Ech kommen op eng Rei Punkten, déi hei monéiert gi sinn am Kader vun deem Gesetz. Ee vun deene war dat vun de Sonderrechter, déi mir am Fong geholl hei wollten iwwerhuelen. Meng Beamten hunn u sech, muss ech soen, net schlecht gestaunt, wéi se awer d'Reaktioun vun de Parlamentarier, vum Syvicol a vu jiddferengem gesinn hunn.

Firwat? Bis dohinner war hinnen net bekannt, dass eng Proposition de loi do wier, fir dat ze änneren. Dat do si Saachen, déi besti säit den 20er Joren. Ech hunn duerchaus Verständnis, dass Gemengepäpp a -mamme Suergen hunn, dass et do iergendee gëtt, deen en dehors vum Droit ass. Dat verstinn ech absolut. Mä bis dohinner ass kee Mënsch opgestanen an huet gesot, ech änneren dat per Proposition de loi. Ech war och 15 Joer hei an där Chamber, och ech hunn dat net gemaach. A meng Beamten hunn zumindest hiert Erstaunen ausgedréckt. Si hu gesot: Jo, mir hunn am Fong geholl just dat weidergemaach, wat bis elo bestanen huet a wat keng Regierung a kee Parlament bis elo a Fro gestallt huet.

Mä ech sinn awer mat d'accord, mir hu probéiert nach dat erauszehuelen, wat erauszehuele wier. Och mat engem Hannergedanken, wou ech Iech géif bieden awer den Ënnerscheed tëschent GSM-Antennen an elektresche Kabelen ze maachen.

Wann Dir dräi Gemengen hannerenaner leien hutt, an d'Gemeng 1 seet, ech wëll GSM an ech hätt gär eng Antenn, an d'Gemeng 2 seet, ech wëll keng oder ech wëll net vill, an d'Gemeng 3 seet, ech wëll der erëm, dann hunn d'Gemengen 1 an 3 eben e gudden Uschloss un de GSM an d'Gemeng 2 eben e schlechten. Punkt, fäerdeg! Mä: Wann Der awer e Kabel zitt an d'Gemeng 2 an der Mëtt seet: „Ah neen, net bei mir!“, da bréngt dat mat sech, dass et Konsequenzen op d'Gemeng 1 an 2 huet.

Dat bréngt mat sech, dass et op eng ganz Regioun, déi u sech näischt gegebenenfalls mat deem ze dinn huet, wat déi Gemeng do ze décidéieren huet - wat déi Gemeng do ze décidéieren huet, Här Kox, dat ka Konsequenzen hunn an enger anerer Regioun vum Land -, an dat ka Konsequenzen hu muer an engem aneren Deel vun Europa, wat hei geschitt an den Hochspannungen.

Kënnt Der Iech drun erënneren, dass ech Iech gesot hunn, dass entgéint deem, wat eenzel Leit aus dem Energiesecteur haut, d'Cegedel an esou weider, behaapten, e Blackout wéi deen am September 2004 géif net méi virkommen? Ech soen Iech, dee kënnt nach vir. Ech ginn Iech absolut keng Garantie, dass dat net méi virkënnt.

Dir braucht nëmmen ze kucken, wat elo dës Woch geschitt ass, an dat hätt souguer kënne Konsequenze kréien. An da kréien ech ëmmer erzielt: Neen, neen, dat ass alles x-mol ofgeséchert!

Ech soen Iech, mir bréngen ëmmer erëm Situatioune fäerdeg - an an Däitschland, dat Lescht, wat do geschitt ass, huet dat jo och bewisen -, wou op eemol „alle Stricke reißen“ an d'Sécherheet dann net méi garantéiert ass. Duerfir soen ech Iech, déi ass net absolut, déi Sécherheet, an un där dréine mir och am Moment.

Versuergungssécherheet ass fir de Konsument schrecklech wichteg. Dat mierkt een un der Opreegung vun de Leit, déi een elo dës Woch erëm héieren huet. Mat Recht!

Fir d'Betriber ass et e kompetitiven Avantage, wa se kënne soen, an hirem Mammenhaus zu Lëtzebuerg géif et keng Blackouten, op alle Fall net oft. Ech war elo viru kuerzem an Indien, do hutt Dir sechs-, siwemol am Dag, dass d'Elektresch einfach ofgespaart gëtt, well iergendeppes net geet. Dat kënnen eenzel Betriber, déi am Continu schaffen, sech net leeschten.

Do behale mir Avantagen. Un deene solle mer nun net krazen a plécke goen. Dat wäert op alle Fall eng vu menge Suerge sinn. Duerfir verstinn ech och net richteg, firwat dass beispillsweis bei den Amendementer Eenzelner gemengt hunn, et dierft een dee Fënnefjoresplang, deen ech als Minister wëll exigéiere vun alle Leit, déi Netzer bedreiwen, net froen. Ech kommen do aus dem Staunen net eraus!

Ech fannen ebe just, dass, wa mer wëlle sécherstellen, dass déi Versuergungssécherheet duerch d'Qualitéit vum Netz muer garantéiert ass, de Stat d'Flicht huet ze froen, dass ee virgeluecht kritt, wat fir eng Investitioune getätegt ginn a wat fir eng net getätegt ginn.

Duerfir sinn ech nach wie vor der Meenung, dass mer dorobber hi solle pochen, souguer dann, wann de Stat 51% mat de Gemengen zesummen eventuell eng Kéier hëlt.

E Wuert zur Kennzeechnung. Et ass richteg, mir hunn am Gesetz dat net festgehalen. Mä mir wäerten et an e Reglement schreiwen. Ech soen och haut héich an helleg: Ech wäert alles maachen, fir dass déi gréissten Transparenz op d'Facturë kënnt. Frot och net, wéi et gefrot gi war, dass all Mount dat op der Facture steet, well dat bréngt näischt. Dat ass keng Facture, dat ass en Acompte. Et ass nëmmen eemol am Joer eng Facture, an ech mengen, eemol am Joer geet jo och duer, well dertëschent ännert näischt, vu dass et en Acompte ass.

Mir probéieren, ob Der mer et gleeft oder net, e Maximum un Transparenz ze kréien, well ech gären hätt, dass den eenzelne Konsument och wierklech selwer seng Responsabilitéit soll huelen a se net soll ofwälzen un iergendeng Firma a soen, ech hu keng aner Méiglechkeet, oder un iergendee Pouvoir public oder eng Gemeng. Duerfir hätt ech gären, dass Kloerheet doranner ass.

Dass mer absolut Transparenz vläicht heiansdo net fäerdeg bréngen, well mer d'Données de base aus deem Land net kréien, wou d'Energie hierkënnt, dat ass net ze verhënneren. Mir kënnen engem Land net de Krich erklären, wat eben net grad esou streng Konditiounen huet wéi mir. Jo, elo kéinte mir einfach décidéieren, dass mer aus deem Land näischt méi huelen. Mä ech muss Iech soen, dat ass emol éischtens net festzestellen, an zweetens wär et och e Feeler, well mir engen domat jo awer och eis Méiglechkeete vum Akaf an, déi mer hunn. Duerfir probéiere mer all Méiglechkeeten auszeloten, fir déi Kennzeechnung esou transparent wéi méiglech ze maachen.

Wat den ILR ubelaangt, déi Commission consultative, déi Der wëllt maachen, also ech hunn a priori kee Problem domadder, kann awer déi Décisioun do net huelen. Den Här Schiltz ass Ministre de tutelle, wat dat ubelaangt. Ech kann him net soen, elo maachen ech dat - ech hätt et kënnen am Energiegesetz maachen -, elo maachen ech et am Energiegesetz, da seet hien, jo, mä ech hu jo am ILR nach aner Departementer, da

gëtt dat och do gefrot. Duerfir hätt ech gären, dass dat eng Diskussioun ass, déi Der mat him doriwwer féiert, wéi am ILR eventuell e begleedende Comité awer och dann op anere Punkten a mengen Ae misst spillen.

D'Roll vum Kommissär ass eng extrem wichteg a mengen Aen. Et gëtt vill Kommissäre beim Stat, inklusiv souguer op Plazen, wou ech eppes ze soen hunn, déi bräicht een net méi. Déi bräicht een absolut net. Deen heiten, dee brauch een, menger Meenung no. Hei huet de Stat ganz wichteg Fonctiounen. Ech weess, dee Kommissär huet e bëssen e komeschen Titel, et ass eng Terminologie aus engem anere System, mä enfin, d'Iddi vun engem, dee fir de Stat Saache kontrolléiert, iwwerwaacht, ass menger Meenung no an dësem Secteur absolut ubruecht.

An ech sinn och frou, dass Der mat op de Wee gaange sidd, fir och ze soen, dass mer d'Méiglechkeet hunn, e Kommissär eis sichen ze goen, wann een ofspréngt doduerch, dass et emol net virauszegesi war, dass deen op eemol géif goen, sief et an de Privatsecteur oder an de Secteur vun de Gemengen oder esou weider, an dass ech mer net een huele muss, deen da beim INAP ufänkt. Dir kënnt Iech virstellen, dann hätte mer dat Gesetz hei mat Sécherheet ni hikritt.

Wat dee sozialen Aspekt ubelaangt, dee vu ville Leit och nach ugeschwat ginn ass, esou hunn ech och kee Problem domat, fir nach méi wäit ze goen, wéi dat wat mer elo décidéiert hunn. Et war jo de Problem: „Wéini däerf ech ofspären a wéini däerf ech net ofspären?“ Mir hu gemengt, dat hei wär de Maximum wéi wäit mir - ech als Energieminister zesumme mat der Chamberskommissioun - goe kéinten. Soubal mir soen, mir gi vun de Gemengen ewech a mir ginn a Richtung vum Stat, vum Fonds de Solidarité, dann ass de Minimum, deen ech maache muss, dass ech awer mat där Ministesch, déi dofir zoustänneg ass, schwätzen.

Ech mengen déi Propos, déi och den Aly Jaerling gemaach huet, déi soll een an déi Diskussioun mat erabréngen. Also, ech verspäre mech däraartegen Diskussioune guer net, mä ech wëll do net anere Leit op de Plate-banden erëmtrëppelen. Duerfir, meng Méiglechkeete wäert ech ausloten, fir deene Leit entgéintzekommen, déi „guten Willens“ eben net kënne bezuelen, dass dat garantéiert ass. Ech wëll och net, dass een dat am Wanter effektiv opgespaart kritt, mä ech hätt gären, dass mer do eng propper Léisung fannen. Ech hunn zu deem Zäitpunkt keng besser Léisung um Dësch gehat. Duerfir hunn ech dat gemaach, wat ech nun ebe virgestallt hunn.

E lescht Wuert dann zu der Opklärungscampagne, déi gefrot ginn ass. Do ass et sécher, dass ech dee Souci deelen, wat déi Opklärung ubelaangt. Ech si gefrot ginn: Firwat hutt Der dat net virdru gemaach? Jo, ech hunn awer zumindest missen ofwaarden, wat d'Reaktiounen hei am Parlament sinn, a souguer musse mer nach ofwaarden, wat d'Dispens vum zweete Vote vum Conseil d'État ubelaangt. Duerfir wäert ech dat emol ofwaarden, fir sécher ze sinn, wat ass dann elo an deem Gesetz richteg a wat ass net richteg. Duerfir ginn ech emol dovun aus, dass mer awer am Laf vun dëser Woch dat kréien. Et muss ee vläicht eng Rei kuerz Informatiounen doropshin erausginn an duerno eng Opklärungscampagne maachen.

Mä, ech mengen, wann een awer emol d'Konsumenten einfach géif berouegen a soen: Loosst elo emol dee ganze Laascht kommen, loosst emol jiddfereen, dee wëllt ubidden, ubidden, an denkt emol no, sprangt net direkt op deen éischten Zuch, dat wär emol e berouegenden Effet, deen d'Konsumente sollen hunn.

Duerfir geet mäin Appel un d'Leit, dass se wa méiglech net elo direkt probéieren - jiddferengem ass et fräigestallt -, mä net alleguerte mengen, si géifen iergendeppes verpassen, wa se elo net ipso facto direkt vun engem Dag op deen aneren de Liwwerant wiesselen. Ech mengen, bleift elo emol bei deem, wou Der sidd. Kuckt Iech emol un, wat déi eenzel Alternativen Iech bidden. Loosst Iech dat duerch de Kapp goen. Bis dohinner sinn och d'Gesellschaften à même, eppes en place ze setzen, wat eng seriö Berodung ass a wat och eng Struktur ass, déi et erlaabt, vun engem zum aneren ze goen. Well esou einfach ass dat net!

Ech hunn och de Gemengen ugebueden, dass déi Gemengen, déi weider aktiv sinn am Moment an och nach vläicht herno an net iwwert d'Basiswësse verfüge vun däraartege Kompetenzen, déi erfuerdert sinn, fir dass d'Transferte propper assuréiert ginn... Well hei musse mer oppassen, hei kënne mer muer viru Geriicht landen! Mir musse wëssen, dass all déi Acteuren do Dommages et intérêts gegebenenfalls gefrot kréien, wann déi Strukturen, déi se en place gesat hunn, net deem entspriechen, wat an deem Gesetz hei ass. Et ass also net esou wéi dat bis elo de Fall war, wou dat onheemlech locker gehandhaabt ginn ass.

Ech kann Iech soen, dass ech heiansdo zähneknirschend meng Ënnerschrëft ënner Saache gesat hunn, wou ech d'Netztarifer fir d'ganzt Joer accordéiert hunn, Mëtt vum Joer, Enn vum Joer, an Eenzelner hunn iwerhaapt näischt gefrot vun den Acteuren. Duerfir gëtt et elo e bësse méi seriö. Et muss ee wëssen, dass een och elo belaangt ka ginn an där doter Saach.

An et muss een och wëssen, dass d'Gemenge mussen oppassen. Mir hate jo probéiert eng gewësse Struktur bei Netbezuelen, bei Failliten anzebauen, wou mer eng Prioritéit och wollten der Netzgesellschaft, an domadder der Gemengennetzgesellschaft beispillsweis wollte garantéieren. Dat ass duerch de Statsrot réckgängeg gemaach ginn, well deen net domadder d'accord war.

Mir hunn also eng ganz Rei Saache probéiert. Ech verstinn déi gréng Kolleegen. Ech hunn hir véier Punkte gekuckt. Vun der Prozedur hier hunn ech Verständnis, mä och Dir musst Verständnis hunn, wann Der den Hannergrond kuckt, deen Der jo kennt, deen ech hei net muss laang a breet erklären, dass déi Prozedur eben déi war, déi et elo ebe war.

Dir sot, et wär net sozial. Et ass vläicht zu dësem Zäitpunkt, wat deen een Element ubelaangt, nach eng Kloerheet ze schafen. Ech si mat d'accord, wann Dir sot, et ass eis elo net kloer genuch. Ech hunn awer versprach, dass ech dat an d'Regierung weiderginn, an ech hoffen, dass Der dovunner Notiz huelt.

Dir sot, et ass net ekologesch genuch. Okay, elo weess ech, dass Dir ëmmer e Schrëtt méi wäit gitt wéi dat, wat den Energieminister proposéiert. Ech proposéieren hei scho relativ wäit ze goen. Dir gitt nach gäre méi wäit. Ech akzeptéieren dat.

De véierte Punkt, Dir wëllt méi demokratesch doranner ginn. Ech hunn heiansdo och meng Problemer, wou dann op eemol dat eenzelt Recht op d'Recht vun der Allgemengheet priméiert. Dat stellt och fir mech e Problem duer. Duerfir hunn ech Verständnis, dass Der Bedenken hutt. Ech géif Iech awer bieden, Kenntnis dovun ze huelen, dass mer hei probéiert hunn, dat Beschtméiglecht erauszehuelen an och wierklech probéiert hunn, dat an Zesummenaarbecht mat Iech ze kucken - an ech soen Iech alleguerte queesch duerch sämtlech Reie villmools Merci!

Op der DP hir zwee éischt Bedenke war ech schonn agaangen, Madame Brasseur. Op déi zwee nächst geet den Innenminister an.

Ech soen Iech fir de Moment emol Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Wuert huet elo den Här Minister Jean-Marie Halsdorf.

(Interruption)

Loosse mer elo d'Regierung nach hir Stellungnahm huelen, an da kritt den Här Kox d'Wuert, wann Der domat d'accord sidd?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, a sech sinn ech de Mëtteg méi spéit heihinner komm, well ech gemengt hunn, ech kéint mech vun deem Débat esou fernhalten, am Sënn, dass ech gemengt hunn, wann de Jeannot Krecké Iech géif matdeelen, dass d'Aarbechte betreffend déi Problemer, déi am Gemengesecteur sinn, en cours wären, an dass d'Texter geschriwwe ginn, dat an der Rei wier.

Well awer d'Madame Brasseur hei eng vehement Interventioun hat, hunn ech gemengt, et wär gutt heihinner ze kommen. Ech wollt meng Interventioun awer an engem ganz sachlechen Toun halen an Iech dann doriwwer informéieren, wéi déi eenzel Punkte betreffend d'Gemengen an dësem Dossier evoluéieren.

Wann een d'Aktivitéite vun de Gemengen am Beräich vum Stroum a vum Gas kuckt, da muss een ëmmer an Erënnerung behalen, dass dat Aktivitéite sinn, déi an den 30er Joren un d'Gemenge gaange sinn, eng Zäit, wou d'Stroumversuergung net garantéiert war, wou also eng Carence war a wou doduerch déi öffentlech Hand konnt där privater Hand eng Hand mat upaken, fir d'Stroumversuergung ze garantéieren. An d'Gemengen, déi hei concernéiert sinn, notamment Veianen, Ettelbréck, Iechternach, Dikrech, Stengefort, d'Stad Lëtzebuerg oder Esch, déi hunn haut nach esou Aktivitéiten an deene Beräicher, déi an där Zäit hir Originë fannen an déi historesch gewuess sinn.

Dat si keng „core activities“ - wéi mer dat nennen - vun de Gemengen, mä déi Gemengen, déi maachen dat ganz gutt. D'Problemer sinn elo komm, wéi mer eng Liberaliséierung kritt hunn am Beräich vum Stroum a vum Gas. A sech hu mer hei dräi Problemer oder dräi Punkten oder dräi Voleten, déi ee vuneneen ënnerscheede muss.

Dat eent ass de Volet: Eng Aktivitéit vun enger Gemeng am Beräich Stroum oder Gas, ënner wéi enger juristescher Form kann eng Gemeng esou eng Aktivitéit maachen? Dat werft Froen op.

Deen zweete Volet, dee Froen opgeworf huet, ass dee vun de Personalfroen.

An deen drëtte Volet ass dee vun der zukünfteger Energiepolitik hei zu Lëtzebuerg, ob d'Gemengen do kënnen associéiert ginn.

Déi dräi Aspekter fënnt een och erëm an där Proposition de loi, déi dëser Deeg der Press virgestallt ginn ass a wou ech och wollt en temps utile drop reagéieren, wann ech mech bis mat menge Kolleegen aus der Regierung concertéiert hätt. Well hei ass jo net nëmmen eleng den Innen- a Landesplanungsminister betraff. Hei ass och den Energieminister betraff, d'Fonction publique muss ee Wuert matschwätzen an och den Ëmweltminister muss concertéiert ginn, esou dass et och haut net wäert u mir sinn, fir schonn detailléiert op déi eenzel Aspekter vun dëser Proposition de loi anzegoen.

Fir mech ass et awer kloer, dass bis dato - wéi géif ech soen? - d'Versuergung vun deenen eenzelne Bierger mat Stroum net a Fro gestallt gëtt, also ass et net fir Panik ze maachen. Dee System, wéi en elo fonctionnéiert, wäert de Leit weider an Zukunft och garantéiere Stroum ze kréien, an do dréit den Innenminister an och sécherlech den Energieminister eppes dozou bäi. Mir sinn hei an engem komplexen Dossier, enger ganz komplexer Matière, déi verschidden Iwwerleeunge mat sech bréngt.

Firwat ech och hei um Pult sëtzen oder stinn, ass, well ech am Fong geholl Immobilismus virgeworf kréien a well ech gesot kréien, ech hätt d'Gemengen eleng gelooss.

Ech hunn net dat Gefill, dass ech dat gemaach hätt, an ech hunn och net dat Gefill, dass déi aner Regierungsmemberen, vun elo a vu fréier, dat gemaach hätten! Déi hunn dat sécherlech net gemaach, well säit dem Joer 2000 kennen d'Gemengen d'Situatioun, wéi se an dësem Beräich ass. An d'Personalproblemer, déi et elo gëtt, déi waren och schonn deemools, wéi d'Stad Lëtzebuerg am Joer 2002 hire Modell proposéiert huet, fir d'Gestioun vum Stroum ze maachen, ganz kloer erkannt.

Duerfir hat ech och schonn, notamment an der Energiekommissioun an och an engem Bréif, d'Madame Brasseur gefrot, si soll mer emol matdeelen, wéi vill Leit vun deem Schäfferot, wou dann d'DP mat dra war, an där leschter Period an an dëser Period agestallt gi sinn, säit gewosst ass, dass et Personalproblemer gëtt, fir am Fong geholl emol ze spieren, wéi grouss dee Problem och en nombre ass, wat d'Personalfroen ubelaangt.

Mä ech hunn et net gär, wann ee seet, mir hätten Immobilismus bedriwwen. Mir hunn - de Jeannot Krecké huet et ugeschwat - fir d'éischt de 6. November an nach eng Kéier duerno zwou Réunioune gehat, zesumme mam Energieminister, mat all deene concernéierte Gemengen, déi ech elo opgezielt hunn, fir ze kucken, wéi ee Modell kéint geholl ginn, fir dass d'Gemengen den Erausfuerderunge vum liberaliséierte Stroumsecteur an och Energiesecteur begéine kéinten.

Do ass notamment och nach d'Iddi vun enger Nationalgesellschaft ugeschwat ginn. Mir haten eng Réunioun an der Spezialkommissioun, wou den Alex Bodry, de President vun der Kommissioun, och e Bréif u mech geschriwwen huet a gefrot huet, fir no Léisungen ze sichen. Déi Léisunge sinn net esou einfach. Hien huet notamment gesot, mir misste mat de Syndikater schwätzen, ier mer do Léisungen op den Dësch leeë géifen. An ech fannen, dass een dee Volet onbedéngt och considéréiere sollt, wann een an dësem Beräich weiderkomme wëllt.

Dass et Léisungen, Modeller gëtt fir Gemengen, dësen Dossier ze géréieren, där goufe jo fonnt. Lëtzebuerg huet ee Modell fonnt. Esch huet eng Léisung fonnt. Stengefort huet eng Léisung fonnt. Ech weess, dass déi Ettelbrécker an déi Dikrecher och eng Léisung fannen. Dat heescht, déi eenzel Gemenge gi mat där Gesetzgebung, déi mer elo hunn, eens a si kënnen am Fong geholl och d'Zukunft am Beräich Elektresch anstänneg géréieren. Dat ass fir mech d'Konklusioun, déi ech doraus zéien, dass all déi Gemengen, déi concernéiert sinn, hei Léisunge fonnt hunn.

(Interruption)

Ech kommen herno op Är Propositioun ze schwätzen.

Dat heescht, wat dat ugeet...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Wéi eng Léisunge sinn dann do fonnt ginn, Här Halsdorf?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Bei der Stad Lëtzebuerg heescht déi Léisung jo LEO, déi kennt Der. Den Här Braz kann Iech d'Léisung vun Esch gutt erklären, well hien den Initiator vun der Léisung vun Esch ass.

(Interruptions)

Ech bleiwe beim Thema.

Den Här Braz zielt Iech d'Léisung vun Esch. Da kann Iech de Buergermeeschter vu Stengefort seng Léisung erklären an de Buergermeeschter vun Ettelbréck, deen och dohanne sëtzt, kann Iech och soen, wéi si virginn.

Si hu Solutioune fonnt, fir den Erausfuerderungen ze begéine betreffend d'Gestiounsgesellschaften am Beräich Elektresch, esou dass dee Volet fir mech ganz kloer ass. Hei bewege mer eis am Beräich vun der Autonomie communale. D'Gemengen hu jo d'Autonomie, fir déi Modeller ze wielen, déi si sech virstellen. A wat schwätzt géint e Modell Sudgaz, deen där ganzer Südregioun d'Méiglechkeet gëtt, am Beräich Gas eng gutt Gestioun ze maachen? Esou dass déi Modellen, déi d'Gesetz elo hiergëtt, net onbedéngt déi richteg Modelle wären, fir an dësem Beräich ze schaffen.

Wann ech awer elo op een anere Problem ze schwätze kommen, dee sech hei ergëtt, dann ass et dee vun der Personalfro, déi ech opgeworf hunn, déi scho säit e puer Joer bekannt ass. Do hu mer vill Modeller duerchdiskutéiert. Mir hu gekuckt, wéi an anere Beräicher Léisunge versicht gi sinn ze fannen, zum Beispill wéi d'Post en anere Statut kritt huet, wéi d'Spuerkeess en anere Statut kritt huet, wéi d'Eisebunn en anere Statut kritt huet. Déi Modeller si gekuckt ginn, an et war net esou einfach fir eng Léisung ze fannen.

Mir mengen awer elo eng Léisung fonnt ze hunn, déi och ähnlech ass wéi déi, déi an der Proposition de loi drasteet, déi hei virläit an déi d'Nummer 5746 huet. Si nennen dat am Artikel 3 en Détachement du fonctionnaire. Mir géifen éischter vun enger Mise à disposition vum Fonctionnaire schwätzen. Mir fannen déi Iddi also derwäert, fir déi ze creuséieren, mä et stelle sech e ganze Koup Froen.

Hei ass besonnesch d'Fonction publique gefuerdert. Zum Beispill, wann ee fir déi Leit dann eng Mise à disposition mécht, da muss een déi Sociétéite genau definéieren, déi a Fro kommen. Dat ass net esou einfach. Do misst een eng Lëscht maachen, fir déi genau ze definéieren. Et muss ee kucken d'Compatibilitéit vum Statut vum Fonctionnaire mam Droit privé. Et muss ee kucken déi Prozeduren, déi deen eenzelne Beamten oder deen eenzelne Salarié dann huet am Droit d'affectation an am Droit de réclamation, wéi déi ausgesinn. Dat sinn alles Detailfroen.

Mir haten och gemengt, dass, wa mer eng Léisung fanne vun enger Mise à disposition, da sollt déi sech net nëmmen op de Fonctionnaire beschränken, mä si sollt sech och op den Employé communal uwenne kënnen. Et muss een och kucken, zum Beispill, wann een esou Leit huet: Wien huet hinnen eppes ze soen? Wien huet am Fong geholl hei de Pouvoir de commandement? Wie gëtt hei d'Befehler? Deen een oder deen aneren? Dat ass also net esou kloer. An och d'Procédure disciplinaire, wat och eng komplex Matière ass, all déi Aspekter sollt ee kucken, fir d'Mise à disposition an dësem Beräich ze garantéieren.

Mir mengen och, deen Text, dee mer amgaang sinn ze schreiwen, mir hu schonn

Elementer, wann deen ofgeschwat ass mat der Energie a mat der Fonction publique - am Besonneschen -, mä och mam Environnement, dann ass dat kee Problem, fir hei dann och ze légiféréieren.

Am Artikel 1 vun där Proposition de loi gëtt d'Comptabilité commerciale opgeworf, mä et ass kee Problem, fir haut a verschiddene Beräicher Comptabilité commerciale ze maachen. D'Nidderkuerer Spidol huet d'Comptabilité commerciale fir d'Gestioun vun deem Haus ze maachen. Dat Ettelbrécker Spidol, wat och e kommunaalt Spidol ass, huet datselwecht.

(Interruption)

Also ass et kloer, dass een och mat deene Moyenen, déi mer haut am Gesetz hunn, kann d'Comptabilité commerciale maachen. Dat zum Artikel 1. Mä mir wäerten deen Text duerchfichéieren a mir wäerten lech dann en temps utile eng detailléiert...

(Interruption)

En temps utile, hunn ech gesot, dat heescht net a siwen...

(Interruptions diverses)

Neen, et ass net haut! Mä ech muss mech mat menge Leit vun der Energie - ech wier frou, wann Der mech géift ausschwätze loossen -, vum Ministère de l'Énergie oder mam Energieminister, mam Minister vun der Fonction publique a mam Minister vum Environnement ofschwätzen, well Dir werft oft d'Fro op vum Intérêt communal am Beräich vun Activités industrielles et commerciales. Dat ass net esou einfach.

Ech weess awer, dass do muss eng Ouvertür gemaach ginn, well wa mer d'Kyoto-Ziler erreeche wëllen, da mussen d'Gemengen eng Hand mat upaken. An ech sinn och domat d'accord - an ech hunn dat net fir d'éischt haut hei gesot, mä ech hunn dat scho gesot -, dass een do och da soll kucken eng Ouvertür ze maachen.

All déi Texter a Propositioune wäerte mir eis elo op d'Long zéien a mir wäerten deemnächst dann der Chamber respektiv deene Gremien, déi hei betraff sinn - der Chamberskommissioun an esou weider -, an dëse Beräicher Texter virleeën, wéi mir eis dat an der Regierung virstellen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Här Minister, den Här Bausch wëllt nach eng Fro stellen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Also, et ass jo schonn interessant, wat mer elo hei héieren hunn.

Éischtens seet de Minister, datt zënter 2000 d'Gemenge jo scho wéissten, wat hei op se duerkéim, an datt se sech duerfir hätten duerchweegs kënnen dorobber virbereeden. Meng Fro dann, de Ministère de tutelle vun de Gemengen, dee wousst et jo dann och schonn zënter 2000, dann hätt dee sech jo och missen drop virbereeden an de Gemengen dann dee legislative Kader setzen, dee se brauchen, fir hei kënnen ze handelen.

Zweet Fro, Här Minister, d'Autonomie communale, et ass jo interessant, wéi Der déi hei interpretéiert. Dir interpretéiert déi hei esou wéi wa mir kéinte maachen als Gemengen, wat mer wéilten. Dobäi wësst Dir dach ganz genau, datt, egal wat eng Gemeng mécht, den Intérieur herno et och autoriséiere muss. Mir kënne jo net einfach hei maachen, wat mer wëllen. Ech kennen awer x Fäll, an net wéineg Fäll, x Fäll, soen ech lech, wou grad an deem dote Beräich permanent alles refuséiert gëtt vun Ärem Ministère, wou permanent gesot gëtt, dat dote geet iwwert d'Zil eraus, wat d'Kompetenze vun de Gemenge sinn. Doduerjer gi Saache refuséiert.

Oder eng drëtt Fro: Firwat mengt Der dann, datt de Statsrot a sengem Avis zu dësem Gesetz grad heizou schreift, zu Ärem Ressort schreift, datt et absolut noutwendeg wier, fir relativ séier déi Gemengegesetzgebung esou ze änneren, datt d'Gemenge kéinten Activités industrielles et commerciales ophuelen, ansonsten d'Gemengen hei op d'Nues falen. Dat steet schwaarz op wäiss am Avis vum Statsrot zu dësem Gesetz!

Dat si jo awer Donnéeën, déi Der misst kennen, an déi kennt Dir gradesou laang wéi d'Gemenge se kennen, an Dir sidd de Ministère de tutelle vun de Gemengen. An do hutt Dir eng Flicht, net nëmme fir d'Gemengen ze kontrolléieren an ze kucken, datt se Saache maachen, déi mat eiser nationaler Gesetzgebung an Aklang sinn, mä fir hinnen och ze hëllefen, datt se déi doten Aufgabe bewältege kënnen, oder?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ech wëll eng Äntwert op déi fënnef Froe ginn. Et ass kloer gewosst vun deenen engen a vun deenen aneren, vun de Gemenge wéi och vun de Vertrieder vun der Regierung, dass dee Problem war. Déi Froe sinn a vill Schrëftverkéier, a ville Bréiwer, déi un eenzel Gemenge gaange sinn, opgeworf ginn. D'Froe sinn och un d'Gemenge gestallt ginn, wéi si sech kéinte virstellen, wéi se kéinte géréieren an deenen nächste Joren.

Et soll ee korrekt diskutéieren. Dat heescht, deen een an deen aneren ass hei responsabiliséiert. Op där enger Säit huet d'Gemeng och hir Autonomie communale, fir den Dossier esou ze géréieren, wéi si dat gesäit. Duerfir mengen ech et wier ze einfach, fir ze soen, mir hätten eis Hausaufgaben net gemaach. Mir hu Bréiwer un lech geriicht. Et si Question-parlementairë gemaach ginn, wou déi Froen opgeworf gi sinn, wou mer drop geäntwert hunn. Also, ech mengen d'Kaarte waren hei anstänneg verdeelt. An et ass elo hei net, fir ee Schëllegen ze sichen.

(Interruption)

Une voix.- Mir hunn nach keng Gesetzer gestëmmt.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Hei ass et, fir elo roueg ze bleiwen...

(Hilarité)

...a fir ze kucke mat deene Moyenen, déi mer eis elo ginn; an ech mengen, mir kéinte Moyenë fannen. Ech kann net derfir, wann ech an zwou Réuniounen, déi ech mam Jeannot Krecké zesummen hunn, siwen, aacht Gemengen do hunn an deen ee gesäit et esou, an deen anere gesäit et anescht. Wa siwe verschidde Meenunge sinn, wat soll de Législateur da maachen?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Wat ass dann Är Meenung? Da sot Dir emol wat Är Meenung ass!

M. le Président.- Här Bausch, den Här Minister ass amgaang seng Äntwerten ze ginn.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Wann Der mer haut nogelauschtert hätt, dann hätt Der héieren, wat meng Meenung wär. Meng Meenung ass déi, global geschwat an definitiv gemaach, fir dass mer sollen hei schnellstens eng Äntwert fannen op de Problem vum Personal. Dat ass kee Problem. Deemno wéi d'Gemenge reagéiert hätten, dann hätt sech déi Personalfro anescht gestallt. Duerfir war den Dossier relativ komplex - ech soen et nach eng Kéier -, well déi eng Gemengen et esou gesinn hunn an déi aner hunn et anescht gesinn.

Ech mengen, mir sollten elo a Rou an deenen nächste Wochen eng Solutioun op den Dësch leeën. Ech wäert mat engem Regierungstext kommen, dee vun deene Membere vun der Regierung, déi ech elo grad genannt hunn, gedroe gëtt an deen dann hoffentlech och hei an der Chamber säi Wee fënnt.

Merci.

M. le Président.- Den Här Braz huet och nach eng Fro.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Eng Fro trotzdeem nach hannendrun. Dir hutt elo schonn e puermol ugedeit, wéi wann Der eigentlech domat d'accord wiert, dass mer missten do eng Léisung fannen. Dir sot «en temps utile». Kënnt Der dat e bësse méi prezis soen? Am Kloertext: Hu mer virum Enn vum Joer e Gesetz doriwwer gestëmmt, jo oder neen?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Dir hutt mech dobausse virun der Dier gefrot, ob ech dat géif soen. An dann äntwerten ech lech elo hei, dass dat kee Problem dierft sinn.

M. le Président.- Sou! D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Den Innenminister sot op dëser Tribün: Hei ass et, fir roueg ze bleiwen. Ech bewonneren den Innenminister, well hien ass an dësem Dossier, wéi an aneren och, effektiv roueg. An dësem Dossier ass hie scho säit Méint roueg, obwuel mer als Gemengen am November zesumme waren. Mir hunn him Froe gestallt, wéi mer als Gemengen elo kéinte reagéieren. Da seet de Minister: Déi Froe si säit 2000 bekannt. Et ass net esou einfach, mä et gëtt Léisungen. Et muss ee kucken. Et ass net esou kloer. Et muss een dat alles kucken. Den Dossier ass komplex.

Dat sinn e puer Aussoen, déi de Minister elo grad op der Tribün gemaach huet. Den Dossier ass komplex, mä en ass komplex säit Joren. An en ass méi konkret gi säit dem Dépôt vun dësem Projet de loi oder vun de Projet-de-loien am August 2006. A mir waarden nach ëmmer op eng Léisung. An elo ze soen: Mir kucken dat all zesummen!

Ech bedauere just, dass enorm Zäit verluer gaangen ass, an dass d'Gemengen am Ree stoe gelooss gi sinn an elo bei der Applikatioun vum Gesetz nach ëmmer net wëssen, wou se dru sinn. Well effektiv, Här Minister, an engem hutt Der Recht: Den Dossier ass komplex, mä d'Regierung hätt hei misse concomitant, wéi de Conseil d'État et schreift, e Projet de loi déposéieren, fir dat ze léisen. Mä wéi ech gesot hunn, de Minister, dee behält wierklech seng Rou. Mä hei ass déi Rou net ubruecht. Mir hätte léiwer eng Léisung gehat op schrëftlechem Wee, dass mer och eng legal Basis als Gemenge gehat hätten, fir déi Gesetzer hei bei den Direktive kënnen ze applizéieren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou! Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zu den Ofstëmmungen. Mir fänken u mat den Amendementer, déi den honorabelen Här Kox déposéiert huet.

Amendement 1

Mir stëmme fir d'éischt of iwwert den Amendement N°1.

Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 47 Nee-Stëmmen, bei 9 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Anne Brasseur), Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Amendement 2

Da stëmme mer of iwwert den Amendement N°2.

Vote

Den Amendement 2 ass ofgelehnt mat 47 Nee-Stëmmen, bei 9 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Anne Brasseur), Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Amendement 3

Mir stëmmen dann of iwwert den Amendement N°3.

Vote

Den Amendement 3 ass ofgelehnt mat deemselwechte Resultat wéi den Amendement vu virdrun.

Ont voté oui: Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

M. Xavier Bettel (par Mme Anne Brasseur), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Anne Brasseur), Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Amendement 4

Mir stëmmen dann, Dir Dammen an Dir Hären, of iwwert de Projet de loi selwer, deen am Document parlementaire 5606...

Une voix.- Den Nummer 4 och nach!

M. le Président.- Gutt! Ech hunn deen de Moment net virleien, mä mir stëmmen dann iwwert den Amendement N°4 of.

Vote

Den Amendement 4 ass ofgelehnt mat 45 Nee-Stëmmen, bei 11 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen et M. Ali Kaes;

Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

M. Xavier Bettel (par Mme Anne Brasseur), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Da stëmme mer elo iwwert de Projet de loi 5605 of. Den Text fannt Der am Document parlementaire 5605[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5605 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5605 ass ugeholl mat 42 Jo-Stëmmen, bei 18 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Elo stëmme mer iwwert de Projet de loi 5606 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5606 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5606 ass ugeholl mat 42 Jo-Stëmmen, bei 18 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Alexandre Krieps), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zu de Motiounen.

Motion 1

D'Motioun, déi den Här Bodry déposéiert huet. Fir d'éischt: Wien ënnerschreift déi Motioun nach mat?

Den Här Minister huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech wollt just soen, dass ech, mengen ech, a menger Äntwert dorop agaange sinn an dass ech déi Suergen, déi an där Motioun hei sinn, deelen.

Vote

M. le Président.- Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Gutt. Wien d'accord ass mat der Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dat ass d'Unanimitéit fir déi Motioun.

Motion 2

Dann d'Motioun, déi den Här Jaerling déposéiert huet. Den Här Krecké!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- ...opposéiert. Ech weess net, ob den Här Jaerling kann domat d'accord sinn, dass een dee Problem do léist zesumme mat där Solutioun, déi mer probéieren ze envisagéieren am Kader vun den Diskussioune mam Famillje-ministère a mat der Méiglechkeet vum Agräife vum Fonds de Solidarité. Wann een do nämlech eng propper Solutioun géif fannen, da brauch een dat, wat Dir Iech wënscht, net am Gesetz als Form festzehalen. Dann ass dat nämlech geléist doduerch, dass een aneren hëlleft bezuelen.

Wann dat an deenen nächste sechs Méint net geléist ass, da géif ech dem Här Jaerling proposéieren, dass hie seng Motioun nach eng Kéier dohinnerleet. Fir de Moment géif ech einfach proposéieren, dass mer déi Iddi mat erabréngen, mä ech mengen, iwwert de Fonds de Solidarité kéinte mer dat léisen, da bräicht een dat do net ze maachen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Bon, ech géif mengen, ech kann domadder d'accord sinn. Ech mengen, de But ass jo just, dass mer dat och esou applizéieren an Zukunft, wéi mer dat zum Beispill op der Escher Gemeng maachen. Do hu mer de Problem och. Do maache mer et dann och esou, dass et net festgeschriwwen ass, dass dat muss esou sinn, mä dass et awer applizéiert gëtt, dass keen de Stroum ofgespaart kritt. Wann dat d'Solutioun soll sinn a wann eng fonnt gëtt, da kann ech domadder d'accord sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Well also en Accord fonnt ass tëschent dem Här Minister an dem Här Jaerling, si mer elo um Enn vun eisen Debatten ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien um néng Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.23 heures)

SÉANCE 48

Jeudi, 12 juillet 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'état phytosanitaire des forêts luxembourgeoises

(Débat)

2. 5366 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

b) la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

c) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules

et

5164 - Proposition de loi de M. Niki Bettendorf portant modification de l'article 12 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques modifiée par les lois des 2 mars 1963, 17 avril 1970, 1er août 1971, 7 avril 1976, 7 juillet 1977, 31 mars 1978, 9 juillet 1982, 3 mai 1984, 28 janvier 1986, 8 avril 1986, 7 septembre 1987, 15 janvier 1991, 21 décembre 1991, 1er juillet 1992, 27 juillet 1993, 26 août 1993, 18 mars 1997 et du 5 juin 1998

(Rapport de la Commission des Transports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. Ordre du jour

4. 5709 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté

(Rapport de la Commission des Transports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs et M. Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eppes matzedeelen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Fir haut de Moien huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert den Zoustand vun de Lëtzebuerger Bëscher ugefrot. Bei esou enger Debatt ass d'Riedezäit nom Artikel 84 vum Chamberreglement festgeluecht a gesäit vir: Déi Fraktioun, déi d'Stonn ugefrot huet, huet zéng Minutten, déi aner Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, d'Sensibilité politique zwou Minutten an der Regierung steet eng Véirelstonn zur Verfügung. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Camille Gira vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

1. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'état phytosanitaire des forêts luxembourgeoises

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „le Waldsterben", wéi d'Fransousen esou schéi soen, ass net eriwwer. Am Géigendeel. Zumindest dem Lëtzebuerger Bësch geet et net vill besser wéi virun zéng Joer. Mir si gewuer ginn, dass nach just 35% vun de Beem gesond sinn.

Woumat erëm bewise wier, wann net méi iwwer e Problem geschwat gëtt, heescht dat net onbedéngt, dass de Problem geléist ass. Dass zu Lëtzebuerg elo eng Rei Joren net driwwer geschwat ginn ass, duerfir gëtt et zumindest emol eng plausibel Erklärung. Fënnef Joer laang ass kee Relevé gemaach gi vun der Forstverwaltung iwwert den Zoustand vum Lëtzebuerger Bësch. Da kann een och net vill gewuer ginn an da kann een och net vill driwwer schwätzen.

Duerfir meng éischt Fro un de Minister: Wat ass als Erklärung ze fanne fir dëst Netopstelle vum Relevé? Et kann ee jo och verstoen, dass wann eng Verwaltung nei Aufgabe kritt a mat Numerus clausus a Co. et e bëssen dauert, bis dann d'Verwaltung déi néideg Leit huet fir déi Aufgaben ze maachen.

Hei ass et jo awer esou, dass u sech déi Relevéen zënter 1984 gemaach si ginn an duerfir ass et relativ schwiereg nozevollzéien, firwat se op eemol fënnef Joer laang och net gemaach si ginn.

Duerfir muss een och elo, mengen ech, wann een de Relevé vun 2006 interpretéiert, virsiichteg sinn, well et en eenzelne Relevé ass, net méi ee vun enger Serie. Et kann een e wuel mat deem vergläichen, wat viru sechs, siwe Joer war, mä et ass en eenzelne Relevé. Et misst een emol zumindest dee vun 2007 an 2000 och ofwaarde fir ze kucken, wat dann elo déi definitiv Tendenz am Lëtzebuerger Bësch ass.

Wat awer, Här President, ze fäerten ass, dat ass, dass mer elo riskéieren eng Iwwerlappung vun zwee Phenomeener ze kréien. Op där enger Säit déi klassesch Ursaachen, déi mer zënter 20 Joer kenne vum Bëschstierwen, nämlech Schadstoffemissiounen, awer elo - an et ass dat, wat engem Angscht mécht, muss ech ganz éierlech soen - kombinéiert mat éischten Auswierkunge vum Klimawandel.

Zu deene klasseschen Ursaache kann ee wuel soen, dass et europawäit, ech géif souguer soe weltwäit gelongen ass, d'Schwefelemissiounen, déi e wichtege Bäitrag zum Bëschstierwe bäidroen, ganz zolidd ze reduzéieren. Mä et kann een awer net behaapten, dass mer d'Stickstoffemissiounen am Gréff hätten. Trotz Katalysator ass de Verkéier nach ëmmer en enorm héi-

jen Emittent vun esou Emissiounen an et héiert a liest ee regelméisseg, dass och déi intensiv Landwirtschaft mat villem Asaz vu Stickstoff dozou bäidréit, dass mer déi Substanz nach ëmmer massiv an der Atmosphär, domat och am Reen an am Niwwel zréckfannen.

Ech hunn och dat Gefill, dass eppes nach net genee gekläert ass. Dat sinn d'Auswierkunge vum Ozon am Summer. Do liest ee regelméisseg, dass héich Ozonwäerter mat Sécherheet och eng Auswierkung wäerten hunn.

Et kann een also soen, déi primär Auswierkungen hu mer nach net total am Gréff an elo komme schonn déi éischt Auswierkunge vum Klimawandel derbäi. Ech brauch nëmme Stierm ze nennen. Et kann een awer och, an dat ass ganz geféierlech, extrem waarm Summere wéi dee vun 2003 erwähnen.

Generell stellt een awer fest, dass mer méi laang Vegetatiounsperioden am Bësch hunn, well d'Temperatur am Fréijoer éischter an d'Luucht geet an am Hierscht och vill méi spéit erof. Dat ass net onbedéngt positiv, dat ass Stress fir d'Beem. Insgesamt ginn duerch déi ganz Phenomeener d'Beem geschwächt a sinn domat immens ufälleg fir Schädlingen.

Wat ass also ze maachen an esou enger Situatioun? Ech mengen et sinn zwou Pisten, deenen ee muss nogoen. Éischtens natierlech weiderhi Schadstoffemissioune maximal erofsetzen an awer och parallell den Energieverbrauch op e Minimum reduzéieren. Domat ass eigentlech d'Bëschstierwen nach e weidert Argument fir intensive Klimaschutz.

Mir sinn eis awer eens, dass, wann iwwerhaapt, d'Resultater vun esou Moossnamen héchstens mëttelfristeg op de Bësch wäerte wierken. Duerfir musse mer och där zweeter Pist nogoen, an zwar de Bësch, esou gutt wéi dat iwwerhaapt méiglech ass, wappne fir de Klimawandel.

Ouni an där kuerzer Zäit, déi mer zur Verfügung steet, an den Detail ze goen, mengen ech geet et virun allem drëm, d'Bëschbewirtschaftung esou naturno wéi méiglech ze maachen an de Bësch als Biotop esou divers wéi méiglech ze halen. Et ass eng Grondregel vun der Ekologie, wat e Liewensraum méi Diversitéit huet, wat e méi stabil ass, wat e manner ufälleg ass fir Schädlingen an extrem Wiederverhältnisser.

Dëst ass also e Plädoyer géint Kahlschlag, géint Monokulturen, géint Uplanzung vu friemen, also net eenheemesche Beem. Et soll ee souguer esou wäit goen, dat ass e Plädoyer géint d'Uplanzen, zwar vun eenheemesche Beemzorten, mä déi vläicht aus anere Géigende kommen. Do si ganz aner Genen dran an et ass net onbedéngt gesot, dass Buchen, déi aus Polen kommen, sech esou heemesch hei zu Lëtzebuerg fannen.

Et ass also ee Plädoyer, Här President, fir Aartevillfalt, fir Naturverjüngung. An Dir sidd mer net béis, wann ech dann hei och awer e Renvoi op d'Diskussioun an der Juegd maachen. Wa mer wëllen naturno Bëschbewirtschaftung maachen, wa mer wëllen Naturverjüngung flächendeckend zu Lëtzebuerg maachen, da musse mer d'Bestänn, virun allem vum Routwëld, zréckféieren, an dat ass an der Debatt iwwert d'Juegd virun allem iwwert de Schued an der Landwirtschaft diskutéiert ginn. Mir hunn awer e puermol an de Kommissioune vum Direkter vun der Forstverwaltung gesot kritt, dass eigentlech en ähnleche Phenomeen existéiert am Bësch.

Dat schléit sech elo wirtschaftlech manner zréck, well ganz oft Bëschbesëtzer, virun allem d'Gemengen, elo net Deklaratioune vum Schued maachen. Mä wann een awer e puermol héieren huet, dass et a ganze Géigende vum Land net méi méiglech ass, eng Naturverjüngung eropzekréien, da muss ee sech awer eeschthaft Gedanke maachen. Dann ass dat och e weidert Argument fir d'Bestänn net nëmme vum Schwaarzwëld, mä och vum Routwëld a vum Réiwëld ganz zolidd erofzesetzen.

An deem ganze Kontext „Upasse vum Bësch un de Klimawandel", muss ech ganz éierlech soen, maachen ech mer eigentlech manner Suerge fir den öffentleche Bësch. D'Forstverwaltung bewirtschaft de Bësch schonn 160 Joer nohalteg. Et héiert een an et gesäit een och dobaussen, dass an deene leschte Jorzéngten nach vill méi Ustrengungen an där Verwaltung gemaach ginn, fir a Richtung naturnoe Bësch ze goen.

Elo kënnt och nach eng FSC-Zertifizéierung derbäi, déi natierlech och voll an déi Richtung geet, esou dass een do relativ berouegt ka sinn, wat deen zweeten Deel vun de Pisten ass, déi mer sollte verfollegen.

Déi grouss Suerg an déi grouss Froen, déi mer eis awer musse stellen, ass: Wat geschitt mam Privatbësch? Ech wëll drun erënneren, dass dat ëmmerhi 55% vum ganze Bësch vu Lëtzebuerg ausmécht. Dat sinn net manner wéi 50.000 Hektar. Mä mir wëssen alleguerten, dass dee grousse Problem ass, dass dës 50.000 Hektar op 13.000 Propriétairen opgedeelt sinn. Et ass ganz schwiereg, fir net souguer ze soe bal onméiglech, eng valabel Gestioun an deem Beräich ze maachen.

Do derniewent mengen ech sinn och an de vergaangene Jorzéngten eng Rei vläicht verständlech, mä awer schlussendlech Feeler geschitt. Et sinn ze vill Fichten op privaten Terrainen ugeplanzt ginn. Mir mierken, elo kréie mer d'Rechnung, dass mer massiv Beem ugeplanzt hunn, déi eigentlech näischt hei verluer hunn.

Ech war e bëssen iwwerrascht, an den Ënnerlage vum Ëmweltminister keng Aussoen iwwert den Zoustand vun de Fichten ze fannen. Wann ee mat Fierschtere schwätzt, huet een awer dat Gefill, dass grad och bei där Bëschaart den Zoustand katastrophal ass. Do hu mer massiv Problemer mam Borkenkäfer. An hei ass och e grousse Problem mat dem Privatbësch, well ganz oft Leit net wëssen, wou se iwwerhaapt nach e Bësch leien hunn. Wann dann do de Borkenkäfer ufänkt Ravagen ze maachen, dann ass de Risiko ganz grouss, dass keen no deene Parzelle kuckt, an dann hu mer ganz schnell ganz Bestänn, déi gemaach sinn. Duerfir meng zweet Fro: Wou si mer mat de Fichten drun?

Duerfir, Här President, an dem Kontext Privatbësch ass fir mech déi wichtegst Fro de Moien, déi ech och hei wéilt opwerfen: Wat wëllt den Ëmweltminister, wat wëllt d'Regierung maachen, fir eng besser Gestioun vum Privatbësch erbäizeféieren? An deem Kontext: Wat soll d'Roll vun der Forstverwaltung sinn? Et steet jo eng Reform vun dëser Verwaltung un, duerfir wier ech frou ze héieren, wou den Ëmweltminister, tëschent den zwee Extreme vu just Kontrollorgan an dagdeeglecher Gestioun, d'Roll vu senger Verwaltung gesäit.

Den Agrarminister ass net hei, mä den Ëmweltminister weess awer och vläicht: Wat ass am neien Agrargesetz virgesinn, fir dem Privatbësch ze hëllefen? Wéi ass et mat engem Ausbau vun der Berodung? Ech mengen, ee Beroder fir d'ganz Bëschbesëtzer geet net duer. Wéi ass et mat den Aktkäschten, déi de Stat eventuell kéint a sollt iwwerhuelen? Wéi ass et mam Remembrement am Bësch? Ech mengen, dës Fro ass kruzial. Mir kënnen eis net erlaben, keng oder eng schlecht Gestioun op der Halschent vun der Fläch vum Lëtzebuerger Bësch ze maachen.

Ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee vum Stern-Bericht iwwert de Klimawandel héiert an op där enger Säit oprechent, wat d'Käschte vum Klimawandel sinn, an op där anerer Säit d'Käschten, fir valabele Klimaschutz ze maachen, da kënnt engem dat relativ theoretesch an abstrakt vir. Wann ee sech awer elo ganz konkret mam Bëschstierwe beschäftegt a kuckt, wat et eis op där enger Säit géif kaschten, fir seriöe Klimaschutz ze maachen, mir op där anerer Säit elo scho gewuer ginn, wat Klimawandel kascht, da gëtt dat op eemol ganz konkret.

Duerfir ofschléissend, Här President, och d'Bëschstierwe weist eis, dass mer all eis Energie a ganz vill Geld sollen a preventive Klimaschutz investéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Oberweis.

Débat

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, iwwert de Begréff vun der nohalteger Bëschbewirtschaftung kënnen eis Grousselteren nach e Lidd sangen. Si hunn een Deel vun dem nowuessenden Holz fir d'Hëtze benotzt.

(Interruption)

Da fänkt Dir emol gutt un.

(Hilarité)

An eise Bëscher, dat si ronn 34% vum Territoire, wuessen all Joer 7,6 Kubikmeter Holz no, an dat pro Hektar. Ongeféier 56.000 Kubikmeter kënne mir oder kéinte mir als Energiequell notzen, ëmmerhin de Wäert vu 14 Millioune Liter Mazout. Mat dem Opkomme vun dem Mazout an dem Äerdgas huet d'Schaffen am Bësch zu engem groussen Deel awer opgehalen.

D'Bëscher sinn doriwwer eraus eng ganz wichteg Quell fir de Sauerstoff a si bannen och den Dreifhausgas CO_2. Dat si Milliounen Tonnen CO_2, déi dann net zum Klimawandel bäidroen. Duerch de Schwefeldioxyd, deen de sauere Reen mat sech bruecht huet, hunn eis Bëscher ganz zolidd gelidden, mä dee Problem hu mir haut zum gréissten Deel geléist, nach awer net dee vum NO_x.

Eis Bëscher weisen awer niewent dëser ekologescher Funktioun nach anerer op, notamment eng wirtschaftlech, eng biologesch an och eng sozial. Et soll hei bemierkt ginn, dass sech vun deenen 89.000 ha Bëscher der ronn 49.000 a Privathänn an derniewent 40.000 a Stats- a Gemengenhand befannen. Well et awer net méi rentabel war, an eise Bëscher ze schaffen, ass manner Holz erausgeholl ginn, mat de Konsequenzen, déi de Camille Gira elo grad hei erläutert huet. Doduerch ass och den Interessi vun de Propriétairen zréckgaangen, an hir Bëscher ze investéieren.

Et konnt och keng optimal Gestioun vun de Bëscher duerchgeféiert ginn. Firwat? Ma well de Privatbësch a vill Parzellen opgedeelt ass. Eng Zuel zum Beispill, 9.300 vun den 13.800 Propriétairen hunn eng Parzell vu manner wéi 3 ha, a muncheree weess haut guer net, wou seng Bëscher leien. Dat ass eng vun de wichtegsten Ursaache vum schlechten Zoustand vun eise Bëscher.

Déi waarm Summeren an déi mëll Wanteren an de vergaangene 15 Joer ginn als eng weider Ursaach fir d'Bëschstierwen ugesinn. Dës klimatesch schlecht Konditioune féieren zu enger méi heefeger an och intensiver Bléi- a Fruuchtbildung. An dat, soen d'Wëssenschaftler, ass e staarken Agréff an d'Gesondheet vun de Beem, déi domat nach weider geschwächt ginn.

An dann duerch de schläichende Klimawandel a mat him staark Agréffer an d'Natur an do och an eis Bëscher. Et gëtt wuel nach ëmmer Zäitzeien, déi de Klimawandel oflehnen, awer déi meescht Leit sinn hei mat mir eens. Et kënnt och eng ganz aner Kränkt op, nämlech de Borkekiewerlek, dee sech hei an eise Géigenden ëmmer méi breet mécht. A speziell befält hien eis Nolebeem. Fir hei net ganz Bëscher ze verléieren, hu mir vill Nolebeem missen ëmhoen, dem Borkekiewerlek musse mir de Wee verspären. Et kann ee sech iwwert déi Gravitéit eng Iddi maachen, wann ee weess, dass aus enger kranker Fiicht ongeféier 20.000 jonk Borkekiewerleken erausfléie kënnen. D'Prozessiounsraupen, eng nei Zort, déi op eis zoukënnt, wäerte fir nach weider Opreegung suergen. D'Fierschteren erkennen de Problem an ersetzen d'Fiichte mëttlerweil duerch Lafbeem.

Et ass hei gesot ginn, eis Bëscher si krank. Waren nach am Joer 1984 ronn 79% vun de Beem als gesond agestuuft ginn, esou waren dat virun engem Joer nach 34%. Et ass eng traureg Tatsaach, dass mir zënter 30 Joer ëmmer méi u Biodiversitéit verléieren. Dobäi ass de Bësch e wichtege Partner ënner anerem fir den Tourismus an eis sportlech Aktivitéiten; en ass en Deel vun eiser Kulturlandschaft.

Wellech Léisunge kënne mir proposéieren? Fir d'CSV ass et virun allem wichteg, dass mer méi eng seriö Gestioun vun onse Bëscher duerchféieren. Nëmmen esou kréie mir eng ökologesch Stabilitéit, eng Betribssécherheet an eng Leeschtungsfäegkeet fir ons Bëscher, an dat am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung. Dofir musse mir konsequent de Remembrement an eise Bëscher duerchféieren, da kënnen d'Propriétairë mëttelfristeg eng Rendit erwaarden an dem Bësch och eng nei Image de marque ginn.

Hei sinn awer och schonn déi éischt gutt Usätz gemaach ginn. Notamment de Stat an d'Gemenge ginn hei mam gudde Beispill vir an hunn hir Bëscher zertifizéiert no PEFC an FSC. Doduerch kënne mir och de Bësch a senger genetescher Villfalt verbesseren.

Et gëtt mëttlerweil och erëm Holz, als eng nohalteg Energiequell, aus de Bëscher erausgeholl. Do sinn d'Gemengen amgaange virzegoen, an ech denken iwwert de Wee vun enger gudder Berodung kënnen d'Propriétairë vu Privatbëscher och gehollef kréien.

D'Recherche weist och nei Weeër op, wéi Holz als Biocarburant vun der zweeter Generatioun agesat ka ginn.

Als leschte Punkt, well dat hei och en Uleies fir ons Jugend muss sinn, wëlle mir si invitéieren, mat Bamplanzaktiounen an hire Gemengen dofir ze suergen, dass hir Liewensressource, hire Sauerstoff-Spender, eng nei Chance ka kréien. Well wéi seet e chinesescht Spréchwuert: „Hief keng Suerg ëm däi Feierholz esou laang et gréng Bierger gëtt".

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Dann huet fir d'DP-Fraktioun den Här Goerens d'Wuert. Här Goerens!

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Victor Hugo hu mer dee schéine Saz ze verdanken: «Dans la nature les arbres se parlent tout bas.» Leider kann een dee Saz do net au premier degré huelen, well soss bräicht ee keng laang Erwaardungen an d'Forstverwaltung ze setzen, fir nei Recherchen an Erkenntnisser ze gewannen iwwert d'Gesondheet vum Lëtzebuerger Bësch. Da kënnt een ILReS déi ganz Aufgab uvertrauen. A vu datt d'Beem jo, laut dem Victor Hugo, schwätzen, kënnt ee sech dann iwwer hiert Wuelbefannen an iwwer hir Erwaardunge fir d'Zukunft besser informéieren.

Ech hunn dat hei mat enger humorvoller Note ageleet, well ech menge mir sollen eis net ze wichteg huelen. Och wann elo fënnef Joer keng Erkenntnisser fonnt gi sinn iwwert d'Lëtzebuerger Bëscher, da soll een awer net kloen, datt ee keng Erkenntnisser hätt iwwert den europäesche Bësch, dee jo awer och wichteg ass.

Ech hunn elo an engem Rapport 2000 iwwert d'Gesondheet vum europäesche Bësch Folgendes gelies, datt 34,8% vun de Bëscher eng liicht Schädegung hätten. Et géif e Stade d'avertissement gi bei 43,1%. Bref, dat, wat hei zu Lëtzebuerg erausfonnt ginn ass an der leschter Erhiewung, dat ass in etwa och dat, wat europawäit constatéiert gëtt.

Et ass och net esou, datt et elo spezifesch Lëtzebuerger Ursaache géif ginn, déi zur Degradatioun vum État phytosanitaire vun de Bëscher géife bäidroen. Ech mengen déi Ursaachen, déi si méi wäit gestreet - an dat huet jo och de Camille Gira gesot -, esou datt ee soll d'Importenz vu spezifesch Lëtzebuerger Erhiewunge ganz staark relativéieren.

Mir wëssen, datt et Ursaache gëtt. Mir wëssen, datt et Pollutiounen de diverse nature gëtt, och dat ass éinescht gesot ginn. A wat mer och onbedéngt maache mussen, dat ass kucken, wat mir hei zu Lëtzebuerg spezifesch maache kënnen, a wat kënne mer net maachen, a wéi musse mer also deementspriechend eis behuelen, fir datt mer eis Effortë gemeinsam organiséieren, fir der Lag do Meeschter ze ginn.

Dat, wat net gutt wier, dat wier, wann aus deem rezente Relevé iwwert den État phytosanitaire vun de Bëscher als Konklusioun géif festgehale ginn, et wier näischt méi ze maachen. Ech mengen, dat wier net gutt, well da géif jo keen Effort méi kënnen imposéiert ginn, well et souwisou kee Wäert hätt.

Ech mengen och, datt d'Evolutioun an deene leschten 30 Joer net géif déi Befierchtung, déi ech elo geäussert hunn, renforcéieren, well d'Reduktioune vun de Schwefeldioxid-Emissioune sinn natierlech terribel zréckgaangen. Wat och mat sech bruecht huet, datt de Bësch, jiddefalls vun där doter Ursaach hier betruecht, manner gestresst ass. Et bleiwen anerer. An deene muss sech mat därselwechter Determinatioun entgéintgestallt ginn, wéi dat zum Beispill bei der Schwefelbelaaschtung de Fall war.

Et gëtt keng Fatalitéit an deem Domän. Dat ass emol déi éischt Konklusioun, déi ee muss festhalen. Et gëtt och keng schnell Léisung, och wann et Hoffnung gëtt. Mä mir hunn awer e puer Atouten. An domat si mer, mengen ech, awer aneren ee Schratt viraus.

Ech ka mech erënneren, mir haten eng Kéier an enger informeller Sitzung vun den Ëmweltministeren um europäesche Plang eng Diskussioun, wou eng ganz Partie Länner - och Griichenland - gefrot hunn, ob se sech kéinten inspiréieren un eiser Gesetzgebung. Et ass een Artikel an eiser Gesetzgebung iwwert de Bësch, dee wierklech erkläert, datt mer manner Problemer hu wéi anerer; dat ass, datt mer eng Obligation de reboisement hunn, déi och quasi generell applizéiert gëtt. Wa mer déi dote Mesure weltwäit kéinten applizéieren, hätte mer jiddefalls wesentlech manner Problemer.

Dat gesot, ass et natierlech net egal, wat fir eng Forstpolitik datt ee mécht, souwuel am

öffentleche Bësch wéi och am private Bësch. Den Interpellant huet elo grad vum FSC-Label geschwat, wat d'Evaluatioun vum Bësch ubelaangt. Ech géif och soen, et gëtt nach een aneren, deen och d'Wuelgefale vum Ëmweltminister fonnt huet, dat ass de PEFC. Déi zwee si valabel, an déi zwee féieren zum selwechten Zil, nämlech zu enger nohalteger Bewirtschaftung vum Lëtzebuerger Bësch. Et ass eng Diskussioun, a si huet e laange Baart. À la fin du compte ass et wichteg, datt ee sech op eng nohalteg Bewirtschaftung vum Bësch kann eenegen.

Wann een um Burfelt ass an et geet een do an d'Haus vun der Forstverwaltung kucken, do huet een zwee Cuben Holz leien. Deen een ass den Equivalent vun deem, wat de Lëtzebuerger Bësch an enger Stonn un Holz produzéiert. An deen aneren ass dat, wat hei zu Lëtzebuerg an enger Stonn un Holz pro Hektar exploitéiert gëtt. D'Differenz ergëtt d'Potenzial, wat een hei zu Lëtzebuerg ka beusprochen, fir d'Holz als Matière première an deene verschiddenste Beräicher ze verwäerten.

Do ass een enormt Potenzial. Doriwwer hu mer Etüden. Mir brauche se nëmmen ze liesen, a mer brauche se nëmmen unzewenden. Och déi Etüde fänken u sech ze empiléieren. Et geet net, fir elo nach weider ze studéieren. Et muss elo definitiv eppes gemaach ginn. D'Strategie muss au point gesat ginn, wéi mer dat dote kënne maachen. Mir kennen d'Handicapen.

(Coups de cloche de la Présidence)

D'Holz ass trotz der Verdeierung vun den Äerduelechprodukter nach ëmmer an engem Héichlounland ganz schwéier, konkurrenzfäeg ze exploitéieren. Mä mir mussen dat maachen. An ech mengen, doduerjer ergëtt sech dann och erëm d'Méiglechkeet, fir nei Beem nowuessen ze loossen.

M. le Président.- Här Goerens, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Charles Goerens *(DP).*- Jo, Här President. Ech versichen och deem direkt nozekommen. Langer Rede kurzer Sinn: Et ass keng Fatalitéit. Mir kënnen net alles maachen. Mir kënnen nach e bësse maachen.

Dat Allerlescht, wat ech nach wollt soen, Här President: De Camille Gira huet vun Ozonbelaaschtung geschwat. Ech si ganz traureg driwwer. Do sinn och Versich gemaach ginn an der Vergaangenheet, fir deen dote Problem um europäesche Plang unzediskutéieren. Déi, déi näischt wëlle maachen, déi soen: Et bréngt näischt, soen eis Wëssenschaftler, wann een do Mesuren hëlt, fir immédiatement d'Ozonemissioun erofzesetzen. Déi aner, déi eppes maachen, déi mengen, et géif eppes bréngen.

Et wier gutt wann een deen Dialogue de sourds och emol kéint eng Kéier op en Enn bréngen. Loosse mer och probéieren am Kader vun der Groussregioun eventuell emol déi Problematik unzegoen. Da kéime mer vläicht esou lues an de Benefiss vun der Économie d'échelle, wat de Bësch ubelaangt, wann een esou eng ekonomesch Notioun kann an den Débat vum Bësch mat erabréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Negri ageschriwwen.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et ëm de Gesondheetszoustand vun eise Bëscher geet, ass een ëmmer sensibiliséiert, well de Bësch steet un éischter Stell wann et ëm d'Natursymboler geet. De Bësch ass dee gréissten a wichtegsten Naturpatrimoine, dee mer hunn. De Bësch ass enorm wichteg fir d'CO_2-Sequestréierung, an domat e wichtege Faktor am Kampf géint de Klimawandel. De Bësch dréit awer och bäi zur Verbesserung vun der Liewensqualitéit duerch d'Erhalen an d'Verbesserung vu senger sozialer a kultureller Dimensioun. De Bësch ass fir eis Mënschen e wichtege Refugium als Noerhuelungsraum, als Puffer, als natierlech Long zwëschent de Ballungsgebidder.

Vun deenen 258.636 Hektar, déi eist Land grouss ass, bestinn 88.600 Hektar aus Bëscher. Dat si 34%. Dovunner 40.100 Hektar an öffentlecher Hand, déi sech an 9.600 Hektar Statsbësch, an 29.200 Hektar Gemengebësch, an 1.300 Hektar Statsetablissementsbëscher ënnerdeelen. 45.700 Hektar sinn dogéint a Privatbesëtz.

1984 waren nach ronn 80% vun eise Bëscher an engem optimalen Zoustand. 1992 si se fir d'éischt ënner 50% gefall. Vum Joer 2000 ass den Taux vun de staark beschiedegte Beem vun 23% op 27% am Joer 2006 an d'Luucht gaangen. An de Joren 2001 bis 2005, ënnert der leschter Regierung, ass dësen Inventaire vum Zoustand vun eise Bëscher net gemaach ginn. Dat ass ze bedaueren, zemools mer doduerch virun allem de Jorhonnertsummer mat der Canicule vun 2003 net erfaasst hunn an domat net wëssen, wat fir en Impakt esou en aussergewéinlech waarme Summer an der Laangzäitbewäertung op den Zoustand vun eise Bëscher huet. Den Ëmweltminister Lucien Lux huet an dëser Legislaturperiod dëse Bëschinventaire erëm duerchgefouert. Heifir wëll ech him félicitéieren.

Wann een déi verschidden Haaptbamzorte kuckt, da sinn d'Bichen, déi duerch d'Klimaveränneronge staark u Vitalitéit verléieren, wahrscheinlech duerch de Jorhonnertsummer vun 2003 laangfristeg geschiedegt. Bei eisen Eechebeem, déi soss traditionell méi e stabile Gesondheetszoustand haten, konnt dëst beim Inventaire vun 2006 nëmmen deelweis confirméiert ginn. Eng wichteg Fro schéngt mer och ze sinn, dass déi verschidde Bamzorten op deene richtege Biedem ugeplanzt ginn.

Mir hu jo bei deene grousse Stierm am Ufank vun den 90er Jore gesinn, wéi ganz Bëscher ëmgefall sinn. Mir kënnen eis nach all un déi Biller vum Bambësch erënneren, wou ganz Fiichtebëscher ëmgefall sinn. Hei setze mer op den Know-how vun der Forstverwaltung.

Här President, et ass ganz wichteg, dass mir an deenen nächste Jore weiderfueren den Inventaire vun eise Bëscher ze maachen. Mir ginn eis awer bestëmmt net domat zefridden, deen ëmmer méi schlechte Gesondheetszoustand vun de Bëscher duerch de Klimawandel als Fatalitéit unzegesinn. Dofir musse mir de Spezialisten aus der Forstverwaltung d'Fro stellen, wat mer maache kënnen, fir dës Situatioun ze verbesseren.

Lafen do Programmer, déi ech elo grad ugeschwat hunn, also nei Beem op där entspriechender Buedemkonsistenz unzeplanzen? Bei eis an der Gemeng Mamer hu mir esou eng Étude d'aptitude stationnelle pour la forêt maache gelooss a gesinn, dass do Handlungsbedarf ass. Dofir wollt ech froen, ob esou e Programm och op nationalem Plang besteet.

Dann: Wéi gesäit et mat de Privatbëscher aus, déi, wéi ech virdru gesot hunn, 55,2% vun eise Gesamtbëscher ausmaachen? Besteet do eng Kooperatioun zwëschent der Forstverwaltung an de Privatbëschbesëtzer, an en Austausch vun Informatioun a Formatioun? Awéiwäit spillen d'Bëschzertifizéierunge PEFC an FSC vun de Bëscher eng Roll?

Am Kader vun der Notzung vun den erneierbaren Energien, awéiwäit spillt do am Sënn vun der Energieautarkie d'Biomass eng Roll fir d'Entwécklung vun engem nationalen ekonomesche Marché fir Holz-Pellets? Gëtt et um Niveau vun der Europäescher Unioun Ënnerstëtzung fir eng nohalteg Bëschbewirtschaftung am Kader vun der multifonctionneller Roll vun de Bëscher? Dat europäescht Bëschiwwerwaachungssystem „Forest Focus" ass 2006 ausgelaf. Sinn do nei Instrumenter geschafe ginn, vun deenen een och zu Lëtzebuerg kéint profitéieren?

Fir eis als LSAP huet de Bësch eng zentral Funktioun als nohalteg naturgebonnene Patrimoine. Mir mussen eist Beschtméiglecht maachen, fir dësen héchst schützungswäerten Ökosystem erëm an den Equiliber ze bréngen an och ze halen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Dann huet nach den honorabelen Här Mehlen d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, et deet engem wéi, wann een nëmmen zwou Minutten huet an et muss een iwwer esou e wichtege Sujet wéi de gesondheetlechen Zoustand...

(Brouhaha général)

...vum Bësch schwätzen.

(Interruptions et hilarité)

Mir sinn eis alleguer driwwer eens haut de Moien, datt de Bësch eng enorm wichteg Funktioun an der Natur an der Bannung vun CO_2, an der Produktioun vu Sauerstoff, als Waasserspäicher, als Temperaturregeler, als Klimastabilisator ze erfëllen huet.

Duerfir muss et eis mat Suerg erfëllen, wa mer feststellen, datt de Gesondheetszoustand vun eise Bëscher lues awer kontinuéierlech erofgeet. D'Bëscher sinn deelweis krank, net nëmmen d'Monokulture vun de Fiichten, mä wann een duerch d'Bëscher kuckt, gesäit een, datt d'Bichen - et ass elo grad gesot ginn - an och d'Eechen, déi mer als relativ resistent ugesinn, Krankheetszeeche verbreet dohier opweisen.

Wat sinn d'Ursaachen? Si sinn deelweis bekannt. Här Minister, vläicht wier dat eng Suggestioun, datt mer d'Fuerschung e bëssen dorobber fokusséieren, fir wierklech d'Ursaachefuerschung weiderzedreiwen.

Selbstverständlech ass de Klimawandel deelweis doru schold. Mir hu 1976 no zwee extrem dréchene Jore festgestallt, datt dat sech schonn enorm op de Gesondheetszoustand vun eise Beem ausgewierkt huet. D'Loftverpeschtung spillt sécher eng Roll, och wann, wéi zu Recht gesot ginn ass, d'Schwiefelbelaaschtung zréckgaangen ass.

Wat kann ee soss nach maachen? Natierlech iwwer eng optimal Gestioun hëllefen, doduerch, datt mer d'Monokulturen zréckschrauwen, doduerch, datt mer Espècen uplanzen a favoriséieren, déi méi resistent sinn, déi méi adaptéiert sinn un dat, wat de Moment passéiert.

Ech wollt nach ee Wuert zu eppes soen, Här Minister. Hei sinn zum Beispill d'Schädlingen an dorënner de Borkenkäfer ugesprach ginn. Et ass interessant festzestellen, datt een iwwer eng biologesch Bekämpfung vill erreeche kann, an zwar duerch déi grouss Bëschseechomes. Do wäert muncheree vläicht e bësse grinsen, mä ech hu Fotoe gesinn zum Beispill an Däitschland, wou riseg Bestänn futti waren. Awer do, wou d'Bëschseechomes ass - well si sech vu Schädlingen ernährt scho ganz zäiteg am Fréijoer - kann een, doduerch, datt een hir Verbreedung geziilt fördert, géint déi biologesch Schädlinge virgoen.

Eng aner Saach ass d'Buedemversauerung. Mir hu Biedem, déi vun Natur aus relativ sauer sinn. Op sauere Biedem hunn d'Beem et souwisou schwéier an d'Kulture souwisou am Allgemengen. Et kënnt een doduerch, datt ee Buedemprouwen hëlt a geziilt mat Kallek dergéintschafft, och do dergéint eppes maachen.

Domat ass meng Zäit scho méi wéi ofgelaf. Ech soen Iech Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet dann d'Regierung, den Här Minister Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn de Moien e grousse Konsens hei verspiert an der Diskussioun iwwer souwuel de Wäert an d'Funktioune vun eise Bëscher wéi och an engem Wuert, wat an deene meeschte Rieden erëmkomm ass - deem vun der Fatalitéit - an dommader nämlech de klore Message, dass et, och wa mer eng kleng Masse critique hei ze verdeedegen hunn, keng Fatalitéit däerf sinn, dass mer eiser Aufgab an deem Beräich do net gerecht ginn.

Ech mengen effektiv, dass déi Zuelen, déi mer publizéiert hu virun zwee Méint iwwert den Zoustand vun eise Bëscher am Joer 2006, dorop hiweisen, dass dat eng préoccupant Situatioun ass.

Et ass e schwaachen Trouscht festzestellen, dass déi Entwécklung do an de Länner ronderëm eis a vläicht souguer weltwäit déiselwecht ass. Ech mengen, dat soll eis kee Grond a virun allem kee Virwand sinn, fir d'Hänn an der Täsch ze loossen an net ze versichen un alle Schrauwen ze dréinen, déi eis erlaben national, awer och am Verbund an der Europäescher Unioun oder an deenen aneren internationalen Organisme matzehëllefen, där Situatioun do entgéintzetrieden.

Préoccupant effektiv: Wa just nach 35% vun eise Beem ouni Schued sinn, oder anescht ers ausgedréckt, wa 27% däitlech geschiedegt Beem sinn, dann ass dat eng Situatioun, déi eis scho Suerge mécht. Och wa mer gesinn, dass et eng gewësse Stabilitéit op engem schlechten, déiwen Niveau gëtt, wann een iwwert déi lescht zéng Joer erauskuckt.

De Kolleeg Camille Gira huet d'Fro gestallt, wat d'Grënn waren, firwat déi Erhiewung während e puer Joer ausgesat ginn ass. Ech ginn dat erëm, wat mir do rapportéiert ginn ass, nämlech dass dat eng Décisioun war, déi op Personalmangel an der Forstverwaltung zréckzeféiere war.

Ech hu mech awer Enn 2005 mat der Direktioun verstännegt, dass et wichteg ass, wann een net trotzdeem e bësse blann an d'Géigend soll erafueren, dass een déi Erhiewunge soll maachen. Wann ech kucken, wat mer hei am Land nach alles studéieren a suivéieren a genau pointéieren, da mengen ech, dass d'Situatioun vun eise Bëscher et wäert ass, fir derfir ze suergen, dass mer och hei e klore Bléck hunn.

Ech wëll awer gläichzäiteg och derbäisoen, dass, och wann déi Erhiewungen net gemaach gi sinn, dat net soll verstoppen, dass an all deene Jore vun der Forstverwaltung virun allem eng immens wäertvoll Aarbecht op deenen eenzelne Gebidder gemaach ginn ass, an dass eng Circulaire vu mengem Virgänger vun 2004 och dorop higewisen huet, wat fir eng Aarbechten um Niveau vun der Forstverwaltung hei gemaach gi sinn. Ech mengen, och dat ass vläicht awer wichteg hei nach eng Kéier ze soen.

Dass déi préoccupant Situatioun e Resultat ass vun engem Mix vu villen Ursaachen, ass hei, mengen ech, an allen Interventiounen nach eng Kéier kloergemaach ginn: Loftverschmotzung engersäits, Klimawandel, d'Zesummespill vun enger Rei vu Stressfaktore wéi Insekten a Pilzbefall, alles dat spillt mat an duerfir mussen och d'Äntwerte gradesou villfälteg wéi d'Ursaache sinn. Wichteg ass, dass mer dat global, national a virun allem och lokal uginn.

Zwee Type vu Moossname sinn erfuerderlech, huet den Interpellant gesot. Ech kann dat matdroen. Engersäits sinn et déi ëmweltpolitesch Moossnamen, déi noutwendeg sinn, fir d'Belaaschtunge fir d'Bëscher erofzesetzen. An zweetens sinn et déi méi konkret Moossnamen um Terrain, fir eise Bëscher déi Stabilitéit an déi Upassungsfäegkeet ze ginn, déi et hinnen erlaabt, esou gestäerkt ze sinn, fir op déi eenzel Interventiounen, déi se erliewen, kënnen ze reagéieren.

Dass eng propper Loft an de konsequente Klimaschutz do zu de Grondviraussetzunge fir gesond Bëscher zielen, ech mengen, dat ass scho bal eng Binsenwahrheit, mä wéi gesot, trotzdeem sinn déi Belaaschtungen duerch Loftschadstoffer an duerch déi Ufällegkeet an deene leschte Joren an d'Luucht gaangen. Et ass also noutwendeg, dass mer virun allem um Niveau vun de Stéckstoffdépôtë verstäerkt a konsequent virginn.

Dat huet natierlech da mat villen anere Politiken ze dinn. Dat huet mam Ausbau vum öffentlechen Transport ze dinn. Dat huet dann ebe just och mat der Reduzéierung vum Individualverkéier ze dinn. Ech mengen, dorobber wëll ech elo net agoen, dat kënne mer bei anere Geleeënheeten in extenso maachen.

Dat huet domadder ze dinn, dass mer eis verstäerkt dofir asetzen, dass vun der Industrie méi schadstoffaarm Autoen op de Marché kommen engersäits, an op där anerer Säit, dass mer de Konsument dohinner drainéieren. Ech mengen, dat maache mer hei am Land jo konkret duerch eng Rei vu fiskale Bestëmmungen, där méi contraignanter an där méi fördernder, fir dofir ze suergen, dass d'Leit dobausse schadstoffaarm Autoe kafen, a fir dass natierlech d'Industrie an de Commerce dat och maachen.

Dat huet och domadder ze dinn, dass mer och d'Industrie net vergiessen, dass mer net nëmme schwätze vun deem, wat de Particulier, wat d'Gemengen ze maachen hunn, mä ech mengen, d'Industrie spillt och op deene Pläng do eng Roll. An an der nächster Woch sëtze mer nach zesumme mat de Gemengen aus dem Süden, déi direkt ronderëm d'Stolindustrie leien, fir och do iwwert déi Emissiounen, déi mer och nach ëmmer net alleguer am Gréff hunn, ze diskutéieren, a wou et also och dorëm geet, fir weider Drock op der Industrie ze loossen an ze hunn, an dat och iwwert den Allocatiounsplang am Kader vun dem Klimaschutz, fir dass och si hir Hausaufgaben nach besser maachen.

Schlussendlech si mer amgaangen, fir um Niveau vun deene sougenannte Loftrenghaltepläng mat der Stad Lëtzebuerg lues awer sécher och zu engem Schluss ze kommen. Mir hunn d'Donnéeë fir dee Plan Antipollution de l'air elo alleguerten zesummen. Mir sinn amgaang an der Ëmweltverwaltung déi elo definitiv ze berechnen. Dat soll, wéi ech gëscht gesot kritt hunn, an engem Mount fäerdeg sinn an da kënne mer da mat der Stad, well mer et do ufänken, an eng zweet Phas eragoen, nämlech déi vun de Moossnamen. Och déi wäerten dann alles dat do betreffen, wat ech elo gesot hunn. Och do geet et dann erëm ëm de Verkéier an ëm déi aner Nuisancen, op déi mer da kënnen agoen.

All Moossnam fir de Klimaschutz ass also eng Moossnam fir d'Gesondheet vun eise Bëscher, dat heescht och d'Notzung vum Holz als erneierbar Energien. Dat wat de Kolleeg Negri als eng Pist vu ville Méiglechkeete gesot huet.

Dann hunn ech gesot, déi zweet Pist, déi ze goen ass, ass natierlech déi konkret um Terrain, um Niveau vun deem, wat virun allem d'Forstverwaltung, wat awer och d'Gemengen, wat vill aner Trägeren a virun allem och déi privat Bëschbesëtzer hei matmaachen. Ech mengen, dass dat ee vun deene wichtegste Punkten ass.

Mir hunn d'Zertifizéierung PFC an FSC. Ech weess, dass mer 2004 op engem Punkt waren, wou an der Regierung keng Décisioun geholl ginn ass, well déi zwee Systemer, deen ee méi ënnerstëtzt vum Landwirtschaftsministère, deen anere vum Ëmweltministère, sech praktesch géigesäiteg blockéiert hunn. Dofir war et eng Décisioun vu villem bon sens fir ze soen, ma da gi mer deen dueble Wee, da fördere mer deen dueble Wee, léiwer dee wéi einfach stoe bleiwen a sech géigesäiteg ze beäugen an an der Zertifizéierung net virunzekommen.

Déi Décisioun huet et awer erlaabt, dass mer viru kuerzem de gesamte Statsbësch duebel zertifizéiert konnten ofschléissen. Huet erlaabt, dass eng ganz Rei vu Gemengen - ech hunn d'Zuelen net am Kapp, an déi 20 - elo eng Zertifizéierung FSC maachen, dass eng ganz Rei anerer eng Zertifizéierung um Niveau vu PFC maachen. Ech mengen, dass mer do dee Reliounskrich net sollte weiderféieren. Déi zwee sollten hir Aarbecht maachen. Si ginn och vun der Forstverwaltung neutral suivéiert an engersäits och finanziell ënnerstëtzt, deen een iwwer Kreditter vum Ëmweltministère an deen aneren um Niveau vun der Agriculture. Dat ass och dee richtege Wee.

Déi zweet Saach ass déi, wéi mat de Bëschbesëtzer an en Dialog a virun allem och an eng konkret Aarbecht eranzekommen. Zu Recht ass vum Kolleeg Gira gesot ginn, dass mer jo an enger Diskussioun dra sinn iwwert d'Reform vun der Forstverwaltung, an där et virun allem drëm geet, och dobaussen d'Strukturen um Terrain dezentral wierklech ze stäerken. Dat muss, fir mech jiddefalls, den A und O vun esou enger Reform sinn.

Niewent enger wichteger Funktioun vu Koordinéierung, déi gemaach muss ginn, ass et dobaussen dezentral wichteg dat ze maachen an dann natierlech och an den Dialog eranzekomme mat de private Bëschbesëtzer. '89 bei der Reform ass nach proposéiert gewiescht gi vun der Forstverwaltung, fir en eegene Service vun der Forêt privée ze maachen. Dat ass deemools op net ganz vill Géigeléift gestouss, well do virun allem vun de private Bëschbesëtzer d'Onofhängegkeet ervirgedoe ginn ass. An der Tëschenzäit sinn och do Evolutiounen. Ech mengen, dass mer haut gutt Relatiounen, souwuel um Niveau vum Ministère wéi och um Niveau vun der Forstverwaltung, mat de private Bëschbesëtzer hunn, fir och mat deene kënnen eng konkret Aarbecht ze maachen.

Schlussendlech hutt Der gesot, Här Negri, dass d'Fro sech stellt: Wat ass d'Zukunft vun deem Programm „Forest Focus", deen 2006 ausgelaf ass? Méi konkret a méi schnell kann et net sinn. An enger Véirelstonn, um 10 Auer fënnt am Ministère eng Réuniouun mat de private Bëschbesëtzer statt, fir iwwert dat neit Instrument ze schwätzen, nämlech LIFE plus. LIFE plus soll dat Instrument ginn, an deem mer konkret Projete kënne mat eranhuelen an dann och déi europäesch Finanzéierung kënne garantéieren, fir dass mer mat deenen och weiderkommen.

Ech géif mengen zum Schluss, dass dat eng Rei vu Punkte sinn, virun allem och aus dem nationalen Naturschutzplang, deen awer wierklech elo d'„road map" misst si fir déi nächst Jore fir weiderzekommen. Do gëtt et ganz konkret Projeten. Zum Beispill déi vun der Entfichtung vun 150 Hektar net standuertugepasstene Peuplementer laanscht eis Baachen. Dat ass e konkrete Projet, deen an déi richteg Richtung geet.

Mir mussen och d'Opkafe vu Bëscher duerch de Stat an de Gemenge mat der Garantie vun enger naturnoer Bewirtschaftung verstäerkt weiderféieren, an och déi Subsidiéierung, déi eis d'Méiglechkeet gëtt um Niveau vum Naturschutzgesetz, notzen, fir dat och mat de Stëftungen a mat aneren ze maachen.

Dréttens, hunn ech scho gesot, ass konkret wierklech déi flächendeckend Zertifizéierung vun enger nohalteger Bëschbewirtschaftung, esou wéi mer et um Niveau vun deenen zwee Labelen amgaang sinn ze maachen.

Da véiertens ernimmen ech awer och d'Ausweise vun 2.000 Hektar Naturbëscher, déi besonnesch als Monitoringsflächen an dësem Kontext héich interessant sinn. A ville Gemenge komme mer weider, fir déi Projete vun naturnoe Bëscher als konkret Projete weiderzedreiwen, esou wéi et schonn als Zilsetzung vu mengem Virgänger och 2003 an 2004 an d'Wee geleet ginn ass.

Fënneftens, dat ass e wichtegt Instrument: Et gëtt ëmmer vill geschwat vum Plan sectoriel «Transports». Et gëtt och vill geschwat vum Plan sectoriel vun de Zones d'activités a vun deem vum Logement. Derniewent gëtt et e véierten, op deem mer an deene leschte Méint ganz vill geschafft hunn, fir e gewëssene Retard am Timing, dee mer do haten, erëmzekréien. Dat ass dee vun de Grands ensembles paysagers an de massifs forestiers. Dee muss eng gläich staark a gläich bedeitend Roll spillen am Spill vun deene véier Plans sectoriels,…

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- …déi dann Enn des Joers, Ufank 2008 zu engem Schluss musse kommen, fir dass mer d'Bild an d'Mosaik vun deem Land, wat mer an deenen nächste Jore wëllen zeechnen an orientéieren, kréien.

Sechstens, och ganz konkret, e Punkt iwwert deen ech mech jo heiansdo e bëssen emballéieren, dat ass deen, dass eis à ce stade op haut 158 Hektar Terrain feelen, fir Défrichementer ze kompenséieren, déi scho stattfonnt hu respektiv amgaang si stattzefannen. Och dat ass e Punkt, wou et muss däitlech ginn, dass mer d'Finanzen dofir mussen hunn, fir dat ze maachen. Dat ass bei eenzelne Projete garantéiert.

Wann ech zum Beispill d'Kompensatiounen huele vun der Nordstrooss, do si se am Projet selwer iwwert de Fonds des routes garantéiert. Do sinn et net d'Suen, déi de Problem sinn, mä et ass d'Feele vun Terrainen, déi mer net esou erbäikréien. Dat ass e wichtege Punkt. Wa mer do wëllen eng Bëschpolitik maachen, déi dobaussen och wierklech Akzeptanz an Ënnerstëtzung fënnt, da geet et net duer, ëmmer Jo ze soen zu Défrichementer, sief et fir Stroossen, Schinnestrecken oder Zones d'activités, da muss een och dat anert gläich parallell derniewent mat därselwechter Determinatioun kënnen ëmsetzen.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der eng Tëschefro vum Här Mehlen?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Jo, sécher.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här Minister, wat d'Reboisementer ubelaangt: Wann ech gutt am Bild sinn, schreift d'Gesetz vir, datt dat muss an därselwechter Gemeng oder an enger Nopeschgemeng passéieren. Et war schonn driwwer Rieds fir déi Dispositioun opzehiewen, well dat et jo dann e bësse méi einfach géif maache fir Terrainen ze fannen. Sidd Der bereet, op dee Wee ze goen?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Et ass net d'Fro, ob ech bereet sinn. Et ass héchstwahrscheinlech esou, dass ech gezwonge wäert sinn, op dee Wee ze goen, well eis soss d'Hänn gebonne sinn, fir déi Reboisementer esou ze maachen, wéi et noutwendeg ass. Ech mengen, dass déi Reflexioun effektiv bei eis amgaangen ass gemaach ze ginn. Well wa mer Kompenséierunge wëlle maachen, da musse mer se méi wäitflächeg effektiv kucken, fir dass mer wierklech Resultater hunn.

Ech mengen, dass dee gréisste Problem wierklech deen ass, engersäits Terrainen ze kréien. Terrainen ze kréien, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, an der direkter Noperschaft. Mä wa mer dat net fäerdeg bréngen, wann et do oniwwerwindlech Schwieregkeete gëtt, dann ass dat bal esou en Dossier wéi bei PFC an FSC. Iergendeng Kéier muss een dann och pragmatesch erauskommen a soen: Wann et der Natur hëlleft, dann hëlleft et der Natur, och wann et e puer Kilometer méi wäit ewech ass. Et ass also an déi Richtung wou mer amgaange sinn ze denken.

Wa mer déi zwou Piste verfollegen, déi um Niveau vu Klimaschutz, vu Pollutioun vun der Loft, an dann zweetens déi konkret an de Bëscher mat deene Programmer do, mat der Ënnerstëtzung vun enger Forstverwaltung, déi eng ganz gutt Aarbecht leescht, an deene Partneren, déi mer do hunn, da kënne mer et fäerdeg bréngen, där Fatalitéit entgéintzetrieden.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Domat ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss. Mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 5366 iwwert de Verkéier op den öffentleche Weeër. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roland Schreiner.

2. 5366 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

b) la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

c) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules

et

5164 - Proposition de loi de M. Niki Bettendorf portant modification de l'article 12 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques modifiée par les lois des 2 mars 1963, 17 avril 1970, 1er août 1971, 7 avril 1976, 7 juillet 1977, 31 mars 1978, 9 juillet 1982, 3 mai 1984, 28 janvier 1986, 8 avril 1986, 7 septembre 1987, 15 janvier 1991, 21 décembre 1991, 1er juillet 1992, 27 juillet 1993, 26 août 1993, 18 mars 1997 et du 5 juin 1998

Rapport de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert.

Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5366, dee mer haut de Mueren hei diskutéieren an deen ech d'Éier hunn ze rapportéieren, huet als Objektiv, duerch eng Rei vun neie Moossnamen d'Sécherheet op eise Stroossen däitlech ze verbesseren. E reit sech an an d'Strategie vun der Europäescher Unioun aus dem Joer 2003, fir d'Zuel vun de Verkéiersdoudege bis zum Joer 2010 ëm d'Halschent ze reduzéieren.

All Joer stierwen op den europäesche Stroosse méi wéi 40.000 Mënschen. 1,6 Millioune ginn duerch Verkéiersaccidenter blesséiert an droen zum Deel bleiwend Kierperschied dovun. 90 bis 95% vun dësen Accidenter sinn op mënschlecht Versoen zréckzeféieren a kéinten deemno verhënnert ginn.

Dës Zuele sinn erschreckend a maachen däitlech, wéi noutwendeg a wéi dréngend Handlungsbedarf besteet an Europa an och hei zu Lëtzebuerg. Dat trotz alle Verbesserungen, déi an deene leschte Joren um Niveau vun der Technik vun den Autoen erreecht goufen an déi och e Bäitrag zur Verbesserung vun der Sécherheet am Verkéier duerstellen.

Dee gréisste Risikofacteur ass a bleift awer nach ëmmer de Mënsch selwer, de Chauffer also. D'Statistiken erginn, dass déi meescht Accidenter aus ze héijer Vitesse, staarkem Alkoholkonsum an neierdéngs och Fueren ënner Afloss vun Droge resultéieren.

Duerfir verfollegt dëse Projet de loi och e puer Pisten.

Éischtens emol eng méi héich a méi effikass Penaliséierung vun de Chauffere bei besonnesche Verstéiss géint d'Verkéiersuerdnung. Zweetens, d'Erofsetze vum erlaabten Taux d'alcoolémie, an dréttens, d'Aféiere vun Tester, déi et erméiglechen, d'Fueren ënner Afloss vun Droge méi systematesch ze detektéieren an ze bestrofen, dat Ganzt gekoppelt mat enger besserer Sensibiliséierung a Formatioun vun de Chaufferen.

Här President, den initiale Projet de loi gouf schonn de 16. Juli 2004, also nach vun der leschter Regierung, deponéiert an huet dräi grouss Voleten ëmfaasst: d'Reform vun der Stagezäit, d'Verstäerke vun de Sanktioune fir besonnesch schwéier Verstéiss an den Dépistage vun de Chaufferen am Kontext vum Drogekonsum.

Ech wëll an dësem Kontext fir d'Kolleege vun der demokratescher Fraktioun, awer och fir d'ganz Chamber un d'Proposition de loi aus dem Joer 2003 vun eisem Kolleeg Niki Bettendorf erënneren, deem dës Problematik ganz besonnesch um Häerz louch an déi och an dëse Projet de loi praktesch integral agefloss ass. An deem Sënn hat och schonn déi viregt Regierung dëse Gesetzesvirschlag aviséiert.

De Konsum vun illegalen Drogen ass e Fléau vun eiser Gesellschaft, dee sech leider ëmmer méi verbreet, haaptsächlech bei deene jonke Leit, an et ass evident, dass dee Phenomeen och säin negativen Impakt op d'Verkéierssécherheet huet. Dat ëmsou méi, wéi sech ganz oft Drogen- an Alkoholkonsum matenee vermëschen.

Statistiken aus Frankräich hunn erginn, dass de Pourcentage vu Chaufferen, déi an en déidlechen Accident verwéckelt sinn an ënnert der Emprise vu Stupéfiantë fueren, bei 15 bis 20% läit, an d'Europäesch Kommissioun geet dovun aus, dass, wann net dréngend Moossnamen an deem Beräich ergraff ginn, à terme méi Accidenter aus Drogekonsum, wéi aus Alkoholkonsum resultéiere kéinten.

De Projet de loi adaptéiert duerfir déi bestehend Législatioun aus de 70er Joren an definéiert prezis déi Substanzen, déi am Kader vun engem Dépistage getest ginn, wéi een Test ausschlaggebend ass, an en definéiert och de Seuil ab wéini ee kéint dovun ausgoen, dass de betraffene Chauffer net méi fahrtüchteg ass, well en ënner Afloss vun Droge steet.

Mir waren eis an der Kommissioun eens, an och de Statsrot huet drop higewisen, dass et hei eleng ëm d'Verkéierssécherheet goen däerf. Et ass ganz kloer net eng verstoppten Absicht vum Législateur, fir d'Drogekonsumenten iwwert dëst Gesetz fir hiren Drogekonsum ze bestrofen. Duerfir gëtt et eng spezifesch Législatioun, déi Strofe festsetzt.

Dëse Projet de loi wëllt vermeiden, dass et zu Iwwerschneidungen an Inkohärenze kënnt. En orientéiert sech duerfir un der belscher an och un der franséischer Législatioun a lëscht véier Substanzen op mat Grenzwäerter, déi net iwwerschratt ginn däerfen. Déi véier Substanzen entspriechen deenen am meeschte verbreeten illegalen Drogen a sinn THCen, also alles, wat mer ënnert dem Begréff vu Cannabis ze verstoen hunn, dann d'Amphetaminen, wéi zum Beispill Ecstasy, Kokain an och d'Opiaten, also Heroin, Morphium oder Kodein.

An der Praxis soll dat dann esou ausgesinn, dass d'Police op Ordonnance vum Procureur oder bei manifesten Unzeechen, déi festgestallt ginn, un éischter Stell emol en Test ka maachen, bei deem de Spaut oder de Schweess analyséiert gëtt, a wann deen dann erweist, dass de Chauffer eng vun deene véier Substanze consommëiert huet, da gëtt eng Bluttanalys gemaach, fir festzestellen, ob eng vun deene genannte Substanzen am Blutt ass oder net.

D'Bluttanalys huet dee grousse Virdeel, dass se just da positiv ausfält, wann de Konsum vun illegalen Droge rezent ass, well dës Substanzen am Blutt relativ schnell ofgebaut ginn. Domat soll garantéiert ginn, dass just déi Leit bestrooft ginn, déi Auto fuere kuerz nodeem se Droge consommëiert hunn. D'Strof, déi da verhaange gëtt, ass déiselwecht wéi am Fall vum Alkoholkonsum, wann de Chauffer méi wéi 1,2 Promille Alkohol am Blutt huet. Dat heescht, mir sinn am Beräich vun engem Delikt.

Här President, iwwert den Alkohol um Steier war am urspréngleche Gesetzesprojet keng Verännerung zur heiteger Législatioun virgesinn. Opgrond vun deem, wat an der Regierungserklärung annoncéiert gouf, huet d'Regierung an der Persoun vum Transportminister den 19. Mee 2006 den déposéierte Projet de loi amendéiert an en neit Element erabruecht, dat déi scho virgesinne Mesuren nach zousätzlech verstäerke soll, nämlech d'Erofsetze vun der Toleranzgrenz fir Alkohol am Blutt beim Fuere vun 0,8 op 0,5 Promille respektiv 0,2 Promille fir bestëmmte Kategorië vu Chaufferen.

Dobäi stäipt se sech op eng entspriechend Recommandatioun vun der Europäescher

Kommissioun, där, ausser Lëtzebuerg, haut nach just vu Groussbritannien, Irland a Malta net Folleg geleescht gëtt.

Si baséiert sech awer och op wëssenschaftlech Erkenntnisser, déi eng direkt Korrelatioun tëschent dem Alkoholtaux an dem Unfallrisiko beleeën. Wann Etüden erginn, dass 25 bis 40% vun alle Verkéiersaccidenter mat déidlechem Ausgang op Alkoholkonsum zréckzeféiere sinn, da gëtt et séier däitlech, dass d'Fueren ënner Alkoholafloss ee vun de gréisste Problemer an der Verkéierssécherheet duerstellt. Duerfir gëtt et och schonn an Europa ëmmer méi Stëmmen, déi proposéieren, de Seuil nach méi niddreg unzesetzen. A Schweden läit deen Taux haut scho bei 0,2 Promille.

Dëse Projet de loi geet awer net esou wäit a beléisst et bei 0,5 Promille. Deemno soll deemnächst als Contravention grave gëllen, wann ee fiert mat méi wéi 0,5 Promille am Blutt. Bei méi wéi 1,2 Promille am Blutt schwätze mer vun engem Delikt, an ab deem Seuil gëtt d'Strof dann och däitlech méi héich an ass och mat engem direkte Führerschäinentzuch verbonnen.

En Alkoholtaux tëschent 0,5 an 0,8 Promille wäert an Zukunft mat engem „einfachen" Avertissement taxé bestrooft ginn. Tëschent 0,8 an 1,2 Promille ass eng Amende vu bis zu 500 Euro fälleg. Fir bestëmmte Kategorië vu Chaufferen - ech hunn et schonn ugedeit -, déi nach wéineg Erfahrung oder eng besonnesch Responsabilitéit hunn, gëllt an Zukunft en Taux vun 0,2 Promille. Dozou zielen déi Leit, déi amgaang sinn de Führerschäin ze maachen, an déi, déi nach am Stage sinn, hire Fahrlehrer oder hire Bäifahrer, am Fall vun der Conduite accompagnée. Dozou gehéieren awer och d'Beruffschauffere wéi d'Chauffere vun Taxien, Ambulanzen, Bussen, Camionen, Gefahrenguttransporter an esou weider.

Zwar gëtt et hei zu Lëtzebuerg haut keng prezis Donnéeën iwwer déidlech Accidenter, déi am direkten Zesummenhang mam Alkohol um Steier stinn, well an deene Fäll bis elo dat nach ni gemooss ginn ass, esou soen awer statistesch Donnéeën am Kader vum Punkteführerschäin eng Rei vu Saachen aus. Esou zum Beispill, dass an de Joren 2004 bis 2006 11,1% vun allen entzunnene Punkten op Verfeelungen zréckginn, déi mat Fueren ënner Alkoholafloss ze dinn hunn. A wa mer d'Condamnatiounen um Geriicht considéréieren, da gesi mer, dass 39,3% vun alle Punkten entzu goufen am Zesummenhang mat Alkohol um Steier, also an zwee vu fënnef Fäll.

Méi prezis Donnéeë kréie mer awer och aus dem Ausland nach geliwwert, wou den Taux schonn zënter e puer Joer op 0,5 Promille festgesat ass. A Frankräich, wou dës Regelung schonn zënter dem Joer 1995 besteet, ass d'Zuel vun den déidlechen Accidenter am Kontext Alkohol ëm 14% erofgaangen. Interessant an aussokräfteg sinn och d'Zuelen aus dem Joer 2005, wou vun alle Chaufferen a Frankräich, déi an en Accident mat Kierperschued verwéckelt waren, 30% en Alkoholtaux haten, deen tëschent 0,5 an 0,8 Promille louch. A vun alle Chaufferen, déi an en Accident mat Doudesfolleg verwéckelt waren, haten 13,4% en Alkoholtaux tëschent 0,5 an 0,8 Promille.

Jiddferee kann doraus elo selwer seng Schlussfolgerungen zéien. D'Kommissioun war op alle Fall an hirer grousser Majoritéit der Meenung, dass et eleng opgrond vun deenen Informatioune kloer wär, dass d'Reduzéierung vum erlaabten Alkoholtaux e wesentlechen Impakt op d'Verkéierssécherheet wäert hunn.

Ech wëll och an engem Saz op den Avis vun der Chambre de Commerce agoen, déi déi Approche net deelt, awer seet, dass, wann de Législateur awer op dee Wee wëllt goen, d'Sanktioun tëschent 0,5 a 0,8 Promille mat eranzehuelen, dann nëmmen an deem Fall en Avertissement taxé verhaange soll ginn, wéi bei engem Dépassement de vitesse. An et ass just dat, wat dëse Projet de loi och elo virgesäit.

Här President, eng weider Neierung ass och déi, dass de Procureur d'État deene Leit, déi méi gedronk hu wéi erlaabt, mä awer manner wéi 1,2 Promille Alkohol am Blutt hunn, kann e pedagogesche Stage proposéieren. E Stage de réhabilitation, deen ënner anerem vu Psychologen ausgeschafft gëtt an d'Participantë soll encouragéieren, fir hiert eegent Verhalen nei anzeschätzen an den Ustouss soll liwweren, fir e Mentalitéitswiessel wann ech Auto fueren erbäizeféieren.

Zu engem Mentalitéitswiessel sollen och déi méi héich an effikass Strofe bäidroe bei besonnesch gravë Verstéiss géint d'Verkéiersuerdnung. Mir hu festgestallt, dass mer am Verglach mam Ausland hei zu Lëtzebuerg zimlech tolerant si vis-à-vis vu Chaufferen, déi vill méi schnell wéi erlaabt oder staark alkoholiséiert fueren oder Fahrerflucht beginn, an dat oft méi wéi eemol.

Sech net un d'Verkéiersregelen ze halen, gëllt bei eis a bei villen hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer als Kavaléiersdelikt. Mat dësem Projet de loi soll dat sech änneren. Et soll no bausse kënne bewosst gemaach ginn, dass irresponsabel Chaufferen hiert eegent Liewen an dat vu villen anere Leit op d'Spill setzen. Duerfir gesäit dëst Gesetz dann och eng Rei vu substanziellen Erhéijunge vun eenzelne Strofe vir.

Am Fall vun engem Verkéiersdelikt - dat sinn dann déi besonnesch grave Verstéiss - gëtt zum Beispill elo d'Geldstrof verduebelt. Si wäert an Zukunft tëschent 500 an 10.000 Euro leien. De Riichter kritt och méi e groussen Ermiessensspillraum, wann hien eng Prisongsstrof gëtt. Bis elo konnt eng Prisongsstrof vun aacht Deeg bis ee Joer verhaange ginn. An Zukunft kënnen dat bis zu dräi Joer sinn.

Dogéint kritt de Riichter manner Spillraum, fir d'Fahrverbotsstrofen ofzeschwächen. D'Gesetz gesäit am Moment vir, dass ee Verkéiersdelikt ëmmer mat engem Fahrverbot bestrooft gëtt, dat tëschent dräi Méint a 15 Joer ka leien. Bis elo hat de Riichter awer d'Méiglechkeet, fir dem Schëllegen de Führerschäin ze loossen, fir op d'Aarbecht ze fueren. An der Praxis gëtt och vun dëser Méiglechkeet ganz vill Gebrauch gemaach. Dat soll elo iwwert dëst Gesetz ageschränkt ginn. Am Fall wou e Fahrverbot vu mindestens sechs Méint ausgeschwat gëtt, kann zumindest den éischte Mount net mat Sursis verhaange ginn.

Wa mer e Mentalitéitswiessel an eiser Gesellschaft, mä och beim eenzelne Chauffer wëllen erbäiféieren, dierfe mer net tolerant si vis-à-vis vun deenen, déi net bereet sinn, ëmzedenken. Duerfir gesäit dëse Projet de loi och Veränneruge vir, fir den Délai vun der Récidive, deen am Moment bei engem Joer läit, eropzesetzen op zwee respektiv op dräi Joer.

Geldstrofen treffen net jiddfereen d'selwecht staark. Eng ofschreckend Wierkung kann ee sech erhoffe vun enger neier Mesure, déi et der Police erlaabt, engem Chauffer, deen ze vill schnell fiert oder méi wéi 1,2 Promille Alkohol am Blutt huet, direkt de Führerschäin ofzehuelen. Bannen aacht Schaffdeeg muss dës Mesure vun engem Untersuchungsriichter, deen e provisorescht Fahrverbuet verhängt, bestätegt ginn.

Nieft all dëse Mesuren am Kader vun der Verkéierssécherheet notzt de Projet de loi dann awer och nach d'Geleeënheet, fir e puer méi kleng Upassungen ze maachen. Ënner anerem gëtt eng Prezisioun, déi am Moment festleet, dass d'Période de stage zwee Joer dauert, erausgeholl. An der éischter Versioun vum Projet de loi stoung dës Ännerung am Kontext vun enger geplangter Reform vun der Periode de stage nach dran. Nom Dépôt vun dësem Projet de loi goufen déi betreffend Règlements granducaux awer scho geännert, esou dass elo am Gesetz nach just eng kleng Ännerung iwwreg bliwwen ass. Mir hunn dat awer am Projet de loi stoe gelooss, well de Stage och an Zukunft vläicht erëm un nei Erkenntnisser ugepasst muss ginn, an dann ass et gutt, wann de Minister net noutwendegerweis un en Zäitdrock vun zwee Joer gebonnen ass.

Voilà! Här President, ech kommen domadder zum Schluss vu mengem Rapport. Ech soen den Deputéierte-Kolleege Merci fir hir Opmierksamkeet an hoffen, dass d'Fraktiounen dësem Rapport hir Zoustëmmung ginn. Ech fir mäin Deel kommen awer herno nach eng Kéier zréck, fir och nach am Numm vu menger Fraktioun e puer zousätzlech Remarquen a Commentairen zu dësem Projet de loi ze maachen.

Fir de Moment Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Fir d'CSV-Fraktioun ass den honorabelen Här Kaes ageschriwwen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5366 ass e wichtege Projet, well en als Haaptzil huet, d'Verkéierssécherheet op de Lëtzebuerger Stroossen ze verbesseren an ze stäerken. Et ass eng vun de Prioritéite vum Transportminister, wéi se am Regierungsprogramm festgehale goufen. Et handelt sech hei awer och ëm e Gesetzestext, dee scho fir vill Gespréich uechtert d'Land gesuergt huet a sécherlech och nach wäert suergen, wann déi nei Regelunge bis a Kraaft trieden.

D'Diskussiounen erënnere mech e bëssen un dat ëmstriddent Antitubaksgesetz, wat haut, net emol e Joer nodeem et hei an der Chamber votéiert ginn ass, vun enger ganz grousser Majoritéit vun de Leit akzeptéiert ass.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Interruptions diverses)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Et kann ee sech jo mëttlerweil net méi virstellen, wéi et war, an e verniewelte Restaurant iessen ze goen.

(Interruptions)

Plusieurs voix.- Très bien!!!

Une voix.- Et misst och nach an d'Bistrote kommen!

Une autre voix.- An an d'Diskoen!

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kommt!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech sinn der Meenung, dass, wa mer d'Zilsetzung vun dësem Gesetz dobausse richteg vermëttelt kréien, dëst Gesetz no enger gewëssener Zäit genausou eng grouss Akzeptanz bei der Populatioun huet.

Wéi schonns gesot, ziilt d'Gesetz op eng Reduzéierung vun den Accidenter an op eng Verbesserung vun der Verkéierssécherheet. Vill gouf schonn an deene leschte Jore gemaach, mä et bleift awer, dass mer an der Moyenne nach ëmmer 8.000 Accidenter pro Joer ze verzeechnen hunn. Am Joer 2006 hate mer 869 liicht an 259 schwéier Verwonnter ze bekloen.

Dir Dammen, Dir Hären, fir 36 Mënsche koum awer all Hëllef ze spéit. Positiv ass awer, dass an de leschte Joren d'Zuel vun den Doudesaffer kontinuéierlech erofgeet; an zwar vu 77 am Joer 2000 op elo 36 am Joer 2006. Domadder erfëlle mer och d'Objektiver vun der Europäescher Unioun, mat der Zilsetzung, bis d'Joer 2010 däitlech d'Accidenter op der Strooss ëm d'Halschent ze reduzéieren, wat och scho vum Här Rapporteur erwähnt ginn ass.

Alkohol um Steier, iwwerdriwwe Vitesse an Netuleeë vum Sécherheetsgurt sinn d'Haaptursaache vun Accidenter. Zu dëse bekannten Ursaache gesellt sech awer och en neie Problem, dee vum Drogekonsum, op deen ech méi spéit a menger Interventioun nach eng Kéier wäert zréckkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Vitesse an den Alkohol si schold bei méi wéi der Halschent vun den déidlechen Accidenter. 50% vun de verluerene Punkten um Führerschäin sinn op Vitessedépassementer zréckzeféieren. 37% vun den Uerteeler bei Geriicht goufe gesprach wéinst iwwerdriwwener Vitesse a 45% wéinst ze vill Alkohol um Steier. Alkohol um Steier an extrem Vitessedépassementer si kee Kavaléiersdelikt a mussen deementspriechend bestrooft ginn! Een, dee sech wuelwëssend mat ze vill Alkohol hannert d'Steier setzt a sech net un d'Vitesselimitatioune vum Code de la route hält an doduerch muttwëlleg aner Leit am Verkéier a Gefor bréngt, muss an Zukunft mat schärfere Sanktioune rechnen.

Duerch dëst Gesetz ginn nämlech souwuel d'Geld- wéi och d'Prisongsstrofe bei Homicide involontaire a bei Coups et blessures involontaires fatzeg an d'Luucht gesat. Datselwecht gëllt bei Widderhuelungstäter, déi entweder ze vill gedronk haten oder ze schnell ënnerwee waren. Hei gëtt ganz kloer op déi ofschreckend Wierkung vun den héije Strofe gesat.

Här President, en zweete wichtegen Aspekt vun dësem Gesetz ass d'Erofsetze vun der Alkohollimite vun 0,8 Promille op 0,5 respektiv op 0,2 Promille fir Jeunes conducteurs an aner Chauffere wéi déi vu Camion, Bus an Taxi.

Dass Alkohol d'Fuersécherheet erofsetzt, ass bekannt, an ech mengen, dat streit och keen heibannen of. Duerch den Alkohol loosse ganz einfach eis Reaktiounen no, eis Vue ass net méi honnert Prozent an de Kierper huet och Gläichgewiichtsproblemer. Eng sëllech Etüden hunn dat och eendeiteg bewisen. Wat den Taux am Blutt méi héich ass, wat de Risiko, en Accident ze bauen, ebenfalls méi grouss ass. D'Konzequenze kenne mer jo ganz gutt. Et brauch ee jo nëmme méindes mueres virun allem d'Zeitung opzeschloen.

Fir de Risque vun alkoholbedéngten Accidenter ze reduzéieren, féiere mer haut wéi gesot d'0,5- respektiv d'0,2-Promillegrenz an a passen eis domadder och der allgemenger Situatioun an Europa un. An deene meeschte Länner ass jo haut schonn den Taux op 0,5 Promille. Just an England an an Irland dierf een an Zukunft nach méi déif an d'Glas kucken an duerno Auto fueren.

Mir begréissen als CSV-Fraktioun, dass d'Alkohollimite fir d'Fuerufänger op 0,2 Promille erofgesat gëtt. Statistesch gesinn, sinn et si, déi opgrond vu mangelnder Erfahrung gekoppelt mat Alkohol méi oft a Verkéiersaccidenter verwéckelt sinn, wéi anerer. Mat dëser Mesure kënnen a wëlle mer de Jonken d'Feieren an den Alkohol net verbidden. D'Zil vun dëser Mesure ass villméi, de Jonke vun Ufank un ze vermëttelen, dass Alkohol an Autofueren net kompatibel sinn. Dëst ass als pedagogesch Schutzmoossnam ze gesinn.

Well mer jo awer wëssen, dass déi Jonk sech de Weekend gären op engem Bal, Concert, Disko oder an engem Café amüséieren - an ech mengen, dat ass och gutt esou - an do dann och emol deen een oder anere Patt drénken, musse mer hinnen eng Alternativ ubidden, wéi si sécher erëm heemkommen. D'Campagne „Chauffer fir den Owend" ass e flott Konzept, wat och an Zukunft muss weiderverfollegt ginn. En anere Modell ass de Late Night Bus, deen déi jonk Leit sécher vum Bal heemféiert. Dëst Konzept existéiert schonn zënter Joren erfollegräich am Norden an doriwwer eraus zënter enger Zäit am Méllerdall an op der Musel. Ech géif mer wënschen, dass dëse Modell op d'ganzt Land géif ausgeweit ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir all déi aner Autoschauffere gëllt deemnächst eng Promillegrenz vun 0,5. Mir als CSV-Fraktioun stinn hannert dëser Entscheedung vum Transportminister an ënnerstëtzen all Mesuren, déi zum Zil hunn, d'Verkéierssécherheet op de Lëtzebuerger Stroossen ze verbesseren.

Mir schwätzen an Zukunft vun enger Contraventioun, wann den Taux vum Alkohol am Blutt bei 0,5 Promille läit, an net eréischt - wéi bis elo - bei 0,8. Wann den Taux iwwer 1,2 geet, dann handelt et sech, wéi bis elo och a wéi et bekannt ass, ëm en Delikt.

Ech wëll awer preziséieren, dass de Strofekatalog bei enger Contraventioun net uniform applizéiert gëtt. Et gëtt méi nuancéiert gekuckt, wéi vill ee gedronk huet. Et soll ënnerscheet ginn, ob ee just iwwert der Limite vun 0,5 Promille läit oder méi en héijen Taux vun Alkohol am Blutt huet. Esou gëtt bei der Bestrofung eng ganz kloer Differenz gemaach tëschent 0,5 bis 0,8 an 0,8 bis 1,2 Promille. Wann ee mat engem Wäert tëschent 0,5 an 0,8 Promille erwëscht gëtt an et war een net schonn e puermol derbäi, da kritt ee just en Avertissement taxé vun der Police. Dee kascht 145 Euro, an et verléiert een zwee Punkten.

Domadder gëtt verhënnert, dass, wann een emol eng Kéier an eng Alkoholkontroll geréit an och nach méi gedronk huet wéi erlaabt, ouni awer den Taux vun 0,8 Promille ze iwwerschreiden, een net direkt mat enger Geriichtsaffär konfrontéiert gëtt. Et bleift dee Moment bei engem Protokoll. Ausserdeem dréit dëse System och dozou bäi, dass eis Geriichter net weider iwwerlaascht ginn. Ech mengen, dat ass e wichtege Punkt, dee mer och de Leit dobausse vermëttelen an erklären mussen.

Wann een awer iwwert dem Taux vun 0,8 Promille läit, dann applizéiert sech selbstverständlech de bestehende Strofekatalog. Natierlech gëtt et Leit, déi och weiderhin hiren Apéritif, eng Fläsch Wäin an en Digestif wëllen drénken, wa se iesse ginn. Hei ass de Risque natierlech ganz grouss, dass se bei enger Alkoholkontroll iwwert dem zoulässege Seuil leien an eigentlech net méi Auto dierfe fueren. Hinne musse mer Alternativen ubidden, wéi zum Beispill den Night Rider, deen och scho vu ville Leit genotzt gëtt, a vläicht konnt deen een oder anere vun heibanne schonn dësen äusserst positive Service ausprobéieren.

Dës Weidere soll ee sech iwwerleeën, ob een net misst d'Tarifstruktur vun den Taxien iwwerdenken. Den héije Präis gëtt ëmmer als éischt Argument bei de Leit dofir ugefouert, firwat den Taxi net als alternativt Transportmëttel fir si a Fro kënnt.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President!

M. le Président.- Här Kaes, erlaabt Der eng Tëschefro vum honorabelen Här Grethen?

(Assentiment)

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech wollt den Här Kaes froen, hien als Gewerkschaftler, als gestanene Gewerkschaftler weess jo sécher, dass e grousst Element an der Rechnung vum Taxispräis d'Léin an d'Gehälter sinn, an als Gewerkschaftler huet en ëmmer dozou bäigedroen - wat luewenswäert ass -, dass d'Taxichauffere méiglechst vill solle verdéngen. E soll mer also erklären, wéi en dat elo maache wëllt, fir d'Taxispräisser erofzekréien a gläichzäiteg d'Léin an d'Gehälter vun de Chaufferen an d'Luucht ze setzen.

(Interruptions diverses et hilarité)

Une voix.- Ma den Här Grethen bestellt de Rubbelbus.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Also, ech...

(Interruption)

Wat fir eng Alternativ, Här Bettel?

(Interruptions diverses)

...eng Alternativ, mä ech kann Iech soen, Här Grethen, dat ass awer elo meng perséinlech Meenung...

Plusieurs voix.- Ah! Ah!

(Interruption)

Une voix.- An dat an der CSV!

M. le Président.- Da kommt!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Dat ass meng perséinlech Meenung, iwwert déi een awer mindestens misst kënnen nodenken. Mir subventionéiere jo den öffentlechen Transport generell, da misst een och driwwer nodenken, wéi een och kéint am Taxiberäich an déi Richtung eppes ënnerhuelen,...

Une voix.- Très bien.

(Brouhaha général)

M. Ali Kaes *(CSV).*- ...wa mer doduerch.... Ech hu jo gesot, dat ass meng perséinlech Meenung, dann dierf ech awer och hei...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da lauschtert emol dem Här Kaes no, wann Der wëllt!

Une voix.- Wa schonn een eng Fro stellt!

Une autre voix.- Wann emol eng Kéier een eppes wëllt wëssen!

(Interruption et hilarité)

Une troisième voix.- Voilà!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Also wéi gesot, et misst een driwwer nodenken, ob een net kéint och do eppes aféieren, natierlech net an där Form wéi am öffentlechen Transport, mä awer, fir deen do Facteur ze berücksichtegen. Déi Leit, déi an deem Beräich schaffen, hu selbstverständlech och d'Recht, fir eng adequat Pai ze hunn. Et muss een also kucken, wann een dat eent mécht oder wëllt maachen, wéi een dat kann dann och deementspriechend eventuell ënnerstëtzen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt nach kuerz op den Dépistage vun Drogen agoen, dee mat dësem Gesetz agefouert gëtt. Et handelt sech hei ëm eng Polemik, déi sécherlech méi déi jugendlech Leit usprécht wéi déi eeler Leit. Fait ass, dass den Drogekonsum an de leschte Jore rapid zougeholl huet, dat virun allem bei Leit am Alter tëschent 15 bis 30 Joer. D'Accidenter ënner Afloss vun Droge ginn a leschter Zäit an d'Luucht, an et gesäit ee ganz kloer, dass et virun allem de Cannabis ass, dee vun de Leit consomméiert gëtt.

Ech erënneren drun, dass, wann ee Cannabis fëmmt, de Risque, en Accident ze produzéieren, 2,5-mol méi héich ass, wéi wann ee kee fëmmt. Wann een dobäi och nach Alkohol drénkt, da multiplizéiert een de Risque vun engem Accident mat 4,8.

Am Rapport 2006 vum Réseau national d'information sur les stupéfiants et toxicomanes, och nach Rapport RELIS genannt, kann een noliesen, dass am Joer 2005 41,5 % vun de Leit, déi en Accident verursaacht hunn, Stupéfiantë geholl hunn. Eng erschreckend héich Zuel, déi engem ze denke gi muss!

Wann een d'Police freet, kritt een och confirméiert, dass bei villen Accidenter de Marihuana mat am Spill ass, dass dat en Haaptfacteur ass an dass virun allem déi Jugendlech hei am Mëttelpunkt stinn. Et mécht duerfir an eisen Ae Sënn, dass mer légiféréieren an den Dépistage vun den Drogen aféieren, esou wéi et an eisen Nopeschlänner scho méi laang de Fall ass.

Mir schafen deemno déi gesetzlech Basis, fir dass iwwert de Spaut an iwwert de Schweess nogekuckt ka ginn, op d'Leit Droge consomméiert hunn oder net. Wann den Test positiv ass - et gëtt iwwregens op véier verschiddene Substanze getest -, da gëtt eng Blutt- respektiv Urinprouf geholl. Dësen Dépistage gëtt an Zukunft systematesch duerchgefouert, wann an engem Accident Persounen zu Schued komm sinn. Et kann awer och gemaach ginn, wann et nëmmen zu Blechschued komm ass. Ausserdeem kann de Procureur d'État, ähnlech den Alkoholkontrollen, e generellen Dépistage vun Drogen ordonnéieren.

Mir begréissen ausdrécklech, dass den Dépistage vun Drogen agefouert gëtt a mir sinn der Meenung, dass de Problem an d'Gefor, déi vun den Drogen am Stroosseverkéier ausginn, nach vill ze dacks ënnerschätzt ginn.

M. le Président.- Här Kaes, erlaabt Der eng Tëschefro?

M. Ali Kaes *(CSV).*- Jo.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt just zur Terminologie vum Här Kaes eng Fro stellen. Ass den Här Kaes der Meenung, dass den Alkohol keng Drog ass a just Cannabis a Konsorten Droge sinn? Oder ass den Här Kaes net éischter der Meenung, dass och den Alkohol eng Drog ass, an, wann hie vun Droge schwätzt, dat éischter eng illegal Drog sollt sinn?

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech akzeptéieren absolut déi Remarque. Ech mengen, wa mir vun Droge schwätzen, da wësse mer hei an deem Land, wat fir en Term benotzt gëtt, do gëtt einfach vun Droge geschwat. Jiddferee weess awer, dass dat sech natierlech ëm illegal Drogen handelt, an den Alkohol ass nun eben, wéi Der ganz richteg sot, Madame Loschetter, eng legal Drog.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Jaerling, wollt Der eng Fro stellen?

(Interruption et hilarité)

Här Kaes, fuert Dir weider! Dir hutt eleng d'Wuert.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Mir begréissen ausdrécklech, dass den Dépistage vun Drogen agefouert gëtt, well mir sinn der Meenung, dass de Problem an d'Gefor vun deenen Drogen am Stroosseverkéier a sech ganz einfach, wéi ech et scho virdru gesot hunn, ënnerschätzt gëtt.

Mir stellen eis awer d'Fro, ob déi Tester, déi sollen agefouert ginn, och fiabel sinn a wierklech déi Substanzen uweisen, déi kontrolléiert solle ginn. Mir kruten nämlech vu Leit aus dem Laboratoire National de la Santé, déi an deem Beräich vun der Toxicologie schaffen, matgedeelt, dass de Choix, deen am Gesetz virgesinn ass, praktesch an technesch net ëmsetzbar wier. Ech sinn awer iwwerzeegt, dass den Här Minister eis Opschloss iwwert dës Fro ka ginn.

Ech wollt an dësem Kontext och nach kuerz op en anere Problem hiweisen, an zwar deen, wann een ënner Afloss vu Medikamenter Auto fiert. Ech denken hei virun allem u Medikamenter wéi Temesta, Valium an anerer, déi och hir Auswierkung op de mënschleche Kierper hunn. Et ass dëst e komplext Thema, dat ebenfalls e Problem duerstellt, deen et gëllt eng Kéier unzegoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wollt ech dem Här Rapporteur Roland Schreiner Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport souwéi fir déi vill Aarbecht, déi hien an natierlech och all déi aner Membere vun der Transportkommissioun geleescht hunn. Mat dësem Projet erhéije mer d'Verkéierssécherheet an eisem Land, an duerfir ginn ech selbstverständlech och den Accord vun der CSV-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Fir d'DP-Fraktioun hëlt d'Wuert den honorabelen Här Henri Grethen.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 16. Juli 2004 hat ech d'Éier, dëse Projet an der Chamber ze déposéieren. Dëse Projet zwar net an där Form, wéi en elo virläit, mä awer e Projet, dee menger Meenung no eng Äntwert war op d'Erausfuerderungen, déi sech a puncto Verkéierssécherheet hei zu Lëtzebuerg stellen.

Ech hat dobäi och eng Proposition de loi mat agebaut an iwwerholl, déi mäi Kolleeg Niki Bettendorf virgeluecht hat, an ech si frou, dass de Rapporteur a sengem Rapport op déi Proposition de loi agaang ass.

Ech wéilt och dem Rapporteur souwuel fir säi mëndleche wéi fir säi schréftleche Rapport félicitéieren. Hien huet sech an dës komplizéiert Matière exzellent ageschafft an en ass och ganz besonnesch op déi Suergen agaangen, déi den Niki Bettendorf zu senger Proposition de loi beweegt haten, besonnesch och well dat urspréinglech an eisem Ordre du jour, dee mer duerno geännert hunn, net ënnerstrach gi war.

Ech mengen, mir waren dem Niki Bettendorf schëlleg, dass mer un déi Proposition de loi erënnert hunn, déi hien hei déposéiert hat, an de Sujet - fir mat der Madame Loschetter ze schwätzen, Här President - vun den illegalen Drogen, dee louch dem Niki Bettendorf ganz besonnesch um Häerz.

Dir wësst, an der Pharmakologie gëtt villes als Drog betruecht. Et geet souguer scho beim Téi un. Wann en Apdikter Iech vun Droge schwätzt, dann handelt et sech ganz oft ëm Téi, esou dass een hei muss vun deenen illegalen Droge schwätzen. Ech war also frou, dass mer déi Aarbechte vum Niki Bettendorf nach eng Kéier konnten hei würdegen.

Här President, als fréieren Transportminister weess ech, dass d'Sécherheet op de Stroossen ee vun deenen delikatsten Dossieren ass, mat deenen en Transportminister sech muss beschäftegen. Ech hat eng Rei héich Beamte beoptraagt, mer eng Note de réflexion ze erstellen iwwer e Programm vu Mesuren, fir de Kampf géint d'Onsécherheet op de Stroossen ze verstäerken. Déi Hären - et waren de Procureur, den Här Biwer, de Generaldirekter vun der Police, den Här Pierre Reuland, an den Här Paul Schmit, Commissaire de Gouvernement - hu mir den 30. Juli 2003 eng Note de réflexion iwwerreecht, wou si Pisten opgezeechent hunn, wat ee sollt maachen, fir d'Verkéierssécherheet ze verstäerken.

Hinne vu mir aus op dëser Plaz e grousse Merci fir déi Aarbecht, déi si gemaach hunn. An deem Rapport, Här President - an duerfir, ech brauch jo net all Detailer vun dësem Projet nach eng Kéier ze widderhuelen, dat hunn de Rapporteur an och mäi Virriedner gemaach -, wollt ech ganz besonnesch op den Aspekt agoen, ob et noutwendeg an opportun wier, beim Taux d'alcoolémie vun 0,8 Promille ze bleiwen oder ob ee sollt erofgoen, wéi dat vu villen och schonn deemools verlaangt ginn ass.

An ech géif hei gären, Här President, mat Ärer Erlaabnis, aus där Note de réflexion kuerz zitéieren: «Le fait que l'ivresse au volant (alcoolémie supérieure à 1,2 g/l) constitue 40% des affaires pénales, montre que, nonobstant l'application au Luxembourg des taux légaux relativement permissifs, le problème de l'alcool n'est pas maîtrisé à l'heure actuelle. Afin d'intensifier la lutte contre le phénomène, il sera par conséquent plus logique de renforcer les peines pour les ivresses (alcoolémie supérieure à 1,2 g/l) plutôt que d'abaisser le seuil du taux prohibé de 0,8 à 0,5 g/l. En effet, en suivant l'exemple de la majorité des autres États membres de l'Union européenne, on élargirait tout au plus le cercle des fautifs sans pour autant influer sur le comportement de ceux qui se rendent déjà aujourd'hui coupables d'une ivresse grave.

Dans ces conditions, il est proposé de multiplier les actions de dépistage systématique, plutôt que de changer la législation en place. Dans la mesure où une initiative d'harmonisation serait prise par les instances communautaires visant à aligner le seuil légal de façon générale à 0,5 g/l, le Luxembourg ferait cependant bien de ne pas s'y opposer, la transposition de l'initiative communautaire pouvant consister en ce moment dans la constitution en contravention simple du fait de conduire en présentant une alcoolémie supérieure à 0,5 g/l et inférieure à 0,8 g/l.»

Dat waren d'Konklusioune vun deenen Experten an ech hu mech deenen ugeschloss. Ech wollt hei ënnersträichen, firwat - als een, dee fënnef Joer an deem Domän Responsabilitéit gedroen huet - ech net op dee Wee gaange sinn, dee mäin Nofolger elo der Chamber proposéiert.

Och een anere Virgänger vum aktuellen Transportminister, den Här Robert Goebbels, ass därselwechter Meenung a mir konnten nach elo viru kuerzem, Här President, am „Tageblatt", den 10. Juli, d'Positioun vum Här Goebbels an där Fro noliesen, déi sech mat deem deckt, wat déi dräi Experten an hirer Note mir geschriwwen haten.

Ech zitéieren: „Dabei ist nicht bewiesen, ob jemand, der demnächst mit 0,5 bis 0,79 Promille angetroffen wird, einen großen Risikofaktor im Verkehr darstellt. Die Regierung kann nicht belegen, wie viele Unfälle in den letzten Jahren verursacht wurden von Autofahrern, die unterhalb der bisherigen Promillegrenze lagen. Die Gesetzesvorlage beruft sich auf wissenschaftliche Studien, deenen zufolge mit zunehmendem Alkoholkonsum die Reaktionsfähigkeit am Steuer abnähme. Ob das Risiko bei 0,5 so viel geringer wird als bei 0,8 Promille, ist nicht bewiesen", schreift den Här Goebbels a sengem Artikel.

Och de Conseil d'État a sengem Avis kënnt zu ähnleche Konklusiounen. De Conseil d'État, an ech däerf zitéieren, Här President: «Au cas où le seuil minimal actuel de 0,8 g/l n'aurait pas d'incidence significative sur le nombre de ceux qui dépassent allègrement le taux de 1,2 g/l, il y aurait en effet lieu de s'interroger si l'abaissement de ce seuil miminal à 0,5 g/l est réellement apte à venir à bout des ivresses au volant.»

Här President, dat weist, dass mer hei ënner engem gewëssenen Drock an am Kader vun engem Mainstream, vun enger Pensée unique elo eng Mesure huelen, wou ech perséinlech net der Meenung sinn, dass se Entscheedendes verbessere wäert. Ech bleiwen der Meenung, dass d'Sensibiliséierung op där enger Säit an d'Repressioun op där anerer, fir déi, déi wierklech staark Problemer mam Alkohol hunn an trotzdeem sech un d'Steier sëtzen, dass dat méi effikass ass.

Wann ee wëllt, Här President, an net op dësem Gebitt, mä um Gebitt vun der Verkéierssécherheet eppes maachen, da muss ee sech och ëm aner Problemer këmmeren.

Ech ginn Iech ee Beispill, wat déi meescht heibannen, déi ganz Gerued an och déi aner, déi e bësse méi labber sinn, wat déi awer alle 60 maachen - et je vous mets au défi! -, dat ass telefonéieren am Auto! An telefonéieren am Auto ass op d'mannst gradesou geféierlech.

(Interruption)

Jo, et gëtt der och, déi fueren, déi hu keen Auto. Entschëllegt, Här President,...

(Hilarité)

...ech hu mech gëiert. Entschëllegt, ech muss mech korrigéieren. Déi, déi selwer mam Auto fueren, déi maachen dat ganz oft.

Ech kann Iech zum Beispill soen, dass op der Universitéit vun Utah an de Vereenegte Staten eng Etüd gemaach ginn ass, déi erausfonnt huet, dass telefonéieren am Auto, Mains libres oder, wat hei zu Lëtzebuerg verbueden ass, um Ouer, gradesou geféierlech ass, dass dat gradesou schlëmm ass fir d'Sécherheet am Verkéier, wéi en Autofuerer, dee méi wéi 0,8 Promille huet!

Ech géif also mengen, wann déi Studië richteg ass - an ech hu keen Zweifel drun, ech hu kee Grond, fir dorunner ze zweifelen -, da misst een och d'urgence dogéint eppes maachen. Ech weess zwar, dass eng Rei Kolleegen dat net gären héieren, mä et ass awer ee vun de Punkten, wou een dann och misst duerchgräifen.

(Interruptions)

Här President, ech wëll de Kolleege soen, alles wat oflenkt, wann een Auto fiert, ass geféierlech! A selbstverständlech ass een als politesch Verantwortleche besuergt dorëms, dass wa méiglech keng Accidenter passéieren, dass keen zu Schued kënnt, mä mir musse wëssen, dass dat e Chantier ass, deen een all Dag erëm muss op de Métier huelen. An als een, dee sech héchst onbeléift gemaach huet, andeem en de Punkteführerschäin agefouert huet, kënnt Der mer gleewen, wann ech iwwerzeegt dovu gewiescht wär, dass déi Mesure hei, fir vun 0,8 op 0,5 Promille erofzegoen, géif wesentlech zur Verkéierssécherheet bäidroen, dann hätt ech keng Sekonn gezéckt, fir mech och an deem Domän weider onbeléift ze maachen.

(Hilarité)

Mäi Successeur, Här President, dee wëllt sech bei enger Rei Leit beléift maachen a bei enger anerer Rei Leit onbeléift maa-

chen. Dat ass ëmmer esou. Duerfir, hie mécht sech beléift bei deenen,...

(Interruption)

Neen, beim Punkteführerschäin hunn ech mech bei jiddferengem onbeléift gemaach.

(Interruption)

Här President, ech wéilt dem Här Braz soen, dass ech absolut zu deem stinn, wat ech gemaach hunn, an dass mer näischt do leed deet. Ech wëll lech just soen, dass dat eng Mesure war, déi mer keng Popularitéit abruecht huet, während aner Mesuren, déi hei Mesure, fir vun 0,8 op 0,5 erofzegoen, déi mécht populär bei Eenzelnen an onpopulär bei aneren. Dat ass den eenzegen Ënnerscheed.

Mäi Successeur huet seng Verantwortung iwwerholl a proposéiert dat der Chamber, a wann ech hei de Rapporteur an de Sprecher vun där gréisster Majoritéitspartei gutt verstanen hunn, da wäerte si och där Mesure mat Begeeschterung hir Zoustëmmung ginn.

Här President, bei eis an der Fraktioun ass d'Begeeschterung fir déi Mesure net esou grouss, an ech muss lech soen, dass, wann ech wéilt elo de Goethe zitéieren aus dem „Faust“: „Zwei Seelen wohnen, ach, in meiner Brust!“, esou ass et bei eis an der Fraktioun. En Deel vun de Kolleegen, déi ralliéiere sech dëser Mesure, anerer, déi hunn hir Schwieregkeeten domat.

Mir hunn an der Fraktioun doriwwer diskutéiert. Jiddferee bei eis ass, wéi dat sech fir eng Partei vun eiser Obédience gehéiert...

(Hilarité)

Bei eis gëtt et kee Fraktiounszwang. Duerfir däerf jiddfereen an dëser Fro esou ofstëmmen, wéi hien dat fir richteg fënnt.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Jiddferee muss sech an esou enger Fro wéi dëser selwer an de Spigel kucken, Verantwortung iwwerhuelen, zu deenen Décisioune stoen, déi hien hei a sengem Vote, dee jo public ass, wäert huelen.

D'Majoritéit vun der Demokratescher Partei wäert sech dëse Propositiounen uschléissen. Déi aner Dispositioune vum Gesetz, mat deene ware mer souwisou d'accord. Duerfir, Här President, wollt ech méi laang iwwert dee contestéiertsten Deel vun dësem Projet de loi schwätzen. Mir hunn an dëser Fro keng eestëmmeg Haltung. Jiddferee vun eis wäert seng Verantwortung iwwerhuelen. Majoritär wäerte mer dësem Projet de loi eis Zoustëmmung ginn.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Schreiner.

(Interruptions diverses)

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat d'éinescht gesot, ech géif am Numm vun der LSAP-Fraktioun nach e puer zousätzlech Remarquen zu dësem Projet de loi wëlle maachen an nach eng Kéier d'Regierung an hirer Erklärung vum 4. August 2004 zitéieren, déi gesot huet: «Afin d'améliorer la qualité de vie de la population luxembourgeoise et d'obtenir un gain de confort et de sécurité pour les usagers, le Gouvernement entend prioritairement combattre avec fermeté le fléau des accidents de la route en renforçant de manière substantielle les mesures et actions en faveur de la sécurité routière.»

Ech mengen, an och wann déi Meenung net vu jidderengem gedeelt gëtt, dass de Rapport, deen ech d'éinescht am Numm vun der Kommissioun hei presentéiert hunn, genuch Zuelen an Argumenter geliwwert huet, déi weisen, dass et absolut noutwendeg ass, dass mer verstäerkt an d'Sécherheet am Verkéier investéieren. Wa mer also wëlle méi wäit goen, wéi dat bis elo de Fall war, da musse mer eis och déi néideg Instrumenter ginn, fir dat kënnen ze maachen. Déi Moossnamen, déi an dësem Projet de loi virgesi sinn, déi setze jo engersäits op d'Sensibiliséierung an d'Formatioun, wat wichteg ass, an op där anerer Säit hu se awer och ganz kloer e verstäerkt repressive Charakter.

D'Chambre de Commerce an och de Statsrot hunn an hiren Avisë gemengt, déi Gesetzesännerung wier net néideg - et sinn elo och nach anerer hei zitéiert gi vu mengem Virriedner - an et géif duergoen, wann eis Uerdnungskräfte méi Kontrolle géife maachen an derfir suergen, dass dat bestehend Gesetz géif agehale ginn.

Mir sinn net där Meenung. Mir mengen éischter, dass ee béides muss maachen. Heefeg a systematesch Kontrollen, jo, fir dass jiddfereen, dee sech net un d'Verkéiersreglement hält, domat muss rechnen, dass hie bestrooft gëtt. Mä et ass och noutwendeg, méi ofschreckend Strofe virzegesi fir déi Chaufferen, deenen hiert Verhale liewensgefäierlech ass an déi sech selwer offenbar där Situatioun net bewosst sinn.

Eng repressiv Politik ass sécher ni populär. Kee kritt gären e Protokoll. A bei systematesche Kontrollen tréfft et och ganz oft Leit, déi der Meenung sinn, dass si eigentlech gutt géife fueren. Grad beim Alkohol ass dat jo e Phenomeen, dee wäit verbreet ass. Grad am Zesummenhang mam Alkohol besteet jo d'Tendenz, seng eege Konditioun a seng eege Fahrtüchtegkeet falsch anzeschätzen. Bekanntlech gehéiert dat jo zu de Wierkunge vum Alkohol; dat wësse mer alleguer. An dat gëllt besonnesch fir déi Leit, déi nach net iwwer 0,8 Promille leien.

Etüde beweisen - an déi sinn net aus der Welt ze rieden -, dass d'Fäegkeet, fir gutt Auto ze fueren, ab 0,5 Promille Alkohol am Blutt scho reduzéiert ass. A gläichzäiteg ass dat och déi Limite, ab där d'Hemmungen, fir sech goen ze loossen, fir méi séier ze fueren, fir Risiken anzegoen, méi kleng ginn. Duerfir ass et och net verwonnerlech, dass bei Accidenter iwwerproportional vill Leit betraff sinn, déi Alkohol gedronk hunn.

Eigentlech dierft et jo guer keng Diskussioun sinn. Wa mer engersäits eng gréisstméiglech Sécherheet am Verkéier wëllen an de Vierdergrond setzen a wa mer akzeptéieren, dass et en direkte Lien gëtt tëschent der Aart a Weis wéi mer Auto fueren - eisem Verhalen am Verkéier - an der Consommatioun vum Alkohol, da läit et op der Hand, wat ze maachen ass, an da kann een eigentlech net wäit genuch goen.

Jiddfereen, deen am alkoholiséierten Zoustand Auto fiert, muss sech bewosst sinn, dass en a Kaf hëlt, sech selwer awer och aner onschëlleg Leit a Gefor ze bréngen. Dat Bewosstsinn, dat schéngt awer bei ganz ville Leit net do ze sinn. Esou huet eis Police am leschte Joer eleng 1.768 Verstéiss géint d'Bestëmmungen, wat den Alkoholkonsum ugeet, enregistréiert. Duerfir ass den Usaz, fir vun 0,8 op 0,5 Promille erofzegoen, schonn dee richtegen.

Et geet hei net drëm, fir d'Chaufferen, déi emol e Patt ze vill gedronk hunn, ze kriminaliséieren. Et geet drëm, fir preventiv d'Risiken ze erkennen a fir preventiv d'Verhale vun de Chaufferen entspriechend unzepassen. Alkoholkonsum beeinträchtegt ganz kloer d'Fäegkeeten, déi ee brauch, fir Auto ze fueren, an erhéicht gläichzäiteg d'Bereetschaft, Risiken anzegoen. D'Konzentratiouns- an d'Reaktiounsfäegkeet léisst no. D'Selbstwäertgefill gëtt gesteigert. D'Wierkung vum Alkohol gëtt net méi adequat wouergeholl a virun allem net méi richteg beuerteelt.

Scho bei 0,2 bis 0,3 Promille - soen d'Etüden - hëlt d'Opmierksamkeet of. A wat den Taux méi an d'Luucht geet, wat d'Reaktiounszäiten ëmmer méi laang an d'Reaktiounen ëmmer méi ongenau ginn. Experte soen eis, dass de Risiko, en Accident ze provozéieren, scho bei 0,5 Promille duebel esou héich ass, wéi dat bei 0,0 Promille ass, bei 0,8 Promille 10-mol esou héich a bei 1,2 Promille scho 35-mol esou héich.

Här President, méi Kontrollen a méi en niddregen Alkoholtaux kënne verschidde Leit elo vläicht virkomme wéi Schikanen. D'Erfahrungen, déi am Ausland gemaach goufen, weisen awer däitlech, dass dës Moossname berechtegt sinn, well se Mënscheliewe retten. Ech wëll nach eng Kéier op d'Zuelen hiweisen, déi ech d'éinescht am Rapport zitéiert hunn an déi mer aus Frankräich geliwwert kritt hunn. Vu 6.735 Chaufferen, déi am Joer 2005 an en Autosaccident mat Kierperschued verwéckelt waren, haten 30% - 30%! - en Alkoholtaux, deen tëschent 0,5 an 0,8 Promille louch. An dëse Pourcentage louch bei 13,4% bei Accidenter mat Doudesfolleg.

Ech mengen, déi positiv Erfahrungen, déi eis Nopeschlänner mat deem Abaissement vum Taux d'alcoolémie gemaach hunn, a wou et schonn eng Rei vu Joren applicabel ass, bestätegen och d'Démarche vun dësem Projet de loi, fir eis Gesetzgebung ze änneren, fir d'Fueren ënnert dem Afloss och vun iergendengen illegalen Drogen ze sanktionéieren. De Konsum vu bestëmmten illegalen Drogen ass leider wäit verbreet, besonnesch bei jonke Leit, déi owes erausginn. A leider loosse vill vun hinnen dann och den Auto net stoen.

Bei eisen Noperen am Saarland gouf scho virun e puer Joer eng geziilte Campagne an dësem Beräich gemaach, déi bemierkenswäert Resultater bruecht huet. Esou huet zum Beispill vu Januar bis August 2000 d'Polizei d'Chauffere kontrolléiert, wa se ugeholl huet, dass se Droge geholl hätten. 489 Leit goufe gefrot, fir eng Urin-, eng Spaut- oder eng Schweessprouf ofzeginn. Mat enger Bluttprouf goufen d'Resultater verifizéiert. Et huet sech erausgestallt, dass a 97% vun de Fäll d'Schnelltester dat richtegt Resultat bruecht hunn.

Dat och nëmme fir déi Ängschten, déi den Ali Kaes an d'Feld gefouert huet, dass eventuell déi Apparater, déi den Dépistage maachen, net fiabel genuch wären, dass do haut scho vun der Industrie Apparater geliwwert ginn, déi fiabel Resultater weisen. Bei 107 Tester konnte souguer méi wéi eng Drogenaart nogewise ginn.

Mä wat nach méi interessant ass: D'Zuel vun den Autofuerer, déi hiert Liewe gelooss hunn, ass an der Altersgrupp vun den 18- bis 25-Jähregen am Joer 2000 am Verglach zum Joer virdrun ëm 68% zréckgaangen. D'Zuel vun de Schwéierverletzten ass ëm 34% zréckgaangen an d'Zuel vun de Liichtblesséierten ëm 29%, während am gesamte Bundesgebitt - dat war jo elo nëmmen d'Saarland - d'Zuel vun den Doudegen nëmmen ëm 2,8% zréckgaangen ass. An och de Réckgang bei de Blesséierte war do vill méi niddreg.

Dës Resultater, mengen ech awer, weisen, dass, wann et ëm d'Verkéierssécherheet geet, d'Toleranz hei op der falscher Plaz ass. Egal ob et ëm d'Vitesse, ob et ëm den Alkohol, ob et ëm d'Droge geet, all Etüde weisen, dass d'Majoritéit vun de Leit d'Tendenz hunn, d'Geforen am Stroosseverkéier erofzespillen, hir eege Fäegkeeten iwwerschätzen an d'Risiken net realistesch aschätzen. Och de Statsrot an och d'Chambre de Commerce bestätegen eigentlech an hirem Avis dës Aschätzung, och wa se net iwwerzeegt sinn, dass déi Mesuren, déi elo geholl ginn, wierklech noutwendeg wieren.

Ech mengen awer, dass déi Zuelen, déi de Minister och der Chamberskommissioun virgeluecht huet - d'Statistiken aus dem Ausland -, eng kloer Sprooch schwätzen. Iwwerall do, wou den erlaabten Alkoholtaux op 0,5 Promille erofgesat gouf an d'Kontrollen och verstäerkt goufen, ass d'Zuel vun de Leit, déi duerch Autosaccidenter blesséiert ginn oder ëm d'Liewe kommen, däitlech erofgaangen. Et wäert sécher net jiddfereen déi Ännerungen, déi elo kommen, hei gutt fannen; ech mengen, dat hu mer éinescht schonn héieren. Mä si sinn noutwendeg, wa mer eis Ziler am Beräich vun der Verkéierssécherheet wëllen erreechen.

Vläicht och nach ee Wuert zu de Stagen, déi am Kader vun dësem Gesetz elo sollen agefouert ginn. Dat ass eng sënnvoll pedagogesch Composante, déi ganz wichteg ass. Ech wëll och drop hiweisen, dass och d'Sécurité routière esou Stagë schonn zënter dem Joer 2003 mat groussem Erfolleg organiséiert an Zesummenaarbecht mam Bezierksgeriicht Lëtzebuerg. Vläicht ass et méiglech, déi Erfahrungen, déi schonn do gesammelt goufen, an der Praxis och elo op déi Stagen, déi hei am Gesetz virgesi sinn, ze iwwerdroen, fir do och qualitativ héichwäerteg Stagë kënnen ze organiséieren.

Niewent all deene Moossnamen, déi elo virgesi sinn, a verstäerkte Polizeikontrollen - an dat ass och schonn hei gesot ginn, an dat däerf een och net vergiessen, well et eng global Approche soll sinn -, muss awer weider och d'Haaptopmierksamkeet der Preventioun gëllen. Duerfir sinn - an do deelen ech och d'Meenung vu menge Virriedner - d'Informatiounscampagnen immens wichteg. D'Sensibiliséierungscampagnë sinn immens wichteg.

Mä et muss och weider mat Konsequenz op alternativ Ugebueter am öffentlechen Transport gesat ginn. Systemer wéi den Night Rider, wéi de Ruff-Bus, de Flexibus, de Late Night Bus, wéi se alleguer heeschen, an déi alleguerten ufänken hire Wee ze maachen, Schoul maachen, sech duerchsetzen, déi musse weider développéiert ginn. Och Taxien, déi elo éinescht hei schonn zu Diskussioune gefouert hunn, kéinte wierklech eng valabel Alternativ sinn, speziell fir d'Jugend, wa se géife Präisser offréieren, déi méi sozial verträglech wieren, wéi et haut de Fall ass.

Bon. Dat alles gesot, Här President, wëll ech zum Schluss kommen, awer och ofschléissend, ier ech et vergiess hunn, d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den Här Braz schwätzt fir d'Fraktioun vun deene Gréngen zu dësem Projet. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Mir hunn alleguerten als Deputéierte gëschter an eiser Boîte e Bréif gehat vun der Association des Victimes de la Route, déi eis nach eng Kéier ënnerstëtzt huet an där Démarche, déi mer haut eis apprêtéieren ze huelen, nämlech dëst Gesetz ze stëmmen. An dee Bréif, mengen ech, huet och all deenen, déi e gelies hunn, nach eng Kéier an Erënnerung geruff, dass déi vill Zuelen, vun deenen haut schonn hei geschwat ginn ass an déi beleeën, wat d'Auswierkunge sinn, net nëmmen Zuele sinn, mä dass hannert deenen Zuelen och mënschlech Schicksaler stinn, an dass hannert deenen Zuelen och Nimm stinn.

D'Onsécherheet op de Stroossen ass e Faktor hei zu Lëtzebuerg, deen nach ëmmer ganz vill Misär iwwert d'Land an d'Famillje bréngt, deen awer och ganz vill Ongerechtegkeet beinhalt. Well et sinn net ëmmer déi,...

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- ...déi de Feeler beginn, déi och Affer ginn, mä et si ganz oft Leit, déi selwer näischt falsch gemaach hunn.

Et ass also net nëmmen eng Saach vu Misär a vu mënschleche Schicksaler. Et ass och eng Saach vu Gerechtegkeet respektiv vun Ongerechtegkeet, ëm déi et haut geet. Dat soll een, wa mer doriwwer diskutéieren, och emol an Erënnerung ruffen, a vläicht kritt och dee ganz beléiften Ausdrock vum „Lëtzebuerger sengem léifste Kand“ - den Auto - op eemol en anere Geschmaach, en Nogeschmaach, e batteren Nogeschmaach. Et sollt ee vläicht, wann een deen Ausdrock gebraucht, dann net nëmmen déi eng Aspekter doranner gesinn, mä och déi Aspekter vu Misär a vun Ongerechtegkeet, déi leider och domadder zesummeginn.

Den Här Kaes huet virdru gesot, déi Debatt hei géif en e bëssen erënneren un d'Gesetz géint d'passiivt Fëmmen. Dat ass richteg. Dat ass e Gefill, wat mir och hunn. Déi hei Debatt erënnert och e bëssen un déi Debatt an der Aart a Weis, wéi se gefouert gëtt. Et gëtt och haut erëm gesot, et wär fir de Leit d'Drénke falsch ze maachen, dass ee kee Patt dierft huelen, dass een näischt méi beim lessen dierft drénken. Dat ass genausou falsch, wéi wou bei der Debatt iwwert d'passiivt Fëmme gesot ginn ass, dass een elo wéilt de Leit d'Fëmme verbidden. Hei geet et och nëmmen dorëm, wéi bei där anerer Debatt,...

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- ...ze verhënneren, dass d'Konsequenze vum eegene private Behuelen op anerer ausgeweit ginn. Hei geet et net dorëms, ob een drénkt oder net. Et geet dorëms, dass, wann een de Choix geholl huet fir sech, an dat bleift jiddferengem säi Choix, ze drénken, een da fairerweis drop verzicht, d'Konsequenzen dovunner anerer droen ze loossen an dann einfach nëmmen drop verzicht, Auto ze fueren. Dorëms geet et! Oder drop verzicht, selwer Auto ze fueren doduerch, dass een ee bei sech huet, deen ee begleet. Doduerch, dass ee mam öffentlechen Transport fiert. Doduerch, dass ee mam Taxi fiert. Dorëms geet et!

Et geet net dorëms, de Leit falsch ze maachen, wéi vill a wéi oft se sollen drénken - quitte dass een och dozou eng Meenung soll hunn an dass een och sech do un anere Beispiller aus dem Ausland kann inspiréieren, wéi a Frankräich, déi an dëser Matière eis am Moment ganz villes virmaachen, wou et scho laang üblech ass, dass an der Publicitéit fir Alkohol den obligatoresche Saz hannendrugehaange gëtt: Mä maacht et mat Mooss!

Et ass och a Frankräich üblech, dass, wann ee Publicitéit mécht fir Nahrungsmëttelen, déi vläicht net déi allergesondst sinn, een hannendrun och obligatoresch muss soen: Denkt och drun, Uebst a Geméiss ze iessen. Do si mer vläicht nach e bëssen hannendrun, mä trotzdeem soll een d'Debatt recentréieren. Dorëms geet et net. Et geet net ëm d'Drénken, et geet ëm d'Autofueren. Dat ass den Enjeu vun der Diskussioun, déi mer haut féieren. Déi Virremarque wollte mer awer maachen.

Duerfir fanne mer och, dass dat, wat de viregten Transportminister - net den Här Grethen, deen aneren, den Här Goebbels -

virun e puer Deeg am „Tageblatt“ vu sech ginn huet, eigentlech komplett irresponsabel ass, well et einfach falsch ass, wat hie schreift.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Et si falsch Zuelen. Et stëmmt net, wat hie schreift. Et ass beluecht, dass et och an der Onfallstatistik en Ënnerscheed gëtt tëschent 0,5 an 0,8 Promille. Dat ass esou. Den Här Goebbels niéiert dat. D'un revers de la main gëtt dat einfach falsch gemaach.

(Interruptions)

Hätt d'DP eng Fraktiounsmeenung zu dëser Fro, dann hätt ech hir elo gratuléiert zu engem weideren Europadeputéierten. Vu dass awer d'DP keng Fraktiounsmeenung huet, muss ech der ADR gratuléieren zu hirem éischten Europadeputéierten, well déi wäert herno geschlosse géint dat Gesetz stëmmen, an den Här Goebbels a si kënne sech dann elo op där doter Fro iwwer vill Gemeinsamkeete freeën.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bei eis ass kee Fraktiounszwang a mir si ganz kriddelech mat neie Memberen!

(Hilarité)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt dat elo just soen, Här Gibéryen, et steet Iech natierlech fräi, den Här Goebbels opzehuelen oder net.

(Interruptions diverses)

Et ass och eng vun deene Matièren, iwwert déi vill diskutéiert gëtt, ob mer dann elo sollen erofgoen op 0,5 oder net, wéi beim Tubaksgesetz. Et ass awer och eng vun deene Matièren, wou, wann et bis eng Kéier beschloss ass, ni méi een op de Gedanke wäert kommen ze probéieren, Argumenter dofir ze fannen, fir et nees réckgängeg ze maachen. Dat behaapte mer haut. Wann dat heite bis haut votéiert ass, da wäert et an der Lëtzebuerger politescher Landschaft ni méi eng Initiativ gi vun iergendengem, fir ze soen: Solle mer dat net erëm réckgängeg maachen an nees erëm erlaben, méi ze drénken? Déi Wett si mer haut bereet anzegoen.

Et gehéiert zu deene ville Sujeten, déi hefteg ëmstridde sinn. Mä eemol votéiert si se en definitiven Acquis, an et wäert kee méi esou onvernünfteg sinn, Argumenter wëllen zesummenzerafen, fir d'Leit dobaussen ze iwwerzeegen, dass een dat erëm misst falsch maachen.

Den Här Goebbels seet, dass elo vill onbescholte Bierger missten an Zukunft mam Stempel vum Séffer - fir säin Ausdrock ze iwwerhuelen - duerch d'Land lafen. An hie seet, dass haaptsächlech Leit, déi notoresch drénken, problematesch wieren, an hie seet, fir déi Leit, déi notoresch drénken, wäert dëst Gesetz näischt änneren. Och dat ass eng Sachonkenntnis. Well et sinn net déi notoresch Alkoholiker eleng, déi Misär schafen. Et ass leider vill méi oft de Fall, dass Leit, déi emol e Patt ze vill gedronk hunn an dann nawell Auto fueren, an Accidenter verwéckelt ginn.

Wären et nëmmen déi notoresch Alkoholiker, déi géifen Accidenter provozéieren, da wier et jo einfach. Da wier et einfach, dem Problem bäizekommen. Dat ass leider net de Fall, mä et ass dat, wat jiddferengem emol ka geschéien, dass hien, wann hien e Patt ze vill gedronk huet, sech awer nach sécher genuch spiert, fir de Wee heem unzetrieden, dann an en Accident verwéckelt gëtt, dat fir hie selwer Misär brëngt an eben och fir Leit, déi näischt domadder ze dinn haten, dass ee selwer e Patt ze vill gedronk huet. Duerfir ass et net egal, wann ee probéiert an der Breet vun der Populatioun aktiv ze ginn an ze sensibiliséieren, an et ass falsch ze mengen, et wär nëmmen e Problem vun e puer extreme Leit.

Den Här Bettel wëllt eng Fro stellen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wollt just froen, den Här Braz sot, wann et notoire Alkoholiker wieren, wier et vill méi einfach, wat hien domadder mengt.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Da wär et e Problem vu ganz wéinege Leit, Här Bettel.

(Interruptions)

Majo, méi ass et net. Wann et e Problem wär vu ganz wéinege Leit an dësem Land, wann nëmme Leit als notoresch Alkoholiker Problemer géife schafen am Verkéier, dann hätte mer net vill Leit, déi e Problem schafen. De Problem ass awer just, dass et genee dat net ass, dass jiddferee vun eis kann, wann en e Patt gedronk huet an hannert dem Lenkrad sëtzt, an esou eng Situation erageroden. Duerfir ass et vill méi komplizéiert, an et ass net e cibléierte Problem vun e puer Leit, et ass leider e generelle Problem, mat deem mer eis musse befaassen.

Eng weider Remarque, déi mer wëlle maachen, ass, dass et natierlech net esou ass, wéi wann dat hei elo déi eenzeg Mesure wier. Och dat soll een aus de Féiss loossen. Et gëtt och e bësse gemaach, wéi wann elo allen Eeschtens géif dru gegleeft ginn, dass mat dësem Gesetz all Problemer geléist wieren. Och dat schreift den Här Goebbels. Och dat ass falsch. Ma natierlech ass dat net de Fall.

Et ass eng Mesure ënner aneren. Mir hunn dat an der Kommissioun scho gesot a soen et duerfir och hei nach eng Kéier dem Transportminister, dee vläicht mat sengem Kolleeg Minister vun der Force publique sech och doriwwer misst ënnerhalen, dass mer natierlech och mussen déi aner Gesetzgebung, déi mer schonn hunn, net verschäerfen, mä et geet duer, wa mer se géifen applizéiert kréien, dass och do d'Police e Rôle huet, net nëmmen am Beräich vun den Alkoholkontrollen, mä am Beräich vun de Vitessen.

Mir maache verstäerkt Kontrollen an der leschter Zäit, och schonn ënnert dem Här Minister Grethen. Hien hat dat ugefaangen, dat wëlle mer fairerweis och rappeléieren. Mä wa mer et och géife fäerdeg bréngen, dass mer am Respekt vun de Vitessen op eise Stroosse géife wesentlech weiderkommen, hätte mer immens vill geschafft am Sënn vun der Verkéierssécherheet.

Mir mussen net iwwerall d'Gesetzer verschäerfen. Op deene meeschte Punkte géif et duergoen, wa mer et géife fäerdeg bréngen, d'Gesetzer respektéiert ze kréien. Dat ass och en Encouragement un d'Regierung, och do méi geziilt, net mat der Strenz, net blann, mä geziilt Presenz ze weisen an derfir ze suergen, och do, wou Leit sinn, och do, wou Foussgänger sinn, net nëmmen iwwer Land, mä och an de Stied Presenz ze weisen am Beräich vun de Vitessen a wierklech do och ze probéieren, de Problem erofgedréckt ze kréien.

Doriwwer eraus gëtt et och nach aner Efforten, déi musse gemaach ginn. Natierlech geet et och ëm méi sécher Stroossen. Och do si Fortschrëtter nach ze maachen. Och do gëtt et aner Länner, déi eis weisen, wéi een dat ka verbesseren. Natierlech wäert och d'Sécherheet vun den Autoe weiderhin e positive Facteur spillen. Et ass kee Mënsch, dee behaapt, et wär nëmmen duerch d'Gesetzer, dass mer et géifen an de Gréff kréien. Et ass e Fait, dass déi verbessert Technik vun den Autoen eis Fortschrëtter bruecht huet.

Mesuren am Beräich vun der Vitesse. Mesuren am Beräich vum Droe vum Gurt, notamment bei Kanner. Dat schéngt bei den Erwuessene mëttlerweil relativ breet akzeptéiert ze sinn. Relativ verheerend ass et nach ëmmer, wann ee kuckt, wéi Eltere mat Kanner am Auto ëmginn, wéi wéineg oft d'Kanner op den hënneschte Plazen ugestréckt ginn, wéi wéineg dass déi Kannersëtzer, wa se der hunn, richteg benotzt ginn, wat och un de Kannersëtzer läit. Och do sinn nach technesch däitlech Fortschrëtter ze maachen.

Dat gesäit een ëmmer nees bei den Tester, déi gemaach ginn, beispillsweis vum ADAC, dass se nach ëmmer ganz staark mangelhaft sinn. Och do sinn nach grouss Efforten ze maachen an déi leien net am Beräich vun der Repressioun. Dat sinn Efforten, déi musse gemaach ginn am Beräich vun der Sensibiliséierung, vun der Informatioun vun de Leit, an och do ass nach eng ganz grouss Kaart, déi kann ausgespillt ginn.

Den Här Grethen huet op eng Etüd virdru verwisen aus dem Utah, mam Verweis dorobber, dass Handyen e staarkt Oflenkunspotenzial hunn, dass dat dës Mesure géif falsch maachen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Dir verdréint eis Wierder, Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här Grethen, mir kënne gär preziséieren.

M. le Président.- Här Braz, den Här Grethen mengt, Dir sollt Iech méi däitlech ausdrécken.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Da maachen ech dat.

Den Här Grethen huet mat Verweis op déi Etüd vum Utah gesot, dat hätt jo dann en däitlech méi héicht Oflenkungspotenzial wéi den Alkohol, och bei 0,8 Promille, an huet dann dofir plädéiert, wann ech en da richteg verstanen hunn, fir sech och mat där doter Fro méi streng ze beschäftegen. Dir hutt jo gesot, wann déi Etüd richteg ass, an dorunner géift Der net zweifelen - elo zitéieren ech Iech mot par mot -: „Wann déi Etüd richteg ass“ - an Dir géift net dorunner zweifelen - „misst ee sech seriö domadder beschäftegen.“ Et ass also en Encouragement fir an déi dote Richtung och Mesuren ze ënnerhuelen.

Ech wëll just soen, Här Grethen, dass ech et eigentlech net gutt fannen, wann Der déi eng an déi aner Mesurë matenaner wëllt opweien. Wann et esou ass, wéi Dir sot, an déi Etüd hätt Recht, ma da stellt Iech vir, am Moment hu mer eng Gesetzgebung, déi erlaabt, dass ee béides ka parallell maachen, mat 0,8 Promille Auto fueren a sech vum Handy oflenke loossen. Wann dat esou ass, wéi Dir sot mat där Etüd, ass dat dann net och e weidert Argument fir ze soen: Da kommt, mir kucken dat méi streng an erlaben de Cumul vun deene Geforepotenzialer net méi, da musse mer méi selektiv ginn an deene Geforepotenzialer? Grad dat ass dach en Argument dofir, dass, wann dat schonn aus enger Rei vu Grënn toleréiert gëtt, mer bei der Alkoholgrenz, déi toleréiert gëtt, vläicht e bësse méi regardant misste sinn.

Et gëtt an dëser Matière och keng Wonnermesure. Et geet net duer ze soen, mir ginn op 0,5 erof an da wär all Problem geléist. Et geet an dëser Matière, wéi an deenen allermeeschten, eigentlech ëm de Cumul vu Mesuren, déi een ergräift, sief et bei der Responsabiliséierung, wann ee gedronk huet an net soll Auto fueren, sief et am Beräich vun der Vitesse, sief et am Beräich vun der passiver Sécherheet, sief et am Beräich vum Usage vum Handy, dass de Cumul, de richtegen Dosage an Usage vun deenen eenzelne Saachen et wäerte weiderhi fäerdeg bréngen, dass mer an der Verkéierssécherheet virukommen. Et soll een déi Mesuren eigentlech net mateneen opweien, mä et soll ee se zesummebréngen an an deem dote Sënn wierklech probéiere virunzekommen.

Ech profitéiere vun dësem Projet fir dem Minister zwou Froen ze stellen, déi och an de Beräich vun der Verkéierssécherheet eraginn. Mir wäre frou, wann de Minister eis herno a senger Äntwert kéint erläuteren, wou mer haut zu Lëtzebuerg drusinn an de Reflexioune mat de Radaren op de Stroossen, permanente respektiv temporären.

Mir wären och frou, wann de Minister nach eng Kéier kéint agoen op d'Problematik vun de Gurter an de Bussen, ob do och Initiative vun der Regierung geplangt sinn an den nächste Wochen a Méint - ënner Verweis natierlech op deen dramateschen Accident, awer net nëmmen. Do wäre mer och frou, eng Äntwert vun der Regierung ze kréien.

Eng aner Remarque fir ze soen, dass mer jo haut driwwer schwätzen, ob 0,5 Promille net scho vläicht ze vill wär. Ech wëll just rappeléieren, dass et net méi al ass wéi zwee Deeg, dass a Frankräich déi zoustänneg national Kommissioun, déi sech mat dëse Froe beschäftegt, amgaang ass ganz seriö ze planchéieren op der Fro, ob et net misst 0,2 Promille sinn. Ob dat, wat mir hei fir verschidde Gruppen an d'Gesetz wëllen aschreiwen, a Frankräich net misst generaliséiert ginn.

D'Fransouse si jo europawäit bestëmmt net dofir bekannt, déi Leit ze sinn, déi sech am léifste wëlle mat Regelen ufrënnen. Et ass éischter de Contraire. An an deem Land, wat amgaang ass eis an dëser Matière ganz villes virzemaachen, si se am Moment amgaang seriö driwwer nozedenken, well déi déi Etapp vun 0,5 Promille schonn hanneru sech hunn, ob net dat dee richtege Wee wär.

An och bei 0,2 Promille ass d'Argument dann net, dass een de Leit wëllt verbidden e Patt huelen ze goen oder eppes z'iessen. Mä och do ass et just d'Argument, dass een de Leit seet: „Maacht dat roueg. Mä wann Der et maacht, genéisst et a bréngt lech an anerer duerno net a Schwieregkeeten doduerch, dass Der dann och nach mengt, Dir misst Auto fueren, wann Der dat dote gemaach hutt.“

Mä do gesäit een, wou d'Richtung higeet an Europa, an deene Länner, déi sech seriö domadder beschäftegen. Bestëmmt net an déi Richtung, an déi den Här Goebbels eis mat sengem Bréif wollt zwee Deeg virum Vote nach eng Kéier bréngen. Den Trend ass déi aner Direktioun an déi gëtt ëmmer méi seriö och befollegt.

Aner Remarque: Den Här Grethen huet och als viregten Transportminister gesot, et géife keng Zuele ginn, déi déi dote Saache géife beleeën. Et pour cause, et gëtt keng national Zuelen. Dorunner dréit den Här Minister Grethen awer och vläicht e Stéck Responsabilitéit. Mir hunn effektiv an där doter Matière wéineg statistescht Material. Dat ass net gutt, wann et esou ass. Déi Zuelen, mat deene geschafft gëtt an dësem Dossier, sinn Zuelen, déi d'Regierung aus aneren europäesche Länner huet, respektiv europäesch Zuelen, déi awer ganz kloer beleeën...

M. le Président.- Här Braz, erlaabt Der eng Tëschefro vum Här Grethen?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Selbstverständlech!

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, den Här Braz ass jo e léiwe Mann!

(Hilarité)

Hien ass elo awer amgaangen et hei e bësse bont ze dreiwen. Engem Transportminister, egal wat fir engem, d'Responsabilitéit ze ginn, dass et keng Statistiken iwwert den Alkohol um Steier gëtt!

Et gëtt der am repressiven Deel, mä wann een dem Här Braz seng Ausféierunge géif richteg ëmsetzen, da misst ee jiddfereen, zum Beispill wann den Här Braz mat sengem Auto - well hie fiert jo och net ëmmer mam öffentlechen Transport - doheem fortfiert, schonn eng Kéier blose loossen, a wann en heemkënnt nach eng Kéier, an dertëschent nach e puermol.

(Interruptions)

Da kéint een ëm och eppes abauen, dat permanent géif säin Taux iergendwéi iwwer e Sender iwwermëttelen. Dat do sinn esou populistesch Argumenter!

Här President, et ass eigentlech net derwäert, dass ech mech opregen.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Här Braz, fuert Dir weider!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll dem Här Grethen trotzdeem seriö äntwerten, och wa seng Interventioun dat häerzlech wéineg war.

Wat ech domadder gemengt hunn, Här Grethen, ass natierlech net dat doten. Kommt mer haken dat do als bessere Cabaret of - vläicht och net.

Wat ech domadder wëll soen, ass, dass et keng Zuelen doriwwer gëtt an der Unfallstatistik, well mer déi hei zu Lëtzebuerg nach ni seriö notéiert hunn. Ech hunn eigentlech gemengt, Dir géift mer elo soen, als Transportminister wäert Der net dofir zoustänneg. Mä Dir waart och nach Wirtschaftsminister an à ce titre och nach fir de Statec responsabel. Dir hätt also problemlos kënnen, Här Grethen, an Ärer viregter Fonction als Minister, derfir suergen, dass et seriö Unfallstatistike gëtt, déi och d'Unfallursaache statistesch erfaassen. An dat hu mer net.

Dat ass esou, an dorunner ännert och Är Remarque, Här Grethen, näischt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn awer elo d'Gefill, den Här Grethen an den Här Braz géifen dat gär zesumme maachen!

(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wollt dem Här Gibéryen soen: Da sinn ech net méi derbäi!

(Hilarité)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dat eent erkläert och vläicht dat anert, gell?!!

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Mä soss ass den Här Grethen awer och e feine Mann, ech ginn ëm dat gär zréck.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech ginn och dovun aus, dass de Minister Lux herno nach wäert e bësse méi seriö op déi mangelnd statistesch Donnéeë agoen. Well mir mussen dofir ëmmer mat Zuelen operéieren aus anere Länner. Mir sinn der Meenung, dass een och mat nationalen Zuelen eng ganz Partie Saache kéint beleeën.

Zwou lescht Remarquen, fir nach op zwee Punkten anzegoen. Wann een op dëse Wee

geet, da mussen natierlech och d'Alternative klappen, dass d'Leit Alternativen hunn. Déi eng kënne sech e Chauffer leeschten, net alleguerten. Aner Leit musse kucken een ze iwwerzeegen, deen dann de Chauffer fir den Owend ass, deen dann näischt drénkt. Et ass e flotte Modell, deen och vun de Leit ugewannt gëtt. Deen ass ugeholl, dat funktionéiert.

Et gëtt nach zwou aner Mesuren, dass een am Beräich vum öffentlechen Transport och zu spéiderer Stonn probéiert, vläicht méi geziilten Angeboter wéi den Night Rider wierklech ze ënnerstëtzen, an et muss ee sech awer och mat der Fro beschäftegen effektiv vun den Tarifer bei den Taxien. Do muss ech dann erëm eng Kéier den Här Grethen zitéieren, deen den Här Kaes e bësse wollt op de Réck leeë mat senger Fro, ob dat dann nëmmen op d'Käschte muss goe vun de Paien.

Ech mengen, déi richteg Äntwert op déi Fro ass Neen. Et kann een och bei anere Saachen aspueren. Et kann een aspuere beim rullende Material, dat agesat gëtt zu bestëmmtenen Zäiten. Do si ganz vill Aspuerpotenzialer. Dat muss net ëmmer déi deierste Limousine sinn. Do kann ee ganz vill Käschte spueren.

D'Diskussioune ronderëm den Eenheetsstatut weisen eis et jo: Et kann ee sech och nach aner Saachen afale loossen, fir eng bestëmmte Leeschtung net ze verdeieren, ouni dass dofir ee vun deenen, déi fir Loun a Gehalt schaffe ginn, och nëmme muss een Cent manner a senger Pai hunn.

Wann een also e bësse kreativ ass an net just stëppeleg, da fënnt een och do Solutiounen. An deem dote Sënn brëngen ech dann d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Fir d'ADR huet den Här Mehlen d'Wuert gefrot.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Merci och un de Rapporteur.

De Projet, dee mer virleien hunn, ass e Gesetz mat villen Dispositiounen. Déi, déi awer de Moment haaptsächlech diskutéiert gëtt, ass dat vum Erofsetze vum erlaabten Alkoholpegel, wann ee Conducteur net nëmme vun engem Gefier, mä souguer vun engem Déier ass oder wann een als Foussgänger ënnerwee ass.

Ech ka mer och do eng kleng Remarque net erspueren. Hei steet: «(...), tout conducteur d'un véhicule ou d'un animal, ainsi que tout piéton impliqué dans un accident», tout simplement. Dat heescht, wann ech dat richteg interpretéiert hunn, wann den Noper mech invitéiert huet a mir hu vläicht e Patt méi gedronk, wéi dat erlaabt ass, an ech ginn zu Fouss iwwert den Trottoir heem, an dann hëlt ee mech mam Auto...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann déi Gréng wëllen eng Fraktiounssitzung halen, da gëtt et aner Raim duerfir wéi hei d'Plénière!

(Interruption)

Neen, et ass awer schwiereg, schonn de ganze Moien!

(Interruption)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- ...dann ass souguer dee Foussgänger, dee fein um Trottoir heemgeet, fautif. Ech weess net, ob dat vun der Regierung gewollt war. Et kënnt mer op jidde Fall e bësse komesch vir. Ech wäert mech dofir aus Zäitgrënn op dee Volet Alkohol um Volant beschränken.

Här President, d'Sécherheet am Verkéier läit eis alleguer um Häerz. Dat steet ausser Diskussioun. All Accident ass een Accident ze vill, an och mir sinn d'accord, datt een all Effortë muss maachen, fir d'Zuel vun den Accidenter esou niddreg wéi méiglech ze halen.

Wa mer Ursaachefuerschung bedreiwen, da gesi mer, datt d'Ursaache ganz verschidde sinn. D'Initialursaache bleiwen awer ganz dacks onerkannt. Ech wollt der hei e puer opzielen. Et gëtt der, op déi de Mënsch keen Afloss huet, dat ass technescht Versoen. Dat kënnt relativ selte vir, d'Kollisioun mat Wëld oder aneren Déieren, onverhofft Glatäis oder Bulli op der Strooss an esou weider. Wéi gesot, dat ass relativ rar.

Meeschtens, bal ëmmer ass et mënschlecht Versoen. Ech wollt der do eng Partie opzielen. D'Onerfuerenheet vu Chaufferen, d'Selbstüberschätzung, dat ass éinescht och schonn hei gesot ginn. D'Angebertum bei Jonken, déi d'Stroossen heiansdo mat der Formel 1 verwiesselen. Prëssséiert sinn, am Stress sinn, Roserei am Leif hunn. D'Sensibilitéit op Vollmound gëtt mer vun der Gendarmerie oder vun der Police an der Protection civile gesot. Dann - an den Här Grethen huet zu Recht heirop higewisen - d'Oflenkung vum Chauffer, telefonéieren oder nëmmen d'Gespréich mat engem, dee mat am Auto sëtzt.

E ganz schwierege Faktor, d'Middegkeet um Volant. Dann d'Influenz vu Berouegungsmëttel - a mir hunn dëslescht hei doriwwer diskutéiert, d'Lëtzebuerger si bal Champion doranner - oder Medikamenter, déi d'Reaktiounsfäegkeet erofsetzen. D'Influenz vun Drogen, dat hu mer jo elo och deelweis am Gesetz, d'Influenz vun Alkohol. Limitéiert Capacitéit doduerch, datt engem onwuel ass, doduerch, datt ee krank ass. Limitéiert Capacitéit duerch dee ganz normalen Alterungsprozess.

Här President, et gëtt der sécher nach eng Partie. Mir gesinn, datt et net méiglech ass, sämtlech Risikofacteuren ze eliminéieren, soss hätte mer keng Accidenter méi oder et däerften der am Prinzip net méi vill op der Strooss fueren. An dësem Projet konzentréiere mer eis op den Alkohol an d'Drogen.

Aner Facteuren, déi wesentlech méi e grousst Geforepotenzial a sech droen, ginn net gekuckt, an ech kommen nach eng Kéier op d'Middegkeet zréck. Si ass eng vun den Haaptursaachen, wann net déi gefäierlechst, eiser Meenung no. D'Buschauffere gi streng kontrolléiert. Den normale Chauffer net. Deen ass awer gradesou gutt op der Strooss ënnerwee, wéi deen aneren. Wat heescht dat? Datt et eis ni gelénge wäert, all Risikofacteuren auszeschalten.

Ass een, dee mat 0,6 Promille fiert, méi gefäierlech, wéi een, deen doudmidd ënnerwee ass? Ganz sécher net! Däerfen eeler Leit och net méi fueren, well hir Reaktiounsfäegkeet am Alter ofhëlt, wéi dat beim Konsum vun Alkohol festgestallt soll gi sinn? Wéi ass et mat deene Villen, déi hei zu Lëtzebuerg regelméisseg Berouegungsmëttel huelen? Mir gesinn, datt mer eis do op engem ganz schwieregen Terrain bewegen an all déi Facteuren do ni wäerten an de Gréff kréien.

Fazit: Mat Repressioun a Kontrollen eleng ass dee Problem net an de Gréff ze kréien. Hei ass virun allem déi perséinlech Responsabilitéit gefuerdert, an zwar an allen Hisiichten. Duerch d'Erofsetze vum Seuil légal d'alcoolémie vun 0,8 op 0,5 Promille gëtt praktesch näischt beweegt. Et gëtt der wahrscheinlech méi, déi bei den Alkoholkontrollen iwwert der Limite leien, ouni datt sech awer vill ännert.

Där Meenung ass jo iwwregens och de Conseil d'État, dee bedauert, datt dat net méi beluecht gëtt, an deen och éischter dofir plädéiert, fir méi Kontrollen ze maachen, fir déi wierklech Schëlleg, nämlech déi, déi vill ze vill gedronk hunn, kënnen ze huelen a se aus dem Verkéier ze zéien.

De Conseil national de la sécurité routière a Frankräich - an dat si jo Leit, déi sech professionell domat beschäftegen -, déi soen datselwecht: «L'implication de l'alcool dans les accidents de la route est un phénomène surtout d'alcoolisation forte, puisque la moyenne des taux mesurés dans les accidents corporels ces dernières années est de 1,7 g/l.»

An da komme se mat der Statistik, 48% hu guer näischt gedronk bei deenen, wou et Doudeger ginn. 7,2% leien tëschent 0 an 0,2 Promille. 3,7% leien tëschent 0,2 an 0,5 Promille. Déi, vun deene mir elo schwätzen, déi tëschent 0,5 an 0,8 Promille, do sinn der 2,9%, an da gesäit een, datt et relativ staark eropgeet, 9,4%, 8,8%, an dann déi iwwer 2 Promille, do 20%. Ech weess och net, ob d'Iwwerleeung richteg ass, fir ze soen, ëmmer dann, wann en Accident geschitt an et ass e bëssen Alkohol am Spill, et war den Alkohol, dee schold war, well wann déi Logik richteg wär, dann dierften déi 48%, déi guer net gedronk hunn, och keen Accident provozéieren.

A Kanada gëtt et e Professer, deen huet sech och domat ofginn, dee baséiert sech op Chiffere vun enger Assurancëgesellschaft, déi dat méi am Detail gekuckt huet, déi seet, datt déi Kategorie manner wéi 1% vun den Accidenter provozéiert hätt. Par contre déi, déi iwwer 0,8 Promille leien, hätten 38% provozéiert. Seng Konklusioun ass «abaisser le taux légal d'alcoolémie» - op 0,5 - «ne produirait donc aucun effet mesurable sur le nombre ou la gravité des accidents de la circulation». Dir gesitt, wéi d'Meenungen auserneeginn. Den Här Grethen huet hei löblecherweis aus engem Rapport zitéiert, deen zu Lëtzebuerg opgrond vu senger Demande gemaach ginn ass.

Här President, ech kommen zum Schluss. Den Här Goebbels, mat deem ech och net ëmmer esou frou sinn, huet a sengem mémorablen Artikel, ech zitéieren de Schluss, geschriwwen:...

(Interruption)

...„Doch die repressivsten Gesetze werden nicht jeden Unfallfaktor ausmerzen. Es wird nie null Risiko in unserer Gesellschaft geben. Dennoch gefällt die Politik sich in immer mehr Verboten. Der Paragraphendschungel wird immer dichter. Die Freiräume der Gesellschaft werden moralisierend eingeengt."

Dat ass d'Tendenz vun dëser Regierung. Dat ass eng Tendenz, déi mir aus deene Grënn, déi ech elo ugefouert hunn, net kënne matdroen. Mir hu kee Fraktiounszwang, Här President. Bei eis wäert jiddferee stëmmen, wéi hie wëllt, mä esou wéi ech gesinn, wäerte mir dat hei net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Jaerling kritt nach d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Bei mir stëmmt och jiddfereen, wéi hie wëllt!

Här President, dem Här Rapporteur selbstverständlech Merci.

A kuerze Wierder: „Alkohol und Nikotin, rafft die halbe Menschheit hin! Doch nach gutem alten Brauch, stirbt die andere Hälfte auch!" Dat ass eben d'Fatalitéit vun deem Ganzen.

(Brouhaha général)

Et fänkt u verdächteg ze ginn, well wéi de Gesondheetsminister opgehalen huet mat fëmmen, du krute mer en Antifëmm-Gesetz. Elo wäert den Transportminister jo awer net opgehalen hu mat drénken, well mer elo en neit Antipromille-Gesetz kréien. Well wann dat de Fall sollt sinn, dann hoffen ech awer vu menger Säit aus staark, dass elo net nach een an der Regierung ufänkt Regime ze halen.

(Hilarité)

Wann dëst Gesetz a Kraaft trëtt, da kann dat dramatesch Konsequenzen am normale Liewenslaf kréien, well den Alkohol, deen ass ganz hannerlëschteg - ech weess vu wat ech schwätzen - a ka sech iwwerall verstoppen. Dann dierfe mir léif Männer eiser gudder léiwer Fra jo emol keng „Mon chéri" méi schenken a keng Rummkichelcher, well se soss riskéieren, wa se déi dann inhaléiert hunn, gepëtzt ze ginn.

(Hilarité)

An dann däerfen eis gutt léif Fraen, wann dat Gesetz hei duerch ass, emol kee roude Wäi méi benotzen, fir d'Fleesch anzebeezen, soss leie mer iwwer 0,5 Promille, ouni et emol ze mierken.

An d'Paschtéier,...

Plusieurs voix.- Aaahhh!!!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- ...déi däerfen och no enger Mass net méi mat hirem Auto dann nach op e Begriefnis fueren, och wa se Waasser an de Wäi schëdden.

(Hilarité)

Et däerf een also net méi fueren, wann een en Apéritif, e Patt Wäin an en Digestif gedronk huet. Da soll een anere fueren, et soll een en Taxi huelen oder nuets den Night Rider benotzen. Mä mat deem niddrege Promillentaux, deen elo nach erlaabt ass, däerf een déi dann awer op kee Fall méi unhauchen, soss sinn déi och fälleg.

(Hilarité)

Här President, ech verstinn awer voll a ganz d'Beméiunge vun den Autoritéiten an och vun der Regierung, fir all Moyenen anzesetzen, fir d'Accidenter ze verhënneren, déi duerch den Alkoholkonsum provozéiert ginn. Ech kann awer net novollzéien, dass d'Erofsetze vum Promilletaux eppes um Verhale vu Vereenzelter ännere soll, well déi meescht Leit si verantwortungsbewosst genuch, fir ze wëssen, wéini datt se fueren däerfen a wéini net.

Anerer, déi sech och elo schonn net un déi aktuell Bestëmmung gehalen hunn, wäerten dat och héchstwahrscheinlech an Zukunft net maachen. Dat Eenzegt, wat se riskéieren, si méi héich Strofen. Ob se op Drock dovunner awer méi verantwortungsbewosst ginn, ass ze bezweifelen. Mä wa mer awer der Meenung sinn, dass mer och nëmmen een Accident kënnen doduerch verhënneren, da solle mer dee Wee hei goen. Déi verantwortungsbewosst Bierger, déi wäerten dat sécherlech verstoen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Problem vum Alkohol am Verkéier an déi vill Zuelen, déi mer de Moien héieren hunn, ass definitiv net maîtriséiert. Duerfir ass dëse Projet e Projet géint d'Fatalitéit vu Misär a Leed, déi mer all Dag an all Woch op eise Stroossen hei am Land an och doriwwer eraus erliewen.

Esou wéi mäi Virgänger et hei scho gesot huet, ass dat fir dee jeeweilegen Transportminister keng Fro vu beléift oder net beléift domadder ginn. Et ass eng Fro vun der verdammter Flicht a Schëllegkeet, déi een huet, fir alles ze maachen, fir derfir ze suergen, dass mer manner Doudeger a Verletzter am Verkéier hunn.

Ech kann Iech soen - an ech mengen, hien huet et och hei ausgedréckt -, dass dat scho wéinst där Verantwortung, déi een huet, heiansdo eppes ass, wat een all Dag, a virun allem méindes nom Weekend, ganz perséinlech touchéiert, och an der Hoffnung, alles ze maachen, fir dass mer d'Ursaachen, déi ganz facettëräich sinn, versichen ze attackéieren, fir dass mer eng méi befriedet Situatioun op de Stroosse kréien, wéi déi, déi mer haut hunn.

Ech mengen, dass, Här Mehlen, net jiddferee muss d'accord si mat där Propositioun, déi d'Regierung gemaach huet. Du moins awer misst jiddferee kënnen akzeptéieren, dass déi Cause, déi mer verdeedegen, fir déi Moossnam hei ze proposéieren, eng ganz respektabel ass, an dass een, mengen ech, doriwwer net brauch onnéideg ze streiden a se och net onnéideg brauch ze belächelen.

Mir maachen dat och fir all déi, déi onschëlleg hiert Liewe gelooss hunn duerch den Alkohol am Verkéier. Mir maachen et och fir déi, déi onnëtz hiert ganzt Liewen am Rollstull musse sëtzen, well se Affer gi si vu Leit, déi irresponsabel alkoholiséiert dobausse gefuer sinn. Wann ech mech erënneren un den Débat, dee mer viru kuerzem hei haten duerch de Kolleeg Ali Kaes, denken ech gären zréck u virun dräi Wochen, wou eng Fra vun 32 Joer op der N7 hiert Liewe gelooss huet duerch d'Verantwortung vun engem alkoholiséierte Chauffer. Ech mengen, och dorunner solle mer denken.

Ech géif mengem Virgänger, dem Kolleeg Henri Grethen, soen, dass hien de Kapp dohinner gehalen huet fir de Punkteführerschäin. An hien hat Recht et ze maachen. Och do sinn d'Répercussioune ganz positiv. Ech wëll och zréckkommen an erënneren, niewent der Aarbecht, déi de Kolleeg Niki Bettendorf hei gemaach huet, un déi vill Aarbechten, déi vun eisem Frënd Marc Zanussi gemaach gi sinn, deen e ferventen Adepte war vun der 0,5 Promille, an him nodréiglech mat all sengen Initiative Recht ginn.

M. le Président.- Här Minister!

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Elo mengen ech awer, dass de Kolleeg Carlo Wagner mer wollt eng Bemierkung maachen.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Keng Bemierkung, Här Minister. Här President, wann Der erlaabt, ech wollt just eng kuerz Fro stellen. Den Här Minister huet elo just dat dramatescht déidlecht Accident évoquéiert, dat vun engem, deen ze vill gedronk hat, causéiert gi wär. Ech wollt den Här Minister froen: Louch deen zwëschent 0,5 an 0,8 Promille? Well dat ass hei den Débat, net vun deene Leit, déi iwwer 2 Promille leien oder esou.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Ma, ech kann Iech dat an deem prezise Fall do natierlech net soen, well dat wierklech e Secret d'instruction ass. Mir hu jo awer och nach eng Rei vu juristesche Regelen, déi am Prinzip gëllen. Mä ech wäert iwwert d'Fro vun den 0,5 an 0,8 Promille dertëschent sécherlech nach drop zréckkommen an Iech dozou e puer Äntwerte ginn.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Entschëllegt, Här Minister. D'Äntwert wär awer trotzdeem einfach gewiescht. Wann Der sot, dass en en état d'ivresse gewiescht wier, da war hien automatesch iwwer 0,8. Well dem jët-

zege Gesetz no, de jëtzege Gegebenheeten no, ass een eréischt iwwer 0,8 Promille fautif. Wann deen doten also duerch Alkohol fautif war, da war hien net zwëschent 0,5 an 0,8, mä hie war iwwer 0,8 Promille.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Ech wëll Iech just soen, léiwe Kolleeg Carlo Wagner, dass d'Fro vun der Problematik, déi mer hei diskutéieren, ebe just net nëmmen eng ass vun tëschent 0,5 an 0,8 Promille.

Une voix.- Très bien.

Une autre voix.- Voilà!

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Déi Fro, déi mer hei diskutéieren, ass definitiv eng Fro, dass mer den Alkohol am Verkéier, wann ee fiert, wëlle stiliséieren. An an alle Länner, déi 0,5 agefouert hunn, huet et net nëmmen zu enger drastescher Erofsetzung vun den Accidenter, provoquéiert duerch den Alkohol, gefouert, mä et huet och wéi eng Method vu Boule de neige iwwert déi gesamt Skala vun de Miessungen, déi gemaach gi sinn, dozou gefouert, dass den Alkohol am Verkéier erofgaangen ass.

Et geet also net nëmmen drëm, déi ze touchéieren tëschent 0,5 an 0,8. Et geet drëm, dass d'Chamber haut soll soen: Mir wëllen den Alkohol am Verkéier, wann ee fiert, héichstiliséieren zu enger grousser Gefor. Dorëmmer geet et!

Duerfir ass dat e falschen Débat, just nëmmen ze schwätzen iwwer 0,5 an 0,8 Promille. Et ass driwwer ze schwätzen: Wéi gi mer mat där irresponsabeler Fro ëm vu Leit, déi fueren a sech keng Gedanke maachen, wéi et mat der Fräiheet vun deem ass, deen herno mat der Gladder an der Fënster läit a säi ganzt Liewen domadder muss ëmgoen? Dat ass d'Fro, ëm déi et hei de Mëtteg geet! An dat ass déi Äntwert, déi ech Iech wëll ginn!

Ech wëll doriwwer eraus dem Kolleeg Roland Schreiner als President a Rapporteur vun der Kommissioun e grousse Merci soen, deen dat op eng roueg an - wéi mer et bei him kennen - décidéiert Aart a Weis an der Kommissioun an och haut de Moien hei gemaach huet, wéi iwwregens och den Débat an der Transportkommissioun e ganz seriöen, e propperen Débat war iwwert d'Vir- an Nodeeler, wéi mer dat roueg gemaach hunn. Ech sinn doriwwer eraus iwwerhaapt frou iwwert dee würdegen Débat, dee mer an där Fro hei - och dobaussen - an deene leschte Wochen haten, an och iwwert déi grouss Majoritéit, déi sech amgaangen ass hei ofzezeechnen, fir dat Gesetz ze ënnerschreiwen.

De Kolleeg Henri Grethen huet et zu Recht gesot: Hei ass ee Projet, deen zu engem gudden Deel zréckgeet op déi Aarbecht, déi hie gemaach huet an déi hien um Schluss vun der vergaangener Legislaturperiod hei deponéiert huet, a wou hien domadder och déi Aarbechte vum Kolleeg Niki Bettendorf an der Fro vum Dépistage vun den Droge mat eran implizéiert huet. Et ass gewosst, dass mer, esou wéi mer eis et an der Regierungserklärung vum 4. August 2004 virgeholl haten, aus der Lutte géint d'Insécurité am Verkéier eng grouss Prioritéit maache wëllen.

Da kann een doriwwer während fënnef Joer grouss Rieden halen an de Leit Tréinen an d'Aen dreiwen. Et muss ee vläicht awer och dann dozou kommen, fir konkret Moossnamen ze huelen. Duerfir hu mer engersäits opgebessert, nach verstäerkt, a mir hunn op där anerer Säit - an ech mengen, och dat ass gewosst an et ass vum Rapporteur hei gesot ginn - duerfir gesuergt, dass mer praktesch eng Neifaassung hu misse maachen zum Kapitel vum Dépistage vun den Drogen, well de Conseil d'État do relativ vill Awänn hat par rapport zum initiale Projet, wéi en deponéiert ginn ass.

Ech wéilt och zu där Argumentatioun, déi de Kolleeg Grethen hei geholl huet par rapport zu deenen dräi Experten, déi hie chargéiert hat, fir sech Gedanken dozou ze maachen, an déi éischter zur Konklusioun komm sinn, dass een net op de Wee vun der Erofsetzung vum Taux d'alcoolémie soll goen, zwou Saache soen.

Dat eent ass: Ech wëll drun erënneren, dass dat heite jo net iergendwou gebuer ass nëmmen innerhalb vun den Diskussioune vun der Regierung, mä dass d'Commission de circulation de l'État, déi de Minister an d'Regierung an alle Froe beréit, ëm déi et hei geet, eestëmmeg - an ech betounen, eestëmmeg! - proposéiert huet, fir den Taux d'alcoolémie erofzesetzen op 0,5 Promille.

An där Commission de circulation de l'État sëtzen net nëmmen déi implizéiert Ministèren, sëtzen net nëmmen déi ONGen, wéi d'Sécurité routière, wéi d'Association des Victimes de la Route, déi sech säit Joren asetzen, fir op deen dote Wee ze goen. Mä dodranner sëtzt och zum Beispill d'Police grand-ducale, sëtzt de Parquet, sëtzt de Sycicol, sëtzt den Automobile Club, sëtzt de Centre de formation vu Colmar-Berg mam Här Pannacci, déi alleguer ouni Ausnahm an eestëmmeg der Meenung waren, dass mer dee Wee do solle goen. Duerfir wëll ech soen, par rapport zu deenen - wéi den Direkter vun der Police, deen hie genannt huet, oder de Procureur -, dass hir Institutiounen an d'Commission de circulation de l'État hiren Aval ginn hunn.

Dann déi Argumentatioun, déi Der hei virgelies an zitéiert hutt, fir ze soen: Wa mer dann eng Kéier an d'Situatioun kommen, dass et europäesch e Fait gëtt oder eng Direktiv gëtt, déi mer mussen implizéieren, da musse mer dee Wee goen. En fait, Här Grethen, wëll ech der Chamber soen, dass mer jo déi Situatioun haut hunn.

Mir hunn elo nach dräi Länner vu 27, déi en Taux hu vun iwwer 0,5 Promille. Mir hunn also eng harmoniséiert Situatioun en fait. An an der Groussregioun mat esou ville Frontalieren, wéi mer hunn, an esou vill Leit, déi hei ronderëm reesen, ass et e wichtege Bestanddeel och, dass mer mat eisen Nopeschlänner gläichzéien, fir hei eng harmoniséiert Regel ze hunn. Dat heescht, mat deem, wat si als Konditioun festgesat hunn, sollen och mir op de Wee goen, an dat ass en fait haut eng Situatioun, déi sech an Europa och wierklech erëmfënnt.

En anere Punkt ass dee vun der Restauratioun an och vun der Viticulture an deenen Ängschten, déi et an deene Secteure gëtt an déi ee soll seriö huelen. Duerfir diskutéiere mer säit dem September d'lescht Joer mat deene Secteuren och doriwwer, fir ze hëllefen an ze kucken, wéi mer dat gemeinsam kënnen ugoen.

Dat huet dozou gefouert, dass mer zesummen an enger Pressekonferenz d'Legitimitéit vun där Iddi hei vun den 0,5 Promille zesummen no bausse gedroen hunn, gemeinsam Initiativen huele vun Informatioun, vun Hëllef vun de Konsumenten, fir sech op déi Fro hei anzestellen. Et gëtt vill Restaurateuren a vill Leit am Secteur, déi op eng ganz innovativ Aart a Weis versichen, sech heidrop anzestellen. Ech mengen, dass mer och do eng ganz würdeg Diskussioun gefouert hunn, wéi mer dat an deenen nächste Méint kënnen zesumme mat de Secteure maachen.

Ech hu mech och iwwregens kundeg gemaach, dat muss ech soen, vis-à-vis vun deem Argument, wat gesot gëtt, et géif an deene Secteuren do, an der Restauratioun an esou virun, eng drastesch Reduzéierung gi vun de Konsumenten. Ech hunn a ville Momenter, wou mer mat den europäeschen Transportministeren zesummesouzen an och iwwert déi hei Froen diskutéiert hunn, mech do kundeg gemaach. Keen, net ee Minister konnt aus sengem Land doriwwer berichten, dass dat an deene Secteuren zu drastesche Reduzéierunge vun de Konsumente gefouert hätt! Kee konnt dat behaapten!

Et huet de Moien hei ee gesot - ech mengen, dat ass richteg -, dass a Griichenland, dass a Spuenien, dass a Frankräich, dass an Italien, do, wou et scho laang 0,5 Promille gëtt, héchstwahrscheinlech gradesou vill Leit an de Restaurante sinn, gradesou vill gefeiert gëtt, gradesou vill Leit zesummesëtzen, fir sech ze amüséieren, wéi dat hei zu Lëtzebuerg wäert sinn.

An dann huet de Kolleeg Félix Braz eppes gesot, wat ganz richteg ass. Nämlech dass et net dorëms geet - an ech gehéieren zu deenen, déi viscéralement eng Gesellschaft net gär géife gesinn, wou mer iwwerall Verbuetsschëlder géife maachen -, de Leit ze verbidden, hire Patt ze drénken. Et geet hei dorëms, de Leit ze verbidden, iwwerméisseg Alkohol ze drénken an dann Auto ze fueren. Ech mengen, dorëmmer geet et. Et geet dorëms, sech ze organiséieren, an ech hunn d'Gefill, dass vill vun de Leit dobausse schonn an der Tëschenzäit souwisou mengen, déi 0,5 Promille wäre schonn a Kraaft, wann ech der heiansdo begéinen.

Ech hunn d'Gefill, dass sech d'Leit vill besser a vill méi intelligent dorop astellen, dass déi jonk Leit zesumme sech organiséieren, sief et iwwert de Late Night Bus, dee vu ville Gemengen ugebuede gëtt, sief et iwwert den Night Rider oder sech ënnereneen de Covoiturage maachen, dass all Weekend een dann eben net zum Alkohol gräift, wann dat dann onbedéngt muss sinn, a sech domadder organiséieren. Ech mengen, dass et an der Tëschenzäit iwwert dee Wee scho vill méi laang bei de Leit en Dropastelle op déi Situatioun gëtt, wéi mir mengen.

Zu enger Rei vun Argumenter, déi ugefouert gi sinn. Ech hu gesot, dass et eng Fro ass, iwwer wiem seng Fräiheet mer dann hei diskutéieren, an dass et do vill Hypokrisie an eiser Gesellschaft gëtt, wa mer iwwert den Alkohol schwätzen. Mir hunn net fir näischt eis Campagne, déi am Moment leeft, genannt „D'Liewen ass schéin", well mer net eng negativ Campagne wëlle maachen, eng autoritär Aart a Weis wëlle maachen, mä de Leit wëlle soen: Genéisst d'Liewen, genéisst Är Owender zesummen, mä organiséiert Iech, fir dass Dir Iech selwer schützt an dass Dir virun allem och déi aner Leit schützt. Duerfir ass dat och e Jo zum Liewen.

Och déi Argumentatioun, déi gesot gëtt, et dierft een dann iwwerhaapt näischt méi drénken, ass net richteg. Ech mengen, dass zwee Glieser ëmmer erlaabt sinn, an dass och, wann den Owend hei de Patt vum President zerwéiert gëtt, fir an d'Vakanz ze goen, jiddfereen dee Patt roueg soll kënnen drénken an och an Zukunft kann drénken, wa mer bei 0,5 Promille sinn.

Ech wëll zum Schluss, Här President,...

(Brouhaha général)

…nach soe par rapport zu deem Argument, wat och de Carlo Wagner an de Kolleeg Roby Mehlen hei gesot hunn: Wann a Frankräich gewise ginn ass, dass vun allen Accidenter, déi duerch Alkohol provozéiert gi sinn, 30% - ech soen nach eng Kéier: 30%! - vun deenen Accidenter un engem Taux d'alcoolémie tëschent 0,5 an 0,8 Promille louchen an ee kann dovun ausgoen, dass dat op ville Plazen och esou ass...

Dat sinn déi offiziell Zuele vun deene Leit, mat deene mer zesummesouzen, fir doriwwer ze diskutéieren, esou wéi tendenziell dat och op anere Plaze gesot ginn ass.

An ech wëll Iech eng aner Zuel nach soen, Här Mehlen, déi ebe just a Frankräich vum Conseil national de la sécurité routière française virgëschter publizéiert ginn ass an déi een op engem Bäitrag bei TF1 huet kënne gesinn: Dass nämlech bei engem Autofuerer, dee mat 90 km/h fiert, de Bremswee, wann e muss bremsen, bei engem, deen 0,2 Promille am Blutt huet, bei 25 Meter läit, an dass de Bremswee bei engem, dee bei 0,5 Promille huet, scho bei 38 Meter läit. Ech hunn net méi erausfonnt, wéi vill e bei 0,8 Promille ass.

Ech soen Iech just, 12 Meter oder 15 Meter mag net vill sinn, mä si décidéieren an deem Fall hei tëschent Liewen an Doud. Esou einfach ass d'Fro, wa mer iwwert dat diskutéieren, wat sech tëschent 0,5 an 0,8 Promille wierklech ofspillt.

An ech mengen, dass all déi Zuelen, déi mir geliwwert hunn - zum Beispill de Beweis, dass vun deenen 11.901 Punkten, déi um Geriicht ofgezu si gi bei Leit, der do 4.811, dat heescht 40%, wéinst dem Alkohol waren -, weisen, dass mer hei eng Problematik hunn.

Elo géif ech gären, Här President, och nach Stellung huelen zu deene ville Froen, déi nach hannendru gestallt si ginn, och iwwer aner Politiken. Dat geet iwwert de Radar, iwwert de Gurt an esou virun. Leider gesinn ech awer, dass ech scho bal zwou Minutten iwwert der Zäit sinn. Dat deet mer leed, well ech schonn esou oft hei gemierkt hunn, dass ee vill Froe gestallt kritt a vill Suggestioune gemaach kritt, op déi ee gäre géif äntwerten, well ee respectueux ass vun engem proppere parlamentareschen Débat, mä d'Zäiten, déi d'Ministeren zougestane kréien, sinn esou, dass dat net méiglech ass.

(Interruptions diverses)

Ech géif also invitéieren, wann de President vun der Transportkommissioun d'accord ass, dass ech - am September hu mer schonn eng Sëtzung virgesinn, fir iwwert de Projet de loi ze diskutéieren - do ganz gären an d'Kommissioun kommen, wéi ëmmer iwwregens, an dass ech zu all deene Froen, déi iwwert den Taux d'alcoolémie an dëst Gesetz eraus ginn, dozou ka Stellung huelen.

Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Eng Fro vum Här Grethen nach.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech wollt dem Här Minister villmools Merci soen, well hie mir félicitéiert huet fir de Punkteführerschäin, dee seng voll Zoustëmmung fënnt. Ech ka mech net méi richteg erënneren, Här President, mä ech mengen, déi Zoustëmmung war an der Zäit a senger Partei net esou breet, wann ech mech net iren.

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Sou, Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn elo...

(Interruption)

Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ganz kuerz. Ech wëll dat formell hei contestéieren, wat den Här Minister gesot huet. Hei ass d'Tabell vum Conseil national de la sécurité routière française vum Mäerz 2004 iwwert d'Accidenter mat Doudesfolleg. Här Minister, ech kann Iech se ginn. Et sinn 2,9%, déi tëscht 0,5 an 0,79 Promille leien. Do ass sech einfach, wéi schonn anerwäerts stoung, an der Zeil gëiert ginn, well et sinn déi duerno, déi effektiv vill méi héich leien.

Une voix.- Dir wäert dach net mat falsche Statistiken operéieren?!

M. le Président.- Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun där Diskussioun ukomm a mir kommen zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5366 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 5 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps et Claude Meisch;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: M. Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt kucken, wat den Ordre du jour an eis Aarbechte vun haut de Moien ubelaangt. Fir den nächste Projet wäerte mer ronn eng Stonn brauchen. Duerfir géif ech proposéieren, dass mer mat deenen zwee anere Punkten, déi mer nach um Ordre du jour hunn, notamment d'Fro vum Här Marc Angel iwwert d'Adoptioun an och d'Motioun vum Här Braz, déi haut de Moien och soll beäntwert ginn, haut de Mëtteg ufänken, haut de Moien awer d'Diskussioun vun dem Projet, deen elo um Ordre du jour steet, nämlech dem Projet 5709, fäerdeg maachen. A mir stëmmen am Ufank vun der Sitzung haut de Mëtteg um hallwer dräi iwwert dee Projet of.

Ass d'Chamber mat deene Propositiounen d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Haut de Moie maache mer d'Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Lärmbelästegung bei de Flughäfe fäerdeg. De Vote doriwwer ass haut de Mëtteg um hallwer dräi. Duerno hu mer d'Fro vum Här Angel an d'Motioun vum Här Braz, an dann den normalen Ordre du jour, esou wéi mer e virgesinn haten.

Et ass esou décidéiert. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Negri.

4. 5709 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté

Rapport de la Commission des Transports

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zil vun dësem Projet de loi ass d'Ëmsetze vun der EU-Direktiv 2002/30 iwwert d'Festleeë vu Regelen, déi am Kontext sti mam Kaméidi op de Flughäfen.

Dës Direktiv erméiglecht et de Memberstaten, op de Flughäfe Restriktioune fir d'Exploitatioun vu Fligeren anzeféieren, déi ze vill Kaméidi maachen. Dat heescht ganz konkret, dass déi Fligeren, déi méi Kaméidi maachen, wéi zougelooss ass, no enger gewësser Zäit déi a Fro kommend Flughäfen net méi däerfen ufléien.

Et handelt sech ëm Flughäfen: 1. wou Iwwerschallfligere starten a landen, déi déi reell perceptibel Dezibelmarge vu 5 EPNdB iwwerschreiden; 2. bei Flughäfe mat Fligere vu méi wéi 34 Tonne Gesamtgewiicht beim Starten - zum Vergläich: déi nei Boeinge 747-8, déi d'Cargolux bestallt huet, hu 435 Tonne Gesamtgewiicht beim Décollage -; 3. bei Flughäfe mat Fligeren, déi méi wéi 19 Passagéiersëtzplazen hunn; 4. bei Flughäfen, déi méi wéi 50.000 Iwwerschallflugmouvementer hu vu kommerzielle Volen - hei leie mer am Referenzwäert no der Applikatiounsreferenzperiod vun 1999 bis 2001 mat jeeweils 27.876, 31.950 a 35.093 Mouvementer zwar drënner, mä mir wësse jo, dass zum Beispill dat lafend Verfahre géint de Kommodo d'Gesamtmouvementer op 62.000 begrenzt an domat och déi hei uviséiert Iwwerschallmouvementer ganz sécher an Zukunft iwwerschratt ginn -; 5. bei städtesche Flughäfen, déi méi eng laang Landepist hu wéi 2.000 Meter - eis Pist um Findel ass 4 km laang.

Dës Direktiv 2002/30 hätt misse bis den 28. September 2003 ëmgesat ginn. Den 8. Juni 2006 si mer vum Europäesche Geriicht no Artikel 226 wéinst Nettranspositioun verueerteelt ginn.

Här President, de Flugverkéier hëlt an der Europäescher Unioun zënter Jore konstant zou, an domat och de Kaméidi op de Flughäfen. Well de Wuesstum vum Flugverkéier ekonomesch interessant ass fir déi betraffe Regiounen, gëtt probéiert Léisungen ze fannen, fir d'Nuisancë fir d'Leit, déi ronderëm e Flughafe wunnen, méiglechst kleng ze halen, awer ouni och do de Betrib um Flughafen esou anzeschränken, dass en onrentabel géif ginn.

Aus deem Grond huet d'Europäesch Kommissioun Regelen agefouert, déi derfir suerge sollen, dass de Kampf géint de Kaméidi op de Flughäfen op eng harmoniséiert Aart a Weis duerchgefouert gëtt. Domat soll verhënnert ginn, dass et duerch ënnerschiddlech Forme vu Restriktiounen oder Subventiounen zu Wettbewerbsverzerrunge kënnt.

Och wann dëst neit Gesetz sech areit an de Kampf géint de Kaméidi, behandelt d'Ëmsetze vun dëser Direktiv awer nëmmen e klengen Aspekt vum Gesamtkaméidi op de Flughäfen. Mat dësem Gesetz geet et exklusiv dorëm, fir verschidden Type vu Fligeren, déi ze vill Kaméidi maachen, Restriktiounen ze imposéieren oder hinne souguer ganz ze verbidden um Findel ze landen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Am Kader vun engem Aktiounsplang géint de Kaméidi um Findel, deen deemnächst opgestallt gëtt, musse Prozedure festgehale ginn, déi et erlaben, am Sënn vun enger sougenannter équilibréierter Approche Mesuren ze huelen, déi op där enger Säit déi legitim Interesse vun de Biergerinnen a Bierger respektéieren, fir net ze vill dem Kaméidi ausgesat ze sinn, déi och op där anerer Säit den Interesse vun de Fluggesellschafte Rechnung droen, fir déi déi entspriechend Restriktiounen e grousse finanziellen Impakt kënnen hunn.

Déi International Organisatioun vun der ziviler Loftfahrt - kuerz OACI - huet an dësem Kontext e Konzept virgeluecht, dat op véier Piliere berout: 1. d'Reduktioun un der Quell vum Kaméidi, deen d'Fligere maachen; 2. d'Planung an d'Gestioun um Terrain am Kader vum Aménagement du Territoire; 3. d'Promotioun vu Prozedure fir ze landen an ze starten, déi esou mann wéi méiglech Kaméidi maachen; a 4. d'Restriktioune vun der Exploitatioun vu Fligeren, déi op den akusteschen Norme vun der OACI baséieren.

Dat neit Gesetz schreift Prozedure vir, déi mussen erfëllt sinn, ier eng Restriktioun vun der Exploitatioun vu Fligere kann agefouert ginn. Dozou gehéiert, dass eng ganz Rei vun Informatiounen zesummegedroe musse ginn, fir déi aktuell Situatioun an déi méiglech Entwécklung, wat de Kaméidi um Flughafen ugeet, ze evaluéieren.

Dës Prozedure schreiwen ënner anerem vir, a wat fir engen Délaien déi betraffen Exploitanten informéiert musse ginn. Hei dierfe Fligeren, sechs Méint nodeems décidéiert ginn ass, dass se d'Kaméidisnormen iwwerschreiden, kee weidere Service méi ausféieren, wéi se en am Laf vum Joer virun der Décisioun gemaach hunn. Weider sechs Méint duerno kann den Exploitant forcéiert ginn, d'Mouvementer vun dëse Fligeren ze reduzéieren, an dat mat engem Maximum vun 20% pro Joer.

D'Décisioun, fir engem Exploitant seng Mouvementer ze reduzéieren, muss dësem mindestens zwee Méint virun der Fahrplankonferenz fir déi nofolgend Fahrplanperiod matgedeelt ginn.

D'Gesetz gesäit och Iwwergangsbestëmmunge fir Fligeren aus Entwécklungslänner vir, mat der Fakultéit, Ausnahme bis den 28. Mäerz 2012 zouzeloossen. Hei gëtt eng Lëscht opgestallt fir déi Länner, wou dës Ausnahme bei deenen hire Fluggesellschafte gëllen, an et gëtt gläichzäiteg Regelen, déi verhënneren, dass mat dësen Exceptiounen Abusë kënne gemaach ginn. Hei ass nach e spezielle Projet de loi mat der Nummer 5713 um Instanzewee.

Am Gesetz sinn Ausnahme virgesi fir Fligeren, déi mussen noutlanden, fir Ambulanzflich, fir humanitär Volen, Flich am Kader vu Sécherheetsmoossnamen a militäresch Flich. Verstéiss géint dat neit Gesetz gi mat enger Amende vu 1.500 Euro bestrooft.

Här President, wien hëlt dann elo d'Décisioun, fir engem Exploitant seng Flugmouvementer ze reduzéiere respektiv am Endeffekt ganz ze verbidden?

Hei ass duerch Arrêté ministériel vum 14. Februar 2001 eng Commission consultative aéroportuaire an d'Liewe geruff ginn, déi aus Leit vu verschiddene Ministèrë besteet, vum Transport, vum Aménagement du Territoire, vum Environnement a vun den Travaux publics. Des Weidere sinn do Leit dra vun der Administratioun vum Flughafen, déi Responsabel vun deene concernéierte Gemengen an d'Interessenassociatiounen.

Hei muss séchergestallt ginn, dass et en Dialog tëschent deene betraffene Parteie gëtt. Dobäi soll no Léisunge gesicht ginn, déi zefridde stellend si wat de Kaméidi betrëfft, déi awer och „à moindre coût" sinn.

Well de Problem komplex ass, musse mer awer an Etappe virgoen, esou wéi et d'Kaméidisgesetz an déi entspriechend Direktiv virgesinn.

Et mécht net vill Sënn, sech vun enger Kommodo-Inkommodo-Prozedur Resultater ze erwaarden, déi dës Prozedur par définition net brénge kann, well hei zum Beispill de Kaméidi um Buedem gemooss gëtt. Mä d'Erwaardungen, dass de Kaméidi um Findel reduzéiert gëtt, respektiv dass d'Awunner ronderëm besser geschützt ginn, si berechtegt. Et ass duerfir wichteg, dass mir schnell a gutt virukomme bei der praktescher Uwendung vum Kaméidisgesetz.

Bis elo gouf den Zäitplang, deen dëst Gesetz virgesäit, agehalen. An enger éischter Etapp gouf e Buedemnotzungplang - Plan d'occupation du sol -, e POS-Findel fäerdeg gestallt. D'Kartographie vum Kaméidi ronderëm de Findel ass och esou wäit gemaach. Vu dass d'EU-Direktiv keng Grenzwäerter festleet, mä de Memberstaten dat iwwerléisst, muss d'Regierung bis Enn des Joers kloer Normen an dësem Beräich definéieren. Och wann d'EU de Memberstaten e gewëssene Fräiraum léisst, esou kënnen d'Grenzwäerter awer net komplett willkürlech festgesat ginn. Et misst kloer sinn, dass d'Regierung sech do un de Recommandatioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun zu dësem Thema orientéiert.

2008 mussen dann opgrond vun der Kartographie, déi gemaach gouf, Grenzwäerter an engem Aktiounsplang ausgeschafft ginn. Dat gëtt en interessanten Exercice, well hei all Interessente mat agebonne ginn an öffentlech diskutéiert gëtt. Do gëtt da festgehalen, wat um Flughafe geschéie muss, fir de Kaméidi ze reduzéieren, an et muss iwwer passiv Mesuren nogeduecht gi fir déi Zonen, wou de Kaméidi trotzdeem nach ze héich ass.

Ënner all deene Mesurë sinn d'Restrictions d'exploitation ee méiglecht Instrument. Am Extremfall kënnen eenzel Fligere ganz vum Findel verbannt ginn, anerer kënnen zousätzlech Zäitlimitatiounen operluecht kréien.

De Fait, dass mir d'Direktiv 2002/30/CE mat Verspéidung ëmsetzen, huet an der Praxis deemno keen Impakt, well dat neit Gesetz bis elo souwisou nach net zur Uwendung komm wier. Et ass eng méiglech Mesure vu villen, déi sech herno aus den Aktiounspläng kënnen erginn.

Et kascht natierlech Sue fir ëmmer erëm déi neitsten Technologie ze notzen, fir kënnen de Kaméidi ze reduzéieren, egal ob dat Fluggesellschafte sinn, déi hir Flott regelméisseg mussen erneieren, de Flughafen, dee Lärmschutzwäll opriichte muss, oder Particulieren, déi hir Haiser géint de Kaméidi isoléieren.

Hei muss de Stat eng aktiv Roll spillen, fir dass d'Ziler vum Lärmschutz kënnen erreecht ginn, ouni deen een oder anere finanziell ze staark ze belaaschten. Och wann et ëm Restrictions d'exploitation geet, iwwert déi mer herno ofstëmmen, kënne finanziell Ureizer geschafe ginn. Dës Méiglechkeet ass an der Direktiv, déi mer elo ëmsetzen, ausdrécklech virgesinn.

D'Chambre de Commerce war der Meenung, et hätt een dës Ausso och an d'Gesetz solle mat iwwerhuelen. Am Prinzip war d'Kommissioun mat dëser Remarque d'accord. Mir sinn awer décidéiert, de Projet de loi dofir net extra ze amendéieren, well d'Regierung och ouni deen Zousaz am Kader vun der Lutte géint de Kaméidi d'Méiglechkeet huet, finanziell Ureizer ze schafen.

Interessant wier ënner anerem eng Modulatioun vun den Taxen, esou dass eng Fluggesellschaft, déi permanent investéiert, fir déi neitsten an domat déi geräischäermste Fligeren ze hunn, manner Taxe muss bezuelen, wéi eng, déi al Modeller benotzt, déi méi Kaméidi maachen.

D'Taxe ginn awer net iwwert dëst Gesetz geregelt. Hei ass en anert Gesetz um Instanzewee, de Projet de loi 5273 iwwert d'Navigation aérienne. De Statsrot hat eng Rei Saachen un deem Projet de loi auszesetzen, esou dass den Text vun der Regierung muss iwwerschafft ginn. Mengen Informatiounen no ass dat entre-temps geschitt, esou dass de Minister eis an nächster Zäit wäert Amendementer zu dësem Text proposéieren. Dat Gesetz bëinhalt och aner Dispositiounen, déi am Kontext vun der Lutte géint de Kaméidi eng Roll spillen.

Här President, dëse Projet de loi ass de 26. Mäerz 2007 an der Chamber deponéiert ginn. Den Avis vum Statsrot ass vum 24. Abrëll a war positiv. De Rapport hu mer den 3. Juli ugeholl.

De Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass wichteg, net nëmme well mer um EU-Niveau an der Flicht stinn, mä well mer e Kader schafe fir eng bestëmmten Zort vu Mesuren, déi zur Reduzéierung vum Kaméidi kënne bäidroen. Och wann dëst Gesetz net direkt zur Uwendung komme kann, wäerte mir drop kënnen zréckgräifen, wa bis d'Aktiounspläng ausgeschafft si fir de Kaméidi um Flughafen esou niddreg wéi méiglech ze halen.

Domat bieden ech Iech, dëse Projet de loi ze stëmmen, bréngen den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den nächste Riedner ass den Här Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kaméidi, ënner wéi enger Form och ëmmer, gehéiert zu de Stressfaktoren an zu engem vun deene gréissten Ëmweltproblemer, déi mer eigentlech hunn. Vläicht och doweinst, well et eppes ass, wat iergendwou och omnipresent ronderëm eis ass. Wann et dann an der Ëmgéigend vum Flughafen ass, da kritt et eng ganz aner Dimensioun, besonnesch fir déi Leit, déi do ronderëm wunnen, an et gëtt eng reell Belaaschtung. Dat ass kloer.

Et gëtt se och nach doduerjer méi wéinst dem Wuesstum vun eisem Flugverkéier. An de leschte Joren ass de Flugverkéier ronderëm de Findel kontinuéierlech an d'Luucht gaangen. D'Beméiunge fir d'Konsequenze vum Kaméidi, wann een de Kaméidi bis huet an et wëllt ee just um Niveau vun de Konsequenzen aktiv ginn, da geet dat net ouni ganz vill a laangwiereg Prozeduren, och ganz vill Suen a ganz vill finanziellen Opwand. Dofir läit et no, déi einfachst Method ze wielen an ze soen: Majo da musse mer manner fléien, manner Stonnen a manner Flich zouloossen. Dat héiert een dacks. Et gëtt och dacks esou verlaangt.

Mä ech mengen awer, dass mer an esou enger Fro musse bedenken, dass een dann direkt eng Aschneidung an déi vital Landesinteressen an d'Spill bréngt. De Flughafen ass nun eemol a senger Wichtegkeet net ze ënnerschätzen.

Mir hunn op där anerer Säit awer eng ganz Rëtsch Beméiungen, déi an deene leschte Jore geschitt sinn. De Rapporteur huet der eng Rei hei ernimmt. Ech wëll beispillsweis erënneren, dass 2003 d'Cargolux an enger Etüd interessant Weeër opgezeechent huet, wéi et méiglech ka sinn, bei Start a Landungen esou eranzefléien, dass manner Kaméidi entsteet. Ob déi Pisten, déi d'Cargolux deemools opgezeechent huet, haut applizéiert ginn, weess ech net. De Minister kann eis vläicht dorobber eng Äntwert ginn.

De Flughafe selwer huet och eng ganz Rëtsch vu Moossname geholl - POS huet de Roger Negri hei ernimmt an esou weider, an do dernieft eis national Fluggesellschaften. Och déi - ech mengen, dat soll een hei awer ervirsträichen - maache ganz vill Efforten, zum Beispill duerch d'Modernisëierung vun hire Fligerflotten. Dat kascht vill Suen an dat bréngt nieft dem Aspuere beim Kerosin och eppes op der Kaméidissäit. Well et si besonnesch all déi al Modeller, déi mat dësem Projet de loi viséiert sinn. Déi nei, dat sinn déi, déi eigentlech den neien Normen, och vum Kaméidi, entspriechen an doduerch vill manner belaaschtend si fir d'Leit.

Elo bréngt dat Gesetz jo hei ee grousse Plus an déi doten Debatt, well mer nämlech aus dem „good will" vun de Fluggesellschafte fir ze soen, ech maache mäi Bescht fir op där doter Front ze reduzéieren, elo an eng aner Situatioun kommen, wou eisen Transportminister e Regelwierk an d'Hand kritt, fir kënnen déi dote Saach aktiv ze gestalten an an de Grapp ze huelen. De Minister kann also agräifen an e kann an Zukunft de Fluggesellschaften eppes ofverlaangen.

Och an der Vergaangenheet ass um legislative Plang villes geschitt: d'Gestioun, d'Evaluatioun vum Kaméidi - de Kaméidiskadaster ass hei schonn ugeschwat ginn, deen deemnächst jo soll virleien an deen och wäert den Aktiounsplang da mat sech bréngen. Et stinn da konkret Moossname fir d'Leit ronderëm de Flughafen am Raum, fir en exzessive Kaméidi kënnen ze reduzéieren.

Mir stëmmen de Moien ee Gesetz, wat eng europäesch Direktiv ëmsetzt. Et geet haaptsächlech drëm, fir dee legale Kader ze schafen, dass de Minister kann Aschränkungen oder souguer Verbueder vum Flugbetrib imposéieren, ouni op där anerer Säit d'Exploitatioun an de méiglechen Ausbau vun de Flughafeninfrastrukturen ze blockéieren. An dat ass grad déi spannend Gratwanderung, déi de Minister hei muss huelen.

Eigentlech ass eisen Transportminister net ze beneiden an dësem Dossier. Et geet drëms, de legitimen Interesse vum Findel, enger Institutioun vun nationaler Wichtegkeet an och vu wirtschaftlecher Wichtegkeet, déi net ze ënnerschätzen ass, Rechnung ze droen. Et geet drëms op där anerer Säit, fir de Gesellschaften, déi um Findel aktiv sinn, déi ganz vill Aarbechtsplazen do sécheren, eng zolidd Geschäfts- an och eng Zukunftsbasis ze assuréieren. An et geet schliesslech drëms, den Awunner aus den Nopeschgemengen erträglech Liewenskonditiounen ze garantéieren, esou wäit dat, wann een eben nieft engem Flughafe wunnt, iwwerhaapt méiglech ass.

D'Gesetz schwätzt hei vun enger Approche équilibrée. Ech wënschen dem Transportminister an de Politiker aus de Gemenge Lëtzebuerg, Nidderaanwen, Sandweiler a Schëtter, déi an der Commission consultative aéroportuaire hir Awunner musse vertrieden, eng glécklech Hand. Well si hunn an dësem Dossier Verantwortung ze iwwerhuelen, fir déi Gratwanderung tëschent deenen Interessen do zesumme mam Transportminister sécherzestellen.

Déi Direktiv huet op där anerer Säit dee groussen Avantage, dass mer déiselwecht Regelen innerhalb vun Europa fir d'Flughäfen applizéieren. Ze dacks schwätze mer jo, wa mer vun der EU schwätzen, vun den negativen Aspekter oder mir bewäerten oft EU-Direktiven negativ. Heiansdo sollt een dat vläicht éischter och positiv gesinn. Hei hu mer eng, vun där een dat kann ervirsträichen.

Wann nämlech dat elo net europawäit géif geregelt ginn, da wär dee Flughafen, dee sech selwer méi streng Regelen operleet wéi den Noper, sécherlech an enger benodeelegter Situatioun par rapport zu aneren. Esou ass dat eng Saach, déi extrem wäertvoll ass, dass mer hei europawäit virginn.

Positiv ass och, wëll ech nach just ervirhiewen an dësem Kontext, dass d'Länner, déi an engem Entwécklungsstadium sinn, Pays en voie de développement notamment - et sinn déi, déi haaptsächlech viséiert sinn -, bis 2012 nach kënne liewe mat dëser Léisung, duerno awer sech och upasse mussen. Si hunn also d'Méiglechkeet, dass mer hinnen net de Buedem ënnert de Féiss ewechhuelen - fir et emol esou auszedrécken -, an hir wirtschaftlech Zukunft awer assuréiert ass am Flugberäich bis dohinner. Si kréien eng Iwwergangszäit.

Am Résumé kann een eigentlech just soen, dass dat hei e ganz positive Projet ass, well duerch dës Direktiv identesch Regele fir d'Flughäfen an der Europäescher Unioun festgeluecht ginn an dass domadder deen erwähnte Konkurrenzkampf tëschent de Flughäfen, dee sech op d'Käschte vun der Ëmwelt, vun der Ëmweltbelaaschtung a vun der Kaméidisbelaaschtung kéint ausdehnen, net kann esou stattfannen.

Déi aner Säit: Et gëtt et nach ee positiven Niewenaspekt, dat ass deen, dass, wann ee jo hei déi Incitatiounen oder Konditioune gëtt, an nei a modern Fligere muss investéiert ginn. Dat ass dann och en Invest an d'Sécherheet, fir d'Leit, fir d'Passagéier an och fir déi aner Leit ronderëm. Well et ass evident, dass déi al Modeller an déi al Fligeren dach awer oft méi Schwieregkeeten um Niveau vun der Sécherheet duerstellen, wéi déi nei Maschinnen.

Mir begréissen och, dass et no 2012 definitiv eriwwer ass mat deenen ale Maschinnen, déi hei fléien. Well et si besonnesch déi, déi Kaméidi maachen. Et muss een eng Kéier op de Flughafe lauschtere goen, wann deen een oder deen anere flitt, dann héiert een erstaunlech grouss Ënnerscheeder tëschent deenen engen oder anere vun deene Maschinnen.

Richteg ass et och, dass déi lokal Politiker an där Commission consultative vum Findel kënnen hir Gemengeninteressen abréngen, dass ee sech also ronderëm den Dësch setzt fir dat do op deem Niveau ze diskutéieren. Et ass do, wou d'Diskussioun higehéiert, tëschent all den Opérateuren, well hei muss een am Konsens kucken, dass ee jiddferengem seng Interesse respektéiert a virubréngt.

D'CSV begréisst, fir et kuerz ze maachen, dëst Gesetz. Et verbessert op där enger Säit d'Liewensqualitéit vun all deene Leit, déi am direkten Ëmfeld vum Flughafe wunnen. Anerersäits respektéiert et och d'Interesse vun engem modernen an zukunftsorientéierte Flughafen, dee sech als Réckgrat vun eiser nationaler Wirtschaft an engem net ganz einfachen Ëmfeld muss a soll behaapten. Mir kréien also kee Kaméidi mam Ëmsetze vun dësem Gesetz an d'CSV stëmmt dëst d'Gesetz géint de Kaméidi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schaaf. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Merci, Här President. Aganks wéilt ech dem Rapporteur fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport Merci soen. Hie war äusserst komplett. Et ass deem eigentlech net ganz vill derbäizesetzen.

Meng Fraktioun huet bei der Ëmsetzung vun Direktiven am Prinzip keng Problemer, et sief dann, d'Direktiv géif net Wuert fir Wuert ëmgesat ginn. Ech ginn dovun aus, dass dat hei, well dat hu mer esou an der Kommissioun, wann ech mech net iren, gesot kritt, de Fall ass. Sollt et net de Fall sinn, da misst een dat nokucken.

Här President, de Kaméidi, deen op engem Flughafen entsteet, mécht deenen engen, ech wëll net soe Freed, mä deenen anere mécht e ganz sécher Leed. Um Lëtzebuerger Flughafe si mer mat deene Problemer konfrontéiert. Ech weess, dass mer Problemer domadder hunn, dass déi Uleies vun de Leit, déi ronderëm wunnen, ze berücksichtege sinn.

Et muss een awer och deenen, déi dohinner wunne ginn, soen, dass déi meescht vun hinnen nach net do gewunnt hunn, wéi de Flughafe schonn do war, an dass se sech net däerfe wonneren, dass et eng Rei Nuisancë gëtt. Et gëtt och Leit, déi ginn op d'Land, op d'Duerf wunnen a wonnere sech, wa se an der Géigend vun engem Schwéngsstall wunnen, dass dat net no Chanel N°5 richt respektiv, wann de Silo opgemaach gëtt, dass dat och e ganz besonneschen Doft mat sech bréngt. Datselwecht gëllt fir Leit, déi no bei d'Eisebunn wunne ginn. Beim Flughafen ass et ähnlech.

Dat hëlt eis awer net aus der Flicht, Här President, d'Nuisancen esou kleng wéi méiglech ze halen. Op där enger Säit duerch Lärmschutzmoossnamen, op där anerer Säit awer och duerch de Recours op ëmmer méi performant Material, nei Avionen, déi wesentlech manner Kaméidi maachen, och duerch Aschränkunge vläicht wat d'Öffnungs- an d'Utilisatiounszäiten vum Flughafen ugeet.

Déi viregt Regierung hat dee Souci. Dës Regierung huet dee Souci. Mir setzen hei eng europäesch Direktiv ëm, déi eis als Fraktioun keng Schwieregkeete bitt.

An, Här President, well ech d'Wuert hunn, erlaben ech mer mäin Nofolger drop hinzeweisen, well éinescht hate mer eng kleng Diskussioun iwwert de Punkteführerschäin: De Punkteführerschäin ass den 3. Juli 2002 hei an der Chamber mat 39 géint 19 Stëmme verabschiet ginn, dat geschlossen als LSAP-Fraktioun - den Här Minister Lux war deemools net an der Sitzung derbäi, wat hien entschëllegt. Ech hunn dat nogekuckt. Déi aner Kolleege vu senger Partei, déi hei waren, hu wéi ee Mann géint dee Projet gestëmmt. Ech sinn desto méi frou, dass hien a seng Partei haut zu besserer Asiicht komm sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert huelen, Här Negri?

(Négation)

Dann huet den Här Félix Braz d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Mir wëlle just eng Remarque maachen an eis kuerz halen.

De Fait, dass et déi Direktiv gëtt an och anerer, ass awer och d'Unerkennung vun engem Problem, deen et gëtt. Wann een de Leit, déi do wunnen, heiansdo seet, si sollen net iwwerdreiwen, well si wäre méi spéit komm wéi de Findel: Esou einfach, mengen ech, ass et awer trotzdeem net. An déi Direktiven, déi et an dëser Matière mëttlerweil gëtt um europäeschen Niveau, an och d'Ëmsetzung an de Gesetzer, ass och d'Unerkennung dovunner, dass et e reelle Problem gëtt. An dat wat fréier eesäiteg beäntwert ginn ass, am Intérêt vun den Activités portuaires, dat geschitt haut ëmmer manner.

Haut gëtt probéiert deen Equiliber ze fannen, deen noutwendeg ass, tëschent de legitimen Intérête vu béiden. Net nëmmen d'Intérête vum Findel si legitim, mä och déi vun de Leit, déi do wunnen. Et ass ëm den Equiliber wou et geet.

Duerfir ënnerstëtze mir och dës Direktiv. Si gëtt dem Minister eng Rei vu Moyenen, wou en an den nächste Joren da muss och weisen, wéi een Usage en dorauser mécht. Do kann een nëmmen d'Zoustëmmung ginn.

Méi wichteg ass awer och haut nach eng Kéier kuerz d'Importenz vun där Kartographie vun de Start- a Landebewegungen ze rappeléieren, déi muss gemaach ginn, an och d'Opstelle vum Aktiounsplang. Dat ass dat, wou mer an den nächste Wochen a Méint méi seriö a méi konkret mussen driwwer diskutéieren. Do wäre mer och frou, wann de Minister eis nach haut géif rappeléieren - net um Handy, mä mëndlech hei am Sall -, wou mer dru si mat der Kartographie a wou mer dru si mam Aktiounsplang.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Direktiv datéiert vun 2002, an ech sinn e puermol schonn intervenéiert, datt all déi Direktiven, déi nach unhängeg sinn, sollten esou séier wéi méiglech ëmgesat ginn.

De Prinzip ass, datt d'Direktiven eent zu eent ëmgesat ginn. Ech hunn awer haut de Moien, wéi ech den Dossier nach eng Kéier gekuckt hunn, gemierkt, datt - vläicht ass dat par inadvertance geschitt - déi Direktiv net eent zu eent ëmgesat ginn ass. An zwar op engem wesentleche Punkt; do wou et drëm geet fir ze kucken: Wien däerf an där ganzer Problematik vun dem Kaméidi an esou weider intervenéiere viru Geriicht?

Do steet am Artikel 2 Définitions: «e) „parties intéressées": des personnes morales principalement concernées par l'introduction de mesures de réduction de bruit, (…)». Déi däerfen also intervenéiere viru Geriicht. Dat heescht, et däerfe just nuren A.s.b.l.en, aner Gesellschaften, déi haaptsächlech concernéiert sinn iwwert d'Kaméidisproblemer ronderëm de Flughafen, intervenéieren.

D'Direktiv seet awer eppes anescht. Déi seet, ënner „parties intéressées": «des personnes physiques ou morales concernées ou susceptibles d'être concernées par l'introdution de mesures de réduction du bruit». Hei geet et also net nuren ëm moralesch Persounen, mä och ëm physesch Persounen. Et geet net nuren ëm Leit, déi haaptsächlech dovunner concernéiert sinn, mä souguer ëm déi, déi „susceptibles" sinn, concernéiert ze sinn.

Ech huelen un, Här Minister, datt d'Regierung hei iergendwéi an der Hetz vläicht oder par inadvertance esou eppes gemaach huet. Et kann och vläicht sinn, datt et gewollt ass. Mä mir schéngt et awer, datt et esou op jidde Fall falsch ass, datt d'Bierger hei net d'Méiglechkeet kréien, esou wéi d'Direktiv et virgesäit.

Wann dat heite sollt esou gestëmmt ginn - duerfir erlaben ech mer en Amendement eranzeginn. Deen Amendement ass fir den Ablack nure vu mir ënnerschriwwen, fir ze erlaben, datt déi aner Parteien och kënnen intervenéieren. Par contre wier ech awer frou ze wëssen, wéi d'Regierung zu deem Amendement steet.

Amendement 1

L'article 2 - Définitions - point e) est modifié comme suit:

e) «Parties interessées» - des personnes physiques ou morales concernées ou susceptibles d'être concernées par l'introduction de mesures de réduction de bruit,...

(s.) Jacques-Yves Henckes, Félix Braz, Gast Gibéryen, Henri Grethen, Robert Mehlen.

Mir kënnen dat heiten deen Ablack an éischter Lecture stëmmen an dann herno an zweeter Lecture nach eng Kéier erëmkommen. Dat géif der Kaz kee Bockel dinn. Par contre, wann dat heiten esou soll definitiv gestëmmt ginn, Här Minister, da kann ech lech elo scho soen, datt ech wäert bei zoustännege Commissions européennes intervenéieren, fir ze soen, an ech wäert och d'Bierger informéieren, datt hei d'Direktiv net eent zu eent ëmgesat ginn ass an datt wesentlech Rechter vun de Bierger léséiert sinn.

Dat gesot, ass awer och hei an dësem Gesetz en anere Punkt ugeschwat ginn; dat ass dee vun der Approche équilibrée. Ech mengen et ass eng wichteg Notioun. Den Här Minister weess och, datt ech schonn e puermol intervenéiert sinn iwwert déi Possibilitéit, déi eng Etüd Boeing-Cargolux ausgeschafft huet, fir net an esou enger schläichender Approche de Flughafen unzefléien, mä an enger méi direkter Linn unzefléien. Wat als Konsequenz hätt, datt de Kaméidi ëm 50% en gros géif reduzéiert ginn. Dofir ass et also ganz wichteg, datt d'Bierger hei kënne bei esou Saache matschwätzen.

Mir ass gesot ginn, dat wier eng ganz interessant Etüd, do misst eng Kéier driwwer gekuckt ginn. Dunn ass mer herno an enger Question parlementaire gesot ginn, dat wier aus technesche Grënn net machbar, well do e Bockel op der Pist wier an datt d'Fligeren net kéinten esou landen.

Elo hunn ech mech informéiert an erausfonnt, datt awer elo schonn eng 20% ongefér vun deene Fligeren autoriséiert sinn, esou ze landen. Et schéngt also do eng Méiglechkeet awer ze sinn. Dofir wollt ech den Här Minister froen, ob e bereet wier, déi Problematik nach eng Kéier positiv unzegoen a vläicht mat deem neien Direkter vum Flughafen, deen elo vläicht eng aner Visioun huet wéi dee viregten - Ass et nach ëmmer deeselwechten? -, probéieren eng Léisung ze fannen, well si ass am Intérêt vun de Bierger. Si ass technesch machbar.

Dat Zweet, wat ee muss op jiddfer Fall festhalen, ass, datt et absolut wichteg ass, datt een iwwert Taxemesuren déi Fligeren encouragéiert fir esou eng Fluglinn ze gebrauchen, esou eng Approche ze gebrauchen, well se de Kaméidi reduzéiert, an datt déi Taxemesuren och sollen eng Incitatioun sinn, fir datt déi Kompanien, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, a Fligeren investéieren, déi manner Kaméidi maachen.

Dat wiere meng puer Wënsch un d'Regierung, an ech waarden dann elo mat ganz vill Spannung op d'Äntwert vun der Regierung.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domadder ass d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss. D'Regierung huet d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer fir d'éischt och nach eng Kéier zréckzekommen op de Projet, dee mer virdru gestëmmt hunn, fir öffentlech Amende honorable ze maache vis-à-vis vum Kolleeg Henri Grethen an der Chamber, well et kann een net ëmmer gewannen.

Effektiv ass et esou, dass ech wierklech an Erënnerung hunn, dass den Débat iwwert de Punkteführerschäin innerhalb vun der LSAP-Fraktioun eng hefteg Debatt war. Mir waren deemools fir e Punkteführerschäin. Mir ware mat enger Rei vun Dispositioune vun Ärem Projet net d'accord. An ech hunn an Erënnerung, dass laang driwwer diskutéiert a gestridde ginn ass, wéi mer eis beim Vote sollte verhalen. Mä ech mengen, Dir hutt Recht, dass mer eis dann definitiv awer dergéint ausgeschwat hunn. Vläicht hat déi Debatt, déi mer virdru gefouert hunn, zum Grond, dass ech deemools net mat derbäi war, well ech nämlech enger anerer Meenung deemools och war.

Zu dem Projet haut ass vum Rapporteur, deem ech Merci soe wéi ëmmer fir seng akribesch Aart a Weis, eis hei mëndlech a schréftlech dat virzedroen, mengen ech zu den Dispositiounen alles gesot ginn. Et geet drëm, dass mer eng Planungssécherheet kréien, dass mer och - wéi de Kolleeg Schaaf et gesot huet - déi Konkurrenz, déi ëmmer méi grasséiert tëschent de Flughäfen, wou een deen anere versicht ze iwwertrompen, fir Kompanien an Opérateure bei sech ze zéien, versichen esou gutt wéi méiglech ze harmoniséieren, d'Konditiounen, fir dass dat eng Concurrence gëtt, déi net ze vill déloyale gëtt mat all deene Subsiden, déi vu Stied, Regiounen a Länner an esou virun dodranner gepolvert ginn.

De Grond, firwat dass mer dat mat Verspéidung maachen, ass gewosst. Laang huet d'Regierung d'Meenung vertratt, dass eise Flughafen net géif ënnert déi do Direktiv falen, well mer dee Moment nach net op deem Seuil vu 50.000 war, deen néideg ass. Mir hunn awer herno Onrecht kritt, well gesot ginn ass, och wann Der nach net drënner sidd, sollt Der proaktiv awer schonn lech déi néideg Dispositioune ginn.

Duerfir hu mer an der neier Legislaturperiod dunn d'Décisioun geholl, fir d'éischt den 2002/49 ze transposéieren, deen och dolouch an a Verspéidung war, deen déi gesamte Kaméidispolitik soll regléieren um Niveau vun de groussen Infrastrukturen, Flughafen also, eng Rei vun Autobunnen an natierlech och eng Rei vu Schinnennetzer, haaptsächlech déi vun der Stad op Beetebuerg, déi haut och ënnert d'Dispositioune vum Gesetz falen.

Mir hunn dat 2006 gemaach mat den Änneronge vum Kaméidisgesetz vun '79 a mam Règlement grand-ducal vum 2. August 2006, deen dat dann iwwerhëlt.

Déi Ëmsetzung gëtt eis ebe just d'Méiglechkeet, fir d'Cartographie des bruits als éischt Moossnam ëmzesetzen. Mir hunn net méi spéit wéi virgëschter Moien an enger Diskussioun mam Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg en éischte Modell vun der Kartographie vum Flughafe virgeluecht an zesummen och diskutéiert. Bis Enn des Joers hu mer dann d'Norme festzeleeën, an Zesummenaarbecht mat der OMS an och der Kommissioun zu Bréissel.

Dann 2008 komme mer, esou wéi d'Motioun vun der Chamber et jo och eestëmmeg deemools zréckbehalen huet, an d'Diskussioun iwwert déi sougenannte Plans d'actions, mat deenen eng ganz Rei vu Méiglechkeeten iwwer lux-Airport kënnen ëmgesat ginn, awer och un d'Opérateure ginn, Lärmschutzwäll an esou virun an esou fort, fir déi Normen, déi mer ebe just dann an der Kartographie zréckbehalen hunn, och anzehalen.

Soss huet den Exercice nämlech kee Sënn, wann et l'art pour l'art soll sinn an net herno och Moossname sollen erauskommen. Viru kuerzem hu mer eng Kéier virgerechent, dass mer amgaang si 480 Milliounen Euro ze investéieren an déi jeeweileg Projeten, déi am Moment um Flughafen amgaang sinn ze entstoen oder déi scho fäerdeg sinn, de Radar zum Beispill, d'Aérogare, den Héienhaff an den Assainissement; Projeten, déi mer hei an deene leschten zwee Joer gestëmmt hunn a wou d'Aarbechten amgaange sinn. Wa mer also déi 480 Milliounen investéieren, dann däerf et och net op e puer Milliounen ukommen, fir e konkrete Lärmschutz ze maachen, duerch déi Moossnamen, déi sech da mussen erginn, wa mer d'nächst Joer un d'Plans d'actions kommen.

Dann natierlech den 2002/30, dat ass also d'Aart a Weis wéi mer dat mat den Opérateuren an de Concernéierte maachen, wéi verhältnisméisseg dat muss sinn, wéi d'Prozedure si bei der Ëmsetzung. De Kolleeg Negri huet hei déi néideg Dispositioune gutt virgedroen an dann huet en zu Recht gesot, et géif och nach den ale Projet 5273 kommen, wou d'Amendementer vun der Regierung d'nächst Woch, also muer aacht Deeg, an der Regierung wäerten ugeholl an dann deponéiert ginn.

Déi Verspéidung hat jo och mat där Diskussioun ze dinn, déi mer während enger laanger Zäit mat dem concernéierte Personal vun der Flughafeverwaltung gefouert hunn, d'Diskussioun Établissement public oder, wéi mer et elo zréckbehal hunn, fir d'Verwaltung ze loossen, awer eng Gestion séparée ze maachen opgrond vun de Prémissen, déi mer duerch d'Direktiven operluecht kritt hunn - mä wéi gesot, dat ass da fäerdeg -, fir dass mer dat, wann et nëmme geet, och nach am Laf vun dësem Joer hei kënnen zréckbehalen.

Mat der Méiglechkeet, dann och an deenen Dispositiounen, déi jo hei wichteg sinn, eng Modulatioun vun deene jeeweilegen Taxe virzehuelen, sief dat och nei Taxe bei der Verletzung vun den Trajectoiren, oder d'Modulatioun bei Opérateuren, bei Fligeren, déi sech net un Norme vu Kaméidi halen, wéi mer se bei der OACI oder och bei Emissiounsnormen erëmfannen. Déi Méiglechkeete kréie mer dann.

Mat där Décisioun vum Kommodo-Inkommodo, déi ech am Mäerz iwwert de Flughafe geholl hunn, fëllt dat Bild vun dem reglementaresche Kader sech lues a lues. Ech mengen, dass mer do Zäit gebraucht hunn, dass dat och heiansdo schwiereg Diskussioune sinn, sief et mam Personal oder sief et och technesch Diskussiounen; dat ass gewosst. Mä mir kommen elo ëmmer méi no drun, dass mer de Kader hunn, fir eng richteg Flughafepolitik mat deenen Instrumenter do kënnen ze maachen.

Et läit mer e bëssen um Häerz, fir awer vun dëser Plaz ze profitéieren, fir op eppes anzegoen, wat ech am Zesummenhang mat der Décisioun Kommodo-Inkommodo - vum 20. Mäerz, mengen ech, ass dat - ëmmer erëm méi oder manner polemesch dobaussen héieren oder gelies hunn: Nämlech déi Diskussioun, dass déi Kommodosdécisioun sech net beschäftegt mam Kaméidi an der Luucht, beim Décollage a beim Atterrissage, mä sech just beschäftegt mat dem Kaméidi um Buedem, wann de Fliger amgaangen ass op seng Pist ze fueren.

Ech soen dat fir d'Siwenandrëssegst. Ech weess, dass et Eenzelner gëtt, déi wëllen et vläicht einfach och net héieren, mä ech maachen de Versuch och nach eng Kéier, fir ze soen, dass dat einfach déi juristesch aktuell Situatioun ass.

Mir hunn zwou Prozeduren. De Kommodo-Inkommodo beschäftegt sech wierklech just nëmme mat der Fro vum Kaméidi um Buedem, fir op seng Plaz ze kommen. Dat sinn einfach an den Direktiven an an den Definitioune vum Bruit aérien a vum Bruit au sol d'Dispositiounen. De Kaméidi vum Atterrissage a vum Décollage an an der Luucht gëtt dann an der Prozedur vum 2002/49, déi ech elo grad gesot hunn, Kartographie, Norme fäerdeg stellen an da Plans d'actions beschäftegt.

Ech hunn da gelies, dass mer hei net transparent wären, dass mer eis net mat deene seriöe Problemer géife beschäftegen. Ech hunn dann héieren um Fernseh, dass Eent do gesot huet, dat wär wéi wann ee bei Francorchamps net géif de Kaméidi vun den Autoe kucken, mä just dee vun der Wirschterchersbud, déi derbäi wär.

Neen, mir maachen hei genau, propper a kloer dat, wat d'Dispositioune vun den Direktiven a vun de Méiglechkeete sinn, déi mer hunn. Mir ginn eis d'Moyenen, fir wierklech och op d'Leit anzegoen.

A wa mer bei de Leit sinn: Dem Kolleeg Henckes wëll ech soen, dass mer an der Direktiv net fälschlecherweis oder well mer eppes vergiess hätten oder well mer et vläicht souguer express net esou wollte maachen d'Méiglechkeet vun dem Recours vun de Particulieren erausgeholl hunn. Dat ass geschitt bei kloerem Bewosstsinn, well nämlech eisen Droit administratif commun einfach virgesäit, dass all Particulier géint all administrativ Décisioun, déi geholl gëtt, ka Recours huelen. Duerfir ass et superfétatoire, dat och nach eng Kéier expressis verbis an d'Gesetz dranzeschreiwen. Dat ass de droit commun. Jiddfereen, jiddfer Bierger kann dat maachen. Mir hunn dat also propper diskutéiert an zréckbehalen, dass dat net néideg ass.

Duerfir ass just déi Dispositioun an der Direktiv hei dra vun deenen, déi als Personalités morales direkt betraff sinn, an de Particulier huet d'Recht, am Kader vum Droit administratif commun, fir e Recours géint déi Décisioun ze huelen. Duerfir ass dat, wéi gesot, net vergiess, mä esou geschitt, well mer der Meenung sinn, dass et esou richteg ass.

M. le Président.- Här Minister, den Här Henckes wëllt eng Fro stellen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här Minister, mir hunn eng Règle générale, déi seet, datt effektiv d'Bierger däerfen e Recours huelen. Mä hei gëtt duerch e Spezialgesetz bei där Regel eng Ausnahm gebilt.

Et ass eng Loi spéciale „qui déroge à la règle générale". Dofir wëll ech Iech soen, mir wäerte jo de Vote eréischt haut de Mëtteg huelen: Loosst Iech dat nach eng Kéier vun Äre Juristen nokucken. Mä esou wéi et elo ass, ass et eng Loi spéciale, an deen Ablack wier et justement duerch dëst Gesetz net méi garantéiert, datt den eenzelne Bierger dierft e Recours maachen. E kéint et also nuren nach eng Kéier maachen, andeems e sech op d'Direktiv berifft.

Dofir hätt ech léiwer, wann et net politesch gewënscht ass, datt een deen Ablack nach eng Kéier géif awer juristesch kucke loossen, fir datt mer évitéieren herno och um europäeschen Niveau am schlechte Liicht dozestoen.

M. le Président.- Ech ginn dovun aus, dass den Här Henckes säin Amendement elo presentéiert huet. Den Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech géif och gären am selwechte Sënn wéi den Här Henckes dat ënnerstëtzen. Mir hunn och den Amendement mat ënnerschriwwen, well mer wierklech mengen, dass, wann dee geréngsten Zweifel besteet op d'Interpretatioun - an déi Fro ass vläicht net vollends beäntwert -, mer der Meenung sinn, dass mer hei déi oft zitéiert Regel applizéiere sollen.

Dir sot, et wär superfétatoire. Mir hätten éischter d'Tendenz ze soen „ce qui va sans dire va mieux en le disant".

Dann hu mer kloergemaach, dass och an dëser Règle d'exception et kloer ass, dass et net eng Aschränkung zu der Règle générale ass, mä dass et d'Bestätegung ass vun der Règle générale, och op Personnes morales y compris, mat där Notioun „ou susceptibles de l'être".

Duefir, wann et net d'Intentioun war vun der Regierung, dat hei bewosst erauszehuelen, dann denken ech solle mer deen Exercice do maachen a wierklech dat dann nach eng Kéier preziséieren an d'Direktiv eent zu eent ëmsetzen. Dann hu mer herno keng Schwieregkeete bei den Interpretatiounen an am Text nëmmen dat kloergemaach, wat mer dann och alleguerte wëllen. A bis elo, mengen ech, huet och jiddferee gemengt, dass mer dat och alleguerte wéilten.

M. le Président.- Dat war eng Stellungnahm zum Amendement. Här Minister, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Also ech wëll nach eng Kéier soen, dass et éischtens kloer d'Intentioun vun der Regierung ass, fir alle Particulieren d'Méiglechkeet ze ginn, fir kënne Recours géint déi Décisioun ze huelen; dass mer doriwwer net brauche quant au fond ze streiden. Vu dass de Vote effektiv eréischt de Mëtteg ass, huele mer eis déi Zäit, fir dat nach eng Kéier prezis ze kucken.

Ech soen Iech awer, dass mer déi Fro prezis virdrun diskutéiert hunn an dass d'Juristen zur Konklusioun komm sinn, dass et superfétatoire ass, et hei dranzesetzen.

Mä wéi gesot, et soll ee sech déi Zäit huelen, fir iwwert d'Mëttesstonn dat nach eng Kéier prezis nozekucken. A wann et iergendeen Zweifel gëtt, mengen ech, da kann ech de Mëtteg bis laanschtkommen, bis mer de Vote maachen, fir vläicht dat nach eng Kéier ze exposéieren. Mä dat war d'Attitüd. Ech mengen, da soll een nach eng Kéier kucken, mä d'Intentioun, doriwwer si mer eis heibannen eens, wat mer zu deem Punkt wëllen.

Ech wëll dann ofschléissend och nach op d'Fro vum Här Henckes agoen, wat d'Etüd Cargolux ubelaangt. Doriwwer hate mer schonn d'Geleeënheet, eng Kéier ze schwätzen. Dat reit sech iwwregens an - et soll een dat och emol eng Kéier „soit dit en passant" hei soen - an déi vill Efforten, déi gemaach gi vun den Opérateuren, fir eis bei der Problematik vum Kaméidi, iwwregens och bei den Emissiounen ze hëllefen, besser Resultater ze kréien. Dat ass wouer bei der Cargolux, och wouer bei der Luxair an och villen aneren Opérateuren, déi douewen um Findel aktiv sinn.

Wat d'Etüd vun der Cargolux ubelaangt iwwert d'Fro vun der Aart a Weis wéi ee soll landen an domadder d'Méiglechkeet ginn, méi héich nach ze sinn iwwert deenen eenzelnen Agglomeratiounen, wann een erofkënnt; an der Fro och vum Bockel, deen et effektiv op eiser Pist um Findel gëtt, do kann ech just soen, dass d'Flughafeverwaltung déi Etüd do ginn hat bei Fraport op Frankfurt, well effektiv déi Diskussioune waren: „Gëtt dat mam Bockel e Sënn oder gëtt dat kee Sënn?" Fraport, wat jo den Opérateur - d'„lux-Airport" - vum Flughafe vu Frankfurt ass, ass amgaangen, seng Meenung zu där Etüd ofzeschléissen.

Ech huelen un, dass mer déi nach am Laf vun deenen nächste puer Woche kréien, fir dass mer da vläicht am September eng Kéier d'Geleeënheet huelen an der Kommissioun, fir d'Meenung vu Fraport, wat wierklech e Spezialist ass an deene Froen, och kënnen ze héieren. Mä d'Etüd ass net op d'Säit geluecht oder vergiess. Mir hunn eis also och déi Moyenen nach ginn, fir déi Meenung do anzehuelen.

Ofschléissend vläicht nach ee Punkt, dee sech e bëssen areit an déi Diskussioun vun den Interesse vun de Particulieren, fir ze soen, dass mer och dat, wat ech ugekënnegt hat virun e puer Wochen, an der Tëschenzäit ëmgesat hunn, nämlech d'Erweiterung vun der Commission consultative aéroportuaire an där Kommissioun, déi jo och de Minister all Kéiers dann aviséiert, wa Restriktioune sollen zréckbehale ginn; déi also schonn e wichtege Rôle muer um Flughafen ze spille kritt.

An där Commission consultative ware bis elo dran: ëmmer d'Opérateuren an natierlech och d'Autoritéite vum Flughafen, déi staatlech, an och lux-Airport, an natierlech och déi véier Gemengen, déi Direktanrainer sinn. Ech hunn duerfir net nëmmen d'Zuel vun de Gemengen erweidert ëm d'Gemeng vu Contern, déi och no genuch ass, fir en Intérêt ze hunn, an där Kommissioun do vertratt ze sinn, mä och véier Vertrieder drageholl, ee vun enger Ëmwelt-ONG, zwee Vertrieder vun den Interesseveräiner, déi ëmmer aktiv sinn an deem Beräich, an ee Vertrieder vun der ULC, dem Konsumenteschutz.

Sou dass also an där Commission consultative iwwert d'Gemengen eraus, déi jo censéiert sinn an dat och legitimerweis maachen, fir d'Interesse vun hiren Awunner do ze sinn, déi Sensibilitéit vun der Société civile soll dra vertruede ginn. Ech mengen, dass dat och dozou bäidréit, fir méi Transparenz a méi eng roueg Diskussioun ze kréien.

Ech mengen, dass mer de Projet esou kéinte stëmmen, mä, wéi gesot, mir huelen eis Zäit an der Mëttesstonn fir déi Fro do nach eng Kéier ze kucken. Mä no där Diskussioun, déi mer scho virdrun iwwert déi Fro haten, denken ech, dass se esou richteg beäntwert ass. Dat kann een de Mëtteg dann nach eng Kéier kucken, ier een zum Vote vum Projet kënnt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Sitzung vun haut de Moien ofgeschloss. Mir fänken haut de Mëtteg um hallwer dräi u mat der Question avec débat vum Här Marc Angel.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.34 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Jeudi, 12 juillet 2007

SÉANCE 49

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président • M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications

2. Question avec débat N°24 de M. Marc Angel au sujet des procédures relatives aux adoptions d'enfants

3. Motion de M. Félix Braz relative au mariage civil pour couples homosexuels et à l'élimination de toute discrimination à l'égard des personnes homosexuelles

(Discussion générale)

4. Dépôt d'une résolution par M. Xavier Bettel

5. Motion de M. Félix Braz relative au mariage civil pour couples homosexuels et à l'élimination de toute discrimination à l'égard des personnes homosexuelles

(Discussion générale - suite)

6. Résolution de M. Xavier Bettel relative au mariage des couples homosexuels

(Discussion générale)

7. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet du réajustement de l'enseignement des langues

(Débat)

8. 5709 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté

(Amendement - Votes et dispense du second vote constitutionnel)

9. 5634 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur l'application de l'article 65 de la Convention sur la délivrance de brevets européens, fait à Londres le 17 octobre 2000

et

5635 - Projet de loi portant approbation de l'Acte portant révision de la Convention sur la délivrance de brevets européens du 5 octobre 1973, fait à Munich, le 29 novembre 2000

(Rapports de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

10. Question urgente N°1851 de Mme Martine Stein-Mergen et de M. Marcel Oberweis au sujet de l'accord unilatéral de l'indépendance du Kosovo

11. 5714 - Projet de loi relatif à la modification de l'Article L.211-11 du Code du Travail

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

12. Résolution de M. Xavier Bettel relative au mariage des couples homosexuels

(Vote)

13. 5715 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2006/109/CEE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de la directive 94/45/CE concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;
2. modification du Code du travail

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

14. 5554 - Projet de loi portant modification

- de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;
- des articles 4 paragraphe (3) lettre d); 5 paragraphe (1) lettre a); 9 paragraphe (1) lettre a) et 12 de la loi du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et
- de l'article 23 paragraphe (2) points 1. et 2. de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

15. Motion de M. Lucien Clement relative au «public private partnership»

(Dépôt et exposé - Vote)

16. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Matdeelungen ze maachen:

1) «Il faut bien reconnaître que rares sont ceux qui connaissent son contenu et son fonctionnement.»

Avec ces mots M. Walter Riester, rapporteur de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a décrit la situation de l'application de la Charte sociale européenne révisée lors du débat sur «la dimension sociale de l'Europe: mise en œuvre intégrale de la Charte sociale européenne révisée et évaluation des nouvelles conditions d'emploi et de salaire minimum».

«C'est pourtant, avec la Charte européenne des droits de l'Homme, un instrument majeur de l'Europe qu'il convient de décliner dans tous les pays s'agissant de la santé, de l'emploi et des retraites.» Il s'est félicité ensuite que l'Allemagne l'a finalement signé et il espère que «ce débat permettra de mettre en avant le Conseil de l'Europe qui est le premier garant de la protection sociale en Europe.»

M. Glesener est également intervenu lors du débat pour apporter l'appui du groupe PPE au susdit rapport et il a précisé que «Après onze ans, depuis la date de la signature de la Charte révisée, un grand nombre d'États membres du Conseil de l'Europe n'ont pas encore ratifié cette charte: une situation à déplorer et à laquelle on doit remédier aussi vite que possible.»

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est réunie en troisième partie de session à Strasbourg du 25 au 29 juin 2007. Y ont participé le Président de la délégation, M. Marcel Glesener, Mme Lydie Err et M. Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que les membres suppléants Mme Anne Brasseur, et MM. Norbert Haupert et Jean Huss.

Après le discours d'ouverture de M. van der Linden, Président de l'Assemblée, M. Boris Zala fut élu Vice-Président de l'Assemblée au titre de la Slovaquie.

En dehors du débat sur la dimension sociale de l'Europe précité figuraient à l'ordre du jour de la session les thèmes suivants:

- la politique agricole et rurale euro-méditerranéenne, avec l'intervention de M. Jacques Diouf, Directeur général de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO),

- rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente,

- élection par 123 voix (contre huit bulletins blancs ou nuls) de Mme Maud de Boer-Buquicchio comme Secrétaire générale adjointe du Conseil de l'Europe pour un mandat de cinq ans à partir du 1er septembre 2007,

- image des femmes dans la publicité,

- féminisation de la pauvreté,

- engagements des États membres du Conseil de l'Europe à promouvoir au niveau international un moratoire sur la peine de mort,

- Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD): accent sur l'Europe de l'Est et du Sud-Est, avec l'intervention de M. Jean Lemierre, Président de la BERD,

- détentions secrètes et transferts illégaux de détenus impliquant des États membres du Conseil de l'Europe: second rapport,

- combattre l'antisémitisme en Europe, avec l'intervention du Rabbin Arthur Schneier, fondateur et Président de la Fondation «Appeal of conscience»,

- situation des réfugiés et personnes déplacées de longue date en Europe du Sud-Est, avec l'intervention de M. António Guterres, Haut-Commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés,

- poursuites engagées pour les crimes relevant de la compétence du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), avec l'intervention de Mme Carla Del Ponte, Procureur en chef du susdit tribunal,

- communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par M. Vuk Jeremić, Ministre des Affaires étrangères de la Serbie, Président du Comité des Ministres,

- respect des obligations et engagements de Monaco,

- programme nucléaire de l'Iran: nécessité d'une réaction internationale, et

- dialogue interculturel et interconfessionnel avec débats sur

• État, religion, laïcité et droits de l'Homme, d'une part, et

• Blasphème, insultes à caractère religieux et incitation à la haine contre des personnes au motif de leur religion, d'autre part.

L'audience a pu suivre au cours des séances de lundi les discours

- de M. Alfred Gusenbauer, Chancelier fédéral de l'Autriche et

- de M. Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen.

Au cours de cette session s'est tenue une discussion selon la procédure d'urgence et qui a eu pour sujet «Comment prévenir la cybercriminalité dirigée contre les institutions publiques des États membres et des États observateurs?»

Lors de cette troisième partie de session l'Assemblée a adopté douze résolutions et sept recommandations.

Il reste à signaler que M. Jean Huss, en sa qualité de Membre de la Commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales de l'APCE a été l'initiateur principal d'une audition publique d'experts sur les risques sanitaires liés à l'environnement. À cette audition qui a été organisée par la susdite commission ont pris part M. Ralph Baden, biologiste de l'habitat du Service de médecine de l'environnement du Ministère de la Santé, M. Frank Bartram, Président de l'Association professionnelle des médecins de l'environnement de l'Allemagne et M. Charles Sultan, Service d'hormonologie du Centre hospitalier universitaire de Montpellier.

À relever aussi que Mme Brasseur, Vice-Présidente de la Commission de la culture, de la science et de l'éducation, a accepté de succéder à M. Guy Lengagne, Membre sortant français de l'APCE, pour présenter le rapport sur «Les dangers du créationnisme dans l'Éducation».

Ce rapport qui aurait initialement dû être discuté lors du débat sur le dialogue interculturel et interconfessionnel a été dissocié des deux autres rapports susmentionnés. «Au moment où l'on assiste à des poussées de mouvements intégristes, sans doute minoritaires, niant l'évolution, retirer le sujet du débat pour le repousser est une insulte à caractère religieux à l'égard de la science...» ainsi M. Lengagne s'est opposé au renvoi, pourtant voté par l'Assemblée, du rapport à la susdite commission avec l'argument que «le Conseil de l'Europe n'est pas une académie scientifique mais un organe politique».

Il est prévu de discuter ce rapport lors de la session en octobre prochain.

2) Par lettre du 10 juillet 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir à la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 18 au 21 juin 2007:

- Position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion d'un accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la République démocratique de São Tomé e Principe et la Communauté européenne,

- Position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion d'un accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne, d'une part, et la République de Kiribati, d'autre part,

- Résolution sur les relations économiques et commerciales de l'UE avec la Russie,

- Recommandation fondée sur le rapport de la commission d'enquête sur la crise de la compagnie d'assurances «Equitable Life»,

- Résolution sur un cadre réglementaire pour des mesures de conciliation de la vie familiale et de la période d'études pour les jeunes femmes dans l'Union européenne,

- Résolution sur les problèmes spécifiques dans la transposition et l'application de la législation des marchés publics et les rapports de cette dernière avec l'agenda de Lisbonne,

- Résolution sur les objectifs du Millénaire pour le développement - Bilan à mi-parcours,

- Résolution sur MEDA et l'aide financière à la Palestine - évaluation, mise en œuvre et contrôle,

- Résolution sur le projet de décision de la Commission établissant un document de stratégie régionale et un programme indicatif pluriannuel pour l'Asie,

- Résolution sur un traité sur le commerce des armes: établissement de normes internationales communes pour l'importation, l'exportation et le transfert d'armes classiques,

- Résolution sur l'espace de liberté, de sécurité et de justice: stratégie sur la dimension extérieure, plan d'action mettant en œuvre le programme de La Haye,

- Recommandation à l'intention du Conseil sur l'évolution des négociations sur la décision-cadre concernant la lutte contre le racisme et la xénophobie,

- Résolution sur la confiance des consommateurs dans l'environnement numérique.

Mir fänken eisen Ordre du jour vun haut de Mëtteg u mat der Diskussioun oder mat dem Vote iwwert de Projet de loi 5709. D'Diskussioun vun deem Projet ass an der Sitzung vun haut de Moien ofgeschloss ginn a mir stëmmen direkt of.

Mir hunn en Amendement virleie vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert den Artikel 2. Mir stëmme fir d'éischt iwwert deen Amendement, deen déposéiert ginn ass, of.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President!

M. le Président.- Jo, Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- U sech hate mer de Moien ausgemaach, dass de Minister eis nach géif soen,...

Une voix.- Jo!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- ...wat d'Positioun vun der Regierung dozou ass. Et wär vläicht besser, mir géifen nach e bësse mat dem Vote doriwwer ofwaarden, bis den Transportminister hei eis.

M. le Président.- Da setze mer dee Punkt hei zréck. Mir huele fir d'éischt d'Question avec débat vum Här Angel an d'Motioun vum Här Braz a komme dann op de Vote vum Projet vun haut de Moie zréck.

Mir fänken dann u mat der Question avec débat vum Här Marc Angel iwwert d'Adoptivgesetz. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten Zäit zur Verfügung. Der Regierung stinn zéng Minutten Zäit zur Verfügung. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

2. Question avec débat N°24 de M. Marc Angel au sujet des procédures relatives aux adoptions d'enfants

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre vun der Regierung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, fir unzefänken, e Saz ze zitéieren aus der CSV-LSAP-Regierungserklärung vum Summer 2004. Ënnert dem Kapitel „Ministère de la Famille et de l'Intégration" steet op der Säit 53 ënnert dem Titel „Adoption" ze liesen: «Le Gouvernement envisage d'engager une réflexion sur cette question de société.» Ech wollt elo d'Regierung froen, wou déi Reflexioun drun ass.

Et géif mech nämlech interesséieren, ëmsou méi well virun zwou Wochen en Uerteel vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff koum, dee Lëtzebuerg a Saachen Adoptioun veruerteelt huet, well et zu Lëtzebuerg just als bestuete Koppel méiglech ass, fir e Kand ënnert dem Regime vun der Adoption plénière ze adoptéieren. Mir sinn also elo forcéiert ze handelen. D'Regierung muss also elo hir Reflexioun esou séier wéi méiglech ofschléissen a Konklusiounen zéien.

Am Stroossbuerger Uerteel steet ënner anerem ze liesen, dass, ofgesi vun e puer Ausnahmen, an deene meeschte vun deene 47 Memberstate vum Conseil de l'Europe d'Méiglechkeet besteet, e Kand voll ze adoptéieren.

D'Fro ass deemno, ob net och Lëtzebuerg misst seng Législatioun adaptéieren. Ech perséinlech sinn dovunner iwwerzeegt, an et ka menger Meenung no net sinn, dass den Trauschäin e Kritär ass fir dierfen e Kand ze adoptéieren. Dee Pabeier gëtt engem keng Qualifikatioun a Saache Mammen- oder Pappeléift, a Saachen Erzéiung a Familljeliewen.

Niewebäi gesot ass de Mariage iwwregens och keng Garantie, wat d'Stabilitéit vun enger Koppel ugeet. Fakt ass, dass am Moment an der Fro vun der Adoption plénière eng Diskriminatioun vu Célibataires, vu gepacste Koppelen oder vu Koppelen, déi zesummeliewen, ob hetero- oder homosexuell, par rapport zu bestuete Koppele virläit.

Ech mengen, et ass awer och nach wichteg ze soen, dass et am Kontext vun der Adoptioun esou ass, dass bei all Adoptiounsufroen au cas par cas sur dossier gekuckt an ënnersicht gëtt, ob déi Leit, déi wëllen ee Kand adoptéieren, sech och kënne richteg a gutt ëm dat Kand këmmeren.

Mir mussen eis awer och elo bewosst sinn, wat dat heescht a wat et mat sech bréngt, wa mer d'Adoptioun - wuel gemierkt d'Adoption plénière - fir eenzel Persounen opmaachen, wouduerch et dann och direkt oder indirekt fir gläichgeschlechtlech Koppele méiglech ass, Kanner ze adoptéieren. Ech soen direkt oder indirekt, well et gëtt Länner, wou d'Célibataire kënnen e Kand adoptéieren, net awer homosexuell Koppelen. Fir déi homosexuell Koppele bleift dann nach ëmmer d'Méiglechkeet, fir hir Homosexualitéit ze verheemlechen. Dat ass wouer, mä dat ass sécher keng ideal Situatioun an net dat, wat d'homosexuell Koppele sech wënschen. De Premier Jean-Claude Juncker huet jo schonn op dës Implikatiounen higewisen.

D'Adoption plénière fir Eenzelpersounen opmaachen ass eng Saach. D'Adoption plénière fir net bestuete Koppelen opmaachen ass eng aner Saach, an d'Adoption plénière fir gläichgeschlechtlech Koppelen opmaachen, ass nach eng aner Saach an dat huet a priori näischt domadder ze dinn, fir de Mariage fir gläichgeschlechtlech Koppelen opzemaachen. Et gëtt Länner, wéi gesot, déi dat hunn, an et gëtt awer anerer, wou Gläichgeschlechtlecher sech kënne bestueden an awer net däerfen adoptéieren.

Och dem Premier seng Aussoen iwwert de Mariage vun homosexuelle Koppelen hunn ech ganz interessant fonnt. Si concernéiert mech perséinlech och. Ech sinn awer an deem Kontext ganz gespaant, wéi d'Positioun vu senger Partei ass an och wéi d'Positioun vun der Regierung zu deem Thema ass.

Ech wëll awer elo haut am Kader vu menger Ufro virun allem wëssen, wéi d'Positioun vun der Regierung a Saachen Adoptioun ass. Wéi gedenkt d'Regierung op dat rezent Uerteel ze reagéieren a wat sinn déi Mesuren, déi se wäert huelen?

An ech sinn, fir ofzeschléissen, iwwerzeegt, dass heibannen de gesonde Mënscheverstand iwwerweit an dass der vill mat mir d'accord sinn, dass weder den État civil nach d'sexuell Orientatioun däerfe relevant Kritäre sinn, wann et ëm d'Wuel vun de Kanner geet. Ech huele jo och un dass dat, iwwer wat mer haut schwätzen, d'Wuel vun de Kanner ass.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Angel. D'Wuert huet elo d'Regierung. Den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, d'Fro vum honorabelen Här Angel bezitt sech virun allem an éischter Linn op dat Uerteel vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff.

Ech wëll hei fir d'éischt emol festhalen, datt contrairement zu deem, wat largement an de Medië gesot ginn ass, an deem Uerteel net steet, dass eist Gesetz iwwert d'Adoptioun net konform wär mat der Europäescher Konventioun fir d'Mënscherechter. D'Uerteel bezitt sech ausschliesslech op d'Fro, datt zu Lëtzebuerg e Geriicht en Uerteel aus dem Peru, wat eng Adoption plénière do gesprach huet, net unerkannt huet, d'Exequatur net gesprach huet - wat e wesentlechen Ënnerscheed ass. Et ass also falsch fir ze soen, Lëtzebuerg oder d'Lëtzebuerger Gesetz wier net konform mat der Europäescher Mënscherechtskonventioun.

Zweetens, onofhängeg vun deem Uerteel huet d'Regierung, an d'Madame Minister Jacobs wäert dorobber agoen, scho länger Zäit studéiert, wéi ee kann d'Gesetzgebung zu Lëtzebuerg vun der Adoptioun ëmänneren an ob een dat iwwerhaapt soll maachen.

Als dee fir d'Gesetzgebung zoustännege Minister géif ech lech just soen, datt mir der Meenung sinn, datt ee soll eng nei Zort vun Adoptioun aféieren, déi Elementer vun der Adoption plénière an Elementer vun der Adoption simple zesummeleet, datt een héchstwahrscheinlech - ech betounen: héchstwahrscheinlech - op de Wee geet vun enger Adoption unique, an där souwuel d'Lienë mat der Famille d'origine bestoe kënne bleiwen, wéi och selbstverständlech d'Vollintegratioun an d'Famille d'adoption, well et geet jo och dorëm, datt an deene Familljen, déi eege Kanner an Adoptivkanner hunn, all d'Kanner selbstverständlech d'nämlecht kënnen duerno behandelt ginn, an duerfir eis Iddi fir déi zwee Elementer zesummenzeleeën.

An deem Kontext menge mer datt et haut, och opgrond vun der Tatsaach, datt ganz vill elengerzéiend Eltere vis-à-vis vun hiren eegenen natierleche Kanner eng exzellent Aarbecht maachen, eng ganz Rei vun Argumenter gëtt, fir datt d'Adoptioun, déi Adoption unique - wéi ech se dann emol onjuristesch nennen - och sollt opgemaach gi fir Elteren, déi eleng hir Kanner erzéien.

Mir mengen awer datt dat eng Fro ass, déi een net lassgeléist vun allen anere Considératioune kann huelen, an datt déi lassgeléist vun allen elektoralen oder mediatesche Pressioune musse gekuckt ginn, well am Mëttelpunkt däerf just eent stoen - an ech mengen, den Här Angel huet dat zum Schluss och net anescht gesinn -, dat ass den Intérêt vum Kand.

An ech hätt gären, dass mer eis méi bewosst mat der Fro ofginn, ob an a wéi enger Situatioun Kanner, déi adoptéiert ginn, hir Intérêten am beschte protégéiert kréien.

Et gëtt kee Recht op eng Adoptioun. Et gëtt e Wonsch vun Elteren, Kanner ze adoptéieren, a mer musse kucken, wéi déi Kanner, déi aus méi schlechte Situatioune kommen an oft aus ganz aarme Länner, eng besser Zukunft kënne kréien. An duerfir mengen ech, datt mer sollen an der Commission juridique, an der Commission de la Famille all déi Aspekter kucken, an an deem Kontext och déi vun der Adoptioun duerch gläichgeschlechtlech Koppelen.

Ech deelen de Räsonnement vum Statsminister vum leschte Freideg, dee gesot huet, mir solle kucken, dass d'Diskriminatioun vu gläichgeschlechtleche Koppelen, vun Homosexuelle soll esou wäit wéi méiglech net méi bestoen. An hien huet sech zugläich d'Fro gestallt - esou wäit ech dat konnt retracéieren -, wéi dat an deem Kontext géif ausgesi mat der Adoptioun vu Kanner duerch gläichgeschlechtlech Koppelen. Woubäi hien an deem Kontext gesot huet, datt hien dovunner keng definitiv Meenung hätt, an déi Fro muss selbstverständlech am Kontext vun der Netdiskriminatioun mat behandelt ginn.

D'Regierung huet zu dësem Zäitpunkt keng definitiv Meenung zu där Fro, gradesou wéi de Statsminister keng definitiv Meenung zur Fro vun der Adoptioun duerch gläichgeschlechtlech Koppelen huet. Mir hätte gär, datt déi beliicht gëtt am Bléck vum Intérêt vum Kand. Mir mengen et wär utile, wann een déi Fro vun der Adoptioun op deem Wee géif weidergoen, deen d'Regierung aschléit, an datt mer déi aner Fro an deenen zwou Kommissiounen aus dem Bléckwénkel vum Kand géifen diskutéieren, ouni ideologesch Scheiklappen, déi an dësem Kontext wierklech net ubruecht sinn.

Duerfir menge mer, datt mer am Adoptiounsgesetz héchstwahrscheinlech no deene weideren Aarbechten, déi gemaach ginn, uganks d'nächst Joer kënne mat Propositioune kommen. Déi Motioun, mengen ech, sollt een an der Kommissioun emol diskutéiere mat all hiren Implikatiounen. D'Regierung wäert hir Argumenter och an där Diskussioun mat erabréngen.

Mä, wann Dir erlaabt, Här President, d'Madame Minister Jacobs ass fir d'Ausféierung vum Adoptiounsgesetz zoustänneg, an hire Ministère huet eng ganz Rei Iwwerleeungen an deene leschte Méint och scho gemaach. Déi zwee Ministèrë schaffen op där Fro zesummen, an ech géif gären, mat Ärem Accord, hir d'Wuert weiderginn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Madame Minister Marie-Josée Jabobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President. Ech wollt just soen, datt mer jo an zwou Konventioune gehale ginn. Déi eng ass d'Kannerrechtskonventioun an déi aner ass d'Konventioun vu La Haye, déi sech ebe just mat den Adoptioune befaasst. Mir hunn am leschte Joer mat deene fënnef Adoptiounsservicer, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, iwwert d'Adoptiounen diskutéiert. Mir hunn och eng Rei vu Konferenzen a Seminäre gemaach an och Schulunge mat deene Leit do matgemaach, fir eben och méiglechst vill do kënne mat op de Wee ze ginn.

Mer hunn e Service kreéiert, deen heescht Centre de ressources en matière d'adoption, wou et virun allem dorëm geet, Leit ze begleeden, déi Kanner adoptéieren; eng Kéier ier se adoptéieren, mä dann awer och wa se adoptéiert hunn. Mer wëssen, datt et ëmmer erëm kritesch Zäite gëtt am Liewe vu Kanner, wou et dann och wichteg ass fir déi Elteren, datt se sech éierens och kënnen hiwenden.

Da war de 6. Juli eng éischt Réunioun mat der Ethikkommissioun. De President vun der Ethikkommissioun wier gär offiziell saiséiert mat enger Rei vu Froen, déi eis interesséieren am Kader vun den Adoptiounen, wou et dann eng Kéier zum Beispill ëm d'Adoption anonyme geet, wou et awer och ëm Froe geet, wéi et da mat der Insémination artificielle ass, wou och da muss gewosst sinn, wéi een notracéieren kann, wien dann de Papp ass. Wann ech d'Recht hunn als Kand ze wëssen, wie meng Mamm ass, muss ech och d'Recht hunn ze wëssen, wie mäi Papp ass. An eng ganz Rei vun anere Froen, déi sech an deem Kader also stellen a wou mer wëlles hunn, am spéide Joer oder och am nächste Joer - dat hänkt dovun of, wéini datt déi Experten op Lëtzebuerg kënne kommen - zesumme mat der Ethikkommissioun also dee largen Débat, deen och an der Regierungserklärung steet, virunzefëieren.

Wéi gesot, et ass eng Partie vun deenen Aarbechte gemaach ginn. Et ass net ëmmer esou e groussen Öffentlechkeetsandrang do, fir op déi Konferenzen an déi Seminären ze kommen. Mä ech denken awer, besonnesch wou et haaptsächlech och ëm déi doten an déi ethesch Froe geet, et wier och wichteg, datt dann och jiddferee géif dohinner kommen an do säi Wuert matschwätzen.

Dat si bis elo déi Aarbechten, déi mer gemaach hunn, Här President, an ech denken, datt nach méi Froen do erauskomme wéi déi, déi mer eis vläicht de Moment stellen, well meeschtens gesäit een, wann ee bis déi eng gestallt huet a probéiert huet ze beäntwerten, datt erëm nach 30 anerer sech do derniewent stellen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domat ass dee Punkt ofgeschloss. Mir kommen elo zur Motioun vum honorabelen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

3. Motion de M. Félix Braz relative au mariage civil pour couples homosexuels et à l'élimination de toute discrimination à l'égard des personnes homosexuelles

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Merci, Här President. Ugelehnt un dat, wat mer elo diskutéiert hunn, och wann et net genau datselwecht ass, wëlle mer gären eng Motioun hei zum Vote stellen, fir d'Regierung opzefuerdere sech op der Fro vum Mariage homosexuel festzeleeën. Mir hunn de leschte Freideg, de 6. Juli, héieren, wéi de Premier am Kader vum Pressebriefing uschléissend un de Regierungsrot, also net op enger privater Veranstaltung, mä an engem offizielle Kontext seng perséinlech Meenung zu eppes gesot huet, an zwar datt hien der Meenung wier, et misst een de Mariage homosexuel hei zu Lëtzebuerg méiglech maachen.

Mir sinn als gréng Fraktioun därselwechter Meenung wéi eise Premier. Ech sinn allerdéngs net domadder zefridden, datt de Pre-

mier et bei der Äusserung vu senger privater Meenung beléisst. Wann ee Premier ass, dann huet een och d'Méiglechkeeten, fir aus senger privater Meenung méi ze maache wéi nëmmen eng privat Meenung. Dann huet een d'Méiglechkeet, am Regierungsrot eng Regierungspositioun zu deem Thema erbäizeféieren.

Mir wëllen dann als Fraktioun d'Chamber dozou invitéieren d'Regierung opzefuerderen, sech op deem dote Punkt dann eng Meenung ze maachen. Wann et dann déiselwecht ass wéi dem Premier seng, da wiere mer als gréng Fraktioun frou doriwwer.

Wann dat net de Fall ass, da géife mer gäre wëssen, firwat datt de Premier et net fäerdeg bréngt seng Regierungskolleegen hannert sech ze kréien. Ass dat, dass d'Kolleege vun der LSAP dat net géife matmaachen? Oder ass et, well et a sengen eegene Reien dofir keng Majoritéit gëtt? - Wat mer géife bedaueren, well dat géif heeschen, dass et op wesentleche gesellschaftspolitesche Froe schwéier ass virunzekommen, wann d'CSV esou e staarkt Wuert an der Regierung matschwätzt wéi am Moment.

Duerfir hätte mer gär eng Erklärung op där doter Fro, a mir fuerdere wéi gesot d'Regierung gären op, als Chamber, sech zu där doter Fro eng Meenung ze maachen, an net nëmmen eng Äusserung iwwert d'Medien. Den Här Frieden huet geschwat vu mediatesche Pressiounen. An deem heite Fall huet de Premier se selwer opgebaut, déi mediatesch Pressiounen, well hien iwwert d'Medien, iwwert den Ëmwee vu senger privater Meenung eng Dier opgestouss huet, déi mir awer gär zougemaach hätten.

An duerfir, wéi gesot, si mer der Meenung, dass d'Regierung soll Fuerf bekennen a soen, wat hir Positioun dozou ass, ob et op där doter Fro weidergeet an dëser Mandatsperiod oder net, well eng perséinlech Meenungsäusserung vum Premier, dat geet eis net duer.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Wie freet d'Wuert dozou? Fir d'éischt den Här Fayot.

Discussion générale

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, déi Motioun rappeléiert eppes, wat de Premierminister op senger Pressekonferenz gesot huet. Ech wëll och rappeléieren, dass mir als Partei an onsem Programm déiselwecht Fuerderung dran hunn. Ech wëll awer och soen, dass an dem Regierungsprogramm näischt doriwwer steet. Do steet dran, dass eng Reflexioun iwwert déi Fro vun dem Mariage civil vun de Couples homosexuels gefouert gëtt.

Ech géif proposéieren, dass mer déi Motioun hei an d'Kommissioun renvoyéieren, fir déi Diskussioun iwwert dee Problem ze hunn, deen och elo éinescht vun der Regierung annoncéiert ginn ass. Ech mengen, dat hei ass esou e wichtege gesellschaftspolitesche Punkt, dass een dat roueg och an der Commission juridique soll traitéieren. Mir géifen den Här Braz bieden, fir deem Virschlag vum Renvoi en commission nozekommen an ze entspriechen.

Ech menge schonn, dass mer als Fraktioun alleguerten Interessen hunn, wann de Premier, dee jo awer net egal wien ass, esou Saache seet, dass mer nofroen, wéi wäit dass mer da kënne goen. Dat wär meng Propositioun.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech soen och dem Här Braz Merci, dass hien déi Motioun déposéiert huet. Ech hu mer bal geduecht, dass d'Majoritéitsparteien elo géife kucken, fir dat Ganzt an eng Kommissioun ze verfrachten.

4. Dépôt d'une résolution par M. Xavier Bettel

Duerfir, mir froen hei och eng Meenung vun der Regierung. Den Här Braz freet hei d'Meenung vun der Regierung, an net wat d'Meenung ass vun der Kommissioun. Ech hunn eng Resolutioun hei preparéiert, wou mer och op d'Aussoe vum Här Premierminister an op deen Arrêt vun der Cour européenne reagéieren.

An duerfir froe mir, dass dës Resolutioun haut zum Vote kënnt, well et och dozou gehéiert - au cas où, wann da jo gesot gëtt, dass d'Meenung vun der Regierung dann hei jo net gefrot gëtt -, fir ze analyséieren an der Rentrée 2007/2008 au sein vun der Commission juridique a vun der Commission de la Famille «les problèmes relatifs à la reconnaissance du mariage en faveur des couples homosexuels». Dat wat jo de Sujet ass. An dann: «...décide de proposer une solution législative concrète pour ouvrir le mariage également aux couples homosexuels».

Wann déi sozialistesch Aarbechterpartei jo seet, si hätten dat an hirem Programm a si wieren dofir. Déi Gréng soen, si wiere jo dofir, a mir soen, mir wiere jo dofir, da wier ech interesséiert...

(Interruption)

...ze wëssen, wat d'CSV dovunner hält.

Résolution

La Chambre des Députés,

- ayant entendu les déclarations récentes de Monsieur le Premier Ministre à l'issue du Conseil de Gouvernement du 6 juillet 2007 lors desquelles il a exprimé son approbation au mariage des couples homosexuels;

- vu l'arrêt récent de la Cour européenne des droits de l'Homme du 28 juin 2007 qui a condamné l'État luxembourgeois pour non reconnaissance de l'adoption plénière au profit de célibataires;

décide

- d'analyser, lors de la rentrée 2007/2008, au sein de la Commission juridique et de la Commission de la Famille, les problèmes relatifs à la reconnaissance du mariage en faveur des couples homosexuels;

- de proposer une solution législative concrète pour ouvrir le mariage également aux couples homosexuels.

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz, Charles Goerens, Jacques-Yves Henckes, Claude Meisch.

Ech wëll lech just drun erënneren, Här President, dass mer virun dräi Joer de Sujet hei haten, wou mer de Pacs, also de Contrat de partenariat, gestëmmt hunn a wou mer gäre méi wäit gaange wären, an d'Kommissioune scho Problemer haten, wou emol nëmmen d'Fro war, ob de Buergermeeschter, de Fonctionnaire eleng kéint e Partenariat maachen.

Duerfir géif ech déi Resolutioun hei déposéieren. Ech hu se eleng ënnerschriwwen. Wann en anere Kolleeg hei aus der Chamber se wëllt matënnerschreiwen, wier ech frou. Dat wéilt jo dann heeschen, ob Der dann derfir oder dergéint sidd, an net nees eng Saach an d'Kommissioun begruewe goen, well, Här President, den Här Frieden hei gesot huet, et muss gekuckt gi wéi d'Situatioun vun de Kanner ass. Deen Discours hu mer virun dräi Joer héieren.

Mir hu gesot kritt, mir géifen e Bilan maachen iwwert de Pacs, fir ze kucke wéi et géif goen a wat gutt a wat schlecht wier. Haut ass nach ëmmer kee Pippjeswuert doriwwer geschwat ginn. Et ass nach ëmmer näischt presentéiert ginn. D'Situatioun vun de Kanner, ass gesot ginn, géif och analyséiert ginn. Et gi ganz vill Analysen, déi soen, dass do keng Problemer sinn. Da kommt, mir bekennen eng Kéier Fuerf, amplaz iergendeng Kéier nees eppes an eng Kommissioun ze tässelen.

M. le Président.- Freet nach een d'Wuert? Den Här Justizminister Luc Frieden.

5. Motion de M. Félix Braz relative au mariage civil pour couples homosexuels et à l'élimination de toute discrimination à l'égard des personnes homosexuelles (suite)

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech géif nach wëllen eng Kéier op dat zréckkommen, wat ech virun e puer Minutte schonn eng Kéier gesot hunn.

Éischtens huet de Statsminister, wéi all Mënsch, d'Recht eng Meenung zu engem Sujet ze soen. Mä wann een de Statsminister zitéiert, och an enger Motioun, da muss een e ganz zitéieren. Mir deelen - ech selwer deelen - ganz d'Ausso vum Statsminister, fir datt et net dierf zu net justifizéierten Diskriminatioune géint iergendwellech Persoun an iergendwellecher Situatioun kommen. Dat war den Haaptmessage vum Statsminister senger Ausso.

Hien huet zugläich gesot - an dat geet aus der Motioun net ervir -, datt hie keng definitiv Meenung hätt zur Fro vun der Adoptioun vu Kanner duerch gläichgeschlechtlech Koppelen. An dat ass e wesentlechen Deel vum Räsonnement, fir datt et net zu enger Diskriminatioun kënnt, wann een e gewëssene System, eng gewësse juristesch Form fir gewësse Leit och ausweit.

Et ass also eng wesentlech Fro, déi zesummenhänkt. Duerfir hunn ech se och behandelt als Äntwert op d'Fro vum Här Angel vu virdrun. An duerfir menge mer schonn, datt dat eng Fro ass, op déi d'Regierung weider eng definitiv Äntwert sicht. An dat ass genau dat, wat d'Madame Familljeministerin elo grad beschriwwen huet an deenen Aarbechten, déi fir de Moment gemaach ginn.

Par ailleurs wëll ech soen, datt mer amgaange sinn ze kucken, wat d'Effete vun der Uwendung vum Gesetz iwwert d'Partenariats sinn; wat ech jo am Numm vun der Regierung selwer abruecht hunn, wat méi wäit geet wéi dat, wat déi Däitsch im Übrigen Homo-Ehe nennen.

Dat konnt een net virun dräi Joer maachen, well do ass d'Gesetz eréischt agefouert ginn. Déi eenzel Ministere si chargéiert ginn an hiren Departementer ze kucken, wou Problemer sinn. Déi meescht hu mer bis elo matgedeelt, datt weider keng Problemer sinn. Et si minimal Punkten, déi ee vläicht muss adaptéieren; soubal mer dat och vun all Gemeng hunn, well zum Beispill den Innenminister et un d'Gemenge geschriwwen huet. Et gi keng gréisser Problemer mat deem Gesetz.

Also hu mer dat gemaach, wat déi aner Länner maachen. Et sinn eisen Informatiounen no dräi Länner aus der Europäescher Unioun, déi de Mariage fir Homosexueller gemaach hunn. Dräi vu 27. An déi dräi hunn an den Analysen, déi se gemaach hunn, op déi Fro vun der Adoptioun keng kloer juristesch Äntwerte fonnt. Well dat stellt ganz vill Froen an hirem eegene Land iwwert d'Netdiskriminatioun, an et stellt ganz seriö Froe vis-à-vis vun de Länner, vu wou déi Kanner adoptéiert ginn. Also ass et net eng Fro, déi ee locker kann hei esou mëttes um hallwer dräi an enger Sekonn beäntwerten.

De Statsminister huet eng Positioun vertratt, déi largement baséiert um Räsonnement vun der Netdiskriminatioun, déi eis voll Zoustëmmung fënnt. Déi aner Froe musse mer kucken. Déi kann d'Kommissioun kucken; dat hunn ech proposéiert. Duerfir, wann d'DP datselwecht proposéiert wéi dat, wat ech dräi Minutte virdru gesot hunn, da sinn ech domadder d'accord. D'Regierung wäert och par ailleurs hir Aarbechte weidermaachen. An ech hunn lech gesot, datt mer, ech géif mengen uganks d'nächst Joer, kéinte mat Propositioune kommen, déi am Mëttelpunkt nëmmen den Intérêt vum Kand dierfen hunn. Mä wann een eppes zitéiert, muss een alles zitéieren, an notamment och déi Fro vun der Adoptioun.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir sinn elo konfrontéiert op där enger Säit mat der Motioun vum honorabelen Här Braz, an op där anerer Säit mat der Resolutioun vum Här Bettel. An dann hu mer d'Propositioun vum Här Fayot, fir d'Motioun vum Här Braz an der Kommissioun ze examinéieren, och gegebenenfalls an der Kommissioun d'Regierung dozou ze héieren.

Ech gesinn hei, wann ech den Text liese vun deem, wat den Här Bettel proposéiert, dee kënnt e bësselchen op dat eraus wat den Här Fayot proposéiert huet, nämlech dass dès la rentrée d'Commission juridique an d'Commission de la Famille sech solle mat där ganzer Problematik vum Mariage civil vun Homosexuellen ofginn.

Wann den Här Braz dermat d'accord ass, da wär et op där enger Säit d'Motioun an op där anerer Säit d'Resolutioun vum Här Bettel qui rejoignent le même objet, dass déi kéinten zesummen an der Kommissioun examinéiert ginn. Här Braz?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), auteur*.- Zwou Remarquen. Déi éischt fir ze soen, dass dat, wat d'Kolleege vun der DP elo proposéieren, e bëssen eppes anescht ass. Si leeën de Ball bei d'Parlament, dass mer eis hei an der Kommissioun sollen domadder befaassen. Wat mir proposéiert hunn ass, dass d'Regierung sech festleet. Den Här Frieden seet zu Recht, dass den Här Juncker méi wéi nëmmen deen ee Saz gesot huet. Hien huet sënngeméiss gesot, hie wier perséinlech - wéi den Här Frieden och - der Meenung op de Wee ze goe vum Mariage homosexuel. Hien huet allerdéngs...

Une voix.- Ech géif dat elo net soen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), auteur*.- Ben, ech mengen awer.

Une autre voix.- Dir hutt dat falsch verstanen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), auteur*.- Neen. Kommt, da loosse mer jiddfereen...

M. le Président.- Kommt. Mir hunn elo eng ganz sereine Diskussioun gefouert. Loosse mer elo dobäi bleiwen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), auteur*.- Da loosse mer et jiddferengem fräi esou ze lauschteren an nozelauschteren, wat do iwwert d'Antenne gaangen ass. Ech mengen, dass dat relativ däitlech war, wat do gesot ginn ass. Gell? A wann et net däitlech genuch war, dann ass den Här Juncker Profi genuch fir ze wëssen, wéi ondäitlech dass hie wollt bleiwen. Eiser Meenung no war et däitlech genuch.

Eis Opfuerderung un d'Regierung ass: Wann nach Froen opstinn - an dat huet den Här Frieden jo elo bestätegt -, da sollen déi Onkloerheete ganz séier aus de Féiss geraumt ginn, esou dass mer wësse wat d'Positioun vun der Regierung ass, ob dat déiselwecht ass wéi déi vum Här Juncker, oder net, a wann net, da firwat. Dat ass de Sënn vun eiser Motioun. Et ass eppes anescht wéi dat wat d'Kolleege vun der DP, wat éischter komplementär wär, proposéieren.

Elo läit awer de Virschlag um Dësch, dass mer déi Motioun net haut schonn ofstëmmen, mä trotzdeem eng Kéier nach an der Commission juridique géifen driwwer schwätzen. Mir sinn ëmmer der Meenung, dass et gutt ass wa Kommissioune sech och nach eng Kéier mat eppes befaassen. Allerdéngs, vu dass mer hei jo méi en Opruff un d'Regierung wollte maachen, wäre mir d'accord déi Motioun net haut zum Vote ze stellen, à condition dass mer dann awer an der Commission juridique direkt am September doriwwer diskutéieren, en présence vun der Regierung, am Sënn vun deem wat mir haut proposéiert hunn, an dass mer bei där éischter Sitzung am Oktober eis da mat där heiter Fro beschäftegen a mat där Motioun och beschäftegen, déi mer haut zum Vote gestallt hunn.

Wann dat an der Rei ass mat deem dote Kalenner, sech mat dëser Motioun ze beschäftegen - dat ass jo keng ofschléissend Diskussioun iwwer all Aspekter, mä mat dëser Motioun -, si mir bereet haut ze soen, d'Kommissioun soll sech da mat der Motioun befaassen; wéi den Här Fayot et proposéiert huet. Mä mir hätten awer gäre bei der Rentrée am Oktober de Vote iwwert d'Motioun, an net als Mesure dilatoire dee Renvoi an d'Kommissioun.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Bettel nach eng Kéier.

6. Résolution de M. Xavier Bettel relative au mariage des couples homosexuels

M. Xavier Bettel *(DP), auteur*.- Här President, zu eiser Resolutioun. Ech mengen, den Här Braz huet eppes gesot, wat ganz wichteg ass. Dat eent, do fuerdere mer d'Regierung op eng Positioun ze huelen, an dat anert ass, dass mer selwer Fuerf bekennen. An eis Resolutioun seet jo, dass mer sollen an der Kommissioun och zu engem Resultat komme fir d'Ouverture vum Mariage homosexuel. An dat ass eng aner Saach wéi der Regierung hir Positioun ze héieren. Dofir wier ech frou, wann dëst Parlament hei géif Fuerf bekennen, ob se dann derfir oder dergéint sinn.

M. le Président.- Den Här Fayot.

Discussion générale

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech wëll just dozou soen, all Deputéierte kann an dësem Parlament à tout moment all Kommissioun mat iergendengem Problem befaassen. Dofir brauche mer keng Resolutioun.

M. le Président.- Bon. Also, wann ech de Fazit kann zéien aus den Diskussiounen: Den Här Braz ass d'accord, dass mer elo seng Motioun an d'Kommissioun verweisen a bei der Rentrée - net an der éischter Sitzung, mä bei der Rentrée, dat ass e wéineg méi wäit gefaasst - zréckkommen op déi Motioun. Domadder ass dee Problem emol fir haut gekläert.

(Interruption)

Ech hu jo de Moment zur Motioun vum Här Braz geschwat, net zur Resolutioun vum Här Bettel. Ech kommen dozou, wann et dorunner ass.

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mat der Prezisioun, datt mer an der Conférence des Présidents eis net laang mussen am Hierscht ënnerhalen, datt déi éischt Woch, wou öffentlech Sëtzung hei an der Chamber ass, déi Motioun do hei um Ordre du jour ass. Dat ass jo esou ze verstoen?

M. le Président.- Pardon, nach eng Kéier.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ass et esou ze verstoen, datt mer net an der Conférence des Présidents am September eis nach laang mussen ënnerhalen, datt mer eis hei eens sinn, datt déi Motioun an der éischter Woch Oktober - déi éischte Kéier, wou mer hei tagen - hei um Ordre du jour ass? Ass dat esou ze verstoen?

M. le Président.- Also, ech hunn et esou verstanen, dass mer bei der Rentrée driwwer diskutéieren, ob dat déi éischt Woch ass oder déi zweet Woch; mä et ass bei der Rentrée. Déi éischt Woch hu mer ëmmer en apaarte Program. Da gesi mer dat. Mä ech wëll awer soen, datt ech et esou verstinn, dass et bei der Rentrée ass. Dat ass net am November an am Dezember, mä dat ass bei der Rentrée.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- O.K.

M. le Président.- Voilà! Dann ass d'Fro vun der Motioun vum Här Braz domadder gekläert.

Da komme mer zur Resolutioun vum Här Bettel. Dozou sinn zwou Saachen ze soen. Éischtens, d'Administratioun vun der Chamber huet mer gesot, dass et hei terribel vill Schwieregkeete ginn, wann ëmmer erëm Motiounen a Resolutiounen ofgi ginn, déi nëmme vun engem ënnerschriwwe sinn. Et ass net den Job vun der Verwaltung hei, fir duerch d'Haus heirëmmer ze goen an ze kucken, wou mer d'Ënnerschrëften erbäikréien.

(Interruption)

Neen, neen, neen. Lauschtert! Maacht emol lues.

(Hilarité)

Ech versti schonn, datt een emol eng Kéier net all d'Ënnerschrëfte wëllt hunn, well ee wëllt, datt déi aner Fraktioune mat ënnerschreiwen. Mä dann ass et un de Fraktioune selwer fir ze kucken, en temps utile d'Ënnerschrëften ze hunn, déi ee gären hätt, an déi dann der Verwaltung ze ginn. D'Verwaltung signaléiert mir, datt dat en administrativen Opwand sonnergläichen ass, well déi Motioune sofort an d'Zentral weidergeleet ginn.

Här Grethen, wann Dir anerer Meenung sidd, da musse mer an der Conférence des Présidents driwwer schwätzen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech si leider net méi do dran.

M. le Président.- Da mécht den Här Goerens dat. Dee mécht dat ganz gutt.

Ech kann nëmmen dat soen, wat d'Verwaltung mir hei signaléiert.

Zweetens, mengen ech awer, Här Bettel, bei allem Respekt, datt mer de Moment net kënnen iwwert déi Resolutioun hei ofstëmmen.

(Interruption)

Majo, d'Fraktioune musse jo awer emol Kenntnis dovu kréien.

M. Xavier Bettel *(DP), auteur.*- Här President, dat ass awer nees genau dat, wat ech gesot hunn, alt nees e Problem ze postponéieren. D'Fro war - an och dem Här Braz seng Fro ass jo awer -, d'Fraktiounen hu jo driwwer diskutéiert, ob se éischter dogéint oder dofir wären. Da gëtt gesot: Jo, mä den Här Juncker ass falsch verstane ginn. D'Fro war kloer, och déi vum Här Braz, wat d'Positioun vun der Regierung zum Mariage vun homosexuelle Leit war.

Une voix.- Neen, neen!

M. le Président.- Mä, Här Bettel, d'Motioun Braz ass gekläert!

Ech wëll soen, wat Är Resolutioun ubelaangt - Dir loosst jo kee Mënsch ausschwätzen! Ech weess net, firwat dass Dir esou opgereegt sidd. Ech wollt soen, dass mer an dësem Stadium net kënnen ofstëmmen, well keen heibanne Kenntnis huet vum Text vun där Resolutioun hei. Also wollt ech elo mol, datt déi géif kopéiert ginn an datt mer am Laf vun der Sitzung, au courant... Gesitt Der mol, Här Bettel, wann Der Iech packt, ...

(Hilarité)

...da kritt Der Erklärungen an da sidd Der ganz zefridden.

(Interruptions diverses)

Elo gëtt déi Resolutioun hei fotokopéiert, déi gëtt ausgedeelt a wann d'Fraktioune Kenntnis vum Text geholl hunn... Ech denken och, Här Bettel, Dir stëmmt ëmmer gären of iwwer Saachen, déi Der kennt, wou Der de Wording kennt? Dofir gëtt dat esou gemaach...

(Brouhaha général)

M. Xavier Bettel *(DP), auteur.*- D'CSV gëtt nervös!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- ...a spéider, wann all Mënsch Kenntnis dovu geholl huet, komme mer zum Vote vun där Resolutioun hei.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, ass dee Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen zu deem nächste Punkt. Dat ass de Vote iwwert dee Projet, wou mer haut de Moien net konnten driwwer ofstëmmen. Mir si fir d'éischt befaasst mat engem Amendement, deen den honorabelen Här Henckes déposéiert huet. De Vote iwwert den...

(Interruption)

Den Här Fayot!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, zu deem Amendement vum Här Henckes huet de Minister Lux mer elo just gesot, viru fënnef Minutten, hie wéilt de Mëtteg nach an d'Chamber kommen, fir dozou Stellung ze huelen. Dat hat hien och de Moien, mengen ech, versprach an hien hat gesot, si géifen dat iwwer Mëtteg kucken an hie géif dann am Nomëtteg kommen. Hien huet mer gesot, hie kéim de Mëtteg an d'Chamber, fir zu deem Amendement nach seng Meenung ze soen.

M. le Président.- Jo, gutt, da waarde mer bis den Här Minister Lux hei ass. Hie wousst jo, dass mer dat géifen am Ufank vun der Sitzung maachen; mä d'Chamber ass zu all Moment à disposition vun der Regierung. Mir kucken no de Convenancë vun all Mënsch haut de Mëtteg a kommen dann zu deem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass eng Aktualitéitsstonn, déi d'sozialistesch Fraktioun ugefrot huet iwwert den Enseignement vun de Sproochen. D'Wuert huet elo fir d'sozialistesch Fraktioun den honorabelen Här Ben Fayot.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech géif elo ëm Opmierksamkeet fir den Här Fayot bieden!

7. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet du réajustement de l'enseignement des langues

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'Regierungserklärung vum August 2004 huet eng Reform vum Sproochenunterrecht zu Lëtzebuerg an Aussiicht gestallt. Et gëtt vun engem - ech zitéieren - „differenzéierte Sproochenunterrecht" geschwat, also net vun enger Revolutioun, mä vun engem Réajustement.

De 15. Mäerz 2007 huet d'Madame Delvaux en Aktiounsplang fir 2007 bis 2009 virgestallt. Et geet, esou steet et am Ënnertitel, drëm «de contribuer au changement durable du système éducatif par la mise en œuvre d'une politique linguistique éducative». Dat heescht, dass dee ganzen Erzéiungssystem duerch eng nei Sproochenerzéiung beréiert gëtt. D'Zilsetzung ass duebel, engersäits de Kanner d'Dier zu enger héichwäerteger Méisproochegkeet opzemaachen, anerersäits géint d'Exklusioun an den Echec virzegoen.

D'Méisproochegkeet gëtt zu Lëtzebuerg net a Fro gestallt. Si besteet fir d'Lëtzebuerger aus Lëtzebuergesch, als Mammesprooch, Däitsch a Franséisch.

Une voix.- Très bien.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Mä well eis Gesellschaft haut vill méi komplex ass wéi viru 50 Joer, ass dee Sproochemodell och méi komplex ginn. D'Viraarbechte fir deen neie Sproochenunterrecht hunn zwee Joer gedauert. Si goufe mat Hëllef vum Conseil de l'Europe, vu ville Lëtzebuerger Enseignanten a vum Centre d'Études sur la Situation des Jeunes en Europe ofgeweckelt. Et goung drëm, déi nei a komplex Sproochesituatioun nuancéiert a wëssenschaftlech fundéiert duerzestellen an doraus Aktiounen ofzeleeden.

Well den Aktiounsplang am September 2007 asetze soll a well dee Plang en zentraalt Element vun der Erzéiungspolitik vun dëser Regierung ass, wollt d'LSAP vun der Ministesch héieren, wou d'Virbereedungen dru sinn. De Rapport vum Conseil de l'Europe iwwert de Profil de la politique linguistique éducative zu Lëtzebuerg huet folgend Feststellunge gemaach.

Et gëtt keng integréiert pedagogesch Approche vun de Sproochen an eise Schoulen. De Sproochenunterrecht ass no de Sprooche cloisonnéiert. D'Zilsetzunge sinn net kloer. D'Bewäertung vum Schüler ass an der Haaptsaach negativ, also demotivant. Si kënnt aus enger Zäit, wou et drëms goung, d'Eliten ze selektionéieren. Déi pedagogesch Mëttelen, déi agesat ginn, ginn oft laanscht d'Diversitéit vun de Schüler an hire Mammesproochenacquis gëtt net a Betruecht gezunn.

Den Aktiounsplang ënnerscheet véier Voleten, déi aneneen agräife mussen. Zu deene véier Volete wollt ech d'Madame Minister froen, wat genee geschitt respektiv wat geschéie soll.

Den éischte Volet betrëfft d'Kommunikatioun tëschent dem Ministère an den Enseignanten. Ech wëll drop hiweisen, tëschent Klameren, dass natierlech, wa mer vum Sproochenunterrecht schwätzen, mer esou wuel vum Primaire wéi och vum Secondaire schwätzen. Ech mengen, verschidde Constatatioune si besonnesch och op de Secondaire gemënzt. Wat d'Kommunikatioun also ugeet, ass de Constat verheerend. Ech zitéieren: «Il est douloureux de constater à quel point la communication entre le Ministère et les enseignants se passe mal.»

De Plang mécht keng Scholdzouweisung, mä analyséiert en Zoustand, nämlech dass d'Informatiounen an d'Messagë vum Ministère net passéieren, net gelies ginn, dass d'Enseignanten oft desillusionéiert sinn, dass d'Regulatioun vun der öffentlecher Schoul ëmmer méi komplex ginn ass.

Wat de Sproocheplang ugeet, ginn néng Aktiounen an deem Volet opgelëscht, fir d'Kommunikatioun tëschent dem Ministère an den Enseignanten ze verbesseren. Ech hunn net d'Zäit fir op all déi Aktiounen anzegoen, mä ech wollt d'Ministesch froen, ob an dësem spezifesche Beräich schonn eppes geschitt ass respektiv wat genau geschitt ass.

Den zweete Volet betrëfft d'Objektiver an d'Inhalter vum Sproochenunterrecht. Op dësem Gebitt huet PISA eng grouss Roll gespillt, och am politeschen Débat zu Lëtzebuerg. D'Chamber huet de 15. Mäerz 2005 an enger Motioun vun LSAP an CSV, vum Jos Scheuer virgeluecht, ënner anerem och dësen Aspekt ugeschwat. D'Objektiver ginn iwwert d'Definitioun vu Kompetenzsockele beschriwwen. Den europäesche Referenzkader erlaabt ze erkennen, wou ee Schüler steet, wann et ëm schwätzen, verstoen, liesen, schreiwe geet.

Eng spannend Fro ass och de Gebrauch vun de Sproochen an net linguistesche Fächer, wou d'Schwieregkeeten awer gären an oft nëmmen duerch d'Sprooche kommen.

An der Primärschoul sollen d'Cyclen erlaben d'Kompetenzen ze preziséieren. Besonnesch wichteg ass dann de Kompetenzniveau beim Iwwergang an de Secondaire. De Plan d'action enthält en interessanten Tableau vun Niveaux de compétence fir d'Däitscht, d'Franséischt an d'Englescht duerch dee ganze Schoulzyklus. Dräi Aktioune gesäit de Plang hei vir.

Déi éischt betrëfft d'Aarbecht un de Kompetenzsockelen. Déi zweet betrëfft d'Sproochentwécklung an den net linguistesche Fächer, an déi drëtt befaasst sech mat zweesproocheger Kommunikatioun. Fro: Wou si mer an deenen dräi Aarbechten drun?

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Den drëtte Volet behandelt praktesch Projeten an der Schoul. Et ass dee gréissten a verschiddenaartegste vum Plang mat iwwer 40 Aktiounen. Esou gëtt et fënnef Aktioune fir d'Lëtzebuergesch ze favoriséieren. Weider Aktioune betreffen aner Sproochen, och sougenannt doudeg Sproochen, wéi zum Beispill Latäin, d'Schreiwen an d'Verstoe vun deem, wat gelies gëtt. A mir wëssen - an dat wëll ech trotzdeem hei ënnersträichen -, dass et um Terrain an de Schoulen, ob dat am Primärunterrecht oder am Secondaire ass, an deene verschiddenen Zorte Secondaire, ganz vill där eenzel Aktioune gëtt, ganz vill eenzel Initiativen, besonnesch och op deem Plang, deen ee bei där Aarbecht hei net soll vergiessen. Trotzdeem kann een d'Fro stellen, wéi dës Aarbecht virugeet. An d'Fro ass natierlech och déi: Wien huet den Iwwerbléck iwwer all déi Projeten, déi domat zesummenhänken, déi och elo schonn um Terrain duerchgefouert ginn?

De véierte Volet schliesslech betrëfft d'Reflexioun iwwert d'Schoul. Och hei gëtt et eng grouss Diversitéit vu Pisten a Projeten. Besonnesch d'Uni Lëtzebuerg huet an deem Dispositif eng wichteg Roll ze spillen, wéi et sech zum Beispill an der Begleedung an der Evaluatioun vu Pilotprojeten och weist. Ech si mam Aktiounsplang eens, wann e seet, dass d'Schafung vun der Uni Lëtzebuerg net nei Viraussetzunge fir eng besser Erzéiungspolitik a fir eng méi rationell Reguléierung vum Erzéiungssystem geschaaft huet.

Dat ass jo - dat war op jiddfer Fall ëmmer meng Iwwerzeegung; och d'Iwwerzeegung vun der LSAP - eng vun de wesentleche Rolle vun enger Uni; dat heescht also, d'Reflexioun iwwer eng Gesellschaft, iwwert déi Elementer vun där Gesellschaft. Déi Uni soll jo net nëmme wirtschaftlech Finalitéiten hunn, wéi dat heiansdo vu verschiddene Leit gemengt gëtt.

Ech wollt dofir d'Regierung froen, wéi se d'Bedeelegung vum Erzéiungsministère un deem Pilotage vun der Recherche iwwert d'Schoul an der Uni gesäit. Et ka menger Meenung no net sinn, dass d'Fuerschung iwwert d'Schoul, d'Evaluatioun vun der Schoul, vun de Pilotprojeten, déi duerch d'Uni virgeholl ginn, ausserhalb der Schoulpolitik leeft. Och dat ass en Element wat sech muss imbriquéiere mam Rescht vun der Schoulpolitik.

Fir ofzeschléissen: D'Sproochen, Här President, sinn a bleiwen en Tromp, fir an der Welt vun haut bestoen ze kënnen. Si waren a sinn nach ëmmer e kapitaalt Element vu sozialer a kultureller Diskriminatioun. Wien net liesen a verstoe kann, wien net prezis, däitlech a kloer schwätzen oder d'Schwätze vun anere verstoe kann, wie sech net ausdrécke kann, fält am Liewen duerch. Dofir ass de Plan d'action, deen d'Madame Minister am Mäerz virgestallt huet, esou wichteg an noutwendeg. Mir hoffen, dass et e vollen Erfolleg gëtt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Als éischte Riedner ass d'Madame Hetto ageschriwwen. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir d'Fro opwerfen, wéi mir an Zukunft d'Sproochen hei zu Lëtzebuerg wëllen enseignéieren, da sollte mer emol fir d'alleréischt kucken: Wat wëlle mer dann iwwerhaapt erreechen?

Et geet ganz kloer drëms, där nächster Generatioun d'Villsproochegkeet als Atout - als ganz groussen Atout - ze erhalen. Mir mussen d'Sproochen an d'Kommunikatiounscapacitéite vun deene Jonke verbesseren, an awer och gläichzäiteg évitéieren, dass déi schoulesch Exigenzen a puncto Sproochen eng Barrière si fir eng Qualifikatioun ze kréien. D'Kanner, déi déi erwënschte Kompetenzen an enger Sprooch net erreechen, dierfen de Wee net verspaart kréien, fir eng Ausbildung ze maachen. Et kann net sinn, dass e Jong, deen net gutt kann däitsch schreiwen, net ka Bäcker oder Mécanicien ginn.

Fir dësen Hierscht elo mat deene konkrete Mesuren a verschiddene Klassen ze starten, gouf am Optrag vun der Regierung eng Analys vun der aktueller Situatioun gemaach. An et gouf sech mat de concernéierte Milieue concertéiert. Als Fazit gouf doropshin de Profil de la politique linguistique éducative du Grand-Duché erstallt, an de Centre d'Étude sur la Situation des Jeunes en Europe, CESIJE, gouf chargéiert, fir déi generell Situatioun vun deene Jonken ze beschreiwen, am besonneschen de Regime vun de Sproochen am Kontext vun der Cohésion sociale.

De Constat, dee sollt eis alleguer ze denke ginn. Obwuel eis Enseignanten héich qualifizéiert sinn, feelt eng pedagogesch Approche vun de Sproochen. Et bestinn iwwerhaapt keng Synergien tëscht dem Sproo-

chenunterrecht an deenen anere Fächer. Et ass och néierens prezis definéiert, wéi eng Objektiver een zu engem gewëssene Moment wëllt erreechen.

Eis Evaluatioun vun de Schüler ass negativ. Et gëtt bewäert, wat een net weess, an et gëtt net bewäert, wat ee weess. Dat découragéiert d'Schüler. De Kanner hir Mammesprooch gëtt net valoriséiert. Déi pedagogesch Moyene sinn net adaptéiert un déi verschiddenaarteg Klassekompositiounen. Dat, wat mer brauchen, sinn also: eng kohärent Definitioun vun deem, wat ee vun de sproochleche Kompetenzen erwaart; Schoulen, déi Synergië schafen tëscht den eenzelne Fächer - Beispill: och an engem Éveils-Cours kann ee sproochlech Kompetenze fuerderen -; drëttens, mir brauchen didaktescht Material a Methode fir ze enseignéieren, déi nei orientéiert ginn an den Erausfuerderunge vun eiser spezifescher Gesellschaftskompositioun gerecht ginn; a véiertens, eng nei Evaluatioun a vill méi eng nuancéiert Certificatioun vun deem, wat d'Schüler wëssen, a wat se geléiert hunn. All dës Pisten, déi de Profil ausgeschafft huet, sollen als Orientéierung déngen.

D'Aktiounen, déi de Plan d'action vum Réajustement de l'enseignement des langues beschreift, hunn all datselwecht Zil: Mir sollten d'Auslänner weider motivéieren, fir Lëtzebuergesch ze léieren; d'Liesen a Schreiwen als Moyen gesinn, fir mat deenen anere kënnen ze communiquéieren, an als Moyen fir spéider an der Beruffswelt Fouss ze faassen; awer och e Bewosstsinn schafen, dass ee Sproochen net nëmmen an der Schoul léiert; a wëssen, dass een eng Sprooch muss mat all hire Facettë kënneléieren, an zwar an der richteger Reiefolleg: verstoen, schwätzen, liesen a schreiwen. An deem soll dann och op den Zensure Rechnung gedroe ginn.

Fir dëse Prozess kënnen duerchzezéien, mussen natierlech eng ganz Partie Acteure mat agebonne ginn: d'Famill, d'Kanner, d'Enseignanten, Experten an d'Mediewelt. Déi 60 eenzel Aktiounen - op déi den Här Fayot och schonn agaangen ass - beschreiwe wéi dat am Fong geholl soll erreecht ginn. Bis elo gouf ugeholl, dass schoulescht Wëssen automatesch zu Kompetenze féiert. Et ass awer esou, dass Schüler dacks dat, wat se an der Schoul geléiert hunn, net wëssen ëmzesetzen, an och net wëssen op aner Situatiounen ze iwwerdroen, also net wëssen ze applizéieren.

Déi Aktiounen, déi de Plan d'action virgesäit - wou ech der elo just e puer am Fong geholl erwähnt hunn -, féieren nëmmen zu engem durablë Changement, wa se als Ganzt ugesi ginn a wa se zesumme mat alle bedeelegte Secteuren ëmgesat ginn. Eis Gesellschaft huet changéiert, d'Ufuerderungen un eis Kanner och, gradesou wéi d'Ufuerderungen un d'Enseignanten. Ech wënsche mer, dass mir eis all deem net verschléissen a jiddfereen op senger Säit - Elteren a Kanner, Enseignanten an och Politiker - seng Responsabilitéit iwwerhëlt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Als nächste Riedner ass den Här Meisch ageschriwwen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultater vun den zwou PISA-Etüden aus de Joren 2000 an 2003 hunn eis, obwuel se bei der zweeter Kéier jo schonn e gutt Stéck besser wéi bei der éischte Kéier waren, verdäitlecht, datt eng Rei vu Saachen an eisem Bildungssystem net esou lafe wéi se eigentlech missten; an dat eben och am Sproochenunterrecht.

Ze laang si mer dervun ausgaangen, datt mir de Sproochenunterrecht an d'Methoden am Sproochenunterrecht kéinten onveränner loossen. Mir waren an der Vergaangenheet - zu Recht, a mir kënnen et haut och nach ëmmer sinn - stolz op d'Dräisproochegkeet an eisem Schoulsystem. Dat muss awer fir muer och esou bleiwen. Och wann dës Dräisproochegkeet haut nach ëmmer fir vill vun eise Kanner en Atout an der Konkurrenz um Aarbechtsmaart duerstellt, esou däerf een awer och net iwwersinn, datt ëmmer méi Kanner Schwieregkeete mat eisem dräi- respektiv souguer véiersproochege Schoulsystem hunn. An enger ëmmer méi heterogener Populatioun sinn et virun allem d'Kanner mat engem Immigratiounshannergrond, déi sech schwéier di mat där fir Lëtzebuerg spezifescher Sproochesituatioun.

Här President, opgrond vun enger ëmmer méi komplexer Sproochesituatioun, déi, wéi schonn ugedeit, haaptsächlech duerch eng ëmmer méi breetgefächert Immigratioun bedéngt ass, ass eng Reform vun eisem Sproochenunterrecht dréngend néideg. Zu där Konklusioun kommen och d'Experte vum Conseil de l'Europe an hirem Rapport vum Fréijoer 2006. An deem Rapport stoung ënner anerem ze liesen, datt géif dréngend en Handlungsbedarf bestoen, an datt Lëtzebuerg séier eppes misst ënnerhuelen, fir och weiderhi kënne vun de Virdeeler vun esou engem Plurilinguisme kënnen ze profitéieren.

Als Reaktioun op dëse Rapport huet d'Madame Ministesch de Kontakt mat de Schoulmeeschteren an de Proffe gesicht, fir am Dialog mat den Enseignantë Léisungs- a Reformusätz ze fannen. Mir begréissen dës Dialogbereetschaft ausdrécklech, well een eiser Meenung no Reformen am Enseignement ëmmer nëmmen zesumme mat den Enseignantë kann ugoen, an net géint si. Allerdéngs sollt et nach e Joer daueren, éier konkret Virschléi an Iddien aus dem Educatiounsministère komm sinn.

Här President, dee vun der Regierung am Mäerz virgeluechten Aktiounsplang besteet insgesamt aus 66 verschiddene Punkten. Dobäi si mer der Meenung, datt eng Verbesserung vum Sproochenunterrecht net duerch eng eenzeg isoléiert Mesure kann erreecht ginn. Een Aspekt vun deem virleiende Plang besteet an der Verbesserung vun der Kommunikatioun tëschent dem Educatiounsministère an den Enseignanten. Mat Sécherheet gëtt et an dësem Beräich eng Rei vu Verbesserungsméiglechkeeten. Mir mengen allerdéngs, datt dëst net nëmme fir d'Sprooche gëllt, mä selbstverständlech och fir all déi aner Fächer.

An Zukunft soll de Sproochenunterrecht - mä net nëmmen de Sproochenunterrecht eleng - op d'Kompetenzen - d'Discussioun iwwert d'Socles de compétence - opbauen.

D'DP ass a bleift dovunner iwwerzeegt, datt fir den Opbau vun engem bestëmmte Grad vu Kompetenz an engem Fach et absolut noutwendeg ass, de Schüler e gewëssene Sockel u Grondwëssen an deem Fach ze vermëttelen. Nëmmen e Schüler, deen d'Einmaleins gutt beherrscht, kann och dono méi komplizéiert mathematesch Operatiounen duerchféieren. Aus deem Grond ware mir och frou, wéi mer op der Säit 36 vum Aktiounsplang gelies hunn - ech zitéieren: «Il est manifeste que les savoirs scolaires ne peuvent être une fin en soi; il est tout aussi évident que les compétences ne peuvent pas remplacer les savoirs scolaires.»

Här President, vill Etüden aus de leschte Joren, déi sech mat der Entwécklung vu sproochleche Kompetenze bei de Kanner befaasst hunn, sinn zur Konklusioun komm, datt een hei den Hiewel soll an der Spillschoul respektiv am Précoce usetzen. An de Spillschoulsklassen an am Précoce gëtt haaptsächlech d'Lëtzebuergescht a senger Qualitéit als Ëmgankssprooch geschwat. Et ass duerfir wichteg, datt all Kanner méiglechst séier op e gudden Niveau bruecht ginn, wat d'Verstoen an d'Schwätze vun der Lëtzebuerger Sprooch ugeet. Well et ass jo leider esou, datt schlecht Kenntnisser am Lëtzebuergeschen e relativ fiablen Indiz si fir spéider Schwieregkeeten, respektiv fir den Échec scolaire.

Eng verstäerkte Promotioun vum Lëtzebuergeschen däerf awer net dozou féieren, datt d'Mammesprooch vun den auslännesche Kanner ze kuerz kënnt. Hei muss ee kucken, eng Ouverture hin zu deene Sproochen, déi d'Kanner doheem schwätzen, ze fannen, fir esou eng Transitioun tëschent der Famill an der Schoul méiglech ze maachen.

Une voix.- Awer net an der Schoul.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wann e Kand an d'Schoul kënnt an et huet Schwieregkeete mat senger Mammesprooch, da kënne mer och net dovunner ausgoen, datt et gutt Lëtzebuergesch herno schwätzt...

(Interruption)

...an da kréie mer och Schwieregkeeten déi Joren duerno.

(Interruption)

Bei allen Etüden, déi a puncto Sproochenunterrecht an Optrag gi sinn, fir ze kucken, wat een an de Sprooche muss kënnen, däerfe mer awer eng Saach net vergiessen, nämlech dass ons Situatioun net mam Ausland ze vergläichen ass, well mir hunn hei zu Lëtzebuerg nieft eiser Mammesprooch nach zwou Sproochen, déi Sproochen an onsem Schoulsystem sinn - Däitsch a Franséisch -, an duerfir sinn déi Exigenzen, déi mer brauchen, fir déi Sproochen ze maîtriséieren, ebe ganz anerer wéi am Ausland.

Fir déi offensichtlech verstäerkte Problemer vu ville Schüler mat de Friemsprooche besser an de Gréff ze kréien, proposéiert d'DP, datt Däitsch a Franséisch och am Enseignement secondaire de Schüler nach als Friemsprooche solle vermëttelt ginn. Nëmmen esou kënnen d'Avantagë vun eisem Plurilinguisme op Dauer erhale bleiwen. Parallell dozou soll eiser Meenung no awer och der lëtzebuergescher Ëmgankssprooch, déi e wesentlechen Integratiounsfaktor duerstellt, verstäerkt Rechnung gedroe ginn. Deen eenzegaartegen...

M. le Président.- Här Meisch, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech gi mer, Här President, all Méi. Deen eenzegaartegen...

M. le Président.- Ech kann net derfir, Dir hutt nëmme fënnef Minutten.

M. Claude Meisch *(DP).*-...bilinguale Charakter vun eisem Schoulsystem mat deenen zwou Unterrechtssproochen Däitsch a Franséisch muss erhale bleiwen. Englesch muss an enger ganzer Rei vu Formatioune selbstverständlech evident sinn.

Mir plädéieren och dofir, datt am Secondaire classique weiderhin d'Sproochen e ganz groussen Deel vum Unterrecht anhuelen an datt op se ganz vill Wäert geluecht gëtt, well hei jo ganz besonnesch eng humanistesch Approche soll gëllen.

Op där anerer Säit musse mer et am Secondaire méi differenzéiert kucken. Hei däerfen d'Sproochen, wéi virdrun och richteg gesot ginn ass, net zu enger Hemmnis ginn, fir herno awer kënnen en Diplom ze kréien an eng berufflech Carrière unzegoen.

Här President, well meng Zäit scho länger ofgelaf ass, wëll ech domadder zum Schluss kommen. Ech mengen awer, datt ech déi Haaptiwwerleeunge konnt eriwwerbréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Adam ageschriwwen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert. Huelt Iech kee Beispill um Virriedner.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- War dat, wat d'Zäit ubelaangt?

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Fayot huet dat gesot, wat ech gemengt hunn, datt hie géif soen, an duerfir kann ech elo dat soen, wat ech mer preparéiert hunn. All déi Froen, déi den Här Fayot gestallt huet, si gutt gestallt. An och mir sinn un den Äntwerte vun der Madame Minister interesséiert.

Fir déi Gréng ass de Sproochenunterrecht ee vun deene grousse Knackpunkten an eise Schoulen. A mir si frou iwwert déi Ausso am Koalitiounsofkommes, wou et heescht, datt d'Regierung sech zwar schonn zum Trilinguismus an eisem Schoulsystem bekennt, sech awer fir en differenzéierte Sproochenunterrecht ausschwätzt, wou de Schüler sech ka fir Däitsch oder Franséisch als éischt Sprooch décidéieren, woubäi déi zweet Sprooch awer obligatoresch muss weider geléiert ginn. Deen Deel vum Koalitiounsaccord hätten déi Gréng och ënnerschriwwen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn an engem Land mat dräi offizielle Sproochen a mat bal 50% Netlëtzebuerger an eise Schoulen. Mir mussen eis de geännerte Verhältnisser upassen. Et ass evident, datt mir mat dësen Upassunge scho vill Verspéidung hunn. Et ass fir eis och kloer, datt dës Veränneruge mussen nohalteg, konsequent an déif gräifend sinn.

D'Madame Minister huet sech net gescheit, de Kontakt mat der concernéierter Basis ze sichen. Si huet 28 Lycéeën an zéng regional Versammlunge vum Primaire besicht. An an der Konklusioun op der Säit 21 vun dem Buch hei «Réajustement de l'enseignement des langues» steet, datt d'Kommentare vis-à-vis vun der Démarche vun der Regierung positiv gewiescht wieren an datt de Moment elo komm wier, fir lasszeleeën.

Duerfir fanne mir et och an der Rei, datt déi Beméiunge vun der Madame Minister mat enger Heure d'actualité hei an der Chamber belount ginn, a bedauere just, datt den Titel «Réajustement de l'enseignement des langues» e bëssen ze vill bescheiden an onglécklech ausgefall ass. Mir mengen, et wier méi verlaangt. Et misst ee vun enger Réforme en profondeur - deen Terme kënnt och hei vir - oder enger Reorganisatioun vum Sproochenunterrecht schwätzen.

D'Ëmsetzung vun dëser Reform vum Sproochenunterrecht ass a véier Voleten ënnerdeelt, déi ech natierlech an där kuerzer Zäit leider nëmmen unticken an net mat der néideger Intensitéit verdéiwe kann.

Den éischte Volet - d'Kommunikatioun - loossen ech mer bis zum Schluss. Ech fänken also u mam Volet curriculaire. Hei geet et virun allem ëm d'Kompetenzen a Kompetenzsockelen. Et ass fir eis evident, datt eng Definitioun vun esou Kompetenzsockele wichteg a richteg ass. Eng wäertvoll Hëllef schéngt eis hei effektiv de Cadre européen commun de référence pour les langues, wéi e vum Conseil de l'Europe ausgeschafft gouf, ze sinn.

D'Definitioun vu Socles de compétence misst et erlaben, definitiv mat den «Effets pervers» - entschëllegt, mä esou steet et am Dokument op der Säit 37 - vum Kompenséieren ze briechen. Iwwert d'Detailer léisst sech streiden, esou zum Beispill iwwert de Rôle vum Sproochenunterrecht an den net sproochleche Fächer. An ob déi Propositiounen, wéi se hei an der Tabell ugefouert ginn, esou den Tëppel op den i setzen, dierft wuel keng Décisioun vun der Politik sinn, mä vun de Fachleit. De Prinzip fanne mir op alle Fall an der Rei.

Iwwert de Volet des pratiques wier och ganz vill ze soen, wann ech nach ganz vill Zäit hätt. Erschreckend ass fir eis, datt ee vun eisen Haaptproblemer an de Schoulen, déi mir och net mat Écoles pilotes an dem Projet PROCI an de Gréff ze kréie schéngen, an dësem Plan d'action just an engem Abschnitt vu 7,5 Zeilen explizit ugeschwat gëtt: d'Situatioun vu Kanner aus benodeelegte Milieuen.

An och wann eng Rei Reforme bei der Evaluatioun vun eise Schüler ugeduecht ginn, esou gëtt bei der Aktioun 42 op der Säit 65 ganz kloer gesot, datt mir eis Erwaardungen net ze vill héich solle schrauwen. «La notation et la forme traditionnelles des bulletins seront maintenues.»

Et versteet sech vum selwen, datt gutt ausgebilt a motivéiert Enseignanten - dozou gehéiert och eng Formation continue, déi eppes daagt - dee beschte Garant fir eng gutt Ëmsetzung vun dëse Reformen an der Praxis sinn.

Am Volet réflexif geet et ëm d'Evaluatioun vum Lëtzebuerger Schoulsystem. Eng Rei Problemer ginn ugeschnidden. Eis Uni ass nach jonk. Eise Ministère hätt gären eppes vun der Uni. Mä d'Uni däerf och net ënnert d'Tutelle vun engem Ministère gestallt ginn. Mir musse méi Moyenë fir d'Evaluatioun bereetstellen, wëllen awer net méi Suen investéieren.

An deem Sënn bedauere mir, datt eis Regierung definitiv net wëlles huet eng Evaluatioun vum Précoce ze maachen, obschonn hei ganz vill Moyenen investéiert ginn, a mir sinn och net zefridde mat der Aart a Weis, wéi d'École pilote Neie Lycée wëssenschaftlech évaluéiert a suivéiert gëtt. Hei gëtt op der falscher Plaz gespuert.

Ech kommen zu mengem leschte Volet, deem éischte vun dem Buch, der Kommunikatioun tëschent dem Ministère an den Enseignanten - an déi fonctionnéiert schlecht. Den Här Fayot huet och schonn dorop higewisen. «Les informations et les messages adressés aux enseignants et aux directions par le Ministère sont souvent ignorés.», stellt de Ministère fest. D'Enseignantë schwätze vun engem «clivage presque insurmontable entre ceux d'en bas qui se plaignent et ceux d'en haut qui n'écoutent pas».

Well mir nun emol keng Schoulreform, och net déi klengst, kënnen ouni d'Enseignanten duerchféieren, ass och d'Kommunikatioun tëschent dem Ministère an de Schoulen, d'Kommunikatioun an de Schoulen an d'Kommunikatioun tëschent den Elteren an de Schoulen eminent wichteg. Hei brauche mir kloer Strukturen, eng transparent Hierarchie, institutionaliséiert Plattformen, wou déi Concernéiert sech regelméisseg treffen an austauschen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen dat utopescht Zil vun enger Exzellenz an dräi oder véier Sprooche bei enger Majoritéit vun eise Schüler opginn. Mir gesinn am Aktiounsplang fir en nohaltege Changement vun eisem Enseignement des langues e wäertvollt Aarbechtsmëttel.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Ech stelle fest, dass Dir Iech um Här Meisch inspiréiert hat. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Dir sidd awer streng!

M. le Président.- Ech war och streng mam Här Meisch.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech hu just nëmmen zwou Minutten. Dat heescht, ech muss mech nach méi kuerz faassen.

M. le Président.- Dat ass vill.

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Et muss een also feststellen, Madame Ministerin, datt Dir mat den Iddië vu Cyclen a Kompetenze Recht hat, fir op dee Wee do ze goen.

Mä dat, wat een awer och feststelle muss, ass datt dat, wat hannenno soll komm sinn an der Exekutioun, en totalen Duerchenaner ass. Dir gitt an déi eenzel Lycéeën den Enseignantë Propositioune maachen an Dir erwaart awer och vun hinnen, datt se déi materialiséieren an Iech och nach soen. Dat ass déi verkéiert Aart a Weis. Ech mengen, mir brauchen hei méi Propositioune vun Ärer Säit. Doduerjer kënnt och deen Duercherneen. An et geet awer hei ëm eng ganz wichteg Geschicht!

Mir gesinn, datt mam Sproochenunterrecht eis jonk Leit, déi aus dem Enseignement erauskommen, ëmmer manner Chancen hu vis-à-vis vun hire Konkurrenten aus den Nopeschlänner. Dat ass eng regelrecht Faillite vum Educatiounssystem, déi mer hei musse feststellen a wou et déi ganzen Zäit negativ gëtt. Dofir sinn d'Reformen absolut noutwendeg op deem Gebitt.

Ech wëll hei op eng Etüd hiweisen, wou ech mengen, datt se ganz wegweisend sollt sinn an déi och d'Problematik gutt duerstellt, dat ass eng Etüd vu Charles Berg a Christiane Weis, de Rapport national en vue de l'élaboration du profil des politiques linguistiques éducatives luxembourgeoises vum September 2005 vun Ärem Ministère, wou een awer eng etlech Positioune ka gesinn, mä tëschent deem wat an der Theorie erkenntlech ass a wat dann herno exekutéiert gi soll, do schéngt awer nach eng grouss Differenz ze sinn. Do schéngt et net ze klappen an der Exekutioun! An do sidd Dir, Madame Ministerin, gefuerdert, an do hutt Der bis elo versot.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Riednerlëscht ass domadder ofgeschloss. D'Regierung huet d'Wuert. Madame Minister, Dir kommt elo - fir wéi den Här Adam ze schwätzen - zu Ärer Belounung.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wosst net, dass eng Heure d'actualité eng Belounung wär, mä ech muss Iech awer soen, dass ech Iech alleguerte Merci soen, well ech deen...

Une voix.- Dat kann een awer esou gesinn.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- ...Échange de vue hei eigentlech gesinn als eng Confirmatioun vun deenen Aktiounen, déi ech proposéieren, an ech gi gären zou, dass dat mech mat enger gewëssener Satisfaktioun erfëllt.

Une autre voix.- Très bien.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Also, ech soen Iech emol direkt...

(Interruption)

Ech wosst awer net wéi et ugaangen ass.

Ech soen Iech also emol direkt villmools Merci.

De Plan d'action ass aus verschiddene Rapporten entstanen, déi hei zitéiert gi sinn. Ech hunn de Profil, deen de Conseil de l'Europe mat eis zesummen opgestallt huet, effektiv diskutéiert mat sämtleche Partner, an d'Konklusiounen dorauser sinn agefloss an dëse Plan d'action.

Ech géif gären als Éischt emol festhalen, dass et zu Lëtzebuerg, contrairement zu anere Länner, eigentlech e grousse Konsens gëtt, dass jiddferee vill Sprooche kënne muss. Aner Länner mussen emol dofir eng Mobilisatioun maachen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg dëse Konsens. Allerdéngs hunn ech mech interesséiert dofir wéi vill Prozent vun der Schoulzäit fir Sproochenunterrecht gebraucht ginn, an dat ass am Primaire 40% vun de Stonnen, déi fir de Sproochenenseignement gebraucht ginn, an der Division inférieure am Lycée sinn et 46% an an der Division supérieure sinn et an der Moyenne 39%.

Dat heescht also, dass mer zu Lëtzebuerg eng ganz grouss Zäit vun deene verfügbare Stonnen op de Sproochenenseignement konzentréieren, wat natierlech op Käschte geet vun anere Schwéierpunkten, déi aner Länner an der Schoul setzen. An dat heescht och, dass mer eis bemëie mussen, dass dee Sproochenenseignement esou effizient wéi méiglech ass, fir dass mer dee Rendement erauskréien, dee mer eis legitimerweis dovunner erwaarden.

Mir wëssen, dass et wichteg ass Sproochen ze kënnen. Mir gesinn awer, dass déi aner Länner amgaange sinn och do grouss Efforten ze maachen. An dofir denken ech, dass ee sech muss dru gi fir nach besser ze ginn. Dofir heescht och dee Plan d'action net „Revolutioun" oder „fundamental Reform", mä „Réajustement". Mir wëllen d'Villsproochegkeet hei zu Lëtzebuerg net a Fro stellen. Mir wëlle se esou aménagéieren, dass mer déi Gutt nach besser maachen, an dass mer deenen, déi Schwieregkeeten hunn duerch d'Sproochen, et erlaben duerch en differenzéierten Unterrecht an differenzéiert Ziler awer zu enger Qualifikatioun ze kommen, ouni dass se mussen op eng Sprooch verzichten. Ech mengen, doriwwer gëtt et jo e grousse Konsens.

Mir hunn opgedeelt, an doriwwer si Froe gestallt ginn, a véier Voleten. De Volet vun der Kommunikatioun, ech wollt deen direkt virewech huelen, well déi Zitater, déi hei opgefouert gi sinn, dat sinn der, déi ech selwer an den Text gesat hunn, well et mer effektiv wéi deet, wéi schwéier dass et ass Messagen ze véhiculéieren an ze diskutéieren.

Och hei, wann ech elo déi Diskussioun nogelauschtert hunn a wann ech dat vu baussen als en Netneutrale géif nolauschteren, da géif ech soen, elo hu se erëm d'Schoul alleguerte schlecht gemaach. U sech wëlle mer jo net soen, dass alles schlecht ass an eiser Schoul. Et gi vill gutt Saachen, an och dat ass am Profil opgestallt ginn. Mir hu ganz héich qualifizéiert Leit, déi ganz héich Sproochekompetenzen hunn. All aner Länner géifen eis dofir beneiden, mä eis Kanner hu ganz héich Kompetenzen. Si kënnen am Däitschen an am Franséischen an och nach am Englesche sech gutt débrouilléieren. Ech mengen, déi positiv Saache sollte mer och ervirsträichen.

(Interruption)

Also, ech hunn och nëmme 15 Minutten, ech wollt mech elo net hei mat engem Detail ofginn.

Ëmmer kann een et besser maachen, mä all Auslänner, deen op Lëtzebuerg kënnt, beneit eis fir déi vill Talenter, fir déi vill Sproochekompetenzen, déi eis Kanner hunn. A mir sollten dat och net schlechtrieden, mä kucken, wéi kënne mer et besser maachen, an haaptsächlech, wéi kënne mer d'Leit esou ausbilden, dass se fir déi Voie de qualification, fir déi Beruffsausbildung, fir déi Unisausbildung, déi se wëllen aschloen, dass se déi Sproochekompetenzen dofir hunn.

An dofir musse mer se frësch definéieren, well mer zu Lëtzebuerg eng Population scolaire hunn, wou a ville Schoule ganz ganz vill Sprooche geschwat ginn. 44% de Moment am Préscolaire vun de Kanner hunn als Mammesprooch net Lëtzebuergesch. Dat ass eng ganz komplizéiert Tâche an e groussen Défi fir alleguerten d'Enseignanten, an et geet drëm mat hinnen déi Saachen ze diskutéieren an da Weeër ze fanne fir se ëmzesetzen. Well ech wëll awer deene Kritiker hei soen, déi behaapten et geet duer en Zil ze setzen an dann hu mer et erreecht, dass et drëm geet fir 6.000 Enseignanten - iwwer 6.000 -, déi all Dag an der Schoul sinn, dovunner ze iwwerzeegen, dass se déi Ziler och ëmsetzen an hinnen d'Mëttelen ze gi fir se ëmzesetzen. Dofir ass dee Volet vun der Kommunikatioun esou wichteg - fir dem Här Fayot seng Fro ze beäntweren.

Nodeems de 15. Mäerz de Plan d'action virgestallt ginn ass, hat ech zwou Réunioune mat der Intersyndicale, also mat de Gewerkschaften alleguer zesummen, just nëmmen iwwert de Plan d'action - ech schwätzen elo net vun deenen anere Réuniounen. Ech hat dräi Réunions régionales am Primaire an dräi Réunions régionales am Postprimaire, wou da Vertrieder vun de Gebaier zesummekomm sinn. Ech perséinlech fannen déi Form vu Kommunikatioun interessant, well do Leit vu verschiddene Gebaier hir Vuen och kënne konfrontéieren an dass esou eigentlech den Échange d'information besser geet.

Deen zweete Volet, dee wëlle mer selbstverständlech nach weider ausbauen. Ee wichtege Message ass jo och dass et drëm geet, dass d'Schoulmeeschteren, d'Léierinnen, d'Professere sech déi Ziler do uneegnen an dass se dru gleewen, dass dat déi richteg Ziler sinn. Dofir ass et jo och wichteg en Echange ze hunn. Mir maachen eng Propositioun, zum Beispill deen Tableau, dee proposéiert ginn ass, fir ze soen, wéi een Niveau vu Kompetenze een am 6. Schouljoer, op der Neuvième, op der Quatrième, op der Première erreeche muss. Dat ass eng Propositioun. Déi muss mat de Leit diskutéiert ginn, fir ze kucken, ass dat realistesch, ass et ëmzesetzen. Well ech halen net vill dovunner fir Ziler festzesetzen, déi ganz nobel sinn an edel an déi mer dann herno an der Schoul net ëmgesat kréien. Dofir ass deen Echange mer wichteg.

De Volet curriculaire, also dat heescht definéieren, wéi eng Kompetenze muss ech erreecht hunn op deene verschiddenen Etappe vun der Scolaritéit, déi Aarbechte sinn amgaangen. Ech hat der Chamberskommissioun dat Dokument „Socles de compétences" fir de Primaire - dat heiten Dokument - och an der Chamberskommissioun weiderginn. Mir hunn dat mat sämtleche Primärschoulen an och mat Vertrieder vum Postprimaire diskutéiert.

Ech krut 176 Avisen zréck aus de Primärschoulen, wouriwwer ech mech gefreet hunn. Dat weist jo, dass et e groussen Intérêt gëtt vun all de Schoulmeeschteren an de Léierinnen. Mir hunn déi elo verschafft. Mir kommen am September da mat neien adaptéierte Socklen eraus an hunn elo déi Schoulmeeschteren a Léierinnen identifizéiert, déi bereet sinn dat do elo an enger éischter Phas bei sech an de Klassen, an de Cyclen unzewenden.

Mir bauen da parallell - an dat ass wichteg - eng Evaluatioun dovunner op, fir ze kucken: Kënne mer dat, wat mer proposéieren, zesummen esou ëmsetzen? Ass et realistesch, dass d'Schüler dat och op deene verschiddenen Etappen erreechen? Souwäit fir de Primaire.

Am Postprimaire - d'Septième an d'Sixième respektiv d'Septième an d'Huitième - kréien d'Aarbechtskommissiounen elo den Optrag fir weiderzefuere bis un d'Enn vum Cycle inférieur, an dann och en Zil ze definéiere fir um Terminal; dat heescht fir op der Première. Dat ass dee ganze Volet vum Curriculaire, wou ech éischter zefridde sinn. Et kann een ëmmer soen, et misst nach méi schnell goen. Mä natierlech muss een och mat den Disponibilitéite rechnen. An, wéi gesot, dat ass e schwéieren Terrain. Et ass och Neiland.

Mir sinn och amgaang parallell neit Material auszeschaffen, wat fir déi Kompetenzen dann och an didaktescht Material ëmzesetzen ass. Mir hu Kontakter. Ech wëll soen, mir kommen do gutt weider, wat d'Däitscht ugeet, och d'Mathematik. Am Franséischen di mer eis méi schwéier. Ech kréien nach ëmmer gesot, dass d'Bicher am Primaire schonn op déi Kompetenzen opgebaut sinn. Mä do ass nach vill Aarbecht ze maachen.

Ech weess net méi wien, mä ech mengen den Här Adam huet d'Fro opgeworf vun der Evaluatioun, der Benoutung vun de Schüler. Wa mir mat Kompetenzen enseignéieren, implizéiert dat jo och, dass een dat muss berücksichtegen op der Zensur. D'Madame Brasseur hat schonn Zensuren agefouert, wou d'Kompetenze fir de Primaire identifizéiert gi sinn. Mir hu Recommandatioune gemaach un de Primaire, fir dat vläicht méi prezis auszefëllen, baséierend op dee Sockel, dee mer definéieren. Dat gëtt och elo d'nächst Joer op Septième fir déi Schoulen, déi dat fräiwëlleg maachen, agefouert. Et si siwe Lycéeën, déi matmaachen. An dat Joer dono, wa mer dann d'Experienzen aus deem Joer hunn, soll et dann op all de Septièmë generaliséiert ginn. Mir géifen da progressiv eropgoe bis op déi iewescht Klassen.

Ech wëll awer soen, dass et eng grouss Iwwerzeegungsaarbecht brauch fir vun der traditioneller Notatioun erofzegoen, well mir alleguerten - Dir, ech, d'Proffen, d'Elteren, d'Schüler - eigentlech immens attachéiert sinn u Punkten. Ech stelle fest, dass déi Schoulen, déi probéiere fir Zensuren ze maachen ouni Punkten, ganz vill Explikatioune musse ginn, an et net evident ass, fir komplett op d'Punkten ze verzichten. Dofir hunn ech och am Plan d'action proposéiert, mir sollten d'Punkte bäihalen, well d'Leit awer immens dorunner gewinnt sinn. D'Punkte sinn och ëmmer nëmmen eng Conventioun. A wann ee méi prezis beschreift wat sech hannert de Punkte verstoppt, dann ass dat eng grouss Hëllef.

Ech wéilt dann zum Volet vun de Praktiken eppes soen. Et si jo ganz vill Aktiounen, déi an de Schoule lafen; am Préscolaire, am Précoce, an de Lycéeën. Ech ka se an där Zäit, déi ech hunn, och net alleguerten hei opféieren. Ech wëll just de Leit, déi et interesséiert, soen, dass een et um Site vum Ministère kann nokucken. Do ass e Kalenner fir d'Aktioune wéi se lafen, wéini se uginn, wat d'Objektiv ass, fir dermat opzehalen. Do sinn och déi eenzel Aarbechtsgruppen identifizéiert, opgezielt mat de Responsabele vun den Aarbechtsgruppen, fir dass een déi Aktioune ka suivéieren.

Dee leschte Volet, dee mer ganz vill um Häerz läit, ass de Volet réflexif. Dat heescht, et geet jo net duer Reformen ze maachen. Mir musse jo och moossen: Wat bréngen d'Reformen? Mir hu säit e puer Joren eng Uni. D'Uni Lëtzebuerg huet sech als eng vun hire Prioritéite gesat, fir am ganze Volet éducatif Recherchen ze maachen, well dat een Terrain ass - an dat ass och vun all menge Virriedner hei gesot ginn -, wou mer eigentlech net einfach kënnen aus dem Ausland kopéieren. Mir hunn eng Situatioun, wou mer zwou, dräi, véier Sprooche mussen an der Schoul enseignéieren. Dat ass relativ eenzegaarteg; vläicht net an eenzelne Stied, wou Der esou Situatiounen hutt. Mä als Land ass et zimlech unique. Dofir sinn ech frou, dass d'Uni Lëtzebuerg do mat erakënnt.

Mir hu jo am Gesetz festgehalen, dass den Neie Lycée soll vun Ufank un évaluéiert ginn, well mer keng Referenzdaten hunn. Dat heescht, mir hunn net iwwer Jore standardiséiert Wäerter, wou mer eis kënnen drun unhalen. Mer mussen also, fir eng Evaluatioun ze maachen, eng École témoin hunn, fir ze vergläichen: Wat ass den Ënnerscheed zwëschent engem Schüler aus engem Lycée x an all deenen anere Schüler? Dofir sinn ech immens frou, dass sämtlech Lycéeë bereet ware fir matzemaachen an där Evaluatioun.

D'Uni Lëtzebuerg huet elo eng éischt Evaluatioun gemaach. Elo kann ee soen, ech war och op der Virstellung. Ech mengen, si ass virgestallt ginn hei an der Kommissioun. Si ass virgestallt gi bei den Eltere vum Neie Lycée. Ech hu verstanen, dass d'Elteren net vun där Evaluatioun begeeschtert waren. De Romain Martin, deen d'Evaluatioun mécht, huet och kloer gesot, dass se net méi Moyenen hate fir dat ze maachen. Do wëll ech awer nach fir meng a fir dem Romain Martin seng Verdeedegung soen, dass et net un de Sue läit. Mä et läit drun, dass mir eis mussen d'Instrumenter opbauen.

De Ministère mécht eng Conventioun mat der Uni Lëtzebuerg. Mir si bereet ganz vill Suen doranner ze stiechen, mä nach ass et net esou einfach Questionnairen auszeschaffen a se un d'Situatioun vu Lëtzebuerg ze adaptéieren. Och d'Uni Lëtzebuerg muss lues a lues hir Ressources humaines opbauen. Et importéiert een net vun haut op mar lauter Experten, déi sech am Lëtzebuerger Kontext erëmfannen. Duerfir géif ech wierklech all d'Deputéierte bieden, e bësse Gedold ze hunn. Et läit net un de Suen. Et läit dorunner, dass mer den Know-how an d'Expertise mussen an der Uni Lëtzebuerg opbauen.

Mir ass et och wichteg, dass d'Uni eis begleet, net nëmme wat d'Evaluatioun von den eenzelne Schoulen ugeet, mä och vun der Mise en place vum Plan d'action. Ech wollt der Chamber matdeelen, dass ech e Gremium agesat hunn, dat dee Plan d'action soll begleeden. Dat ass e Comité de pilotage - oder wéi mer dat wëllen nennen - mat Experten. Do sinn also déi verschidden Départementer vun der Uni Lëtzebuerg dra vertrueden; souwuel déi, déi sech ëm de Sproochenenseignement, déi sech ëm d'Evaluatioun, déi sech ëm d'Jugend këmmeren. Mir hunn awer och zwee eminent Auslänner dran, well ech och de Bléck vu baussen op dat, wat zu Lëtzebuerg geschitt, wichteg fannen.

Dee Comité de pilotage kënnt mar fir d'éischt zesummen. Dee soll sech da regelméisseg treffen. Éischtens fir ze kucken, d'Iwwersiicht ze halen, an zweetens fir all Kéiers de Feedback ze kréie vun deem, wat mir maachen; wat déi Experten dozou soen.

Ech freeë mech, dass et ënnert dem Strëch mat all deene kritesche Remarquen - ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer dat

kritesch begleeden - e Konsens gëtt. Ech halen dorunner fest, dass mer d'Wichtegkeet vun der Villsproochegkeet hei zu Lëtzebuerg, mä awer och d'Wichtegkeet, fir et esou ze aménagéieren, dass mer all de Kanner eng Méiglechkeet ginn deen Atout, dee formidabelen Tromp, deen d'Sprooche sinn, ze benotzen, ouni dass et hinne schuet, fir eng Qualifikatioun ze kréien, an dass mer deen Tromp mussen ausbaue fir alleguer d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech mengen, et ass eng Charakteristik vu Lëtzebuerg. Et ass eng Stäerkt vu Lëtzebuerg. A mir sollen déi weider ausbauen. Ech sinn och - de Moment jiddefalls - zouversiichtlech, dass mer dat ëmgesat kréien. Allerdéngs muss ee soen - wéi gëtt gesot? Roum ass net an engem Dag gebaut ginn -, dat doten ass e Chantier, dee laangfristeg muss opgebaut ginn. En hëlt vill Zäit. Ëmsou méi freeën ech mech, dass déi Orientatioun awer hei vun der ganzer Classe politique gedroe gëtt. Dat stëmmt mech zouversiichtlech fir d'Ëmsetze vun engem Zil, wat - wëll ech awer soen - eigentlech immens ambitiéis ass. Mir si ganz exigent mat eise Jugendlechen, mat eise Kanner. Ech mengen, dass dat richteg ass, mä mir sollen hinnen d'Méiglechkeet ginn op dee Wee ze goen.

Ech soe villmools Merci fir d'Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Minister Lux ass an der Zwëschenzäit ënner eis. Dofir komme mer zréck zum Projet vun haut de Moien, dee mer nach net ofgestëmmt hunn. Mir si konfrontéiert mat engem Amendement vum Här Henckes. Een Amendement, zu deem den Här Minister wollt Stellung huelen. Här Minister.

8. 5709 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté (votes)

Amendement 1

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, entschëllegt mech. Ech hat an der Zwëschenzäit nach e puer aner Verflichtungen. Mir hunn an der Mëttesstonn eis Käpp nach eng Kéier zesummegestach, fir ze kucke wat een zur Fro ze soen huet. An ech muss dat confirméieren, wat ech de Moie scho gesot hunn, dass mer der Meenung sinn, dass et wierklech hei net néideg ass nach eng Kéier de Recours vun engem Particulier an d'Gesetz dranzeschreiwen.

Ech mengen, mir hunn dräi Phasen, déi iwwregens och am Text vum Projet de loi an am Commentaire des articles sinn, Här Henckes, wou nämlech och de Fait, dass mer dat net iwwerholl hu vun der Direktiv, och am Commentaire des articles ganz prezis nach eng Kéier opgelëscht an argumentéiert ass. Et ass also net, dass dat klammheimlech iwwert d'Bühn gaangen ass. Mä wann een de Commentaire kuckt, bei deem Artikel steet ganz prezis derbäi, firwat dass mer dat gemaach hunn.

Mir hunn also eng Phase de consultation, déi kloer der Direktiv entsprécht. Mir hunn dono eng Phase de décision. Et ass evident, dass et an der Phase de décision kloer ass, dass déi Décisioun ëmmer eng Décisioun vum Minister ass. Dat heescht also, eng Décisioun, déi an alle Fäll nom Droit commun ëmmer susceptible ass, fir kënnen e Recours ze maachen, sief et virum Tribunal oder virun der Cour administrative.

An dann, mengen ech, ass et wichteg ze soen, dass mer ganz prezis och op d'Recoursméiglechkeet vum Particulier gehalen hunn, vu que déi Restriktiounen, déi et ka ginn, jo virun allem oder bal nëmmen ausschliesslech Personnes morales betreffen, well et jo Restriktioune sinn, déi Opérateure betreffen oder déi luxAirport kënne betreffen. Ech mengen, déi si jo un éischter Stell viséiert.

Mir hunn trotzdeem - fir kloerzestellen, dass de Recours och vum Particulier méiglech ass - an der Phase d'information dorop gehalen, dass en Avis au public gemaach gëtt, fir ze garantéieren, dass och jiddfereen ausserhalb vun der Prozedur, déi jo virgesinn ass fir d'Verhältnisméissegkeet vun der Mesure ze diskutéieren, informéiert ass iwwert d'Décisioun vum Minister. An dann an der Phase de recours ass et ganz kloer, dass et hei wéi gesot d'Absicht war, fir dee Recours ze garantéieren.

Dat steet am Commentaire des articles, an ech kann awer och vläicht dobäi soen, dass wéinstens zwou Institutiounen de Commentaire des articles an eise Wee, dee mer hei juristesch gaange sinn, och gekuckt hunn: Éischtens de Conseil d'État, dee kloer gesot huet, dass et fir hie mat der Direktiv compatibel wär, wéi mer et géife maachen; an zweetens hate mer och eng Prénotificatioun vun dem Text bei der Kommissioun gemaach, déi eis och zréckgemellt huet, dass dat fir si eng propper Ëmsetzung vun der Direktiv ass. Esou dass et fir eis nach eng Kéier kloer ass, dass d'Décisioun vum Minister eng Décision administrative ass, déi an alle Fäll, wéi bei allen aneren Décisions administratives, och e Recours vun engem Particulier kann erfueren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann huet nach den Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt just nëmme bemierken, datt d'Regierung d'Direktiv eent zu eent ëmgesat huet - copier-coller - sauf op engem prezise Punkt, an dat ass deen hei.

An ech froe mech, firwat een eng ganz Direktiv, all Saz, all Wuert iwwerhëlt, sauf dann hei, wou et dorëm geet fir Rechter ze ginn, fir Recoursen dann ze maachen, datt een do op eng Kéier an engem Spezialgesetz derogéiert zu der Direktiv an zu deem allgemenge Gesetz.

Dat liicht mer net an, an ech fannen et net kloer, datt een dat eenzegt Land a ganz Europa ass, wat op dee Wee do geet. Ech hunn nämlech nogekuckt. Alleguer hunn d'Direktiv ëmgesat a just zu Lëtzebuerg maache mer hei eng Ausnahm.

Duerfir mengen ech, datt ech de Vote awer wëll oprecht halen, an ech wäert mer da Méi ginn, wann et sollt ee Vote négatif ginn, fir d'Europäesch Kommissioun doriwwer ze informéieren, wéi et ass an ob et eng richteg Tentative ass.

(Interruptions)

Wann et sollt zu engem Recours kommen, da sinn ech frou, datt mer zwar politesch schéngen op enger Linn ze sinn, mä juristesch hunn ech awer d'Impressioun, datt hei d'Regierung en lertum mécht.

Une voix.- ...d'Rechter vun de Bierger...

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Mir kommen dann zum Vote vum Amendement.

Vote

Den Amendement vum Här Henckes ass ofgelehnt mat 38 Nee- an 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Mir stëmmen dann of iwwert de Projet de loi 5709 als Ganzt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zur Diskussioun vun de Projets de loi 5634 a 5635, wou et iwwert déi europäesch Brevetë geet. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Scheuer.

9. 5634 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur l'application de l'article 65 de la Convention sur la délivrance de brevets européens, fait à Londres le 17 octobre 2000

5635 - Projet de loi portant approbation de l'Acte portant révision de la Convention sur la délivrance de brevets européens du 5 octobre 1973, fait à Munich, le 29 novembre 2000

Rapports de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wie sech informéiere wëllt iwwert de System vun de Breveten am Allgemengen a speziell iwwert d'Situatioun vun de Patenter zu Lëtzebuerg, deem ass eng Broschür ze recommandéieren, déi heescht «20 ans de brevets au Luxembourg». Dat ass eng Publikatioun, déi ass geschitt an Zesummenaarbecht tëschent dem Centre de Recherche Public Henri Tudor an dem Ministère de l'Économie.

An där Broschür gëtt et en ausgezeechent Virwuert vum Ekonomiesminister, dem Här Krecké, dee seng Sporen am Beräich vun de Breveten am Joer 1992 verdéngt huet, wéi mer d'Lëtzebuerger Brevetsgesetz gemaach hunn an en heroesche Kampf gefouert hu mat enger Matière, déi komplett indigeste war, onbekannt war, an deen heroesche Kampf, deen ass och gefouert gi mat der Verwaltung, déi deemools net esou équipéiert war, wéi se et haut ass. Dohier also d'Kompetenze vum Här Minister. Vläicht huet dat mir och d'Éier abruecht, fir déi zwee Gesetzer hei ze maachen, an déi ech mech dann nodréiglech och ageschafft hunn.

Et ass schonn interessant nozeliesen, wéi wichteg dee Patentsystem och fir Lëtzebuerg ass a wéi en évoluéiert huet. Am Joer 1994 sinn 51.000 Demanden erakomm. Am Joer 2002 waren et der 251.000 am Ganzen, déi do louchen. Dat heescht, et ass en enormen Opschwong ginn an deem, wat ee Beräich Propriété intellectuelle nennt, an de Schutz vun der Propriété intellectuelle huet grad just an Europa esou eng Importenz kritt wéi vläicht an deenen aneren Äerddeeler net.

Enn vun den 90er Joren haten 80% vun den ekonomesche Wäerter hei an Europa immatérielle Charakter. Dat heescht, eis Ekonomie baséiert am Fong op der Qualitéit vun der intellektueller Richesse, déi mer an Europa hunn.

Den Droit d'auteur, deen duerch e Patent hiergestallt gëtt, schützt ebe just dat wat een nennt „la création de l'esprit", an dee schützt déi während der Liewensdauer vun deem, deen de Patent ugemellt huet, plus nach eng Serie vu Joren doriwwer eraus. Ech mengen, et si méi wéi 50 Joer, vläicht souguer 70 Joer.

Wichteg ass et also, datt déi Législatioun an deem dote Beräich à jour gehale gëtt. Wichteg ass, datt se modifizéiert gëtt, datt se ugepasst gëtt un d'Evolutioun vun der Technik. A wichteg ass och, datt se esou flexibel ass, datt een eben och ganz séier agéiere kann.

D'Patentamt ass am Fong befaasst - fir zesummenzefaassen - mam Management vun eisem intellektuelle Kapital.

Zu de Projeten, fir d'éischt dem Projet 5634, deem approuvéierten Accord, deen de 17. Oktober 2000 ofgeschloss ginn ass an dee sech op den Artikel 65 vun der Konventioun, déi am Joer 2000 zu London ebe geholl gouf, bezitt.

Et ass esou, datt all Demande fir e Brevet entweder an enger vun deenen dräi offizielle Sprooche muss geschéien, an dat ass entweder Däitsch, Franséisch oder Englesch, oder awer an der Heemechtssprooch vun deem Land, wou de Brevet dann eben applizéiert gëtt, oder wou deen, deen ufreet, da seng Demande wëllt maachen. Da muss dee Brevet an d'Sprooch vun deem Land iwwersat ginn, wou de Brevet exploitéiert gëtt.

Den Accord aus dem Joer 2000 hieft elo déi lescht Klausel op. Lëtzebuerg huet iwwregens ëmmer nëmmen den Text op Englesch verlaangt. Vun elo u brauch also e Lëtzebuerger Patent, vu Lëtzebuerger Titulairen, keng Iwwersetzung méi ze presentéieren an deene Länner, déi dësen Accord ënnerschriwwen hunn. Dat huet elo fir Lëtzebuerg selwer um Niveau vun de Brevetë keng Konsequenz, mä fir déi, déi hiert Wëssen, hiert Kënne wëllen exportéieren, huet et scho Konsequenzen, an ech bezéie mech hei op d'Diskussioun an eiser Kommissioun an op d'Informatiounen, déi komm sinn, wann eng Validatioun vun engem Brevet - ofgesi vun de Recherchen, déi virdru musse gemaach ginn - ronn 22.000 bis 25.000 Euro kascht, da solle ronn 40% dovunner op d'Iwwersetzunge falen.

Dat ass also trotzdeem eng relativ imposant Zomm, déi do verlaangt gëtt. Néng Länner mussen deen Accord elo ratifizéiert hunn, dann trëtt en a Kraaft. Dorënner sinn déi dräi grouss Länner, an deenen am meeschten Dépôte gemaach ginn, dat ass Däitschland, Frankräich an England. An et schéngt esou ze sinn, mengen Informatiounen no, datt d'Fransousen dat och elo ratifizéieren.

Iwwregens aus där Etüd nach eng interessant Zuel. Et gëtt eng Tabell an där opgezielt gëtt, wéi vill Demandë vu Brevete pro Millioun Awunner gestallt ginn, an do steet Lëtzebuerg trotzdeem op enger imposanter drëtter Plaz, hanner Schweden an hanner Däitschland. Wat jo awer weist, datt de System vun de Breveten, dee besonnesch am Beräich vun der Industrie gëllt an hei besonnesch am Beräich vun der Sidérurgie, en äusserst wichtege Facteur ass fir de Standuert Lëtzebuerg.

D'Chambre de Commerce huet sech géint deen dote Projet de loi ausgeschwat a gesot et géif am Fong wéineg bréngen, wann déi Iwwersetzung géif ewechfalen. Ech hunn explizéiert, datt se awer fir den Export vun eisen Exploitatiounsbreveten trotzdeem eng gewësse Wichtegkeet huet. Dat zum Projet 5634.

De Projet 5635 elo ass méi wichteg an deem Sënn, well en eng Revisioun bréngt vun der Konventioun, déi am Joer 1973 ofgeschloss ginn ass zu München. Déi Revisioun geet awer och schonn zréck bis op d'Joer 2000. Et muss ee sech wierklech awer d'Fro stelle firwat deen Ecart vun trotzdeem sechs, siwe Joer ass, bis datt déi Revisioun dann op den Dësch vum Parlament kënnt.

Zesummegefaasst bréngt déi Revisioun méi Souplesse a méi Sécherheet an d'Prozeduren, méi Überschaubarkeet an deen immens komplexe System.

Ech faassen zesummen, déi puer Punkte sinn och am Rapport esou opgelëscht, dat

Alleréischt, et gëtt gesot, datt den Text vun der Konventioun, dee mir och am Joer 1992 gekuckt haten, méi lisibel gemaach ginn ass. Do kann een nëmme soen, tant mieux.

Zweetens d'Prozedur fir d'Begrenzung an de Widderruff, d'Ophiewe vun engem Patent, gëtt zentraliséiert. Et gëtt eng Instanz geschaf, wou déi Prozedur dann op enger Plaz ka réckgängeg gemaach ginn. Dat heescht, den Exploitant muss net méi an all eenzelnem Land intervenéieren. Dat entsprécht also enger Vereinfachung.

An dat gëtt et drëttens ee méi politesche Volet iwwert deen den Här Minister eis och vläicht soe ka wéi dat fir de Moment leeft. D'Ministeren treffe sech vun elo u regelméisseg, fir iwwer politesch Komponente vum europäesche Patentsystem ze diskutéieren. Den europäesche Patentsystem, dee sech jo positionéiere muss am Beräich vun der ganzer Welt. Mir wëssen, datt et hei net nëmmen ëm Ekonomie geet. Hei geet et och ëm Ethik, et geet ëm d'Froen: Wat ass patentéierbar? Wéi wäit gi mer mat? Wéi wäit follege mer den Amerikaner, etc.? Wat ass an anere Länner méiglech? Dohier déi Kombinatioun vun administrative Prozeduren, iwwert déi elo awer d'Responsabilité politique, déi ëmmer do war, mä déi elo awer méi fest ancréiert gëtt an der Konventioun.

Ech mengen am Zeeche vun der Globaliséierung kann een deem nëmmen zoustëmmen a mir brauche kee Bild ze molen, wat den Impakt vun enger regelméisseger Upassung vun de Prozeduren dann eben och op d'Ekonomie kann hunn. Et gëtt hei zum Beispill e Conseil d'administration geschaf, dee méi Kompetenze kritt wéi dat bis elo de Fall war.

An da gëtt et e véierte Punkt nach, et ginn eng Rei vu Vereinfachungen am juristesche Beräich agebaut an d'Konventioun, an et gëtt zum Beispill eng Schafung vun enger spezifescher Juridiktioun gemaach. Virun allem kënnt et zur Fusioun vu Recherche a Kontroll vum Fong, wann e Brevet deponéiert gëtt, wat ongeheier vill Zäit spuere kann an och prozedural Avantagë mat sech bréngt.

D'Chambre de Commerce huet bei dësem Projet kee Problem gesinn. Genausou wéi de Statsrot och kee gesinn huet.

De Vote, dorobber hu mer higewisen, muss allerdéngs nom Artikel 114 vun der Constitutioun geschéien, Här President, an Dir hutt an deem Sënn jo och schonn haut de Moien e Message verlaude gelooss, datt mer eis dann deene spezielle Prozeduren och an der Chamber ënnerzéie mussen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, nach eng Kéier en Appel: Déi Leit, déi sech dofir interesséieren - an dat misst jiddfereen interesséieren -, sollen déi Publikatioun vun deem Centre de Recherche a vum Ministère de l'Économie an d'Virwuert vum Här Minister och liesen. Domadder ass scho munches erkläert.

Ech bréngen heimat och den Accord vun der Fraktioun zu deenen zwee Projeten a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den honorabelen Här Sauber huet elo d'Wuert fir d'CSV-Fraktioun.

Discussion générale

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke meng Félicitatiounen un den honorable Jos Scheuer fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, dee gutt dokumentéiert a ganz vouéiert ass.

Et geet hei ëm de Schutz vun der Propriété intellectuelle, deen hei zu Lëtzebuerg, konnte mer feststellen, e ganz groussen Opschwonk kritt huet. Dat bréngt dann och mat sech, net nëmmen eleng datt mer dat statistesch feststellen, mä datt eng ganz Partie Büroen hei zu Lëtzebuerg sech mat där doter Matière beschäftegen. Ech mengen, déi Zifferen, déi de Frënd Jos zitéiert huet, loossen drop schléissen, datt eng ganz Partie Aarbechtsplazen, lies dann och d'Folgerentréeën, hei zu Lëtzebuerg hänke bleiwen. D'Wichtegkeet also vun deene Konventiounen iwwert d'Breveten ass zweifellos ganz grouss fir Lëtzebuerg.

Elo zu deenen zwee Projeten. Deen éischten, d'Ofännerung vum Artikel 65, dat ass also, wéi scho gesot, d'Konventioun vu London, an zwar vum 17. Oktober 2000. Deen zweete Projet ass méi spéit, deen ass am November ugeholl ginn.

Dësen Accord vu London gesäit vir, datt a groussem Mooss, wann net ganz, drop verzicht gëtt d'Traductioun an der Landessprooch ze froen. An dat bréngt zweifellos schonn eleng dee grousse Virdeel mat sech, datt eng Mass Käschten - well déi Suen, déi esou ee Brevet, wat d'Iwwersetzungen ugeet, kaschten, sinn importent - ewechfale kënnen.

Och wann nëmmen néng Länner vun 31 dësen Accord bis elo ratifizéiert hunn an och wann hei zu Lëtzebuerg bereits déi do Obligatioun net méi besteet, da si mer awer der Meenung datt et wichteg ass, datt mir hei zu deem Accord Jo soen, schonn eleng aus dem Prinzip eraus well et a Richtung geet vu Vereinfachungen international gesinn. Zweetens awer och haaptsächlech aus dem Avantage eraus, deen d'Lëtzebuerger hunn, wa se am Ausland e Brevet déposéiere mussen. Aus deem Grond bréngen ech och fir deen dote Projet emol direkt den Accord vun der CSV mat.

Wat d'Revisioun elo vun der Konventioun iwwert d'Breveten ubelaangt, ass et esou, datt den 29. November 2000 d'diplomatesch Konferenz vun de Staten dës Konventioun ugeholl huet. Wou et elo haut drëm geet, dat ass deen Akt als Révision officielle hei zu Lëtzebuerg ëmzesetzen. Juristesch dierft dee wichtegsten Aspekt vun dëser Revisioun dee sinn, datt mer en Deel vun eisen Hoheitsrechter oftrieden, an dat bedeit dann och de Recours op den Artikel 114 vun der Constitutioun, wat dann eng Zwee-Drëttel-Majoritéit hei am Parlament viraussetzt.

Wat triede mer of? Mä bis elo war et esou, datt Ofännerunge vun der Konventioun hei am Parlament hu misse ratifizéiert ginn. An Zukunft ass et esou, datt dann Ofännerunge vun der Konventioun, déi awer an dësem Kontext limitéiert sinn op eng Partie Artikelen, duerch de Verwaltungsrot vum Patentamt ouni Problemer kënnen ofgeännert ginn. Et ass also eng Kompetenzverschiebung fir bestëmmte Bestëmmungen aus der Konventioun, déi sech haaptsächlech op d'Konformitéit vun der Konventioun op international Traitéë respektiv op d'communautär Législatioun bezéien. An anere Wierder, de Pouvoir fir d'Konventioun op enger Rei vu Punkte gëtt un en internationaalt Organ delegéiert.

Praktesch: Wat bréngt déi nei Konventioun mat sech? Dat heescht, um Terrain sinn eng Partie Neierungen, déi eng Rei vu Virdeeler mat sech bréngen. Ech zitéieren hei ganz kuerz d'rechtlech Garantien. Ech zitéieren och d'bessert Fonctionnement. Eng gemeinsam Juridictioun kann ofgemaach ginn, an och de Verzicht op d'Iwwersetzung kann duerch d'Konventioun tëschent de Länner regléiert ginn. D'Chambre de Commerce ënnersträicht dann och d'absolut Noutwendegkeet, fir dës Konventioun esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Konklusioun: Den Akt vun der Revisioun bréngt méi Flexibilitéit an der Gestioun mat. E verstäerkt de Schutz vum Inventeur - vun deem, deen d'Saachen erfënnt -, mä awer och deen, dee se utiliséiert.

Ech bréngen dann och zu dësem Projet den Accord vun der CSV mat.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Sauber. Freet nach een d'Wuert zu dësem Projet? Wann dat net de Fall ass... Här Minister, kënne mer zur Ofstëmmung kommen? Här Minister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, ech mengen Dir hutt jo gemierkt, dass de Jos Scheuer an och de Riedner vun der CSV eng gewësse Kompetenz an där Matière bewisen hunn. An ech mengen, et ass elo net nach eng Kéier u mir, fir op den Detail anzegoen. Ech wëll just op eppes opmierksam maachen.

M. le Président.- Da lauschtert wann ech gelift no.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dat ass: Déi Ëmännerung vum legale Kader ass een Aspekt vun enger Politik, déi mer bedreiwen, net nëmmen a Kader vu Lissabon, wou d'Patenter en enorm wichtege Punkt sinn. Mä och eng Ausweidung, fir dass muer eng Gestioun vu Patenter, vu Firmen hei zu Lëtzebuerg ka gemaach ginn. Mir probéieren do och nei fiskal Moossnamen eranzebréngen. Mir probéiere Saachen ze facilitéieren an de Prozeduren, fir do e bësse méi kompetitiv ze ginn, an erhoffen eis doduerch e gréisseren Attrait fir eise Standuert, eben am Beräich vun allem, wat a Relatioun mat de Propriétés intellectuelles ze bréngen ass.

Insofern sinn déi zwee Gesetzesprojeten hei ganz wichteg. Souwäit ech weess, hu mer nach Ëmsetzunge vun Direktiven am Tube, déi mer mussen an nächster Zäit maachen, well mir sinn och do, mengen ech, kuerz virun Délaien, déi oflafen. Duerfir wier ech frou, wa mer dat och kéinten direkt am Hierscht ugoen.

Fir de Rescht soen ech der Kommissioun villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi 5634.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5634 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass 5634 mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Géigestëmm a kenger Abstentioun, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir hunn dann de Vote vum Projet de loi 5635. Hei stëmme mer nom Artikel 114 vun der Verfassung of, dat heescht mat enger Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen. De Vote par procuration - opgepasst - ass hei net erlaabt. De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5635 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5635 ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm, a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Lucien Thiel et Lucien Weiler;

MM. Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir schieben an eise Programm ganz kuerz eng Question urgente dertëscht vun der Madame Martine Stein an dem Här Marcel Oberweis iwwert d'Positioun vu Lëtzebuerg, wat eng eventuell eesäiteg Unerkennung vum Kosovo duerch verschidden europäesch Länner ubelaangt. Den Här Minister Schmit ass hei fir op déi Fro ze äntwerten. Madame Stein.

10. Question urgente N°1851 de Mme Martine Stein-Mergen et de M. Marcel Oberweis au sujet de l'accord unilatéral de l'indépendance du Kosovo

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. En fait ass an der Press vun haut en Artikel erschéngen, no deem verschidden europäesch Länner géifen, ouni eng Resolutioun vun der EU ofzewaarden, envisagéieren, fir ze probéieren eng Reconnaissance vum Kosovo duerchzezéien. An zwar sollt dat diskutéiert ginn um nächsten europäesche Gipfel vun den Ausseministeren, den 23. an de 24. Juli zu Bréissel.

Ons Fro geet dann dohinner, ob dat eventuell denkbar méiglech ass, ob mer do weider Informatioune kënne kréien. Vu dass jo awer och um Niveau vun der UNO eng ganz Rei Tentativë sinn, fir en Accord ze kréie mat Russland, fir weider Ënnerhandlungen iwwert d'Zukunft vum Kosovo ze féieren.

An ons Fro un de Minister ass: Wéi ass d'Positioun vun onsem Land an dësem Domän?

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. De Minister Schmit huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, Madame Deputéiert, ech mengen et soll een de Presseartikelen ëmmer mat enger gewëssener Virsiicht entgéintkommen. Momentan ass keng Situatioun do wou eng Reconnaissance unilatérale ouni eng Resolutioun vum Conseil de Sécurité vun der UNO géif bestoen. Esou eng Situatioun steet net un.

Bien au contraire gëtt momentan zu New York versicht, an zwar vun den Amerikaner, vun de Fransousen a vun den Engländer, eng Resolutioun auszeschaffen, an och ze probéiere fir déi Resolutioun den Accord vun de Russen ze kréien. Mir wëssen alleguer, datt d'Russe sech bis ewell kategoresch esou enger Resolutioun opposéiert hunn.

An zwar géif déi Resolutioun dorophin erausgoen, datt géif proposéiert ginn nei Négociatioune während 120 Deeg zwëschent de Serben an zwëschent de kosovareschen Autoritéiten ze organiséieren. Par ailleurs, géif se och net kloermaachen, datt no där Period vun 120 Deeg d'Indépendance automatesch géif ginn, mä datt natierlech deen Dossier erëm géif zréckkomme bei de Conseil de Sécurité. Muer wäerten déi Négociatiounen am Conseil de Sécurité ufänken. Momentan fanne se éischter an de Couloirë statt, fir eben ze probéiere kee Veto vun de Russen hei ze kréien.

Et ass ganz sécher, datt eng unilateral Démarche à ce stade net déi richteg Formel wier, datt all Léisung muss probéiert ginn, iwwer eng Resolutioun vun der UNO an där extrem delikater Situatioun vum Kosovo ze kréien. Duerfir muss een och all Initiativen ënnerstëtzen, déi dorop erauslafen esou eng Léisung am Kader vun der UNO ze kréien. Mir kënnen nëmmen déi Initiativ vun den Amerikaner, de Fransousen an den Engländer an deem Sënn begréissen.

Mir wëssen, datt d'Situatioun am Kosovo selwer extrem fragile ass. An dat geet ons jo direkt eppes un. Engersäits hu mer momentan - an de Ministre de la Défense ass jo hei - iwwer 20 Zaldoten am Kosovo. 23! Par ailleurs wësse mer, datt mer vill Leit, vill Réfugiéen aus dem Kosovo hunn. An all Degradatioun vun der Situatioun am Kosovo hätt natierlech och fir e Land wéi eist negativ Konsequenzen.

Wat d'Solidaritéit vun der Unioun ubelaangt, ass déi momentan absolut net a Fro gestallt. Mir sinn ons alleguer - alle 27 - bewosst, datt déi Solidaritéit noutwendeg ass. Net nëmmen noutwendeg fir de Kosovo a fir eng politesch Solutioun am Kosovo, fir d'Stabilitéit an der ganzer Regioun, mä awer och fir d'Crédibilitéit vun eiser eegener europäescher Aussepolitik.

An ech wëll hei dorop hiweisen, datt virun zwee Deeg den Här Solana kloergemaach huet, dass d'Positioun vun der Unioun déi ass, eng Resolutioun an der UNO ze kréien, d'Négocatiounen esou wäit wéi méiglech weiderzeféieren oder erëm unzefänken tëschent den Haaptprotagonisten.

An deem Kontext muss och relevéiert ginn, datt den Här Çeku, de Premierminister vum Kosovo, erkläert huet, datt d'Kosovaren à ce stade net wéilten unilateral hir Indépendance deklaréieren. Esou datt ech mengen, datt deen Zeitungsartikel e bësse wäit geschoss huet an datt een elo nach kann Hoffnung hunn, datt et méiglech ass, iwwer Négociatiounen an iwwer eng Resolutioun an der UNO zu enger politescher Léisung oder mindestens emol an dësem Stadium zu enger Situatioun ze kommen, déi net op eng gréisser Konfliktsituatioun erausgeet.

Dat ass och d'Positioun vu Lëtzebuerg. Mir hunn eis ëmmer ausgeschwat fir eng Léisung am Kader vun der UNO, an duerfir muss een esou enger Solutioun Zäit ginn an och déi néideg Gedold an och dat diplomatescht Fangerspëtzegefill hunn, fir dat ze kréien. Dem Engagement vun den Amerikaner, de Fransousen an den Engländer, fir esou eng Resolutioun ze kréien, muss een eng Chance ginn. Ech hoffen, datt och hei d'Raisoun wäert am Endeffekt triumphéieren, fir esou eng Resolutioun ze kréien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech fannen et ausdrécklech positiv, datt d'Regierung esou prompt op d'Questions urgentes äntwert. D'Prozedur ass jo déi, datt Dir fir d'éischt d'Urgence unerkennt an dann de Minister heihinner kënnt an d'Sitzung, wann d'Chamber sech hei versammelt. Ech hätt gären, datt sämtlech Ministeren dat esou praktizéieren, an net nëmme vu Fall zu Fall.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Dir Dammen an Dir Hären, domadder ass dee Punkt ofgeschloss a mir kommen zu der Diskussioun vum Projet de loi 5714 iwwert de Code du Travail. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Marcel Glesener.

11. 5714 - Projet de loi relatif à la modification de l'Article L.211-11 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, iwwert dee mer elo ze befannen hunn, ass den 19. Abrëll 2007 vum Aarbechtsminister déposéiert ginn.

Ëm wat handelt et sech? Et geet dorëm, fir verschidde Bestëmmunge vum PAN-Gesetz vun 1999 bis zum 1. Januar 2012 ze verlängeren. Wat sinn déi Bestëmmungen? Dir kënnt lech vläicht erënneren, datt mer 1998 eng grouss Debatt haten am Lëtzebuerger Land, ënner anerem och iwwer een nationale Plang zur Beschäftegung, dee mer hu missen déposéieren, a wou mer eng ganz Rei Bestëmmungen diskutéiert hunn opgrond vun engem Accord vun der Tripartite.

Ënner anerem ass vum Congé parental geschwat ginn. Ech mengen, doru ka jiddferee sech erënneren, mä en anere Volet vu Bestëmmunge waren déi, wéi d'Aarbechtszäiten an der Zukunft kënne geregelt ginn am Zesummenhang mat der Demande vu méi Flexibilitéit vu Säite vun der Ekonomie, nämlech wéi am Kader vun der Flexibilitéit déi deeglech an déi wöchentlech Aarbechtszäit kéint festgeluecht ginn ausserhalb dem Droit commun, dat heescht deenen aacht Stonnen den Dag a 40 Stonnen d'Woch.

Doriwwer eraus ass dovunner geschwat ginn, wéi an deem Kontext d'Iwwerstonne solle geregelt ginn, wéi d'Iwwerstonne solle bezuelt ginn, virun allem awer och, wéi et am Zesummenhang mat méi Flexibilitéit mat der Ofsécherung vun dem Arbeitnehmer am Betrib sech soll befannen, a virun allem, wéi et da méiglech wär, fir och säi Familljeliewen an Aklang ze brénge mat deenen Obligatiounen, déi kéinten entstoen, wann ee méi Flexibilitéit am Zesummenhang mat den Aarbechtszäite géif der Wirtschaft zougestoen.

Mir haten do eng laang Diskussioun. Eng kontrovers Diskussioun, woubäi och d'Chamber hir Responsabilitéit iwwerholl huet, a mir sinn dann do zur Meenung komm, datt ee misst eng bestëmmte Flexibilitéit zougestoen an zwar opgrond vun enger Referenzperiod, wou déi deeglech an déi wöchentlech Aarbechtszäit kéint ouni Iwwerstonneregelung verlängert ginn. Déi Referenzperiod wär awer ganz staark begrenzt, well mir hunn déi op véier Woche begrenzt.

Mir hunn awer deem entgéintgesat oder bäigefügt, fir och den eenzelne Leit, déi dovu betraff sinn, d'Méiglechkeet ze ginn, wéi ech scho gesot hunn, hiert Familljeliewen an Aklang ze brénge mat hirem Beruffsliewen, fir datt déi Leit awer och während där Referenzperiod virun all misste wëssen am Viraus, wéi se dagdeeglech ze schaffen hunn. An dat hu mer da gemaach opgrond vun der Erstellung a vun der Festleeung vun engem Plan d'Organisation du Travail, deen hu mer deemools POT genannt. Dat ass ee Begréff, dee mëttlerweil awer och bekannt ginn ass.

Mir hunn dat deemools décidéiert, an och an der Chamber hu mer eis Responsabilitéit iwwerholl. Ech kann lech just soen, datt dat eng vun deene Moossname waren, wann ee sech erëm eng Kéier zréckversetzt an déi Diskussiounen, déi Ulass ginn hunn zu ganz heftege Kritiken. Ausser dem Congé parental, waren et just déi do Bestëmmungen, déi Ulass ginn hunn zu ganz harsche Kritiken och un d'Adress vum Parlament, wou mer ënnerstallt kritt hunn, mir hätten den Accord vun der Tripartite net respektéiert a mir hätten och am Fong geholl de Geescht vun der ganzer Tripartite a Fro gestallt.

Haut stelle mer fest, datt mer déi Moossname vun deemools nach eng Kéier verlängere bis 2012. Dat heescht also, datt d'Tripartite trotz allem weidergelaf ass a weider um Liewe bliwwen ass, an datt och déi Bestëmmungen, déi mer deemools getraff hunn, nach net esou schlecht waren, well bis haut opgrond vun engem Konsens am Kader vun der Tripartite nach keng besser konnte fonnt ginn.

Voilà, dat e bëssen zur Vergaangenheet, fir ze erklären, ëm wat et effektiv geet bei deene Verlängerungen. D'Gesetz vun 1999 huet dann och festgehalen, well eng ganz Rei vu wesentlechen Erneierungen am Zesummenhang mat dem Aarbechtsliewen décidéiert gi sinn, datt mer dat Gesetz géife beschränken oder d'Auswierkunge géife beschränken op den 31. Juli 2003 an da virdrun eng Evaluatioun géife maache vun all deene Moossnamen a Bestëmmungen, déi mer 1999 getraff hunn, op hir Wierksamkeet an op hir Effikassitéit an ob et net noutwendeg wär, opgrond vun neien Iwwerleeungen, opgrond vun der Entwécklung an der Lëtzebuerger Wirtschaft, opgrond och vun der Entwécklung um Aarbechtsmaart, zousätzlech Moossnamen ze treffen oder verschidde Moossnamen ze ergänzen oder ze verbesseren.

Wat ass geschitt, Kolleeginnen a Kolleegen? Den 18. Juli 2003, wéi mer eng Rei vu Bestëmmunge vun dem PAN-Gesetz reforméiert, ergänzt hunn a verbessert hunn, notamment déi vun de Beschäftegungsmoossname fir Jugendlecher an eeler Aarbechter, hu mer awer och festgehalen, datt mer all déi Bestëmmungen ëm d'Flexibilitéit, ëm déi Referenzperiod, iwwert d'Iwwerstonnen, iwwert de Pot, deen ech erwähnt hunn, kéinte weiderlafe loossen, well eis nach net genügend Informatioune géife virleie fir déi ze evaluéieren, fir déi a Fro ze stellen, fir se ze verbesseren.

Mir hunn den 18 Juli 2003 gesot, déi Moossnamen do, déi verlängere mer bis zum 31. Juli 2007. Dat heescht bis elo Enn Juli sinn déi Moossnamen nach ëmmer a Kraaft. Mir hunn awer och gläichzäiteg gesot, datt d'Regierung um Enn vum Joer 2006 an Zesummenaarbecht mat de Sozialpartner géif eng Evaluatioun maache vun deene Moossnamen, déi déi ganz Flexibiliséierung an Aarbechtszäitregelunge géife betréffen.

Wat ass geschitt? Mëttlerweil ass awer en neie Moment komm, an zwar d'Diskussiounen ëm den Eenheetsstatut. Den Eenheetsstatut gesäit ausserhalb deene Moossnamen iwwert d'Bezuele vum Krankegeld awer och eng ganz Rei vun aarbechtstechnesche Bestëmmunge vir, déi och agräifen an déi Bestëmmunge vum Gesetz vun 1999, wat d'Iwwerstonneregelunge betréfft. An d'Regierung ass dann do iwwereneekomm mat de Sozialpartner, well se dovun ausgaange sinn, datt, wann den Eenheetsstatut a Kraaft trëtt - a mir hoffen, datt en a Kraaft trëtt -, en dann 2009 a Kraaft trëtt, an och da versicht gëtt, an enger Iwwergankszäit emol festzestellen an eng Evaluatioun ze maache vun den Auswierkunge vun deem Eenheetsstatut, datt mer eis da géifen, wann den Eenheetsstatut da gestëmmt gëtt, en Zäitraum loosse bis den 1. Januar 2012, wou dann eng éischt Evaluatioun soll décidéiert sinn, wéi déi eenzel Moossname vum Eenheetsstatut Auswierkungen haten, ob ee muss verschidde Remaniementer maachen, ob ee verschidde Saache misst verbesseren oder ob ee kéint global mat deem Eenheetsstatut weiderfueren.

Well nun awer, wéi ech scho gesot hunn, deen Eenheetsstatut ganz kloer Parallellen huet zum Gesetzprojet vun der Aarbechtszäit iwwert d'PAN-Gesetz, wat d'Iwwerstonneregelunge betréfft, wär et net sënnvoll gewiescht elo eng Diskussioun ze féiere bis zum 31. Juli, fir déi POT- oder déi Flexibiliséierungsmoossnamen erëm eng Kéier frësch ze evaluéieren an da spéiderhin no dräi Joer erëm eng Kéier unzefänken, no där Iwwergankszäit, déi mer eis am Zesummenhang mat der Applikatioun vum Eenheetsstatut wëlle ginn.

Dofir war d'Regierung zesumme mat de Sozialpartner der Meenung, datt et sënnvoll wär fir elo och déi Moossname vum PAN-Gesetz, déi mer schonn eng Kéier verlängert hu bis zum 31. Juli 2007, parallell weider ze verlängere bis et zu enger globaler Evaluatioun, spéitstens den 1. Januar 2012, vun all deene Moossname kënnt, déi mer an der Rumm vum Eenheetsstatut a vun de Flexibiliséierungsmoossnamen, der Iwwerstonneregelung, an der Rumm vum PAN-Gesetz décidéiert hunn, fir déi zesummen ze evaluéieren an dann zesummen zu Konklusiounen ze kommen.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, dat zur Erklärung wéisou d'Regierung zesumme mat de Sozialpartner zu där Konklusioun komm ass, fir elo déi bestehend Moossname vum PAN-Gesetz vun '99 nach eng Kéier ze verlängeren a fir zesumme mat dem Eenheetsstatut, mat deene Moossnamen, ze evaluéieren an ze kucken: Wat huet dat bruecht? Wat muss verbessert ginn, an zwar den 1. Januar 2012? Dat bedeit also, datt mer déi PAN-Bestëmmunge vum PAN-Gesetz nach eng Kéier verlängeren op den 1. Januar 2012.

Une voix.- Très bien.

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Dee Projet huet d'Regierung, wéi gesot, den 19. Abrëll déposéiert. D'Beruffschamberen hunn alleguerten hire prinzipiellen Accord zu där Verlängerung ginn, woubäi eenzel Beruffschamberen natierlech Nuancen ugemellt hunn, déi se schonn '98, '99 ugemellt haten am Zesummenhang mat der Referenzperiod, mat der Dauer, notamment d'Patronatsberuffschamberen, déi der Meenung waren, datt déi Referenzperiod vu véier Wochen ze kuerz wär. Mä dat si Froen, déi een diskutéiere muss, wann een effektiv iwwer eng Neiuerdnung vun deene Bestëmmungen diskutéiert. Mä et geet elo drëm, wéi gesot, mir wëlle jo elo nëmmen dat gesamt eng Kéier duerchdiskutéieren, an zwar dräi Joer nom Akraafttriede vum Eenheetsstatut.

Onofhängeg elo vun deene Bemierkungen hu se awer all, d'Patronats- an d'Beruffschamberen, hiren Accord zur Verlängerung ginn.

De Statsrot huet och e positiven Avis zur Verlängerung ofginn. Allerdéngs mécht en drop opmierksam, datt et net déi allerbeschte legislativ Prozedur wär, wann ee Gesetzer géif décidéieren a soen, déi hunn dann eng Lafzäit bis dann, an da kucke mer erëm eng Kéier an da kucke mer wat mer maachen a mir verlängeren. De Statsrot ass der Meenung, datt een, wann ee Gesetzer mécht, soll Gesetzer maachen, a wann een der Meenung ass, datt verschidde Saache misste verbessert oder ëmgeännert ginn, da soll een dat an engem spezielle Gesetz maachen, ouni dass een elo an Zäitdrock ass, mä opgrond vun der Situatioun.

Mir an der Kommissioun waren därselwechter Meenung wéi de Statsrot, mä mir waren awer och der Meenung, datt et méi Sënn elo géif maachen, an dësem Moment op jidde Fall, déi Ausnahm weiderzeféieren an dat zesumme mat de Bestëmmunge vum Eenheetsstatut, wann en dann also a Kraaft trëtt 2009, ze evaluéieren an dann 2012 ze gesinn, ob ee muss nei oder Ergänzungsmoossnamen treffen.

Dat wär dann och d'Meenung vun der Kommissioun, déi, wéi gesot, elo virun annerhallwer Woch deem Projet vun der Regierung unanime hir Zoustëmmung ginn huet. Ech géif dann och am Numm vun der zoustänneger Chamberskommissioun d'Chamber bieden deem Projet de loi hir Zoustëmmung ze ginn. Gläichzäiteg ginn ech och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den honorabelen Här Krieps huet d'Wuert gefrot fir d'DP-Fraktioun.

Discussion générale

(Interruption)

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Kee Problem. Merci, Här Gibéryen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Mehr Flexibilität für mehr Arbeit. Das Arbeitsgesetz soll mit Blick auf die Konkurrenzsituation besonders in der Großregion und in Europa analysiert werden und dort nachgebessert werden, wo es Arbeit verhindert. Die DP denkt beispielsweise daran, die für eine sogenanntene POT geltende Referenzzeit von einem Monat auf zwölf Monate auszuweiten. Es geht hierbei nicht darum, das bestehende Arbeitsrecht zu zerschlagen, sondern im Gegenteil sichere und qualitativ hochwertige Arbeitsplätze zu schaffen und abzusichern." Dat war dat éischt Zitat.

Dat zweet Zitat ënner engem Kapitel, dat heescht „Aarbechtsrecht verstäerkt op mëttelstänneg Betriber zouschneiden": „Im Rahmen der spätestens 2007 vorgesehenen Überprüfung des Nationalen Beschäftigungsplanes werden wir die praktische Anwendung von Überstundenregelungen und Arbeitszeiten in den kleineren Betrieben besonders unter die Lupe nehmen." En anere Sous-titre, „d'Kompetitivitéit vum Mëttelstand stäerken": „Der dauerhafte Erfolg des luxemburgischen Mittelstandes ist in erheblichem Maße von seiner Wettbewerbsfähigkeit abhängig, insbesondere im Rahmen der Großregion. Die luxemburgischen Betriebe müssen daher nicht nur dauerhaft qualitativ hochwertige Arbeit leisten, sondern auch konkurrenzfähig gegenüber kleinen und mittleren Betrieben aus Lothringen, dem Saarland, Rheinland-Pfalz und der belgischen Provinzen Luxemburg und Lüttich sein."

Dat éischt Zitat, Här President, ...

(Interruption)

Neen, ech hunn der nach e puer, déi kommen elo eréischt.

(Hilarité)

Dat éischt Zitat, dat ass de Punkt 6 gewiescht vun engem Pabeier, deen d'Demokratesch Partei am Abrëll 2006 öffentlech virgestallt huet, dat war de Punkt 6 vun 33 Reformdebattvirschléi. Deen zweete Paragraph, dee staamt aus enger Publicatioun vun 136 Säiten, déi ass erauskomm am zweeten Trimester 2004 ënnert dem Titel „De séchere Wee". An dat drëtt Zitat staamt och aus där nämlechter Zeitung, „De séchere Wee", aus dem zweeten Trimester - dot mech net laachen, Här Gibéryen! Ech hunn dat awer zitéiert, fir de Kolleeg Sauber hei ze berouegen, datt och d'CSV u si denke géif.

D'Demokratesch Partei ënnerstëtzt dës Gesetzesvirlag genau wéi de President-Rapporteur Glesener gesot huet, wéi all d'Chambres professionnelles. Hei geet et also ëm d'Verlängerunge vu verschiddenen Dispositioune vum PAN-Gesetz, mä ech soen och dofir dem President-Rapporteur Marcel Glesener Merci fir seng Ausféierungen am mëndlechen a schréftleche Bericht.

Ech wollt natierlech hei op der Tribün e bëssen den Equiliber hierstellen, och awer fir dat, wat déi Chambres professionnelles vun de Patrone gesot hunn, dat heescht d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers, well déi sinn elo e bëssen ze kuerz komm gewiescht, fir datt mer awer eng ausgeglachen Diskussioun hei kréien.

An zwar soten déi, si wieren och fir d'Verlängerung vun deene Mesurë vum PAN-Gesetz, mä si hu sech gewonnert, dass si am Hierscht 2006 dee Rapport d'évaluation net zougestallt kritt hunn, wat, mengen ech, awer eng kuriéis Aart a Weis ass. Dat schreiwe se op alle Fall an hire Rapporten. Wat se och nach schreiwen, si begréissen - an hire Wierder - déi begrenzt Flexibilitéit um Aarbechtsmaart a si hu sech och ausgedréckt eben, fir déi Referenzperiod - de Rapporteur huet dat gesot - vu véier Wochen op zwielef Méint gesetzlech ze regelen an net iwwert de Kollektivvertrag.

En aneren Aspekt war hiert Bedaueren iwwert deen zäitlechen Décalage vun der Analys - oder soll ee soen Déphasage vun der Analys vun dësem Gesetz -, also déi Réévaluatioun vum PAN-Gesetz den 31. Juli 2011, wéi et virgesinn ass, duerch déi hei Gesetzesvirlag an deem neien nach ze defi-

néierende Gesetz iwwert de Statut unique, déi dann dräi Joer nom 1. Januar 2009, dat heescht am Dezember 2011, géif virgeholl ginn. Eis Propositioun ass et, dass déi zwou Evaluatioune matenee solle gemaach ginn, fir datt een awer den Impakt op den Aarbechtsmaart vun deenen zwee Gesetzer kéint gesinn.

De President-Rapporteur Glesener huet mat Recht drop higewisen, datt 2003 déi Gesetzgebung e bëssen ajustéiert ginn ass, well soss hätt ech Iech kënnen en „Wort"-Artikel aus dem Mäerz 2000 zitéieren, ënnert dem Titel „Scharfe Kritik an der Umsetzung des PAN-Gesetzes". Hie war do interviewt ginn am „Wort", an deen Artikel do ass résuméiert ginn an enger Publicatioun, déi „De schwaarzen Hond" geheescht huet. Dat war politesch Informatioun fir Jonker. Déi ass gegrënnt ginn am Summer '99. „De schwaarzen Hond" huet entweder säithier seng Zänn verluer oder en ass ageschléifert ginn, mä et héiert een näischt méi vun him.

(Hilarité)

Neen, neen. Ech géif mengen, Här Minister, am Hibléck op eng regional a globaliséiert Wirtschafts- an Aarbechtswelt wäerten déi Evaluatioune vun 2011 kritesch ginn. Do misst een déi och ugoen ouni déi üblech Scheiklappen, wéi mir se hunn, net datt mer e Remake kréie vum Rapport Fontagné, dee jo nodréiglech ajustéiert ginn ass.

D'DP, wéi gesot, stëmmt deen heite Gesetzesvirschlag. Si wär natierlech net onzefridden, wann déi opgeworfe Problemer, och vun der Patronatssäit - well ech mengen hei gëtt ëmmer vu Sozialpartner geschwat, dann denken déi meescht Leit am Land, dat wär tëschent de Gewerkschaften an der Regierung, mä ech mengen, do ass jo d'Patronat och nach derbäi - zumindest an der zoustänneger Chamberskommissioun, Här Kaes, géifen diskutéiert ginn; a wa méiglech virun 2011.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Dann huet d'Wuert den honorabelen Här Castegnaro.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt dem President-Rapporteur Merci fir säin ausféierleche mëndleche Rapport de Mëtten, wou hien d'Schwéierpunkten, déi an der Kommissioun zur Diskussioun stoungen, nach eng Kéier besonnesch ervirgestrach huet. Dat ass och an där komplexer Matière duerchaus noutwendeg gewiescht. Et fënnt een och munches vun deem am schréftleche Rapport erëm.

Ech muss soen, wéi ech den honorabelen Alexandre Krieps elo am Ufank héieren hunn, hat ech geduecht, hie géif dergéintstëmmen. Besonnesch du wéi hien ugefaangen huet aus der Bloer Bibel ze zitéieren, an ech gemengt hunn, et wier keng Flexibilitéit an der DP, well se géifen op hirem Standpunkt stoe bleiwen, deen effektiv ganz no beim Patronatsstandpunkt ass. Mä mir liewen an esou enger Gesellschaft. Jiddfereen huet e Recht fir dat ze soen an ze vertrieden, wat hie fir richteg hält. Mä am Endeffekt huet hie jo hei kloergemaach, dass d'DP d'accord ass. Et ass och dat, wat den Owend hei beim Vote entscheedend ass.

Ech wëllt just drop hiweisen, dass genee virun zéng Joer deen éischte Sommet pour l'emploi hei zu Lëtzebuerg stattfonnt huet; deen éischten an dee leschten, well et war kee méi duerno, obwuel de Chômage jo net wesentlech zréckgaangen ass. An et ass eigentlech op deem Sommet pour l'emploi wou d'Regierungschefen décidéiert hunn, dass an de Länner vun der Europäescher Unioun sollten dräiparteiesch Gremien agesat ginn, fir d'Iwwerleeungen, déi de Sommet zréckbehalen huet, a Musek ëmzesetzen.

Dat war zu Lëtzebuerg an deem Sënn einfach, well mir jo nach ëmmer - och '97 - eng Tripartite haten, an domat ënner anerem e Feu vert kritt hunn an d'Berechtegung kritt hunn, déi Tripartite oprechtzëerhalen an domat weiderzefueren. Et si jo Leit, déi sech ëmmer déi Froe stellen: Brauche mer dat nach iwwerhaapt? Bon, et gesäit een och un eenzelnen Dossieren, dass d'Kommissioun selwer esou Iwwerleeunge gefouert huet.

Mir waren - muss ee soen - déi Eenzeg an Europa, déi eng Tripartite - eng dräiparteiesch Zesummesetzung - haten, fir sech mam Thema vun der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet duerch e Koup vu Moossnamen auserneenzesetzen.

Et war och deemools 1999 hei an deem héijen Haus, wou dat sougenanntent Omnibus-Gesetz verabschiet ginn ass. Dat risegt Gesetz, wou e Koup vu Moossnamen drastoungen, fir d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet an enger Villfältegkeet vu Mesurë kënnen ze realiséieren.

Deen Deel, deen elo haut zur Debatt steet, ass en Deel vun deem, wat '99 an deem sougenannten, oft kritiséierten Omnibus-Gesetz zréckbehale ginn ass. An et kann ee réckwierkend soen, dass villes oder dat meescht vun deem, wat zréckbehale ginn ass, Uwendung fonnt huet an och d'Feierprouf bestanen huet, an dass ee villes vun deem net ofgeschaaft huet oder eigentlech näischt ofgeschaaft huet; obwuel och déi Meenung oft bestanen huet.

Mä och aus deem Grond, well ee gesot huet, Saachen, déi ugewannt gi sinn, déi de Moment net gebraucht ginn, déi brauch ee vläicht muer oder iwwermuer. Kommt mer loosse se stoen. Kommt mir verbessere se. Kommt mir baue se aus. Kommt mir ergänze se. Dat hu mir jo och am Verlaf vun de leschte Joren, souwuel hei am héijen Haus, mä besonnesch och an der Tripartite, och tëschent de Sozialpartner, an de Sozialpartner an der Regierung, och oft nom Subsidiaritéitsprinzip, realiséiert. Dat soll een ervirsträichen, well et derwäert ass ervirgestrach ze ginn.

Mä nach eng Kéier, d'Bedeitung vun deem, wat am Omnibus-Gesetz steet, wat u Mesurë geholl ginn ass, ass net jiddferengem bis haut bekannt, well ee feststellt, dass oft vill Salariéen net wësse wat fir si gemaach ginn ass, mä - wat vill méi schlëmm ass - vill Patronen och net wësse wat et u Mesurë gëtt, souguer wa vill vun deene Mesuren hinne Geld bréngen, hinne finanziell Énnerstëtzung a villfälteger Form erlaben. Mä oft hu se keng Zäit oder hu se keen Interessi oder se ginn den einfache Wee, fir hiert Personal opzestacken, andeem se Grenzgänger astellen oder einfach zréckgräifen op déi Demandeurs d'emploi, déi am einfachsten ze kréie sinn. Duerfir ass et ëmmer erëm noutwendeg op alles hinzeweisen.

Wichteg bei dëser Mesure, déi mer elo verlängeren, ass, dass et eng kontrolléiert Flexibilitéit muss bleiwen. D'Flexibilitéit däerf net à gogo sinn. Déi däerf och net à la carte esou entwéckelt gi wéi de Betrib dat an engem gewëssene Moment als noutwendeg emfënnt. An et ass duerchaus richteg: D'Flexibilitéit hänkt ganz enk mat der Kompetitivitéit vun den Entreprisen zesummen. Dat huet jo och zu där net onberechtegter Iwwerleeung vum Statsrot gefouert, fir ze soen: Hei lauschtert, Dir verlängert d'Gesetz bis den 31. Dezember 2011. Wéi wann d'Kompetitivitéit net och nach duerno en Thema wier. Mä bon, dat ass eng pertinent Bemierkung.

Mä mir wëssen, dass mer an enger Welt an engem Moment liewen, wou déi Flexibilitéit permanent zur Debatt steet, a wou ebe mam Ophänker - an dat ass jo och schonn hei vu mengem Virriedner gesot ginn - vun der Globaliséierung, vun de Problemer vun der Groussregioun, vun der Konkurrenz erëm eng Kéier, esou wéi se nun eemol fonctionnéiert, och an engem Land wéi an eisem muss derfir gesuergt ginn, dass ee mat zwee Féiss um Buedem bleift, an dass een ebe versicht enger Rei vu Contraintë Rechnung ze droen. Dat ass jo dann net nëmmen am Interessi vum Betrib, also och am Interessi vun der Aarbechtsplazsécherung, a souguer vun der Schafung vun neien Aarbechtsplazen.

Mä alles, wat mer awer déi lescht Méint a Jore liesen, Saachen, déi mat der Lissabon-Strategie zesummenhänken, déi zesummenhänke mam Gréngbuch iwwert d'Aarbechtsrecht, wou engem d'Hoer kënnen zu Bierg stoen, iwwert déi Liberaliséierung, déi do ugestrieft gëtt, déi ganz wäit riskéiert ze goen, mä wou ech elo scho weess, dass dëst Haus do wäert Nee soen. Ech hu jo mat vill Freed gëschter festgestallt, dass och d'DP géint d'Liberaliséierung stëmmt. Also hu mer do e staarke Partner, wann dann déi Diskussioun sech hei eng Kéier...

(Interruption)

Et ass ganz nei. Mech freet, wann een net stoe bleift. Dat ass wichteg. Dat ënnersträicht Är Flexibilitéit.

(Interruption)

Déi hunn ech nach net gelies. Ech hat nach net esou vill Zäit.

Une voix.- Maacht et awer.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Ech war haut schwéier engagéiert hei nozelauschteren an ofzestëmmen.

Mä nach eng Kéier, dat Gréngbuch, wat ënnerwee ass, wat also soll zu ville Veränneerunge féieren, muss een am A behalen. Dat musse mer och hei an deem héijen Haus dach eng Kéier op den Ordre du jour vun der Kommissioun huelen. Mir hunn dat verpasst virun e puer Méint - bewosst oder onbewosst -, mä et ass schonn noutwendeg, dass ee sech méi intensiv dermat auserneesetzt, fir net iergendwou eng Kéier iwwerrascht ze ginn.

Zu där Verlängerung, déi mer haut stëmmen, gehéiert de Prinzip vun der Unerkennung a Festschreiwung vun der 40-Stonne-Woch. Dat soll een och emol nach eng Kéier ervirsträichen. Mä et kënnt eben dann derbäi, dass een d'Aarbechtszäitorganisatioun parallell diskutéiert. Et kënnt derbäi, wat de Marcel Glesener de Plan d'Organisation du Travail - oder am Volleksmond de POT - nennt, datt dee geschafe ginn ass, an d'Referenzperioden, déi menger Meenung no bewisen hunn, dass een domat duerchaus ka fonctionnéieren, och wa mer wëssen, dass mer Ausnahmen hu wéi am Transportsecteur, wéi am Horeca-Secteur, déi och nach wäerten eng länger Zäit trotz gesetzleche Changementer bestoe bleiwen.

Dat Wichtegst ass a bleift awer nieft dem Regelwierk, dem gesetzleche Regelwierk, wat mer hunn, dass op Betribsniveau Léisungen am Kader vun deem, wat gesetzlech festgeluecht ginn ass, pro Betrib fonnt ginn. An dat ass da méiglech, wann dat am Kader vun enger echter Sozialpartnerschaft passéiert, also am Kader vun engem gudde Betribsklima, engem zolitte Sozialdialog, vu géigesäitegem Respekt, an da bréngt een et fäerdeg, d'Interesse souwuel vum Betrib wéi vum Salarié ze vertrieden, an dat schéngt mer immens wichteg ze sinn.

An ech wëll och hei besonnesch ënnersträichen, well dat éineschters on ugeklongen ass: Dat Ganzt soll a muss sech weiderhin am Kader vun de Kollektivverträg ofspillen, an de Kader ass jo och do gesat. En ass mam neie Kollektivvertragsgesetz vun 2004, fir et emol vereinfacht esou ze nennen, nach verstäerkt a verbessert ginn. An et gëtt wéineg Länner, déi esou eng flott, breet Basis hu fir kënnen déi richteg Décisiounen, gemeinsam Décisiounen am Interesse vun alle Betraffenen ze huelen.

An eppes, wat ech nach wëll ervirsträichen - de Marcel Glesener ass dorop agaangen -, dat ass dass och de Statut unique natierlech schonn an déi Diskussiounen hei eragespillt huet. Et gesäit jo Gott sei Dank villes duerno aus, wéi wann en da kéint deemnächst Realitéit ginn. Dat brauch eng Zäit fir waarm ze lafen, fir all déi Changementer, déi sech erginn um Terrain aus engem Statut unique, an da brauch een erëm eng Kéier dat anert Regelwierk fir net an de Vide oder an eng Situatioun ze falen, déi net am Interessi vun de Betriber an de Leit wier.

E lescht Wuert, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen. Mir mussen eis natierlech och am Ëmfeld vun enger Diskussioun wéi där heiter ëmmer erëm mam Thema Vollbeschäftegung auserneesetzen. Och déi heite Mesuren hate jo zum Deel den Hannergedanke fir Aarbechtsplazen ze halen an neier ze schafen. An déi heite wéi vill aner Mesuren, déi mer an deem Omnibus-Gesetz an an all deem, wat duerno nokomm ass, getraff hunn, hu jo net - an dat wëssen a bedauere mer - zur Éremhierstellung vun der Vollbeschäftegung gefouert.

Et calméiert sech de Moment liicht, mä mir wëssen, dass mer nach iwwer Jore mat enger relativ héijer Aarbechtslosegkeet wäerte konfrontéiert ginn, och wéinst der Konkurrenz aus der Groussregioun, och wéinst de strukturelle Problemer, déi sech an der gesamter Wirtschaft ëmmer méi staark entwéckelen.

Et ass also wichteg, dass een ëmmer all bestehend Regelwierker nokuckt, iwwerpréift, ausbessert, verbessert, ergänzt. Mä et ass genausou noutwendeg, an et däerf een net midd ginn, fir et ëmmer erëm ze ënnersträichen, dass dat Ganzt och ganz vill Solidaritéit vun allen Acteure verlaangt: vun de Patronen, fir d'Spill matzespillen, souwuel bei der Bekämpfung vum Chômage wéi bei der Organisatioun vun der Aarbechtszäit, mä genausou vun de Gewerkschaften, genausou vun all eenzelnem Arbeitnehmer oder Chômeur, fir sech enger gewëssener Realitéit unzepassen. Dat geet dann, wann d'Regele klappen a wann et net op d'Käschte vun deem engen oder deem anere geet.

An ech wier frou, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an dat adresséieren ech un de Minister, wa mer dann am Hierscht géifen déi Aktualitéitsdebatt iwwert d'Situatioun um Aarbechtsmaart féieren. Mir hunn doriwwer geschwat. Mir hu gemengt, et sollt ee se net elo maachen, mä waarde bis an den Hierscht.

Firwat? Ma well an der Tëschenzäit de 5611, dee berühmt-berüchtegten, jo an d'Praxis ëmgesat gëtt, well d'Administration de l'Emploi eis och an der Commission du Travail et de l'Emploi bewisen oder op d'mannst erkläert huet, dass se sech op déi nei Roll, déi si ze spillen huet, op d'mannst hei an der Stad am Siège agestallt huet, sou dass dat och weist, dass et ka fonctionnéieren.

Mä dass mer eis eens sinn, dass een am Hierscht nach eng Kéier muss a) d'Gesamtsituatioun kucken, b) kucken, wéi de 5611 an aner rezent Moossname sech um Terrain bewäert hunn oder wéi dat fonctionnéiert. An c) firwat net och dann iwwerleeën, wat fir nei Initiativen et kéinte gi fir där schrecklecher Situatioun vum Chômage bäizekommen. Dat zum Schluss.

Fir de Rescht soen ech, dass d'LSAP fir de Projet de loi wäert stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Dann huet d'Madame Loschetter d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech géif gären zum Projet de loi 5714 hei schwätzen a géif mech op dat Wesentlecht och beschränken. Ech géif gär dem Rapporteur Merci soe fir säi klenge mëndleche Historique, deen - ech denken - awer wichteg war, fir och ze situéiere wat fir Mesuren oder wat prezis haut soll duerch dëse Projet de loi verlängert ginn.

An ech wéilt och net wéi all déi, déi virdru geschwat hunn, och nach zousätzlech zum Historique bäifügen, mä ech géif gären am Numm vun der grénger Fraktioun eng wesentlech Remarque maachen, eng Préoccupatioun, déi mer hunn, a vläicht och eng Fro un de Minister stellen.

Ech denken, datt et immens wichteg ass, fir effektiv déi Spann bis 2012 ze verlängeren. Mir denken och, datt et effektiv Sënn mécht ze verlängeren net nëmmen dofir, mä och fir kënnen eng uerdentlech Evaluatioun ze maachen.

Mir sinn awer och der Meenung, datt grad - vläicht net nëmmen -, mä grad déi do Mesurë vun der Organisation du temps de travail, vun deem berühmte POT ënner anerem eng Aart Garde-fou sinn, déi mer, denken ech, haut méi wéi jee brauchen, vläicht och wann ee kuckt, effektiv an deene Verhandlungen, déi jo elo nach gefouert gi par rapport zum Statut unique a méi spezifesch par rapport zu den Iwwerstonnen.

Mir denken, datt d'Iwwerstonnen net sollen hei am Kader notamment vum Statut unique eng nei Daseinsberechtegung kréien. Mir zidderen e bësselchen, obwuel mer wëssen, datt den Aarbechtsminister awer nach eng sozial Oder huet. Mä wa mer kucken, wat niewendrun a Frankräich de Moment diskutéiert gëtt par rapport zu den Iwwerstonneregelungen oder iwwerhaapt zur Astellung par rapport zu den Iwwerstonnen, da si mir frou wa mer wëssen, datt et nach ëmmer e POT gëtt an engem PAN, deen eis, denken ech, genuch Flexibilitéit léisst an awer et erméiglecht, déi noutwendeg Sécherheet am Aarbechtsrecht an der Aarbechtsgestaltung ze loossen.

Ech denken och un d'Direktiv iwwert den Travailleur mobile oder un eng nei Direktiv, déi och elo gläich erëm wäert antreffen. Se ass net nei, mä eigentlech eng Adaptatioun vun dem Aménagement du temps de travail, wou och bei eisen europäesche Kolleegen iwwer ganz aner Formen a ganz aner Philosophien nogeduecht gëtt iwwert d'Aarbecht an d'Aarbechtszäiten an d'Aarbechtsstonnen, an iwwerhaapt wat e Mënsch a sengem Liewen esou un Aarbechtsstonnen am Dag an an der Woch packt, an doriwwer ob ee Mënsch op dëser Welt ass fir just ze schaffen an awéiwäit hien dat och gesondheetlech packt.

Duerfir stëmme mir där Saach hei zou. Dat ass eis Zoustëmmung zu deem Projet. Et ass awer och eis Besuergnis, déi ech haut scho wëll ukënnegen. Ech kéint natierlech weider doriwwer schwätzen, mä dat ass jo net d'Ursaach vun deem, firwat ech hei stinn.

Dann zum Schluss eben d'Fro un den Aarbechtsminister: Wéi gesäit déi Evaluatioun aus? Ech denken, et misste sech jo och schonn haut Gedanken doriwwer gemaach ginn. Et misste schonn haut verschidden Indicateure festgehale gi sinn. Wéi eng sinn dat? Gi bis 2012 Tëschenevaluatioune bekannt gemaach? Zum Beispill och, wann

eventuell dee Statut unique da géif mat a Considératioun falen? Gëtt et Perioden, wou eng Tëschenevaluatioun wäert gemaach ginn? Wie sinn déi Leit oder Institutiounen, déi wäerten un där Evaluatioun deelhuelen oder déi domadder beoptraagt ginn?

Voilà! Dëst kuerz gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. Mir stëmme wéi gesot dee Projet hei mat.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Gibéryen huet elo d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Och vun eiser Säit e Merci un de Kolleeg Marcel Glesener als Rapporteur vun dësem Gesetz. Ech géif och direkt vun eiser Säit aus d'Zoustëmmung zu dësem Projet bréngen.

Dëse Projet, dee mer hei am Fong hunn, ass e ganz klengen. Et ass am Fong nëmme just den Datum, dee geréckelt gëtt, well en Erfallsdatum am Juli 2007 ass a well dat eben elo verlängert gëtt op den 31.12.2011.

Inhaltlech gëtt also näischt geännert, mir réckelen am Fong just en Datum. Op där anerer Säit war et awer gutt, datt de Kolleeg Glesener e klenge Réckbléck gemaach huet ëm d'Entstoen an d'Geschicht vun deem Gesetz, fir datt een dat kann elo awer erëm eng Kéier sech zu Häerze féieren.

Ech géif dofir awer net méi dorop agoen. Ech géif just e prinzipielle Gedanken hei mat an d'Diskussioun erabréngen: Dat ass, wa mer Gesetzer maachen, wou mer esou Datumer setzen, datt mer soen, dat Gesetz hei huet nëmme seng Gültegkeet bis deen an deen Datum, ob een dat onbedéngt misst esou maachen oder ob een net soll ee Gesetz stëmmen ouni eng Limite, a wann et eng Kéier zum Zäitpunkt kënnt, datt ee mengt, et misst een dat Gesetz ofänneren oder stoppen, da muss een en neit Gesetz maachen. Fir en Automatissem dranzesetzen ass awer scho fir mech eng gelunge Prozedur, wat da jo och zur Konsequenz huet, déi mer eben haut hunn, datt mer da periodesch mussen esou Gesetzer weider verlängeren.

Et gëtt allerdéngs en Argument, zu dësem Zäitpunkt, wann ee seet, datt de Statut unique an der Diskussioun ass an datt ee wéinst där Diskussioun eben elo dat Gesetz hei verlängert. An dofir wär meng Fro och vun eiser Säit un den Här Minister, Här President, ob dann elo am Kader vun der Tripartite a vun dem Statut unique schonn Diskussioune gefouert gi sinn, net nëmme wat d'Indemniséiere vun den Iwwerstonnen ubelaangt, mä och wat dëse spezifesche Punkt ubelaangt.

Mir wëssen, datt do d'Meenungen auserneeginn, déi eng véier Wochen, déi aner zwielef Méint. Sinn och an deem Kader Diskussiounen elo an der Tripartite gefouert ginn? Well wann an deem Kader jo keng Diskussioune gefouert gi wären, dann hätt ee jo am Fong keen neien Délai bräichten an dat Gesetz hei anzeféieren.

Dofir deelen ech deelweis d'Besuergnis, déi d'Madame Loschetter als meng Virriednerin opgefouert huet, datt een also och kann dovun ausgoen, datt eventuell duerch dee ganzen Accord, deen elo am Zesummenhang mam Eenheetsstatut getraff ginn ass, vläicht och do Ännerungen op dësem Niveau antrieden däerften. Wann dat net de Fall wär hätte mir, menger Meenung no, keen Datum bräichten an den Text hei elo mat anzesetzen.

Wéi gesot, zum Inhalt vum Gesetz direkt ass näischt ze soen. Et ass den Délai, dee verlaangt gëtt. Mä ech wëll déi generell Remarque maachen, well mer Gesetzer maache mat den Délaien, wou ech dach awer der Meenung sinn, datt dat vläicht eng schlecht legislativ Prozedur wär.

Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun eisem Grupp.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann den Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Ech deelen d'Meenung vu verschiddene Virriedner hei net, dass ee mat der Flexibiliséierung do gutt liewe kann. Ech weess awer, dass mer am Moment keng aner Wiel hunn an dass mer besser hunn, dat Gesetz elo nach déi véier Joer do weiderzeféieren, well ech fäerte soss ganz, wa mer dru fummele ginn, da geet et an eng Richtung, déi mer nach manner géif schmaachen.

Dofir ginn ech dann awer elo léiwer meng Zoustëmmung zu deem Gesetz wéi wa mer elo am Kader vun deem Statut unique dann och nach doriwwer géifen diskutéieren. Well ech mengen, wa mer dee Pabeier hei virleie kréien, da wäerte mer scho Chaos genuch virfannen, wou mer drun ze knaen hunn, wochen- a méintlaang. Da brauche mer es net nach derbäizefügen.

Well ech einfach, wat d'Flexibiliséierung, besonnesch wat déi Karenzzäit, déi Referenzperioden ubelaangt, do weess ech, dass et an enger Rei Betriber an der Praxis just de Betriber dénglech ass, déi Flexibilitéit, an dass d'Salariéen, ausser dass se a verschiddene Secteuren hir Iwwerstonnen net bezuelt kréien an och méi Stonne schaffe wéi se mussen, ouni se bezuelt ze kréien, dass dat d'Resultat ass an der Praxis vun där Flexibilitéit.

Ech wäert mech och weider do dergéint wieren, well et dee falsche Wee ass. Well ech einfach soen, all Betrib muss kënne fäeg sinn, sech esou ze organiséiere mat den Aarbechtszäiten, déi jidderengem eng fix Aarbechtszäit garantéieren a wou och kee Betrib dru Faillite géif goen, wann d'Aarbechtszäite kloer definéiert wären; well mir maachen elo an der Lescht soss weider näischt méi wéi flexibiliséieren. Déi Leidtragend, dat sinn ëmmer d'Salariéen.

A wann ech dann och nach héieren, dass mer elo iergendwéi och nach iwwer ee Stonnekredit ufänken ze diskutéieren, iwwer e liewenslängleche Stonnekredit, da sti mer d'Hoer nach méi zu Bierg. Et ass gutt, dass ech der net méi vill hunn, soss géif een et elo scho gesinn.

Duerfir soen ech also einfach, déi heite Mesure kann een nach akzeptéieren, mä wann ech awer elo erëm héieren, dass am Kader vum Statut unique elo alt erëm eng Kéier soll e Statut unique kommen, wou zwee Secteure schonn erëm d'office ausgeklamert sinn, ech mengen da brauche mer net méi vun engem Statut unique ze schwätzen - an ech schwätzen elo net vun der Fonction publique, wou een nach ka soen, dass een nach domat d'accord si kann, well dat géif méi Komplikatioune schafen, wéi se der aus der Welt géif schafen, mä ech schwätzen elo vum Privatsecteur.

Wa mer et do emol net fäerdeg bréngen, e Statut unique ze maachen, wou d'Salariéë vun all Secteur wierklech déiselwecht Rechter kréien, ech géif mengen da brauche mer net vun engem Statut unique ze schwätzen. Da schaffe mer erëm eng Kéier à la tête du client an da kréien erëm eng Kéier verschidde Secteuren Extrawurschte gebroden, an dat geet alt erëm eng Kéier op d'Käschte vum Salariat, an ech hunn do och meng Bedenken.

Ech wäert mech jiddefalls drop gefaasst maachen, dass et erëm eng Kéier an eng Richtung geet, déi mer net schmaacht, an da weess den Här Minister jo dann dee Moment op wat dass e sech soll gefaasst maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll emol fir d'éischt dem Rapporteur Marcel Glesener Merci soe fir säi Bericht, virun allem well en och den Historique gemaach huet iwwert déi Diskussiounen, déi mer '98 haten an déi op enger Tripartite baséieren an déi herno zum PAN-Gesetz vun '99 gefouert hunn, wat laang an hefteg an dëser Chamber deemools diskutéiert gouf.

Et muss een och wëssen, dass dat e Kompromëss war tëschent dem Patronat an dem Salariat. Am Kader vun deem Kompromëss ass gesot ginn, dass eng Partie Mesurë géife bis 2003 lafen an da géif gekuckt ginn, ob se géife verlängert ginn oder net, an dat war alles wat vu méi Flexibilitéit koum. Dat war d'Referenzperiod, déi vun enger Woch op véier Wochen an duerno op ee Mount eropgesat gouf. Dat war d'Méiglechkeet vum Minister a vun de Sozialpartner, méi Flexibilitéit ze ginn. An dat waren all déi aner Diskussiounen, déi hei an der Chamber gefouert goufen. Ech mengen, et war wichteg dat ze rappeléieren.

An ech hat jo eigentlech wëlles haut iwwerhaapt näischt ze soen, well ech der Meenung war, datt den Här Glesener alles gesot hätt, mä elo sinn dann awer nach eng Partie Froe komm zum Projet an et sinn eng Partie nach wäit méi spannend Iwwerleeunge komm.

Zum Projet, de Rapport vun 2006: Wuerfir huet d'Chambre professionnelle deen net kritt? Mä tout simplement well keen do ass an et konnt och keen do sinn, well d'Gesetz seet bis ewell, bis dass et haut ofgeännert gëtt, dass fir den 31. Juli 2007 ee Rapport gemaach gi muss iwwer alles, bis nach den 31. Dezember 2006 mat. Dat heescht, mir konnten de Rapport net virdru maachen. Mir hunn eis dunn d'Fro gestallt: Maache mir elo e Rapport? Gi mer deen an Optrag? A mir waren der Meenung, dass et ebe besser wär, notamment wéinst dem Statut unique, och elo kee Rapport an Optrag ze ginn, mä dat weiderzemaachen. Dofir gëtt et kee Rapport, soss hätt och selbstverständlech Är Kommissioun dee Rapport kritt.

Datum! Wuerfir iwwerhaapt en Datum? De Statsrot seet a sengem Avis zum Code du Travail: Haalt op mat deene «sunset clauses». Maacht keng Datume wou eppes ofleeft, maacht et definitiv. Ech deelen déi Approche. Hei war et mer awer elo net méiglech, well mer hei nach ëmmer déi Diskussioun hunn, dee Kompromëss vu méi oder manner Flexibilitéit mat de Sozialpartner, an ech wollt elo net am Hauruckverfahren deen ale Rapport ausser Kraaft setzen. D'Sozialpartner ware mat mer eens dat laangfristeg auszesetzen, an ech mengen dat solle mer och elo maachen.

Mir hunn elo den 1. Januar 2012 virgesinn. Elo kann et sinn, dass am Kader vun den Diskussioune vum Statut unique aner Dispositions transitoires kommen. Wann dat sollt esou sinn, da musse mer deen heiten Artikel och upassen. Et ass evident, dass, wa mer am Statut unique Iwwergangsfristen drasetzen, et dann eng Iwwergangsfrist gëtt an net 27. Dat soll dann eng sinn an da gëtt alles, wat an där Iwwergangsperiod läit, soll an déiselwecht goen. Dat heescht: Deemno wéi et ass, komme mer op dësen Datum zréck. Deemno wéi et ass, bleift e sinn.

Dann d'Evaluatioun. Dir wësst, dass dat eppes ass, wat dem Aarbechtsminister besonnesch um Häerz läit. Nom 5611, deen elo den 1. Juli ugefaangen huet, huet och d'Evaluatioun schonn direkt ugefaangen. Mir hunn direkt do een drop gesat, an dat wëlle mer och an Zukunft maachen. Nun ass et méi einfach Evaluatiounen ze maachen, wann et sech ëm Moossnamen handelt, déi de Ministère respektiv hei d'Verwaltung, also de Stat, kontrolléiere kann. Bei der Flexibilitéit ass dat net esou evident, well dat d'Sozialpartner sinn.

Ech wäert dofir, wéi ech et bei der viregter Evaluatioun gemaach hunn, den ORPE befaassen, den Observatoire des Relations Professionnelles et de l'Emploi, wat eng Tripartitesorganisatioun ass, wou Patronat a Gewerkschaften och dra sëtzen. Ech wäert déi dann zesummeruffen a kucke wéi mer déi Evaluatioun do maachen, well ouni Sozialpartner kënne mer keng uerdentlech Evaluatioun hei maachen. Et ass also eng aner Zort vun Evaluatioun wéi déi, déi mer kënne maachen am 5611, respektiv déi, déi mer wäerte maache wëllen am 5144 iwwert d'Beschäftegungsinitiativen.

Dann ass déi Fro opgeworf ginn, et ass eigentlech eng Fuerderung komm säitens der DP: Kommt ewech vun enger Referenzperiod vu véier Wochen a gitt op zwielef Méint.

An elo soen ech direkt, dass mer dat net maachen, an dat aus zwee Grënn. Deen éischte Grond ass einfach deen, dass ech gemengt hunn, mir hätten e sakrosankte Prinzip, dee géif heeschen: Rien que la directive, toute la directive. An d'Direktiv seet ganz einfach, dass de Minister d'Gesetz, also d'öffentlech Hand ka bis zu sechs Méint goen, an dass nëmmen d'Sozialpartner kënnen op zwielef Méint goen. Dat heescht, nëmmen d'Sozialpartner kënnen no der Europäescher Gesetzgebung op zwielef Méint goen. Dofir ass déi Fuerderung zwielef Méint emol schonn direkt juristesch einfach falsch.

An eisem Gesetz steet dofir dran, dass d'Sozialpartner kënne bis zwielef Méint goen. Den Aarbechtsminister kann eng Referenzperiod bis zu sechs Méint ginn. Hie kritt all Joer Demanden, awer net vill. Et sinn emol keng Dosen Demanden. Déi meescht hëlt hien un. Wann hie se oflehnt, da lehnt hie ganz seelen of, mä déi meescht hëlt hien un. Déi ginn dann och oft emol guer net bis op sechs Méint, well se och keng sechs Méint brauchen.

Ech soen dat och hei, well dat mat deenen zwielef Méint esou e Schlagwort ass, dass wann ee mat de Betriber zesummesëtzt, een oft feststellt, dass eigentlech keen zwielef Méint brauch. Mä et brauch een heiansdo der dertëschent. An dat sollen am Prinzip d'Sozialpartner maachen.

Dat bréngt mech zu der zweeter Ursaach, woufir ech dergéint sinn op zwielef Méint am Gesetz ze goen: well mer e Problem hu vu Gouvernance économique. Mir liewen net méi am industriellen Zäitalter, wou d'Gesetz alles konnt regléieren a wou d'Gesetz souwuel Flexibilitéit wéi Sécherheet konnt bidden. Dat war einfach: En Ouvriersregime, en Employésregime, an d'Gesetz huet deen een oder aneren am Detail regléiert.

Haut ass dat alles éclatéiert. Mir kënnen net méi am Gesetz alles regléieren. Mir ginn also am Gesetz ëmmer méi Fräiraum. Wa mer natierlech am Gesetz Fräiraum ginn, da kréie mer nëmme Flexibilitéit ouni Sécherheet. Wa mer gär méi Sécherheet hätten, da musse mer kucke wien dann amplaz vum Gesetzgeber kann déi Sécherheet mat erabréngen, oder d'Flexibilitéit. Dat ass d'Sozialpartnerschaft.

An Europa ass d'Sozialpartnerschaft doheem, an dofir sti mer zu deem Prinzip. De John Castegnaro huet och nach eng Kéier widderholl gehat, dass d'Sozialpartnerschaft soll Flexibilitéit a Sécuritéit ginn. An ech soen et nach eng Kéier: D'Sozialpartnerschaft kann an de Kollektivverträg bis zu zwielef Méint goen, wat den Aarbechtsminister net kann, a wat hien opgrond vun der Europäescher Gesetzgebung net däerf.

Iwwerstonnen. D'wesentlech Fro ass: Firwat brauch een Iwwerstonnen? D'Gesetz gesäit zwou Méiglechkeete vir, fir Iwwerstonnen ze maachen. Déi eng sinn déi, do wou einfach Nout am Betrib ass. Dat heescht, Dir schafft mat Frëschwueren an Dir musst déi Frëschwueren nach verschaffen, well wann Der mar erëmkommt, da sinn d'Frëschwuere verduerwen. Oder d'Maschinne si futti. Dat ass déi eng Zort vun Iwwerstonnen, wou einfach en Noutfall am Betrib ass, fir de Betribsdéngscht ze maachen.

Da kënnt déi zweet. Dat sinn normal Iwwerstonnen. Iwwert déi schwätzen ech net. An da kommen déi Iwwerstonnen, déi mer ëmmer diskutéieren. Dat sinn déi Iwwerstonnen, déi de Betrib brauch, well e méi Produktioun huet. Dat sinn also wirtschaftlech bedéngten Iwwerstonne wéinst der Produktivitéit vum Betrib, a wou de Betrib seet: Jo, dat doten, dat ass elo eng Kéier do. Ech kann net nei Leit astellen, wann ech eng Kéier een Dag, eng Woch oder e Mount oder dräi Méint méi Produktioun hunn. Déi Iwwerstonnen, dat sinn déi wou d'Tripartite '76 gesot huet: Déi ginn elo agefruer. Den Aarbechtsminister muss eng Autorisatioun ginn, wann een déi mécht, well wa manner Iwwerstonnen do sinn, gëtt méi Emploi geschaf.

Elo mengen ech, dass dat falsch ass. Ech mengen nu wierklech, wann een d'Struktur vum Chômage kuckt, dass een net ka vu virera soen: Manner Iwwerstonne gëtt méi Emploi, virun allem gëtt et manner Chômage. Wat awer e Punkt ass, iwwert dee mer och diskutéiere mat de Sozialpartner am Kader vum Statut unique, dat ass deen, dass Iwwerstonnen, wa se strukturell ginn an net méi punktuell sinn, déi Risiken hunn, dass ee méi krank gëtt an dass ee méi Aarbechtsaccidenter mécht.

An dat ass e Punkt, dee mer och mat de Sozialpartner diskutéieren, mat deene Virschléi, déi mer elo gemaach hunn am Statut unique. Fir d'Iwwerstonne souwuel fir de Patron wéi fir de Salarié eventuell méi lukrativ ze maachen, ass eng Contrepartie, déi den Aarbechtsminister gär hätt. Hien hätt gär Zougank zu den Donnéeë vun der IGSS, déi en an Zukunft kritt, fir erauszefanne wivill Iwwerstonnen all Betrib mécht. Fir déi Betriber, déi strukturell mat Iwwerstonne fueren, eranzeruffen, fir ze soen: Ma, sollt Der net léiwer Leit astellen, ob Der se elo bei eis fannt oder net, mä awer Leit astellen? An déi zweet ass, fir och ze kucken: Majo, wivill Absentéismus hutt Der?

Et kann een net engersäits soen: Mir fuere gär mat méi Iwwerstonnen, an anerersäits soen: Mir hunn ze vill Absentéismus. Ze vill Iwwerstonne schafen Absentéismus, well wann een ze vill Iwwerstonne mécht, gëtt ee krank. An dat ass e ganzen Themekomplex, dee mer elo kucken.

Mir hu jo eppes gemaach, nämlech mam 5611 hu mer gesot: De Minister brauch keng Autorisatioun méi ze ginn. D'Iwwerstonnen, déi de Betrib mécht, gi just notifizéiert. Mir hunn also do eng Simplification administrative gemaach. Mir sinn elo amgaang ze kucken. Wa mer eens gi mat de Partner, kënnt eng nei Solutioun. Wa mer elo net eens gi mat de Partner, dann ass natierlech den Aarbechtsminister fräi op seng Proposen zréckzekommen. Mä wa mer eens ginn, kënnt jo eng nei Propositioun, wou jiddfereen u sech am Cash derbäigewënnt, souwuel de Salarié, an de Patron verléiert op d'mannst keen, a Verschiddener gewannen. Mä d'Contrepartie muss awer sinn, dass mer d'Iwwerstonnen am Gréff behale wéinst dem Problem vun der Krankheet a vun den Accidenter.

Livre vert. Ech sinn absolut dermat d'accord, dass mer dat eng Kéier hei diskutéieren. Wéi de Livre vert erauskomm ass, hat ech Är Kommissioun gefrot, ob d'Chamber dat wéilt organiséieren oder ob ech dat soll organiséieren. Et war dunn de Wonsch, dass de Minister déi Debatt soll organiséieren. Dat huet de Minister och gemaach. Mir hu jo och eng Äntwert als Regierung ginn un Europa. Et si jo och eng Partie Partner, notamment d'Sozialpartner, déi Äntwerte ginn hunn.

Elo fänkt d'Kommissioun un dorobber ze reagéieren. Et ass elo schonn eng éischt Kommunikatioun eraus, déi och elo wäert ënner Portugisescher Présidence diskutéiert ginn. Ech verschléisse mech net - au contraire - enger Debatt bei eis an der Kommissioun iwwert d'Weiderféiere vun deem Livre vert.

Ech géif lech dann och bieden déi Positioun vun der Regierung ze liesen, déi, mengen ech, ganz interessant ass, well se och op verschidde Froen äntwert, dass et eigentlech déi falsch Froe sinn. Notamment soe mer ganz däitlech, dass et falsch ass eng mathematesch Liaisoun hierzestellen tëschent Kënnegungsschutz an Emploi. Mir hunn no der OCDE den héchste Kënnegungsschutz, a mir schafen awer am meeschten Emploi. Et ass natierlech och falsch ze mengen, mat héijem Kënnegungsschutz kéint een d'Problemer vum Chômage léisen. Dat bedéngt erëm eng Kéier aner Solutiounen. Mä déi Debatt kënne mer jo da féieren.

Dann e lescht Wuert. Débat d'actualité. Am Hierscht selbstverständlech; ech hat mer et schonn opgeschriwwe fir elo. Mä ech mengen, mir waren eis all eens, dass mer deen Débat d'actualité sollen am Hierscht maachen. An da kënne mer jo dann nach all déi Froen opwerfen, déi elo jiddfereen haut gären opgeworf hätt, awer net jiddfereen opgeworf wollt gesinn, well mer effektiv sollten zum Artikel L.211-1 schwätzen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer fäerdeg mat den Debatten iwwert de Projet de loi 5714 a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Clement), Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Laurent Mosar), MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

12. Résolution de M. Xavier Bettel relative au mariage des couples homosexuels (vote)

Dir Dammen an Dir Hären, ech géif proposéieren, dass mer dann zur Resolutioun géife kommen, déi den honorabelen Här Bettel haut de Mëtten déposéiert huet. An der Zwëschenzäit si fënnef Ënnerschrëften op der Resolutioun, déi mer virläit. Kënne mer direkt zur Ofstëmmung kommen? Kënne mer par Main levée ofstëmmen? Da maache mer de Vote électronique.

Vote

D'Resolutioun ass verworf mat 38 Nee-Stëmmen, bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Marc Angel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Alex Bodry, John Castegnaro, Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer et Romain Schneider;

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Dir Dammen an Dir Hären...

(Interruption)

Här Bettel, mir kommen elo zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun iwwert de Projet 5715 iwwert de Comité d'entreprise européen. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Glesener.

13. 5715 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2006/109/CEE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de la directive 94/45/CE concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;

2. modification du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass eng technesch Fro, déi mer mussen erklären. Et ass also keng fundamental Transpositioun vun enger Direktiv.

Ganz kuerz: Ëm wat geet et? Virun e puer Méint hu mer hei eng Direktiv an eis national Gesetzgebung ëmgesat. Do geet et drëm am Zesummenhang vun den europäesche Betribsréit eng Institutioun ze schafen, déi déi Verhandlunge féiert. An déi Kommissioun oder déi Institutioun, déi heescht Groupe spécial de négociation. Déi huet also d'Befugnisser, fir an deenen eenzelne Memberstate vun der Europäescher Unioun Konditioune mat de Betriber, déi a Fro kommen, ze diskutéieren an ofzeschléissen iwwert d'Organisatioun vun der Gestaltung vun engem europäeschem Betribsrot.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Wéi déi Direktiv hei gestëmmt ginn ass, hunn eng Rei Staten der Europäescher Unioun nach net ugehéiert. An deemools ass gesot ginn, déi Kommissioun setzt sech zesummen aus maximal 18 Vertrieder. Dat hätt bedeit, datt eng ganz Rei aner Länner, nodeems se Member gi si vun der Europäescher Unioun, ausgeschloss wiere vun där Kommissioun, déi an der Europäescher Unioun déi Betribsréit négociéiert. Duerfir huet d'Europäesch Kommissioun d'lescht Joer en neie Projet de directive op den Instanzewee ginn, deen déi maximal Zuel vun de Memberen net liéiert op iergendeng Zuel, mä liéiert op d'Zuel vun de Länner, déi Member an der Europäescher Unioun sinn.

Dat ass ganz logesch. Et geet elo drëm deem Rechnung ze droen an déi Direktiv a Lëtzebuerger Recht ëmzesetzen; dat heescht datt mer leedeglech soen, keng 18 Membere maximum, mä maximal setzt déi Kommissioun sech zesummen aus alle Vertrieder vun de Memberstate vun der Europäescher Unioun.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, méi ass et net. Et ass also eng ganz einfach Transpositioun technescher Aart vun enger europäescher Direktiv. An ech ginn och selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet den Här Krieps.

(Interruption)

D'Wuert huet dann den Här Castegnaro.

Discussion générale

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Mir soen dem Rapporteur Merci a mir ginn eis Zoustëmmung.

Merci.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ageschriwwen ass nach den Här Henckes.

(Interruption)

Och den Här Henckes gëtt säin Accord. D'Regierung huet dann d'Wuert.

(Interruption)

Dann ass d'Diskussioun elo ofgeschloss. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 5715. Den Text steet am Document parlementaire 5715[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5715 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Norbert Haupert), Marco Schank, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5554 betreffend den Dateschutz. Et hu sech ageschriwwen: den Här Santer, den Här Grethen, den Här Schreiner an den Här Braz. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, wann ech gelift.

14. 5554 - Projet de loi portant modification

- de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

- des articles 4 paragraphe (3) lettre d); 5 paragraphe (1) lettre a); 9 paragraphe (1) lettre a) et 12 de la loi du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et

- de l'article 23 paragraphe (2) points 1. et 2. de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net d'Gewunnecht vum Législateur, all gudde Broutdag seng Gesetzer ze änneren. Besonnesch net dann, wa se emol keng fënnef Joer al sinn. Mä dat ass vläicht en Zeeche vun eiser schnelllieweger Zäit, datt dat, wat gëscht gutt war, haut schonn iwwerholl ka sinn an da konsequenterweis iwwerschafft muss ginn.

Et kënnt awer och vir, datt e Gesetz an d'Revisioun muss, well et beim éischte Worf net esou richteg gerode war. Zum Beispill, well et sech ëm eng Matière gehandelt huet, mat där d'Auteure vum Gesetz deemools nach net gradesou familiär waren, an datt se duerfir beim éischten Ulaf méi oder wéineger op Probéierchers ugewise waren.

Dat schéngt de Fall fir eist Dateschutzgesetz gewiescht ze sinn, dat aus dem Joer 2002 staamt an dat elo duerch dëst neit Gesetz an enger Rëtsch vu Punkten ofgeännert soll ginn. Dat Gesetz ass deemools net iwwerall gutt ukommm, an dat virun allem, well seng Auteuren et ze vill gutt gemengt haten an op déi EU-Direktiv, déi dem Gesetz zu Grond louch, nach e bëssen dropgetässelt a souzesoen d'Ham an der Mëllech gekacht hunn.

Une voix.- Stellt lech emol vir, mir hätten näischt virgesinn...

(Interruption)

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Dorëm ass et jo net gaangen, Här Minister. Et ass dorëm gaangen, ob net ze vill gemaach gi wär. Aus der duerchaus...

(Hilarité et interruption)

...aus der duerchaus...

Här Minister, aus der duerchaus luewenswäerter Suerg, déi Dir deemools hat, datt ee bei der Dateverwäertung esou vill Regele wéi méiglech misst abauen, fir datt nëmmen näischt un d'Perséinlechkeetsrechter vum Eenzelne kënnt, war d'Direktiv méi wéi streng a restriktiv ëmgesat ginn.

Et huet do net laang gedauert - well elo kënnt de Problem - bis sech erausgestallt huet, datt et quasi onméiglech wär, d'Anhale vun deene sëlleche Bestëmmunge wierksam ze kontrolléieren. Dat huet sech natierlech erëmgeschwat, wat da mat sech bruecht huet, datt deen een oder aneren d'Gesetz net ganz eescht geholl huet, och op d'Gefor hin, vläicht erwëscht oder da géhéireg mat den Ouere gezunn ze ginn.

Et war de President vun där neier Kommissioun fir d'Dateprotektioun selwer, deen den Alarm gedréckt an ze verstoe ginn huet, datt hien ënnert deenen Ëmstänn net amstand wier mat senge puer Mataarbechter déi Missioun ze assuréieren, déi de Législateur him ginn hat.

Hien an och déi sëlleche Kritiker aus den Entreprisen, deenen déi éischter wackeleg juristesch Situatioun vum Dateschutz géint de Stréch goung, sinn net op daf Ouere

gestouss. An hirem Koalitiounsaccord, dee si knapps zwee Joer no dem Vote vum Gesetz ausgemaach hunn, sinn déi zwou Parteien, déi déi nei Regierung gebilt hunn, iwereneekomm, datt dat Gesetz vun 2004 méiglechst séier revidéiert soll ginn, an dat mat deem duebelen Zil, fir méi Kloerheet a fir méi einfach Prozeduren ze suergen. Zitat: „…fir datt verschidde reng administrativ Hënnernesser, déi net dat Geréngst zur Protektioun vum Privatliewen an zu den individuelle Fräiheete bäidroen, aus der Welt geschafe ginn."

D'Richtung war domat kloer virginn. Mä op der Arrivée ware mer domat nach laang net ukomm. Et sollt sech an deenen dräi Joer duerno erausstellen, datt een net einfach esou um Dateschutz schnëppele kann, ouni ëmmer erëm ze riskéieren, mat de Perséinlechkeetsrechter vum Eenzelnen ze kollidéieren. Esou munches, wat an der Praxis aliichtend geschéngt huet, huet sech ganz séier als e méiglechen Iwwergréff op d'Privatsphär erausgestallt an d'Verdeedeger vun den individuelle Fräiheeten op de Plang geruff.

Eleng dee Pingpongsmatch tëscht dem Législateur an dem Statsrot an deem leschten hallwe Joer weist, wéi delikat deen Dossier ass. Bei jiddfer Schrëtt op deem dënne Seel, op deem sech de Législateur beweegt huet, huet hie riskéiert, entweder an den Exzess vun der Fräiheetsbeschränkung oder an dee vun der kontraproduktiver Iwwerreglementéierung ze falen. An dee Spagat tëscht Prinzip a Praxis ass, wéi Dir elo wäert gesinn, nach ëmmer net ganz ausgestanen.

D'Regierung hat sech wéi gesot virgeholl, dat iwwerluedent Gesetz vun 2004 ze léiteren. Engersäits huet si un de Formalitéite geschnëppelt, déi deenen, déi mat Daten hantéieren, vum Gesetz operluecht ginn; anerersäits huet si probéiert de Flou aus verschiddenen Dispositioune vum Gesetz erauszehuelen.

Am Ufank war dru geduecht ginn, déi Revisioun am Zesummenhang mat dem Gesetz duerchzezéien, dat de Schutz vum Privatliewen am Beräich vun der elektronescher Kommunikatioun séchere soll an dat am Mee 2005 vun Iech heibanne gestëmmt gouf. Mä vu d'Bedeitung an och de kriddeleche Charakter vum Dateschutz ass op déi Kombinatioun verzicht ginn, an de Kommunikatiounsminister huet dunn dëse separate Projet am Mäerz 2006 déposéiert.

Am Wesentleche geet et ëm zwee Objektiver. Objektiv Nummer 1: d'Vereinfachung vun de Formalitéiten. Hei geet et an éischter Hisiicht dorëm, d'Zuel vun den Datentraitementer op Computer, per Computer mat Video ze reduzéieren, déi vun der Dateschutzkommissioun autoriséiert musse ginn. Verschidde kriddelech Datenzorten, wéi déi aus dem genetesche Beräich oder awer d'Vernetzung vun Datebanken, bleiwe weiderhin der Autorisatioun duerch d'Kommissioun ënnerworf. Dat gëllt och fir d'Videosopzeechnung, net awer fir Iwwerwaachungskameraen ouni Opzeechnung, bei deenen elo, allerdéngs erëm mat Ausnahm, eng einfach Notificatioun un d'Dateschutzkommissioun duergeet.

Weider gëtt d'Lëscht vun den Ausnahme verlängert, déi elo iwwerhaapt net méi notifizéiert brauchen ze ginn. Dat hänkt ënner anerem domat zesummen, datt de Begréff vun der „notification simplifiée", am ale Gesetz deen ënneschten Träpplek vun der Iwwerwaachungshierarchie, ofgeschaf gëtt an datt doduerch déi betraffen Datenzorten no uewe géife rutschen, wat erëm eng Kéier net ugemiess wär. Elo bleiwen also nach just zwou Zorten Datentraitementer am Gesetz, entweder déi, déi autoriséiert musse ginn, oder déi, déi just der Iwwerwaachungskommissioun ze melle sinn.

Objektiv Nummer 2: d'Preziséierung vu verschiddenen Dispositiounen am Gesetz. Hei handelt et sech am Wesentlechen ëm dräi Sujeten.

Engersäits ginn d'Personnes morales, also d'Gesellschaften, där et jo nach ewell eng sëllechen am Donstkrees notamment vun eiser Finanzplaz ginn, aus dem Gesetz geholl; deem Gesetz, deem et jo nëmmen ëm d'Protektioun vun de perséinlechen Date geet. Dofir war jo och schonn an der Direktiv keng Rieds vun de moralesche Persounen.

Da gëtt d'Reglementatioun vun de Vernetzungen, also den Interconnexioune vun den Datendréier - oder Datebanken - doduerch vereinfacht, datt a gewëssene Fäll keng Erlaabnis méi néideg ass, mä et mat enger Notificatioun duergeet.

A schliesslech gëtt opgrond vun der Erfahrung an der Praxis akzeptéiert, datt den Dateschutzbeoptraagten - deen, deen am Betrib dat Ganzt iwwerwaache soll - zum Personal gehéieren däerf, allerdéngs corrélaire; dofir muss hien dann en Urecht op eng gewësse Protektioun hunn, fir net ënner Drock ze geroden. Dat Beispill kenne mer vun de Betribsdelegéierten.

Här President, Dir sidd mer bestëmmt net béis, wann ech Iech mat den Detailer verschounen. Dir fannt se souwisou am schréftleche Rapport, deen zimlech déck ausgefall ass, well d'Diskussiounen iwwert dëse Projet net nëmmen intensiv, mä och detailléiert waren; wat Iech weist, datt déi, déi domat befaasst waren, sech et net liicht gemaach hunn.

Besonnesch interessant war dobäi de Meenungs- an Argumentewiessel tëschent Regierung, Statsrot a Parlamentskommissioun. Enn Januar huet de Statsrot säin éischten Avis ofgeliwwert, an dora war déi héich Kierperschaft net grad douce mat den Auteure vun där neier Versioun vum Gesetz ëmgaangen.

Eng ganz Rëtsch Ännerungsvirschléi um Gesetz vun 2002, déi d'Regierung an hirem Projet gemaach hat, hu keng Gnod am Statsrot sengen Ae fonnt. En huet villméi hannert munche vun deene proposéierten Allégementer an Arrangementer de Versuch gericht, hei sollt ënnert dem Virwand vun der Prozedurvereinfachung den Dateschutz opgeweecht ginn. De Statsrot huet kee Knuet doraus gemaach, datt fir hien d'Protektioun vum Individu eng absolut Prioritéit hätt an datt donieft och déi kontraproduktiivst Erfahrungen aus der Praxis net ofschrecke kënnen.

Op déi laang Lee vun Umierkungen, Kritiken a souguer offene Refusë vum Statsrot huet d'Chamberskommissioun Mëtt Mee mat enger net manner laanger Lëscht vun Amendementë geäntwert. Dobäi gouf wuel där enger oder anerer Remarque vum Statsrot Rechnung gedroen, mä am grousse Ganze louch d'Kommissioun éischter op der Regierungslinn, wat si dann och an 18 Amendementer ausgedréckt huet.

De virleefeg leschten Akt war dann den zweeten Avis vum Statsrot, deen e Freideg koum a mat deem sech Är Kommissioun dëse Méindeg auserneegesat huet.

An deem Avis ass de Statsrot op déi 18 Amendementer agaangen, déi d'Chamberskommissioun him am Mee virgeschloen hat, mä och dës Kéier hunn déi meescht dovu keng Gnod bei him fonnt. Bei engem huet hie souguer seng formell Oppositioun ugemellt. Wat dat heescht, brauch ech Iech heibanne jo net ze molen.

Ëm wat goung de Sträit mam Statsrot? Mä fir d'éischt emol ëm d'Iddi, datt de Prinzip vum „silence administratif vaut refus", deen Der jo kennt, a säi Géigendeel ëmgekéiert soll ginn an d'Ausbleiwe vun enger Äntwert vun der Dateschutzkommissioun als provisoresch Akzeptatioun unzegesi wär, wat natierlech d'Prozedur vereinfachen an accéléréiere géif.

Zweetens sollt et der Jugeote vun der Dateschutzkommissioun iwwerlooss bleiwen, vu Fall zu Fall ze befannen, ob et sech ëm e besonnesche Risiko fir d'Rechter an d'Fräiheete vun de concernéierte Persounen handelt, an dann ze décidéieren, ob eng Autorisatioun noutwendeg ass oder ob eng Notifikatioun duergeet. Béides awer koum fir de Statsrot net a Fro a seng Reaktioun ass dann och entspriechend ausgefall.

An hirer Sëtzung virun dräi Deeg huet dunn Är Kommissioun hir Konklusiounen doraus gezunn. Wuel war si onveränert der Usiicht, datt hire Virschlag gehollef hätt, souwuel déi Vague vun Ufroen ze reduzéieren, mat deenen d'Dateschutzkommissioun iwwerschwemmt gëtt - am Moment kéipe sech 1.350 Demandë bei där Kommissioun -, wéi och de leedege Problem vum „silence administratif vaut refus" ëmzekippen.

Op där anerer Säit huet Är Kommissioun awer genausou drop gehalen, nach eng Kéier onmëssverständlech ze verstoen ze ginn, datt d'Protektioun vun de Perséinlechkeetsrechter och hir iwwer all aner Considératioune geet. Dofir - an nëmmen dofir - huet d'Kommissioun hiren ëmstriddenen Amendement Nummer 15 zréckgezunn an domat de Stee vun der Opposition formelle aus dem Wee geraumt.

Dir gesitt, datt dat hei keen einfachen Dossier ass an datt déi, déi mam Projet befaasst waren, sech et wierklech net liicht gemaach hunn. Dat huet Zäit an Nerve kascht, mä op där anerer Säit däerf een zefridden a souguer e bëssen houfreg sinn, wann ee gesäit, mat wéi vill Eescht an Engagement d'politesch Ausenanersetzung bei eis gefouert gëtt, an datt net liichtfankeg mat fundamentalen Aspekter vun eiser Gesellschaftsorganisatioun ëmgespronge gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, datt zu deenen „essentials" vun eiser Gesellschaft déi individuell Fräiheeten an de Schutz vun der Privatsphär gehéieren, muss weiderhi fir eis alleguer ausser Zweifel stoen. Dat geet beim Dateschutz un an et hält beim Bankgeheimnis op, och wa béides ëmmer manner uechtert d'Welt respektéiert gëtt. Déi drolegsten Argumenter musse jo haut hierhale fir ze justifiéieren, wann d'Perséinlechkeetsrechter mam Fouss gerannt an déi individuell Fräiraim vun den „big brothers" uechtert d'Welt agepercht ginn.

Dat ass net op d'liicht Schëller ze huelen, esou nom Motto: Ech hunn näischt ze verstoppen, dofir léisst dat Ganzt mech kal. Mä et kann een dach net kalloossen, wann, wéi net méi spéit wéi gëschter bei eisen däitschen Nopere geschitt, et sech erausstellt, datt d'elektronesch Identifikatioun unhand vun deene biometresche Päss nëmmen a 60% vun de Fäll funktionéiert, an dat nach nëmme bei optimale Liichtverhältnisser.

Mir hu jo elo och esou Päss an domat 40% Chance ënnerwee, egal wou an der Welt, mat engem Terrorist verwiesselt ze ginn. Wat dat heescht, dat brauch ech Iech och net ze molen; an domat Merci an eng schéi Vakanz.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Da kritt den éischte Riedner d'Wuert, dat ass den Här Santer. Wann ech gelift, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Patrick Santer *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Dateschutzgesetzer schéngen als leschte Punkt vun där leschter Chamberssëtzung virun der Vakanz abonnéiert ze sinn. 2002 hate mer och als leschte Punkt vun der leschter Chamberswoch am Juli den Dateschutz um Ordre du jour. Deemools huet d'Dateschutzdirektiv 95/46 missen ëmgesat ginn, well mer schonn, wéi den Här Rapporteur dat gesot huet, vum Europäesche Geriichtshaff condamnéiert goufen a virun engem zweete Recours stoungen, mat dëser Kéier finanzielle Strofen.

2002 hate mer keng einfach Aarbecht. Et goung drëm eis eng Dateschutzgesetzgebung ze gi mat engem horizontalen Uwendungsberäich. All Secteur war dovunner betraff, vum Gesondheetswiesen iwwert de Finanzsecteur, d'liberal Beruffer, déi Kleng- a Mëttelbetriber bis zum Stat, fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen.

Net nëmmen all Secteuren, mä och eng Onmass vu verschidden Zorte vun Donnéeën hu misse berücksichtegt ginn, vun Donnéeë vun enger Video- oder enger elektronescher Iwwerwaachung, Donnéeë vun der Justiz, déi vun der Press, Données sensibles, statistesch oder historesch Donnéeën, an net ze vergiessen dat Ganzt nach an en internationale Kader ze setzen, well d'Donnéeën an engem Land gesammelt an an engem aneren traitéiert ginn. Schlussendlech huet d'Gesetz vum 2. August 2002, wat mer haut ëmänneren, eng Dateschutzautoritéit an d'Liewe geruff.

Net nëmme war d'Matière vum Dateschutz keng einfach, mä mir haten zu Lëtzebuerg keng Erfahrung op dësem Gebitt. Den Dateschutz war 2002 eppes Neies. Natierlech hate mer e Gesetz vun 1979, mä dat Gesetz war zu enger Zäit ausgeschafft ginn, wou Computeren deemools nach grouss, deier, seele Maschinne waren.

Mir hunn och nach e Gesetz aus den 80er Joren iwwert d'Vie privée. Mä dat war et. Am grousse Ganze war den Dateschutz keng richteg Préoccupatioun. Date sinn traitéiert ginn. Date si gesammelt ginn. Date si verschéckt ginn, ouni datt ee sech ëm den Dateschutz bekëmmert huet.

Et gouf keng Dateschutzkultur zu Lëtzebuerg. An anere Länner, do hate se Gesetzgebungen, déi schonn 20 Joer al waren. Déi Zäit hate mer zu Lëtzebuerg net. Mir hunn 2002 missen do ufänken, wou am Ausland esou Bestëmmunge scho gang und gäbe waren. Fir eng Klammer opzemaachen, wat d'Gesetz vun 2002 ugeet: Déi meeschte Kritiker - déi virulentst Kritiker - sinn zimlech spéit mat hire Kritike komm, an zwar an der Woch wou de Rapport an der Kommissioun ugeholl ginn ass, obwuel mer schonn iwwer 13 Sëtzungen an dräi Avisë vum Statsrot dozou haten. Klammer zou.

Virun zwee Joer hu mer dofir eng Motioun gestëmmt, wou mer d'Regierung invitéiert hunn opgrond vun den Erfahrungen, déi mam Gesetz vun 2002 gemaach gi waren, eventuell Vereinfachunge virzeschloen. D'Regierung ass eis entgéintkomm an huet, wat och am Regierungsprogramm stoung, de Projet de loi 5554, dee mer haut wäerten diskutéieren, op den Instanzewee geschéckt. Den Här Thiel huet a sengem schréftleche Rapport, an elo grad a sengem mëndleche Rapport, déi wichtegst Änneruge virgestallt. Ech wéilt dofir dem Här Thiel Merci soen. Et hat kee Wäert dee Rapport nach eng Kéier virzedroen. Dat wär aus menger Siicht nëmmen Zäitverloscht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Dateschutz ass e wichtege Sujet. Esou wichteg, datt en an der Mënscherechtscharta vun der Europäescher Unioun als e Grondrecht opgefouert gëtt. Bis 2002 hate mer et eis einfach gemaach. An anere Wierder, mir hunn näischt gemaach fir den Dateschutz, obwuel d'Technologie Fortschrëtter gemaach huet an ëmmer méi Donnéeën traitéiert goufen.

2002 war et mat der Rou eriwwer. Wann ee Gesetz gestëmmt gëtt, da muss et och agehale ginn. Datt eis Dateschutzkommissioun am Ufank a vun deem Moment un, wou d'Dateschutzgesetz bekannt ginn ass, mat Notifikatiounen, Froen, Demandes d'autorisation iwwerrannt ginn ass, war normal. Wa mer zum Beispill keng Regelung am Finanzsecteur hätten a vun haut op muer géifen e Gesetz stëmmen, wouno all Acteur vun där Finanzplaz sech misst bei der CSSF umellen, da wier d'CSSF och séier iwwerlaascht. Dofir hu mer eng ganz Rëtsch vu Vereinfachungen, meeschtens prozeduraler Natur, am Dateschutzgesetz mat dësem Projet de loi abruecht.

Dat wëllt awer net heeschen, datt um personelle Plang näischt soll geschéien. D'Commission nationale pour la protection des données soll och weiderhi personell opgestockt ginn. Déi Vereinfachunge verléieren d'Zil vum Dateschutz als Grondrecht net aus den Aen. Et geet drëms, wéi dat bei de Sécherheetsfroen de Fall ass, en Equiliber ze fannen tëschent dem Dateschutz, dat heescht dem Schutz vun der Persoun, där hir Donnéeën traitéiert ginn, an der Realitéit, dem Fait datt eben Date mussen traitéiert ginn.

Laanscht den Dateschutz kënnt een net. Laanscht den Traitement vun Donnéeën och net. Mir si vum Statsrot kritiséiert ginn, well mer zum Beispill bei den Iwwerwaachungstraitementer, sief dat iwwert d'Kameraen oder op elektroneschem Wee, eng nei Prozedur wollten aféieren. D'Regierung hat virgeschloen de Prinzip „silence vaut refus" ëmzedréien, a „silence vaut acceptation" draus ze maachen. Gaangs koum eng Opposition formelle. Niewebäi gesot, a verschiddene Prozedure vun der Europäescher Kommissioun gëllt de Prinzip „silence vaut acceptation", déi esou dacks - heiansdo mat Recht, dacks zu Onrecht - kritiséiert europäesch Bürokratie kënnt also mat dësem Prinzip zurecht. D'Argumenter vum Statsrot waren awer stéchhalteg a mir hunn de „silence vaut acceptation" fale gelooss.

Dono hu mer nach ëmmer no engem europäesche Modell, an zwar dee vun der Prozedur vum Contrôle des concentrations, eng alternativ Prozedur virgeschloen, déi als Notifikatioun vum Iwwerwaachungssystem ufänkt an, wann d'Dateschutzkommissioun Problemer gesäit, zur Autorisatiounsprozedur iwwergeet. Eng nei Opposition formelle vum Statsrot.

Net datt mer géint déi europäesch Direktiv oder soss eng aner Direktiv géife verstoussen. Et ginn nämlech nëmmen dräi Länner mat Lëtzebuerg, déi eng Autorisation préalable bei Iwwerwaachungssystemer virgesinn. Neen. Déi zweet Opposition formelle war esou begrënnt - ech zitéieren de Statsrot -: «…dans le but de maintenir le niveau élevé de protection des données ultrasensibles visées en l'espèce.» Dat heescht, d'Iwwerwaachungstraitementer. Ech sinn net mam Statsrot averstanen. Dat wëllt awer net heeschen, datt ech fir eng onageschränkten Iwwerwaachung wier. D'Orientatiounsdebatt iwwert d'Sécurité intérieure vun der leschter Woch huet de Géigendeel bewisen.

Erlaabt mer zwou Remarquen zum Statsrot senger Positioun.

Éischtens, den Terme „ultrasensibles", fir dës Matière ze beschreiwen, ass falsch, besonnesch wann ee sech d'Dateschutzgesetzgebung ukuckt. Et ginn Données sensibles. Dat ass e consacréierten Terme. Dat heescht Donnéeën, där hir Traitementer, zum Beispill déi politesch reliéis, philosophesch Iwwerzeegunge vun der Personne

concernée erkenne loossen. Et gi keng Donnéeën, déi nach méi sensibel wiere wéi déi, déi vum Artikel 6 vum Gesetz festgehale sinn an déi engem ganz restriktive Regime, méi restriktiv wéi dee vun der Iwwerwaachung, ënnerleien.

Zweetens, et geet hei ëm Prozeduren. Natierlech kann een ëmmer soen, datt d'Prozeduren och en Impakt op d'Substanz hunn. Wat dës vun der Kommissioun virgeschloen a mat der Dateschutzkommissioun ofgesprachen alternativ Prozedur als Zil hat, war net d'Kontroll iwwert d'Iwwerwaachungssystemer méi large ze gesinn. Et goung drëms et der Dateschutzkommissioun ze erméiglechen, an engem kuerzen Délai gängeg oder fir d'Privatsphär net geféierlech Iwwerwaachungssystemer unzehuelen a sech op déi ze konzentréieren, déi Problemer stellen. Elo huet sech de Statsrot dëser Prozedur widdersat, aus Grënn mat deenen ech, wéi gesot, net averstane sinn. Mir bleiwen also bei der gängeger Autorisatiounsprozedur. Soit.

All Iwwerwaachungssystemer mussen also vun der Dateschutzkommissioun genehmegt ginn. A wa se dat net sinn, mussen d'Bedreiwer mat Konsequenze rechnen. Wéi d'Strofe sinn - oder déi „interdiction d'exploiter" esou e System - sinn am Gesetz festgehalen. Mir kennen och d'Beispill vun der Kamera, déi d'Post installéiert hat um Aldringer an déi net genehmegt war. Kontrolle sollen organiséiert ginn, an an der Dateschutzkommissioun - an ech widderhuele mech - soll personell weider opgestockt ginn.

Vu déi exponentiell Multiplikatioun vun den Iwwerwaachungssystemer - an déi franséisch Dateschutzkommissioun huet dat virun e puer Deeg ugeprangert -, brauche mer onbedéngt bei de Bedreiwer vun dëse Systemer a bei de Leit och eng Prise de conscience. Esou huet de President vun der franséischer Commission nationale de l'informatique et des libertés gesot: « L'innovation technologique est à la fois porteuse de progrès et de dangers (…). Les individus sont tentés par le confort qu'elle procure, mais ils sont peu conscients des risques qu'elle comporte. Ils ne se préoccupent guère de la surveillance de leurs déplacements, de l'analyse de leurs comportements, de leurs relations, de leurs goûts.»

D'Leit musse wësse wat dat bedeit klammheimlech oder net gefilmt ze ginn. Wat geschitt mat dësen Opzeechnungen? Zu welchem Zweck gi se genotzt? Mir däerfen eis net zu enger Iwwerwaachungsgesellschaft oder iwwerwaachter Gesellschaft entwéckelen. Ech sot „Gesellschaft" an net „Stat", well och d'Privatbedreiwer Iwwerwaachungssystemer opstellen, an net nëmmen de Stat. An déi gëllt et och, och wa se e legitimen Zweck hunn, mat de Konsequenze vun enger net Umellung oder net Genehmegung ze responsabiliséieren.

Um gesetzleche Plang ass et mam Dateschutzgesetz net eleng gedoen. Zum Beispill eist Aarbechtsrecht muss sech och upassen a Bedingungen operleeën, zum Beispill wat d'Géolocalisatioun ugeet. D'Géolocalisatioun huet seng Virdeeler; zum Beispill e besseren Dispatching vu Liwerween oder Taxien, oder e bessere Service fir de Client, dee kann iwwer Internet kucke wou seng Bestellung drun ass. Mä dat sinn och Iwwerwaachungssystemer, déi eng Surveillance, eng Iwwerwaachung vum Salarié duerstellen an net einfach esou kënnen ugeholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat der Ännerung vum Dateschutzgesetz ass et net gemaach. D'Gesetz muss regelméisseg un déi technologesch Fortschrëtter ugepasst ginn. D'Erfahrunge mam Ëmgang mam Dateschutzgesetz an déi ufänglech Dateschutzkultur, déi mer opbauen, musse berücksichtegt a weider kultivéiert ginn. Opgrond vun der Zilsetzung, déi mer heimadder verfollegen, ass et derwäert. A vläicht wäerte mer, wa mer d'Gesetz vun 2002 nach eng Kéier mussen oder wëllen ëmänneren, et esou maachen, datt mer net nach eng Kéier d'Dateschutzdiskussioun um leschte Punkt vum leschten Dag virun der Julivakanz am Plenum hei wäerte maachen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. Den nächste Riedner ass den Här Grethen. Dir musst entschëllegen, de Mikro ass ausgefall.

Une voix.- D'Kamera geet awer nach.

M. le Président.- Dir sidd voll an der Kamera, Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt meng Félicitatiounen un de Rapporteur, deen an enger aussergewéinlecher Fläissaarbecht bannent Stonnen e Rapport vun iwwer 50 Säite virgeluecht huet. Dat ass eng Prouesse, déi een hei muss ënnerstréichen. An och a sengem mëndleche Rapport ass en en détail op e Projet agaangen, deen d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun fënnt, och wann en eis a verschiddenen anere Fassunge besser gefall huet.

Wann een d'Charge administrative wëllt erofsetzen a wann een dorun denkt, dass d'Regierung an enger éischter Etapp eigentlech de Prinzip, dee mir besonnesch um Häerz läit, dee seet, le silence de l'administration vaut accord - Här President, ech hunn eng deementspriechend Proposition de loi viru Joren abruecht an ech stinn och nach ëmmer zu där -, da bedauert een desto méi, dass de Conseil d'État hei souwuel zum éischten Text vun der Regierung wéi och zum Text, deen d'Chamber herno ausgeschafft hat, eng Opposition formelle bruecht huet.

An, Här President, dat bréngt mech erëm zu mengem ceterum censeo: Hei ass de Conseil d'État menger Iwwerzeegung no eendeiteg iwwert dat erausgaangen, wat eigentlech tëschent den Institutiounen ofgemaach ass. An ech wär frou, wann une fois pour toutes géif gekläert ginn an, wann et notwendeg wär, wa mer och d'Gesetz iwwert de Conseil d'État géifen ëmänneren, wéini déi héich Kierperschaft eigentlech soll eng Opposition formelle ausspriechen. Ech hat gemengt, tëschent den Institutioune wär kloer, dass eng Opposition formelle vum Conseil d'État nëmme géif ausgesprach ginn, wann entweder en Text géint d'Verfassung oder géint d'internationaalt Recht géif verstoussen.

Hei awer, an dem Amendement 15 vun der Kommissioun, deen erëm eng Kéier eng Opposition formelle vum Statsrot fonnt huet, geet et weder ëm eis Verfassung nach ëm internationaalt Recht. Hei ass et eng politesch Fro. An et deet mer leed, ech hunn et schonn oft gesot, och wann de Conseil d'État, déi héich Kierperschaft, an eisem institutionelle Gefüge eng besonnesch Stellung huet, esou ginn ech net midd dorun ze erënneren, dass et jo awer d'Emanatioun vun engem Putsch war, deen den deemolege Roi Grand-Duc gemaach hat, an dass dee Kompromëss, dee mer Enn der 90er Jore fonnt hunn, mir och deemools nach net Satisfaktioun ginn huet.

Ech hätt och duerfir, Här President, léiwer gehat, d'Chamber, d'Majoritéit vun der Kommissioun wär mat mir op de Wee gaange vun enger éischter Lecture vun dësem Text a mer wäre bei eiser Propositioun bliwwen. Dat hätt dësen Text net laang opgehalen. Mir hätte missen an dräi Méint eng zweet Lecture maachen an da wär deen Text duerchgaangen, wéi et eigentlech déi unanime Décisioun vun der zoustänneger Chamberskommissioun war.

Nu gutt, d'Majoritéit huet gemengt, et soll een net op dee Wee goen. Dat ambitiéist Zil vun der administrativer Vereinfachung hu mer also net voll erreecht. Dëst Gesetz vereinfacht och d'Prozeduren an et entlaascht de Centre national de la protection des données, wat alles Ziler sinn, deene mir als Fraktioun nëmme kënnen d'Zoustëmmung ginn.

Doduerch, Här President, soll awer net den Androck entstoen, dass mir géifen als Partei enger méi larger Handhabung vun der Dateschutzgesetzgebung zoustëmmen. Däerf ech dorun erënneren, dass dat am Widderspruch wär zu deem, wat meng Fraktiounskolleegin, d'Madame Flesch, d'lescht Woch op dëser Tribün an Zesummenhang mat der Sécurité intérieure gesot huet?

Däerf ech och dorop hiweisen, Här President, dass mat dësem Projet de loi de Centre national de la protection des données méi Ressourcë kritt, fir seng net administrativ Aufgaben ze iwwerhuelen? Ech géif mer wënschen, dass de Centre duerch dëst Gesetz senger Kontrollfunktioun besser kéint gerecht ginn.

Däerf ech drun erënneren, Här President, dass meng Fraktiounskolleegin, d'Madame Flesch, d'lescht Woch e Contrôle vun der Surveillance gefuerdert huet an dass den zoustännegen Direkter vum Centre an engem Interview, deen am Périodique „Forum" publizéiert ginn ass, ënnerstrach huet, dass e wéilt am Beräich vum Dateschutz eng Coreguléierung duerchsetzen, andeem d'Acteuren um Terrain selwer agesi wéi wichteg den Dateschutz ass a sech doduerjer un d'Regelen halen.

Här President, dat sinn ambitiéis Ziler, an ech wär frou wann deen zoustännege Centre géif deenen Ziler gerecht ginn.

Wéi gesot, Här President, schwéieren Häerzens - schwéieren Häerzens! - wäerte mir dësem Text, dee wéinst der Opposition formelle vum Conseil d'État net esou ambitiéis ausgefall ass, wéi mir eis dat gewënscht hunn, trotzdeem eis Zoustëmmung ginn. An iergendwann hoffen ech, dass dës Chamber oder eng nächst Chamber maans genuch ass, fir sech vis-à-vis vum Conseil d'État duerchzesetzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den nächste Riedner ass den Här Roland Schreiner. Här Schreiner, wann ech gelift.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt emol och ugefaange mat engem häerzleche Merci un de Rapporteur, den honorabele Kolleeg Lucien Thiel, fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. E Rapport, deen op eng ganz detailléiert Aart a Weis déi net einfach Problematik sach- a fachgetrei erëmgëtt.

Et ass scho gesot ginn, de Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren, soll jo entspriechend der Regierungserklärung vum August 2004 d'Dateschutzgesetz aus dem Joer 2002 am Sënn vun enger Vereinfachung vun de Prozeduren änneren, fir op déi Manéier d'Aarbecht vun der nationaler Dateschutzkommissioun ze erliichteren a fir d'Dossieren, déi agereecht ginn, méi zügeg kënnen ze traitéieren, ouni awer gläichzäiteg de Schutz vun den Daten an der Privatsphär a Fro ze stellen.

Et ass effektiv esou, dass vill bürokratesch an administrativ Formalitéite sech zënter dem Akraafttriede vum Gesetz vun 2002 als net onbedéngt noutwendeg erwisen hunn. Duerfir ass et och gutt, dass mer elo Vereinfachunge kréien, ouni awer dobäi fundamental Rechter, wéi zum Beispill de Respekt vum Privatliewen, anzeschränken.

Ech mengen dass dëst Gesetz dat delikat Spagat, dat et mécht, ganz gutt fäerdeg bréngt; e Spagat tëschent dem Schutz vun de Rechter an de Fräiheete vun de Leit an den Intérêtë vun deem, deen d'Modalitéiten an d'Finalitéite vum Traitement vun den Donnéeë festleet.

Mir sinn duerfir och als Fraktioun mat der Grondausriichtung vun dësem Text d'accord, well en trotz alle Vereinfachungen nach ëmmer d'Privatsphär an d'Rechter vun de Bierger virun alles anescht setzt.

Ech wëll awer vläicht nach eng Kéier d'Aufgab vun engem modernen Dateschutzgesetz an Erënnerung ruffen, esou wéi mir et verstinn a wéi mer et och schonn 2002 bei der Diskussioun vum deemolege Gesetzesprojet zum Ausdrock bruecht hunn. Éischtens emol muss den Dateschutz effektiv sinn. Dat heescht, e muss op wesentlech Bedrohunge reagéieren an e muss enger ganz wierksamer Kontroll ënnerleien.

Zweetens muss den Dateschutz risikogerecht ëmgesat ginn, dat heescht, de Schutz muss an enger vernetzter, enger all Beräicher ëmfaassender Dateveraarbechtung nach ëmmer garantéiert bleiwen.

Drëttens muss deen Dateschutz verständlech sinn, dat heescht, e muss einfach, iwersiichtlech a kloer strukturéiert sinn.

A véiertens muss den Dateschutz och attraktiv sinn. Den Opwand, dat heescht d'Flichten, d'Gestioun, d'Zäit an d'Geld, déi ee leeschte muss, mussen och an engem vernünftege Verhältnis zum Ertrag stoen. Den Ertrag, dat heescht d'Selbstbestëmmung, d'Vertrauen an d'Sécherheet, déi een duerch dëse System kréie kann.

Här President, d'Gesetz vun 2002, wat mer elo haut hei ëmänneren, entsprécht sécher net all dëse Kritäre vun engem modernen an engem wierksamen Dateschutz - dat ass schonn hei gesot ginn. Et huet sech a ganz ville Punkten als ze vill contraignant erwisen, an duerfir ass et gutt, dass et ugepasst gëtt. D'Gesetz vun 2002 huet sech am Alldag och net richteg duerchgesat. Ganz oft och, well de Bierger et oft net verstanen huet, well verschidden Dispositiounen einfach ze exzessiv sinn oder och well et der Dateschutzkommissioun net ëmmer méiglech war, déi noutwendeg Opklärungsaarbecht ze leeschten. Well et ass wichteg, dass een och opkläert driwwer, wat den Dateschutz ass, firwat en do ass, wéi en ëmgesat gëtt, wéi en assuréiert gëtt. Et ass wichteg dofir, dass een opkläert, dass een informéiert an dofir suergt, dass duerch déi néideg Mechanismen d'Ausféierung vum Gesetz och tatsächlech a letztendlech stattfënnt.

Amplaz d'Bierger op den Dateschutz ze sensibiliséieren, hat d'Dateschutzkommissioun no e puer Méint schonn e puer dausend Dossieren op hire Pulter leien. Domat war d'Kommissioun, déi ganz sécher eng ganz gutt Aarbecht mécht, natierlech iwwerfuerdert, och well se personell net an der Lag war an ass fir déi vill Demanden an Dossieren en temps utile ze traitéieren.

Den Ofbau vun enger Rei vun onnéidege bürokratesche Virgäng wäert dës problematesch Situatioun sécher elo hëllefen ze entschäerfen. Vill Kategorië vun Datebehandlung, dat ass scho gesot ginn, mussen an Zukunft guer net méi bei der Kommissioun notifiéiert ginn. Dat ass richteg a gutt esou an deene Fäll, wou d'Praxis erginn huet, dass verschidde Kategorië vun Daten, déi bis elo hu missen notifiéiert ginn, éier se konnte behandelt ginn, keng Valeur ajoutée bréngen am Hibléck op méi Schutz vum Privatliewen a méi Respekt vu verschiddene Grondfräiheeten.

Aner Traitementer, wéi zum Beispill de Monitoring oder d'Daten, déi vun de Gesondheetsservicer traitéiert ginn, mussen net méi wéi bis elo op eng Autorisation préalable vun der Kommissioun waarden, mä brauche bei dëser nach just notifiéiert ze ginn. Hei kréie mer also eng wesentlech Vereinfachung vun de Prozeduren, déi och effektiv opgrond vun deenen Erfahrungen, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, e Sënn mécht. D'Grondrechter ginn natierlech doduerch net ugetaascht. Dofir ass et och wichteg ze soen, dass den Traitement vu besonnesch sensibelen Daten, wéi zum Beispill geneteschen Daten oder Daten, déi bei Videoiwwerwaachungen enregistréiert goufen oder ginn, weiderhi musse vun der Kommissioun autoriséiert ginn.

Bon, wat d'Vidéosurveillance ugeet, dee Volet ass hei scho behandelt ginn, esou hate mir schonn 2002 gesot, dass ee muss mat enger ganz grousser Virsiicht un dee Punkt do erugoen. An där Logik kann een och eigentlech de Statsrot verstoen, wann e bei sengem Prinzip „silence vaut refus" bleiwe wëllt, dat ëmsou méi déi materiell a personell Insuffisancë vun der Kommissioun mat als Argument opgefouert goufen, fir an dësem Punkt Erliichterungen ze maachen.

Meng Virriedner hu scho gesot, dass mer an der Kommissioun eng Kompromëssléisung op deem Punkt fonnt haten, déi eiser Meenung no och e Wee hätt kënne sinn - an déi mer jo och mat ënnerstëtzt hunn -, fir den Intérête vun deenen engen an och de Suerge vun deenen aneren entgéintzekommen. Mir hunn eis et och dofir, mengen ech, an der Kommissioun alleguer, iwwert d'Parteigrenzen ewech, net einfach gemaach, fir déi Léisung auszeschaffen. An och d'Dateschutzkommissioun hätt kënne mat där Propositioun ganz gutt liewen. De Statsrot huet awer d'Rigueur weider walte gelooss a war zu kenger Konzessioun op deem Punkt bereet.

Dat kann een elo bedaueren. Et ass awer grondsätzlech, wann een op de Fong zréckgeet, net falsch, wann een e maximalen Dateschutz hu wëllt. Et wier effektiv schonn e bëssen delikat, wann een zum Beispill iergendwou eng Kamera installéiere kéint, déi Biller enregistréiert, ouni dass d'Kommissioun virdrun déi entspriechend Demande explizit analyséiert hätt, fir sécherzestellen, dass do keen Abus geschitt.

Et ass wouer, dass, ausser Portugal, Griichenland an Éisträich, all déi aner EU-Länner vill méi eng large Gesetzgebung an deem Punkt hunn a méi op de Contrôle a posteriori setzen. Et ass awer och kloer, dass déi méi restriktiv Virgehensweis méiglech Abusen éischter verhënneren an dès le départ och ënnerbanne kann.

D'LSAP begréisst dann och, dass d'Protection des biens an dëst Gesetz agefloss ass, och op Propositioun vun der Chamberskommissioun. Dat mécht Sënn a wäert et erméiglechen, dass op eenzelne Plazen d'Zuel vun den Déifställ a vun den Akte vu Vandalismus reduzéiert kënne ginn. Hei gëtt domadder och eng Lacune geschloss, well bis elo konnt d'Dateschutzkommissioun ganz oft Autorisatiounen, fir Iwwerwaachunge virzehuelen, net erdeelen, obschonn d'Demandë berechtegt waren an och d'Moyenen, déi agesat sollte ginn, net exzessiv waren, ganz einfach well d'legal Basis dofir net bestanen huet.

Här President, mat dësem Gesetz kritt d'Dateschutzkommissioun elo méi Méiglechkeeten, hir Aarbechten nach méi effikass maachen ze kënnen, wéi dat bis elo de Fall war. Mä d'Vereinfachung vun de Prozedure geet awer eleng net duer. D'Kommissioun muss

virun allem och méi Personal zur Verfügung gestallt kréien - an de Minister huet dat jo och schonn an der Kommissioun ugekënnegt -, fir dass se an Zukunft hir Missioun, déi net nëmmen aus Autorisatioune verdeelen a kontrolléiere besteet, mä virun allem och aus Opklärungsaarbecht bestoe soll, besser erfëlle kann.

Wa mer en effizienten a maximalen Dateschutz wëllen, da musse mer eis deen och eppes kaschte loossen a mir mussen eis och déi entspriechend materiell a personell Moyenë ginn, fir dat realiséieren ze kënnen, esou wéi mer eis et virstellen.

An deem Sënn ginn ech heimat dann och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. D'Wuert huet den Här Félix Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Mir wëllen aganks och dem Rapporteur Merci soen, dee sech an deene leschte puer Deeg méi wéi eng Kéier huet misse ploen, well mer jo an enger relativ sportlecher Prozedur nach de Projet virum Summer an d'Plénière bruecht hunn.

Déi gréng Fraktioun huet sech och e bësse schwéiergedoe mat der Fro, wéi mer da schlussendlech iwwert deen Text ofstëmme sollten. Engersäits ass den Text eigentlech - an ech wäert dat herno nach développéieren - vu sengem Grondopbau net an där Philosophie, wou mir gemengt hunn, dass een et och hätt kënnen diskutéieren, eng, déi méi no bei där ass, déi de Statsrot développéiert huet. Op där anerer Säit, mengen ech, hu mer eis alleguerten effektiv - et ass och scho virdru gesot ginn - iwwert d'Parteigrenzen, déi hei keng waren, ewech beméit, fir Kompromësser ze fannen. An et ass och keen Text, wou elo Saache géifen drastoen, déi skandaléis wieren oder déi eng Attack op iergendwellech Grondrechter géife bëinhalten.

Mir wäerten eis awer schlussendlech enthale beim Vote a mir wäerten och elo nach développéiere woufir. Mä domat wëlle mer, wéi gesot, net ënnerstellen, dass den Text u sech ee wär, dee virulent bekämpft gi misst. Där Dispositioune sti keng dran. Mä et ass aus anere Grënn, wou mer mengen, dass dat heite wuel deen zweete Worf ass an Zäit vun elo fënnef Joer, zënter 2002, wou mir awer mengen, dass et och net dee leschte Worf wäert sinn, an dass mer net eréischt an zéng oder 15 Joer nach eng Kéier wäerten un den Text goen, mä méi wéi wahrscheinlech scho méi fréi. A vläicht kënne mer dann och dee Moment als gréng Fraktioun d'Zoustëmmung zum Text ginn.

D'Revisioun vum Text ass geschitt, well den Text vum 2. August 2002 esou schwéier applicabel soll sinn, an d'Regierung huet an der Regierungserklärung eben ugekënnegt, dass se do wéilt d'Prozedure vereinfachen.

Mir sinn der Meenung, dass de Wee, dee probéiert gëtt, fir d'Gesetz méi liicht applicabel ze maachen, deen op ville Plazen aus dem Passage vun der Prozedur vun der Autorisatioun eriwwer bei d'Notifikatioun besteet, ee méigleche Wee ass. Eiser Meenung no wär et awer och eng méiglech Äntwert gewiescht, fir ze soen, wa mer Schwieregkeeten hu bei der Applikatioun vum Gesetz, well et zu Retarde kënnt - an ech wëll just eng Zuel erwähnen, déi, déi de President vun der nationaler Dateschutzkommissioun an der Kommissioun selwer genannt huet, eleng bei den Demandë fir Kameraen opzestellen; et leie praktesch 1.500 Demanden do, déi nach keng Äntwert kritt hunn.

Déi Äntwerten, déi mer elo am Gesetz probéieren ze ginn, hunn eigentlech och als Zil - dat ass zumindest eisen Androck - oder als Resultat, dass haaptsächlech probéiert gëtt, de Verwaltungsopwand fir d'Commission nationale ze reduzéieren. Wou awer fir all d'Demandeuren eng Simplificatioun entsteet, dat ass eis bis haut nach schleierhaft. Dat war awer eigentlech dat, wat gesot gi war, dass déi Leit, déi d'Gesetz benotzen, d'Usagere vum Gesetz also, Schwieregkeete mat der Applikatioun vum Gesetz hätten; et wär an de Betriber, bei de Privatleit schwiereg.

En fait, wa mer d'Mesurë kucken, déi mer elo ergräifen, si se vill méi, fir net ze soe bal exklusiv am Beräich vun der Vereinfachung vun der Aarbecht vun der Kommissioun, amplaz an der Vereinfachung vun den Démarchë fir d'Usagere vum Gesetz. An dofir soe mer, dass déi Philosophie, déi mer hei iwwerholl hunn, déi de Statsrot och bemängelt a wou mir och mengen, dass et en anere Wee gi wär, och hätt kënnen doranner bestoen, dass een d'Gesetz diskutéiert an Termë vun „Wat wären dann déi administrativ Moyenen, déi ee misst verstäerken, fir kënnen zu räsonnabelen Délaien a räsonnabelen Äntwerten ze kommen?“ Méi Leit ass och eng Äntwert, amplaz nëmmen d'Prozeduren an d'Aarbecht ze erliichtere vun der Kommissioun selwer.

Ënnert dem Strëch maache mer jo elo schlussendlech e bëssen eppes vu béidem. Gell, den Départ war jo eigentlech dee fir ouni méi Personal auszekommen. Dat war d'Absicht vun der Regierung. Mir hunn awer en cours de route, notamment spéitstens bei der Opposition formelle, déi de Statsrot an de leschten Deeg nach gemaach huet, dann awer missen op de Wee goen, vläicht méi wéi d'Regierung et wëlles hat, fir mat verstäerktem Personal och ze probéieren d'Froen ze beäntwerten. An där Logik do hätte mir gären d'Diskussioun op dësem Projet méi gefouert, well mer da vläicht zu anere Solutiounen nach hätte kënne komme wéi déi, déi mer elo am Text stoen hunn.

D'Beispill, wéi gesot, vun de Kameraen, déi elo do sinn, do hu mir vun Ufank un och mat deem Virschlag vun der Regierung e Problem gehat - den Här Grethen huet dat elo grad nach eng Kéier verteidegt -, fir ze soen, eigentlech hätt ee kënnen akzeptéieren, dass „silence vaut accord“. Wann also eng Demande gestallt gëtt an d'Kommissioun sech net reegt an näischt seet, da wär dat implicitement och en Accord fir déi Kameraen opzestellen. Domat hate mir e Problem, well mer wierklech gemengt hunn, dass et an dëser Matière, déi awer eng delikat Matière ass, net ka sinn, dass déi zoustänneg Instanze sech net brauchen ze äusseren. Och dat hat de Statsrot soulevéiert.

Mir hunn eis awer och beméit an der Kommissioun en Text opzestellen, wou mer dann alleguerten eigentlech gemengt haten, dass deen operationell si kéint an trotzdeem deene Prinzipien do Rechnung droe géif. De Statsrot huet dat awer op deem Punkt do anescht gesinn, obwuel mer jo den „silence“ eraus haten; well dat war jo d'Haaptkritik an enger viregter Etapp vum Statsrot gewiescht. Dee Silence vun der Kommissioun hu mer gestrach kritt. Mir hunn eng Prozedur gemaach, déi wuel eng nuancéiert war, mä trotzdeem eng, wou et keen „silence“ méi gouf.

Bon, de Statsrot huet dat herno anescht gesinn, och aus senger Logik eraus. Ech muss och soen, dass dat net falsch ass an eisen Aen, wat en do seet, quitte dass mer op deem dote Punkt gemengt hunn, dass deen Text, dee mer zesumme fonnt haten, och een hätt kënne sinn, dee praktikabel gewiescht wär an och déi Prinzipien do respektéiert hätt.

Mä onofhängeg vun der Prozedur ass déi gréng Fraktioun der Meenung, dass d'Opstelle vu Kamerae keng Regel däerf ginn. Et däerf net zu enger Banalitéit ginn. Allerdéngs muss ee festhalen, dass d'Realitéit dobaussen eng aner schéngt ze sinn, an och wa mer déi Saachen hei ënnersträichen - an net nëmmen am Ausland, mä och zu Lëtzebuerg -, esou gëtt de Recours op Kamerae fir all Forme vun Iwwerwaachung ëmmer méi eng Solutioun, déi net nëmmen am öffentleche Raum, mä och bannent de Betriber an op anere Plaze genotzt gëtt.

Esou dass deen Appel sech eigentlech elo méi un d'Kommissioun riicht, fir an hirer Applikatioun vum Gesetz dofir ze suergen, dass dat, wat eng Banalitéit gëtt bei der Demande, net eng Banalitéit gëtt bei der Autorisatioun fir se och kënnen opzestellen. Mä et stellt een einfach fest, obwuel vill Leit Bedenken hunn an obwuel jiddferee sech net wëllt an all senge Liewenslagen iwwerwaacht fillen, obwuel jiddfereen dat gären op de Minimum reduzéiert hätt, dass d'Zuel vun Demandë fir déiselwecht Kameraen opzestellen am selwechte Mooss praktesch awer an d'Luucht geet.

Do huet d'Kommissioun e wichtege Rôle ze spillen, fir d'Balance ze fannen tëschent deem dote Bedürfnis, der praktescher Applikatioun, dem prakteschen Notze vun de Kamerae fir déi, déi de Souci hunn, an op där anerer Säit der Protektioun vun de Rechter. Dat ass eng Aarbecht, déi eiser Meenung no vun der Kommissioun muss bei all Kamera gepréift ginn. Dofir si mer och frou, dass mer en Text schlussendlech dran hunn, dee sech ewechbeweegt huet vun deem initialen Text op där doter Fro, well mer einfach den „silence“ als gréng Fraktioun net hätte kënnen ënnerstëtzen. A mir hunn eigentlech Vertrauen an d'Kommissioun, dass se probéieren déi Aarbecht do an Zukunft gutt ze maachen, mä et gëtt keng einfach Aarbecht, well d'Demanden effektiv an enger relativ héijer Zuel virleien.

Dofir d'Fro, déi mir un de Minister och hunn, ass fir eis dann ze soen, opgrond vun deem Text, dee mer haut stëmmen, a wéi enger Gréisstenuerdnung dass d'Regierung gedenkt - an a wéi engen Délaien! - d'Personal vun der Kommissioun opzestocken; wat jo am Moment eng rudimentaire Equipe bal ass, eng ganz kleng Equipe, déi viru fënnef Joer bei null ugefaangen huet.

An et ass wesentlech, dass de Minister eis dorop eng Äntwert gëtt, well vun där Äntwert hänkt et nämlech of, wéi séier dass mer kënnen éischtens déi Retarden opschaffen, déi et gëtt. Well déi 1.500 Demandë ginn net duerch de Vote vun engem neie Gesetz zréckgezunn. Déi 1.500 Demandë bleiwen unhänglech, och wann dëst Gesetz gestëmmt ass. Déi mussen also nach ofgeschafft ginn an et komme weiderer derbäi. Et hänkt also elo un der Ausso vun der Regierung, wéi se gedenkt d'Personal opzestocken, wéi séier dass an Zukunft déi Demandë kënnen traitéiert ginn, mat enger Jo-Äntwert oder mat enger Neen-Äntwert. Mä trotzdeem ginn déi Demanden net zréckgezunn, och net doduerch, dass en neit Gesetz gestëmmt gëtt.

En anere Punkt - an och dat ass eppes, wou mir vläicht gäre méi driwwer diskutéiert gehat hätten, wou mer mengen, dass et bei engem drëtten Ulaf da vläicht kéint klappen dann esou e Gesetz ze hunn -, dat ass eben déi Fro, an do si mer eigentlech mat der Analys vun der Regierung d'accord, déi selwer seet, d'Virstellung, dass een an dëser Matière, wou jo Milliarde vun Donnéeën, Abermilliarde vun Donnéeën eleng zu Lëtzebuerg all Dag produzéiert, verschéckt an ausgetosch ginn, a mat engem System, dee reng op Kontroll berout, kéint eens ginn. Dat kann net klappen, egal wéi grouss mer déi Kommissioun maachen. Déi Aufgab ka se net stemmen.

Et ass also noutwendeg, dass ee probéiert mat anere Methoden, nämlech deene vun der Iwwerzeegung an der Informatioun, wierklech eng Kultur vun der Protektioun vun den elektroneschen Donnéeën an d'Land an an d'Betriber eranzekréien. Dofir brauch een dann awer och eng Strategie a Moyenen: finanzieller, personeller.

Och dat si Saachen, déi eiser Meenung no hätte kënnen an d'Gesetz afléissen, wéi een un deene Methoden an Instrumenter do schafft, fir déi Kultur vun der Protektioun vun den Données personnelles wierklech an d'Käpp vun de Leit eranzekréien: a) fir dass d'Leit dat emol wëssen, an och b) fir ze wëssen, wou se sech da kënnen hiwenden, wa se d'Gefill hunn et wär e Problem; well d'Existenz vun der CNPD ass och nach laang net fir jiddfereen am Land e Begréff. Et ass also net domadder eleng gedoen, dass een d'Leit och géif sensibiliséiere fir déi Matière. Et misst een de Leit och nach kënnen hëllefen an hinne soen, wou se sech da kënnen hinorientéieren an ënner wéi enger Form, fir kënnen eventuell Douten, déi se hunn, ze soulevéieren an eventuell souguer, wa se da berechtegt waren, Satisfaktioun op hiren Douten ze kréien.

An deen doten zweete Volet vun der Kultur vun der Protection des données, wou mer wierklech mat méi Iwwerzeegungsaarbecht musse schaffe wéi mat Kontroll, dat bleift ëmmer nëmme fir déi graffsten Aspekter, fir déi visibelst Aspekter eng adequat Äntwert. Am rengen Alldag ass et net mat Kontrollinstrumenter machbar. Do brauche mer wierklech eng aner Approche wéi mer mateneen ëmginn, och op deene Froen do vun elektroneschen Donnéeën. Eigentlech hätte mer och gären an dësem Gesetz scho méi wäitgehend Äntwerte gehat bei de Prozedure respektiv bei de Moyenen, déi dofir zur Verfügung gestallt ginn, de Leit entgéintzekommen, an och eben déi Sensibiliséierung do ze maachen.

Dofir soe mer am Résumé, dass mer no laangem Iwwerleeën eis bei dësem Text haut wäerten enthalen. Mir ginn awer dovunner aus, dass mer eis wäerten an net allze laanger Zukunft eng drëtte Kéier mat dëser Matière musse beschäftegen an ofginn. An da gi mer d'Hoffnung net op, dass mer bei deem drëtte Worf en Text hunn, dee wierklech net nëmme praktikabel, mä och nach komplett ass a senger Démarche. An dann hoffe mer, dass mer dee Moment kënnen d'Zoustëmmung ginn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Dann huet den Här Henckes d'Wuert gefrot. Här Henckes, wann ech gelift.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt och meng Remerciementen un de Rapporteur, den Här Thiel. Ech mengen, et ass e ganz komplexe Projet de loi, an dofir war ech frou fir säi Rapport ze liesen an och hei an der Chamber ze héieren.

Et ass evident, datt et eng éternelle, eng éiweg Diskussioun wäert sinn, wéi wäit ee muss Données nominatives fräi ginn, wéi wäit ee se ka gebrauche fir Sécherheet, an op där anerer Säit wéi wäit ee soll d'individuell Fräiheete garantéieren. Dat hänkt och e bësse vun de Sujeten of, mä et gesäit een op jidde Fall, datt et eng ganz sensibel Matière ass, an dofir ass och d'Ausschaffe vun esou engem Gesetz net ëmmer einfach.

Et stelle sech awer e puer Froen an dësem Kontext, déi ech wollt ufeieren, well ech an deene puer Minutten, déi engem zur Verfügung stinn, natierlech net kann all Punkten ugoen, mä awer e puer Saachen, déi mer wichteg schéngen.

Dat eent ass: Et ass ze begréissen, datt hei versicht gëtt fir d'Formalitéiten, d'Prozeduren ze accéléréieren. Mä et gesäit een an et muss ee bedaueren, datt een net kann dee Prinzip zréckbehalen, datt eng Demande ouni Äntwert no dräi Méint enger Autorisatioun gläichgestallt gëtt.

Mir wëssen, datt elo eng 1.350, wann ech de Rapporteur richteg verstanen hunn, Demanden en instance sinn. Eng Fro, déi sech awer elo stellt, ass: Mat deem neie Gesetz si jo eng etlech weider Exemptioune virgesinn. Et sinn och verschidde Simplifications administratives virgesinn. Ech mengen, datt dat neit Gesetz sech och op déi bestehend Demanden applizéiert, an duerfir wollt ech d'Regierung respektiv de Rapporteur froen, ob deem esou ass. Well wann deem esou ass, an dat schéngt mer de Fall ze sinn, da kéinten héchstwahrscheinlech eng etlech Demanden direkt an deem Sënn beäntwert ginn. Dat heescht, datt ee sech deene kënnt an dem Conseil national entleeën, ouni datt ee misst op Basis vum ale Gesetz nach eng Kéier déi ganz Saach autoriséieren oder aviséieren. Well domadder kéint et wéinstens dozou kommen, datt een een Deel vun deem Retard vun deenen Demanden, déi en instance sinn, kéint eliminéieren. Duerfir wier ech frou, wann déi Interpretatioun do vun der Regierung géif gedeelt ginn.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Jo!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech si ganz frou, Här Minister. Dat ass eng kloer Sprooch. Da wäerte mer also hoffentlech do där Saach e bësselche méi no kommen.

Dann hunn ech awer nach ee Problem, op deen ech wollt agoen. Dat ass den Artikel 17 vun dem Gesetz, wou et ëm den „transfert de données effectué vers un pays tiers n'assurant pas un niveau de protection adéquat au sens de l'article 18, paragraphe (2)“ geet.

Do geet et ëm Donnéeën, déi also un Drëttlänner geschéckt ginn. Mir sinn ablécklech an enger europäesch-amerikanescher Diskussioun iwwert déi Donnéeën, déi Passagéier vu Fligere mussen ofginn, déi kënne stockéiert ginn an déi sollen an Amerika matgedeelt ginn.

Als Éischt ass et drëm gaange fir eng ronn - wann ech mech gutt erënneren - 26 Donnéeë weiderzeginn. Dat ass an der Tëschenzäit anscheinend op 19 erofgaangen.

Déi ganz Problematik, déi sech do stellt, dat ass ze wëssen, wat dann an Amerika domadder geschitt. An Amerika gëtt et fir déi Donnéeën, déi am Kader vun der Lutte contre le terrorisme gesat ginn, iwwerhaapt keng Méiglechkeet fir ze kucken, wat mat deenen Donnéeën dohanne passéiert. De Citoyen, den Individu huet keng Méiglechkeet, fir déi Donnéeën ze consultéieren a wat do stockéiert gëtt. Am Prinzip ass et jo geduecht fir d'Lutte contre le terrorisme, mä et gesäit een, datt awer aus verschiddene Berichter vum amerikanesche Kongress déi Donnéeën och gebraucht gi fir Espionnage économique. Et muss een also oppassen, wat do geschitt.

Ech weess, dat ass eng europäesch Debatt. Ech verlaangen elo net vun der Regierung, elo direkt eng Décisioun ze huelen, mä ech kann lech awer annoncéieren, datt ech eng Question parlementaire an deem Sënn wäert un d'Regierung stellen, fir gewuer ze ginn, wat dann eigentlech elo genau vun Donnéeën do soll weidergi ginn a wéi déi Debatt herno wäert evoluéieren. Well et ass awer eng ganz sensibel Geschicht, wat hei duerchgezu gëtt.

Dat gesot, mengen ech awer, datt dat Gesetz, wat mer hei virleien hunn, en noutwen-

degt Gesetz ass, an doduerjer kann och d'ADR mat dem Gesetzesprojet d'accord sinn.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Ganz kuerz, ech hat jo besonnesch am Beräich, wat d'Aarbechtsplaz ubelaangt, wéi mer an der zoustänneger Kommissioun vum Travail iwwert dëst Gesetz an dat urspréngleche Gesetz geschwat hunn, schonn eng Rei Bedenken ervirbruecht wat d'Opstelle vu Kameraen ubelaangt, an dat bleift och elo nach ëmmer meng prioritär Suerg.

Mä meng Suerg bleift awer och déi, wat elo déi ëmmer méi Nofroen am Sécherheetsberäich ubelaangt, och elo zum Beispill am öffentlechen Transport, wou mer eng Rei Diskussiounen doriwwer kréien a wou mer awer ganz gutt mussen oppassen, wéi wäit dass mer ginn.

Deen anere Problem, deen ech hunn - ech mengen do deelen ech d'Suergen an d'Bedenke vun deenen anere Leit -, dat ass dee Silence administratif, dass deen automatesch soll no dräi Méint e Refus sinn. Ech mengen, dat schmaacht mer och an anere Beräicher net. Dat ass eng falsch Approche. Dat ass eng Approche, déi einfach deene Leit, déi en Antrag stellen, d'Waasser vun der Millen hélt, well déi esou kee Recht dorop hu fir iwwerhaapt eng Äntwert ze kréien an emol net gewuer ginn, firwat hir Demande da refuséiert ginn ass.

Dat ass eng Aart a Weis, déi allen demokratesche Spillregele widderspréicht. Duerfir ass dat Gesetz hei och dat, wat mir elo an deem Sënn net schmaacht an och an Zukunft net wäert schmaachen. Also, ech hu meng Bedenken engersäits wat d'Kameraopstellungen op der Aarbechtsplaz ubelaangt, an ech hu meng Bedenken anerersäits och wat de Sécherheetsberäich ubelaangt, well nach eng Rei Onkloerheeten do sinn. An duerfir wäert ech mech och bei dësem Gesetz enthalen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Minister Schiltz, wann ech gelift.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Rapporteur souwéi alle Virriedner Merci soe fir déi konstruktiv Beiträg hei.

Richteg ass, datt mer am Joer 2002 en éischte Worf realiséiert hunn, datt mer am Joer 2005 déi ganz Dateschutzfro am Kader vun den elektronesche Kommunikatioune geregelt hunn, datt d'Regierung e Projet op den Instanzewee ginn huet, datt de Statsrot en éischten Avis ginn huet, d'Chamber sech prononcéiert huet, de Statsrot en zweeten Avis ginn huet.

Schonn eleng all déi Etappen an där kuerzer Period tëschent 2002 an haut beweisen, datt et eng Matière ass, wou keen d'Wourecht gepacht huet a wou lues a lues d'Iddien an d'Konzepter sech openeen zoubewegen. Et ass och normal, datt keen d'Wourecht gepacht huet wat den Dateschutz ubelaangt, well - wéi vill vun de Virriedner et gesot hunn - et ëmmer eng Fro vun Equilibren op där enger an op där anerer Säit ass, wou et meng fest Iwwerzeegung ass a bleift, datt am Zweifelsfall d'Privatsphär an déi individuell Fräiheete musse Virrang hunn. An dat ass och dat, wat d'Regierung als Prinzip - an och d'Chamber, denken ech - guidéiert huet an där ganzer Evolutioun hei.

Mat deem Projet hei si mer definitiv am 21. Jorhonnert ukomm, wat den Dateschutz ubelaangt, mä d'Zäit leeft weider an d'Evolutioun geet weider. Et ass hei geschwat gi vu Géolocalisatioun. Et kéint een och nach vum Internet des objets schreiwen. Dat heescht, all déi méi intelligent Manéiere fir Objeten ze lokaliséieren a fir se mat Informatiounen ze versinn, au-delà vum klassesche Code-barre; alles dat wäert nach kommen an alles dat wäert eis hei och nach beschäftegen.

Dat huet Virdeeler, mä et sinn och Geforen domat verbonnen. Et ass domadder net anescht wéi mat all deenen aneren Aspekter, déi den Dateschutz ubelaangen.

D'Basis, op där mer konnte schaffen, war eng duebel Basis: Éischtens de Regierungsprogramm, wou drasteet, datt mer wëlle simplifiéieren an déi Elementer eliminéieren, déi keng Plus-value bréngen, wat déi individuell Fräiheeten an d'Privatsphär ubelaangt. An déi zweet Basis war déi vun der Experienz an deene leschte Jore vun der Dateschutzkommissioun, wou ech hei ausdrécklech wëll soen, datt déi Kommissioun a mengen Aen eng exzellent Aarbecht mécht ënner schwierege Konditiounen, mat engem schwieregen Text an och mat Moyenen, déi net déi sinn, déi se misste sinn. Ech kommen dorobber zréck.

Op Basis vun deenen zwee Elementer hu mer eis op zwou Achse beweegt. Mir hu probéiert ze allégéieren, ouni eppes a Fro ze stellen, wou et sech ëm déi individuell Fräiheeten handelt. Mir hunn och probéiert ze clarifiéieren, an op deem Punkt, wou mer d'Direktiv zwee zu eent oder annerhallef zu eent ëmgesat hunn, zréckzeschrauwen an op eent zu eent zréckzegoen.

Ech wëll op aacht Punkte ganz kuerz agoen. Ech wëll awer virdru vläicht kuerz zwou oder dräi Froe beäntwerten.

Wat d'Fro vun der Aarbechtsplaz ubelaangt, esou ass do e belschen Text entre-temps votéiert ginn. Deen ass an der zoustänneger Kommissioun. Dee soll do diskutéiert ginn. Et ass also do näischt geännert. Ech kann den Här Jaerling an deem Sënn berouegen.

Dem Här Henckes wollt ech soen, datt selbstverständlech déi al Autorisatioune mat eriwwerginn an an den neie System falen, vun deem Moment u wou d'Gesetz uwendbar ass.

A wat deen Accord tëschent Europa an Amerika ubelaangt, ass dat en Accord, deen op europäeschem Niveau am Kader vun „Justice et Affaires intérieures" ofgeschloss ginn ass. Ech géif also bieden déi Fro dohin ze riichten. Deen Accord ass mengen Informatiounen no virun e puer Deeg ofgeschloss ginn. D'Dauer vun der Conservatioun ass, mengen ech, allongéiert ginn, mä d'Quantitéit vun den Donnéeën ass erofgesat ginn; mä enfin, ech kann do net mat allen Detailer déngen. Ech bieden do ëm Verständnis, well ech net direkt implizéiert war.

Éischte Punkt vun deene puer Punkten, déi ech wëll ufléieren, d'Kameraen. Mir bleiwen, wat d'Kameraen ubelaangt, an der Autorisatiounsprozedur soubal eng Kamera higeet an enregistréiert. Mir hunn also domadder mat Portugal an zwee dräi anere Länner deen héchste Protektiounsniveau europawäit. Et ass also kee Grond do zur Beonrouegung.

Richteg ass, datt d'Regierung eppes probéiert hat, d'Chamberskommissioun huet eppes probéiert, fir do d'Prozedur e bëssen ze änneren an e bësse méi nei Weeër ze goen, déi awer dem Statsrot no eng Rei institutionell Froen opwerfen. A vu datt mer an enger delikater Matière sinn, denken ech, wär et net gutt gewiescht fir sech einfach iwwert déi Bedenken ewechzesetzen. Et probéiert een nei Konzepter, wéi zum Beispill „le silence vaut autorisation" oder déi speziell Prozedur, déi d'Chamber ausgeschafft hat, alles op europäesche Modelle baséierend. An dann denken ech, wann en aneren en A drop werft a Bedenken huet, da soll een deene Rechnung droen, an dat huet d'Chamberskommissioun och gemaach. Wat net verhënnert, no all deem wat ech haut héieren hunn, datt déi Diskussioun eng Kéier geféiert gëtt, ob een a verschiddene Matièren - vläicht net an där hei elo, mä an aneren - op dee Wee soll goen. Och dat wier sécherlech eppes, wat kéint am Kapitel „Simplification administrative" seng Plaz fannen.

Fazit fir dat hei Gesetz: Wat déi individuell Fräiheeten ugeet brauchen all déi, déi Bedenken hunn - de Statsrot, wou der vill vun lech gesot hunn, datt se net berechtegt wären -, sech also keng Suergen ze maachen, well mer bleiwen am System vun den Autorisatioune soulaang eng Kamera enregistréiert.

Zweete Punkt, dee praktesch keen hei soulevéiert huet - an dat ass an deem Sënn och eng Äntwert op dem Här Braz seng Fro -, et sinn awer eng ganz Rei Saachen, déi elo exemptéiert ginn. Dat sinn total Standardtraitementer, wou sech eigentlech keng richteg Froe stellen.

Zum Beispill d'Administration des Salaires, alles wat d'Gestioun vu Kandidaturen a Recrutement ubelaangt, alles wat d'Kontabilitéit ubelaangt, d'Gestioun vun Aktionären, Obligataren, d'Gestioun vu Clientèle, d'Gestioun vu Fournisseuren. Alles wat Affekoten, Notären an Dierwiechteren traitéieren. D'Traitementer vun de Journalisten. Alles, wat an de Schoulen traitéiert gëtt. Alles, wou Réseaux informatiques opgebaut ginn, ass also an der Exemptioun. Dat heescht do brauch kee sech méi Suergen ze maachen, ob hie muss notifiéieren oder eng Autorisatioun froen. Dat ass also eng Vereinfachung op einfache Saachen, déi den Usageren an de Leit och direkt zeguttkënnt.

Direkt kënnt de Leit och zegutt, datt d'A.s.b.l.en an d'Fondatiounen näischt méi brauchen ze notifiéieren, datt déi och aus dem System erausgeholl gi sinn. Alles dat sinn awer, denken ech, Vereinfachungen, déi substanzieller Natur sinn.

Drëtte Punkt, ganz kuerz: D'Personnes morales sinn och am Sënn vun enger Eent-zu-eent-Adaptatioun, wat d'Direktiv ubelaangt, aus dem Gesetz hei erausgeholl ginn, wat hir Protektioun ubelaangt, einfach well souwuel d'Regierung wéi d'Chamberskommissioun der Meenung waren, datt déi genuch protégéiert wären oder adequat protégéiert wären iwwer aner Weeër, iwwert den Droit des Sociétés, iwwert de Registre de Commerce an iwwer eng ganz Rei vun anere Gesetzer.

Véiertens hu mer d'Definitioun vum Consentement erëm zréckgeféiert op eng Eent-zu-eent-Regelung par rapport zur Direktiv; wat wichteg ass fir den Développement vum Commerce électronique.

Fënneftens ass et wichteg, och fir de Commerce électronique, mä awer och fir d'Privatsphär vun deem Eenzelnen, datt mer d'Durée vun der Conservatioun, wat déi elektronesch Donnéeën ubelaangt, vun zwielef op sechs Méint erofsetzen - wat eng Demande war, déi am Mee 2005 hei gestallt ginn ass, an ech hunn deemools gesot ech géif dat an deem hei Kader maachen.

Mir hunn also d'Conservatioun vun den elektroneschen Donnéeën, wat d'Durée ubelaangt, wat d'Opérateure mussen halen, vun zwielef op sechs Méint erofgesat. Och dat ass eng Vereinfachung. Och dat bréngt méi Schutz fir deem Eenzelne seng Privatsphär, well mer vun zwielef op sechs erofgaange sinn an déi Donnéeën also nëmme sechs Méint laang gehale ginn.

Mir hunn och eng Vereinfachung abruecht um Niveau vum Chargé de la protection des données, deen entre-temps e Salarié ka sinn. Well mer einfach gesinn hunn, datt d'Praxis déi war, datt d'Salariéë ganz oft Chargé de la protection wollte ginn, et awer net konnte ginn. Mir hunn do e Protektiounsmechanismus agebaut, datt dee Salarié sech net Représaillen, wéi et am Text heescht, exposéiert à l'égard vu sengem Patron.

Eng ganz Rei Saache bleiwen awer. Et bleift, datt déi sensibel Donnéeën iwwert d'Origine raciale, iwwert d'Origine ethnique, iwwert d'Opinions politiques, iwwert d'Convictions religieuses, iwwert d'Convictions philosophiques, etc. weiderhin net traitéiert kënne ginn. Dat heescht déi Donnéeën dierfen iwwerhaapt net collectéiert an duerno och net organiséiert ginn. Dat heescht, mat deenen däerf iwwerhaapt näischt geschéien. Och dat ass eng essenziell Protektioun vun der Privatsphär, déi am Gesetz bestoe bleift.

Biometresch Donnéeën, selbstverständlech, bleiwe soumises à autorisation. Alles wat Interconnexioun ubelaangt bleift soumis à autorisation. Alles wat genetesch Donnéeën ubelaangt, déi an engem ganz enke Kader nëmme kënnen traitéiert ginn, bleift soumis à autorisation. Wann een Donnéeë collectéiert a se wëllt fir en aneren Zweck gebrauchen herno, muss een eng Autorisatioun froen. Alles dat ass also e protektive Kader. Ech denken also, datt mer a villen Essaien, a sukzessiven Essaien - Regierung, Chamber, Statsrot, etc. - mat e puermol hin an hier et fäerdeg bruecht hunn, en Equiliber fir déi nächst Joren hierzestelle wat d'Protektioun vun deem Eenzelnen ubelaangt, an engem effikassen Dateschutzsystem op där anerer Säit.

Selbstverständlech geet et mat deem Gesetz hei eleng net duer. Ech hunn an der Chamberskommissioun gesot, datt d'Regierung gewëllt wär d'Personaldecke vun der Kommissioun opzestacken. Ech ginn dovun aus, datt mer dat bei där nächster Geleeënheet maachen, nämlech am Budgetsgesetz. An ech wäert mat der Kommissioun zesumme kucken, wéi vill Leit dat dann elo op Basis vun deem definitiven Text hei musse sinn. Et sinn Zuele schonn zirkuléiert. Ech wëll mech hei net op eng festleeën, well ech denken, datt den Text jo eigentlech deen ass dee mécht, wéi vill Leit do zousätzlech engagéiert ginn. Ech wollt mech do eng Kéier awer mat der Kommissioun beroden, mä mir maachen et nach dëst Joer. Et ass op jidde Fall mäi feste Wëllen, fir et am Budgetsgesetz vun dësem Joer virzegesinn, well d'Aarbecht vun der Kommissioun sech jo net op den Examen vun Dossiere beschränkt - op den Examen vun Dossieren, déi do leien, a vun deenen, déi nach erakommen -, mä well d'Kommissioun och zwou aner Missiounen op d'mannst huet. Déi eng Missioun ass déi vun der Standardisatioun. Dat heescht, datt se och Guidelines erausgëtt fir d'Saache vun hirer Säit aus méi einfach ze maachen, aus hirer Erfahrung eraus. An d'Kommissioun huet jo schonn an deene leschte Wochen a Méint bewisen, datt se Richtlinnen erausgëtt, datt se standardiséiert. Hir zweet Missioun ass, datt se de Leit d'Liewen esou einfach mécht wéi méiglech. Déi drëtt Missioun ass déi vun der Opklärung. An ech sinn e bësse gehäit driwwer, datt gesot gëtt déi Opklärungsmissioun géif se net zur Genüge erfëllen. Ech wëll awer soen, datt déi Kommissioun sech schonn an deene leschte Jore vill Méi ginn huet fir opzeklären, iwwert de Wee vu Broschüren, iwwert de Wee vu Campagnen, iwwert de Wee vun hirem Internetsite. Ech fannen, datt et eng vun deene Kommissiounen ass, déi mer hunn hei am Land, déi eng gutt Aarbecht no bausse mécht. Si ass sécherlech nach verbesserungsfäeg, a mir huelen dat och an deem Sënn hei mat op de Wee.

Alles an allem denken ech, datt dat hei e Gesetz ass mat deem mer kënnen an deenen nächste Jore fonctionnéieren. D'Evolutioun wäert selbstverständlech erëm méi séier goe wéi d'Gesetz. A meng Iwwerzeegung ass et och, datt dat hei net dee leschten Akt ass. An ech ginn dann d'Hoffnung och net op, datt déi, déi sech haut nach enthalen, dann am drëtten Essai wäerten dofir stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5554. Den Text steet am Document parlementaire 5554[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5554 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei 8 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Martine Stein-Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zur Motioun vum Här Lucien Clement iwwert de „public private partnership".

(Interruption)

15. Motion de M. Lucien Clement relative au «public private partnership»

Dépôt et exposé

M. Lucien Clement *(CSV), auteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech an och anerer hunn op dëser Tribün schonn des Öfteren, mengen ech, iwwert d'Méiglechkeet vun engem PPP, engem „public private partnership" geschwat. Et

sinn och mat Sécherheet bei dësen Debatte vun alle Riedner a vun alle Fraktioune Suggestiounen a Virschléi gemaach ginn. Viran Nodeeler vun esou engem Modell sinn opgelëscht a selbstverständlech och géinteneen ofgewië ginn.

Elo, Här President, soll et awer eescht ginn domadder. Mir kruten an enger Commission jointe vun den Travaux publics an de Finanzen...

Geet de Mikro net?

Plusieurs voix.- Dach!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Dach. Ech bieden Iech, dem Auteur vun der Motioun nozelauschteren.

M. Lucien Clement *(CSV), auteur.*- Et geet zum Schluss, Här President, ech verstinn dat.

Mir kruten dann an enger Commission jointe vun den Travaux publics an de Finanzen de Modell PPP souwuel vum Bauteminister, dem Här Claude Wiseler, wéi vum Budgetsminister, dem Här Luc Frieden, duergeluecht an och explizéiert. Nodeems d'Deputéierten hir Froe stelle konnten, oder gestallt hunn, a se dann och beäntwert kruten, sinn déi zwou Kommissiounen awer der Meenung gewiescht, fir och nach d'Spezialisten en la matière vun der Firma Ernst & Young an enger nächster Sitzung ze héieren. Och hei si mer ganz am Detail informéiert ginn a selbstverständlech krute mer och hei d'Froe beäntwert, déi mer gestallt hunn. Froen, muss ech soen, déi zum Deel awer och relativ kritescher Aart waren.

De Projet-pilote, ëm deen et hei geet, fir deen neie Modell ze entaméieren, betrëfft zwee Lycéeën hei am Land. Dat sinn den Neie Lycée an de Lycée technique pour professions éducatives et sociales. Si sollen alle béid um Terrain gebaut ginn, déi de Stat zu Miersch der Cepal virun zwee Joer ofkaaft huet. De Stat ass deemno Propriétaire vum Terrain a bleift et och während der gesamter Lafzäit vum Kontrakt, dee mat der Entreprise aus dem Secteur privé ofgeschloss gëtt.

Kuerz, Här President, wat ass elo e PPP? Et ass eng Partnerschaft, déi d'öffentlech Hand mam Secteur privé ofschléisst. Konkret: De Stat definéiert an engem Cahier des charges wéi eng Infrastruktur, Schoul oder wéi een anert Gebai hie wëllt hunn oder wat hie brauch. Duerno gëtt d'Prozedur vun engem Appel d'offres lancéiert, wou de Privatsecteur invitéiert gëtt, Offeren ze erstellen, an dat souwuel fir de finanzielle Volet wéi fir d'Konzeptioun, d'Konstruktioun, den Entretien an d'Maintenance vun de viséierten Infrastrukturen.

Eleng de Fait, datt d'Entreprise oder de Grupp vun Entreprisen, déi den Zouschlag kritt, an dësem Modell souwuel den Entretien wéi och d'Maintenance iwwer 25 Joer garantéieren a mat ubidde muss, kann ee schonn als Garantie ugesinn, datt qualitativ och anstänneg gebaut gëtt.

Mécht d'Entreprise dat net, denken ech, Här President, huet si sech selwer keen Déngscht geleescht, well nom Ofschloss vum Bau dann déi Käschte vum Entretien a vun der Maintenance enorm héich wäerte sinn.

Och de Permier Jean-Claude Juncker huet sech beim État de la nation den 2. Mee 2006 positiv zu esou engem Baumodell oder Bauprinzip geäussert, mam Zil a mat der Hoffnung, méi séier a méi bëlleg ze bauen an dat notamment am Schoulbau.

Mir krute vun de Spezialisten aus der Kommissioun an Aussiicht gestallt, datt nieft dem Reduzéiere vun der Bauzäit och eng finanziell Aspuerung vun 10 bis 15% méiglech wier.

De Prinzip vum PPP-Modell ass awer sécherlech, géif ech soen, net als Allheelmëttel unzegesinn, mä du moins muss een et awer als eng valabel Alternativ considéréieren.

Aus all dësen Iwwerleeungen eraus an och all den Informatiounen, déi mer kruten, si mer an deenen zwou Kommissiounen dunn zur Konklusioun komm, d'Regierung per Motioun ze ënnerstëtzen an ze invitéieren, op deem ageschloene Wee weiderzeschaffen.

D'Motioun, déi ech Iech eraginn hunn, dréit d'Ënnerschrëfte vun allen heibanne vertruedene Fraktiounen a Sensibilitéiten. Ech hat am Virfeld all deenen anere Fraktiounen a Sensibilitéiten e Projet vun dëser Motioun zoukomme gelooss, esou datt se sech och konnten domat auserneesetzen.

Ech krut souwuel vun der DP wéi vun der grénger Fraktioun wéi vum ADR an dem Här Jaerling, nodeem ech e puer minimal Änneronge virgeholl hunn, d'Zouso, fir dës Motioun ze ënnerstëtzen. Si alleguer hunn dës Motioun dunn och mat ënnerschriwwen. Dofir soen ech hinnen och am Numm vun de Majoritéitsparteien a selbstverständlech och a mengem eegenen Numm villmools Merci. Ech si frou, datt déi Motioun hei eng breet Zoustëmmung an der Chamber kréie wäert.

Dat gesot, Här President, soen ech Iech awer och nach Merci, datt Dir mer nogelauschtert hutt.

Motion

La Chambre des Députés, considérant

- que le Gouvernement a institué un groupe de travail composé de représentants du Ministère des Finances, du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et du Ministère des Travaux publics a été constitué fin 2005 afin de d'examiner les expériences faites à l'étranger avec les public private partnerships;

- qu'en avril 2006, ce groupe ad hoc a tiré des premières conclusions et Monsieur le Premier Ministre a déclaré à l'occasion du discours sur l'état de la Nation le 2 mai 2006 que «Fir den Investitiounsimpakt op d'öffentlech Finanzen ofzefierdere musse mer - wann et nëmme geet - zu engem öffentlech-private Partnership kommen, besonnesch am Schoulberäich wou mer investiv net méi lues maache well mer net méi lues maachen däerfen: den Investissement an d'Intelligenz an an déi Jonk huet absolut Prioritéit. No intensiven Etüde weist et sech datt mer nom PPP-Prinzip méi séier a 15-20 Prozent méi bëlleg kënne bauen. Also baue mer elo méi séier a méi bëlleg.»;

- qu'il a été décidé de réaliser un projet-pilote PPP qui consiste en la conception, la construction, l'entretien et la maintenance du Neie Lycée et du Lycée technique pour professions éducatives et sociales sur les terrains acquis par l'État à Mersch;

- qu'il est établi que les infrastructures à ériger doivent respecter les normes de construction applicables aux bâtiments publics et s'inscrivent dans une stratégie de développement durable;

- qu'un appel de candidature a été lancé fin juin 2006 pour charger un consultant externe avec la mission d'assistance et de consultance économico-financière, juridique et technique pour le projet-pilote «PPP»; que le contrat y afférent a été conclu en décembre 2006;

- que les travaux préparatoires de l'étude de faisabilité et de l'étude économique pour le projet en question ont été effectués au cours de la première moitié 2007;

- que les conclusions de cette étude ont été présentées aux Commissions parlementaires des Finances et des Travaux publics en date du 19 et 26 juin 2007;

- que l'avis de la Commission des soumissions est obligatoirement demandé en vertu de l'article 16 paragraphe 3 de la loi modifiée du 30 juin 2003 sur les marchés publics;

invite le Gouvernement

- au vu des conclusions de l'étude de faisabilité en faveur d'une réalisation par un «public private partnership», à continuer le projet-pilote pour la réalisation du Neie Lycée et du Lycée technique pour professions éducatives et sociales sur les terrains acquis par l'État à Mersch;

- à lancer la procédure d'appel d'offre pour inviter le secteur privé à faire des offres pour le financement, la conception, la construction, l'entretien et la maintenance des infrastructures précitées;

- à adopter la procédure du marché négocié pour repérer l'offre économiquement la plus favorable parmi les candidats intéressés;

- à prévoir dans le cadre de ce marché différents critères dont notamment la qualité, le caractère architectural, esthétique et fonctionnel, la valeur technique et énergétique et à tenir compte également de la pédagogie des deux écoles;

- à déposer, au cours de la deuxième moitié de l'année 2008, un projet de loi d'autorisation concernant le projet définitif sous réserve qu'une offre acceptable pour l'État ait été remise.

(s.) Lucien Clement, Anne Brasseur, Ben Fayot, Aly Jaerling, Viviane Loschetter, Robert Mehlen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Wëllt ee vun de Kolleegen d'Wuert ergräifen? Au vote dann!

(Brouhaha général)

D'Regierung huet d'Wuert.

Plusieurs voix.- Oh!

Une voix.- Allez, schéi Vakanz!

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Ech soen da just villmools Merci fir déi grouss Zoustëmmung.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Une voix.- Provozéiert eis net!

M. le Président.- Verzicht d'Regierung op d'Wuert?

(Assentiment)

Da komme mer zum Vote.

Ech ginn dovun aus, datt mer par main levée ofstëmme kënnen.

(Assentiment)

Vote

Wien derfir ass, hieft d'Hand.

De Vote léisst keen Doute: D'Motioun ass ugeholl.

Une voix.- De President schéngt zefridden ze sinn.

16. Demandes en naturalisation

M. le Président.- Mir kommen dann zum nächste Punkt vun der Dagesuerdnung, an zwar zu den Naturalisatiounen. Duerfir musse mer de Huis clos ausschwätzen.

(Le huis clos est prononcé à 18.48 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 18.56 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen an déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 79 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat enger Änneruna vum Numm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 12 juillet 2007

1. ABREU CAMPUSANO Ana Maria, née le 6 juin 1964 à Santo Domingo (République Dominicaine), demeurant à Luxembourg

2. ADAMOU Hicham, né le 22 août 1977 à Alger (Algérie), demeurant à Strassen

3. ADEMOVIĆ Suad, né le 16 avril 1985 à Novi Pazar (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Differdange

4. AFONSO PRATAS Paula Cristina, née le 22 novembre 1967 à Buarcos/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Beaufort

5. AGOVIĆ Rizo, né le 10 novembre 1984 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Schifflange

6. APOURT SIPO'O Sandrine Majolie, née le 12 octobre 1981 à Lomié (Cameroun), demeurant à Luxembourg

7. ASANI Adrian, né le 20 octobre 1977 à Debar (Macédoine), demeurant à Warken

8. AVDIU Mimoza, née le 9 avril 1984 à Vushtrri (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Rumelange

9. BESLIG Jobeth, née le 8 mai 1982 à Libertad/Antique (Philippines), demeurant à Luxembourg

10. BIVER Didier Gabriel, né le 29 juin 1964 à Haute-Kontz (France), demeurant à Remerschen

11. BOUÂNANI Hassania, née le 2 mai 1975 à Casablanca (Maroc), demeurant à Luxembourg

12. CABRAL BATISTA André Filipe, né le 15 février 1982 à Açores/Celorico da Beira (Portugal), demeurant à Belvaux

13. CABRERA TABORDA Veronica Amada, née le 27 décembre 1975 à Guayaquil/Guayas (Équateur), demeurant à Luxembourg

14. CAKÓ Goče, né le 20 octobre 1986 à Debar (Macédoine), demeurant à Diekirch

15. ČUKLE Arma, née le 3 janvier 1979 à Konjic (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

16. DA CRUZ Rosa Herminia, née le 23 juin 1970 à São João Baptista /Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Ettelbruck

17. DANESH Ardeshir Edward, né le 5 novembre 1952 à Téhéran (Iran), demeurant à Itzig

18. DAUDBASIĆ Jasmina, née le 10 juin 1982 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Mersch

19. DAUDBASIĆ Rasim, né le 5 novembre 1984 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Mersch

20. DE FREITAS ALVES Octávia Marisa, née le 9 mars 1982 à Massarelos/Porto (Portugal), demeurant à Differdange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de ALVES Octávia Marisa.

21. DIAS TAVARES Válter Jorge, né le 18 octobre 1983 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Ettelbruck

22. DICK Elfriede Katharina, née le 3 mai 1921 à Saarbrücken (Allemagne), demeurant à Schifflange

23. DOPPLER Christophe Court, né le 14 mars 1966 à Thionville (France), demeurant à Pétange

24. DUMANGE Stephan François José Rosa, né le 18 septembre 1964 à Malmedy (Belgique), demeurant à Hoscheid

25. EL BAHRI Mohammed Ali, né le 4 juillet 1982 à M'Saken (Tunisie), demeurant à Remich

26. FRANCO GUERRERO Alex Jimmy, né le 14 octobre 1968 à Guayaquil/Guayas (Équateur), demeurant à Luxembourg

27. FREUND Ulrich Helmut, né le 14 mars 1954 à Würzburg (Allemagne), demeurant à Girst

28. GEORGES Yves Albert, né le 29 avril 1966 à Arlon (Belgique), demeurant à Hobscheid

29. GOMES FERREIRA Patricia do Carmo, née le 16 juillet 1984 à Pedralva/Braga (Portugal), demeurant à Ettelbruck

30. GOMES TAVEIRA Diana Isabel, née le 2 mars 1984 à Massarelos/Porto (Portugal), demeurant à Frisange

31. GOMES VIEIRA Clarice de Fatima, née le 13 décembre 1975 à São Miguel (Cap-Vert), demeurant à Beckerich

32. GROSBER Consolée, née le 10 février 1971 à Nyakizu/Butare (Rwanda), demeurant à Goetzingen

33. HAILU SENBETA Abey, né le 19 mars 1964 à Addis Ababa (Éthiopie), demeurant à Luxembourg

34. HEDFI Wahid, né le 16 septembre 1969 à Tunis (Tunisie), demeurant à Echternach

35. HOU Weixia, née le 8 décembre 1964 à Shanghai (Chine), demeurant à Rambrouch

36. IMSIROVIĆ Adelina, née le 5 novembre 1982 à Zavidovići (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Strassen

37. ISLAMAJ Florian, né le 6 juillet 1967 à Durrës (Albanie), demeurant à Tétange

38. ISOVIĆ Adis, né le 2 juin 1987 à Peć (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Beringen

39. JAKOVA Amatus, né le 10 janvier 1962 à Tirana (Albanie), demeurant à Oberkorn

40. JOHNSON Jones, né le 20 janvier 1978 à Gbarnga/Bong County (Liberia), demeurant à Hesperange

41. KESSLER Erich Johann, né le 1er juin 1964 à Büllingen/Hünningen (Belgique), demeurant à Troisvierges

42. KLEIS Bianca Maria Josephine, née le 8 octobre 1974 à St. Vith (Belgique), demeurant à Knaphoscheid

43. KÖNIG Ariane, née le 19 mars 1971 à Trier (Allemagne), demeurant à Bereldange

44. KOSSMANN Inge, née le 28 mars 1950 à Elversberg (Allemagne), demeurant à Girst

45. LATIĆ Salen, né le 5 octobre 1981 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

46. LAURENCE MOULEMA EKAMBY Sylvie Marie Louise, née le 12 novembre 1968 à Douala/Wouri (Cameroun), demeurant à Strassen

47. LIANG Yong, né le 27 octobre 1966 à Shanghai (Chine), demeurant à Rambrouch

48. LLORENS GARCÍA Victor, né le 26 octobre 1980 à Barcelona (Espagne), demeurant à Luxembourg

49. LIU Hui, née le 16 octobre 1984 à Shanghai (Chine), demeurant à Hosingen

50. LIU Jianxin, né le 13 juin 1956 à Shanghai (Chine), demeurant à Hosingen

51. LIU Pak Shu, née le 14 juillet 1949 à Canton (Chine), demeurant à Junglinster

52. LIVI Daniel Léopold Adrien, né le 18 avril 1945 à Silly-sur-Nied (France), demeurant à Belvaux

53. MANDŽUKIĆ Nedim, né le 17 novembre 1967 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Marnach

54. MANNIELLO Gustavo Isidro, né le 28 janvier 1975 à Lanús/Buenos Aires (Argentine), demeurant à Luxembourg

55. MARIĆ Dražen, né le 13 janvier 1983 à Dubrovnik (Croatie), demeurant à Rodange

56. MIKHALKEVITCH Andréi, né le 12 janvier 1975 à Minsk (Belarus), demeurant à Luxembourg

57. MUZAYRE Clémence, née le 29 juillet 1944 à Muhazi/Kibungo (Rwanda), demeurant à Esch-sur-Alzette

58. NG Ka Fung Packy, née le 22 octobre 1963 à Hong Kong (Chine), demeurant à Bascharage

59. NOACK Gino Marcello, né le 27 juin 1988 à Thionville (France), demeurant à Dudelange

60. NORA Saimir, né le 17 juillet 1968 à Durrës (Albanie), demeurant à Kayl

61. ODABAI FARD Seyed Alireza, né le 27 avril 1944 à Téhéran, demeurant à Bereldange

62. OSMANOVIĆ Albina, née le 12 décembre 1981 à Peć (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

63. PASTUKHOVA Evguenia, née le 1er mars 1979 à Minsk (Belarus), demeurant à Luxembourg

64. PERSAUD Diane Sonia, née le 1er janvier 1967 à Georgetown (Guyana), demeurant à Bettembourg

65. QUAAS Alexandra Brigitte Roberta, née le 17 février 1972 à Malmedy (Belgique), demeurant à Bettange-sur-Mess

66. RANCOULE Jacqueline Claude Madeleine Marie, née le 4 août 1950 à Clermont-Ferrand (France), demeurant à Hagen

67. RASTODER Ecrem, né le 1er janvier 1956 à Trpezi (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

68. REUTER Elisabeth Hildegarde, née le 4 juillet 1967 à Malmedy (Belgique), demeurant à Troisvierges

69. SANNET Herman Bernardina Karel, né le 2 juin 1952 à Berchem/Anvers (Belgique), demeurant à Mondorf-les-Bains

70. SATTLER Carmen, née le 21 juillet 1959 à Leipzig (Allemagne), demeurant à Beyren

71. SCHÜR Maria Rosa, née le 17 mai 1964 à Manderfeld (Belgique), demeurant à Hoscheid

72. SKENDULI Elsa, née le 8 mai 1967 à Gjirokastër (Albanie), demeurant à Tétange

73. TOPULLI Ermiranda, née le 16 octobre 1969 à Tirana (Albanie), demeurant à Oberkorn

74. VAN CALSTER Véronique Frieda Josef Lutgard, née le 15 juin 1966 à Anvers (Belgique), demeurant à Hobscheid

75. VESHTI Blerina, née le 26 février 1975 à Durrës (Albanie), demeurant à Kayl

76. VUKAŠINOVIĆ Lana, née le 22 avril 1983 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Diekirch

77. YANG Xiang, née le 27 octobre 1985 à Qingtian/Zhejiang (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette

78. YUAN Lu, né le 23 juillet 1960 à Hangzhou/Zheijiang (Chine), demeurant à Goeblange

79. ZHANG Rui, né le 9 février 1979 à Shaanxi (Chine), demeurant à Dudelange

Dir Dammen an Dir Häre, domadder ass dës öffentlech Sitzung ofgeschloss. Ech erënneren drun, dass d'Chamber nach net an der Vakanz ass, mä dass d'nächst Woch nach eng ganz Serie vu Sitzunge sinn an dass d'Chamberskommissiounen och ufanks September erëm ufänken ze tagen.

Déi Leit, deenen ech d'nächst Woch net begéinen an der Chamber - dat wäerten der net vill sinn -, deene wënschen ech dann am Numm vum President, dee verhënnert ass, eng ganz schéi Vakanz.

Plusieurs voix.- Merci, gläichfalls!

M. le Président.- Domadder ass d'Sitzung dann definitiv opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.57 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

Ordre du jour page 571

5709 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté pages 572-574
page 581

Communications pages 575-576

Question avec débat N°24 de M. Marc Angel au sujet des procédures relatives aux adoptions d'enfants page 576

Motion de M. Félix Braz relative au mariage civil pour couples homosexuels et à l'élimination de toute discrimination à l'égard des personnes homosexuelles
pages 576-577

Dépôt d'une résolution par M. Xavier Bettel page 577

Résolution de M. Xavier Bettel relative au mariage des couples homosexuels
pages 577-578
page 586

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet du réajustement de l'enseignement des langues pages 578-581

5634 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur l'application de l'article 65 de la Convention sur la délivrance de brevets européens, fait à Londres le 17 octobre 2000

et

5635 - Projet de loi portant approbation de l'Acte portant révision de la Convention sur la délivrance de brevets européens du 5 octobre 1973, fait à Munich, le 29 novembre 2000 pages 581-582

Question urgente N°1851 de Mme Martine Stein-Mergen et de M. Marcel Oberweis au sujet de l'accord unilatéral de l'indépendance du Kosovo pages 582-583

5714 - Projet de loi relatif à la modification de l'Article L.211-11 du Code du Travail
pages 583-586

5715 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2006/109/CEE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de la directive 94/45/CE concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;

2. modification du Code du travail page 586

5554 - Projet de loi portant modification

- de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

- des articles 4 paragraphe (3) lettre d); 5 paragraphe (1) lettre a); 9 paragraphe (1) lettre a) et 12 de la loi du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et

- de l'article 23 paragraphe (2) points 1. et 2. de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias pages 586-590

Motion de M. Lucien Clement relative au «public private partnership» pages 590-591

Demandes en naturalisation pages 591-592

5605 - Projet de loi

1) relative à l'organisation du marché de l'électricité;

2) instaurant un poste de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie;

3) abrogeant

- la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport;

- la loi du 4 janvier 1928 concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg approuvant la convention de concession du 11 novembre 1927 ainsi que ses annexes;

- la loi du 30 juin 1927 approuvant le contrat de fourniture de courant du 11 avril 1927 pour l'électrification du Grand-Duché de Luxembourg;

- la loi du 2 février 1924 concernant les distributions d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg;

- la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

et

4) modifiant

- la loi du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

et

5606 - Projet de loi relative à l'organisation du marché du gaz naturel et abrogeant la loi modifiée du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et portant modification 1) de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité et 2) la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport pages 548-562

Dépôt d'une proposition de loi page 556

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'état phytosanitaire des forêts luxembourgeoises pages 562-565

5366 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

b) la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

c) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules

et

5164 - Proposition de loi de M. Niki Bettendorf portant modification de l'article 12 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques modifiée par les lois des 2 mars 1963, 17 avril 1970, 1er août 1971, 7 avril 1976, 7 juillet 1977, 31 mars 1978, 9 juillet 1982, 3 mai 1984, 28 janvier 1986, 8 avril 1986, 7 septembre 1987, 15 janvier 1991, 21 décembre 1991, 1er juillet 1992, 27 juillet 1993, 26 août 1993, 18 mars 1997 et du 5 juin 1998 pages 565-571

2006-2007 TABLE ANALYTIQUE

Compte rendu N°1

Clôture de la session ordinaire 2005-2006 et ouverture de la session ordinaire 2006-2007 page 1

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Alexandre Krieps page 1

Composition du Bureau pages 1-2

Octroi du titre honorifique à M. Niki Bettendorf page 2

Composition de la Conférence des Présidents page 2

Composition des commissions parlementaires page 2

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 2

Ordre du jour page 2

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la recommandation du Médiateur relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi pages 2-6

Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative à la viande avariée pages 6-8

Hommage aux victimes de la catastrophe ferroviaire survenue à Zoufftgen, le 11 octobre 2006 page 9

Dépôt d'un projet de loi page 9

Communications pages 9-10

Retrait du rôle des affaires du projet de loi 5241 page 10

5012 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000 pages 10-11

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique pages 11-13

5492 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et des valeurs et de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 page 14

5520 - Projet de loi relative à la surveillance des conglomérats financiers, portant

1. transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances de la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier, et modifiant les directives 73/239/CEE, 79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives 98/78/CE et 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil;

2. modification

- de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier pages 14-15

5439 - Projet de loi concernant la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et portant modification de certaines dispositions du code pénal page 15

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de l'obésité des enfants et des adolescents pages 15-18

Communication page 19

Interpellation de M. Félix Braz au sujet de l'évolution future du secteur des médias audiovisuels pages 19-27

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'interdiction des bombes à sous-munitions pages 27-29

Compte rendu N°2

Dépôt d'un projet de loi page 31

Communications page 31

Institution d'une commission spéciale «Tripartite» et composition de la Commission spéciale «Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État» pages 31-32

5617 - Proposition de loi portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée

et

5621 - Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition - Déclaration de recevabilité page 32

Ordre du jour page 32

Dépôt d'une proposition de loi page 35

5508 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets pages 37-39

5582 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement à la Convention, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005 pages 39-41

5583 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux pages 41-43

5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification du Code du Travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées pages 43-44

5537 - Projet de loi portant

a) approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005;

b) modification de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport

et

5175 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention contre le dopage, ouvert à la signature, à Varsovie, le 12 septembre 2002 pages 44-47

Compte rendu N°3

Communications pages 48-49

Retrait du rôle des affaires page 49

5623 - Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux de M. Robert Mehlen page 49

Ordre du jour page 49

Dépôt d'une motion par Mme Anne Brasseur pages 49-50

Dépôt d'une résolution par Mme Marie-Josée Frank page 50

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 50-54

4992 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,

2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales,

3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle pages 54-57

5562 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales page 57

5514 - Projet de loi portant

1. approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, signé à Prüm, le 27 mai 2005, et

2. modification de la loi du 21 décembre 2004 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004

3. modification de la loi du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale, et

4. modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire pages 57-60

5389 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de:

- la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;

- la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;

- l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier pages 60-61

5590 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 27 mars 2006 page 61

5603 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Tallinn, le 23 mai 2006 pages 61-62

Ordre du jour page 62

Débat sur la politique étrangère et européenne et sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe pages 62-72

5488 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2004 pages 72-74

3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1er de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution pages 74-76

5581 - Projet de loi relatif à la transformation des anciens vestiaires des hauts fourneaux pour les besoins d'un incubateur d'entreprises à Belval-Ouest pages 76-78

Motion de Mme Anne Brasseur relative aux réformes du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire pages 79-80

Résolution de Mme Marie-Josée Frank relative à la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique pages 80-82

5560 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1920 autorisant le Gouvernement à édicter un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer situés sur le territoire du Grand-Duché pages 82-88

5589 - Projet de loi

1) autorisant l'acquisition de l'infrastructure ferroviaire appartenant à la société Arcelor S.A.;

2) modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

3) modifiant la loi du 28 mars 1997 1. approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2. approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) et 3. concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL; 4. portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire pages 88-91

5316 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 8 novembre 2001

et

5404 - Projet de loi portant approbation des amendements, adoptés par le Comité des Ministres, à Strasbourg, le 15 juin 1999, à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE N°108) permettant l'adhésion des Communautés européennes pages 91-92

5499 - Projet de loi portant approbation

- des amendements apportés par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications le 18 octobre 2002 à la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et son annexe ainsi qu'à la Convention de l'Union internationale des télécommunications et son annexe, signées à Genève, le 22 décembre 1992, telles qu'amendées dans la suite;

- des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications de Marrakech (2002) page 92

Compte rendu N°4

Communications page 93

Ordre du jour page 93

Dépôt d'une proposition de loi page 93

5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget pages 93-96

- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget pages 97-100

- Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances pages 100-102

- Discussion générale pages 118-129

- Discussion générale (suite/compte rendu N°5) pages 130-142

- Votes (compte rendu N°6) page 214

5535 - Projet de loi portant approbation des amendements au Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé, arrêtés par la Vingtième session de la Conférence, le 30 juin 2005 page 102

5490 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés;

- la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

- la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 pages 103-107

5543 - Projet de loi portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de seize ans pages 107-111

5592 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, faite à Paris, le 9 décembre 2005 pages 111-112

Table analytique

5586 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et l'Ukraine, signé à Kiev, le 1er décembre 2005 pages 112-113

5604 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis du Mexique dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports, signé à Mexico, le 16 février 2006 page 113

5572 - Projet de loi portant:

1. transposition

- de la directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers;

- de la directive 2001/51/CE du Conseil du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985;

- de la directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers;

- de la directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers;

2. modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant

1) l'entrée et le séjour des étrangers;

2) le contrôle médical des étrangers;

3) l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère pages 114-117

Communications page 117

5646 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg (Déclaration de recevabilité) page 118

Ordre du jour page 118

Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens page 118

Compte rendu N°5

5161 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

2. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

3. de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

4. du Code du Travail;

5. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

6. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux pages 143-148

5624 - Projet de loi abrogeant:

- la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies),

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 concernant les sociétés holding, pris en exécution de l'art. 1er, 7° alinéas 1 et 2 de la loi du 27 décembre 1937,

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à 24.000.000 euros au moins,

- la loi modifiée du 12 juillet 1977 modifiant et complétant a) la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) modifiée par l'article 21 de la loi du 29 décembre 1971 et b) l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938, sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à un milliard au moins, modifié par l'article 22 de la loi du 29 décembre 1971,

- le règlement grand-ducal du 29 juillet 1977 fixant le minimum du capital social libéré dont doit disposer une société holding pour être admise au bénéfice des dispositions fiscales de l'article premier de la loi du 31 juillet 1929,

- la loi du 21 juin 2005 portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies)

et fixant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010 pour le maintien temporaire de ces régimes pages 148-152

5610 - Projet de loi relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à l'initiative d'allégement de la dette multilatérale de l'Association Internationale de Développement

et

- à la septième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole page 152

5626 - Projet de loi portant rectification du Code du travail pages 152-153

Motion de Mme Anne Brasseur relative aux réformes du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire pages 153-154

Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation de la contestation de la Shoah pages 154-155

Débat d'orientation demandé par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la politique énergétique du Luxembourg pages 155-167

Compte rendu N°6

Dépôt de deux projets de loi page 168

Communications page 168

Ordre du jour pages 168 et 172

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la construction d'un lycée dans le canton de Clervaux pages 172-175

5642 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État pages 175-184

5598 - Projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information pages 185-188 page 209

5611 - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant

1) modification du Code du Travail;

2) modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3) modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;

4) modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales;

5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces;

6) modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural;

7) réforme de la taxe sur les véhicules routiers;

8) modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

9) introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

10) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

11) établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement;

12) modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État pages 188-201 pages 202-209

5632 - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum pages 209-214

Dépôt d'un projet de loi page 214

Dépôt d'un projet de loi page 215

Communications page 215

Ordre du jour page 215

Question avec débat N°11 de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce

et

Dépôt d'une motion pages 215-216

Motion de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce pages 216-217

Dépôt d'une motion relative à la situation au Darfour par M. Laurent Mosar page 217

5574 - Projet de loi modifiant les articles 61 et 65 du Code des assurances sociales pages 217-218

5633 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2005 pages 218-220

5577 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Confédération suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et du Protocole d'application, signés à Berne, le 12 décembre 2003 pages 220-221

5578 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements pages 221-222

Discours de fin d'année page 222

Compte rendu N°7

Communications pages 224-225

Départ en retraite de deux membres du Greffe page 225

5667 - Proposition de loi de M. Henri Grethen modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes;

5668 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée

et

5669 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national page 225

Ordre du jour page 225

Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution page 225

Dépôt d'une motion par M. Marcel Oberweis pages 225-226

5182 - Projet de loi portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève, le 26 mai 2000 pages 230-231

5198 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée

3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée pages 231-235

5446 - Projet de loi portant approbation du deuxième Amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, adopté à la troisième réunion des Parties à la Convention, tenue à Cavtat (Croatie) du 1er au 4 juin 2004 (Décision III/7) pages 235-236

5612 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à la base élective page 237

Interpellation de M. Carlo Wagner au sujet de l'évolution future du secteur vitivinicole pages 237-246

Interpellation de M. Claude Adam au sujet de la pauvreté au Luxembourg pages 246-259

Motion de M. Marcel Oberweis relative à la condamnation à mort par la justice libyenne de cinq infirmières bulgares et d'un médecin palestinien page 259

Projet de loi autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore pages 259-262

Compte rendu N°8

Communications pages 264-265

5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution

5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution page 265

Rôle des affaires page 265

Ordre du jour page 265

Dépôt d'une proposition de loi page 265

Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen pages 265-266

5616 - Projet de loi relative aux fonds d'investissement spécialisés et portant

- modification de la loi modifiée du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif

- modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée pages 266-268

5522 - Projet de loi portant réglementation de la fouille de véhicules pages 271-274

5609 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Cornmunauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou, le 23 juin 2000;

- de l'Acte final, signé à Luxembourg, le 25 juin 2005;

- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006;

- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006 pages 275-281

5593 - Projet de loi portant

1) organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue;

2) création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation pages 281-287

5671 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés pages 287-289

Dépôt d'une motion page 289

Compte rendu N°9

Communications pages 290-291

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention - Auteur: M. Henri Kox

et

5682 - Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques - Auteur: M. Carlo Wagner *(Déclarations de recevabilité)* page 291

Ordre du jour page 291

Hommage à M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion de son intronisation, en date du 12 mars 2007, en tant que membre associé étranger à l'Académie des Sciences morales et politiques de l'Institut de France page 291

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion du 50e anniversaire de la signature du Traité de Rome, suivie d'un débat pages 291-295

Table analytique

Dépôt d'une proposition de loi page 295

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz page 295

Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget page 300

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la sécurité au Centre de détention de Schrassig pages 300-304

Dépôt d'une proposition de loi page 302

5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques - Auteurs: MM. Marco Schank, Alex Bodry, Claude Meisch, François Bausch et Robert Mehlen

5701 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse - Auteur: Mme Lydie Err page 304

Dépôt d'une proposition de loi et d'une motion par M. Aly Jaerling pages 304-305

Dépôt d'une proposition de loi page 305

Ordre du jour page 305

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la problématique du suicide au Luxembourg et plus particulièrement au sujet du taux de suicide chez les jeunes pages 305-308

3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1er de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution page 308

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'abus de médicaments psychotropes chez les adultes et les jeunes en Europe et au Luxembourg pages 308-311

5690 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés page 312

Dépôt d'un projet de loi page 313

5658 - Projet de loi portant modification des articles 271, 273bis, et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales pages 313-314

4992 - Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, 2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et 3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle - Second vote constitutionnel page 314

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox pages 314-315

Motion de M. Félix Braz relative à l'inscription des Non-Luxembourgeois sur les listes électorales page 315

Motion de M. Aly Jaerling relative à l'inscription dans la Constitution de la langue luxembourgeoise comme langue nationale page 315

5639 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée page 315

5613 - Projet de loi portant approbation du Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, du Règlement général de l'Union postale universelle et de la Convention postale universelle et de son Protocole final ainsi que de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste, dans la version signée au Congrès postal universel de Bucarest, le 5 octobre 2004 pages 315-316

5648 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

et

5649 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Voorburg, le 30 mai 2006 pages 316-317

Motion de M. Henri Kox concernant le projet de loi 4985 relatif aux chiens pages 317-318

Compte rendu N°10

Rectificatif: Motion de M. Henri Kox concernant le projet de loi 4985 relatif aux chiens (vote) page 319

Communications pages 319-320

5702 - Proposition de loi visant à modifier la Constitution - Auteur: M. Aly Jaerling

5703 - Proposition de loi sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes - Auteur: M. Carlo Wagner page 320

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 320

Ordre du jour page 320

Dépôt d'une résolution par M. Gast Gibéryen page 320

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Gilles Roth pages 320-321

Composition des commissions parlementaires et des délégations auprès des assemblées parlementaires internationales page 321

Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire, présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire pages 325-328

Résolution de M. Gast Gibéryen au sujet de la situation politique en Russie page 328

5594A - Projet de loi portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Autriche, signé à Vienne, le 23 janvier 2006

et

5594B - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel pages 328-329

Compte rendu N°11

Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire pages 330-340

5628 - Projet de loi portant approbation

- du Protocole d'amendement à la Convention portant création du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme;

- des amendements au Protocole sur les privilèges et immunités du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme pages 340 et 344

5337 - Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification

1. du Code du Travail;

2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation;

3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux pages 341-344

Dépôt d'un projet de loi page 344

5636 - Projet de loi concernant la disparition des personnes et portant modification du Code d'instruction criminelle pages 344-345

5637 - Projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») pages 345-348

Communications pages 349-350

Ordre du jour page 350

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la nouvelle loi relative à la lutte antitabac, entrée en vigueur le 1er septembre 2006 pages 355-357

5653 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/14/CE sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs et modifiant

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs pages 357-358

Compte rendu N°12

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation pages 360-365

5726 - Débat sur l'état de la nation pages 365-382

Compte rendu N°13

Communications page 383

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 383

Ordre du jour page 383

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'attitude des autorités politiques polonaises à l'encontre du député européen Bronislaw Geremek pages 387-389

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des jeux de hasard pages 389-392

5660A - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

2) de la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service au Grand-Duché de Luxembourg des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;

3) de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

et

5411 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et transposant certaines dispositions de la Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires pages 392-395

Débat de consultation sur les réflexions et propositions du Gouvernement au sujet des mesures destinées à réduire les effets engendrés par le changement climatique

et

Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et des stratégies de prévention et de limitation des dégâts que va générer le changement climatique pages 396-410

Ordre du jour page 407

Motion au sujet du système de perception tarifaire électronique eGo pages 410-412

Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux en relation avec la construction des nouvelles infrastructures de traitement des déchets organiques du Syndicat intercommunal «Minett-Kompost» pages 412-414

Compte rendu N°14

Communications page 415

Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe page 415

Ordre du jour page 415

Débat d'orientation en vue du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 sur le mandat d'une Conférence intergouvernementale relative au Traité constitutionnel pages 415-423

5665 - Projet de loi portant

a) approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006;

b) approbation du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le «Landkreis Merzig-Wadern» sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», signé à Perl, le 4 décembre 2006 pages 424-427

5625 - Projet de loi portant

1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 427-432

Dépôt de deux projets de loi page 432

5643 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Conférence Européenne de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 13 février 1969

5644 - Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant le Laboratoire Européen de Biologie Moléculaire, fait à Genève, le 10 mai 1973 pages 433-434

5677 - Projet de loi relatif à la construction d'un dépôt des Ponts et Chaussées à Remich pages 435-436

5678 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour Professions de Santé à Luxembourg pages 436-438 page 439

5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006 pages 438-439

Ordre du jour pages 440-441 page 445

Communications page 441

5607 - Projet de loi portant création d'un lycée à Belval

5657 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée d'enseignement secondaire et secondaire technique à Belval pages 445-450

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'évolution future de l'espace scolaire de Mersch pages 450-452

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la sécurité routière sur la route nationale RN7 (E420) en direction de Wemperhardt pages 452-456

Compte rendu N°15

Dépôt de deux projets de loi page 457

Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de la politique familiale et des mesures permettant de concilier la vie familiale et la vie professionnelle pages 457-470

5676 - Projet de loi relatif à la construction d'un nouvel Hôtel de la Justice de Paix à Esch-sur-Alzette pages 470-472

Communications pages 472-473

5496 - Débat d'orientation sur la chasse pages 473-482

5638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense, d'informations techniques, fait à Bruxelles, le 19 octobre 1970

et

5650 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut des Forces Armées Danoises, Grecques, Italiennes, Luxembourgeoises, Norvégiennes, Portugaises, Espagnoles et Turques lors d'un séjour temporaire en République fédérale d'Allemagne, ainsi que les Déclarations sur la juridiction pénale, signés à Bonn, le 29 avril 1998 page 484

Hommage à la mémoire de M. Robert Prüssen, Député honoraire page 485

Communications pages 485-486

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 486

Ordre du jour page 486

Dépôt d'une proposition de loi page 486

Dépôt d'un projet de loi page 486

5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution pages 492-496

5656 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État page 496

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des procédures d'asile pages 497-500

5706 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, et de son Acte final, signés à Luxembourg, le 12 juin 2006

et

Table analytique

5712 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier dans la République d'Albanie ou les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas), signé à La Haye, le 9 juin 2005 pages 500-501

Compte rendu N°16

Communication page 502

5511 - Débat d'orientation sur la sécurité intérieure au Luxembourg

et

Interpellation de Mme Colette Flesch sur le nécessaire respect de l'équilibre entre sécurité publique et libertés individuelles pages 502-518

Ordre du jour page 518

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet des contrats des chargés de cours de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire pages 518-521

5743 - Proposition de loi de M. Marco Schank portant création d'un Service de bibliothèques publiques (Déclaration de recevabilité) page 521

5707 - Projet de loi portant création du Nordstad-Lycée pages 521-523

Interpellation de M. Alexandre Krieps au sujet de la thématique des transplantations d'organes pages 524-527

5448 - Projet de loi relatif aux tissus et cellules humains destinés à des applications humaines pages 527-531

Formation et composition d'une Commission des Comptes page 531

Ordre du jour page 531

Communications page 532

Dépôt d'une proposition de loi page 532

Ordre du jour page 532

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz page 532

5647 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans les régions frontalières, conclu par échange de lettres le 23 mai 2005 à Luxembourg page 533

5737 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection pages 533-535

5654 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Rétention pages 535-539

Ordre du jour page 539

5627 - Projet de loi relative aux marchés d'instruments financiers et portant transposition de:

- la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE,

- l'article 52 de la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive, et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif,

- la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés,

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

- la loi du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur,

- la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, et portant abrogation de:

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative à la surveillance des marchés d'actifs financiers,

- la loi modifiée du 21 juin 1984 relative aux marchés à terme pages 540-543

5019 - Projet de loi sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales pages 543-544

5697 - Projet de loi portant

1) approbation de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003,

2) modification de l'article 12, point 5 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) page 544

5571 - Projet de loi portant modification 1. de l'article 14 (2) de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; 2. de l'article 10 du Code d'instruction criminelle page 545

Ordre du jour page 545

5679 - Projet de loi

1. relatif au stage des magistrats et futurs magistrats étrangers, et

2. portant modification de:

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

- la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif pages 545-546

5670 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des douanes et accises page 546

5570 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française sur la sécurité sociale

- du Protocole additionnel relatif au recouvrement des cotisations et contributions de sécurité sociale et à la répétition des prestations indûment versées

signés à Paris, le 7 novembre 2005

et

5705 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume du Maroc, signée à Luxembourg, le 2 octobre 2006 pages 546-547

Compte rendu N°17

5605 - Projet de loi

1) relative à l'organisation du marché de l'électricité;

2) instaurant un poste de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie;

3) abrogeant

- la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport;

- la loi du 4 janvier 1928 concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg approuvant la convention de concession du 11 novembre 1927 ainsi que ses annexes;

- la loi du 30 juin 1927 approuvant le contrat de fourniture de courant du 11 avril 1927 pour l'électrification du Grand-Duché de Luxembourg;

- la loi du 2 février 1924 concernant les distributions d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg;

- la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

et

4) modifiant

- la loi du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

et

5606 - Projet de loi relative à l'organisation du marché du gaz naturel et abrogeant la loi modifiée du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et portant modification 1) de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité et 2) la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport pages 548-562

Dépôt d'une proposition de loi page 556

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'état phytosanitaire des forêts luxembourgeoises pages 562-565

5366 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

b) la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

c) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules

et

5164 - Proposition de loi de M. Niki Bettendorf portant modification de l'article 12 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques modifiée par les lois des 2 mars 1963, 17 avril 1970, 1er août 1971, 7 avril 1976, 7 juillet 1977, 31 mars 1978, 9 juillet 1982, 3 mai 1984, 28 janvier 1986, 8 avril 1986, 7 septembre 1987, 15 janvier 1991, 21 décembre 1991, 1er juillet 1992, 27 juillet 1993, 26 août 1993, 18 mars 1997 et du 5 juin 1998 pages 565-571

Ordre du jour pages 571-572

5709 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté pages 572-574 page 581

Communications pages 575-576

Question avec débat N°24 de M. Marc Angel au sujet des procédures relatives aux adoptions d'enfants page 576

Motion de M. Félix Braz relative au mariage civil pour couples homosexuels et à l'élimination de toute discrimination à l'égard des personnes homosexuelles pages 576-577 page 577

Dépôt d'une résolution par M. Xavier Bettel pages 577

Résolution de M. Xavier Bettel relative au mariage des couples homosexuels pages 577-578 page 586

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet du réajustement de l'enseignement des langues pages 578-581

5634 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur l'application de l'article 65 de la Convention sur la délivrance de brevets européens, fait à Londres le 17 octobre 2000

et

5635 - Projet de loi portant approbation de l'Acte portant révision de la Convention sur la délivrance de brevets européens du 5 octobre 1973, fait à Munich, le 29 novembre 2000 pages 581-582

Question urgente N°1851 de Mme Martine Stein-Mergen et de M. Marcel Oberweis au sujet de l'accord unilatéral de l'indépendance du Kosovo pages 582-583

5714 - Projet de loi relatif à la modification de l'Article L.211-11 du Code du Travail pages 583-586

5715 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2006/109/CEE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de la directive 94/45/CE concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;

2. modification du Code du travail page 586

5554 - Projet de loi portant modification

- de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

- des articles 4 paragraphe (3) lettre d); 5 paragraphe (1) lettre a); 9 paragraphe (1) lettre a) et 12 de la loi du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et

- de l'article 23 paragraphe (2) points 1. et 2. de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias pages 586-590

Motion de M. Lucien Clement relative au «public private partnership» pages 590-591

Heures de questions au Gouvernement:

Compte rendu N°2

- Question N°121 du 24 octobre 2006 de M. Marc Spautz relative à la mise en place de campagnes d'information sur les dangers liés à la canicule, adressée au Ministre de la Santé page 32

- Question N°122 du 23 octobre 2006 de M. Xavier Bettel relative aux rapatriements forcés de demandeurs d'asile déboutés, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 32

- Question N°123 du 24 octobre 2006 de M. Fernand Diederich relative aux dangers liés aux traces de mazout sur les voies publiques, adressée au Ministre des Travaux publics pages 32-33

- Question N°124 du 24 octobre 2006 de M. Jean Huss au sujet de l'accord politique atteint lors du Conseil Environnement concernant la directive relative à la qualité de l'air ambiant, adressée au Ministre de l'Environnement page 33

- Question N°125 du 24 octobre 2006 de M. Marc Angel relative aux vaccins contre la grippe, adressée au Ministre de la Santé et au Ministre de la Sécurité sociale pages 33-34

- Question N°126 du 23 octobre 2006 de M. Aly Jaerling relative au reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency), adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 34

- Question N°127 du 24 octobre 2006 de M. Ben Fayot relative aux développements des négociations concernant le statut unique, adressée au Ministre de la Sécurité sociale et au Ministre du Travail et de l'Emploi page 34

- Question N°128 du 24 octobre 2006 de Mme Anne Brasseur relative à la constitution d'un fonds permettant de financer la gestion et la maintenance des cartables électroniques au Lycée Aline Mayrisch, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 34-35

- Question N°129 du 24 octobre 2006 de Mme Claudia Dall'Agnol relative au règlement grand-ducal destiné à protéger les agents publics contre les émanations résultant de la consommation de tabac d'autrui, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 35

- Question N°130 du 24 octobre 2006 de M. Gast Gibéryen relative à la «loi antitabac» et les décisions du Conseil de Gouvernement du 19 octobre concernant l'application de la loi dans les bâtiments publics, adressée au Ministre de la Santé page 35

Heure de questions au Gouvernement (suite) pages 35-36

Compte rendu N°6

- Question N°131 du 7 novembre 2006 de Mme Anne Brasseur relative à l'avis du 20 octobre 2006 de la Cour constitutionnelle sur la compatibilité des exceptions au droit du travail pour chargés de cours avec la Constitution luxembourgeoise, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 169

- Question N°132 du 18 décembre 2006 de M. Ben Fayot relative à l'initiative du Gouver-

nement, ensemble avec le Gouvernement espagnol, de réunir les dix-huit États membres ayant ratifié à ce jour le Traité constitutionnel, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 169

- Question N°133 du 18 décembre 2006 de M. Camille Gira relative à la transposition de la directive cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (délai de transposition 22/12/2003), adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 170

- Question N°134 du 19 décembre 2006 de M. Robert Mehlen relative aux déclarations du Ministre de la Santé relatives aux „Krankeschäinautomaten", adressée au Ministre de la Santé page 170

- Question N°135 du 15 décembre 2006 de M. Roger Negri relative aux résultats au Luxembourg de la campagne de sensibilisation au dépistage précoce du diabète dans le cadre d'un projet européen Interreg III ayant eu lieu du 20 au 25 novembre 2006, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale pages 170-171

- Question N°136 du 15 novembre 2006 de M. Charles Goerens relative à l'avenir du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 169-170

- Question N°137 du 19 décembre 2006 de M. Félix Braz relative à la modification en cours de la directive européenne «Télévision sans frontières» et les résultats du vote en première lecture au Parlement européen, adressée au Ministre des Communications page 171

- Question N°138 du 18 décembre 2006 de M. Claude Meisch relative à l'acquisition par la main publique de terrains situés hors périmètre et la vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 171-172

- Question N°139 du 18 décembre 2006 de M. Xavier Bettel relative au projet Eurocap-Rail, adressée au Ministre des Transports page 172

Compte rendu N°7

- Question N°140 du 30 janvier 2007 de M. Marcel Sauber au sujet du nouveau Plan d'action en faveur des PME, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement page 226

- Question N°141 du 30 janvier 2007 de M. Charles Goerens relative à la relance du débat sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 226

- Question N°142 du 29 janvier 2007 de M. Ben Fayot relative à la réunion à Madrid des 18 pays qui ont ratifié le Traité établissant une Constitution pour l'Europe et à l'avenir dudit traité, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration pages 226-227

- Question N°143 du 30 janvier 2007 de M. Henri Kox relative à l'organisation d'une véritable campagne de sensibilisation des citoyens à l'occasion du festival automobile 2007, campagne à organiser conjointement par le Gouvernement, l'ADAL et la FEGARLUX, adressée à M. le Ministre de l'Environnement et à M. le Ministre des Transports page 227

- Question N°144 du 30 janvier 2007 de Mme Martine Stein-Mergen relative à l'accompagnement des personnes aveugles détentrices d'une carte d'invalidité C, adressée à M. le Ministre des Transports page 227

- Question N°145 du 30 janvier 2007 de M. Jean-Pierre Koepp relative à la simplification administrative, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement pages 227-228

- Question N°146 du 29 janvier 2007 de Mme Lydie Err relative au permis de séjour des ressortissants européens, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 228

- Question N°147 du 26 janvier 2007 de Mme Anne Brasseur relative à la compensation de notes insuffisantes dans l'enseignement secondaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 228

- Question N°148 du 30 janvier 2007 de M. Henri Kox relative à la condamnation du Luxembourg - en décembre 2006 - par la Cour de Justice européenne pour non-respect des obligations découlant de la directive 1999/94/CE concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO_2 à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, adressée à M. le Ministre de l'Environnement et à M. le Ministre des Transports page 228

- Question N°149 du 26 janvier 2007 de M. Xavier Bettel relative au traitement à percevoir par un fonctionnaire ayant été mis en liberté et se trouvant sous contrôle judiciaire, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative pages 228-229

- Question N°150 du 30 janvier 2007 de M. Claude Adam relative à la stratégie du Gouvernement luxembourgeois face à la discrimination des étudiants étrangers par voie de quota ou autres formalités lors de l'inscription dans des universités belges et autrichiennes, adressée à M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 229

- Question N°151 du 30 janvier 2007 de M. Charles Goerens relative à un essai effectué par la Chine pour tester une arme antisatellite, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration pages 229-230

- Question N°152 du 30 janvier 2007 de M. Robert Mehlen relative à une directive européenne par laquelle la protection des cormorans serait abrogée, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 230

Compte rendu N°8

- Question N°153 du 13 février 2007 de Mme Nancy Arendt relative à la lutte antitabac, adressée à M. le Ministre de la Santé page 268

- Question N°154 du 24 octobre 2006 de Mme Colette Flesch relative à l'accouchement anonyme, adressée à la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 268-269

- Question N°155 du 12 février 2007 de M. Roger Negri relative à la sécurité des tunnels des autoroutes en général et plus particulièrement à l'aménagement d'une plateforme d'atterrissage pour hélicoptères au «Markusberg», adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 269

- Question N°156 du 12 février 2007 de M. Claude Adam relative à l'arrêt prononcé par la Cour administrative sur la relation de travail qui existe entre un chargé d'éducation et l'État, adressée à la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 270

- Question N°157 du 12 février 2007 de M. Ben Fayot relative aux Conseils «Énergie» et «Environnement» du 15 respectivement 20 février 2007 et plus particulièrement sur les divergences qui existent entre les États membres sur les objectifs à atteindre jusqu'en 2020, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 269

- Question N°158 du 12 février 2007 de M. Xavier Bettel relative aux cotisations sociales des coopérants, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi pages 270-271

- Question N°159 du 13 février 2007 de M. Henri Kox relative à la position du Luxembourg lors du prochain Conseil des Ministres de l'Énergie, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 269-270

- Question N°160 du 12 février 2007 de Mme Anne Brasseur relative à l'ouverture de nouveaux bâtiments abritant les Archives nationales, adressée à M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à M. le Ministre des Travaux publics page 271

- Question N°161 du 13 février de M. Claude Meisch relative au Pacte «Logement», adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement page 271

Compte rendu N°9

- Question N°162 du 12 mars 2007 de M. Ben Fayot relative à la proposition des États-Unis d'installer un bouclier de défense antimissiles en Pologne et en Tchéquie, à la mise en œuvre par le CAG de l'article 11 du TUE sur la politique étrangère et de sécurité commune et au positionnement du Luxembourg à l'OTAN, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 296-297

- Question N°163 du 13 mars 2006 de M. Charles Goerens relative à la prolongation du mandat de l'Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes de l'UE par transformation en Agence des droits fondamentaux, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et à M. le Ministre de la Justice page 297

- Question N°164 du 9 mars 2006 de M. Roger Negri relative aux conclusions sur la politique énergétique et climatique retenues lors du Conseil européen des 8 et 9 mars 2007 et plus particulièrement sur les répercussions pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement pages 297-298

- Question N°165 du 13 mars 2006 de M. Claude Adam relative à la 3e année du Certificat d'Études Pédagogiques dispensée pour la dernière fois par l'Université du Luxembourg durant l'année académique 2007/2008, adressée à M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 298

- Question N°166 du 13 mars 2007 de M. Marco Schank relative aux procédures d'autorisation de décollage pour les hélicoptères de la Police grand-ducale et de l'Air Rescue à l'aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Transports page 298

- Question N°167 du 9 mars 2007 de M. Robert Mehlen relative au mode d'approche des avions à l'aéroport de Luxembourg dans le contexte des nuisances sonores et environnementales, adressée à M. le Ministre des Transports pages 298-299

- Question N°168 du 12 mars 2007 de M. Roland Schreiner relative à l'état actuel des négociations sur les conditions de travail auprès des CFL, adressée à M. le Ministre des Transports page 299

- Question N°169 du 9 mars 2007 de Mme Anne Brasseur relative à la Charte du piéton de la section du parti socialiste de la Ville de Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Transports page 300

- Question N°170 du 13 mars 2007 de M. Marc Spautz relative à l'introduction d'un abonnement «Seniorenkard» et en particulier de la mise en vigueur de cette nouvelle mesure qui a été acceptée à l'unanimité par la Commission tarifaire en date du 17 novembre 2005, adressée à M. le Ministre des Transports pages 299-300

Compte rendu N°10

- Question N°171 du 24 avril 2007 de M. Marc Spautz relative aux règlements grand-ducaux portant exécution de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi pages 321-322

- Question N°172 du 20 avril 2007 de M. Alexandre Krieps relative à l'introduction d'un système de comptes épargne-temps, adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi page 322

- Question N°173 du 20 avril 2007 de M. Marc Angel relative au futur Musée de la Forteresse, adressée à M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 322

- Question N°174 du 20 avril 2007 de M. Jacques-Yves Henckes relative au droit de garde des enfants dans le cadre d'un divorce, adressée à M. le Ministre de la Justice page 322

- Question N°175 du 24 avril 2007 de M. Laurent Mosar relative aux conclusions du Conseil «justice et affaires intérieures» de l'Union européenne du 19 avril 2007 et plus particulièrement en matière de divorce, adressée à M. le Ministre de la Justice pages 322-323

- Question N°176 du 23 avril 2007 de M. Henri Grethen relative à la conclusion d'une convention de succession entre la France et le Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget page 323

- Question N°177 du 23 avril 2007 de M. Romain Schneider relative à la fermeture de la ligne 895 Wiltz - Derenbach - Lentzweiler, adressée à M. le Ministre des Transports page 323

- Question N°178 du 24 avril 2007 de M. Xavier Bettel relative aux demandes des communes d'un renforcement d'effectif des policiers avant le recours à des sociétés de gardiennage, adressée à M. le Ministre de la Justice pages 323-324

- Question N°179 du 24 avril 2007 de Mme Martine Stein-Mergen relative au règlement (CE) N°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol et notamment concernant les différences d'interprétation au niveau des pays membres, adressée à M. le Ministre des Transports page 324

- Question N°180 du 24 avril 2007 de M. Charles Goerens relative à l'adoption par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) du texte du «Résumé pour les décideurs» de la deuxième partie de son rapport 2007, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 324

- Question N°181 du 24 avril 2007 de M. Charles Goerens relative au risque de délocalisation hors de l'Union européenne d'activités hautement polluantes afin de diminuer de 20% la production de gaz à effet de serre, adressée à M. le Ministre de l'Environnement pages 324-325

Compte rendu N°11

- Question N°182 du 8 mai 2007 de Mme Martine Stein-Mergen relative à la prise en charge par l'UCM des prestations de transport du malade, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 350

- Question N°183 du 15 mars 2007 de Mme Colette Flesch relative à l'adoption, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 350

- Question N°184 du 4 mai 2007 de M. Roger Negri relative à l'interconnexion au niveau de l'approvisionnement en électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 350-351

- Question N°185 du 8 mai 2007 de M. Claude Adam relative aux lits de vacances dans les centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 351

- Question N°186 du 8 mai 2007 de M. Marc Spautz relative au conseil et à la protection des consommateurs connectés à la télévision par «câble», adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 351

- Question N°187 du 8 mai 2007 de M. Gast Gibéryen relative à une directive visant à libéraliser le marché postal d'ici le 1er janvier 2009, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 351-352

- Question N°188 du 4 mai 2007 de M. Alexandre Krieps relative à la réduction des délais d'attente en matière d'IRM, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 352

- Question N°189 du 8 mai 2007 de M. Robert Mehlen relative à la capacité du Laboratoire National de Santé (LNS) d'effectuer une prévention efficace contre le cancer et plus particulièrement le cancer de l'utérus, adressée à M. le Ministre de la Santé page 352

- Question N°190 du 22 mai 2007 de M. Gilles Roth relative à la création éventuelle d'un registre des procédures d'autorisation en matière de PAP tel que préconisé par le Conseil économique et social dans son avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays 2007, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 383-384

- Question N°191 du 21 mai 2007 de Mme Anne Brasseur relative aux décodeurs numériques, adressée à M. le Ministre des Communications page 384

- Question N°192 du 21 mai 2007 de M. Roger Negri relative au dépistage systématique de l'ostéoporose, adressée à M. le Ministre de la Santé pages 384-385

- Question N°193 du 22 mai 2007 de M. Jean Huss relative à la vaccination HPV (les papillomavirus humains), adressée à M. le Ministre de la Santé page 385

- Question N°194 du 22 mai 2007 de Mme Nancy Arendt relative au contrôle des prestations fournies dans les centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) ou dans les maisons de soins prises en charge par l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 385

Table analytique

- Question N°195 du 22 mai 2007 de M. Claude Meisch relative à une modification de la législation sur l'aménagement du territoire, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 385-386

- Question N°196 du 21 mai 2007 de Mme Lydie Err relative à la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, adressée à M. le Ministre de la Justice page 386

- Question N°197 du 22 mai 2007 de M. Claude Meisch relative à la promotion des initiatives privées dans le domaine de la famille et de l'égalité des chances, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 386

- Question N°198 du 21 mai 2007 de M. Ben Fayot relative aux démarches de la Présidence allemande en matière de libéralisation des services postaux, adressée à M. le Ministre des Communications page 387

Compte rendu N°14

- Question N°199 du 19 juin 2007 de M. Lucien Thiel relative à la libéralisation des services postaux, adressée à M. le Ministre des Communications pages 441-442

- Question N°200 du 18 juin 2007 de Mme Colette Flesch relative à une modification du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement afin de faire bénéficier les partenaires des mêmes dispositions que celles prévues pour les couples mariés, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement page 442

- Question N°201 du 18 juin 2007 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement sur la liaison ferroviaire entre le Luxembourg et l'Allemagne (Luxembourg-Trèves ou Luxembourg-Merzig), adressée à M. le Ministre des Transports page 442

- Question N°202 du 19 juin 2007 de M. Félix Braz relative au projet tram, adressée à M. le Ministre des Transports pages 442-443

- Question N°203 du 18 juin 2007 de M. Ben Fayot relative à la décision de l'OTAN relative aux boucliers antimissiles, adressée à M. le Ministre de la Défense pages 443-444

- Question N°204 du 18 juin 2007 de M. Robert Mehlen relative au fonctionnement des auberges de jeunesse, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement page 444

- Question N°205 du 18 juin 2007 de M. Alexandre Krieps relative aux accidents impliquant des cyclistes et à l'introduction du port du casque obligatoire pour tous les cyclistes sur la voie publique, adressée à M. le Ministre des Transports pages 444-445

- Question N°206 du 18 juin 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'état d'avancement de l'élaboration de la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

et

Question N°207 du 19 juin 2007 de M. Charles Goerens relative à la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 445

Compte rendu N°15

- Question N°208 du 2 juillet 2007 de M. Gilles Roth relative au projet de la tangente Ouest et à l'élargissement de l'autoroute A6, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 486

- Question N°209 du 3 juillet 2007 de M. Xavier Bettel relative à l'implantation de la nouvelle «Fixerstuff» à Luxembourg-Bonnevoie, adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 486-487

- Question N°210 du 2 juillet 2007 de Mme Lydie Err relative au maintien de l'organisation des Mujahidines du peuple d'Iran sur la liste des personnes, groupes et entités considérés comme terroristes par l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 487

- Question N°211 du 2 juillet 2007 de M. Félix Braz relative à l'application de l'article 86 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics dans le contexte des délais de paiement accordés par le Centre commun de la Sécurité sociale, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 487

- Question N°212 du 3 juillet 2007 de M. Marco Schank relative à la production de biogaz au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement pages 487-488

- Question N°213 du 3 juillet 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'abus d'alcool, adressée à M. le Ministre de la Santé page 488

- Question N°214 du 2 juillet 2007 de M. Roger Negri sur les premiers constats relatifs à l'interdiction de dépassement pour les poids lourds sur les autoroutes, adressée à M. le Ministre des Transports page 488

- Question N°215 du 3 juillet 2007 de M. Xavier Bettel relative à la cohabitation entre jeunes victimes et agresseurs au sein du Centre socio-éducatif de Dreiborn, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 488-489

- Question N°216 du 2 juillet 2007 de Mme Viviane Loschetter relative à la résolution 1557 (2007) et à la recommandation 1799 (2007) du Conseil de l'Europe concernant l'image des femmes dans la publicité, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances page 489

- Question N°217 du 3 juillet 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'impact d'organismes génétiquement modifiés sur les populations d'abeilles, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 489

- Question N°218 du 3 juillet 2007 de M. Claude Adam relative au problème de la reproduction mécanique d'œuvres protégées (photocopie et imprimante), adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 489

Questions avec débat:

Question avec débat N°9 de M. Marco Schank relative à l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pages 36-37

Question avec débat N°10 de M. Henri Grethen au sujet des cotisations sociales dues au Centre commun de la Sécurité sociale pages 78-79

Question avec débat N°11 de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce

et

Dépôt d'une motion pages 215-216

Question avec débat N°12 de M. Félix Braz au sujet d'un système de tram léger page 184

Question avec débat N°13 de M. Charles Goerens relative au siège du Parlement européen à Strasbourg pages 274-275

Question avec débat N°14 de M. Claude Adam relative à l'introduction d'une filière en langue française pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire à l'École privée Notre-Dame dès la rentrée 2007-2008 page 312

Question avec débat N°15 de M. Roger Negri sur le renouvellement du Traité Benelux qui vient à échéance en 2010 page 296

Question avec débat N°16 de M. Félix Braz relative à l'accord-cadre «câble» - Passage à la télévision numérique pour le 31 janvier 2008 pages 482-483

Question avec débat N°17 de M. Robert Mehlen au sujet de la reconnaissance officielle de certaines formes de médecine «non conventionnelle» dans le système de sécurité sociale pages 353-354

Question avec débat N°18 de Mme Marie-Josée Frank relative aux problèmes liés au service médical d'urgence pages 354-355

Question avec débat N°19 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réforme des délégations de personnel pages 352-353

Question avec débat N°21 de M. Jean Huss au sujet des enfants diagnostiqués TDHA (trouble au déficit de l'attention / hyperactivité) pages 523-524

Question avec débat N°22 de M. Xavier Bettel relative à l'instauration du «modèle suédois» qui interdit la prostitution et prévoit la pénalisation des clients pages 489-491

Question avec débat N°23 de M. Marco Schank relative au Musée de l'Ardoise de Haut-Martelange page 491

Questions urgentes:

Question urgente N°1607 de Mme Martine Stein-Mergen relative au remboursement du nouveau code de visite majorée en médecine générale (V8) pages 311-312

Question urgente N°1778 de M. Jacques-Yves Henckes relative au trafic de fausses autorisations de commerce page 433

Question urgente N°1779 de M. Félix Braz relative à la directive «Postes» pages 423-424

Questions parlementaires:

- Question parlementaire N°1597 du 6 mars 2007 de M. Laurent Mosar relative au Projet américain d'installation d'un bouclier antimissiles en République tchèque et en Pologne, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 296-297

Demandes en naturalisation:

Demandes en naturalisation (compte rendu N°1) pages 29-30

Demandes en naturalisation (compte rendu N°6) pages 222-223

Demandes en naturalisation (compte rendu N°7) pages 262-263

Demandes en naturalisation (compte rendu N°11) pages 358-359

Demandes en naturalisation (compte rendu N°14) pages 439-440

Demandes en naturalisation (compte rendu N°17) pages 591-592

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1749	M. Marcel Oberweis	Installation de panneaux photovoltaïques par les communes et l'État
1750	M. Ben Fayot	Nuisances sonores générées par le trafic aérien
1753	M. Jos Scheuer	Mise à disposition et utilisation de matériel de premiers secours dans les établissements scolaires
1768	M. Laurent Mosar	Régulation des fonds spéculatifs («hedge funds»)
1770	M. Marcel Oberweis	Aides étatiques en matière de logement
1771	M. Marcel Oberweis	Assemblée générale annuelle de l'association internationale du transport aérien (IATA) à Vancouver
1776	M. Marcel Oberweis	Avancée des chenilles urticantes dans nos pays limitrophes
1777	M. Camille Gira	Réduction de 50 euros sur la taxe sur les véhicules automoteurs
1782	M. Roland Schreiner	Interprétation et application du règlement 261/2004/CE - Phénomène de l'«overbooking»
1783	M. Félix Braz	Introduction d'une analyse sanguine annuelle plus complète pour les donneurs de sang dans le cadre d'une médecine préventive
1792	M. Camille Gira	Entreprises «SEVESO»
1793	Mme Marie-Josée Frank	Introduction du «gender budgeting»
1794	M. Xavier Bettel	Durée et conditions de travail auprès des CFL
1797	M. Robert Mehlen	Groupement d'intérêt économique (GIE) LuxTram
1799	M. Jacques-Yves Henckes	Taux de prêt hypothécaire
1804	M. Marc Spautz	Collisions avec du gibier
1807	M. Laurent Mosar	Conférence ministérielle de l'OMC à Potsdam
1813	M. Xavier Bettel	Embauche d'un enseignant luxembourgeois auprès du «Haus am Wehrborn» à Aach près de Trèves
1814	M. Xavier Bettel	Primes d'encouragement pour la réussite d'un cycle d'études supérieures dans les délais prévus
1817	M. Xavier Bettel	Agressions de membres de la force publique
1826	M. Laurent Mosar	Proposition de loi du sénateur américain Carl Levin relative à la lutte contre les paradis fiscaux
1830	M. Henri Kox	Pratique du jet-ski sur la Moselle
1834	M. Carlo Wagner	Trafic de poids lourds
1836	M. Jean-Pierre Klein	Conformité au principe de la liberté d'établissement de la législation relative à l'exercice de la profession de notaire
1837	M. Claude Adam	Enfants placés judiciairement dans une institution à l'étranger
1839	M. Jean-Paul Schaaf	Service de garde et de remplacement des médecins généralistes
1844	M. Aly Jaerling	Jeux de hasard en ligne
1845	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Quantité de fumure organique admissive par hectare
1848	M. Marc Spautz	Service d'urgence des hôpitaux
1849	M. Marco Schank	Port de la ceinture de sécurité dans les autobus scolaires
1852	M. Robert Mehlen	Coût du système éducatif au Luxembourg
1854	M. Romain Schneider	Types de véhicules devant être équipés d'un tachygraphe
1856 cf.1857	M. Claude Meisch	Inscriptions dans l'enseignement secondaire - Rentrée en classe de 7e
1857 cf.1856	M. Marc Spautz	Inscriptions dans l'enseignement secondaire
1872	M. Xavier Bettel	Transposition de la directive concernant la sécurité des aéronefs des pays tiers empruntant les aéroports communautaires
1874	M. Xavier Bettel	Transposition de la directive sur la formation des conducteurs professionnels
1875	M. Félix Braz	Interdiction de dépassement des autobus aux arrêts
1879	M. Carlo Wagner	Adaptation des pneus aux conditions de circulation hivernales
1882	M. Camille Gira	Allocation de quotas de CO_2
1889	M. Claude Adam	Organisation scolaire

Question 1749 (18.5.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**installation de panneaux photovoltaïques par les communes et l'État:**

Le règlement grand-ducal du 14 octobre 2005 concernant la fourniture d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables précise à l'article 6 les conditions de rémunération pour les fournitures d'énergie électrique en provenance d'installations photovoltaïques mises en service par des personnes physiques, des communes ou encore l'État.

Afin de garantir une certaine prévisibilité des charges à venir il a été décidé de limiter l'accroissement supplémentaire de la production photovoltaïque à 12 MW crête, dont 3 MW sont réserves aux personnes physiques, 3 autres MW aux communes, tandis que l'État se chargera de développer le solde de 6 MW sous sa propre régie. Les installations photovoltaïques doivent être réalisées entre le 1er janvier 2005 et le 31 décembre 2007.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur les installations photovoltaïques déjà réalisées et le cas échéant quelle en a été la puissance installée en MW crête dans les trois catégories?

- Existe-il encore d'autres projets qui sont en cours de réalisation ou en élaboration?

Réponse (25.7.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant la réalisation d'installations photovoltaïques depuis la mise en œuvre du règlement grand-ducal du 14 octobre 2005, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après suivant les renseignements recueillis respectivement auprès de l'Administration des Bâtiments publics, auprès de l'Institut Luxembourgeois de Régulation et auprès des gestionnaires de réseau:

- au niveau de l'État:

une seule installation photovoltaïque d'une puissance de 5 kW a été réalisée depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 14 octobre 2005 dans le cadre des travaux d'extension et de modernisation des locaux de la Chambre des Députés.

Ces 5 kW s'ajoutent aux 15 kW déjà installés préalablement aux endroits suivants:

- Institut Viti-Vinicole à Remich 7,5 kW
- Lycée technique à Ettelbruck 4,0 kW
- Lycée technique des Arts et Métiers 1,0 kW
- Université du Luxembourg Campus Kirchberg 2,5 kW.

Six autres installations pour une puissance totale de 538,8 kW sont actuellement en projet, voire en phase de réalisation, à savoir:

- CIPA Dudelange 53,8 kW
- Cour de Justice des Communautés européennes 329,0 kW
- Lycée technique de Lallange 42,0 kW
- Lycée technique du Centre (Annexe) 24,0 kW
- Lycée technique Mathias Adam à Pétange 40,0 kW
- Lycée technique Nic Biever à Dudelange 50,0 kW

- au niveau des communes desservies par le gestionnaire de réseau Cegedel Net:

sept projets pour une puissance totale de 120,9 kW ont été réalisés depuis la mise en vigueur du nouveau règlement grand-ducal du 14 octobre 2005 par les communes elles-mêmes, à savoir:

Commune de Schifflange à Schifflange 2,0 kW

Commune de Mamer à Mamer 18,9 kW

Commune de Bascharage à Bascharage 3,5 kW

Commune de Strassen à Strassen 2,5 kW

Commune de Lenningen à Canach 4,2 kW

Commune de Differdange à Differdange 6,6 kW

Commune d'Ermsdorf à Ermsdorf 2,0 kW

Commune de Strassen à Strassen 4,8 kW

Commune de Sanem à Belvaux 4,9 kW

Commune de Mertert à Wasserbillig 17,5 kW

Syndicat intercommunal Mondercange-Dippach à Mondercange 4,1 kW

Commune de Bettembourg à Bettembourg 11,4 kW

Commune de Walferdange à Walferdange 38,5 kW

sept autres projets pour une puissance totale de 119,25 kW sont actuellement en discussion par les communes suivantes:

Commune de Beckerich 1,75 kW

Commune de Biver 25,0 kW

Commune de Lorentzweiler 5,0 kW

Commune de Wellenstein 11,0 kW

Commune de Contern 20,0 kW

Commune de Strassen 28,5 kW

Commune de Strassen 28,0 kW

- au niveau des particuliers desservis par le gestionnaire de réseau Cegedel Net:

dix installations photovoltaïques pour une puissance totale de 37,9 kW ont été réalisées depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 14 octobre 2005, alors que 20 autres projets sont actuellement en demande ou en cours de réalisation pour une puissance totale prévue de 177,4 kW.

- au niveau du réseau de distribution géré par Electris à Mersch:

une seule installation photovoltaïque d'une puissance de 18,5 kW auprès de la piscine Krounebierg à Mersch a été réalisée depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 14 octobre 2005.

Aucun projet concernant la mise en place d'une autre installation n'est en voie d'élaboration.

- au niveau du réseau de distribution géré par la commune de Diekirch:

Une seule installation photovoltaïque d'une puissance de 10 kW a été réalisée par un particulier depuis la mise en vigueur du nouveau règlement grand-ducal.

D'après les informations dont dispose le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur aucune nouvelle installation PV ne fut raccordée dans les réseaux de gestionnaires communaux d'Esch/Alzette, Steinfort, Ettelbruck, Echternach et Vianden.

À toutes fins utiles, il est rappelé que d'après la loi du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité, tout contrat de raccordement d'une centrale de production électrique au réseau d'un gestionnaire de réseau doit être envoyé en copie à l'Institut Luxembourgeois de Régulation et au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

Question 1750 (22.5.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **nuisances sonores générées par le trafic aérien:**

Lors de sa conférence de presse du 19 mars 2007, Monsieur le Ministre des Transports a annoncé l'élaboration, après consultation des riverains gênés par le bruit des avions, d'une «carte de bruit», respectivement d'une «cartographie stratégique du bruit». Selon les propos tenus par le Ministre, il s'agit d'une représentation de l'ambiance sonore des quartiers situés sous les couloirs de décollage et d'atterrissage. La carte en question devrait définir le nombre de personnes les plus exposées au bruit et fixer des valeurs limites d'exposition aux nuisances générées par le trafic aérien. Sur base de ces cartes et après consultation des riverains, des plans d'actions seraient élaborés, les premiers étant prévus pour l'année 2008, et des mesures de réduction de bruit pourraient être prises.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quels sont les riverains respectivement les communes participant aux consultations susmentionnées?

- Qu'en est-il des communes qui, sans être riverains de l'Aéroport, se trouvent sous les différents axes et couloirs aériens autorisés et qui sont également exposées aux nuisances sonores?

- Quel est l'état actuel des consultations? Est-ce que l'élaboration des cartes en question a été entamée?

- Quelles sont les mesures de réduction de bruit envisagées?

Réponse commune (31.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1. L'honorable Député est informé qu'il y a deux directives européennes transposées en droit national qui sont d'application en matière de nuisances sonores générées par l'aviation.

2. La directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, qui a été transposée en droit national par règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement prévoit que l'Administration de l'Environnement élabore des cartes de bruit stratégiques notamment du trafic aérien de l'Aéroport de Luxembourg.

Une telle carte de bruit stratégique, qui est une carte conçue pour l'évaluation globale de l'exposition au bruit, permet de décrire l'ambiance sonore et le nombre de personnes et d'habitations exposées à des niveaux de bruit dans une zone donnée. L'élaboration des cartes de bruit relatives au bruit du trafic aérien de l'Aéroport de Luxembourg est en train d'être finalisée. Selon le règlement grand-ducal du 2 août 2006 précité, lesdites cartes de bruit seront rendues accessibles au public.

Ensuite, les mesures de lutte contre le bruit seront déterminées dans le cadre des plans d'action qui s'appliquent aux zones les plus importantes spécifiées par la cartographie stratégique du bruit et en fonction du choix des valeurs limites. Il est à remarquer que par la motion N°5206 du 11 juillet 2006, la Chambre des Députés a invité le Gouvernement à fixer, avant la fin de l'année 2007, les valeurs limites d'exposition au bruit dont le dépassement amène à envisager ou à faire appliquer des mesures de réduction de bruit. Dans ce contexte la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit prévoit que les projets de plans d'action font l'objet d'une enquête publique pour que les intéressés puissent prendre connaissance des plans et faire leurs remarques à ce sujet. Les premiers plans d'action seront élaborés pour juillet 2008 et les cartes de bruit stratégiques ainsi que les plans d'action seront par la suite révisés au moins tous les cinq ans.

3. Par ailleurs, la directive 2002/30/CE relative à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté, dont la loi de transposition a été votée le 12 juillet 2007 par la Chambre des Députés, requiert qu'une procédure de consultation soit organisée au niveau national. L'article 8 de la prédite loi instaure une consultation de la commission consultative aéroportuaire pour l'application des mesures relatives à la gestion du bruit des aéronefs.

Cette commission qui a été créée par arrêté ministériel du 14 février 2001 a pour mission de soumettre des propositions relatives à la gestion et la prévention du bruit au Ministre des Transports dans le cadre de l'approche équilibrée à laquelle ce dernier est tenu chaque fois qu'il envisage une décision relative à une restriction d'exploitation.

Il convient de noter que conformément à l'annonce faite lors de la conférence de presse du 19 mars 2007, à laquelle se réfère l'honorable Député, la participation de la population riveraine aux travaux de cette commission a été élargie. En effet, outre les représentants des communes de Luxembourg, Niederanven, Sandweiler, Schuttrange et Contern, quatre membres d'associations représentants les intérêts environnementaux et riverains de l'Aéroport y participent désormais. Il s'agit de deux membres proposés par des syndicats d'intérêts locaux, un membre proposé par une organisation environnementale représentative au niveau national et un représentant proposé par l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs (ULC).

Question 1753 (23.5.2007) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant la **mise à disposition et utilisation de matériel de premiers secours dans les établissements scolaires:**

La Division de la médecine scolaire organise la surveillance médicale scolaire des élèves de l'enseignement secondaire général et secondaire technique et œuvre en faveur de la promotion du bien-être des élèves. Tel qu'il ressort du rapport d'activité du Ministère de la Santé de l'année 2005, plusieurs groupes de travail furent institués afin d'entamer une réflexion globale sur l'exercice de la médecine scolaire. Les démarches vers une réforme des services de santé scolaire ont été poursuivies en 2006.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé à quel stade se trouve la réforme en question.

En attendant cette réforme et compte tenu du fait que des accidents et malaises peuvent se produire à fréquence journalière dans les établissements scolaires, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre et Madame la Ministre:

- Est-ce que chaque établissement scolaire (précoce, préscolaire, primaire et secondaire) doit disposer du matériel adéquat pour exécuter les premiers secours?

- Dans l'affirmative, est-ce que le contenu d'une telle trousse de secours est défini de manière uniforme pour chaque établissement? Quelle instance contrôle le contenu de ces trousses et l'état du matériel (périmé etc.)?

- Est-ce que la quantité en matériel disponible est proportionnelle par rapport au nombre d'enfants et d'élèves d'un établissement?

- Qui peut utiliser cette trousse de premiers secours et est-ce que les personnes qui prêtent les premiers secours au sein d'un établissement doivent disposer d'une compétence particulière (par exemple cours de premiers secours) dans ce domaine?

Réponse commune (24.7.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les orientations générales de la réforme des services de santé scolaire ont été présentées lors de la IIe Conférence nationale de Santé le 12 janvier 2007. Un document provisoire «De la médecine scolaire vers la santé scolaire; projet de réforme» a été élaboré et soumis pour discussion à l'Association des Médecins et Médecins Dentistes et aux professionnels de santé concernés. Allant au-delà de la simple pratique d'examens médicaux, la réforme a pour but une prise en charge plus globale de la santé et du bien-être de l'élève (par exemple son alimentation, la lutte contre les différentes formes de dépendance, la lutte contre l'obésité) et une surveillance de l'environnement scolaire (infrastructures, cantine etc.).

Depuis lors, les réunions de concertation ont essentiellement porté sur le contenu et la fréquence des examens de santé scolaire dans un souci de cerner les tests qui présentent une utilité concrète en santé publique ainsi que sur le plan individuel des élèves et de cibler les âges-clés pour le développement des élèves.

Le passage de la médecine scolaire vers la santé scolaire implique un changement de mentalité. Tant les professionnels de santé que les médecins scolaires doivent être préparés à cette nouvelle approche. Dans cette optique, des séances de formation continue théorique et pratique ont été organisées pour une large partie des professionnels de santé concernés au cours de l'année scolaire 2006/2007.

S'agissant du matériel de secours qui doit être disponible dans les établissements scolaires, il est renvoyé au texte coordonné du 3 novembre 1995 du règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique, dont les dispositions sont applicables indistinctement aux écoles préscolaires et primaires relevant de l'autorité communale et aux écoles postprimaires.

Aux termes de l'article 19.2. du prédit règlement «chaque établissement doit disposer d'un équipement de premier secours proportionné au nombre de personnes participant aux activités, adapté aux risques en présence et accessible à toutes les personnes compétentes…».

Le contenu des trousses est suffisant et uniformisé, alors que les différents fournisseurs proposent des coffrets quasi standardisés. Dans l'enseignement postprimaire, chaque lycée dispose d'un ou de plusieurs délégués à la sécurité, qui sont chargés de veiller à ce que l'école ait un nombre suffisant de coffrets. Ces délégués contrôlent la date de péremption clairement mentionnée sur les coffrets.

Dans les écoles de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire c'est l'autorité communale qui désigne le délégué à la sécurité.

Les distances relativement courtes entre les centres d'intervention et les écoles permettent aux services d'urgence d'être sur place dans un délai approprié. En cas de besoin les enseignants, les surveillants et les membres des SPOS peuvent venir en aide aux personnes nécessitant des premiers secours.

Finalement il y a lieu de noter que de nombreux membres de la communauté scolaire, y compris un grand nombre d'élèves, ont suivi un cours leur permettant d'administrer les premiers secours.

Question 1768 (11.6.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **régulation des fonds spéculatifs («hedge funds»):**

Les fonds spéculatifs, communément appelés «hedge funds», réalisent des profits rapides avec des paris très risqués sur les marchés, spéculant sur de futures fusions d'entreprises, les cours des devises, les prix des matières premières et les cours des actions. Ces fonds ont en général une incidence positive sur l'efficience et la stabilité des marchés financiers et apportent ainsi une précieuse contribution au bon fonctionnement des marchés. Mais les autorités de régulation telles que la Banque centrale européenne craignent qu'une bulle spéculative dangereuse se soit formée qui risquerait d'avoir un impact significatif sur les marchés mondiaux en cas de retournement de tendance.

Les ministres européens des Finances se sont récemment entretenus sur cette question. Dans un souci de protection des investisseurs, ils ont formulé le souhait que les fonds spéculatifs mettent en place d'ici la fin de l'année en cours un code de bonne conduite pour améliorer la transparence de leurs opérations.

Par ailleurs, l'Allemagne a fait de ce dossier une de ses priorités pour le sommet du G8 se tenant actuellement à Heiligendamm.

Il ne va pas sans dire que la régulation des fonds spéculatifs a une importance capitale pour notre place financière luxembourgeoise.

- C'est pourquoi j'aimerais connaître la position du Gouvernement par rapport aux idées lancées par la présidence allemande.

Réponse (25.7.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

1. Réglementation luxembourgeoise en matière d'OPC

Au Luxembourg, les «hedge funds», comme tout OPC adoptant des stratégies d'investissement dites alternatives, sont des OPC relevant soit de la partie II de la loi modifiée du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif, soit de la loi du 20 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

Les «hedge funds» de droit luxembourgeois sont ainsi des entités réglementées soumises à l'agrément et à la supervision de la CSSF.

- S'agissant des «hedge funds régis par la partie II de la loi modifiée du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif», ceux-ci sont au même titre que tout OPC luxembourgeois relevant de la partie II de ladite loi tenus de se conformer aux prescriptions légales prévues par ladite loi, et plus spécifiquement aux prescriptions légales relatives aux informations à fournir aux investisseurs. Ainsi les «hedge funds» comme tout OPC luxembourgeois sont tenus:

- de publier un prospectus de vente qui comporte au moins les renseignements prévus à l'annexe I, schéma A, de la loi du 20 décembre 2002;

- de publier des rapports financiers semi-annuel et annuel en conformité avec l'annexe I, schéma B, de la loi du 20 décembre 2002.

Par ailleurs, en matière de «hedge funds», la transparence du produit est assurée par l'obligation pour ce type d'OPC d'observer au niveau de la politique d'investissement certaines règles spécifiques prévues par la circulaire CSSF 02/80 qui s'adresse aux OPC luxembourgeois adoptant des stratégies d'investissement dites alternatives apparentées à celles suivies par les «hedge funds».

La circulaire CSSF 02/80 prévoit notamment des règles de diversification des risques concernant les ventes à découvert, des limites en matière d'emprunts ainsi que des restrictions relatives à l'utilisation d'instruments dérivés auxquelles les «hedge funds» doivent se conformer.

En outre, la circulaire CSSF 02/80 précise certaines indications que doivent contenir les prospectus des «hedge funds» en vue d'une information adéquate des investisseurs. Ainsi le prospectus doit, d'une part, contenir une description de la stratégie d'investissement du fonds en question ainsi qu'une description des risques inhérents à la politique d'investissement et, d'autre part, indiquer que l'investissement dans le fonds en question présente un risque au-dessus de la moyenne et ne convient qu'aux investisseurs qui peuvent prendre le risque de perdre intégralement leur investissement.

À titre d'information, il est utile de fournir quelques statistiques sur les «hedge funds» soumis aux dispositions de la circulaire CSSF 02/80 au 31 décembre 2006:

Nombre d'unités: 62

Actifs sous gestion (en mia. EUR): 10,542

- S'agissant des «hedge funds relevant de la loi du 20 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés», il importe de souligner que, tous les investisseurs dans les fonds d'investissement spécialisés étant des investisseurs institutionnels, professionnels ou autres investisseurs avertis, le législateur a considéré qu'ils sont suffisamment expérimentés pour porter eux-mêmes un jugement sur le concept de répartition des risques d'investissement et sur les informations dont ils ont besoin pour se former une idée à ce sujet.

En conséquence, les investisseurs dans ce type de fonds n'ont pas besoin du même degré de protection que les investisseurs dans des OPC relevant de la loi du 20 décembre 2002.

Aux termes de la loi du 13 février 2007, le document d'émission de ce type de fonds doit néanmoins contenir les renseignements qui sont nécessaires pour que les investisseurs puissent juger en pleine connaissance de cause l'investissement qui leur est proposé.

Il importe encore de relever que la CSSF est sur le point d'élaborer certaines lignes de conduite prévoyant des restrictions d'investissement spécifiques à observer par tous les fonds d'investissement spécialisés régis par la loi du 13 février 2007, et donc également par les «hedge funds» constitués sous le régime de cette loi.

2. Normes de Bâle II

La circulaire CSSF 06/273 du 22 décembre 2006 a transposé dans la réglementation bancaire luxembourgeoise les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE, aussi connues sous la dénomination Bâle II. Ladite circulaire définit un ratio d'adéquation des fonds propres, visant à assurer que les banques disposent de fonds propres adéquats au regard des divers risques encourus au niveau de leurs activités (tels qu'entre autres, risques de crédit, risques de change ou risques de marché). En sus des règles relatives à l'adéquation des fonds propres, la nouvelle réglementation dont l'application sera obligatoire à partir de 2008 intègre des dispositions de gouvernance de la gestion des risques et des exigences de transparence dans le domaine de l'activité de crédit des banques.

Appliquée plus spécifiquement à l'activité de crédit des banques à l'égard des «hedge funds», la nouvelle réglementation en vigueur permettra de prendre en compte les risques spécifiques assumés par les banques à l'égard des «hedge funds».

Il importe dans ce contexte de relever que sur base de l'expérience acquise par la CSSF dans l'exercice de sa mission de surveillance, le niveau d'exposition aux risques assumés par les banques établies au Luxembourg à l'égard des «hedge funds» peut être considéré comme relativement faible.

3. Directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé (directive «transparence»)

La directive 2004/109/CE est une pièce fondamentale dans la mise en œuvre d'un plan d'action visant à imposer un niveau de transparence et d'information adapté aux objectifs de la protection des investisseurs et de l'efficacité du marché.

Avec la transposition en droit luxembourgeois de ladite directive par le projet de loi N°5711, le Luxembourg disposera d'un texte de loi introduisant des exigences renforçant les obligations de transparence pour les sociétés dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé. Le nouveau texte de loi de-

vrait également permettre d'étoffer l'information disponible sur les modifications importantes dans l'actionnariat des sociétés dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et favoriser une meilleure diffusion de l'information sur les émetteurs.

Appliquées plus spécifiquement au domaine des «hedge funds», les nouvelles dispositions légales impliqueront qu'un «hedge fund», qui acquiert une participation importante répondant aux critères fixés dans la directive dans le capital d'un émetteur admis à la négociation sur un marché réglementé, sera au même titre que tout autre type d'investisseur tenu de se conformer aux règles de notification contenues dans ladite directive, ce qui aura pour conséquence d'assurer un niveau de transparence plus élevé au niveau des participations importantes détenues par les «hedge funds» dans le capital de sociétés.

Conclusion:

En matière de «hedge funds», le Luxembourg dispose déjà à l'heure actuelle d'un cadre réglementaire assurant un important degré de transparence adapté tant à la protection des investisseurs qu'à la stabilité du marché.

De l'avis du Gouvernement, il n'existe par conséquent pas de besoin pour le Luxembourg de se doter de normes additionnelles en la matière.

Question 1770 (8.6.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **aides étatiques en matière de logement:**

Au 1er janvier 2006 le Grand-Duché comptait 459.500 habitants.

Durant la seule période de 2003 à 2006, notre population a connu une augmentation du nombre de ses habitants de 11.200 unités.

Pendant ce temps, le nombre des autorisations de construire n'a pas cessé d'augmenter. Il en va de même pour le nombre de logements autorisés.

Si on analyse pourtant l'évolution du nombre des primes de construction et d'acquisition accordées entre 2003 et 2006, on remarque que le nombre total des primes régresse de façon continue.

Cette situation semble être paradoxale au vu du fait que le nombre d'autorisation de bâtir a nettement progressé endéans ces dernières années.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Pour quelles raisons le nombre des primes de construction et d'acquisition accordées est-il en train de diminuer?

- Existe-t-il une corrélation entre le nombre des autorisations de construire et le nombre de primes accordées, et le cas échéant, laquelle?

Réponse (6.8.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En vertu du règlement grand-ducal fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, le Ministre du Logement est autorisé à accorder notamment une aide à la construction, respectivement une aide à l'acquisition du logement au cas où le logement servira d'habitation principale et permanente aux bénéficiaires pendant un délai d'au moins dix ans après la date de l'achèvement des travaux de construction, respectivement de la date de l'acte authentique documentant l'acquisition de ce logement.

S'il est vrai que le nombre des habitants est toujours dans une phase ascendante, il y a lieu de constater que l'évolution du nombre des logements achevés est dans une phase descendante et ceci depuis l'année 1999 jusqu'en 2004, dernière année connue. Dans ce contexte il y a lieu de souligner qu'il n'existe aucune corrélation entre l'évolution du nombre des autorisations à bâtir et le nombre des logements faisant l'objet d'une aide étatique. En effet, un nombre considérable de logements autorisés n'est jamais construit.

De ce fait il nous appartient de chercher une éventuelle corrélation entre les logements achevés et le nombre des aides accordées et en faisant cet exercice on note avec satisfaction une évolution favorable du degré de subventionnement à l'égard de la production effective de logements.

Question 1771 (8.6.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**assemblée générale annuelle de l'Association Internationale du Transport Aérien (IATA) à Vancouver:**

L'assemblée générale annuelle de l'Association Internationale du Transport Aérien (IATA) à Vancouver (Canada) le 4 juin 2007 s'est penchée sur les moyens de lutter contre le réchauffement climatique, sur fond de croissance du trafic aérien. Elle a pris conscience du fait que le secteur aérien devra mettre tout en oeuvre pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

Selon mes informations, le trafic des passagers ainsi que le trafic du fret progressent à des taux fulminants notamment en Asie et en Afrique. Avec un trafic aérien en constante augmentation, l'industrie de l'aviation se trouve au coeur de la thématique sur l'environnement, même si le transport aérien ne contribue qu'à concurrence de 3% des émissions mondiales de CO_2.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que les deux compagnies luxembourgeoises Luxair et Cargolux ont participé à l'assemblée générale annuelle de l'IATA et dans l'affirmative quelles sont leurs mesures projetées dans la lutte contre le réchauffement climatique?

Réponse (8.8.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député s'enquiert sur la participation de Luxair et de Cargolux à l'assemblée générale annuelle de l'IATA (International Air Transport Association) du 4 juin 2007 et sur les mesures projetées par ces opérateurs dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Il convient d'indiquer que les mesures prises ou projetées par ces deux opérateurs sont à voir conjointement avec les initiatives politiques telles que la proposition d'inclusion de l'aviation civile à partir de 2011 dans le système de l'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre et la réalisation du ciel unique européen qui devrait aboutir dans des réductions subséquentes des émissions par une augmentation de l'efficacité de la gestion de l'espace aérien.

1. Cargolux et Luxair m'informent qu'elles n'ont pas pu participer à l'assemblée générale annuelle de l'IATA précitée mais qu'elles sont bien au courant des sujets y présentés et discutés ainsi que du rôle incombant à l'industrie de l'aviation en ce qui concerne la problématique du réchauffement climatique. À cet égard, les deux compagnies ne participent pas seulement activement aux initiatives de l'IATA, mais aussi aux travaux de l'AEA (Association of European Airlines) pour Cargolux, voire de l'ERA (European Regions Airline Association) pour Luxair, concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre produites par l'aviation civile. Un exemple concret est la campagne «clearer vision, clearer skies» diffusée sur le site Internet www.enviro.aero.

Par ailleurs, Cargolux et Luxair ont activement participé avec l'AEA aux discussions préparatoires à la proposition de la Commission européenne visant à inclure l'aviation civile à partir de 2011 dans le système de l'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (EU ETS) et sont à ce sujet en contact étroit avec les autorités gouvernementales concernées.

2. De manière générale on doit relever la démarche proactive des compagnies Luxair et Cargolux dans ce domaine reflétant l'importance qu'elles attachent à la problématique environnementale. Les mesures prises ou projetées par Cargolux et Luxair visant à réduire les émissions globales de gaz à effet de serre, voire les autres émissions, peuvent être regroupées sous trois entêtes.

1) Acquisition de matériel technologique à la pointe du progrès

Opérant déjà à ce stade les avions les moins polluants par unité de production (tonnes/kilomètre) le B747-400F avec une réduction de 17% de pollution comparé au B747-200F, Cargolux a commandé l'avion B747-8F qui baissera les émissions par tonnes/kilomètre d'une nouvelle tranche de 16%. En tant que «launch customer» de cet avion de nouvelle génération Cargolux a participé avec Boeing dans l'optimisation des performances de l'avion visant notamment la réduction du poids net de l'aéronef.

Avec l'acquisition des avions Bombardier Q400, dont deux sont actuellement déjà en service et le troisième le sera en septembre de l'année courante, Luxair réduit nettement ses émissions. Ainsi, les émissions du Q400 sont par rapport à celles des avions Embraer qu'ils remplacent de 56% inférieures en CO_2 et de 66% inférieures en NO_x. À cela s'ajoute que la politique d'utilisation de ces avions avec notamment un load factor plus élevé contribue à améliorer l'impact écologique global.

2) Mesures opérationnelles

Les aéronefs et les moteurs de Cargolux et de Luxair sont soumis à un contrôle rigoureux de performance vis-à-vis des spécifications indiquées par les producteurs respectifs. Les déviations constatées par les services de maintenance respectifs se traduisent par des corrections techniques au fur et à mesure des contrôles aboutissant en conséquence à des réductions des émissions.

Cargolux et Luxair ont élaboré des procédures internes très pointues permettant de réduire la consommation de kérosène et donc les émissions de gaz à effet de serre. Parmi les procédures élaborées figurent l'optimisation des procédures d'atterrissage, de décollage et de descente, l'optimisation de la position des clapets («flap setting») dans les différentes phases de vol, la non-utilisation des freins moteurs après l'atterrissage, le choix des routes de vol les plus directes, l'adaptation de la vitesse de croisière etc.. Cargolux a par ailleurs élaboré une «Green Policy» interne diffusée à ses collaborateurs.

3) Études et audits environnementaux

Cargolux a souscrit à l'IATA FEGA audit (Fuel Efficiency Gap Analysis) visant l'amélioration de l'ensemble de ses opérations en vue d'une réduction marginale supplémentaire de la consommation de kérosène de quelque 1 à 2% avec des réductions subséquentes d'émissions. Par ailleurs, une étude de recherche de modelage et de solutions de réduction du bruit et des émissions est menée par Cargolux en collaboration avec le Centre de Recherche Public Henri Tudor, Embry-Riddle Aeronautical University, Boeing et General Electrics.

Question 1776 (12.6.2007) de **M. Marcel Oberwis** *(CSV)* concernant l'**avancée des chenilles urticantes dans nos pays limitrophes:**

La chenille urticante provoque chez l'homme des crises d'urticaire parfois impressionnantes et la présence de cet animal est monnaie courante en nombre d'endroits dans l'est de la France et de la Belgique, voire la Flandre orientale et le Brabant flamand.

Sa présence est reconnaissable par de gros cocons blancs dans différents espèces d'arbres, entre autres les résineux. Quoique les sangliers et les coucous soient leurs plus féroces prédateurs, les populations des chenilles processionnaires ne cessent de croître.

Suite aux conséquences du changement climatique, les chenilles urticantes s'attaquent à de nombreux arbres, pourtant le chêne et le bouleau étant épargnés à cause de l'odeur émise. L'impact économique peut être considérable car cette espèce a une forte tendance à pulluler et à s'attaquer à de nombreux feuillus et des espèces fruitières.

Selon mes informations, il existe deux méthodes efficaces pour lutter contre ce fléau à savoir le feu et les bacilles de Turinge.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Est-ce que les services compétents luxembourgeois en la matière connaissent ce fléau?

- Dans l'affirmative et au vu de l'état des arbres déjà très précaire, quelles sont les mesures qui ont été entreprises pour vaincre la chenille urticante?

Réponse (6.8.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Suite à la question parlementaire de Monsieur le Député Marcel Oberweis du 12 juin 2007, je me permets de vous informer sur la situation de la processionnaire du chêne au Grand-Duché.

La processionnaire du chêne est un ravageur des chênes à feuilles caduques. Ces papillons nocturnes déposent leurs pontes sur de fines branches des houppiers dégagés et par conséquence bien ensoleillés. Il s'agit le plus souvent d'arbres solitaires ou d'arbres de peuplements clairs et en zone de lisière. En cas de pullulation la processionnaire du chêne peut également coloniser des zones forestières de pleine futaie.

Après éclosion les chenilles se dirigent en procession vers les extrémités des rameaux où elles s'alimentent aux dépens des jeunes feuilles. En été, ils tissent un nid résistant composé de fils soyeux mêlés de déjections et d'exuvies. Ce nid, plaqué sur les troncs et les branches maîtresses, peut atteindre une taille importante en période de pullulation (un mètre de long et plus). Les populations de la processionnaire du chêne se manifestent sous forme de gradations, l'insecte pouvant pulluler, favorisé par des conditions climatiques sèches et chaudes, à trois années de suite.

Les chenilles de ce lépidoptère peuvent occasionner des défoliations importantes, surtout visibles de juin à mi-juillet, pouvant conduire à des réductions de croissance. Après de fortes défoliations répétées sur plusieurs années ou en présence d'importants facteurs complémentaires de stress, l'affaiblissement des chênes pourrait parfois provoquer des dépérissements accompagnés d'attaques par des ravageurs secondaires. Mais le principal risque concerne l'homme ainsi que les animaux domestiques et sauvages. Les poils des chenilles provoquent dans les secteurs à forte fréquentation des urtications et chez certaines personnes sensibles des réactions allergiques sérieuses.

La processionnaire du chêne est commune en Europe Centrale et du Sud. Jusqu'à présent, ce lépidoptère n'a pas été signalé au Grand-Duché. Des pullulations périodiques sont pourtant connues dans nos régions limitrophes, à savoir en Lorraine, en Province de Limbourg et à l'est de la Rhénanie-Palatinat.

En aucun cas la lutte ne permet d'éviter de nouvelles pullulations. Elle peut tout au plus avoir pour objectif de protéger les peuplements les plus sensibles ou d'éliminer momentanément les chenilles dans les zones à forte fréquentation humaine. Les traitements les plus employés par nos voisins sont:

- le traitement aérien au bacillus thuringiensis et

- l'enlèvement mécanique (par aspiration ou feu).

Question 1777 (12.6.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **réduction de 50 euros sur la taxe sur les véhicules automoteurs:**

La loi du 22 décembre 2006 qui introduit entre autres des mesures spéciales en matière de politique de l'environnement apporte des changements au niveau de la structure et des taux de la taxe sur les véhicules routiers depuis le 1er janvier 2007. Cette nouvelle imposition prévoit qu'une réduction de 50 euros sera accordée pour les voitures à moteur diesel dont les émissions de particules sont égales ou inférieures à 10 mg/km. La valeur des émissions de particules est enregistrée auprès des autorités d'immatriculation, valeur qui provient soit du certificat de conformité communautaire soit d'un autre certificat équivalent délivré par le constructeur du véhicule. À première vue, la législation accorde cette réduction uniquement suivant une limite maximale à ne pas franchir et rien n'indique que le véhicule doit être neuf ou encore qu'il doit avoir un filtre à particules monté d'origine.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de la part du Ministre des Finances:

- Compte tenu de la législation en vigueur, est-il correct que l'on peut bénéficier d'une réduction de 50 euros sur la taxe automobile quand les émissions en particules de son véhicule à moteur diesel sont en dessous de 10mg/km et que ceci est également valable quand on atteint ce seuil ultérieurement?

De même j'aimerais savoir de la part du Ministre des Transports et de l'Environnement:

- Qui se chargera de contrôler et de mettre à jour la nouvelle valeur des émissions d'un véhicule déjà en circulation et qui aurait été équipé d'un filtre à particules (le constructeur du véhicule, la société nationale de certification et d'homologation…)?

- La société nationale de certification et d'homologation ou encore les stations de contrôle technique sont-elles en mesure d'apprécier la valeur des émissions de particules d'un véhicule?

- Combien coûte l'homologation pour quelqu'un qui aurait installé un filtre à particules dans sa voiture? Pour promouvoir ce filtre, ne pourrait-on pas accorder une faveur fiscale ou encore la gratuité de l'homologation aux personnes qui prendront l'initiative d'équiper leur voiture avec cette technologie?

Réponse commune (30.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et *Ministre des Transports* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Camille Gira, j'ai l'honneur de vous confirmer qu'une réduction de 50 euros de la taxe sur les véhicules routiers est accordée à tout véhicule équipé d'un moteur diesel, et dont les émissions de particules sont égales ou inférieures à 10 mg/km, qu'il soit équipé de série ou non d'un filtre à particules.

Pour les véhicules équipés ultérieurement d'un filtre à particules, la nouvelle valeur des émissions de particules est enregistrée par la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT). Il convient de préciser que l'ajout d'un filtre à particules constitue une modification par rapport au prototype de base réceptionné, et le véhicule en question doit dès lors faire l'objet d'une réception nationale à titre isolé. Conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 23 décembre 2005 modifiant a) le règlement grand-ducal modifié du 27 janvier 2001 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle technique des véhicules routiers, et b) le règlement grand-ducal modifié du 17 juin 2003 relatif à l'identification des véhicules routiers, à leurs plaques d'immatriculation et aux modalités d'attribution de leurs numéros d'immatriculation, le tarif que la SNCT est en droit de percevoir à cet effet s'élève à 108 euros.

Dans le cas où un véhicule est équipé a posteriori d'un filtre à particules identique à celui qui est disponible de série pour ce même véhicule, le constructeur devrait pouvoir établir un certificat précisant la nouvelle valeur des émissions de particules. Cependant, dans les autres cas de figure (véhicule n'existant pas de série avec filtre à particules, ou véhicule équipé d'un filtre différent que celui qui est offert de série), la détermination de la valeur précise des émissions de particules s'avère difficile, car les coûts pour effectuer les mesures selon un cycle normé sont disproportionnés.

Alors que la quasi-totalité des véhicules équipés d'un filtre à particules le sont de série, il sera veillé à trouver des solutions pour alléger les charges administratives et financières mentionnées ci-dessus de manière à ne pas décourager l'équipement a posteriori avec un filtre à particules, ceci toutefois sans mettre en question l'intégrité environnementale du système.

Question 1782 (14.6.2007) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant l'**interprétation et application du règlement 261/2004/CE - phénomène de l'«overbooking»:**

Dans sa réponse à la question parlementaire N°1658 du 26 mars 2007 concernant l'application du règlement (CE) N°261/2004 du Parlement et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol *(cf. compte rendu N°13/2006-2007)*, Monsieur le Ministre des Transports a entre autres répondu «que dans ces cas de refus à bord, Luxair prend en charge les personnes concernées. Cette prise en charge peut consister en une réservation du passager pour la même destination, en une compensation financière conformément au règlement (CE) N°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, voire en un mélange des deux».

Or, le règlement précité prévoit au point 3 de l'article 4 que «s'il refuse des passagers à l'embarquement contre leur volonté, le transporteur aérien effectif indemnise immédiatement ces derniers conformément à l'article 7 et leur offre une assistance conformément aux articles 8 et 9». L'article 7 prévoit une indemnisation financière entre 125 euros et 600 euros, l'article 8 donne au passager le droit de choisir entre un remboursement du billet ou un réacheminement, et l'article 9 prévoit la prise en charge du passager par le transporteur qui doit offrir à celui-ci des rafraîchissements, un hébergement etc., en fonction de la durée du retard.

Selon mon interprétation du règlement (CE) N°261/2004, un transporteur qui offre seulement le réacheminement à un passager auquel il aurait refusé l'embarquement par la suite d'un «overbooking», mais non pas l'indemnité prévue par l'article 7, violerait ce règlement et pourrait donc faire l'objet d'une action judiciaire en demande de dommages et intérêts de la part du passager aérien lésé.

- Est-ce que Monsieur le Ministre des Transports peut confirmer cette interprétation du règlement précité?

- Dans l'affirmative, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur s'il est d'avis que l'amendement gouvernemental au projet de loi relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs suffit aux exigences de l'article 16.3 du règlement (CE) N°261/2004, tout en sachant que le Luxembourg fait déjà l'objet d'une procédure en manquement devant la Cour de Justice des Communautés européennes à ce sujet.

L'article 16 du règlement exige que l'organisme chargé de l'application du règlement prenne les mesures nécessaires au respect des droits des passagers et que les sanctions établies par les États membres pour les violations du règlement soient efficaces, proportionnées et dissuasives.

- Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur n'estime-t-il pas que le transporteur devrait respecter toutes ses obligations émanant des articles 7, 8 et 9 du règlement et qu'il faudrait appliquer les dispositions des points a), b) et c) de l'amendement gouvernemental en cas de violation? Le texte actuel de l'amendement suggère que le transporteur ne sera enjoint de se conformer à l'une ou à l'autre de ces dispositions.

- Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur n'est-il pas d'avis que l'autorité compétente ne devrait pas seulement avoir le pouvoir, comme prévu par l'amendement, mais tout simplement l'obligation d'enjoindre le transporteur aérien de se conformer au règlement?

- Étant donné que les passagers lésés n'auront pas tous les informations ou la volonté nécessaire pour porter plainte auprès de l'autorité compétente et que les sanctions à fixer devraient dissuader les transporteurs aériens de recourir systématiquement et de manière abusive à l'«overbooking», Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur estime-t-il utile de ne sanctionner que les transporteurs réticents à se conformer à la décision de l'autorité compétente? Ne serait-il pas plus efficace de punir d'une amende proportionnée tout transporteur qui aurait violé le règlement?

- Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur est-il d'avis qu'un transporteur qui n'informe pas les passagers sur leurs droits conformément à l'article 14 du règlement n'est pas à sanctionner?

Réponse commune (23.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

L'honorable Député se réfère à la réponse à la question parlementaire N°1658 du 26 mars 2007 concernant l'application du règlement 261/2004 du 11 février 2004 établissant les règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et de d'annulation ou de retard important d'un vol.

1. L'interprétation de l'honorable Député concernant les obligations du transporteur aérien en cas de refus d'embarquement est confirmée par le Ministre des Transports et le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, qui est l'autorité compétente chargée de l'application du règlement. L'article 4, paragraphe 3, stipule en effet clairement qu'en cas de refus d'embarquement le transporteur aérien doit et indemniser le passager et lui offrir son assistance conformément aux articles 8 et 9 dudit règlement. Il en serait autrement en cas d'annulation ou de retard de vol. Le Gouvernement a d'ores et déjà rappelé à Luxair la disposition afférente afin de veiller au respect scrupuleux de l'article 4, paragraphe 3, du règlement précité.

2. Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur est d'avis que le transporteur aérien est tenu de respecter toutes les obligations du règlement 261/2004 précité et qu'à défaut, l'autorité compétente doit avoir le pouvoir d'enjoindre le transporteur de dédommager le passager aérien suivant les voies d'indemnisation a.), b.) et c.) retenues dans l'amendement gouvernemental, lesquelles devraient le cas échéant être cumulées.

3. L'autorité devrait avoir un pouvoir et non une obligation d'injonction en direction des transporteurs fautifs. En effet, un simple courrier par voie ordinaire ou par voie électronique est le plus souvent suffisamment efficace et en tout cas plus rapide qu'une décision administrative formelle, le but final étant toujours que le passager aérien lésé soit indemnisé de la façon la plus rapide et la plus complète.

4. S'agissant de la surréservation («overbooking»), il faut préciser que cette pratique n'est pas en soi interdite par le règlement communautaire. Ce dernier exige seulement l'indemnisation du passager par le transporteur lorsque la surréservation conduit à un refus d'embarquement. Il a été jugé plus avantageux pour le passager de passer dans ce cas via l'intervention d'une autorité administrative compétente en matière de protection des consommateurs, plus proche des consommateurs que via le Parquet.

L'intention du Gouvernement a été d'obliger les compagnies aériennes à respecter le règlement dans son ensemble.

5. Le Gouvernement soutient toute initiative visant à préciser les obligations des transporteurs au cours de la procédure législative.

Question 1783 (14.6.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**introduction d'une analyse sanguine annuelle plus complète pour les donneurs de sang dans le cadre d'une médecine préventive:**

Les donneurs de sang cèdent bénévolement leur sang afin de constituer des réserves. À travers un système très fiable, les échantillons sanguins recueillis sont systématiquement soumis à une série d'analyses et de tests de dépistage. Au Luxembourg, ces examens vont d'ailleurs plus loin que les prescriptions de sécurité sanitaire inscrites dans la directive européenne sur le don du sang.

En cas d'anomalie sur l'une des analyses pratiquées, les donneurs sont d'office contactés par les services compétents pour en être informés. Toutefois, certaines substances importantes dans une optique de médecine préventive ne sont pas analysées. Il s'agit notamment du taux de cholestérol, de la glycémie, du HbA1C, des triglycérides, de l'urée créatinine, de l'acide urique, CRP et des gamma-GT.

Nombre de donneurs semblent d'ailleurs l'ignorer ce qui peut porter le donneur, qui ne reçoit aucune nouvelle de la part de l'organisation de collecte de sang, à se croire en pleine santé, alors qu'il ne l'est pas forcément. Le coût de ces analyses supplémentaires serait d'ailleurs très faible et 3 à 4% de donneurs dans notre population le méritent en tout état de cause.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Ne devrait-on pas également effectuer, au moins une fois par an - c'est-à-dire à chaque troisième don pour les hommes et à chaque quatrième don pour les femmes - une analyse de certaines substances utiles dans le cadre d'une médecine préventive à savoir le taux de cholestérol, la glycémie, HbA1C, les triglycérides, l'urée créatinine, l'acide urique, CRP et les gamma-GT?

- Si souhaité, les donneurs ne devraient-ils pas toujours recevoir le résultat complet de leurs analyses?

Réponse (31.7.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Des directives communautaires règlent dans le détail les examens médicaux à pratiquer sur chaque candidat au don de sang et sur le donneur à l'occasion de chaque don, de même que les examens de laboratoire à pratiquer sur chaque échantillon de sang récolté. Les dispositions de ces directives, scrupuleusement transposées en droit national, résultent en grande partie de règles arrêtées en la matière sur le plan mondial.

Les examens que suggère l'honorable Député, aussi sympathiques qu'ils puissent paraître d'un point de vue médecine préventive, ne sont pas nécessaires dans une optique de médecine transfusionnelle, pas prescrits par les textes internationaux et, à ma connaissance, pratiqués nulle part sur les donneurs de sang.

La Croix-Rouge luxembourgeoise est tenue de procéder sur les donneurs et le sang prélevé aux examens médicaux et de laboratoire prévus dans la réglementation nationale basée, comme dit ci-dessus, sur des textes internationaux. Je ne puis ni n'entends empêcher la Croix-Rouge d'offrir aux donneurs des mesures de médecine préventive allant au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer la qualité du sang prélevé. Toutefois, d'après les informations prises, la Croix-Rouge internationale a adopté des règles éthiques très strictes, liant tous ses membres, et excluant les récompenses aux donneurs ou du moins les limitant à un minimum absolu, par exemple une boisson et un morceau de gâteau offerts à l'occasion du don. Les examens supplémentaires préconisés à titre de service aux donneurs par l'honorable Parlementaire ne trouveraient certainement pas grâce devant la Croix-Rouge internationale.

Question 1792 (19.6.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **entreprises «Seveso»:**

Les entreprises Seveso soumises aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 17 juillet 2000 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses doivent notifier les autorités compétentes afin d'évaluer les incidences sur l'environnement et étudier les risques.

Par ailleurs, l'exploitant doit élaborer un plan d'urgence interne pour ce qui est des mesures à prendre à l'intérieur de l'établissement. Si le risque dépasse les limites de l'établissement, celui-ci devra même dresser un plan d'urgence externe conjointement avec les autorités compétentes, la commune sur laquelle l'entreprise est implantée, et les services de secours concernés. Les entreprises dites à seuil haut doivent aussi établir un plan externe spécial. Le Ministre de l'Intérieur doit de plus prendre les dispositions nécessaires pour que les personnes qui vivent et travaillent à proximité de ces entreprises soient informées du comportement à adopter en cas d'accident.

Pourtant, certaines communes qui devraient normalement se voir impliquées dans la procédure de sécurité de la population n'auraient toujours pas été approchées ou encore informées et documentées.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

1) Est-ce que l'ITM organisme légal surveillant la transposition des lois dites «Seveso», est maintenant en possession de tous les plans d'urgence (plans d'opération interne et externe ainsi que les quelques plans particuliers d'intervention) des établissements concernés?

2) Comment le Ministre de l'Intérieur peut-il expliquer que différentes communes n'ont pas encore été contactées ou qu'elles n'ont toujours pas reçu certaines informations aussi élémentaires que des plans d'urgence?

3) Bien que des contacts étroits existent entre l'Administration de l'Environnement et l'ITM pour traiter le dossier Seveso, ne serait-il pas temps d'institutionnaliser un groupe de travail?

Réponse commune (23.7.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Ad question 1)

Sept des neuf établissements Seveso «seuil haut» disposent d'un plan d'urgence interne.

Un de ces neuf établissements vient de profiter de certains allégements, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 9 du règlement grand-ducal modifié du 17 juillet 2000 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Cinq des douze établissements Seveso «seuil bas» ont établi un plan d'urgence interne, conformément aux impositions de leur autorisation d'exploitation délivrée sur base de la loi modifiée du 10 juin

1999 relative aux établissements classés.

Il reste à remarquer qu'un plan d'urgence interne peut se composer d'un volet plan d'opération interne et éventuellement d'un volet plan d'opération externe.

En ce qui concerne les plans d'urgence externe (anciennement plan particulier d'intervention externe (PPI)), les plans concernant quatre établissements Seveso «seuil haut» sont en cours d'achèvement, deux plans sont en cours d'élaboration et un plan vient d'être entamé.

L'établissement d'un plan d'urgence externe ne sera probablement pas requis en ce qui concerne l'établissement «seuil haut» disposant de certains allègements, comme les autorités compétentes viennent de juger que les produits dangereux se trouvant dans cet établissement ne sauraient créer un danger d'accident majeur.

Ad question 2)

En ce qui concerne l'Inspection du Travail et des Mines, quatre communes disposant d'établissements Seveso «seuil bas» et huit communes comportant des établissements Seveso «seuil haut» ont été informées des risques engendrés par ces entreprises.

Ad question 3)

Comme l'Administration de l'Environnement et l'Inspection du Travail et des Mines ont des contacts étroits, il n'y pas lieu de compliquer cette collaboration en instituant un groupe de travail surchargeant cette collaboration d'une lourdeur administrative inutile.

Question 1793 (19.6.2007) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant l'**introduction du «gender budgeting»:**

Les 4 et 5 juin 2007 la Présidence allemande avait organisé une conférence sur le thème du «gender budgeting» intitulé «Partageons les avantages - le budget public, son rôle, son potentiel et sa valeur pour l'égalité entre les hommes et les femmes et pour la justice sociale» à Francfort/Main.

Dans ce contexte il est rappelé que le Gouvernement a confirmé dans sa déclaration gouvernementale du 4 août 2004 son engagement en faveur de la réalisation de l'égalité de droit et de fait entre les hommes et femmes. Il s'est également engagé à procéder à une évaluation selon la perspective du genre dans ses actions politiques pour prévenir des différences d'impact entre les femmes et les hommes, éviter des conséquences négatives non intentionnelles et améliorer la qualité et l'efficacité des politiques, approche confirmée dans le plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes adopté le 17 février par le Conseil de Gouvernement.

En outre, par l'adoption de la motion du 23 mars 2005 concernant l'introduction d'un budget respectant le genre («gender budgeting»), le Gouvernement s'est engagé à mettre en place les instruments et indicateurs nécessaires pour permettre l'application du principe de «gender mainstreaming», c'est-à-dire l'intégration de la perspective du genre.

Au vu de ce qui précède j'aurais aimé avoir les précisions suivantes:

- Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative peut-il m'informer:

a) sur le nombre de fonctionnaires ayant participé à des cours de formation en genre depuis février 2006, en nombre absolu et par rapport au sexe ainsi que le pourcentage par rapport à l'effectif des fonctionnaires de l'administration gouvernementale, et

b) sur la suite qu'il entend donner aux mesures du Chapitre 8 «Mécanismes de promotion» du Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes et notamment à la formation des fonctionnaires et employés publics relevant de la compétence du Ministère de la Fonction publique et de la réforme administrative ainsi qu'aux projets pilotes pour l'établissement de budgets respectant le genre?

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire peut-il m'informer sur la formation des fonctionnaires et employés communaux afin de mettre en œuvre la politique d'égalité des femmes et des hommes au niveau communal telle que décrite dans la circulaire aux administrations communales du 5 juillet 2005 (N°2501)?

- Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget et/ou Monsieur le Ministre des Finances peuvent-ils me dire quelle suite a été donnée à la motion du 23 mars 2005 concernant l'introduction d'un budget respectant le genre et me renseigner sur l'état d'avancement de ce dossier?

Réponse commune (30.7.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative,* de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Dans son courrier du 19 juin 2007 Madame la Députée Marie-Josée Frank soulève quatre questions qui concernent l'engagement des Ministères précités en faveur de la réalisation de l'égalité de droit et de fait entre les hommes et les femmes.

La première question est relative au nombre de fonctionnaires ayant participé à des cours de formation en genre depuis février 2006, en nombre absolu et par rapport au sexe ainsi que le pourcentage par rapport à l'effectif des fonctionnaires de l'administration gouvernementale.

Depuis février 2006 61 fonctionnaires d'État dont 36 femmes et 25 hommes ont participé à des formations en matière de politique de l'égalité des chances entre femmes et hommes. De ces 61 fonctionnaires d'État, 37 (dont 17 femmes et 20 hommes) relèvent de l'administration gouvernementale. Les 37 fonctionnaires représentent 4,74% de l'effectif total des fonctionnaires de l'administration gouvernementale.

La deuxième question concerne les suites que le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative (MFPRA) entend donner aux mesures du Chapitre 8 «Mécanismes de promotion» du Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes et notamment à la formation des fonctionnaires et employés publics relevant de la compétence du MFPRA ainsi qu'aux projets pilotes pour l'établissement de budgets respectant le genre.

À l'heure actuelle, l'Institut National d'Administration Publique (INAP) dispense les formations suivantes:

- Formation à l'attention des membres des cellules de compétence en genre

Ce séminaire est organisé à l'attention des fonctionnaires membres des cellules de compétence en genre des différents départements ministériels de l'administration publique. Deux cours de formation sont offerts aux fonctionnaires membres des cellules de compétence en genre:

- «Gender Mainstreaming - Formation des Cellules de Compétence dans les Ministères». Cette formation a pour but de donner une définition du concept de «gender» et de présenter des outils pour élaborer des méthodes permettant de transposer le «gender mainstreaming» dans nos administrations publiques.

- Échanges d'expérience et de bonnes pratiques

- Formations à l'attention des délégués à l'égalité dans la Fonction publique

Ces cours de formation s'adressent aux personnes déléguées à l'égalité désignées suite à l'entrée en vigueur de la loi du 19 mai 2003 portant réforme du statut général des fonctionnaires de l'État. Un délégué à l'égalité est supposé être nommé au sein de chaque département ministériel et Administration de l'État. Cinq cours de formation sont dispensés aux délégués à l'égalité:

- «Introduction au concept de l'égalité des chances entre femmes et hommes dans l'administration». Ce séminaire a pour objectif d'informer les délégués à l'égalité du rôle qu'ils ont à exercer dans le domaine de l'égalité des femmes et des hommes dans leur service respectif.

- «Les grands concepts en matière d'égalité des chances entre femmes et hommes». Le but de cette formation est de sensibiliser les délégués à l'égalité aux grands concepts «genre et sexes», au rôle des femmes et des hommes dans la société, à l'approche du «gender mainstreaming», à la situation sociale et économique des femmes et des hommes dans le monde, aux responsabilités et devoirs fondamentaux, à l'égalité dans les syndicats et à l'égalité dans les négociations pour les conventions collectives.

- «Les aspects juridiques dans la législation en matière d'égalité des chances entre femmes et hommes». Ce séminaire a pour objectif de donner un aperçu sur les législations nationale, européenne et internationale en relation avec les missions du délégué à l'égalité.

- «Techniques de communication». Cette formation a pour but d'expliquer la gestion des relations avec la direction, les collègues, la délégation, les apprentis ainsi que la dynamique de groupes femmes/hommes et mixité.

- «Échanges d'expériences et de bonnes pratiques en matière d'égalité des chances entre femmes et hommes». Ce séminaire est proposé pour donner des informations sur l'élaboration du plan d'égalité, les actions positives et la gestion de projets.

- Formation à l'attention d'agents impliqués dans l'élaboration de textes législatifs et réglementaires («gender legislation»)

Il peut être ajouté que l'INAP a prévu d'organiser encore au cours de cette année un cours spécial pour les responsables du personnel dans la Fonction publique qui leur permet d'obtenir une formation dans le domaine de la gestion du personnel sur l'introduction de l'égalité entre hommes et femmes dans la fonction publique.

Les mesures précitées seront poursuivies en 2008.

En 2008 l'INAP prévoit d'offrir:

- un séminaire à l'attention des formateurs sur l'aspect du «gender mainstreaming»;

- une formation à l'attention des délégués à la formation;

- une formation à l'attention des cadres dirigeants qui auront l'opportunité de participer à un «coaching» en termes de «gender mainstreaming».

Pour ce qui est des projets pilotes pour l'établissement de budgets respectant le genre, le MFPRA ne pourra agir qu'à partir du moment où le Ministère des Finances se sera prononcé sur le sujet.

La troisième question a pour objectif d'informer Madame la Députée sur la formation des fonctionnaires et employés communaux en matière de politique d'égalité des chances entre femmes et hommes. Les fonctionnaires et employés communaux participent aux mêmes formations que les fonctionnaires et employés de l'État.

La quatrième question, quant à elle, se réfère aux suites données à la motion du 23 mars 2005 concernant l'introduction d'un budget respectant le genre et sur l'état d'avancement de ce dossier.

Suite au vote de la motion du 23 mars 2005, des fonctionnaires de l'Inspection générale des finances ont participé à deux séminaires à Luxembourg et à Francfort ayant pour thème le «gender budgeting» en vue de se familiariser avec cette notion et ses implications budgétaires.

La prise en compte de la perspective du genre dans les finances publiques, c'est-à-dire l'analyse différenciée suivant le genre de l'effet des dépenses (et des recettes) publiques et leur restructuration dans la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes est un projet complexe dont la réalisation repose sur plusieurs piliers, à savoir:

- sur une analyse préalable de la pertinence de la prise en compte du critère du genre qui dépend de la dépense (ou de la recette) envisagée;

- sur la définition d'objectifs précis, de préférence quantifiables, à atteindre en la matière;

- sur le développement d'outils statistiques et d'indicateurs synthétiques par tous les départements ministériels permettant de mesurer l'effet des dépenses effectuées (et recettes perçues) sur les femmes et les hommes;

- l'élaboration de méthodes et de modèles (mathématiques et microéconomiques) permettant de faire des prévisions quantifiées sur l'effet d'une dépense envisagée (ou d'une recette prévue) en fonction du genre. La mise en œuvre d'un projet d'une telle envergure implique donc au préalable la prise de conscience par tous les départements ministériels concernés de la nécessité de tenir compte de la perspective du genre dans les actions et mesures qu'ils réalisent (ou entendent réaliser).

Face à l'ampleur et la difficulté de cette mission, il n'est pas prévu d'inclure la dimension du genre dans les budgets de l'État au cours de la présente législature.

Question 1794 (19.6.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **durée et** les **conditions de travail auprès des CFL:**

Nonobstant le dialogue social affiché lors d'une tripartite ferroviaire réunie fin 2005 et malgré les accords apparemment trouvés à cette occasion sur les conditions de travail des cheminots à appliquer dans le nouveau contexte juridique et économique dans lequel la politique ferroviaire communautaire a placé les CFL, il semble que ces derniers aient procédé à une réduction du temps de repos de plusieurs catégories de postes à risque sans aucune base légale. Il paraît en outre qu'il ait fallu l'intervention de l'Inspection du Travail et des Mines pour que le Ministre des Transports et la direction des CFL concèdent à régler cette question épineuse du repos journalier des cheminots.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Depuis quand date l'application incorrecte des dispositions légales sur la durée de travail, alors que le sujet n'était apparemment pas d'actualité au moment de la tripartite ferroviaire de fin 2005?

- Quelles sont les catégories de postes visées?

- En quoi les pratiques incriminées n'étaient-elles au juste pas conformes aux exigences légales?

- Du moment que l'Inspection du Travail et des Mines a mis en exergue l'incompatibilité des pratiques des CFL en la matière, qu'est-ce qui a retenu la direction pour modifier les pratiques en cause en vue de rétablir sans délai la conformité légale des durées de travail?

- Le fait qu'un respect strict des conditions de travail et notamment des durées légales d'activité et de repos est une condition sine qua non pour assurer la sécurité du système de chemin de fer, ce fait ne suffit-il pas à lui seul pour imposer une application rigoureuse des règles légales?

- La forme très médiatisée pour trouver un accord entre les partenaires sociaux en présence du Ministre des Transports a-t-elle permis d'aboutir à une solution répondant enfin aux exigences légales?

- Pourquoi le dossier n'a-t-il pas été simplement soumis à la commission paritaire des CFL instituée en vue du règlement des dossiers relevant des conditions de travail et de mise à la retraite des cheminots?

- Est-il, le cas échéant, vrai que le Ministre a l'intention de supprimer cette commission pour pouvoir s'occuper lui-même des questions relevant formellement de la compétence de cette commission?

- Les nouvelles conditions de travail retenues ont-elles été soumises à l'Inspection du Travail et des Mines, et cette instance de contrôle y a-t-elle donné son aval afin d'être assuré que les écueils du passé ne se reproduisent plus?

- Le rétablissement de la situation légale se solde apparemment par la nécessité d'un renforcement non négligeable des rangs des catégories de personnel visées. De combien de postes supplémentaires est-il question?

- Quel en est l'impact pour le budget des CFL?

- Comment les CFL supporteront-ils cette dépense supplémentaire?

- Cette dépense supplémentaire se répercutera-t-elle également sur le niveau des interventions de l'État en faveur des CFL? Si oui avec quel montant annuel et à charge de quels crédits du budget de l'État?

- Faudra-t-il, le cas échéant, s'attendre à une évolution de ce montant au cours des années à venir, et si oui, comment se présentera-t-elle?

Réponse (24.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'application des repos journaliers réduits à huit heures a des origines historiques qui ont été confirmées par l'introduction de la semaine de 40 heures au Luxembourg fin des années 60.

Cette pratique permettait aux auteurs des tableaux de service de respecter cette semaine de 40 heures tout en rendant possible l'organisation de travail sur service tiercé respectivement binaire, organisation sans laquelle une entreprise de chemin de fer serait dans l'impossibilité de garantir un service public voyageurs et marchandises performant et répondant aux demandes et besoins de la clientèle.

Il est vrai que depuis la mise en vigueur de l'actuel Ordre général N°24 traitant de la «Réglementation des conditions de travail du personnel du cadre permanent des CFL» du 31 décembre1977 (homologation ministérielle du 6 janvier 1978), les tableaux de service des agents travaillant suivant équipes

successives et donc suivant trois tours de service prévoyaient une séance matin de 6.00 à 12.00 heures d'une durée de six heures, une séance soir de 12.00 à 20.00 heures d'une durée de huit heures et une séance de nuit de 20.00 à 6.00 heures d'une durée de dix heures.

Cette répartition inégale des séances de travail, qui avait d'abord été instaurée auprès du personnel occupé à des postes d'exploitation technique et intervenant directement dans la formation et la circulation des trains, avait pour but d'éviter d'une part que ces agents soient confrontés dans une même séance de travail aux exigences du trafic de plusieurs heures de pointe, à savoir celle de 8.00 heures et celles de 12.00 et de 14.00 heures et, d'autre part, elle tenait compte du fait qu'à cette époque, le trafic ferroviaire était moins intense lors de la séance nuit.

Cette organisation du service a entraîné des repos journaliers inférieurs à 14 heures lors des passages entre les tours de service matin et nuit (huit heures) et les tours soir et matin (dix heures), ce qui, en revanche, a garanti régulièrement aux agents concernés des repos hebdomadaires de trois jours d'affilée. Notons que les tableaux de service comportant des dérogations aux conditions de travail ont été régulièrement soumis à l'Inspection du Travail et des Mines.

Une modification de cette organisation de travail ne constitue nullement une invention de dernière minute mais fait depuis un certain temps l'objet de discussions auprès des instances internes des CFL.

L'intervention de l'Inspection du Travail et des Mines a confirmé les responsables des CFL dans leur démarche tendant vers une refonte des conditions de travail, refonte d'ailleurs retenue dans les conclusions de la tripartite ferroviaire dans le rapport final du 20 décembre 2005, stipulant que «les conditions de travail seront alignées pour les agents actuels et futurs du groupe CFL sur celles du secteur privé et ainsi adaptées aux besoins d'une entreprise performante afin d'assurer la pérennité de la SNCFL. Parmi ces besoins comptent notamment une plus grande flexibilité au niveau des heures de travail et une plus grande polyvalence, ceci pour permettre de moderniser les méthodes de travail et pour améliorer le niveau de productivité du personnel et du matériel. Ces adaptations se feront dans le respect des impératifs de la sécurité ferroviaire tout en tenant compte des aspirations des cheminots au niveau de la qualité de vie ainsi que de la sécurité et de la prospection de la santé au travail».

Étant donné que les principes fondamentaux des conditions de travail des agents CFL sont arrêtées au Livre IV, Dispositions Communes, Titre III, Conditions de Travail, articles 52 à 59 du statut du personnel des Chemins de Fer Luxembourgeois, une modification des dispositions statutaires en était la conséquence logique.

Or, pour effectuer une quelconque modification de ces dispositions statutaires, l'article 67 du statut du personnel prévoit la consultation d'une Commission paritaire. Cette commission a siégé à six reprises au courant des mois de février et de mars 2007 pour aboutir finalement à un avis constatant un certain rapprochement des idées sur bon nombre de dispositions, d'une part, mais retenant également les vues opposées des partenaires sociaux, en l'occurrence de la Direction générale des CFL et des syndicats cheminots, sur certains points cruciaux, d'autre part.

Suivant la procédure cet avis a été transmis au Ministre des Transports et par la suite plusieurs réunions ont été organisées afin de rapprocher les positions divergentes et de trouver un compromis acceptable pour les deux parties. La solution de compromis enfin trouvée dans la réunion du 6 juin 2007 fut arrêtée dans un document final qui a été soumis par mes soins aux conseils d'administration des CFL et de CFL Cargo.

L'avant-projet de règlement grand-ducal portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 26 mai 1930 portant approbation du texte codifié du statut du personnel des chemins de fer a été transmis pour avis au Ministère du Travail en date du 19 juin 2007.

Dans un souci de sécurité juridique, tant les CFL que CFL Cargo vont confirmer dans un accord d'entreprise conclu conformément à l'article L.231-6 §(2) du Code du Travail les conditions de travail des agents employés par les deux sociétés et notamment les dérogations qu'ils apportent aux conditions de travail par rapport à celles prévues par le droit commun.

Les conditions de travail telles qu'elles résultent de cette démarche se soldent par une opération blanche en ce qui concerne l'effectif du personnel. Il faut cependant mentionner que les recrutements importants effectués et à effectuer du côté des CFL et de CFL Cargo sont motivés par le fait que:

- d'un côté la rigueur budgétaire au niveau national entre 2002 et 2006 ne permettait que le remplacement de personnel sans pouvoir tenir compte du fait que la réalisation des grands projets d'investissements de l'État nécessitent également un besoin accru en ressources humaines;

- de l'autre côté l'évolution extrêmement favorable de CFL Cargo n'a pas donné lieu au reflux attendu, de sorte que la société mère se voit obligée à l'heure actuelle de procéder à des recrutements importants de personnel.

Question 1797 (20.6.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **Groupement d'Intérêt Économique (GIE) LuxTram:**

Dësen 20. Juni 2007 ass tëscht dem Stat an der Gemeng Lëtzebuerg d'Konventioun iwwert de Groupement d'Intérêt Économique LuxTram ënnerschriwwe ginn. Dëse GIE ass mat 6,6 Milliounen Euro dotéiert a soll d'Machbarkeet vun engem Tram duerch d'Stad ënnersichen.

An dësem Zesummenhang géif ech dem Här Minister gären dës Froe stellen:

1) Wou gesitt Dir de Sënn vun dësem GIE, a virun allem de Sënn fir wäertvoll Steiergelder an dëse GIE ze stiechen, wann e Projet ënnersicht soll ginn, deen dach schonn décidéiert ass a mat deem d'Tramkommissioun sech schonn am Detail beschäftegt huet?

2) Ass et net esou Här Minister, datt mat dësem GIE just Zäit gewonne soll ginn, fir dem Wieler déi onbequem Wouerecht, nämlech datt en Tram duerch d'Stad net machbar ass, net scho virun den nächste Legislativwahle musse matzedeelen?

3) Wa scho Steiergelder investéiert ginn, firwat gëtt dann net och d'Machbarkeet vun der Alternativméiglechkeet, nämlech déi vun engem ënnerierdeschen Zuch duerch d'Stad, ënnersicht?

4) Vu datt d'CFL vun dësem Projet direkt an indirekt betraff sinn, huet d'national Eisebunnsgesellschaft eventuell schonn en eegenen Avis iwwert de Projet Tram ofginn?

5) Am Fall vun engem Neen op déi véiert Fro, mengt de Minister net, datt et interessant wier wann d'CFL sou een Avis géifen ausschaffen?

6) Am Fall vun engem Jo op déi véiert Fro, firwat ass dësen Avis nach net public gemaach ginn?

Réponse (23.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Aarbechtsgrupp ad hoc «Extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg» huet déi verschidde Konzepter fir den öffentlechen Transport an der Stad verglach an och d'Machbarkeet vum Tram analyséiert. De GIE LuxTram ass gegrënnt gi fir den Tracé bis op den Niveau APD tëschent der Luxexpo - Hamilius - Gare centrale - Gare Cessange ze studéieren.

Eng ënnerierdesch Zuchféierung ënnert dem Stadtkär vu Lëtzebuerg, wéi se zum Beispill de Projet BB virgesäit, gëtt net weider analyséiert, well d'Stad Lëtzebuerg, d'Regierung an d'Chamber sech géint esou eng Léisung op Virschlag vun deem Aarbechtsgrupp ausgeschwat hunn.

D'CFL ass selwer am Aarbechtsgrupp «Extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg» vertruede gewiescht an huet de Projet, wéi e vun dem Grupp ausgeschafft gouf, matgedroen.

Question 1799 (20.6.2007) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **taux de prêt hypothécaire:**

En deux ans les taux hypothécaires ont augmentés de près de 2% et atteignent 4,75 à 5,25% pour les prêts à taux variables. Pour les prix à taux fixe les montants actuels sont encore plus élevés. Le taux social doit suivre le mouvement. Cette hausse continue des taux et partant des montants à rembourser sur un prêt déjà élevé, constitue pour beaucoup de ménages un sérieux problème. La situation est particulièrement grave pour les ménages avec enfants.

Les aides actuelles au niveau intérêts ne permettent pas aux ménages de prévoir à long terme leurs engagements financiers. Aussi dans plusieurs pays européens, dont la France, la loi prévoit une aide à l'acquisition d'un logement moyennant un prêt hypothécaire au taux fixe de 1% - voire de 0% pour les ménages à faible revenu - et ce pour des montants tenant compte de la composition familiale du ménage. L'avantage de cette solution est que les ménages peuvent mieux planifier leurs engagements.

L'application de cette solution entraînera au Luxembourg qu'une hausse très limitée des dépenses budgétaires alors que c'est l'État qui négociera avec les banques intéressées au marché immobilier le taux d'intérêt et garantira le paiement des intérêts pour les divers montants de prêt concernés, Les banques intéressées signeront des contrats afférents avec l'État.

Le système proposé remplacerait le système d'aide actuel aux intérêts.

Dans ce contexte j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Le Gouvernement est-il d'accord à prendre des mesures pour permettre aux ménages ayant contracté un prêt hypothécaire de faire face à la hausse continue des taux d'intérêts et partant des mensualités à payer au titre du remboursement du prêt?

2. Si oui, lesquelles et, vu l'urgence, quand?

3. Le Gouvernement est-il d'accord pour envisager de garantir aux ménages un taux de prêt hypothécaire de 1% (0% pour les ménages à faible revenu) pour des montants à définir et qui dans une première étape pourraient être les montants référés dans la législation actuelle? Le Gouvernement est-il d'accord pour étudier au moins cette solution?

Réponse (6.8.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Depuis l'introduction de la subvention d'intérêt, il y a 28 années dans la législation actuellement en vigueur, le Gouvernement accorde des aides en intérêt aux ménages ayant contracté un prêt hypothécaire dans le cadre de l'accession à la propriété.

La subvention d'intérêt est calculée de façon à réduire le taux d'intérêt débiteur et peut varier entre 0,125% et 3,75%.

Le taux de la subvention d'intérêt est fixé suivant le revenu et la situation familiale du bénéficiaire, alors que la bonification d'intérêt, placée avant tout dans l'optique familiale, n'est liée à aucune condition de revenu.

Sont bénéficiaires de cette deuxième mesure, introduite déjà en 1991, tous ceux qui ont contracté, auprès d'un établissement bancaire ou auprès d'un organisme de pension, un prêt en vue de la construction, de l'acquisition ou de l'amélioration d'un logement sur le territoire du Grand-Duché et qui ont au moins un enfant à charge.

Depuis le 1er juillet 2000, elle est calculée de façon à réduire le taux d'intérêt débiteur de 0,875% par enfant à charge, conformément au règlement grand-ducal du 4 juillet 2000.

Notons encore que dans le cadre des différentes hausses générales des taux d'intérêt opérés récemment par la Banque Centrale Européenne (BCE), et dans le sillage de ces hausses, les majorations des taux pour les prêts hypothécaires, le Gouvernement a apporté seulement une hausse de 0,35% au taux social, tel qu'il fut fixé en dernier lieu à 3,75% en octobre 2006, pour le porter à 4,10% à partir du 1er juillet 2007.

Afin d'alléger cette hausse, la subvention d'intérêt en faveur de la construction ou de l'acquisition d'un logement a été majorée de 0,25% pour certaines catégories de personnes.

Dans ces conditions, il est évident que par le cumul des trois mesures, à savoir le «taux social» (en général un point de pourcentage inférieur au taux normal), la subvention d'intérêt et la bonification d'intérêt, le taux «0» pour les ménages à faible revenu existe au Luxembourg depuis le 1er juillet 2000.

Question 1804 (22.6.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **collisions avec du gibier:**

Le nombre de collisions entre véhicules et grand et petit gibier (chevreuils, sangliers, renards, blaireaux...) a fortement augmenté au cours des dernières années. Ce phénomène s'explique par l'augmentation régulière des populations de gibier et le morcellement de la nature. Ces collisions sont à l'origine de dommages matériels souvent importants dont le coût pour les compagnies d'assurance est difficilement chiffrable.

En France, le coût total annuel des collisions est estimé à 180 millions d'euros, en Allemagne à 400 millions d'euros. Selon mes informations, le coût des collisions avec le gibier est maintes fois supérieur aux dégâts constatés dans les cultures agricoles, il a même dépassé les indemnisations des dommages corporels.

Au vu de ce qui précède, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Transports et de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quel est le nombre d'accidents causés par du gibier?

- Quel en est le coût annuel pour les compagnies d'assurances luxembourgeoises?

Réponse (1.8.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Comparant le nombre de procès-verbaux dressés dans ce contexte par la Police grand-ducale pendant les premiers semestres 2006 et 2007, les chiffres sont relativement stables, avec une très légère tendance vers la hausse.

En 2006, 1430 accidents causés par le gibier ont été déclarés à la Police grand-ducale.

Le Ministère de la Justice n'est pas en mesure de chiffrer le coût annuel de ces accidents pour les compagnies d'assurances.

Question 1807 (26.6.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **conférence ministérielle de l'OMC à Potsdam:**

Les membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) se sont réunis du 19 au 21 juin à Potsdam pour boucler un accord sur le programme de négociations lancé à Doha en novembre 2001. Or, les négociations sur la libéralisation du commerce entre les quatre grands acteurs de l'OMC (États-Unis, Union européenne, Inde et Brésil) ont échoué faute de rapprochement sur les aides agricoles et l'ouverture des marchés aux produits industriels. L'Inde et le Brésil ont décidé de se retirer des négociations à quatre. L'échec des négociations ne signifie cependant pas la fin du processus de Doha, mais il le complique fondamentalement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelle est la position du Gouvernement face à l'échec des négociations de l'OMC à Potsdam?

- Quelles sont les conséquences directes ou indirectes du désaccord pour l'Union européenne respectivement le Luxembourg?

- Quelle va être la démarche à suivre par l'Union européenne afin d'arriver finalement à un accord?

Réponse (31.7.2007) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le Gouvernement luxembourgeois, tout comme les autres États membres de l'UE, était déçu par l'échec des discussions du G4 (UE, États-Unis, Brésil et Inde) à Postdam, mais il se réjouit de constater que cet échec n'a pas conduit à un blocage définitif des négations du cycle de Doha de l'OMC.

En effet, le 17 juillet 2007, les présidents des groupes de négociations Agriculture et NAMA (commerce des marchandises) ont présenté deux projets d'accords. Ces deux projets sont actuellement étudiés par les membres de l'OMC. En septembre d'autres projets d'accords, notamment sur le commerce des services, les règles ou la facilitation des échanges devraient être tablés à Genève.

Le Gouvernement luxembourgeois espère toujours que les négociations du cycle de Doha puissent être conclues vers la fin de cette année, car il reste persuadé des effets positifs d'un succès du cycle.

Question 1813 (28.6.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**embauche d'un enseignant luxembourgeois auprès du «Haus am Wehrborn» à Aach près de Trèves:**

Chaque année des enfants, résidents luxembourgeois, qui souffrent de troubles de comportement sont placés au «Haus am Wehrborn» à Aach près de Trêves. En vue de faire assurer à ces enfants un enseignement en langues luxembourgeoise et française l'ORK («Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand») avait demandé l'embauche d'un enseignant luxembourgeois auprès de cette institution. D'après le rapport de l'ORK de 2006, Madame la Ministre y aurait réservé une réponse favorable.

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer cet engagement? Si oui, Madame la Ministre pourrait-elle me renseigner sur les suites données à cet engagement?

Réponse (30.7.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je puis confirmer avoir réservé une suite favorable à la demande de Madame la Présidente de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand», en vue du détachement d'un enseignant luxembourgeois en faveur de l'institution spécialisée «Haus am Wehrborn» à Aach près de Trèves.

J'ai chargé Madame l'Inspectrice générale de l'enseignement primaire de faire appel à la bonne collaboration des membres du collège des inspecteurs afin de recruter un enseignant ou une enseignante disponible à assurer des cours d'histoire et de français. Malgré les efforts de mes collaborateurs et collaboratrices, aucune personne intéressée n'a pu être trouvée jusqu'à présent pour assumer la mission précitée.

Je tiens à informer Monsieur le Député qu'un appel aux candidatures en vue du projet en question sera publié à court terme par voie de presse.

Question 1814 (29.6.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **primes d'encouragement pour la réussite d'un cycle d'études supérieures dans les délais prévus:**

La loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures stipule notamment que des primes d'encouragement peuvent être accordées aux étudiants ayant terminé avec succès les études dans leurs cycles d'études respectifs et dans les durées officiellement prévus pour le cycle d'études en cause. Ceci traduit l'idée qu'un étudiant éligible pour l'obtention d'une prime d'encouragement doit avoir effectué un parcours sans faute.

Or il peut arriver qu'un étudiant ait bel et bien effectué un parcours sans faute, au sens qu'il n'a jamais été ajourné ou recalé au cours de son cycle d'études, mais où il s'avère que la durée de ses études a dépassé de quelques semaines la durée officiellement prévu et ce indépendamment de la volonté de l'étudiant en question. Il se peut notamment qu'un étudiant soit amené à effectuer des travaux pratiques complexes en laboratoire qui nécessitent un laps de temps supplémentaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Ne devrait-on pas définir la «durée officiellement prévue» de façon moins stricte?

- Ne devrait-on pas prévoir un dépassement dont la durée serait inférieure ou égale à la durée d'un semestre?

- Ne devrait-on pas davantage insister sur la notion de «parcours sans faute»?

Réponse commune (23.7.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

La loi modifiée 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures stipule à l'article 5 que «des primes d'encouragement peuvent être accordées aux étudiants ayant terminé avec succès les études dans leur cycles d'études respectifs et dans les durées officiellement prévues par le cycle d'études en cause. Par dérogation, la prime d'encouragement de premier cycle est également allouée à l'étudiant ayant terminé son premier cycle dépassant d'une année la durée officiellement prévue».

Par «durées officiellement prévues» aux termes de la loi, il faut entendre la durée officielle d'un cycle d'études telle qu'elle est fixée par l'établissement d'enseignement supérieur qui dispense la formation en question. Cette définition, basée sur des critères de temps objectifs et définis par les établissements d'enseignement supérieurs eux-mêmes, est la seule définition qui permette un traitement équitable de tous les étudiants, et ce quelque soit le pays ou l'établissement d'études.

Quant à prévoir un dépassement dont la durée serait inférieure ou égale à un semestre, nous estimons que cela serait contraire la volonté du législateur qui, en ne prévoyant pas de dérogations pour les 2e et 3e cycles, a sciemment et clairement affiché sa volonté de réserver les primes d'encouragement aux étudiants qui effectuent leur parcours académique endéans les délais.

Pour ce qui est de la notion de «parcours sans faute», cette notion est implicite dans la définition telle qu'elle stipulée dans la loi, à savoir la «durée officiellement prévue».

Enfin, nous tenons à préciser que lors de l'attribution des primes d'encouragement l'application stricte des textes légaux garantit le traitement équitable de tous les étudiants.

Question 1817 (29.6.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **agressions de membres de la force publique:**

Lors de l'assemblée générale du Syndicat professionnel de la Force publique, il a été indiqué que le nombre d'agressions de membres de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions augmente chaque année.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir le nombre d'agressions de membres de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions des dix dernières années? De quels types d'agressions s'agit-il?

- Quelles sont les mesures préventives que le Gouvernement entend prendre en vue d'une réduction de ce chiffre?

Réponse (1.8.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le nombre d'agressions des fonctionnaires de police peut essentiellement être établi sur base des procès-verbaux dressés pour rébellion.

Pour la période du 1er janvier 2000 au 1er juillet 2007, 595 rébellions et 133 rébellions avec arme, donc au total 724 rébellions ont été dénoncées aux parquets. Il est vrai qu'une certaine croissance a pu être constatée depuis l'an 2000.

La Police grand-ducale a réagi tant au niveau de la formation que de l'équipement. Dans le cadre de la formation de base ainsi que de la formation continue, les fonctionnaires suivent des cours de techniques de défense et d'arrestation, des exercices de maîtrise de la violence et de maîtrise de désescalade dans les situations de conflits ainsi que des entraînements de tir. Par ailleurs, les fonctionnaires sont équipés de vestes légères pareballes individuelles, de «pepper spray» et de «tonfa». Ces équipements ont été acquis dans le double souci d'assurer une protection optimale du fonctionnaire de police et de permettre à ce dernier de réagir proportionnellement à une attaque en cas de conflit.

Question 1826 (3.7.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **proposition de loi du sénateur américain Carl Levin relative à la lutte contre les paradis fiscaux:**

Le candidat démocrate à la présidentielle Barack Obama soutient une proposition de loi du sénateur Carl Levin luttant contre les paradis fiscaux. Le texte prévoit d'élargir les pouvoirs du Secrétariat d'État au Trésor et de l'IRS, le service américain des impôts, pour enquêter sur et sanctionner l'évasion fiscale en direction de pays considérés par les États-Unis comme des paradis fiscaux. L'une des sanctions énumérées par le texte est d'interdire à toute banque étrangère impliquée dans l'évasion fiscale d'émettre des cartes de crédit sur le marché américain.

La proposition de loi crée une présomption d'illégalité sur tout transfert de fonds à destination et en provenance de paradis fiscaux. Elle dresse une liste de 34 pays, dont la Suisse, la Malte et le Luxembourg, qui sont considérés comme «des sites probables d'évasion fiscale» aux yeux de l'IRS. Cette liste se distingue fortement de celle dressée par l'OCDE sur laquelle le Luxembourg ne figure pas.

Considérant le sérieux de cette initiative parlementaire américaine, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

1. Quelle est la position du Gouvernement face à cette proposition de loi?

2. Quelles démarches sont envisagées afin de préserver les intérêts de la place financière?

Réponse (30.7.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le Gouvernement suit évidemment l'initiative législative de trois sénateurs américains, qui fait l'objet de la question de l'honorable Député. Il n'a toutefois pas jugé opportun à ce stade d'intervenir officiellement, alors qu'il ne s'agit pas d'un projet de loi reflétant la politique du Gouvernement américain. La mention du Luxembourg dans cette proposition de loi est au contraire en flagrante opposition à l'encontre de l'appréciation positive que le Gouvernement américain porte sur la coopération avec les autorités luxembourgeoises dans la lutte contre la criminalité financière.

Le Gouvernement est en contact avec les représentants étatiques d'autres centres financiers internationaux réputés repris sur la liste de la proposition de loi, afin d'échanger des vues sur la meilleure approche à suivre.

Question 1830 (4.7.2007) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **pratique du jet-ski sur la Moselle:**

Le nombre de problèmes liés à la pratique du jet-ski sur les rivières est croissant. La vitesse et les passages répétés de ces engins empoisonnent la vie de la faune, de la flore et souvent des riverains. En 1996 le Ministère des Transport avait suggéré une interdiction pure et simple de la circulation des jet-skis sur la Moselle. Cette proposition n'avait malheureusement pas trouvé l'aval des autorités allemandes, ce qui a restreint la possibilité d'y interdire certains types d'embarcations. Or, selon certaines indications, le Ministère des Transports allemand aurait procédé à une mise à jour de son règlement concernant les jet-skis.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Est-ce que Monsieur le Ministre des Transports a pris connaissance de ce règlement?

- Dans l'affirmative, existe-t-il dans ce texte de nouvelles règles de conduite qui permettraient de limiter davantage la pratique de ces engins sur la Moselle?

- Plus de dix ans après avoir suggéré une interdiction totale de la pratique du jet-ski sur la Moselle, ne serait-il pas indiqué de trouver une issue à ce problème avec les autorités allemandes, en déterminant clairement quelles sections sont appropriées à la pratique de ce loisir?

Réponse (31.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Le Ministère des Transports n'a pas connaissance d'une nouvelle réglementation allemande et la matière reste donc réglementée par l'ordonnance allemande modifiée du 31 mai 1995.

En ce qui concerne les conditions d'évolution des motos aquatiques sur la Moselle, Monsieur le Député voudra bien noter les nombreuses initiatives des autorités compétentes visant à créer un cadre réglementaire adéquat pour ce genre d'activités.

Par règlement grand-ducal du 29 avril 2002 concernant les sports nautiques sur la Moselle, la pratique de la moto aquatique se trouve interdite avant 7.00 heures et après 20.00 heures, avant le lever et après le coucher du soleil ainsi qu'en cas de visibilité inférieure à 1.000 mètres.

Par décision de la Commission de la Moselle du 4 juin 2003, l'obligation pour les motos aquatiques de suivre une route droite clairement reconnaissable se trouve inscrite à l'article 6.02bis, point 6, du Règlement de Police pour la Navigation de la Moselle (RPNM).

Une modification ad hoc du catalogue des avertissements taxés en matière de navigation est actuellement en élaboration, de sorte que les infractions relatives aux règles de circulation des motos aquatiques pourront à terme être sanctionnées plus efficacement.

En ce qui concerne l'idée évoquée par Monsieur le Député de déterminer des «sections appropriées» sur la Moselle pour le jet-ski, il convient de rappeler à titre préliminaire que toute solution doit être acceptée par les autorités allemandes, étant donné que le secteur germano-luxembourgeois de la Moselle constitue un condominium en vertu du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérale d'Allemagne sur le tracé de la frontière commune entre les deux États, signé à Luxembourg le 19 décembre 1984.

Or, conformément aux critères allemands harmonisés de sécurité, de prévention de conflits et de protection de l'environnement, une seule et unique section «appropriée», sise entre les p.k. 13,5 et 14,5 sur la Moselle allemande dans la région de Winningen a été identifiée pour toute la Moselle. Sur la section germano-luxembourgeoise il n'existe aucune section répondant à ces critères. Il convient de souligner que pour cette section le droit allemand n'instaure pas de restriction supplémentaire à l'activité des jet-skis, mais prévoit une non-application de l'obligation pour les motos aquatiques de suivre une route droite clairement reconnaissable, tel que stipulé à l'article 6.02bis précité.

La réglementation actuelle paraît donc suffisamment étoffée pour permettre l'usage raisonnable de la voie d'eau par tous les usagers tout en garantissant à ceux-ci comme aux riverains la sécurité, la facilité et le confort qu'ils sont en droit d'attendre. Par ailleurs, il reste toujours loisible aux autorités communales de prendre, en application de leur pouvoir de police, les mesures qui s'imposeraient concernant notamment l'accès aux infrastructures de mise à eau.

De manière générale, il convient de souligner qu'aucun accident impliquant des motos aquatiques n'a été signalé au cours de la dernière décennie. Parallèlement, une diminution du nombre des motos aquatiques circulant sur la Moselle ainsi qu'une réduction du niveau des émissions sonores des jet-skis de nouvelle génération ont été constatés ces dernières années.

Question 1834 (5.7.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **trafic de poids lourds:**

Monsieur le Ministre n'est pas sans savoir que les localités mosellanes situées le long de la N10 souffrent depuis des années d'un trafic de poids lourds qui en principe devrait emprunter l'itinéraire autoroutier.

D'après Monsieur le Ministre des Travaux publics ce trafic est en permanente augmentation et ses services étudient activement des solutions infrastructurelles pour venir à bout du problème dont entre autres la réalisation d'un pont sur la Moselle à la hauteur du Port de Mertert.

- Or, sachant que les projets routiers à caractère transfrontalier risquent de prendre encore de nombreuses années jusqu'à leur mise en service il m'importerait de savoir de sa part quels sont les projets du Gouvernement pour atténuer les dangers et les incommodations du trafic dans les localités concernées.

- Il m'importerait tout d'abord de connaître l'origine et la destination par exemple des camions qui utilisent chaque jour par centaines le pont de la Moselle à Wormeldange.

- Quel est en termes chiffrés le nombre quotidien de camions passant par les différents ponts de la Moselle et par le pont de la Sûre à Wasserbillig entre notre pays et la Rhénanie-Palatinat? Quel est le taux de poids lourds dans le nombre total de véhicules routiers recensés à ces endroits?

- Quelles sont les initiatives concrètes prises par le Gouvernement et notamment par le Ministre des Transports pour empêcher ces camions à quitter l'itinéraire routier ou pour les obliger à gagner l'autoroute par l'itinéraire le plus court ne passant pas par des fonds bâtis?

- Y a-t-il déjà eu des contacts en ce sens avec les autorités du Land de Rhénanie-Palatinat? La rencontre de Monsieur le Ministre avec son homologue rhénan du 25 juin dernier a-t-elle par exemple permis

d'évoquer le dossier? Quelles sont les solutions qui sont le cas échéant envisagées pour délester les localités mosellanes de ce trafic de poids lourds?

- Ne serait-il pas envisageable d'appliquer une solution analogue à celle mise au point entre le prédécesseur du Ministre actuel qui avait convenu à l'époque avec son homologue sarrois de concevoir la signalisation routière en Sarre sur les itinéraires routiers menant vers le Grand-Duché de Luxembourg de sorte que le trafic de camions se trouve drainé vers l'autoroute A8 dès avant que celle-ci traverse la Moselle à Schengen et y aboutit dans notre A13?

Réponse (30.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député s'informe sur les projets du Gouvernement pour atténuer les dangers et les incommodations du trafic dans les localités mosellanes situées le long de la N10.

En ce qui concerne les initiatives prises par le Gouvernement et notamment par le Ministre des Transports pour respectivement empêcher les poids lourds de quitter l'itinéraire de transit prescrit ou les obliger à rejoindre le réseau autoroutier par l'itinéraire le plus court sans passer par des fonds bâtis, il y a lieu de renvoyer au dispositif réglementaire mis en place au fil des années pour pallier ce phénomène. Il s'agit en l'occurrence:

- du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique;

- du règlement grand-ducal modifié du 13 juillet 1995 déviant certains trafics lourds sur la Collectrice du Sud (A13);

- du règlement grand-ducal modifié du 17 novembre 2003 interdisant la circulation des poids lourds sur certaines voies publiques dans le coin des trois frontières entre la France, l'Allemagne et le Luxembourg.

Or, la pratique a démontré que malgré ce cadre réglementaire contraignant, les itinéraires imposés aux poids lourds transitant notre pays ne sont assez souvent pas respectés. Conscient de cette réalité, j'ai chargé un groupe de travail ad hoc auprès de la Commission de Circulation de l'État d'analyser les origines et les répercussions de la circulation de poids lourds en transit dans leur ensemble et de proposer, le cas échéant, des mesures permettant de remédier à la situation actuelle.

En conséquence, il me paraît judicieux d'attendre l'avis sollicité dudit groupe de travail pour pouvoir prendre par la suite, en toute connaissance de cause, les mesures nécessaires permettant de réagir de façon appropriée à ce problème.

Nonobstant, je peux vous d'ores et déjà informer que le Conseil de Gouvernement a adopté en sa séance du 20 juillet 2007 un règlement grand-ducal modifiant l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques qui vise, entre autres, à augmenter sensiblement le montant des avertissements taxés décernés en cas d'infraction à la réglementation citée ci-dessus afin de renforcer leur caractère dissuasif.

Pour ce qui est des données statistiques indiquant le nombre quotidien de camions passant par les différents ponts de la Moselle et par le pont de la Sûre à Wasserbillig entre le Grand-Duché et la Rhénanie-Palatinat, je suis au regret de devoir vous informer que le Ministère des Transports ne recense pas de telles sortes de données statistiques.

Question 1836 (5.7.2007) de **M. Jean-Pierre Klein** *(LSAP)* concernant la **conformité au principe de la liberté d'établissement de la législation relative à l'exercice de la profession de notaire:**

La Commission européenne m'a envoyé récemment un avis motivé au Luxembourg à travers lequel elle demande au Gouvernement de modifier les dispositions de la législation luxembourgeoise qui autorisent uniquement les ressortissants de notre propre pays à devenir notaires

Selon la Commission européenne, cette condition est contraire à la liberté d'établissement prévue par l'article 43 du Traité CE et non justifiée au regard de l'article 45 du Traité CE, qui en excepte les activités participant à l'exercice de l'autorité publique.

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur la position du Gouvernement en ce qui concerne cette problématique

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis que notre législation relative à l'exercice de la profession de notaire n'est pas conforme au principe de la liberté d'établissement?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage d'élaborer un projet de loi afin de remédier à cette situation?

- Au cas où Monsieur le Ministre ne partage pas l'avis de la Commission européenne, quelle suite compte-t-il donner à la demande de la Commission européenne?

Réponse (1.8.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Permettant l'accès et l'exercice de la profession de notaire qu'aux seuls nationaux, la Commission européenne a décidé le 27 juin 2007 de traduire le Luxembourg, la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Autriche et la Grèce devant la Cour de Justice des Communautés européennes.

Selon la Commission, cette condition de nationalité est contraire à la liberté d'établissement prévue à l'article 43 du traité instituant la Communauté européenne et non justifiée au regard de l'article 45 dudit traité, qui en excepte les activités participant à l'exercice de l'autorité publique.

Le Luxembourg et les autres États visés ne partagent pas l'analyse de la Commission et estiment respecter pleinement les dispositions du traité.

En effet l'État a d'une part délégué aux notaires des tâches bien délimitées, comme l'élaboration d'actes authentiques, l'authentification de conventions de parties ou l'apposition de la formule exécutoire sur certains actes authentiques et, d'autre part, donné la même valeur légale à ces actes posés par les notaires qu'aux actes authentiques posés par l'État lui-même. Les notaires participent donc pleinement à l'exercice de la puissance souveraine et ont qualité d'officiers publics.

À ce titre il est justifié de prévoir pour la fonction de notaire des restrictions, comme celle de la condition de nationalité. En effet la condition de nationalité pour l'accès et l'exercice d'une profession résulte de la délégation de puissance publique et elle est généralement accordée aux officiers publics afin qu'ils puissent sauvegarder les intérêts publics de l'État.

Il appartiendra à la Cour de Justice des Communautés européennes de trancher cette question de droit communautaire.

Question 1837 (6.7.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **enfants placés judiciairement dans une institution à l'étranger:**

- Dans le cas d'un enfant placé judiciairement dans une institution à l'étranger, est-ce qu'il y a un transfert des allocations familiales à l'institution d'accueil? Dans quels cas ce transfert a-t-il lieu? Est-ce qu'il y a une différence de traitement entre enfants dits «naturels» et enfants issus d'un mariage?

Réponse (8.8.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La question soulevée du paiement des allocations familiales en cas de placement judiciaire d'un enfant à l'étranger dans une institution d'accueil est fort complexe.

Aux termes de la législation nationale, l'enfant a un droit personnel, donc autonome aux allocations familiales pour autant qu'il dispose d'un domicile légal sur le territoire national et y réside effectivement.

Le placement judiciaire à l'étranger avec transfert de l'autorité parentale entraîne de plein droit la perte du domicile légal de l'enfant au Luxembourg, puisque ce domicile est transféré avec l'autorité parentale.

En conséquence, l'enfant ne dispose plus d'un droit autonome et la seule base juridique pour déterminer un droit éventuel aux allocations familiales est, soit le règlement (CEE) N°1408/71, soit une convention internationale en matière de sécurité sociale.

Il existe un certain nombre de configurations dont je me permets d'exposer les principales:

1. L'enfant est placé à l'étranger suite à une décision judiciaire qui transfère l'autorité parentale à l'institution d'accueil étrangère. (cf. art. 11 de la loi sur la protection de la jeunesse). Dans ce cas, l'enfant mineur perd son domicile légal qu'il avait au Luxembourg aux termes de l'article 108 du Code civil. En outre, il ne réside plus sur le territoire national. Sur base de la législation nationale seule, il n'ouvre donc plus droit aux allocations familiales luxembourgeoises.

2. Lorsque le placement dans une institution étrangère se fait sans transfert de l'autorité parentale, l'enfant conserve son domicile légal au Luxembourg, mais du fait qu'il n'y réside plus, l'une des deux conditions d'octroi essentielles n'est plus remplie. Il n'a donc pas davantage un droit autonome aux allocations familiales.

3. Lorsqu'aucun des parents ne travaille au Luxembourg, un droit aux allocations familiales n'est ouvert à cet enfant dans aucune des deux situations prédécrites, qu'il soit enfant légitime ou naturel.

4. Par contre, si au moins un des parents de l'enfant travaille au Luxembourg, le règlement (CEE) N°1408/71 notamment permet de maintenir un droit au Luxembourg sur base de son article 73, c'est-à-dire du fait de l'exercice d'une activité professionnelle au Luxembourg pour autant que l'enfant conserve la qualité de membre de famille du parent qui travaille dans notre pays.

En vertu de l'art. 1er, f) i) dudit règlement, la qualité de membre de la famille est définie par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies. Il résulte de ce renvoi que les enfants d'un travailleur occupé au Luxembourg ont la qualité de membre de sa famille selon la définition donnée par la législation luxembourgeoise.

Ce sont les articles 1er et 2 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse Nationale des Prestations Familiales qui attribuent cette qualité aux enfants légitimes, légitimés et adoptifs, ainsi qu'aux enfants naturels reconnus, les enfants du conjoint et les petits-enfants orphelins pour autant qu'ils sont élevés dans le ménage du demandeur.

La distinction entre les enfants légitimes et les enfants naturels dans la législation nationale sur les allocations familiales a son fondement dans le Code civil qui prévoit une obligation d'entretien pour les enfants légitimes, mais non pour les enfants naturels.

Cette obligation que l'article 203 du Code civil rattache au mariage, reste valable après la dissolution du mariage, où que soient élevés les enfants.

En droit national, la perte de la qualité de membre de la famille d'un des parents n'influe pas sur le droit lui-même qui reste établi tant que l'enfant garde son domicile légal au Luxembourg et continue à y résider. Par contre, en cas de départ de l'enfant naturel pour l'étranger, ce droit n'est plus maintenu au titre de la loi nationale.

4. C'est ici qu'intervient l'article 1er du règlement communautaire précité qui prévoit une exception à l'exigence que les enfants doivent être élevés dans le ménage du travailleur pour pouvoir être considérés comme membres de sa famille. Aux termes de cette exception, la condition susvisée est réputée remplie lorsque les enfants sont principalement à charge du travailleur, critère que le droit national ne prévoit plus d'une manière explicite.

Pour les enfants légitimes, il existe cependant une présomption implicite de la charge fondée sur l'article 203 du Code civil. Cette présomption permet le paiement des allocations familiales à une institution étrangère que le placement ait été accompagné d'un transfert de l'autorité parentale ou non.

Pour les enfants naturels, il appartient au travailleur de prouver la charge principale auquel cas les allocations familiales luxembourgeoises sont pareillement versées à l'institution d'accueil en vertu de l'article 5 de la loi précitée du 19 juin 1985.

Dans le cadre de la réforme des allocations familiales actuellement en préparation par mes services, il est proposé de réintroduire la notion de «charge d'enfant» dans la législation luxembourgeoise, ce qui permet d'écarter, sur le plan formel, toute différenciation entre enfant légitime et naturel.

Question 1839 (9.7.2007) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **service de garde et de remplacement des médecins généralistes:**

Dans une affaire entre le collège médical et un médecin généraliste refusant systématiquement la participation au service de garde et de remplacement, le conseil de discipline du collège médical, dans sa séance publique du 27 juin 2007, a constaté ce qui suit:

«Le collège médical base sa plainte sur la convention portant organisation du service de remplacement de nuit des médecins généralistes signée le 20 décembre 2004 entre l'État du Grand-Duché (…) et l'Association des Médecins et Médecins Dentistes (AMMD) (…).

Il résulte cependant de l'article 6 alinéa 3 de la loi du 29 avril 1983 que les modalités du service médical d'urgence sont fixées par règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d'État et après consultation du Collège Médical.

Force est de constater que, pour une raison qui échappe au conseil de discipline et dont il n'a pas à se préoccuper, la convention élaborée n'a pas fait l'objet d'un règlement grand-ducal tel qu'il est préconisé par la loi, de sorte que cette même convention est démunie de force légale nécessaire à son obligation générale pour tous les médecins généralistes concernés.»

Le conseil de discipline constate également que le Code de déontologie, qui vise la participation du médecin au service de garde est inapplicable sur ce point, étant donné que ce service n'est pas mis en place sur une base légale ou réglementaire.

En plus, la convention entre l'AMMD et l'État, n'engage pas les médecins qui ne sont pas membres de l'AMMD.

Il s'ensuit qu'à l'état actuel, aucune sanction ne pourra donc être prise contre le médecin qui refuse la participation au service de garde et de remplacement.

En vertu de l'importance que revêt cette décision du conseil de discipline, j'aimerais poser les questions suivantes Monsieur le Ministre de la Santé:

- Pourquoi le règlement grand-ducal en question n'a-t-il jamais été pris?

- Combien de médecins généralistes refusent une participation au service de garde et de remplacement?

- Les médecins spécialistes qui n'exercent pas à l'hôpital, sont-ils dispensés de la participation au service de garde et de remplacement et le cas échant pourquoi?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il procéder afin que la continuité des soins soit garantie à la population et que le service de garde puisse être assuré à l'avenir?

- Monsieur le Ministre prendra-t-il enfin le règlement grand-ducal prévu à l'article 6 alinéa 3 de la loi du 29 avril 1983?

Réponse (1.8.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire m'interroge sur les suites que j'entends réserver à une toute récente décision du conseil de discipline du collège médical relaxant des liens de la poursuite un médecin généraliste ayant refusé de participer au service de remplacement de nuit des médecins généralistes.

Je m'abstiendrai bien évidemment de commenter la décision du conseil de discipline, d'autant plus que celle-ci est encore susceptible d'être frappée d'appel par le président du collège médical.

Étant donné que suivant convention conclue entre l'État et l'AMMD l'organisation du prédit service relève de cette dernière, je ne suis pas d'une façon directe informé des refus de participer à ce service pouvant être opposés par l'un ou l'autre médecin. D'après mes informations cependant le médecin faisant l'objet de la décision en discussion du conseil de discipline serait le seul à opposer un refus. Il est vrai que d'autres médecins font fruit de la faculté qui leur est ouverte à l'article 7 de ladite convention pour se faire remplacer occasionnellement par un confrère.

Ceci étant dit, il m'importe de relever que c'est plutôt à la demande de la profession médicale et en application du principe de subsidiarité que le Gouvernement s'est abstenu de prendre le règlement grand-ducal prévu à l'article 6 de la loi du 29 avril 1983 sur la profession de médecin, et qui était d'ailleurs déjà prévu dans une version antérieure de la loi de base sur la profession datant de 1977. Il a en effet toujours été considéré qu'il était préférable de laisser organiser la profession elle-même le service et qu'une intervention de l'État ne serait opportune que si cette prémisse venait à défaillir.

Je ne pense pas que la décision évoquée par l'honorable Parlemen-

taire vienne mettre en péril le fonctionnement du service de remplacement des médecins généralistes. Quoiqu'il en soit je suis d'accord pour dire qu'il faut parer à toute éventualité. Je compte profiter d'une modification de la loi de base, devenue nécessaire en raison de directives communautaires à transposer, pour affiner la rédaction de l'article 6 servant de base au règlement à élaborer. À l'heure actuelle le prédit article n'opère notamment pas la distinction, entre la permanence médicale à l'hôpital et le service de remplacement des médecins généralistes. Je me réserve néanmoins, compte tenu de l'évolution sur le terrain, de prendre encore un règlement d'exécution sur base de la rédaction actuelle de l'article 6.

Quant aux médecins spécialistes, s'ils sont attachés à un hôpital, ils sont d'ores et déjà légalement tenus de participer au service de permanence médicale hospitalier, et cela en vertu de la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente. La nouvelle formulation de l'article 6 de la loi sur la profession de médecin réglera la question de la participation au service de permanence hospitalier des médecins spécialistes non attachés à un établissement particulier.

Question 1844 (11.7.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **jeux de hasard en ligne:**

Niewend dem Spill Zubito, dem Lotto an enger Villzuel vu Rubbellousen, bitt d'Loterie nationale och elo nach d'Méiglechkeet u fir Lotto on-line iwwer Computer ze spillen.

Dëst ass eng weider Aart a Weis fir zousätzlech Leit zum Spillen ze verleeden a vereenzelter de Wee zur Spillsucht opzemaachen.

Aus enger Debatt an der Chamber war kloer erauszespieren, datt de Problem Spillsucht méi soll an d'A gefaasst ginn an d'Preventioun soll verstäerkt ginn. Wann awer zougelooss gëtt, datt ëmmer nei Geldspiller bäikommen, gëtt d'Gefor duerch d'Spillen a finanziell Problemer ze geroden ëmmer méi grouss.

Kennen déi zoustänneg Ministeren mer duefir dës Froe beäntwerten:

1) Ass d'Regierung informéiert driwwer, datt d'Loterie nationale elo och Lotto-Spillen iwwer on-line proposéiert?

2) Muss dofir eng préalabel Autorisatioun erstallt ginn, wa jo, vu wiem?

3) Mat wat ass déi nei Aart vu Versuchung zum Spillen do ze rechtfertegen?

4) Wat ass d'Meenung vun der Regierung zu dëser neier Aart vu Spillméiglechkeet a wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir eis Bierger virun exzessivem Spillen ze behidden?

Réponse (31.7.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Comme le sait l'honorable Parlementaire c'est à l'œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte qu'est confiée l'organisation de la Loterie nationale. Celle-ci disposant du monopole pour l'offre de loteries, une autorisation pour l'organisation de nouveaux jeux ou pour en modifier les modalités n'est pas requise.

L'offre de jeux sur Internet existe pour de nombreuses autres formes de jeux. Une intervention d'un État national n'aurait aucun effet sur les nombreux sites qui offrent de tels jeux depuis l'étranger.

Pour le surplus il est renvoyé aux déclarations et conclusions du Ministre de la Justice à l'occasion de l'heure d'actualité consacrée le 22 mai 2007 par la Chambre des Députés au problème des loteries et jeux de hasard.

Question 1845 (11.7.2007) de **MM. Marcel Oberweis** *(CSV)* et **Marco Schank** *(CSV)* concernant la **quantité de fumure organique admissive par hectare:**

Les installations de biogaz de type agricole valorisent à côté du potentiel énergétique fermier, comme le fumier et le purin, la biomasse végétale et autres substrats qui permettent d'optimiser les rendements des installations. Ceci entraîne cependant une augmentation de la quantité de fertilisants dans l'engrais liquide final.

Il se pose dès lors la question de la quantité de fumure organique admissible par hectare étant donné que le règlement grand-ducal du 25 avril 2005 modifiant le règlement grand-ducal du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture stipule sub Art. 6, 6), que «La quantité de fertilisants organiques épandus par an et par hectare ne doit pas représenter plus de 170 kg d'azote…».

Dans ce contexte nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

1. Est-ce que la limite des 170 kg N-organiques par hectare de surface agricole ne concerne qu'exclusivement la fumure d'origine animale ou est-ce que la biomasse végétale doit également être prise en considération?

2. Est-ce que la limite des 170 kg N-organiques par an et par hectare de surface agricole peut être dépassée si on envisage une deuxième culture sur la même parcelle?

Réponse (1.8.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question parlementaire a trait à la quantité de fumure organique admissible annuellement par hectare de superficie agricole ainsi qu'à l'application pratique de la réglementation dans ce domaine, en particulier dans le cas des installations de biogaz.

À titre liminaire, je voudrais préciser qu'en vertu des dispositions de l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture le contrôle du respect des dispositions relatives à l'épandage de fumure organique rentre dans les attributions des fonctionnaires désignés à cet effet par la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau.

Ceci dit et sachant que l'obtention de la plupart des aides à finalité agricole a également été soumise au respect de certaines conditions prévues à la réglementation précitée, dont notamment celle relative à la limite des 170 kg N-organiques par hectare, une certaine compétence revient également à mes services, ce qui me permet de donner les réponses suivantes aux questions posées:

Ad 1.

Il résulte clairement de la définition de la notion de fertilisants organiques figurant à l'article 2, point b) du règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 précité que la limite des 170 kg N-organiques s'applique également aux résidus de biomasse végétale fermentée.

En vertu de cette définition on entend par fertilisants organiques «toute substance organique, contenant un ou des composés azotés épandue sur les sols afin d'améliorer la croissance de la végétation, notamment les effluents d'élevage - y compris les jus d'ensilage -, les résidus des élevages piscicoles, les boues d'épuration et le compost».

Ad 2.

La limite des 170 kg N-organiques par hectare et par an s'applique sans distinction du type de culture et du nombre de cultures réalisées par an sur une même parcelle. Des exceptions ne sont pas prévues.

Question 1848 (11.7.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **service d'urgence des hôpitaux:**

Il a été porté à ma connaissance qu'en cas d'urgence pendant le week-end, les patients qui se rendent auprès d'un service d'urgence, doivent très souvent supporter un délai d'attente très long. Certaines personnes auraient même dû patienter pendant six heures avant d'être soignées, ce qui n'est pas de nature à favoriser une prise en charge adéquate dans certains cas.

Les patients qui sont par la suite hospitalisés, doivent parfois partager à trois une chambre prévue pour deux. Selon mes informations il n'est pas non plus exceptionnel qu'un jeune patient cohabite avec des adultes avec la conséquence néfaste de le confronter parfois à des personnes souffrant de troubles du comportement ou présentant une symptomatique grave.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement considère-t-il que les hôpitaux luxembourgeois soient dotés d'un personnel suffisant et qu'il y ait assez de médecins prévus pour assurer les services d'urgence?

- Afin de pouvoir réduire au maximum le temps d'attente, le Gouvernement envisage-t-il une réorganisation des services d'urgence?

- Le Gouvernement estime-t-il que les capacités de lits dans les hôpitaux soient suffisantes?

- Le Gouvernement, n'estime-t-il pas que l'on devrait réorganiser le système de répartition des chambres afin que les patients soient dispatchés en fonction de leur état de santé et d'éviter que des enfants ne doivent partager une chambre avec des personnes adultes présentant des symptômes qui pourraient éventuellement les traumatiser?

Réponse (6.8.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Étant donné le nombre élevé de passages en policlinique et aux services d'urgence des hôpitaux (775.000 en 2004), il est inévitable qu'il y ait de temps en temps des problèmes, même si je les regrette autant que les responsables et les prestataires des établissements concernés.

À tous les niveaux nous avons ensemble comme objectif de limiter ces inconvénients au strict minimum et de faire en sorte qu'ils restent sans conséquences dommageables pour les patients. Mais il nous tient aussi à cœur de les éviter et de les prévenir, notamment en les anticipant à partir des leçons que nous pouvons tirer des signalements, suggestions et doléances dûment portés à notre connaissance de sorte à nous permettre de les identifier et d'intervenir, notamment là ou ils se sont produits, pour en tirer les conclusions et mettre en place les mesures et améliorations qui s'imposent.

Ceci étant, en ce qui concerne les moyens, les ressources, les compétences et l'organisation je tiens à préciser ce qui suit:

1. En matière de ressources et de compétences, les statistiques et leur comparaison internationale (carte sanitaire, OECD etc.) montrent que les hôpitaux luxembourgeois sont dotés d'un personnel suffisant et bien qualifié. Par ailleurs ils disposent, dans quasi toutes les spécialités, d'un nombre suffisant de médecins pour assurer des services continus et conformes à tous les niveaux, y compris au service d'urgence. En ce qui concerne ce dernier, il convient toutefois de signaler qu'il est inhérent à sa nature de devoir faire face à des pics aléatoires d'activité qui peuvent expliquer ponctuellement des délais d'attente, notamment dans les cas pour lesquels le degré de l'urgence ou de la gravité de la sollicitation, après tri objectif, n'impose pas une prise en charge prioritaire.

2. Conscient toutefois de ces imperfections et vu le nombre de sollicitations croissantes et loin d'être toujours justifiées des services d'urgence hospitaliers, j'envisage des améliorations, en cours d'élaboration et à mettre en oeuvre dans les meilleurs délais, à plusieurs niveaux et notamment

- par l'extension de l'horaire du service de remplacement en médecine générale et son extension sur les week-ends et jours fériés,

- par une analyse externe et des propositions d'amélioration, conjointement avec le Ministre de l'Intérieur, du fonctionnement de la chaîne préhospitalière des secours d'urgence y compris du fonctionnement du service d'urgence des établissements hospitaliers et

- par une révision et des amendements respectivement via la législation sur les établissements hospitaliers et la réglementation des services dont notamment le service d'urgence, sans pour autant augmenter la capacité des lits aigus dans nos hôpitaux.

3) Suite au plan hospitalier de 2001 le Grand-Duché dispose, malgré une réduction à dessein en 2005, encore de cinq lits aigus par mille habitants, ce qui est bien supérieur à la moyenne européenne, qui est de 4,2 lits par mille habitants (EU 15). En même temps notre pays a, en comparaison internationale, un taux moyen d'occupation faible de ces lits. Dès lors, afin de veiller à une meilleure répartition de nos lits aigus, les projets d'amendements précités ainsi que le nouveau plan hospitalier, qui sera soumis à la procédure réglementaire sous peu, prévoient à ce niveau un certain nombre d'adaptations qui s'imposent.

4) La structuration des hôpitaux en services intensifs et en services de base et spécialisés devrait permettre un système qui répond au souci de répartir au plus vite les patients en fonction de leur état de santé et de la prise en charge la plus indiquée dans le cas donné de leur affection, que ce soit au niveau de l'établissement qui les accueille ou, au besoin, par transfert à un autre établissement mieux adapté dans l'un ou l'autre cas de figure précis.

Pour ce qui est de la prise en charge des enfants, tous les hôpitaux qui assureront à l'avenir le service d'urgence devront disposer d'un service de pédiatrie; je viens par ailleurs, comme suite à la modernisation de la Clinique pédiatrique, d'autoriser l'élargissement du service national de soins intensifs afférent, de sorte à y permettre la prise en charge de tous les enfants qui nécessitent le recours à de tels soins.

Quoiqu'il en soit et sans attendre les susdites améliorations, j'estime que les hôpitaux de garde devraient d'ores et déjà séparer les enfants des adultes atteints d'une affection telle qu'elle risque de les traumatiser et qu'ils disposent des moyens en chambres et en lits pour y parvenir.

Question 1849 (12.7.2007) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **port de la ceinture de sécurité dans les autobus scolaires:**

Le non-port de la ceinture est un des facteurs de mortalité sur les routes après la vitesse et l'alcool. La ceinture de sécurité dans les voitures, autobus et autocars accroît cependant considérablement la sécurité des usagers de la route. À titre d'exemple, on peut citer l'accident survenu le 9 juillet à Doncols impliquant un autobus scolaire et un poids lourd. Aucun des enfants passagers du bus n'a été blessé car les élèves avaient majoritairement bouclé leur ceinture.

Le port de la ceinture de sécurité est régi par l'article 160bis du Code de la Route. Or, il n'existe selon mes informations aucune réglementation spécifique qui impose le port de ceinture obligatoire pour les enfants et élèves dans les autobus et autocars scolaires.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Existe-t-il une réglementation spécifique réglant le port de la ceinture de sécurité dans les autobus et autocars scolaires?

- Dans la négative, quelles sont les dispositions qui s'appliquent au transport d'élèves dans les autobus et autocars scolaires?

- Est-ce que les dispositions du Code de la Route en la matière sont conformes à la législation communautaire?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de changer le Code de la Route en imposant le port obligatoire pour les enfants et élèves dans les autobus et autocars scolaires?

- Quelles autres mesures sont envisagées afin d'accroître la sécurité des enfants dans les bus scolaires?

Réponse (30.7.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député se renseigne sur la réglementation concernant le port de la ceinture de sécurité dans les autobus et autocars scolaires.

D'emblée je me permets d'attirer l'attention de l'honorable Député sur ma réponse du 17 juillet 2007 à la question parlementaire de Monsieur le Député Xavier Bettel qui s'est enquis de manière générale sur les dispositions concernant le port obligatoire de la ceinture de sécurité inscrites dans l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route *(cf. ci-dessus - question parlementaire N°1808)*.

En ce qui concerne les modifications du Code de la Route adoptées par le Conseil de Gouvernement en date du 13 juillet 2007 suite à la transposition de la directive 2003/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 avril 2003 modifiant la directive 91/671/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au port obligatoire de la ceinture de sécurité, il importe de préciser que le changement majeur par rapport à la législation actuellement en vigueur consiste dans l'obligation pour certains véhicules des catégories M2 et M3 (autobus/autocars) ainsi que pour ceux des catégories N2 et N3 (poids lourds) d'être équipés par des ancrages pour ceintures de sécurité et par des ceintures de sécurité pour autant que lesdits véhicules seront immatriculés pour la première fois à partir du 20 octobre 2007.

Or, pour les véhicules de la catégorie M2 qui seront exclusivement utilisés pour les services réguliers de transport en commun de personnes, il est dérogé à cette obligation.

À cela s'ajoute que les passagers doivent être informés de l'obligation de mettre la ceinture de sécurité par un pictogramme apposé de manière visible à chaque place munie d'une ceinture de sécurité et que les passagers sont obligés d'utiliser en priorité les places équipées d'une ceinture de sécurité. Les services réguliers interurbains de transport en commun de personnes ne font pas parties de cette obligation; ces passagers sont autorisés à voyager en position debout. Cette dérogation s'applique également au ramassage scolaire pour autant qu'il s'agisse d'un service régulier de transport en commun. Nonobstant, il est laissé à la discrétion des différentes communes d'émettre une instruction communale visant à ce que tous les enfants doivent mettre la ceinture de sécurité en cas de transport scolaire.

En outre, il est prévu de lancer une campagne d'information concernant les modifications précitées afin de sensibiliser davantage les usagers de la route ainsi que les passagers des transports en commun sur l'importance du port de la ceinture de sécurité.

Dans ce contexte il est également appelé à la responsabilité de chacun et notamment à celle des communes d'assurer que toute sorte de transport soit effectuée dans des conditions sûres.

Question 1852 (13.7.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **coût du système éducatif au Luxembourg:**

Aus engem Rapport vun der OECD mam Titel «Bildung auf einen Blick 2006» geet erfir, datt de Lëtzebuerger Educatiounssystem deen deiersten op der Welt ass. Deemno kascht d'Educatioun vun engem Schüler (Primaire a Postprimaire zesummegerechent fir eng theoretesch Schoulcarrière vun 12 Joer) de Lëtzebuerger Stat 188.000 USD. Eis direkt Noperen, Frankräich (85.000), Däitschland (83.000) an d'Belsch (83.000) leien deemno vill méi déif.

An dësëm Zesummenhang géif ech gäre vun lech wëssen:

1) Entsprécht dëse vun der OECD gerechente Montant fir Lëtzebuerg, nämlech 188.605 USD och deem, wat déi national Berechnungen erginn?

2) Wann net, kënnt Dir mer eventuell d'Differenz erklären?

3) Wéi deele sech dës global Schoulkäschten a Personal- a Materialkäschten op?

4) Virum Hannergrond, datt eis Käschte pro Schüler am Verglach mat eisen Nopeschlänner onwahrscheinlech héich sinn, eis Resultater awer staark ze wënschen iwwreg loossen, sidd Dir net och der Meenung, datt eist Käschten-Leeschtungs-Verhältnis am Enseignement ferm aus dem Rudder leeft?

5) Wéi wëllt Dir deem ophëllefen, wou Dir Ären eegenen Aussoen no kee Mandat hutt, fir eng déifgräifend Schoulreform duerchzezéien?

6) Wéi bëuerteelt Dir virun dësem Hannergrond d'Fuerderunge vu verschiddenen Enseignantsgewerkschaften no enger substanzieller «Opwäertung» vun der Enseignantscarrière?

Réponse (8.8.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1) an 2) D'Zuelen aus dem OECD-Rapport «Bildung auf einen Blick 2006» entspriechen deenen aus der Publicatioun vum Ministère «Coûts et financements du système scolaire luxembourgeois - Exercice budgétaire 2003». No eisen nationale Berechnunge komme mer op e Gesamtcoût fir eng Schoulcarrière, dee je no Orientatioun tëschent 209.000 an 221.000 Euro läit. Dëse Coût läit iwwert deem, dee vun der OECD berechent gouf, well en déi dräi Joer Précoce a Préscolaire mat arechent. Limitéiert ee sech op déi sechs Joer Primärschoul an op déi siwe Joer Lycée, géif een zum Beispill fir den ES op e Gesamtcoût vun 176.780 Euro kommen a fir den EST - régime technique op 182.932 Euro.

Doriwwer eraus gläicht d'OECD dës absolut Wäerter un d'«Parité de pouvoir d'achat» un, fir e Verglach tëschent deenen eenzelne Länner vun der OECD ze erméiglechen (cf. S. 457).

3) D'Opdeelung vun de Schoulkäschten no de Berechnunge vun der OECD entsprécht och där vum Ministère ermëttelter Käschtenopdeelung: De gréissten Undeel vun de Käschten an eisem Schoulsystem falen op d'Personalkäschten («personnel enseignant»: 58,8%; «personnel non-enseignant»: 9,8%). De Rescht verdeelt sech op d'lafend Käschten (13,1%) an op d'Kapitalkäschten (18,3%) (cf. Säit 21 vun der Publicatioun «Coûts et financements du système scolaire luxembourgeois»).

4) An absoluten Zuele läit Lëtzebuerg, wat d'Käschte vun eisem Schoulsystem ugeet, effektiv iwwert dem Käschtenniveau vun deenen anere Länner. Dës Ënnerscheeder relativéiere sech awer, wann een déi öffentlech Investissementer an d'Educatioun vun deenen eenzelne Länner a Relatioun mat hirem PIB setzt. Sou constatéiert d'OECD, datt Lëtzebuerg mat 4,0% zwar iwwert der Moyenne vun der OECD läit, awer um gläichen Niveau wéi eis Nopeschlänner d'Belsch (4%) a Frankräich (4%).

Och wann ee muss mat de Sue vum Steierzueler virsiichteg ëmgoen, soll d'Schoul net no Kritäre vum Käschten-Leeschtungs-Verhältnis gemooss ginn, well e Kand, dat an der Schoul betreit gëtt, kee Produkt ass wéi en an engem Betrib hiergestallt gëtt. Am Verhältnis ass d'Ausbildung vun eise Kanner net méi deier wéi an anere Länner.

5) Ech hu wuel e Mandat fir grouss Schoulreformen ze maachen, mä kee Mandat, fir an dëser Legislaturperiod all déi Reformen ze maachen, iwwert déi misst nogeduecht ginn. Zum Beispill hunn ech kee Mandat, dorops hinzeschaffen, dass d'Kanner, déi nom Primaire an den ES an an den EST orientéiert ginn, méi no beieneen ënnerriicht ginn.

Vläicht ass et un der Zäit, drun ze erënneren, wat fir grondleeënd Neierungen an Ännerungen an de leschten dräi Joer realiséiert gi sinn, respektiv an d'Wee geleet gi sinn.

1. D'Erneierung vun der Primärschoul.

2. D'Reform vun der berufflecher Ausbildung.

3. D'Öffnung vun der öffentlecher Schoul mat der Schafung vum Neie Lycée, der Ganzdagsschoul an Esch, dem Schengen-Lycée an d'Aféierung vu Klassen, déi op de Bac international féieren.

4. D'Aféiere vun engem Unterricht, deen op Kompetenzen ausgeriicht ass, op dat, wat e Kand muss effektiv kënne maachen, wann et gutt geléiert huet.

5. D'Reform vum Sproochenunterricht an enger Optik, dass eis Kanner méi Kompetenzen an de Sprooche kréien, ouni awer dass ee vun enger professionneller Ausbildung kann ofgehale ginn duerch ze vill héich Exigenzen.

6. D'Upassung vun de Missiounen an den Tâchë vun den Enseignanten un d'Défië vun der Schoul.

6) D'Moderniséierung vun eiser Schoul kann nëmme mat dem Enseignant gemaach ginn, an zwar mat deem Enseignant, dee méi Responsabilitéit op sech hëlt. Mat engem Beamten also, deen net nëmmen Direktiven ausféiert, mä deen autonom Problemer léist, mat deenen hie konfrontéiert gëtt. Et ass ze verstoen datt, wann de Beruffsprofil an d'Ausbildung sech änneren, déi Betraffe froen, datt am Klassement vun hirer Carrière deenen Erausfuerderunge Rechnung gedroe gëtt.

Question 1854 (16.7.2007) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant les **types de véhicules devant être équipés d'un tachygraphe:**

Le règlement grand-ducal du 13 octobre 2006 concernant les modalités relatives à l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et fixant les sanctions des infractions aux dispositions du règlement (CEE) N°3820/85 modifié du Conseil des Communautés européennes du 20 décembre 1985 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route et du règlement (CEE) N°3821/85 modifié du Conseil des Communautés européennes concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route prévoit au point 2) de l'article 3 que les tracteurs de semi-remorques et les camions qui sont affectés au service de l'armée, de la Police grand-ducale, des Postes et Télécommunications, des Ponts et Chaussées, de la radiodiffusion, de la télévision ainsi qu'aux services de l'eau, du gaz, des égouts, de l'électricité ou de l'enlèvement des ordures et dont la masse maximale autorisée, y comprise, le cas échéant, celle des remorques et des semi-remorques tractées par eux, dépasse 7.500 kg doivent être équipés d'un tachygraphe. Il s'agit d'une limitation des exceptions prévues par le règlement (CEE) N°3821/85 dans son article 3 (1) qui faisait initialement référence à l'article 4 du règlement (CEE) N°3820/85 qui énumérait des types de véhicules qui n'ont pas besoin d'être équipés d'un tachygraphe.

Or, le règlement (CE) N°561/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 relatif à certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route abroge le règlement (CEE) N°3820/85 et modifie le règlement N°3821/85 en conséquence. Par la suite, la définition des véhicules auxquels s'appliquent les deux règlements a été changée. Le règlement grand-ducal du 13 octobre 2006 précité n'en tient pourtant pas compte.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que les communes sont obligées d'équiper leurs véhicules du type «Unimog», «Jeep» avec remorque etc. d'un tachygraphe?

- Quels sont les critères à prendre en compte pour décider si un véhicule de la commune doit être équipé d'un tachygraphe ou non?

Réponse (8.8.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question, l'honorable Député souhaite savoir quels véhicules appartenant aux autorités communales doivent être équipés d'un tachygraphe.

Les nouvelles dispositions du règlement N°561/2006 ont été introduites dans le règlement grand-ducal du 13 octobre 2006 par règlement grand-ducal du 23 mars 2007.

Les critères pour définir si un véhicule appartenant à une commune doit être équipé d'un tachygraphe se trouvent dans l'article 2, paragraphe 1 du règlement (CE) N°561/2006.

Par ailleurs, j'avais demandé récemment des précisions à la Commission européenne au sujet du champ d'application de ce règlement.

Dans sa réponse, la Commission indique que l'article 2, paragraphe 1 du règlement (CE) N°561/2006 est à interpréter de manière stricte. Dès qu'une des conditions est remplie, le véhicule doit être équipé d'un tachygraphe.

La Commission précise en outre qu'en application de l'article 4 du même règlement, il faut toujours prendre en compte l'ensemble des véhicules couplés.

Ainsi, par exemple, si une camionnette transportant des ouvriers est accouplée à une remorque avec du matériel de travail, la camionnette doit être équipée d'un tachygraphe au cas où l'ensemble des véhicules a une MMA supérieure à 3,5 tonnes.

Selon la Commission, «le fait que chaque partie d'un véhicule articulé puisse, individuellement, rester en dehors du champ d'application du règlement, ne peut toutefois pas constituer un élément décisif dans le cas d'un véhicule articulé, car ce sont les caractéristiques générales qui doivent prévaloir».

Question 1856 (16.7.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **inscriptions dans l'enseignement secondaire - rentrée en classe de 7e:**

Il me revient que nombre de parents d'élèves qui à la prochaine rentrée scolaire seront scolarisés en classe de 7e, rencontrent actuellement de grandes difficultés en voulant apprendre dans quel lycée leurs enfants poursuivront leurs études lors de la rentrée.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Par quelles mesures Madame la Ministre entend-elle éviter de pareilles situations à l'avenir?

Question 1857 (16.7.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **inscriptions dans l'enseignement secondaire:**

À la fin du processus d'orientation scolaire en 6e classe primaire, les élèves doivent adresser une demande d'inscription auprès d'un établissement de l'enseignement secondaire.

Les élèves sont tenus de s'inscrire en priorité dans un lycée situé dans la zone de proximité de leur commune de résidence. Chaque lycée accueille donc prioritairement les élèves de la région. Facultativement, l'élève peut demander une inscription dans un autre lycée si les capacités d'accueil de celui-ci le permettent. La période d'inscription s'étend de la mi-juin à début juillet et les élèves devraient être informés s'ils sont admis ou non dans un établissement avant le 10 juillet.

Or, il a été porté à ma connaissance que beaucoup d'élèves n'ont pas encore reçu de réponse jusqu'à ce jour.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre est-elle au courant de la situation décrite ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ces retards substantiels?

- Sachant que beaucoup de familles partent en vacances le 15 juillet, ne devrait-on pas reformer et avancer de quelques semaines toute la procédure?

Réponse (6.8.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les élèves de la classe de 6e primaire sont orientés vers l'enseignement secondaire ou l'enseignement secondaire technique, y compris le régime préparatoire, après une procédure d'orientation destinée à orienter au mieux les élèves pour la poursuite de leur scolarité. Cette orientation conclut un cycle d'apprentissage; elle ne peut donc pas être anticipée avant que ce cycle ne soit terminé c'est à dire avant la fin de la 6e année d'études. C'est ce qui explique que les inscriptions à un lycée doivent avoir lieu dans la période allant du 22 juin au 2 juillet 2007. Par ailleurs aucune inscription ne peut être confirmée avant que les élèves qui se sont présentés à l'examen recours n'aient eux aussi eu l'occasion de s'inscrire avant le 4 juillet.

Si la plupart des parents ont choisi pour leur enfant le lycée qui est le plus proche de leur domicile, certains ont profité de la disposition de l'article 37 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques qui stipule que l'élève peut être inscrit dans un autre lycée à condition que les capacités d'accueil de ce lycée le permettent.

Étant donné qu'aucun lycée n'est autorisé à refuser une inscription a priori, dans certains, le nombre d'inscriptions en classe de 7e a dépassé les capacités d'accueil. Une sélection a donc dû être faite et le critère de réorientation était la proximité du domicile de l'élève à un autre lycée. Ainsi, des élèves préinscrits dans certains lycées de la ville étaient réorientés vers d'autres lycées de la ville ou du sud du pays.

Finalement je ne pense pas qu'il soit possible de limiter les inscriptions par des contraintes du type «carte scolaire» sans enfreindre le droit des parents à choisir le lycée auquel ils veulent inscrire leur enfant.

Question 1872 (24.7.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **transposition de la directive concernant la sécurité des aéronefs des pays tiers empruntant les aéroports communautaires:**

La presse fait état d'une initiative de la Commission européenne qui consiste à traduire le Luxembourg devant la Cour de Justice des Communautés européennes pour ne pas avoir transposé dans les délais prévus la directive concernant la sécurité des aéronefs des pays tiers empruntant les aéroports communautaires (directive N°2004/36/CE du 21 avril 2004).

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles sont les raisons à l'origine du retard de transposition de cette directive qui aurait dû s'appliquer à partir du 30 avril 2006 déjà?

- Selon quel échéancier le Gouvernement prévoit-il de se conformer aux exigences du droit communautaire?

- Le défaut de transposer cette directive ne risque-t-il pas d'exposer une nouvelle fois notre pays au reproche de ne pas appliquer conve-

nablement les exigences communautaires en matière de sûreté et de sécurité des transports aériens pour autant que l'Aéroport de Luxembourg est impliqué?

- Est-ce que la possibilité de nouveaux problèmes pour les passagers au départ de l'Aéroport de Luxembourg sur les autres plateformes aéroportuaires européennes est-elle a priori écartée ou faut-il une nouvelle fois craindre que des passagers ou des avions au départ de Luxembourg ne doivent accepter de nouveaux contrôles aux aéroports de destination en cas de transit?

Réponse (8.8.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député se réfère à un article de presse faisant état de la volonté de la Commission européenne de traduire le Luxembourg devant la Cour de Justice des Communautés européennes pour ne pas avoir transposé dans les délais la directive N°2004/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant la sécurité des aéronefs des pays tiers empruntant les aéroports communautaires (directive «SAFA»). À titre préliminaire il convient de noter que le Luxembourg ne peut comprendre les raisons ayant amené la Commission européenne à saisir à ce stade la Cour de Justice des Communautés européennes, étant donné que le texte de transposition se trouve dans la procédure législative et que le délai prévu de fin 2007 pour la transposition en droit national de cette directive a été communiqué à la Commission européenne depuis novembre 2006.

1. Le retard de transposition de la directive SAFA dont l'échéance était le 30 avril 2006 est imputable au fait qu'il avait été jugé opportun d'attendre les dispositions du règlement 2111/2005 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2005 concernant l'établissement d'une liste communautaire des transporteurs aériens qui font l'objet d'une interdiction d'exploitation dans la Communauté et l'information des passagers du transport aérien sur l'identité du transporteur aérien effectif, et abrogeant l'article 9 de la directive N°2004/36/CE «liste noire», qui amendait la directive sous rubrique, ainsi que les conclusions de l'audit de supervision de la sécurité aérienne réalisé par l'OACI en début de 2006.

2. S'agissant de la procédure de transposition en droit interne, la Commission européenne avait émis en date du 12 décembre 2006 un avis motivé (N°2006/0471) au titre de l'article 226, premier alinéa, du traité instituant la Communauté européenne, à l'égard du Grand-Duché de Luxembourg en raison de l'absence de communication des mesures de transposition de la directive précitée. Les autorités luxembourgeoises se sont engagées à finaliser le texte de transposition dans les meilleurs délais et ont communiqué à cette fin un échéancier de transposition à la Commission européenne prévoyant l'approbation par le Conseil de Gouvernement au début du mois de février 2007 et une entrée en vigueur du texte en fin 2007, afin de pouvoir tenir compte des avis requis en vertu des prescriptions constitutionnelles.

Après l'adoption du texte par le Conseil de Gouvernement en date du 16 février 2007, le dépôt subséquent du texte à la Chambre des Députés et la réception ultérieure de l'avis de la Chambre de Commerce, le Gouvernement se trouve à ce stade dans l'attente de l'avis afférent du Conseil d'État.

3. et 4. Malgré une non-transposition de la directive, les inspections sont diligentées sur le terrain en vertu des dispositions de la directive SAFA et la banque de données afférente est alimentée par les agents de la Direction de l'Aviation Civile.

Le texte de loi portant transposition de la directive SAFA est inscrit au rôle de la Chambre des Députés et la durée requise pour que ce texte aura force de loi reste sans impact sur le déroulement normal des activités à l'Aéroport de Luxembourg ainsi que sur les activités des opérateurs.

Je voudrais par ailleurs souligner qu'il importe de ne pas faire l'amalgame entre le domaine de la sûreté aérienne («security» en anglais) et celui de la sécurité aérienne («safety» en anglais). La sûreté aérienne, qui comprend notamment les inspections-filtrages effectuées sur les passagers au départ de l'Aéroport de Luxembourg, n'est pas affectée par une transposition tardive d'une directive relevant de la sécurité aérienne.

Question 1874 (25.7.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **transposition de la directive sur la formation des conducteurs professionnels:**

D'après les informations parues dans la presse le Luxembourg se serait vu crédité d'un avis motivé émis par la Commission européenne pour non-transposition de la directive N°2003/59/CE sur la formation des conducteurs professionnels (directive relative à la qualification initiale et à la formation continue de conducteurs de certains véhicules routiers affectés au transport de marchandises ou de voyageurs du 15 juillet 2003).

- Monsieur le Ministre des Transports ne croit-il pas qu'une bonne formation des conducteurs et notamment des chauffeurs professionnels constitue un gage important pour la sécurité routière?

- Quelle a été sa réaction à la revendication récente des syndicats du transport pressant le Gouvernement à mettre en place le cadre d'une formation améliorée de ceux qui ont fait de la conduite automobile leur activité professionnelle?

- La formation prévue par la directive précitée ne pourrait-elle pas constituer une réponse appropriée aux doléances syndicales en question?

- Quelles sont les raisons qui ont empêché jusqu'à présent le Gouvernement luxembourgeois à transposer cette directive qui devrait s'appliquer depuis le 10 septembre 2006?

- Selon quel échéancier Monsieur le Ministre entend-il donner suite à l'avis motivé de la Commission européenne?

- Y aura-t-il dans le texte de transposition des règles permettant de faire assimiler l'expérience professionnelle active à la formation requise en vertu du texte communautaire? Selon quelles modalités sera conçue cette assimilation?

Réponse (8.8.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député s'informe sur l'état de transposition de la directive N°2003/59/CE relative à la qualification initiale et à la formation continue de conducteurs de certains véhicules routiers affectés au transport de marchandises ou de voyageurs et sur les raisons qui ont empêché le Gouvernement à transposer en droit national dans les délais prescrits la directive précitée.

D'emblée, les enjeux de cette directive seront d'une grande portée puisqu'elle entraînera une amélioration de la formation des conducteurs professionnels et par conséquent un renforcement de la sécurité routière.

État donné que la sécurité routière constitue une priorité absolue du Gouvernement, l'honorable Député n'est certainement pas sans savoir que le Gouvernement a conclu un contrat de services publics avec les entreprises de transport en commun qui prévoit pour ces derniers une obligation d'investir dans la formation des conducteurs professionnels déjà maintenant 0,2% de l'enveloppe budgétaire leur accordée par l'État.

En ce qui concerne les raisons qui ont retardé jusqu'à ce stade la transposition de la directive émargée et les revendications des syndicats du transport adeptes d'une formation améliorée pour les conducteurs professionnels, je peux vous informer que je désire me concerter, vu l'importance de cette directive pour la sécurité routière d'une part et pour le secteur du transport public et les entreprises de transport d'autre part, avec l'ensemble des milieux socioprofessionnels prioritairement concernés.

Une telle procédure de consultation prolongée ne garantira non uniquement une transposition cohérente des nouvelles dispositions communautaires, mais engendrera également un certain retard de transposition qui ne va cependant pas à l'encontre des intérêts des acteurs principalement concernés.

Nonobstant, vu les concertations fructueuses menées jusqu'à présent avec tous les acteurs concernés, il est à escompter que le projet de loi transposant la directive susmentionnée sera mis sur la voie procédurale au courant du mois d'octobre 2007.

Pour conclure, il échet de préciser que les conducteurs titulaires d'un permis de conduire d'une des catégories mentionnées à l'article 4 de la directive sous rubrique sont exemptés de la formation initiale mais non de la formation continue.

Question 1875 (25.7.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**interdiction de dépassement des autobus aux arrêts:**

Suite à la réponse du Ministre des Transports à ma question parlementaire N°1832 concernant l'opportunité d'interdire le dépassement des autobus à l'arrêt lors d'une éventuelle modification du Code de la Route au Conseil de Gouvernement, question dont le caractère d'urgence a été immédiatement reconnue, je voulais vous faire part de mon étonnement *(cf. compte rendu N°15/2006-2007)*

En effet, le Ministre des Transports me fait part dans sa réponse qu'étant donné qu'aucune modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément connu sous Code de la Route n'était prévue à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement du 6 juillet 2007, ce principe ne pouvait dès lors ni être discuté, ni être adopté.

Or, c'est avec une certaine consternation que j'ai constaté que le Conseil de Gouvernement avait inscrit ce point à son ordre du jour vendredi dernier, soit deux semaines plus tard.

Dans ce contexte je désire reformuler ma question initiale au sujet d'une interdiction de dépassement des autobus aux arrêts aménagés de telle façon que ces derniers doivent s'arrêter sur la route. Disposition qui permet d'améliorer considérablement la sécurité des passagers et des piétons.

- Le Conseil de Gouvernement a-t-il de ce fait discuté le principe d'une interdiction de dépassement des autobus aux arrêts? Quelles conclusions a-t-il tirées? Est-il disposé à faire appliquer ce principe au Luxembourg?

Réponse (8.8.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député réitère sa question du 5 juillet 2007 en demandant des explications sur une interdiction de dépassement des autobus aux arrêts de bus.

À cet égard, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Conseil de Gouvernement a adopté en date du 20 juillet 2007 un règlement modificatif de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément connu sous Code de la Route, mais étant donné qu'une interdiction de dépassement des autobus aux arrêts de bus ne faisait pas partie de ces modifications, un tel principe ne pouvait dès lors ni être discuté, ni adopté.

Je réitère donc mon explication fournie dans ma réponse qui date également du 5 juillet 2007 que j'ai chargé la Commission de Circulation de l'État d'analyser les arguments plaidant en faveur d'une telle mesure, qui peut le cas échéant se faire assister par un bureau d'experts étrangers pour trancher cette question.

Question 1879 (26.7.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**adaptation des pneus aux conditions de circulation hivernales:**

La proposition de loi que j'avais déposée en février 2007 et qui prévoit de modifier la législation routière (doc. parl. 5682) retient que les pneus des véhicules devraient être adaptés aux conditions climatiques et qu'en particulier le fait de gêner ou de mettre en danger le trafic dû à des pneus non adaptés aux conditions de circulation hivernales sera considéré comme une contravention grave, donnant lieu à un retrait de deux points.

Sur initiative de Monsieur le Ministre des Transports, le Conseil de Gouvernement vient d'adopter en date du 20 juillet 2007 un projet de règlement modificatif du Code de la Route qui comporterait d'après la presse l'interdiction de circuler en hiver avec des pneus d'été.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire en quoi le projet de règlement gouvernemental s'écarte de ma proposition de loi? Quels sont les motifs justifiant les différences en question?

- Dans le même ordre d'idées, je tiens à rappeler une autre proposition de loi déposée en mars 2007 (doc. parl. 5703). Cette proposition prévoit notamment d'alléger l'interdiction pour les poids lourds en transit international de quitter l'autoroute pour aller faire le plein, si d'éventuels riverains ne sont pas importunés par le passage des camions.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle est son opinion face à cette proposition de loi? Quand le Gouvernement compte-t-il prendre formellement position à ce sujet?

Réponse (8.8.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur les propositions de loi qu'il a déposé en date du 13 février 2007 visant à soumettre à l'appréciation et à la responsabilité des conducteurs l'équipement de leur véhicule pour se conformer à l'état des routes et aux circonstances climatiques, d'une part, et en date du 14 mars 2007 ayant pour objet un allègement de l'interdiction pour les poids lourds en transit international de quitter l'autoroute pour aller faire le plein, d'autre part.

D'emblée, je peux vous confirmer que les problèmes liés à la circulation de poids lourds en transit ne sont pas passés inaperçus au cours des dernières années. Or, la pratique quotidienne démontre que malgré un cadre réglementaire contraignant (pour ce qui est des détails, je me permets de vous renvoyer à ma réponse à votre question parlementaire N°1834 du 5 juillet 2007 - *cf. ci-avant*), les itinéraires imposés aux poids lourds transitant notre pays ne sont assez souvent pas respectés.

Ce non-respect de la législation actuelle engendre des problèmes majeurs dont les conséquences ne sont non seulement apparentes pour la sécurité des usagers de la route, mais également pour la salubrité des environs immédiats des stations de services. À cela s'ajoute que les itinéraires empruntés par les conducteurs de poids lourds en quittant les autoroutes constituent souvent des routes non conçues pour le trafic régulier de poids lourds et du fait ils risquent d'endommager les infrastructures routières ou de demeurer coincés dans un giratoire trop étroit.

De ce fait, je ne vois à ce stade pas comment une allégation de la législation actuellement en vigueur pourrait parer à cette situation insatisfaisante sans aggraver davantage le problème.

Conscient de la problématique esquivée ci-dessus, j'ai chargé la Commission de Circulation de l'État d'analyser les répercussions de la circulation de poids lourds en transit dans leur ensemble et de proposer, le cas échéant, des mesures permettant de remédier à la situation actuelle.

En conséquence, je me permets de réitérer ma conclusion alléguée dans ma réponse du 5 juillet 2007 qu'il me paraît judicieux d'attendre l'avis sollicité de la Commission de Circulation de l'État pour pouvoir prendre par la suite, en toute connaissance de cause, les mesures nécessaires permettant de réagir de façon appropriée à ce problème.

En ce qui concerne les raisons qui ont mené le Gouvernement à ne pas retenir votre proposition de loi, il y a lieu de souligner que l'honorable Député a proposé d'insérer un article 17bis nouveau dans la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. Or, il convient de préciser que les dispositions relatives aux pneus sont actuellement regroupées aux articles 20, 21, 22, 23 et 23bis de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé «Code de la Route». À part de l'article 21 qui règle l'utilisation de pneus à crampons, aucun autre article ne fait référence à des pneus à utiliser en hiver ou à des pneus adaptés en fonction de l'état de la chaussée et des conditions météorologiques.

La philosophie des modifications retenues s'inspire en effet de la législation allemande qui ne prévoit également pas d'obligation généralisée d'équiper les véhicules routiers de pneus d'hiver mais qui sensibilise les usagers de la route concernés d'équiper leurs véhicules, similairement à la proposition de loi de l'honorable Député, par des pneus adaptés aux conditions météorologiques et à l'état de la chaussée.

Partant, le Gouvernement est d'avis qu'il n'y a pas lieu de donner suite à l'initiative parlementaire de l'honorable Député.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2006-2007

Question 1882 (26.7.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**allocation de quotas de CO_2:**

Lors de sa réunion du 13 juillet, la Commission européenne a adopté des décisions concernant les modifications apportées à cinq plans nationaux d'allocation de quotas de CO_2, y compris celui du Luxembourg. Le communiqué de la Commission informe que «s'agissant du Luxembourg, la Commission a accepté que ce pays n'organise aucune mise aux enchères de quotas et que certaines installations soient partiellement ou entièrement retirées du PNA, la quantité totale de quotas étant réduite en conséquence de 0,2 millions de tonnes». Le plafond d'émission annuel pour 2008-2012 se situerait donc désormais à 2,49 millions de tonnes.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les installations qui seront partiellement ou entièrement retirées du PNAQ?

- Pourquoi est-ce que le Gouvernement a renoncé à la mise aux enchères de quotas?

- Est-ce que le Ministre est satisfait de la décision finale, considérant ses réactions virulentes lors du refus fin novembre 2006, du plafond initialement demandé par le Gouvernement?

Réponse (8.8.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Camille Gira, j'ai l'honneur de vous préciser que la Commission européenne a accepté l'exclusion du plan national d'allocation de quotas d'émission de gaz à effet de serre d'une partie des installations N°CITL 12 (Arcelor Profil Differdange; laminoir) et 13 (Arcelor Profil Esch-Belval; laminoirs) ainsi que de l'installation N°CITL 14 (Primus). Ce retrait est conforme aux critères de la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté.

Au cours des entrevues avec la Commission européenne suite à la décision de la Commission du 29 novembre 2006 concernant le plan national d'allocation notifié par le Luxembourg, il s'est avéré que la Commission n'allait pas s'écarter de la méthodologie harmonisée d'évaluation des plans d'allocation. Or, cette méthodologie ne reflète pas de manière appropriée les caractéristiques et les perspectives d'évolution d'une économie de petite taille comme celle du Luxembourg, notamment en raison du poids d'une seule installation et du fait que plusieurs installations performantes étaient en phase de démarrage en 2005.

Conscient des conséquences néfastes d'une approbation tardive des plans nationaux d'allocation pour la phase 2008-2012, le Gouvernement a décidé de ne pas s'opposer à la décision de la Commission du 29 novembre 2006, sous réserve de certaines modifications du plan national d'allocation, lesquelles ont fait l'objet de la décision de la Commission du 13 juillet 2007 citée par l'honorable Député. Le Gouvernement a néanmoins notifié à la Commission qu'il lui sera impossible d'accepter à l'avenir des méthodologies qui, bien que reflétant adéquatement les perspectives d'évolution des économies de grande taille, s'avèrent inappropriées pour des économies comportant un nombre très réduit d'installations, davantage tributaires de circonstances nationales spécifiques. Pour ne citer qu'un seul chiffre, les émissions vérifiées de l'année 2006 des 15 installations luxembourgeoises dépassent déjà la quantité annuelle de quotas allouée pour la période 2008-2012, alors que plusieurs installations récemment mises en services sont toujours loin d'avoir atteint leur niveau de production normal. Il en résulte que le Gouvernement a décidé de renoncer à la vente aux enchères de quotas initialement projetée.

Question 1889 (31.7.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**organisation scolaire:**

En date du 13 juillet 2007, le Conseil de Gouvernement a adopté trois projets de loi en relation avec l'éducation nationale appelés à remplacer la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire.

Vu que Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle n'a pas donné suite à la demande d'un membre de la Commission de l'Éducation nationale de venir, dans les meilleurs délais, expliquer à ses membres le contenu de ces textes, je désire poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Pourquoi Madame la Ministre n'a-t-elle pas donné suite à cette requête?

- Pourquoi les projets de lois n'ont-ils pas encore été déposés au Parlement alors qu'ils n'ont pas seulement été adoptés par le Conseil de Gouvernement mais qu'ils ont surtout fait l'objet d'une conférence de presse?

- Quand Madame la Ministre compte-t-elle les déposer au Parlement?

Réponse (2.8.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le 13 juillet 2007 le Conseil de Gouvernement a adopté quatre projets de loi relatifs à l'enseignement primaire à savoir:

- le projet de loi relative à l'obligation scolaire,

- le projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental,

- le projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental,

- le projet de loi autorisant l'État à créer une école de recherche fondée sur la pédagogie inclusive.

1. La procédure veut que les textes adoptés ne soient pas expédiés avant l'adoption du procès-verbal du Conseil de Gouvernement en l'occurrence avant le 20 juillet.

2. Parallèlement la précision d'un certain nombre de dispositions nécessitant entre autres la concertation des fonctionnaires de plusieurs ministères (Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, Ministère des Finances) a fait que les textes ont été expédiés à la Secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement le 27 juillet. Ils sont donc engagés dans la procédure législative et suivent le chemin prétracé par la législation afférente.

3. Quant à la requête de certains membres de la Commission parlementaire de venir expliquer aux membres de la Commission le contenu des textes, l'honorable Député n'ignore pas que je me fais un devoir d'être toujours à la disposition de la Chambre des Députés et de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Cependant il n'appartient pas à la Ministre de convoquer une commission parlementaire.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ENGAGE *POUR LES SERVICES DU GREFFE*

1 informaticien universitaire ou ingénieur en informatique (m/f)

dans la carrière supérieure de l'attaché
(grade de début de carrière: 12)

Pour le service informatique:

Les tâches principales de la personne consisteront dans la gestion et la réalisation de projets dans les domaines de la sécurité, du réseau et de l'infrastructure informatique de la Chambre des Députés (serveurs IBM AIX et Microsoft, base de données IBM Informix, Websphere Portal Server, …). La personne sera aussi appelée à intervenir activement dans la gestion opérationnelle et curative des domaines précités.

Une expérience professionnelle confirmée (minimum 2 à 3 ans) dans une des tâches précitées pourra être considérée comme un avantage, tout comme une éventuelle compétence démontrée en matière de gestion de bases de données.

1 informaticien diplômé (m/f)

dans la carrière moyenne du rédacteur
(grade de début de carrière: 7)

Pour le service informatique:

Les tâches principales de la personne à engager consisteront dans la réalisation et le suivi des opérations de helpdesk et de dépannage des utilisateurs des équipements et systèmes de la Chambre des Députés (PCs en Microsoft XP et Vista). Elle sera également impliquée dans le suivi et la gestion du parc de machines et des licences logicielles et exercera la surveillance et la gestion du système de vote électronique (infrastructure Citrix) de la Chambre des Députés, notamment lors des séances publiques.

Une expérience confirmée (minimum 2 à 3 ans) dans un des domaines précités pourra être considérée comme un avantage.

2 juristes (m/f)

dans la carrière supérieure de l'attaché
(grade de début de carrière: 12).

1° Pour le service juridique:

Les tâches principales de la personne à engager consisteront dans la rédaction des avis concernant les projets de règlement grand-ducal pour la Conférence des Présidents, dans l'analyse de tous les contrats ou autres engagements juridiques de la Chambre avant leur conclusion, dans la rédaction des notes et avis juridiques ponctuels et des travaux de recherche pour le Bureau, la Conférence des Présidents ou d'autres commissions parlementaires, dans l'actualisation du code parlementaire ainsi que dans la vérification de l'exactitude des amendements et textes coordonnés mis à l'ordre du jour de la séance plénière.

2° Pour le service des commissions parlementaires:

La tâche principale de la personne à engager consistera dans l'encadrement et le suivi administratif des réunions des commissions parlementaires. Les secrétaires accompagnent et documentent l'avancement des travaux en commission et s'occupent d'une façon générale de tout travail de rédaction, de synthèse ou de recherche utile aux travaux des commissions parlementaires dont ils(elles) assument le secrétariat.

4 rédacteurs (m/f)

dans la carrière moyenne du rédacteur
(grade de début de carrière: 7)

1° Pour le service des relations internationales:

La tâche principale de la personne à engager consistera dans l'assistance de la secrétaire de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ainsi que du secrétariat de la cellule chargée des affaires européennes.

2° Pour le service du compte rendu des séances publiques:

La tâche principale de la personne à engager consistera dans le traitement rédactionnel et dans la correction des discours prononcés en séance publique en vue de leur publication au compte rendu officiel de la Chambre des Députés.

3° Pour le service des ressources humaines:
(poste à temps partiel de 50%)

La tâche principale de la personne à engager consistera dans l'assistance de la chargée des ressources humaines et plus précisément dans la gestion de l'horaire mobile, le calcul des traitements du personnel, la tenue des statistiques ainsi que divers travaux de secrétariat.

4° Pour le service de la comptabilité:
(poste à temps partiel de 50%)

La personne à engager devra effectuer tous les travaux et opérations comptables. Des connaissances approfondies en matière de calcul des traitements ainsi que des logiciels sous Windows et plus particulièrement Excel pourront être considérées comme avantage.

Les candidat(e)s pour la carrière moyenne doivent:

a) être titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires ou d'un diplôme reconnu équivalent par la législation et la réglementation luxembourgeoises en vigueur;
b) être de nationalité luxembourgeoise;
c) jouir des droits civils et politiques;
d) se soumettre à un concours sur titres et épreuves;
e) avoir de très bonnes connaissances des langues luxembourgeoise, française, allemande et anglaise écrites et parlées;
f) faire preuve d'esprit d'organisation et d'équipe.

Les candidat(e)s pour la carrière supérieure de l'attaché doivent:

a) être titulaires d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme reconnu équivalent par la législation et la réglementation luxembourgeoises en vigueur;
b) pour les juristes:
- être titulaires d'un diplôme de fin d'études universitaires en droit et avoir accompli un cycle universitaire complet de quatre années ou plus;
- être détenteur du certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois prévu par le règlement grand-ducal du 21 janvier 1978 portant organisation du stage judiciaire et réglementant l'accès au notariat;

pour les informaticiens universitaires ou ingénieurs en informatique:
- être titulaires d'un diplôme de fin d'études universitaires en informatique et avoir accompli un cycle universitaire complet de quatre années ou plus conformément à la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur;

c) être de nationalité luxembourgeoise;
d) jouir des droits civils et politiques;
e) e soumettre à un concours sur titres et épreuves;
f) avoir de très bonnes connaissances des langues luxembourgeoise, française, allemande et anglaise écrites et parlées;
g) faire preuve d'esprit d'organisation et d'équipe.

La demande de participation à l'examen-concours doit obligatoirement être accompagnée:

1. d'un extrait de l'acte de naissance;
2. d'une notice biographique;
3. d'une copie certifiée conforme de la carte d'identité;
4. d'un extrait récent du casier judiciaire datant de moins de deux mois lors de la présentation de la demande;
5. d'une copie certifiée conforme des diplômes ou des certificats d'études;
6. **pour les diplômé(e)s en droit**, d'une copie certifiée conforme de l'homologation par le Ministre de l'Éducation nationale conformément à la loi du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur, modifiée par les lois des 20 avril 1977 et 4 septembre 1990.

Les candidat(e)s sont prié(e)s d'adresser leur demande par écrit **en précisant le poste brigué** au service des Ressources humaines de la Chambre des Députés 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 24 septembre 2007 au plus tard.

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

Séance d'hommage à la mémoire de M. Gaston Thorn, Ministre d'État honoraire

- *Allocution d'hommage prononcée par M. le Président Lucien Weiler*
- *Discours de M. Charles Goerens, président du groupe parlementaire DP*
- *Discours de circonstance prononcé par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

La famille en deuil a pris place à la tribune.

(Début de la séance publique à 15.03 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Dir Dammen an Dir Hären,
léif Kolleeginnen a Kolleegen,
léif Madame Thorn,
léif Famill Thorn,

de 5. Mäerz 1959 ass hei an der Chamber de Grondstee geluecht gi vun enger brillanter politescher Carrière, déi bis haut, bal 50 Joer duerno, eist Land heibannen an iwwert d'Grenzen eraus op eng aussergewéinlech Aart a Weis geprägt huet.

Deen Dag huet de Gaston Thorn als DP-Politiker aus dem Bezierk Zentrum säin Eed als Deputéierten ofgeluecht.

De 26. August dëst Joer huet de Gaston Thorn eis am Alter vun 78 Joer fir ëmmer verlooss.

Schonn zënter Längerem war gewosst, dass dem Éierestatsminister seng Gesondheet staark ugeschloe war.

An dach ware mer alleguerte betraff, wéi d'Noriicht vu sengem Doud eis erreecht huet.

D'ganzt Land stoung zesumme virun der Gewëssheet, dass et e Groussen - well de Gaston Thorn war eng grouss Perséinlechkeet! - verluer huet.

Wann e Mënsch stierft, da wäicht dee klengen, deen enken, dee gefierfte Bléck, deen ee konnt op dee Mënsch geworf hunn, a mécht Plaz fir eng méi wäit, méi eng global an domat eng besser Appréciatioun vun engem ganze Liewen.

Dee jonke Gaston Thorn, deen d'Onmënschlechkeet vum Zweete Weltkrich um eegene Läif erfueren hat, huet sech ganz fréi där liberaler Gesënnung verschriwwen; enger Iwwerzeegung, déi säi ganzt politescht Wierk, an der Gemengepolitik, als Volleksvertrieder, als Minister an als Statsminister, geprägt huet.

Un éischter Stell bleift de Gaston Thorn eis Lëtzebuerger an Erënnerung als eise Statsminister an als Premierminister vun der sozial-liberaler Koalitioun aus de Joren 1974-1979.

D'Zäit als Statsminister war net déi einfachsten Zäit a senger politescher Carrière.

D'Stolkris, d'Ausbreedung vum Chômage an héich Inflatioun waren onerbittlech Défien, déi hie mat Courage a mat politeschem Geschéck affrontéiert huet.

De Gaston Thorn war e Mann vum Gespréich, vum Dialog. Hien huet gären Iddien a Konzepter matenee konfrontéiert, fir esou déi beschte Léisungen erauszekristalliséieren.

An esou wonnert et net, dass hien der Iddi vun der Konzertatioun tëschent de Sozialpartner, déi um Dësch louch, Bee gemaach huet an domadder zu engem vun de Pappe vun der Tripartite gehéiert - d'Tripartite, dat Instrument, wat eisem Land elo iwwer Jorzéngten erlaabt huet, an deene schwieregste Momenter am Dialog a schlussendlech ganz oft am Konsens zu akzeptable Léisungen ze kommen.

Méi wéi schwiereg waren och déi gesellschaftspolitesch Reformen, déi den deemolege Statsminister zesumme mat senger Regierung um Agenda stoen hat.

D'Reform vum Nationalitéitegesetz, d'Ofschafung vun der Doudesstrof, een neit a modernt Scheedungsrecht, fir nëmmen déi ze nennen.

De Rhythmus, d'Determinatioun an de Wäitbléck, mat deenen hien d'Gesellschaftspolitik virugedriwwen huet, ware staark kontroverséiert.

Mä wann een haut, onopgereegt a mat engem rouege Bléck, op dës Politik zréckkuckt, da muss een eisem Statsminister zoustëmmen, deen an dësem Kontext gesot huet:

„De Gaston Thorn huet am richtege Moment dat Richtegt zu Recht gemaach."

Mä den Här Thorn war net nëmmen eise Statsminister. Vun 1969 bis 1974 huet hien als jonken Ausseminister der Lëtzebuerger Diplomatie Schwonk, Effikassitéit a Visibilitéit verschaf.

An da war hie virun allem awer och een iwwerzeegten a ferventen Unhänger vun der europäescher Iddi an huet seng ganz Carrière laang um europäesche Projet geschafft.

Fir d'éischt als Europadeputéierten an de 60er Joren, duerno a senge Regierungsfonctiounen, wou en eis national Interesse mat den europäeschen Ambitioune versicht huet an Aklang ze bréngen.

President vun der Europäescher Kommissioun war hien an enger schwiereger Zäit - där vun der Eurosclérose an Europa -, mä hien huet un Europa gegleeft, hien hat d'Visioun vun engem offenen Europa, fondéiert op d'Solidaritéit an d'Kohesioun, ronderëm een haarde Kär vu Prinzipien a Wäerter.

D'Basis vum Acte unique européen, d'Reform vun de Finanzen an dem europäesche Budget, d'Adhésioun vu Griichenland an d'Preparatioun vum Élargissement vun der Unioun no Spuenien a Portugal:

Et si vill wichteg Schrëtt, fir Europa nees op déi richteg Schinnen ze kréien, ënnert dem Gaston Thorn senger Presidentschaft vun der Kommissioun ënnerholl ginn.

Zwëschenduerch huet hien och de Virsëtz vun der UNO-Vollversammlung assuméiert; eng Fonctioun, duerch déi dem ganze Land grouss Éier a vill Prestige zoukomm ass.

„E schlecht informéiert Vollek versteet schlecht, schlussfolgert schlecht an entscheet schlecht."

Ee Saz vum Gaston Thorn, deen der Kommunikatioun eng nei Dimensioun sollt ginn.

Et war bezeechnend fir hien, deen op d'Kommunikatioun als Mëttel vun der politescher Matgestaltung vum Bierger gesat huet an domat en neit Zäitalter zu Lëtzebuerg agelaut huet.

Dem Gaston Thorn säi feieregt Temperament, sain aussergewéinlecht Riednertalent, seng Iwwerzeegungskraaft sinn a beschter Erënnerung bei all deenen, déi mat him während där laanger Period zesumme geschafft hunn.

De Gaston Thorn hannerléisst Spuren, déi eis an déi kommende Generatiounen zeguttkommen.

An duerfir seet haut d'Chamber, am Numm vum ganze Land, där grousser Perséinlechkeet, déi de Gaston Thorn war, nach eng Kéier Merci an Awuar!

Mir wäerten hien an dankbarer Erënnerung behalen.

Wa mir un de Gaston Thorn denken, erënnere mer eis awer och un dee Mënsch, deen - an en hat der net vill - seng Fräizäit mat senger Famill verbruecht huet, mat senger Fra, der Madame Liliane Thorn-Petit, déi ech nach eng Kéier vun dëser Plaz aus wëll particulièrement häerzlech begréissen, mat sengem Fils, senger Schnauer a mat sengen Enkelkanner, déi während senger Krankheet esou besuergt ëm hie waren.

Am Numm vun der Chamber, fir déi ech, stellvertriedend fir d'Fraktiounen, dës Wierder gesot hunn, wëll ech der Famill an Trauer, déi haut bei eis ass, eist häerzlecht Bäileed ausspriechen an hir soen, dass mir alleguerten hiert Leed deelen.

D'Wuert huet elo den Här Charles Goerens, Fraktiounschef vum liberale Grupp.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 4. Juli 1974 huet de Gaston Thorn a senger Regierungserklärung hei an der Chamber gesot, ech zitéieren: «Ce Gouvernement est certes inédit depuis deux générations. Il n'a pas été formé par souci d'originalité. Il n'a pas non plus été constitué contre quelqu'un, mais pour quelque chose pour assurer le progrès de notre pays. Il a été fait parce que ces deux partis au-delà de leurs orientations différentes sont animés d'une volonté commune de moderniser, de changer notre société pour assurer dans l'avenir comme de par le passé son bien-être.»

A bësse weider ass e virugefuer mat dem Saz: «Réalistes, nous n'osons promettre un bonheur égal à tous, mais nous promettons à chacun plus d'égalité face aux malheurs et aux dangers de la vie moderne.»

Ënnert déi Zäit falen de Krisemanagement an der Ekonomie am Allgemengen a besonnesch am Stolsecteur, deen all denkbar Energie mobiliséiert huet, fir engersäits déi sozial Noutsituatiounen ofzefiederen an anerersäits de Minette an doriwwer eraus dem ganze Land säi wirtschaftlecht Réckgrat ze retten.

Mat de Wierder „no" an „wäit" léisst sech vläicht am beschten d'Bedeitung vun deem zesummefaassen, wat och haut nach ënnert dem Begréff „Modell Lëtzebuerg" weiderlieft. No bei de Leit, bei hire Suergen, bei hiren Ängschten a Préoccupatiounen, a wäit well laang an d'Zukunft reechend. No a wäit och op engem anere Plang, deem vun de gesellschaftspolitesche Reformen.

Den Här President an och den Här Statsminister hunn et scho gesot, loosst mech et an anere Wierder soen: Dem Gaston Thorn seng Ënnerschréft steet ënner Reformgesetzer wéi Ofschafe vun der Doudesstrof, Entpenaliséierung vum Schwangerschaftsofbroch, Reform vum Divorce.

Mat der Asiicht vun haut kënnt et emol ausgesinn, wéi wann d'Reforme vun deemools ganz natierlech Agank fonnt hätten an d'nationaalt Recht. Mat der Asiicht vun haut vläicht, ouni de Courage vun deemools awer net.

Statsmännesch war en, de Gaston Thorn, an deem wat en als Premier geleescht huet. Als Ausseminister, deem seng Kolleegen aus dem deemolegen Europa him schonn d'Missioune vertraut haten, fir d'Sich no Fridden am Mëttleren Orient e bësse manner illusoresch ze maachen.

Etappen aus senger Zäit als Premier- an als Ausseminister, als President vun der UNO-Vollversammlung a spéider als President vun der Europäescher Kommissioun, déi em als brillanten Acteur seng Plaz an der Geschicht sécheren, éclipséieren de Mënsch Gaston Thorn, och vläicht säi Liewen duerno an och säi Liewe virdrun.

Hien huet zu där Generatioun gehéiert, deenen hir schéinste Joren am Krich confisquéiert goufen. Duerfir hunn a senge Riede Begréffer wéi Fräiheet an Toleranz e besonnesche Klang gehat. E Klang, dee mat senger eemoleger Rhetorik ganz Säll un d'Vibréiere krut, dee matgerass, begeeschtert an iwwerzeegt huet. Esou huet hien och hei op dëser Tribün als Deputéierten de Wee gehollef opmaachen, fir de Wahlalter op 18 Joer erofzesetzen.

De Gaston Thorn huet aus der Siicht vun der Demokratescher Partei enger Génération charnière ugehéiert: tëschent deenen, déi nom Krich gebuer sinn, an deene vun der Generatioun Eugène Schaus, déi scho virum Krich aktiv an der Politik waren. Den Eugène Schaus, an deem de Gaston Thorn ëmmer säi grousse Léiermeeschter gesinn huet, huet vum Gaston Thorn gesot, hie wär e Maître de la parole et de la politique gewiescht. De Gaston Thorn - an dat wonnert keen - konnt duerfir déi dräi Generatiounen, wou hien dann enger Génération charnière ugehéiert huet, begeeschteren. Jo, statsmännesch war en, eise President, an och als Parteipresident; an ech soen dat net am parteipolitesche Sënn vum Wuert.

Déi meescht an eise Reien haten iergendwann d'Chance, de Gaston Thorn op sengem Wee ze begéinen an hien e Stéck ze begleeden. Bis op déi puer a menger Fraktioun, déi dofir ze jonk sinn, hu mer bal alleguer op där Kräizung eis Décisioun geholl, fir eis aktiv an der Politik ze engagéieren, well hien huet eis gesot, wat mer solle maachen, wa mer hie gefrot hunn. Wa mer hie gefrot hunn, wat eise politesche Message soll sinn, da sot hien an deene schwieregen Zäiten: Sot de Leit d'Wourecht!

Mir wëssen, wéi professionell de Gaston Thorn war. Mir wëssen och, datt hie Perséinleches hannert deem Politesche konnt verstoppen. Hien huet och dat Parteipolitescht hannert dat Politescht gesat, an dat Politescht huet hie falegelooss, wann et ëm dat Statserhalend gaangen ass.

Senger Fra, sengem Fils, senger Schnauer a sengen Enkelkanner soe mer fir déi, déi hien e bësse besser kannt hunn, datt mer wëssen, wat fir e Verloscht de Gaston Thorn fir si bedeit, a besonnesch fir si, déi an de leschte Jore méi no bei him waren, well hien huet hinnen oft gefeelt.

Ech hunn net vill vun deem Liewen no senger aktiver Politik geschwat, mä et geet awer duer fir ze wëssen, datt de Gaston Thorn e Mënsch war, dee sech ëmmer viru fir d'Politik interesséiert huet. A mir wëssen och, déi, déi mat him am Gespréich waren, datt de Gaston Thorn och gelidden huet. Hien huet ni doriwwer geschwat. An deene leschte Joren ass et roueg ginn ëm de Gaston Thorn; ze roueg fir eis Begréffer.

Ech wëll och duerfir, well ech him dat éischt Wuert ginn hat, an dëser Interventioun him och dat lescht Wuert loossen. Hien huet och eng Kéier hei beim État de la nation den 8. Mäerz 1978 a folgende Wierder d'Situatioun vum Land ganz gutt charakteriséiert - an ech mengen, et ass och e Saz, deen eis vu Bedeitung ka sinn an dëser Zäit -: «L'avenir appartient à celui qui ose, à celui qui agit. L'histoire ne connaît pas de moratoire, comme la vie ne se laisse pas mettre en parenthèses. Il faut bien qu'on se le dise. Une décision, même négative, mais alors suivie d'un nouveau choix, vaut mieux que pas de décision du tout. Trop de choix ont été trop longtemps repoussés parce qu'on voulait plaire à tous. L'acquis ne se défend pas en vivant tout simplement là-dessus, en le laissant en état. Au contraire, c'est là le plus sûr moyen de le condamner. Pour le garantir, il faut le consolider.»

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Statsminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, léif Kolleegen, léif Famill Thorn, zu den Imponderabilie vum parlamentaresche Joreskrees gehéiert, dass ee Mënsch am August stierft, an dass d'Parlament sech un hien erënnert, wann et schonn Hierscht ginn ass. Et geet ee fort am Summer. Mir schwätzen iwwert hien hei am éischten Haus vum Land, wann d'Blieder falen. D'Blieder sinn nach do, wann hie geet. D'Blieder falen, wa mer drop ze schwätze kommen.

Dat ass net gutt, well eigentlech sinn déi richteg Reaktiounen op de Mënsch - op den Doud vun engem grousse Mënsch - déi éischt Reaktiounen. Dat sinn déi, déi sech net filtréiere loossen. Dat sinn déi, déi net duerch d'Strëmp gedréckt ginn, duerch déi den Téi a seng Blieder ginn. An trotzdeem, wann ech iwwerpréiwen, wat iwwert de Gaston Thorn - dee mer den Thorns Gast hei wëllen nennen - gesot ginn ass an deem Moment, wou Rou sech iwwert d'Land geluecht huet, wéi hie fortgaangen ass, an deem, wat mer haut nach ëmmer bereet sinn iwwert hien ze soen, da sinn dat déiselwecht Wierder.

Et gëtt Mënschen, déi doduerch, dass se d'Saisonen iwwersprangen, Joren a Jorzéngter iwwerwannen. De Gaston Thorn,

well et ee Grousse war an ee Grousse bleift, ass een, dee Klameren tëscht de Jorzéngter an den historesche Periode vun engem Land - hei muss ee wuel soen, vun enger Natioun - fäerdeg bréngt.

Ech mengen, iwwert de Gaston Thorn an der Essenz, an der Substanz bal alles gesot ze hunn, wat iwwert hien ze soe war. Et kann een, wann een net fäeg ass, d'Substanz an e puer Wierder zesummenzerafen, laang Rieden iwwer een halen. Wann een et muss op e puer essenziell Elementer zréckféieren, kënnt een zu einfache Sätz, well och déi Grouss loosse sech an einfache Sätz zesummefaassen.

An ech gesinn an där exceptioneller Biografie vun deem, dee mer haut éieren, zwou wesentlech Perioden, déi fir zwou Iwwerzeegunge stinn: Et gëtt dat Nationaalt fir d'éischt, an dat Europäescht fir d'zweet. An déi, déi méi jonk si wéi hien an déi vu sengem Wierken heiheem an an Europa an engem onwahrscheinleche Mooss - bis haut - profitéieren a bénéficiéieren, gesi kee Widdersproch tëscht deem Europäeschen an deem Nationalen.

Ech wëll vläicht - obschonn ech mer net ganz sécher sinn, wat méi wichteg ass, mä et passt jo zesummen - mat deem Nationalen ufänken. Alles, wat iwwert de Gaston Thorn no sengem Doud an der internationaler Press, heiansdo an eiser eegener, emol verschimmt, emol zoustëmmend, ze liese war, huet dat Europäescht betraff.

Kuckt emol, de Gaston Thorn ass eng Generatioun, déi et ni méi wäert ginn, well hien ass nach am Krich a virum Krich gebuer. Hien huet de Krich net mat der voller Gewalt vun der Ongerechtegkeet vun den deemolege Liewensverhältnisser erlieft, mä hien huet awer nach ganz jonk, als Bouf eigentlech, e Stéck dervu matkritt. Hien huet der mat an d'Gladder kritt, obschonn hie sech hätt kënnen zéien; hien huet sech awer net gezunn. Mä hie war net richteg dran. Hie war um Rand vun deem Schlëmmen, wat geschitt ass. Mä well hien um Rand war, hat hien awer Ableck an dat Schlëmmt, wat déi, déi zéng, zwielef, 13 Joer méi al ware wéi hien, gutt mat erfaasst hunn.

D'Zwëschegeneratioun war hien, well hien eigentlech stoung tëscht deenen, déi am Krich involvéiert waren, an der Resistenz, an der Zwangsrekrutéierung, soss doruechter, an deenen, déi ganz jonk waren, mä awer scho wollten Nee soen zu deem Ganzen, wat hinne proposéiert ginn ass duerch den Occupant, an deenen, déi nom Krich gebuer si ginn, esou wéi ech, a wéi déi meescht, mengen ech, entre-temps hei an dësem Haus. Esou eng typesch Zwëschena Klamergeneratioun, déi Saachen, Liewensgefiller, Momenter vum Denken a vum Fillen, vum Dreemen a vum Hoffen zesummebruecht huet.

Dofir war et ee gudden Europäer, där Europäer mat Wäitbléck, déi gespuert hunn, dass dat, wat war, sech esou net méi huet kënne reproduzéieren däerfen, an déi zu där Generatioun gehéiert hunn, obscho se dat net méi esou richteg materlieft hunn, mä awer dach vill méi wéi mir, déi gesot hunn: Esou geet et net méi an Europa, an elo musse mer d'Saachen anescht maachen, méi konzentréiert maachen, méi fokusséiert maachen, méi fir d'Mënsche maachen.

An dofir huet hie sech, ech mengen, ganz fréi, well hie war an esou ville Jugendmouvementer täteg gewiescht, fir déi europäesch Saach agesat an och ee Präis dofir bezuelt. E Präis un Zäit, well hie war vill fort an där Zäit, wéi en Deputéierten, och Europadeputéierte war. Gaston l'Africain, hu se hien zu Recht an de 60er Jore genannt, déi Zäit, wéi en Ausseminister war, déi Zäit, wéi e Stats- an Ausseminister war, ëmmer ënnerwee fir ee groussen Dram Stéck fir Stéck an Zeil no Zeil zu engem Gedicht ze maache fir e Kontinent. Hien huet mat un deem Gedicht geschriwwen, an doriwwer stolz an houfreg ze sinn, gehéiert eigentlech zu deem neie Liewensgefill vun de Lëtzebuerger.

Hie war mam Pierre Werner, deem säin Nofolger hie war, duerch - wéi soll ech dat beschreiwen? - eng respektvoll Frëndschaft verbonnen. Deen een hat deen anere gär a si konnten dat net ëmmer zouginn. Mä et war awer eppes tëscht deenen zwee, dat wéi dee liichten Iwwergank tëscht zwou Zwëschegeneratioune war: Deen ee war virum Krich gebuer an hat de Krich matgemaach, deen anere war nom Krich gebuer an hat de Krich nach erlieft, mä net richteg matgemaach. Si hunn dat zesummebruecht an där vertueuser Intersektioun tëscht deem, wat war, an deem, wat sollt sinn.



Een, deen dem Pierre Werner seng Mémoirë liest - eng ze recommandéierend Lecture, obscho mat enger ze vill grousser Timiditéit geschriwwen -, mierkt, dass deen, dee virdrun do war an deen duerno erëmkomm war, deen, deen dertëschent war, als eng nëtzlech, net Iwwergangsperiod, mä ofgeschlosse Period emfonnt huet, an déi zwee sech awer zréckfonnt hunn an deem Engagement fir déi europäesch Saach.

Leschtenenns ass et dat, wat statsmännesch ass, mengen ech, un deenen zwee, an - haut muss dat besonnesch betount ginn - um Gaston Thorn, dass hie Lëtzebuerg op eng determinant an onverréckbar Aart a Weis op déi europäesch Landkaart an - am Fall vum Gaston Thorn méi wéi am Fall vum Pierre Werner, dee méi europäesch, exklusiv europäesch orientéiert war - op d'Weltkaart gesat huet.

De Gaston Thorn war och e groussen Innenpolitiker am volle Sënn vum Wuert. Et huet mer geschéngt, vläicht ass dat och e bësse meng Schold, dass ze vill insistéiert ginn ass - wann och net genuch - op d'Roll vum Gaston Thorn als Statsminister an als Minister. Hie war och e groussen Deputéierten! Wie seng Rieden noliest, an dat soll een eigentlech maachen, mierkt, dass et e gebuerenen Oppositiounspolitiker war. Et gëtt kaum ee Statsminister, deen net e gebuerenen Oppositiounspolitiker par tempérament ass. Hien huet op eng onwahrscheinlech Aart a Weis mat engem Sënn fir de rhetoresche Kraaftausdrock, do wou hien e gebraucht huet, a fir d'Nuance, do wou se wéinst der Zukunftsgestaltung noutwendeg war, d'Saachen op de Punkt bruecht.

Ech hu wierklech, dat soen ech net einfach esou, all seng Riede gelies, well déi analytesch Rhetorik - Rhetorik ass net ëmmer analytesch, si ass oft iwwerflächlech - d'Saachen op de Punkt bruecht huet, d'Saache vum Land, d'Saache vun den Ëmstänn vun där Period. An duerfir, wann ech iwwert de Gaston Thorn nodenken, behalen ech, obschonn ech dat ni live an a Faarf erlieft hunn, och de Parlamentarier Thorn an Erënnerung, well d'Parlament muss wëssen - och haut! -, dass et eng onwahrscheinlech Gestaltungskraaft huet, wann et brillant Parlamentarier huet, déi d'Saach vum Land an d'Saach vun Europa och heibannen, mat der Regierung, heiansdo géint d'Regierung an d'Regierung dacks nuancéierend, vertrieden.

D'Lëtzebuerger, mengen ech, behalen de Gaston Thorn als hire Statsminister an Erënnerung. Hie war net a menger Partei an deen eenzege vun de Statsministeren zënter laange Jorzéngten, deen net a menger Partei war. Et huet menger Partei schrecklech guttgedoen, dass hien eng Kéier ausserhalb vun de Kreesser vu menger Partei de Pouvoir hei am Land ze exerzéieren hat. Hien huet dat iwwregens mat gréisstem Respekt fir säin immédiatë Virgänger a säin immédiaten Nofolger gemaach, grad wéi och säin immédiaten Nofolger an der Regierung, d'Colette Flesch, ëmmer mat där gelungener Mëschung tëscht Respekt an Toleranz dem Pierre Werner begéint ass.

Dat war eng grouss Zäit, fannen ech, well et dorëm gaangen ass an et geheescht huet, Schnittmengen, Intersektiounen, gemeinsam Raim tëscht deem Lëtzebuerg, wat esou war wéi et war, an deem Lëtzebuerg, wat ee sech virgestallt huet wéi et kéint kommen, zesummenzestrécken.

Ech mengen, dass dat keng einfach Saach fir hie war, well en huet zu deenen zwou Welte gehéiert an en huet d'Zweifele vu fréier an d'Erkenntnisser vun haut an an d'Erkenntnisser vu gëschter d'Zweifele vun haut eragedroen, an duerfir war et e Statsminister, deen atmosphäresch, klimatesch eisem Land ganz guttgedoen huet, well en awer, hien, dee bekämpft ginn ass vun deenen, déi éischter der Welt vu gëschter zougedréint waren, d'Gefill ginn huet, dass dat, wat si selwer fir wichteg fonnt hunn, awer Agank fonnt huet an dat neit Denken, wat hie propulséiert huet am Numm vu villen aneren.

Wann ech un den Thorns Gast denken, denken ech virun allem un dee Mënsch, deen ech kenne geléiert hunn, an deen entzitt sech der öffentlecher Beschreiwung. Ech hu jo eleng mat him geschwat. Eleng a mengem Büro, eleng ënner véier Aen iwwert d'Saache vum Land, iwwer Saachen, déi Mënschen hei vum Land an hei am Land betreffen, iwwer europäesch Zesummenhäng, déi hie vill méi skeptesch gesinn huet, wéi ech se gesinn hunn.

Ech mengen, obschonn ech hien net wëll beleidegen, dass ech se méi richteg gesinn hu leschtenenns wéi hien, mä awer och e bëssen anescht gekuckt hunn, well hie mer dat gesot huet, wat hie mer gesot huet.

Hien hat am Ëmgang mat wesentleche Liewensfroen en Hang zu engem bedauernswäerten Zynismus, deen ech an öffentlechen Erklärungen als een Hang zu exzessiver Ironie beschriwwen hunn. Et war awer och Zynismus dran, mä deen Zynismus hat eppes, éischtens Beschreiwendes, zweetens Analyséierendes, drëttens ofschléissend Beuerteelendes. Ech hat just deen Deel net gär, deen ofschléissend beuerteelend war. Deen, dee beschreiwend war, deen, deen nuancëbezeechnend war, deen hat ech net ongär, well dat war net alles falsch.

Hie war och ee Mënsch, dee wesentlech méi komplex war, wéi e sech selwer duergestallt huet. Ech mengen, zur Gréisst vun de Leit, vun de Mënsche gehéiert et, dass se sech net dauernd selwer entwerfen, fir sech dem Uerteel vun deenen, déi mat hinnen zesummeliewen, méiglechst breet ze presentéieren, mä ech mengen, hie war e breede Mënsch, well an deem, wat hie geduecht huet, an deem, wat hie gesot huet, huet esou villes Afloss fonnt, wat eigentlech zu de Grondtendenze vum politeschen a vum nationalen Denke gehéiert: dee moderne Patriotismus, dat Nationaalt, wat sech net ënner Form vu perversem Nationalismus géint déi aner dréint, an déi nei Dimensioun vum Patriotismus, deen europäesch Faarwen dréit. Asoufern war hien ee moderne Lëtzebuerger.

A wat ech gären un him hat - ech däerf dat soen -, ass, dass en iwwer seng Famill ëmmer léif geschwat huet. Wahrscheinlech méi léif souguer, wa se net derbäi war, wéi wa se derbäi war. Well hien huet et och senger Famill net ëmmer liicht gemaach mat senger Férocitéit vum Uerteel, mat senger Intrépiditéit vum Virgoen. Ech wëll hei senger Fra, dem Liliane Thorn-Petit, déi och zu de grousse Lëtzebuerger, och besonnesch zu der Intellektualitéit vun den Nokrichslëtzebuerger gehéiert, a senger Famill soen, well ech mengen, hien huet hinnen dat net oft gesot, dass e ganz frou mat hinne war - wéi mir mat him!

Merci.

M. le Président.- Ech géif Iech elo bieden opzestoen, fir eng Minutt am Stëllen un dee Verstuerwenen ze denken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

(La musique militaire joue l'hymne national «Ons Heemecht».)

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.35 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Mardi, 9 octobre 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

SÉANCE 1

Session ordinaire 2007-2008

Sommaire

1. Clôture de la session ordinaire 2006-2007 et ouverture de la session ordinaire 2007-2008
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre*

2. Composition du Bureau
- *Mandat du Secrétaire général renouvelé*

3. Composition des commissions parlementaires
- *Propositions de changements adoptées*

4. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

5. Ordre du jour
- *M. Henri Grethen, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre*
- *Vote (proposition Grethen rejetée)*
- *M. Gast Gibéryen*

6. Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot

7. Ordre du jour (suite)
- *M. Ben Fayot*

8. Motion de M. Ben Fayot au sujet de la situation politique en Birmanie
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*
- *Vote (motion adoptée)*

9. 5664 - Projet de loi portant transposition de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier de la directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte) et de la directive 2006/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 sur l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit (refonte)
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: M. Claude Meisch, M. Ben Fayot, M. Jacques-Yves Henckes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 5722 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Avenant, signé à Luxembourg, le 24 novembre 2006, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1er avril 1958
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupert, rapporteur, M. Henri Grethen, M. Norbert Haupert*
- *Discussion générale: M. Jacques-Yves Henckes, M. Norbert Haupert*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement
- *Vote (candidature pour le poste du président rejetée)*
- *M. Henri Grethen, M. Michel Wolter*
- *Vote sur les quatre membres reporté*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.49 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

1. Clôture de la session ordinaire 2006-2007 et ouverture de la session ordinaire 2007-2008

Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 72, drëtten Alinea vun eiser Verfassung gesäit Folgendes vir: «Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en Son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.» Duerch groussherzoglechen Arrêté vum 24. August 2007 huet de Grand-Duc dem Här Jean-Claude Juncker, Premier- a Statsminister, d'Vollmacht ginn, d'Session ordinaire 2006-2007 zouzemaachen an d'Session ordinaire 2007-2008 opzemaachen.

Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, de Grand-Duc huet mech duerch groussherzogleche Reglement vum 24. August 2007 ermächtegt, d'Chambersessioun 2006-2007 zouzemaachen, a gläichzäiteg duerch ee Règlement grand-ducal vum selwechten Dag an d'Lag versat, a sengem Numm d'Sessioun fir d'Joren 2007-2008 opzemaachen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Ech ginn lech Akt vun Ärer Deklaratioun. D'Session ordinaire 2007-2008 ass op.

2. Composition du Bureau

Mir kommen elo zur Ernennung vum Chambersbüro. Den éischte Paragraph vum Artikel 5-1 aus dem Chamberreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Ech froen d'Chamber, ob si d'Zesummesetzung vum Chambersbüro bäibehale wëllt?

(Assentiment)

Ech gesinn, dass dat de Fall ass.

Da wëll ech d'Chamber froen, ob se och averstanen ass, d'Nominatioun vum Här Claude Frieseisen als Generalsekretär fir d'Sessioun 2007-2008 ze erneieren?

(Assentiment)

Och dat ass de Fall an et ass also esou décidéiert.

De Büro bleift deemno fir d'Sessioun 2007-2008 a senger bishereger Form bäibehalen. Dat heescht, mat mir selwer als President, d'Vizepresidente sinn den Här Jos Scheuer, den Här Henri Grethen, den Här Laurent Mosar, an d'Membere sinn déi Häre Michel Wolter, Ben Fayot, Henri Grethen, François Bausch, Lucien Clement, Alex Bodry an d'Madame Colette Flesch. De Generalsekretär ass den Här Claude Frieseisen.

De Grand-Duc gëtt iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

3. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, kruten d'Deputéierten eng Lëscht ausgedeelt mat der Zesummesetzung vun de Kommissiounen.

Dozou si folgend Ännerungsvirschléi eragereecht ginn:

- An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration gëtt d'Fraktioun vun deene Gréngen duerch den Här Félix Braz vertrueden;

- an der Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports gëtt den Här Robert Mehlen duerch den Här Jacques-Yves Henckes ersat;

- an der Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle gëtt den Här Jacques-Yves Henckes duerch den Här Robert Mehlen ersat;

- an der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture gëtt d'Fraktioun vun deene Gréngen duerch den Här Claude Adam vertrueden an d'Sensibilité politique ADR gëtt duerch den Här Robert Mehlen vertrueden,

- a schlussendlech an der Commission des Finances et du Budget gëtt d'ADR duerch den Här Gast Gibéryen vertrueden.

Gëtt et nach iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dass dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat der Lëscht vun den Ännerungsvirschléi averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Déi gesamt Lëscht mat hiren Ännerunge gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

4. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales ubelaangt, ass och eng Lëscht mat der Zesummesetzung verdeelt ginn.

Sinn dozou Ännerungsvirschléi virzebréngen?

(Négation)

Ech gesinn, dass dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dëser Lëscht averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Och dës Lëscht gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

5. Ordre du jour

Nodeems dass d'Chamber elo hir Organer konstituéiert huet, komme mer zum eigentlechen Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet.

Et war virgeschloe gi fir haut de Mëtteg de Projet de loi iwwert de Secteur financier, dann e Projet de loi wat eng Steierkonventioun tëscht Lëtzebuerg a Frankräich ass a schlussendlech d'Designatioun vun engem President a vu véier Membere fir de Centre pour l'égalité de traitement.

Fir muer um hallwer dräi war virgesinn: eng Konsultatiounsdebatt iwwert den Entfesselungsplang fir d'Betriber; eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Eisebunnsstreck am Norden; de Projet de loi iwwert d'Sécherheet an den Tunnelen; den zweete Vote constitutionnel iwwert den Ännerungsvirschlag vum Artikel 16 aus eiser Verfassung - hei ass eng qualifizéiert Majoritéit erfuerdert -; dann den zweete Vote constitutionnel vum Projet de loi 5337 iwwert de Congé de formation a schlussendlech d'Motioun vum honorabelen Här Paul Helminger iwwert d'Empfangsstrukture fir déi Drogenofhängeg.

Iwwermuer um hallwer dräi hu mer eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Éducation précoce; de Projet de loi iwwert d'Assistance parentale zesumme mat der Proposition de loi iwwert d'Assistance maternelle; dann de Projet de loi iwwert d'Vergréisserung vum Beetebuerger Altersheim; de Projet de loi iwwert de Service volontaire des jeunes; d'Chamberkonte vum Joer 2005 an eng Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir den Exercice 2005.

Zu dësem Ordre du jour sinn zwou Modifikatioune proposéiert ginn: éischtens d'Aktualitéitsstonn iwwert d'Eisebunn en Donneschdeg als zweete Punkt vun eisem Ordre du jour ze behandelen, an dann de Projet de loi 5517 mat der Proposition de loi 5428 iwwert d'Assistance parentale op e spéideren Zäitpunkt ze verleeën.

Dann hunn ech nach aner Wuertmeldungen zum Ordre du jour. Fir d'éischt den Här Grethen, den Här Gibéryen an duerno den Här Fayot.

Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Merci, Här President. Här President, ech wollt der Chamber proposéieren, de véierte Punkt vum Ordre du jour erofzehuelen. Dat ass déi Konventioun iwwert d'Duebelbesteierung mat Frankräich, de Projet 5722.

Ech hat schonn d'Geleeënheet hei an der Chamber eng Kéier ze soen, firwat ech der Meenung sinn, dass een déi Konventioun net elo sollt ratifizéieren. Mir wëssen, dass besonnesch d'franséisch Regierung en enormen Drock op Lëtzebuerg gemaach huet, fir dass mer déi Konventioun géifen ofänneren. Ech verstinn och firwat, an och de But vun där Konventioun fënnt mäin Accord.

Revenuë mussen, sollen do versteiert ginn, wou se erziilt ginn. Dat ass ganz kloer. An et kann net sinn, dass Revenuë weder an deem engen nach an deem anere Land besteiert ginn.

Mä et gëtt am Steierrecht, an zwar bei den Ierfschaftssteieren, eng Dispositioun, déi äußerst diskriminatoresch ass fir Lëtzebuerger Bierger, déi méi wéi sechs Joer a Frankräich wunnen. Wann e Lëtzebuerger méi

wéi sechs Joer a Frankräich domiciliéiert ass an hie mécht eng Ierfschaft hei zu Lëtzebuerg, en ligne directe, wou hien hei zu Lëtzebuerg keng Ierfschaftssteiere brauch ze bezuelen, da muss deeselwechte Mann oder déiselwecht Fra trotzdeem a Frankräich Ierfschaftssteiere bezuelen, wéi wann hien a Frankräich deeselwechte Montant geierft hätt.

Dat kann dach net sinn!

An et gëtt eng Méiglechkeet, fir dat an enger Steierkonventioun, wéi dat aner Länner gemaach hunn, auszeschalten. Duerfir géif ech der Chamber proposéieren, dëse Projet am Moment net ze stëmmen, der Regierung den Optrag ze ginn, mat der franséischer Regierung ze verhandelen, fir dass Lëtzebuerger Bierger, déi ënnert déi Dispositioune falen, déi Exemptioune kréien, wéi se an anere Konventioune schonn de Fall sinn, a wann dann déi nei Konventioun mat den Dispositioune vum Gesetz 5722 zur Verfügung stinn, dass mer dann eréischt géifen dat Gesetz stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Finanzminister huet d'Wuert gefrot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Zënter op d'mannst aacht oder néng Joer hunn ech dem Här Henri Grethen ni Nee gesot, wann hien e spezielle Wonsch hat.

Obschonn ech net - well dat mech e bëssen iwwerrascht, wat hien hei virdréit - total am volle Besëtz vun all den Informatioune sinn, déi ee misst hunn, ier een de Mond opdeet iwwer een Duebelbesteierungsofkommes, wat jo ënnert der Responsabilitéit vum Ausseminister segelt, wéi mir - den Här Grethen an ech - an eise respektive Motioune fréier, an ech nach haut, ëmmer erëm bedauert hunn, mengen ech awer, dass een dem Wonsch vum Här Grethen net kéint Rechnung droen, wéi en am Numm vu senger Fraktioun geschwat huet, well ech dat fir relativ onrealistesch halen, wéi hien och, fir ze mengen, dass een elo mat der Regierung vun der Franséischer Republik zu enger Ofännerung vun där Duebelbesteierungskonventioun op deem Punkt kënnt kommen.

Wann ech d'Suerg vum Här Grethen richteg verstinn, geet et dorëms, dass déi Lëtzebuerger, déi en Domicile a Frankräich gewielt hunn, ënnert déi franséisch Ierfschaftssteier falen, no enger gewëssener Period - je n'ose pas dire de viduité.

Et huet een de Choix: Entweder et wunnt een hei am Land oder et geet een an d'Ausland wunnen; et bezilt een d'Steieren hei am Land, Lounsteier, alles, wat ufält, an et keeft ee fir méi bëlleg Terrainspräisser Wunnengsméiglechkeeten a Frankräich. Il faut faire un choix entre le Grand-Duché et la République. Nous ne sommes pas là pour défendre les intérêts de la République!

M. le Président.- Wann ech den Här Statsminister richteg verstan hunn, ass et de Wonsch an d'Suerg vun der Regierung, dass mer dee Projet elo sollten um Ordre du jour behalen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Här President, Är Perspicacitéit hält net op. Ech sinn impressionnéiert!

(Hilarité)

M. le Président.- Vu dass mer schonn eng Rei vun Ëmännerungsvirschléi hei hunn, musse mer elo e bësse geuerdnet virgoen. Duerfir géif ech proposéieren, d'Chamber soll sech elo fir d'éischt iwwert d'Propositioun vum Här Grethen prononcéieren. Si mer d'accord fir déi Propositioun vum Här Grethen unzehuelen, fir den Ordre du jour ëmzeänneren an de 5722 vum Ordre du jour erofzehuelen?

Ech denken, Här Grethen, Dir sidd d'accord, dass mer dat mat main levée décidéiere kënnen?

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo, ech sinn d'accord. Main levée.

M. le Président.- Also, Propositioun, mir halen den Ordre du jour bäi?

Plusieurs voix.- Neen, neen! Et ass net décidéiert.

M. le Président.- Et ass gutt.

Vote

Also den Här Grethen huet proposéiert, ze modifzéieren. Wien ass mat där Proposition de modification d'accord?

Wien ass dergéint?

Voilà, Här Grethen, de Projet bleift also um Ordre du jour.

Dann huet den Här Gibéryen d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Mir froe keng Modifikatioun vum Ordre du jour. Mir hunn e Mëttwoch de Mëtteg ënner Punkt 4 d'Revisioun vum Artikel 16 vun der Constitutioun, den zweete Vote constitutionnel,…

M. le Président.- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an d'Presidentekonferenz huet do de Modèle de base fixéiert. Mir géife froen, well dat eis nëmmen zwou Minutten zougesteet, fir de Modell 1 als Temps de parole ze kréien. Dat géif eis siwe Minutte ginn, fir zu deenen Ännerunge vun der Constitutioun ze schwätzen.

M. le Président.- Wat ass d'Meenung dozou?

(Assentiment)

Très bien! Dann ass Är Propositioun, Här Gibéryen, ugeholl.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech soe Merci.

M. le Président.- Den Här Fayot huet d'Wuert gefrot.

6. Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'aussepolitesch Kommissioun huet d'Décisioun geholl, fir der Chamber eng Motioun iwwert d'Situatioun an der Birmanie ze presentéieren, déi ënnerschriwwen ass vun alle Fraktiounen. Ech wollt déi heimat déposéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que l'Alliance de tous les moines bouddhistes de Birmanie a pris la tête d'une vague massive de manifestations pacifiques contre la junte militaire en Birmanie;

- condamne les violences et atrocités perpétrées à l'encontre de manifestants pacifiques;

- exprime sa solidarité avec le peuple birman qui, après plus de quarante ans vécus sous la dictature, est fortement appauvri;

- prend acte des déclarations de l'envoyé spécial des Nations Unies, Ibrahim Gambari, faisant état de raids organisés dans les domiciles privés, d'arrestations arbitraires et de disparitions de personnes, en dépit d'un apparent retour à la normalité;

invite le Gouvernement

- à intervenir auprès de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ANASE) ainsi qu'auprès des autorités chinoises, indiennes et thaïlandaises afin que ces dernières, principaux partenaires commerciaux de la Birmanie, appellent la junte militaire à mettre fin aux répressions et à favoriser un processus de démocratisation;

- à soutenir, au sein de l'Union européenne, des mesures de sanction touchant la couche dirigeante de la Birmanie mais n'ayant pas d'impact négatif sur la population birmane;

- à demander à la Commission européenne de mettre à disposition les moyens appropriés dans le cadre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme en vue de soutenir activement le mouvement en faveur de la démocratie ainsi que les ONG qui œuvrent au retour d'une bonne gouvernance en Birmanie;

- à s'engager au sein des Nations Unies pour l'adoption de mesures permettant de favoriser la réconciliation nationale et une transition vers la démocratie;

- a soutenir toute mesure visant une libération immédiate et sans conditions de Madame Aung San Suu Kyi et des autres prisonniers politiques.

(s.) Ben Fayot, Félix Braz, Lydie Err, Marcel Glesener, Charles Goerens, Fred Sunnen.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. D'Fraktioune soe mer, wéini dass se gären hätten, dass mer déi Motioun sollen op den Ordre du jour huele respektiv ob et zu enger längerer Diskussioun doriwwer kënnt.

7. Ordre du jour (suite)

Dann ass just d'Décisioun nach ze huelen: Et waren am Virfeld zwou Propositions de modification eragereecht ginn. Ech hunn et virdru gesot. Et geet ëm d'Aktualitéitsstonn, dass mer déi eréischt en Donneschdeg huelen, an dee Projet iwwert d'Assistance parentale, dass mer deen op e spéideren Zäitpunkt verleeën. Ass d'Chamber mat deene Modifikatiounen d'accord?

(Assentiment)

Très bien! Dann ass et esou décidéiert. Nach eng Kéier huet den Här Fayot d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Här President, ech wollt soen, et wär gutt wann d'Chamber géif elo décidéieren, wéini dass mer déi Motioun iwwert d'Birmanie géifen huelen, well den Här Ausseminister wär disposéiert fir an d'Chamber ze kommen, fir e Wuert iwwert d'Situatioun an der Birmanie och hei ze soen.

M. le Président.- Wat ass dann Är Propositioun, Här Fayot?

Plusieurs voix.- Fir se direkt ze huelen.

M. le Président.- Direkt?

Plusieurs voix.- Direkt!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Mir kënnen dat direkt maachen.

Une voix.- Très bien!

Plusieurs voix.- Jo.

Une voix.- Ah jo! Elo ass de Minister hei.

M. le Président.- Kréie mer dat hin an der Zäit?

Gutt, da loosse mer dat direkt maachen, Här Fayot.

Ass d'Chamber d'accord fir d'Motioun elo direkt op den Ordre du jour ze huelen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

8. Motion de M. Ben Fayot au sujet de la situation politique en Birmanie

Fir déi Motioun, déi den Här Fayot elo déposéiert huet, hélt d'Regierung Stellung dozou, Här Asselborn?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Wann Der zäitlech a Schwieregkeete sidd, Här President, stinn ech natierlech och zur Verfügung fir näischt ze soen.

(Hilarité)

M. le Président.- Jo, mir sinn zäitlech effektiv ënner Drock.

Freet een d'Wuert zur Motioun?

(Négation)

Ech gesinn, dass dat net de Fall ass. Da stëmme mer of iwwert d'Motioun.

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun vum honorabelen Här Fayot?

Ech gesinn, dass déi iwwerwältegend Majoritéit vum Parlament de Konklusiounen, déi an der Motioun vum Här Fayot drastinn, zoustëmmt.

Da komme mer elo zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, d'Diskussioun vum Projet iwwert de Secteur financier. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Meisch an den Här Fayot. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel!

9. 5664 - Projet de loi portant transposition de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier de la directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte) et de la directive 2006/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 sur l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit (refonte)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dem Finanzsecteur widderfiert déi grouss Éier, datt d'legislativ Aarbecht vun där neier Saison mat engem vu senge Projeten agelaut gëtt. Ech weess net, ob dat elo d'Reverenz vun der Chamber virun eisem wichtegste Wirtschaftssecteur ass, deen deene jéngsten Etüden no eleng fir sech 40% vun eisem PIB ausmécht, oder ob et éischter Zoufall ass. Ech ginn alt emol vun där leschter Hypothees aus a sinn trotzdeem dankbar fir déi Éier, als éischte Rapporteur vun där neier Sessioun hei op der Tribün stoen ze däerfen.

Här President, dat Gesetz, dat mir haut stëmme sollen, huet - am Contraire zur Bedeitung vun der Finanzplaz fir eis Ekonomie - keen iwwerméissegt Gewiicht fir déiselwecht Finanzplaz. Déi Direktiven, déi mir mat dësem Gesetz an iwwert de Wee vun Ännerungen um '93er Gesetz iwwert de Finanzsecteur ëmsetze sollen, si wuel schonns vun enger gewësser Wichtegkeet fir d'Finanzindustrie queesch duerch Europa. Mä an enger reng Lëtzebuerger Perspektiv schrompt hir Bedeitung dann dach, an dat aus zwee Grënn:

Engersäits wende sech déi zwou Direktiven, déi eng fir d'Banken, déi aner fir d'Investmentgesellschaften, an éischter Hisiicht un d'Mammenhaiser vun de Bankmultien, well déi nawell am léifste vun uewen erof d'Regele fir hir Duechtere mat festleeën, fir esou dee Spillraum, deen de Législateur hinne léisst, uniform um Niveau vum Grupp auszenotzen.

Anerersäits gehéieren déi Moossnamen, déi hei ergraff ginn, bei eise Lëtzebuerger Opérateuren…

(Coups de cloche de la Présidence)

…a bei deenen hirer Opsiicht schonns laang zum Alldag, well mir als relativ bedeitend an entspriechend exponéiert Finanzplaz - ëmmerhi gehéiere mer zu deenen zéng gréissten op der Welt - virsiichtshalber scho munches u Verhalensregele virewechgeholl hunn, wat elo an d'Gesetz geschriwwe gëtt.

Iwwerflësseg ass deen Exercice trotzdeem nach laang net, an dat virun allem well am Ëmsetzungsgesetz och Saache stinn, déi bis elo esou prezis nach net festgehale waren, notamment wat d'Eegendisziplin vun den Opérateuren, och „corporate governance" genannt, ugeet, oder wat d'Kompetenze vun eiser eegener Opsiicht, der CSSF, par rapport zum Kontroller vum Mammenhaus am Ausland ubelaangt.

An dann ass et jo och nach esou, datt mir nach e puer stack Lëtzebuerger Banken hunn, op déi déi ganz Regelen, deenen d'Fachwelt den Numm Basel II ginn huet, sech direkt uwenden, well keng auslännesch Konzernmamm am Spill ass.

Dat Ganzt heescht Basel II, well sech d'Zentralbankgouverneure vun de sougenannten Industriestate regelméisseg an där Schwäizer Stad treffen a well dat, wat si dës Kéier do ausgemaach hunn, en zweete Worf ass, mat deem eng säit Jorzéngte gëlteg Grondregel ofgeléist gëtt. Déi Regel seet, datt d'Banke sécherheetshalwer hir Engagementer duerch e bestëmmte Prozentsaz un Eegekapital ofdecke mussen. Dat ass déi bekannt Ratio Cooke, déi sengerzäit vun den Zentralbankgouverneuren zu Basel op 8% festgeluecht gouf.

Elo gëtt déi Minimumofdeckung gewëssermoosse verfeinert an deenen ënnerschiddleche Risikoniveauen ugepasst. Domat gëtt aus där méi pauschaler elo eng nuancéiert Eegekapitalofdeckung.

Esou war dat jiddefalls vun deenen ofgemaach ginn, déi zu Basel um Dësch

souzen. Mä du sinn d'Amerikaner aus der Rei gedanzt an hunn décidéiert, datt déi nei Regele sech bei hinnen doheem nëmmen op déi Dosen déckste Banke sollten applizéieren. D'Europäer hunn derbannst brav déi Baseler Ofmaachungen integral ëmgesat an zwou Direktive gebastelt, déi fir all Finanzopérateuren, Banke souwuel wéi Investmenthaiser, gëllen. An déi solle mir elo mat dësem Gesetz iwwerhuelen.

Wat bezwecken dann elo déi béid Direktiven?

Mä zum Éischte geet et, wéi schonns ugedeit, dorëm, déi sëlleche Risike vun de Banken an den Investmentfirmen ofzeweien an a Kategorien anzedeelen, déi emol méi héich, emol méi niddreg mat Eegekapital ofgedeckt musse ginn. Dat soll dann ënnert dem Strëch an der Moyenne plus ou moins op déi al Cooke-Ratio vun 8% erauslafen. Mä dee Prinzip ass Theorie, well d'Engagementer vun deenen eenzelnen Opérateuren, jee no Client, emol méi oder emol wéineger Gewiicht musse ginn an et duerfir schonn emol virkomme kann, datt déi eng méi Kapital an déi aner manner Eegemëttele blockéiere mussen, fir hir Risiken ofzedecken.

Besonnesch delikat gëtt et awer elo fir d'Clienten. Wuel brauchen déijéineg vun hinnen, déi eng héich Bonitéit opzeweisen hunn, vun elo u manner ofgedeckt ze ginn, woumat deenen hir Kreditter noutgedronge méi bëlleg ginn, wéi déi vum Client, deen net déiselwecht Qualitéit noweise kann an dofir méi en héije Risque duerstellt.

A well déi Qualitéit am Prinzip vu Spezialiste gemiess gëtt, déi éischter rar sinn an deenen hir Servicer entspriechend an d'Geld schloen, kommen déi, déi sech en „Moodys"- oder en „Standard&Poors"-Rating leeschte kënnen, an Zukunft wahrscheinlech besser ewech, wéi all déi méi kleng Clienten, fir déi esou e Ratingsopwand sech net rechent.

Dat bréngt - niewebäi bemierkt - mat sech, datt do eng nei Aufgab op eis Banken zoukomme kéint. Well d'Direktiv hinnen erlaabt, esou eng Bewäertung och selwer bei sech maachen ze kënnen, wat hiren zu engem gudden Deel mëttelgroussen oder klenge Clientsbetriber natierlech entgéintkomme géif, deet sech hei en neien „service panel" op, deen ënner Ëmstänn zu engem neie Créneau fir eis Plaz kéint ginn.

Ofgesinn dovun awer hält sech déi direkt Auswierkung vun de Basel-II-Regelen op eis Finanzplaz a Grenzen. An dat net nëmmen, well d'Risiko-Ofdeckung schonn um Niveau vun de Mammenhaiser regléiert wäert ginn, mä virun allem, well d'Eegekapitaldeckung bei eis hei zu Lëtzebuerg schonns laang keen Thema méi ass. An zwar ganz einfach, well eis Opérateuren duerch d'Bank an der Tëschenzäit dräimol iwwert deem virgeschriwwene Minimum vun 8% leien.

Den zweete Volet vum neie Regelwierk, dat mir haut an eis Législatioun aschreiwe sollen, bezitt sech op d'Identifizéierung vun all hire Risquen duerch d'Banke selwer, déi dann hirersäits vun der Iwwerwaachungsinstanz - also an dësem Fall der CSSF - kontrolléiert a mat deenen hiren eegenen Evaluatioune verglach musse ginn.

Domat rutsche mer dann op deen Terrain, deen am moderne Sproochgebrauch „corporate governance" heescht a mat deem soss näischt gemengt ass wéi d'Eegendisziplin, déi vun den Entreprisen opzebréngen ass.

Och dat ass fir eis Opérateuren näischt ganz Neies, well déi meescht vun hinnen hu schonns säit engem Strapp hir „compliance officers" am Haus. Fréier huet een déi an der Schmelz d'„Hüttepolizisten" genannt. Si passen op, datt d'Hausregelen agehale ginn, a si hëllefen der CSSF derfir ze suergen, datt d'Kierch am Duerf bleift.

Dat heescht, datt déi sëllechen Oploen, déi haut de Finanzopérateure gemaach ginn, och agehale ginn - a wa se och nach esou komplex an oniwwersiichtlech a fir en Ausseschende rengt Chineesesch sinn.

Bei dëser Geleeënheet gëtt dann och de Kompetenzterrain vun eiser CSSF méi genee ofgestach, wat d'Iwwerlappung vun hirer Responsabilitéit mat där vun hiren auslännesche Kolleegen ugeet, déi fir d'Mammenhaiser zoustänneg sinn.

Als Fauschtregel gëllt do an Zukunft, datt d'Contôleuren enk zesummeschaffen a géigesäiteg Informatiounen austausche sollen. Mä sollt et emol zu Meenungsverschiddenheeten zwëschent de Contrôleure kommen, dann huet vun elo un d'Iwwerwaachungsinstanz am Land vun der Mamm dat lescht Wuert.

An der Praxis wëllt dat wuel heeschen, datt eis CSSF nach just hir voll Souveränitéit vis-à-vis vun deene siwe vun insgesamt 157 Banke behält, déi hiren Haaptsëtz zu Lëtzebuerg hunn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Drëtten a leschte Volet vun eisem neie Gesetz: d'Transparenz vun de Finanzmäert.

An anere Wierder: Duerch e Maximum un Informatioun iwwert déi sougenannt Kapitaladequatioun, wéi d'Ofdeckung vun den Engagementer duerch d'Eegekapital och nach genannt gëtt, soll dat Ganzt och fir Netinitiéierter ze iwwerblécke sinn.

Esou kréich jiddfereen d'Méiglechkeet fir ze kontrolléieren, ob d'Banken, d'Investmenthaiser an och d'Kontrollinstanzen déi Disziplin opbréngen, déi hinne vum Législateur ofverlaangt gëtt.

Déi Transparenz schéngt engem evident ze sinn, mä si ass an der Praxis wuel net ëmmer ginn, a sief et eleng schonn nëmmen dowéinst, datt déi ganz Finanzwelt ëmmer méi komplizéiert a verwurrelt gëtt.

Déi nei Aart a Weis, fir d'Eegekapitaldeckung ze ermëttelen, wéi se mat dësem Gesetz elo agefouert gëtt, ass jo wuel fir sech eleng scho Beweis genuch fir déi Behaaptung.

Et kann een do dem Statsrot nëmmen zoustëmme bei deem, wat hien a sengem Avis seet. Hien ass nämlech der Meenung, datt d'CSSF net ëm déi zousätzlech Aufgaben ze beneiden ass, déi mat dësem Gesetz op si zoukommen. Datt si elo kontrolléiere muss, ob eenzel Haiser sech un esou schwampech Begréffer wéi eng „best practice" halen, ass weess Gott keng einfach Geschicht.

Woufir de Statsrot der CSSF dann och eng glécklech Hand bei där kriddelecher Missioun wënscht, well et do ëm net méi an net manner geet wéi dorëms, déi ënnerschiddlech Rechtskulturen an Hauskulture vun deenen eenzelne Finanzgruppen, déi sech op eiser Plaz zesummefannen, ënner een Hutt ze bréngen an da souzesoen e gemeinsamen „corporate governance"-Nenner erauszeschielen.

Mä iergendwéi wäert d'CSSF och dat ronnkréien. Schliesslech huet si et och fäerdeg bruecht, déi detailléiert Ausféierungsbestëmmungen zu dësem Gesetz, also iwwert d'„capital adequacy" vun de Banken, ëm déi et haaptsächlech an dësem Gesetz geet, schonn am Dezember 2006 ze liwweren, dat heescht néng Méint éier mir hei am Stand waren d'Gesetz selwer iwwert d'Ronnen ze bréngen.

Wann et der CSSF no gaange wier, dann hätte wuel déi zwou Direktiven, wéi am Ufank virgesinn, den 1. Januar vun dësem Joer a Kraaft triede kënnen, an net eréischt e Joer duerno.

A vu datt elo dat op d'mannst de Fall ass, recommandéiert d'Finanz- a Budgetskommissioun der Chamber, dësem Projet hire Seegen ze ginn. Dee vun der CSV-Fraktioun huet en op jidde Fall.

Merci, Här President.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Lucien Thiel Merci. Als éischte Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'alleréischt dem Rapporteur, dem Lucien Thiel, e grousse Merci ze soe fir seng Explikatiounen, déi en hei a sengem schréftleche Rapport virgeluecht huet, awer och elo grad mëndlech nach emol widderholl huet.

Den éischten Accord vu Basel datéiert jo aus dem Joer 1988. An all déi, déi sech e bëssen domadder beschäftegt hunn, wëssen, datt zanterdeem awer d'Finanzingénierie eng ganz innovativ war, datt se nei Produiten op de Marché bruecht huet. Produiten, déi och e Marché fonnt hunn; déi also och eng raison d'être haten an déi awer duerch dee Risiko, dee se duerstellen, duerch déi Technik, mat där se ausgeschafft gi sinn, mat där se produzéiert ginn, dann och ganz aner Ufuerderungen un d'Banke stellen, fir de Risiko ofzefiederen.

Nei Produitë bedeiten dann an der Regel och e ganz anere Risiko, an duerfir muss eben och déi Réglementatioun, déi bestanen huet zanter dem éischten Accord vu Basel, iwwerduecht ginn, wat dann och heimadder gemaach ginn ass, an un déi nei Produiten ugepasst ginn.

Nei Produiten, déi aner Zorte vu Risiko bëinhalten - Kreditrisiko, Marchésrisiko, operationell Risiken, wéi och schonn hei développéiert ginn ass.

Interessant ass och, datt mer lues a lues awer ewechkomme vun der eenheetlecher Regel zu méi enger differenzéierter Approche, wou dann och fir méi kleng Entreprisen an Etablissementer Moyenë bestinn, fir sech kënnen a Fonctioun vun hirer Aktivitéit un déi dote Réglementatiounen ze adaptéieren.

Mir kennen déi Problematiken, déi kënnen entstoen. Viru kuerzem hate mer d'Diskussioun iwwert d'Hypothéikekris an den USA. Mir kennen eventuell Auswierkunge vun esou Krisen, déi vläicht e puer Banken op engem Marché kënnen ugoen, déi sech awer ganz schnell weltwäit ronderëm de Globus kënne verbreeden.

De Risiko fir d'Stabilitéit vun der Weltwirtschaft ass do effektiv enorm. Duerfir ass et wichteg, datt mer eis gemeinsam Regele ginn, och op de Finanzmäert, an dat iwwer Länner- a Kontinentsgrenzen ewech.

Dat heescht, datt et oft eng komplizéiert Technik ass, mat där déi Kontrollen do gemaach ginn a mat där déi Quotaen anzehale sinn. Dat heescht selbstverständlech och, souwuel op der Säit vun den Etablissementer wéi op der Säit vun den Administratiounen a vun de Kontrollinstanzen, administrativen Opwand, mä d'Zil ass et wäert.

Duerfir si mer der Meenung als Demokratesch Partei, datt mer dësem Projet de loi eis Zoustëmmung kënne ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt och dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin exzellente Rapport.

Meng Fraktioun wäert dëse stëmmen, ouni dass mer elo hei eng laang Interventioun maachen. Dat wëllt awer net soen, dass mer d'Bedeitung vun deem Projet an och vun deene sougenannte Basel-II-Regelunge fir d'Finanzplaz verkennen. Mir wëssen, dass domat eng grouss Erausfuerderung op d'Banken zu Lëtzebuerg zoukënnt, déi se allerdéngs scho gréisstendeels gemeeschtert hunn am Virfeld vun dësem Projet de loi.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wëll och soen, dass et sécher fir gréisser Entreprisen eng interessant Démarche ass. Méi problematesch sinn d'Auswierkungen natierlech fir Kleng- a Mëttelentreprisen an och fir Privatleit, déi wëlle léine goen. Duerfir ass et wichteg, dass een och e Suivi vun dësem Gesetz mécht, dat heescht, dass een an engem oder zwee Joer an der Chamber, an der Finanzkommissioun eng Kéier kuckt, wéi dat hei sech auswierkt, well et och direkt d'Interesse vun Entrepisen a Particuliere sinn.

Dat gesot, Här President, nach eng Kéier, meng Fraktioun wäert dësem Projet zoustëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Freet soss nach een d'Wuert?

Wann dat net de Fall ass…

(Interruption)

Oh! Pardon. Här Henckes!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wollt och dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Bericht.

Zënter 1988 gëtt et de Ratio Cooke, a jiddfereen huet gemierkt, datt en d'Konditiounen, wéi d'Kreditter attribuéiert gi vun de Banken, modifizéiert huet an datt d'Lat e besse méi héich geluecht ginn ass. Mat deenen neie Ratioen, mat deene Prezisiounen, déi kommen, kommen zousätzlech Konditiounen op d'Banken zou, an indirekt och domadder op d'Entreprisen.

Wéi wichteg et ass, datt ee Sécherheetsbestëmmungen a Sécherheetsnormen huet, dat gesäit een, wann een déi Evénementer kuckt, wat d'Immobiliekreditter an Amerika ugeet. Wa verschidde Ratioen net respektéiert ginn a wann een net oppasst, kann dat zu ganz schwieregen ekonomesche Krise féieren. Mir kënnen ons als Lëtzebuerg an als eng Bankplaz, déi Weltniveau huet, esou eppes net leeschten. Dofir ass dat heiten e gudden Accord, quitte datt et fir déi eenzel Entreprisen, déi vläicht Kreditter ufroen, e bësse méi schwéier wäert sinn. Mä et ass awer noutwendeg, datt mer op dee Wee ginn.

Fir d'Banke selwer huelen ech un, datt no Base vu mengen Informatiounen déi meescht Banken elo schonn déi Basel-II-Regelen an der Praxis ëmgesat hunn. Duerfir, mengen ech, ass dat heite just nuren eng Consolidatioun vun deem, wat elo d'Banke scho souwisou exerzéiert hunn. Ech wollt den Accord vun der ADR zu dësem Projet bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domadder ass d'Diskussioun zu dësem Projet ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung dervun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5664 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5722, Här Grethen, d'Steierofkommes tëscht Lëtzebuerg a Frankräich. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Norbert Haupert.

10. 5722 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Avenant, signé à Luxembourg, le 24 novembre 2006, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1er avril 1958

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5722 gesäit am Fong geholl en Zousaz zum Duebelbesteierungsofkommes tëschent Lëtzebuerg a Frankräich vir, dee verschidden Notiounen aus dësem Accord preziséiert, fir endlech aus der Welt ze schafen, datt aus engem Accord, deen eng Duebelbesteierung soll verhënneren, en Accord entsteet, deen eng Duebelbesteierungsentlaaschtung zouléisst.

Dofir erlaabt mer, datt ech vläicht e wéineg méi wäit aushuelen, wéi dat normalerweis de Fall ass bei esou engem Accord, datt ech vläicht ganz kuerz d'Prinzipië vun enger

internationaler Konventioun, wat besonnesch d'Besteierung vun de Revenus immobiliers an d'Besteierung vun de Benefisser ubelaangt, erklären. Déi Kontradiktioun tëschent deenen zwou Notiounen huet an Fong geholl dozou gefouert, datt zu Lëtzebuerg eng Niche fiscale, wéi ee se nennt, entstanen ass, déi dann och zougelooss huet, datt verschidden Entreprisë sech de Steieren an deenen zwee Länner konnten entzéien.

De Prinzip vun den internationale Konventioune seet, wat de Revenu immobilier ubelaangt, dat heescht, d'Loyeren an d'Plusvaluen, déi een aus dem Verkaf vun engem Immeuble ka bezéien, datt déi Revenuen do besteiert ginn, wou deen Immeuble sech befënnt. Dat heescht, wann et en Immeuble ass, deen a Frankräich ass, da soll en do besteiert ginn, a wann et en Immeuble ass, deen hei zu Lëtzebuerg ass, obschonn eventuell de Propriétaire a Frankräich ass, gi seng Revenuen awer hei zu Lëtzebuerg besteiert.

Wat d'Benefisser vun den Entreprisen a vun de Gesellschaften ubelaangt, esou ass de Prinzip deen, datt déi Benefisser do besteiert ginn, wou déi Entreprise oder déi Gesellschaft hire Sëtz huet, et sief dann, datt se fir déi Aktivitéiten, déi se am Ausland bedreift, am Ausland en Établissement stable opmécht, dat heescht an deem Land eng Produktiouns- oder eng Verkafsstell etabléiert.

Dat war och ëmmer esou respektéiert ginn, bis datt eng Lëtzebuerger Gesellschaft, d'Société d'investissement agricole et forestier, sech beim franséische Stat - déi hat also Immeublen a Frankräich - beschwéiert, datt hir Revenuë géifen a Frankräich besteiert ginn. Et war also eng Société d'investissement agricole et forestier, eng Société commerciale, wéi ee seet.

De franséische Statsrot huet opgrond vun där Requête folgend Décisioun geholl: De franséische Statsrot huet gesot, eng Société commerciale oder eng Entreprise commerciale ka par Definitioun nëmme Benefisser maachen. Dofir: hir Revenuen, déi se bezitt, kënnen nëmmen als Benefiss considéréiert ginn. Wann dat och de Fall ass, datt se hir Revenus aus engem Immeuble bezéien, dann ass dat awer e Benefiss, an en huet där Société d'investissement agricole et forestier Recht ginn. Dat heescht, datt dee Revenu, dee se a Frankräich géif bezéien, a Frankräich net dierft besteiert ginn.

Doropshin huet déi Lëtzebuerger Verwaltung déi Revenuen natierlech hei zu Lëtzebuerg besteiert, bis eng aner Gesellschaft - eng Lëtzebuerger Gesellschaft, déi och Immeublen a Frankräich hat an der Lëtzebuerger Steierverwaltung déi Revenuen hei zu Lëtzebuerg besteiert huet - hei bei eisen Tribunal administratif gaangen ass an do geklot huet. Den Tibunal administratif huet gesot: Mä do besteet en Duebelbesteierungsofkommes, wat seet, datt d'Revenus immobiliers do musse besteiert ginn, wou den Immeuble situéiert ass. An en huet där Firma Recht ginn, fir datt dee Revenu immobilier net dierft hei zu Lëtzebuerg besteiert ginn.

Doropshi war d'Konklusioun, datt eben aus deem Duebelbesteierungsofkommes, wat am Fong geholl soll eng Duebelbesteierung verhënneren, eng Duebelbesteierungsexemptioun ginn ass, wou déi zwee Partner - Lëtzebuerg a Frankräich - net konnten zefridde sinn. Se hu sech och zesummegesat, fir dat aus der Welt ze schafen.

Fir op d'Interventioun vum Här Grethen hei vläicht ze äntwerten: Och zënter 2002 huet d'Lëtzebuerger Regierung versicht mat Frankräich deen Accord do ze treffen, fir eben dës Anomalie aus der Welt ze schafen. D'Fransousen hunn drop gepocht, fir nach méi do eranzebréngen an déi Konventioun. Ech mengen, wa Lëtzebuerg dann och nach vun hirer Säit komm wier, da wier déi Konventioun hei bis elo ni zustane komm. Dat heescht, déi Gesellschaften hätten nach ëmmer kënne steierfräi hir Aktivitéite maachen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Et hätt eis näischt geschuet.

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Wat Lëtzebuerg näischt geschuet hätt, well se souwisou keng Steieren huet brauchen ze bezéien. Si verléiert also keng Steieren, an déi Gesellschaften, déi hei etabléiert sinn, hu vläicht net méi dee groussen Intérêt, fir hei zu Lëtzebuerg ze bleiwen.

M. le Président.- Entschëllegt. Här Haupert, erlaabt Der eng Zwëschefro vum honorabelen Här Grethen?

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Selbstverständlech. Ech kann dem Här Grethen näischt verwieren.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, et ass keng Zwëschefro, et ass just eng Prezisioun. All déi Gesellschaften, déi am Moment hei zu Lëtzebuerg sinn an déi dee Privileg - entre guillemets - hunn, déi ginn elo alleguer an Dänemark, well do ass den Accord mat Frankräich nach net ofgeännert. Et ass also just, dass der vill zu Lëtzebuerg fortginn. Mir verléieren, kréien awer näischt bäi.

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Bon, bis d'Fransousen d'Dänen dann och gedirangelt hunn, fir dat ofzeschafen, ech mengen, da komme se entweder erëm op Lëtzebuerg zréck oder si etabléiere sech eventuell a Frankräich.

(Hilarité et interruption)

Okay. Wat gesäit elo dësen Avenant vir? Dësen Avenant bréngt déi Prezisounen an d'Konventioun eran. Éischtens, se hält fest, datt all Revenu immobilier, esou wéi et de Prinzip vun den Accorden am Fong geholl virgesäit, an deem Land besteiert gëtt, wou deen Immeuble situéiert ass, egal wien de Revenu bezitt, ob dat eng Privatpersoun ass, ob dat eng Gesellschaft ass, oder ob et eng Persoun ass, déi eng Profession libérale bedreift, fir also dee Vide, deen entstanen ass duerch déi zwou Décisioune vun de Geriichter, engersäits a Frankräich de Conseil d'État a bei eis den Tribunal administratif, fir déi Ongereimtheet aus der Welt ze schafen.

De Statsrot huet deen Accord do begréisst a gëtt en Avis positif zu dësem Gesetz. D'Kommissioun huet mäi Rapport unanime ugeholl a schléit Iech vir, fir och déi Konventioun hei ze approuvéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Freet soss nach een d'Wuert zu dësem Projet? Ah, den Här Henckes.

Discussion générale

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wëll hei och beim Projet de loi op déi Konsequenzen hiweisen, déi sech fir munnech Entreprisen erginn, déi hei zu Lëtzebuerg etabléiert sinn an déi elo schonn am Virfeld, wou nuren d'Diskussioun war vun där Konventioun, hu missen ëmdenken a sief et an d'Schwäiz, sief et op Monaco, sief et an Dänemark ausgewach si respektiv aner Léisungen huelen.

Wat och wichteg ass, an do wollt ech de Rapporteur froen, wéini déi Konventioun hei zum Droe kënnt, well se jo och muss a Frankräich gestëmmt ginn. Esou huelen ech un, datt se gestëmmt ass, an da misst et also am Prinzip den 1. Januar 2008 sinn.

Déi aner Fro, déi ech wollt stellen, ass ob dat méiglech wär gewuer ze ginn, wéi et mat där Propositioun ass, déi de President Sarkozy gemaach huet, a fir op déi Fro anzegoen, déi den Här Grethen mat Recht ervirgestrach huet iwwert d'Ierfschaftssteier, dat ass, datt de franséische President am Kader vun der Wahlcampagne gesot hat, hie géif déi direkt Ierfschaftssteier ofschafen.

Dat ass nach eng Inconnue. Ech hoffen, datt de franséische President sech domadder duerchsetze wäert, fir datt mer wéinstens ee vun de Problemer, déi sech hei kéinten aus där Konventioun erginn, kéinten...

Une voix.- Här Henckes, Dir musst just nach Är Fraktioun dovun iwwerzeegen.

Une autre voix.- Jo, Du hues dee falsch verstanen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dat ka vläicht sinn, mä op jiddfer Fall schéngt awer elo emol nach eng Majoritéit do ze sinn, déi zolidd schéngt ze sinn.

Just nach wat d'Entrée en vigueur wär, do wär ech frou fir gewuer ze ginn, wéi d'Situatioun do ass.

M. le Président.- Här Haupert!

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Ganz kuerz. Mengen Informatiounen no stoung déi Approbatioun um Ordre du jour vun dem franséische Parlament, also vun der Assemblée nationale, den 18. September 2007, an ech huelen och un, datt se do vun der franséischer Assemblée approuvéiert ginn ass.

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Mir kommen dann zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5722 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

11. Désignation d'un Président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Do geet et ëm d'Designatioun vun engem President a vu véier Membere vum Centre pour l'égalité de traitement. Nom Artikel 114 (2) vum Chamberreglement gëtt iwwer all Kandidat eenzel ofgestëmmt. D'Lëscht vun de Kandidaturen ass un d'Deputéierte verdeelt ginn. Mir stëmme fir d'éischt of iwwert de Postë vum President.

Den Artikel 137 vum Chamberreglement seet: «Le candidat élu doit avoir atteint la majorité absolue des voix, les bulletins nuls et blancs ne comptant pas pour l'établissement de cette majorité.»

Eng Kandidatur ass fir de Postë vum President agereecht ginn, déi vum Här Serge Kollwelter.

Mir stëmmen elo iwwert dës Kandidatur of.

Vote

Deelt wann ech gelift d'Wahlziedelen aus.

(Collecte des bulletins de vote par appel nominal)

D'Sitzung ass fir ee Moment ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique à 16.41 heures.)

***

(Reprise de la séance publique à 16.45 heures.)

Mir huelen d'Sitzung erëm op.

Dir Dammen an Dir Hären, hei ass d'Resultat vun deem Vote, dee mer gemaach hunn iwwert d'Kandidatur vum Postë vum President:

Hu gestëmmt mat Oui: 21;

hu gestëmmt mat Non: 35

an ee Blanc.

Domat huet d'Kandidatur net déi noutwendeg absolut Majoritéit kritt an ass deementspriechend net zréckzebehalen. Ech denken, dass dee Posten dann nach eng Kéier muss ausgeschriwwe ginn.

Voilà, mir kommen dann...

(Interruption)

Här Grethen!

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, an där Situatioun géif ech awer virschloen, dass mer do net déi aner Votë virhuelen. Dir kënnt net an enger Institutioun, wou et elo kee President gëtt, d'Membere wielen. Dat schéngt mer...

Une voix.- Evident.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech géif proposéieren, dass mer dee Vote sollte postponéieren, an dass dann d'Conférence des Présidents doriwwer schwätzt a kuckt, wéi ee sech an dëser Situatioun verhält, well mer keen anere Kandidat fir d'Présidence hunn.

Une autre voix.- Très bien!

M. le Président.- Wéi ass d'Haltung vun deenen anere Fraktiounen zu der Propositioun, déi den Här Grethen mécht, fir elo mat dem Ofstëmmen opzehalen iwwert de Rescht vun de Membere vun deem Gremium?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech muss Iech soen, dass ech als Netjurist Schwieregkeeten hunn, déi juristesch Portée vun der Propositioun vum Här Grethen ze cernéieren, ob dat iwwerhaapt méiglech ass opgrond vun der Aart a Weis wéi d'Kandidaturen ausgeschriwwe gi sinn. Et gi jo och Délaien an deenen d'Leit sech kënne mellen. Ech weess et net!

(Interruptions diverses)

Ech géif do vun engem, dee vläicht méi dovunner kennt, wëllen eng kloer Äntwert kréien, ob mer net awer mussen d'Postë bestëmmen, well déi Posten och ausgeschriwwe waren. Ech iwwerblécken dat net; dat muss ech ganz éierlech soen.

M. le Président.- Jo, et ass keen Délai uginn.

Also, wat mir evident schéngt, dat ass, dass mir keen Délai hunn, bannent deem elo direkt dee Gremium hei muss komposéiert ginn, esou dass ee ka mat deem Vote fir de Rescht vun de Membere vum Centre ofwaarden, en attendant. Dat ass op jidde Fall sécher!

Wäert Der dann d'accord fir d'Propositioun vum Här Grethen unzehuelen?

(Assentiment)

Da gi mer net zum Vote vun deenen anere Memberen iwwer. Mir maachen dat spéiderhin a schreiwen an der Zwëschenzäit de Postë vum President nach eng Kéier aus.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Ech soen Iech Merci. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.47 heures)

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

Mercredi, 10 octobre 2007

SÉANCE 2

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

2. Propositions de loi

- *Déclaration de recevabilité des propositions de loi 5746, 5747, 5776, 5755 et 5783*

3. Rôle des affaires

- *Retrait du projet de loi 5615*

4. Composition de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

- *Proposition de changement adoptée*

5. Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot

6. Débat de consultation sur la simplification administrative en faveur des entreprises au Luxembourg

- *Exposé de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*
- *Débat: M. Lucien Clement (motion 1), M. Claude Meisch, M. Charles Goerens, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. Claude Meisch, M. Jos Scheuer*

7. Dépôt d'une résolution par Mme Anne Brasseur

8. Débat de consultation sur la simplification administrative en faveur des entreprises au Luxembourg (suite)

- *Débat (suite): M. Henri Kox, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *Motion 1 adoptée*

9. 5666 - Projet de loi concernant les exigences de sécurité minimales applicables à certains tunnels routiers et modifiant la loi modifiée du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Lucien Clement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution

- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, Mme Anne Brasseur, M. Jacques-Yves Henckes, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, M. Jacques-Yves Henckes, M. Claude Wiseler*
- *Second vote constitutionnel*

11. 5337 - Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification

1. du Code du travail;
2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation;
3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

- *Second vote constitutionnel*

12. Motion de M. Paul Helminger déposée au nom du groupe DP et au nom du groupe DÉI GRÉNG relative à l'amélioration et à la décentralisation des structures d'accueil pour personnes toxicomanes et à l'implantation d'un foyer d'accueil à Bonnevoie

et

Motion de M. Ben Fayot relative à la décentralisation des structures de traitement et d'accueil pour personnes toxicomanes

- *Exposé: M. Paul Helminger (priorité donnée à la motion Fayot)*
- *Discussion générale: Mme Martine Stein-Mergen, M. Ben Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, M. Xavier Bettel, M. Mars Di Bartolomeo*
- *Vote (motion Fayot adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1) Par lettre du 30 septembre 2007 Monsieur Henri Ahlborn a informé le Président de la Chambre que son Altesse Royale le Grand-Duc lui a accordé, à sa demande, démission de ses fonctions de Maréchal de la Cour et que son successeur, Monsieur Pierre Mores, prendra officiellement sa fonction le 1er octobre 2007.

2) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3) Les projets de loi, propositions de loi et projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés depuis le 17 juillet 2007:

1. **5748** - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 17.07.2007

2. **5749** - Projet de règlement grand-ducal instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 14.08.2007

3. **5750** - Projet de loi portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé et modifiant: 1. le Code du Travail; 2. le Code des assurances sociales; 3. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension; 4. la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective; 5. le chapitre VI du Titre I de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 7. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 03.08.2007

4. **5751** - Projet de loi portant approbation du Protocole, modifiant le Protocole additionnel relatif aux impôts annexé à la Convention concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 29 avril 1969 et de la Déclaration des trois Gouvernements, signés à Bruxelles, le 17 avril 2007

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.08.2007

5. **5752** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des Informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.08.2007

6. **5753** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.08.2007

7. **5754** - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 22.08.2007

8. **5755** - Proposition de loi visant à réviser la Constitution

Dépôt: Monsieur Aly Jaerling, le 23.08.2007

9. **5756** - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et modifiant: 1) l'article 506-1 du code pénal, 2) la loi du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du code d'instruction criminelle

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 23.08.2007

10. **5757** - Projet de loi ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions Directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; - la loi générale des impôts („Abgabenordnung"); - la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions Directes; - la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines; - la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 23.08.2007

11. **5758** - Projet de loi relative à l'obligation scolaire

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

12. **5759** - Projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

13. **5760** - Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

14. **5761** - Projet de loi autorisant l'État à créer une école primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

15. **5762** - Projet de loi concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 29.08.2007

16. **5763** - Projet de loi relatif à la construction de la 2e École européenne et des Centres polyvalents de l'Enfance

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 30.08.2007

17. **5764** - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement de Junglinster

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 30.08.2007

18. **5765** - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée à Junglinster

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 30.08.2007

19. **5766** - Projet de loi relatif à la construction de la deuxième extension du Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 30.08.2007

20. **5767** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.09.2007

21. **5768** - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.09.2007

22. **5769** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Turkménistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 mai 1998

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.09.2007

23. **5770** - Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant: 1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; 2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés; 4. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leur activités dans un autre État membre des Communautés Européennes

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 05.09.2007

24. **5772** - Projet de loi modifiant la loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.09.2007

25. **5773** - Projet de loi déterminant le principe de la récidive en matière de fauxmonnayage et introduisant un article 57-1 au Code pénal

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.09.2007

26. **5774** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections législatives en Ukraine

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.09.2007

27. **5775** - Projet de loi transposant certaines dispositions de l'accord salarial du 5 juillet 2007 dans la Fonction Publique et modifiant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 14.09.2007

28. **5776** - Proposition de loi portant modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Madame Anne Brasseur, le 18.09.2007

29. **5777** - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2005

Dépôt, le 14.09.2007

30. **5778** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des Postes et Télécommunications

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 19.09.2007

31. **5779** - Projet de loi ayant pour objet le développement économique de certaines régions du pays et modifiant la loi du 22 décembre 2000 ayant pour objet le développement économique de certaines régions du pays

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 19.09.2007

32. **5780** - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 20.09.2007

33. **5781** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 13 septembre 2006 concernant la participation du Luxembourg au renforcement de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 20.09.2007

34. **5782** - Projet de loi portant création d'un lycée à Junglinster

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.09.2007

35. **5783** - Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant 1. modification du Code du Travail; 2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi; 4. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales; 5. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces; 6. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural; 7. réforme de la taxe sur les véhicules routiers; 8. modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques; 9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; 11. établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement; 12. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

Dépôt: Monsieur Carlo Wagner, le 26.09.2007

36. **5784** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables et modifiant le règlement grand-ducal du 14 octobre 2005 1) concernant la fourniture d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables et 2) modifiant le règlement grand-ducal du 30 mai 1994 concernant la production d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération ainsi que le règlement grand-ducal du 22 mai 2001 concernant l'introduction d'un fonds de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 26.09.2007

37. **5785** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et modifiant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, b) la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité, c) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État, d) la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales, e) la loi du 31 mai 1999 portant création de la police grand-ducale et d'une inspection générale de la police, f) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 27.09.2007

38. **5787** - Projet de loi portant 1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, 2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle, 3. création d'une réserve nationale de maîtres-auxiliaires pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, 4. fixation de la rémunération des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle ainsi que des maîtres-auxiliaires à tâche complète ou partielle, 5. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 04.10.2007

39. **5788** - Projet de loi portant: 1. transposition de la directive 2002/14/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne; 2. modification du chapitre IV du titre premier du livre IV du Code du Travail

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 04.10.2007

40. **5800** - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 10.10.2007

4) Par lettre du 13 août 2007 Monsieur Aly Jaerling a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de l'accord concernant le financement des communautés religieuses.

Par lettre du 9 septembre 2007 Monsieur Jacques-Yves Henckes l'a informé qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de la lutte contre le trafic illégal de drogues et au sujet du Plan d'Actions Drogues (Drogenaktionsplan 2005-2008) de la Commission européenne.

5) L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est réunie en 4e partie de session de 2007 à Strasbourg du 1er au 5 octobre 2007. Y ont participé Mme Lydie Err, Présidente de la délégation depuis le 1er septembre 2007, les membres effectifs, MM. Marcel Glesener et Charles Goerens, ainsi que les membres suppléants, MM. Norbert Haupert, Jean Huss et Mme Anne Brasseur.

Figuraient à l'ordre du jour de la session:

- allocution d'ouverture de M. René van der Linden, Président de l'Assemblée,

- élection de MM. Jean-Claude Mignon et John Prescott comme Vice-Présidents de l'Assemblée au titre de la France et du Royaume-Uni,

- le rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente,

- discours de M. Filip Vujanović, Président du Monténégro,

- a) les activités de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM),

  b) programmes de régularisation des migrants en situation irrégulière,

  c) évaluation des centres de transit et de traitement en tant que réponse aux flux mixtes de migrants et de demandeurs d'asile,

avec l'intervention de M. Brunson McKinley, Directeur général de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM),

- élection de juges à la Cour européenne des droits de l'Homme au titre de l'Albanie, d'Andorre, de l'Arménie, de l'Autriche, de Chypre, du Danemark, de la Géorgie, de la Hongrie, de l'Italie, de la Roumanie, de l'Espagne et de «l'ex-République yougoslave de Macédoine»,

- la crise humanitaire au Darfour,

- le discours du Patriarche Alexis II de Moscou et de toutes les Russies,

- le discours de M. Vojislav Koštunica, Premier Ministre de la Serbie,

- devoir des États membres de coopérer avec la Cour européenne des droits de l'Homme,

- respect des obligations et engagements de la Moldova,

- réaliser la croissance économique tout en préservant la protection sociale en Europe à l'ère de la mondialisation,

- discours de M. Abdullah Gül, Président de la Turquie,

- la régionalisation en Europe,

- l'OCDE et l'économie mondiale en 2007 avec l'intervention de M. Ángel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE,

- la dimension politique du budget du Conseil de l'Europe,

- pour une Convention européenne sur la promotion des politiques de santé publique dans la lutte contre la drogue,

- vers une dépénalisation de la diffamation,

- la notion de guerre préventive et ses conséquences pour les relations internationales,

- communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par M. Vuk Jeremić, Ministre des Affaires étrangères de la Serbie et Président du Comité des Ministres,

- discours de M. Agung Laksono, Président de la Chambre des Représentants d'Indonésie et prochain Président de l'Assemblée parlementaire Asiatique (APA),

- prostitution - quelle attitude adopter?

- les dangers du créationnisme dans l'éducation,

- commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe - bilan et perspectives avec l'intervention de M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe

- «Les parlements unis pour combattre la violence domestique contre les femmes»: évaluation à mi-parcours de la campagne.

Au cours de cette session s'est tenu un débat d'actualité ayant eu pour sujet: La Cour européenne des droits de l'Homme menacée par une crise imminente: Une action urgente s'impose.

Sont intervenues au cours des débats Madame Anne Brasseur pour présenter son rapport sur les dangers du créationnisme et Madame Lydie Err dans le cadre des discussions en rapport avec le bilan et les perspectives du Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.

15 résolutions et 12 recommandations ont été adoptées en rapport avec les points à l'ordre du jour.

6) Par lettres du 13 juillet et du 22 août 2007, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 9 au 12 juillet 2007:

- Résolution sur la convocation de la Conférence intergouvernementale (CIG): avis du Parlement européen (article 48 du traité UE),

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque,

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne,

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la

conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne,

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne,

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République démocratique d'Azerbaïdjan, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne,

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne,

- résolution sur la réduction au minimum des dépenses administratives imposées par la législation,

- résolution sur les perspectives du marché intérieur du gaz et de l'électricité,

- résolution sur la convocation de la Conférence intergouvernementale (CIG); avis du Parlement européen,

- résolution sur la modernisation du droit du travail nécessaire pour relever les défis du le siècle,

- résolution sur des actions contre les maladies cardiovasculaires,

- résolution sur l'accord avec les États-Unis d'Amérique concernant l'utilisation de données des dossiers des passagers aériens (PNR),

- résolution sur le rapport de suivi 2006 concernant l'ancienne République yougoslave de Macédoine,

- résolution sur le contrôle démocratique de la mise en oeuvre de l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD),

- recommandation à l'intention du Conseil sur le mandat de négociation relatif à un nouvel accord renforcé entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part,

- résolution sur la République de Moldova.

Par lettre du 24 septembre 2007 il lui a fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 3 au 6 septembre 2007:

- résolution sur les catastrophes naturelles,

- résolution sur un examen stratégique du programme «Mieux légiférer» dans l'Union européenne,

- résolution sur Mieux légiférer 2005: application des principes de subsidiarité et de proportionnalité - 13e rapport annuel,

- résolution sur la stratégie de simplification de l'environnement réglementaire,

- résolution sur les implications juridiques et institutionnelles du recours aux instruments juridiques non contraignants (soft law),

- résolution sur le réexamen du marché unique: combattre les obstacles et l'inefficacité par une meilleure mise en œuvre et une meilleure application,

- résolution sur le règlement (CE) N°1546/2006 de la Commission modifiant le règlement (CE) N°622/2003 fixant des mesures pour la mise en oeuvre des règles communes dans le domaine de la sûreté aérienne (introduction de liquides dans les aéronefs),

- résolution sur une stratégie de l'Union européenne pour aider les États membres à réduire les dommages liés à l'alcool,

- résolution sur le règlement sanitaire international,

- résolution sur le fonctionnement des dialogues et des consultations sur les droits de l'Homme avec les pays tiers,

- résolution sur le livre vert sur la révision de l'acquis communautaire en matière de protection des consommateurs,

résolution sur le financement du tribunal spécial pour la Sierra Leone.

2. Propositions de loi

Déclaration de recevabilité

D'Presidentekonferenz huet sech fir d'Recevabilitéit vun enger Rei vu Propositions de loi ausgeschwat, an zwar d'Proposition de loi déposéiert vun den Hären Helminger, Bausch, Meisch a Gira betreffend d'Ofännerung vum Gemengegesetz a vum Statut vun de Gemengebeamten.

Eng weider Proposition de loi gouf déposéiert vum honorabelen Här Kox iwwert den Institut Luxembourgeois de Régulation.

Da gouf eng Propositioun déposéiert, vun där mer virdru scho Rieds haten, vum honorabelen Här Jaerling iwwer eng Verfassungsännerung.

Da gouf nach den 18. Dezember d'Proposition de loi 5776 iwwert d'Schafung vum „Lycée Lëtzebuerg-Dummeldeng" vun der honorabeler Madame Brasseur déposéiert.

A schlussendlech eng lescht Proposition de loi, déposéiert de 26. September 2006, iwwert d'Gesetz vum 22. Dezember 2006.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

De 4. Oktober 2007 gouf de Projet de loi 5615, eng Ofännerung vum Code du Travail, vum Rôle vun der Chamber gestrach.

4. Composition de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagment du Territoire

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire ubelaangt huet d'LSAP-Fraktioun ugefrot, dass d'Madame Lydia Mutsch bis zum 31. Dezember 2007 duerch den honorabelen Här Negri ersat gëtt.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den honorabelen Här Fayot huet d'Wuert gefrot. Här Fayot!

5. Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt eng Motioun déposéieren am Numm vun der CSV/LSAP en vue vum Débat iwwert d'Motioun vun den DP/DÉI GRÉNG-Deputéierten iwwert déi sougenannt Fixerstuff. Mir hunn do nach Ënnerschréfte fräi gelooss, wann eventuell een interesséiert wär vun der DP, vun deene Gréngen, fir dat mat ze ënnerschreiwen. Ech déposéieren dat elo op dem Dësch vum Haus, fir dass jiddfereen dat mat Zäite ka kucken, wann herno deen Débat stattfënnt.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que le taux de prévalence d'usagers problématiques de drogues se place au Grand-Duché de Luxembourg d'après les dernières estimations parmi le plus élevé de l'UE;

- le Programme gouvernemental de 2004 qui stipule que des structures d'accueil pour toxicomanes ainsi que des structures post-thérapeutiques seront créées et le nombre de places de thérapie augmenté;

- qu'une structure d'accueil provisoire pour personnes toxicomanes, appelée «Tox-In», a été ouverte le 4 juillet 2005 sous la responsabilité du Comité national de défense sociale, que le «Tox-In» a pour objet la réduction des risques en permettant la consommation de drogues dans un environnement hygiénique et contrôlé, tout en garantissant un encadrement social des personnes toxicomanes et en mettant à disposition un foyer d'urgence avec des logements de crise;

- que cette structure d'accueil couvre un besoin réel et grandissant auprès de la population toxicomane, la distribution de seringues ayant doublé entre juillet 2005 et janvier 2006, que le «Tox-In» est devenu un instrument indispensable pour limiter le nombre de victimes parmi les toxicomanes et que le nombre de décès par overdose a diminué depuis l'ouverture de cette structure;

- que le remplacement de cette structure provisoire par une structure définitive est devenu indispensable afin d'assurer son fonctionnement optimal;

- que le problème de la toxicomanie tout comme celui plus global des personnes sans domicile fixe concernent le pays tout entier;

invite le Gouvernement

- à améliorer d'urgence les conditions de fonctionnement du foyer d'accueil et à le remplacer par une structure définitive à implanter sur le site prévu par le Gouvernement ou sur un site alternatif à étudier quant à la faisabilité dans les meilleurs délais et au plus tard jusqu'à la fin de l'année 2007;

- à prendre en compte dans cette étude principalement l'impact d'une telle structure sur les conditions de vie de la population résidante;

- à veiller à une augmentation substantielle du personnel encadrant afin que les personnes toxicomanes puissent bénéficier d'un accès ininterrompu au foyer;

- à mettre à sa disposition tous les moyens indispensables pour que la salle d'injection projetée sur le territoire de la Ville de Luxembourg fonctionne d'une façon optimale, notamment en y affectant dès le début les ressources humaines et financières nécessaires;

- à continuer la décentralisation des structures de traitement et d'accueil pour personnes toxicomanes;

- à préparer cette décentralisation par la création d'une plate-forme regroupant les différents ministères et les communes pour élaborer une stratégie et un plan d'action coordonné tout en veillant à mettre à disposition des communes les moyens nécessaires;

- dans cette perspective, à dresser le bilan des activités de l'actuelle structure d'accueil provisoire en examinant la provenance régionale des personnes qui en font usage et leurs pathologies respectives;

- à concevoir le nouveau projet et son concept de façon à ce qu'il puisse s'adapter à l'impact de futures structures décentralisées et à l'instauration du projet de substitution à l'héroïne prévu par le ministère de la Santé;

- à réévaluer le projet à la lumière de l'expérience acquise suite à l'introduction du projet de prescription d'héroïne et à réexaminer dans ce contexte l'opportunité d'une réduction du nombre de lits, de même que la séparation éventuelle entre le volet foyer d'accueil et le volet salle pour toxicomanes;

- à présenter dans les meilleurs délais et au plus tard au cours de l'année 2008 des projets concrets de centres d'accueil pour toxicomanes dans d'autres régions du pays, notamment dans les régions sud et nord;

- à prendre rapidement des mesures concrètes pour créer sur tout le territoire national des unités de vie à dimension humaine pour des personnes sans domicile fixe pour éviter ainsi toute concentration de ces personnes sur une seule localité.

*(s.) Ben Fayot, Marc Angel, François Bausch, Paul Helminger, Martine Stein-*Mergen.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun där Motioun an, wéi gesot, wäerte mer déi herno beim leschte Punkt vun eisem Ordre du jour zesummen diskutéiere mat der Motioun, déi déposéiert gi war am Numm vum Grupp vun der Demokratescher Partei an am Numm vum Grupp vun deene Gréngen.

Haut de Mëtteg, an domat wëll ech ufänken, steet op eisem Ordre du jour d'Konsultatiounsdebatt iwwert den Entfesselungsplang fir d'Betriber. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Clement, den Här Meisch, den Här Scheuer, den Här Kox an den Här Mehlen.

D'Wuert huet fir d'éischt den Här Mëttelstandsminister Fernand Boden.

6. Débat de consultation sur la simplification administrative en faveur des entreprises au Luxembourg

Exposé de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Regierung huet gefrot, fir haut de Mëtteg eng Konsultatiounsdebatt an der Chamber ze maachen iwwert deen neien Entfesselungsplang fir Betriber, an ech soen der Chamber Merci, datt se dës Demande ugeholl huet.

Mir haten d'ailleurs schonn d'Geleeënheet, an deene verschiddene Chamberskommissiounen Tëscheresultater vun dësem Plang, deen an enker Zesummenaarbecht mat de Beruffschamberen, mat de Beruffsorganisatiounen an och mat ville Ministèren a Verwaltunge geschriwwe gouf, virzestellen.

D'Regierung huet den Entfesselungsplang fir Betriber an deen doranner beschriwwene Plan d'action am Mäerz vun dësem Joer am Regierungsrot ugeholl.

Den Entfesselungsplang fir Betriber ass déi direkt Ëmsetzung vum Koalitiounsaccord vun 2004 an deem et heescht - an ech zitéieren -: «Le Gouvernement accordera une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des P.M.E.»

Éier ech awer méi am Detail op de Plang aginn, wëll ech nach e puer grondsätzlech Bemierkungen iwwert d'Simplification administrative maachen. Dës Bemierkunge sinn d'ailleurs net nëmme wouer hei am Land, mä eis Kolleegen an Europa, déi hunn déiselwecht Erfahrunge gemaach.

D'Simplification administrative ass en Instrument, dat net vun haut op muer ëmgesat ka ginn a scho guer net Hals iwwer Kapp, well en héije Prozentsaz vun eiser Législatioun vu Bréissel a Stroossbuerg kënnt a well d'Simplification administrative - erlaabt mer op Figuren aus der Mythologie zréckzegräifen, fir et e bësse méi plastesch duerzestellen - aus enger bal titanescher Aarbecht besteet, wat hire Volume ugeet, aus engem Herkules-Effort, wat hir Ëmsetzung ugeet, an aus enger Sisyphus-Aarbecht, wat hiren Detail ugeet.

(Interruption)

Jorzéngtelaang, Här Scheuer, ass nëmmen derbäikomm, ass nëmmen dropgeluecht ginn. Eis Reglementer a Gesetzer sinn an enger juristescher Approche verfaasst ginn, ouni bis elo allze vill ze kucken, wat fir ee wirtschaftlechen Effet dës Normen op eis Betriber hunn.

D'Simplification administrative ass also e wichtegt Instrument, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie ze verbesseren, a schreift sech an an déi sougenannte Lissabon-Strategie. Duerfir ass et d'Aufgab vun der ganzer Regierung, d'Simplification administrative konstruktiv ëmzesetzen, fir datt d'ganz Ekonomie, dat heescht mir all, vun der positiver Ëmsetzung profitéiere kënnen.

Et kann ee soen, datt d'Simplification administrative e Mentalitéitswiessel an eise Verwaltungen a Ministèren erfuerdere wäert, fir datt net nëmmen d'Gesetzer juristesch optimal geschriwwe ginn, mä datt och enger wirtschaftlecher Iwwerleeung, also dem Impakt vun den Texter op d'Entreprisen a besonnesch op déi Kleng- a Mëttelbetriber, soll méi staark Rechnung gedroe ginn.

Et geet dorëms, de Betriber genuch Loft a Fräiheet ze loossen, fir kënne kompetitiv an och op den internationale Mäert konkurrenzfäeg ze sinn. Méi Fräiheet heescht awer gläichzäiteg fir d'Betriber, och méi Verantwortung ze iwwerhuelen. Méi Fräiheet heescht kloer an däitlech net, datt de Laisser-faire an de Laisser-aller sollen agefouert ginn, mä datt d'Betriber nëmmen deene Contrainten ausgesat ginn, déi noutwendeg sinn, fir dem Intérêt public Rechnung ze droen. Oft kann een duerch eng méi benotzerfrëndlech Prozedur dat nämlecht Resultat erreechen, wéi duerch eng Prozedur, déi

a Stol gegoss ass an de Betriber d'Liewen onnéideg schwéier mécht.

Et geet och net dorëms, hei Mäert oder Secteuren ze dereguléieren, mä et geet dorëms, fir Prozedure vun de Gesetzer esou optimal an effizient wéi méiglech ze maachen. Deemno besteet also d'ganz Konscht vun der Simplification administrative doranner, en Equiliber tëschent de Flichten a Rechter vun de Betriber an dem Intérêt public ze fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Entfesselungsplang fir d'Betriber, deen all Deputéierten d'lescht Woch zougestallt krut, deelt sech a véier grouss Achsen op. Dës Achse sinn:

1) d'Organisatioun vun der Simplification administrative hei am Land;

2) déi fënnef national Préalablen, also Viraussetzungen, fir d'Simplification administrative;

3) déi fënnef grouss Prinzipië vun der Simplification administrative, an

4) aner Instrumenter an Aktioune vun der Simplification administrative.

Am leschten Deel vum Entfesselungsplang ass en Aktiounsplang opgestallt gi mat 76 konkreten Aktiounen, déi den internationale Standardë Rechnung droen. 13 Aktioune sinn dobäi realiséiert ze ginn an 23 Aktioune sinn nach ze realiséieren. Déi aner si scho realiséiert.

Dësen éischten Entfesselungsplang ass e Point de départ vun engem laangen, engem schwieregen a beweegte Prozess. Et geet hei net duer, fir an engem eenzelne Ministère virzegoen. Et geet dorëms, horizontal an net eleng sektoriell dee virdru beschriwwene Mentalitéitswiessel ëmzesetzen.

All déi, déi sech fir ee Mentalitéitswiessel asetzen a Reformprozesser begleeden, déi wëssen, datt dëst méi schwéier ass, wéi eng flott Broschür ze produzéieren oder kuerzfristeg e puer kleng Resultater ze hunn. Well dëst den éischte Rapport iwwert d'Simplification administrative ass a mir net op e grousse Savoir-faire zréckgräife konnten, hunn déi Responsabel vum Dossier aus mengem Haus an och aus dem Wirtschaftsministère sech an Holland, an der Belsch an a Frankräich ugekuckt, wéi déi d'Simplification administrative an de leschte Joren ugepaakt hunn.

No enger éischter Konsultatioun vun deenen zwou Chamberskommissiounen ass am Mëttelstandsministère am Dezember 2004 de Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises, den CNSAE, an d'Liewe geruff ginn. Dëse Comité gëtt presidéiert vum Här Minister Krecké a vu mir selwer. En ass zesummegesat aus Beamte vun deene verschiddenste Ministèren an Administratiounen an awer och aus Vertrieder vun de Betriber.

Dëse Comité stellt déi wesentlech Plattform duer, fir d'Simplification administrative virunzedreiwen an huet bis elo ënnert der Regie vum Marc Hostert gutt Aarbecht geleescht, woufir ech alle Bedeelegte vun dëser Plaz aus och e grousse Merci soen.

Hien huet et erlaabt, d'Problemer, déi d'Betriber hunn, ze kanaliséieren, ze identifizéieren an éischt Léisungsvirschléi virzebereeden. An dësem Comité konnten och déi identifizéiert Problemer op hir Plausibilitéit analyséiert ginn an et konnt iwwerpréift ginn, ob déi eenzel Departementer bereet wären, fir virbruechte Verbesserungsvirschléi unzehuelen an och ëmzesetzen.

Des Weidere gëtt an dësem Comité och probéiert ze kucken, wou de Schong dréckt a wie sech bewege muss, ob et Bréissel ass oder ob et eis Ministèren hei am Land sinn.

A fir et kloer an däitlech ze soen: An deene Felder, wou Direktiven eent zu eent ëmgesat gi sinn, kann hei zu Lëtzebuerg vun der Regierung net méi allze vill verbessert ginn. Fir hei Vereinfachunge virzehuelen, mussen do vereinfacht Direktive kommen.

Fir e konkret Beispill ze ginn, huele mer d'Statistiken, déi Statistiken, déi d'Entreprisen ausfëlle mussen. Hei huet en Aarbechtsgrupp sech iwwer Méint déi eenzel Statistike virun Ae gefouert a festgestallt, datt no e puer Upassungen, déi och gemaach gi sinn, un der Quantitéit vun de verlaangte Statistiken net méi vill ka verännert ginn, well Lëtzebuerg just dee vu Bréissel virgeschriwwene Minimum vun de Betriber verlaangt.

Dat heescht konkret, datt net manner Statistike vun eise Betriber kënne verlaangt ginn, mä datt just hei zu Lëtzebuerg décidéiert ka ginn, den Entreprisen d'Produktioun vun hire Statistiken technesch ze erliichteren. Et bleift dann der Regierung just nach zu Bréissel ze mellen, datt d'Lëtzebuerger Entreprisen ënnert den exzessiven europäesche Fuerderunge leiden, an datt d'Europäesch Kommissioun bei hire Vereinfachungsiwwerleeungen, déi se amgaangen ass ze maachen, och dëser Problematik Rechnung droe soll.

An dësem Aarbechtsgrupp iwwert d'Statistike gouf weider festgehalen, datt de Betriber e sougenannte Calendrier des statistiques zur Verfügung gestallt gëtt, fir datt dës sech schonn am Viraus dorop kënnen astellen, wéini wat fir eng Statistik vun hinne verlaangt gëtt.

Des Weidere sollen d'Entreprisë besser erkläert kréien, firwat Statistike vun hinne gebraucht ginn. Dat ass fir d'Akzeptanz bei de Betriber fir esou Aarbechte vill méi erfollegverspriechend, wéi wa se mat Sanktioune gedroht kréien, wa se d'Statistiken net ausfëllen.

Ech hunn dat heite Beispill gewielt, fir d'Komplexitéit vun der Simplification administrative ze illustréieren. Oft ass eng sougenannten „low hanging fruit", also eng Fruucht, déi ee mengt ganz liicht kënnen ze plécken, an der Realitéit eng russesch Matrjoschka: Wann een enger de Kapp erofgeschrauft huet, da kommen nach zéng anerer no.

Trotzdeem bleift awer ervirzesträichen, datt deen zu Lëtzebuerg entwéckelte Calendrier des statistiques vun der Europäescher Kommissioun als eng sougenannten „meilleure pratique" zréckbehale ginn ass, an deemno och an anere Memberstate soll elo agefouert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer elo op den Entfesselungsplang fir d'Betriber méi am Detail zréckzekommen. Fir d'Simplification administrative no vir ze bréngen, ass et wichteg, déi konkret Problemer, deenen d'Entreprisen ausgesat sinn, ze kennen. Dat geschitt wéi gesot am CNSAE, wou d'Vertrieder vun de Betriber dës Problemer virdroe kënnen.

Wat awer vill méi wichteg ass, ass beim Stat selwer ze kucken, wou dësen duerch technesch, duerch legal an organisatoresch Verbesserungen de Betriber d'Liewe méi liicht maache kann. Mir hunn am Kader vum Entfesselungsplang dofir fënnef sougenannte Préalablen identifizéiert, bei deenen d'Regierung dovun ausgeet, datt se grouss Synergieeffekter liwweren an doduerch d'Betriber bei hirer Verwaltungsaarbecht staark entlaaschte wäerten.

Dës Préalablë sinn:

1) d'Entwécklung vun engem neien Identifiant unique fir all physesch a moralesch Persounen;

2) eng modern Législatioun a puncto Dateschutz;

3) d'Méiglechkeet, den Datenaustausch duerch geséchert Prozeduren tëschent verschiddene Verwaltungen a Ministèren ze organiséieren;

4) d'Signature an d'Certification électronique, an

5) d'Kollaboratioun tëschent dem Comité fir administrativ Vereinfachung an dem Comité fir d'Modernisatioun beim Stat.

Den éischte Punkt, d'Entwécklung vun engem Identifiant unique fir all physesch a moralesch Persounen, ass eng ganz wichteg Viraussetzung fir eng ganz Rei vun administrative Vereinfachungen a fir interaktiv Applicatioune mat den Entreprisen ze erméiglechen.

Dëst ass eng grouss Erausfuerderung an duerfir huet d'Regierung en interministeriellen Aarbechtsgrupp beoptraagt, bis 2009 déi néideg legislativ, organisationell an technesch Aarbechten ofzeschléissen.

An dësem Kontext ginn da jo och d'Vertrieder vun de Gemenge bei der technescher Ëmsetzung an d'Aarbechte mat agebonnen. De Groupe de travail, zesummegesat aus Vertrieder vu siwe Ministèren, ass derbäi, déi verschidde legislativ Chantieren unzegoen. D'Mise en place vun engem neien Identifiant unique, deen dem Dateschutz gerecht gëtt a souwuel am öffentleche wéi och am private Secteur ka benotzt ginn, wäert zesumme mat enger Signature électronique de Betriber a Bierger hei am Land d'Liewe vill méi liicht maachen.

Duerfir huet dee Groupe de travail sech am Ausland Modeller vun engem Identifiant unique ugekuckt, déi de Bierger an den Entreprisen e Maximum un Dateschutz bidden an dobäi elektronesch an Internetuwendungen erlaben.

Am Kader vun de Virbereedungsaarbechte fir dat neit Dateschutzgesetz huet den CNSAE eng éischt Prekonsultatioun mat all de Concernéierten zu Lëtzebuerg organiséiert. Well Gespréicher mat de Betriber an d'Ëmfro TNS-ILReS erginn hunn, datt de Schong am meeschten am Dateschutz gedréckt huet, wat d'Simplification administrative bei de Betriber ugeet, war dëst selbstverständlech déi éischt grouss Initiativ, déi den CNSAE geholl huet.

Esou eng Konsultatioun ass en Instrument, wat der internationaler an der europäescher Methodologie no am Beräich vun der Simplification administrative konsequent ugaange soll ginn. Si soll verhënneren, datt Betriber a Bierger Gesetzer ausgesat ginn, déi um Terrain schwéier ëmsetzbar sinn. Duerfir ginn an dëser Konsultatioun d'Zilgrupp vun engem Gesetz an de kompetente Ministère zesummen un en Dësch gesat, fir am Virfeld ze kucken, d'Ziler vum Gesetz duerch déi optimaalsten an déi effizientste Prozeduren ëmzesetzen.

D'Prekonsultatioun iwwert dat neit Dateschutzgesetz huet ronn sechs Méint gedauert, an den CNSAE huet an deem Kader en Avis geschriwwen, wéi ee konkret dësen Avant-projet de loi vereinfache kéint. A sengem Avis huet en eng ganz Rei vu Vereinfachunge virgeschloen, an eng Majoritéit vun dëse Virschléi hunn hiren Niddersclag am neie Gesetz fonnt; ënner anerem, datt den Austausch vun Donnéeën tëschent den Administratiounen ënner strenge Viraussetzunge méiglech gemaach gëtt, datt moralesch Persoune vu verschiddenen Aspekter entbonnen oder Prozedure fir Betriber erliichtert goufen.

Drëtte Punkt. Den Austausch an de Partage vun Donnéeën tëschent de Verwaltunge gëtt also duerch dat neit Dateschutzgesetz an engem strenge Kader erméiglecht. Dës Ouverture sollt et der Regierung mëttelfristeg erlaben, eng Politik vun der „one single figure" anzeféieren. Dat heescht konkret, datt, wann e Betrib enger Administratioun eemol eng Rei vun Donnéeën iwwermëttelt huet, da mussen d'Verwaltunge sech esou organiséieren, fir dës Donnéeën op déi richteg Plazen ze kréien, an net méi déiselwecht Donnéeën nach eng Kéier bei der Entreprise froen. Dëst géif et och erlaben, dem Betrib online Formulairen zur Verfügung ze stellen, bei deene schonn eng ganz Rëtsch vun Zuelen a vun Donnéeën aus verschiddenen Datebanken am Formulaire automatesch stinn, wouduerch de Betrib net méi dee ganze Parcours du combattant muss maachen.

Eng weider Viraussetzung, fir an der Simplification administrative virunzekommen, ass déi sougenannten „Signature électronique". Duerfir huet d'Regierung zesumme mam Privatsecteur Luxtrust S.A. gegrënnt. D'Signature électronique ass derbäi realiséiert ze ginn a wäert et erlaben, am Kader vum Internet, sief et am öffentlechen oder am private Secteur, interaktiv Applikatiounen an deenen zwee Guichet-uniquen - „Entreprises" an „Citoyens" - duerchzeféieren an esou dem Bierger an dem Betrib d'Liewe vill méi liicht ze maachen.

D'Signature électronique, den Austausch a Partage vun Donnéeën tëschent de Verwaltungen, en neit Dateschutzgesetz an e modernen Identifiant unique wäerten hoffentlech e Quantesprong mat sech bréngen, wat d'Relatioun tëschent de Bierger, de Betriber an de Verwaltungen ugeet. Konkret heescht dëst, datt een zum Beispill seng Steiererklärung kann elektronesch ausfëllen an elektronesch ënnerschreiwen, datt eng ganz Partie vun Donnéeën a Certificaten, déi de Stat op anere Plaze schonn huet, automatesch, mä nëmme wann de Bierger oder de Betrib dëst wëllen, schonn a senger Steiererklärung dra sinn.

Doduerch brauch de Bierger oder de Betrib net méi op Hëpjes an Hapjes ze lafen, fir e Certificat oder en Dokument ze kréien, an de Stat ka seng knapp Ressourcen do asetzen, wou de Risiko am héchsten ass. Dëst Beispill illustréiert, wéi ganzheetlech d'Simplification administrative muss ugesi ginn, an datt vun enger gelongener Simplification administrative d'ganz Ekonomie profitéiere kann - d'Bierger, d'Betriber an de Stat -, an doduerch, wéi gesot, d'Kompetitivitéit ka wesentlech gestäerkt ginn.

Dee leschte Préalabel vun der Simplification administrative ass eng enk Zesummenaarbecht tëschent dem CNSAE an dem Comité fir d'Modernisatioun beim Stat. Eng éischt Rëtsch vu Projeten, déi et erlaben, elektronesch tëschent de Betriber an de Verwaltungen ze kommunizéieren, sinn an Zesummenaarbecht mam Service eGovernment ugelaf.

Kuerz ernimme wëll ech dës dräi Projeten, déi et de Betriber erlaben, wéi gesot, méi einfach a méi schnell mat de Verwaltungen ze schaffen. Et ass d'elektronesch Gestioun vun den Handelsermächtegungen, e Projet vum Mëttelstandsministère; et ass d'elektronesch Gestioun vun de Fiche-d'hébergementen am Horesca-Secteur, wou ech jo och hei e Projet de loi déposéiert hunn; an et ass d'Assistance électronique fir d'Entreprisen.

Ech hunn och virun e puer Deeg eng zweet Lëscht vu Projeten u mäin - och an dësem Beräich ganz engagéierten - Ministerkolleeg Claude Wiseler weiderginn, déi zesumme mam Service eLuxembourg, dem Centre informatique de l'État an de Betriber erstallt gouf. Ee vun deene Projeten ass zum Beispill, datt ee beim Stat fir dësem seng Servicer elektronesch bezuele kann. Dat ass e Problem, dee ganz vill Leit scho méi laang froen, an och Betriber. Des Weideren erwaarden d'Betriber sech nach eng ganz Rei vun Internetapplikatiounen an de Beräicher vun den öffentlechen Ausschreiwungen - och do sinn éischt Schrëtt gemaach; dat soll nach virugefouert ginn -, bei der Gestioun vum Offall a bei den HACCP-Normen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den CNSAE huet a sengem Rapport och fënnef Prinzipië festgehalen, no deenen an Zukunft an der Simplification administrative soll gehandelt ginn. Dës Prinzipië solle Richtlinne virschloen, no deenen an Zukunft Gesetzer oder Reglementer geschriwwe ginn, fir den Impakt op d'Entreprisen op de strikte Minimum ze reduzéieren.

An dës fënnef Prinzipië sinn:

1. Ausnahmegenehmegunge jee no Gréisst oder Aktivitéit vun der Entreprise;

2. Aglidderung vum Begréff „Administrativ Käschte fir Entreprisen" an de Verwaltungskontext;

3. Weiderféierung vu Gesetzescodificatiounsinitiativen;

4. Ëmsetzen eent zu eent vun den europäeschen Direktiven, an

5. Analys vun allen Autorisatiounsregimer op hir Noutwendegkeet.

Beim éischte Prinzip geet et dodrëms, datt bei all neiem Gesetz oder Reglement iwwerluecht gëtt nom Motto „think small first". Ass et ëmmer néideg, fir e Gesetz fir all Entreprisen ze schreiwen an hinnen domadder oft zousätzlech administrativ Käschten opzeerleeën, oder kéint een datselwecht Resultat erreechen doduerch, datt een d'Zilgrupp vum Gesetz méi genee definéiert oder d'Oploe vum Gesetz differenzéiert?

Dës Differenziatioun kéint een no der Gréisst vum Betrib oder nom Aktivitéitssecteur ugoen. Eng gutt Basis heifir ass de Règlement grand-ducal vum 16. Mäerz 2005, deen d'Gréisst vun den Entreprisen a véier Kategorien andeelt. De Prinzip „think small first", oder och anescht genannt „Exemption PME", géif besonnesch de klengst, de klengen a mëttelgrousse Betriber zeguttkommen, déi enger Etüd vun der Chambre des Métiers no iwwerproportional ënnert den administrative Belaaschtungen ze leiden hunn. Dëse Prinzip ass duerfir an d'Fiche d'impact ageschriwwe ginn a bei all neiem Gesetzes- oder Reglementsprojet muss den Auteur kloer dokumentéieren, ob en dëse Prinzip ugewannt huet oder net.

Am Kader vun dësem Entfesselungsplang gëtt och eng éischte Kéier de Begréff „Administrativ Käschte fir Entreprisen" an de Verwaltungskontext agefouert. Dëse Begréff kënnt aus dem „Standard Cost Model", deen et erlaabt, de genaue Käschtepunkt auszerechnen, deen eng nei legislativ Initiativ fir eenzel Entreprisen a fir d'Gesamtwirtschaft huet.

Bis haut ass probéiert ginn, optimal no juristesche Prinzipië Gesetzestexter ze schreiwen. Duerch d'Integratioun vum Begréff „Administrativ Käschte fir Entreprisen" soll an Zukunft och probéiert ginn, no mikro- a makroekonomesche Kritäre Gesetzer a Reglementer ze produzéieren.

E weidere Prinzip, deen an alle Länner ugewannt gëtt, ass dee vun der Codificatioun a vun der Refonte vu Gesetzer a Reglementer. An de leschte Joren ass eng ganz Rëtsch vun neie Gesetzer derbäikomm. Dëst ganz oft, well nei Direktiven oder well modifizéiert Direktiven hu missen ëmgesat ginn. Doduerch hu vill Entreprisë kee kloeren Duerchbléck méi, wat fir eng Dispositioune vu Gesetzer oder Reglementer a Kraaft sinn.

De Codificatiounsprinzip gëtt dofir ëmmer méi wichteg, fir datt d'Entreprisen an och d'Bierger an engem eenzelne Gesetzesbuch pro Beräich all d'Gesetzes- an d'Reglementstexter, déi aktuell sinn, an enger koordinéierter Versioun erëmfannen. Eng

éischt Initiativ ass am Beräich vum Aarbechtsminister François Biltgen ëmgesat ginn. Fir d'Entreprisë wären och nach vill esou Coden néideg, wéi zum Beispill am Beräich vun de Steieren, vum Kommodo-Inkommodo oder vum Code de la consommation.

E weidere wichtege Prinzip ass dee vun der Ëmsetzung eent zu eent vun den Direktiven. Bei der Ëmsetzung vun europäeschen Direktive muss net ëmmer nach eng Schëpp dropgeluecht ginn. Et soll also vun elo un de Prinzip gëllen: „la directive et rien que la directive". Dëse Prinzip gouf dofir an déi nei Fiche d'impact ageschriwwen.

All Ministère muss also kloer an däitlech dokumentéieren, ob hie sech un dëse Prinzip gehalen huet oder net, fir datt d'Regierung weess, ob am Gesetzesprojet d'Direktiv eent zu eent ëmgesat gouf oder ob dat net de Fall war.

E leschte Prinzip ass eng systematesch Analys a Préifung vun allen Autorisatiounsregimer op hir Noutwendegkeet. Dëst ass e Prinzip fir d'Zukunft. Mir kënnen dëse Prinzip eréischt richteg ulafe loossen, wa mer all Gesetzer a Reglementer kennen, déi mat den Entreprisen ze dinn hunn.

Dofir ass mam Service de législation e Projet amgaangen, fir all Gesetzer ze analyséieren, fir ze kucken, ob Dispositiounen drastinn, déi d'Betriber uginn.

An engem zweete Schrëtt kënne mer kucken, wou et Autorisatiounsprozedure gëtt, déi een ersetze kann duerch eng Deklaratiounsprozedur. Dëst kéint zum Beispill de Fall si bei Autorisatiounsprozeduren, wou et kaum Refusë gëtt. An deem Fall wär et also méi einfach fir de Betriber ze erlaben, eng einfach Deklaratioun ofzeginn. Doduerch kéint dat nämlecht Zil erreecht ginn an et géif de Betriber an der Verwaltung hir Aarbecht erliichteren. Dëst ass zum Beispill bei den Iwwerstonne realiséiert ginn, déi net méi vum Aarbechtsminister virdru mussen autoriséiert ginn, mä wou eng Deklaratioun elo duergeet.

Bei existéierenden Deklaratiounsregimer oder bei neien Deklaratiounsregimer, no enger gewëssener Zäit, kéint een analyséieren, ob een aus dësem Regime net e Recht mécht. Dat heescht, d'Entreprise kéint ouni Deklaratioun virgoen. De Betrib misst sech natierlech ganz genee un d'Dispositioune vum Gesetz oder Reglement halen.

Esou ee System bedeit, datt d'Entreprisë méi Eegeresponsabilitéit iwwerhuelen an dofir als Contre-partie och méi Fräiraum kréien, ouni datt doduerjer dem Intérêt public awer geschuet gëtt. Dëst géif e gewësse Kulturwiessel mat sech bréngen. Grondsätzlech ass sech hei ze iwwerleeën, wéi vill Verantwortung, Rechter a Flichten een deem eenzelnen ekonomeschen Acteur an eiser Gesellschaft zoumudde kann a wëllt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am drëtten Deel vum Entfesselungsplang, deen e konkreten Aktiounsplang duerstellt, si 76 Aktioune beschriwwe ginn. D'Majoritéit ass wéi gesot realiséiert. En aneren Deel gëtt an der nächster Zäit ëmgesat.

Ech wëll elo net op all eenzel vun deene 76 Aktiounen agoen a se hei beschreiwen, mä der fënnef - menger Meenung no ganz wichteger - e bësse méi am Detail virstellen, déi gréisstendeels nei Instrumenter geschaf hunn, fir der Vereinfachung vun der administrativer Aarbecht fir eis Betriber e gutt Stéck virunzehëllefen. Fir déi aner verweisen ech op den Aktiounsplang an op d'Internetsäit „www.simplification.lu", déi ee kompletten Iwwerbléck gëtt iwwert d'Simplification administrative hei am Land an och deelweis an Europa.

Déi fënnef wichteg Aktiounen, déi ech, wéi vidru gesot, e bësse méi am Detail wëll virdroen, sinn: 1. déi nei Fiche d'impact, e ganz wichtegt Instrument, 2. d'Procédure ex ante, 3. de Portail Entreprises, 4. d'Procédure ex post a 5. d'Prekonsultatiounsprozedur, op déi ech jo kuerz beim neien Dateschutzgesetz agaange sinn.

Éischtens: Et ass eng nei Fiche d'impact ausgeschafft ginn, déi all neie Gesetzes- oder Reglementsprojet um gesamten Instanzewee begleede soll an déi d'administrativ Belaaschtung, déi op d'Betriber zoukënnt, dokumentéiert. Zënter der Aféierung vun dëser neier Fiche d'impact ass kee Projet méi duerch de Regierungsrot gaangen, wou dës Fiche net komplett ausgefëllt war.

Zweetens: Fir besser ze reglementéieren, huet d'Regierung nieft der Fiche d'impact och eng Procédure ex ante agefouert, déi all neit Gesetz oder Reglement duerchlafe soll, dat mat Entreprisen ze dinn huet. Am Kader vun dëser Prozedur gëtt systematesch schonn am Virfeld den Impakt vun enger neier Législatioun op d'Entreprisen analyséiert.

Bei gréissere Projeten, déi d'Betriber staark betreffen an eventuell och méi staark belaaschten, soll och eng sougenannte Prekonsultatioun mat de Concernéierte stattfannen oder eventuell de sougenannten „Standard Cost Model" ugewannt ginn, wat een europawäit unerkannten Evaluéierungsmodell ass, deen et erlaabt, de Käschtepunkt vun enger neier administrativer Verflichtung auszerechnen.

Des Weideren ass e Comité aus Beamte vum Mëttelstandsministère, vum Statsministère, vum Ministère vun der Fonction publique a vum Wirtschaftsministère an d'Liewe geruff ginn, fir all Fiche d'impact nozekucken, déi mat Gesetzer ze dinn huet, déi d'Betriber ugeet. Nom Liese vun dëser Fiche d'impact schreiwen dës Beamten e klengen Avis fir de Regierungsrot, deen d'Regierung soll informéieren, ob engersäits d'Käschte fir d'Betriber duerch dat neit Gesetz oder Reglement an d'Luucht gaange sinn an ob op där anerer Säit d'Kritäre vun enger besserer Rechtssetzung ëmgesat goufen.

Bis elo goufe ronn 25 esou Avisë geschriwwen a parallell dozou hu 60 Beamte vu verschiddene Ministèren eng Formatioun am INAP - dem Institut national d'administration publique - iwwert d'Simplification administrative an iwwer eng besser Rechtssetzung gemaach.

Ech fannen et wichteg, datt esou Formatiounen ugebuede ginn, datt och vill Beamten dovunner profitéieren, sief dat als Formation continue oder am Kader vum Stage de formation. Doduerch soll deen ugesprachene Mentalitéitswiessel lues a lues och de Beamte méi no bruecht ginn.

Drëttens: De Portail Entreprises erlaabt an enger éischter Etapp Formulairen an Dokumenter erofzelueden, fir d'Entreprise kennen ze léieren. An enger zweeter Etapp gëtt de Portail zu engem performante Guichet unique virtuel ausgebaut, deen en interaktiivt Schaffen erméiglecht an iwwert deen och duerch d'Schafung vun der Signature électronique, dem neien Identifiant unique, enger moderner Dateschutzgesetzgebung an duerch eng „one single figure policy" déi administrativ Démarchen online kënne gemaach ginn an d'Formulairë scho gréisstendeels ausgefëllt sinn.

Dës Interaktivitéit ass e wesentleche Schrëtt fir de Wee tëschent de Betriber an de Verwaltungen nohalteg méi schnell a méi kuerz ze maachen.

Véiert Aktioun: Den CNSAE huet duerch d'Procédure ex post op Basis vun Enquêten a verschiddene Beräicher 37 sougenannte Chantieren identifizéiert. Am Kader vun dëser Ex-post-Prozedur kënnen all Betriber an all Verbänn dem CNSAE matdeelen, wann an engem Gesetz oder Reglement, wat besteet, eng Dispositioun dran ass, déi hinnen d'Liewen onnéideg schwéier mécht. Dës 37 Fichen, déi also vun de Betriber an dem CNSAE virgeluecht gi sinn, gi vun Enn Oktober u méi genee ënnert d'Lupp geholl.

D'Regierung huet siwen Aarbechtsgruppe fir déi verschidde Beräicher agesat, fir ze analyséieren, wou de Schong wierklech dréckt, a fir administrativ Vereinfachungen an dëse Beräicher virzeschloen. Dës Aarbechtsgruppe gi vun deem jeeweils am stäerkste concernéierte Ministère presidéiert a vum CNSAE begleet an encadréiert.

D'Beräicher vun dësen Aarbechtsgruppe sinn ënner anerem de Kommodo-Inkommodo, d'Liewensmëttelsécherheet, d'Offallpolitik, d'öffentlech Ausschreiwungen an d'sozial Sécherheet. Dëst ass d'Hitparad vun de Problemberäicher, déi sech aus Ëmfroe bei de Betriber an och aus der TNS-ILReS-Enquête erginn hunn. Ech hoffen, datt duerch eng tatkräfteg Mathëllef vun all menge Ministerkolleegen dës Aarbechtsgruppen esou schnell wéi méiglech hir Aarbechte konstruktiv ofschléisse kënnen. D'Konklusioune vun dësen Aarbechte mussen dann dem Regierungsrot ënnerbreet ginn, deen déi néideg Décisiounen huele wäert.

Fënneft Aktioun: De Prinzip vun der Prekonsultatioun soll méi oft am Virfeld agesat ginn, wéi dëst scho beim Gesetz iwwert den Dateschutz gemaach gouf. D'Prekonsultatioun erlaabt et, de Projet de loi a seng Ëmsetzung am Virfeld ze iwwerpréiwen, ier en an de Regierungsrot oder ier en an d'Chamber geet.

Am Kader vun enger Prekonsultatioun sëtzt d'Zilgrupp vum Gesetz mat den Auteure vum Gesetz un engem Dësch, fir d'Prozedure vum Gesetz ze analyséieren a se esou optimal an effizient wéi méiglech fir d'Betriber a fir d'Bierger ze maachen.

Iwwregens soll och am Virfeld vun der Ausschaffung vun europäeschen Direktiven a Reglementer de Kontakt tëschent Regierungsvertrieder, Verwaltungen a Beruffsorganisatioune verbessert ginn. Do soll d'Représentation permanente vu Bréissel och méi staark mat agebonne ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung hätt gären, datt Lëtzebuerg erëm zu dem Land vun de kuerzen a schnelle Weeër tëscht de Ministèren, de Verwaltungen an de Betriber gëtt. Dëst dréit zur Stäerkung vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber an zu der Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäi. Dee virgeluechten Entfesselungsplang fir d'Betriber a säin Aktiounsplang sollen d'Weiche stellen, fir deen ugepeilten an noutwendege Mentalitéitswiessel esou séier wéi méiglech ze erreechen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Ech hoffen, datt mer eng interessant Debatt iwwert dësen Entfesselungsplang fir d'Betriber kréien, an ech hoffen, datt d'Chamber an d'Regierung zesummen un engem Strang zéien, fir am Beräich vun der Simplification administrative - wat net einfach ass - Neel mat Käpp ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister Boden. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke begréisst selbstverständlech d'CSV-Fraktioun d'Initiativ vum Mëttelstandsminister Fernand Boden, fir hei an der Chamber am Kader vun engem Débat de consultation iwwert den Entfesselungsplang fir d'Betriber ze diskutéieren. Dacks ass et leider jo esou, datt mir als Chamber net ëmmer d'Geleeënheet hunn, fir öffentlech zu interessanten Dokumenter a Rapporten heibanne Stellung ze huelen an ze debattéieren.

Merci soe wëll ech awer direkt am Ufank vu menger Ried dem Här Minister fir d'Dokumentatioun zu dësem Thema, déi mir op Ufro hin zur Verfügung gestallt kruten. Am gläichen Otemzuch selbstverständlech awer och e Merci un de Marc Hostert a seng Equipe, déi a ville Sitzungen, déi sécherlech net einfach waren, dëst grousst Dokument zesummegestallt hunn.

Et war, Här President, sécherlech net esou einfach, déi verschidde Ministèren - si si jo bal alleguerten an iergendenger Aart a Weis concernéiert - alleguerten ënner een Hutt ze kréien.

Beim Entfesselungsplang fir d'Betriber geet et ëm déi sougenannte Simplification administrative. Sécherlech en Thema, wat ëmmer erëm a besonnesch bei Rieden zum Statsbudget oder der Lag vun der Natioun opgegraff gëtt oder gouf, virun allem awer dann, wann et ëm d'Kompetitivitéit vun de Lëtzebuerger Betriber am Verglach mat deenen aus dem Ausland geet.

An dëse Riede gëtt ëmmer erëm monéiert, datt eis Betriber ënnert der administrativer Laascht ze leiden hunn an d'Chargen net manner ginn, mä éischter lues awer beständeg zouhuelen. Eng Feststellung, déi mat Sécherheet och net falsch ass, mä wann een de Sujet awer méi am Detail analyséiert, fënnt ee ganz séier eraus, datt, wann een den Ofbau vun de Charges administratives realiséiere wëllt, dat an der Praxis méi einfach ze soen, wéi ze maachen ass.

Zu dem Resultat, datt déi administrativ Chargë schwéier op de Betriber laaschten, kënnt och eng Etüd vun der Handwierkerkammer vun 2004. Vun 1999 bis 2004 huet d'Chambre des Métiers bei hire Leit enquêtéiert, fir erauszefannen, wéi héich déi administrativ Chargen dann a Wierklechkeet wieren. De Käschtepunkt gouf op ronn 100 Milliounen Euro pro Joer geschat. E Betrag, deen ongefëier 1,28% vum gesamte Chiffre d'affaires vun de Betriber ausmécht.

Ausserdeem ass festgestallt ginn, datt de Käschtepunkt vun de Chargen an der Zäitspan vun deene fënnef Joer ëm ronn 18% an d'Luucht gaangen ass. Ech wollt an dësem Kontext awer och soen, datt et net ëmmer dem Gesetzgeber seng Schold eleng ass; oft sinn et och d'Beruffsverbänn selwer, déi hir Memberen net richteg oder dacks mangelhaft iwwert déi eng oder aner Mesure informéieren. Ëmgedréint ass awer och gefuer: Et gëtt och Fäll, wou den Handwierker selwer sech net informéiert oder sech net informéiere wëllt.

Wann een en héchstméigleche Prozentsaz vun deene méi klenge bis mëttelgroussen Handwierksbetriber informéiere wëllt, da muss dat mat séier geziilter Kommunikatioun geschéien. Et geet do net duer, datt e Gesetzestext oder en anert déckt, egal wéi wichtegt Dokument oder eng Informatioun einfach esou verschéckt ginn, mam Gedanken a mat der Hoffnung, dat géif elo gelies ginn.

Esou, Här President, an do schwätzen ech mat Sécherheet aus menger 35-jähreger Erfahrung, fonctionnéiert dee klenge Betrib net. Jiddefalls net deen, wou de Patron selwer nach all Dag matschafft an no senger deeglecher manueller Aarbecht och nach deels Bürosaarbecht mécht. Ass dat Dokument oder déi Informatioun, déi verschéckt gouf an déi vum Volume hier och ze déck ass, emol am Betrib ukomm, da gëtt et emol, well et ze vill voluminéis ass a keng Zäit do ass, fir dee Schmöker direkt ze liesen, nees op de Koup geluecht. An iergendwa läit et um Koup vun den Zeitungen an duerno am Pabeierscontainer.

Anescht ass dat bei gréissere Betriber de Fall, déi e vollzäitlechen administrative Staff hunn, ergo op deem Plang sécherlech och besser organiséiert sinn, wéi déi kleng Betriber.

Duerfir, Här President, wann ech eng Informatioun, déi ech verschécken, oder e Message, deen ech vermëttelen, gutt duerchkréie wëll a gréisstméiglech Chancen bestoe sollen, datt dat och gelies gëtt, da muss dëse Message verschidde Kritären ënnerleien: Éischtens muss e ganz kuerz gehale sinn; zweetens muss e gutt opgebaut sinn, a selbstverständlech muss en och nach einfach geschriwwe sinn.

Well wann emol bis eng Kéier eng falsch Informatioun am Circuit ass, dann ass et sécherlech immens schwiereg, dat Ganzt erëm riichtzebéien. Da gëtt ënnert de Membere vum viséierte Secteur hott an har diskutéiert an zum Schluss weess kee méi, wou ënnen a wou uewen ass.

Duerfir dëse Message un déi eenzel Beruffsverbänn - dat soll awer beileiwen elo net als Beléierung opgeholl ginn -, dës Kommunikatioun un d'Betriber esou vill ze straffen an esou vill ze vereinfachen, wéi dat nëmmen iergendwéi méiglech ass. Och hei gëllt de Begréff „think small first", wéi den Här Minister d'éinescht gesot huet.

Här President, opgrond vun ënner anerem där Etüd vun der Handwierkerkammer huet d'Regierung hir Responsabilitéit geholl an e spezifescht Kapitel iwwert d'Simplification administrative an de Koalitiounsaccord ageschriwwen an och direkt gehandelt.

Et gouf festgehalen, datt déi administrativ Vereinfachung fir d'Betriber eng politesch Prioritéit si soll. Schonn am Dezember 2004 gouf de Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises an d'Liewe geruff. E Comité, deen dann och als Missioun hat:

1) den Istzoustand vun den aktuellen administrative Chargë vun de Betriber ze analyséieren;

2) den aktuellen Zoustand dann och deene verschiddene Verwaltunge matzedeelen, an

3) en Aktiounsplang op d'Been ze stellen, fir déi erkannten administrativ Chargen ofzebauen, dat Ganzt en vue vun enger Verbesserung vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber.

D'Resultat vun dëser Aarbecht ass de sougenannten Entfesselungsplang fir d'Betriber, deen de Minister Fernand Boden den 12. Abrëll presentéiert huet an iwwert dee mer haut diskutéieren.

Ervirzehiewen ass de Fait, datt un der Ausaarbechtung vun dësem Rapport sämtlech Acteure vum Terrain bedeelegt waren, also dës Ausaarbechtung a voller Transparenz an an Zesummenaarbecht mat alle concernéierten Acteure geschitt ass. Souwuel d'Leit aus de Ministèrë wéi d'Représentantë vun de Betriber waren implizéiert, hunn och matdiskutéiert an hunn a verschiddenen Aarbechtsgruppen dëst leitend Dokument zesummen ausgeschafft.

Ech wëll och drun erënneren, datt d'Simplification administrative ee vun de Bestanddeeler vun der Lissabon-Strategie ass. Duerfir war d'Bestandsopnahm oder besser gesot d'Analys vum Istzoustand, déi de Comité national pour la simplification admi-

nistrative en faveur des entreprises gemaach huet, en eminent wichtegen Exercice, well dëse Pabeier genee opzeechent, wou de Schong dréckt a wou Problemer mat administrativem Opwand sinn.

Dank dem Aktiounsplang - wa sech an Zukunft och konsequent un d'Virschléi, déi hei gemaach ginn, gehale gëtt - kann elo geziilt administrative Problemer a Chargë vun de Betriber entgéintgewierkt ginn.

Ech hunn ufanks vu menger Ried de Leit, déi un dësem Dokument geschafft hunn, meng Unerkennung ausgesprach. Et war bestëmmt eng schwiereg a laangwiereg Aarbecht, well an de Ministèrë selwer huet missen oder besser gesot muss fir d'Zukunft ëmgeduecht ginn. Si hu sech bei ville Punkte missen hannerfroen, ob dat, wat haut en place ass, nach richteg ass, an ob et an der Logik vun enger administrativer Vereinfachung nach Sënn mécht. Datt dat a ville Fäll net esou evident war, kënne mer eis alleguerten heibanne liicht virstellen.

D'Resultat léisst sech awer weisen, well am Plan d'action, deen de Minister Fernand Boden presentéiert huet, sinn net manner wéi 76 konkret Verbesserungsvirschléi opgezeechent, déi eenzeg an eleng der Simplification dénge sollen, déi déi eenzeg als Zil hunn. En Deel vun dësen Aktioune gouf jo dann och schonn ëmgesat oder wäert an nächster Zukunft ëmgesat ginn.

Fir datt dës Mesuren, déi hei proposéiert goufen, e Suivi kréien an net nëmmen um Pabeier stoe bleiwen, huet d'Regierung hiren Accord ginn, fir verschidden Aarbechtsgruppen anzesetzen, déi sech och mat der Ëmsetzung vun deenen eenzelne Propositioune solle beschäftegen. Wichteg ze soen ass, datt an dësen Aarbechtsgruppen nieft Fonctionnairen aus de Verwaltungen an de Ministèren och Représentanten aus de Beruffsorganisatioune vertruede sinn.

Dat Ganzt, Dir Dammen an Dir Hären, geschitt deemno net am stillen Kämmerlein, mä zesumme mat de Partner aus dem Secteur. Fir ze vermeiden, datt dës Aarbechten ze vill laang schleefen, huet d'Regierung, fir déi eenzel Mesuren en place ze setzen, sech e ganz strikten Zäitplang virginn. Eent vun den Instrumenter, wat wesentlech zur administrativer Vereinfachung bäidroe soll, sinn déi sougenannten „Fiches d'évaluation d'impact". Dës Fiches d'impact musse beim Dépôt vun all neiem Gesetzesprojet oder Reglement vum Ministère ausgefëllt ginn. Si kommen da bei de Comité de coordination simplification, dee se analyséiert an deen dann och dozou en Avis ofgëtt.

Dat Ganzt fënnt natierlech ex ante statt. Ier d'Texter also an déi legislativ Prozedur kommen, gi se iwwert dës Mesure gekuckt a se ginn analyséiert. Dat Ganzt fir erauszefannen, wat fir en administrativen - ergo och finanziellen - Opwand oder Impakt se op d'Betriber hunn oder och net hunn. Duerch dëse Mechanismus soll verhënnert ginn, datt et bei de Betriber zu enger administrativer a finanzieller Méibelaaschtung kënnt.

Dat mat de Fiches d'impact, Här President, klappt jo mëttlerweil ganz gutt, an de Comité de coordination huet bis haut méi wéi 30 Avisen zu deene verschiddene Gesetzesprojeten a Reglementer geschriwwen. Datt dës Prozedur mat der Fiche d'impact eeschtgeholl gëtt an net eng lästeg Flichtaufgab vun de Verwaltungen a Ministèren ass, beweist zum Beispill dat neit Dateschutzgesetz; iwwregens eent vun deene ganz wichtege Gesetzer - an ech mengen den Här Minister huet schonn driwwer geschwat -, fir den Ofbau vun den administrative Chargen ze realiséieren.

De Comité national pour la simplification administrative huet am Kader vun deene Prekonsultatiounen en Avis vun iwwer 60 Säite geschriwwen. Dat war iwwregens déi éischt Prekonsultatioun an deem Mooss hei zu Lëtzebuerg. Duerch seng Remarquen a Recommandatioune konnt duerno am Text selwer de Verwaltungsopwand fir d'Betriber substanziell reduzéiert ginn.

Dir gesitt, Dir Dammen an Dir Hären, dës nei Prozedur mécht also Sënn. An ech war wierklech frou, Här Minister, wéi ech op der Säit 59 vun Ärem Dokument „Entfesselungsplang fir d'Betriber" dat heite gelies hunn: «La fiche d'impact accompagnera dorénavant les textes législatifs et règlementaires tout au long du processus législatif.»

Ech selwer hunn - an dat obwuel et dës Fiche d'impact schonns méi laang gëtt, oder et gëtt wéinstens scho méi laang driwwer geschwat, eng länger Zäit driwwer geschwat - nach ni eng gesinn. Dat, wat elo am Text steet, war schonns bei verschiddenen Debatten hei am Plenum och eng Fuerderung vu mir.

Ech ginn dovun aus, Här Minister, och wann den Text dat net explizit hiergëtt, datt et sech hei ëm d'Fiche d'impact plus den Avis vum Comité de coordination handelt, déi de legislative Prozess begleede sollen. Doduerch, datt dës Suggestioun elo erfëllt gëtt, kann d'Chamber sech mat Sécherheet schonns am Virfeld e bessert Bild maachen, wat den administrativen Impakt vun deem engen oder anere Gesetz op d'Betriber ass. An esou kann ee sech och munch Iwwerraschung fir duerno erspueren.

Och de Prinzip Deklaratioun anstatt Demande d'autorisation kënne mir als CSV an enger éischter Phas voll ënnerstëtzen. An enger zweeter Phas kéint ee souguer ouni Deklaratioun auskommen, wann d'Virgab, fir eng Autorisatioun ze kréien, genee a korrekt beschriwwen ass.

En anert Instrument vun der administrativer Vereinfachung sinn déi sougenannten „Fiches ex post". Duerch dëst Instrument kënne souwuel d'Betriber wéi och d'Verwaltunge Virschléi maachen, wat een an an un de bestehende Gesetzer a Reglementer méi einfach ka maachen. D'Iddi, déi hei hannendrustécht, ass, datt ee sech bei all Prozedur Gedanke maache soll, ob se Sënn mécht oder ob se net ka vereinfacht ginn. Dat verlaangt natierlech bei de Beamten - an ech hunn dat scho gesot - an an de Verwaltungen en Ëmdenken, well se sech permanent hannerfroe mussen, ob dat, wat se scho jorelaang ëmmer no deemselwechte Schema traitéiert hunn, net ka vereinfacht respektiv verbessert ginn.

D'Betriber kréien duerch dës Prozedur d'Geleeënheet, op hir Problemer opmierksam ze maachen, a kënne sech alt mat Verbesserungsvirschléi aktiv un der Simplification administrative bedeelegen. Dat Ganzt kann een esou ugesinn als eng Aart Meckerkëscht. Dat heescht awer och, datt d'Betriber souwuel bei der Fiche d'impact wéi och bei der Fiche ex post Responsabilitéit mat iwwerhuele mussen.

Et ass dann net méi fir bei all Problem oder iwwerall do, wou et net klappt, ëmmer mam Fanger op de Gesetzgeber ze weisen. Hei sinn an Zukunft all Acteuren an der Responsabilitéit. An och mir als Chamber mussen eis dorunner bedeelegen. Mä fir a voller Transparenz ze sinn an aus dem Souci eraus fir eiser Responsabilitéit och en Inhalt ze ginn, ass et wichteg, datt mir déi Dokumenter - Fiche d'impact an Avis vum Comité de coordination - och zu Gesiicht kréien.

Wat elo déi konkret Verbesserungsvirschléi ugeet, wollt ech op déi eng oder aner hiweisen, déi schonns ëmgesat sinn, awer iwwert déi dobausse weider net geschwat gëtt. Esou kann ee sech zum Beispill um Site simplification.lu an enger Newsletter aschreiwen an en Tableau de bord opruffen, wou een ëmmer iwwert déi neisten Entwécklungen a Saachen administrativ Vereinfachung an d'Bild gesat gëtt. Leider muss ech soen hu sech mengen Informatiounen no eréischt 350 Acteuren aus Entreprisen oder Verwaltungen an dës Newsletter ageschriwwen.

En anert gutt Beispill, wat scho realiséiert ginn ass, sinn d'Homepagë vun de Marchés publics, wou d'Entreprisen all Informatiounen a Formalitéiten op enger eenzeger Plaz erëmfannen. Den Här Minister huet och nach anerer opgezielt, déi säi Ministère - de Ministère des Classes moyennes - betreffen.

Aner Propositiounen, déi zum Deel nach an der Realisatiounsphas sinn, sinn d'Codificatioune vun de Gesetzer. De Code du Travail huet en Ufank gemaach; anerer sinn amgaang realiséiert ze ginn. Och dat heescht konkret Simplification administrative. An dësem Kontext wier et interessant emol e Code d'entreprise zesummenzesetzen, wou genee opgelëscht gëtt, wat fir eng Obligatiounen d'Betriber hunn oder net hunn. Op dër Basis kéint een da kucken, wou de Schong dréckt, an deementspriechend kéint een och awierken. Ech mengen, esou e Code géif nach munch Iwwerraschung un d'Dagesliicht brëngen.

E wichtege Punkt ass och de Grondsaz vun «transposer la directive et rien que la directive». Leider war et an der Vergaangenheet esou, datt mer an der Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven dacks méi dichteg wollte sinn a méi helleg wollte si wéi de Poopst selwer, oder wéi Bréissel et virgeschriwwen huet, a mer nach weider zousätzlech Dispositiounen an déi verschidde Gesetzer ageschriwwen hunn. Dës zousätzlech Bestëmmunge goungen da ganz dacks, oder wéinstens zum gréissten Deel, op d'Käschte vun de PMEen. Esou wéi et an der Tripartite ofgemaach gouf, kann an däerf d'Guideline fir d'Zukunft prioritär nëmmen nach eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung vun europäeschen Direktive sinn. Heimadder soll verhënnert ginn, datt mer eise Betriber nei - zum Deel och onnëtz - Chargen operleeën.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wa mer eng substanziell administrativ Vereinfachung fir d'Betriber hei am Land wëllen erreechen, da muss een och de Kader dofir schafen. Verschidde Konditioune mussen hei awer am Virfeld schonns erfëllt sinn. Dat neit Dateschutzgesetz - ech hat virdru schonns driwwer geschwat - ass e séier wichtegt Gesetz. D'Virundreiwe vum eGovernment, déi elektronesch Ënnerschrëft oder nach d'Aféierung vun engem Identifiant unique amplaz vun eiser aktueller Matriculesnummer si weider Préalabelen, déi mussen erfëllt ginn, wa mir eng weitestgehend administrativ Vereinfachung fir d'Betriber wëllen erreechen.

Mä dat ass - an ech hunn et virdru schonn erwähnt - méi einfach gesot wéi gemaach. Eleng de System vum Identifiant unique ass e schwieregen Dossier. Dëse System muss awer stoen, an zwar bommesécher stoen, éier deen ale System vun der Matricule ofgeschaaft gëtt oder ka ginn. Dat ass mat Sécherheet net esou einfach. Hei kënnt nach vill schwéier Denkaarbecht op déi Beamten duer, déi dat opbaue sollen oder opbaue mussen. Pannen an dësem System hätte mat grousser Wahrscheinlechkeet verheerend Folge fir déi betreffend Persounen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Wichteg erschéngt mer awer och, wann een iwwer Simplificatioun, Zäitopwand, wat jo erëm finanziell Belaaschtung heescht, schwätzt, datt een net drëm erëmkënnt, eng kleng Reorganisatioun vun eenzelne Ministèren an Administratioune virzehuelen. An ech wëll mech do och explizéieren, Här President.

Et ass jo näischt méi frustrant, wann een op eng staatlech Stell telefonéiere soll oder wëllt, meeschtens aus iergendengem Grond och muss dohinner telefonéieren, an et hieft da keen den Tëlefon op, oder et gëtt een dräi-, véier-, fënnef- alt sechsmol weiderverbonnen. Tëschent deene verschiddene Verbindunge lauschtert een dann emol schéi gemittlech e puer Minutte Musek, seet da säi Spréchelchen op a kritt da gesot, datt dee Büro oder dee Beamten net zoustänneg wier. An da gëtt een alt erëm weiderverbonnen. An esou geet dat da weider a weider, bis een entweder dee richtege Beamten um Tëlefon huet oder bis ee ganz frustréiert den Tëlefon anhänkt.

Ech mengen, hei misst een d'Carrière oder d'Formatioun vum Portier oder vum Réceptionniste ganz zolidd iwwerdenken. Dat misst a mengen Aen eng Persoun sinn, déi méi oder wéineger iwwer alles, wat am Ministère oder an der Verwaltung leeft, misst am Bild sinn. Fir dann deen, deen erantelefonéiert, awer och op déi richteg Plaz kënne weiderzeleeden oder ze verbannen, misst se och Kenntnisser driwwer hunn, ob dee betreffende Posten oder Büro, dee se wëllt uschellen, och besat ass oder net besat ass.

Ech sinn iwwerzeegt, mat e bësse guddem Wëlle wier hei eppes ze maachen oder wéinstens verschidde Saachen ze korrigéieren. Et kéim mat Sécherheet de Betriber zegutt, wat den Zäitopwand ugeet, a well et e Spréchwuert gëtt, Zeit ist Geld, hätt et selbstverständlech och en Impakt op de finanzielle Volet.

Mä net nëmmen d'Betriber géifen heivunner zolidd profitéieren. Och vill Privatleit géife sech glécklech schätzen, wann eng Verbesserung op dësem Volet kéim, an zu gudder Lescht, géif ech mengen, géif den Image vum Stat selwer a senge Beamten an den Ae vu ville Leit ganz zolidd ugehuewe ginn.

D'Regierung ass awer trotz deene puer Kritiken, déi ech hei ubruecht hunn, mat hirem Entfesselungsplang fir d'Betriber selbstverständlech um richtege Wee. D'Weiche si gestallt an de Zuch ass op der Schinn.

Verschidde Punkte sinn elo schonns realiséiert...

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Maacht dass den Zuch net entgleist!

M. Lucien Clement *(CSV).*- Oh, maacht lech emol keng Gedanken driwwer, Här Gira!

Dir kënnt jo vill mathëllefen, datt en net entgleist.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Mir ginn eis Méi.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Well Dir gitt lech wierklech Méi, ëmmer méi Réglementatioun ze kréien. Doranner gitt Der lech Méi.

D'Weiche si gestallt an den Zuch op d'Schinn...

Une voix.- Mir sinn net an der Regierung.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo, et kann een awer mathëllefe konstruktiv.

Also verschidde Punkte si schonns realiséiert, anerer sinn an d'Wee geleet an elo muss mat aller Konsequenz, an ech widderhuele mech, mat aller Konsequenz weider an dës Richtung geschafft ginn, fir datt et an absehbarer Zäit och zu deene Simplificatioune kënnt, déi mer eis heibannen alleguerte wënschen an déi de Betriber dann och zeguttkéimen.

An dësem Sënn, Här President, wëll ech dann och nach eng Motioun déposéieren, déi d'Regierung opfuerdert, mat hiren Efforten an där heiter Richtung, wat d'Reduktioun vun de Charges administratives ugeet, weiderzefueren, an datt an Zukunft all supplementar Chargen dans la mesure du possible wierklech évitéiert solle ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le plan national de réforme dans le cadre de la stratégie de Lisbonne qui entend rendre l'environnement des entreprises plus compétitif;

- considérant la charte européenne des PME qui met en exergue les actions clé meilleure législation et meilleure réglementation;

- considérant la volonté du Gouvernement de développer les études d'impact pour les nouvelles initiatives législatives;

- considérant que le Gouvernement accorde une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des PME;

- considérant l'importance des PME dans l'économie nationale;

- considérant la lourdeur de certaines démarches administratives à effectuer par les entreprises;

- saluant la volonté du Gouvernement de mettre en place les fondements d'une politique de simplification administrative en faveur des entreprises et une approche meilleure réglementation par le biais du «Entfesselungsplang fir Betriber»;

- considérant les simplifications réalisées par le Gouvernement sur le plan administratif des entreprises depuis la mise en place du Comité National pour la Simplification Administrative des entreprises;

invite le Gouvernement

- à poursuivre ses efforts de simplification afin de réduire la charge administrative des entreprises au strict minimum;

- à veiller à ce que dans ses initiatives législatives et réglementaires toute charge administrative supplémentaire pour les entreprises soit évitée dans la mesure du possible.

(s.) Lucien Clement, Ben Fayot, Françoise Hetto-Gaasch, Jos Scheuer, Lucien Thiel.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss soen ech lech dann awer nach Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. D'Wuert huet den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Regierung en Entfesselungsplang fir Betriber virleet, da seet dat jo emol schonn eppes. Nämlech seet dat, datt d'Erkenntnis duerchgedrongen ass, datt d'Betriber bis ewell gefesselt waren, datt se sech net fräi konnten développéieren, datt se gehemmt ware fir weider hirer Aktivitéit kënnen nozegoen, fir hir Aktivitéit auszebauen, fir nei Aktivitéite kënnen ze développéieren, fir eben Innovativen ze hu fir alles wat ee brauch, fir an der grousser an och klenger Konkurrenz kënnen ze bestoen.

Wann dann en Entfesselungsplang virgeluecht gëtt, dann heescht dat awer och, datt d'Selbsterkenntnis duerchgedrongen ass, an dat ass jo den éischte Wee zur Besserung, esou datt déi doten Initiativ emol vu vireran ze begréissen ass.

Leider muss een awer och feststellen, datt et bis ewell bei villen Ukënnegunge bliwwen

ass. Well wann ee mat de Betriber uechtert d'Land schwätzt, mat den Handwierksbetriber virun allem, dann ass dee Message, deen ee kritt - deen ech op jidde Fall kritt hunn, a ganz ville perséinleche Gespréicher, och am Laf vun deene leschte Wochen a Méint -, datt d'Situatioun eigentlech nach ëmmer schlëmmer géif ginn, amplaz datt mer an déi richteg Richtung géife fueren.

Nun, u wat läit dat? Et huet mat Sécherheet villfälteg Ursaachen. Mir wëssen, datt mer hei an engem Domän sinn, wou d'Kompetenze ganz breet gefächert sinn, wou ee muss vill Instanzen, vill Regierungsinstanzen, vill Verwaltunge mat aschléisse fir zu konkrete Verbesserungen ze kommen. Et ass also en Travail de longue haleine, dee muss gemaach ginn, mä duerfir muss en zügeg ugepaakt ginn a virun allem muss déi néideg politesch Volontéit op allen Niveauen do sinn, fir datt mer konkret Resultater kënne virweisen.

Ee ganz wichtege Punkt, fir wierklech ganz konkret Resultater kënnen ze erzilen, ass fir endlech dat Arsenal, op dat mer laang waarden, scho kënnen disponibel ze maachen, nämlech d'Signature électronique.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Wa mer vun der Informatik wëlle profitéieren, fir eis d'Liewen ze vereinfachen, fir de Betriber an de Bierger hei am Land d'Liewen ze vereinfachen, fir de Kontakt tëscht Bierger, Entreprise a Verwaltung a Ministèren ze vereinfachen, da brauche mer déi Signature électronique, an den 20. Juli 2006 hunn d'Ministere Krecké a Wiseler jo op enger Pressekonferenz annoncéiert, datt d'Firma LuxTrust chargéiert ginn ass fir déi Infrastructure à clé publique - wéi et heescht - ze schafen, déi indispensabel ass fir den eCommerce, fir den eBanking an den eGovernement kënnen ze développéieren.

Nun, ech wëll an dëser Debatt dann och froen, wéi wäit mer domadder sinn. Ech hunn de Wirtschaftsminister virdrun heibanne gesinn; vläicht kann en eis herno do Opklärung ginn. Well mir wëssen, datt dat doten eent vun den zentralen Elementer ass, fir wierklech zu enger Entfesselung vun de Charges administratives kënnen ze kommen. D'Potenzial an deem dote Beräich ass extrem grouss.

Den Entfesselungsplang, wéi e presentéiert ginn ass, verweist dann op eng ganz Rei vun aneren Instrumentarien, wéi zum Beispill den „common assessment framework", dee jo scho besteet fir zum Deel eng Autoévaluatioun kënnen ze maachen, fir déi bestehend Prozedure kënnen ze analyséieren an an den eenzelnen Organisatiounen an Administratioune Verbesserungen ze proposéieren. E Programm d'ailleurs, dee scho vun der leschter Regierung proposéiert an agefouert gi war.

Dës Regierung huet dann d'Fiche d'impact agefouert, déi eigentlech bei de Projets de loi respektiv bei de Reglementer, déi op den Instanzewee ginn, soll bemoossen, wat d'Charge administrative, déi zousätzlech, souwuel fir de Stat wéi och fir d'Betriber ass.

Allerdéngs stellt ee fest, datt net bei all Projet de loi esou eng Fiche d'impact derbäi ass an datt, virun allem och wa mir hei an der Chamber eis Diskussioune féieren, wann aner Instanze wéi d'Chambres professionelles zum Beispill hir Avisen ofginn, oft déi Fiche d'impact do feelt. Mir hunn oft eng Fiche financière derbäileien. Mä dat geet awer eleng net duer fir och en connaissance de cause kënnen hei als Législateur Décisiounen ze huelen.

Mir brauchen also och déi doten Instrumentarien, net nëmme bei sougenannte Projets d'envergure, mä mir brauche se vill méi wäit eran.

Mir sollen och vläicht emol an d'Nopeschlänner kucke goen, wat do schonn existéiert, wat fir eng Modeller do entwéckelt gi sinn. Am leschte Rapport vun der OECD vun 2006, deen heescht «Éliminer la paperasserie: des stratégies nationales pour simplifier les formalités administratives», gëtt virun allem e „modèle des coûts standard" proposéiert, wéi en zum Beispill an der Belsch an an Holland schonn a Kraaft ass an do eigentlech ganz flott a ganz positiv Resultater bis ewell bruecht huet.

Dee Programm gesäit vir, datt eben opgrond vun enger Rei vun Donnéeën dann d'Präisser vun der Charge administrative kënnen ausgerechent ginn. D'Donnéeë kënnen zum Beispill d'Salairë sinn, et kann d'Zäit sinn, déi muss fir administrativ Virgäng opbruecht ginn, et kënnen d'Quantitéit an de Volume vun der Aarbecht sinn, et kann d'Frequenz vun deene Virgäng sinn a villes aneschters méi.

Et kéint ee sech virstellen, datt ee Programm wéi deen doten och hei zum Standard kéint erkläert ginn. Et ass mëttlerweil schonn e Réseau entstanen tëschent England, Norwegen, Schweden, Dänemark, der Belsch, Holland, Frankräich, Ungarn, Italien, der Tschechei, Polen an Estland. Firwat kéint net och Lëtzebuerg hei matmaachen? A well eis Benelux-Partner jo do scho matwierken, kéint een zum Beispill och iwwert de Wee vun der Benelux kucken, sënnvoll Informatiounen ze kréien. An eigentlech kéint dat eng Approche sinn, déi mer generaliséieren.

Mir mussen hei am Land net alles nei erfannen. Mir kënnen och kucke goen an d'Nopeschlänner, an aner Länner, méi no oder wäit, wéi déi un d'Problematik vun der Lourdeur administrative erugaange sinn a wat fir eng Solutioune se fonnt hunn. Do kann een da wierklech an engem Échange vun „best practices" kucken, wat fir Lëtzebuerg applicabel ass.

An där TNS-ILReS-Ëmfro, déi jo bei 500 Kleng- a Mëttelbetriber duerchgefouert ginn ass, ass virun allem ëmmer vun de Betriber kritiséiert ginn, datt se am administrativen Opwand, wat d'Produzéiere vun Zuelen ubelaangt, erstécken an datt se do ganz vill Zäit domadder verbréngen, an Zäit heescht nun eben emol fir e Betrib ganz oft och Käschten.

Nu kann ee sech virstellen, datt een do zu enger Vernetzung vun Donnéeë kënnt, datt ee Verwaltunge ka mat de Betriber besser vernetzen, woubäi do natierlech den Dateschutz muss garantéiert bleiwen. An natierlech brauch een och do erëm eng Kéier déi nei Informatiounstechnologien an -instrumentarien, déi ech virdru genannt hunn, fir d'Sécherheet kënnen ze garantéieren, notamment eben d'Signature électronique.

Wann ee kuckt, wat dat vu Käschte fir d'Betriber generéiert a wat fir eng Betriber eigentlech ganz besonnesch duerch déi Charge administrative betraff sinn, da stellt ee fest, datt et déi Kleng- a Mëttelbetriber sinn, déi besonnesch domadder ze kämpfen hunn.

D'Chambre des Métiers hat am September 2004 eng Etüd virgeluecht, déi heescht «L'artisanat et les charges administratives», déi dokumentéiert huet, datt zënter 1999 an 2004 eng Steigerung vun den Aarbechtsstonne fir d'Charges administratives vu 34% konnt festgestallt ginn. Wa mer dat a Geld ëmrechnen, souguer vu 65%. Do ware ganz besonnesch déi kleng Betriber par rapport zu hirem Chiffre d'affaires betraff, nämlech 3,6% vum Chiffre d'affaires hunn déi kleng Betriber misse fir déi Charges administratives opbréngen.

D'Betriber mat tëschent 10 an 99 Beschäftegter, do ass et schonn drastesch erofgaangen, nämlech 0,62% vum Chiffre d'affaires, a fir déi mat iwwer 99 Beschäftegt souguer op 0,47%. Dat weist, datt et wierklech déi kleng a mëttelgrouss Betriber sinn, déi am meeschte blockéiert ginn, déi am meeschte Problemer begéinen am Ëmgang mat de Verwaltungen, mat dem Stat.

Ech wëll op ee Problem ganz besonnesch hiweisen. Ech hu virdru gesot, fir e Betrib ass d'Zäit ganz oft direkt Geld, a wann ee keng Äntwert kritt vun enger Administratioun, wann iergendwou en Dossier schleeft, da mierkt de Betrib dat ganz, ganz schnell.

Duerfir si mer nach wie vor der Meenung, datt ee ganz konkret Délaie soll definéieren an de Gesetzer, wéi laang eng Administratioun Zäit huet, fir eng konkret Äntwert ze ginn, eng positiv oder eng negativ Äntwert. Wa mer dat net duerchgesat kréien, da wëll ech wierklech nach emol op déi Proposition de loi vu mengem Fraktiounskolleeg Henri Grethen verweisen, déi hien 1992, also scho viru 15 Joer, hei abruecht huet, nämlech iwwert de Silence administratif, wou d'Regel jo éischter elo ass, datt, wann no dräi Méint keng Äntwert vun enger Verwaltung komm ass, dann en Antrag als negativ beäntwert gëllt.

Nu menge mir awer, datt d'Verwaltung esou muss strukturéiert ginn, datt se no dräi Méint misst eng Äntwert ginn hunn, a wa se da keng ginn hätt, da wär se als positiv ze bewäerten. Dat schéngt eis nach ëmmer e ganz valabelen Usaz ze sinn.

Wann een op eng aner Richtung wéilt goen, da kéint een och Délaien definéieren, a wann déi vun der Verwaltung net géife respektéiert ginn, datt dann och eng Kéier de Stat duerno misst haftbar kënne gemaach gi fir déi Fraisen, déi zousätzlech op déi eenzel Betriber doduerch duerkommen, well wéi gesot staatlech Verwaltungen net mat Zäiten eng konkret Äntwert ginn hunn.

Aus där TNS-ILReS-Etüd geet dann och ervir, datt ganz vill Betriber nach ëmmer Problemer mat der Kommodo-Inkommodo-Prozedur hunn. Wann een d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur nach emol analyséiert, dann ass dat och net verwonnerlech. Eigentlech geet de Prinzip vun esou enger Autorisatioun fir verschidden Etablissementer jo op d'Joer 1800 oder op virun d'Joer 1872 zréck, an d'Nomenclature vun deenen Etablissementer, déi ënner enger Autorisatioun falen, besteet aus net manner wéi 363 Punkten an nach enger ganzer Rei vun Ënnerpunkten.

Mir mengen also als Demokratesch Partei, datt mer déi Nomenclature enger Revisioun missten ënnerzéien. Zum Beispill kann ee sech virstellen, datt mer eng Kategorie vun Entreprisen, vu Betriber definéieren, bei deene wierklech e reelle Pollutiounsrisiko, also e reellen Ëmweltrisiko, och wierklech e reelle Sécherheetsrisiko besteet, déi een dann aneschters handhaabt, wéi eng Rei vun aneren Entreprisen, wou dee Risiko an der Regel net besteet, fir déi ee sech eigentlech vill méi einfach an och manner zäitopwändeg Prozedure kéint virstellen.

Aner ganz konkret Problemer begéinen Entreprisen zum Beispill, wa se Bürosgebaier bauen. Dofir brauch een eigentlech d'Autorisatioun schonn ier een d'Travaux de gros œuvre ufänkt. Elo weess een awer zu deem Zäitpunkt net ëmmer, wien herno den Notzer vun deene Raimlechkeeten ass, well den Investisseur nach keng konkret Kontrakter ofgeschloss huet, an et weess een dann och net onbedéngt, wat fir eng Obligatiounen een alleguerte muss erfëllen.

Wann dann zum Beispill eng gewëssen Aktivitéit drakënnt, déi vill Informatikréseauen huet, Informatiksmaterial huet, Maschinnen dostoen huet, brauch een eng Klimaanlag; da bräicht een eigentlech eng aner Autorisatioun, wéi wann aner Büroe géifen drakommen. Alles dat ass net ëmmer direkt am Virfeld ze wëssen, an dann ergi sech awer schwéierfälleg Modifikatiounen, déi noutwendeg si vun deenen Autorisatiounen, déi da schonn ausgestallt sinn. Dat riskéiert dann de Projet ze verschleefen, zréckzegeheien an och Ressourcen dee Moment ze blockéieren.

Do kéint ee sech virstellen, datt an engem Règlement grand-ducal ganz kloer och virgesinn ass, u wat sech déi Bauhäre musse konforméieren, wa se esou Gebaier opriichten, a Fonctioun och vun den Aktivitéiten, déi herno drakommen, an datt eigentlech net d'Autorisatioun am Virfeld gi gëtt, mä duerno dann e Contrôle ex post stattfënnt, een da kuckt, ob eng Klimaanlag, wa se noutwendeg wär, och do ass, een da kuckt, ob e Rückhaltebecken, wann et noutwendeg ass, och do ass, een da kuckt, ob genuch Fluchtweeër do sinn, etc.

Dann ass et fir de Betrib opwändeg, d'Kommodo-Inkommodo-Dossieren zesummenzestellen. Et ass och fir d'Verwaltung opwändeg, d'Kommodo-Inkommodo-Dossieren ze beschafen. Et gëtt net manner wéi zwielef verschidde méiglech Prozeduren an déi Dossiere si jo wierklech extrem voluminéis. Och hei gëtt et jo all Kéiers e Moment, wou de Public déi Dossiere konsultéiere ka kommen a sech informéiere ka kommen an eventuell och Reklamatioune kann eraginn.

Mir stellen eis och do vir, datt déi nei Technologien dat dote wesentlech kënne vereinfachen. Mä nach emol gesot, dofir brauche mer d'Signature électronique, soss komme mer och an deem doten Domän kee Schrëtt weider. Et kann ee sech virstellen, datt d'Dossieren iwwer E-Mail respektiv per CD-Rom kënnen agereecht ginn an dann och iwwert déi dote Weeër herno kënnen dem Public zougänglech gemaach ginn, fir an der Konsultatiounsphas kënnen agekuckt ze ginn.

Och do menge mer awer, datt d'Gemengeverwaltunge sech kënne mat ëmstellen an hire Bierger och déi nei Technologien zur Verfügung stellen, fir iwwert deen dote Wee d'Dossiere kënnen anzekucken.

Den Entfesselungsprogramm gesäit dann och vir, datt de Staff vum Commissaire de Gouvernement, deen zoustänneg ass fir déi dote Reformen an d'Weeër ze leeden, soll opgestockt ginn. Déi Propositioun kënne mer deelen.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet och him a senger Equipe villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass. Dat war mat Sécherheet eng Fläissaarbecht, fir all déi dote Punkten och beieneen emol esou opzelëschten.

Allerdéngs si mer wierklech der Meenung, datt déi eenzel Punkten, déi elo opgefouert sinn, musse Schrëtt fir Schrëtt an d'Tat ëmgesat ginn, an dat bedeit natierlech ganz konkret Aarbecht, well all eenzelne Punkt ëmzesetze bedeit vill méi Aarbecht, wéi en nëmmen opzelëschten. Do muss e Suivi gemaach ginn, an och do brauche mer erëm Zäit, déi muss investéiert ginn.

Mir stellen och fest, datt ganz vill Aarbechtsgruppe geschaf gi sinn, wat wichteg ass, well all Kéiers verschidde Regierungsinstanzen zoustänneg si fir déi doten Domäner. Mä op där anerer Säit däerf et awer och net bei den Aarbechtsgruppe bleiwen. Ze vill Aarbechtsgruppe riskéieren och heiansdo den Initiativgeescht ze erstécken an iergendwa wäert eng Kéier een dorënner leiden, nämlech d'Reforme administrative oder déi jeeweileg Verwaltungen.

An deem Sënn ass d'Demokratesch Partei och der Meenung, datt mer an de Ministèrë musse kucken, genuch kompetent Leit ze hunn, déi op den europäeschen Dossiere schaffen. Déi Leit, déi dat haut maachen, maache mat Sécherheet eng exzellent Aarbecht, mä trotzdeem wësse mer, datt d'Komplexitéit vun enger Rei vun europäeschen Dossieren an d'Technicitéit vun enger Rei vun europäeschen Dossieren ëmmer méi zouhuelen, an datt deene Leit, déi an de Ministèrë respektiv bei der permanenter Vertriedung present sinn an déi op deenen Dossieren do schaffen, eben net ëmmer déi Moyenen zur Verfügung stinn, déi ee bräicht, fir da wierklech och vu vireran déi Dossieren am Interessi vu Lëtzebuerg ze suivéieren a fir datt mir als Lëtzebuerger och kënnen direkt intervenéieren.

Eng Rei vu Prinzipië sinn da sécherlech richteg a gülteg, mä si ginn net duer. Ee vun deene Prinzipien ass mat Sécherheet, bei der Ëmsetzung vun Direktiven d'Direktiv, an och nëmmen d'Direktiv ëmzesetzen. Den Här Clement huet et gesot, an ech si frou, datt och de Spriecher vun der CSV dat esou gesäit, datt mer eng Rei vu Kéieren iwwert d'Zil erausgeschoss hunn a bei der Ëmsetzung vun enger Rei vun Direktive gemengt hunn, mir kéinten deen een an deen anere Punkt nach eranhuelen. Dat war mat Sécherheet ëmmer gutt gemengt, mä d'Konsequenzen dovunner waren net ëmmer richteg iwwerluecht.

Mir kënnen zréckgräifen op d'Correspondants européens à la simplification administrative, mä och do wësse mer, datt deen Austausch zwar eppes bréngt, mä awer datt dat, wat et bréngt, limitéiert ass. Also musse mer wierklech déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen, fir net herno all Kéiers mussen à chaud a ganz schnell op esou Dossieren ze reagéieren.

Am Entfesselungsplang ass dann och proposéiert, datt et zu enger Codificatioun vun enger ganzer Partie vu Gesetzestexter soll kommen. - Och dat eng gutt Approche. Allerdéngs menge mer schonn, datt et net duergeet, hei Gesetzestexter zesummenzeféieren, zesummenzeleeën, mä et soll ee sech och emol eng Kéier d'Fro stellen, wat fir eng Gesetzestexter een direkt kann ofschafen, déi eigentlech haut hir Bedeitung net méi hunn an déi mer doduerjer kéinten aus eisem Gesetzesarsenal eraushuelen.

Mir sinn awer gläichzäiteg dann amgaang, bei alle gudde Virsätz, déi mer eis ëmmer erëm hei an anzwousch aneschters huelen, nei Gesetzer ze stëmmen, déi et och de Betriber am Land net méi einfach maachen. Do musse mer och als Chamber, als Gesetzgeber nach méi virsiichteg ginn an och bei grousse Gesetzer, déi virun allem den Ëmgang mat de Betriber, virun allem d'Relatioun Stat/Betriber betreffen, ganz, ganz virsiichteg ginn, wéi wäit mer d'Betriber belaaschten.

Ech ginn e puer Beispiller:

Zum Beispill war dat lescht Marchéspublics-Gesetz sécherlech an engem gudde Sënn ausgeschafft, an enger gudder Intentioun gestëmmt ginn, mä et mécht et de Betriber net ëmmer méi einfach. Dat neit Gesetz ass ënnerwee - gesitt Der -, mä et huet awer eng Rei vu Jore gedauert, well d'Betriber hir Problemer domadder haten; an ech mengen net nëmmen d'Betriber, mä och eng ganz Rei vun Administratiounen.

Une voix.- Dat wäert jo och laang daueren.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Beim Gesetz iwwert den Aménagement communal - ech wëll hei net op déi ganz Problematik agoen - war virun allem d'Baubranche ganz staark betraff. An do hu mer nach keen neit Gesetz, wat um Wee ass, wat dann déi Lacunen aus dem 2004er Gesetz

soll sträichen. Mä mir hoffe jo, datt dat och schnellstens kënnt.

De berühmten Artikel 17 aus dem Naturschutzgesetz, wou jo d'Ausféierungsbestëmmungen och Ulass zu enger ganzer Rei vu Kritik ginn hunn.

Dat sinn nëmme Gesetzer, déi an deene leschte Jore vun dëser Chamber gestëmmt gi sinn an déi d'Betriber wierklech belaascht hu mat enger grousser Incertitude, mat administrativem Opwand, mat Zäitverloscht virun allem.

A wann ech beim Zäitverloscht sinn, da wëll ech awer och ganz kuerz nach emol op de Pacte «logement» hiweisen, well mer wierklech der fester Iwwerzeegung sinn, datt, esou wéi de Pacte «logement» elo proposéiert gëtt - e Package vu Mesuren, fir virun allem dem Stat an de Gemenge méi Handhab um Wunnengsmaart kënnen ze ginn -, en net herno dozou wäert féieren, datt méi schnell wäert gebaut ginn.

Mä mir fäerte wierklech, datt et, vun deem Zäitpunkt un, wou dee Pacte «logement» do a Kraaft trëtt, bis datt déi éischt Haiser da wierklech vu Stat oder Gemenge gebaut sinn, ganz, ganz laang ka brauchen. Mir hate viru kuerzem dat emol eng Kéier duerchgerechent un engem typesche Beispill: Wann eng Gemeng géif Terraine kafen a vun all deenen Hëllefe géif profitéieren - d'Autorisatioune bräicht fir zum Beispill de PAP ze kréien, fir sech selwer d'Baugenehmegung kënnen auszestellen, fir déi aner Autorisatiounen ze kréien, fir dann och wierklech herno kënnen ze bauen an ze verkafen -, géif et bal aacht Joer daueren! Wann een elo pessimistesch hätt wëlle rechnen, wier et nach méi laang gewiescht; e bësse méi optimistesch vläicht méi kuerz. Mä e Riichtwäert vun aacht Joer schéngt eis dach plausibel ze sinn.

Fir datt mer elo net nach eng Kéier déi Feeler widderhuelen, déi mer a rezente Gesetzer gemaach hunn, solle mer och oppasse beim Statut unique. Mir wësse jo, datt d'Entreprisen, virun allem déi mëttelstänneg Entreprisen, alles aneschters wéi begeeschtert si vun deem Statut unique. Nun, wann en awer kënnt, soll en net dozou féieren, datt d'Belaaschtung - net nëmmen déi finanziell, mä och déi administrativ Belaaschtung - fir d'Betriber méi grouss gëtt.

Beim Statut unique ass et jo esou, datt virun allem op Betriber, déi vill Aarbechter beschäftegen, elo wäert eng zousätzlech Charge duerkommen, well se den Absentéisme selwer solle géréieren. Also och do nei Aufgabe fir d'Betriber. Do brauch een Infrastrukturen. Do brauch ee Formatioun fir d'Betriber. Wann déi Gestioun do soll an d'Hand vun de mëttelstännege Betriber goen, da brauche se och déi Moyens de bord, fir déi nei Obligatioune kënnen ze erfëllen.

Ee kuerzt Wuert nach, well et och an dësem Zesummenhang awer ubruecht ass, iwwert d'Zone-d'activitéen, déi...

(Interruption)

...queesch uechtert d'Land bestinn. Jiddferee vun eis weess et, datt ganz vill Entreprisë momentan op der Sich no Terraine sinn, fir kënnen nei ze bauen, fir kënnen auszebauen, fir sech selwer esou kënnen opzestellen, datt se an der Konkurrenz kënne bestoen, mä datt awer oft déi Zone-d'activitéen, déi nach Terrainen hunn, wou Terrainen disponibel sinn, einfach net esou ausgeriicht sinn, och well de Stat et eben aneschters definéiert huet, a se dem reelle Besoin vun de Betriber am Land oft net entspriechen. Och do huet een heiansdo d'Impressioun wéi wa mer eis selwer - eiser Ekonomie an de Betriber - géife Bängelen tëschent d'Bee geheien.

Wa mer iwwert d'Simplification administrative fir d'Betriber schwätzen, da musse mer och ganz uewe beim Stat ufänken. Wéi kënne mer de Stat aneschters organiséieren an esou organiséieren, datt e méi schnell op d'Demandë vun de Betriber ka reagéieren?

Nun, dat geet wahrscheinlech nëmmen dann, wa mer och d'Kompetenzen op Regierungsniveau bündelen. Déi Regierungsmemberen, déi Ministèren, déi zoustänneg si fir eenzel Wirtschaftszweiger hei am Land, funktionéieren elo dach zimlech onofhängeg vuneneen.

Mir hunn en Ekonomiesministère. Mir hunn e Mëttelstandsministère, deen och nach fir Landwirtschaft an Tourismus zoustänneg ass; wat jo schonn iergendwéi awer vläicht doranner passt. Mir hunn dann en anere Ministère, dee fir d'Kommunikatiounsbranche zoustänneg ass. Mir hunn e weidere Ministère, dee fir déi ganz Finanzwelt zoustänneg ass.

Firwat net awer iergendwann eng Kéier de Schrëtt woen, fir e grousse Wirtschaftsministère ze schafen? Eng Propositioun, déi d'ailleurs och - ech gesinn - de jëtzege Wirtschaftsminister ëmmer vertratt huet. Och am Wahlprogramm 2004 vu senger Partei - der LSAP - war déi Propositioun dran, mä leider ass se bis ewell net ëmgesat ginn.

(Interruption)

Mä wa mer wëllen zu Erliichterunge kommen, da solle mer an der Organisatiounsstruktur uewen ufänken an dann déi Organisatiounsstruktur vun uewen erof esou deklinéieren, datt se wierklech och e Sënn mécht an datt se den Demandë vun de Betriber Rechnung dréit.

M. Charles Goerens *(DP).*- Hien huet kee Vertrauen an den Här Boden, den Här Krecké.

M. Claude Meisch *(DP).*- Huet den Här Krecké kee Vertrauen an den Här Boden?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen. Entschëllegt, ech hu just gesot, wat richteg ass. Dat do stoung an eisem Programm an dat hunn ech ëmmer verdeedegt. An ech verdeedegen et och haut nach.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Kritt Der Iech net duerchgesat an der Regierung, oder wéi?

M. le Président.- Den Här Meisch huet ganz eleng d'Wuert elo!

(Interruptions diverses)

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Qui ne dit mot consent!

M. le Président.- Här Bettel, den Här Meisch huet ganz eleng d'Wuert!

(Interruption)

M. Claude Meisch *(DP).*- Den Här President huet ganz Recht. Ech wëll dann och nach schnell zu menger Konklusioun kommen.

Mir stelle fest - an d'Virriedner hunn et gesot - an ech mengen och, datt do e ganz grousse Konsens hei am Haus besteet, datt mer musse munches an d'Weeër leeden, fir d'Charge admininstrative fir eis Betriber ofzebauen.

Nun, de Wee wéi mer et maachen, do hu mer un engem konkrete Beispill gesinn, datt mer eis nach net esou eens sinn an datt do awer nach munch Diskussioun muss gefouert ginn. Op jidde Fall brauche mer en Ofbaue vun deene Chargë fir d'Betriber, fir konkurrenzfäeg ze bleiwen. Esou en Entfesselungsplang däerf net an engem intellektuellen Usaz stieche bleiwen, mä e muss konkretiséiert ginn. E muss un der Basis gespuert a gelieft ginn.

Och wann de Minister, deen dofir zoustänneg ass, ganz gären entfesselt, d'Betriber mussen dat och matkréien, well soss bréngt et näischt. Déi Entfesselung däerf net nëmmen an homeopatheschen Dose geschéien. Deen Entfesselungsplang muss sech erofdeklinéieren bis op den Terrain. Alibi-Diskussiounen hëllefe mat Sécherheet de ville Betriber hei am Land, déi mat den Administratiounen a mat den administrativen Démarchen hir Problemer hunn, net weider.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

M. Lucien Clement *(CSV).*- Et war erëm den Här Bettel, Här President.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hunn näischt gesot, Här Clement.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wéi ech zur Éier komm sinn, fir zu dësem Thema ze schwätzen, hunn ech mech dokumentéiert. Ech hunn de Computer ugemaach an dee faszinanten Term „Entfesselung vu Betriber" eraginn. Deen éischten Numm, dee mer do begéint ass, war den Numm „Michel Wolter".

(Hilarité)

Du sinn ech erféiert an ech hu geduecht, ob den Term «Simplification administrative» och elo identesch wär mam Term «Simplification territoriale». Ech hunn awer du gemengt, dat wär net de Fall, an hunn e bësse weidergefuerscht. Dunn ass dann den Numm vum Minister Fernand Boden komm an eng ganz Serie vun Dokumenter. Do war ech berouegt.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Den Här Scheuer huet ganz eleng d'Wuert!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen eis eens ginn iwwert...

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Da fuert esou virun.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ech fänken eréischt un, Här Minister. Dat do war net ugefaangen.

Mir mussen eis eens ginn iwwert de Sënn vum Term «Simplification administrative» an iwwert den Inhalt vun dëser Debatt. Simplification administrative ka vill Applikatiounen hunn. Den Term huet vill verschidde Bedeitungen. Et kéint ee schwätzen iwwer Europa. Et kéint ee schwätzen iwwert den Impakt vun de Gemengen op de Secteur. Et kéint ee schwätze vum Pacte «logement» a vum Kommodo-Inkommodo, etc.

Mir diskutéieren haut - dat muss ganz kloer sinn - iwwert d'Vereinfachung vun de Relatiounen tëschent dem Secteur public an de klengen a mëttlere Betriber. A virun allem diskutéiere mer iwwert d'Rapporten tëschent de PMEen an dem Lëtzebuerger Stat, de Lëtzebuerger Verwaltungen.

Et ass ganz kloer, datt PMEen dee wichtegsten Tissu vun der Lëtzebuerger Ekonomie duerstellen an datt och fir dëse ganze Secteur politesch zwee Ministèren en charge sinn: de Ministère des Classes moyennes an de Wirtschaftsministère. De Mëttelstandsminister ass federführend bei dëser Debatt. De Mëttelstandsminister ass also den Entfesselungskünstler fir de Secteur.

Déi Problematik vun der Simplification administrative ass fir d'éischt intensiv opgetaucht an thematiséiert gi vum Conseil européen zu Lissabon, an dat huet dozou gefouert, datt eng europäesch Charta erstallt ginn ass, eng Charta fir kleng Entreprisen - den Här Meisch huet et och schonn ugeschwat. Am Ufank ware 15 Länner, déi déi Charta ënnerschriwwen haten. Et sinn der elo 35. Ech mengen dat erméiglecht eis dann och Échangen ze maache mat Länner, déi vergläichbar sinn, an dat dierft eis och op deem laange Wee, dee mer nach virun eis hunn, hëllefen zu engem gudde Resultat ze kommen.

De wirtschaftleche Wäert vum Secteur vun de klengen a mëttleren Entreprisen ass net ze ënnerschätzen an entspriechend huet dann och am Programme gouvernemental gestanen, datt eng Simplificatioun géif virgeholl ginn. Ee vun deenen interessantesten Texter, Här Minister, déi ech an dësem Kontext gelies hunn, ass déi Konferenz, déi Dir gehalen hutt am Joer 2005, wéi Lëtzebuerg d'Présidence hat. Een interessante Moment war de Réckbléck bis zréck op 2000, an deemools ass schonn de Punkt gemaach ginn. Ech mengen, haut ass am Fong d'Continuatioun vun deem, wat tëschent 2000 an 2005 schonn en vigueur war. Haut hu mer e Plang. Wann een e Plang huet, fir en Haus ze bauen, dann huet een eng Etapp zréckgeluecht an duerno gëtt eréischt gebaut.

Ech hunn am Kader vun deene puer Recherchen, déi méiglech waren, mer emol ugekuckt, wat d'Chambre des Métiers geschriwwen huet a wat d'Chambre des Métiers och de concert mat der Chambre de Commerce oder mat deene concernéierte Milieuë gesot huet, wat fir een Impakt déi Verwaltungskäschten op d'Betriber hunn.

An zwar sinn déi Verwaltungskäschten op d'Joer 2004 gerechent ginn an et ass einfach impressionnant, datt e klenge Betrib 3.873 Euro am Joer par personne occupée huet missen opbréngen, wann dee Betrib manner wéi 20 Persounen hat, an dat geet dann degressiv erof bis op 1.034 Euro pro Joer, wann eng Entreprise méi wéi 100 Persoune schaffen huet. A wann een dann d'Augmentatioun derbäirechent, déi 34% ass, mä wou een dann d'Inflatioun awer misst ofrechnen, da versteet een, wann d'Entrepreneuren engem soen, wéi wichteg eng Vereinfachung ass.

Ech hu mer nach eng Fro gestallt am Virfeld. Mir hunn Dokumenter kritt. Also et gëtt scho vill Diskussiounen an der Chamber hei wou mer net iwwert déi gutt Dokumentatioun verfügen, déi mer hei hunn, mä et ass bestëmmt eng Dokumentatioun, déi ee parteiintern kaum zur Kenntnis hëlt.

Hei geet et net ëm parteipolitesch Orientatiounen. Hei geet et drëm, datt déi Kräften, déi d'Lëtzebuerger Land féieren, um selwechte Strang zéien. Fir datt d'Chamber awer ka mat agebonne ginn an dee Prozess, muss een, wann een de Suivi mécht vun dëser Debatt, derfir suergen, datt déi Aarbechten, déi elo kommen, an déi eenzel Aarbechtsgruppen dann awer och vun der Chamber net nëmme gehéiert ginn, mä datt déi Aarbechten an der Chamber diskutéiert ginn. Da kréien déi Aarbechten och en Öffentlechkeetswäert a si ginn dobaussen éischter zur Kenntnis geholl, wéi wa verschidden Administratiounen, verschidde Ministèren a verschidde Beruffsgruppen dann „zesummen" hantéieren, fir Virschléi ze maachen.

Déi Aarbecht, déi verlaangt gëtt, ass eng Aarbecht vun Experten a bestëmmt net vu Parteipolitiker. Mir musse schaffen op deene Proposen, déi vun hinne kommen, an da stellt sech an engem bestëmmte Moment d'Fro, awéifern de Législateur gefuerdert ass. Wéini gëtt et noutwendeg, datt mir e Gesetz maachen? Wéini gëtt et noutwendeg, datt Reglementer gemaach ginn, Règlements grand-ducaux, déi dann och duerch d'Chamber ginn?

An där Motioun, déi den Här Clement deponéiert huet an déi ech och mat ënnerschriwwen hunn, steet mengen ech als leschte Saz, «dans la mesure du possible» géif ee reforméieren. Da soll d'Chamber awer och intervenéieren .

E puer Wuert zum Pabeier, zum Entfesselungsplang, an och zu där Conférence, déi sech am beschte liest, wann een den Text hëlt vun der Pressekonferenz, déi de Minister ginn huet. An där Conférence de presse sinn déi verschidden Aktiounen opgezielt ginn, déi an deem Plang dra sinn. An zwar am Ganze 76 Aktiounen. Wat enorm ass. Wat och weist, wat fir een Handlungsbedarf bestanen huet, a wat och weist, wat fir en Handlungsbedarf nach ëmmer besteet.

13-mol gëtt gesot, datt déi Aktiounen en voie de réalisation wären, 29-mol gëtt gesot, à réaliser - dat ass also nach Matière à discuter -, an 19-mol wären Décisioune vum Regierungsrot gefrot. Mech interesséiert elo perséinlech, an ech mengen et wier fir all Deputéierten interessant ze wëssen, wat fir eng Projeten dat sinn, bei deenen de Regierungsrot gefrot ass. Ech ginn dovun aus, datt dat och Retombéeë fir d'Aarbecht an der Chamber huet.

Ech wollt e puer Saachen erausgräifen, déi een zréckfënnt an deem Plan d'action, e puer Analysen oder Kritiken, déi sech aus der Analys erginn, déi d'Chambre des Métiers gemaach huet vum Entfesselungsplang fir Betriber.

Déi éischt Remarque, déi d'Chambre des Métiers mécht, ass eng äusserst interessant Remarque. Si soen, mir kënne probéieren, fir en anere System an déi bestehend Reglementatioun a Gesetzgebung eranzebréngen, mir probéieren, fir ze vereinfachen Mä dat Alleréischt, wat mir verlaangen, ass eng Reduktioun vun de Charges administratives. Dat heescht, éier mer ufänken ze vereinfachen, kucke mer wat iwwerflësseg ass, kucke mer wat mer kënnen ofschafe respektiv wat mer ofschafe mussen. An dowéinst soe se, wat virläit ass e Rapport d'étape, mir sinn nach net um Zil ukomm. Mir sinn um Wee zu eppes, zu engem Resultat, dat awer nach op sech waarde léisst.

Si froen «des mesures continuelles et à un rythme accéléré». Do stellt sech d'Fro dann direkt hannendrun nom Timing. Wéini gesäit een d'Luucht um Enn vum Tunnel bei deene Punkten, déi nach opstinn, respektiv wéini ass, vun deem, wat realiséiert gouf, eng Evaluatioun do? Ech mengen, wann ee sech agliddert an de Prozess vu Lissabon, dann ass d'Fro nom Timing natierlech och ginn.

Si lëschten dann déi grouss Secteuren op, déi hinne Suerge maachen. Déi sinn am Detail vu menge Virriedner duergeluecht ginn, et brauch een dat net méi ze maachen, déi Säit schloe mer ëm.

Si schwätze virun allem vun der Sécurité sociale a vun der Santé, an erwähnen d'ganz Fiscalitéit. Dat sinn déi Secteuren, wou PMEen am meeschten Aarbecht drastiechen hunn, wou si am meeschte mussen investéieren. Hiert Räsonnement ass ganz einfach: time is money! D'Geld gëtt am Betrib oder an eng Fiduciaire investéiert. Wann

déi Simplificatioun gräift, da verléieren d'Fiduciairen. Ech mengen, dat muss een esou soen. Dat Geld, wat gespuert gëtt, dat ka produktiv investéiert ginn.

Eng aner Fro, déi ech wollt stellen: Natierlech gëtt vun de Beruffschambere begréisst, datt eng Analyse d'impacte vu Gesetzer a Reglementer gemaach gëtt. Si froen zwou Saachen. Dat éischt ass: Si hätte gären d'Publikatioun vun der Analys. Si froen, fir d'office matgedeelt ze kréien, wat déi Analys erginn huet. An da gëtt et nach eng Fuerderung oder eng Suggestioun, woubäi et interessant wier fir d'Meenung vun der Regierung ze héieren: Déi Impaktstudië, déi gëtt jo vu Beamten aus de verschiddene Ministèrë gemaach a si gëtt der Regierung ënnerbreet. De Ressortminister, dee ka se dem Secteur ënnerbreeden, mä hie muss awer net. Ech loosse mech berichtegen, Här Minister.

D'Chambres froen, fir vun Ufank u mat agebonnen ze ginn an dee Konsultatiounsprozess. Déi Zäit, déi een ex ante investéiert, déi géif een ex post dann aspueren, a gläichzäiteg kéint de Beruff sech da schonn éischter drop virbereeden, wat op en duerkënnt.

Da kënnt och nach eng Suggestioun vun de Chamberen, nämlech fir eventuell e Secrétaire d'État anzesetzen, dee sech dann ëm d'Simplification administrative këmmert. Ech mengen, all Leit heibannen, mat e puer Ausnahmen - beim Här Meisch war et relativ zweedäiteg -, sinn d'accord, datt een net soll eng Administratioun schafen, déi d'Simplification administrative virundreift.

Déi Aarbecht, déi gemaach gëtt, ass jo eng horizontal Aarbecht. Dat heescht, si steet a fält mat der Kollaboratioun, déi tëschent den eenzelne Ministèren a mat de Beruffsgruppen zesumme gemaach gëtt. A wann een esou eppes géif maachen, da misst een déi Administratioun scho beim Statsminister usiedelen. An do hu mer - beim Aménagement du Territoire, zum Beispill - relativ schlecht Erfahrunge gemaach, wéi dat deemools de Fall war.

(Interruption)

Quitte datt ee vum Prinzip a vun der Philosophie hier vum Opbau vun engem Stat kéint dës Meenung vertrieden. En fait ass déi Aarbecht, déi hei verlaangt gëtt, d'Aarbecht vun Administratiounen, vu Ministèren a vu Leit, déi dat um Terrain ëmsetzen; dat heescht de Beruff.

Beruffsvertriedunge bréngen dann och de Begréff „better regulation" an d'Diskussioun a froen dann Ëmsetze vun den Direktiven eent zu eent. Dat ass ëmmer ee fromme Wonsch. Jiddfereen ass der Meenung, datt dat soll gemaach ginn. Loosse mer emol ofwaarden, ob d'Regierung dat packt, ob all Ressortminister et packt, fir d'Direktiven eent zu eent ëmzesetzen. Dat wär ënner Garantie en Avantage fir eis Verwaltung, fir eis Ministèren, an ech menge fir d'Betriber och.

Ech hunn dann nach aus där Pressekonferenz e puer Punkten erausgepickt, déi äusserst interessant sinn, an zwar de ganze Volet vun der elektronescher Dateveraarbechtung an de Wee, deen ee muss goen, bis datt een zu engem wierklech effiziente Guichet unique kënnt. Dee Guichet unique, wou dann alles gebündelt gëtt, wat een digital vun doheem aus kann erledegen, woubäi ee sech net méi ze déplacéiere brauch. Dat Ganzt ënnert dem Stéchwuert: Modernisation de l'État.

Dir Dammen an Dir Hären, den Entfesselungsplang fir Betriber kéint een elo nach am Detail esou weiderdéveloppéieren, mä da seet een näischt Neies. Ech sinn der Meenung, datt mir als Chamber wierklech all Intérêt drun hunn, fir relativ fréi gewuer ze ginn, wéini ee légiféréiere muss an a wat fir enge Beräicher légiféréiert gi kann. Dat heescht, wann de Minister elo, oder d'Ministeren, dem Regierungsrot 19 Propose virleeën, dann ass et wichteg, datt mir domadder befaasst ginn.

De Minister huet a sengem Virspann gesot, d'Simplification war eng Sisyphus-Aarbecht. Dat ass et net. De Sisyphus war e Mann, deen huet e fuerchtbar décke Steen ëmmer op e Bierg gerullt, a wann hien uewen op der Spëtz war, ass de Steen erofgefall a vläicht souguer iwwer hie gelaf. Dat ass dat hei net. Ech gleewen drun, Här Minister, datt d'Simplification administrative eng Aarbecht ass, déi bestëmmt derwäert ass e Resultat ze kréien. Wann ech Iech elo soen, datt ech Vertrauen hunn an dës Regierung, datt och dat Resultat kënnt, da wonnert dat Iech net.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Scheuer Merci. Ier ech dem Här Kox d'Wuert ginn, géif ech nach d'Madame Brasseur bieden, eng Resolutioun hei ze deponéieren.

7. Dépôt d'une résolution par Mme Anne Brasseur

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wollt eng Resolutioun hei déposéieren, wou mer als Chamber ons Commission de l'Éducation nationale sollen domat chargéieren, fir ze kucken, wéi ee kann eng Éducation aux valeurs an allen öffentleche Schoulen hei zu Lëtzebuerg aféieren. Ech weess, et ass elo net Plaz, fir et ze diskutéieren, mä dat ass de But vun där Resolutioun.

Déi ass ënnerschriwwe vun deenen Hären Adam, Gibéryen, Bodry a vu mir selwer. Et ass nach eng Ënnerschrëft op. Also, wann nach een déi Resolutioun wëllt ënnerschreiwen, ass hie wëllkomm. Ech bieden Iech, Här President, dës Resolutioun dann eng Kéier op den Ordre du jour ze setzen, fir dass mer kënnen driwwer diskutéieren an ofstëmmen.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant que les valeurs humaines constituent le fondement de notre vie en société;

- considérant que ces mêmes valeurs sont à la base de tout comportement civique et moral;

- considérant que l'éducation aux valeurs fondamentales proclamées par la Déclaration universelle des droits de l'Homme doit constituer une préoccupation majeure de l'enseignement;

- constatant que le besoin d'une éducation spécialisée fondée sur les valeurs se fait de plus en plus sentir en une époque où nombre d'enfants, d'enseignants et de parents constatent la montée de l'incivisme et de la violence ainsi qu'un manque de solidarité croissant;

décide

- de charger la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle d'explorer la possibilité de l'introduction de l'éducation aux valeurs pour tous les écoliers et élèves fréquentant l'école publique luxembourgeoise.

(s.) Anne Brasseur, Claude Adam, Alex Bodry, Gast Gibéryen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Brasseur Merci. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

8. Débat de consultation sur la simplification administrative en faveur des entreprises au Luxembourg (suite)

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'21. Jorhonnert huet a sech en neit Zäitalter vun der industrieller Entwécklung agelaut. En Zäitalter, dat besonnesch duerch d'Kommunikatioun an d'Vitesse vun Informatiounsaustausch gekennzeechent ass. Besonnesch an den héich industrielle Länner, zu deene bekanntlech och Lëtzebuerg zielt, sinn et net méi déi grouss industriell Produktiounsanlagen, déi am Mëttelpunkt stinn, mä déi vill kleng a mëttelgrouss Betriber. Betriber, déi sech spezialiséiert, innovativ a flexibel um stänneg wandelnde Marché mussen nei positionéieren.

E Secteur, deen dobäi ëmmer méi an de Mëttelpunkt réckelt, ass dee vun den Déngschtleeschtungen. D'Déngschtleeschtungsservicer, déi sech stänneg un d'Bedürfnisser vun der Gesellschaft mussen upassen. Mä et sinn net nëmmen déi reng Déngschtleeschtungsservicer, déi hei viséiert sinn, mä den Déngscht um Client selwer.

D'Produkt eleng ass nach laang net de Garant fir en erfollegräicht Wirtschaften. Et ass haut méi verlaangt, wéi just e Verkaf. Erfollegräich ass deen, deen et versteet, sech als Ganzes duerzestellen, säi Produkt an e Kontext ze stellen, sech enger Philosophie ze verschreiwen an esou dem Client dat néidegt Vertraue vis-à-vis vum Betrib, dem Produkt oder der Déngschtleeschtung ze ginn. Betriber, Produkter oder Déngschtleeschtungen, déi dobäi de Lien mat besserem Ëmweltschutz oder manner Ressourcëverbrauch opzeweisen hunn, wäerten den héchsten Zouwuess an den nächste Joren opweisen. En Défi, deen eis Gesellschaft am Ganze muss ugoen.

Dëse Mentalitéitswandel betrëfft awer net nëmmen d'Betriber eleng, mä sämtlech Secteure vun eiser industrieller Gesellschaft. Besonnesch eis öffentlech Verwaltunge musse sech dësem Défi stellen. Lëtzebuerg ka sech duerch seng kuerz Weeër e Kompetitivvirdeel verschafen. E Virdeel, dee mir awer kennen an och ausspille mussen. Dëse Virdeel kann awer nëmmen da gräifen, wann och de Stat respektiv sämtlech öffentlech Instanze sech deem Mentalitéitswandel stellen. Ewech vun der oft rigider Genehmigungsbehörde - esou wéi eis däitsch Kolleegen dat géife soen - hin zu méi enger Déngschtleeschtungsbehörde.

De Prinzip vum Service um Client respektiv den Déngscht un der Gesellschaft muss méi staark an de Verwaltunge verankert ginn. Dëse Prinzip ass fir déi Gréng ee vun de wichtegste Punkten innerhalb vun esou enger Simplification administrative. De schnellen, effikassen an zilorientéierten Oflaf innerhalb enger Verwaltung, ouni - an ech betounen - op Ëmwelt respektiv sozial Errongenschafte mussen ze verzichten, fënnt dofir bei de Gréngen eng breet Ënnerstëtzung.

Oft, ze oft gëtt dobäi d'Form mat Inhalt verwiesselt. Dobäi ginn da gären Errongenschafte mam Ëmweltschutz als Virwand fir e komplizéierten administrativen Oflaf beschëllegt. Et ass net den Inhalt, deen hei zur Debatt steet; et ass grad an deem Beräich, wou d'Form vun der Beaarbechtung ausschlaggebend ass. Bei kloer definéiertem a koordinéiertem Virgoe sinn d'Gewënner op ville Plazen ze fannen.

Dëse Punkt war jo och bekanntlech vu groussem Interessi bei der 2004er Regierungserklärung, an do ass och nozeliesen - ech zitéieren: «Le Gouvernement accordera une priorité à la simplification des formalités administratives...» A weider ass duerno ze liesen: «...s'occupera à réduire d'une façon substantielle les charges administratives...» E Grondsaz, esou wéi scho virdru vermierkt, deen och bei de Grénge voll Zoustëmmung fënnt. Dräi Joer méi spéit schéngt awer de grousse Worf, zumindest dat, wat um Terrain bei de Kleng- a Mëttelbetriber u Simplification administrative ukomm ass, nach net esou richteg gelongen ze sinn.

Den Entfesselungsplang fir d'Betriber huet säi Mérite. E Mérite vun enger héich intellektueller Approche, deen eng systematesch Analys iwwer eng Hällewull vu Problemer respektiv och Prozedure festleet a beschreift. Ee Sous-groupe gëtt dobäi vun engem anere Sous-groupe ënnerstëtzt, dee sengersäits sech erëm iwwer e Sous-groupe ënnerstëtze léisst. Eng regelrecht Gruppendynamik, déi een éischter am Beräich vun den OGMe fënnt, ONGe - pardon! - fënnt.

(Hilarité et interruption)

Dat ass e groussen Ënnerscheed, e ganz groussen.

(Interruption)

Ee Buschtaf nëmmen, mä e wichtegen Ënnerscheed, Merci.

Dësen Entfesselungsplang fir d'Betriber kann deemno just eréischt eng Zwëscheneetapp duerstellen. Dee Rapport mat senge villen Zilsetzungen huet deemno nach grouss Etappen ze bewältegen. Déi grouss Biergetappe sinn nach ze bewältegen. Fir dës Biergetappen ze packen, brauch een awer Konditioun a Loft - vill Loft!

Ee vun de grousse Problemer respektiv Hemmnisser, fir méi e schnellt an effikasst Virgoen ze erreechen, ass an eisen Aen d'Kompetenz vum „Mister Simplification administrative". D'Identifikatioun vum Problem ass eng richteg a wichteg Etapp. D'Ëmsetzung respektiv d'Nohaltegkeet vun der Reduktioun vun der administrativer Charge ass eng aner Saach. D'Gefor ass grouss, datt d'Ëmsetzung sech elo erëm an de sëlleche Ministèren a Verwaltunge verleeft. En „Mister Simplification administrative" pro Ministère ass sécherlech och eng gutt Saach an eng Hëllefstellung, fir de Prozess ze beschleunegen.

Dëst eleng geet awer aus eiser Siicht net duer. Hei muss, an do kënne mir de Minister nëmmen ënnerstëtzen, dee sougenannte Mentalitéitswandel erfollegen. E Mentalitéitswandel, deen awer och net duergeet, wann en nëmmen um ënneschten Niveau duerchleeft, wann déi politesch Responsabel net och an därselwechter Hierarchie a Philosophie schaffen.

Vläicht just ee Beispill aus dem Ëmweltberäich, méi speziell d'Ënnerstëtze vun den erneierbaren Energien. E Beispill, wou déi politesch Responsabel sech selwer an de Féiss stinn a schlussendlech selwer déi gréissten administrativ Hürd duerstellen. D'verwaltungstechnesch Behandlung vun engem Thema an ënnerschiddleche Ministèren ass predestinéiert fir onnéideg administrativ Aarbechten.

Kaum war d'Regierungserklärung iwwert d'Simplification administrative gelies, goufen d'Reglementer vun den erneierbaren Energien, an hei besonnesch am Beräich vun der Fotovoltaik, esou geännert, datt zousätzlech Formulairen an ënnerschiddleche Ministèren ugefrot hu misse ginn. Statt d'Kompetenz an engem Ministère ze regruppéieren an de verwaltungstechneschen Opwand ze reduzéieren, gouf grad de Contraire gemaach. Vläicht politesch nach ze verstoen, wann et zwee Ministeren aus ënnerschiddleche Parteie sinn; onverständlech a mengen Aen, wann et sech ëm déiselwecht Partei handelt.

Et gouf an et gëtt nach ëmmer e schreckleche verwaltungstechneschen Opwand bedriwwen. Vill Betriber kënnen lech e Liddchen dovu sangen. Esou Aktioune sinn déidlech, besonnesch wann et sech dobäi ëm e jonken an am Opbau befannende Secteur handelt, deen op Innovatioun an Zukunftstechnologie setzt. E Secteur, deen et jiddefalls de Moment ganz schwéier huet, dobaussen erëm Fouss ze faassen. Dat ass ëmsou méi onverständlech, wa grad dee Secteur als deen Zukunftsmarché identifizéiert gëtt mat deem héchsten Zouwuess.

Mir brauchen dofir och keng Delegatioun an d'Ausland ze schécken, fir mam Helikopter iwwer Wandmillen ze fléien an eis do Ökobetriber unzekucken, wa mer et net fäerdeg bréngen, virun der eegener Dier ze kieren. Mir brauchen och net iwwer Simplification administrative ze schwätzen, wann de politesche Wëllen net do ass, och déi néideg Hëllefstellung ze leeschten. Da wann ech gelift de politesche Courage a soen, et ass Schluss, statt de Wee iwwer verwaltungstechnesch Hürden esou ze verlängeren an ze komplizéieren, datt e Stierwen op Raten erfollegt.

Schued, nach eng Kéier schued ëm déi verpasste Chance, zesumme mat de Betriber eng regelrecht Offensiv ze starten an e Zukunftsmarché ze stabiliséieren, statt Mësstraue vis-à-vis vun deenen ze schüren, déi ee klengen awer en hoffnungsvollen Erfolleg opzeweisen haten an hunn. Dee Mentalitéitswandel brauche mer dofir net nëmmen an der Verwaltung: Och an de Käpp vun de politesch Responsabelen ass e Mentalitéitswandel néideg.

Här President, Dir Dammen an Hären, e positiivt Element vun dësem Entfesselungsplang fir d'Betriber ass sécherlech d'Prozedur, déi schonn am Virfeld vun der Redaktioun vun de Gesetzer a Reglementer sech Gedanken iwwert d'Simplificatioun mécht. Eng Prozedur, déi an engem sougenannte Stade ex ante duerchlafe gelooss gëtt, fir d'administrativ Chargen ze identifizéieren a méiglechst ze reduzéieren. Déi Fiche d'évaluation d'impact ass sécherlech e wichtegt a richtegt Instrument. Déi Fiche huet awer nëmmen dann de richtegen Impakt, wa se de ganze legislative Wee duerchleeft. Et ass duerfir noutwendeg, bei sämtleche Gesetzer a Reglementer niewent der Fiche budgétaire och déi Fiche d'impact bis an d'Parlament respektiv d'Chambres professionnelles derbäizeloossen.

Och eng Nohaltegkeetsfiche, déi den Impakt op d'Ëmwelt an de Ressourcëverbrauch ënnersicht, wéi hei op der Plaz schonn e puermol undiskutéiert, ass aus Siicht vun de Grénge gradesou wichteg. Leider ass hei elo net déi richteg Plaz, méi déif an ausféierlech op déi Thematik anzegoen.

Déi Fiche d'impact just innerhalb vun der Exekutiv, sprich Regierung a Verwaltung dréinen ze loossen, ass awer en Dréinen an dem eegene Saaft a kritt duerfir mat der Zäit och en ellene Bäigeschmaach. Ech sinn och duerfir frou ze liesen, datt déi Fiche elo och dee ganze legislative Wee an der Zukunft soll duerchlafen.

Besonnesch bei der Ëmsetzung vun Direktive stelle sech ëmmer nees déiselwecht Froe bezüglech enger Ëmsetzung nom Prinzip: «La directive et rien que la directive», dee vun der Regierung a besonnesch vum Wirtschaftsminister ëmmer nees verlaangt gëtt.

Kommt, mir halen op, eis stänneg an d'Täsch ze léien an un engem Prinzip festhalen ze wëllen, dee vu vireran a sech net ze halen ass an och net agehale gëtt. Ech hoffen, datt d'Erkenntnis mëttlerweil ukomm ass, datt eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung net duerchzeféieren ass. D'Ëmsetzung vun der Stroum- a Gasdirektiv ass grad d'Paradebeispill, wéi lännerspezifesch Elementer hu misse berücksichtegt ginn. E Kompromëss vu 27 Länner zréckzedeklinéieren a Lëtzebuerger Recht an ëmzesetzen ass net eent zu eent méiglech. Et sief dann, mir akzeptéieren d'Kommissioun zu Bréissel als Regierung an d'Parlament zu Stroossbuerg als déi legislativ Instanz vun Europa, déi d'Gesetzer jeeweils och fir déi 27 Länner gläichzäiteg matmaachen.

Wichteg a mengen Aen ass et, a besonnesch bei der Ëmsetzung vun den Direktiven, ze identifizéieren, wou a firwat a mat wéi engen Argumenter eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung net méiglech, wënschenswäert oder och ubruecht ass. Et ass d'Transparenz, déi hei spille gelooss muss ginn. Duerfir huet déi Fiche d'impact e ganz wichtege Rôle am legislative Prozess an dierft dowéinst dem Parlament och net virenthale ginn.

Eng Fiche d'impact bleift awer ëmmer nach Lettre morte, wann net och gläichzäiteg déi néideg Prozedure festgeluecht ginn, déi eng Simplification administrative an der Praxis zur Folleg hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, es bleibt noch viel zu tun nom Motto „just do it" - esou kéint een a sech de Rapport vum Entfesselungsplang fir d'Betriber résuméieren. Et fënnt een eng Hällewull vu gudden Usätz, déi awer elo mussen a Musek ëmgesat ginn.

En eLuxembourg ass richteg a wichteg, fir méiglechst schnell an effikass iwwer Internet un déi néideg Formalitéiten ze kommen. Wann awer d'Reduktioun vun der Formalitéit net gläichzäiteg ugepaakt gëtt, hëlleft och de beschten Internet a Computer näischt. Et ass elo un der Detailaarbecht an den eenzelne Ministèren, wou Neel mat Käpp gemaach musse ginn. D'Lëscht vun de Revendikatioune vun de Betriber ass nach relativ laang.

Guichet unique, Guichet unique électronique, Identifiant unique, Évaluation vun den administrative Chargen a Schlësseldomäner wéi Sécurité sociale, Sécurité et santé, TVA, Fiscalité directe an esou weider an esou fort, mat hire respektiven Analyse fir zu enger Reduktioun vun de Chargen, Formalitéiten a Prozeduren ze kommen.

Aus Siicht vun de Betriber sinn dat eng ganz Rei vu konkrete Chantieren, déi nach ze bewältege sinn. „An den Taten werden sie uns messen": Besonnesch déi kleng Betriber waarden op ganz konkret Resultater. Et bleift also, nach vill Chantieren ze beschaffen, déi, wa se effikass an nohalteg, nach bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod sollen ëmgesat ginn, nach vill Konditioun a Loft verlaangen. Ech hoffen am Numm vun de klengen a mëttelstännege Betriber, datt déi Loft lech net awer nach zum Schluss ausgeet.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kox Merci. Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wann een dat Wuert „Entfesselungsplang fir Betriber" ënnert d'Lupp hélt, da kënnt een eigentlech zur Konklusioun, datt doran den Aveu enthalen ass, datt eis Betriber de Moment - op d'mannst deelweis - gefesselt sinn an hirer Fräiheet fir sech ze développéieren a fir hirer Energie an hirer Imaginatioun fräie Laf ze loossen. An datt se duerch eng extrem administrativ Surcharge an duerch onnéideg laang a komplizéiert Prozeduren onnéideg belaascht ginn.

Et muss ee sech d'Fro stellen: Wien ass dorunner schold? Well nach bis an d'70er Joren, kann ee mat rouegem Gewësse soen, war déi Situatioun wäit vun deem ewech, wéi se haut ass. Mä am Laf vun de Joren ass ëmmer an ëmmer méi derbäikomm.

D'Chambre des Métiers - an ech mengen, et ware scho Virriedner, déi dat och hei gesot hunn - huet 2004 eng Etüd ënner hire Betriber gemaach. Si hunn erausfonnt, datt en Duerchschnëttsbetrib hei am Land 1.728 Euro pro Beschäftegten u Chargen huet, déi e fir de Stat normalerweis opbréngt. Dat ass bei grousse Betriber evidenterweis manner. Bei Betriber, déi méi wéi 100 Persounen hunn, sinn dat ëmmerhin awer nach 1.034 Euro pro Joer. A besonnesch bei de klenge Betriber - an et ass jo do, wou et wéideet -, déi manner wéi zéng Persoune beschäftegt hunn, do sinn dat 3.873 Euro, dat heescht bal 4.000 Euro pro Joer wat e Betrib muss opwende fir administrativ Chargen.

D'Gesamtcharge vun eisen Handwierksbetriber läit 2004 bei eppes iwwer 100 Milliounen Euro. Dat si 4 Milliarden där aler Frang, oder 1,28% vum gesamten Ëmsaz. Tëschent 1999 an 2004 ass inflatiounsberengegt en Uwuesse vun deene Chargë vun 18% festgestallt ginn, wat 3,3% pro Joer ausmécht. An do géif ech gäre soen: Dat kann an dat däerf dach net sinn!

Här Minister fir d'Ekonomie, Dir hutt löblecherweis eng Initiativ gestart, wou Der deene jonke Leit suggéréiert, wou Der se opfuerdert: „Trau dech!" Dat ass eppes, dat kann een nëmme mat zwou Hänn ënnersträichen, mä da muss d'Ëmfeld awer och stëmmen, soss feelt d'Glafwierdegkeet.

De Stat, Här President, ass sécher net do, fir d'Betriber ze schikanéieren a se an hirer Kompetitivitéit ze bremsen, mä fir hinnen ze hëllefen an hinnen an hirer Entwécklung esou vill Fräiraum wéi méiglech ze verschafen. Genee de Géigendeel ass awer de Fall. An da muss een d'Fro no den Ursaache stellen, wann ee wëllt eng Äntwert drop ginn. Ass dat politesch gewollt? Ass et d'Resultat vun enger Welt, déi per se ëmmer méi komplizéiert gëtt? Oder ass et awer, wéinstens zum Deel, d'Resultat vu Verwaltungen, déi sech verselbstständegt hunn a scho vu sech aus d'Tendenz hunn, fir déi Charge ëmmer méi ze vergréisseren?

Ech si bei menge Recherchen op d'Parkinsons-Gesetz gestouss. Dat huet näischt mat der Krankheet Parkinson ze doen, mä de Cyril Northcote Parkinson war en Auteur, dee sech och mat der Wirtschaft befaasst huet. Hien huet 1957 e ganzt berühmt Buch publizéiert. Hien huet do e Grondsaz opgestallt, datt d'Beamten an de Verwaltunge sech géigesäiteg géife mat Aarbecht versuergen an domadder zur Vermehrung vun hirem eegene Beruffsstand géife bäidroen. Domadder kéint ee jo dann nach eventuell liewen, wann net Répercussioune fir d'Betriber do wären, déi doduerch mat ëmmer méi Aarbecht geplot ginn.

Ech hu mer e puer Zitater hei erausgeholl, well et esou schéin ass. Hie schreift: „Die einzige Ratio, der seine Protagonisten folgen, ist die, sich selbst zu erhalten und die Verwaltung." An da seet den Auteur hei: „Bei Parkinson ist die Administration reiner Selbstzweck. Ob eine Tätigkeit sinnvoll ist oder nicht, kümmert niemanden." A weider: „Parkinson verstarb 1993 in Canterbury, und wenn es möglich sein sollte, die Welt aus dem Jenseits zu betrachten, wird er still lächelnd beobachten, wie sich die Verwaltung in vielen menschlichen Institutionen getreu seinem vor fast 50 Jahren aufgestellten Gesetz munter und ungebremst weiter vermehrt."

Dat ass e bëssen dat Gefill, wat vill Leit, awer virun allem och vill Betriber, dobaussen hunn. Ech hu mat vill Interessi en Interview gelies, deen de Marc Hostert, dee jo Exekutivpresident vum Comité national pour la Simplification administrative en faveur des Entreprises ass, am „Handwierk" 6/2005 ginn huet. Hie seet, d'Viraussetzung fir den Erfolleg vun där ganzer Aktioun ass éischtens: De politesche Wëlle muss do sinn. Elo kéint ee jo och viraussetzen, datt de politesche Wëllen op alle Bänken do ass. Ass e wierklech do? Oder gi vill Sonndesriede gehalen, awer an der Praxis gëtt sech net dru gehalen? Geet et duer, Comitéen anzesetzen a Programmer opzestellen?

Ech géif soen, et fänkt tatsächlech bei de Politiker un, bei de Gesetzer, déi aus de Ministèrë kommen, wou leschtenenns e Politiker - de Minister - duerfir riichtsteet, an natierlech och hei an der Chamber, wat mat deene Gesetzesprojete geschitt. Projete si ganz dacks - ech mengen, dat spiere mir alleguer - vum Bürokratievirus infizéiert wa se op den Instanzewee ginn. Duerfir gesi mir als ADR d'Noutwendegkeet, Projete scho virum Dépôt vun enger spezialiséierter Instanz just op den Aspekt vun der Minimiséierung vum administrativen Opwand an der Maximiséierung vum Käschtenopwand fir d'Betriber ze préiwen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'Chamberskommissiounen - an do solle mer éierlech sinn - sinn och meeschtens net capabel fir do radikal Remedur ze schafen, well se de Projet total missten ëmschreiwen. Leider läit och bei ville Politiker d'Bestriewung uewen, fir d'Perfektioun op d'Spëtzt ze dreiwen. An et ass e bëssen d'Bestriewung fir ze mengen, d'Ham misst an der Mëllech gekacht ginn. Ganz dacks feelt och d'Erfahrung wat et heescht, sech dagdeeglech an der Praxis mat deene Bestëmmungen erëmzeklappen. Leider, muss ee soen, huet eis Gesellschaft sech dohin entwéckelt, datt och ëmmer manner Fräiberuffler sech an der Politik erëmfannen an hir Erfahrung do kënne mat erabréngen. Et muss een och feststellen, datt d'Koordinatioun vu verschiddene Gesetzesprojete mat bestehenden Texter feelt.

Da muss een och soen, datt leider d'Performance vun der Chamber dobaussen un der Zuel vun de Gesetzer gemooss gëtt, déi hei gestëmmt ginn. Eigentlech misst et ëmgekéiert sinn. Eigentlech misst d'Chamber dru gemooss ginn, wivill iwwerflëssèg Gesetzesbestëmmungen datt se am Laf vun enger Sessioun oder enger Legislaturperiod ofgeschaaft huet.

Kuckt emol wivill an deene leschten zéng oder 20 Joer de gesamte Volume vun de gesetzlechen a reglementareschen Texter gewuess ass! Ech hu mer soe gelooss - dat war an enger Réunioun, déi mer hei haten -, an Holland wär eng Bestëmmung, datt nëmmen dann dierft en neit Gesetz gestëmmt ginn, wann en aalt gläichzäiteg géif ofgeschaaft ginn. Vläicht misste mer eis dat och emol zum Prinzip maachen.

Wie wonnert sech dann, Här President, wann de jonken Handwierker oder Entrepreneur oder Geschäftsmann oder Bauer resignéiert, d'Knëppele bei d'Tromm gehäit an och dohi wëllt schaffe goen, wou Virschrëfte fir déi aner gemaach ginn.

Hei ass virun allem d'Politik gefuerdert, an ech mengen et steet an der Bibel: „Nicht an ihren Worten, sondern an ihren Taten sollt ihr sie erkennen", oder et misst een hei besser soen: „sollt ihr sie messen".

Da seet den Här Hostert als zweete Punkt, d'Verwaltunge musse sech op dëse Prozess aloossen.

Do muss een déi éischt Fro stellen: „Wéi wäit hunn d'Politiker - ech denken un d'Regierungsmemberen - d'Verwaltungen am Gréff?" respektiv: „Ass et haut net éischter ëmgekéiert?"

An ech sinn zréck kucke gaange bei den Débat iwwert déi sougenannt Dysfonctionnementer an der Santé - 02.04.98 -, an do hunn ech eng ganz Partie flott Zitater fonnt. Do ass gesot ginn: „Wat fir e Betrib weltwäit ka vum éischten op den zweete Stack ee versetzen? De Lëtzebuerger Stat kann dat net. Ech kann emol net een aus enger Verwaltung, déi dem Aarbechtsministère ënnersteet, an en anere Ministère versetzen.", an esou weider.

„Wann ech een déplacéiere vun engem Büro an en aneren, da kréien ech de Prozess gemaach, well gesot gëtt, dat do wär en Déplacement, deen enger Sanktioun géif gläichen. Et ass net fir d'éischt wou dat mer géif geschéien. Et ass pausenlos amgaang ze geschéien.

Am Regelfall verléiert een dës Prozesser opgrond vun dem Statut, deen Eenzelner zu enger intangibeler Gréisst hei am Land wëllen erklären."

Une voix.- Wien hat dat gesot?

M. Robert Mehlen, *(ADR).*- Ech kommen nach drop.

An déiselwecht Persoun seet: „An da gitt Der an Äre Statut kucken, verzweifelt, well mer jo alles hunn, an da liest Der eemol, wat Der do sollt maachen. Da fannt Der eraus, datt Der eigentlech net ganz vill kënnt maachen."

An dann zum Schluss seet deeselwechte Regierungsmember: „Mä wat ech menge wat mer brauchen, dat ass e Ministergesetz. Ech fannen e moderne Stat brauch e Ministergesetz, wou d'Chamber ganz genau draschreift, wou d'Responsabilitéit vum Minister ufänkt a wou d'Responsabilitéit vum Minister ophält."

Dat zu deem Volet. Dat war den deemolegen an heitege Regierungschef a Statsminister Jean-Claude Juncker.

Une voix.- Ah!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech menge mir waarden alleguer drop, datt dee Problem do, deen hien awer hei wierklech als e grave Problem dohinnergestallt huet, ugepaakt gëtt.

Wou ass dat Ministergesetz? Wat mécht e Minister - et sinn der entre-temps dräi hei, et ass och nach een dobaussen -, wa seng Verwaltunge sech net op dee Prozess do aloossen? Wann en Deel vun de Beamte matzéien, anerer awer net?

Geet et duer ëmmer erëm en Appel ze maachen, wa sech net vill ännert? Well, an dat muss een och soen, et ass jo net nëmmen d'Verschlankung vun den Texter an de Prozeduren. Et ass och d'Astellung vun eenzelne Beamte vis-à-vis vun hiren Interlocuteuren an de Betriber: Frëndlechkeet, Disponibilitéit, Hëllefsbereetschaft, Service au client.

Leider muss een dës Astellung vill ze dacks mat der Lupp siche goen.

Den Här Hostert seet, an hie muss et jo bal wëssen: Et ass mir kloer, datt dëst am Vergläich zur aktueller Situatioun e Mentalitéitswiessel viraussetzt, wat ni eng einfach Saach ass.

An als drëtt seet en: Mir brauchen déi finanziell Mëttel an déi néideg Manpower, fir eppes an dësem Beräich ze bewegen.

Dir Häre Ministeren, ech huelen net un, datt Dir et dorunner feele loosst.

Op wat fir Achse muss dës administrativ Vereinfachung geschéien?

Et ass sécher, datt een e konkreten Timing muss hunn a kloer definéiert Ziler, déi an engem festgeluechten Délai mussen erreecht ginn. Et muss eng regelméisseg Evaluatioun driwwer gemaach ginn, wéi d'Ëmsetzung vun dësen Ziler erreecht ginn ass, a woufir se eventuell net erreecht gi sinn.

Um legislative Plang bei neie Gesetzer muss e spezielle Filter geschaf ginn, deen dës Texter ënnert dësem Aspekt analyséiert; och d'Concordance mat bestehende Gesetzer. Europäesch Direktiven eent zu eent ëmsetzen an net mengen, mir missten hei nach eng Kéier eng Partie droptässelen.

D'Noutwendegkeet, fir an eisem konkurrenziellen Ëmfeld déi administrativ Chargen esou wäit wéi méiglech ze reduzéieren, ass besonnesch wichteg fir eis kleng Betriber. Dat stäerkt d'Kompetitivitéit vun eise Betriber. Dat encouragéiert awer och eis jonk Leit fir sech selbstständeg ze maachen oder e Betrib ze grënne respektiv ze iwwerhuelen. De Slogan „Trau dech" ass nëmmen da glaubwürdeg.

Dir Häre Ministeren, den Ufank ass sécher gemaach. De meeschten Deel vum Wee bleift nach zréckzeleeën an et ass ganz sécher e Prozess, deen ni zu Enn ass.

Ech wollt zum Schluss nach, well och den Här Landwirtschaftsminister hei ass, weisen, wéi dat Ganzt an der Zäit evoluéiert ass.

Wéi ech bei mengem Papp an d'Léier gaange sinn am Betrib, dunn hate mer een eenzegt amtlecht Dokument, dat war e Véibuch. Dat huet ee bei der Gemeng fir 200 Frang - wann ech mech gutt erënneren - ze kafe kritt. Do sinn d'Béischte mat der Ouermark drageschriwwe ginn a se sinn erëm ausgemaach ginn, wa se aus dem Betrib erausgaange sinn.

(Interruption)

Här Clement, Dir sidd jo och an der Agrarkommissioun: Dëst Joer hu mer deen Dossier hei presentéiert kritt, wou d'Baueren erkläert kréien, wat se alles musse maachen, fir datt se kee Feeler bei de Paperasse maachen. E puer honnert Säiten Erklärunge fir datt se kee Feeler solle maachen an dann och nach e finanzielle Schued doduerch erleiden, datt se eng Strof kréien.

Ech halen op, Här President, mat engem Spréchwuert: „Manche Leute halten den Unternehmer für einen räudigen Wolf, den man totschlagen müsse. Andere sehen in ihm eine Kuh, die man ununterbrochen melken könnte. Nur wenige erkennen in ihm das Pferd, das den Karren zieht."

Dat staamt vum Sir Winston Churchill. An ech géif menge mir sollen deem Päerd wat d'Kar zitt net d'Brems nach zousätzlech bäidréien, fir datt et nach méi schwéier muss zéien!

M. le Président.- Ech muss leider mat Ärer Zäit bäidréinen!

Merci, Här Mehlen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Nodeem dass jo hei des Laangen an des Breeden iwwert d'Wichtegkeet vun de Betriber diskutéiert ginn ass, brauch ech jo net méi dorop anzegoen an ech wäert och net an iergendeng Fonction-publiques-Phobie verfalen, fir de Problem vun der administrativer Vereinfachung hei duerzestellen.

Ech menge mir wëssen alleguer, dass et wichteg ass, dass d'Betriber mussen iergendwéi ënnerstëtzt ginn an deem Beräich, andeem dass se mat hire Paperassen entlaascht ginn. Wann et och ass fir d'Kompetitivitéit ze stäerken, da kann ech och nach dermat d'accord sinn, zumools wann et dës Kéier ausnahmsweis och eng Kéier geet, ouni dass d'Salariéen d'Käschte mussen dovun droen. Da kann ech dat och voll ënnerstëtzen.

Mä wat ech awer hei an d'Diskussioun wëll erabréngen: Wa mer vu Kompetitivitéit schwätze vun de Betriber, da wëll ech dann awer och emol eng Kéier iwwert d'Kompetitivitéit vun de Salariéë schwätzen, wat déi sech dann haut nach kënne mat hirer Kompetitivitéit, mat hirem Mindestloun oder mat hirem Mindestakommes leeschten.

Och eng Kéier doriwwer musse mer eng seriö Diskussioun féieren. Dass et net nëmme geet, dass gekuckt gëtt, dass déi eng gutt iwwert d'Ronne kommen. Mä dass mer och musse kucken, dass alleguer d'Acteuren aus der Wirtschaft iwwert d'Ronne kommen. An dass et och esou ass, dass net nëmmen d'Betriber d'Päerd sinn, déi d'Kar zéien, mä d'Kar gëtt vun en alleguer gezunn; och vun deene Leit, déi an de Betriber schaffen. Si mussen d'Kar zesummen zéien an dofir misst och gekuckt ginn, dass se zesummen an alle Beräicher entlaascht ginn.

An dofir wëll ech am Sënn vun der administrativer Vereinfachung dann och emol net nëmmen iwwert d'administrativ Vereinfachung vun de Betriber schwätzen, mä iwwerhaapt vun der administrativer Vereinfachung insgesamt. Well et ass jo awer net nëmmen esou, dass d'Betriber gehäit gi mat den administrative Contrainten, mä all eenzelne Bierger.

Wann ech un d'Salariéën denken oder wann ech un d'Assuréë bei der Sécurité sociale denken oder soss iergendeen, deen nëmmen eng Demande mécht fir naturalisiert ze ginn, wat déi mussen hin an hier lafen, vu Ministère zu Ministère a vun Eck zu Eck fir iwwerhaapt hir Pabeieren eranzekréien, ech géif mengen da soll een emol insgesamt iwwer eng administrativ Vereinfachung schwätze fir jiddfereen!

Wann ech gesi wat mer haut Instrumenter hunn, déi dat kéinten erméiglechen, iwwer Internet, iwwert déi nei Medien, Kommunikatiounsmëttel, ech géif mengen da misst een emol kucken, dass een do kéint ukommen. A wann een dat seriö ugeet an et mécht een dat mat engem globale Konzept fir jiddfereen, ech géif mengen dat wär méi sënnvoll, wéi elo einfach op eng Kategorie vu Bierger ze kucken.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Beamte beim Stat alleguer verantwortungsbewosst genuch sinn - et ass jo och an hirem Sënn, wann eng Vereinfachung kënnt -, fir dat ze maachen, wa se gesinn, dass dat am Sënn vu jiddferengem ass, an ech mengen, dass och all Beamte verantwortungsbewosst genuch ass fir ze wëssen, dass en am Déngscht vum Bierger steet an net a sengem eegenen Déngscht. Ech géif mengen dann hätte mer och kee Problem fir dat doten duerchzezéien an da brauchen d'Ministeren och keng extra Sanktiounen dofir auszeschwätzen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Zum Ofschloss vun der Debatt huet den Här Minister Fernand Boden d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech sinn am Ufank vun der Debatt zimlech am Detail op déi ganz Approche vun der Simplification administrative agaangen an och op de Plang: wéi e geduecht ass, wat soll gemaach ginn a wéi mer laangfristeg an nohalteg der Simplification administrative wëllen hëllefen e gudde Sprong no vir ze maachen.

Ech soen hei op jidde Fall all deenen, déi intervenéiert sinn, Merci fir dës konstruktiv Debatt. Ech géif soen, jiddfereen ass mat dem Zil d'accord, datt mer musse kucken, e Mentalitéitswiessel ze kréien, fir datt mer erëm d'Land vun de kuerze Weeër ginn.

Ech mengen, déi meescht Leit hu gesot, datt se d'accord sinn, datt dat en Travail de longue haleine ass, datt et net einfach ass, méi liicht gesot wéi gemaach ass, datt et eng Sisyphus-Aarbecht ass.

Här Scheuer, ech hu gesot, et wär eng Sisyphus-Aarbecht wat den Detail ugeet. Mir hoffe schonn, datt dee Plang erfollegräich ass, mä e wäert ni en Enn kréien, wéi och dem Sisyphus seng Aarbecht keen Enn kritt huet.

(Interruption)

Mir si schonn der Meenung, datt ëmmer heirunner geschafft a gehuwwelt muss ginn, an ech si wierklech frou, datt, wat d'systematesch Approche ubelaangt, jiddfereen d'accord ass, datt, wa mer wëllen eng nohalteg Vereinfachung kréien, mer mussen Neel mat Käpp maachen, dat heescht, mir musse fir d'éischt emol eng Organisatiounsstruktur hunn, déi zolidd ass.

Den CNSAE ass allgemeng begréisst ginn. Dat ass d'Plattform, wou d'Betriber mat drop sinn, wou se kënnen hir Doléancë presentéieren, wou se nogelauschtert kréien, wou déi Doléancen examinéiert ginn zesumme mat de Verwaltungen a mat de Ministèren.

Et ass wichteg, datt mer d'Transparenz spille loossen. Mir hunn en Internetsite opgebaut, wou genee d'Aarbecht vum CNSAE opgelëscht ass, wou de ganzen Tableau de bord vun deenen Doléancen, déi vun de Betriber komm sinn, opgelëscht sinn, an och, wat domadder geschitt ass.

Ech mengen, dat ass emol e wichtegt Element, fir datt d'Betriber Vertraue kréien, datt se d'Impressioun hunn, hei, et gëtt eis nogelauschtert an et kënnt lues a lues e Mentalitéitswiessel, et gëtt matenee geschwat iwwert déi Problemer, déi bestinn.

Dann ass et wichteg, datt mer eng Rei vu Préalabelen erfëllt kréien, fir wierklech kënne grondleeënd an nohalteg Vereinfachungsméiglechkeeten ze schafen. An do ass och jiddfereen d'accord mat där Approche, déi gemaach ginn ass, datt mer zum Beispill mussen den Identifiant unique kréien, datt mer mussen d'Signature électronique kréien. Ech hunn lech gesot, datt déi Démarchen do ugelaf sinn.

Datt dat en Travail de longue haleine ass, ass jo och hei unerkannt ginn. Do mussen eng ganz Rei vu Gesetzer ëmgeännert ginn, mä wann ee gären hätt, datt et en Erfolleg gi soll, da muss dat hieb- und stichfest sinn. Dat ass mat vill Aarbecht verbonnen. Ech si wéi gesot frou, datt dat unerkannt ginn ass.

Et ass jo e puermol hei gesot ginn, op der Basis wär nach net villes dovun ukomm. Dat ass vläicht méiglech, mä et sinn awer schonn eng ganz Rei konkret Moossnamen ëmgesat ginn. Ech kann lech just soen, datt, nodeem datt den Entfesselungsplang fir Betriber veröffentlecht ginn ass, diskutéiert ginn ass. Den Här Hostert ass bei d'Chambre des Métiers gaangen, bei d'Fédération des Artisans, bei d'Chambre de Commerce an ech mengen och bei d'Confédération du Commerce. Déi Echoen, déi duerno komm sinn, si ganz anescht gewiescht. Ech mengen, si hunn elo erkannt an agesinn, wat fir eng Prozeduren a wat fir Aarbechte mussen am Virfeld gemaach ginn, fir datt sech och eppes Zolittes bei de Betriber kann erëmfannen.

Déi Echoen, déi do komm sinn, si ganz positiv, an ech denke schonn, datt och si dohannertstinn, datt se wëssen, datt se mussen e bësse waarden, ier wierklech méi grondleeënd Resultater och um Terrain ze verzeechne sinn.

Also, ech mierken, datt do eng aner Meenung zu eiser Approche ass, wéi dat virdrun de Fall war. Wéi gesot, ech wëll net nach eng Kéier am Detail op déi ganz Problematik agoen, awer vläicht op eng Partie vun de Suggestiounen a Remarquen, déi hei gemaach gi sinn, an och op Froen, déi gestallt gi sinn.

Den Här Clement an, ech mengen, den Här Meisch, den Här Scheuer an den Här Kox och, hunn op d'Wichtegkeet vun der Fiche d'impact higewisen. Ech mengen, dat ass jo wesentlech, datt ee sech am Virfeld, wann e Gesetzes- oder Reglementsprojet ausgeschafft gëtt, muss Iwwerleeunge maachen an eng Fiche d'impact ausfëllen, wat ass den Impakt vun deem, wat ech hei vun Oplagen dramaachen, op d'Betriber, datt dat sech iwwerluecht gëtt an datt déi Fiche d'impact och muss derbäi sinn, wann de Projet oder de Gesetzesprojet an de Regierungsrot geet.

Bis elo huet d'Regierung nach net décidéiert, datt déi Fiche d'impact muss de gesamte gesetzleche Wee mat virugoen. Déi Fiche d'impact ass nei gemaach ginn. D'Regierung wollt de Leit an de Ministèren eng gewëssen Zäit loossen, fir datt se sech dorobber kënnen astellen an dat kënnen zolidd an uerdentlech ausfëllen, mä et ass och net verbueden, fir se mat op de Wee ze ginn.

Dir hutt vläicht gemierkt, datt bei deem engen oder anere Projet, deen d'Regierung op de Wee ginn huet, déi Fiche d'impact derbäi war. Dat heescht, dat ka gemaach ginn, mä dat muss nach net gemaach ginn, mä ech gräifen dat op, wat hei vun alle Fraktioune praktesch gefrot ginn ass, an ech wäert de Regierungsrot froen, fir déi Décisioun ze huelen. Dat ass eng vun deenen 19 Décisiounen, Här Scheuer, déi de Regierungsrot muss huelen, ob déi Fiche d'impact muss derbäigeluecht ginn oder net muss derbäigeluecht ginn. Ech menge schonn, datt et sënnvoll wär, dat och ze maachen.

Dann ass vum Här Clement gefrot ginn, ob deen Avis, deen déi puer Leit aus den Haaptministèrë maachen, déi concernéiert sinn - déi déi Fiche d'impact noliesen an déi en Avis maachen dozou -, net och soll mat derbäigeluecht ginn.

Dat ass en Avis, deen ass intern fir de Regierungsrot, grad wéi d'IGF en Avis mécht fir de Budgets- a Finanzminister, wéi zum Beispill de Service du personnel en Avis mécht fir de Minister vun der Fonction publique, wou d'Problemer aus deem Beräich dra sinn. Ech mengen net, datt deen Avis soll mat virugoen. Dat wär éischter kontraproduktiv, mä déi Fiche d'impact, mengen ech, kann ouni Problemer mat op den Instanzewee goen.

Den Här Meisch huet och iwwert den „Standard Cost Model" geschwat. Mir hunn do eppes net ënnerschriwwen, mir maachen awer bei där Saach do mat. Ech hunn drop higewisen, den „Standard Cost Model" ass en europäesch unerkannte Modell, dee bei staarke Belaaschtungen op d'Betriber ka genee moossen, wat de Käschtepunkt ass vun deenen heiten an deenen doten Oplage fir d'Betriber.

Ech hunn och gesot, wa mer elo e Gesetz kréien, wat e staarken Impakt op d'Betriber huet, wäerte mer och deen „Standard Cost Model" uwende loossen. Dat gëtt entweder vu belschen oder hollänneschen Bureau-d'étudë gemaach, déi eng gewëssen Erfahrung doran hunn.

Deen eenzege Problem an déi Suerg, déi mer heibäi hunn, och als Regierung, dat ass - an och Dir hätt dat jo gären -, mir hätte gären d'Gesetzesprojete méiglechst schnell, d'Reglementer méiglechst schnell. Dat heescht, et muss ee kucken, datt am Virfeld déi Ex-ante-Prozeduren awer net dat Ganzt vill méi an d'Längt zéien. Duerfir muss een also kucken, schonn zolidd Saachen ze maachen, d'Fiche d'impact zolidd auszefëllen, mä et dierf awer net esou ee laange Wee ginn, datt mer Wochen a Wochen oder Méint a Méint brauchen, ier mer dat Gesetz kënnen op de Wee kréien.

Ech hunn lech drop higewisen, déi Prekonsultatioun, déi huet beim Dateschutzgesetz sechs Méint gedauert. Dat war natierlech eng ganz komplex Affär. Dat huet och dozou gefouert, datt munch Vereinfachunge komm sinn, mä mir kënnen deen dote Prozess net bei all Gesetzer maachen, well soss kréie mer net esou légiféréiert, wéi Dir et am Fong an d'Bierger dobaussen och gären hätten. Mä ech sinn d'accord domat, datt mer heiansdo sollen, wann et wichteg ass, deen „Standard Cost Model" och ausschaffe loossen an eng Berechnung maachen, wat den Impakt vun de Moossnamen ass.

Et ass elo hei e puermol geschwat gi vun där Etüd vun der Chambre des Métiers vun 2004. Wann een esou Berechnunge mécht, da muss een och genee wëssen an dobäi soen, wat dann eng administrativ Charge ass. Wann ech mer eng Kontabilitéit maache loosse fir mäi Betrib, ass dat eng administrativ Charge oder ass et keng? Kann déi honnert Prozent als Charge, déi vum Stat operluecht ass, dohinnergestallt ginn oder ass et am Intérêt vum Betrib, fir esou eppes ze maachen?

Duerfir hätt ech jo gären, datt mer dee Käschtepunkt fir d'Betriber emol fixéieren, definéieren an da kann een och vergläichbar an der Europäescher Unioun kucken: Wat sinn dann d'Chargen, déi op de Betriber leien, Chargen, déi vum Stat aus operluecht gi sinn?

Duerfir mengen ech awer schonn, datt et wichteg ass, fir do genee Definitiounen ze hunn europawäit an dat ass jo och amgaange gemaach ze ginn, fir e Modell ze kréien, dee vu jiddferengem och deemno an d'nämlecht applizéiert gëtt.

Wann och gesot ginn ass, et wär nach net vill bei de Betriber ukomm vun deene Saachen, déi gemaach gi sinn, wëll ech niewent deem Beispill, wat ech virdru scho genannt hunn, nach en anert Beispill soen, wat ech selwer kennen. Dat ass den Droit d'établissement.

Virun 2004 huet et am Schnëtt, ier een eng Handelsermächtegung kritt huet, sechs Woche gedauert. Mir hunn 2004 d'Gesetz ëmgeännert a gewëssen Oplagen, fir Dokumenter bei den Enregistrement ze schécken a bei d'Steieren ze schécken, erausgeholl aus dem Gesetz. Dat muss net méi obligatoresch dohinnergoen. Domadder hu mer dräi Woche gespuert. Dat heescht, duerch dat Gesetz ass déi Dauer vu sechs Wochen dräi Wochen erofgaangen. Am Ufank vun 2006 ass eise Service vun der Autorisation d'établissement Iso-certifiéiert ginn, Iso 9000. Duerch déi Dokumentatioun, déi do gemaach ginn ass, hu mer eng Woch an der Prozedur gewonnen. Mir sinn elo also am Schnëtt op zwou Wochen, déi eng Handelsermächtegung dauert, ier de Betrib se kritt.

Mir sinn amgaang, e Programm ze maachen, wou en neie Logiciel, deen och interaktiv ka schaffen, applizéiert gëtt. Dat wäert vun Ufank 2008 u kommen. Dann denken ech, datt mer am Schnëtt op eng Woch kommen, ier e Betrib, wann e seng Donnéeën all richteg dobannen huet, eng Autorisatioun ka kréien. Also, ech menge schonn, datt, wa mer a kuerzer Zäit vu sechs Wochen op ronn eng Woch erofginn, dat awer e Schrëtt ass, deen de Betriber ganz staark entgéintkënnt. Mir ginn nämlech pro Joer esou eng 11.000 Handelsermächtegungen eraus. Et sinn also ganz vill Betriber dovunner betraff. Dat ass nëmmen een zousätzlecht Beispill dofir, datt awer och scho munches gemaach ginn ass.

Dann hunn e puer Leit hei op d'Hitparad higewise vun de Chargen. Ech wëll nach eng Kéier soen, datt déi Hitparad opgestallt ginn ass vum CNSAE opgrond vun der TNS-ILReS-Ëmfro bei 500 Betriber an och opgrond vun deene Problemer, déi d'Betriber dem CNSAE duergeluecht hunn.

Déi Hitparad seet aus, datt dat éischt de Kommodo-Inkommodo ass, also d'Établissements classés; Liewensmëttelsécherheet, do ass et den HACCP, wat jo jiddferengem bekannt ass; den Étiquetage vun de Liewensmëttel an d'Traçabilitéit, wat mat Oplage verbonnen ass; duerno koum d'Offallpolitik; duerno d'öffentlech Ausschreiwungen an dann d'sozial Sécherheet. Mä hei ass e puermol d'Problematik vun der Kommodo-Inkommodo-Gesetzgebung ernimmt ginn. Effektiv sinn ech der Meenung, datt do nach munches ka verbessert ginn.

Ech wëll awer soen, et ass och do scho villes geschitt. Viru fënnef Joer, wann ee mat der Chambre des Métiers zesummekomm ass, war deen éischte Problem, dee si ernimmt hunn, de Kommodo-Inkommodo. Dat war de Schreck vun alle Betriber. Dat gëtt nach ernimmt, net datt et kee Problem méi ass, mä dat ass awer laang net méi déi Problematik, déi et war. D'Gesetz ass jo schonn eng Kéier ëmgeännert ginn.

Et si Standardformulairen ausgeschafft ginn, déi e Bäcker e Metzler muss eraginn, wann hie wëllt eng Bäckerei oder eng Metzlerei opmaachen. Dat heescht, do ass munches geschitt, mä et huet nach villes ze geschéien. Dat wëll ech och kloer soen.

Duerfir ass och ee vun deenen Aarbechtsgruppen am Beräich vun den Établissements classés agesat ginn, also vun der Kommodo-Inkommodo-Prozedur. Deen Aarbechtsgrupp muss dem Regierungsrot seng Aarbechte virleeën, an deen hëlt dorobber dann d'Décisiounen. Ech hoffen, datt d'Décisiounen, déi do kommen, an engem Gesetz hiren Nidderschlag fannen, sou datt déi dozou féieren, datt déi do Prozeduren nach méi einfach gemaach ginn. Dat ass dach eng Problematik, duerch déi eng Rei vu Käschten op d'Betriber zoukommen, déi net onbedéngt missten op se zoukommen.

Den Här Kox huet gesot, et géif net den Inhalt zur Debatt stoen, mä den Oflaf. An ech mengen, hien huet do un den Artikel 17 geduecht. Dat ass ee Beispill wou ee ka munches méi einfach maachen. Den Artikel 17 ass hei vun der Chamber mat vill Begeeschterung gestëmmt ginn.

En ass souguer nom Här Lux sengen Aussoen hei an der Chamber verschäerft ginn. Dat heescht, do ass e Wëlle gewiescht, fir den Impakt op d'Ëmwelt méi staark ze examinéieren. Dat huet awer herno an der Verwaltungstechnik zu abusiven Interpretatioune gefouert. Dee Sträit ass no anner-hallwem Joer oder zwee Joer Diskussioune mat der Agrikultur bäigeluecht ginn, well do

Kloerheet geschaf ginn ass. Op elo all Problemer geléist sinn, sief nach dohigestallt. Mä op d'mannst ass elo eng Solutioun fonnt ginn.

Mä et ass hei, ech mengen och vum Här Meisch, gesot ginn, mir hunn awer Problemer mam Artikel 17 wat d'Bebauungspläng ugeet. A mir haten an der Diskussioun iwwert d'Gesetz vum Pacte «logement» och Diskussiounen doriwwer. Den Här Halsdorf huet jo - fir och dat ze soen, well den Här Meisch jo op dat Gesetz do higewisen huet - gesot, hie géif fir d'Enn vum Joer weider Vereinfachungen am 2004er Gesetz virleeën, fir do d'Prozedure méi einfach ze maachen.

Mä an deem Kader misst ee sech awer och iwwerleeën, wéini deen Artikel 17 dann applizéiert gëtt. An do ass eng Suggestioun komm - ech mengen ënner anerem vum Här Gira -, ob een net soll higoen a soen, mä wann den neie PAG gemaach gëtt, da sollen d'Ëmweltverwaltung an den Ëmweltministère aktiv ginn a soen, do an do si fir eis wichteg Biotopen, si Saachen, déi fir eis schützenswäert sinn, déi ginn dann identifizéiert, dat gëtt am PAG festgehalen, an da brauch bei zukünftege PAPen, déi gemaach ginn, net all Kéiers deen Artikel 17 nogekuckt ginn. Well et ass anscheinend elo esou, gëtt mer gesot, datt, wa praktesch all Prozedure fäerdeg sinn, op eemol den Ëmweltministère oder d'Ëmweltverwaltung kommen a soen, hei ass awer nach ee Problem an do ass awer nach ee Problem. Da gëtt déi Prozedur erëm verlängert.

Dat heescht, duerno muss een also kucken. An do huet d'Chamber jo dann hei a kuerzer Zäit, géif ech soen, d'Méiglechkeet, fir do Verbesserungen ze maachen, wa se dat wëllt maachen. Ech wëll domadder soen, datt mer solle genau festleeë wéini den Artikel 17 bei deene Problemen do applizéiert gëtt a wéini en dann och net méi applizéiert gëtt. Domadder ass vill Zäit ze gewannen.

(Interruption)

Dat wier och vläicht e bëssen iwwerdriwwen, fir e ganz erauszehuelen. Dat ass jo och net duerchgaangen, wat Dir proposéiert hat.

Mä ech menge schonn, datt do munches ka verbessert ginn.

An, Här Mehlen, well Dir schonn hei dertëschent schwätzt, wëll ech och soen, datt Dir jo erëm eng Kéier eng Attack op d'Beamte gemaach hutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Och den Här Jaerling huet et awer esou verstanen. Et hunn och anerer...

(Hilarité et interruptions)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech hunn den Här Statsminister hei zitéiert.

(Interruptions)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Et hunn och anerer et esou verstanen.

Ech wëll Iech just soen,...

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech hunn den Här Statsminister hei zitéiert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech wëll Iech just soen, datt an der TNS-ILReS-Ëmfro - an ech géif Iech bieden, dat op der Säit 66 nozeliesen; déi Ëmfro ass bei 500 PMEe gemaach ginn - festgehale ginn ass - an ech zitéieren dat dann: «Au niveau des relations avec les administrations on doit relever les taux particulièrement élevés de réponses positives, notamment pour les domaines qui touchent beaucoup les entreprises...»

Dat heescht, d'Relatiounen um mënschleche Plang si vill besser a gi vill besser emfonnt vun de Betriber, wéi zum Beispill déi Chargen, déi se operluecht kréien an heiansdo wat d'Utilitéit vu gewëssene Chargen ubelaangt.

Do si jo zum Beispill d'Statistiken ernimmt ginn. Ech hunn och éinescht gesot, datt d'Betriber am Fong net richteg de Sënn an den Zweck vun där Aarbecht do agesinn, fir musse Statistiken auszefëllen. Do ass et wichteg, an dat ass festgehale ginn, datt ee muss eng Opklärungsaarbecht bei de Betriber maachen, woufir dës Statistike wichteg an néideg sinn an och oft an hirem Intérêt sinn an da jo och vun der Europäescher Gemeinschaft villfach gefrot ginn.

Mä ech mengen, och do ass awer festgehale ginn, datt déi Relatioune mat de Verwaltungen net esou schlecht sinn, wéi dat heiansdo dohinnergestallt gëtt.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech hunn net verallgemeinert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Domadder sinn ech d'accord, mä et war awer och kee Luef fir d'Beamten, dat wëll ech awer op d'mannst soen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Wann do kee Problem wier, dann hätt den Här Statsminister deemools dat net opgeworf.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gott sei Dank hu mer déi Verwaltung bei där Regierung.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech géif mengen, ech hätt domat op déi meeschte Froen, déi opgeworf gi sinn, geäntwert.

(Interruptions)

Wéi gesot, ech soen Iech nach eng Kéier Merci fir eng ganz konstruktiv Debatt, déi och - mengen ech - deene Leit, déi un deem Entfesselungs- an Aktiounsplang fir d'Vereinfachung vun der administrativer Aarbecht fir d'Betriber geschafft hunn, de Réck stäipt, déi deenen och Courage gëtt, fir weiderzefueren. Ech sinn d'accord domat, datt mer alleguer mussen un engem Strang zéien, datt et net duergeet, fir e Plang opzestellen, datt en och muss zilstrebeg ëmgesat ginn, an ech denken, vu datt d'Regierung an der Regierungserklärung gesot huet, dat wär eng politesch Prioritéit, datt jiddfereen dohannert steet an datt mer och kënne weiderkommen.

An där Motioun, déi hei déposéiert ginn ass, gëtt dat och gefrot, duerfir kënne mer se och akzeptéieren, an ech si frou, datt se déposéiert ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun där Debatt. D'Wuert kritt elo nach kuerz den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, Här President, just fir op déi Fro vum Här Meisch, déi hien u mech geriicht huet, ze äntwerten, wat LuxTrust ubelaangt. Do ass et esou, dass ee jo op där enger Säit de B to B huet, dat heescht, wat d'Entreprisen ubelaangt, do ass et esou beim MultiLine, dass mer am Beräich vun de Phase-pilotë sinn; dat heescht, dass mir - den Här Wiseler an ech, mir sinn en charge vu LuxTrust, dat wësst Der - rechnen, dass dat Ufank 2008 mat den Entreprisen ufänkt normal ze lafen. Mir sinn an de Phases pilotes do. Dat heescht, et sinn eng ganz Rei Entreprisen, déi et scho gebrauchen, mä nach net regelméisseg.

Da kënnt déi zweet Phas, dat ass déi vum B to C, wat deen normale Consommateur ubelaangt, do hänkt et e bëssen dovun of, wéi schnell mer virukommen. Mir hunn elo nach Gespréicher muer an an deenen nächsten Deeg mam eBanking, do ass dat gréisste Potenzial bei de Banken. D'Banke sëtze jo och mat um Dësch bei LuxTrust, a wat mer do méi schnell virukommen, wat et méi einfach gëtt.

Mir probéieren op alle Fall vu Säite vum Stat e Maximum selwer ze maachen doduerch, dass mer jo schrëttweis der Fonction publique wäerten d'Signature électronique mat deem Certificat aushändegen. An dann hänkt et e bëssen dovunner of, dass d'Banken nozéien. Dat geet och net vun engem Dag op deen aneren, dass d'Bank ëmstellt, mä dat wäert eng Zäitchen daueren. Ech ginn awer dovun aus, dass dat Ganzt elo am Joer 2008 rullt.

Et ass schwéier, vu dass et individuell Décisioune vun de Betriber sinn, fir genau ze soen, wat fir en Dag dat ass. Dat musse si selwer entscheeden. Heiansdo leeft eppes bei hinnen aus an da wiessele se. Mä vun eiser Säit weess ech, dass elo schonn am Registre de commerce de Certificat gebraucht gëtt. E gëtt bei der „Paperless Douanes“ gebraucht. E muss muer beim Guichet unique virtuel gebraucht ginn. Dat heescht, wann ee Portail entreprise ëmgewandelt gëtt an e Guichet unique virtuel, da muss e souwisou gebraucht ginn.

Une voix.- Bei der TVA.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Bei der TVA selbstverständlech. Mä ech mengen, den Här Wiseler an ech, mir haten eis ofgeschwat. Hie probéiert et um Niveau vun der Fonction publique. Déi Applikatiounen, déi elo musse lafen, musse souwisou e Certificat hunn, soss kënne se net lafen. Souwäit ech weess, ass de Centre informatique amgaange vill där Applikatioune virzegesinn, esou dass mer dovun ausginn, dass dat do d'nächst Joer och - loosse mer soen - fir den eenzelne Konsument dann erreechbar ass, an dass deen eenzelne Konsument et och ka gebrauchen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Debatt ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn eng Motioun virleien. Den Här Minister Boden huet gesot, dass d'Regierung déi Motioun kann unhuelen. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Da maache mer dat.

Vote

Wien d'accord ass mat där Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Ech gesinn, d'Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer zum éischte Projet de loi fir haut de Mëtteg. Et ass d'Diskussioun iwwert de Projet iwwert d'Sécherheet an den Tunnelen. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Clement.

9. 5666 - Projet de loi concernant les exigences de sécurité minimales applicables à certains tunnels routiers et modifiant la loi modifiée du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut iwwer e Gesetzestext of, mat deem d'Direktiv 2004/54/CE ëmgesat gëtt, där hiert Zil et ass, e Minimum u Sécherheetsusprech a verschiddenen Tunnele festzeleeën. De virleienden Text ass de 4. Januar 2007 vum Bauteminister, dem Claude Wiseler, hei an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet zwee Avisen zu dësem Gesetzestext ofginn; deen éischten de 24. Abrëll an deen zweeten de 6. Juli. An der Sitzung vum 7. Mee sinn ech vun der Bautekommissioun als Rapporteur fir dëst Gesetz bestëmmt ginn.

Nodeems de Statsrot säin Avis ofginn hat an doranner verschidde Saachen am ursprünglechen Text ze beanstanden hat, hu mir an der Kommissioun während zwou Sitzungen iwwert dem Statsrot seng Virschléi a Suggestiounen diskutéiert a beroden an hu schlussendlech an der Kommissioun zwee Amendementer formuléiert an och ugeholl, déi hirersäits de 25. Juni erëm un de Statsrot gaange sinn. A sengem Avis complémentaire huet déi héich Kierperschaft sech mat dësen Amendementer averstane gewisen. An der Sitzung vum 10. September hu mir dësen zweeten Avis nach emol gekuckt, an de 25. September huet d'Bautekommissioun de Rapport zu dësem Gesetzesprojet ugeholl.

Här President, nodeem ech alles gesot hunn, wat den Historique ugeet, wëll ech awer och nach kuerz zum Projet de loi selwer Stellung huelen. Mir kënnen eis alleguer un déi Serie vu schwéieren Accidenter erënneren, déi tëschent 1999 an 2001 a verschiddenen Tunnelen uechtert d'Welt geschitt sinn. Als Beispill kann een hei deen trageschen Accident am Mont-Blanc-Tunnel am Mäerz 1999 nennen, mat net manner wéi 39 Doudegen. Doropshin huet d'Europäesch Kommissioun an hirem Wäissbuch iwwert d'Transportpolitik vum September 2001 ënnerstrach, datt et néideg wier, eng Direktiv auszeschaffen, déi zur Harmoniséierung vu minimale Sécherheetsnormen an den Tunnele vum europäeschen Autobunnsréseau féiere soll. Sënn an Zil vun dëser Direktiv ass et, fir den Autofuerer an de Motocyclisten, de Benotzer also vun dësen Tunnelen um transeuropäesche Réseau e gewëssene Sécherheetsniveau ze garantéieren.

D'Europaparlament an de Conseil hunn den 29. Abrëll 2004 d'Direktiv 2004/54/CE ugeholl, mat der Virgab, verschidden Exigenzen a Virschréften, sief et um organisationelle Plang oder um technesche Plang, anzeféieren. D'Direktiv bezitt sech virun allem op Tunnelen, déi um transeuropäesche Réseau leien an déi méi wéi 500 Meter laang sinn. Duerch dës Moossname sollen d'Benotzer vun dësen Tunnele beschtméiglech viru Gefore geschützt ginn, insbesondere virun deenen immensen Tragödien am Fall vun deem Accident am Tunnel. Mir hunn alleguerten heibannen nach déi tragesch Momenter a Biller virun Aen, déi sech an deene leschten Tunnelsaccidenter ofgespillt hunn. Hei war d'Accident selwer nëmmen en Deel vun der Tragédie.

Esou eppes ka jo och ausserhalb vun engem Tunnel passéieren. Mä, Här President, dat, wat richteg schlëmm an tragesch war, ass, datt bei deenen elo just genannten Tunnelsaccidenter déi meescht Leit duerch Feier, wat entstanen ass, an och bedéngt duerch déi enorm Hëtzt, déi doduerch am Tunnel opkomm ass, ëm d'Liewe komm sinn. Datselwecht géllt iwwregens och fir d'Rettungsequipen, egal ob dat d'Pompjeeë sinn, d'Protection civile ass, de Service d'aide médicale, d'Ambulanzen, d'Sécurité routière oder och d'Police. Dofir ass gekuckt ginn, fir d'Ëmwelt, d'Ëmfeld an och d'Tunnelinstallatioune selwer ze schützen. D'Direktiv beschreift och Modalitéiten, déi fir d'Sécherheetskonzepter solle virgesinn an approuvéiert ginn, an natierlech och wéi se an den Tunnele sollen ugewannt ginn an och esou zum Droe komme sollen.

Des Weidere schreift d'Direktiv vir, datt am Fall vun engem Accident musse Rapporten un déi europäesch Instanze weidergeleet ginn an och a regelméissegen Ofstänn technesch Kontrolle gemaach musse ginn. Zur gudder Lescht regelt d'Direktiv och nach d'Konditiounen iwwert d'Beschëlderung virun den Tunnelen a selbstverständlech och an den Tunnelen.

Fir d'Ëmsetzung vun all dëse Moossnamen ze garantéieren, verdeelt d'Direktiv d'Responsabilitéiten tëschent dem Gestionnaire vum Tunnel, deen e Sécherheetsagent och muss designéieren, an der Autorité administrative de surveillance, déi kann op drëtt Kontrollinstanzen zréckgräife fir en Deel vun de Sécherheetsmissiounen och ze erfëllen. Dir gesitt, et handelt sech hei ëm eng äusserst technesch an och eng äusserst komplex Direktiv, wou ech an e puer Sätz déi wesentlech Elementer dorauser beschriwwen hunn, esou datt ech op dëser Plaz net weider wëll op dee ganze Volet do agoen.

Erlaabt mer awer, datt ech nach kuerz op d'Situatioun, wéi se hei zu Lëtzebuerg ass, aginn, mat där sech och de Projet de loi, dee mer haut hei ofstëmmen, beschäftege wäert.

Hei zu Lëtzebuerg sinn et just zwee Tunnelen, déi concernéiert sinn an um transeuropäesche Stroossennetz drunhänken. Et sinn dat d'Tunnele Markusbierg a Mondorf, alle béid op der Saarautobunn, op der A13. Den Text gesäit awer och vir, datt déi vun der Direktiv festgehale Sécherheetsmoossname via Règlement granducal op aner Tunnele kënnen applizéiert ginn, déi eng Längt iwwer 500 Meter hunn. An dësem Fall géifen d'Tunnele Gousselerbierg a Grouft op der Nordstrooss, den Hellegegeeescht-Tunnel an den Tunnel tëschent der Rocade vu Bouneweg an dem Rond-point Gluck drënnerfalen.

Wat elo d'Definitioun an d'Verdeelung vun den Aufgaben ugeet, wéi et an der Direktiv virgesinn ass, do huet d'ITM d'Funktioun vun der Autorité administrative a muss folglech d'Mise en service vun den Tunnele genehmegen. D'Ponts et Chaussées hirersäits sinn da Gestionnaire vun de staatlechen Tunnelen. De Stat huet dann och d'Aufgab, fir en Agent de sécurité fir d'Tunnelen ze ernennen, deen awer virdru vun der ITM muss akzeptéiert ginn. Wéi säin Numm et scho seet, muss dëse Beamte sämtlech Moossnamen, déi d'Sécherheet vun den Tunnelbenotzer an dem Personal, dat sech drëm këmmert, betrëfft, garantéieren a selbstverständlech och koordinéieren.

Ofschléissend wëll ech nach kuerz op d'Aarbecht vun der Bautekommissioun an dësem Dossier agoen. A sech hate mer geduecht, mir kéinten dëse Projet nach virum Summer evakuéieren, mä de Statsrot hat eng Herd vu Remarquen a Propositions de texte gemaach, esou datt mer eis nach

emol iwwert de Summer domat auserneegesat hunn. De Statsrot hat sech ganz vill Gedanken - muss ech soen - iwwert dësen Text gemaach an ongeféier 25-mol direkt oder indirekt proposéiert, den Text zum Projet ze änneren. Deelweis hunn dës Propositiounen eng Ännerung mat sech bruecht, déi dann awer duerch de ganzen Text huet missen ëmgesat ginn. Mir hunn an der Kommissioun den Avis vum Statsrot ganz gewëssenhaft analyséiert an och ongeféier 13 Stéck vu senge Propositiounen ugeholl.

Dernieft hu mir nach déi zwee Amendementer ugeholl; eemol ass e virhandenen Textfeeler richteggestallt ginn; dat war am Artikel 3. Am Artikel 9 huet d'Kommissioun eng Prezisioun gi par rapport zum initialen Text. De Statsrot war, wéi ech scho gesot hunn, mat dësen Amendementer averstanen, a schliesslech konnte mer den Text unhuelen.

Wéi schonns gesot, handelt et sech ëm e ganz techneschen a komplexe Projet, deen awer mat grousser Sécherheet zu wesentlech méi Sécuritéit an den Tunnele wäert féieren. Eis Hoffnung wäert a muss, nodeems mer dësen Text heibanne gestëmmt hunn, doranner bestoen, datt esou schrecklech Tunnelsaccidenter sech an Zukunft net méi widderhuele wäerten.

Esou vill, Här President, géif ech soe vu menger Säit. Ech wënsche mer selbstverständlech als Rapporteur, datt dësen Text, dee wichteg ass, eng Unanimitéit beim Vote kritt. Ech brénge selbstverständlech awer och nach den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech alleguer Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Wëllen d'Fraktiounen zu deem ausféierleche Bericht vum Här Clement nach Stellung huelen?

(Négation)

Ech gesinn, dass dat net de Fall ass, dass den Här Clement d'Saache kloer an däitlech gemaach huet. Deementspriechend géif ech Iech proposéieren, wann d'Regierung och d'Ausféierunge vun der zoustänneger Chamberskommissioun an hirem Rapporteur deelt, dass mer zum Vote vun dësem Projet de loi kéimen.

(Assentiment)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5666 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

10. 5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution - Discussion générale et second vote constitutionnel

Mir kommen dann zum zweete Vote constitutionnel iwwert d'Revisioun vum Artikel 16 aus eiser Verfassung. D'ADR hat gefrot gehat, fir dass mer hei nach kéinte Stellung huelen. Wie freet beim zweete Vote constitutionnel iwwert d'Revisioun vum Artikel 16 d'Wuert?

Den Här Meyers, den Här Henckes an den Här Bodry. Da fänke mer mam Här Meyers un. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber huet den 3. Juli vun dësem Joer mat enger grousser Majoritéit eng Ofännerung vum Artikel 16 vun der Verfassung am éischte Vote gestëmmt.

Den Artikel 16 - fir et ze rappeléieren - gesäit vir, dass d'Privateegentum geschützt ass. Eng Enteegenung kann nëmme virgeholl ginn an ass nëmme méiglech am allgemengen Intérêt. Déi Persoun, déi enteegent gëtt, huet d'Recht op eng gerecht Entschiedegung, déi no dem bestehenden Text am Viraus misst bezuelt ginn.

Duerch d'Ofännerung vum Artikel 16 soll d'Wuert „préalable", dat heescht d'Ausbezuelen am Viraus vun där Indemnitéit, am Text vum Artikel 16 gestrach ginn.

Ech kommen net méi op d'Ursaachen an d'Hannergrënn vun dëser Verfassungsännerung zréck. Dat ass ausféierlech geschitt an deem schréftleche Rapport an och an de mëndlechen Interventiounen hei an der Chamber den 3. Juli an de Riede vun deenen eenzelne Parteisprecher.

Allerdéngs mengen ech wier et noutwendeg fir nach eng Kéier op e puer Punkten a Froen anzegoen, déi notamment bei der Diskussioun, awer och an der zoustänneger Verfassungskommissioun opgeworf si ginn. Ënner anerem war d'Fro gestallt ginn, ob et duer géif goe fir d'Verfassung ze änneren oder ob een och misst d'Gesetzer iwwert d'Expropriatioun, notamment d'Gesetzer vun 1967 an 1979, ofänneren oder upassen.

D'Kommissioun vun den Institutiounen an der Verfassungsännerung huet dofir d'Regierung gebieden nozekucken, wéi eng Problemer sech an de leschte Joren am Zesummenhang mat der Expropriatioun gestallt hunn an doriwwer och der zoustänneger Kommissioun Opschloss ze ginn.

D'Kommissioun huet am Virfeld vun där heiter Diskussioun de Bauteminister an eng Rei héijer Beamte gehéiert, déi och der Kommissioun Opschloss ginn hunn iwwert d'Prozeduren an op d'Aart a Weis, wéi d'Expropriatioun an de leschte Jore vir sech gaang ass; wuelwëssend, dass an deene leschte fënnef, sechs Joer keng Expropriatioun wéinst deene bestehende verfassungsrechtleche Problemer méi konnt stattfannen.

D'Froen, déi gestallt gi sinn, sinn haaptsächlech vun dräi Kategorien, déi een esou kann zesummefaassen: 1. Sinn d'Garantien - déi am Intérêt vun der Persoun, déi enteegent gëtt - genügend? 2. Entstinn duerch d'Ofschafe vun dem Wuert „indemnité préalable" keng Retarden am Ausbezuele vun der Indemnitéit? 3. Wat ëmfaasst d'Indemnitéit? Ass déi, esou wéi d'Verfassung et virgesäit, juste? Dat heescht, ass se gerecht?

Bei der éischter Fro iwwert d'Garantien zugonschte vun de Propriétairen, déi enteegnet ginn, stellt d'Kommissioun fest, dass et eng ganz Rei vu Gesetzer gëtt, déi de Propriétaire am Fong geholl schützen.

De Minister huet ënner anerem hei och an Erënnerung geruff, dass laut dem Gesetz vum 13. Mäerz 2007, dat d'Direktiv 97/11 hei zu Lëtzebuerg ëmsetzt, d'Regierung gehalen ass, Impaktstudien ze maachen an iwwert dee Wee, och bei gréissere Projete vu Stroossen, vun Eisebunnen an anere gréissere Projeten, d'Leit ze informéieren. D'Gesetz gesäit genee Prozedure vir. Ech kommen net méi drop zréck, well ech huelen un, dass all d'Kolleegen, déi heibanne sinn an dat bei deem Vote am Ufank vum Joer genee gekuckt hunn, sech nach genee an Erënnerung ruffen, wat déi Prozeduren och sinn.

De Minister huet och drop higewisen, dass d'Enteegenung den Ausnahmefall duerstellt. Dat heescht, wann d'Regierung e gréissere Projet wëllt realiséieren, fänkt se net un ze expropriéieren. Mä wa se Terraine brauch, wa se Immobilië brauch, da gëtt fir d'éischt versicht, sech à l'amiable mat dem Propriétaire ze eenegen. Wann dat net méiglech ass, muss natierlech de Stat oder d'Gemeng zu der Enteegnungsprozedur gräifen. Kënnt et zur Enteegnung, muss fir d'éischt d'Noutwendegkeet vun der Expropriatioun an engem Arrêté grand-ducal festgehale ginn. Dësen Arrêté grand-ducal, deen opgrond vun engem Avis vum Statsrot geholl gëtt, muss och d'Utilité publique feststellen.

Ech weisen drop hin, dass zënter der Aféierung vun engem Verwaltungsgeriicht all Particulier, deen en Intérêt huet, géint deen Arrêté grand-ducal iwwert d'Expropriatioun ze kloen, och d'Recht huet, e Recours virum Verwaltungsgeriicht unzestrengen. Dee Moment och iwwert d'Utilité publique. Dat heescht, d'Verwaltungsgeriicht kann och kucken, ob d'Utilité publique ginn ass, ob déi Terrainen déi sinn, déi wierklech gebraucht ginn, oder ob et och aner Méiglechkeete gëtt.

D'Verwaltungsgeriicht huet also d'Méiglechkeet, deen Arrêté grand-ducal och ze ënnersichen an doropshi säin Uerteel ze huelen.

Schliesslech sinn an de Gesetzer vun 1967 an 1979 Prozedure virgesinn, déi virun allem dem Propriétaire, deen enteegent gëtt, besonnesch Garantië bitt.

Et kann een dofir op déi éischt Fro - Sinn d'Garantië genügend? - eng positiv Äntwert ginn. Et gëtt keen, deen enteegent gëtt, virun e Fait accompli gestallt. Hien ass am Virfeld informéiert iwwert déi Mesuren an hie kann och deementspriechend seng Recoursë géint déi Mesuren do huelen.

Déi zweet Fro betrëfft den Délai, dat heescht den Zäitraum an deem d'Indemnitéit ausbezuelt gëtt. De Stat muss bei der Enteegnung d'Indemnitéit op d'Caisse de consignation iwwerweisen, wann en duerch Uerteel vum Geriicht dozou opgefuerdert gëtt. Vun deem Ablack un ass d'Indemnitéit, déi den Expropriéé zegutt huet, och zu senger Verfügung. Si ass disponibel fir déi Persoun, déi enteegent gëtt, an déi kann iwwert d'Geriicht d'Ausbezuele vun engem Deel oder vun där ganzer Indemnitéit froen. Dat geschitt och wann den Expropriéé kann noweisen, dass deen Terrain fräi vun Hypothéiken an anere Privilegien ass. Déi si jo eigentlech nëmme geholl am Intérêt vun eventuellen Drëttpersounen.

D'Ofännerung vum Artikel 16 vun der Verfassung bréngt also keng Retarden am Ausbezuele vun der Indemnitéit.

Drëtt Fro: Ass dann déi Indemnitéit gerecht? D'Verfassung seet, si muss „juste" sinn. Wat heescht dat? D'Geriichter hu bei der Festsetzung vun der Indemnitéit e grousse Pouvoir d'appréciation. Si kënnen net nëmmen de Maartwäert vun deem Immeubel festsetzen an der Indemnitéit, deen et dobaussen normalerweis huet, deen och duerch en Expert virgeschloen oder ausgerechent gëtt. Derniewent kann d'Geriicht och anere Schued, deen dem Expropriéé entsteet, notamment um wirtschaftleche Plang oder am Beruffsliewen, an d'Indemnitéit mat eranhuelen.

D'Verfassungskommissioun ass zur Schlussfolgerung komm, dass zu deem heitegen Zäitpunkt déi Bestëmmunge vun de Gesetzer vun 1967 an 1979 ausräichend sinn, fir dem Expropriéé entgéintzekommen, dass also duerch d'Ofännerung vun der Verfassung deene Leit, déi enteegent ginn, keen zousätzleche Schued entsteet. Déi Gesetzer, esou wéi se elo bestinn, ginn duer als Garantië fir den Expropriéé.

Duerfir ass och d'Kommissioun an hirer grousser Majoritéit zur Schlussfolgerung komm, dass d'Chamber deen zweete Vote vum Artikel 16 ka virhuelen, ouni dass d'Gesetzer iwwert d'Expropriatioun mussen ofgeännert ginn, an ech géif och d'Chamber bieden, sech där Recommandatioun vun der Verfassungskommissioun unzeschléissen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass interessant ze gesinn, dass mer hei en Thema behandelen, wat jorzéngtelaang, jorhonnertelaang fir wéineg Opreegung gesuergt huet an duerch eng Décisioun vun eisem Verfassungsgeriicht am Joer 2003 eigentlech eréischt an de Mëttelpunkt vun Diskussiounen erakomm ass.

Et muss een nämlech gesinn, dass mer, zënter dass de Code civil hei zu Lëtzebuerg besteet, d'Expropriation pour cause d'utilité publique kennen an dass dat éischt Gesetz an där doter Hisiicht 1859 scho geholl ginn ass an dass e puer Joer méi spéit, 1868, och den Artikel 16 an der Verfassung eng wesentlech Bestëmmung vun deem Gesetz do iwwerholl huet, an ähnlechen Termen, wéi dat schonn de Code civil virdru gemaach hat.

Hei zu Lëtzebuerg sinn applicabel haaptsächlech d'Gesetz vun 1979 iwwert d'Enteegnung an awer och d'Gesetz vun 1967 iwwert d'Grande voirie an iwwert de Fonds des routes. Et ginn awer ëmmer erëm nei Texter gestëmmt, an d'Chamber huet dat gemaach am Joer 2004 mat engem neie Gemengegesetz, engem Entwécklungsgesetz, wou och eng Referenz gemaach gëtt op d'Expropriatiounsprozedure wéi mer se am Text vun 1979 kennen. An dat Gesetz iwwert de Pacte «logement» gesäit erëm eng Kéier eng Bestëmmung vir, déi och eng Referenz mécht op eis allgemeng Gesetzgebung iwwert d'Expropriatioun.

Et bleift, dass mer elo véier Joer laang an enger juristesch onhaltbarer Situatioun waren, well mer Gesetzer haten, déi d'Enteegnungsprozedure virgesinn, awer Décisiounen hu vun eisen ieweschte Geriichter, déi gesot hunn, déi dote Gesetzer sinn net konform zur Verfassung, déi kënnt Der an der Praxis net méi uwenden. Esou dass mer der Meenung sinn, dass et effektiv iwwerfälleg ass, dass mer deen heite Schrëtt maachen. An et huet sech erausgestallt an Diskussiounen, dass de beschte Wee, deen einfachste Wee, fir déi dote Fro ze léisen, eben eng Ofännerung vum Artikel 16 vun eiser Verfassung ass. Mir kënne parallell déi aner Gesetzestexter fir de Moment zumindest bestoe loossen. Et gëtt keen zwéngende Grond, fir och an deenen Texter nach Modifikatioune virzegesinn.

Fir eis als Partei ass et wichteg op där enger Säit ze wëssen, dass d'Privateegentum geschützt ass, mä op där anerer Säit awer och ze wëssen, dass et en Instrument gëtt, wat applicabel ass a wat et méiglech mécht, an alle Froe vu Grondbesëtz dem allgemengen Interessi Virrang ze gi viru reng privaten Interessen. Dat ass keen Text, deen een all Dag uwennt, mä et ass awer en Text, deen ee muss hunn, fir a wichtege Projete vun öffentlechem Intérêt och kënne virunzekommen.

Dobausse soll gewosst sinn, dass mer mat där Ännerung hei um Fong eigentlech näischt änneren. All déi Gesetzgebungen, déi mer hunn, bleiwen tel quel applicabel wéi se vun der Chamber an der Zäit gestëmmt si ginn. Déi Interpretatioun, déi d'Geriichter ginn hu vun deenen Texter an der praktescher Uwendung, bleift och déiselwecht.

Wichteg bleift, dass een net ka geschiedegt ginn duerch eng Expropriatioun, well de Code civil, d'Constitutioun an eis Gesetzer virgesinn, dass déi Indemnisatioun, déi muss bezuelt ginn, gerecht muss sinn. Gerecht heescht, dass all negativ Konsequenzen, déi duerch d'Enteegnung geschéien, soufern se direkt mat der Enteegnung zesummenhänken a soufern se och sécher sinn, integral indemniséiert musse ginn. Dorunner ännert sech also näischt.

Hei gëtt zwar e Wuert erausgeholl, mä eigentlech ännert sech un der Substanz näischt par rapport zu deem, wat mer kannt hunn. Hei gëtt just reng rechtlech eng Situatioun berengegt, déi zënter gutt véier Joer elo onkloer war.

Et ass an deem Sënn, dass mir als sozialistesch Fraktioun och deen heiten Text wäerte stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Dann huet den honorabelen Här Braz d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Mir kënnen eis kuerzfaassen. Mir hunn als gréng Fraktioun d'Zoustëmmung gi beim éischte Vote a wäerten dat och elo beim zweete Vote maachen. Den Här Meyers an den Här Bodry hu schonn dat Allermeescht rappeléiert.

Ech wëll just rappeléieren, dass et déi gréng Fraktioun war, déi initiéiert huet, dass mer dee Contrôle maache vum bestehende Gesetz, an deem Sënn, dass mer wollte préiwen, ob net opgrond vun der Verfassungsännerung an dem Sträiche vum Wuert «préalable» verschidde Garantien, déi d'Leit hunn, hätte kënne méi kleng ginn an dat also eventuell eng Upassung vum Gesetz hätt missen oder kënne mat sech bréngen.

Mir hunn dat an der Chamber esou zréckbehalen, dass mer géifen deen Exercice do maache virum zweete Vote. Dat ass an der Kommissioun geschitt, an ech muss fir déi Gréng soen, dass mir der Meenung sinn,

dass déi Froen - ech wëll net soe Bedenken, mä déi Froen -, déi am Raum stoungen, eng zefridde stellend Äntwert kritt hunn.

Elo kéint een natierlech soen - an ech weess, dass dat de Kolleeg Henckes, dee jo och méi Riedezäit gefrot huet bei dësem Punkt, wäert développéieren -, dass ee kéint am Gesetz verschidde Saachen änneren. Well ech virun him muss schwätzen, erlaben ech mer, schonn am Viraus op hien ze äntwerten, nach ier hien et selwer gesot huet.

Mir sinn där Meenung net - net, well mer déi Suerg net géifen deelen, dass ee wierklech soll oppassen, dass déi noutwendeg Upassung vun der Verfassung net och zu manner Rechter bei de Leit féiert. Et ass allerdéngs esou, dass déi Praxis, déi mer bis elo haten an där doter Matière, bis elo och kee contestéiert huet. An deen Examen, dee mer gemaach hunn an der Kommissioun, war fir erauszefannen, ob näischt ännert un där Praxis, an d'Äntwert, déi mer dorobber kritt hunn, sief et vun de Beamten, sief et och opgrond vu Jurisprudenzen, ass, dass à ce stade näischt erlaabt ze fäerten, dass et elo effektiv géif mat de Rechter no hanne goen.

Elo kann een natierlech - dat wat den Här Henckes wäert proposéieren - verschidde Saache wëlle schréftlech an den Text vum Gesetz erabréngen. Allerdéngs bréngen déi Saachen eiser Meenung no am Moment näischt méi. Mir hunn eigentlech dat als Praxis - déi Praxis ass net schrecklech grouss, well et ass jo wierklech en Instrument, wat hei am Land nëmme seele gebraucht gëtt -, wat mer eis alleguerte wënschen, an dat bleift och bestoen.

Duerfir si mir der Meenung, dass mer haut nach keng Gesetzesännerung brauchen. Mir mussen déi Saachen net an den Text schreiwen, well se iwwert d'Jurisprudenzen och zefridde stellend fonctionnéieren.

Sollt et awer an Zukunft zu neie Jurisprudenze kommen, déi dann eventuell de Besoin géife schafen, fir iwwert de legale Wee ze reagéieren, da wäerte mir Gréng an eiser eegener Logik, déi mer beim éischte Vote och développéiert hunn, deem selbstverständlech net am Wee stoen. Au contraire.

Mä op den Dag vun haut menge mer effektiv, dass ee mat der Ännerung vum Verfassungstext eleng dee Problem geléist huet, dee mer haten, ouni awer duerfir en neie Problem ze schafen. Mir kënnen also domadder liewen, dass mer nëmmen dës Ännerung maachen an der Verfassung, ouni elo schonn am Gesetz mussen Ännerungen ze maachen. Mä et soll een dat am A behalen, well et hänkt dann och an Zukunft vu Jurisprudenzen of, a wéi eng Richtung dass et sech entwéckelt, an déi maache le cas échéant e Besoin dann op fir eng Textänneruing am Gesetz, wat wéi gesot fir eis am Moment nach net de Fall ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Anne Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt am Numm vun der DP-Fraktioun och den Accord bréngen zu dësem Vote. Ech mengen, d'Virriedner hunn dat gutt explizéiert, souwuel de Rapporteur wéi d'Spriecher vun de Sozialisten a vun de Gréngen, an et soll wierklech hei keen Zweifel opkommen. Et geet hei net dorëm, un deem, wat besteet, iergendeppes ze änneren. De Schutz vun der Privatpropriétéit ass absolut a soll absolut bleiwen a bleift och absolut duerch déi Modifikatioun, déi mer hei an der Verfassung bréngen.

Dat Eenzegt, wat mer maachen, mir änneren d'Constitutioun, fir dass déi Gesetzer, déi mer am Moment hunn, och applicabel bleiwen. De Législateur hat de Wonsch geäussert, duerch déi Gesetzer vun der Expropriatioun, fir déi ze applizéieren. Or, mir krute gesot, dass déi net verfassungskonform wieren. Dat heescht, dass mer dat elo mussen duerch d'Sträichung vum Wuert «préalable» vum Paiement préalable verfassungskonform maachen.

Et geet hei drëm fir ze kucken, ob mer kënnen als Stat oder als Gemeng - als öffentlech Hand - effikass sinn. An dat hei, dat dréit zur Effikassitéit bäi. Ech weess och, dass déi Gesetzer iwwert d'Expropriatioun jo nëmmen an Noutfäll wierklech applizéiert ginn, vu déi ganz laang Prozedur. Mä et gëtt ons emol d'Méiglechkeet, dass eis Gesetzer an ons Verfassung an Aklang kommen.

Duerfir ginn ech och den Accord vun der DP-Fraktioun, mä nach eng Kéier betounend: Dat hei ass keng Ännerung wat de Schutz vum Privatrecht, vun der Privatpropriétéit ubelaangt. Dee muss nach wie vor bleiwen. An ech mengen, do ass och e Konsens heibannen.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Als leschte Riedner hu mer den honorabelen Här Henckes, an duerno nach den Här Jaerling. Fir d'éischt den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Privatrecht, de Privateegentum ass ee vun deene wichtege Rechter, déi mer net nuren an onser Constitutioun hunn, mä déi och am Artikel 17 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun stinn. Do stinn haargenau déiselwecht Wierder dran, datt d'Indemnitéit, wann ee muss expropriéiert ginn, gerecht muss sinn an datt se am Virfeld muss ausbezuelt ginn. Dat sinn déi Artikelen, wéi se do stinn.

Mir hu just am Kader vun engem Arrêt vun onsem Verfassungsgeriicht héieren, datt si dat ganz strikt gesinn. Doduerch huet sech am Land eng Problematik gestallt. Mir versti ganz gutt a sinn och mam Prinzip d'accord, datt de Stat muss d'Méiglechkeet hunn, fir op Expropriatioune kënnen zréckzegräifen, wann dat noutwendeg ass, an datt dat an engem räsonnabelen Délai muss kënne geschéien.

Also vum Prinzip hier kënne mer mam Wee d'accord sinn, quitte datt mir ons awer d'Fro gestallt hunn, ob d'Gesetzgebung net misst geännert ginn. Do si mer der Meenung, datt deen ablacklechen Text net deem entsprécht, wat der Europäescher Mënscherechtskonventioun entsprécht, an och net deem, wat onser Constitutioun entsprécht, an net deem entsprécht, wat een eng modern Demokratie nennt, a wou och déi eenzel Rechter vun de Propriétairen net ofgeséchert sinn.

Fir d'éischt geet et ëm déi wichtegst Notioun, déi, déi och elo nach an der Constitutioun iwwreg bleift. Dat ass déi, ob d'Indemnitéit gerecht ass.

Wann een déi franséisch Cour de cassation kuckt, déi seet an engem Arrêt vum 25. Juli 1989: Pour être juste «l'indemnisation doit couvrir l'intégralité du préjudice, direct, matériel et certain, causé par l'expropriation...» An et gesäit een, datt iwwerall an deene Länner, wou mer deeselwechten Text hu wéi mir e kennen - a Frankräich, an der Belsch, och beim Europäesche Mënscherechtsgeriicht -, gesot ginn ass, datt d'Indemnitéit muss bezuelt ginn. Wann zum Beispill en Haus expropriéiert gëtt, da muss deen, dee vu senger Propriétéit privéiert gëtt, deen déi ewechgeholl kritt, erlaabt kréien, fir datselwecht Gutt deeselwechten Immeubel kënnen op enger anerer Plaz ze kafen.

Dat schéngt mer an der ablacklecher Formuléierung, wéi dat elo gehandhaabt gëtt, net de Fall ze sinn, wann et op d'Geriicht geet. Den Här Minister huet gesot, hie géif et esou maachen. Dat mag sinn an der Praxis, am Virfeld, mä wann et op d'Geriicht geet, dann hunn d'Geriichter en Text ze applizéieren. An deen erlaabt ablacklech net, fir op dee Wee ze goen. Souguer d'Administratioun huet am Beispill vum Syrdall de Propriétairen d'Halschent vum Präis ugebueden, dee se fir hiert Haus bezuelt haten. Dat beweist also och, datt tëschent Theorie a Praxis nach munech Ënnerscheeder sinn.

Dat Zweet, wat net virgesinn ass, dat sinn alleguerten déi accessoire Indemnitéiten, déi an allen Nopeschlänner sinn, wa muss bezuelt ginn, wann et ëm Expropriatioune geet. Dat ass d'Indemnité de remploi, dat sinn d'Frais de déménagement an an onsem Fall d'Frais d'avocat. Och dat ass net ginn. Dat ass souguer absolut. Am Gesetz steet kee Wuert doranner. Doduerch schéngt et ons, datt et besser gewiescht wier, fir d'Gesetzgebung an deem Sënn ze änneren oder wéinstens ze preziséieren, wann et esou gewiescht wier.

Dann huet de Rapporteur mat Recht drop higewisen, datt mer eng Debatt hunn, wéi de Bierger muss oder soll informéiert ginn, wann en expropriéiert gëtt. Bien entendu gëtt et verschidde Prozeduren, wou ee sech kann informéieren. Wann zum Beispill eng Zuchlinn iergendwou gebaut gëtt, da gëtt et munech Enquêten, déi gemaach ginn. Mä et gesäit een awer och oft, datt e gudden Deel vun de Bierger sech net onbedéngt bewosst ass, datt déi Zuchlinn, déi gebaut gëtt, duerch hir Propriétéit wäert goen.

Duerfir hate mir an onser Iddi wéinstens virgesinn, datt de Stat, wann e wëllt expropriéieren, de Propriétairen direkt am Virfeld matdeelt, éier en den Arrêté de déclaration d'utilité publique hëlt, datt e wëlles huet, esou en Arrêté ze huelen an datt e se informéiert, datt hiren Terrain op där Lëscht steet, wou et eventuell eng Expropriatioun gëtt. Dann ass och de Bierger deen Ablack direkt informéiert an en huet d'Méiglechkeet, wann den Arrêté kënnt, datt en da kéint reklaméieren. Et wier also fir dem Bierger méi Rechter ze ginn, well mer alleguerte wëssen, datt dee Prinzip «nul n'est censé ignorer la loi» an der Theorie an an der Praxis awer nach munech Ënnerscheeder opweist. Duerfir menge mer, datt et besser gewiescht wier, fir déi Gesetzgebung do ze änneren.

En drëtte Punkt, deen ons och wichteg schéngt, dat sinn d'Lenteuren an der Prozedur, notamment wann et ëm Expertisen um Geriicht geet. Do gesäit een, datt an anere Länner de Wee gesicht ginn ass vun engem Juge-commissaire, Juge-expert, deen op d'Plaz kucke geet an d'Indemnitéiten an enger éischter Etapp festleet. D'Rapports d'expertise mussen a gewëssenen a fixen Délaien zréckkommen.

Dat ass dat, wat net gemaach gëtt. Dat ass elo net esou vun der Regierung gewollt. Duerfir géife mir mengen, datt et wichteg ass, datt d'Gesetzgebung geännert gëtt. Vu datt dat net de Fall ass, vu datt d'Gesetzgebung net preziséiert gëtt, fir dem Bierger méi Rechter ze ginn a fir Abusen ze verhënneren, wäert d'ADR géint déi Modification constitutionnelle stëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Voilà! Freet nach eent d'Wuert?

Dat ass net de Fall. Dann huet den Här Minister Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech wollt am Fong net schwätzen. Mä ech wëll awer trotzdeem dem Här Henckes e puer Äntwerte ginn, well zu sengen Analysen, déi hien do mécht vun der Nécessitéit fir d'Gesetzgebung ëmzeännere gëtt et eng ganz Rei Argumenter, déi mech dozou féieren, fir déi wierklech net kënnen ze deelen.

Dat Éischt, wat ech wëll soen, ass dem Rapporteur - dem President vun der Kommissioun - villmools Merci fir déi gutt Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass, an all de Gruppen, déi sech elo hei expriméiert hunn, déi a sech och déi Schwieregkeet vun deem Dossier gesinn hunn, wou mer tëschent zwou Nécessitéite sinn.

Dat eent ass d'Privateegentumsrecht, an dat anert, dat ass awer d'Utilité publique vun enger Rei Projeten. Fir do en Equiliber ze fannen, dee juste an dee gerecht ass, dat ass a sech dat, wat hei um Spill steet. An dat ass och hei wat jiddferee mat senge Sensibilitéite mat deene méi oder wéineger selwechte Konklusiounen ausgedréckt huet.

Mir waren och alleguer zesumme ganz virsiichteg an deenen heite Changementer, well fir d'éischt emol gekuckt ginn ass, ob een iwwerhaapt eng Constitutiounsännerung géif brauchen. Fir d'éischt huet d'Regierung déi ganz Gesetzestexter analyséiert, fir ze soen, kommt mir probéieren emol fir d'éischt d'Gesetz ëmzeänneren. Mir sinn awer duerno zur Konklusioun komm, datt et keng effikass Ëmännerung vum Gesetz géif ginn, wa mer net déi constitutionnel Basis esou géife setzen, datt mer duerno eng korrekt Prozedur hätten.

Duerno ass zesumme mat der Chamber en Text gemaach ginn, wou den „préalable“, dee mer elo eraushuelen, nach ëmmer drageloss ginn ass a mer eng wesentlech méi virsiichteg Formule fonnt hunn. Schlussendlech si mer op déi hei Formule komm, well de Conseil d'État an enger Rei gudder, laanger, juristescher Ausenanersetzunge gesot huet an zur Konklusioun komm ass, datt den „préalable“ aus der Constitutioun hei eraushuele sécherlech konform wär zu all deenen Texter iwwert d'Droits de l'Homme, déi mer hätten, an do iwwerhaapt kee Problem géif vum Conseil d'État aus bestoen.

Dunn eréischt ass d'Kommissioun op déi do Pist gaangen, mat där juristescher Assurance am Réck, an dat war och wichteg, fir grondleeënd Diskussiounen direkt ze vermeiden an an de Gréff ze kréien.

Elo huet den Här Henckes eng Rei Suergen expriméiert an eng Rei Bedenken zum Ausdrock bruecht mat sengen Argumenter.

Ech wëll fir d'éischt soen, an ech hu gutt nogelauschtert, wat déi eng an déi aner gesot hunn, et ass keng vun de Fraktiounen heibannen, déi déi Suergen net deelt, déi ausgedréckt gi sinn. Par contre sinn d'Äntwerten op déi Suergen, déi Dir ausgedréckt hutt, awer schonn an der Gesetzgebung enthalen, esou wéi mer se elo hunn.

Ech kommen duerno op den Detail, mä ech wëll just emol fir unzefänken einfach soen, datt déi Prozedur, déi mer elo duerch d'Änderung vun der Constitutioun erëm constitutionnel gemaach hunn an déi mer säit Joren haten, déi eng aus de 60er Joren, déi aner aus de 70er Joren, während all där Zäit, wou se applizéiert ginn ass, am Fong ni contestéiert ginn ass an am Fong och ni - an dat hu mer jo nogekuckt, an dat hat d'Chamber eis jo beim éischte Vote gefrot - zu gréissere Problemer gefouert huet. An dat Eenzegt, wat mer hei maachen, dat ass eng Prozedur, déi ni contestéiert ginn ass, déi gutt geklappt huet, erëm en vigueur setzen, andeem mer hir constitutionnel Basis erëm hierstellen.

Dann op déi eenzel Punkten agaangen. Dat Éischt ass d'Envergure vun der Indemnitéit, wou den Här Henckes seet, datt all déi aner Accessoiren - „les petits surplus“, hutt Der dat an engem Artikel iergendzwousch genannt - net kéinte mat a Rechnung gedroe ginn, wann dann esou eng Expropriatioun geschitt.

Fir d'éischt wëll ech emol soen, datt virun der Expropriatioun jo eng ganz Prozedur ass, wou normalerweis probéiert gëtt, vun der öffentlecher Hand aus, sech mat deem Propriétaire à l'amiable un den Dësch ze setzen an eens ze ginn. A wann ee wëllt mat engem à l'amiable eens ginn, da kommen natierlech an deenen Diskussiounen - an dat hutt Dir selwer gesot - ëmmer déi richteg Problemer op den Dësch, dat wat d'Leit als Suergen hunn, als Supplémenten hunn, als Problemer hunn, déi sech kënnen an der Realitéit stellen, an da gëtt schonn dorunner deem sécherlech Rechnung gedroen.

Da kënnt déi zweet Fro: Wa se net eens ginn an et kënnt eng Expropriatioun, wat geschitt dann? Do mengen ech ganz kloer, datt den Text, esou wéi en elo an der Constitutioun steet, mat dem Ausdrock, datt déi Indemnisatioun muss eng „indemnisation juste“ sinn, awer just duerch de Fait, datt en esou formuléiert ass, all deene Problemer, déi sech kënne stellen, bei deene Spezifissitéiten, déi eng Expropriatioun huet, duerchaus ka Rechnung droen.

A wann ech hei kann de Gaston Vogel zitéieren, deen e Buch geschriwwen huet iwwert «L'Expropriation pour cause d'utilité publique», a just ee Passage virliesen, do steet: «Dans la fixation de l'indemnité, le magistrat est souverain. La loi s'est rapportée à son expérience et à sa sagesse pour apprécier la force et la sincérité des éléments de preuve qui lui sont soumis.»

Une voix.- Dir misst och den Här Vogel virliesen, wat en zur Verfassungsännerung hei geschriwwen huet!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Ech wëll just soe wat en hei iwwert d'Applikatioun vum Gesetz gesot huet a wat sech genau vertrëtt op dat wat hei gesot ginn ass.

Et kann also, an dat ass d'Doctrine, Rechnung gedroe ginn, wann de Juge seng Indemnitéit fixéiert, net nëmmen iwwert d'Valeur vénale vum Immeuble, mä och iwwert d'Valeur de convenance vum Immeuble, och iwwert d'Valeur d'affection vum Immeuble an och iwwer aner Saachen, wéi d'Perte de revenus, d'Perte de clientèle an aner Zorten Indemnitéiten, a sécherlech och, wann et nogewise ka ginn, iwwer Froe vu Problemer, déi sech stellen, vun Déménagementer an Ähnleches, wann dat kann „preuve à l'appui“ nogewise ginn a vum Juge justifiéiert gëtt.

Ech mengen och, datt de Fait, datt mer draschreiwen „juste“, an net eng genau Oplëschtung vu wat nach als, wéi Dir sot, „petits surplus“ ka sinn, vläicht éischter souguer eng virsiichteg Moossnam ass. Well wa mer alles géifen draschreiwen, da wär et limitativ sécherlech an da kéinte souguer do zousätzlech Problemer entstoen.

Duerfir soen ech, Här Henckes, ech verstinn déi Suerg, mä Dir hutt gefrot…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ech hätt gär eng Ännerung, Här Minister. Ech wollt just virdrun nach soen, datt meng Debatt dorobber higaangen ass, datt den Term „juste“ gerecht ass; dee fanne mer an allen internationalen an nationalen Texter erëm. Et ass just bei der Aart a Weis wéi d'Gesetz et virgesäit, wéi d'Indemnitéit definéiert gëtt, wou mer eng Meenungsverschiddenheet hunn.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Jo, genau dat. An dofir soen ech, datt ech mengen, datt, esou wéi d'Gesetz an d'Applikatioun vum Gesetz

gemaach gi sinn, op Basis vun där Constitutiounsännerung, déi mer elo hei hunn, déi Applikatioun, esou wéi mer d'Gesetz hunn ouni ze änneren, duerchaus kann deene Suergen, déi Dir richtegerweis als Suerg ausdréckt, entspriechen.

Mir hunn also eng Meenungsverschiddenheet net um Constitutiounstext, mä eng Meenungsverschiddenheet, ob de fait dat Gesetz muss geännert ginn oder net.

An ech soen, déi Suergen, déi Dir ausdréckt, kënne mam aktuelle Gesetz ouni Problem beäntwert ginn. Dat gleeft Dir mir elo net, mä ech mengen, datt dat awer esou wär.

D'selwecht bei deenen anere Saachen, déi Der gesot hutt. Dat ass déi Information préalable. Esou wéi Dir et elo duergestallt hutt, gesäit dat am Fong aus, wéi wann déi Leit, déi concernéiert si vun engem Projet, eréischt géifen informéiert ginn dann, wann d'Expropriatioun ugeet.

D'Expropriatiounsgesetz gesäit och déi Informatioun vir; ech kommen duerno nach drop zréck. Mä d'Realitéit ass jo, datt, ier et zu enger Expropriatioun kënnt, notamment wat de Stroossebau ugeet, awer eng ganz Prozedur nach virdrun ass, fir iwwerhaapt zu enger Décisioun ze kommen. Déi ganz Prozedur vun der Direktiv 97/11/CE, déi mer viru véier Méint hei festgesat hunn, déi iwwerhaapt emol muss kommen, ier mer kënnen négociéieren.

An da musse mer négociéieren; da sinn d'Leit jo schonn informéiert duerch d'Prozedur.

Da musse mer négociéieren, da si se informéiert duerch d'Négociatioun. A wa mer dann net eens ginn, nodeem datt se schonn zweemol d'Méiglechkeet haten, fir informéiert ze ginn an doduerch wëssen, wat lass ass, da komme mer eréischt an déi Expropriatiounsprozedur, an déi „97/11/CE"-Prozedur, fir d'Tracé festzeleeën.

Déi gesäit awer eng ganz Rei gesetzlech festgehale Méiglechkeete vir, wou d'Leit kënnen Awand huelen, wou se kënne soen, ob se d'accord sinn oder net domadder d'accord sinn. Da gi se nach eng Kéier kontaktéiert, fir à l'amiable mat hinnen eens ze ginn, an dann eréischt komme mer un d'Expropriatiounsprozedur, wou nach eng Kéier an den Texter steet, datt se mussen informéiert ginn a wou souguer bei den Text vun '79 iwwert d'Expropriatioune fir den Héichbau drasteet, datt se och nach individuell mussen ugeschriwwe ginn, fir informéiert ze ginn.

Ech mengen, an deem ganzen Arsenal législatif, dee virdrun ass a während der Expropriatioun, sinn awer esou vill Kontakten, Explikatiounen, Méiglechkeete vun Awänn, déi se kënnen huelen! Op anere Plazen, wa mer Projeten net esou schnell virukréien, wéi mer et wëllen, notamment an der Debatt vun de Simplifications administratives gëtt dann heiansdo gesot: Elo kommt Der net virun, wéinst all deene Prozeduren, déi lafen! An dat ass genau deen Typ vu Prozeduren, wou mer musse mat de Leit schwätzen, déi ech par ailleurs richteg fannen. Dat zu där Saach.

Esou datt ech mengen, datt déi grouss Awänn, déi Der bruecht hutt, awer am Text, wéi mer en aktuell hunn, respektiv an Texter, déi sech bei Baute virun den Expropriatiounstext virdruplanzen an déi ee muss an der ganzer Prozedur maachen, déi ganz Informatioun awer logesch a sënnvoll ass, esou datt ech déi do Meenung net kann deelen, obwuel ech d'Suerge verstinn.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Minister Merci. Mir sinn elo um Enn vun der Debatt. Mir stëmmen of iwwert den Text. Dir wësst, dass hei keng Votes par procuration kënne gemaach ginn.

Second vote constitutionnel

D'Proposition de révision 5596 ass mat 50 Jo-Stëmmen, bei 5 Nee-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Marcel Glesener, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes, Charles Goerens, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

11. 5337 - Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification

1. du Code du Travail;

2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation;

3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Voilà, Dir Dammen an Dir Häre, mir kommen dann zum zweete Vote constitutionnel vum Projet de loi iwwert de Congé individuel de formation. De 26. Abrëll huet d'Chamber eng éischte Kéier iwwert dëse Projet ofgestëmmt.

Wëllt nach een d'Wuert ergräifen?

Wann dat net de Fall ass, da komme mer och hei zum Vote.

Second vote constitutionnel

De Projet de loi 5337 ass am zweete Vote constitutionnel mat 51 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Marcel Glesener, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Emile Calmes), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Mir kommen dann zur Diskussioun vun deenen zwou Motiounen, zu där, déi den honorabelen Här Helminger déposéiert huet am Numm vum liberale Grupp an am Numm vum Grupp vun deene Gréngen, respektiv zur Motioun, déi den Här Fayot déposéiert huet.

Den Här Helminger huet d'Wuert.

12. Motion de M. Paul Helminger déposée au nom du groupe DP et au nom du groupe DÉI GRÉNG relative à l'amélioration et à la décentralisation des structures d'accueil pour personnes toxicomanes et à l'implantation d'un foyer d'accueil à Bonnevoie

Motion de M. Ben Fayot relative à la décentralisation des structures de traitement et d'accueil pour personnes toxicomanes

M. Paul Helminger *(DP), auteur.*- Här President, wann elo fënnef Minutten erëm sinn, da géif ech lech bieden, nach eng Kéier op de Knäppchen ze drécken, well ech d'Riedezäit, déi fënnef Minutten, déi meng Fraktioun huet, och wëll gebrauchen, fir déi Diskussioun hei anzeféieren. Eng Diskussioun, vun där et jo net evident war, datt jiddferee se géif wëllen, mä wou et ganz den Uschäin huet, wéi wa mer eis herno eigentlech alleguerte misste félicitéieren...

(Interruption)

Elo si 26 Sekonne fort an et huet anscheinend nach kee mech héieren.

(Hilarité)

Fonctionnéiert de Mikro elo? Nach ëmmer net!

Une voix.- Versicht méi haart ze schwätzen.

M. Paul Helminger *(DP), auteur.*- Da fänken ech nach eng Kéier un.

Här President, ech wollt lech am Fong bieden, fir mer déi zéng Minutten ze ginn: déi fënnef, déi ech als Co-auteur vun der Motioun hunn, an déi fënnef Minutten, déi meng Fraktioun huet, fir dann duerno Stellung ze huelen. An ech wollt dann dozou iwwergoe fir ze soen, datt, wann déi Diskussioun hei och am Ufank vu Verschiddenen net grad just begréisst ginn ass, ech awer de Moment d'Impressioun hunn, wéi wa mer herno alleguerte frou wären, datt mer se haten.

Et geet ëm d'Fixerstuff an der Stad, ëm ee Projet also vun der Regierung, deen um Territoire vun der Stad realiséiert gi soll. Mä et geet och - an d'Diskussioune vun deene leschte Woche schéngen dat ze beleeën - drëm, fir festzestellen, ob d'Politik vun der Regierung am Kampf géint d'Drogen an domat de Prinzip vun de Fixerstuffen, esou wéi se elo an der Stad virgesinn ass an déi jo vun där Politik nëmmen en Deel ass, nach déi richteg ass, an ob se virun allem vun de Majoritéitsparteien nach gedroe gëtt.

Wann ech héieren, datt et net zwou oder dräi Fixerstuffen an de groussen Zentren, mä vill méi klenger op vill méi Plaze solle ginn, wann ech héieren, datt een den Accueil an d'Fixerstuff vuneneen trenne soll, datt en fait d'Fixerstuffen eventuell souguer kombinéiert mat kontrolléierter Drogenabgabe an d'Spideeler sollen integréiert ginn, dann huet dat alles net méi ganz vill mat deem Projet ze dinn, deen de Gesondheetsminister ausgeschafft huet a fir deen de Bauteminister elo bei der Stad eng Baugenehmegung gefrot huet.

Wann een dann déi Opreegung gesäit, déi dee Projet bei de Stater Leit, haaptsächlech zu Bouneweg, ervirgeruff huet, an zumools wéi do zum Deel och mat onsachlechen a falschen Argumenter an neierdéngs ganz offensichtlech op engem lokalpoliteschen Hannergrond d'Leit littéralement opgehetzt ginn, da verstitt Der, Här President, datt mer do wuel nach ëmmer bereet sinn, eis politesch Verantwortung ze huelen, mä datt mer awer net gewëllt sinn, d'Käschte fir aner Leit aus dem Feier ze huelen.

Hei muss all Mënsch seng Verantwortung huelen: d'Regierung, d'Chamber, de Stater Schäfferot an de Stater Gemengerot.

Datt de Stat dem Buergermeeschter am Endeffekt seng Ënnerschrëft ënner eng Baugenehmegung setzt, ass nëmmen dee leschten Akt, an déi, déi emol schonn an enger Gemengeverantwortung waren, a besonnesch déi, déi schonn emol wollte Buergermeeschter ginn, missten eigentlech wëssen, datt de Buergermeeschter déi Ënnerschrëft eenzeg an eleng opgrond vum Bautereglement vu senger Gemeng entweder muss ginn oder muss refuséieren. D'Geriichter hunn x-mol bestätegt, datt alles anescht en Abus de pouvoir wär.

Dat gesot - an ech hu vu gemëschte Gefiller am Ufank geschwat -, bedaueren ech ganz besonnesch, datt an engem Problem, dee wéi d'Toxicomanie virun allem e gesellschaftleche Problem ass, dee vill vun eise Matbierger op eng ganz schrecklech Manéier betrëfft an deen eis alleguer ka betreffen, dee parteipolitesche Konsens, dee mer eigentlech iwwer Joren haten, elo ze zerbrieche schéngt.

Mir hunn iwwert d'Joren iwwert déi hei Problematik mat engem liberalen, duerno mat engem sozialistesche Gesondheetsminister, mat enger liberaler Erzéiungsministesch, duerno mat enger sozialistescher, mat chrëschtlech-soziale Bauteministere geschwat, an dat ënner zwee Stater Schäfferéit, fir d'éischt blo-schwaarz an dann elo blo-gréng. Mir hunn eis all déi Joren intensiv mat den Associatiounen, déi um Terrain aktiv sinn, zesummegesat, fir hir Aarbecht ze ënnerstëtzen, fir hinnen ze hëllefen hir Aktioune besser ze koordinéieren. Mir haten e groussen Hearing organiséiert a maachen zënterhier mat alle Betraffenen am Kader vum Comité de prévention local ganz regelméisseg de Point vun de Situatiounen.

Mir sinn zesummen dee luesen a beschwéierleche Wee gaang, fir an enger éischter Etapp, dat war 2001, déi drogéiert Obdachlos am Wanter ënnerdaach ze kréien, duerno e provisoreschen Accueil op der Diddenuewener Strooss anzeriichten, an deen dann den „Abrigado" mat senger Berodung a mam Austausch vu Sprëtze mat agezunn ass an an deem zënter dem Fréijoer 2005 och eng provisoresch Fixerstuff fonctionnéiert.

Mir waren eis all déi Zäit eens, datt et eist Zil wier, deene betraffene Leit ze hëllefen, virun allem awer der esou vill wéi méiglech vun der Strooss ewechzekréien, mat all deenen Nuisancen, déi dat mat sech brëngt.

Wéi wär dann d'Situatioun zu Bouneweg an op der Gare, wann déi dausenden - leider, mä dat ass déi gesellschaftlech Realitéit - vu Schëss, déi ënner hygienesch einwandfreie Konditiounen an der Fixerstuff gesat ginn, dobaussen am Fräie géife gesat ginn? Wéi vill méi Sprëtze géife mer dann op den Trottoiren, an de Parken an op de Spillplazen erëmfannen? A wéi vill méi déidlech Iwwerdosen hätte mer?

Et ass duerfir och an där Logik, datt deen heitege Schäfferot averstane war, fir mat dem Projet „Fixerstuff" weiderzefueren, ënnert der Bedingung, datt mer aus der Experienz vun deene vergaangene Jore léieren, haaptsächlech wat d'Öffnungszäiten an d'Zuel vun de Betreier ugeet, an dann awer och mat der Fuerderung, datt et endlech eescht muss gi mat der Dezentralisatioun vun esou Strukturen. Do gëtt anscheinend op Plazen nach méi wéi an der Stad mat all Mënsch geschwat, mä mir schéngen do nach wäit vun enger Baugenehmegung ewech ze sinn, an dat kann net esou virugoen.

Mir waren och der Meenung, datt d'Réckele vun där Fixerstuff vun enger Säit vun der Diddenuewener Strooss op déi aner an e modernt, funktionellt Gebai, esou wéi et eis virgeschloe gouf, alles wär mä net eng zousätzlech sozial Struktur matzen an e Wunnquartier ze implantéieren. Dat wëllt net soen, datt mer eis net mat de Bouneweger Leit, mä awer och mat deene Garer wéinst Drogen a Prostitutioun, mat de Lampertsbierger a mat de Stater insgesamt wéinst der Kinnekswiss, dem Centre Aldringen, der Plëss, dem Neumanspark, mat deenen Dummeldenger, Eecher, Weimerskiercher wéinst dem Parc Laval an esou weider, datt mer eis mat deenen alleguerten net eens wieren, datt et Plazen an der Stad gëtt, wou d'Zoustänn inakzeptabel sinn. Wou d'Efforten, déi gemaach ginn, fir an enger kulturell komplexer Stad d'Zesummeliewe vun den Awunner, vun deenen, déi hei schaffen, a vun deenen, déi bei eis op Besuch kommen, agréabel ze gestalten, wou déi Effortë vum onméigleche Behuele vu finalement ganz klenge Gruppe vu Leit futti gemaach ginn, déi mat der Gesellschaft näischt méi wëllen ze dinn hunn. Dat huet awer alles mat der Fixerstuff rose wéineg ze dinn.

Mir hunn dofir ugefaange mat Bouneweg, en Aarbechtsgrupp an der Stad agesat, deen dee leschten Donneschdeg iwwregens eng éischt gutt Réunioun hat, fir zesummen ze kucken, wat mir - mir, dat ass d'Polizei, d'Associatiounen, d'Gemeng, mä och d'Bierger selwer - kënne maachen, fir deen öffentleche Raum, deen hinne gehéiert, och erëm esou kënnen ze notzen, wéi e fir si geduecht war.

Fir d'Fixerstuff, emol ofgesi vun deene prinzipielle Froen, déi elo vun der Stater CSV opgeworf goufen, ginn dann elo och nach alternativ Sitë virgeschloen. Ech si gären op dem Bauteminister Claude Wiseler seng Propositioun agaangen, fir nach eng Kéier déi Siten nozekucken. Si ware schonn all emol an der Diskussioun. Mir hunn an deem Sënn och eng Entrevue - mir, dat ass de Stater Schäfferot mam Gesondheetsminister a mam Bauteminister - den nächste Freideg Mëtteg, fir dat ze maachen. An da muss jiddferee seng Responsabilitéit huelen.

Ech wëll och direkt soen, datt d'Auteure vun där Motioun mat där amendéierter Motioun, déi haut vun de Majoritéitsfraktioune virgeschloe ginn ass, net dee geréngste Problem hunn. Ech verbannen domadder, datt de François Bausch an ech, stellvertriedend fir eis Kolleeginnen a Kolleegen, déi d'Motioun ënnerschriwwen hunn, och eis Ënnerschréft ënnert déi Motioun gesat hunn, esou wéi mer dozou invitéiert hunn, d'Hoffnung, datt déi amendéiert Motioun mat grousser Majoritéit, jo, firwat net à l'unanimité hei an dësem Haus géif ugeholl ginn, woumat dann dee parteiiwwergräifenden nationale Konsens, dee mer wierklech an dëser Affär brauchen, erëm hiergestallt wier. An dat kënnt ech nëmme begréissen.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Helminger. D'Wuert huet elo d'Madame Stein-Mergen.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech géif da wëlle fir d'éischt déi alternativ Motioun, déi mer zesumme mat de Kolleege vun der LSAP ausgeschafft hunn, presentéieren an och Stellung huelen zu där anerer Motioun vum Stater Schäfferot.

Här President: „D'Sucht läit am mënschleche Verlaangeren no Befriddegung vu Loschtgefiller, Zefriddenheet a Gléck; dës hedonistesch Sich gëtt da problematesch, wa se sech vu perséinlechen Undriff entkoppelt an en dysfunktionalen, oft substanzgebonnene Charakter kritt." Ech zitéieren domadder de Professer Joseph Egger vun der Uni Graz, deen dëse Saz a sengem Bäitrag „Abhängigkeit aus psychologescher Sicht" geschriwwen huet.

Wa mer och d'Thema Sucht, wann och nëmmen an engem limitéierte Kontext, haut um Ordre du jour hunn, dann ass dat keen Zoufall, mä eng Initiativ vun deem gréngbloe Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg an hirer Funktioun als Deputéiert, natierlech, a well mer mat hirer Approche net esou ganz d'accord waren, hu mer ons zesummegesat an dës alternativ Motioun ausgeschafft, déi, wéi d'CSV- an d'LSAP-Deputéierte mengen, de Problem nach e bësselche méi wäit stellt wéi just d'Fixerstuff vu Bouneweg.

Wat ass eng Fixerstuff? Eng Fixerstuff ass eng Struktur, wou déi Toxicoen, déi weder an engem Substitutiounsprogramm sinn nach prett sinn, fir e Sevrage ze maachen, sech kënnen e proppere Schoss setzen. Et ass dëst eng Struktur, déi extrem niddregschwelleg ass an déi viraussetzt, dass de Süchtege sech seng Boulle Heroin selwer beschaaft, an ech brauch Iech kee Bild ze molen, wéi e sech déi beschaaft.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Eng Fixerstuff limitéiert also fir de Süchtege just nëmmen de Risiko, sech mat enger gebrauchter Nol mat Hépatite oder Aids ze infizéieren, an ass awer weder effektiv géint den Dealing nach géint d'Drogekriminalitéit.

Dat ass awer net ons Opfaassung vun enger effektiver Drogebekämpfung a mir sinn der Meenung, dass d'Clientèle vun enger Fixerstuff muss enger méi héichschwelleger Behandlung zougefouert ginn. Och dat ass méiglech.

Déi nächst Etapp wär an dësem Fall d'Substitutiounsbehandlung. D'Substitutioun ass keen Entzuch. Si ass awer haut d'Kärstéck vun der Opiatsuchtbehandlung, net nëmme bei ons, mä an deene meeschten europäesche Länner an an der Welt spéitstens säit dem Optriede vun der Hépatite an Aidsepidemie ënnert den IV-Toxicomanen. Meeschtens benotzt den Dokter hei de Methadon, mä och mat Subutex oder Morphium kann ee probéieren, den Heroin ze ersetzen.

D'Puriste géint d'Droge sinn natierlech der Meenung, dass dëst keng Léisung ass, well dës Ersatzstoffer selwer d'Sucht ënnerhalen. Et huet och laang gedauert, bis dës Approche sech konnt och bei ons duerchsetzen. D'Haaptargumenter fir eng Substitutioun leien awer op der Hand.

Wat een e Süchtege méi laang bei der Staang hält mat enger verschriwwener Substitutioun, wat seng Chancë méi grouss sinn, fir e Sevrage an eng Resozialiséierung ze packen, wann nämlech de Cercle vicieux - Drock fir den nächste Schoss, sozial Isolatioun, Kriminalitéit - kann ënnerbrach ginn. D'Approche ass duerfir och individuell. Bei méi verlässleche Patiente gëtt schonn emol de Methadon fir eng ganz Woch opgeschriwwen. Déi méi labil Patréiner mussen en a flësseger Form virum Apdikter huelen a si kréien ëmmer nëmme fir een Dag.

Och déi pluridisciplinaire Approche ass wichteg. An Zesummenaarbecht mam Dokter encadréiert am nationalen Drogeprogramm d'Jugend- an Drogenhëllef dës Patienten; si ass awer nëmmen eng vun deenen ONGen, déi op dësem Terrain schaffen. Si kënnen da fir Gespréicher bei si kommen, si kënne gehollef kréien op der Sich no enger Wunneng oder enger Aarbecht. An dësem Programm kënne mer vun engem immensen Engagement vun allen engagéierten Acteure profitéieren.

Och am Prisong gëtt de Methadon agesat, fir de Patienten no an no d'Méiglechkeet ze ginn, sech selwer ze bilanzéieren an d'Kraaft ze fanne fir de Sevrage. Hei gëtt da mat hirem Accord an och parallell zu enger psychologescher a psychotherapeutescher Therapie d'Dosis Methadon mat hirem Averständnis no an no erofgesat. Op dësem Wee gi vill Toxicomanen am Prisong an dobaussen dréchen.

Dobaussen ass et awer leider esou, dass parallell zu deenen Dokteren, déi mam Methadonprogramm schaffen, et och eng Rei konventionéiert Verschreiwer gëtt, déi dat e bëssen niewelaanscht maachen, déi net iwwert déi eminent wichteg Aus- a Fortbildung verfügen, déi hinnen et géif erlaben, hir Gespréichs- a Prescriptiounspraktiken ëmmer erëm kritesch ze hannerfroen, an déi net am Netz mat dra schaffen, wou se hir Erfolleger a Mësserfolleger mat Fachleit kéinte bespriechen. Dat ass net gutt.

Och net gutt ass d'Gewunnecht, mat der Substitutiounsdrog Benzodiazepinen ze verschreiwen. Ech wëll net op d'Suchtpotenzial vun dëse Medikamenter zréckkommen - mir hate se eréischt kierzlech hei an der Chamber -, wëll awer just bemierken, dass si och nach leider vill ze vill oft am Sevrage agesat ginn, wat sécher keng Léisung ass. Op dës Aart a Weis mécht een aus engem Monotoxicomanen e Polytoxicoman. De Süchtege schléckt dann emol tëschenduerch eng Rutsch Valium, fir seng Sevragesymptomen ze iwwerdecken.

Et ass dann och esou, dass dës Substanze parallell mat de Boullen op der Gare oder wou och ëmmer gedealt ginn an ze kréie sinn. Eng aner Méiglechkeet ass, den Toxico verkeeft dat, wat e just vum Dokter verschriwwe krut, op der Gare a setzt sech mat deene Suen emol e richteg gudde Schoss. Dat kann et awer net sinn.

Ech hunn 2005 gesot, déi national Methadonkommissioun wär nach ni zesummekomm: Dat stëmmt net méi, si ass entretemps eemol ageruff ginn. Dat geet awer onser Meenung no net duer, fir méi Rigueur an d'Verschreiwungspraktiken ze kréien. Ech mengen, an Zesummenaarbecht mat den Doktere misst een dat och kënnen op dësem Domän erreechen.

Dann elo kuerz zu mengem Dada, der Heroinsubstitutioun. Wat sinn hir Avantagen? Nun, fir en Heroinsüchtege gëtt et näischt Besseres wéi e Schoss Heroin. De Methadon blockéiert zwar dem Heroin seng Rezeptoren am Gehir, mä hie kann de Flash, dee si mam Heroin verspieren, net ersetzen. Dat ass d'Haaptursaach, firwat esou vill Leit vun der Therapie décrochéieren oder awer mat alle Moyenë versichen, de Methadon op der Gare duerch eng Boulle Heroin ze ersetzen.

Heroin huet awer eng Rei Avantagen an der Substitutioun. En ass manner gesondheetsschiedlech wéi de Methadon oder de Morphium. Heroin op Verschreiwung ass propper a genee doséiert, während kee Mënsch weess, wat an esou enger Boulle vum Dealer dran ass. Dat kann Strychnin, Batteriesaier, am beschte Fall Zocker sinn oder Miel. Wat fir eng Dosis Heroin wierklech an esou enger Boulle dran ass, dat weess net emol den Dealer - an deem wär dat och nach egal. Drëtten Avantage, Substitutioun mat Heroin huet manner Bäikonsumenten.

Dës Erkenntnisser stellen de konzeptuelle Kader duer vun deem, wat politesch muss an Ugréff geholl ginn, fir den Drogeproblem hei zu Lëtzebuerg zum Deel an de Gréff ze kréien an och eng besser Akzeptanz vun onser Populatioun ze erreechen.

Mir sinn ons eens mam Stater Schäfferot, dass eng aner Léisung muss fir déi provisoresch Struktur fonnt ginn. Mir sinn awer der Meenung, dass eng Rei aner Siten et verdéngen, méi genee ënnert d'Lupp geholl ze ginn. Fir dass dat awer net éiweg soll schleefen, hunn ons zwou Fraktiounen décidéiert, den Délai vun Enn dës Joers 2007 an d'Motioun ze setzen.

Mir sinn ons och eens mat der Fuerderung vun esou enger Dezentraliséierung vun de Strukturen. Mir wëllen ons just net op Esch an Ettelbréck limitéieren, hu par contre awer en Délai virgesinn, bis wéini do sollen Neel mat Käpp gemaach ginn. A ronn engem Joer muss eppes passéiert sinn.

Aus deenen Ursaachen, déi ech virdrun ugefouert hunn, fanne mir, dass eng Fixerstuff net der Wäisheet hire leschte Schluss ka sinn. Mir sinn zudéifst iwwerzeegt, dass mir d'Substitutiounsprogrammer kënne besser organiséieren an dass mat der Aféierung vun der Heroinsubstitutioun de Besoin fir Bas-seuil-Strukture wäert erofgoen.

Et ass dëst eng arithmetesch Aufgab: Wa mir vun enger Clientèle vun 230 Leit an der Fixerstuff ausginn, vun deenen 80% reng Heroinkonsumente sinn an an de Klassement fir eng Heroinsubstitutioun kënne kommen - dat ass en internationale Klassement -, well se minimal 18 Joer al an zwee Joer opiatofhängeg sinn, op d'mannst zwee Sevragen ouni Succès hannert sech hunn an aner gesondheetlech a sozial Problemer derbäi. Wa mer dës Kritären applizéieren, wäert ee kënne quasi d'Halschent vun de Clientë vun der Fixerstuff an den Heroinsprogramm kréien. Op dës Aart a Weis fält d'Konditioun vun der Proximitéit zur Beschafungsplaz ewech, d'Zeen kéint gesprengt ginn, d'Dealere verschwannen, well se net méi esou vill Clienten hunn.

Als leschte Punkt musse mer erwähnen, dass mir d'Liewensqualitéit vun der betraffener Noperschaft aus de Considéranten an d'Inviten eriwwergeholl hunn, well och dat, ob Lokalpolitiker oder net, en Thema ass.

D'Leit vu Bouneweg hunn d'Nues voll. Duerfir hu mer zesumme mat de sozialistesche Kolleege gefrot, fir och eng Dezentraliséierung vun den Hébergementsstrukture fir d'Sans-domicile-fixen unzegoen. Den Här Fayot, deen der Familljeministesch an dësem Zesummenhang eng Question parlementaire rezent gestallt huet, wäert duerno op dësen Thema agoen.

Mir wäre par ailleurs frou, wa mer deemnächst dem Här Minister seng Projeten, notamment wat d'Heroinsubstitutioun ugeet, an der Gesondheetskommissioun virgestallt kriten. Mir géife gären de Leit vum Terrain begéinen, zum Beispill dem Här Origer als Coordinateur national, fir hir praktesch Erfahrunge besser kënnen ze deelen.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir däerfen ons kenger Illusioun higinn. Et sinn net nëmmen déi aner, déi betraff sinn. Et kann haut, muer oder huet vläicht gëschter ee vun onser Famill, vun onse Frënn, vun onse Schüler treffen oder getraff hunn. Et ass duerfir och un ons all, fir net nëmme solidaresch, mä och responsabel onsen Toxicomanen ze begéinen, wou ee se och ëmmer begéint, als Eenzelnen oder als Grupp.

Ech géif Iech duerfir alleguer wëlle ganz häerzlech invitéieren, fir dës Motioun mat der CSV a mat der LSAP ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP), auteur.*- Här President, d'Gesellschaft deet sech schwéier mat dem Ëmgang mat Mënschen, déi aus iergendengem Grond um Rand vun der Gesellschaft liewen, esou och mat Drogéierte wéi mat Strummerten. Keng Partei a keng Regierung huet dobäi e Wonnermëttel fir déi Problemer mat engem Coup ze léisen. Tatsaach ass, dass déi Leit mat an ënner ons liewen, dass mer mat hinnen ëmgoe mussen. Dat ass net ëmmer einfach. Et bréngt oft Ierger. An dach musse mer se soignéieren, wa se a Gefor sinn, a probéiere se erëm an d'Gesellschaft zréckzeféieren.

Eng aner Tatsaach ass, dass mat dëse Mënsche gäre Phantasmen opgebaut ginn, Polemike gedriwwen an Ängschte geschürt ginn. Sécher ass net alles, wat iwwer se gesot gëtt, falsch. Villes vun deem, wat zu Bouneweg zum Beispill - wat ech kennen - opkomm ass a wat säit Joren do monéiert gëtt, ass richteg a muss och a Betracht gezu ginn, wa mer Léisunge sichen. Mä virun allem ass Schwaarz-Wäiss-Molerei a politesch Polemik hei net hëllefräich a bréngt ons net weider. Mir mussen, wa mer déi Problemer léise wëllen, sachlech a roueg bleiwen a probéieren, déi gëeegent Solutiounen och an der Evolutioun ze fannen.

Säit Joren - dat wëll ech och hei soen - ass vu verschiddene Lëtzebuerger Regierungen d'Drogepolitik op- an ausgebaut ginn. Si brauch dofir d'Mataarbecht vun de Gemengen an och selbstverständlech vun der Gesellschaft, vun der organiséierter Gesellschaft an deenen Organisatiounen, déi sech zum Beispill ëm déi Drogéiert bekëmmeren.

Dës Politik ass elo schonns wäitgehend dezentral ugeluecht, well zur Drogepolitik gehéiert natierlech d'Fixerstuff, mä gehéiert vill méi, wéi zum Beispill - et ass gesot ginn - de Methadon-Programm, wéi de Sevrage, d'Therapie, encadréiert Wunnen, eng ganz Partie Gammë vu Mëttelen, déi probéieren d'Mënschen erëmzekréien an an d'Gesellschaft erëm ze integréieren. Net all Leit kënnen dobäi Erfolleg hunn. Dofir ass eng Fixerstuff néideg, fir dat Elementaarst um Plang vun der Hygiène ze garantéieren.

D'Erfahrung op der Diddenuewener Strooss huet gewisen, dass d'Verbindung vu Schlofplazen a Fixerstuff op där Plaz néideg war an ass, fir d'Hygiène an d'Gesondheet vun den Drogéierten ze garantéieren. Elo ass d'Zäit komm, fir déi provisoresch Struktur op der Diddenuewener Strooss ze ersetzen, well jo d'Plaz, wou se dropsteet, gebraucht gëtt, an zwar fir e Lycée.

A Fro gestallt gëtt natierlech d'Plaz, déi elo ausgewielt ginn ass, an och mat der Plaz d'Konzept. D'Konzept, mengen ech, ass dat, wouriwwer d'Politik - mir heibannen - am mannste matschwätze kann. Wéi eng Struktur brauche mer? Brauche mer e Raum mat Still an Dëscher an derniewent Schlofplazen? Kann dat getrennt ginn? Wahrscheinlech gëtt et do keng definitiv Wourecht. An der Diskussioun dozou kann ech vill richteg Iddië fannen, déi zesummen e Mosaik vu verschiddenaartegen Approchë ginn, déi musse flexibel bleiwen.

De Site ass deen, deen am heftegsten diskutéiert gëtt. Fakt ass, dass d'Regierung verschidden Décisioune geholl huet. Fakt ass awer och, dass de Site zu Bouneweg d'Liewensqualitéit vun de Bouneweger respektéiere muss, an duerfir dierf d'Fixerstuff eréischt kommen, wann de Foyer Ulysse entweder verluecht gëtt oder op d'mannst ganz staark dezentraliséiert gëtt, wéi dat jo och an der Motioun gefrot gëtt. Well ech mengen, dass kleng dezentral Unitéiten, fir Sans domicile fixe ënnerzebréngen, méi respektuës si fir d'Ëmwelt, fir d'Quartieren, fir déi Uertschaften, an deene se sinn, wéi eng grouss Struktur wéi se elo zu Bouneweg ass.

D'Motioun, Här President, vun de Majoritéitsparteien, déi glécklecherweis och hei eng grouss Unanimitéit fonnt huet, enthält eng Partie Äntwerten, déi och vun der Regierung presentéiert ginn. Mir droen déi Äntwerten a mir mengen, dass d'Regierung an där Drogepolitik, déi se bis elo gemaach huet, déi richteg Choixë gemaach huet. Et ass eng fortschrëttlech a modern Drogepolitik. Si muss natierlech oppassen, dass se an der Gesellschaft déi Akzeptanz fënnt, déi se brauch, fir dass dat iwwerhaapt ze realiséieren ass. Mir mengen, dass mer mat dëser Motioun hëllefen e Schrëtt weiderzegoen, fir déi Drogepolitik an déi Akzeptanz vun de Leit ze sécheren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. D'Madame Loschetter huet elo d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et ass schwéier a fënnef Minutten eppes iwwer Drogepolitik ze soen. Et ass och schwéier eppes iwwert d'Fixerstuff ze soen.

M. le Président.- Madame Loschetter, mir hunn zwou Motiounen. Dir kënnt d'Zäit beieneen huele fir déi zwou Motiounen.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ah, gutt. Da kann ech méi lues schwätzen.

(Hilarité)

M. le Président.- Sou! D'Madame Loschetter huet d'Wuert!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech denken, datt d'Mise en place vu Fixerstuffe just en Deel vun enger gesamter nationaler Drogepolitik ass. Eng gesamt national Drogepolitik, déi ugefouert gëtt vun enger ganzer Regierung, déi ugetrueden ass mat der Ausso am Koalitiounsaccord, - ech erlabe mer kuerz ze zitéieren: «Des structures d'accueil pour toxicomanes ainsi que des structures post-thérapeutiques seront créées et le nombre de places de thérapie

sera augmenté. Les différentes initiatives en ce domaine seront soutenues.»

Fir d'Ausféierung vun deem do, vum Inhalt vun der gesamter nationaler Drogepolitik, ass de Gesondheetsminister zoustänneg, a fir de Bau, notamment vu Fixerstuffen, ass de Bauteminister zoustänneg. D'Diskussiounen, déi am Moment stattfannen a verschiddene Gemengen, méi oder nach net esou hefteg, sollen eis heibannen zum Handelen incitéieren, soss komme mer mat Sécherheet vum eigentlechen Thema ewech a verléieren ons an ongesond Situatiounen, awer och an ongesond Diskussiounen. Dës Chamber, denke mir, soll d'Richtung uginn, d'Urgence definéieren an d'Ëmsetzung ënnerstëtzen. Ech denken, dat ass d'Aarbecht vun enger Chamber. Dat ass eis Aarbecht.

D'Regierung muss sech mat alle concernéierte Partner zesummesetzen, well si brauch déi fir déi praktesch Ëmsetzung; dat heescht notamment déi sozial Institutiounen, awer och déi concernéiert, an zwar all déi concernéiert Gemengen.

De Moment gëtt et - an et ass jo och scho bekannt - just eng eenzeg provisoresch Struktur an der Haaptstad, déi net optimal fonctionnéiert an déi dann och eng kontraproduktiv Impressioun bei de Leit hannerléisst. Mir brauchen awer op verschiddene Plazen am Land, esou wéi et och am Koalitiounsaccord steet, Fixerstuffen, déi siwen Deeg op siwen, 24 Stonnen op 24 fonctionnéieren an déi regional organiséiert sinn.

Mir sollen eis och als Politiker oder Politikerin verflichten, wa mer ons an der Öffentlechkeet dozou ausdrécken, reell, awer och richteg Informatiounen ze ginn. Eng dovunner wier zum Beispill ze ënnersträichen, datt d'Fixerstuffen en Deel vum Problem léisen, och fir d'Gesellschaft, och fir d'Awunner an d'Awunnerinne vun de Gemengen, wou dann eben eng Fixerstuff soll a muss hikommen; déi Leit, déi ebe mat deem traurege Problem Dag fir Dag konfrontéiert sinn.

Eng Fixerstuff, wou Heroinabgab oder Substitutiounsheroinabgab stattfënnt, hëlt déi drogéiert Leit vun der Strooss, hëlt en Deel - wann och nëmmen e klengen - vun der Beschafungsprostitutioun vun der Strooss, hëlt och en Deel - och wann nëmmen e klengen - vun der Beschafungskriminalitéit vun der Strooss. A se hëlt och d'Sprëtze vun der Strooss. Dat heescht, mir fanne manner Sprëtzen op der Strooss mat där Organisatioun.

Fixerstuffe léisen den Drogeproblem net - dat huet déi CSV-Doktesch ganz richteg gesot, a si ass kompetent dran -, mä si sinn eng Reaktiounsmesure zum Problem. Si sinn och eng politesch Reaktiounsmesure zum Problem, eng Hëllefstellung fir déi drogekrank Leit a stellen awer och eng Verbesserung fir gesellschaftlech Organisatiounen duer.

Eng zweet politesch Verflichtung ass awer mat Sécherheet, d'Bierger net eleng dostoen ze loosse mat hire Froen, mat hiren Ängschten a vläicht souguer och mat hire Viruerteeler. Mir wëllen hei mat Nodrock ënnersträichen, wéi wichteg déi Informatiouns- a Sensibiliséierungsaarbecht ass. Mir wëllen och eis Mataarbecht nach eng Kéier hei matdeelen, op alle politeschen Ebenen an op alle Regiounen hei am Land.

Duerfir, Här President, fuerdert an ënnerstëtzt eigentlech dës Motioun - déi zwou, mä awer och déi, déi elo hei zur Debatt steet - d'Regierung an engem Deel vun hirer nationaler Drogepolitik. Si soll esou séier wéi méiglech definitiv Fixerstuffen an der Stad, awer och am Süden an am Norde vum Land installéieren.

Fir ons ass dëst soss näischt wéi eng konsequent, eng verantwortungsvoll, awer och eng courageis Politik, déi hëlleft, d'Drogeproblematik e bësse besser an de Gréff ze kréien, an déi de Leit an onser Gesellschaft hëlleft, e bësse besser mat dëser Problematik eens ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Elo huet nach den honorabelen Här Henckes d'Wuert an duerno den Här Jaerling. Här Henckes!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech schwätzen och vu Fixerstuff an dobäi geet et net eleng ëm Fixerstuff. Et geet hei ëm e Centre d'accueil pour toxicomanes, wou also och eng Behebergung mat virgesinn ass, fir en Deel wéinstens vun deene schwéier Drogéierten ze beherbergen an haaptsächlech déi, déi manner wéi 25 Joer al sinn an déi néierens ënnerdaach kommen. An ech mengen et muss een dofir och d'Problematik discernéieren: Fixerstuffen a Centres d'accueil.

Wéi ech déi Motioun vun DP an DÉI GRÉNG, au fait vum Stater Schäfferot gesinn hunn, muss ech éierlech soen, du war ech skandaliséiert. Et ass inakzeptabel, datt e Stater Schäfferot seet an d'Regierung opfuerdert, fir just nuren een eenzege Site virzegesinn. Dat ass zu Bouneweg, just mëtten am Wunnquartier, niewent der Spillschoul, niewent der Primärschoul, just do wou eng 60 Kanner wunnen; do soll et hikommen. Ech mengen, dat ass op jiddfer Fall dee Site, dee fir ons als ADR inakzeptabel ass!

Duerfir sinn ech frou, an dofir ënnerstëtze mer och d'Motioun, déi hei vun der LSAP a vun der CSV gedroe ginn ass, datt dora fir d'éischte Kéier ganz kloer gesot gëtt, als Wonsch vun der Chamber, datt soll no alternative Sitë gekuckt ginn.

An där gëtt et! A valabeler! Mir ginn net midd, zënter e puer Méint wou déi Debatt entstanen ass, ze soen, datt ee vun deene Siten, a fir ons mat dee beschten, de CFLs-Parking wier, den ënneschten Deel vum CFLs-Parking no bei der Bréck. Do ass d'Méiglechkeet, fir dee Centre d'accueil ze schafen a fir en ze installéieren. Et gëtt nach e puer aner Siten, déi och schonn an der Debatt sinn a wou mer och mengen, datt et wichteg ass, datt se solle gekuckt ginn.

Den zweete Punkt, deen ee muss festhalen, dat ass, datt mer mat där Iddi vun de Fixerstuffen, déi op enger Plaz fixéiert sinn, wou musse Genehmegunge kommen, fir datt se kënnen exploitéiert ginn, enger anerer Meenung sinn. Datt mer au contraire mengen, et misst op de Wee vu mobile Fixerstuffen zréckgegraff ginn, esou wéi et zu Berlin de Fall ass, zu Paräis, zu Zürich an a villen anere Stied. Wou den Ausdrock „mobil" net onbedéngt wëllt heeschen, datt se wéi e Bus doruechter fueren, mä datt se einfach an engem Camion op enger gewësser Plaz sinn a just nure sech bewegen, wann do iergendeng aner Manifestatioun ass. Et gesäit een, datt ee villes méi esou Punkte ka festhalen, datt een deen Ablack och kann eng dezentraliséiert Léisung sichen.

Déi aner Alternativ, wat d'Beherbergung ugeet, do ass et kloer, datt fir ons betreite Wunngemeinschafte vu klengen Unitéiten, wou Drogenofhängeger zesumme vun engem Educateur mat betreit ginn, eng valabel Alternativ sinn. Well mir hunn där betreite Wunngemeinschaften zwou, notamment eng zu Gaasperech, déi einwandfrei fonctionnéiert. Derniewent si guer keng Reklamatioune vun de Bierger, well dat eng Léisung ass, fir déi Problematik, déi mer kennen, unzegoen.

Da wëll ech drop hiweisen, datt ech eng Interpellatioun ugekënnegt hunn a gefrot hunn zu der Drogeproblematik vis-à-vis vun dem Santésminister, mä och vis-à-vis vum Justizminister, an ech mengen, datt ee sech sollt Zäit huelen, fir déi Gesamtproblematik am Fong ze diskutéieren an net nuren hei an e puer Minutten, bei Geleeënheet vun enger Motioun.

Dir verstitt, datt, wann een als Fraktioun nure véier Minutten huet, ee sech deen Ablack muss kuerzfaassen.

Ech mengen d'Debatt ass wichteg. Datt mer de Problem uginn, ass wichteg, well mir wëssen, datt mer eng 350 bis 400 Drogenofhängeger all Dag op der Gare gesinn. An dat ass e Problem, dee musse mer ugoen, net nuren an der Hisiicht vun enger Fixerstuff, mä och global gesinn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Dann huet den Här Jaerling d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Henckes soen, egal wéi mer dezentraliséieren oder wou mer dezentraliséieren, iwwerall liewe Mënschen, iwwerall liewe Kanner. Mä ech wëll awer och drun erënneren, dass déi Süchteg och Mënsche sinn an och e Recht hunn, ënnert de Mënschen ze liewen, an dass op jidde Fall keng Diskussioun däerf opkommen, dass mer déi elo iergendwéi an en Eck erausklammeren, wou kee se gesäit oder wou se vun de Mënschen ofgezweigt ginn. Well dat wier dat Schlëmmst, wat ee kéint mat hinne maachen.

Well fir déi Leit, déi do dra sinn, déi schlëmmsten Drog fir de Süchtegen ass d'Zeen, ass d'Drogenzeen. An et soll hei kee mengen a sech arieden, dass, wa mer elo dezentraliséieren oder lénks a riets Haisercher bauen, dann déi Süchteg dohinner lafen, grad wou mir et gären hätten. Dat si Mënschen, déi fräi sinn, an dat si Mënschen, déi anescht fonctionnéiere wéi mir, an do brauche mer aner Moossnamen an aner Programmer fir déi Leit ze betreien an och dohinner ze kréien, wou mer se brauchen.

A wa mer vu Fixerstuff schwätzen a mer hätte gär, dass déi Leit sollen dohinner kommen - et ass wichteg, dass se dohinner kommen, fir dass mer se am Gréff hunn, fir dass mer d'Méiglechkeet kréie fir se erëm an d'Gesellschaft zréckzekréien -, da stellt sech déi kruzial Fro: Wéi kréie mer se vun deem illegalen Drogemaart ewech?

Do awer gëtt et elo am Moment näischt an do - musse mer éierlech soen - musse mer kapituléieren. Mir musse kapituléieren an einfach soen: Da musse mer hinnen déi Substanz ginn, medezinesch kontrolléiert, déi se brauchen.

Dann hu mer déi beschte Méiglechkeet, fir se dohinner ze kréien, an da musse mer awer och déi gesetzlech Basis schafen, fir dass se kënnen dohinner kommen an och hiren Heroin do kréien.

Well dat wat elo geschitt, wat mer ënner Fixerstuff verstinn, dat ass, dass se dann hir Substanz op de Schwaarzmaart kafe ginn an da komme se an d'Fixerstuff an da riskéiere se do ze stierwen. Dann hu mer näischt geschafft.

Duerfir geet et haaptsächlech drëm fir ze kucken, dass mer se aus deem Milieu erauskréien. Dat ass d'Aufgab, déi mer musse maachen. A wa mer net zousätzlech zu deene sougenannte Fixerstuffen de Courage hunn, dat doten ze maachen, da kënne mer apaken an da musse mer einfach domat liewen, dass mer all Joer esou vill Jonker hunn, déi dorunner stierwen.

Well mir kréien dee Problem net an de Gréff. Mir kréien en net an de Gréff, well einfach déi wierklech Verantwortlech vun deem ganzen Drogegeschäft anzwousch anescht sëtzen. Déi sëtzen an de Chefetagë vun de Konzerner, wou se Fric domat verdéngen. An déi, déi mir heiansdo hei fänken, déi sougenannten Junkien oder hei oder do, dat sinn arem kleng Fësch, déi gi mer emmerdéieren, awer un déi wierklech Verantwortlech traue mer eis net erun.

Ech mengen och dat ass eng Aufgab vun der Politik, fir emol eng Kéier de Courage ze hunn a mam Fanger op déi ze weisen, déi wierklech verantwortlech sinn. Mä awer bis op eng bestëmmten Etage ginn d'Instruktiounen a ginn d'Untersuchunge jo net weider. Da läit den Dossier am ronnen Dossier. Da solle mer dat och emol eng Kéier hei soen an da solle mer och emol eng Kéier mam Fanger dorop weisen an och emol méi seriö nokucken, wien dann haaptverantwortlech ass vun deem ganze Geschäft. Da wäerte mer gesinn, dass mer och de Problem besser an de Gréff kréien.

Mä op jiddfer Fall, eent ass wichteg: Et soll een ni vergiessen, hei handelt et sech ëm Mënschen, déi d'Recht hunn, ënnert de Mënschen ze liewen, a wa mer vun Dezentraliséierung schwätzen, da sollen et Strukture sinn, wou déi Mënsche sech kënnen ënner Mënschen ophalen a wou mer se net iergendwéi ausklammeren. Well déi Diskussioun, déi mer elo an der Stad haten, dat kann ech lech elo scho soen, egal wou mer hin diskutéiere ginn, wou mer eng Fixerstuff wëllen himaachen, kréie mer déiselwecht Diskussioun.

Mir kréien déi Diskussioun ëmmer erëm, an dofir soll d'Politik hei hir Verantwortung iwwerhuelen a soen, do kënnt se hin, an dann aus, zou, fäerdeg, an net méi laang diskutéieren, well soss diskutéiere mer nach 50 Joer an dann hu mer nach näischt dostoen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol Merci fir d'Qualitéit vun där Diskussioun, déi de Mëtteg hei gefouert ginn ass, a Merci fir och dee kloere Message, dass en eeschte Problem wéi deen hei net fir d'Politique politicienne ze mëssbrauchen ass.

Mir schwätzen hei vu Leit, déi duerch all Netzer an duerch all Moossname gefall sinn, déi iwwert de Bierg sinn. Mä och Drop-outs gehéieren nach zu eiser Gesellschaft a verdéngen et wéi Mënsche behandelt ze ginn an och Strukturen ze kréien, déi hinnen hëllefen, amplaz se eleng an der Landschaft ze loossen, wat jiddefalls net déi bescht Solutioun ass.

Et gëtt sécher méi Populäres wéi Strukture wéi e Foyer d'accueil an en Drogekonsumraum. Et gëtt sécher vill méi Populäres, wou vill Gemenge géifen de Fanger ausstrecken: attraktiv Betriber, déi Steiere bréngen, ganz populär Institutiounen oder Strukture wéi eng Uni. Déi heite Strukture si manner populär, sinn awer dofir net manner noutwendeg.

Ech wëll och direkt drop insistéieren, dass d'Drogepolitik zu Lëtzebuerg sech net limitéieren däerf op eng Diskussioun iwwer en Drogekonsumraum. Fir déi, déi et scho gesinn hunn, dat ass e gréissert Zëmmer mat e puer Dëscher an e puer Still. Si däerf sech also net eleng dorop limitéieren, well, ech mengen, wann déi Zëmmeren do sinn, dann entsprieche se engem Bedarf vun haut, a wann dee Bedarf net méi do wär, da géif ee séier eng Affektatioun fir dat Zëmmer fannen. Dat heescht, wa mer elo Projete konzipéiere fir e Besoin vun haut, da gi mer sécher net fir muer an déi falsch Richtung.

D'Drogepolitik zu Lëtzebuerg beschränkt sech also net op en Drogekonsumraum, mä ass Inhalt vun an der Zwëschenzäit zwee Drogenaktiounsprogrammer, een, deen ënnert dem Carlo Wagner fir 2000 bis 2004 ausgeschafft ginn ass, an en zweeten ënnert der jëtzeger Regierung vun 2005 bis 2009.

En Drogekonsumraum gëtt da gebraucht, wann all déi aner Prioritéiten net méi zum Zuch kommen. Dir kennt déi Prioritéiten: Dat ass d'Preventioun, d'Berodung, d'Fréierkennung, d'Betreiung, de Sevrage, d'Therapie, d'Rehabilitatioun, de Logement, d'Aarbecht, och d'Repressioun géint de Phenomeen vun den Drogen.

Mä bei där beschter Drogepolitik bleiwen der ëmmer iwwreg, deene mat all deene Mëttelen - an dat sinn der vill, dat si Milliounen a Milliounen Euro - net ze hëllefen ass a wou een adaptéiert Strukture muss schafen, wann een net wëllt - dat ass och eng Approche, mä dat ass net eis an dësem Haus -, dass ee se einfach elendeg krepéiere léisst. Dat däerf een net zouloossen!

D'Dezentraliséierung ass e Schlagwuert, dat vill gebraucht ginn ass, wat awer fir eis kee Schlagwuert ass, well d'Drogepolitik, all Drogestrukturen - ausser elo engem Drogekonsumraum, dee ganz jonk nach ass, dee besteet eréischt zwee Joer - largement dezentraliséiert sinn. Et gëtt déi verschiddenaartegst Strukture fir de Kampf géint d'Drogeproblematik an der Stad, zu Ettelbréck, zu Esch, zu Gréiwemaacher, zu Rouspert, zu Manternach, zu Méischdref, déi villfältegst, vun Therapie, Berodungszentren iwwer Logementer, muer Strukturen, fir de Leit Aarbecht a Wunnengen ze ginn, an esou weider.

De Sevrage ass verdeelt iwwert d'ganzt Land an deenen akuten dezentraliséierte Psychiatrie-Strukturen. D'Rehabilitatioun ass och verspreet iwwert d'Land an ausserhalb vum Land. D'Appartementer, déi hunn ech net opgezielt, alleguer déi Plazen, wou et Appartementer gëtt ënnert de Leit, an de Quartiere vun de Leit, no bei de Leit, iwwert d'ganzt Land verspreet. Ech nenne se net alleguer, well soss op eemol géife mer nach riskéieren, dass eppes wat net opfält op eemol géif opfalen.

Den Drogekonsumraum ass also nëmmen e klengen Deel dovun, an ech muss soen, dass och an der - an dat ass richteg zitéiert ginn - Regierungserklärung vun 2004 eng Rei vun neien Akzenter gesat gi sinn, ënner anerem dee vun der Schafung vun zousätzleche Strukturen, an ënner anerem dee vun engem Programm fir d'Ofgab vun Heroin u schwéier Drogenofhängeger ënner medezinescher Kontroll.

Wou ass dee Projet drun? Mir hu vun Ufank u gesot, dass mer probéieren de Pilotprojet „Drogekonsumraum" anstänneg ze géréieren, opzebaue mat all deene Betraffenen. An déi, déi sech dofir interesséiert hunn, déi ware schonn an deene Gremien derbäi, d'Méindesronn, wou alleguer d'Acteuren zesummekommen, reagéieren op déi Problemer, déi entstoe kënnen. Mir waren also der Meenung, dass mer dee Pilotprojet sollten anstänneg a roueg duerchbréngen, a wann dee sech bewährt hätt, dass mer dat Nächst géife maachen. Well ech muss lech éierlech soen, mir gëtt et och keng Satisfaktioun wann ee seet, mir hunn eng Plaz, wou ee sech Droge ka sprëtzen, an implizit awer seet: Dir musst lech d'Drogen illegal verschafen.

De Krees geet eréischt zou, wa mer deen heite Programm op d'Bee kréien. An den interministeriellen Aarbechtsgrupp, deen dofir agesat ginn ass, mat all deene betraffene

Ministèren a Partner, huet virun der Vakanz deen dote Projet ugefaangen. Mir hunn d'Viraussetzungen, dass mer dat innerhalb vu räsonnabelen Délaië kënne maachen. Ech ginn dovun aus, dass mer am Laf vun 2008 de Konzept kënnen op den Dësch leeën an dass mer spéitstens 2009 - do stéiert et mech net, dass et e Wahltermin ass - kënne mat deem dote Projet un d'Netz goen.

M. le Président.- Här Minister, denkt un Äre Regierungskolleeg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech wëll och drop hiweisen, dass déi Leit, déi gefuerdert hunn am Laf vun der Diskussioun, mir sollten dach a Saachen Ersatzdrogen eppes maachen, net matkritt hunn, dass den Ersatzdrogeprogramm „Methadon" zënter Jore leeft, dass innerhalb vum Programm „Methadon" 105 Leit betreit ginn, an dass ausserhalb vun deem Programm iwwert de Réseau vun de Generalisten ëm 900 Leit betreit ginn, déi also schonn op enger medezinesch verschriwwener Alternativ - Ersatz, awer Drog - sinn a méi oder manner normal an eiser Gesellschaft funktionéiere kënnen.

Et ass virdru gesot ginn, dass d'Fixerstuff, den Drogekonsumraum, soll do sinn, fir d'Risike vun deene Betraffenen ze miniméieren. Et ass en fait eng Iwwerliewenshëllef fir déi Betraffen, wat och doduerch bewise gëtt, dass bei 60 Iwwerdosen an deene leschten zwee Joer, déi an deem Zentrum entstane sinn, keen hänke bliwwen ass, wat awer net de Fall gewiescht wär, wann dat an der Landschaft geschitt wär. 60-mol Iwwerdosen! Dir wësst, wat eng Iwwerdosis heescht. Déi ass oft fatal, hei war se ni fatal.

Risikominderung fir déi Betraffen, awer och Risikominderung fir d'Leit, déi am wäitsten Ëmkrees ronderëm déi Fixerstuff wunnen, liewen, well soss fënnt een d'Clientë vun der Fixerstuff an der Landschaft erëm. An de Paul Helminger huet dat ganz richteg gesot, dat ass d'Alternativ dozou. Wann déi Fixerstuff zou wär, da wär de Problem net fort, mä d'Leit géifen erëm an der Landschaft leien.

Et ass och net esou, dass, wéi gemengt gëtt, elo eng nei Struktur géif entstoe mat neie Capacitéiten. Et ass effektiv esou, dass déi säit zwee Joer bestehend Struktur vun där enger Säit vun der Strooss op déi aner Säit vun der Strooss geréckelt gi géif, net mat méi Capacitéit, mä mat bessere Konditioune fir déi Betraffen a fir déi Leit ronderëm. An dee Projet - wëll ech Iech soen - vum Drogekonsumraum ass jo net esou nei, well d'Basis gouf 1993 mat der Camionnette gesat.

Den Drogekonsumraum an d'Structure d'accueil funktionéiere jo och net ouni Leit. Am Moment si 16,25 Posten an deem doten Ensembel, déi scho funktionéieren, an ech soen der Chamber villmools Merci fir d'Ënnerstëtzung, fir déi zousätzlech Leit, déi mer nach brauchen, schnell ze kréien. Merci fir d'Bekenntnis zu där Struktur, déi indispensabel ass, fir d'Zuel vun de Victimen ze reduzéieren.

Et ass urgent, an dat huet och jiddferee gesot, déi provisoresch Struktur ze ersetzen. Déi Konzepter, déi à la base sinn, de Projet brauche mer urgent, d'Struktur brauche mer urgent. Ech hunn och ganz gär an der Motioun gesinn, dass de Konzept, deen à la base ass vun deem Projet, duerchaus am Liicht vun deenen Erfahrungen, déi mer, da wann de Projet steet, maache mat dem Programm fir Heroinabgaben, permanent kann adaptéiert ginn, absolut an der Rei ass. Et ass kee statesche Konzept. Wann d'Situatioun sech ännert, kënne mer dee Konzept upassen. Wa mer herno manner Plaze brauchen, da kënne mer dee Konzept upassen a fannen och Verwendung fir dee Raum, deen da sollt iwwreg bleiwen.

Mä nach eng Kéier: Mir brauchen d'Struktur ganz dréngend elo!

Just e Wuert nach, an dann halen ech op, Här President, well ech och um Enn vu menger Zäit ukomm sinn. De Site...

(Interruption)

Vu menger Riedezäit.

De Site, iwwert dee mer haut diskutéieren an deen och haut am Raum steet, dat ass een, deen am Konsens zwëschent Regierung a Gemeng festgehale ginn ass. An ech muss soen, ech stinn zu deem Site, wéi déi meescht Riedner, déi de Mëtteg hei waren, à moins - an dat ass och gesot ginn - dass wéi en Deus ex Machina e bessere Site op eemol doläit, dee mer awer an deene leschte Joren net fonnt hunn, obwuel mer duerch d'Stad gejoggt sinn op all méiglech Plazen.

Dee Site muss awer eng Rei vu Konditiounen erfëllen: E muss direkt disponibel sinn; e muss fir déi Betraffen akzeptabel sinn, also e muss akzeptéiert ginn, fir dass d'Leit och dohi kommen, an en däerf virun allem net méi Problemer schafen, wéi dee jëtzegen. Ech mengen, doriwwer misste mer eis kënnen eens sinn.

Dat gesot, fannen ech an där Motioun alles erëm, wat mer brauchen, fir weiderhin an enger courageierter Drogepolitik virunzekommen, wou ech Iech soen, dass ech mir och géif wënschen, dass ech just bräicht op de Knäppchen ze drécken, fir dass all Drogéierte bei senger eegener Hausdier wär. Mä déi, iwwert déi mer schwätzen, déi hu meeschtens keng eegen Hausdier méi.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech wollt just beim Minister nach nofroen, well hien huet guer net op déi Ausso vum Här Fayot reagéiert iwwert de Foyer Ulysse. An d'Madame Ministesch Jacobs feelt och hei am Fong an där Debatt, fir hir Positioun ze wëssen zu deem Punkt, deen d'Sozialistesch Aarbechterpartei awer ervirgehuewen huet. Ech wier interesséiert ze wëssen, wat d'Positioun vun der Regierung zu deem Punkt wär.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech mengen, den Här Bettel huet gemengt, dass d'Motioun nëmmen zwee Blieder hätt - zwou geschriwwe Säiten. Wann hien de Paragraph op där drëtter Säit liest, da kennt hien d'Äntwert vun der Regierung dorop. Liest dat also nach eng Kéier no, déi dräi Zeilen, da wësst Der, wat ech vum Här Fayot senger Propositioun halen. Et ass näischt aneschters wéi déi dräi Sätz paraphraséiert, déi an der Motioun stinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Da kéime mer zum Vote. Mir sinn de Moment nach konfrontéiert mat zwou Motiounen.

Une voix.- Eng.

M. le Président.- Eng?

Une voix.- Mir zéien dat zréck.

M. le Président.- Très bien! Also geet et ëm d'Motioun, déi den honorabelen Här Fayot déposéiert huet.

Vote

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Négation)

Gutt, da stëmme mer par main levée of. Wien d'accord ass mat där Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dass d'Motioun vum Här Fayot d'Unanimitéit vun der Chamber kritt huet. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eisen Debatte vun haut. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.57 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

Session ordinaire 2006-2007

Séance d'hommage à la mémoire de M. Gaston Thorn, Ministre d'État honoraire pages 599-600

Session ordinaire 2007-2008

Clôture de la session ordinaire 2006-2007 et ouverture de la session ordinaire 2007-2008 page 1

Composition du Bureau page 1

Composition des commissions parlementaires page 1

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 1

Ordre du jour page 1-2

Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot page 2

Ordre du jour (suite) page 2

Motion de M. Ben Fayot au sujet de la situation politique en Birmanie page 2

5664 - Projet de loi portant transposition de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier de la directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte) et de la directive 2006/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 sur l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit (refonte) pages 2-3

5722 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Avenant, signé à Luxembourg, le 24 novembre 2006, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1er avril 1958 pages 3-4

Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement page 4

Communications pages 5-7

Propositions de loi page 7

Rôle des affaires page 7

Composition de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire page 7

Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot page 7

Débat de consultation sur la simplification administrative en faveur des entreprises au Luxembourg pages 7-13

Dépôt d'une résolution par Mme Anne Brasseur page 13

Débat de consultation sur la simplification administrative en faveur des entreprises au Luxembourg (suite) pages 13-16

5666 - Projet de loi concernant les exigences de sécurité minimales applicables à certains tunnels routiers et modifiant la loi modifiée du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées pages 16-17

5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution pages 17-19

5337 - Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification

1. du Code du travail;

2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation;

3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux page 19

Motion de M. Paul Helminger déposée au nom du groupe DP et au nom du groupe DÉI GRÉNG relative à l'amélioration et à la décentralisation des structures d'accueil pour personnes toxicomanes et à l'implantation d'un foyer d'accueil à Bonnevoie

et

Motion de M. Ben Fayot relative à la décentralisation des structures de traitement et d'accueil pour personnes toxicomanes pages 19-22